Chamberblietchen

2012-2013

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2012-2013

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	23
CR n°2	Séances n°4, 5, 6	87
CR n°3	Séances n°7, 8, 9	151
CR n°4	Séances n°10, 11, 12, 13, 14	215
CR n°5	Séances n°15, 16, 17, 18	271
CR n°6	Séances n°19, 20	335
CR n°7	Séances n°21, 22, 23	399
CR n°8	Séances n°24, 25, 26	463
CR n°9	Séances n°27, 28, 29, 30	523
CR n°10	Séances n°31, 32, 33	583
CR n°11	Séances n°34, 35, 36	647
CR n°11	Séances n°37, 38, 39, 40	711
CR n°12	Séances n°41, 42, 43	775
CR n°14	Séances n°43, 44, 45	839



octobre | 2013

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2012-2013

S O M M A I R E

PAGE | 01
L'année parlementaire
L'organisation de la Chambre des Députés
Le Président de la Chambre
Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

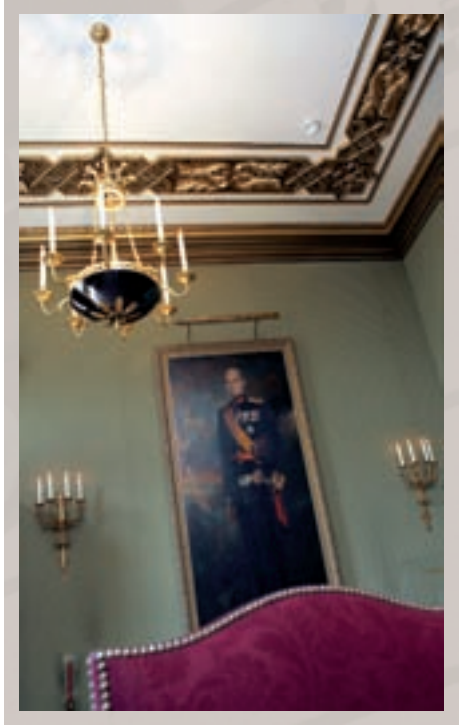
PAGE | 02
Bureau
Conférence des Présidents

PAGES | 03-17
Les commissions parlementaires

PAGE | 18
Session ordinaire 2012-2013: Relevé général

PAGE | 19
Séances publiques – Heures de séances

PAGE | 20
Composition de la Chambre des Députés



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Éditeur: Chambre des Députés

Conception: Brain & More - Agence en Communication

Mise en page: Espace Médias SA

Photos: Tageblatt archives / Espace Médias SA

L'année parlementaire 2012–2013

Dissolution avant l'heure de la Chambre

Le 10 juillet 2013 a mis fin prématurément à la législature 2009-2014. Au bout d'un long débat parlementaire autour des dysfonctionnements survenus au sein du SREL, le Premier Ministre a préféré s'en remettre au Grand-Duc pour la tenue d'élections législatives anticipées. Avant cette date et au cours de la session parlementaire écoulée, les députés se sont attelés à évacuer 93 projets de loi, dont certains attendus depuis longtemps ou revêtant une importance particulière.

Alors que la session parlementaire 2012-2013 était censée constituer l'avant-dernière session de la présente législature (2009-2014), la journée du **10 juillet dernier** en décida autrement. Au bout de 7 heures de débat en séance plénière autour du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les dysfonctionnements survenus au sein du Service de Renseignement de l'Etat (SREL), le Premier Ministre annonça finalement qu'il allait proposer le lendemain au Grand-Duc, chef de l'Etat, la tenue d'élections législatives anticipées.

Entre-temps, nous savons ce qu'il en advint. Réunis le **18 juillet 2013** au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre, les groupes et sensibilités politiques se prononcèrent en faveur d'une dissolution différée suivie d'élections anticipées fixées au **20 octobre 2013**. En effet, toute dissolution de la Chambre avec effet immédiat aurait laissé en fonction un Gouvernement sans contre-pouvoir législatif: une situation susceptible de créer un déséquilibre institutionnel.

S'en est suivie la publication, le **24 juillet**, au Mémorial - journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg - d'un arrêté grand-ducal datant du **22 juillet** portant dissolution de la Chambre des Députés avec effet au **7 octobre 2013**.

Pour autant, la Chambre des Députés n'a pas chômé avant la date fatidique du 10 juillet. Entre octobre 2012 et juillet 2013 (année parlementaire 2012-2013), le relevé statistique des travaux parlementaires renseigne en effet que les députés se sont réunis à 45 reprises en séance publique. En ces occasions, 8 débats d'orientation et 3 débats de consultation ont eu lieu. Dans le cadre des «heures de question», les membres du Gouvernement ont répondu à 62 questions (dont 6 urgentes et 7 élargies) émanant des députés. La session 2012-2013 vit se tenir 8 débats d'orientation ainsi que 3 débats de consultation. 15 motions et 12 résolutions ont également pu être adoptées de même que 93 projets de loi votés.

Parmi ces derniers, citons:

- 8 projets de loi dans le domaine judiciaire (dont la modification d'articles du Code pénal touchant l'interruption volontaire de grossesse ou encore l'incrimination de l'abus de faiblesse)
- 8 projets concernant le système éducatif ou l'enseignement supérieur (construction de lycées et bourse d'étudiants)
- 7 projets dans le secteur financier ou encore celui des assurances (dont les législations concernant l'activité du Family Office et celle des fonds d'investissement alternatifs)
- 2 projets dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale (la nouvelle loi sur l'assurance pension et le renforcement de la législation de la lutte antitabac)
- 2 projets concernant les ménages et familles en général (les nouvelles lois sur la violence domestique et le surendettement)
- sans bien entendu oublier les projets ayant trait à l'infrastructure (dont la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale et la réfection du Pont Adolphe), l'aménagement du territoire ou encore les transports (dont notamment l'aménagement d'une plate-forme multimodale ferroviaire à Bettembourg).

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi par le règlement d'ordre intérieur élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se termine le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre, pour organiser ses travaux, institue son Bureau ainsi que la Conférence des Présidents, organe réunissant régulièrement les chefs de tous les groupes politiques présents à la Chambre pour déterminer notamment les ordres du jour des séances publiques et régler toutes les questions en relation avec l'agenda parlementaire.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre consistent à

- représenter la Chambre
- maintenir l'ordre dans l'enceinte parlementaire
- faire observer le règlement d'ordre intérieur de la Chambre
- juger de la recevabilité des textes, motions et autres propositions
- accorder la parole
- poser des questions et les soumettre aux votes des députés
- annoncer le résultat des votes et scrutins
- prononcer les décisions prises par la Chambre
- porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président lorsqu'ils le remplacent. En l'absence du Président et des Vice-Présidents, le membre le plus ancien en rang de la Chambre assure la présidence.

APPARTENANCE POLITIQUE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (SESSION 2012-2013)

CSV	26 députés	déi gréng	7 députés
LSAP	13 députés	ADR	2 députés
DP	9 députés	Indépendants	2 députés
		déi Lénk	1 député

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Bureau

Participation du citoyen au débat politique

Composition de la commission

Président: Laurent Mosar (CSV)

Vice-Présidents: Lydia Mutsch (LSAP), Lydie Polfer (DP), Michel Wolter (CSV)

Membres: Lucien Clement, Gilles Roth (depuis le 14 mai 2013), Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Lucien Weiler (CSV) / Alex Bodry, Lucien Lux (LSAP) / Xavier Bettel (DP) / François Bausch (déi gréng)

Secrétaire général: Claude Frieseisen

Nombre de réunions: 23 (y compris 9 réunions jointes)

Tout comme pour les sessions précédentes, le Bureau a assumé, au cours de la session 2012-2013, ses responsabilités au niveau de la gestion des affaires courantes de l'administration parlementaire telles que l'approbation du budget annuel ou l'attribution des promotions et avancements des membres du personnel de l'administration parlementaire.

À côté de ces missions, le Bureau a relevé les défis de notre société de l'information et de la communication toujours en évolution. Ainsi, depuis janvier 2013, la Chambre des Députés est présente sur les réseaux «facebook» et «twitter». D'autres mesures s'inscrivant dans cette même lignée de promotion de l'esprit démocratique et de l'alimentation du débat politique ont été prises.

En effet, sur base d'une convention signée en juillet 2011 avec l'Université du Luxembourg, la collaboration entre la Chambre des Députés et des étudiants et scientifiques en sciences politiques a été poursuivie et intensifiée au cours de la session 2012-2013. À travers des conférences nationales et internationales ainsi que la publication d'articles sur des thèmes politiques d'intérêt général, le débat politique est nourri. Des projets de recherche ciblés sur des sujets d'actualité contribuent à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement du parlementarisme et fournissent des informations utiles tant aux chercheurs et étudiants qu'au Parlement.



Sur le plan international, notons que les membres du Bureau ont décidé la participation financière de la Chambre des Députés à un programme de coopération interparlementaire à destination de l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire. Ce programme coordonné par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) dans le cadre de l'IMCIF (Initiative multilatérale de Coopération interparlementaire francophone) consiste en une assistance à la bonne gouvernance auprès des parlementaires et un soutien à l'administration parlementaire pour assurer la compétence des membres du personnel.

De nombreuses réunions du Bureau ont été consacrées à l'analyse de la problématique opposant la Médiateure aux membres du personnel de son secrétariat. Ce dossier toujours en cours sera à l'ordre du jour du nouveau Bureau sortant des élections d'octobre.

Il reste finalement à signaler que les membres du Bureau se sont échangés avec leurs homologues croates, indiens, lettons, maliens, néerlandais, polonais, russes, serbes et turcs, et ont proposé l'attribution du titre de député honoraire à M. François Biltgen, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Paul Helminger et Mme Vera Spautz, Anciens Députés.

Conférence des Présidents

Recadrage du régime des questions parlementaires

Au cours de la session 2012-2013, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 20 fois pour décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre des Députés et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

La Conférence des Présidents a consacré de nombreuses réunions à la discussion d'un certain nombre de problèmes liés aux questions parlementaires notamment en ce qui concerne leur publication et les nombreux délais de réponse dépassés. De plus, au cours de ces discussions les principes des questions orales et plus particulièrement pour ce qui est de la précision quant à leur contenu ont été analysés et une nouvelle trame des orateurs a été retenue suite à la création de la nouvelle sensibilité politique «Onofhängeg».

La Conférence des Présidents a, par ailleurs, eu un échange de vues sur l'opportunité d'un rattachement de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, de la Commission consultative des Droits de l'Homme et du Centre pour l'égalité de traitement, tout comme le Médiateur, à la Chambre des Députés.

Le 6 décembre 2012, les Membres de la Conférence des Présidents ont eu une entrevue avec Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances, et Monsieur Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, au sujet des démarches proposées par le Gouvernement dans le dossier Cargolux.

Dans le cadre de l'adaptation de la procédure budgétaire actuelle suite aux nouvelles réalités du semestre européen, la Conférence des Présidents a eu un échange de vues sur les modifications à opérer et a décidé d'attendre le dépôt d'un projet de loi avant de changer le Règlement de la Chambre des Députés et ce, afin que les changements dans la procédure budgétaire puissent être réalisés en parallèle au niveau gouvernemental et au niveau parlementaire.

Par ailleurs, la Conférence des Présidents est à l'origine d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés qui propose de modifier l'article 17 du Règlement de la Chambre des Députés afin de permettre à la nouvelle sensibilité politique «Onofhängeg» de siéger dans certaines commissions. Sur base des observations de la Commission du Règlement, la Conférence des Présidents a finalement estimé qu'une analyse approfondie s'avère nécessaire tant en ce qui concerne cette question que celle des dispositions applicables à la composition des commissions d'enquête. Cette réflexion globale devrait s'inscrire dans le cadre d'une éventuelle future refonte du Règlement de la Chambre des Députés.

Suite à un accroissement des demandes d'entrevues entre commissions parlementaires et sociétés commerciales, la Conférence des Présidents a retenu, au cours de sa réunion du 14 mars 2013, que celles-ci doivent être limitées et a estimé qu'il serait préférable d'accueillir les sociétés commerciales au sein des groupes et sensibilités politiques.

La Conférence des Présidents a, mené au cours de plusieurs réunions, une réflexion de fond sur une éventuelle réforme du Conseil d'Etat et de la nomination des conseillers d'Etat.

Le 21 juin 2013, la Conférence des Présidents a eu une entrevue avec une délégation d'étudiants ayant travaillé sur le projet Zukunftsdësch «Et ass 5 vir 12» à la suite de laquelle il a été décidé d'organiser à brève échéance des entrevues avec les commissions parlementaires compétentes afin de discuter des différents sujets de manière plus approfondie.

Au cours de ses réunions de juin et de juillet 2013, la Conférence des Présidents a eu plusieurs échanges de vues en rapport avec une éventuelle dissolution de la Chambre des Députés et des démarches à suivre.

Enfin, elle a avisé, après consultation des commissions parlementaires sectorielles, 16 projets de règlement grand-ducaux dont elle était saisie. Ces projets de règlement grand-ducaux touchaient plus particulièrement à la production d'électricité basée sur la cogénération à haut rendement et basée sur les sources d'énergie renouvelables, à l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour, des lampes domestiques et des climatiseurs à usage domestique, aux personnes handicapées, aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure, à la transposition de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins et de la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins ainsi qu'à l'application de la directive N°91/672/CEE sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure.

La Conférence des Présidents a avisé les projets de règlements grand-ducaux concernant la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne «EUCAP Sahel Niger», à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine, à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Ukraine et à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles et parlementaires en 2013. En outre, les projets de règlement grand-ducaux avisés concernaient la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO), la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia), la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali et finalement la participation d'un membre de l'Armée luxembourgeoise à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre de sa formation de psychologue.

Composition de la commission

Président: Laurent Mosar (CSV)

Présidents des groupes politiques: Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Gilles Roth (depuis le 2 mai 2013) (CSV) / Lucien Lux (LSAP) / Claude Meisch (DP) / François Bausch (déi gréng)

Nombre de réunions: 20

Commission des Comptes

Dépenses sous contrôle

Composition de la commission

Président: Carlo Wagner (DP)

Vice-Présidents: Marie-Josée Frank (CSV), Roger Negri (LSAP)

Membres: Diane Adehm, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (LSAP) / André Bauler (DP) / Camille Gira (déi gréng) / Jean Colombera (député indépendant)

Nombre de réunions: 2



Au cours de la **session parlementaire 2012-2013**, les membres de la Commission des Comptes se sont réunis à 2 reprises pour examiner les comptes de la Chambre des Députés de **l'exercice 2011.**

L'exercice 2011 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 1.857.403,77 €.

Au 1er janvier 2012, les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à 7.126.957,10 €.

La réserve se répartit comme suit:

- 3.200.312,06 € sont prévus pour les travaux de transformation de la Maison Wilthem;
- 637.015,40 € constituent la réserve informatique;
- 470.031,33 € constituent les engagements à reporter;
- 2.819.598,31 € sont prévus pour le paiement de dépenses imprévues et constituent la réserve réelle de la Chambre des Députés.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

A) Députés	10.199.607,97 €
B) Institutions parlementaires internationales	608.739,74 €
C) Groupes politiques	2.432.179,00 €
D) Personnel	7.735.788,73 €
E) Administration	4.924.901,96 €
F) Compte rendu	1.060.997,58 €

Au 31 décembre 2011, les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 26.962.214,08 €, soit une augmentation de 1,09 % par rapport à l'exercice 2010.

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Le rapport du Président-rapporteur concernant les comptes de **l'exercice 2011** a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes en date du 28 novembre 2012.

Commission des Pétitions

Une révision de la loi sur le Médiateur s'impose

Composition de la commission

Président: Camille Gira (déi gréng)

Vice-Présidents: Claudia Dall'Agnol (LSAP) / Marie-Josée Frank (CSV)

Membres: Christine Doerner, Félix Eischen, Ali Kaes (jusqu'au 29 janvier 2013), Martine Mergen (depuis le 30 janvier 2013), Tessy Scholtes (CSV) / Marc Angel, Fernand Diederich (LSAP) / André Bauler, Eugène Berger (DP) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 9

Pétitions déposées au cours de la session parlementaire 2012-2013:

- **pétition n° 321** concernant l'autorisation d'une installation de production d'asphalte à Schifflange
- **pétition n° 322** pour le renouvellement du Musée national de la Résistance d'Esch/Alzette
- **pétition n° 323** pour l'utilisation du cannabis à des fins médicales
- **pétition n° 324** concernant l'organisation du secteur des taxis
- **pétition n° 325** pour une interdiction des colliers étrangleurs et à épines martyrisant les chiens

Le rapport annuel du Médiateur au centre des discussions

La Commission des Pétitions a préparé le rapport pour son débat d'orientation sur le premier rapport d'activité de la nouvelle Médiateure. La commission a ainsi eu un échange de vues avec la Médiateure afin de discuter sur les points saillants de son rapport annuel. Elle a par ailleurs examiné les 4 nouvelles recommandations de la Médiateure. La Commission des Pétitions soutient en particulier la recommandation n°49 relative à l'introduction d'un code de bonne conduite administrative. La Commission est d'avis qu'un code de bonne conduite administrative est opportun dans la mesure où il pose des règles générales pour toute administration et invite le Gouvernement à transposer cette recommandation.

En conclusion de ses travaux, la Commission des Pétitions estime qu'une évaluation ainsi qu'une **révision de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur** s'impose. Il y a lieu d'élargir le champ de compétence du Médiateur à tout organisme chargé de la gestion d'un service public indépendamment de son statut juridique. Cette révision plus générale de la **loi du 22 août 2003** se prête également à une évaluation de la dénomination de l'institution. La Commission des Pétitions estime qu'à la lumière de l'évaluation, et, le cas échéant, de l'adaptation des missions du Médiateur, il y a lieu de revoir la dénomination et de conférer à l'institution le nom qui correspond effectivement à ses attributions.

Parallèlement à ces travaux, la Commission des Pétitions a également procédé au suivi de toutes les pétitions qui lui ont été renvoyées. Elle a notamment pris acte d'un courrier des pétitionnaires de la **pétition n°290** contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach, une pétition qui date déjà de 2008. La commission a transmis les revendications des pétitionnaires - à savoir le respect des valeurs limites prescrites par des normes internationales afin de protéger tant les habitants que les appareils électroniques - au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration qui est en charge du dossier.

La Commission des Pétitions a encore noté avec satisfaction que le Ministre des Affaires étrangères envisage de donner une suite favorable à la **pétition n°320** revendiquant la mise en place d'accords «vacances-travail»



avec l'Australie et le Canada ce qui permettrait d'accorder un visa aux ressortissants luxembourgeois qui souhaitent aller travailler dans ces pays.

La commission a encore demandé une prise de position au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural au sujet des **pétitions n°321** et **n°325**.

En ce qui concerne la **pétition n°322**, la commission dispose désormais d'une prise de position de la Ministre de la Culture qui a été transmise pour avis aux pétitionnaires.

Quant à la **pétition n°323**, la commission reste toujours en attente d'une réponse de la part du Ministre de la Santé.

La **pétition n°324** a été renvoyée à la Commission du Développement durable, qui est notamment en charge du projet de loi portant organisation du secteur des services de taxi.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Se doter de moyens de contrôle renforcés

Composition de la commission

Président: François Bausch (déi gréng)

Membres: Gilles Roth (à partir du 14 mai 2013), Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013) (CSV) / Lucien Lux (LSAP) / Claude Meisch (DP)

Nombre de réunions: 14

Le questionnaire du groupe politique DP sur les activités du réseau « Stay behind » luxembourgeois, l'évaluation de la menace, les présumées écoutes dans le cadre des attentats à l'explosif, les lettres anonymes adressées d'antan à Monsieur le Président de la Commission de Contrôle, l'enregistrement par l'ancien directeur du Service de Renseignement de l'Etat (SREL) d'une conversation entre lui et Monsieur le Premier Ministre et autres révélations parues dans la presse ainsi que l'examen d'un CD supposé comporter un enregistrement d'une discussion entre S.A.R. le Grand-Duc et Monsieur le Premier Ministre furent autant de points à l'ordre du jour de la Commission de Contrôle parlementaire du SRE. Ces événements et dysfonctionnements du passé, révélés durant l'année 2012, ont clairement fait ressentir la nécessité de renforcer davantage la façon de contrôler de la commission qui a pris la décision de se doter à l'avenir de moyens indispensables en vue d'une exécution efficace des missions qui sont les siennes. En présence des faits prémentionnés, la Commission de Contrôle parlementaire a également pris la décision de proposer la création d'une commission d'enquête.

Tel que prévu par la loi la Commission de Contrôle a eu des explications relatives au budget du SREL et a pris connaissance des surveillances des communications ordonnées par le Premier Ministre à la demande du SREL tout en ayant eu des échanges de vues sur une adaptation de la procédure d'autorisation.

Par ailleurs, la Commission s'est enquise auprès du Premier Ministre de l'état des travaux de la mise à jour de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du SREL et des articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle.

La Commission de Contrôle parlementaire du SREL a encore procédé à des échanges de vues portant sur la menace de l'espionnage et du contre-espionnage au Luxembourg.

Le volet du programme de surveillance dénommé « Prism » relevant de la National Security Agency (NSA) a également été abordé.



Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

Rapport avec diverses recommandations

Mandat de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

a) La résolution (initiale) du 4 décembre 2012

Au vu du développement et des rebondissements continus dans l'«affaire du SREL» depuis le mois de novembre 2012, les députés, réunis en séance plénière de la Chambre des Députés du 4 décembre 2012, ont voté à l'unanimité une résolution portant création d'une commission d'enquête en vue «d'examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création, d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ses méthodes ont été appliquées, de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conséquences conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais.»

La commission d'enquête parlementaire est dénommée «Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat» (CESREL).

b) La résolution (complémentaire) du 31 janvier 2013

Les travaux et les devoirs d'instruction menés et ordonnés par la CESREL, de même que les informations et les déclarations des différents témoins auditionnés au cours du mois de janvier 2013 ont révélé la nécessité de procéder à une extension du champ d'action matériel de l'enquête tel que défini dans la résolution du 4 décembre 2012.

La Chambre des Députés, réunie en séance plénière le 31 janvier 2013, a adopté à l'unanimité une résolution déposée par M. le Président de la commission d'enquête visant:

- «de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du service de renseignement;
- d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service;
- d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés».

c) Les travaux

Auditions de témoins

La commission d'enquête a procédé à une série d'auditions tant publiques qu'à huis clos de personnes entendues en leur qualité de témoin.

Dans le cadre des pistes réformatrices du Service de Renseignement de l'Etat, trois experts étrangers ont été entendus.

Les membres de la CESREL, eu égard au mandat élargi confié à la CESREL portant sur les missions, l'organisation et le mode de fonctionnement du SREL, ont procédé à une série d'échanges de vues afférents avec les responsables du SREL.

Mesures d'instruction prises

Dans le cadre de ses travaux, la CESREL a également procédé à des mesures d'instruction.

Ainsi, au sujet de la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles sur support papier et microfilm par le SREL, la commission d'enquête a, dans un premier temps, conformément aux articles 63 et 64 du Code d'instruction criminelle, procédé à un transport sur les lieux. L'objet de cette mesure d'instruction a été de faire toutes les constatations utiles en relation avec la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles constituées depuis 1960.

La banque de données précitée a fait, en date du 23 janvier 2013, sur ordonnance de la CESREL, l'objet d'une mise sous scellé en application de l'article 33, paragraphe (4) du Code d'instruction criminelle.

La CESREL a par la suite proposé que tout citoyen ait la possibilité de s'enquérir sur l'existence ou non d'un dossier le concernant et d'en obtenir, le cas échéant, une copie. La procédure retenue a été d'adresser, soit directement, soit par le biais de la Commission de Contrôle parlementaire sur le SREL, respectivement par l'intermédiaire de la CESREL, une demande d'accès afférente à un organisme administratif indépendant préexistant, à savoir l'autorité de contrôle spécifique dénommée «Autorité de contrôle «Article 17»».

Cette dernière transmet la demande au SREL lequel effectue la recherche et s'il y a un dossier, transmet une copie à l'Autorité de contrôle «Article 17».

Les dossiers afférents ayant été mis sous scellé, et chaque fois qu'un ensemble de demandes d'accès ayant été satisfait, il a été convenu avec l'autorité de contrôle «Article 17» que celle-ci envoie une liste reprenant les noms, prénoms et adresses des personnes ayant sollicité un droit d'accès au secrétariat de la commission d'enquête en vue d'une mainlevée partielle. Ainsi, en application de l'article 67, paragraphe (1) du Code d'instruction criminelle, la CESREL

Composition de la commission

Président: Alex Bodry (LSAP)

Vice-Présidents: Xavier Bettel (jusqu'au 8 avril 2013), Claude Meisch (depuis le 14 mai 2013) (DP), Paul-Henri Meyers (CSV)

Membres: Christine Doerner, Léon Gloden (depuis le 14 mai 2013), Gilles Roth, Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Lucien Weiler (CSV) / Ben Fayot, Lucien Lux (LSAP) / Lydie Polfer (depuis le 9 avril 2013) (DP) / François Bausch (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR) / Serge Urbany (déi Lénk)

Rapporteur: François Bausch (déi gréng)

Nombre de réunions: 48

ordonne la mainlevée partielle de tous objets, documents et papiers ainsi que de tous documents connexes composant la banque de données tenue sous forme de fiches individuelles, établies par le Service de Renseignement de l'Etat et relatives aux personnes physiques, morales et de fait nommément consignées sur la liste établie par l'autorité de contrôle «Article 17».

Pour le détail des travaux, il y a lieu de se reporter au rapport de la CESREL portant l'identifiant parlementaire 6565.

Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'Etat

A l'issue de huit réunions consacrées aux travaux préparatoires relatifs au rapport, les membres de la CESREL ont, lors de leur réunion du 5 juillet 2013, adopté majoritairement le rapport présenté par le Rapporteur.

Commission du Règlement

Nouvelles dispositions à l'ordre du jour

Composition de la commission

Président: Gast Gibéryen (ADR)

Vice-Présidents: Sylvie Andrich-Duval (CSV), Alex Bodry (LSAP)

Membres: Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers (CSV) / Ben Fayot, Roger Negri (LSAP) / Claude Meisch, Lydie Polfer (DP) / François Bausch (déi gréng)

Nombre de réunions: 7

Echange de vues

Au cours de la session 2012-2013, la Commission du Règlement a eu un échange de vues avec la Commission des mandats et des immunités du Parlement tchèque. Les travaux de cette commission portent notamment sur les questions ayant trait à l'immunité des parlementaires tchèques.

Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés examinés et adoptés

Parmi les textes élaborés et adoptés par la commission, citons les suivants:

- **6429** - Chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats»

Cette nouvelle disposition a comme objectif de clarifier les dispositions relatives aux motions et résolutions. Le texte soumis par la Conférence des Présidents a restructuré les articles 85 à 87. La procédure de recevabilité a également été clarifiée en ce qui concerne les attributions respectives du Président et de la Conférence des Présidents. La principale innovation réside cependant dans l'article 86 (3) qui oblige la Chambre à faire figurer dorénavant les motions ou résolutions à l'ordre du jour d'une séance publique de la Chambre endéans les trois mois du renvoi à la Chambre, au gouvernement ou à une commission.

- **6484** - Chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières»

La Commission des Pétitions a élaboré la présente proposition de modification de l'article 155 du Règlement. Cette commission propose d'encadrer les réponses à fournir par les ministres aux demandes de prises de positions, en ce sens que le ministre dispose d'un mois pour répondre, le Président pouvant accorder un délai supplémentaire d'un mois. Faute de réponse, le ministre doit fournir une prise de position orale au cours d'une réunion de la Commission des Pétitions.

La Commission du Règlement s'est interrogée sur les relations entre la Commission des Pétitions et la commission compétente quant au fond d'un dossier.

Le texte déposé au nom de la Commission des Pétitions a dès lors été restructuré et modifié afin de préserver le juste équilibre entre les compétences des différentes commissions et d'assurer le flux de l'information. La Commission des Pétitions devra dorénavant informer la commission compétente au fond de l'existence d'une pétition rentrant dans son domaine de compétence. Si la Commission des Pétitions demande une prise de position de la part d'un ministre, la commission compétente quant au fond devra en être informée.

- **6515** – Procédure applicable aux grands projets d'infrastructure

Dans le cadre des discussions sur le projet de loi 6011A (loi du 29 mai 2009 portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat), la Chambre a adopté une résolution le 13 mai 2009 demandant à ce que les procédures adoptées par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire le 20 avril 2009 en accord avec les ministres concernés soient incorporées dans le Règlement.

Etant donné que le seuil au-dessus duquel une loi doit autoriser un grand projet avait été porté de 7,5 à 40 millions d'euros, la Chambre avait demandé en contrepartie à être tenue au courant des projets dont le coût serait prévisiblement supérieur à 10 millions (point 1 de la procédure). Le montant de l'article 99 du Règlement doit donc être adapté.

Le point 5 de la procédure oblige le Ministre des Travaux publics à présenter tous les six mois à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire un bilan financier des grands projets. Cette disposition est intégrée dans le Règlement.

Le point 6 prévoit un nouvel examen par la Chambre en cas de changement important de programme. La commission s'est interrogée sur l'interprétation à donner au futur article 102(2) et plus précisément sur la portée exacte de la notion de «nouvel examen par la Chambre des Députés», notion qui figure telle quelle dans la résolution adoptée par la Chambre en 2009. Il est clair que dans le cas de figure visé, le montant autorisé n'a pas été dépassé, l'objet même du projet de loi ou son intitulé ont été respectés, alors qu'il y a eu un changement important dans le contenu du programme. La commission estime que ce nouvel examen implique le vote d'une motion.

Le point 7 indique qu'un dépassement de plus de 5% doit être autorisé par un projet de loi ad hoc, alors qu'un dépassement inférieur à 5% devra être autorisé dans le cadre de la loi sur le budget de l'Etat pour l'exercice suivant. Cette disposition est intégrée dans le Règlement.

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Les crises internationales et le Luxembourg comme membre non-permanent du Conseil de Sécurité occupent les esprits

Composition de la commission

Président: Ben Fayot (LSAP)

Vice-Présidents: Norbert Haupert (CSV), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Immigration) (DP)

Membres: Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Christine Doerner (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération, Immigration), Félix Eischen (pour le volet Défense), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Martine Mergen (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération) (CSV) / Marc Angel, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Défense), Lydia Mutsch (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration) (LSAP) / Eugène Berger (pour le volet Coopération depuis le 12 octobre 2012), Xavier Bettel (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense, Coopération jusqu'au 11 octobre 2012 et Immigration depuis le 12 octobre 2012), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération, jusqu'au 18 octobre 2012) (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration) (ADR) / Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération) (député indépendant)

Nombre de réunions: 53

Projets de loi examinés

- **6392** - accord de réadmission entre l'Union européenne et la Russie
- **6421** - organisation militaire
- **6439** - marchés publics de la défense et de la sécurité
- **6466** - accord de partenariat entre les Etats membres ACP et la Communauté européenne
- **6481** - accord de réadmission de personnes en séjour irrégulier avec le Monténégro
- **6482** - prévention de risques biotechnologiques
- **6504** - traité Benelux
- **6505** - Cour de Justice Benelux
- **6507** - droit d'asile et formes complémentaires de protection
- **6519** - échange et protection des informations classifiées
- **6548** - préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne
- **6549** - accords de l'AGCS



Quelques sujets phares des différents volets entrant dans les compétences de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au cours de la session 2012-2013 ont été l'attribution au Luxembourg d'un siège de membre non-permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour les années 2013 et 2014, la crise en Syrie, la situation au Mali, la réforme de l'armée luxembourgeoise et le flux de demandeurs de protection internationale originaires des pays des Balkans de l'Ouest (Balkans occidentaux).

L'organisation des travaux au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les répercussions y afférentes sur l'administration gouvernementale ont été discutées au cours de plusieurs entrevues avec le Ministre des Affaires étrangères. En outre, il fut convenu que le gouvernement informe régulièrement la commission sur le contenu des travaux par le biais de rapports écrits, de sorte que le Parlement puisse s'impliquer dans les meilleures conditions. La crise en Syrie et la position à défendre par le gouvernement luxembourgeois ont été abordées à plusieurs reprises en présence du Ministre. Une autre préoccupation constante de la commission fut l'évolution de la situation au Mali, pays cible de la coopération luxembourgeoise.

En matière de coopération au développement, des entrevues ont eu lieu avec des représentants de deux pays partenaires, à savoir le Ministre des Relations extérieures du Cap Vert et le Ministre d'Etat de la République du

Niger. Les résultats de l'évaluation par les pairs (peer review) du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE ont été présentés en commission, les examinateurs grec et espagnol ayant notamment pu relever comme points positifs de la politique d'aide au développement luxembourgeoise le volume de l'aide (il se situe à près de 1% du RNB) ainsi que la concentration sur des pays cibles. La commission a par ailleurs reçu des représentants de divers organismes internationaux tels que l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme des Nations unies pour le Développement et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

En octobre 2012, l'ancien Médiateur Marc Fischbach a présenté son rapport sur l'armée luxembourgeoise. Ayant constaté des incohérences dans la structure de l'armée, l'auteur propose notamment de redéfinir le rôle de son Etat-major. Il suggère en outre une prolongation du service militaire (en y rajoutant une 4e année), ce qui permettrait le recrutement de 33 soldats volontaires par session. Une proposition de réforme de l'école de l'armée, permettant aux volontaires d'acquérir un meilleur niveau scolaire à la fin de leur engagement afin d'être mieux à même d'intégrer la vie active, a été présentée conjointement par le Ministre de la Défense et la Ministre de l'Education nationale.

L'augmentation importante de demandes d'asile de personnes en provenance des pays des Balkans de l'Ouest et les problèmes y liés - notamment les difficultés de traiter un nombre croissant de dossiers dans un temps raisonnable ou encore l'obligation de trouver des logements adéquats sur le territoire du Grand-Duché - ont amené le Ministre compétent à formuler, ensemble avec ses homologues allemand, français, néerlandais, belge et suédois, la demande d'une clause de suspension lors de la révision du règlement de l'Union européenne sur le régime de visas des pays des Balkans de l'Ouest.

Pour ce qui est de l'autorisation de la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) et à des missions d'observation des élections dans le cadre d'organisations internationales, un rôle clé revient à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Conformément à la loi modifiée du 27 juillet 1992, la commission a donné, au cours de la session 2012-2013, son autorisation aux participations suivantes:

- participation d'un membre de l'armée luxembourgeoise à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre de sa formation de psychologue;
- participation de l'armée luxembourgeoise à la mission militaire de formation de l'Union européenne mise en place au Mali;
- prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «Etat de Droit» menée par l'Union européenne au Kosovo;
- prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie;
- prolongation de la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo;
- participation luxembourgeoise à une série de missions d'observation d'élections présidentielles et parlementaires en 2013 par l'OSCE.

A l'instar de tous les parlements nationaux de l'Union européenne, la Chambre des Députés a mis en place une procédure pour examiner les documents transmis par les institutions européennes tout en associant les commissions sectorielles compétentes à ce travail. Cet examen peut comporter le contrôle du respect du principe de subsidiarité qui doit se faire endéans huit semaines à partir de la transmission du document et peut, le cas échéant, aboutir à la confection d'un avis motivés ou politique à l'adresse de la Commission européenne. La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a examiné plus en détail les documents entrant dans ses compétences.

Des entrevues dans le cadre de visites parlementaires ont eu lieu avec le Vice-président du Parlement de la République d'Ouzbékistan, le Président de l'Assemblée nationale de la République de Serbie, la Présidente de la Chambre des Représentants du Royaume des Pays-Bas, le Secrétaire d'Etat des Communautés portugaises, une délégation parlementaire de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie, le Président de la Commission mixte des Affaires de l'Union européenne du Parlement d'Irlande, le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ainsi qu'avec la Présidente du Parlement de la République de Lettonie.

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

L'eau, source de toutes les attentions

Composition de la commission

Président: Ali Kaes (CSV)

Vice-Présidents: Jean-Pierre Klein (LSAP), Fernand Etgen (DP)

Membres: Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Pierre Mellina (depuis le 14 mai 2013), Gilles Roth (jusqu'au 13 mai 2013), Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert (CSV) / Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Ben Scheuer (LSAP) / Xavier Bettel (DP) / Camille Gira (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 15

Projets de loi examinés

- **6330** - identification des personnes physiques, registre national des personnes physiques, carte d'identité, registres communaux des personnes physiques
- **6379** - discipline dans l'armée, la police grand-ducale et l'inspection générale de la police
- **6453** - modification 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail; 2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
- **6479** - modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- **6479A** - modification a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale
- **6511** - station d'épuration d'Esch / Schifflange
- **6512** - autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

Au cours de la session écoulée, l'eau, sous ses aspects les plus divers, a été au centre des préoccupations des membres de la commission et a fait l'objet d'un nombre conséquent de réunions lui dédié. Ont ainsi figuré à l'ordre du jour:

- le dépassement du financement des stations d'épuration d'Esch/Schifflange et des communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert;
- -la rétention des eaux de pluie dans le cadre de la mise en œuvre de **la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau**;
- les règlements grand-ducaux relatifs à la protection des sources d'eaux potables à prendre en vertu de la même loi relative à l'eau;
- ainsi que la non-conformité aux obligations de la **directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires**.

En ce qui concerne les communes, le **projet de loi 6330 relative à l'identification des personnes physiques** a pu être finalisé en réunions jointes avec la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative. La scission du **projet de loi 6479 modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988** a permis de modifier certaines dispositions de cette loi relatives à la comptabilité communale et d'introduire dans l'immédiat dans le secteur communal de nouveaux instruments comptables, à savoir le nouveau plan budgétaire normalisé (PBN) et le plan pluriannuel de financement (PPF).

Pour le volet Police, la réforme de la **loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police** a été présentée dans ses grandes lignes à la commission. Au cours d'une réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, les travaux relatifs au **projet de loi 6379 sur la discipline dans l'armée, la police grand-ducale et l'inspection générale de la police** ont été poursuivis. Deux réunions furent de nouveau consacrées à l'évaluation de la vidéosurveillance en vue de sa prorogation sur base du règlement grand-ducal du 1er août 2007.

Dans l'attente de la réforme en profondeur des services de secours, certaines mesures urgentes permettant d'assurer le bon fonctionnement de ces services, à savoir des mesures concernant l'élargissement du congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours, ont été prises par le biais du **projet de loi 6453**.

D'autres sujets abordés par la commission furent le rapport d'activité 2011-2012 de la Médiateure, ainsi que l'analyse des volets du budget concernant la commission.



Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Les OGM, les défis de l'agriculture biologique et les critères d'une gestion agricole durable continuent d'interpeller

Pour ce qui est des travaux législatifs proprement dits, la session parlementaire 2012-2013 s'est limitée à l'examen du projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. L'adoption en commission du projet de rapport a eu lieu le 7 mai 2013. Ces modifications législatives visaient avant tout à résoudre une série de problèmes pratiques ayant empêché le bon déroulement des élections à la Chambre d'Agriculture.

Une réunion a été dédiée à l'examen du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013 en ce qui concerne le volet du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.



Comme chaque année, le rapport annuel de la Médiateure a été examiné.

A l'occasion d'une visite sur le terrain lors des vendanges 2012, la commission s'est informée sur la mise en œuvre de la réforme du marché viticole dans l'Union européenne et les progrès réalisés dans la promotion du vin luxembourgeois.

Plusieurs réunions, parfois jointes avec d'autres commissions parlementaires, furent consacrées à des échanges de vues plus spécifiques. Ainsi, et à deux reprises, la problématique de la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) figurait à l'ordre du jour de la commission. Un projet de certification d'exploitations agricoles suivant des critères de gestion durable a été présenté à la commission, la nouvelle association des producteurs biologiques s'est présentée aux parlementaires et les défis de l'agriculture biologique ont été abordés. La problématique de la protection des sources d'eaux potables figura à l'ordre du jour d'une réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police, tandis que le projet de règlement grand-ducal modifiant, entre autres, le subventionnement de la production du biogaz a été examiné lors d'une réunion avec la Commission du Développement durable ainsi que celle de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire.

Avec la Chambre d'Agriculture, la commission parlementaire a fait le point sur les principaux défis à relever avec le secteur agricole au Luxembourg et les intérêts à défendre dans le contexte de la réforme de la politique agricole commune (PAC).

La commission a été informée à intervalles réguliers par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur l'état d'avancement des négociations au niveau communautaire concernant la réforme de la PAC pour l'après-2013.

Une constante des travaux en commission a été l'examen de documents communautaires relevant de son domaine de compétences. A deux reprises, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural fut ainsi amenée à intervenir auprès des instances européennes. Par la rédaction d'un avis motivé, elle s'est opposée à de nouvelles dispositions prévues dans le domaine des contrôles officiels destinés à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé des animaux et végétaux, dispositions jugées non conformes aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Moyennant avis politique, elle a également réclamé l'amendement d'une proposition de règlement communautaire réformant la gestion des dépenses relatives à des programmes de contrôle publics dans le domaine de la chaîne de production des denrées alimentaires allant à l'encontre des intérêts de ce secteur au Luxembourg.

Composition de la commission

Président: Roger Negri (LSAP)

Vice-Présidents: Lucien Clement (CSV), Fernand Etgen (DP)

Membres: Fernand Boden, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert (CSV) / Claude Haagen, Ben Scheuer (LSAP) / Carlo Wagner (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jean Colombera (député indépendant)

Nombre de réunions: 16

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

45 millions d'euros pour promouvoir le tourisme au Luxembourg



Neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

L'enveloppe budgétaire du neuvième plan quinquennal s'élève à 45 millions d'euros. Cette aide financière aux communes, aux syndicats de communes, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et aux associations sans but lucratif œuvrant en faveur du tourisme pour l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale est allouée sous forme de subventions en capital ou en intérêts.

Le 9e programme quinquennal permettra non seulement de soutenir la création et l'extension de projets infrastructurels mais aussi d'accompagner financièrement les plus importants d'entre eux sur le plan de la gestion, le but de cette mesure étant de professionnaliser davantage la gestion et la promotion des infrastructures touristiques les plus importantes du fait que le volontariat touche de plus en plus à ses limites.

Analyse de dossiers européens

La commission a analysé tous les dossiers européens lui renvoyés. Ainsi ont été analysés plusieurs communications et rapports concernant les petites et moyennes entreprises tels que le plan d'action «Entrepreneuriat 2020» qui vise à raviver l'esprit d'entreprise en Europe ou encore l'idée d'adapter la règlementation de l'UE aux besoins des PME. La Commission des Classes moyennes et du Tourisme a en outre examiné la communication de la Commission européenne au sujet de la protection des entreprises contre les pratiques commerciales trompeuses en général et sur la révision de la directive 2006/114/CE en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative en particulier.

Composition de la commission

Président: Lucien Clement (CSV)

Vice-Présidents: Marc Angel (LSAP), André Bauler (DP)

Membres: Nancy Arendt épouse Kemp, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Raymond Weydert (à partir du 14 mai 2013) (CSV) / Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (député indépendant)

Nombre de réunions: 4

Projet de loi examiné

- **6476** - autorisant le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Suivi financier très strict des grands projets d'infrastructure

Composition de la commission

Président: Anne Brasseur (DP)

Vice-Présidents: Diane Adehm (CSV), Roger Negri (LSAP)

Membres: Lucien Clement, Félix Eischen, Pierre Mellina (depuis le 14 mai 2013), Martine Mergen, Marc Spautz (du 26 février 2013 au 29 avril 2013), Robert Weber (jusqu'au 25 février 2013) (CSV) / Fernand Diederich, Lucien Lux (LSAP) / Fernand Etgen (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 23 (dont 6 réunions jointes avec la Commission des Finances et du Budget)

Projet de loi examiné

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a procédé à l'examen et à l'évacuation du **projet de loi 6440** portant règlement du compte général de l'exercice 2011. Elle a soumis son rapport relatif au compte général au vote de la Chambre des Députés avant celui de la loi budgétaire (exercice 2013).

La commission a examiné les rapports spéciaux de la Cour des comptes et entendu les organes contrôlés.

La Cour des comptes a présenté les nouveaux rapports spéciaux suivants à la commission:

- Rapport spécial sur les relations entre l'Etat et l'enseignement privé
- Rapport spécial sur les établissements publics - année 2013

Autres activités de la commission

Chaque trimestre, le Ministre des Finances a présenté l'évolution de la situation budgétaire aux membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a présenté les bilans financiers des grands projets d'infrastructure (CFL inclus) aux membres de la commission. A cette occasion, le Ministre les a également informés de l'évolution des projets de construction de l'échangeur de Hellange (liaison avec la Sarre), de démolition du poste frontière de Zoufftgen et de l'aménagement du ban de Gasperich. Il leur a encore exposé l'évolution du projet télématique dans les transports publics.

Les membres de la commission ont organisé une entrevue avec le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au sujet de la politique d'acquisition et de cession de l'Etat. Ils ont participé à une réunion de présentation de l'avant-projet de loi autorisant le gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif.

La commission a en outre examiné les comptes 2011 de la Cour des comptes et de la Médiateure.

Par le biais d'échanges de courriers, la commission s'est enquise du suivi des recommandations formulées par la Cour des comptes dans ses rapports spéciaux par les ministères concernés. Elle a examiné de nombreux transferts et décisions de passer-outre qui lui ont été communiqués en cours d'année.

Elle s'est déplacée à la Cour des comptes européenne pour y prendre connaissance du rapport annuel relatif à l'exercice 2011 de la Cour.

Sur invitation du Parlement de la République tchèque, cinq membres de la commission se sont déplacés à Prague pour participer à une entrevue avec le Vice-ministre des Finances du gouvernement tchèque, M. Jan Gregor, et pour avoir un échange de vues avec plusieurs membres de la Commission du contrôle budgétaire du Parlement tchèque.



Commission de la Culture

Avènement d'une nouvelle Bibliothèque nationale

Les membres de la Commission de la Culture ont consacré une réunion à l'examen du volet budgétaire de la Culture.

Une réunion jointe avec les membres de la Commission du Développement durable a eu pour objet la présentation du **projet de loi 6516 relative à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg**.

Au cours de leur réunion du 7 mars 2013, les membres de la commission ont élaboré une prise de position dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012).

Visites et échanges de vues

Au cours de la session 2012-2013, la Commission de la Culture a effectué une visite du Casino Luxembourg, Forum d'art contemporain, afin de se faire présenter le concept «Atelier Luxembourg».

A plusieurs reprises, les membres de la commission se sont entretenus avec la Ministre de la Culture, notamment sur:

- les motifs de démission du directeur général et du directeur adjoint de la Philharmonie;
- l'orientation future des activités de l'Institut Pierre Werner;
- les motifs de l'absence d'une représentation officielle du Luxembourg au Salon du Livre de Francfort;

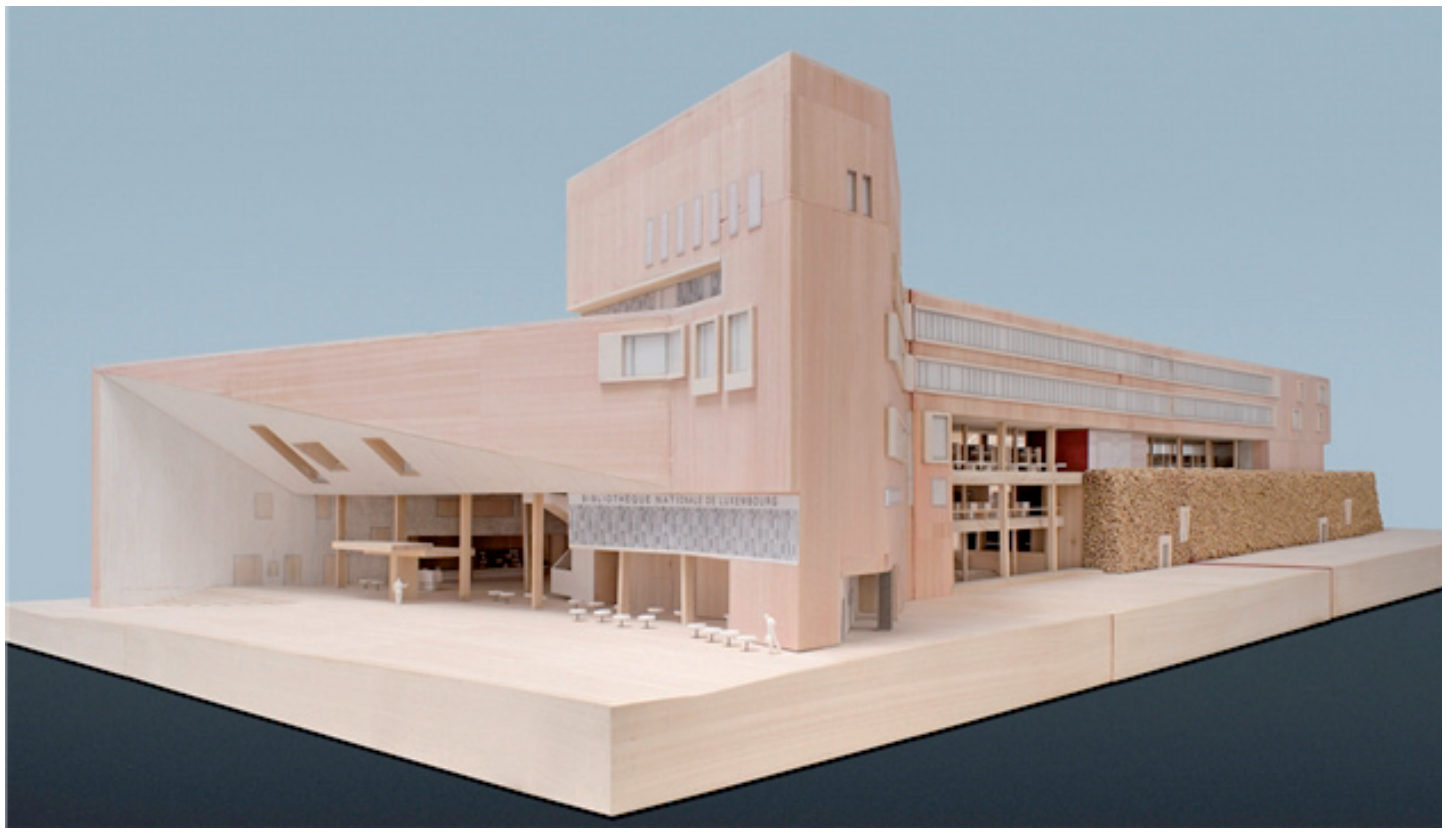
Composition de la commission

Président: Martine Mergen (CSV)

Vice-Présidents: Marc Angel (LSAP), Anne Brasseur (DP)

Membres: Marie-Josée Frank, Marc Lies, Marcel Oberweis, Serge Wilmes (CSV) / Fernand Diederich, Georges Engel (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 8



- et la situation des Archives nationales.

Examen de documents européens

Au cours de la session 2012-2013, la Commission de la Culture a examiné les trois documents européens suivants:

- COM (2012) 537: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS / Promouvoir les secteurs de la culture et de la création pour favoriser la croissance et l'emploi dans l'Union européenne;
- COM (2013) 310: RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL ET AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN / Quatrième rapport sur l'application de la directive 93/7/CEE du Conseil relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre
- COM (2013) 311: Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un Etat membre.

Commission du Développement durable

Nouvelle loi sur l'aménagement du territoire

Composition de la commission

Président: Fernand Boden (CSV)

Vice-Présidents: Camille Gira (déi gréng), Lydia Mutsch (LSAP)

Membres: Lucien Clement, Marie-Josée Frank (sauf pour le projet de loi 6124), Ali Kaes (depuis le 30 janvier 2013), Marcel Oberweis, Gilles Roth (pour le projet de loi 6124), Marc Spautz (jusqu'au 29 janvier 2013) (CSV) / Georges Engel (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement) (LSAP) / Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports, pour le volet Aménagement du territoire depuis le 9 octobre 2012), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports, jusqu'au 8 octobre 2012) (DP) / François Bausch (pour le volet Transports), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire), Josée Lorsché (pour le volet Travaux publics) (déi gréng) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 48

Projets de loi examinés

- **6124** - aménagement du territoire
- **6367** - lutte contre le bruit
- **6383** - circulation sur les voies publiques
- **6393** - équipements sous pression transportables
- **6399** - mise en circulation et conduite de véhicules (en cours d'examen)
- **6419** - application et sanction du règlement (CE) N° 66/2010, label écologique
- **6426** - modification de la loi sur les transports publics et de la loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics
- **6428** - système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- **6468** - réhabilitation du Pont Adolphe
- **6477** - modification de la loi sur la protection de la nature du 19 janvier 2004 (en cours d'examen)
- **6488** - construction d'un lycée à Clervaux
- **6493** - circulation sur les voies publiques (en cours d'examen)
- **6516** - construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg
- **6517** - circulation sur les voies publiques (en cours d'examen)
- **6530** - gestion du domaine public fluvial (en cours d'examen)
- **6532** - participation de l'Etat luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West
- **6541** - émissions industrielles (en cours d'examen)
- **6547** - dérogation temporaire à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- **6566** - échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (en cours d'examen)
- **6569** - aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange
- **6572** - exportations et importations de produits chimiques dangereux (en cours d'examen)
- **6579** - perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour véhicules utilitaires lourds (en cours d'examen)

Outre le respect de ses obligations européennes et de la procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets d'investissement de l'Etat, la Commission du Développement durable a examiné de nombreux projets de loi au cours de la session 2012-2013. L'on peut notamment retenir:

- le vote de la loi sur l'aménagement du territoire. L'objectif de la loi est d'améliorer la mise en œuvre des plans directeurs et des plans d'occupation du sol dans un souci de simplification administrative. En outre, la nouvelle loi précise les compétences du Ministre en charge de l'aménagement du territoire. Elle met en place des moyens législatifs appropriés afin de garantir l'exécution des options de planification retenues, un raccourcissement des délais, la simplification de la procédure de modification des plans directeurs et l'articulation des instruments de planification avec les dispositions de la **loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain**;
- plusieurs projets relevant du département des travaux publics ont également été votés. Parmi les plus importants, citons les autorisations données au Gouvernement de procéder à la réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg, à la construction d'un lycée à Clervaux, à l'aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange, ainsi qu'à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg;
- en ce qui concerne le département des transports, la commission parlementaire a entamé une réforme du permis à points qui s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale en matière de sécurité routière impliquant un renforcement des mesures pour lutter efficacement contre l'insécurité routière;
- pour ce qui est du département de l'environnement, la commission a entamé ses travaux relatifs à une modification en profondeur de la loi sur la protection de la nature datant de 2004.

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Conjoncture économique, compétitivité et lutte contre la désindustrialisation rythment les débats

Composition de la commission

Président: Alex Bodry (LSAP)

Vice-Présidents: Félix Eischen (CSV) / Paul Helminger (jusqu'au 8 octobre 2012), Claude Meisch (depuis le 18 octobre 2012) (DP)

Membres: Diane Adehm, Emile Eicher, Marc Lies, Robert Weber (CSV) / Claudia Dall'Agnol (pour le volet Economie solidaire), Georges Engel, Claude Haagen (pour les volets Economie et Commerce extérieur) (LSAP) / André Bauler (depuis le 9 octobre 2012) (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (député indépendant)

Nombre de réunions: 22

Projet de loi examiné

- **6473** - modification de la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Confrontée à la persistance d'une croissance insuffisante et l'augmentation du chômage, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire s'est plus particulièrement souciée de l'amélioration de la compétitivité économique du Luxembourg. Une série d'échanges de vues a eu lieu, tant avec les représentants du Gouvernement qu'avec les organisations salariales et patronales, en vue de la préparation d'un débat public sur cette problématique. Ce débat de consultation a eu lieu le 16 mai 2013.

A intervalles réguliers, les membres de la commission ont, avec le Ministre en charge de l'économie, fait le point sur la conjoncture économique du pays. Ce fut également l'occasion d'évoquer des sujets plus spécifiques de politique économique tels que la stratégie de développement du secteur logistique, la lutte contre la désindustrialisation du pays ainsi que l'attraction de nouvelles activités au pays.

C'est dans ce contexte aussi que le Ministre a présenté aux députés les missions du Haut-Comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie au Luxembourg, Haut-Comité qui a entamé ses travaux en avril 2013.

L'examen du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013 - pour ce qui est des volets relevant du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur - n'a pas donné lieu à des observations particulières de la part des membres de la commission. En revanche, ce ne fut plus le cas pour l'examen annuel du rapport d'activité de la



Médiateure qui a conduit la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire à rédiger une prise de position exprimant «ses plus grandes réserves face à toute revendication d'extension des compétences de l'institution de l'Ombudsman au secteur privé».

Plusieurs avis concernant des projets de règlements grand-ducaux ont également été rédigés. En effet, la commission est appelée à donner son avis sur des projets règlementaires relevant de son ressort qui, en vertu d'une disposition afférente dans leur base légale, sont à soumettre à l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.

Dans le cadre du contrôle, exercé par les parlements nationaux, du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité suite aux initiatives législatives prises par la Commission européenne, la commission, dans son domaine de compétence, a continué d'exercer le rôle qui lui incombe. A deux reprises, elle s'est ainsi vue obligée d'intervenir auprès des instances européennes, en rédigeant:

- un avis politique au sujet du paquet législatif concernant la marque communautaire;
- respectivement un avis motivé constatant une violation du principe de subsidiarité de la proposition de directive concernant la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la concession de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

Pour ce qui est des initiatives législatives prises par l'Union européenne, il convient aussi de noter que la transposition en droit national de la directive sur l'efficacité énergétique a donné lieu à des discussions prolongées entre membres de la commission.

Fin janvier 2013, la commission s'est intéressée de plus près aux résultats générés par les missions économiques à l'étranger et plus particulièrement celles menées dans des régions dites sensibles. Il a été décidé de faire dorénavant plus régulièrement le point sur ces missions de prospection économique.

A l'occasion de réunions jointes avec d'autres commissions parlementaires également compétentes, les sujets suivants furent traités:

- les implications du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre sur l'économie luxembourgeoise;
- la cession des parts de l'Etat luxembourgeois dans Cargolux à des investisseurs qataris;
- la position du Luxembourg dans les négociations communautaires concernant la proposition de directive sur les agro-carburants;
- le programme national de stabilité et de croissance (PSC) 2013 et le programme national de réforme (PNR) 2013;
- le rapport spécial de la Cour des Comptes européenne sur la régénération de friches industrielles et militaires;
- la réforme projetée des aides financières pour la production d'énergie basée sur des ressources renouvelables.

A l'instar des années précédentes, l'état et les perspectives de l'industrie sidérurgique au Luxembourg occupaient les parlementaires, ceci plus précisément suite à un audit réalisé sur les sites de production d'Arcelor Mittal à Rodange et à Schifflange.

Côté législatif - et certains règlements grand-ducaux mis à part -, la commission a examiné trois projets de loi. Ainsi:

- le rapport concernant le **projet de loi 6473 modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets** a pu être adopté le 13 juin 2013
- tandis que **les projets de loi 6478 (modifiant le Code de la consommation) et 6315 (réorganisant l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services: ILNAS)** ont été amendés et soumis au Conseil d'Etat pour avis.

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Assurer le suivi des réformes scolaires

Composition de la commission

Président: Ben Fayot (LSAP)

Vice-Présidents: Tessy Scholtes (CSV), André Bauler (DP)

Membres: Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle), Gilles Roth (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle jusqu'au 13 mai 2013), Pierre Mellina (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle à partir du 14 mai 2013), Serge Wilmes (CSV) / Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle) (LSAP) / Claude Adam (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle), Josée Lorsché (pour le volet Sports) (déi gréng) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions: 29

Projets de loi examinés

- **6284** - traitements de données à caractère personnel concernant les élèves
- **6390** - agents intervenant dans l'enseignement fondamental
- **6448** - passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire
- **6496** - Schengen-Lycée
- **6503** - création du «Centre de Gestion Informatique de l'Education», en fusionnant le Service informatique du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et le Centre de technologie de l'Education
- **6522** - création d'un lycée à Clervaux
- **6559** - autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif (en cours d'examen)
- **6573** - enseignement secondaire (en cours d'examen)



Les travaux de la commission ont été marqués essentiellement par le suivi de la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental et par la préparation de la réforme du lycée.

Adaptations législatives au niveau de l'enseignement fondamental

Au niveau de l'enseignement fondamental ont été évacués deux projets de loi, d'ampleur fort différente, qui visent soit à adapter la législation suite à la réforme de 2009, soit à compléter le processus de réforme.

Un premier projet a pour objet de préciser la procédure d'orientation vers l'enseignement postprimaire à l'issue du quatrième cycle de l'enseignement fondamental. Si en principe, la procédure d'orientation existante est maintenue, il convient d'y apporter les adaptations qui s'imposent suite à la mise en œuvre de la réforme de 2009 de l'enseignement fondamental.

Le second projet concerne le personnel intervenant dans l'enseignement fondamental. Il s'est avéré assez vite que la reprise par l'Etat du personnel des écoles fondamentales, géré administrativement par les communes jusqu'en 2009, constituait un défi qui allait nécessiter des adaptations. Le projet de loi permet ainsi aux fonctionnaires communaux en service dans les écoles fondamentales d'opter pour être repris par l'Etat. Le projet crée en outre, à l'instar de la réserve de suppléants existant d'ores et déjà en matière d'enseignement, une réserve de suppléants dans le domaine éducatif. Par ailleurs est créée une base légale pour l'intervention des instructeurs de natation dans l'enseignement fondamental.

Réforme du lycée

En ce qui concerne la réforme du lycée, la commission s'est vu présenter le projet de loi portant sur l'enseignement secondaire, tel qu'il a été introduit dans la procédure législative après un vaste processus de consultation de tous les partenaires concernés. Suite à la présentation générale du projet, la commission a consacré plusieurs réunions à un examen approfondi des articles.

Suivi des activités d'évaluation, de monitoring et de recherche concernant l'enseignement luxembourgeois

Dans le contexte du suivi de la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental, la commission s'est vu présenter un premier bilan de cette réforme. La réalisation du bilan a été confiée à l'Université du Luxembourg et à M. Siggy Koenig, ancien administrateur général du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Dans le même ordre d'idées, la commission a examiné de plus près les résultats des épreuves standardisées réalisées au cours de l'année scolaire 2011-2012 auprès des élèves du cycle 3.1. de l'enseignement fondamental et des classes de 5e et de 9e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les épreuves standardisées font partie intégrante de l'évaluation du système scolaire luxembourgeois en ce qui concerne la qualité de l'enseignement dispensé et les compétences acquises par les élèves.

La commission a procédé par ailleurs à un échange de vues avec le doyen de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Education de l'Université du Luxembourg, au sujet des lignes directrices de la recherche relative à l'enseignement luxembourgeois.

Autres travaux

Outre l'instruction des projets de loi repris ci-avant, la commission a organisé des échanges de vues avec différents acteurs. Elle s'est particulièrement intéressée au sujet de l'éducation aux médias dans le cadre d'une entrevue avec des représentants du Conseil de presse et d'une rencontre avec des représentants de BEE SECURE, initiative regroupant différents acteurs en vue d'une sensibilisation aux risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

La commission s'est aussi vu présenter un certain nombre d'études et d'initiatives telles que la Stratégie nationale d'éducation au développement durable ou le Livre blanc sur la stratégie nationale en matière de Lifelong Learning. Elle s'est en outre penchée sur la question de l'introduction d'un cours unique d'éducation aux valeurs.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

L'aide financière pour études supérieures tourne au casse-tête



Composition de la commission

Président: Marcel Oberweis (CSV)

Vice-Présidents: Ben Fayot (LSAP), Eugène Berger (DP)

Membres: Diane Adehm, Christine Doerner, Norbert Haupert, Serge Wilmes (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Claude Haagen (LSAP) / Anne Brasseur (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Jean Colombera (député indépendant)

Nombre de réunions: 40

Projets de loi examinés

- **6160** - services postaux
- **6283** - modification de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg
- **6371** - modification de la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur
- **6420** - modification de la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public
- **6487** - création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel»
- **6527** - organisation des centres de recherche publics
- **6534** - approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Luxembourg et la Suisse et de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Luxembourg et l'Irlande
- **6535** - Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
- **6585** - modification de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Enseignement supérieur et Recherche: réforme de la législation relative à l'Université du Luxembourg et à la recherche publique

La commission a continué l'instruction d'un ensemble de projets de loi qui visent à réformer la législation relative à l'Université du Luxembourg et à la recherche publique. Il s'agit

- du projet de loi modifiant la loi de 2003 portant création de l'Université du Luxembourg
- du projet de loi modifiant la loi de 1999 portant création du Fonds National de la Recherche (FNR)
- et du projet de loi ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics.

Outre le travail législatif proprement dit, qui a impliqué notamment l'adoption de nouveaux amendements concernant le projet de loi relatif à l'Université et l'introduction d'une première série d'amendements pour ce qui est du projet concernant le FNR, la commission a procédé à des échanges de vues avec des représentants du Comité 4C&U (regroupant les quatre centres de recherche publics et l'Université) et de l'Association des Professeurs de l'Université du Luxembourg.

Dans ce même contexte, la commission s'est vu présenter la deuxième évaluation externe de l'Université du Luxembourg tout en se penchant sur la troisième vague d'évaluations réalisées en 2012 auprès d'unités ou de départements choisis des centres de recherche publics.

Modification de la loi relative à l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Suite à l'arrêt du 20 juin 2013 de la Cour de justice de l'Union européenne concluant que la législation luxembourgeoise en matière d'aide financière de l'Etat pour études supérieures est contraire au principe de la libre circulation des travailleurs, il s'est avéré inéluctable d'adapter en conséquence la loi afférente de 2000. Le champ des bénéficiaires est ainsi étendu à l'étudiant ne résidant pas au Grand-Duché de Luxembourg, à condition qu'il soit enfant d'un travailleur, salarié ou non salarié, ressortissant luxembourgeois ou ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'Accord sur l'espace économique européen ou de la Confédération suisse, travaillant au Luxembourg. Ce travailleur, parent de l'étudiant visé, doit avoir été employé ou avoir exercé son activité au Luxembourg pendant une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment de la demande de l'aide financière pour études supérieures par l'étudiant. L'emploi au Luxembourg doit être au moins égal à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'entreprise en vertu de la loi ou de la convention collective de travail, le cas échéant, en vigueur. La loi modificative comporte par ailleurs une disposition «anti-cumul». Les demandeurs d'allocations sont ainsi tenus de fournir une preuve indiquant le montant des aides financières auxquelles ils peuvent avoir droit de la part des autorités de leur Etat de résidence.

Média, Communications et Espace: libéralisation du marché postal

La commission a consacré de nombreuses réunions à l'examen du projet de loi sur les services postaux lequel transpose la directive concernant l'achèvement du marché intérieur des services postaux de l'Union européenne. Avec ce projet de loi, les services réservés sont abandonnés au nom d'une ouverture totale du marché postal. L'obligation de service universel est imposée à l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) jusqu'en 2020. Après cette échéance, les opérateurs alternatifs ont la possibilité de briguer le statut de prestataire du service universel par une procédure transparente, proportionnée et non discriminatoire.

La neutralité d'Internet au centre des discussions

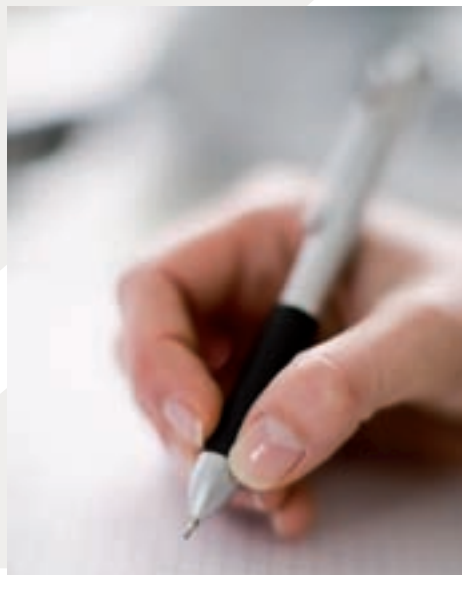
La commission a finalisé un rapport au sujet de l'opportunité d'inscrire le principe de la neutralité d'Internet dans la législation luxembourgeoise. Après avoir entendu M. Markus Beckedahl, expert au sein de l'Untersuchungskommission Internet und digitale Gesellschaft au Bundestag au cours de la session précédente, elle a invité Mme Nadia Kutscher, professeur en travail social à la Katholische Hochschule Nordrhein-Westfalen, à présenter un exposé au sujet de l'exclusion sociale sur Internet. La commission a en outre discuté sur la neutralité d'Internet avec les acteurs du terrain dont des représentants de l'EPT, de LU-CIX, de la Fédération des opérateurs alternatifs au Luxembourg (OPAL), d'ICT Luxembourg et de l'Association des Antennes collectives.

Suivi de l'évolution en matière de politique spatiale du Gouvernement

La commission a suivi de près la politique spatiale gouvernementale. Elle s'est vu présenter dans ce contexte un rapport d'évaluation élaboré par la société Euroconsult au sujet de la politique menée par le Gouvernement en matière de sciences et technologies spatiales. Alors que le Luxembourg assure la co-présidence de l'Agence spatiale européenne (ESA), la commission s'est en outre vu informer par le Ministre sur les évolutions dans ce dossier.

Une nouvelle autorité de régulation du secteur de l'audiovisuel

La commission a finalisé la réorganisation de la surveillance des services de médias en modifiant la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et en créant l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA). Cet établissement public remplace les anciens organes de régulation, à savoir le Conseil national des programmes (CNP) et la Commission indépendante de radiodiffusion (CIR), et dispose désormais d'un pouvoir de sanction propre afin d'assurer ses missions de surveillance. A l'écoute des acteurs concernés, la commission a discuté cette réforme avec des représentants du CNP. L'avis de la CIR a en outre été examiné de manière approfondie dans le cadre des travaux parlementaires.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

Travaux ciblés sur l'enfance

Au cours de la session 2012-2013, la commission s'est penchée principalement sur des projets de loi règlant, au sens large, le domaine de l'accueil des enfants. Ainsi, elle a finalisé le **projet de loi 6328 sur l'accueil de jeunes au pair** qui redonne une base légale à celui-ci, et a entamé l'examen du **projet de loi 6409 apportant des modifications à la loi du 30 novembre 2007 sur l'activité d'assistance parentale**. Dans le même contexte de l'encadrement des enfants et d'une meilleure conciliation des vies professionnelle et familiale se situe le **projet de loi 6467 concernant le congé parental**, qui attribue notamment aux salariés du secteur privé, aux agents de l'Etat et à ceux du secteur communal le droit de demander à l'employeur l'aménagement de l'horaire et/ou du rythme de travail pendant une durée déterminée.

Pour ce qui est du **projet de loi 6410 modifiant la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse**, les députés de la commission se sont vu présenter le texte, l'avis du Conseil d'Etat et des propositions d'amendements gouvernementaux.

Examen de textes législatifs mis à part, d'autres sujets en relation avec l'accueil et l'encadrement des enfants furent traités en réunion jointe avec la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Citons à ce propos la mise en œuvre du plan d'encadrement périscolaire et la présentation d'une étude de l'Université du Luxembourg sur les maisons relais pour enfants, réalisée entre 2009 et 2012.

Dans le contexte des mesures de qualité prévues par le Ministère de la Famille dans le domaine de l'éducation non-formelle des enfants et des jeunes, une réunion fut consacrée à la présentation orale du cadre de référence de l'éducation non-formelle énonçant les objectifs et principes pédagogiques pour les structures d'accueil des enfants et les maisons des jeunes. La présentation du rapport 2012 de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) a donné lieu à une autre réunion.

Composition de la commission

Président: Jean-Paul Schaaf (CSV)

Vice-Présidents: Claudia Dall'Agnol (LSAP), Claude Meisch (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt épouse Kemp, Paul-Henri Meyers, Tessy Scholtes (CSV) / Marc Angel (pour le volet Egalité des chances), Georges Engel (pour les volets Famille et Jeunesse), Roland Schreiner (depuis le 22 novembre 2012), Vera Spautz (jusqu'au 21 novembre 2012) (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Josée Lorsché (pour les volets Famille et Jeunesse), Viviane Loschetter (pour le volet Egalité des chances) (déi gréng) / Fernand Kartheiser (pour le volet Egalité des chances) (ADR) / Jean Colombera (pour les volets Famille et Jeunesse) (député indépendant)

Nombre de réunions: 24

Projets de loi examinés

- 6021 - surendettement
- 6181 - violence domestique
- 6328 - accueil de jeunes au pair
- 6409 - modification de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parental
- 6410 - modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
- 6467 - congé parental
- 6502 - modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés - Centres, foyers et services pour personnes âgées, - Centres de gériatrie

Par ailleurs, la commission a achevé ses travaux relatifs au **projet de loi 6021 sur le surendettement** et au **projet de loi 6181 sur la violence domestique**.

Parmi les sujets variés ayant figuré à l'agenda de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des Chances, il y a lieu de relever la mise en œuvre de la **loi du 28 juillet 2011 transposant la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées**. Dans ce cadre, la commission a pris soin d'éclaircir ses intentions et points de vue suite à une lettre ouverte émanant de l'association «Nëmme Mat Eis!».

Un avis au sujet du **projet de règlement grand-ducal 6537 portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées** fut également élaboré.

Les membres de la commission ont aussi assisté aux présentations:

- de la stratégie nationale sur le sans-abrisme,
- à la présentation du rapport d'activité 2011-2012 de la Médiateure,



- ainsi qu'à la présentation du plan d'action démence (réunion jointe avec la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale).

Pour ce qui est du volet «Egalité des chances», c'est avant tout la préparation du débat d'orientation sur une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif qui a retenu l'attention des membres de la commission.

Tout au long de la session, des échanges de vues furent organisés avec des invités externes, dont notamment Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté.

Commission des Finances et du Budget

«AIFM» et «Family Office» pour requinquer la place financière

Composition de la commission

Président: Michel Wolter (CSV)

Vice-Présidents: Claude Meisch (DP), Roger Negri (LSAP)

Membres: Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Marc Lies (depuis le 14 mai 2013) (CSV) / Alex Bodry, Lucien Lux (LSAP) / Fernand Etgen (DP) / François Bausch (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 24

Projets de loi examinés

- **6445** - révision des quotes-parts des pays membres du FMI
- **6497** - modifications de différentes lois fiscales
- **6366** - statut légal de l'activité de Family Office
- **6397** - autorités européennes de surveillance
- **6424** - assurance responsabilité civile auto
- **6449** - approbation du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG)
- **6455** - coopération administrative dans le domaine fiscal
- **6470** - lieu des prestations de services et règles de facturation TVA
- **6327** - titres dématérialisés
- **6501** - conventions fiscales et échange de renseignements sur demande
- **6506** - protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements internationaux (BRI)
- **6523** - modification de dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage
- **6513** - encadrement de la vente à découvert d'instruments financiers
- **6471** - gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (AIFM)
- **6398** - secteur des assurances

Budget 2013

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat. Au total, la commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget (dont deux ont eu lieu dans le cadre de la session ordinaire 2011-2012). L'examen du projet de budget a débuté le 2 octobre 2012 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la commission le 6 décembre 2012.

Principaux projets de loi traités

Deux réunions ont été consacrées à l'examen du **projet de loi 6497** complétant les mesures prises par le Gouvernement pendant l'année 2012 pour réduire le déficit budgétaire. Les modifications proposées conduisent à des recettes supplémentaires de l'Etat de près de 400 millions d'euros et complètent celles prises en matière de taxation indirecte des produits tabac et diesel figurant dans des règlements.

La commission a examiné, au cours de deux réunions, le **projet de loi 6366** visant à donner à l'activité de Family Office un statut légal en définissant les activités de Family Office qui doivent faire l'objet d'une réglementation spécialisée, c'est-à-dire des activités nécessairement en relation avec des actifs financiers ou en relation avec des professionnels du secteur financier.

Le **projet de loi 6327**, analysé au cours de trois réunions, a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

La commission a consacré deux réunions au **projet de loi 6449** ratifiant le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire. Le TSCG vise à préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble en obligeant les parties contractantes à maintenir des finances publiques saines et soutenables grâce au respect de règles spécifiques.

Trois réunions ont concerné le **projet de loi 6523** dont le premier volet apporte des modifications au régime de la liquidation, alors que le second volet introduit un nouveau type de lettres de gage, les lettres de gage mutuelles.

La commission a consacré six réunions au **projet de loi 6471** transposant la directive AIFM (directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs), projet très attendu par les acteurs du secteur financier. La directive pose un ensemble de règles portant sur les conditions d'agrément des gestionnaires, les exigences organisationnelles, les exigences de fonds propres, les exigences en matière de gestion de liquidité et de risques, de délégation, de divulgation d'informations et de limitation de l'effet de levier. Elle contient par ailleurs des dispositions applicables aux dépositaires de fonds d'investissement alternatifs en précisant leur rôle et leurs responsabilités et introduit également des règles visant à assurer une évaluation appropriée et indépendante des actifs des fonds d'investissement alternatifs. En contrepartie, les gestionnaires se voient offrir de nouvelles opportunités à travers un passeport européen qui leur permet de prester leurs services de gestion et de distribuer leurs fonds auprès d'investisseurs professionnels dans tous les Etats membres de l'UE. La directive introduit encore des règles spécifiques applicables aux gestionnaires et aux fonds d'investissement alternatifs établis en dehors de l'Union européenne.

Le **projet de loi 6398** a fait l'objet de trois réunions de la commission. Il modifie la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pour la restructurer en vue d'une meilleure lisibilité et d'une cohérence juridique renforcée. Il anticipe également l'entrée en vigueur de la directive Solvabilité II par la création de «professionnels du secteur de l'assurance», à l'image des professionnels du secteur financier.

Au total, la Commission des Finances et du Budget a examiné 16 projets de loi, parmi lesquels figuraient 5 projets de loi transposant ou portant complément de transposition d'une norme européenne en droit national (**projets de loi 6397, 6455, 6470, 6513, 6471** - voir ci-avant).

Examen de documents européens

La Commission des Finances et du Budget a consacré une réunion à l'examen de trois documents européens.

Visites et échanges de vues

Au cours de la session parlementaire 2012-2013, la commission a procédé à de nombreux échanges de vues, parmi lesquels on peut citer:

- une entrevue avec le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au sujet de la politique d'acquisition et de cession de l'Etat;
- trois entrevues au sujet du dossier CARGOLUX;
- une entrevue avec M. Michel Barnier, membre de la Commission européenne en charge du marché intérieur et des services;
- une entrevue avec le Ministre de l'Economie et le Ministre des Finances pour la présentation du programme national de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR);
- deux entrevues avec le Ministre des Finances, l'une au sujet de l'adaptation des procédures de la Chambre des Députés à la procédure du semestre européen et l'autre concernant la présentation des recommandations de la Commission européenne sur base de l'analyse des PSC et PNR luxembourgeois;
- une entrevue avec le directeur général de la Banque centrale du Luxembourg.



L'évolution de la situation budgétaire

La Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont continué à convoquer les réunions jointes, instaurées en 2009 dans le contexte de la crise économique et financière, afin de faire le point sur l'évolution de la situation budgétaire, ceci en présence du Ministre des Finances et des directeurs des administrations fiscales. Ces réunions se tiennent trimestriellement.

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Le «paquet réforme» de la Fonction publique et la carte d'identité électronique au centre des travaux

Un nouveau registre national des personnes physiques

La commission a évacué le projet de loi 6330 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques. Le projet de loi introduit notamment la carte d'identité électronique, attribue un nouveau numéro matricule de 13 positions aux personnes physiques et met en place le registre national ainsi que les registres communaux des personnes physiques.

Examen du «paquet réforme» de la Fonction publique

La commission a entamé l'examen des **9 projets de loi qui constituent le «paquet réforme» de la Fonction publique**. Elle a ainsi analysé les dispositions introduisant une gestion par objectifs, un système d'appréciation des compétences professionnelles et personnelles ainsi qu'une procédure dite d'insuffisance professionnelle. Le paquet réforme tient compte du processus de Bologne en introduisant la nouvelle carrière supérieure du Bachelor. Dans le contexte du «life long learning», il est introduit un congé linguistique ainsi que la possibilité d'une dispense de service pour le fonctionnaire qui souhaite s'inscrire à des études menant à un diplôme de niveau supérieur.

La réforme introduit encore un médiateur au sein de la Fonction publique. Par ailleurs, la révocation des agents nommés à une fonction dirigeante est réglée. La réforme porte également une attention particulière aux règles déontologiques dans la Fonction publique.

La matière des pensions dans la Fonction publique est réglée par les **projets de loi 6460** et **6461**. Le **projet de loi 6461** a pour objet la création d'un régime de pension transitoire commun pour les trois organismes de pension qui sont l'Administration du personnel de l'Etat, la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés communaux et la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois. L'introduction d'un système permettant une sortie progressive de la vie active en cumulant travail à temps partiel avec une pension partielle est une des modifications majeures apportées à la législation sur les pensions.

Le droit de grève dans les services de l'Etat et dans les établissements publics est revu dans le cadre du **projet de loi 6457**.

La commission a finalement examiné la budgétisation des mesures de réforme. Il y a, d'un côté, les mesures générales valables pour toutes les carrières, à savoir l'abaissement des indemnités de stage et la suppression de la majoration d'indice, et, d'un autre côté, l'incidence budgétaire due au reclassement de certaines carrières. Les coûts engendrés par ce reclassement sont largement compensés par les économies réalisées grâce à la réforme du stage et la suppression de la majoration d'indice.

Composition de la commission

Président: Norbert Haupert (CSV)

Vice-Présidents: Fernand Diederich (LSAP), Fernand Etgen (DP)

Membres: Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Jean-Pierre Klein (LSAP) / André Bauler (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions: 13

Projets de loi examinés

- **6330** - identification des personnes physiques
- **6457** - modification du statut général des fonctionnaires de l'Etat
- **6458** - transposition de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction publique
- **6459** - régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat
- **6460** - modification du régime de pension spécial pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois
- **6461** - régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois
- **6462** - accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien
- **6463** - changement d'administration des fonctionnaires
- **6464** - organisation de l'Administration gouvernementale
- **6465** - régime et indemnités des employés de l'Etat

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Poursuite des travaux de modernisation de la Constitution

Composition de la commission

Président: Paul-Henri Meyers (CSV)

Vice-Présidents: Alex Bodry (LSAP), Anne Brasseur (DP)

Membres: Diane Adehm (à partir du 26 février 2013), Christine Doerner, Léon Gloden, Lucien Weiler (jusqu'au 25 février 2013), Raymond Weydert (CSV) / Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 45

Au cours de la session parlementaire 2012-2013, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré la majeure partie de ses réunions à l'instruction de la **proposition de révision 6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution**. Depuis le début de la nouvelle session parlementaire jusqu'à la fin du mois de janvier 2013, elle a procédé à l'examen de l'avis afférent du Conseil d'Etat émis le 6 juin 2012. Par la suite, elle a continué ses travaux sur base d'un texte coordonné établi par le secrétariat de la commission. Parmi les points ayant suscité d'abondantes discussions, l'on peut citer, entre autres, les symboles de l'Etat, notamment le régime linguistique, une série d'articles du chapitre relatif au Grand-Duc ainsi que les articles ayant trait aux cultes. La formulation des articles tenus en suspens dans le chapitre ayant trait au Grand-Duc a été définitivement retenue suite à l'examen de la note du Maréchal de la Cour sur le fonctionnement de la Cour grand-ducale, établie à la demande de la commission. Afin de permettre à celle-ci d'arrêter les nouveaux textes constitutionnels ayant trait au Conseil national de la Justice et à la Cour suprême, le ministre de la Justice sortant a procédé au cours de la réunion du 27 février 2013 à la présentation de l'avant-projet de loi portant organisation du Conseil national de la Justice ainsi que de l'avant-projet de loi portant organisation de la Cour suprême.

Deux entrevues ont eu lieu avec le groupe d'experts en charge d'élaborer un rapport relatif aux relations entre l'Etat et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg. La première a porté sur la présentation et la discussion dudit rapport, tandis que la seconde a eu pour objet l'examen des articles 21, 22, 106 et 119 de la Constitution actuelle (articles ayant trait aux cultes) à la lumière de ce rapport.

Les membres de la commission ont également eu un échange de vues avec la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH), le Centre pour l'égalité de traitement (CET) et l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) sur leur rattachement juridique éventuel à la Chambre des Députés.

L'examen d'un avant-projet d'un Code de conduite pour les membres de la Chambre des Députés, ainsi que le projet de Rapport d'Evaluation du Quatrième Cycle d'Evaluation sur le Luxembourg, adopté par le Groupe Anti-Corruption du Conseil de l'Europe (GRECO) lors de sa 60e réunion plénière, ont également figuré à l'ordre du jour de quelques réunions.

Enfin, dans sa réunion du 18 juillet 2013, la commission a discuté des avis du Conseil d'Etat émis le même jour et ayant trait, d'une part, au projet de loi 6571 portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et, d'autre part, à la dissolution de la Chambre des Députés avec effet différé (avis demandé par le Gouvernement). Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat relatif à la dissolution différée de la Chambre des Députés, qui conclut qu'«un arrêté grand-ducal dissolvant avec effet différé la Chambre des Députés ne serait pas compatible avec l'esprit de la Constitution, ni avec la coutume constitutionnelle qui s'est forgée à travers l'histoire», les groupes et sensibilités politiques - alors réunis au sein de la commission - se sont prononcés en faveur d'une dissolution différée suivie d'élections anticipées fixées au 20 octobre 2013. Ils ont estimé qu'une dissolution de la Chambre des Députés avec effet immédiat provoquerait un déséquilibre institutionnel inacceptable, vu que le Gouvernement resterait en fonction sans le contre-pouvoir législatif.



Commission juridique

La réforme du cadre légal de l'avortement acquise

Composition de la commission

Président: Gilles Roth (CSV)

Vice-Présidents: Alex Bodry (LSAP) / Xavier Bettel (DP)

Membres: Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Lucien Weiler (CSV) / Marc Angel, Jean-Pierre Klein (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (député indépendant)

Nombre de réunions: 45

Projets de loi examinés

- **5974** - sociétés commerciales
- **6103** - modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal
- **6172A** - réforme du mariage
- **6376** - réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés
- **6381** - réforme de l'exécution des peines
- **6382** - réforme de l'administration pénitentiaire
- **6388** - approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme
- **6408** - lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants
- **6415** - vente de substances médicamenteuses et lutte contre la toxicomanie
- **6418** - réforme du casier judicaire
- **6437** - lutte contre le retard de paiement
- **6441** - statut de Rome de la Cour pénale internationale
- **6444A** - incrimination de l'abus de faiblesse
- **6444B** - organisation judiciaire
- **6446** - organisation judiciaire
- **6485** - modification de l'article 567 du Code de commerce
- **6514** - cybercriminalité
- **6550** - profession d'avocat

Parmi les modifications législatives importantes intervenues durant la session parlementaire 2012-2013, il y a lieu de citer:

- la réforme du cadre légal de l'avortement

La Commission juridique a consacré huit réunions, dont deux ont eu lieu dans le cadre de la session ordinaire 2012-2013, à l'examen du projet de loi 6103. Ce projet de loi a pour objet de modifier les dispositions pénales relatives à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), à savoir les articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal.

Ce faisant, il met en œuvre le programme gouvernemental de 2009 qui prévoit une révision de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse. C'est cette loi qui a donné aux articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal leur teneur actuelle.

a) la reconnaissance de l'autodétermination de la femme

La première modification essentielle consiste en la reconnaissance de l'autodétermination de la femme. Il appartient à la femme enceinte, et non plus au médecin, d'apprécier la situation de détresse dans laquelle elle se trouve.

b) l'abandon de l'énumération des indications d'existence d'une situation de détresse

Cette modification est le prolongement de la reconnaissance de l'autodétermination de la femme enceinte. Dans la mesure où il appartient à celle-ci d'apprécier et d'évaluer la situation de détresse dans laquelle elle se trouve, il n'y a plus lieu d'énumérer les différentes situations qui permettent le recours à l'IVG.

c) l'introduction d'une consultation préalable obligatoire

La nouveauté du présent projet de loi consiste en l'introduction d'une consultation préalable obligatoire. En effet, la femme enceinte doit préalablement à l'interruption volontaire de grossesse avoir consulté un service d'assistance psycho-sociale établi auprès d'un établissement hospitalier ou tout autre établissement agréé pour réaliser une IVG.

d) la prise en compte de la situation particulière des femmes mineures non émancipées

Le projet de loi sous rubrique prend en compte la situation particulière des femmes mineures non émancipées. Si la femme mineure non émancipée, qui est enceinte et qui souhaite pratiquer une IVG, doit en principe obtenir le consentement de son ou de ses représentants légaux respectivement du ou des titulaires de l'autorité parentale, en principe ses parents, elle peut, d'après le présent projet de loi, garder le secret à l'égard de ceux-ci et partant faire abstraction de leur consentement. Le présent projet de loi prévoit toutefois que le service d'assistance psycho-sociale doit s'efforcer d'obtenir le consentement de la femme enceinte pour que ses parents soient consultés. Il est, en effet, toujours préférable que les parents soient au courant de la situation dans laquelle se trouve leur enfant.

Si la femme mineure non émancipée refuse d'effectuer cette démarche ou si le consentement n'est pas obtenu, l'IVG pourra néanmoins être pratiquée à condition que la mineure se fasse accompagner d'une personne de confiance majeure qu'elle désigne. Il échet de noter dans ce contexte que des dispositions analogues existent en France.

- la réforme du casier judiciaire

La Commission juridique a examiné, au cours de onze réunions, le projet de **loi 6418** (casier judiciaire) qui poursuit quatre objectifs:

- transposer **la décision-cadre 2009/315/JAI du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les Etats membres (ci-après la décision-cadre 2009/315/JAI)**;
- étendre le casier judiciaire aux personnes morales qui, depuis la loi du 3 mars 2010 introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, sont pénalement responsables;
- simplifier le système du casier judiciaire en réduisant le nombre des bulletins de trois à deux bulletins;
- tenir compte d'une exigence découlant de la **directive 2011/93/UE relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants (ci-après la directive 2011/93/UE)** qui tient à ce que les employeurs, lorsqu'ils recrutent une personne pour des activités professionnelles ou des activités bénévoles organisées impliquant des contacts directs et réguliers avec des enfants, aient le droit de demander des informations relatives à l'existence d'éventuelles condamnations pénales pour abus ou exploitation sexuels d'enfants.

- la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants

La Commission juridique a consacré sept réunions au **projet de loi 6408** (lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants). Ce projet de loi vise à transposer en droit national la **directive 2011/93/UE**, précitée. Cette directive, qui remplace la **décision-cadre 2004/68/JAI**, a pour objectif de rapprocher les législations des Etats membres de l'Union européenne afin de lutter plus efficacement contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie, d'assurer la poursuite effective des infractions, de protéger les droits des victimes, de prévenir l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants et de mettre en place des systèmes de contrôle efficaces.



Autres projets de loi examinés

Huit réunions ont eu pour objet l'examen du **projet de loi 6376** (normes comptables) qui vise à compléter la modernisation des dispositions législatives portant sur le droit comptable des entreprises, une première étape en ce sens ayant été franchie avec l'entrée en vigueur de la loi du 10 décembre 2010 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises.

Les modifications envisagées ont trait à plusieurs volets:

- la réforme de la Commission des normes comptables afin de la doter de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et d'une certaine autonomie administrative vis-à-vis du Ministère de la Justice;
- la détermination des réserves distribuables en cas de recours à l'évaluation suivant la méthode de la juste valeur ou aux normes comptables internationales dans leur ensemble;
- la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ainsi que les comptes consolidés de certaines formes de sociétés.

Au bout de six réunions consacrées au **projet de loi 6172A** (portant réforme du mariage) visant à autoriser le mariage pour les couples homosexuels, les membres de la commission ont convenu d'évacuer le projet de loi avant la fin de l'année 2013.

A l'instar de ce qui est prévu par les législations belge et française, le **projet de loi 6444A** poursuit l'objectif d'introduire en droit pénal luxembourgeois l'infraction d'abus de faiblesse.

En totalité, la Commission juridique a examiné **vingt-trois projets de loi**, parmi lesquels figuraient **quatre projets de loi** transposant ou portant complément de transposition d'une norme européenne en droit national (**projets de loi 6408, 6418, 6437 et 5974**).

Entrevues

Au cours de la session parlementaire 2012-2013, la Commission juridique a procédé à un certain nombre d'entrevues, parmi lesquelles on peut citer:

- l'échange de vues du 10 décembre 2012 avec des représentants du Parquet de Luxembourg et de la Police grand-ducale au sujet de la lutte contre la cybercriminalité et la pédopornographie dans le cadre de l'examen du **projet de loi 6408**;
- les auditions publiques organisées le 17 octobre 2012, dans le cadre de l'examen des **projets de loi 6381** et **6382** avec différents acteurs œuvrant dans le domaine de l'administration pénitentiaire.

Commission du Logement

La situation sur le marché du logement demeure tendue

Composition de la commission

Président: Marc Lies (CSV)

Vice-Présidents: Vera Spautz (jusqu'au 15 novembre 2012), Ben Scheuer (depuis le 18 février 2013) (LSAP), Eugène Berger (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis (CSV) / Claudia Dall' Agnol, Roland Schreiner (depuis le 22 novembre 2012) (LSAP) / André Bauler (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jean Colombera (député indépendant)

Nombre de réunions: 5

Au cours de la session parlementaire 2012-2013, la Commission du Logement s'est réunie à cinq reprises.

C'est par l'examen du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013 - en ce qui concerne le volet du Ministère du Logement - que la commission a entamé ses travaux.



Elle s'est ensuite intéressée à l'évolution du marché immobilier et s'est préoccupée de l'existence éventuelle d'une bulle immobilière au Luxembourg. L'analyse afférente dont elle a chargé l'Observatoire de l'Habitat lui a été présentée lors de sa réunion du 18 février 2013. Même si cette étude, ayant porté sur la période s'étalant entre 1974 et 2011, a permis de dissiper ladite crainte, un constat s'impose néanmoins: l'offre de logements abordables demeure insuffisante pour une large frange de la population au Luxembourg.

La Commission du Logement a examiné une proposition de loi déposée par le député Ben Fayot modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. En foi de quoi, elle a obtenu l'assurance par le Ministre du Logement que les modifications envisagées dans la proposition de loi - visant à freiner la désaffectation d'immeubles d'habitation au profit de locaux de bureaux et partant le dépeuplement des quartiers centraux des villes - seraient intégrées dans un projet de loi qui sera présenté à la commission.

Lors d'une réunion subséquente, l'avant-projet de loi «relative à la promotion du logement et de l'habitat durables» a été exposé à la Commission du Logement.

Une réunion spécifique a été consacrée à l'examen du rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012). Comme le rapport comportait plusieurs observations relevant du domaine de compétences de la Commission du Logement, celle-ci s'est attelée à rédiger une prise de positon afférente.

Afin de se faire une image plus précise de la situation tendue sur le marché des logements sociaux telle qu'elle est vécue quotidiennement par les gestionnaires actifs dans le domaine social et communal, la commission a par la suite organisé un échange de vues avec des représentants de la Croix-Rouge, du Fonds national de solidarité et d'un Service de l'architecte d'une administration communale.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Extension de l'interdiction de fumer et nouveau régime d'assurance pension

Composition de la commission

Président: Lydia Mutsch (LSAP)

Vice-Présidents: Martine Mergen (CSV), Carlo Wagner (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz (jusqu'au 29 avril 2013), Nancy Arendt épouse Kemp (à partir du 14 mai 2013) (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Georges Engel (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale) (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Josée Lorsché (pour le volet Santé) (déi gréng) / Jean Colombera (pour le volet Santé) (député indépendant) / Serge Urbany (pour le volet Sécurité sociale) (déi Lénk)

Nombre de réunions: 27

Projets de loi examinés

- **6422** - accord entre le Luxembourg et la France en matière de sécurité sociale (développement de la coopération et de l'entraide administrative)
- **6489** - convention de sécurité sociale Luxembourg - Brésil
- **6520** - convention de sécurité sociale Luxembourg - Uruguay

Autres sujets traités

- documents européens
- rapport d'activité de la Médiateure
- prise en charge des douleurs chroniques au Luxembourg
- prise en charge des maladies rares
- bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'Assurance dépendance
- responsabilité sociale des investissements effectués par le Fonds de compensation commun au régime général de pension
- centrale nucléaire de Cattenom: rejets dans l'environnement

Santé

Dans le domaine de la santé, l'instruction du **projet de loi 6469** relatif aux droits et obligations du patient a pris une part importante dans les travaux de la commission au cours de la session écoulée.

Ce projet prévoit l'instauration légale d'un corps de droits et d'obligations du patient dans sa relation avec les prestataires de soins. Il s'agit d'un pas important afin de garantir une meilleure visibilité, un meilleur respect et un équilibre judicieux des droits et obligations des patients ainsi que des droits et obligations des prestataires de soins.

La meilleure qualité possible des soins et l'accès universel à ces soins dans un système basé sur la solidarité constitue le droit primordial des patients. A cela s'ajoutent des droits et obligations découlant de principes généralement reconnus: le libre choix du prestataire, le consentement éclairé au traitement, les droits et obligations relatifs au dossier du patient, le droit à la confidentialité et au respect de la vie privée.



Le projet de loi a comme objectif de rendre les droits et obligations des patients plus lisibles et transparents, tant pour les patients que pour les prestataires de soins de santé, en rassemblant dans un seul texte de loi les dispositions applicables en la matière (loi hospitalière, Code de déontologie, jurisprudence) et actuellement éparpillées dans différents textes. Cette façon de procéder n'entend en aucun cas encourager les conflits entre patient et prestataire de soins de santé. Au contraire, le but principal consiste à rééquilibrer ces relations en mettant en place une approche fondée sur le partenariat entre le patient et le prestataire de soins de santé, basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties. Pour cette raison, il est prévu d'instaurer des structures de médiation dans le domaine de la santé avec pour objectif premier de favoriser le dialogue et de prévenir dans la mesure du possible une résolution conflictuelle du litige.

Voilà pourquoi, le présent projet innove en créant une structure nationale d'information et de médiation santé.

Au cours de ses travaux, la commission a entendu une délégation de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) et une délégation de la Patiente Vertriedung asbl en leurs observations. Après avoir consacré au total neuf réunions à l'examen du projet de loi, la commission a adopté le 13 juin 2013 une série d'amendements parlementaires qui ont fait l'objet d'un avis complémentaire du Conseil d'Etat du 12 juillet 2013 et d'une nouvelle prise de position de l'AMMD du 2 juillet 2013.

Le deuxième point fort des travaux de la commission dans le domaine de la santé, concernait l'examen du **projet de loi 6494** modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Ce projet de loi poursuit un double objectif en misant sur la protection de la jeunesse ainsi que sur le traitement égalitaire tant des différents établissements que des travailleurs relevant du secteur HORECA.

Ainsi, le projet étend l'interdiction de fumer aux débits de boissons, aux discothèques ainsi qu'aux locaux à usage collectif des établissements d'hébergement. Il a dès lors pour objectif de mieux protéger du tabagisme passif les personnes qui séjournent de manière prolongée dans ces lieux et qui ne veulent pas être exposées à la fumée d'autrui.

A noter que le projet gouvernemental initial prévoyait un régime dérogatoire pour les débits de boissons de petite taille. Suite à l'avis du Conseil d'Etat, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a supprimé les dispositions afférentes par voie d'amendements parlementaires.

Par ailleurs, le projet de loi se propose de clarifier différentes situations, notamment celles des galeries commerciales et d'établissements couverts accueillant des activités de loisirs, endroits qui par définition sont accessibles au public et qui seront dorénavant explicitement concernés par l'interdiction de fumer.

Le projet de loi procède également à une légère adaptation de la loi afin de pouvoir assurer que les produits du tabac ne puissent être étalés sur l'ensemble de la surface des points de vente de produits du tabac.

En ce qui concerne les débits de boissons, les établissements de restauration ainsi que les hôtels, leurs exploitants auront la possibilité d'aménager, à l'intention des fumeurs, des fumoirs à condition que ceux-ci soient séparés des autres locaux et qu'ils soient équipés d'un système d'épuration ou de ventilation d'air qui exclut toute nuisance pour les non-fumeurs. Dans ces fumoirs qui ne seront pas des zones de transit, aucun service ne pourra être offert au client.

Le **projet de loi 6494** est devenu la loi du 18 juillet 2013. L'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif légal est fixé au 1er janvier 2014.

Sécurité sociale

Dans le domaine de la sécurité sociale, la commission a poursuivi l'instruction de l'important **projet de loi 6387** concernant la réforme de l'assurance pension dont la rapportrice a été Mme Lydia Mutsch.

Rappelons que les points clefs de cette réforme visent la création d'un lien entre vie active et longévité afin de parvenir à un équilibre durable entre vie professionnelle et la durée de la retraite et le choix entre prolongation de la carrière professionnelle et taux de majoration ascendant ou retraite dès que possible et décote parallèle du taux des majorations proportionnelles.

Concrètement, en ce qui concerne la formule de pension, la réforme vise à encourager les assurés à prolonger leur carrière active, afin d'aligner la carrière professionnelle à l'évolution de l'espérance de vie.

Il s'agit d'établir un parallélisme entre l'adaptation progressive du niveau des prestations et l'évolution de la longévité, de manière à ce que la somme totale des prestations reçues au cours de la retraite des pensionnés futurs soit comparable à celle accordée aux retraités actuels. De ce point de vue il n'y a pas lieu de parler de diminution de prestations. En d'autres mots, la réforme se limite à compenser les dépenses liées à l'augmentation de l'espérance de vie par des recettes supplémentaires générées par le prolongement de la vie active.

Ainsi, en pratique un assuré qui décidera de partir en retraite plus tôt, aura cotisé moins longtemps et percevra sa pension pendant plus longtemps. De ce fait, il aura droit à des prestations moins élevées qu'un assuré qui partira en retraite plus tard, qui aura cotisé plus longtemps et qui percevra sa pension pendant moins longtemps. Celui-ci aura donc droit à des prestations plus élevées.

Cette philosophie se traduira par une réduction progressive du taux des majorations proportionnelles de 1,85 pour cent en 2013 à 1,60 pour cent en 2052.

Après avoir consacré plusieurs réunions à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat du 3 juillet 2012, la commission a adopté dans sa réunion du 18 octobre 2012 une série d'amendements parlementaires qui ont fait l'objet d'un avis complémentaire du Conseil d'Etat. Suite à une deuxième série d'amendements parlementaires et un deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat, le rapport a été adopté dans la réunion du 29 novembre 2012. Le projet de loi 6387 est devenu la loi du 21 décembre 2012.

Commission du Travail et de l'Emploi

Intensification de la lutte contre le chômage

Composition de la commission

Président: Lucien Lux (LSAP)

Vice-Présidents: Marc Spautz (jusqu'au 26 février 2013), Ali Kaes (à partir du 18 mars 2013) (CSV), André Bauler (DP)

Membres: Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Robert Weber, Serge Wilmes (CSV) / Roger Negri, Vera Spautz (jusqu'au 15 novembre 2012), Roland Schreiner (à partir du 22 novembre 2012) (LSAP) / Fernand Etgen (DP) / Viviane Loschetter (déi gréng) / Serge Urbany (déi Lénk)

Nombre de réunions: 16

Projets de loi examinés

- **6373** - modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail (Comité d'entreprise européen)
- **6404** - transposition d'une directive en matière d'immigration illégale: Sanctions et mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier
- **6498** - modification de l'article L. 211-11 du Code du travail (plan d'organisation du travail)
- **6499** - modification de l'article L. 229-3 du Code du travail (relèvement du salaire social minimum)
- **6521** - modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du travail (mesures emploi des jeunes)

Autres sujets non législatifs traités

- rapport d'activité du Médiateur 2011 – 2012
- comptes de l'a.s.b.l. Objectif Plein Emploi (réunion jointe avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire) et avenir de cette initiative sociale
- examen de documents européens





Déjà au cours de la session 2011 - 2012, la situation précaire du marché de l'emploi et la nécessité d'intensifier la lutte contre le chômage ont amené la Commission du Travail et de l'Emploi à proposer l'organisation d'un débat d'orientation en séance publique sur la politique en matière d'emploi, ceci sur base d'un rapport à établir par la commission (document parlementaire 6434).

La préparation de ce débat, déjà entamé durant la session 2011 - 2012, a encore figuré au centre des travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi durant la session écoulée. Ainsi, la commission a poursuivi ses travaux préparatoires, ceci notamment par:

- une entrevue avec la nouvelle direction de l'ADEM, approfondie par une visite dans les localités de l'ADEM;
- une visite à la Hochschule Koblenz: le Prof. Dr Stefan Sell, professeur en sciences économiques (Professor für Volkswirtschaftslehre, Sozialpolitik und Sozialwissenschaften) a présenté son exposé sur le bilan et les enseignements à tirer des réformes fondamentales du marché de l'emploi (Arbeitsvermittlung) en Allemagne;
- une visite de l'Arbeitsagentur Koblenz/ Mayen et du Jobcenter de la Ville de Coblence: les responsables ont relevé la problématique des jeunes demandeurs d'emploi ainsi que les problèmes réels et graves que l'Allemagne connaît dans son secteur à bas salaires (Niedriglohnsektor), combinés à l'absence de salaire social minimum légal généralisé;
- des échanges des vues avec des représentants d'entreprises de différents secteurs de l'économie et avec des représentants des syndicats représentatifs au plan national ainsi qu'avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.

Finalement, la commission a adopté son rapport dans la réunion du 8 mai 2013; le débat d'orientation en séance publique a eu lieu le 15 mai 2013.

Au terme d'une présentation circonstanciée de ses travaux, la Commission du Travail et de l'Emploi a formulé des conclusions et recommandations qui, en résumé schématique, ont trait aux points suivants:

- la nécessité d'une croissance économique durable dans une économie performante et compétitive;
- l'inadéquation entre la demande et l'offre sur notre marché de l'emploi et les conséquences à en tirer;
- la réforme de l'ADEM et le processus de sa mise en œuvre;
- les différentes mesures et les instruments pour l'emploi;
- l'importance d'une stratégie cohérente de mesures favorisant le maintien dans l'emploi et en particulier le maintien dans l'emploi des salariés plus âgés;
- la problématique des demandeurs d'emploi à faible employabilité en raison de leur éloignement du marché de l'emploi;
- les efforts propres et les critères de l'emploi approprié;
- la relance du système dual de la formation professionnelle;
- l'agencement actuel de différents paramètres sociaux;
- les initiatives sociales pour l'emploi;
- l'Economie solidaire et en particulier le statut juridique d'entreprise à finalité sociale;
- le rôle des communes dans la mise en œuvre de la stratégie pour l'emploi.

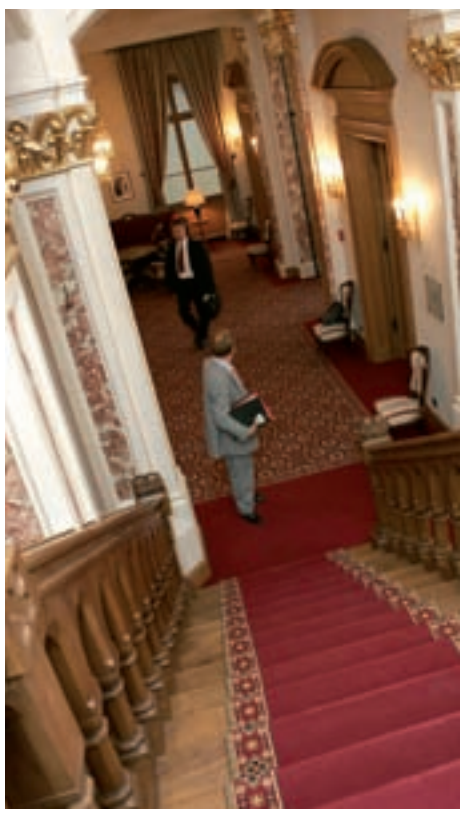
Au plan législatif, outre les projets de loi évacués ci-dessous énumérés parmi lesquels il convient de relever en particulier le projet portant relèvement du salaire social minimum, la Commission du Travail et de l'Emploi a entamé l'examen du **projet de loi 6545** portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises. Ce projet de loi a comme finalité essentielle d'adapter les organes et le fonctionnement du dialogue social aux réalités économiques actuelles, de simplifier ce dialogue et de le rendre plus efficace.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Répartition des députés par origine socio-professionnelle

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Professions indépendantes	**25**	**24**	**23**	**22**	**20**	**20**	**20**
avocat / notaire	7	7	6	5	9	8	8
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	2	2	2	2	3	3
commerçant / industriel / indépendant / artisan	11(1)	10(1)	10(1)	10(1)	6	6	6
agriculteur / viticulteur	2	2	2	2	0	0	0
sans profession et autres (p.ex: trav. intellectuels indép.)	3	3	3	3	3	3	3
Salariés secteur privé	**9**	**9**	**9**	**8**	**9**	**9**	**7**
ouvrier/salarié	0	0	0	0	0	0	0
syndicaliste	2	2	2	2	4	4	3
journaliste	0	0	0	0	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0	0	0
autres employés/salariés	7(2)	7(2)	7(2)	6(1)	5	5	4
Salariés secteur public	**26**	**27**	**28**	**30**	**31**	**31**	**33**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0
agent CFL	4	3	3	3	2	2	3
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0	0	0
agent secteur communal	0	0	0	0	0	0	0
fonctionnaire	22(2)	24(1)	25	27	29(6)	29(5)	30(5)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total



Session ordinaire 2012-2013: Relevé général

Séances publiques	45
Conférence des Présidents	20
Bureau	23
Réunions de commissions et groupes de travail (y compris Conférence des Présidents et Bureau)	636
Projets de loi déposés	108
Projets de loi évacués Projets de loi adoptés en 1er vote constitutionnel Projets de loi adoptés en 2nd vote constitutionnel Projets de loi retirés	97 93 0 4
Propositions de loi déposées	13
Propositions de loi évacuées Propositions de loi adoptées en 1er vote constitutionnel Evacuations conjointes avec un projet de loi Propositions de loi rejetées	1 0 0 1
Propositions de révision de la Constitution déposées	1
Projets de règlement grand-ducal déposés	14
Projets de règlement grand-ducal évacués Projets de règlement grand-ducal avisés Projets de règlement grand-ducal retirés	17 16 1
Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés déposées	4
Motions adoptées (liées à un dossier)	12

Motions adoptées (non-liées à un dossier)	3
Motions en cours	13
Résolutions adoptées (liées à un dossier)	3
Résolutions adoptées (non-liées à un dossier)	9
Résolutions en cours	1
Heures d'actualité	10
Débats de consultation	3
Débats d'orientation	8
Déclarations gouvernementales	4
Débats divers	5
Interpellations	3
Questions urgentes Urgence reconnue Urgence non reconnue	27 9 18
Heures de questions au Gouvernement	8 heures et 62 questions
Questions élargies	7
Divers	20

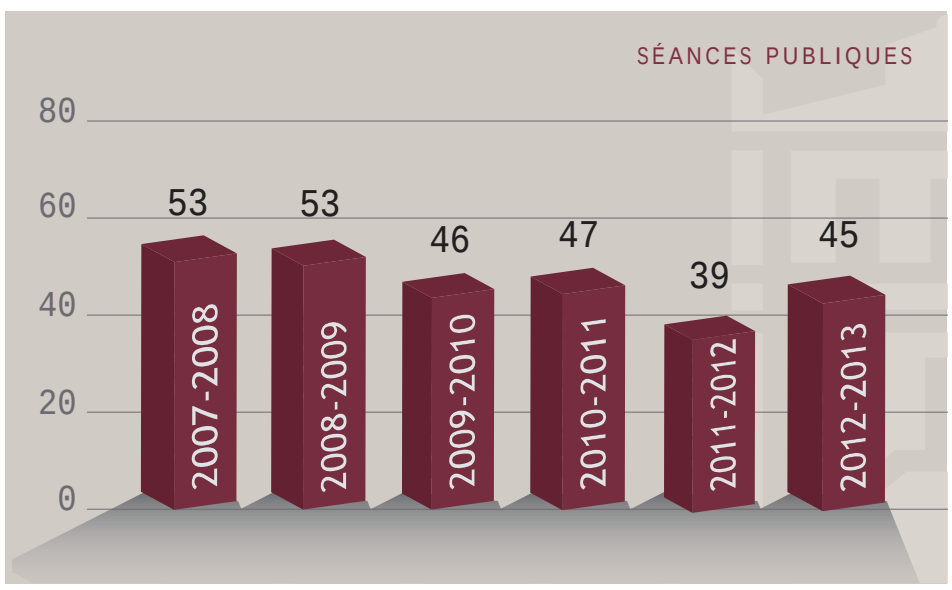
Session ordinaire 2012-2013: Affaires européennes

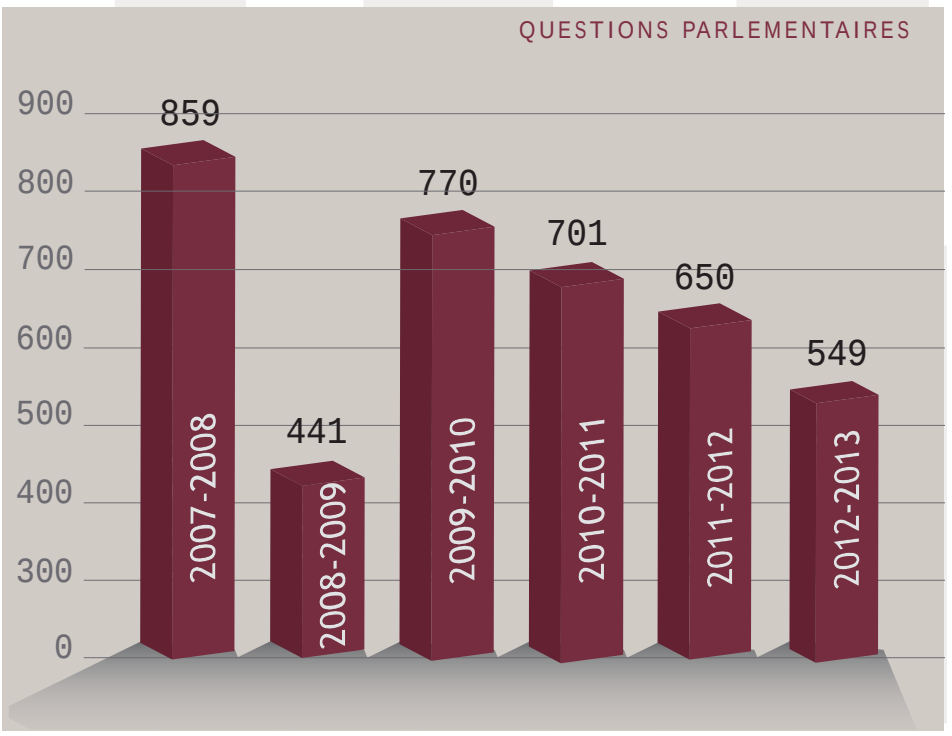
Avis motivés	3

Avis politiques	1

Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1978-1979	423,35 hrs	(85 séances)
1re session extraordinaire 1979	2,35 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1979	16,20 hrs	(3 séances)
Session ordinaire 1979-1980	335,50 hrs	(72 séances)
Session ordinaire 1980-1981	346,45 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1981-1982	332,50 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1982-1983	379,05 hrs	(91 séances)
Session ordinaire 1983-1984	311,35 hrs	(71 séances)
1re session extraordinaire 1984	2 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1984	21,20 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1984-1985	306,40 hrs	(77 séances)
Session ordinaire 1985-1986	349,20 hrs	(87 séances)
Session ordinaire 1986-1987	309,55 hrs	(84 séances)
Session ordinaire 1987-1988	341,30 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1988-1989	318,45 hrs	(91 séances)
Session extraordinaire 1989	27 hrs	(7 séances)
Session ordinaire 1989-1990	260 hrs	(70 séances)
Session ordinaire 1990-1991	335,45 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1991-1992	344,05 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1992-1993	300,15 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1993-1994	231,15 hrs	(61 séances)
Session extraordinaire 1994	19,55 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1994-1995	211 hrs	(64 séances)
Session ordinaire 1995-1996	204,25 hrs	(60 séances)
Session ordinaire 1996-1997	240,35 hrs	(61 séances)
Session ordinaire 1997-1998	221,40 hrs	(63 séances)
Session ordinaire 1998-1999	195,20 hrs	(58 séances)
1re session extraordinaire 1999	1,35 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1999	11 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1999-2000	169,35 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2000-2001	240,10 hrs	(72 séances)
Session ordinaire 2001-2002	232,55 hrs	(66 séances)
Session ordinaire 2002-2003	263,40 hrs	(75 séances)
Session ordinaire 2003-2004	255,00 hrs	(67 séances)
1re session extraordinaire 2004	57 min.	(1 séance)
2e session extraordinaire 2004	6,48 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 2004-2005	153,58 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2005-2006	162,57 hrs	(51 séances)
Session ordinaire 2006-2007	151,25 hrs	(50 séances)
Session ordinaire 2007-2008	185,08 hrs	(53 séances)
Session ordinaire 2008-2009	177,59 hrs	(53 séances)
1re session extraordinaire 2009	1,12 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 2009	5,52 hrs	(3 séances)
Session ordinaire 2009-2010	151,10 hrs	(46 séances)
Session ordinaire 2010-2011	159,28 hrs	(47 séances)
Session ordinaire 2011-2012	144,09 hrs	(39 séances)
Session ordinaire 2012-2013	153,42 hrs	(45 séances)





Composition de la Chambre des Députés au 6/10/2013

Gouvernement


Scheuer Ben


Haagen Claude


Diederich Fernand


Angel Marc


Negri Roger


Fayot Ben


Dall'Agnol Claudia


Lux Lucien


Schreiner Roland


Bodry Alex


Engel Georges


Mutsch Lydia


Urbany Serge

déi Lénk


Klein Jean-Pierre

DEMOKRATESCH PARTEI

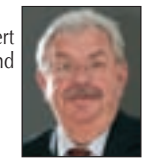

Kaes Ali


Weber Robert

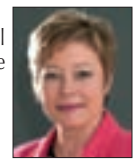

Meyers Paul-Henri


Lies Marc


Frank Marie-Josée


Weydert Raymond


Weiler Lucien


Andrich-Duval Sylvie

CSV


Clement Lucien


Schaaf Jean-Paul

LSAP


Eischen Félix


Oberweis Marcel


Roth Gilles


Eicher Emile

DEMOKRATESCH PARTEI


Berger Eugène


Polfer Lydie


Krieps Alexandre


Bettel Xavier


Brasseur Anne


Meisch Claude


Bauler André


Etgen Fernand

déi gréng


Braz Félix


Wagner Carlo


Adam Claude


Bausch François

Kox Henri

Loschetter Viviane

Gira Camille

Lorsché Josée

adr

ALTERNATIV DEMOKRATESCH REFORMPARTEI

déi Lénk

Indépendants

Mergen Martine

Gloden Léon

Wolter Michel

Adehm Diane

Haupert Norbert

Scholtes Tessy

Boden Fernand

Wilmes Serge

Arendt Nancy

Mellina Pierre

Doerner Christine

Orateur

Gibéryen Gast

adr

Colombera Jean

Indépendant

Henckes Jacques-Yves

Indépendant

Kartheiser Fernand

adr

Présidence

CSV

Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint

Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe

Mosar Laurent
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire général

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

1re séance	Mardi	9 octobre 2012
2e séance	Mercredi	10 octobre 2012
3e séance	Jeudi	11 octobre 2012

Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe



M. le Député Alex Bodry (3e de droite) a représenté la Chambre lors de la Conférence.

Les Parlements de la Principauté d'Andorre, de la République de Chypre, de la République d'Islande, du Grand-Duché de Luxembourg, de la République de Malte, du Monténégro et de la République de Saint-Marin se sont réunis les 10 et 11 septembre 2012 à Kotor au Monténégro, à l'occasion de la 7e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

Cette conférence interparlementaire, fondée en 2006, réunit chaque année les Présidents des Parlements d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin. Sa mission consiste dans le rapprochement entre les petits États d'Europe et la favorisation des approches concertées sur les problématiques communes.

M. Alex Bodry, en remplacement de M. le Président Laurent Mosar, a représenté la Chambre des Députés à cette conférence, lors de laquelle les débats ont porté sur le rôle des parlements pour attirer des investissements étrangers, leur rôle dans le contrôle du secteur de la sécurité ainsi que celui pour améliorer la législation sur les services financiers.

En ce qui concerne les investissements étrangers, M. Bodry a souligné qu'après sa dépendance de la sidérurgie et, par la suite, du secteur financier, le Luxembourg est en train de mettre en place de nouvelles stratégies, comme la télécommunication, la logistique, les technologies d'environnement et la santé. Cependant, il faut essayer d'éviter que le profit à court terme gagne sur le durable.

Dans ce contexte, il a été retenu que deux objectifs très importants sont à atteindre par les parlements. Il faut améliorer et promouvoir la diplomatie parlementaire et pousser les relations économiques à un niveau plus élevé, pour ainsi garantir aux citoyens des avantages économiques par le biais de meilleures perspectives économiques, menant à une hausse de l'emploi et à l'amélioration du niveau et des conditions de vie.

Au Luxembourg, le secteur de la sécurité est soumis à un contrôle parlementaire ordinaire. En tant que membre fondateur de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Luxembourg pratique une politique de partage des risques avec la participation de l'armée luxembourgeoise aux différentes missions de paix. De plus, des réunions interparlementaires et au niveau européen sont d'une grande utilité et permettent aux intervenants d'échanger leurs expériences.

En conclusion, les représentants des Parlements des petits États d'Europe ont retenu qu'il faudrait institutionnaliser le contrôle parlementaire afin de protéger la liberté et les droits des citoyens contre un éventuel abus et de contribuer au développement d'un système de sécurité complet et moderne.

La législation sur les services financiers a gagné en importance après la crise financière. Au Luxembourg le secteur financier est le secteur économique clé. Actuellement, les 143 banques installées au Grand-Duché ne font plus les bénéfices d'avant-crise, mais la situation est stable. Les fonds d'investissement font de très bons résultats et sont en concurrence directe avec la place financière de Londres.

Le législateur a créé les instruments juridiques ayant permis le développement du secteur financier et renforçant la lutte contre le blanchiment d'argent, ce qui a engendré un travail législatif considérable au cours des dernières années. À l'issue des débats, il a été convenu qu'il est nécessaire d'améliorer continuellement le système des services financiers afin que les petits États ne perdent pas leur compétitivité par rapport aux grandes économies.

La 8e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe aura lieu en 2013 en République d'Islande.

Assermentation de M. Alexandre Krieps

Le nouveau député libéral, assermenté à la Chambre des Députés le 9 octobre 2012, est en fait un ancien. Pour Alexandre Krieps, il s'agit du troisième mandat de député. En 1999, il avait été élu une première fois au Parlement pour y siéger jusqu'en 2004. De 2006 à 2009, il avait repris le siège devenu vacant suite à la démission de M. Niki Bettendorf.

Né en 1946, M. Alexandre Krieps est médecin-généraliste de profession. Les domaines de la santé et de la sécurité sociale, du travail et de l'emploi seront ses champs d'intérêt principaux à la Chambre. La situation sur le marché du travail et surtout le chômage des jeunes lui tiennent à cœur et il compte aussi s'engager en faveur de la réduction du nombre des jeunes abandonnant l'école sans diplôme.

M. Alexandre Krieps succède à M. Paul Helminger - qui a démissionné au bout de 23 ans de carrière politique - vu que Mme Colette Flesch, première suppléante sur la liste du Parti Démocratique de la circonscription Centre, a renoncé à son mandat de député.



M. Alexandre Krieps a prêté serment.

DANS CE NUMÉRO

Nationalité luxembourgeoise accordée à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy	p. 4
Amélioration du bien-être au travail	p. 19
Politique de coopération	p. 28
Sommaire des séances publiques nos 1-3	p. 37
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

Le Ministre Jorge Borges du Cap-Vert à la Chambre



M. Jorge Borges (1re rangée au milieu) a eu une entrevue avec des membres du Bureau de la Chambre et des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

8.000 à 9.000 Cap-Verdiens vivent au Luxembourg. L'origine du mouvement migratoire remonte aux années 1970. Leur terre natale, le Cap-Vert fait partie des pays cible de l'aide à la coopération et au développement luxembourgeoise.

Le Ministre des Relations extérieures de la République du Cap-Vert, M. Jorge Borges, a entrepris une courte visite de travail au Luxembourg à l'occasion de la 13e Commission de partenariat entre les deux pays. Il a été reçu le 18 octobre par le Président Laurent Mosar, les membres du Bureau de la Chambre et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés se sont notamment intéressés à la situation géopolitique du Cap-Vert qui, avec ses dix îles, se situe au large de la côte africaine, mais dispose aussi d'attaches fortes avec le continent européen. Le développement du tourisme figure parmi les options choisies pour sortir le Cap-Vert de sa situation économique à perspectives incertaines.

M. Laurent Mosar et M. Jorge Borges se sont félicités des excellentes relations entre les deux pays. Le Président de la Chambre a salué la participation accrue de la société civile à la prise de décision politique.

Au niveau de l'aide au développement, le 3e Programme indicatif de coopération (PIC III) est doté d'une enveloppe indicative de 60 millions d'euros et couvre la période 2011-2015. Les secteurs prioritaires en sont l'éducation (et notamment dans le domaine hôtelier), la formation et l'emploi, l'eau et l'assainissement, la santé et l'aide alimentaire. L'école d'hôtellerie et de tourisme du Cap-Vert, ouverte en 2011, permet la formation théorique et pratique de 300 étudiants par an.

Les Présidents de Parlement à Strasbourg



(de gauche à droite) M. Ronald Mayer, M. Claude Frieseisen, M. Roger Negri, Mme Anne Brasseur, M. Laurent Mosar, M. Jean-Claude Mignon, M. Fernand Boden, Mme Toiny Thommes-Gerbec.

Du 20 au 21 septembre 2012 a eu lieu au Conseil de l'Europe à Strasbourg la Conférence européenne des Présidents de Parlement. La Chambre des Députés y était représentée par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Boden, président de la délégation du Luxembourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, présidente du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE) au sein de cette assemblée, M. Roger Negri, vice-président et représentant du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux), ainsi que par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

Durant les deux jours les Présidents ont eu des échanges de vues sur trois grands sujets d'actualité:

- l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme;

- l'état de santé de la démocratie représentative;

- les défis et perspectives des révolutions arabes.

En ce qui concerne plus particulièrement l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme, le Président du Conseil de l'Europe, M. Jean-Claude Mignon a souligné qu'«il appartient en effet, principalement, aux organes internes des États - exécutif, juridictions et pouvoir législatif - de prévenir les violations des droits de l'Homme commises à l'échelon national ou d'y porter remède. Les parlements doivent systématiquement analyser de manière détaillée la compatibilité des (projets de) lois avec la Convention européenne telle qu'interprétée par la Cour. De même, il faut souvent adopter rapidement des mesures législatives pour se conformer pleinement aux arrêts de la Cour de Strasbourg».

Les défis de la démocratie représentative ont constitué un autre sujet abordé au cours de la Conférence européenne des Présidents de Parlement.

Dans son intervention, M. Laurent Mosar a souligné que face aux nouvelles technologies, à la multiplication des modes de représentation alternative ainsi qu'à l'omniprésence des réseaux sociaux «les Parlements doivent non pas s'opposer au changement, mais conquérir les nouveaux espaces médiatiques. Ils doivent tout faire pour garantir la stabilité de la démocratie par le biais de la construction d'un lien fort entre les institutions de l'État et les citoyens. Agir, tout en résistant au sentiment d'urgence, telle est une solution pour éviter une crise de la démocratie représentative», a estimé le Président de la Chambre des Députés.

Par ailleurs, M. Mosar a soulevé le problème de l'état d'exception permanent qui s'est installé après la crise de 2008, mais qui ne saura se pérenniser. En effet «il est inacceptable que les représentants du peuple soient contournés systématiquement sous un prétexte d'urgence. Un parlement doit pouvoir prendre le temps nécessaire pour se consacrer aux sujets essentiels et discuter des solutions proposées», a souligné le Président de la Chambre des Députés.

Le troisième thème évoqué par les Présidents a porté sur les défis auxquels sont confrontés les pays arabes en transition et les opportunités qui leur sont offertes.

Réforme constitutionnelle et garantie des valeurs démocratiques, égalité entre femmes et hommes, respect des droits de l'Homme, protection des minorités religieuses, liberté des médias, lutte contre la corruption et la lutte contre le terrorisme ne sont que quelques-uns des défis auxquels doivent faire face les parlements et les gouvernements issus des élections suite à certaines de ces révolutions.

Dans ses conclusions le Président du Conseil de l'Europe a fait savoir que «les parlements nationaux des États membres du Conseil de l'Europe sont prêts à fournir un soutien concret aux parlements des pays arabes en transition pour les aider à surmonter ces défis, en mettant à profit des outils de coopération interparlementaire.»



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, s'est informé quant au fonctionnement du «Jugendtreff Hesper».

Pas de quoi s'ennuyer au Jugendtreff Hesper

Début septembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar s'est rendu au «Jugendtreff Hesper».

Il a visité la maison, rencontré les responsables ainsi que les jeunes et a pu se faire une idée des nombreuses activités proposées aux adolescents, âgés de 12 à 26 ans. Ouvert depuis quatre ans, le «Jugendtreff» à Hesperange accueille en moyenne 70 jeunes par jour, regroupant une vingtaine de nationalités différentes.

Vin luxembourgeois: potentiel à promouvoir

Même si la récolte 2012 fut l'un des sujets lors de sa visite à l'Institut viti-vinicole de Remich, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre s'est surtout intéressée aux avancées dans la promotion, au Luxembourg comme à l'étranger, tant du vin que de la région viticole luxembourgeoise dans son ensemble. En effet, lors de précédentes entrevues à ce sujet, la commission parlementaire avait souligné que des progrès dans la promotion commune de la région viticole luxembourgeoise seraient encore faisables et souhaitables.

L'inspection d'un vignoble suivie d'un échange de vues au sein de l'Institut viti-vinicole avec des représentants des organisations professionnelles du secteur a également permis aux parlementaires de se faire une idée sur l'état actuel du marché. Parmi les nombreux constats, il a été relevé que le potentiel du vin luxembourgeois sur le marché national reste substantiel. À l'avenir, le terroir viticole sera davantage mis en évidence.

Quant au millésime 2012, la commission a eu la confirmation d'un volume en baisse, mais prometteur en termes de qualité.



Les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont visité l'Institut viti-vinicole de Remich.

Suivi parlementaire de la PESC et de la PSDC



(de gauche à droite) MM. Gast Gibéryen, Eugène Berger, Ben Fayot, Félix Braz, Norbert Haupert.

Composée de délégations des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, du Parlement européen ainsi que des Parlements des pays candidats à l'adhésion à l'Union et des pays européens membres de l'OTAN, la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) vient de prendre la relève de l'Assemblée de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dissoute en juin 2011.

La réunion inaugurale de la Conférence s'est déroulée les 9 et 10 septembre 2012 à Paphos (Chypre). La Chambre des Députés y était représentée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Norbert Haupert, président de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen.

La Conférence fournit un cadre pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques dans le domaine de la PESC et de la PSDC, en vue de permettre aux Parlements nationaux et au Parlement européen d'être pleinement informés au moment d'assumer leurs rôles respectifs.

Les membres considèrent que la crédibilité de l'Union, en tant que garante mondiale de sécurité, de paix et de prospérité et en tant que promotrice des valeurs démocratiques, dépend de sa capacité à apporter des mesures incitatives et un soutien aux processus démocratiques de son voisinage. Les parlements ont un rôle déterminant à jouer dans la promotion des valeurs démocratiques et des systèmes transparents de bonne gouvernance et doivent jouer un rôle accru, notamment en matière de soutien des transitions démocratiques dans le voisinage méridional et oriental de l'Union. Cela requiert, entre autres, une surveillance renforcée des processus démocratiques dans ces pays et une coordination, par le biais d'initiatives conjointes et d'un échange amélioré d'informations, aussi bien que d'activités parlementaires destinées à soutenir ces pays.

Dans le cadre de leurs travaux, les parlementaires ont eu une entrevue avec la baronne Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, sur les priorités et les stratégies de l'Union en matière de PESC et de PSDC, et en particulier l'évolution actuelle dans ces domaines.

D'autres échanges de vues ont eu lieu avec Mme Erato Kozakou-Marcoullis, Ministre des Affaires étrangères de Chypre, et avec M. Bernardino León, Représentant spécial de l'Union européenne pour la région du sud de la Méditerranée, sur le printemps arabe. M. Demetris Eliades, Ministre de la Défense de Chypre, a présenté les priorités de la présidence chypriote en matière de politique étrangère et de défense.

Visite au cœur de la Grande Région



La délégation luxembourgeoise auprès du CPI en compagnie du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que du directeur de la Maison de la Grande Région.

Le Président de la Chambre des Députés et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI) ont rendu visite, le 12 octobre 2012, à la Maison de la Grande Région, située rue Notre Dame à Luxembourg, en présence du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Jean-Marie Halsdorf.

Le Président et les autres membres de la délégation ont saisi cette occasion pour plaider en faveur de relations plus étroites entre le versant gouvernemental et le versant parlementaire de la Grande Région.

Ouverte au public depuis 1999, la Maison de la Grande Région a pour mission de jouer un rôle de liaison et de contact au service des onze millions de citoyens de la Grande Région, des administrations nationales ou régionales respectives ainsi que des diverses institutions interrégionales. Elle assume deux fonctions distinctes, mais complémentaires. D'une part, son rôle consiste dans la représentation et l'identification publiques de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région. D'autre part, la Maison de la Grande Région assure le suivi des travaux du Sommet de la Grande Région et de ses groupes de travail.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a notamment fait le point sur la présidence lorraine qui s'achève et la prochaine présidence du Land de Rhénanie-Palatinat qui s'annonce à partir de janvier 2013 jusque fin 2014.

Les membres de la délégation se sont également intéressés au programme «INTERREG IV-A Grande Région» qui est géré à partir de la Maison de la Grande Région. Celui-ci couvre un nombre important de thématiques d'intérêt commun afin de soutenir aussi bien des projets de proximité et des micro-projets (par exemple, les échanges transfrontaliers ponctuels entre écoles) que des actions d'envergure à l'échelle du territoire de la Grande Région (par exemple le projet «Université de la Grande Région»).

Lors de la réunion le directeur de la Maison de la Grande Région, M. Carlos Guedes, a également présenté les futures missions de cette institution qui sera prochainement amenée à jouer un rôle encore plus déterminant dans la coordination de l'action des instances exécutives de la Grande Région.

En effet, un Secrétariat permanent du Sommet de la Grande Région sera installé au sein même de la Maison de la Grande Région dans le courant de l'année 2013, avec comme objectif de mettre en place une gouvernance plus intégrée de la Grande Région. Cet ancrage institutionnel commun des différents exécutifs de la Grande Région assurera notamment la continuité des travaux et le suivi des 19 groupes de travail qui ont été constitués au fil du temps. Les députés se sont surtout montrés intéressés par la possibilité d'approfondir encore davantage la relation avec le CPI, qui réunit les membres des assemblées parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Wallonie, de la Fédération Bruxelles-Wallonie et de la Communauté germanophone de Belgique.

Un endroit adéquat pour se souvenir de la Résistance

Le comité de l'association «Frënn vum Resistenzmusée» vient de remettre une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les 2.000 signataires revendiquent la rénovation et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette.

Créé en 1956 grâce à l'initiative d'anciens résistants et déportés, ce musée a été reconnu comme «musée national» en 1987. Dans sa forme actuelle, le musée n'est plus à même de remplir sa double mission du souvenir des crimes du nazisme et du courage de la résistance, d'un côté, et de l'éducation démocratique de la jeunesse de l'autre, comme l'a souligné le président de l'association, M. André Hoffmann.

Lors de sa visite au musée de la résistance le 16 mars 2012, M. Mosar avait lui-même pu se rendre compte de l'exiguïté des locaux et du manque de moyens du musée. Il avait par la suite adressé un courrier au Premier Ministre pour attirer son attention sur ce problème. Récemment, une réunion entre les responsables du musée et la Ministre de la Culture, Mme Octavie Modert a eu lieu.

La date pour la remise de la pétition (10 octobre 2012) n'a pas été choisie au hasard. Le 10 octobre 1941 les Luxembourgeois avaient répondu «luxembourgeois» aux trois questions posées par les nazis au recensement de la population organisé par le Gauleiter Simon. Face à l'occupant, il s'agissait de la première grande action de la résistance qui avait appelé les ménages à se rallier au «dräimol Lëtzebuerg».



Remise d'une pétition concernant la rénovation et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette.

Le Président reçoit «d'Stëmm vun der Strooss»

Comment faire pour devenir député et quel est le salaire d'un élu? Est-ce que le Grand-Duc doit demander l'autorisation au Président de la Chambre des Députés pour pouvoir intervenir au Parlement? Des questions très concrètes furent adressées début octobre à M. Laurent Mosar qui avait invité une cinquantaine de personnes usagers des services de «Stëmm vun der Strooss» à le rejoindre à la salle plénière. Parmi elles, nombreux sont ceux et celles qui ne disposent pas d'un logement ou d'un emploi. Leurs questions ont par conséquent aussi tourné autour de leur situation personnelle. Suite à la discussion avec le Président de la Chambre, les visiteurs ont reçu des explications sur le fonctionnement de l'institution parlementaire et le travail législatif. La visite guidée a eu lieu à l'approche de la Journée «Portes ouvertes des institutions» du samedi, 13 octobre 2012.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre a expliqué le fonctionnement de l'institution parlementaire aux usagers des services de «Stëmm vun der Strooss».

La réalisatrice Marie-Monique Robin reçue à la Chambre



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre et Mme Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire «Les Moissons du Futur».

Mme Marie-Monique Robin, réalisatrice du documentaire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) «Le Monde selon Monsanto» a été l'invitée de la Chambre des Députés le 10 octobre 2012. Son nouveau documentaire «Les Moissons du Futur» traite de notre agriculture et de notre alimentation et trace le portrait d'une agriculture écologique et durable, travaillant sans OGM. Mme Robin se trouvait au Luxembourg pour l'ouverture du festival Cinéma du Sud. Elle a notamment rencontré M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et les députés de trois commissions parlementaires (Agriculture, Développement durable et Santé).

Elle-même fille d'agriculteur, Mme Robin a fait part au Président de ses expériences, positives et négatives, lors de la réalisation de ses enquêtes. M. Mosar a souligné l'importance de sensibiliser le monde politique, mais également les populations à la problématique. Alors que, dans l'Union européenne, les discussions relatives à la Politique Agricole Commune (PAC) entrent dans une phase décisive, Mme Robin a prôné devant les députés la réintroduction de la biodiversité.

Mme Robin a également réalisé le documentaire intitulé «Notre poison quotidien» sur l'utilisation de pesticides dans l'agriculture. Dans ce même contexte, la Chambre est également saisie d'une pétition.

La Chambre n'est pas restée inactive au sujet des OGM et s'est à plusieurs reprises prononcée contre leur utilisation dans l'agriculture et les aliments. Cette position est partagée par le Gouvernement qui a déclaré un moratoire sur la culture d'OGM et intervient régulièrement au niveau européen.

Grand succès pour la Journée «Portes ouvertes»



Les visiteurs ont écouté avec beaucoup d'intérêt les explications fournies lors des visites guidées.

2.500 visiteurs en huit heures à la Chambre des Députés: la 2e Journée «Portes ouvertes des Institutions» du samedi 13 octobre 2012 peut être qualifiée de succès. À l'initiative de la Chambre des Députés, plusieurs institutions nationales et européennes étaient accessibles au public.

À l'instar des autres institutions nationales et européennes, la Chambre avait proposé des visites libres et/ou guidées, avec à l'appui des expositions et documentations. Le tour des bâtiments du Parlement a mené à travers l'Hôtel de la Chambre, les infrastructures du complexe Printz-Richard et la maison Wiltheim, aménagée récemment pour les besoins administratifs.

Avaient participé à l'initiative, au cours de la matinée du 13 octobre: la Chambre des Députés, la Ville de Luxembourg (Mairie Place Guillaume et Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg avec accès gratuit et deux visites guidées «Luxembourg et ses institutions»), la Cité judiciaire et au cours de l'après-midi le Conseil d'État, la Médiateure ainsi que, du côté européen, le Parlement européen, la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour des comptes européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI).

L'ambassadrice d'un monde sans mines à la Chambre

Dans le cadre de la campagne annuelle de mobilisation de l'association Handicap international contre les mines et les bombes à sous-munitions, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu une entrevue avec la jeune Song Kosal.

Song Kosal a 6 ans lorsqu'elle perd sa jambe droite à la suite d'un accident causé par une mine antipersonnel. Elle heurta une mine en travaillant avec sa mère dans une rizière, dans un petit village calme proche de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Depuis toute petite, Song Kosal doit se débrouiller avec une seule jambe, doit affronter le regard des autres, subir la discrimination. Et depuis toute petite, Song Kosal s'engage contre les mines antipersonnel et les armes à sous-munition, contre la discrimination. À l'âge de 12 ans, Song Kosal devient active au sein de la campagne cambodgienne pour interdire les mines, plus tard elle commence à voyager à travers le monde pour convaincre les États d'interdire les mines.

Le Président de la Chambre des Députés, très sensible à cette problématique, a félicité Mme Song Kosal pour son engagement et son travail importants. Par ses actions, elle donne un visage et une voix aux survivants.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu une entrevue avec Mme Song Kosal.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Du 1er au 5 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y fut représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

Quatre des points figurant à l'ordre du jour furent longuement débattus et ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires:

- le rapport de suivi sur la Fédération de Russie - le 3e du genre depuis son adhésion au Conseil de l'Europe en février 1996 - censé évaluer la mesure suivant laquelle la fédération russe respecte ses obligations et engagements en matière de démocratie pluraliste, prééminence du droit et des droits de l'Homme vis-à-vis du Conseil de l'Europe;

- la taxe sur les transactions financières (TTF) pour restaurer la justice sociale;

- la représentation politique des femmes;

- la héroïsation d'un criminel de droit commun par le Gouvernement d'Azerbaïdjan.

Dans son 3e rapport de suivi sur la Fédération de Russie, le Conseil de l'Europe se dit préoccupé par une série de décisions récentes qui «illustrent à quel point la situation politique en Fédération de Russie est pleine de contradictions et amènent à s'interroger sur les véritables intentions des autorités». Selon le rapport, la Fédération de Russie se trouve à un moment charnière de la très brève histoire de son développement démocratique. L'engagement et la mobilisation de plus de 100.000 citoyens après les élections de décembre 2011, le réveil d'une société civile très engagée et la volonté des autorités d'écouter les appels aux réformes pourraient générer une dynamique de changement. Pour tirer parti de ce potentiel politique sans précédent, la société russe a besoin de réformes concrètes. C'est aussi la raison pour laquelle l'APCE «prie instamment le Président Poutine nouvellement élu de démocratiser le système».

Le rapport de suivi donna l'occasion à Mme Anne Brasseur d'intervenir en séance plénière et de rappeler que le Conseil de l'Europe défend et met en avant des valeurs qui ne sont pas uniquement de l'apanage de l'Ouest. Selon la députée luxembourgeoise, il ne devrait pas y avoir de division Est-Ouest au sein de l'enceinte strasbourgeoise. Il s'agit tout simplement d'accepter et de défendre ensemble les points communs des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, qui se basent sur des valeurs universelles. Et de rappeler que la Russie devrait remédier dans les meilleurs délais aux nombreux manquements constatés, ceci dans l'intérêt d'une vraie démocratie.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert.

La taxe sur les transactions financières (TTF) fit également l'objet d'un long débat au cours duquel les points de vue sur l'opportunité de l'introduction d'une telle taxe divergeaient fortement, une résolution étant néanmoins adoptée avec une majorité assez serrée. Les intervenants opposés à la résolution mirent en avant que l'introduction d'une telle taxe n'empêchera pas des dysfonctionnements futurs des marchés financiers internationaux et pourrait même avoir des conséquences négatives sur les économies des États qui l'appliquent. Dans ce contexte, ils rappelèrent que le FMI et l'OCDE se sont exprimés contre l'introduction d'une telle taxe arguant qu'une TTF n'aurait pas empêché la crise financière mondiale et qu'au final elle n'est pas un instrument apte à résoudre le problème des bulles financières. Les défenseurs de la taxe par contre estimèrent que les gouvernements, en essayant de sauver les institutions financières, ont davantage alourdi la pression sur les contribuables et que le temps est maintenant venu pour que le secteur financier apporte aussi sa contribution à la résolution de la crise.

Dans son intervention pour le compte de la délégation luxembourgeoise, M. Fernand Boden estima qu'une TTF ne peut guère remédier aux dysfonctionnements des marchés financiers si elle n'est pas appliquée à une échelle globale, incluant toutes les places financières importantes. Il a ajouté que la TTF n'apporterait aucune dynamique de croissance mais constituerait plutôt un frein pour certains pays. Il a cependant rappelé que le Grand-Duché serait cependant prêt à participer de façon constructive à toute discussion visant à s'assurer que le secteur financier contribue de manière satisfaisante au coût de la crise économique et financière, mais que le concept proposé devrait être plus cohérent que celui de la TTF préconisée par la Commission européenne.

Les membres du Conseil de l'Europe se sont ensuite penchés sur le problème de la représentation politique des femmes. Parmi les États membres du Conseil de l'Europe, les femmes parlementaires ne représentent en effet que 23% des députés nationaux, avec des taux qui varient fortement d'un pays à l'autre. Les députés se sont posé la question de savoir quelles étaient les mesures effectives pour remédier à ce déséquilibre. D'un côté, il y a la possibilité de fixer par la loi une égalité entre femmes et hommes dans la législation électorale, un choix qu'ont opéré 13 des 47 pays membres du Conseil de l'Europe et qui trouve l'appui de l'Assemblée. De l'autre côté, il y a la possibilité d'introduire des quotas qui ne sont pas établis par la loi, mais inscrits dans des règlements intérieurs par exemple. Dans le rapport qu'ils adoptèrent, les membres de l'Assemblée estiment que les partis politiques doivent jouer un rôle prééminent dans la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et qu'ils sont aussi les mieux placés pour promouvoir un changement de culture favorable à cette égalité, aussi bien dans le monde politique et dans la société en général.

Intervenant au cours du débat, Mme Anne Brasseur rappela qu'il était important de mettre en œuvre des instruments incitant les femmes à s'investir et à améliorer les conditions permettant aux hommes et aux femmes de concilier la vie familiale avec les activités professionnelles et politiques. Cependant, elle s'est opposée à l'introduction d'un système de quotas, qui peuvent aller à l'encontre de l'objectif recherché. Selon la députée luxembourgeoise, chaque nomination devrait d'abord se faire sur la base d'autres critères, tels que la compétence et l'expérience. À ses yeux et à qualification égale, il faut donner la préférence au sexe sous-représenté. Mais uniquement en cas d'égalité.

Finalement, les membres de l'APCE se sont dits très préoccupés par la tension qui ne cesse de s'exacerber entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Dernier exemple en date: l'affaire impliquant l'officier de l'armée azerbaïdjanais Ramil Safarov qui avait tué à coups de hache un lieutenant de l'armée arménienne lors d'un séjour en Hongrie en février 2004. Après avoir été condamné à perpétuité par un tribunal de Budapest en 2007, M. Safarov a été remis aux autorités de l'Azerbaïdjan où il a immédiatement été gracié par le Président Ilham Aliev. Accueilli en héros, M. Safarov a en outre été promu au rang de major.

Là encore, Mme Anne Brasseur est intervenue pour rappeler que cette affaire met de nouveau en lumière l'absence persistante de volonté de la part de deux États membres du Conseil de l'Europe de régler pacifiquement un conflit qui les oppose déjà depuis des années. L'apologie du crime commis par M. Safarov ne fera que renforcer la haine entre les deux peuples pour finalement rendre le travail de réconciliation encore plus difficile. Et de poursuivre que le Gouvernement de l'Azerbaïdjan devrait enfin comprendre que de tels actes de glorification d'un crime ne font que remettre en question la crédibilité du pays et de ses engagements auprès de ses partenaires internationaux.



Les membres de la Commission du Développement durable et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de leur visite de la structure provisoire.

Visite de l'Athénée dans sa structure provisoire

Une durée de construction de 14 mois pour un tiers du budget usuel pour un lycée (mais sans infrastructures sportives et sans cantine): la structure provisoire au campus scolaire Geesseknäppchen pourrait peut-être servir de modèle en matière de chantiers publics luxembourgeois. Elle se présente dans les couleurs de l'arc-en-ciel, accueillant les élèves de l'Athénée lors de la rentrée 2012-2013.

Les membres de la Commission du Développement durable et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont visité le 13 septembre le bâtiment en forme de fleur à cinq pétales. Il est situé entre l'Athénée, le Lycée Michel-Rodange et l'École de Commerce et de Gestion et servira, pour environ trois ans, aux besoins de l'Athénée avant d'être utilisé par les deux autres lycées dont les infrastructures nécessitent aussi une réfection.

La structure provisoire comprend quatre ailes, avec au total 49 salles de classe normales, 22 salles de classe spéciales et leurs annexes respectives. Elle peut accueillir quelque 1.400 élèves. Le coût de la structure temporaire a été chiffré à quelque 32 millions d'euros. La Chambre a donné son accord sur la mise en place de la structure temporaire dans le contexte d'un débat concernant les grands travaux d'infrastructures du Gouvernement.

L'évolution des travaux de construction a été documentée sur le site web de l'Athénée. La réfection de l'Athénée a été approuvée par la Chambre en votant une enveloppe de quelque 89 millions d'euros. Elle inaugure une série de rénovations des établissements scolaires du campus Geesseknäppchen.

La Chambre parmi les parlements les plus actifs

Deuxième (avec 7 avis motivés en 2011), tout de suite derrière le «Riksdag» suédois (avec 11 avis), la Chambre des Députés figure au niveau européen parmi les parlements nationaux les plus actifs en matière de contrôle du principe de subsidiarité. Les dossiers que les instances européennes transmettent à la Chambre sont examinés par les différentes commissions parlementaires concernées. Le traitement des dossiers et la collaboration avec le Gouvernement luxembourgeois ont fait partie des sujets discutés le 1er octobre par les présidents des commissions parlementaires.

Pouvoir s'impliquer en amont du processus législatif communautaire est un des droits expressément prévus dans le Traité de Lisbonne (protocoles n°1 et n°2) entré en vigueur le 1er décembre 2009. Les sujets sont souvent très techniques et ne se prêtent pas toujours à de longs débats en séance publique.

Le contrôle du principe de subsidiarité devient un moyen d'action d'autant plus efficace si au moins un tiers des parlements nationaux émettent des critiques fondées sur une proposition législative européenne. Une mise en réseau plus poussée impliquerait que la Chambre devrait consacrer plusieurs semaines du délai de huit semaines imparti à la communication entre parlements.

Les présidents des commissions parlementaires ont regretté que les réponses de la Commission aux avis émis par la Chambre des Députés ne soient que rarement relatées dans la presse. Ils ont en outre évoqué de nouvelles méthodes au niveau du tri des dossiers provenant de Bruxelles.



Gouvernance du marché unique et stratégie Europe 2020

La gouvernance du marché unique, la volonté de faire de «Plus d'Europe» une réalité ainsi que la Stratégie Europe 2020 dans le contexte du redressement économique après la crise étaient à l'ordre du jour de la LXVIIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée du 14 au 16 octobre 2012 à Nicosie. La COSAC réunit des représentants des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats ainsi que des représentants du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation, M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen.

Concernant le sujet «Plus d'Europe», M. Ben Fayot a expliqué que l'union bancaire constitue un bon exemple de la méthode européenne, mais qu'il est toutefois important d'éviter une centralisation exagérée auprès de la BCE. Les autorités de surveillance nationales doivent en effet garder un pouvoir de surveillance approprié.

Dans ses conclusions, la COSAC «est d'avis que le renforcement de l'architecture de l'UEM (Union économique et monétaire) par une union bancaire et fiscale doit se faire dans le respect des principes de légitimité et de responsabilité démocratiques (…) (et) recommande que le Parlement européen ainsi que les parlements nationaux soient pleinement consultés sur l'architecture future de l'UEM (…).»



La Chambre était représentée par MM. Eugène Berger, Ben Fayot, Fernand Boden et Gast Gibéryen.

En ce qui concerne la Stratégie Europe 2020, la COSAC «réaffirme la nécessité d'un effort collectif pour s'attaquer à la crise économique et sociale et conduire l'Union vers un redressement économique et une croissance durable et inclusive.» La Conférence «reconnaît l'importance des efforts de la Commission dans la promotion des mesures et des moyens appropriés pour la relance de la croissance, de l'emploi et une meilleure gouvernance économique qui sont alignés sur les objectifs de la Stratégie Europe 2020 et qui respectent totalement le principe de la solidarité.»

Dans son allocution, M. Fernand Boden a souligné que la taxe sur les transactions financières ne permet pas de sortir de la crise et que d'autres taxes sont plus aptes à augmenter les ressources qu'une taxe sur les transactions financières.

Enfin, la COSAC reconnaît l'importance du marché unique non seulement comme véhicule de promotion de l'intégration européenne, mais aussi comme moteur de la croissance économique durable et de la création d'emplois pour les citoyens européens. La Conférence est cependant d'avis que le marché unique n'a pas encore pu développer son plein potentiel à cause des problèmes largement liés à la mise en œuvre et l'exécution des règles du marché unique.

Des emplois pour l'Europe

La Conférence sur la politique de l'emploi intitulée «Des emplois pour l'Europe», organisée par la Commission, s'est déroulée les 6 et 7 septembre 2012 à Bruxelles dans les prémisses de ladite institution. La conférence s'est appuyée sur le «paquet emploi» proposé par la Commission le 18 avril dernier et sur les résultats du semestre européen de 2012. La réunion devait permettre «d'explorer de nouveaux aspects de la politique en matière d'emploi, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des marchés de l'emploi en Europe, l'évolution salariale, la flexicurité en temps de crise et les inégalités.» La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

Les débats ont été articulés autour de cinq grands thèmes:

- bâtir un marché du travail européen dynamique,
- l'impact de la crise sur l'emploi,
- les secteurs à fort potentiel de création d'emplois,
- la politique de l'emploi tout au long de la vie,
- la voie du plein emploi.

M. José Manuel Barroso, Président de la Commission, M. Martin Schulz, Président du Parlement européen, M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, et M. Guy Ryder, futur Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ont participé à la séance d'ouverture de la Conférence. Parmi les orateurs clés figuraient M. Christopher Pissarides, lauréat du prix Nobel d'économie en 2010, M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et Mme Elsa Fornero, Ministre italienne du Travail, des Politiques sociales et de l'Égalité des chances.

Le député Roger Negri s'est montré fort intéressé par les présentations sur la «garantie d'emploi» et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Envisagé par certains comme une alternative aux allocations de chômage, le concept de garantie d'emploi consiste à créer une demande d'emploi parfaitement élastique à un prix fixe: le gouvernement garantit un emploi aux personnes, souvent peu qualifiées, qui ne peuvent pas en trouver autrement. Cet emploi serait accompagné d'une rémunération socialement acceptable permettant de participer de manière inclusive à la vie sociale. Ce système contribuerait d'ailleurs à juguler les poussées inflationnistes. M. Negri s'est néanmoins interrogé sur l'applicabilité d'un tel modèle dans des économies essentiellement tertiaires, où le chômage risque de muter de plus en plus en un chômage de masse des diplômés universitaires. Le député a également souligné le rôle des syndicats dans la préservation d'une Europe sociale. Quant à la présentation sur la promotion et le développement des TIC à Singapour, il fut très intéressant de voir comment ces dernières ont largement contribué à l'essor économique d'un pays pourtant particulièrement étriqué et dénué de ressources propres.



La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

Égalité entre hommes et femmes dans le processus législatif



M. Jean-Paul Schaaf, député, et Mme Astrid Lulling, députée européenne.

Le 3 octobre 2012, des députés européens et nationaux se sont réunis à Bruxelles pour débattre de l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre d'une manifestation organisée par le Groupe de haut niveau du Bureau sur l'égalité des genres et la diversité et la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Jean-Paul Schaaf, en sa qualité de président de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

L'événement était scindé en deux sessions: une première session traitant de la place de l'égalité entre hommes et femmes dans le processus législatif, tant au niveau de l'Union européenne qu'à celui des États membres, et une seconde session abordant les procédures internes de promotion de l'égalité entre hommes et femmes au sein des parlements de l'Union européenne, tant au niveau du personnel qu'au niveau politique.

De nombreux députés étaient d'accord pour dire que l'on observe aujourd'hui une présence plus importante de femmes dans les administrations des parlements de l'UE. Ils ont néanmoins regretté que les femmes continuent à occuper de façon prépondérante les grades les plus bas, phénomène qui s'expliquerait souvent par la difficulté de concilier vie familiale et professionnelle.

M. Jean-Paul Schaaf, s'est interrogé s'il ne fallait pas plutôt, pour remédier à ce problème, envisager des programmes ayant pour groupe cible les hommes, afin d'encourager ces derniers à prendre davantage leurs responsabilités au niveau social, laissant ainsi plus de liberté aux femmes pour qu'elles puissent plus facilement conjuguer vies privée et professionnelle. En réponse à certaines revendications de réforme de la législation européenne en la matière, la députée européenne Astrid Lulling a tenu à souligner que le problème ne résidait non pas dans la législation existante, qui s'avère être de qualité, mais dans son application dans les États membres.

La réunion fut clôturée par Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission en charge de la Justice, des Droits fondamentaux et de la Citoyenneté, qui a esquissé les grandes lignes de la future proposition législative de la Commission qui imposerait, si elle devait être adoptée, la présence de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises.

Semestre européen: le difficile équilibre entre coordination et autonomie budgétaire

La mise en œuvre des recommandations du semestre européen 2012 a été le sujet de la réunion interparlementaire du 26 septembre à Bruxelles, à laquelle a participé M. Roger Negri de la Chambre des Députés du Luxembourg. L'objectif de la réunion consistait à permettre aux députés européens et nationaux de contribuer à un rapport d'initiative, qui serait à l'agenda de la plénière d'octobre à Strasbourg.

Pour rappel, en 2010 les ministres européens avaient accepté de créer un cycle annuel de coordination des politiques économiques, le semestre européen, afin d'évaluer les politiques économiques nationales et budgétaires au niveau européen avant que celles-ci ne soient adoptées. Dans ce cadre et celui de la stratégie Europe 2020, la Commission européenne émet à l'égard des États membres un ensemble de recommandations qui, une fois approuvées par les chefs d'État et de Gouvernement à l'occasion du Conseil européen de juin, doivent se traduire dans les décisions nationales à venir sur les budgets, les réformes structurelles et les politiques de l'emploi.

Le rapporteur de l'avis Jean-Paul Gauzès appelle de ses vœux que les recommandations soient suffisamment précises et claires, et qu'elles soient appliquées, pour leur permettre d'être efficaces. Se voulant rassurant, le député a tenu à préciser que le Parlement européen, en revendiquant un contrôle démocratique du mécanisme, ne cherchait pas à juger les recommandations ou à se substituer aux parlements nationaux dans l'exercice de leurs prérogatives.

Les députés se sont en majorité prononcés en faveur d'une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires entre États membres. Plusieurs parlementaires se



La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri.

sont néanmoins montrés très critiques sur la manière dont avait été conduit jusqu'ici le semestre européen. Le député autrichien Kai Jan Krainer a déclaré qu'il comprenait qu'il fallait se mettre d'accord sur des objectifs au niveau européen, mais le député refuse que les États se voient imposer les moyens pour atteindre ces objectifs. M. Carl Hamilton du Parlement suédois s'est dit favorable à l'exercice du semestre européen, mais s'est opposé à toute ingérence européenne dans le système de fixation des salaires suédois.

Il est nécessaire de maintenir un équilibre entre coordination et autonomie budgétaire, afin de permettre les investissements publics nécessaires à la relance économique et la création d'emplois, a souligné M. Roger Negri. Se joignant aux propos de son homologue suédois, le député luxembourgeois a défendu le système d'indexation des salaires en rappelant que celui-ci a fait ses preuves et contribué à garantir la paix sociale au Grand-Duché.

Départ à la retraite



Hommage rendu à Mme Nicole Folschette (5e de droite) à l'occasion de son départ à la retraite.

Dans la vie de chacun, des périodes s'éteignent et de nouveaux chapitres commencent. Mme Nicole Folschette n'aura pas su y échapper, elle, qui du 16 février 1973 au 1er novembre 2012 se trouvait au service de la Chambre des Députés. Entamée au Secrétariat de la Présidence de la première institution du pays, à l'époque où celle-ci ne comptait que quelques collaborateurs, la carrière professionnelle de Mme Folschette vient de s'achever au Service Comptabilité quelque 40 ans plus tard.

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, les membres de la direction ainsi que les collègues de travail ont tenu à lui rendre hommage et lui présenter leurs meilleurs vœux à l'occasion d'un départ à la retraite amplement mérité.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Les échanges culturels entre la rive sud et la rive nord de la Méditerranée

Les membres de la Commission de la promotion de la qualité de la vie, des échanges entre les sociétés civiles et de la culture de l'Ap-UpM se sont réunis les 11 et 12 octobre à Rome (Italie), sous la présidence du député italien Gennaro Malgieri, pour discuter de la culture en tant que moteur de la croissance et de la promotion de l'apprentissage des langues étrangères.

Même si la culture est rarement aperçue comme moteur de la croissance, il faut rappeler que la contribution économique du secteur de la culture est évidente: dans l'Union européenne, le secteur de la culture représente 3,3 % du PIB et emploie 6,7 millions de personnes. La culture se trouve au carrefour de l'art, du monde des entreprises et de la technologie; de ce fait, ce secteur peut engendrer des retombées positives dans d'autres secteurs. La culture alimente en contenus les applications en matière de TIC (technologies de l'information et de la communication) et génère ainsi une demande en appareils électroniques et systèmes de télécommunications grand public ultramodernes. Mis à part la contribution de la culture à la croissance, les intervenants des différents pays représentés (Algérie, Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Italie, Lituanie, Liban, Luxembourg, Maroc, Portugal, Roumanie, Slovénie, Suède, Tunisie) et du Parlement européen ont rappelé la fonction que le cinéma peut jouer en tant que moyen de médiation entre les peuples. Selon Samir Al Quaryouti, journaliste italien d'origine palestinienne, la généralisation de la diffusion d'une chaîne TV en langue arabe en Europe revêt également une grande importance dans ce contexte.

Indubitablement, la connaissance de langues étrangères est un élément essentiel pour la réussite des échanges entre cultures. Les membres de la commission étaient d'accord pour dire qu'il est essentiel de promouvoir l'apprentissage des langues étrangères dans les États membres de l'Ap-UpM. Le professeur Francisco Matte Bon de l'Université de Naples est même allé plus loin en affirmant qu'il est non seulement nécessaire de connaître la langue d'un pays, mais aussi sa culture et ceci afin d'éviter des conflits. Un autre invité, le professeur Adnane Mokrani de l'Université grégorienne, né à Tunis, est d'avis que les barrières linguistiques sont la raison principale empêchant la mobilité des étudiants surtout de la rive sud de la Méditerranée et qu'il faut donc promouvoir l'apprentissage des langues dans la région euro-méditerranéenne.

Suite aux discussions, le président Malgieri a proposé d'organiser dans un proche avenir une réunion jointe de la Commission de la culture et du groupe de travail EMUNI (European Mediterranean University) afin de voir comment les problèmes décrits plus haut pourraient être résolus ensemble.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre des Députés.

Composition des Commissions réglementaires et permanentes (9.10.2012)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV	Diane Adehm, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
DP	André Bauler, **Carlo Wagner**
déi gréng	Camille Gira
ADR	Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV	Marc Spautz
LSAP	Lucien Lux
DP	Claude Meisch
déi gréng	**François Bausch**

Commission des Pétitions

CSV	Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	**Camille Gira**
déi Lénk	Serge Urbany

Commission du Règlement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Claude Meisch, Lydie Polfer
déi gréng	François Bausch
ADR	**Gast Gibéryen**

Sous-commission «Statut du député»

CSV	Lucien Clement, **Lucien Weiler**
LSAP	Lydia Mutsch
DP	Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen
déi Lénk	Serge Urbany

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt ép. Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de l'Immigration), Christine Doerner (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration), Félix Eischen (pour le volet Défense), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Haupert, Martine Mergen (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération)
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Défense), **Ben Fayot**, Lydia Mutsch (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration)
DP	Eugène Berger (pour le volet Coopération), Xavier Bettel, Fernand Etgen (pour le volet Défense), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration)
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration)

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV	Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), **Ali Kaes**, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	Xavier Bettel, Fernand Etgen
déi gréng	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
LSAP	Claude Haagen, **Roger Negri**, Ben Scheuer
DP	Fernand Etgen, Carlo Wagner
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV	Nancy Arendt ép. Kemp, **Lucien Clement**, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Diane Adehm, Lucien Clement, Félix Eischen, Martine Mergen, Robert Weber
LSAP	Fernand Diederich, Lucien Lux, Roger Negri
DP	**Anne Brasseur**, Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV	Marie-Josée Frank, Marc Lies, **Martine Mergen**, Marcel Oberweis, Serge Wilmes
LSAP	Marc Angel, Fernand Diederich, Georges Engel
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV	**Fernand Boden**, Lucien Clement, Marie-Josée Frank (sauf pour le projet de loi 6124), Marcel Oberweis, Gilles Roth (pour le projet de loi 6124), Marc Spautz
LSAP	Georges Engel (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
DP	Eugène Berger (pour les volets Environnement, Transports et Aménagement du territoire), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen
déi gréng	François Bausch (pour le volet Transports), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire), Josée Lorsché (pour le volet Travaux publics)
déi Lénk	Serge Urbany

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV	Diane Adehm, Emile Eicher, Félix Eischen, Marc Lies, Robert Weber
LSAP	**Alex Bodry**, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Georges Engel, Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur)
DP	André Bauler, Claude Meisch
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV	Nancy Arendt ép. Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf, Tessy Scholtes, Serge Wilmes
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, **Ben Fayot**, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Claude Adam (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Josée Lorsché (pour le volet Sports)
ADR	Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

CSV	Diane Adehm, Christine Doerner, Norbert Haupert, **Marcel Oberweis**, Serge Wilmes
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur
déi gréng	Claude Adam
ADR	Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt ép. Kemp, Paul-Henri Meyers, **Jean-Paul Schaaf**, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel (pour le volet Égalité des chances), Claudia Dall'Agnol, Georges Engel (pour les volets Famille et Jeunesse), Vera Spautz
DP	Eugène Berger, Claude Meisch
déi gréng	Josée Lorsché (pour les volets Famille et Jeunesse), Viviane Loschetter (pour le volet Égalité des chances)
ADR	Jean Colombera (pour les volets Famille et Jeunesse), Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV	Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Marc Spautz, **Michel Wolter**
LSAP	Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
DP	Fernand Etgen, Claude Meisch
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV	Fernand Boden, Léon Gloden, **Norbert Haupert**, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Claude Adam
ADR	Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, **Paul-Henri Meyers**, Lucien Weiler, Raymond Weydert
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
déi Lénk	Serge Urbany

Commission juridique

CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, **Gilles Roth**, Lucien Weiler
LSAP	Marc Angel, Alex Bodry, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

CSV	**Léon Gloden**
LSAP	Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler
déi gréng	Félix Braz

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

CSV	Léon Gloden
CSV	Christine Doerner
LSAP	Jean-Pierre Klein
DP	Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henkes

Commission du Logement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, **Marc Lies**, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Marie-Josée Frank, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Georges Engel (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), **Lydia Mutsch**
DP	Alexandre Krieps, Carlo Wagner
déi gréng	Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Josée Lorsché (pour le volet Santé)
ADR	Jean Colombera (pour le volet Santé)
déi Lénk	Serge Urbany (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Ali Kaes, Marc Spautz, Serge Wilmes
LSAP	**Lucien Lux**, Roger Negri, Vera Spautz
DP	André Bauler, Alexandre Krieps
déi gréng	Viviane Loschetter
déi Lénk	Serge Urbany

Assemblées parlementaires internationales (9.10.2012)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Lydia Mutsch (LSAP)
Norbert Haupert (CSV)
Anne Brasseur (DP)
Membres suppléants:
Félix Braz (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Michel Wolter, Trésorier international (CSV)
Lucien Lux (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE
Raymond Weydert (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)
Membres suppléants:
Gilles Roth (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Membres effectifs:
Claudia Dall'Agnol (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
Martine Mergen (CSV)
Xavier Bettel (DP)
Membres suppléants:
Marcel Oberweis (CSV)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Norbert Haupert (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise
Marc Angel (LSAP), Vice-Président de la délégation luxembourgeoise
Lydie Polfer (DP)
Membres suppléants:
Nancy Arendt ép. Kemp (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Lydia Mutsch (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
Michel Wolter (CSV)
Marc Spautz (CSV)
Lucien Lux (LSAP)
François Bausch (déi gréng)
Lucien Weiler (CSV)
Lucien Clement (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Xavier Bettel (DP)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Fernand Boden (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise
Ben Fayot (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Félix Braz (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Marcel Oberweis (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise
Roger Negri (LSAP)
Gilles Roth (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Josée Lorsché (déi gréng)
Serge Urbany (déi Lénk)
Membres suppléants:
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Raymond Weydert (CSV)
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (CSV), Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation luxembourgeoise, Membre d'office du CPI
Emile Eicher (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Tessy Scholtes (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Alexandre Krieps (DP)
Claude Adam (déi gréng)
Membres suppléants:
Marie-Josée Frank (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Robert Weber (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Vera Spautz (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
André Bauler (DP)
Henri Kox (déi gréng)

Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Fernand Boden (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Félix Braz (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)
Norbert Haupert (CSV)

Clés:
CSV - Chrëschtlech Sozial Volkspartei (Parti chrétien social)
LSAP - Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)
DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)
déi gréng (Parti les verts)
ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei (Parti démocrate réformateur)
déi Lénk (Parti la gauche)

NOUVELLES LOIS

FMI - Fonds monétaire international

6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Le projet de loi sous rubrique contient l'approbation de la 14e révision générale des quotes-parts des membres du Fonds monétaire international, d'une part, et des amendements des statuts relatifs à la réforme du Conseil d'administration du Fonds monétaire international, d'autre part.

La modification des statuts du FMI, décidée dans le cadre de la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs du 15 décembre 2010, prévoit un doublement des ressources financières du FMI, d'une part, et une réorganisation de la représentation des États membres dans la gouvernance du Fonds, d'autre part, en vue d'un rééquilibrage des intérêts en présence en faveur notamment des économies émergentes et des pays en développement dynamiques.

La résolution n°66-2 porte les quotes-parts du FMI à 476,8 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), respectivement 565,7 milliards d'euros au taux de change en vigueur au 30 décembre 2011 et opérera un transfert de plus de 6% des quotes-parts au profit des économies émergentes et des pays en développement dynamiques et de plus de 6% des pays surreprésentés vers les pays sous-représentés.

Dans ces nouvelles conditions, la quote-part du Luxembourg passe de 0,176 à 0,277%. Parallèlement, le référentiel des droits de vote détenus par le Luxembourg passera de 0,195 à 0,291.

L'augmentation de la quote-part nationale de 0,176 à 0,277% équivaut à 903,1 millions de DTS ou 1.071,6 millions d'euros.

Un quart de l'augmentation de la quote-part luxembourgeoise (267,9 millions d'euros) sera réglé à charge des avoirs en réserve de la Banque centrale du Luxembourg. Cette opération fera l'objet d'une convention entre l'État et la Banque centrale et restera sans incidence sur le budget.

Les trois quarts restants de l'augmentation (803,7 millions d'euros), à régler en monnaie nationale, sont financés par l'émission d'un bon du Trésor. Le bon du Trésor correspond à la partie non libérée du capital souscrit et, en principe, ne donne pas lieu à un tirage.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 19.06.2012
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: Michel Wolter):

27.09.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (du 25 septembre 2012)
28.09.2012	Désignation d'un rapporteur
03.10.2012	Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012
Loi du 10 octobre 2012
Mémorial A, n°220, p. 3006

Comtesse de Lannoy

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy

1. L'initiative gouvernementale: proposition de naturalisation sur base de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi a pour objet de conférer la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy, future épouse du Grand-Duc Héritier Guillaume.

Les auteurs du projet de loi se basent sur l'article 8, alinéa 2 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise pour conférer la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy. Ils estiment que l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy serait une marque d'attachement et d'allégeance de cette dernière au Souverain.

2. Opportunité de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise

La Commission juridique a débattu cette question alors que certains membres ont été d'avis qu'il n'existe pas de raison impérieuse pour que Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy acquière la nationalité luxembourgeoise avant son mariage.

La commission entend toutefois réserver une suite favorable aux vœux exprimés par le Chef de l'État de voir octroyer la nationalité luxembourgeoise à la future épouse du Grand-Duc Héritier.

3. Octroi de la nationalité luxembourgeoise par le législateur

a. La Chambre des Députés en tant que premier pouvoir dans l'État

L'interprétation que le Gouvernement réserve à l'article 8, alinéa 2, de la loi du 23 octobre 2008 ne fait pas l'unanimité au sein de la Commission juridique. Une suite logique du raisonnement du Gouvernement aboutirait en effet à faire de la Chambre des Députés un prisonnier de l'article 9 de la loi précitée. En d'autres termes, la Chambre des Députés, après avoir été saisie par le Gouvernement d'une proposition de naturalisation, aurait la faculté ou bien de suivre le Gouvernement ou bien de rejeter ladite proposition.

Il convient cependant de rappeler *«le rôle central de la Chambre des Députés dans les affaires institutionnelles et politiques du pays»*[1] et *«la prééminence réelle du Parlement face aux autres pouvoirs dans le jeu institutionnel»*[2]. L'adoption du projet de loi *«[…] équivaut dès lors à l'émanation d'un acte souverain posé par la Chambre des Députés en tant qu'organe institutionnel»*[3].

Le législateur agit de la sorte par le biais d'une loi spéciale venant déroger à une loi générale suivant la locution latine *«specialia generalibus derogant»*[4]. Cette loi trouve son fondement dans l'article 9, alinéa 1er de la Constitution luxembourgeoise.

b. Les limites à l'action de la Chambre des Députés: le principe de l'égalité devant la loi

Même si la Chambre des Députés incarne le premier pouvoir dans l'État, son action doit évidemment respecter les dispositions de la Constitution et les principes généraux du droit, parmi lesquels figure notamment le principe de l'égalité devant la loi.

Malgré sa formulation, ce principe fondamental inscrit à l'article 10bis, paragraphe 1er de la Constitution luxembourgeoise vise aussi bien les Luxembourgeois que les non-Luxembourgeois[5].

---

[1] Le Conseil d'État, gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux, 2006, p. 12

[2] Idem, p. 199

[3] Procès-verbal de la réunion jointe de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission juridique du 26 septembre 2012, p. 5

[4] Vocabulaire juridique, Association Henri Capitant, Gérard Cornu, 2007, p. 882

[5] L'égalité devant la loi, par P. Kinsch, in Pasicrisie luxembourgeoise, 1-2/2008, pp. 93-94; Le Conseil d'État, gardien de la

À s'en tenir à cette définition juridique du principe de l'égalité devant la loi, l'adoption d'une loi spéciale pose dès lors problème. La Cour Constitutionnelle luxembourgeoise admet cependant que *«le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but.»*

La situation de Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy diffère de celle de tout autre résident non luxembourgeois.

En effet, la Comtesse deviendra l'épouse du Grand-Duc Héritier Guillaume.

En cette qualité - et même si notre Constitution ne lui réserve pas un rôle institutionnel - elle sera *de facto* amenée à représenter le Grand-Duché de Luxembourg aux côtés du futur Chef de l'État.

Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux, 2006, pp. 377-381

En plus, sa position future de membre exposé de la maison souveraine, l'emmènera à accomplir des tâches représentatives dans les domaines les plus divers tels que l'aide et l'assistance sociale, la culture, la philanthropie.

c. Conclusion

Il ne fait donc pas de doute que Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy se trouve dans une situation qui n'est pas comparable aux autres résidents non luxembourgeois candidats à la nationalité.

L'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne saurait d'ailleurs être interprétée comme une marque d'allégeance de Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy au Souverain. Elle sera davantage un moyen d'identification de sa personne avec son futur rôle d'épouse du Grand-Duc Héritier et le peuple luxembourgeois.

La Commission juridique est encore d'avis que la naturalisation sera, pour la Comtesse de Lannoy, un appui pour assumer pleinement ses nouvelles tâches dans l'intérêt national.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.09.2012

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

26.09.2012 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

26.09.2012 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012

Loi du 10 octobre 2012

Mémorial A, n°221, p. 3014

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

SÉANCE 1

MARDI,
9 OCTOBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. le Président*

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *Interruption de la séance publique de 15.05 à 15.13 heures*
- *M. Serge Wilmes*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Lydie Polfer*
- *Prestation de serment de M. Alexandre Krieps*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *Composition du Bureau*
- *Composition de la Conférence des Présidents*

4. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

6. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

7. Ordre du jour
- *M. le Président*
- *M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Serge Urbany, M. Marc Spautz, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Xavier Bettel (M. Michel Wolter intervient), M. Gast Gibéryen*
- *Vote*

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
- *M. le Président*
- *Vote du premier candidat*
- *Interruption de la séance publique de 15.54 à 15.58 heures*
- *Vote du deuxième candidat*
- *Interruption de la séance publique de 16.03 à 16.07 heures*
- *Vote du troisième candidat*
- *Interruption de la séance publique de 16.11 à 16.14 heures*

9. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy
- *Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel (M. François Biltgen, Ministre de la Justice, et Mme Anne Brasseur interviennent), M. Alex Bodry, M. Félix Braz (dépose une motion), M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Xavier Bettel pose une question; M. Alex Bodry intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *M. Félix Braz, M. Xavier Bettel*

10. 6445 - Projet de loi
- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

An ech ginn direkt dem Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

1. Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, duerch een Arrêté grand-ducal vum 4. September huet de Grand-Duc mech autoriséiert, d'Sessioun, déi normal, vun 2011-2012 vun der Chamber zouzemaachen. A gläichzäiteg war en esou gentil, mech ze chargéieren, déi nei Sessioun 2012-2013 opzemaachen, wat heimat, Här President, geschitt wier.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2011-2012 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2012-2013 ass op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps

Mir huelen da fir d'Éischt de Mëtten en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 5. Juli 2012 huet den Här Paul Helminger matgedeelt, datt hie vum 9. Oktober dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 6. Juli 2012 hunn ech mech also un d'Madame Colette Flesch aus der Stad gewannt, déi als éischt Suppléante op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. An hirem Bréif vum 11. Juli 2012 huet d'Madame Colette Flesch matgedeelt, datt si dëst Mandat net unhëlt.

A mengem Bréif vum 13. Juli 2012 hunn ech mech dunn un den Här Alexandre Krieps vu Méidengen gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. A sengem Bréif vum 18. Juli 2012 huet den Här Alexandre Krieps mer matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här Paul Helminger weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi se am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

D'Madame Polfer, den Här Bauler, den Här Wolter,…

Plusieurs voix.- Aaahhh! Deen ass net do.

M. le Président.- Hien ass net do.

…dann d'Madame Scholtes, den Här Lux, d'Madame Frank, den Här Berger an den Här Wilmes.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- D'Kommissioun setzt sech also aus folgende Memberen zesummen: d'Madame Polfer, d'Madame Frank, den Här Berger, d'Madame Scholtes, den Här Lux, den Här Bauler an den Här Wilmes.

Ech géif dann elo d'Kommissioun bieden, sech am Sall 4/5 zréckzezéien, fir d'Resultater vun de Wahle vum 5. Juni 2009 (veuillez lire: 7. Juni 2009) ze préiwen, virun allem wat den Här Alexandre Krieps betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport virzeleeën.

D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 15.05 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 15.13 heures.)

Déi öffentlech Sëtzung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegestallt ginn ass, déi setzt sech aus dësen Deputéierten zesummen: d'Madame Lydie Polfer, den Här André Bauler, d'Madame Tessy Scholtes, den Här Lucien Lux, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Eugène Berger an ech selwer. D'Madame Polfer, déi gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt. An ech ginn dann elo d'Wuert, Här President, weider un d'Rapportrice, d'Madame Polfer.

M. le Président.- Merci dem Här President, an d'Wuert huet elo d'Rapportrice, déi honorabel Madame Lydie Polfer.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Lydie Polfer *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun der Commission ad hoc géif ech Iech dann elo onse Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 5. Juli 2012 huet den Här Paul Helminger dem Chamberspresident matgedeelt, datt hien ab dem 9. Oktober dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond géif fräi ginn. Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de President, de Chamberspresident fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 6. Juli 2012 huet de Chamberspresident sech un d'Madame Colette Flesch gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert. An hirem Bréif vum 11. Juli 1912 huet d'Madame, 2012, huet d'Madame Colette Flesch matgedeelt, datt si dëst Mandat net géif unhuelen.

A sengem Bréif vum 13. Juli 2012 huet de Chamberspresident sech dunn un den Här Alexandre Krieps, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezierk Zentrum stoung, gewannt. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement, ass virgesinn, et je cite: „La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection", fin de citation.

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatiounen an dësem Sënn virzehuelen. D'Legislativwahle vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn, an aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt effektiv den Här Alexandre Krieps, wunnhaft zu Méidengen, den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei am Wahlbezierk Zentrum ass an dofir dem Här Paul Helminger seng Plaz unhuele kann, nodeems d'Madame Colette Flesch op hiert Mandat verzicht huet.

A sengem Bréif vum 18. Juli 2012 huet den Här Alexandre Krieps eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Paul Helminger wëllt weiderféieren. D'Kommissioun huet also eestëmmeg festgestallt, datt näischt der Vereedegung vum Här Alexandre Krieps géif am Wee stoen, a mir wënschen him elo scho ganz vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Selbstverständlech ass den Dos-

sier, deen der Kommissioun zur Verfügung stoung, och hei um Bureau déposéiert, wou jiddweree kann Ableck hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice, der honorabeler Madame Lydie Polfer. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn also d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Alexandre Krieps den Här Paul Helminger ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

Une voix.- Jo, Här President.

(Assentiment)

M. le Président.- Et ass also esou décidéiert, an ech géif Iech da bieden, den Här Alexandre Krieps erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Alexandre Krieps

Här Krieps, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: „Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État." Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir „Je le jure"!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- „Je le jure."

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert, meng Félicitatiounen.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer nach fir d'Éischt déi administrativ Ugeleeënheeten.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme fir d'Éischt zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: „Au début de chaque session, la Chambre nomme un président, trois vice-présidents et sept membres au plus." Ech froen deemno d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2012 an 2013 a senger bishereger Form bäibehalen, dat heescht, ech selwer als President; Vizepresidenten: d'Madame Lydia Mutsch, d'Madame Lydie Polfer, den Här Michel Wolter; d'Memberen: den Här Marc Spautz, den Här Lucien Lux, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement, den Här Alex Bodry an den Här Xavier Bettel; a Generalsekretär: den Här Claude Frieseisen. Sou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

D'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents huet säit där leschter Sessioun net geännert an ass deemno zesummegestallt aus mir selwer als President souwéi de Fraktiounspresidenten, den Häre Marc Spautz, Lucien Lux, Claude Meisch a François Bausch.

4. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung un d'Presidente vun de Fraktiounen a vun de Sensibilités politiques verdeelt ginn.

D'DP-Fraktioun proposéiert folgend Ännerungen: Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Den Här Xavier Bettel iwwerhëlt de Volet Affaires étrangères et européennes vum Här Paul Helminger an den Här Eugène Berger iwwerhëlt de Volet Kooperatioun vum Här Paul Helminger.

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: Den Här Xavier Bettel ersetzt den Här Paul Helminger fir de Volet Affaires intérieures et Grande Région an den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Paul Helminger fir de Volet Police.

Commission du Développement durable: Den Här Fernand Etgen ersetzt den Här Paul Helminger fir d'Voleten Environnement, Aménagement du Territoire an Transports.

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: Den Här André Bauler ersetzt den Här Paul Helminger.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Den Här Alexandre Krieps ersetzt den Här Eugène Berger.

Commission du Travail et de l'Emploi: Den Här Alexandre Krieps ersetzt den Här Fernand Etgen.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber da mat deene virgeschloenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn an et sinn och hei Ännerungsvirschléi vun der DP-Fraktioun agaangen.

Fir d'Éischt bei der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ersetzt den Här Eugène Berger den Här Paul Helminger als Membre effectif.

Bei der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional ersetzt den Här Alexandre Krieps den Här Paul Helminger als Membre effectif.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

6. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech begréissen Iech dann nach eng Kéier ganz häerzlech fir déi éischt Sitzung vun der neier Sessioun. An den nächste Méint hu mir e gutt gefélltene Programm. Niewent den normale legislativen Aarbechte stinn eng Rei wichteg Projeten an d'Haus, ënner anerem a virun allem de Budgetsprojet 2013, deen de Finanzminister de leschten Dënschdeg hei déposéiert a presentéiert huet. Mir wäerten an deenen nächsten Deeg a Wochen d'Geleeënheet hunn, eis méi intensiv mat dësem Budgetsprojet hei am Haus auserneenzesetzen.

Erlaabt mer, bei Geleeënheet vun eiser éischter Sitzung ze ënnersträichen, datt et besonnesch a Krisenzäiten extrem wichteg ass, am Budget déi richteg Akzenter ze setzen, fir dem Land déi beschte Chancen ze ginn, fir méiglechst gutt opgestallt ze sinn, wann dës Kris dann hoffentlech op en Enn kënnt.

Mir kënnen eis als klengt Land elo net erlaben, Reformen, déi iwwerfälleg sinn, opzeschuppen an domadder d'Zukunft vun eise Kanner a Kandskanner op d'Spill ze setzen. Dëst Land huet et bis elo ëmmer fäerdegbruecht, an deenen déifste Krisemomenter - an ech denken do ganz besonnesch un d'70er Jore mat der Stolkris - déi richteg Décisioune fir d'Zukunft ze huelen.

Ech géif eis duerfir alleguerten opfuerderen, d'Chamber, d'Regierung, awer och all aner Acteuren, wéi d'Patronats- a Salariatsorganisatiounen, zesummen doriwwer nozedenken, wat déi méi strukturell Reforme sinn, déi dëst Land dréngend brauch, fir fit ze si fir déi Zäit no der Kris.

Mä d'Budgetspolitik ass net deen eenzege grousse Chantier, deen op eisem Programm steet. Och eng ganz Rei gesellschaftlech Froe waarden op Äntwerten. An ech hoffen, datt mir et fäerdegbréngen, an deenen nächste Wochen endlech Neel mat Käpp ze maache bei de Projeten iwwer Ofdreiwung, Reform vum Mariage an awer och bei engem Projet, dee mir ganz besonnesch um Häerz läit, nämlech dee vun der Autorité parentale conjointe.

Do dernieft gëtt et awer nach zwee Dossieren, déi d'Organisatioun vun eisem Haus selwer betreffen: fir d'Éischt emol dee vun der Pétition électronique, wou ech frou sinn, datt d'Aarbechte gutt weiderkommen, soudatt ech hoffen, datt dës elektronesch Petitioun um Enn vum éischte Semester 2013 ka fonctionnéieren.

En aneren interne Chantier ass dee vum Ausschaffe vun engem Deontologie-Code. Och hei huet déi dofir zoustänneg Institutiounskommissioun scho bis elo eng exzellent Viraarbecht gemaach, an ech hoffen och do, datt mir an deenen nächste Wochen a Méint zu engem Ofschloss kënne kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deenen nächste Méint hu mir e gutt gefélltene Programm, dee politesche Courage, Gedold, Engagement a Responsabilitéit verlaangt. Niewent deene reng politesche Sujeten erlaabt mer awer, ganz kuerz op zwee Themen anzegoen, fir déi ech Iech wëll sensibiliséieren.

Fir d'Éischt d'Problematik vu verschiddene Contenuen um Internet. Op den éischte Bléck ass de World Wide Web e Symbol fir méi Fräiheet an Demokratie. Um Internet kann ee séier all méiglech Informatioune fannen a Kontakter zu anere Mënschen ophuelen, egal wou se sech grad op der Welt ophalen. Op där anerer Säit gëtt et eng Rei Geforen um Internet, wou ee bannent Sekonnen e Mënsch ka fäerdegmaachen, falsch oder rassistesch Texter duerch d'Welt schécken, Gerüchter a Lige verbreeden an aner Leit mobben.

Dëse Gefore si ganz besonnesch Kanner a jonk Leit ausgesat, déi sech an dëser virtueller Welt doheem fillen, sech awer net ëmmer de Gefore vum World Wide Web bewosst sinn. Duerfir begréissen ech och déi vill Efforten, déi vu Jugendhaiser an aneren Institutiounen an eisem Land gemaach ginn, fir déi Jugendlech aus där virtueller Welt heiansdo erauszehuelen a si och op hir Geforen hinzeweisen.

An deene leschte Wochen a Méint ass mir ëmmer erëm opgefall, wéi dacks Leit anonym och op lëtzebuergeschen Internetsäite feig Commentairen zu verschiddene Sujete verbreeden, zum Deel rassistesch a blessant Messagë schreiwen, ouni awer selwer iergendeng Responsabilitéit vun deenen Zeilen ze iwwerhuelen oder dozou ze stoen. Sti Meenunge vun esou Leit fir d'Majoritéit vun eiser Populatioun oder sinn et nëmme Minoritéiten, déi ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit ouni Hemmunge verbal Grausamkeete verbreeden?

Plazeweis aart dat an eng Zort virtuelle Populismus aus an e seriöe Meenungsaustausch mat fundéierten Argumenter feelt total op dëse Plazen. Vun enger digitaler Demokratie si mir hei wäit ewech. Nach ass et esou, datt d'Fräiheet vun deem engen ophält, wou d'Fräiheet vun deem aneren ufänkt an och net däerf op deem seng Käschte goen. Den Internet däerf net d'Plaz sinn, op där d'Mënschen hir schlecht Eegeschaften ouni Konsequenze kënnen ausliewen. Wat offline Onrecht ass, kann online net Recht sinn! Respekt virun deenen aneren ass e Wäert, deen och an der virtueller Welt muss gëllen!

Dir Dammen an Dir Hären, dat bréngt mech zu engem anere Sujet, deen ech schonn a viregen Interventiounen thematiséiert hat, nämlech d'Aart a Weis, wéi eenzel Matbierger sech géintiwwer den Demandeurs d'asile verhalen. Ech muss Iech agestoen, datt ech schockéiert war a sinn iwwert déi Petitioun, déi virun enger Rei Wochen zu Jonglënster zirkuléiert ass. Et muss een ëmmer erëm feststellen, datt déi zum Deel rassistesch Aussoen net op konkrete Fakten, mä op Viruerteeler baséieren.

Jiddwereen, dee fälschlecherweis Asylante mat Kriminelle gläichsetzt, soll sech emol konkret iwwert d'Schicksaler vun deenen eenzelne Mënschen informéieren, déi bei eis an d'Land kommen, a sech vläicht och emol d'Méi maachen, deenen hiert Schicksal perséinlech kennenzeléieren. Déi allermeescht Leit wëssen näischt vum Alldag vun engem Flüchtling a si kënne sech zum Deel déi batter Realitéit vun deene Leit iwwerhaapt net virstellen.

Déi Flüchtlingen, deene mir begéinen, si Mënsche wéi mir, mat deelweis deeneselwechte Liewenswënsch a Problemer. Et si keng Zuelen op engem Pabeier, an hannert all Numm stécht en eenzelt Schicksal.

Ech géif duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Regierung, un d'Chamber, un d'Zivilgesellschaft, un eis alleguerte maachen, fir méi offensiv mat deem Thema Immigratioun an Integratioun ëmzegoen. Mir mussen eis elo mat dëser Problematik auserneesetzen, soulaang et nach Zäit ass an ier se - sou wéi a verschiddene vun eisen Nopeschlänner - riskéiert, aus dem Rudder ze lafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deenen nächsten Deeg sti grouss Evenementer an d'Haus, déi net direkt elo mat eiser parlamentarescher Aarbecht ze dinn hunn. Ech denken do un eis zweet Porte ouverte des institutions, déi deen nächste Samschdeg zwëschen zéng Auer moies a sechs Auer owes stattfënnt an zu där jiddwereen hei am Haus, awer och ausserhalb häerzlech invitéiert ass.

Dann natierlech freeë mir eis ganz besonnesch op d'Hochzäit vun eisem Ierfgroussherzog Guillaume mat der Comtesse Stéphanie de Lannoy, déi de Samschdeg drop wäert stattfannen. Esou e grousst Evenement, wou en Ierfgroussherzog sech bestit, kënnt an der Moyenne all 32 Joer vir. Mir freeën eis duerfir ëmsou méi,...

(Interruption)

...fir dee schéinen Dag mat hinnen zesummen ze feieren.

Ech wéilt op dëser Plaz och an all Ärem Numm déi zukünfteg Ierfgroussherzogin häerzlech an eisem Land wëllkommen heeschen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Si ass eng ganz sympathesch, spontan, natierlech a léif Persoun, déi sech ganz séier zu Lëtzebuerg wäert doheem fillen. Där jonker Koppel am Numm vun der Chamber eis beschte Wënsch fir hir gemeinsam Zukunft! A mir freeën eis mat hinnen zesummen op deen iwwernächste Samschdeg.

A mir kucken elo no vir an domadder fänken eis Aarbechten am Plenum un, zu deenen ech Iech all eng glécklech Hand wënschen.

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot...

Ah, pardon! Fir d'Éischt nach den Ordre du jour! Elo hate scho Leit hei ganz opgereegt dragekuckt.

(Interruption)

7. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Opstelle vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vu Conseiller beim Statsrot. Dann hu mer de Projet de loi 6474, deen der Comtesse Stéphanie de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit accordéiert, nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um Internationale Währungsfong, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6423, den Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhésioun vu Kroatien, och nom Modell 1.

Muer de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6371, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enseignement supérieur, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6416, en Accord, deen der Académie internationale de lutte contre la corruption de Statut vun enger internationaler Organisatioun verleet, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6401, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Basismodell, an da schlussendlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht, nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou hu mer eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, mir sinn net mat deem Ordre du jour esou averstanen a mir géife proposéieren, haut de Punkt sechs (veuillez lire: aacht) vum Ordre du jour erofzehuelen. Dat iwwerrascht Iech sécher net. Mir hunn dat schonn am Juli gesot, wéi de President virgelies huet, datt mer géifen déi dräi Poste fir de Statsrot ausschreiwen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt eng wierklech fundamental Reform vun der Nominatiounsprozedur misst kommen, déi méi Transparenz do erabréngt an déi net ausgesäit wéi e Kouhandel tëschent zwou Parteien, déi am Fong d'Poste vum Statsrot aushandelen am Kader vu Koalitiounsverhandlungen.

Dat heiten, dat ass eng Farce, wat hei ofleeft. Et hunn och Leit sech gemellt vu bausse fir dee Posten do. Pertinemment weess all Mënsch schonn haut heibannen, wien herno wäert hei gestëmmt ginn. Mir maachen zwar e geheime Vote, mä mir kënnen lech awer scho soen, wéi d'Resultat wäert ausgoen. Dir wësst et och alleguerte selwer. A mir wëllen déi Maskerad do och net méi matdroen. Duerfir wäerte mir och refuséieren, un deem Vote deelzehuelen. Mir wäerten de Sall verloossen.

A mir wäerte weider um Ball bleiwen. Mir hätte gär, datt wierklech dee Statsrot an déi Nominatiounsprozedur vun deem Statsrot soll méi transparent ginn! Dat wär am Intérêt vun där Institutioun. Well wat mer de Moment maachen, do beschiedege mer just weider déi Institutioun a mir leeschten hir och guer keen Déngscht.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech ka mech am Fong de Wierder vum Kolleeg François Bausch hei uschléissen iwwer alles dat, wat en elo grad hei iwwert d'Nominatioun an d'Prozedur vu Memberen an de Conseil d'État gesot huet.

Den 19. Januar 2010 hu mer déi leschte Kéier e Member an de Statsrot décidéiert oder gestëmmt. An och bei där Geleeënheet ass am Virfeld vun deem Vote hei vun de Spriecher vun den Oppositiounsparteien dee Kouhandel bedauert ginn, deen ëmmer stattfënnt tëschent de Majoritéitsparteien, déi ënner sech déi Mandater am Statsrot verdeelen. An och deemools hunn déi gréng Kolleegen an d'ADR décidéiert, net um Vote sech ze bedeelegen.

Haut gi mer alleguerten e Schrack méi wäit. Och mir als ADR wäerten de Sall bei deem Vote verloossen. An d'Demokratesch Partei huet och deemools gesot, et wier fir déi leschte Kéier, datt si géif un där doter Prozedur participéieren.

An där Debatt vum 19. Januar 2010 huet deen deemolege Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Jean-Louis Schiltz, heibanne gesot: Ma mir sollten eis net esou opreegen, si wiere schliesslech amgaangen, eng Reform an d'Weeër ze leeden. An en huet gesot, datt spéitstens am Mäerz vun dësem Joer - wéi gesot 2010 - eng interinstitutionell Kommissioun géif agesat ginn, déi sech géif mat der Problematik befaassen, fir datt kéint e Projet de loi gemaach ginn.

Haut si mer zwee an en halleft Joer méi spéit, an et ass nach absolut näischt op deem dote Wee geschitt. Ausser datt den Här Schiltz net méi hei ass, ass nach näischt dorunner geännert. An dat beweist also am beschten, datt déi Regierung hei net gewëllt ass, fir eppes un där doter Prozedur ze änneren. An duerfir wëlle mer eise Protest géint déi dote Prozedur och zum Ausdrock brénge, andeem datt mir herno bei deem Punkt wäerten de Sall verloossen.

Doriwwer eraus froe mer awer fir d'Éischt, datt dee Punkt vum Ordre du jour soll geholl ginn.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir kënnen dem Här Bausch an dem Här Gibéryen recht ginn op ganz ville Punkten. An ech mengen, mir hu bei der leschter Nominatioun, déi hei duerch d'Chamber gaang ass, och schonn drop opmierksam gemaach iwwert d'Prozedur. Mir hunn och deemools gesot, et wier fir d'Lescht, wou mer dat géife maachen.

Ech erënneren drun, dass de 17. November 2009 am Fong - a rendant deenen, déi Auteur sinn, d'Rechter an och d'Droit-d'auteuren - den Här Bausch Propositioune gemaach huet, dat wor 2009, wou am Fong dee Groupe interinstitutionnel, wann ech den éischte Punkt kucken, genau datselwecht seet. Dat heescht, mir hunn elo schonn dräi Joer verluer, wou näischt geschitt ass, wou mer elo iwwer e Groupe interinstitutionnel gesot kréien, wéi et kéint ausgesinn.

Här President, am léifsten hätte mir och, dass déi Aarbecht an déi Revendicatiounen, déi mir am Fong hei an der Chamber schonn zum Ausdrock bruecht hunn, och Realitéit géife ginn a mer deen dote Punkt vum Ordre du jour géifen huelen an dat doten net géife stëmmen. Firwat?

Well wa mer dat esou maachen, da geet et monter weider. A fir d'Leit dobaussen, ob dat elo Nominatioune vu Leit sinn, déi dobausse sinn, huet ee wierklech d'Gefill, dass déi eenzeg Qualifikatioun, déi ee misst hunn, Parteikaarte wieren. An dat ass bestëmmt kee gutt Zeechen. An ech mengen, dass schonn och Qualifikatioune fir déi héich Kierperschaft wierklech gefrot sinn.

Et muss een zouginn, et ass net näischt geschitt. Kommt, mir sinn och éierlech! Et ass den 2. Juli och e Pabeier komm, deen d'Generalsekretäre vun der Chamber, vum Conseil d'État an och vun der Regierung zesummen ausgeschafft hunn. Dat sinn d'Proposen, déi gemaach gi sinn. Dat heescht, elo ze soen, dass näischt geschitt ass, wier net wouer. Mä et ass net genuch geschitt, Här President. Et ass net genuch geschitt!

Wa vun 2009 u mer scho gefrot hunn, fir dass sollt eng Reform kommen a bis haut nach ëmmer näischt op den Ordre du jour vun der Institutiounskommissioun komm ass, fir kënnen doriwwer ze diskutéieren an dat ze änneren, ass fir eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei net genuch geschitt. A mir kënnen a mir wäerten elo dës Propositioun matstëmme vun deene Gréngen, fir et vum Ordre du jour ze huelen.

Wann Der awer insistéiert, fir deen dote Punkt bäizebehalen, an d'Majoritéit onbedéngt wëllt deen dote Vote haut huelen, wäerte mer duerno beim Vote wäiss stëmmen. Mir ginn net eraus, well Aarbecht geleescht ginn ass, Här President, mä mir stëmme bestëmmt net mat bei enger Farce, wou et net transparent ass a wou wierklech mat Kaarten hei gespillt gëtt, déi net ganz an der Rei sinn.

Et ass einfach e Wonsch, dee mer ausgedréckt hunn als Chamber, loosse mer soen, seriö Reformen ze maachen. Et ass jiddwereen domadder averstanen - de Groupe selwer seet et -, mä et geschitt näischt. Also mir kënnen, Dir kënnt hei net d'Zoustëmmung kréien, fir mat esou enger Prozedur weiderzemaachen.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wëll mech hei där Demande uschléissen, fir dee Punkt vun der Dagesuerdnung erofzehuelen. Ech mengen, déi Form, wéi de Statsrot funktionéiert, hélt och ëmmer méi Afloss op den Inhalt vun deem, wat e schreift. E gëtt ëmmer méi konservativ, ëmmer méi ass en...

(Brouhaha)

Jo, ëmmer méi ass en drop eraus, den „gardien vigilant de la tradition" ze sinn, wéi e bekannte Constitutionnaliste, e Professer op der Uni Lëtzebuerg, an engem Artikel viru Kuerzem geschriwwen huet, wou en och säin Avis iwwert d'Constitutioun auserneenhélt.

Dee Jurist, dee seet: «On peut noter que dans son récent avis sur la réforme constitutionnelle le Conseil d'État intervenait en vase clos… Comme s'il était un expert, le détenteur exclusif d'une vérité évidente et incontestable. Or, le Conseil d'État n'est pas, à proprement parler, un „expert", un „savant"…».

An ech géif soen, domadder ass am Fong geholl schonn e gudden Deel vun der Basis vun deem, wat ëmmer gesot gëtt, wat de Conseil d'État soll liwweren an enger Demokratie, wierklech schonn a Fro gestallt. Mir gesinn dat iwwregens och a sengem Avis bei deem Gesetz, wat elo wäert kommen, wou se sech och net dru stéieren, en Avis ze maache fir eng Familljenugehéierege vun enger Persoun, déi selwer Member vum Statsrot ass.

Ech mengen, d'Fro stellt sech wierklech vun der, entweder vun der Ofschafung vum Statsrot, awer op d'mannst vun enger fundamentaler Diskussioun, wéi et soll mat deem Gremium do weidergoen, wat seng Roll an dëser Gesellschaft absolut net méi spillt.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, ech wollt just soen, dass mir der Meenung sinn, dass dee Punkt soll um Ordre du jour bleiwen. Ech wëll awer och ënnersträichen - den Här Bettel huet et gesot, den Här Bausch hat och drop higewisen, an ech mengen, och den Här Gibéryen -, mir hunn all Kéiers nëmmen erëm déi Diskussioun, wa mer iwwert d'Nominatiounen iwwert d'Chamber schwätzen. De Statsrot gëtt jo zesummegesat iwwer e Roulement...

(Interruptions diverses)

...iwwer e Roulement, dass mer da vläicht eis sollen d'Wuert ginn, dass mer all um Enn driwwer schwätzen.

Ech bedauere just dat Wuert, dat Organ, dat wär eng Farce. Ech sinn der Meenung, mat deem „Farce" kann ech net averstane sinn. Dofir wëll ech just soen, dass mir der Meenung sinn, dass dat soll um Ordre du jour bleiwen. Mä mir sollen awer eng Kéier driwwer diskutéieren.

An dann net nëmmen iwwert d'Prozedur an der Chamber, mä déi allgemeng Diskussiounen. An dee Pabeier, deen den Här Bettel zitéiert huet, do sti jo Virschléi dran, déi net nëmmen un d'Adress vun der Chamber ginn. Do stinn och aner Punkten dran, wéi een eng aner Nominatiounsprozedur kéint maachen.

Merci.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, just, wann Der erlaabt...

M. le Président.- Här Bettel, et war elo, den Här Lux an den Här Bausch hunn d'Wuert gefrot. Loosse mer vläicht der Rei no fueren. Elo kritt den Här Lux emol d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Jo, Här President, et ass effektiv schued, dass mer net deen néidege Rhythmus an den Aarbechte vun der Reform vum Conseil d'État fonnt hunn. Et gëtt sécherlech um Niveau vun der Regierung eng ganz Rei Grënn, déi dozou gefouert hunn, dass vill aner Dossieren an deene leschten zwee Joer vu Kris a vun anere Konflikter, déi Der kennt, net zu deem Rhythmus gefouert hunn.

Dat ass jo d'autant plus schued, well mer um Niveau vun der Chamber - dat wëll ech awer hei ganz däitlech soen an dat nach eng Kéier rappeléieren, wat de Kolleeg Xavier Bettel och gesot huet -, dass mer um Niveau vun der Chamber gutt preparéiert waren, gutt Aarbecht geleescht ginn ass um Niveau vum Sekretariat a mer och an eise Gremien, an der Conférence des Présidents jo all déi eenzel Punkten duerchgeholl hunn an eng Positioun festgeluecht hunn.

Ech mengen, dofir wär et gutt, dass mer nach eng Kéier däitlech maachen, dass mer an deenen nächsten zwee, dräi, véier Méint derfir suergen, dass mer an deenen anere Froen, déi opstoe bleiwen, net nëmmen déi, wéi schnell mer zwëschen den Institutioune fonctionnéieren an der Ëmsetzung vun Direktiven an anere Saachen, mä och an déi méi fundamental Debatt eraginn. Mir si Preneur nach ëmmer, fir déi Diskussioun ze féieren.

Mä haut si mer allerdéngs net preparéiert, fir dat ze maachen. Dat kann ee bedaueren, dat muss ee vläicht och bedaueren. Mir sinn awer der Meenung, dass de Conseil d'État soll schaffe kënnen, weiderschaffe kënnen, dass soll déi Ersetzunge virgeholl ginn, déi noutwendeg sinn, a sinn dofir och der Meenung, dass dat um Ordre du jour soll bleiwen.

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, ech wollt dem Här Spautz just soen, datt et net richteg ass, datt ëmmer nëmmen déi Diskussioun opkënnt, wann d'Chamber nominéiert. Mindestens meng Fraktioun respektiv meng Partei huet dat och gemaach bei deenen aneren Institutiounen, wann déi nominéiert hunn. Do hu mer dat natierlech net hei am Sall gemaach, well dat hei net d'Plaz war, mä mir hunn et op anere Plaze gemaach. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Mir hu konkret Propose gemaach iwwert d'Nominatiounsprozedur scho virun zwee Joer, och schréftlech, déi iwwerall doruechter geschéckt. Et muss een, et kann ee mat deenen d'accord sinn, et gëtt och vläicht nach aner Proposen. Mä ech wëll awer soen, datt an deem Text, dee mer an där sougenannter „Commission institutionnelle" haten, datt précisément just iwwert d'Prozedur, iwwert d'Nominatiounsprozedur keng eng Propos drasteet. Et stinn der do e ganze Koup iwwer wéi de Statsrot soll schaffen an esou weider. Mat deenen hu mer och kee Problem, dat hunn ech an där Sëtzung och gesot. Mä iwwert d'Nominatiounsprozedur, fir do méi Transparenz dranzebréngen, steet kee Saz dran.

Do steet natierlech zu Recht dra vun... Dat ware jo Beamten, déi am Fong deen Text virbereet hunn; et ass jo net un hinnen, eis eis politesch Décisiounen ewechzehuelen. Mir musse politesch tranchéieren, wéi dat an Zukunft soll lafen. An dat ass, wat ech bedaueren, datt mer et net fäerdegbruecht hunn oder datt kee Wëllen do war hei an der Chamber, bei de Majoritéitsparteien, fir bis elo seriö iwwert déi Propositiounen ze diskutéieren.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech huelen dem Här Spautz seng Propositioun gäre mat, a mir freeën eis dann, dass iwwer all Plaz, déi elo am Statsrot fräi gëtt, mer dann hei an der Chamber diskutéieren. Wann dat d'Propositioun ass vum Fraktiounschef vun der gréisster Partei, deen dat jo hei suggéréiert huet - e suggéréiert dat jo awer indirekt, well mer jo just hei schwätzen...

Une voix.- En huet emol net dat gesot.

(Interruption et hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …wann et jo déi aner sinn. Ech wollt Iech just soen, Här President, dass den Här Bausch seet, dass...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir sollt dem Här Bausch Merci soe fir d'Propos, déi en haut gemaach huet.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mir mierken am Rapport, vun deem Der virdru geschwat hutt, dass do drasteet, dass verschidde Leit jo mengen, dass d'Chamber se alleguerte sollt nennen an dass do kee Konsensus fonnt ginn ass tëschent den Institutiounen, fir dat esou ze maachen, fir dass déi dräi, fir dass se alleguerten duerch d'Chamber ginn, an dass gesot gëtt, dass am Fong de Chamberspresident, de Chef vun der Regierung an de Chef vum Statsrot sollten d'Profiler studéieren.

Dat ass net onbedéngt ganz gutt, och als Propos. Mir menge schonn, dass et immens wichteg ass, dass, wa Profiler ausgeschafft ginn, de Statsrot sollt de Profil ausschaffen.

Mir gesinn, d'lescht Kéier hu mer jo ee Spezialist am Droit du Travail designéiert kritt, deen net hei duerch d'Chamber gaang ass. Haut ass et jo ee Spezialist an der Sécurité sociale, esou op Wonsch och vum Statsrot. Dowéinst géif ech wierklech just insistéieren, Här President, dass et scho wichteg ass, dass de Statsrot sollt e Profil kënnen ausschaffen. Mä, wéi gesot, dass dat och dann elo nach tëschent dräi Chefe vun Institutioune sinn, et ass net vill méi Transparenz, wéi et elo ass.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll just op ee Punkt zréckgoen, deen eis Besuergnis mécht, an zwar datt dat soll um Niveau vun der Presidentekonferenz geschéien.

Éischtens sinn ech der Meenung, datt d'Presidentekonferenz do iwwer hire Pouvoir erausgeet, well d'Reglement leet kloer fest, wat d'Kompetenze vun der Presidentekonferenz sinn, an déi si relativ kloer preziséiert an eisem Reglement, soudatt am Fong d'Presidentekonferenz, menger Menung no, emol net d'Recht huet, fir och doriwwer ze diskutéieren.

Wou ech awer näischt dergéint hunn, wann driwwer diskutéiert gëtt, och an der Presidentekonferenz. Ech war laang genuch och dodran, fir ze wëssen, datt och emol iwwer aner Sujete geschwat gëtt.

Mä ech mengen, datt een hei misst als Chamber d'Institutiounskommissioun vun der Chamber mat deem Dossier beoptragen, an da wier och all Partei domadder beoptragt, präsent. Well wann et an der Presidentekonferenz diskutéiert gëtt - dat hei ass jo e Sujet, deen, mengen ech, awer all Partei, déi heibannen am Parlament vertrueden ass, e Recht huet, driwwer interesséiert ze sinn an och informéiert ze ginn. Soudatt och, mengen ech, et besser wier, et géif an der Institutiounskommissioun den Dossier behandelt ginn, wéi an der Presidentekonferenz.

Ech géif duerfir proposéieren, datt d'Presidentekonferenz sech soll eng Kéier mat deem Punkt befaassen, fir eventuell den Dossier weider dann an d'Institutiounskommissioun ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Ech huelen déi Propositioun ganz gär mat an d'Presidentekonferenz, déi sech dann domadder wäert befaassen.

Wann elo soss keng Wuertmeldung méi ass, géif ech da proposéieren, datt mer iwwert den Ordre du jour ofstëmmen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass. Also, mir stëmmen elo iwwert den Ordre du jour of.

Vote

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech...

Jo, hei steet elo Proposition de M. Bausch. Do ass et also esou, dass déi Leit, déi mam Ordre du jour d'accord sinn, musse mat Nee stëmmen, well et geet jo iwwert d'Propositioun vum Här Bausch.

Also déi, déi mam Ordre du jour d'accord sinn, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, déi stëmme mat Neen.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An ech mengen, et huet kee sech gëiert, well d'Demande ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen an 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée

Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Domadder wär den Ordre du jour ugeholl.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert Reform vum Statsrot an d'Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesinn, stelle mer also haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller beim Statsrot.

No den Dispositioune vum Artikel 118 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 4. Oktober 2012 eng Kandidatelëscht mat fënnef Persounen arrêtéiert. Dat sinn, an alphabetescher Reiefolg: d'Madame Martine Deprez, Professer fir Mathematik, den Här Charles Hurt, Conseiller an der CSV-Fraktioun, d'Madame Claudine Konsbruck vum Ministère de la Justice, Direction des Affaires pénales et judiciaires, den Här Jean-Luc Linster, Gestionnaire vun der Linster bureautique S.à r.l., an d'Madame Karine Reuter, Notaire.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuration ofgestëmmt ginn.

Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel.

D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi wäiss...

Also ech géif Iech wierklech bieden awer, vläicht e bëssen nozelauschteren!

…déi wäiss an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour fir d'Kandiate fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage entscheet d'Lous.

Et gëtt also fir jiddwer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

(Les députés du groupe politique déi gréng et des sensibilités politiques ADR et déi Lénk quittent la salle pour ne pas participer au vote.)

Vote du premier candidat

Mir fänken dann elo un ze stëmme fir den éischte Kandidat, an ech géif Iech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

(Distribution des bulletins de vote)

Ech maachen elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: den Här Claude Adam, d'Madame Diane Adehm, d'Madame Andrich-Duval Sylvie, den Här Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Haupert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Serge Urbany, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert, den Här Serge Wilmes an den Här Michel Wolter. Den Här Engel, hunn ech dee vergiess? Den Här Engel, bien entendu.

Ech hunn nach d'Madame Err hei stoen.

Sou! D'Sëtzung ass ënnerbrach.

(La séance est interrompue à 15.54 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 15.58 heures.)

Mir fuere weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt: Mir hunn en Total vun de Stëmmziedele vu 47, wäiss Stëmmziedelen zéng. Dat heescht, d'absolut Majoritéit ass 24 (veuillez lire: 19).

Et hu Stëmme kritt: d'Madame Martine Deprez 34, d'Madame Claudine Konsbruck zwou an den Här Jean-Luc Linster eng.

Domadder ass d'Madame Deprez als éischt Kandidatin gewielt.

Domadder wier dann och den éischte Wahlgang erlaanscht, a mir fuere weider, fir den zweete Kandidat vun der Lëscht ze wielen.

Vote du deuxième candidat

Ech géif Iech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

(Distribution des bulletins de vote)

Sou, ech maachen dann den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: Här Claude Adam, d'Madame Diane Adehm, d'Madame Andrich-Duval Sylvie, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här Bauler André, den Här Bausch François, den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Engel, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Haupert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, d'Madame Tessy Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Serge Urbany, den Här Wagner, den Här Robert Weber, den Här Weiler, den Här Raymond Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

An d'Sitzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance est interrompue à 16.03 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.07 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 45. Wäiss Stëmmziedelen: néng. Gülteg Stëmmziedelen: 36. Absolut Majoritéit deemno 19.

An et hu Stëmme kritt: d'Madame Claudine Konsbruck 34 an den Här Charles Hurt zwou.

Domadder ass als zweete Kandidat d'Madame Konsbruck gewielt.

Vote du troisième candidat

Mir kommen dann elo zu der Wahl vum drëtte Kandidat, wou ech Iech dann och nach eng Kéier géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

(Distribution des bulletins de vote)

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: den Här Adam, d'Madame Adehm, d'Madame Andrich, den Här Angel, d'Madame Arendt, den Här Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Engel, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Haupert, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Krieps, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Schaaf, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Urbany, den Här Wagner, den Här Weber, den Här Weiler, den Här Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 16.11 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 16.14 heures.)

D'Sitzung geet weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 46. Wäiss Stëmmziedelen: 10. Domadder ass d'absolut Majoritéit 19.

Hei ass d'Resultat vum Vote fir den drëtte Kandidat: Den Här Charles Hurt kritt 32 Stëmmen an den Här Jean-Luc Linster véier.

Domadder ass dann den Här Charles Hurt de Kandidat Nummer dräi.

Dir Dammen an Dir Häre, domadder hätte mer dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir géifen dann zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung iwwergoen.

(Interruption)

Mir kommen elo zum Projet de loi 6474, deen der Comtesse Stéphanie de Lannoy d'lëtzebuergesch Nationalitéit accordéiert. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

9. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de President huet virdru gesot, d'nächst Woch wäert den Ierfgroussherzog Guillaume sech bestueden. An am Virfeld vun dësem Bestietnis, méi prezis am Summer vun dësem Joer, hat de Grand-Duc d'Regierung wësse gelooss, dass hien net onfrou wier, wann déi zukünfteg Fra vum Ierfgroussherzog géif oder kéint esou schnell wéi méiglech d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien.

D'Regierung huet dëse Wonsch vum Statschef verstan, de Wonsch och als verständlech an als verstänneg ugesinn. An deementspriechend huet de Justizminister den 3. September en deementspriechende Projet hei an der Chamber déposéiert.

D'Commission juridique huet no längeren Diskussiounen, op déi ech nach zréckkomme wäert, och de Wonsch vum Grand-Duc verstanen, als berechtegt ugesinn. An deementspriechend proposéiert d'Commission juridique der Chamber, de Projet de loi an där Fassung, wéi en a mengem Rapport festgehalen ass, unzehuelen.

Dir erlaabt mer awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech e bësselchen op d'Aarbechten an d'Iwwerleeungen, déi d'Commission juridique während hire Sitzungen iwwert dëse Projet de loi ugestallt huet, aginn.

Et war fir d'Éischt d'Fro vun der Opportunitéit vun esou engem Projet de loi. Verschidde Membere waren der Meenung, dass et keen zwéngende Grond géif ginn, fir elo scho par Derogatioun zu deene gesetzleche Bestëmmungen a par Derogatioun zu de Konditiounen, déi am Gesetz iwwert d'Nationalitéit festgehale sinn, der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn.

Si waren der Meenung, dass et net géif stéieren, wann och déi zukünfteg Grande-Duchesse héritière während enger gewëssener Zäit d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hätt a mat hirer Nationalité d'origine géif hiren Aufgaben nokommen.

D'Kommissioun huet dat diskutéiert, huet de Pour an de Contre ofgewiehen an ass schlussendlech, och am Hibléck op d'Traditioun, déi mer an dëser Fro hei am Land hunn - an ech wëll dat ënnersträichen -, eestëmmeg zur Konklusioun komm, der Chamber ze proposéieren, der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit duerch ee Projet, dee mer hei wäerte stëmmen, ze ginn.

De Projet de loi, esou wéi d'Regierung en déposéiert hat, hu mer och diskutéiert. An ech mengen, dass ee bei deem Projet muss dräi Saachen ënnerscheeden: éischtens, de Fong vum Projet selwer, zweetens, d'Form vum Projet an drëttens, d'Motivatioun vum Projet.

Wat de Fong ubelaangt, hunn ech virdru gesot, dass d'Chamber, d'Commission juridique, d'Propositioun vun der Regierung suivéiert. Och de Conseil d'État war um Fong dermat d'accord, fir der Comtesse de Lannoy eis Nationalitéit ze ginn, soudass iwwert de Fong keng Diskussioun méi ass.

Zweetens, wat d'Form ubelaangt, huet de Conseil d'État eng Rei Remarquen zu dem Text gemaach, esou wéi e vun der Regierung proposéiert ginn ass. De Conseil d'État huet en neien Intitulé proposéiert. En huet och en neien Text vum Article unique proposéiert. An en huet proposéiert, dass de Préambule an d'Formule de promulgation, déi schonn am Projet de loi virgesi waren, misste gestrach ginn.

D'Commission juridique huet - an Dir gesitt dat, wann Der de Rapport kuckt an den Text, dee mer der Chamber proposéieren - de Conseil d'État suivéiert a senge Propositiounen, notamment wat den Intitulé ubelaangt an och wat den Text vum Projet ubelaangt. D'Regierung huet sougutt am Intitulé wéi am Text vun Naturalisatioun geschwat. De Conseil d'État proposéiert, a mir als Kommissioun hunn e suivéiert, dass mer wëlle soen, dass mer der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit ginn.

Et gëtt eng fein Nuance an deem, wéi ee sech hei am Text ausdréckt. Eng Nuance, déi och eppes dermat ze doen huet, wat de Fondement juridique, d'Base légale ubelaangt, déi een dësem Projet gëtt.

Déi gesetzlech respektiv déi verfassungsrechtlech Grondlag, déi hei sollt ugewannt ginn, hunn an eiser Kommissioun zu Diskussioune gefouert. D'Regierung hat proposéiert a sech referéiert op den Artikel 8 Alinea 2 vum Gesetz vun 2008 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit an domat och implizit op den Artikel 9 vun deemselwechte Gesetz. En Artikel, dee virgesäit, dass souguer en l'absence vun enger Demande d'Regierung kann d'Initiativ huelen, fir engem Netlëtzebuerger iwwert de Wee vun engem Gesetz ze proposéieren d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn.

D'Commission juridique huet dës Approche net suivéiert. Mir hunn en anert Räsonnement ugestallt a mir hu gesot: Wa mer hei e Gesetz stëmmen, dann ass dat eng Loi spéciale. Dat ass en Acte souverain vum Parlament opgrond vum Artikel 9.1 vun der Verfassung. Den Artikel 9.1, dee virgesäit, dass: «La qualité de Luxembourgeois s'acquiert d'après les règles déterminées par la loi.» Et ass op dee Verfassungsartikel, wou mir eis referéieren, fir ze soen: „Mir als Chamber si souverän, opgrond vun deem do Artikel e Spezialgesetz ze stëmme mat Disposition dérogatoire zu den Dispositioune vum Gesetz vun 2008."

An ech wëll Iech an deem Kontext d'Iwwerleeunge vun der Chamber, esou wéi ech se a mengem Rapport résuméiert hunn, kuerz zitéieren. Ech referéiere mech op den Artikel 8, deen d'Regierung invoquéiert hat. A mir soen: «Une suite logique du raisonnement du Gouvernement aboutirait en effet à faire de la Chambre des Députés un prisonnier de l'article 9 de la loi précitée. En d'autres termes, la Chambre des Députés, après avoir été saisie par le Gouvernement d'une proposition de naturalisation, aurait la faculté, ou bien de suivre le Gouvernement, ou bien de rejeter ladite proposition.»

A mir hunn drop gehalen, fir ze rappeléieren, dass «le rôle central de la Chambre des Députés dans les affaires institutionnelles et politiques du pays et la prééminence réelle du Parlement face aux autres pouvoirs dans le jeu institutionnel». A mir hu gesot, deementspriechend ass d'Adoptioun, wa mir dat esou maachen, eng Émanatioun vun engem Acte souverain, deen d'Chamber als Organe institutionnel setzt.

Esou wäit zu dem Fundament oder der Base légale, déi mir wëllen invoquéieren, fir dee Projet de loi hei ze justifizéieren.

A well mir dat esou maachen, huet d'Kommissioun och drop gehalen, an ech hunn eng Referenz a mengem Rapport gemaach, dass, wa mer op Demande vum Justizminister den Hierscht zu enger Evaluatioun vum Gesetz vun 2008 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit kommen, dobäi och en Débat de consultation féieren, mer an deem Débat selbstverständlech sollen d'Fro vun den Artikelen 8 an 9 vum Gesetz iwwert d'Nationalitéite mat afléisse loossen. Déi Artikelen, déi just virgesinn, dass kënnen Derogatiounen zu de generelle Prinzipië gemaach ginn.

D'Fro stellt sech nämlech: Wa mir eis wéi an dësem Fall op d'Verfassung beruffen, fir hei en Acte souverain, eng Loi spéciale ze maachen, da stellt d'Fro sech selbstverständlech vun der Daseinsberechtegung vun deenen Artikelen 8 an 9 am Gesetz vun 2008. An dofir hu mer proposéiert, dass, wa mer déi Evaluatiounsdebatt am Hierscht féieren, do déi heiten Artikele selbstverständlech solle mat diskutéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gesot, wann d'Chamber als éischte Pouvoir vum Stat elo mat enger Loi spéciale hei en Acte souverain setzt, da gëtt et selbstverständlech awer och Limiten; och Limitë fir d'Chamber. D'Chamber ass gehalen un d'Verfassung an d'Chamber ass gehalen un déi generell Prinzipië vum Droit. Eis Verfassung huet nun eemol deen Artikel 10 bis, dee virgesäit: «Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi.»

De Prinzip vun der Égalité devant la loi muss vun der Chamber respektéiert ginn. An dëse Prinzip viséiert sougutt d'Lëtzebuerger wéi d'Netlëtzebuerger. An deementspriechend muss ee gesinn, wann een eng Exceptioun zum Prinzip vun der Égalité devant la loi mécht - a mir hunn dat an der Vergaangenheet scho gesinn -, dat ass ëmmer relativ delikat an et riskéiert een Diskussiounen. Glécklecherweis huet eis Cour constitutionnelle iwwert dës Fro vun der Exceptioun an deem prezise Fall hei, de Principe de l'égalité, en Arrêt geholl a schéin ëmschriwwen, awéiwäit esou eng Exceptioun ka goen.

Ech zitéieren Iech d'Cour constitutionnelle, déi gesot huet: «Considérons que le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.» Op Lëtzebuergesch wëllt dat doten heeschen, fir et emol graff ze résuméieren, dass, wann een eng Exceptioun mécht, da muss ee gutt, räsonabel, plausibel a rationell Grënn hunn, fir dat ze maachen.

An domat, Dir Dammen an Dir Häre, sinn ech bei der Motivatioun à la base vun dem Projet, esou wéi d'Kommissioun Iech et proposéiert, ukomm. D'Regierung hat an hirem Exposé des motifs geschwat, deen nogereecht gi war, vun „attachement et allégeance à l'égard du Souverain". Ofgesinn elo, ob mam Term „Souverain" de Grand-Duc viséiert war oder ob domadder de Souverain luxembourgeois, dat heescht d'Lëtzebuerger Vollek, viséiert war, war d'Commission juridique der Meenung, dass mer do an enger Terminologie sinn, déi sech awer plutôt am 19. Jorhonnert beweegt an net am Joer 2012.

Mir sinn der Meenung als Kommissioun, dass et eng Rei gutt Grënn gëtt, fir der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze accordéieren. An et sinn dat déiselwecht Grënn, déi mer invoquéieren, fir d'Exceptioun zum Principe de l'égalité, esou wéi en an der Verfassung virgesinn ass, ze justifizéieren.

Wat d'Grënn ubelaangt, déi Der jo och a mengem Rapport erëmfannt, hu mer gemengt, dass d'Situatioun vun der Comtesse de Lannoy eng ganz aner ass wéi déi vun all anerem Kandidat fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Déi Damm gëtt de Conjoint vun dem Lëtzebuerger Ierfgroussherzog. An an där Qualitéit, och wann eis Verfassung hir kee Rôle institutionnel reservéiert, da wäert se awer de facto an där Roll, déi se kritt, amenéiert sinn, fir un der Säit vun hirem Mann eist Land no baussen ze representéieren. An hir zukünfteg Positioun als een exposéierte Member vun der Famille grandducale, déi vill representativ Tâchen an deene verschiddensten Domäner huet, menge mer, géif begrënnen a justifizéieren, fir hei der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn.

Mir gesi contrairement zu der Regierung, dass et sech hei ëm e Moyen d'identification vun där Damm mat hirem Rôle als future Grande-Duchesse héritière handelt an dass et och en Appui fir si ass fir déi Tâchen, déi an hirer neier Roll op si duerkommen. Dat alles zesummegebündelt, mengen ech, Dir Dammen an Dir Häre, wär Justificatioun genuch, fir hei der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn.

An ech denken, Dir Dammen an Dir Häre, Dir hutt gëschter, haut an den Zeitungen déi Interviewe kënne liesen, déi si zesumme mam Grand-Duc héritier ginn huet. Ech mengen, do konnt een erausliesen, dass si sech bewosst ass, dass d'Chamber hei haut en aussergewéinleche Geste un hir Adress mécht, dass si sech der Importenz vun dësem Geste bewosst ass, dass si dofir och bereet ass, hir Nationalité d'origine opzeginn, wat jo och ee Schratt ass, dee ganz wäit geet, an dass si d'Lëtzebuerger Nationalitéit als, esou wéi si selwer gesot huet, „e grousse Cadeau considéréiert" an dass se alles drusetze wäert, fir dësem Cadeau gerecht ze ginn.

Deementspriechend, mengen ech, Dir Dammen an Dir Häre, wären all Konditiounen erfëllt, fir dass d'Chamber mat guddem Gewëssen de Projet de loi, esou wéi d'Kommissioun en an hirem Rapport, sougutt wat den Intitulé ubelaangt wéi och wat den Article unique ubelaangt, stëmmt. An ech si sécher, et wäert e Vote ginn, dee mer net ze bereie kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Weiler Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen och konform ass zu den Débaten, déi mer an der Kommissioun haten. En hat et net ëmmer einfach bei eis an der Kommissioun, well deen éischte Rapport am Fong net esou ganz genau dat war, wéi mer an der Kommissioun d'Diskussiounen haten. An den Här Weiler huet, ech muss soen, e ganz objektive schrëftleche Rapport an och hei mëndleche gesot; also méi konform op jidde Fall wéi dat, wéi et an der Kommissioun war.

Här President, ech muss Iech och soen, et gesäit een, wann eng Aarbecht e bësse bâcléiert ass, dass et heiansdo schif ka goen. Well wéi ech am Ufank de Gesetzesprojet vun der Regierung kritt hunn, hunn ech geduecht, et wier recto-verso; a meng Surprise, wéi um Verso näischt war. Et wor just e Recto. An dat waren dräi Zeilen, fir ze schreiwen, Article unique: «La Comtesse de Lannoy devient Luxembourgeoise.» Do hunn ech mer geduecht: „Oh, Xavier, do feelt awer eppes. Do feelt awer en Exposé des motifs." Tatsächlech, Här President, e puer Deeg drop krute mer du vum Justizminister en Exposé des motifs.

Dunn hunn ech deen emol gelies. Do hunn ech mer geduecht: „Dat kann dach net sinn!" Si schwätzen do - an ech sinn och frou, dass dat och am Rapport drasteet - vun Allégeance un eise Grand-Duc. Ech sinn dunn och selbstverständlech kucke gaang.

(Interruption)

Allégeance au Souverain.

(Interruption)

Jo, Allégeance au Souverain. Här Minister - wann Der schonn insistéiert -, Dir wësst jo, wat Allégeance dann heescht?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Just, et ass: „allégeance au Souverain" steet am Text,…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- …an net „allégeance au Grand-Duc".

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Pardon da fir den Detail. Dir wësst jo dann… Här Biltgen, sot mir, wat „allégeance" heescht!

Une voix.- Ooohhh…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här Minister, sot mer, wat Allégeance heescht! Allégeance heescht: obéissance, fidélité; synonymes: dépendance, fidélité, obédience, obéissance, soumission, subordination. Wann déi Fraen, déi heibanne sinn, awer net fannen, dass dat doten e bësse wäit geet, fir vu Subordinatioun, vu Soumissioun ze schwätzen, Här Minister, da sinn ech frou, dass mir op jidde Fall an der Kommissioun der Meenung gewiescht wären, dass, esou wéi Dir et gefrot hutt, déi Allégeance deen Term net war.

Dat war gutt déi Zäit, wou en anere Guillaume mam Päerd iwwert de Knuedler gaang ass. Awer net haut, Här Minister! Déi Zäite sinn eriwwer. An ech mengen, dass op jidde Fall deen Text vun Allégeance hei net dee richtege war. An akzeptéiert, och wann Der sot „allégeance au Grand-Duc" oder „allégeance au Souverain": D'Comtesse de Lannoy ass weder soumise nach subordonnée nach d'obligation d'obéissance.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Et gëtt en Ënnerscheed. Et ass eng Saach vun intellektueller Éierlechkeet, wann een den Text richteg zitéiert: „allégeance au Souverain", an net seet „allégeance au Grand-Duc".

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mä ob et „au Souverain" oder „au Grand-Duc" ass, Här Justizminister, eng Persoun huet keng Soumissioun vun enger Persoun vis-à-vis vun enger anerer. Dowéinsder. Bon, den Här Minister insistéiert nach ëmmer. Ech fannen, dass een…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- D'Natioun als eng Persoun.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech elo! Den Här Bettel huet elo d'Wuert. Herno huelen ech un, datt och den Här Justizminister Stellung hëlt.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech maachen op jidde Fall keng Allégeance zum Här Biltgen, Här Minister.

Also, Här President, ech wëll just hei soen, dass en Titel vun Allégeance a mengen Aen net dee richtege war. Ech soe just meng Meenung. An ech sinn och frou, dass mir an der Kommissioun gesot hunn, dass „allégeance" net dee richtegen Term war.

A wann den Här Minister net déi Meenung deelt, d'Parlament huet nach ëmmer d'lescht Wuert, Här President. A wa mir décidéieren, dass dat an eisem Rapport esou dra soll stoen, dass „allégeance" net dat richtegt Wuert ass, dann ass dat esou. Och wann dat dem Här Justizminister net passt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President!

M. le Président.- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Wann ech gelift, ech hätt gären… Ech hu just gesot, dass den Här Bettel soll den Text richteg zitéieren. Et steet net dran „allégeance au Grand-Duc", mä „allégeance au Souverain". Méi hunn ech hei net verlaangt vum Här Bettel.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Misst Der dann net schreiwen „soumission au peuple"?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Voilà. Also, ech ginn elo net an den Detail an, wat den Här Minister elo ganz genau mengt oder net mengt. Ech soe just hei, dass d'Wuert „allégeance", Här President - an ech insistéiere fir d'Fënneft elo -, den 9. Oktober 2012 net méi de richtegen Term ass.

Et hätt ee sollen einfach schreiwen, esou wéi mir et am Rapport draschreiwen, dass deen doten Text geduecht ass… A wann Der gëschter a virgëschter och d'Télee gekuckt hutt an och d'Reportagë gehéiert hutt, dass déi zukünfteg Ierfgroussherzogin am Fong seet, dass fir déi Missioun, déi se dann elo huet - si geet elo schonn op eng Visite économique a China mam Minister Schneider -, dass se selbstverständlech seet, wann ech e Land soll vertrieden, ass et selbstverständlech och besser, wann ech déi Nationalitéit hunn. Ech stinn do als Ierfgroussherzogin vun engem Land an ech hunn déi Nationalitéit net. An ech fanne vis-à-vis vun der Identifikatioun ass et wichteg. An dat kann een och akzeptéieren. Dat kann een och akzeptéieren, dass mat där Tâche, déi se do huet, dat richteg ass.

De Minister huet eis och gesot wéinst der Régence, also, dass si eng Kéier kéint Régente ginn. Här Minister, sorry, wann ech Iech nach eng Kéier muss hei eng Kontradiktioun soen: Si muss net Régente ginn, et kann egal wien d'Régence huelen, et kann de Prënz Félix sinn, et kann de Prënz Louis sinn, et kann d'Prinzessin Alexandra sinn, et kann eng Grande-Duchesse sinn, et kann eng Cousine sinn, et kann egal wie sinn. Mä et muss een net soen, dass se muss direkt Lëtzebuerger gi wéinst der Régence. Dat war och an der Kommissioun gesot ginn, dat ass och falsch.

Hei ass et einfach, an dat ass dat Einfachst, a kommt, mir stinn dozou, dass den Haff freet, fir dass d'Comtesse de Lannoy déi Lëtzebuerger Nationalitéit sollt kréien. An dunn hu mer festgestallt am Fong, an do muss ee scho bal… well mir invoquéiere jo hei verschidden Texter, Circonstances exceptionnelles, Services rendus. Ech muss Iech soen, Här President, dass mer ee grousse Service rendu hei hunn. Den Text, deen de CSV-Minister deemools proposéiert huet - dat waart net Dir, Här Biltgen, dat war nach den Här Frieden -, war net gutt. Mir gesi selwer, dass deen Text… an Dir sot et selwer, dass Der dee wëllt reforméieren.

An do soen ech der Comtesse de Lannoy Merci, well et konnt kee besser elo dat thematiséieren, dass déi Texter schlecht sinn, dass mer selwer gesinn, dass eng Rëtsch vu Leit duerch den Examen duerchfalen, dass déi Texter schlecht si fir Leit, déi séier Lëtzebuergesch kënne léieren, fir déi Leit, déi integréiert sinn, dass déi Leit, déi eng Zäitchen hei sinn…

Ech soen der Comtesse de Lannoy schonn am Viraus Merci fir déi Modifications législatives, déi mer hei wäerten an deem doten Text huelen, well si huet et doduerch, och duerch déi Demande, déi den Här Biltgen eis jo soumettéiert huet, wierklech public gemaach, dass déi Texter - déi deemools awer vum fréieren CSV-President Biltgen waren, haut CSV-Justizminister Biltgen - net méi gedroe ginn. An ech fannen dat wichteg, dass op jidde Fall déi Feststellung geholl ginn ass, dass den Text net dee richtegen ass an dass mer sollen deen Text och reforméieren.

Här President, wéi gesot, mir wäerten als Fraktioun vun der Demokratescher Partei och deen doten Text stëmmen. Mir wënsche selbstverständlech…

Här President, Dir hutt gesot, si ginn e Samschdeg bestuet. Dat ass falsch, si ginn e Freideg schonns bestuet.

(Interruptions diverses)

Si ginn e Freideg schonns bestuet, e Freideg aacht Deeg gi se bestuet.

M. le Président.- D'Chamber, Här Bettel, d'Chamber ass awer eréischt e Samschdeg als Chamber, als Institutioun derbäi.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mä ech wëll Iech just matdeelen, dass se awer scho freides, si hu freides…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Juristesch gesinn zielt just den zivile Mariage!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Freides ass déi Koppel scho bestuet. Dir hutt hinnen alles Guddes gewënscht fir e Samschdeg. Ech wënschen hinnen och alles Guddes fir e Freideg!

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, dass déi zukünfteg Ierfgroussherzogin, d'Comtesse Steffi de Lannoy, soll naturaliséiert ginn, dat heescht also per Gesetz d'Lëtzebuerger Nationalitéit…

Une voix.- Stéphanie de Lannoy!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Stéphanie de Lannoy…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Fuert virun, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech fannen et gutt, dass mer déi Diskussioun hei öffentlech féieren. Wa mer nach am Wierkungsberäich vun deem alen Nationalitéitegesetz gewiescht wären, wär et net zu enger öffentlecher Diskussioun komm. Da wär dat heiten an net öffentlecher Sitzung behandelt ginn an et wär och wahrscheinlech wéineg Ophiewes dovunner dobausse gemaach ginn, wéi dat geschitt ass, wéi déi Operatioun do fir d'Lescht hei duerchgefouert ginn ass, am Zesummenhang mat der Prinzessin Sibilla Weiller, déi och iwwert d'Chamber, iwwer e Gesetz also, d'Lëtzebuerger Nationalitéit virum Mariage kritt huet.

Et ass gutt, dass déi Debatt hei gefouert gëtt, och wa se net einfach ass. A mir sollten eis dofir och als Chamber där Debatt hei stellen, souwuel wat de Volet vun der juristescher Fro ugeet, déi domadder zesummenhänkt: Si mer hei, bewege mer eis hei am Kader vun der Verfassung a vun eisem Gesetz vun 2008 iwwert d'Nationalitéit? Awer och d'Fro, wat d'Opportunitéit eigentlech ubelaangt vun deem heite Geste.

Fir eis ass et kloer, wann een d'Texter kuckt - den Artikel 8 Alinéa 2 vum Nationalitéitegesetz vun 2008 respektiv eise Verfassungstext, deen eigentlech op dat Nationalitéitegesetz verweist -, dass mer et hei mat enger juristesch korrekter Operatioun ze dinn hunn.

Ech mengen, déi Leit, déi bei der Genèse vun deem Nationalitéitegesetz derbäi waren an déi an de Sitzunge vun der juristescher Kommissioun dat verfollegt hunn, hu festgestallt, dass et bewosst war, dass mer den Artikel 8 bäibehalen hunn am Gesetz, deen aus zwou fréieren Dispositioune vun eisem Nationalitéitegesetz bestanen huet, deen also, ausnahmsweis, à titre exceptionnel, d'Méiglechkeet gëtt, dass d'Chamber - an et ass festgehale ginn, dass dat soll eng Kompetenz vun der Chamber bleiwen, obwuel déi allgemeng Kompetenz fir d'Naturaliséierung un de Justizminister iwwerdroe ginn ass -, mä dass, well et eben eng exceptionnel Prozedur ass, d'Chamber soll an öffentlecher Prozedur iwwer Gesetz kënnen ausnahmsweis d'Naturalisatioun accordéieren. Am éischte Fall op Demande vun där Persoun selwer, wa se Déngschter fir d'Land leescht oder geleescht huet, an am zweete Fall op Propositioun hi vun der Regierung.

D'Regierung huet jo an der Tëschenzäit kloergestallt - dat war am Exposé des motifs net ganz evident, mä de Minister huet dat ganz kloergemaach an de Statsrot huet dat och kloer gesot a senger Stellungnahm -, dass d'gesetzlech Basis vun der Operatioun hei den zweeten Abschnitt vum Artikel 8 vum Gesetz ass. Mir sinn also hei an der Hypothees, wou net déi Persoun selwer eng Demande mécht, net also eng Referenz mécht op Déngschter, déi se dem Stat leescht, mä an der Hypothees 2, wou d'Regierung ka proposéieren, d'Nationalitéit, d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze accordéieren.

Et ass also an deem juristesche Raum, wou mer eis hei bewegen, soudass mir der Meenung sinn, dass mer et hei also mat engem gesetzeskonformen a mat engem verfassungskonformen Akt ze dinn hunn, zemools well ee menger Usiicht no hei net kann eng Violatioun vum Gläichheetsprinzip virum Gesetz ufëieren, well et jo eng Definitioun gëtt vun deem Gläich-

heetsprinzip iwwer eist Verfassungsgeriicht. A mir sinn also ganz kloer och hei an där Interpretatioun, där Definitioun mat dran.

Et bleift allerdéngs d'Fro, an där musse mer eis och stellen - an do gi wahrscheinlech d'Meenunge méi ausernee wéi vläicht op där éischter Fro -, dat ass, ob déi legislativ Initiativ, déi hei geholl ginn ass, och vum Fong hier aus begrënnt ass, ob se noutwendeg war. An do wëll ech och ganz kloer soen, am Numm vun der LSAP-Fraktioun, dass mir der Meenung sinn, dass an deem heite Fall keen zwéngende Grond, keen direkten Zwang an och keng rechtlech oder institutionell Verflichtung besteet, dass d'Fra vum Ierfgroussherzog direkt nach virum Bestietnis muss d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Dat schéngt mer relativ kloer ze sinn.

Eis schéngt et och keng anormal Saach ze sinn, wann e Statschef mat enger Auslännerin oder mat engem Auslänner bestuet wär. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Persoun vun engem zukünftege Statschef oder Grand-Duc. Näischt hätt also verhënnert, reng vum Rechtlechen hier, dass dëse Mariage och ouni eng Naturalisatioun vun der zukünfteger Groussherzogin hätt kënnen iwwert d'Bühn goen. Dat hätt näischt geännert, wann dat net stattfonnt hätt. Dat hätt näischt geännert un de Gefiller, déi déi jonk Koppel fir sech huet. Dat hätt sécherlech och näischt geännert un deene Gefiller, déi déi Koppel géintiwwer dem Lëtzebuerger Land huet.

An eisen Aen - mir wëssen, dass déi zukünfteg Ierfgroussherzogin do eng aner Ausso gemaach huet - besteet och keen zwéngende Grond, onbedéngt op d'Ursprongsnationalitéit ze verzichten. Mir kënnen eis virstellen, dass een och eng duebel Nationalitéit kann hunn. Ech mengen, do sollt een onverkrampft eigentlech un déi Fro vun der duebler Nationalitéit erugoen an net iergendwéi den Androck ginn, wéi wann een nëmmen en hallwe Lëtzebuerger wär, wann ee seng Ursprongsnationalitéit nach géif bäibehalen nieft där neier Nationalitéit, der Lëtzebuerger Nationalitéit, déi een unhëlt.

Mä et ass awer och wouer, dass eng Traditioun besteet an där doten Hisiicht hei zu Lëtzebuerg, och an anere Monarchien, dass esou Naturalisatioune stattfannen. A souguer a Republiken, hunn ech d'lescht Kéier nogelies! Wann ee Frankräich, d'Beispill vu Frankräich hëlt - et brauch een net wäit sichen ze goen, Madame Loschetter -, et ass nëmmen e puer Joer hier, wéi den Här Sarkozy d'Madame Carla Bruni Tedeschi bestuet huet, huet effektiv - bei hinne war et net d'Parlament, mä ass et iwwert d'Regierung gaang - déi Madame beim Bestietnis déi franséisch Nationalitéit kritt, obwuel se eng italienesch Nationalitéit huet.

Onkloer ass - dat war net erauszefannen, well si selwer huet an Interviewe widderspréchlech Aussoe gemaach -, ob se déi italienesch Nationalitéit opginn huet oder net. Soudass also eng Traditioun besteet, mä bei Traditioune kann ee selbstverständlech ëmmer verschiddener Meenung sinn, net nëmmen a Monarchien, mä och a Republiken, wéi dat rezent franséischt Beispill weist.

Eis Fraktioun stellt fest, dass et de Wonsch vum Grand-Duc war, no Récksprooch mat där Concernéierter, fir déi doten Demande vun der Naturaliséierung un d'Regierung ze riichten. Mir huelen dat zur Kenntnis a mir sinn eigentlech der Usiicht, dass eng weider Diskussioun doriwwer zu dësem Zäitpunkt wéineg Sënn mécht. Dëse Wonsch sollt ee respektéieren, och wann een, wéi mer dat och hei gemaach hunn, d'Opportunitéit vun deem doten Akt kann an Zweifel zéien.

Sënn awer mécht et sécherlech net haut, mä awer deemnächst hei am Parlament iwwer eng Iwwerschaffung vun eisem Nationalitéitegesetz ze debattéieren. De Justizminister, den Här Biltgen, huet de Mérite, dass en engem Wonsch eigentlech vun der Chamber nokomm ass bei deenen Debatte vun 2008, fir no zwee, dräi Joer e Rapport ze maachen iwwert d'Applikatioun vun deem neie Gesetz, fir ze kucken, ob déi nei Bestëmmunge gegraff hunn, wat fir eng Adaptatiounen eventuell néideg ginn.

An hie selwer, seng Servicer hu kloergemaach, dass si der Meenung sinn, dass eng Rei vun Adaptatioune vun deem doten Text néideg sinn. Mir fannen do eng Rei vu kritesche Bemierkungen erëm, déi mir sengerzäit och bei deenen Debatte schonn als LSAP-Fraktioun hei geäussert haten. Et bestinn also, an eisen Aen, vernünfteg Grënn, fir op eenzelne Punkten dat Gesetz vun 2008 ëmzeänneren, am Sënn vun enger Vereinfachung, am Sënn awer och virun allem vu vläicht méi Chancëgerechtegkeet a Chancëgläichheet, wat d'Erfëlle vun eenzelne Konditioune vun eisem Nationalitéitegesetz ugeet.

Eis schéngt et och wichteg ze sinn - dat war ursprénglech vun der Regierung net virgesinn -, dass een och iwwer eng nei Formuléierung vum Artikel 8, deen Artikel, deen also hei d'Grondlag vun dëser Diskussioun ass, muss diskutéieren, well och do munch Froen eigentlech op sinn, wat d'Formulatioun ugeet, d'Prozeduren net kloer sinn, zemools déi zum Beispill, wéi een da seng Demande erareecht, wann ee wëllt Déngschter um Land geltend maachen. Bei wiem gëtt een déi Demande eran? Bei der Chamber? Bei der Regierung? Déi eigentlech net dofir zoustänneg ass, well d'Chamber zoustänneg ass.

Also, do sinn eng Rei vu Froen, déi mer vläicht net genuch am Detail diskutéiert hate virun dräi Joer, déi mer awer onbedéngt missten och, wat deen Artikel 8 do ugeet, kloerstellen. Mir wënschen also och - an ech mengen, do war och d'Kommissioun domat d'accord -, dass mer an der Debatt ronderëm de Bilan iwwert d'Applikatioun vun eisem Gesetz vun 2008 och déi dote Fro mat an d'Diskussioun eranhuelen.

Eng lescht Bemierkung, Här President, wëll ech maachen. Et deckt sech deelweis mat deem, wat mäi Virriedner gesot huet. Ech war och, muss ech soen, relativ erstaunt, wéi ech dee Gesetzesprojet gelies hunn. E Gesetzesprojet, dee sech beschränkt op en Titel an op een Artikel. Keen Exposé des motifs, kee Commentaire des articles: Dat ass net déi üblech Aart a Weis, fir Gesetzesprojeten ze maachen. Et louch och keen Dossier derbäi, wat fréier jo eigentlech dann och zu enger Demande de naturalisation gehéiert huet. Dat heescht, mir bewegen eis hei eigentlech nieft den übleche Prozeduren.

Ech géif mer einfach wënschen, dass mer och a Froen, déi d'Monarchie betreffen, géif ech soen, net méi entkrampft (veuillez lire: verkrampft) eigentlech un déi dote Froen eruginn, Transparenz walte loosse voll a ganz an eigentlech esou Froen och diskutéieren a behandelen, wéi mer aner institutionell a politesch Froe behandelen: keng Angscht hunn eigentlech, déi dote Froen offen ze diskutéieren, net den Androck ginn, wéi wann eppes Spezielles hei wär, wat esou nieft den Norme géif leien, mä einfach oppen un déi dote Froen erugoen, Offenheet, Transparenz spille loossen.

Mir sinn am 21. Jorhonnert ukomm, mir sinn net méi am 19. Jorhonnert! An ech géif mer wënschen, dass mer also all déi dote Froe géifen entkrampft ugoen, dass mer se kënnen uerdentlech bis zum Schluss diskutéieren. Dat hu mer, mengen ech, haut bis elo gemaach. A selbstverständlech solle mer dat och maachen, wa mer iwwer aner Froen diskutéieren, déi och mam Haff, mat der Monarchie ze dinn hunn. A mir wäerte jo nach Geleeënheet kréien, dat in extenso ze maachen, wa mer iwwer eng nei Verfassung hei schwätzen.

An deem Sënn, Merci fir Är Opmierksamkeet, an eis Fraktioun wäert mat deenen dote Remarquen a Reserven deen heiten Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wou mer 2008 hei an der Chamber d'Nationalitéitegesetz geännert hunn, do hu mer eng Rei gutt Ännerunge gemaach an eisen Aen. Mir hunn och eng Rei manner Guddes gemaach. Zu deem definitiv Gudden, wat mer gemaach hunn, gehéiert, dass mer déi Prozedur, déi mer haten, fir d'Nationalitéit ze accordéieren, ofgeschaf hunn, nämlech déi an der Chamber, wou mer hanner zouenen Dieren op eng Aart a Weis, déi an eisem Verständnis ganz wéineg mat Rechtsstaatlechkeet ze dinn hat zum Deel, an dat soen ech nach ëmmer, waren déi Diskussiounen an déi Kritären, déi mer ugewannt hunn, souguer a mengen Aen onwierdeg.

Dat hat mat Rechtsstaatlechkeet näischt ze dinn! Dat war net richteg, wéi mer et déi Zäit gehandhabt hunn. An duerfir war déi Reform, fir eriwwerzegoen op eng administrativ Prozedur mat objektive Kritären, mat Méiglechkeete vun engem Recours, definitiv dee richtege Wee.

Gutt war bei där Reform och, dass mer déi duebel Nationalitéit méiglech gemaach hunn an eisem Gesetz. A gutt war och an deem Gesetz, dass mer bei der Verifikatioun vun de Sproochekenntnisser, zumindest zënterhier, objektiv Kritären uwenden an och déi Sproochekenntnisser vu forméierte Leit gemaach ginn an net méi, wéi dat fréier war, vu Leit, déi dofir guer keng Qualifikatioun haten.

Mir haten awer och manner Guddes an deem Gesetz, notamment, dass mer den Délai de résidence ouni iergendee valabele Grond vu fënnef op siwe Joer eropgesat hunn, nodeems mer en e puer Joer virdru vun zéng op fënnef erofgesat hunn. Mir hunn och Kritäre bei der Sprooch, déi mir als ze héich ugesinn, an déi rezent Diskussioune weisen, dass mer do net falschlouchen.

A mir hunn och d'Méiglechkeet ofgeschaf oder den Automatissem ofgeschaf, dass een duerch d'Bestietnis mat engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuergerin automatesch selwer zum Lëtzebuerger gëtt. Dat ass gemaach ginn, well eng Rei Leit, mat Verweis op de Mariage blanc, sech un där Dispositioun gestéiert hunn.

Anerer hu fonnt, dass et och zum Deel diskriminatoresch wär, well doduerch nëmme Leit, déi sech konnte bestueden, also heterosexuell Koppelen, konnten an de Benefiss vun deem Artikel kommen, während gläichgeschlechtlech Koppelen, deenen de Mariage bis haut jo net méiglech gemaach ginn ass, eben net konnten iwwert deen dote Wee hire Partner oder hir Partnerin och zum Lëtzebuerger maachen. Mir hunn haaptsächlech deen zweete Problem doran erkannt, manner deen éischten.

De Minister Biltgen huet elo scho virum Summer - vläicht och en prévision vu méiglechen Diskussiounen, déi an dësem Kontext géife kommen - ugekënnegt, dass hie wëllt eng Reform maachen.

(Interruption)

En prévision. A mir deelen dat och, Här Biltgen, mir si mat Iech ganz d'accord. Ech wëll elo net mat Iech hei polemiséieren. Mir deelen dee Reformäifer, deen Der hei wëllt un den Dag leeën. Et sinn an eisen Aen hei Reformen ze maachen. Mir hunn och mat Freed verlauschtert, dass déi Punkten, déi Der wëllt reforméieren, grad déi sinn, wou déi gréng 2008 Virschléi gemaach hunn, déi net zréckbehale gi sinn. An all déi fanne mer praktesch elo erëm an deem, wat Der ukënnegt. Duerfir wäerte mer also kënnen, mengen ech, op deene meeschte Punkten eng Reform gemeinsam droen.

Dat, wat mer haut maachen, ännert also par rapport zum Gesetz vu virun 2008: Deemools konnt ee par mariage Lëtzebuerger ginn, haut maache mer e Gesetz, fir dass een oder eent par mariage Lëtzebuerger gëtt, nämlech dann en vue vun enger Hochzäit mam Ierfgroussherzog Guillaume.

déi gréng wäerten dësen Text och stëmmen, well mer mengen, dass déi Reformen, déi Der wëllt ustoussen, an déi richteg Richtung ginn a well mer wëllen, dass déi Gesetzgebung iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit un eis Realitéiten ugepasst gëtt. D'Realitéite vun engem Land, an deem bal all Zweete kee Lëtzebuerger Pass huet. E Land, wou bal all Zweeten oder all Zweet sech net kann un den nationale politesche Prozesser bedeelegen. An dat ass net gutt fir dëst Land. Mir hunn e Problem. D'Land huet e Problem. Méi nach wéi déi Leit individuell e Problem doduerch hunn, dass se vum demokratesche Prozess ausgeschloss bleiwen.

Mir mussen eis also Gedanke maachen, wéi eis Nationalitéitegesetzgebung kann d'Integratioun, d'Participatioun, ënnert dem Stréch d'Cohésion sociale an dësem Land verstäerken. Dat muss e Gesetz an eng Reform ginn, déi méi oppen ass, déi déi Perspektiv, dass d'Leit sech zu Lëtzebuerg méi séier kënnen un de Prozesser bedeelegen, verstäerkt.

Dëst ass fir eis e Gesetz, wat symbolesch steet, fir dass keng Ausnahm bleift, dass et kee Privileg bleift. E Gesetz, wat symbolesch steet fir déi Ausriichtung, déi d'Reform vum Nationalitéitegesetz hei zu Lëtzebuerg muss hunn. An dofir wäerte mer och dës Proposition de loi stëmmen.

Si ass natierlech vu villen Diskussioune begleet. Zum Deel och - de Kolleeg Alex Bodry an och de Xavier Bettel si schonn drop agaangen -, well et vun der Technik hier vläicht net déi glécklechst Approche war, keen Exposé des motifs ze maachen an enger éischter Phas, wat, fir dat mannst ze soen, ongewinnt ass, dann en Exposé des motifs nozereechen, deen an eisen Ae kee gudden Exposé des motifs war vum Text hier.

De Xavier Bettel ass schonn op déi Voletë vun der Allégeance agaangen, wou mir och mengen, dass ee vun der Formulatioun hier ganz anescht hätt sollen deen Hannergrond do opzeechnen.

D'Kommissioun huet et jo glécklecherweis gemaach, an ech soen och op dëser Plaz dem Lucien Weiler als Rapporteur Merci, deen och d'Nerve bis zum Schluss probéiert huet ze halen a behalen, fir schlussendlech en Text ze maachen, deen awer an engem ganz breede Konsens konnt iwwert d'Bühn goen.

Och bei der Base légale, beim Choix vun der Base légale war den Exposé des motifs net dee richtege Wee. Och do huet d'Kommissioun, mengen ech, an hirem Rapport déi Kéiere geholl, déi ze huele waren, soudass mer elo mat guddem Gewëssen, an ouni eis musse Reprochë gefalen ze loossen iwwert d'Legalitéit, kënnen deen Text do stëmmen.

Mir mengen awer och, an ech wëll dat och fir déi gréng Fraktioun haut hei an aller Däitlechkeet soen, dass et keng Mussesaach ass. Wann d'Comtesse de Lannoy net hätt wëllen iwwert dëse Wee Lëtzebuergerin ginn, hätt dat fir eis als gréng Fraktioun kee Problem geschafen. Et war de Wonsch vum Haff, dass mer dat solle maachen. Mam Grond, fir eng gewëssen Identifikatioun mat Lëtzebuerg ze weisen. Dat ass an der Rei. Mam Wonsch, vläicht och, wa se d'Land representéiert an den nächste Joren, dat och kënne mat engem Lëtzebuerger Pass ze maachen. Dat ass e valabele Grond, dass een dat als Grand-Duc freet. Dat kënne mer akzeptéieren.

Mir soen awer genausou däitlech, dass mir net mengen, dass et hei eng Mussesaach gëtt. An an der Kommissioun war jo och keng Majoritéit derfir, fir ze soen, dass et eng Mussesaach muss sinn. Dat hu mer duerchaus an der Kommissioun diskutéiert.

A mir sinn och - an ech wëll dat ënnersträichen, wat den Alex Bodry gesot huet - der Meenung, dass d'Comtesse de Lannoy keng zwéngend Ursaach hat, fir matzedeelen, dass si op hir belsch Nationalitéit wëllt verzichten. Mir maache si duerch dëst Gesetz zur Lëtzebuergerin. Domat ass si eng vollwäerteg Lëtzebuergerin. A mir erlaben zënter 2008 an eiser Gesetzgebung, dass d'Leit méi wéi eng Nationalitéit hunn, an dat Recht steet och hir zou.

Et gëtt keen zwéngende Grond an eisen Aen, dass se op hir belsch Nationalitéit verzicht. Et ass natierlech hiert Recht, et ass hire fräie Choix, an deen huele mer zur Kenntnis a respektéieren deen och. Mä mir soen, dat do ass eng Démarche, déi am Lëtzebuerger Land 2012 net zwéngend noutwendeg gewiescht wier. Ech mengen, dass si hir Aufgab genausou gutt gemaach hätt, wa se, wéi vill aner Lëtzebuerger, och déi zweet, hir belsch, hir ursprénglech Nationalitéit bäibehalen hätt.

Eng Remarque wëll ech och nach maachen, och do gëtt et en Ënnerscheed am Exposé des motifs an am Rapport vun der Kommissioun. Am Exposé des motifs vum Här Biltgen geet Rieds vun der future Grande-Duchesse. Am Rapport vun der Kommissioun geet net Rieds vun der future Grande-Duchesse, mä am Rapport vun der Kommissioun geet Rieds vun der future épouse du Grand-Duc héritier.

An et ass keen Zoufall, dass mer eng Nuance maachen. Dat ass eng Fro, déi mer vläicht iergendwann eng Kéier ee fir alle Mol missten tranchéieren.

Eis Constitutioun kennt just de Grand-Duc. Si kennt keng Grande-Duchesse an och keng Grande-Duchesse héritière. Si kennt d'Épouse du Grand-Duc net, mä par la force des choses ass et d'Épouse du Grand-Duc, oder an deem heite Fall la future épouse du Grand-Duc héritier.

Mä et wär gutt, mengen ech, wa mer eis och an deenen Titelen an Zukunft géifen un d'Verfassung halen. D'Verfassung kennt nëmmen de Grand-Duc a kennt net gläichzäiteg e Grand-Duc an eng Grande-Duchesse. Mä e kennt dann an dësem Fall d'Épouse du Grand-Duc.

Ech weess, dass déi Termen och zum Deel zënter Laangem gebraucht ginn. Mä wa mer eis wëllen op Basis vun der Constitutioun zréckberuffen, wat mer jo och hei maachen an eisem Rapport, dann, mengen ech, ass de Wuertlaut, deen de Lucien Weiler als Rapporteur zréckbehalen huet: „la future épouse du Grand-Duc héritier", dee richtegen, an net wéi am Exposé des motifs: „la future Grande-Duchesse".

Ech hunn zum Schluss, Här President, am Numm vun der gréngер Fraktioun och eng Motioun preparéiert. An zwar eng Motioun, déi en perspective vun där Reform, déi mer jo wäerten elo geschwënn diskutéiere vum Nationalitéitegesetz, op engem prezise Punkt wëllt, dass d'Chamber haut eng Décisioun hëlt, a wéi eng Richtung déi Reform soll goen.

Ech hunn et virdru rappeléiert, wou mer 2008 d'Méiglechkeet ofgeschaf hunn, par mariage Lëtzebuerger ze ginn, hunn och eng ganz Rei Kolleegen do haaptsächlech un de Mariage blanc, un d'Gefore vum Mariage blanc geduecht.

Mir mengen, dass een déi Problematik muss anescht léise wéi esou, wéi mer et 2008 gemaach hunn. Mir si mat där Reform, et ganz ofzeschafen, an eisen Aen ze wäit gaangen. Dat schaaft ganz ville Leit, déi mat Mariage blanc näischt ze dinn hunn, einfach just am Alldag Problemer. Mir hunn also deene Leit, déi kengem Mënsch e Misär schafen, hiert perséinlecht Liewen a vum Conjoint, vun der Famill, zu engem gudden Deel verkomplizéiert. Dat hätte mer net brauchen ze maachen.

Wann et e Problem vu Mariage blanc gëtt a wann ee muss dem Mariage blanc probéiere bäizekommen, dann, si mir der Meenung, soll een dat mat aneren Instrumenter maache wéi mat deem Ofschafe vun der Possibilitéit, mat dem glaten Ofschafe vun der Possibilitéit vun der Nationalitéit par mariage.

Duerfir proposéiere mer an där Motioun: éischtens, andeem mer rappeléieren, fir dee Problem vun der Diskriminéierung tëschent heterosexuelle an homosexuelle Koppelen aus der Welt ze kréien, dass mer éischtens séier eng Gesetzgebung iwwert de Mariage homosexuel hei duerch d'Chamber bréngen an dass mer dann am Kader vun der Reform iwwert d'Nationalitéit fir sämtlech…

(Interruptioun)

Dat weess ech. D'Motioun geet jo net iwwert deen dote Projet, Här Biltgen. Si geet iwwert déi Reform, déi mer elo geschwë wäerten diskutéieren.

Fir festzehalen, dass mer sollen natierlech dee Problem vum Mariage blanc probéieren ze léisen, dass mer awer gläichzäiteg no der Adoptioun vum Mariage pour personnes de même sexe och erëm déi Méiglechkeet aféieren, iwwert de Mariage Lëtzebuerger ze ginn. Dee Moment dann ouni Diskriminatioun fir sämtlech Koppelen, déi sech bestueden. Dat géif ville Leit villes erliichteren.

Haut ass de richtege Moment, fir dat ze soen. Fir dass deen Text, dee mer stëmmen, deen der Comtesse de Lannoy d'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt, dass dat zwar an der Form haut e Privileg ass.

Et ass e Privileg, dee mer haut maachen, awer nëmmen an der Form. Wa mer déi Motioun stëmmen, gëtt et kee Privileg quant au fond.

An et wär gutt, wann d'Chamber déi Nuance géif maachen, dass mer haut just an der Form e Privileg stëmmen a geschwënn derfir suergen, dass jiddwereen nees par mariage ka Lëtzebuerger ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la nationalité luxembourgeoise a été conférée à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy en raison de son mariage avec le Grand-Duc héritier Guillaume de Luxembourg;

- considérant que depuis la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise le mariage avec une personne de nationalité luxembourgeoise ne confère plus au conjoint la nationalité luxembourgeoise;

- estimant nécessaire que le projet de loi sur le mariage entre personnes de même sexe devra passer le parlement dans les meilleurs délais;

invite le Gouvernement

- à prévoir dans la prochaine réforme de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise une disposition qui accordera la nationalité luxembourgeoise à toute personne qui épouse une personne de nationalité luxembourgeoise.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass eng Traditioun, datt de Grossherzog respektiv der Grossherzogin hire Conjoint, datt deen d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet. An et ass doduerjer och absolut verständlech, datt déi zukünfteg Ierfgrossherzogin, och aus Traditioun, wëllt Lëtzebuergerin ginn.

Duerfir hu mer och als ADR mam Fong vum Wonsch vum Haff kee Problem, fir dem Gesetz zouzestëmmen, fir datt d'Comtesse de Lannoy d'lëtzebuergesch Nationalitéit kritt. Mä et ass natierlech eng Debatt doriwwer ze féieren, wéi et dann um juristesche Plang motivéiert sollt ginn.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir där jonker Koppel alles Guddes ze wënschen.

Ech profitéieren och, fir dem Rapporteur, dem Här Lucien Weiler, Merci ze soen, datt en…

(Brouhaha)

…hei déi ganz Problematik, déi mer an der Commission juridique diskutéiert hunn, iwwer laang Stonnen (veuillez ajouter: gutt erklärt huet). Dat gesäit no näischt aus, mä et huet awer relativ laang gedauert a mir hunn awer och eng ganz seriö Problematik opgeworf.

Datt mer hei duerch e Spezialgesetz, beim allgemeine Gesetz eng Ausnahm virgesinn, dat ass eppes, wat, loosse mer soen, an der Éischt net esou kloer wor, well d'Regierung hat e Gesetzesprojet déposéiert, wou keen Exposé des motifs dra wor, an der Éischt. Du koum en Exposé des motifs eran, wou ech mech emol heiansdo gefrot hunn, ob dat vläicht e bëssel che séier an der Vakanz geschitt war; dat hätt ee kënnen évitéieren. An duerfir ass bei ons mat Recht eng Debatt entstanen, wéi mer déi ganz Problematik sollten do ugoen.

D'Motivatioun, fir iwwer e Spezialgesetz enger Persoun d'lëtzebuergesch Nationalitéit ze ginn, dat ka sech aus dem normalen Nationalitéitegesetz erginn, wéi mer et elo schonn hunn. Duerfir wor d'Iddi opkomm, datt dat kéint fir Servicer, déi d'Comtesse de Lannoy dem Land ginn hätt, wann dat…

(Interruption)

…de Lannoy, ginn huet, hätt ee kënnen dat eleiten akzeptéieren. Mä, vu datt dat awer net de Fall ass, ass also déi zweet Optioun zréckbehale ginn. Dat heescht, datt dat eleiten op d'Demande vun der Regierung a vun der Comtesse geschitt ass.

Dat schéngt ons op jiddwer Fall déi richteg Motivatioun ze sinn. Et kann een och virgesinn, datt se reng, en théorie, mä et ass awer d'Méiglechkeet, datt se kéint d'Régence kréien, wa se bestuet wier. Wann de Grand-Duc, den Här Guillaume…, de Guillaume géif stierwen a si hätten e Kand, da kéint esou eppes och nach theoretesch zu enger Régence féieren. Obwuel dat nach wierklech nuren eng Hypothees ass, déi awer ganz schwéier ze realiséieren ass a wat mer och - bien entendu - net wënschen. Mä et ass eng theoretesch Possibilitéit, déi ee muss virgesinn.

Mä dat justifiéiert awer nach net onbedéngt d'Gesetz. An duerfir si mer och alleguerten, iwwer all Parteien, d'accord gewiescht, fir nach eng Kéier eng Debatt ze féieren iwwert déi Aart a Weis, wéi mer aus esou Situatiounen, wann eng Persoun soll d'lëtzebuergesch Nationalitéit op Demande vun der Regierung kréien, datt mer dat dann eng Kéier diskutéieren an dann am Gesetz preziséieren.

Et gëtt eng zweet Problematik, déi ech wollt awer och nach opwerfen. Dat ass, datt mer hei enger Persoun d'lëtzebuergesch Nationalitéit ginn, déi deen Ablack nach net mat dem Ierfgroussherzog bestuet ass. Duerfir, mengen ech, hu mer och zréckbehalen, datt mer d'Regierung froen, datt d'Gesetz eréischt sollt publizéiert ginn den Datum, wou d'Bestietnis effektiv gëtt. Dat schéngt jo och elo esou den Accord ze sinn. Ech wollt just nure froen, ob dat esou an der Rei ass.

An deen drëtte Punkt, deen an der Debatt stoung, dat ass, datt mer eng Reform vum Nationalitéitegesetz musse seriö an d'A faassen. Déi Propositiounen, déi d'Regierung do gemaach huet, déi sinn net iwwert de Fong, mä, ech géif soen, éischter technescher Natur. Well effektiv ganz vill vun deene Punkten, déi opgeworf gi sinn an deem Rapport, dee mer gesinn hunn, éischter iwwer kleng Modalitéiten ze dinn hunn, wou et heiansdo Ongerechtegkeete gëtt ënnert der Behandlung vun deenen eenzelnen Demandeuren.

Zum Beispill ass eppes, wat ech ni richteg fonnt hunn, dat ass, datt eng Persoun, déi hiert ganzt Liewen hei zu Lëtzebuerg wor an op eng Kéier aus beruffleche Grënn an d'Ausland geet, muss goen, datt déi op eng Kéier net méi déi lescht siwe Joer hei zu Lëtzebuerg wor an dann d'lëtzebuergesch Nationalitéit net ka kréien, während de Rescht vun hirer Famill d'lëtzebuergesch Nationalitéit ka kréien.

Do gëtt et e puer Saachen, déi manifestement enger Reform bedierfen. An duerfir ass dat och néideg, datt mer op dee Wee do ginn. Dat gesot, mengen ech, datt dat eleiten awer e Gesetz ass, wat mer wëlle matdroen, well et enger Traditioun entsprécht. An ech mengen, dat ass vläicht elo kee juristescht Argument, mä et ass awer dat, wat ganz vill Leit hei am Land och esou gesinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Dir Dammen an Dir Hären. E Professer vum Verfassungsrecht, den Här Luc Heuschling vun der Uni Lëtzebuerg, huet sech an der Press virun enger Zäit eng Rei vu Froe gestallt iwwert d'Legitimitéit vun der Monarchie. Dat war virum Dépôt vun dësem Projet de loi. An ech mengen net, dass d'Legitimatioun vum Haff an der Zwëschenzäit, zënter dem Dépôt hei, geklommen ass.

Eng Rëtsch Deputéierte stelle sech hei Froen iwwert d'Opportunitéit vun dësem Gesetz. Doriwwer eraus mengen ech awer, dass ee sech muss d'Fro stelle vum verfassungsméissegen a gesetzméissege Kader vun esou engem Gesetz. Et gëtt hei vu Cadeau geschwat. Et gëtt vun Traditioun geschwat. Mä ech wëll d'Fro opwerfen: Ass dat Gesetz hei konform mat eiser konstitutioneller Situatioun?

A wéi d'Regierung an d'Regierungsparteie wanken an där Fro do an net wëssen, op wat fir engem Fouss se sollen danzen, juristesch gesinn, dat gesäit een duerch déi ganz Aarbechte vun där Kommissioun ëm dat Gesetz hei.

Am Joer 2008 ass nämlech d'Nationalitéitefro souwuel an der Verfassung wéi an engem Gesetz, wat den allgemenge Kader setzt, kloer geregelt ginn. D'Nationalitéit ze kréien ass e Recht ginn, wann ee gewësse Bedéngungen erfëllt. Et ass och e Recht ginn, wat ee kann akloen. Domadder ass der Chamberwillkür, déi virdru bestanen huet, fir hanner zouenen Dieren ze décidéieren, ob ee Lëtzebuerger gëtt oder net, e Rigel virgeschobe ginn. Ech fäerte just, hei gëtt de Rigel erëm opgemaach an engem eenzelne Fall.

Et ass deemools festgehale ginn an der Verfassung selwer, dass d'Gesetz d'Konditioune fixéiert, fir Lëtzebuerger ze ginn, „la loi fixe les règles". A wann ech soen „règles", da mengen ech allgemeng Regelen, déi gëllen, op d'mannst fir eng bestëmmte Kategorie vu Leit.

Dat ass awer hei net de Fall. D'Nationalitéitegesetz vun 2008, fir et nach eng Kéier kuerz ze résuméieren, gesäit vir, fir d'Allgemengheet vun de Leit, Residenz- a Sproochebedéngungen. An ausnahmsweis kann een nach duerch d'Chamber Lëtzebuerger gemaach ginn, wann ee Servicer, Services signalés à l'État geleescht huet.

Fir dozou ze kommen, gëtt et zwee Weeër: entweder op eegen Demande oder op Propositioun vun der Regierung. Esou e Spezialgesetz, wat op deene Bestëmmunge vum Artikel 8 vum Gesetz vun 2008 baséiert hätt, ass et awer zënterhier ni ginn. Och emol net fir Sportler, wéi d'Leit heiansdo dobausse mengen.

An an dësem Fall, wou et jo ëm e Bestietnis geet, ass de Bezuch op Services rendus à l'État, an domadder Bezuch op d'Gesetz vun 2008, ganz kloer net zréckbehale gi vun der Kommissioun, och net vum Statsrot.

Domat ass emol dat éischt Argument vum Här Biltgen, fir dat Gesetz hei ze justifiéieren, ausser Kraaft geroden. Och säin Ëmwee iwwert d'Allégeance, also d'Ënnerwerfung vun der Braut ënnert de Souverain, déi hei proposéiert ginn ass als Erklärungsmuster, ass zréckgewise gi vun der Kommissioun. An ech mengen, och wann den Här Minister haut de Contraire seet, säin intellektuelle Bezuchskader do…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech stellen hei fest, dass ech als Deputéierten zu enger wichteger verfassungsméisseger Fro wëll schwätzen. Ech iwwerschreide meng Riedezäit ëm eng bis zwou Minutten. Ech bieden Iech, mer déi Riedezäit ze ginn. Et geet hei ëm eng Prinzipiëfro schliesslech.

Also, ech mengen, dass den Här Biltgen, an ech kann och nach eng Kéier herno dorobber zréckkommen, nodeem den Här Biltgen geschwat huet, ganz kloer sech bezunn huet op de Kader vum Souverain, wéi et 1919 sech gestallt huet. Dat heescht, de Souverain, de Chef de l'État deemools. En huet sech bezunn op e Buch vum Här Scuto, wou ganz kloer dee Kontext doraus ervirgeet.

De Souverain ass awer a war och schonn 1919 d'Natioun. An de Grand-Duc muss sech zënterhier der Verfassung an de Gesetzer ënnerwerfen. An ech verlaangen näischt méi, wéi dass en dat och an dësem Fall hei mécht.

An ech muss soen, och déi Erklärung vun der juristescher Kommissioun iwwert d'Identifikatioun vun der Madame de Lannoy mat hirer zukünfteger Roll als Fra vum Ierfgroussherzog a mam Lëtzebuerger Vollek ass net méi plausibel wéi dat Erklärungsmuster virdrun. Well och déi Erklärung geet aus kengem Text ervir.

D'Madame huet jo emol iwwregens nach net Jo gesot virum Här Bettel.

(Interruptions)

Et gëtt hei mat dësem Gesetz, Här President, keng allgemeng Regel geschafen, fir d'Nationalitéit ze kréien. Et gëtt keng Catégorie de personnes identifiéiert, déi no gewëssene Regelen an Zukunft d'Lëtzebuerger Nationalitéit wäert kréien.

Neen, hei ass e Cadeau fir eng eenzel Persoun, dee keng Begrënnung fënnt an den Texter, wéi mer se virfannen. An och, wann d'Chamber e Pouvoir souverain huet, huet se awer net, menger Meenung no, de Pouvoir souverain, sech iwwert d'Verfassung ewechzesetzen, déi kloer seet, dass e Gesetz muss Regele fixéieren, fir d'Nationalitéit ze kréien.

An der Kommissioun…

M. le Président.- Här Urbany, Dir hutt awer elo méi wéi dat Duebelt…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. le Président.- …scho kritt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech sinn och ganz séier fäerdeg.

M. le Président.- Wann ech gelift, kommt elo wann ech gelift zum Schluss!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech sinn och ganz… Eemol an der Kommissioun huet en Deputéierte gesot, dat hei wier lachhaft, déi Argumentatioun. E wäert awer, mengen ech, hei derfir stëmmen. Ech mengen, wa mer hei dat Gesetz stëmmen, diskreditéiere mer eis als Chamber selwer. A grad an deem Moment, wou d'Regierung versicht, d'Verfassungskommissioun ze bremsen, déi dem Haff säi Recht wollt ofschafen, als Matgesetzgeber opzetrieden, wat en awer hei an eegener Saach op eng onverschimmten Aart a Weis mécht! E mécht et iwwregens och am Statsrot iwwer e Familljemember vun him, deen do mat déi Décisioun hei geholl huet, wat den Avis vum Statsrot ugeet.

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst elo…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dofir hu mer och…

M. le Président.- …wierklech…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech kommen elo op de leschten…

M. le Président.- Neen, wann ech gelift! Dir sidd elo iwwer sechs Minutten. Esou geet et net! Mir hunn awer hei eng Riedezäit, déi muss respektéiert ginn. Ech bieden Iech, elo Schluss ze maachen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech mengen, dass Äert Riedezäitsreglement iwwregens och verfassungswiddreg ass. Dorop kommen ech och nach vläicht eng Kéier zréck.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Maacht e Recours! Dofir gëtt et Geriichter!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà! D'Fro, mengen ech, vun der Demokratie a vun der Gläichheet virum Gesetz an d'Fro vum Géigeprinzip dozou, dat heescht d'Monarchie, ass mat deem heite Gesetz net evakuéiert. Ech mengen, déi Fro lieft erëm op, lieft erëm op no där Debatt hei! A mir musse se féieren, och am Zesummenhang mat der neier Verfassung, déi amgaangen ass, diskutéiert ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass esou: Wann d'Chamber dënschdes mëttes fir d'Éischt opgeet, da si virdrun alt grouss lessen an dann ass deen een oder deen aneren aneschters a Form wéi deen aneren. Et deet mer e bësse leed, dass hei verschidde Riedner awer net grad der Héicht vun der Debatt Rechnung gedroen hunn, well et ass eng wichteg Debatt! An ech wäert mech och dofir net mam Här Urbany auserneesetzen.

Et kann ee meng intellektuell Integritéit ugräife wéi ee wëllt, Här Urbany. Dir sidd jo hei, Dir dierft jo soen, wat Der wëllt, ouni dass ee géif géint Iech viru Geriicht virgoen. Mä mir virzewerfen, ech hätt mech virun 1919 gesat, dat, muss ech soen, dat ass esou wéi et ass! Dat ass elo alles, wat ech zu Iech soen, well méi hutt Der net verdéngt!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Leit, déi de Freideg derbäi waren…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Et sinn dräi Saachen, et sinn dräi Saachen…

M. le Président.- Här Urbany, loosst elo wann ech gelift den Här Minister schwätzen!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Et sinn dräi Saachen, déi ee muss an där heiter Debatt kucken: d'Geschicht, den Droit an d'Politik. An et muss een déi dräi och auserneenhalen.

D'Geschicht ass esou, an do muss een einfach op den Ursprong vu Lëtzebuerg zréckgoen. D'Geschicht ass d'Geschicht. Wann een d'Geschicht kuckt, dann heescht dat net, dass een dat an Zukunft net soll aneschters gesi wéi an der Vergaangenheet. Mä et kann een net maachen, wéi wa mer keng Geschicht zu Lëtzebuerg gehat hätten.

An déi Fro, dass een, dee Conjoint vun engem Grand-Duc oder enger Grande-Duchesse ass, deen also kann zum Beispill e Régent ginn - déi eenzeg Régente, déi mer haten, war effektiv

eng Conjointe vun engem Grand-Duc -, dass dee bis elo ëmmer Lëtzebuerger sollt sinn an ëmmer gewënscht war, Lëtzebuerger ze sinn, ma dat geet op eng laang Geschicht zréck.

An dëser Chamber waren 1919, wéi et ëm d'Nationalitéit vum Prënz Felix goung, gréisser Debatten, ganz grouss Debatten. Woufir? Ënner anerem, well de Prënz Felix an der éisträichescher Arméi gekämpft huet. An dat war eng Fro, déi sech hei gestallt huet: Wat mécht deen, wann en hei - an deemools war Lëtzebuerg jo nach neutral, dat huet jo ganz vill Problemer och am Éischte Weltkrich mat sech bruecht -, wat mécht deen, wann deen Éisträicher ass an net Lëtzebuerger? An dat ware länger Debatten, déi den Här Scuto a sengem ganz remarquabele Buch och gutt beschreift.

Déi zweet Fro, déi sech gestallt huet, déi huet sech nämlech net gestallt. Wéi de Grand-Duc Jean d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte bestuet huet, dunn huet d'Fro sech net gestallt. Woufir? An och dofir ass et wichteg, wann ee seng Geschicht kennt: well déizäit d'Gesetzer esou waren, dass, wann een - an dat huet fir Lëtzebuerg an d'Belsch gezielt, mä fir vill aner Länner och -, wann een, eng Fra, e Mann bestuet huet, dann huet se hir Nationalitéit verluer an dem Mann seng kritt.

Dat erkläert iwwregens och, woufir mer esou vill Leit hunn, déi hir Nationalitéit wëlle recouvréieren: well ee vun hire Virfahren am Ufank vum Jorhonnert ee bestuet huet, deen eng aner Nationalitéit hat an doduerch d'Fra d'Nationalitéit verluer huet an d'Kanner ni d'Nationalitéit vun der Fra konnte kréien, vun der Lëtzebuerger Fra.

Et muss een, och wa mer op déi Debatt elo kommen, déi ech amgaange sinn ze lancéieren, dat och am Kapp hunn: dass villes sech duerch d'Geschicht erkläert. An dofir soll een ëmmer an Zukunft nei Weiche stellen, mä et muss een awer wëssen, woufir dat an der Geschicht eng Kéier esou komm ass.

Dunn huet d'Fro sech also net gestallt, beim Grand-Duc Jean a bei der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte. Beim aktuelle Grand-Duc Henri, do war et esou, dass deemools d'Maria Teresa konnt optéiere fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit, well déizäit gesot ginn ass: Wann een ee bestit - do war d'Gesetz geännert, do huet een also net méi d'Nationalitéit vum Mann automatesch kritt a seng verluer -, ass gesot ginn, wann een ee bestit, da kann een optéiere fir d'Nationalitéit, ouni weider Conditions de résidence.

Dunn huet d'Fro sech hei gestallt - dofir sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass awer eng Partie Leit, déi deemools hei ware '94, sech net méi kënnen drun erënneren -, d'Fro huet sech du bei der Prinzessin Sibilla Weiller gestallt, déi de Prënz Guillaume - deen anere Prënz Guillaume, de Brudder vum Grand-Duc - bestuet huet. Dunn huet sech '94 déi Fro hei gestallt. A woufir? Majo, well och d'Sibilla duerch hire Mann, deen an der Trounfolleg ass, theoretesch kéint Régente ginn. An och deemools ass genee déiselwecht Prozedur komm.

Dofir soen ech, wann elo d'Leit haut iwwerrascht sinn, dass keen Exposé des motifs derbäi war, muss ech just soen, mir hu copy-paste gemaach vun deem, wat '94 de Fall war: Do ass den Dossier ouni Exposé des motifs, mat enger Note un de Conseil d'État, hei an d'Chamber komm an en ass hei an der Chamber gestëmmt ginn. Just war et déizäit huis clos, wou e gestëmmt gouf, an net an enger öffentlecher Debatt. Wat haut aneschters ass: dass eng öffentlech Debatt do ass, wat ech absolut net regrettéieren.

Ech wëll just soen, dass een net ka maachen, wéi wann elo hei d'Regierung iergendeppes Neies gemaach hätt. D'Regierung huet strikt copy-paste dat gemaach, wat se '94 gemaach huet, wou keen eppes deemools drun ze meckere fonnt hat. D'Sibilla war nämlech dunn enger anerer Gesetzgebung ënnerworf wéi de Grand-Duc Henri an d'Grande-Duchesse Maria Teresa. Nämlech huet dunn d'Gesetz gesot: Du kanns, wann s de ee bestiits - e Lëtzebuerger -, Lëtzebuerger ginn, awer eréischt, wann s de dräi Joer hei wunns. An dofir ass déi Exceptioun komm.

Déi Exceptioun ass och komm vun enger Bestëmmung, déi et schonn an den 30er Joren an de Gesetzgebunge gouf, déi dunn d'68er Basisgesetz iwwerholl huet an déi dat heitegt Gesetz och besot huet: nämlech, dass kann, ouni dass eng Demande virläit - an et ass dee Fall, op deen et ëmmer gemënzt gouf, et ass deen eenzege Fall, wou et agetratt ass -, dass d'Regierung kann, ouni dass eng Demande do virläit, der Chamber virschloen, dass ee Lëtzebuerger gëtt.

Elo muss ee wëssen - an dat ass awer hei gesot ginn -, elo muss ee wëssen, dass fréier de Prinzip war, dass d'Chamber iwwer all eenzelt Gesetz ofgestëmmt huet, an dofir ass dat iwwerhaapt net géint d'Verfassung! Et war fréier esou, dass all Naturalisatioun en eenzelt, individuellt Gesetz war. Sou war dat fréier!

De grousse Paradigmewiessel vum Gesetz vun 2008, méi wéi nach déi sougenannten duebel Nationalitéit - déi keng duebel Nationalitéit ass -, mä méi nach wéi déi sougenannten duebel Nationalitéit war de Paradigmewiessel vun 2008, dass net méi d'Chamber all eenzelne Fall, an dann heiansdo een aneschters wéi deen aneren, notamment wat d'Lëtzebuerger Sprooch ubelaangt, gekuckt huet, mä dass hei de Justizminister eigentlech d'Décisioun hélt. An dat opgrond vu Kritären, déi gekuckt ginn, déi duerch d'Gemenge gekuckt ginn, déi duerch d'Pabeiere gekuckt ginn, déi duerch Sproochentester gekuckt ginn a wou, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, de Justizminister Jo seet, a wa se net erfëllt sinn, Nee seet.

Dat war dee grousse Paradigmewiessel. An eleng doduerch geet et elo vill méi séier wéi fréier, wou oft Dossieren éiweg hei louchen.

De Gesetzgeber vun 2008 huet allerdéngs...

(Interruption)

Dach, dach, dach! Liest d'Buch vum Här Scuto no!

De Gesetzgeber huet 2008 dunn am Gesetz - an ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck - fälschlecherweis, soen ech, mä herno ass ee jo ëmmer méi klug wéi virdrun, drageschriwwen, dass de Gesetzgeber kann Ausnahme maachen. An do kommen ech nach eng Kéier drop zréck, dass ech mengen, dass dat eigentlech net néideg ass: Well de Gesetzgeber kann ëmmer Ausnahme maachen, well de Gesetzgeber ass souverain, soulaang en d'Verfassung respektéiert.

Mir hunn also dofir dës Kéier bei der Demande vun der Prinzessin Stéphanie genee déiselwecht Prozedur gewielt wéi deemools. Do wëll ech just soen, dass ee kann driwwer diskutéieren, ob dat richteg ass. Mä et kann een net soen, dass elo op eemol d'Regierung aus heiterem Himmel iergendeppes gemaach hätt, wat se fréier net gemaach huet. An dofir muss een d'Geschicht als Geschicht kucken, an da muss ee kucken: Wat wëllt een an Zukunft änneren? Dat zur Geschicht.

Zum Droit muss ech einfach hei soen, dass ech net kann akzeptéieren, wann een hei behaapt, de Grand-Duc wär de Souverain. Dat ass zënter 1919 net méi de Fall! An dofir kann ech dat net akzeptéieren, dass hei e Jurist dat op der Chamberstribün seet.

Ech kann och net akzeptéieren, dass hei gesot gëtt, mir hätten d'Prinzessin Stéphanie, wéi den Här Bettel dat gesot huet, „pour services rendus" hei proposéiert.

(Interruption)

Mir hunn d'Prinzessin Stéphanie hei proposéiert, mir hunn hei proposéiert opgrond vun dem drëtten Alinéa vum Artikel 8, nämlech deem, dass ouni eng Demande d'Regierung kann d'Chamber froen. An d'Chamber ass ëmmer souveraine, d'Chamber ass ëmmer souveraine...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bettel lech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hunn dem Här Minister gesot, dass mer et der Prinzessin Stéphanie am Fong haut kéinte fir Services rendus maachen, well mer alleguerte festgestallt hunn, dass deen Text net gutt war, Här Minister. Ech hunn net gesot, dass dat heiten elo de Fall wär. Ech hu gesot, dass mer haut dem Stéphanie kéinte pour services rendus..., well deen Text, wéi mer alleguerten elo gemierkt hunn, schlecht ass. Dat hunn ech gesot an ech stinn nach ëmmer dozou!

M. le Président.- Dat war zwar elo keng Fro, Här Bettel.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Dann ass et...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech kréien hei Wierder an de Mond geluecht, déi ech net gesot hunn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Dann ass et gutt, dass ech...

M. le Président.- Här Minister, fuert virun!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Dann ass et gutt, dass ech scho Lëtzebuerger sinn, well ech hunn zënter dem Mäerz d'lescht Joer drop higewisen, dass ech wëll eng Debatt féieren iwwer all déi Punkten, déi mer mengen, déi am Gesetz musse geännert ginn. Dat war iwwregens, Här Braz, nach ier dass ech iwwerhaapt wousst, dass et do zwee jonk Leit gëtt, déi géife sech eng Kéier matenee bestueden a mat deenen ech eng Kéier juristesch eppes ze dinn hätt.

Dann, dat Drëtt ass, de Gesetzgeber ass ëmmer souverain. Gott sei Dank hu mer e Verfassungsgeriicht. Ech wëll deem Verfassungsgeriicht (veuillez lire: Verfassungsriichter) jo och méi Pouvoir ginn, andeems ech eng Cour suprême wëll schafen an domadder aféieren, dass och deen eenzelne Riichter kann d'Verfassung préiwen an d'Cour suprême eigentlech dat lescht Wuert huet. Mä et ass wichteg, dass mer d'Verfassung kontrolléieren. Dat heescht, de Gesetzgeber kann alles maachen, wat e wëllt, wann et net géint d'Verfassung verstéisst.

Dofir mengen ech och, dass eigentlech déi Artikelen 2 an 3 iwwerflësseg sinn, well de Gesetzgeber kann ëmmer hei eng aner Décisioun huelen. De Minister muss sech un d'Gesetz halen. Mä de Gesetzgeber heibannen - d'Chamber - kann op Demande vun der Regierung, mä och op Demande vun engem eenzelnen Deputéierte kéint hei d'Chamber iergendengem d'Lëtzebuerger Nationalitéit ginn, pourvu dass se effektiv de Kritäre vum Verfassungsgeriicht Rechnung dréit.

An hei huet den Här Weiler a sengem ganz remarquabele mëndleche wéi och schréftleche Bericht dat ganz kloer gesot. Mir hunn nëmmen eng „Grande-Duchesse héritière". An aus deene Grënn, déi ech aus der Geschicht gesot hunn, wou ech awer nach politesch drop zréckkommen, ass et schonn ubruecht, fir do en Ënnerscheed ze maache mat iergendengem aneren, dee wëllt Lëtzebuerger ginn. Et ass bis elo ëmmer esou ugeholl ginn, dass een, dee kann d'Lëtzebuerger Land regéieren, dass deen och soll Lëtzebuerger sinn. An ech mengen, dat ass och déi Ursaach, déi hei richteg geholl ginn ass.

Dofir mengen ech, wann ech op dat Politescht kommen, dass mer eng Partie Saache sollen diskutéieren. Déi Fro, déi haut opgeworf gouf, déi ganz interessant ass, fir ze froen: Muss een, dee kann d'Lëtzebuerger Land eng Kéier regéieren, wat jo net ausgeschloss ass - et muss net kommen, mä et ass net ausgeschloss -, muss dee Lëtzebuerger sinn oder net? Eng Partie Parteien hunn hei däitlech gesot, e muss net Lëtzebuerger ginn. Da soen ech awer, da musse mer eis awer d'Fro stellen...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also net de Statschef selwer, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Jo, mä e Régent, een, dee ka Régent ginn...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also déi Fro vun der Régence, mengen ech, hu mer ganz gutt geléist an eiser neier Verfassung.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Jo, mir hunn awer déi nei Verfassung net, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen, ech gesinn och net, dass muer de Grand-Duc soll ewechfalen an dann de Grand-Duc...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Ech och net. Et wier och net...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...an dann de Grand-Duc héritier soll ewechfalen, fir dass déi dote Fro sech iwwerhaapt stellt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Et ass eng theoretesch Fro. Et ass eng theoretesch Fro, déi ee muss kucken.

An dann, wann ee seet, dass een, dee ka Régent ginn no der aktueller Verfassung - ech hunn déi aktuell Verfassung ze respektéieren; ech hëllefen awer gär mat, eng nei ze maachen, wéi Der wësst -, mä déi aktuell Verfassung, wann ee seet, een, dee ka Régent ginn, muss net Lëtzebuerger ginn, da musse mer eis awer d'Fro stellen, ob mer net dee ganze Statsdéngscht awer vill méi opmaache fir Netlëtzebuerger, wéi mer et bis ewell maachen. Dat ass awer eng Fro. Hei si mer an der Souveraineté nationale.

Ech wëll just soen, dass een, wann een déi dote Fro hei opwerft, dass een déi awer da muss bis zum Schluss deklinéieren an eventuell bis zum Schluss Jo soen. Et ass net onbedéngt meng Meenung, dat doten ze maachen. Mä ech soen, wann een dat hei einfach esou seet, muss een och kucken, ob een net déi aner Diskussioun weiderdreift, déi eng Diskussioun ass, déi absolut néideg ass, wéilt ech gäre soen. Ech sinn net där Meenung, dass ee sollt iwwerall, wou Souveraineté nationale ass, soen, et kommen Netlëtzebuerger. Mä wann een awer hei seet, uewen op der Spëtzt vum Stat muss een net onbedéngt Lëtzebuerger sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net bis erof deklinéiert.

Déi zweet Fro, déi sech stellt, dat ass déi: Musse mer am Artikel 8 wierklech dostoe loossen, dass de Gesetzgeber kann e Gesetz änneren? Et gëtt en ale Rechtsprinzip: „specialia generalibus derogant". Dat ass esou, e Spezialgesetz kann ëmmer en allgemengt Gesetz derogéieren, et sief dann, d'Verfassung wär dergéint. Hei gesäit d'Verfassung net, wéi op verschidden anere Punkten, eng speziell Prozedur vir, dass ee misst eng speziell Majoritéit an der Chamber hunn, wéi mer dat zum Beispill hunn, wa mer d'Circonscriptiounen, d'Wahlcirconscriptiounen änneren. Dat hu mer hei net virgesinn.

An nach eng Kéier: De Verfassungsprinzip ass, dass et muss fir déi Leit, déi am selwechte Fall sinn, d'selwecht zielen. Ech kéint mech also, wa mer déi Debatt féieren, déi ech jo ugeleiert hunn, wou ech jo en Débat de consultation wëll, Här President, wou ech no där nächster Réunioun mat der Chamberskommissioun dann och wéilt déi Froe formuléieren, sinn ech absolut bereet, déi dote Fro och ze formuléieren. Well ech mengen, dass et méi einfach ass, et steet näischt méi am Gesetz. A wann esou ee Fall sech stellt, da gëtt ad hoc doriwwer ofgestëmmt.

Ech sinn allerdéngs net der Meenung, dass ee soll soen, jiddwereen, deen an d'groussherzoglech Famill erakënnt, dee muss Lëtzebuerger ginn. Ech mengen, et muss ee schonn hei bei all Fall ofstëmmen, ob mer deen och wëllen als Lëtzebuerger oder net. Ech mengen, dass dat awer schonn eng wesentlech Fro ass vun der Chamber, déi hei d'Souverainetéit awer haaptsächlech exercéiert.

Dann en drëtte Punkt ass deen, dass Der wësst, dass ech zënter spéitstens, scho virdrun, mä zënter dem Mäerz läit eigentlech alles um Dësch, hunn ech ëmmer erëm public gemaach, iwwer wat fir eng Punkten ech wéilt hei diskutéiere mat Iech.

Ech hunn och en Internetsite opgemaach, dee ganz interessant ass. Ech hunn och d'Leit gefrot, ob se d'accord wären, dass ech géif anonym - si mussen äntwerten, déi net wëllen, dass ech hir Wuertmeldung u mech public maachen, déi maachen ech net public -, mä ech froe jiddwereen, ob en d'accord ass, dass ech dat géif der Chamber ginn. Well ech nämlech feststellen, déi Leit, déi op deen Internetsite ginn, do ginn d'Meenunge wäit auserneen, mä et ass awer eppes aneschters, soen ech och heibannen, wéi den allgemengen Tenor op rtl.lu.

Just fir ze soen, dass zum Beispill e grousse Problem effektiv d'Mariagë si vu Leit, déi dobausse bestuet sinn, wou d'Fra zum Beispill oder de Mann Lëtzebuergesch kann, mä déi net zu Lëtzebuerg wunnen. Déi mussen elo da siwe Joer hei sinn. An dofir kommen ech nach eng Kéier op déi wesentlech Froen zréck, déi ech wëll stellen.

Wa mer soen, an ech sinn derfir, dass d'Lëtzebuergescht eng wichteg Roll spillt, da muss een éischtens wëssen, dass een, dee vun engem Lëtzebuerger ofstaamt, net muss Lëtzebuergesch schwätzen. Et gëtt kee bei sengem Acte de naissance op der Gemeng gefrot, wann d'Kand vum Papp ugemellt gëtt oder vun der Mamm, meeschtens vum Papp, ob d'Kand Lëtzebuergesch herno geléiert gëtt. Et gi ganz vill Lëtzebuerger, déi vu Lëtzebuerger Ofstamung sinn, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Dat war an der Vergaangenheet esou an et ass och an Zukunft esou. Also do, wou eng Ofstamung ass, muss een net Lëtzebuergesch kënnen. Dat ass de ius sanguinis.

Dann hu mer de ius soli, wou mer effektiv 2008 gesot hunn, du muss siwe Joer zu Lëtzebuerg wunnen an du muss Lëtzebuergesch schwätzen. Wou meng Fro nach eng Kéier ass: Ass da Lëtzebuergesch schwätzen net méi wichteg wéi siwe Joer „ininterrompu"? Dat ass mäin Haaptproblem. Mir sinn net méi an där Circulatioun, mir sinn net méi an der Immigratioun vu fréier, wou s de däin Handgepäck geholl hues an du bass gewandert an da waars de an engem anere Land an du bass héchstens all Schaltjoer eng Kéier heem an deng Heemecht gaang.

Haut hu mer eng Circulatioun, eng Migration circulaire, wou mer ganz vill Leit hunn, déi hunn zu Lëtzebuerg gewunnt, schwätze Lëtzebuergesch, mä hunn net déi lescht siwe Joer - dofir ass och siwen oder fënnef mir egal -, net déi lescht siwe Joer de façon ininterrompue zu Lëtzebuerg gewunnt. Dat sinn also wesentlech Froen, déi mer eis musse stellen.

An da kënnt déi derbäi - ech hu gesot, ius sanguinis, ius soli -, an da kënnt effektiv de Mariage derbäi, wou mer 2008 ganz streng goufen, nodeems et fréier nach vill méi streng war, duerno manner streng. Wou ech och soen, dass mer sollen do nei Differenzen eraféiere beim Mariage. Ech mengen net, dass ee sollt zréckkommen a soen, du bass automatesch, wann s de ee bestiits, Lëtzebuerger. Ech mengen och, dass mer mat deenen Amendementen, déi mer zesumme gemaach hunn an der Chamberskommissioun iwwert d'„Mariages", ech wëll net soen „blancs", dat ass fir mech e schlechten Term -, ech hu „Mariages arrangés" gesinn, déi net „blancs" waren, also et ass dach heiansdo méi schlëmm -, an dass mer d'Abusë kënnen évitéieren.

Et ass awer da ganz kloer, dass mer net kënnen de Pacs op deeselwechten Niveau wéi de Mariage setzen, well de Pacs ass keng Ännerung vum État civil. Ech mengen, dass mer déi Diskussioun solle féieren, fir effektiv de Mariage méi en considération ze huelen. Well ech soen lech, mat déi meeschte Wuertmeldungen, déi ech kréien iwwert den Internetsite, si Leit, déi an deem dote Fall sinn: Wou e Mariage hunn tëschent engem Lëtzebuerger oder Lëtzebuergerin an engem Auslänner a wou d'Situatiounen total verschidde sinn a wou et ganz schwiereg ass, dann eng allgemeng Regel ze huelen, fir ze soen, dat doten ass se oder dat doten ass se net.

An dofir wéilt ech och déi gréng Fraktioun bieden, net onbedéngt op hir Motioun hei ze halen, fir haut schonn eng Décisioun virewech ze huelen, déi awer vläicht och am Wuertlaut net nuancéiert genuch ass, iwwert de Mariage, ier dass mer déi Diskussioun, deen Débat de consultation féieren.

Ech si ganz determinéiert, fir erëm de Mariage, wéi och eng Konventioun, wou iwwregens den Här Meisch mech och am Mäerz d'lescht Joer interpelléiert hat an enger Fro, wou ech gesot hunn, ma mir diskutéieren déi Fro, a wou eng international Konventioun, déi mer signéiert hunn, awer net ratifizéiert hunn, seet, mir missten dem Mariage méi Rechter araumen. Ech si bereet, dat ze diskutéieren.

Ech wär just frou, mir géifen déi ganz Debatt uerdentlech virbereeden. Mir géife se an engem ganze Siess féieren an dann och kucken, do uerdentlech Léisungen ze fannen. Well ech awer mengen, wa mer all d'Käpp zesummestrecken a mir kucke wierklech d'Realitéit, wéi se funktionéiert, an ech kennen d'Realitéit, well ech elo zënter dräi Joer e puer Dausend Dossieren all selwer ënnerschriwwen hunn. Wa mer d'Realitéit nuancéiert kucken a kucken, fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, déi sech zu dësem Land bekennen - „bekennen", ech däerf jo „allégeance" net méi gebrauchen -, mä déi sech zu dësem Land bekennen, fir déi och Lëtzebuerger ze maachen, mengen ech, wier dat gutt.

Dofir wär ech frou, wa mer dat kéinten an enger ganzer Debatt féieren, an net elo eppes ofstëmmen, wou dann elo eppes awer wahrscheinlech ofgelehnt gëtt, wou ech eigentlech bereet sinn, wierklech perséinlech engagéiert sinn, fir iwwert déi dote Fro vum Mariage frësch ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6474

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen an 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6474 est adopté par 57 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Haupert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. François Bausch) et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: M. Eugène Berger;

M. Serge Urbany.

S'est abstenue: Mme Claudia Dall'Agnol.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Motion 1

Da misste mer nach iwwert déi Motioun, déi den honorabelen Här Braz eragereecht huet, ofstëmmen. Den Här Braz freet d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo. Här President, de Minister proposéiert, dass mer haut kee Vote maachen an dass mer déi dote Fro am Kader vun där méi larger Diskussioun féieren. Bon, mir sinn domat d'accord. Selbstverständlech soll dat do diskutéiert ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass et net anodin ass, firwat dass déi Motioun grad haut awer op den Dësch komm ass. Wa mer lech richteg verstinn, Här Minister, da sidd Dir och der Meenung, dass et effektiv an déi Richtung soll goen, dass een an Zukunft iwwert de Mariage mat engem Lëtzebuerger d'Lëtzebuerger Nationalitéit méi liicht ka kréien.

Wann dat d'Stoussrichtung ass - an dat ass och, an déi déi gréng plädéieren -, dann, mengen ech, kënne mer eis am Laf vun der Diskussioun och eens ginn an da brauche mer d'Motioun net ze stëmmen. Mä mir sinn allen zwee am Wuert vun deem, wat mer gesot hunn. An et ass fir eis e wichtege Punkt, well et dann hei haut mat dësem Gesetzesprojet kee Privileg um Fong fir d'Comtesse de Lannoy bleift, mä dat do wäert och déi normal Prozedur ginn an Zukunft nees fir all déi Leit, déi sech hei zu Lëtzebuerg bestueden. An dat Zeeche wollte mer awer onbedéngt haut als gréng Fraktioun gesat hunn.

M. le Président.- Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt just zu der Motioun vun deene Gréngen och soen, wa se esou presentéiert géif ginn, kéinte mir se och net stëmmen. Well et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi sollten diskutéiert ginn. Et geet ëm d'Sprooch, et geet ëm d'Origines, mat de Grousselteren. Dat war an der Belsch…

Et ass e Pak vu Saachen, an dass een elo just dat vum Mariage eraushëlt, géif ech wierklech net opportun fannen. Ech mengen, dass déi Propositioun gutt ass, déi den Här Biltgen proposéiert huet, déi den Här Braz och elo geholl huet, fir dat an der Kommissioun ze diskutéieren a wat selbstverständlech eng Richtung ass, wou ee sollt driwwer diskutéieren.

Mä ech wëll hei kee Blankoscheck ginn, andeem mer einfach soen: „Elo Hochzäit, et ass alles an der Rei", wa mer selwer awer aus Experienz wëssen, dass et och verschidden Abusë gëtt. Dat heescht, et muss een de Pro a Kontra jugéiere kënnen. Dofir sinn ech frou iwwert déi Propositioun, fir dass et an der Kommissioun sollt diskutéiert ginn.

M. le Président.- Gutt! Ech mengen, domadder wär e groussen Accord, wann net eng Unanimitéit, fir doriwwer an der zoustänneger Kommissioun ze schwätzen. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um Internationale Währungsfong. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

10. 6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen deels passionnanten a passionéiert gefouerten Diskussioune vun de Mëtte komme mer elo nees erëm an déi batter Realitéit vun der Weltwirtschaft an hir Konsequenzen och op eist Land. Well beim virleiende Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun vun enger Statutenofännerung an ëm eng Revisioun vun de Quote-partë vun de Memberlänner beim FMI, esou wéi se an der Resolutioun 66-2 vum Conseil des gouverneurs vum 15. Dezember 2010 ugeholl si ginn.

Wann ee sech dem FMI seng Missiounen a Statuten ukuckt, da kann den FMI an enger gewëssener Zäit an ënner gewëssene Viraussetzungen a Konditioune senge Memberlänner finanziell Mëttel zur Verfügung stellen, wa se mat Problemer an hirer Balance commerciale ze kämpfen hunn. Et ass eng Hëllef, déi soll verhënneren, dass esou Länner mussen drastesch Mesuren huelen, déi souwuel den nationale wéi och den internationale Wuelstand kéinte schiedegen.

Fir dëser Missioun als Wiechter vun der Finanzstabilitéit weltwäit gerecht ze ginn, brauch den FMI finanziell Mëttelen, mat deenen hie ka schaffen. Dës Sue ginn dem FMI vu senge Memberlänner an der Héicht vun hirer Quotepart zur Verfügung gestallt. Den Niveau vun der Quote-part hänkt vun der ekonomescher Gewiichtung an engem relativ komplizéierte Calcul fir jiddwer eenzelt Land of.

Dës Quote-part definéiert och d'Gewiichtung vun de Stëmmrechter vun de Länner am Conseil des gouverneurs vum FMI an determinéiert, bis wéi een Niveau ee beim FMI ka finanziell Ënnerstëtzung ufroen. Laut de Statute vum FMI mussen op d'mannst all fënnef Joer d'Quote-parten iwwerkuckt ginn, fir sécherzestellen, dass den FMI nach iwwert déi néideg finanziell Mëttele verfügt, fir kënnen am Noutfall adequat ze intervenéieren.

Bei dësem Exercice gëtt souwuel de Besoin de financement vun de Länner wéi och d'Finanzcapacitéit vum FMI gepréift. Ausserdeem soll bei enger Revisioun och d'Stëmmgewiichtung vun deenen eenzelne Länner iwwerkuckt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Modifikatioun vun de Statuten, wéi se am Kader vun där Resolutioun 66-2 vum Conseil des gouverneurs vum 15. Dezember 2010 ugeholl gi sinn, ass engersäits d'Verdueblung vun de finanzielle Mëttele vum FMI décidéiert ginn, an anerersäits ass festgehale ginn, dass d'Quote-partë missten iwwerschafft ginn, fir dass virun allem déi ekonomesch opstriewend Länner méi eng grouss Gewiichtung géife kréien. Fir genee ze sinn, gi méi wéi 6% vun de Quote-parten zousätzlech un dës Länner transféréiert an also vun anere Länner ofgezunn.

Wat d'Verdueblung vun de Finanzmëttele betrëfft, ass dat aus der Angscht eraus geschitt, dass den FMI an dësen Zäite vun internationaler Kris an Iwwerschëldung vun de Länner net méi à même wier, senge Memberen am Noutfall adequat kënnen ze hëllefen. Dofir ginn d'Mëttelen elo op iwwer 665 Milliarden Euro opgestockt.

D'Ofännerung vun de Statuten an déi nei Opdeelung vun de Quote-parten am FMI huet fir Lëtzebuerg zur Konsequenz, dass mir an en anere Grupp vu Länner kommen, déi datselwecht Stëmmrecht genéisse wéi mir. Mir sinn elo oder mir kommen elo zesummen an e Grupp mat ënner anerem Holland, der Belsch, Israel, Bulgarien, Rumänien an der Ukraine; woubäi besonnesch fir eis d'Appartenance vun Holland an der Belsch am selwechte Grupp wichteg ass.

Wat sinn elo déi finanziell Konsequenze vun dëser Reform fir onst Land? Eng vun deene Konsequenzen huet de Finanzminister Frieden d'lescht Woch an der Presentatioun vum Budget fir 2013 ernimmt. Aktuell beleeft sech de finanziellen Undeel vu Lëtzebuerg un de Ressourcë vum FMI op 0,176%. Dat Ganzt ënnert der Form vun DTSen, sougenannten „droits de tirage spéciaux". Dës 0,176% stellen d'Équivalent vun ongefëier 497 Milliounen Euro duer. Eis Droit-de-voten, fir déi 0,176%, belafe sech awer op 0,195%.

Mat der Statutenofännerung vum FMI an där domadder verbonnener Verdueblung vun de finanzielle Ressourcen ergëtt sech fir eist Land, dass eis Quote-part vun 0,176 op 0,277% an d'Luucht geet; wat e gudde Strapp iwwert der Gréisst vun eisem Land ass, wann een et reng quantitativ kuckt, an éischter qualitative Bewäertungskritären entsprécht, déi eigentlech iwwert d'Gréisst vum Land erausginn.

An DTSen ausgedréckt, klamme mir vu 418,7 Milliounen op 1.321,8 Milliounen DTS, wat an Euroen eng Steigerung vu 497 op 1.568 Milliounen Euro bedeit. Ennert dem Strëch also eng Steigerung vun 903 Milliounen DTS respektiv 1,07 Milliarden Euro.

Wéi gëtt dës Operatioun elo finanziell geregelt? An zwar ass de Virschlag vun der Regierung, dee mer elo hei solle guttheeschen, dass ee Véirels vun der Augmentatioun vun der Lëtzebuerger Quote-part, also ronn 268 Milliounen Euro, iwwert d'Reserve vun der Lëtzebuerger Zentralbank ofgewéckelt ginn. Dës Operatioun gëtt den Objet vun enger spezieller Konventioun tëschent dem Lëtzebuerger Stat an der Zentralbank an huet keng direkt Inzidenz op eise Statsbudget.

Déi reschtlech Dräivéirels vum Betrag, also 803,7 Milliounen Euro, musse mir, also de Stat, bäisteieren. Dat Ganzt gëtt finanzéiert iwwert d'Emissioun vu sougenannte Bons de trésor, mat deem den FMI e sougenannten Droit de tirage de trésorerie zougesprach kritt. Wann den FMI dëse Bong zéie géif, da géif dëse Montant zu Laaschte vum Fonds de la dette publique goen. Vu dass de Bon de trésor eigentlech d'Contrepartie vun der net libéréierter Partie vum Kapital ausmécht an ofdeckt, kënnt et awer am Prinzip net zu esou engem Tirage.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot hat bei dësem Projet de loi keng fundamental Observatiounen. Déi héich Kierperschaft huet niewent redaktionellen Hiweiser just proposéiert, d'Reiefolleg vun den Artikelen ëmzedréien an d'Resolutioun hannert de Gesetzestext ze annexéieren, wat mir als Finanzkommissioun dann och esou décidéiert hunn.

Zum Schluss hoffen ech, dass d'Chamber gréng Luucht gëtt fir dëse wichtege Projet, well ouni déi finanziell Mëttel an d'Ënnerstëtzung vum FMI, déi bis elo an der Bekämpfung vun der europäescher Scholdekris gefloss sinn an nach wäerte fléisse mussen, wäre mir an Europa sécherlech nach net op dem Punkt, aus der Kris erauszekommen, respektiv do, wou mer eis haut befannen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a géif Iech bieden, de virleiende Projet de loi ze stëmmen.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Opfuerderung vum Rapporteur kommen ech gären no. An eis Fraktioun wäert dann och dëse Projet de loi hei stëmmen. De Rapporteur ass am Detail drop agaangen.

Et huet een e bëssen d'Impressioun, et géif hei business as usual gemaach ginn. Et ass déi 14. Révision générale, déi hei virgeholl gëtt, wat d'Opstelle vum FMI ubelaangt. All fënnef Joer - hu mer héieren - gëtt esou eng Révision générale gemaach. Mä trotzdeem gesi mer hei, datt se am Kontext vun der aktueller Finanz- a Wirtschaftskris gemaach gëtt an datt et zu awer net manner wéi dem Doublement vun de Ressource-financièrë vum FMI féiert, an do niewendrun dann och nach eng Kéier d'Représentation vun den eenzelnen État-membren ugepasst gëtt, dem Poids économique réel, wéi et sech haut da presentéiert.

Et ass och ënnerstrach ginn, datt dëse Projet de loi net eng direkt Inzidenz op d'Finanzsituatioun vum lëtzebuergesche Stat, vum Statsbudget huet, well en Deel vun deene Gelder, déi mer do mussen als Apport bréngen, iwwert d'Zentralbank wäert finanzéiert ginn, en aneren Deel iwwert d'Bon-de-trésorë wäert geliwwert ginn.

Allerdéngs musse mer wëssen, datt mer awer iergendwou ëmmer musse riichtstoen, wann iergendwou op anere Plazen dann déi Gelder do musse genotzt ginn, fir Interventioune kënnen ze maachen, an Interventiounen och emol kënne schifgoen, datt mer awer vläicht net haut, mä spéider eng Kéier eng Répercussioun op eise Budget do wäerten hunn.

Et ass e Mechanismus, deen eis jo net ganz friem ass, wou mer an der Lescht relativ vill Engagementer an déi dote Richtung geholl hunn, wéi zum Beispill beim ESM, wéi zum Beispill bei deene Griichenland-Direkthëllefen, déi mer als Lëtzebuerg iwwerholl hunn, wéi déi Engagementer och, déi Garantien am Dossier Dexia. A mer mussen eis awer iergendwou bewosst sinn, datt, wann „alle Stricke reißen", mer awer och als Lëtzebuerger Stat derfir musse geruedstoen. Soudatt mer hei iwwert dat, wat ganz schnell gesot ginn ass, „et huet keng direkt Inzidenz op de Statsbudget", ganz schnell ewechginn, mä awer spéiderhi vläicht eng Kéier kënnen iwwerrascht ginn.

An normalen Zäite sécherlech net. Mir hunn alleguerten an der Schoul geléiert: E Stat, dee kann net faillite goen. Déi lescht Méint an e puer Joer hunn eis eppes aneschters geléiert, duerfir solle mer eis däers ëmmer bewosst sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Elo kritt den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech ganz gär deene Wierder uschléissen,

déi den Här Meisch elo gemaach huet. Ech soen och dem Här Wolter villmools Merci fir e ganz komplette Rapport.

Mä dat, wat mer haut hei stëmmen, dat mécht eis scho Suergen. Mir stelle fest, datt Lëtzebuerg an enger ganzer Rei vun internationalen Organisatiounen disproportionéiert héich Bäiträg bezilt. Mir hunn hei elo zum Beispill an dem Dossier FMI festgestallt, datt d'Verhältnis tëschent Lëtzebuerg a Südkorea an de Quoteparten 1:6 ass, wat awer absolut net dem demographeschen Ënnerscheed entsprécht an och net dem Poids économique réel. Südkorea ass eng vun deene 15 gréissten Ekonomien op der Welt, do si mir awer e ganz grousst Stéck ewech.

An den Här Wolter huet mat Recht gesot: Do ass e komplizéierte Calcul, dee gemaach gëtt. Do soe mir awer: Déi komplizéiert Calculë ginn op Basis vu Formele gemaach, déi ee ka verhandelen.

Wat mir als ADR froen, ass, datt Lëtzebuerg selbstverständlech säi Bäitrag an internationalen Organisatioune leescht, awer proportionell zu deem, wat wierklech aner State maachen, an datt mer dermat ophalen, méi wéi proportional ze bezuelen, well dat ze vill e grousst Gewiicht och op eise Statsbudget huet. Dat ass vläicht gaangen an enger Zäit, wou mer vill Suen haten. Elo si mer a ganz aneren Zäiten. An och déi Bäiträg un international Organisatioune sollen deem ugepasst ginn, wat mer wierklech kënnen duerstellen a kënne leeschten.

Duerfir maache mir en Appell un d'Regierung, déi Formelen… Mir hu jo och elo grad héieren, datt zum Beispill am FMI déi Quote-partë regelméisseg nei verhandelt ginn. Mä mir mussen dat nei verhandelen an zwar am Interessi vun enger méi klenger Lëtzebuerger Participatioun. Déi nächst Kéier ass jo a fënnef Joer; hu mir héieren. Ah ben, dann ass dat d'Geleeënheet, fir et ze maachen.

Mir wäerten, well déi Verhandlung hei elo eriwwer ass, net géint dëse Projet stëmmen, mir wäerten eis awer enthalen, fir der Regierung en däitleche Message mat op de Wee ze ginn, datt déi disproportonéiert héich Kontributiounen, déi Lëtzebuerg un international Organisatioune leescht, net méi der Zäit entspriechen an datt do eng aner Démarche a méi eng verantwortungsvoll Démarche gefrot ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt och kuerz mäi Vote begrënnen, Här President.

M. le Président.- Ah! Entschëllegt, Här Urbany. Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt soen, dass ech géint dat Gesetz hei stëmmen, well den Internationale Währungsfong ass bekannt, dass e vis-à-vis vun den Entwécklungslänner an deene leschten zéng, 20 Joer deene Strukturprogrammer opgedrängt huet, déi fir ganz vill sozial Ravagen an och fir ganz vill sozial Onrou an deene Länner gesuergt hunn. Déi Entwécklung ass staark kritiséiert gi vun esou engem Ekonomist, Prix Nobel de l'Économie wéi de Stiglitz, dee selwer och an deenen Institutiounen als Direkter geschafft huet.

Do ass keng Léier draus gezu ginn. En huet fir d'UNO e Rapport gemaach, wou en eng Reform vun deenen internationale Systemer virschléit. Deem gëtt hei guer keng Rechnung gedroen. Et geet monter weider an déi falsch Richtung.

A wann ee weess, dass den Internationale Währungsfong sech och elo soll direkt an den Europäesche Stabilitéitsmechanismus amëschen, dat heescht an déi strukturell Programmer, déi zum Beispill esou Länner wéi Griichenland oder Portugal opgedrängt ginn, mat deene bekannte Resultater - et brauch ee jo nëmmen d'Televisioun ze kucken, wou et zu grousser Veraarmung vun de Bevölkerunge féiert an zu deenen néidege Protester dergéint -, da kann ee sech nëmme Suerge maachen iwwert dat, wat weiderhin do nach geschitt mat deenen Opstockungen, déi mer hei maachen, déi eis Dette de l'État wäerten an Zukunft belaaschten, awer net fir eng anstänneg Politik ze maachen, eng Politik, déi déi sozial Situatioun an de Länner géif ausgläichen, mä au contraire eng Politik ze maachen, wou déi Strukturprogrammer do um Bockel vun deene Leit, déi souwisou schonn net vill hunn, ausgedroe ginn, am Interessi virun allem vun de Banken a vum internationale Finanzsystem, deen zoustänneg ass fir déi ganz Situatioun, an där mer eis befannen.

Ech stëmmen also natierlech mat Neen hei bei deem Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech géif gären dem Rapporteur, dem Här Wolter, an deenen anere Kolleegen, déi heizou Stellung geholl hunn, Merci soen. En fait ass an den Ae vun der Regierung den FMI eng ganz wichteg international Organisatioun, déi net nëmmen an der Theorie fir eng Rei Länner zoustänneg ass, mä déi an deene leschte Méint e wesentleche Bäitrag zur Stabilitéit vun der Eurozon geleescht huet. Dat hätt ee vläicht viru Joren net gemengt.

Den FMI, deem Lëtzebuerg zënter 1944 ugehéiert, war normalerweis net do, fir an eise Regiounen ze hëllefen. Mä an enger Welt, déi zwar zesummenhänkt, hate mer och ëmmer en Intérêt drun, datt, wa Krisen op anere Plaze waren, den FMI konnt hëllefen.

An der rezenter Eurozonkris ware vill Länner der Meenung, datt et absolut noutwendeg wär, datt mer net nëmme géife mat europäeschen Instrumenter déi Kris hëllefe léisen, mä datt mer och géifen d'Expertise an d'Sue vum FMI mat kënnen asetzen. Firwat d'Expertise an d'Suen? Well den FMI ebe vill Erfahrung mat Kriseregiounen huet; an d'Suen, well domadder och déi aner Länner vun der Welt, déi net an Europa sinn, sech un der Stabilitéit vun der Eurozon bedeelegen.

Also hu mer en direkten nationalen Intérêt, fir Member vum FMI ze sinn, a mir hunn en direkten europäeschen an nationalen Intérêt, fir datt den FMI hëlleft. An ech kann Iech soen, an deene Sitzungen, déi mer an der Eurozon hunn, hélt bei all deene Programmlänner och a leschter Zäit den FMI drun deel. Nach gëschter Owend war d'Generaldirectrice vum FMI, d'Madame Lagarde, an der Sitzung vun Eurogroup, well an enger Rei vu Länner, déi fir de Moment e Programm an Europa hunn, den FMI eng ganz wesentlech Roll spillt, net fir Europa eppes ze diktéieren, mä fir eis ze hëllefen, d'Stabilitéit ze erreechen.

An deem Sënn, mengen ech, ass et nëmmen normal, datt Lëtzebuerg hei un där Revisioun vun deene Quote-parten deelhélt an un där Neistaffelung, déi soll sécherstellen, datt och déi nei Länner, déi schnell wuessen, e Wuert matzeschwätzen hunn.

Par ailleurs wëll ech soen, datt eise Bäitrag net vu Lëtzebuerg aus fräiwëlleg extra héich gemaach gëtt, mä datt dat d'Resultat ass vu Formelen, déi international festgehale ginn, an datt mir do eise Bäitrag leeschten an eisem Intérêt, net fir iergendwéi an der Welt Cadeauen ze maachen, mä well mer dat noutwendeg fannen, fir Europa an d'Finanzwelt ze stabiliséieren an eiser aller Intérêt.

Dat hei huet keng Inzidenz op d'öffentlech Schold an op den Defizit no de Regele vun der Europäescher Unioun. Et ass richteg, datt dat och fir de Moment keng Sue kascht, mä et sinn natierlech Engagementer, déi an engem „worst case"-Zeenario kéinten zum Deel spillen. Mä dat hei ass e gudde Bäitrag, deen eisem Land villes bréngt an e kascht eis budgetär fir de Moment näischt.

Mä et ass, wéi gesot, aus der Siicht vun der Regierung äusserst wichteg, datt mer den FMI ënnerstëtzen an all deem, wat e mécht. Duerfir muss een net mat all Politik an all Land oder mat all Recommandatioun vum FMI d'accord sinn. Mä eng Welt ouni FMI wier méi eng onstabel Welt, an duerfir wëlle mer dëse Projet hunn an duerfir si mer frou, datt d'Chamber dee mat breeder Majoritéit schéngt ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6445 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert (par Mme Marie-Josée Frank), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6423, den Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhésioun vu Kroatien. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

11. 6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet, wéi gesot, ëm de Bäitrëtt vu Kroatien zur Europäescher Unioun. Et ass déi éischte Kéier säit dem Bäitrëtt vu Griichenland 1981, dass en eenzelt Land, an net e Grupp vu Länner, opgeholl gëtt. An et ass och déi éischte Kéier, dass e Land no deene vill méi strenge Kritären an d'Europäesch Unioun opgeholl gëtt.

Mat dësem Bäitrëtt vu Kroatien geet e ganz laangjährege Prozess zu Enn. E Prozess vun déif gräifende Reformen a Kroatien virun allem, mä awer och an der Europäescher Unioun.

D'Perspektiven, fir der EU bäizetrieden, huet d'Europäesch Unioun deene westleche Balkanlänner am Joer 2000 opgemaach. Deemools hunn d'Europäer erkannt, dass besonnesch eng konkret Bäitrëttsperspektiv d'Länner aus der Balkanregioun dozou bewege kann, fir e Stréch ënnert d'Vergaangenheet ze zéien a frëndschaftlech Relatiounen ënnereneen ze fleegen. D'Erweiderung vun der Europäescher Unioun soll dann och derzou féieren, dass dës Regioun friddlech bleift a méi stabil gëtt.

Dës Länner gehéieren zu Europa, an dofir ass et och wichteg, dass si en Deel vun dëser Unioun ginn. De Bäitrëtt zur Europäescher Unioun ass awer keng einfach Saach, déi automatesch ofleeft. Et verlaangt vill Effortë vun de Kandidaten. Fir d'Länner vum Balkan un d'Unioun erunzeféieren, huet d'Europäesch Unioun am Joer 2000 de Stabiliséierungs- an Assoziéierungsprozess lancéiert. An deem Kader huet Kroatien dësen Accord am Oktober 2001 ënnerschriwwen, an dat ass 2005 a Kraaft getrueden.

Fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, muss e Stat déi sougenannte „Kopenhagen-Kritären" erfëllen. Dat si wichteg Kritären. Do geet et ëm:

Éischtens, déi politesch Kritären. De betreffende Stat muss stabil Institutiounen hunn. E muss derfir suergen, dass den demokratesche System an de Rechtsstat fonctionnéieren an dass d'Mënscherechter an de Respekt souwéi och de Schutz vun de Minoritéite respektéiert (veuillez lire: garantéiert) ginn.

Deen zweete Volet vu Kritäre sinn déi ekonomesch Kritären. E Kandidat muss eng Ekonomie hunn, déi fonctionnéiert an déi Fäegkeeten huet, dem Konkurrenzdrock an de Kräfte vum Maart innerhalb vun der Unioun standzehalen.

An drëttens muss de betreffende Stat d'Obligatioune vum… muss en dee ganzen Acquis communautaire komplett iwwerhuelen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Wichteg ass net nëmmen, dass déi betreffend Staten déi europäesch Gesetzgebung an hiert nationaalt Recht transposéieren, mä et gëtt och gekuckt, ob déi betreffend Reglementatiounen och effektiv an der Praxis applizéiert ginn. De Stat, dee wëllt bäitrieden, muss dann eng offiziell Demande maachen. Dat ass am Fall vu Kroatien am Joer 2003 geschitt. An no engem Joer, am Juni 2004, huet de Conseil européen Kroatien dunn de Kandidatestatus och zouerkannt.

De Bäitrëttsprozess erfuerdert, wéi gesot, vill Ustrengungen a Reforme vun de Kandidaten. Mä och d'Europäesch Unioun huet Reforme gemaach. Mam Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag huet d'Unioun eng wesentlech Verdéiwung ofgeschloss. Eng Verdéiwung, déi vu villen ëmmer als Konditioun fir eng nächst Erweiderung gestallt gouf.

Doriwwer eraus huet d'Unioun och d'Bäitrëttsprozeduren optiméiert, wat 2006 zu engem „consensus renouvelé sur l'élargissement" gefouert huet.

Wat ass do nei un där Strategie? Dat ass d'Notioun vun der Absorptiounskraaft vun der Unioun. Dat bedeit éischtens, dass séchergestallt ass, dass de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun assuréiert ass. Et muss garantéiert sinn, dass d'EU-Institutiounen handlungsfäeg sinn a bleiwen. Zweetens geet et drëms, sécherzestellen, dass d'Kandidaten à même sinn, d'Obligatioune vun engem EU-Member ze erfëllen.

En anert wesentlecht Element vun dësem erneierte Consensus ass d'Transparenz an d'Öffentlechkeet. An do huet d'Kommissioun Wuert gehalen. Et brauch een nëmmen op de Site vun der DG Élargissement ze goen, do sinn all déi Informatioune ganz kloer ze gesinn.

Ech hu virdru gesot, dass d'Opnahmekonditioune vill méi streng gi sinn, notamment wéinst engem verstäerkte Mécanisme de suivi, deen och an dësem Traité d'adhésion verankert ass. Et ass dat d'Resultat vun engem Kompromëss, deen et engersäits erlaabt huet, d'Bäitrëttsverhandlungen den 30. Juni 2011 ofzeschléissen, an anerersäits derfir ze suergen, dass Kroatien seng Reformbestriewunge bis zum tatsächleche Bäitrëtt mat därselwechter Intensitéit weiderféiert.

Den Artikel 36 vum Acte d'adhésion nennt explizit och déi Beräicher, déi besonnesch vun der Kommissioun observéiert solle ginn. Et handelt sech:

éischtens, ëm d'Engagementer vu Kroatien am Beräich vun der Justiz a vun den Droits fondamentaux. Viséiert sinn am Speziellen d'Reform vun der Justiz, d'Effikassitéit vun hirem Justizsystem, de sachlechen Traitement vu Krichsverbriechen an och d'Bekämpfung vun der Korruptioun.

En zweete Volet betrëfft de Beräich vun der Fräiheet an der Sécherheet. An do geet et ëm déi wichteg Froe vun der Gestioun vun de Grenzen, d'Coopération policiaire, d'Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit an d'Coopération judiciaire an Zivil- a Strofsaachen.

En drëtte Volet betrëfft d'Konkurrenzpolitik. A besonnesch viséiert sinn hei an éischter Linn d'Restrukturéierung vum kroatesche Stolbau an och vum Schëffsbau.

Dësen Artikel 36 beschreift och, wéi dee Suivi vun der Kommissioun fonctionnéiere soll. Deemno publizéiert d'Kommissioun weiderhin hir Rapports de suivi. An deen nächsten ass iwwregens drop an drun, publizéiert ze ginn.

Wann dann d'Kommissioun Bedenken iwwer eenzel Elementer vun dem kroatesche Reformprozess huet, ka si eng Lettre d'avertissement schécken a si kann dem Conseil virschloen, all appropriéiert Mesuren ze huelen. D'Europäesch Unioun versicht hei aus vergaangenen Erfahrungen ze léieren oder bezéiungsweis dësen Erfahrunge Rechnung ze droen.

Déi erhéichten Ufuerderunge sinn net als Schikan fir de Pays candidat unzegesinn. Si bedeiten zwar engersäits méi Ustrengunge fir de Kandidat, mä op där anerer Säit gëtt domadder séchergestallt, dass de Kandidat och wierklech all Ufuerderungen erfëllt. An dat féiert erëm zu enger méi héijer Akzeptanz bei den aktuelle Memberstaten an och besonnesch bei hiren Awunner.

Wann d'Kommissioun an de Considérantë vun hirem Avis zum Bäitrëtt vu Kroatien schreift - ech zitéieren -: «…qu'elle devrait pouvoir satisfaire aux critères économiques comme à ceux de l'acquis et être prête à adhérer à la date du 1er juillet 2013», da bedeit dat implizit, dass erwaart gëtt, dass Kroatien seng Reformbestriewunge bis zum Moment vum Bäitrëtt weiderféiere muss.

Derniewent gëtt et wéi bei där viregter Erweiderung och dräi sektoriell Clauses de sauvegarde: eng Clause générale de sauvegarde économique, eng Clause de sauvegarde, déi de Marché intérieur betrëfft, an eng am Beräich vun der Justiz, der Fräiheet an der Sécherheet.

E puer Wierder zu Kroatien, wann Der erlaabt. Kroatien ass e Land vun ongeféier 4,5 Milliounen Awunner, dat gemeinsam Grenzen huet mat Slowenien, Ungarn, Serbien, Bosnien-Herzegowina a Montenegro. D'Populatioun besteet zu bal 90% aus Katholiken. Déi wäitaus gréisste Minoritéit sinn d'Serben mat 4,5% vun der Gesamtpopulatioun.

Duerch d'Verfassungsrevisioun vum November 2000, nom Doud vum laangjährege President Franjo Tudjman, gouf de Rôle och vum President geschwächt. An e puer Méint méi spéit gouf och déi iewescht Kummer vun hirem Parlament ofgeschaaft, soudass se grad wéi mir zu Lëtzebuerg en unicaméralë parlamentaresche System hunn.

D'Aart a Weis, wéi déi verschidde Regierungswiesselen an der Vergaangenheet iwwert d'Bühn gaange sinn, mengen ech, weist, dass a Kroatien d'Demokratie fonctionnéiert. D'Land huet och en plus verschidde Phase vu Cohabitatioun matgemaach, wou de President eng aner Couleur politique hat wéi d'Regierung.

De Bäitrëtt an d'EU ass vun deene verschiddene Regierunge vum Land ëmmer ënnerstëtzt ginn an och d'Populatioun vu Kroatien war derfir: Iwwer 66% vun de Kroaten hu beim Referendum vum 22. Januar 2012 fir dëse Bäitrëtt gestëmmt.

De Fait, dass alleguer déi verschidde Regierungen an déiselwecht Richtung geschafft hunn, huet dann och bewierkt, dass politesch eppes konnt erreecht ginn. Dat alles kann een an dem Rapport de suivi vun der Kommissioun noliesen, deen d'Kommissioun am Oktober 2011 virgeluecht huet, an och am Abrëll 2012 den Zwëscherapport, déi mer och ëmmer an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt hunn an diskutéiert hunn.

D'Kommissioun stellt an deene Rapporte fest, dass déi politesch Kritären, déi ekonomesch Kritären erfëllt ginn, seet och, dass Kroatien eng funktiounsfäeg Ekonomie huet a capabel misst sinn, dem Konkurrenzdrock an de Maartkräften innerhalb vun der Unioun standzehalen. De Kritär vum Acquis communautaire, do schreift d'Kommissioun, dass den Degré d'alignement op den Acquis communautaire ganz héich ass, an 2012 am Abrëll schreift se souguer zu deem Alignement, dass se en „très bon alignement" erreecht hunn.

Kuerz nach eng Kéier déi dräi Kritären: Bei deene politesche Kritären, do ënnersträicht d'Kommissioun, dass Kroatien enorm Effortë gemaach huet, fir d'Onofhängegkeet vun der Justiz an hir Effizienz ze verbesseren. Datselwecht gëllt fir d'Bekämpfung vun der Korruptioun a vun der organiséierter Kriminalitéit. Näischt ass awer perfekt, an dofir huet d'Kommissioun ëmmer erëm Verbesserungsvirschléi, op déi ech awer elo net am Detail wëll agoen.

E weidert wichtegt Thema an deem Land ass awer och de Retour vun de Flüchtlingen an deenen déplacéierte Persounen, an d'Kommissioun notéiert, dass iwwer 130.000 Leit, déi zur serbescher Minoritéit gehéieren, zréck a Kroatien komm sinn, an dobäi stelle sech eng ganz Rei vu Problemer, wat de Logement ubelaangt, dat ass d'Restitutioun vun de Propriétéiten. Alles dat kascht net nëmme Geld, mä mécht Gesetzer néideg a virun allem eng staark Administratioun, déi déi Gesetzer ëmsetze kann, an eng effikass Geriichtsbarkeet, déi bei Litigen tranchéiert.

Aner Problemer, déi d'kroatesch Regierung och ugaangen ass, betreffen den Emploi an déi sozial Rechter, dorënner och d'Unerkennung vu Rechter, déi dës Leit virum Krich haten, zum Beispill hir Pensiounsrechter.

D'Kommissioun huet och eng ganz Rëtsch Fortschrëtter festgestallt beim Traitement vun de Minoritéiten, awer do muss Kroatien nach weider Fortschrëtter maachen, besonnesch wat d'Liewensbedéngunge vun der Roma-Populatioun ugeet, besonnesch hiren Accès un d'sozial Sécherheet, d'Schoulen an un den Aarbechtsmaart. D'Kommissioun seet och, dass Kroatien «un esprit de tolérance à l'égard des minorités» encouragéiere soll, ouni dass elo genau erkläert gëtt, wat se domadder mengt.

Et ass am Parlament - am kroatesche Parlament - och virgesinn, dass aacht Sëtz reservéiert sinn, vun deenen 151 Deputéierten, fir déi Leit aus deene Minoritéiten, an déi ginn och, d'Organisatioune gi finanziell ënnerstëtzt.

Ee vun den Haaptkritikpunkte bleift awer, dass den Emploi vun de Minoritéiten am öffentleche Secteur limitéiert ass, wat awer net esou einfach ze léisen ass, well nämlech am Moment do wéineg agestallt gëtt.

En anere Kritikpunkt, an dat war och d'Ursaach, firwat dee Prozess relativ laang gedauert huet, dat war d'Kooperatioun vu Kroatien mam Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie zu La Haye. Mä am Joer 2005 huet dunn d'Procureur général Carla Del Ponte confirméiert, dass Kroatien do géif matschaffen. Kuerz drop ass dunn och dee laang gesichtenen Generol Gotovina a Spuenien festgeholl ginn an zu 24 Joer Prisong veruerteelt ginn. Mä dat ass deemools bei verschiddene Politiker a Kroatien op Onverständnis gestouss an huet och zu heftege Protester gefouert, well fir vill Kroate war de Gotovina kee Krichsverbriecher, mä e Krichsheld, deen d'Krajina deemools - no hinnen - duerch eng legitim militäresch Aktioun erëm vu Serbien zréckerobert huet.

Alles dat weist e bëssen, firwat sech d'Kroaten an dësem Beräich schwéiergedoen hunn, jo souguer och nach wäerte weiderhi sech schwéierdinn. An dat ass awer alles net op d'liicht Schëller ze huelen, an dofir denken ech, dass et wichteg ass, weider ze kucken, wéi déi aktuell kroatesch Regierung mat deem Thema ëmgeet. Et geet nämlech net nëmmen drëms, mam TIPY zesummenzeschaffen, mä et muss een och déi Décisiounen, déi do geholl ginn, unerkennen.

D'Kroaten hunn och immens Fortschrëtter gemaach mat de Relatiounen zu den Nopeschlänner, och wann et nach heiansdo do Differenze gëtt. Dat betrëfft ënner anerem nach e puer Grenzfroe mat Slowenien, Serbien a mat Bosnien-Herzegowina, an awer och d'Fro vun den Usprëch vu kroatesche Spuerer par rapport zu der Ljubljanska-Bank a Slowenien. An och dreet Slowenien elo domadder, de Bäitrëtt vu Kroatien net ze stëmmen. Ech mengen, op déi Fro wäert de Ben Fayot herno nach kuerz agoen.

Bemierkenswäert ass awer de Prozess vun der Reconciliatioun tëschent Kroatien a Serbien, dee besonnesch duerch den Engagement vum viregte serbesche President Tadić a vu sengem kroateschen Homolog Josipović no vir bruecht ginn ass.

D'Ekonomie: Um kroatesche PIB huet d'Landwirtschaft 5% Undeel, 22% entfalen op d'Industrie an 73% op d'Servicer. Déi kroatesch Ekonomie ass eng vun deenen dynameschsten Ekonomien an där Regioun, och wann d'Kris an de vergaangene Joren d'Land net verschount huet. 2009 an 2010 war Kroatien an der Rezessioun, eng kleng Reprise vun der Ekonomie gouf am leschte Joer festgestallt, virun allem duerch déi gutt Entwécklung vum Tourismus. De Chômage-Taux läit bei ongefëier 17% a betrëfft, wéi iwwerall, besonnesch déi Jonk.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Traité d'adhésion gesäit eng Rei vu Mesures transitoires vir, vun deenen eng vun deene wichtegsten d'Aarbechtsmäert concernéiert. Déi aktuell Memberstate kënne bis zwee Joer nom Bäitrëtt Mesuren huelen, fir den Zougang vu kroatesche Bierger un hiren Aarbechtsmaart anzeschränken. Déi aktuell Memberstate kënnen dës Mesurë weider bis zu fënnef Joer nom Bäitrëtt applizéieren, an e Memberstat kann d'Mesuren nach eng Kéier zwee Joer verlängeren am Fall vu schwéiere Stéierunge vu sengem Aarbechtsmarché oder wann de Risiko dozou besteet.

De Bäitrëtt huet natierlech och Konsequenzen op d'Zesummesetzung vun den europäeschen Institutiounen, an deene Kroatien natierlech dann och vertruede wäert sinn. Kroatien huet, wéi all déi aner Länner, e Kommissiounsmember zegutt a krut zwielef EU-Deputéierter zougestanen. D'Zuel vun den Deputéierte vum Europäesche Parlament läit da bei 766. Si muss an der nächster Legislatur erëm redresséiert ginn, well den Traité de Lisbonne gesäit e Maximum vu 751 Deputéierte vir.

De Bäitrëtt vu Kroatien bedeit net automatesch de Bäitrëtt an d'Eurozon oder a Schengen. Och wann de Schengen-Acquis contraignant fir Kroatien ass, esou heescht dat net ëmmer, dass Kroatien direkt zum Schengen-Raum gehéiert. D'Grenze bleiwen also virleefeg zou, mä mir wësse par ailleurs, dass weder Rumänien nach Bulgarien bis haut dem Schengen-Raum bäitriede konnten.

Fir e Bäitrëtt zum Schengen-Raum ass eng Décisioun vum Rot vun der EU néideg an e Rapport vun der Kommissioun, dee confirméiert, dass d'Engagementer an dësem Domän agehale ginn. Kroatien muss dann d'Grenzen zu deenen dräi Länner, déi nach net an der EU sinn, sécheren, an dat si Serbien, Bosnien-Herzegowina a Montenegro. A fir dat ze maachen, brauch et vill technescht Material, Infrastrukturen, zousätzlecht Personal, Formatiounen a Kooperatioun.

Kroatien ass amgaangen, dat alles ze maachen, entre autres och mat der Ënnerstëtzung, och finanzieller Ënnerstëtzung, vun der Europäescher Unioun. Eleng 2011 gouf d'Grenzpolizei ëm 308 Leit verstäerkt, weider Grenzposte goufen opgebaut an och en nationalen Informatiounssystem fir de Grenzmanagement gouf ugeschloss.

Da kuerz zur Eurozon, och wann dat… Ech wollt zur Eurozon eppes soen, well dat eben och an der aussepolitescher Kommissioun, wéi ech de Rapport virgestallt hunn, zur Sprooch komm ass. Fir zur Eurozon ze gehéieren, muss e Stat déi sougenannt „Konvergenzkritären", déi och bekannt sinn als „Maastrichtkritären", erfëllen. Et ass also kloer, dass dat an där aktueller ekonomescher Situatioun äusserst schwiereg ass, well mer wëssen, dass souguer Eurolänner dës Kritären am Moment net méi erfëlle géifen.

Et ass och wichteg ze ernimmen, dass de Bäitrëtt zum Euro am Fong eng Obligatioun vun den EU-Memberstaten ass, natierlech nëmmen dann, wann den État membre d'Konditiounen och erfëllt an net, wéi Groussbritannien oder Dänemark, en Opt-out an där Matière duerchgesat huet.

Fir dëst Joer gëtt erëm e Réckgang vum kroatesche PIB erwaart. De Budgetsdefizit louch 2011 kloer iwwert der 3%-Grenz an d'Inflatioun ass 2012 och geklommen. De Bäitrëtt vu Kroatien zur Eurozon ass also am Moment keen Thema.

Et ass allgemeng unerkannt, dass de geneeë Suivi vun engem Bäitrëttskandidat vu wesentlecher Bedeitung ass. An deem Zesummenhang ass och déi offiziell Visite vun enger Delegatioun vun der Chamber a Kroatien Ufank Juni dëses Joers ze gesinn. D'Delegatioun vun dësem Parlament hat während där Visite ausgiebeg Geleeënheet, sech mat de politesche Responsabelen aus Kroatien ze ënnerhalen a sech e Bild iwwert d'Situatioun am Land ze maachen.

Verschidde Kritiker soen, dass de Suivi vun engem Land bis zu sengem Bäitrëtt keng Garantie duerstellt fir säi Behuelen an der Zukunft, no sengem Bäitrëtt. Et gëtt eng Partie ganz konkret Beispiller och dofir, an dofir kann een och net behaapten, esou Kritike wiere komplett aus der Loft gegraff. Deemno kann e Stat sech mustergülteg während dem Bäitrëttsprozess verhalen an duerno, wann e Member ass, op Weeër geroden, déi mat den europäesche Wäerter an domat och mat den europäeschen Texter kollidéieren.

Wann et virun der Adhésioun d'Memberstaten an d'Kommissioun sinn, déi de Kandidat suivéieren - a mir wëssen, si kënnen och intervenéieren, wann néideg -, dann ass et no der Adhésioun d'Europäesch Kommissioun als Gardienne des traités, déi derfir suergt, dass net géint d'EU-Recht verstouss gëtt. D'Kommissioun, a besonnesch och d'Madame Reding, huet an der Vergaangenheet dat öfters gemaach. Dat ass och ze begréissen, a mir vertrauen dofir der Kommissioun, wien et och ëmmer betrëfft, dass si dëse Rôle an Zukunft weiderhin am Intérêt vun der Unioun assuméiere wäert.

D'Adhésioun vu Kroatien ass also fir den 1. Juli 2013 virgesinn. D'Europäesch Kommissioun huet am Oktober 2011 e positiven Avis ofginn. Eng grouss Majoritéit vun den Deputéierte vum Europaparlament huet dem Bäitrëtt den 1. Dezember 2011 zougestëmmt. Beim Referendum am Januar 2012 hunn, wéi ech virdru gesot hunn, zwee Drëttel vun de kroatesche Wieler och hiren „Jo" gesot. D'kroatescht Parlament huet eestëmmeg am Mäerz zougestëmmt, an déi Ratifizéierungsprozedur an de Memberstate leeft am Moment op Volltouren: eelef europäesch Länner hunn d'Ratifikatioun ofgeschloss, a véier Memberstaten ass schonn eng parlamentaresch Zoustëmmung do. Et feelen - also, wa mir elo haut hei ratifizéiert hunn -, et feelen nach zéng Länner (veuillez lire: eelef Länner).

Mat der Ratifikatioun vum Traité ass de Rôle vun den nationale Parlamenter am Décisiounsprozess vun dëser Erweiderung ofgeschloss. Et ass dann un der Kommissioun an um Conseil, d'Fortschrëtter vu Kroatien ze appréciéieren an ze kucken, dass et all seng Obligatioune bis zum Bäitrëttsdatum erfëllt. Dat just nëmme gesot fir déi Leit, déi der Meenung sinn, dass d'Ratifizéierung vun den aktuelle Memberstaten dozou géif féieren, dass Kroatien géif ophale mat senge Reformefforten.

De Bäitrëtt an d'Unioun ass en Zil, wat vun de verschiddene Regierunge vum Land virugedriwwe gouf. Et ass d'Bäitrëttsperspektiv, déi de Reformprozess a Kroatien permanent a Bewegung gehalen huet, genausou wéi dat och an deenen anere Länner aus där Regioun de Fall ass. Kroatien ass e stabilt Land, et ass e Land mat enger dynamescher Ekonomie, déi zwar am Moment e bëssen a Schwieregkeeten ass, mä wéi eng Ekonomie ass dat an dësen Zäiten am Moment net?

Kroatien huet sech dee Bäitrëtt erschafft a voll a ganz verdéngt, an déi Länner, déi elo Member sinn, kënne sech drop freeën, dass de Friddensprojet Europa u Bedeitung gewënnt. De Bäitrëtt vu Kroatien soll awer och dozou féieren, dass d'Memberen erëm erkennen - dass d'Memberlänner, déi aktuell Memberlänner erëm erkennen -, wéi wichteg Europa fir ons alleguerten ass. Et gëtt keng reell Alternativ zum europäesche Projet, fir kee Land hei an Europa, an dofir solle mer hëllefen, Europa weiderzebréngen, mat deemselwechten Enthusiasmus wéi d'Länner, déi wëlle bäitrieden.

Duerch d'Ratifikatioun vum Traité d'adhésion wäert d'Stabilitéit an der Regioun zouhuelen. Duerch d'Zoustëmmung haut sende mir natierlech och e Message un déi Länner an der Regioun, dass, wa si hir Aufgaben doheem maachen, da steet d'Unioun zu hire Wierder an hält hinnen d'Dier op.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen Iech Merci fir dee ganz exhaustive Rapport a ginn dann d'Wuert weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn also haut hei zesummekomm, fir iwwert de Bäitrëtt vu Kroatien an d'Europäesch Unioun ofzestëmmen. Laut EU-Regelwierk huet déi Décisioun am Viraus missen à l'unanimité vun alle Memberstate vun der EU matgedroe ginn, an eng éischt Hürd hunn d'Länner vun der Europäescher Unioun deemno den 9. Dezember 2011 geholl, andeems d'Bäitrëttsofkommes zesumme mat Kroatien ënnerschriwwe ginn ass.

D'kroatescht Vollek huet sech dunn uganks 2012 an engem Referendum ganz kloer zu der Europäescher Unioun bekannt. Et ass also elo um lëtzebuergesche Parlament, wéi dat scho vun zwielef aneren nationalen Instanze virgemaach ginn ass, dësen Accord ze ratifizéieren.

Op dëser Plaz sief dann drop higewisen, dass Kroatien net eréischt zënter gëschter Kandidat ass, fir der EU bäizetrieden: 2003 huet Kroatien seng offiziell Demande gestallt, zënter 2005 huet sech dëst Land engem regelméissege Monitoring vun der EU missen ënnerzéien, fir ze kucken, ob d'Kopenhagener Kritären och richteg ëmgesat ginn, an och eventuell op méiglech Réckstänn hinzeweisen. Eréischt duerno sinn déi eigentlech Verhandlunge fir de Bäitrëtt ugelaf.

Enn 2011 huet den EU-Rot de Bäitrëttsvertrag ofgeseent.

Wann dann alles riichtgeet, däerf sech Kroatien da vum 1. Juli 2013 un als 28. Memberstat vun der EU gesinn, also bal zéng Joer no sengem Bäitrëttsgesuch. Et däerf also kee behaapten, dass e Bäitrëtt an d'EU esou mir näischt, dir näischt décidéiert gëtt. Déi Länner, déi wëllen an d'Unioun kommen, musse sech ellen um Rimm rappen - dat ass och net vu Muttwëll -, fir dann déi néideg Konditiounen ze erfëllen.

Sou huet Kroatien dann och mat Ausnahm vun e puer Iwwergangsregelen de sougenannten

„Acquis communautaire“ iwwerholl, dat wëllt heeschen, de ganze juristesche Korpus u Regelen.

Wat elo d'Efforten a sengem Pouvoir judiciaire ugeet, bleift virun allem ervirzesträichen, dass verstäerkt an d'Onofhängegkeet vun der Justiz gradesou wéi an d'Bekämpfung vun der Korruptioun investéiert gouf. D'Verfassungsreform vum 28. Februar 2001 huet de parlamentaresche Charakter gestäerkt an de Pouvoir présidentiel limitéiert.

Éier mer eis awer elo iwwert de Bäitrëtt ausschwätzen, mengen ech, ass et awer wichteg, sech d'Fro ze stellen, wat dëse Bäitrëtt fir Europa bedeit, fir eist Land, mä natierlech och fir Kroatien selwer.

Fir d'Europäesch Unioun bedeit dëse Bäitrëtt éischtens emol den erfollegräichen Ofschloss vun engem Prozess, dee schonn 2000 ugefaangen huet, wéi de Conseil zu Feira de Wee vun enger méiglecher Adhésioun opgemaach huet.

2001 huet Kroatien den Accord de stabilisation mat der Unioun ënnerschriwwen, en Accord, deen 2003 dann och vu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn ass, an den 21. Februar 2003 huet Kroatien seng offiziell Kandidatur gestallt. Et ass dëst d'Fortsetzung vun der europäescher Erweiderungspolitik, déi och vun eiser Regierung matgedroe gëtt. Wann ee sech d'Kaart vun Europa virun Aen hält, esou schéngt et och logesch, dass dëst den Ufank ass vu weideren Élargissementer op déi restlech Balkanlänner, wouvun der dräi jo schonn de Statut hu vun engem Bäitrëttskandidat.

Wa Kroatien elo den 1. Juli 2013 der EU bäitrëtt, heescht dat, dass sech d'Fläch vun der Unioun ëm 56.500 km² vergréissert, an anere Wierder, 21-mol d'Gesamtfläch vum Grand-Duché. Dat heescht awer och, dass dann iwwer véier Millioune Leit zu sougenannten „Citoyens européens“ ginn.

Op kulturellem Plang däerf ee soen, dass Kroatien elo schonn eng Beräicherung fir d'EU duerstellt. Et sief an deem Kontext bemierkt, dass dëst Land am Laf vu senger Geschicht villen Influenzen ausgesat war, ënner anerem venezianeschen, austro-ungareschen, wat am Endeffekt de Räichtum vu senger Architektur a senger Konscht ausmécht.

Nieft dësen dach éischter positiven Aspekter stellt Kroatien awer och eng Erausfuerderung fir d'Europäesch Unioun duer. De Bäitrëtt vu Kroatien bedeit am Endeffekt awer eng Rei institutionell Upassungen, notamment och, wat d'Sëtzverdeelung am Parlament an am Conseil ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Lëtzebuerg wäert et mam Bäitrëtt vu Kroatien zu enger Verdéiwung vun de bilaterale Bezéiunge kommen. Zënter 2010, dat Joer, wou och eise Grand-Duc eng offiziell Visite a Kroatien gemaach huet, hate mir regelméisseg Entrevuë mat politesche Responsabelen - mäi Virriedner ass virdrun drop agaangen -, an dat op verschiddenen Niveauen, fir och déi perséinlech relationnel Voleten ze stäerken.

Ekonomesch gesinn ass Kroatien nämlech fir Lëtzebuerg den zweeten Handelspartner um westleche Balkan, hanner Slowenien. Zuelentechnesch ass nach Loft no uewen, dat bedeit: Exportatioune vu bal fënnef Milliounen Euro an de leschte Joren. D'Importatioune vun do ginn an d'Luucht, mä wéi gesot, do ass nach e bësse Wach.

Op europäeschem Niveau wäert Kroatien an Zukunft am Europäesche Parlament zwielef Stëmmen zur Verfügung hunn, am Conseil sinn et der siwen, am Comité économique et social néng an am Comité des régions och nach eng Kéier néng.

Wat bedeit dës Adhésioun weider? Ech ka mer virstellen, dass et och eng Rei Leit dobausse gëtt, déi dann awer vläicht e bësse méi e komescht Gefill hunn, wa se héieren, dass erëm e weidert Land an d'EU erakënnt.

Op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart wäert dat herno weider keng grouss Répercussiounen hunn - mäi Virriedner ass schonn drop agaangen -, all Memberland huet nämlech d'Méiglechkeet, nom Bäitrëtt ze décidéieren, ob et am Beräich vun der Bewegungsfräiheet vu Persounen aus deem neie Memberland Limitatiounen afeiert oder och net. Dëst kann op nationalem Plang oder op bilateralem Plang geschéien. Dës Limitatioune kënnen, esou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, bis fënnef Joer daueren. Et sinn dëst Moossnamen, déi dem neie Member et sollen erlaben, eng Pro-Europa-Mentalitéit ze festegen an et net zu engem Exodus kommen ze loossen.

Mir sollten awer virun allem net vergiessen, dass dëse Bäitrëtt fir Kroatien een enorme Schrëtt no vir ass. Viru gutt 20 Joer huet Kroatien nach der jugoslawescher Federatioun ugehéiert. No der Onofhängegkeetserklärung de 25. Juni 1991 louchen d'Unhänger vun der kroatescher Republik bis Enn '95 mat der jugoslawescher Volleksarméi an de serbesche Kroaten am Krich, an dëst obschonns d'Onofhängegkeet de 15. Januar 1992 vun der Europäescher Communautéit unerkannt gouf.

Den éischten Accord vun Dayton '95 huet deem Krich definitiv en Enn gemaach. De Bilan vun dëser gewaltsamer Ausenanersetzung waren Dausenden Doudeger - ech mengen, déi schrecklech Biller vun deemools hunn déi meescht vun eis nach am Kapp.

Dofir ass Europa fir Kroatien eng Chance. Gradesou wéi Europa och eng Chance war, ass a bleift fir all déi aner Länner aus der Unioun, déi sech nach am leschte Jorhonnert zerkricht hunn. Et gëtt jo net wéineg Stëmmen dobaussen, déi soen: Wa mir bei der aktueller ugespaantener wirtschaftlecher Stëmmung, mat all hire Konsequenzen, Europa net hätten, da géif et ganz gelungen erëm an eise Breedegraden ausgesinn.

An dass Kroatien gewëllt ass, mat Europa virunzegoen, schéngt de Referendum vum Januar 2012 bewisen ze hunn, wou d'Kroate sech mat enger Zweedrëttelmajoritéit fir Europa ausgeschwat hunn. Mir sollten hinnen déi Chance och net huelen, an nodeems jo schonn zwielef Memberstaten de Bäitrëttsaccord ratifizéiert hunn, sollte mir eis deem och net an de Wee stellen.

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, wëll awer och dem Rapporteur Marc Angel fir säin exzellente Rapport e grousse Bravo ausschwätzen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci a ginn d'Wuert weider un d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech schléisse mech fir d'Alleréischt deem Merci un de Rapporteur un, deen op eng ganz exhaustiv Aart a Weis eis dee ganzen Historique gemaach huet an och d'Land ons virgestallt huet.

Et ass effektiv esou, datt säit dem Ufank vum europäeschen Integratiounsprozess sech d'Fro vun der Relatioun mam Oste vun Europa gestallt huet. An déi Kooperatioun ass aus der Noutwendegkeet entstan, Fridden a Stabilitéit an déi Länner ze bréngen, déi jo nom Fall vun der Mauer zu enger Konfliktzon goufen. A mir hunn all déi schrecklech Biller nach am Kapp, obschonn et haut schéngt, wéi wann dat net méi..., wéi wann dat scho ganz, ganz wäit ewech wier, mä et ass nach guer net esou laang ewech.

An déi Approche also, déi eng Approche à long terme an eng Perspective à long terme waren, féieren haut zu der Adhésioun vu Kroatien. No Slowenien am Joer 2004, gëtt also Kroatien dat zweet Land aus Exjugoslawien, wat Member vun der Europäescher Unioun gëtt.

D'Virbereedungen op d'Adhésioun ware fir Kroatien eng ganz grouss Erausfuerderung. Nëmme fir se ze nennen: Kopenhagener Kriterien, de Rechtsstat, eng stabil Wirtschaft an d'Ëmsetze vun engem Acquis communautaire. Dat ass alles net iwwer Nuecht geschitt, wann ee bedenkt, datt dat méi wéi 85.000 Säite Reglementer sinn, Direktiven, Décisiounen an aner europäesch Législatiounen, déi eben an de kroatesche System hu missen ëmgesat ginn.

An och - an dat war net dat mannste Schwéiert - mat hirer Geschicht hu si sech selwer missen ausenanersetzen, wat, wéi gesot, net ëmmer einfach war.

Mä op der Lëscht vun de Fuerderunge stoung och nach eng komplett Kooperatioun vun de kroateschen Autoritéite mat dem Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie vu La Haye, wat Zäit gebraucht huet, mä wat awer finalement geschitt ass.

Et koumen awer, an et ass scho gesot ginn, weiderhin Erausfuerderungen op Kroatien zou. An deene Beräicher, wou nach Verbesserungen erwaart ginn, steet Kroatien nach ëmmer ënner strenger Observatioun. Esou ass drop bestan ginn, datt verschidden Domänen nach an Zukunft e ganz besonnesche Monitoring zougeschriwwe kréien. A puncto Reform vun der Justiz, Kampf géint Korruptioun an dem Crime organisé ginn d'Upassungen nach ëmmer vu ganz no betruecht.

Sécherlech huet Kroatien nach Hausaufgaben ze maachen, mä wa mer ganz éierlech sinn, da wësse mer, datt déi do Erausfuerderungen net nëmme bei Kroatien leien, mä och nach bei enger ganzer Rei anere Länner, déi scho Member vun der Europäescher Unioun sinn, soudatt dat do ons also net dierft drun hënneren, fir dem Bäitrëtt zouzestëmmen.

D'Décisioun nämlech, fir Kroatien zum Memberstat ze maachen, ass net liichtfankeg geholl ginn. A Lëtzebuerg huet vun Ufank un d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun no Osten ënnerstëtzt. Bei Kooperatiounsprojeten hu mir zum Beispill eise Savoir-faire an europäeschen Dossieren u Kroatien weidervermëttelt. Esou goufen zum Beispill zu Lëtzebuerg Seminairen a Formatiounen zum europäesche Recht fir déi kroatesch Justizinstitutiounen an d'Administration publique ofgehalen.

Kroatien ass och zënter Laangem ee ganz wichtegen Handelspartner an der Regioun. No Slowenien ass et deen éischten, a Slowenien ass jo scho Member vun der Europäescher Unioun. 2011 gouf och e Lëtzebuerger Ambassadeur, zwar mat Residenz hei zu Lëtzebuerg, a Kroatien akkreditéiert. Dëst sinn alles Trëmp, déi mir an der Hand halen, an der Hand hunn an déi mer och am géigesäitegen Intérêt vu Lëtzebuerg a Kroatien sollen ausspillen.

Mir mussen eng Osterweiderung als Chance gesi fir eist Land, als eng Chance fir eis Wirtschaft. Zum Beispill am Beräich vum Tourismus wäerten an de kommende Jore vill Investissementer gemaach ginn.

Kroatien verfügt - fir déi, déi d'Chance haten, schonn do ze sinn - iwwer eng wonnerschéin Natur, awer, an dat ass gradesou sécher, d'Infrastrukture sinn awer net op deem Stand, wéi mir se haut wëllen an och froen.

Lëtzebuerg huet en Know-how an dësem Beräich an et kéint interessant sinn, hei iwwer eng méiglech Kooperatioun nozedenken. An och op der kroatescher Finanzplaz ka Lëtzebuerg eng Plaz fannen.

Dëst alles si wirtschaftlech Opportunitéiten, bei deene Lëtzebuerg ganz genau sollt kucken, awéifern si fir eist Land vun Intérêt kënne sinn. Well mir wäerten net als eenzegt Land hei Opportunitéite wëllen ergräifen, an dofir musse mir op der Basis opbauen, déi mer bis elo an zënter ville Jore mat Kroatien erschafft hunn. An et ass an deem Sënn, an dem Sënn vun dem béidsäitegen Intérêt vu Kroatien a vu Lëtzebuerg, wou mir als Demokratesch Partei eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Polfer. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellenten a prezise Bericht, dee komplett war an deem also net vill méi bäizefügen ass.

Ech wollt just soen, d'Erweiderung vu Kroatien, d'Erweiderung vun der Union européenne zu Kroatien - den Accord huet de Rapporteur fir ons Fraktioun ginn - ass en Element vun deem Erweiderungsprozess, an all Element dovunner verlaangt eng Reflexioun. An déi Reflexioun ass jo och gemaach ginn 2004, wéi mer aacht Länner beieneen ugeholl hunn. Dunn ass gesot ginn, dass et net op Mérite propre vun de Länner gaangen ass, mä dass dat eng politesch Erweiderung ginn ass, an dass mer och ni méi esou eng politesch Erweiderung solle maachen.

Duerfir begréissen ech selbstverständlech, dass déi Erweiderung mat Kroatien esou intensiv a gutt preparéiert ass ginn. Et ass natierlech kloer, dass déi Länner, deen Ableck, wa se an d'Europäesch Unioun erantrieden, net all Reforme gemaach hunn, dass se net alleguerten op deem Stand si wéi déi fréier oder déi al europäesch Länner, dass se also no dem 30. Juni och nach hir Reforme musse weiderféieren. Et däerf net sinn, wéi zum Beispill a Rumänien oder a Bulgarien, besonnesch wat d'Justiz an alleguerten déi Saachen ugeet, dass et do am Fong geholl Réckschléi gëtt an dass et net virugeet, dass déi Trajectoire net fortschrëttlech ass.

Duerfir hoffen ech, dass Kroatien dee Message och versteet, dass se mussen hir Reforme weiderféieren an irreversibel maachen.

An ech wéilt hei trotzdeem an deem Zesummenhang mäi Bedaueren ausdrécken, dass mer och bei deenen Erweiderungen ëmmer nach Konflikter behalen, an ee Konflikt zwëschent Slowenien a Kroatien gëtt et op eenzelne Punkten.

Ech hunn net méi spéit wéi de Moie gelies, dass nach ëmmer dee Konflikt ëm déi Ljubljanska Bank zwëschent Kroatien a Slowenien net geléist ass, an dass d'slowenescht Parlament eestëmmeg erkläert huet, dass se net wëllen den Traité ratifizéieren, soulaang wéi Kroatien net dee Konflikt geléist huet.

Op där anerer Säit ass Kroatien och net an der Rei, well et d'Libre circulation des capitaux net respektéiert, well et net respektéiert, dass Banken a Slowenien a Kroatien kënnen investéieren.

Et ass also ee Konflikt, dee bleift, an et ass net gutt bei enger Négociatioun, wann een esou Konflikter ausklammert. Duerfir géif ech wierklech hei och en Appell maachen un déi zwee Länner an och un d'Kommissioun an och un de Ministerrot, dass dat an zukünftegen Négociatiounen net méi virkënnt, dass also déi Konflikter aus dem Wee geraumt ginn, ier mer déi Adhésiounen hei stëmmen.

Ënnert deem Benefiss vun deene Remarquë géif ech selbstverständlech soen, dass mer frou sinn, dass en neit Land an d'Europäesch Unioun kënnt, wat wierklech och Atouten huet fir Europa an och doduerch d'Stabilitéit an de Fridden an där Géigend nach verbessert.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Et bleiwen dann nach zwee ageschriwwe Riedner, déi virgesi sinn. Deen éischten dovunner ass den Här Braz. Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Aganks direkt dem Rapporteur e grousse Merci, dee jo net fir d'Éischt Rapporten hei an der Chamber presentéiert, déi mat där do Géigend vun eisem Kontinent ze dinn hunn. En entwéckelt sech mat Sécherheet zu engem Spezialist an där Matière, an dee Rapport haut hunn ech apart gutt fonnt. Dofir meng Félicitatiounen.

Félicitatiounen awer och un d'kroatescht Vollek vu Lëtzebuerger Säit aus, well se haut vun eis den Accord kréien, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn op den 1. Juli 2013.

Merci a Félicitatiounen awer och fir déi Fortschrëtter, déi se an deene leschten zéng Joer realiséiert hunn, an notamment an de leschte sechs Joer, wou d'Verhandlungen amgaange waren. Dat ass bemierkenswäert. Et si ganz bemierkenswäert Fortschrëtter gemaach ginn, notamment wat d'Réconciliatioun mat Serbien betrëfft, hir generell gutt Relatioune mat den Noperen, och wann et Ofstrécher nach gëtt, och hir Kollaboratioun mam Tribunal pénal international fir Exjugoslawien. Och dat war net evident nach virun e puer Joer. Dat ass e grousse Schrëtt, deen do och an der Innenpolitik gemaach ginn ass. Och wann deen net honnertprozenteg permanent an eng Richtung geet, mä en ass gemaach ginn.

Virun aacht Joer, wou gläich zéng Länner op den 1. Mee Member gi sinn an der Unioun, gouf et ganz vill Diskussioune wéinst där Erweiderung, och an deene Joren duerno, och op den 1. Januar 2007, wou Rumänien a Bulgarien bäigetruede sinn. Et stellt ee fest, dass d'Adhésioun vu Kroatien mat ganz wéineg Diskussiounen, et géif ee bal soe mat ganz wéineg Intérêt iwwert d'Bühn geet. Dat ass schued, well et ass eng Erweiderung an déi ass net ouni Bedeitung, well se weist, datt déi vill Efforten, déi vu Länner kënne gemaach ginn, och derzou kënne féieren, dass et zu enger Adhésioun kënnt.

Et ënnersträicht och nach eng Kéier d'Vocatioun vun der Europäescher Unioun, fir weider um europäesche Kontinent integrativ ze wierken, wat eng permanent Erausfuerderung vun der Europäescher Unioun ass.

Et ass och glécklecherweis eng bestänneg Positioun vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, d'Erweiderung Richtung Oste virunzedreiwen an d'Europäesch Unioun als eng Konstruktioun ze gesinn, déi och haut nach integrativ Kraaft huet an déi net un hir Limitë gestouss ass. A si kann integrativ bleiwen, soulaang wéi se wëllt eng Unioun vun de Wäerter sinn, eng Wäerteunioun och fir déi Länner, mat deenen d'Europäesch Unioun elo an dëse Momenter weiderhin an der Diskussioun ass. Diskussiounen, déi - wéi déi Däitsch soen - „ergebnisoffen“ sinn, mä déi awer musse mat konkreten Diskussiounspunkte gefouert ginn a wou een net ka virewechhuelen, wéi déi Diskussioune mussen ausgoen - weder am Positiven, awer och ganz sécher net am Negativen.

Déi Diskussioune maache Sënn, si bréngе Fortschrëtter. Kroatien huet ganz vill Fortschrëtter gemaach. Am Beräich vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, vun de Moyenen, déi d'Justiz huet, bleiwe Fortschrëtter ze maachen. Kroatien ass net um Enn vun deem Prozess. Et bleiwen och nach seriö Fortschrëtter ze maachen an der Lutte géint d'Korruptioun, méi nach éischter um lokalen Niveau wéi um nationalen Niveau. Dat ass méi komplizéiert och mat Sécherheet, mä Kroatien muss sech där Erausfuerderung stellen. Sou wéi et haut ass, ass et net annehmbar.

Et sinn och nach Fortschrëtter ze maache bei de Rechter vun de Minoritéiten, de Rechter zum Beispill vun der serbescher Minoritéit a Kroatien, awer och vun den LGTB-Leit. Och do gëtt et a Kroatien haut nach ëmmer seriö

Schwieregkeeten, déi aus dem Wee musse geraumt sinn. Déi Effortë mussen op jidde Fall weidergoen, déi si mam Bäitrëtt, mat der Adhésioun net um Enn.

De Ben Fayot huet de Konflikt mat Slowenien erwähnt an huet seng Hoffnung ausgedréckt, dass an Zukunft déi Bäitrëttsverhandlungen eréischt als ofgeschloss sollen ugesi ginn, wann déi Konflikter, déi tëschent zwee Länner bestinn, aus der Welt geraumt sinn. Deem stëmmen ech och spontan gären zou.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Allerdéngs muss een oppassen: Och dat huet eng Limite. Et kann net esou sinn, dass dann dat Land, wat schonn an der Unioun ass, de fait e Vetorecht huet an deenen Diskussiounen a permanent refuséiert, eng Léisung erbäizeféieren, well si an der Unioun sinn an déi aner doduerch ni géifen erakommen. Et muss och iergendwou en Drock op deene Länner bleiwen, déi an esou engem Konflikt sinn, déi schonn an der Unioun sinn. A wa mer dat esou géifen aus der Welt schafen, dann, mengen ech, hätt een eng relativ liicht Verhandlungspositioun, fir kengem Kompromiss zouzestëmmen, och wann ech der Tendenz natierlech grondsätzlech awer zoustëmmen.

Déi Effortë mussen, wéi gesot, weidergoen. Och de Monitoring vun deenen Effortë muss gemaach ginn, a Kroatien selwer, duerch d'Parlament, wat eng wichteg Roll ze spille kritt, natierlech och d'Europaparlament, d'Kommissioun. Et ass eng wesentlech Fro, wéi een no der Adhésioun de Monitoring vun de weidere Fortschrëtter mécht. Déi Fro, déi muss een definitiv am A behalen.

Ofschléisse wéilt ech mat engem Saz op Kroatesch. Dat wär dann eng Première an dëser Chamber.

Une voix.- Oh!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Wëllkomm, Kroatien! Dobrodošao, Hrvatska!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Dann hu mer als nächste Riedner den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho meng Virriedner fänken ech ganz gären dermat un, fir dem Kolleeg Marc Angel Merci ze soe fir e ganz komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'ADR hat schonn an hirem Europawahlprogramm vun 2009 betount, datt si skeptesch ass, wat weider Erweiderunge vun der Europäescher Unioun ugeet. Haut hu mir nach ëmmer déi grouss Osterweiderung vun Ufank vun 2000 net verkraaft, a virun allem och net de spéidere Bäitrëtt nach vu Rumänien a Bulgarien. Déi hunn nach ëmmer vill Potenzial, fir eis Kappzerbrieches ze maachen, notamment och an allem, wat d'Justiz an déi organiséiert Kriminalitéit ugeet.

Och d'Unioun selwer ass, fir et däitlech ze soen, an engem ganz schlechten Zoustand am Ableck: d'Eurokris, d'Verhandlungen ëm en neie Budget, d'sozial Spannungen a ville Memberstaten, déi och mat der Eurokris an der Scholdekris zesummenhänken, e gewëssenen institutionellen Duerjerneen, wou kaum méi ee versteet, wat am Ablack an der Europäescher Unioun lass ass a wéi eng legal Dispositiounen nach gëllen.

Alles dat mécht et am Ableck schwiereg, fir einfach esou kënnen ze soen, datt d'Europäesch Unioun prett ass, fir e weidert Land opzehuelen, a virun allem och nach e Land, wat ekonomesch net ganz staark ass.

Ech verweisen dodrop, datt mer jo zënter 2006 och soen, datt e Kritär fir d'Adhésioun muss d'Absorptiounscapacitéit vun der Europäescher Unioun sinn. Net nëmmen déi State sollen hir Kritären erfëllen, wa se bäitrieden, mä och d'Unioun muss capabel sinn, fir déi Staten opzehuelen. An an deem Zoustand, wou d'Unioun am Ableck ass, kann ee sech jo awer wierklech froen: Ass dat richteg?

Ech gi gären de Kolleege recht, déi gesot hunn, mä et ass scho wichteg, datt mer do no Oste kucken, datt mer deene Länner hëllefen an esou weider, mä d'Unioun selwer muss och funktiounsfäeg bleiwen.

Ass dat de Fall? Ech weess et net!

An et ass nach méi komplizéiert, wann een elo dorun denkt, datt jo d'Verhandlunge mat der Tierkei, op déi hei schonn ugespillt ginn ass, och weidergefouert ginn, mat engem Stat, wou et no neiste Rapporte keng Fortschrëtter an de Mënscherechter gëtt, dat en Deel vun engem Land militäresch besetzt, dat elo just d'Presidentschaft an der Unioun ausübt. A fir dann nach weider Adhésiounsverhandlungen do ze féieren, dat dréit nach derzou bäi, zu deem Bild, datt den Adhésiounsprozess bal zu engem Selbstläufer ginn ass, deen eigentlech net méi a Rapport steet mam reellen Zoustand an de reelle Capacitéite vun der Unioun.

D'ADR hat awer am Wahlkampf scho gesot, datt si mam Bäitrëtt vu Kroatien kéint d'accord sinn, wann am Virfeld déi oppe Grenzfro - mir haten eis speziell op déi beruff - mat Slowenien gekläert gi wär. Et gëtt natierlech och aner Konflikter. Den Här Fayot huet der e puer an Erënnerung geruff op finanziellem Niveau an op aneren.

Mä mir mussen awer dovun ausgoen elo, wat eis ugeet, datt dee Fakt, datt Slowenien den Adhésiounsvertrag mat Kroatien ënnerschriwwen huet - och wann en nach net ratifizéiert ass -, eis awer muss dervun ausgoe loossen als auslännesche Partner, datt mer gudde Glawens kënnen unhuelen, datt domadder d'Autoritéite vu Ljubljana am Prinzip wéinstens de Konflikt als geléist ugesinn. An doduerch kënne mir dann och als ADR hei eisen Accord zu deem Traité ginn.

Mä de Vertrag selwer, dee kënnt eiser Meenung no ze fréi an d'Chamber. Mir hätten dat och nach kënnen am Fréijoer d'nächst Joer maachen. Aus engem ganz einfache Grond - den Här Angel hat dat och ernimmt -, nämlech datt mer elo am Hierscht nach e weidere Rapport vun der Europäescher Kommissioun iwwer Kroatien kréien. Mir hätten eis gewënscht, datt mer dee Rapport och kéinte mat berücksichtegen, well jo eng ganz Rei vun deene Froe vum Virbereedungsgrad vu Kroatien eréischt mat der Lecture vun deem Rapport hätte kënne wierklech hei éclairéiert ginn. Also, déi Diskussioun hei kënnt an eisen Ae leider e bësschen ze fréi.

Mir kréien en neie Member - also Kroatien - an d'Unioun, mä et ass kee vun deene ganz begeeschterte Memberen. Den Här Angel hat zwar a sengem Rapport gesot, et wär en „consensus national partagé par les principaux partis politiques du pays". Mä, wann et se net all sinn, ass et kee Konsensus, dann ass et eng Majoritéit.

An och wat de Referendum ugeet, do huet den Här Angel geschriwwen: «Les électeurs croates ont souligné de partager l'enthousiasme européen affiché par la classe politique». Do kënne mir nëmme feststellen, datt eis Lëtzebuerger Sozialiste sech vläicht elo mat ganz wéineg mussen zefridde ginn, well d'Wahlbedeelegung war 43,5% - also net d'Halschent - a vun deene ware 66% derfir. Wann een dat da matenee multiplizéiert, da kënnt een op 28,8% oder esou, déi een dokumentéierte Jo zu der Europäescher Unioun ginn hunn. Dat ass an eisen Aen elo net esou terribel vill, datt mer vun engem groussen nationalen Enthusiasmus géife schwätzen. Mä, wéi gesot, Är Kritäre si schonn e bësse méi modeste ginn.

Mä ëmmerhi musse mir soen, datt déi kroatesch Regierung e Courage gewisen huet, deen eis Regierung net méi esou huet. An Dir, Här Minister Asselborn, hutt jo an der Lescht méi dacks gesot, datt Der net esou ee grousse Frënd vu Referendume sidd. Eiser Meenung no ass et richteg, wann eng Regierung d'Vollek ëm seng Meenung freet. Et ass an enger Debatt, déi mer hei virdrun hate vum Souverän geschwat ginn, deen d'Lëtzebuerger Vollek nun eemol hei am Land ass.

Mir als ADR zécken net, fir a wichtege Froen ze soen, de Souverän soll décidéieren. A mir kënnen nëmme feststellen, Här Minister, datt Dir do anscheinend dem Lëtzebuerger Vollek net zoutraut - wann ech Är Interviewe liesen, wou Der sot, et kann een d'Froen net esou reduzéieren an esou weider -, mä ech mengen, Dir traut dem Lëtzebuerger Vollek net zou, sech iwwer e Referendum kënnen an Ären Ae richteg auszedrécken. Dat ass eppes, wat eis ënnerscheet. Mir vertrauen eisem Souverän, Dir anscheinend manner.

An nach eng Saach, wou d'Kroate méi Chance hu wéi mir Lëtzebuerger: Kroatesch gëtt elo Amtssprooch an der Europäescher Unioun. Mir stelle fest, datt no 55 Joer Memberschaft an der Unioun d'Lëtzebuerger nëmme kënnen dovun dreemen, datt Lëtzebuergesch als Sprooch an der Europäescher Unioun géif opgewäert ginn, obwuel mer 2005 Dispositioune geholl hunn, déi eis géifen erlaben, wéinstens eng Opwäertung vun der Sprooch virzehuelen, wann och net Amtssprooch. Mä och dat huet d'Lëtzebuerger Regierung bis elo net gemaach. E Grond fir eis, fir eis kroatesch Frënn ze beneiden.

Här President, mir liesen an deem Rapport vum Här Angel, datt Kroatien Problemer mat sengem Justizsystem huet, mat der Korruptioun. Et ass net dat eenzegt Land, wat dat huet. Mä op jidde Fall, den Här Angel huet och rappeléiert, datt et dowéinst e bësse méi e strenge Begleedungsprozess krut wéi aner Länner. Mir hu probéiert, aus de Feeler vu Rumänien, déi mer mat Rumänien a mat Bulgarien gemaach hunn, ze léieren, wat jo och gutt ass. Mä et däerf ee sech awer keng Illusioune maachen. De kroatesche Justizsystem ass nach wäit dovun ewech, an deenen nächste Joren un déi Kritären erunzekommen, déi hei zum Beispill an der Justiz, Gott sei Dank, gëllen.

Mä déi Diskussioun, déi gesi mir ëmmer an engem Kontext och vun enger anerer Dispositioun, déi hei gesetzlech verankert ginn ass, dat ass d'Unerkennung vun auslännesche Geriichtsuerteeler ouni Exequatur. Mir kënnen nëmme warnen. Mir soen, en auslännescht Uerteel, wat hei unerkannt an ausgeféiert gëtt, dat muss einfach de qualitative Kritäre vun engem Lëtzebuerger Uerteel entspriechen, soss gëtt d'Europäesch Unioun zu engem Rechtsrisiko fir d'Lëtzebuerger, et kënnt zu justiziellen Onsécherheeten!

A mir mussen awer Uecht ginn hei als Parlamentarier, datt mer d'Rechtssécherheet an eng rechtlech Qualitéit hei am Land oprechterhalen. Et kënnt also fir eis och net a Fro, datt, vu datt den Zoustand vun der kroatescher Justiz deen ass, deen en eben ass, mer elo an nächster Zukunft géifen un eng Unerkennung vun Uerteeler aus deem Land hei denken, ouni eng Préifungsméiglechkeet virzegesinn.

Här President, mir hunn och hei héieren, datt déi aktuell Memberstate kënnen Dispositiounen huelen am Beräich vun der Bewegungsfräiheet, fir am Beräich vum Aarbechtsmarché - den Här Minister Schmit ass haut net hei bei eis -, mä ech mengen, et geet net duer, dat ze constatéieren, mä et muss een d'Lëtzebuerger Regierung froen, wéi si dann elo, compte tenu vun der Situatioun vum Chômage, dee mer hei am Land hunn an dee mer jo all bedaueren, mä wéi wëllt d'Lëtzebuerger Regierung dann elo mat deenen Dispositions transitoires ëmgoen, déi hei den Accès op den Aarbechtsmaart mat regléieren?

Ech mengen, mir hu jo als Chamber net nëmmen d'Recht, ze constatéieren, datt esou eng Dispositioun méiglech ass, mä et ass un der Regierung, fir eis ze soen, wéi si mat deenen Iwwergangsperioden, op déi mer e Recht hunn, wëllt ëmgoen.

Idem mat de Baussegrenzen. Natierlech, Kroatien ass net direkt am Espace Schengen, mä den Acquis muss respektéiert ginn. A mir hätte gär, datt déi Baussegrenze vu Kroatien effikass kontrolléiert ginn. Ech wëll just an Erënnerung ruffen, datt d'ADR sech och répétitiv derfir ausgeschwat hat, datt mer eng Visumsflicht aféiere fir déi Länner, déi um Balkan sinn, aus deene Grënn, déi Der kennt, déi ech hei net brauch extra ze widderhuelen, mä déi am Zesummenhang mat der Asylproblematik hei am Land stinn, déi et einfach gëtt.

Mir stellen duerfir d'Fro un den Här Minister: Wéi stellt Dir Iech zu deem Problem an denkt Dir net och, datt d'Introduktioun vun enger Visumsflicht dee richtege Wee ass, fir där Problematik Meeschter ze ginn?

Dann den Euro. Do maache mer eis net vill Illusiounen. Ech mengen, d'Kroaten als Balkanstat, déi gesi ganz gutt, well se och déi geographesch Proximitéit zu eise griichesche Frënn hunn, wat do fir e soziaalt Leiden an deem ablëckleche Prozess vu Reformen a Spueren an esou weider a Griichenland existéiert. Mir gesinn och, datt d'Schweden an och virun allem déi baltesch Länner an anerer, déi den Euro am Prinzip missten aféieren, do Retizenzen hunn, Hésitatiounen. An d'Kroaten hunn déi ganz sécher och, esou datt mer eis do am Ableck... och wa se géifen d'Kritären erfëllen, net direkt wéilte bäitrieden.

Déi bilateral Bezéiungen huet d'Madame Polfer ganz gutt beschriwwen. Mir sollte wierklech probéieren, déi ze intensifiéieren, esou wäit wéi et eiser Ekonomie ebe kann hëllefen. Ech mengen, Kroatien ass fir eis e potenziell interessanten Handelspartner a mir sollten do wierklech probéieren, dat ze optiméieren.

De Kroate wënsche mir, op Lëtzebuergesch - Kroatesch kann ech leider net esou gutt wéi de Kolleeg Braz -, op jidde Fall alles Gutts fir d'Zukunft an der Europäescher Unioun. Mir hoffen, datt mer mat de Kroate kënnen un engem Europa vun den Natioune bauen, wou Europa d'Souveränitéit an d'Onofhängegkeet vun den eenzelne Memberstate voll respektéiert. De Federalstat wëlle mir net.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn d'Signaler verstanen, dass ech soll viru maachen. Ech maachen dat och.

Ech wollt vläicht fir d'Alleréischt soen, dass, wann ee vum Balkan schwätzt a vu Länner, déi aus dem Balkan elo an d'Europäesch Unioun erakommen, wéi mer dat haut maachen, da sinn ech iwwerzeegt, mat Kroatien, da muss een ëmmer erëm op de Juni 2003 zréckgoen, Thessaloniki, wou all Land vum Balkan, vum Westbalkan, eng Perspektiv kritt huet, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, esou wäit si dat natierlech wëllen.

Ech wëll och bei Kroatien, well dat mech jo och e wéineg perséinlech betrëfft... Am Ufank, wou ech d'Chance hat, Ausseminister ze sinn, war ech President vun der Task Force, déi eigentlech do verhandelt huet an der Europäescher Unioun mat der Madame Del Ponte iwwert dee berühmte Fall vum Ante Gotovina. An dat huet gedauert a geschleeft, bis op eemol d'Signal komm ass, dat war den 3. Oktober 2005: Okay, d'Zesummenaarbecht mat ICTY - wéi mer dat genannt hunn, dat ass deen Tribunal fir Jugoslawien - ass elo de Moment ginn. A mir hunn deen nämlechten Dag, den 3. Oktober 2005, da Verhandlungen opgeholl mat Kroatien.

De Problem, dee sech dunn direkt gestallt huet, waren d'Schwieregkeeten, wat d'Grenz ugeet mat Slowenien. Dir wësst, déi Grenz, déi duerch d'Mier geet. A bis 2009 hunn déi Divergenzen tëschent Slowenien a Kroatien dunn eigentlech villes gebremst a villes blockéiert. Eréischt, Dir wësst dat, am Juni d'lescht Joer 2011 si mer fäerdeg gi mat de Verhandlungen, an d'Kommissioun huet dann dunn och eng Linn ageschloen, déi ech richteg fannen, dass virun allem bei Kroatien elo fir d'Éischt drop gepocht ginn ass, d'Konkurrenzrecht, de Kampf géint d'Korruptioun, d'Justiz, d'Intérieursdossieren, d'Grondrechter, d'Grondfräiheeten, dass all dat spezifesch kontrolléiert ginn ass.

Den Här Angel huet a sengem exzellente Rapport dat jo och ugedeit, grad wéi och verschidde Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei geschwat hunn, dass mer eng éischte Kéier bei esou Verhandlungen, spezifesch wat den Artikel oder d'Kapitel 23 ugeet, dass do, nodeem paraphéiert ginn ass, no der Paraphe, déi ausgestallt ginn ass, an och an der Prozedur vun der Ratifikatioun, virun allem och muss gekuckt ginn, wéi d'Lutte géint déi organiséiert Kriminalitéit, wéi de Respekt vun de Grondrechter, wéi Kroatien domadder ëmgeet, an dass do och Suivistabellen opgestallt ginn, déi regelméisseg à jour gesat ginn a wou effektiv all Land selbstverständlech och nach d'Méiglechkeet huet, do Drock ze maachen, dass dat, wat versprach ginn ass, och agehale gëtt.

Dir wësst, et ass ugeschwat ginn, dass en Tëscherapport gemaach gëtt. Mä deen Tëscherapport gëtt all Joer gemaach vun der Kommissioun fir alleguerten déi Länner, wéi Der wësst, déi an der Prozedur dra sinn, fir eng Kéier kënne Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Nun, ech mengen, mir wieren dat 13. Land, wa mer elo stëmmen hei oder wann Dir stëmmt hei an der Chamber. Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Estland, Italien, Zypern, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Eisträich, Rumänien an d'Slowakei, déi hu scho ratifizéiert. Also mir sinn do an der gudder Mëtt. An ech mengen, dass dat zu eis passt, och ee Land, wat, wéi d'Madame Polfer richteg gesot huet, ëmmer den Drock oprechterhalen huet, fir dass mer deene Länner um Balkan eng Chance ginn, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen.

Institutionell nach, Här President, wëll ech soen, dass selbstverständlech och sech elo eppes ännert, wat d'Parlamentarier ugeet: Zwielef Parlamentarier kritt Kroatien. Si kréien natierlech och e Riichter op dem Geriichtshaff, der Cour de Justice européenne. Si kréien och een am Tribunal, grad wéi op der Cour. Si kréien een Administrateur op der Banque européenne d'investissement. D'Zuel vun de Memberen, dat huet, mengen ech, den Här Angel och gesot, am Conseil économique et social grad wéi am Comité des régions, déi gëtt eropgesat.

An 2014 trëtt dann natierlech och dat a Kraaft am Europäesche Parlament, wat jo décidéiert ginn ass am Traité vu Lissabon, 751 Deputéierten. Do, wou eng eestëmmeg Décisioun da muss geholl ginn, wou awer kee Land ënner sechs Deputéierte fält, soudass mir do net concernéiert sinn.

Ech wollt och nach vläicht just soen, dass a Kroatien och Lëtzebuerg net nëmmen Entwécklungshëllef gemaach huet eng gewëssen Zäit, mä virun allem och Déminage gemaach huet. Mir hu Laangzäitprogrammer finanzéiert bis, mengen ech, virun zwee, dräi Joer, wou déi riseg Flächen a Kroatien, déi eben am Krich affectéiert waren, wou mer gehollef hunn, fir den Déminage do fäerdeg ze bréngen.

Ech wëll och vläicht dem Här Fayot äntwerten op seng Fro vun der Ljubljanska Banka. Et ass esou, dass dat eng Bank ass, wou 130.000

Kroaten ongeféier 172 Milliounen déposéiert haten op där Bank. Dat war 1991. Dee Sträit hei geet op dat Exjugoslawien zréck. Déi Leit hunn hir Suen ni kritt. An do ass e Sträit entstanen.

An elo, fir net mech ze laang domadder opzehalen, ass awer am Oktober, elo uganks Oktober, den 3. Oktober sinn déi zwee Ausseministere sech eens ginn, fir nach een drëtte Versuch ze maachen. Dat nennt ee bei der Banque des règlements internationaux, fir do dann een Accord ze fannen, fir déi Leit ze dédommagéieren. An do huet dann de sloweneschen Ausseminister och gesot, si géife ratifizéieren, wa Kroatien sech engagéiert, virun där Banque des règlements internationaux och dee Konflikt léisen ze loossen.

Ech ka mer allerdéngs schlecht virstellen, Här President, Här Fayot, wat Der gesot hutt, dass d'Slowene géife komplett do elo blockéieren. Dir wësst, dass, wann eng Kéier ratifizéiert ass - an et muss jo ratifizéiert gi virum Juli 2013 -, wa ratifizéiert ass, huet natierlech och d'Kommissioun d'Recht, fir effektiv eng Procédure d'infraction anzeleeden, wann ee Land géif säi Marché zoumaache fir Banken aus engem anere Land vun der Europäescher Unioun. Ech ka mer net virstellen, dass et esou wäit géif kommen.

Wann Der mer nach just eng Sekonn gitt. Ech mengen, et ass de Moment och als Ausseminister ganz, ganz kuerz ze kucken, wéi et mat deenen anere Länner um Balkan steet.

Dir wësst, Montenegro huet 2010 de Statut kritt vum Kandidateland. Et sinn elo Wahlen e Sonndeg a Mazedonien (veuillez lire: a Montenegro), legislativ Wahlen. A mir hoffen, dass dat Land, wat jo och ganz staark mat Korruptioun ze kämpfen huet, staark genuch ass, fir effektiv alleguerten déi Kritären ze erméiglechen. Et ass e klengt Land, vergläichbar mat Lëtzebuerg. An ech mengen, dat wier och ee Land, wou ech géif mengen, dass et am nooste bäi wier, wou een an Zukunft kéint domadder eens ginn, dass se och kéinte Member gi vun der Europäescher Unioun.

Mazedonien, wësst Der, ass e Land, dat huet schonn de Kandidatestatus zënter 2005. An 2009 huet d'Kommissioun gesot, d'Konditioune sinn erfëllt, eigentlech kéinten d'Négociatiounen ugoen. An och do, wësst Der, ass e Sträit. Dat ass e Sträit iwwert den Numm vun deem Land tëschent Mazedonien an ebe Griichenland. An dee Sträit, deen ass jo och iwwergeschwappt op zum Beispill eng NATO-Mitgliedschaft. An dee Sträit iwwert den Numm ass nach ëmmer net geléist.

Do ass zu New York eng Prozedur amgaang, déi awer net wäit dréit nach de Moment. Et si Momenter elo ginn, wou ee geduecht huet, a sechs Méint musse se sech dach endlech eens ginn. Mä dat ass net de Fall. Et ass ee Sträit, dee wierklech e bilaterale Sträit ass a wou mer als Europäesch Unioun kënnen encouragéieren, mä mir kënnen en net léisen. Dat ass onméiglech.

A Bosnien-Herzegowina ass et nach e wéineg méi komplex, well Bosnien-Herzegowina ass e Land, wou d'Bosnier, d'Kroaten an d'Serben, jiddwereen a senger Communautéit lieft. Dat hutt Der och gesinn elo, e Sonndeg ware Gemengewahlen do. Jiddwer Communautéit stëmmt ebe just hir Leit, hir Leit aus hirer Grupp, ouni elo eng staark Visioun ze hunn, dass Bosnien-Herzegowina och misst als Stat, wierklech als Zentralstat fonctionnéieren. Do sinn nach grouss Mouvementer an der Mentalitéit néideg, fir dat fäerdegzebréngen.

Albanien ass zënter 2009 Bäitrëttskandidat. Dir wësst, dass ganz, ganz laang do Majoritéit an Oppositioun wéi Bëllessen openanergaange sinn. An do ass net vill Sputt gewiescht. Bon, d'Demokratie muss geléiert ginn, dat ass evident. Dat gesitt Der jo och a Länner, déi scho laang d'Demokratie hunn. Mä ech wëll just soen, dass awer do e klenge Liichtbléck ass: Am Summer, elo am August, ass iwwert de Code électoral, wou laang, laang gestridde ginn ass, en Accord fonnt ginn. An dat kënnt, bon...

Dat Lescht, wann Der erlaabt, Här Bettel, nach Kosovo. Dir wësst, dass Kosovo elo komplett onofhängeg ass, dass Kosovo a Serbien déi Négociatiounen, déi gefouert gi si vun der Europäescher Unioun zu Bréissel, bis elo nach zu kengem Resultat gefouert hunn. Dir wësst, dass virun allem am Norde vu Kosovo, Mitrovica - wat jo och d'Lëtzebuerger kennen, well mer do staark präsent sinn -, dass do parallell Institutioune fonctionnéieren. Ech hoffen, dass mat der EULEX a mam gudde Wëllen och vun de Kosovare wéi de Serben agesi gëtt, dass et een Intérêt ass fir déi zwou Säiten, fir wéinstens zum Avantage vun de Populatiounen op béide Säiten do virunzekommen.

Serbien huet eng nei Regierung kritt. Dir wësst, den Här Nikolić ass éischter bekannt als een, dee méi eng nationalistesch Approche zur Politik huet. Ech hoffen, dass och a Serbien - well dat ass d'Schlësselland vum Balkan, et ass dat gréisste Land, et ass dat wichtegst Land - d'Bewegung zu Europa zou net ofgebrach gëtt.

Ech wëll elo nach ofschléissen, Här President, an lech soen, dass mer selbstverständlech haut als Lëtzebuerger Parlament, wann d'Parlament dat mécht, e wichtegen Akt setze fir d'kroatescht Vollek, wat vun alle Säiten hei och gesot ginn ass, an dass ech iwwerzeegt sinn, dass déi Ofstëmmung, déi mer elo maachen, eng Ofstëmmung ass am Sënn vun der Europäescher Unioun an och am Sënn vun deem, wat d'Europäesch Unioun als Friddensprojet jo bedeit.

Merci.

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6423 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6423 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Marie-Josée Frank), Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Josée Lorsché (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

12. 6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ech hat virdru vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 6474 ze froen.

Sidd Der och domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da si mer domadder um Enn vun eiser éischter Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.02 heures)

SÉANCE 2

MERCREDI, 10 OCTOBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

4. 6450 - Proposition de loi
- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;
- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998
- *Déclaration de recevabilité*

5. 6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Serge Wilmes*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam (M. Eugène Berger intervient), M. Jean Colombera*
- *Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer*
- *Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail
- *Exposé: M. Lucien Lux (dépose une motion)*
- *Débat: M. Robert Weber, M. André Bauler, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera (M. Lux intervient), M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, intervient et M. Jean Colombera pose une question)*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

9. Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité
- *M. Camille Gira, M. Xavier Bettel*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Camille Gira pose une question)*
- *M. Camille Gira et M. Xavier Bettel (questions complémentaires)*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Neen, Här President.

1. Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire

M. le Président.- Opgrond vun enger Décisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber gëtt der Madame Nicole Folschette-Urth, Inspecteur principal 1er en rang, déi dëst Joer d'Administration parlementaire pensiounshalber verléisst, den Éirentitel vun hirer Fonctioun zouerkannt.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Dann ass d'Lëscht vun de Projeten, déi säit de leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposéiert goufen, och um Bureau déposéiert a gouf och un d'Fraktioune verdeelt.

3) Den 18. Juli 2012 ass d'Petitioun N°319 fir eng Ofännerung vum Gesetz vum 15. Mäerz 1983 fir de Schutz vum Liewen a fir d'Wuelergoe vun den Déiere vun der Mme Tania Hoffmann-Fettes iwwerreecht ginn.

4) D'Petitioun N°320 iwwert d'Visae fir d'Lëtzebuerger, déi an Australien an a Kanada wëlle schaffen, ass vum Här David Faber de 17. September 2012 iwwerreecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 10 octobre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6453** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2. de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.07.2012

***6454** - Projet de loi portant modification de:*

1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

3) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du code pénal

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

***6455** - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

***6456** - Projet de loi sur le secteur des assurances*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012

***6457** - Projet de loi modifiant:*

1) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

3) la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'État et des établissements publics placés sous le contrôle direct de l'État;

4) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique;

5) la loi modifiée du 30 juin 1947 portant organisation du corps diplomatique;

6) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

7) la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications;

et portant institution du médiateur au sein de la Fonction publique

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6458** - Projet de loi transposant certaines dispositions de l'accord salarial du 15 juillet 2011 dans la Fonction publique et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6459** - Projet de loi fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6460** - Projet de loi modifiant:*

1) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

2) la loi modifiée du 18 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes de pension

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6461** - Projet de loi instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6462** - Projet de loi fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6463** - Projet de loi fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6464** - Projet de loi portant organisation de l'Administration gouvernementale*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6465** - Projet de loi déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 26.07.2012

***6466** - Projet de loi portant approbation*

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les États membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 13.08.2012

***6467** - Projet de loi portant modification*

- du Code du Travail

- de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.08.2012

***6468** - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 17.08.2012

***6469** - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient et aux droits et obligations correspondants du prestataire de soins de santé, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:*

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.08.2012

***6470** - Projet de loi*

- portant transposition

- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de service;

- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

***6471** - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et*

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification de:

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code du Commerce;

- la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- la loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- la loi du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

***6472** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.08.2012

***6473** - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2012

***6474** - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.09.2012

***6475** - Projet de loi relative à la Protection nationale*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.09.2012

***6476** - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 05.09.2012

***6477** - Projet de loi modifiant*

1. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

2. l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1er juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière;

3. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement; et

4. la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 14.09.2012

***6478** - Projet de loi portant*

- modification

- du Code de la consommation

- de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique,

- de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle,

- de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

- abrogation de la loi modifiée du 16 juillet 1987 concernant le colportage, la vente ambulante, l'étalage de marchandises et la sollicitation de commandes

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 17.09.2012

***6479** - Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 18.09.2012

***6480** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Ukraine*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.09.2012

***6481** - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

6482 *- Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

6483 *- Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 concernant la participation du Luxembourg à la mission ALTHEA de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 04.10.2012

6484 *- Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: Mme Diane Adehm, Députée, M. Eugène Berger, Député, M. Fernand Diederich, Député, M. Camille Gira, Député, M. Ali Kaes, Député, le 04.10.2012

6485 *- Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 09.10.2012

6500 *- Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.10.2012

3) Le 18 juillet 2012, la pétition n°319 pour une modification de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux a été introduite par Mme Tania Hoffmann-Fettes.

4) La pétition n°320 concernant les visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant travailler en Australie et au Canada a été introduite par M. David Faber le 17 septembre 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, de Projet de loi N°5437 portant création de la structure de protection nationale vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. 6450 - Proposition de loi

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 4. Oktober huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Propositioun de loi N°6450, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Butteker, déi vum Här André Bauler den 10. Juli 2012 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen éischte Projet vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi N°6371, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Enseignement supérieur. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Adam a Colombera.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

5. 6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun néng Joer hu mer eisem Héichschoulsystem en neit Fundament ginn, wéi mer 2003 d'Uni Lëtzebuerg geschafen hunn an domat och de Bologna-System hei zu Lëtzebuerg agefouert hunn. An 2009, also virun dräi Joer, hu mer deem ganze Gebai weider Piliere ginn, andeems mer dem Brevet de technicien supérieur - dem BTS - eng legal Basis ginn hunn an och där ganzer Accréditatiounsprozedur, wann eng Héichschoul, ob se elo privatrechtlech oder öffentlech-rechtlech, lëtzebuergesch oder net lëtzebuergesch ass, sech gäre wëllt hei zu Lëtzebuerg nach niewent der Uni an niewent de Lycéeën, déi BTSen offréieren, néierloossen.

Elo, dräi Joer duerno, maache mer dann an deem Gesetz vun 2009 e puer Ajustementer, an dat sinn der ganz genee dräi Stéck.

Déi éischt Ännerung ass, datt mer gären en neie BTS schafen, an zwar fir den Assistant technique médical de radiologie: den ATM de radiologie. Bis elo gëtt déi Formatioun an engem technesche Lycée ugebueden an duerfir muss ee fir d'Éischt eng Onzième oder eng Troisième gemaach hunn. Da mécht een dräi Joer laang eng praktesch an eng theoretesch Ausbildung. Et mécht een en Examen a wann een dee gepackt huet an den Diplom an der Täsch huet, da kann een herno an engem radiologesche Service schaffen.

Esou Servicer si meeschtens bei eis an de Spideeler. Do assistéiert een dann als ATM vun der Radiologie engem Radiolog, deen do mat héich komplexen, sophistiquéierten Apparater wéi Scanneren a Röntgenapparater schafft. En hëlleft, déi Apparater selwer ze manipuléieren an och dann déi Analysen, déi Diagnosticen, déi gemaach ginn do, auszewäerten.

Dir gesitt also, datt en ATM de radiologie eng zolidd Formatioun muss hunn, fir dat heiten alles kënnen ze maachen. An do geet et u sech net méi duer, fir déi Formatioun um Niveau vum Lycée nach unzebidden, mä et gëtt virgeschloen, déi op méi een héijen Niveau ze hiewen an zu engem Deel eben ze maache vum Héichschoulsystem a Form vun engem BTS.

Dat heescht dann also och, datt een an Zukunft muss eng Première an eng Treizième hunn, wann ee gäre wëllt esou een Diplom maachen. Virgeschloe gëtt, datt dee BTS 180 europäesch Kreditter kritt - ECTS-System. Normalerweis huet awer e BTS tëschent 120 an 135 där Kreditter. Hei gëtt awer elo virgeschloen, der 180 ze ginn. Dat ass och erlaabt duerch d'Gesetz, well do gëtt et Derogatiounsméiglechkeeten, fir esou engem BTS méi Kreditter ze ginn.

Ech rappeléieren: Dat hu mer zum Beispill schonn am Joer 2010 gemaach, wéi mer d'Gesondheetsberuffer klasséiert hunn a wéi an deem Kader - Här Bettel! - d'Hiewamm 180 Kreditter kritt huet. Dat heescht, do hu mer am BTS 180 bei der Hiewammeformatioun. An hei schloe mer vir, et ähnlech ze maache bei dem ATM an der Radiologie.

Elo hu mer awer an der Héichschoulkommissioun iwwert d'Fro debattéiert, wéisou hei e BTS 180 Kreditter kritt,…

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Wilmes nozelauschteren.

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

…wéisou e BTS 180 Kreditter huet, wat deemselwechte Montant vu Kreditter entsprécht, déi e Bachelor mécht, well e Bachelor huet och 180 Kreditter oder maximal 240 Kreditter, mä et gëtt och Bachelor mat 180 Kreditter.

Dat ass eng berechtegt Fro, virun allem, wann ee se kuckt reng en termes de durée: Dräi Joer Studië fir déi eng, dräi Joer Studië fir deen aneren, ronn 180 Kreditter. Da kann ee soen: Wou ass do den Ënnerscheed? Mä fir eng Äntwert ze kréien op déi dote Fro, muss een u sech net nëmmen d'Durée kucken, mä virun allem d'Finalitéit vun deem Diplom oder vun deene verschiddenen Diplomer. An hei huet de BTS eng ganz kloer berufflech Finalitéit, währenddeems e Bachelor eng nach méi pousséiert theoretesch Ausbildung matvermëttelt a virun allem och virbereet, fir dann herno kënnen e Masterstudium ze maachen, respektiv wann een e Bachelor huet an domadder schaffe geet, dann huet en herno eng aner Verantwortung ze iwwerhuelen a sengem Beruff wéi mat engem BTS.

Duerfir ass och dee BTS an dem europäesche Qualifikatiounskader, dee mer geschafen hunn, deen och an d'nationaalt Recht ëmgesat ginn ass, op engem aneren Niveau klasséiert wéi e Bachelor, an zwar ass en do klasséiert um Niveau 5, an de Bachelor ass um Niveau 6 klasséiert. Dat erkläert dann och eben den Ënnerscheed, firwat datt hei, obwuel mer e BTS hu mat 180 Kreditter, deen net gläichzesetzen ass mat engem Bachelor mat 180 Kreditter. Et ass eben eng ënnerschiddlech Finalitéit vun Diplomer do. Dat ass déi éischt Ännerung.

Déi zweet Ännerung, déi mer an dësem Gesetzesprojet hei wëlle maachen, dat ass, datt mer d'Accréditatiounsprozedur fir Héichschoulinstituter, déi also niewent der Uni Lëtzebuerg an niewent Lycéeën, wou BTSen offréiert ginn, sech wëllen néierloossen, datt mer déi Prozedur méi preziséieren. Déi steet schonn am Gesetz dran, mä mir maachen elo nach ganz kloer d'Differenz tëschent enger Universitéit an engem Établissement d'enseignement supérieur spécialisé oder op Däitsch „Fachhochschule", well mat dësem Ënnerscheed, deen hei gemaach gëtt, soll u sech garantéiert ginn, datt och dat dran ass, wat dropsteet.

Déi Dissectioun gëtt gemaach op Basis vun zwee Kritären: op där enger Säit der Finalitéit vun esou engem Etablissement an op där anerer Säit och dem Corps enseignant.

Hei gëtt et den Ënnerscheed: D'Uni charakteriséiert sech ganz kloer doduerjer, datt se e ganz enke Lien huet tëschent der Fuerschung an der Léier, déi se mécht, währenddeems eng Fachhéichschoul virun allem op eng héich berufflech Ausbildung aus ass an déi zum Zil huet.

An dann ass och den Ënnerscheed am Corps enseignant. Hei mussen, fir eng Uni kënnen ze sinn, op d'mannst 30 Leit engagéiert sinn, an dovunner muss een Drëttel minimum Professer sinn, währenddeems an enger Fachhéichschoul op d'mannst 15 Leit mussen engagéiert sinn. An déi, déi do enseignéieren, mussen op d'mannst deen Diplom hunn, dee se selwer dann och do ubidden. Dat ass déi zweet Ännerung.

Dann och nach eng drëtt Ännerung, déi nees eng Kéier de BTS concernéiert: Mir hu bis elo zwar an engem Règlement grand-ducal eng Disziplinarprozedur drageschriwwen, déi existéiert an deem Règlement grand-ducal, wann ee sollt fuddele bei engem Examen, wann en e BTS mécht, mä déi huet awer keng genuch legal Basis an engem Gesetz. Duerfir huet de Statsrot gesot: „Dir musst dat dann och an dat Héichschoulgesetz aschreiwen, fir deem eng legal Basis ze ginn." Dat maache mer elo, an duerfir gëtt elo hei eng Procédure disciplinaire ageschriwwen.

Wéi gesäit déi aus? Majo, wann ech eng Kéier sollt beim Fuddelen erwëscht gi bei esou engem Exame vum BTS, dann ass natierlech emol déi éischt Konsequenz, datt deen Examen net gëllt, an e gëtt och mat null Punkten notéiert. De Pouvoir disciplinaire, deen huet an enger éischter Instanz den Examensjury.

Mä wann ech net domadder averstane sollt sinn, kann ech selbstverständlech Appel maachen, an dat da virum Héichschoulminister. Ech hunn da siwen Deeg Zäit, fir dat ze maachen, vun deem Moment un, wou ech notifizéiert kritt hunn, datt ech am Exame gefuddelt hunn. An de Minister huet fir säin Deel dann 30 Deeg Zäit, fir kënnen op deen Appel ze reagéieren. Sinn ech dann nach ëmmer net averstane mam Minister senger Décisioun, da kann ech och e Recours en pleine juridiction maache virun de Verwaltungsgeriichter.

Dann nach just zwee Punkten och: De Statsrot huet nämlech gesot, vu datt jo dat groussherzoglecht Reglement vum 23. Februar 2010, wat bis elo déi Disziplinarprozedur regelt am Kader vum BTS, elo net méi à jour ass mat deem, wat mer an d'Gesetz schreiwen, muss dat à jour gesat ginn.

An en zweete Punkt, deen en och ënnerstrach huet, ass: Vu datt mer och nach aner Disziplinarprozeduren am Schoulsystem hunn, déi ënnerschiddlech sinn, wär et vläicht un der Zäit, déi och ze kucken ze harmoniséieren. Hei huet d'Regierung versprach, datt se géif déi zwee Punkten esou séier wéi méiglech eng Kéier op de Leescht huelen.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn déi Punkten, ëm déi et hei geet an dësem Gesetzesprojet. Nach eng Kéier kuerz de Résumé; den éischte Punkt ass: Mir schafen en neie BTS an en ATM de radiologie. Deen zweeten ass: Mir ginn dem BTS eng Procédure disciplinaire, déi mer an d'Gesetz vum Héichschoulgesetz vun 2009 draschreiwen, wat de BTS jo och geschafen huet. An den drëtte Punkt ass, datt mer d'Accréditatiounsprozedur vun den Héichschoulinstituter, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen, méi preziséieren, andeems mer d'Distinctioun maachen tëscht enger Universitéit an enger Fachhochschule.

Dat ass, wat hei an dësem Gesetzesprojet virgeschloe gëtt. Zum Schluss wëll ech soen, datt ech och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Wilmes. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo net méi am Detail op de Projet agoen. Dat huet mäi Virriedner, de Rapporteur, schonn am Detail gemaach, deem ech och wéilt Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt och soen, datt d'DP natierlech den Accord zu dësem Projet ka ginn.

Ech wéilt just vläicht kuerz, wann Der erlaabt, zwee Punkten opwerfen, déi de Rapporteur och scho kuerz erwähnt huet. Déi éischt Fro oder den éischte Punkt, dat ass dee vun de Recoursméiglechkeeten, déi een elo neierdéngs, op alle Fall am Enseignement supérieur, viru Geriichter huet, wann een net mat Décisioune vun engem Examen d'accord ass. Bon, hei ass et méi spezifesch, wann ee gefuddelt huet, wann een e Plagiat gemaach huet. Mä hei gëtt also an e Gesetz, an e Schoulgesetz - fir et emol esou ze soen -, dee Prinzip ageschriwwen, datt ee Recoursméiglechkeeten en dernière instance virun de Geriichter huet, wat mer awer mëttlerweil oder de Moment nach net an allen Ordres d'enseignement hunn.

Mir haten déi Fro an der Kommissioun och diskutéiert. An et wier vläicht gutt, wann eis dann och hei d'Regierung kéint nach eng Kéier, oder well… Ech mengen, de François Biltgen hat dat an der Kommissioun gesot - hien ass leider haut de Mëtten net hei -, e géif domadder an d'Regierung goen. Vläicht kann dann haut de Mëtten d'Madame Modert eis soen, wat do derbäi erauskomm ass, ob och d'Regierung drun denkt, fir dee Prinzip an déi aner Ordres d'enseignement anzeféieren. Ech denken do virun allem un den Enseignement secondaire hei zu Lëtzebuerg, wou dat de Moment nach net besteet.

Eng zweet Fro, dat ass déi vun der Aklasséierung vu verschiddene Studien. Do ass et jo esou: Och hei hu mer dat am Gesetz elo ageschriwwen. De Rapporteur ass dorobber agaangen. En huet erkläert, firwat et ass, datt also déi Assistants techniques médicals en spécialité radiologie trotz 180 ECTSen net e Bachelordiplom kréien, mä e BTS. Do stellt sech natierlech d'Fro, ob an Zukunft vläicht och nach fir aner Formatiounen Iwwerleeunge gemaach ginn, ob een an déi Richtung wëllt goen.

Bei der Rentrée académique ass et esou, datt de Minister Biltgen och dovunner geschwat huet, erwähnt huet, datt Iwwerleeunge wieren, fir eventuell d'Formatioun vun den Enseignanten aus dem Fondamental, also d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren, datt een och do géif drun denken, fir déi an esou eng Richtung ze maachen, datt dat net méi universitär Studië wieren, mä datt dat och éischter dann Héichschoulstudië wieren. Och do wier ech frou, wann d'Regierung eis kéint Opschloss ginn, ob se drun denkt, fir an déi Richtung ze goen oder net.

Déi zwou Froe gestallt, géif ech awer, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wollt den Accord vun der LSAP zu dësem Projet ginn. Ech soen dem Rapporteur, dem Serge Wilmes, och villmools Merci fir deen exzellente Rapport an déi exzellent Aarbecht, déi en hei bei dësem Projet de loi gemaach huet.

Ech wollt op eppes hiweisen, wat hien zum Schluss vu sengem Rapport gesot huet, an och de Kolleeg Berger, nämlech déi Harmonisatioun vun den Disziplinarmesuren am Fall vun Examen, souwuel an dem Enseignement supérieur am Kader vun de BTSen, déi hei touchéiert sinn, wéi och am Kader vun dem Secondaire, well do och en Examen, nämlech de Premièresexamen, en cause ass.

Mir hunn dat och an der Kommissioun évoquéiert, an d'Regierung huet och gesot, den Éducationsministère an de Ministère de l'Enseignement supérieur géife sech drëm bekëmmeren. Dofir steet dann och am Rapport, dass ons Kommissioun «se voit confirmer qu'il existe la volonté d'harmoniser ces régimes au niveau des principes de base».

Ech muss soen - ech wéilt dat awer hei ënnersträichen -, dass dat mer e bësse schwaach ass. Et geet net duer, dass d'Regierung de Wëllen

huet, si muss sech och en Termin ginn, sech en Agenda ginn, fir dat ze maachen. Well et weess ee jo, wéi déi Saache ginn: Wann zwee Ministere mateneen zwëschen zwou Diere schwätzen, dat ass eng Saach; wann eppes systematesch ugaange gëtt, ass déi aner Saach.

Ech hoffen och, dass mer an der Kommissioun vläicht an deenen nächste sechs Méint eng Kéier doriwwer prezis Indikatioune vun der Regierung kréien. Dat ass mäi Wonsch, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Rapporteur deen och deelt. An am Benefiss vun deene Remarquë ginn ech natierlech den Accord vun onser Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll dann och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. Mir hunn e kuerzt Gesetz hei, an op den éischte Bléck ass et reng technesch. Et sinn zwou Mesuren, wéi erwähnt. Mer schafen e BTS fir den Assistant technique médical de radiologie. Et gëtt proposéiert, dës Formatioun op en héijen Niveau ze setzen. An ech mengen, de Rapporteur huet och richteg gesot, datt dat en ustrengenden an en usprochsvolle Beruff ass an datt dat wierklech Sënn mécht, fir do de Studiëgang ze erweideren. Et ass och gesot, dat kéinten 180 ECTS-Punkte sinn; et ass jo nach net festgeluecht, datt et der mussen 180 sinn.

Mir stellen och fest, an dat ass deen zweete Punkt vun dësem Gesetz, datt et engersäits Universitéite gëtt an datt et niewent deenen Universitéiten och nach aner Institutioune gëtt, déi en Enseignement supérieur ubidden. An Däitschland géif ee vu Fachhéichschoule schwätzen.

Fir eis ass awer déi Trennung net gradesou evident, wéi et am Exposé des motifs ugefouert gëtt. Do gëtt ugefouert, datt eng Uni sech vun enger anerer Héichschoul ënnerscheet, well se éischtens vill Wäert op d'Recherche leet an zweetens méi eng déif wëssenschaftlech Basis leet. Déi sougenannt Fachhéichschoulen dogéint wieren un éischter Stell méi praxisorientéiert a si géifen eng schnell Integratioun op den Aarbechtsmarché erlaben. An ech si frou, datt de Rapporteur och nach vun de verschiddene Formatioune vun den Enseignanten op deene verschiddenen Institutioune geschwat huet, well ech mengen, dat ass och e wesentlechen Ënnerscheed.

Déi Trennung kléngt méi einfach a méi logesch, wéi se an eisen Aen ass. D'Beispill vum Schoulmeeschter ass ugeschwat ginn. De Schoulmeeschter zu Lëtzebuerg, dee gëtt jo awer nun direkt preparéiert op den Aarbechtsmaart. Ech géif mer och wënschen, datt déi Formatioun praxisorientéiert ass. An ech weess net, ob… Den Här Berger huet gemengt, mer géifen eventuell an d'Richtung BTS vum Schoulmeeschter goen. Ech…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et war eng Fro! Här President, dat war eng Fro un d'Regierung. Et ass net, datt ech elo duerfir plädéieren. Et ass méi: Ech wëll Opschloss kréien doriwwer.

Une voix.- Aaahhh!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Gutt! Also, den Här Biltgen huet - an ech géif en do och ënnerstëtzen - ugekënnegt, datt ee sech misst Gedanke maachen, ob déi Formatioun vum Schoulmeeschter net misst reforméiert ginn. Éischt Pisten, zaghaft Pisten, hate mer an eisem Débat d'orientation iwwert den Enseignantsberuff am Abrëll dëst Joer och schonn hei an der Chamber ginn. Ech hunn allerdéngs grouss Zweifel - an et ass kee Wonsch vu grénger Säit -, fir do erëm zréckzefueren op eng Fachhochschule oder en Institut pédagogique oder en Institut supérieur d'études de recherches pédagogiques.

(Interruption)

Merci, Här Berger.

Firwat? Majo, et ass allgemeng en europäeschen Trend, datt déi puer Länner, wou mer nach Fachhéichschoulen hunn, och op de Wee vun engem universitäre Studium fir d'Schoulmeeschtere ginn.

Komme mer zréck op den Assitant technique médical de radiologie. Dat gëtt dann elo deen zweete Gesondheetsberuff, wou mer e BTS mat 180 Punkten an Aussiicht stellen.

Am Exposé des motifs gëtt dann och nach op de Bologna-System higewisen, wou et net ëm d'Dauer vun de Studië geet, mä ëm den Niveau vun der Formatioun. An da soe mer, de Bologna-System gëtt och an de Cadre européen des qualifications transposéiert, wat dann déi lescht véier vun insgesamt aacht Niveaue betrëfft. An dann heescht et, datt de BTS an den Niveau 5 kënnt an de Bachelor an den Niveau 6. Domat stelle mer da fest, datt d'Professions de santé alleguerten am Niveau 5 regruppéiert sinn.

An domat weise mer am Fong geholl, datt déi BTS-Geschicht och eng Décisioun ass, fir méiglech salarial Revendicatioune vu virera wëllen ze verhënneren. Dat ass eppes, wat verständlech ass. Mä trotzdeem: Mir stelle fest, datt mer an eisem klenge Land Formatioune mat 180 ECTS hunn - zum Beispill d'Hiewamm an de Radiologieassistent - an datt mer eng Formatioun vun 180 ECTS hunn, wat awer op Bachelorbasis ass. Dat gëllt fir de BSSE an dat gëllt fir déi allermeeschten Ingenieursbacheloren.

Mir hunn also e BTS vun engem, zwee oder dräi Joer. Mir hu Bachelore vun dräi oder véier Joer. A méi korrekt, op „Bolognesesch" ausgedréckt, déi dat bestëmmt: datt mer 60, 120, 180, 240 ECTS-Punkten hunn. Mir mengen, datt mer hei eppes geschafen hunn, wat ufänkt, der urspréngleche Iddi, fir méi Transparenz an den Enseignement ze kréien, entgéintzewierken. Hei geet et wierklech drëm - ech hunn et scho gesot - am Virfeld méigleche Gehaltsfuerderungen entgéintzekommen.

Ech ginn den Accord zu dësem Gesetz mam ausdréckleche Wonsch, fir op déi Entwécklung hei mat där Villzuel vu BTSen a Bacheloren, déi mer schafen, eng Kéier zréckzekommen an eis wierklech ze iwwerleeën, ob mer do net ze vill en Duerjernee schafen.

Et ass och ugeschwat ginn, datt mer et regelen am Gesetz: d'Fraude an d'Tentative de fraude. Ech mengen, mir sollen eis näischt virmaachen: Wann dat nach net am Gesetz stoung - an et stoung net am Gesetz -, gëtt et héich Zäit, datt mer et draschreiwen!

Ech ginn dem Här Fayot och vollkomme recht, fir ze soen: Mir mussen am ganzen Enseignement probéieren, eng Linn dranzekréien. An et geet net duer, fir et just ze soen, do musse mer handelen, an zwar och méiglechst schnell a méiglechst systematesch!

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt ee ganz grousse Merci un den Här Wilmes. Et war e ganz gudde Rapport. Exzellent, wéi ëmmer. Dir maacht Äre Match. Merci!

Une voix.- Et war deen Alleréischten.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Neen, neen, et ass net deen Alleréischten. En huet scho méi wéi ee gemaach. En huet méi wéi ee Rapport gemaach.

Bon, Dir Dammen, Dir Häre, ech mengen, mir fäerten alleguerte Cattenom, mir fäerten alleguerten Tschernobyl, mir fäerten alleguerte Fessenheim. Domat si mer alleguerten d'accord.

(Interruptions)

Mä eng Saach, déi mer net fäerten oder déi mer guer net a Betruecht zéien, dat sinn eis Strahlen, déi mer kréien, wa mer eis röntge loossen oder wa mer eng Radiotherapie gemaach kréien. Ech mengen, dat däerf een net minimiséieren. Et gëtt vu ville Säite gesot: „Okay, dat ass guer näischt, wann s de eng Röntge gemaach kriss vun de Longen oder vum Fouss". Mä et bleift jo net dobäi. Ech mengen, wann s de näischt um Fouss hues, wann s de näischt bei der Röntge gesäis, da kriss de op eemol e Scanner gemaach. An da geet et esou virun.

Mä op jidde Fall däerf een net vergiessen, dass an der fréierer Zäit ganz vill Accidenter geschitt sinn. Ech erënneren u Saragossa 1990, wou 37 Leit surexposéiert waren, 13 Leit gestuerwe sinn. Ech erënneren un d'Spidol vun Épinal 2001 bis 2006, wou d'Leit surexposéiert waren, wou och do ganz vill Leit gestuerwe sinn. An och dann eenzel Fäll: zu Dijon zum Beispill, och kuerz duerno nach eng Kéier a Frankräich.

An ech erënnere mech un ee Fall, un een Assistant technique médical, wou zoufälleg do d'Kobaltbomm op de Buedem gefall ass. Dee Jong huet sech gebéckt, en huet d'Kobaltbomm mat der rietser Hand ugepaakt, en huet se erëm op den Dësch geluecht, a ganz genau dräi Wochen duerno ware seng Hand a säin Aarm faul!

Dir dierft also elo hei absolut déi Saachen net minimiséieren. Ech denken och un déi Fraen, déi vläicht schwanger sinn, d'Assistantes techniques médicales. Wa se den éischte Mount schwanger sinn a si kommen an esou eng Situatioun eran, wou eng ganz staark Strahlebelaaschtung ass, dat ass och eng ganz grouss Gefor.

An dofir si mer frou, dass se hei dës Formatioun ugebuede kréien, dass déi Assistantes techniques médicales…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Ech kommen… Ech maachen d'Kéier, Här Bettel. Dir wësst jo, ech brauch ëmmer vill méi laang.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Är Zäit ass ewell eriwwer.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Neen, neen, déi ass nach guer net eriwwer.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- En huet nach eng Minutt.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Dofir si mer frou, dass déi Formatioun…

Une voix.- E kann nach eng Kéier maachen.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- …do ugebuede gëtt. A mä gréisste Wonsch wär, dass d'Leit net fir all klenge Bobbo an de Röntgesall ginn, fir ebe sech selwer ze schützen, awer och fir déi Assistantes techniques médicales, awer och fir d'Radiologen ze schützen. Mäin zweete Wonsch wär, dass d'Dokteren alleguerten net ze vill e schnelle Bic hunn. A wa se eng Röntge verschreiwen, da muss et och wierklech esou sinn. A wa se eng aner Méiglechkeet hunn, dann, mengen ech, kann d'Diagnos och op eng aner Aart a Weis gestallt ginn.

Här President, dat gesot, soen ech nach eng Kéier Merci. A mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Madame Modert d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem Serge Wilmes, fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Ech mengen, dat Gesetz hei an och dat, wat hien ënnerstrach huet, weist virun allem zwou Saachen. Dat Éischt ass: Mir hunn eng relativ nei Entwécklung vun der Unis- an awer och Héichschoullandschaft hei zu Lëtzebuerg, d'Gesetz vun 2003 op där enger Säit fir d'Uni, a vun 2009 - an duerno scho geännert - fir d'Héichschoulen.

Wat dee Moment mat sech bréngt, datt mer heiansdo mussen Ajustementer maachen, well mer nach jonk an deem Beräich sinn, an eis awer op déi aner Manéier och d'Méiglechkeet gëtt, well mer elo gesetzlech Kaderen hunn, fir iwwerhaapt kënnen ze envisagéieren, nei Formatiounen an dee Beräich do eropzehuelen an eropzehiewen.

Deen éischten Objectif vun deem Gesetz hei ass jo, fir nei Diplomer zouzeloosse respektiv nei Formatiounen ze definéieren; dat besonnesch och am Gesondheetsberäich. An dat ass wichteg. Ech mengen, et muss een den Ufuerderunge vum Beruff an den Entwécklunge Rechnung droen a Rechnung droe kënnen, an dofir sech och net scheien, punktuell e Gesetz ze änneren, och wann et nach net ganz al ass, fir do nei Méiglechkeeten zouzeloossen.

Dat Zweet - dat ass, mengen ech, eng ganz wichteg Prezisioun, et ass eng nei Entwécklung -, dat ass, datt mer mussen drun denken, fir Héichschoulinstituter ze accréditéieren, fir eng Qualitéitskontroll kënnen ze maachen. Et ass net, well mir elo hei nei Méiglechkeeten ubidden an e jonke Beräich hunn an dëser Hisiicht, datt vu verschiddenen auslännesche Schoule geduecht däerf ginn, si kéinten heihinnerkommen, fir d'Prozeduren an hirem Land oder d'Accréditatioun an hirem Land kënnen ze détournéieren a sech dann däerfen Uni ze nennen, wa se et an hirem Land net géifen däerfen an hei dat géife wëlle maachen.

Dofir hu mer ganz kloer definéiert, wat Héichschoule sinn, Fachhéichschoule sinn a wat op där anerer Säit universitär Studië sinn, fir se wuel zouzeloossen, mä mat där richteger Definitioun. Mir kommen ëmmer ganz séier a Verruff, soubal wéi iergendeppes am Ausland gemengt gëtt, wat mir hei géifen zouloossen an e Schlupfloch hätten. Mir wëllen hei iwwerhaapt kee Schlupfloch. An dat ass, mengen ech, eng ganz, ganz wichteg Prezisioun och heiranner.

Déi drëtt Saach ass déi vun de Sanktiounen. Och dat ass nei. Déi Diskussioun konnt och nach net fundamental an der Regierung gemaach ginn. Dat wäert se awer nach maachen. An ech hunn elo hei entscheet, datt ech och domadder wëll mat erabréngen an där Diskussioun d'Examensresultater an d'Examen iwwerhaapt am Beräich vun dem öffentlechen Déngscht; Opnahmexamen oder och aner Carrièresexamen. Ech denken, datt een déi Froen och do kéint op déiselwecht Aart a Weis behandelen.

Dat, Här President, souwäit, wéi ech Iech dat ka soen. Aner BTS-Formatiounen: Dir wësst, datt och ëmmer nei BTS-Formatioune gemaach gi sinn, entscheet gi sinn, definéiert gi sinn. Op wéi enge Beräicher an ob een dat op de Beräich vum Enseignement ausdehnt oder zréckféiert, dat ass an dësem Fall och nach net diskutéiert gi respektiv net ausdiskutéiert ginn.

Wou mer awer sécher alleguer mateneen d'accord sinn, dat ass, datt een d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinne soll iwwerkucken, ouni datt dat onbedéngt dofir muss vläicht e BTS ginn. Dat ass awer eng Diskussioun, déi nach net fäerdeg gemaach ass.

Dat ass, Här President, wat d'Regierung nach wollt vun zousätzleche Prezisiounen hei zu deene gudden Diskussiounen an zu deem gudde Rapport ginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6371 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6371 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Alexandre Krieps), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6416, en Accord, deen der Académie internationale de lutte contre la corruption de Statut vun enger internationaler Organisatioun verléint. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

6. 6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet wëlle mer en Ofkommes unhuelen, dat der internationaler Antikorruptiounsakademie de Statut vun enger internationaler Organisatioun gëtt. Domadder kritt dës Akademie, och IACA genannt, eng international Rechtsfäegkeet niewent hirer privatrechtlecher Capacitéit, Verträg ofzeschléissen an am Allgemengen all zweckméisseg Handlungen ze setzen, fir hir Ziler ze erreechen.

Den Zweck vun der IACA ass eng weltwäit, transnational Förderung vun effektiver an effizienter Bestiechungspreventioun an -bekämpfung duerch Antikorruptiounsausbildung, professionellen Training, Fuerschung, Kooperatioun, Vernetzung, technesch Ënnerstëtzung.

Hire Sëtz huet d'Akademie zu Laxenburg am Palais Kaunitz-Wittgenstein, zéng Kilometer südlech vu Wien.

D'IACA versteet sech als dat weltwäit Kompetenzzentrum fir Korruptiounsfroen a soll hiert Wëssen u Leit vum Terrain weidervermëttelen. Hei solle Polizisten, Procureuren, Riichter, awer och Mataarbechter vun Entreprisen a Studenten, also vu privaten Entreprisen a Studenten a spezielle Seminären, Workshops an deenen neisten Antibestiechungsmethode geschoult ginn - mat der Betounung op der geografesch, kulturell an historesch interdisziplinärer Diversitéit vu korrupten Handlungen -, wéi zum Beispill d'Gläichstellung vu Geschlechter oder déi ënnerschiddlech Natur vun der Korruptiounsbekämpfung a Kooperatiouns- respektiv Transformatiouns- an Industrielänner.

D'Finanzéierung vun dëser Akademie berout op fräiwëllegem Bäitrag vun de Vertragsstaten, awer och Bäiträg vum Privatsecteur a vu Stëftungen. D'IACA huet als laangfristegt Zil, sech selwer ze erhalen, zum Beispill duerch Studiëgebühren, Trainingsworkshoppen, Publikatiounen an aner Déngschtleeschtungen.

Capacitéitsméisseg kënnen an de Raimlechkeeten 150 Studenten ënnerriicht ginn, an de Spektrum vun de Studien- a Weiderbildungsofferen ëmfaasst op héijem Niveau niewent Seminären, Coursen a Konferenzen och a Bachelor, Master a PhD-Studien.

Lëtzebuerg huet geplangt, mat der IACA zesummenzeschaffen, awer punktuell, zum Beispill 2003 (veuillez lire: 2013) an der Organisatioun vun enger Konferenz.

Och an der Entwécklungspolitik ass Lëtzebuerg sech ganz kloer der Verantwortung fir Preventioun a Bekämpfung vun der Korruptioun a senge Kooperatiounslänner bewosst, wou de Bestiechungsphenomeen méi staark an och anescht wéi an den Industrielänner optrëtt, an dofir soll e Student aus engem vun eise Kooperatiounslänner e Stipendium zu Wien bezuelt kréie vu Lëtzebuerg.

Zum Schluss wëll ech ervirsträichen, dass den Accord am Summer 2011 initiéiert gouf duerch Interpol a vun dem UN-Office géint Drogen a Kriminalitéit, UNODC, a mat der Ënnerstëtzung vum OLAF, dass Lëtzebuerg sämtlech Konventiounen op internationalem an europäeschem Niveau mat den Zousazprotokollen an eist Strofrecht ëmgesat huet, dass mir eng Antenn hei zu Lëtzebuerg vun der Netregierungsorganisatioun Transparency International hunn, a schlussendlech, dass all Mënsch weess, dass Bestiechung Gëft ass fir eis Mënscherechter, de Prinzip vu Gläichheet an eiser Demokratie, dass de Conseil d'État och säin Accord zu dësem Projet gëtt, an dofir kéinte mir dëse Projet stëmmen.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice, déi esou kloer war, datt direkt zwee Kolleege sech zréckgezunn hunn. Et bleift nach just d'Madame Polfer.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, an dat awer just, fir der Madame Rapporteur, der Madame Christine Doerner, wierklech e grousse Merci ze soen...

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- ...fir dee ganz gudde Rapport.

Mir schléissen eis wierklech mat Iwwerzeegung deem Accord un.

M. le Président.- Ech mengen, duerno wär näischt méi ze soen. Dach, d'Madame Minister wëllt och nach e Wuert soen.

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement, en remplacement de M. François Biltgen, Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, just fir ze soen, datt dat Gesetz hei eemol méi weist, datt der Regierung de Kampf géint d'Korruptioun um Häerz läit, mer scho vill Saache gemaach hunn, och d'legislativ Moossnamen ëmmer erëm doranner complétéieren. Dat hei ass déi drëtt an deene leschten dräi Joer, déi doranner geholl ginn ass.

An ech mengen, dat hei ass eng wichteg Saach, datt Lëtzebuerg och gläich dobäi matmécht an datt et sech och eng Visibilitéit bei deem Matmaache gëtt an och sengem Kampf géint d'Korruptioun eng Visibilitéit gëtt, wat mer d'nächst Joer iwwer eng Konferenz, déi hei zu Lëtzebuerg ass, wäerte ganz gutt kënnen ausdrécken, am Juni, an datt mer gläichzäiteg och do - an dat ass flott - mat deem Projet virdru kënne weisen, datt mer op eiser Universitéit Studien hunn, déi heiranner gutt passen, an datt mer de Master an Antikorruptiounsstudien och do wäerte maachen an en opmaache mat Bourssen och fir Leit aus Drëttlänner. Ech mengen, och doranner ass dat hei e ganz wichtege Punkt.

Här President, och ech soen der Madame Rapporteur en häerzleche Merci fir hiren ausféierlechen a gudde Rapport. Dat hei ass een Element, e wichtegt Element am Kampf géint d'Korruptioun, dee Lëtzebuerg an d'Regierung systematesch wëlle maachen a viruféieren.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6416 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6401, eng Ofännerung vum Code du Travail. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Bauler.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri,...

(Interruption)

D'Madame Adehm? Okay, dann hu mer zwee agedroe Riedner.

Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Roger Negri.

7. 6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Chômagegeld kann een nëmme kréien, wann ee keng Pensiouns- oder Invaliderent kritt. Dat schéngt evident ze sinn, an esou steet et och bis elo am Artikel L.521-3 ënner Punkt 5 vum Lëtzebuerger Code du Travail. Deem ass et mat dem Projet de loi vun haut net méi esou, an déi sougenannten „Anticumuldispositioun" gëtt aus dem Code du Travail gestrach. Firwat dat Ganzt esou ass, muss ee sech awer froen.

De 27. Oktober 2011 huet den Europäesche Geriichtshaff Lëtzebuerg en Avis motivé adresséiert op Basis vum Artikel 258 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. An deem Avis motivé gëtt déi Anticumuldispositioun, no där ee kee Chômage kritt, wann een eng Rent kritt, suppriméiert opgrond vun enger Plainte vun enger Biergerin mat däitscher Nationalitéit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnt a geschafft huet.

Zur Erklärung dozou wëll ech kuerz den Historique vun dëser Affär maachen. Dës däitsch Biergerin huet fir d'Éischt an Däitschland, dunn a Frankräich a schlussendlech vun 1999 bis 2009 zu Lëtzebuerg geschafft. Well se a Frankräich cotiséiert huet, hat se vun 2007 un eng ganz kleng Deelrent zegutt, manner wéi 100 Euro, déi aus der franséischer Pensiounskeess ausbezuelt ginn ass.

Am Mee 2009 huet déi ugesprache Biergerin hir Aarbecht hei zu Lëtzebuerg verluer an deemno och eng Ufro fir d'Chômageindemnitéite gemaach. Déi sinn hir awer refuséiert ginn, well se jo déi Rent aus Frankräich hat a mir hei zu Lëtzebuerg am Gesetz déi schonn ugeschwaten Anticumuldispositioun stoen hunn.

D'Europäesch Kommissioun huet an hirem Schreiwes vum Mäerz 2010 un d'Lëtzebuerger Regierung matgedeelt, dass déi kloend Biergerin déi Lëtzebuerger Konditiounen erfëllt, fir Chômagegeld ze kréien, an dass hir dëst net ka refuséiert ginn, trotz enger Rent aus dem Ausland an déi hir jo och vun do aus zousteet.

No engem weideren Échange de courrier, wou d'Lëtzebuerger Regierung sech deem weider obstinéiert (veuillez lire: opposéiert) huet, a fir et am Résumé ze soen, mam Argument, dass de Chômage net parallell aus der Rentekeess, mä aus der Statskeess vum Fonds de la solidarité nationale (veuillez lire: Fonds National de Solidarité) bezuelt gëtt, krutt doropshi Lëtzebuerg den 30. September 2010 eng Mise en demeure, an där d'Kommissioun nach eemol drun erënnert, dass den Artikel 48 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ze respektéieren ass.

Dësen Artikel hält fest, dass d'Liberté d'établissement vun den Aarbechter innerhalb vun der EU muss garantéiert ginn. D'Aarbechter dierfen duerch déi Liberté de circulation keng Nodeeler hunn. Si mussen also och kënne weiderhin hir Pensiounen ausbezuelt kréien, an déi si Jore virdrun abezuelt hunn, och wa si an der Zwëschenzäit an engem anere Land wunnen.

Op déi Mise en demeure vun zwee Méint Lafzäit huet d'Lëtzebuerger Regierung den 20. Dezember 2010 geäntwert, dass si d'Dispositioune géif ëmännere an deem Sënn, dass déi Leit, déi aus dem Ausland eng Pensioun iwwerwise kréien, dee Montant vun hirem Chômagegeld ofgezu kréien.

Doropshi koum dunn awer dee schonn ugesprachenen Avis motivé vum 27. Oktober 2011 vum Europäesche Geriichtshaff mat dem Verweis, dass d'Déductioun vun enger Deelrent vum Chômagegeld net konform ass zum EU-Recht a Bezuch op d'fräi Zirkulatioun vun Aarbechter innerhalb der EU an dass dat entspriechend Lëtzebuerger Gesetz ëmzeännere wär.

Här President, d'Regierung kënnt deemno mam Projet de loi vun haut dëser Opfuerderung vun der Europäescher Kommissioun no a sträicht de Punkt 5 vum Artikel L.521-3 aus dem Code du Travail. Heimat kënnen aus evidente Grënn nom Prinzip vun der Égalité devant la loi net nëmmen déi ugesprachen EU-Bierger, mä och déi Leit hei zu Lëtzebuerg, déi exklusiv hei am Land geschafft hunn, Chômagegeld niewent hirer eventueller Deelpensioun oder Deelinvalidérent kréien.

Dës Opfaassung gëtt vum Statsrot gedeelt, am Sënn fir keng Discrimination à rebours ze schafen, am Contraire zur Chambre des Métiers, déi d'Befierchtung vun eventuellen Abusen ufëiert. Dass deem net esou wäert sinn, gëtt duerch de Fait ënnermauert, dass trotz dem Ewechfale vu besotem Artikel nach ëmmer déi sechs aner verbleiwend Konditioune vum Artikel...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Negri nozelauschteren!

M. Roger Negri (*LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President.

...dass nach ëmmer déi sechs aner verbleiwend Konditioune vum Artikel 521-3 vum Code du Travail erfëllt musse sinn, fir Chômagegeld ze kréien, déi ech kuerz wëll opzielen.

Fir Chômage ze kréien: 1. Et muss een onfräiwëlleg am Chômage sinn; 2. et muss een zu Lëtzebuerg wunnen, mat den entspriechenden Délaien en fonction vun der Zort vum Aarbechtskontrakt; 3. et muss een op d'mannst 16 Joer hunn a maximal 24 Joer (veuillez lire: 64 Joer) al sinn; 4. et muss een apte au travail sinn, disponibel fir den Aarbechtsmaart sinn a bereet sinn, fir all appropriéiert Aarbecht unzehuelen; 5. et muss een um Aarbechtsamt als Chômeur mat Recht op voll Chômageindemnitéit ageschriwwe sinn, a 6. et muss een d'Stagekonditiounen erfëllen, wéi se am Artikel 521-6 definéiert sinn.

D'Regierungsvertrieder hunn eis an der Chamberskommissioun gesot, dass deemno net méi wéi ronn eng Dose Leit a Fro komme wäerten, fir niewent dem Chômagegeld och nach eng Deelpensioun respektiv Deelinvaliderent ze kréien.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Negri, deen esou am Detail war, datt den Här Bauler net méi brauch ze intervenéieren. Da bleift nach just d'Madame Adehm.

(Interruptions diverses)

Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Et ass gutt, da gesitt Dir schwaarz!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut maache mir eppes, wat net esou oft virkënnt: Mir légiféréieren op Basis vun Eenzelfäll. Beim Projet de loi vun haut geet et nämlech drëm, fir de Code du Travail ëmzeänneren. Ech sot jo, et kënnt net esou oft vir. Dëst geschitt op Basis vun enger Persoun, déi hei am Land keen Urecht op Chômageindemnitéiten hat. Si huet nämlech am Ausland eng Pensioun kritt, well se eng ganz Partie Joren do geschafft huet.

Am Lëtzebuerger Code du Travail definéiert, wéi den Här Negri et scho gesot huet, den Artikel 521-3 d'Konditiounen, ënnert deenen e Salarié en Urecht op eng komplett Chômageindemnitéit huet. De Punkt 5 vun dësem Artikel gesäit vir, dass de Salarié net däerf vun enger Älters- oder Invalidepensioun bénéficiéieren, an och net vun enger sougenannter „rente plénière d'accident".

Laut dem Avis motivé vum Oktober 2011, deen d'Europäesch Kommissioun eisem Land zougestallt huet, ass dëse Punkt 5 vum Artikel 521-3 vun eisem Code du Travail net konform zum europäesche Recht. E verstéisst géint de Prinzip vun der libre Circulation des travailleurs. Mam Vote vum Projet de loi vun haut soll de Punkt 5 aus dem Artikel 521-3 vum Code du Travail gestrach ginn.

An Zukunft ass also de Cumul vu Chômageindemnitéite mat anere Sozialprestatioune méiglech, an dat och fir Persounen, déi nëmmen ënner Lëtzebuerger Recht geschafft hunn.

De Conseil d'État huet kee Problem mat dësem Projet de loi, och wann e méi wäit geet wéi dat, wat d'Europäesch Kommissioun verlaangt.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers dogéint hätte léiwer gesinn, wann de Cumul (veuillez lire: Anticumul) fir Persounen, déi nëmmen ënner Lëtzebuerger Recht falen, net géif ofgeschaaft ginn. Déi zwou Beruffskummere soen, dass an Zukunft duerch d'Ofschafe vun dëser Anticumulbestëmmung wäit méi wéi just déi zéng Persoune pro Joer, déi an der Fiche financière vum Projet de loi stinn, an de Genoss vun der kompletter Chômageindemnitéit kommen.

Mir als CSV-Fraktioun verstinn d'Bedenke vun de Beruffskummeren. Mir hätten eis nämlech och vun der Regierung respektiv vum Aarbechtsminister méi Wäitsiicht gewënscht bei der Aschätzung vun den Zousazkäschten, déi op eist Land duerkomme wäerten. Et däerf awer op kee Fall sinn, wéi dëst vun de Beruffskummere gefuerdert gëtt, dass d'Ëmgestaltung vum Code du Travail op d'Käschte vun deene geet, déi ausschliesslech hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech ginn deemno am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung fir dëse Projet de loi.

Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi Rapport an Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech froen d'Wuert och nach, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Adehm.

Wëllt den zoustännege Minister d'Wuert?

(Interruption)

Den Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Also, contrairement zu menger Virriednerin ginn ech hei mäin Accord. Dat hei ass...

Une voix.- Wéi?

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Déi gëtt den Accord och, mä mat ganz villen Aschränkungen, a si versteet d'Bedenke vun de Beruffskummeren, vum Patronat, wat ech awer net maachen.

Hei ass e Beispill, wéi iwwert den europäesche Wee dann och eng Verbesserung am nationale Recht ka geschéien. Dat ass geschitt iwwer en Eenzelfall zwar, mä mir maachen hei eng Légis-

latioun, déi gëllt fir d'Leit alleguer. Net, wéi mer et gëschter décidéiert hunn!

Une voix.- Ouh, ouh, ouh?!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Hei ass also eng Verbesserung, si gëtt agefouert an eisem Aarbechtsrecht net nëmme fir déi Leit, déi eng Pensioun am Ausland kréien, mä och fir déi Leit, déi eng Pensioun hei zu Lëtzebuerg kréien. An ech sinn der Meenung, dass déi zwou Prestatiounen absolut ze cumuléiere sinn, wann een och weess, dass et jo awer limitéiert ass, fir nach schaffen ze goen, wann een eng Pensioun kritt. Dat heescht, déi Pensiounen, déi do en cause sinn, dat si kleng Pensiounen. Et ass hei gesot ginn: 100 Euro, dat war de Fall vun där Damm, déi geklot huet. 100 Euro huet se als Pensioun kritt, a si huet awer hei geschafft a si hätt sollen dann de Chômage refuséiert kréien, wat net gerecht an net normal ass, egal wou een eng Pensioun kritt!

An deem Sënn wëll ech absolut meng Zoustëmmung hei ginn zu deem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Ma ech mengen, ech brauch eigentlech deem näischt zouzefügen, wat den Här Urbany, deen Aarbechtsrechtler ass, elo gesot huet, an ech soen och him dofir expressément Merci.

Ech wëll just nëmme rappeléieren, datt, wa mer eis net conforméiert hätten un dat, wat mer vun der Kommissioun nogeluecht kritt hunn, datt mer dann doudsécher condamnéiert gi wieren an datt dat, wéi mer dat jo wëssen aus anere Fäll, och zu engem gréissere Käschtepunkt komm wier, dee wahrscheinlech méi héich wier, wéi deen ass bei deene puer Fäll, déi elo wäerten optrieden a wou et haaptsächlech drëm geet bei Leit, déi net déck Pensiounen hunn, mä déi ganz kleng Pensiounen hunn, a wou déi Non-cumul-Bestëmmung absolut keng Raison d'être huet.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6401 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6401 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer nach eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, d'Madame Lorsché an den Här Colombera.

Als Éischten héiere mer den Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

8. Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail

Exposé

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, den Hasard wëllt et, dass just um Dag vun haut d'World Federation for Mental Health dësen Dag zum Weltdag vun der psychescher Gesondheet ausgeruff huet.

Ech weess net, ob zu Lëtzebuerg am Rahme vun deem Dag e puer extra Initiativen an Aktivitéite geplangt sinn. Mä wéi gesot, den Hasard wollt et, dass mer haut op dësen Dag hei an der Chamber eis engem Sujet unhuelen, deen net all Dag, net emol all Mount an der Aktualitéit steet, deen eiser Meenung no - an dofir hu mer als Fraktioun deen Débat gefrot - awer eng Wichtegkeet huet, fir eis bewosst ze ginn, dass d'psychesch Gesondheet e ganz wichtegen Aspekt vun der genereller Gesondheet ass an dass d'Aarbechtsplazen an d'Aarbecht beim Schutz viru psychescher Krankheet eng ganz besonnesch Roll spillen an dass domadder och d'Vorbeugung viru psychosoziale Risiken an d'Förderung vun der psychescher Gesondheet eng bedeitend Roll an der Gesondheetspolitik tout court, awer virun allem och an enger Aarbechtskultur, déi an de Jore vun der Kris gelidden huet, spillen an ëmmer méi wichteg sinn.

Sécherlech, héich Aarbechtslosegkeet, méi Angscht an de Betriber, d'Aarbecht ze verléieren, méi Leeschtungsdrock och, méi Rendement, dee muss agefuer ginn, féieren dozou, dass d'Unzuel vun de Facteure vu Stress, vu Burn-out an aneren Entwécklungen ëmmer méi grouss gëtt.

D'Aarbecht als Stressfacteur: Do huet eng OECD-Studie gewisen, dass 70% vun deenen, déi un enger mentaler Krankheet leiden, am Aarbechtsprozess stinn an dass oft doriwwer eraus déi duebel an dräifach Belaaschtungen, zum Beispill bei Fraen, natierlech Facteure sinn, déi hei éischter d'Problemer nach méi grouss maachen.

De Wandel an der Aarbechtswelt vu Risiken - déi soss viru Joren, Jorzéngte virun allem manueller Natur waren, d'Gefor vun deene klassesche, traditionellen Aarbechtsaccidenter - féiert haut ëmmer méi, an Zäite vun der sesshafter Aarbecht, ëmmer méi zu Problemer an dem Leeschtungsdrock, zu Problemer vun dem Stress, ënner anerem och mat den Aarbechten um Computer, awer och duerch nei Méiglechkeeten, déi sech Betriber a Patronat ginn hunn, wou an de Betriber och d'Kontrollméiglechkeeten ëmmer méi grouss ginn, sou dass deementspriechend och den Drock, d'Gefor virun Depressioune méi grouss sinn.

An Dir kënnt Iech erënneren, dass an Däitschland, zum Beispill bei Lidl - fir et net ze nennen -, dat zum Beispill ee vun de Facteure war, deen an deem Betrib zu gréissere Problemer gefouert huet, duerch Kameraen, déi dee ganzen Dag d'Leit iwwerwaachen, duerch Kameraen, déi d'Méiglechkeet ginn, fir d'Kadenzen, d'Aarbechtsrhythmen zu all Moment kënnen ze kontrolléieren an dann deementspriechend och anzewierken.

Ech mengen, dass mer och an der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, vun eiser kapitalistescher Gesellschaft, vun enger fréier méi paternalistescher Aart a Weis, déi nach gegollt huet, wou de Bien-être vun den Aarbechter, vun de schaffende Leit och emol nach eppes gegollt huet, haut an enger méi anonymer Aarbechtswelt ukomm sinn, wou virun allem Aktieninhaber manner iwwerhaapt den Intérêt hunn, fir ze kucken, wéi et dann de Leit an de Betriber geet, an net drun denken, dass, wann et de Leit an de Betriber gutt geet, domat natierlech och hir Motivatioun an deementspriechend och hir Freed un der Aarbecht an domadder och u sech hire Rendement éischter besser ginn. Ech mengen, dat gëtt éischter ëmgekéiert gekuckt, an dofir si Krankmeldungen ëmmer méi, an natierlech och d'Entwécklung vu psychesche Problemer ëmmer méi an d'Luucht gaangen.

Et kéint een hei zu Lëtzebuerg - an ech mengen, de Minister wäert eis herno sécherlech dorobber Äntwerte kënne ginn - vläicht d'Noutwendegkeet gesinn, de Phenomeen och zu Lëtzebuerg nach méi prezis ze studéieren, Aarbechtsaccidenter, Aarbechtskrankheeten, déi mat der Aarbecht ze dinn hunn, méi differenzéiert nach ze analyséieren, fir Grënn ze detektéieren an deementspriechend och Politiken an de Betriber, awer och Politiken an der Gesetzgebung kënnen ze agencéieren.

Um Niveau vun de Sozialpartner, an ech kommen herno op eenzel Saachen zréck, mécht haut virun allem de Centre de formation an der Chambre des Salariés eng gutt Aarbecht fir d'Formatioun vun den Delegéierten, fir d'Leit auszebilden an de Betriber op Stressvorbeugung, op de Kampf géint Mobbingentwécklungen, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass.

Ech hu fir d'Virbereedung vun dem Débat no Zuele gesicht, fir och wëssenschaftlech ze kucken, wat mer hei zu Lëtzebuerg vun Analyse virleien hunn. Dat ass ganz schwéier.

Et kënnt een op eng ILReS-Etüd vun 2010, wou 40% vun de schaffende Leit, vu Salariéen hei zu Lëtzebuerg gesot hunn, dass se ze vill Stress hunn. All Fënnefte seet an deem Sondage, dass e sech ganz no engem Burn-out spiert an dorënner leit, doduerch dass en net schléift, schlecht schléift oder iwwerhaapt eng Mëssstëmmung huet.

5% - an enger europäescher Etüd awer - soen, 5% vu Lëtzebuerger Salariéen, dass se Antidepressiva huelen. Dovunner soe 14%, dass se dat maachen, fir hir Leeschtung am Betrib kënnen ze erhéijen.

Wann een eis Zuel kuckt an déi vergläicht, da sinn dat bei 5% hei zu Lëtzebuerg, 7% an der Moyenne vun der EU. Dat géif also heeschen, dass dat sech bei eis éischter an engem normalen, awer sécherlech ze héije Pourcentage befënnt.

Eng OECD-Studie seet doriwwer eraus, dass all drëtt Ufro bei enger Invaliderent - all drëtt Ufro an der Tëschenzäit, fir invalid ze ginn! - sech bezitt op eng mental Krankheet. Dat ass eng Entwécklung, déi rasant war an deene leschte Joren an eis deementspriechend och ze denke muss ginn.

D'Zuel vu krankheetsbedéngten Deeg, déi ausfalen an de Betriber, ass zu Lëtzebuerg méi héich wéi an der Europäescher Unioun, an 12% vun de Krankeschäiner betreffen en Ausfall, deen iwwer zéng Deeg geet, géint nëmme 6% an der Europäescher Unioun. An et kann een dervun ausgoen, wéinstens extrapoléieren, wann ee gesäit, dass 15% vun de Laangzäitkrankeschäiner - méi wéi 21 Deeg - op psychesch Krankheeten zréckzeféiere sinn, et kann een also dervun ausgoen, dass Laangzäitkrankmeldungen éischter och mat psychesche Problemer ze dinn hu wéi mat engem gebrachenen Aarm oder mat enger Gripp oder soss eppes.

2009: d'Grënnung vum Observatoire de l'Absentéisme. Ech mengen, et wär nëmmen ze hoffen, dass hei net nëmme repressiv geschafft gëtt, mä dass sech och un d'Ursaache vun zum Beispill Laangzäitkrankeschäiner gemaach gëtt, fir dat genau ze ergrënnen a genau och kënnen ze reagéieren. Ech mengen, dat si bei de Laangzäitkrankmeldungen, wann een dervun ausgeet, dass d'Ursaach oft psychesch Krankheete sinn, sinn dat 50% vun den Ausgabe vun der Gesondheetskeess. Ech mengen, dat weist ongefeier d'Envergure vun der Problematik.

Doriwwer eraus ass et dann de Phenomeen vum Mobbing, op deen ech nach méi prezis ze schwätze wëll kommen. „to mob": upöbelen, ugräifen; dohier kënnt d'Wuert vum Mobbing, an dat spillt leider Gottes an de Betriber ëmmer méi eng grouss Roll.

Och do kann ee sech op eng Rei vun Zuelen hei zu Lëtzebuerg baséieren, keng spezifesch Studien, mä awer aus der Aarbecht, déi ënner anerem a virun allem gemaach gëtt vun der Mobbing A.s.b.l., déi säit Joren an deem Domän do schafft an eng ganz wäertvoll Aarbecht mécht, fir ze verhënneren, dass Mobbing an den Entreprisë stattfënnt, dass en d'Aarbechtsklima belaascht an, wéi gesot, an Zäite vun Drock och ëmmer méi u Bedeitung zouhëlt.

D'Zuele vun der Mobbing A.s.b.l., déi ech an der Virbereedung vun deem Débat hei gesinn hunn - wat interessant war, fir och iwwer Fäll ze schwätzen, prezis Fäll ze schwätzen oder ze kucken, wéi déi Leit dorobber kënne reagéieren an agéieren: 9%, seet d'Mobbing A.s.b.l., aus hiren Zuelen, vun deenen, dat wären 11.400 Fäll vun 380.000 Salariéen zu Lëtzebuerg, sinn Affer vu Mobbing.

Wann een dat kuckt mat den Zuelen, déi generell och an anere Studië genannt ginn, da wär dat eng Zuel, déi plus ou moins an der Moyenne vun deem wär, wat ee bei der OECD, bei der Europäescher Unioun u Chiffere ka fannen.

9% ass een enorme Chiffer, fannen ech. Ech weess net, wéi et lech geet, mä ech fannen dat - 9% oder 10% - en extrem héije Chiffer, deen, an ech hunn dat virdru gesot, an Zäite vun héijer Aarbechtslosegkeet, groussem Drock an de Betriber, grousse Pressiounen, déi stattfannen, sécherlech och net méi kleng gëtt!

52% vun deenen, déi Affer gi vu Mobbing, ginn direkt krankgeschriwwen.

Mobbing-Affer sinn am Schnëtt, och dat opgrond vun de Studien, 37 Deeg an der Moyenne krankgeschriwwen. Fir ze gesinn, wat fir een Ausfall dat och fir d'Ekonomie an deem Moment bedeit a wat dat natierlech och fir Problemer fir déi eenzel Leit bedeit!

Dat gëtt eng Ausgab vun 30,3 Milliounе fir d'Krankekeess, ouni den Openthalt an de Spideeler, wann et esou wäit geet. Och dat e Chiffer, deen enorm ass fir dee Phenomeen do!

Am meeschte betraff, och dat Erfahrungen, déi d'Mobbing A.s.b.l. opgrond vun hiren Zuelen am Laf vun de Jore gemaach huet, si virun allem de Gesondheets- a Sozialberäich, öffentlech Entreprisen an de Finanzsecteur. Elo kann een doriwwer analyséieren: Firwat déi Beräicher an net anerer, firwat déi Beräicher méi? Do gëtt et sécherlech eng Rei vun Déngen (veuillez lire: Ursaachen).

Ech mengen, d'öffentlech Entreprisen, do kann een dervun ausgoen, dass d'Mobbingaffer sech éischter mellen, éischter bei eng A.s.b.l. ginn, wéi dat vläicht an anere Secteuren de Fall ass, wéi dat bei der Horesca oder an der Hôtellerie oder esou virun de Fall ass. Et ass och vläicht d'Gewerkschaftspräsenz an deene Secteuren, ech denken un de Gesondheets- a Sozialberäich, wou u sech d'Delegéiert relativ präsent sinn, dass dat éischter dozou féiert, dass d'Leit selbstbewosst och genuch sinn, trotz dem Phenomeen, fir sech ze mellen, fir bei eng Mobbing A.s.b.l. ze goen, fir d'Gespréich ze siche mat Leit, déi kënnen hëllefen, déi jiddefalls kënne weiderginn.

Ech mengen, dass d'Mobbing A.s.b.l. jo virun allem och sech zum Zil gesat huet, fir ze hëllefen, d'Leit op déi richteg Plaz ze kréien, sief dat, wat de gesondheetleche Problem ubelaangt, awer och de Problem an de Relatiounen, déi dat an den Entreprisë bréngt, sief et mam Patron - mä oft ass et jo net de Patron selwer, deen Acteur vum Mobbing ass, et ass oft déi zweet an déi drëtt Rei, déi méi geféierlech ass. Et si Gruppen, déi sech bilden, fir Leit, aus welche Grënn och ëmmer, kënnen ze treffen.

Ech wëll soen, Här Minister, Dir hat jo viru Kuerzem, et ass net laang hier, zwou Wochen, selwer eng Entrevue mat der Mobbing A.s.b.l. Dir hutt Iech no baussen zesumme virgestallt, wat gutt war. Ech mengen, dat gëtt och eng Reconnaissance, Är Präsenz, bei där Initiativ fir déi Aarbecht vun der Mobbing A.s.b.l. Wann ee gesäit, dass déi A.s.b.l. do schafft mat annerhallwem Kader Personal, ass dat natierlech ganz wéineg an erlaabt et net, fir déi Aarbecht esou ze maachen, wéi et noutwendeg ass.

Mä ech mengen, mir liewen an deenen Zäite wou mer sinn, an et wär och interessant, dass d'Sozialpartner vläicht selwer kucken, inwieweit dass se an deene Strukturen do méi kënne maachen. D'Chambre des Salariés mécht dat iwwer hire Centre de formation. Mä ech mengen, och hei wär dat sécherlech gutt.

Iwwert d'Fro elo vun dem Mobbingphenomeen an der Detektioun vum Mobbing, der Definitioun vum Begréff an der Gesetzgebung, mengen ech, wär et gutt, Här Minister - Dir sidd amgaangen, de Projet iwwert d'Matbestëmmung, iwwert d'Cogestioun, iwwert d'Aarbecht vun den Delegatiounen ze finaliséieren -, och hei wär et gutt, nach eng Kéier, ier de Projet finaliséiert gëtt, ze kucken, inwieweit dass an den Aarbechten, an de Prärogative vun den Delegéierten de Phenomeen vun dem Mobbing, de Phenomeen vun de psychesche Krankheeten an deem Projet de loi och kéint en Niderschlag fannen, fir do den Delegéierte Méiglechkeeten ze ginn, och an deene Beräicher aktiv ze ginn, vläicht net ëmmer eng Obligation de résultat ze hunn, mä au moins eng Obligation d'initiative kënnen ze hunn, fir esou Phenomeener opzegräifen a se am Betrib deementspriechend och ze attackéieren, wann dat noutwendeg ass.

Wat de Problem vun der Gesetzeslag hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, an ech mengen, dat ass jo och e wesentleche Punkt vun deem, wat mer haut de Mëtteg vläicht erauszezéien hunn aus där Orientéierung, déi mer mat der Regierung an deem Phenomeen hei wëlle ginn, ass natierlech ëmmer d'Fro gewiescht an all deene Joren: Ass et noutwendeg, eng gesetzlech Grondlag dem Phenomeen Mobbing ze ginn, jo oder neen?

Ech hunn an enger Studie vun dem European Survey of Enterprises on New and Emerging Risks 2009 gesinn, dass déi Studie zur Konklusioun kënnt, dass Entreprisen, dass Betriber an de Beräicher vum Aarbechtsschutz eréischt da richteg aktiv ginn, wann et gesetzlech Virgabe gëtt.

All Initiativen, déi op sozialpartnerschaftlechen Accorde baséiert hunn, déi hunn zwar zur Sensibiliséierung vläicht gefouert, d'Informatiounscampagnen. De Problem ass e bëssen esou ronderëm belauert ginn, ouni dass awer - duerch de Fait, dass Sanktioune feelen - wierklech e konkreten Agréff géint de Phenomeen konnt stattfannen.

An dorauser hunn ech selwer viru laange Joren och d'Noutwendegkeet gesinn, dass mer eng Législatioun op deem Gebitt sollen hunn. Mir hunn dat haut net. Mir hu keng Definitioun vum Mobbing. An engem rezenten Uerteel, dat lescht an deem Zesummenhang - ech mengen, dat war 2001/2002 -, huet e Geriicht sech an der Fro vun dem Schutz vun der mentaler Gesondheet op deen allgemengen Artikel 312-2 aus dem Code du Travail bezunn a sengem Uerteel, an ech liese just den Ufankssaz, deen einfach seet, generell: «L'employeur doit prendre toutes les mesures pour assurer et améliorer la protection de la santé physique et psychique des salariés (…).»

Op deen Artikel huet de Riichter sech deemools baséiert. Ech mengen, et ass elo egal, ëm wat et gaangen ass a wat d'Uerteel war, mä dat war seng Begrënnung, firwat dass en do fir de Salarié en Uerteel geholl huet, op der Basis vun där allgemenger Bestëmmung, déi dat doten ass.

Ech selwer hunn de 4. Juli 2002 eng Proposition de loi an deem Sënn gemaach, fir engersäits eng Definitioun ze kréien an anererséits awer och d'Méiglechkeete vu Sanktiounen ze ginn. Den deemolegen Aarbechtsminister Fränz Biltgen huet kuerz drop mam Projet de loi 5241, e Projet de loi vun der Regierung, dat war den 18. November 2003, e Projet de loi deponéiert. Déi zwee sinn an der Tëschenzäit an engem gemeinsamen Avis vun dem Conseil d'État och aviséiert ginn.

Grosso modo war de Projet de loi…, huet de Conseil d'État en éischter negativen Avis ginn, well e gesot huet, dat geet net wäit genuch. Dat erfëllt och net déi europäesch Ufuerderungen, déi mer brauchen, beschränkt sech eleng a vill ze vill just op d'Preventioun, net genuch op Sanktiounen.

D'Proposition de loi ass éischter positiv aviséiert ginn, well se, an ech mengen, dat ass juristesch vläicht och de richtege Wee, sech un der Gesetzgebung, déi mer deemools kritt haten, neierdéngs kritt haten iwwert den Harcèlement sexuel, orientéiert huet, souwuel an der Definitioun wéi och an der Aart a Weis, et juristesch unzegoen.

Deementspriechend ass och de Projet de loi vun der Regierung, de Projet de loi 5241, herno zréckgezu ginn an d'Proposition de loi ass 2009 an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn.

Ech wëll soen, dass an der Tëschenzäit de 25. Juni 2009 d'Sozialpartner eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, d'Gewerkschafte mat de Patronatsorganisatiounen, «relative au harcèlement et à la violence au travail». An ech mengen, ech hu wéinstens mat enger Gewerkschaft doriwwer d'Geleeënheet nach kritt fir ze schwätzen, déi gemengt huet, dass déi Konventioun - ech wëll elo net soen, dass se lettre morte bliwwen ass, ech menge schonn, dass an eenzelne Betriber déi eng oder déi aner Initiativ komm ass -, mä dass generell awer éischter d'Appréciatioun déi ass, dass déi Konventioun, déi gutt gemengt war, fir fir d'Éischt op engem sozialpartnerschaftlechen Niveau ze versichen, eppes ze maachen, net onbedéngt zu gudde Resultater gefouert ginn ass.

Mä ech mengen, et wäert noutwendeg sinn, Här Minister, fir e Bilan ze maache vun deem, wat déi Konventioun bruecht huet, fir dann och déi weider Schrëtt ze décidéieren a sech bei der Ausaarbechtung vun engem Projet de loi…, oder dat ze maachen op der Basis vun der Propositioun; et ass relativ egal. Et geet just drëm, dass mer zu engem Resultat kommen, sech unzelehnen, mengen ech, un d'Erfahrunge beim Harcèlement sexuel. Ech mengen, dass och do d'Erfahrungswäerter eis eng Méiglechkeet ginn, fir gutt ze légiféréieren.

Ech mengen, dass och fir eng Rei vun Initiativen - ech erënneren un d'Initiativ an Däitschland „Initiative Neue Qualität der Arbeit" - sech d'Fro stellt, inwieweit een och hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich vun der Qualitéit vun der Aarbecht, vum Wuelbefanne vun de Leit op der Aarbecht Initiative sech ka virstellen. Ech mengen och, dass virun allem déi sougenannten „délégués à la sécurité", d'Sécherheetsdelegéiert an de Betriber systematesch eng Formatioun an de Froe vun dem Stress, an de Froe vum Mobbing misste kréien. Dat gëtt haut scho gemaach iwwert de Centre de formation, misst awer doriwwer erausgoen.

Ech hunn zum Schluss e puer Froen nach un d'Regierung an där Orientatioun, déi mer eis haut an där Fro do wëlle ginn, wat virun allem d'Zuelematerial ubelaangt, déi Analysen, déi vum Ministère, vun deenen zwee Ministèren, déi jo hei virun allem concernéiert sinn, den Travail, awer och d'Gesondheet: wéi vill Aarbechtsaccidenter op Stress zréckzeféiere sinn, wat sinn déi an deem Phenomeen vum Stress? Well mir hu jo u sech elo zwee Phenomeener analyséiert, dee vum Stress an dee vum Mobbing.

Wéi vill ass de Coût? Wéi vill gëtt gerechent de Coût ze si vu psychesche Krankheeten hei zu Lëtzebuerg?

Och an de Froe vum Iwwergang vun der Aarbecht an d'Pensioun, och an de Préretraitessystemer: wéi vill Salariéë fréizäiteg an d'Rent ginn, iwwer Invaliditéit oder Préretraite, bedéngt och duerch aarbechtsbedéngt, psychesch Krankheet, a wéi vill dass d'Regierung och am Beräich vun der Sensibiliséierung, der Informatioun mécht, eleng oder mat de Chambres professionnelles oder wiem och ëmmer, fir zu méi Erfolleger ze kommen?

An der Orientéierung géif et also drëm goen, haut der Regierung mat op de Wee ze ginn, wéi se mat dem Phenomeen soll ëmgoen, souwuel wat d'Législatioun ubelaangt, wéi och d'Studien, déi nach ze maache wären, wann dat noutwendeg ass, wéi och, wéi gesot, méi déifgrënneg nach ze analyséieren, wat de Phenomeen zu Lëtzebuerg bedeit a wéi ee géint e ka virgoen.

Ech géif, Här President, zum Schluss eng Motioun wëllen deponéieren, déi ënnerschriwwen ass vun Deputéierten aus der CSV-Fraktioun, der grénger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun an der Sensibilitéit vun déi Lénk.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que la crise économique et financière a accentué les pressions sur le marché du travail et semble favoriser le phénomène du harcèlement moral («mobbing»);

- que, selon des estimations non officielles, 9% des salariés au Luxembourg seraient victimes de harcèlement moral;

- que le harcèlement moral coûterait, selon certaines estimations, près de 26 millions d'euros par an à la Caisse Nationale de Santé;

- que le phénomène du harcèlement moral n'est pas toujours suffisamment pris en considération dans les entreprises;

- qu'un accord-cadre européen sur le stress au travail a été signé par les partenaires sociaux européens en date du 8 octobre 2004;

- que la convention signée par les partenaires sociaux le 25 juin 2009 relative au harcèlement et à la violence au travail, a été déclarée d'obligation générale suite au règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 portant déclaration d'obligation générale de la convention;

- la proposition de loi 4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail et l'avis du Conseil d'État y afférent;

- les études sur le bien-être et le stress au travail menées notamment par la Chambre des Salariés, Mobbing A.s.b.l., TNS-ILReS, l'OGB-L et la Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale au fil des dernières années;

invite le Gouvernement

- à procéder, en collaboration avec les partenaires sociaux, à un bilan de la convention du 25 juin 2009 citée ci-dessus;

- à réformer la législation sur les délégations du personnel, des comités mixtes et de la cogestion, en ce sens que la dimension du harcèlement moral y trouve sa place;

- à élaborer un projet de loi relative à la protection contre le harcèlement moral et la violence au travail à l'occasion des relations de travail, en prenant en compte la proposition de loi afférente.

(s.) Lucien Lux, Georges Engel, Josée Lorsché, Marc Spautz, Serge Urbany, Robert Weber.

Ech hunn awer all déi aner och gefrot, fir dass dat kloer ass. Dass mer an där Motioun nach eng Kéier de Rappel maache vun deenen Initiativen, déi et am Laf vun deene Jore gouf, souwuel um legislative Plang wéi um sozialpartnerschaftleche Plang wéi um Niveau vun den Etüden, déi gemaach gi sinn. Zum Beispill déi, déi ech genannt hu vun der Chambre des Salariés zesumme mat der Mobbing A.s.b.l., dem OGB-L, der Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale, woubäi ech wëll soen, dass d'Mobbing A.s.b.l. jo eng Initiativ ass, wann ech dat gutt an Erënnerung hunn, déi virun allem vum LCGB an d'Liewe geruff ginn ass an och haut nach enk mat där Gewerkschaft zesummeschafft.

An den Inviten un d'Regierung geet et eis drëm, fir de Bilan ze zéie vun der Konventioun vun 2009, déi ech genannt hunn, derfir ze suergen, dass an der Reform vun der Cogestioun mer nach eng Kéier e Bléckwénkel op déi Fro do geheien. A mir schwätzen eis an der Motioun derfir aus, fir eng Gesetzgebung auszeschaffen fir d'Protektioun géint den Harcèlement moral an d'Violence op der Aarbecht. A wann een dat ka maachen, andeems een nach eng Kéier de Projet de loi an d'Proposition de loi kucke geet, déi do leien, tant mieux!

Mä ech mengen, d'Haaptsaach ass, dass mer zu engem Resultat kommen, an dass een am Laf vum nächste Joer vläicht nach eng Kéier zréckkënnt, wann d'Regierung bis dohin hir Aarbechten zu deem Sujet do ofgeschloss huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als éischte Riedner ass den Här Robert Weber agedroen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Robert Weber *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Lucien Lux huet de 26. Abrëll 2012 am Numm vu senger Fraktioun en Débat hei an der Chamber iwwert de Bien-être au travail ugefrot. Gott sei Dank huet en dës Debatt an de Kontext vun der Wirtschaftskris och gestallt, wou a sech déi negativ Phenomeener vum Bien-être au travail méi duerchschloen, wéi wann ee géif mengen, eng Aarbechtsplaz wär e Wellnesscenter a mir hätte keng wirtschaftlech a sozial Problemer. Neen, dat ass et nu wierklech net!

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir dësen Débat stinn eis eigentlech zwee Dokumenter zur Verfügung, déi sech mat deem beschäftegen, wat op der Aarbecht eigentlech lass ass. Do dernieft gëtt et awer och nach eng ganz Partie Experteberichter aus dem Ausland, déi jo och ganz interessant sinn ze liesen. De Lucien Lux huet eng Partie dovunner genannt.

Do gëtt et da fir d'Éischt déi Etüd, déi d'Chambre des Salariés mat verschiddene Partner gemaach huet: «Contribution à une étude sur le bien-être au travail au Luxembourg» vum Abrëll 2012, an da gëtt et de Rapport annuel vun der Mobbing A.s.b.l. vun 2011, an och déi Jore virdrun. Ech wollt de viregten Aarbechtsminister a Santésminister félicitéieren, dass si esou wäitsiichteg waren, fir dës Organisatiounen ze ënnerstëtzen, déi sech mat de Phenomeener Mobbing a Stress jo beschäftegen. Jo, wa mer se net hätten, da misste mer se haut erfanne respektiv an d'Liewe ruffen. Si maache mat bescheidene Mëttelen a mat vill Bénévolat eng exzellent Aarbecht - an ech kommen och nach e wéineg am Detail dorop zréck -, eng Aarbecht, déi haut méi wéi jee nëtzlech ass.

Mir diskutéiere vill iwwert de PIB, iwwert d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Wirtschaft, eise Betriber, mir diskutéieren iwwert de Coût salarial unitaire an esou weider. Mir diskutéiere bal ni iwwer Problemer, déi de Mënsch op senger Aarbechtsplaz huet, Problemer individueller Natur, awer mat grousse wirtschaftlechen a finanzielle Konsequenze fir eis Gesellschaft, vum mënschleche Leed iwwerhaapt net ze schwätzen! Europäesch Statistike schwätze vun engem Käschtepunkt vu 4% vum PIB, déi de Stress op der Aarbecht als direkt Folgekäschten generéiert.

Da wëll ech drun erënneren, dass zu Lëtzebuerg mindestens, laut Statistike vun dem Arbeitsamt, 15.000 Leit - et kann een der och méi soen - ouni Aarbecht sinn an dass hei dat Wuert, oder soll ech soen dat Onwuert Bien-être au travail souwisou net zoutrëfft. Ech wëll vun deenen Dausende vu Frontalieren, déi hir Aarbecht verléieren, verluer hunn oder all Mount verléieren, och net schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt zanter Kuerzem an der Europäescher Unioun net méi eleng vun Aarbechtslosegkeet geschwat. Et gëtt och virun allem, a wann ee vun der Kohäsioun vun eiser Gesellschaft schwätzt an da verschidden Nationalitéite bekuckt, da gëtt et och en aneren Deel, wat de Kohäsiounsproblem ubelaangt, dat ass nämlech am Chômage d'Betraffenheet. Iwwer 25 Milliounen Arbeitnehmer sinn an der Europäescher Unioun aarbechtslos. Et gëtt Länner, do ass all zweete Jugendlechen ouni Aarbecht.

D'Tendenze sinn zu Lëtzebuerg hoergenee déiselwecht, an domat gëtt et kaum eng Famill, déi net ee Member oder souguer zwee oder méi am Chômage huet. De Papp oder d'Mamm, déi e Kand am Chômage hunn, déi sinn net an enger glécklecher Situatioun an hir Problemer gi mat hinnen aus dem Haus eraus op hir Aarbecht, an hir Fräizäit, an hir Vakanz, wa se eng maachen, a bleiwen an hirer Koppel mat alle gesondheetlechen an zwëschemënschleche Konsequenzen. Vun der Situatioun vun de Kranken oder de Behënnerten, fir eng Aarbecht ze fannen, wëll ech emol net schwätzen! Ech wëll och elo net am Detail op d'Problematik vum Chômage agoen, heizou kréie mer sécherlech och nach aner Geleeënheeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, kucke mer eis kuerz déi zwou Etüde vun der CSL an der Mobbing A.s.b.l. un a vläicht nach e puer aner Aussoe vun Experten hei zu Lëtzebuerg, ech nennen do d'Inspection du travail et des mines oder d'Médecine du travail. Ech hunn emol am Petit Robert nogekuckt, wéi „Bien-être" definéiert ass.

(Hilarité)

Ech wëll Iech drop opmierksam maachen, et ass de Petit Robert, grand format.

(Hilarité)

Do steet als Definitioun «sensation agréable procurée par la satisfaction de besoins physiques, l'absence de tensions psychologiques». De Contraire steet awer och dran, dee gëtt mat folgende Wierder bezeechent: «angoisse, gêne, inquiétude, malaise, besoin, misère, pauvreté».

D'CSL schreift, dass an deene leschten 30 Joer de Bien-être au travail bal net méi diskutéiert gouf. Dës Iwwerleeunge sinn um Altor vum wuessende Chômage an der Schafung vun neien Aarbechtsplaze geopfert ginn. Quantitativ Iwwerleeungen hunn all qualitativ Iwwerleeunge verdrängt. De wuessenden Neoliberalismus, de permanente Ruff nom schlanke Stat hunn dozou gefouert, dass gutt a qualitativ Aarbechtsplazen duerch déi wahnsinneg Privatiséierung ofgeschaf goufen. An d'Plaz koume Mini-Jobs, prekär Aarbechtsverhältnisser, e Chômage, dee kontinuéierlech wiisst respektiv gewuess och an der Vergaangenheet schonn ass.

D'Belegschafte vun de Betriber sinn drastesch erofgesat ginn. Dat nennt een an engem anere Sproochgebrauch: rationaliséiert ginn. An d'Zäit ass ëmmer méi knapp ginn. D'Congéë kënnen net erageholl ginn, d'Iwwerstonne ginn erop, den Absentéismus hëlt zou, an d'Krankheeten och. Et kann een dat a sech résuméieren an engem Saz: Mir schaffen haut manner, fir méi ze schaffen.

Wann ech als Gewerkschaftspresident a mengem viregte Liewe Murks, Hetz a Stress ugeprangert hunn, da gouf ech villfach belächelt. Eng obligat Formuléierung fir e Gewerkschaftler, virun allem fir en 1. Mee.

Haut liewe mer an enger globaliséierter Welt. Mir duerchliewen eng Finanz- an eng déif Wirtschaftskris. Mir mussen d'Ekonomie erëm un d'Rulle kréien, an all Diskussioun iwwert d'Aarbechtskonditioune respektiv iwwer Émweltschutz ass e Käschtefacteur, an aus Kompetitivitéitsgrënn mussen dës Käschtefacteuren esou kleng wéi méiglech gehale ginn.

D'CSL, d'Chambre des Salariés, schreift an hirer Etüd, dass de Bien-être au travail Implikatiounen op individuellem Niveau huet, virun allem wat d'Gesondheet ubelaangt, déi physesch, awer och déi psychesch, an op d'Familljeliewen. Da gëtt et och Implikatiounen op de Betrib. Arbeitnehmer, déi zefridde sinn, hunn eng méi grouss Produktivitéit a verbesseren domat d'Kompetitivitéit vun hirem Betrib. Arbeitnehmer, déi onzefridde sinn, hunn e gréisseren Absentéismus a brénge méi „turnover" an hire Betrib.

De Bien-être au travail huet awer och Konsequenze fir eis Gesellschaft. Zefriddenheet heescht manner Absentéismus, heescht manner Krankheet, also manner Käschte fir eis Gesondheetskeess. A manner Aarbechtsaccidenter heescht manner Käschte fir eis Assurance accident.

Bien-être au travail - oder fréier huet een dat genannt: gutt Aarbechtskonditiounen - heescht och, dass den individuelle Mënsch sech a senger Aarbecht entfale kann a sech bestätege kann: e Prinzip vun der chrëschtlecher Sozialléier. Bien-être au travail huet eppes mat gudden Aarbechtskonditiounen ze dinn, mat Sécherheet op der Aarbecht, mat Gesondheet, mat Hygiène, mat psychosozialer Belaaschtung, mat Ergonomie a mat allgemeng anstänneger Aarbechtsplaz. Mir fleegen och, dat kann ee résuméieren an engem Saz, mir fleegen eis Maschinnen an eise Betriber haut besser wéi d'Mënschen!

Ech wëll just nach drop hiweisen, dass verschidde Fachautore weisen, dass een de Bien-être au travail net studéiere kann, well et ze vill Interdependenz gëtt tëschent Aarbecht a Privatliewen. D'Aarbecht konditionéiert eist ganzt Liewen, hunn ech emol an enger Ried gesot. Jo, d'Aarbecht décidéiert iwwer Fräizäit an d'Aarbecht beaflosst och d'Familljeliewen. Wéi e roude Fuedem geet duerch déi CSL-Etüd un alleréischter Stell: «manque de temps pour accomplir la tâche». Un zweeter Stell steet: «demande de concentration imposée par la tâche». Da Konflikter mat der Hierarchie, a last but not least den «harcèlement moral et sexuel».

Virun allem hunn den Aarbechtsrhythmus an d'Aarbechtsintensitéit gewalteg zougeholl, an dat an engem Kontext, wéi ech virdru gesot hunn, wou mer zanter 30 Joer ofbauen, net op-

bauen, oder wéineg opbauen an eiser Ekonomie, mä virun allem rationaliséieren, ëmbauen, restrukturéieren, ofbauen, entloossen, Betribsschléissungen, Failliten, Delokaliséierungen.

Wann ech d'Gefill hunn, dass déi Aarbecht, déi ech maachen, eng nëtzlech Aarbecht ass, a wann ech d'Gefill vu Sécherheet géintiwwer menger Aarbecht hunn, da stinn ech voll hanner mengem Betrib an hanner senger Unternehmenskultur. Wat ech elo just opgezielt hunn, huet an deene leschten 30 Joer all Unternehmenskultur awer futtigemaach. An et gëtt haut nëmme méi ganz wéineg Arbeitnehmer, déi sech och mat hirem Betrib identifizéieren. Wat dat leschten Enns heescht, dat brauch ech net am Detail och ze erklären.

Mindestens ee Véirel vun den Arbeitnehmer an der Europäescher Unioun leiden ënnert dem professionelle Stress. Dat ass net eng Ausso vu mir, dat seet d'Organisation mondiale de la Santé. Den «Livre blanc sur le stress au travail» vun der Europäescher Kommissioun schreift, dass 43% vun den Arbeitnehmer zu Lëtzebuerg duerch e bestännegen an heftege Stress betraff sinn. Hei gëtt et kaum Ennerscheeder tëschent Fraen a Männer. Just, dass d'Fraen d'Intensitéit vum Stress méi schwéier spiere wéi d'Männer.

D'Privatliewe kann een Effet modérateur oder een Effet générateur fir de Stress sinn. Also gëtt et, wéi virdru gesot, eng staark Interrelatioun tëschent berufflechem a familiärem Liewen. Ech wëll just op déi héich Scheedungsquot zu Lëtzebuerg hiweisen oder och op de Chômage, an et gëtt sécherlech och nach aner Phenomeener.

Da gëtt et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, speziell Phenomeener, déi mat Stress ze dinn hunn. An ech schwätzen hei gäre vu Mobbing, Burn-out an de Suiciden. 20% vun de Lëtzebuerger Arbeitnehmer emfannen e Gefill vu Burn-out. Burn-out gëtt allgemeng als Épuisement professionnel definéiert. De Burn-out ass, wann een de Suicide elo speziell kuckt, de leschte Stadium vum beruffleche Stress.

Wat de Suicide ubelaangt, esou wësse mer, dass mer zu Lëtzebuerg all Joers eng relativ héich Zuel vu Selbstmorden hunn. Ob déi wierklech all mat dem Beruff ze dinn hunn, wëll ech net an där Pertinenz gleewen. Et besteet awer eng Relatioun tëschent berufflechem Stress a Suicide, dat soe ganz kloer déi zwou Organisatiounen CSL a Mobbing A.s.b.l. D'Etüd vun der CSL schwätzt vun 11% vun den Arbeitnehmer hei zu Lëtzebuerg, an 11% ass, wéi de Lucien Lux gesot huet, net wéineg. Dat sinn iwwer 30.000 Leit, déi hei schaffen, déi dru geduecht hunn, sech d'Liewen ze huelen. 0,5% soen, si hätte permanent dës Gedanken. 1,5% soen, si hätten oft dës Gedanken. An 9,5% hu periodesch dës Gedanken.

D'Suicide-Gedanke si bei de Frae méi heefeg wéi bei de Männer. Dat huet sécherlech och eppes mat der Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill ze dinn. Hei si sécherlech nach ëmmer d'Frae méi betraff wéi d'Männer.

Stress a Mobbing hunn och eppes mat der Gesondheet ze dinn. Jo, et huet och eppes ze di mat dem Tubakkonsum, mat dem Drogekonsum, dem Alkoholkonsum, dem Medikamentekonsum, deene sougenannten „Psychotropen". Nei epidemiologesch Etüde weisen och op eng ganz enk Relatioun vu Stress mat Asthma, Verdauungsproblemer, Ausschlag, Ekzema hin, an ech mengen, Depressioune brauch ech och weider net ze nennen.

D'Resultater vun all deem si bekannt. Nieft dem mënschleche Misär ginn eis Krankekeesen an doriwwer eraus eis Sozialsystemer, Onfall-, Invaliderenten, Reklassementer an esou weider schwéier betraff. Och eis Wirtschaft ass direkt betraff, ech hunn dovunner vun Ufank un och geschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer e puer Gedanken zum Thema Mobbing. Den LCGB huet virun eppes méi wéi zwielef Joer eng A.s.b.l. géint de Mobbing gegrënnt. Dat ass haut eng onofhängeg Informatiouns- a Berodungsstell. Si ass mam Syprolux och zesumme gegrënnt ginn. Den Aktivitéitsrapport vun der Mobbing A.s.b.l. fir d'Joer 2011 gëtt eis Opschloss iwwert d'Aarbechten, awer och iwwert de Phenomeen vum Mobbing hei zu Lëtzebuerg.

D'Situatioun 2011 bestätegt eigentlech déi Rapporte vun de Jore virdrun. Huet et ugefaangen am Joer 2000 mat 80 Consultatiounen, esou sinn et der haut pro Joer ëm 350 an der Moyenne. An d'Aussoen, déi een ëmmer erëm vun de Mataarbechter vun der A.s.b.l. kritt, dat ass, dass mer hei just d'Spëtzt vum Äisbierg gesinn an nach laang net déi Donkelziffer, déi hannendrusteet, kennen.

Vun 2000 bis 2011 hunn 18.290 Leit Kontakt zur Mobbing A.s.b.l. gesicht. An dësem Zäitraum si ronn 2.000 Dossiere suivéiert ginn. D'Mobbing A.s.b.l. huet och eng grouss Aktivitéit am Beräich vu Konferenzen, Seminären a Formatioun. Si versicht, eng konstruktiv Approche mat de Patronen ze hunn an do zesummenzeschaffen, well, wann ee vu Mobbing schwätzt, ass et net onbedéngt ëmmer de Chef vun engem Betrib, deen de Mobbing mécht, mä et si ganz oft a méi oft souguer d'Mataarbechter.

Statistesch gekuckt, an hei schwätze mer just vun, wéi gesot, enger Spëtzt vum Äisbierg, ass den Harcèlement méi staark bei de Frae wéi bei de Männer. D'Relatioun läit 69% géintiwwer 31%. An d'Alterskategorien, déi haaptsächlech betraff sinn, sinn 30 bis 49 Joer. Et sinn op jidde Fall déi, déi am stäerksten, laut Statistik, betraff sinn.

A well sech jo och zu dësen Zäiten alles ëm d'Finanzen dréint, enthält de Rapport vun der Mobbing A.s.b.l. eng interessant Berechnung. Den Här Lucien Lux huet schonn dorop opmierksam gemaach, ech widderhuele se awer nach gären eng Kéier: 9% vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg, dat sinn der 11.400, sinn an enger Situatioun vun Harcèlement moral. Dovunner sinn 52%, dat si 5.928 Salariéen, am Krankeschäin. An der Moyenne hunn déi e Krankeschäin vu 7,38 Wochen. Dat heescht am Ganzen 43.748,64 Krankheetswochen. Dat bedeit e Käschtepunkt, eleng bei der Krankmeldung, vun iwwer 30 Milliounen Euro!

D'Mobbing A.s.b.l. funktionéiert haut mat annerhallef Persounen, wouvun eng Persoun gesondheetlech Problemer huet. Donieft schaffen eng gutt Dose Volontairë mat. Ech wëll dat just erwähnen, fir déi politesch Responsabel aus der Regierung ze sensibiliséieren. Wann een dëse Problem wëllt seriö huelen, da muss een hei méi Effortë maachen a sech eng regelrecht Strategie zouleeën, fir esou A.s.b.l.en ze ënnerstëtzen an effikass géint de Phenomeen vum Mobbing wëlle virzegoen. Schéi Wierder hëllefen hei näischt: „An ihren Taten sollt ihr sie messen".

De Lucien Lux huet a sengem Bréif, woumat hien dësen Débat d'orientation ugefrot huet, och no konkrete Propositioune gefrot. Mir wëssen, dass d'Politik sécherlech de Problem vum Bien-être au travail net léise kann. Mir wëssen awer och, dass esou Problemer mussen thematiséiert ginn an dass d'Salariéë sensibiliséiert musse ginn. Leit, déi schaffen, musse wëssen, wou et Hëllefstelle gëtt, wou si Informatiounen an Hëllef kréien. D'Patrone mussen hirersäits och wëssen, wou si Informatiounen a Formatioun kënne kréien.

Da muss de politesche Courage do sinn, fir op eng neutral Aart a Weis de privaten Hëllefsacteure méi a seriö ënnert d'Äerm ze gräifen, fir dass si nach besser an nach méi breet hir Aarbecht am Déngscht vun de Leit a vun eiser Gesellschaft maache kënnen. D'Konsequenze vun negative Folge vu schlechten Aarbechtskonditioune mussen am Aarbechtsministère an am Gesondheetsministère, mat all hiren drunhänkenden Institutiounen, besser unerkannt a besser gehollef kréien (veuillez lire: besser unerkannt ginn, an d'Leit musse besser gehollef kréien). Do brauche mer sécherlech e gesetzleche Kader, fir de Salarié besser ze schützen.

Un alleréischter Stell steet e Gesetz iwwert de Mobbing, dat eis schonn zanter méi wéi dräi Joer versprach gëtt. De Lucien Lux huet gesot, dass en eng Proposition de loi 2002 deponéiert huet. Haut si mer 2012. Zanter zéng Joer liewe mer ouni Gesetz. A fir déi, déi nach ëmmer mengen, mir bräichte keng Gesetzgebung, do wëll ech dat nëmme widderhuelen, wat mäi Virriedner gesot huet: E Gesetz huet e gewësse contraignantë Charakter. An zanter zéng Joer gesi mer, dass alles dat, wat mer op dem fräiwëllegen Niveau am Kader vun der Partnerschaft gemaach hunn, dass dat dee contraignantë Partner (veuillez lire: Charakter) op jidde Fall net huet.

Da muss deen Accord-cadre européen sur le stress au travail, dee vun den europäesche Sozialpartner 2004 ënnerschriwwe gouf an op den nationalen Niveau transposéiert gouf, och an alle Betriber thematiséiert ginn. Mir brauchen an eisem Aarbechtsrecht méi schützend Elementer fir de Salarié, fir dass dee sech wiere kann an net bei där klengster Reklamatioun ka gekënnegt kréien. Och hei hunn den LCGB an aner Gewerkschaften interessant Propositioune gemaach.

A last but not least brauche mer eng Reform vun eise Matbestëmmungsgesetzer, eng neutral Reform um Niveau vum Ausschoss, um Niveau vum Comité mixte an um Niveau vun de Verwaltungsréit. Och dës Reforme si längstens iwwerfälleg. Matbestëmmung an de Betriber ass e wesentleche Facteur, fir a Richtung vu besseren Aarbechtskonditiounen oder Bien-être au travail ze goen. Et kann ee sécherlech de Gewerkschaften, de Personaldelegatiounen an och de Sécherheetsdelegéierte kloer Aufgabe wéi Informatioun, Formatioun an Handlungsméiglechkeete ginn.

Zu gudder Lescht brauche mer an de Betriber e Verfahren zum Ëmgank mat aarbechtsbedéngtem Stress oder mat Mobbing. Hei ka bei der Reform vun de Matbestëmmungsgesetzer och gesetzlech eng Verflichtung fir all Betrib agefouert ginn.

Mir brauchen awer de politesche Wëllen, wéi ech et virdru gesot hunn, an déi néideg Visiounen, fir eng offensiv Sozialpolitik ze maachen, hei doheem, awer och an der Europäescher Unioun.

Wéi kann een d'Aarbecht méi attraktiv maachen? Hei gëtt et fir mech eng Grondregel: Zefriddenheet, Gesondheet a Sécherheet fir den Arbeitnehmer an Dauerhaftegkeet fir d'Aarbecht. D'International Aarbechtsorganisatioun definéiert mënschewierdeg Aarbecht - an d'Stategemeinschaft, och Lëtzebuerg, huet dat akzeptéiert -, si definéiert dat folgendermoossen: als produktiv Aarbecht fir Männer a Fraen a Fräiheet, Gläichheet, Sécherheet a mënschlecher Würd mat engem fairen Entgelt.

Erlaabt mer zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Gedanken am Kader vun der chrëschtlecher Sozialléier: Déi perséinlech Funktioun vun der Aarbecht ënnerstëtzt d'Entwécklung an d'Selbstverwierklechung vum Arbeitnehmer an huet eng Verbindung zur mënschlecher Dimensioun an der Form vun der Aarbecht. Déi sozial Funktioun heescht, dass Aarbecht sozial Kontakter a sozial Unerkennung an der Gesellschaft brëngt, an hänkt sécherlech direkt mat der Fro vun der Akommesverdeelung an der Matbestëmmung zesummen.

Versteet een d'Aarbecht aus sozialethescher Siicht als zentralen, mënschlechen a kulturellen Ausdrock vum Liewen, esou heescht dat, dass d'Kapital méi e klenge Status a virun allem e funktionalen, déngende Wäert huet. Dat ass och d'Käraussо vun der Sozialenzyklika „Laborem exercens" vum Poopst Jean-Paul II. An ech géif mengen - onofhängeg dovunner, ob dat vum Poopst ass -, dat kéint all reelle Sozialpolitiker zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus och ënnerschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Weber. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Demokratesch Partei huet an de leschte Joren eng Rei vu parlamentareschen Initiative gestart iwwer Mobbing, Burn-out, Suicide an esou weider. Ech si frou ze gesinn, datt och d'Kolleege vun der Sozialistescher Aarbechterpartei d'Wichtegkeet vun dësem Sujet erkannt hunn.

Wa mer haut hei an der Chamber iwwert de Sujet vum Bien-être au travail schwätzen, da wëll ech emol fir d'Éischt, un éischter Plaz drop hiweisen, datt vill Leit, et sinn der mëttlerweil iwwer 15.000, sech emol fir d'Éischt mat der Fro beschäftege mussen, wéi se iwwerhaapt un eng definitiv respektiv un eng nei oder alleréischt Aarbechtsplaz kommen.

Et ass richteg, datt mir haut iwwert de Sujet Bien-être au travail schwätzen. Mindestens esou - wann net méi - wichteg ass et awer, sech och mam Bien-être sans travail ze beschäftegen! De Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet a besonnesch géint de Jugendchômage ass an dësen Zäiten d'Erausfuerderung Nummer eent an der Aarbechtswelt. Fir eis als DP ass dat ee vun den zentrale politesche Sujeten, ier een iwwerhaapt un all déi aner Sujeten, déi den Aarbechtsmaart uginn, erugeet. Duerfir hu mir och een Débat d'orientation, eng detailléiert Analys iwwert d'Beschäftegungspolitik hei zu Lëtzebuerg ugefrot.

Här President, wann ech op d'Wichtegkeet vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet hiweisen, wëllt dat awer net heeschen, datt d'Thema vum Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz eis indifferent géif loossen. Ganz am Géigendeel! An dëse Krisenzäiten - dat ass elo scho vu menge Virriedner e puermol ugeklongen -, an dëse Krisenzäite ginn ëmmer méi Leit mat dem Burn-out-Syndrom oder der Problematik vum Harcèlement op der Aarbechtsplaz konfrontéiert. Duerfir hate mir als DP, wéi scho gesot, hei an der Chamber viru Méint de Sujet vum Mobbing opgegraff an och, no intensive Gespréicher mat der Mobbing A.s.b.l., Pisten opgezeechent, wéi ee ganz konkret de betraffene Leit kann hëllefen, ouni direkt den décken Hummer mussen erauszehuelen, andeems ee légiféréiert.

Eng sech immens séier verännernd Aarbechtswelt mat ëmmer neien Aufgaben, neie Forme vun Zesummenaarbecht a mat engem héije Konkurrenzdrock huet als Konsequenz, datt ëmmer méi Salariéë sech mat Aufgabe konfrontéiert gesinn, déi se nëmmen nach schwéier oder guer net méi kënne bewältegen. Eng Verdichtung vun den Ufuerderungen, Zäitan Termindrock, Konflikter am Team, feelend Ënnerstëtzung, Informatiounsdefiziter oder Informatiounsflut si Facteuren, déi d'Leit onzefridde maachen oder stressen.

Regelméisseg betriiblech Reorganisatiounsprozesser, onkloer Zoustännegkeeten, stéierend Aarbechtsënnerbriechungen a vill Iwwerstonnen droe gradesou derzou bäi, datt Mataarbechter psychesch a physesch iwwerlaascht ginn, iwwerfuerdert oder demotivéiert sinn an am schlëmmste Fall krank ginn.

Här President, firwat si Salariéen onzefridden op hirer Aarbecht? D'Ursaache sinn ënnerschiddlech. Dat geet vun Harcèlement iwwert de Manque un Hygiène, d'Onattraktivitéit vun der Aarbechtsplaz an d'ergonomesch Contrainten, iwwer verbal Agressiounen, Problemer an der Kommunikatioun bis hin zu Zäitdrock.

Den Zäitdrock an déi héich Konzentratioun, déi verlaangt ginn, fir d'Aarbecht ze verriichten, gehéieren nieft Konflikter mat der Hierarchie zu de meeschtzitéierte Problemer. Aner Ursaache fir Onzefriddenheet si feelend Méiglechkeeten, sech am Beruff duerch Weiderbildung ze entwéckelen an och d'Zäit ze fannen, fir sech ze erhuelen, also vum Stress Distanz ze kréien.

Här President, wat ass eigentlech Bien-être au travail? Et gëtt verschidden Approchen, fir d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz ze moossen. Eng vun deene wichtegsten ass sécherlech déi vun der perséinlecher Entfalung, der Selbstverwierklechung.

Wa mer de Kritär vun der Selbstverwierklechung huelen, dann deklaréiere sech an enger Studie vun der Chambre des Salariés, et ass virdru gesot ginn, am Abrëll 2012, 22% vun de Salariéen als ganz zefridden, 57% éischter zefridden an 21% als net zefridden. Mir leien hei ähnlech wéi d'Belsch an Däitschland a liicht besser wéi eis franséisch Noperen.

Interessant ass och, datt déi manner héich Diplméiert proportional gesi méi zefridde si wéi déi méi héich Qualifizéiert. Och d'Salariéen aus de klenge Betriber soe méi dacks, datt si ganz zefridden an hirem Beruff sinn.

Wann een no Geschlecht kuckt, da sinn et éischter d'Frae wéi d'Männer, déi méi zefridde sinn. Altersméisseg sinn et dann och méi déi Jonk an déi eeler Salariéen, déi sech an hirem Beruffsëmfeld méi entfale kënne wéi d'Altersklassen dertëschent. Wéi gesot, dat geet aus dem Rapport vun der Chambre des Salariés ervir.

Eent schéngt kloer ze sinn: Ee Salarié fillt sech ëmsou méi zefridden, wann hie sech mat sengem Betrib identifizéiere kann, wa seng perséinlech Wäerter och déi vum Betrib sinn an ëmgedréint, wann déi betribsintern Kommunikatioun klappt a wann e sech nëtzlech an ugeholl fillt. Villes ass an dësem Kontext subjektiv. Et hänkt also vun deem Eenzelnen of an et huet manner mat objektiven a gräifbaren Aarbechtskonditiounen ze dinn.

Aus der Studie vun der Salariatskummer geet dat dann och kloer ervir. Wann de Beruff, och wann e schwiereg a munchmol penibel ass, mat de Virstellungen an den Erwaardunge vum Salarié iwwerteneestëmmt, da féieren an dësem Fall souguer méi schwiereg Aarbechtsbedéngungen net onbedéngt zu engem Gefill vun Onzefriddenheet. An ëmgedréint, wou et un Unerkennung feelt, wou d'Wäerter vum Beruff net respektéiert ginn, do sinn d'Lounempfänger ganz dacks onzefridden.

Déi Salariéen, déi manifestement onzefridden an hirem Beruff sinn, hunn dacks Problemer mat der Hierarchie, si ginn harceléiert. Hiert materiellt Ëmfeld ass wéineg unzéiend an net geséchert. Et gëtt Kommunikatiounsproblemer innerhalb vum Betrib an et ass oft e Betrib, an deem sech absolut net ugestrengt gëtt, fir d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter ze steigeren.

E wichtege Constat ass deen, datt vill Salariéë sech domadder offannen, datt hiert Aarbechtsëmfeld net ëmmer ideal ass, virun allem well si wëssen, datt si och net esou liicht eng aner Aarbecht kënne fannen. Dat wëllt awer net heeschen, datt d'Betriber net kënnen Ustrengunge maachen, fir d'Wuelbefannen ze steigeren. Well wann dat net geschitt, da fält, a mir wëssen dat alleguer heibannen, d'Produktivitéit, et kënnt eventuell zu méi Accidenter, zu méi Krankheetsfäll oder den Absentéismus klëmmt. Mäi bal Bänknoper, den Dokter Alexandre Krieps, huet mer elo just nach gesot, datt een Drëttel vun de Krankeschäiner mëttlerweil de Code 78 „états dépressifs" hunn. Dat weist op dee Malaise an der Aarbechtswelt hin.

Villes, wann net souguer alles, kënnt awer op d'Qualitéit vun den tëschemënschleche Bezéiungen an engem Betrib un. An anere Wierder: Wann ee Salarié sech net an de Wäerter vu sengem Betrib erëmfënnt, wann en net a senger Aarbecht respektéiert gëtt a seng Kompetenzen net genügend unerkannt ginn, féiert dat onweigerlech zu Stress an zu manner Leeschtungsbereetschaft.

Här President, d'Notioun vum Bien-être au travail ass villschichteg an et muss een och aner Aspekter mat a Betruecht zéien, déi iwwert den Aarbechtsprozess am strikte Sënn erausginn. Dat sinn zum Beispill Elementer wéi de repetitive Charakter vun eenzelnen Aarbechten, d'Zäit, déi ee brauch, fir sech op eng Aarbecht ze déplacéieren, an d'Verantwortung an d'Onofhängegkeet, déi een op senger Aarbecht huet.

Wann an enger Entreprise Stress soll ofgebaut ginn, da läit do eng grouss Verantwortung an den Hänn vum Management. Eng intelligent Politik an der Gestioun vun de Ressources humaines kann duerchaus op den Aarbechtsklima spillen, op d'Belaaschtung vun de Salariéen an op d'Chargen, déi si kréien. Et ass un der Direktioun ze kucken, wéi si d'Aarbecht an d'Aufgabegebidder esou verdeelt, datt si d'Ursaachen, déi um Ursprong vu Stress stinn, ënnerbënnt.

D'Frequenz vum Stress gëtt awer haaptsächlech bedéngt duerch d'Aarbechtslaascht, duerch Aggressiounen an duerch Konflikter mat der oder den ieweschten Etagen, déi d'Integritéit, déi moralesch an déi physesch, a Fro stellen.

Här President, de Burn-out ass ee Phenomeen, deen an de leschte Jore rasant zougeholl huet, wat och bedéngt ass duerch dat schwieregt wirtschaftlecht Emfeld, wou Aarbechtsplazen ofgebaut gi respektiv wou d'Aarbechtsplaz alles aneschters wéi sécher ass.

De Burn-out, oder déi professionell Erschöpfung, ass e Sujet, deen ëmmer méi Gestionnairë vun de mënschleche Ressourcë beschäftegt, well en en direkten Impakt op den dagdeegleche Fonctionnement vum Betrib huet. De Burn-out féiert zu héije Käschten, bedéngt duerch den Absentéismus an déi héich Rotatioun vum Personal.

Beim Problem vum Burn-out muss e besonneschen Akzent op d'Entdeckung an op d'Preventioun geluecht ginn. Duerfir heescht et virun allem a grousse Betriber, Aktiounspläng opzestellen, fir dem Problem opzehëllefen, oder d'Managementmethoden esou ze optimiséieren, datt den Aarbechtsklima fir jiddwerengem seng Entwécklung förderlech ass.

Aarbechtsmedeziner roden, datt zu engem gudden Aarbechtsklima ënner anerem och flexibel Aarbechtszäite gehéieren, déi d'Salariéen an engem bestëmmte Kader selwer bestëmme kënnen. Wa méiglech soll een och drun denken, sougenannt Homeoffice-Deeg virzegesinn, déi et dem Salarié erlaben, bestëmmt Aarbechten, wann et nëmme geet, vun doheem aus ze maachen.

E bessere raimlechen Aménagement vun de Büroen, méi Transparenz am interne Fonctionnement vun der Firma, eng kloer Definitioun vun den Aufgaben a Kompetenzfelder am Betrib oder och nach d'Organisatioun an d'Förderung vu gemeinsamen Aktivitéiten, déi d'Qualitéit vum Zesummeliewen op der Aarbecht verbessere sollen, alles dat sinn Hiewelen, déi Verwaltungs- oder Betribschefen a Bewegung setze kënnen, fir d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz ze steigeren. Et ass am ureegensten Interesse vum Patronat, all dës Hiewelen ze betätegen, fir an der Firma dat Klima ze schafen, dat néideg ass, fir de Betrib no vir ze brëngen.

Här President, an de leschte Joren huet sech etleches a Saache Lutte géint de Mobbing gedoen. Un alleréischter Plaz, et ass scho virdrun e puermol ugeklongen, ass hei d'Mobbing A.s.b.l. ze nennen, mat där mer och Kontakter haten, déi zanter 2001 eng exzellent Aarbecht mécht. Zanter hirem Bestoe gouf si mat ronn 18.000 Fäll konfrontéiert. Dat sinn der knapps 1.700 am Joer. Dat weist, datt de Mobbing effektiv e Problem an der Aarbechtswelt duerstellt.

Mä Mobbing ass nëmmen ee vu villen Aspekter, wann een iwwert de Bien-être au travail schwätzt. Et gehéieren, an ech hunn dat a mengen Ausféierungen duergeluecht, och eng ganz Rei aner Elementer dozou, déi net direkt moossbar oder gräifbar sinn. Aspekter, déi, eiser Opfaassung no, net einfach mat engem Gesetz kënne geregelt ginn.

Duerfir soe mir als Demokratesch Partei, datt am Beräich vum Mobbing net direkt muss légiféréiert ginn. Mir als DP setzen emol fir d'Éischt op d'Sensibilisatioun, d'Informatioun an d'Preventioun. Munches ass jo an deene leschte Joren an dësem Beräich geschitt. Och bei deene meeschte Patronen ass mëttlerweil eng Sensibilitéit fir dëse Sujet ze spieren.

Ier een an dësem Domän légiféréiert, soll ee sech emol fir d'Éischt d'Fro stellen, wat dann elo wierklech de Méiwäert, d'Plus-value vun esou engem Gesetz soll sinn. Géif doduerch wierklech manner gemobbt ginn? Et ass duerchaus méiglech, datt sech de Mobbing trotz Gesetz op méi eng subtile Manéier manifestéiert, déi manner moossbar ass.

De Problem ass nämlech dee vun der Beweislaascht. Hei muss ee sech froen, ob een net mat enger interner Médiatioun an de Betriber méi erreeche kéint.

Aner Länner hu légiféréiert, an do wier et wierklech interessant, emol eng Kéier ze préiwen, wat dës Gesetzgebungen da letztendlech bruecht hunn. Sinn d'Fäll vu Mobbing doropshin tatsächlech zréckgaangen? Huet sech de Klima an de Betriber oder Verwaltungen duerch e Gesetz spierbar verbessert?

Hei sollt ee sech emol un alleréischter Stell mat den Erfahrungen aus dëse Länner auserneesetzen. Dat wieren an der EU, souwäit meng Informatioune richteg sinn, Schweden, Spuenien a Frankräich. Et sollt ee sech mat den Evaluatioune vun hire Législatiounen an dësem Beräich befaassen, ier een heiheem en ähnleche Wee wëllt goen.

Wéi scho gesot, d'Mobber versichen ëmmer nees, hir Aktiounen op verschleiert Manéier duerchzezéien, sou datt et villfach schwéier gëtt, Beweismaterial unzeheefen. An d'Zeie fäerten dacks, fir Aussoen ze maachen, well si selwer Angscht hunn, fir gemobbt ze ginn.

Här President, „nur ein zufriedener Arbeiter ist ein guter Arbeiter", heescht et. Esou banal wéi dëse Saz op den éischte Bléck kléngt, esou richteg ass en awer. Déi däitsch AOK huet dat 2011 mat enger Etüd kënne beleeën. Mataarbechter, déi vun hirem Chef eng Wäertschätzung fir hir Aarbecht kruten, hu manner dacks krankheetshalber gefeelt wéi a Betriber, wou dat net de Fall war.

Mir mengen duerfir, datt all Acteur an der Aarbechtswelt, egal ob Patron, Gewerkschaftler oder Mataarbechter, sech senger Responsabilitéit a puncto gutt Aarbechtsklima muss bewosst sinn. Dat brauch a ville Fäll sécherlech e Mentalitéitswiessel. E Mentalitéitswiessel, deen een awer, eiser Iwwerzeegung no, net einfach mat engem Gesetz kann erzwéngen. Amplaz vun engem Gesetz soll ee weiderhin op d'Aarbecht vun Initiative wéi déi vun der Mobbing A.s.b.l., dem Service Bien-être au travail vun der Stad Lëtzebuerg, fir och deen eng Kéier ze nennen, oder anere setzen.

Duerch méi Informatioun a Sensibilisatioun, duerch Moderatioun a Médiatioun léisst sech nach villes maachen a puncto Verbesserung vum Aarbechtsklima.

Etlech grouss Betriber sinn op dëse Wee gaangen an hunn hir Personaldepartementer ugewisen, datt dës bei de jährlechen Evaluatiounen oppassen, ob sech Problemer vu Burn-out oder Mobbing breetmaachen. Ass dëst de Fall, wësse si séier ze reagéieren an déi betraffe Salariéen en charge ze huelen, fir d'Ursaachen ze detektéieren a Léisungen erbäizeféieren.

Et ass och d'Aufgab vun de Patronatsorganisatiounen, de Beruffskummeren an der Médecine du travail, déi néideg preventiv Instrumenter ze ënnerstëtzen an auszebauen. D'Chambre de Commerce, fir nëmme si ze nennen, huet hei schonn éischt Initiativen an d'Wee geleet.

Mir si frou, datt sech en Ëmdenke breetmécht an iwwer eng regelméisseg Sensibilisatioun geschwat gëtt. Doriwwer eraus soll awer och eng national Strategie opgestallt ginn.

Wéi ass et mat dem Plan d'action - an ech hat et schonn emol eng Kéier hei op dëser Tribün gefrot -, deen de Minister Biltgen Ufank 2009 ugekënnegt hat? Gëtt dorunner geschafft? Wéini kann dëse Plang ëmgesat ginn? Kënnt et zu enger Bündelung vun de Servicer, déi sech mam Mobbing ofginn, andeems eng zentral Ulafstell, zum Beispill bei der ITM an an der CNS, geschaf gëtt?

Mir als DP wiere jiddefalls frou, wann dat esou séier wéi méiglech de Fall kéint sinn, well dëst wierklech eng konkret Moossnam wier, déi ville Betraffene kéint direkt hëllefen, ouni datt mer direkt légiféréiere missten.

Aus dësen Iwwerleeungen eraus versteet et sech vum selwen, datt mer eis bei der virgeluechter Motioun enthale wäerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, eng gutt Ambiance, gesond a kompetent Personal, en effikasse Fonctionnement vun eise Betriber, Servicer a Verwaltungen ass dat, wat jiddweree sech wënscht, mä wat nëmme gléckt, wann zwou Haaptkonditioune stëmmen: éischtens eng gutt Gestioun vun de Ressources humaines an zweetens eng sozial verantwortlech Personalpolitik, mat sécheren Aarbechtsplazen, stabile Kollektivverträg, mat gläichem Loun fir gläich Aarbecht, Gerechtegkeet an der Aarbechtsandeelung, mënschewürdegen Aarbechtskonditiounen, gläichen Opstiegschancë fir Fraen a Männer, Solidaritéit tëschent de Generatiounen an Natiounen a Gesondheetsschutz op alle Pläng.

Wa mir dës Debatt haut féieren, dann ass dat, well déi néideg Viraussetzungen zu Lëtzebuerg net oder net zefriddestellend erfëllt sinn, weder am Privatsecteur nach am öffentleche Secteur.

Datt déi Behaaptung net aus der Loft gegraff ass, weisen d'Analysen an d'Statistiken aus de leschte Joren, op déi den Här Lux an och den Här Weber schonn am Detail agaange sinn, sou datt ech se net wëll widderhuelen.

Datt dem bedrohleche Phenomeen vum Mobbing an allen anere Problemer muss entgéintgesteiert ginn, virun allem, wann een un d'Konsequenze vum Mobbing denkt op déi betraffe Persoun, dat läit op der Hand. Am Géigesaz zu klassesche Konflikter ass de Mobbing oder den Harcèlement moral nämlech e perfide Prozess ënnerhalb vun enger Täter/Affer-Konstellatioun, mat systematesche verbalen Attacken op d'Perséinlechkeet an op déi sozial Stellung vum Betraffenen, mam Zil, datt d'Opfer entweder aus eegene Stécker aus dem Aarbechtsverhältnis austrëtt oder awer entlooss gëtt.

De Phenomeen vum Mobbing féiert also net nëmmen zu grousse psychesche Belaaschtungen, mä dacks och zum Verloscht vun der Aarbechtsplaz, mat alle sozialen an ekonomesche Konsequenzen op déi betraffe Persoun.

Mat 11.400 Fäll oder 9% bis 10% ass d'Situatioun also méi wéi beonrouegend, besonnesch och am Hibléck op déi weider Auswierkunge vun der Kris, déi nach laang net ausgestanen ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den éischte Bléck kéint ee jo mengen, datt an eisem Land déi néideg Kaderbedéngunge fir e wäitgräifende sozialen a gesondheetleche Schutz op der Aarbecht erfëllt wären. Zënter Jorzéngte sinn d'Grondrechter vun de Beschäftegten an déi domat verbonne Flichte fir d'Arbeitgeber net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och um europäeschen Niveau an enger ganzer Rei vu Charten, Absichtserklärungen an zu engem groussen Deel och an eiser Gesetzgebung festgehalen. An awer weist d'Realitéit, datt d'Relatioun tëschent den Employeuren an de Salariéen zuongonschte vu ville Beschäftegten aus dem Gläichgewiicht geroden ass an net nëmmen op d'Käschte vun hirer Gesondheet an hirem Wuelbefanne geet, mä och op d'Käschte vun hirer sozioekonomescher Situatioun.

Eng vun den elementare Froen, déi sech an deem Kontext stellt, ass natierlech déi, op wéi eng Manéier a mat wéi enge Mëttelen d'Regierung zu der Verbesserung vun der Situatioun bäidroe kann.

Datt d'Ëmsetzung vu gesondheetsfördernde Moossnamen net eleng an den Hänn vun engem oder e puer Ministere ka leien, mä nëmmen duerch en Zesummespill vun engem ganzen Ensemble vu Partner machbar ass, esou wéi de Gesondheetsminister sech kierzlech um Buergermeeschterdag ausgedréckt huet, ass richteg. Op d'mannst gradesou richteg ass awer, datt déi öffentlech Hand an deem Prozess méi eng wichteg Roll ze spillen huet wéi bis ewell, an zwar doduerch, datt eng kohärent Législatioun geschafe gëtt, déi op verbindleche Reglementatiounen an op enger verbindlecher Strategie baséiert.

Mir kënnen d'Aussoe vum Här Lux an där Fro also nëmmen ënnerstëtzen. Wa gesondheetsfördernd a preventiv Moossname keen obligatoresche Charakter hunn, mä just op fräiwëllegen Aktioune baséieren, verfeele se hiren Zweck, well se nëmmen enger Minoritéit zeguttkommen. Mir vertrieden an där Hinsicht also net d'Meenung vu mengem Virriedner.

Wann d'Fëmmen zum Beispill an den öffentleche Raim net gesetzlech verbuede gi wär, da géif nach haut do gefëmmt ginn. A wann d'Fëmmen an de Bistroen net komplett verbuede gëtt, da gëtt och weiderhin a ville Bistroe gefëmmt.

Och wann d'Regierung verlässlech Partner brauch, fir Synergien ze schafen, muss um politeschen Niveau awer de Choix getraff ginn, ob d'Förderung an de Schutz vun der Gesondheet a vum Wuelbefannen op der Aarbecht sech op fräiwëlleg Aktiounen a Campagnë queesch duerch d'Institutiounen an d'Betriber reduzéiere soll. Oder awer, ob d'Regierung net besser huet, gesetzlech Bestëmmungen ze schafen, déi alle Beschäftegen hei am Land zeguttkommen, an net just deenen, déi d'Chance hunn, an engem Virzeigebetrib oder enger Virzeigeverwaltung ze schaffen, déi, wéi d'Stad Lëtzebuerg, e Service du bien-être au travail an d'Liewe ruffen an d'Wuelbefanne vun de Leit konsequent förderen.

An deem Sënn hoffe mir, datt dës Debatt fir Fortgang am Dossier vum Bien-être au travail wäert suergen, nodeems dem Här Lux seng Proposition de loi géint den Harcèlement moral an de beruffleche Relatioune virun zéng Joer am Sand verlaf ass, an dat aus verschiddenen Ursaachen.

Ofgesi vum Code du Travail, dem Statut vun de Fonctionnairen an engem Règlement grand-ducal op Basis vun enger Konventioun tëschent OGB-L, LCGB an der Union des Entreprises sinn den Harcèlement an d'Gewalt op der Aarbecht néierens verbueden. Et besteet och keng global Gesetzgebung iwwert d'Wuelbefannen op der Aarbecht allgemeng.

Nodeems den Aarbechtsminister am Joer 2009 vun den Deputéierte beoptragt ginn ass, déi auslännesch Législatiounen op den Dësch ze leeën, fir Erfahrungswäerter ze sammelen an iwwert de Wee vun enger verstäerkter Gesetzgebung nozedenken, ass net méi vill geschitt. Dës Debatt bitt deemno eng gutt Geleeënheet, fir gewuer ze ginn, wouhin déi Initiativ aus dem Joer 2009 gefouert huet.

Zum Beispill ass déi belsch Gesetzgebung vun '96 eiser Meenung no ganz interessant, well se eng Rei vu Prinzipien um Plang vum Bien-être au travail definéiert, mat konkreten Obligatiounen um Niveau vun der Sécherheet, der Hygiène, der Preventioun vu kierperlechen a psychosoziale Krankheeten, der Ergonomie an der Verschéinerung vun den Infrastrukturen, déi doudsécher och en Afloss op d'Ambiance am Betrib oder an enger Verwaltung hunn.

Am Verglach zu eiser Législatioun, déi sech an éischter Linn op d'Sécherheetsmoossnamen am wäite Sënn beschränkt, geet déi belsch Gesetzgebung méi wäit, well se ënner anerem der psychosozialer Dimensioun vum Bien-être e grousse Stellewäert araumt.

Och wann dee Volet vun de psychosoziale Problemer méi schwéier erfaassbar ass, wéi den Här Bauler gesot huet, an net wéi d'Sécherheet vun engem Gebai mat moossbare Kritäre gepréift ka ginn, däerf dee Volet och an eiser Législatioun net ze kuerz kommen.

Mir denken dobäi virun allem un eng verbindlech a systematesch Approche, déi d'Aarbechtsorganisatioun, d'Aarbechtsbedéngungen, déi sozial Relatiounen ënnert de Leit, d'Formatioun vum Personal an déi perséinlech Begleedung vun de Mataarbechter an e Gesamtkonzept integréiert a konkret Moossname virschreift. Mir denken zum Beispill un de konsequenten Asaz vun Aarbechts- a Betribspsychologen, déi d'Verhältnis tëschent Aarbecht, Organisatioun, Technik an individuellem Verhale vun de Beschäftegte systematesch analyséieren an zugonschte vun de Beschäftegte versichen ze verbesseren, an dat an enker Zesummenaarbecht mat de Personaldelegatiounen a mat de Sozialpartner.

Den Ausbau vun der Aarbechtspsychologie géif och zu Lëtzebuerg nei Weeër opmaachen, an et ass bedauerlech, datt d'Aarbechtspsychologen zemools an den öffentleche Verwaltungen esou rar si wéi déi wäiss Mais. Natierlech géif dat bedeiten, datt munche Chef oder munch eng Chefin hiert Verhale missten a Fro stellen, wat wahrscheinlech fir déi eng oder aner Persoun en heikelen Exercice wär.

Och am Privatsecteur géif de konsequenten Asaz vun Aarbechts- a Betribspsychologen d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter verbesseren, virun allem, wann et ëm Ëmstrukturéierungsmoossname geet. D'Vitesse vun dem betriiblechen Upassen un d'Globaliséierung iwwersteigt oft d'Fäegkeet vun de betraffene Persounen, mat esou Prozesser eens ze ginn. Well mat Ëmschoulungen, Neiorientéierungen, wiesselnden Aarbechtspartner, dem Verloscht vu perséinleche Kontakter an der Upassung un den technologesche Wandel di virun allem déi eeler Leit sech schwéier. Si maachen ëmmerhin 19% vum Emploi an eisem Land aus. Et sinn awer grad si, déi ëmmer méi als Schlësselfacteur fir d'Konkurrenzfäegkeet an eisem Land ugesi ginn a mat der ustoender Rentereform och nach méi laang am Aarbechtsprozess wäerte bleiwen.

Datt déi spezifesch Bedierfnisser vun den eelere Leit dëst Joer zu den Theme vum „Prix Santé en Entreprise" gehéieren, kléngt gutt an ass och gutt. Wann een awer weess, datt déi wéinegst Patrone sech duerch fräiwëlleg Aktiounen aus der Rou brénge loossen, wann hir Keess stëmmt, da sinn déi Aktiounen ënnert dem Stréch just eng Drëps op e waarme Steen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere Punkt, deen am Kontext vum Wuelbefannen op der Aarbecht ëmmer an ëmmer erëm diskutéiert muss ginn, ass dee vun der Geschlechtergerechtegkeet. Virun allem am Privatsecteur, wou d'Fraen an der Moyenne 12% bis 14% manner verdénge wéi d'Männer, stellt sech noutgedrongen och d'Fro, wéi wäit ongerecht Lounverhältnisser sech op d'Wuelbefanne respektiv op d'Entstoe vu Krankheeten auswierken. Hei geet et net drëms, de betraffene Frae Gesondheetsprogrammer a Yogacoursen unzebidden, mä et geet eenzeg an eleng drëm, e gesetzleche Kader ze schafen, fir gerecht Loun- an Aarbechtsverhältnisser um Aarbechtsmaart ze garantéieren!

Net manner wichteg ass an deem Kontext d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff an d'Verhënnerung vum Aarmutsrisiko, deem méi Frae wéi Männer ausgesat sinn. Datt esou Situatioune fréier oder spéider zu gesondheetleche Schied, Ausgebranntsinn an Depressioune féiere kënnen, ass gewosst. Dësem Risiko gëtt och net mat gesondheetsfördernde Moossnamen a mat Fitnessprogrammer entgéintgesteiert, mä mat Moossnamen an Aarbechtsbedéngungen, déi eng gerecht Opdeelung vun den Tâchen téschent Mann a Fra erméiglechen, zum Beispill duerch d'Schafe vu Betreiungsstrukturen an de Betriber an an den öffentlechen Instiutiounen.

Eng ähnlech Approche vertriede mir, wann et ëm d'Förderung vu méi Bewegung an enger gesonder Ernährung geet. D'Campagne vum Gesondheetsministère zesumme mam Sportsministère ënnert dem Motto: „Gesond iessen, méi bewegen" ass ganz sécher eng gutt Saach. Allerdéngs si mir der Meenung, datt esou eng Campagne nëmme Friichten dréit, wa Bewegungsraim, Duschméiglechkeeten an Entspanungsraim och op der Aarbechtsplaz zur Verfügung stinn, well se dem Eenzelnen net nëmme laang Distanzen erspueren an e groussen Opwand erspueren, mä virun allem och, well se zu der Konvivialitéit am Betrib an zu der Schléissung vun neie Frëndschafte bäidroen. Esou laang wéi de Bau vun deenen Infrastrukturen net massiv vun öffentlecher Hand ënnerstëtzt a subventionéiert gëtt, ginn déi wéinegst Betriber mat op dee Wee.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konklusioun, déi ech wëll zéien, ass déi, datt de Bien-être au travail d'Resultat ass vun diversen Elementer, déi aneneegräife mussen. Eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge besteet doran, der psychosozialer Dimensioun vum Wuelbefannen op der Aarbecht méi e grousse Stellewäert anzeraumen an domat och dem Phenomeen vum Mobbing. Gläichzäiteg musse souwuel am öffentleche Secteur wéi och an de Privatbetriber déi materiell Grondviraussetzunge geschafe ginn, fir datt gesondheetsfördernd Moossnamen op der Aarbecht net nëmmen enger Minoritéit vu Beschäftegten hei am Land zeguttkommen, mä alle Leit, déi schaffe ginn.

Wann d'Sonndesrieden um Niveau vum Bien-être au travail an all déi gutt gemengten Eenzelaktioune sech deemnächst an enger verstäerkter Gesetzgebung erëmfannen, dann huet dës Debatt sech gelount. An deem Sënn ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun och d'Motioun vun der LSAP.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, haut geet et ëm de Bien-être au travail. Mir sinn direkt beim Thema. Mä ech perséinlech gesinn net, wou mer hei histeieren. Hei ass vill erkläert ginn, vill Statistike si genannt ginn, wat jo alles richteg ass. Et ass erkläert ginn, wéi d'Leit krank ginn, et ass erkläert gi vun hei a vun do, mä wou steiere mer hin? Wou sinn hei d'Solutiounen?

Ech hunn hei net vill Riedner héieren, déi hei eng Solutioun bruecht hunn. Dach, den Här Lux huet gesot: „Mir mussen e Gesetz maache géint de Mobbing." Mä Här Lux, wann Der dat fäerdegbréngt, dann attackéiert Der hei déi falsch Leit. Hei attackéiert Der nëmmen déijéineg, déi de Mobbing maachen. Mä ass dat d'Ursaach vun der momentaner Pleite, déi mer hei hunn am Land? Ass dat d'Ursaach?

Neen, mir behandelen d'Ursaach guer net. Mir musse vill méi wäit, vill méi héich goen, well hei ass e Feeler am System. An dofir sinn ech enttäuscht vun dëser Ried. An ech mengen, dat geet gradesou wéi déi lescht Rieden iwwert d'Aarmut, d'Aarmut bei de Kanner, d'Aarmut en général. Do gëtt einfach eng Séance an der Chamber ofgehalen, mä et geschitt guer näischt méi!

Ech hätt mer gewënscht, dass mer hei méi Solutioune géife bréngen. Dann hoffen ech, dass de Minister vläicht eis déi Solutioune brénge wäert. Mä fir de Moment kann ech hei mat dëser Debatt net vill ufänken. A wann ech bedenken, dass den Här Minister Di Bartolomeo gäre wëllt d'Pensiounen no hanne verréckelen, dräi Joer méi, bon, da muss ech einfach hei soen: An deene Konditiounen, wou d'Aarbechter elo schaffen, ass dat net machbar, dat ass Harakiri, an et wäerte ganz vill Leit net bis dohinner kommen, well se ebe krank ginn an och opgrond vun de Konditioune vun der Krankheet net wäerten iwwerliewen.

Mir hunn ee Paradigmewiessel an der Gesellschaft, an dat mierkt een. Fréier sinn d'Leit méindes komm bei den Dokter, an da wollte se e Krankeschäin. Firwat? Well se vläicht och sonndes gefeiert hunn. Si waren net gutt. Si hu sech och e Krankeschäin gefrot. An den Dokter hat iergendwéi en Zweifel: Soll ech em ee ginn, soll ech em kee ginn? An zu gudder Lescht huet e gesot: „Okay, da kriss de ee Krankeschäin."

Mä hautdesdags kommen d'Leit paradoxerweis net méi méindes moies, mä freides owes! An da soe se: „Ech wëll gär Vitaminen. Ech wëll gär eppes fir ze berouegen. Ech wëll eppes géint mäi Mowéi, géint mäi Kappwéi." An da muss den Dokter deenen nolafe fir e Krankeschäin. Hei kriss du e Krankeschäin. An da soen d'Leit: „Neen, ech wëll keen! Well wann ech ee Krankeschäin kréien, da ginn ech gemobbt. Wann ech e Krankeschäin kréien, kréien ech gesot, ech verléiere mäin 13. Mount. Wann ech e Krankeschäin kréien, da soe se d'nächste Kéier: «Elo bass de entlooss!»."

An ech mengen, dat ass déi Kultur, déi sech hei agebiergert huet. An ech weess net, ob mir dat sollen erlaben oder net. Wat passéiert do iwwerhaapt? Mir wëlle gäre Wuesstum, a coûte que coûte, egal wat dat kascht! Da musse mer dohinnergoen a mir mussen eis soen: Wat wëlle mer? Wëlle mer gär dee Wuesstum? Wëlle mer gär Suen? Wëlle mer gär, dass eis Wirtschaft fonctionnéiert? Wëlle mer gär d'Pensiounskeess fëllen? Wëlle mer gär Steieren ophiewen an dass de Budget fonctionnéiert? Mä, da musse mer a Kaf huelen, dass d'Leit hannendrun, dass déi dat musse bezuelen, egal a welcher Manéier!

Dat heescht, wann d'Leit krank ginn, wann d'Leit Depressioune kréien, wann d'Leit Burnout kréien - an den Här Lux huet et gesot, dee Chiffer genannt, dee stëmmt -, mä do kënnt nach e Rateschwanz vu Krankheeten hannendrun. Do kommen Allergien hannendrun, do komme Kriibsen hannendrun. An ech mengen, all Drëtten hei am Land ass e potenzielle Kandidat, fir Kriibs ze kréien. A wann Der bedenkt, wat dat kascht! Eng Kriibsbehandlung kascht pro Joer 100.000 bis 150.000 Euro. An et gëtt nei Medikamenter, déi op de Maart kommen, do kascht ee Baxter vun 100 ml - siehe und staune - 30.000 Euro! Also, wa mer dat wëllen herno bezuelen, da fuere mer eben esou weider!

Wa mer dat net wëllen, da musse mer iergendwéi soen, mir halen einfach op. A wou hale mer dann op? Mir mussen ophale mat deem Wirtschaftswuesstum, dee mer egal wéi förderen, egal wie kënnt hei an d'Land. Wann ech bedenken, dass hei lauter esou friem Leit erakommen, déi Mënz hunn, déi anonym Aktionäre sinn, déi an hirem Land, do, wou se hierkommen, keng Notioun hu vu Sozial...

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...keng Notioun hunn, wat Aarbecht ass, wou se e Waggon Inder komme loossen, e Camion Inder komme loossen, wou se een Euro den Dag verdéngen, wou se d'Iessensreschter vun deenen anere mussen opiessen, wou se an der Caravane schlofen. Wéi sollen déi Leit, wa se heihinner kommen, eis Gesetzgebung, eis Regelung hei respektéieren? Sot mer, wéi dat méiglech ass. Dat ass einfach net méiglech!

De klore Message ass, wann ech gelift, wann Der schonn déi Leit komme loosst, da musst Der hinnen awer ganz kloer de Punkt setzen a soen: „Et geet no eise Konditiounen an net no Äre Konditiounen, soss bleift doheem!" Dat ass dee ganz klore Message, deen Der musst hunn. An Dir musst de Courage hunn, fir dat ze soen. Mir wëllen net de Wuesstum à tout prix!

An do musse mer natierlech Solutioune fannen. Wuer gi mer déi sichen? Mir musse kucken, dass den Aarbechter op senger Aarbecht erëm frou ass. Wéi kréie mer dee motivéiert? Dat ass déi ganz grouss Fro. Wa mer den Aarbechter motivéiert kréien, wéi hei gesot ginn ass, dann, dee Moment mécht dee méi eng grouss Leeschtung. A wéi kënne mer dee motivéieren? Mir hu verschidde Pisten, an ech ginn Iech e puer Solutiounen. Dir kënnt Iech se auswielen.

Éischtens, mäi Kolleeg, de Jean... de Jacques-Yves Henckes hei, hat viru Joren eng Propositioun gemaach fir den...

Une voix.- Elo sinn et der scho véier.

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...hat eng Propositioun gemaach fir den Actionnariat salarié, dat heescht, den Aarbechter u sech misst Aktionär si vu senger Firma. An dofir, well en Aktionär vu senger Firma ass, dofir gëtt e sech méi Méi, ass e méi frou an e schafft fir d'Firma.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat kann awer och méi Stress bedeiten!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dat ass net gesot. Wann ech méi frou sinn, da kann ech méi schaffen. Dat muss net onbedéngt Stress sinn. Et kann och positive Stress sinn, Här Lux, dat wësse mer jo.

Dat Zweet, wat mer kéinten afeieren - Här Lux, dat ass och fir lech -, dat gëtt och a Frankräich agefouert, mengen ech, dat ass, dass all Entreprise, déi Benefiss mécht, déi däerf keen entloossen. Dee Moment huet den Aarbechter vill méi Fräiraum, en ass vill méi frou an e weess, dass en net entlooss gëtt. Dat wär natierlech eng ganz gutt Optioun, déi kéint een hei och afeieren.

Eng drëtt Saach ass, dass dee Moment, wou den Aarbechter a schlechte Konditiounen ass, da muss een deem einfach hëllefen, fir op der Aarbechtsplaz sech gutt ze fillen. An do gëtt et natierlech... bei deene groussen Entreprisë misst een do einfach verlaangen, dass do Fitnesszentren drakommen, dass do einfach eppes fir d'Gesondheet vun de Leit gemaach gëtt, wéi zum Beispill a Japan: Do kritt een einfach eng Véirelstonn Zäit, do kann ee sech décontractéieren, et kann een eng Kéier opstoen, lénks a riets goen, an dann ass een dee Moment méi fit. Lauter kleng esou Saachen, wéi e Gesondheetszentrum opbauen. Dat misst natierlech och da vum Stat kontrolléiert ginn.

An de Stat, iwwerall wou de Stat seng Hänn huet, do muss hien dat maachen. Et kann net sinn, dass de Stat seet: „Kommt hei an d'Land, maacht wat Der wëllt, an d'Aarbechter, wann déi eben zugrond ginn, da gi se zugrond. Mir hunn eng Gesondheetskeess a mir fänken déi op." Dat kann net d'Optik sinn, Dir Dammen an Dir Hären, dergéint wiere mer eis an dogéint si mer!

Da gëtt et nach ganz kleng Mesuren, déi ee kéint treffen - den Här Bauler huet eng genannt -, dat ass den Télétravail. Firwat net dohinnergoen an den Télétravail förderen? Zum Beispill hei an der Chamber, wa mer kucken, hei kéinte verschidde Leit d'Berichter och doheem maachen. Wa se doheem sinn, si se méi fräi, si brauchen net op d'Schaff ze goen, si sinn net am Stress a si kënne ganz roueg d'Aarbecht maachen, ouni da weider implizéiert ze sinn an engem Burn-out oder an engem System, wou se net gäre vläicht schaffen. Dat wär eng Propos, déi mer hei virleeën.

Eng zweet Saach ass: Wann en Aarbechter op d'Aarbecht geet, ass et enorm beschwéierend, wann e muss zwou Stonne mam Auto fueren, vun Èlwen bis hei an d'Stad. Och dat muss geännert ginn, och dat ass ee falscht Konzept vun der Regierung. Amplaz dass d'Regierung nach den Tram elo afeiert, misst se vläicht eng Kéier eng ganz aner Iddi, wéi déi vum ADR hei, vum City-Tunnel, gebrauchen, an dee Moment wäre verschidde Problemer geléist. Leit, déi net zwou Stonnen am Verkéier sinn, déi Leit, déi sinn natierlech op der Aarbecht vill besser drun. An och owes, wa se heemkommen...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et dauert nach e bësschen, mä si maachen et.

Une autre voix.- Mir si gespaant, wat elo als Nächst kënnt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir sidd ëmmer fir de Burn-out vun de Salariéen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jean, Jacques-Yves, wann ech gelift.

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Okay, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, ech mengen, et si vill Propositiounen, déi kënnen ëmgesat ginn. Et kann een net einfach dohinnergoen a soen, mir behandelen d'Symptomer. D'Wuerzel ass: Wat wëlle mir? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech muss stellen.

Wëlle mer gäre Wuesstum? Okay, da fuere mer esou virun. Da musse mer ebe Leit sacrifiéieren. An dolaanscht komme mir net. Wa mer eng Gesellschaft si mat Wäerter, mat Ethik, mat enger Moral, da musse mer wëssen, dass uewe Leit sinn, déi kommandéieren, an ënne Leit, déi ebe musse schaffen. Mä déi musse respektéiert ginn! A wa mer d'Aarbechter net respektéieren, dann deet et mer leed, da si mer keng Gesellschaft, déi sech selwer respektéiere kann. An ech wëll keng esou eng Gesellschaft! Dofir musse mer onbedéngt versichen, fir eng aner Kultur an der Aarbecht ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera, deem ech awer wëll soen, datt mer schonn eng ganz Rei Mataarbechter am Haus hunn, déi am Télétravail sinn, Här Colombera.

Une voix.- Awer nach keen, dee mam City-Tunnel kënnt.

(Hilarité)

M. le Président.- Elo kënnt nach den Här Urbany drun, deen als Leschten d'Wuert huet.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et misst ee virun allem der Chambre des Salariés félicitéieren, dass se déi Etüd do gemaach huet, déi Géigestand ass haut vun eiser Diskussioun. Dobäi misst et eigentlech déi zentral Aufgab vum Stat sinn, fir sech ëm d'Aarbechtsbedéngungen an de Betriber ze këmmeren. A mir fannen, dass dat net genuch geschitt an net op allen Niveaue geschitt, oder souguer de Contraire geschitt.

Wann ech d'Beispill huele vun der Verlängerung vun der Aarbechtszäit duerch déi Rentereform, déi geplangt ass, well dorop leeft et eraus: Während eigentlech d'Aarbechtszäit misst verkierzt ginn, well se scho 40 Joer laang net méi verkierzt ginn ass, maache mer hei eng Verlängerung vun der Aarbechtszäit. Dobäi gëtt op der éischter Plaz vun der Onzefriddenheet vun de Leit am Betrib genannt: d'Intensitéit an de Rhythmus vun der Aarbecht, an zwar vun alle Kategorien, vu Salariéen a vun de Fonctionnairen.

Dat hänkt awer erëm eng Kéier zesumme mat der Législatioun, déi mer hunn oder net hunn. Dat hänkt mat der Législatioun iwwert d'Durée du travail zesummen, dat hänkt mat den Öffnungszäiten zum Beispill am Commerce zesummen, wou mer e Gesetz viru Kuerzem kritt hunn, wou mer déi verlängert hunn. Ech denken och un d'Aarbechtsaccidenter, un d'Santé au travail an esou weider. Iwwerall do muss och eng Basis sinn, wou ee kann dat kontrolléieren. Dat ass virun allem dat, un deem et happert zu Lëtzebuerg, un de mangelnde Kontrollméiglechkeete vun den Aarbechtsbedéngungen.

D'Chambre des Salariés huet och e Panorama social erausgi vun 2012, wou se aner Elementer nennt, zum Beispill d'Inegalitéiten tëschent de Salairen. Zum Beispill déi kleng Salairen, déi real erofginn. Zum Beispill den Aarmutsrisiko, deen 29% vun der Bevölkerung géif betreffen, wann et net Sozialtransferte géif ginn. Dat ass och en Aspekt vun de „working poor", dass d'Léin ze kleng sinn zu Lëtzebuerg, fir iwwert d'Ronnen ze kommen domat. Ech denken un de Chômage, un d'Prekaritéit.

Wann ech héieren op der Luxguard, wéi do dégueulasse Erpressungsmanövere gemaach gi géint Leit mat klenge Léin, déi ënner schwéiere Bedéngunge schaffe bei lewen an esou weider, da muss een awer feststellen, dass d'Leit zu Lëtzebuerg net d'Gefill hunn, protegéiert ze si vum Stat. Au contraire, si hunn d'Gefill, dass d'Besëtzer eigentlech protegéiert sinn, och duerch ze schwaach Gesetzgebungen, zum Beispill d'Gesetzgebunge vun de Failliten.

Mir hunn héieren, viru Kuerzem an der Finanzkommissioun, den Direkter vum Enregistrement soen, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wou d'Patronen am mannste responsabiliséiert ginn. Dat betrëfft den Enregistrement, dee keng Einnahme méi huet, wa Faillitë sinn, oder ausstehend Einnahmen net kann encaisséieren. Mä dat betrëfft och déi Leit, déi betraff si vu Failliten an net genuch geschützt sinn. Dat betrëfft d'Fro vun der Delegatiounsgesetzgebung, iwwerhaapt vun de kollektive Rechter vun de Leit op der Aarbechtsplaz.

An ech wëll drun erënneren, dass ëmmerhin awer déi Lénk iwwert den André Hoffmann hei eng Proposition de loi virun dräi Joer erageréecht huet mat ebe just deem, wat den Här Colombera virdru gefuerdert huet: vill méi Kontroll vun de Licenciements économiques abusifs vu Betriber, déi Gewënner maachen an trotzdeem licenciéieren.

Een Exemple-phare: d'Dikrecher Brauerei viru Kuerzem, dass do muss eng Méiglechkeet kommen, fir dat ze verhënneren oder op d'mannst ganz staark anzeschränken. Duerfir ass et noutwendeg, och de Gewerkschaften an de Leit am Betrib méi staark Rechter ze ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Ech stëmmen déi Motioun hei iwwert de Mobbing. Ech hu se och mat ënnerschriwwen. Ech mengen awer, dass Tate mussen duerno kommen, dass et net duergeet mat Sonndesrieden oder mat heiansdo Debatten. Et ass eng komplett aner Approche vun der Politik gefuerdert. An ech géif souguer soen: Wann net deen

heiten Thema eng Kéier den zentralen Thema gëtt vun engem Bericht iwwert d'Lag vun der Natioun, wann dat net eng Kéier den zentralen Thema gëtt vun engem Budgetsbericht vun deene Leit, déi am Stat d'Haaptverantwortung hunn, dem Premierminister an dem Finanzminister, soulaang wäert sech näischt an der Realitéit un där deplorabeler sozialer Situatioun an um Bien-être au travail änneren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Da géif den Aarbechtsminister Nicolas Schmit als Leschten nach d'Wuert kréien.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no esou enger Debatt, déi all déi Facettë vum Bien-être op der Aarbechtsplaz gewisen huet, énuméréiert huet, analyséiert huet, ass et natierlech, mengen ech, net méi derwäert, op déi verschidde Facetten anzegoen.

Ech wëll trotz allem just rappeléieren: De BIT, wann e vu Bien-être au travail schwätzt, schwätzt e vu physeschem, mentalem a sozialem Bien-être. An d'Geforen, déi fir dee Bien-être ausginn, do nennt en der e puer, an ech mengen, déi sinn och vun deem engen oder deem anere Riedner hei mentionnéiert ginn, dat sinn d'Changementer an der Organisatioun vun der Aarbecht.

An dat ass richteg. A besonnesch an enger Zäit wéi haut, vun enger Kris - dat ass elo och duergeluecht ginn -, wou d'Organisatioun vun de Betriber neigestalt gëtt, gëtt dat oft gemaach ouni Rücksicht ze huelen op de Bien-être vun de Leit. De Punkt ass, datt dat sech oft rächt. Dat rächt sech oft, well, wéi ee gesot huet, mir schmieren ons Maschinnen a mir vergiesse ganz oft, datt de Mënsch och net illimitéiert belastbar ass a vläicht am Endeffekt dat schwächste Glidd an der Ketten ass.

D'Intensificatioun vun den Aarbechtsrhythmusse gëtt mentionnéiert vum BIT. An et ass och do kloer, wa mer eng Wirtschaft hunn, déi just nëmmen nach ënnert der Perspektiv vun dem Wuert Kompetitivitéit funktionéiert, datt natierlech all Betrib - an dat ass kee Reproche - ënner Drock steet, fir e Resultat ze erwirtschaften, datt dat sech op de Rhythmusse vun den Aarbechtsprozesser erëmspigelt an natierlech mat sech bréngt - a wa mer déi Etüd vun der Chambre des Salariés kucken -, datt d'Leit op eemol d'Gefill hunn, datt se net méi mathalen, an datt sech dann déi Stressfacteuren, Burn-out-Facteuren, an esou weider, ëmmer méi développéieren.

D'Aarbechtszäiten, dat ass en anert Thema. Jo, et ass ëmmer ganz schéin ze soen: „Mir mussen d'Aarbechtszäite flexibiliséieren." Mir kënnen net an deem normalen, „gemittlechen" - entre guillemets - Rhythmus esou weiderfueren. Mä de Biorhythmus vun all Mënsch, deen existéiert. De Mënsch ass net réglable mat engem Knäppchen hannendrun, wou e sech ëmmer erëm nei op flexibiliséiert Aarbechtszäiten esou ganz einfach astellt. An dat huet also och Konsequenzen op d'Gesondheet an op d'Attitüd vun de Leit op hirer Aarbechtsplaz.

An e leschte Punkt ass d'Prekaritéit. Et ass ganz sécher, datt besonnesch an enger Zäit, wou vill Leit a prekären Aarbechtsverhältnisser sinn - sief dat an engem Interim, sief dat mat engem CDD - oder ganz einfach an enger Firma schaffen, wou d'Menace dagdeeglech do ass, fir seng Aarbechtsplaz ze verléieren, datt dat en immensen, dramateschen Drock op jiddwer Eenzelnen ausübt.

Duerfir ass et net esou, datt Aarbechtslosegkeet an déi Problematik, déi mer haut diskutéieren, näischt mateneen ze dinn hätten. Déi hu schonn eppes ganz Enkes mateneen ze dinn. An enger Wirtschaft, an enger Gesellschaft, wou natierlech d'Aarbechtslosegkeet an d'Menace vun der Aarbechtslosegkeet ganz präsent sinn, do ass d'Prekaritéit, d'Gefill ausgesat ze sinn, eventuell muer oder iwwermuer meng Aarbechtsplaz ze verléiere respektiv e Member vu menger Famill ze gesi seng Aarbechtsplaz verléieren, grouss.

An dat ass natierlech fir all Eenzelnen e groussen Drock a provozéiert déi Krankheeten, déi mer vläicht e bëssen nonchalamment „Stress" nennen, mä Krankheeten, déi sech ganz séier zu anere Krankheeten, wéi dat och an allméigleche villen Etüde bewise ginn ass, kënnen entwéckelen.

Et gëtt also eng Gefor fir d'Gesondheet vun den Arbeitnehmer, vun de Salariéen. Mä ech mengen, déi Fro hei geet iwwert de Monde du travail, iwwert d'Welt vun der Aarbecht eraus. An et ass u sech eng Fro, déi eng Fro de Santé publique ass, vun der allgemenger Gesondheet. Mir si konfrontéiert mat deene Risques psychosociaux. A wéi virdrun, ech mengen, vum Här Bauler, op d'Flüstere vum Dokter Krieps, gesot ginn ass, dat ass richteg: Een Drëttel vun allen Absencen op der Aarbechtsplaz sinn zréckzeféieren op déi Risques psychosociaux, dat heescht, op Stress, op Burn-out oder aner Malaisen, déi d'Leit fundamental spieren.

Nun ass et schonn net ganz einfach, eng Analys vun all deene Facetten - an ech mengen, Dir hutt dat alleguerte brillamment gemaach - ze maachen. Et ass natierlech vill méi schwéier, fir Remèden ze kréien, fir genau ze wëssen, wou een usetzt, fir déi Phenomeener do effikass ze bekämpfen.

U sech misst jiddwereen - a wann een och dobausse mat de Leit aus der Wirtschaft diskutéiert, dann ass dat och de Fall - sech bewosst sinn: Eng grouss Parenthèse ronderëm d'Gesondheet vun de Salariéë maachen, ass e Calcul de très court terme. Well am Endeffekt mierke mer - an ech mengen, och do si Chiffere genannt ginn -, datt dat souwuel fir de Betrib wéi och fir d'Allgemengheet en immense Käschtepunkt huet.

28% vun de Leit - no enger Etüd an Europa - leiden u Stress, dee vun hirer Aarbechtsplaz bedéngt ass. Dat ass also méi wéi all Véierten. 50% vum Absentéismus kommen de près ou de loin an Europa duerch déi Phenomeener. A mir wëssen, datt den Absentéismus e Käschtepunkt duerstellt: ee fir d'Entreprise, ee fir d'Sécurité sociale, also fir d'Allgemengheet. An deen Observatoire ass mentionnéiert, dee mer zesumme mam Gesondheetsminister organiséiert hunn, den Observatoire de l'Absentéisme.

Ech maachen do eng Parenthèse op: Deen Observatoire huet net als Objektiv, d'Leit ze poursuivéieren oder ze korrigéieren oder ech weess net wat. En huet als Haaptzil, fir emol d'Phenomeener an all Betrib par rapport zum Secteur oder zur allgemenger Situatioun vun den Entreprisë besser kennenzeléieren. Den Objektiv ass deen: Wann an engem Betrib en extrem héijen Absentéismus ass, dee vill méi héich ass wéi deen aus engem ähnleche Betrib aus deem nämlechte Secteur, da muss jo jiddweree sech bewosst sinn, datt iergendeppes an deem Betrib net klappt.

Dann hu mer et vläicht ze di mat Phenomeener wéi Stress, wéi Burn-out, wéi Harcèlement an esou weider. Also musse mer do usetzen a mir musse kucken: Wat sinn dann d'Ursaachen an deem Betrib? An duerfir ass et och esou wichteg, datt dee Punkt vum Absentéismus aus där doter Perspektiv eraus net nëmmen eng Saach ass vum Patron. Dat ass eng Saach, déi souwuel den Employeur ugeet wéi natierlech och déi aner Salariéen, wéi natierlech och besonnesch d'Representatioune vun de Salariéen, dat heescht d'Delegatioun.

Duerfir wäert och an deem Projet, dee jo och vum Här Lux ugeschwat ginn ass, e Punkt ganz kloer gemaach ginn: Dat ass déi Fro vum Absentéismus, déi jo vill méi breet ass, wéi ganz einfach net schaffe goen. Et muss ee jo hannert d'Realitéit kucke goen, et muss een also och kucken, firwat datt dat esou ass. Elo wësse mer alleguerte vum Béierdësch, datt allméiglech Simplicitéiten do gesot ginn, déi och net ëmmer komplett falsch sinn, mä datt awer ganz oft a Betriber fundamental Problemer sinn. Déi musse mer erausfannen an déi mussen diskutéiert kënne ginn a Léisungen och zesummen ausgeschafft gi mat den Delegatiounen aus de Betriber.

Wa si also soen, e gutt...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Colombera Iech eng Fro stellt?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Herno vläicht am beschten, well soss kommen ech aus mengem Räsonnement eraus - wann ech sollt eent hunn.

(Hilarité et interruption)

Ech mengen, en Drëttel vun Invaliditéite sinn op déi Phenomeener vu Mal-être au travail zréckzeféieren, seet d'OCDE, wéi dat, mengen ech, och scho gesot ginn ass. Dat ass also och e Problem, deen e Problème de santé publique généralisé ass.

Mir hunn also e Käschtepunkt fir d'Sozialsystemer. Mir hunn natierlech fir d'Éischt emol e Problem fir all Individu, dee Victime vun deem Phenomeen ass, fir seng Famill. Well wann een diskutéiert, a mir haten eng ganz interessant Diskussioun, déi zesumme mat der ABBL organiséiert war - wat jo weist, datt och d'Employeure sech vun der Gravitéit vun deene Problemer do bewosst sinn - iwwert de Burn-out, wat eng Saach war zesumme mat der Médecine au travail an der ABBL, wou ganz kloer erwirkomm ass - och zesumme mat engem französischen Expert, engem Dokter vum Burn-out -, do ass ganz kloer ginn, datt de Burn-out net nëmmen eng Konsequenz huet fir den Individu, mä en huet katastrophal Konsequenze fir d'Emfeld vun deem Individu, dat heescht fir d'Famill, fir de Frëndeskrees, fir dat ganzt soziaalt Liewe vun engem Individu, deen un esou enger Situatioun, un esou enger Krankheet leit.

Mir mussen dat also effektiv an engem globale Kontext gesinn, wou dat Mënschlecht, dat Finanziellt, dat Soziaalt an am Endeffekt och dat Wirtschaftlecht net kann ignoréiert ginn.

Ech mengen, et ass mer eng Fro gestallt ginn iwwert d'Accidenter, iwwert Aarbechtsaccidenter och. Bon, do mierkt een op enger Säit, datt onst wirtschaftlecht an Aarbechtsëmfeld immens geännert huet. Et war eng grouss Victoire viru 50, 60 Joer - ech weess et elo net méi -, wou déi éischt Beruffskrankheet, d'Silicose, als Beruffskrankheet unerkannt ginn ass. Haut misste mer eigentlech doriwwer nodenken, awéiwäit déi Krankheet, vun där mer elo schwätzen, de Burn-out, oder aner Krankheeten oder d'Konsequenze vun deene Krankheeten, net déi nei Beruffskrankheete vun haut, vun där neier Aarbechtswelt sinn. Do ass also eng fundamental Verännerung komm.

Mä fir ee Wuert iwwert d'Aarbechtsaccidenter ze soen: Aarbechtsaccidenter hu mer och an dësem Land nach vill ze vill, och wa se an deene leschte Joren zréckgaange sinn. Mir hunn all Dag 55 Aarbechtsaccidenter. Dat geet natierlech vun engem ganz klenge bis zu engem gréisseren. All Dag gi 55 Aarbechtsaccidenter enregistréiert! Mir hunn 359 Maladies professionnelles, déi unerkannt ginn - mir hu vill méi Demanden -, mir hunn der 359, déi unerkannt ginn, déi enregistréiert ginn. A mir hunn dat Trageschst vun allem: Mir hunn zwielef déidlech Accidenter op der Aarbecht am Joer, wat natierlech enorm ass. Wou een natierlech erféiert, dat ass d'Joer 2011: Véier Accidenter waren um Wee, fir op d'Schaff ze fueren; mä wou oft awer och aner Phenomeener matspillen, déi kënnen och eventuell zu esou Accidenter féieren.

Mir hunn also och do op deem Domän vun der Securitéit vun der Aarbecht, vun der Aarbechtsplaz nach eng Aarbecht ze maachen. An och dat ass alles schéin a gutt, ze soen: „Dir musst méi Gesetzer maachen. Dir musst méi reglementéieren." Jo, mir mussen och wahrscheinlech a gewëssene Sparte méi reglementéieren, mä wat méi wichteg ass wéi d'Reglementéieren, dat ass éischtens: d'Praxis an de Betriber. Duerfir hu mer zesumme mat der Santé, zesumme mat de Federatioune vun den Employeuren all Joer eng grouss Manifestatioun iwwert d'Sécurité et santé au travail.

Et ass nëmmen iwwert d'Sensibilisatioun vun de Betriber, mä awer och iwwert d'Sensibilisatioun vun de Salariéen, datt mer et fäerdegbréngen, d'Leit dohin ze bréngen, datt d'Sécherheet, d'Gesondheet an e Verhalen, wat déi Kritäre respektéiert, datt mer do d'Situatioun kënne besser an de Grëff kréien. Et ass also emol fir d'Éischt: sensibiliséieren, informéieren, d'Leit motivéieren.

An enger Entreprise, wou d'Klima, d'Sozialklima gutt ass, wou den Dialog gutt ass mat de Salariéen, zwëschen Employeur a Salarié, do si gewéinlech och d'Sécherheet, d'Gesondheet am wäiteste Sënn, dat heescht, och déi psychosozial Aspekter vun der Gesondheet, héich ugeschriwwen. An do ginn déi Problemer och ugeschwat, y compris den Harcèlement moral.

De Problem ass, elo kommen ech drop ze schwätzen: Gesetz oder net Gesetz beim Harcèlement moral? Ech si fir e Gesetz. Wann et haut kee Gesetz gëtt, da krut ech vu gewëssene Leit, och aus dem Lager vun de Sozialpartner, gesot: „En fait, mir hu jo deen Accord zwësche Sozialpartner. Loosse mer elo emol waarden, wéi dee sech entwéckelt, an da kucke mer, ob mer e Gesetz brauchen."

Jo, mir hunn eng gutt Aarbecht vun der Mobbing A.s.b.l., déi mer net genuch ënnerstëtzen, déi dann ëmmer bei all Streichkonzert budgetärer Natur - wéi ëmmer - dann net déi méi Sue kréien, déi se eigentlech verdéngt hätten.

Mä wichteg ass natierlech, datt den Harcèlement moral an der Gesellschaft net e Kavaléiersdelikt ass. An ech mengen, do ass dee wichtege Message am Gesetz. Och mam Gesetz léise mer net all Problemer. Och mam Gesetz muss deen Eenzelnen de Courage iwwerhaapt hunn, fir eng Plainte maachen ze goen. Dat wësse mer jo och aus dem Harcèlement sexuel, datt dat net esou evident ass, fir d'Leit derzou ze bréngen, eng Plainte maachen ze goen. Mir mussen also hëllefen, wa se wierklech betraff sinn, datt se och op dee Wee ginn.

Mä ech mengen, d'Gesetz, d'gesetzlech Basis huet och en dissuasive Charakter. Fir kloerzemaachen, datt, wann een esou Praxissen développéiert - an oft ass dat net eng Saach eleng vun Employeur a Salarié, dat kann och an engem Betrib zwëschen deenen engen oder deenen anere Membere vum Betrib sinn -, do muss et kloer sinn, datt dat eng Dot ass, déi absolut strofbar ass an déi muss sanktionéiert ginn, an datt et fir déi Sanktioun och eng gesetzlech Basis gëtt.

Ech mengen, do ass d'Wichtegkeet vum Gesetz. An ech wëll och nach eng Kéier d'Chamber froen: Mir hunn eng Proposition de loi. Ech si bereet, déi op de Métier ze huelen an ze kucken, wat och de Contenu vun deenen Experienzen ass, déi och a Frankräich, an der Belsch an, ech mengen, a Schweden gemaach gi sinn oder an anere Länner, fir eventuell déi Proposition de loi dann esou schnell wéi méiglech ze adaptéieren a se dann och ze adoptéieren.

E Wuert nach iwwert de Stress an déi berühmte Konventioun, déi europäesch, déi eigentlech hei zu Lëtzebuerg - ech mengen, den Här Weber huet dat gesot - kee grousse Succès hat. Ech mengen, on a pris bonne note, mä si huet sech net konkret… Si ass éischtens emol, contrairement zu där Konventioun vum Harcèlement moral, net de caractère obligatoire deklaréiert ginn. Et ass eng vag Intentioun vun de Sozialpartner ausgeschwat ginn, si géife punktuell an de Betriber derfir suergen, fir eppes an deem Beräich ze maachen.

Ech mengen, et wier elo un der Zäit, fir d'Sozialpartner zesummenzebréngen - fir déi eng gutt Aarbecht gemaach ginn ass, soen ech nach eemol, och besonnesch vun der Chambre des Salariés - an zu deem Thema vum Bien-être au travail zesumme mat den Administratiounen, zesumme mat der Médecine du travail, zesumme mat der ITM an aneren, wann et als noutwendeg erschéngt, ze soen: „Kommt, mir schaffen e wierkleche Plang aus, e Plan de santé et de sécurité au travail." An do kucke mer: Wat sinn d'Prioritéiten? Wou sinn d'Schwächten? A wéi kënne sech d'Betriber global par rapport zu esou engem Plang positionéieren?

Mir priméieren, mir gi Präisser fir déi Betriber, déi gutt Succèsen hu bei der Santé oder bei der Securitéit. Dat ass een Element, mä ech mengen, et ass wichteg, datt och d'Betriber eng kloer Linn hunn an eng kloer Linn kréien, fir déi doten Elementer als prioritär ze deklaréieren.

Mä dat fonctionnéiert nëmmen dann, wann d'Sozialpartner voll matschaffen. Ech mengen net, datt de Stat dat eleng mat alle Regele fäerdegbréngt. Dat muss mat de Sozialpartner négociéiert a praktizéiert an ëmgesat ginn. Duerfir nach eemol d'Wichtegkeet och vun deenen Dispositiounen an engem Gesetz iwwert den Dialogue social an den Entreprisen! Och do hu mer, mengen ech - de Gesondheetsminister kéint Iech do e Wuert soen -, eng Stress-A.s.b.l., déi jo och vun him ënnerstëtzt gëtt.

E lescht Wuert iwwert de Plan des âges an déi Eeler. Jo, et ass richteg, datt vill Leit net capabel sinn, iwwer e gewëssenen Alter ewechzekommen a méi laang schaffen ze goen. Dat ass richteg. Ech mengen, mir haten elo, organiséiert vun der FEDIL an der UEL, e Workshop e ganzen Dag iwwert de Vieillissement actif - esou heescht dat esou schéin -, an do hate mer e berühmten éisträichesche Professer, dee sech vill mat deene Phenomeener ausenanersetzt, an deen huet kloergemaach, datt besonnesch déi psychologesch Stressfacteuren - besonnesch déi psychologesch Stressfacteuren! - d'Leit ganz staark dovun ofhalen, fir méi laang schaffen ze goen. Och do fanne mer dat erëm: Mindestens esou vill wéi déi physesch hu mer déi psychologesch Stressfacteuren, déi d'Leit découragéieren.

Wéivillmol héiert een, wou d'Leit soen: „Eigentlech hunn ech keng Loscht méi, méi laang schaffen ze goen."? An dat ass net, well se grouss Pläng hunn, wat se mat hirer Pensioun sollen ufänken, mä et si besonnesch eben deen Drock an déi psychologesch Facteuren, déi ebe maachen, datt se a priori léiwer dobausse si wéi dobannen nach weider ze bleiwen.

An duerfir musse mer - duerfir musse mer! -, wa mer elo zesummen esou e Plan des âges an och e Gesetz iwwert de Plan des âges maachen, et fäerdegbréngen, och déi do Dimensioun kloer de Betriber als Optrag ze ginn, datt se sech musse mat deene Froen do ausenanersetzen, se musse kucken, den Harcèlement moral, wou och oft méi eeler Salariéë Victime sinn, well se vläicht net méi mat allen neien Technologien esou méi eens ginn oder esou weider, och d'Frae si genannt ginn, ouni Zweifel si si oft fir esou Phenomeener exposéiert.

Mir mussen et fäerdegbréngen, déi Dispositiounen an dat Gesetz ze setzen an natierlech och derfir ze suergen, net nëmmen déi Saachen an d'Gesetzer ze setzen: Mir mussen och op d'Implementatioun oppassen! Mir mussen also sécher sinn, datt, wann et am Gesetz steet, et och applizéiert gëtt.

Dat stellt natierlech d'Fro vun de Ressourcen. D'ITM, déi vill Aufgaben huet, ass net deem-

entspriechend gewuess, wéi ons Wirtschaft gewuess ass, wéi d'Zuel vun onse Leit, vun onsen Emploië gewuess ass. Ech mengen, de Rhythmus vun der Croissance vun den Effectiver vun der ITM an dee vum Emploi, déi sinn net parallell.

An et ass jo net esou, datt d'Aarbechtswelt méi einfach ginn ass, si ass éischter méi komplizéiert ginn, wat och nei Missiounen, nei Aufgaben, aner Formatiounen och fir déi Inspekteren aus der ITM, aus der Inspection du travail heescht.

Mä ech mengen, mir mussen elo global un déi Saach erugoen...

M. le Président.- Här Aarbechtsminister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen. Den Här Gesondheetsminister sëtzt an de Startbléck, an ech mengen, dee muss elo doranner sëtze bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech hunn esou déi Impressioun.

(Hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Bon, ech mengen, mir sinn ons all eens. Mir musse just kucken, wou mer richteg usetzen, fir e gesamten Tableau ze kréien an do ze agéieren, wou mer och Resultater kréien. D'Politik kann net alles, d'Politik kann dat net eleng, si huet hir Aufgab ze léisen, mir mussen dat haaptsächlech mat de Sozialpartner zesumme realiséieren.

Voilà, Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Aarbechtsminister. Här Gesondheetsminister, d'Zäit ass méi wéi ofgelaf. Et ass fir déi nächste Kéier.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, d'Zäit vun der Regierung ass fir eng Kéier Affer gi vun der Iwwerzéiungstaktik. Wann Der mer net nach e puer Minutte gitt, da kapituléieren ech.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Colombera freet nach d'Wuert.

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dat ass och eng Zort vu Mobbing, Här President. Haut hätt Der kënnen eng Ausnahm maachen.

(Hilarité et interruption)

Bon, Här Minister, Dir hutt geschwat vum Absentéismus, dat heescht, déi Betriber, wou d'Moyenne méi grouss wier, do géift Der higoen an Dir géift kontrolléieren, wou d'Ursaach wier. Dat hutt Der elo hei gesot, an da géift Der do diskutéieren.

Meng Fro ass - den Här Lux huet hei a senger Motioun geschriwwen, 26 Millioune géif dat d'Gesondheetskeess kaschten: Wiert Dir bereet, fir déi Betriber, wann d'Ursaach bei de Betriber wier, fir déi ze sanktionéieren an deenen ze soen: „Bezuelt an d'Gesondheetskeess dat, wat hei erausgeet!"?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Wann dat esou einfach wär!

(Interruption)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Neen, ech stellen eng Fro.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Also, ech mengen, ech sinn net géint Sanktiounen. Et gëtt Momenter, wou ee muss sanktionéieren, mä et gëtt net all Problem mat Sanktioune geléist. Et sinn oft Situatiounen, wou de Betrib eng Situatioun net maîtriséiert a wou e muss gehollef kréie ganz einfach, net well e schlecht ass oder schlecht Intentiounen huet, mä wou e muss ënnerstëtzt ginn a gehollef kréien, fir e Problem, deen eventuell à l'origine ass vum Absentéismus, fir dee besser an de Grëff ze kréien.

Et ass also net, fir ze soen: „Mir sanktionéieren, an dann hu mer all Problem geléist." Esou einfach geet dat net. Mir gesinn, mir sanktionéieren all Dag d'Leit op der Strooss a si fueren awer ze séier. Et ass also net eleng esou, wéi mer dat an de Grëff kréien. Mir mussen och de Betriber hëllefen a besonnesch d'Sozialpartner an de Betriber mat un där Tâche do bedeelegen, fir eben déi Problematik do an de Grëff ze kréien, fir dat gemeinsam ze maachen.

Wann et dann net anescht geet, soen ech net, datt net och Elementer vu Sanktioun kënnen dra sinn, mä dat Wichtegst ass iwwerhaapt emol, de Betriber - well oft wëssen déi dat net -, fir deenen ze hëllefen, esou Problemer besser an de Grëff ze kréien.

M. le Président.- Sou, Merci dem Här Aarbechtsminister.

Motion 1

Domadder wär d'Diskussioun eriwwer, a mir kéimen nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun. Vu datt déi vu ganz ville Fraktiounen hei aus dem Haus matgedroe gëtt, kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun vum Här Lucien Lux d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder schéngt déi mer awer mat enger grousser Majoritéit ugeholl ze sinn.

(La motion est adoptée avec l'abstention du groupe politique DP et de la sensibilité politique ADR.)

Da kéime mer elo nach zu zwou Questionurgenten, déi gestallt gi si vum Här Camille Gira a vum Här Xavier Bettel iwwert d'Carte-d'identitéen. Den Här Gira an den Här Bettel hunn alle béid fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung huet zwanzeg Minutten Zäit, fir op déi zwou Froen ze äntwerten.

Fir d'Éischt kritt d'Wuert den Här Gira.

9. Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. De Méindeg si mer iwwert d'Press gewuer ginn, dass anscheinend e gréissere Problem mat ville Carte-d'identitéë besteet. Et geet Rieds vun 80.000 Stéck, déi tëschent dem Abrëll 2010 an dem Dezember 2011 gemaach gi sinn. Anscheinend ass et esou, dass e Risiko besteet, dass ënner enger ultravioletter Luucht net méi all Schréften, déi awer misste kënne gelies ginn, ze liese sinn. D'Leit sinn opgeruff ginn, entweder - wa se an d'Ausland wéilte goen - sech e Pass maachen ze loossen, oder fir déi aner, bei hirer Gemeng virstelleg ze ginn, fir déi Carte d'identité ersetzen ze loossen.

Här President, elo stinn an de Guichete vun 106 Gemenge Leit, déi hirer Hänn kee Rot méi wëssen, mä ech kann lech awer verroden, dass déi Beamten a Beamtinnen, déi déi aner Säit sëtzen, hirer Hänn gradesou wéineg Rot wëssen, well no mengen Informatiounen zumindest ass bis haut keng offiziell Circulaire vum Innenministère un d'Gemenge gaangen, wéi d'Beamten da sollen an deem Fall do reagéieren.

Duerfir wollt ech den Innenminister awer froen, firwat net am Virfeld vun deem Problem do, dee jo anscheinend net vun haut op gëscht entdeckt ginn ass, net eng Concertatioun an zumindest eng Informatioun mat de Gemenge gemaach ginn ass, eng Circulaire erausgaange wier, fir dass déi politesch Responsabel, mä och d'Beamten an d'Beamtinnen awer wéissten, éischtens, ëm wat et genee géif goen, an zweetens, wéi se sech sollte verhalen.

Zweetens, wéi ass et dann elo mat deene Leit, déi d'Carte d'identité ofginn? Wat maache mer do? Gi mer de Leit e Certificat, dass déi Carte d'identité an Ausaarbechtung ass?

Virdru war et jo esou, dann haten déi Leit déi al nach, déi nach gülteg war, dann hu se eng nei bestallt an dann hu se se ëmgetosch. Mä elo si Leit dann ënnerwee, déi guer keng méi hunn.

Wat kéint ee sech do virstellen? An hätt een net missen eng ganz genee Note erausginn, wéi d'Beamte sech sollte verhalen?

Da stellt sech och d'Fro vun de Käschten. Kënnt dann elo déi belsch Firma fir dee ganzen Opwand do op? Oder sinn et um Enn nach op eemol d'Lëtzebuerger Gemengen, déi dee Schlamassel do musse bezuelen?

An deem Kontext muss een och froen: Gëtt et net esou lues Zäit, dass mer eis vläicht selwer eng Maschinn zouleeën, fir déi Kaarten do selwer missen ze maachen? Da wiere se net all Kéiers 14 Deeg oder dräi Wochen tëscht Lëtzebuerg a Bréissel oder ech weess net wou ënnerwee.

Mä ier mer esou wäit ginn, vläicht awer ganz pragmatesch: Ech kann lech e Mail virliese vun engem Gemengesekretär, dee sech, obwuel keng Circulaire komm ass, relativ gutt organiséiert huet, an deen d'Fro stellt, ob et net vill méi eng einfach Method géif ginn.

Ech liesen lech dat vir: „Mir hunn ewell Lëschte gezu mat de Kaarten, déi am fraglechen Zäitraum ausgestallt goufen. Mir hunn och ewell eng UV-Luucht hei am Guichet leien."

Esou eppes kascht anscheinend nëmme 15 Euro, an da muss ee sech d'Fro stellen: Musse mer elo 80.000 Kaarten, Identitéitskaarten op Bréissel schécken, fir dass do eng Firma kuckt, ob e Problem ass? Kann dann net mat enger bëlleger UV-Luucht vu 15 Euro an deene Guichete vun den 106 Gemengen datselwecht gemaach ginn?

An de Gemengesekretär seet och, dass nach all d'Originaldemandë mat Passfotoen an der Ënnerschréft vun de Leit an deene jeeweilege Gemenge leien. „Sou kéinte mer", schreift hien, „déi Demande jo direkt erëm eraschécken, an d'Firma an der Belsch ka jo dann eng nei Kaart ausstellen. Si sollen d'Donnéeë selwer saiséieren, déi genee déiselwecht Donnéeën an Échéancë wéi déi feelerhaft Kaart, a mir tauschen den Awunner d'Kaart eent zu eent ëm, da brauchen d'Leit emol net an de Guichet ze kommen, an de Problem wier geléist."

Mä an engem Wuert wéi honnert: Wier et net awer normal, Här Minister, dass an esou engem Fall, ier dobausse fir relativ vill Opreegung gesuergt gëtt, vläicht eng Concertatioun mat deene Leit géif gemaach ginn, déi um Terrain wëssen, wéi d'Gemenge fonctionnéieren, wat dat do fir déi Gemengen a Gemengebeamten an -beamtinnen heescht, a vläicht eng bëlleg, pragmatesch Léisung fonnt géif, ier mer mat vill Opwand dann elo 80.000 Kaarten op Bréissel schécken?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, fir d'Éischt wëll ech lech Merci soen, dass Der d'Urgence unerkannt hutt, well dat heiten ass eng Fro, déi wierklech ganz vill Leit interesséiert.

Mir hunn alleguerte matgedeelt kritt iwwer Communiqué de presse - iwwer Communiqué de presse, ech soen et nach eng Kéier - den 8. Oktober mam Titel «Problème de qualité sur certaines cartes d'identité luxembourgeoises», dass e Problem wier mat Carte-d'identitéen.

Ech muss lech soen, dass déi Geschicht awer och eng Virgeschicht huet. Am Abrëll, Mee vun dësem Joer, also viru Méint, huet e Bierger sech bei eis an der Stad gemellt an eis matgedeelt, dass en an England Problemer hat mat senger Carte d'identité. D'Informatioun ass direkt virun e puer Méint un de Ministère weidergaangen, fir hinne matzedeelen, dass mer do Problemer hätten.

Ech ka mer virstellen, dass de Minister elo wäert soen, en huet och missen d'Police froen, fir dat och ze iwwerpréiwen oder ze kucken, ob et en Eenzelfall wier oder wéi, wat a wou. Mä ech wëll just soen, dass dat dote keen neie Problem ass. De Problem datéiert vum Abrëll oder vum Mee 2012.

Den 8. Oktober 2012 kréie mer vum Syvicol an de Biergerzenter telefonéiert - ech soen dem Sekretariat vum Syvicol Merci! -, fir eis matzedeelen, dass mer eng Circulaire géife kréien - am Laf vum Dag, ass gesot ginn -, op jidde Fall, mir géifen eng Circulaire kréien, fir eis ze informéieren, wéi d'Situatioun da wier. Owes kënnt de Communiqué de presse, de Syvicol oder d'Gemenge wousste guer näischt.

Ech zitéieren lech, wat an deem Communiqué de presse steet: «Chaque citoyen dont la carte d'identité a été émise entre avril 2010 et décembre 2011 peut également se rendre à son administration communale pour transmettre cette carte à la société chargée de la production des cartes par le biais de la procédure prévue pour les demandes de cartes d'identité. La carte d'identité sera analysée par la société de production et sera remplacée gratuitement en cas de défaut de production.»

Dat heescht, mir hätten am Fong, Här Minister, 80.000 Sans-papiers gehat! Wa se kee Pass gehat hätten, hätte mir vun haut op muer 80.000 Sans-papiers gehat, déi dann op jidde Fall…

(Interruption)

…keng Pièce d'identité hätten.

Si hätte jo keng Carte d'identité méi! D'Carte d'identité wier da vun hei op Bréissel geschéckt ginn, fir zu Bréissel ze iwwerpréiwen, ob se an der Rei wier oder net. An dann, wa se an der Rei gewiescht wier, hätten d'Leit se e puer Deeg duerno kritt, a wa se net an der Rei gewiescht wier, hätte se dann eng nei no e puer Deeg kritt.

Ech soen et nach eng Kéier: Déi Leit, déi kee Pass hätten, wieren da Sans-papiers gewiescht. Esou eng Situatioun wier selbstverständlech intolerabel gewiescht!

Ech muss lech awer soen, dass dee Communiqué den 9. Oktober dunn um Site vum Ministère war. No néng Auer ass dunn den éischte Kontakt komm vum Ministère de l'Intérieur mat eisem Biergerzenter, deen eis gesot huet, mir sollen d'Kaarten asammelen an déi op Bréissel schécken. Do hu mir - an ech hunn och mat menge Servicer geschwat - gesot: „Dat kënnt net a Fro! Mir sammelen net d'Kaarten an, fir se ze schécken. Wat gi mer de Leit amplaz? Wéi erkläre mer de Leit wéi, wat a wou?"

An dunn, um Enn vum Moien - dat wor dann esou géint eelef, hallwer zwielef -, krute mer gesot, mir géifen dat dann och iwwerpréiwen, an dass d'Leit missten eng Foto huelen an dass mer op jidde Fall kengem eng Kaart wéilten ewechhuelen. An den 10. Oktober, dat wor jo dann haut, wore mer nach ëmmer en attente vun der Circulaire ministérielle.

Ech muss lech soen, Här President, dass dat eng Manéier ass! Egal wéi de Minister et gemaach huet, hätte mer souwisou ëmmer eppes net gutt fonnt. Hätt en näischt gesot, dann hätte mer gesot: „Jo, déi Leit, déi elo iergendwou hänke bliwwe sinn, déi…. De Minister huet et gewosst, en huet awer näischt gesot."

Mä op där anerer Säit: Ça date d'avril! Dat heescht, dass een elo op eng Kéier muss en toute précipitation e Communiqué de presse maachen. Här Minister, ech ka mer virstellen, Dir hutt en net geschriwwen. Mä Är Conseillere sollen onbedéngt hei wëssen, dass mer eppes fäerdegbruecht hunn, dat ass, dass mer Panik gemaach hunn, dass keng Gemeng wousst, wat géif geschéien, dass mir an der Stad Lëtzebuerg 150 Leit haten, direkt, virun der Dier, déi gefrot hunn: „Wat maache mer? Ass se gülteg, ass se net gülteg?" Well jiddweree sech déi Fro gestallt huet. Vun deenen 150 Leit hate mer der siwen, déi eng gülteg Carte d'identité haten, dat heescht 143, wou e Problem war. Ech muss lech soen, dass dat eng Situatioun ass, déi net akzeptabel ass, wéi hei communiquéiert ginn ass!

Also, d'Circulaire, dat Éischt, wat ee muss maachen, ass d'Circulaire auszeschaffen an engem Ministère, d'Circulaire ze preparéieren, an dann d'Kommunikatioun ze maachen.

Ech soen lech just hei, Här Minister, Dir sidd hei net gutt berode ginn, well, wéi gesot, am Abrëll, Mee schonn den éischte Fall komm ass. Ech verstinn, Dir hutt missen iwwerpréiwe loosse wéi, wat a wou. Mä einfach hei ass d'Situatioun, dass am Fong iwwert d'Press d'Leit owes - owes! - iwwer Communiqué gesot kréien: „Är Carte d'identité ass net gülteg. Wann Der kee Pass hutt, kënnt Der drengend zwar ee maache goen an de Passbüro, da kritt Der ee gemaach, mä Är Carte d'identité ass vläicht net gutt, a wann Der Pech hutt, da gitt Der op der Douane ugehalen", ouni dass eng Gemeng awer Bescheed weess, wat se ze maachen huet, wann ee sech presentéiert!

Mir hunn op jidde Fall an der Gemeng Lëtzebuerg esou där UV-Luuchten do. Ech mengen, dass dat eng Léisung wier, dass een net d'Kaarten op Bréissel schéckt, mä dass een hei da kuckt déi, déi an der Rei sinn, déi, déi net an der Rei sinn, dass een de Leit hir Kaart léisst a seet: „Wann Der elo an deem Fall sidd, dass Är Kaart net valabel ass, maacht e Pass en attendant, da gëtt dat direkt gemaach. An Är Carte d'identité, loosst déi dann elo frësch maachen. An haalt se awer, hutt op d'mannst e Pabeier."

Dat ass déi éischt Saach. Zweet Saach ass: Elo maache mer zeg Dausende Carte-d'identitéë frësch. Mir wësse jo, dass Der och wollt d'Carte-d'identitéë frësch maachen. D'Carte-de-crédits-Format ass jo och ugekënnegt ginn.

Huet dat elo e Wäert, fir 80.000 nei Carte-d'identitéen ze maachen, wa mer souwisou wëssen, dass mer d'nächst Joer oder an zwee Joer nei Carte-d'identitéë kréien? Ech mengen, mir wäerten déi Eenzeg nach an Europa sinn, déi esou eng grouss Carte d'identité hunn, déi néierens drapasst.

(Hilarité)

Dowéinst soll ee sech och d'Fro stellen, ob et net opportun wier, fir elo direkt sech d'Fro ze stellen, fir nei Carte-d'identitéen och ze maachen.

Här President, wéi gesot, hei ass wichteg, d'nächst Kéier, wann esou eppes ass, d'Koordinatioun. Wuer kënnen d'Bierger elo goen? Gi se op d'Gemeng? Gi se op e Policebüro? Si wëssen net, wou se sollen higoen. D'Gemenge wëssen net, wat se solle maachen. Ech wier wierklech frou, dass den Här Minister d'nächst Kéier sech...

Plusieurs voix.- An d'Beaumontsgaass! Schéckt se an d'Beaumontsgaass!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, ech schécken elo keen an d'Beaumontsgaass bei de Minister, fir ze iwwerpréiwen.

Ech soe just, wa mer 80.000 Leit hunn - 80.000 Leit hunn!

(Brouhaha)

Neen, mä Här Minister, wat fir mech immens wichteg ass: Dir musst kucken, elo, dass an deenen nächste Stonnen, wann dat nach net

de Fall ass, déi Circulaire erauskënnt, dass ganz genau dosteet, wou déi Ulafplaze sinn, wou d'Leit kënne kontrolléiere goen.

A wierklech - j'insiste -, och wann dat am Communiqué de presse war: Huelt kengem eng Carte d'identité ewech, huelt kengem se ewech, well Dir wësst net, ob en nach aner Pabeieren huet. Et soll een net vergiessen, dass et iwwerhaapt an eisem Code virgesinn ass, dass een eng Carte d'identité bei sech ze hunn huet. Et ass net, wéi wann dat näischt wier, et muss ee jo kënne seng Identitéit beweisen. An, also, da wierklech, et muss een hei oppassen an de Leit net d'Piècen ewechhuelen.

(Interruption)

Mä ech géif wierklech insistéieren, fir dass een d'Piècen hei ka vérifiéieren, fir dass dat organiséiert gëtt, a wierklech, d'nächst Kéier, Här Minister, Är Kommunikatiounsspezialisten am Ministère, déi hunn Iech hei net gutt beroden.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre! Här Bettel, ech ginn Iech an eppes op d'mannst recht: Egal wéi een et mécht, mécht een et falsch!

(Hilarité)

Dat ass richteg. Well ech hunn, fir dat emol kloer ze soen, de Méindeg en...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä Dir kënnt et extragutt!

(Hilarité générale)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- An Dir maacht extragutt Remarquen! Dat gefält mer och gutt!

(Hilarité)

Dir maacht extragutt Remarquen. Et brauch een och Leit, déi gutt Remarquë maachen. Ech sinn houfreg, dass mer an der Chamber Leit hunn, déi esou gutt Remarquë kënne maachen, Här Gibéryen!

Une voix.- Wonnerbar!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zumools, wa se stëmmen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Déi gëlle Remarquen. Et ass eng Spéngel mat de gëllene Remarquen.

Mä, wann ech nees däerf op d'Thema zréckkommen: Ech hunn de Méindeg e Communiqué erausginn, fir am Fong geholl ze verhënneren, dass Leit mat enger feelerhafter Kaart - keng illegal Kaart, eng feelerhaft Kaart, an dat ass en Ënnerscheed! -, dass se mat esou enger Carte d'identité Schwieregkeete kréien, wa se aus dem EU-Raum erausreesen. Et si Fligeren, déi fléien an d'Türkei, an Ägypten, op London an esou weider. Dat war am Fong geholl de But vun deem, wat de leschte Méindeg geschitt ass.

Duerfir och den Opruff, e Pass matzehuelen; duerfir och d'Informatioun, dass déi Leit, déi géife reesen elo kuerzfristeg, géife prioritär am Passbüro behandelt ginn. Wa se esou eng Kaart hätten, da kéinte se e Pass kréien, dat war ofgeschwat mam Passbüro.

Dëse Communiqué war also eng preventiv Mesure, well, wéi de Communiqué et och ënnersträicht - an dat huet nach kee gesot -, zu deem Zäitpunkt wousst keen d'Ausmooss nach d'Ursaach vun deem Problem, dee bekannt war. A wann dann am Communiqué stoung, dass mer gesot hunn - well mer sinn nach ëmmer dervun ausgaangen, dass d'Envergure net esou grouss wär -, dass d'Leit sollten op d'Gemeng goen an hir Kaart ofginn, dann hu mer gemengt, dass dat punktuell Problemer wären, an Dir wäert och gesinn, haut, wann ech elo communiquéieren, dass dat kloer an däitlech ass.

An deem Communiqué hat ech gesot, soubal wéi ech weider Donnéeën hunn, dass ech da géif der Öffentlechkeet déi Detailer matdeelen. Dat steet am Communiqué, dat stoung a praktesch kengem Presseartikel. Deen eenzege Presseartikel, deen am Fong geholl am noosten um Communiqué war, dat war dee vum „Journal". Dat muss ech Iech och soen, well do, wann een dee liest,…

(Interruptions diverses)

…effektiv stoung do dran, dat wat ech och geschriwwen hunn am Communiqué, dass d'Öffentlechkeet weider Detailer géif direkt matgedeelt kréien.

Also, dee Moment war net méi dran! An ech wollt jo duerfir haut de Mëtteg eng Pressekonferenz maachen, fir eben déi Detailer ze klären. A wéi déi Hären, wéi Dir an den Här Gira ebe mech interpelléiert hutt oder eng Question urgente gefrot hutt, sidd Der am Fong geholl mengem Timing zevirkomm. A well ech e grousse Respekt fir dat grousst Haus hei hunn, sinn ech eben heihinnerkomm...

(Interruptions diverses)

...an elo kritt d'Chamber net nëmmen eng Äntwert op déi Question-urgenten, mä si kritt och aner prioritär relevant Informatiounen, déi ech elo haut hunn. An ech wäert och herno der Press zur Verfügung stoe fir aner Froen.

Och nach e Punkt, deen ech muss hei kloer soen: Dee Problem vum leschte Méindeg, deen hat ech och Membere vum Comité vum Syvicol matgedeelt, well si ware moies zoufälleg an der Cité policiaire Grand-Duc Henri, zéng Leit - Dir waart leider net derbäi, soss hätt Der dat och gemaach -, an ech hunn hinnen do gesot - an dat, wat kloer beweist och, dass ech hei Transparenz wollt spille loossen -, ech wollt Bescheed soen,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- …dass e Problem wär.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- …dass e Problem wär. Awer ech konnt dee Moment net méi soen. Well deemno wéi, wann et vill Kaarte sinn, hutt Der eng aner Strategie, wéi wann et wéineg Kaarte sinn.

Haut weess ech, dass et vill Kaarte sinn. Da kann ech haut also anescht communiquéiere mat de Gemengen, wéi ech communiquéiert hätt, wann et der manner gewiescht wären.

Duerfir war et onsënneg - war et onsënneg! -, fir am Fong geholl d'Gemengen direkt unzeschreiwen, mä et war… Duerfir hunn ech och gewielt, iwwert d'Press ze goen, well esou déi meeschte Leit, déi meeschte Biergerinnen a Bierger dee Moment informéiert ginn…

(Interruption)

…an enger éischter Etapp. Ech soen et nach eng Kéier: Ech wollt verhënneren, dass Leit géife mat enger feelerhafter Carte d'identité am Net-EU-Ausland Problemer kréien.

An nach eppes muss ee soen: Zënter déi Kaart agefouert ginn ass, an dat ass jo schonn eng laang Zäit, hate mer mat der Firma Zetes, esou heescht déi Firma, Z-E-T-E-S - fréier huet se geheescht „Idoc", zu Bréissel huet se hire Siège -, bis elo kee Problem an et war keen Ulass do, fir iergendwéi Beanstandungen ze maachen. Mä mir hunn dunn, an dat stëmmt, vun der däitscher Bundespolizei, déi Passkontrolle gemaach huet op de Flughäfen, gesot kritt, dass e Problem wär, a si hunn et genannt am Originaltoun, géif ech soen: „verschwommene Buchstaben bei der UV-Reaktion". Esou hu mer dat matgedeelt kritt.

Gutt, wéi mer dëse Constat haten, hu mer dat mat interne Recherchen, genau wéi Der et gesot hutt, confirméiere gelooss, a mir hunn um Ufank gemengt, dass et isoléiert wär. Dunn hu mer awer festgestallt, dass et net esou war, an eben dofir hunn ech décidéiert, d'Öffentlechkeet direkt an d'Bild ze setzen.

Ech sinn de Méindeg gewuer ginn, dass dat wierklech eng Saach kéint sinn, déi méi Envergure hätt. An ech hunn de Méindeg meng Responsabilitéit geholl an ech hu gesot: „Do ass e Problem!", wëssend, dass ech net all Detailer hat. Wann ech waarden, bis ech dee ganzen Dossier ficeléiert hunn, da gëtt gesot: „Dir hutt näischt gesot, Dir hätt et misse soen!"

Ech mengen an ech sinn iwwerzeegt, dass ech hei richteg gehandelt hunn. Ech wollt hei évitéieren, dass eis Landsleit am Ausland ebe kéinte Schwieregkeete kréien. A fir do sécherzegoen, hunn ech de Leit gesot: „Huelt Äre Pass mat."

An duerfir wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, dass contrairement zu engem Pass - dat wëll ech och emol heibanne soen, ech hunn et schonn eng Kéier gesot - eng Carte d'identité am Fong geholl kee Reesdokument ass. Mä am Schengen-Raum, a verschiddene Länner geet et a kann een et maachen, mä et ass ganz kloer, dass dat de Fall ass, dass et kee Reesdokument ass. Et gëtt awer esou benotzt.

An ech wëll et nach eng Kéier soen och, wann dat sollt am Raum hei stoen, dass bis haut kee Fall gemellt gouf, wou en Détenteur vun enger Lëtzebuerger Carte d'identité u senger Weiderrees gehënnert gi wär. Ech hunn net Kenntnis vun iergendengem Fall, wou iergendeen do gehënnert gi wär.

Duerfir kommen ech elo zu deenen zwou Question-urgenten. Déi éischt Fro ass: Wéi ass et mat der Informatioun un d'Gemengen? Dat huet den Här Gira jo och opgeworf, déi Fro.

Mäin éischte Souci, elo soen ech et nach eng Kéier, an deem Kontext war, fir ze verhënneren, dass d'Leit mat enger feelerhafter Carte d'identité kéinte Problemer am Ausland kréien, an déi betraffe Leit dorop hinzeweisen, dass se dat kéinten évitéieren, andeems se eben de Pass mathuelen.

A méi Informatioune stoungen an deem Moment net zur Verfügung, Här Gira, duerfir kann ech de Gemengen net méi soen!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här Minister, wéini verstitt Der dat? Zënter gëschter Moie sti Leit an de Guicheten an de Gemengen an et weess kee Gemengebeamten, wat e soll maachen! Wat hëlleft eis do Äre Communiqué?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech hunn Iech elo…, ech hunn Iech…, ma si konnten, si kënnen… Ech soen hinnen elo, wat se solle maachen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ah! Ah!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir kommen nach… Op dee Punkt komme mer och nach.

Une voix.- Ah, wéini? Haut? Muer?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Bei de Medien am Fong geholl, esou wéi se et bruecht hunn, ware verschidde Froen, déi am Raum stoungen.

(Interruptions)

D'Gemenge ginn elo iwwer eng Circulaire informéiert. Wann de Syvicol sech wëllt associéieren, ech si gären d'accord, an déi Elementer sollen dann un d'Gemenge geschéckt ginn.

Elo soen ech nach eng Kéier: Firwat haut? Ma dee Rapport - ech kommen elo dorop ze schwätzen - vun der Zetes, deen hunn ech eréischt haut kritt. A vun do un, dass ech dee Rapport hunn, konnt ech technesch gesinn, wou de Problem war. Duerfir konnt ech net gëschter informéieren, Här Gira, well ech dee Rapport gëschter nach net hat. Deen ass gemaach ginn.

Also, si haten ee Laboratoire beoptragt. D'Analys gëtt Folgendes hier - dat ass elo technesch, wat ech Iech hei zielen: Et si Spure vu Silizium a Kalzium am Échantillon vum defekte Laminat festgestallt ginn, an zwar ronderëm déi imprimméiert Surfacen, an et goufe Spure vun enger net identifizéierter organescher Substanz op dem Drock - also op de Buschtawen - fonnt. Dat ass de Rapport.

Une voix.- Ah! Ah!

Une autre voix.- Net och nach e bësse Radioaktivitéit?

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- Den Här Minister fiert elo viru mat sengen Explikatiounen!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Elo kënnen d'Leit am Guichet hir Hänn an Onschold wäschen!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Déi waren an der Résonance magnétique mat der Carte d'identité!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Et ware Virussen drop!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Do gëtt et also dann zwou Ursaachen: Éischtens kann eng Kontaminéierung vun der Tënt während dem Drock stattfonnt hunn, an an dësem Fall wären een Aachtel vun der Produktioun, also 10.000 Kaarten, betraff. An deen zweete Fall wär: D'Tënt war schonns bei der Liwwerung kontaminéiert, an dann ass déi ganz Produktioun betraff, dat wären da ronn 80.000 Kaarten.

Duerfir sinn ech och iwwerrascht, dass schonn an der Press de Méindeg oder den Dënschdeg stoung, et wären 80.000 Kaarte betraff, wou ech dat selwer nach net wousst a wou ech dat elo hei gesot kréien iwwert de Rapport.

Mir hunn d'Kaarten iwwerpréift a mir sinn zur Konklusioun komm, dass déi zweet Hypothees zoutrëfft. Dat heescht, et muss een dovun ausgoen, no deenen Investigatioune bei der Stad Lëtzebuerg bei de Kaarte respektiv bei der Police grand-ducale, dass 80.000 Kaarten am Fong geholl da kontaminéiert wären.

Duerfir komme mer zur wesentlecher Fro, op déi Der alleguerte waart: Wéi fuere mer dann elo weider? Et ass kloer, dat wëll ech dem Här Gira soen, dass de Produzent fir all feelerhaft Kaarte muss haften an och muss bezuelen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Okay.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Duerfir kritt all Bierger, deen eng feelerhaft Kaart huet, dës gratis ersat.

Mir wëllen awer och de Leit d'Méiglechkeet ginn ze iwwerpréiwen, ob hir Kaart e Feeler huet, a mir wëllen hinnen eventuell dann ee Verwaltungsgang erspueren. Ech weess, dass d'Gemengen, mat Ausnahm vun der Stad Lëtzebuerg an e puer aneren… An dat gi mer elo gewuer, well ech wëll an d'Circulaire schreiwe loossen, oder schonn haut am Fong geholl hunn d'Distriktskommissären d'Gemenge kontaktéiert, fir ze froen, wéi eng Gemengen esou UV-Luuchten hunn. Da kënne mer dat an eis Circulaire schreiwen, da kënnen d'Leit dann dee Moment op déi Gemenge goen,…

(Brouhaha)

…op déi Gemenge goen, wou se dann déi Kaarte kënnen nokucke loossen.

Fir eis gëllt et, déi Saach esou onbürokratesch wéi méiglech iwwert d'Bühn ze kréien. Also, mir maache Folgendes: Déi dräi Distriktskommissariater, an der Stad, zu Dikrech an zu Gréiwemaacher, déi hunn esou en Apparat. Am Süden ass et de Centre d'intervention vun Esch zwësche 7 Auer moies an 9 Auer owes, deen och esou en Apparat zur Verfügung huet, wou och da ka gekuckt ginn, ob déi Kaarten an der Rei sinn oder net.

A last but not least, d'Stad Lëtzebuerg huet an hirem Biergerzenter och dräi Maschinnen oder véier, an ech hu mam Buergermeeschter geschwat, en ass d'accord, dass d'Leit och kënnen dohinner goen. An dann, d'Police grand-ducale huet um Flughafen och eng Maschinn stoen, an zwar an der Embarquementshal am net öffentlechen Deel. Do kënnen zwësche moies 6 Auer an owes 10 Auer d'Kaarte kontrolléiert ginn.

Ech mengen, duerch déi regional Verdeelung kréie mer d'Onannehmlechkeete vun eise Bierger esou kleng wéi méiglech, a well mer nach wëllen an enger zweeter Etapp weidergoen, hu mer décidéiert, dass mer déi Apparate kafen an d'Gemenge kréien esou Apparaten zur Verfügung gestallt. Sou dass ee muss dovunner ausgoen, dass an deenen nächsten Deeg all Gemeng esou en Apparat kritt, esou eng Luucht kritt, da kënnen d'Leit an hir Gemenge goen. An enger éischter Etapp, also elo, op dësen dräi, véier, fënnef, sechs Plazen, an an e puer Deeg…

(Brouhaha)

Une voix.- …et waren der zu Esch.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Am Centre d'intervention policier, also de Polizeikommissariat, de Centre d'intervention.

(Interruption)

Jo, jo! Da wësst Der elo Bescheed.

M. le Président.- Loosst elo vläicht de Minister, a wann nach Zousazfroe sinn, da kënnen déi nach gestallt ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Also, fir nach eng Kéier festzehalen: Déi Kaarten, déi zwëschen Abrëll 2010 an Dezember 2011 gedréckt gi sinn a feelerhaft sinn, ginn ersat, gratis ersat. Duerfir muss eng Demande gemaach ginn; dat ass emol de Modell, wéi mir eis en elo virstellen.

D'Kaarte ginn awer net agezunn, ganz wichteg, d'Kaarte ginn net agezunn, d'Leit kënnen hir Kaarten halen, well d'Gesetz jo virgesäit, dass ee sech muss ausweisen. An nieft dem Problem vun der UV-Lisibilitéit ass d'Kaart jo soss an der Rei, well déi aner Charakeristiken, déi si jo alleguer net affectéiert.

Déi Kaarten, ech soen et nach eng Kéier, déi sinn net illegal, si hu just een technesche Mangel, en technesche Mangel, an domat kann een ebe Problemer kréien am Ausland.

Mä mir mussen awer elo kucken - dat ass e Problem, deen de Ministère méi concernéiert - d'Envergure vum Fournisseur senger Responsabilitéit, an iwwert déi ganz Qualitéitskontroll, déi dee gemaach huet, do muss ech mech dermat beschäftegen.

Gradesou musse mer kucken, wéi déi feelerhaft Kaarten, wéi dee ganze Remplacement soll iwwert d'Bühn goen, well jo och déi normal Kaarten an dësem Zäitraum mussen exekutéiert ginn. Mä ech wäert alles maachen, fir de Schued fir d'Bierger esou kleng wéi méiglech ze halen.

Dat ass nun eemol esou, hei ass e Problem, deen indépendamment vum Ministère geschitt ass. Et ass eng Firma, déi en technesche Feeler gemaach huet, a mir kucken en ze léisen. Wëssend och, dass bei Leit, déi zum Beispill e Pass hunn, dass do manner Handlungsbedarf ass à court terme, well déi kënne sech jo mat hirem Pass ausweisen, wéi wann ee kee Pass huet. Ech hoffen, dass hei jiddwereen de bonne volonté ass, an da misste mer dës Problemer kënne léisen.

Déi Circulaire geet elo eraus, wann net haut, da muer spéitstens.

Zweetens, d'Press wäert ech jo och elo heiriwwer informéieren, an drëttens, wa mer déi aner Luuchten hunn, déi bestallt ginn, da stelle mer de Gemengen déi esou séier wéi méiglech zur Verfügung, sou dass an e puer Deeg all Bierger, egal wou en am Land higeet op seng Gemeng, misst kënne feststellen, ob seng Kaart an der Rei ass oder net.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, Merci dem Minister. Normalerweis si mir elo net an der Procédure vu Question avec débat, mä vu datt hei vill Bierger dovu betraff sinn, géif ech proposéieren, datt dann awer déi zwee Deputéiert nach kënnen eng Zousazfro stellen an dem Minister domadder d'Méiglechkeet ginn, ze äntwerten.

Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här Minister, ass et dann net méi einfach, mir kucken elo wierklech, dass déi 106 Gemengen esou eng Luucht hunn, déi 15 Euro kascht an déi een ze kafe kritt, an da geet jiddwereen op seng Gemeng, wéi wa mer elo fir d'Éischt 80.000 Leit op véier Plazen am Land schécken, a wann d'Leit da feststellen, dass hir Carte d'identité näischt méi ass, musse se jo dann awer nach an hir Gemeng goen, fir dann do eng nei maachen ze loossen?

Dat ass elo nach méi komplizéiert, wat Der haut proposéiert, wéi dat, wat Der de Méindeg an Ärer Circulaire geschriwwen hutt. Wann d'Gemenge vu sech aus sech schonn organiséiert hunn an déi Luuchte längst do hunn, da schéckt dach wierklech elo d'Leit bei d'Gemengen a gitt eis vläicht eng Instruktioun, wéi mer e Certificat solle schreiwen, dass d'Leit en Ersatz als Pièce d'identité bei sech hunn, wéi wann een de Pass verluer huet, an da si mer fäerdeg.

Dir maacht et jo elo nach méi komplizéiert, wéi et muss sinn!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Bettel kritt d'Wuert, an dann äntwert den Här Minister.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech mengen, dat, wat elo de Kolleeg gesot huet, ass… Ech hu léiwer, d'Leit halen hir Kaart, wéi dass se e Certificat kréien, well wa se jo net wierklech a verschidde Länner ginn, ass hir Carte d'identité jo nach valabel, doweinst.

(Interruption)

Ech mengen, et ass besser, d'Leit halen hir Carte d'identité, wéi iergendee Récépissé ze kréien an d'Carte d'identité ewechzeginn.

Ech wéilt Iech just froen, ech hunn nach e puer Froe gestallt gehat, ech sot Iech jo, am Abrëll, Mee huet Äre Ministère fir d'Éischt gesot kritt, dass Problemer wäre mat de Carte-d'identitéen. Sidd Dir doriwwer informéiert ginn oder net? Oder firwat huet dat dann esou laang gedauert, bis an den Oktober, fir ze communiquéieren?

Dann am Fong nach déi Fro, déi ech gestallt hu mat de klenge Carte-d'identitéen: Ass do nach ëmmer d'Volontéit vun der Regierung, fir méi kleng Carte-d'identitéen ze maachen? Ass et da wierklech néideg elo, 80.000 neier grousser ze maachen, wa mer souwisou an zwee Joer där klenger maachen?

An dann, last but not least, Här President, eng Fro awer un de Minister, déi net oninteressant ass: Am Moment percevéieren d'Gemenge jo eng Tax, wa se eng Carte d'identité maachen. Dat heescht, do ass eng Aarbecht, an dofir gëtt déi Tax och bezuelt. Dir hutt jo ugekënnegt, dass et elo gratis ass. Dat heescht, d'Gemenge prestéieren awer dee Service, mä se kréien déi Suen net.

Wier et net awer opportun, dass déi Gesellschaft, déi Der do zitéiert hutt - ech weess elo net méi, wéi se heescht -, aus der Belsch, awer dann op d'mannst dat, wat d'Gemengen elo ze maachen hunn - Dir sot selwer, Dir wiert net responsabel -, awer dann op d'mannst dofir Dommages-intérêts géif bezuelen, déi op d'mannst dann de Gemenge fir déi Taxe compensatoire kéinten entgéintkommen?

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Also, fir hannen unzefänken: Et ass kloer, dass d'Bierger dobaussen eng Kaart kritt hunn, déi feelerhaft ass, an do huet d'Firma sécherlech eng Responsabilitéit, mä d'Gemengen an de Minister och, dat heescht, do sëtze mer all an engem Boot, an duerfir hat ech jo och gesot, mir missten d'Envergure vum Fournisseur senger Responsabilitéit…

Une voix.- Mir hunn awer keng Responsabilitéit.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ma, mir hu se all véhiculéiert. Ech hunn esou vill Responsabilitéit wéi Dir. D'Firma huet déi meescht, duerfir soen ech nach eng Kéier, mir mussen dem Fournisseur seng Responsabilitéit nach eng Kéier a Fro stellen a kucken.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Okay.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mä, wat kloer ass, Dir kënnt net eng Tax froe fir eppes, wat Der ofginn hutt, wat feelerhaft ass. Déi ass eng Kéier gefrot ginn, déi Bearbeitungsgebühr, an domat ass se…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Sidd Dir bereet, bei der Firma awer ze froen, fir dass se de Gemengen entgéintkënnt? Dat ass meng konkret Fro.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir wäerte mat der Firma deementspriechend verhandelen.

Dat Zweet, wat Dir gesot hutt: Et ass richteg, dass mer amgaang sinn, e Gesetz ze maachen iwwer e Registre national a communal. Dat Gesetz, dat ass amendéiert ginn, dat wäert deemnächst bei de Statsrot goen, a mir ginn dovunner aus, dass dat am Laf 2013 gestëmmt gëtt. Am Gesetz steet, dass mer ee Joer drop déi nei Carte-d'identitéë kréien, déi méi kleng sinn.

Ech ginn Iech recht, dass dat eng blöd Situatioun ass, dat heiten, mä et ass eng Situatioun, wou den Innenminister awer wierklech net an der Schold ass. Ech kann net derfir, wann eng Firma schlecht Kaarte produzéiert. Mir musse kucken, déi Situatioun, déi mer elo hunn, ze berengegen. Et ass keng glécklech Situatioun, mä an deem Sënn hunn ech kee Feeler gemaach, géif ech mengen.

Dann dat, wat den Här Gira seet. Dat ass widerspréchlech, Här Gira. Dir sot zu mir: „Dir hutt de Méindeg net communiquéiert, Dir hätt misse communiquéieren an de Gemenge soen, wat se solle maachen." Awer haut, an där Phas hei, wou ech d'Informatiounen an déi Moyenen hunn, soen ech hinnen, wat se solle maachen, an da sot Der mer: „Dat geet net duer, Dir musst dat anert soen. Dir däerft am Fong geholl eréischt communiquéieren, wann Der all déi Luuchten hutt, a soen: «Gitt bei all Är Gemengen.»"

Ech kann dat awer eréischt maachen, wann déi Luuchten do sinn a wa mer se all hunn. Et war net méiglech, vu gëscht op haut oder vun haut de Moien op haut de Mëtteg déi Luuchten ze organiséieren, well eréischt haut de Moien, wéi dee Rapport komm ass, si mer zur Konklusioun komm…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Da sot de Leit, se sollen de Méindeg goen, oder wat weess ech, awer…

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech géif gär ausschwätzen.

…si mer zur Konklusioun komm, dass et 80.000 Kaarte kënne sinn, an déi Luuchten, déi gi bestallt, dorëm hu mer eis de Mëtteg scho bekëmmert, a wann déi do sinn, da kënnt och do eng Circulaire.

Elo kann et sinn, dass muer eng Circulaire erauskënnt, wou ech dat haut soen, wat haut gesot ginn ass, an iwwermuer eng aner, wou ech da soen: „Dir kënnt op Är Gemenge goen." Da sot Der, ech wär net logesch, well ech géif fir d'Éischt eng Circulaire schécken, an dann eng aner hannendrun. Ech ka mech nëmmen hei der Decken no strecken an nëmmen dat soen, wat ech kann.

Um Ufank hat ech net méi Donnéeën do. An de leschte Méindeg konnt ech duerfir net méi communiquéieren, an haut kann ech och net méi communiquéiere wéi dat, wat ech elo hei gemaach hunn, an ech mengen, heimat wëssen awer d'Leit, wou se dru sinn. Mir hunn eng regional Verstreeung vun de Méiglechkeeten. Ech weess, dass dat hei net dat Gielt vum Ee ass, mä mat eise Moyenen hu mer dat Bescht draus gemaach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech stellen elo fir d'Drëtt awer d'Fro, firwat déi lescht sechs Méint näischt gemaach ginn ass, ob de Minister Bescheed wousst, ob seng Beamten him dat gesot hunn, dass scho Fäll bekannt waren am Abrëll oder am Mee.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech ginn oft domat befaasst, dass Problemer si mat Carte-d'identitéen a mat Päss, dat kréien ech och gesot. An et ass net all Kéier, wann esou eppes ass, dass ech dann eng Enquête maachen, fir ze kucken, wat dat ass.

Hei si mir dervun ausgaangen, et wäre punktuell Problemer - punktuell Problemer! -, an eréischt an de leschten Deeg, kann ee soen, ass et kloer ginn, dass et net punktuell wär, mä dass et éischter e Phenomeen wär, dee sech géif erëmbréngen.

Mech wonnert et d'ailleurs, mech wonnert et wierklech d'ailleurs, dass, wann 80.000 Kaarte sollen duerch d'Weltgeschicht goen, déi net an der Rei wären, oder wann der souguer nach 10% gutt wären, da sinn et der nach 72.000, dass do effektiv net méi reklaméiert gëtt an net méi Saache kommen.

Ech mengen, do kënnt Der mer awer kee Reproche maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Domadder wäre mer um Enn vun där Diskussioun, a gläichzäiteg si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

SÉANCE 3 JEUDI, 11 OCTOBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- *M. Félix Braz*

2. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, M. Marc Angel*

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch
- *M. François Bausch*

4. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire suivie d'un débat (suite)
- *M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser (M. Félix Braz pose une question), M. Serge Urbany (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (M. Fernand Kartheiser pose deux questions)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch, d'Marie-Josée Jacobs, eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt heiriwwer. An elo kritt d'Madame Ministesch d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President.

M. le Président.- Jo? Da kritt elo nach den Här Braz d'Wuert, fir den Dépôt vun enger Motioun.

1. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, ech wollt kuerz, ier d'Madame Ministesch d'Wuert kritt, den Dépôt vun enger Motioun maachen am Numm vun der grénger Fraktioun.

An zwar wéinst deenen Uerteeler, wéinst dem Uerteel am Appel, wat gëschter a Russland geschwat ginn ass géint déi Punkrockgrupp Pussy Riot an och aneren Entwécklungen an de leschte Méint a Russland am Beräich vun de Biergerrechter, vum Verletze vun de Biergerrechter, vun der Rechtsstaatlechkeet, wou mer och als gréng Fraktioun d'Regierung wëllen opfuerderen, am Sënn vun der Verteidegung vun deene Rechter bei de russeschen Autoritéiten anzewierken.

Ech géif dofir déi Motioun elo wëllen déposéieren, ier mer se dann eng aner Kéier kënnen diskutéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- prenant acte des verdicts en première instance et en appel rendus lors du procès des membres du groupe punk Pussy Riot;

- estimant ces verdicts disproportionnés;

- relevant aussi que le retrait du mandat parlementaire du député oppositionnel Guennadi

Goudkov - un des organisateurs des protestations du printemps - au motif d'activités commerciales incompatibles avec son mandat de député, est interprété comme une démonstration de pouvoir arbitraire;

- inquiète que la nouvelle législation sur les ONG et sur le droit de réunion mais aussi la loi dite «sur l'extrémisme» puissent servir à museler toutes les formes d'opposition;

- soulignant que les libertés politiques, les droits de l'Homme et l'État de droit sont graduellement remis en question en Russie;

- considérant qu'en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la Fédération de Russie a affirmé vouloir respecter les droits de l'Homme, l'État de droit et la démocratie;

- soulignant l'inquiétude que ces développements suscitent;

invite le Gouvernement

- à intervenir auprès des autorités de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE;

- à demander aux autorités de la Fédération de Russie d'engager les démarches aboutissant à un renforcement de l'État de droit et notamment à renforcer l'indépendance de la justice.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An elo kritt d'Wuert d'Madame Kooperatiounsministesch.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt Iech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt dës Debatt an der Gebärdesprooch iwwersat gëtt. Dofir géif ech d'Madame Ministesch, mech selwer an och all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi intervenéieren herno, bieden e bësselche méi lues ze schwätzen, soss gëtt dat ganz schwéier ze iwwerdroen. Am Viraus villmools Merci. An elo huet d'Madame Ministesch d'Wuert.

2. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, wa mer dann och nach e bësse méi Zäit kréien, da si mer ganz frou, well soss gëtt dat doten, geet dat net noeneen. Ech wëll Iech awer villmools Merci soe fir déi Initiativ, well ech fannen dat formidabel, datt emol erëm eng Kéier d'Geleeënheet hei ass, fir och dës Debatt an d'Gebärdesprooch ze iwwersetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Exzellenzen, mir hunn dëst Joer den Timing vun der Publikatioun vum Rapport annuel, deen ech de 16. Juli an der Kommissioun presentéiert hunn, d'Assisen an d'Regierungserklärung iwwert d'Entwécklungspolitik op Wonsch vun der Chamber ugepasst, esou dass dat eent an dat anert gräift an e komplett Bild dorauser gëtt.

D'Entwécklungspolitik ass d'Zeeche vun eiser Solidaritéit mat deenen, deenen et net esou gutt geet, déi hiert Schicksal nëmme bedéngt kënnen an d'Hand huelen, an et ass en Zeeche vum handelnden Humanismus. Zesumme mat der Protektioun vun de Mënscherechter an dem Antriede fir d'Prinzipien an d'Wäerter, fir déi mir stinn, ass dat d'Basis vun eiser Aktioun an der Entwécklungshëllef.

Ech si frou, datt Lëtzebuerg hei handelt a seng Responsabilitéit op internationalem Plang iwwerhëlt. E Land wéi eist, dat selwer net ëmmer konnt bestëmmen, a wat fir eng Richtung et géif goen, muss méi wéi anerer weisen, datt et deenen zur Säit steet, déi et brauchen.

Entwécklungshëllef ass Solidaritéit an d'Ausübe vun eisen internationale Responsabilitéiten, mä et ass och an eisem eegenen Interessi, datt d'Ongläichheeten an der Welt net verdéift ginn. Mat eiser Hëllef wierke mer deem entgéint an droen dozou bäi, dass eis Partner méi a besser Capacitéiten entwéckelen.

A Krisenzäiten, wou d'Versuchung sech op sech selwer zréckzezéien - op dat Nationaalt - grouss ass, ass et indispensabel fir Lëtzebuerg, dëse Wee net anzeschloen an ze weisen, datt dëst net eist Verständnis vum internationalen Zesummeliewen ass. Et ass grad a schwéieren Zäiten, wou ee muss weisen, datt een zu deem steet, wat een a besseren Zäite versprach huet.

An deem Sënn ass fir mech d'Entwécklungshëllef e wäertvollt Instrument, mat deem mir Responsabilitéit huelen a Solidaritéit aktiv bedreiwen.

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Ministesch nozelauschteren.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- An duerfir sinn ech frou a stolz, dës Politik an enkem Dialog mat der Chamber kënnen ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2012 ass e besonnescht Joer fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun. Virun 30 Joer ass dat éischt Gesetz gestëmmt ginn, wat eis de Kader fir eis Politik ginn huet. Dëst Joer hu mir dëst Gesetz adaptéiert a moderniséiert. D'Action humanitaire huet elo am Text dee Stellewäert, deen deem wichtegen Deel vun eiser Kooperatioun zousteet. D'Secteuren, an deenen de Fong aktiv ka sinn an déi horizontal iwwergräifend Beräicher, si méi grouss ginn. An eiser wichteger Zesummenaarbecht mat den ONGen ass méi Transparenz op Basis vun zousätzleche Kritären a Regele geschaf ginn, ënner anerem duerch d'Règlements grand-ducaux vum 7. August, déi ech och der Chamberskommissioun virgestallt hat.

Wa Verschiddener vläicht gäre méi wäit gaange wieren, mengen ech, datt mer elo en adequaten Équiliber fonnt hunn, mat deem mer gutt kënne schaffen.

An deem Kontext géif ech gären ënnersträichen, datt d'Kohärenz vun de Politiken, déi mer jo alleguerte fuerderen a gären hätten, e feste Bestanddeel gëtt vun eisem Rapport annuel an och vun der Aarbecht vum neie Comité interministériel. Dëse Comité wäert Enn Oktober fir d'Éischt zesummekommen an och bis zum Enn vum Joer de Cercle vun den ONGe gesinn, fir iwwert d'Kohärenz vun deene verschiddene Regierungspolitiken ze diskutéieren.

Et ass kloer meng Roll, d'Kolleege Ministeren op méiglech Inkohärenzen hinzeweisen, mä et ass awer och eis eegen Aarbecht vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, fir déi kritesch ze duerchliichten, ob alles an der Rei ass. Fir dat ze illustréieren, erlaabt mer e puer Beispiller: Ech ka versécheren, datt zum Beispill am Agrarberäich an eise Partnerlänner genee opgepasst gëtt, fir eis net un Operatiounen ze bedeelegen, déi OGMen zouloossen. Eis aner Engagementer op multilateralem Plang musse regelméisseg gepréift ginn, fir ze kucken, ob si nach eise Kritären entspriechen. Wéi bei den OGMen ass d'Regierung sech och hirer Responsabilitéit bei den Agrocarburants an am Finanzsecteur bewosst.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Joer sinn et 20 Joer hier, datt den deemolege Premierminister Santer virun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen d'Engagement geholl hat, fir d'Joer 2000 de Seuil vun 0,7% vum Revenu national brut fir Entwécklungshëllef ze erfëllen. Dëst ass erreecht a virugefouert ginn. Dës Regierung huet sech engagéiert, dee quantitativen Effort fir d'Period 2009-2014 op 1% vum RNB ze halen.

2011 ass eis öffentlech Entwécklungshëllef op 0,97% vum RNB gewiescht. An dës liicht Reduktioun stellt a kenger Hisiicht eng Ännerung vun eise Prioritéiten duer. Lëtzebuerg ass mat dësem Engagement op drëtter Plaz, no Norwegen a Schweden a virun Dänemark an Holland. Leider muss een awer soen, datt an der Europäescher Unioun global d'öffentlech Entwécklungshëllef zréckgaangen ass op 0,42%, trotz dem Engagement vun deene 27, ënner Lëtzebuerger Présidence 2005, fir à terme 0,7% ze erreechen. Mir wäerten eis bei deene 27 virun asetzen, fir datt dëst Zil net opgeweecht gëtt.

69,18% vun all de Gelder sinn a bilateral Kooperatioune gaangen, esou gutt iwwert de Fong wéi iwwer verschidde Budgetsartikelen. Hei ass natierlech besonnesch eis Kooperatioun mat deenen néng Partnerlänner ervirzehiewen. Ech géif gären am Detail dës besonnesch enk Partenariater hei beliichten a weisen, wou mir mat wat fir engem Land stinn, wat mir an deem Land als Bailleur duerstellen a wou mir zesumme mat eise Partner higinn.

Véier vun eise Partnerlänner sinn am Sahel an deelen a ville Froen e gemeinsamt Schicksal. Klimatesch Exzesser, duerch de Klimawandel verstäerkt, Hongersnout, mä awer och Onsécherheet a politesch onstabel Momenter sinn Erausfuerderungen, déi si musse bewältegen. Duerfir war et normal, datt d'Assisë sech dëst Joer grad mat dëse verschiddenen Onsécherheeten an der Sahel-Regioun befaasst hunn. Si all sinn d'Parameteren, déi d'Entwécklungshëllef muss considéréieren.

Dës Situatioun huet sech nach verschlechtert duerch e grousst Land an hirer Mëtt, de Mali. Zënter Ufank vum Joer ass de Mali an enger extrem komplexer Kris, déi esou gutt d'Integritéit vu sengem Territoire wéi 20 Joer politesch Stabilitéit iwwert de Koup geheit. Déi verschidde bewaffnet Truppen hunn elo zwee Drëttel vum Territoire ënnert hirer Gewalt. Hei ass eng rechtsfräi Zon entstanen, wou all Trafiker aus der Regioun stattfannen an d'Nopeschlänner mat an de Misär bréngen.

Dank dem Drock vun der Westafrikanescher Unioun an der internationaler Communautéit ass ënner anerem ënnert dem Interimspresident den 21. August eng Transitiounsregierung bestätegt ginn. Si huet trotz internen Differenzen d'militäresch Hëllef vun der Westafrikanescher Unioun gefrot. Mam Mali zesummen hu si een Accord de principe virun de Weltsécherheetsrot bruecht, deen dës Woch och do diskutéiert gëtt.

Am traurege Fall vum Mali kann ee gesinn, firwat Sécherheet an Développement esou enk verflecht sinn. An, wéi e fréiere Generalsekretär vun der UNO gesot huet, dat eent kann net ouni dat anert erfollegräich fonctionnéieren. Dës Interaktioun ass fir eis Lëtzebuerger well ëmmer en zentraalt Thema an eisem Handelen. Wa mer an enger Woch Succès hu mat eiser Kandidatur am Sécherheetsrot, wäert dat och ee Sujet sinn, dee mir no vir wäerte bréngen.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun war eng vun deene wéinegen am Mali, déi säit laange Joren am Norde vum Land present war, an do de Leit zum Beispill zu Kidal an zu Timbuktu gewisen huet, datt si net eleng sinn. Mä wéi d'Sécherheetslag net méi tragbar war, hunn och déi lescht Mataarbechter dësen Deel misse verloossen. Mir hunn eis Kooperatioun suspendéiert a gekuckt, wat vun de Projeten, déi keen direkte Lien mat de staatlechen Autoritéiten haten, zumindest deelweis am Süde gemaach konnte ginn.

Wéi d'Situatioun virugeet, ass schwéier ze soen. D'Diskussioune mat deene verschiddene Gruppéierungen aus dem Norde lafen, ënner anerem iwwert de Médiateur vun der Westafrikanescher Unioun, de President vum Burkina Faso. Parallel ginn d'Preparatioune fir eng militäresch Missioun vun der CEDEAO, mat internationaler Ënnerstëtzung, gefouert.

Eise Programme indicatif de coopération war bis 2011 virgesinn, och wann net all d'Programmer fäerdeg waren. En neie PIC kann awer eréischt mat neien, demokratesch legitiméierten Autoritéite preparéiert ginn. Mir ginn dovun aus, datt no der Kris, déi mer esou kuerz wéi méiglech hoffen, eng Period vun Transitioun komme wäert. Vill Capacitéite goufen zerstéiert a vill Leit hu missen hir Dierfer verloossen. Bis mir erëm eng normal Kooperatioun ophuele kënnen, wäerten zwee bis dräi Joer vergoen. An där Zäit wëll ech awer net inaktiv waarden, mä elo well d'Aktivitéite vun der Transitioun virbereeden, zum Beispill am Gesondheetsberäich an an der Éducatioun. Et däerf hei keng Zäit verluer goen, well d'Demokratie an d'international Zesummenaarbecht musse beweisen, datt si dem Eenzelnen eppes a sengem alldeegleche Liewe bréngen. Lëtzebuerg wäert prett sinn, säin Deel ze leeschten. An dat géife mer léiwer haut wéi muer maachen!

Den Niger ass 2009-2010 duerch ähnlech schwéier Zäite gaange wéi haut de Mali. Anticonstitutionnellt Handelen an duerno e Militärcoup hunn eis forcéiert, de PIC 2008-2012 ze suspendéieren. No engem Referendum a Wahle konnte mer 2011 eis Kooperatioun erëm ophuelen an nei Finanzkonventiounen ënnerschreiwen. Bei där Geleeënheet hu mer entscheet, eis alljährlech Hëllef an de Fong vun der nigerescher Regierung fir Preventioun a Gestioun vun Hongerkrisen ze verlängeren.

Dëst ass en eemolegen Dispositif a Westafrika, deen d'Gelder vun de Bailleure gruppéiert, fir esou selwer Stocken unzeleeën an de Leit an der Nout kënnen ze hëllefen. Dëse Fong huet sech dëse Summer als ganz nëtzlech erwisen. Dëst Joer huet den Niger awer zousätzlech zéngdausende vu Réfugiéën aus dem Mali opgeholl a si haten déi schlëmmsten Iwwerschwemmunge säit 80 Joer.

Am Niger gëtt och déi nei europäesch Missioun EUCAP Sahel op d'Bee gesat, fir d'Autoritéiten am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit ze ënnerstëtzen a géint den Terrorismus. Sécherheet an Développement sinn an dëser Regioun och ganz enk verbonnen. Spéider kann dës Missioun op de Mali an op Mauretanien erweidert ginn. An et ass och eng Lëtzebuerger Polizistin do derbäi.

En drëtt Land, de Burkina Faso, ass och direkt vun der Instabilitéit duerch de Mali betraff. No Onrouen am Mee/Juni 2011, huet d'Situatioun sech erëm berouegt an d'Regierung huet verschidde politesch Reformen décidéiert. Den 3. Dezember si Parlamentswahlen a Gemengewahlen, wou Lëtzebuerg traditionell Fonge fir d'Matfinanzéiere vun dëse Wahle ginn huet. Wéinst der Situatioun am Land an an der Regioun hunn dës Wahlen ee grousse Stellewäert. Dat weisen och déi héich Zuele vu Wieler, zweemol méi wéi virdrun, déi sech bis den August ageschriwwen hunn.

Mat ëm déi 100.000 Réfugiéën aus dem Mali huet de Burkina Faso eng enorm Laascht ze droen, déi dëse Summer zu grousser Liewensmëttelonsécherheet gefouert huet. Lëtzebuerg huet och do humanitär gehollef.

De PIC 2008-2012 ass a Retard op de Kalenner an duerfir hu mer bei der Revue à mi-parcours am...

M. le Président.- Madame Minister, kënnt Der e bësselche méi lues vläicht schwätzen, well ech mengen, eis Traductrice, déi kënnt soss ausser Otem.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Dir musst mech ëmmer erëm dorun erënneren, well dat geet op eemol mat mir duerch, Här President.

Bei der Revue à mi-parcours am Mäerz 2012 hu mer also dee Retard festgestallt. An et ass bedéngt duerch Ännerungen an de Prozeduren, mä awer och Schwächten an der Administratioun vun eise Partner, wou et zu deem Retard koum.

Bei engem Ministertreffen am Juli hu mer du prinzipiell décidéiert, de PIC bis 2015 ze verlängeren, awer och eng Erweiderung vun der Enveloppe fir d'Basiséducatioun an den Développement vun der Telekommunikatioun an dem Internet ze maachen. An esou bal wéi de Projet de texte iwwert dës nei Etapp ausgeschafft ass, wäert ech deen, wéi all aner PICen, der zoustänneger Kommissioun virleeën.

An engem véierte westafrikanesche Land, wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun present ass, am Senegal, ass d'politesch Lag aneschters. Och wann hei Momenter vu grousser Tensioun waren, ass d'politesch Alternance no de Wahlen am Mäerz 2012 gelongen. Den neie President, de Macky Sall, huet d'Parlamentswahle liicht virgezunn, fir séier kënne sech un d'Aarbecht ze maachen. Dozou huet gehéiert, sech de Problemer vun der Liewensmëttelsécherheet vun dësem Summer ze stellen, amplaz si erofzespillen. An hei ware mir als Lëtzebuerger och iwwert de PAM an d'Unicef derbäi.

Duerch déi politesch Alternance si grouss Reorganisatiounen an de Ministèren amgaang, déi mat sech bréngen, datt eis Programmer fir de PIC vun der drëtter Generatioun ëmformuléiert musse ginn. D'Konzept vun dësem PIC ass aneschters, well hie méi wéi virdrun op den Input vum Partner setzt. Dëst gëllt grad esou gutt bei der Ausformuléierung vun de Programmer wéi bei hirer Ëmsetzung, wou de Partner kloer de Lead huet. Dat bréngt mat sech, datt aner Prozedure fir d'Ëmsetzen an d'Finanzéierung op de Wee musse bruecht ginn. A bis d'Enn vum Joer wëlle mir dës Etapp ofgeschloss hunn. Eis Interventiounssecteure bleiwen d'Gesondheet an d'Éducatioun, mä och d'Dezentralisatioun an d'Éducation citoyenne.

Mat der Belsch wäerte mir déi éischt Coopération croisée ëmsetzen, no de Prinzipie vun der Effikassitéit vun der Hëllef. Lëtzebuerg wäert mat belsche Fongen Aktivitéiten an der Formation professionnelle ëmsetzen, an déi Belsch wäerte mat eise Fongen hydraulesch Projeten ofschléissen.

Mam Cap-Vert huet Lëtzebuerg säit 2011 och e PIC vun der drëtter Generatioun, deen an der Ëmsetzung besonnesch op d'Entwécklung vun der Qualifizéierung vun de Leit setzt. Aus deem Bléckwénkel ass eis sektoriell Budgetshëllef vun 2,5 Milliounen Euro fir fënnef Joer ze gesinn an der Formation professionnelle. Zesumme mat deenen anere Bailleure gëtt den Ëmgank mat dëser Hëllef genau kontrolléiert.

Lëtzebuerg ass Chef de file vun alle Bailleuren am Secteur Éducatioun, Formation professionnelle an Emploi. An där Funktioun ënnerstëtze mer d'kapverdianesch Regierung bei der Finalisatioun vun enger integréierter Politik an dëse Beräicher. Am Waasserberäich si mir an der institutioneller Reform täteg a bei der Gestioun vun de Ressourcen. An hei ass d'EU de Chef de file fir all d'Bailleuren.

Ech hu méi laang iwwer Afrika geschwat, well och dee gréissten Deel vun eiser bilateraler Entwécklungshëllef an dës Länner geet. Duerfir, mengen ech, ass et och erlaabt, dann e bësse méi laang doriwwer ze schwätzen.

An Asien ass de Laos e Partnerland, wou Lëtzebuerg ee vun deene wichtegste Bailleuren ass. De PIC 2011-2015 konzentréiert sech op d'sozial Secteure mat engem speziellen Akzent op eng gutt Gouvernance. Op Initiativ vun der Lëtzebuerger Kooperatioun hunn d'UNO-Agencen am Laos sech zesummengedoen, fir ee gemeinsame Programm iwwert d'Gesondheet vu Mamm a Kand opzestellen. Dat vereinfacht

d'Ëmsetzung, esou gutt fir d'Laote wéi fir eis, an et spuert Geld fir de Programm selwer.

Am Vietnam ass eisen drëtten a leschte PIC amgaang bis 2015. Bis dohinner wäerte mir a besonnesch aarme Gebidder viru géint d'Aarmut virgoen, mä aner ekonomesch Secteure komme bei eis Aarbecht derbäi, wéi d'Formatioun am Finanzsecteur. Duerch d'Entwécklungshëllef si verschidde Lëtzebuerger Betriber mat hire Produkter a Servicer bekannt. Et geet elo drëms, déi gutt Kontakter virun ze fleegen an ekonomesch Projeten op de Wee ze brëngen, fir datt no 2015 eis bilateral Relatioune méi diversifizéiert sinn.

Ech géif gären ënnersträichen, datt an deenen zwee Länner an Asien d'Lëtzebuerger Kooperatioun de Spezialist ass vun der Formation professionnelle am Tourismus an an der Hôtellerie, Dank verschidde bilateral a multilateral Projeten. Dës Formatioune ginn duerch Stagen an den Hotelschoulen zu Dikrech a vum Hierscht aus un och zu Wolz complétéiert.

D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ass an Zentralamerika besonnesch am Salvador an am Nicaragua. Mam Nicaragua verbënnt eis e PIC vun der drëtter Generatioun bis 2014, an dat och besonnesch am Tourismussecteur. Hei ass eist Land och Chef de file vun de Bailleuren a krut iwwer Lux-Development eng Coopération déléguée vun der Europäescher Kommissioun iwwerdroen.

Am Salvador ass en neie Programme indicatif de coopération bis 2015 en place. An e groussen Deel vun der Ënnerstëtzung geet duerch ee Fong, deen déi verschidde Programmer an de lokale Communautéiten alimentéiert. En Deel vun eise Mëttele gi fir Etüde gebraucht, fir méi Diversifikatioun an eis Relatiounen ze kréien an och ekonomesch Projeten unzestoussen.

Mir sinn der Meenung, datt regional Programmer hei ideal sinn, wéi zum Beispill an der Mikrofinanz oder am Beräich vun der sozialer Responsabilitéit vun den Entreprisen. Ech war frou eis Honorarkonsulen aus Zentralamerika d'Iescht Woch zu Lëtzebuerg ze gesinn an och mat hinnen ze kucken, wéi mer kënnen Développement fir déi Ärmst aus eise Partnerlänner a méi breet ekonomesch Relatiounen op een Nenner brëngen. D'Kreatioun vun enger regionaler Chambre de Commerce, op hir Initiativ hin, ass do sécher e gudde Schrëtt.

En anert wichtegt Gebitt ass dat vun de palästinensesche besate Gebidder, wou d'Lëtzebuerger Kooperatioun e spezielle Status huet a wéi ee Partnerland eigentlech behandelt gëtt. Säit 2007 ass eis Hëllef um selwechten Niveau vu 7 Milliounen Euro d'Joer. Bei eiser Palästina-Hëllef gëllt et virun allem d'Zesummenaarbecht mat der UN-Agence, déi zoustänneg fir d'palästinensesch Réfugiéën ass, d'UNRWA ervirzehiewen.

Ech wollt mech bewosst op eis Partnerlänner konzentréieren, an net all Regiounen uschwätzen, wou mer aktiv sinn, wéi de Kosovo, Serbien, Montenegro, Afghanistan, d'Mongolei, Ruanda oder Tunesien, als Folleg vum sougenannten „Printemps arabe".

No deem laangen Ausfluch an eis bilateral Kooperatioun géif ech gären op en anere Volet hiweisen, an zwar dee vun der Aide humanitaire. Si representéiert 15% vun eiser öffentlecher Entwécklungshëllef 2011. Si gëtt selbstverständlech multilateral a bilateral ëmgesat.

Eis Efforten hu sech iwwert dat lescht Joer prioritär an der Regioun vum Sahel konzentréiert, déi jo wéinst enger Dréchent vun enger schwéierer Liewensmëttelonsécherheet getraff war an nach ëmmer ass. Mir hunn hei tëschent dem November 2011 an haut iwwer 9 Milliounen Euro ausginn. Sougutt d'Europäesch Kommissioun wéi och d'UNO soen, datt déi international Gemeinschaft mat Zäit an adequat op dës Kris reagéiert huet an datt doduerch dat Schlëmmst konnt verhënnert ginn.

Mir hunn awer och eis Partner a villen anere schwierege Kontexter ënnerstëtzt, wéi am Südsudan, am Kongo an am Horn vun Afrika.

Fir deenen Dausende Leit ze hëllefen, déi vum Konflikt a Syrien betraff sinn, sougutt am Land wéi an den Nopeschlänner, hu mir iwwert 1,1 Millioun Euro zur Verfügung gestallt iwwert d'Caritas an iwwert den UNHCR. Et gëllt awer leider hei wéi an anere Krisegebidder prett ze sinn an och nach anzegräifen, wann d'international Opmierksamkeet net méi esou present ass.

Wat eis Telekommunikatiounsplattform „emergency.lu" ugeet, do kann ee behaapten, datt si elo voll am Asaz ass a mir vill Succès domat hunn. D'Kommunikatioun fir humanitär Acteuren um Terrain, an Zäite vu Krisen an an entleeëne Gebidder, ass heimat ginn. Et geet net nëmmen drëm eis Terminalen an eis Équipë prettzestellen, fir si op Ufro vun deenen eenzelen Organisatiounen op den Terrain ze schécken. Mir schaffe ganz intensiv virun un enger Kommunikatiounsplattform, fir d'Koordinatioun an den Informatiounsaustausch zwëschent deenen eenzelen humanitären Affer (veuillez lire: Acteuren) ze verbesseren an esou eng effizient Hëllef ze erméiglechen. Et ass och en Instrument, wat et deene Betraffenen, déi Kriseregiounen hu misse verloossen, erlaabt, mat hirer Famill Kontakt ze kréien.

Eise System funktionéiert a ganz entleeëne Gebidder am Südsudan an am Mali. A mir si gefrot ginn, fir an den Nepal an a Südamerika. D'Karibesch Krisemanagementsagence an och d'Nordafrikanesch Unioun sinn interesséiert, sech mat „emergency.lu"-Material ze équipéieren.

De Projet ass also amgaang sech am Humanitären als äusserst nëtzlech ze erweisen. Mir sinn iwwerzeegt, datt duerch dëse Succès fir eise private Partner ganz am Sënn vum „public private partnership" iwwert déi nächst Méint och kommerziell Opportunitéite wäerten opgoen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng besonnesch Roll sougutt an där bilateraler wéi an der humanitärer Hëllef steet de Lëtzebuerger ONGen zou. Am Moment ginn et 97 ONGen, déi en Agrément vum Ministère hunn. Ech ënnersträichen, datt bal 20% vun eiser öffentlecher Entwécklungshëllef vu Lëtzebuerger ONGe géréiert gëtt.

Et gouf eis méi wéi eng Kéier, an och am Moment vum Comité d'aide au développement vun der OCDE, nogeluecht, manner öffentlech Entwécklungshëllef mat den ONGen ofzeweckelen. An deem prezise Fall hunn ech op kee Fall wëlles an d'Richtung ze goen, déi mir gerode kréien. Fir mech sinn a bleiwen d'ONGen ee Pilier vun eiser Kooperatioun, deenen hir Roll net verhandelbar ass. Dacks kënnen ONGen Aktioune leeden, déi eng Regierung net ka maachen. Duerch eis ONGe sinn d'Leit och direkt un der Kooperatioun bedeelegt a si gesinn, wat een erreeche kann, wann ee sech zesummendeet.

Et ass och wichteg, datt d'ONGe finanziell Hëllefen zur Verfügung hunn, fir Sensibiliséierungsaktiounen an der Éducation au développement an eiser Gesellschaft ze maachen. Ech si frou, datt mer Finanzmëttelen hunn, och wa se net esou héich sinn, wéi si et gären hätten, fir d'ONGen an dëser wichteger Funktioun kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, datt 2012 e besonnescht Joer ass. Dat betrëfft och d'Qualitéit vun eiser Kooperatioun an de Contrôle dovun, souwéi d'Verbessere vun der Effikassitéit vun eisem Asaz.

Virun 20 Joer ass Lëtzebuerg dem Comité d'aide au développement vun der OCDE, dem CAD, bäigetrueden. Et war kloer, datt eise quantitativen Engagement Hand an Hand misst goe mat engem qualitativen Engagement. Dëst Joer gi mer duerch déi fënnefte Revue des pairs a waarde gespaant, wat den definitive Jugement iwwert d'Verbesserung vun eiser Aarbecht an deene leschte véier Joer wäert sinn. Et ass kloer, datt mir duerch dee CAD eis Kooperatioun méi konzeptuell strukturéiert hunn. Haut hu mir eng generell Strategie, mä och sektorieller an iwwergräifender, wéi déi iwwert de Genre an iwwert d'Ëmwelt an de Klimawandel.

An ech wollt de Membere vun der Kommissioun hei aus der Chamber Merci soen, datt si bereet waren am Fréijoer d'Examinateuren ze gesinn. Natierlech stinn ech der Chamber zur Verfügung, fir iwwert d'Resultater ze informéieren, wa mer am November deen Exercice fäerdeg hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- D'Effikassitéit vun eiser Aarbecht verbesseren, schéngt engem normal ze sinn. D'Manéier, mat där mer eis Entwécklungshëllef ëmsetzen, huet an deene leschte siwe Joer fundamental geännert. Wa mer an der Zäit haaptsächlech eng Projetsapproche haten, kënne mer, spéitstens zanter déi drëtt Generatioun PICen a Kraaft getrueden ass, definitiv behaapten, datt mer an enger programmatescher an an enger sektorieller Approche sinn. An dat bedeit net, datt ee muss generell Budgetshëllefe ginn.

E puer Wierder zum Ëmsetze vum europäesche Code de conduite fir d'Complémentaritéit an d'Opdeelung vun der Aarbecht. Lëtzebuerg ass zurzäit an eelef Initiative vu Coopérations déléguées, a véier Coopérations conjointes impliziéiert, an dat an néng vun eise Partnerlänner. D'Kooperatioune lafe mat der Europäescher Kommissioun a mat der Belsch, mat Spuenien, mat der Schwäiz a mat Frankräich. All dëst si fir mech kloer Zeeche vun der Unerkennung vun der Qualitéit vun eiser Entwécklungshëllef.

Just nach e kuerzt Wuert iwwert d'Effikassitéit mat dem Forum vu Busan: Hei ass e globaalt Partenariat ofgeschloss ginn, wat méi wäit geet wei eng effikass Entwécklungshëllef an et viséiert eng méi effikass Entwécklung am breede Sënn. Mir wëssen all, datt d'Entwécklungshëllef eleng net duergeet, fir de Länner ze hëllefen aus der Aarmut erauszekommen. Dofir ass et ëmsou méi begréissenswäert, datt mat Busan de Privatsecteur, d'Société civile an och d'Schwellelänner un dësem Partenariat deelhuelen. Et geet drëms d'Entwécklung als e Ganzt ze kucken, mat all den Acteuren, déi implizéiert sinn, an den Impakt op den Développement vun engem Land oder enger Regioun kënnen ze hunn.

D'Complémentaritéit mat der Société civile gëtt verdéift, andeems mer zum Beispill direkten Appui un d'Zivilgesellschaft an eise Partnerlänner ginn. Et geet och drëms d'Kompetenzen a gutt Experienzen aus de Länner am Süden méi ze gebrauchen, fir aner Länner ze ënnerstëtzen. Dat geschitt duerch déi sougenannte Süd-Süd-Kooperatioun an déi triangulaire Kooperatioun.

Et ass wichteg eis Kooperatioun konstant méi effikass ze maachen. An et geet dobäi natierlech och ëm de berechtegte Contrôle, dee mir, vu dass mir hei Steiersue géréieren, op déi Aart a Weis ganz geziilt duerchféieren. Et heescht awer och aus de Konklusioune vun där Analys ze léieren, fir e bessere Suivi vun eisen Evaluatiounen an all eise Kooperatiounsberäicher ze sécheren. D'Resumée vun eisen Evaluatioune wäerten öffentlech zougänglech gemaach ginn iwwer eis Internetsäit. D'Evaluatioun ass deemno e wichtegen, awer och e ganz normale Moment am Zyklus vun all Zort vun Interventioun.

Wann Der erlaabt, géif ech gären ënnert dem Kapitel Kontroll an Evaluatioun och e Wuert iwwert dee spezielle Rapport vun der Cour des Comptes iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef soen. Dëse Rapport, deen Enn Mee erauskomm ass, huet méi am Detail de Fonctionnement vun dem Entwécklungshëllefsfong analyséiert a vu Lux-Development, eiser Agence d'exécution. Ufank Juni hat ech d'Geleeënheet op verschidde faktuell Elementer aus deem Rapport ze reagéieren. Déi zwee Dokumenter leien der Chamber säit Mëtt September vir.

Ech war äussert frou an deem Rapport ze liesen, datt d'Cour des Comptes festgestallt huet, datt d'Finanzgestioun vun eiser Agence keng signifikativ Feeler opzeweisen huet. Esou eng gutt Zensur kritt net jiddwereen. A wann et gewënscht ass, da kann ech der zoustänneger Kommissioun gären zousätzlech Informatioune ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef riicht hir Aktioun no de Milleniumsziler fir den Développement. Den Objektiv ass d'Aarmut an der Welt ëm d'Halschent ze reduzéiere bis d'Joer 2015, an dat andeem een op aacht grouss Ziler hischafft.

An dëser Zäit gëtt ëmmer méi debattéiert iwwert dat, wat no 2015 geschitt. Wat maache mer, wann d'Milleniumsziler net erreecht ginn? Nei Acteuren an nei Forme vu Finanzementer musse mat erabruecht ginn. Mä wéi soll dat geschéien? Dës Diskussioun ass eréischt am Ufank, a si wärt eis d'Joer 2013 iwwer beschäftegen.

Et geet och drëm ze kucken, wéi dës Développementsobjektiver no 2015 zu den Objektiver vun der nohalteger Entwécklung stinn, déi de Sommet Rio+20 festgeluecht huet. Dës nohalteg Entwécklungsziler, déi sougenannten SDGs, si fir all Länner bestëmmt; sougutt fir eis wéi fir och fir déi mannsten entwéckelt Länner. Wéi soll dat mat den Entwécklungsziler zesummepassen?

Mir wäerten an deenen nächste Woche mat verschiddene Membere vum „high level group" Kontakt hunn, deem säi Rôle doranner besteet, fir de Generalsekretär vun der UNO e Rapport iwwert de post-2015 ze schreiwen. Et läit mer natierlech besonnesch drun, datt an dëser Diskussioun nei Partner a Weeër fir d'Entwécklungshëllef fonnt ginn, mä et muss kloer sinn, datt mer eis global Ziler net verwässeren. Et kann och net sinn, datt datselwecht Geld zweemol oder dräimol versprach gëtt. Dat si mer de Leit an eise Partnerlänner schëlleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all deenen, déi all Dag an der Entwécklungshëllef schaffen, ob dat am Ministère ass, op den Ambassaden, bei Lux-Development, an den ONGen, zu Lëtzebuerg oder um Terrain, e ganz grousse Merci soen. Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren dem Marc Bichler, deen no laange Joren als Direkter vun der Lëtzebuerger Kooperatioun fortgaangen ass an deen duerch d'Martine Schommer ersat ginn ass, hinne Merci ze soen, mä hinnen och allen zwee vill Erfolleg ze wënschen am Interessi vun de Mënschen an den Entwécklungslänner.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Kooperatiounsministesch. Mir kommen dann elo zu der uschléissender Debatt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- A Merci der Interpretin an den Interpreten.

Une voix.- Si ass nach amgaang.

M. le Président.- D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgesat. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Bettel, Angel, Braz, Kartheiser an Urbany. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, Här Minister, an de leschte Méint a Joren ass déi wirtschaftlech an déi finanziell Kris esou an de Mëttelpunkt vun der politescher Aktualitéit geréckelt, dass sech déi meescht Mënsche keng Gedanken iwwer zwee aner Problemberäicher maachen, déi sech um Horizont ofzeechnen.

Deen een ass de Klimachangement mat sengen negativen Awierkungen op de Mënsch an eis Ëmwelt. Doriwwer ass hei am Parlament scho vill geschwat ginn. Erlaabt mer just dës Kéier eng kuerz Matdeelung aus engem rezenten UN-Rapport. D'Mënschen, déi op deene fënnef Carteret-Inselen - déi gehéieren zu Papua-Neuguinea - wunnen, sinn déi éischt, déi musse réckelen, well hir fënnef Inselen elo am Pazifik verschwannen.

Deen anere Problemberäich ass d'Suerg vun Honnerte Millioune Mënschen, fir all Dag hiren Teller ze fëllen. Ronn 1,8 Milliarde Mënsche liewe mat manner wéi engem Dollar pro Dag. A mir kënnen eis kaum an deem räiche Lëtzebuerg virstellen, wat dat heescht a welch Dramatik do hannendru stécht.

A wann ee genau hikuckt, da stellt ee fest, dass déi zwee Problemer ganz enk matenee verbonne sinn, wéi dat och während der Tableronde vun den Assisen am vergaangene September ervirgehuewe ginn ass.

De Klimawandel mécht sech och an deene räiche Länner bemierkbar, awer am meeschte ginn d'Entwécklungslänner dovunner betraff. Virun allem ass do de Landwirtschaftssecteur betraff, an domat Honnerte vu Millioune Mënschen. Duerch d'Dréchent wäerte verschidde Länner, wou d'Landwirtschaft nëmme marginal ass, bis zum Joer 2020 guer keng Liewensmëttel méi produzéieren. An anere Géigende stellt sech dann d'Fro, ob d'Waasserversuergung iwwerhaapt nach geséchert ass.

Sécher ass, déi aktuell Krisen hu muncht Land a sengem Spillraum fir Entwécklungshëllef ausgebremst. Déi Länner, déi mat enger permanenter Scholdeniwwerlaaschtung ze kämpfen hunn, hunn décidéiert déi Suen, déi hinnen nach zur Verfügung stinn, an déi eege Sanéierung ze stiechen an domat fir de wirtschaftlechen Opschwong bei sech doheem ze suergen. Aner Länner, déi d'Kris nach net esou richteg spieren, fäerten de Risiko vun enger Contaminatioun an zécken dofir, Gelder an d'Entwécklungshëllef ze iwwerweisen.

Bedéngt duerch dës Iwwerleeungen ass et deemno net verwonnerlech, dass d'Entwécklungshëllef an engem Déif stécht, net nëmmen an der Europäescher Unioun, mä weltwäit. Dem leschten OCDE-Bericht no huet sech déi Hëllef am Joer 2011 op 114 Milliarden Euro reduzéiert; e Minus vu bal 5%.

Et ass awer wichteg ervirzehiewen, dass trotz der Kris eis Europäesch Unioun am leschte Joer 53,8 Milliarden Euro fir d'Entwécklungshëllef bereetgestallt huet. Dat ënnersträicht ganz kloer de solidaresche Geescht op eng beandrockend Aart a Weis. Och wann den Undeel vun der Aide publique au développement EU-wäit vun 0,44% op 0,42% vum BIP gefall ass.

An de leschte Jore konnte mir awer houfreg vermelden, dass duerch dës Entwécklungshëllef 9 Millioune Mënschen ageschoult konnte ginn a ronn 31 Millioune Ménagen Zougang zu propperem Drénkwaasser kritt hunn.

Och wann de Montant, deen d'EU d'lescht Joer an dës Hëllef gestach huet, grouss ass, ass en näischt géint aner Montanten, déi d'Länner bereet sinn zum Beispill an de Waffenhandel ze investéieren. An dësem Beräich sinn d'lescht Joer 1.000 Milliarden investéiert ginn. 1:10.

Viru siwe Joer ënner Lëtzebuerger Présidence ass d'Entwécklungshëllef an de Mëttelpunkt vum politeschen Handele geréckelt ginn. Déi betraffe Ministèren hunn eng politesch

Erklärung zur Entwécklungshëllef ofginn: de sougenannten europäesche Konsens. Si hu sech deemools gëeenegt, hiren Undeel vun öffentleche Mëttele fir d'Entwécklungshëllef op 0,56% vum jeeweilege PIB eropzeschrauwen, fir duerno d'UN-Zil vun 0,7% bis zum Joer 2015 ze erreechen. Ronn 50% vun der Eropsetzung sollten an Afrika fléissen - dee Kontinent, deen eis ganz no steet -, well och do prozentual déi meeschten aarm Mënsche liewen.

A wou sti mir haut? Och wann d'Europäesch Unioun d'lescht Joer d'Entwécklungshëllef mat ronn 53 Milliarden ënnerstëtzt huet, muss ee leider feststellen, dass déi meeschten EU-Länner - erlaabt mer et, dësen Ausdrock vläicht ze gebrauchen - „off track" sinn. 18 EU-Memberlänner kommen der Aufgab net méi no, well si aner Suergen hunn.

Ënnert dëse Länner sinn der, déi eng niddreg Statsverscholdung hunn a sécherlech méi hëllefe kéinten. Hei beweist et sech ganz kloer: An der Nout ass d'Haut dach méi no wéi d'Hiem. Trotz dësem Bémol, gëllt et och elo de Leadership an der Entwécklungshëllef op dem Weltplang ze verdeedegen an auszebauen.

De pluriannuelle Finanzkader vun der Period 2014-2020 setzt hei ganz kloer Ziler. Et läit eng eendeiteg Décisioun vir. D'Entwécklungshëllef bleift weiderhin eng wichteg Prioritéit vun der europäescher Politik. Esou solle bis zu 70 Milliarden Euro zousätzlech mobiliséiert ginn, an dat par rapport zum leschte Finanzkader aus de Jore '07 bis '13. Hei ka Lëtzebuerg, dat trotz oder grad wéinst der Kris weider ee vun de generéisten Donateure weltwäit ass, sech abrëngen, seng Stëmm an den Déngscht vun den défavoriséierte Mënsche stellen a säi Beitrag zu enger méi gerechter Welt leeschten.

Firwat ass et dann elo wichteg, an der Entwécklungshëllef weider aktiv ze sinn? Ech wëll op déi Froestellung unhand vun enger Rei vu Beispiller an Zuelen agoen. An déi schwätze fir sech selwer. Dierf ech hei op d'Suitë vun der Dréchent an de Kärkummere vun eisem Planéit hindeiten? Oder op déi gewalteg Reemassen, déi op ville Plazen erofkomm sinn an d'Récolten zerstéiert hunn?

Doduerch si jo an de leschten zwielef Joer d'Präisser fir d'Iesswueren esou massiv geklommen. Dovu ginn d'Mënschen an den Entwécklungslänner am stäerkste beaflosst, och wa mir heiheem jéimeren, a besonnesch d'Produktioun vun lesswueren. Mir mussen och bedenken, dass bei déi ronn 7,3 Milliarde Mënschen, déi elo schonn op dem Planéit liewen, statistesch gesinn 9.400 Leit pro Stonn derbäikommen, an dat haaptsächlech an den Entwécklungslänner. An därselwechter Stonn stierwen awer och 720 Kanner un Honger.

Op de rezenten Assisë vun der Kooperatioun ass gesot ginn, dass iwwer 13 Millioune Mënschen an der Sahel-Zon, mat där mir jo enke Kontakt hunn, vun der aktueller Hongersnout betraff sinn. Dat ass eng direkt Suite vun dem Ausbleiwe vun dem Reen an der Dréchent, wou et keng suffisant Récolte erlaabt. Esou si bannent de leschten 30 Joer d'Reemassen an der Sahel-Zon ëm 25% zréckgaangen. An dobäi kënnt, dass de Klimawiessel grad an Afrika déi gréisst Auswierkungen huet. Déi sëlleche Klengkricher ëm d'Waasser an d'Weede bréngen et mat sech, dass Honnertdausende vu Mënsche momentan op der Flucht sinn.

Ech wëll op déi ugesprachen Onsécherheet a puncto Ernährung agoen, an dat, well an deene leschte Méint vill iwwert déi desastréis Récolten an der Welt an der domat verbonnener Hongersnout geschwat ginn ass. D'Ausso vun der FAO, dass d'Unzuel vu Mënschen, déi Honger leiden, ofgeholl huet, ass u sech eng gutt Nouvelle; et bleift awer, dass nach ëmmer vill ze vill Leit un Honger leiden an dës Situatioun inakzeptabel ass.

Déi aktuell Präisser leien iwwert deene vun der Ernährungskris am Joer 2008 virun dräi, véier Joer. A mir kënnen eis nach gutt un déi sëllech Émeuten an Onrouen erënneren, déi deemools weltwäit waren.

Grad déi 35 Entwécklungslänner, déi permanent lesswueren importéiere mussen, sinn duerch déi héich Präisser betraff. An dëse Länner ginn d'Leit fir d'Iesswueren tëscht 60 bis 80% vun hirem dach bescheidenen Akommes aus; a mir heiheem nëmmen 9 bis 12%.

Den Agrarwäert war nach ni stabil an huet sech ëmmer duerch Spekulatioune gekennzeechent. Dat war och e Kärpunkt vun der Table-ronde vun den ONGe bei den Assisë vun der Kooperatioun. Dat, wat awer aus der Welt geschaf muss ginn a wat sech an de leschte Joren extrem développéiert huet, dat ass déi ongebremsten a virun allem onkontrolléiert Spekulatioun, déi notamment vun den Investmentbanken ausgeet; also vu Leit, déi am Géigendeel zu deem, wat fréier de Fall war, absolut näischt mat Agrarwirtschaft ze dinn hunn. Dat féiert derzou, dass vill Mënschen et ëmmer méi schwéier hunn, sech ze ernähren. A vill kréien esou gutt wéi näischt méi op hiren Teller.

D'Europäescht Parlament huet sech virgeholl, op d'Spekulatiounen op Basisprodukter vun der Ernierung anzewierken. D'Commission des Affaires économiques vum EU-Parlament huet eng Rei vu Moossname beschloss, déi vum EU-Parlament gestëmmt solle ginn. Dës Nouvelle ass wuel begréissenswäert, mä ech fäerten, dass den definitiven adoptéierten Text net wäit genuch geet.

Et dierf ee sech och an dësem Kader d'Fro stellen, ob et an der aktueller Ernährungskris ubruecht ass, Iesswueren zu Kraaftstoffer ze veraarbechten, ënner anerem iwwert de Wee vun Ëmwandlung vu Mais zu Ethanol. Den UN-Rapporteur fir den Droit alimentaire, den Här Olivier De Schutter, mat deem mir viru Kuerzem eng Diskussioun an der Chamberskommissioun haten, huet gemengt, dass dës Politik déraisonnabel an der heiteger ugespaanter Situatioun wier.

Hei ass et och begréissenswäert, dass d'Europäesch Kommissioun am Sträit ëm de Biosprit an d'Offensiv gaangen ass. Et wor 2007 festgehale ginn, dass den Undeel vun de Biodreifstoffer 10% vum gesamten Energieverbrauch am Transportsecteur am Joer 2020 sollt sinn. Awer si hunn de Wäert op 5% elo reduzéiert.

Ee weidere Problem, wat d'Produktioun vun Iesswueren an den Entwécklungslänner ubelaangt, huet de Jean Feyder, fréieren Direkter vun eiser Entwécklungspolitik, a sengem Buch „Mordshunger" kloer duergeluecht. Hie weist op déi negativ Auswierkunge vun der Politik vusäite vun der Weltbank a vun dem FMI an de vergaangene 40 Joer hin.

Hie wëllt u Beispiller zitéieren: D'Reduzéierung vun den Zolltariffer huet zu engem Déséquiliber an den Entwécklungslänner gefouert. Ee Beispill derzou ass Haiti. Hei sinn d'Zolltariffer fir de Räis vu 60% op 3% gefall, mat der Konsequenz, dass Haiti virun 30 Joer nëmmen 10.000 Tonnen importéiert huet an haut 300.000 Tonnen importéiere muss, well seng eege Räisproduktioun nach just 30.000 Tonne bedréit, an dat géigeniwwer 120.000 Tonne virun 30 Joer.

An den Entwécklungslänner liewen 80% vun der Populatioun am ländleche Raum. 50% dovu si kleng Landbauere mat enger privater Parzell vun nëmmen engem bis zwee Hektar. 20% vun de Baueren hunn iwwerhaapt kee Land, an 10% si Fëscher an Ziichter. 19% vun der Populatioun wunnen an de Bidonvillen, an nëmmen 1% - dat sinn déi besser - wunnen an de Stied. Et gëtt an der Welt 1,3 Milliarde Baueren, an déi stelle mat hire Famillje ronn 4 Milliarde Mënsche vun de 7,3 Milliarden duer.

A wann d'Baueren eemol Iwwerschoss produzéiere kéinten, dann hu si iwwerhaapt keng Plazen, fir de Stockage ze maachen, well déi feelen total an den Entwécklungslänner. Wann ee sech duerfir den Handel mat Iesswueren ukuckt, sou erkennt een, dass deen an den Hänn vun e puer transnationalen Entreprisë läit. Fënnef multinational Entreprisen deele sech hei 75% vum Weltmaart vun de Céréalen. Da kann ee sech scho virstellen, welch kooperativ Geeschter do dann herrschen.

Wa jee op dëser Front iwwerhaapt ee positivt Resultat erreecht soll ginn, da musse mir, wéi dat eng rezent Etüd gewisen huet iwwer Afrika, de Klengbaueren all déi néideg Mëttelen zur Verbesserung vun hirer Situatioun bereetstellen.

Den eklatante Rapport vun der Produktivitéit tëschent de Bauere bei ons heiuewen an de Baueren doënnen ass eent zu dausend. Dat seet jo genuch. Si sollen net nëmmen hir Familljen ernieren, menge mir, mä och nach e Rescht fir de Stockage op d'Säit leeën, an eventuell eng Mengt behalen, déi se an den Handel kënne bréngen, woumadder se hire Wuelstand kéinten erhéijen.

E weideren dramatesche Punkt ass d'Waasser, gëtt dach 70% vun dem proppere Waasser weltwäit an der Landwirtschaft gebraucht. Leider verdréchne Flëss a Séien an engem erschreckende Mooss an Afrika, an esou staark, dass ëmmer méi déif Buerunge mussen duerchgefouert ginn.

Ech ginn Iech e Beispill zur Illustratioun. Den Tschadséi läit jo matzen an Afrika. An de leschte Joren, 40 Joer, ass dee vu ronn 25.000 km² op elo nach 1.350 km² gefall. A 40 Joer! An do ronderëm hunn zeg Millioune Mënsche gelieft, déi elo mëttlerweil musse fortgoen a wouaneschters mat anere Mënsche streide wéinst Plazen, wou se hir Déiere wëllen tränken oder wëllen ziichten.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass duerch d'Notzung vun der Solarenergie mat Hëllef vun der Fotovoltaik d'Waasser op ville Plazen aus dem Buedem erausgezu gëtt, an net méi - wéi fréier - duerch Fraen, déi ronderëm musse wanderen, d'Waasser erbäibruecht gëtt. Doduerch gëtt d'Liewe vun de Fraen a vun de Meedercher an dem ländleche Raum an engem staarke Mooss erliichtert. Ech kann dat aus eegener Erfahrung hei bezeien.

Ee Punkt dierf an dëser Debatt awer net vergiess ginn, well hien hëlt ëmmer méi Importenz un: Dat ass den Dossier „land grabbing" an den Entwécklungslänner. Et gëtt räich Schwellelänner, déi mierken, dass se hir Mënschen duerch déi eege Landwirtschaft an der Zukunft net méi ausräichend erniere kënnen. Duerfir kafen oder pachte si riseg Lännereien an den Entwécklungslänner. D'Etüd vum Oakland Institute seet, dass 60 Milliounen Hektar Agrarland am Joer 2009 bei esou Transaktiounen an Afrika, Asien a Latäinamerika gepacht oder verkaaft goufen. De Volume do fir dësen Handel ass 50 Milliarden Dollar. A wann ech Iech soen, dass all sechs Deeg d'Fläch vu Greater London - dat ass d'Halschent vu Lëtzebuerg - verkaaft a verpacht gëtt, da kënnt Dir Iech virstellen, wéi vill Land all Dag deene klenge Baueren ewechgeholl gëtt an domat den Honger méi grouss gëtt.

„Land grabbing" kann duerfir keng Solutioun sinn. Au contraire, et alimentéiert d'Kris a riskéiert an den Entwécklungslänner, wou d'Regierungen Honnerte Quadratkilometer verkafen oder verpachten, dass et zu Émeuten an zu Biergerkricher kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, ech wëll elo e Bléck op eis Lëtzebuerger Entwécklungspolitik da riichten. Ech mengen, et kann een der geleeschter Aarbecht vun der Regierung eng bonne Note ausstellen. Duerch den Asaz vun der responsabeler Ministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, an hire Mataarbechter, bis zu deene ville Partneren um Terrain, kann eist Land sech houfreg schätzen, de Mënschen an den Entwécklungslänner, an hei virun allem de Fraen an de Kanner, eng durabel Perspektiv unzebidden.

Ech wëll och hei den onermiddlechen Asaz vun den ONGen honoréieren, déi eng ganz wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten. Deenen Honnerte Mënschen, vläicht Dausenden, déi sech hei engagéieren, soll hei e grousse Merci ausgesprach ginn. Duerch hiren Engagement droe si derzou bäi, dass d'Liewensqualitéit vun de Mënschen an den Entwécklungslänner erhéicht gëtt a Lëtzebuerg e gutt Bild dobaussen ofgëtt.

Am leschte Joer sinn nom Rapport 294 Milliounen Euro bereetgestallt ginn, an domat huet eist Land sech kloer derzou bekannt, deenen Äermsten op der Welt ze hëllefen. Mat dësem Montant, ëmmerhi bal 1% vun eisem PIB, hu mir déi europäesch Verflichtunge ganz eescht geholl, an domat sti mir och am Spëtzegrupp vun deene Länner, déi d'Zil vun de Vereenten Natiounen net op déi liicht Schëller huelen. Den Aktivitéitsrapport vun dem Ministère aus dem leschte Joer hieft ervir, dass mir weltwäit un drëtter Stell hanner Norwegen a Schweden stinn.

Et kéint een de Bilan vun eiser Entwécklungshëllef souguer nach besser zeechnen: Bezitt ee sech nämlech op de Rapport vun der „Aid Watch", da si mir den „aid champion" an der Welt. Firwat? Dat erkläert sech doduerch, dass vill Länner hir Dépensen am Beräich vun der Asylpolitik oder de Scholdenerlooss och zur Entwécklungspolitik derbäizielen. A wann dat de Fall ass - a Schweden an a Norwegen hu se dat gemaach -, da si mir d'Nummer 1, och eng Kéier do, wou mer guttstinn, och wa mer heiansdo net ëmmer déi Beschten ofginn.

Wa mer eis Entwécklungshëllef ukucken, da stelle mir fest, dass déi aktuell Kris keng Fatalitéit ass, och wann aner Länner eng Reduktioun vun hirer Hëllef ausweisen.

Den Term „Kris" kënnt aus dem Griicheschen „krisis", oder - fir d'Verb ze nennen -„krinein", dat heescht entscheeden oder jugéieren. Or, mir hunn eis entscheet. A mir sti fir eng dauerhaft Entwécklungszesummenaarbecht. A mir loossen och net zou, dass Aschnëtter am Budget virgeholl ginn, well nach ëmmer bleiwen 99% hei am Land, an dat ass par rapport zu 1% dach immens vill.

D'Kris ass wéi ugedeit keng Fatalitéit. Villméi ass se eng Chance fir onst Land. Awer et sollt een de Courage hunn, d'Aart a Weis, wéi déi sëllechen Ausgaben duerchgefouert ginn, ze analyséieren, ze hannerfroen. Dat maache mir haut hei. Mir mussen hei…, jo, se souguer se a Fro ze stellen.

Solle mer eis Entwécklungshëllef anescht opstellen? Funktionéieren eis Mechanismen esou, wéi se sollen? Firwat hëllefe mir deem an net deem anere Land?

D'Assisë vun der Kooperatioun hunn hei Denkustéiss ginn, déi sécherlech an déi zukünfteg Entwécklungszesummenaarbecht afléisse wäerten. Erlaabt mir dofir am Numm vun der CSV-Fraktioun zwee kleng Ustéiss eranzebréngen: Wat sinn dann déi positiv Aspekter vun onser Entwécklungshëllef? An op wéi enge Punkte sollen der dann nach weider opgeschafft ginn?

Wat de finanziellen Niveau vun den öffentlechen Dépensë fir d'Entwécklungshëllef ubelaangt, leie mir, wéi gesot, am Spëtzentrio a si bal dee beschten. Mir leeschte wuel eng responsabel Aarbecht um Terrain, awer mir plädéiere fir eng besser Matabezéiung vun den Empfängerlänner.

Zu Busan - do waart Der d'lescht Joer, Madame Ministesch - um véierte Forum vum héijen Niveau iwwert d'Effikassitéit vun der Entwécklungshëllef gouf Enn Dezember d'lescht Joer festgehalen, dass d'Empfängerlänner sech d'Prioritéite vun hirer Entwécklung selwer zueege maache sollten. Si sollte sech méi erabréngen. Si sinn ëmmerhin déi, déi am beschte wëssen, wou hir Besoinë leien a wou Akzenter gesat sollen a musse ginn.

Doropshi si bei eis bilateral Kooperatiounsprogrammer, déi sougenannte Programmes Indicatifs de Coopération oder PICen, ëm déi sozialökonomesch Pläng vun den Empfängerlänner opgestallt ginn. Esou PICe goufe mat dem Vietnam ausgeschafft an de Beräicher Gesondheetswiesen, ländlech Entwécklung a Beruffsausbildung.

Ee weidert Land zitéieren ech gären hei: den El Salvador. Do hu mir den nationalen Aktiounsplang „Communautés solidaires" ënnerstëtzt. Et dréit sech heibäi ëm e Programm, mat deem 125 Gemengen ënnerstëtzt ginn an déi als déi Géigende mat deem gréissten Honger an Aarmutsproblem agestuuft si ginn.

Am Besonneschen hu mir mat de Pays cibles aus der Sahel-Zon eng ganz Rei vu PICen ofgeschloss; ënner anerem mat Bléck op d'Gesondheet, op d'Drénkwaasser, op d'Ernährungssécherheet an d'Ausbildung. Mir hunn eis vun der sougenannter Top-down-Approche a Richtung vun enger méi nohalteger Entwécklungshëllef vu Bottom-up beweegt. Dat ass an den Ae vun der CSV dach déi richteg vernetzten Approche.

Andeem den Empfängerlänner hir Regierungen an d'Mënschen déi néideg Prioritéite selwer fixéieren, si se à même sech mat dëse Projeten ze identifizéieren a sech selwer aktiv mat eranzebréngen, esou dass mëttelfristeg déi gewënschte Resultater virleien a si eis laangfristeg net méi brauchen. Mir wënschen eis méi Responsabilitéit vun de Länner, deene mir d'Geld ginn.

Ech wëll dat um Partnerland Cap-Vert duerstellen.

Primo speise mir hire Statsbudget duerch Direkthëllefen am Secteur vun der Éducatioun an der professioneller Weiderbildung. Dëst ass eng ganz nei Form vun der Kooperatioun a soll derzou féieren, dem Land méi Responsabilitéit ze iwwerdroen.

Secundo huet sech duerch eis Zesummenaarbecht mam Cap-Vert souguer en neien Typ vun Entwécklungszesummenaarbecht erauskristalliséiert.

Esou gëtt et niewent der bilateraler Ënnerstëtzung fir de Cap-Vert eng triangulaire Kooperatioun - d'Madame huet schonn dervu geschwat gehat - mat der Republik São Tomé e Príncipe an dem Cap-Vert. Béid Länner sinn Noperen. Mir befannen eis also an enger ganz neier Logik vum Süd-Süd mat enger Nordachs. Als Liichtbléck gëllt och hei, dass de Cap-Vert sech d'Zil gesat huet, mat onser Hëllef seng Energieversuergung op 50% erneierbar Energie ze setzen. Et kéint ee bal soen: Exemple à suivre.

Wéi steet et dann elo mat der geographescher Konzentratioun? Als Leitmotiv vun eiser Entwécklungshëllef déngt d'Iddi vun der geographescher Konzentratioun vun den Hëllefen. Dat ass aliichtend. Et ass vum logistesche Point de vue aus méi interessant d'Hëllefsgidder an eng Regioun ze bëndelen, wéi a méi Länner, déi wäit ausernee leien. Domat kënnt et dann zu enger méi effikasser Hëllef.

Zwee Beispiller. Mir hunn de Laos an de Vietnam beieneeleien. A mir hu véier Länner an der Sahel-Zon: den Niger, Burkina Faso, de Mali an e bësse méi wäit de Senegal. An deene véier leschte Länner, well ech do deelweis mat engagéiert sinn, kann ech bezeien, dass mer eng ganz gutt Aarbecht um Terrain liwweren. Lëtzebuerg huet do e ganz gudde Stellewäert a munch Schoulen hu souguer e Lëtzebuerger Fändel.

Et schéngt och logesch, dass mer eis Entwécklungshëllef géigeniwwer Namibia astellen, well dëst Land am Ranking vun der Weltbank am beschte vun alle Länner, déi mir ënnerstëtzen, ofschneit. Vläicht kann eis d'Madame Minis-

tesch soen, a wéi enge Länner mir nach drun denken eis zréckzezéien a wéi eng nei Länner eis Ënnerstëtzung kréien. Et kéint ee bal soen: Wann net déi dauernd Kricher an dem Kongobecken wieren, wou och dee Misär herrscht, da kéint ee sech virstellen an deem Deel vun der Welt matzehëllefen. Mä ech weess, et ass méi einfach gesot wéi gemaach.

Wéi eng Roll spillt déi alimentär Sécherheet an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef? Et geet aus dem Rapport vum Ministère ervir, dass eng vu véier Persoune vun den 856 Millioune Mënsche südlech vun der Sahara vun der alimentärer Onsécherheet betraff ass. A wann een de Rapport nach méi genau liest, da stellt ee fest, dass eppes méi wéi 5% vun eiser Hëllef nëmmen an d'Produktioun vu Liewensmëttelen afléissen, dat heescht an den Agrarsecteur investéiert ginn.

Wann een awer weess, dass dësen dee wichtegste Secteur ass, da kann ee sech froen, firwat dësen net méi ee grousse Stellewäert a puncto konkret Entwécklungshëllef huet, notamment am Verglach zum Déngschtleeschtungssecteur oder d'Infrastrukturen, déi sécher och extrem wichteg sinn, wann een d'Aarmut an den Honger an der Welt effikass wëllt bekämpfen.

Dat eenzegt Land, wou d'alimentär Sécherheet eng prioritär Roll spillt, ass de Mali. An deenen anere Länner - dem Burkina Faso, dem Niger an dem Senegal - gëtt dësem Beräich keng esou eng grouss Bedeitung bäigemooss. Et kann ee sech hei froen, ob een net iwwert d'Gewiichtung vun den eenzelne Secteure vun eiser Entwécklungshëllef misst nodenken, quitte dass een da fir all eenzelt Land muss kucken a souguer mam Land dann déi eenzel Pisten opzeechnen. An dësem Kontext, hunn ech nogelies gehat, ass et interessant ze wëssen, dass d'Belsch 10% vun hirer Entwécklungshëllef fir d'Landwirtschaft bereetstellt an doriwwer nodenkt, souguer den Taux op 15% ze hiewen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, erlaabt mir nach een Ausbléck an d'Zukunft vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht. Op dem nationale Plang, wéi schonn ugedeit, sti mir un der Spëtzt vun deene Länner, déi sech an den Déngscht vun der Mënschheet stellen. Fir dass mir och an Zukunft dëse Virreidermodell hale kënnen, musse mir eis Entwécklungshëllef ëmmer nees nei hannerfroen, beliichten, verbesseren. Nëmmen esou ka se laangfristeg effikass gestallt ginn, a soulaang gëtt se och dobausse vun de Leit verstanen an akzeptéiert.

Ech hoffe staark, dass mir och an der Zukunft der Tentatioun, de Budget ze kierzen, net wäerte verfalen. Dat wier an eisen Aen net nëmmen e falscht Signal, mä och eng onverantwortlech Entscheedung. Mir deelen hei dem Premier Jean-Claude Juncker seng Aschätzung, esou wéi hien dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun dëst Joer erklärt huet.

Fir déi Persounen, déi sech net méi dorunner erënneren, hei de betraffenen Auszuch. Hie sot deemools: „Eng aner Liichtfankegkeet besteet doranner, fir eng Reduktioun vum entwécklungspolitesche Budget ze verlaangen. Dat kënnt bei ville Leit, déi net intensiv nodenken, gutt un. Dat wier awer dee falsche Wee.

D'Regierung wëllt den entwécklungspoliteschen Effort vun eisem Land net reduzéieren. D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef wäert och an Zukunft méi wéi 1% vun eisem Bruttoinlandprodukt ausmaachen. Dat dréit zum weltwäiten Image vun eisem Land bäi. An dat huet eng moralesch Dimensioun. Eent vun de räichste Länner vun der Welt, och wann et spuere muss, däerf net ufänke bei der Entwécklungshëllef ze kierzen. Soulaang ech an der Responsabilitéit vu Lëtzebuerg stinn, gëtt den Entwécklungsbudget net gekierzt. D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef wäert och weiderhin 1% vun eisem PIB bleiwen." Souwäit eise Premier.

Op internationalem an europäeschem Plang e puer Wierder. Et ass kloer: Eis Unioun muss un dësem Plang hir Virreiderroll méi ervirhiewen a sech méi Gehéier an der globaliséierter Welt verschafen. Mir kënnen eis do abréngen, andeem mir eist Land op dem EU-Niveau nach besser positionéieren.

Konkret: Eis Unioun muss eng méi kohärent an duerchduechte Politik an dësem wichtege globale Problemkrees entwéckelen. Mir mussen ouni ze zécken d'Zollpolitik iwwerdenken am Sënn vun enger gréisserer Gerechtegkeet a gesondem Wettbewerb, déi et och erlaabt den Honger an der Welt ze reduzéieren, à la longue ze verbannen.

Et wier deemno gutt, dem europäesche Volet vun der Entwécklungspolitik am Rapport d'nächst Joer méi Plaz ze ginn, an dat an der Rumm vun dem Cadre financier pluriannuel '14-'20, well dëse stellt jo d'Weiche vun der europäescher Entwécklungszesummenaarbecht.

Ech wëll meng Ried mat der Ausso vum Albert Einstein ofschléissen. Hie sot, an dat gëllt fir munchereen heibannen: „Et gëtt keng grouss Entdeckungen a Fortschrëtter soulaang et nach ëmmer en onglécklecht Kand op dëser Äerd gëtt." Ech soen dat, well a ville Länner - Entwécklungslänner - 50% vun de Mënsche manner wéi 18 Joer hunn. An déi sinn an de meeschte Fäll onglécklech. Dat kann eis net onberéiert loossen.

An dofir mengt d'CSV, dass d'Éducatioun - fir dat besser duerzestellen - fir den Développement eng méi héich Bedeitung an eisem schouleschen Alldag muss kréien, fir eben op all dës Mëssstänn an der Welt dobaussen opmierksam ze maachen. Nëmmen 0,63% vun dem nationalen Éducatiounsbudget - hei am Land also - sti momentan dofir zur Verfügung. An dobäi sinn awer vun de Vereenten Natiounen 3% gefrot ginn. Dat heescht: nach e wäite Wee fir onst Land.

D'Entwécklungszesummenaarbecht mat Bléck op eng méi gerecht Welt stellt fir eis, d'CSV, eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit duer. Et ass vill Engagement gefrot, an d'CSV engagéiert sech hei.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. An als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, fir d'Éischt wëll ech Iech Merci soen, dass haut d'Méiglechkeet ass, dass dës Debatt och an der Gebärdesprooch ass. Dat ass net oft de Fall hei an der Chamber. Dir wësst et jo och aus Erfahrung, dass mer dat am Stater Gemengerot bei all Sitzung hunn. Ech weess, dass et och e Käschtepunkt huet, mä ech fannen et immens wichteg, dass déi Leit, déi d'Gebärdesprooch als Sprooch benotzen, haut och kënne matgedeelt kréien, wat mer dovunner halen. An den Dram wier selbstverständlech, wa mer et eng Kéier géife fäerdegbréngen, dass all eis öffentlech Sitzungen an d'Gebärdesprooch kéinten iwwersat ginn.

(Interruption)

Ech sinn… Dir mierkt, Madame Ministesch, dass ech mer haut vill Méi ginn, fir scho méi lues ze schwätzen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Et ass eréischt den Ufank.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- An ech wëll mech dann och direkt bei der Dolmetscherin entschëllegen, well ech weess, dass ech dee Rhythmus net ka laang aushalen.

Här President, ech wëll och direkt der Madame Schommer bonne Chance wënschen. Mir hunn d'Chance… An ech muss der Madame Ministesch do wierklech soen, dass si mat der Madame Schommer dee richtege Choix getraff huet, déi och als leschte Poste jo an Däitschland war, wou mer als Deputéierten all Kéiers, wa mer Déplacementer an Däitschland haten, ganz vill Luef haten. An ech muss soen, dass dat positiv ze wëssen ass, dass mer Diplomaten hunn, déi esou enke Kontakt mat der Vie politique an hirem Land hunn, dass mer och dann dee Luef matgedeelt kréien. An ech mengen, dass Der do e richtege Choix gemaach hutt. An ech wäert och der Madame Schommer do bonne Chance fir hir Missioun wënschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Pierre angulaire vun der lëtzebuergescher Aussepolitik ass jo bekanntlech eis Entwécklungspolitik. Mir kënne stolz sinn, souwuel um europäesche wéi um weltwäiten Niveau, ënnert den éischte Pays donateurs ze leien. Mir sollen d'Roll vum gudde Schüler notzen an eng Virbildfunktioun hunn.

Ënner Lëtzebuerger Présidence 2005 hate sech d'EU-Memberlänner engagéiert, bis 2015 hiren Entwécklungsbäitrag schrëttweis op 0,7% vum RNB eropzeschrauwen. Dëst Zil ass awer nach laang net erreecht. A mir kommen zesummen an der Moyenne op knapp 0,42%. Hätten all d'Länner hiert Verspriechen awer agehalen, wieren 2011 iwwer 15 Milliarde fir d'Aarmutsbekämpfung zesummekomm. D'Kris huet awer e Stréck duerch d'Rechnung gemaach an déi national Budgete si massiv gekierzt ginn, an eelef europäesche Länner hunn hiren Undeel no ënnen ugepasst. Am Verglach zum leschte Joer goufen europawäit 490 Milliounen Euro manner investéiert.

Selbstverständlech ass et berechtegt, sech d'Fro ze stellen, ob déi Suen net léiwer sollten heiheem investéiert ginn. A verschidde Populiste maachen dat och ganz gären a maache sech eng Freed, fir esou Diskussiounen hei ze hunn, fir ze soen: „Kuckt hei, wéi wéineg de Leit gehollef gëtt, an da gi se de Leit wäit an deenen anere Länner hëllefen. Ass dat dote richteg?"

Jo, Här President, et ass inakzeptabel op de Käschte vun deene Schwächsten ze spueren. Mir solle wëssen, wat mer hunn, a mir sollen eis eng Kéier bewosst sinn, wat déi aner net hunn. Eis Solidaritéitsbedeelegung muss weider assuréiert ginn. An deem Sënn soll eis Kooperatiounspolitik och wegweisend si fir de Rescht vun der EU. Mir sinn als klengt Land an aussepolitesche Froen op d'EU ugewisen.

A wa mir wëllen, dass d'EU hiren Ambitioune vum globalen Acteur gerecht gëtt, dann ass et eis Aufgab, innerhalb vun de Memberlänner e Konsens a puncto Solidaritéitsbäitrag ze verschafen. Mir sinn der Meenung, datt een déi international Solidaritéit net soll ausspille géint déi Solidaritéit, déi mer mussen heiheem praktizéiere vis-à-vis vun de Leit, déi bei eis schlecht dru sinn. Déi zwou Dimensioune schléisse sech net géigesäiteg aus, mä si gehéieren zu enger an där nämlechter Démarche.

Här President, genuch iwwert d'Quantitéit vun eiser Entwécklungshëllef geschwat. Fir datt sech och do agesat gëtt, wou se am meeschte gebraucht gëtt an am meeschte Friichten dréit, sinn och e puer Wierder zur Qualitéit ubruecht.

Wéi et schonn d'Debatt vum leschte Joer ugekënnegt hat, ass d'Cohérence des politiques eng vun deene gréissten Erausfuerderungen. Hei geet et drëms, dass d'Kooperatiounspolitik net duerch aner national Politike beaträchtegt gëtt. Et geet och net duer, datt d'Politike vun deenen eenzelne Ministèren ënner sech kohärent sinn, déi Politike mussen och kohärent si mat den Objektiver vun der Aarmutsbekämpfung.

Fir d'Objectifs Millénaires du Développement (veuillez lire: Objectifs du Millénaire pour le Développement) ze erreechen, ginn d'Efforte vun engem eenzege Ministère net duer. Wat néideg ass, si gemeinsam a koordinéiert Efforte vun all de Ministèren. Och si musse beim Ausféiere vun hire Politiken d'Entwécklungsobjektiver virun Ae behalen, esou datt sech hir Projeten net als kontradiktoresch oder schiedegend fir d'Kooperatiounsprojeten erausstellen. Et geet hei net nëmmen ëm eng méi effizient Emsetzung, mä och ëm eng moralesch an ethesch Verflichtung.

Dëser Erausfuerderung huet sech eist neit Kooperatiounsgesetz och ugepasst, an de Comité interministériel huet a sengen Attributiounen d'Cohérence des politiques zougesprach kritt. Och am Rapport annuel ass elo eng Rubrik dëser Problematik gewidmet. Et ass sécherlech e grousse Schratt no vir.

Mä d'Lecture vum Joresbericht gëtt mer do net genuch Opschloss. Niewent engem Opziele vun den Ordres du jour hunn ech eng Analys an d'Evaluatioun vun de Situatioune vermësst.

Eng Fro, Madame Ministesch: Wier et net gutt, wann de Comité interministériel a senge Kompetenzen en Avis iwwert d'Kohärenze kéint ginn? Awer Propositiounen och maachen; well en Avis ass gutt, Propositioune wiere vläicht och net schlecht. A wie mécht d'Arbitragen an deem Comité interministériel, am Fall, wou et zu enger ënnerschiddlecher Ausleeung kéim am Bezuch op d'Kohärenz?

Datt um lëtzebuergeschen Niveau nach Besserunge kënne stattfannen, deit de Barometer 2012 vum Cercle de coopération un. D'Zivilgesellschaft huet duerch dat neit Reglement d'Méiglechkeet kritt, de Comité a puncto Inkohärenz kënnen ze saiséieren. Et ass net ointeressant hir Analys méi genau ënnert d'Lupp ze huelen, well de Bilan fält net nëmme positiv aus.

Esou zum Beispill am Domän vun der Klimapolitik. Lëtzebuerg hält seng Engagementer zum Kyoto-Protokoll mam Akaf vun auslänneschen Emissiounsrechter. An am nämlechte Moment schéckt eis Regierung awer Millioune vun Euroen an Entwécklungslänner, fir hire Kampf géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen. Eng Kontributioun kéint d'Klimabank sinn, op déi d'DP schonn higewisen huet, hei am Land eng Klimabank ze schafen, nom Motto: „think global, act global" (veuillez lire: „think global, act local").

Duerch d'Albausanéierung vu Wunnengen an öffentleche Gebaier kéint d'Energieeffizienz vum Land bis zu engem Drëttel verbessert ginn. Déi oft deier Sanéierungen an Investitiounen an erneierbar Energië géifen iwwert zënsgënschteg Kreditter vun der Klimabank finanzéiert ginn. Dovunner profitéiert da jiddwereen: de Stat kann eng besser CO_2-Bilanz virweisen; d'Energiekäschte vun de Stied ginn erof an d'Handwierker kréien nei Opträg.

Här President, d'Kohärenz vun eise Politiken zur Kooperatiounspolitik ass mëttlerweil och eng legal Verflichtung. D'EU huet am Traité vu Lissabon dëse Prinzip am Artikel 208 festgehalen. Och d'EU muss bei hire Politiken d'Objektiver vun der Entwécklungskooperatioun respektéieren. Hir Innen- an Aussepolitiken dierfen d'Drëttweltlänner op kee Fall an hirer Entwécklung negativ beaflossen.

Dat meescht zitéiert Beispill, wat d'Problematik vläicht och am kloersten duerstellt, ass dat folgend: Et ass inadmissibel, datt een op där enger Säit d'Fëschquoten eropsetzt an de Leit dohannen hir Akommesquell ewechhëlt, an op där anerer Säit Entwécklungshëllef un déi aarbechtslos Fëscher schéckt.

Lëtzebuerg kann um EU-Niveau do zum Beispill eng Roll spillen, well mir an de Conseilssitzunge konstant vertruede sinn. Während eng Rei Kooperatiounsministeren duerch hir Absence am Conseil sécherlech näischt zur Kohärenz bäidroen, kann eis Vertriedung duerch hir Presenz op d'Kohärenz hischaffen.

An deem Kontext sinn ech frou, datt och eisen Europa-Deputéierten, de Charles Goerens, viru Kuerzem permanente Rapporteur fir d'„Policy Coherence for Development" ginn ass. All eis Efforte mussen drop histeieren, datt eis Engagementer schlussendlech net sënnlos an zwecklos waren. D'Zil besteet doranner, ze analyséieren, wéi eng Politikberäicher den Zilsetzunge vun der Entwécklungspolitik widerlafen, a wann de Constat gemaach gëtt, wien a wéi déi politesch Arbitragë musse gemaach ginn.

Här President, Effikassitéit ass ëmmer schonn an der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik groussgeschriwwe ginn. D'Bewäertung vun der OCDE duerch seng „peer reviews" an och intern Bewäertungen an der Kommissioun fale gutt aus. D'Experte si sech eens.

Et duerf awer net sinn, dass alles duerch en Netratifizéiere vun enger Initiativ schlechtgeschwat gëtt. Hei geet et ëm d'„International Aid Transparency Initiative", déi Lëtzebuerg op déi 40. Plaz a puncto Transparenz vun der Hëllef positionéiert. Dëser Initiativ no sinn transparent Zuelen de Grondstee fir d'Effikassitéit vun der Hëllef. Et ass wichteg, dass och de Rescht vun der Welt iwwer einfach Zougréff op Zuelen, Suivien a Rapporten eis Aarbecht verfollege kann. Mir hunn näischt ze verstoppen.

An dësem Sënn invitéieren ech och d'Madame Ministesch gären, dës Initiativ ze ratifizéieren, soudass am Fong dee Ranking, dee mer méritéieren, och dee richtegen ass an dass och eis Efforten unerkannt ginn.

Här President, am Joer 2009 (veuillez lire: 2000) goufen am Kader vun de Vereenten Natiounen d'Objectifs Militaires du Développement (veuillez lire: d'Objectifs du Millénaire pour le développement) festgeluecht.

Dat éischt Objektiv ass, d'extrem Aarmut an den Honger ze bekämpfen. D'Zuel vun de Leit, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag liewen an déi un Honger leiden, soll bis 2015 halbéiert ginn. Déi Objektiver ginn a regelméissegen Ofstänn bestätegt. International Organisatiounen a Regierunge luewen d'Initiativ ëmmer nees a spriechen hir voll Ënnerstëtzung aus. De Wee ass ageschloen, mä d'Wirtschaftskris wäert viraussiichtlech weider 64 Milliounen Leit an d'extrem Aarmut féieren.

Iessen ass e Recht, en universaalt Recht. Et ass un der Zäit, eis Aart a Weis, wéi mer ubauen, wéi mer deelen a wéi mer konsuméieren ze iwwerdenken. Wa richteg gehandelt gëtt, kann d'Objektiv Nummer 1 erreecht ginn. Wa richteg gehandelt gëtt, kënnen d'Landwirtschaft, d'Fëscherei an d'Forstwirtschaft derfir suergen, dass nohalteg entwéckelt gëtt an dass déi alarmant Previsiounen net Wierklechkeet ginn. Wa mir wéi bis elo weiderfueren, si bis 2015 zwou Milliarden hongreg Leit méi op der Welt.

Dobäi spillen de Liewensmëttelsecteur an d'Landwirtschaft eng zentral Roll. Et besteet e Paradox doranner, dass 80% vun den Ënnerernierten um Land liewen. Et ass d'Konsequenz vun der Marginalisatioun an der Ausgrenzung vusäite vu politeschen, finanziellen a wirtschaftlechen Eliten, déi an de Stied wunnen.

Vun den 1,3 Milliarde Baueren op der Welt verfügen 28 Milliounen, dat heescht 2% iwwer en Trakter; 250 Milliounen - dat si bal 20% - iwwer Aarbechtsdéieren. Dat bedeit also, dass eng Milliard Bauere mat Spuert a mat Machetë schaffen. D'Hëllef un den Agrarsecteur ass awer drastesch erofgaangen. Tëschent '80 an 2004 ass den Undeel vun öffentlecher Hand an deem Domän vun 18 op 4% gefall. 45% vun der Weltbevölkerung liewen direkt oder indirekt vun der Hierstellung vu Liewensmëttelen. Et geet hei net nëmmen drëms, genuch ze iessen ze hunn, mä haaptsächlech ëm d'Recht, d'Méiglechkeeten ze hunn, Liewensmëttel hierzestellen a vun dësen Aktivitéiten dezent kënnen ze liewen.

An deem Sënn ënnerstëtze mir d'Initiativ vun de Vereenten Natiounen, en Aarbechtsgrupp ze schafen, dee sech zur Aufgab mécht, en Deklaratiounsprojet fir d'Rechter vun de Baueren an

de Leit, déi an de ländlechen Zone liewen, auszeschaffen.

Et besteet eng Noutwendegkeet, en neit an internationaalt juristescht Instrument an d'Liewen ze ruffen, wat de Baueren hir Rechter ënner anerem a puncto Saatgut, Accès zu Land an Informatioun garantéiere soll. Déi éischt Aarbechtsgruppe wäerten 2013 zesummekommen an drop hischaffen, an e puer Joer där Assemblée générale vun de Vereenten Natiounen e fäerdege Projet virzestellen. Ech gleewen och drun, dass Lëtzebuerg hei vill kann derzou bäidroen.

Här President, mir hunn eis d'Objectifs Militaires du Développement (veuillez lire: d'Objectifs du Millénaire pour le développement) zum Zil ginn, mä et geet awer och drëms, méi wéi just Symptomer unzegoen: Et geet drëms, Ursaachen ze bekämpfen.

Dass déi international Approchen an den 90er Joren net déi richteg waren, kënne mer un der Situatioun an den Entwécklungslänner moossen. Alles dem fräie Maart ze iwwerloossen, war d'Realitéit um Terrain ze ignoréieren. Och bei eis huet d'öffentlech Hand missen agräifen, fir déi schlëmmste Konsequenze vun enger Finanz- a Wirtschaftskris ze verhënneren. Eis Politik passt sech och ëmmer nees un déi nei Parameteren un. D'Aide humanitaire d'urgence ass an eisem Gesetz zréckzefannen, a mir fannen dat och wichteg. Dass d'ONGen an der Entwécklungspolitik en onëmgänglechen Acteur a Partner fir eis Regierung sinn, huet sech am Laf vun deene leschte Joren ëmmer nees bewisen. Et fléissen 20% vun eiser Hëllef iwwert d'ONGen.

Här President, wéi gesot ass Lëtzebuerg e Musterschüler, wat d'Envergure vun der Hëllef ubelaangt. Da loosst eis och déi Éischt an der Qualitéit vun der Hëllef sinn! Eist Land huet déi richteg Viraussetzungen, fir och an deem Punkt ganz vir op der Lëscht ze sinn.

Et bleiwen eis genau dräi Joer an 81 Deeg bis 2015. Zesumme mat eisen europäesche Partner musse mir eisen Engagementer trei bleiwen an op d'ODM hischaffen.

A menger Ried hunn ech vill Zuele benotzt. Dës Zuele sollen eis hëllefen, eis d'Ausmooss vum Problem virzestellen. Ze dacks soen eis awer dës Zuelen net vill. All sechs Sekonnen erhéngert e Kand. Dat seet sech einfach esou. Och Biller ginn un eis laanscht. Dat Indifferenz oder Gläichgültegkeet ze nennen, wier vläicht falsch. Mä ze oft vergiesse mir d'Realitéit, déi eis ëmgëtt.

Duerfir ënnerstëtze mir och all Éducatiounscampagne an deem Beräich. Dem Rapport no sinn 2,3 Milliounen Euro u Sensibilisatiounsprojete gaangen, dat sinn 0,8% vum Gesamtbudget vun der Kooperatioun, déi indispensabel sinn, fir d'Entwécklungshëllef ze justifiéieren. Am Prinzip mussen d'Mëttelen esou agesat ginn, dass d'Informatiounen an der Öffentlechkeet ukommen. Déi 2,3 Millioune sinn en appréciabele Bäitrag, obwuel verschidden ONGe sech méi erwaart haten.

Ech wëll, Här President, zum Schluss wierklech soen, dass mer frou sinn, an ech hoffen och, dass déi nächst Riedner e sereinen Débat iwwert d'Kooperatiounspolitik wäerten halen.

Ech soen et nach eng Kéier: A Krisenzäiten ass et ganz einfach, op d'Kooperatiounspolitik ze klappen. Et ass ganz einfach dat, wat ech virdru gesot hunn, populistesch Téin ze hunn an ze soen: „Firwat solle mer deenen hëllefen, wann eis Leit dat och kéinte gebrauchen?"

Mir sollen ni vergiessen, dass 1945 e Land eis hëllefe komm ass, dat kee Lien mat eis hat. Mir hu regelméisseg Hëllef kritt, och vu baussen. A wa mer haut dat sinn, wat mer sinn, wa mer haut do stinn, wou mer sinn, da solle mer ni vergiessen awer och, vu wou mer kommen, an dass mer och op Hëllef vu baussen heiansdo ugewise waren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, chères Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et représentants de nos pays partenaires, léif Frënn, Vertriederinnen a Vertrieder vun den ONGen, an och léif Kolleeginnen a Kolleegen!

Ech wollt direkt ufänke mat engem Thema, wat dëst Joer eis intensiv beschäftegt huet op den Assisen a wat do flott presentéiert an och diskutéiert ginn ass, zwar dat vun der Insécurité alimentaire. En Thema, wat net nëmme wéi gesot op den Assisë beschwat ginn ass, mä wat an deene leschte Méint am Fokus vun der internationaler Aktualitéit war a wat besonnesch och menger Fraktioun, der LSAP-Fraktioun, um Häerz läit.

An ech sinn och frou, Madame Minister, dass Dir an Ärer Interventioun genau och dorobber agaange sidd an och gesot hutt, wou Lëtzebuerg konkret bilateral a multilateral hëlleft.

Am leschte Rapport vun der UNO iwwert d'Objectifs du Millénaire pour le développement ass vill Rieds gaange vu Progrèsen, déi gemaach gi sinn, zum Beispill, wat d'Reduktioun vun der extremer Aarmut ubelaangt oder den Accès zum Drénkwaasser, fir nëmmen déi ze nennen.

Mä et gëtt awer natierlech déi Beräicher, an deenen d'Fortschrëtter éischter schwaach waren, an een dovunner betrëfft d'Zuel ebe vun de Mënschen, déi Honger leiden. An do si mer da bei der Insécurité alimentaire. D'Zil war et jo, tëschent 1990 an 2015 d'Proportioun vun de Mënschen, déi ënner Honger leiden oder ënnererniert sinn, op d'Halschent erofzedrécken.

Am Rapport „The State of Food Insecurity in the World", dee virgëschter offiziell vun der Organisatioun fir Ernährung a Landwirtschaft, der FAO, an awer och dem Internationale Fong fir landwirtschaftlech Entwécklung, dem IRAD (veuillez lire: IFAD) an dem World Food Programme publizéiert goufen, steet dran, dass dëst Zil awer nach kéint erreecht ginn, ënnert der Konditioun allerdéngs, dass d'Efforten an deenen nächsten dräi Joer redoubléiert ginn.

De Kampf géint d'Ënnerernährung huet also zu konkrete Resultater gefouert, dat awer virun allem virun der Liewensmëttelkris vun 2007, 2008. 870 Millioune Mënschen op der Welt, dovunner 850 Milliounen an den Entwécklungslänner sinn no dësen neisten Zuelen ënnerernärt. Prozentual gouf et an allen Deeler vun der Welt Progrèsë säit der Referenzperiod vun 1990. Mä wann een déi absolut Zuele kuckt, da stellt ee virun allem eng permanent Verschlechterung vun der Situatioun am subsahareschen Afrika fest.

Eent vun de wesentleche Problemer an de leschte Joren ass natierlech d'Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser. Déi sinn no der Liewensmëttelkris 2008 zwar staark erëm erofgaangen, mä duerno, vun 2010 un, si se erëm rasant geklomm. Den FAO Food Price Index - an hei goufen déi neisten Zuelen an der leschter Woch publizéiert - geet weider an d'Luucht an ass net méi wäit ewech vu senger Rekordvaleur vun Ufank 2011.

Besonnesch kleng Länner, déi staark vu Liewensmëttelimporter ofhängeg sinn, si betraff vun dësen Haussen. An deene Länner ass et virun allem d'Landbevölkerung, Klengbaueren a Fëscher, déi sech keng Liewensmëttel leeschte kënnen. Dat heescht - an ech fannen, dat ass jo grad dat Perverst drun -, dass grad déi Leit, déi Liewensmëttel produzéieren, net méi d'Moyenen hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Zum Deel well hir Produktiounsmethoden natierlech net déi modernste sinn, an awer och virun allem, well si iwwer ganz kleng a wéineg Terraine verfügen. Déi Progrèsen, déi op enger Säit beim Akommeszil gemaach goufen, ginn esou zumindest fir verschidde Bevölkerungsdeeler duerch d'Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser erëm kompromittéiert.

Et besteet also kloer Handlungsbedarf an dësem Beräich, an dat ëmsou méi, well eng adequat Ernährung, an dat hunn och Virriedner gesot, net nëmmen e primäert Bedierfnis ass, mä virun allem e Mënscherecht.

Verschidden Usazpunkte fënnt een an deem ganz interessante Barometer vun der Cohérence des politiques, deen de Cercle des ONG jo presentéiert huet an och bei eis an der Kommissioun virgestallt huet. An do denke mer zum Beispill un d'Agrocarburanten. Mir sinn eis all eens, dass si net dierfen an direkter Konkurrenz zur Liewensmëttelproduktioun stoen. Dat ass awer am Moment net ëmmer de Fall. Et ass allgemeng unerkannt, dass d'Augmentatioun vun der Produktioun vun Ethanol an den USA d'Präisser vu Mais a Weess no uewe gedréckt huet. An den USA zum Beispill landen ongeféier 40% vun der Maisproduktioun am Tank, a vergiesse mer net, dass d'USA dee gréisste Maisproduzent op der Welt ass.

Haut wësse mer, dass d'Ëmweltbilanz vun den Agrocarburanten net esou gutt ass, wéi dat am Ufank ugeholl ginn ass. Eng rezent Etüd vum Schwäizer Fuerschungsinstitut EMPA seet, dass zwar vill Biocarburanten eng gutt CO_2-Bilanz opweises hunn, mä dofir awer zu aneren Ëmweltbelaaschtunge féieren. Schonn eleng de Fait, dass mer net méi vu grénge Carburanten oder Biocarburantë schwätzen, mä vun Agrocarburanten, weist schonn, dass glécklecherweis e Mentalitéitswiessel…

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.-…stattfonnt huet.

Agrocarburantë sinn nëmmen akzeptabel, wa se strengen Nohaltegkeetskritären entspriechen a wa séchergestallt ass, dass se och tatsächlech d'Emissioun vun Zäregase reduzéieren.

D'Europäesch Kommissioun ass schonn amgaangen, e Schwenk an dëser Fro ze vollzéien. Esou soll den Undeel vun den Agrocarburanten aus Nahrungsplanzen am Verkéierssecteur op 5% limitéiert ginn. An et ass och eng Propositioun vun der Kommissioun ënnerwee, déi soll d'nächst Woch virgestallt ginn, fir méi streng Regele fir d'Nohaltegkeet vu Biocarburanten ze erreechen. Den nächste Mëttwoch gëtt déi zu Bréissel virgestallt.

D'Experienz mat den Agrocarburantë weist awer, dass mer an Zukunft - mengen ech - vill besser iwwert d'Konsequenze vun esou Innovatiounen nodenke mussen. Esou oder esou, d'Diskussioun iwwert d'Agrocarburanten op europäeschem Niveau ass wichteg a wäert, wéi gesot, an der nächster Woch relancéiert ginn.

En anere Volet, deen awer och - mengen ech - genausou wichteg ass, ass dee vun der Spekulatioun mat Liewensmëttel, an domadder och méi allgemeng de Rôle vun de Finanzmäert. D'Finanzwelt huet an de leschte Jore fir vill Duerjerneen op der Welt gesuergt - ech brauch Iech do kee Bild ze molen -, an dat betrëfft méi oder manner direkt och d'Entwécklungslänner. D'Finanzwelt ass um Ursprung vun der ekonomescher Kris, vun der Eurokris, och vun der Scholdekris, an där mer eis haut befannen. An et gëtt monter weider spekuléiert géint Länner, déi schonn um Buedem leien.

D'Problemer an Europa si mëttlerweil esou grouss, dass vill Länner nëmme mat sech selwer beschäftegt sinn. D'APD - d'Aide publique au développement - an den OECD-Länner ass deemno 2011 erofgaangen. A Länner wéi Griichenland a Spuenien, där hiren Apport ëm 39 bezéiungsweis 33% erofgaangen ass, ass dat vläicht verständlech. Aner Länner, déi awer manner vun der Kris betraff sinn, profitéiere just vun der Situatioun, fir hir APD erofzesetzen. An duerfir, zum Gléck, maache mir dat hei net an halen un deem Zil fest. Ech mengen, d'Madame huet et erklärt, ech brauch do net nach drun ze erënneren.

D'Finanzspekulatioun op Liewensmëttel trëfft d'Entwécklungslänner och méi an direkter Form, besonnesch dann, wa se sech net selwer versuerge kënnen an ebe Liewensmëttel mussen importéieren. Et kann ee wuel verstoen, dass d'Termingeschäfter wichteg sinn, wa Keefer a Verkeefer sech ofséchere wëlle géint Präisrisiken. Och kéint ee verstoen, dass d'Mäert an d'Bourssen hir Bedeitung hunn, well hei Offer an Demande openeestoussen an doduerch d'Präisbildung geschitt. Mä mir kënnen a mir däerfen awer net nokucken, wa Spekulanten um Misär vun deenen anere verdéngen, andeems se op der Entwécklung vun de Liewensmëttelpräisser spekuléieren, ouni dass se déi Liewensmëttel physesch besëtzen, also ouni Bezuch zu där reeller Welt.

Wann de Spekulant „long" op engem Rohstoff ass, dat heescht, wann drop gewett gëtt, dass dee Produit an d'Luucht geet, da verdéngt en, wann de Präis eropgeet, während gläichzäiteg an den Entwécklungslänner d'Mënsche sech d'Liewensmëttel net méi leeschte kënnen an Honger leide mussen.

Iwwert den Afloss vun der Finanzspekulatioun op d'Liewensmëttel ass scho vill gestridde ginn. Kloer ass awer ewell, dass et do en Afloss gëtt. De Fait, dass mëttlerweil de physeschen Handel nëmmen e klenge Bestanddeel vum gesamten Handel mat Rohstoffer ausmécht, féiert dozou, dass d'Offer an d'Nofro vum physesche Produit oder déi reell Lagerbestänn u Bedeitung verléieren. Wat spillt, sinn dann d'Erwaardunge vun den Investisseuren. An déi féieren erëm zur Iwwerdreiwung, zur erhéichter Volatilitéit, zu Spekulatiounsblosen, déi an dësem Fall vill Misär produzéieren.

Och wann eise Premierminister esou Praktiken als kriminell bezeechent - an dat kann een an der Préface, déi hie geschriwwen huet am Jean Feyder sengem formidabele Buch mam Titel „Mordshunger" noliesen -, sou muss een dach soen, dass déi Praktiken net illegal sinn, also net géint bestehend Gesetzer verstoussen. Duerfir ass et also wierklech kloer, dass d'Finanzmarchéën och an dësem Beräich méi staark reguléiert musse ginn.

An d'Méiglechkeet, déi ass am Ableck och do duerch d'Reform vun der MiFID-Direktiv, déi elo grad voll amgaangen ass zu Bréissel. Virun zwou Wochen huet d'Commission des Affaires économiques et monétaires vum Europaparlament iwwert den Text ofgestëmmt. Och wann déi proposéiert Modifikatiounen d'Erwaardunge vun den ONGen net ganz erfëlle konnten, sou muss een a kann een awer feststellen, dass se Fortschrëtter bréngen, zum Beispill, andeems Positiounslimitë fir den Handel mat Rohstoffderivaten agefouert ginn oder andeems den Héichfrequenzhandel ageschränkt gëtt.

Am Sënn vun der Cohérence des politiques hoffe mer, dass d'Lëtzebuerger Regierung bei de Verhandlungen am Conseil net nëmmen d'Intérêtë vun eiser Finanzindustrie am A huet, mä och déi vun de Mënschen, déi ënnert der Spekulatioun ze leiden hunn.

E weidert Element am Kampf géint den Honger kann doranner bestoen, erëm méi an d'Landwirtschaft an eise Partnerlänner ze investéieren. Dat huet mäi Virriedner och ugeschnidden. E Problem ass et, dass e staarken Drock op den Entwécklungslänner läit, fir hir Marchéën opzemaachen. Derbäi kënnt, dass den Undeel vun der APD, déi an d'Landwirtschaft geet, säit den 80er Jore staark erofgaangen ass - an ech widderhuelen dat, well et awer eng wichteg Zuel ass -, vun 20 op 5%.

Hautzudags geet dës Tendenz erëm an déi aner Richtung. D'Fuerderung no méi Mëttel fir Landwirtschaft gëtt ëmmer méi vehement an ëmmer méi vu méi Experten ausgedréckt. Am leschte Rapport vun der FAO, deen ech hei schonn zitéiert hunn, gëtt festgehalen, dass d'Croissance agricole e besonnesch effikassen Outil ass am Kampf géint den Honger an d'Ënnerernährung.

Och op den Assisë vun der Kooperatioun ass, wéi gesot, vu villen Intervenanten eng Stäerkung vun de Mëttele fir d'Agrikultur gefuerdert ginn. Dat wësse mer, mä mir wëssen awer och, dass mer an eise Programmer PICen hunn. Mir musse jo och eng Prévisibilitéit hunn, wat mer maachen. Mir kënnen net vun haut op muer soen, elo gëtt direkt alles op d'Landwirtschaft ëmgeschloen. Ech mengen, mir mussen am Kapp behalen, dass dat eppes ganz Wichteges ass an dass an den nächste Joren, wann un neie PICe geschafft gëtt, wann un neie Programmer geschafft gëtt, mer do musse kucken, dass deene Gedanken, déi bei den Assisë geféiert gi sinn an déi ech elo ausgeféiert hunn, och Rechnung gedroe gëtt.

Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Traditioun, all Joers hei an der Chamber deen Débat iwwert d'Kooperatiounspolitik, also d'Entwécklungszesummenaarbecht ze hunn. Dat ass wichteg, well et schliesslech och ëm 1% vun eisem RNB geet, mä well et, an dat huet d'Madame Ministesch gesot, och ëm d'Solidaritéit geet, d'Solidaritéit zwëschent dem Norden an dem Süde vun der Welt, d'Solidaritéit zwësche Räichen an Aarmen.

An duerfir wollt ech Iech Merci soen, Madame Minister, net nëmme fir Är formidabel Ried vun haut, mä och fir de Rapport. An doranner, an dee Merci schléissen ech natierlech och all Är Kollaborateuren am Ministère, de Responsabele vu Lux-Development, d'Leit aus den ONGen, déi Professionell, déi do schaffen, awer och déi vill Bénévolen. Also, ech schléisse mech all deene Mercien un, déi Dir och ausgeschwat hutt.

Ech wollt awer drun erënneren, dass den alljährlechen Débat hei net déi eenzeg Kéier ass, wou mir hei als Chamber eis mat deem Thema Entwécklungshëllef befaassen. Mir schaffe ganz vill op deem Thema, a besonnesch an der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och d'Kooperatioun an hirem Einzugsgebitt huet, wann ech dat esou däerf nennen. Ënnert der Presidentschaft vum Ben Fayot hu mir wierklech an deene leschten zwielef Méint, an duerfir wëll ech dat hei awer ënnersträichen, oft, oft iwwer Theme geschwat, an, Madame Minister, Dir waart oft present, an dat hei ass also keng Alibiveranstaltung: Mir schaffe vill an deem.

Ech wëll da soen, dëst Joer hu mer um neie Gesetz geschafft, Dir hutt et erwähnt, an do hate mer, mengen ech, eng gutt parlamentaresch Aarbecht geleescht. Mir hu gutt mat Iech zesummegeschafft, mir konnten dat Gesetz amendéieren, mir konnten op verschidde Saachen agoen. An och d'Règlements grand-ducaux hutt Der erwähnt, Dir sidd eis se an d'Kommissioun virstelle komm, Dir hutt se diskutéiert mat den ONGen. Ech mengen, dat war eng gutt Zesummenaarbecht, dofir wollt ech Iech och Merci soen.

Mir hunn an där Kommissioun awer och vill Invités de marque empfaangen, déi Dir empfaangen hutt um Ministère a wou Dir eis dann de Kontakt gemaach hutt. An ech mengen, dat ass och wichteg. Mir haten d'Kommissärin fir d'Aide humanitaire vun der Europäescher Kommissioun, d'Madame Georgieva empfaangen, mir haten den Dokter Babatunde Osotimehin, dat ass den Directeur exécutif vun der UNFPA, dem United Nations Population Fund, mir haten d'Experte vum CAD do, mir haten den Här Olivier De Schutter do, dee Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ass. An ech mengen, dat ass wichteg, a mir haten do flott Diskussiounen.

Mir maachen natierlech als Chamberskommissioun keng Pressekonferenzen. Ech hoffen, dass déi Aarbecht awer no bausse kënnt an och bei den ONGen ukënnt, well mir hu jo eis Procèsverbaux vun de Kommissiounssëtzungen, déi um Internet accessibel sinn, an eise Service „Relations publiques" hëlt jo och un deene Sëtzungen deel a mécht e Résumé um Internetsite. Ech mengen, do kann een noliesen, wat mer do wierklech och fir interessant Diskussiounen haten.

Niewent deenen Aarbechten an Entrevueën... an iwwregens, Madame Minister, Busan, wat Der do virun dem Forum an duerno... all déi Saachen hu mer diskutéiert. Niewent deenen Aarbechten an Entrevueë beschäftege mer eis och vill mat deenen europäeschen Texter, déi vu Bréissel kommen. Dir wësst, mir hunn zwee Kommissären, zwou Direktiounen do, déi ganz aktiv sinn an déi och vill Iwwerleeunge maachen, an do ass et och wichteg, dass mer déi analyséieren.

An duerfir wollt ech awer dem Cercle des ONG och Merci soen, dass se eis dat äusserst wäertvollt Dokument hei geschéckt hunn: „Pleins feux sur la cohérence des politiques au service du développement". Dat kënnt nämlech vun hirer Mammenorganisatioun, vu Concorde, dat ass den Dagverband vun all den ONGen. An ech mengen, dat ass och en immens interessant Dokument, mat deem mer schaffe kënnen, wa mer déi europäesch Texter do uginn.

Dir hutt, Madame Minister, gesot, dass mer d'nächst Joer am Rapport - ech hunn dat gelies am Barometer vun den ONGen hirem Rapport an Ärer Préface -, dass mer d'nächst Joer dann och, wéi dat am Gesetz steet, am Artikel 6, niewent dem Rapport iwwert d'Kooperatiounspolitik, och eng flott Analys kréien iwwert de Comité interministériel, also iwwert d'Cohérence des politiques zu Lëtzebuerg. Doriwwer wäerte mer eis freeën. Et ass elo scho vill Informatioun um Internet ze liesen. Ech hoffen, dass duerch dat neit Gesetz an duerch déi zwee Artikelen do déi Aarbecht nach intensivéiert gëtt an dass mer do nach eng richteg Analys, eng kritesch Analys kënnen iwwert d'Cohérence des politiques och an Ärem Rapport fannen.

Ech hunn déi europäesch Texter ugeschwat, déi mer diskutéiert hunn, an ech wollt do op zwee Texter agoen. Dat war een, deen heescht: „Commerce, croissance et développement. Ajuster la politique commerciale et d'investissement aux pays qui ont le plus besoin d'aide". Et geet an deem Dokument doriwwer, dass de Wuesstum duerch Handel en zentrale Bestanddeel vun enger zäitgeméisser EU-Entwécklungsagenda ass. An d'EU-Kommissioun seet do, dass Handels- an Entwécklungsinstrumenter esou matenee verzahnt musse ginn, dass et weltwäit zu enger Diminutioun vun der Aarmut kënnt. D'Handelscapacitéite vun den Entwécklungslänner solle gestäerkt ginn, esou soll den Handel zu engem feste Bestanddeel gi vun der Entwécklungspolitik.

An duerfir wëllt d'Europäesch Unioun - an dat ass ee Punkt, deen ech an där Kommunikatioun gutt fonnt hunn, anerer si méi kritesch ze gesinn -, wat do gutt war, dass d'EU wëllt an deem Kontext besser differenzéieren tëschent eenzelnen Entwécklungslänner, fir sécherzestellen, dass si deenen Äermsten am meeschten hëlleft. Interessant an dëser Kommunikatioun ass net nëmmen d'Diskussioun vun Zollsätz an d'Öffnung vun de Mäert - dorobber wëll ech elo net agoen, do mengen ech, dat sinn Themen, wou mer nach an Zukunft musse ganz kritesch driwwer diskutéieren -, si soen, an dat ass e bëssen... do muss een oppassen, si soen, dass mer niewent deenen net-tarifären Themen déi aner Theme mussen uschwätzen, wéi d'Norme vun de Produkter, d'Rechter, d'Propriété intellectuelle an esou weider an esou fort, d'Qualitéit vun de Produiten.

An do muss een awer oppassen, an do si mir als LSAP der Meenung, dass ee muss de Länner d'Souveränitéit loossen, ze décidéieren, wéi eng Form vun Agrikultur se wëllen, an dass ee muss ëmmer bedenken, dass mer grad an deem Domän déi kleng Bauere musse schützen, net dass déi do leiden ënnert deene groussen, risege Baueren...

Une voix.- Konzerner.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Konzerner. Voilà, Merci fir d'Wuert, fir d'Hëllef. Dat ass also en Thema, mengen ech, wou mer eis mussen domadder beschäftegen, well d'EU ass wierklech op enger Säit e Virreider och an der Handelsënnerstëtzung fir d'Entwécklungslänner. Mir importéiere méi Gidder aus Entwécklungslänner wéi all aner Mäert. 70% vun all den Agrarimporter an der EU stamen aus Entwécklungslänner.

Duerfir nach eng Kéier den Appel, d'Landwirtschaft an der Politique de coopération net ze vernoléissegen, net nëmmen, wat mat der Bekämpfung vum Honger ze dinn huet, mä och d'Entwécklung vum Handel. Mä, wéi gesot, mat deem Gedanken am Hannerkapp, dass mer mussen oppassen, dass d'Länner souverän bleiwe bei der Bestëmmung vun hirer Politik an déi kleng Bauere schützen.

D'EU-Kommissioun huet och e ganz interessant Dokument den 20. August virgestallt - an de Marcel Oberweis wäert dat d'nächst Woch an der Kommissioun résuméieren, mä ech wollt et ervirsträichen -, do geet et ëm d'Protection sociale dans la coopération au développement de l'Union européenne.

Also de Sozialschutz vu Mënschen ass bei eis eng Selbstverständlechkeet, a mir vun der LSAP-Fraktioun, mir sinn och iwwerzeegt, dass d'Protection sociale an den Entwécklungslänner, grad och wéi bei eis, ka bei der Minderung vun Aarmut a Vulnérabilitéit eng entscheedend Roll spillen. Duerch méi sozial Gerechtegkeet, zum Beispill duerch Transferts sociaux an e besseren Accès zu grondleeënde Sozialdéngschter, an duerch de Schutz vum Risiko kann d'Protection sociale Aarmutsminderung bréngen. An ech mengen, dat ass och en Thema, wou mer eis mussen domadder beschäftegen.

Eng drëtt - ech muss elo méi séier schwätzen, well soss ginn ech net fäerdeg - ass eng iwwert d'Budgetshëllef, eng Kommunikatioun „La future approche de l'appui budgétaire" vun der Unioun „en faveur des pays tiers". Dat ass, mengen ech, eppes Wichteges an do gëtt gesot, dass bei der Budgetshëllef natierlech de politeschen Dialog ganz wichteg ass tëschent der EU an de Partnerlänner, d'Evaluatioun vun de Performancen an de Kader vun de Capacitéiten. An do gëtt dann eng Vertragspartnerschaft virgestallt, wou kann e Contrat de bonne gouvernance et de développement ofgeschloss gi mat Länner, a wou gekuckt gëtt, ob déi Länner d'Engagementer vun de Grondrechter anhalen, d'bonne Gouvernance an esou weider. Wann dat net de Fall ass, da kann een och sektoriell Partnerschaften ofschléissen, a fir déi ganz fragile State gëtt ee Contrat relatif à la construction de l'État virgesinn. Ech mengen, dat sinn och nach... wär et interessant ze wëssen, wéi mir als Lëtzebuerg zu där Kommunikatioun stinn a wéi mir eis do positionéiere wäerten.

Dann, well ech bei der Aide budgétaire war, ganz kuerz zum Cap-Vert. Ech mengen, dat ass e wichtegt Partnerland vun eis; mir hu virdru scho vill driwwer geschwat. Mir maachen zwee nei Accords bilatéraux, dee vun der Aide budgétaire sectorielle an dee vun der Kooperatioun vun de Services aéronautiques. Wat interessant ass, ech mengen, mir maachen do Aide budgétaire an ech hunn elo grad gesot, wann een Aide budgétaire mécht, muss dat Land fest Institutiounen hunn, eng bonne Gouvernance hunn.

Ech mengen, eleng de Fall, dass dëst Joer am Cap-Vert Wahle waren an e President ass vun enger anerer Couleur politique wéi d'Regierung, dat ass déi éischt Cohabitatioun, dat funktionéiert. Mir haten e puermol an deene leschten 20 Joer do demokratesch Wiesselen. Dat sinn d'Viraussetzungen, fir dass ee mat engem Land esou eng Partnerschaft kann agoen. An ech wär frou, wa mir do an deem Feld géife Konklusiounen aus eiser Zesummenaarbecht mat der Aide budgétaire maachen an do och weider goen.

Dann hunn ech um Site vum Cercle des ONG gelies, den Aid Transparency Index, do gëtt gesot, mir sinn als Lëtzebuerger Top 3, wat d'Quantitéit vun der APD ugeet, an ech zitéieren: «Le Luxembourg figure parmi les donateurs „faibles" en ce qui concerne la transparence (40e place parmi 72), principalement parce que le Luxembourg n'a pas signé la convention internationale IATI (International Aid Transparency Initiative) et n'a pas signé de „freedom of information act"».

Do wollt ech froen: Signéiere mer dat nach? Wéi hutt Dir mat Äre Mataarbechter dee Rapport do och gekuckt? Da kënne mer vläicht eng Kéier an der Kommissioun dorop agoen.

D'ONGen hunn eis net nëmmen iwwert de Barometer vun der Cohérence des politiques geschwat, mä och iwwert d'Éducation au développement. Ech mengen, do si Problemer mam Budget. Ech mengen, do wäerte mer och schonn eng Solutioun fannen. Ech wollt awer drun erënneren, dass d'Éducatiounsministesch virun zwee Deeg virgestallt huet, dass d'Éducation au développement durable - wat jo och Bestanddeel ass vun deem, wat d'ONGen hei gefuerdert hunn -, dass dat elo feste Bestanddeel gëtt vun eise Schoulprogrammer. Ech mengen, dat ass eng wichteg Saach. Domadder ass jo och schonn een Deel vun deem Budget opgedeckt (veuillez lire: ofgedeckt). Dat muss een do am Hannerkapp behalen.

Ech wollt ofschléissen, Här President, mat enger ganz perséinlecher Remarque, engem Thema, wat menger Meenung no net genuch an der internationaler Politik an och besonnesch vun den ONGen - an ech mengen, dat wäert wahrscheinlech seng Ursaachen hunn - ugeschwat gëtt, dat ass dat vun der Iwwerbevölkerung vun onsem Planéit.

D'Mënschheet ass säit 2011 op siwe Milliarde Mënschen ugewuess. Déi natierlech Ressourcen, vun deenen d'mënschlecht Liewen natierlech ofhänkt, stinn dergéint awer nëmme begrenzt zur Verfügung. Dat wësse mer all. D'Séisswaasser, Akerland, Bëscher ginn ëmmer méi opgebraucht an och ëmmer méi iwwerbenotzt, well ëmmer méi Mënsche versuergt musse ginn.

Mat dëser Problematik, mengen ech, musse mer eis an Zukunft vill méi ausenanersetzen, an ech wär frou, wann dat eent vun den Theme kéint ginn d'nächst Joer op den Assisen. Ech weess, dass mer als Lëtzebuerger Kooperatioun och deelweis iwwert de Secteur Santé a Santé maternelle do aktiv sinn, an där och transversaler Dimensioun, déi mer hunn, iwwert de Genre. Do maache mer och Aarbecht, wat Fraen ubelaangt, Informatioun an esou weider.

Mä ech wëll drun erënneren, dass een Drëttel - een Drëttel! - vum weltwäite Bevölkerungszuwachs op ongewollte Schwangerschafte berout. All Joer ginn an den Entwécklungslänner 75 Millioune Fraen ongewollt schwanger, virun allem well hinnen den Zougang zur Opklärung an den Zougang zur Verhütung feelen, an nëmme wa mer wëllen dat rasant Wuesse vun der Weltbevölkerung op der Welt an och besonnesch an den Entwécklungslänner reduzéieren, da kënne mer déi global Erausfuerderunge vu Ressourcësécherung a Klimawandel och an de Grëff kréien. Wa mer dee Bevölkerungswachstum net an de Grëff kréien, kënne mer all déi aner Saachen net an de Grëff kréien.

Duerfir, mengen ech, ass dat e wichtegt Thema, an ech wär frou, wa mer dat vläicht - et ass eng Propos vu mir a vun der LSAP - d'nächst Joer am Detail op den Assisë kéinten diskutéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an nach eng Kéier e grousse Merci fir all déi Leit, déi dagdeeglech um Terrain an der Entwécklungszesummenaarbecht täteg sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här Braz drun. Virdrun hat awer nach den Här Bausch d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Da kritt nach schnell den Här Bausch virum Här Braz d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun

*- d'Proposition de loi **6486** modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales*

déposéieren.

Merci.

M. le Président.- Sou, an elo kritt d'Wuert den Här Braz.

4. Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat)

Débat (suite)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Madame Ministerin, Dir hutt et rappeléiert, Lëtzebuerg huet 2011 ronn 1%, genee 0,97% vu sengem PIB an d'Aide publique au développement ginn. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dat. Mir ënnerstëtzen dat weiderhin a mir mengen och, dass déi Bestännegkeet, mat där Lëtzebuerg seng Aide publique au développement héich hält, net nëmmen zu Éire vu Lëtzebuerg ass, mä dass et virun allem Planbarkeet erméiglecht, dass et virun allem Perspektive méiglech mécht fir déi Länner, déi d'Bénéficiairë vun där Hëllef sinn. Wat aner Länner maachen, a schwéieren Zäiten hir Aide publique zréckzeschrauwen, ass fir déi Länner, déi déi Sue kréien, natierlech e Problem. D'Planbarkeet ass an dëser Matière e ganz héicht Gutt, an duerfir mengen ech, dass Lëtzebuerg mat senger Bestännegkeet richtegläit.

Mir bedaueren dann duerfir och als Gréng, dass et an anere Länner net esou ass, dass do souguer an der Moyenne den Niveau vun der Hëllef réckleefeg ass - d'Zuele si scho genannt ginn - vun 0,44 op 0,42% an der europäescher Moyenne.

D'Fro ass, wéi een déi Efforten, déi Lëtzebuerg mécht, ka bewäerten. Ech wëll haut net op déi Aspekter agoen, déi och scho vu Kolleegen opgeworf gi sinn, notamment vum Marcel Oberweis, deen eng ganz breet Palett vu planetaresche Problemer opgelëscht huet, där sech d'Kooperatioun - net nëmmen déi Lëtzebuerger, mä och anerer - muss stellen.

Ech wëll dat duerfir net maachen. Ech wëll am Fong méi op d'Aart a Weis agoen, wéi mer dat zu Lëtzebuerg kënne bewäerten, jugéieren, wat mer maachen, respektiv wéi mer dat kënnen a sollen diskutéieren.

Eng éischt Remarque virewech. D'Madame Ministesch huet dat virdru kuerz erwähnt. Ech wëll dat awer och nach eng Kéier erwähnen, well ech mengen, dass dat net esou selbstverständlech ass. D'Cour des Comptes huet e Rapport gemaach iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg mat de Suen ëmginn. An d'Cour des Comptes mécht jo eng Rei vu Rapporten, si mécht eng kritesch Aarbecht, a wann een och Member ass vun der Kommissioun vun der Exécution budgétaire, dann hat ee scho méi ewéi eng Kéier d'Geleeëenheet, sech déi Rapporten unzekucken.

Ech muss soen, ech hunn dee Rapport hei iwwert d'Kooperatioun mat enger gewëssener Spannung erwaart, well ech gehofft hunn, ech hu mer gewënscht, dass d'Bewäertung vun der Comexbu positiv wier. Ech hätt et ganz ongäre gesinn, wann an deem Rapport vill Negatives dra gewiescht wär, well dat hätt vläicht deem engen oder aneren, dee grondsätzlech e Problem mat der Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg huet, kënnen Opdriff ginn.

Ech muss soen, ech si ganz frou doriwwer, dass dee Rapport vun der Cour des Comptes esou positiv ausgefall ass. Sécher sinn och do Saachen, déi bemängelt ginn. Ech mengen, et gëtt a kengem Beräich Perfektioun, och net an deem heiten.

Mä wann ee berücksichtegt, wéi grouss d'Montantë sinn, déi engagéiert sinn, wann ee berücksichtegt virun allem, wéi vill Acteuren dass et gëtt an deem dote Beräich, da muss ee soen, dass dee Rapport vun der Cour des Comptes eigentlech en extrem positive Bericht ass. Mir sollen doriwwer frou sinn, well ech mengen, dass mir heibannen an eiser ganz grousser Majoritéit, bal an der Unanimitéit jo déi Efforten ënnerstëtzen, ausdrécklech ënnerstëtzen, déi mer maachen an der Kooperatioun, an deen dote Rapport gëtt eis och an deem Sënn recht, dass mer alleguerten zesumme probéieren, och déi Montanten héich ze halen.

Et gëtt mat deene Sue keen Unfug gemaach, zumindest, soen ech elo emol, an der Technik. Dat huet d'Cour des Comptes gepréift, an dee Bilan ass positiv, an ech fannen, dat soll ee roueg e bësse méi ervirsträichen. Dat ass net esou automatesch an evident. Dat ass eng positiv Saach, déi mer sollen erwähnen.

Dir hutt, Madame Ministesch, an Ärer Interventioun och erwähnt, dass bei eis ronn 20% vun der Aide publique iwwert d'ONGen ofgewéckelt ginn. Dat ass net ëmmer d'Meenung vu jiddwerengem dobaussen. Mir wëllen als gréng Fraktioun lech awer och doranner ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtzen effektiv de Recours op d'ONGen, an et sinn der vill, et sinn der bal honnert, dat ass natierlech net näischt, besonnesch an der Koordinatioun. Mir ënnerstëtzen dat ausdrécklech, well mir effektiv och mengen, dass d'ONGen zum Deel aner Méiglechkeeten hunn. Si bidden och Virdeeler, déi staatlech Instanzen net kënnen hunn. Si hu Fräiheeten, déi staatlech Instanzen net kéinten hunn.

Duerfir encouragéiere mer Iech dobäi, weiderhin och vill op d'ONGen ze setzen. Dat ass an eisen Aen e Wee, deen da vläicht eng Lëtzebuerger Eegenaart international ass. Mir hunn domadder kee Problem.

Dir hutt och gesot, dass eis APD zu 69% iwwert de Bilateral leeft. Do sinn ech mer net esou sécher, ob een dat nëmme gutt soll fannen. Eng vun de Kritiken, déi jo weltwäit oft un den Aide-publiquen formuléiert gëtt, ass eben déi, dass jiddwereen e bëssen ze vill a sengem Eck schafft, dass et eng iwwerdriwwe grouss Zuel vun Acteure gëtt an dass d'Koordinatioun net ëmmer déi bescht ass, wat natierlech och d'Moyenë verschléngt, an déi Moyenë wieren anerwäerts vläicht besser ugewannt.

69% iwwert de Bilateral erkläert sech dann natierlech och duerch d'Optioun, dass mer mat Pays cibles schaffen, déi ech net wëll a Fro stellen. Déi Optioun ass scho richteg, mä ech mengen, et soll een do contrairement zu där Kritik bei den ONGen hei vläicht mat enger

gewëssener Oppenheet déi Kritiken och ophuelen, well ech mengen, dass een international soll verstäerkt derfir plädéieren, dass zesummegeschafft gëtt, an da muss een natierlech och am eegenen Optrieden där Kritik dann och kënne gerecht ginn.

Duerfir mengen ech hei, dass et och eng aner Opdeelung vun eiser Hëllef ka ginn, déi vläicht e bësse manner op de Bilateral setzt, vläicht e bësse méi op de Multilateral, an dat och als Beispill an d'Fënster kéint gestallt ginn, fir aner méi grouss Länner ze encouragéieren, dat och ze maachen, well do gëtt definitiv ganz oft mat Moyenen net honnert Prozent effizient geschafft. Do gi leider vill Ressourcen an engem Manktum u Koordinatioun verluer.

Zweeten Aspekt wier vläicht dee vun der Legalitéit, fir eng Bewäertung ze maachen, well dat däerf een net vergiessen: An de leschte Joren hunn och déi gréng oft vun der Cohérence des politiques geschwat. Dat ass awer haut keen Usproch méi, deen dësen oder deen eleng huet. D'Cohérence des politiques ass eng legal Obligatioun. Et ass näischt, deem ee sech kéint entzéien; et ass näischt, wou ee kann derfir oder dergéint sinn. Et ass eng legal Obligatioun, souwuel am Traité iwwert de Fonctionnement vun der Unioun an den Artikelen 208 bis 210 geet doriwwer Rieds.

Duerfir gëtt et och vun der Kommissioun zanter 2010 en Aarbechtsprogramm iwwert d'Cohérence des politiques pour le développement, wou och regelméisseg Entrevuë si mat den État-memberen, fir do d'Efforten ze koordinéieren a fënnef Beräicher: Commerce an d'Finanzen, de Changement climatique, d'Sécurité alimentaire, d'Migratioun an d'Sécurité tout court.

Ech géif gären, Madame Ministesch, wann Der herno nach eng Kéier d'Wuert huelt, fir op eis ze reagéieren, vun Iech eng kleng Informatioun doriwwer kréien, wéi sech déi Gespréicher tëschent der Kommissioun an den États membres entwéckelen, notamment déi spezifesch Lëtzebuerger Positioun.

Wat zéie mir aus deene Gespréicher mat der Kommissioun? Wat ass den Input, dee mir kréie vu Bréissel? Ech fannen, dass déi Entrevuen do e bësse méi Öffentlechkeet kéinte verdéngen, wéi dat am Moment de Fall ass. Ech halen dat nämlech fir e wichtegt Instrument, wat vun der Kommissioun agesat ginn ass, an ech géif eigentlech gäre méi Informatiounen doriwwer kënne kréien.

Drëtten Aspekt, deen ech wëll beliichten: natierlech dee vun der Cohérence. Mir hu jo elo e Comité interministériel pour la coopération au développement, dat ass an deem neie Gesetz ausgebaut ginn, wann een esou wëllt, par rapport zum Gesetz vu ´96. Et wier mat Sécherheet ze fréi, fir haut scho wëllen e Bilan dovunner ze maachen. Et muss een engem Gesetz och fairerweis eng kleng Chance ginn, sech ze bewähren. Sécher ass awer, dass et net terribel schwéier wäert ginn, fir et besser wéi an der Vergaangenheet ze maachen. Dat huet fréier net gutt geklappt. Dat ass de Minimum, wat ee ka soen. An duerfir hoffe mer natierlech, dass deen neie Comité interministériel dat besser wäert maachen.

De Comité interministériel soll an eisen Aen awer net nëmmen do sinn, fir d'Koordinatioun ze maache vun de verschiddene Politike vun der Regierung am Sënn vun der Cohérence, mä mir mengen och, dass dee Comité interministériel sech och e bëssen a säin eegene Bilan misst implizéieren. Am Moment, an ech kommen herno nach drop, mécht de Cercle dat. Si hunn eng Broschür gemaach, wou se e bëssen och de Bilan dovunner maachen.

Mir sinn eis awer als gréng Fraktioun net esou sécher, ob et wierklech muss eng Aarbecht sinn, déi de Cercle mécht. De Cercle huet ganz aner Saachen, déi e ka maachen, wou e seng Zäit a seng Energie kann investéieren. A mir fannen et och net wierklech gutt am Fong, dass de Comité interministériel sech nëmme vu bausse géif bilanzéiere loossen, an dass ee mam Fanger dann op e weist a seet, dir sidd gutt oder net gutt, an da streide se driwwer, ob dee Bilan da gutt ass oder net gutt ass.

Ech mengen, dass de Comité interministériel sech duerchaus selwer misst mat sech selwer beschäftegen an dass si eigentlech méi am Viierdergrond misste stoen, fir dee Bilan ze maachen. Natierlech spillt dann de Cercle och do eng Roll, dat ass jo evident.

A wéi dee Bilan kéint gemaach ginn, no wéi enge Kritären dee Bilan kéint gemaach ginn, dat wär zum Beispill eppes - de Kolleeg Marc Angel huet virdru schonn op déi nächst Assisë gewisen -, ech géif dann och do probéieren, nach den Ordre du jour wëlle maassgeblech ze beaflossen, well ech der Meenung wier, dass mer kënnen duerchaus op den Assisen doriwwer diskutéieren, wéi eng Kritären an deene Bilane sollen dra sinn, déi dann an eisen Aen och verstäerkt, net ouni de Cercle, mä verstäerkt responsabiliséiert de Comité interministériel misst maachen.

Dat wär eng Diskussioun, déi ee wierklech kéint féieren, well déi kéint eis fir eng ganz Rei Joren, wa mer eis do kéinten drop verstännegen, an eisen Aarbechte guidéieren. An ech mengen, wéi gesot, dass et net gutt wier, de Comité interministériel aus der Bilanzéierung ze déresponsabiliséieren, dass e praktesch just an engem Rôle vun Défendant herno ass, wann de Bilan kënnt. Ech mengen, et bréngt eis méi virun a méi séier virun, wa se selwer an deem Bilan mat dra sinn. A wéi gesot, d'Kritäre kënne mer gären diskutéieren.

De Cercle huet awer fir dëst Joer e Bilan gemaach vun der Kohärenz vun de Politiken. En huet dat als Barometer gemaach. En huet eng méi pädagogesch Presentatioun ausgesicht, fir de Bilan vun der Cohérence ze maachen. Bon, do ass scho villes iwwert déi Broschür geschwat ginn. Ech mengen, dass een do soe kann, wat ee wëllt. Fakt ass awer, dass se an där Broschür an eisen Aen op eng Rei reell Punkten hiweisen, och an deenen Texter, déi se opstellen, elo onofhängeg vun der Presentatioun, déi jo deenen enge vläicht e bësselchen ze vill simplistesch ausgefall ass. Bon, si huet awer de Mérite, dass se liicht verständlech ass. Dat ass ëmmer déi Saach mam Glas, dat hallef voll oder hallef eidel ass. Mä si weist op eng Rei Punkten awer hin, déi an eisen Ae reell sinn.

Déi Broschür weist awer och, dass mer eis wierklech misste mat enger systematescher Analys vun de Kohärenze beschäftegen. Dat ass dat, wat ech virdru schonn erwähnt hu bei der Bilanzéierung, déi de Comité interministériel kéint maachen. Well et an eisen Aen och net duergeet, dass mer ëmmer nees just widderhuelen, wéi vill dass mer an d'APD ginn an dass mer duerfir gutt sinn, well mer an deem Ranking esou héich sinn. Dat ass jo alles wuel richteg, mä et ass awer och gutt, wa mer eis kritesch mat deem beschäftegen, wat mer maachen, fir et kënnen ze verbessere ganz einfach a fir et kënne viru Kritiken ze schützen.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eis mat där systematescher Analys vun den Inkohärenze besser beschäftegen. Déi Broschür weist eben, dass deen 1% APD vum PIB net alles ass. An d'Broschür -, dat wëll ech awer och eng Kéier da soe fir déi Leit, déi déi Debatt haut vläicht suivéieren -, dee Bilan, dee gemaach gëtt, weist, dass mer op deenen allermeeschte Punkten nach eis zolidd kënne verbesseren. Dee Bilan ass e kritesche Bilan, awer kee falsche Bilan.

An der Klimapolitik seet d'Broschür, dass mer an der Prise de conscience net bei gréng sinn, zwar och net bei rout, mä an der Mëtt bei giel. Domat hunn ech och elo de System erklärt. Bei den Aktioune si mer bei rout. Bei den Agrocarburanten, Prise de conscience, bei giel. Aktioun och nëmme bei giel.

Beim Fonds de compensation, Prise de conscience bei giel. Do fannen ech perséinlech awer, dass de Cercle e bëssen ze vill kritesch ass. Ech hunn éischter d'Gefill - well ech och an deenen Diskussioune mat derbäi war, wou mer mam Fonds de compensation zesummekomm sinn -, dass do d'Prise de conscience a mengen Aen éischter souguer scho bei gréng wier.

Bei den Aktioune, jo, do sinn nach Saachen ze maachen, mä déi Diskussiounen, déi mer als Chamber mam Fonds de compensation haten, déi hunn eng Rei Konklusioune produzéiert mat engem Timing, an deen ass bis elo agehale gi vum Fonds de compensation. An ech hunn net d'Gefill, dass et do am Moment un engem Manktum u Sensibilitéit feelt fir déi dote Fro, éischter de Contraire. An ech mengen och, dass een do dierf e bëssen optimistesch sinn.

Bei der Aktioun, natierlech, do si mer bei giel, do ass nach e Wee ze maachen. Bei den Achats publics si mer och nëmme bei giel. Bei den Aktiounen hallef rout, hallef giel. Bei der Promotion économique a beim Commerce extérieur, seet de Cercle, do wär d'Prise de conscience scho bei gréng. Do hätt ech dann éischter eng méi pessimistesch Aschätzung, well ech mengen, dass dat - jo! - liicht optimistesch ass. Ech mengen net, dass mer do schonn esou wäit sinn. Bei der Aktioun si mer och bei giel.

Appui un AGRA, d'Allianz fir déi gréng Revolutioun an Afrika, do si mer an der Prise de conscience bei giel, bei der Aktioun bei rout. A bei der Spéculation financière si mer souwuel bei der Prise de conscience wéi bei der Aktioun och bei rout.

Just fir dat eng Kéier ze erwähnen, et ass also deen 1%, deen eis am Ranking op d'drëtt Plaz bréngt, mä eng kritesch Ausenanersetzung mat deem, wat mer maachen, weist, dass mer vill Stoff hunn, fir Verbesserungen ze maachen. An nëmmen iwwert de Wee vun de Verbesserunge kréie mer eis och viru Kritike geschützt.

Zweet Stéchwuert, dat awer wesentlech méi kuerz: d'Éducation au développement. Ech mengen, do kënne mer als gréng Fraktioun déi Wënsch vum Cercle nëmmen ënnerstëtzen, fir déi eropzesetzen. Mir sinn haut bei 0,63% vun eiser APD, déi eppes iwwer 314 Milliounë läit. Dat ass sécher net genuch.

An ech mengen, et ass grad an deenen Zäiten, wéi mer se haut kennen, wou eng Rei Diskussioune liicht oder vill anescht gefouert gi wéi an de leschte Joren, onbedéngt noutwendeg, déi Éducation au développement ze verstäerken, de Leit Argumenter ze liwweren, op zwee Niveauen Argumenter ze liwweren, fir Verständnis fir d'APD ze schafen, awer och Argumenter, fir de Leit et ze erlaben, an hirer eegener Kohärenz virunzekommen, fir dass een net nëmme versteet, firwat dass mer APD maachen a wéi eng APD dass mer maachen, mä och de Leit ze hëllefen, hir eege Choixen en âme et conscience an en connaissance de cause kënnen ze treffen. Dat geschitt net vum selwen. Et ass komplex. D'Zesummenhäng ze erklären, ass net ëmmer einfach.

Et ass net just e Cadeau, dee gemaach gëtt, mir hunn och en ureegenen Intérêt un enger ganzer Rei vu Politiken, déi mer do développéieren. An et ass wichteg, fir Sensibiliséierung fir dës Matière ze schafen. An dat geet leider och just mat Dépensen. Duerfir kënne mir Iech als gréng Fraktioun nëmmen encouragéieren.

Et ass jo e Mieux fir 2013 virgesinn, dee geet net duer. Do si mer - mengen ech - eis eens. An et wär gutt, wann de Rhythmus vum Mieux géif verbessert ginn. Mir kréie vläicht an den nächste Jore méi schwiereg Diskussiounen nach, an duerfir ass et noutwendeg, de Leit d'Zesummenhäng ze erklären, Argumenter ze ginn, fir dass se net op Leit erafalen, déi eigentlech fir näischt eng Léisung proposéieren, déi keng Kooperatiounspolitik wëlle maachen, déi awer mat der Kooperatioun wëlle Parteipolitik maachen. Dat hei ass e wichtege Wee, fir dat ze évitéieren.

(Interruption)

Firwat sot Der elo eppes, Här Kartheiser? Hutt Der Iech elo betraff gefillt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, Dir sidd betraff…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass awer echt, dass Der grad elo reagéiert. Et ass déi Saach mam Steen. Et geheit een e Steen an d'Ruddel an deen, dee getraff gëtt, dee billt.

(Interruption)

Jo, ech weess, dass Dir elo kommt. Ech gesi schonn, Dir kënnt et knapps nach… Et ass iergendwéi awer och net iwwerraschend, dass Der Iech elo zu Wuert gemellt hutt.

Lescht Remarque, Här Minister,…

(Interruption)

…wéi een d'Aarbecht…

Pardon, neen, ech wollt soen Här President, net Här Minister. Ech hätt Iech dat awer och vergonnt.

M. le Président.- Merci, Här Braz.

(Brouhaha)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- …wéi een dat hei kann diskutéieren. Eng lescht Remarque: Mir hunn elo schonn e puer Joer laang déi Debatt hei an der Chamber, an ech wëll déi och net a Fro stellen. Ech mengen, dass et wichteg ass, och eemol am Joer an enger öffentlecher Debatt vläicht méi ëmfaassend d'Kooperatiounspolitik ze diskutéieren.

Mir mengen awer och, esou wéi Dir et haut am Ufank vun Ärer Interventioun gemaach hutt, wou Der probéiert hutt, déi eenzel Pays cibles kuerz ze ëmräissen, d'PICen ze erwähnen, dass et vläicht eng Iddi wier, dass een och an der Chamber, och an deem Bilan iwwregens, deen ech virdrun erwähnt hu vum Comité interministériel, dass ee vläicht net ëmmer just wëll ëmfaassend Bilanen diskutéieren, mä vläicht kéinte mer dat méi spezifesch maachen.

Dass mer dat mat eenzelne Pays cibles oder een oder zwee Pays cibles virhuele vläicht an der Plénière oder vläicht an der Kommissioun - dat ass vläicht déi besser Plaz -, wou mer och da kënnen d'Ambassadeuren op déi Diskussiounen invitéieren. An amplaz dass mer eemol am Joer eng ëmfaassend Debatt maachen, dass mer vläicht een- oder zweemol am Joer spezifesch Debatte maache mat zum Beispill den Ambassadeuren, wou mer eenzel PICen oder eenzel Pays cibles am Detail duerchhuelen, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Et ass net onbedéngt eng Alternativ heizou, mä vläicht e Complément zu dëser méi allgemeiner Diskussioun. An dat kéint och beim Bilan, deen am Comité interministériel gemaach gëtt, vläicht eng Optioun sinn, och do net ëmmer nëmmen de ganz allgemenge Bilan ze maachen, mä och do dee méi spezifeschen, méi Schwéierpunkt-méissege Bilan ze maachen, méi detailléiert, méi en profondeur. Et ass, mengen ech, awer och an der Logik vun der Saach, dass mer och do eng Verdéiwung kréien, an net just eng Augmentatioun vun de Moyenen.

Här President, ech wëll haut net méi, och well meng Zäit ofgelaf ass, op d'Dimension parlementaire vun der Kooperatioun agoen. Dat ass awer eng Saach, déi um Lafen ass, wou mer probéiere virunzekommen. An ech si gudder Déng, dass mer eis Ufank 2013 vläicht scho méi konkret an engem Projet kënnen erëmfannen op enger éischter ënneschter Stuf, fir och hei zu Lëtzebuerg eiser Kooperatiounspolitik eng parlamentaresch Dimensioun ze ginn. Do hu mer nach e Wee ze goen, deen an eisen Aen awer ganz vill ka bréngen, och fir déi Länner, mat deene mer ze dinn hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madame Minister, Dir wäert Iech da kaum wonneren, datt ech e bëssen en aneren Toun hei an déi Debatt erabrénge wéi deen, dee mer bis elo gehéiert hunn, an datt ech als Vertrieder vun der ADR emol ufänken, fir e kuerze Bléck op d'Budgetssituatioun vun dësem Land ze werfen.

Mir kennen déi Zuelen, déi eis virgeluecht goufen: 1,3 Milliarden Euro Defizit eleng fir dëst Joer! Am Ganze soll d'Schold vun dësem Land op 25% vum Bruttoinlandsprodukt wuessen, et sief dann, mir géifen nach Ännerungen un deem Budget maachen. Gläichzäiteg hält d'Entwécklungshëllef sech op 1% vum Bruttonationalakommes, an de finanzielle Volume klëmmt souguer nach ëm 13 Milliounen Euro a läit wäit iwwer 300 Milliounen Euro.

Dës Situatioun stellt eis natierlech virun eng Rei vu Froen, an et ass legitim, déi Froen ze stellen, well et si Suen hei vun de Steierzueler. Et geet ëm déi finanziell an déi ekonomesch Zukunft vun eisem Land. A mir mussen eis froen, wa mer iwwer öffentlech Budgete schwätzen: Sinn déi Dépensë justifiéiert? Si se ze justifiéieren?

Ass et also richteg, datt mir esou héich bei eisem Bruttonationalakommes leien, wann aner Länner wéi Holland, wéi Frankräich an anerer, déi awer politesch engagéiert sinn, erofginn? Hei ass vu Populismus geschwat ginn. Ech weess net, ob zum Beispill e President Hollande populistesch ass, wann en der reeller wirtschaftlecher Situatioun vu sengem Land Rechnung dréit. Also géif ech hei virun enger Debatt warnen, déi polemesch operéiert. An ech géif soen: Kommt, mir befaassen eis mat den Zuelen an da loosse mer emol kucken, wou mer dru sinn!

Mir hunn als Lëtzebuerg en Engagement geholl - e politeschen Engagement a kee juristesch bannenden Engagement -, fir 0,7% vum RNB fir d'Entwécklungshëllef auszeginn. A wou et eis gutt gaangen ass, dunn hu mer gesot: „Mir kënnen nach doriwwer eraus goen. Mir gi bis op 1%." Mä gläichzäiteg hate mer deemools awer och gesot: „Wann et eis emol eng Kéier manner gutt geet, da kënne mer nees erofgoen op 0,7."

Abee, d'ADR ass der Meenung, datt deen Ableck komm ass an datt d'Situatioun vun eisem Land esou schlecht ass an datt mer an eng Scholdekris eralafen, datt mer net méi kënnen op engem Prozent bleiwen, mä datt mer mussen op d'Brems sprangen an op 0,7% zréckgoen. Mir wëllen net nokucken, mir wëllen handelen. An et gëtt fir eis als ADR keng Tabuthemata an der Politik. Et gëtt keng helleg Kéi, mä mir hunn een Zil. Dat ass: gesond Statsfinanzen. An da musse mer de Budget vun der Entwécklungshëllef geneesou ënnert d'Lupp huele wéi all anere Budget hei am Land och.

Mir verlaangen, datt de Budget do ass, wou mer eist Versprieche ginn haten: op 0,7% vum Bruttonationalakommes. D'Madame Minister huet an hirer Ried gesot - ech zitéieren Iech esou schrecklech gär, Madame Minister -: „Et ass grad a schwéieren Zäiten, wou ee weise muss, datt een zu deem steet, wat een a besseren Zäite gesot huet." Mir haten 0,7% gesot a mir hätte gär, datt mer 0,7% anhalen. An deem Punkt gesinn ech also net, wou mer auserneeleien, well Dir gitt iwwert dat eraus, wat mer versprach haten. An dat ass e Schrëtt, dee mir net matginn. Mir soen: Mir hunn 0,7 versprach, mir wëllen 0,7 ginn.

Mir soen och derbäi, datt déi PICen, déi och finanziell Engagementer sinn a vun deenen hei och geschwat ginn ass, international finanziell

Ofkomme sinn, datt mer domadder zum Deel direkt Budgetshëllef leeschten, wéi am Cap-Vert - et ass hei beschriwwe ginn -, wou mer den Éducationsbudget matfinanzéieren. Dat ass en internationaalt Ofkommes. Et begräift finanziell Engagementer vum Lëtzebuerger Stat. Also, soe mir, muss dat hei ratifizéiert ginn. Mir halen och bei de PICen a bei der Entwécklungshëllef integral op de Kompetenzberäich vum Lëtzebuerger Parlament.

Och soe mir: Alles, wat kann op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn no de Regele vum CAD, dat solle mir och urechnen. Mir brauchen eis do nëmmen un déi Praxis ze halen, déi och an anere Länner ass. Mir brauchen och do iwwert dee Wee net zousätzlech Dépensen ze maachen, mä wat kann ugerechent ginn, dat muss ugerechent ginn; och am Beräich vun de Studiëbäihëllefen, vu verschiddenen Asyldispositiounen an anere Froen. Mir sollen dat maachen, wat déi aner Länner do och maachen.

Sécher - an dat wëll ech och ausdrécklech betounen -, den Här Bettel ass leider net hei, mä ech wollt awer vläicht kuerz op säin Argument vum Marshall-Plang agoen, well et ass net oninteressant emol ze kucken, wéi dat dann duergestallt gëtt a wat d'Ënnerscheeder sinn.

Just fir e klengen historeschen Exkurs ze maachen. Richteg ass: Mir krute gehollef - mir sinn och dofir dankbar -, mä de Marshall-Plang war fundamental eppes anescht wéi d'Entwécklungshëllef. Ech wëll dat awer just hei, fir d'Informatioun vun Iech, léif Kolleegen, nach eng Kéier rappeléieren:

Éischtens war de Marshall-Plang zäitlech begrenzt.

Zweetens war den Objektiv vum Marshall-Plang net den ekonomeschen Développement, mä den Neesopbau vun zerstéierte Strukturen, déi et hei an Europa gouf.

An drëttens huet en ni iwwer 2,5% vum Bruttoinlandsprodukt vun deene gréisste Récipiendairë betraff; dat heescht, fir Däitschland a Frankräich. Fir eis war eng aner Formel no Bevölkerung opgestallt ginn, et ware relativ kleng, awer ganz wichteg Zommen, déi eis gehollef hunn. Mä vun dem But, vun der zäitlecher Durée, vun der Orientéierung hier ass de Marshall-Plang net ze vergläiche mat der Entwécklungshëllef. Déi huet elo säit 50 Joer wäit méi grouss Zomme libéréiert a se huet leider net deen Erfolleg gehat.

Mir wëllen natierlech och als ADR eise solidaresche Bäitrag huelen, fir deenen aarme Leit an der Welt ze hëllefen, déi, déi manner hu wéi mir. Mir hu gesot, mir maachen dat gären um Niveau vun 0,7% vum Bruttonationalakommes, awer mir mussen och ganz realistesch un déi Saachen erugoen.

Mir wëllen zum Beispill och, datt mer den Aspekt vun de Mënscherechter méi staark an deene Länner kucken, mat deene mer zesummeschaffen. Och dat ass eppes, wou mer eis bis elo net vill dermat befaasst hunn. Mir soen: Mir hunn hei zéng Länner, mat deene mer kooperéieren, a mir stellen eis elo - ausser mat Mali an Niger, wou méi grouss Krise waren - kaum nach d'Fro: Ma wéi ass dann d'Mënscherechtssituatioun an deene Länner, wou mir do kooperéieren?

Mir wësse jo, datt och um Niveau vun der Europäescher Unioun ëmmer méi drop uechtgedoe gëtt, datt awer do Standarden dra sinn. A mir mussen och kucken - dat wäerte mer och elo am Laf vum nächste Joer als ADR virundreiwen -, fir dann ze kucken: Wéi ass dann d'Situatioun mat deene Länner, mat deene mir zesummeschaffen?

Ech mengen, Dir wësst et. Ech wëll elo dëst Joer hei nach keng Nimm nennen, mä Dir wësst direkt, vu wiem ech schwätzen. Zum Beispill, ee President, den Numm vun deem Land ass haut och scho gefall, deen huet ronderëm seng Residenz e wonnerschéinen Zoo. Dir wësst wahrscheinlech, vu wiem ech schwätzen. Deeselwechte President, dee war wahrscheinlech mat senge Leit net terribel iwwerrascht vun enger Serie vun onerwaartenen Doudesfäll a sengem Land. Et sinn der véier, fënnef, déi an der internationaler Press ëmmer erëm zitéiert ginn, déi zu Demonstratiounen zu Paräis gefouert hunn, wou dee President viru Kuerzem do war.

An ech soen dat hei: D'nächst Joer kucke mir déi Situatioun méi genee. Wéi verhält et sech mat de Mënscherechter an deene Länner, wou mir hëllefen? An ass et da kredibel? Ass et richteg, mat Regimer zesummenzeschaffen, déi wahrscheinlech an engem héije Mooss kriminell handelen oder déi esou korrupt sinn, datt se souguer an der internationaler Press kommentéiert ginn? Mir hunn eng moralesch Aufgab, och an der Entwécklungshëllef. Mir sinn net fräi vun esou Contrainten.

Da wëll ech och soen, datt mer selbstverständlech déi Rapporte gelies hunn, déi d'Cour des Comptes iwwer Lux-Development gemaach huet. D'Madame Minister, déi hat déi selwer ugeschwat. Do waren eng Rei Kritike komm. Dir wësst - Dir hutt jo drop reagéiert -: e Mangel u Kompetenzentrennung, net autoriséiert Reserve bei Lux-Development, obligatoresch Evaluatiounsrapporten, déi net gemaach goufen, systematesch Dépassementer bei verschiddene Kreditter.

Dir hutt op déi Kritike reagéiert. Bei verschiddenen hutt Der keen Handlungsbedarf gesinn. Dir hutt och eng Rei Verbesserungen ugekënnegt. Mä ech muss awer trotzdeem soen, datt Verschiddenes och vum Ministère an eisen Aen net befriddegend ass. Bei de Projete wéi Mikrofinanz, do war a verschiddene Saache keng finanziell Kontroll, mä de Suivi vum Projet - wéi dat heescht -, deen huet doranner bestanen, fir e Film ze dréien, deen da bei engem Microfinance-Happening gewise ginn ass.

Do soe mir „neen"! Mir hätte gär eng Finanzkontroll vun de Projeten! Eng genee Kontroll! Dat si Steiergelder. An et geet net duer, e Film ze dréien iwwert dat, wat mat der Mikrofinanz gemaach gëtt, och wann dat gutt ass, fir et dann ze weisen an domadder weider Reklamm ze maachen. Also, Finanzkontroll ass Finanzkontroll; wann Der wëllt politesch Informatioun - fir net ze soen „Propaganda" - maachen, dann ass dat en anere Budget.

Da musse mer och kucke mat dem Honger an der Welt. Deen ass hei e puermol ugeschwat ginn. Ech mengen, do leien tëscht eis alleguerten heibanne keng Differenzen. Et ass keen heibannen e Frënd vun der Spekulatioun mat Liewensmëttel. Dem Här Feyder säi Buch ass e puermol ernimmt ginn, wat ganz interessant Usätz huet.

Mir mussen eis als Unioun allgemeng froen, wéi mer mat de subsidiéierten Agrarexporten ëmginn, wéi mer déi kleng Familljebetriber an der Agrikultur an den Entwécklungslänner eventuell kënne besser ënnerstëtzen. Alles dat ass ganz séier wichteg a richteg, mä mir wëllen awer och nach vläicht däitlech virun engem Reflex warnen, deen hei ëmmer gemaach gëtt. A vu datt ech nëmmen nach eng Minutt hunn, wëll ech vläicht als Schlusswuert dorobber agoen.

Mir kënnen net als Westen eis ëmmer nëmmen d'Schold ginn un den Zoustänn an der Drëtter Welt. Dat ass e Reflex, deen een ëmmer erëm héiert. Et ass eis Schold. Et ass eis Schold, datt Kricher sinn duerch d'Waffenexporter. Et ass eis Schold - wann och net déi lëtzebuergesch, well mer keng Kolonien haten - duerch déi kolonial Vergaangenheet. Et ass eis Schold, datt déi Regimer korrupt sinn.

Dat ass alles esou eng paternalistesch - oder maternalistesch an Ärem Fall, wann Dir dat géift maachen, Madame Jacobs - Approche, déi eigentlech drop erausleeft, fir ze soen: „Mir si mündeg an erwuessen, an déi aner, déi wëssen net, wat se maachen. A mir hunn d'Verantwortung, a si maachen, wat si wëllen a si hu keng Verantwortung." Esou kann et net sinn. Dat ass net esou.

Mir sollten einfach emol léieren, datt…

(Interruption)

Ma neen, dat soe ganz vill Leit. An dat ass esou e bëssen e roude Fuedem, deen och an der Thematik ass, wéi Dir se uschwätzt an aner Parteie se uschwätzen. Do ass ëmmer déi Kulpabiliséierung vum Westen do an déi Exonératioun vun deene Staten an deene Machthaber, egal wéi korrupt, egal wéi kriminell se sinn. An do si mir net d'accord. Ech maache mäi Gedanke fäerdeg.

M. le Président.- Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Braz Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Direkt. Ech maache mäi Saz fäerdeg an da ganz gär.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt Iech opmierksam maachen, well et sech wierklech lount, op e Buch, dat elo viru Kuerzem vun enger afrikanescher Intellektueller publizéiert ginn ass, déi zu Harvard an Oxford studéiert huet an op der Weltbank geschafft huet. Dir kennt et wahrscheinlech souwisou, mä ech wollt elo dorop nach eng Kéier kloer soen, datt déi Theorien, déi vun hir a vun aneren afrikaneschen Intellektuellen an deene leschte Joren ëmmer erëm an d'Medië bruecht gi sinn, do ass eigentlech den Tenor e ganz aneren.

Déi soen: D'Entwécklungshëllef ass net d'Léisung. D'Entwécklungshëllef ass zu engem groussen Deel de Problem fir eis Länner, well einfach enorm vill Geld kënnt, ouni richteg Konditionalitéiten, déi och wierklech iwwer Jorzéngten duerchgesat gi wären, déi dann eigentlech déi Länner aus hirer Verantwortung entloossen an d'Korruptioun promouvéieren.

Ech wollt dat hei nach soen. An elo äntwerten ech selbstverständlech ganz gär dem Här Braz op all seng Froen.

M. le Président.- Här Braz, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Kartheiser, ech wollt Iech just eng kleng Remarque maachen an eng kleng Fro stellen. Dir schwätzt hei vu Kulpabiliséierung an Dir kuckt dobäi no hannen. Eis Interventiounen hunn näischt mat Kulpabiliséierung ze dinn. Dat ass e moralesche Wäert. Dat ass an deene Kategorien, wou Dir denkt.

Mir schwätze vu Responsabiliséierung a mir kucken dobäi net no hannen, mä mir kucken op dat, wat haut geschitt. Haut duerch déi Politiken, déi d'westlech Welt huet, provozéiert se objektiv och eng Rei Inzidenzen: am Klimaberäich, am Zougang zu Kreditter duerch d'Politik vum FMI a vun der Weltbank. Ech kéint déi Lëscht elo laang weiderféieren, ech maachen dat awer net.

Dofir, dat ass keng Kulpabiliséierung a kee Bléck no hannen. Et ass eng ganz aktuell Ried. An et dréit sech ëm Verantwortung. Dat si Wäerter, Här Kartheiser, wou mir eis déi Saache vläicht an anere Kategorien ukucke wéi Dir. Mä mir sinn net an deem Schema, deen Dir beschreift. Keen ass an deem Schema. Keen! Dir erfannt dee Schema.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat war awer keng Fro, Här Braz. Mä ech äntwerten Iech awer trotzdeem. Ech iwwersetzen dat elo emol an eng Fro, esou als hätt Der eng Fro gestallt. An da ginn ech Iech eng Äntwert, well ech wëll Iech elo net an déi Verleeënheet brénge, d'Reglement vun eiser Chamber net respektéiert ze hunn.

Also, Dir hutt mech gefrot: Denke mer a verschiddene Kategorien? Wann Dir dat esou presentéiert, wéi Der et elo presentéiert hutt: Neen. Well och an der Analys vun der Aktioun vum FMI a vun der Weltbank an deene leschte Jorzéngte gëtt et eng ganz Rei Facteure vun Usätz, déi och ëmmer erëm geännert hunn iwwert d'Jorzéngten, a vun deene sech der vill als desastréis fir déi Länner erausgestallt hunn, déi déi Précepter, déi se octroyéiert kruten, och ëmgesat hunn.

Ech wëll soen och haut… Ech mengen, mir kënne jo Léieren zéien, net nëmme fir aner Länner. Ech ginn hei esou wäit a soen: Och dat, wat den FMI oder déi europäesch Troika zum Deel elo a Griichenland virschreift, ass zum Deel falsch. Well mer gesinn, datt déi Ekonomien ëmmer méi déif an eng Rezessiounsspiral erakommen, datt grouss sozial Nout produzéiert gëtt an datt och am Kader vun der Eurorettungseffort-Maschinerie, déi am Ableck déployéiert gëtt, Feeler widderholl ginn, déi zum Deel schonn an der Vergaangenheet an der Entwécklungshëllef oder bei Entwécklungslänner zu katastrophale Resultater gefouert haten.

Et ass eng Diskussioun, déi eis méi wäit féiert, déi ech awer allzäit bereet sinn, ze féieren. Mä meng Zäit ass ofgelaf, leider.

Ech soen Iech Merci. Ech soen der Iwwersetzerin Merci, déi probéiert huet wahrscheinlech verzweifelt menger Vitesse awer iergendwéi nozekommen. An ech wëll mech deenen uschléissen, déi hei, Här President, recommandéiert hunn, datt mer probéiere sollen, all eis Interventiounen an der Gebärdesprooch mat kënnen iwwersetzen ze loossen. Ech mengen, dat géif deene Leit hëllefen, déi et brauchen, an eis alleguer ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An de leschten agedroene Riedner ass den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wëll nach derbäi soen, eis Riede kéinten och op Franséisch iwwersat ginn.

(Interruption)

A mengen zwou an eng hallef Minutte Riedezäit awer, déi ech hunn, kann ech net hei op all d'Punkte vun enger räicher a facettéräicher Debatt agoen. An ech wëll mech op ee wesentleche Punkt beschränken, dat ass dee vun der Kohärenz vun der Politik an deem Beräich. An dat geet menger Meenung no och iwwert d'Fro vum Opstelle vun engem interministerielle Comité eraus.

Ech mengen, dat betrëfft allgemeng d'Ausriichtung vun der Politik op nationalem Plang, awer och an allen internationale Gremien, an deene mer vertratt sinn. An ech wëll just dräi Beispiller aus Zäitmangel hei ufféieren.

Éischtens, virgëschter hu mer nach an dëser Chamber hei mat enger eenzeger Géigestëmm eng Kapitalopstockung vum FMI votéiert, wou elo just dervu Rieds war. Grad deen FMI awer, dee mat senger neoliberaler Politik zu onheemleche Ravagen an enger Rëtsch vun Entwécklungslänner gefouert huet a Matverursaacher war vun der krasser Veraarmung vu breede Bevölkerungsdeeler an deene Länner.

Zweetens, viru knapp dräi Joer ass hei zu Lëtzebuerg eng Etüd erauskomm, déi den explizitte Virworf gemaach huet, dass d'Zomm vun deene Suen aus Entwécklungslänner, déi aus Steierfluchtsgrënn hei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg kommen, bäi Wäitem méi héich ass wéi dat, wat mir un Entwécklungshëllef als Stat ausginn. An obschonn déi Etüd vill kritiséiert ginn ass, konnt keen noweisen, wat awer eigentlech d'Obligatioun vun der Politik a vun der Finanzplaz gewiescht wier, fir ze beweisen, dass dat falsch wier.

Drëttens, d'öffentlech Hand ass och selwer an der Verantwortung, wa se wirtschaftlech Aktivitéite bedreift, déi am Fong…

M. le Président.- Här Urbany, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä ech géif dann och virschloen, dass den Här Kartheiser zum Schluss vu menger Interventioun seng Fro ka stellen.

M. le Président.- Ganz gutt. Da fuert elo virun, an da maache mer dat zum Schluss vun Ärer Interventioun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà. D'öffentlech Hand ass och selwer an der Verantwortung, wa se wirtschaftlech Aktivitéite bedreift, déi am Fong contraire zu den Objektiver vun enger nohalteger Entwécklungspolitik sinn. Wann zum Beispill de President vum Kompensatiounsfong vun der Rentereserv an enger Kommissiounssitzung selwer zougëtt, datt ronn, ech mengen, 60% vun den Aktien, déi dee Fong huet, an Entreprisen investéiert sinn, déi no strengen ethesche Kritären op d'mannst dubios sinn, dann ass dat awer Ausdrock vun enger gravéierender Inkohärenz vun der Politik.

A wéi vill, wëll ech emol d'Fro stellen, sinn der do derbäi bei deene Fongen, déi Profit zéien zum Beispill aus Phenomeener wéi „land grabbing" an der Zerstéierung vun der Biodiversitéit an domadder de Leit an deene Länner regelrecht an am richtege Sënn vum Wuert de Buedem ënnert de Féiss ewechzéien? Ech hunn zum Beispill gesinn, dass 2,3 Milliounen a Monsanto investéiert sinn.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech nach soen, d'Bekämpfung vun der Aarmut an den Ongläichheeten op der Welt ass och ëmmer eng Fro vun Ëmverdeelung vum geschafene Räichtum. An hei muss een erkennen, datt weltwäit d'Schéier tëscht der Mass vun deenen Aarmen an där onverschimmter Akkumulatioun vu privatem Räichtum vun enger Minoritéit - an déi wunnt awer dacks hei, och zum Deel an deene Länner; mä dacks hei -, dass déi Schéier ëmmer méi grouss ginn ass.

Géint déi Politik, déi genau dat dote méiglech mécht, misst een eiser Meenung no vill méi resolut an, wéi gesot, op alle Pläng virgoen, och an der Wirtschaftspolitik, wann ee wëllt eng kohärent Entwécklungshëllef maachen.

Sou, Här Kartheiser, elo ass et un Iech.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Kartheiser, da stellt Är Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass wierklech eng Fro, Här President. Also, ech wollt dem Här Urbany eng Fro stellen iwwert d'Methodologie, déi hien huet, wann en Etüde bewäert. Här Urbany, wann ech Iech richteg verstanen hunn, hutt Dir gesot, déi Etüd, déi wier net falsifiéiert ginn an doduerch hätt se an Ären Aen eng gewësse Gültegkeet. Menger Meenung no ass eng Etüd esou laang gülteg, wa se emol genuch Beweiser huet, fir glafwierdeg kënnen ze sinn.

Also, et ass einfach emol eng Falsifikatiounsdiskussioun, déi ech wëll mat Iech féieren. Ass fir Iech all Diskussioun esou laang gutt oder all Etüd esou laang gutt, bis se falsifiéiert ass? Oder mengt Der net, am Interessi vun der Finanzplaz an iwwerhaapt vun der Kredibilitéit vun enger Etüd wär et besser gewiescht, si hätt Beweiser bruecht fir dat, wat se behaapt huet?

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Sou.

(Hilarité)

Wann ech eng Etüd maachen opgrond vun enger ontransparenter Situatioun, an dat ass d'Situatioun vun der Finanzplaz - mir wëssen alleguer, dass déi Leit sech net gären an hir Kaarte kucke loossen -, wann ech dann eng Etüd maachen op deene globale Chifferen, déi bekannt sinn, an ech zéie gewësse Konklusiounen - prozentual - doraus, dann hunn ech e gewëssenen Effort gemaach, fir eppes ze beweisen, wat menger Meenung no awer

aliicht, dass et jo net ka sinn, dass déi Finanzplaz, esou wéi mer se kennen, esou wéi se funktionéiert, net géif Benefiss aus deenen Aktivitéite vu Steierflucht aus deene Länner zéien.

A wann ech virun esou Accusatioune gestallt sinn, zum Beispill als „Luxembourg for finance" oder als Stat oder als Finanzplaz, da misst ech awer och d'Obligatioun hunn, fir ze beweisen, vu dass ech jo déi Chifferen alleguerte kennen, fir ze beweisen, dass dat net esou wier. Dee Bewäis ass awer bis haut leider net erbruecht ginn!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Madame Kooperatiounsministesch.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. An ech géif och wëllen all den Intervenantë Merci soen, fir awer eng sereine Diskussioun hei de Mëtteg a fir déi Debatt, déi hei konnt gefouert ginn. Datt vläicht deen een oder deen anere mat deenen engen oder anere Punkte méi zefridden ass wéi mat aneren, dat ass jo evident, mä am grousse Ganzen hunn ech awer fonnt, datt mer hei konnte weisen, datt mer amstand sinn, wa mer och Meenungsverschiddenheeten an eenzelne Punkten hunn, datt mer eis awer wéi erwuesse Leit kënne behuelen.

Duerfir, virun allem all deenen och, déi eis Kooperatiounspolitik als gutt bewäert hunn, dat ass net nëmmen eppes, wat mech erfreet, mä selbstverständlech och alleguerten déi Leit, déi täteg sinn. A fir déi wëll ech och gären déi Félicitatiounen a Mercie mat virun huelen.

Virun allem de Marcel Oberweis ass agaangen drop, datt mer méi d'Länner missten abezéien. An dat ass e bësselchen, wann ee wëllt, och en Deel vun der Kohärenz: Wann een d'Leit an d'Länner méi abezitt, ass et kloer, datt se méi Responsabilitéit hunn. Ech denken, datt mer eis vill Méi ginn, fir dat iwwerall do ze maachen, wou mer mat a PICen dra sinn. Wou mer och kucken, datt mer net dat maachen do, wat mir gären hätten. Dat ass dann och zu engem Deel d'Äntwert drop, firwat datt mer an deene Secteure sinn a vläicht net an engem anere méi sinn. Do gesitt Der, datt dat alles net esou einfach ass.

Ech wëll awer och soen, am Niger zum Beispill, déi hunn e Fong - ech hat dat gesot, mä vu datt et dunn e bësse séier gaangen ass, hoffen ech, datt ech elo dat méi lues ka maachen -, wou justement d'nigeresch Regierung e Fong huet, an deem si d'Sue sammelt, déi vun deene verschiddene Bailleure kommen, fir dann déi Stocke selwer unzeleeën, bei sech unzeleeën an Zäiten, wou d'Katastroph nach net do ass a wou d'Liewensmëttelen nach net esou deier sinn, fir datt se méiglechst séier dorobber kënnen äntwerten. An dat ass, denken ech, eppes, wat wichteg ass, an dofir hu mer eis engagéiert, fir an deenen nächste Jore virun doranner ze bezuelen.

D'selwecht wéi ech gesot hunn, datt mer och an deene PICe vun der drëtter Generatioun, wou mer bal an deene meeschten elo an deenen Drëtte sinn, och de Länner selwer de Lead ginn, fir eben déi Aufgab ze maachen, fir domadder... och dat ass eng Demande ëmmer gewiescht, datt d'Appropriatioun och misst an den eegene Länner geschéien, well dat soss selbstverständlech och herno näischt kéint ginn.

Wou gi mer fort a wou gi mer hin? Dat ass eng vun deene Froen, déi een ëmmer erëm gestallt kritt. A wat fir engem Land gitt Der fort a wou gitt Der hin? Mir wëssen eigentlech bis elo, datt mer am Vietnam 2015 ophale mat där traditioneller Entwécklungshëllef. An duerfir hunn ech gesot, mir hätte gären - an och net nëmmen do, mä och op anere Plazen -, datt eis Entreprisen dohinner ginn, datt mer Entreprisë fannen, fir dohinner ze goen, fir ebe just ze kucken. A mir selwer wësse jo och, d'Entwécklungshëllef ass jo kee Selbstzweck, et ass e Stéck vun enger Anschubpolitik, déi mer ginn, fir datt déi Länner op hir eege Féiss stoe kommen.

Mir wëssen, an ech hunn dat gesot, eleng vun der Entwécklungshëllef ka kee Mënsch liewen an eleng kënnt een do och net eraus. An duerfir also och ze kucken, wéi mer eis kënnen uleeën. Ech hunn Iech d'Beispill och gesot vun Zentralamerika, wou mer mat de Konsulen, déi hei waren an déi natierlech och op der Plaz fir Lëtzebuerg schaffen, kucken, wéi mer dat besser kënne maachen, fir datt d'Leit eng Aarbecht kréien, datt se e Revenu hunn an domadder also kënne schaffen.

Iwwert d'Liewensmëttel ass haut natierlech enorm vill geschwat ginn, wat och normal ass, well och d'Liewensmëttelsécherheet oder -onsécherheet ee vun de Punkten op den Assisë war. An do hate mer och eng kleng Diskussioun, wou et drëm gaangen ass: Wéi vill gëtt Lëtzebuerg an d'Liewensmëttel?

Wann een déi Direkthëllefe kuckt, da sinn dat 5%. Wann een awer kuckt, wéi vill et ausmécht, wann een aner Saache matrechent, wann een zum Beispill... et muss ee jo sécherstellen, datt d'Baueren, déi produzéieren, och e Wee hunn, fir kënnen op de Maart ze kommen. Da muss een also wëssen, wann ech kee Maart hunn, da kann ech näischt verkafen, also bréngt dat mer näischt. Duerfir muss een also och wëssen, wat een do alles an déi Prozenter drarechent. An do wiere mer op 10% komm an da wiere mer do, wou déi Belsch elo sinn, deemno wat mer nach alles géifen derbäirechnen. Dat ass also ëmmer erëm eng Fro och, wat een dorënner versteet.

Mä ech mengen awer, datt et wichteg ass, datt och an deenen nächste Joren... mir sinn op ville Plazen och an der Landwirtschaft mat dran a mir si virun allem, et ass geschwat ginn iwwer multilateral a bilateral, besonnesch awer och, well Lëtzebuerg e ganz staarke Partner ass, sougutt beim Welternährungsfong wéi bei der FAO, a souguer hu mer an dësem Moment d'Présidence vum Conseil vun de Gouverneure vum FIDA, wat alles Ernährungsprogrammer sinn. An ech mengen och, datt een do muss kucken: Wéi wäit kann een do agräifen? Wéi wäit kënne mer do mat derbäi sinn, amplaz datt mer alles selwer musse maachen?

Europa méi an de Rapporte mat eranzeschreiwen, dat, mengen ech, ass eppes, wat ee muss kucken, wéi wäit datt mer vun do Indikatioune kréien, déi eis wierklech och do méi wäit féieren. Den Här Braz huet gefrot och iwwert dee Grupp, deen et do gëtt. Do ass bis elo relativ éischter méi generell och diskutéiert ginn, wéi datt et ganz prezis Punkte gewiescht wieren. Mä wann et gewënscht ass, kënne mer selbstverständlech awer och eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

Ech si selbstverständlech och ganz d'accord mat deem, wat den Här Bettel seet, iwwert d'Kohärenz vun de Politiken. An ech denken, datt de Comité interministériel, deen de Mëtteg bal vu jiddwerengem ugeschwat ginn ass, deen nei besat gëtt a wou all Minister ee Vertrieder dran huet, wou also kee ka soen, ech hunn näischt domadder ze dinn an deenen nächste Joren. An och wéi deen elo esou soll zesummeschaffen a wéi dat soll matenee funktionéieren, denken ech, ass eppes, wou ee matenee kann eens driwwer ginn, fir net nëmmen ze soen, mir hunn dat alles gutt gemaach, oder datt ee sech an enger Situatioun do fënnt, fir sech géint alles ze wieren. Dat ass jo net de Sënn an Zweck dovun. Mä et geet wierklech drëm, ze kucken, wou si Punkten, wou een d'Kohärenz ka verbesseren.

De Félix Braz huet eis hei de Ranking erkläert, wou mer sinn, opgrond vun deem, wat de Cercle erausginn huet a wou elo mer zwee Leit héieren hunn, dat heescht eng Kéier de Cercle an eng Kéier de Félix Braz, déi sech ewell net do an alle Punkten eens sinn. Wann der elo nach méi hëllefen driwwer schwätzen, da sinn der nach méi net eens mateneen. Do muss een also kucken, datt een déi richteg Punkte fënnt, fir och do ze wëssen, wou nach Verbesserunge (veuillez lire: méiglech) sinn.

Ech wëll zum Beispill awer eppes soen och vun de Kohärenzen. Et ass och Rieds gaangen iwwert d'Agrocarburants. Do huet de Minister Schneider - den Etienne Schneider, vu datt mer der zwee hunn - e Bréif geschriwwen dem Här Oettinger, dem Kommissär vun der Energie, fir ze soen, hie soll elo emol soen, wat an deenen... ob déi Agrocarburants, wou déi ugebaut ginn, wou a wat mat deenen Terraine geschitt.

An dat, denken ech, ass awer dee beschte Bewäis derfir, datt net nëmmen ech dat soen an net nëmmen ech do wudderen, mä datt dat e Bewosstsinn ass, wat och an de Käpp vun anere Ministeren, Gott sei Dank, do dran ass. D'selwecht wéi och de Bréif, deen de Minister Frieden kritt huet iwwert d'Spekulatiounen an deen och gesot huet, hie wéilt sech op europäeschem Niveau justement bei deenen Direktiven och asetzen, fir datt dat mat där Spekulatioun, datt dat wéinstens géif reguléiert ginn, datt ee wéisst, wou dat géif higoen.

Ech si selbstverständlech mat all deenen d'accord, déi soen, mir wäre gären déi Éischt bei der Qualitéit. Elo si mer déi Éischt bei der Quantitéit pro Kapp, mä mir wäre selbstverständlech och frou, wa mer kéinte soen, mir wären déi Éischt bei der Qualitéit. Mir waarden elo nach...

(Interruption)

Mir schaffe selbstverständlech all Dag dodrun, mä mir si just elo amgaang ze kucken, wat mer vum CAD gesot kréien. Mir hunn deenen hir Remarquen ëmmer eescht geholl, esou wäit wéi et net zoufälleg eppes war wéi d'ONGen, hu mer och deem Rechnung gedroen. Ech gesinn deem och mat enger relativer Geloossenheet entgéint.

Et muss een och ëmmer erëm kucken, wa gesot gëtt: Sollt Der net nach do sinn, datt Der nach déi Kontrolle maacht? Mir haten eng Diskussioun justement och, wéi mer op Busan gaange sinn: Wie soll déi Transparenz do maachen? Dann op eemol ass et de CAD, deen dat eent mécht. An dann op eemol heescht et: Wier et dann net gutt, wann nach een eppes géif maachen?

Mir sinn éischter der Meenung fir ze soen: De CAD, dee kann dat. Da solle mer kucken, datt deen dat och richteg mécht, amplaz datt nach siwen aner Associatioune ronderëm Sue kréien och vu Länner, fir dann nach esou Géigenanalysen ze maachen. Ech menge jo, wann am CAD dat richteg gemaach gëtt, da gëtt jo all Land d'selwecht gekuckt, dann ass also kee Grond do, fir dann nach erëm op anere Plazen eppes aneschters ze kucken.

Ech soen dat net, well ech mengen, mir kéimen da besser ewech. Mä ech mengen, datt et da méi objektiv ass. An et ka jo net sinn, well een aus iergendengem Grond eppes erausfonnt huet, wat engem net passt, datt mir dann op eemol op der 43. Plaz da landen. Also, wéi gesot, mir selwer si selbstverständlech interesséiert drun - an dat ass fir all déi, deenen dat och eng Suerg ass -, fir ze kucken, wéi mer dat kënne maachen, fir méiglechst vill déi Transparenz ze kréien, mä och fir méiglechst gutt do ze sinn an net brauchen eis do ze verstoppe mat där Aarbecht, déi mer maachen.

Mir hunn elo zwou Propositioune kritt fir d'Assisen d'nächst Joer. Déi eng sinn elo just eriwwer. Elo waarde mer emol of, wéi vill datt der nach kommen, net datt mer 14 Deeg mussen d'Assisen d'nächst Joer dauere loossen. Mä ech denken, datt et awer ëmmer gutt ass, wann d'Leit sech dofir interesséieren. De President Fayot weess, datt mer ëmmer bereet sinn, ze kommen, an datt mer och ëmmer frou sinn, wann Dir Zäit hutt, wann och auslännesch Gäscht hei sinn, fir déi kënnen ze empfänken. Well ech menge wierklech, datt dat eppes ass, an de Marc Angel ass dorop agaangen, datt dat jo net nëmmen eppes ass, wat elo d'Regierung ugeet, mä datt och do en Échange ka gefouert gi mat der Chamber, wou jiddwereen dovu ka léieren.

Heiansdo bedaueren ech dat. Mir maachen eis jo dann och - do kënnt Der elo soen, dofir sidd Der jo do, dat ass och wouer -, maache mer eis d'Méi, fir och déi PICen erklären ze kommen. Dann dauert dat eng Woch, da kréien ech eng Question parlementaire: Wéi vill PICen hu mer? Wou sinn der? Wien ass dat? Do soen ech mer: Jo, dat ass vläicht och Cohérence des politiques.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Mä, wéi gesot, mir loossen eis jo dovunner net ënnerkréien. Dat, wou mer iwwerall Saache kënne maachen, déi verbesserungsfäeg sinn, sinn ech selbstverständlech och gäre bereet, ze kucken, wat mer, awéiwäit mer kënnen och déi Verbesserunge maachen, well et ass nëmmen an all eisem Interessi, fir dat och méiglechst gutt ze maachen.

Éducation au développement, wéi vill a wéi héich datt mer elo mat deene Subsiden do kënne goen. Ech menge jo, datt et wichteg ass, och esou wéi elo beim Développement durable, datt dat a feste Strukturen och an der Schoul gemaach gëtt. Well et awer eppes ass, wou een - ech gesinn dat an anere Beräicher, mir waren elo kuerz eng Kéier an der Justizkommissioun, fir iwwer en anere Beräich ze schwätzen -, ass et heiansdo ganz schwéier, wann ee muss mat ëmmer erëm eenzelne Leit awer kucken, fir eng Éducatioun gemaach ze kréien.

Et ass méi sënnvoll, wann een dat wierklech an där ganzer Éducatioun och erakritt. An et ass jo net nëmmen eng Éducatioun, déi een och bei Kanner mécht. Et muss ee selbstverständlech eng Éducatioun maachen och bei deenen Erwuessenen. Also mir kucken, wat mer an deenen nächste Joren do zousätzlech kënne maachen. Ech hoffen, datt mer dat, wat mer eis virgeholl hunn op ville Plazen, och an deene Länner...

Ech hunn och net ganz gären, wann heiansdo all Mënsch do duergestallt gëtt, wéi wann dat alles Lidderhanesse wären, wéi wann do nëmme jiddwereen am Kapp hätt, fir sech seng Täsche voll ze maachen. Also ech hunn esou vill flott an interessant Leit kennegeléiert, och Politiker an deene Länner, déi grad esou gutt hir Leit an hiert Land am Interessen hunn, wéi nëmmen ze mengen, datt et hinnen drëms géif goen, fir hir eegen Täschen do voll ze kréien. Där gëtt et, där gëtt et wahrscheinlech och iwwerall. Mä ech mengen, datt een dat och net sollt ze vill nëmmen an de Vierdergrond réckelen.

D'Mënscherechter, dat ass natierlech eng Geschicht, dat ass eppes, wat net ganz einfach ass. Wéi ech déi leschte Kéier am Nicaragua war, do hate mer mëttes d'Ambassadeuren aus Europa gesinn. An do waren Eenzelner, déi gesot hunn, dat wär jo awer onerhéiert do an deem Nicaragua, wéi dat dann do awer wär mat deene Mënscherechter, an datt do keng Demokratie wär, an datt dat... Bon, elo wësse mir alleguerten och, wéi dat do ass, an datt dann alles, esou wéi eis Aarbechten och alleguerten, nach verbesserungsfäeg ass.

Mä ech hunn dunn awer gefrot: Wa mer iwwerall géife fortgoen, wou keng mustergülteg Demokratië wären, wou mer dann eigentlech nach wahrscheinlech wären? Dat ass déi éischt Fro. An déi zweet ass: Wa mer iwwerall fortginn, wat heescht dat fir déi Leit? Mech gehäit dat enorm, wa mer soen, mir mussen elo eis Kooperatioun, wéi zum Beispill am Mali, ophéieren, well mer do mat deene Leit, déi e System hunn, deen net demokratesch ass... Déi, déi am meeschte bestrooft sinn, déi si well bestrooft, well se esou Politiker hunn. An da gi se nach eng Kéier vun eis bestrooft, well se eben an engem System sinn, wou mir hinnen dann net méi hëllefen. An dat ka jo definitiv awer net de Fall sinn!

Dat wëllt awer net heeschen, an dat wëll ech vläicht elo dem Här Kartheiser soen, mir féieren an all deene Länner, mat deene Regierungen och an eise Commissions de partenariat an an dem Dialogue politique (veuillez lire: Gespréicher) iwwert d'Mënscherechter, wou mer och op déi verschidde Situatiounen hiweisen. An ech mengen och, datt dat net aneschters ka sinn, an datt een et ka grad esou gutt uerdentlech maachen. Duerfir muss ee jo net mat dem Mëschtgreef drafueren, mä datt een och do de Leit ka soen, hei lauschtert emol, et ass an Ärem Interessi, wann Dir Iech och un déi Saachen haalt, an datt Der och kuckt, datt Der deene Verantwortungen an deene Verflichtungen, déi Der och op aneren Niveauen agaange sidd, datt Der déi och respektéiert.

Här President, ech kéint elo nach zwou Stonne schwätzen, mä ech denken, datt mer dat fir haut elo net maachen. Mä, nach eng Kéier meng Offerte un de President, de Ben Fayot an déi ganz Kommissioun, wann Der, fir deen een oder deen anere Punkt, datt mer eis och méi laang wëllen doriwwer ënnerhalen, och d'Propositioun fir eenzel Länner oder eenzel PICe méi genee ze kucken, also Dir wësst, datt mir ëmmer zu all Schandtat bereet sinn.

Merci.

M. le Président.- Madame Minister, den Här Kartheiser wëllt Iech nach eng allerlescht Fro stellen.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Oder vläicht nach zwou?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zwou? Merci! Merci, Madame Minister. Dir héiert, ech däerf zwou Froe stellen, Här President. Ech wollt dann déi éischt Fro stellen, mam Dialog mat de Mënscherechter. Natierlech, ech hu jo och ni gesot, mir sollen iwwerall fortgoen, wou d'Mënscherechter net agehale ginn. Mä, mengt Dir, Madame Minister, datt mer net misste vill méi staark op d'Konditionalitéite pochen an dann och, wann d'Konditionalitéiten net agehale ginn, dann awer och Konsequenzen zéien? Dat ass déi éischt Fro. Well am Ableck ass et esou, datt mer schwätzen a schwätzen, an ob se agehale ginn oder net, da bleiwe mer awer.

An déi zweet Fro, well Der mer der zwou erlaabt hutt, dat betrëfft d'PICen. Mengt Dir, Madame Minister, datt ech eng Question parlementaire iwwert d'PICe gestallt hätt, wann déi Erklärungen, déi mer an der Kommissioun kritt haten, mer duergaange wären? Meng Suerg, Madame Minister, war, datt dat eben net de Fall war.

A mengt Dir net, Madame Minister, mir sollten déi Texter endlech virgeluecht kréien an hei ratifizéieren, well et international Ofkommesse sinn, esou wéi mer et mat allen aneren Ofkommesse maachen? Dat géif déi Transparenz och a Finanzsaache schafen an d'Parlament esou respektéieren, wéi et och op anere Plazen an der Welt de Fall ass.

Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Also, fir unzefänken, iwwert d'Droits de l'Homme wëll ech soen, datt mer wierklech och mat de Leit esou schwätzen, wéi dat sech gehéiert an esou och soen, datt mer gären hätten, datt eppes géif geschéien. An, wéi gesot, och doranner ass et net, datt déi do bei alles soen: Dat ass eis

egal, wann hatt elo erëm zu Lëtzebuerg ass, dann héiert hatt jo näischt méi an da gesäit hatt näischt méi.

Et ass e Prozess, deen also och bestänneg ass a wou mer - nach eng Kéier - och kënne soen, mir kënnen lech dann déi Suen ewechhuelen. Mengt Der, dat géif onbedéngt deem, deem dat souwisou egal ass... Wann Dir d'Leit esou aschätzt, dann ass et em och egal, wann ech ginn, well et ass net deen, deen am meeschte geschiedegt ass. Nach eng Kéier sinn et déi Leit, déi d'Hëllef brauchen, déi mer domadder schiedegen an net onbedéngt een, dee President ass, oder een, dee Minister ass.

Wat d'PICen ubelaangt. Also nach eng Kéier, ech weess awer elo net, wat een an enger schréftlecher Äntwert méi ka kréien, wéi wann een an enger Kommissioun sëtzt. A wann een do net zefridden ass, Här Kartheiser, kënnt Dir froen, Dir kënnt stonnelaang Froe stellen, bis Der alleguerten, Dir a mir alleguerten, erschöpft sinn. Mä méi kënne mer lech awer dorobber och net äntwerten. An duerfir, mengen ech, datt dat vläicht awer elo net déi ganz gutt Explikatioun war oder déi gutt Fro, déi Der gestallt hutt.

Mä dat, wat ech lech awer wëll soen och iwwert dat, datt dat net géif richteg ofgestëmmt ginn. Dir stëmmt jo souwisou de Budget net, duerfir ass et lech jo egal, ob Der dat elo...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wie weess? E gëtt vläicht gutt geännert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Sapperlout! Also dat awer elo! Wa mer awer nach Wonner erliewen!

Une autre voix.- Dëst Joer ass alles méiglech!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech soen lech op jidde Fall, wann Der dee Budget, deen Der stëmmt, an deem stëmmt Der d'PICe mat an domadder hutt Der also och... déi Legitimatioun vun deem ass also och domadder am Parlament derduerchgaangen. Do gesinn ech also och net, datt dat eng Kéier en extraen Exercice muss sinn an der Chamber. An do sinn, mat Ausnahm vun dem ADR, all déi aner Parteien der Meenung, datt dat net misst extra ofgestëmmt ginn.

Mä, wéi gesot, mir hunn an deene leschte Joren, an de Marc Angel huet jo dankenswäerterweis hei erkläert, wéi vill Mol datt mer do waren a wat mer alles erkläert do hunn, duerfir mengen ech och, datt dat eigentlech dee richtege Wee wär an datt elo domadder där doter Fro geäntwert wier ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Neen, Här Kartheiser. Dir sidd haut verwinnt gi vun der Madame Minister mat Ären zwou zousätzleche Froen.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

5. Ordre du jour

M. le Président.- Domadder ass d'Diskussioun eriwwer. Mir hunn hei nach eng Motioun, déi den Här Braz eragereecht huet. Do gëtt proposéiert, déi eng Kéier an eng Sitzung vum November ze renvoyéieren.

(Assentiment)

Wann Der domadder d'accord sidd, da wär dat esou décidéiert. An da si mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. An domadder ass...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, entschëllegt, mä ech gi grad vun engem Kolleeg hei informéiert, dee scho méi laang heibannen ass, datt all Kéiers, wann e Minister geschwat huet, kann een nach d'Parole après ministre froen. An an deem Sënn wollt ech awer d'Ried nach eng Kéier froen.

M. le Président.- Da maacht Der dat déi nächste Kéier, Här Kartheiser. Elo ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.41 heures)

Sommaire des séances publiques nos 1, 2 et 3

Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Composition des commissions parlementaires p. 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2

Discours de M. le Président p. 2

Ordre du jour p. 2-4

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 4

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy p. 4-9

6445 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010 p. 9-10

6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011 p. 10-14

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy (suite) p. 14

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 15

Communications p. 15-16

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 16

6450 - Proposition de loi

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 p. 16

6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur p. 16-17

6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010 p. 17-18

6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail p. 18-19

Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail p. 19-25

Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité p. 25-27

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 27-28

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat) p. 28-33

Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch p. 33

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat) p. 33-37

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2100	Gast Gibéryen	Partenariat stratégique entre SMS group et Paul Wurth
2122	Marc Angel	Services de paiement
2133	Ali Kaes	Cadence et ponctualité de certaines lignes d'autobus
2139	Marcel Oberweis	Piste cyclable RAVeL entre Aix-la-Chapelle et Troisvierges
2141	Fernand Etgen	Contournement d'Ettelbruck et de Feulen
2142	Carlo Wagner	Service national de médecine de l'environnement
2144 cf. 2148	Fernand Kartheiser	Impact des moteurs Diesel sur la santé publique
2145	Fernand Etgen	Administration des Contributions directes
2147	Marcel Oberweis et Raymond Weydert	Carrefour au «Stafelter»
2148 cf. 2144	Camille Gira	Impact des moteurs Diesel sur la santé publique
2153	André Bauler	Trafic de transit dans la ville de Diekirch
2154	Félix Eischen	Faillite de la société Schlecker
2156	André Bauler	Émission d'un emprunt obligataire par Enovos S.A.
2163	Jean Colombera	Délinquants sexuels
2172	Claude Haagen	Facturation de l'eau potable
2177	André Bauler	«Bachelor professionnel en ingénierie» de l'Université du Luxembourg
2178	Marcel Oberweis	Urbanisation
2181	Lydie Polfer	Portail sur l'intégration
2182	Claude Adam	Registres de baptême
2183	Claude Adam	Bibliothèques scolaires
2184 cf. 2186	Henri Kox	Interdiction d'un pesticide
2185	Fernand Etgen	Installations solaires photovoltaïques
2186 cf. 2184	Roger Negri	Interdiction d'un pesticide
2190	Jean-Paul Schaaf	Renforcement des services de prévention de la toxicomanie au nord du Grand-Duché de Luxembourg
2191	Marcel Oberweis et Raymond Weydert	Sécurité à l'intersection de la route d'Echternach et du CR126 au «Waldhaff»
2192	Claude Adam	Antenne de l'Institut national des langues à Mersch
2194	Jean Colombera	Démence au Luxembourg
2196	Gast Gibéryen	Indemnité compensatoire en cas de reclassement externe ou interne
2197	Jean Colombera	Assurance dépendance en cas de séjour à l'étranger
2198	Gast Gibéryen	Action coordonnée en Europe contre la politique de ralentissement d'ArcelorMittal
2200	Marcel Oberweis	Construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique
2201	André Bauler	Examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique
2203	Eugène Berger	Stationnement de remorques de poids lourds le long de la N31
2204	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Certificats d'aptitude à conduire des patients souffrant de douleurs chroniques
2208	François Bausch et Claude Meisch	Remboursement d'un vol en avion privé par l'État
2209	Marie-Josée Frank	Participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil d'un enfant en internat
2210	Jean Colombera	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Doha
2211	Tessy Scholtes	Visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant voyager et travailler au Canada et en Australie
2212	Eugène Berger	Excuses signées par les élèves majeures
2214	André Bauler	Indemnités d'apprentissage
2216	Fernand Kartheiser	Citoyens de l'Union européenne dans le cadre de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2217	Jean Colombera	Manque du médicament «Dehydro-Sanol Tri»
2218	Jean Colombera	Temps d'ouverture de la Bibliothèque nationale
2219	Fernand Kartheiser	Démission du directeur de Cargolux
2221	Jean Colombera	Vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg
2224	Jean Colombera	Circoncision
2225	Jean Colombera	Médicament anticancéreux Avastin
2228	Serge Wilmes	Participation du Luxembourg aux expositions universelles
2229	Ben Scheuer	Déclaration de partenariat auprès d'une ambassade ou d'un consulat
2230	Jean Colombera	Informations du CEDIES sur l'e-health, la télémédecine et la télésanté
2231	Marc Angel	Heures de fermeture des magasins
2232	André Bauler	Nomination et mutation de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires
2233	Jean Colombera	Absence d'organisations sociales et politiques à la Foire de l'Étudiant
2234	Claudia Dall'Agnol	Bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché de Luxembourg
2235	Jean Colombera	Organisation du «Vëlo fueren am Miselerland»
2236	Marc Spautz	Cellule de Reclassement (CDR)
2238	Jean Colombera	Chercheurs
2239	Fernand Kartheiser	Discrimination par des compagnies aériennes
2241	Jean Colombera	Évaluation des investissements dans la recherche
2243	Fernand Kartheiser et Gast Gibéryen	Éclatement éventuel de la zone euro
2245	Fernand Kartheiser	Langue des signes dans les écoles
2247	Fernand Kartheiser	Autonomie des personnes handicapées
2248	Fernand Kartheiser	Détermination du grade du handicap des malentendants
2249	Jean Colombera	Héliport de l'hôpital d'Ettelbruck
2252	Serge Wilmes	Éventuelle acquisition par l'État de la maison du Ministre d'État honoraire Pierre Werner
2253	Jean Colombera	Acteurs dans le secteur des soins
2254	Gast Gibéryen	Biocarburant
2256	Fernand Etgen	Changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées
2257	Fernand Etgen	Horaire estival auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées
Session ordinaire 2012-2013		
2373 urgente cf. 2374 urgente	Josée Lorsché	Vaccins antigrippe retirés du marché en Suisse et en Italie
2374 urgente cf. 2373 urgente	Marc Spautz	Vaccins antigrippe Novartis

d'Chamber online op

www.chd.lu

Session ordinaire 2011-2012

Question 2100 (9.5.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **partenariat stratégique entre SMS group et Paul Wurth:**

Den Här Wirtschaftsminister huet bekannt ginn, datt den SMS-Grupp 48,1% vun den Aktië vum Traditionsbetrib Paul Wurth SA géif iwwerhuelen, e Betrib, wou och de Stat direkt an indirekt grouss Undeeler huet.

Am Joer 2006 hat de Premierminister an der Chamber uginn, am Kontext vun der Iwwernahm vun Arcelor duerch Mittal: „Déi Garantië fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mir awer kritt." Haut wësse mer, wat dës Aussoe wäert sinn.

Am Kader vun der Transaktioun vum SMS-Grupp huet den Här Wirtschaftsminister géintiwwer der Press dës Aussoe gemaach: „Die Regierung habe seitens des neuen Kapitaleigners sämtliche Garantien erhalten, die man eingefordert habe."

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1) A wéi enger Form (mëndlech, schréftlech an engem Dokument, dat zougänglech ass, schréftlech an engem Dokument, wat confidentiel soll bleiwen…) huet d'Regierung dës Garantië kritt?

2) Iwwer wéi eng Komponenten droen dës Garantië (Standuerter, Zuel vun de Beschäftegten, Erhale vum Sozialmodell, Siège vun der Gesellschaft…)?

3) Sollten, wéi am Fall ArcelorMittal, dës Garantien net agehale ginn, a wat fir enger Form kënne se da virun de Geriichter ageklot ginn?

Réponse (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Nodeems ArcelorMittal d'Regierung informéiert hat, datt si gedenken, hire Pak Aktië vu Paul Wurth un den däitsche Familljebetrib SMS ze verkafen, ass de Wirtschaftsministère an direkte Kontakt mat deene Responsable vun SMS getrueden.

Industriell gesinn ass SMS en interessante Partner fir Paul Wurth, deen eng grouss Komplementaritéit an der Produktgamme, e weltwäit Vertriebsnetz a signifikant personell, finanziell an technologesch Ressourcë matbréngt.

SMS huet zougesot, datt de Standuert Lëtzebuerg, de Sëtz vun der Gesellschaft, d'Zuel vun de Beschäftegten, de Lëtzebuerger Sozialmodell erhale bleiwen an datt duerch d'Zesummenaarbecht mat SMS de weidere Wuesstum vu Paul Wurth soll erméiglecht a gefördert ginn. Eng positiv gesamtwirtschaftlech Entwécklung ass natierlech Viraussetzung heifir.

Ausserdeem huet SMS op Demande vum Wirtschaftsminister der Lëtzebuerger Regierung de Poste vum President vum Verwaltungsrot vu Paul Wurth zougestanen.

D'Engagementer vun SMS ginn an engem vertraulechen Aktionärspakt festgehalen, deen um Punkt ass, ënnerschriwwen ze ginn.

Et sief och drun erënnert, datt den „closing" vun deenen Transaktiounen nach net gemaach ass. Eng Rei vu kartellrechtleche Froe mussen nach beäntwert ginn.

Question 2122 (25.5.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **services de paiement:**

D'après la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement qui transpose la directive européenne 2007/64/CE concernant le paiement dans le marché intérieur, les établissements financiers n'ont plus l'obligation de détecter des erreurs dans l'indication du compte bénéficiaire ni de les signaler automatiquement aux clients. En outre, les établissements financiers ne sont plus obligés de vérifier lors d'un ordre de paiement l'exactitude du numéro de compte indiqué par rapport au bénéficiaire mentionné sur le virement.

Or, selon le considérant 48 de ladite directive, les États membres ne doivent pas être empêchés «de demander au prestataire de services de paiement du payeur d'agir avec toute la diligence requise et, lorsque c'est techniquement possible et que cela ne nécessite pas d'intervention manuelle, de vérifier la cohérence de l'identifiant unique et, s'il apparaît que cet identifiant unique n'est pas cohérent, de refuser l'ordre de paiement et d'en informer le payeur».

Il se trouve que le Luxembourg n'a pas prévu de dispositions particulières à cet égard.

En cas d'indication d'un numéro de compte bancaire inexact, le client risque de voir ses fonds transférés vers le compte bancaire d'une tierce personne, tout en croyant avoir valablement payé. En plus, il risque d'avoir des difficultés à récupérer ses fonds engagés dans l'opération de paiement.

D'autre part, cette situation pourrait donner lieu à des fraudes en ce que des personnes peu scrupuleuses pourraient être amenées à virer sans contrôle des sommes sur des comptes douteux tout en indiquant dans le texte du virement un bénéficiaire honorable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la suppression du contrôle par les établissements financiers de la correspondance entre le numéro de compte indiqué sur un virement et son titulaire effectif facilite des fraudes comme par exemple le blanchiment d'argent et l'escroquerie en matière fiscale?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les clients devraient être protégés davantage, d'autant plus que le considérant 48 de la directive 2007/64/CE accorde cette possibilité aux États membres de l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il redresser cette situation défavorable pour les clients?

Réponse (5.10.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La problématique soulevée par la question parlementaire concerne la transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5 (ci-après «la directive PSD»). La loi qui a transposé la directive PSD dans le droit positif luxembourgeois est la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement (ci-après «la loi PSD»).

Aux termes du considérant 48 de la directive PSD l'utilisation d'un identifiant unique pour les opérations de paiement ne devrait pas empêcher les États membres «de demander au prestataire de services de paiement du payeur d'agir avec toute la diligence requise et, lorsque c'est techniquement possible et que cela ne nécessite pas d'intervention manuelle, de vérifier la cohérence de l'identifiant unique et, s'il apparaît que cet identifiant unique n'est pas cohérent, de refuser l'ordre de paiement et d'en informer le payeur».

L'article 100 de la loi PSD prévoit en conformité avec l'article 74 de la directive PSD dans son premier paragraphe qu'«un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par l'identifiant unique».

Au Luxembourg un type d'identifiant unique a été retenu pour chaque mode de paiement. Il en est ainsi du code IBAN (International Bank Account Number) qui a été retenu pour les virements bancaires. Les divers identifiants uniques ont en commun qu'ils sont structurés de telle sorte que leur valeur de contrôle est incluse dans la suite des caractères qui les composent. Ainsi la vérification de la cohérence de l'identifiant unique dont il est question dans le considérant 48 de la directive PSD (cf. supra) est assurée.

Par conséquent, si une personne se trompe sur un caractère de l'identifiant unique lors de sa communication au prestataire de services de paiement, elle n'a en principe pas à craindre que ses avoirs soient transférés vers le compte d'une tierce personne. Si néanmoins la situation devait se présenter, l'article 100 de la loi PSD fait obligation au prestataire de services de paiement de «s'efforcer, dans la mesure du raisonnable, de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement».

L'article 100 de la loi PSD prévoit en conformité avec l'article 74 de la directive PSD dans son troisième paragraphe que si le client fournit des informations en sus de l'identifiant unique, le prestataire de services de paiement n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par le client. Cette disposition vise à promouvoir l'automatisation des paiements («straight through processing») et partant la création d'un espace européen intégré des paiements. La standardisation des règles et pratiques de paiement est dans l'intérêt même des clients dans la mesure où elle contribue à la fourniture de services de paiement en euros, qui sont sécurisés, rapides et à des prix concurrentiels.

La loi PSD n'a d'ailleurs pas aboli l'obligation à charge des prestataires de services de paiement de vérifier la cohérence entre l'identifiant unique et le bénéficiaire indiqué sur l'ordre de paiement, une telle obligation n'ayant pas existé dans notre droit interne. Il s'agissait en fait d'une pratique courante des grandes banques de la place. La loi PSD n'empêche pas les banques de maintenir cette pratique si elles le souhaitent.

Le droit de l'Union et le droit national prévoient des sauvegardes pour empêcher des terroristes et autres criminels d'avoir accès aux systèmes de paiement et de les utiliser pour déplacer des fonds. C'est ainsi que la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et le règlement (CE) n°1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds, qui a mis en œuvre la recommandation spéciale VII du GAFI, assurent la traçabilité des virements de fonds. La traçabilité des virements de fonds est en effet un instrument particulièrement précieux et utile en matière de prévention, d'enquête et de détection des activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

En conclusion, la loi PSD est pleinement conforme au droit de l'Union et plus particulièrement, à la directive 2007/64/CE, y compris le considérant 48, et il n'est pas envisagé à ce stade de la modifier, les banques restant libres de maintenir la pratique de vérifier l'exactitude de l'identifiant unique par rapport au bénéficiaire indiqué sur l'ordre de paiement si elles le souhaitent.

Question 2133 (30.5.2012) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **cadence et ponctualité de certaines lignes d'autobus:**

Selon mes informations, sur les lignes d'autobus 500 (Ettelbruck-Echternach) et 501 (Echternach-Ettelbruck), aucune correspondance n'est actuellement garantie pour les voyageurs empruntant la ligne 111 (Echternach-Luxembourg via Berdorf). Or, une adaptation de l'horaire permettrait d'améliorer non seulement la correspondance sur les trains à Ettelbruck mais également les correspondances sur les lignes de bus 110, 111 et 485.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Concernant les lignes de bus 120 (Luxembourg-Junglinster-Luxembourg) et 192 (Rehazenter-Hassel-Rehazenter), communément appelées lignes Eurobus, il me revient que le temps de parcours de ces lignes serait réduit à tel point que la ponctualité en souffrirait considérablement.

Au vu de la densité du trafic routier sur ces lignes, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?

- Ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation des lignes susmentionnées et d'adapter les horaires aux réalités du trafic?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur la cadence et la ponctualité de certaines lignes d'autobus.

En ce qui concerne tout d'abord les correspondances sur les lignes 500 et 501, l'on précise que celle-ci est en effet limitée à quelques courses des lignes 110 et 485 à Echternach.

Comme les autobus des lignes 500 et 501 font la navette entre Ettelbruck et Echternach, les correspondances à assurer sont celles avec les trains à la gare d'Ettelbruck. Ainsi toute attente à Echternach d'une correspondance de la ligne 110 en provenance de Luxembourg ne permet plus d'assurer sur le retour la correspondance avec un train. D'ailleurs, la ligne 501 est une ligne purement scolaire, adaptée aux besoins des élèves à Echternach tout comme à Ettelbruck/Diekirch. Une quelconque correspondance sur d'autres lignes s'avère en l'occurrence sans intérêt majeur.

Seule une augmentation des autobus et de l'effectif pourrait garantir toutes les correspondances sur les deux terminus. Or, au vu de la fréquentation de ces lignes, une augmentation de la capacité n'est pas prévue actuellement.

En ce qui concerne la ponctualité des lignes 120 et 192, l'on précise qu'en 2011 deux arrêts supplémentaires ont été insérés à Hostert et à Rameldange dans le parcours de la ligne 120.

En outre, à partir du 1er mai 2012, le terminus de la ligne 192 à Hassel a été déplacé d'environ 300 m plus loin de sorte que le temps de parcours supplémentaire (30 secondes) n'a pas été repris à l'horaire.

Les lignes 120 et 192 respectent en principe l'horaire qui leur avait été attribué lors de leur introduction dans le système Eurobus le 11 juin 2001. Or, des retards sont fréquents, surtout en période scolaire, en se limitant cependant aux heures de pointe même si des facilités pour les bus ont été créées entre-temps dans la traversée de Kirchberg et du centre-ville.

À court terme ces mesures, certes insuffisantes face au trafic automobile très dense sur le trajet emprunté notamment à Howald-Hesperange (ligne 192) ou à Senningerberg (ligne 120), vont être améliorées par des projets de couloirs-bus en élaboration. Les chantiers prévus à Luxembourg-ville imposent de toute manière une adaptation conséquente des lignes de bus RGTR fréquentant l'agglomération de Luxembourg-ville.

À long terme l'itinéraire emprunté au centre-ville par les Eurobus sera assuré par le tram entre le Kirchberg et la gare centrale. Cette mesure garantira une ponctualité du transport public au centre-ville. Comme exposé dans la stratégie globale pour une mobilité durable, la mesure sera accompagnée par une réorganisation des lignes de bus et la mise en place d'un système de télématique afin de garantir les correspondances et de mieux informer les clients.

Question 2139 (8.6.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **piste cyclable RAVeL entre Aix-la-Chapelle et Troisvierges:**

Die Eifel-Hohes Venn-Ösling-Region stellt den größten grenzüberschreitenden Naturpark in der Großregion dar. Diese Region begreift u. a. den Nationalpark Eifel, den deutsch-luxemburgischen Naturpark, die Vulkaneifel und den deutsch-belgischen Naturpark Hohes Venn. Sie wird von zahlreichen Rad- und Wanderwegen durchkreuzt und bietet den Touristen faszinierende Einblicke in unterschiedliche Landschaften.

Von hohem touristischen Interesse ist die RAVeL-Fahrradpiste Nr. 48, Vennbahn genannt, beginnend in Aachen und sich über Monschau und Sankt Vith bis nach Ulflingen hinziehend. Die Distanz der Fahrradstrecke wird mit 130 km angegeben. Mittlerweile ist der überwiegende Teil ausgebaut und die Arbeiten ruhen vor dem Tunnel in der Nähe von Ulflingen. Aufgrund der Anwesenheit von Fledermäusen im Tunnel ruhen die Ausbauarbeiten nach Ulflingen. Dies verhindert den grenzüberschreitenden Kultur- und Umwelttourismus.

Es ist gewusst, dass die Fledermäuse nach der Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie der Europäischen Union streng geschützt sind und ihr Lebensraum besonders zu schützen ist. Die Fledermäuse dürfen während der Überwinterungs- und der Wanderungszeiten nicht erheblich gestört werden. Es ist u. a. verboten, die Tunnels, die als Winterquartiere für die Fledermäuse dienen, während dieser Zeit aufzusuchen.

Es hat sich jedoch mittlerweile ein gewisser Konsens für die Benutzung von Tunnels als Radfahrerstrecke herausgeschält. Dieser besagt, dass es einen Kompromiss zwischen den Radfahrern und den Fledermäusen geben kann. Unter Berücksichtigung gewisser Bedingungen, d. h. dem Einbau von geeigneten Schlitzen und Hohlräumen als Fledermausverstecke in der Tunneloberseite, kann ein Zusammenleben gewährt werden. Ebenfalls dürfen die Lichtanlagen in den Tunnels nicht oder nur sehr bedingt benutzt werden, weil die Fledermäuse empfindlich reagieren.

Als Beispiel soll hier der Sauerland-Radring mit dem Fledermaustunnel dienen. Von Anfang November bis Ende März ist der Tunnel zum Schutz der dort überwinternden Fledermäuse für die Radfahrer und Fußgänger gesperrt. Ein weiteres Beispiel stellt der Milseburgtunnel der Rhönbahn dar, dieser ist im Winter Ruheraum für die Fledermäuse und vom 1. November bis Mitte April gesperrt.

Der Höhsieper Tunnel ist ebenfalls zum Schutz der Fledermäuse im Winterquartier gesperrt und wenn die vorgeschriebene Trennwand steht, dann kann der Tunnel ganzjährig von Radfahrern und Spaziergängern genutzt werden. Es werden Einflugschneisen, durch die die Fledermäuse in den geschützten Raum gelangen, eingerichtet.

Der historische, 724 m lange Wegeringhauser Tunnel zwischen Drolshagen im Kreis Olpe und Bergneustadt wurde am 28. April 2012 eröffnet. Durch den beleuchteten Tunnel können die Fahrradfahrer während der Sommerzeit radeln und von November bis Mitte April ist der Zutritt allein den Fledermäusen vorbehalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn delegierten Minister für nachhaltige Entwicklung folgende Fragen stellen:

- In welchem Stadium befinden sich die Arbeiten auf dem Teilstück der Fahrradpiste zwischen Ulflingen über Huldingen bis an die belgische Grenze?

- Könnten die angeführten Überlegungen aus Deutschland bezüglich des Zusammenlebens von Fledermäusen und Fahrradfahrern auf der RAVeL-Fahrradpiste für den besagten Tunnel zwischen Belgien und Luxemburg umsetzbar sein?

Réponse (14.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Die Vennbahn von Aachen nach Troisvierges/Ulflingen ist mit einer Länge von etwa 125 km einer der längsten Bahntrassen-Radwege Europas, zu dessen Bau die verschiedenen Projektpartner aus Deutschland, Belgien und Luxemburg sich verpflichtet haben. Die Vennbahn stellt dabei das Rückgrat eines ganzen Systems von anzubindenden Radwegen auf ehemaligen Bahntrassen dar, die zu einer touristisch einmaligen Attraktion ausgebaut werden.

Die Arbeiten an der Radroute PC21 „Vennbahn" auf luxemburgischem Gebiet erstrecken sich über eine Länge von etwa 7 km und teilen sich in zwei Lose auf:

- Los 1 von Ulflingen nach Goedingen mit einer Länge von 4.030 m;

- Los 2 von Goedingen bis zur belgischen Grenze mit Unterquerung der Nationalstraße N7 mittels des Tunnels bei Huldingen mit einer Länge von 3.000 m.

Die Ausbauarbeiten am Los 1 sind so weit abgeschlossen und die Arbeiten am Los 2 ruhen momentan vor dem etwa 800 m langen stillgelegten Eisenbahntunnel bei Huldingen aufgrund der Anwesenheit von Fledermäusen. Eine erste Studie hat ergeben, dass der Tunnel von mindestens neun Fledermausarten - davon drei FFH-Anhang-II-Arten - während des Spätsommers/Herbstes und zur Überwinterung genutzt wird. Eine zusätzliche Studie soll Aufschluss über das Schwarm- bzw. Paarungsverhalten der Fledermäuse im August/September geben. Diese Studie muss abgewartet werden, bevor eventuelle Ausbauarbeiten im Tunnel beginnen können.

Es ist richtig, dass es mögliche Vermeidungs- und Minderungsmaßnahmen im Rahmen der Planung und des Baus eines Radweges durch Eisenbahntunnel mit Fledermausnutzung gibt, die demgemäß eine Nutzung des Tunnels durch Fledermäuse und Radtourismus nicht von vornherein ausschließen. Auf der Pressekonferenz im Beisein vom delegierten Nachhaltigkeitsminister und der Tourismusministerin der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens vom Montag, 11. Juni 2012 wurde eine Wintersperrung von Oktober bis Mai des Tunnels bei Huldingen angekündigt. Um die ganzjährige Befahrbarkeit der Vennbahn zu gewährleisten, erfordert diese Maßnahme den Bau einer Umgehung des Tunnels. Außerdem wird der Tunnelausbau das vorhandene Mikroklima erhalten und die Beleuchtung des Tunnels würde dem Lebensraum der Fledermäuse angepasst werden, das heißt atmosphärisches/gedämmtes Licht sowie eine rein wegweisende Beleuchtung.

Question 2141 (11.6.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **contournement d'Ettelbruck et de Feulen:**

En 2007, le contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15) a été mis sur la liste des grands projets d'infrastructures à réaliser par l'État comme un seul projet. Le papier stratégique «route2020.lu» du réseau routier étatique, établi par l'Administration des Ponts et Chaussées, parle également d'un seul projet en ce qui concerne le contournement d'Ettelbruck et de Feulen. Le plan sectoriel «Transports» (PST) prévoit la même priorisation pour le contournement d'Ettelbruck et de Feulen.

La stratégie globale pour une mobilité durable appelée «MODU» a revu le phasage des différents projets prévus par l'avant-projet du PST. D'après cette stratégie, le contournement de Feulen ne figure plus parmi les projets prioritaires du réseau routier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le contournement d'Ettelbruck et de Feulen a été scindé en deux projets distincts?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le contournement de Feulen ne figure plus parmi les projets routiers prioritaires?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le contournement de Feulen est dans la logique du contournement d'Ettelbruck?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre des passages traversant quotidiennement Niederfeulen (N15), notamment pendant les heures de pointe?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce trafic va s'accroître dans le contexte de la finalisation de la route du Nord?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la traversée de Niederfeulen présente un risque d'accident accru?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que la qualité de vie des habitants de Niederfeulen se trouve fortement dégradée par l'augmentation constante du trafic?

- Est-ce que les études d'impact prévoyant plusieurs tracés ont entre-temps été finalisées et est-ce qu'un tracé définitif pour le contournement de Feulen a été retenu?

- Monsieur le Ministre peut-il faire un pronostic quant au délai de la réalisation du contournement de Feulen?

Réponse (23.8.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet du contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen.

Dans la motion du 24 octobre 2007, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur du projet du contournement d'Ettelbruck/Feulen (N7-N15), présenté comme projet unique. Par contre, dans le document technique de l'avant-projet du plan sectoriel «Transports» (PST) publié en octobre 2008, les projets des contournement d'Ettelbruck et de Feulen sont documentés sur des fiches distinctes, ce qui reflète la réalité des études qui depuis toujours ont fait la distinction entre les deux projets.

D'un point de vue fonctionnel, le contournement de Feulen constitue en effet le prolongement logique du contournement d'Ettelbruck. Mais ce dernier est d'autant plus nécessaire, si on veut désencombrer le centre d'Ettelbruck notamment aux heures de pointe et réduire les pertes de temps considérables pour tous les usagers de la route, et en particulier des autobus, ce qui aura un effet bénéfique sur la qualité des transports publics. Le contournement d'Ettelbruck est utile en vue du développement du projet de la Nordstad et s'intègre parfaitement dans le concept de mobilité durable «MODU» qui favorise la priorisation des projets et des budgets en fonction de l'efficacité en termes de mobilité. En ce qui concerne le contournement de Feulen, qui constitue certainement un soulagement local pour les riverains, sa réalisation a été déphasée par rapport au contournement d'Ettelbruck pour ces mêmes raisons de priorisation.

En 2011, le poste de comptage installé dans la descente «Häng» de la N15 a accusé un trafic journalier moyen de 10.886 véhicules, les deux sens de circulation confondus. Ceci correspond à 634 unités en heure de pointe matinale et 879 pour l'heure de pointe en soirée.

L'impact de la finalisation de la route du Nord en l'occurrence est difficile à prévoir. L'effet que l'ouverture du tronçon Lorentzweiler-route d'Echternach de la route du Nord en 2015 pourra avoir est multiple est difficilement évaluable, vu la redistribution probable du trafic nord-sud, actuellement concentré sur les pénétrantes, comme la N12, la N7 etc. À noter également que la distribution du trafic dépend également de l'évolution et du développement des centres d'attraction et que le concept «MODU» cherche à optimiser ainsi que les chaînes de mobilité qui seront rendues plus attrayantes. Rappelons à cet effet l'importance du rôle de l'arrêt ferroviaire Pont Rouge après l'ouverture de la route du Nord.

En ce qui concerne l'éventuel risque d'accidents accru, il y a lieu de souligner que le trafic journalier moyen de poids lourds observé sur la N15 a baissé de 1.000 véhicules en 2001 à moins de 450 en 2011.

Quant à la qualité de vie des habitants de Niederfeulen, si l'on a déjà constaté un recul du nombre des poids lourds circulant dans la traversée de Niederfeulen on peut également signaler que le trafic journalier moyen n'affiche pas d'augmentations par rapport aux dernières années.

Enfin, l'étude d'impact de ce projet sera finalisée en décembre 2012 sur base d'un tracé connu depuis longtemps. Aucun délai de réalisation du contournement de Niederfeulen ne peut être avancé à l'heure actuelle.

Question 2142 (11.6.2012) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Service national de médecine de l'environnement:**

En mai 2005 le Conseil de Gouvernement s'est déclaré d'accord, sur proposition de Monsieur le Ministre, avec la mise en place d'un service national de médecine de l'environnement. À l'époque le Gouvernement avait également chargé le maître d'ouvrage, à savoir le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, de poursuivre les études en relation avec le projet.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Où en sont les projets quant à l'implantation d'un tel service?

- Quel est le calendrier prévisionnel du début des travaux de construction?

- Quelles sont les raisons expliquant les retards du début des travaux de construction de cet établissement dont on discute depuis presque une décennie?

Réponse (26.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les responsables du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), qui est le maître d'ouvrage chargé de la mise en place du service de médecine de l'environnement, les études conceptuelles et de faisabilité ont bien évolué. Le concept médical afférent pourrait se réaliser en étroite collaboration avec les services existants au niveau de la direction de la Santé en charge de la médecine de l'environnement et de la médecine du travail, ainsi qu'avec le Laboratoire National de Santé pour les analyses complexes en la matière.

Il ne s'agira pas d'une nouvelle construction, mais de travaux de transformation sur un site existant qui pourraient débuter à court délai après l'approbation d'un concept médical à présenter par le CHEM.

Le projet se conçoit dans un cadre d'évolution des connaissances scientifiques dans le domaine de la médecine de l'environnement, qui reste une discipline jeune et en pleine évolution. Le projet a évolué pour des raisons de fonctionnalité et de coût d'une construction dédicacée et isolée vers un service dynamique, ceci grâce à la collaboration étroite avec d'autres services médicaux déjà en place. Il s'agit surtout des services cités ci-dessus relevant de mon Ministère et qui permettent ainsi de dégager des synergies ainsi qu'une efficience maximale dans le fonctionnement journalier.

Par ailleurs, et toujours d'après les informations du CHEM, le concept de médecine de l'environnement devrait se développer vers une structure à caractère ambulatoire dotée de possibilités d'hospitalisation dans un service adapté et permettant au surplus une exploitation hospitalière flexible.

Question 2144 (13.6.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**impact des moteurs Diesel sur la santé publique:**

Récemment, les experts du «Centre international de recherche sur le cancer» (CIRC), organe qui fait partie de l'agence pour le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ont classé les émissions des gaz d'échappement des moteurs Diesel comme cancérogènes pour l'homme (groupe 1 de la classification OMS).

Suite à cette information, je souhaite poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour tenir compte de l'impact des moteurs Diesel sur la santé publique?

Question 2148 (14.6.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**impact des moteurs Diesel sur la santé publique:**

Récemment, l'agence pour le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a classé les gaz d'échappement des moteurs Diesel comme étant avec certitude «cancérogènes pour l'homme». La décision du groupe de travail était unanime.

Au Luxembourg, le carburant diesel et les moteurs à carburant diesel sont traités de façon avantageuse à plusieurs niveaux financiers (accises, subventions, etc.). Ainsi, le nombre de voitures équipées d'un moteur à carburant diesel ne cesse d'augmenter depuis 1990 pour atteindre actuellement presque 80% des nouvelles immatriculations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- De quelle façon est-ce que Messieurs les Ministres entendent réagir dans leurs domaines de responsabilité respectifs au fait que les émissions des moteurs Diesel sont reconnues comme cancérogènes?

Réponse commune (4.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La récente classification des particules diesel (Russpartikel) en classe 1 (cancérigène certain pour l'homme) par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) soulève les observations suivantes:

D'une part, les deux études américaines qui mènent à cette nouvelle classification ont été réalisées sur des travailleurs à forte exposition (mineurs utilisant pendant des années des machines au diesel au fond des mines). D'autre part, il convient de noter que le danger probable en matière de cancérogénicité avait déjà été établi dans les années 80, époque à laquelle le CIRC avait classé les particules diesel comme probablement cancérigènes pour l'homme (classe 2A).

Le fait que les particules diesel soient toxiques ou nocives est donc connu depuis les années 1980. Outre la cancérogénicité (tumeurs des poumons et de la vessie), des troubles pulmonaires, en l'occurrence l'asthme et la bronchopneumopathie chronique obstructive BPCO (ou COPD en anglais) et même des problèmes cardio-vasculaires sont rapportés et décrits dans la littérature médicale.

Depuis les années 80, de nombreux efforts ont été entrepris dans le but de réduire l'exposition aux particules diesel. Ainsi, les voitures diesel sont équipées désormais de filtres efficaces qui retiennent les particules. Par ailleurs, les mesurages des gaz d'échappement au contrôle technique ont été déplacés vers l'extérieur. À l'échelle mondiale, les fabricants de moteurs Diesel, les raffineurs ou encore les fabricants de technologies de contrôle des émissions ont investi depuis les années 80 dans la recherche sur les technologies et les stratégies de réduction des émissions de particules diesel.

D'autre part, il faut garder en mémoire que les alternatives au diesel, en l'occurrence l'essence n'est pas sans risque pour la santé non plus. En effet, l'essence figure également dans liste des substances du CIRC étant classées comme potentiellement cancérogènes (classe 2B, la même classe que le DDT par exemple). Un des composants de l'essence, à savoir le benzène est d'ailleurs classé cancérogène classe 1 tout comme le diesel. À noter que le benzène ne peut pas être retenu au moyen d'un filtre à particules.

Il en résulte que depuis les années 80, des efforts considérables ont été réalisés en matière de réduction de l'exposition de l'homme aux particules diesel et que la problématique touche, selon les experts, beaucoup plus les pays où il n'y a pas de réglementation spécifique et où les voitures et camions ne sont pas obligatoirement équipés de filtres à particules.

Question 2145 (14.6.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**Administration des Contributions directes:**

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre des Finances à ma question parlementaire n°2092 quant aux moyens mis à disposition de l'Administration des Contributions directes pour lutter contre la fraude et l'escroquerie fiscales *(cf. compte rendu n°11/2011-2012)*, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Monsieur le Ministre affirme que «(…) le Gouvernement a pris des mesures pour moderniser et renforcer les dispositifs en place au Luxembourg». Outre la déclaration électronique de

TVA, quelles sont les mesures ayant permis d'alléger et de simplifier les procédures administratives?

- L'Administration des Contributions directes a reçu de nouvelles missions étant donné qu'elle est désormais chargée de délivrer les fiches d'impôt au lieu des administrations communales. Est-ce qu'il a été procédé à un renforcement des effectifs permettant de répondre efficacement à ces nouvelles charges? Si oui, est-ce que le personnel prévu est suffisant?

- Monsieur le Ministre fait, d'une manière générale, état d'un renforcement des effectifs dans les administrations fiscales. Est-ce que Monsieur le Ministre a fait évaluer les moyens en personnel nécessaires aux administrations fiscales pour leur permettre de s'acquitter dans des conditions satisfaisantes de leurs tâches? Si oui, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions de cet examen? Est-ce qu'un plan de recrutement en vue des départs à la retraite est prévu? Peut-il me renseigner sur le nombre exact du nouveau personnel à recruter et sur son affectation? Si des recrutements supplémentaires sont prévus, dans quels délais seront-ils effectués?

Réponse (4.9.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En complément à la réponse fournie à la question parlementaire n°2092, je me permets de préciser que l'analyse faite pour évaluer les besoins pour renforcer les effectifs des administrations fiscales a été menée en concertation étroite avec les directeurs des administrations fiscales. Cette analyse ne se résume pas à un exercice ponctuel même si un renforcement substantiel a été prévu dans le budget 2012, mais reflète un souci et un effort continu dont l'objectif est d'établir une relation équilibrée entre les défis et la complexité croissante des tâches des administrations fiscales et les moyens dont elles disposent pour s'acquitter de ces tâches - tout en tenant compte des contraintes budgétaires. Il est à remarquer que malgré cet effort de renforcement en personnel un nombre important de postes restent ouverts dans toutes les administrations fiscales.

Question 2147 (14.6.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Raymond Weydert** *(CSV)* concernant le **carrefour au «Stafelter»:**

Le carrefour au «Stafelter» entre Helmsange/Walferdange et Senningerberg/Waldhaff, voire entre Dommeldange et Eisenborn, présente un certain nombre de dangers à cause d'une imperceptibilité pour les automobilistes, qui passent fréquemment par ce carrefour et à cause du défaut d'aménagement de passage pour piétons.

Par l'inauguration et l'ouverture de la «maison du Stafelter», située sur ce carrefour en question un nouveau danger est apparu. Cette maison est d'un côté destinée à des formations pour les travailleurs des forêts et d'un autre côté elle va organiser des expositions. Cependant, même après la rénovation de la maison, il faut retenir qu'il existe un manque de places de stationnement pour les visiteurs de la maison. De plus, cet endroit peu perceptible pour les automobilistes est dangereux notamment pour les visiteurs ou les classes scolaires traversant le carrefour parce qu'il n'existe pas de passage pour piétons pour passer en sécurité d'un côté à l'autre de la route.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les aménagements que le Ministère peut prévoir afin d'améliorer la perceptibilité des automobilistes à ce carrefour précis?

- Ne pourrait-on pas envisager d'élargir la route venant de Helmsange/Walferdange ainsi que celle venant de Senningerberg/Waldhaff et d'y aménager une troisième piste afin de tourner et de se ranger sans danger sur la route direction Eisenborn ou direction Dommeldange?

- Pour améliorer la sécurité des piétons, ne pourrait-on pas mettre en place un passage souterrain préfabriqué pour piétons ainsi que des places de stationnement supplémentaires?

Réponse (3.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur le carrefour au «Stafelter» entre Helmsange/Walferdange et Senningerberg/Waldhaff, en particulier en relation avec l'ouverture de la maison du Stafelter organisant des expositions et attirant ainsi du public.

L'on rappelle qu'en date du 26 juin 2006, une permission de voirie a été émise au Service des Sites et Monuments pour la transformation et la rénovation du bâtiment existant. À l'époque, le demandeur de cette permission de voirie a précisé qu'aucun parking pour voitures ne serait ajouté, sauf pour personnes handicapées et pour livraisons et que les visiteurs seraient invités de stationner leurs voitures sur un parking situé à environ 100 mètres du site pour se rendre en direction de la maison de Stafelter par les divers chemins forestiers spécialement aménagés à cette fin.

Or, il s'avère très difficile de trouver des solutions adéquates pour augmenter la sécurité des automobilistes et des piétons qui ne suivent pas les recommandations du bénéficiaire de la permission de voirie (i.e. utiliser le parking indiqué à 100 mètres).

Ainsi, l'élargissement de l'assiette du croisement avec l'aménagement d'une tourne à gauche va affecter d'une façon très substantielle la forêt du Grünewald qui est protégée comme site sensible et vulnérable du point de vue écologique.

D'autre part, la construction d'un passage souterrain pour piétons n'est pas réalisable du point de vue technique à cet endroit.

J'ai donc invité mes services à prendre contact avec le permissionnaire, c'est-à-dire le Service des Sites et Monuments et avec l'exploitant pour examiner d'un commun accord les moyens pour inciter les visiteurs à utiliser le parking existant, le cas échéant par la mise en place d'une signalisation adéquate.

Question 2153 (20.6.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic de transit dans la ville de Diekirch:**

La création d'une voie routière reliant directement le Centre d'instruction militaire (CIM) du «Herrenberg» au giratoire «Fridhaff» permettrait à la fois de libérer la ville de Diekirch d'une bonne partie du trafic de transit quotidien et d'améliorer l'accessibilité du CIM.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont déjà fait élaborer une étude de faisabilité en la matière? Dans l'affirmative, quelles en seraient les conclusions?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il disposé à faire élaborer un avant-projet concret en vue d'envisager la construction d'une telle route de délestage donnant sur le futur contournement nord de Diekirch? Quelles seraient les contraintes environnementales à respecter? Un pareil projet pourrait-il bénéficier d'un traitement prioritaire?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques concernant le développement du trafic sur les routes étatiques permettant d'accéder à la ville de Diekirch, respectivement d'en sortir? Combien de véhicules en provenance de Vianden et d'Echternach (trafic de transit) pourraient être pris en charge à l'heure actuelle par le contournement projeté «Seltz-Fridhaff»?

Réponse (23.8.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le projet d'une route reliant directement le centre militaire du Herrenberg au giratoire du Fridhaff, susceptible de libérer la ville de Diekirch d'une part de trafic non négligeable.

En effet, la création d'une connexion directe du centre militaire de Diekirch situé sur les hauteurs du Härebierg à la route nationale N7 est étroitement liée à la réalisation du contournement de Diekirch-Nord reliant le hameau de Seltz à partir de la route N17 à la route N7 à la hauteur du carrefour à sens giratoire Fridhaff.

En date du 19 avril 2012, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a présenté la «Stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers», appelée «MODU». Dans ce document, le contournement de Diekirch-Nord est classé dans la phase 2 retenant les projets dont la réalisation est programmée à l'horizon 2030. En conséquence, le projet du contournement de Diekirch-Nord bénéficie d'une certaine priorité ministérielle et son étude de faisabilité est sur le point d'être achevée.

Vu la nature de la zone d'étude et l'étendue du projet, des impacts sur l'environnement ne peuvent pas être exclus a priori. De ce fait, le tracé de la route projetée sera déterminé en sorte à ne pas détériorer des biotopes de haute valeur écologique, notamment les pelouses sèches sur substrat calcaire du versant Botterweck. D'autres mesures sont à prévoir, notamment pour compenser les incidences sur la faune, flore et le paysage en général.

Quant aux statistiques sur le développement du trafic sur les routes étatiques reliant la ville de Diekirch, provenant des postes de comptage de l'Administration des Ponts et Chaussées, celles-ci donnent un trafic journalier moyen (TJM) d'environ 18.500 véhicules/24h sur la N7 entre Ingeldorf et Diekirch et de 12.500 véhicules/24h sur la N17 entre Bleesbréck et Diekirch. Ces valeurs de trafic sont restées plus ou moins constantes durant les dernières années et ceci est probablement dû au fait que ces axes sont déjà fortement chargés. Par contre, le trafic sur la route N7 entre Diekirch et Fridhaff par le Bamerdall a augmenté de 45% durant les dix dernières années. Ces tendances sont par ailleurs confirmées par une étude de réorganisation du réseau routier au centre de Diekirch se basant sur des comptages de trafic réalisés en 2006 et 2010. Vu la charge de trafic relativement élevée sur la route N17 entre Bleesbréck et Diekirch, l'on peut effectivement présumer qu'une majeure partie des véhicules en provenance de Vianden et d'Echternach sera déplacée vers le contournement de Diekirch-Nord «Seltz-Fridhaff».

Question 2154 (20.6.2012) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **faillite de la société Schlecker:**

Lors de la déclaration de faillite de la multinationale Schlecker en Allemagne il y a quelques semaines, les autorités ont exclu, dans un premier temps, la faillite corrélative des filiales de Schlecker localisées au Luxembourg.

Cependant, aujourd'hui, l'annonce d'une éventuelle faillite du groupe autrichien Schlecker XL qui se trouve apparemment en lien direct avec les filiales luxembourgeoises, a secoué l'actualité.

D'aucuns estiment que les filiales luxembourgeoises subiront le même sort que celles situées en Autriche.

Dans ce cas au Luxembourg, 28 filiales Schlecker seraient concernées et 120 emplois en danger si le groupe Schlecker XL n'était pas absorbé ou pris en charge par une autre société.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

- Peut-il confirmer la nouvelle d'une éventuelle faillite du groupe Schlecker XL en Autriche et les possibles liens entre les filiales luxembourgeoises et autrichiennes?

- Quel est le degré de dépendance des filiales autrichiennes et luxembourgeoises?

- Quelles mesures pourrait-il envisager afin d'éviter que les 120 employées Schlecker ne se retrouvent au chômage?

Réponse (4.9.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Suite aux derniers développements dans le dossier Schlecker il est à noter que la société autrichienne Anton Schlecker S.à r.l. avec ses succursales, dont celles de Luxembourg, a trouvé un acquéreur, à savoir la société de restructuration autrichienne TAP 09.

Le nouveau propriétaire reprendra l'ensemble des 1.350 sites en Autriche, Italie, Pologne, Belgique et Luxembourg.

Le Gouvernement ne manquera pas, tout comme les partenaires sociaux concernés d'ailleurs, de suivre attentivement tous les développements dans ce dossier et ce notamment par rapport à la situation des salariés occupés dans les magasins Schlecker à Luxembourg.

Question 2156 (20.6.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**émission d'un emprunt obligataire par Enovos S.A.:**

La société Enovos International S.A. (pas de rating officiel) - dans laquelle l'État luxembourgeois, la SNCI et la Ville de Luxembourg détiennent une part importante d'actions (25,44% + 10,01% + 8,00% = 43,45%) - a récemment émis un emprunt obligataire qui donne un rendement net à maturité de 3,44% alors que le rendement d'une obligation émise par l'État luxembourgeois (rating AAA), avec une maturité plus longue de presque une année, se situait à l'époque aux alentours de 1,75%. D'autres actionnaires d'Enovos du même secteur (E.ON, RWE, GDF-Suez) paient des rendements de l'ordre de 2,40%.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications pourquoi le rendement de cet emprunt obligataire est presque le double ce celui de l'emprunt étatique en question?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un rendement de l'ordre de 3% ait été plus réaliste (mais toujours très alléchant pour l'investisseur) compte tenu de la qualité des actionnaires, des bonnes performances de la société en question et de l'évolution favorable du secteur de l'énergie? Comparé au rendement payé (3,44%), les coûts pour l'entreprise auraient diminué d'environ cinq millions d'EUR sur les sept ans durant lesquels cet emprunt court.

- Dans l'affirmative, qui devra payer les coûts supplémentaires qui résultent d'un tel différentiel de rendement?

Réponse (27.8.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concernant un emprunt obligataire émis par la société Enovos International S.A., je puis vous communiquer les informations ci-après:

Enovos International a émis mi-juin un emprunt obligataire de 200 millions euros pour une durée de sept ans dans le but de diversifier ses sources de financement et de poursuivre son développement.

Selon les informations recueillies auprès de la société et sans avoir vocation à être exhaustif, le produit de l'emprunt obligataire servira pour le financement des programmes généraux d'investissements, en ce compris les opportunités de croissance externe dans les activités liées à l'énergie renouvelable ou conventionnelle, à la distribution et aux réseaux et ce notamment au Grand-Duché, dans la Grande Région et dans les marchés européens où le groupe Enovos est commercialement présent et oriente son développement stratégique.

Ainsi l'emprunt couvrira également les besoins financiers inhérents à l'optimisation et l'extension des réseaux de transport d'énergie (électricité et gaz) et à la mise en place des réseaux de distribution énergétiques de l'avenir (réseaux et compteurs intelligents). Il répondra à la demande d'assurer une plus grande indépendance énergétique nationale et de maintenir un haut confort technologique et de sécurité d'approvisionnement aux consommateurs.

Les principaux acteurs dans le secteur de l'énergie ou de l'industrie, tout comme l'État luxembourgeois ou d'autres émetteurs souverains effectuent en règle générale des émissions obligataires portant sur des montants dépassant les 500 millions voire le milliard d'euros. Ces emprunts sont destinés à un nombre limité d'investisseurs avertis dits «institutionnels» attirés par des notations («rating») officielles et des marges de crédit attractives.

Le groupe Enovos International S.A. n'est pas coté en bourse et ne dispose pas de notation indépendante. La notoriété du groupe, constitué en 2009, est encore limitée au niveau institutionnel international voire mondial. Par contre, dans la préparation de l'émission, l'image et la notoriété d'Enovos ont été jugées très positives auprès de la clientèle luxembourgeoise. Au vu de ces circonstances ainsi que du montant visé de l'emprunt, l'appel au marché financier essentiellement national a été jugé préférable au recours des marchés des capitaux institutionnels de dimension internationale.

Néanmoins, le coût à payer par l'émetteur Enovos International S.A. reflète les conditions du marché, le profil de risque de l'entreprise et le fait qu'en principe, toute émission inaugurale comporte une prime à intégrer dans le prix offert aux investisseurs.

Bien que les pouvoirs publics, au sens large, représentent 43,45% de son actionnariat, Enovos International S.A. n'est pas à considérer comme une entreprise publique et ne bénéficie pas du crédit de la notation de l'État luxembourgeois. Ce sont les bilans passés de l'entreprise, les perspectives de ses secteurs d'activité et de ses propres performances, les risques encourus dans ses métiers de base et notamment ceux liés aux fluctuations des volumes et des prix d'énergie qui sont pris en considération pour établir le rendement d'intérêt à offrir aux investisseurs et d'ailleurs largement décrits à travers un prospectus répondant aux exigences de la directive européenne 2003/71/CE et approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

Enovos International S.A. s'était fait accompagner, pour l'émission de son emprunt, par les principales banques de la place financière luxembourgeoise qui, à travers leurs réseaux d'agences respectifs, ont placé les obligations auprès de l'investisseur privé. Afin d'assurer le succès de l'émission, le rendement finalement retenu avait été recommandé par les banques comme le minimum à offrir aux investisseurs au regard des conditions attendues du marché au moment de l'émission.

Enfin et d'après les informations reçues par la société, la seule émission d'un emprunt obligataire par une entreprise comparable à Enovos International S.A. (taille, secteur, marché «retail» et timing) serait celle de la société Fluxys S.A., société belge de transport et de stockage de gaz naturel, détenue majoritairement par les pouvoirs publics belges. Fluxys S.A. a offert mi-mai un taux d'intérêt de 4,125% pour l'émission d'un emprunt obligataire de 350 millions euros sur une durée de six ans, comparé au taux de 3,75% (hormis commission de souscription) offert par Enovos International S.A. pour une durée de sept ans.

Question 2163 (25.6.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **délinquants sexuels:**

Concernant les délinquants sexuels ayant été emprisonnés pour abus sexuels, je me permets de vous poser les questions suivantes:

1) Combien de délinquants sexuels ont été condamnés depuis l'année 2000 jusqu'à aujourd'hui?

2) Combien de délinquants sexuels ont été condamnés depuis l'année 2000 jusqu'à aujourd'hui pour des faits d'abus sexuels respectivement des viols sur des mineurs?

3) Combien de personnes ont été poursuivies et condamnées depuis l'année 2000 pour des faits de pédopornographie?

4) Combien de thérapeutes s'occupent actuellement des délinquants sexuels?

5) Est-ce qu'il existe une convention entre le Ministère de la Justice et l'association BIOS-Luxembourg?

Réponse (27.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Remarques préliminaires:

Les chiffres indiqués ci-après sont relatifs à des personnes dont les données sont enregistrées au casier judiciaire pour avoir été condamnées du chef des différentes infractions.

Il s'en dégage que les chiffres se rapportent

- uniquement à des personnes effectivement condamnées et non aux personnes où des poursuites (ou enquêtes) sont en cours. Ces derniers chiffres ne signifient d'ailleurs en fin de compte rien puisqu'on ignore tout du sort qui sera réservé à l'affaire.

- La question parlementaire tend à connaître le nombre de condamnations intervenues dans les matières visées depuis 2000. Les statistiques se basant sur les données du casier, il n'y a pas lieu de perdre de vue qu'en application des dispositions législatives relatives à la réhabilitation, par la force des choses les données relatives aux personnes réhabilitées n'y figurent plus.

Ad question 1:

Du chef de viol, d'attentat à la pudeur et d'outrage aux bonnes mœurs, 399 personnes ont été condamnées.

Ad question 2:

La banque de données actuelle ne permet pas de fournir des éléments de réponse à cette question.

Ad question 3:

429 personnes figurent au casier judiciaire pour avoir été condamnées depuis l'an 2000 du chef de pédopornographie.

Ad question 4:

Le service médical est doté de 2,5 psychiatres et d'un psychologue (qui a également une formation en sexologie). Ces personnes prennent en charge les délinquants sexuels au même titre que les autres détenus. À l'heure actuelle, quatre psychothérapeutes sont chargés d'offrir des séances individuelles à des délinquants sexuels. Le CPL est en contact avec d'autres thérapeutes qui peuvent intervenir, le cas échant, sur demande.

Ad question 5:

Une telle convention n'existe pas à l'heure actuelle.

Question 2172 (28.6.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **facturation de l'eau potable:**

Lors de l'élaboration des règlements communaux sur la distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine plusieurs administrations communales ont intégré des modalités d'abonnement de distribution d'eau potable visant à faire du propriétaire du logement le redevable de l'eau consommée par le locataire débiteur défaillant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

1. Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une telle modalité est conforme à l'article 12 de la loi du 19 décembre 2008 qui veut que les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources soient supportés par les utilisateurs?

2. Une administration communale peut-elle établir des liens de solidarité ou de cautionnement par un acte d'autorité? Si oui, ces modalités sont-elles conformes aux articles 1202 et 2015 du Code civil?

3. Ces règlements communaux ne risquent-ils pas d'être annulés sur base de l'article 95ter de la Constitution de 1868 dans le cadre du contentieux en matière de paiement de taxes communales?

4. Le recours à un cautionnement bancaire ou au dépôt d'une somme d'argent à l'administration communale ne serait-il pas un moyen plus adéquat pour garantir les redevances pour fournitures d'eau?

Réponse (17.9.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député a pour objet certaines modalités concernant la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Ad 1., 2. et 3. L'article 12 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau se limite à prévoir que les coûts effectifs liés à l'utilisation de l'eau sont récupérés sans se prononcer sur la qualité de propriétaire ou de locataire du redevable.

De surcroît, l'article 12 de la loi de 2008 précitée n'instaure pas pour les taxes communales relatives à l'utilisation de l'eau une solidarité entre propriétaires et locataires.

Par ailleurs, l'honorable Député cite à juste titre l'article 1202 du Code civil qui dispose que «La solidarité ne se présume point: il faut qu'elle soit expressément stipulée. Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.»

Par conséquent, un règlement communal ne saurait étendre unilatéralement une obligation civile à divers redevables sous forme d'obligation solidaire. Pareille solidarité ne pourrait résulter que d'une loi ou d'une convention entre parties concernées.

Cette position a d'ailleurs été confirmée par la jurisprudence et rappelée par le Ministère de l'Intérieur à plusieurs reprises. Il s'ensuit qu'à défaut d'habilitation législative expresse, un règlement communal sur la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ne saurait introduire une solidarité entre le locataire et le propriétaire. Une telle disposition est susceptible d'être écartée devant les juridictions judiciaires conformément à l'article 95 de la Constitution qui prévoit que les juridictions judiciaires n'appliquent les règlements généraux et communaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.

Ad 4. Je partage l'analyse de l'honorable Député qu'il peut être utile de subordonner l'abonnement à la fourniture d'eau à la mise en place d'une garantie. L'article 159 de la loi communale du 13 décembre 1988 prévoit à cet effet que «pour les recettes provenant de la fourniture d'eau (…) le receveur communal peut demander soit au début du contrat de fourniture soit au cours de son exécution une avance qui ne peut dépasser quatre fois la consommation mensuelle présumée ou effective du débiteur.»

Question 2177 (4.7.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **«bachelor professionnel en ingénierie» de l'Université du Luxembourg:**

Il me revient qu'une étude sur l'employabilité des diplômés issus du «bachelor professionnel en ingénierie» de l'Université du Luxembourg aurait mis en évidence certaines déficiences de la formation en question. D'après cette étude, le «bachelor» serait peu axé sur la pratique et le monde professionnel. Nombre de patrons préféreraient les ingénieurs industriels (IST d'antan) aux nouveaux «bacheliers»: les premiers auraient été en effet mieux préparés à la vie active, tandis que les seconds manqueraient d'expériences concrètes ou de stages par rapport aux enseignements dispensés par l'ancien IST ou aux établissements supérieurs à l'étranger, tels que les «Fachhochschulen» en Allemagne. De plus, la majorité des étudiants du «bachelor» n'aimeraient guère quitter le Grand-Duché pour continuer leurs études dans un autre pays de l'Union européenne, voire ailleurs. Enfin, il y aurait des faiblesses rédactionnelles au niveau des langues usuelles, notamment dans la filière du «génie civil».

Tout en étant parfaitement conscient de l'autonomie de l'Université du Luxembourg en matière d'élaboration de programmes d'études, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et, dans l'affirmative, fournir le cas échéant des explications détaillées à ce sujet?

2. L'Université du Luxembourg a-t-elle informé le Ministère des insuffisances relevées par l'étude en question?

3. Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions des experts qui ont été chargés d'analyser les forces et faiblesses de cette formation?

4. Monsieur le Ministre est-il au courant d'éventuels changements que l'Université du Luxembourg se proposerait d'opérer dans ce contexte, afin de répondre aux analyses des experts et aux exigences du monde professionnel?

5. Dans la négative, Monsieur le Ministre serait-il disposé à organiser un échange de vues avec les responsables de l'Université du Luxembourg et les milieux intéressés afin de discuter d'adaptations éventuelles?

Réponse (4.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire n°2177 de Monsieur le Député André Bauler, j'ai l'honneur de fournir ci-dessous les informations demandées.

Plusieurs études sont en cours.

Depuis 2011, l'Université du Luxembourg collabore avec l'Institut Universitaire International de Luxembourg (IUIL) dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds social européen et destiné à analyser l'insertion sur le marché du travail des diplômés issus d'un certain nombre de ses programmes.

Une étude portant sur le bachelor en ingénierie, réalisée avec l'aide de Deloitte Tax & Consulting, suit une enquête effectuée par l'Université du Luxembourg qui a été présentée à la Chambre des Députés le 16 février 2011. Le rapport final de cette nouvelle enquête est en cours de rédaction et les résultats seront présentés de manière détaillée le jour de la remise des diplômes de bachelor prévue le 5 octobre 2012. Les conclusions seront tirées au moment où le rapport sera public.

Rappelons que la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication a doté ses programmes d'un comité d'accompagnement comprenant des membres du monde socio-économique. Celui du bachelor en ingénierie comporte ainsi, outre les directeurs des filières de formation et un étudiant, trois représentants d'entreprises et d'administrations. Ce comité d'accompagnement sera appelé à analyser en premier lieu les résultats de cette étude. Il va de soi que dès que l'Université du Luxembourg aura finalisé cette étude et élaboré ses conclusions, le Ministre en fera de même et en informera la commission parlementaire afférente.

Question 2178 (4.7.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**urbanisation:**

Luxemburg hat eine Gesamtfläche von circa 259.000 ha, davon stehen 50 Prozent der Landwirtschaft zur Verfügung und 34 Prozent sind mit Wald bedeckt. 10 Prozent der Gesamtfläche werden bis dato für die Urbanisierung beansprucht. Aufgrund des Bevölkerungswachstums der letzten 50 Jahre hat sich der Flächenverbrauch für den Bau von Infrastrukturen jedweder Art massiv erhöht.

In der Zeitspanne von 1990 bis 2006 wurden etwa 13.700 ha verbaut, 11.600 ha für den Wohnungsbau und 2.100 ha für Transportinfrastrukturen. Lag der Flächenverbrauch pro Tag in den Jahren 1990 bis 2000 noch bei 3 ha pro Tag, so sank dieser Dank des Inkrafttretens des IVL im Jahr 2003 auf 1,3 ha pro Tag in der rezenten Vergangenheit, diese Verlustrate ist z. B. proportional höher als in Deutschland. Die Versiegelung betrifft die Bereitstellung von neuem Wohnraum, von Infrastrukturen, die Aussiedlung von Klein- und Mittelunternehmen sowie neuen Industrieunternehmen. Die geforderten Kompensierungsflächen bedingen ebenfalls den Verlust von wichtigen Nutzflächen der Landwirtschaft.

Das Nachhaltigkeitsministerium gab vor Kurzem die Anweisung, den Flächenverbrauch in verschiedenen IVL-Gemeinden auf 0,5 ha pro Tag zu begrenzen. Eine solche Entscheidung ist im Sinne der nachhaltigen Entwicklung äußerst begrüßenswert, um einerseits die Lebensqualität der Bürger zu erhalten und anderseits die gewachsenen Landschaften nicht zu sehr zu beanspruchen. Ein äußerst sparsamer Umgang mit der Lebensressource Boden muss zum transversalen Grundsatz für alle Politikbereiche erhoben werden.

Wohl wissend, dass unsere Gemeinden in Zukunft weiter wachsen werden, u. a. durch die Umsetzung des Wohnungspakts, möchte ich dem Herrn delegierten Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen folgende Fragen stellen:

- Welche Strategie liegt vor, um das gewünschte Ziel von 0,5 ha Landverbrauch pro Tag zu erreichen, dies unter Berücksichtigung neu zu schaffender Wohnflächen und anderer Infrastrukturen?

- Wie sollen des Weiteren der Waldschutz und die Versiegelung von landwirtschaftlichen Flächen in diese Politik eingebunden werden?

- Welche Konsequenzen ergeben sich durch die transversale Politik auf die bevorstehende Ausweisung der sektoriellen Pläne sowie die Bereitstellung von Kompensationsflächen?

- Wie können die Gemeinden im Sinne der Nachhaltigkeit in diesen Prozess eingebunden werden?

Réponse (10.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Die Strategie, mit der das gewünschte Ziel von 0,5 ha Landverbrauch pro Tag zu erreichen ist, wird zu großen Teilen in den fast fertiggestellten Projekten zu den vier primären sektoriellen Plänen gegeben, die allesamt das Ziel verfolgen, die zukünftige räumliche Entwicklung, die sich aus dem notwendigen wirtschaftlichen und demografischen Wachstum ergeben wird, so nachhaltig und flächensparend wie möglich zu gestalten.

In diesem Sinne wurden die sektoriellen Pläne im Rahmen der strategischen Umweltprüfung, die aufgrund der Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Mai 2008 betreffend Pläne und Programme mit potenziellem Impakt auf die Umwelt erforderlich wurde, dahingehend geprüft, dass sie dem vorgegebenen Schutzziel zur Genüge Rechnung tragen.

Des Weiteren werden im Rahmen der jeweiligen strategischen Umweltprüfungen die kommunalen Flächenbebauungspläne in dieser Optik beleuchtet und gegebenenfalls neu justiert, wobei der jeweilige Referenzwert je nach Gemeinde und in Funktion bestimmter Kriterien definiert wird.

Auf die Frage, wie der Waldschutz und die Versiegelung von landwirtschaftlichen Flächen in diese Politik eingebunden werden, ist darauf hinzuweisen, dass die angestrebte Reduzierung des Flächenverbrauchs sich auch positiv auf diese beiden Aspekte auswirken wird, wobei der Wald seit jeher aufgrund der spezifischen Gesetzgebung in Luxemburg einen besonders starken Schutz genießt. Beide Aspekte wurden und werden im Rahmen der strategischen Umweltprüfungen, die für Pläne und Programme erstellt werden müssen, in Bezug auf die jeweiligen Schutzziele besonders erörtert.

Betreffend die Bereitstellung von Kompensationsflächen ist zu erwähnen, dass derzeit eine Studie in Auftrag gegeben wurde, die eine erste Analyse des Kompensierungsbedarfs, der sich aus den sektoriellen Plänen Transport, wirtschaftliche Aktivitätszonen und Wohnungsbau ergibt, durchführt und auch erste Hinweise enthalten soll, wo die Kompensierungsmaßnahmen sinnvollerweise umgesetzt werden sollen. Diese Resultate können im Landschaftsplan auch so festgeschrieben werden.

Der jeweilige Kompensationsbedarf, der sich aufgrund der kommunalen Flächenbebauungs-

pläne ergibt, wird im Kontext der jeweiligen strategischen Umweltprüfung erarbeitet.

Die Gemeinden müssen die sektoriellen Pläne in ihren PAG und PAP berücksichtigen und gegebenenfalls umsetzen, damit es zu einer substanziellen Verringerung des Flächenverbrauchs kommen wird.

Die Umnutzung der Industriebrachen sowie die Nachverdichtung von bebauten Gebieten in den Gemeinden können zu einer Reduzierung des Flächenverbrauchs in der Grünzone beisteuern. Des Weiteren kann die Verstärkung der interkommunalen Zusammenarbeit bei der Planung und Realisierung größerer Infrastrukturen, wie Zweckbauten oder Gewerbegebiete, zu einem wesentlich flächeneffizienteren Umgang mit dem Schutzgut Boden beitragen. Das Nachhaltigkeitsministerium ist bemüht, die Gemeinden, mit denen eng in den sogenannten Konventionsgebieten zusammengearbeitet wird, verstärkt in diese Richtung zu bewegen.

Question 2181 (6.7.2012) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant le **portail sur l'intégration:**

Le portail européen pour l'intégration EWSI permet d'avoir accès à de nombreux documents, évènements, news et pratiques d'intégration émanant de tous les États membres de l'UE. Ce portail recense quelque 225 entrées concernant le Luxembourg. Il me revient que l'OLAI prépare également un portail sur l'intégration au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la plus-value de ce portail par rapport à l'EWSI?

2) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le coût total pour la mise en place de ce portail luxembourgeois?

3) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le coût annuel pour la gestion et l'alimentation de ce nouveau site?

4) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le sort du portail «diversité.lu» également financé par OLAI?

5) Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les dépenses engendrées par la mise en place et la gestion de ce site?

Réponse (6.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1)

Le site «Integraloc» préparé actuellement est un site qui résulte d'une demande des acteurs locaux qui souhaitent mettre en place des actions en matière d'intégration au niveau local. Le portail EWSI quant à lui fournit aux décideurs politiques et aux professionnels de l'intégration en Europe un outil d'échange d'informations et de bonnes pratiques.

Le site «Integraloc» a été conçu d'entrée de jeu comme un véritable outil polyvalent pour les acteurs de l'intégration locale. Il joue ce rôle d'outil à travers la mise en réseau des acteurs sur le terrain et il permet un partage des expériences et la constitution de compétences partagées. Le site présente en outre aux acteurs tout un ensemble de ressources directement opératoires, ayant fait leurs preuves et qui répondent à leurs besoins.

Ad 2)

Les dépenses encourues à ce jour pour la mise en place dudit site s'élèvent à quelque 35.000 euros. Toujours est-il que suite à des phases tests avec les acteurs locaux, des adaptations seront éventuellement nécessaires.

Ad 3)

Le coût annuel pour l'alimentation et la gestion de ce site est de 991,99 €.

Ad 4)

Le site «diversité.lu» est un site qui a été élaboré et mis en ligne avec le soutien du programme communautaire Progress. C'est un projet qui a été porté par trois associations, à savoir Caritas Luxembourg, le Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) et 4motion a.s.b.l., et soutenu par le Centre pour l'égalité de traitement. Dans le cadre du projet de 2011, l'élaboration et la mise en ligne du site avaient été prévues. Ce site aurait dû être développé dans le cadre d'un projet soumis pour un cofinancement à la Commission européenne - projet qui n'a pas été retenu. À ce jour, le site est toujours en ligne mais ne pourra être développé davantage sans ressources supplémentaires.

Ad 5)

Outre les frais de salaires des employés des associations partenaires de l'ordre de 73.266,57 euros, le site a coûté 3.000 euros pour les traductions, 9.977,40 euros pour le développement technique du site et 5.311 euros pour les honoraires des experts qui y ont contribué. Ces frais ont été couverts à hauteur de 80% par un cofinancement communautaire.

Question 2182 (6.7.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **registres de baptême:**

La cérémonie religieuse du baptême se traduit entre autres par l'inscription de certaines données relatives aux enfants et aux parents dans les registres de baptême de la paroisse concernée.

Considérant que l'affiliation individuelle à tel ou tel culte religieux est considérée comme une information personnelle très sensible, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la catégorie dont font partie les banques de données des adhérents des différents cultes religieux au Luxembourg? Est-ce qu'ils nécessitent une autorisation de la part de la CNPD?

2) Est-ce que les registres de baptême du culte catholique sont gérés conformément aux dispositions légales relatives au traitement des données à caractère personnel?

3) À qui incombe formellement la responsabilité pour le traitement et la sécurité des informations concernant les adhérents? En ce qui concerne plus spécifiquement les registres de baptême catholiques, est-ce que la responsabilité appartient aux paroisses ou plutôt à l'archevêché en tant que représentant national?

4) Est-ce que les citoyens possèdent aussi dans ce domaine le droit d'accès, de rectification et de suppression complète de leurs données personnelles des bases de données des adhérents et notamment du registre de baptême?

5) Y a-t-il une quelconque relation entre le nombre de citoyens figurant dans les bases de données des adhérents et le soutien financier accordé aux cultes par le biais du conventionnement? Dans l'affirmative, laquelle?

Réponse commune (13.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes:*

La réponse à cette question a été préparée en concertation avec le département des Cultes, le Ministère d'État et la Commission nationale pour la protection des données.

L'honorable Député prétend à juste titre que la mention d'une personne sur un relevé renseignant sur son affiliation à un culte religieux peut être considérée comme une donnée sensible au sens de l'article 6 paragraphe (1) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, car cette donnée révèle les convictions religieuses et philosophiques de la personne concernée.

1) Selon la CNPD la question est de savoir si la tenue des registres de baptême est à qualifier de traitement de données rentrant dans le champ d'application de la loi modifiée du 2 août 2002 qui ne s'applique qu'au «traitement automatisé en tout ou en partie, ainsi qu'au traitement non automatisé de données contenues ou appelées à figurer dans un fichier» (article 3 paragraphe (1) premier tiret). Le fichier de données à caractère personnel étant défini comme «un ensemble structuré de données accessibles selon des critères déterminés (…)» permettant un accès aisé aux données personnelles en cause.

Les registres de baptême du culte catholique contiennent les inscriptions manuscrites du curé de la paroisse tenant à l'acte du baptême à savoir le nom et le prénom du baptisé, la date et le lieu de naissance, la date et le lieu du baptême, ainsi que les noms et prénoms des parents et des parrains. Ces inscriptions se font dans un ordre purement chronologique et sont dépourvues d'indexation de sorte qu'elles ne répondent pas aux critères retenues par la jurisprudence et la doctrine qui qualifient un fichier structuré comme fichier permettant l'accès quasi immédiat aux informations concernant une personne donnée de façon similaire à la simplicité et rapidité qui caractérisent les fichiers informatiques. Ces critères doivent donc être remplis pour que les traitements de données opérés de façon manuelle soient couverts par la législation sur la protection des données. Notons que la tenue des registres de baptême du culte protestant est similaire à celle du culte catholique sauf que les registres de baptême du culte protestant contiennent une indexation par ordre alphabétique.

En ce sens les registres de baptême du culte catholique ne sont pas couverts par la législation sur la protection des données et ne sont donc pas soumis à autorisation préalable de la CNPD. En revanche, si la législation sur la protection des données s'appliquerait, un traitement de catégories particulières de données ne serait soumis à autorisation préalable de la CNPD que s'il répondait en outre à l'un des cas visés à l'article 14 de la loi (par exemple s'il contenait des données génétiques).

2) La Commission nationale pour la protection des données n'a pas eu connaissance d'une violation des dispositions légales relatives au traitement des données à caractère personnel dans le contexte des registres de baptême du culte catholique encore qu'elle ait eu à fournir des renseignements sur certains aspects ponctuels suite à des demandes individuelles.

3) Il faut préciser d'emblée que l'Église catholique ne dispose pas de registre général ou national de baptême mais que chaque paroisse dispose de registres paroissiaux de baptême. D'après le Code de droit canonique, le curé de la paroisse est le détenteur des registres de catholicité, à cet effet il veillera à ce que les registres paroissiaux soient tenus convenablement et conservés avec soin. Les inscriptions sur les registres de baptême relèvent donc de la seule autorité des curés des différentes paroisses. Les obligations de confidentialité et de sécurité des données relèvent également de leur responsabilité personnelle.

4) S'il s'impose, comme le pense la CNPD, que les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne sont pas applicables en tant que telles au registre de baptême, seul le principe d'un traitement loyal et non préjudiciable et celui du respect de la vie privée tel qu'énoncé par la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée sont à respecter en la matière.

En pratique l'archevêché, s'il est saisi d'une requête d'une personne de ne plus vouloir faire partie de la communauté catholique, demande au curé de la paroisse dans le registre de laquelle figure l'inscription du baptême de mentionner en marge de l'acte de baptême la décision d'apostasie qui lui est signifiée. Une suppression complète de l'inscription n'est pas entreprise. Par souci de confidentialité et de sécurité des données personnelles, la consultation des registres de baptême n'est pas ouverte à des tiers et aucune divulgation ou dissémination de ces données ne sera faite.

La question quant au droit de demander la suppression complète de leurs données personnelles par les personnes ayant procédé à leur apostasie a été soulevée dans plusieurs pays, cependant la loi modifiée du 2 août 2002 n'est pas de nature à y apporter une réponse alors que l'hypothèse visée sort de son champ d'application.

5) Il n'y a pas de lien direct entre les registres de baptême et le soutien financier accordé aux cultes conventionnés. Un lien indirect peut se dégager du nombre de personnes croyantes figurant initialement dans les registres de baptême et le nombre de celles qui sont à encadrer par les différents cultes conventionnés, alors que les ministres du culte, et pour l'Église catholique les enseignants de religion chargés de cet encadrement, sont financés par l'État par voie de convention.

Question 2183 (6.7.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **bibliothèques scolaires:**

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques exige dans son article 6 que toute bibliothèque publique soit membre du réseau national des bibliothèques «bibnet.lu». Cette adhésion implique toute une série d'obligations au niveau du catalogage et de la gestion bibliothécaire afin de garantir une certaine cohérence et la mise en œuvre d'un catalogue collectif des bibliothèques publiques.

Tandis que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques obligent chaque école et chaque lycée à se doter d'une bibliothèque, elles ne précisent pas la structure ou le fonctionnement de ces bibliothèques scolaires. Plusieurs bibliothèques du secondaire ont déjà rejoint le réseau «bibnet.lu», mais ce n'est pas le cas des bibliothèques des écoles fondamentales. Le fonctionnement des bibliothèques scolaires est donc très hétéroclite.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quels sont les systèmes de gestion bibliothécaire actuellement utilisés par les bibliothèques scolaires de l'école fondamentale et de l'enseignement secondaire luxembourgeois?

2) Est-ce qu'il ne serait pas avantageux, voire nécessaire que le Ministère opte pour un seul système cohérent et facilement adaptable à la réalité scolaire et aux bibliothèques de petite taille?

3) Comment assurer la mise en commun, respectivement la mise en réseau des catalogues des bibliothèques scolaires, afin de permettre une recherche plus vaste à l'image du réseau «bibnet.lu»?

4) Est-ce qu'un raccordement de l'ensemble des bibliothèques scolaires à «bibnet.lu» est envisageable? Si oui, à quelle échéance?

5) Vu que la loi du 24 juin relative aux bibliothèques publiques a entre autres comme objectif «de favoriser des synergies, notamment entre les bibliothèques communales, associatives et scolaires, par la création de bibliothèques publiques à vocation régionale», comment est-ce que Madame la Ministre entend promouvoir ces synergies?

6) Dans son article 9, la loi permet à un groupe de plusieurs bibliothèques «dont notamment les bibliothèques communales, associatives, thématiques de droit privé et scolaires», de se regrouper «en une bibliothèque unique à vocation régionale composée de plusieurs entités.» Est-ce que des bibliothèques scolaires ont déjà saisi cette opportunité pour s'associer à des bibliothèques publiques? Si oui, lesquelles?

Réponse commune (7.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député pose plusieurs questions en rapport avec les bibliothèques scolaires et les bibliothèques publiques.

En premier lieu, Monsieur le Député souhaite savoir quels sont les systèmes de gestion de bibliothèques utilisés par les bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire luxembourgeois.

À l'école fondamentale, deux systèmes de gestion de bibliothèques sont utilisés majoritairement. Une très grande partie des écoles utilise «myLibrary», un logiciel qui est inclus dans le portail éducatif «mySchool» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. D'autres écoles ont acquis les droits d'utilisation d'un logiciel développé par une société privée du Luxembourg.

Au niveau de l'enseignement secondaire, il y a également coexistence de plusieurs systèmes:

- le logiciel utilisé par le réseau des bibliothèques luxembourgeoises «bibnet.lu», géré par la Bibliothèque nationale en coopération avec le Centre informatique de l'État;

- un logiciel de gestion de bibliothèques scolaires développé par le Centre de ressources et de documentation pédagogiques de Poitiers (France);

- «myLibrary», le logiciel mis à disposition par «mySchool».

D'autres systèmes sont en usage dans quelques lycées, mais on constate au cours des dernières années un changement progressif vers un des trois logiciels cités ci-avant.

En deuxième lieu, Monsieur le Député demande «s'il ne serait pas avantageux, voire nécessaire que le Ministère opte pour un seul système cohérent et facilement adaptable à la réalité scolaire et aux bibliothèques de petite taille.»

Le déploiement d'un seul système permet au niveau national d'économiser des ressources humaines et financières pour la gestion des bibliothèques scolaires tout en mettant en réseau l'ensemble des centres de documentation des lycées et écoles. L'intégration des bibliothèques scolaires des lycées (centres de documentation et d'information, CDI) dans le réseau «bibnet.lu» permettrait entre autres de les connecter avec les autres bibliothèques du réseau «bibnet.lu» et d'inciter les élèves à consulter une offre documentaire plus large que celle de leur CDI. La participation au réseau «bibnet.lu» a l'avantage de permettre aux bibliothèques de petite taille une offre de services documentaires et d'information de qualité égale à celle d'autres bibliothèques disposant de plus de ressources

et ce indépendamment de leur localisation géographique.

Force est cependant de constater que les besoins pédagogiques diffèrent entre les écoles de l'enseignement fondamental et les lycées. Par ailleurs, les établissements scolaires, dans le cadre de leur autonomie pédagogique, ont choisi progressivement et en fonction de différentes considérations leur solution propre. Il s'avère de ce fait difficile d'imposer du jour au lendemain, en bloc, une harmonisation des logiciels de bibliothèques pour tous les ordres d'enseignement.

Pour ce qui est des questions 3) et 4) sur la mise en réseau des catalogues des bibliothèques et ce par le réseau «bibnet.lu», il faut à nouveau distinguer entre les bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental et les CDI des lycées.

Pour les premières, une mise en réseau via «bibnet.lu» ne s'avère pas primordiale puisque le logiciel «Aleph» n'est pas prioritairement conçu pour des bibliothèques d'enfants. Un catalogue commun des bibliothèques de l'enseignement fondamental est envisageable à moyen terme. Une étude de faisabilité préalable s'imposerait néanmoins afin de dégager la solution la plus avantageuse et la plus porteuse d'avenir.

En ce qui concerne les CDI des lycées, il convient de noter qu'actuellement 15 d'entre eux sont membres du réseau «bibnet.lu». La participation de toutes les bibliothèques de lycée au réseau «bibnet.lu» serait avantageuse. Pour ce qui est du cadre général de fonctionnement des CDI, un document de réflexion sur «Les centres de documentation et d'information (CDI) au Luxembourg» est en cours d'élaboration au sein du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Il sera soumis à toutes les parties impliquées au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2012/2013.

Pour ce qui est de la cinquième question, aussi bien la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle que la Ministre de la Culture souhaitent développer les synergies entre bibliothèques publiques (au sens de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques) et bibliothèques scolaires. Vu qu'il s'agit d'une approche nouvelle au Luxembourg, il conviendra à l'avenir de créer dans la mesure du possible les conditions matérielles (infrastructures) et de définir les modalités de coopération permettant une telle collaboration (par exemple accessibilité de ces bibliothèques par des publics différents) en étroite coopération avec les autorités communales.

Le document de réflexion sur les CDI élaboré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, dont question plus haut, prendra également en compte cet aspect. Le Ministère de la Culture et la Bibliothèque nationale seront associés au processus de réflexion pour ce qui concerne les domaines de compétences qui leur sont propres.

Quant à la dernière question posée par Monsieur le Député, ni le Ministère de la Culture ni le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'ont été saisis à ce jour d'une demande écrite d'une bibliothèque souhaitant s'associer avec une bibliothèque non scolaire pour assurer la double fonction de bibliothèque scolaire et publique.

Question 2184 (6.7.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**interdiction d'un pesticide:**

Le Gouvernement français vient d'interdire «avec effet immédiat» le pesticide Cruiser OSR de la société Syngenta, produit utilisé jusqu'ici pour le traitement, respectivement l'enrobage des semences d'environ la moitié des cultures françaises de colza. Début juin, l'ANSES (Agence sanitaire pour l'alimentation et l'environnement) avait dénoncé l'impact du thiaméthoxam, substance active du pesticide Cruiser, pour cause d'effets néfastes sur les abeilles. Cette décision a été prise d'urgence à peine quelques semaines avant la mise en culture des semences au mois d'août et juste avant la commande des semences de colza par les agriculteurs. La question de l'interdiction ou non de ce produit revêt donc de la même urgence au Luxembourg.

Le Gouvernement français souhaite aussi porter la discussion au niveau européen afin d'interdire ce type de pesticide à l'échelle européenne et aussi pour lancer un débat plus large sur toute la famille des néonicotinoïdes. À l'inverse de l'Union européenne, les États-Unis et le Canada ont d'ailleurs classé le thiamétoxam comme «cancérigène probable» et «perturbateur endocrinien potentiel».

Les pollinisateurs et notamment les abeilles sont indispensables pour l'agri- et l'horticulture, c'est-à-dire pour environ 80% des plantes cultivées, sans parler du miel et des autres produits de l'apiculture. Selon les chiffres officiels de l'Administration des Services vétérinaires, l'hiver dernier la mortalité des abeilles était de 22%, ce qui met évidemment aussi en péril - à moyen terme - la survie de l'apiculture en tant que telle.

Le Luxembourg n'a pas encore pris des mesures d'interdiction de ces pesticides dans l'agriculture.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

1) Combien de produits pesticides au thiaméthoxam sont actuellement autorisés et commercialisés au Luxembourg?

2) Pour quelle raison le Gouvernement n'a pas encore fait appel au même principe de précaution qu'il invoque pourtant dans le domaine des OGM pour interdire la commercialisation du pesticide en question et des semences enrobées afférentes, voire de toute la gamme des pesticides aux néonicotinoïdes?

3) Est-ce que le Gouvernement entend soutenir la France dans ses efforts de thématiser cette problématique au niveau européen?

4) Le Luxembourg est en retard pour la transposition de la directive européenne 2009/128/CE visant une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable. Quand est-ce que le Gouvernement entend transposer cette directive?

Question 2186 (6.7.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**interdiction d'un pesticide:**

Le Ministre de l'Agriculture français a annoncé il y a une semaine l'interdiction du pesticide Cruiser OSR, utilisé pour le colza sur le territoire français suite à la publication dans la revue «Science» du jeudi 29 mars de deux études en France et en Grande-Bretagne attestant les effets nuisibles du thiamétoxam sur les abeilles. Le thiamétoxam est un insecticide de la famille des néonicotinoïdes, qui constitue une des trois substances actives du Cruiser OSR et qui agissent sur le système nerveux central des insectes.

En Italie, l'interdiction de l'usage des néonicotinoïdes utilisé pour le maïs a été prolongée.

Le syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles est un phénomène reconnu par les Nations Unies, le Parlement européen et la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de ces études publiées dans la revue «Science»?

2. Monsieur le Ministre entend-il également interdire l'usage du pesticide Cruiser OSR respectivement des insecticides néonicotinoïdes sur le territoire luxembourgeois?

3. Monsieur le Ministre entend-il prendre d'autres mesures pour freiner le phénomène d'effondrement des colonies d'abeilles?

Réponse commune (29.8.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La décision du Ministre de l'Agriculture français de retirer l'autorisation de traiter des semences de colza destinées à être utilisées en France avec des produits contenant la substance active thiaméthoxam a été prise suite à une publication dans la revue «Science», connue par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, selon laquelle les plantes de colza, dont les semences ont été traitées avec du thiaméthoxam, peuvent avoir un effet néfaste sur les colonies d'abeilles.

Les autres usages cependant, comme le traitement du maïs ou des pois, avec les produits contenant cette substance sont toujours autorisés en France et conformément à la législation européenne, les semences qui ont été traitées légalement dans un autre État membre peuvent toujours être importées et utilisées en France.

Suite à la publication de l'étude dans la revue «Science», la Commission européenne a chargé l'Agence Européenne pour la Sécurité Alimentaire (EFSA) de faire une évaluation de cette étude. Les conclusions préliminaires de cette agence sont:

1. l'étude est intéressante parce qu'elle utilise de nouvelles méthodes;

2. les résultats ne sont pas concluants, car les concentrations de substances actives utilisées dans les essais sont plus élevées que celles qui sont présentes dans le nectaire des fleurs de colza lors de l'utilisation des produits;

3. il faut refaire les essais avec des quantités de substances plus réalistes et en incluant d'autres plantes et les autres substances néonicotinoïdes et le fipronil.

La Commission européenne a d'autre part donné un mandat à l'EFSA de réaliser une nouvelle évaluation des substances actives du groupe des néonicotinoïdes et du fipronil. Cette réévaluation doit porter sur toutes les études disponibles actuellement et le délai pour la finalisation du volet «abeilles» a été fixé au 31 décembre 2012. Il est prévu que ce rapport servira au niveau communautaire comme base pour éventuellement revoir les décisions concernant les substances visées.

Le produit Cruiser OSR ainsi que d'autres produits phytopharmaceutiques à base de néonicotinoïdes, destinés au traitement des semences, ne sont pas agréés au Luxembourg. Par conséquent, leur utilisation est interdite.

Actuellement, il existe quatre produits phytopharmaceutiques à base de thiaméthoxam qui sont agréés au Luxembourg. Toutefois, ces produits sont destinés à être utilisés par des utilisateurs «amateurs» pour le traitement de plantes d'appartement et de ce fait, il n'y a pas de lien avec la problématique concernant les abeilles.

Toutefois, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est actuellement en train de vérifier au niveau juridique s'il y a moyen d'interdire la commercialisation d'un pesticide à base de thiaméthoxam sans pour autant violer la législation communautaire.

En outre, aucun produit de traitement de semences à base de néonicotinoïdes ou du fipronil n'est agréé au Luxembourg. Les anciens agréments des produits à base d'imidaclopride ont été retirés et actuellement une demande d'un produit à base de Clothianidin est maintenue en suspens.

Lors du dernier comité permanent auprès de la Commission européenne, le 13 juillet 2012, la France a proposé que l'utilisation des semences de colza traitées avec le thiaméthoxam soit interdite immédiatement, en application de l'article 49.2 du règlement (CE) n°1107/2009. Cette proposition a été soutenue par la délégation luxembourgeoise.

Par ailleurs, depuis que les problèmes des néonicotinoïdes et du fipronil par rapport aux abeilles sont connus, la délégation luxembourgeoise a voté contre toutes les propositions d'approbation de ces substances.

Enfin, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est sur le point de finaliser un projet de loi ayant pour but de transposer la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable en droit national.

Question 2185 (6.7.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **installations solaires photovoltaïques:**

L'article 8 du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 sur le régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables prévoit qu'une «installation solaire photovoltaïque individuelle» doit être «montée sur la toiture respectivement la façade ou intégrée dans l'enveloppe d'un bâtiment». Ceci ne vaut cependant pas pour des installations solaires thermiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ces restrictions pour les installations solaires photovoltaïques?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les installations solaires photovoltaïques installées pour des raisons d'efficience énergétique au sol devraient également être prises en compte par le régime d'aide financière?

Réponse (3.10.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La disposition consistant à limiter l'aide financière pour les installations solaires photovoltaïques aux seules installations montées sur l'enveloppe extérieure d'un bâtiment avait déjà été instaurée par le règlement grand-ducal du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables.

Ce régime d'aides, tout comme celui instauré ultérieurement par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009, vise à promouvoir le recours aux sources d'énergie renouvelables dans le domaine du logement. D'où la limitation des subventions aux installations de petite et moyenne taille (puissance maximale de 30 $kW_{crête}$) montées sur les toitures des immeubles.

À cela s'ajoutent des considérations de nature financière, l'électricité produite à partir de l'énergie solaire présentant en effet, malgré la baisse des prix enregistrée, toujours un coût supérieur à l'électricité produite à partir d'autres sources renouvelables. De plus, cette limitation était motivée par le souci de recourir en premier lieu à des surfaces imperméables existantes, présentant une exposition optimale au soleil, et de minimiser ainsi l'impact écologique et visuel des installations photovoltaïques. L'augmentation sensible du nombre d'installations photovoltaïques installées au cours des derniers mois démontre d'ailleurs que les dispositions du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 ne constituent pas de frein au développement de cette filière.

Question 2190 (11.7.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **renforcement des services de prévention de la toxicomanie au nord du Grand-Duché de Luxembourg:**

À l'occasion de la journée internationale contre la drogue, en date du 26 juin 2012, un responsable ministériel a déclaré lors d'une interview radiophonique que dans le cadre d'une politique de décentralisation, l'ouverture d'une salle de consommation de drogues serait prévue à Esch-sur-Alzette.

Par contre, l'installation d'une telle structure ne serait pas envisagée dans la région nord du Grand-Duché comme l'usage de drogue par voie intraveineuse y serait moins répandu. Selon le représentant ministériel il s'avère plutôt utile d'élargir l'offre existante au niveau des services de prévention et d'accompagnement dans le nord du pays.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont, de manière générale, les mesures envisagées pour la région nord?

- Quels sont les services que Monsieur le Ministre entend renforcer?

Réponse (9.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je suis en mesure de confirmer les informations fournies par le coordinateur national «Drogues» à l'occasion de la journée internationale contre la drogue.

Les mesures envisagées pour la région nord en matière d'offres bas-seuil et de réduction des risques liés à l'usage de drogues ont été rendues publiques dans le plan d'action gouvernemental 2010-2014 en matière de lutte contre les drogues et les addictions. L'honorable Député notera qu'il n'y est nullement fait mention de la création d'une salle de consommation de drogues dans la région nord.

Sur base d'une analyse des besoins et des structures existantes, la Fondation Jugend- an Drogenhëllef (JDH) a été dotée des moyens supplémentaires pour pouvoir développer ses activités dans la région visée.

Il a ainsi été possible de procéder à une mise en réseau des services sociaux de la région afin d'optimiser les mécanismes de collaboration. Le concept retenu pour la région nord prévoit la création d'un service d'accueil bas-seuil (porte ouverte) combinant un encadrement psycho-social des personnes concernées et la mobilité des intervenants leur permettant de pouvoir venir en aide aux clients qui ne peuvent pas se déplacer au centre d'accueil. À moyen terme, il est également prévu d'offrir un service d'échange de seringues stériles aux utilisateurs de drogues par voie intraveineuse.

La fondation JDH est actuellement à la recherche de nouveaux locaux afin de pouvoir accueillir l'ensemble des services décrits.

Question 2191 (11.7.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sécurité à l'intersection de la route d'Echternach et du CR126 au «Waldhaff»:**

L'État luxembourgeois est propriétaire d'un immeuble au «Waldhaff» qui héberge un restaurant très fréquenté. Malheureusement, le parking du restaurant ne disposant pas d'assez de places pour tous ses clients, beaucoup d'entre eux se voient contraints de garer leur voiture le long de la route d'Echternach.

Au même endroit se croisent la route d'Echternach (RN11) et le CR126 avec, d'un côté, la direction de «Stafelter» et, de l'autre, celle de Senningerberg. Or, les bandes d'accélération étant très courtes, un nombre important d'accidents ont déjà eu lieu à ces intersections.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que, dans un souci de sécurité, il s'imposerait d'aménager des emplacements supplémentaires près du restaurant en question?

- Dans le même ordre d'idées, ne serait-il pas envisageable de prolonger les bandes d'accélération sur le CR126, voire d'élargir cette dernière à trois voies sachant que des mesures de déboisement seraient alors nécessaires?

Réponse (5.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorables Député souhaite avoir des informations sur le parking apparemment insuffisant à côté du restaurant Waldhaff.

Il échet de préciser que le Ministère des Finances (Administration de l'Enregistrement et des Domaines) a conclu un contrat de bail pour l'exploitation d'un restaurant et d'un parking sur la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Niederanven, section E de «Gréngewald», sous le numéro 2/699 et une partie de la parcelle inscrite au cadastre de la commune de Niederanven, section E de «Gréngewald», sous le numéro 2/705.

L'immeuble dispose d'un accès carrossable bidirectionnel sur le CR126 et un deuxième accès vers le parking à partir de la voie de tourne à droite sur la N11. Pour les deux accès les conditions de visibilité sont garanties et les manœuvres sont possibles dans toutes les directions. L'aménagement de voies supplémentaires sur le CR126 pour la desserte des lieux n'est pas opportun.

En ce qui concerne la situation du parking du restaurant, il y a lieu de préciser qu'aucune demande de la part du locataire n'a été soumise à l'Administration des Bâtiments publics signalant une pénurie d'emplacements de stationnement.

Le locataire, par sa signature du contrat de bail, a accepté la location de la propriété domaniale de l'État avec son parking existant. La capacité du parking était donc parfaitement connue au locataire à la signature du bail.

Question 2192 (12.7.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**antenne de l'Institut national des langues à Mersch:**

D'après la description officielle, l'«Institut national des langues (INL)», antérieurement appelé «Centre de Langues Luxembourg», a pour mission de dispenser des cours de langues à un public adulte désireux d'acquérir ou de perfectionner ses compétences de communication à l'oral ou à l'écrit dans l'une des huit langues suivantes: français, allemand, luxembourgeois, anglais, portugais, italien, espagnol et chinois.

Initialement basé à Luxembourg-ville, le centre a également ouvert une antenne à Mersch en novembre 2005 qui propose actuellement un choix plus réduit de cours, aussi bien en termes de langues (anglais, français et luxembourgeois) que de niveaux. L'existence de cette antenne régionale fut confirmée lors du vote de la loi du 22 mai 2009 qui créa l'actuel INL.

Dans ce contexte et dans la suite de ma question parlementaire n°2800 du 5 septembre 2008 sur le «Centre de Langues» *(cf. compte rendu n°1/2008-2009)*, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quels sont les cours de langues et les niveaux (A1, A2, B1, B2, C1, C2) dispensés à Mersch de 2008 à aujourd'hui?

2) Quelle est l'évolution semestrielle des inscriptions à Mersch depuis 2008?

3) Quelle est la stratégie à long terme pour le site de Mersch? Est-ce qu'une extension des activités, voire du bâtiment, est prévue? Sinon, est-ce que l'antenne restera limitée à certaines langues et aux niveaux inférieurs? Pour quelles raisons?

4) Qui décide des cours à offrir pour le semestre suivant à Mersch, à quelle date et sur base de quels critères?

5) Quel est le nombre d'inscriptions nécessaires pour qu'un cours soit offert à Mersch?

6) Pourquoi l'offre de cours à Mersch s'arrête actuellement pour chacune des trois langues offertes au milieu du niveau B2 (B2.1), c'est-à-dire sans permettre aux inscrits d'y réussir le niveau complet? Est-ce que cette lacune du dernier cours de niveau B a déjà existé les années précédentes, voire depuis 2008?

7) Est-ce que l'antenne ne devrait pas veiller à garantir aux citoyens intéressés une continuité minimale qui mène toujours à la réussite d'un niveau complet (A, B ou C) dans les langues offertes à Mersch? Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre partage l'avis que cette approche devrait être la future règle générale et qu'une telle continuité augmenterait nettement l'attrait de l'antenne?

8) Est-ce que le Ministère envisage de pousser davantage la régionalisation en établissant par exemple une annexe de l'INL dans le nord ou dans le sud du pays?

9) Quel est le budget de fonctionnement annuel de l'INL depuis 2008 et quelle proportion en est consacrée à l'antenne de Mersch?

Réponse (21.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la question parlementaire n°2192 de Monsieur le Député Claude Adam portant sur l'Institut national des langues (INL) et notamment l'antenne régionale de Mersch, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes aux différentes questions:

1) Les langues offertes à Mersch de 2008 à ce jour sont l'anglais, le français et le luxembourgeois du niveau A1.1 au niveau B1.2, parfois B2.1. Ces niveaux sont ceux du Cadre européen commun de référence pour les langues.

2) Les inscriptions à Mersch varient de 321 à 413 pour le semestre d'automne et de 332 à 354 pour le semestre de printemps. Les moyennes par classe sur la période entre l'automne 2008 et le printemps 2011 sont de 11,4 personnes pour l'anglais, de 14,6 pour le français et également de 14,6 personnes pour le luxembourgeois.

3) Sur le vu du faible taux des demandes d'inscriptions à Mersch, une extension des activités à l'INL-Mersch n'est pas envisagée.

4) Les décisions concernant l'offre de cours sont prises selon mes directives par la direction de l'INL en concertation avec les coordinateurs des différents départements de langues et l'administration des cours de l'institut.

5) Comme je l'indiquai dans ma réponse à la question parlementaire n°2800 du 5 septembre 2008 de Monsieur le Député Claude Adam, le nombre d'inscriptions nécessaires pour organiser un cours à Mersch est de 15 personnes pour un cours général, 12 personnes pour un cours spécifique. Ces seuils sont d'application pour tous les cours en formation des adultes.

À Mersch, le nombre de candidats, notamment pour les cours d'anglais, demeure souvent bien inférieur à ces seuils.

6) L'offre de cours de l'INL est fonction du nombre de demandes, à Luxembourg comme à Mersch.

Étant donné que les effectifs se rétrécissent au fur et à mesure que les niveaux deviennent plus avancés, il est souvent impossible d'organiser des cours avancés à Mersch.

Mais il est impératif d'y offrir des cours pour débutants et des cours intermédiaires afin de garantir la pérennité d'un département linguistique, même si les apprenants qui souhaitent suivre les cours avancés devront se déplacer alors au Limpertsberg.

7) Il est impossible de garantir la continuité d'un cours au-delà du niveau intermédiaire à Mersch, en raison:

- de l'infrastructure du bâtiment;

- de l'obligation d'enseigner au moins trois langues en parallèle;

- d'une demande répétitive pour des niveaux débutants et intermédiaires dans les langues actuellement enseignées à Mersch;

- de la diminution des effectifs pour les cours avancés.

8) Actuellement, il n'y a pas de projet d'une antenne régionale de l'INL autre que Mersch.

9) Le loyer avec les dépenses énergétiques et de nettoyage pour l'annexe de Mersch s'élèvent à quelque 50.000 euros par année. Toutes les autres dépenses sont regroupées dans les frais de fonctionnement de l'INL et il n'est pas possible d'établir un budget séparé pour l'antenne de Mersch.

Question 2194 (16.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **démence au Luxembourg:**

Betreffend die Demenz werden hier in Luxemburg Medikamente wie Aricept und Exelon verschrieben. Diese Medikamente können nur von Spezialisten initiiert werden, nachdem sie einen Bericht an die Gesundheitskasse abgeliefert haben. Danach kann auch der Hausarzt diese Medikamente verschreiben. Die Genehmigung jedoch muss von Jahr zu Jahr erneuert werden.

Fragen:

1) Wie verläuft die Diagnose einer Demenzkrankheit? Was sind die Kriterien einer Demenzkrankheit?

2) Warum muss der Spezialist diese Diagnose stellen, um in den Genuss der Medikamente zu kommen?

3) Warum muss der Spezialist einen Bericht an die Gesundheitskasse schreiben, um die Genehmigung zu bekommen?

4) Wird diese Prozedur auch bei anderen Krankheiten angewendet?

5) Was ist die Rolle des Kontrollarztes bei einem solchen Antrag? Werden verschiedene Patienten/innen zum Kontrollarzt gerufen?

6) Ist dieselbe Prozedur auch für Patienten/innen in den Krankenhäusern und in den Altersheimen gültig?

7) Wie viele Genehmigungen wurden von der Gesundheitskasse erteilt, um diese Medikamente verschreiben zu können?

8) Was ist der Kostenpunkt dieser Medikation?

Réponse (14.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le diagnostic d'une démence est en principe établi par le biais d'une collaboration entre le médecin généraliste et le médecin spécialiste (neurologue, psychiatre ou gériatre) d'après les procédés médicaux usuels, à savoir:

- anamnèse;

- examen clinique;

- analyses de laboratoire;

- si nécessaire, le recours à l'imagerie médicale telle que la tomographie (CT) ou la résonnance magnétique (IRM) et/ou à des tests neuropsychologiques.

Le diagnostic de la démence se fonde sur des critères établis dans des publications internationalement reconnues, dont notamment «la classification internationale des maladies (CIM)» (CIM-10), ainsi que la classification retenue par «le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux» publié par l'Association américaine des psychiatres (DSM IV).

En résumé, ces critères se réfèrent à:

- une perte des capacités intellectuelles liée à un dysfonctionnement marqué et prolongé des fonctions cérébrales;

- une dégradation secondaire des capacités mentales existantes;

- l'altération d'une autre fonction intellectuelle en plus d'une dégradation de la mémoire;

- une durée minimale de cet état de six mois;

- une perte d'autonomie.

Le diagnostic d'une démence de type Alzheimer et la prescription subséquente des médicaments ne sont donc pas réservés aux seuls médecins spécialistes.

En vertu de l'article 107 des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS), les médicaments énumérés dans la liste 8 de l'annexe D des statuts ne sont pris en charge par l'assurance maladie que sur base d'un protocole thérapeutique et sur autorisation préalable de l'Administration du Contrôle médical (CMSS). Sont repris sous le point 1 les inhibiteurs de la cholinestérase inclus dans le code ATC N06DA* et les médicaments à base de mémantine inclus dans le code ATC N06DX01 utilisés dans le traitement de la maladie d'Alzheimer.

Des protocoles thérapeutiques sont prévus pour la prise en charge initiale et pour la demande de renouvellement. Les statuts ne prévoient pas de limitations par rapport à la spécialité médicale.

Les protocoles thérapeutiques garantissent que la prescription a été faite sur base d'un diagnostic établi après vérification préalable de certains paramètres médicaux et que dès lors en principe les conditions de prise en charge prévues par les statuts de la CNS sont remplies.

La condition d'un protocole thérapeutique comme préalable à la prise en charge par l'assurance maladie est prévue par l'article 107 des statuts précités pour les produits suivants:

- les inhibiteurs de la cholinestérase inclus dans le code ATC N06DA* et les médicaments à base de mémantine inclus dans le code ATC N06DX01 utilisés dans le traitement de la maladie d'Alzheimer;

- les médicaments du type stimulants du système nerveux central dans le cadre du trouble déficit de l'attention/hyperactivité inclus dans le code ATC N06BA*;

- les antipsychotiques atypiques inclus dans le code ATC N05AE03;

- les inhibiteurs sélectifs du courant /f sinusal inclus dans le code ATC C01EB17 (ivabradine);

- les médicaments utilisés dans le traitement de la fibrillation auriculaire inclus dans le code ATC C01BD07 (dronédarone);

- les antiagrégants plaquettaires inclus dans les codes ATC B01AC22 (prasugrel) et B01AC24 (ticagrelor) utilisés dans le traitement du syndrome coronaire aigu.

Le CMSS a pour mission de vérifier sur base des données du protocole thérapeutique le respect des critères médicaux définis dans les statuts de la CNS.

Cette mission s'inscrit dans le cadre des attributions du CMSS telles que prévues à l'article 418 du Code de la sécurité sociale.

Dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer, les patients ne sont pas convoqués auprès du CMSS.

Le principe d'un accord de prise en charge sur base d'un protocole thérapeutique ne s'applique qu'aux médicaments délivrés à charge de l'assurance maladie en dehors du secteur hospitalier.

En ce qui concerne le nombre de titres de prise en charge émis par la CNS dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer, il y a lieu de se reporter aux chiffres ci-dessous:

2010: 412 accords;

2011: 446 accords;

2012: 279 accords (au 31/07/12).

Le coût financier supporté par l'assurance maladie dans le cadre du traitement médicamenteux de la maladie d'Alzheimer en milieu extrahospitalier s'élève à:

2010: 1,38 Mio €;

2011: 1,47 Mio €;

2012: 0,85 Mio € (au 31/07/12).

Question 2196 (16.7.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**indemnité compensatoire en cas de reclassement externe ou interne:**

Am Kader vun engem Reclassement externe oder interne huet de Salarié d'Recht, no Artikel L.551-1 bis 552-3 vum Aarbechtsrecht, eng „indemnité compensatoire" beim „Service des travailleurs à capacité réduite" vun der ADEM unzefroen. Nodeems dëse Service de kompletten Dossier vum Salarié virleien huet, dauert et no Ausso vun der ADEM op d'mannst dräi Méint, bis d'„indemnité compensatoire" fir d'Éischt ausbezuelt gëtt. Wann den Dossier komplett iwwerpréift ass, dann dauert et anscheinend nach eng Kéier dräi Wochen, bis d'Suen effektiv iwwerwise ginn.

Wann e Salarié finanziell Récklagen huet, da kann en dës Period, wou en ënner Ëmstänn nëmmen iwwer en hallwe Salaire verfügt, eventuell iwwerbrécken. Huet en dës Récklagen awer net, da kann hie ganz séier onverschëllt an eng finanziell Problemsituatioun kommen, well seng fix Käschte weiderlafen an och musse bezuelt ginn.

An dësem Zesummenhank géif ech dem Här Minister gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir eng „indemnité compensatoire" muss den „Service des travailleurs à capacité réduite" am Duerchschnëtt am Mount traitéieren?

2. Fënnt den Här Minister et normal, datt et op d'mannst dräi Méint dauert, bis de Salarié fir d'Éischt seng Sue kritt, an hien doduerch an där Zäit eventuell finanziell Problemer kritt?

3. Fënnt den Här Minister den Zäitraum vun dräi Wochen normal, deen et intern vum Accord bis zum Ausbezuele vun der Indemnitéit dauert?

4. Ass sech den Här Minister dëser Problematik bewosst an huet den Här Minister wëlles, d'Prozeduren iwwerschaffen ze loossen?

Réponse (10.10.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Den „Service des salariés à capacité de travail réduite" bezilt de Lounausgläich un 2.400 Persounen, déi am Reclassement interne oder externe sinn, mécht d'Gestioun vun deenen Dossieren an traitéiert am Duerchschnëtt pro Mount 67 nei Demandë fir „d'indemnité compensatoire".

2. Wann en Dossier komplett ass, dauert et am Moment ongefeier zwee Méint, bis de Salarié seng Suen huet.

3. Den Zäitraum vun zwou bis dräi Wochen erkläert sech duerch d'Prozeduren, déi d'Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat virgesäit.

Dem Regierungsrot läit en Avant-projet de loi vir, deen a senger aktueller Versioun Ännerunge soll bréngen, fir d'Ausbezuele vun der „indemnité compensatoire" ze vereinfachen.

Question 2197 (16.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**assurance dépendance en cas de séjour à l'étranger:**

Den Europäesche Geriichtshaff (EuGH) huet an engem rezenten Urteel décidéiert, datt en däitsche Bierger, dee sech fir eng begrenzten Zäit an engem aneren EU-Memberstat befënnt, kee Recht drop huet, datt d'Fleegeversécherung d'Käschte fir d'Grondfleeg a fir déi hauswirtschaftlech Versuergung zréckbezilt.

Dofir géif ech dem Här Sozialversécherungsminister dës Froe stellen:

1) Wat fir Répercussiounen huet dëst Urteel op d'Leeschtungen, déi der Lëtzebuerger Fleegeversécherung ënnerleien?

2) A wat fir engem Mooss muss eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg verséchert ass, op Sach- a Geldleeschtunge vun der Fleegeversécherung verzichten, wa si sech am Ausland befënnt?

3) A wat fir engem Mooss kann eng Persoun, déi an engem aneren EU-Memberstat verséchert ass, mä sech zu Lëtzebuerg befënnt, op Sach- a Geldleeschtunge vun der Lëtzebuerger Fleegeversécherung zréckgräifen?

Réponse (20.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans son arrêt du 12 juillet 2012 dans l'affaire C-562/10, Commission européenne contre République Fédérale d'Allemagne, concernant la prise en charge des prestations de dépendance, la Cour de Justice européenne n'a pas remis en question les règles européennes de coordination de la sécurité sociale prévues par les règlements (CE) n°883/2004 et n°987/2009.

En effet, depuis l'arrêt de la Cour dans l'affaire Molenaar (C-160/95), les prestations dépendance sont assimilées aux prestations de l'assurance maladie aux fins de l'application des règles européennes de coordination. Ainsi, en cas de séjour ou de résidence en dehors de l'État où la personne concernée est affiliée (État compétent), les prestations de dépendance en nature, notamment aides et soins à domicile ou en établissement, produits et appareils, sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, conformément à la législation applicable dans l'État de séjour ou de résidence. Les prestations en espèces, par contre, sont versées directement à l'assuré par l'institution de l'État compétent et conformément à la législation de cet État.

En pratique, cela signifie que les personnes couvertes par l'assurance dépendance luxembourgeoise peuvent utiliser leur carte européenne d'assurance maladie lors d'un séjour temporaire dans un autre État (vacances e. a.), s'ils nécessitent par exemple des aides techniques ou produits en relation avec leur état de dépendance. Les frais relatifs à ces prestations en nature seront alors remboursés par la Caisse Nationale de Santé à l'institution qui les a servies. Si ces personnes ont bénéficié avant leur départ d'une prestation en espèces luxembourgeoise, celle-ci continue à être versée par la CNS pour couvrir les frais relatifs à des aides et des soins servis pendant le séjour hors établissement.

Dans le cas où un bénéficiaire de l'assurance dépendance luxembourgeoise séjourne à long terme (maison de soins e. a.) ou réside (frontalier, retraité e. a.) dans un autre État, la CNS émet un formulaire S1 attestant qu'il a droit aux prestations en nature de l'assurance maladie et de l'assurance dépendance luxembourgeoises. Avec ce document, l'intéressé peut s'inscrire auprès de l'institution compétente de l'État de séjour ou de résidence et il sera traité sur un pied d'égalité avec les assurés de cet État. Il sera évalué par les services compétents de cet État et bénéficiera des prestations en nature prévues par la législation de cet État. La CNS remboursera ultérieurement les frais correspondants à l'institution qui a servi les prestations.

Les règles décrites ci-avant s'appliquent dans la même mesure aux assurés des autres États membres qui séjournent ou résident sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie ou du document S1, ils ont droit aux prestations en nature nécessaires de l'assurance dépendance. Dans ces cas, les intéressés sont évalués par la Cellule d'évaluation et d'orientation et la CNS accorde toute prestation en nature nécessaire, selon la législation luxembourgeoise. Les frais y relatifs seront remboursés à la Caisse Nationale de Santé par l'institution de l'État qui est compétent pour le bénéficiaire.

Dans cet ordre d'idées, la Cour de Justice a rappelé dans son arrêt que les frais relatifs aux prestations en nature servies en vertu des règlements de coordination, pour le compte de l'institution d'un autre État membre, donnent lieu à un remboursement intégral par cette dernière à l'institution qui a servi les prestations. D'après la Cour, l'État compétent n'est pas tenu d'accorder des prestations en nature, ni en supplément, ni en complément aux prestations en nature reçues dans l'État de séjour (points 60 et 61 de l'arrêt).

En outre, la Cour de Justice a rappelé que «l'article 48 TFUE prévoyant une coordination des législations des États membres en matière de sécurité sociale, et non leur harmonisation, les règles du traité FUE en matière de libre circulation ne sauraient garantir à un assuré qu'un déplacement dans un autre État membre soit neutre sur le plan, notamment, de prestations de maladie ou de dépendance. En effet, compte tenu des disparités existant entre les régimes et les législations des États membres en la matière, un tel déplacement peut, selon le cas, être plus ou moins avantageux sur le plan financier pour l'affilié. En conséquence, lors d'un séjour temporaire dans un État membre, l'application (…) de la réglementation nationale de cet État qui serait moins favorable sur le plan des prestations de sécurité sociale que celle de l'État compétent (…), peut, en principe, être conforme aux exigences du droit primaire de l'Union en matière de libre circulation des personnes» (points 57 et 58 de l'arrêt).

Pour conclure, ci-après les réponses aux questions de l'honorable Député:

1) L'arrêt sous question ne porte pas atteinte aux principes des règles européennes de coordination. Il n'y aura pas de répercussions sur les prestations servies par l'assurance dépendance luxembourgeoise aux assurés séjournant ou résidant à l'étranger suite à cet arrêt.

2) Les personnes couvertes par l'assurance dépendance luxembourgeoise continuent à bénéficier des prestations en espèces en cas de séjour à l'étranger en dehors d'un établissement. Les prestations en nature sont servies par l'État de séjour ou de résidence, sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie respectivement du document S1.

3) Les assurés des autres États ont accès aux prestations en nature luxembourgeoises sur présentation de leur carte européenne d'assurance maladie en cas de séjour temporaire, ou en s'inscrivant avec le document S1 auprès de la CNS, en cas de résidence au Luxembourg. Ils n'ont pas droit aux prestations en espèces de l'assurance dépendance luxembourgeoise.

Question 2198 (17.7.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**action coordonnée en Europe contre la politique de ralentissement d'ArcelorMittal:**

Le 16 juillet, le Ministre français du Redressement productif a rencontré à Luxembourg notre Ministre de l'Économie. Les discussions ont été centrées sur l'avenir d'ArcelorMittal. À en croire les reportages dans la presse, il s'agirait de «créer une véritable union sacrée des États concernés face à la puissance du premier sidérurgiste mondial», mais encore de «construire une réaction des États face à la puissance d'un groupe comme ArcelorMittal»; les États concernés étant, toujours selon la presse, la France, le Luxembourg, mais encore la Belgique et l'Espagne.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Quelles sont les décisions concrètes prises lors de la réunion du 16 juillet?

2) Dans le cadre législatif et réglementaire européen actuel ainsi que d'autres conventions internationales, quels sont les moyens concrets qu'un Gouvernement ou plusieurs Gouvernements peuvent mettre en œuvre pour «construire une réaction» face aux décisions d'un groupe international de droit privé?

3) Dans quel délai le Gouvernement entend-il, le cas échéant de concert avec les «Gouvernements concernés», poser des actes concrets réglementaires ou législatifs pour influer sur les décisions socio-économiques du groupe ArcelorMittal?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il que cette «union sacrée» ou «réaction des États» aura une répercussion bénéfique sur les sites menacés de Schifflange et de Rodange?

Réponse (24.9.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gast Gibéryen concernant une rencontre avec le Ministre français du Redressement productif Arnaud Montebourg au sujet d'ArcelorMittal, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Etienne Schneider a rencontré en date du 16 juillet 2012 le Ministre français Arnaud Montebourg lors d'une visite au Luxembourg.

La réunion a permis de procéder tout d'abord à un large échange de vues de la situation économique européenne et en particulier de l'évolution du secteur industriel. Le secteur sidérurgique et la situation des usines d'ArcelorMittal en Europe a fait ensuite l'objet des discussions dans la mesure où tant la France que le Luxembourg sont concernés par des mesures de restructuration.

Les Ministres ont exprimé leurs préoccupations par les fermetures, soit définitives, soit temporaires de certaines usines en Europe et les impacts notamment en termes d'emplois et de pertes d'activités industrielles. Ils ont exprimé leurs craintes de voir disparaître des filières sidérurgiques pourtant essentielles pour certains secteurs industriels.

Partant de ce constat, il a été décidé de continuer sur base régulière un échange entre la France et le Luxembourg au sujet des activités d'ArcelorMittal. La réunion n'a pourtant pas donné lieu à des décisions concrètes concernant le cadre législatif et réglementaire.

Finalement, les deux Ministres ont estimé que le Conseil Compétitivité des Ministres de l'Économie européens devrait discuter régulièrement de la situation des secteurs industriels en crise en Europe.

En ce qui concerne les sites de Schifflange et de Rodange, le Gouvernement procède régulièrement, ensemble avec les partenaires sociaux, à une évaluation de la situation lors des réunions du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie et du Comité des investissements.

Question 2200 (18.7.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **construction d'une nouvelle centrale hydroélectrique:**

Es ist bekannt, dass Luxemburg den größten Teil seines Energieverbrauchs aus den Nachbarstaaten bezieht. Mit Blick auf die elektrische Energie wurden 8,67 TWh aus Deutschland und Belgien importiert. Etwa 47% wurden in den elektrischen Anlagen, u. a. der GuD (Erdgas) in Esch/Alzette sowie in den unterschiedlichen Blockheizkraftwerken erzeugt. Zurzeit wird darüber nachgedacht, eine weitere GuD (Erdgas) zu errichten. Den rezenten Daten zur Diversifizierung der Energieträger kann man entnehmen, dass die erneuerbaren Energien zu 21,8%, die fossilen zu 59,2% und die Kernkraft zu 18,6% im Jahr 2010 am Energiemix beteiligt waren.

Die Energie- und Klimapolitik der Europäischen Union ist langfristig so ausgelegt, dass ein kohlestofffreies und intelligentes Energiesystem, vor allem auf erneuerbarer Basis, aufgebaut werden soll. Dies kann nur gelingen, wenn die unterschiedlichen erneuerbaren Energien auf dezentraler Basis in das Versorgungsnetz einspeisen. Es wurde mehrfach hervorgehoben, dass weitere Kraftwerke kleiner und mittlerer Leistung in den kommenden Jahren errichtet werden müssen, wenn Luxemburg sein EU-Ziel mit Blick auf die erneuerbaren Energien bis zum Jahr 2020 erreichen soll. Insbesondere wird daran gedacht, ein weiteres Kanalkraftwerk, ähnlich dem in Rosport an der Sauer (zwei Kaplan-Turbinen mit der elektrischen Gesamtleistung von 6.000 kW) nördlich von Wasserbillig an der Untersauer zu errichten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Energie folgende Fragen stellen:

- Wie sieht der Stand der Untersuchungen zum Bau dieses Kanalkraftwerks in der Nähe von Langsur an der Untersauer aus?

- Welche elektrische Leistung ist vorgesehen?

- Welchen Typ von Fischtreppen wird man hier vorsehen?

- Wird man hier die Möglichkeit einer grenzüberschreitenden Fahrradpiste zwischen Luxemburg und Deutschland einrichten?

Réponse (18.9.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend die Nutzung der Wasserkraft zur Erzeugung elektrischer Energie an der Untersauer können wir folgende Informationen liefern:

Im Rahmen der Erstellung der LUXRES-Studie über die Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg wurden im Jahre 2007 unter anderem die Potenziale im Bereich der Wasserkraft in Luxemburg detaillierter untersucht. Als Möglichkeiten für die weitere Entwicklung der Wasserkraft wurden die Modernisierung und das Repowering von älteren größeren Kraftwerken, die Errichtung weiterer Kleinwasserkraftwerke sowie die Errichtung eines neuen 5 MW-Kraftwerks in Mesenich an der Sauer zwischen Moersdorf und Wasserbillig identifiziert.

In den achtziger Jahren wurden bereits Untersuchungen durchgeführt, um an der Untersauer an dem vorgenannten Standort ein neues Kraftwerk in der genannten Größenordnung zu errichten. Dies wurde mir seitens der Société Électrique de l'Our (SEO) auf Nachfrage hin bestätigt. Die Verantwortlichen haben ebenfalls bestätigt, dass es derzeit Überlegungen gibt, diese Analysen aus den achtziger Jahren wieder aufzugreifen und die Machbarkeit zur Realisierung dieses Projektes unter Berücksichtigung der heute gültigen genehmigungstechnischen und betriebswirtschaftlichen Randbedingungen noch einmal zu prüfen. Hier sollen alle anlagenbedingten Auswirkungen auf die Umwelt analysiert und umweltschützerische Belange, wie beispielsweise die Errichtung von Fischtreppen, berücksichtigt werden. Konkretere Informationen konnten die Verantwortlichen der SEO aber nicht liefern, da die Analysen derzeit noch nicht weiter fortgeschritten sind. Dies betrifft ebenfalls die Fragestellung der eventuellen Einrichtung eines grenzüberschreitenden Fahrradweges zwischen Luxemburg und Deutschland.

Question 2201 (18.7.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique:**

Ces derniers temps différents connaisseurs du monde de l'enseignement ont estimé utile, voire indispensable, de réviser l'organisation de l'examen-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de préparer une telle réforme? Dans l'affirmative, dans quels délais et selon quelle démarche cette réforme pourrait-elle être mise en œuvre?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur les éléments qu'elle se proposerait de voir changer lors d'une telle révision?

- Quels seraient les partenaires que le Ministère voudrait consulter dans ce processus?

Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je n'envisage pas de réformer globalement l'organisation des examens-concours de recrutement pour les enseignants de l'enseignement secondaire avant la mise en place de la réforme de la fonction publique.

Des réaménagements ponctuels dans certaines spécialités sont cependant prévus. Dans la spécialité «français» par exemple, un groupe de travail, constitué d'enseignants de français, réfléchit actuellement sur une modification du programme que les candidats dans cette spécialité doivent préparer et sur la nature des épreuves. Le groupe de travail s'est engagé à me soumettre une proposition y relative pour octobre 2012.

La réforme globale de l'examen-concours devra être préparée de concert avec les partenaires sociaux et avec les collèges des directeurs. Dans un premier temps, un état des lieux sera dressé afin de mieux connaître les forces et faiblesses du dispositif actuel. Ce n'est qu'ensuite que des solutions seront élaborées et soumises pour approbation au Gouvernement.

Question 2203 (16.7.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **stationnement de remorques de poids lourds le long de la N31:**

Ces dernières semaines des remorques de poids lourds immatriculées à l'étranger sont régulièrement stationnées pendant des jours et des jours le long de la N31 entre la sortie de l'autoroute et Livange sans qu'aucune autorité publique s'en occupe. Le stationnement de remorques est interdit à cet endroit et elles constituent un danger pour les usagers de la route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi aucun contrôle n'est effectué par la Police grand-ducale et pourquoi aucun procès-verbal n'est dressé?

- Qu'en est-il des barrières de style mur californien dont il a été question d'installer à l'endroit susmentionné pour y éviter le stationnement de poids lourds?

Réponse commune (26.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du stationnement de remorques le long de la route N31.

L'on précise, d'une part, que la Police grand-ducale fait régulièrement des contrôles et dresse des procès-verbaux respectivement des avertissements taxés en cas de constatation d'un fait délictueux à cet endroit. Par ailleurs, tant le Service régional de la Police d'Esch-sur-Alzette que le commissariat de proximité de Roeser sont en contact avec les responsables des Ponts et Chaussées qui ont confirmé avoir prévu une signalisation appropriée.

D'autre part, lors d'une réunion avec les édiles communaux de Roeser l'année passée, il a été décidé d'installer un mur californien en éléments préfabriqués le long de la route nationale N31 dans le but de barrer l'accès à la bande de stationnement aux poids lourds.

Cependant ces travaux n'ont pas encore pu être entamés puisque les éléments préfabriqués en question, destinés à la mise en place de ce barrage, sont actuellement encore utilisés sur un autre chantier.

Après l'analyse des résultats des contrôles policiers précités, ce chantier pourra débuter.

Question 2204 (19.7.2012) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **certificats d'aptitude à conduire des patients souffrant de douleurs chroniques:**

Selon les estimations du Cercle luxembourgeois d'algologie (CLA), 20.000 à 25.000 personnes dans notre pays souffrent de douleurs chroniques et 2.000 à 3.000 patients ont besoin d'une prise en charge spécialisée, globale et multidisciplinaire. Ce suivi ne traite pas uniquement la douleur elle-même, mais aussi ses répercussions sur le couple, la famille, le travail et les relations sociales.

Afin de soulager les patients souffrant de douleurs chroniques, l'on peut avoir recours à la morphine ou à un de ses dérivés. Ces opiacés peuvent notamment être utile dans les douleurs chroniques, rebelles aux traitements habituels, lorsque l'indication a bien été sélectionnée.

Les patients ayant recours à ces médicaments sont sous la surveillance stricte de leur médecin traitant et doivent respecter de manière très précise le dosage prescrit. De cette manière beaucoup de patients sont soulagés de manière satisfaisante et peuvent mener une vie plus ou moins normale.

Des tests psychomoteurs de même que des tests de conduite semblent démontrer que pour la conduite automobile, l'usage chronique d'opiacés peut être sans danger dans la plupart des cas. Les médecins délivrent des certificats aux patients concernés afin d'attester de leur aptitude à conduire.

Or, selon nos informations, la police ne semble pas dans tous les cas accepter ces certificats médicaux et par conséquent certains patients se voient mis en cause pour usage de stupéfiants au volant.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les faits décrits ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles les certificats médicaux ne sont pas pris en compte?

- Qu'en est-il de la responsabilité en cas d'accident?

Réponse commune (4.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'affirmation des honorables Députées selon lesquelles des tests psychomoteurs de même que des tests de conduite, dont j'ignore la nature, démontreraient que pour la conduite automobile, l'usage chronique d'opiacés peut être sans danger dans la plupart des cas ne semble pas correspondre aux informations dont dispose la direction de la Santé et qui lui sont communiquées par les titulaires des autorisations de mise sur le marché de médicaments contenant de tels opiacés.

Ainsi, le résumé des caractéristiques (R.C.P) des analgésiques morphiniques majeurs à base de morphine mentionnent notamment que la morphine est un alcaloïde présent dans l'opium et qu'elle influence principalement le système nerveux central ainsi que le système digestif.

La morphine agit directement sur le système nerveux central et donne ainsi lieu à une analgésie, une somnolence et à des sautes d'humeur.

Ainsi, l'administration de morphine peut influer sur la capacité de conduire un véhicule et d'utiliser des machines. Selon le R.C.P. il convient d'interdire la conduite de véhicules et l'utilisation de machines pendant son traitement par morphine.

Par ailleurs, le R.C.P. des analgésiques morphiniques majeurs contenant de la méthadone renseigne que la prise de méthadone pouvant induire une certaine somnolence, il est fortement déconseillé de conduire un véhicule ou de manipuler une machine. Un temps de latence de quatre à six heures est à respecter par le patient traité par ce médicament.

Dans le R.C.P. de patchs à usage transdermique à base de fentanyl, un autre analgésique morphinique puissant, il est également indiqué que lors de l'instauration du traitement ou en cas d'augmentation de la dose, le médicament peut influencer la vigilance mentale et/ou physique qui est exigée pour conduire un véhicule ou utiliser des machines.

Il est à noter que tous les analgésiques morphiniques, même ceux de moindre puissance, ont une action sur le système nerveux central et peuvent entraver l'aptitude de conduire.

En ce qui concerne les contrôles routiers effectués par les agents de la Police grand-ducale, ceux-ci peuvent soumettre un conducteur à une batterie de tests standardisés avant de procéder au test de salive. Cette manière de procéder a fait ses preuves dans d'autres pays membres de l'Union européenne, notamment en Allemagne et en Belgique, et permet de réduire le nombre de personnes à soumettre à un test de salive à un strict minimum.

Les agents de la Police grand-ducale n'ont reçu aucune instruction concernant la validité des certificats médicaux d'aptitude à conduire émis par des médecins au profit de patients sous traitement par des médicaments contenant des opiacés.

Question 2208 (19.7.2012) de **MM. François Bausch** *(déi gréng)* et **Claude Meisch** *(DP)* concernant le **remboursement d'un vol en avion privé par l'État:**

Monsieur Jeannot Krecké vient de confirmer des informations de presse suivant lesquelles en mars 2009 il se serait rendu en tant que Ministre à la foire immobilière Mipim à Cannes dans un avion appartenant au promoteur Flavio Becca. Ce vol aurait été facturé à Monsieur Krecké qui se serait fait rembourser par l'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le vol en question n'a pas été organisé par une société d'aviation d'affaires, mais par une personne privée? Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que la facturation du vol a été effectuée par une société de promotion immobilière, dont la raison sociale ne fait pas état d'activités d'aviation?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pourquoi le vol en question n'a pas été repris dans la liste des vols privés effectués par des membres du Gouvernement, que Monsieur le Premier Ministre avait fournie en réponse à la question parlementaire n°0898 du 15 septembre 2010 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)*?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le Gouvernement a connaissance d'autres vols facturés par cette société de promotion immobilière ou par d'autres sociétés privées pour des déplacements de membres du Gouvernement?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le Ministère de l'Économie a pris en charge le vol facturé par cette société de promotion immobilière?

5. Monsieur le Ministre peut-il nous informer si cette façon de procéder est conforme aux lois et règlements en vigueur?

6. Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les procédures à suivre si des membres du Gouvernement décident de louer des avions privés? Monsieur le Ministre peut-il nous informer si ces règles ont bien été suivies dans ce cas précis?

7. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre estime qu'il est normal que des Ministres effectuent leurs déplacements en avions appartenant à des personnes privées au lieu de recourir à des vols réguliers de compagnies aériennes?

8. Est-ce que Monsieur le Premier Ministre estime qu'il est normal et utile que les Ministres sont accompagnés lors de leurs déplacements par des promoteurs qui en plus mettent à disposition leurs moyens de transports?

9. Est-ce qu'un futur Code de déontologie pour les responsables politiques et les hauts fonctionnaires ne devrait pas régler également ces déplacements?

Réponse (20.9.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ad 1. Le vol visé par la question parlementaire s'est effectué à bord d'un avion d'une société spécialisée dans l'aviation d'affaires et a été affrété par une société immobilière, société immobilière qui par ailleurs a effectué la facturation du vol.

Ad 2. Je me permets de renvoyer Messieurs les Députés au libellé de la question n°0898 du 15 septembre 2010 qui visait, dans le contexte plus général du nécessaire contrôle de la dépense publique, la location d'avions privés par le Gouvernement, cas de figure qui ne couvre à l'évidence pas le vol visé dans la présente question parlementaire. En définitive, ce dernier vol n'aura impacté le budget de l'État qu'à hauteur du coût d'un billet de ligne normal.

Ad 3. Aucun autre ministre n'a eu recours aux services de la société immobilière dont question sous 1 ou d'autres sociétés privées pour effectuer ses déplacements officiels. D'éventuels déplacements de ce type, qui seraient nécessaires à l'avenir, devront être autorisés par le Premier Ministre.

Ad 4. La dépense en relation avec le vol incriminé a été traitée selon les règles budgétaires et comptables en vigueur.

Ad 5. La façon de procéder qui a été choisie en l'occurrence n'est pas contraire aux lois et règlements en vigueur. Elle s'explique par l'opportunité qui se présentait en l'occurrence au membre du Gouvernement concerné de pouvoir recourir à un moyen de transport plus flexible que celui proposé par l'aviation de ligne. Par ailleurs, le recours à l'avion privé a permis au membre du Gouvernement concerné d'assumer l'entièreté de ses obligations ministérielles dans des conditions acceptables.

Ad 6. Concernant la procédure à suivre par les membres du Gouvernement lors de déplacements pour lesquels ils ont recours à la location d'avions, je me permets ici encore de renvoyer à la question parlementaire n°0898 du 15 septembre 2010. La procédure suivie en l'occurrence a évidemment été différente alors qu'il ne s'agissait pas d'un avion loué directement par le Gouvernement.

Ad 7. J'estime qu'en l'occurrence, et compte tenu du planning du membre du Gouvernement concerné, le recours à la solution plus flexible, à savoir l'utilisation d'un avion d'une société d'aviation d'affaires, qui s'offrait à lui peut être justifié.

Ad 8 et 9. Les questions soulevées laissent sous-entendre l'existence en l'occurrence d'un conflit d'intérêts, ce qui ne me semble pas avoir été le cas. Dans la perspective qui est celle des auteurs de la question parlementaire, des règles générales concernant les déplacements des membres du Gouvernement ont certainement leur place dans un Code de déontologie.

Question 2209 (19.7.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil d'un enfant en internat:**

Il existe une certaine différence au niveau du calcul de la participation des parents aux frais occasionnés par l'accueil en internat d'un enfant suivant que l'enfant est accueilli dans un internat au Luxembourg ou à l'étranger. Le Médiateur a, par ailleurs, soulevé cette problématique au sujet de l'éducation différenciée dans son rapport d'activité 2010-2011. En effet, dans le cadre de l'éducation différenciée, il est permis de se demander s'il est approprié que des parents d'enfants nécessitant une éducation différenciée doivent participer aux frais de séjour de leur enfant, y compris à l'étranger, ou du moins s'il ne faudrait pas prévoir des plafonds raisonnables pour la participation des parents aux frais y relatifs. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que les parents des enfants nécessitant une éducation différenciée n'ont souvent pas d'autre choix que de placer leurs enfants dans un internat spécialisé à l'étranger faute de places disponibles ou de structures adaptées au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de garantir à tous les enfants un traitement égalitaire devant la loi quant à l'accès à une éducation et formation adéquates?

Réponse commune (21.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Selon l'article 1er de la loi modifiée du 14 mars 1973, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est responsable de l'aspect familial et social de l'éducation différenciée.

En 2010, trois familles ont contesté être redevables des montants qui leur ont été demandés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration au titre de participation aux frais de placement de leurs enfants dans un institut à l'étranger et se sont adressées au Médiateur.

Auparavant, le principe de la participation financière des parents n'a jamais été mis en cause.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne partage pas l'argumentation du Médiateur qui estime que la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée introduit une gratuité absolue. Cette divergence de vues qui porte notamment sur l'application de l'article 8 de la loi modifiée de 1973 fait actuellement l'objet d'un procès devant les tribunaux.

En ce qui concerne la répartition des frais liés au placement d'enfants handicapés dans un institut d'éducation différenciée à l'étranger selon les dispositions de la loi susmentionnée, il convient de préciser que:

- Les frais scolaires de l'éducation différenciée sont pris en charge à 100% par l'intermédiaire des crédits du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

- À la demande des parents, le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe financièrement aux frais de séjour dans une institution spécialisée à l'étranger, à condition que l'enfant ait été orienté par la Commission médico-psycho-pédagogique nationale (CMPPN).

- Pour tomber sous le champ d'application de la loi modifiée du 14 mars 1973, une orientation préalable de l'enfant par la CMPPN est indispensable. Le placement scolaire d'enfants luxembourgeois dans des écoles à l'étranger doit avoir été préalablement proposé par cette commission.

Depuis l'entrée en vigueur du dispositif relatif à l'aide à l'enfance et à la famille, l'Office national de l'enfance intervient au niveau du financement des différentes mesures d'aide à l'enfance et à la famille, qui ne relèvent pas nécessairement du champ d'application de la loi sur l'éducation différenciée.

- Dans ces cas, la participation des parents aux frais de placement d'un enfant en internat ou centre d'accueil à l'étranger est calculée selon les modalités prévues à l'article 18 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille et aux dispositions des articles 8 à 11 de son règlement grand-ducal du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille.

- La participation financière des parents aux frais de placement d'un enfant en internat ou centre d'accueil tient notamment compte du revenu et de la composition du ménage.

- La participation aux frais de séjour telle que prévue par l'article 8 du règlement grand-ducal précité est équitable vis-à-vis des parents qui ont des enfants qui ne tombent pas sous le champ d'application de l'éducation différenciée mais qui sont confrontés aux mêmes dépenses relatives à un internat. L'article 8 est également équitable car il ne fait pas de distinction suivant que l'enfant soit dans un internat au Luxembourg ou une institution spécialisée à l'étranger.

En conclusion aux explications susmentionnées, il semble opportun de faire examiner la concordance des législations respectives de l'éducation différenciée et de l'Office national de l'enfance par un groupe de travail interministériel.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille et de l'Intégration entend attendre le jugement des juridictions saisies de la question de la gratuité, respectivement de la participation financière des parents. S'il s'avère que d'après l'interprétation des juridictions l'État doit garantir la gratuité de séjour dans les instituts à l'étranger, une modification de la législation s'impose.

Question 2210 (23.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **liaison aérienne directe entre Luxembourg et Doha:**

Bezugnehmend auf eine Pressemitteilung der luxemburgischen Regierung vom 8. und 9. Juni 2011 bezüglich der offiziellen Visite des katarischen Premierministers in Luxemburg geht die Rede von der Verstärkung der beidseitigen wirtschaftlichen Beziehungen. Unter anderem wurde auch eine direkte Flugverbindung zwischen Doha und Luxemburg in Erwägung gezogen.

Ein Blick auf den derzeitigen Flugplan sowie auch auf den zukünftigen Winterflugplan 2012/2013 der katarischen Fluggesellschaft Qatar Airways lässt erkennen, dass die Konkretisierung dieses Vorhabens noch nicht endgültig abgeschlossen zu sein scheint, denn es werden zurzeit noch keine Flüge zum Zielflughafen Luxemburg-Findel angeboten.

In einem rezenten Ranking von Skytrax wird „Qatar Airways" als die beste Airline der Welt im Jahre 2012 geführt. Ein anderes Ranking kürt dieselbe Airline als eine der Top Ten der innovativsten Fluggesellschaften der Welt. Es versteht sich von selbst, dass hier eine Bereicherung für unseren regionalen Flughafen entstehen würde.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, ob das Vorhaben einer direkten Fluglinie zwischen Doha und Luxemburg-Findel noch Aktualitätswert hat?

2) Wenn ja, wie weit sind die Vorbereitungen und wann wird es möglich sein, von diesen Flügen Gebrauch zu machen?

3) Wieso dauert es so lange, diese gewollte neue Flugverbindung einzurichten?

4) Wenn nicht, was sind die Gründe für das provisorische Scheitern des Vorhabens?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der ehrenwerte Abgeordnete erkundigt sich bezüglich der Aufnahme einer direkten Flugverbindung zwischen Luxemburg und Doha, der Hauptstadt des Emirates Katar.

Der Luxemburger Flughafen bleibt weiterhin an der Einrichtung einer direkten Passagierflugverbindung zwischen Luxemburg und Doha, neben den regelmäßig stattfindenden Frachtflügen der Qatar Airways, interessiert.

Eine solche Verbindung würde das Streckennetz ab Luxemburg ausweiten und eine zusätzliche Umsteigemöglichkeit bedeuten.

Die Entscheidung über die Aufnahme einer solchen Verbindung wird aber in den Gremien der jeweiligen Fluggesellschaft genommen und hängt in diesem Falle von der Fluggesellschaft Qatar Airways ab.

Ob und wann Qatar Airways Passagierflüge nach Luxemburg anbietet, liegt nicht im Einschätzungsvermögen Luxemburgs und hängt unter anderem vom möglichen Passagieraufkommen ab.

Nur wegen der rezenten Erweiterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern hat sich diese Möglichkeit überhaupt ergeben, so dass es verfrüht erscheint, dieses Vorhaben jetzt schon als „provisorisches Scheitern" einzustufen.

Question 2211 (23.7.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant les **visas ouverts aux ressortissants luxembourgeois souhaitant voyager et travailler au Canada et en Australie:**

Selon mes informations, il existe des «working holiday agreements», encore qualifiés d'accords internationaux relatifs à des programmes vacances-travail accordant aux ressortissants des États contractants, âgés de 18 à 30 ans, la possibilité d'obtenir un visa «vacances-travail». Comme le suggère l'intitulé de ce type de visa, il s'agirait de permettre aux jeunes ressortissants des États contractants de séjourner sur le territoire d'un autre État en vue d'y passer leurs vacances, tout en bénéficiant de la possibilité d'y occuper un emploi salarié occasionnel. L'idée de passer les vacances dans un pays étranger pour une durée maximale d'une année serait la motivation première de tels séjours. Le volet «travail» quant à lui ne serait que secondaire, mais ce volet ne serait pas exclu dans le contexte de ces programmes.

Pourquoi certains États négocient-ils de tels accords? Il convient tout d'abord de noter que la mobilité des jeunes semble être au cœur des préoccupations qui sont à la base de tels accords. Le contact avec d'autres cultures et modes de vie et les échanges culturels, linguistiques et autres qui en résulteraient aboutiraient par ailleurs à une meilleure compréhension mutuelle entre les États contractants[1].

À ce jour, plusieurs pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas, ont conclu de tels accords bilatéraux avec le Canada et l'Australie[2]. Il semblerait toutefois que le Luxembourg n'ait à l'heure actuelle pas encore négocié ou signé un tel accord.

C'est dans ce contexte, que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Si le Luxembourg a à ce jour conclu un accord relatif à des programmes vacances-travail avec le Canada et l'Australie ou encore avec d'autres pays?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Si le Luxembourg ne devrait pas, à l'instar d'autres pays de l'Union européenne, davantage mettre l'accent sur la mobilité des jeunes et l'échange interculturel au lieu de se limiter à des missions économiques ou des rencontres politiques de haut niveau?

- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre entend négocier ou signer de telles conventions bilatérales prochainement et endéans quelles échéances?

Réponse commune (21.9.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères* de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

[1] http://www.southern-cross-group.org/archives/Working%20Holiday%20Visas/2003/Working_Holiday_Agreement_Belgium_Nov_2002.pdf

[2] http://www.immi.gov.au/visitors/working-holiday/417/countries.htm; http://www.international.gc.ca/experience/agreements_in-accords-entrant.aspx?lang=fra&view=d

En complément à la réponse qui avait été donnée à la question parlementaire n°1397 de Monsieur le Député Léon Gloden *(cf. compte rendu n°13/2010-2011)*, nous confirmons qu'aucun accord bilatéral relatif à des programmes vacances-travail n'a été conclu entre le Luxembourg et un autre État, car le Gouvernement luxembourgeois n'a pas été officiellement saisi d'une telle demande par un autre État.

Si toutefois, il s'avérerait que les jeunes ressortissants luxembourgeois étaient intéressés à participer à de tels programmes, le Gouvernement serait tout à fait disposé à approcher les gouvernements d'États tiers afin de conclure des accords bilatéraux relatifs à ces programmes.

Question 2212 (23.7.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **excuses signées par les élèves majeurs:**

Il apparaît que dans certains établissements de l'enseignement secondaire des excuses présentées par des élèves majeurs portant la signature de l'élève lui-même ne soient pas acceptées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications concernant la signature des excuses des élèves ayant atteint l'âge de la majorité? Est-ce que ces élèves ont le droit de signer eux-mêmes leurs excuses ou est-ce que les excuses doivent être signées par leurs parents ou représentants légaux?

Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques stipule à l'article 12:

«En cas d'absence pour cause de maladie ou de force majeure, les parents de l'élève ou la personne investie du droit d'éducation ainsi que, le cas échéant, l'élève majeur sont tenus d'informer par écrit le directeur ou le régent, dans les trois jours de calendrier, des raisons de l'absence. Le délai d'information pour les élèves des classes à enseignement concomitant est de huit jours de calendrier.

Chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, le directeur ou le régent peuvent exiger un certificat médical ou une lettre-excuse contresignée par le patron.

Un certificat médical est obligatoire lors de toute absence pour cause de maladie s'étendant sur plus de trois jours de classe.»

Je n'ai aucune information qu'un lycée transgresse cette disposition réglementaire.

Question 2214 (25.7.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **indemnités d'apprentissage:**

Le Mémorial A du 16 juillet 2012 (n°143) vient de publier les indemnités d'apprentissage à payer pour les différentes formations de type DAP et CCP.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre peut-elle m'expliquer selon quelles modalités les indemnités en question sont fixées? Quels sont les facteurs qui expliquent les différences d'indemnités entre les différentes branches?

2) Est-il possible de dresser un tableau des formations DAP et CCP en relevant le nombre de candidats inscrits actuellement dans les apprentissages les plus divers?

3) Quelles sont les formations qui, à l'heure qu'il est, sont assurées dans un cadre transfrontalier (coopération Luxembourg/Grande Région)?

4) Quels sont les efforts déployés par le MENFP pour sensibiliser davantage de jeunes à s'inscrire dans des formations professionnelles, notamment pour ce qui est de métiers qui souffrent depuis des années d'une carence de candidats à l'apprentissage?

Réponse (30.8.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

Les indemnités d'apprentissage qu'un patron formateur ou une entreprise doit verser à son apprenti dans les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'Horeca, de l'industrie, de l'agriculture et du secteur santé et social sont fixées par le règlement grand-ducal du 13 juillet 2012 sur proposition des chambres professionnelles patronales compétentes. Il s'ensuit que le Ministère ne peut s'exprimer sur les modalités suivant lesquelles ces indemnités d'apprentissage sont calculées respectivement fixées.

Ad 2)

En ce qui concerne le tableau demandé par l'honorable Député reprenant «le nombre de candidats inscrits actuellement dans les apprentissages les plus divers» il y a lieu de différencier entre deux cas de figure, à savoir s'il s'agit de jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage ou s'il s'agit de jeunes à la recherche d'un poste d'apprentissage.

- Pour les jeunes ayant signé un contrat d'apprentissage, la gestion des contrats d'apprentissage est de la compétence des chambres professionnelles patronales concernées.

- Pour les jeunes à la recherche d'un poste d'apprentissage, la gestion des demandes et des offres de postes d'apprentissage est de la compétence du service d'orientation professionnelle de l'ADEM.

Le Ministère ne pourra dresser un tel tableau qu'après avoir reçu les chiffres de la part des différents acteurs impliqués. Il est à signaler tout de même que le service de la formation professionnelle assure la présidence des réunions de concertation entre les différents partenaires en matière d'apprentissage et lors de ces réunions une analyse détaillée des demandes et offres de postes d'apprentissage est faite. Le tableau des chiffres de l'année passée, établi par le service d'orientation professionnelle de l'ADEM, est joint en annexe.

Ad 3)

En matière d'apprentissage transfrontalier, il est à soulever que dans la Grande Région seul le Grand-Duché de Luxembourg a légiféré en la matière. Le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 fixe les conditions et modalités suivant lesquelles un apprentissage transfrontalier peut se faire et le règlement grand-ducal du 13 juillet 2012 énumère les métiers et professions éligibles pour un tel apprentissage. Actuellement, les partenaires concernés au sein de la Grande Région sont en train d'examiner les possibilités pour créer des bases légales pour un apprentissage transfrontalier dans tous les pays concernés.

Ad 4)

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ensemble avec les Ministères du Travail et de l'Emploi, de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse, a mis en place une structure commune rassemblant tous les acteurs intervenant au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle. La Maison de l'Orientation, récemment créée, regroupe en un lieu unique tous les services d'orientation offrant au jeune à la recherche de sa voie de formation scolaire ou professionnelle une source complète d'information et une orientation adaptée à ses capacités et souhaits. Ce n'est qu'à travers d'une information et d'une orientation professionnelle systématique et holistique que les jeunes peuvent être sensibilisés à postuler pour les postes d'apprentissage pour lesquels des candidats faisaient défaut dans le passé.

Annexe: tableau «Orientation professionnelle ADEM»

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2216 (26.7.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **citoyens de l'Union européenne dans le cadre de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration:**

La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit notamment qu'un citoyen de l'Union européenne souhaitant séjourner sur le territoire du Grand-Duché pour une durée supérieure à trois mois doit disposer pour lui et sa famille «de ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» (Article 6). Par ailleurs il est précisé qu'une personne ne respectant pas ces conditions peut «faire l'objet d'une décision de refus de séjour, d'un refus de délivrance ou de renouvellement d'une carte de séjour ou d'un retrait de celle-ci

et, le cas échéant, d'une décision d'éloignement» (Article 25).

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1) Comment faut-il interpréter les notions de «ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» (Article 6 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration) et de «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale» (Article 24, paragraphe (1) de la même loi)? S'agit-il de notions quantifiables reposant sur des critères précis?

2) Dans quelle mesure le fait de percevoir des prestations sociales non contributives compte-t-il parmi les critères retenus? Le cas échéant, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils donner des précisions quant à la nature des données échangées entre le Fonds national de solidarité et la direction de l'Immigration?

3) Des ressortissants de l'Union européenne ont-ils déjà fait l'objet de l'une des mesures visées à l'article 25, paragraphe (1) de la loi citée ci-dessus depuis l'entrée en vigueur de celle-ci? Si oui, combien se sont vu refuser la délivrance d'une carte de séjour, combien se sont vu refuser le renouvellement de leur carte ou se sont vu imposer le retrait de celle-ci et combien ont fait l'objet d'une décision d'éloignement? Le cas échéant, de quels pays ces ressortissants sont-ils originaires et y a-t-il eu une évolution significative au fil des années?

4) Les ressortissants de l'UE visés par les mesures précisées ci-dessus ont-ils la possibilité de s'expliquer sur leur situation avant qu'une décision administrative ne soit prononcée de manière définitive? Le cas échéant, de combien de temps disposent-ils? Quelles sont les procédures?

Réponse (25.9.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La réponse aux quatre questions posées par l'honorable Député est la suivante.

1) La notion de «ressources suffisantes afin de ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale» est précisée par l'article 2, paragraphe (1) du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration qui dispose que «les ressources suffisantes exigées en vertu de l'article 6, paragraphe (1), points 2 et 3 et de l'article 18 de la loi sont appréciées en tenant compte de la situation personnelle de la personne concernée. En aucun cas, le montant exigé ne peut excéder le montant du revenu minimum garanti défini par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.»

En ce qui concerne la notion de «charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale», l'article 24, paragraphe (4) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que «la charge pour le système d'assistance sociale est évaluée en prenant notamment en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordés, ainsi que la durée du droit de séjour.»

Les deux notions sont donc quantifiables et reposent sur des critères précis.

2) La perception de prestations sociales non contributives par un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille est signalée par le Fonds national de solidarité à la direction de l'Immigration. La direction de l'Immigration est informée des sommes perçues mensuellement par la ou les personnes concernées. Cette communication de données se fait en application de l'article 138 de la loi du 29 août 2008 précitée, de même que du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2008 portant création des traitements de données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et déterminant les données à caractère personnel auxquelles le Ministre ayant l'immigration dans ses attributions peut accéder aux fins d'effectuer les contrôles prévus par la loi.

3) Des citoyens de l'Union se sont déjà vus retirer leur droit de séjour conformément à l'article 25, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008. On ne peut cependant pas parler d'un refus de «délivrance d'une carte de séjour» ou d'un refus de «renouvellement de leur carte» ou encore du «retrait de celle-ci», étant donné que les cartes en question sont réservées aux membres de famille d'un citoyen de l'Union qui sont ressortissants de pays tiers. Le citoyen de l'Union lui n'est obligé qu'à procéder à une déclaration d'enregistrement auprès de la commune de sa résidence. Une attestation d'enregistrement lui est délivrée s'il remplit les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 29 août 2008.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 en date du 1er octobre 2008, un total de 110 retraits du droit de séjour ont été effectués. Ces décisions n'ont cependant pas été accompagnées d'une décision d'éloignement, permettant ainsi aux personnes concernées de régulariser leur situation en matière de droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions de l'article 6.

Des relevés annuels relatifs à la nationalité des personnes concernées n'ont pas été établis.

4) En application de la procédure administrative non contentieuse, le citoyen de l'Union concerné est dans un premier temps informé de l'intention du Ministre de retirer son droit de séjour, tout en étant invité à prendre position dans le délai minimum de huit jours prévu par cette procédure.

De l'accord de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, j'ai répondu seul à la question parlementaire, alors que mes services de la direction de l'Immigration sont ceux qui sont concernés par le retrait du droit de séjour des citoyens de l'Union.

Q12

Question 2217 (27.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **manque du médicament «Dehydro-Sanol Tri»:**

Seit ein paar Wochen ist das Medikament „Dehydro-Sanol Tri" nicht mehr auf dem Markt erhältlich gewesen. Viele Patienten mussten auf andere Medikamente umstellen, allerdings gibt es kein Arzneimittel, das die guten Eigenschaften von „Dehydro-Sanol Tri" bei der Behandlung von Stauungsbeschwerden in den Beinen als Folge von Ödemen venöser statischer Herkunft oder durch Herzinsuffizienz nachahmen kann. Nun ist meinen Informationen nach das Medikament wieder seit Ende April 2012 von der Herstellerfirma UCB auf den Markt gebracht worden. Auf Nachfrage bei verschiedenen Apotheken hin wurde allerdings darauf hingewiesen, dass dieses Medikament bis voraussichtlich Ende dieses Jahres nicht auf dem nationalen Markt zum Vertrieb kommen kann. Die Luxemburger Patienten können demnach nicht mehr auf dieses Medikament zurückgreifen. Zu bemerken ist, dass dieses Medikament in Deutschland erneut in den Apotheken erhältlich ist.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Engpässe bestätigen und was sind die Gründe dieser Engpässe?

2) Welche Maßnahmen wurden über all diese Monate seitens des zuständigen Ministeriums getroffen, um Patienten in Luxemburg mit diesem Medikament zu versorgen, und was waren bis jetzt die Resultate der Bemühungen?

3) Wie wird das neue, kürzlich verabschiedete Gesetz über die Aufstockung von Medikamenten durch die nationalen Pharma-Großhändler im spezifischen Fall des Lieferstopps bei „Dehydro-Sanol Tri" umgesetzt werden, wohlwissend dass dieses Medikament beispielweise in Deutschland wieder im Vertrieb ist?

Réponse (24.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Es ist zutreffend, dass die Nachfrage von Patienten für das Medikament „Dehydro-Sanol Tri" momentan nicht gesichert werden kann, dies aufgrund einer Verlegung des Produktionsstandortes des deutschen Herstellers.

Der deutsche Markt kennt ebenfalls Zulieferprobleme und die verteilten Mengen dieses Arzneimittels sind auch in Deutschland ungenügend, um der gesamten Nachfrage gerecht zu werden.

Die luxemburgische Gesundheitsbehörde hat bei dem für den luxemburgischen Markt zuständigen Großhändler interveniert. Dieser hat der Gesundheitsbehörde versichert, dass sich die Zulieferung des erwähnten Medikamentes in Luxemburg in den nächsten Wochen normalisieren wird.

Das Medikament „Dehydro-Sanol Tri" ist ein Kombinationspräparat bestehend aus einem Entwässerungs- und einem kaliumsparenden Mittel. Es kann allerdings auch auf ähnliche Kombinationspräparate mit kaliumsparenden Diuretika zurückgegriffen werden.

Question 2218 (27.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **temps d'ouverture de la Bibliothèque nationale:**

Die Nationalbibliothek hat ihre Büros bei der Kathedrale. Der Zugang zur Bibliothek ist über Öffnungszeiten geregelt. Die Rückgabe von ausgeliehenen Büchern erfolgt demnach zu diesen Stunden. Auch sind die Öffnungszeiten begrenzt. Am Montag ist nicht geöffnet und an den anderen Tagen ist erst ab 10 Uhr 30 geöffnet. Dies stellt den Nutzer vor Probleme, sei es im Leihen, aber auch im Zurückgeben. Im nahen so wie auch im fernen Ausland gibt es kundenfreundlichere Rückgabemöglichkeiten, beispielweise über einen gesicherten Bücherkasten, der 24 Stunden während sieben Tagen bedient werden kann. Auch können Bücher, die an einem gegebenen Schalter der Bibliothek ausgeliehen wurden, an einem anderen Ort der Bibliothek abgegeben werden, ohne dass das zu Problemen führt.

Fragen:

1) Wie können Bücher außerhalb der Öffnungszeiten der Nationalbibliothek zurückgegeben werden? Gibt es zurzeit nur die Option „Rückgabe am Schalter"?

2) Kann die Ministerin bestätigen, dass es zurzeit keine Möglichkeit gibt, die ausgelieferten Bücher außerhalb der Öffnungszeiten, beispielsweise in einem gesicherten Brief- respektive Bücherkasten der Nationalbibliothek vorzunehmen?

3) Wann gedenkt die Nationalbibliothek ein solches System einzuführen?

4) Denkt die Ministerin nicht auch, dass die Kontakte mit der interessierten Öffentlichkeit weiter ausgebaut werden sollten, insbesondere was die Öffnungszeiten betrifft?

5) Wie haben sich die Besucherzahlen als auch die Ausleihstatistiken in den letzten fünf Jahren entwickelt?

6) Welchen Stellenwert nehmen die Ausleihaktivitäten durch die Studierenden ein, insbesondere jene der eingeschriebenen Studierenden an der Uni Luxemburg und dies im Vergleich zu Nichtstudierenden?

Réponse (6.9.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Zu den vom Herrn Abgeordneten Jean Colombera gestellten Fragen zum Thema Ausleihe in der Nationalbibliothek möchte ich Folgendes festhalten:

Der Herr Abgeordnete fragt, ob es zurzeit zur Rückgabe ausgeliehener Bücher nur die Option „Rückgabe am Schalter" gebe und ob keine Möglichkeit bestehe, die ausgeliehenen Bücher außerhalb der Öffnungszeiten in einem gesicherten „Brief- respektive Bücherkasten" der Nationalbibliothek vorzunehmen.

In der Tat ist zurzeit nur die Rückgabe am Schalter innerhalb der Bibliothek möglich. Die Nationalbibliothek hat die Installierung einer Rückgabevorrichtung außerhalb der Öffnungszeiten zusammen mit der Verwaltung für öffentliche Bauten geprüft. Es ergab sich aus dieser Studie, dass die Realisierung einer solchen Einrichtung kurzfristig nicht möglich ist in dem historischen Gebäude, in dem die Nationalbibliothek untergebracht ist, da die innere Raumordnung der Nationalbibliothek sowie der bestehende Platzmangel eine solche Vorrichtung nicht ermöglichen. Das Bauprogramm des neuen Gebäudes der Nationalbibliothek auf Kirchberg sieht hingegen einen Rückgabeschalter außerhalb der Bibliothek neben dem Eingang in der Avenue J. F. Kennedy vor. Dieser Schalter wird dann Tag und Nacht funktionieren.

Herr Colombera fragt, ob die „Kontakte mit der interessierten Öffentlichkeit weiter ausgebaut werden sollten, insbesondere was die Öffnungszeiten betrifft"?

Die Nationalbibliothek ist ständig darum bemüht, die Kontakte mit der Öffentlichkeit auszubauen. Was die Erweiterung der Öffnungszeiten anbelangt, wird sie im dritten Trimester 2012 eine Leserumfrage und eine Machbarkeitsstudie vornehmen.

Was die Besucherzahlen sowie die Ausleihstatistiken der letzten fünf Jahre betrifft, verweise ich auf den Jahresbericht der Bibliothèque nationale (BnL), wo man folgende Angaben nachlesen kann:

Jahr	2007	2008	2009	2010	2011
Besucher (Entrées)	67.472	72.340	74.852	75.522	80.859

Jahr	2007	2008	2009	2010	2011
bei der BnL ausgeliehene Dokumente	35.138	34.903	33.074	30.765	33.731

internationale Ausleihe	2007	2008	2009	2010	2011
bei ausländischen Bibliotheken angefragte Dokumente	5.122	6.803	7.708	8.057	8.684
bei der BnL ausgeliehene Dokumente	20	30	44	56	64

Zusätzlich wurden zahlreiche Dokumente an in- und ausländische kulturelle Einrichtungen zwecks Ausstellungen verliehen.

Neben den „physischen" Besuchen in den Bibliotheksräumen gilt es auch, die vielen „virtuellen" Besuche auf der Internetseite der Nationalbibliothek zu berücksichtigen. So gab es im Jahre 2011 659.134 Onlinekonsultationen der Datenbank www.eluxemburgensia.lu, die die von der Nationalbibliothek digitalisierten Luxemburgensia-Dokumente zur Verfügung stellt. Die Konsultation der digitalen Bibliothek findit.lu, die von der Nationalbibliothek betrieben wird und allen Lesern der Nationalbibliothek, der Universitätsbibliothek sowie den Mitgliedern der drei „Centres de Recherche Publics" - Gabriel Lippmann, Henri Tudor, Santé - zugänglich ist, hat sich seit 2007 versechsfacht.

Zuletzt möchte Herr Colombera wissen, welchen Stellenwert die Ausleihaktivitäten durch Studierende hätten, insbesondere durch die an der Universität Luxemburg eingeschriebenen Studierenden, und dies im Vergleich zu Nichtstudierenden.

2011 machten die Studenten der Universität Luxemburg 14% der eingeschriebenen Leser der Nationalbibliothek aus, die an anderen Universitäten eingeschriebenen Studenten 12%. 11% der eingeschriebenen Leser waren Schüler. Zurzeit steht keine Statistik der Ausleihe per Leserkategorie zur Verfügung.

Question 2219 (27.7.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **démission du directeur de Cargolux:**

RTL.lu mellt op sengem Site betreffend d'Gesellschaft Cargolux: „De Frank Reimen trëtt RTL-Informatiounen no ëm 17 Auer als Direkter zréck. Hannergrond si Reiwereie mam neien Aktionär aus dem Katar."

Dowéinst géif ech gären dem Här Minister dës Froe stellen:

1. War d'Regierung am Viraus vun dëser Décisioun informéiert?

2. Huet d'Regierung konkret Informatiounen iwwert d'Ursaache vum Här Reimen senger Décisioun?

3. Sinn d'Interessië vum Personal aus der Gesellschaft oder dem Flughafen a Gefor?

4. Ass dës Décisioun am Verwaltungsrot vun der Cargolux behandelt ginn, a wa jo, wat war do d'Haltung vun de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung, déi, direkt an indirekt, d'Majoritéit vum Actionnariat duerstellt?

5. Huet den Här Reimen, am Fall wou et „Reiwereien" mam Aktionär aus dem Katar gouf, vun der Lëtzebuerger Regierung de Réck gestäipt kritt?

6. Ass d'Regierung, als gréissten Aktionär vu Cargolux, bereet, déi national Interessië vun der Gesellschaft an dem Flughafe Findel ze verdeedegen, noutfalls géint déi vum Aktionär aus dem Katar?

Réponse (20.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'Froe vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser muss fir d'Alleréischt widderholl ginn, datt de Stat keng direkt Bedeelegung an der Cargolux huet.

An der Äntwert op d'Fro N°2050 vum 5. Abrëll 2012 vum nämlechten Deputéierten *(cf. compte rendu n°12/2011-2012)* gouf schonns op den Ëmgang mat vertraulechen Informatioune vun esou private Gesellschaften higewisen. Dat betrëfft och Informatiounen iwwer eng Demissioun vun engem Direktiounsmember.

Dobäi ass ze bemierken, datt d'Membere vun engem Verwaltungsrot, vu wiem se och genannt sinn, u Confidentialitéits- a Responsabilitéitsregele gebonne sinn, déi eng Kommunikatioun an der Öffentlechkeet vun den Äntwerten op d'Froe 4 a 5 net erlaben.

Wat elo d'Spekulatioune vun RTL Radio ugeet iwwert den Départ vum Här Reimen, déi den Deputéierte Kartheiser a senger Fro ernimmt, ass et net d'Volontéit vun der Regierung, déi oder aner Spekulatiounen öffentlech ze kommentéieren, besonnesch wou et sech bei esou enger Décisioun ëmmer ëm eng perséinlech Décisioun handelt. Et kann een awer op d'Explikatiounen, déi d'Gesellschaft selwer an engem Pressecommuniqué vum 27. Juli ginn huet, verweisen. Deen ass och um Internetsite vun dëser Gesellschaft publizéiert ginn.

Doduerch, datt d'Gesellschaft den 3. August 2012 en Interim-CEO designéiert huet, ass net domat ze rechnen, datt dee Wiessel un der Spëtzt vun der Cargolux en Afloss op d'lafend Geschäft vun der Cargolux an domat op säi Personal oder de Flughafen huet.

Déi lescht Fro vum honorabelen Deputéierte befaasst sech mam Aktionär Stat. Wéi gesot huet de Stat keng direkt Participatioun an der Cargolux. Et kann natierlech virkommen, datt den Aktionär aus dem Katar eng aner Meenung huet wei d'Aktionären aus Lëtzebuerg. An deem Fall spillen d'Prozeduren aus dem Gesellschaftsrecht, wou verschidde Majoritéite fir verschidden Décisiounen néideg sinn, wann et net zu engem Accord tëschent den Aktionäre kënnt.

Question 2221 (30.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg:**

In letzter Zeit scheinen die Überwachungsflüge der NATO auf luxemburgisches Territorium reduziert worden zu sein. Dabei hatte der Minister in Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1009 vom 15. November 2010 *(cf. compte rendu n°6/2009-2010)* zu verstehen gegeben, dass dieses NATO-Trainingsprogramm mit AWACS-Flugzeugen fortgesetzt werde und eben nicht, wie von den Anwohnern gefordert, reduziert oder gar eingestellt werde.

Fragen:

1) Wie sieht es aus mit den AWACS-Trainingsflügen am Flughafen Findel? Bestehen sie weiter oder wurden alternative Trainingsflughäfen gefunden?

2) Wie viele Flugbewegungen von AWACS-Flugzeugen wurden im Jahr 2011 und in diesem Jahr getätigt? Wie viele im Vergleich zu den fünf letzten Jahren?

3) Werden die Regierung und der zuständige Minister über anstehende Flugbewegungen informiert? Wie wird die Aktivität von AWACS-Flugzeugen der NATO am Flughafen Findel für die nächsten Monate aussehen?

Réponse (15.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der Abgeordnete möchte einige Informationen zu den Trainingsflügen der AWACS am Flughafen Luxemburg haben.

Im Jahre 2012 sind bisher nur zwei Anfragen eingegangen, um Trainigsflüge am Flughafen Luxemburg mit in Luxemburg immatrikulierten Maschinen auszuführen. Während eine Anfrage genehmigt wurde, ist die zweite Anfrage absagt worden.

Im Jahre 2011 wurden 20 solcher Anfragen an die „Direction de l'Aviation civile" (DAC) gestellt, wobei zehn Anfragen abgesagt worden sind, davon eine wegen schlechter meteorologischer Bedingungen.

Für die Zahlen von 2010 verweise ich auf meine Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1009.

2009 wurden sechs Trainingsflüge genehmigt und 2008 wurden vier Trainingsflüge der AWACS auf dem Flughafen Luxemburg registriert.

Im Allgemeinen kann man sagen, dass die Anfragen an die DAC gestellt werden, die in meinem Namen die Genehmigungen ausstellt. Die DAC informiert mich regelmäßig und im Voraus über diese Anfragen der NATO.

Question 2224 (1.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **circoncision:**

Vor ein paar Monaten erließ ein Landgericht in Köln ein Urteil bezüglich religiöser respektive ritueller Beschneidungen bei minderjährigen Jungen. Es wertete diese Praxis als Körperverletzung und mithin strafbar. Damit entstand eine Rechtsunsicherheit, die unter anderem auch die Mediziner auf den Plan gerufen hat. In der Zwischenzeit wollen viele Kreise in Deutschland die Gesetzgebung in dem Sinne klären, wie „rituelle Beschneidungen straffrei gestellt werden sollen".

Allerdings stellen sich viele praktische Fragen, was die ausführenden Ärzte angeht und ihren Schutz vor juristischen Verfolgungen angesichts an sich medizinisch nicht notwendiger Maßnahmen sondern exklusiv religiös begründeter Beschneidungsinterventionen.

Fragen:

1) Wie sieht die gesetzliche Lage hierzulande aus? Wer kann Beschneidungen unter welchen Bedingungen ausführen?

2) Wie ist die Beschneidung von Minderjährigen geregelt?

3) Durch wen werden die Beschneidungen hierzulande vorgenommen? Können neben Ärzten ebenfalls Nichtmediziner (Barbiere, angelernte Hilfskräfte) diese chirurgische Maßnahme durchführen? Wer anders als Ärzte darf demnach Beschneidungen in Luxemburg vornehmen und welche Qualifikation muss dieser aufweisen?

4) Wie sieht die rechtliche Haftung bei Komplikationen aus? Kann die Caisse Nationale de Santé für die Kosten von Komplikationen angesprochen werden?

5) Gibt es einen Konsens auf der Ebene der Regierung, die rituelle und religiöse Beschneidung, wie sie bei Juden und Muslimen praktiziert wird, unter allen Umständen straffrei zu halten?

6) In Deutschland wird auf politischer Ebene darüber nachgedacht, eine Legalisierung religiös begründeter Beschneidungen im Patientenrecht zu regeln. Ist dies ebenfalls ein Weg, der hierzulande beschritten werden könnte, z. B. im Rahmen des neuen Patientenrechte-Gesetzes?

7) Unter welchen Umständen werden von der CNS hierzulande bei Beschneidungen Kosten erstattet? Weiß die CNS, wie viele Beschneidungen jährlich praktiziert werden? Wie unterscheidet sie rituelle/religiöse von medizinisch angezeigten Beschneidungen?

8) Wie viele medizinisch relevante Komplikationen gibt es jährlich nach Beschneidungen? Welcher Art sind diese Komplikationen?

9) Was sagt die Jurisprudenz hierzulande zu Beschneidungen? Gibt es Fälle von Verurteilungen wegen Körperverletzung oder anderen Motiven? Was sagt die aktuelle Rechtslage zur Rechtssicherheit für Ärzte aus?

Réponse commune (28.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Es besteht kein spezifischer gesetzlicher Rahmen, der die Beschneidung bei Minderjährigen regelt. Die Beschneidung ist ebenfalls nicht in den Gesetzgebungen geregelt, welche die Befugnisse der Ärzte oder anderer medizinischer Berufe festlegen.

Die Beschneidung ist ein medizinischer Eingriff, der nur von einem Arzt durchgeführt werden darf.

Der Gesundheitsbehörde sind derzeit keine Fälle von Beschneidungen bekannt, die von Personen durchgeführt wurden, die nicht befugt waren, als Arzt in Luxemburg zu praktizieren. Solche Beschneidungen würden als illegales Ausüben der Medizin qualifiziert werden.

Der Gesundheitsbehörde sind ebenfalls keine Fälle von Beschneidungen bekannt, die außerhalb von einem Krankenhaus durchgeführt wurden.

Die Beschneidung, so wie jeder andere chirurgische Eingriff auch, der nach der ärztlichen Kunst ausgeführt wird, kann in manchen Fällen zu Komplikationen führen.

Die Kosten solcher Komplikationen werden von der Gesundheitskasse getragen.

Der Gesetzesentwurf betreffend die Patientenrechte *(doc. parl. 6469)*, der am 7. August 2012 im Parlament deponiert wurde, sieht keine Legalisierung der Beschneidung aus religiösen Gründen vor.

Das aktuelle Dokumentationssystem der medizinischen Aktivität im Krankenhaus ermöglicht es nicht, die Zahl der Komplikationen im Falle der Beschneidungen, die in Luxemburg behandelt wurden, zu bestimmen. Die Angaben der internationalen medizinischen Literatur beziehen sich jedoch auf eine Komplikationsrate, die mit dem Alter schwankt: 1,5% der Fälle bei Säuglingen und 6% der Fälle bei Kleinkindern ab einem Alter von einem Jahr.

Verschiedene epidemiologische Studien aus Ländern, in denen Beschneidungen regelmäßig durch nicht ärztliches Personal durchgeführt wurden oder unter nicht sterilen Bedingungen, zeigen eine sehr hohe Komplikationsrate (bis zu 80%).

Laut den Satzungen der Gesundheitskasse werden nur Kosten der Beschneidungen der Jungen, die aus medizinischen Gründen erfolgen, integral rückerstattet.

Die Statistiken für die Jahre 2008, 2009, 2010 sowie für das erste Semester 2011 der Beschneidungen aus nicht medizinischen Gründen, die durch einen Arzt in einem Krankenhaus ausgeführt wurden, sehen wie folgt aus:

Acte	Acte libellé	2008	2009	2010	2011 (1er semestre)
5A41	Opération pour phimosis (circoncision simple, sans indication médicale, non à charge)	917	880	866	452

Es gibt für die Gesundheitskasse keine Möglichkeit, die Zahl der Beschneidungen aus religiösen Gründen zu ermitteln.

Gemäß den Angaben des Generalstaatsanwalts gibt es keine Rechtsprechung über Fälle von Beschneidungen. Wenn Gerichte mit einem solchen Tatbestand befasst würden, obliegt es dem jeweiligen Gericht, in seiner Entscheidungsweise Recht zu sprechen und zu entscheiden, ob die allgemeinen Rechtsprinzipien anwendbar wären oder nicht.

Question 2225 (6.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **médicament anticancéreux Avastin:**

Das Antikrebsmittel Avastin ist in letzter Zelt verstärkt in die Kritik gekommen, nachdem Studien zu belegen scheinen, dass der Nutzen der Verabreichung dieses Antikrebsmittels auf Basis humanisierter monoklonaler Antikörper gegenüber dem Schaden in Form von Nebenwirkungen nicht mehr überwiegt. Die amerikanische Medikamentenagentur FDA hat denn auch das Medikament für die Behandlung von Brustkrebs aus seiner Zulassungsliste gestrichen. Auch für die Bekämpfung von Prostatakrebs hat der Wirkstoff nach Angaben der Wissenschaftler die Studienziele verfehlt. In Europa ist das Medikament weiter zugelassen und die EMA hat sich dem drastischen Schritt der FDA nicht angepasst.

Nach langen Diskussionen im letzten Jahr und dem nicht zufriedenstellenden Management der Gebärmutterhals-Frottis im Staatslabor scheint es unerlässlich, dass bei Therapieoptionen das Wohl der betroffenen Personen allerhöchste Priorität genießt.

Fragen:

1) Ist das Krebsbehandlungsmittel Avastin in Luxemburg offiziell zugelassen. Auf der sogenannten „Liste positive" der CNS ist es allemal nicht in der Namensliste zu orten, auch auf der ATC-Liste wird unter dem Code dieses Medikaments „L01XC07" kein Mittel geführt.

2) Wie viele Patienten wurden mit diesem Medikament hierzulande behandelt und mit welchem Resultat?

3) Wie viel kostet die Therapie mit Avastin im Jahr je nach Krebsart?

4) Auf welche wissenschaftlichen Begleitstudien hin in puncto Nutzen und Mehrwert wurde dieses Medikament hierzulande eingeführt?

5) Was ist die Position des Gesundheitsministeriums zur kontradiktorischen Diskussion über dieses Medikament und was wird getan, um Patienten vor Schäden zu bewahren?

Réponse (25.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député s'enquiert du statut et des conditions d'utilisation du médicament «Avastin» (bevacizumab D.C.I.).

1) Le médicament «Avastin» fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché octroyée par la Commission européenne en date du 12 janvier 2005 sur base d'un avis positif du comité des spécialités pharmaceutiques, CHMP, organe scientifique de l'Agence européenne des médicaments (EMA) à Londres.

Conformément au droit communautaire, ce médicament peut donc être commercialisé dans toute l'Europe, y inclus au Grand-Duché.

L'«Avastin» ne se trouve toutefois pas sur la liste positive, vu qu'il s'agit d'un médicament à usage hospitalier exclusif. Ce médicament n'est en effet pas disponible en officine. Il est exclusivement délivré et administré à l'hôpital sous le contrôle d'un médecin expérimenté dans l'utilisation des agents antinéoplasiques.

2) Mes services ne disposent pas de données concernant le nombre de traitements au Grand-Duché avec le médicament «Avastin» et les résultats obtenus.

3) Le coût du traitement varie en fonction du type de cancer, en fonction des doses à administrer et de la durée du traitement.

4) L'autorisation communautaire du médicament «Avastin» a été réévaluée au niveau communautaire en 2011.

Le CHMP a adopté un avis positif pour le changement des indications, tout en limitant son usage, en ce qui concerne le traitement du cancer du sein métastatique en combinaison avec un autre cytostatique spécifique, à des patientes pour lesquelles un traitement avec d'autres options de chimiothérapie n'était pas considéré comme approprié. Le CHMP a en effet conclu que le rapport bénéfice/risque était positif dans ce groupe restreint de patientes.

5) L'efficacité du «bevacizumab» varie selon les situations.

Comme pour tout traitement avec des cytostatiques, médicaments contre le cancer, il faut bien évaluer les bénéfices prévisibles pour chaque patiente et les mettre en balance avec les effets indésirables. En outre, l'état de maladie déjà avancé ou une patiente en mauvais état général peuvent aussi être la source d'effets indésirables.

Une évaluation au cas par cas devrait donc être faite de façon méthodique et lucide par le médecin traitant avant d'avoir recours à ce type de traitement.

Question 2228 (8.8.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **participation du Luxembourg aux expositions universelles:**

La participation du Luxembourg à l'édition 2010 de l'exposition universelle à Shanghai vient de toucher définitivement à sa fin avec la publication du rapport et la clôture des comptes du groupement d'intérêt économique, gestionnaire du pavillon luxembourgeois en Chine.

D'après le calendrier des expositions universelles projetées, la métropole italienne de Milan accueillera le monde chez elle en 2015 alors qu'en Belgique, la ville de Liège s'est portée candidate à l'organisation de l'exposition universelle en 2017.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelle raison le groupement d'intérêt économique, en charge de la gestion du pavillon luxembourgeois en Chine, vient-il de clôturer ses comptes seulement deux années après la fin de l'édition 2010 de l'exposition universelle?

- Le Gouvernement envisage-t-il de faire participer le Luxembourg en 2015 à l'exposition

universelle de Milan? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'en ces temps de crise économique, il faudrait limiter à un strict minimum les dépenses liées à la présence de notre pays à Milan voire même renoncer tout simplement à une telle participation?

- Le Gouvernement soutient-il la candidature de Liège pour l'organisation de l'édition 2017 de l'exposition universelle? Dans l'hypothèse que la ville de Liège sera désignée comme ville organisatrice de l'exposition universelle en 2017, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une présence plus marquée de notre pays et de ses entreprises en Belgique s'imposerait étant donné que le Luxembourg est le centre économique de la Grande Région?

Réponse (3.9.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Serge Wilmes concernant la participation du Luxembourg aux expositions universelles, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Avant de pouvoir dissoudre le groupement d'intérêt économique (GIE) «Luxembourg@ Expo Shanghai 2010», il a fallu d'abord s'acquitter de toutes les obligations administratives en relation avec l'arrêt des activités, et notamment les obligations financières. Il a fallu mettre fin aux contrats de travail de ses employés, ainsi que récupérer les impôts et taxes diverses payés en Chine qui lui étaient remboursés en tant qu'entité non résidente. Ce processus a pu être finalisé au premier semestre 2011. Ensuite un contrôle des comptes a dû être effectué par un réviseur d'entreprises, suivi par la nomination d'un liquidateur qui accompagnait toutes les procédures prévues par la loi luxembourgeoise.

Ce n'est qu'au terme de ce processus que le GIE «Luxembourg@Expo Shanghai 2010» a pu clôturer ses comptes en juillet 2012.

Sur proposition du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le Gouvernement a décidé de ne pas participer à l'exposition universelle de Milan en 2015. La raison principale de ce choix est que le thème de cette exposition universelle, qui met en avant la sécurité et la qualité alimentaire, ne coïncide guère avec le tissu économique du Luxembourg. En effet, l'offre industrielle du Luxembourg avec seulement un nombre très limité d'entreprises actives dans l'exportation à l'échelle européenne, est marginale. Le Luxembourg ne pourra donc guère apporter un apport technique et scientifique conséquent du secteur privé. Par conséquent et vu les efforts budgétaires demandés aux différents membres du Gouvernement, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a pas considéré comme opportun d'engager les dépenses nécessaires en vue d'une participation à l'exposition universelle de Milan en 2015.

En ce qui concerne le soutien à la candidature de Liège pour l'organisation de l'édition 2017 de l'exposition universelle, il convient de rappeler que le Luxembourg n'est pas membre du Bureau international des expositions (BIE) qui est l'organe chargé de désigner les expositions universelles. Par conséquent, il ne sera pas possible au Luxembourg d'apporter son soutien direct à travers le processus officiel qui se déroule au sein du BIE.

Question 2229 (8.8.2012) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **déclaration de partenariat auprès d'une ambassade ou d'un consulat:**

La loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats prévoit entre autres que pour pouvoir faire la déclaration de partenariat il faut que les deux partenaires résident légalement sur le territoire luxembourgeois.

- Au regard du principe d'égalité des citoyens devant la loi, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait prévoir, à l'instar de la loi française, des dispositions permettant aux citoyens luxembourgeois vivant en couple à l'étranger de faire une déclaration de partenariat auprès de l'ambassade ou du consulat?

Réponse (10.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Pour éviter une éventuelle confusion, il y a lieu de préciser par rapport à la question parlementaire de l'honorable Député qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, la preuve de la condition d'une résidence légale sur le territoire luxembourgeois n'est applicable qu'aux ressortissants non communautaires, alors que cette condition est remplie pour les ressortissants communautaires à travers le Traité sur l'Union européenne.

Par ailleurs, la loi du 3 août 2010 a complété la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats par l'ajout d'un article 4-1 qui donne aux partenaires ayant conclu leur partenariat à l'étranger la faculté de demander auprès du Parquet général une inscription de celui-ci au répertoire civil. Un tel enregistrement rend les partenariats étrangers opposables aux tiers et les assortit sur le territoire luxembourgeois des effets juridiques tels que prévus par la législation nationale.

Il résulte des développements ci-dessus que le problème soulevé par l'honorable Député est en réalité un faux problème.

À titre subsidiaire et quant à la question posée sur la possibilité de faire enregistrer les déclarations de partenariat des citoyens luxembourgeois vivant à l'étranger auprès des ambassades et consulats du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de relever certes que la législation française charge les agents diplomatiques et consulaires français de l'enregistrement à l'étranger du pacte civil de solidarité (PACS) qui lie les deux partenaires dont l'un au moins est de nationalité française. Mais d'après la législation luxembourgeoise en vigueur, seule l'autorité communale est habilitée à recevoir les déclarations de partenariat. Le Gouvernement ne voit pas l'opportunité de modifier le dispositif actuel qui fonctionne de manière satisfaisante et de conférer aux consuls des pouvoirs en matière de partenariat.

Question 2230 (8.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **informations du CEDIES sur l'eHealth, la télémédecine et la télésanté:**

Die CEDIES-Informationsstelle des Hochschulministeriums hat eine ganze Reihe von Dokumenten zusammengestellt, um Studierende in der Auswahl ihrer zukünftigen Arbeitsfelder und der entsprechenden Studien zu informieren, zu beraten und zu orientieren. Diese Unterlagen sind unter der Rubrik „Publications" auf den CEDIES-Internetseiten einsehbar.

Es ist gewusst, dass das Gesundheitssystem der Zukunft auf „eHealth"-Grundlagen funktionieren wird, was das Datenmanagement, den Informationsfluss, die Dokumentation und auch das Wissensmanagement angeht.

Bei der Sichtung der Unterlagen, die derzeit auf den Internetseiten des CEDIES veröffentlicht sind, fällt auf, dass diese wichtigen Felder wie „eHealth, télémédecine, télésanté" sowie die informatische Seite der Gesundheitstechnologien bis zu diesem Zeitpunkt schlechthin nicht aufgearbeitet wurden.

Eine erweiterte Suche mit den oben aufgeführten Stichwörtern ergibt, dass es keine Dokumente und entsprechenden Inhalte zu den Themen „eSanté" oder „télémédecine" zu geben scheint. Nur einmal kommt „eHealth" in einem einzeiligen Hinweis auf Studien an der Uni Passau vor (Studiengang aus dem Jahre 2006).

Dabei stellen diese aufkommenden Bereiche doch wichtige Tätigkeitsfelder für zukünftige Arbeitnehmer in den Sozial- und Gesundheitsbereichen dieses Landes dar. Und sie stellen grundlegende Anforderungen an die notwendigen Kompetenzen und Fähigkeiten zukünftiger Gesundheitsberufler sowie an die Führungskräfte in diesem Bereich.

Fragen:

1) Kann der Hochschulminister bestätigen, dass die Information und die Orientierung von potenziellen und zukünftigen Studierenden im Bereich der sogenannten „eSanté" noch verbesserungsbedürftig sind?

2) Wie viele Personen sind dem CEDIES bekannt, die in den Bereichen „eHealth", „Telemedizin" oder aber informatische Gesundheitstechnologien zurzeit Hochschulstudien unternehmen?

3) Welche spezifischen aktuellen Unterlagen des CEDIES geben umfassend Auskunft über diese wichtigen und aussichtsreichen Studienfelder? Wo kann man sich diese Unterlagen beschaffen? Werden sie auch kurzfristig auf dem Internet des CEDIES elektronisch zur Verfügung gestellt?

4) Falls es tatsächlich eine quasi komplette Abwesenheit solcher Unterlagen geben sollte, wie wäre dann dieser Umstand zu vereinbaren mit dem hehren Ziel der derzeitigen Regierung, Luxemburg als Plattform von „personalisierter Medizin" aufzubauen, wenn man weiß, dass „personalisierte Medizin" im dritten Millennium, so wie sie für unser Gesundheitssystem angedacht wird, nicht ohne entsprechende „eHealth"-Funktionsweisen auskommt und demzufolge eine ganze Reihe Personen mit diesen hoch spezifischen Kompetenzen in „eSanté" mittelfristig hierzulande gebraucht werden?

5) Was sind nach Einschätzungen der Experten des CEDIES die Bedarfszahlen an Spezialisten in Sachen „eHealth" für das Luxemburger Gesundheits- und Sozialwesen und darüber hinaus die Forschungsstätten (Uni, CRPs, private Unternehmen) für die nächsten zehn Jahre?

Réponse (26.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Das CEDIES führt im Augenblick keine spezifische Dokumentation über den Bereich „eHealth". Dieser wird jedoch Bestandteil der überarbeiteten Ausgabe der Broschüre „Sciences" im Jahr 2013 sein.

„eHealth" wird nicht unter ISCED (International Standard Classification Education) geführt. Diese Klassifikation der Studienbereiche dient als Grundlage für die statistischen Erhebungen des CEDIES, so wie sie auch von Eurostat gefordert werden. Demnach kann keine Antwort erteilt werden, wie viele Studierende in diesen Studienprogrammen eingeschrieben sind.

Was die Bedarfszahlen an Spezialisten angeht, verweise ich auf die im Jahre 2013 erscheinende Broschüre. Im Augenblick ist dies „work in progress".

Question 2231 (8.8.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **heures de fermeture des magasins:**

La loi du 21 juillet 2012 modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat, publiée au Mémorial du 27 juillet 2012, fixe l'heure de fermeture des magasins les samedis et veilles de jours fériés à 19.00 heures. Cependant, celle-ci peut être reportée à 20.00 heures à condition que les partenaires sociaux aient conclu un accord dans le cadre d'une convention collective.

Or, il s'avère que samedi dernier, le 4 août 2012, certaines enseignes de grande distribution ont fermé leurs établissements à 20.00 heures, sans pour autant avoir passé un accord dans ce sens avec les syndicats.

Les enseignes concernées disent respecter les conventions collectives actuellement en vigueur en se référant à la loi du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que les conventions collectives doivent se référer à la législation actuellement en vigueur?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que si une convention collective prévoit expressément qu'elle est conditionnée au maintien de la dérogation ministérielle qui fixait les heures d'ouverture jusqu'à présent, celle-ci devient obsolète, sur ce point précis, lors de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi?

Réponse (12.9.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Il y a lieu de préciser d'emblée qu'en projetant une modification du régime des heures d'ouverture de la loi du 19 juin 1995 - désormais adoptée avec la loi du 21 juillet 2012 - la démarche du Gouvernement ne remet pas en cause les accords facultatifs antérieurs, conclus entre partenaires sociaux pour régler les conditions d'ouverture de leurs magasins jusqu'à 20.00 heures au cours de la période de dérogation ministérielle.

Ainsi, lorsqu'une convention collective existe et comporte déjà un accord des partenaires sociaux pour régler l'ouverture du magasin jusqu'à 20.00 heures, et que cet accord est par ailleurs conforme aux nouvelles prescriptions légales - les ayant en quelque sorte anticipées - je suis d'avis qu'il doit continuer à s'appliquer.

Naturellement, s'agissant des conventions collectives qui ne comprenaient aucun dispositif social ad hoc couvrant l'ouverture jusqu'à 20.00 heures, puisque celui-ci était facultatif sous l'ancien régime de la dérogation ministérielle aux heures d'ouverture légales, il y aura lieu désormais de conclure, comme l'exige désormais la loi modifiée, un accord spécifique sur ce point.

Sur le plan strictement juridique, le Ministère n'a pas vocation à trancher la question de la validité proprement dite de certaines conventions collectives, qui appartient en dernière instance aux tribunaux puisqu'il s'agit de conventions ne s'appliquant qu'entre parties et qui ne heurtent pas l'ordre public, mais il estime néanmoins que le seul fait de se référer à la loi du 19 juin 1995, avant modification, ne remet à priori pas en cause la convention collective en elle-même, qui continue à s'appliquer aux parties.

Par ailleurs, il s'agit toujours de la même loi concernant les heures d'ouverture, et la loi, même dans sa version originelle, comprenait déjà la possibilité d'ouverture des magasins jusqu'à 20.00 heures.

La circonstance que l'ouverture jusqu'à 20.00 heures procédait, dans l'ancienne mouture, d'une dérogation ministérielle, alors que la nouvelle version inscrit d'office cette possibilité en la conditionnant à un accord entre partenaires sociaux, n'altère en aucune façon la volonté exprimée par les parties avant ladite modification législative, qui en l'occurrence consistait à déterminer les conditions sociales et salariales applicables aux travailleurs prestant des heures dans ce créneau horaire particulier.

Cette clause ne constitue donc pas une fin en soi mais manifeste l'intention des parties, qui ont voulu régler la situation des employés travaillant jusqu'à 20.00 heures, peu importe la cause ou le fondement de cette prolongation de l'heure d'ouverture, et à éviter un avantage indu en cas de disparition de ce régime des heures d'ouverture provisoire, ce qui n'a pas été le cas suite à l'adoption de la loi modificative du 21 juillet 2012, qui a au contraire pérennisé ce régime.

Dans ces conditions, une convention collective prévoyant que son application, ou une partie de celle-ci, est conditionnée au maintien de la dérogation ministérielle jusqu'à 20.00 heures, désormais devenue inutile, continue à s'appliquer puisque cette clause n'a pour objet que de se référer à un élément précis - l'ouverture «tardive» jusqu'à 20.00 heures - qui lui n'a pas disparu.

Seule une clause suspensive de l'accord social concernant le créneau horaire de 18.00 heures à 19.00 heures pourrait, en théorie, poser difficulté, puisque désormais l'heure comprise entre 18.00 heures et 19.00 heures est ouverte de plein droit sans accord des partenaires sociaux, alors qu'elle ne l'était auparavant que sur base d'une dérogation ministérielle, mais on voit mal une remise en cause d'un accord global satisfaisant par l'une des parties pour ce seul motif, ce d'autant que cet accord social était déjà facultatif pour le patronat sous l'ancien régime de la dérogation ministérielle.

Et il serait pour le moins étrange que la partie syndicale remette en cause un accord dont elle a pu bénéficier de manière anticipée.

Question 2232 (9.8.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **nomination et mutation de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires:**

Tous les ans le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle procède à des mutations de membres du personnel enseignant dans les différents établissements postprimaires du pays. Dans ce contexte, il m'a été signalé qu'au moins un lycée se serait vu octroyer une nomination définitive de personnel sans que le poste en question ait été publié au préalable et en toute transparence à la communauté des enseignants intéressés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information et, dans l'affirmative, m'en expliquer les raisons? S'agit-il d'un cas isolé? Quels sont le ou les lycées concernés? Et quelles sont la ou les disciplines concernées?

- Madame la Ministre peut-elle me présenter la procédure selon laquelle les nominations et mutations de personnel sont effectuées? Cette procédure est-elle communiquée aux enseignants? Est-il possible qu'une direction puisse formuler une demande de personnel (nomination définitive) «ex post», c'est-à-dire au moment de la répartition des candidats sur les différents lycées?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une dérogation à la procédure est à l'origine de discriminations au sein du corps enseignant?

Réponse (13.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La procédure de mutation des enseignants-fonctionnaires de l'enseignement secondaire est étroitement liée à la procédure de première affectation des candidats ayant réussi l'examen de fin de stage. En effet, les enseignants-stagiaires n'ont qu'une affectation provisoire; ce n'est qu'à l'issue de l'examen de fin de stage qu'ils sont affectés définitivement à un lycée.

Dans ce contexte, les directeurs des lycées, de l'Institut national des langues et de l'École de la 2e chance sont invités à formuler leurs besoins pour l'année scolaire suivante. Parallèlement, le nombre de postes disponibles est dénombré sur base des réussites à l'examen de fin de stage.

Pour chaque stagiaire, qui a réussi à l'examen de fin de stage, un poste est ouvert dans sa discipline. Pour la plupart des disciplines, le nombre de postes demandés par les directions dépasse le nombre de postes vacants. Dans ce cas, mon département établit un classement des lycées pour la discipline en question.

En vue du classement pour la discipline, un inventaire (de l'année scolaire en cours) est dressé par lycée et par discipline reprenant:

- les leçons supplémentaires prestées,
- les leçons empruntées par ou prêtées à d'autres établissements,
- les variations de tâche du personnel nommé (tâche partielle, congé pour travail à temps partiel, congé parental),
- les leçons assurées par des chargés d'éducation bénéficiant d'un contrat à durée déterminée et des vacataires,
- les départs de candidats-stagiaires bénéficiant d'une première nomination.

Par la suite, le nombre suivant est calculé pour chaque lycée ayant demandé un poste pour la discipline en question:

$$\sqrt{\frac{\text{somme des besoins dans la discipline}}{\text{leçons assurées par des enseignants nommés}} * \text{total des leçons à assurer dans cette discipline}}$$

Les lycées sont ainsi classés. C'est sur la base de ce classement que les postes vacants sont attribués.

Le résultat des calculs est transmis aux représentants des syndicats d'enseignants et aux collèges des directeurs. Ensuite, la liste des postes ouverts par discipline dans les différents lycées est communiquée aux directions des lycées qui sont chargées de la porter à la connaissance des enseignants-fonctionnaires.

Cette liste renseigne les enseignants déjà affectés qui souhaitent changer d'affectation des postes vacants, pour qu'ils puissent entreprendre les démarches liées à une éventuelle mutation. Toutefois, les enseignants sont libres de contacter un lycée ne figurant pas sur la liste puisque les mutations des enseignants en fonction ont pour effet de libérer des postes à des lycées qui ne sont pas prévus sur la liste initiale.

Après un entretien avec la direction du lycée dans lequel un enseignant-fonctionnaire souhaite être muté, il peut introduire, s'il le souhaite toujours, sa demande de mutation suivant la procédure en vigueur, publiée conjointement avec la liste des postes vacants.

Lors d'une réunion de tous les directeurs de lycées, les demandes de mutation sont ensuite analysées une par une en tenant compte des critères suivants:

- le titre de l'enseignant (les professeurs et les maîtres sont classés avant les candidats),
- l'ancienneté,
- les points obtenus à l'examen de fin de stage,
- l'âge.

Chaque demande de mutation d'un enseignant est analysée sur base de la liste des postes ouverts: si un poste est vacant dans le lycée choisi par l'enseignant, la mutation est entérinée. Dans le lycée qu'il vient ainsi de quitter, un poste s'ouvre. C'est de cette façon que des affectations sont possibles dans des lycées qui ne figuraient pas sur la liste initiale.

Il convient de noter que le directeur a le droit de refuser une demande de mutation émanant d'un enseignant qui n'assure pas une tâche complète et qui ne peut donc pas assumer la totalité des leçons vacantes.

Le directeur a le droit de déclarer, à la suite d'une mutation d'un de ses enseignants, qu'il ne souhaite pas que le poste soit rouvert dans son lycée. Dans ce cas, le lycée suivant au classement décrit se voit attribuer le poste ouvert.

En tout cas, aucune demande de personnel «ex-post» émanant d'une direction ne sera acceptée.

Si toutes les mutations ont été effectuées, les enseignants venant de réussir l'examen de fin de stage sont affectés sur la base de la liste des postes qui restent ouverts et des desiderata des candidats qui sont pris en considération dans le même ordre que pour le classement des enseignants nommés: titre de l'enseignant, ancienneté, point obtenus à l'examen de fin de stage, âge.

La procédure a été appliquée à la lettre lors des mutations et premières affectations de 2012. Elle est tout à fait transparente et se déroule selon des critères stricts et vérifiables.

Tout enseignant a la possibilité de demander une mutation au lycée de son choix et il y sera affecté si un poste est ouvert et s'il est en rang utile. Il est évident que le choix complet de la liste initiale ne s'offre qu'au professeur qui est premier en rang pour demander sa mutation. Pour les suivants, la liste est modifiée en fonction des mutations déjà effectuées. Ces mutations sont prévisibles puisque la liste de demandes est publiée ensemble avec la liste des postes initialement ouverts.

Il est donc normal qu'il y ait des nominations à des lycées qui ne figuraient pas sur la liste initiale. Ils ne se voient pas attribuer un nouveau poste, mais l'affectation est faite pour y remplacer un enseignant qui vient d'obtenir sa mutation dans un autre établissement.

Tel a été le cas en juillet 2012 pour plusieurs disciplines et plusieurs lycées:

- en allemand: ALR, LTPES, LTL
- en anglais: LTC, LJBM, LTPS, LTMA
- en biologie: LTJBG
- en chimie: LTB, LTA, LTETT
- en éducation artistique: NOSL
- en éducation physique: LTPS, UELL
- en français: LEM, LTAM, LCE, LTETT, LNW
- en histoire: LJBM, LTAM
- en mathématiques: LAML, LTMA, LTETT, LJBM, LNBD, LTJBG
- en mécanique automobile: LTE
- en philosophie: LTETT
- en physique: LTMA
- en secrétariat: LTJBG
- en sciences économiques et sociales: LEM.

Question 2233 (10.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**absence d'organisations sociales et politiques à la Foire de l'Étudiant:**

D'Studentefoire, déi eemol am Joer stattfënnt, gehéiert zu de wichtege Rendez-vousë fir Schüler a Studenten, déi op der Sich no Informatiounen am Zesummehank mat engem Héichschoulstudium oder der Beruffswelt sinn. Traditionell sinn op dësem wichtegen Evenement och sozial a politesch engagéiert Organisatioune vertrueden. Eisen Informatiounen no sollen déi Organisatiounen dëst Joer net méi un der Studentefoire deelhuelen.

Dofir géif ech gären dem Här Héichschoulminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen? Wa jo, wéi kann en dës Ausschléissung vun de betraffenen Organisatioune begrënnen?

2) Ass den Här Minister net der Meenung, datt dës Organisatiounen zur Meenungsbildung vun de Jugendlechen a jonken Erwuessene bäidroen an doweinst och hir fest Plaz op der Studentefoire mussen hunn?

Réponse (26.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'Studentefoire ass gemënzt fir Schüler, déi op der Sich no Informatioune sinn, déi mam Héichschoulstudium oder der Beruffswelt ze dinn hunn.

D'Studentefoire ass dëst Joer op déi Zilsetzung recentréiert ginn. Fir awer de politesche Jugendorganisatiounen eng Plattform ze ginn, proposéieren ech eng Table ronde zu aktuellen Themen am Kader vun der Foire.

Question 2234 (10.8.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché de Luxembourg:**

La loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement dispose dans son article 31 que «Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant la mise en vigueur de la présente loi, un rapport sur son application.» Ce rapport quinquennal, qui couvre la période 2001 à 2005 inclus, a été déposé auprès de la Chambre des Députés en mai 2006.

Tout en sachant que la loi susmentionnée ne prévoit pas la confection de rapports subséquents au rapport d'évaluation de 2006, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si elle n'estime pas qu'il serait fort utile de dresser un bilan actualisé de la situation de surendettement au Grand-Duché, alors que la Chambre des Députés poursuit ses travaux sur le projet de loi n°6021 et que notre pays traverse depuis l'année 2008 une crise économique et financière grave qui n'est pas restée sans conséquences négatives sur certains paramètres sociaux tels que le taux de chômage ou le risque de pauvreté de certaines catégories de ménages.

Réponse (14.9.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement ne prévoit en effet pas l'établissement d'un rapport annuel sur la situation du surendettement en dehors des données statistiques annuellement fournies par le Ministère de la Famille et de l'Intégration dans son rapport d'activité. Néanmoins le Ministère, qui est en contact avec les deux services d'information et de conseil en matière de surendettement (SICS), procède régulièrement à une évaluation de la situation de surendettement au Luxembourg sur base des données disponibles par les SICS. Il convient de préciser que c'est dans le cadre d'une évaluation sur base des seules données fournies par les SICS que le Ministère est en mesure de dresser un bilan actualisé de la situation de surendettement des particuliers.

Question 2235 (13.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**organisation du «Vëlo fueren am Miselerland»:**

Am 22. Juli fand die traditionelle Veranstaltung „Vëlo fueren am Miselerland" statt. Laut Informationen des Veranstalters galt sie unter anderem als Promotionsveranstaltung für das Fahrradfahren in der Moselregion. Auf den Flugblättern, die vertrieben wurden, konnte der interessierte Leser auch das Logo einer Initiative „Respect" sehen, das heißt Respekt der motorisierten Teilnehmer gegenüber den Fahrradfahrern.

Allerdings konnte man feststellen, dass die Teilnehmer an den einzelnen Fahrradveranstaltungen, die im Rahmen des „Vëlo fueren am Miselerland" angeboten wurden, womöglich über keine abgesperrten Straßen verfügen konnten, sondern sich mit dem motorisierten Straßenverkehr auseinandersetzen mussten. Sei noch darauf hingewiesen, dass viele Eltern mit ihren Kindern auf dieser Veranstaltung unterwegs waren und dass auf den Strecken für das „Vëlorally" Straßenschilder aufgestellt waren mit einer empfohlenen Geschwindigkeit von 70 km/h mit dem Hinweis, dass eine sportliche Veranstaltung im Gange sei.

Fragen:

1) Wieso wurde nicht in Erwägung gezogen, für diese Veranstaltung Teile der „Route du Vin" für den motorisierten Straßenverkehr zeitweise abzusperren?

2) Wird diese Möglichkeit für die zukünftigen Veranstaltungen in Erwägung gezogen?

3) Wie kann das „Miselerland" tatsächlich attraktiv für Fahrradliebhaber werden? Welche Infrastrukturmaßnahmen, die den Fahrradfahrer priorisieren und im Verkehr schützen, sollen kurzfristig noch getroffen werden?

4) Denkt der Minister nicht, dass, um den sanften Tourismus zu promovieren, bei solchen Veranstaltungen für einen Tag die Straße alleine dem Fahrrad und seinen Sympathisanten gehören sollte?

Réponse (14.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Zur Veranstaltung „Vëlo am Miselerland" möchte der Abgeordnete einige Fragen beantwortet wissen, wozu folgende Informationen zu liefern sind:

Vor der Veranstaltung hatte die Straßenbauverwaltung eine eventuelle Sperrung der Nationalstraße N10 zwischen Waldbredimus und Wormeldingen am 22. Juli in Erwägung gezogen. Der Verkehr hätte dann über die Straßen CR149/146/145/144/134 umgeleitet werden müssen.

Nach Rücksprache mit den Organisatoren wurde auf diese Lösung jedoch verzichtet, da die Umleitungen kompliziert gewesen wären und dies auch negative finanzielle Konsequenzen für die Betriebe (insbesondere die Restaurants) auf der N10 bedeutet hätte. Aus diesen Gründen wird auch in Zukunft auf die komplette Sperrung der N10 während dieser Veranstaltung verzichtet werden.

Es ist vorgesehen, in absehbarer Zeit eine separate Fahrradpiste entlang der Mosel, zwischen Wasserbillig und Schengen, zu bauen. Ein großer Teil dieser nationalen Fahrradpiste ist schon verwirklicht und ein weiterer Teil wird bei geplanten Straßenarbeiten in Machtum mitgebaut.

Das Ministerium begrüßt und unterstützt soweit wie möglich solche Veranstaltungen, da diese eine Möglichkeit geben, das Fahrrad als Verkehrsmittel zu promovieren.

Question 2236 (13.8.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **cellule de reclassement (CDR):**

Le plan d'avenir sidérurgique LUX2016, qui a été signé lors de la réunion de la tripartite sidérurgie du 28 mars 2012, prévoit en outre la reconduction des mesures d'accompagnement social dont la cellule de reclassement (CDR) destinée à occuper temporairement le personnel excédentaire issu des usines de Rodange et Schifflange qui, pour une durée indéfinie, ont été mises à l'arrêt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Combien de personnes se retrouvent actuellement dans la cellule de reclassement?
- Combien de personnes inscrites en CDR ont été engagées jusqu'à présent par l'État, les communes et les organismes paraétatiques?

Réponse (25.9.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La CDR d'ArcelorMittal comprenait 443 salariés en date du 31 août 2012.

De ces 443 salariés, qui restent tous sous contrat ArcelorMittal, 97 se trouvaient à la même date en prêt temporaire de main-d'œuvre, dont 47 auprès de l'État, douze auprès des communes et neuf auprès d'organismes paraétatiques.

Question 2238 (14.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **chercheurs:**

In einem Beitrag auf RTL Radio Lëtzebuerg wurde am Dienstag, den 7. August im Rahmen der Arbeit des Forschungszentrum „CRP Lippmann" die Zahl der derzeit in Luxemburg aktiven „Forscher und Forscherinnen" mit knapp 2.400 Personen angegeben. Diese Zahl erstaunt und macht stutzig zugleich.

Sie wirft auf alle Fälle die Frage nach der hiesigen Definition von „Forscher/in" auf. Deshalb folgende Fragen:

1) Kann der zuständige Minister die Zahl von fast 2.400 aktiven Forschern und Forscherinnen hierzulande zu diesem Zeitpunkt bestätigen?

2) Wenn ja, wie werden diese Zahlen erfasst?

3) Was ist die notwendige Qualifikation, um hierzulande als „Forscher - chercheur" (m/w) statistisch erfasst zu werden?

4) Ist die Bezeichnung „Forscher - chercheur" (m/w) hierzulande als Titel geschützt?

5) Könnten sich beispielweise Personen, die über kein PhD/Doktorat verfügen, aber dennoch Führungsaufgaben in einem CRP übernommen haben, als Forscher/in bezeichnen?

6) Denkt der zuständige Minister unter Umständen daran, die Verwendung des Titels „Forscher - chercheur" (m/w) hierzulande restriktiver zu regeln, um das Vorweisen eines anerkannten homologierten PhD/Doktorat-Abschlusses als minimale Vorbedingung für das Tragen dieses Titels gelten zu lassen?

Réponse (17.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Das Hochschul- und Forschungsministerium erhebt seit dem Jahr 2000 zu bestimmten Zeitpunkten, die von internationalen Organisationen wie OECD oder Eurostat vorgegeben sind, in Zusammenarbeit mit Statec und CEPS die

wichtigsten Kenndaten der luxemburgischen Forschung, wie z. B. Forschungsausgaben, Anzahl der Forscher, Anzahl von Forschungspersonal usw.

Die letzten derzeit verfügbaren Daten zur Anzahl der Forscher beziehen sich auf das Kalenderjahr 2009:

Sektor	Anzahl (in Vollzeitäquivalent)
Unternehmen	1.371
Öffentliche Forschung	597
Hochschulwesen	428
Gesamt	2.396

Somit waren im Jahr 2009 etwa 2.400 Forscher in Luxemburg tätig. Hierbei ist allerdings zu beachten, dass gemäß der Verteilung private Forschung/öffentliche Forschung in Luxemburg deutlich mehr als die Hälfte der Forscher in der privaten Forschung tätig sind (ca. 1.370 Forscher in Vollzeitäquivalent).

Die Daten der Erhebung aus dem Jahr 2011 werden derzeit von den zuständigen Stellen überprüft; eine Veröffentlichung ist vor Ende dieses Jahres vorgesehen.

Die Erhebung der nationalen Kenndaten der Forschung erfolgt also in regelmäßigen Abständen nach präzisen Definitionen, die im sogenannten „Frascati Manual" der OECD aufgeführt sind. Diese Definitionen sind bindend für alle Mitgliedländer der EU sowie der OECD und dürfen nicht für nationale Zwecke abgeändert werden, da ansonsten die Vergleichbarkeit der Erhebungen zwischen den einzelnen Ländern nicht mehr gewährleistet ist.

So lautet die Definition des „Forschers" im Frascati Manual, welche der obigen Erhebung zugrunde liegt: „Researchers are professionals engaged in the conception or creation of new knowledge, products, processes, methods and systems and also in the management of the projects concerned." Diese Definition wurde im Übrigen durch das Gesetz vom 19. August 2008 zu den „aides à la formation-recherche" in die nationale Gesetzgebung übernommen.

Question 2239 (16.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **discrimination par des compagnies aériennes:**

Aus Australien ass elo bekannt ginn, datt eng Rei vu Fluggesellschaften eng Regel hunn, datt Männer, déi eleng reesen, net däerfen niewent net begleetene Kanner sëtzen. Domadder sollen «sexuell Iwwergréffer» verhënnert ginn. Dës Neiegkeet mécht vill Leit rosen, an net nëmmen an Australien, well jo doduerch d'Männer ganz allgemeng mat Kannerschänner gläichgesat ginn. Och bei enger englescher Fluggesellschaft gouf et esou eng Regel. Nodeems déi Gesellschaft awer dowéinst wéinst sexueller Diskriminéierung vun de Männer veruerteelt gouf, ass se nees ofgeschaf ginn.

- Well de Stat Aktionär bei der Luxair ass, wéilt ech d'Madame an déi Häre Ministere froen, ob déi Lëtzebuerger Passagéierfluggesellschaft eng Regel huet, déi et soll verhënneren, datt Männer kënnen niewent onbegleetene Kanner sëtzen.

- Wa jo, ass d'Regierung net och der Meenung, datt esou eng Regel eng flagrant Diskriminéierung vun de Männer géif duerstellen a misst direkt ofgeschaf ginn?

Réponse commune (26.9.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'Fro vum honorablen Deputéierten huet Luxair d'Regierung informéiert, datt si keng esou Regelung applizéiert.

Question 2241 (20.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évaluation des investissements dans la recherche:**

Es sieht so aus, dass mittlerweile viel Zeit und Energie in öffentliche Konferenzen, Vorträge und Symposien zu verschiedensten Forschungsthemen investiert werden. Diesen Eindruck kann man gewinnen, wenn man einen Blick auf die Agendarubriken der nationalen Medien wirft oder auch, wenn man die Ankündigungen auf der Internetseite des Fonds national de la recherche sieht.

Wenn auf der einen Seite der feste Wille besteht, dem Bürger die Forschung näher zu bringen und über die Anstrengungen in diesem Bereich zu informieren, dann darf nicht ausbleiben, dass der Erfolg dieser Maßnahmen regelmäßig evaluiert wird und dem Bürger Rückmeldung über den Investitionserfolg gegeben wird.

Fragen:

1) Wie viele Veranstaltungen über Forschungsthemen werden jährlich für das große Publikum und/oder Spezialisten angeboten?

2) Wie viel öffentliches Geld wird in die Förderung solcher Veranstaltungen investiert? Was sind die Progressionsraten für die letzten zehn Jahre?

3) Gibt es Statistiken über die Teilnehmerzahlen an diesen Veranstaltungen? Was ist die überdurchschnittliche Teilnehmerzahl für alle Veranstaltungen über ein Jahr?

4) Was gedenkt die Regierung zu unternehmen, um die Allgemeinheit mehr für diese Art von Veranstaltungen zu begeistern?

5) Welche Forschungsstruktur bietet im Jahr die meisten Veranstaltungen an? Welche die wenigsten?

6) Denkt die Regierung daran, die Bestenliste der aktivsten öffentlichen Forschungszentren in diesem Bereich aufzustellen?

7) Gibt es Vorgaben der Regierung für ein Mindestmaß an öffentlichen Veranstaltungen in Form von Konferenzen, Symposien, Vorträgen, die ein öffentliches Forschungszentrum im Jahr erbringen müsste?

8) Wurde bereits ein neutrales, unabhängiges Audit durch vorzugsweise ausländische Experten vorgenommen, welches die aktuelle Situation in diesem Bereich tiefgreifend analysiert und Verbesserungsvorschläge unterbreitet? Wenn nicht, wird daran gedacht, ein solches Audit anzufordern?

Réponse (26.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die Förderung der Öffentlichkeitsarbeit im Wissenschafts- und Forschungsbereich wird maßgeblich vom Fonds national de la recherche übernommen, welcher zu diesem Zwecke sowohl eigene Veranstaltungen organisiert - wie die Publikumsmagnete Science Festival, Researchers' Day oder Mister Science, um nur diese zu nennen - als auch Fördermaßnahmen zur Organisation und Durchführung von Konferenzen und Veranstaltungen anbietet.

Dass diese Aktivitäten fruchten, zeigt ein Blick auf die nachfolgende Tabelle, welche ein paar Highlights aus dem Jahre 2011 enthält:

Science Festival 2011	11.000 Personen
Mister Science:	
PISA Wëssensmagazin: (21 Sendungen)	Durchschnittliche Zuschauerzahl: 139.600 (und damit ist es nach dem „Journal" die zweitbeliebteste Sendung von RTL Lëtzebuerg)
RTL Radio (40 Sendungen)	Durchschnittliche Hörerzahl: 200.100
Eldoradio (38 Sendungen)	Durchschnittliche Hörerzahl: 97.400
L'essentiel (4 Beiträge)	Durchschnittliche Leserzahl: 193.000

Neben den hier explizit aufgeführten Aktivitäten gab es im Jahr 2011 noch zahlreiche andere Konferenzen und Veranstaltungen, die zur Öffentlichkeitsarbeit beigetragen haben.

Im Jahre 2011 hat der FNR rund 1,2 Millionen Euro in diese Art von Aktivitäten investiert. Die zwischen dem FNR und der Regierung unterzeichnete Leistungsvereinbarung sieht vor, dass diese Aktivitäten in ihrem Kostenaufwand in etwa konstant bleiben sollen.

Der FNR lässt seine Fördermaßnahmen AM1 und AM3 regelmäßig von unabhängigen Experten evaluieren, um sicherzustellen, dass der Fördermechanismus weiterhin den Gegebenheiten der Forschungslandschaft in Luxemburg entspricht. Zuletzt wurden die Fördermaßnahmen 2011 evaluiert. Die Notwendigkeit sowohl von AM1 als auch von AM3 wurde hierbei hervorgehoben; der FNR wird in Zukunft noch größeren Wert auf die wissenschaftliche Qualität (AM3) und Interaktivität (AM1) der Anträge legen und die ausgewählten Projekte substanzieller finanzieren.

Zusätzlich hierzu führte der FNR in 2007 und 2011 nationale Umfragen durch, um das Verhältnis der Luxemburger Bevölkerung zu Wissenschaft und Forschung zu testen. In 2011 zeigten 40% der Bevölkerung sich an Wissenschaft interessiert und 69,3% waren der Meinung, dass Luxemburg weiterhin verstärkt in die Forschung investieren soll (in 2007 waren erst 57,4% dieser Meinung). Das Science Festival sowohl als auch Mister Science sind jeweils 30% der Bevölkerung ein Begriff und die Researchers' Days sind nach nur zwei Auflagen auch schon 15% der Bevölkerung bekannt. Ein Großteil der Bevölkerung zeigt sich jedoch noch immer ungenügend informiert; rund 65% möchten in Zukunft mehr Informationen erhalten über die Zielsetzung und die Resultate der Forschung in Luxemburg.

Im Übrigen schlägt der Gesetzesantrag zur Reform des FNR vor, die Förderung der Öffentlichkeitsarbeit im Wissenschafts- und Forschungsbereich explizit in die Aufgaben des FNR aufzunehmen.

Question 2243 (20.8.2012) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**éclatement éventuel de la zone euro:**

De finneschen Ausseminister Erkki Tuomioja huet an engem Interview mat enger britescher Zeitung gesot, datt Finnland misst op d'Méiglechkeet vun engem Ausenanerbrieche vun der Eurozon virbereet sinn. Senger Meenung no misst d'Fro vum Enn vun der Eurozon oppe gestallt ginn. D'Enn vun der Eurozon géif och net d'Enn vun der EU bedeiten. Déi kéint souguer besser fonctionnéieren, wann d'Eurozon net méi géif bestoen.

Dowéinst wéilte mir den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Ass d'Lëtzebuerger Regierung amgaangen, fir sech op en eventuellt Enn vun der Eurozon konkret virzebereeden? Huet si scho Moossname fir esou eng Eventualitéit getraff?

2. Ass d'Lëtzebuerger Regierung der Meenung, datt d'Méiglechkeet vun der kuerzfristeger Aféierung vun engem „Nord-Euro" besteet, a wa jo, wat wären déi konkret Auswierkungen op eist Land?

3. Fir de Fall, wou eng Aféierung vun engem „Nord-Euro" net géif a Fro kommen, huet d'Lëtzebuerger Regierung da schonns mat engem anere Land, wéi zum Beispill der Belsch, Däitschland, Holland, Frankräich oder der Schwäiz, iwwer d'Aféierung vun enger gemeinsamer Währung mat Lëtzebuerg verhandelt?

Réponse commune (10.9.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne l'avenir de la zone euro et de la monnaie unique, le Gouvernement tient à préciser qu'il n'envisage pas la disparition de la monnaie unique euro et, de ce fait, ne songe pas à l'introduction d'un «Nord-Euro» ni d'une monnaie commune régionale. Le Gouvernement réitère son engagement à continuer à œuvrer pour la consolidation de la zone euro ainsi que pour une monnaie unique forte.

Question 2245 (20.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **langue des signes dans les écoles:**

D'Gebäerdesprooch ass am Liewe vu ville behënnerte Matmënsche vun essenzieller Wichtegkeet. Wa si géif an de Schoule fréi an a méi engem groussen Emfank benotzt ginn, kéinten déi betraffe Leit méi wäit op hirem Bildungswee kommen.

Dofir wollt ech d'Madame Schoulministesch froen:

1. Wéi gesäit d'Betreiung vun de gehéierbehënnerte Kanner am Lëtzebuerger Schoulsystem aus?

2. Sinn der Madame Ministesch Fäll vu gehéierbehënnerte Kanner bekannt, déi vun den Elteren am Ausland scolariséiert ginn, well se do besser encadréiert ginn?

3. Wat fir e Stellewäert huet d'Gebäerdesprooch an eise Schoulen?

4. Wëllt d'Madame Ministesch de Membere vum Léierpersonal d'Méiglechkeet ginn, fir dës Sprooch ze léieren, dëst am Sënn vun enger besserer Inklusioun vun de gehéierbehënnerte Kanner?

5. Wëllt d'Madame Ministesch Persounen engagéieren, déi kéinten d'Schoulstonnen a Gebäerdesprooch iwwersetzen?

6. Denkt d'Madame Ministesch drun, fir eventuell Schoulstonnen oder ganz Coursen op Video ophuelen ze loossen, déi dann an d'Gebäerdesprooch kéinten iwwersat ginn?

Réponse (18.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser wëllt Prezisiounen zur Gebäerdesprooch an der Betreiung vun héiergeschiedegte Kanner an der Schoul hunn.

Fro 1

Et gëtt zu Lëtzebuerg eng spezialiséiert Schoul fir héiergeschiedegt Kanner, de Centre de Logopédie. Héiergeschiedegt Kanner ginn entweder ganz am Centre de Logopédie scolariséiert oder awer integrativ an der École fondamentale oder am Lycée beschoult.

Déi Kanner, déi net am Centre de Logopédie selwer scolariséiert sinn, gi vun engem Professeur d'enseignement logopédique aus dem Centre an där Schoul, an där si scolariséiert sinn, begleet. De Professeur d'enseignement logopédique betréit och d'Enseignantë vun deem héiergeschiedegte Kand.

Ier déi héiergeschiedegt Kanner an de schoulflichtegen Alter kommen, hu si normalerweis schonn eng aner Struktur duerchlaf. Si gi meeschtens vun dem Service audiophonologique beim Centre de Logopédie gemellt a ginn dann am Centre de Logopédie an der Frühförderung en charge geholl, bis si den Alter erreecht hunn, fir an d'Schoul ze goen. An der Frühförderung ginn och d'Eltere beroden.

Fro 2

Et sinn am Moment dräi héiergeschiedegt Kanner bekannt, déi am Ausland scolariséiert ginn, well et fir hir Spezifissitéit zu Lëtzebuerg net genuch Schüler gëtt (z. B. franséischsproocheg Klass fir héiergeschiedegt Lycéesschüler). D'Scolarisatioun am Ausland gëtt hinnen d'Méiglechkeet, an enger Peergroup kënne scolariséiert ze ginn an net eleng an enger Klass ze sinn, wéi et de Fall wär, wa si zu Lëtzebuerg géife scolariséiert ginn.

Fro 3

An der École fondamentale an an de Lycéeë spillt d'Gebäerdesprooch keng Roll. Gebäerdesprooch ass bis elo hei zu Lëtzebuerg net offiziell als Sprooch unerkannt. Am Centre de Logopédie gëtt d'Gebäerdesprooch als Optiounsfach fir héiergeschiedegt Schüler ugebueden.

Fro 4

Et ginn zu Lëtzebuerg Coursen ugebuede fir d'Erléiere vu Gebäerdesprooch (Berodungsplaz fir Héiergeschiedegter zu Diddeleng vun „Solidarität mit Hörgeschädigten a.s.b.l." oder an der Stad Lëtzebuerg). Et ass allen Enseignantë fräigestallt, fir op perséinlecher Basis dorunner deelzehuelen.

Fro 5

Bis elo ass de Gebäerdesproochdolmetscher an der Fonction publique net als Beruff virgesinn. Mir denken awer drun, dee Problem unzegoen.

Fro 6

De perséinleche Bezuch zum Kand ass en Atout am Enseignement, virun allem bei Kanner matt Förderbedarf, d'Interaktioun tëschent de Kanner an den Enseignanten ass duerch näischt ze ersetzen.

Question 2247 (21.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**autonomie des personnes handicapées:**

Vill schwéier behënnert Leit wënsche sech, si kéinten hiert Liewe méi autonom gestalten. Momentan gi si haaptsächlech vu Firmae betreit, wat - trotz der Kompetenz an der Frëndlechkeet vum Personal - och zu gewësse Problemer ka féieren. Et ass zum Beispill esou, datt fest Auerzäite fir déi ënnerschiddlech Aktivitéite festgeluecht ginn (Moolzechten, sech owes an d'Bett leeën, asw.), an dëst brëngt oft mat sech, datt et fir déi betraffe Leit net einfach ass, fir selwer iwwer hiren Alldag ze entscheeden. Eng méi individuell Betreiung géif ënner anerem doduerjer erreecht ginn, wann déi behënnert Leit d'Méiglechkeet hätten, fir selwer Personal anzestellen.

Dowéinst géif ech gär dem Här Minister dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister bestätegen, datt den Encadrement vun de schwéier behënnerte Leit haaptsächlech vu Firmaen assuréiert gëtt, déi trotz hirem Engagement net ëmmer eng méi individuell Betreiung kënne garantéieren?

- Sinn Optioune fir esou eng méi individuell Betreiung scho gepréift an duerchgerechent ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt och déi schwéier behënnert Leit e Recht op méi Autonomie an der Gestaltung vun hirem Alldag sollte kréien?

Réponse (24.9.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Als Ministesch fir Familljen an Integratioun ass et mir en Uleies, fir de Wonsch vu Mënsche mat Behënnerungen no engem selbstbestëmmte Liewen net nëmmen ze respektéieren, mä och ze ënnerstëtzen.

Fir Mënschen, déi sech fir ee Liewen doheem entscheet hunn, bitt d'Fleegeversécherung niewent der Méiglechkeet vun enger professioneller Betreiung duerch een „Réseau d'aides et de soins" d'Méiglechkeet vun enger Betreiung an deenen eegene véier Wänn duerch een „aidant informel". Déi fleegebedürfteg Persoun huet d'Méiglechkeet, hei op eng Persoun aus hirem perséinlechen Emfeld zréckzegräifen. Déi behënnert Persoun gëtt dann d'Geldleeschtung, déi si vun der Fleegeversécherung zu dësem Zweck iwwerwise kritt, un den „aidant informel" weider.

Am Géigesaz zu deem, wat oft einfach ugeholl gëtt, schléisse sech stationär an individuell Betreiung net aus. An de Wunnstrukture fir Mënsche mat Behënnerungen hei am Land ass eng individualiséiert Approche d'Regel. Dës Strukture funktionéieren no de Prinzipië vum «accompagnement socio-pédagogique». Dat ass eng Form vun holistescher Begleedung, déi op de Kompetenzen, dem familiären a sozialen Hannergrond, de Wënsch an dem Liewensprojet vum jeeweilege Bewunner baséiert.

An dësem Kontext ënnerstëtzt de Familljeministère och den Ausbau vum Suivi vu Mënsche mat Behënnerungen am sougenannten «milieu ouvert» an «semi-ouvert». Dës Servicer hunn zum Zil, déi behënnert Persoun an hirem eegestännege Liewen ze ënnerstëtzen. Dëst geschitt z. B. duerch eng regelméisseg Ënnerstëtzung am perséinleche Beräich, duerch d'Promotioun vun enger verstäerkter sozialer Participatioun an Inklusioun an duerch aner Hëllefstellunge vu méi technescher Natur. Dëst erméiglecht et ville Mënschen, ee gréisstendeels autonoomt Liewen ze féieren.

Am Kader vun de Beméiunge fir d'Konzept vun der sozialer Inklusioun vu Mënsche mat Behënnerungen an alle Beräicher vum gesellschaftleche Liewe weiderzedreiwe gëtt aktuell zesumme mam CEPS/Instead un enger neier Form vun enger personaliséierter Hëllef geschafft. De roude Fuedem bei dësen Aarbechten ass ëmmer de Prinzip vun der Selbstbestëmmung an dem Empowerment vu Mënsche mat Behënnerungen. Bei dësem Projet geet et net ëm medezinesch oder fleegeresch Bedierfnisser, mä vill méi ëm een Accompagnement am perséinlechen a soziale Beräich (z. B. eng Begleedung bei kulturelle Manifestatiounen), dee virun allem eng verbessert Liewensqualitéit zum Ziel huet an d'Verwierkleche vum perséinleche Liewensprojet vun der betraffener Persoun.

Question 2248 (21.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **détermination du grade du handicap des malentendants:**

Den Här Minister ass vläicht schonns drop ugeschwat ginn, datt vill gehéierbehënnert Leit et als ongerecht emfannen, datt d'Fixéierung vum Grad vun hirem Handicap geschitt, wa si en Hörapparat unhunn. An der Realitéit ass et jo esou, datt déi Leit den Apparat net ëmmer unhunn. Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt den Test fir d'Fixéierung vum Grad vun engem Handicap misst ouni Hörapparat gemaach ginn?

Réponse (26.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

D'groussherzoglecht Reglement vum 18. Dezember 2012, dat d'Modalitéite vun der Bestëmmung vun der Fleegebedierftegkeet definéiert an Ausféierung vum Artikel 350 Paragraph 3 vum Code vun der Sécurité sociale (CSS), bestëmmt a sengem Artikel 2:

«Toute personne, dont la capacité auditive de la meilleure oreille avec correction par appareillage permanent, à moins que celle-ci ne puisse être réalisée, est réduite de plus de ou égale à 75 DB est présumée relever au minimum du seuil d'entrée donnant droit aux prestations de l'assurance dépendance, soit d'un temps requis hebdomadaire de prise en charge de 6 heures dans un ou plusieurs domaines définis à l'article 348 alinéa 2. La réduction auditive est à établir en prenant la moyenne arithmétique de la perte auditive au seuil des quatre fréquences conversationnelles 512, 1024, 2048 et 4096 HZ. Pour la fréquence où la perte auditive n'est pas mesurable pour une de ces quatre fréquences, il est admis que le seuil se situe à 120 DB (…).»

Ech wéilt als Éischt bemierken, dass déi Patientë mat anere Pathologien, déi an dësem Reglement genannt ginn, dat heescht z. B. Personunen, déi net gutt gesinn oder déi ënner Spina bifida leiden, an der Majoritéit vun de Fäll Patientë sinn, déi eng gewëssen Ofhängegkeet virweisen, mä déi meeschtens net duergeet, fir an de Genoss vun de Mesurë vun der Assurance dépendance am Sënn vum Artikel 349 Paragraph 1 vum CSS ze kommen. Dat ass awer net de Fall fir Leit, déi schlecht héieren. Dës Patienten hu sécher en Handicap, mä dësen Handicap huet keen Afloss op déi essenziell Akte vum Liewen. Mir schwätzen also vun engem Handicap, an net vun enger Ofhängegkeet am Sënn vum Lëtzebuergesche Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung.

Deementspriechend, wann ee vun Handicap an net vun Ofhängegkeet schwätzt, ass et absolut ubruecht, fir d'Schäerft vum Gehéier, wéi dat vum Reglement virgesinn ass, mat Benotzung vun engem permanenten Hörapparat ze moossen, wann dat méiglech ass. Et ass e Fait, dass déi klassesch Hörapparater, an nach a méi groussem Mooss déi schneckeförmeg Implanten, déi zënter den 80er Joren um Maart sinn, derfir gesuergt hunn, dass den Handicap vu ville Leit mat Gehéierproblemer ofgeholl huet. Et ass also logesch - wann ee Prestatioune wëllt zouerkennen -, dass een den Handicap moosst bei Benotzung vun den Hëllefsmëttel (Hörapparat oder Implant). Et geet dobäi net drëm, fir dës Leit ze diskriminéieren. Et wier am Géigendeel eng Diskriminatioun par rapport zu Leit ouni Hëllefsapparater - deenen hiren Handicap vill méi grouss ass, wann een deenen zwou Populatiounen hiren Handicap géif ouni Apparater moossen.

Et ass allerdéngs ubruecht ze iwwerleeën, wéi een den Handicap am beschte ka moossen. Déi aktuell am Reglement virgesinne Miessung „par audiogramme tonal" presentéiert verschidden Désavantagen. D'Ausmooss vum Handicap vun enger Persoun mat Implant kann nämlech an engem bestëmmte Mooss bestoe bleiwen, d. h. d'Netverstoe vun der Sprooch (dat een iwwer en „audiogramme vocal" kéint ausweisen), souguer wann d'Tester vun der Audiométrie tonale e bessert Resultat uginn.

Question 2249 (21.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**héliport de l'hôpital d'Ettelbruck:**

An der Press gouf d'Problematik ëm de Rettungshelikopter beim Ettelbrécker Spidol diskutéiert. No den neie Sécherheetsvirschrëfte misst den Heliport eigentlech um Daach vum Spidol stationéiert ginn. Dat wär och schonn am Joer 2003 gewosst gewiescht, wou d'Autorisatioune fir den Ettelbrécker Heliport um Buedem erdeelt goufen. Wann den Hangar géif um Buedem bleiwen, géifen der LAR eng 240.000 Euro Méikäschten am Joer entstoen, wat natierlech d'Fro vun der Finanzéierung opwerft.

D'Onsécherheet ëm den Ettelbrécker Heliport stellt och d'Fro vun der Vitesse vun der medezinescher Nouthëllef am Norden.

Dowéinst wéilte mir den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung an dësem Stadium vun där Diskussioun ëm d'Stationéierung vum Rettungshelikopter zu Ettelbréck direkt betraff, a wa jo, a wéi enger Hisiicht?

2. Bezitt d'Regierung Positioun an där Problematik, besonnesch fir datt eng séier Hëllef um Loftwee och weiderhi fir déi Éisleker Leit ka garantéiert ginn? Wéi stellt d'Regierung sech d'Léisung vun dësem Problem vir?

Réponse commune (18.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Betreffend die Stationierung des Rettungshelikopters am Standort Ettelbrück des Centre Hospitalier du Nord (CHdN) gilt es zu unterscheiden zwischen dem Helikopterlandeplatz am Krankenhaus oder auf dem Dach des Krankenhauses für den An- sowie Abtransport von Patienten und der Helikopterstation mit Unterbringungsmöglichkeit für Helikopter und Flugpersonal.

In der Planungsphase zum Bau des neuen Krankenhauses in Ettelbrück (1996/97) wurde die Option eines Helikopterlandeplatzes auf dem Dach des Krankenhauses geprüft, jedoch nach Abwägung aller Faktoren zugunsten der bestehenden Lösung mit Helistation und Landeplatz auf dem Vorfeld verworfen. Diese Lösung ist naturgemäß kostengünstiger als eine Lösung auf dem Dach des Krankenhauses. Damals lag die im Jahr 2009 verabschiedete neue europäische Norm für Helikopterstationen noch nicht vor.

Die bestehende Lösung am Standort Ettelbrück des CHdN mit Helikopterlandeplatz und Helikopterstation auf ebenerdigem Gelände neben dem Krankenhaus wird nach Einschätzung der „Direction de l'Aviation civile" (DAC) in dieser Form zukünftig nicht mehr möglich sein. Die Gründe dafür liegen in einer neuen europäischen Norm der Europäischen Flugsicherheitsbehörde EASA, die 2009 verabschiedet wurde (NPA N°2009-02 B) und Ende 2012 verbindlich in Kraft gesetzt wird. Aus dieser Sachlage ergibt sich, dass zurzeit nach einer neuen Lösung für Helikopterlandeplatz und Helikopterstation des CHdN gesucht wird. Es kann jedoch von einer zweijährigen Übergangsfrist ausgegangen werden.

Das CHdN geht nach derzeitigem Sachstand davon aus, dass innerhalb der Übergangsfrist ein Helikopterlandeplatz auf dem Dach des Krankenhauses errichtet werden könnte, der auch langfristig die Anforderungen der Europäischen Flugsicherheitsbehörde EASA erfüllt. Eine weitere Stationierung des Helikopters im jetzigen Hangar und damit in unmittelbarer Nähe zum Krankenhaus scheint ebenfalls noch möglich, wenn gewährleistet wird, dass die regulären An- und Abflüge über den Helikopterlandeplatz auf dem Dach des Krankenhauses abgewickelt werden. Zusätzlich werden jedoch dann täglich sogenannte „Taxi-Flüge" vom Vorplatz des Hangars auf den Helikopterlandeplatz auf dem Dach beziehungsweise vom Dach auf den Vorplatz notwendig sein.

Der gesamte Kostenkomplex (Baukosten, jährliche Unterhaltskosten für den Landeplatz auf dem Dach sowie Zusatzkosten für die sogenannten „Taxi-Flüge") wurde noch nicht abschließend evaluiert.

Das Gesundheitsministerium ist über den Regierungskommissar für das Krankenhauswesen und den Vertreter des Ministeriums im Verwaltungsrat des CHdN über die derzeit laufenden Prüfungen und Überlegungen des CHdN informiert. Entscheidungen wurden jedoch noch nicht abschließend vom CHdN getroffen.

Der An- und Abtransport von Patienten durch den Rettungshelikopter ist zurzeit nicht in Frage gestellt und die Regierung wird dafür Sorge tragen, dass auch weiterhin am Standort Ettelbrück des CHdN eine optimale Anbindung des Rettungshelikopters erhalten bleibt, dies unter Einhaltung der entsprechenden Normen der Europäischen Flugsicherheitsbehörde.

Question 2252 (22.8.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant une **éventuelle acquisition par l'État de la maison du Ministre d'État honoraire Pierre Werner:**

La maison habitée jadis par Monsieur Pierre Werner, sise au rond-point Schuman à Luxembourg-ville, est depuis quelques années le siège de l'ambassade de la République tchèque au Luxembourg. Or, le Gouvernement tchèque vient d'annoncer que l'ambassade fermera ses portes en 2013 pour des raisons économiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances:

- Vu le rôle joué par Pierre Werner sur la scène politique, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que l'État luxembourgeois devrait se porter acquéreur de sa demeure qui fait partie sans aucun doute du patrimoine culturel luxembourgeois voire européen à l'instar de la maison natale de Robert Schuman acquise en 1985?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis que la résidence du Ministre d'État honoraire Pierre Werner se prêterait bien comme siège d'un des centres de recherche ou bien instituts culturels à vocation européenne existants?

Réponse commune (10.9.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:* , et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Tout en reconnaissant le rôle remarquable joué par l'ancien Premier Ministre Pierre Werner tant au Luxembourg qu'en Europe, le Gouvernement estime que, pour des raisons budgétaires, il n'y a pas lieu d'acquérir l'immeuble actuellement occupé et détenu par la République tchèque. Il existe d'autres moyens pour rendre hommage à l'œuvre du Premier Ministre Pierre Werner.

Question 2253 (22.8.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **acteurs dans le secteur des soins:**

Immer wieder hat es der Allgemeinarzt mit mehr als einem Dienstleister zu tun, wenn es darum geht, die Versorgung des Patienten außerhalb der Betreuungsstruktur zu begleiten. So kommt es vor, dass Palliativdienste von den großen Pflegenetzen angeboten werden, allerdings gleichzeitig bei einem gegebenen Patienten auch noch parallel spezialisierte Dienste in Palliativpflege aus der Klinik zum Einsatz kommen. Dasselbe scheint für Psychiatriepatienten wie auch bei Diabetespatienten zu gelten. Nun stellen sich eine ganze Reihe prinzipieller Fragen bezüglich dieser vermeintlich doppelten Versorgung durch Pflegedienste wie auch mobile Dienste.

Fragen:

1) Sind dem Minister solche Doppelbetreuungen bekannt?

2) Gibt es in der Tat einen Kampf um Markenanteile zwischen Pflegediensten und mobilen Einheiten, die aus den Kliniken heraus operieren?

3) Sollte hier nicht den Pflegediensten der Vorrang zur extrahospitalären Versorgung gegeben werden, auch angesichts der Krise und schwindender Finanzmittel bei der Gesundheitskasse?

4) Wie sieht der Kostenpunkt in den Budgets der Kliniken aus für den Unterhalt von mobilen Einheiten?

5) Welche Aktivitätsbereiche von mobilen Klinikeinheiten sind dem Minister bekannt und von welchen Kliniken werden sie betrieben? Palliativpflege? Psychiatrische Versorgung? Wundversorgung? PCA-Schmerztherapien? Diabetische Versorgung?...

6) Wer hat die Einrichtung und den Betrieb solcher mobilen Klinikeinheiten gutgeheißen, in der Klinik selbst, aber auch auf der Ebene der Verantwortlichen des Klinikbudgets, das bei der CNS verhandelt und schlussendlich validiert wird?

7) Wie geht das Pflegeaufwandmessinstrument PRN (Projet de Recherche en Nursing) mit diesen extrahospitalären Aktivitäten des Klinikpersonals um?

8) Gibt es spezielle Budgets für solche Aktivitäten?

9) Wieso sind diese Aktivitäten und Dienstleistungen der Kliniken in der extrahospitalären Palliativpflege nicht im „Ratgeber zur Palliativpflege" des Gesundheitsministeriums explizit aufgeführt?

10) Denkt der Minister nicht auch, dass Kliniken und Pflegenetze im extrahospitalären Bereich enger und integrierter zusammenarbeiten müssten, Synergien entwickeln sollten, und dass man Doppel- und Parallelversorgungen tunlichst vermeiden sollte?

Réponse commune (5.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Krankenhäuser oder stationäre Einrichtungen haben vereinzelte Angebote zur Betreuung von Patienten in deren Zuhause aufgebaut, dies u. a. im Palliativbereich, aber auch in der Pädiatrie und der Psychiatrie.

Dies gilt für die:

- Palliativpflege durch das Centre Hospitalier du Nord (vier Vollzeitkräfte),

- Nachbetreuung durch Psychiatriepfleger der akut psychiatrischen Abteilungen (jeweils zwei Vollzeitkräfte) sowie des Centre Hospitalier Neuropsychiatrique,

- Spezialpflege in Ausnahmefällen bei Kindern zuhause durch eine Kinderkrankenschwester des CHL.

Die Koordinierung der Leistungen zwischen Krankenhausteam und extrahospitalären Dienstleistern geschieht durch eine wöchentliche Besprechung der Fälle zwischen beiden (Palliativpflege) und ist ebenfalls durch eine Konvention geregelt. Durch die Absprache zwischen den Teams wird die Komplementarität in der Versorgung gewährleistet.

So wurde am 15. Juli 2012 eine Konvention zwischen der „Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS)" und der CNS betreffend die Palliativversorgung unterzeichnet. Sie schafft die Grundlage für einen Rahmenvertrag zwischen der „Fédération des

hôpitaux luxembourgeois", der COPAS und der CNS, welcher die Zusammenarbeit zwischen Kliniken und ambulanten Diensten regeln soll, insbesondere was die Definition von Prozessen zur Übermittlung von Patientendaten, von medizinischen Gutachten, von Material und Medikamenten angeht.

Das PRN wird nicht bei oben angesprochenen Dienstleistungen angewandt. Dementsprechend ist der Kostenpunkt schwer berechenbar, da die CNS Personalposten mit einem Durchschnittsgehalt berechnet.

Der Ratgeber zur Palliativpflege erwähnt auf den Seiten 41 bis 43 die Adressen und Telefonnummern aller Krankenhäuser oder stationärer Einrichtungen des Gesundheitswesens, die Palliativpflege anbieten.

Question 2254 (23.8.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **biocarburant:**

Grad wéi an de Joren 2007 an 2008 kéint et laut Experten an deenen nächste Méint zu enger Liewensmëttelkris kommen. Besonnesch dramatesch sinn d'Konsequenze vun esou enger Situatioun fir d'Bevëlkerung vun den Entwécklungsländer. Nieft dem Karschnatz, deen a verschidden Deeler vun der Welt relativ schlecht ausgefall ass, an der Spekulatioun dréit och d'Verwendung vu potenzielle Liewensmëttele fir d'Produktioun vum Biosprit zur Präiserhéijung bäi.

Dowéinst géif ech gär den Häre Ministere fir nohalteg Entwécklung a fir Ekonomie dës Fro stellen:

- Gedenken d'Häre Ministeren um nationalen an um europäesche Plang Initiativen z'ergräifen, duerch déi, soulaang eng Pénurie besteet, d'Produktioun an de Verbrauch vu Biosprit als Zousaz fir de Bensin an den Diesel géifen drastesch reduzéiert oder souguer verbuede ginn?

Réponse (6.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen betreffend de Verbrauch vu Biosprit kënne mir folgend Informatioune matdeelen:

D'Direktiv 2009/28/CE vum 23. Abrëll 2009 iwwert d'Notzung vun Energien aus erneierbare Quelle gesäit vir, dass Lëtzebuerg bis 2020 en Undeel vun 11% vu sengem Gesamtendenergieverbrauch aus erneierbaren Energië produzéiere muss.

Déiselwecht Direktiv gesäit och vir, dass am Joer 2020 en Undeel vun 10% vum Gesamtendenergieverbrauch am Transportsecteur aus erneierbaren Energië bestoe muss.

Mat der uewe genannter Direktiv an iwwert de Wee vun ënnerschiddlechen Zilvirgabe fir déi eenzel Memberstaten huet d'Europäesch Unioun sech virgeholl, den Undeel vun den erneierbaren Energien am Joer 2020 op 20% ze steigeren, fir ënner anerem seng Ofhängegkeet vun der fossiler Energie ze verklengeren an déi schiedlech Emissiounen aus der klassescher Energieproduktioun ze reduzéieren.

Zu Lëtzebuerg kënnen déi genannten Ziler vun 10% am Verkéiersberäich nëmmen duerch d'Bäimësche vu Biosprit bei de klassesche Carburanten erreecht ginn. D'Elektromobilitéit spillt wuel eng Roll, mä duerch d'Urechnungsregelen aus der Direktiv huet si een éischter klengen Afloss op d'Erreeche vun eisem 10%-Zil, souguer wa mer an deem Beräich ganz grouss Ustrengunge bis an d'Joer 2020 maachen.

D'Direktiv gesäit och vir, dass d'Memberstate mussen Tëschenziler anhalen, an dëst och an de Joren 2013 an 2014, mat deene si noweise mussen, dass si op dem Zilpad fir 2020 sinn. Fir des Tëschenziler anzehalen, ka Lëtzebuerg den Asaz vu Biosprit net aschränken, well et soss déi entspriechend Dispositioune vun der Direktiv verletzt. Duerfir wäert de Bäimëschungstaux och am Joer 2013 par rapport zu 2012 an d'Luucht goen, fir dass eist Land ka sécher seng Tëschenziler erfëllen.

D'Direktiv gesäit awer och Nohaltegkeetskritäre fir Biosprit vir, déi d'Memberstate mussen anhalen, wa se sech fir hir Zilerfëllung wëllen de Biosprit urechnen. Dës Kritäre sinn zu Lëtzebuerg am «Règlement grand-ducal du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquides» ëmgesat ginn, wouduerch een nohaltege Verbrauch vu Biosprit zu Lëtzebuerg am Aklang mat der Direktiv garantéiert ass. Dës Kritäre gesinn ënner anerem vir, dass de Biosprit muss eng gewësse Reduktioun vu Kuelendioxid-Emissioune mat sech bréngen an dass bei der Produktioun mussen Ëmwelt- a Sozialkritären agehal ginn. Domat huet d'Direktiv d'Ambitioun, fir derfir ze suergen, dass nëmme Biosprit kann agesat ginn, deen och ënner nohaltegen a soziale Bedéngunge produzéiert ginn ass.

Um europäeschen Niveau huet Lëtzebuerg sech, iwwert d'Persoun vum Wirtschafts- an Aussenhandelsminister, an de leschte Méint ënner anerem am Kader vum Energieconseil derfir agesat, dass d'Europäesch Kommissioun d'Nohaltegkeetskritäre vun der Direktiv op hir Wierksamkeet an hir Effektivitéit iwwerpréift an eventuell Upassunge mécht, wann dat sech als noutwendeg sollt erweisen. An deem Zesummenhang gouf dëst Joer e Bréif un den zoustännegen europäesche Kommissär geschéckt, fir eisen Iwwerleeungen a Fuerderungen deen néidegen Appui ze ginn.

Question 2256 (28.8.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Il me revient que les personnes en possession d'un permis de conduire pour les poids lourds seraient avantagées en ce qui concerne les changements internes au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées. Selon la convention collective pour les ouvriers de l'État, l'ancienneté du concerné devrait toutefois être le critère décisif pour un changement interne.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la pratique actuelle est conforme aux règles fixées par la convention collective?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (17.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des changements internes d'ouvriers au sein de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Soucieux d'offrir un service de qualité, l'Administration des Ponts et Chaussées s'efforce d'adapter constamment ses moyens aux exigences toujours croissantes des utilisateurs et riverains du réseau routier dont elle a la garde et le devoir d'entretien. Dans ce contexte, l'Administration s'est dotée au courant des dernières années d'un parc roulant très important, qui pour être fonctionnel exige un personnel qualifié disposant d'une formation adaptée et des permis valables pour la conduite et la manipulation de ces engins.

L'Administration des Ponts et Chaussées compte parmi ses effectifs quelque 630 ouvriers de voirie, dont une trentaine en moyenne est remplacée suite aux mises à la retraite et autres départs. Avant d'engager de nouveaux postulants, les lacunes sont comblées par des déplacements internes volontaires.

Le contrat collectif des ouvriers de l'État et la procédure interne prévoient que les postes vacants soient publiés en bonne et due forme. Lors de cette publication, un profil sommaire du poste à pourvoir est établi, décrivant la qualification requise pour ce poste (ouvrier, ouvrier à tâche artisanale, chauffeur professionnel, artisan avec CATP etc.).

Le critère de l'ancienneté de service, tel qu'exigé par le contrat collectif reste la règle et est appliqué généralement. Toutefois, si le poste vacant était occupé par un ouvrier détenteur d'un permis poids lourds et que l'agent à remplacer effectuait majoritairement des travaux de chauffeur ou de conducteur d'autres engins, les différents préposés de service exigent à juste titre que le nouveau candidat dispose d'une qualification comparable.

Il serait en effet difficilement explicable que le salage hivernal de certains tronçons de route ne puisse plus être exécuté parce qu'aucun chauffeur n'est disponible dans cette brigade pour la seule raison que le principe de l'ancienneté de service devrait prévaloir par rapport au principe de la qualification.

Ainsi, en cas de candidatures multiples ayant les qualifications demandées, la priorité est évidemment accordée au candidat le plus ancien en rang tel qu'exigé par le contrat collectif.

Question 2257 (28.8.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**horaire estival auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Certaines communes viennent d'introduire ces dernières années un horaire spécial (p. ex. de 6.00 à 14.00 heures) pour leurs ouvriers durant les mois d'été. En effet, les avantages d'un tel horaire estival sont multiples: les personnes concernées sont moins exposées à la chaleur, la productivité est améliorée, les risques sont réduits dû à un trafic moins dense pendant ces heures, etc.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à introduire un tel horaire pour les ouvriers de l'Administration des Ponts et Chaussées durant les mois d'été?

- Si tel était le cas, Monsieur le Ministre envisagerait-il également d'introduire un service de permanence pour les heures à partir de 14.00 heures à l'instar de celui qui existe déjà entre 19.00 et 7.00 heures?

Réponse (24.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des horaires de travail des ouvriers de l'Administration des Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne l'horaire d'été, l'introduction d'un horaire d'été généralisé auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées figure depuis quelques années régulièrement à l'ordre du jour lors de réunions entre la direction et la délégation ouvrière.

À la suite des expériences peu concluantes faites au courant des années passées (avant 2001), lors desquelles un horaire d'été avait été introduit à titre expérimental, la direction a pris la décision de maintenir un horaire de travail normal généralisé de 8.00 à 12.00 et de 13.00 à 17.00 heures notamment pour les raisons suivantes: risque de non-respect de l'horaire de travail (6.00-14.00 h) dû à l'horaire déphasé entre les ouvriers d'une part et les préposés de service (8.00-12.00; 13.00-17.00 h). En outre, les périodes de grande chaleur aux environs de midi ne seront pas évitées. D'ailleurs, une pause à midi est obligatoire en vertu de la législation sur le travail qui prévoit que pour des raisons inhérentes à la santé et à la sécurité, tout salarié bénéficie, dans le cas où la durée de travail journalière est supérieure à six heures, d'un ou de plusieurs temps de repos de sorte que l'horaire serait de toute façon entre 6.00 à 15.00 heures et non pas entre 6.00 et 14.00 heures.

Un autre désavantage est que les entreprises du secteur privé, œuvrant pour le compte des Ponts et Chaussées, travaillent suivant un horaire différent de sorte qu'une collaboration durant l'après-midi deviendra quasiment impossible.

Pour l'instant, seules des autorisations ponctuelles sont parfois accordées aux équipes de marquage ainsi qu'à l'équipe d'élagage des arbres de haute tige dans la mesure où des besoins réels se manifestent et sous condition que les motifs invoqués sont pertinents.

À moins qu'une décision ne soit prise au niveau national par le Ministère de la Santé ou l'Inspection du travail et des mines, le directeur pourrait, en cas de canicule, c'est-à-dire d'une période prolongée de chaleur avec des températures dépassant les 30°C, accorder une autorisation générale pour le recours temporaire à un horaire d'été spécial, assortie néanmoins d'un certain nombre de conditions.

Dans ce cas, l'organisation d'une permanence d'été serait envisageable.

Session ordinaire 2012-2013

Question urgente 2373 (25.10.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **vaccins antigrippe retirés du marché en Suisse et en Italie:**

L'agence suisse des médicaments (Swissmedic) a ordonné mercredi préventivement l'arrêt immédiat des livraisons de certains vaccins antigrippe de Novartis dans la Confédération et a conseillé de renoncer à leur utilisation en raison d'éventuelles impuretés.

Le Ministère de la Santé et l'Agence italienne des médicaments (Aifa) ont décidé à titre de précaution l'interdiction immédiate d'utilisation des vaccins Aggripal, Fluad et Influpozzi, selon un communiqué du ministère italien.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Ces vaccins sont-ils disponibles sur le marché luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, qu'à titre préventif, un arrêt de livraison et d'utilisation de ces vaccins s'impose également pour notre pays?

Question urgente 2374 (25.10.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **vaccins antigrippe Novartis:**

L'Italie, mais aussi les autorités sanitaires suisses et autrichiennes viennent d'interdire l'importation et l'utilisation des vaccins antigrippe du groupe pharmaceutique Novartis respectivement viennent d'en stopper à titre préventif la livraison en raison d'impuretés constatées en Italie et suspectées de produire des effets secondaires non désirés voire d'être potentiellement dangereuses. Le Gouvernement allemand est en train d'examiner les préparations vaccinales en cause.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. S'il est au courant de la problématique?

2. S'il entend, comme ses confrères italien, autrichien et suisse, interdire préventivement la livraison et partant l'emploi des vaccins en cause?

3. Quelles sont, en tout état de cause, les mesures que le Ministre entend prendre en la matière?

Réponse (26.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens à informer les honorables Députés que les vaccins antigrippaux de Novartis, dont l'utilisation vient d'être suspendue à titre préventif dans certains États, ne sont pas commercialisés au Luxembourg.

D'après mes services, lesdits vaccins n'ont d'ailleurs jamais été disponibles sur le marché luxembourgeois.

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

4e séance	Mardi	13 novembre 2012
5e séance	Mercredi	14 novembre 2012
6e séance	Jeudi	15 novembre 2012

Visite officielle en Turquie



(de gauche à droite) M. Ali Babacan, Mme Arlette Conzemius, M. Laurent Mosar, M. Abdullah Gül, Mme Lydia Mutsch et M. Cemil Çiçek.

L'adhésion à l'Union européenne, la libéralisation de la politique des visas et l'approfondissement des relations économiques entre la Turquie et le Luxembourg ont constitué les principaux sujets abordés par les interlocuteurs d'une délégation luxembourgeoise à Ankara, composée par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, la Vice-Présidente, Mme Lydia Mutsch et l'Ambassadrice du Luxembourg, Mme Arlette Conzemius.

Les 19 et 20 novembre 2012, les délégués luxembourgeois ont notamment eu une entrevue avec le Président de l'Assemblée nationale de la République turque, M. Cemil Çiçek, le Président de la République de Turquie, M. Abdullah Gül, le Vice-Premier Ministre responsable pour l'Économie, M. Ali Babacan, et le Président du parti politique CHP, M. Kemal Kılıçdaroğlu.

Dix ans au service des enfants



M. Laurent Mosar reçoit des mains de la Présidente Marie Anne Rodesch-Hengesch le rapport de l'ORK.

1.349 dossiers individuels et 196 dossiers d'intérêt général: ainsi se résume le travail de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) des dix dernières années en chiffres. S'y ajoutent les nombreuses recommandations, avis, réunions, rencontres, entrevues, etc. Mais au-delà de ces chiffres, l'ORK est le porte-parole des enfants et se voit comme «une caisse de résonance des petits et grands soucis des enfants» (Rapport 2012).

Même si l'ORK a pu noter des avancées dans beaucoup de dossiers au cours de la dernière décennie, il reste néanmoins nombre de chantiers, comme par exemple la recommandation d'ancrer la protection de l'enfant dans la Constitution luxembourgeoise ou celle concernant la législation en matière de divorce.

Dans son rapport annuel 2012, remis le 16 novembre à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, l'ORK met notamment l'accent sur les fugues, le droit des parents d'enfants placés, la situation de la Maison Françoise Dolto, les enfants souffrant de troubles envahissants du développement et la procréation médicale assistée.

Les problèmes de santé physique et surtout psychique augmentent également de façon alarmante, selon la Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch.

Elle a également rappelé qu'en vue d'une plus grande indépendance, le comité souhaite être rattaché à la Chambre des Députés et non plus au Gouvernement. Le Président de la Chambre a informé le comité que la Conférence des Présidents a pris en charge ce dossier et qu'une proposition de loi y relative ne devrait plus tarder.

L'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» a commencé ses activités le 1er janvier 2003. Les mandats de quatre membres du comité viennent à échéance, notamment celui de la Présidente Marie Anne Rodesch-Hengesch. Le Président de la Chambre a remercié les membres pour leur travail accompli dans l'intérêt des enfants tout au long de ces années.

DANS CE NUMÉRO

Politique étrangère et européenne - déclaration du Ministre des Affaires étrangères	p. 46
Aviation au Luxembourg	p. 52
Gaz de schiste	p. 44
Sommaire des séances publiques nos 4-6	p. 64
Sommaire des questions parlementaires	p. Q19

Démission de Mme Vera Spautz et assermentation de M. Roland Schreiner



Mme Vera Spautz, députée socialiste, a démissionné de son mandat parlementaire avec effet au 15 novembre 2012. Mme Spautz a été élue au Parlement pour la première fois en 2004 et réélue aux élections législatives de 2009 dans la circonscription Sud.

Au cours de son second mandat, elle était notamment vice-présidente de la Commission du Logement et membre de la Commission du Travail et de l'Emploi, deux domaines qui l'interpellent particulièrement.

Vera Spautz a déclaré vouloir rester engagée politiquement comme conseillère communale et échevine de la ville d'Esch-sur-Alzette.



Pour son successeur à la Chambre, M. Roland Schreiner, c'est également le deuxième mandat législatif. Né en 1957, l'ancien cheminot et actuel bourgmestre de Schifflange y avait siégé déjà du 3 août 2004 au 7 juin 2009. Son engagement comme syndicaliste lui avait donné l'envie de faire de la politique.

Au Parlement, M. Schreiner s'occupera dorénavant des dossiers liés à la famille, au travail et au logement. En tant que membre de la Commission du Développement durable, il sera en charge des projets concernant les transports.

Les syndicats manifestent leurs soucis sur l'aviation

«Cargolux est une entreprise systémique. Si Cargolux coule, Luxair coule également.» Les trois syndicats LCGB, NGL-SNEP et OGB-L ont fait part le 13 novembre de leurs soucis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Par le biais d'une manifestation devant le Parlement, ils ont exprimé leurs craintes par rapport à l'évolution potentiellement négative de plusieurs secteurs en relation avec l'aviation.

Les syndicats ont invité les membres de la Chambre à saisir le Gouvernement de ces préoccupations dans le cadre du débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation. Ils estiment que le Gouvernement, actionnaire majoritaire chez Luxair et chez Cargolux, reste trop passif face à l'évolution de la situation. Des milliers d'emplois seraient menacés, non seulement chez Cargolux et Luxair, mais aussi dans les entreprises de transport et dans la logistique.

Le Président de la Chambre a assuré les représentants des syndicats que les députés sont conscients du fait que l'avenir de l'aviation ne doit pas se préparer au détriment des salariés. Les informations et demandes remises par les syndicats au Président de la Chambre furent transmises à tous les députés en vue du débat d'orientation du 15 novembre.



Les représentants de trois syndicats reçus par le Président de la Chambre.

Visite à la Cour des comptes européenne

M. Henri Grethen, membre luxembourgeois de la Cour des comptes européenne, a présenté le 19 novembre aux députés de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et aux représentants de la presse luxembourgeoise le rapport annuel 2011 du contrôleur externe de l'UE.

D'après l'institution qui a son siège à Kirchberg, les comptes 2011 présentent fidèlement la situation financière de l'Union européenne ainsi que les résultats de ses opérations et les flux de trésorerie pour l'exercice écoulé. Les recettes et les engagements étaient exempts d'erreurs significatives. Les paiements, toutefois, étaient affectés par un niveau significatif d'erreurs, avec un taux d'erreur estimé de 3,9% pour l'ensemble du budget de l'UE, soit un niveau d'erreur proche de celui de l'exercice 2010, où il atteignait 3,7%.



M. Henri Grethen, membre luxembourgeois de la Cour des comptes européenne.

En 2011, l'Union européenne a dépensé 129,4 milliards d'euros, dont près de 80% ont été consacrés à l'agriculture et aux politiques de cohésion, domaines où la Commission et les États membres se partagent la mission d'exécuter le budget de l'UE.

Selon la Cour des comptes européennes, trop de cas ont été relevés dans lesquels les fonds de l'UE n'ont pas permis d'atteindre l'objectif visé ou n'ont pas été utilisés de manière optimale.

Les systèmes de contrôle examinés, qu'ils relèvent des États membres ou de la Commission, n'étaient que partiellement efficaces pour garantir la régularité des paiements. Ils ne donnent pas leur pleine mesure en matière de prévention ou de détection et de correction des erreurs. La cour conclut qu'il convient que les autorités nationales s'engagent davantage dans la gestion et le contrôle des fonds de l'UE.

Le taux estimatif d'erreur calculé par la Cour des comptes européenne pour les dépenses dans le groupe «développement rural, environnement, pêche et santé», qui est le plus exposé aux erreurs en matière de dépenses, était de 7,7%; celui concernant le groupe «politique régionale, énergie et transports» était de 6,0%.

Prendre la problématique du jeu compulsif au sérieux



M. Laurent Mosar a visité les locaux de l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» à Gasperich.

Selon des estimations, le Luxembourg compte 4.500 joueurs compulsifs. Très sensible à cette problématique qui touche également une population de plus en plus jeune, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de visiter les locaux de l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» à Gasperich et s'est longuement entretenu avec les responsables ainsi qu'avec un joueur compulsif.

Depuis sa création en 2003, l'a.s.b.l. «anonym Glécksspiller» offre information, prévention, consultation, aide, échanges, réunions de groupes et thérapies, le tout dans le cadre de ses moyens limités. Au début de son existence, elle a surtout été contactée pour des dépendances concernant les jeux de loterie ou de casino.

Depuis quelques années, la problématique a évolué et concerne également le poker, ainsi que les jeux sur ordinateur et/ou Internet, et ceci surtout parmi les jeunes de 12 à 15 ans.

L'a.s.b.l. se trouve ainsi également confrontée aux problèmes de mineurs qui fuient la réalité pour se réfugier dans un monde virtuel où ils peuvent jouer un rôle différent du leur, avec tous les risques et problèmes que cela comporte pour eux et pour leur entourage.

Mobilité transfrontalière et sécurité nucléaire

De nombreuses difficultés peuvent être surmontées en associant la coopération intercommunale à une dynamique de coopération interétatique dans le domaine de la politique énergétique et de la politique des transports.

C'est dans cette perspective que, le 16 novembre dernier, le Bureau de la Chambre des Députés et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ont mené un échange de vues avec des élus du Nord mosellan, qui se sont déplacés à la Chambre des Députés sous la conduite de Mme Anne Grommerch, députée de la Moselle.

Les élus français et luxembourgeois se sont accordés sur la nécessité d'un débat ouvert et transparent au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom et de la mobilité transfrontalière au sein de la Grande Région, deux problématiques qui nécessitent une réflexion commune. Les échanges entre écoles primaires, les jumelages entre communes luxembourgeoises et mosellanes, la bonne intégration des ménages luxembourgeois en Lorraine, ainsi que la coopération culturelle ont en outre été abordés en vue d'approfondir les relations d'amitié franco-luxembourgeoises.

En matière de politique des transports, la concentration du trafic au sein de la Grande Région, et particulièrement en direction de la France, est telle que des solutions multiples doivent être mises en œuvre simultanément. Les députés ont souligné l'importance d'un système de transports publics intégré permettant aux navetteurs de faciliter leur déplacement quotidien dès leur point de départ.

Un système ferroviaire performant n'est en effet intéressant que dans la mesure où ce dernier peut être rejoint facilement par les utilisateurs. À la sortie des gares luxembourgeoises, les frontaliers doivent de même être en mesure de gagner leur lieu de travail sans encombre au moyen d'un système de transport efficace. La mise en œuvre de telles solutions découlant d'une réflexion commune permettrait par ailleurs de réduire considérablement un taux de pollution devenu problématique en raison du nombre croissant de véhicules qui traversent chaque jour la frontière. Néanmoins, les élus français ont également souligné l'importance de l'extension à trois voies des autoroutes qui relient la France et le Luxembourg.

Les élus ont également discuté de l'ambition du Luxembourg et de la Lorraine de se positionner en tant que centres logistiques. Ce processus doit déboucher, non pas sur une concurrence, mais sur une coopération concrète et mutuellement bénéfique, notamment en raison de la proximité de l'aéroport de Luxembourg par rapport à la zone économique d'Illange qui doit accueillir prochainement près de 2.000 entreprises d'origine chinoise.

Les députés luxembourgeois ont par ailleurs exprimé leur scepticisme quant à la possibilité de rendre plus sûre la centrale nucléaire de Cattenom à travers des investissements supplémentaires. Pour Mme Grommerch, une fermeture n'est cependant pas à l'ordre du jour et la prolongation de la durée de vie nécessite des investissements conséquents. Il faut certes continuer à trouver des terrains d'entente au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom, tout en cherchant parallèlement à développer les énergies renouvelables, mais le Luxembourg ne peut pas exiger de la France la fermeture du site, a souligné l'élue française.

Les députés luxembourgeois ont pour leur part rappelé la motion de la Chambre des Députés demandant au Gouvernement luxembourgeois d'intervenir auprès du Gouvernement français afin de fermer la centrale nucléaire de Cattenom. Le Président de la Chambre des Députés a également rappelé sa lettre du 5 octobre dernier au Président de l'Assemblée nationale de la République française, dans laquelle il lance un appel à ce dernier pour intervenir auprès du Gouvernement français et auprès de toute autre autorité concernée et de leur faire part de la préoccupation des parlementaires luxembourgeois au sujet de Cattenom.



Les membres du Bureau de la Chambre des Députés et de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional avec les élus communaux du Nord mosellan et Mme Anne Grommerch, députée de la Moselle.

Forum de l'intégration de l'Union européenne à Rome



Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel.

Les 14 et 15 novembre derniers a eu lieu à Rome (Italie) le «Forum de l'intégration de l'UE», organisé par la «Robert Bosch Stiftung». Pour le compte du Luxembourg, les députés Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel ont participé aux travaux. Ce forum réunit annuellement environ 100 jeunes responsables politiques issus des 27 pays membres de l'UE ainsi que des membres de gouvernement, des représentants des media et de différents cercles de réflexion pour discuter des défis auxquels doit faire face l'UE.

Un autre but avéré de ce forum consiste à créer un réseau de jeunes décideurs et leaders de demain prêts à contribuer à leur façon aux changements futurs de l'Union. Le premier forum a eu lieu en 2011 et celui de cette année a connu un succès analogue.

Placé sous le thème de «Une Europe à deux vitesses pour sauver l'UE - ou bien est-ce le début de la fin?», les échanges entre les participants au forum, venus des quatre coins de l'Europe, furent vifs et animés.

Les jeunes responsables politiques ont également essayé de trouver des réponses aux interrogations suivantes: «En pleine crise financière, une Union à deux vitesses est-elle inévitable? Dans l'affirmative, est-ce la clé pour garantir la survie à long terme de l'UE? Ou bien est-ce le début de la fin de l'intégration de l'Europe?».

Les discussions furent par ailleurs enrichies par des contributions de la part de M. Pat Cox, ancien Président du Parlement européen, et de Mme Marta Dassù, Sous-secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères italien.

Entrevue avec des parlementaires ouzbeks



Échange de vues entre députés ouzbeks et luxembourgeois.

Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont reçu des parlementaires de la République d'Ouzbékistan. La délégation a été présidée par M. Bory Alikhanov, Vice-Président de la Chambre législative et membre du mouvement écologique ouzbek.

M. Alikhanov a expliqué que l'Ouzbékistan est en passage vers la démocratie. En 2005, l'Union européenne a condamné la répression brutale du soulèvement d'Andijan. Les sanctions imposées ont récemment été allégées.

Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois se sont encore intéressés à l'organisation de l'alimentation en eau du pays, renvoyant à une résolution en faveur d'une meilleure coopération multilatérale en Asie centrale dans le domaine de la pollution transfrontalière et de la gestion des bassins fluviaux transfrontaliers adoptée par la Chambre des représentants belge. D'autres questions des députés luxembourgeois ont porté sur la lutte contre la pauvreté dans ce pays en transition.

Le Luxembourg y soutient les efforts de modernisation du secteur financier ouzbek, notamment par le biais de formations s'adressant aux spécialistes bancaires. Une convention de non double imposition est entrée en vigueur en 2001. Il existe aussi un accord aérien et un accord entre l'UEBL et l'Ouzbékistan sur la protection des investissements.

Développement du commerce et opportunités d'investissement

Les 5 et 6 novembre 2012, le président de la Commission des Affaires économiques et financières, des Affaires sociales et de l'Éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM), M. Ali Ercoşkun, avait invité les membres à Bolu en Turquie, à mi-chemin entre Istanbul et Ankara. Mme Martine Mergen y a représenté le Parlement luxembourgeois.

Mme Zeynep Karahan Uslu, présidente de la délégation turque à l'Ap-UpM évoqua la situation désastreuse en Syrie; en effet la Turquie avait déjà mis à disposition plus de 400 millions de dollars pour les réfugiés syriens. Elle fit un appel à la collaboration internationale pour faire de cette crise une opportunité et rappela que le développement commun du bassin de la Méditerranée pourrait avoir un impact positif pour tous les partenaires de l'UpM.

Le président de la Commission décrivit ensuite les grandes lignes du programme de travail avant d'introduire les deux thèmes de la journée: d'une part, le développement du commerce et des opportunités d'investissement en Méditerranée, d'autre part, l'amélioration de la mobilité commerciale entre les pays membres.

Le secrétaire général de l'UpM, M. Lino Cardarelli, décrivit la situation actuelle de l'Union. Il fit notamment allusion aux aléas du printemps arabe, ayant entraîné un essor du développement mais aussi par endroits un déclin des relations commerciales.

M. Hans Peter Lankes, directeur pour les stratégies d'entreprises à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement expliqua le fonctionnement de cette institution. La BERD soutient le financement de projets dans le secteur privé et le secteur public, ceci dans une stratégie de bas en haut, encourageant ainsi d'une façon générale les initiatives privées.

L'aide au financement présuppose un système politique multipartis et une évaluation positive des risques inhérents aux projets. Ceci assure des retours d'investissements très corrects.

En 2011 seul, la BERD a débuté 400 nouveaux projets, avec une accentuation des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, sur un total de 1.600 projets en cours. Elle gère 35 bureaux dans différents pays avec 1.630 employés.

La mobilité commerciale fut le thème de la deuxième partie de la session. Ce fut notamment la politique des visas, qui est maniée de façon très différente par les pays de l'UE, qui fut discutée et critiquée. La Turquie, dont les entreprises sont le deuxième exportateur mondial de projets de construction, est très impliquée dans les échanges commerciaux. M. Emre Orhan Öztelli du Ministère de l'Économie turc exposa les avantages, les facilités mais surtout les barrières des relations pratiques économiques entre pays.

Les membres de la Commission étaient d'accord pour souligner l'importance de ce sujet pour le futur des relations euro-méditerranéennes.



Mme Martine Mergen (rangée arrière) a participé à la réunion de la Commission des Affaires économiques et financières, des Affaires sociales et de l'Éducation de l'Ap-UpM.

XIVe Conférence interparlementaire européenne sur l'espace

La XIVe Conférence interparlementaire européenne sur l'espace (CIEE) s'est déroulée cette année du 21 au 23 octobre à Varsovie sous présidence polonaise. Les hommes politiques et experts participant à l'événement, placé sous le thème «espace et développement durable», ont tenu à mettre en exergue les résultats concrets ainsi que les retombées économiques - surtout en termes d'emplois - générés désormais par la politique de l'espace mise en place aussi bien au niveau européen qu'au niveau des États nationaux de l'Union européenne.

D'où la nécessité selon M. Marcel Oberweis de prêter une attention toute particulière à la formation d'ingénieurs, de techniciens et de scientifiques. Dans son intervention et en sa qualité de président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace de la Chambre, le Député s'est référé au partenariat pluriannuel signé en mars 2010 entre l'opérateur global de satellites SES et l'Université du Luxembourg afin de faire du Luxembourg un centre européen d'excellence et d'innovation dans le domaine des nouvelles technologies de communication et d'information par satellite.

S'en sont suivies entre 2010 et 2015:

- la conception d'un centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance (SnT) qui propose une plateforme d'interaction et de collaboration entre chercheurs universitaires et partenaires extérieurs;

- la mise en place d'une chaire en droit des media et des communications par satellite de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance,

- ainsi que la création induite de 700 emplois dans des domaines d'activités touchant de près ou de loin la recherche et l'espace.

M. Jean-Jacques Dordain, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA: European Space Agency), emboîta le pas au parlementaire luxembourgeois en déclarant que l'espace est devenu une plateforme unique pour l'innovation en Europe étant donné qu'il arrive à réunir universités, centres de recherche et entreprises. Dans ce contexte, M. Dordain mentionna également la prochaine coprésidence helvético-luxembourgeoise jusqu'en 2015 de l'ESA, une des rares organisations mondiales actives dans tous les secteurs des activités spatiales, allant de l'exploration spatiale à la sauvegarde de l'environnement en passant par l'amélioration du savoir-faire technologique et de la compétitivité économique du continent européen.

Une grande partie de la XIVe CIEE fut ensuite réservée à Galileo, projet européen de système de positionnement par satellites (Radionavigation). Depuis le 12 octobre 2012, quatre des 30 satellites définitifs du système se trouvent en position orbitale alors qu'il est prévu de l'achever d'ici 2019-2020.



M. Marcel Oberweis (à droite) a représenté la Chambre à la CIEE.

Une fois opérationnel, Galileo pourra être couramment utilisé dans les transports maritimes, aériens et terrestres, les opérations de secours et de sauvetage, les travaux publics, la prospection pétrolière, l'agriculture, ou tout simplement associé à la voiture ou au téléphone mobile dans la vie de tous les jours.

Galileo garantira ainsi l'autonomie de l'Union européenne vis-à-vis des États-Unis et de la Russie dans ces domaines stratégiques, notamment dans les applications militaires, et déploiera des facultés avancées par rapport à celles présentement offertes par les systèmes GPS des États-Unis ou GLONASS de la Russie.

Finalement, la conférence s'est encore penchée sur les millions de déchets qui flottent en orbite autour de la terre et menacent de plus en plus le bon fonctionnement des satellites ainsi que celui de la station spatiale internationale (ISS: International Space Station) occupée en permanence par un équipage international qui se consacre à la recherche scientifique dans l'environnement spatial.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

Visite de parlementaires luxembourgeois en République tchèque

Fin octobre 2012, une délégation de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre, composée de Mmes Anne Brasseur et Diane Adehm ainsi que de MM. Fernand Diederich, Félix Braz et Gast Gibéryen, s'est rendue à Prague en République tchèque. Sur invitation de leurs homologues qui en décembre 2011 avaient eu l'occasion de se familiariser avec les pratiques luxembourgeoises en matière de contrôle de l'exécution budgétaire, les députés luxembourgeois se sont enquis de la manière dont le Parlement tchèque vérifie l'exécution du budget par le Gouvernement.



Des membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire reçus de leurs homologues tchèques.

Dans le but d'élargir le contrôle de l'utilisation des deniers publics et d'assurer une plus grande transparence dans la façon dont s'effectuent les dépenses gouvernementales, il a été procédé à un changement à la direction de la Cour des Comptes tchèque. Néanmoins, un nouveau projet de loi visant à améliorer les conditions de contrôle de l'exécution des finances publiques tarde à être voté. Ceci est dû en grande partie aux conditions économiques moins favorables que connaît la République tchèque depuis un certain temps et à une politique fiscale plus stricte envisagée par les responsables gouvernementaux en vue d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2016. De la bouche du Vice-Ministre des Finances tchèque, M. Jan Gregor, les parlementaires luxembourgeois ont ainsi pu apprendre que le Gouvernement se trouve actuellement dans une situation difficile, notamment dans la perspective de l'établissement du budget pour l'année 2013, empêtré qu'il est dans d'éternelles discussions autour d'une hausse de la TVA, d'une augmentation progressive de l'âge de la retraite, d'un non-ajustement futur des pensions à l'inflation et d'une structure territoriale trop lourde et trop dépensière.

Dans leurs efforts de mise en place de nouveaux moyens de contrôle et d'inspection plus strictes, les 15 membres de la Commission du Contrôle budgétaire du Parlement tchèque présidée par un membre de l'opposition peuvent néanmoins compter sur l'appui de leurs collègues parlementaires. Connue pour son intransigeance et jouissant d'un grand respect, la commission n'a pas hésité depuis début 2012 à transmettre ainsi à deux reprises des dossiers aux autorités pénales. De même, elle a pu empêcher la société nationale des chemins de fer, invoquant la garantie de l'État alors qu'elle n'avait pas été accordée, de recourir à un emprunt à hauteur de 12 milliards de couronnes tchèques.

NOUVELLES LOIS

Accord de libre-échange UE/Corée

6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010

L'objectif de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, est de donner aux entreprises de l'Union européenne un accès étendu au marché coréen, grâce à l'élimination de droits de douane pour les exportateurs européens et la suppression de nombreuses barrières non tarifaires. Il s'agit du premier accord en son genre pour lequel des négociations ont été menées à bien au titre de la stratégie définie dans la communication de la Commission intitulée «Une Europe compétitive dans une économie mondialisée». L'accord est présenté par la Commission européenne comme l'accord de libre-échange le plus ambitieux et le plus complet, dans sa couverture, que l'UE ait négocié à ce jour.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012	Désignation d'un rapporteur
08.10.2012	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2012

Accord-cadre UE/Corée

6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010

L'Accord-cadre est un traité à caractère mixte qui porte sur des matières relevant aussi bien de la compétence de l'Union européenne que de celle des États membres. Il requiert de ce fait l'approbation du Parlement européen ainsi que la ratification par les États membres de l'UE. L'approbation du Parlement coréen est également requise. L'accord comprend, outre le préambule, 53 articles répartis en dix chapitres ainsi qu'une Déclaration interprétative commune concernant les articles 45 et 46 et une Déclaration unilatérale de l'Union européenne relative à l'article 12.

L'accord est présenté par la Commission européenne comme la base contractuelle de la relation de l'Union avec la Corée du Sud. Étayé par une vaste série de principes communs et de valeurs partagées, il établit un cadre modernisé pleinement cohérent pour les relations bilatérales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.08.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012	Désignation d'un rapporteur
08.10.2012	Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2012

Lutte contre le bruit

6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Le projet de loi a pour but de modifier la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. L'objectif de la modification est de fournir une base légale à un futur règlement grand-ducal instituant un régime d'aides en faveur des propriétaires de bâtiments d'habitation construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg, et ce dans le cadre des plans d'action à établir en application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

Pour atteindre l'objectif du projet de loi, il était initialement prévu de compléter l'article 2, paragraphe 1er de la loi précitée du 21 juin 1976 par un nouveau point 10 formulé comme suit: *«10. créer des régimes d'aides financières destinés à soutenir des mesures d'évaluation, de prévention, de réduction ou de suppression du bruit.»*

Dans son avis du 30 mars 2012, le Conseil d'État a rappelé que les régimes d'aides financières prévus sont à considérer comme des mesures de protection de la santé, érigées en matière réservée à la loi par l'article 11, paragraphe 5 de la Constitution. Pour que le projet de loi réponde aux exigences de la Constitution, la Haute Corporation avait donc exigé que les critères et modalités d'octroi des régimes d'aides envisagés, de même que les montants maxima, soient sous peine d'opposition formelle inscrits dans la loi.

Le projet a été amendé par le Gouvernement afin de donner suite à l'exigence du Conseil d'État et prévoit dorénavant de compléter la loi précitée du 21 juin 1976 par un article 2bis.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 18.11.2011
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011	Désignation d'un rapporteur
18.04.2012	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat
26.09.2012	Examen de l'amendement gouvernemental et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.10.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2012

Enseignement supérieur

6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Il poursuit un triple objectif:

- Tout d'abord, il s'agit d'apporter à la législation existante les dérogations en vue de la création ultérieure de la spécialité du brevet de technicien supérieur (BTS) d'assistant technique médical spécialisé de radiologie par arrêté du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi modifiée précitée de 2009, et de permettre de doter, au vu de la technicité de la profession, cette formation d'un volume de 180 crédits ECTS.

Rappelons dans ce contexte que la loi précitée de 2009 a été déjà modifiée par la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées. Conformément aux dispositions de cette loi modifiée, l'architecture des formations aux professions de santé est la suivante:

- l'infirmier responsable de soins généraux suit une formation de quatre ans menant à l'obtention d'un BTS avec l'obligation d'obtenir un diplôme de fin d'études secondaires techniques en classe de 13e de l'enseignement secondaire technique;

- l'infirmier spécialisé suit une formation avec un volume de 120 crédits ECTS menant à l'obtention d'un BTS spécialisé, l'accès à la formation étant subordonné à l'obtention préalable d'un BTS «spécialité infirmier responsable de soins généraux»;

- la sage-femme suit une formation avec un volume de 180 crédits ECTS menant à l'obtention d'un BTS spécialisé, l'accès à la formation étant subordonné à un diplôme de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques.

Le besoin s'est fait ressentir de faire également de la formation de l'assistant technique médical de radiologie une formation de l'enseignement supérieur. En effet, l'exercice de la profession est devenu plus complexe au fil des années et nécessite désormais des connaissances et des savoir-faire plus développés.

L'accès à la formation est subordonné à l'obtention préalable d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques; il s'agit donc d'un accès généralisé indépendant de la nécessité pour le candidat d'être détenteur d'un diplôme d'infirmier et de jouir de l'autorisation d'exercer la profession d'infirmier.

- Ensuite, en relation avec les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur sanctionné par l'obtention du brevet de technicien supérieur, le projet de loi vise à conférer la base légale nécessaire aux peines académiques qui suivent le constat de la tentative de fraude, de la fraude ou du plagiat.

- Enfin, en relation avec la procédure d'accréditation des institutions d'enseignement supérieur et des formations d'enseignement supérieur qui sont susceptibles d'être implantées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, le projet de loi vise à préciser la nomenclature permettant d'identifier les différentes catégories d'établissements. Deux catégories sont proposées dans le cadre de la loi modificative, à savoir:

- la catégorie «université» avec ses deux missions fondamentales qui sont la recherche et la formation scientifique ou professionnelle;

- la catégorie «établissement d'enseignement supérieur spécialisé» qui offre des formations de niveau universitaire axées sur la pratique et permettant une entrée rapide sur le marché du travail.

Le projet de loi introduit deux critères majeurs selon lesquels les établissements demandant l'accréditation peuvent postuler pour l'une ou pour l'autre des catégories susmentionnées. Il s'agit, d'une part, de la finalité propre à chaque catégorie et, d'autre part, du nombre de titulaires et de leurs qualifications.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 23.11.2011

Rapporteur: M. Serge Wilmes

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

12.01.2012	Désignation d'un rapporteur
23.04.2012	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28.06.2012	Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
12.09.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.09.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

Équipements sous pression transportables

6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 2010 concernant les équipements sous pression transportables et abrogeant les directives du Conseil 76/767/CEE, 84/525/CEE, 84/526/CEE, 84/527/CEE et 1999/36/CE.

La directive 1999/36/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux équipements sous pression transportables a été adoptée comme première mesure en vue de renforcer la sécurité du transport des équipements sous pression transportables, tout en garantissant la libre circulation de ces équipements sur le marché unique des transports. Elle a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 12 octobre 2001 concernant les équipements sous pression transportables.

Récemment, la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses a étendu l'application des dispositions de certains accords internationaux au trafic national dans le but d'harmoniser les conditions qui régissent le transport de marchandises dangereuses par route, rail et voie navigable dans toute l'UE. Cette directive a rendu nécessaire l'actualisation des dispositions de la directive 1999/36/CE, afin d'éviter la coexistence de règles contradictoires, en ce qui concerne notamment les exigences de conformité, l'évaluation de la conformité et les procédures d'évaluation de la conformité en matière d'équipements sous pression transportables.

La directive 2010/35/UE a pour objet de:

- renforcer la sécurité en ce qui concerne les équipements sous pression transportables agréés pour le transport intérieur de marchandises dangereuses tout en assurant la libre circulation de tels équipements, y compris leur mise sur le marché, leur mise à disposition sur le marché et leur utilisation à l'intérieur de l'UE;

- définir des règles détaillées concernant les obligations des différents opérateurs et les conditions que doivent remplir les équipements en question.

Le projet de loi définit de plus des exigences applicables aux autorités responsables de l'évaluation, de la notification et du contrôle des organismes notifiés afin de garantir un niveau uniforme de qualité des prestations des organismes notifiés.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.02.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.02.2012	Désignation d'un rapporteur
11.07.2012	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.07.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17.10.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.10.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2012

Indemnité de chômage

6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail

Le projet de loi propose de modifier l'article L. 521-3 du Code du Travail déterminant les conditions d'admission aux allocations de chômage, en supprimant la condition fixée au point 5 selon laquelle il ne faut être bénéficiaire ni d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ni d'une rente plénière d'accident pour percevoir l'indemnité de chômage.

En supprimant cette disposition anticumul, le projet de loi tient compte d'un avis motivé adressé au Grand-Duché de Luxembourg au titre de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à la suite du refus d'accorder une prestation de chômage acquise sur la base de la seule législation nationale en raison de la perception d'une prestation de sécurité sociale octroyée par un autre État membre.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.02.2012

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

12.03.2012	Désignation d'un rapporteur
27.09.2012	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.10.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

Lutte anti-corruption

6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010

L'article unique du projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord. La IACA est le fruit d'une coopération entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la République d'Autriche qui met à sa disposition les locaux situés à Laxenburg.

La IACA a obtenu le statut d'organisation internationale depuis le 8 mars 2011, date à laquelle le nombre nécessaire d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ont été déposés[1].

Une organisation internationale peut être définie comme étant un «[G]roupement permanent d'États doté d'organes destinés à exprimer, sur des matières d'intérêt commun, une volonté distincte de celle des États membres»[2].

Aux termes de l'article 1er de l'accord, ce statut emporte les avantages suivants:

- la IACA jouit du plein statut de personne morale internationale;

- elle a la capacité juridique pour, notamment: (a) conclure des contrats; (b) acquérir des biens meubles et immeubles et en disposer; (c) ester en justice; (d) prendre toute autre mesure nécessaire pour remplir ses objectifs et accomplir ses activités.

L'objectif de la IACA est *«[…] de promouvoir une prévention et une lutte contre la corruption effectives et efficaces»*[3] en fournissant le savoir-faire, la formation et la recherche nécessaires à la compréhension et la détection des actes de corruption.

À cet effet la IACA est l'unique organisation internationale dédiée entièrement à l'étude scientifique de la lutte anti-corruption et à la coopération en toutes les matières et secteurs pouvant être affectés par la corruption. Ainsi, pour reprendre la description fournie par les auteurs du projet de loi, la IACA fonctionne comme un centre d'excellence académique indépendant en matière de lutte anti-corruption. En son sein sont dispensés des formations universitaires du niveau master et des séminaires de formation continue. L'enseignement et la gouvernance de l'Académie sont assurés par des personnalités du monde académique, actives dans le domaine de la lutte contre la corruption. La IACA vise ainsi à être une véritable plate-forme de dialogue qui permet la création de réseaux et de laboratoires d'idées.

Les participants aux séminaires de formation continue et les étudiants vont pouvoir élargir leur connaissance dans le domaine de la lutte anti-corruption par une combinaison d'un travail de recherche et des expériences pratiques et participer ainsi à l'échange international de savoir et de bonnes pratiques entre académiciens, fonctionnaires, employés du secteur privé, experts et représentants de la société civile. Comme indiqué ci-avant, cette approche se veut résolument internationale, interdisciplinaire, intersectorielle, orientée vers la pratique et des résultats tangibles à long terme.

La création de la IACA se situe ainsi dans la suite de l'approche choisie en la matière par l'Organisation des Nations Unies et dans la même foulée, par le Luxembourg. Ainsi, la Convention des Nations Unies contre la corruption signée à Mérida, le 9 décembre 2003, exige en son article 7, paragraphe (1) lettre d), que les États parties «[F]avorisent l'offre de programmes d'éducation et de formation qui leur permettent de s'acquitter de leurs fonctions de manière correcte, honorable et adéquate et [qu'ils] les fassent bénéficier d'une formation spécialisée appropriée qui les sensibilise davantage aux risques de corruption inhérents à l'exercice de leurs fonctions».

Dans le contexte de cette Convention, le Luxembourg a mis en place, par la loi du 1er août 2007[4], un Comité de Prévention de la Corruption (COPRECO) dont une des tâches est d'«[…] assurer une diffusion adéquate des connaissances concernant la prévention de la corruption»[5].

Le présent projet de loi s'inscrit ainsi dans la foulée de maints efforts entrepris par le Luxembourg pour lutter efficacement contre la corruption.

Récemment, la Chambre des Députés a voté la loi du 13 février 2011[6] qui introduit une protection renforcée des salariés et fonctionnaires contre d'éventuelles représailles lorsqu'ils sont amenés à dénoncer un fait de corruption dont ils ont pris connaissance sur leurs lieux de travail.

Dans le même ordre d'idées la loi du 3 mars 2010[7] introduit en droit luxembourgeois la responsabilité pénale des personnes morales conformant ainsi le droit luxembourgeois aux exigences et standards internationaux en la matière.

[1] L'article XVIII paragraphe (3) de l'Accord prévoit que «[L]e présent Accord entrera en vigueur soixante jours après la date de dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de trois États ou organisations internationales».

[2] Serge Guinchard, Gabriel Montagnier, Lexique des termes juridiques, 13e édition, Dalloz, 2001, page 394.

[3] Article II de l'Accord.

[4] Loi portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 31 octobre 2003 et ouverte à la signature à Mérida (Mexique) le 9 décembre 2003, 2. modification de l'article 12, point 5 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), Mémorial A, n°158, 24 août 2007, page 2928.

[5] Idem, article 2, quatrième tiret.

[6] Loi du 13 février 2011 renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification 1) du Code du Travail 2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires de l'État 3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux 4) du Code d'instruction criminelle et 5) du Code pénal, Mémorial A, n°32, 18 février 2011, page 348.

[7] Loi du 3 mars 2010 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives, Mémorial A, n°36, 11 mars 2010, page 614.

En 2001[8], le Luxembourg a approuvé la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

Les auteurs du projet de loi citent aussi dans leur exposé des motifs la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe du 27 janvier 1999 ainsi que la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997, ainsi que le deuxième Protocole relatif à cette Convention[9]. Ces instruments internationaux ont été approuvés en droit luxembourgeois par la loi du 23 mai 2005[10].

Il n'est dès lors pas étonnant que le Luxembourg soutienne également l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à la IACA.

En ce qui concerne le mode de financement de l'IACA, il convient de noter qu'il est assuré, aux termes de l'article XI, paragraphe (1), point a) de l'Accord, par l'intermédiaire des contributions volontaires de la part des États membres et non pas par le biais d'une contribution obligatoire des États parties calculée et déterminée selon une clé de répartition prédéfinie.

Il est prévu que la IACA travaillera de sorte avec les États membres sur base de projets concrets qui peuvent être des conférences, des séminaires ou des études et ce en vue de la mise en place d'un Master in Anti-Corruption Studies (ci-après le MACS) dont le financement est pris en charge, partiellement ou de manière intégrale, par les États membres.

Selon les auteurs du projet de loi, la contribution luxembourgeoise consistera en des collaborations ponctuelles avec la IACA, comme par exemple pour l'organisation d'une conférence en 2013 ou l'octroi de bourses d'études pour un étudiant d'un des pays cibles de la coopération luxembourgeoise. De même, le Luxembourg est engagé dans le processus préparatoire en vue de l'organisation d'un MACS.

[8] Loi du 15 janvier 2001 portant approbation de la Convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques du 21 novembre 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et relatif aux détournements, aux destructions d'actes et de titres, à la concussion, à la prise illégale d'intérêts, à la corruption et portant modification d'autres dispositions légales, Mémorial A, n°17, 7 février 2001, p. 698.

[9] Deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997.

[10] Loi du 23 mai 2005 portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal, Mémorial A, n°74, 9 juin 2005, page 1176.

d'Chamber
online op
www.chd.lu

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 23.03.2012

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

12.09.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.09.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.10.2012

Label écologique de l'UE

6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne

Le présent projet de loi exécute en droit national le règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne. Il se limite à préciser les compétences respectives et à déterminer les sanctions applicables.

Le système a été établi par le règlement (CEE) n°880/92 et modifié par le règlement (CE) n°1980/2000. Le règlement faisant l'objet du projet de loi vise à améliorer les règles d'attribution, d'utilisation et de fonctionnement du label; il tend à accroître l'efficacité et à rationnaliser le fonctionnement du système.

Le règlement (CE) n°1980/2000 est abrogé. Il continue cependant à s'appliquer aux contrats conclus avant l'entrée en vigueur du règlement (CE) n°66/2010, jusqu'à leur date d'expiration normale.

Le label écologique communautaire est un programme facultatif et volontaire créé en 1992 pour encourager la production et la consommation de produits et services respectueux de l'environnement dans toute l'UE. À l'heure actuelle, près de 20.000 produits et services (produits d'entretien, appareils électriques, papier, produits textiles, services d'hébergement touristique,...) portent le logo en forme de fleur du label écologique communautaire. Le label écologique européen peut être attribué aux produits et services dont l'impact sur l'environnement est le plus faible par rapport aux produits d'un même groupe. Les critères du label sont élaborés à partir de données scientifiques concernant l'ensemble du cycle de vie des produits, de leur élaboration jusqu'à leur élimination. L'attribution du label se fait en tenant compte des objectifs européens en matière d'environnement et d'éthique.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 29.03.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

02.05.2012 Désignation d'un rapporteur
04.07.2012 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.10.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2012

Adhésion de la Croatie à l'UE

6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011

Le traité d'adhésion de la Croatie à l'Union européenne a été signé le 9 décembre 2011 à Bruxelles. Conformément à la législation croate, le gouvernement croate a dû organiser un référendum juridiquement contraignant. Le 22 janvier 2012, ce référendum a eu lieu et les électeurs croates ont voté à hauteur de 66,27% pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Le taux de participation était de 43,5%, comparé à 54% aux dernières élections parlementaires en décembre 2011. L'adhésion est prévue pour le 1er juillet 2013, après ratification dans chacun des États membres et en Croatie. Selon des informations de la Commission européenne, les onze États membres suivants ont ratifié le traité d'adhésion à ce jour: Autriche, Bulgarie, Chypre, République tchèque, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie, Slovaquie. Le 9 mars 2012, le Parlement croate a approuvé à l'unanimité le traité d'adhésion.

Il y a lieu de préciser que l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne n'entraîne pas automatiquement son entrée dans la zone euro qui n'intervient que si un État membre remplit les conditions spécifiques prévues à cet effet. En ce qui concerne l'espace Schengen, l'article 4 de l'acte d'adhésion prévoit des dispositions qui sont automatiquement contraignantes pour la Croatie dès son adhésion et des mesures qui ne sont contraignantes que suite à une décision du Conseil. L'application de l'acquis de Schengen par la Croatie est contraignante pour celle-ci et s'y applique à compter de la date d'adhésion. Cependant, l'entrée dans l'espace Schengen ne peut se faire qu'après une décision du Conseil, conformément aux procédures de Schengen applicables et compte tenu d'un rapport de la Commission confirmant que la Croatie continue de respecter les engagements pertinents pour l'acquis de Schengen.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012 Désignation d'un rapporteur
24.09.2012 Analyse du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.10.2012

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

SÉANCE 4

MARDI,
13 NOVEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

- *M. le Président*

2. 6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales

- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Tessy Scholtes - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Henri Kox - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense

- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*

Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO_2 aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. Eugène Berger - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Alexandre Krieps - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et

Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- *M. Fernand Etgen, M. Claude Adam - M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

5. 6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Serge Urbany*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au sud du Luxembourg

- *Exposé: M. Henri Kox*
- *Débat: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Marcel Oberweis pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Et goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 15. Oktober vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6487 iwwert d'Schafe vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel; de 16. Oktober vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6488 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf; de 17. Oktober vum Ausseminister de Projet de loi 6489, en Ofkommes mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale, an de Projet de loi 6490, en Ofkommes iwwert de Verbuet vu chemesche Waffen; den 30. Oktober vum Wirtschaftsminister de Projet de Règlement grand-ducal 6492 iwwert d'Indicatioun vum Energieverbrauch vun Haushaltsgeräter; den 31. Oktober vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6493 iwwert d'Reglementatioun vun den öffentleche Stroossen; deeselwechten Dag vum Gesondheetsminister de Projet de loi 6494 géint den Tubak; de 5. November vum Verdeedegungsminister de Projet de Règlement grand-ducal 6495 iwwert d'Participatioun vun engem Lëtzebuerger Militär an der FIAS am Kader vu senger Formatioun zum Psycholog; de 7. November vum Ausseminister de Projet de loi 6496, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergeschen Enseignement secondaire; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6497, eng Ofännerung vu verschiddene Steiergesetzer, a schliesslech den 8. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6498 an de Projet de loi 6499, Ofännerunge vum Code du Travail.

3) Den 10. Oktober ass eng Petitioun, d'N°321 iwwert d'Autorisatioun vun enger Asphaltinstallatioun zu Schëffleng, vun dem Här Albert Kalmes an der Madame Mireille Rodenbourg eragereecht ginn.

4) D'Petitioun N°322 iwwert d'Erneieren an d'Vergréissere vum Resistenzmusée ass och den 10. Oktober vun der Associatioun „Frënn vum Resistenzmusée" iwwerreecht ginn.

5) Sou wéi den Artikel 169 Alinéa 5 vun eisem Reglement et virgesäit huet d'Conférence des Présidents, well keng Sitzung an dem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritaire ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument COM(2012)372 iwwert déi kollektiv Gestioun vun Droit-d'auteuren an iwwert d'Lizenze vum Benotze vu Musek um Internet.

Avis motivé

Considérations générales

Lors de sa réunion du 18 octobre 2012, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a examiné la proposition de directive concernant la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la concession de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur (document COM(2012)372 final).

Cette proposition de directive vise, d'une part, à fixer des règles de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et, d'autre part, à créer un cadre juridique favorable au développement, dans le domaine de la création musicale, de l'octroi de licences multiterritoriales et multirépertoires par les sociétés de gestion collective.

La proposition susmentionnée relève du contrôle des principes ancrés dans l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Par renvoi du 16 juillet 2012, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été chargée d'exercer ce contrôle. Le délai de réaction des parlements nationaux expire le 29 octobre 2012.

Contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité

D'un point de vue tout à fait général, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est en mesure de suivre l'argumentation par rapport au principe de subsidiarité proposée par la Commission européenne. En effet, en raison notamment de la nature transnationale des problèmes rencontrés dans le domaine de la gestion des droits d'auteur portant sur les œuvres musicales, les objectifs visés par la proposition de directive sous examen pourraient être mieux réalisés au niveau communautaire.

Toutefois, à examiner de plus près le dispositif proposé, la commission parlementaire se doit de constater que celui-ci entre très loin dans le détail sans donner des justifications convaincantes pour cette approche.

Ainsi, en ce qui concerne l'application des normes mises en place, le dispositif va jusqu'à imposer aux États membres la désignation d'une autorité spécifique (article 39) chargée de gérer les procédures de plainte (article 37); d'infliger des sanctions (article 38) et d'assurer le suivi de l'application du titre III (article 40). C'est notamment l'article 39 qui soulève les préoccupations de la commission parlementaire. L'article en question a la teneur suivante:

«Article 39

Autorités compétentes

Les États membres communiquent à la Commission le nom des autorités compétentes visées aux articles 21, 37, 38 et 40 au plus tard le [date].

La Commission publie ces informations sur son site internet.»

À part de sérieux problèmes de mise en œuvre de l'article 39 soulevés dans le contexte luxembourgeois, la commission parlementaire considère cette disposition comme contraire aux principes ancrés dans l'article 5 du traité sur l'Union européenne qui veut que:

«(…) En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. (…)

En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. (…)».

Eu égard aux principes précités de l'Union européenne, vouloir exiger la désignation dans chaque pays d'une autorité indépendante pour veiller spécifiquement à l'application des normes mises en place par cette proposition de directive paraît excessif.

Il serait plus conforme au principe de subsidiarité de respecter l'organisation interne des États membres en permettant la diversité de modèles nationaux de contrôle de telles normes. Ainsi, au Luxembourg selon son modèle actuel, le juge serait compétent pour exercer ce contrôle.

Conclusion

Pour les raisons évoquées ci-avant, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire estime que, dans sa teneur actuelle, le dispositif proposé ne respecte pas le principe de subsidiarité.

Communications du Président - séance publique du 13 novembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6487** - Projet de loi portant création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modification 1. de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques; 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; et 3. de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 15.10.2012

***6488** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Clervaux*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.10.2012

***6489** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012

***6490** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris, le 13 janvier 1993*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012

6492 *- Projet de règlement grand-ducal abrogeant:*

1) le règlement grand-ducal du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour;

2) le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lavantes-séchantes domestiques combinées;

3) le règlement grand-ducal du 14 février 2000 concernant l'indication de consommation d'énergie des lampes domestiques;

4) le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique;

5) le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des fours électriques à usage domestique

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 30.10.2012

6493 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.10.2012

6494 *- Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.10.2012

6495 *- Projet de règlement grand-ducal concernant la participation d'un membre de l'armée à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre de sa formation de psychologue*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 05.11.2012

6496 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006*

Dépôt: M: Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.11.2012

6497 *- Projet de loi portant modification*

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenverordnung»)

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.11.2012

6498 *- Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012

6499 *- Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012

3) Le 10 octobre 2012 la pétition n°321 concernant l'autorisation d'une l'installation de production d'asphalte à Schifflange a été introduite par M. Albert Kalmes et Mme Mireille Rodenbourg.

4) La pétition n°322 pour le renouvellement et l'agrandissement du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette a été introduite par l'association «Frënn vum Resistenzmusée» le 10 octobre 2012.

5) Conformément à l'article 169.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM(2012)372 final sur la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la concession de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. 6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 7. November huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6486, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi vum Här François Bausch den 11. Oktober 2012 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 7. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; zweetens de Projet de loi 6367, eng Ofännerung vum Gesetz géint de Kaméidi, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwert de Label écologique, nom Basismodell; dann eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Exploitatioun vu Schifergas am Süde vum Land.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer d'Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Aviatioun zu Lëtzebuerg, nom Modell 1; duerno d'Question élargie N°29 vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsflich um Findel.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt d'Debatt iwwert d'Europa an d'Aussepolitik, nom Modell 2; dann de Projet de loi 6320, en Handelsofkommes tëschent der EU a Korea, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6321, en Accord-cadre tëschent der EU a Korea, nom Basismodell; an dann d'Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfolgen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als Éischt hu mer d'Fro N°183 vun der Madame Scholtes un de Gesondheetsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Bluttvergëftungen.

Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Tessy Scholtes *(CSV).-* Här Chamberspresident, Här Gesondheetsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng bekannten däitsch Zäitschréft huet virun zwou Wochen een interessanten Artikel iwwert d'Sepsis, besser bekannt als Bluttvergëftung, publizéiert. Laut dësem Artikel wieren all Joer ronn 150.000 Leit an Däitschland vun enger Sepsis betraff a ronn 60.000 Leit géifen dorunner stierwen. Dat ass bal all zweete Betraffenen.

D'Symptomer si meeschtens onspezifesch, wat erkläert, firwat eng Sepsis och am Spidol dacks net direkt erkannt an d'Antibiotikatherapie ze spéit agesat gëtt. Ech sinn erstaunt iwwert déi héich Zuele souwéi och doriwwer, dass dës Infektioun an der Öffentlechkeet net vill thematiséiert gëtt. Et kann ee sech also froen, ob et net sënnvoll wier, eng breet gefächert Informatiounscampagne ze starten, wou de Leit dobaussen erkläert gëtt, wat eng Bluttvergëftung ass a wéi eng Symptomer optriede kënnen.

Mä och an de Spideeler selwer wier esou eng Campagne sécherlech sënnvoll. Esou huet d'Uniklinik Greifswald an Däitschland ee Programm entwéckelt, wou een den Detail vum Verlaf vun enger Sepsis androe kann, a si bitt och zënter véier Joer Fortbildungen an dësem Beräich un.

De Projet Greifswald soll och op aner Spideeler an Däitschland ausgedehnt ginn. De Grond ass einfach: An deene leschte fënnef Joer ass an der Greifswald-Klinik d'Stierflechkeet bei enger schwéierer Bluttvergëftung ëm bal 25% erofgaangen, vun 58% op 35%.

Ech wollt Iech, Här Minister, froen, ob et Statistiken iwwer Sepsis-Fäll hei zu Lëtzebuerg gëtt, wat Dir vun enger Preventiounscampagne heiriwwer haalt an ob Dir der Meenung sidd, dass d'Ausbildung vun eisen Dokteren a vum Fleegepersonal a puncto Sepsis gutt genuch ass, oder ob mir de Wee vun enger méi geziilteter Formation continue missten aschloen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister a Minister vun der Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der spartanescher Formulatioun vun der Fro war et zouginnerweis net evident erauszeroden, wat d'Madame Scholtes mech géif froen. Mä vu dass ech elo am aachte respektiv am néngte Joer vu menger Ausbildung um Terrain ukomm sinn, hoffen ech, dass ech richteg geroden hu bei deem, wat ech gefrot géif ginn.

Ech hat duerch Zoufall och deen Artikel am „Spiegel" viru 14 Deeg gelies a mech schonn e bësse schlau gemaach. Ech muss awer soen, dass ech ëmmer ganz skeptesch si mat esou Schätzungen, wéi se am „Spiegel" opgrond vun enger Etüd gemaach gi sinn. Ech hu virsiichtshalber emol déi Etüd bestallt, fir dann e bësse méi d'Hannergrënn kënnen ze gesinn.

Eng Bluttvergëftung, Sepsis, wéi et op Däitsch heescht - oder, wéi et op Franséisch heescht: „septicémie" -, ze erkennen, ass net ëmmer evident. Den Diagnostic ass net evident. Also muss ee bei gefährdete Patienten déi richteg Reflexer hunn an et muss een déi néideg Surveillance maachen.

D'Sepsis gëtt et selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg an de Spideeler. Insbesondere si geschwächte Patiente betraff, deenen hiren Immunsystem souwisou geschwächt ass, insbesondere och an der Onkologie, an der Reanimatioun, och bei zum Beispill schwéiere Longenentzündungen.

Éischt Regel ass selbstverständlech, alles ze maachen, fir kënne geschwächten Organismen ze schütze vis-à-vis vu Bakterien, déi bei hinne besonnesch geféierlech kënne sinn. Dofir si mer zënter enger ganzer Rei vu Joren ënnerwee fir d'Preventioun vun de Maladies nosocomiales an de Spideeler insgesamt.

Mir hunn e Comité national, dee besteet, mir hunn Infirmier-hygiénisten, déi an deem Beräich aktiv sinn, a mir maache regelméisseg Aktioune souwuel am long Séjour wéi och an den Akutspideeler, wat d'Hygiène, insbesondere d'Hygiène vun den Hänn ugeet, well d'Fleegepersonal, wann net opgepasst gëtt, ass ee vun deene Vecteuren, déi esou Bakterië kënnen iwwerdroen. Et gëtt och ganz wäitgehend suivéiert, och dëst Joer ass erëm esou eng Campagne virgesinn.

Ech géif mengen, dass eng breet ugeluechte Campagne grand public hei näischt géif brénge, well haaptsächlech am Milieu hospitalier dat dote kann optrieden, dass een, wann ee Sensibiliséierung an Informatioun mécht, dat soll cibléiert maachen a Richtung Personal, a Richtung Dokteren. Mir sinn och ganz opmierksam gewiescht, wat déi Situatiounen ugeet, wou déi Transmissioun vun deene Bakterië kann optrieden, zum Beispill beim Setze vu Katheteren, bei der Intensivbehandlung vun de Patienten, an dofir hu mer an deene leschte 14 Deeg och nach eng Note un d'Spideeler ginn, fir besonnesch opzepasse beim Setze vu Katheteren.

Dat gesot, mengen ech, et mécht een ni ze vill an deem dote Beräich. Wéi gesot, eis Leit am Ministère hu sech déi Etüd komme gelooss. A wann esou eng Etüd disponibel ass, ass dat ëmmer eng gutt Geleeënheet, fir d'Sensibiliséierung ze relancéieren, besonnesch bei den Dokteren a beim Personal.

E lescht Wuert, wat och net onwichteg ass, dat ass den Traitement. Beim Traitement ass dee richtegen Antibiotique zum richtegen Zäitpunkt onbedéngt noutwendeg. Dofir ass et wichteg, dass mer alles maachen, dass bei esou Geleeënheeten den Antibiotique och nach wierkt. A fir dass net den Antibiotique mat der Schëpp erageháit gëtt, dofir wäerte mer Enn der Woch eng nei Sensibiliséierungscampagne un all Bedeelegt, ob dat d'Apdikter, d'Dokteren, awer och d'Patiente sinn, fir de bon Usage vum Antibiotique maachen. Well bei dem Antibiotique, dee gréisste Problem, dee mer haut hunn, dat ass dee vum Entstoe vun Antibiotique-résistancen, an do läit Lëtzebuerg net besonnesch gutt.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Déi nächst Fro adresséiert sech och nach eng Kéier un deeselwechte Gesondheetsminister, an dat ass d'Fro N°184 vum Här André Bauler iwwer en Audit iwwert d'Aarbechtsmedezin.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler *(DP).-* Merci, Här President. Ech wollt dann och nach eng Fro un den Här Gesondheetsminister stellen. Mir ass zougedroe ginn, datt de Gesondheetsministère en Audit an Optrag ginn hat, deen e geneet Bild vun der Qualitéit vun de verschiddene Servicer vun der Aarbechtsmedezin hei zu Lëtzebuerg zeechne soll an dee préiwe soll, wéi d'Standarden an d'Gesetzgebung an dësem Beräich ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Ass dësen Audit nach ënnerwee oder ass e schonn ofgeschloss ginn? Wa jo, wéini krut de Ministère en iwwerreecht a wéi laang soll et nach daueren, bis d'Konklusiounen der interesséierter Öffentlechkeet am Detail kënne presentéiert ginn? Kann den Här Minister eis eventuell elo schonn déi wichtegst Schlussfolgerunge vun dëser Analys virstellen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler, an d'Wuert geet nach eng Kéier un de Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.-* Elo muss ech déi richteg Note fannen. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den Här Bauler gesot huet, dass mer virun enger Rei vu Méint en Optrag ginn hunn, fir eise System vun der Médecine du travail ze auditionnéieren duerch e belschen Expert, de Professer Mairiaux, dee ganz vill Erfahrung an deem dote Beräich huet an och bei der Reform vun der belscher Aarbechtsmedezin eng wesentlech Roll mat gespillt huet.

Firwat hu mer en Audit an Optrag ginn? Ma ganz einfach, d'strukturéiert Aarbechtsmedezin gëtt et hei zu Lëtzebuerg zënter 15, 16 Joer, an no 16 Joer (veuillez lire: zënter 15 Joer, an no 15 Joer), mengen ech, ass den Zäitpunkt komm, fir ze kucken: Wéi huet de System sech bewährt, wéi sinn d'Stäerkten, wéi sinn d'Schwächten, wou huet e sech an allen Hisiichte bewährt a wou muss ee vun dem Audit profitéieren, fir nozebesseren?

Mir hunn d'Method gewielt vun Interviewe mat 22 verschiddenen Organisme vum Terrain: Aarbechtsmedeziner, déi verschidde Ministèren, d'Sozialpartner, d'Assurance accident, d'ITM. Et sinn insgesamt knapp 40 Interlocuteuren, déi mer geheiert hunn. De Professer Mairiaux huet seng Aarbechten Enn Oktober ofgeschloss. Ech hunn d'Null-Versioun vum Rapport kritt a mir wäerten den Acteuren an deenen nächste 14 Deeg - ech hunn elo net de geneeën Datum am Kapp -, fir d'Éischt den Acteure vum Terrain, déi matgeschafft hunn, den Audit mat de Konklusioune virstellen, an da wäerte mer en och der Öffentlechkeet zougänglech maachen a selbstverständlech och der zoustänneger Chamberskommissioun.

Et geet net nëmmen drëm, fir elo emol en État des lieux ze maachen. Mir ginn e Schrack méi wäit! De Professer Mairiaux, an Zesummenaarbecht mat den Acteuren, wäert och konkret Propositioune maache fir punktuell Reformen, wäert och e bëssen an d'Zukunft kucken an hat och den Optrag fir eis ze beroden, awéifern d'Aarbechtsmedezin an d'aarbechtsmedezinesch Servicer kënnen eng Roll spille bei der Begleedung vu wichtege Gesetzer wéi d'Pensiounsreform, wou mer jo wëllen, dass d'Salariéen ënner gudde Konditioune méi laang am Beruffsliewe kënne bleiwen.

Wichteg ass, dass een dann och déi noutwendeg Situatiounen dofir ka schafen, an och, wéi d'aarbechtsmedezinesch Servicer am Rahme vun der Reform vum Reclassement méi eng aktiv Roll kënne spillen.

Wéi gesot, betrëfft deen Audit d'aarbechtsmedezinesch Servicer am Privatsecteur, mä awer och an der Fonction publique. E mécht och, an dat ass ganz gutt, de Verglach mat de Situatiounen am Ausland, och wat d'Moyenen ugeet. Ech kann Iech elo scho soen, dass deen Audit eng Motivatioun wäert sinn, fir jiddefalls d'aarbechtsmedezinesch Servicer net ze schwächen, mä hinne gegebenenfalls zousätzlech Mëttelen ze ginn, well se am Verglach zum Ausland, mengen ech, nach entwécklungsfäeg a -bedürfteg sinn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Gesondheetsminister. Mir kéimen dann elo zu der Fro N°185 vum Här Henri Kox un den Innenminister, déi Kéier iwwert d'nuklear Exercicer vum 5. a 6. Dezember an der Groussregioun.

Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Effektiv ass et eng Fro un den Innenminister. Iwwer eng Circulaire sinn d'Gemengen informéiert ginn, dass de 5. a 6. Dezember en Exercice géif stattfannen, deen do heescht: «(...) pour tester certains mécanismes du plan d'intervention Cattenom révisé lors de l'exercice nucléaire de «3 en 1» organisé dans la Grande Région en date des 5 et 6 décembre prochains».

Ech wéilt a sech vum Minister wëssen, wat genau den Inhalt vun dëser Übung ass, wëssend dass de Stresstest, deen an den europäeschen Atomkraaftwierker duerchgefouert ginn ass, jo e ganz kritesche Bilan, insbesondere wat d'Evakuatioun ronderëm Cattenom ubelaangt, erausfonnt huet.

Wéi wäit sinn d'Gemengen involvéiert? Ech weess, dass eng Rei Gemengen involvéiert sinn an eisem Eck op der Musel, awer alleguerten net. Ech weess, dass och d'Gemengen ugehale gi sinn, eng Rei Informatioune weiderzeginn, wou och nach all déi Informatiounen net do sinn, insbesondere wat d'Capacité d'hébergement an deenen eenzelne Gemengen de Fall betrëfft.

Wéi wäit ginn d'Konklusiounen dorauser public gemaach? Ech weess jiddefalls offiziell net vill iwwert dës Übung. Wéi wäit kann een do mat der Zivilgesellschaft an den Discours (veuillez lire: Dialog) kommen, ewell wëssend, dass mer am Fall vun engem Accident, och wa mer déi beschte Pläng opgestallt hunn, an enger ganz kritescher Phas sinn?

Dat wiere meng Froen un den Innenminister. Ech wär frou fir méi prezis Erklärungen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Fro, déi ech vum Här Kox gestallt krut, do mengen ech, ass et gutt, dass een d'Méiglechkeet kritt hei, fir verschidden zousätzlech Remarquen ze maachen am Kader vun där Übung, déi dann do soll stattfannen, eng Serie vun dräi Exercicen, wou deen éischten Exercice d'lescht Joer stattfonnt huet, oder dëst Joer stattfonnt huet - pardon! -, de 27. an den 28. Abrëll, ënnert der Féierung vum Saarland. Et ass drëm gaangen, fir d'Aktivatioun vun deene verschiddene Cellules de crise ofzestëmmen.

Dat ass wichteg, esou Klengegkeeten, well zum Beispill ass do festgestallt ginn, wann esou eng Aktivatioun gemaach gëtt, wann eng Wollek eraus géif komme vu Radioaktivitéit, da misst ee jo zum Beispill Jodpëllen ausdeelen. Do ass festgestallt ginn, dass d'Saarlänner do am Alleingang dat gemaach hunn, an déi aner Länner, d'Fransousen an d'Lëtzebuerger waren do hannendran. Dat wier net gutt, wann eng Katastroph géif geschéien. Esou kann een da kleng Problemer, déi sech do stellen organisatorescher Natur, ofstëmmen. Et ass also wichteg, dass mer eis mat eisem Noper ofschwätze betreffend Cattenom. Dat ass geschitt.

Déi ganz Initiativen, déi lafen am Kader vum Sommet vun der Groussregioun - dat war den 20. Abrëll 2011, kënnt Der Iech erënneren -, an do ass décidéiert ginn, dräi esou Exercicen ze maachen. Deen éischten hunn ech Iech elo erkläert. Et ass och deen éischten Exercice, wou all d'Partner aus der Groussregioun drun deelhuelen. Dat ass ganz wichteg. Et ass déi éischte Kéier, wou mer eis par rapport zu Cattenom an der Groussregioun ofschwätzen.

A wann deen éischten Exercice stattfonnt huet dëst Joer am Abrëll, da soll deen nächste stattfannen eben elo am Dezember, de 5. a 6. Dezember, wou d'Lëtzebuerger de Lead hunn. Do geet et am Fong geholl drëm: Wéi sollen déi Mesures d'urgence, déi musse geholl ginn, wann eppes geschitt zu Cattenom, wéi sollen déi ausgeweit ginn a wéi solle mer eng eventuell Evakuatioun, wéi solle mer déi virbereeden? Et ass wichteg ze wëssen, dass deen Exercice en Tabletop-Exercice ass - dat ass e Wuert aus der Sprooch vun den Techniker - dat heescht, et ass net, dass d'Leit elo richteg aus den Haiser erausgeholl ginn an evakuéiert ginn, mä et geet drëm am Fong geholl, dass déi Cellule de crise, déi do gegrënnt gëtt, déi opgesat gëtt, dass déi am Fong geholl déi eenzel Situatiounen duerchspillt.

Do ass den HCPN, den Haut commissaire à la protection nationale, deen huet do de Lead. An et geet drëm fir ze kucken, wéi déi Ofleef si vun deenen eenzelne Problemer, déi sech stellen, wéi eng Mesurë musse geholl ginn, wéi mer eis mat eisen Nopere kënnen ofschwätzen. An do sinn d'Gemengen natierlech an deem Sënn och concernéiert. Ech schléissen net aus, dass d'Cellule de crise op Réimech mengetwegen urifft a freet, ob do Säll fräi sinn oder ob soss kann eng Hand mat ugepaakt ginn.

Mä et ass esou, dass tëschent deenen Exercicen, déi elo stattfannen, an tëschent där Circulaire, déi Der ugeschwat hutt - an elo kommen ech op dee Punkt ze schwätzen, déi Fiche de recensement -, dass et do Relatioune gëtt, mä dass dat eent an dat anert sech iwwerschneit, mä dass déi Recensements-Fiche besonnesch ausgestallt ginn ass oder ausgeféiert gëtt oder ëmgesat gëtt, well mer am Fong geholl eis mussen eng Strategie ginn, wann eppes hei zu Lëtzebuerg geschitt. Dat ka Cattenom sinn, dat kann awer och gradesou gutt eng Iwwerschwemmung sinn, dat kann eng Stuermkatastroph sinn.

Wat maache mer do? Wéi gi mer do vir? Am ale Plang ass gesot ginn, da geet all Mënsch an den Norden oder an déi Nordgemengen, op e puer Plazen, mä dat war guer net detailléiert. Elo hu mer d'Gemengen all ugeschriwwen, a bis elo hunn 69 Gemengen eis geäntwert an eis gesot: „Mir hu Raimlechkeeten, wou mer kënnen am Fong geholl Leit ënnerdaach huelen, wann eppes geschitt." Well deemno wat geschitt, muss een och kucken, wéi et mam Wand ass, zum Beispill, wann et radioaktiv ass; wann et Iwwerschwemmunge sinn: Wou si se, wou si se net. Mir haten do keng Stratégie globale. Déi kréie mer mat deem neie Plang, dee mer ausschaffen, deen neie Plan Cattenom, dee gëtt och hei getest.

An et ass dat, wat ee muss verstoen. Dat heescht, op där enger Säit hätte mer gäre Material an eng Strategie, fir ebe Leit ze relogéieren, wann et Problemer gëtt - net exklusiv Cattenom, och Stuermkatastrophen an Iwwerschwemmungen -, an op där anerer Säit wëlle mer de Plang vu Cattenom iwwerschaffen. An dat teste mer mat dësem Plang, deen elo geschitt, de 5. an de 6.

Wann - an dat wëll ech dem Här Kox kloer an däitlech soen - dee Plang bis ëmgesat ass, wa mer d'Problemer gesinn, déi mer hunn, da komme mer och bei Iech oder bei déi Gemengen, déi concernéiert sinn. Réimech ass net onbedéngt an éischter Hand concernéiert. Wann iwwerhaapt eng Lëtzebuerger Gemeng concernéiert ass, dann ass et éischter Schengen, wann iwwerhaapt! Mä da gëtt ganz kloer do Cartes sur table gemaach, d'Transparenz losse mer spillen, do informéiere mer d'Gemengen, dass mer am Fong geholl eng kloer Linn hunn, wann eppes geschitt. Et ass dat, wat wichteg ass, dass d'Leit d'Gefill kréien, dass d'Politik sech do gutt virbereet huet.

An ech mengen, déi zwou Saachen, déi Exercicen an déi Fiches de recensement, déi eis eben de Relogement vun eise Populatiounen erlabe bei Katastrophen, déi wäerten eis e Moyen ginn, fir gutt op déi Problemer ze äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Da kéime mer elo un d'Fro N°186 vum Här Fernand Etgen, déi Kéier un de Verdeedegungsminister, iwwert d'Oflauschtere vum Centre d'instruction militaire am Kader vun der Bommeleeër-Affär.

Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President. Virun enger Woch hunn RTL-Radio an d'Tëlee gemellt, datt an den 80er Joren de Service de Renseignement d'Arméi infiltréiert gehat hätt, fir vum Härebierg aus Écouten op den deemolege Gendarmeriekommandant Aloyse Harpes ze maachen. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt dëst enorm grave Virwërf sinn, déi dem Ruff vun de Forces de l'ordre an dem Vertraue vun der Bevölkerung schueden. Fir d'DP geet et hei ëm d'Fundamenter vum Rechtsstat! An duerfir däerfen dës Virwërf net einfach esou am Raum stoe bleiwen.

Duerfir meng Fro un den Innenminister: Huet hie wëlles, eng intern Enquête ze lancéieren, fir erauszefannen, ob dës Informatioune stëmmen a wéi eng Envergure dës Ofhéieraktiounen an Aktioune vum SREL haten?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt direkt den Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Etgen, et geet mir, wéi et lech gaangen ass: Ech hunn och Kenntnis kritt vun där ganzer Problematik iwwert d'Press an ech hunn och Kenntnis kritt, dass de fréiere Geheimdéngschtchef, den Här Hoffmann, mat engem offene Bréif am Fong geholl sech positionéiert huet. Fir mech ass et kloer a wichteg: Ech sinn a kenger Form, weder als Innenminister nach als Défense-Minister an deem doten Dossier mat der Affär saiséiert ginn.

An nun ass et emol esou, dass hei eng Enquête judiciaire amgaang ass, an déi ass ënnert der Autoritéit vun den Autorités judiciaires. A fir mech ass et kloer, dass et ëmmer muss eng Gewaltentrennung ginn. D'Politik, déi soll net an Enquêtes judiciaires agräifen. Duerfir ass et fir mech och kloer: D'Politik reagéiert deen Dag, wann d'Geriichter hir Aarbecht gemaach hunn, dat heescht, wann d'Geriichter hir Uerteeler gesprach hunn. An dat ass och fir mech e fundamentale Rechtsstatsprinzip, well Der dee jo invoquéiert.

Fir mech ass et ganz kloer, Här Etgen, wann eng Kéier déi Uerteeler gesprach sinn, da gesi mer, wat lass ass, an da wäerte mir eis Saache maachen. Elo solle mer am Fong geholl am Sënn vun der Gewaltentrennung déi judiciaire Autoritéiten hir Hausaufgabe maache loossen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Verdeedegungsminister. An da kéime mer schonn zu der Fro N°187 vum Här Eugène Berger un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'CO_2-Taxë vun de Fluchgesellschaften.

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question nº187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO_2 aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Säit Ufank 2012 fonctionnéiert den europäeschen Emissiounshandel fir de Lofttrafic. Fir Flich an Europa mussen d'Gesellschaften CO_2-Zertifikater kafen an Taxë bezuelen. Dat gëllt also fir d'Airlines, déi an Europa hin an hier fléien, mä dat gëllt awer och fir Fligeren zum Beispill, déi aus den USA oder aus China heihinnerkommen an dann och dorënnerfalen.

Dëse System, dee gouf an de leschte Méint ganz staark kritiséiert, besonnesch vu China, a gëschter konnt ech an der Press liesen, datt d'EU-Klimaschutzkommissarin, d'Madame Hedegaard, proposéiert, fir den Handel oder d'Taxë fir d'Gesellschaften aus den USA a China de Moment emol auszesetzen dann an Europa, an datt also nach just innerhalb vun Europa dee System géif fonctionnéieren. An dann huet och d'Kommissarin an deem Interview oder an deem Artikel, deen ech gelies hunn, gesot, si misst awer dofir natierlech nach den Accord vun de Memberlänner froen.

Dofir wollt ech froen, wéi d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung an där dote Fro ass. Ass si domadder d'accord, fir dat da fir déi Länner auszesetzen? An dann och vläicht eng kuerz Aschätzung vum Minister, ob dat hei eventuell den Ufank vum Enn ass vun deem System, respektiv gëtt e ganz ofgeschaf oder wäert et dorobber erauslafen, datt dat herno nach just innerhalb vun Europa wäert fonctionnéieren?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An elo kritt den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass et esou, datt gëschter an der Mëttesstonn déi zoustänneg Kommissarin fir Klimaschutz, d'Madame Connie Hedegaard, déi 27 Memberstate via Tëlefonskonferenz kuerz iwwer hir Intentiounen an dësem Dossier informéiert huet. Also, opgrond vun deenen zum Deel onerwaart positive Resultater vun där rezenter Réunioun vum Conseil vun der OACI, also der Internationaler Organisatioun vun der Aviation civile, déi d'lescht Woch zu Montréal war, gesäit d'Kommissioun elo e Besoin, fir och vun der Säit vun der EU e positivt Signal ze schécken an deem Dossier.

Wat gouf décidéiert zu Montréal? Et ass gesot ginn, mir wëllen e Groupe de travail à haut niveau asetzen, fir ënner anerem konkret Recommandatioune fir ee globalen Instrument de marché auszeschaffen. An dat soll bis zur nächster Assemblée vun därselwechter OACI am Hierscht 2013 geschéien.

D'Chancen, fir an absehbarer Zäit en Accord zu engem weltwäiten Instrument ze fannen, déi sinn deemno geklommen, déi schéngen zumindest geklommen ze sinn. Et kann een awer net vun engem definitiven Duerchbroch schwätzen. Dat wier vill ze vill fréi, och wann - ech muss soen - déi Saach gëschter um Tëlefon vun der zoustänneger Kommissärin relativ positiv geklongen huet.

Fait ass awer, datt déi europäesch Direktiv, déi mer jo an d'nationaalt Recht transposéiert hunn, virgesäit, datt d'Fluchgesellschaften am Mäerz d'nächst Joer eng éischte Kéier d'Quote misste restituéieren, déi hire reellen Emissiounen aus dësem Joer 2012 entspriechen.

A vu que - dat, wat och den Eugène Berger elo grad gesot huet - de System, den EU ETS, vun enger Partie Länner contestéiert gëtt, zum Beispill China an Indien, datt dann dorauser entsteet, datt eng Rei vu Memberstaten d'Prozedure misste géint déi net konform Gesellschaften ulafe loossen, géif sech déi Situatioun natierlech dann dat nächst Joer am Abrëll zouspëtzen, wann et déi éischt Restitutioune géif ginn.

Nun, fir dat positivt Négociatiounsklima net ze stéieren a fir hirersäits och e gudde Wëllen ze weisen, Flexibilitéit ze weisen, schléit dann d'Kommissioun vir, datt d'Europäesch Unioun d'Applikatioun vum ETS op Flich vu respektiv aus Drëttstaten temporär aussetze soll, an zwar bis eben d'Assemblée vun der OACI am Hierscht 2013. Op dës Manéier géifen dann d'Verhandlungen am Kader vun der Organisatioun net negativ beaflosst, gläichzäiteg awer géif den Drock oprechterhale ginn, fir bis Enn 2013 eng international Solutioun ze fannen. An dann ass et natierlech och esou, datt fir déi EU-intern Volen, egal aus wéi engem Land den Opérateur kënnt, de System géif weiderhi wéi geplangt ugewannt ginn.

Et soll een drun erënneren, datt vun Ufank un d'Europäesch Unioun ëmmer wollt ee weltwäite System hunn. An Dir wësst, datt eben doduerch, datt et net virugoung, dann d'Europäesch Unioun e gewëssene Moment een eegene System opgestallt huet.

Mä fir op d'Fro ze äntwerten: Prinzipiell kënne mir also de Recommandatioune vun der Kommissioun zoustëmmen. Fir weider Kommentaren zum Impakt vun der Propositioun vun der Kommissioun muss ee selbstverständlech awer ofwaarden. Déi technesch Detailer vun därselwechter Propositioun leien am Moment eben nach net vir.

Kloer schéngt awer ze sinn, datt eng punktuell Modifikatioun vun der ETS-Direktiv dann noutwendeg wier via Codécisiounsprozedur respektiv datt mir och missten hei bei eis nodréiglech d'Gesetz upassen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°188 vum Här Henri Kox un den Innenminister iwwert d'Disponibilitéitsprimen an hir Ënnerscheeder tëschent deene verschiddene Servicer vun der Police. Här Kox… Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Den Här Krieps, entschëllegt!

- Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Gëschter Owend, wéi ech spéit heemkomm sinn a meng Fra mer gutt gekacht huet, do hunn ech mer eng Kachkéiseschmier gemaach a mech bei d'Televisioun gesat, wat mer net oft virkënnt,…

(Hilarité)

…an op eemol - ech souz nach net -, do koum den Nicolas Cage op den Écran mat enger ganzer Hord FBI-Beamten, déi do mäi Salon gestiermt hunn, an do hunn ech mech kënnen erënneren drun, dass déi gutt Escher Zeitung, d'Dageszeitung - se ass ëmmer gutt, wa se an Oppositioun zu der Regierung ass -, e ganzen Artikel dëse Summer bruecht huet, deen interessant war, iwwert d'Aarbecht vun der Unité spéciale vun der Police.

An deem Artikel stoung - vun hirem Chef gesot -, dass si 32,25 Euro de Mount fir hir Disponibilitéit kréichen, an hie selwer huet fonnt, dass dat lächerlech wier, wann ee weess, dass déi Leit, 60 un hirer Zuel, zu 22 all Dag Dag an Nuecht disponibel sinn, Permanence hunn, e ganz schwieregen Job hunn, mat Häerz a Séil derbäi sinn, wat eng Belaaschtung fir hir Familljen duerstellt, an dass de Schnëtt vun den Aarbechtsdeeg, wou se disponibel sinn, op 209 Schaffdeeg am Joer un 140 Deeg erukënnt. Dat musst Der lech virstellen! A verschidde vun hire Chefen oder Sektiounschefen, déi hunn Disponibilitéite vun 180 bis 200 Deeg! An déi kréien dann 32 Euro de Mount. Dat schéngt mir net ganz vill ze sinn. Do géif ech bal mengen, do gëtt de Geck mat deene gemaach.

Aner Kolleegen an anere Servicer - mä natierlech, do sinn aner Reglementer -, déi kréie sensibel méi. An och am noen Ausland kréien déi Kolleegen, déi an deenen Unitéite sinn, méi Suen. Et geet mir hei net drëm, fir aneren eppes ewechzehuelen, fir dass déi hei eppes bäikréien, dass dat kloergestallt ass.

All Minister vun der Force publique ass regelméisseg déi besiche gaangen, fir bei all Aweiung derbäi ze sinn. An ech mengen, d'Zäit vum Bénévolat an der USP ass eriwwer.

Duerfir, haut si mer Dënschdeg, an ech erwaarde mer, Här President, dass de Minister ons keng Sonndesried elo hei hält, mä e puer Suggestioune mécht. Wann ech him kéint virunhëllefen, soll en am Fong d'Disponibilitéitsprimen huele vun der Entente des Hôpitaux oder vum Fluchpersonal.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Krieps, ech hu verstanen, Dir hutt eng Kachkéiseschmier giess, an ech hat gefaart, Dir géift mir de Kéis ginn, mä dat schéngt awer elo net de Fall ze sinn.

(Interruptions)

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech war ganz gentil.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dat schéngt net de Fall ze sinn, mä ech mengen, dass et wichteg ass, wann Der schonn eng Fro opwerft, dass ech Iech dann och op déi Fro esou äntwerten, dass eis Biergerinnen a Bierger dobausse sech kënnen e Bild maachen, wéi dat mat deenen Taxen oder mat deene spezielle Primen ass.

Richteg ass, wat Der gesot hutt, dass - an ech hu mer dat hei erausgedréckt - d'Indemnitéit vun der USP, dat ass jo d'Unité spéciale, effektiv bei 32,23 Euro de Mount ass. An dat ass eng Prime, déi déi Leit kréien. Doriwwer eraus gëtt et nach Indemnitéite fir d'SPJ - d'Police judiciaire - a fir d'SRECen - dat sinn d'Recherche et enquête criminelles -, do kréien déi eng 15 Punkten indiciaires an déi aner 10. Da gëtt et nach eng Prime d'astreinte usuelle, dat sinn 22 Punkten indiciaires. An et gëtt eng Prime d'astreinte spéciale, déi ass 0,04 bis 0,05.

Gutt, dat ass, fir emol eng Kéier ze weisen, dass et eng Situatioun bei der Polizei gëtt, déi an deem Sënn heterogen ass: Déi eng kréie méi, déi aner kréie manner. An dat huet natierlech och zu enger Situatioun gefouert, déi déi folgend ass.

Ech hat mer déi Méi gemaach um Ufank, wéi ech Polizeiminister gi sinn, op all Brigaden, an all Unitéite vun der Polizei ze goen a mat de Leit ze schwätzen, wou d'Problemer sinn. An ech mengen, d'nächst Woch kréie mer nach eng Kéier d'Diskussioun hei iwwert deen Avantprojet de loi, deen ech wëll mat der Polizei maachen, fir iwwert deen ze diskutéieren. Mä ech hu vill mat Leit geschwat a mir sinn zur Konklusioun komm - also, vill Konklusiounen hu mer gezunn, mä zwou si folgend: Éischtens, a mir mierken dat och, d'Police judiciaire ass net méi attraktiv. Et si vill Leit, déi wëllen net bei d'Police judiciaire goen, well se do Konditiounen hunn, déi net gutt sinn.

Zweetens, d'USP, d'Unité spéciale, wéi Der genau gesot hutt, ass och net méi attraktiv, well et ass keng Unitéit effektiv bei der Polizei, déi méi muss am Fong geholl disponibel sinn, Disponibilitéit hunn, 24 Stonnen op 24. Wann iergendeng geschitt, da mussen déi Leit do sinn.

An datselwecht zielt och fir d'PJ. Wann do eppes geschitt, da musse si eraus. Da musse se Spure sécheren an hei an do. Dat heescht, dat sinn déi zwou Unitéite beim Stat, déi déi meeschten Disponibilitéit musse weisen.

Duerfir sinn ech mat der Madame Modert a mam Här Biltgen - dat sinn dann de Minister de la Fonction publique an de Minister vun der Justiz - eens ginn, dass mer déi Carrièrë mussen opwäerten, well eng grouss Disponibilitéit erfuerdert ass a well déi Leit och speziell Formatiounen hunn, déi och ganz héichwäerteg sinn. An do hu mer gesot, mir ginn deene Leit elo, an dat wëlle mer och am Gesetz ëmsetzen, 30 extra Punkten ebe fir d'USP an 30 Punkten och fir d'Police judiciaire.

Dat ass natierlech nees eng Kéier een neie Wee, dee mer do wëlle goen. Mä d'Polizei huet u sech, wéi ech gesot hunn, eng heterogen Situation. Mir kucken eben, deem engen an deem aneren ze hëllefen. A mir versichen, dat mat enger gewëssener Objektivitéit a mat enger gewëssener Logik ze maachen. Duerfir féiert dat dann derzou, dass an Zukunft déi Leit, déi bei d'USP ginn, dann eben net méi eleng 32,23 Euro de Mount kréien, mä eng Prime vun 30 Point-indiciairen.

Voilà, Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Mir kéimen dann elo zu der Fro Nummer 189 vum Här Fernand Etgen un den Héichschoulminister iwwert d'Abusë beim Zoustelle vun Hëllefe fir Héichschoulstudien. Zu deemselwechte Sujet huet schonn den Här Claude Adam eng Fro gestallt, duerfir géif ech Iech proposéieren, nodeem den Här Etgen seng Fro gestallt huet, kéint och nach den Här Adam seng Fro stellen, déi e schréftlech gestallt hat.

Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et

- Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, 14.400 Studenten hunn d'lescht Joer eng Studenteprime kritt. Ass dës Zuel kohärent mam Total vu Studenten hei zu Lëtzebuerg? Mir ass nämlech zu Ouere komm, hei géif et Abusë ginn: Leit, déi schaffe ginn, an déi awer emol 3.500 Euro fir dat éischt Semester froen an och kréien. Bei der Uni.lu kascht dat 200 Euro, fir sech aschreiwen ze loossen. Dat mécht also netto 3.300 Euro. No engem Semester géife se dann nach eng Kéier de Subsid froen, an ouni Preuven ze brénge kréiche se dann déi nächst 3.500 Euro.

An deem Kontext wollt ech den Héichschoulminister froen: Sinn esou Abusë festgestallt ginn? Wéi vill Studenten hu keng Demande méi fir d'zweet Semester vum éischte Joer gemaach? Wéi vill Studenten hu keng Demande méi fir d'éischt Semester vum zweete Joer gemaach, an anere Wierder, hunn hire Studium opginn? Gouf et Remboursementer vu Primë wéinst Abus? Gouf et effektiv Leit, déi eng Prime gefrot hunn, ouni jee e Studium ugefaangen ze hunn?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen, an den Här Adam kritt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi gesot, de 7. November ass meng Question écrite hei an der Chamber erakomm, an ech hätt et am Fong geholl och richteg fonnt, wann een dee Moment op deemselwechte Sujet net géif eng Question orale stellen, well hei och den Här Etgen eng Rei Froen no Chiffere gestallt huet. Mä gutt, den Här Minister wäert dat da kënnen tranchéieren.

Firwat ech fannen, datt déi Fro... Also, déi war wierklech zimlech identesch, Här Etgen. Bei mir ass de sechste Punkt: «Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les dispositions de la loi soient suffisantes pour éviter d'éventuels abus en relation avec l'octroi des bourses?» Dat ass zimlech genau datselwecht wat Dir gefrot hutt. Ech fannen, do sollte mer eis e Schlëssel ginn, fir datt mer esou Situatioune kéinten évitéieren.

Meng Fro huet eigentlech zwee Voleten.

Ech si vun dem Communiqué vun der UNEL ausgaangen, déi feststellt, datt 86 Studenten hir Bourse beim zweete Semester refuséiert kritt hunn. Dat ass natierlech angesichts där héijer Zuel vu Studenten, déi eng Bourse accordéiert kritt hunn, kann ee soen, eng kleng Zuel. Mä ech mengen, och déi kleng Zuel soll eis net egal sinn, duerfir war meng Fro. Do ass jo och d'Motivatioun: Déi hunn eng Note gravement insuffisante kritt. Dat léisst Spillraum. Dat ass déi éischt Fro: Wéi gëtt dat gehandhabt?

An déi zweet ass, ob dann eis Législatioun am Fong geholl ausreichend ass, well eigentlech gëtt d'Bourse jo op e ganzt Joer accordéiert, an, Här Minister, ech hunn den Text esou interpretéiert. Ech freeë mech op Är Äntwert. Mir hunn dat eben esou interpretéiert, datt een d'Bourse op ee Joer kréich, an dann ass natierlech d'Fro: Firwat kritt ee se d'zweet Semester net?

An de Phenomeen liicht eis natierlech och an, deen den Här Etgen erzielt. Dat ass scho bekannt, datt et ebe Leit sinn, déi no engem Semester mierken: „Hei, et war net dat Richtegt. Elo sichen ech mer nach e bëssen eppes, fir mäi Joer ze iwwerbrécken, an da maachen ech en anere Studium." A fir hiert Joer ze iwwerbrécken, sinn dann zum Beispill eng ganz Rei Leit, déi an den Enseignement ersetze ginn. A mir brauchen déi am Enseignement, soss géif zu de Grippenzäiten do och villes zesummebriechen.

Duerfir ass da meng Fro schlussendlech och nach: Ass eis Gesetzgebung ausreichend, fir ebe méiglech Abusen ze verhënneren?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An elo kritt den Här Héichschoulminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo. Här President, kënnt Der mer elo soen, wéi vill Minutten ech hätt?

M. le Président.- Ma Dir hutt, wéi normal, véier Minutten. Och wann Der elo zwou Froe gestallt kritt hutt, et ass zum selwechte Sujet. Wann Der awer elo, well déi eng e bësse méi laang… Ech mengen, fuert emol duer. Wann et da fënnef oder fënnef an eng hallef Minutte sinn, esou vill Toleranz hu mer.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo. Ech hunn e Problem e bësse mat där Aart a Weis, wéi hei d'Froe gestallt ginn. Wann eng Question écrite do ass, ass déi fir mech vir, net eng Question orale. Da kënnt dat Zweet derbäi, dat souwuel fir d'Question écrite zielt wéi och fir d'Question orale: Hei ginn ech elo Statistike gefrot. Bei der Question écrite si mer amgaangen, déi Statistiken nozekucken, fir déi Statistiken ze ginn. Den Här Etgen kënnt heihinner a seet: „Sot mir, wéi vill et der waren."

Wann Der op d'mannst de Moien net schreift: „Ech wëll iwwer Abusë schwätze bei den Aidefinancièren", mä sot: „Ech hätt gär Statistiken", da probéieren ech nach iwwert d'Mëttesstonn, meng Beamten aus der Mëttespaus zesummenzeruffen an déi Statistiken ze ginn. Mä Dir musst einfach unerkennen, dass et mir onméiglech ass, ech hu kee Computer vum CEDIES am Kapp. Ech dierft dat och net hunn, well dat wier géint d'Protection des données.

(Hilarité)

Ech kann elo net iwwer mäi Kapp do als Mentalist an de Computer kucke goen an Iech déi Statistike ginn. Dofir géif ech Iech virschloen, och fir Zäit ze gewannen, dass alles, wat d'Statistiken ubelaangt, dass mer deen Exercice, dee mer iwwregens schonn an der Kommissioun gemaach hunn… Zu enger Partie Froen hunn ech nämlech schonn an der Kommissioun extensiv Stellung geholl. Déi Berichter sinn och online ze liesen, wéi dat ass. Dat ass alles nozekucken. Ech hunn also schonn op eng ganz Partie Froe geäntwert.

Wann Der d'accord wiert, géife mer den Detail an der Chamberskommissioun maachen, en ech géif iwwert d'Problematik vun den Abusë schwätzen, soulaang ech Zäit hunn; einfach politesch e Statement maachen zu der Problematik vun den Abusen.

Wat jo ganz interessant ass, an den Här Etgen hëlt e bëssen déi Meenungen op, déi esou ëmmer op de Cocktailen hei an der Stad gesot ginn...

(Hilarité)

Une voix.- Och am Éislek!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, do sinn och där dote Leit.

(Hilarité)

Une voix.- Ooh! Wéi eng Leit mengt Der?

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo, gutt Lëtzebuerger.

(Hilarité)

An déi soen… Jo, ech ginn net esou vill op d'Cocktailer wéi Verschiddener vun Iech, dofir… Dat ass awer keng Ursaach, fir net op Cocktailer ze goen. An et ass also eng Ursaach, fir op d'Fro ze äntwerten.

Also, ëmmer erëm gëtt colportéiert duerch d'Land, et géife schrecklech vill Abusë ginn, dass Leit sech géife fiktiv op der Uni Lëtzebuerg aschreiwen, fir u Studiebäihëllefen ze kommen, a se géifen a Wierklechkeet net goen. Dat ass emol deen éischte Punkt, deen ze kucken ass.

Wat interessant ass, dat ass, dass elo dann den Här Adam mat dem Communiqué vun der UNEL kënnt, an dee seet, dat wier jo eng Sauerei, dass 86 Leit hei hir Studiebäihëllefen net méi géife kréien, well se net méi genuch geléiert hunn.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här Minister, dat hunn ech awer net esou gesot.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Hien huet „Sauerei" net gesot.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Neen, Dir hutt… Neen, neen, pardon. Dir hutt d'UNEL zitéiert, an ech hunn...

Une voix.- Neen!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dir hutt vun der UNEL geschwat, an ech hunn d'UNEL zitéiert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Okay, esou ass et gutt.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hunn Iech d'UNEL net an de Mond geluecht, mä Dir sidd mat dem UNEL-Communiqué komm.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Richteg.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hat de Moien eng Pressekonferenz iwwert d'Foire de l'Étudiant, wou ech just gesot hunn: Majo, wa mer wierklech nëmmen… Also, wann et scho schlëmm ass, dass 86 Leit vu bal 15.000 hir Studiebäihëllefe refuséiert kruten, well se net geléiert hunn, da brauche mer awer net méi iwwer Abusdiskussioun ze diskutéieren. Wann dat schonn ze kritiséieren ass, da brauche mer iwwerhaapt net iwwer Abusen ze diskutéieren. Well 86 vu 15.000, dat sinn der net ganz vill!

Elo nach eng Kéier iwwer Abusméiglechkeeten. Déi éischt ass déi: Et schreift ee sech op enger Uni an, ob dat d'Uni Lëtzebuerg ass oder eng aner, an et geet een net dohinner. Net dohinnergoen, dat kënne mer net kontrolléieren. Wat mer kënne kontrolléieren a wat mer kontrolléieren - an da kommen ech scho lues a lues bei déi 86 Fäll -, dat ass, wann d'Semester eriwwer ass - an do muss ech eng Nuance maachen zu deem, wat den Här Adam gesot huet -, da kontrolléiere mer, ob een iwwerhaapt do war.

Dat heescht, do muss een och op der Uni Lëtzebuerg säi Bulletin de notes eraschécken, fir ze weisen, ob een emol iwwerhaapt am Semester seng Exame gemaach huet oder net. Dann ass et natierlech esou, dass ee muss e gewëssent Ermiessen hunn. Dat gëtt gekuckt, well do si jo och d'Länner verschidden. Zum Beispill huele mer do d'Studieregelzäit - wat ee muss gemaach hunn oder net -respektiv e gewëssene Brochdeel vun ECTS-Kreditter, déi een awer muss am Exame kritt hunn. Dat kucke mer nom éischte Semester.

Den Här Adam huet recht ze soen: „Prinzip ass e Joer". Mä woufir hu mer gesot: „Nom éischte Semester gëtt gekuckt, ob ee se fir d'zweet Semester nach kritt."? Majo, well mer eis bewosst waren, dass kéinten Abusë kommen, well déi Abusen, déi ware fréier do, wéi et nach Kannergeld gouf. Do hunn d'Elteren zu de Kanner gesot: „Géi dech op d'Uni Lëtzebuerg aschreiwen an da kréie mir nach d'ganzt Joer d'Kannergeld." An dunn huet awer ni ee mir hei an der Chamber eng Fro gestallt an och net der Familljeministesch eng Fro gestallt. Elo, wann et

d'Eltere waren, da sinn et keng Abusen, wann et d'Studente sinn, da sinn et Abusen?

Dofir hu mer, an dat war e wesentleche Punkt, dee mer och am Gesetz vun 2010 ausdiskutéiert hunn, gesot: „Mir kucken d'Semester." Dat heescht, fir d'Éischt muss een emol, fir Studiebäihëllefen ze kréien - fir zum Här Etgen senger Fro ze kommen -, muss een emol fir d'Éischt eng Aschreiwung op enger Uni virweisen. Déi Aschreiwung heescht och, seng Studiegebühre bezuelt ze hunn.

(Interruption)

Do, wou ee keng… Jo, gutt. Mä et sinn och Unien, wou et méi ass. Mä et muss ee seng Studiegebühre bezuelt hunn.

Et muss ee virum 31. Oktober säin Dossier gefrot hunn. Leider sinn erëm eng Kéier Leit, déi vergiess hunn, den Dossier ze froen, obwuel ech iwwerall Reklamm gemaach hunn, et soll een den Dossier virdru froen.

Da muss een den Dossier eraschécken. Beim Dossier muss d'Aschreiwung sinn. Dann huet ee fir d'éischt Semester seng Bourse respektiv säi Prêt zegutt.

Da kënnt d'zweet Semester. An d'zweet Semester muss een da gekuckt hunn, dass een effektiv schonn d'éischt Semester awer iergendwéi derbäi war. Well wann een d'éischt Semester just ageschriwwe war, fir ageschriwwen ze sinn, da spillt d'zweet Semester net.

Mir hunn - an dat war eng Diskussioun am Gesetz -, mir hunn net an eisem Gesetz gesot, dass, wann ee säi Semester net packt, aus wat fir engem Grond och ëmmer - well et sinn der jo och, déi zum Beispill wéinst Krankheet et net packen oder déi et net packen oder déi ophalen dobaussen, déi am Ausland sinn -, froe mir kee Remboursement.

Mir froe kee Remboursement vun der Bourse - de Prêt ass ze rembourséieren, dee jo largement vum Stat finanzéiert gëtt -, mä de Prêt ass ze rembourséieren.

An dat bréngt mech zu deem anere Punkt vun den Notes gravement insuffisantes. Do ass et esou, dass dat, wéi gesot, 84 Fäll waren d'lescht Joer, op 14.961 Dossieren, respektiv vun deene 579 Demanden, déi refuséiert goufen, waren dat der erëm eng Kéier 84.

Do ass et esou, dass d'Linn bis elo war vum CEDIES: «trois échecs consécutifs ou non-présentation aux examens deux fois de suite». An ech soen Iech, dass ech dat net iwwerdriwwe fannen. An ech soen Iech, dass ech de CEDIES encouragéiert hunn, do méi wäit ze goen, fir ze soen: «deux échecs consécutifs», well jo net nëmmen de Problem d'Bourse ass, déi een net muss rembourséieren, mä et kritt een och nach e Prêt, an dee muss rembourséiert ginn. Mir hunn awer och keen Intérêt, de Leit eng Illusioun ze ginn, si kéinten duerchfalen, duerchfalen, net studéiere goen, an herno musse se awer de Prêt och mat 2% rembourséieren!

Ech stinn also absolut do hannert dem CEDIES, fir ze soen, an deenen dote Fäll huet et kee Wäert méi, fir weider Hëllefen ze ginn. Dat muss ee gesinn, a mir hunn dat och am Gesetz ëmmer gesot. Fir eis ass d'Studieregelzäit x + 1. Dat heescht, e Bachelor vun 3 mécht een a 4, e Master vun 2 mécht een an 3, an esou weider an esou fort. Ech mengen, dass dat nach ëmmer richteg ass.

Dat ass also een Abus potentiel. Een aneren Abus potentiel ass deen, dass een aner Prestatioune kritt. Schaffe goen ass u sech keen Abus. Wann ee schaffe geet, just… Neen, neen, den Abus kënne mer da kréien: Wann ee schaffe geet, muss ee jo seng Revenuen deklaréiere bei eis.

Dat heescht, een, dee schaffe geet, deem seng Bourse gëtt op dat erofgerechent. An ech mengen, dat ass ee Punkt, woubäi et natierlech ass, wéinst dem Dateschutz, dass mir net automatesch Accès hunn zum Dénge vum CCSS, also vum Centre commun. Mä mir maachen heiansdo Cross-checken.

Déi dote Fäll, dass ee géif schaffe goen a sech just fiktiv géif aschreiwen, si mer eigentlech manner geleefeg wéi déi, dass ee sech emol aschreiwe geet an emol kuckt, wat kënnt. Och do ass net ëmmer eng Abussituatioun. Heiansdo geet et eben einfach net op der Uni.

Do wou mer Abusë kënne kontrolléieren, wou mer eng Coopération administrative hunn, dat ass fir ze verhënneren, dass een am Chômage oder am RMG ageschriwwen ass an eng Bourse kritt.

Eng vun eisen Neierungen, déi mer gemaach hunn 2010, un déi ech immens mech gehalen hunn als fréieren Aarbechtsminister, ass déi, dass een och kann, egal wat fir en Alter een huet, Boursse kréien. Well ech déi Situatiounen ëmmer hat mat Leit, déi am Chômage waren an déi gesot hunn: „Ma ech wëll zréck op d'Uni goen, fir en Diplom ze maachen an dann eng Plaz ze fannen." Dann hu mer als ADEM nee gesot, well mer gesot hunn: „Dir musst jo disponibel fir de Marché du travail sinn."

Dat heescht, e Chômeur ka Sue kréien. Wien näischt huet, kritt eng Bourse vun eis. Deen Eelsten, deen zurzäit Sue kritt, ass 62 Joer al, deen och Aides financières vum Stat kritt; mä dann dierf en net Chômage kréien. Do hu mer eng Coopération administrative mat der ADEM a mat dem RMG, also mat deem Ministère respektiv mat där Verwaltung, fir dat ze verhënneren.

Eng aner Abusméiglechkeet, déi schwiereg ënner Kontroll ze kréien ass, dat ass déi vun der Résidence effective, wa Leit hei eng falsch, fiktiv hunn. Heiansdo fënnt een et eraus oder et fënnt een et net eraus. Mir hu keng Polizei an dem CEDIES. Mir hunn net Leit bäigebaut. Mir hu souguer Leit verluer. An ech mengen och net, dass de CEDIES do soll sinn, fir Polizei ze spillen. Mä, wéi gesot, mir kënnen net alles kontrolléieren; heiansdo fanne mer et.

Dat sinn also déi véier potenziell Abusméiglechkeeten.

Déi «résultats jugés gravement insuffisants», do fannen ech, dass dat, wat monéiert ass vun der UNEL, dass dat falsch monéiert ass, an ech stinn do hannert där Décisioun vun dem CEDIES.

Dat Zweet ass d'Résidence fictive. Bon, dat ass esou. Dat fënnt een net ëmmer eraus. Dat war och fréier de Fall.

Drëttens: Abus potentiel mat Chômage, mat RMG, mat Sozialleeschtungen. Dat hu mer ënner Kontroll. Wat d'Schaffen ubelaangt, mussen d'Leit deklaréieren.

Wann do géif een, Här Etgen, elo falsch Deklaratioune maachen, fir ze soen, ech kréien eng Bourse vu 6.500, an en huet awer wierklech pro Mount nach eng Pai vu 6.000, do kéinte mer effektiv déi Bourse reklaméiere goen, well deen hätt jo falsch Indicatioune gemaach.

(Interruption)

Also, do wou reell Abussituatioune sinn, do kënne mer rembourséieren.

Déi aner Fro ass: Mir kucken no all Semester, wéi et no all Semester ass. An dat war eng Neierung, déi mer gemaach hunn opgrond vun 2010, well mer genee woussten, dass virdru Leit ageschriwwe ware bei der Uni Lëtzebuerg, fir dass ee Joer sollt Kannergeld fléissen, ouni dass se awer no der Aschreiwung nach eppes gemaach hunn.

Dann e lescht Wuert.

M. le Président.- Dir misst awer bal zum Schluss elo kommen, Här Minister, well et sinn zéng Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo, dann halen ech op.

M. le Président.- Merci, Här Minister. A mir wären domadder och um Enn vun dëser Froestonn.

Mir kéimen dann elo zum éischte Projet vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6367, eng Ofännerung vum Gesetz géint de Kaméidi. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri an Urbany.

D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer elo schwätzen, ass eng Ännerung vum Gesetz vum 21. Juni 1976 iwwert de Kaméidi.

De Projet ass den 18. November 2011 vum delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank an der Chamber déposéiert ginn. Den 1. Dezember 2011 sinn ech vun der Kommissioun als Rapporteur genannt ginn.

Den Avis vun der Chambre des Salariés datéiert op de 15. Dezember 2011, dee vun der Chambre de Commerce koum de 6. Januar 2012. De Statsrot huet säin Avis den 30. Mäerz 2012 ofginn, an den 18. Abrëll hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl, wouropshin den 19. Juli 2012 Regierungsamendementer ausgestallt goufen.

Dës Amendementer sinn de 25. September 2012 vum Statsrot aviséiert ginn, an och vun deenen zwou Beruffschamberen, déi ech och schonn uewe genannt hat.

De 26. September hu mir nach eng Kéier den Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert, an den 10. Oktober 2012 ass de Rapport an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Wat ass den Objet vun dësem Gesetz? Mam virleienden Text kritt elo d'Gesetz vum 21. Juni 1976…, gëtt et méiglech, verschidde Leit finanziell…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President!

…kréie mer eng legal Basis, fir verschiddene Leit kënne finanziell Hëllefen ze ginn am Kampf géint de Kaméidi.

Dëst ass en Aktiounsplang, deen op d'EU-Direktiv 2002/49 hi virgesinn ass. Genau gesot sinn et Hëllefe fir Isolatioun vun den Haiser, fir dass de Kaméidi net méi esou gutt ze héieren ass. Déi aktuell national Gesetzgebung gesäit dat net esou vir, an dofir ass och en neien Artikel 2 Paragraph 1 am Gesetz vun 1976 derbäikomm, deen heescht „Régime d'aides financières".

Wéi gesäit et an der Praxis aus?

A Fro komme just Haiser, deenen hir Baugenehmegung virum 31. Januar 1986 erdeelt ginn ass, also virum Akraafttriede vum PAP „Aéroport". An dësem Gesetz sinn et jo virun allem déi Haiser aus de Gemenge Betzdorf, Fluessweiler, Hesper, Lëtzebuerg, Nidderaanwen, Sandweiler a Schëtter, well déi am Anzugsgebitt vum Flughafe leien.

An enger éischter Phas sinn dat d'Gebaier, déi am meeschten dem Kaméidi ausgesat sinn. Dat sinn 317 Haiser an 38 Appartementshaiser a Copropriétéit.

Wéi eng Mesurë gëtt et vum Stat, fir finanziell ze ënnerstëtzen?

D'Berodung an d'Verbesserung vun der Geräuschdämmung, déi awer virum Ufank vun den Aarbechte musse mat engem Expert vun der Akustik gemaach ginn. Dësen Expert muss all Aarbechten iwwerwaachen, och fir ze kucken, wat do finanziell ënnerstëtzt gëtt. An och d'Aarbechte selwer, wat d'Isolatioun ubelaangt, ginn ënnerstëtzt.

Wéi eng Aarbechte sinn dat?

Zum Beispill d'Ersetze vun de Fënsteren, d'Isolatioun vun de Rollluedekëschten, d'Abaue vun Entlüftungsanlagen, Tapezéier- a Gipsaarbechten an och den Assainissement vum Daach an den Dallen um Späicher.

De maximale Montant vun deene Subventiounen, dee virgesinn ass, dat sinn 12.500 Euro fir een Haus a 6.250 Euro fir een Appartement.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wuert zu den Aarbechten an der Chamberskommissioun.

A sengem Avis vum 30. Mäerz 2012 huet de Statsrot festgestallt, dass de Projet, esou wéi en déposéiert ass, net mam Artikel 99 vun eiser Verfassung am Aklang ass, dee beseet, dass eng Charge, déi während méi wéi engem Exercice zulaaschte vum Budget geet, just duerch e Spezialgesetz kann agefouert ginn. Vu dass dës Hëllefssystemer, déi duerch dësen Text kommen, vun 2012 bis 2022 solle gëllen, muss laut Statsrot de Projet ofgeännert ginn, wat mer och gemaach hunn. An duerfir waren och déi Amendementer, déi duerno gemaach gi sinn.

Ech denken, dat waren déi wichtegst Aarbechten, déi ech wollt ervirsträichen, wat dëse Projet ubelaangt, an ech géif och heimadder gläichzäiteg den Accord gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen a pertinente Rapport, dee sech haaptsächlech op technesch Aspekter beschränkt huet. Ech mengen, wann hien den Historique vum Dossier Lärmschutz/Findel gemaach hätt, da wier et sécherlech e Bericht ginn, dee méi laang an och méi lieweg gi wier.

Ech wëll drun erënneren, datt an der Vergaangenheet scho ganz vill a kontrovers iwwert d'Problematik vum Kaméidi vum Fluchverkéier diskutéiert ginn ass, besonnesch an der Stad Lëtzebuerg an an de betraffenen Nopeschgemengen. Et wier och interessant, fir méi generell eigentlech iwwert déi Plo vun der ëmmer méi staarker Lärmbelästigung am Alldag ze schwätzen, eng Plo, déi laut Experten ëmmer méi zu Belaaschtung a Krankheete bei de Mënsche féiert.

Bon, de Projet ass awer ugeschloen als Modèle de base, an ech wäert mech also och duerfir net ausféierlech mat där Problematik beschränken (veuillez lire: beschäftegen), net den Historique, mä einfach e puer Remarquë maachen an deene fënnef Minutten, déi ech hunn.

Ech mengen, eppes ass ze bedauere virop, dat ass, datt et awer laang gedauert huet, bis datt mer haut endlech en Text virleien hunn, deen am Sënn vun der Protektioun vun den Awunner ronderëm de Findel ass, wéinstens vun engem Deel vun den Awunner.

Ech mengen, et ass jo och wéi esou oft, datt hei eng europäesch Direktiv den Ausschlag ginn huet, datt mer iwwerhaapt do konkret aktiv gi sinn hei zu Lëtzebuerg. Déi Direktiv staamt aus dem Joer 2002; haut schreiwe mer d'Joer 2012. Zéng Joer sinn also an d'Land gaangen, ier hei konkret Mesurë geholl gi sinn. Dat ass a mengen Aen op alle Fall ze laang. Dat war och sécher net am Intérêt vun de betraffene Bierger, déi jo also do och weiderhin zéng Joer hu missen an deenen Nuisancë liewen. Besonnesch denken ech un déi Leit ganz no um Flughafen, och Hamm, déi jo och hei méi besonnesch concernéiert sinn.

Eng zweet kritesch Fro, déi ee sech ka stellen, dat ass, wéi hëllefräich déi Mesuren elo sinn. Fir d'Awunner ronderëm de Findel virum Kaméidi ze schützen, gesäit jo - de Rapporteur huet et gesot - de Projet de loi vir, datt déi Leit finanziell Hëllefe kréien, fir hir Wunnenge besser géint de Kaméidi ze schützen. Dat kënnen dann nei Fënstere sinn, dat kann eng nei agegipsten Tapéit sinn, dat kann en neien Daach sinn.

Fir dës Aarbechte sinn da maximal - maximal! - 12.500 Euro virgesinn. Wann een awer hei zu Lëtzebuerg d'Präisser kennt fir Aarbechten a Material am Hausbau - zu Lëtzebuerg, mengen ech, kenne mer déi Präisser -, da kann ech mir net gutt virstellen, datt dës finanziell Hëllefe kënnen duergoe bei engem Haus zum Beispill, soen ech, wou ee sechs Fënsteren, aacht Fënstere muss ersetzen, eventuell och nach den Daach muss ersetzen, eventuell e puer Mesurë muss maachen.

Also, et deet mer leed, dat geet sécher net duer. Wann een en Handwierker kennt, e Betrib, deen déi Aarbechte fir manner oder fir 12.500 Euro mécht, sinn ech frou, wann ee mer dee seet, well ech hunn och nach Aarbechte bei mir am Haus ze maachen, da géif ech deen direkt huelen!

(Interruptions)

Bon, an der leschter Zäit geet jo och da Rieds vu sozialer Selektivitéit, an déi Leit, déi also e bësse besser gestallt sinn, déi kënne sech also eng Isolatioun leeschten. Mat deenen 12.500 Euro musse se wahrscheinlech nach eppes dropleeën, mä déi maachen dat dann. Leit, déi awer net esou gutt dostinn, deenen hëllefen och dann net déi 12.500 Euro, wann déi e ganzt Haus mussen isoléieren. Wat maachen déi wahrscheinlech? Déi maachen et vläicht guer net an déi sëtzen also weider am Kaméidi!

Firwat hätt een hei net kënnen d'Geleeënheet notzen, fir dann déi sozial Selektivitéit och eng Kéier unzewennen? Et ass ëmmer schéin, wann een an Interviewen a Sonndesrieden dovunner schwätzt! Wann et konkret gëtt, da kennt kee se méi!

Wann et der Regierung dorëms gaange wier, fir all deene Leit wierklech effizient ze hëllefen, hätt een dat vläicht och méi bei de Fraisen am Detail analyséiert.

Eng drëtt Remarque ass déi betreffend déi Kaméidiskaarten, op déi jo dann d'Gesetz och opbaut. Mir musse wëssen - ech mengen, de Minister Schank kennt dat och -, datt déi zum Deel ganz staark contestéiert waren, wéi se opgestallt gi sinn. Do ware verschidden Normen an Debatten, déi do an der Diskussioun waren, a schlussendlech ass eng geholl ginn, wou een d'Gefill net lassgëtt, datt dat eigentlech déi Kaart ass, déi herno de Stat am bëllegste gëtt.

Ech mengen, méi streng Normen oder Kaarten, déi nach vläicht e bësse méi grouss ausgefall wieren, déi wieren zwar méi am Intérêt vum Schutz vun nach méi Bierger gewiescht, mä déi hätten natierlech dann och d'Regierung ënnert dem Strëch méi kascht, et wier méi deier ginn.

Ech wéilt och drun erënneren, datt d'Kaméidisproblematik net eleng de Fligertrafic betrëfft, mä och de Stroossentrafic an och de Schinnentrafic, an et wier vläicht duerfir och interessant ze wëssen, wéi regelméisseg déi Kaméidiskaar-

ten iwwerschafft ginn a gekuckt gëtt, wat sech verännert huet, well dat ass jo sécherlech de Fall beim Stroosseverkéier. Och beim Zuchtrafic zum Beispill krut ech do eng Rei Kloen.

Ech selwer mierken et och. Zum Beispill am Triage vu Beetebuerg, wat dat ubelaangt, héiert een elo ab eelef Auer owes iwwert de ganze Réiserbann doriwwer eraus e Jiipsen, dat relativ onerträglech gëtt, dat wahrscheinlech nach net erfaasst ginn ass virun e puer Joer, wéi déi Kaarten opgestallt gi sinn, sou datt also och en cours de route, bis déi Kaméidiskaarten opgestallt sinn, ëmmer erëm nei Saache geschéien, an datt déi also misste regelméisseg iwwerschafft ginn.

Ech mengen, dës Remarquë gemaach, wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum Projet erabréngen. Et ass awer keng grouss Begeeschterung bei eiser Zoustëmmung, wéi Der schonns mierke konnt. Et ass eng minimalistesch Démarche vun der Regierung, wou se wahrscheinlech méi ëm hire Budget besuergt war wéi ëm d'Protektioun vun de Bierger.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Marc Spautz, Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech.

Erlaabt mer, mat engen Zitat unzefänke vun der Madame Zsuzsanna Jakab, Regionaldirektesch vun der Organisation Mondiale de la Santé fir Europa: «La pollution sonore n'est pas seulement une nuisance environnementale, mais aussi une menace pour la santé publique.»

Divers Etüde beleeën, dass och Häerzkrankheeten, Schlofstéierungen an aner psychesch Krankheete mat der sougenannter Pollution sonore verbonne sinn.

An deem Sënn begréisse mer, dass mer haut ee Schrëtt weiderkommen, wat de Kaméidi um a ronderëm de Flughafen ugeet. Mat dësem Projet de loi setze mer ee Punkt vum Aktiounsplang iwwert d'Lutte contre le bruit ëm: dee vum Lëtzebuerger Flughafen. Domadder sollen eng ronn 18.000 Leit, déi méi oder manner dem Kaméidi ausgesat sinn, d'Méiglechkeet kréien, eng Ënnerstëtzung vum Stat unzefroen, fir hir Wunnenge lärmdicht ze maachen.

Laut dem Aktiounsplang an dem Gesetz iwwert d'Établissements classés vun 1999 soll och d'Zuel vun de Fligermouvementer ëm 2012 op 76.000 pro Joer limitéiert ginn. Wéi aus de Statistike vun der ANA ervirgeet, ass den Niveau vun de Mouvementer an deene leschte Jore relativ stabil bliwwen. De Minister kann eis vläicht duerno e puer méi rezent Zuelen nennen.

Et ass natierlech schwéier, op enger Säit eng Reduzéierung vun de Mouvementer unzestriewen a gläichzäiteg d'Ekonomie a besonnesch de Secteur vun der Logistik unzekuerbelen. Mir ginn awer dervun aus, dass dat net de Wee opmécht, fir den Nuetsverbuet opzehiewen. Ech ginn elo weider net dorobber an, well dat jo dës Woch nach e puermol hei am Haus zur Diskussioun kënnt.

Här President, doriwwer eraus gesäit d'europäesch Direktiv vun 2002, déi an d'Gesetz vun 2006 eragefloss ass, vir, dass eng Kartografie opgestallt gëtt, net nëmmen, wat de Flughafen ugeet, mä, wéi den Här Berger och elo scho gesot huet, och fir d'Autobunnen an déi wichtegst Zuchstrecken. An enger zweeter Phas soll all fënnef Joer en Update vun dëser Kartografie gemaach gi respektiv och eng Erweiderung vun den Haaptachsen op verschidden Nationalstroossen.

An deem Sënn wëll ech de Minister froen, ob dës Kaarte schonn disponibel sinn.

De Lärmschutz op den Autobunnen an op den Haaptzuchstrecke wäert jo haaptsächlech duerch Lärmschutzwänn realiséiert ginn. Hei wollt ech den Här Minister froen, wéi e gedenkt, dëst unzegoen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech ginn hei och meng Zoustëmmung zu deem Gesetz, wat awer eng relativ beschränkte Wierkung wäert hunn. De Perimeter vun deenen Haiser, déi betraff sinn, dee läit am direkten Afluchberäich vum Findel, et handelt sech ëm 300-400 Wunnengen, déi hei direkt vun deene Moossname betraff sinn. Et sinn och aner Aschränkungen an Agrenzungen an deem Gesetzesprojet hei enthalen, ënner anerem finanzieller Natur, déi och vun der Chambre des Salariés zum Beispill an hirem Avis ervirgehuewe gi sinn.

Ech mengen, a kengem Fall däerf dat Gesetz hei awer eng Excuse sinn, fir den Nuetsfluchverbuet um Findel weider nach opzeweechen. Ech mengen net, dass et drëm geet, Schrëtt ze hale mam Kaméidi, deen eventuell zouhëlt - dat war d'Ausso vum Minister Schank an der Tëleesémissioun „Chamber aktuell". Ech mengen, dass et net däerf dorëmmer goen, fir sech anzestellen op eng weider Ausdehnung vum Fluchkaméidi.

An deem Sënn, mengen ech, ass och op jidde Fall ze begréissen, dass de Stater Gemengerot déi Décisioun majoritär a senger Sitzung geschter geholl huet, fir d'Meenung ze vertrieden - géint d'Regierung, géint och d'CSV am Gemengerot -, et däerft net zu enger Ännerung vun der aktueller Regelung vum Nuetsfluchverbuet kommen.

Mat deene Reserve wëll ech hei meng Zoustëmmung also nach eng Kéier zu deem Gesetz hei soen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany, an d'Wuert kritt den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, ech wollt fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif mer dann erlaben, fir op eng Partie Froen ze äntwerten, well dat Wesentlecht ass am Rapport eis presentéiert ginn haut de Mëtteg.

Fir d'Éischt emol wollt ech äntwerten op déi Fro, datt gemengt ginn ass, déi Aiden, déi wieren net zolidd genuch. Ech sinn do enger anerer Meenung: Ech mengen, datt déi zolidd sinn an ech mengen dat och virun allem vis-à-vis vum Hannergrond, datt een déi Hëllefe kann och mat energeteschen Aidë kombinéieren. Et ass also virgesinn, datt ee kann déi akustesch Mossnamen an déi energetesch Moossnamen kumuléieren. An et ass och esou, datt Effortë fir energetesch an akustesch Isolatioun sech och kënne gutt ergänzen. Dat ass dat Eent.

Dann ass d'Fro gestallt ginn, wou mer mat de Moossnamen „antibruit" am Kontext vun der Strooss a vun der Bunn dru sinn. Also, bei den Autobunne sinn eng Partie Plazen identifizéiert ginn, wou och Chantieren an Zunkunft virgesi sinn, an da ginn am Kader vun deene Chantieren Antibruit-Moossnamen integréiert respektiv am Virfeld geplangt.

Bei der Bunn si gréisser Projeten ugekënnegt, dat hutt Der och vläicht an der Vergaangenheet matkritt, zum Beispill Schëffleng. Oder och d'CFL huet eng Partie technesch Moossname virgesinn: Viru Kuerzem konnt ech derbäi sinn, zesumme mam Claude Wiseler, wéi en Zuch virgestallt ginn ass, wou Tester gemaach ginn, dee méi lues sech iwwert d'Schinne beweegt, nei Bremsbléck, déi nach am Test an Europa sinn, mä an Zukunft wesentlech Verbesserunge kënne bréngen. Eng Moossnam ass och de Viaduc vun Esch, dee jo sanéiert gouf. An d'CFL mécht och a puncto Entretien vum Material eng ganz Partie Efforten.

Dann ass - vläicht nach zum Schluss - d'Iwwerschaffe vun de Kaarten ugeschwat ginn. Och dat Iwwerschaffen ass effektiv virgesinn, an de Comité de pilotage du bruit, dee wäert och déi éischt Propositiounen do an deenen nächste Méint virgestallt kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6367 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6367 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6367 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwer e Label écologique. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

6. 6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister - Dir Häre Ministeren -, dee virleiende Projet de loi setzt déi europäesch Direktiv N°66 vum 25. November 2009 an nationaalt Recht ëm. Mat dem Gesetzesprojet ginn eng Rei Modalitéite bei der Ëmsetzung an de Sanktiounen an Zesummenhang mat dem europäesche Label fir d'Ëmwelt ëmgesat.

Et soll nach drop higewise ginn, dass schonn am Joer 2000 eng Revisioun vun deem gemeinschaftleche System an där Zäit mat dem Vergi vun Ëmweltzeeche geholl gouf. Deemools stoungen d'Ënnerstëtzung vu Produkter, déi eis Ëmwelt protegéieren, an hir Awierkungen duerch den Asaz am Mëttelpunkt. Fir ganz komplett ze sinn, muss ee soen, dass d'Aféierung vun dem Ëmweltlabel eng direkt Suite vun der Rio-Konferenz 1992 war.

Den Ëmweltlabel selwer stellt domat ee wichtege Bausteen an der nohalteger Entwécklung vun der europäescher Ëmweltpolitik duer. Am Laf vun dem leschte Jorzéngt ass awer festgestallt ginn, dass dee System revidéiert muss ginn, well ee mëttlerweil nei wëssenschaftlech Erkenntnisser kritt huet.

Wéi ugedeit, sollen déi negativ Impakter op d'Ëmwelt an op d'Gesondheet vun de Mënsche reduzéiert ginn an doriwwer eraus déi natierlech Ressourcë geschount ginn. Virun allem muss de Public iwwert den Ëmweltlabel méi ënnerriicht ginn, an dat op nationalem an europäeschem Plang.

Den 29. Mäerz dëst Joer huet den delegéierte Minister fir d'Ëmwelt de Projet de loi hei an der Chamber déposéiert. D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis erabruecht, genau wéi de Conseil d'État mat Datum vum 12. Juni dëst Joer. Den Avis complémentaire vum Statsrot ass de 25. September analyséiert ginn, an de Rapport ass de 17. Oktober an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Wann ee sech den europäesche Bannemaart méi genau ukuckt, da gesäit een, dass bal 20.000 Produkter an Déngschtleeschtungen dësen Ëmweltlabel no deem ale System droen. Dat kënnen ënner anerem elektresch Geräter, Pabeier, Textilien oder touristesch Hébergementsservicer sinn. Et ass wichteg ervirzehiewen, dass d'Kritären, fir den Ëmweltlabel ze verginn, no wëssenschaftlechen Erkenntnisser ausgeschafft ginn a goufen.

Et ginn hei am Speziellen déi eenzel Ëmweltaflëss bei der Produktioun, bei dem Verbrauch, bei dem Gebrauch a bei der Eliminatioun a Betruecht gezunn. Et sollen och ganz speziell déi gefäierlech Substanzen duerch manner gefäierlecher ersat ginn, an den nohaltege Gedanke soll méi respektéiert ginn. Virun allem soll d'Gesondheet vun de Konsumenten vill méi am Vierdergrond stoen, an déi sozial Standarden, virun allem d'Anhale vun de rechtlechen Aarbechtsbedéngungen, sollen eng wichteg Bedeitung kréien. An et dierfen och keng Versich méi un Déieren duerchgefouert ginn.

Dir gesitt also, et geet hei ëm eng ethesch, sozial, technesch a wirtschaftlech Approche.

E puer Bemierkungen aus dem Rapport: Fir dass e Land den Ëmweltlabel bei sech applizéieren dierf, muss en Organisme geschaffe ginn, dee sech där Aufgab unhëlt. All Betriber, déi den Ëmweltlabel fir hir Produkter oder Déngschtleeschtunge kréie wëllen, mussen eng Demande bei dësem nationalen Organisme erareechen. Deen deelt dann deenen EU-Memberlänner, wou zum Beispill de Produzent säi Produkt vermaarte wëllt, dëse Wonsch mat.

Sinn all d'Konditiounen erfëllt, an 30 Deeg no dem Erabrénge vun dem Avis vun dem kompetenten Organisme kënnen de Ministère an de Produzent e Kontrakt mat alle Modalitéiten ënnerschreiwen. An domat gëllt den Ëmweltlabel als verginn.

De kompetenten Organisme hei am Land ass bei eis eng Kommissioun, an där d'Ministèrë vun der Ëmwelt, de Classes moyennes a vun der Wirtschaft vertruede sinn. D'Redevancen, déi aus dem Kontrakt erauskommen, fléissen an de Statsbudget.

E wichtege Punkt ass d'Opsiche vun Infractiounen, wann ee géint de Geescht vum Ëmweltlabel verstéisst. Do sinn am Gesetzesprojet eng Rei vu Fonctionnaren opgezielt, déi dës Missioun iwwerhuele sollen. Déi mussen eng speziell Formatioun matmaachen, esou dass si méiglech Infractioune sécher feststelle kënnen. Si dierfen dës Aufgab awer nëmmen op dem Territoire vun eisem Land ausféieren.

E puer Beispiller zur Illustratioun: wann een zum Beispill den Ëmweltlabel benotzt, bevir d'Attributioun erfollegt ass; wann een den Ëmweltlabel an enger Reklamm matbenotzt ouni Erlaabnis; wann en Ëmweltlabel agesat gëtt, deen awer net den offizielle Logo dréit - et ass normalerweis..., oder et ass déi europäesch Blumm mam Europastär -, oder wann een en Ëmweltlabel op e Produkt setzt, obschonn dëst Produkt dat iwwerhaapt net verdéngt.

Wann eng Infractioun festgestallt ginn ass, dann däerf de Beschëllegte bannent dräi Méint e Recours beim Tribunal administratif erareechen. De Gesetzesprojet hat wuel 40 Deeg virgesinn, awer de Statsrot huet sech fir déi dräi Méint ausgeschwat, dat am Sënn vun enger Harmoniséierung vun den Délaië fir e Recours.

Als Konsequenz awer vun enger Infractioun sinn och penal Sanktioune virgesinn. Dëse Montant kann tëschent 251 Euro an 12.500 Euro bedroen.

Dass mir ons mat dem Asetze vun dem Ëmweltlabel an der Europäescher Kommissioun (veuillez lire: Unioun) no deem neie Prinzip nach schwéierdinn, gëtt doduerch ervirgestrach, dass eréischt 1.300 Ëmweltlabelen op Produkter an Déngschtleeschtungen am Joer 2011 attribuéiert goufen. Dat sinn der relativ wéineg.

Dat hänkt awer domat zesummen, dass d'Entreprisen, déi dëse Schrëtt maache wëllen, eng ganz Rei vun Démarchë mussen ënnerhuelen. An da musse se och nach eng Rei vu Redevancë bei der Demande vun net manner wéi 200 Euro bis 1.200 Euro maximal bezuelen. D'Entreprisen awer, déi schonn eng Zertifikatioun 14000 (veuillez lire: ISO 14001) droen, déi kënne mat engem Rabatt vun 20% rechnen.

Wann d'Entreprisen dann den Ëmweltlabel op hiert Produkt gesat hunn, da musse se all Joers eng Redevance an der Héicht vu maximal 1.500 Euro bezuelen, an dat schreckt se natierlech of. Am Fall vun enger sougenannter Microentreprise bedréit déi Redevance awer nëmmen 350 Euro.

Hei am Land, Dir Dammen an Dir Hären, hu mir nach keng Entreprise, déi den Ëmweltlabel nom neie Prinzip - dat ka jo net sinn, well haut ass et jo, wou dat Gesetz a Kraaft trëtt - op hire Produkter oder Déngschtleeschtungen ugefrot huet. Mir hoffen op alle Fall, dass et Betriber gëtt, déi dat op hire Produkter an Déngschtleeschtunge wäerten ufroen.

Wéi gesot, d'Avisë vun de Beruffskummere waren alleguerte positiv a si hu sech domadder just an engem Punkt net erëmfonnt méi, well si elo net méi an deem Organissem vertruede sinn, deen den Ëmweltlabel da vergëtt.

Dës Bemierkunge gemaach, bréngen ech dann den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, awer ganz pertinente Bericht.

Ech mengen, d'Iddi vum Label ass jo, fir de Konsument ze incitéieren, fir sech méi nohalteg ze verhalen, méi nohalteg anzekafen. Dat ass also eng gutt Saach.

Dat Eenzegt, wat ech mech froen, dat ass: Wëssen alleguerten d'Bierger dobaussen, d'Konsumenten, datt et esou Labele gëtt a wat se heeschen, bedeiten? Duerfir vläicht meng Fro un den Nohaltegkeetsminister: Ass vläicht dru geduecht ginn, eng Kéier eng Aktioun ze starten, fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg dorobberhin ze sensibiliséieren?

Dat gesot, géif ech awer dann och den Accord vu menger Fraktioun fir dee Projet abréngen.

Merci!

M. le Président.- Merci, Här Berger. Da kritt nach d'Wuert den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech.

Dee säit 1992 agefouerten europäeschen Ecolabel berout op enger globaler Approche, dat heescht, dass net nëmmen déi fäerdeg Produkter, mä och déi ganz Fabrikatiounskette mat a Considératioun geholl gëtt. Et ass och kee secteurspezifesche Label, wéi zum Beispill den Ecolabel fir d'Lëtzebuerger Tourismusbetriber, dee säit 1999 geziilt den ëmweltfrëndlechen a sozialverträglechen Tourismus hei am Land fördert.

Den Ecolabel ka besonnesch a Krisenzäiten zu engem vun den Haaptpiliere gi vun der „green economy", well domadder direkt an och indirekt d'Recherche fir Produkter a Servicer méi op dat Nohaltegt gestalt ka ginn an och nach méi staark entwéckelt ka ginn. Duerfir ass et wichteg, dass den Ecolabel souwuel un d'Betriber wéi och un de grand Public proaktiv weidervermëttelt gëtt, wéi den Här Berger och elo grad gesot huet.

Den Ecolabel ass net nëmmen e Garant vun enger nohalteger Politik, mä och vun enger sozialbewosster Responsabilitéit, zum Beispill wat d'Aarbechtsnormen ugeet. Dem Konsument kënnt dat och zegutt, well Transparenz geschafe gëtt an hien domat bewosst e Choix ka maachen, a wat a wiem e säi Vertrauen zouwennt.

An deem Sënn begréisse mir, dass dëse Label op seriöe wëssenschaftleche Studië berout an och op ganz héich Kriterië setzt. Europawäit ass d'Ufro an deene leschte Joren zolidd geklommen, vu sechs Lizenzen am Joer 1996 op 1.357 am Joer 2011, Tendenz ass elo kloer steigend. Virreider hei ass Italien, déi e bësse méi wéi d'Halschent vun de Lizenzen hunn. Allerdéngs kann een hei zu Lëtzebuerg kucken, do huet dësen Ecolabel nach kee grousse Succès.

Wéi dat an der Kommissioun ugeklongen ass, gëtt et eng 271 Produkter hei am Land, déi dëse Label droen, allerdéngs nëmmen importéiert sinn. Et gëtt also nach deemno keng Lëtzebuerger Produkter mat dem Ecolabel. Bei de Servicer ass de Bilan gradesou schlecht. Et ass keng Lëtzebuerger Firma, déi dëse Label dréit, och wa vill Effortë gemaach ginn am Beräich vun der RSE, der sougenannter „responsabilité sociale des entreprises". Duerfir wëll ech hei vläicht den Här Nohaltegkeetsminister froen, wat e gedenkt ze ënnerhuelen, fir den Ecolabel hei am Land bei de Lëtzebuerger Betriber méi ze promouvéieren.

Och wann een als Konsument et net ëmmer einfach huet, sech an all deene Labelen erëmzefannen, begréisse mer awer als LSAP dëse Projet de loi. Ech ginn domat och den Accord dozou a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Da kritt nach d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Jo, Här President, och vu mir e Merci un de Rapporteur fir säi gewinnt detailléierte Rapport, wou alles gesot gouf. Ech géif mer da just erlaben, op déi Fro ze äntwerten.

Ech deelen de Wonsch vu verschidden Deputéiert, déi elo viru mir geschwat hunn, a wat mer och an der Kommissioun iwwregens diskutéiert hunn, fir verstäerkt fir dëse Label ze sensibiliséieren. An d'Reglement gesäit an engem Artikel eng Promotioun vir, an dat a Kooperatioun mat der Kommissioun. An ech denken, datt dat och dee richtege Wee wier. Ech hu mer virgeholl, eleng fir déi nächst (veuillez lire: op engem vun deenen nächsten) Ministerréit, fir dat zum Sujet ze maachen, fir datt een europawäit eng Promotioun fir dee Label géif maachen. Ech mengen, datt dat sënnvoll wier.

Fir de Rescht Merci fir d'Zoustëmmung vun der Chamber!

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6419 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6419 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Exploitatioun vu Schifergas am Süde vum Land ugefrot. D'Riedezäit ass laut Artikel 84 zweeten Alinéa festgehalen a gesäit Folgendes vir:

Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Bis elo hu sech ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Negri, den Här Henckes an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

7. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au sud du Luxembourg

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, also Ulass vun dëser Heure d'actualité war eng Konferenz op der Lëtzebuerger Uni mam Titel „Schiefergas - eine Lösung für die Energieprobleme der EU". Dës Konferenz gouf mat Ennerstëtzung och vum LSAP-Europadeputéierte Robert Goebbels organiséiert.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Deeselwechten Här Goebbels huet och gläichzäiteg gefuerdert, mir missten hei am Lëtzebuerger Land no deem Schifergas bueren, well mer effektiv am Süden esou geologesch Schichten hunn, an domat hätte mer en Deel vun eiser Energieversuergung geléist.

Et ass jo net aussergewéinlech, dass op der Uni en Thema opgegraff gëtt an och diskutéiert gëtt, an et ass och net ongewéinlech, dass e Politiker do mat involvéiert ass. Bedenklech stëmmt et eis awer, wann - an dat ass eng Hypothees - d'Positioun och nach vun der Lëtzebuerger Regierung oder vum sozialistesche Wirtschaftsminister géif mat ënnerstëtzt ginn, well wëssend, dass awer mam Schifergas - wann ee sech e bëssen informéiert huet - ganz schlëmm ëmwelt-, gesondheetspolitesch, awer och wirtschaftlech Bedenke sinn.

Gradesou bedenklech, musse mir awer och soen, fanne mer, dass och d'Uni Lëtzebuerg sech hei mat dropgesat huet,…

(Interruption et brouhaha)

…besonnesch, wann dat Thema och esou eesäiteg dann ouni kritesch…

(Interruption et brouhaha)

…Begleedung besicht gouf.

(Interruption)

Duerfir ass et jiddefalls aus grénger Siicht richteg - an Dir kritt Zäit herno, Är Positioun hei kënnen duerzeleeën -, an duerfir ass et wichteg, dass mer och hei an der Chamber eng Kéier ganz kloer eis Positioun duerleeën, a jiddwer Partei a Sensibilité politique ka sech jo dann hei zu Wuert mellen. Et ass wichteg, dass mer och hei a Lëtzebuerg eng Positioun dozou bréngen, besonnesch och, wann an Europa eng ganz staark industriell Lobby sech opgebaut huet, fir dëser Technologie e méi grousse Stellewäert zoukommen ze loossen, fir Fördergelder an och Fuerschungsgelder an deem Beräich ze mobiliséieren.

Net méi spéit wéi haut de Moien hutt Der och vläicht an der Zeitung gelies, dass d'USA ganz massiv an déi Technologie wëllen eragoen. D'IEA, also d'International Energieagence, seet souguer, an et ass och op „Spiegel online" ze liesen haut, dass d'USA deels vun engem haut Uelech-a-Gas-Importland zu engem Gas-an-Uelech-Exportland sech kéinten entwéckelen, mat awer och gläichzäiteg verheerende Konsequenze fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet an den USA selwer an awer och do - Schifergas ass näischt aneschters wéi natierleche Methangas - Auswierkungen op d'CO_2-Problematik op der Welt.

Wat ass dann elo Schifergas? Ma vläicht ganz kuerz: Schifergas ass soss näischt aneschters wéi Gas, deen nach a Gestengsformatioune gebonnen ass, deen u sech net wéi dee konventionelle Gas sech iwwer Joerdausende vu Jore fräi gemaach huet, dee sech dann an enger Caverne ageschloss fillt, wou uewen iwwert där Caverne awer eng dicht Formatioun ass, wou de Gas net duerchkënnt, an doduerch ass et méiglech, ouni Weideres duerch eng méi oder manner einfach Buerung un dee Gas erunzekommen.

Dergéint ass awer Schifergas, deen och nach „onkonventionelle Gas" genannt gëtt, e Gas, dee sech nach am Steen befënnt. A fir kënnen aus där Formatioun, där geologescher Formatioun dee Gas erauszekréien, muss mat immens héijem Drock e Waasser-Sand-Gemësch eragedréckt ginn, an net nëmmen e Waasser-Sand-Gemësch, mä och gläichzäiteg eng Onmass vu Chemikalien, fir dee Gas dann dee Moment lasszekréien. An Dir wësst, wa mer mat Drénkwaasser an den Ënnergrond erabuere mat gläichzäiteg Chemikalien, dass d'Auswierkungen op de Mënsch an d'Ëmwelt enorm sinn. Dëst Verfahre gëtt „fracking" da genannt, fir eben déi Gase kënne fräi ze maachen.

Wat hu mir heimadder ze dinn? Ma mir hei a Lëtzebuerg hunn esou Schichten. Déi Schichte sinn op der Uewerfläch, déi sinn ze fannen tëschent Beetebuerg a Péiteng. An am Ënnerscheed zu anere Länner befënnt sech awer déi Schicht op der Uewerfläch hei a Lëtzebuerg. Wa mer do e „fracking" géife maachen, wär dat alles aneschters wéi „fracking", dat wär gläichzäiteg e Fräisetze vun deem Gas einfach an d'Ëmwelt, also mir hätten absolut guer näischt do gemeng.

Wann elo den Här Goebbels seet, mir missten dat hei a Lëtzebuerg ubueren, da muss ech scho bal soen: vu kenger Sachkenntnis getrübt, well et ass einfach technesch net méiglech, well iwwert där Schicht sech eng aner Schicht muss befannen, déi dicht ass, fir kënnen de Gas opzefänken. Duerfir ass et technesch guer net méiglech hei am Land.

Duerfir kann een och soen: Okay, gutt, hei am Land ass kee Schifergas opzeweisen, also kënne mer et vum Thema erofhuelen. Deem ass awer net esou. Deem ass net esou, well et ass eng europäesch Ausriichtung. Et ass eng europäesch Ausriichtung, a mir mussen eis och als Lëtzebuerger Land dozou positionéieren, well déi Schicht, déi sech hei a Lëtzebuerg befënnt op der Uewerfläch, déiselwecht Schicht ass, déi kontinuéierlech erof bis ënnert de Paräiser Becke geet, sou dass a Louthrengen oder zu Paräis selwer déi Gasquellen duerch „fracking" erschloss kéinte ginn, well a Louthrenge respektiv zu Paräis déi néideg Schicht uewendriwwer ass, fir dee Gas opzesammelen an dann duerch konventionell Buerungen ze erschléissen.

Mir mengen, dass déi Auswierkunge fatal sinn. Fatal fir d'Ëmwelt! Et brauch ee sech nëmmen dat unzekucken, wat an Amerika momentan lass ass, net nëmmen aus Drénkwaasserschutz, well et gëtt Drénkwaasser mat benotzt, fir dat Waasser-Sand-Gemësch do an de Buedem eranzedrécken, mä och déi sëlleche Chemikalien, déi do mat eragedréckt ginn.

Do kann et vläicht à la limite nach goen, well - Dir wësst - Amerika ass e Land vu wäitem Ausmooss, ouni dass eng dicht Bevölkerung do opzefannen ass. Hei a Lëtzebuerg respektiv Paräis oder an anere Länner hei an Europa ass dat praktesch net méiglech, well einfach vill méi eng dicht Bevölkerung hei virzefannen ass.

Och ekonomesch, an dat kann een och haut noliesen a verschiddene Presseorganer, ass et net méiglech, oder ass et ganz zweifelhaft, ob et iwwerhaapt wirtschaftlech notzbar ass.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An et ass och dat, wat mer kritiséiert hunn: dass den Europadeputéierte Goebbels net onbedéngt heihinnerkomm ass, fir hei a Lëtzebuerg dat ze verdreiwen, mä éischter well e mat polnesche Bierger hei zu Lëtzebuerg war, polnesche Lobbyisten u sech fir déi Technologien, fir Finanzquellen ze mobiliséieren, fzu a ganz groussem Deel ganz problematesch virgaange gëtt.

Wat verlaange mer? Mir verlaangen effektiv, dass d'Lëtzebuerger Regierung massiivst op europäescher Ebene sech asetzt, dass dee Schifergas och an Europa net weider bedriwwe gëtt, well d'Auswierkunge wierklech fatal si fir d'Ëmwelt an och d'Gesondheet. Awer och aus wirtschaftlechen Iwwerleeunge menge mer, dass et net opportun wär, haut an déi Richtung ze goen. Vun der Klimaproblematik aus duerch d'Ressource CO_2 oder duerch d'Ressource vu Schifergas, wat jo op Basis vu Methan ass, mengen ech, ass et och net sënnvoll, an déi Richtung ze goen.

Firwat solle mer dat och hei thematiséieren? Firwat ass et wichteg, dass mer an Europa intervenéieren? Ma, net méi spéit wéi den 21. November sinn am Europaparlament zwee Bericht op der Dagesuerdnung, ee Bericht aus dem Ëmweltausschoss an en zweete Bericht aus dem Wirtschaftsausschoss. Den Ëmweltbericht ass ganz kritesch zum Schifergas, an de Wirtschaftsbericht, dee beaflosst ass duerch d'Schifergaslobby, deen ass méi positiv.

Duerfir fuerdere mir, verlaange mir an hoffen dat, dass eis Deputéiert - an do wär ech frou, wa mer d'Ënnerstëtzung vu sämtleche Parteien hätten - wierklech Positioun do huelen, Positioun am Europaparlament, fir d'Schifergasproblematik wierklech endlech seriö ze huelen an net einfach an déi Richtung ze goen.

Mir hunn eng aner Optioun. An ech mengen, mat der „Strategie 2020" hu mer, huet Europa eng Strategie ugeholl, déi hiresgläichen an der Welt sicht. Mir musse se just an alle Konsequenzen duerchféieren. Et si Chancen a ganz ville Beräicher.

Ech brauch nëmmen op gëschter Owend hinzeweisen. Ech hat d'Chance, dem Ëmweltminister aus Däitschland dann nolauschteren ze goen, deen eng ganz Rei Plädoyere fir déi Energieversuergung duerbruecht huet. Ech mengen, mir hunn do Chancë fir eis Wirtschaft. Eis Wirtschaft brauch déi Stäip vun enger breeder Innovatioun. An déi Innovatioun, déi kënnt duerch erneierbar Energien. Mir wäerten, mir brauchen eis do näischt virzemaachen. Déi Däitsch wäerten eis de Wee do opweisen a mir solle si begleeden do derbäi. „Europa 2020" huet de Wee mat opbruecht. Ech denken, dass déi Schifergasproblematik e grousse Problem duerstellt.

Ech hoffen, dass d'Regierung an déi Richtung matdenkt an dass och gläichzäiteg déi sëllech Parteien, déi haut de Mëtteg och nach Stellung dozou huelen, och déiselwecht Iwwerleeung huelen a fir eng aner Zukunft plädéieren, nämlech eng mat enger CO_2-fräier Energieversuergung, a fir de Wee op erneierbar Energien.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henri Kox. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger Zäit vum Ëmbroch. Dësen Ëmbroch betrëfft och eis Energiepolitik. Mir probéieren, fir ëmmer méi a Richtung vun erneierbaren Energien ze goen, mä dat kascht Suen. Vill Sue ginn an d'Entwécklung vun den erneierbaren Energië gestach, an dës Käschte ginn dann op d'Konsumente weidergeleet. D'Resultat ass, dass ëmmer méi Privatleit Schwieregkeeten hunn, fir hir Energierechnungen ze bezuelen.

Do kléngt d'Diskussioun iwwert de Schifergas fir munch ee wéi d'Rettung aus dëser Situatioun. Mä grad an dëser Situatioun ginn d'Meenunge wäit auserneen. Fir verschidde Leit ass de Schifergas déi Léisung, fir eis onofhängeg ze maache vun den aktuelle fossilen an atomaren Energiequellen. Zu dëse Leit gehéiert ënner anerem den europäeschen Energiekommissär. Fir aner Leit ass d'Gewannung vu Schifergas éischter problematesch aus ëmwelttechnesche Grënn. Den europäeschen Ëmweltkommissär vertrëtt och dës Meenung.

Mä wéi gesäit et dann hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt aus a puncto Schifergas? Hu mir Potenzial oder net? A wa jo, wou läit de Schifergas? An ass en einfach ze gewannen oder net? An de 50er an an den 90er Jore goufe verschidde geologesch Etüden hei zu Lëtzebuerg gemaach. Laut dësen Etüde gëtt et ee 50 Meter décken Tounsteen, dee vu Péiteng bis Beetebuerg geet. Déi ënnescht zéng Meter bestinn aus Uelechschifer, aus deem eventuell kéint Schifergas gewonne ginn.

Mat den aktuellen Technike gëtt Waasser mat Sand a chemesche Substanze gemëscht a mat héijem Drock an de Buedem gepresst. Doduerch gëtt de Steen ënnerierdesch opgebrach. Duerno ginn d'Waassermëschung an de Gas ofgepompelt. Dat Ganzt geschitt ënnerierdesch an eng natierlech geologesch Barrière aus Gestee verhënnert, dass d'Chemikalien an de Gas un d'Uewerfläch kommen. Dës Technik dréit den Numm „fracking".

Et ass awer elo esou, dass zu Lëtzebuerg déi natierlech Barrière aus Gesteen net do ass an dass doduerjer d'Method vum „fracking" net kann hei zu Lëtzebuerg ugewannt ginn. Et muss een nämlech wëssen, dass d'chemesch Substanzen, déi benotzt ginn, fir an de Buedem ze pressen, toxesch a kriibserregend sinn.

D'Géigend zwësche Péiteng a Beetebuerg ass déck bewunnt. Et ass evident, dass do déi ëmstridden Technik vum „fracking" net kann ugewannt ginn. Och wann aner Länner wéi Amerika massiv Schifergas ofbauen, esou muss een awer wëssen, dass dëst a Regioune geschitt, an deene keng Leit wunnen. Erfahrungswäerter weisen, dass d'Konsequenze vum Ofbau vu Schifergas op d'Ëmwelt an d'Bevölkerung alles anescht wéi onbedenklech sinn.

Als CSV-Fraktioun sti mir fir eng nohalteg Energiepolitik. Dës dierf awer keng potenziell gesondheets- an ëmweltschiedlech Methode beinhalten. Dofir kënne mir als Fraktioun zum jëtzegen Zäitpunkt net den Ofbau vum Schifergas mat der aktueller Method vum „fracking" ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. En Débat iwwert d'Froe vun Energie an Ëmweltschutz am Parlament ass sécher emol interessant, well et erlaabt, datt déi eenzel Parteie kënne kloer Stellung zu engem Sujet huelen aus dem Beräich Nohaltegkeet. An d'Fro vun der eventueller Exploitatioun vu Schifergas oder -uelech zu Lëtzebuerg kann een an dësem Sënn begréissen. Ech sinn awer net onbedéngt der Meenung, datt et eng eminent an eng urgent Fro fir Lëtzebuerg ass, déi sech hei stellt.

Ech mengen, e sozialisteschen Europadeputéierten huet do mat Hëllef vun enger - ech ka bal soen - dubiéiser polnescher Lobby rezent e bësse waarm Loft gemaach zu deem Sujet.

(Interruption)

An ech sinn der Meenung, datt mir als Parlamentarier, als Parlament hei net ëmmer missten direkt op esou eppes erafalen, eis mat esou Spillercher provozéiere loossen.

Mä dat gesot, huelen ech awer gäre Stellung am Numm vun der DP, kuerz awer och kloer Positioun zu deem Sujet. Ech ginn elo net weider op déi technesch Detailer an. D'Virriedner hunn dat scho gesot, wéi déi ganz Exploitatioun géif duerchgefouert ginn. Villméi wéilt ech nach eng Kéier ganz kuerz op déi verschidde Geforen hiweisen, déi esou eng Technik géif mat sech bréngen.

An ech géif zitéieren aus engem Rapport vun der europäischer Generaldirektioun Interne Politikbereiche, Fachabteilung Wirtschaft und Wissenschaft, déi sech mat där Fro beschäftegt huet an déi jo a priori net als Ëmweltlobby ze gesinn ass. Ech zitéieren elo net alles, mä e puer Extraiten. Op Säit 80 steet do: „unvermeidbare Auswirkungen auf die Umwelt, hohe Risiken, erhebliche Gefahren für Umwelt und menschliche Gesundheit, enormer Flächenverbrauch, Unfälle, Grundwasserverschmutzungen, unkontrollierte Rissbildungen", dann och nach: „Einspritzung toxischer Chemikalien in den Boden müsste verboten werden". Si schwätzen do vu 0,5 Liter Chemikalië pro Quadratmeter, déi missten agesprëtzt ginn, an esou weider.

Ech mengen, ouni elo all déi Geforen en détail ze beschreiwen, kann een am Résumé soen, datt esou eng Technik vum „fracking" enorm géif d'Landschaft verschampeléieren, verbrauchen. Massiv géifen toxesch Chemikalien an de Buedem gepresst ginn, geologesch Schichte géife belaascht an destabiliséiert ginn, d'Grondwaasser géif staark belaascht ginn an och, wann een dat Waasser géif erëm mat Pompelen eropsuckelen, ass dat e problematescht Ofwaasser, dat eis Kläranlagen net kéinte propper maachen. Hei kéint ech eigentlech da schonns d'Thema ofhaken, well kloer ass, datt esou e Prozedere extrem negativ Konsequenze fir d'Ëmwelt huet.

Bon, och am Süde vu Lëtzebuerg fënnt ee geologesch Schichte mat Äerduelech, Äerdgas, déi een also laut dem sozialisteschen Deputéierten duerch „fracking" misst exploitéieren. Ech froe mech einfach oder ech wéilt hie froen: Wéi stellt hie sech dat da konkret vir, datt an deem dicht besiedelte Süden nach zwëschen de Stied an den Dierfer an de Stroossen an der Eisebunn do de Buedem wéi Schwäizer Kéis dann nach géif duerchlächert ginn, fir iwwerall do Chemikalien an de Buedem eranzepompelen, fir do e bësse Gas erauszehuelen?

Vläicht weess och de sozialisteschen Deputéierten net, datt ënnert dem Süde vum Lëtzebuerger Land - et sinn der och vläicht nach vill hei, déi dat net wëssen - en enorm groussen Drénkwaasser-Reservoir ass: E regelrecht Mier vu propperem Grondwaasser ass ronn 300 Meter ënnert dem Süde vun eisem Land ze fannen. Ënner anerem gëtt dee Reservoir och benotzt, fir de Béier mat dem sëffege Secret hierzestellen. Eleng dat wier schonn eng Ursaach, fir ni unzefänken, do an de Buedem mat Chemikalië piddelen ze goen, fir eis dee sëffege Secret do ze erhalen.

Bref, ech mengen, et wier also komplett onverantwortlech, fir unzefänken am Süden…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …dass d'Prioritéiten…

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Henckes, Dir hutt herno nach Geleeënheet, fir eis Är Positioun duerzeleeën.

Ech mengen, et ass einfach komplett onverantwortlech, fir drun ze denken, elo unzefänken am Süde vum Land, wou och nach en Drénkwaasser-Reservoir ass, do iwwerall Chemikalien eranzesprëtzen, fir do dann iergendwellech minimal Reserve vun Äerduelech ze exploitéieren.

Ech mengen, wa mer eis als Parlament kloer dergéint ausgeschwat hunn, fir zum Beispill CO_2… Mir hate jo rezent och e Projet de loi, wou mer gesot hunn: Mir wëlle keen CO_2 an eise Buedem drécken, da fänke mer och elo net un, dann aner Chemikalien an de Buedem ze stoppen, wéi een dat da géif mat enger Technik wéi „fracking" maachen.

Et ass vum Ëmweltschutz hier net verantwortlech, mä och ekonomesch a klimapolitesch ergëtt d'Exploitatioun vu Schiferuelech guer kee Sënn. Et huet ekonomesch kee Sënn. Och do kéint ech nach eng Kéier en Zitat aus deem Bericht huelen. Ech maachen dat elo net. Mä si soen och do einfach, datt déi Reserven awer relativ kuerz bemooss sinn hei an deem Deel vun Europa, extrem beschränkt sinn, an datt dat also mëttel- a laangfristeg keng Garantie wier, fir hei d'Energieversuergung ofzesécheren. Wann et souguer also eng propper Technologie wier - wann, mä et ass jo awer keng! -, mä souguer da wier den Opwand einfach ze grouss, fir herno en ekonomesche Benefiss dovunner ze hunn. An et wier och keng Energieofsécherung.

Ech mengen, virun allem géif hei en desastréist, falscht Signal erausgoen. D'Zukunft vun der Energieversuergung, déi läit net an der Exploitatioun vun Uelech oder Gas am Buedem, mä déi läit an den alternativen, an den erneierbaren Energien, am Energiespueren. Op déi sollen a musse mer setzen.

Ech mengen, et eriwwregt sech also ze betounen, datt fir d'DP d'Exploitatioun vu Schiferuelech oder -gas zu Lëtzebuerg net kann a Fro kommen. Et ass jo dee ganze Bassin, dee bis Paräis geet, deen a Fro géif kommen. Ech wëll just rappeléieren, datt sech och déi franséisch Regierung viru Kuerzem ganz kloer - och de franséische President - géint esou eng Exploitatioun ausgeschwat huet. Ech erwaarde mer da gradesou eng kloer Haltung vun der lëtzebuergescher Regierung.

Ech wier och frou, wann d'LSAP hei géif kloer soen, wou se hei steet, ob dat och hir Meenung ass, ob se do op därselwechter Linn si wéi hire sozialisteschen oder hire Parteikolleeg am Europaparlament oder ob se sech och géint déi Method hei ausschwätzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Leet Äre Kapp a Rou.

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an der Lescht vill iwwert de Schifergas hei am Land an och europawäit diskutéiert ginn. Um amerikanesche Gasmaart ass de Prozentsaz vu Schifergas vun 1,4% am Joer 2000 op 17% am Joer 2011 gestiegen. An Nordamerika ass dat en dreiwende Motor vun der Industrie ginn an huet déi lescht 15 Joer laut dem „IHS Global Insight" eng ronn 600.000 direkt an indirekt Aarbechtsplaze geschaaft.

An der Energy Roadmap 2050 vun der Europäescher Kommissioun gëtt ënnerstrach, dass d'Produktioun vun de konventionelle Gaser erofgeet an dass Europa nach méi op Gasimporter ugewise wäert sinn, an awer och op „domestic national gas", wéi dat heescht. An als Potenzial gëllt do de Schifergas.

Déi gréisste Schifergasreserven an Europa schéngen - wéi elo scho gesot ginn ass - a Polen an a Frankräich ze sinn. A souguer zu Lëtzebuerg gouf e scheinbare Potenzial vu 97 Milliounen Tonne Schifergasgesteng am Süde vum Land an der Äntwert vun de Ministeren Etienne Schneider a Marco Schank op eng parlamentaresch Fro vum Kolleeg Fernand Kartheiser ugedeit.

Et ass deemno legitim, am Kader vun der globaler Energieversuergung op d'Fro vun enger méiglecher Exploitatioun vu Schifergas anzegoen. An där kuerzer Zäit wëll ech op dräi Aspekter agoen: d'Käschtefro, d'Technik an d'Ëmweltbelaaschtung.

Éischtens, wat de Käschtepunkt ugeet, esou weist eng Etüd vum Dezember 2010 vum Oxford Institute for Energy Studies, dass d'Exploitatioun vu Schifergas an Europa zwee- bis dräimol méi deier wier wéi an Amerika, wéinst deem méi reduzéierten Espace un Exploitatiounsméiglechkeeten, wéi dat och elo schonn hei ugeklongen ass. Am beschte Fall wier de Käschtepunkt ongeféier equivalent zum importéierte Gas aus Russland, awer ëmmer nach vill méi deier wéi deen aus Afrika an aus dem Noen Osten. Domat wier dat kloer.

Zweetens wier d'Technik: D'Technik vun der Extraktioun vu Schifergas duerch dee sougenannten „fracking" - ofgeleet vun der „fracturation hydraulique" - steet am Zentrum vun der Kontrovers, woubäi, ouni elo ze vill an den Detail ze goen, mer wëssen, dass eng enorm Quantitéit vu Waasser an ënner Ëmstänn vu Chemikalien a Schifercouchen a grousser Déift injectéiert musse ginn, wat ënner Ëmstänn zu Äerdbiewe féiere kann. „Hydraulic fracturing" ass deemno eng Method, déi schonn och säit 1947 haaptsächlech a Kanada an an den USA ugewannt gëtt.

Dann drëttens, zu der Fro vun der Ëmweltbelaaschtung, dat ass natierlech eis gréisste Suerg: Wat geschitt, wann e Gemësch mat héijem Drock an de Buedem gedréckt gëtt? Wéi ass et zum Beispill mat der Grondwaasserbelaaschtung, an esou weider, an esou weider?

Genau aus deene Grënn huet de franséische President François Hollande e Verbuedt ausgesprach vun der Exploitatioun vu Schifergas a virun allem d'Exploitatiounslizenzen, déi ënner sengem Virgänger ausgestallt goufen, erëm opgehuewe par décret vum 13. Juli 2011.

Fir eisen aktuelle Kenntnisstand an der Chamber an dëser Matière ze verbesseren, hat ech an der Nohaltegkeetskommissioun proposéiert, fir e puer Experten - haaptsächlech an der Geologie - emol ze héieren avant tout progrès en matière, wéi mer soen.

Här President, als LSAP si mer ganz kloer der Meenung, dass mer eis Energieversuergung vun der Zukunft weiderhin nach ëmmer an der Energieeffizienz an an der Exploitatioun a Weiderentwécklung vun den…

Une voix.- Elo ass den Här Berger net hei. Elo ass en net hei!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo!

…an an der Ex...

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et geet och ouni hien.

Une voix.- Den Här Bauler muss him et soen. Et ass deen Eenzegen hei.

M. le Président.- Här Negri, fuert weider.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci. Als LSAP si mer...

Une voix.- En ass jo fäerdeg.

M. le Président.- Ënnerbriecht net permanent den Här Negri, soss kënnt en net op en Enn. Här Negri, fuert virun.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Dir sot et, Här President, villmools Merci. Ech fänken de Saz dann nach eng Kéier un.

Als LSAP si mer der Meenung, dass mer eis Energieversuergung vun der Zukunft weiderhin nach ëmmer an der Ennergieeffizienz an an der Exploitatioun a Weiderentwécklung vun der erneierbarer Energie gesinn no der „Strategie 2020", an net an der Exploitatioun vu primäre Ressourcen. A vu dass d'Exploitatioun vu Schifergas ekologesch bis auf Weiteres net ze vertrieden ass, sollte mer eis politesch och net weider domat a Spekulatioune verléieren.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Da sot dat och deenen zu Bréissel!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Prinzipiell ass d'ADR ganz interesséiert un der Exploitatioun vum Schifergas, an dat haaptsächlech aus ekonomesche Grënn, well Etüden, déi a Frankräich gemaach gi sinn an och international, weisen, datt een deen Ablack 2,5% méi bëlleg de Gas hei kéint un d'Stéit an un d'Betriber verkafe wéi den ablackleche Gaspräis. An dat huet notamment de Rapport Gallois, dee kierzlech a Frankräich virgestallt ginn ass, och ervirgestrach.

Mä et ass ganz kloer, datt sech awer och e puer Froen an deem ganze Kontext stellen, niewent deem Ekonomeschen. An et muss ee sech dofir…

Éischtens wéisste mer gär vun der Regierung, ob et elo eng rezent Etüd gëtt iwwert de Volumen an iwwert dat, wat et kéint eventuell un Exploitatioun kaschten. Wann dat net de Fall ass, da wier et awer gutt, datt mer op dee Wee géife goen. Déi Etüden, déi bestinn, déi si vläicht e bësse veraltert, dofir… (veuillez lire: dofir bräichte mir eng nei Etüd).

Déi zweet Saach, déi wichteg ass, dat ass, datt mer am Ablack bei der Extraktioun, beim Forage Problemer hunn. Mä och do gesäit een, datt a Frankräich awer d'Regierung higaangen ass, fir zesumme mat der däitscher Regierung iwwert d'Recherchë fir nei Methodes d'exploitation et de forage nozedenken a Recherchen ze maachen, fir datt dee Schiste-Gas kéint ënner bessere Viraussetzungen, wéi dat elo de Fall ass, exploitéiert ginn.

Dat ass dat, mengen ech, wat zukunftsweisend ass, awer och dee Wee, wou ee soll goen. Dat heescht, net prinzipiell Nee soen. Mir soe prinzipiell Jo, mä ënnert där Konditioun, datt d'Manéier, wéi de Gas récoltéiert gëtt, ekologesch vertrietbar ass.

Deen zweete Punkt, dee wichteg ass, dat ass ze kucken, ob et zu Lëtzebuerg derwäert wier, an d'Industrie do mat eranzeklammen. Vu datt ee gesäit, datt an der Lorraine ganz staark Reserven do sinn, huelen ech och un, datt dat fir Lëtzebuerg och kéint interessant ginn, notamment um Niveau vun der Handelsbilanz.

E lescht Wuert wollt ech awer och soen, datt mir et als ADR inakzeptabel fannen, datt eng gréng Partei an e gréngen Europadeputéierte, Spezialist am Yoga, Drock op d'Uni.lu mécht an deenen ee Maulkuerf wëllt opsetzen iwwert dat, wat se däerfen a sollen diskutéieren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen.

(Interruptions et hilarité)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- En Denkverbuet kann Iech net vill treffen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wat sees de? Répétéier!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech hu gesot, Här Henckes, en Denkverbuet kann Iech net vill treffen.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mir loossen ons d'Denken net verbidden.

M. le Président.- Sou! Elo huet den Här Urbany ganz eleng hei d'Wuert. Här Urbany, fuert lass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Zënter Jorzéngten ass jo scho

gewousst, dass et am Süde vum Land Buedemschichten, Uelechschifer gëtt, aus deene reng theoretesch kéint Schifergas gewonne ginn. D'Exploitatioun vum Schifergas ass awer mat enger ganzer Rëtsch vu Gefore verbonnen, an duerfir ass och d'Extraktioun vun dësem ëmmerhin awer nach fossilen Energieträger weltwäit net nëmme bei Ëmweltaktivisten ëmstridden.

Déi bis elo bekannten Auswierkungen op Mënsch an Ëmwelt stinn a kengem Verhältnis zu engem souwisou staark ugezweifelten ekonomeschen Notzen. Derbäi kënnt nach, dass de Süde vum Land eng vun deenen am dichteste besiedelte Géigenden hei am Land ass, a wéi mer jo hei och gewuer ginn, et reng technesch souwisou schwéier wann net onméiglech wier, fir eng Exploitatioun vun deem Schifergas do ze maachen.

Duerfir ass et fir eis als déi Lénk kloer, dass d'Exploitatioun vu Schifergas keng realistesch Optioun ka sinn, weder fir eist Land nach fir Europa. A wat mer virun allem bedenklech fannen un deenen Diskussiounen dorëmmer, dat ass d'Tatsaach, dass hei vun deenen übleche Verdächtegen aus der Uelechindustrie a vun hire Lobbyisten… An dozou gehéieren och eng Partie bekannt Leit, ënner anerem den Här Goebbels. Dozou gehéiert awer och d'Fongenindustrie op der Finanzplaz Lëtzebuerg, déi, wéi ech haut an enger Zeitung gelies hunn, och staark un där Exploitatioun vun esou Virkommen am Buedem interesséiert ass. Dozou gehéieren déi och!

Déi maache wéi wann eis natierlech Ressourcen onendlech wieren, wéi wann et kee Problem mam Klimawandel géif ginn a wéi wann de Konsum vu fossilen Energieträger kéint an all Éiwegkeet weidergefouert ginn, et bräicht ee just déi néideg technesch Mëttel anzesetzen.

Mir sinn au contraire dozou der Meenung, dass mer all Kraaft sollen drop setzen, de wierklechen Energiewandel duerchzeféieren, dat heescht ewech vu fossilen an atomaren Energieträger an hin zu erneierbaren Energien. A mir mengen och, dass mer am Land do vill méi Potenzial hunn, wéi am Minettbuedem besteet mat där Illusioun, do kéint een eng nei Zort vu Gas exploitéieren zulaaschte vun der Ëmweltqualitéit a vun de Leit, déi do wunnen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider kritt elo d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir déi Diskussioun, déi mer haten. Ech mengen, dass ech an där rarer Situatioun sinn, dass ech Iech alleguerte ka recht ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da gitt Der erëmgewielt.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Versprecht Der mer dat?

(Hilarité)

Ech fänken awer vir un. Also, déi eng Fro war jo déi, wéi d'Regierung dozou steet. Ech wëll fir d'Éischt emol kloerstellen, dass d'Regierung selwer keng Etüden, keng rezent Etüde gemaach huet zu deem Schifergas. Déi lescht sinn, wéi scho virdru gesot ginn ass, 1950, 1990 gemaach ginn. Déi eenzeg Etüd, déi virläit, dat ass eng Etüd vum Europaparlament, déi ebe just drop baséiert, dass mer e Virkommes hei hätte vu ronn 675 Milliounе Barrel respektiv ronn 100 Milliounе metresch Tonnen.

Wat een allerdéngs net vergiessen dierf, dat ass, dass dat e reng theoretesche Wäert ass, dass een deen, même wann een e wéilt exploitéieren, mat Sécherheet net an deem Ëmfang kéint exploitéieren.

Dovun ofgesinn - an den Här Kox huet et gesot, aner Riedner hunn et och gesot - ass de „fracking" en Exploitatiounsmodus, deen ökologesch extrem bedenklech ass, deen extrem Konsequenzen huet, deen och onkalkuléierbar ass, well een net weess, wat fir Chemikalien déi verschidde Gesellschafte benotzen, an et keng Obligatioun gëtt de Moment, dass déi mussen opleeën, mat wat fir enge Chemikalien dass se do schaffen. Dat heescht, dat mécht d'Saach nach vill méi onberechenbar. Dofir mengen ech och, dass et d'Saach inakzeptabel mécht.

Dovun ofgesinn, wann ech vun dem Lëtzebuerger Territoire schwätzen, da schwätze mer vun engem Gebitt, dat tëschent Beetebuerg a Péiteng läit, dat also dicht besiedelt ass. An ech ka mer net virstellen, dass mir där Buerfelder do dertëschent nach sollten iergendwou opriichten, onofhängeg vun allen ökologesche Schied.

Derbäi kënnt de Risiko vu Mini-Äerdbiewen, déi jo ausgeléist ginn duerch déi Explosiounen, déi do geschéien, wat, mengen ech, och an engem bebautene Gebitt absolut inakzeptabel ass. Doriwwer, mengen ech, brauche mer net ze schwätzen.

Ouni wëllen op d'Grondwaasser anzegoen an och ouni wëllen anzegoen op de Fait, dass, wann een dat dote mécht, da sinn déi Territoirë fir aner Technologien, a speziell am Beräich erneierbar Energien, an der Geothermie zum Beispill, net méi brauchbar! Dat heescht, mir géifen dat schonn emol komplett ausschléissen, dass mer kënnen am Beräich erneierbar Energien eppes maachen, wa mer géifen an déi heite Richtung goen.

Ech wëll awer och dem Här Henckes op seng Fro äntwerten, an dat war nämlech d'Argument, firwat ech sot, dass ech Iech am Fong alleguerte recht ka ginn, well wann et sech eng Kéier géif erausstellen, dass et e Verfahre gëtt, wéi een dat ökologesch sënnvoll aus dem Buedem kréich, da kéint ee jo driwwer diskutéieren. Ofgesinn dovunner awer mengen ech, dass mer esou schnell net op esou e System wäerte kommen, dass mer esou schnell net wäerten evoluéieren, fir dat hinzekréien.

Dofir, soen ech Iech, gëllt fir mech…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Oberweis Iech eng Fro stellt?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Oberweis, wann ech gelift.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Dat ass déi éischt Fro an deenen aacht Joer, wou ech heibanne sinn. Ech wollt awer gären eng Fro stellen.

(Hilarité)

Dir hutt dat elo ganz léif gesot gehat. Mä wat ee muss bedenken: Dee Schifergas ass jo och e Methan. Den normalen Äerdgas kënnt aus enger ganz déiwer Déift eraus, Dausende Meter. Dëse Gas kënnt aus honnert Meter eraus. Wa mir also e „fracking" maachen duerch Explosioun, kënnt de Methan eraus. An da froen ech mech herno, wou d'Rechnung ass. De Methan ass 28-mol méi deier an de Schied vum CO_2. A wa mer déi Rechnung musse maachen, da froen ech mech awer, wien dat soll bezuelen herno.

(Interruptions)

Une voix.- Wie soll bezuelen?

(Interruptions et hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Den Här Oberweis huet vollkomme recht. A vu dass hien den Ingenieur ass an net ech, wäert ech em och net widderspriechen.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wat ech awer wéilt soen, dat ass, dass d'Lëtzebuerger Energiepolitik ganz kloer orientéiert ass an d'Richtung vun den erneierbaren Energien, Ausbau vun den erneierbaren Energien an Energieeffizienz. Och wann den Här Kox net ëmmer mat menge Weeër fir dohinner d'accord ass, esou ass awer de Wee fir mech ganz kloer. An all Effortë vun der Regierung wäerten och an déi dote Richtung goen an net an d'Richtung, fir fossil Energien zu Lëtzebuerg ze förderen.

Ech wëll awer trotzdeem eppes soen: Well ech jo awer als Energieminister och fir d'Energieversuergung zoustänneg sinn, wëll ech Iech awer och soen, dass et och europäesch Etüde gëtt, déi soen, dass d'Gasproduktioun an Europa bis 2035 ëm ronn en Drëttel wäert erofgoen, dass d'Consommatioun an därselwechter Zäitschinn awer weider wäert eropgoen, dass mer also deen Delta iwwer weider Importatioune mussen ausgläichen. Do schwätze mer iwwer ronn 100 Milliarde Meter Kibb d'Joer, wou méi Gas muss nach an Europa importéiert gi bis 2035. An dat gëtt en technesche Problem, fir dee Gas ze importéieren.

Ech soen awer och ganz kloer derbäi, dass d'Exploitatioun vu Schifergas deen dote Problem och net géif léisen, well dat wär marginal par rapport zu deene Quantitéiten, déi gebraucht ginn.

Voilà, ech wëll net mech hei veréiwegen. Ech sinn e bëssen erstaunt driwwer, dass mengem Vir-, Vir-, Virgänger seng Aussoe fir esou vill Opreegung elo nach suergen an der Lëtzebuerger Chamber. Ech kann Iech just nach eng Kéier soen, dass fir mech den Ufank vun der drëtter industrieller Revolutioun ugefaangen huet. Nodeem déi éischt op Kuel baséiert war an déi zweet op Pëtrol a Gas, si mer amgaangen, déi drëtt ganz konsequent ze preparéieren, nämlech déi, déi op d'erneierbar Energien an op d'Energieeffizienz baséiert ass.

Voilà, dozou…

Une voix.- Dir kënnt jo Ärem Vir-, Vir-, Virgänger dat nach eng Kéier erklären.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wäert mengem Vir-, Vir-, Virgänger dat dann och bei Geleeënheet eng Kéier erklären.

Voilà, ech soen Iech Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Schneider. Och Merci, datt e sech esou u seng Zäit gehalen huet a souguer fënnef Minutten drënner bliwwen ass.

Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss a mir si gläichzäiteg och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.38 heures)

SÉANCE 5

MERCREDI, 14 NOVEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

- M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kolleegen, et ass Iech an de leschte Joren héchstwahrscheinlech net entgaangen, dass ech zum Schluss vun der Deklaratioun zur Aussen- an Europapolitik ëmmer drop gehalen hunn, ze betounen, dass eis Kandidatur fir e Sëtz als net permanente Member am UNO-Sécherheetsrot Deel vun enger Aussepolitik ass, déi op der Verdeedegung vu souwuel eise Wäerter wéi awer och eisen Interesse berout.

Dir sidd mer duerfir vläicht net béis, wann ech mer haut erlaben, mat dëser dach historescher Entreprise unzefänken. Et soll ee sech natierlech virun exzessiver Selbstzefriddenheet hidden, an nawell stelle mer fest, dass beim zweete Wahltour méi wéi zwee Drëttel vun den UNO-Memberstaten eis hir Stëmm ginn hunn. Am Laf vun eiser Geschicht hu mer nach ni als Land esou ee Vertrauen an esou eng Wäertschätzung vun esou engem groussen Deel vun der internationaler Gemeinschaft kritt.

Mir wëllen all deenen, déi hei an iwwerall soss an der Welt zu dësem Erfolleg bäigedroen hunn, Merci soen. Zumools well dat, wat mer u Leit an och u Budget an dës Campagne gestach hunn, net mat deene massive Moyenë vun eise Konkurrenten ze vergläiche war.

D'Campagne ass elo eriwwer an de Moment ass komm, eis Virbereedungen intensiv unzegoen. Ee Sujet, deen ech scho virun Ärer Kommissioun fir Aussepolitik a Verdeedegung ugeschnidden hunn.

Mir sinn eis dem Volume vun der Erausfuerderung, déi eis erwaart, selbstverständlech voll a ganz bewosst. Natierlech kënne mer zu dësem Zäitpunkt net genee an all Detail virausgesinn, wat alles op ons zoukënnt. Anescht wéi bei der Présidence vun der Europäescher Unioun gëtt d'Dagesuerdnung vum Sécherheetsrot vun den internationalen Evenementer diktéiert, besonnesch wann de Weltfridden an d'international Sécherheet a Gefor sinn.

Trotzdeem kënne mer awer schonn e puer Grondprinzipien ervirhiewen, déi eis an deenen zwee Joer, déi mer am Déngscht vum Weltsécherheetsrot stinn, wäerte guidéieren.

Als éischte Punkt wëll ech hei déi integréiert Approche vun den dräi „D" ernimmen: Diplomatie, Développement, Défense. Zënter Laangem wësse mer, dass all Kris multidimensionell ass. Eng Kris huet net nëmmen ee Sécherheets- oder ee militäresche Volet; si huet och wirtschaftlech a soziokulturell Wuerzelen. Fir eng dauerhaft a gerecht Léisung ass also vun der internationaler Gemeinschaft een Handelen erfuerdert, dat all dës Iwwerleeunge mat abezitt.

Et muss een engersäits also déi international Sécherheet, fir déi de Conseil de Sécurité un alleréischter Plaz muss suergen, a Verbindung mat der wirtschaftlecher Entwécklung gesinn, an anerersäits berücksichtegen, dass souwuel d'Sécherheet wéi d'Entwécklung um Respekt

vun de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet berouen.

Mir kënnen hei vun den Erfahrunge profitéieren, déi mir während eiser rezenter Présidence am UNO-Wirtschafts- a Sozialrot, dem ECOSOC, an am Kader och vun der Kommissioun fir Friddenskonsolidéierung gesammelt hunn.

Dës integréiert Approche fir Fridden a Sécherheet bréngt mat sech, dass mir eis och fir déi nei Menacë mussen interesséieren, déi Auswierkungen op d'Sécherheet an d'Stabilitéit vu ville Regiounen op der Welt hunn. Heibäi handelt et sech virun allem ëm de Cortège vu Mënschen-, Drogen-, Waffenhandel, och ëm d'Piraterie. Vergiessen däerf een och net de Multiplikator vu Menacen: de Klimawandel.

De potenziellen Impakt, deen de Klimawandel op d'Ressourcen an d'Liewensbedéngunge vun der Bevölkerung an domat op de Fridden an d'Sécherheet huet, kann net genuch betount ginn. Dat wëllt awer och op kee Fall heeschen, dass een net all méiglech Effortë soll ënnerhuelen, fir mat der Léisung vun dëse Konflikter, déi schonn heiansdo zënter Laangem op der Dagesuerdnung vum Conseil de Sécurité stinn, virunzekommen. Ee Beispill ass hei de Konflikt am Mëttleren Osten, op deen ech zréckkommen.

Een anere Grondprinzip ass deen, dass deene schwächsten Affer, deenen, déi sech am mannste kënne wieren, eng besonnesch Opmierksamkeet soll zoukommen. Mir fueren hei mat der Aarbecht virun, déi mer schonn an der Vergaangenheet zu Theme wéi der sexueller Gewalt vis-à-vis vu Fraen oder Kanner a bewaffnete Konflikter gemaach hunn. Hei muss d'Solidaritéit an d'Spill kommen, déi Solidaritéit, déi ech ëmmer als ee Grondwäert vun eisen Handlunge verdeedegt hunn um internationale wéi och um europäesche Plang.

Och hei kënne mer op d'Aarbecht zréckgräifen, déi mir an deem Beräich scho gemaach hunn, souwéi och op d'Kooperatiounsrelatioune mat verschiddenen UNO-Gremien a Beräicher wéi der Konfliktverhënnerung, dem Schutz vun der Zivilbevölkerung, dem Rechtsstat oder der Reform och vun de Sécherheetskräften.

Des Weidere wäerte mer eis och beméien, gutt nozelauschteren. Dat bezitt sech natierlech op alles, wat am Conseil gesot gëtt. Mir hunn awer och d'Flicht, eis d'Argumenter vun deenen unzehéieren, déi virun der Dier vum Conseil de Sécurité stinn.

Ech kann ouni Ironie behaapten, dass mir gutt placéiert sinn, fir de Besoin un Transparenz vun all deenen ze verstoen, déi vu baussen d'Aarbecht vum Sécherheetsrot suivéieren. Ëmmerhi si méi wéi 70 Länner nach ni am Sécherheetsrot gewiescht vun deenen 193, déi an der UNO sinn.

Wéi Der gesitt, gëtt et hei keng fundamental Neierunge par rapport zu de Konzepter an Astellungen, déi traditionell eis Politik bestëmmt hunn. Ganz am Géigendeel. Op intellektuellem wéi och op psychologeschem Plang kënne mir op Bekanntem opbauen, an d'Erfahrungen, déi mir iwwer Jore gesammelt hunn, sinn eis hei vu ganz groussem Notzen.

Gewëss, de Kontext huet changéiert. Mir musse weisen, dass mir et och wäert sinn, am ieweschte Gremium vun der Weltuerdnungspolitik ze sëtzen. Allerdéngs zweifelen ech net drun, dass mer, wa mer eis op dës vertraute Prinzipien an een onermiddlechen Asaz stäipen, deem Vertrauen, dat an ons gesat gëtt, och gerecht ginn. Dëst Mandat ass déi sichtbarst Konkretiséierung vun deem responsabelen a solidareschen Engagement, dat d'Fundament jo vun eiser Aussepolitik an Europapolitik och ass. Dëst Engagement an d'Wäerter, déi deem zugronn leien, sinn haut esou noutwendeg wéi nach ni virdrun.

Här President, d'Versuchung ass ëmmer grouss, aneren d'Laascht vun den Erausfuerderungen ze iwwerloossen, mat deenen d'Welt konfrontéiert gëtt, a sech zréckzezéien, andeem ee sech hanner objektiv Realitéite verschanzt, wéi eiser bescheidener Dimensioun oder och eise bescheidene Mëttelen. Et ass net schwéier, Grënn ze fannen, fir aneren d'Responsabilitéit ze iwwerloossen. Mä eist Land kann a wëllt sech sengen Aufgaben a Flichten net op esou eng Manéier entzéien.

Ee Land wéi eist war ëmmer Evenementer vu baussen ausgeliwwert, op déi ee keen Afloss hat. An der globaliséierter Welt vun haut ass dat méi wéi jee de Fall. Fir eis hunn d'Erausfuerderungen, mä och - an dorop insistéieren ech - d'Méiglechkeeten dacks hiren Ursprong baussent eise Grenzen, heiansdo souguer um aneren Enn vun der Welt.

Et kann ee sech kaum eng Wirtschafts- oder eng politesch Kris an iergendengem Deel vun der Welt virstellen, déi sech net géif op eis auswierken. Gläichzäiteg sinn de Wuelstand an d'Fräiheet vun eisem Land net denkbar, ouni déi wirtschaftlech, kulturell a mënschlech Beräicherung, déi sech aus deenen intensive Relatioune mam Rescht vun der Welt ergëtt.

Fir eist Land sinn d'Bezéiunge mat anere Länner, ob aus direkter Noperschaft oder vu méi wäit, enorm wichteg. An duerfir ass eng engagéiert Aussepolitik och gefuerdert.

Déi international Gemeinschaft erwaart vun eis, dass mir eis Responsabilitéiten huelen, fir esou bescheiden, awer trotzdeem zur Léisung vun de Problemer, mat deenen d'Mënschheet konfrontéiert ass, engagéiert bäizedroen. D'Erausfuerderunge sinn esou grouss wéi nach ni, an dat op politeschem, op wirtschaftlechem, op sozialem an och op ekologeschem Plang.

Eise Bäitrag ass op verschidde Manéiere méiglech, sief et d'Engagementer am Sécherheetsrot, eis Entwécklungshëllef oder och d'Participatioun selbstverständlech un diversen internationale Friddensmissiounen.

Dës engagéiert Politik ass also kee Luxus. Et ass een Investissement net nëmmen zugonschte vun der internationaler Gemeinschaft, ma och fir d'Onofhängegkeet a fir de Wuelstand vun eisem Land. Déi aktuell Schwieregkeeten däerfen eis net dëst vergiesse loossen.

Eis nei Responsabilitéit am Weltsécherheetsrot bedeit net, dass mer eis direkt Noperschaft aus den Ae verléieren däerfen. Ech si frou iwwert déi exzellent Relatioune mat eisen dräi Noperen, mat deene mir weiderhi villes wäerten ëmsetzen, wat fir den Alldag vun eisem Land wichteg ass.

Hei muss ech vläicht direkt op ee spezifescht Thema kommen, nämlech d'Atomzentral zu Cattenom, déi der Regierung, der Chamber an och der Ad-hoc-Plattform eeschtlech Suerge mécht. D'Resultater vun de leschte Stresstester hunn näischt zu eiser Berouegung bäigedroen. Aus dëse Grënn si mer an enkem Kontakt mat de franséischen Autoritéiten, esou wéi d'Chamber sech dat gewënscht huet, fir als Delegatioun vu Regierung, vu Chamber, vu Plattform zu Paräis virstelleg ze ginn. Mäi franséische Kolleeg Laurent Fabius, den Ausseminister, huet d'Dier do elo opgemaach. Mir organiséieren eis de Moment a wäerten deemnächst bei der Ministesch vum Développement durable, Énergie an Écologie, der Madame Delphine Batho, virstelleg ginn.

Den neie Benelux-Vertrag, deen zënter Ufank dëst Joer a Kraaft ass, bréngt eng nei Dynamik an eis Bezéiungen. D'Virreiderroll, déi de Benelux gespillt huet an nach ëmmer spillt an der Europäescher Unioun, bleift erhalen a gëtt souguer verstäerkt. Dat gëllt och fir d'Roll vum Benelux als Koordinatiounsinstrument tëschent den dräi Länner am Beräich vun der europäescher an och der internationaler Politik.

Erlaabt mer an dësem Kontext, Iech doriwwer ze informéieren, dass d'Regierung deemnächst déi zwee Gesetzesprojeten iwwert de Benelux, iwwert d'Aféiere vun engem neie Verdeelungsschlëssel vum Budget engersäits an och d'Änerunge vum Vertrag iwwert de Benelux-Geriichtshaff anerersäits, an der Chamber wäert déposéieren. D'Zesummenaarbecht am Benelux ass fir eis vill méi wéi d'Émsetze vun engem Vertrag. Et ass eng Astellung, eng Handlungsweis mat zwee anere Partner, déi e feste Bestanddeel si vun eisen dagdeegleche Responsabilitéiten.

Den neie Vertrag gesäit vir, dass d'Présidence vum Ministercomité vun de Benelux-Länner vun elo un iwwer ee ganzt Joer geet. Eist Land huet d'Éier, d'Présidence 2013 elo ze iwwerhuelen, a mir si grad amgaang, dem Programm vun eiser Présidence dee leschte Schlëff ze ginn. Mir wëlle probéieren, d'Kooperatioun tëschent eisen dräi State virunzebréngen, andeems mer déi lëtzebuergesch Spezifissitéiten erabréngen.

E glécklechen Zoufall wëllt, dass déi lëtzebuergesch Présidence vum Benelux-Ministercomité mat der Lëtzebuerger Présidence vum Benelux-Parlament zesummefält, op d'mannst fir d'nächst Joer. D'Présidencë vum Parlament gi jo ëmmer iwwer zwee Joer. Ech verspriechen lech hei eng ëmfaassend Zesummenaarbecht mat de lëtzebuergesche Membere vum Benelux-Parlament, deem seng regelméisseg a pertinent Recommandatiounen ech begréissen.

Eist Engagement, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir déi europäesch Integratioun bleift natierlech de Kärpunkt vun eiser Aussepolitik. Duerfir erlaabt mer, hei op déi grouss Dossieren anzegoen.

D'Iwwerwanne vun der Scholdekris huet och während deenen...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- D'Iwwerwanne vun der Scholdekris huet och während deene leschten zwielef Méint d'Aktivitéit vun der Europäescher Unioun an hiren Institutiounen dominéiert. Eng Scholdekris, déi sech mëttlerweil zu enger Wirtschaftskris an a munchen EU-Länner zu enger handfester Sozialkris entwéckelt huet. Trotz de Schwieregkeeten an der Komplexitéit, fir eng nohalteg Léisung ze fannen, huet d'Europäesch Unioun dräi Joer nom Ufank vun der Kris sech zesummegerappt an agéiert.

Am Laf vun deene leschten zwielef Méint huet d'Eurozon eng Partie Décisioune geholl an an d'Wee geleet, déi se soll op en zolidd Fundament stellen an hir een Instrumentarium zur Verfügung ginn, dat et hir erlaabt, am Fall vu Krisesituatiounen adequat kënnen ze reagéieren. Dozou gehéiert, wéi mer wëssen, den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ESM, den neie Vertrag iwwert d'Stabilitéit, besser bekannt ënnert dem Numm Fiskalpakt, an d'Mesuren, déi d'Europäesch Zentralbank op de Finanzmäert geholl huet.

Schonns eleng d'Annoncë vun deene Mesuren huet näischt un Däitlechkeet vermësse gelooss vun der Determinatioun vun deene Responsabele vun der Eurozon, fir se nohalteg ze stabiliséieren.

De Fiskalpakt gouf jo uganks des Joers vu 25 vun deene 27 Memberstaten ënnerschriwwen, wéi Der wësst, ouni Groussbritannien an ouni d'Tschechesch Republik. Dëst wäert dozou féieren, dass d'Budgetsdefiziter an der Zukunft op 0,5% festgeluecht ginn an dass déi sougenannte Règle d'or wäert verankert ginn.

De Gesetzesprojet iwwert de Fiskalpakt ass, wéi Der wësst, hei an der Chamber déposéiert, an et ass ze erwaarden, dass mer eng intensiv Debatt am Kader vu senger Adoptioun an der nächster Zukunft wäerte kréien. An dertëschent hu schonns genuch Länner, also méi wéi zwielef, aus der Eurozon de Pakt ratifizéiert, soudass en ab dem 1. Januar dann d'nächst Joer a Kraaft wäert trieden.

D'Ratifikatioun vum Fiskalpakt ass eng vun de Konditiounen, fir kënne vun der Interventioun vum ESM Gebrauch ze maachen, falls ee Land dat néideg huet. Nom positiven Uerteel vum Bundesverfassungsgeriicht konnt den ESM, deem säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg ass, wéi mer wëssen, dësen Oktober elo a Kraaft trieden. Den ESM, mat 80 Milliarden Euro Kapital an enger Capacitéit vu 500 Milliarde fir d'Finanzhëllefen, ass also elo operationell.

Lëtzebuerg huet 200 Milliounen Euro an den ESM abezuelt a sech mat weideren 1,55 Milliarden Euro Kapital engagéiert, wat am Ganzen 1,75 Milliarden Euro ergëtt. Dës Zuele beleeën, dass mer vun alle Memberstate vun der Eurozon dat Land sinn, dat am meeschte pro Awunner garantéiert.

Mat dësem Rettungsschierm huet d'Eurozon en dauerhaft Instrument geschaf, fir a Krisesituatiounen deem engen oder deem anere Memberland ënnert d'Äerm ze gräifen. Dat ass zumindest d'Hoffnung, déi ech wëll ausdrécken.

Dann huet och d'Europäesch Zentralbank décidéiert, op de Finanzmäert anzegräifen duerch d'Opkafe vu Statsemprunten, fir esou déi néideg Liquiditéiten am Geldverkéier ze garantéieren. Dëst geschitt eenzeg an eleng am Kader vum Mandat vun der Europäescher Zentralbank.

Obwuel dës Décisiounen an Instrumenter dozou bäigedroen hunn, dass sech d'Situatioun zum Deel entspaant huet, esou gi se dach op laang Siicht vläicht net duer, fir d'Eurozon definitiv op eng zolidd Basis ze stellen. Fir dat ze erreechen, muss et zu enger Verdéiwung vun der Wirtschafts- an och vun der Währungsunioun kommen.

Duerfir huet jo de Conseil européen säi President Herman Van Rompuy an och d'Presidente vun der Europäescher Zentralbank, den Här Draghi, der Kommissioun, den Här Barroso, an och eise Premier, den Här Juncker als Chef vum Eurogroup, beoptragt, fir bis Enn des Joers deementspriechend Virschléi ze presentéieren.

Dernieft gëllt et awer, fir kuerzfristeg an deenen eenzelne Länner d'Budgetsdefiziter a Grenzen ze halen an derfir ze suergen, dass de Wuesstum gradesou gepusht gëtt wéi d'Budgetsdisziplin.

Griichenland ass, wéi mer alleguerte wëssen, de Moment den akuutste Problem. Griichenland muss sech selwer nei uerdnen, wat och ouni Eurokris a mengen Aen de Fall wier. Dës Reformnoutwendegkeet op struktureller Basis kascht immens vill Engagement, Energie an deels och Leed fir ganz vill Mënschen. Griichenland muss sech selwer an eng Lag versetzen, fir ëmzedenken, seng Ekonomie opzemaachen, se transparent ze maachen an och se effikass ze gestalten.

Parallell dozou huet dëst Land d'Laascht, seng Schold ze reduzéieren. Eleng geet dat net, vum selwen och net. Griichenland brauch d'Länner aus der Eurozon an déi EU-Mechanismen, déi geschafe gi sinn, fir deene Länner ze hëllefen, déi keng Sue méi um fräie Maart geléint kréien. Dobäi däerfen d'Vollek an d'Land weder erwiergt nach erpresst ginn. Et däerf een déi griichesch Wirtschaft och net erdrécken. Et muss ee verhënneren, dass engem Land op sozialem Plang ee Stréck ëm den Hals geluecht gëtt an domat d'Extremiste gestäerkt ginn an d'Demokratie a Gefor bruecht gëtt.

Griichenland muss verstoen, dass et sech hëllefe loosse muss an och de Mentalitéitswiessel hikréie muss. An deem Sënn sinn d'Voten, wéi mer wëssen, vum griichesche Parlament vun dëser a vun der leschter Woch entscheedend Schrëtter, déi Griichenland et erlabe wäerten, och weiderhin op d'Solidaritéit vu senge Partner zielen ze kënnen. Ier déi nächst Tranche vun der Finanzhëllef kann ausbezuelt ginn, bleiwen e puer Punkten ze klären. Dat huet den Eurogroup jo e Méindeg décidéiert.

Dem Land soll de Wee zur Sanéierung vu senge Finanzen awer erliichtert ginn. Esou soll Griichenland zwee Joer méi kréien, fir säin Zil ze erreechen. All d'Alternativen, fir déi dobäi entstoend nei Finanzbesoinen ze decken, sollen iwwerpréift ginn. D'Land steet virun engem sechste Joer Rezessioun, an dat bremst natierlech och d'Reprise vun den öffentleche Recetten.

Een Austrëtt awer vu Griichenland aus der Eurozon, dat wëll ech op dëser Plaz widderhuelen, wär eng Katastroph, net nëmme fir d'Griichen, mä och fir de Rescht vun der Eurozon. D'Gefor, dass d'Mäert dann d'Vertrauen an aner Länner vun der Eurozon verléieren, wier enorm grouss. D'Stabilitéit vun der Eurozon u sech géif dann a Fro gestallt ginn.

D'Beispill Griichenland, Här President, weist, wéi schwéier, mä och noutwendeg et ass, aus der negativer Spiral Austeritéit-Rezessioun erauszekommen. Nieft Griichenland ass am Ablack déi gréisst Erausfuerderung déi, déi Moossnamen intelligent ze kombinéieren, déi tendenziell de Budget an den Équiliber bréngen, mat deenen, déi de Wirtschaftswuesstum sollen ukuerbelen. Dëst ass een noutwendegen Aspekt, fir aus der Scholdekris erauszekommen.

Dobäi muss d'Sanéierung vum Budget an engem Rhythmus geschéien, deen deem jeeweilege Land och ugepasst ass. Et goufe schonns remarquabel Fortschrëtter erreecht iwwert déi dräi lescht Joren: Esou sinn d'Haushaltsdefiziter an der Eurozon am Schnëtt vun iwwer 6% am Joer 2010 nach op iwwer 3% dëst Joer zréckgaangen.

Ee Wee, fir zu méi Wuesstum ze kommen, ass déi national Ekonomie méi kompetitiv ze maachen. Hei ass all Land gefuerdert, déi néideg Strukturreforme bei sech duerchzeféieren, fir dass seng Exporter kënne klammen an dass et attraktiv ass fir auslännesch Investissementer.

Länner wéi Irland, Portugal, Spuenien, Italien hunn op deem Plang scho grouss Fortschrëtter gemaach. Esou Länner, déi an der Eurozon ee Leeschtungsbilanziwwerschoss hunn - an ech denken do virun allem un dat gréisste Land aus der Europäescher Unioun, dat ass Däitschland -, musse Mesuren huelen, fir hire Konsum ze stimuléieren an esou hir Importer aus deene sougenannten Defizitlänner an d'Luucht ze setzen, dëst natierlech ouni selwer an eng Scholdespiral ze kommen. Dozou muss et zu enger besserer Ofstëmmung um europäeschen Niveau kommen. An dat geschitt am Kader vun der sougenannter Iwwerwaachung vun de makroekonomeschen Ongläichgewiichter am Kontext vum Semestre européen.

Des Weidere mussen déi national Efforten duerch flankéiert Moossname vun der EU weider verstäerkt ginn: Virun allem dat nach ongenotzte Potenzial vum Bannemaart muss voll ausgeschöpft ginn. An deem Sënn huet d'Kommissioun dee sougenannten „Single Market Act 2" presentéiert, deen eng Rei Initiative virgesäit, fir de Bannemaart ze verdéiwen.

Mä et ass virun allem de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung, deen den Europäesche Rot jo am Juni beschloss huet, deen zu méi Wuesstum soll féieren. Seng Adoptioun beweist - an ech si frou, dass déi Iwwerleeunge sech och schlussendlech bei de Stats- a Regierungschefen alleguerten duerchgesat hunn -, dass mer d'Kris net ouni nohaltege Wuesstum kënnen iwwerwannen.

Esou gesäit de Pakt fir Wuesstum eng Beschäftegung vir, pardon, de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung vir, duerch d'Erhéije vun de Mëttele vun der Europäescher Investitiounsbank hei zu Lëtzebuerg a gréisser Infrastrukturprojeten ze investéieren. De Gesamtvolume beleeft sech do op 120 Milliarden Euro. De Pakt soll och mat Hëllef vun Investissementer vum Privatsec-

teur duerch déi sougenannten „Project Bonds" dozou bäidroen, Projeten ze finanzéieren, déi anescht net realiséiert gi wären, well de Risiko als ze héich ageschat gouf.

Dëst sinn déi kuerzfristeg Erausfuerderungen, mat deenen d'Eurozon an de leschten zwielef Méint an och elo nach konfrontéiert ass, an d'Äntwerten an d'Décisiounen, déi geholl goufen, fir se ze stabiliséieren. Och wann nach villes ze maachen ass, esou ass dach d'Vertrauen zu engem groussen Deel erëm zréckkomm. An déi, déi geduecht hunn, si kéinte mat Spekuléieren iwwert d'Abrieche vum Euro och nach Geld verdéngen, goufen allerdéngs enges Bessere beléiert.

De President vum Conseil européen soll am Dezember ee Fahrplang presentéieren, fir dass d'Wirtschaftsunioun op Aenhéicht kënnt par rapport zur Währungsunioun. Een Tëscherapport ass um Conseil européen vum Oktober presentéiert ginn an hie gesäit eng Weiderentwécklung vun der Eurozon op véier Pläng vir: eng Bankenunioun, eng Budgetsunioun, eng Wirtschaftsunioun an eng verstäerkten demokratesch Legitimitéit.

Vun deene véier Beräicher ass, wéi Der wësst, dee vun der Bankenunioun, wou d'Aarbechten am wäitste virukomm sinn. Dëst, well d'Memberstaten d'Schafe vun dësem eenheetlechen europäesche Kontrollmechanismus zur Bedéngung gemaach hunn, fir dass eng direkt Bankerekapitaliséierung duerch den ESM ka geschéien an esou de Cercle vicieux vu Bankeverscholdung a Statsverscholdung ka gebrach ginn. D'Bankenunioun ass eent vun de wichtegsten Elementer vun enger verstäerkter wirtschaftlecher Integratioun.

Eng einfach Koordinatioun vun nationale Bankekontrollsystemer geet net méi duer, fir ze verhënneren, dass et erëm zu neie Bankenzesummebréch kënnt an d'Ofwécklung um Bockel vun de Steierzueler geschitt. Esou eng Situatioun ass net méi tragbar! Duerfir huet d'Kommissioun den 12. September een eenheetlechen europäesche Bankekontrollmechanismus proposéiert, wat ee bedeitende Schrëtt a Richtung Bankenunioun ass. Bis Enn des Joers soll en Accord fonnt ginn am Conseil, soudass deen neie System da kéint operationell ginn.

An deem neie System wäert d'Europäesch Zentralbank eng zentral Roll spillen, mä déi national Kontrollinstanze gi mat agebonnen. Et ass kaum méiglech, 6.000 europäesch Banken der direkter Kontroll vun enger zentraler europäescher Instanz ze ënnerwerfen. D'Iwwerwaachung vum Bankesecteur duerch d'Europäesch Zentralbank misst an enger éischter Zäit op, aus europäescher Siicht gesinn, systemrelevant Banke beschränkt ginn. Et wier dann un der Europäescher Zentralbank, déi allgemeng Prinzipië vun enger Bankekontroll ze definéieren, déi iwwerall missten dann applizéiert ginn.

D'Iwwerwaachung um Terrain bleift awer ëmmer an den Hänn vun den nationale Bankekontrollinstanzen. Si këmmere sech och ëm d'Genehmegungsprozeduren, wann nei Banke gegrënnt ginn. Trotzdeem muss déi europäesch Kontrollinstanz ee Recht hunn, anzegräifen, fir de Fall, dass déi eng oder aner national Autoritéit géif versoen.

Nieft der Bankeniwwerwaachung stäipt sech d'Union bancaire och op dräi aner Komponente vun enger integréierter Bankenunioun: eng eenheetlech Reglementatioun, déi d'Eegemëttele vun de Banke festsetzt, eng Harmoniséierung vun de Sécherheetssystemer fir Dépôten an een eenheetlechen europäesche Kader fir d'Sanéierung vu Banken, déi missten elo ofgeweckelt ginn.

Lëtzebuerg ass der Meenung, dass iwwer all dës véier Punkten - an eise Finanzminister huet et jo nach gëschter gesot - misst zesummen entscheed ginn, fir op eng kohärent Manéier an innerhalb vun engem kloer definéierte Kader virunzekommen. Dësen, fir eis esou wichtegen Dossier, wéinst dem Emfang vun eiser Finanzplaz an eiser Ekonomie, wäert zu senger Stäerkung bäidroen, och wann d'Acteure sech un déi nei Gegebenheete mussen upassen.

Wat d'Iddië fir d'Union budgétaire an d'Union économique ubelaangt, esou wäerten déi am Rapport vum Här Van Rompuy am Dezember weider preziséiert ginn. Hei soll op dee bestehende Kader vum Six-pack, Two-pack opgebaut ginn, fir zu méi Disziplin an enger verstäerkter Kontroll vun de Memberstate kënnen ze kommen.

Zu enger Budgetsunioun gehéiert menger Meenung no och, dass mer op laang Siicht net laanscht déi eng oder aner Form vu Vergemeinschaftung vun de Statsscholde kommen, sief dat duerch d'Schafung vun „Euro-Bonds", „Euro-Bills" oder engem Tilgungsfong. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer dës Instrumenter net sollte begruewen; si kéinten an Zukunft nach gebraucht ginn.

De Conseil européen vun Enn des Joers wäert de Grondstee leeë fir eng Erneierung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun mat enger méi integréierter Banken-, Budgets- a Wirtschaftsdimensioun an och mat enger méi grousser demokratescher Legitimitéit. Déi nei Wirtschafts- a Währungsunioun wäert zwangsleefeg eng ganz aner si wéi déi, déi 1999 an d'Liewe geruff gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun den Ae vun der ganzer Welt ass Europa amgaang, säi Wëllen a seng Fäegkeet ënner Bewäis ze stellen, d'Kris ze iwwerwannen an d'Wirtschafts- an d'Währungsunioun op nohalteg Fundamenter ze setzen. Mä déi Fäegkeet muss d'Europäesch Unioun och ënner Bewäis stellen, fir hiren anere groussen Dossier unzegoen, dee fir d'Verwierklechung vun de Politike vun der Unioun eng wesentlech Roll spillt, nämlech de Finanzkader 2014/2020 vun der EU.

Déi ausseruerdentlech Sëtzung vum Europäesche Rot d'nächst Woch soll eestëmmeg iwwert d'Finanzéierungsenveloppe fir den Zäitraum bis 2020 bestëmmen. Duerno muss, wéi mer wëssen, d'Europäescht Parlament zoustëmmen, esou wéi de Vertrag vu Lissabon dat virgesäit. Näischt ass zu dësem Zäitpunkt hei evident an dësem Dossier.

D'Propos vun der Kommissioun fir d'Joren 2014/2020 beziffert sech op eng Milliard an 33 Milliounen. Dat sinn 1, - pardon - op 1.033 Milliarden Euro, dat sinn 1,08% vum europäesche RNB. Dës Zomm kënnt engem vläicht immens héich vir. Mir mussen eis allerdéngs drun erënneren, dass de Budget vun der Europäescher Unioun nëmmen ongefëier 2% vun allen öffentlechen Dépensë vun der Unioun ausmécht.

Am Laf vu schwierege Verhandlungen hu sech, wéi dacks, zwou Gruppe vu Memberlänner erausgeschielt. Op där enger Säit déi sougenannten Nettozueler, déi der Kommissioun hir Propos ëm op d'mannst 100 Milliarde bis 2020, also an deem Volume wëlle reduzéieren. An op där anerer Säit d'Verfechter vun der Kohäsiounspolitik mat 14 Nettoempfänger, déi der Kommissioun hir Propos am Fong als ee Minimum ugesinn.

Och wa Lëtzebuerg en Nettozueler ass, mat ongefëier 150 Euro pro Awunner am Joer, esou hu mer dach refuséiert, eis där anticommunautairer Logik aus eiser Siicht vum „juste retour" unzeschléissen an hunn eis kenger vun deenen zwou Säiten ugeschloss. Firwat?

Dat géif bedeiten, dass een d'Unioun a besonnesch hire Budget just aus enger Gewënn- a Verloschtrechnungsperspektiv betruecht. Mä fir eis ass a bleift de Budget communautaire een Ausdrock vun der Solidaritéit vun de Memberstaten, dat indispensabelt Instrument, fir déi gemeinsam Politiken ze finanzéieren an der Unioun hir Ambitiounen ze realiséieren.

Parallell zu de Moossname vun der nationaler Haushaltskonsolidéierung muss de Cadre financier pluriannuel zugonschte vum Wuesstum d'Roll vun engem Investitiounsbudget op europäeschem Plang spillen. E soll d'Effortë vun de Memberstaten ergänzen. De Finanzkader muss sech op déi Schwéierpunkte konzentréieren, déi an der europäescher Wuesstumsstrategie 2020 definéiert goufen.

Fir dëst Zil ze erreechen, muss sech d'Europäesch Unioun déi néideg Mëttele ginn. Et sollt ee sech drun erënneren, dass den europäesche Budget als Investitiounsbudget eng staark Hiewelwierkung huet, well 94% vu senge Kreditter gi gebraucht, fir de wirtschaftleche Wuesstum an d'Beschäftegung ze stimuléieren an domadder d'Roll vun der Unioun als Global Player ze stäerken.

Fir eis bleift dee vun der Kommissioun proposéierten Niveau vun den Ausgaben am Cadre financier realistesch, fir dass den europäesche Budget senger Roll als kruzialt Instrument, fir d'europäesch Wirtschaft erëm kënnen unzekuerbelen, och gerecht ka ginn.

Denke mer och drun, dass d'Dépensen an d'Recetten net vuneneen ze trenne sinn. Et kënnt een net zu enger definitiver Eenegung, wann een dës zwee Voleten net alle béid guttheescht, guttgeheescht huet.

Den aktuelle System vun den Eegemëttel ass am Laf vun der Zäit onduerchsiichteg ginn, komplex an ongerecht. E misst eigentlech wierklech reforméiert ginn.

Andeems d'Kommissioun nei Forme vun Eegemëttele fir d'Unioun an en transparenten an zäitlech begrenzte System vu pauschale Rabatter amplaz vun den aktuellen Ausgläichmechanisme proposéiert, bitt sech eng Perspektiv fir eng Reform.

De Finanzkader ass een Instrument fir Wuesstum an Europa, zumools an dëse Krisenzäiten. Duerfir ass et esou wichteg, dass een d'nächst Woch een Accord fënnt.

Ech bedaueren eigentlech, dass déi zypriotesch Présidence an hirem éischte Kompromëssvirschlag proposéiert, de Gesamtvolumen ëm 50 Milliarden Euro erofzesetzen. Dat ass net dee richtege Wee, fir déi europäesch Wirtschaft ze stäipen oder d'Unioun nees staark ze maachen. Lëtzebuerg, an och d'Majoritéit vun de Memberstaten, sinn der Meenung, dass d'Propositioun vun der Kommissioun realistesch ass.

Mat deem Virschlag vun der Présidence fille sech déi gestäerkt an hirer Iwwerzeegung, déi mengen, dass de Gesamtbudget nach méi misst gekierzt ginn. Mir gesi schonn, dass Groussbritannien an och anerer sech gestäerkt fillen, fir monter weider Kierzungen ze froen. Ech fäerten, dass mat där doten Approche eng Léisung um EU-Sommet vun der nächster Woch net méi einfach gëtt. Dëst ëmsou méi, well och d'Europaparlament säin Accord muss ginn a keng Kierzunge par rapport zur Propositioun vun der Kommissioun wëllt akzeptéieren. Affaire donc à suivre!

D'Europäesch Unioun, Här President, huet et 500 Millioune Mënschen erméiglecht, eng zerrasse Vergaangenheet hanner sech ze loossen a friddlech an am Wuelstand ze iwwerliewen, dëst an engem Raum, wou Demokratie a Rechtsstaatlechkeet héichgehale ginn, d'Mënscherechter an d'Prinzipië vun enger sozialer Maartwirtschaft respektéiert ginn.

Den Nobelpräis, deen d'Europäesch Unioun den 12. Oktober krut, kënnt zur richteger Zäit, fir eis un dat Geleeschtent ze erënneren, deem mir eis vläicht net méi esou bewosst sinn. De Bannemaart, d'Fräiheet ze reesen, ze studéieren, ze schaffen, d'Fräizügegkeet vun de Leit am Schengen-Raum, déi gemeinsam Währung, dës Errongenschafte sinn alleguerten zur Normalitéit ginn.

Dëse Präis fuerdert eis awer och op, opmierksam a virsiichteg ze bleiwen. Verschidden Entwécklungen innerhalb vun der Europäescher Unioun hunn eis an de leschte Jore jo gewisen, dass dës Erfolleger vläicht net esou irréversibel sinn, wéi een dat hätt kënne mengen.

Une voix.- Voilà!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- D'Entscheedung vum Nobelpräis-Comité baséiert op historesche Grënn, mä si gëtt och eng Botschaft fir d'Zukunft mat op de Wee. Wat an der Vergaangenheet erreecht gouf, geet net onbedéngt duer, fir déi jonk Leit op Dauer fir Europa ze begeeschteren. Si kënne sech net un d'Gewalt an un de Krich an Europa erënneren. Mä si héieren awer heiansdo mat, wéi al Ressentimenter a Viruerteeler erëm opkommen.

Ee Grond fir den Désintérêt an Europa kéint sécher d'Tatsaach sinn, dass Fridden a Wuelstand, Fräizügegkeet an de Respekt vun der Rechtsstaatlechkeet fir déi jonk Generatiounen esou normal gi sinn, dass si net onbedéngt de Lien méi maachen tëschent dëse fir si alldeeglechen Errungenschaften an der europäescher Integratioun. Just dësen Nobelpräis soll eis encouragéieren, dass mer eis alldeeglech fir Europa engagéieren.

Ganz wichteg dobäi ass, dass mer eis net op d'Wirtschaft beschränken. D'Eurokris däerf eis net vergiessen dinn, dass d'Europäesch Unioun vill méi ass wéi ee gemeinsame Wirtschaftsraum. D'Europäesch Unioun steet fir Rechtsstaatlechkeet, fir sozial Gerechtegkeet, fir Demokratie an de Respekt vun de Mënscherechter.

Ech notzen d'Geleeënheet awer och, fir drun ze erënneren, dass et onbedéngt noutwendeg ass, d'Entwécklungen opmierksam ze verfollegen an ze reagéieren, speziell wann EU-Memberlänner selwer géint dës Prinzipië verstoussen. Ungarn huet eng grouss Geschicht a Saache Fräiheet an Engagement fir d'Demokratie, grad wéi och Rumänien. An dëse Länner, grad wéi och an anere Länner, däerf sech haut keen Tumor bilden, deen dëser Geschicht onwierdeg wier.

D'Reflexiounsgrupp, wéi Der wësst, vun den Ausseministere war eng Grupp, wou ech matgehollef hunn an de leschte Méint, fir Reflexiounen iwwer Europa ze maachen. Dës Grupp gouf vum däitschen Ausseminister an d'Liewe geruff. Eist Zil war, an informeller Ronn iwwer konkret Méiglechkeeten nozedenken, wéi een den Débat iwwert d'Verdéiwung vun der europäescher Integratioun kéint virubréngen, virun allem a Saache gemeinsam Aussepolitik.

De Grupp ass tëschent Mäerz a September dëst Joer fënnef Mol a verschiddenen EU-Haaptstied zesummekomm an huet am September ee Rapport presentéiert. Mir hunn dëse Rapport och am September, am Oktober, pardon, hei zu Lëtzebuerg der Haute Représentante fir Aussepolitik virgestallt.

Während deem ganze Projet hu mer eis mat verschiddene Piste beschäftegt, wéi een d'Positioune vun der Europäescher Unioun an der Welt kéint stäerken. Europa huet keng aner Wiel, wéi sech nach méi staark ze engagéieren, wa mer weiderhin international eng Roll wëlle spillen. Mir mussen d'Bezéiungen zu eise strategesche Partner intensivéieren, andeems mer virun allem den europäeschen diplomatesche Réseau ausbauen. Mir musse probéieren, ëmmer an ëmmer erëm mat enger Stëmm ze schwätzen, trotz eise villen Differenzen.

Virun allem an der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik musse mer virukommen, well mer erklärt hunn, dass eis Aussepolitik, wann de Vertrag vu Lissabon a Kraaft trëtt, net nëmme méi kohärent, mä och méi effikass soll ginn. Den europäeschen auswäertegen Déngscht ass nach jonk, mä en ass schonn an 140 Länner präsent, an domadder si mer als Europäesch Unioun de siwenten diplomatesche Réseau an der Welt.

Mir sollten déi néideg Gedold hunn, fir aus dësem Déngscht dat onverzichtbart Instrument ze maachen, wat et soll sinn. D'Revisioun vum auswäertegen Déngscht, déi jo fir 2013 virgesinn ass, kann an engems derfir genotzt ginn, d'Bilanz vu senge Schwächten a Stäerkten ze zéien an déi nächst Etappen unzegoen.

D'Aart a Weis, Här President, wéi d'Problemer bannent der Europäescher Unioun geléist ginn, muss sech och weiderhin op d'Gemeinschaftsmethod stäipen an net op zwëschestaatlech Prinzipien. D'Europäesch Unioun ass op der Grondlag vun der Gemeinschaftsmethod opgebaut ginn, an dat ass, wat et jo vu villen anere regionale Strukturen an der Welt, sief dat an Asien, a Latäinamerika, an Afrika, ënnerscheet. Wat bedeit dës Méthode communautaire?

D'Gemeinschaftsmethod bezitt d'Kommissioun mat an, déi als Motor jo vun der Unioun d'Initiativrecht fir EU-Gesetzer huet an déi gemeinsam Interessen och verdeedegt. Si bënnt och d'Europäescht Parlament an de Rot mat an, déi alle béid Entscheedungsbefugnisser hunn. A si implizéiert, wéi Der wësst, de Geriichtshaff zu Lëtzebuerg, dee fir d'Interpretatioun vum europäesche Recht zoustänneg ass. Duerfir däerf d'Kommissioun net als Sekretariat vum Conseil européen betruecht ginn.

Ech wëll hei speziell ee Moment op déi däitsch-franséisch Partnerschaft agoen. Si gëtt net fir näischt dacks opgeruff a villes berout selbstverständlech op hir. Heiansdo gëtt se als „incontournable" erkläert. Si ass ouni Zweifel en zentraalt Element vun den EU-Prozesser, dëst, an et soll ee keen Hehl doraus maachen, obschonn et grouss Ënnerscheeder tëschent Frankräich an Däitschland an Europafroe gëtt, oder vläicht grad duerfir.

D'Differenze sinn duebeler Natur: politesch-historesch an och ekonomescher Aart. An do dernieft praffen zwee Mentalitéitskonzepter openeen, wéi mir als Lëtzebuerger jo beschtens wëssen. Zur Zäit vun Adenauer an De Gaulle, vu Schmidt a Giscard, vu Kohl a Mitterrand, vu Schröder a Chirac ass déi däitsch-franséisch Relatioun ëmmer eng komplizéiert gewiescht, awer op der kloerer Asiicht fundéiert, dass d'Sich nom Kompromëss eng konstant Prioritéit ass.

Et goufen e puer Joer an där jéngster däitsch-franséischer Vergaangenheet, wou sech virun de Kamerae vun der Welt tëschent de Regierungsspëtzten esou verhale gouf, wéi wann all déi Divergenze verschwonne wieren. Dës gespillten Iwwerflächlechkeet konnt heiansdo an Theatralik iwwergoen. Nun, mat der Wiel vun engem neie President a Frankräich, ass erëm méi Éierlechkeet an der Sich no däitsch-franséischer Unité de vues an d'Spill komm.

A genee dës offen Ausenanersetzung, eng Dialektik op grondsätzleche Froen, ass d'Substanz, déi de Konsensmotor vun der Europäescher Unioun brauch, do wou all EU-Länner sech musse kënnen abréngen. D'EU kann net vun engem Diktat vun der Iwwerflächlechkeet gefouert ginn. Dann ass eng öffentlech gefouert Debatt opgrond vun Argumenter an Interessië méi produktiv, fir de richtege Wee ze fannen.

An der Sich no deem Wee sollt een aus menger bescheidener Siicht net de Feeler maachen, sech drop festzeleeën, dass een dräi Joer nom Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag schonn erëm fundamental Traitésännerungen als Mëttel un d'Wand mole sollt, fir besser virukommen ze kënnen.

Engersäits sollt een net mengen, dass ee mat institutionelle Reformen an der Substanz vun der Politik punkte kéint. De Bierger verlaangt vun der Europäescher Unioun, dass konkret Problemer ugepaakt ginn am Beräich vun der Beschäftegung, dem Emweltschutz, der Energie, der Konsumenteschutzpolitik an esou weider an esou weider. Duerfir ass de Lissabonner Traité eigentlech wéi geschafen.

Anerersäits weess jiddwereen, dass Kompetenztransferten op Bréissel keng Konjunktur hunn. Speziell och net an de Grënnerlänner. A just hei heescht et oppassen! Et sollt een net un d'Essenz vun der demokratescher Rechtsstaatlechkeet knabbere goen.

Kommissäre mat Kompetenzen also ausstatten, déi d'Budgete vun den nationale Parlamenter aushiewele kënnen, sinn onrealistesch Iddien a Konzepter, déi och a radikalem Widdersproch sti mat dem ieweschte Geriicht vun deem gréisste Land aus der Europäescher Unioun. D'Karlsruher Geriicht mécht zënter Joren näischt aneschters, wéi d'Hoheitskompetenze vum Däitsche Bundestag ze verdeedegen. Net zu Onrecht, wéi ech mengen.

Also, et sollt een net onbedéngt sech d'Liewen an der Europäescher Unioun méi komplizéiert maachen, wéi et schonn ass, an domadder weider Onrou an Onsécherheet op de Mäert provozéieren.

Och d'Iddi, fir duerch e Referendum ee fir alle Mol wëllen d'Europäesch Unioun nei ze legitiméieren, ass een duebelschneidegt Instrument.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Déi representativ parlamentaresch Demokratie mat all hire Rouagen ass jo kee Feelkonstrukt an och net onfäeg, fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ze legitiméieren. Mat Jo oder mat Nee kann ee kloer entscheeden, ob engem säi Land soll Member gi vun der Europäescher Unioun. Mä ech zweifelen drun, ob ee ka mat Jo oder Neen d'Qualitéit vun der Astellung zur Europäescher Unioun beäntwerten.

Ze mengen, et kéint een no zéng Joer haardem Energieopwand nees de Bierger mat engem neien Traité begeeschteren, ass héchst zweifelhaft. De Lissabonner Traité léisst vill Initiativen zou, also sollt een dës ausschöpfen an en musique setzen. Et kann een d'Europäesch Unioun och iwwerreizen a se doduerch extrem schwächen. Deem sollt een net op de Läim goen.

Här President, vill europäesch Institutiounen hunn hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Duerfir ass et selbstverständlech, dass d'Land alles drusetzt, fir den europäesche Beamten optimal Aarbechtskonditiounen an eng gutt Liewensqualitéit ze bidden. Ee vun de groussen Immobiliëprojete konnt dëst Joer ofgeschloss ginn. Zënter der Réouverture vum Konferenzzentrum um Kierchbierg am Abrëll 2012 ginn d'EU-Ministerrotssëtzunge vum Abrëll, Juni an Oktober hei ofgehalen.

Wat nei Bauprojete betrëfft, déi elo och an der Zukunft normal Aarbechtsbedéngunge fir EU-Fonctionnairen hei am Land musse garantéieren, sou géif ech gären déi zwee gréisser Projete fir déi nächst Joren ernimmen: dat neit Gebai fir d'Europäescht Parlament, de Konrad-Adenauer 2, an den neie Verwaltungskomplex fir d'Europäesch Kommissioun, de Jean-Monnet 2. Hei missten d'Aarbechten Ufank 2013 ugoen, no enger laanger a komplexer Planungsperiod. Wann dës Gebaier fäerdeg sinn, da wäerte si och optesch d'Bestëmmung vu Lëtzebuerg als Standuert vun den EU-Institutiounen ënnermaueren.

D'Aarbechten un der neier Europaschoul vu Bartreng/Mamer goufe jo ofgeschloss, an zwar fréi genuch, fir dass d'Rentrée dëst Joer konnt do opgeholl ginn. Ee Kaderofkommes mam Europäesche Geriichtshaff fir e fënneften Ausbau vum Geriichtsgebai dierft deemnächst ënnerschriwwe ginn, wat een neie Bewäis vun der Dynamik ass, déi esou eng Erweiderung vun der Fonctioun vun eiser Haaptstad als Sëtz vun der europäescher Justiz mat sech brëngt, enger Justiz, déi dagdeeglech derfir suergt, dass d'Rechter, déi sech fir d'Bierger aus der europäescher Konstruktioun erginn, och respektéiert ginn. Do dernieft hunn ech den 8. Oktober d'Sëtzofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dee säi Sëtz zu Lëtzebuerg huet, ënnerschriwwen.

Et ass d'Aufgab vun engem État hôte, eng attraktiv Sëtzpolitik ze féieren an den EU-Fonctionnairen zu Lëtzebuerg optimal Liewensbedéngungen ze garantéieren. Den Ausseministère ënnerhält regelméisseg Kontakter zu den europäeschen Institutiounen an de Personalvertrieder, soudass d'Attraktivitéit vum Site assuréiert gëtt an d'europäesch Institutiounen nach méi staark hei verankert ginn.

Loosst mech vläicht déi wichtegst Punkten ernimme vun eisem Engagement nach baussent den EU-Grenzen.

D'Erweiderungspolitik. Nieft Kroatien, dat jo am Juli 2013 der Europäescher Unioun bäitrëtt, gëtt et nach fënnef weider Bäitrëttskandidaten: d'Türkei, Island, Mazedonien a Montenegro an zënter Mäerz 2012, wéi mer wëssen, och Serbien.

Lëtzebuerg huet sech ëmmer fir eng Erweiderung vun der Europäescher Unioun agesat. Et gehéiert zu eisen Aufgaben, aner Länner an eist gemeinsamt Friddensprojekt anzebannen, wa se dat natierlech wëllen a kënnen. Dat geschitt och an eisem eegenen Interessi. Ech brauch net drop hinzeweisen, wéi eng Auswierkungen de Krich um Balkan op de Rescht vum europäesche Kontinent hat.

D'Balkanlänner, déi de Statut vu Bäitrëttskandidaten hunn, zielen op dës Chance fir Fridden a Wuelstand, Demokratie a Rechtsstaatlechkeet. Lëtzebuerg ass der Iwwerzeegung, dass ee se net sollt enttäuschen. Ënnert der Bedéngung selbstverständlech - ech soen et nach eng Kéier -, dass si och déi néideg Viraussetzungen erfëllen.

Mir haten de leschte Mount, den 9. Oktober 2012, hei d'Geleeënheet, fir am Detail iwwert den EU-Bäitrëtt vu Kroatien ze diskutéieren. An Dir hutt Iech all fir dëse Bäitrëtt ausgeschwat, dëst net ouni de Punkt ze maachen, dass Kroatien a Saache Rechtsstaatlechkeet intensiv weiderschaffe muss.

Gläichermoossen huet d'Ernennung vu Lëtzebuerger Ambassadeuren an e puer Länner vum Balkan mat Residenz zu Lëtzebuerg zu enger méi grousser Visibilitéit vum Grand-Duché an dëse Länner gefouert. A si brëngt kloer eisen Intérêt an eist Engagement an där Regioun vum Balkan zum Ausdrock.

Mir haten eis bei den Adhésiounsdebatten iwwer Kroatien och iwwert déi aner Länner vum Balkan ënnerhalen, soudass ech just haut Serbien a Kosovo grad wéi d'Türkei an Island uschwätzen, dëst, ouni de Problem vun der Visa-Liberaliséierung vum Balkan ze vergiessen. D'Liberaliséierung vun de Visae soll déi direkt Kontakter tëschent de Bierger vun der Europäescher Unioun an de Balkanlänner förderen. Si brëngt och Verflichtunge fir déi mat sech, déi dovunner profitéieren.

Lëtzebuerg zesumme mat anere Memberstaten - Dir wësst et - ass awer beonrouegt doriwwer, wéi dës Politik an hirer Zilsetzung heiansdo mëssbraucht gëtt. Et ass mat de concernéierte Länner iwwert dës Problematik geschwat ginn. An et gëtt och doriwwer nogeduecht, gegebenenfalls - gegebenenfalls! - eng Clause de sauvegarde fir déi betreffend Reglementer anzeféieren, déi am Noutfall kéint aktivéiert ginn.

Wat d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei betreffen, esou si se während der zypriotescher EU-Présidence zu engem komplette Stëllstand komm, an dat wéinst der ongeléister Zypern-Fro, wéi mer wëssen.

Ech bedaueren dat a sinn zouversiichtlech, dass mer während der iresche Présidence am éischte Semester 2013 erëm dat eent oder dat anert Kapitel mat der Türkei kënnen opmaachen, fir esou erëm en neie Schwong an d'Verhandlungen ze kréien. Mä dat verlaangt, dass Efforten op deenen zwou Säite gemaach ginn. Virun allem och fir d'Türkei heescht dat, dass d'Ëmsetze vum Ankara-Protokoll an d'Weiderféiere vum Reformprozess, esou wéi d'Kommissioun dat an hirem Erweiderungspak am Oktober festgehalen huet, och musse gemaach ginn.

Fir der Relatioun vun der Europäescher Unioun an der Türkei awer eng nei Dynamik ze ginn, gouf dee sougenannten „positiven Agenda" agefouert. Dëse gesäit ee wäitreechenden Dialog vir op Themen, déi fir déi béid Säite wichteg sinn. Dat sinn Theme wéi Energieversuergung, Immigratioun, Grenzschutz vis-à-vis vun den Drëttlänner. Dëse leschte Punkt beinhalt och en Dialog iwwer eng laangfristeg Visa-Liberalisatioun, déi awer nëmmen ënner verschiddene Konditioune ka realiséiert ginn. Derzou gehéiert och d'Ënnerschrëft an d'Ëmsetzung vum Réckféierungsofkommes.

Mir kënnen eis et net erlaben, dass ee Land wéi d'Türkei mat senger dynamescher Ekonomie, senger strategescher Lag a senger kruzialer regionaler Roll sech géif vun der Unioun total ofwenden.

D'Bäitrëttsverhandlunge mat Island, dat zënter Juli 2010 de Statut vum Kandidat huet, kommen eigentlech zügeg virun. Dat ass kee Wonner, well dëst Land huet schonn ee groussen Deel vum Acquis communautaire iwwerholl duerch seng Participatioun am Espace économique européen zënter bal 20 Joer.

Et sinn natierlech nach eng Partie Froen op. Dorënner och selbstverständlech d'Kapitel iwwert d'Fëscherei, wou d'Verhandlungen nach net esou richteg ugefaangen hunn. Lëtzebuerg wäert sech derfir asetzen, dass et hei zu enger équilibréierter Léisung kënnt, fir dass nom Ofschloss vun den Négociatiounen et zur Zoustëmmung vum islännesche Vollek kënnt. Dësen Akt ass den Islänner selbstverständlech hir eegen Entscheedung.

Komme mer elo nach zu Serbien, wou jo mam Här Nikolić säit Mee en neie President a Fonctioun ass a säit dem Summer och eng nei Regierung. Et konnt ee sech froen no där Wahl, wéi et ëm den Erweiderungsprozess a Serbien gestallt wier. Déi nei Regierung mécht sech och weiderhi fir d'europäesch Integratioun staark aus hirer Siicht a mécht Efforten, fir kënne mat de Bäitrëttsverhandlungen unzefänken, nodeems se vum Conseil européen vum Mäerz 2012 de Statut vum Pays candidat kritt hunn.

An engems refuséiert Serbien - mir wëssen dat - nach ëmmer, de Kosovo als onofhängegt Land unzëerkennen. Mir mussen als EU de Serben duerch weidert Engagement weisen, dass hir Zukunft an Europa läit an net vum Schicksal vun engem historeschen Territoire soll ofhänken. D'Europäesch Unioun bleift duerfir och voll a ganz an deem Prozess engagéiert, zesumme mat allen anere wichtegen Acteuren, wéi d'Visite vum Catherine Ashton zesumme mat der Hillary Clinton souwuel zu Belgrad wéi zu Prishtina virun e puer Deeg dat gewisen huet.

Zu Bréissel huet de 7. November déi zweet Ronn tëschent dem Premierminister aus Serbien an dem Premierminister aus Kosovo stattfonnt. Gutt, dass geschwat gëtt, och wa bis dato keng Feuille de route festgehale gouf. Den nächste Méindeg wäerte mer am Ausseministerrot Konklusiounen ausschaffen, fir béid Säit ze verflichten, sech méi ze engagéieren am Interessi vun de Populatiounen a Serbien an och am Kosovo.

De komplexen an dynamesche Charakter vun de Balkanlänner kann een um Beispill vum Kosovo gutt illustréieren. No véier an engem hallwe Joer „iwwerwaachter Onofhängegkeet" krut d'Land vum International Steering Group de Seegen, fir komplett onofhängeg ze ginn. Als Member vun der ISG huet och Lëtzebuerg de Kosovo véier an en halleft Joer laang begleet. D'Opbauaarbecht vun dësem jonke Stat gläicht nach engem grousse Schantjen. Et ginn dach Fortschrëtter gemaach, och wa villes nach prekär ass. Trotz der internationaler Wirtschaftskris hat de Kosovo e Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4% opweises, a seng Institutioune sinn derbäi, sech däitlech ze konsolidéieren.

Als Lëtzebuerg beschränke mir eis natierlech net op eng diplomatesch Ënnerstëtzung am Kosovo. Mir sinn nämlech och eent vun de Länner - d'Madame Jacobs kann dat bezeien -, dat hei déi meescht Entwécklungshëllef zoukomme léisst, zum Beispill am Gesondheetssecteur, wou eist Land wéi gesot déi gréisste finanziell Hëllef an absolute Chifferen och leescht.

Des Weideren engagéiere mer eis och am sécherheetspolitesche Beräich vun der internationaler Gemeinschaft. D'Kris vum Summer 2011 soll eis dorun erënneren, dass dëst een Aspekt vun der Realitéit ass, dee mer net däerfe vernoléissegen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass de Lëtzebuerger Kontingent trotz senger bescheidener Gréisst eng wichteg Roll an der KFOR-Missioun vun der NATO spillt. Eist Land ënnerstëtzt och d'EULEX-Missioun vun der EU, déi den Opbau vun Instanze wéi der Police, wéi dem Geriichtswiesen an der Douane am Kosovo begleet.

Ofgesinn, Här President, vun de Länner mat enger europäescher Perspektiv ënnerhält d'Unioun och verstäerkt Bezéiunge mat den Nopeschlänner iwwert déi europäesch Noperschaftspolitik. Si besteet engersäits aus der Europa-Mëttelmier-Zesummenaarbecht an anersäits aus der östlecher Partnerschaft: Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukraine. D'östlech Partnerschaft soll déi betreffend Länner méi no un den Acquis communautaire eruféieren, a mir wëssen, wéi schwéier dass dat ass.

Andeems dës Länner an d'Richtung vun europäesche Standarde gefouert ginn, ginn Demokratie, Wuelstand an also och Sécherheet a Stabilitéit um ganze Kontinent gefördert, wat laangfristeg och fir eis vu Virdeel ass. Et muss alles drugesat ginn, dass an eiser direkter Noperschaft keng Situatiounen entstinn, déi zu politeschen a soziale Spannungen an all Zort vun illegalem Handel, och Mënschenhandel, féieren.

Dës Phenomeener hunn eng direkt Auswierkung selbstverständlech op déi ganz Europäesch Unioun. Eng effikass Zesummenaarbecht mat de concernéierte Länner, mat deenen d'Unioun Erfahrung a gutt Praktiken a ville Beräicher austauscht, gouf ageleet. Dëst ass eng wichteg Initiativ fir Lëtzebuerg. Mir sinn nämlech der Meenung, dass hiert enormt Potenzial e reelle Méiwäert fir de Kontinent duerstellt.

Mir wäerte weider dru schaffen, dass d'Ziler, déi 2009 - wéi d'Initiativ lancéiert ginn ass op Initiativ hi vun de Polen - festgeluecht goufen, och erreecht ginn. Dat hei ass awer fir dës Länner keng Carte blanche fir eng Unnäherung un d'Unioun ouni Géigeleeschtung.

Eis Noperen am Oste mussen och hiren Deel vum Kontrakt erfëllen. Si musse weisen, dass si op si fir d'Wäerter, déi der europäescher Konstruktioun zugronn leien, a Reformen a Schlësselberäicher wéi der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet oder der „good governance" ëmsetzen, ier se en Usproch hunn op méi materiell Ënnerstëtzung oder fir eng Ouverture zum europäesche Maart kënnen ze kréien.

Ech géif och gäre vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer konkret Beispiller vun deem ze ginn, wat eist Land fir seng Nopeschlänner mécht, egal ob se Bäitrëttskandidat sinn oder net. Nieft der Formatioun, déi mer jo am Beräich vun de Finanzen, der ziviler Loftfahrt, dem europäesche Recht an der öffentlecher Verwaltung ubidden, konnte mer an de leschte Jore verschidde villverspriechend Kooperatiounsméiglechkeeten ermëttelen.

Dës Projeten, déi ëmmer vun engem wirtschaftlechen oder administrative Besoin an deem betreffende Land ausginn, bezéie sech op Beräicher, an deene Lëtzebuerg e spezifesche Know-how huet a sech auskennt. Hei kënnen déi lëtzebuergesch Acteuren dem Ausland net nëmmen ee verwierklechte Méiwäert brëngen, mä si hunn och d'Geleeënheet, hir Fachkenntnis ze presentéieren an interessant Kontakter ze knäppen.

Dat gëllt zum Beispill och fir d'Partnerschaft, déi mir an der privater Universitéit Universiapolis zu Agadir am Maroc agaange sinn zesumme mam Centre de recherche Henri Tudor. Mir hunn der Universitéit gehollef, hire Fuerschungszentrum opzebauen nom Modell vum Henri-Tudor, dat heescht baséiert op der Recherche appliquée. D'Zil vun dëser Kooperatioun ass net nëmmen, nohalteg Bezéiungen an der Fuerschung an an der Ausbildung opzebauen, mä och - iwwert d'Zesummeféierung vu Wëssenschaft an Industrie - d'Zesummenaarbecht tëschent marokkaneschen a lëtzebuergesche Wirtschaftsacteuren ze förderen.

Een anert Beispill ass d'Kooperatioun vun der Lëtzebuerger Bourse mat der Bourse vu Montenegro a Serbien. Hei war d'Zil, d'Bourse vun deenen zwee Länner den Ufuerderunge vum Maart unzepassen an d'Bezéiungen tëschent de Wirtschaftsacteuren aus deenen dräi Länner ze verstäerken. D'Zil vun der Zesummenaarbecht mam Office statistique vu Montenegro war, se derbäi ze ënnerstëtzen, den Acquis communautaire an hir Aarbecht ze integréieren.

Dës Projeten hëllefen net nëmmen, déi wirtschaftlech a frëndschaftlech Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an de Länner, deenen d'Hëllef zeguttkënnt, ze verstäerken. Mir weisen och, dass ee mat begrenzte Mëttele strategesch an dauerhaft Kooperatioun mat op d'Bee stelle kann. D'Finanzéiere vu Stipendië fir d'Studente geschitt an därselwechter Iwwerleeung.

De Bäitrëtt vu Russland zur Welthandelsorganisatioun ass ee Beispill, dat weist, firwat Lëtzebuerg sech ëmmer fir ee multilateralen Handelssystem engagéiert huet. Russland huet sech nämlech a sengem Bäitrëttsofkommes zu enger ganzer Rëtsch vun Engagementer bereet erkläert, déi säin Handelssystem weider opmaachen a seng Integratioun an d'Weltwirtschaft beschleunegen.

Den Accord gesäit een transparenten an och e prévisibele Kader fir den Handel an déi auslännesch Investitioune vir a preparéiert de Wee, fir dass d'Meenungsverschiddenheeten zu Genf kënne bäigeluecht ginn, soudass d'Handelskonflikter an Zukunft entpolitiséiert ginn. Ee wichtege Partner vu Lëtzebuerg ass domat a multilateralen Norme gebonnen.

Nodeems et hei zu engem Stëllstand koum, huet d'Europäesch Unioun dat lescht Joer weider Verhandlunge gefouert a bilateral Handelsofkommen ofgeschloss. Nom Modell vum Fräihandelsofkommes mat Südkorea, dat dës Chamber muer diskutéiert, gouf kierzlech och ee Fräihandelsofkommes mat Kolumbien a Peru souwéi Mëttelamerika ofgeschloss.

An dësen Accordë geet et net nëmme méi ëm Handelsfroen; et gëtt och probéiert, d'wirtschaftlecht Gewiicht vun der EU ze notzen, fir d'Rechter vun den Aarbechter an d'nohalteg Entwécklung ze verdeedegen. Ähnlech Accordë si grad mat Kanada, Indien, Singapur an och Malaysien ausgehandelt ginn. Et lafen och Verhandlungen tëschent der Europäescher Kommissioun a Länner aus eiser Noperschaft, virun allem am Osten - Moldawien, Georgien an Armenien - an deemnächst och am Süden - Marokko, Tunesien, Jordanien.

D'Unioun fiert och weider mat den asymmetresche Wirtschaftspartnerofkomme mat regionale Gruppen aus Afrika. Sou behalen déi concernéiert Staten hire privilegéierten Zougang zu eise Mäert. Gläichzäiteg gëtt d'Solida-

ritéit stimuléiert, déi d'Europäesch Unioun opgrond vun hirer historescher Roll an dëse Regiounen hei demonstréiert.

Fräihandelsverhandlungen iwwer eng Fräihandelszon sinn an Zukunft och mat Japan an den USA virstellbar. Mat dësen zwee wichtege Partner géifen d'Ausgangssituatioune vum internationalen Handel komplett sech veränneren an eisen Entreprisen, déi scho bannent der Europäescher Unioun an enger gudder Wettbewerbspositioun sinn, den Zougang zu lukrativen Drëttmäert verschafen.

En éiergäizege Programm am Beräich vum Handel kéint mëttelfristeg derzou féieren, dass de globale Wuesstum ëm 2% an d'Luucht geet an iwwer zwou Milliounen Aarbechtsplaze kéinte geschafe ginn. Och eis Wirtschaft ass méi wéi jee vum Export an de verstäerkten Handelsbezéiunge mat Drëttlänner baussent der Europäescher Unioun ofhängeg.

Mä dat ganzt Gewiicht vun der Europäescher Unioun ass noutwendeg, fir eis Drëttpartner dervun ze iwwerzeegen, esou Ofkommesse mat eis ze schléissen, déi op Géigesäitegkeet berouen a béide Säiten natierlech Virdeeler da géife bréngen. Dës Wirtschaftsdiplomatie poursuivéiere mer och op bilateralem Plang iwwer eise Réseau vun den Ambassaden.

Weltwäit kënnt et erëm zu verstäerktem Protektionismus, wéi mer wëssen, soudass politesch Hëllef fir eis Entreprisen duerchaus ubruecht ass. D'Eröffnung vun neien Ambassaden zu Abu Dhabi oder zu Ankara beweist, wéi wäit eis Präsenz sur place d'Entwécklung vun eise Betriber am Ausland ënnerstëtze kann.

Eng dynamesch Wirtschaft, eng Wirtschaft, déi wiisst, G20-Member an EU-Bäitrëttskandidat, dat ass d'Türkei. Obschonns se net wäit hannert der EU-Grenz läit, gouf se awer laang vun de lëtzebuergeschen Entreprisë vernoléissegt an déi Länner virgezunn, déi eigentlech méi wäit ewech leien.

An der Türkei ass Lëtzebuerg zwar a bestëmmte Milieuen als internationale Finanzzentrum bekannt. Duerch periodesch Handelsmissioune kann een de Bekanntheetsgrad awer vu Lëtzebuerg verbesseren. Doduerch assuréiert een awer... muss een ee Suivi selbstverständlech sur place assuréieren.

Eng Vertriedung sur place erméiglecht méi effektiv Fördermoossnamen duerch regelméisseg Kontakter mat de Vertrieder aus Politik a Wirtschaft, Firmebesichtegungen an d'Organisatioun vu Seminairen a verschiddene Stied, Bezéiungen zu der Wirtschaftspress, d'Verschécke vun Newsletteren an esou weider. Duerch ee verstäerkten Ausbau vun Informatioune soll déi esou dacks verkannte Stäerkt vun eisem Land méi bekannt gemaach ginn. Bezéiungsnetzer sollen opgebaut ginn, soudass nei Wirtschafts- an och Handelskontakter kënnen entstoen.

Dat ass natierlech e laangwierege Prozess, deen net direkt seng Friichten dréit. Mä schonn ee Joer nodeems ech d'Botschaft zu Ankara inauguréiere konnt, koum et zu éischte Resultater, virun allem am Transport- an och am Logistikberäich.

Verhandlungen tëschent den Autoritéite vun der ziviler Loftfahrt hunn zum Ofschloss vun engem Memorandum gefouert, deen d'Relatiounen am Beräich vum Flugverkéier tëschent deenen zwee Länner konsolidéiert huet. Kontakter mat der Fluggesellschaft Turkish Airlines hunn zur Ukënnegung vun enger Direktverbindung fir d'nächst Joer tëschent Istanbul a Lëtzebuerg gefouert.

Eng Zuchverbindung tëschent Beetebuerg an Trieste duerch d'CFL-Cargo an d'CFL-Multimodal an d'Partnerschaft mat enger grousser türkescher Logistikfirma erméiglecht de Wuerentransport tëschent der Türkei a Lëtzebuerg.

D'Türkei, déi e groussen Deel vun hire Wueren an d'Europäesch Unioun exportéiert, liwwert eis interessant Perspektiven am Beräich vun der Logistik, besonnesch fir de Schinnen- a Loftverkéier. Et ass encourageant, ze gesinn, dass türkesch Firme sech ëmmer méi dacks un d'Ambassade adresséieren, fir sech iwwert d'Konditioune vun enger Nidderloossung zu Lëtzebuerg och ze informéieren.

Dass türkesch Bierger e Visum brauchen, gesinn d'Geschäftsleit selbstverständlech als eng Contrainte, eppes, wat den Austausch behënnert. An dëser Siicht hunn déi konsularesch Servicer, déi eis Ambassade ubitt, en direkte positiven Impakt op déi wirtschaftlech Bezéiung. Ee Joer no hirer Eröffnung huet d'Ambassade duerch hir divers Aktivitéiten am wirtschaftleche Beräich schonn en éischte Bäitrag zu enger Diversifizéierung vun der Lëtzebuerger Wirtschaft geleescht.

D'Ambassade zu Abu Dhabi - de leschten Hierscht hu mer déi jo ageweit - ass mat ähnlechem Schwong hir Aufgaben ugaangen. Nieft der Koordinatioun vu verschiddene Wirtschafts-a Finanzmissiounen an der Regioun hunn d'Knäppe vun dauerhafte Kontakter mat de Wirtschaftskreesser am Land, d'Vermaartung vu Lëtzebuerg als méiglechen Zougank zum europäesche Maart et och hei fäerdegbruecht, d'Bezéiungen zur Regioun ze verdéiwen an domat d'Interesse vun eiser Wirtschaft an eis politesch Prioritéite besser kënnen ze verdeedegen.

Déi éischt Schrëtt, déi d'Visibilitéit an d'Renommee vu Lëtzebuerg als Dréischeif vu verschidde Produkter an Déngschtleeschtunge solle verbesseren, sinn 2011-2012 scho gemaach ginn. Ech hu festgestallt, dass Lëtzebuerg an de leschte Joren ëmmer méi zu engem Begréff ginn ass bei de lokalen Acteuren.

D'Präsenz vu Lëtzebuerg op verschiddene Manifestatiounen a Foirë spillt och eng net onerheblech Roll an der Vermaartung an an der Perceptioun vun eisem Land. Dat erlaabt eis, an Zukunft nach méi mat de Länner aus der Regioun zesummenzeschaffen an deene Beräicher vun der Wirtschaft, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn, wéi d'Finanzen, d'Telekommunikatioun, Energie, Fuerschung, Infrastrukturprojeten, fir der just e puer ze nennen.

Eisen Interessi fir dës Regioun, Här President, beschränkt sech net op wirtschaftlech Relatiounen. Erlaabt mer, och e puer politesch Iwwerleeungen hei unzebréngen.

De Bilan vum Arabesche Fréijoer ass no annerhallwem Joer éischter gemëscht. D'Striewe vun den arabesche Populatiounen no Dignitéit, politescher Inclusioun huet grouss Veränneruge mat sech bruecht. Mir hunn dës Bestriewungen ënnerstëtzt a wäerten dat och weider maachen, dat am Aklang mat eisem internationalen Engagement fir Rechtsstaatlechkeet, demokratesch Wäerter a sozial Gerechtegkeet.

Ech hat dëst Joer d'Éier, Tunesien, Marokko, Saudi-Arabien, den Oman an d'International Organisatioun fir Islamesch Zesummenaarbecht zu Jeddah besichen ze däerfen. Dës Visitë si souwuel e Bewäis fir eist Engagement a fir d'Bedeitung vun dem Dialog mat allen Acteuren aus der Regioun, wat fir eng Bedeitung déi fir eis huet. An Tunesien an an Ägypten ass et zu Wahlen an der Ernennung, wéi mer wëssen, vun enger Regierung komm. Mir suivéiere mat grousser Opmierksamkeet d'Aarbechten un enger Verfassung an déi domat verbonnen Debatten. D'Aarbechten, wéi mer wëssen, zéie sech hin.

Ech war gëschter an engem Land, Ägypten, wat eng Regierung huet, mä kee Parlament an och keng Verfassung. Dat musse mer wëssen. Ähnlech ass de Fall an Tunesien.

Geografesch gesi mer an deene südleche Länner selbstverständlech eis Noperen direkt. An dës Noperschaft implizéiert en intensiven Austausch an alle Beräicher. Mir stellen awer fest, dass Mësstrauen a géigesäitegt Onverständnis onglécklecherweis zouhuelen.

Dëst Mësstrauen äussert sech erëm ëmmer méi dacks a Provokatiounen an a Gewalt. De Respekt vum aneren, sengem Glawen a senge Fräiheeten, zu deenen och gehéiert, dass een net gleeft, ass e fundamentalt Element vun eisem Austausch, dee sech ëmmer méi enk a méi staark an der Welt misst intensivéieren. Ech wëll hei insistéieren, dass d'Sécherheet vun den diplomatesche Bezéiungen, Ariichtungen, pardon, ënner Parenthèses, e wichtegt Element vum internationale Recht ass, dat iwwerall muss respektéiert ginn.

Fir d'Länner aus dëser Regioun ass déi wirtschaftlech Entwécklung liewensnoutwendeg. D'Feele vu Perspektiven, besonnesch fir d'Jugend, dréckt wéi eng Tonnelaascht op déi politesch a sozial Entwécklung vun dëse Länner. Et ass aus dëser Siicht trotzdeem erfreelech, ze gesinn, dass sech säitens der Europäescher Unioun eng global an eng kohärent Politik ofzeechent, vun där mer hoffen, dass se gëeegent ass, dëse Schwieregkeete Meeschter ze ginn.

Ee ganze Spektrum un Hëllefsmoossname fir d'Wirtschaft vun Iwwergangslänner ass zesummegestallt ginn. Si sollen nom Prinzip „more for more" funktionéieren. Wat méi Reformen a Fortschrëtter gemaach ginn, wat et méi Ressourcen an Ennerstëtzung vun der Europäescher Unioun gëtt. Dës nei europäesch Noperschaftspolitik baséiert sech op dräi M'en: Money, Markets, Mobility.

Wat déi finanziell Hëllef ugeet, esou gouf de Programm „SPRING" mat 350 Milliounen Euro am September 2011 ugeholl. Dës zousätzlech Fonge si fir d'Partner am Süde geduecht. D'Enveloppe vum Finanzinstrument fir déi südlech an östlech Noperschaft, den „European Neighbourhood Instrument", misst fir den Zäitraum 2014-2020 a mengen Aen eropgesat ginn.

Et ass awer och probéiert ginn, eng autonom wirtschaftlech Entwécklung a Gank ze kréien, fir dass an Zukunft keng Hëllef méi vu bausse gebraucht gëtt. Den Zougank zum europäesche Maart ass duerfir eng vun den Haaptfuerderunge vun eise Partner aus dem Süden. D'Verhandlungen iwwer déif gräifend a vollstänneg Fräihandelsaccordë mat Marokko, Tunesien, Jordanien lafen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt selbstverständlech dës Initiativen.

Am Juni gouf dann décidéiert, iwwer eng Mobilitéitspartnerschaft, also „Mobility", mat Marokko, Tunesien an Ägypten ze schwätzen. Dës Partnerschafte sollen zu Accorden iwwert d'Vereinfachung am Beräich Visum a Réadmissioun féieren, mam Zil, gemeinsam eng Léisung fir d'Migratiounsproblemer ze fannen.

Här President, mir bedaueren - fir an där Regioun selbstverständlech weiderzefueren - den duebele Veto vu Russland a China a Bezuch op Syrien am Conseil de Sécurité. De Conseil de Sécurité muss eng Roll als Garant fir Fridden a Sécherheet kënnen iwwerhuelen, soss verseet en. Et ass dat eenzegt Instrument, dat der internationaler Gemeinschaft zur Verfügung steet, wat déi Autoritéit huet. Den UNO-Sonnerbeoptragte Brahimi huet eis voll Ënnerstëtzung, well e richtegerweis an der Kontinuitéit vun de Linne vum Här Kofi Annan agéiert.

Zesumme mat de Frënn vu Syrien, déi sech och um Prozess bedeelegen, hu mer d'Oppositioun opgefuerdert, sech zesummenzeschléissen an eng gemeinsam Plattform opzeriichten, déi all Syrer representéiert. Do ass elo een éischte Succès erreecht ginn dësen 11. November. No enger Konferenz zu Doha, wéi Der wësst, virun e puer Deeg, ass d'„Syrian National Coalition" gegrënnt ginn. Dëst ass een décisivë Moment an der Schafung vun enger inklusiver a representativer Oppositioun fir d'syresch Vollek.

Mir hoffen, dass déi amstand wäert sinn, Syrien an d'Richtung vun enger Zukunft vu Fridden a vun Demokratie fir alleguer d'Syrer ze féieren. Gëschter zu Kairo, bei der Réunion ministérielle vun der Europäescher Unioun an der Ligue arabe, war dëst deen eenzegen, muss ech soen, positive Punkt an der Debatt iwwer Syrien.

D'EU huet eng Rei vu robuste Sanktioune vis-à-vis vu Syrien geholl. Dës Moossname viséieren de syresche Regime a seng Memberen, net d'Bevölkerung, där hiert Leed mir all Dag gesinn. Eis Lëtzebuerger humanitär Hëllef an deem Kontext beleeft sech op 1,181 Milliounen Euro. Ausserdeem huet Lëtzebuerg medezinescht Material a Jordanien geliwwert, dat do an de syresche Flüchtlingslageren agesat gëtt. Ech mengen, et sinn zwou Ambulanzen, Madame Jacobs, déi mer de Jordanier zur Verfügung gestallt hu fir déi Campen.

Mir sinn entsat doriwwer, wat a Syrien geschitt, selbstverständlech. Um Niveau vun der Europäescher Unioun, a besonnesch op Bestriewe vun eise Benelux-Partner, hu mir fir e Schutz vun der medezinescher an der humanitärer Hëllef a Syrien, fir eng Protektioun also fir d'Spideeler an aner Krankenariichtunge plädéiert. Medezinesch Versuergung muss fir jiddwer Syrer, dee se brauch, zougänglech sinn, egal zu wat fir enger Relioun oder politescher Partei e gehéiert.

Kee weess, wéi laang dës schrecklech Épreuve fir d'syresch Vollek nach dauere wäert. Déi lescht Woch sinn an engem Dag 11.000 Leit aus Syrien geflücht. D'Türkei, Jordanien, mä och de Libanon an den Irak hunn Zéngdausende Flüchtlingen ze versuergen. Dëst si virun allem Fraen a Kanner. D'Männer sinn am Krich. Et muss ee sech déi psychesch Konsequenzen hei virstellen. Haass a Brutalitéit falen hei op ganz fruchtbare Buedem.

Wieren d'Sanktiounen, déi d'Europäesch Unioun géint Syrien ausgeschafft huet, um UNO-Niveau geholl ginn, da wier den Drock op de Regime ee ganz aneren. Eleng een allgemenge Waffenembargo vun alle Säiten hätt déi militäresch Aktivitéite kënnen ënnerbannen.

Dëse Biergerkrich a Syrien ass net duerch eng militäresch Interventioun ze stoppen. D'EU an hir Memberlänner si sech däers bewosst. Déi eenzeg Hoffnung ass, een neie Versuch am Sécherheetsrot ze lancéieren, op Basis vum Acquis vun der Réunioun vu Genf vum 30. Juni 2012, fir d'Iddi vun enger Transitiounsregierung nei opzeruffen. Zu Kairo gëschter huet den Envoyé spécial, den Här Brahimi, sech och derfir staarkgemaach.

De Fall vum Iran beschäftegt déi international Gemeinschaft nach ëmmer intensiivst. D'AIEA weist sech kloer besuergt iwwert déi méiglech militäresch Dimensioune vum iraneschen Atomprogramm. Hei schléisse mir eis selbstverständlech eisen Noperen un. Mir ënnerstëtzen de Prozess vun den E3+3-Staten, an deem déi zweespureg Approche - „double-track", wéi et op Englesch heescht - verfollegt gëtt, also Drock op de Regime duerch Sanktiounen engersäits, anerersäits d'Ugebuet, iwwer politesch an ekonomesch Bezéiungen ze verhandelen, wann den Iran géif kooperéiere mat der AIEA.

D'Europäesch Unioun huet eng Rei vun extrem komplexen an effikasse Sanktioune geholl. Si viséieren de Regime an d'Membere vum Regime. Dës Sanktioune setzen dem Regime haut staark zou a si sollte wierklech en Ëmdenken zu Teheran als Resultat hunn.

Mir setze weiderhin op d'Diplomatie. De Fall vum iraneschen Atomprogramm kann nëmmen op eng friddlech, also diplomatesch Manéier geléist ginn. Eng militäresch Interventioun och hei, déi regelméisseg och vu Verschiddenen a Betruecht gezu gëtt, hätt onkalkuléierbar Auswierkungen op déi ganz Regioun. Den Iran huet, et muss een et widderhuelen, wéi all Land d'Recht op zivil nuklear Energieprojeten. Déi eenzeg Bedéngung ass, dass mat der AIEA, also der Agence vu Wien, kooperéiert gëtt.

Am Fong sollte mer an der Europäescher Unioun eis nach méi kloer staarkmaache fir een atomfräien Noen a Mëttleren Osten. Dëst wier, mëttelfristeg gesinn, déi eenzeg Sécherheet, fir déi nuklear Ofsécherung, fir déi ze stoppen... fir déi nuklear Oprëschtung, pardon, ze stoppen.

Loosst mech hei nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass den Iran als UNO-Memberland all aner Memberlänner ze respektéieren huet, selbstverständlech och Israel. Dat periodescht presidentiaalt Jäizen an Afrostelle vum Holocaust oder dem Existenzrecht vun Israel ass ouni Aschränkungen ze veruerteelen. Dëst schuet dem Fridden an der Stabilitéit an der ganzer Regioun an doduerch och der palästinensescher Cause onmoosseg.

Condamnabel ass och déi systematesch Veruechtung (veuillez lire: Mëssuechtung) vun de Mënscherechter duerch den Teheraner Regime. Den Iran ass ee grousst Land mat enger Geschicht, déi der Zivilisatioun immens vill Positives bruecht huet. Mir hoffen, dass dëst Land zu dësem Wee och kann zréckfannen.

Ech kann dëst Thema net ofschléissen, ouni eng Duerstellung vun der aktueller eeschter Situatioun vum sougenannte Friddensprozess am Mëttleren Osten ofzeginn.

D'mënschlech Wäerter, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënscherechter, d'Dignitéit si Begréffer, déi net deelbar sinn, déi net fir déi eng ziele mussen a fir déi aner net zielen däerfen. Als EU verlaange mer de Respekt vun dëse Wäerter an alle Rieden an och an allen Debatten. Ee vun de grousse Schlëssele vum Weltfridden ass d'Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina.

Opgrond vun der europäescher Geschicht hu mer eis staarkzemaache fir d'Wuel a fir d'Sécherheet vum Stat Israel a vu sengem Vollek. Opgrond vun der europäescher Astellung zu de Mënscherechter hu mer eis staarkzemaache fir d'Wuel an d'Dignitéit vun all Vollek op der Welt, och vum palästinenseschen. D'Léieren aus der Geschicht an eis Astellung zu de Mënscherechter kënnen net kontradiktorescher Natur sinn. Duerfir sollte mir als Europäer méi konsequent an dëser Approche sinn.

D'Siedlungspolitik vun der heiteger israelescher Regierung kann net méi einfach higeholl ginn. Si ass provokant a si ass brusquant. D'Zuel vun de Siedler am Westjordanland wiisst méi séier wéi d'palästinensesch Populatioun. D'Gewaltdote vun de Siedler huelen dramatesch zou. Plus 32% dat lescht Joer! Déi Responsabel fir d'Gewalt ginn net poursuivéiert a gestrooft. Et ass géint all internationaalt Recht, och géint d'Osloer Verträg selbstverständlech, Bauland ze accaparéieren, dat engem net gehéiert, ob am nationalen oder am internationale Recht.

Sollt dës Politik nach eng Zäit weidergoen, ass reng physesch keng Zwou-State-Léisung, déi all Mënsch op der Welt wëllt, méi méiglech. Dëst ass a bleift eng Politik vun dëser israelescher Regierung, déi all Hoffnung op Verhandlunge praktesch am Keim erstéckt. Soulaang et awer kee Stat mat feste Grenzen, d'Grenze vu '67, gëtt a kee fräit, souveränt Land fir d'palästinensescht Vollek, soulaang wäert Israel net a Sécherheet liewe kënnen. Ee palästinensesche Stat ass kee Geschenk fir Palästina, et ass den Eckstee fir de Fridden am Noen Osten a fir d'Sécherheet vun Israel!

Nach an dësem Mount gëtt mat zimlecher Sécherheet an der UNO-Vollversammlung zu New York iwwer eng Resolutioun ofgestëmmt, déi de Palästinenser de Statut vun engem „Observer State", esou wéi de Vatikan en de Moment huet, kann zougestoen. D'EU ass hei gefuerdert.

Wa mer erëm mat engem Drëttel Neen, engem Drëttel Abstentioun an engem Drëttel Jo stëmmen, ass eis Plaz an der Aussepolitik um Globus héchstens an der drëtter Divisioun. Duerfir maachen ech mech och staark, dass mer am Gläichklang mat eise Wäerter stëmmen. Also eist Recht vun de Palästinenser... also fir d'Recht

vun de Palästinenser, zumindest symbolesch een Upgrade vun hirem Status op der UNO ze kréien. Nee-Stëmme verhënneren an d'Abstentioune begrenze géif eis gutt zu Gesiicht stoen als Europäesch Unioun. Lëtzebuerg stëmmt fir de palästinensesche Beobachterstatus op der UNO.

Mir konzentréieren eis weiderhin an der EU op déi konkret Liewensbedéngunge vun de Palästinenser sur place. Mir veruerteelen déi onzoulässeg Praktik vun der Verwaltungshaft an der Inhaftéierung vu Mannerjähregen duerch déi israelesch Polizei am Westjordanland. D'ekonomesch Aktivitéite vun de Palästinenser ginn duerch déi israelesch Besatzung behënnert, virun allem an deenen Zonen, déi weiderhin ënner ziviler a militärescher Kontroll vun den Israelie stinn.

Trotz den Effortë vun enger Rei vun Donateuren, dorënner och Lëtzebuerg, ass d'Finanzlag vun der Palästinensescher Autoritéit extrem prekär. Et muss een d'Transferte vun de Steierrecettë vun den israeleschen Autoritéiten un déi palästinensesch Autoritéiten esou regelen, wéi déi aktuell Accorden dat och virgesinn.

Gläichzäiteg veruerteele mer, ouni Excuse unzehuelen, och d'Rakéitenattacke vu Gaza aus op Israel a betounen, dass de Fridden net ka garantéiert gi mat esou Akten.

Den afrikanesche Kontinent, Här President, ass ee Kontinent vun der Zukunft mat engem grousse Potenzial, wou demokratesch Prinzipië sech lues a lues festegen, och wann déi politesch Onstabilitéit ëmmer erëm nach eng Realitéit ass. D'Demokratie kënnt awer vum Fleck. Si entwéckelt sech am subsahareschen Afrika, dat hunn eis d'Regierungswiesselen am Senegal an a Sambia an déi rezent Changementer och an der Féierungsspëtzt vu Malawi, vu Ghana a vun Äthiopien gewisen. Déi rezent Entwécklungen um Horn vun Afrika, virun allem a Somalia an am Sudan, sinn och als éischter positiv ze bewäerten a loossen dach op eng méi onbeschwéiert, eng besser Zukunft hoffen.

Natierlech muss een d'Aen ophalen. Aner Beispiller wéi de Mali, wéi d'Demokratesch Republik Kongo, wéi Guinea-Bissau erënneren eis drun, dass d'Situatioun onbestänneg ass an d'Demokratie nach laang net verankert ass an deene Regiounen.

Mir hunn eis traditionell Bezéiunge mat dëser Regioun an de leschte Jore kontinuéierlech verstäerkt an och diversifizéiert. Mir wëssen, dass déi international Gemeinschaft vis-à-vis vu Krisesituatiounen a fragile Situatiounen net gläichgülteg ka bleiwen. Än duerfir wëlle mer eis Präsenz am UNO-Weltsécherheetsrot - deen dacks mat Theme befaasst gëtt, déi dës Regioun betreffen, Dir wësst dat - notzen an e Stéckchen dozou bäidroen, dass d'Kris geléist an de Fridde konsolidéiert gëtt. An dobäi stelle mer d'Verdeedegung vun der Demokratie selbstverständlech, der Rechtsstaatlechkeet an de Mënscherechter an de Mëttelpunkt.

Wat d'Horn vun Afrika betrëfft, muss een zwar weiderhin um Qui-vive sinn. Et däerf ee sech awer trotzdeem iwwert d'Verbesserunge vun der Situatioun a Somalia freeën. Nei staatlech Institutiounen entstinn. Somalia huet d'Méiglechkeet, déi sech gebueden huet, ergraff an och genotzt. D'Hëllef vun der internationaler Gemeinschaft ass entscheedend fir d'Stabiliséierung vu Somalia, a Lëtzebuerg dréit op verschidde Manéieren dozou bäi, op politeschem Plang an och um Plang vun der Sécherheet an der humanitärer Hëllef.

Ech hu perséinlech un zwou internationale Konferenzen iwwer Somalia, eng Kéier zu London an eng aner Kéier zu Istanbul, deelgeholl. A mir hunn dem Fonds vun de Vereenten Natiounen als Ënnerstëtzung fir d'Iwwerwaachungssécherheetsinstitutiounen (veuillez lire: Iwwergangssécherheetsinstitutiounen) 750.000 Euro zur Verfügung gestallt.

Am Beräich vun der Sécherheet huet sech Lëtzebuerg am EU-Ausbildungsprogramm fir somalesch Sécherheetskräften engagéiert. Besonnesch appréciéiert gëtt och eise Bäitrag am Kampf géint d'Piraterie am Indeschen Ozean. Am Kader vun der europäescher Marinemissioun stelle mir zwee Iwwerwaachungsfligeren - Dir wësst et - zur Verfügung. Wat d'humanitär Hëllef ugeet, sou gëtt d'Entwécklungszesummenaarbecht duerch e substanzielle Bäitrag geleescht. Et ass wichteg, dass mir eis weiderhi fir Somalia engagéieren, fir de Wee aus der Kris ze fannen.

Nieft den dach positiven Entwécklungen aus dëser Regioun vun Afrika muss een awer leider och manner erfreelech Entwécklungen am Sahel feststellen. De Sahel gesäit sech villen a reelle Geforen ausgesat. Mat der Kris a Libyen goufe se nach verstäerkt a mat der Kris am Mali nom Militärputsch vum 22. Mäerz sinn dës zur Realitéit fir d'Land ginn.

Et ass eng Kris, déi eis wierklech beréiert. Engersäits well de Mali Partnerland ass vun eiser Kooperatioun, Lëtzebuerg um Häerz läit, a mir zënter Joren an enker Relatioun mat deem Land och stinn. Op där anerer Säit huet d'Situatioun am Mali Gefore fir déi ganz Sahelregioun mat sech bruecht. Besonnesch fir d'Nopeschlänner Niger, Burkina Faso, mat deene mir jo och speziell a spezifesch Relatiounen ënnerhalen.

D'Destabiliséierung vum Sahel an de Fait, dass terroristesch Gruppéierungen ëmmer méi staark ginn, si weider Risquë fir de Fridden a fir d'international Sécherheet. Et muss een den Iwwergangsprozess am Mali ënnerstëtzen. D'Asetze vun enger Regierung vun der nationaler Eenheet ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Eng nächst wichteg Etapp ass déi vun engem glafwierdege Fahrplan. Et ass wichteg, dass d'Länner aus dëser Regioun, déi ënnerstëtzt gi vun der CEDEAO, der Afrikanescher Unioun, de Vereenten Natiounen a besonnesch dem Sécherheetsrot wéi och der Europäescher Unioun, weiderhin Effortë maachen, fir kohärent Äntwerten ze liwweren.

Ech begréissen an deem Kontext, dass den UNO-Sécherheetsrot d'Resolutioun 2071 ugeholl huet, déi hoffentlech eng wichteg Etapp an der Léisung vun der Kris markéiert.D'Europäesch Unioun ass bereet, fir am Mali déi operationell Effizienz vun de Forces armées ze verbesseren. Mir hunn am Prinzip dat schonn décidéiert a wäerten de Méindeg zu Bréissel an den Detail goen. D'Formatioun vun der Arméi ass jo eis Haaptzilsetzung. D'Unitéit vum Mali muss nees hiergestallt ginn, mä entscheedend ass, dass déi Barbarei, déi am Norde vum Land Fouss gefaasst huet, séier gestoppt gëtt.

D'Populatioun, déi net fortkënnt aus dem Norden, ass permanenter Gewalt a grausamer Gewalt ausgesat. Dëst kann net daueren an et ass wierklech nëmme richteg, dass de Sécherheetsrot hei seng Verantwortung schliesslech dach iwwerholl huet.

Loosst mech op dëser Plaz och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg un der EU-Missioun deelhëlt, déi den Niger soll derbäi ënnerstëtzen, d'Capacitéite vun de Sécherheetskräften auszebauen. D'Missioun ass prett, fir hir Aarbecht opzehuelen. D'Viraarbechte sinn esou gutt wéi ofgeschloss.

Ee Wuert zur Demokratescher Republik Kongo. Ech war viru Kuerzem beim Sommet vun der Francophonie zu Kinshasa. D'Verschlechterung am humanitären an am Sécherheetsberäich am Oste vun der République démocratique vum Kongo war eent vun den Haaptthemen op där Sitzung. D'Situatioun suergt fir grouss Beonrouegung. Nëmmen eng politesch Léisung, déi op dem Dialog tëschent der RDC an dem Ruanda grënnt, ass laangfristeg viabel. Ech si sécher, dass dëst Thema eent vun den Haaptthemen ass, wa Lëtzebuerg am Weltsécherheetsrot och sëtzt. Mir wäerten eist Bescht ginn, fir derzou bäizedroen, dass déi Situatioun verbessert gëtt.

Erlaabt mer, déi rezent Nominéierung och vun engem Lëtzebuerger, dem Colonel Jean-Louis Nurenberg, un d'Spëtzt vun der Berodungs- an Ënnerstëtzungsmissioun vun der Europäescher Unioun zugonschte vun der Reform vum Sécherheetssecteur ze ernimmen, eng Missioun, déi den 8. Juni 2005, ënner eiser Présidence deemools vun der Europäescher Unioun, lancéiert gouf.

Här President, eis transatlantesch Bezéiunge sinn een zentrale Bestanddeel vun eise Bezéiunge mat eise strategesche Partner. Mat den USA verbannen eis net nëmme geschichtlech Lienen, mä och a virun allem gemeinsam Wäerter a Visiounen, déi mir Europäer zesumme mat dem amerikanesche Vollek, zumools an dësen Zäiten, verdeedege mussen.

An deem Kontext freeë mir eis - ech soen dat riicht eraus -, dass de President Obama virun e puer Deeg erëmgewielt ginn ass, an hoffen, dass hien a sengem zweete Mandat méi Spillraum op verschiddene Gebidder huet, notamment a Saache vum Noost-Friddensprozess souwéi och der Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffen. Lëtzebuerg setzt sech weider a fir eng enk Zesummenaarbecht mat dësem transatlantesche Partner, deem wichtegsten.

An ech wéilt duerfir un dëser Plaz der amerikanescher Ausseministesch, déi jo net méi untrëtt, der Madame Hillary Clinton, ee grousse Merci soe fir dat dach gutt Versteesdemech, dat mer haten, an och fir hir positiv Astellung zu der Europäescher Unioun, wat net evident ass.

En anere strategesche Partner, deen an de leschte Joren ëmmer méi u Wichtegkeet gewonnen huet, ass selbstverständlech China. Ganz besonnesch freeë mer eis de 16. November op de 40. Anniversaire vun dësen diplomatesche Bezéiunge mat deem grousse Land. Dat ass also elo geschwënn. Dësen Anniversaire illustréiert d'Stabilitéit vun eise Bezéiungen an awer och d'Stäerkt vum géigesäitege Vertrauen tëschent eis an dem chineesesche Vollek. D'wirtschaftlech, d'politesch an d'militäresch Bedeitung vun dësem Acteur wäert och an den nächste Joren eis voll Opmierksamkeet verlaangen, a mir engagéieren eis, dës Bezéiungen nach weider ze verdéiwen.

E weidere strategesche Partner ass natierlech Russland. Eis wirtschaftlech Bezéiunge konnten an de leschte Joren eng ganz Rei vu wichtege Fortschrëtter verzeechnen an entwéckele sech ganz positiv. Um politesche Plang fleege mer ganz gutt Bezéiungen. Mir hu regelméisseg Kontakter um héchsten Niveau mat eise russesche Partner, a fir uganks 2013 si mer amgaangen, eng Statsvisite zu Moskau ze plangen.

No der Bonner Konferenz, Här President, an dem NATO-Sommet zu Chicago befënnt sech déi international Gemeinschaft elo an engem Prozess, deen derzou soll féieren, dass d'Afghane bis 2014 hir Responsabilitéiten am Beräich vun der Sécherheet kënne selwer an eleng iwwerhuelen. Et ass en immens laange Wee voller Erausfuerderungen, mä déi international Gemeinschaft ass do, fir d'Regierung an dat afghanescht Vollek an eng besser Zukunft zu begleeden. Mir beméien eis drëm, zesumme mat den Afghanen an der internationaler Gemeinschaft d'Stabilitéit vum Land hierzestellen an ze erhalen, och mam Zil, eng laangfristeg Partnerschaft mat den Afghanen an alle Beräicher opzebauen.

D'Entwécklungen, Här President, a Myanmar zënter de Wahlen am November 2010 hunn eis all iwwerrascht. Vun Ufank un hu mer op nationalem an europäeschem Plang d'Land encouragéiert, mat de Reforme weiderzemaachen, a mir hoffen, dass dat, wat erreecht gouf, och net méi réckgängeg ka gemaach ginn.

Als Zeeche vun der Unerkennung fir dat, wat geleescht gouf, wor ech a Myanmar, fir eng nächst Etapp vun eise Relatiounen anzeleeden. Enn Juli 2012 hu Lëtzebuerg a Myanmar offiziell diplomatesch Bezéiungen opgeholl. Myanmar steet haut nach viru villen, ganz villen Erausfuerderungen - d'Aktualitéit weist eis dat -, ënner anerem, wat d'Relatioune mat den ethnesche Minoritéite betrëfft. Mir fannen trotzdeem, dass dat e Land ass op engem neie Wee, deen et grad ageschloen huet an dee mer wäerte voll ënnerstëtzen.

Här President, Lëtzebuerg ass a verschiddenen NATO-Operatiounen involvéiert an ass der fester Iwwerzeegung, dass déi kollektiv Sécherheet vun den Alliéierten an déi vun der internationaler Gemeinschaft muss och an Zukunft garantéiert ginn. Mir ënnerstëtze weiderhin d'Initiativen, deenen hiert Zil d'Ofrüstung an d'Rüstungsbegrenzung ass. D'Motivatioun hanner eisem dynameschen Engagement ass d'Striewen no enger méi sécherer Welt mat manner Waffen.

Lëtzebuerg léisst sech net duerch Blockaden découragéieren, wéi et se um Niveau vun der Ofrüstungskonferenz - wéi mer dat wëssen - oder dem Ofkommen iwwer ee Verbuet vun nuklearen Tester gëtt. Mir wäerten eis weider derfir asetzen, dass dës Schlësselelementer vun den nuklearen Ofrüstungs- an Netverbreedungssystemer kënnen a Kraaft trieden.

Et mussen nach vill Widderstänn iwwerwonne ginn, mä trotzdeem wäert Lëtzebuerg, wéi och vill anerer, säin Usproch op eng Welt ouni Atomwaffen, en Usproch, deen et mat der Chamber a mat der Bevölkerung deelt, net opginn. Et muss verhënnert ginn, dass de Waffenhandel an instabille Regiounen ëmmer méi zouhëlt. Zënter der Chute zum Beispill vum Gaddafi a sengem Regime stréime Waffen onkontrolléiert an d'Sahelregioun, mat der Konsequenz am Mali, déi mer kennen.

Dir wësst, dass vum 2. bis de 27. Juli 2012 193 UNO-Memberlänner zu New York iwwer e Vertrag iwwert de Waffenhandel, den ATT, verhandelt hunn. Domat wier fir d'éischte Kéier den Handel mat konventionelle Waffe reglementéiert ginn. Wéi Der wësst, sinn dës Verhandlungen awer leider gescheitert. Trotzdeem ass et fir Lëtzebuerg wichteg, dass en neien Ulaf geholl gëtt am Joer 2013 an dass de Vertrag ugeholl gëtt.

Ech weess och d'Sensibilitéit vun der Chamber do ze appréciéieren. Mir mengen, dass gemeinsam Prinzipien a Regelen an dësem Beräich sech hautdesdags opdrängen, fir d'Sécherheet vun alle Staten an hirer Bevölkerung ze garantéieren. D'Zil ass et jo, een universellt Instrument ze schafen, dat juristesch Contrainten an déi héchstméiglech gemeinsam Normen, wat Export an Import an Transfert vu konventionelle Waffe betrëfft, operleet.

An eisem Engagement géint d'Stréimunitioun a Landminnen ännert sech natierlech och näischt. Mir hunn an dësem Beräich een exemplarescht nationaalt Gesetz ugeholl a finanzéiere konsequent d'Projeten, fir Minnen ze raumen an deenen am schlëmmste betraffene Regiounen.

Lëtzebuerg schafft och weider un der Ëmsetzung an um nationale Recht vun de Bestëmmungen, déi sech op d'Konventioun iwwert de Verbuet vu chemesche Waffe bezéien, fir konform mat all dëse Bestëmmunge vun der Konventioun ze sinn.

Här President, wéi Der gesitt, sti mer viru ganz, ganz villen Erausfuerderungen, awer och verschiddene grousse Méiglechkeeten. D'Aussepolitik an hirem Exekutiounsprozess, géif ech soen, ass jo primär d'Verantwortung vun der Regierung. Ech kéint mer allerdéngs net virstellen, dass een Ausseminister ouni den Appui vun dëser Chamber operéiere kéint.

Duerfir mäi Merci fir d'Éischt un de President vun der aussepolitescher Kommissioun, den Här Ben Fayot, an un Iech all selbstverständlech, dass Der een A op mech riicht, wat selbstverständlech kritesch ass, mä heiansdo och vläicht zur Zoustëmmung tendéiert. Mir wäerten eis net langweilen an deem Joer, wat kënnt.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Net méi spéit wéi muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.32 heures)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

SÉANCE 6

JEUDI,
15 NOVEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg

- *M. Jacques-Yves Henckes, M. Robert Weber*
- *Exposé: M. Lucien Lux (dépôt d'une motion) (M. Gast Gibéryen pose une question)*
- *Débat: M. Marc Spautz (MM. François Bausch et Eugène Berger interviennent), M. Fernand Etgen (MM. les Ministres Etienne Schneider et Claude Wiseler interviennent), M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Marc Spautz, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Fernand Etgen pose une question), M. Lucien Lux (demande concernant l'ordre du jour), M. Claude Wiseler*

2. Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel

- *M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

3. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite)

- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances (MM. Serge Urbany et Camille Gira interviennent)*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre)*
- *Motion 1: M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Lucien Lux*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Lucien Lux, M. François Bausch (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da ginn ech direkt dem Här Henckes d'Wuert fir eng perséinlech Interventioun.

1. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt soen, datt ech natierlech als Member vun der Chamber hei un dëser Debatt wäert assistéieren, mä well ech awer och Affekot si vun enger vun deene Parteien, déi hei an dem Deal vu Cargolux implizéiert woren a sinn, féiert dat natierlech derzou, datt ech net wëll weder un den Debatte participéieren nach un de Voten.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vun Ärer Deklaratioun, Här Henckes. Den Här Robert Weber kritt d'Wuert.

M. Robert Weber *(CSV).*- Här President, ech wollt Akt ginn, dass ech als fréieren Administrateur vun der SNCI un deenen Debatten hei net deelhuelen, och u kengem Vote deelhuelen an de Sall verloossen.

M. le Président.- Ech ginn dann och dem Här Weber Akt vu senger Deklaratioun.

Soss kee méi, deen nach eng Deklaratioun ze maachen huet?

Wann dat net de Fall ass, kéime mer dann un den Ordre du jour vun haut de Moien, nämlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Aviatioun zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Etgen, Bausch, Gibéryen an Urbany.

Als Éischten héiere mer den Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et noutwendeg, de Moie bei der Geleeënheet vun dëser Debatt op d'Bedeitung vum Flughafen a vun eisen zwou nationale Fluchgesellschaften anzegoen?

Ech mengen: Jo, well et spillt sech do um Findel e bëssen, wann een esou ka soen, d'Plaz vu Lëtzebuerg op der Landkaart of. Do ass de Levier fir an d'Welt op engem sozialen, op engem gesellschaftlechen, virun allem och op engem ekonomesche Plang.

Et ass haut eng Plattform fir Dausende vun Aarbechtsplazen an alle Beräicher. Et ass d'Pièce maîtresse vun eisem Wirtschaftsstanduert. An et ass - looss een et einfach soen - eng Lëtzebuerger, eng national Success Story säit Joren, jo säit Jorzéngten, mam Know-how, mam Professionalismus, mam Asaz, mat der Motivatioun vun Zegdausende vu Mataarbechter a Mataarbechterinnen an Dirigenten, déi et - an ech wëll dat direkt vun Ufank un am Numm vun eiser Fraktioun soen - net verdéngen, esou dohigestallt ze ginn, wéi dat säit Wochen a Méint geschitt.

Et sinn och Nuisancen - Kaméidi zum Beispill -, déi ugepaakt musse ginn, an dat an engem gesonde Verhältnis tëschent Wirtschaftlechkeet an der Liewensqualitéit vun de Leit, déi do betraff sinn. An, fir e Wuert ze gebrauchen, wat an deene leschten zwee, dräi Joer modern ginn ass: Ass alles dat, wat sech do ofspillt, „systemesch", dat heescht strategesch, dat heescht an engem Wuert: am nationalen Interesse?

Ass et noutwendeg, och de Moien ze versichen ze verstoen, wat eis déi circa dausend Mataarbechter vun deenen zwou Fluchgesellschafte virgëschter hei virun der Dier soe wollten?

Ech mengen: Jo, et ass noutwendeg. Well ech mengen, si wollte ganz einfach soen: „Et geet elo duer! Méintelaang Miesmacherei, Demotivatioun, Mësstrauen, Zermürbung hunn elo laang genuch gedauert!" An déi goufen och an eisen Ae laang genuch gedult, an déi rabiat Kënnegung vun de Kollektivverträg an deenen zwou Gesellschafte war niewent dem soziale kollektivvertraagleche Faktum virun allem och e Symbol fir alles dat doten.

Dësen Débat haut, esou wéi mer e verstinn, soll un éischter Stell - wéi géifen déi Däitsch soen? - en „Weckruf" sinn, en Oprëselen. Wéi wëlle mer - an dat ass eng Fro, déi ech stellen och un d'Regierung -, wéi wëlle mer, wéi wëllt d'Regierung muer an iwwermuer aner Betriber zu engem Sozialmodell verflichten, wann do, wou se mat d'Soen huet, dat zougelooss gëtt, wat an deene leschte Woche geschitt ass?

Ech wëll de Moien hei keng iergendwéi gelagert Ressentimente schüre géint de Katar, obschonn d'Tatsaachen, dass et an deem Land keng Mënscherechter gëtt, keng Gewerkschaften, keng Pressefräiheet, keen Aarbechtsrecht, keng Rechter am Betrib - de Prinzip „Här ass Här a Max ass Max" -, och Fakte sinn. Mä ob an der Cargolux als neien Aktionär de Katar oder Chineesen oder Russe komm wären, et stellt sech d'Fro, ob et da besser gewiescht wär. Jiddefalls, dat steet op engem anere Blat.

Et geet hei ëm d'Verantwortung, déi d'öffentlech Hand an deenen zwou nationale Gesellschaften huet. Et geet ëm d'Roll vun öffentlechen Aktionären an hirer politescher Tutelle. Dat ass d'Aufgab vun der Chamber, dat ze hannerfroen an dat och ze kontrolléieren.

Ech mengen net, dass et de Moien d'Aufgab ass, an dat soen ech och deenen zwee Ministeren, déi hei sinn, fir am Detail op all déi strategesch Froen, déi sech stellen, anzegoen. Mir wëssen, dass bei der Cargolux déi Diskussiounen amgaange sinn opgrond vun den Aarbechte vun der Etüd vum Büro Oliver Wyman. Mir wëssen, dass dat bei der Luxair amgaangen ass ze geschéie vun dem Büro Roland Berger bis Ufank d'nächst Joer.

Et ass also net d'Fro, haut déi strategesch Froen alleguerten hei ze entscheeden. Et geet eis awer virun allem ëm en État d'esprit, dee vun haut un, hoffe mer, an all deenen Décisiounen do muss gëllen.

Ech wëll e puer einfach Bemierkunge maachen. Eng erfollegräich Flughafepolitik vu Lëtzebuerg ass enk verbonne mat der erfollegräicher Entwécklung an dem Gedeie vun der Luxair - zwee Drëttel vun de Passagéier douewen um Findel - an der Cargolux - 75% vum Frachtopkommen um Findel.

Dat kléngt anodin, dat kléngt scho bal banal. Ass et awer net! Mir hunn, dat wësse mer, an deenen zwee Beräicher méi Acteuren um Findel, awer, an dat wëll ech ganz kloer soen, nëmmen zwee, déi et erlaben, eng national Strategie ze fueren, an déi allen zwee intimement matenee liéiert sinn.

Ech wëll dozou zwee Beispiller ginn. Ech héieren a liesen an dëse Wochen Aussoe wéi déi: „Bei der Luxair brauche mer eng Rosskur." Ech héieren Aussoen an der Fro géigeniwwer der Konkurrenz zum Beispill vu Low-Cost-Gesellschaften: „Jo, d'Luxair muss elo kucken, dass se do eens gëtt."

Ech soen, et kann een de fragilen Équiliber tëschent politeschen, ech géif bal soen nationalen Desiderata engersäits an enger renger Rentabilitéitslogik bei der Luxair kapottmaachen. Dat heescht dann awer och, an dat muss ee wëssen, dass d'Luxair muer iwwert d'Halschent vun de Linnen am Airline-Beräich zoumécht, well se net rentabel sinn. Mä dat heescht awer och, dass muer eng hallef Dosen, eng Dose Low-Cost-Gesellschaften au gré vun hire Profitter just nach op dräi, véier oder fënnef Linne fueren, de Filetsstécker, do wou Geld ka gemaach ginn, an all de Rescht gëtt fir Lëtzebuerg eng Wüst.

Wëlle mer dat? Wëllt d'Regierung dat? Ass dat déi Strategie, déi mer wëlle goen?

Déi Defiziter, déi d'Luxair haut flitt, si säit Joren iwwregens gewosst an - ech soen et och ganz kloer - och gewollt. Dat heescht net, dass déi Gesellschaft sech ëmmer erëm muss nei opstellen, dass se eng Masse critique muss behale vun zéng bis zwielef Fligere bei den Airlines. Dat heescht, dass se um Niveau vun der Präispolitik Effortë mécht. A wann ech gesinn, dass haut scho vun allen Ticketen, déi verkaf ginn, ronn 35% där sougenannten „Primo-Ticketen" ënner 190, 180 Euro sinn, weist dat, dass do Efforten an deene leschte Jore gemaach ginn.

Dat heescht och, um Coût schaffen - net eleng op de Personalkäschten, mä och op deenen - an der Diskussioun mat de Gewerkschaften; Personalkäschten, déi ronn 38%, 40% bei der Luxair, awer nëmmen - an dat wëll ech och soen - 13% oder 14% bei der Cargolux ausmaachen.

Dat heescht och - an deenen zwou Gesellschaften - eng aggressiv kommerziell Strategie goen. Dat heescht och, Risiken heiansdo huelen an den Invester. Dat heescht Synergië maachen an esou weider.

Ech wëll en zweet Beispill soen: Wann ee weess, wat ech um Ufank scho gesot hunn, dass de Client Cargolux am Cargo Center vun der Luxair 75% vun der gesamter Fracht ausmécht, ass et - wéi soll ech et fei soen? - eng ongeheierlech Irresponsabilitéit, wann de President vum Verwaltungsrot vun der Cargolux op der Table ronde, déi viru Kuerzem stattfonnt huet, en zweeten „handling agent" fir d'Cargolux verlaangt.

Do froe mir eis: A wat fir engem Numm, mat wat fir enger Duldung? A firwat net op d'Plaz gesat? Ass et naiv Onkenntnis vun der Responsabilitéit, déi domat verbonnen ass, oder gëtt et en „hidden agenda", iwwert deen ee muss schwätzen? Wat sinn also d'Virstellungen? Wéi soll dat Zesummespill Flughafen an zwou national Gesellschaften ausgesinn, och an engem oppenen, an engem fräie Marché? An dobäi net ze verkennen, dass och an anere Länner national Strategië gefuer ginn, deels mat staarke staatleche Subventiounen, fir Maartundeeler auszebauen.

No der Strategie „Building an new airline" waarde mer, wéi ech gesot hunn, bei der Luxair op de Strategiepabeier Roland Berger, fir dann eng Strategie ze entwéckelen, déi virun allem - an dat ass d'Fro vum État d'esprit - mat engem Bekenntnis soll ufänken zu der Gesellschaft, zu de Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Gesellschaft, zum Know-how. Ech mengen, domadder misst déi Strategie ufänken.

Alleguerten, all d'Airlines, am Cargo-Beräich wéi am Passagéierberäich, leiden an der Kris. D'Beispiller vu Failliten an deem Beräich, vun dramatesche finanzielle Verloschter a Personalofbau an dausenderlee Mooss gëtt et weltwäit, ech weess net wéi vill. D'Luxair an d'Cargolux - och dat muss een dann emol eng Kéier soen, fir och emol dat Positiivt an de Mëttelpunkt ze réckelen - maachen dobäi nach laang net déi schlechtste Figur, ganz am Géigendeel!

Zur Cargolux: D'Cargolux leit, wéi all déi aner am Fluchgeschäft, ënnert der Kris, ënner Fioul-Präisser, ënnert der Konkurrenz aus Middle East an aus Asien duerch nei All-Cargo-Gesellschaften oder duerch Belly-Capacitéiten. Do muss een dergéinthalen, och Veränneruge virhuelen, awer dat maachen op eng, wéi soll ech soen, souverän a serein Atmosphär. Do brauch ee Vertrauen no bannen a Vertrauen no baussen. Do brauch ee vill Fangerspëtzegefill, do brauch ee Stabilitéit an Dialog, do brauch een a gefleegt muss ginn d'Selbstwäertgefill an de Respekt virun deem, wat och an deene leschte Jore geleescht ginn ass.

Mir hunn an der Cargolux genau de Géigendeel gemaach an dat ass esou komm - ech wëll keen detailléierten Historique maachen, villes ass bekannt -, mä ech wëll e puer markant Momenter retracéieren: Am Februar 2011 ass den Deal zur Iwwernahm vun de 35% vu Qatar Airways vum Finanzminister zu Doha getätegt ginn. Dass dës Iwwernahm laanscht, et kann ee souguer soe géint de Verwaltungsrot vun der Cargolux gelaf ass, ass och nach ëmmer nodréiglech ze bedaueren!

D'Cargolux hat selwer als Gesellschaft 2010 mat dem Katar, mat Qatar Airways verhandelt, an dës Verhandlunge si virun allem um Präis gescheitert a waren ofgeschloss. D'Cargolux huet sech duerno, d'Gesellschaft, eng Method ginn an en Timing ginn, fir méi potenziell Partner ze analyséieren, an dës Aarbecht, déi amgaang war gemaach ze ginn an déi am Mee deemools 2011 am Verwaltungsrot sollt en éischten Ofschloss fannen, ass abrupt bëennt ginn duerch den Deal vum Februar 2011, deen de Finanzminister zu Doha getätegt huet. Dass sech dobäi, fir et fein auszedrécken, muncher widdert de Kapp gestouss gefillt hunn, läit jo wuel kloer um Dësch.

Iwwregens, d'Evaluatioun, dat nëmmen als Fakt, d'Evaluatioun vum Wäert vun deene 35% louch 2010, opgrond vun enger objektiver Evaluatioun, déi d'Cargolux gemaach huet, bei 134 Milliounen. De Katar wollt der 100, an de Finanzminister huet bal genau an der Mëtt, bei 117 an eng hallef Milliounen, ofgeschloss. Dass dat e Präis war, deen net jiddwerengem gefall huet, hunn d'Reaktiounen herno ënner anerem vun der BIP an der Fro vun der Iwwernahm gewisen. An dat huet jo dann zu engem gewotenen Deal gefouert, Konstrukt gefouert, dee beim Verkaf entstanen ass.

Och wann no der Réunioun vu gëschter an deenen dräi Kommissiounen, och wann no där Sëtzung eis Fraktioun kaum eppes Illegales do gesäit, fir net ze soen iwwerhaapt näischt Illegales gesäit, weist dat awer, dass eng Rei vu Froen opgeworf gi sinn, déi, mengen ech, och haut - an ech mengen, mir hu jo Zäit an deenen nächsten Deeg - nach net all beäntwert sinn.

Zu der Iwwernahm vun deene 35% gëtt et eng Rei vu Froen, déi ee sech ka stellen. Gouf et - an déi Fro ass jo och gëschter gestallt ginn - aner interessant Ubidder a si se ausräichend genuch analyséiert ginn, ass ausräichend genuch gekuckt ginn, ob do eng Rei vu Virdeeler waren, op déi een hätt kënnen agoen? War et clever - eng Fro, déi ech scho méi oft gestallt hunn -, fir dem Katar eng Spärminoritéit zouzegi mat relativ - an d'Spärminoritéit, nach doriwwer eraus och den Agreement selwer -, mat wäitgehende Veto-Rechter, kenge Garantië bei de Synergien a bei der kommerzieller Kooperatioun?

War et net - a mengen Aen, an ech widderhuelen dat, wat ech virun e puer Woche gesot hunn -, war et net deen éischte gravéirende Feeler, deen och virun allem am psychologesche Beräich tëschent Partner geschitt ass, dem Wonsch vum Katar nozeginn an den deemolege President vun der Cargolux, Marc Hoffmann, ze afferen an en duerch e méi Katar-gefällege Mann ze ersetzen? A wéi ass et mat dem Interessekonflikt vun deem neie President vun der Cargolux, wou mer och säit gëschter net definitiv sécher sinn, dass et deen net gëtt?

Iwwregens - fir dat bal an enger Klammer ze soen -, déi Behaaptung gëschter oder déi Informatioun, dass den Här Albert Wildgen un de Verhandlungen am Februar 2011 am Katar niewent dem Finanzminister an dem Grand-Duc Héritier un deene Verhandlungen deelgeholl huet a senger Qualitéit als President vun der Administration des Biens vum Grand-Duc, ass jo awer eng extravagant Geschicht! Wat fir eng Interesse stoungen dann do um Spill fir d'Administration des Biens vum Grand-Duc? Wat fir eng Verbindungen huet dat mat der Cargolux? A wéi ass et méiglech, dass een, wéi mer gëschter héieren hunn, deen do nach en onbekannte war fir de Katar, dräi Méint drop proposéiert ginn ass, fir President vun der Cargolux ze ginn?

Den zweeten Akt: Kaum am Betrib installéiert, ass fir den neien Aktionär eng Strategie ugaangen, déi ee ka nennen déi intern an déi extern Schwächung vun dem Betrib no baussen an no bannen, nom Motto: „Elo weise mer emol, wéi dat geet, elo kënnt emol eis Kultur zum Zuch". An dat huet gegipfelt - an ech muss soen, ech hunn dat haut nach an Erënnerung a mengen Oueren - am Interview vum President vum Verwaltungsrot, deen op d'Fro hin: „Wat ass dann ënner anerem de Mehrwert vum Katar an där Gesellschaft?", do gesot huet: „Ma elo kënnt emol endlech Professionalismus an de Verwaltungsrot". Ech muss soen, fir all déi, déi während Joren a Jorzéngten um Niveau vun där Gesellschaft Verantwortung gedroen hunn, als blank Amateuren dohinnerzestellen, dat war schonn, gelinde gesot, eng relativ Frechheet!

Et ass an Interviewen, an ech mengen, dat ass ugaange mam Interview vum Här Akbar Al Baker an der internationaler Press, wou e bal ruffa betribsschiedegend d'Strategie vun der Cargolux bal lächerlech gemaach huet. Dat ass weidergaange mat engem Sträit, dee vum Stapel gelooss ginn ass mat Boeing. Et ass eng Versécherung (veuillez lire: Veronsécherung) vu Clienten a vu Banke mat deem Popanz, dass ee 750 Millioune bräicht fir eng Kapitalerhéijung, alles dat mat dem Zil, fir eng Veronsécherung ze maachen, där och keen, muss ee soen, esou richteg no baussen an no banne widdersprach huet.

Et war Deel vun enger Strategie: Schwächung a Veronsécherung, déi dem neien Aktionär erlabe sollten, nach méi aggressiv an nach méi breet opzetrieden. An ech wëll och soen, dat ass fir d'Strategie och wichteg; an net ze vergiessen, dass, wéi sot den Här Forson et an engem Interview am „Tageblatt" relativ éierlech a cru: „Natierlech sinn d'Cargolux an d'Qatar Airways glaskloer Konkurrenten a wäerte sech och allen zwee als Konkurrente musse behuelen."! An den Här Wildgen, den Här President, huet bal gläichzäiteg am „Wort", an engem Interview am „Wort" gesot: „Et ass eng perfekt Harmonie an et ass alles a Botter, rien à signaler, wann ech gelift weidergoen." A mat hire Gefolgsleit konnten domadder och all relevant Informatiounen am Betrib - Businessmodell, Kontrakter, Präisser - zum Konkurrent gelaangen.

Qatar Airways brauch Maartundeeler, brauch Tonnagë fir säin Hub, seng grouss Halen zu Doha ze fëllen, dat wësse mer. Dat ass a sech näischt Aussergewéinleches. Mir hunn an der Luxair och d'Lufthansa do sëtzen an och déi konkurréiert eis jo, souguer op eegene Linnen. Mä et ass fir d'Strategie awer ganz kloer wichteg gewiescht a wichteg ze wëssen, an all deene Froen, déi sech gestallt hunn, dass de Qatar eben net just eleng e feine Patron ass…, e feine Partner, pardon, ass, deen heihinnerkënnt, fir eis eng Hand unzepaken, mä dass en e Konkurrent ass a sech och deementspriechend wäert behuelen.

Den drëtten Akt, wëll ech soen, ass deen op Lëtzebuerger Säit. Ech hu virdru gesot, ob et Qatar Airways ass, ob et Russen oder Chineesen oder ween och ëmmer ass, oder och Europäer, ech mengen, d'Fro war net eleng: Wat ass mat deene 35%? Mä d'Fro war virun allem och: Wat ass mat deene 65%?

An ech mengen, dass an all där Zäit déi Lëtzebuerger Säit, déi Lëtzebuerger Aktionären ënnert der Tutelle vun der Regierung ouni Kompass, ouni seriö Koordinatioun, ouni Selbstbewosstsäin, ouni Homogenitéit, virun allem am Optrieden an de Gremië vun der Cargolux, dohierkomm sinn.

Wéi huet mer ee Lëtzebuerger Aktionär…

(Interruption)

M. le Président.- Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen Iech eng Fro stellt?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Oh, gären!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Beschreiwung do vun der Onkohärenz um Niveau vun der Gesellschaft, wat un engem Manque vun der Koordinatioun vun der Regierung läit, ass dat eng rezent Situatioun oder ass dat scho méi laang? Geet dat vläicht och schonn zréck op dee fréieren Transportminister?

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech beschreiwen hei, Här Gibéryen, eng Situatioun, déi sech ofspillt säit der Iwwernahm vun de 35% vum Katar. Dat hutt Der jo hoffentlech matkritt.

Virdrun hate mer d'Situatioun net, dass mer déi Koordinatioun an deem Mooss gemaach hunn, obscho se stattfonnt huet virun alle Sëtzunge vum Verwaltungsrot. Mä ech beschreiwen eng Situatioun, déi entstanen ass an de Gremien. An ech kéint hei vill Storyen erzielen aus de Gremien, virun allem aus dem Verwaltungsrot vun der Cargolux, säit der Iwwernahm vum Katar.

An ech wollt Iech just soen, dass ee vun deene Vertrieder, Lëtzebuerger Vertrieder am Verwaltungsrot vun der Cargolux mer gesot huet, esou eng miserabel Gouvernance hätt en nach ni erlieft.

Dat ass net eleng eng Fro vun der Regierung. Dat ass virun allem och eng Fro, awéiwäit Homogenitéit besteet tëschent de Vertrieder vun deene Gesellschaften, déi vu Lëtzebuerger Säit am Cargolux-Verwaltungsrot an doriwwer eraus opzetrieden hunn.

Bei villen Entscheedunge war et net méiglech, fir déi Homogenitéit hierzestellen, an dat huet natierlech deem neien Aktionär erlaabt: Bei Froen, wie soll déi nei Beroderfirma sinn, déi den Audit an d'Strategie analyséiert, bei enger Rei vu Personalentscheedungen an esou viru goufe Bedéngunge gestallt an och duerchgesat.

Wéi kann een - an ech soen ee Beispill nach derbäi -, wéi kann een zouloossen - et ass eng Fro, déi an der Firma entscheet ass, net vun der Regierung -, wéi kann een zouloossen, dass de fréiere CEO vun der Cargolux, den Här Uli Ogiermann, en Ofgang kritt huet bei der Cargolux, ouni am Kontrakt eng Clause de non-concurrence ze hunn, déi am Prinzip an all esou Kontrakter dat Normaalst vum Normalen ass, mat haut der Tatsaach, dass dee Mann haut op der Pailëscht steet vun de Katarien a fir déi schafft, mat allem Wëssen, dat e sech a Joren an där Firma konnt uneegnen?

A wéi kann een zouloossen, dass e Businessmodell, deen a villen internationale Konferenzen an der Aviatioun als Benchmark ugesi gëtt, no baussen, net vun der Regierung, Här Gibéryen, mä vun de Vertrieder, vun de Membere vun dem Verwaltungsrot vun der Gesellschaft, dass deen no baussen a Fro gestallt ginn ass?

Den Här Forson seet, d'Cargolux muss sech nei erfannen. Anerer soen, mir brauchen een neie Modell. Mir brauche fundamental Verännerungen. Kéint et net vläicht sinn, dass de Businessmodell vun der Cargolux och haut nach ëmmer ee gudden ass? An dass en an den Zuelen nëmmen dat erleit, wat all Fluchgesellschaften dobaussen an der aktueller Kris, konjunktureller a struktureller Kris erliewen?

Ech soen dofir, mir brauche Verännerungen. Mir mussen op eng Rei vu Saachen agoen, mä mir mussen, mengen ech, virun allem awer och derfir suergen, dass mer net alles dat ewechgeheien a menge mussen ewechzegeheien, wat a ville Jore sech bewährt huet an zum Succès vun deenen zwou Gesellschaften, mä virun allem och vun der Cargolux, gefouert huet.

Et geet also drëm, eng Strategie intelligent unzepassen, an enker Zesummenaarbecht mat den Direktiounsmemberen, ze vermeiden, dass déi sougenannte fundamental Verännerungen d'Cargolux definitiv bei den Ofgrond féieren.

De véierten Akt steet elo un, an ech soen nach eng Kéier dat, wat mer am Ufank gesot hunn: Eis geet et net drëm, fir hei iergendengem seng Responsabilitéit à ce stade ze gesinn. Eis geet et drëm, en État d'esprit, wa méiglech vun haut un, ze schafen, deen et erlaabt, dass déi Lëtzebuerger Säit net géint déi aner Säit, mä awer au moins am klore Wësse vun enger nationaler Strategie a vun nationalen Intérêten optrëtt.

Dat ass, mengen ech, den Appell, dee fir eis haut noutwendeg ass.

Vill soen, mat deenen ee schwätzt, an an deene leschte Wochen a Méint waren dat der jo net wéineg, vill soen eis: „Bei der Cargolux ass et fënnef vir zwieleef!" An et gëtt anerer, déi soen: „Et ass scho fënnef op zwieleef! Déi Partie do ass verluer!" An dat geet ganz kloer an déi falsch Richtung.

A mir mengen haut de Moien, dass et vläicht dann zwieleef Auer pile ass, a wëllen dofir an enger Motioun, och vun der Majoritéit, niewent deem, wat ech elo beschriwwen hunn, virun allem dräi Saache soen:

Éischtens, dass d'Regierung soll oppassen an nokucken a sécherstellen, dass an deenen nächste Wochen a Méint an deenen Décisiounen, déi ze huele sinn, op engem strategesche Plang virun allem, dass do dat kompatibel ass mat zum Beispill där Logistikpolitik, déi Lëtzebuerg wëllt maachen, dass d'Cargolux an de Cargo Center en Deel si vun deem Puzzle, wat mer do an deenen nächste Jore wëllen ekonomesch an an der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaftspolitik opbauen; dass mer assuréieren, dass en Développement vun Aktivitéite stattfënnt, an net nëmmen eleng eng Diskussioun iwwer Ofbau; dass e Bekenntnis zu bestehenden Aktivitéite wéi der Maintenance do ass - eng Maintenance, déi vu villen aneren auslännesche Gesellschaften opgesicht gëtt, souguer aus Länner, wou ee mengt, dass de Coût salarial se misst forcéieren, fir et dohannen ze maachen, déi et awer hei maachen, well se hei och een Know-how an ee Professionalismus an ee gesamte Paquet virfannen, deen et hinnen erlaabt, fir sech fir Lëtzebuerg a fir d'Cargolux a fir hir Aktivitéiten ze décidéieren.

Zweetens brauche mer e Sozialdialog no bannen a virun allem, mengen ech, och eng Aart a Weis fir opzetrieden no baussen, déi et erlaabt, ech wëll dat emol soen, dass déi Leit, déi do schaffen, net duergestallt ginn, wéi wa se kéinte beweegt ginn hin an hier, eran an eraus wéi déi Maschinnen, déi am Betrib stinn!

An do gëllt ee Wuert, dat ass d'Wuert vum Respekt vis-à-vis vun deene Leit, déi do schaffen. An ech soen, wann ech aus der Erfahrung vun deene leschte Joren, Jorzéngte kucken, da kennen d'Lëtzebuerger Gewerkschaften zwee Wierder. Si kennen den Engagement fir hir Leit. Dofir si se do un éischter Stell. Mä si kennen awer och dat Wuert Verantwortung. An ech mengen, si wëssen, wann ee se eescht hëlt, seriö hëlt, wann een ënner e puer klore Wäerter a Virstellunge mat hinnen diskutéiert, dass een zu Accorde ka kommen, déi et erlaben, déi zwou Gesellschafte weiderzëentwéckelen a se op sécher, op fest Féiss ze stellen.

Dofir och do den Appell: Un den Dësch setzen, an net maache wéi - wéinstens bei der Cargolux - ze soen, de Kollektivvertrag gëtt gekënnegt an d'Diskussioune fänken un op der Basis vum Droit commun! Wann ech gelift! Ech mengen, dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren. An ech mengen, dofir ass et och wichteg, déi Fro an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen ordentlech unzepaken.

Deen drëtte Wëllen, dee mer wëllen ausdrécken, ass deen, dass déi Kapitalerhéijung, déi bevirsteet, dass déi nom Ratio vu 65% fir déi öffentlech, déi Lëtzebuerger Säit ausgedréckt gëtt a 35% fir déi auslännesch. An deem Ratio, mengen ech, ass et net onbedéngt noutwendeg, dass genau bis hannert de Komma d'Kräfteverhältnis innerhalb vum Lëtzebuerger Block, wann ech dat esou ka soen, muss bestoe bleiwen, dass do selon les moyens vun deenen Eenzelnen et soll méiglech sinn, fir ze kucken, wéi an Zukunft d'Aktionariat stattfënnt. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass de Ratio vu 65/35 - an d'Regierung huet sech jo an enger Rei vun Äusserungen och zu deem Prinzip bekannt -, dass deen och an deenen Décisioune vun deenen nächsten Deeg a Woche gëllt.

Här President, ech wollt Iech déi Motioun iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance d'activités aéroportuaires diversifiées et performantes pour le développement de notre économie nationale en général et celui du secteur de la logistique en particulier;

- considérant les revues stratégiques en voie d'élaboration tant au niveau du gestionnaire de l'aéroport lux-Airport qu'au niveau des compagnies aériennes luxembourgeoises, Luxair et Cargolux, devant la toile de fond d'un secteur aérien fortement perturbé et par les conséquences du déclin considérable de l'activité économique au niveau mondial et par la montée en puissance de nouveaux entrants menant à des surcapacités assorties de pressions sur les prix du marché;

- considérant les répercussions directes et indirectes des activités aéroportuaires et de l'ampleur, voire de la diversité des métiers ainsi offerts sur le marché de l'emploi luxembourgeois;

- considérant la dégradation récente du dialogue social au sein des entreprises Luxair et Cargolux suite à la résiliation unilatérale des conventions collectives de travail par les directions respectives des compagnies aériennes concernées;

- considérant l'importance d'un actionnariat luxembourgeois fort et uni dans le capital de Luxair et notamment de Cargolux;

invite le Gouvernement

- à veiller à ce que les orientations stratégiques actuellement sous revue auprès de lux-Airport des compagnies aériennes Luxair et Cargolux tiennent compte des intérêts et des besoins de l'économie nationale en général ainsi que de la politique gouvernementale dans les domaines de la logistique et des transports en particulier afin de continuer à contribuer de manière cohérente et coordonnée au développement structuré du site aéroportuaire tant en termes de volumes transportés qu'en termes de qualité des services prestés et, par là, de création d'emplois et de valeur ajoutée pour les activités connexes;

- à veiller, lors de la phase d'identification et de la mise en œuvre des mesures qui s'avéreraient nécessaires pour parer aux conséquences néfastes d'une dégradation continue de l'environnement économique en général et des difficultés rencontrées dans le secteur de l'aviation en particulier, à ce qu'un dialogue social constructif et respectueux au sein des entreprises concernées soit assuré;

- à faire en sorte à ce que tous les actionnaires actuels puissent participer selon leurs moyens à cette opération tout en veillant à ce que le ratio 65:35 entre le capital luxembourgeois et le capital étranger ne soit pas dépassé au niveau de l'actionnariat.

(s.) Lucien Lux, Ben Fayot, Norbert Haupert, Marc Spautz, Raymond Weydert.

Ech wollt zum Schluss am Numm vun eiser Fraktioun dann nach ee véierte Punkt soen, deen eis wichteg schéngt an den Décisioune vun deenen nächste Wochen. Ech mengen, dass, esou wéi et iwwregens ofgemaach war am Agreement tëschent den Aktionären, un der Spëtzt vun der Gesellschaft, ob dat am Verwaltungsrot ass, um Niveau vun der Direktioun, dass et noutwendeg ass, dass mer do Spëtzeleit hunn, dass mer gutt Leit hunn, dass virun allem, mengen ech, hir Qualitéiten, déi se hunn als Dirigenten, wichteg sinn, mä dass awer ee Prinzip och fir eis wichteg ass, nämlech dass se onparteiesch, dass se onofhängeg sinn, dass se eng Kredibilitéit no baussen duerstellen, déi eis extrem wichteg schéngt no bannen, fir Vertrauen erëm erëmzegewannen, an no baussen, fir d'Firma och mat hire ville gudde Säiten an Elementer a Resultater dohinnerzestellen. Net wéi dat vill an de leschte Woche geschitt ass!

Déi Geleeënheet, déi éischt Geleeënheet, fir dat ze dokumentéieren, ass den 30. November, de Verwaltungsrot, déi éischte Kéier dann um Niveau vun der Direktioun, a mir erwaarden, dass d'Aktionären op Lëtzebuerger Säit mat der Ënnerstëtzung vun der Regierung dës Chance net verpassen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Débat vun haut geet et ëm eng Zukunft vum Lëtzebuerger Flughafesecteur. Dësen Débat kann een awer och net lassgeléist vum internationale Kontext féieren, an deem mir eis bewegen. Mir sinn am Joer fënnef vun enger weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris, d'Croissance a villen Deeler vun der Welt stagnéiert, och an Europa. Et gëtt manner consomméiert a manner produzéiert. Dat huet seng Inzidenzen op déi weltwäit Wirtschaft, och op de Secteur vun der Aviatioun.

Et muss ee wëssen, dass den internationale Fluchverkéier, sief et am Beräich vun de Passagéier wéi och am Fret, mat zu deene schwieregsten a meescht ëmkämpftste Wirtschaftssecteuren zielt. An de leschte Joren hu mir an der Aviatioun an Amerika, Asien an Europa grouss Verännerungen erlieft. Grouss a bekannt, renomméiert Airlinë si carrément verschwonne vun engem Dag op deen aneren an an d'Faillite gaangen. Anerer si fusionéiert ginn oder hu sech misse restrukturéieren, fir ze iwwerliewen. Deen aktuellste Fall ass dee vun der Iberia, déi kuerz virun der Faillite steet.

An deem ganzen internationalen Ëmfeld kënnt fir déi europäesch Airlinen e weidere Facteur derbäi, deen hinne Kappzerbrieches mécht. Zënter enger gewësser Zäit drängt ëmmer méi staark a virun allem finanzkräfteg Konkurrenz aus dem Noen Orient op de Marché, massiv virun allem op den europäesche Marché. Si erriichten Hubben a ville Länner a bidden doriwwer eraus nei Destinatiounen u respektiv attackéieren a konkurréieren déi europäesch Airlinen op hiren traditionellen a virun allem rentabele Linnen. Dat geschitt souwuel beim Voyageur wéi och beim Fret.

En anere Punkt ass deen, dass och d'Flughäfen ënnereneen a Konkurrenz stinn: Hahn, Charleroi, Léck, Köln sinn direkt Konkurrente fir de Standuert Lëtzebuerg. Jiddweree probéiert mat alle Mëttelen, seng Atouten, seng Infrastrukturen, seng Manpower esou gutt wéi méiglech ze verkafen. Dat ass legitim, och wa Verschiddener menger Meenung no nach just existéieren, well se substanziell subventionéiert ginn a substanziell ënnert den Aarm gegraff kréien. An ech denken do virun allem un Hahn.

A wann een dann déi Diskussioun kuckt, déi déi lescht Wochen a Méint gelaf ass, dass och zu Bitburg probéiert gi war, e Flughafen als Konkurrenz fir Lëtzebuerg opzeriichten, da kann dat näischt Gutts bedeiten.

(Interruption)

Zu Bitburg ass d'Resultat, Gott sei Dank, net zustane komm. Wann elo dobaussen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da kuckt Iech emol déi aner regional Flughäfen un, wou déi entre-temps ukomm sinn. Kuckt Iech emol d'Geschäftsmodeller u vun deenen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo. Dir kommt jo nach. Wann elo dobaussen d'Impressioun opkënnt, dass d'Regierung…

(Interruption et hilarité générale)

Wann elo dobaussen d'Impressioun opkënnt, dass d'Regierung näischt gemaach hätt, fir de Flughafen konkurrenz- an zukunftsfäeg ze maachen, sou ass dat falsch. Well Millioune vun Euroe goufen an de leschte Joren an d'Infrastrukture gestach, déi sech net mussen hanner anere Flughäfe verstoppen.

Här President, an deem ganz globalen, volatilen an onsécheren Emfeld, dat ech elo grad ëmschriwwen hunn, muss de Lëtzebuerger Flughafe mat deenen zwou nationalen Airlinen Luxair a Cargolux sech behaapten. Dat ass net einfach a stellt d'Land an d'Politik viru grouss Erausfuerderungen.

Bevir ech op eenzel Punkten a Problemfelder wëll agoen, wollt ech de wirtschaftleche Foussofdrock vun der Aviatioun zu Lëtzebuerg beliichten. Ech hunn do bei menge Recherchen eng Etüd vun der „Oxford Economics" aus dem Joer 2011 fonnt, déi den ekonomeschen Impakt, baséierend op den Zuele vun 2007, analyséiert huet.

Dozou ass Folgendes ze soen: Ongeféier 10.000 Aarbechtsplazen hänken direkt oder indirekt mam Flughafen zesummen. Dat sinn d'Plaze bei Luxair, Cargolux, Cargo Center, d'Maintenance, de Catering, d'Zouliwwerer, d'Sécherheetsfirmen, d'Camionneuren. Dat si bal 5% vum Emploi total intérieur.

Wann een nach e bësse méi wäit kuckt, wéi zum Beispill d'Inzidenze vum Flughafen op den Tourismus, dat heescht d'Gastronomie, d'Hotelswiesen, da sinn et nach vill méi Leit, déi vum Flughafen ofhängeg sinn. Dës Etüd schwätzt da vun 13.500 Leit.

Am Joer 2007 huet de Lëtzebuerger Flughafesecteur 2,6% zum PIB bäigedroen, net grad eng Milliard Euro, mat dem Tourismussecteur zesummen iwwer 3% vum PIB.

Et sinn och Steierrecetten an Héicht vun ongeféier 230 Millioune generéiert ginn. Et geet aktuell, trotz der Kris, d'Unzuel vun de Passagéier permanent an d'Luucht, op elo - 2011 - iwwer 1.790.000.

De Fret ass mat iwwer 650.000 Tonnen nach ëmmer op héijem Niveau. Den Tonnage ass ëm iwwer 7% erofgaangen. 2010 goufen 22 Destinatiounen ugeflunn. Mir si verbonne mat de wichtegste wirtschaftlechen Zentren an Europa.

Här President, dës Zuele beweisen, dass de Flughafen en dynameschen a wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft duerstellt, deen et gëllt ze ënnerstëtzen an ofzesécheren.

Elo gouf et awer an der Vergaangenheet Stëmmen, déi gemengt hunn, de Findel wier net wichteg fir d'Land. Ech ka mech nach gutt erënneren an ech hunn och déi Artikelen erëmfonnt, wéi 2000 d'Diskussioun gelaf ass wéinst de Vergréisserungen, déi deemools vum Transportminister Henri Grethen proposéiert a virgestallt gi sinn: dass dat net gutt wier, dass ee misst driwwer nodenken, nëmmen nach en City Airport ze maachen, dass et wichteg wier, iwwert d'Konzept nozedenken.

Do ass och deemools gesot ginn, dass et wichteg wier, international Experten ze huelen, fir emol eng Kéier ze kucken, en Audit ze maachen, wat ee kéint ännere wéinst dem Kaméidi an den Afluchschneisen, dass do gläichzäiteg an Europa géif gekuckt ginn, fir eng Direktiv ze kréien, fir den Haiser kënnen ze hëllefen, an dass déi an der Ausaarbechtung wier. Dat ass déi Direktiv vun 2002, déi mer virgëschter ëmgesat hunn, wou deemools den Ëmweltminister, den Här Goerens, gesot huet, dass dat séier géif kommen. Dat war de 17. November 2000.

Ech hunn nach eng Kéier erëmfonnt, 2003, e Leitartikel vum Paul Lenert aus dem „Lëtzebuerger Wort", wou et och drëm gaangen ass: Wéi ass et elo mat engem City Airport? Wat geschitt mam Ausbau? Well do den Här Grethen gesot kritt huet, et wier net gutt, wa mer ze vill Cargo-Aktivitéite géifen op Lëtzebuerg kréien, obwuel och schonn deemools festgestallt gi war an d'Zuele bewisen hunn, dass de Benefiss vun der Luxair virun allem och op d'Aktivitéiten an d'Resultater vum Cargo Center zréckzefëiere wier, an dass och deemools scho bewise ginn ass, dass hei - an de Lucien Lux huet et virdrun a sengem Exposé gesot - dass och deemools scho bekannt war, dass mer verschidde Fluchlinne géifen ufléien a Linnen hätten, déi net grad bénéficiaire waren, déi awer wichteg wieren, dass mer eng Verbindung domadder géife kréien.

Déi rentabelst Linn war déi Zäit, esou steet et nach hei, Paräis, wou mer alleguerte wëssen, dass do den TGV et iwwerholl huet, fir dat ze maachen. Also ass déi Diskussioun, déi elo gefouert gëtt, och wat d'Nuetsvolen ubelaangt, näischt Neits. Mä et ass do gesot ginn 2002, fir déi Etüd ze maachen, an dass, wa mer e Gesetz hätten 2002, fir de Lärmschutz ze ëmgoen, dass een eppes kéint maachen. A virgëschter ass d'Fro gestallt ginn, firwat et esou laang gedauert huet. Et misst ee sech am Fong d'Fro stellen, wien 2002, nodeems d'Direktiv do war, zoustänneg an der Regierung war, fir dass et hätt kënne méi séier virugoen, an der Regierung vun 1999 bis 2004.

Une voix.- Wie war dat? Wie war dat?

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame Polfer, ech mengen, Dir misst et awer wëssen, wien déi Zäit an der Regierung war.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo, wie war dat? Wie war do nach derbäi?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä wien zoustänneg war fir den Dossier, Madame Polfer.

(Interruptions diverses)

Wie war zoustänneg fir den Dossier, Madame Polfer? Den Här Grethen.

Une voix.- Dir kënnt fir näischt hei am Land!

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Berger, Dir kënnt Iech androen, da kommt Dir no mir drun. Et ass guer kee Problem.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wollt just dem Här Spautz soen, dass 2002 déi Kaméidiskaarten…

M. le Président.- Neen, Här Berger, Dir kënnt elo net hei eng Diskussioun féieren. Dir kënnt eng Fro stellen. Stellt Der gären dem Här Spautz eng Fro?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Berger, dee schwätzt herno. Hie ka sech androen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Déi Kaarte waren 2004 fäerdeg, Här Spautz. Do hätte se kënnen ëmgesat ginn. 2004 ware se fäerdeg. Ech kann Iech dat weisen. 2004 waren d'Kaarte fäerdeg. Da kuckt Der, wien duerno do war.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fakt ass, 2002 ass d'Direktiv komm an duerno hätt se kënnen ëmgesat ginn.

Une voix.- Mat der CSV an der Regierung, genau!

M. le Président.- Här Spautz, fuert virun.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Dann, wann et elo ëm Nuet… Also war déi Diskussioun och deemools scho gefouert ginn. A mir mussen haut folgend Froe beäntwerten: Wëlle mir weiderhi gutt a sécher Aarbechtsplazen um Flughafen oder net? Wëlle mir, dass de Beräich vun der Aviatioun weiderhin eng Zukunft huet, zum Räichtum vum Land bäidréit oder net? Kënne mir eis et erlaben, net méi direkt mat eisen Handelspartner verbonnen ze sinn? Brauch d'Lëtzebuerger Industrie nach e Flughafen, fir sech kënne weiderzëentwéckelen? Wëlle mir weiderhin eng international Finanzplaz bleiwen? Wëlle mir e weideren Développement vum Flughafen duerch de Logistikberäich an déi domadder verbonnen Diversifikatioun? Wou wëlle mir hin?

D'CSV wëll e modernen, attraktive Flughafen. De Flughafe vun der Groussregioun. E Flughafen, dee souwuel d'Liewensqualitéit vun den Anrainer respektéiert wéi och Aarbechtsplazen ofséchert. E Flughafen, deen dem Standuert Lëtzebuerg soll déngen, senger Wirtschaft a sengen Awunner. E Flughafen, deen eng Zukunft an eng Visioun huet.

Här President, och wann dësen Débat iwwert d'Lëtzebuerger Fluchwiesen am Allgemenge soll goen, esou musse mir awer och prezis Punkten uschwätzen: d'Cargolux. D'Cargolux ass a mengen Aen d'Aushängeschëld, d'Liewensoder fir dee ganze Flughafen an awer och fir de geplangte Logistikzenter, dee vun der CSV weiderhi konsequent ënnerstëtzt gëtt, wéi d'Regierung dat proposéiert huet. D'Cargolux ass d'Réckgrat vun där Logistikplattform hei zu Lëtzebuerg. D'Cargolux ass mat enger systemescher Bank ze vergläichen. Rëtscht d'Cargolux, kënnt ee ganze Rateschwanz hannendrun, deem seng Auswierkungen een net kann ofgesinn, weder fir de Stat nach um Niveau vun den Aarbechtsplazen.

D'Cargolux ass elo also a schlechten Dicher. Schonns erëm, muss een do scho soen! Firwat schonns erëm? Ma et ass net fir d'Éischt. Dir erënnert Iech vläicht, dass d'Cargolux am Rezessiounsjoer 2009 an extrem Schwieregkeete komm ass, éischtens duerch den totalen Abroch vum Fret-Beräich an zweetens wéinst de Récklagen, déi hu misse getätegt gi wéinst de Strofen, déi wéinst Präisofsproochen hu misse bezuelt ginn.

Dat war deemools weder dem viregten nach dem jëtzegen Transportminister seng Schold nach der Regierung hir Schold. An awer huet d'Regierung deemools hir Verantwortung iwwerholl. D'Undeeler vun der Swissair goufen opkaf. De Stat huet Garantien an Héicht vun 100 Milliounen Dollar iwwerholl a mat 8% ass de Stat direkt an d'Kapital vun der Cargolux erageklommen. Ausserdeem huet de Stat och nach un enger Kapitalerhéijung vun iwwer 200 Milliounen Dollar sech bedeelegt.

D'Zil vun der Regierung war et 2009 och net, wéi iwwregens och bei de Bedeelegunge vun der Bankerettung, fir éiweg am Kapital vun der Cargolux ze bleiwen, mä fir e strategesche Partner fir d'Cargolux ze fannen, deen dem Stat seng Part géif iwwerhuelen.

Et muss ee wëssen, dass, ier et zu deene Wiessele komm ass, d'Luxair 35% hat am Kapital, d'Swissair hat der 34%, d'SNCI hat 8,5%, d'Spuerkeess 8,5%, Lux-Avantage 2,5% an eng Bank, d'BIP, wou den Här Becker deemools President war - dem Här Becker säin Numm ass och schonn an aneren Dossiere gefall -, mat 11,5%. Dat war deemools d'Aktionariat, ier et zu där Ëmschichtung komm ass, iwwert déi mer déi lescht Deeg schwätzen. 2011 huet schliesslech Qatar Airways den Undeel vun der Swissair iwwerholl, e bësse weider, well si hunn haut 35% vum Cargolux-Kapital, d'Luxair huet 43,4% vum Kapital, d'Spuerkeess 10,9% an d'SNCI 10,7%.

Dat sinn d'Bedeelegungen, esou wéi et haut steet. An do muss ee soen, deen Handel ass gemaach gi mat Geld an Aktien. An och wann do verschidde Leit wëlle soen, do wieren Illegalitéite geschitt, esou wëll ech hei ganz kloer soen, do war näischt illegal drun, fir esou Geschäfter ze maachen. Mir hunn hei am Land nach ëmmer auslännescht Kapital gebraucht, fir kënnen ze iwwerliewen. Ech denken do virun allem un d'Stolwirtschaft, déi sech ouni auslännescht Kapital ni entwéckelt hätt a maassgebend zum Räichtum vum Land bäigedroen huet.

Virum Éischte Weltkrich war dat ëmmer däitscht Kapital. Et war eng däitsch Stolindustrie, déi virun allem hei marchéiert huet. Duerno war et belscht a franséischt Kapital. Et war net, och wa mir ëmmer gesot hunn: „eis ARBED", dass do d'Kapital ëmmer zu 100% Lëtzebuerger Kapital war, mä dass de Lëtzebuerger Undeel do minoritär war.

An de 60er an an de 70er Joren, oder scho bal an de 50er ass et ugaangen, sinn amerikanesch a japanesch Firmen op Lëtzebuerg komm. Déi haten och eng aner Weis, fir Firmen ze leeden, wéi mir. Do gouf et och am Ufank ganz vill Problemer, wéi och elo mat de Katarië bei Cargolux, well se eis Aart a Weis net verstanen hunn a well se net eise Sozialmodell verstanen hunn. An do sinn an deene Betriber - e gréissere steet haut nach zu Colmer-Bierg - op eemol déi Leaderen aus dem Ausland duerch Lëtzebuerger Leit, déi de Lëtzebuerger Sozialmodell an de Ressources humaines an an de Finanze kann hunn, ersat ginn, an duerno waren d'Problemer betreffend de Sozialdialog eriwwer. Do kéint een och haut iwwert déi Iddien nodenken.

Här President, an de Joren 2009 bis 2012 ass et an der Weltwirtschaft net zu enger Reprise komm. An där Zäit huet d'Cargolux nach eemol schwaarz Zuele geschriwwen an ass entre-temps awer staark verschëllt. Nach ass d'Eegekapital vun der Firma…, mam Kaf vun deenen neie geplangte Boeinge wäerten awer d'Reserven opgebraucht ginn.

Wou leien déi aktuell Problemer, déi eiser Meenung no net nëmmen hausgemaach sinn an och net direkt mat der Bedeelegung…

Ech muss nach eng Schlupp huelen, well et ass dréche Loft heibannen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sidd net esou opgereegt!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma neen, et geet jo elo net ëm den Tram, Här Bausch. Dann ass dat aneschters.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do sidd och just Dir opgereegt.

(Hilarité et interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wou leien déi aktuell Problemer, déi eiser Meenung no net nëmmen hausgemaach sinn, mä och net direkt mat der Bedeelegung vu Qatar Airways ze dinn hunn, esou wéi et an der Öffentlechkeet heiansdo och duergestallt gëtt. D'Cargolux war eigentlech zënter hirer Grënnung ëmmer ënnerkapitaliséiert. Kleng Schocken a Krise konnte gemeeschtert ginn. Mä an dësen Zäite vun der Kris, déi sech iwwer Joren zitt, gouf d'Loft fir d'Cargolux ëmmer méi dënn.

Mir mussen awer eng Kéier den Teppech wieselen…

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et huet vläicht mat dem Inhalt vun Ärer Ried ze dinn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh neen, Här Gibéryen, déi ass gutt.

Une voix.- Ooh, ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Cargolux ass also an engem Emfeld ënnerwee,…

Une voix.- Wëllt Der en Téi?

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dat extrem haart ëmkämpft ass. Ëmmer manner Tonnagen… Et geet net fort. Ech muss d'Doktesch…

Une voix.- Ech reaniméieren!

Une autre voix.- Dir kritt eng Kamell…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech sinn amgaange mat der Kamell.

Une voix.- Den Här Krieps ass nach net hei. E gudden Dokter.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hei ass och eng gutt Doktesch…

(Hilarité générale et interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Cargolux ass also an engem Emfeld ënnerwee, dat extrem haart ëmkämpft ass. Ëmmer manner Tonnagë mussen ënner méi Opérateuren opgedeelt ginn an d'Stécker vum Kuch ginn domat ëmmer méi kleng. Der Cargolux hiren Atout ass deen, dass se Ausnahmen, wéi zum Beispill Iwwerlängten an extrem schwéier Saache fléie kann. Dat ënnerscheet eng Cargolux vun enger DHL oder enger FedEx, déi exklusiv genormte Container fléien. Aner Airlinen hu sech awer och mëttlerweil op dëse Beräich vun der Cargolux spezialiséiert.

D'Cargolux krut Konkurrenz op hirem traditionelle Streckeréseau, virun allem vun den Airlinen aus dem Noen Osten, dorënner och Qatar Airways. Duerch den Nuetsvolverbuet, virun allem de Start, ass et schwiereg, verschidden Destinatiounen esou kënnen unzefléien, wéi de Marché respektiv de Client dat verlaangt. Ausserdeem hemmt et och d'Erschléisse vun neien Destinatiounen.

Déi fënnef Punkten hu mat sech bruecht, dass et fënnef vir zwielef ass fir d'Cargolux an Zäit ass ze handelen. Laut mengen Informatioune gëtt jo vun enger Zukunftsstrategie bis Enn des Joers geschwat, déi da soll virleien. Fir d'CSV muss dës Strategie op de Standuert Lëtzebuerg ausgeriicht an nohalteg sinn, fir d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, dat Ganzt am Sozialdialog, nom Lëtzebuerger Modell, mat der Abannung vun de Gewerkschaften an dës nei Strategie.

An dësem Kontext mussen d'Statsvertrieder vu BCEE, SNCI a Luxair eng méi aktiv Roll iwwerhuelen. Si sinn d'Vertrieder vu Lëtzebuerg, d'Vertrieder vun den Interesse vu Lëtzebuerg an net eleng vun der Gewënnmaximéierung. Mat de Katarië muss gekuckt ginn, déi Synergien ze fannen, déi deenen zwee Partner zeguttkommen. Et soll ee matenee schaffen an net géinteneen!

Och e puer Wierder zur Luxair. D'Luxair huet aner Problemer wéi d'Cargolux, mä et muss een och wëssen, bei der Luxair gëtt et dräi Been. Dat ass éischtens de Cargo-Beräich, dat ass den Tourismusberäich an dat sinn déi normal Linnen.

Ech weess net, wat et ass, et wäert den Teppech sinn!

Une voix.- Neen, neen, du muss méi lues schwätzen.

Une autre voix.- Et ass den Teppech.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här Spautz, ech mengen, Dir musst d'Wourecht soen, da geet et besser.

(Hilarité)

Une voix.- D'Fëmmen ass et op alle Fall net méi.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Fëmmen ass et net, well dat maachen ech net méi.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Huelt Iech e Beispill un der Madame Vera Spautz.

Une voix.- De Gotti strooft se all.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Luxair huet aner Problemer wéi d'Cargolux. D'Luxair huet keng finanziell Problemer, obwuel si och mat der Konkurrenz ze kämpfen huet. De Business ass agebrach a mëttlerweil gëtt d'Luxair op hirer traditioneller Linn attackéiert. De Site Lëtzebuerg ass attraktiv, soss géifen net nei Airlinen op Lëtzebuerg kommen. Ausserdeem beweist d'Unzuel vun de Passagéier, déi iwwert de Lëtzebuerger Flughafen ofgefäerdegt ginn, dass de Flughafe konkurrenzfäeg ass.

D'Luxair huet e strukturelle Problem, déi bräichten eng ganz nei Strategie mat neie Strukturen. Et gesäit ee keng richteg Perspektiv. Obwuel d'Zuel vun de Passagéier eropgeet, ginn d'Revenuen erof. Et ass eng Demande do, mä d'Luxair kritt se net richteg captéiert. Hir Problemer kann een, menger Meenung no, net iwwert d'Käschtesäit reduzéieren. Do musse fundamental Ännerungen am Kär kommen. Och hei misst de Stat mat senge Vertrieder vill méi aktiv ginn a kucken, fir an eng aner Richtung ze goen, wou mir wëlle marschéieren.

Une voix.- Marc, et gëtt ëmmer méi schlëmm.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et deet mer leed, mä ech muss eng Paus maachen.

Une voix.- Dat ass kee Problem.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ech muss eng Paus maachen, well et geet net. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz, deen eng Paus mécht. Da fuere mer virun. Als nächste Riedner ass dann den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Norddeputéierte mengt een heiansdo, et hätt een eng Weltrees hannert sech, wann een de Wee erof an d'Stad bis gemaach huet! An dobäi sinn et knapp 40 Kilometer, fir déi een eemol méi, eemol manner wéi eng Stonn brauch.

Op der Landkaart vun den deegleche Bewegungen, déi ronderëm eis geschéien, ass dëst awer nëmmen ee Kazesprong. Well zum selwechten Zäitpunkt, wou ech moies hei an der Stad ukommen, landen um Findel Cargo-Maschinne mat Gidder aus der ganzer Welt. Niewendru sti Passagéiermaschinnen, déi vu London, Frankfurt a Paräis kommen. Am Merterter Hafe leeën d'Schëffer aus de groussen Nordseehäfen un. An um Eurohub zu Contern lueden d'Speditiounscamionen aus ganz Europa hir Päck aus.

All dës Bewegunge sinn Zeie vun enger globaliséierter Welt. Si halen eis virun Aen, wéi vernetzt an interdependent eis Gesellschafte gi sinn. Si halen eis virun Aen, datt d'Ekonomie vum 21. Jorhonnert wéi Spannennetzer opgebaut ass, wou déi grouss Wirtschaftszentre jeeweils an der Mëtt stinn, iwwert déi d'Fluxë vu Persounen, Gidder, Kapital an Informatiounen transitéieren.

Déi dagdeeglech Bewegungen, déi mer duerfir ronderëm eis gesinn, mussen eis bewosst maachen, datt d'Vernetzung alles ass, datt ofgeschnidde si vun dëse Stréimungen zugläich de wirtschaftlechen, awer och de gesellschaftleche Stëllstand bedeit. Ënnert dësem Gesiichtspunkt gesäit d'Demokratesch Partei déi heiteg Orientatiounsdebatt iwwert d'Aviatioun.

D'Aviatioun ass net déi eenzeg, awer eng ganz wichteg Verbindung vu Lëtzebuerg an d'Welt. An d'Aviatioun gehéiert zum Réckgrat vun eiser Ekonomie. Eist Land huet e strategeschen Interessi dorunner, iwwert de Fluchverkéier gutt mat Europa an der Welt verbonnen ze sinn. Ech stëmmen an dëser Hisiicht mengem Virriedner zou an ech denken, datt et fir dës Vue hei am Haus e grousse Konsens gëtt, wéi et och ënnert de sukzessive Regierungen an deene leschte Joren ee Konsens gouf.

Här President, d'Zuelen, déi den Aviatiounssecteur an de Logistiksecteur zu Lëtzebuerg duerstellen, si schonn zum Deel genannt ginn. Ech wëll se nach eng Kéier kuerz rappeléieren, fir eis där ganzer Envergure kloer ze ginn. 2011 huet de Findel 83.405 Fluchbewegunge gezielt, wat gläichbedeitend mat 1.791.231 Passagéier a 656.651 Tonne Fret ass. De Luxair-Grupp beschäftegt ronn 2.400 Leit zu Lëtzebuerg, a bei der Cargolux sinn et nach eng Kéier ronn 1.300 Beschäftegter. Mä ronderëm d'Aviatioun huet sech an de vergaangene Joren e ganze Secteur vun der Logistik opgebaut, an deem haut ronn 750 Entreprisen an eng 13.000 Leit zu Lëtzebuerg täteg sinn, ee Secteur, dee mat ronn 850 Milliounen Euro zu eisem BIP bäidréit.

De Secteur vun der Aviatioun, dat ass awer och ee weltwäiten, knallhaarde Konkurrenzkampf, bei deem d'Margen deementspriechend kleng sinn. Et ass ee Secteur, deen dofir an deene vergaangene Jore vu Fusiounen, Allianzen a strategesche Partnerschafte geprägt war, net nëmme bei der Cargolux, wou 2011 d'Qatar Airways mat 35% an d'Aktionariat erageklomme sinn. Am Joer 2012 sinn och déi amerikanesch UPS an déi hollännesch TNT eng Allianz agaangen. D'Bedreiwerfirmae vun de Flughäfen zu Bréissel an Edinburgh si vun auslänneschen Investisseuren iwwerholl ginn. Dëst sinn d'Zeeche vun der Zäit an engem haarde Konkurrenzkampf, wou een nëmmen iwwerliewe kann, wann een déi richteg Alliéiert huet!

D'Aviatioun ass awer och e Secteur, dee wéi kaum een aneren direkt un de weltwäiten Trends vun der Ekonomie an un der Entwécklung vun den Uelechpräisser drunhänkt. Wann d'weltwäit Ekonomie de Schnapp kritt, da kréien d'Cargolux an d'Luxair den Houscht.

Déi schwaach wirtschaftlech Zuelen am vergaangene Joer haten hiren Impakt op d'Aktivitéite vun deenen zwou Sociétéiten: minus 3,5% op dem Volume vum Fret am Joer 2011 par rapport zum Joer 2010 an ee Gesamtdefizit vun 18,3 Millioune bei der Cargolux. Stagnéierend Auslaaschtunge bei der Luxair bei gläichzäiteg klammenden Ausgaben, dat mécht een Defizit vu 16 Milliounen um Liniegeschäft bei der Luxair aus. Dëst sinn d'Rahmebedéngungen, ënnert deene mer haut iwwer eng Strategie fir de Secteur vun der Aviatioun zu Lëtzebuerg diskutéieren.

(Interruptions diverses)

Une voix.- D'Loft ass dënn do uewen.

(Hilarité)

Une autre voix.- Maacht och eng Paus.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, wann et eng Erkenntnis gëtt, déi sech an deene vergaangenen Deeg ëmmer méi erausgeschielt huet, dann ass et déi, datt an dëser Regierung ebe grad et un enger Strategie feelt. Et feelt dëser Regierung un enger Strategie am Beräich vun der Logistik. Wéi wier et soss ze erklären, datt aacht Joer, nodeem dës Regierung d'Logistik zu engem Pilier vun der Diversifizéierung vun eiser Ekonomie deklaréiert huet, eng Etüd vun „Cluster for Logistics" presentéiert gëtt mat Revendicatiounen, fir de Secteur vun der Logistik ze stäerken, an de Wirtschaftsminister als Reaktioun dorobber deklaréiert huet, datt elo emol en interministeriellen Aarbechtsgrupp soll zesummegesat ginn, fir dës Recommandatiounen ze diskutéieren?

Zum selwechten Zäitpunkt fueren d'Baggeren awer schonn op dem Terrain vun der WSA a mir deklaréieren an der Öffentlechkeet, datt an dësem Beräich 5.000 bis 6.000 Aarbechtsplazen an de kommende Jore solle geschafe ginn. Wéi sollen dës Aarbechtsplaze geschafe ginn? Wéi vill Tonne Fret méi mussen dofir iwwer Lëtzebuerg transitéieren?

Wéi vill Prozent dovunner wäerten iwwert d'Strooss kommen? Ass eise Stroosseréseau dorobber virbereet? Wat sinn déi zousätzlech Nuisancë fir d'Awunner vu Gemenge laanscht d'Autobunnen? Wat déi zousätzlech Nuisancë fir d'Natur?

Wéi vill Prozent wäerten iwwert d'Schëff kommen? Wat bedeit dat fir d'Schleisen op der Musel a fir dee Merterter Hafen?

Wéi vill Prozent wäerten iwwert de Flughafen erakommen? Wat bedeit dat fir de Findel? Geet dat iwwerhaapt ouni d'Ophiewe vun dem Nuetsfluchverbuet?

Dëst alles si Froen, déi haut am Raum stinn an op déi et offensichtlech keng Äntwert gëtt. An dëst, obwuel eist Land sech ebe voll a ganz op d'Pist vun der Logistik soll lancéieren.

Ech froen Iech, Här Wiseler, ech froen Iech, Här Schneider, wou ass d'Strategie fir d'Nuisancë vum Camionsverkéier anzedämmen an eis Stroosseninfrastrukturen engem méi héije Verkéiersopkommen unzepassen?

An enger Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kolleeg Eugène Berger huet den Infrastrukturminister geäntwert, datt d'Ponts & Chaussées mat de Gemenge ronderëm d'WSA amgaange wier, eng Etüd ze maachen, fir ze kucken, wéi een déi negativ Konsequenze vun dem Verkéier op d'Awunner kéint a Grenzen halen.

Wou ass d'Strategie vun der Regierung, déi et der Cargolux géif erméiglechen ze wuessen, ouni den Nuetsfluchverbuet opzehiewen? Déi widderspréchlech Aussoe vun der Regierung aus de vergaangene Méint a Saachen Nuetsfluchverbuet weisen, datt et esou eng Strategie net gëtt.

An ech muss soen, datt ech verwonnert war, wéi ech de Wirtschaftsminister ugangs der Woch héieren hunn, wéi en d'Propos vun enger Reglementariséierung vun den Nuetsflich um Radio 100,7 gemaach huet. Sinn Nuetsvolen dann eng iwwerliewenswichteg Fro fir d'Cargolux?

De Minister leeft eiser Meenung no hei virun de Won mat sengem Virstouss, well den Audit bei der Cargolux iwwerhaapt emol nach net ofgeschloss ass. Fir d'Demokratesch Partei gëtt et dofir à ce stade absolut keng Noutwendegkeet, fir iwwer een Ausweite vun den Nuetsflich ze diskutéieren!

Dofir...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hunn ni vun engem Ausweite geschwat!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Vun enger Reglementatioun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen! Wann Der erlaabt, Här Etgen, ech hu just gesot, dass mer beim Status quo bleiwen, wat d'Nuetsflich ugeet, an dass mer se sollen offizialiséieren, dass d'Cargolux se kann op där enger Säit vermaarten an op där anerer Säit net déi deier Gebühre muss bezuelen, wa se eben déi „Noutlandungen" - entre guillemets - muss maachen. Dat ass Punkt 1.

A Punkt 2 war d'Konditioun, dass dat da just geet mat deene modernsten Enginen, fir dass de Kaméidi minimiséiert gëtt. Dat heescht am Endeffekt: eng Win-win-Situatioun souwuel fir d'Cargolux, well se vermaarte kann, wéi och fir d'Bierger, well se keen een Nuetsfluch méi kréien, mä just eng Garantie hunn, dass déi, déi dierfe landen, just mat modernste Fligere musse landen.

Also eppes anescht wéi dat, wat Dir elo sot.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Ech mengen d'Fro, déi sech dobäi awer stellt, Här Schneider, ass am Fong geholl déi: Wa mer higinn, datt mer déi do Dier opmaachen, datt mer dat reglementéieren, dann däerfe mer net nëmmen der Cargolux dat ginn, da musse mer eventuell och aneren dat bidden. An dann ass ze fäerten, datt d'Zuel vun den Nuetsvole wäert an d'Luucht goen an datt dat, wat mer wëllen erreechen, datt d'Cargolux soll eventuell an Ausnahmesituatiounen um Flughafe landen, datt mer d'Zuel vun de Vole wëlle reduzéieren, wa mer gläichzäiteg, esou wéi Der gesot hutt, d'Gesamtzuel vun den Autorisatiounen net wëllen an d'Luucht dreiwen...

Une voix.- Här Etgen,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et kann een awer emol diskutéieren, ob ee wëllt de Logistiksecteur hei maachen oder net, an ënner wat fir enge Konditiounen een e wëllt maachen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir froen eng Diskussioun doriwwer, an eng ordentlech an eng sachlech Diskussioun. An déi hätte mer gär mat jiddwerengem.

Wann d'Diskussioun refuséiert gëtt vun deenen engen an deenen aneren, da sollt Der et soen. Mä ech géif gär driwwer diskutéieren, wéi mer déi Entwécklung maachen an ënner wat fir enge Konditioune se ka gemaach ginn.

An ech fannen, datt dat eng wesentlech Diskussioun ass, esou wéi et nach vill aner Punkten a vill aner Diskussioune gëtt. Mä mir kommen duerno nach drop zréck!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Etgen, just wann Der...

M. le Président.- Ech géif awer elo déi Häre Ministere bieden, si kommen herno hei drun, dann hu se laang genuch Zäit, fir in extenso op déi verschidden Interventiounen ze äntwerten. Elo huet emol den Här Etgen d'Wuert!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci villmools, Här President! Ma ech mengen, et ass jiddefalls net de Moment, fir am Fong geholl d'Nuetsflich ze reglementéieren, fir d'Dier méi grouss opzemaachen.

(Interruption)

Dofir hu mir ganz einfach dee falsche Flughafen hei zu Lëtzebuerg. Dofir wunnen einfach ze vill Leit an den Afluchschneisen an an onmëttelbarer Proximitéit vum Flughafen.

(Interruption)

An dat konnt ee viru Kuerzem, souguer déi ganz Welt, noverfolgen, wéi d'Kamerae beim lerfgroussherzog Guillaume senger Hochzäit ee Cargo-Fliger agefaangen hunn, deen am Déiffluch iwwert d'Stad geflunn ass.

(Brouhaha)

Mir kënnen eis awer net mat voller Allure an ee Secteur erastierzen...

(Interruptions diverses)

Mir kënnen eis awer och net mat voller Allure an ee Secteur erastierzen, wou mer dann op hallwem Wee op eng Kéier mierken, datt mer blockéiert sinn. Mir brauchen hei Planungssécherheet fir d'Investisseuren. Mir däerfen hei keng falsch Versprieche maachen, déi mer duerno net kënnen anhalen. Mir brauchen hei endlech Kohärenz an der Approche vun der Regierung!

(Brouhaha)

Dofir wëllt d'Demokratesch Partei an enger éischter Phas, datt d'Etüd vun „Cluster for Logistics" an der Nohaltegkeets- an an der Finanzkommissioun virgestallt gëtt an datt d'Regierung an enger zweeter Phas dozou Stellung hëlt an der Chamber hir Positioun dozou matdeelt.

Dann hätte mer gären, datt d'Regierung d'„strategic reviews", déi aktuell bei der Cargolux, der Luxair a bei lux-Airport gemaach ginn, analyséiert an der Chamber matdeelt, ob do Recommandatiounen drastinn, déi relevant si fir d'Regierung an d'Chamber.

Op där Basis solle mer dann innerhalb vun deene respektive Kommissiounen d'Diskussiounen iwwert de Beräich vun der Logistik an der Aviatioun weiderféieren. An d'Regierung wäert an der Demokratescher Partei ee Partner fanne fir een nohaltegt Konzept vun der Logistik, an deem d'Aviatioun hir Plaz huet, een nohaltegt Konzept, dat nei Aarbechtsplaze schaaft, am Respekt vun der Liewensqualitéit vun de Leit an dem Schutz vun der Natur.

Här President, de Premierminister huet bei sengem leschte Pressebriefing zu enger gewësser Retenue opgeruff, wa mir eis iwwert d'Situatioun vun zwou private Gesellschaften äusseren, fir doduerjer net liichtfankeg Schued unzeriichten an doduerjer Aarbechtsplazen a Gefor ze bréngen.

D'DP deelt dës Aschätzung. Dofir wäerte mir eis net zu Aussoen hiräisse loossen iwwert déi Diskussiounen, déi aktuell amgaange sinn. Mir wäerten eis net doriwwer ausloossen, wéi d'Aktionariat vu béide Sociétéite soll ausgesinn oder ob ee bestëmmte Fligertyp besser gëeegent wier wéi een aneren.

Dëst ass net eise Rôle. Eise Rôle ass et net, fir d'Cargolux an d'Luxair ze kontrolléieren. Eise Rôle ass et, d'Regierung ze kontrolléieren, ob si iwwer hir Vertrieder an de Conseils d'administration alles dorunner setzt, fir d'Interesse vun de Lëtzebuerger Sociétéiten, fir d'Interesse vun de Salariéen a fir d'Interesse vun der Allgemengheet ze verteidegen. A mir wäerte ganz genau analyséieren, wat bei de Verhandlungen eraus wäert kommen.

Well d'Zäit vum Vertrauensvirschoss ass eriwwer. Dëse Vertrauensvirschoss, deen hat de Finanzminister, wéi en 2011 an d'Chamberskommissioun komm ass an erklärt huet, datt en een Accord mat engem strategesche Partner, Qatar Airways, fonnt hätt, deen am Interesse vun der Cargolux wier, deen am Interesse vun den öffentleche Finanze wier.

Aus der heiteger Siicht muss ee soen, datt de Finanzminister dëst Vertraue méssbraucht huet. Mat kengem Wuert huet hien deemools erwähnt, datt de Präis, deen e mat de Katarien ausgehandelt hat, wäit ënnert dem Präis louch, deen aner Investisseure bereet gewiescht wieren ze bezuelen. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, datt d'Cargolux 2010 scho Verhandlunge mat deemselwechte Grupp ofgebrach hat a keen Interesse un enger strategescher Partnerschaft mat Qatar Airways hat. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, datt en d'Aktionäre vun der Cargolux emol net consultéiert hat viru senger Démarche. Mat kengem Wuert huet en erwähnt, datt eng gemeinsam Strategie, Synergien an d'Ofsécherung vun den Aarbechtsplazen am Kader vun deem Accord guer net thematiséiert goufen.

Haut gëtt de Minister Frieden villméi zou, datt et sech ëm ee politeschen Accord gehandelt huet, bei deem sech eenzeg an eleng iwwert de Kafpräis ënnerhale ginn ass.

An der Chamberskommissioun huet de Finanzminister an deem Zesummenhang un d'Adress

vun der DP gesot, datt all Partei, déi schonn eng Kéier Regierungsverantwortung gedroen huet, wéisst, datt esou Accorden néideg a richteg wieren.

Här President, ech muss Iech soen, datt esou een Accord mat enger DP net zustane komm wier. Dëst ass een Accord, deen eenzeg an eleng Zuelen, eng Zomm Sue virun Aen hat, an net de Betrib an net d'Leit, déi do schaffen.

Plusieurs voix.- Bien! Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'Cargolux huet ee strategeschen, een industrielle Partner gesicht, fir sech als Cargo-Gesellschaft um weltwäite Marché besser ze positionéieren. Si huet ee Partner gesicht, mat deem een iwwer gemeinsam Interessen a Synergien hätt kënne méi kompetitiv ginn, mat deem een an der Kris besser dogestanen hätt. Eng strategesch Partnerschaft zwëschen zwou Entreprisë féiert awer ëmmer iwwer eng detailléiert Analys vun de Businessmodeller vu béide Sociétéiten. Do steet de Verkafspräis net um Ufank, mä ganz um Schluss vun esou Verhandlungen!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Well wat si schonn 110 Millioune fir den Aktiëpak am Verglach mat den Defiziter, déi d'Cargolux haut schreift!

Wat beim Alleingang vum Finanzminister geschitt ass, dat si graff handwierklech Feeler, fir déi hien d'Verantwortung muss iwwerhuelen. Feeler, déi op d'Käschte vun den öffentleche Finanzen, awer virun allem op d'Käschte vun der Cargolux a vun Dausende vu Salariéë ginn.

Den Här Lux huet eis de Moie confirméiert, datt den Deal géint de Wëlle vum Conseil d'administration vun der Cargolux gemaach ginn ass.

(Interruption)

Hunn d'Ministere Wiseler a Frieden eis gëschter an der Kommissioun Märercher erzielt? Wat stëmmt dann elo? An dann awer och, et muss een d'Fro stellen: Wat woussten d'LSAP-Ministeren?

Den Här Lux wollt d'Fro vun der politescher Responsabilitéit duerfir net stellen. Duerfir stellen ech se!

(Brouhaha)

Mä heirauser eleng eng „Affär Luc Frieden" ze maachen, wier eiser Meenung no ze einfach, well d'Tatsaach, datt bei der Missioun am Katar iwwert de Verkaf vun der Cargolux sollt geschwat ginn, war offensichtlech am Viraus bekannt an der Regierung. Dat zumindest behaapt de Finanzminister. Wou waren awer de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wéi zu Doha iwwert d'Zukunft vun der Cargolux verhandelt gouf? Wou waren hir Beamten? Et war keen do, am Raum präsent waren eenzeg an eleng den Ierfgroussherzog Guillaume an ee Geschäftsmann mat exzellente Lienen an der Regioun.

Hei wëll ech just eng kleng Parenthèse opmaachen: Här President, wann dëse Geschäftsmann, deen an de Medien och nach den „Mister Qatar" genannt gëtt an deen duerno vun der Regierung a vum katareschen Investor als neutralen CEO bei der Cargolux agesat gouf, wann deen de Minister Frieden beim Verkaf vun de Cargolux-Parte beroden huet, da muss een awer ganz haart d'Fro vun den Interessekonflikter stellen.

A wann de Finanzminister d'Chamberskommissioun dann och nach wëllt gleewen doen, datt dëse Geschäftsmann als Administrateur des biens vum Grand-Duc bei där Réunioun derbäi gewiescht wier, da si mer domadder definitiv am Beräich vun de Märercher ukomm. Da fillen ech mech definitiv erënnert un d'Gedreems vu verschiddene Leit am Dossier Léiweng.

Här President, ech wëll der Regierung haut awer nach eng aner Fro stellen. Wéi de Minister Frieden 2011 aus dem Katar zréckkomm ass a senge Kolleegen erklläert huet, wat e verbrach hätt, firwat ass d'Regierung do net einfach op Distanz gaangen zu dëser mëndlecher Zouso? Jo, dëst wier e Gesiichtsverloscht fir de Minister Frieden gewiescht, mä een, deen e selwer ze veräntwerte gehat hätt. Firwat hunn d'Membere vun de Conseils d'administration dësem Deal zougestëmmt? Firwat huet d'SNCI, d'Luxair, d'Spuerkeess engem Deal zougestëmmt, deen net hiren eegenen Interessen an och net den Interesse vun der Cargolux entsprach huet?

Huet d'Regierung hei iwwer hir Vertrieder an de Conseils d'administration Drock ausgeübt, fir datt den Accord géif duerchgoen?

Dëser an anere Froe wëllt d'DP an deene kommende Wochen nogoen. An duerfir...

M. le Président.- Här Etgen, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Jo, den Här Schneider hat mech virdrun ënnerbrach.

M. le Président.- Jo, mä da kommt - zwou Minutten hunn ech Iech scho gelooss -, da kommt awer elo zum Schluss, wann ech gelift.

(Interruption)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Duerfir wëlle mir och an de kommende Wochen nach staatlech Vertrieder aus de Conseils d'administration vun der Spuerkeess, vun der SNCI an der Luxair héieren, fir eng ganz Rei vun Detailfroen nach ze klären.

Gläichzäiteg wäert d'DP sech awer och konstruktiv abréngen, wann et dorëm geet, eng kohärent Strategie fir de Logistikstanduert auszeschaffen. D'Stäerkung vun der Aviatioun an d'Ofsécherung vun hirer Zukunft muss zu enger vun den Top-Prioritéite vun der Politik an de kommende Méint ginn, am Interesse vun den Dausende vun Aarbechtsplazen, déi dodrunhänken, awer och am Interesse vum Land. Well mat all Cargolux- a Luxair-Maschinn, déi an d'Welt flitt, flitt ee Stéck Lëtzebuerg mat a mécht eist Land domadder méi grouss, wéi et op der Weltkaart a Wierklechkeet ass.

Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen, an als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'Eischt ze soen, datt ech eng Motioun wäert déposéieren an datt ech froen, fir datt ech déi fënnef Minutte vu menger Motioun direkt kann integréieren a meng Ried. Dat spuert och herno jo dann déi Zäit, vu datt ech dann 22 Minutte Riedezäit hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi gréng Fraktioun ass der Iwwerzeegung, datt de Fluchverkéier weltwäit an enger extrem déiwer Kris stécht an datt déi Kris nach laang net eriwwer ass, au contraire. Mir sinn der Meenung, datt mer eréischt am Ufank si vun där Kris, an ech wäert versichen ze erklären, firwat.

Wann ech kucken, wat de Fluchverkéier duerstellt am Transportwiesen, da stellen ech fest, datt de Fluchverkéier dee krisenufällegste Beräich ass am ganzen Transportsecteur weltwäit. Wann een nëmme kuckt tëscht 2000 an 2010, mat wéi enge Krisen de Fluchverkéier konfrontéiert war, da stellt ee fest, datt dat der eng Rei waren, déi selbstverständlech d'gesamt Ekonomie an och all Transportsecteur betraff hunn, mä et ass der awer eng Rei ginn, déi ausschliesslech de Fluchverkéier getraff hunn an déi dramatesch Konsequenze fir deen haten.

Ech wëll der nëmmen e puer opzielen hei. Déi éischt, dat war den 11. September, wou Der Iech all kënnt erënneren, zu wat fir enge Konsequenzen dat am Fluchverkéier gefouert huet a wat fir dramatesch Inzidenzen dat op deen ekonomesche Secteur hat.

Dat Zweet, dat war gläich hannendrop, nom 11. September, wéi de Fluchverkéier gemengt huet, en hätt sech liicht erholl, koum d'Longekrankheet SARS, déi haaptsächlech vun Asien ausgaangen ass, mä wou festgestallt ginn ass, datt se duerch de Fluchverkéier sech ganz schnell riskéiert huet weltwäit ze verbreeden. An deen Aspekt huet derzou gefouert, datt eng Kris entstanen ass, datt eng Panik entstanen ass, déi effektiv den Airlinen extrem Problemer gemaach huet.

Eleng den 11. September an d'Longekrankheet SARS hunn de Fluchverkéier 2003 op den Niveau vun 2000 zréckgeworf, dat heescht ëm vill Prozentsätz zréckgeworf, an hunn e ganze Koup haaptsächlech amerikanesch Airlinen déi Zäit an d'rout Zuele geheit an et ass zu éischte Failliten an Zesummeschlëss komm.

2004 huet de Fluchverkéier sech ugefangen e bëssen ze erhuelen, a wéi ee gemengt huet, en hätt sech e bëssen erholl, du koum 2008 d'Wirtschaftskris, an déi Wirtschaftskris huet zum gréissten Abroch an der Geschicht vun der Loftfahrt gefouert. Am Passagéierberäich hu mer e Réckgang kritt a kierzester Zäit vun 10% an am Frachtberäich vu 25%, also ee Véirels vum Frachtberäich ass ewechgebrach a ganz kuerzer Zäit, mat de Konsequenzen, déi mer haut kennen.

A wann ee geduecht huet, datt 2010, wéi et erëm e bësse biergop gaangen ass, een domadder d'Kris iwwerstanen hätt, da koum dunn en neie Phenomeen derbäi, deen alt erëm eng Kéier haaptsächlech d'Luftfahrt betraff huet, an dat war de Vulkanausbroch an Island, deen de Fluchverkéier méi wéi eng Woch komplett blockéiert huet, de gréissten Deel vum Fluchverkéier op der Welt eigentlech ganz lahmgeluecht huet, an d'Schätzunge ginn a méi Milliarden Dollar Pertë fir d'Fluchentreprisen an deem do Beräich.

Do derbäi kéint een nach eng Rei méi kleng Evenementer opzielen an deene leschten zéng Joer, mä dat do sinn déi wichtegst. Do derbäi kënnt een anere Problemfall, dee sech fir d'Aviatioun ëmmer méi stellt, an dat ass dee vun der Energiekris.

Déi steigend Präisser vum Pëtrol a virun allem deementspriechend vum Kerosin - well de Kerosin ass deen edelsten Deel vum Pëtrol an donc geet deen deementspriechend nach méi séier an d'Luucht, gëtt en nach méi séier méi deier -, déi maachen, datt d'Energiepräisser fir d'Fluchgesellschaften haut zum Haaptkäschtefaktor gi sinn. An angesichts den Turbulenzen op den Energiemäert a gläichzäiteg de steigende Präisser féiert dat natierlech zu enger totaler Imprévisibilitéit fir d'Fluchgesellschafte weltwäit.

Wann ech d'Previsioune vun der internationaler Energieagentur kucken, wéi se mengen, datt d'Präisentwécklung am Energiesecteur an haaptsächlech um Pëtrolsmarché wäert kommen, da soen ech Iech, entre guillemets, si mer de Moment an enger total verréckter Situatioun, datt de Fluchverkéier natierlech duerch d'Wirtschaftskris haaptsächlech am Cargo-Beräich enorm vill verléiert, mä och op där anerer Säit, datt de Pëtrolspräis, well mer an der Kris sinn, nach eenegermoossen am Gläichgewiicht oder ënner Kontroll gehale gëtt an datt, soubal dann dee Faktor vun der Kris sech géif ophiewen oder sech ophieft an deementspriechend erëm méi Wuere géifen oder sollen zirkuléieren, dat natierlech en direkten Impakt erëm op de Präis vum Pëtrol huet, donc d'Kaz sech hei an de Schwanz bäisst, wann ee gesäit, datt dat fir d'Fluchgesellschaften net vill positiv Resultater wäert bréngen, well d'Energiepräisser, déi da wäerten an d'Luucht goen, dat, wat u Méi erëm geflu gëtt, relativ séier wäerten u Margen opfriessen.

Da muss een nach bedenken, datt déi Situatioun sech an engem Kader stellt, dee fir d'Fluchgesellschaften a fir d'Aviatioun extrem gënschteg ass. Ech wëll hei drun erënneren, datt am Aviatiounsberäich d'Kerosinsteier inexistent ass, dat heescht, keng Akzisen ufalen, gréisstendeels och a ville Länner keng TVA bei de Fluchtickete bezuelt gëtt, zum Beispill an Däitschland. Dat heescht, alles Faktoren, déi jo eigentlech schonn haut verstoppte Subventiounen un de Fluchverkéier sinn.

An et muss een och bedenken, datt fir dee wichtegsten Aspekt, nämlech dee vum Dreifstoff, deen an der Aviatioun, wéi gesot, eng grouss Roll spillt, am Moment iwwerhaapt keng Aussiicht op en alternativen Dreifstoff besteet, deen aus där Fal do géif erausféieren.

Do derbäi kënnt nach d'Klimaproblematik, déi de Moment am Fluchverkéier bis haut sougutt an den internationalen Debatte wéi och an der Diskussioun, wann et ëm d'Wirtschaftlechkeet vum Secteur geet, komplett ausgeblennt ginn ass, mä déi ganz sécher an deenen nächste Jorzéngten net méi kann an och net méi wäert ausgeblennt ginn an déi en zousätzleche Käschtefaktor wäert sinn, dee fir d'Aviatioun wäert derbäikommen; wat d'Saach natierlech och net méi einfach mécht.

Da muss een och wëssen, datt déi Aart a Weis, haaptsächlech am Gidderverkéier, wéi haut oder wéi an deene leschten 20 Joer transportéiert ginn ass a wat de Gros ausgemaach huet, firwat datt esou vill Wuere mam Fluchverkéier transportéiert gi sinn, datt dat op enger ganz spezifescher Aart a Weis vun Ekonomie baséiert war, déi, wa mer d'Nohaltegkeet an all Prémissen huelen, déi sougutt op UNO-Niveau wéi och op internationalen aneren Niveaue gezu ginn - wéi mer eis Ekonomie missten an e Paradigmewiessel féieren zu méi Nohaltegkeet, dat heescht, d'Produkter méi eng laang Liewensdauer misste kréien an esou weider an esou fort -, datt dann all déi Avantagen, déi virdru waren, déi gemaach hunn, datt vill Gidder am Fluchverkéier konnten transportéiert ginn, wäerten ewechfalen.

Ech wëll just drun erënneren, datt de groussen Deel vun dem Cargo-Beräich an d'ganz Logistik, déi domadder verbonnen ass, op enger Aarbechtsdeelung baséieren, déi besonnesch an de Beräicher Elektronik, Moud, Spillwueren an awer virun allem och deelweis Ersatzdeeler vun der Autoindustrie komm ass, déi op Kuerzliewegkeet baséiert waren, „just in time", an alles Aspekter sinn, déi ganz sécher wäerten an deenen nächste Joren a Jorzéngten a Fro gestallt ginn, aus realekonomeschen an och nohaltege Grënn, wat natierlech en immensen Impakt op d'Aviatioun huet.

Ech froe mech och oder mir froen eis och, ob mer eis bewosst sinn, datt vill vun deene Wueren, déi haut am Fluchverkéier transportéiert ginn, zum Beispill well se séier verdierflech sinn an doduerjer ganz schnell mussen aus allen Ecker an der Welt transportéiert ginn, ob een der Meenung ass, datt déi Wueren och an Zukunft nach wäerten ouni Weideres kënnen transportéiert ginn, wann een engersäits den Nohaltegkeetsaspekt kuckt, mä awer och de Käschtefaktor kuckt, deen domat verbonnen ass.

Ech wëll nëmmen zwee Beispiller heiraus zitéieren: dat sinn zum Beispill d'Rousen, déi aus Kolumbien kommen, wou a 500 Gramm Rousen, déi aus Kolumbien kommen, 1,4 Liter Kerosin drastécht, oder zum Beispill d'Hämmelfleesch, dat aus Neuseeland kënnt, wou an engem Kilo Hämmelfleesch aus Neuseeland 6,1 Liter Kerosin drastiechen.

Ech froe mech, ob Der wierklech der Meenung sidd, datt mer realistescherweis esou e Wuerentransport an deenen nächste Jorzéngten nach weider wäerten organiséieren. Mir Gréng soen lech: Deen, deen dat gleeft, dee lieft um Mound an deen huet net verstanen, wéi schwéierwiegend d'Kris an der Aviatioun eigentlech ass. An en huet och net verstanen, wat sech do hannendru verstoppt.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Da kommen awer och aner Punkten derbäi. Mir wëssen haut schonn, datt mer an der Aviatioun en immensen onlautere Wettbewerb hunn. En onlautere Wettbewerb, deen zum Beispill dora besteet, datt d'USA rücksichtslos hir Aviatioun, déi wierklech um Rand vum Ofgrond stoung, no 2001 an och an der Wirtschaftskris mat Milliarden Dollar vu staatleche Subventiounen ënnerstëtzt hunn, zum Beispill tëscht 2001 an 2003.

Dat heescht, datt déi direkt staatlech Hëllefen, déi Milliardenhéicht haten, wéi gesot, derzou gefouert hunn, datt am Fong Iwwercapacitéiten, déi an Amerika bestanen hunn, net hu brauchen ofgebaut ze ginn a konnte gehale ginn, fir se spéider strategesch géint aner Partner anzesetzen, déi déi Quersubventioune vum Stat net konnte maachen, haaptsächlech och innerhalb vun der Europäescher Unioun net konnte maachen, fir déi an nach méi grouss Schwieregkeeten ze bréngen.

Och dat ass en Aspekt, deen ee muss mat virgesinn, wann een iwwert de Fluchverkéier diskutéiert.

Duerfir ass et natierlech och fir eis kloer, datt, wann een iwwert de Fluchverkéier an iwwert de Flughafe Lëtzebuerg schwätzt an et wëllt een dat diskutéieren, ouni déi ganz global Problematik ze diskutéieren, da mécht ee sech selwer eppes vir an dann diskutéiert ee laanscht d'Thema.

Mir Gréng sinn och selbstverständlech iwwerzeegt, datt mer e Flughafe brauchen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt mer mussen alles maachen, datt dee Flughafe ka funktionéieren, well mir brauchen en aus verschiddene Grënn. Ech kommen herno nach drop zréck.

Mä wann ech déi zwee Haaptacteuren op eisem Flughafe kucken, d'Cargolux an d'Luxair, da si mer och gradesou gutt iwwerzeegt, datt déi zwee Acteuren iwwerhaapt keng Iwwerliewenschance hunn, wa se net an Zukunft strategesch Partner kréien. D'autant plus wou d'Cargolux an deem Créneau, deen ech virdrun elo beschriwwen hunn - wéi bis elo d'Wirtschaft funktionéiert huet a wat och d'Cargolux an deem Zesummenhang transportéiert huet an datt do villes wäert ewechbriechen -, sech ganz kloer muss zimlech nei opstellen, fir datt se an der Zukunft iwwerhaapt eng Iwwerliewenschance huet. Wéi gesot, mir sinn duerfir der Iwwerzeegung, datt et noutwendeg ass, datt mer op dee Wee musse goen.

Mir hunn an deene leschten Deeg vu Regierungssäit en Historique gemaach kritt. Deen huet eis awer wéineg iwwerzeegt, datt d'Regierung hei e richtege Wee oder dee kohärenteste Wee ageschloen huet. Mir hunn och eng Rei Dokumenter kritt. Ee wichtegt Dokument hu mer gëschter zitéiert kritt an der Kommissioun. Dat hu mer bis elo nach net kritt, wou ech awer wierklech frou wier, wa mer dat och kréichen. Et ass vun deem Rapport McKinsey geschwat ginn, dee fir d'Cargolux gemaach ginn ass.

Firwat ass dee fir eis wichteg? Well do jo eng Detailanalys gemaach ginn ass iwwer all d'Schwieregkeeten, déi sech fir d'Cargolux zum Beispill stellen, an och Pisten opgezeechent gi sinn - an dat si jo bestëmmt méi Pisten, déi do opgezeechent gi sinn - respektiv Geschäftsmodeller, déi ee misst an Zukunft wielen, fir datt déi Gesellschaft iwwerhaapt eng Iwwerliewenschance huet.

A wann ech soe Strategien a Geschäftsmodeller, da kommen ech zu deem éischte Punkt, dee fir mech nach ëmmer net kloer ass. Nämlech, dat ass: Wat war dann der Regierung hir Strategie bezüglech dem Geschäftsmodell, dee se sech ausgeduecht hat oder dee se als

dee beschten emfonnt hat fir d'Cargolux fir d'Zukunft, wéi gesot, jo baséierend op Analysen, déi jo virlouchen?

An zweetens, do hannendrun: Hannert deem Geschäftsmodell verstoppt sech jo dann natierlech och d'Perspektiv fir de Sozialmodell, deen domadder verbonnen ass, well dat ass jo net vunenee lasszekoppelen. Dat ass ganz kloer. An natierlech verstoppt sech do och den Aspekt vun der Nohaltegkeet hannendrun, virun allem an deem Kontext, wéi gesot, mat där veränderter Welt, déi eiser Meenung no sécherlech wäert kommen, a wou ee muss realistesch kucken: Wat ass dann iwwerhaapt nach als Perspektiv vun där Gesellschaft fir d'Zukunft? An hannendru verstoppt sech natierlech dann och den Aspekt vum Respekt vun Ëmwelt a vu Gesondheet, op deen ech och nach wäert kuerz ze schwätze kommen.

Wéi gesot, dës Strategie vun der Regierung ass fir eis net kloer. Mir gesinn déi net kloer. Mir wëssen och net, ob d'Regierung hei eng Visioun hat. An et ass och fir eis duerfir net ze verstoen, wann ech dann héieren, datt de Minister eis gëschter an der Kommissioun erkläert huet, datt et een enormen Asaz, eng enorm Energie kascht hätt, fir d'Katarien ze iwwerzeegen, fir dee Schratt hei mat der Cargolux anzegoen dann.

Besonnesch, ech verstinn net, firwat datt net deen nämlechten Asaz an déi nämlecht Energie fir aner Richtungen, aner potenziell Investisseure getraff gi sinn. Wann et méiglech war, wéi gesot, esou intensiv an esou energesch - wat ech jo gutt fannen, datt ee Minister dat mécht - mat engem Partner ze verhandelen, firwat sinn aner Pisten net méi verfollegt ginn?

Mir krute gëschter an der Kommissioun just gesot, datt der do gewiescht wieren, mä déi wieren net konkret genuch gewiescht. Déi wieren nach net wäit genuch avancéiert. Ech soen: Wann ee vläicht, wéi gesot, déi nämlecht Energie agesat hätt, wéi ee se hei agesat huet, dann hätt ee sécherlech vläicht och do kënne méi eppes Konkretes op den Dësch kréien.

Et ass och fir eis net ze verstoen - dat soen ech ganz kloer -, firwat den eigentlech zoustännegen Nohaltegkeetsminister an deem Dossier hei am Ufank net existent war. Ech schwätze selbstverständlech nëmmen elo, vun där Zäitspann, wou déi intensiv Verhandlunge vum Finanzminister mat dem Katar gefouert gi sinn. Jo, ech hu souguer de Verdacht, datt den Nohaltegkeetsminister hei eréischt nodréiglech iwwer Saachen informéiert ginn ass, wat do verhandelt ginn ass.

Dat ass fir eis net ze verstoen. Mir sinn der Meenung, datt hei de Ressortminister hätt missen derbäi sinn an och ganz kloer hätt misse seng Responsabilitéit iwwerhuelen, well et ass jo awer deen, deen, mengen ech, den Terrain kennt, deen och weess, wat um Terrain lass ass, deen och d'Suerge vun de Leit kannt huet, déi am Secteur geschafft hunn. An, wéi gesot, dat ass fir eis net nozevollzéien!

Et ass och fir eis net ze verstoen, datt d'Regierung sech op esou Formulatiounen aléisst, wéi mer der dann elo am Memorandum of understanding konnten erëmfannen, wou geschriwwe gëtt, wann et ëm den Emploi geet um Flughafen oder bei deenen zwou Fluchgesellschaften, bei der Cargolux, wou da steet, ech zitéieren: «sauvegarde de l'emploi profitable».

Dat ass eng Formulatioun, déi ass esou wéi ee Lastik, méi Lastik kann een an eng Formulatioun net méi drasetzen, well dat heescht jo am Kloertext… Éischtens misst een emol definéieren: Wéi héich muss de Profit sinn, fir datt een en Emploi als profitabel gesäit? Et gëtt Leit, déi gi sech mat enger „shareholder value" vu fënnef oder aacht oder zéng Prozent zefridden; anerer menge vläicht, se missten 20 Prozent „shareholder value" pro Joer kréien, fir datt se dat als profitabel ugesinn. Dat heescht, et misst een emol do mindestens eng Definitioun dran hunn: Wat ass dann iwwerhaapt profitabel? Mä déi dote Formulatioun, déi mécht eiser Meenung no d'Dier op, fir datt kënne massiv Aarbechtsplazen ënnert deem dote Volet ofgebaut ginn, well dat net definéiert ass.

An ech hunn och de Verdacht, wann een dee ganzen Text liest, wou vill Onkloerheeten dra sinn, datt hei awer den Investisseur eng „hidden agenda" huet, déi dra besteet, fir den Hub Lëtzebuerg zwar elo ze benotzen, mä eigentlech en ze benotzen, net fir deen ze stabiliséieren an en auszebauen, mä fir den Hub Doha nach méi performant ze maachen. Dat ass de Verdacht, deen een awer hei net lassgëtt, wann een déi Texter do am Detail liest.

Et ass och net ze verstoen, firwat datt d'Regierung an déi zoustänneg Ministere Wiseler a Frieden bei esou engem importenten Dossier net schonn am Virfeld eng Kéier d'Chamber consultéiert hunn, fir am Parlament och emol eng Kéier d'Meenung ze froen, d'Meenung vun de Fraktiounen ze froen an eng öffentlech Debatt gefouert ze hunn, wéi mer de Flughafe gesinn a wéi mer mengen, datt de Flughafe soll weider ausgebaut gi respektiv erhale gi respektiv déi Aarbechtsplaze solle garantéiert ginn.

Wann ech gesinn, firwat datt d'Chamber heiansdo hei vun der Regierung consultéiert gëtt, a wann ech gesinn, datt bei esou engem wichtegen Dossier dat net gemaach gëtt, da muss ech mer wierklech e puer Froe stellen.

Et ass och fir eis net ze verstoen, dat muss ech och derbäisoen, datt d'Regierungsvertrieder sech iwwer dat - an dat wëll ech elo hei nëmmen um Rand sträifen, mä et ass awer wichteg -, wat de fréiere President vun Amnesty International an engem oppene Bréif iwwer eis sougenannten nei Frënn geschriwwen huet, datt se sech net méi doriwwer Gedanke gemaach hunn, well déi Leit esou eng Approche hunn. Dat seet jo awer och villes iwwer eng Geeschteshaltung aus an dat seet och eppes aus, wéi een herno wëllt mat engem Sozialmodell ëmgoen. Och dat wier net schlecht gewiescht, wa mer dat zumindest och eng Kéier méi öffentlech diskutéiert hätten, well vill Leit am Land maache sech ganz kloer doriwwer Suergen.

Mir wëssen och haut, datt et Meenungsverschiddenheete ginn ass tëscht den Aktionäre vun der Cargolux an der Regierung; vläicht och souguer tëscht Vertrieder vun der Regierung am Conseil a Regierungsvertrieder, dat weess ech haut net. Do hunn ech nach ëmmer keng kloer Äntwerte kritt.

Eis géif och interesséieren: Wat waren déi Meenungsverschiddenheeten, déi do opgedaucht sinn? Selbstverständlech huet d'Regierung hei, wann et ëm déi Aktië geet, déi hei en cause waren, huet d'Regierung hei - wéi soll ech soen? - d'Meenungsführerschaft an huet och Décisiounen ze huelen. Mä eis géif awer interesséieren, wat déi Meenungsverschiddenheete waren, well déi géifen eis wahrscheinlech méi ee komplett Bild ginn iwwert dat, wat alles de part et d'autre strategesch an där Gesellschaft diskutéiert ginn ass an ob net awer aner Piste méiglech gewiescht wären.

Awer dat Mannst, wat ee muss soen, dat ass, datt d'Kommunikatioun tëscht Regierungsmemberen a Vertrieder vum Stat am Conseil bei der Cargolux net déi allerbeschte war, fir net ze soen, datt deelweis d'Kommunikatioun momenterweis schéngt inexistent gewiescht ze sinn. Well soss kéint ee sech verschidde Saachen, wéi hei widderspréchlech och an deene leschte Joren communiquéiert ginn ass, net erklären.

Als Konklusioun, Här President: Mir brauchen ee Flughafen. Doriwwer si mer eis, mengen ech, alleguerten eens. Mir brauchen de Flughafen, well e wichteg ass als Verbindung fir eise Wirtschaftsstanduert, fir Lëtzebuerg mat aneren europäeschen Zentren ze verbannen. Mir brauchen och ee Flughafen, well en och wichteg ass fir de Frachtverkéier. Mä mir sollen awer och realistesch sinn.

An déi Gréng sinn - dat hu mer net fir d'éischte Kéier gesot - och méi wéi skeptesch doriwwer. Mir wiere scho frou, wa mer dat, wat mer haut hunn, kéinten halen. Mir sinn extrem skeptesch duerch all déi Grënn, déi ech virdru beschriwwen hunn, datt de Logistikzenter an den Ausbau vum Flughafen a vum Frachtverkéier, den Ausbau vum Frachtverkéier, datt dat nei Nische sinn, op déi mer sollen opbauen, angesichts de Schwieregkeeten, déi ech am Ufank beschriwwen hunn.

Mir mengen, datt d'Regierung do enger Illusioun noleeft. Ech mengen, datt mer scho kënne frou sinn, wa mer dat kënne retten an halen, wat mer haut hunn. Dann hu mer scho ganz gutt geschafft.

Zweetens, an deem Sënn menge mer natierlech och, datt et wichteg ass, datt mer, wa mer déi Analys maachen, aner Mesuren ergräifen, déi complémentaire zum Flughafe sinn, déi wichteg sinn, fir datt mer, wirtschaftlech an transportméisseg gesinn, gutt un aner Zentren ugebonne sinn. An do denken ech natierlech virun allem un de Schinneverkéier, dee mer musse massiv ausbauen.

Ech sinn der Iwwerzeegung, datt mer an deenen nächste Jorzéngte wäerten erliewen, datt mer an d'Richtung ginn - an dat net nëmmen an Europa, mä weltwäit -, datt d'Fluchverbindungen ënner 500 Kilometer souwisou gréisstendeels, ausser am Transit, wat eng aner Saach ass, mä wann ech just d'Quell Zilverkéier kucken, ewechfalen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer fir d'Zuchverbindunge bis 500 Kilometer schnell a performant Verbindunge kréien. Well soss, wa mer dat net hunn, wäerte mer, wann dat anert ewechfält, gréisser wirtschaftlech Problemer kréien, well mer eigentlech op falsch Saache gesat hunn, well mer eis enger Illusioun higinn hunn a gemengt hunn, mir kéinten dat oprechterhalen, wat weltwäit awer ganz evidenterweis aus deene verschiddenste Grënn, wéi ech gesot hunn, net méiglech ass.

Wéi gesot, drëttens, mir mussen de Cargo-Beräich realistesch betruechten. Mir musse versichen, déi Aarbechtsplazen, déi do bestinn, haut ze erhalen an eis dorobber ze konzentréieren, d'Realitéit am A ze behalen, a virun allem d'Realitéit am A ze behalen angesichts dem Paradigmewiessel, dee ganz kloer an der Ekonomie wäert kommen an dee virun allem den Transportberäich weltwäit a virun allem de Fluchverkéier ganz staark wäert treffen.

Véiertens, mir mussen de Flughafen an de Fluchverkéier esou organiséieren, datt en nohalteg ass, datt en Ëmwelt- a Gesondheetsaspekter eescht hëlt, respektéiert.

A fënneftens, mir wënschen eis, datt dës Veränerungen am Fluchsecteur, déi ganz kloer musse kommen, an engem sozialen Dialog gestalt ginn, deen dem europäesche Sozialmodell wierdeg ass.

Ech hunn och um Schluss elo, Här President, eng Motioun nach virbereet. Déi betrëfft nëmmen d'Nuisancen haaptsächlech bei den Nuetsvolen. Ech hunn dat gemaach. Et kënnt zwar herno nach eng Question avec débat, duerfir wëll ech do nach e bësse méi am Detail dorop agoen.

Ech wëll just hei soen: Déi Motioun hei, déi fanne mir absolut berechtegt, well wa mer gesinn, wéi d'Entwécklung tëscht 1990 an 2010 war, da stelle mer fest, datt um Flughafe Findel d'Nuetsvole vun 190 op 1.550 eropgaange sinn, dat heescht aachtmol méi wéi an den 90er Joren, par contre am Dagesverkéier d'Dagescapacitéit nëmmen ëm 1,2-mol eropgaangen ass.

A mir wësse jo och haut schonn, datt d'Cargolux souwisou eng permanent Derogatioun huet, mat där se nuets ka landen, souguer och ganz vill nach no eelef Auer souguer opstarten. Et gëtt eng permanent Derogatioun. Duerfir kommt, mir maachen de Leit hei keng Illusioune vir. An et deet mer leed, wann ech liesen, wat Verschiddener schreiwen, datt et hei net drëms géif goen, dat Nuetsverbuet opzehiewen, mä méi flexibel ze ginn!

Flexibel heescht näischt aneschters, wéi sech der Realitéit, där neier Realitéit, déi dann anscheinend jo géif existéieren, unzepassen. Dat heescht, datt een einfach déi Derogatiounen, déi existéieren, zum Normalfall mécht. An dat wëlle mir op kee Fall! Et sollen nach ëmmer Derogatioune bleiwen. D'Leit, déi an deene Quartiere ronderëm de Flughafe wunnen, déi sinn deenen Nuisancen extrem ausgesat. An do ass net nëmmen d'Stad Lëtzebuerg betraff, mä och ganz vill Randgemenge vun der Stad Lëtzebuerg.

A mir sollen eis dee leschte Bericht vun der Weltgesondheetsorganisatioun ukucken, wat de Kaméidi ubelaangt. Dat gëtt haut leider nach enorm an eiser Gesellschaft ënnerschat, mä de Kaméidi huet en onheemlechen Impakt op d'Gesondheet vun de Mënschen. An domadder muss een net mengen, datt et sech hei drëms dréint, datt een nuets muss vun engem Fliger erwächt ginn, fir datt de Kaméidi héich genuch ass, datt een doduerjer gesondheetleche Schued erleit. Et si vill Kaméidissourcen, do brauch een emol net ze erwächen, déi si latent. Déi stéieren de Schlof an déi hunn eng immens Inzidenz op d'Gesondheet. Dat ass haut, wéi gesot, vun der Weltgesondheetsorganisatioun beluecht a bewisen.

Mir sollen och net vergiessen, datt weltwäit an och an Europa op ganz ville Flughäfen, ganz grousse Flughäfen, en Nuetsfluchverbuet existéiert.

Frankfurt huet eent. Frankfurt ass jo, haaptsächlech wat de Cargo ubelaangt, ee vun deene bedeitendste Flughäfen op der Welt an huet tëscht eelef Auer a moies fënnef Auer Nuetsfluchverbuet. Zürich, eng wichteg Finanzplaz, huet och een Nuetsfluchverbuet. Dat ka keen Argument sinn. An et dierf och souwisou keen Argument sinn, well eiser Meenung no dierfe wirtschaftlech Interessen net géint d'Gesondheetsinteresse vun de Mënschen ausgespillt ginn.

Duerfir wëll ech, Här President, dës Motioun hei déposéieren, déi och vun de Kolleege vun der DP mat ënnerschriwwe ginn ass.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg constituent une nuisance considérable pour les riverains de l'aéroport, citoyens de tous âges;

- considérant que les bruits émanant des décollages et atterrissages nocturnes portent gravement préjudice au repos de nuit et à la santé de quelque 55.000 personnes;

- vu que le nombre de vols de nuit a considérablement augmenté pendant les années 2000-2010, alors que le nombre total des mouvements a diminué pendant cette même période;

- vu la tenue par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de tables rondes réunissant différents acteurs afin de discuter de l'avenir de l'aéroport et des entreprises aéroportuaires;

- considérant diverses revendications exigeant dans ce cadre la levée de l'interdiction des vols de nuit;

- consciente de l'importance économique et salariale de l'aéroport;

- réaffirme cependant son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg;

- demande aux autorités compétentes que la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures soit confirmée et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum, que les dérogations ne devraient pas être permanentes, mais devraient être l'exception dans le cadre des dispositions de la règlementation fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg;

- demande que la publication mensuelle du nombre des vols de nuit soit complétée par une information sur les motifs des autorisations;

- demande que soient rendues publiques des mesures systématiques et certifiées du niveau de bruit engendré par les activités aéroportuaires;

- exige des réunions régulières du comité d'accompagnement des activités aéroportuaires et des rapports publics.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kéim nach eng Kéier den Här Spautz drun, dee virdrun duerch kleng Problemer net konnt seng Ried fäerdeg maachen. Hie mécht se elo fäerdeg.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech der Doktesch Merci soen. Ech hoffe just, dass elo keng Dopingkontroll hei gemaach gëtt, well ech weess net, ob ech déi da géif neutral iwwerstoen.

Ech wëll nach eng Kéier drop zréckkommen, e puer Wierder wollt ech nach zu der Luxair soen, d'Luxair, déi jo op dräi Been steet: Et sinn éischtens de Cargo Center, zweetens d'Tourismusvolen an drëttens d'Linneflich. D'Luxair huet jo ganz aner Problemer wéi d'Cargolux. D'Luxair huet keng finanziell Problemer, obwuel se och mat der Konkurrenz ze kämpfen huet.

De Business ass agebrach a mëttlerweil gëtt d'Luxair op hiren traditionelle Linnen attackéiert. Mir wëssen, dass Paräis nach ëmmer wichteg ass fir Lëtzebuerg - de Flughafen - fir déi Volen, déi weiderginn. Mä fir op Paräis selwer, wouhinner fréier ganz vill Leit mam Fliger gaange sinn, huelen d'Leit haut léiwer den TGV.

Mir wëssen, dass Konkurrenz ass vun engem Koaktionär vun der Luxair op der Streck fir op München.

Mir wëssen, dass d'Luxair géint Genf de Match gewonnen huet, mä zu wat fir engem Präis? Wat huet dat d'Luxair kascht, fir do kënnen nach deen eenzege Provider ze sinn, dee Genf verbënnt, well do dee Private sech zréckgezunn huet?

Mir wëssen dat mat London, wou verschidde Flughäfen ugesteiert ginn. Dat heescht jo och, dass do d'Konkurrenz op deene rentabele Strecken ëmmer méi grouss gëtt, mä et beweist awer och, dass mer iergendwéi eng aner Strategie musse fannen, fir dass och d'Luxair d'Méiglechkeet huet, nach attraktiv ze bleiwen, an dass och d'Luxair d'Méiglechkeet huet, déi Linnen an déi Uertschaften och unzefléien.

Dann hu mer den Tourismusberäich, wou et gutt geet, wou mer awer wëssen, dass doduerch, dass d'lescht Joer déi Problemer ware mam afrikanesche Fréijoer, alleguerten déi Destinatiounen, déi och do vun der Luxair ëmmer bedéngt gi sinn am Tourismusberäich, dass déi net méi esou gezunn hu wéi déi Jore virdrun, an da virun allem, wann der Cargolux eppes geschitt, wann iergendeppes géif geschéien am Fret-Beräich, dass dat dann op de Cargo Center vun der Luxair, de Cargo-Beräich, deen d'Luxair mécht, terribel Auswierkungen hätt fir d'Luxair.

An duerfir ass et eben och wichteg, dass een dat net lassgeléist kuckt, d'Cargolux vun der Luxair, well och dat wichteg Revenuë sinn, déi d'Luxair do kritt huet.

Et muss een also hei probéieren ze kucken, wéi mer et fäerdegbréngen, och op deene Linnen, wou elo aner Gesellschaften ëmmer méi drop kommen, d'Käschten ze reduzéieren, awer och gläichzäiteg attraktiv ze sinn, souwuel wat d'Aarbechtsbedéngungen ubelaangt, wéi awer och wat d'Präispolitik an d'Präisgestaltung vun der Luxair ubelaangt.

Hei geet et och drëm, fir driwwer ze kucken, wat fir eng nei Destinatiounen ee kann erschléissen, wou ee weess, wou och e Besoin do ass hei zu Lëtzebuerg, an dass een och d'Fligeren upasst un de Confort vun de Leit. Do ass d'Luxair jo amgaang, verschidden nei Iwwerleeungen ze maachen, fir och do kënnen ze kucken, wéi een do verschidde Linnen an Destinatioune muss ëmbauen.

Ech denke just u Berlin. Et huet ee ganz vill Leit, déi haut léiwer iwwer Saarbrécken op Berlin fléie wéi vu Lëtzebuerg aus, well - wéi een och oft héiert - dat och mam Confort vun de Fligeren ze dinn hätt. Ech kann do net matschwätzen, ech sinn nach ni vu Saarbrécken aus geflunn. Mä op alle Fall muss een och do kucken, deenen Erausfuerderunge gerecht ze ginn.

Dann eppes zu den Nuetsvolen: Et muss ee Wee fonnt ginn, fir den Interessen an den Ufuerderunge souwuel vun de Flughafenanrainer wéi och vun dem Flughafe Rechnung ze droen. Ech mengen, dass jo och schonn eppes geschitt ass mat deem Gesetz contre le bruit an dass een do nach iwwer aner Saache kann diskutéieren.

D'Cargolux hat och viru Joren eng Etüd presentéiert mat aneren Ufluchwénkelen, déi manner Kaméidi géife maachen. Mir wëssen, dass och d'Fligeren ëmmer méi modern ginn an dass och do aner Méiglechkeete sinn. An ech mengen, et wier wichteg, do eng Kéier an aller Serenitéit eng Diskussioun ze féieren, souwuel mat den Anrainer wéi awer och mat all deene Bedreiwer, déi um Flughafen de Besoin hunn, fir déi eng oder déi aner Kéier méi Vole kënnen ze kréien, dass souwuel de Kaméidi an der Rei bleift, mä dass een awer och do d'Kompetitivitéit vun dem Flughafen an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg net a Fro stellt.

Et däerf ee jo ni vergiessen: E moderne Fliger ass am deiersten um Buedem, well wann en net an der Loft ass a wann en net flitt, dann huet dat enorm Käschten. An duerfir misste mer do, an ech sinn och dovunner iwwerzeegt, wann de Wëllen, de politesche Wëllen do ass, dass een do och kann - souwuel am Interesse vun den Anrainer wéi och am Interesse vum Flughafen a vun dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg - déi jeeweileg Léisunge fannen.

Ech wollt mer awer och erlaben ze soen: Mir kënnen hei elo esou vill diskutéieren iwwer Strategien, wat mer brauche fir de Flughafe Lëtzebuerg, fir d'Cargolux a fir d'Luxair; mir musse virun allem erëm eppes fäerdegbréngen, dat ass, dass mer Rou an den Dossier kréien!

Et hunn elo hei vill Kolleegen… Déi lescht Wochen ass d'Cargolux am meeschten an der Aktualitéit, de Flughafe selwer an d'Luxair manner, mä et ass wichteg, dass mer do och erëm Rou kréien. Well all Aussoen, déi mir hei maachen, sief et an der Chamber, sief et och soss, hunn negativ Auswierkunge fir d'Cargolux. Alles, wat international reportéiert gëtt iwwert déi Problemer, déi hei wieren, huet dermat ze dinn, dass dann och d'Clienten, déi fir d'Cargolux do waren, potenziell Clienten, déi fir d'Cargolux do wieren, sech och Froe stellen. An dat mécht och d'Glafwierdegkeet, déi mer awer brauchen, fir un déi Gesellschaft ze gleewen, ëmmer méi schwéier.

Well, gleeft mer es, wann do Leit sech iwwerleeën: „Soll ech d'Cargolux huelen oder soll ech mat engem anere fléien? Soll ech meng Fracht un d'Cargolux ginn an net un en aneren?", ass et wichteg, dass d'Vertrauen zréckkënnt an d'Cargolux. Duerfir ass et wichteg, dass mer gemeinsam - zesumme mat de Sozialpartner fir déi eng Problemer an zesumme mat den Anrainer och fir déi aner Problemer, wat d'Volen ugeet - Léisunge fannen. Well nëmmen, wa mer et fäerdegbréngen, d'Cargolux aus den negativen internationale Schlagzeilen erauszekréien, wäerte mer och zesumme mat de Sozialpartner dat fäerdegbréngen, dass mer eng attraktiv Cargolux hunn, en attraktive Flughafen, an dass dat och derzou bäidréit, de Logistikzenter a Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen, an dass mer och do méi séier virukommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mer gëschter am Kader vun enger Commission jointe mat de Ministere Frieden a Wiseler iwwert déi finanziell Transaktioune vum Kapital tëschent der Cargolux a Qatar Airways diskutéiert hunn, hu mer haut an der öffentlecher Sitzung en Débat iwwert déi zukünfteg Strategie vun der Lëtzebuerger Aviatioun.

Obscho mer zwou getrennte Sitzungen hunn oder haten, hänkt dat eent dach awer mat deem anere ganz enk zesummen. Mat 35% vum Aktiëpak huet Qatar Airways eng Spärminoritéit kritt a kann domadder déi zukünfteg Strategie vun der Cargolux an och der Luxair staark beaflossen, dat souwuel am positive wéi am negative Sënn.

Gëschter an der Kommissiounssitzung huet sech ganz séier a kloer erausgestallt, datt d'Regierung ganz schlecht am Interesse vun der Cargolux an am Besonneschen am Interesse vun der Lëtzebuerger Aviatioun négociéiert huet. D'Responsabilitéit läit hei un éischter Stell beim Finanzminister, dem Här Frieden, awer och bei dem Transportminister, dem Här Wiseler, an dem Statsminister, dem Här Jean-Claude Juncker. Den Här Frieden, well dës Verhandlungen exklusiv ënner seng Kompetenz an d'Responsabilitéit vum Finanzminister falen, an den Transport- respektiv de Statsminister, well déi an déi enk Diskussiounen agebonnen an informéiert waren. Wéi wäit déi kollektiv Responsabilitéit vun der Regierung läit, bleift nach ze kucken.

Fest steet, datt de Verkaf vu 35% vun Aktiëpart u Qatar Airways en exklusiven Handel war an - esou wéi den Här Lux et haut de Moien hei och deklaréiert huet - géint de Wëlle vum Verwaltungsrot ofgeschloss ginn ass, wat eigentlech contraire ass zu deem, wat mer gëschter vum zoustännege Minister an der Kommissioun gesot kritt hunn.

Zwee aner Interessente waren do, woubäi zumindest een eng besser Offer gemaach huet an ekonomesch gesinn eng Plus-value gewiescht wier. Den Här Frieden huet awer exklusiv mam Katar verhandelt.

Firwat bleift fraglech - firwat e Minister Aktien ënnert dem Präis un de Katar verkeeft, dat op d'Käschte vun aneren Aktionären, ënner anerem op d'Käschte vun der Luxair! D'Spezialiste soen eis, datt d'Luxair fir zeg Milliounen Euro hei geschiedegt gi wier. An haut froe mir eis, wou déi finanziell Problemer bei der Luxair hierkommen!

Wéi ass et méiglech, datt den Här Frieden alles op Qatar Airways gesat huet, wou d'Cargolux zwee Joer virdru mat Qatar Airways scho verhandelt hat an dës Verhandlungen ofgebrach si ginn, well keng gemeinsam Geschäftsstrategie konnt fonnt ginn?

Haut, ee Joer méi spéit, ass kloer, datt Qatar Airways net an d'Cargolux erageklommen ass, fir d'Cargolux méi grouss, méi staark ze maachen, fir de Standuert Lëtzebuerg ofzesécheren, fir Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ofzesécheren. Neen, Qatar Airways huet sech just mat engem eenzegen Zil an d'Cargolux akaf, an dat Zil war an ass, fir d'Cargolux futtizemaachen, an dat mat der Komplizitéit vun der Lëtzebuerger Regierung!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wéisou ass et méiglech, datt Qatar Airways der Cargolux, wou se mat dran ass, selwer Konkurrenz mécht? Déiselwecht Strecken, déi och d'Cargolux flitt, konkurrenzéiert Qatar Airways mat Dumpingpräisser a werbt esou der Cargolux hir Clienten of, mam Zil, fir se esou vum Maart ze verdreiwen. Zënter datt d'Kataren d'Konkurrenz géigeniwwer der Cargolux spille loossen, ass den Ëmsaz bei der Cargolux och staark gefall. D'Cargolux soll finanziell ausgeblutt ginn.

D'Zil, Här Frieden, sollt jo awer sinn, datt duerch d'Eraklamme vu Qatar Airways an d'Kapital vun der Cargolux den Ëmsaz sollt wuessen! Mä elo stellt sech eraus: Qatar Airways ass kee Partner, mä e knallhaarde Konkurrent.

Wéi ass et méiglech, datt Qatar Airways d'Cargolux an der internationaler Fachpress regelrecht schlechtmécht, erofmécht? Wéi ass et méiglech, datt Qatar Airways wëllt en Hangar vun der Maintenance, dee virun dräi Joer eréischt opgaangen ass, hei zu Lëtzebuerg zoumaachen?

Ma ganz einfach: well bei de Verhandlunge kee konkreten a virun allem kee bindende Businessplang mat verhandelt ginn ass. D'Ofsécherung vun den Aarbechtsplazen ass anscheinend mat engem Handschlag geregelt ginn. Mat engem Land, wou et keng Partei, keng Gewerkschaften, kee Parlament, kuerz gesot keng Demokratie gëtt, mat engem Land, wou 94% vun der Aarbechtskraaft aus dem Ausland kënnt an d'Mënschen ënner onwierdege Konditioune regelrecht ausgebeut ginn, mat esou engem Land de Lëtzebuerger Sozialmodell an d'Aarbechtsplaze mat engem Handschlag wëllen ofzesécheren, dat ass méi wéi amateurhaft, jo, ass scho bal kriminell! E Land, wat als éischt sech mat der Hamas un den Dësch setzt, der Hamas, déi international op der Lëscht vun den terroristeschen Organisatioune steet, mat esou engem Land esou primitiv ze verhandelen, dat ass net ze verstoen!

Mir hate schonn eng ähnlech Situatioun, wéi Mittal d'Arcelor iwwerholl huet. Deemools huet de Statsminister Jean-Claude Juncker hei an der Chamber behaapt an deklaréiert, hien hätt vum Här Mittal d'Garantie kritt, datt sämtlech Stolstanduerter hei zu Lëtzebuerg géifen erhale bleiwen. Mat dem bekannte Resultat, datt een no deem aneren zougemaach gëtt! Esou eng falsch Ausso vun engem Premier virun engem Parlament géif an all anerem Stat, an all anerer Demokratie ouni vill Diskussioun eng Demissioun mat sech bréngen.

Här President, kloer ass awer och, wann d'Cargolux d'Baach erofgeet, datt dann d'Luxair ferm Problemer kritt, fir ze iwwerliewen. Hei stinn iwwer 8.000 Aarbechtsplazen um Spill.

D'Fro, déi ee sech nach eng Kéier muss stellen, ass: Wat fir een Interesse huet eng Lëtzebuerger Regierung, e Lëtzebuerger Finanzminister, fir esou een Handel ofzeschléissen?

Dir Häre Ministeren, et läit elo an Ärer Hand. Wann Dir zouloosst, datt duerch Qatar Airways d'Cargolux an d'Luxair d'Baach erofginn, dann hutt Der besser haut wéi muer Ären Hutt ze huelen. Well déi Responsabilitéit drot Dir eleng, an zwar ganz eleng, keen aneren!

Dir hutt haut hei d'Geleeënheet, fir Positioun ze bezéien. Mir verlaange vun Iech Kloertext. Mir verlaange vun Iech, datt Der ganz kloer sot, wien d'Soen am Verwaltungsrot vun der Cargolux huet: Den Haaptaktionär - de Lëtzebuerger Stat -oder d'Kataren?

Mir verlaange vun Iech eng ganz kloer Ausso, wien de Management, wien d'Direktioun stellt, d'Marionette vum Katar oder d'Vertrauensleit vun der Lëtzebuerger Regierung. Mir verlaange vun Iech eng ganz kloer Ausso, ob d'Maintenance weider hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt oder ausgelagert gëtt. Mir verlaange vun Iech ganz kloer d'Ausso, ob d'Strukture vun der Cargolux an der Luxair zerspléckt, délocaliséiert oder ausgelagert ginn oder ob et eng fest betribsgebonne Struktur bleift. Mir verlaange vun Iech kloer Aussoen iwwer eng nohalteg Strategie bei der Luxair an der Cargolux.

D'Regierung als majoritären Aktionär ass hei gefuerdert, a soss keen! De Lëtzebuerger Stat iwwerhëlt iwwert d'BCEE - d'Spuerkeess -, d'SNCI oder d'Luxair 65% vum Aktionariat.

Déi Beschäftegt an, ech géif soen, doriwwer eraus dat ganzt Land hunn e Recht drop, gewuer ze ginn, wéi der Regierung hir Strategie fir d'Zukunft ass. Mir wëllen haut keng Ëmschreiwungen hei héieren, kee Blabla iwwer eng Strategie, mä mir hätte gäre Kloertext.

Dir hutt d'Interesse vun der Cargolux an der Luxair ze vertrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vum Standuert Lëtzebuerg ze vertrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze vertrieden - a soss näischt! Dir hutt d'Interesse vum Lëtzebuerger Stat ze vertrieden - a soss näischt!

De Ball läit bei Iech. Huelt Är Responsabilitéit oder huelt Ären Hutt!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschten agedroene Riedner kritt elo d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Bon, Här President, mir hunn zënter gëschter de Virvertrag, dee sougenannten „memorandum of understanding" tëschent dem Groussherzogtum Lëtzebuerg an der Qatar Airways virleien, déi jo zur Halschent dem Stat Katar gehéiert an zur anerer Halschent dem Statschef vum Katar a senger Famill.

Et gouf doranner Geheimhaltung vereinbart, an engem Vertrag, deen ëmmerhin awer quasi eng zwëschestaatlech Natur huet. Dat heescht, och d'Chamber, déi zu Lëtzebuerg vum Souverän, dem Vollek, direkt gewielt ass, sollt dovun ausgeschloss ginn!

D'Regierung sot eis ëmmer: „Dat hei ass e Privatvertrag, deen Iech näischt ugeet." Dass dee Memorandum elo awer trotzdeem virläit, fannen ech ganz normal. Et ass iwwregens de Verdéngscht vun der Press duerch hir permanent Opklärungsaarbecht, déi se gemaach huet an deem wichtegen Dossier hei, dass iwwerhaapt Mouvement hei erakomm ass.

Déi dräi Dokumenter, déi eis gëschter iwwerreecht goufen, ginn awer ëmmerhin e puer Äntwerten op Froen, déi gestallt gi sinn.

Éischtens geet doraus ervir, dass just den «emploi profitable» ugestrieft ginn ass. Dat steet ausdrécklech do dran. Et ass och hei scho gesot ginn.

Zweetens bestätege se, wat mer awer scho woussten, dass eng Participatioun vun 49% vum Katar un der Cargolux vun Ufank un ugepeilt war.

Drëttens weisen déi Dokumenter, dass de Katar sech vun Ufank un Entscheedungsrechter a folgende Froe geséchert hat: Astellung vun den Direkteren, Accord zum Businessplang, Kaf a Finanzéierung vun de Fligeren. Dat heescht, eigentlech Rechter, déi engem majoritären Aktionär zoustinn!

Dee Virvertrag ass ënnerschriwwe gi vun de Ministere Frieden a Wiseler. Fir dee richtegen Impakt vum Katar haut op d'Cargolux festzestellen a fir deene Virwërf op de Grond ze goen an deene Froen, déi gestallt gi sinn ënner anerem an der Press, feelen awer eng Rei vun Dokumenter, déi awer alleguerten an deenen dräi Dokumenter, déi mer elo kritt hunn, ugekënnegt ginn: de Kafvertrag mam Katar, de Garantievertrag, den Aktionärsaccord, d'Wäertevaluatioun vun den Aktien, d'Berechnungsbasis an d'Verhandlungspositioun vun deenen zwee Investitiounsfongen, déi sech aus dem Kapital zréckgezunn hunn, de Businessplang, souwäit a soubal e virläit, an all Etüden, déi domat zesummenhänken.

Ech mengen, dass déi Dokumenter mussen an der Commission jointe an enger weiderer Sitzung op den Dësch geluecht ginn. Mir brauchen och do Rapporte vun de staatlechen Administrateuren am Verwaltungsrot vun der Cargolux.

Wann ech héieren, wann den Här Lux hei ukënnegt, dass do Saachen diskutéiert ginn, iwwert déi hie laang a breet kéint berichten, da mengen ech, da sollen déi Berichter emol eng Kéier der Chamber virgeluecht ginn, iwwert déi wierklech Situatioun an iwwert dat wierklecht Kräfteverhältnis an deem Verwaltungsrot!

Eréischt da léisst sech feststellen, ob d'Regierung an deem Dossier Cargolux an och Luxair richteg gehandelt huet, am Interesse vun der Zukunft vum Findel a vun den Aarbechtsplazen, oder ob se sech, wou awer alles drop hindeit, an en Abenteuer hei agelooss huet.

Mir mengen och, dass deen Débat muss onbedéngt weidergefouert ginn. Wann et sech hei ëm systemesch Betriber handelt - wéi den Här Lux gesot huet -, da froen ech mech: Firwat huet de Stat sech ganz aus dem Cargolux-Aktionariat zréckgezunn an domat den öffentlechen Afloss geschwächt? Besonnesch wann ee weess, dass Katar och säin Afloss an der Luxair duerch de Kaf vun der BIL, ënner anerem, erweidert huet.

Wat war op d'mannst säit 2009 d'Absicht vun der Regierung, wéi se offensichtlech - an dat ass och an där Kommissioun, mengen ech, awer kloer gesot ginn - e strategescht Bündnis mam Emirat vum Katar agaangen ass?

Hat se dobäi eventuell - wéi den Dagobert Duck - just nach Dollarzeeche virun den Aen oder ass et do wierklech ëm wirtschaftleche Verstand gaangen? Wat fir eng Roll spillt d'„Islamic finance" doranner? Wat fir eng Roll spillt de Geschäftsaffekot Wildgen doranner, deen net nëmmen eleng Administrateur des biens vum Grand-Duc ass? Wat fir Zesummenhäng gëtt et mat der BIL a mat der KBL?

Dat an och déi Suitë vun deem Débat hei wäert ech an de Mëttelpunkt vu menger Interpellatioun stellen iwwert d'Verhältnis tëschent Lëtzebuerg an dem Katar, déi jo fir Ufank Dezember ugekënnegt ass,…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech sinn och direkt fäerdeg.

Une voix.- Dat ass ganz gutt!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- …déi jo och hei ugekënnegt ginn ass fir an der éischter Dezemberwoch, dass se do soll stattfannen. Ech hätt dobäi gär iwwregens déiselwecht Riedezäit wéi den Här Lux de Mueren. Ech wäert och bei där Geleeënheet eng Commission d'enquête parlementaire iwwer all déi Froe froen an ech hoffen, dass dee Virschlag och hei op breet Zoustëmmung stéisst.

Da schwätzen ech herno nach zur Resolutioun (veuillez lire: Motioun), wa meng Zäit elo eriwwer ass. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An da kritt elo d'Regierung d'Wuert. Den Här

Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufanks zwee Punkte soen, déi mer wichteg sinn. Ech fannen et absolut normal a richteg, datt mer hei an der Chamber iwwert d'Zukunft vun der Aviatioun schwätzen, iwwert déi Strategie, déi d'Regierung huet, fir d'Aviatiounspolitik, d'Fligereipolitik hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore weiderzeféieren. Dat sinn Diskussiounen, déi heihinner gehéieren, datt d'Regierung hir Politik erkläert, datt d'Chamber informéiert gëtt, hir Meenung seet an datt eng Politik gemeinsam definéiert gëtt.

Ech hu par contre e grousse Problem, wa mer intern Strategië vu Gesellschaften, déi sech an enger europawäiter internationaler Kompetitivitéit befannen, hei an allem Detail sollen, musse präisginn an alles der Öffentlechkeet soen an deem Sënn, datt een och muss wëssen, datt d'international Konkurrenz hei nolauschtert, kommentéiert a genau weess, wat hei geschwat gëtt. Datt d'Regierung hir Strategie erkläert, mat der Chamber diskutéiert, ass normal. Datt intern Strategië vu Privatgesellschaften an internationaler Konkurrenz an allem Detail mussen op den Dësch geluecht ginn, dat ass sécherlech e Problem.

Ech hu mech dofir an deene leschte Wochen an an deene leschte Méint ganz oft zréckgehalen, well ech fannen, datt een net kann, datt een net soll - fir d'Gutt vun der Gesellschaft - alles op der Place publique soen. Ech sinn dann och heiansdo belächelt gi vun den Deputéierten, vun der Press, wou gesot ginn ass, et géif ee sech vornehm zréckhalen, et géif ee seng Responsabilitéit net wëllen huelen.

Mä ech soen Iech ganz kloer: Meng Responsabilitéit als Politiker ass et, dat ze maachen, wat fir d'Gesellschaft gutt a richteg ass. An dat maachen ech, an och wann dat heescht, bei dräi, véier, fënnef Interviewsdemanden, déi een all Dag kritt, fir zu all Sujet ze schwätzen, dann ze soen: „Dat geet elo haut net. Dat kënne mer net maachen. Dat wëll ech net maachen, zum Gudde fir d'Gesellschaft." Well ech fannen, datt an dësem Dossier vill an heiansdo vill ze vill geschwat, geschriwwe ginn ass, an datt dat kontraproduktiv fir d'Gesellschaft wär.

Ech wollt dat am Ufank eng Kéier ganz kloer soen.

(Interruptions diverses)

A selbstverständlech soen ech Iech alles, wat Der gär wéisst iwwert d'Strategie vun der Regierung an iwwert déi Politik, déi mer hei maachen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Et geet ëm 8.000 Aarbechtsplazen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Hei ass en Débat, deen an d'Chamber gehéiert. Hei geet et ëm méi wéi 6.000 Aarbechtsplazen, däers sinn ech mer voll bewosst an dofir ass et wesentlech, datt deen Débat iwwert d'Strategie vun der Regierung an der Chamber stattfënnt. A selbstverständlech stellen ech mech deem honnertprozenteg, mä iwwert d'kommerziell Strategië vu Privatgesellschaften, dat ass schonn eng ganz aner Saach.

Zweetens, wat ech wëll soen...

Une voix.- Dat ass jo awer e bëssen einfach.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et sinn awer hei zwou Diskussiounen, déi och haut an dëser Diskussioun dauernd duerjerneegehäit ginn. Déi zwou Diskussioune kann ee féieren, mä et soll een awer net maachen, wéi wann et déiselwecht wären.

Et gëtt eng Diskussioun iwwert den Antrëtt vu Qatar Airways an d'Aktionariat vun der Cargolux. Déi solle mer och féieren. Mir hu gëschter laang an allem Detail doriwwer Explikatioune ginn. An zum Schluss vun der Diskussioun ass gefrot ginn, ob nach Froen do wären, du ware keng Froe méi do. Fir all déi, déi dann op de Radio soe ginn, et wär net alles beäntwert ginn: Mir sinn dobliwwen, bis all Fro beäntwert ginn ass!

Déi aner Diskussioun, dat sinn déi Problemer, déi haut bei Cargolux respektiv bei Luxair sinn. An déi zwou Diskussiounen, déi kann een net einfach esou iwwereneeleeën a soen, dat wären déiselwecht. Well et ass net den Antrëtt vu Qatar Airways, dee just déi eenzeg Origine ass vun all deene Problemer, déi elo do sinn.

(Interruption)

Jo, dat gëtt awer heiansdo esou gemaach. Ech hunn hei e puermol an den Aussoen héieren, datt, säit en neien Aktionär am Aktionariat wär, d'Problemer lassgaange wären a virdru guer keng Problemer méi do...

Une voix.- Dir maacht Iech et e bëssen einfach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass awer wesentlech!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir hate schonn 2009, Här Gibéryen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass awer wesentlech!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir hate schonn 2009 eng Kapitalerhéijung, déi mer hu misse maachen, well ansonsten d'Cargolux 2009 net méi geflu wär. Wou dat strictement näischt mateneen ze dinn hat! Mir kënnen déi zwou Diskussioune féieren! Mir sollen déi zwou Diskussioune féieren! Mä maacht awer net mat där enger Diskussioun, wéi wann déi aner Diskussioun net wär! Et sinn eng Rei Suergen an eng Rei Problemer bei Cargolux a Luxair, an déi musse mer upaken, independent vun dem Aktionariat. An ech géif déi gär upaken. An do schwätzt een normalerweis net driwwer, well déi wesentlech méi schwéier ze féieren ass wéi déi aner!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net independent.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wesentlech méi schwéier ze féieren ass wéi déi aner!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net independent.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Etgen Iech eng Fro stellt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Bon, jo, Här Wiseler, Dir sot, datt gëschter all d'Froe beäntwert gi sinn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- All Froen, déi gestallt gi sinn.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Da kläert eis wann ech gelift endlech doriwwer op: Wousst Dir Bescheed, datt de Finanzminister op Doha gaangen ass, fir d'Partë vun der Cargolux ze verkafen? Wousst de Wirtschaftsminister Bescheed, datt de Finanzminister op Doha gaangen ass, fir d'Parten ze verkafen? Wousst de Conseil d'administration vun der Cargolux Bescheed, datt do géifen d'Aktië vun der Cargolux verkaaft ginn? A ware se mat där doter Démarche d'accord?

Den Här Lux jiddefalls huet eis de Moie gesot gehat, datt dat géint de Wëlle vun der Cargolux wär.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Etgen, mir hunn Iech gëschter schonn op déi Froe geäntwert. Dann nach eng Kéier: Selbstverständlech, wéi den Här Frieden an de Katar gaangen ass - en ass d'ailleurs net nëmmen an de Katar gaangen, mä hien ass och an aner Länner gaangen -, war eng Diskussioun schonn déi Jore virdru mat Qatar Airways gefouert ginn.

Déi Diskussioun mat Qatar Airways ass sengerzäit net zum Schluss gefouert ginn, net aus deene Grënn, well keng Strategie konnt mateneen ofgemaach ginn, mä well déi zwou Partië sech net iwwert de Präis eens gi sinn. Well se sech net iwwert de Präis eens gi sinn, waren déi Diskussioune gestoppt.

Ech wousst et selbstverständlech, well et stoung an der Press, mä well ech och mam Här Frieden a multipler Reprise doriwwer geschwat hunn, datt den Här Frieden géif an de Katar goen. An d'Fro ass opkomm: Solle mer nach eng Kéier dee Sujet do opbréngen, fir mam Katar ze kucken, ob déi Diskussioune kéinte weidergefouert ginn? An an deem Sënn ass den Här Frieden an de Katar gaangen, huet déi Diskussiounen nach eng Kéier opgeworf an ass mat engem Resultat zréckkomm, wat säit aacht Joer probéiert ginn ass ze erreechen a wat net erreecht gi war.

Ech kommen duerno awer nach eng Kéier op all déi Saachen do am Detail zréck.

M. Fernand Etgen *(DP).*- War et da richteg, datt just iwwert de Präis diskutéiert ginn ass an net iwwer eng Strategie?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä selbstverständlech sinn déi Diskussiounen duerno iwwert d'Strategie an alles, wat sech ronderëm hänkt - éier et ënnerschriwwe ginn ass an éiert den Akt definitiv gemaach ginn ass - gefouert ginn. Esou wéi dat sech gehéiert, sinn all déi Punkten eenzel duerchgekuckt ginn an ass dunn den Akt definitiv ënnerschriwwe ginn.

Ech wëll zréckkommen, well mer kommen ëmmer op deen een Dossier vum Katar eriwwer - dee wichteg ass, dat soen ech Iech nach eng Kéier, an ech zéie mech net, fir driwwer ze diskutéieren. Mä ech géif awer och gär eng Kéier iwwert déi Problemer schwätzen, déi an der Aviatioun sinn - mat Katar oder ouni Katar, mat iergendengem aneren oder ouni iergendeen aneren -, déi do sinn, iwwert déi wëll ech och eng Kéier schwätzen heibannen, well déi musse mer och léisen an dat ass och prioritär.

(Interruption)

Neen, mir hunn et net gemaach! Mir hunn et net an deem Sënn gemaach, wéi mer et richteg solle maachen.

Wat ass d'Situatioun? Wann een haut kuckt, wat an der Aviatioun lass ass, da muss een einfach gesinn, datt mer e wesentlech méi luese Wuesstem am Fret an deene leschte Joren haten, wéi dat déi Jore virdru war: säit 2006 3,2% Augmentatioun. Mir haten am Joer 2009 en Abroch vum Fret vu minus 10% bis minus 11%. 2010 ass et vill besser gaangen. 2010, an engem Joer, wou déi heiten Diskussiounen ugefaangen hu stattzefannen a wou ee konnt dovunner ausgoen, datt d'Situatioun am Fret sech géif erhuelen, do hate mer plus 14%, plus 16%, 2011 plus 5% an 2012 ongeféier eng Augmentatioun vu 4%, vill méi, oder vill manner wéi a sech an deene Jore virdrun.

Mir hate grouss Augmentatioune vun der weltwäiter Capacitéit am Fret, net nëmmen an der Fligerei, och an der Fligerei, mä och am Zuch, am Schëff an am Camion. Eng Augmentatioun vu 4% d'Joer - a bis 2016 wäerten et 13% sinn - vun der Iwwercapacitéit, déi an dem Cargo-Business ass.

D'Tendenz vun allen Entreprisen, well et d'Krisesituatioun war, op méi bëlleg Transportmëttel eriwwerzegoen, wéi zum Beispill d'Schëff, dee Chiffer kann ee ganz genau an deenen eenzelne Statistike kucken. An do huet de „full cargo", wéi eben d'Cargolux eng Gesellschaft ass, wesentlech méi gelidde wéi aner Gesellschaften.

Mir hate vill grouss klassesch Gesellschaften, déi de Cargo ofgebaut hunn, och wann nach d'Capacitéit am grousse Ganzen an d'Luucht gaangen ass. All déi grouss amerikanesch Carrieren, déi sinn aus dem Cargo-Business erausgaangen. Iberia huet sech erausgezunn. D'Air France ass vun 30 op 20 erofgaangen. D'Lufthansa ass ganz stabel bliwwen. D'Japaner, d'JAL, sinn erausgaangen aus deem Business do.

Enorm Konkurrenz ass op där anerer Säit derbäikomm, an dat haaptsächlech vu Gesellschaften aus Asien, aus dem Mëttleren Osten, wéi d'Korean, wéi d'Cathay, wéi d'China Airlines, wéi Air China, d'China Southern, Etihad, Qatar, och Thai Airways, Aeroflot, déi an deem Secteur opgebaut hu mat ganz anere kompetitive Strukturen, an och déi integréiert Carrieren, wéi zum Beispill FedEx oder wéi UPS, déi hir Capacitéit an d'Luucht gesat hunn.

D'Kerosinspräisser, dat huet den Här Bausch scho kloer an däitlech beschriwwen, déi si gutt an d'Luucht gaangen, a Gesellschaften zu Lëtzebuerg, déi keng Méiglechkeet hunn, fir méi bëlleg un de Kerosin ze kommen! Type vu Gesellschafte wéi d'Cargolux, déi haten et also net einfach.

An datselwecht ass a sech, wann ee kuckt, am Passagéierberäich de Fall. Mir hunn zwar Passagéierzuelen, déi an d'Luucht gaange sinn, e Mobilitéitsbesoin, deen an der Welt an d'Luucht geet. Mä wann ee kuckt, wat dat fir eng Gesellschaft wéi d'Luxair heescht, da gesäit een, datt d'Mobilitéit nëmmen 3,5% am intraeuropäesche Raum an d'Luucht gaangen ass a 14,8% an anere Raim, wéi dem Mëttleren Osten, mat der Arrivée vun enger ganzer Rei Topgesellschaften op dem Maart, ob déi elo aus Asien, aus dem Mëttleren Oste kommen, déi Topqualitéit hunn an déi aggressiv Politiken, aggressiv Präisser maachen.

Ech soen der och hei nëmmen e puer: Turkish, Emirates, Qatar, Etihad. Dat sinn alles Gesellschaften, déi sech an deene leschte Joren enorm entwéckelt hunn, entstane sinn an déi natierlech eng enorm Konkurrenz bedeiten.

An da schlussendlech op deem Maart, wou d'Luxair dran ass, deen enormen Développement och vun de Low-Cost-Carrieren, déi Der kennt, wéi Ryanair, easyJet, Darwin, Vueling, an och Strategien, wéi d'Lufthansa et zum Beispill mat Germanwings mécht, oder Etihad mat airberlin, oder Air France mat Transavia, oder IAG - wéi mer elo an der Zeitung liesen -, dat heescht Iberia mat Vueling, dat heescht, déi sech och nach mat anere Linnen alliéieren.

Dat heescht och, datt op verschiddenen europäesche Flughäfe bis zu 60% vun dem Low cost gemaach ginn. Net hei zu Lëtzebuerg, mä op anere Flughäfen ass dat awer schonn eng Proportioun. Elo kann een dat gutt fannen oder et kann een et schlecht fannen: Et ass einfach esou! A mir hunn et mat deem do Phenomeen ze dinn. A mir hunn och nach zousätzlech fir d'Luxair e ganz kloren Abroch vun de Businessvole gehat, dat heescht vun deenen Ticketen, déi méi deier sinn a wou och méi Suen drop verdéngt sinn, wou mer eng Baisse vun 3,5% kannt hunn.

A wann een da kuckt, wat och weltwäit mat deene Gesellschafte lass ass, déi ähnlecher si wéi d'Cargolux oder d'Luxair, da gesäit een... Ech zielen der just e puer op: Southern Air, déi ënner Chapitre 11 gestallt ass; d'Air Cargo Germany; d'Cargoitalia, déi a Liquidatioun ass; World Airways, déi bankrott ass; Jade Cargo; Grand Star Cargo, déi och um Schluss sinn; d'Air France, déi hir Flott reduzéiert; d'China Airlines, déi eng Reduktioun gemaach huet, an esou weider.

An d'Fluchgesellschaften, wann ech elo um Passagéierberäich kucken, wéi Spanair, wéi Malev, mat deenen et fäerdeg ass. D'Reduktioune vun Iberia: Déi, déi an deene leschten Deeg d'Zeitunge gelies hunn, déi wëssen, wat momentan bei Iberia lass ass. Déi, déi an deene leschten Deeg d'Zeitung gelies hunn, déi wëssen, wat momentan bei SAS lass ass, wat fir eng Problemer do entstinn a wéi se probéieren, déi Problemer ze léisen. Aner Saache wéi Sabena, SWISS oder Austrian...

(Interruption)

D'Sabena, d'SWISS fléien an deem Sënn net méi, wéi se viru Jore geflu sinn, well et einfach net méi gaangen ass. Oder LOT oder Alitalia, déi och a grousse Problemer si respektiv waren.

Ech wollt just eng Kéier dee Kontext soen, an dee sech déi Diskussioun hei eraschreift, well een einfach mécht, wéi wann elo just d'Luxair an d'Cargolux déi Eenzeg wären, déi esou Problemer hunn. Mir sinn hei an engem Krisekontext vun internationalen, vun den europäesche Fluchgesellschaften, wat Cargo- oder Personalgesellschaften oder Persounentransporteure sinn, e Problem vun der Aviatioun, deem mer eis musse stellen an eis Strategie do kloer an däitlech mussen drop opbauen.

An dann hu mer dräi Instrumenter, fir dat hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Mir hunn e Flughafen, deen - muss ech soen - en Topequipement huet. Mir hunn eng grouss Full-Cargo-Gesellschaft, déi eng grouss Vergaangenheet huet, déi och nach all d'Moyenen huet, fir eng Zukunft ze hunn. A mir maachen alles derfir, fir déi Zukunft ze entwéckelen. Mir hunn e regionale Carrier hei, wat ee vun deenen eenzege regionale Carrieren ass, deen hei nach an Europa vun deem doten Typ flitt, dee gewëssen Diversifikatiounen huet, déi wichteg sinn, vum Handling oder vun dem Tourismus.

Dräi Instrumenter - an ech soen dat och ganz kloer, wann Der vun der Strategie schwätzt - dräi Instrumenter, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, fir eis Politik kënnen ëmzesetzen!

Wat sinn dann elo d'Zilsetzunge vun der Regierung?

Mä déi éischt Zilsetzung vun der Regierung, dat ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg wëllen eng Flughafepolitik maachen. An ech kommen duerno op déi aner Politike mat de Gesellschaften zréck. Mä dat ass emol dat Éischt, wat mer musse gesinn. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg déi Konnektivitéit assuréieren a mir musse kucken, datt mer Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg assuréieren. Dat ass déi éischt Zilsetzung, déi sech doraus ergëtt.

Ech wëll esou vill wéi méiglech Destinatiounen, well ech wëll, datt Lëtzebuerg connectéiert ass un de Rescht vun de Capitalen an Europa an och driwwer eraus, wann et nëmme méiglech wär. Ech wëll esou vill wéi méiglech Tonnen hei, ech wëll och esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazen hei. Dat ass déi grouss Zilsetzung: Konnektivitéit an Aarbechtsplazen.

Wat ass an deene leschte Jore gemaach ginn? Well do gëtt jo iwwerhaapt net driwwer geschwat. Mir hunn enorm an dee Flughafen investéiert: mat Topinfrastrukturen; d'Pist erweidert; de Radar, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen; Handling, wou enorm vill Infrastrukturen opgesat ginn; den neien Terminal; den Héienhaff, wou nei Parkplaze kommen. Eng grouss Promotioun si mer amgaange mat enger neier Gesellschaft ze maachen. D'Zertifikatiounen, déi europawäit noutwendeg waren, gi gemaach.

Mir hunn eng ganz Rei konnex Saache ronderëm de Fret ronderëmgesat mat Gesellschaften, déi momentan hei sinn, elo d'Privatgesellschafte wéi d'Panalpina, Kühne und Nagel, respektiv gëschter de Spuetestéch fir e Freeport, deen och zur Kompetitivitéit vum Flughafe bäidréit.

Mir hunn eng ganz Rei Accord-aérienen ofgeschloss, déi, déi eis Gesellschaften hei brauchen, fir hinne kënnen ze garantéieren, an déi Länner ze goen, wou se musse goen. Mir hunn d'Redevance-aéroportuairen erofgesat, fir einfach de Flughafe Lëtzebuerg méi bëlleg, méi attraktiv ze maachen, och fir eis Gesellschaften, datt se manner Käschten hunn, mä net nëmmen, och selbstverständlech fir déi aner.

Mir hunn d'Revenus non-aviation - dat heescht, wat déi Gesellschaften, déi um Flughafen hei bedreiwen, erakréien - eropgesat, fir kënnen déi aner Käschte méi bëlleg ze machen. Mir hunn e Cadre légal fir déi Zone franche gemaach. Mir hunn de Ciel unique als eent vun deenen éischte Länner ratifizéiert. Mir hunn e Renforcement vun de Servicer um Aéroport gemaach, ob dat d'Douaniersservicer oder déi vum Phytosanitaire waren, fir d'Ugebot kënnen ze verbesseren.

Mir hunn enorm vill op deem Flughafe gemaach, fir datt en attraktiv gëtt, fir datt e fir eis Gesellschafte bëlleg gëtt a fir datt en uerdentlech a gutt ka gebraucht ginn. An elo ass en attraktiv! Elo ass en attraktiv. Elo ass e schéin. An elo kommen d'Fluchgesellschaften heihinner. Elo komme se heihinner.

An da kënnt déi aner Diskussioun, datt mer eis natierlech doriwwer iergeren elo, wann aner Fluchgesellschaften och um Flughafe Lëtzebuerg interesséiert sinn. Elo kann een higoen a soen: De Minister, deen hätt missen elo alles maachen, fir datt d'Bëllegfligeren - et ass jo ugeschwat ginn - net hei zu Lëtzebuerg solle landen. Ech fannen, dat esou ze soen, wéi dat oft gesot gëtt, dat ass awer eng relativ naiv Approche vun der Saach.

Éischtens kann ech et guer net. Mir hunn e Flughafen, deen attraktiv ass. Mir wollten en attraktiv hunn. Dat hu mer och zesummen hei décidéiert. Elo kommen aner Fluchlinnen. Mä déi däerfe kommen. Wa se déi Lizenzen hunn, fir hei ze landen, dann däerfe se hei landen. An do kann ech emol net nee soen.

Op där anerer Säit muss ech soen, sinn ech och frou, wa mer méi Konnektivitéiten am grousse Ganzen hunn. Wann dat natierlech d'Konkurrenz zur Luxair ass, stellt sech en anere Problem. Da musse mer anescht drop reagéieren. Anescht. Mir mussen drop reagéieren, mä anescht drop reagéieren, wéi just ze soen: „Ech verbidden dat elo." Ech kann et net an et geet guer net, fir dat ze maachen. Da musse mer eis der Konkurrenz stellen. An dat ass d'Luxair amgaangen ze maachen. Dat huet se op verschiddene Linnen an deene leschte Méint erfollegräich bewisen, datt se dat kann.

An dann, heiansdo an den Zeitunge muss ech dann awer Saache liesen, déi trotzdeem als Rotschléi iwwerall gemaach ginn. Do steet dann an enger Ausgab vu viru 14 Deeg, mir sollen hei soen: „Die Bediensteten von easyJet und Vueling, die von Luxemburg aus starten, werden nach hiesigem Arbeitsrecht beschäftigt oder basierend auf weitaus flexibleren Regelungen mit passiver Zustimmung der Luxemburger Politik ausgebeutet werden". An dann: „Will sich Claude Wiseler für Ersteres einsetzen und dafür politisch kämpfen?".

Ech soll also hei politesch kämpfen, datt déi Fluchgesellschaften, déi hei landen, egal wie se sinn, easyJet oder Air France oder British Airways oder wien och ëmmer hei lant, datt déi alleguer Lëtzebuerger Aarbechtskontrakter hunn? Also, sérieusement, sérieusement!?

All déi Leit, déi mam Camion derduerchfueren, mussen also e Lëtzebuerger Aarbechtsvertrag hei hunn. All déi Leit, wéi d'CFL och d'SNCF, wa se mat hiren Zich duerch Lëtzebuerg fiert, mussen also Lëtzebuerger Aarbechtskontrakter hunn. Also, et muss een awer, wann ee Saache freet, e minimale Realismus hu vun deem, wat sënnvoll ass an net sënnvoll ass. Also, esou kënne mer awer net an deem doten… Dat hutt Dir elo net heibanne gemaach, mä dat sinn esou déi Argumenter, déi ech vu bausse kréien. Esou ass d'Diskussioun net seriö an esou kann ee se net féieren.

Mir hunn eng ganz Rei Konkurrenten hei, wéi easyJet, wéi Vueling. Mä mir hunn awer och Konkurrenten: d'China Airlines, d'Lufthansa. Also, wéi mengt Der, datt ech déi op Lëtzebuerger Aarbechtsverträg géif eriwwerkréien? Ech froe mech, wat d'Leit sech heiansdo dorënner virstellen.

Mir haten 20 Joer Croissance hei um Flughafen. 1991: eng Millioun Passagéier; haut: no bei zwou Milliboune Passagéier; zwëschen 2010 an 2011: eng Croissance vun 10%. Mir hunn awer nach op deem Flughafen eng Capacitéit vun 3,6 Milliboune Passagéier an also an deene Joren, déi kommen, nach Méiglechkeeten op, fir d'Konnektivitéit méi grouss ze setzen.

Wat sinn also d'Zilsetzungen? E Maximum u Konnektivitéit, nei Linnen, méi Linnen. A wann nei Gesellschafte kommen, da sinn déi och wëllkomm hei um Flughafen, mat der Ausso, datt ech extrem frou sinn, wa se nei Konnektivitéite kënnen assuréieren. An ech sinn och frou fir all Konnektivitéit a fir all Ufluch, deen d'Luxair haaptsächlech ka maachen an enger anerer Strategie, an enger neier Strategie, déi se amgaangen ass ze développéieren, wann eis Konnektivitéit domat ka méi grouss ginn.

Et ass fir mech, wat d'Luxair ugeet, extrem wichteg, datt mer e Carrier mat engem Hub um Flughafen hunn. An ech soen et ganz kloer - et kéint ee jo soen, mir brauchen d'Luxair net, well mer och vun anere Gesellschafte kënnen ugeflu ginn - ech soen a weess awer och kloer, datt de Fait, datt mer eng Luxair hei zu Lëtzebuerg hunn, eis net dem bon Vouloir vun anere Gesellschaften einfach aussetzt an datt se dofir fir eis extrem wäertvoll ass, fir dat och emol eng Kéier kloer an däitlech hei ze soen!

Ech wëll mech hei och net an der „strategic review" vun der Luxair bewegen, well et ass net déi Fro u mech, wéi vill a wat fir eng Fligeren d'Luxair an Zukunft soll fléien, wat fir eng Destinatioune se soll ufléien an ob se soll kucken, datt méi oder aner Destinatioune geflu ginn. Mä ech wëll awer och soen - fir déi Leit, déi dat soen, an dat ass tëschent den Zeilen esou ugeklongen, dofir wëll ech och do emol eng Richtegstellung maachen -, de Lëtzebuerger Stat kann awer elo net higoen an däerf och elo net higoen, fir ze soen, hei sinn e puer Destinatiounen, fir déi mir d'Luxair bezuelen, fir se ze maachen. Dat kann ee maachen als Stat - wann een e Service public hätt -, wann eng Linn manifestement net rentabel ass a wann ee seet, aus staatleche Grënn wëll ech awer, datt se geflu gëtt. Dat kann ee maachen no europäeschem Recht als Stat. Mä fir d'Éischt muss een emol beweisen, datt déi Linn net ënner kommerziellem, normalem Betrib ka geflu ginn.

Déi meescht Linnen, no Aussoe vun der Luxair, kënnen ënner kommerziellem Betrib geflu ginn. A wa mer Linnen hu wéi Paräis, wat schwiereg Linne sinn, da gëtt do gekuckt, wann déi Froestellung do gemaach gëtt, ob dann net aner öffentlech Transportmëttel sënnvoll wären, fir ze verbannen. An eng Linn wéi Paräis ass zum Beispill konkurrenzéiert vum TGV. A wa mer déi Froe géife stellen, ob d'Linn Paräis net kéint finanziell vun der Regierung als Service public ënnerstëtzt ginn, da kriits de sofort d'Äntwert: Mä et gëtt dach e Mëttel, wat schnell ass a wat op Paräis fiert a wat eis net erlaabt, dat als Service public auszeschreiwen. Ech wëll Iech déi Realitéit eng Kéier erklären, fir déi, déi einfach soen, de Stat soll dach elo op den Dësch leeën a bezuelen. Dat geet guer net! Dat geet guer net aus deene Grënn.

A wa mer e Service public och wéilten op e puer Linne maachen, da muss ech Iech just soen: Wéi géif dat da fonctionnéieren? Da kann een nach net direkt soen: Luxair, maach du en! Da muss een eng Ausschreiwung maachen an da muss ee kucken, wat fir eng Fluchlinnen eng Offer maachen, fir déi doten Ausschreiwung unzehuelen, an dann, no den Ausschreiwungsgesetzer, déi dann huelen, déi déi bescht Offer mécht.

Dat, wat d'Luxair elo mécht momentan, déi strategesch Revue, déi se amgaangen ass ze maachen, ass a mengen Aen absolut dat Richtegt, wat elo ze maachen ass. Si iwwerkuckt hir Strategie op deem enge Punkt, kuckt, ob se mat deem richtege Fliger op déi richteg Plaze flitt a wéi se sech soll organiséieren, fir dat am beschten ze maachen.

An dat mussen d'Spezialiste vun der Luxair mat deene Büroen, déi se ugestallt hunn, och kënne soen. Dat kann ech hinnen net soen. Dat kann d'Politik hinnen net soen. Ech mengen och net, datt d'Chamber hinnen dat ka soen, och wann Der zu 60 heibanne sidd. Dat musse schonn déi Leit soen, kucken, maachen, déi dee Business kennen, an hir Décisiounen do proposéieren.

Dann, deen zweete Punkt ass natierlech, datt muss gekuckt ginn, datt och do Käschte gespuert ginn op den Dépensen, déi d'Luxair mécht. Ech soen awer och ganz kloer, well jo déi Diskussioun iwwert de Kollektivvertrag haut ugeschwat ginn ass: Dat kann awer net nëmmen iwwert d'Fro vum Kollektivvertrag sinn! Et mussen iwwerall Käschte gespuert ginn, op allen Dépensen, Punkten, déi dee Betrib mécht, ob dat op de Linnen ass, ob dat op de Fligeren ass, ob dat um Sprit ass, ob dat d'Strukture sinn, ob dat op intern oder extern zousätzleche Käschten ass, ob dat op hiren Organisatiounskäschten ass. An dann och natierlech op de Personalkäschten. All déi Punkte mussen duerchgekuckt ginn, fir sécherzestellen, datt d'Luxair kompetitiv ass.

Dat ass awer net nëmme bei der Luxair esou. Dat ass bei alle Gesellschaften esou, déi sech dauernd mussen a Fro stellen, ob déi richteg Décisiounen haut richteg a muer och nach richteg sinn, an déi ëmmer mussen oppassen, datt se hir Käschte spueren, fir an deem kompetitiven Émfeld och weiderzekommen. Dat net ze maachen, bedeit bei enger Fluchgesellschaft wéi bei all aner Gesellschaft, datt et net méi laang geet. An et ass déi eenzeg Aart a Weis, fir weiderzekommen.

Dann, ob d'Luxair do méi oder manner Tourismus, Handling mécht oder méi oder manner Catering oder Shops oder Assistance en escale, dat ass eng Fro, déi si muss intern klären. An déi Léisung, déi si als richteg emfënnt, wäert d'Regierung komplett an total och ënnerstëtzen.

Wat d'Cargolux dann ugeet, do och nach eng Kéier den Historique: Ech hunn deen Dossier 2009 kritt. An deenen éischte Wochen, wéi ech doru koum, wéi ech iwwert deen Dossier do gekuckt hunn, ass mer gesot ginn: „Et muss urgent, direkt elo eng Rekapitalisatioun gemaach ginn. Wann déi net elo direkt gemaach gëtt, dann hu mer an e puer Méint Schwieregkeeten an da flitt dee Betrib net méi."

Dat war den État 2009, mat der zousätzlecher Schwieregkeet, datt mer en Aktionär dran haten, SWISS, dee faillite war an dee vun engem Liquidateur gefouert ginn ass, dee gesot huet, mat Recht: „Ech ka keng Augmentation de capital méi matmaachen.", deen also als Actionnaire minoritaire all Augmentation de capital blockéiert huet. Dat war d'Situatioun 2009. Déi hu mer missen an aller Schnellheet léisen.

An da soen ech awer och fir all déi Leit, déi hei Lektiounen ausdeelen: all Lektioun… D'SWISS, säit wéini war déi da faillite? Net säit 2009, säit 2001/2002! Säit 2001/2002 waren 33% vun den Aktien do, déi méiglech waren erauszehuelen, ze verkafen. Aacht Joer laang, oder siwe Joer laang! Also, all déi Leit, déi do virun der Dier stoungen an déi esou gär déi Aktien direkt kaaft hätten, an all déi Offeren, déi esou direkt do gewiescht wären - siwe Joer war en Actionnaire minoritaire, en Aktionär, dee faillite war, deen a Liquidatioun war, an där Gesellschaft an ass et net méiglech gewiescht oder huet keen et fäerdegbruecht, se erauszekafen!

Ma elo sollt een och emol eng Kéier seriö sinn an déi Zäit kucken. Ech sinn dohinnerkomm, dat huet missen an dräi, véier Méint geschéien, fir datt déi Gesellschaft iwwerhaapt nach sollt fléien. Dunn hu mer dat iwwer e Portage gemaach. Well ech net Zäit genuch hat, direkt en aneren Aktionär ze fannen, hu mer et iwwer e Portage gemaach. De Stat huet gesot: „Mir huelen eis Responsabilitéit." Mir hunn eis Responsabilitéit geholl: 100 Milliounen hu misse bruecht gi vum Stat respektiv vun aneren noen, staatlechen Aktionären, plus 100 Millioune Garantie hu misse gi ginn, fir kënnen ze erlaben, déi Gesellschaft iwwert d'Ronnen ze kréien.

Dat hu mer selbstverständlech gemaach. A mir hu mat den europäeschen Instanze gekuckt, fir dat net als Aide illégale de l'État considéréiert ze kréien, andeem mer gesot hunn: „Mir maachen e Portage elo, well mer net d'Zäit hunn, fir en neien Aktionär ze fannen. Mä selbstverständlech kucke mer no engem neie privaten Aktionär, fir déi Gesellschaft fléien ze loossen." Esou war d'Situatioun, déi sech déizäit gestallt huet, an duerfir, an deem Kontext huet misse gehandelt ginn. An ech géif Iech bieden, dat net ze vergiessen, fir all déi, déi elo mer hei wëlle Lektioune maachen.

Duerno ass de Katar erakomm an dee ganzen Aktionariatspak. An da gëtt gesot: „Et steet ganz kloer dran, datt Katar bis zu 49% ka goen!". Also, sérieusement, wann Der dat liest, wat do steet: 35% vun deenen Aktien huet Katar sengerzäit kritt. An et steet en fin de compte an deenen Texter, datt se ni däerften iwwer 49% goen. Et ass awer e groussen Ënnerscheed, ob drasteet, si géife bis 49 kënnen eropgoen oder si däerften ni iwwer 49 goen!

(Interruption)

Also, wat kloer an däitlech ass, dat ass déi Politik, déi mer sengerzäit an elo verfollegen, dat ass, datt mer deen Aktionariatspak an deene Proportiounen, wéi et elo ass - 35 op där enger Säit, 65 op där anerer Säit - wëllen halen. Déi Ausso, déi hutt Der vu mir gefrot. Déi Ausso hunn ech scho sechsmol gemaach an ech maache se hei och nach eng Kéier.

Ech wëll awer och just soen: Wat war dann de Choix, wann ee strategesch kuckt? Wat war dann de Choix, wann ee strategesch kuckt, tëschent all deene Méiglechkeeten, déi sech erginn hätten? Ech wëll och emol eng Kéier dat hei opzielen, well vill driwwer geschwat ginn ass. An ech hoffen, Här President, datt ech e wéineg Zäit nach hunn, well ech brauch déi elo.

Une voix.- Zwou Minutten.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, sérieusement. Du kanns soen, mir maachen eng Situatioun „stand alone": Mir brauchen iwwerhaapt kee Mënsch op dëser Welt, well mir gi selwer eens. Mir si jo esou, datt mir selwer eens ginn: De Stat keeft alles, an da fuere mer. Do soen ech Iech awer just: Esou geet et net méi zu Lëtzebuerg! Mir brauche Partner, mir brauchen industriell Partner, mir brauche finanziell Partner, well soss packe mer et manifestement iwwert déi nächst Joren net.

An de Stat kann och net alles maachen. De Stat däerf och net alles maachen. Well de Fait ass, an dat muss ech och eng Kéier kloer an däitlech hei soen: Wann de Stat sech als Aktionär an eng Privatgesellschaft erakeeft, dann däerf en dat selbstverständlech. En däerf et, mä e muss sech awer behuelen, wéi wann e Privataktionär wär. An e muss kënne beweisen, datt dee Betrib, an deen en eraklëmmt, och esou gefëiert gëtt, datt e kann iergendzwousch aus dem Defizit erauskommen, datt e ka gewënnbréngend sinn. E muss sech behuele wéi e privaten Aktionär. Kann en dat net beweisen, da ginn deen Astieg an déi Suen do als Aide illégale de l'État considéréiert, an dann däerf en et net maachen!

Also soen ech Iech, fir all déi, déi soen: „Ma Stat, kaf dat a lee all Joers eng 100 Milliounen oder wéi vill och ëmmer do op den Dësch als Augmentation de capital continue Joer pro Joer!", éischtens, ekonomesch geet et net, an zweetens wär et och illegal.

Dir hutt elo just gesot: „Wien huet dat dann hei gesot?" Dat, wat hei gesot ginn ass, dat ass, datt de Stat soll elo emol einfach kucken, fir déi Finanzen op den Dësch ze leeën, eranzeklammen, an dann hu mer jo de Problem, deen haut besteet, am Gréff.

Une voix.- Fir d'Éischt eng Strategie…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech däerf et och haut net maachen! Ech däerf et och haut net maachen, ausser mir hunn eng ganz kloer Strategie, wou mer kënne beweisen, datt mer eis wéi e Private behuelen, datt déi Gesellschaft gewënnbréngend wär.

Une voix.- Richteg, richteg, do si mer d'accord. Mä mir hu se awer nach net.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, ech fueren emol nach weider, ech si jo nach net um Schluss. Dat Zweet - dat ass also de „stand alone" -, dat Zweet ass, mir hu gekuckt: Wat fir eng aner Méiglechkeeten hätte mer nach? Mir hunn nach gekuckt: Wat fir eng aner Gesellschaften, Freight carrier? Wär et sënnvoll, sech zesummenzesetze mat engem anere Partenaire, dee gradesou wéi d'Cargolux haaptsächlech Cargo-Business géif maachen? Ob dat elo HNA ass, ob dat e russeschen Aktionär ass, ob dat iergendeen aneren ass, et gëtt där nach e puer op der Welt, dat mag, dat kéint sënnvoll sinn. Dat kéint sënnvoll sinn, deemno wéi déi Strategië gemaach sinn an deemno wéi déi Kollaboratioun gemaach gëtt.

Deen zweete Punkt, dat ass deen: Ass et sënnvoll, sech mat enger Gesellschaft, déi haaptsächlech Passagéier huet, zesummenzesetzen, well ee jo dann eng Strategie och kann opbauen? An do sinn zwee Type vu Partner a Fro komm. Et kann een zum Beispill u Lufthansa denken. Et war och u Lufthansa ee Moment geduecht ginn. Mä et ass awer och ganz kloer, datt an deem dote Kontext en Zesummekomme mat enger Gesellschaft wéi Lufthansa net onproblematesch wär, well duerch d'Proximitéit vun den Hubbe sech natierlech eng Rei Froe géife stellen an déi dee Moment net gutt an eng Strategie géif erapassen.

An eng aner - wéi Qatar, an dat hutt Der och gëschter ausgedeelt kritt - ass als sënnvoll virkomm. Mä net nëmmen 2010, wéi den Handel gemaach ginn ass, schonn 2002, 2003 hu sech déi Froe gestallt! 2008, 2009 huet de Cargolux-Conseil-d'administration nach eng Kéier gefrot, et sollt een déi Pist do goen, well se strategesch als sënnvoll emfonnt ginn ass. Well et evident ass, datt, wann s de zwee Hubben hues, een zu Doha, een hei, datt een do kann Échangë matenee maachen, well et och sënnvoll war, fir eng Rei Flich eriwwer op de Flughafe Lëtzebuerg ze kréien, déi de toute façon elo vu Qatar geflu gi waren.

A well et och Sënn mécht an der Theorie, fir hinzegoen: Du hues e grousse Cargo-Betrib op där enger Säit an du hues e Betrib mat extrem ville weltwäite Linnen, Passagéierlinnen op där anerer Säit, déi awer d'Méiglechkeet hunn, fir de „belly" - dat heescht dat, wat se, déi Fracht, déi se am Bauch vun de Passagéierfligere mathuelen -, fir also méi kleng Quantitéite weltwäit kënne matzehuelen. Dat ass awer eng Strate-

gie, déi, wann ee kuckt, Sënn mécht, déi Sënn mécht, an dofir kann ee se hei considéréieren. Dat war genau dat, wat Der och gëschter ausgedeelt krut, wéi déi Strategie sollt opgebaut sinn.

Elo ass et awer méi schwiereg, déi Strategie an d'Realitéit ëmzesetzen. Dat ass net esou evident. A mir sinn elo amgaangen, eng Revue stratégique ze maache mat deene Leit, deenen Aktionären, déi am Conseil d'administration sinn, dat och mat Qatar, fir eng gemeinsam Strategie definitiv ze fannen.

An elo soen ech Iech ganz kloer: Fir mech ass dat hei elo eng extrem wichteg Woch, well déi gemeinsam Strategie, déi elo vun deene Büroen dann ausgeschafft gëtt, déi muss elo klappen, déi muss elo sëtzen, déi musse mer elo fannen, well soss geet et net! Et kann net sinn, datt d'Aktionären, déi an engem Conseil d'administration vun esou enger Gesellschaft wéi d'Cargolux sëtzen, aner Strategië géife befollegen. Et ass elo eng, a wa mer déi net fannen, a wann déi net eens ginn, da geet et net! Dat soen ech Iech ganz kloer. Mir probéieren, eens ze ginn, mir probéieren, déi Strategie en place ze setzen. Wa mer se net gemeinsam fannen, wa mer se net kënne gemeinsam goen, da geet et net, da musse mer d'Konsequenzen dorauser zéien!

Wat ass d'Strategie vun der Regierung? A wat sinn déi wichteg Punkten, déi mir gär an esou eng Strategie eran hätten? An elo schwätzen ech net vun deem, wat eng Gesellschaft da soll décidéieren, wat hire kommerzielle Rayon betrëfft, well dat ka si besser wéi mir. Mä wat interesséiert eis als Regierung? A wat muss an där Strategie do kloer an däitlech definéiert sinn?

Dat Éischt, dat ass evident, mir hätte gär de Quartier général hei zu Lëtzebuerg. Dat Zweet, dat ass och evident an eisen Aen, dat ass, datt deen europäeschen Hub och hei zu Lëtzebuerg ass. Dat kléngt elo esou banal an esou evident. Esou einfach ass dat awer net! Wann ee kuckt, wat mécht eng aner Cargo-Gesellschaft? Mä déi kuckt, wou an Europa hei d'Hubbe sinn a wou se méi bëlleg ewechkënnt a wou et méi sënnvoll ass fir si, aus ekonomeschen oder aus anere Grënn, fir ze landen. Dat kucke mir net: Den Hub ass evidenterweis, sans aucune discussion, Lëtzebuerg!

Dann ass et och ganz kloer, datt mer déi Aktivitéiten, déi aarbechtsintensiv Aktivitéite wëllen hei zu Lëtzebuerg halen. Dir hutt virdrun iwwert d'Maintenance geschwat. Ech sinn der Meenung, datt déi Maintenance muss hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Ech sinn awer och der Meenung, datt mer alles musse maachen, fir déi Maintenance, wat de Käschtepunkt ass, wéi se ka gemaach ginn, esou kompetitiv an esou dynamesch wéi méiglech ze kréien. Well ech mengen, wa mer déi Maintenance hei hunn, da musse mer och aner Clientë wéi d'Cargolux nach mat kënnen erakréien, fir datt se och nach méi Sënn mécht an datt se um Flughafen och déi noutwendeg Apportë bréngt, déi se ka bréngen. Dat heescht, d'Maintenance hei zu Lëtzebuerg, jo! Mä awer och deen nächste Schratt, fir ze kucken: Wéi kann eis Maintenance nach méi kompetitiv gemaach ginn, wéi se elo schonn ass?

Also mir ass et egal - dann an deem nächste Punkt -, wéi, wéini, wou geflu gëtt, haaptsächlech, d'Cargolux flitt, haaptsächlech, mir maachen deen Tonnage, an haaptsächlech, mir hunn déi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, déi mer gär hei hätten. Dat heescht, den Hub Lëtzebuerg muss viabel sinn, eis Präisser mussen dee Moment och stëmmen, eis Offer muss selbstverständlech och stëmmen.

An dofir huet de Stat och scho ganz vill gemaach. Mir hunn zum Beispill, ech hunn et virdru gesot, d'„landing fees" erofgesat, fir datt mer attraktiv sinn. An da kënnt déi Diskussioun - ech wëll där och net aus dem Wee goen - iwwert d'„handling fees". LuxairCARGO mécht den Handling hei vun den Opérateuren, vun de Cargo-Opérateuren hei um Flughafen. An do war dann eng Diskussioun, ob en zweeten „handling agent" soll do sinn oder net.

Elo soen ech Iech emol, déi Diskussioun kann een ëmmer féieren, mä wat seet d'europäesch Législatioun fir Flughäfen an där Gréisst vu Lëtzebuerg? Mä d'europäesch Législatioun seet en fin de compte, datt mer obligéiert sinn, fir en zweeten „handling agent" auszeschreiwen. Mir sinn obligéiert, ech kommen iwwerhaapt net derlaanscht, fir et auszeschreiwen!

Mir hunn et also ausgeschriwwen, en zweeten „handling agent". Ech weess awer net, ob een deen Optrag do unhëlt, well de Problem hei um Lëtzebuerger Flughafen, dat ass jo deen, datt den décke Client d'Cargolux ass. A wann s de bis 70% vun der Clientèle hues, ass et natierlech schwiereg, well dat d'Charakteristik vun eisem Flughafen ass. Ech sinn awer trotzdeem obligéiert, et auszeschreiwen. A mäi Virgänger hat et par ailleurs och schonn eng Kéier ausgeschriwwen, ouni datt en eng „successful response" do kritt huet. Et huet kee sech gemellt. Elo musse mer kucken, wéi dat ausgeet, ob mer elo ee fannen oder ob mer kee fannen.

LuxairCARGO mécht eng gutt Aarbecht hei um Lëtzebuerger Flughafen. D'Gesetzgebung ass esou, datt ech a regelméissegen Ofstänn muss ausschreiwen, fir ze kucken, ob en Zweete sech mellt. An elo geet et souguer nach weider, well déi Direktiv, déi d'Kommissioun gestëmmt huet, déi seet eis souguer, datt mer bei engem Flughafe wéi dee vun der Gréisst vu Lëtzebuerg bis zu dräi „handling agents" missten ausschreiwen. Dat ass elo nach net duerch d'Europaparlament an dësem Moment gaangen, do ass nach en Hin an Hier amgaangen, mä wann dat esou geet, wéi d'Kommissioun et wëllt, da wären et dräi „handling agents", déi mer missten hunn!

An där éischter Propositioun vun der Kommissioun, do stoung souguer dran, datt mer der dräi missten hunn, legal gesinn, hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn dunn als Lëtzebuerger intervenéiert, fir ze soen: „Mä dat geet dach guer net! Da schreift wéinstens dran, datt mer mussen eng Obligation de moyens draus maachen, net eng Obligation de résultat." Dat heescht, datt mer musse vläicht ausschreiwen, fir der ze kréien, mä wann awer kee kënnt, da kënnt Der eis awer net obligéieren, een ze erfannen oder een ze spannen. Dat hu mer an den Text och erakritt, well mer och wollte Realismus hei zu Lëtzebuerg maachen. Ech wëll déi Diskussioun och eng Kéier e wéineg méi sachlech maachen, e wéineg méi nuancéiert.

Ech weess net, Här President, ob mer elo iwwert den Nuetsfluch schwätzen oder duerno.

M. le Président.- Et ass nach eng Question avec débat.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dann äntwerten ech duerno dorop.

M. le Président.- Jo, ech mengen duerno...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Well Dir hat schonn Är Minutten eng Kéier matgeholl, da kritt Der se nach eng Kéier duerno.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen, dat sinn d'Minutte vu menger Motioun.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass gutt. Ech hu jo gär, wann Dir schwätzt, dofir ass kee Problem.

Sou, wat ech elo nach wollt soen, ech wollt nach eppes kloerstellen, dat ass dat, datt mer...

M. le Président.- Den Här Lux wëllt eng Fro stellen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt just zum Oflaf vun der Debatt soen, dass, wa mer déi Fro vum Nuetsfluchverbuet behandelen an enger Extraprozedur, déi eng Question avec débat ass, kënnen déi aner Fraktiounen an deem Débat net Stellung huelen. An d'Motioun, déi muss verabschit ginn am Rahme vun dëser Debatt, an net an der Debatt, déi herno den Här Bausch just eleng mam Här Wiseler féiert.

Dofir géif ech awer mengen, dass et vläicht gutt wär, d'Fro elo ze behandelen, well d'Motioun, déi stëmme mer of, éier mer zu der Fro komme vum Här Bausch, déi sech eleng un den Här Wiseler riicht a wou keng Diskussioun méiglech ass. Et ass also reng zur Prozedur, do mengen ech, et wär awer besser, mir géifen et elo behandelen.

M. le Président.- Jo, ech géif Iech dann elo proposéiere vläicht, wann den Här Minister domadder d'accord wär a fir datt mer och iergendwéi hei en effikassen Débat hätten, den Här Bausch géif elo direkt déi Fro stellen, an da géif den Här Wiseler uschléissend virufueren, an da géife mer herno och iwwert déi zwou Motiounen ofstëmmen.

Sidd Der domadder d'accord?

Plusieurs voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Nëmmen, wann direkt elo net direkt heescht.

(Brouhaha)

Huelt just dee Volet Nuetsvol eraus, an da maache mer dat duerno.

M. le Président.- An duerno stellt direkt den Här Bausch seng Questioun.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Okay, da maache mer dat esou. Ech wollt am Fong och elo just zum Ofschloss kommen a vläicht nach eppes soen.

Ech hu jo och, well ech dat och d'selwecht spieren, ech hu jo och gesinn, datt déi Leit, déi op der Strooss waren, mä net nëmmen déi, alleguer déi, déi an deene Betriber oder respektiv um Flughafe schaffen, Suergen hunn. Suergen, déi ech zu 100 Prozent deelen, well et och meng Suerge sinn.

Mir brauchen déi zwou Gesellschaften och an deenen nächste Joren, och an Zukunft, well se si wichteg fir d'Land, se si wichteg fir eis zukünfteg Entwécklung an dësem Land. Duerfir mengen ech, datt ee kloer an däitlech ka soen, datt de Stat sech och mat all deene Méiglechkeeten, déi en huet, asetzt, fir deene Gesellschaften ze hëllefen.

De Wee iwwert déi strategesch Reviewen, déi elo do sinn, ass e Wee, dee muss gemaach ginn, fir déi detailléiert kommerziell Strategien ze definéieren. De Stat ass och, an ech hunn dat gesot, an där Kapitalerhéijung bereet, säi Mann ze stellen.

Just, ech soen do awer hannendrun: Mir kënnen et nëmme maachen, wann et kloer ass, datt de Stat och handelt wéi e privaten Aktionär, dat heescht, all déi Efforten, déi déi Gesellschaften elo probéieren en place ze setzen, fir Käschtenaspuerungen ze maachen, fir ze weisen, datt se viabel sinn, dat sinn Efforten, déi mir brauchen als Stat, fir datt mer kënnen déi Hëllef ginn, fir datt se och zu Bréissel akzeptéiert gëtt. Just fir dat eng Kéier ze soen!

Dat heescht, ech soen, hei ass de Stat gefuerdert, hei ass jiddweree vun de Sozialpartner gefuerdert, fir säi Bescht ze maachen, an Dir kënnt sécher sinn, datt de Stat hannert de Sozialpartner hei steet, fir dee Wee do ze goen.

Da soen ech och ganz kloer: Ech hätt och gär, datt dat an engem sozialen Dialog gemaach gëtt. Ech hätt gär, datt d'Leit matenee schwätzen, fir déi Diskussioun do zu engem Enn ze bréngen, well ouni Diskussioun an ouni Mateneeneensginn, Openeenzoukomme brénge mer dat do net hin!

Ech soen awer och, et ass e wäite Wee, fir dat ze goen, well mir mussen eng Rei Saache maachen. Mir musse kucken, wéi mer déi Käschten an deenen nächste Méint gemeinsam an de Grëff kréien. Mä et muss eng gemeinsam Diskussioun sinn, an ech si sécher, wann déi Diskussioun gemeinsam ass, fanne mer och Léisungen, fir op dee Wee ze kommen.

Mir brauchen eng Cargolux an deenen nächste Joren, mir brauchen eng Luxair an deenen nächste Joren; mir brauchen eng Cargolux, déi eng Zukunft huet, an eng Luxair, déi eng Zukunft huet. Dat ass dat, wat de Stat wëllt, an ech sinn iwwerzeegt, dat kann och nëmmen dat sinn, wat jiddwer Privataktionär an deene Gesellschafte wëllt, Gesellschafte mat Zukunftsperspektiven.

Ech soen Iech elo emol provisoresch Merci fir d'Nolauschteren an da waarden ech nach op dem Fränz Bausch seng Fro.

M. le Président.- Jo, Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kéimen dann elo effektiv zur Question élargie N°29 vum Här Bausch iwwert d'Nuetsflich um Findel. Den Här Bausch huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen, an duerno huet nach eng Kéier d'Regierung zéng Minutten. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Jo, mir fuere jo duerno nach virun. Et ass jo just gesot ginn, den Här Bausch sollt seng Fro stellen, op déi den Nohaltegkeetsminister dann äntwert, a wann dann nach eng Demande ass vun engem anere Minister, da kann deen dozou nach schwätzen, quitte datt ech soen, am Prinzip ass eigentlech d'Riedezäit scho längstens épuiséiert.

Här Bausch, dann huelt Dir elo emol d'Wuert!

2. Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt ufänke mat engem Zitat aus engem E-Mail, deen ech kritt hu vum President vum Syndicat d'initiative vum Cents, dem Här Diederich, deen och an der Stad laang Jore Conseiller war vun der CSV, dee sech Suerge gemaach huet iwwer eng Motioun, déi jo do erabruecht ginn ass, an iwwert den Term „Flexibilitéit", deen an där Motioun staark strapazéiert ginn ass. An e schreift mer hei, e seet: „Flexibilitéit bedeit «qualité de ce qui peut s'adapter facilement aux circonstances»."

Ech mengen, datt déi Definitioun fir d'Wuert „Flexibilitéit" och richteg ass, a mir sinn der Iwwerzeegung, datt, wann et ëm d'Gesondheet geet vun de Leit, zemools am Zesummenhang mat Kaméidi - ech hu scho virdrun déi Etüd vun der Weltgesondheetsorganisatioun zitéiert; ech widderhuelen och nach eng Kéier, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun éischter eng konservativ Institutioun ass, déi net esou schnell Avisë schreift an éischter ëmmer ganz defensiv ass a souguer de Realitéiten hannendruleeft -, datt déi ganz alarmant ass an datt duerfir eben deen Term „Flexibilitéit" am Zesummenhang mat der Gesondheet vun de Leit kee Recht huet, opzedauchen.

Ech hunn och virdru gesot, datt d'Cargolux souwisou eng Dérogation permanente um Flughafen huet, an ech hunn och d'Zuele genannt, wéi déi sech entwéckelt hunn an deene leschte Joren.

Duerfir menge mir, datt ee misst bei deem bleiwen, wat haut ass, an op kee Fall méi flexibel nach gi respektiv dann ze kucken, wéi dat dann esou gesot gëtt, dat mat „der Realitéit unzepassen", wat dat och ëmmer heescht.

Ech muss och soen, ech war erschreckt, wéi ech dem Här Brisbois seng Ausféierunge gelies hunn am „Lëtzebuerger Wort", seng Virstellung, wéi hie säin Job an och d'Administratioun vum lux-Airport, seng Aarbecht gesäit, nämlech andeem e seet, si wären am Fong eng privat Entreprise, déi zwar zu 100 Prozent dem Stat géif gehéieren, an duerfir wäre si och wéineg dem Intérêt général verflicht, mä éischter de Privatinteresse vun der Entreprise Flughafen.

Ech fannen dat eng extrem aventuriéis a kuerz gegraffen Approche vu senger Missioun. Ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt d'Flughafen S.A. och dem Intérêt général verflicht ass, an dozou gehéiert nun eemol och d'Gesondheet vun de Leit, déi ronderëm de Flughafe wunnen.

Duerfir sinn ech och erstaunt driwwer, datt en déi Etüden, déi eben, wéi gesot, vun der WHO kommen, wat jo net iergendeng Bidonsorganisatioun ass, datt en déi net eescht hëlt a mécht, wéi wann eigentlech dat alles just subjektiv wär, de Kaméidi, an een déi Etüden net schrecklech seriö soll huelen.

Mir fannen dat wierklech bedauerlech, datt dee sech zu esou Saachen, zu esou Aussoen hiräisse léisst, andeem en, wéi gesot, offiziell international unerkannte Studië carrément einfach a Fro stellt.

Et ass och esou, datt ech déi Fro vun den internationale Vergläichsflughäfen, déi vill méi eng grouss Importenz hu wéi Lëtzebuerg, net nach eng Kéier wëll maachen; dat hunn ech och virdru gemaach.

Ech wëll just nach profitéiere vun där kuerzer Zäit, déi mer bleift, fir eng Rei Suergen hei zum Virschäin ze bréngen, déi ech och gemailt kritt hu vun engem ganz engagéierte Bierger vum Cents, dee mer déi geschriwwen huet, dee sech nämlech d'Méi gemaach huet, fir de Moosssystem am Detail ze kontrolléieren déi lescht Zäit, well en immens staark betraff ass natierlech dovunner.

Dee stellt dann éischtens emol fest, datt déi Miessungen, wéi se do gemaach gi sinn am Moment um Flughafen, net korrekt sinn, datt 50 Prozent zum Beispill vun den Nuetsvole guer net erfaasst sinn, datt d'Rapporten, déi publizéiert ginn, net regelméisseg publizéiert ginn, datt zum Beispill systematesch freides a samschdes net mat dran ass, an datt 30 Prozent vun de Rapporte vun deene leschte véier Joer iwwerhaapt net publizéiert gi sinn.

E stellt och fest, datt den 1. Mee 2011, wou jo d'Kaméidismiessunge geméiss dem System vum Kaméidiskadaster mussen erfaasst ginn, datt déi Miessungen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Nuetsvolen do falsch sinn. An e stellt och fest, datt de Moosssystem net der Norm ISO 20906 vun 2009 entsprécht, déi am Fong ganz kloer festleet, wéi datt d'„surveillance automatique du bruit des aéronefs au voisinage des aéroports" misst certifiéiert sinn no där Norm.

Dat heescht, wann een iwwert de Flughafe schwätzt an iwwert de Kaméidi vum Flughafen, da muss ee sech och bewosst sinn, datt d'Leit schonn zimlech rose sinn, déi ronderëm wunnen, net nëmme wéinst dem Kaméidi, mä well déi lescht Joren d'Transparenz am Zesummenhang mat den Nuisancë vum Flughafen extrem schlecht bis zu katastrophal war, an datt Donnéeën, wéi gesot, net uerdentlech publizéiert gi sinn, datt Miessungen och an deem Mooss a Fro gestallt gi sinn.

Duerfir brauch ee sech net ze wonneren, wa wéineg Vertraue besteet bei de Leit, déi mat deem Kaméidi befaasst sinn, wa se esou wéineg fir seriö geholl gi sinn an deene leschte Jore respektiv Saachen opgedëscht kritt hunn, déi eigentlech de gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmunge vun haut guer net méi entspriechen.

An duerfir, wéi gesot, bleiwe mir och bei eiser Meenung, datt ee bei deem, wat haut besteet, soll bleiwen an datt ee virun allem nach muss derfir suergen, datt, wéi gesot, déi Miessunge méi transparent, besser sinn a méi kloer sinn déi nächst Joren an datt den Dialog mat de Leit, déi betraff sinn, méi intensivéiert gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Fro ass, wat d'Regierung zu all deem ze soen huet, selbstverständlech.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech war frou, datt den Här Bausch nach zum Schluss seng Fro gestallt huet, well ech hu vill dozou ze soen, zu deem, wat en elo gesot huet.

Also, fir d'Éischt eng Kéier, d'Statistik: Ech wëll awer och elo net hei dee ganzen Detail vu sämtleche Statistike maachen, well se sinn awer trotzdeem publizéiert ginn an deene leschte Joren, an deene leschte Méint.

Mä vläicht awer e puer Saachen, déi signifikativ sinn. Mir haten, wann Der elo dee leschte Mount September kuckt, 86 Nuetsflich. Dat ass ronn dat, wat sech an dem Joer en moyenne iwwert de Mount esou kann erginn. 987 waren dat der bis elo. Wann ee kuckt, d'Evolutioun an deene leschte Joren, da stellt ee fest, datt mer 2001 1.648 Nuetsflich haten, 2005 1.040, 2008 1.310, 2010 1.500 an 2011 1.224. Dat heescht, se sinn d'lescht Joer erëm ganz substanziell erofgaangen. Dat heescht awer net, datt se dëst Joer net erëm méi héich sinn. Mä et kann een elo net soen, datt se konstant an d'Luucht gaange sinn, well am Joer 2001 ware se zum Beispill wesentlech méi héich wéi souguer 2010, wou et en héicht Joer war. Dat heescht, et ass scho schwankend an deene leschte Jore gewiescht.

Mir maachen déi Moossunge mat fënnef Balisen: eng zu Rued, eng um Flughafe selwer, eng um „mid-runway", eng zu Hamm, eng op der Gare. An déi Statistike sinn am Prinzip disponibel um Site vun der ANA. Ech muss elo nach eng Kéier nokucken, Dir sot, dat ass alles net DIN- an normgerecht, wéi och ëmmer, dat kann ech ganz gär kontrolléiere loossen. Mä ech loossen och, wann Der dat wëllt, an der Kommissioun oder wou, all déi Mesuragen, technesch Mesuragen hei.

Mir hunn natierlech gekuckt, wéi et an deene Flughäfe ronderëm ass a wéi d'Législatioun ass. Wann ee kuckt, wéi et an Däitschland ass, do sinn eng ganz Rei vun deene Flughäfen effektiv zou fir de Fluchverkéier, ausser Hahn, deen total op ass, a Leipzig-Halle, wat awer grouss Cargo-Flughäfe sinn. Hahn ass ganz op a Leipzig-Halle ass op, fir den Transit vum Fret a fir den Express-Courrier do ze maachen.

An der Belsch, do ass et esou, datt et och relativ divers ass. Do ass zum Beispill, wat op ass, dat ass den Aéroport vu Léck, wat eise grousse Konkurrent ass. Charleroi ass zou zwëschen 22:00 a 6:00, mä Léck ass op fir d'Vols de nuit. Dat sinn och déi grouss Konkurrenten, déi mir elo kennen.

Dann, wat déi Cartes de bruit ugeet, mengen ech, déi sinn awer gemaach ginn an och publizéiert ginn, déi si jo och an d'Reglementer agefloss, sinn elo och amgaang frëschgemaach ze ginn an deenen nächste Joren, fir datt mer eng Basis hunn, wou mer kënnen e genaut Bild hunn an iwwert déi mer kënne schwätzen, fir déi Diskussioun - an dat ass dat, wat ech gär hätt -, esou sachlech an esou faktuell wéi méiglech ze maachen.

Dir hutt nach an Ärer schréftlecher Demande eng Rei Froe gestallt technescher Natur, wat dann d'Käschtepunkte si vun engem „curfew" respektiv vun engem „Net-curfew". Dat ass extrem schwéier ze beäntwerten, well déi Rechnung hu mer nach net esou genau. Mä ech wëll awer och e puer Reflexiounen da politescher Natur dozou maachen, ouni awer elo hei wëllen ze vill auszehuelen.

Ech wëll just soen, datt d'Regierung gefrot kritt, alles ze maachen en fin de compte, fir dee Flughafen attraktiv ze maachen. Mir haten eng Table ronde mat alle Partner vum Flughafen an deene leschte Wochen. A mir hunn do opgelëscht, wat mer schonn alles gemaach hätte fir de Flughafen. An deen eenzege Punkt, deen dauernd an den Demanden erëmkënnt an deen nach net gemaach war, war deen doten. Alles vu Certificatioun, vu Pistenausbau, vun Infrastrukturen, vu Mise à disposition, vu Services administratifs, alles dat ass ofgehaakt gewiescht. Mir hunn an deene leschten zwee, dräi Joren an och scho virdrun immens vill dorunner geschafft. Mir hunn d'Pist méi laang gemaach, also... Sou, et bleift deen do Punkt, deen nach op ass.

Elo kann ee mech villes froen, mä wann ech da Saache gefrot ginn, fir et nach méi attraktiv ze maachen, fir deene Gesellschaften zousätzlech ze hëllefen, an ech froen, jo, wou ass dann de Problem, an ech kréien eng Äntwert, jo, da géif ech och gär driwwer diskutéieren.

A wat hunn ech elo gesot? Wat hunn ech elo gesot? Ech hu jo net gesot, mir sollten en fin de compte déi Interdiction des vols de nuit do ophiewen. Neen, ech si souguer emol nach manner wäit gaangen, wéi en fin de compte mäi gudde Kolleeg, den Etienne Schneider, gaangen ass. Ech hu just gesot, ech hunn hei e Problem gesinn an ech fannen, datt mer musse kënnen iwwert dee Problem do diskutéieren, well en awer do ass, d'Fro stellen, ob eng Flexibilitéit méiglech ass, déi deem engen an deem anere Problem géif Rechnung droen. Den Etienne Schneider huet eng Propositioun gemaach, déi mir sënnvoll schéngt. Doriwwer kann een diskutéieren. Et gëtt vläicht och nach déi eng oder aner, déi ee kann do maachen.

Mä dat Eenzegt, wat ech gefrot hunn - dat Eenzegt, wat ech gefrot hunn! -, dat ass: Ech hunn e Problem, dee mer kloer an däitlech gesot gëtt. D'Cargolux seet mer och, firwat se de Problem huet: well se aner Horairë ka maachen, well se aner Slotten op anere Flughäfe ka kréien, well se manner Käschten huet, well se hire Käschtepunkt kann erofsetzen, wat awer wichteg Saache sinn. Da froen ech just eng Diskussioun doriwwer.

Kënne mer wann ech gelift mat all deene Partner driwwer schwätzen, mat der Stad Lëtzebuerg, mat de Syndicats d'intérêts locaux, mat all deenen, déi touchéiert sinn? Well ech weess jo och - ech war jo och am Schäfferot -,ech weess jo och, wat fir eng Suerg a wat fir ee Problem dat ass.

Et kann een awer net maachen, wéi wa mir elo hei wéilte mam décken Hummer dropfachen. Ech weess, wat fir ee Problem et ass, an ech wëll och deem Problem Rechnung droen. Mä ech wëll mech awer eng Kéier dohinnersetzen, fir ze kucken: Wat géif dat elo heeschen, wa mer et esou maachen oder wa mer et anescht maachen? Ass et machbar oder ass et total onméiglech, fir datt mer esou higinn?

A wann ech dann dem Fränz Bausch seng Logik huelen, da kann ech dat och nach verstoen. Well et eng logesch Haltung ass, well de Fränz Bausch mer seet: „Ech gesinn net, ech gesinn enfin net, wéi de Cargo-Betrib am Fluch sech soll an deenen nächste Joren ausweiten. Dat ass fir mech net déi richteg Aart a Weis. Ech gi gär op aner Transportmëttel hin." Et ass jo dat, wat virdru gesot ginn ass.

Gutt, wann een dat esou gesäit, da kann ech och d'Konsequenz..., dat kann ech och akzeptéieren. Ech gesinn et awer net esou. Ech gesinn et esou, datt de Cargo-Betrib an deenen nächste Joren nach eng Zukunft huet an datt mer wëlle fir den Développement vum Logistikzenter och méi op dat do Transportmëttel setzen, well ech mengen, datt dat d'Häerzstéck dovunner ass.

Do hu mer eng aner Meenung. Wann een also...

M. François Bausch *(déi gréng).*- A fënnef Minutte wäerte mer nach eng Kéier doriwwer schwätzen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ganz gär, okay! Ech wollt jo elo am Fong soen, ech fannen et positiv...

(Interruptions)

Dat ass richteg. Mä ech wollt elo just soen, ech fannen et positiv, well Dir konsequent an Ärer Meenung sidd.

Mä wann ech awer all déi Leit héieren da jäizen a soen: „Mir mussen de Flughafe méi ënnerstëtzen, et muss méi ausgebaut ginn, et muss méi dohinnerkommen!" An da soen ech: „Mä mir hunn awer ee Problem do." Mä ech däerf awer net iwwert de Problem schwätzen. Mir maachen awer direkt d'Dier zou, fir driwwer ze schwätzen. Da soen ech: „Jo, lauschtert emol, Dir kënnt awer net alles gemeinsam froen!"

Ech kann awer dann net gesot kréien, ech géif elo Erpressung par rapport zu den Aarbechtsplaze maachen. Ech kann awer net gesot kréien, wéi dat dann am Stater Gemengerot, net vun Iech, mä vun anere Leit gesot gëtt, datt ech hei d'Aarbechtsplazen an d'Interesse vun den Awunner net däerf géinteneen ausspillen.

Mä, mir hunn zwee Problemer! Mir hunn e Problem vum Nuetskaméidi, mä mir hunn awer och e Problem vun Aarbechtsplazen. Ech spille kee géint deen aneren aus, mä ech wëll awer och net deen aneren einfach ënnert den Teppech kieren. Et kann een awer emol driwwer diskutéieren, ob dat eppes gëtt oder näischt gëtt an ob et sënnvoll ass oder net sënnvoll ass.

An da gëtt gesot, mir sollen da vläicht och dat Richtegt mat deem Richtege vergläichen an et kéint ee jo net Frankfurt..., oder et kéint een net a sech de Flughafe Lëtzebuerg mat Hahn vergläichen, mä et sollt een e mat Frankfurt vergläichen. Frankfurt hätt jo elo och zougemaach an do wär jo iwwerhaapt kee Problem entstanen. Dat ass dat, wat och gesot ginn ass am Stater Gemengerot.

Mä ech maachen dee Verglach awer dann och emol wierklech ganz gär, fir ze kucken, wat de Verglach dann heescht. Dofir hunn ech mer d'Zuelen, net vum Flughafen, mä vun deene Konsequenzen, déi dat op de Fracht huet, komme gelooss.

Frankfurt huet am Fracht an deene leschte Jore minus 3% gehat, 3% um Fracht verluer - ënner anerem dowéinst, sécher dowéinst!

Hahn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass awer eng abenteuerlech Behaaptung, Här Minister, dat do. Da musst Der mer déi awer erklären...

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Der mech deen nächste Saz soe loosst, da gesitt Der, firwat Hahn an därselwechter Zäit, well eng Rei Transferte geschitt sinn, plus 25% am Cargo huet. Plus 25%!

Leipzig, déi ophunn, plus 16,5%; Frankfurt, minus 3%; Lëtzebuerg, minus 6,9%. Sou, d'Belsch, déiselwecht Zuelen: Bréissel, zou, minus 2,6%; Léck op, plus 5,4% am Cargo.

Dir zitt déi Konklusiounen, déi Dir wëllt, doraus!

(Interruption)

Une voix.- Lëtzebuerg ass net zou fir de Cargo nuets, Här Wiseler, da sot dat emol!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et sinn eng Rei Derogatiounsméiglechkeeten an deem Reglement,...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass net richteg.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...déi och ganz gutt sinn. 1.500 Fligeren oder 1.200 Fligere landen do.

(Interruption)

Jo, mä lauschtert emol, mir kënnen... Ech si jo d'accord, fir ze soen, datt ech den Nuetsfluchverbuet net wëll ganz ophuelen, mä ech froe just eng Diskussioun. Ech froe just, datt mer eis dat kënnen an aller Sachlechkeet ukucken an datt mer net einfach higinn a soen: „Mä et ass iwwerhaapt kee Problem."

Dach, et ass e Problem! Et ass e Problem! Ob mer eng Léisung fannen, weess ech net. Mä ech soen, et ass ee Problem, kommt, mir schwätzen driwwer. Dat ass jo awer an engem Land wéi deem hei eng Fro, déi hoffentlech awer net ze vill ass! Well wa mer emol net méi däerfen iwwer e Problem schwätzen - wéi hat Der gesot? -, da bonne Chance!

(Interruption)

Wa mer emol net méi däerfen driwwer schwätzen, da komme mer awer an dësem Land kee Millimeter weider, do wou Problemer sinn!

Ech froe just eng Diskussioun driwwer, wou een déi eng Problemer kuckt a wou een déi aner Problemer kuckt. Ech géif gär mat der Stad Lëtzebuerg, mat Nidderaanwen, well de Buergermeeschter hei ass, mat all deene Gemengen dat do eng Kéier duerchkucken.

Wat sinn d'Méiglechkeeten, ouni deen Nuetsfluchverbuet opzehuelen, déi eis géifen hëllefen? Wéi kënne mer dat maachen, ouni de Leit do méi Problemer ze schafen, wéi se der elo hunn? Gëtt et... A wann et keng Méiglechkeet gëtt, da gëtt et keng! Mä ech géif et awer zumindest gär probéieren, an dat ass dat, wat ech och d'Chamber froen. Ech sinn och bereet, fir déi Diskussioun, wann Der dat wëllt, an enger Chamberskommissioun mat allen Detailer, mat allen Detailer et en toute sérénité, an an aller Sachlechkeet, wa mer et hikréien, an aller Sachlechkeet ze féieren. C'est la seule demande que je fais.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wiseler. Elo hat nach den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert gefrot. Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech sinn extrem entsat a rosen iwwer eng Rei vun Aussoen, déi de Moien hei gemaach gi sinn am Kontext vun där Transaktioun Cargolux/Qatar Airways. A besonnesch roseg (veuillez lire: rosen) sinn ech iwwert dee Punkt, wa gesot gëtt, hei ass e Minister an e Land gaangen an deen huet géint d'Intérête vum Lëtzebuerger Land geschafft. Dee Saz, Dir Dammen an Dir Häre, loossen ech net stoen! Ech, deen all Dag, esou wéi viller heibannen, mech asetzen, fir ze kucken...

(Interruptions diverses)

...mech asetzen, fir ze kucken, datt dat Land hei virukënnt, datt Investisseuren...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, elo emol eng Kéier och dem Här Finanzminister nozelauschteren!

(Interruptions diverses)

Une voix.- ...déi doiwwer, déi do blären.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- ... datt Investisseuren...

Une autre voix.- Mir hunn nogelauschtert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- ... datt Investisseuren op Lëtzebuerg kommen, akzeptéieren et net, datt hei ënnerstallt gëtt, datt ech géint d'Intérête vum Lëtzebuerger Land géif schaffen. An ech wëll besonnesch eng Rei Sätz a Wierder, déi virun allem den Här Etgen vun der DP an den Här Gibéryen vun dem ADR gesot hunn, duerfir op dat Schäerfst zréckweisen.

Jorelaang hate mer en Aktionär - Swissair, déi faillite gaangen ass -, deen all Entwécklung vun där Gesellschaft blockéiert huet, duerfir hu mer déi Aktien zréckkaf als Stat. Mir hu se kaf als Stat a mir hunn e strategesch-industrielle Partner gesicht, dee kéint déi Gesellschaft weiderentwéckelen. Net ech sinn de Katar siche gaangen, mä jorelaang sinn Diskussioune geféiert ginn, si Piste gekuckt ginn, an d'Cargolux huet fonnt, datt Qatar Airways kéint esou eng Pist sinn.

Deen Dossier ass net op mengem Pult entstanen, mä deen huet virdru bestanen, a meng Aufgab war et, eng vu mengen Aufgabe war et - et war emol guer net d'Zil vu menger Rees -, mä eng vun deenen Aufgabe war et ze kucken, Gespréicher, déi amgaange sinn, erfollegräich ofzeschléissen. D'Zil vu menger Rees war, esou wéi ech der vill maachen, fir an där Regioun, déi e staarke Wuesstum huet, wou Gas a Pëtrol produzéiert gëtt, fir ze kucken, datt déi och an eiser Regioun investéieren an datt domadder kann eist Land weider en héije wirtschaftlechen a sozialen Niveau hunn.

Mir brauchen auslännescht Kapital. Ech hunn net iergendwéi e Präis do nuets erfonnt op der Rees dohinner oder sur place. Do gouf et Valorisatiounen, woubäi ech wëll soen, datt selbstverständlech bei enger net quotéierter Gesellschaft - dobäi nach eng Gesellschaft, déi dat eent Joer enorm Pertë mécht, Statsgarantië kritt, dat anert Joer et da vläicht e bësse besser geet - all Valorisatioun schwiereg ass.

Net ech décidéieren, wien de Grand-Duc Héritier mathëlt op eng Rees. Ech hunn net den Här Wildgen gefrot, fir mat mir op déi Rees ze goen. De Grand-Duc Héritier hat en a senger Delegatioun, an et ass d'Recht vum Statschef a vu sengem Jong, dem Ierfgroussherzog, matzehuelen, wien hie fir richteg fënnt.

Et ass keng Décisioun vum Verwaltungsrot vun der Cargolux, ob de Stat Aktië verkeeft un en aneren oder net. Fir hei ze soen, de Verwaltungsrot vun der Cargolux wär net gefrot ginn: Mä dat ass iwwerhaapt net seng Kompetenz! Et ass d'Kompetenz vum Stat, vum Minister vun de Finanzen, deen zoustänneg ass fir d'Participatioune vum Stat, ob eppes verkaf gëtt oder net.

Ech sinn och net dohinner gaangen an ech hu just nëmmen e Präis négociéiert. Et ass dach lächerlech, esou eppes! Wann net en Dossier bestanen hätt vu Joren, wou drasteet, dat do kann e strategesche Partner sinn, dann hätt dat Gespréich jo guer net stattfonnt. A fir ze soen, mir wär et egal, wat mat de Leit géif geschéien, wéi den Här Etgen gesot huet, ma dat ass dach ridicule! Déi, déi mech kennen, déi wëssen, datt ech all Dag kucken, datt et Leit gëtt an dësem Land, déi Aarbecht fannen.

Mä et ass richteg, datt eng Verhandlung och iwwert de Präis war an datt als Finanzminister dat natierlech wichteg ass. Ech stellen iwwregens fest, déi eng soen, ech hätt nëmmen d'Dollare virun den Ae gehat, an déi aner soen, et hätte méi héich Offeren do geleeën. Dir musst Iech iergendwéi eens ginn: War et dann elo e gudde Präis oder e schlechte Präis?

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat mat den Dollaren, dat war an engem aneren Zesummenhang, d'Finanzplaz an esou weider.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- D'Intentioun vum Premierminister vum Katar, mat deem ech déi Verhandlung geféiert hunn, war, gradesou wéi meng Intentioun, datt eis respektiv Gesellschaften, eis respektiv Flughäfe kéinten duerch Synergien a méi Aktivitéiten ausgebaut ginn. An dat fannen ech wichteg, dat fannen ech richteg, an duerfir deele mer och, all déi Ministeren, déi hei sinn an och déi aner, d'Meenung: Mir wëllen, datt déi Aktivitéiten ausgebaut ginn. All aner Iddi wär jo, ass jo iwwerhaapt net denkbar. Wat fir en Intérêt hätte mir dann, datt mer géifen Transaktioune maachen, déi géint eist Land géife schaffen?

Wësst Der, Här President, et kann een eng Transaktioun gutt fannen oder net gutt fannen. Dat fannen ech ganz an der Rei. Dat gehéiert zu enger Demokratie. Ech sinn och oppe fir all Kritik an ech kann och akzeptéieren, datt ee seet, et wär besser gewiescht, mir hätten dat mat engem anere gemaach. Mä wat ech net akzeptéieren, datt een ënnerstellt, seet, direkt an indirekt, dat hei wär géint d'Intérête vum Lëtzebuerger Land gemaach. Dat ass meng éischte Flicht, dat ass d'Flicht vun all Minister, dat ass d'Flicht vun all Deputéierten!

Jo, ech bedaueren och, datt haut d'Chemie tëscht deene Vertrieder vun deenen eenzelnen Aktionären net gutt fonctionnéiert. Mä ech bieden Iech, net mat der Kenntnis vun der Situatioun vun haut Evenementer vu gëschter ze jugéieren. Ech hätt gären, datt mer op eng konstruktiv Aart a Weis déi enorm Problemer, déi mer an der Aviatioun, an ech géif soen, an der Ekonomie zu Lëtzebuerg hunn, gemeinsam a konstruktiv kucken.

Dëser Deeg - an ech hunn de Moien dorunner nach eng Kéier geduecht - war ech, zesummen iwwregens mat deenen anere Kolleegen, déi hei sinn aus der Regierung, um 50ten Anniversaire vun der Firma DuPont de Nemours. An do ass e Film gewise ginn an et ass gesot ginn, deemools ass de Wirtschaftsminister vu Lëtzebuerg an Amerika gaangen an a schwéiere Verhandlungen huet en déi Leit iwwerzeegt kritt, iergendwou an der Mëtt vun Amerika, fir op Lëtzebuerg ze kommen, wat déi kaum kannt hunn, fir do eng Entreprise opzebauen.

Abee, ech soen Iech, dat, wat deemools richteg war 1962, dat ass och haut richteg an dat ass muer richteg. An ech soen Iech, wa mer esou weiderfueren, datt mer all international Aarbecht, all Kéiers, wann een aus dem Ausland investéiert, deen net 100 Millimeter genau d'nämlecht opgestallt ass wéi mir, wann dat alles duerno schlecht war, wann alles negativ geriet gëtt, ech soen Iech....

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Et ass jo net verbueden, iwwer Mënscherechter ze schwätzen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Neen, ech fannen dat och ganz richteg. Dat ass jo ganz richteg.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Net nëmmen iwwer Suen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Neen, mä dat ass selbstverständlech. Dat musse mer selbstverständlech och maache bei allen Investissementer aus China, aus allen anere Länner. Ech soen, dat musse mer maachen, dat musse mer selbstverständlech am Kapp hunn.

Mä wa mer all Aarbecht, déi gemaach gëtt, all déi Aarbecht, déi och ganz oft grouss physesch Effortë mat sech zitt, wa mer alles zerrieden, wa mer ëmmer nëmmen alles kritiséieren, ech soen Iech, da gesinn ech net, wéi mir konstruktiv d'Zukunft vun dësem Land preparéieren. Da gesinn ech och net, wéi mir jonk Mënschen dozou incitéiert kréien an invitéiert kréien, och an der Zukunft nach Finanz- a Wirtschaftspolitik ze maachen. Ma de Minister Schneider an ech, mir froen eis dann, firwat mer nach iwwerhaapt duerch d'Welt reesen, wann duerno alles...

(Interruptions diverses)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ma duerfir gitt Der bezuelt, Här Frieden.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- A schlecht, Här Gira, schlecht!

Une voix.- Wéi d'Sue vum Himmel gefall...

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Ech hunn lech gesot, datt ee ka mat der Transaktioun d'accord sinn oder net. Ech hätt just gären, datt mer op eng konstruktiv Aart a Weis, net andeem mer d'Vergaangenheet diaboliséieren, net andeem mer alles negativ rieden, d'Problemer geléist kréien, déi mer haut hunn. D'Problemer kréie mer nëmme geléist, wa mer zesumme kucken, wat sinn déi Problemer - an eng ganz Rei sinn national, eng ganz Rei sinn net bedéngt duerch déi doten Transaktioun -, wa mer déi konstruktiv diskutéieren. Mir geet et, wéi all Minister, an ech hoffen, wéi all Deputéierten, ëm d'Zukunft an ëm d'Intérête vum Land, an net ëm de Géigendeel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir hunn elo hei zwou Motioune virleien.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froen d'Parole après ministre, Här President.

Une voix.- Ministre mat „s".

(Interruptions)

M. le Président.- Awer ganz kuerz, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, wéi ëmmer, ganz kuerz.

Une voix.- Zwee Ministeren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Minister Frieden huet elo geschwat vun der Chemie, déi net géif stëmmen tëschent den Aktionären. Ech muss soen, de Bazillus dovunner, dee läit an Ärem Vertrag dran, deen Dir ënnerschriwwen hutt, wou sou Saachen drastinn, wéi dass d'Bedeelegung op 49% ka klammen. Et hätt jo och kënnen drastoen, d'Bedeelegung däerf net méi héich wéi 35% sinn. Oder souguer vläicht am beschten, fir all Spärminoritéit ze verhënneren, ënner 33%. Dat hätt jo och kënnen drastoen.

Et hätt och näischt missen an deem Vertrag, deen Dir an den Här Wiseler awer ënnerschriwwen hutt, driwwer drastoen, dass den Aktionär vum Katar sech a wesentleche Froe vun der Betribspolitik quasi e Vetorecht séchert. Dat ass den Ustouss vun deenen aktuelle Schwieregkeeten am Verwaltungsrot vun der Cargolux.

Et ass och hei gesot ginn, de Stat muss sech als privaten Aktionär behuelen, dat heescht, e muss derfir suergen, dass och Benefiss gemaach gëtt. Mä et steet awer néierens, e misst sech behuelen, wéi dee leschte private Patron dat mécht.

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn: An der Stolindustrie am Saarland ass de Stat majoritär oder souguer bal ganz deen, dee bestëmmt, an der Stolindustrie am Saarland. An trotz enger Flaute an der Stolindustrie ass awer am Saarland derfir gesuergt ginn, dass d'Aarbechtsplazen net ofgebaut ginn an dass weider investéiert gëtt. Also, och vun engem Stat kann ee verlaangen, dass e sech och als privaten Aktionär ganz anescht behëlt wéi zum Beispill den Aktionär, deen aus dem Katar kënnt.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Da géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motioune kommen.

(Interruption)

Här Etgen. Wat frot Der och? Parole après ministre?

Une voix.- Zur Motioun.

M. le Président.- Dir hutt dann d'Wuert fir zur Motioun ze schwätzen.

Motion 1

M. Fernand Etgen *(DP).*- Bon, Merci, Här President. Fir d'Éischt zur éischter Motioun vum Här Lux, bei deenen zwee éischte Punkten, do kënne mer d'accord sinn, well et do sech jo ëm Selbstverständlechkeeten handelt.

Bei deem leschte Punkt, do hu mer awer vläicht e klenge Problem dermat, datt d'Chamber der Cargolux dat soll an d'Heft diktéieren. Ech mengen, et geet am Fong geholl haaptsächlech awer hei drëm, fir..., well jo u sech och dat, wann een ee Ratio virewech festleet, dat kann am Fong och kontraproduktiv si fir d'Erhale vun den Aarbechtsplazen, et kann och kontraproduktiv si fir d'Interesse vu Lëtzebuerg.

Mir hätten am Fong geholl léiwer gären, datt mer fir d'Éischt iwwer eng Strategie, iwwer ee Geschäftsmodell schwätzen, wéi datt mer eis virewech anenke mat enger preziser Definitioun vun engem Ratio.

Ech mengen, et kann ee kee Ratio op all Éiweg-keet festschreiwen. Wat wär zum Beispill, wann eng Kéier d'Katare géifen décidéieren, datt se es hei zu Lëtzebuerg genuch hätten a si wéilten hir Aktië verkafen, an zwee Superinteressente wieren dorunner interesséiert? Da kéint dat am Fong geholl dann awer fir d'Interesse vun eis nëmme kontraproduktiv sinn.

Duerfir géif ech am Fong geholl proposéieren, dee leeschten Tiret ze ersetzen: «de préciser le modèle économique et social de la société», an dann nach vläicht een zousätzlechen Tiret derbäizesetzen: «de faire en sorte que les actionnaires actuels et futurs respectent les intérêts vitaux de l'économie et de l'aviation luxembourgeoises ainsi que les emplois directement et indirectement liés à ce secteur».

Merci.

M. le Président.- Jo, ech hat eigentlech nach net... Den Här Etgen hat relativ schnell schonn d'Wuert gefrot. Ech wollt soen, datt mer elo emol zu der éischter Motioun géife kommen, déi vum Här Lux eragereecht ginn ass. An ech wollt froen, wien dozou géif wëllen d'Wuert ergräifen. Den Här Etgen huet dat scho gemaach. Et sinn awer vläicht och nach aner Kolleegen, déi dat wëlle maachen.

Den Här Gibéryen hat hei d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir kéinten och mat där Motioun averstane sinn. Mir géife just proposéiere beim Invite am éischten Tiret, amplaz datt do steet: «à veiller...», géife mir proposéieren ze schreiwen: «à garantir à ce que les orientations...». An datselwecht géife mer och am zweeten Tiret proposéieren, den «veiller» duerch «garantir» ze ersetzen.

An dat anert huet de Kolleeg Etgen och elo schonn anescht formuléiert, mä dat ass am drëtten Tiret, wou mer schreiwen: «tous les actionnaires actuels puissent», do géife mir einfach schreiwen: «tous les actionnaires doivent». Dat heescht, mir géifen och, wéi de Kolleeg Etgen dat gesot huet, déi futur Aktionären, déi et kéinte sinn, mat an deen Text hei integréieren.

Also, an deenen zwee éischten Tirete géife mer «veiller» duerch «garantir» proposéieren ze ersetzen, an dann «actionnaires actuels», do géife mer «actuels» ewechschreiwen (veuillez lire: ewechloossen), fir datt och zukünfteg Aktionären dat ginn.

D'Propositioun vun de Kolleege vun der DP kéinte mer awer och, wat de Rescht vum Tiret ubelaangt, matdroen.

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech hat schonn, mengen ech, laang genuch erkläert, datt fir eis wichteg ass, datt et kloer ass, wéi d'Strategie an de Geschäftsmodell vun där neier, vun där zukünfteger Gesellschaft soll ausgesinn. An duerfir wiere mir frou, wann een do e Saz an d'Motioun kéint drakréien.

Dat heescht, dee Saz, deen den Här Etgen an deem Zesummenhang elo formuléiert huet, mat deem kéinte mir eis averstanen erklären. Wann d'Majoritéitsparteie bereet sinn, deen ze iwwerhuelen, géife mir d'Motioun matstëmmen. Ansonste misste mer eis enthalen.

M. le Président.- Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech fannen, Här President, dass déi Motioun hei eng Virwëtztut ass. Do steet dran, et misst sech un den «environnement économique» ugepasst ginn. Et weess een net, a wat fir eng Richtung sech soll ugepasst ginn. Huet dat Inzidenzen op d'Léin, op d'Beschäftegungsstruktur? Huet et Inzidenzen op eng Opweechung vum Vol de nuit an Zukunft? Dat weess een alles net. Dat steet net hei dran.

Am Iwwregen, wa gesot gëtt, d'Lëtzebuerger Kapital misst 65% vun der Cargolux bedroen: Wien ass dat, dat Lëtzebuerger Kapital?

Zum Beispill huet de Moment Luxair 43%, mengen ech, vun den Aktien. Et héiert een dann och emol Saachen, dass driwwer nogeduecht gëtt, fir den Aktionariat vun der Luxair erofzesetzen op 22%. Dat ass mat där heiter Resolutioun (veuillez lire: Motioun) ouni Zweifel méiglech, an dat ass awer net vu Virdeel fir d'Weiderentwécklung vum Flughafen a vun deenen zwee systemesche Betriber Cargolux a Luxair.

Duerfir kann ech am Fong geholl nëmmen hei géint déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) stëmmen, well et ass e Chèque en blanc fir d'Regierung.

M. le Président.- Sou, elo kritt d'Wuert den Auteur vun der Motioun, den Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, ech mengen, et ass eng inhaltlech Remarque hei gemaach ginn. Ech mengen, dat anert si manner bedeitend Remarquen.

Déi inhaltlech Remarque ass déi an der Fro vum Ratio vu 65/35. Ech mengen, dass dat an dësem Moment, an doriwwer si sech déi zwou Fraktiounen eens, ee wichtegt politescht Zeechen no bannen an no baussen ass, fir kloerzemaachen, dass mer déi Verhältnisser wëllen esou halen, wéi se haut sinn.

Dat hënnert muer net, Här Etgen, dat hënnert muer net d'Regierung drun, wa sech nei Momenter stellen, fir zréckzekommen an d'Chamber - ech betounen: zréckzekommen an d'Chamber - an hei mat der Chamber op där Plaz, déi appropriéiert vun eis décidéiert gëtt, doriwwer ze diskutéieren, ob een iwwer een anere Ratio ka schwätzen.

Mä haut an dësem Moment, mengen ech, wësst Der, dass mer an engem ganz spezielle Kontext sinn, wou et, mengen ech, wichteg ass, Vertrauen ze schafe vis-à-vis vun der Firma, vis-à-vis vun den Aktionären, vis-à-vis vun de Belegschaften a bei deem Ratio ze bleiwe vu 65/35 à ce stade.

Mä, wéi gesot, d'Welt dréit a muer kënnen nei Momenter kommen an esou virun. Wichteg ass, dass mer der Regierung haut soen, dass se da muer oder iwwermuer soll heihinner zréckkommen a mat eis diskutéieren, ob en anere Ratio méiglech ass.

Dofir géif ech proposéieren, bei deem Text ze bleiwen, an och ze bleiwe bei deene Formulatiounen, déi mer geholl hunn: «garantir» oder «veiller». Mir hunn haut laang driwwer diskutéiert an den Här Minister huet gesot, wéi wäit seng Befugnisser ginn, fir an d'Gestioun praktesch vun der Firma anzegräifen, wat en net onbedéngt wëllt. Mir si jo awer bei de groussen Orientatiounen, fir derfir ze suergen, dass déi an déi Richtung ginn, iwwert déi haut de Moien hei, mengen ech, intensiv an zu engem Deel och konstruktiv geschwat ginn ass. Dofir géife mer proposéieren, beim Text vun der Motioun ze bleiwen, esou wéi mer en deponéiert hunn.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Dir hutt elo schonn e puer Mol... Dir hutt Positioun geholl, Här Urbany. Dir hutt gesot, Dir géift déi Motioun net stëmmen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn trotzdeem eng Fro iwwert dat, wat den Här Lux elo just sot.

M. le Président.- Neen, mä mir fänken elo, Här Urbany,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen nämlech, dass och e katareschen Investitiounsfong mat Sëtz zu Lëtzebuerg Lëtzebuerger Kapital ass. Dass dat dozou gehéiert.

(Interruption)

M. le Président.- Neen. Mir fänken elo net nach eng Kéier mat der Diskussioun un!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt jo esouer, et gëtt jo esouer, déi hei ugesiedelt sinn op der Finanzplaz.

(Interruption)

M. le Président.- Et geet elo duer, Här Urbany. Hei sinn elo Propositiounen nach gemaach ginn.

(Interruption)

Jo?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt awer just soen, als Verteidegung: Laut dem Reglement hätt den Här Urbany nach Riedezäit. Well d'Motioune ginn hei diskutéiert, an och eng Sensibilité politique, och wa se nëmmen een Deputéierten huet, huet hei d'Recht, dann dozou ze schwätzen. Ech fannen, et sollt een em d'Wuert ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Très bien!

M. le Président.- Den Här Urbany huet jo schonn, an ech hunn dem Här Urbany...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Bausch, den Här Urbany hat zwou an eng hallef Minutte scho méi, déi hat ech em schonn accordéiert...

Une voix.- Wéi war et bei der Regierung?

(Interruption)

Une autre voix.- D'Regierung hat eng Stonn!

M. le Président.- Neen. Et muss een awer ee Minimum och vu Respekt virun den...

(Interruptions diverses)

Sou, elo stëmme mer dann iwwert déi Motioun N°1 vum Lucien Lux of. Kënne mer à main levée ofstëmmen?

Une voix.- Neen!

M. le Président.- De Vote électronique gëtt gefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 19 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 37 voix pour, 1 voix contre et 18 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Da kéime mer zu där zweeter Motioun vum Här Bausch, an do freet den Här Lux d'Wuert.

Motion 2

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, ech wëll zwou Saachen zu där Motioun soen. Déi éischt, fir am Numm vun eiser Fraktioun ze soen, dass mir haut iwwert déi do Motioun kéinten ofstëmmen an och kéinten derfir stëmmen. Dass déi Motioun...

(Interruptions)

Une voix.- Da loosst en emol ausschwätzen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif Iech elo bieden, dem Här Lux nozelauschteren.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wann ech soen, ech hätt zwou Saachen ze soen, Dir kënnt jo bis zwee zielen, elo si mer bei där éischter. Déi zweet, déi kënnt dann duerno.

Bei där éischter ass et also kloer, dass mer, wéi d'Debatt och am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg gelaf ass, der Meenung sinn, dass à ce stade deen Text, deen do virläit, eis Approbatioun géif fannen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Der stëmmt en awer net.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll awer en zweete Punkt soen, Här Meisch, ech wëll en zweete Punkt soen, dass de Minister Wiseler elo grad, mengen ech, mat vill Iwwerzeegung a mat vill Engagement versicht huet, just vun eis ze froen, ee Mandat ze kréien, fir an deenen nächste Wochen eng Rei vun Diskussiounen iwwer Propositiounen ze féieren, déi, mengen ech, och bei der Regierung nach net definitiv zementéiert sinn, a wat fir eng Richtung se solle goen, well do gëtt et ënnerschiddlecher - dat hu mer kënne liesen an héieren an deene leschten Deeg - tëscht deene jeeweilege Ministeren.

Dat heescht, déi Otempaus, fir ze diskutéiere mat allen Acteuren, mat der Stad Lëtzebuerg, mat de Gemenge ronderëm, mat den Urainer-organisatiounen, Interesseveräiner hei an der Stad an doriwwer eraus, mat de Compagnien um Site, dass mer - ech soen elo dräi Méint, dräi Méint proposéieren ech, mä et ass awer egal -, plus/minus dräi Méint der Regierung Zäit ginn, fir éischtens emol hir Propositiounen ze affinéieren, prezis ze maachen, an zweetens déi Diskussioun ze féieren an, wann déi Diskussioun zu iergendengem Enn féiert, heihinner zréckzekommen an de Plenum an doriwwer ze diskutéieren, wat hir Virschléi sinn.

Net méi an net manner froen ech. An ech mengen, dass mer der Regierung déi dräi Méint sollte ginn, wa mer der Meenung sinn, dass et kéint eng Fro si vum Bien-être vun deem Flughafen do uewen, hir déi sollte ginn, fir dann heihinner zréckzekommen an dann definitiv ze décidéieren, wann déi Diskussiounen do gefouert sinn. Dat ass meng Propositioun.

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech stellen also faktesch fest, datt déi Motioun eng Majoritéit an dësem Parlament huet. An dat ass jo schonn e Signal, wat dobausse wichteg ass. Selbstverständlech wëlle mir dem Minister an och der Regierung d'Chance ginn, Négociatiounen ze féieren. Ech wëll awer hei soen, ech sinn d'accord, datt mer dat an d'Kommissioun verweisen a se haut net ofstëmme loossen, d'Motioun.

Mä eis Meenung ass jo bekannt, an ech mengen, anerer hunn hir och dozou gesot. Mir wëllen och selbstverständlech der Regierung déi Chance ginn. Si wëllt jo dann och mat all den Interessevertrieder diskutéieren. Allerdéngs hätt ech awer gär, datt mer da festhalen, datt déi Motioun, ech soen elo emol am Laf vum Mount Januar muss zréckkommen - net, datt dat hei elo vertagt gëtt bis Mokuchsdag -, datt ech hei d'Wuert vun de Majoritéitsparteie kréien an datt mer Enn Januar, wa mer hei Sitzung hunn, oder Mëtt Januar, wéi et och ëmmer ass, déi Motioun zréck op den Ordre du jour bréngen an dann eng Décisioun doriwwer huelen.

M. le Président.- Den Här Urbany an dann den Här Lux. Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, ech sinn zwar net Auteur vun där Motioun hei. Ech ka se weder oprechterhalen nach zréckzéien, mä ech fannen, dass dat awer dem Geescht vun deenen Diskussiounen, déi am Staadter Gemengerot stattfonnt hunn, souwäit ech dat matkritt hunn, widdersprécht. Well do ass et jo awer drëms gaangen, fir e Schlussstréch ze setzen an ze soen: „Mir als Vertrieder vun der Staadter Bevölkerung akzeptéieren dat doten net. A mir wëllen och net, dass de Minister weider verhandelt."

Well iwwer wat soll en da verhandelen? Iwwert d'Oprechterhale vum Verbuet, esou wéi et de Moment besteet? Wat soll dann dobäi erauskommen? Do ka jo nëmmen eppes erauskommen, wat zur Opweechung vun der aktueller Situatioun féiert. Also, ech sinn der Meenung, déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) hei, déi soll vun der Chamber gestëmmt ginn an domat soll d'Chamber grad wéi de Staadter Gemengerot kloer Signaler setzen, wat se wëllt.

M. le Président.- Den Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech kann dem Här Bausch am Numm vun deenen zwou Majoritéitsfraktiounen d'Wuert ginn, dass déi Motioun Enn Januar an där éischter Woch, déi mer dann am Parlament hei hunn, zréckkënnt, an dass mer dann doriwwer beroden.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

Sommaire des séances publiques nos 4, 5 et 6

Communications p. 38-39

6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales p. 39

Ordre du jour p. 39

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39

- Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39-40

- Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 40

- Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 40

- Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO_2 aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 40

- Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 41

- Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et
- Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 41-42

6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit p. 42-43

6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne p. 43-44

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au Sud du Luxembourg p. 44-46

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 46-51

Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg p. 52-61

Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel p. 61-62

Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg (suite) p. 62-64

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss dem Här Urbany soen, datt mir als Auteur vun där Motioun do, wat den Inhalt ubelaangt, och am Januar, mä ech mengen, dat huet de Minister och hei… En huet jo och gutt beschriwwen, firwat datt mir eng konsequent Haltung an där Fro hei hunn: well dat logesch ass mat all deem Rescht, wat mer soen. An donc wäert eis Meenung sech och net ännere bis Enn Januar.

Mä ech wëll awer effektiv hei eng Chance ginn, datt sollen Diskussioune stattfannen. Méi ass dat jo net. Déi Motioun kënnt am Januar zréck a mir wäerte wëssen, wat mir am Januar zu där Motioun wäerte stëmmen. Ech mengen, et geet just drëms, datt een et net kann engem verwieren, wann en en Dialog wëllt féieren, datt en dee ka féieren. Méi ass et net.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass nach näischt décidéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass jo näischt décidéiert.

Une voix.- Et ass näischt décidéiert.

M. le Président.- Gutt! Ech hunn also verstanen, datt hei eng grouss Majoritéit an deem Haus der Meenung ass, mir sollen déi Motioun vum Här Bausch an déi dofir zoustänneg Kommissioun verweisen. Da wäre mer och mat deem Punkt fäerdeg.

Da wär d'Diskussioun ofgeschloss a gläichzäiteg och d'Sitzung vun de Moien.

D'Chamber kënnt erëm de Mëtteg um zwou Auer zesummen.

(Fin de la séance publique à 12.26 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1862	Jacques-Yves Henckes	Cartes de priorité et d'invalidité
2098	Josée Lorsché	Service luxembourgeois d'informations-trafic par TMC initié par l'ACL
2205	Emile Eicher et Ali Kaes	Adaptations de contrats dans le cas de marchés publics
2206	Emile Eicher et Ali Kaes	Échelle mobile des salaires et traitements
2213	Serge Wilmes	Participation de l'État dans une entreprise de tradition luxembourgeoise
2215	Eugène Berger	Circoncision
2223	André Bauler	Politique de diversification industrielle et création de nouvelles entreprises
2226	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg
2227	Marc Spautz	Conclusions de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012
2240	Marc Spautz	Bilan des aides et des mesures en matière de maintien de l'emploi et de lutte contre le chômage
2242	Anne Brasseur	Établissements publics
2244	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue allemande lors des échanges de courriers entre les administrations et des administrés handicapés
2246	Fernand Kartheiser	Langue des signes dans les médias luxembourgeois
2251	André Bauler	Balsamine de l'Himalaya
2255	Marc Spautz	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes
2258	Fernand Kartheiser	Programmes indicatifs de coopération
2259	Fernand Kartheiser	Gaz de schiste
2260	Fernand Kartheiser	Mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto
2261	Fernand Kartheiser	Ambassadeurs du Luxembourg en France et en Italie
2262	Fernand Kartheiser	Travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande
2264	Gast Gibéryen	Modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg
2265	Fernand Kartheiser	Visites de personnalités politiques dans des écoles
2266	Josée Lorsché et Félix Braz	Indisponibilité du médicament TRIZIVIR®
2267	Fernand Kartheiser	Participation du Luxembourg au sommet des pays non alignés à Téhéran
2268	Fernand Kartheiser	Campagnes d'informations des ministères avant des élections
2269 cf. 2270 et 2272	Jean Colombera	Plan Canicule
2270 cf. 2269 et 2272	Jean Colombera	Mise à disposition de boissons dans les hôpitaux durant une canicule
2271	Jean Colombera	Impact des éoliennes sur l'environnement
2272 cf. 2269 et 2270	Jean Colombera	Projet de recherche nursing
2273	Fernand Kartheiser	Cellule de planification au sein du Ministère de la Défense
2274	Fernand Etgen	Traitement des virements manuscrits auprès de l'entreprise des Postes et Télécommunications
2275	Roger Negri	Modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg
2276	Jean Colombera	Fausses roupies indiennes en provenance du Luxembourg
2277	Fernand Kartheiser	Orientation professionnelle basée sur le genre
2278	Jean Colombera	Incident à la centrale nucléaire de Fessenheim
2279	André Bauler	Statuts de la CNS concernant la chirurgie bariatrique
2280	Henri Kox	Renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom
2281	Fernand Kartheiser	Quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées
2282	Fernand Kartheiser	Notion «enfant à charge»
2284	Jean Colombera	Extraits du registre de l'état civil
2285	Jean Colombera	Publication de l'étude Fimena-SUSANA
2286	Fernand Kartheiser	Projets de remembrement
2287	Xavier Bettel	Reconnaissance d'un partenariat contracté à l'étranger
2288	Fernand Kartheiser	Référentiel des métiers dans la fonction publique
2290	Jean Colombera	Programme «Héroïne sur ordonnance»
2291	Claudia Dall'Agnol	Placement en garde à vue d'une personne ivre
2293	Eugène Berger	Frais du mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy
2294	Ben Fayot	Réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique
2295	Ben Fayot	Recherche sur l'enseignement
2296	Jean Colombera	Étude sur la réputation des acteurs du secteur de la santé
2297	Diane Adehm	Tâche de l'éducateur intervenant comme 2e personne dans les classes de l'éducation précoce
2298	Jean Colombera	Sommet de la Santé
2299	François Bausch	Vente aux enchères de logements sur l'îlot de l'ancien palais de Justice à Luxembourg-ville
2300	Xavier Bettel	Criminalité lourdement armée
2302	Jean Colombera	Orientation professionnelle des diplômés d'université
2303	Fernand Etgen	Haut Comité pour le développement de l'industrie
2305	Marc Spautz	Niveau de couverture du réseau GSM
2306	Ben Scheuer	Introduction des gyropodes dans le Code de la Route
2307	Claudia Dall'Agnol	Utilisation de la «signature habituelle» pour des actes officiels
2308	Ben Scheuer	Gestion du secteur touristique
2310	Xavier Bettel	Risques de santé émanant de certains OGM
2311	Jean Colombera	Rapport sur le surendettement
2312	Jean Colombera	Jeux paralympiques
2313	André Bauler	Emprunts contractés par les communes
2314	Viviane Loschetter	Activités prévues par le Gouvernement dans le cadre de l'année internationale des coopératives
2315	Marcel Oberweis	Évolution de certains indicateurs de l'éducation en général
2316	Fernand Kartheiser	Mise en œuvre de l'accord culturel entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Portugaise
2317	Fernand Kartheiser	Prise en charge des frais médicaux d'un enfant dont le parent n'a pas la garde
2319	Viviane Loschetter	Inégalité des salaires entre femmes et hommes et l'instrument de contrôle Logib-Lux
2320	Josée Lorsché	Test de dépistage prénatal de la trisomie 21 par simple prise de sang
2324	André Bauler	Modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement secondaire demandé
2326 cf. 2341	Fernand Etgen	Publication des bénéficiaires d'aides en provenance du fonds agricole européen
2327	Fernand Kartheiser	Augmentation du capital de Cargolux
2329	Fernand Kartheiser	Retrait du droit de séjour
2331	Claude Adam et Camille Gira	Congé politique supplémentaire pour les délégués dans les syndicats de communes
2332	Xavier Bettel	Société Nationale de Contrôle Technique
2334	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
2335	Marie-Josée Frank	Congé pour travail à mi-temps dans le secteur communal
2336	Fernand Etgen	Rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée
2337	Marc Spautz	Fermeture du site d'ArcelorMittal à Schifflange
2338	Fernand Etgen	Contrôle technique des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées
2339	Claude Adam	Accès aux études techniques supérieures aux détenteurs de diplôme de technicien (DT) ou diplôme d'aptitude professionnelle (DAP)
2341 cf. 2326	Jean Colombera	Publication des données personnelles des agriculteurs subventionnés par l'Union européenne
2342	Jean Colombera	Lutte contre le SIDA
2344	Fernand Etgen	Participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas
2349	Fernand Kartheiser	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
2350	Fernand Etgen	Formation continue des enseignants
2356	André Bauler	Enseignement préparatoire
2358	Eugène Berger	Obligation de vote
2359	Jean Colombera	Élèves luxembourgeois dans les écoles privées ou internationales
2360	Fernand Kartheiser	Accès des ressortissants croates au marché du travail
2361	Josée Lorsché	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale

Question 1862 (16.1.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **cartes de priorité et d'invalidité:**

La loi du 23 décembre 1978 a créé une carte de priorité et des cartes d'invalidité qui peuvent être délivrées aux personnes qui résident dans le pays ou y travaillent régulièrement. Les détenteurs d'une carte d'invalidité B ou C bénéficient de la gratuité sur les tarifs des moyens de transports publics et de l'exonération totale de la taxe sur les véhicules (article 43, loi du 22 décembre 2006 sur les taxes automobiles). Cette exonération totale de taxe est étendue aux personnes valides qui ont à charge une personne invalide et/ou handicapée faisant partie de leur ménage.

Le nombre de demandes pour la catégorie B est passé de 158 en 2008 à 1.368 en 2010 et apparemment à plus de 1.800 pour 2011. Les demandes sont basées uniquement sur un simple certificat médical certifiant un degré d'invalidité de 50%.

Il me revient ainsi que près de 18.000 personnes (!) bénéficient actuellement d'une carte d'invalidité de la catégorie B et que leur nombre s'accroît de manière explosive. Le principe de la carte d'invalidité ne doit pas être remis en cause. Mais vu le fait que le certificat médical relatif à l'invalidité n'est pas défini plus précisément dans la loi et qu'il n'existe que peu de contrôles, le risque d'abus est élevé.

Il me revient qu'une personne ayant un véhicule de sport haut de gamme et qui participe à des compétitions sportives de course à pied bénéficie d'une carte d'invalidité et n'a plus à payer de taxe sur son véhicule! Les personnes à partir de 60 ans, pour autant qu'elles le demandent, reçoivent apparemment quasi automatiquement une telle carte. Les personnes déclarant avoir en charge une personne invalide de la catégorie B augmentent aussi considérablement sans qu'il y ait un contrôle sérieux sur la réalité de l'affirmation.

J'estime que tant pour des questions d'équité que de finances publiques seules les personnes ayant effectivement un handicap lié directement à la conduite d'un véhicule et nécessitant un investissement spécial devraient bénéficier d'une réduction de la taxe et que la gratuité du transport public ne devrait être accordée que sous des conditions clairement définies et pouvant être contrôlées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quel est le nombre total de cartes de priorité et d'invalidité A, B et C actives actuellement et comment le nombre de demandes a-t-il évolué depuis 2008?

2) Quel est le nombre de nouvelles demandes introduites en 2011 pour chacune des catégories? Quel est le nombre de cartes ainsi délivrées par catégorie?

3) Le Gouvernement est-il d'accord pour dire qu'il y a nécessité de revoir la loi afin de disposer de définitions plus claires et plus précises du cercle des bénéficiaires et des critères d'invalidité, surtout pour la catégorie B, et de prévoir un contrôle spécifique pour éviter les abus?

4) Quelles modifications le Gouvernement entend-il introduire à la législation actuelle?

Réponse (12.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Quant aux questions 1 et 2:

Les cartes de priorité et d'invalidité

Par la loi du 23 décembre 1978 furent créées une carte de priorité et des cartes d'invalidité. Cette loi a élargi le cercle des bénéficiaires de telles cartes qui, sous la législation antérieure, datant de 1948, se limitait aux mutilés de guerre, aux accidentés du travail et aux enfants nés infirmes.

La carte de priorité est délivrée aux personnes handicapées de la marche dont l'invalidité, bien qu'inférieure à 50%, leur cause cependant de sérieuses difficultés de déplacement ou de station debout. Les titulaires de la carte de priorité bénéficient d'un droit de priorité de passage ou de service, ainsi que d'une place assise en toutes circonstances.

Les cartes d'invalidité sont de trois catégories:

- Les cartes A sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique se situe entre 30 et 49%.

- Les cartes B sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique est supérieur à 50%.

- Les cartes C sont délivrées aux personnes dont l'état physique ou mental est tel qu'elles ne peuvent se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne.

La carte de priorité peut être délivrée conjointement avec la carte d'invalidité A.

Depuis 1991, où le tarif unique a été introduit sur le réseau entier des transports publics de notre pays et où un abonnement gratuit est délivré à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité, de quelque catégorie qu'elle soit (A, B ou C), le nombre de demandes présentées au Ministère de l'Intérieur a considérablement augmenté.

Le règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics a rappelé que les titulaires d'une carte d'invalidité ont droit à la gratuité du transport tout en introduisant une nouvelle disposition qui précise que la carte d'invalidité tient désormais lieu de titre de transport. Elle n'est valable que si elle est accompagnée d'une pièce d'identité officielle.

Le tableau ci-après fait preuve de la prolifération du nombre de cartes délivrées depuis que la gratuité des moyens de transports publics fut accordée à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité.

Affaires communales: évolution du nombre de cartes d'invalidité délivrées

Année	2008	2009	2010	2011
Cartes de priorité	74	55	24	22
Cartes A 30% à 49%	1.811	1.723	1.617	1.520
Cartes B 50% à 74%	158	456	1.368	1.361
Cartes C de 75%	63	176	353	346

Affaires communales: totaux de cartes d'invalidité délivrées au 31 décembre 2011

Catégorie	total
Total des cartes de priorité	9.133
Total des cartes A 30% à 49%	62.864
Total des cartes B 50% à 74%	17.549
Total des cartes C de 75%	2.524
Total des cartes A, B et C	82.937

Quant aux questions 3 et 4, il y a lieu de constater qu'elles touchent au volet médical de l'octroi des cartes d'invalidité et ne relèvent donc pas des attributions du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

Complément de réponse (16.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Faisant suite aux éléments de réponse fournis par Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, les précisions suivantes sont de mise en ce qui concerne le volet médical de l'octroi des cartes d'invalidité.

Je tiens à rappeler que la délivrance des cartes d'invalidité relève de la seule compétence du Ministère de l'Intérieur.

Sans mettre en cause l'utilité de l'offre Novabus, le Gouvernement s'est mis d'accord d'établir de nouveaux critères d'admission plus clairs et plus objectifs.

Question 2098 (9.5.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **service luxembourgeois d'informations-trafic par TMC initié par l'ACL:**

Le Traffic Message Channel (TMC) est une technologie qui permet de diffuser des informations de trafic par ondes radio FM aux automobilistes. Ces données peuvent être soit visualisées sur l'écran de l'appareil GPS de la voiture, soit directement utilisées par le GPS pour optimiser le guidage, respectivement le contournement des embouteillages, chantiers, etc.

Il y a quelques années, l'ACL avait initié avec un partenaire commercial belge (BeMobile) un projet de service TMC luxembourgeois. Bien que le système ait été réalisé en collaboration avec des partenaires publics (Administration des Ponts et Chaussées, police, CITA), l'ACL a choisi dès le début une diffusion cryptée et payante des informations de trafic provenant pourtant de sources publiques. En outre, ce service TMC d'informations-trafic luxembourgeoises ne serait disponible que sur des appareils de deux marques de GPS.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons pour lesquelles l'ACL a opté pour une diffusion cryptée, donc exclusive, des données TMC?

2) Pour quelles raisons les partenaires publics susmentionnés ont-ils accepté la mise en place d'un service sur un modèle payant et de surcroît limité aux appareils GPS de certains fabricants?

3) Est-ce qu'il ne serait pas préférable d'offrir un tel service sur une base non commerciale et non exclusive afin de garantir la diffusion la plus large possible des informations TMC aussi bien pour les résidents luxembourgeois que pour les navetteurs frontaliers et les touristes, et cela indépendamment du type ou de la marque d'appareil GPS qu'ils possèdent?

4) Est-ce que la fourniture des données publiques du réseau routier luxembourgeois et des infos-trafic de l'ACL font l'objet d'une convention écrite entre les différents partenaires? Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il modifier les termes de cette convention en insistant sur l'installation d'un service TMC non exclusif, voire gratuit, dans les meilleurs délais?

Réponse (16.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée souhaite s'informer au sujet de la diffusion via TMC des informations routières par l'ACL.

La nécessité d'une diffusion efficace des informations relatives au trafic est en effet très utile pour les automobilistes. Ainsi, et dès 2007, les représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration des Ponts et Chaussées dont le CITA et de la Police grand-ducale ont soutenu le projet de l'Automobile Club qui souhaitait se positionner comme interlocuteur prioritaire vis-à-vis des médias pour la diffusion d'une information-trafic de qualité. La diffusion des messages d'information routière à l'intention des utilisateurs de systèmes de navigation (mobiles ou embarqués) se fait via RDS-TMC. Ce système RDS - radio distribution system - permet un transfert digital d'informations par radio-ondes hertziennes.

Or, la majeure partie des informations utilisées par l'ACL sont d'ores et déjà des informations publiques diffusées par le biais des différentes stations de radio, accessibles à tous. Il en est de même pour certains appareils GPS, sous réserve de disposer d'une version actualisée. Seul le volet de l'internet ainsi que des applications pour les smart-phones («ACL-App») sont couverts par un contrat entre l'ACL, la CLT et une société privée.

Enfin, l'on précise qu'aucune convention à ce sujet n'a été conclue à ce jour entre l'État et l'ACL.

Question 2205 (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **adaptations de contrats dans le cas de marchés publics:**

Le règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics reprend en ses articles 103-112 les procédures à suivre en cas d'adaptation des contrats suite à des interventions légales ou réglementaires ou des variations importantes et imprévisibles de prix ou de salaires.

Dans l'exécution des marchés, les communes et syndicats de communes se voient actuellement confrontés à des consignes aléatoires de prise en charge des demandes d'adaptation de prix et de salaires par le biais des différents fonds de l'État, agissant en tant que cofinanceurs, de sorte qu'une incertitude pendante règne auprès des maîtres de l'ouvrage et des entreprises concernés quant aux payements des adaptations soumises, appelées couramment hausses légales.

Dans ce contexte, nous souhaiterons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Existe-t-il des critères nationaux communément applicables quant à la recevabilité des demandes de compensation des hausses légales par les divers fonds, étant donné que les pratiques y relatives sont fortement divergentes d'un Ministère à l'autre?

- Est-ce que la hausse sur les matériaux est généralement à notifier par lettre recommandée ou est-ce que le constat de la hausse par le biais de «cotations officielles», «mercuriales» et «publications de prix de matières premières» est suffisant, rendant une notification par lettre recommandée superfétatoire?

- Dans le cas du recours aux variations de prix publiées par voie officielle, quelles sont les voies de publications officielles pour les adaptations de prix?

- Quelle est la vue des Ministres quant à la réception respectivement la prescription des demandes d'adaptation de prix? En détail, peut-il être interprété de l'article 110 du règlement précité, tel que d'usage stricte auprès des ministères, que les hausses légales introduites par les entreprises après la date de remise du décompte final ne seraient plus recevables?

- L'article 111 du même règlement stipule qu'aucune adaptation de prix ne peut se faire pour les travaux, services exécutés et fournitures pour «…lesquels une avance a été payée…». Cette dispense s'applique-t-elle à l'ensemble du marché ou uniquement au montant de l'avance, qui en règle générale constitue une faible part du marché?

Réponse (17.10.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances,* de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur l'adaptation des marchés publics aux variations des prix.

En effet, les articles 103 et suivants du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, relatifs à l'adaptation du contrat, sont applicables à tous les pouvoirs adjudicateurs, qu'il s'agisse d'un ministère, d'une administration, d'un établissement public, d'une commune ou d'un syndicat. Ainsi, les critères de recevabilité des demandes d'adaptation sont les mêmes quel que soit le pouvoir adjudicateur ou l'imputation budgétaire sur un fonds quelconque du projet respectif.

En l'absence de publications au niveau national de «cotations officielles», «mercuriales» ou «publications de prix de matières premières» précises, l'adjudicataire doit notifier la hausse des prix de matières premières par lettre recommandée motivée afin d'apporter les preuves d'une fluctuation importante et imprévisible des prix.

L'indice des prix à la consommation et le salaire minimum garanti sont publiés au Mémorial, journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Selon l'article 61 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, sont prescrites les créances qui n'ont pas été produites dans un délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'exercice budgétaire au cours duquel elles sont nées. En conséquence, les demandes d'adaptation des prix peuvent être introduites endéans ce délai. Il est à préciser que les créances relatives à l'adaptation des prix ne naissent pas au moment du décompte, mais au moment de la survenance de la hausse importante et imprévisible des prix.

L'article 111 a) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics est à interpréter en ce sens qu'une adaptation des prix ne saurait plus être demandée pour la partie pour laquelle une avance a été payée. À noter enfin que le terme «avance» n'est pas à confondre avec le terme «acompte».

Question 2206 (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**échelle mobile des salaires et traitements:**

La loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements retient que les adaptations des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités et montants sont déclenchées selon des échéances bien définies entre 2006 et 2009.

Dans ce contexte, nous souhaiterons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que les variations de salaires sont, suite à cette publication, encore imprévisibles pour la période concernée ou est-ce que l'existence même de cette loi suffirait afin de congédier toute légitimité à l'adaptation des salaires sur les marchés passés après la mise en application de cette loi?

- Dans la négative, d'une part, quel organe et/ou média de publication serait à considérer pour l'annonce de l'évolution des salaires et, d'autre part, les adaptations seraient-elles à considérer dès publication de la future hausse respectivement uniquement au moment de l'adaptation même?

- Dans le cas d'entreprises ayant leur siège à l'étranger, est-ce que les variations des salaires luxembourgeois leur sont applicables où sont-elles tenues de notifier une hausse sur salaires ayant lieu dans leur pays d'origine? Quelle serait dans ce cas la preuve à fournir au maître de l'ouvrage luxembourgeois?

Réponse commune (17.10.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur l'adaptation des marchés publics à l'échelle mobile des salaires.

En effet, la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires a fixé dans son article 1er les adaptations déclenchées par le dépassement d'une cote d'échéance, qui auraient dû se produire pour les années 2006, 2007 et 2008, au 1er décembre 2006, au 1er mars 2008 et au 1er mars 2009.

Dans la mesure où les échéances de l'échelle mobile des salaires étaient donc connues dès la publication de la loi susmentionnée, une révision sur les salaires pour tout marché public dont l'avis d'adjudication a été publiée après la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2006 ne pourra pas être accordé à l'adjudicataire, étant donné que l'offre était supposée être élaborée en parfaite connaissance de ces échéances.

Ces échéances de l'échelle mobile des salaires ne constituent donc pas de variation imprévisible des salaires, de sorte que les conditions d'application pour les adaptations d'un contrat, telles que prévues par l'article 103 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, ne sont pas remplies.

Dans le cas d'entreprises ayant leur siège à l'étranger, seules les variations de l'indice de l'échelle mobile des salaires luxembourgeois leur sont également applicables à l'instar de la législation sur le détachement des salariés.

Question 2213 (25.7.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **participation de l'État dans une entreprise de tradition luxembourgeoise:**

L'entreprise allemande SMS group, qui est active dans la construction de machines industrielles à destination de l'industrie métallurgique, vient d'annoncer qu'elle a repris les parts qu'ArcelorMittal et Luxempart détenaient jusqu'à présent dans la société luxembourgeoise Paul Wurth.

Avec 59,1% des actions, l'entreprise allemande est désormais majoritaire au sein de cette entreprise de tradition luxembourgeoise.

L'État luxembourgeois par contre ne possède plus que 40,8% des parts de Paul Wurth et se retrouve ainsi en position de minorité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelle raison l'État luxembourgeois n'a-t-il pas souhaité reprendre les actions détenues par Luxempart (11%) afin de rester majoritaire au sein de l'entreprise Paul Wurth?

- En tant qu'actionnaire minoritaire, quelle sera l'influence de l'État luxembourgeois sur la future orientation stratégique de l'entreprise Paul Wurth?

- Lors des négociations de la reprise de Paul Wurth par le groupe allemand susmentionné, l'État a-t-il obtenu la garantie que les nouveaux actionnaires majoritaires continueront à investir dans les sites luxembourgeois de Paul Wurth, que cette entreprise de tradition ne sera pas démantelée et qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois?

Réponse (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

SMS, entreprise familiale allemande, est un actionnaire industriel idéal pour Paul Wurth au regard de la complémentarité du portefeuille des produits et des réseaux commerciaux mais aussi au niveau des ressources humaines, technologiques et financières. La direction de Paul Wurth a d'ailleurs salué la prise de participation de SMS.

À travers un pacte d'actionnaires, qui est sur le point d'être signé, SMS a pris des engagements solides sur la préservation de l'acquis et sur le futur développement de Paul Wurth. En leur qualité d'actionnaires et via leur représentation dans les organes statutaires, l'État comme d'ailleurs la SNCI et la BCEE resteront associés à l'élaboration et à la définition de la stratégie entrepreneuriale de Paul Wurth S.A. En vertu de ce pacte, la présidence de Paul Wurth continuera à être assumée par un Luxembourgeois proposé par les actionnaires luxembourgeois État, SNCI et BCEE.

La mise en œuvre d'une stratégie de croissance et de développement d'une société orientée exclusivement à l'exportation internationale reste évidemment tributaire de l'évolution future de l'économie mondiale.

Question 2215 (25.7.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **circoncision:**

Récemment un tribunal allemand a jugé que la modification durable et irréparable du corps de l'enfant par la circoncision pour des motifs religieux était contraire à l'intérêt de l'enfant devant pouvoir décider plus tard par lui-même de son appartenance religieuse. L'article 24.3 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant relève par ailleurs que «Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.»

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quels cultes pratiquent la circoncision chez l'enfant pour des motifs religieux au Luxembourg?

- La circoncision chez l'enfant pour des motifs religieux est-elle réglementée au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'interventions chirurgicales extrahospitalières au Luxembourg pratiquées par des personnes non agréées?

- Est-ce que, d'après les Ministres, le consentement parental vaut juridiquement, dans le cas présent, comme consentement de l'enfant?

Réponse commune (15.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il faut d'abord savoir que le jugement cité par Monsieur le Député se déroule dans le cadre d'une procédure pour prise en charge par la Caisse de Maladie des frais d'intervention pour circoncision pour motifs religieux en dehors d'indications médicales. Le jugement est donc à lire dans ce cadre très spécifique et ne tranche en principe pas les questions de principe.

En principe, la circoncision est susceptible d'être pratiquée dans les cultes juif et musulman.

La circoncision spécifiquement pour motifs religieux n'est pas réglementée, alors que le contenu de l'intervention étatique dans le cadre des relations entre l'État et les communautés religieuses est fixé avec précision par la Constitution. Le droit actuel des relations entre l'État et les communautés religieuses ne prévoit pas de disposition ad hoc.

Il n'y a pas non plus de réglementation spécifique concernant la circoncision pratiquée sur des mineurs, ni parmi les dispositions réglementant les limites des pouvoirs des médecins ou d'autres professions médicales.

La circoncision est un acte médical qui ne peut être effectuée que par un médecin autorisé à pratiquer au Luxembourg.

Les services gouvernementaux, et notamment ceux relevant du Ministère de la Santé, n'ont à ce jour pas connaissance de circoncisions réalisées en dehors du milieu hospitalier respectivement par des personnes non autorisées à pratiquer la médecine au Luxembourg.

Le règlement grand-ducal portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie tient compte d'un acte médical au code 5A41 (opération pour phimosis). La prise en charge par l'assurance maladie de cet acte se limite ainsi à la seule intervention chirurgicale pour laquelle une indication médicale est donnée. Des éventuelles complications ultérieures ne sont prises en charge par la Caisse de Maladie que si la circoncision a été effectuée selon les règles légales et de l'art précitées.

Quant aux traitements pouvant intervenir en cas de complications en ce qui concerne lesdites interventions chirurgicales, nous sommes dans l'impossibilité de les détecter faute d'informations médicales à ce sujet. Selon la littérature médicale pertinente, le nombre de complications varie, se situant entre 1,5% des cas chez les nourrissons et 6% des cas chez des enfants au-delà de douze mois.

Des études épidémiologiques dans des pays où la circoncision est pratiquée hors milieu hospitalier et par du personnel non-médical montrent des taux de complications élevés pouvant atteindre 80%.

La circoncision simple pour raison rituelle ou religieuse et d'éventuels traitements ultérieurs en cas de complications échappent au champ d'application de l'assurance maladie.

À ce sujet il est intéressant de noter que le nombre des circoncisions pratiquées par un médecin et en milieu hospitalier, mais sans indication médicale, se situe à 917 en 2008, 880 en 2009, 866 en 2010 et 452 au premier semestre 2011.

L'enfant, mineur d'âge non émancipé, est selon le Code civil sous l'autorité de ses père et mère et en principe le consentement des parents est juridiquement nécessaire et suffisant pour prendre des décisions concernant l'enfant.

Question 2223 (1.8.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **politique de diversification industrielle et création de nouvelles entreprises:**

Dans son bulletin économique «Actualité et tendances» (n°10/juin 2011), la Chambre de Commerce note entre autres que la diversification économique future doit être calibrée. «Les technologies de la santé, la logistique multimodale, la propriété intellectuelle, les NTIC, mais surtout les écotechnologies, seront autant de secteurs porteurs du tissu économique futur.» Aussi faudrait-il provoquer un changement de paradigme en matière d'attraction future de grandes entreprises au Luxembourg. En effet, selon l'avis de la Chambre de Commerce, l'impact économique et social direct de ces dernières et la substance industrielle qu'elles génèrent ont un effet multiplicateur significatif sur le tissu des PME, en amont et en aval des processus productifs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à l'avis de la Chambre de Commerce?

- Monsieur le Ministre peut-il dresser un bilan succinct de la politique de diversification industrielle depuis l'an 2000 en signalant notamment les entreprises nouvellement créées, le genre de leur activité, le nombre d'emplois qu'elles ont permis d'engendrer et les sites de leur implantation?

- Quels sont les facteurs majeurs qui ont déterminé le choix des nouvelles entreprises à venir s'installer au Luxembourg?

- Quelles ont été les activités nouvelles qui ont permis d'employer entre autres des salariés qui, au départ, n'ont guère de qualifications professionnelles?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'évaluer de manière approfondie le cadre législatif qui soutient la politique de diversification économique afin de l'adapter aux défis de notre temps?

Réponse (12.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Monsieur le Député aborde dans sa question le sujet de la diversification économique et de la promotion du site luxembourgeois et souhaite connaître les développements dans ce domaine au cours des dernières années.

Dans le passage du bulletin économique «Actualité et tendances» cité par Monsieur le Député, la Chambre de Commerce met en avant les axes prioritaires de développement et de diversification économiques retenus par la Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur (biotechnologies, logistique, TIC, écotechnologies). Les activités de promotion au niveau national, européen et international visent précisément ces secteurs prioritaires et ont pour objectif d'attirer des entreprises de ces secteurs au Luxembourg et de promouvoir la création d'entreprises dans ces domaines. Cependant, je tiens à souligner que l'industrie reste et restera toujours un axe prioritaire de développement pour l'économie luxembourgeoise, bien que les investissements visés ne concernent guère de pures activités manufacturières, mais plutôt des sites de production à haute valeur ajoutée et impliquant une part importante de recherche et de développement. La promotion des secteurs industriels des matériaux innovants ainsi que des équipementiers automobiles s'intègre par exemple dans ces objectifs.

Il est évident que les grandes entreprises ont un impact particulièrement important sur l'économie et l'emploi et qu'elles contribuent largement au développement du tissu économique, comme le suggère le passage cité. Les nouvelles implantations de grandes entreprises sont néanmoins assez rares, surtout en période de ralentissement économique, et les moyens incitatifs du Ministère par le biais de subventions à l'investissement sont très limités lorsqu'ils se font à destination des grandes entreprises. En effet, toutes les subventions sont strictement encadrées par la réglementation communautaire qui promeut plutôt le développement des PME. Je ne partage guère cette approche unilatérale de la Commission européenne et je me fais fort au sein des instances communautaires pour la relance d'une politique industrielle digne de ce nom à l'échelle européenne.

Le secteur industriel a toujours fait l'objet d'importants efforts de promotion économique. Au début des années 2000 certains succès remarquables dans ce secteur ont pu être enregistrés puisque des entreprises telles que TDK (2003) et Tontarelli (2005) se sont implantées et que certaines entreprises ayant déjà une présence au Luxembourg ont élargi leur présence sur le territoire du pays en y implantant de nouvelles activités et infrastructures de production (Goodyear Mounting Center en 2001, site de Bascharage pour Guardian en 2001, Delphi Powertrain Worldwide Headquarters en 2006…). Outre tels projets de groupes internationaux, les initiatives d'entrepreneurs luxembourgeois ne sont pas à négliger, pour ne citer que quelques projets, il y a eu création de BSL à l'initiative du groupe ELTH et de Rotomade en 2003 ainsi que celle de Solarwood Technologies en 2007.

De plus, en 2011 Ampacet Europe a initié un projet d'investissement d'une ampleur qui se fait rare. En effet, l'entreprise s'est installée à Dudelange afin d'y exploiter un site manufacturier important auquel s'ajoutent les fonctions de quartier général européen ainsi qu'un centre de R&D.

Les nouvelles implantations d'activités de services (dont TIC, logistique et R&D) prennent dès les années 2000 nettement le dessus sur les projets purement industriels. Dans le cadre du développement du secteur des TIC, il y a lieu de citer aussi bien l'implantation de grands groupes (AOL en 2003, Amazon, Skype et iTunes en 2004, eBay en 2006…) que la création d'entreprises innovantes (Jilbee en 2007, Trendiction en 2009, Inui Studio en 2010…). Le secteur de la distribution de contenu électronique et plus spécifiquement du gaming s'est développé de façon impressionnante en 2010/2011 avec l'implantation de plusieurs entreprises à la renommée internationale comme Big Fish Games, Bigpoint, Kabam, OnLive, Innova, Nexon, Valve, I-Jet Media, Netflix, Sony, Kobo…

En 2006/2007, le plan d'action technologies de la santé est venu ajouter un nouvel axe prioritaire à la politique de développement économique. Le secteur des biotechnologies a déjà connu ses premiers succès du point de vue des créations d'entreprises avec entre autres les implantations d'Axoglia Therapeutics et de Simeda Medical Solutions en 2007.

La politique de diversification industrielle au cours des dix dernières années a connu quelques succès remarquables grâce à la réalisation de projets d'investissement de grandes entreprises internationales au Luxembourg. De nombreuses entreprises relevant du domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication sont à compter parmi les succès de la promotion économique ainsi que plus récemment des start-up dans le domaine des biotechnologies et des technologies environnementales.

Un relevé non exhaustif d'implantations d'entreprises résultant de la politique de diversification et de développement économique est reproduit en annexe.

Les facteurs mis en avant par les entreprises qui choisissent de s'implanter au Luxembourg varient en fonction de l'activité de l'entreprise et de ses objectifs. Des arguments souvent mis en avant sont notamment:

- la possibilité de desservir leur clientèle européenne à partir d'un site au Luxembourg grâce à sa situation au centre de l'Europe

- d'excellentes infrastructures pour les activités de télécommunications et dans le domaine des TIC (connectivité, sécurité, data centres,…)

- la mise à disposition de locaux dans les incubateurs (Ecostart, Technoport) qui permet à

des start-up de trouver un premier lieu d'implantation et de se développer

- la possibilité de servir les clients dans la langue de leur choix grâce au multilinguisme

- un environnement général favorable et porteur grâce à plusieurs facteurs tels que la stabilité politique, une fiscalité et des charges sociales qui restent raisonnables, la qualité de vie au Luxembourg…

Des salariés peu qualifiés ont essentiellement pu trouver des emplois lors de créations d'entreprises industrielles ou relevant du secteur de la logistique. En effet, les secteurs des TIC, de la biotechnologie et des technologies environnementales recrutent prioritairement des salariés hautement qualifiés et spécialisés.

Concernant le cadre législatif du soutien au développement économique, il faut tenir compte du fait que les mesures d'aides d'État sont strictement encadrées par les réglementations communautaires et ne laissent que peu de marge de manœuvre aux États membres. Le Luxembourg a pleinement profité des possibilités offertes par l'encadrement communautaire afférent pour créer des régimes d'aides à la R&D et à la protection de l'environnement et applique également la législation concernant les aides à l'investissement. Ces dernières sont cependant limitées aux PME ainsi qu'aux grandes entreprises situées dans des régions spécifiques du pays, il n'est donc pas possible de cibler plus précisément les grandes entreprises industrielles par des mesures d'aides à l'investissement.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2226 (7.8.2012) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg:**

Dans le cadre des études consacrées à la mise en place d'un tram léger à travers la ville de Luxembourg, le document «Stratégie globale pour une mobilité durable» édité par le Gouvernement retient notamment qu'une double rame de tram dispose d'une «capacité moyenne» de 450 personnes.

Afin de pouvoir évaluer correctement les besoins et les capacités du transport public dans le cas où le projet de tram léger serait réalisé, nous souhaitons poser les questions suivantes:

1. Quelle sera la fréquence de circulation du tram léger et quelle sera la capacité totale de transport par heure et par sens de circulation?

2. Quelle est la capacité en voyageurs totale par autobus, par sens de circulation, dans l'avenue de la Liberté, sachant que selon le document précité celle-ci «est traversée par près de 270 bus urbains et interurbains par heure aux heures de pointe» (page 90).

3. Combien de passagers arrivent actuellement à la gare de Luxembourg durant l'heure de pointe et plus précisément entre 7.15 heures et 8.15 heures? Quel pourcentage de ces passagers utilise les transports publics pour se rendre en direction du centre-ville, Glacis, Limpertsberg ou Kirchberg?

4. Combien de passagers arrivent pendant l'heure de pointe à la gare de Luxembourg avec des autobus régionaux (RGTR, CFL, lignes transfrontalières), sachant qu'un grand nombre de ces autobus aura la gare centrale comme terminus lors de la phase 1 du tram léger? Quel pourcentage de ces passagers utilisera les transports publics pour se rendre en direction du centre-ville, Glacis, Limpertsberg ou Kirchberg?

5. Quelle proportion des passagers en heure de pointe arrivant à la gare de Luxembourg par train ou par bus pourra effectivement utiliser le tram léger en tenant compte d'un délai d'attente inférieur à cinq minutes?

6. Combien de passagers, pendant l'heure de pointe, en nombre absolu et en pourcentage par ligne d'origine, pourront utiliser alternativement le funiculaire Pont Rouge? Quelle proportion de ces passagers pourra effectivement continuer son trajet en direction LuxExpo ou en direction gare en utilisant le tram léger, compte tenu du fait que le tram n'arrivera pas vide à l'arrêt Pont Rouge?

7. Monsieur le Ministre prévoit-il de faire circuler des autobus en parallèle à la ligne du tram léger? Si oui, combien d'autobus (en nombre et en capacité voyageurs) seront mis en place pendant l'heure de pointe? Quels itinéraires emprunteront-ils?

Q22

Réponse (31.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°2226 du 7 août 2012, les honorables Députés Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser souhaitent s'informer au sujet de la mise en œuvre du tram dans la ville de Luxembourg, dont notamment les conditions d'exploitation.

Le débit d'un système de transports en commun (exprimé par le nombre de places offertes en période de pointe, par heure et par sens) dépend notamment de la capacité unitaire du matériel roulant, en tenant compte de la norme de sécurité et de confort retenue, et de la cadence de passage des véhicules.

Pour le cas du projet tram au Luxembourg, les spécifications détaillées des rames ne sont pas encore déterminées à ce jour, vu qu'elles seront fonction du fournisseur dont le choix doit intervenir suite à une soumission européenne à organiser après le vote de la loi d'autorisation et de financement du projet du tram. Les véhicules actuellement en service dans les villes françaises respectivement allemandes prévoient une capacité unitaire moyenne de 225 voyageurs pour des rames similaires. Ces spécifications se basent sur un taux d'occupation confortable du véhicule, mais pas maximal et peuvent conduire dans certaines conditions, telles que l'afflux des voyageurs dans des hyper-pointes, à une occupation au-delà de 250 personnes par unité. Compte tenu de ces données, la stratégie MoDu retient pour une double rame du tram au Luxembourg une capacité moyenne de 450 personnes.

La cadence de passage désigne l'intervalle de temps, exprimé en minutes, entre deux passages de véhicules de transport en commun. Chaque système autorise une cadence opérationnelle maximale, qui correspond à un seuil critique pour un service optimal (dépendant des conditions de circulation, des prescriptions de sécurité, de l'équipement technique, de la configuration des points d'échanges et du temps d'arrêt des véhicules), qui est déterminé par le risque de constitution de trains de véhicules très préjudiciables au bon fonctionnement des carrefours du système de transports en commun lui-même et du trafic individuel. Cette cadence opérationnelle maximale pour les transports en commun routiers s'élève, suivant les expériences à l'étranger, en moyenne, à trois minutes. Cette cadence permet donc aussi des montées/descentes confortables et sécurisées aux arrêts.

L'offre tram est prévue en attelages doubles aux heures de pointe, ce qui permet un débit moyen de 5.400 voyageurs/h/sens à la cadence d'un passage toutes les cinq minutes (douze trajets par heure), avec un débit opérationnel maximal d'au moins 9.000 voyageurs/h/sens avec un cadencement à trois minutes (20 trajets par heure). Le tram peut donc s'adapter facilement aux variations d'afflux des voyageurs entre heures creuses et heures de pointe.

À titre de comparaison, le prototype du bus le plus grand du monde, construit dans le cadre d'un projet de recherche à Dresde, offre, avec une longueur de 30 m et une capacité unitaire de 250 personnes, un débit opérationnel qui couvre à peu près la moitié de celui du tram.

L'avenue de la Liberté est aujourd'hui traversée par près de 270 bus urbains et interurbains aux heures de pointe (sans transport scolaire), tel que mentionné dans la brochure de la stratégie MoDu, soit 138 bus par heure en direction centre-ville. Les comptages sur l'avenue de la Liberté montrent que tous ces bus, tous types de lignes confondus, y inclus ceux qui ne desservent pas tous les arrêts longeant cet axe, transportent à l'heure de pointe du matin jusqu'à 4.900 voyageurs dans le sens gare centrale - centre-ville. S'y ajoutent jusqu'à 900 élèves des courses scolaires du sud-ouest et sud-est du pays ayant comme destination le campus Limpertsberg.

Le système de transports en commun actuellement en place dans la ville de Luxembourg est toutefois limité par la capacité des arrêts permettant les montées/descentes dans des conditions acceptables de sécurité respectivement de temps et par celle des carrefours devant assurer la fluidité du trafic bus par rapport à la circulation globale, ce qui influence directement la cadence maximale possible pour un service optimal.

De ce fait, la surcharge de bus dans l'avenue de la Liberté aux heures de pointe, avec en théorie un bus presque toutes les 27 secondes, s'exprime par une régularité et une ponctualité très dégradées, une circulation automobile fortement perturbée ainsi que des nuisances non négligeables pour l'environnement naturel et humain. Par exemple, une observation réalisée aux heures de pointe a montré, pour le trajet gare centrale-Hamilius, une circulation fortement perturbée des transports en commun, à laquelle s'ajoutent des temps d'attente aux arrêts principaux de un à trois minutes, ce qui entraîne une vitesse commerciale très faible d'environ 10 km/h (la vitesse commerciale prévue pour le tram est de 20 km/h).

Cette perturbation du bon fonctionnement du réseau bus se traduit également par un déséquilibre important de fréquentation de certaines courses. Ainsi, aux heures de pointe, certains bus sont bondés alors que d'autres sont presque vides.

Vu ce qui précède, on peut constater que l'actuel système de transports en commun urbain est en fait incapable de répondre adéquatement à la demande potentielle existante sur l'axe gare centrale - centre-ville. Ce constat se confirme aussi par le fait que, d'après les expériences à l'étranger, le débit opérationnel maximal dans des bonnes conditions se situe, en effet, à hauteur de 3.000 voyageurs/h/sens pour des bus, sous condition de l'utilisation exclusive d'un matériel roulant bi-articulé de 25 m.

Les comptages actuels montrent que 9.000 navetteurs arrivent en moyenne entre 7.15 et 8.15 heures à la gare centrale, dont 7.700 passagers par le biais du train et 1.300 passagers avec les bus régionaux en provenance du sud respectivement sud-est du pays. Parmi ces navetteurs, 40% continuent à pied respectivement à vélo vers leur destination, tandis que 60% des voyageurs utilisent les lignes de bus pour se rendre vers les différents quartiers de la ville de Luxembourg respectivement des communes limitrophes. Parmi ceux-ci, 3.600 personnes utilisent le bus pour se rendre à partir de la gare centrale au centre-ville.

La gare centrale est aujourd'hui desservie à l'heure de pointe par 177 bus régionaux (les deux directions prises ensemble), en majorité des bus en provenance des régions non desservies aujourd'hui et dans le futur par le train. L'introduction du tram dans la ville de Luxembourg, la réalisation des différents pôles d'échanges prévus dans la stratégie MoDu, qui constituent des interconnexions performantes entre les différents réseaux de transport, et la réorganisation du réseau des bus régionaux permettra d'optimiser les différentes lignes de bus et de diminuer ainsi pour la première phase du tram les bus arrivant à l'heure de pointe à la gare centrale et ayant leur terminus à cet endroit jusqu'à concurrence de 66 bus.

Le schéma d'exploitation prévoit pour le tram une cadence de cinq minutes à l'heure de pointe avec un renforcement des cadences selon les besoins. Le tram sera de la sorte parfaitement capable de répondre à la demande de mobilité de 4.700-5.500 voyageurs/h dans le sens prépondérant à cette heure de pointe pronostiquée pour l'horizon 2020. Par conséquent, le délai d'attente pour les passagers prenant le tram à la gare centrale ne devrait normalement pas dépasser les cinq minutes.

Le pôle d'échange Pont Rouge offrira une deuxième possibilité de raccordement efficace et performant des quartiers centraux de la capitale au réseau ferré tout en facilitant d'une manière directe les déplacements des nombreux navetteurs ayant pour destination les quartiers du plateau de Kirchberg et de la Ville-Haute. Ce nouveau pôle d'échange permettra aux voyageurs des gains de temps non négligeables en évitant de devoir systématiquement transiter par le centre-ville et la gare centrale. Le pôle d'échange Pont Rouge offrira notamment, en combinaison fonctionnelle avec un P&R d'envergure qui sera aménagé sur la ligne du Nord, une alternative attrayante pour accéder à la ville de Luxembourg depuis le nord du pays, tout en évitant la route du Nord et les bouchons à la jonction A7/A1 près de Kirchberg.

Selon les pronostics pour l'horizon 2020, il est prévu que quelque 1.500 voyageurs arriveront pendant l'heure de pointe par train au pôle d'échange Pont Rouge, dont environ un tiers en provenance du nord du pays et deux tiers par les trains via la gare centrale depuis l'ouest, le sud et l'est du pays. Parmi ces navetteurs, quelque 35% continueront à pied respectivement avec les bus, 40% se rendront avec le tram vers le plateau de Kirchberg et 25% se rendront avec le tram vers le centre-ville.

Le débit du tram est par conséquent suffisant pour pouvoir répondre à cette demande de mobilité étant donné que le tram arrivera au pôle d'échange avec un taux d'occupation moyen des rames d'environ 50%.

Le réseau des transports en commun, dont notamment le tram et les pôles d'échange correspondants, doit également posséder des réserves de capacités suffisantes pour le long terme vu que le développement polycentrique de la ville de Luxembourg constitue un processus en cours qui s'étirera encore sur plusieurs décennies. Compte tenu des capacités opérationnelles possibles, le pôle d'échange Pont Rouge, c'est-à-dire l'arrêt ferroviaire et le «shuttle» effectuant la liaison vers l'arrêt du tram, ainsi que le tram disposeront de réserves suffisantes pour absorber aussi à long terme les flux de voyageurs dans de bonnes conditions d'exploitation.

La réorganisation du réseau des transports en commun dans la ville de Luxembourg, suite à l'introduction du tram, prévoit les éléments suivants afin de pouvoir répondre adéquatement au développement polycentrique en cours de celle-ci:

- Les points de contact entre le train et les pôles de développement de la ville de Luxembourg seront multipliés en de nouveaux endroits stratégiques (pôles d'échange Pont Rouge, Howald et Hollerich) pour désengorger la gare centrale.

- Les lignes de bus RGTR seront raccordées au tram au niveau des pôles d'échange pour désengorger la gare centrale et le Centre Hamilius. Afin de desservir de façon adéquate le pôle de développement de Findel, des lignes de bus relieront celui-ci directement à la gare centrale sans passer par le centre-ville.

- Le tram constituera l'épine dorsale du réseau des transports en commun dans la ville de Luxembourg pour transporter, entre autres, efficacement les passagers en provenance du train respectivement des bus régionaux vers les différents pôles de développement.

- Les lignes de bus tangentielles relieront les différents pôles de développement entre eux sans passer par le centre-ville.

- Les bus AVL garderont leur fonction de transport en commun inter- et intra-quartiers sans pour autant offrir de desserte parallèle au tram.

Question 2227 (7.8.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **conclusions de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012:**

Lors de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012 ArcelorMittal, les syndicats et le Gouvernement ont trouvé un accord sur un plan industriel qui sécurise les sites de Belval et de Differdange. À côté des engagements de la part de l'État, ArcelorMittal s'est engagé à moderniser les deux sites pour un montant de 150 à 200 millions d'euros. En plus, l'entreprise s'est engagée à collaborer avec l'État afin d'engager des terrains pour des projets en vue de la construction de logements ou de zones d'activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels sont les progrès réalisés à ce jour au niveau du dossier des terrains?

- Ou et quels sont les terrains envisagés pour la construction de logements respectivement la création de nouvelles zones d'activités?

Réponse commune (23.10.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Comme convenu lors de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012, ArcelorMittal et les services du Ministère des Finances ont des discussions qui portent sur des terrains appartenant au groupe sidérurgique et qui sont, le cas échéant, susceptibles d'être utilisés pour des projets de logement ou des zones d'activités.

Après identification de ces terrains dans une première phase, différents services de l'État examinent notamment la conformité de ces projets par rapport aux prescriptions réglementaires actuelles et/ou sont en attente de résultats quant à la contamination éventuelle de ces sites.

À l'issue de ces examens, des propositions concrètes pourront être dégagées.

Question 2240 (17.8.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **bilan des aides et des mesures en matière de maintien de l'emploi et de lutte contre le chômage:**

Au cours des dernières années, la Chambre des Députés a adopté plusieurs projets de loi prévoyant une panoplie de mesures temporaires et définitives pour lutter contre le chômage et promouvoir l'emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1. Est-ce que le Ministère a déjà procédé à une évaluation de l'efficacité des différentes mesures en faveur de l'emploi au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quel est le bilan que l'on peut tirer de l'application des différentes mesures?

3. Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle évaluation s'impose?

Réponse (10.10.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Depuis 2006, le Ministère du Travail et de l'Emploi a procédé, à plusieurs reprises, à des évaluations de l'efficacité de différentes mesures en faveur de l'emploi. Ces évaluations ont été réalisées, selon des critères scientifiques, par le CEPS/INSTEAD. Plusieurs rapports ont été remis au Ministère et les résultats ont été présentés et discutés dans le cadre de réunions de l'Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi, de la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés, au Comité permanent du travail et de l'emploi, dans des séminaires plus académiques du Statec et du CEPS/INSTEAD, à la presse ainsi que dans le cadre d'une grande conférence publique portant sur l'évaluation des politiques publiques organisée par l'Observatoire de l'Emploi (RETEL) en mai 2012.

En 2006, une première évaluation a porté sur l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi octroyées par l'ADEM (CAT privé et public, SRP, formation, mesures spéciales, pool des assistants, …). Depuis 2007, le Ministère évalue de façon régulière le CIE et le CAE instaurés par la loi 5611 ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les dispositions temporaires dans le cadre de la crise (par exemple, l'introduction du CIE-EP). Cependant, sur avis d'experts en évaluation, d'autres mesures en faveur de l'emploi n'ont pas pu être soumises à une évaluation rigoureuse, faute de données adéquates. En ce qui concerne les mesures à venir, l'évaluation scientifique fera partie intégrante de tout dispositif d'aide en faveur de l'emploi qui sera mis en place.

2. Le bilan des évaluations est globalement positif. Les résultats montrent l'importance de distinguer entre les différentes mesures qui ont été mises en place au cours des années. Chacune de ces mesures a son propre objectif, sa propre population cible et sa propre méthode d'implémentation. Il s'agit alors de procéder à une vraie évaluation scientifique. Ainsi, il ne suffit pas de voir combien de demandeurs d'emploi ont trouvé un emploi à la sortie d'une mesure, mais combien des demandeurs d'emploi qui ont trouvé un emploi à la sortie de la mesure n'auraient pas trouvé d'emploi s'ils n'avaient pas suivi la mesure en question. L'application de méthodes scientifiques pertinentes à des données spécialement mis en place pour l'exercice garantit alors la fiabilité des conclusions.

Les principales conclusions, retenues par le CEPS/INSTEAD, concernant les mesures CIE et CAE sont les suivantes.

Le CIE

Critère d'insertion: le CIE permet-il d'augmenter les chances de trouver un emploi?

Sur 100 bénéficiaires de CIE, la situation six mois après la fin de la mesure est la suivante:

- 25 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;

- 50 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé par eux-mêmes, même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;

- 25 ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en six mois) s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure.

Si on laisse aux chômeurs davantage de temps pour trouver un emploi, l'efficacité du CIE se réduit. En effet, après 18 mois, les chiffres sont les suivants:

- 15 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;

- 73 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;

- 12 ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en 18 mois) s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure.

Ainsi, à court terme (six mois), le CIE augmente les chances d'insertion puisque 25 chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. À long terme (18 mois) de recherche d'emploi, l'efficacité du CIE diminue puisque seuls douze chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. Ainsi, parmi les 25 bénéficiaires qui se sont insérés après six mois, 13 auraient fini par trouver un emploi après 18 mois s'ils n'avaient pas eu de mesure; certes ils se seraient insérés moins rapidement mais ils se seraient insérés quand même.

L'efficacité du CIE s'explique essentiellement par le fait que de nombreux stagiaires sont recrutés par l'entreprise-partenaire du stage à la fin de la mesure. En effet, parmi les chômeurs recrutés par l'entreprise partenaire du stage, la moitié (48%) n'aurait pas trouvé d'emploi après six mois. Le CIE est donc très efficace pour placer des jeunes chômeurs en entreprise. En revanche, pour ceux qui n'ont pas été recrutés par le promoteur du stage et qui doivent chercher un emploi après la fin de la mesure, l'impact du CIE en termes d'employabilité est nul: pour eux, le CIE n'augmente pas les chances d'insertion. Autrement dit, les personnes qui ont fait un stage d'une année dans une entreprise n'ont pas plus de chances de trouver un emploi qu'avant le stage. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, deux hypothèses pourraient expliquer cette situation:

i) le contenu des stages pourrait être basé sur des apprentissages soit de mauvaise qualité soit trop spécifiques pour être valorisables dans une autre entreprise. Cette hypothèse leur semble être peu vraisemblable dans la mesure où il est difficile de prétendre qu'une année de stage dans une entreprise ne contribue pas tant soit peu à améliorer les compétences du stagiaire.

ii) il existerait un effet de stigmatisation lié au fait que les demandeurs d'emploi placés en CIE et n'ayant pas fait l'objet d'une embauche par l'entreprise-partenaire renvoient un «signal négatif» aux employeurs qui interprètent le fait de ne pas avoir été maintenu dans l'entreprise comme un signe d'insatisfaction du promoteur. Cet effet serait directement lié au fait que certaines entreprises considéreraient le CIE, non pas comme une formation offerte par les entreprises à des jeunes en difficulté mais comme une procédure de recrutement; l'entreprise choisirait un candidat qu'elle embauche par le biais d'un CIE, ce qui lui permettrait d'obtenir un subside réduisant le coût du salarié. Le CIE constituerait ainsi une mesure hybride poursuivant simultanément deux objectifs potentiellement conflictuels. Dans cette perspective, il deviendrait naturel que les entreprises hésiteraient à recruter une personne qui n'a pas été retenue au terme du CIE par un autre employeur.

Critère de stabilité: le CIE réduit-il, pour ceux qui ont trouvé un emploi, le risque de récurrence du chômage?

L'efficacité du CIE diffère selon qu'il y a interruption ou non de la mesure. Parmi les jeunes chômeurs qui se sont insérés dans l'entreprise-partenaire, 75% des chômeurs n'ont pas connu de récurrence de chômage au cours des 18 mois suivant la fin de leur stage alors que cela aurait été le cas de 49% d'entre eux s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure. L'efficacité du CIE est donc très forte (+26 points). En effet, 26 personnes sur 100 auraient connu une récurrence de chômage au cours des 18 mois suivant leur stage alors que, grâce au CIE, ils ont pu éviter ce retour à une situation de non emploi. Selon les chercheurs du CEPS/INSTEAD, ce résultat ne doit pas être interprété comme un effet positif du CIE à proprement parler. En effet, il pourrait refléter uniquement le fait que le CIE soit utilisé par l'entreprise comme une période d'essai. De ce fait, quand la personne est embauchée, l'entreprise a déjà l'assurance de sa qualité, ce qui n'est pas le cas dans une embauche qui ne passe pas par un CIE.

Critère du salaire: les emplois auxquels accèdent les bénéficiaires d'un CIE sont-ils plus, moins ou autant rémunérateurs que les autres?

Parmi les stagiaires qui trouvent un emploi à la fin de leur stage, 28% touchent des salaires qui sont au moins 10% plus élevés que ceux qu'ils auraient pu percevoir s'ils n'avaient pas bénéficié d'une mesure. Pour eux, les mesures ont clairement un effet en termes d'amélioration du capital humain, effet qui se traduit par un «bonus» sur le salaire.

Pour 39% des CIE, en revanche, on observe que les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont inférieurs à ceux qui auraient été obtenus sans mesure. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, deux éléments peuvent expliquer cette situation:

- d'abord l'existence d'un second effet de stigmatisation, qui, contrairement à celui qui a été mis en évidence dans les développements sur l'insertion, n'opère pas sur la décision de recruter la personne ayant bénéficié d'une mesure, mais sur la détermination du salaire ou sur la nature du poste offert: en d'autres termes, l'employeur est prêt à recruter une personne ayant suivi une mesure, mais à moindre coût ou sur un poste moins qualifié;

- l'autre élément concerne le comportement des demandeurs d'emploi: on peut supposer que certaines personnes ayant réalisé un stage dans le cadre d'une mesure et n'ayant pas été recrutées à son terme se trouvent dans une situation telle qu'elles pourraient être amenées à diminuer sensiblement leurs prétentions salariales et à accepter des rémunérations inférieures à celles auxquelles elles auraient pu prétendre.

Enfin, dans 33% des CIE, les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont tout à fait identiques à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure: pour les individus concernés, les mesures ne sont ni valorisantes, ni pénalisantes.

Le CAE

Critère d'insertion: le CAE permet-il d'augmenter les chances de trouver un emploi?

Sur 100 bénéficiaires de CAE, la situation six mois après la fin de la mesure est la suivante:

- 62 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;

- 32 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé par eux-mêmes, même s'ils n'avaient pas bénéficié du CAE;

- six ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en six mois) sans la mesure.

Si on laisse aux chômeurs davantage de temps pour trouver un emploi, mécaniquement, l'efficacité du CAE se réduit. En effet, après 18 mois, les chiffres sont les suivants:

- 38 bénéficiaires n'ont pas trouvé d'emploi;

- 56 ont trouvé un emploi, mais auraient trouvé même s'ils n'avaient pas bénéficié du CIE;

- six ont trouvé un emploi et n'en auraient pas trouvé (en 18 mois) sans la mesure.

Ainsi, à court terme (six mois), le CAE augmente les chances d'insertion puisque six chômeurs supplémentaires sur 100 ont trouvé un emploi alors qu'ils n'y seraient pas arrivés seuls. À long terme, l'efficacité du CAE se maintient.

La faible efficacité des stages dans le secteur public, comparé aux stages dans le secteur privé, avait déjà été constatée dans l'ancien dispositif des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Toutefois, l'efficacité du CAE est bien supérieure à celle du CAT-public, l'équivalent des CAE avant la loi 5611. D'après les chercheurs du CEPS/INSTEAD, cette plus grande efficacité pourrait s'expliquer, du moins en partie, par les modifications qui ont été apportées au dispositif, notamment en termes de plans de formation et d'encadrement du stagiaire.

La différence fondamentale entre le CIE et le CAE réside dans le fait que, contrairement au CIE, le CAE n'est pas destiné à offrir une réelle perspective d'emploi dans l'établissement public où se déroule le stage. Par conséquent, si l'on veut comparer les performances des CIE et CAE en termes d'insertion, il faut comparer les CAE aux CIE qui ne se sont pas insérés dans l'entreprise de stage. Pour ces deux groupes, l'efficacité des mesures concerne l'effet «formation - employabilité». Une telle comparaison montre que les deux mesures ont des résultats très proches: +4 points pour le CIE et +6 points pour le CAE. L'efficacité des CIE est très proche de celle des CAE.

Critère de stabilité: le CAE réduit-il, pour ceux qui ont trouvé un emploi, le risque de récurrence du chômage?

Les effectifs sont insuffisants pour évaluer l'efficacité du CAE selon le critère de stabilité car les effectifs sont insuffisants.

Critère du salaire: les emplois auxquels accèdent les bénéficiaires d'un CAE sont-ils plus, moins ou autant rémunérateurs que les autres?

Pour le CAE, 29% des stagiaires (contre 28% pour le CIE) qui trouvent un emploi après leur stage touchent des salaires qui sont au moins 10% plus élevés que ceux qu'ils auraient pu percevoir s'ils n'avaient pas bénéficié d'une mesure. Pour eux, les mesures ont clairement un effet en termes d'amélioration du capital humain, effet qui se traduit par un «bonus» sur le salaire.

Pour 37% des CAE (contre 29% pour le CIE), en revanche, on observe que les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont inférieurs à ceux qui auraient été obtenus sans mesure.

Enfin, dans 34% des CAE (contre 33% pour le CIE), les salaires auxquels accèdent les personnes ayant bénéficié d'une mesure sont tout à fait identiques à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils n'avaient pas bénéficié de la mesure: pour les individus concernés, les mesures ne sont ni valorisantes, ni pénalisantes.

3. L'évaluation des mesures sera poursuivie et certaines adaptations, notamment des mesures jeunes, mais aussi de l'aide au réemploi seront présentées en conséquence.

Question 2242 (20.8.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **établissements publics:**

Un article paru au «Luxemburger Wort» en date du 20 août 2012 décrit les difficultés pour obtenir un aperçu détaillé et complet des établissements publics et fait état des divergences qui existent entre les différentes sources.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- si Monsieur le Premier Ministre peut m'indiquer les raisons de ces divergences qui prêtent à confusion.

- Aussi voudrais-je demander à Monsieur le Premier Ministre s'il est possible de faire établir une liste complète et unique regroupant tous les établissements publics avec les dotations financières étatiques annuelles.

Réponse (30.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans sa question parlementaire Madame la Députée fait état des divergences, qui existent au niveau des établissements publics entre les différentes sources d'information (Budget de l'État, Trésorerie de l'État, Statec, Code administratif…) et qui prêtent à confusion. Les raisons proviennent en partie des différences d'optique, de définition et d'approche de ces sources.

La liste figurant ci-contre renseigne un à un et dans l'ordre alphabétique l'ensemble des établissements publics, tels que définis ci-après:

Liste des établissements publics:

Banque et Caisse d'Épargne de l'État

Banque centrale du Luxembourg

Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster

Centre de Coordination des projets d'établissements

Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques

Centres, Foyers et Services pour personnes âgées (Servior)

Centre Hospitalier de Luxembourg

Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique

Centre Hospitalier du Nord

Centre de musiques amplifiées

Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation

Centre National Sportif et Culturel

Centres de Recherche Publics:

- CRP Henri Tudor

- CRP Gabriel Lippmann

- CRP-Santé

Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains

Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe

Chambres professionnelles:

- Chambre d'Agriculture

- Chambre des Artisans

- Chambre de Commerce

- Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics

- Chambre des Métiers

- Chambre des Salariés

Commissariat aux Assurances

Commission nationale pour la protection des données

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Communauté des Transports

Entreprise des Postes et Télécommunications

Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall

Fonds Belval

Fonds de la Coopération au développement

Fonds culturel national

Fonds pour le développement du logement et de l'habitat

Fonds de lutte contre le trafic de stupéfiants

Fonds national de la recherche

Fonds national de solidarité

Fonds national de soutien à la production audiovisuelle

Fonds de rénovation de la Vieille Ville

Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau du Kirchberg

Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue

Institutions de sécurité sociale:

- Association d'Assurance contre les Accidents

- Caisse Nationale d'Assurance Pension

- Caisse National de Santé

- Caisse Nationale des Prestations Familiales

- Caisses de Maladie (CMFEP, CMFEC, Entraide Médicale de la SNCFL)

- Centre commun de la sécurité sociale

- Fonds de compensation

- Mutualité des employeurs

Laboratoire National de Santé (à partir du 1er janvier 2013)

Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte

Office Commercial du Ravitaillement

Office du Ducroire

Office National du Remembrement

Parc Hosingen

Radio Socioculturelle

Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte

Service de Santé au Travail Multisectoriel

Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Université du Luxembourg

Tous ceux qui touchent une contribution annuelle à travers le budget de l'État sont mis en évidence en caractères gras.

Les établissements publics qui n'ont pas été mis en évidence, ne touchent pas de contribution du budget de l'État. Il en est ainsi, en principe, de tous les établissements publics «marchands» qui génèrent des recettes et qui ont un budget propre (BCEE, BCL, EPT...).

Au niveau de la terminologie, il convient de noter que le terme «établissements publics» est susceptible de désigner suivant le contexte de son emploi, deux types d'entités différentes:

1) En droit administratif et dans sa signification juridique effective, le terme d'«établissements publics» désigne les services publics disposant de la personnalité juridique propre, distincte de celle de l'État et des communes, et qui ne peut être conférée que par une loi.

2) Dans la terminologie du Système Européen de Comptes nationaux et régionaux «SEC 95», plus amplement précisée entre autres dans le volume III du projet de budget, il est précisé que les unités institutionnelles qui font partie du secteur des administrations publiques englobent en dehors de l'État et des communes, les organismes administratifs publics[1] qui gèrent et financent un ensemble d'activités consistant pour l'essentiel à fournir à la collectivité des biens et des services non marchands, ainsi que les institutions sans but lucratif dotées de la personnalité juridique qui sont des autres producteurs non marchands contrôlés et majoritairement financés par des administrations publiques.

Ces entités sont parfois désignées en raccourci par «établissements publics», puisque ces derniers en constituent la grande majorité (alors que tous les établissements publics au sens juridique ne relèvent pas de cette catégorie dans la terminologie abrégée, utilisée pour désigner les entités consolidées dans le cadre de l'administration publique dans le système SEC 95).

Exemples d'entités appartenant:

- à la catégorie 1 et non à la catégorie 2: Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat à coût modéré

- à la catégorie 2 et non à la catégorie 1: L'Office national du Tourisme

La liste de ces dernières entités, consolidées dans le cadre du système SEC 95, est indiquée chaque année au volume III du projet de budget, qui énumère à cet égard précisément la catégorie des «établissements publics, fondations, GIE».

[1] Autres que les producteurs publics constitués en sociétés publiques, ou dotés d'un statut qui leur confère la personnalité juridique, ou encore classés dans les quasi-sociétés, lorsque ces producteurs relèvent des secteurs des sociétés financières ou non financières

Q24

Afin de distinguer ces entités dans le relevé demandé par la Chambre des Députés, des établissements non consolidés dans le cadre du système SEC 95, ces derniers - la minorité - sont signalés par le sigle «NC» («non consolidé») dans une colonne à part du relevé ci-après.

Il y a enfin lieu de mentionner la catégorie particulière des établissements publics de la sécurité sociale qui relèvent bien du premier type d'établissements publics, mais qui constituent au sens du SEC 95 un secteur à part, le secteur de la sécurité sociale, considéré et consolidé à part, à côté des secteurs de l'Administration centrale (regroupant les établissements publics de l'État) et des administrations locales (regroupant ceux des communes).

Il en découle que ces établissements publics ne bénéficient pas d'une dotation à proprement parler, mais de contributions de l'État définies par le Code de la sécurité sociale.

Ci-après la liste des établissements publics de l'État, ainsi que des autres entités consolidées dans le cadre du SEC 95 (sauf ceux sous l'autorité des communes), par Ministère de tutelle, avec indication des dotations budgétaires de l'État:

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Ministère d'État

(en euros)

Nom de l'établissement public	NC[1]	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Commission de Protection des Données		00.8.41.011	1.488.000	1.494.700	1.645.200
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle		00.8.41.012	6.500.000	6.480.000	20.000.000
Total			7.988.000	7.974.700	21.645.200

Ministère de la Culture

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Radio socio-culturelle 100,7	02.0.41.010	4.330.000	4.327.993	4.540.758
Centre culturel de rencontre, Abbaye de Neumünster	02.0.41.011	3.380.000	3.180.000	3.000.000
Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte*	02.0.41.012	7.900.000	7.480.000	20.179.000
Centre de Musiques Amplifiées	02.0.41.013	2.250.000	2.220.000	2.435.000
Total		17.860.000	17.207.993	30.154.758

* Remarque: À partir du 1er janvier 2012, l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et la Fondation Henri Pensis chargée de la gestion de l'orchestre philharmonique du Luxembourg ont été fusionnés en une entité juridique.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Université du Luxembourg	03.1.41.010	72.000.000	87.600.000	101.666.674
Fonds national de la recherche	03.2.41.013	40.300.000	35.240.000	45.000.000
Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe	03.2.41.014	3.767.000	3.767.000	3.900.000
Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques	03.2.41.015	9.100.000	9.100.000	10.150.000
Centre de Recherche public Gabriel Lippmann	03.2.41.018	13.200.000	13.200.000	15.300.000
Centre de Recherche public Henri Tudor	03.2.41.019	20.400.000	20.400.000	22.420.000
Centre de Recherche public Santé	03.2.41.020	19.100.000	19.100.000	21.500.000
Total		177.867.000	188.407.000	219.936.674

Ministère des Finances

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Société Nationale de Crédit et d'Investissement	NC	34.0.81.040	-	91.535.483	-
Total			-	91.535.483	-

Ministère des Classes moyennes et du Tourisme

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Chambre des Métiers*	NC	06.0.41.000	3.305.250	3.287.583	3.365.421
Chambre de Commerce*	NC		940.725	936.021	958.183
Office National du Tourisme		06.1.33.015	1.975.000	1.977.981	2.100.000
Total			6.220.975	6.201.585	6.423.604

* Remarque: Participation de l'État aux frais des services de promotion professionnelle des deux Chambres

Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics	NC	08.0.41.000	37.185	37.185	37.185
Total			37.185	37.185	37.185

Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Centre de coordination des projets d'établissement	10.0.41.010	117.722	300.000	534.535
Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue	11.3.41.010	1.508.000	1.508.000	1.774.000
Total		1.625.722	1.808.000	2.308.535

Département des Sports

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Centre National Sportif et Culturel	11.6.41.010	6.800.000	6.200.000	6.425.000
Total		6.800.000	6.200.000	6.425.000

Ministère de la Famille et de l'Intégration

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Fonds national de solidarité	section 12.4	262.683.436	294.883.563	310.543.082
Caisse Nationale des Prestations Familiales [2]	section 12.5	1.095.152.071	1.081.878.569	1.033.323.007
Total		1.357.835.507	1.376.762.132	1.343.866.089

Ministère de la Santé

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Centre thermal et de santé de Mondorf*	NC	section 14.3	2.539.449	2.718.729	2.655.609
Total			2.539.449	2.718.729	2.655.609

* Remarque: Ce montant est alloué au Centre thermal et de santé de Mondorf (CTS) en vertu de la convention conclue entre le CTS et l'État, réglant la participation de l'État aux frais d'entretien du parc thermal sur base de l'article 17 de la loi organique du CTS (loi du 18 décembre 1987).

Ministère du Logement

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat	NC	45.0.81.030	10.000.000	11.500.000	1.000.000
Total			10.000.000	11.500.000	1.000.000

Ministère de la Sécurité sociale

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Association d'assurance accident	section 18.1	6.856.297	5.060.000	40.421.624
Caisse Nationale d'Assurance Pension	section 18.0	1.169.916.561	1.228.566.686	1.303.014.657
Caisse Nationale de Santé	section 17.5	977.512.569	861.456.803	917.656.099
Centre commun de la Sécurité sociale [3]	-	-	-	-
Fonds de compensation	-	-	-	-
Mutualité des Employeurs [4]	section 17.8	-	25.000.000	25.000.000
Total		2.154.285.427	2.120.083.489	2.286.092.380

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(en euros)

Nom de l'établissement public		Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Office National du Remembrement		19.0.41.011	5.000.000	4.000.000	4.000.000
Chambre d'Agriculture	NC	19.0.33.013 partie du crédit	638.138	559.368	734.100
Total			5.638.138	4.559.368	4.734.100

Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Transports

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
		2010	2011	2012
Communauté des Transports	20.7.33.001	4.480.000	4.480.000	7.500.000
Total		4.480.000	4.480.000	7.500.000

Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des Travaux publics

(en euros)

Nom de l'établissement public	Article budgétaire	Article budgétaire	Dotation budgétaire		
			2010	2011	2012
Fonds Kirchberg	04.8.93.000	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	-	-	100
Fonds Vieille Ville	04.8.93.001	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	430.751	-	500.000
Fonds Belval	04.8.93.002	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	-	-	100
Fonds Belval	21.5.41.010	Frais de fonctionnement	2.600.000	2.750.000	3.000.000
Fonds Belval	21.5.93.000	Crédits contractés: remboursement d'intérêts	1.359.583	2.300.967	4.400.000
Fonds Belval	51.5.93.000	Crédits contractés: remboursement du capital	-	-	100
Fonds Belval	51.5.93.001	Entretien constructif: remboursement des frais	-	-	207.100
Total			4.390.334	5.050.967	8.107.300

Question 2244 (20.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation de la langue allemande lors des échanges de courriers entre les administrations et des administrés handicapés:**

D'Gebäerdesprooch gëtt deene meeschte gehéierbehënnerte Leit hei am Land iwwert déi däitsch Sprooch bäibruecht. Vill gehéierbehënnert Leit hunn dowéinst Schwieregkeete mat der franséischer Sprooch.

Et ass awer leider esou, datt, wa si enger Verwaltung op Däitsch schreiwen, d'Äntwert dacks awer op Franséisch ass. Dowéinst wollt ech dem Här Minister fir d'Öffentlech Funktioun dës Fro stellen:

- Ass et méiglech, d'Sproochebestëmmunge bei de Verwaltungen esou unzepassen, datt d'Verwaltunge mussen (an net kënnen) op Däitsch äntwerten, wa si vun enger gehéierbehënnerter Persoun op Däitsch ugeschriwwe ginn, déi an hirem Bréif extra op hir Behënnerung hiweist an dowéinst och gär eng Äntwert op Däitsch hätt?

Réponse (19.11.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

A senger parlamentarescher Ufro N°2244 wëllt den Här Deputéierte Fernand Kartheiser wëssen, ob et méiglech ass, d'Sproochebestëmmunge fir héiergeschiedegt Persounen esou unzepassen, datt d'Verwaltung muss op Däitsch äntwerten, wa si vun enger betraffener Persoun op Däitsch ugeschriwwe gëtt, dat, well d'Gebäerdesprooch deene meeschten héiergeschiedegte Leit iwwert déi däitsch Sprooch bäibruecht gëtt.

Als Äntwert wéilt ech den Här Deputéierte fir d'Éischt drun erënneren, datt den Artikel 4 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochegebrauch virgesäit, datt d'Verwaltung, esouwäit et méiglech ass - „dans la mesure du possible" -, an där Sprooch muss äntwerten, an där de Bierger seng Ufro gestallt huet.

Ech wëll des Weideren informéieren, datt ech de Regierungsrot a senger Sëtzung vum 29. Juni 2012 mat der Problematik vum Sproochegebrauch an der Verwaltung befaasst hunn. Et ass zur Kenntnis geholl ginn, datt héiergeschiedegt Leit an déi, déi Léierschwieregkeeten hu respektiv déi ee liichte mentalen Handicap opweisen, déi franséisch Sprooch net oder manner gutt beherrschen. Déi meescht genotzte Sprooch an der schréftlecher Kommunikatioun tëschent dem Bierger an der Verwaltung zu Lëtzebuerg ass awer Franséisch.

Ech konnt de Regierungsrot informéieren, datt de staatlechen Zentrum fir Informatiounstechnologien (Centre des technologies de l'information de l'État - CTIE) verschidden Instrumenter ausgeschafft huet, déi Persoune mat enger Behënnerung den Zougang zu den Informatiounen am Zesummenhang mat staatleche Servicer soll erliichteren. Esou kënnen zum Beispill eng ganz Rei Internetsäiten an e puer Sproochen opgeruff ginn, respektiv sinn déi Säiten iwwerschafft ginn, fir d'Informatiounen op eng méi einfach an transparent Aart a Weis ze presentéieren.

D'Verwaltung wäert och an Zukunft hir Ustrengunge verstäerken, fir de visuellen, kognitiven an auditiven Defiziter vun de Bierger gerecht ze ginn, an dat virun allem am Schréftwiessel, an deem eng einfach a kloer Sprooch genotzt gëtt an natierlech, esouwäit et méiglech ass, an där Sprooch geäntwert gëtt, an där d'Ufro gestallt ginn ass.

An deem Kontext hunn ech déi staatlech Verwaltungen a Servicer nach eng Kéier un d'Wichtegkeet vun der Uwendung vum Artikel 4 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproochegebrauch erënnert, fir de Bedierfnesser vun alle Bierger gerecht ze ginn an hinnen en adequaten Zougang zu den Informatiounen ze garantéieren.

Question 2246 (21.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **langue des signes dans les médias luxembourgeois:**

Iwwert d'Gebäerdesprooch an Ënnertitelen op Däitsch oder Lëtzebuergesch op der Televisioun kéinte vill gehéierbehënnert Persoune méi aktiv um gesellschaftlechen a kulturelle Liewe bedeelegt ginn. Dowéinst wollt ech dem Här Kommunikatiouns- a Mediëminister dës Froe stellen:

1. Wëllt den Här Minister bei de lëtzebuergeschen Televisiounschaînen intervenéieren, fir

datt bei den Emissiounen a virun allem bei den Neiegkeeten eng Iwwersetzung an d'Gebäerdesprooch ageblennt gëtt?

2. Wëllt den Här Minister derfir suergen, datt a méi groussem Ëmfank, z. B. bei franséischsproochege Bäiträg, Ënnertitelen op Däitsch oder Lëtzebuergesch ageblennt ginn?

Réponse (24.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

1. D'Direktiv Télévison sans frontières, déi 2007 fir d'Lescht iwwerschafft ginn ass, gesäit vir, dass d'Mitgliedsstaten déi Televisiounschaînen, déi ënner hirer Kompetenz ausstrahlen, encouragéieren, fir dass hir Servicer progressiv besser accessibel gi fir Persounen, déi séibehënnert sinn oder schlecht héieren. Mir hunn d'Televisiounschaînen an engem Bréif op dës Bestëmmungen higewisen a gefrot, dass si ons matdeelen, wat se an dësem Kontext ënnerhuele wëllen.

Et muss een awer wëssen, dass déi meeschten Televisiounschaînen, déi ënner lëtzebuergescher Kompetenz ausstrahlen, e ganz klenge Publikum erreechen, an dass op där anerer Säit esou eng Mesure ganz deier ass a sech duerfir fir déi kleng Chaînen net rechent.

D'CLT-UFA huet sech awer bereet erkläert, fir ab 2013 e puer Emissioune pro Joer mat Gebäerdesprooch (vu Lëtzebuergesch op Däitsch, well et gëtt kee Fachmann, deen d'Gebäerdesprooch vu Lëtzebuergesch op Franséisch beherrscht) ze iwwerdroen. Déi Emissioune gi mam Averständnes vun der Regierung erausgesicht an et wäert sech bei deenen Emissiounen ëm Emissiounen handelen, déi engem öffentlechen Interessi entspriechen.

De Gesetzesprojet, deen de Système de surveillance an dem Mediëberäich ofännere soll, gesäit vir, der neier Autoritéit d'Missioun ze ginn, fir d'Chaînë weider an dësem Domän ze encouragéieren.

Wat onse Service public ugeet, esou steet an der Convention de service public:

«Art 1.3. - Conscientes du fait qu'il est important de veiller à ce que les personnes malentendantes aient accès au programme de télévision de service public, les parties s'engagent à étudier avec les acteurs concernés, et à mettre le cas échéant en œuvre, toute solution appropriée et économiquement viable qui aurait pour but de réaliser cet objectif.»

Wéi et aus dësem Artikel ervirgeet, geet et net nëmmen ëm d'Gebäerdesprooch, mä allgemeng ëm Moossnamen, déi zum Zweck hunn, de séi- oder gehéierbehënnerte Leit de Service-public-Programm besser zougänglech ze maachen. An dësem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'CLT-UFA jo scho säit Längerem en Internetsite huet, op deem ee sech iwwer verschidden Elementer, déi och ausgestrahlt ginn, kann informéieren.

2. Am Moment gëtt et keng Basis am Gesetz vum 27 Juli 1991 iwwert d'elektronesch Medien, fir esou eng Verflichtung virzegesinn. Wat dëse Punkt ugeet, esou trëfft och fir d'Ablende vun Ënnertitelen, sief et op Däitsch oder Lëtzebuergesch, zou, dass déi deier sinn an eng iwwerproportionéiert Charge fir den Televisiounsbedreiwer duerstellen, deem säi Publikum oft net ganz grouss ass.

Wat de lëtzebuergeschen Televisiounsprogramm ugeet, esou ginn d'Noriichte souwuel mat franséische wéi däitschen Ënnertitelen iwwerdroen.

Si kënnen iwwer Videotext-Funktioun (Tafel 444 an 888) aktivéiert ginn.

Question 2251 (21.8.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **balsamine de l'Himalaya:**

La balsamine de l'Himalaya (Impatiens glandulifera) est une plante dite invasive qui s'est propagée ces derniers temps de manière progressive aux abords de certains cours d'eau du pays tels la Sûre ou l'Our en envahissant par-ci par-là des terrains étendus (p. ex. le site «Bierdenerhals» dans la vallée entre Michelau et Erpeldange-sur-Sûre). Il en est de même de la berce du Caucase (Heracleum mantegazzianum), une plante envahissante qui peut causer sous certaines conditions des brûlures sérieuses chez l'être humain.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur ces deux plantes, notamment en ce qui concerne leur mode de propagation et leur toxicité?

- Quelles sont les menaces pour l'environnement naturel, particulièrement pour la biodiversité?

- Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il développé une démarche en vue de freiner, voire d'empêcher la diffusion rapide de ces deux plantes? Dans l'affirmative, quels seraient les moyens de lutte mis en œuvre?

- Les riverains des cours d'eau, les pêcheurs et autres citoyens concernés sont-ils régulièrement informés des risques liés aux plantes appelées invasives?

Réponse (9.10.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La question parlementaire de l'honorable Député André Bauler concerne deux plantes dites invasives, à savoir la balsamine de l'Himalaya et la berce du Caucase.

Depuis une dizaine d'années, l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF) et le Musée d'Histoire Naturelle (MNHN) ont développé une collaboration exemplaire dans le dossier des plantes invasives. Cette collaboration comporte un volet scientifique assumé par le MNHN et un volet pratique assumé par l'ANF. En effet, l'ANF présente l'avantage de compter parmi ses collaborateurs des agents techniques (préposés et ouvriers) répartis sur la totalité du territoire et qui peuvent exécuter des mesures concrètes sur le terrain.

Les deux institutions précitées ont analysé le cas de trois plantes invasives, à savoir la balsamine de l'Himalaya , la renouée (Fallopia) et la berce du Caucase.

Après l'analyse des dossiers établis, l'ANF et le MNHN ont concentré les efforts de lutte sur une seule de ces trois plantes, à savoir la berce du Caucase. En effet, cette plante présente un grand danger pour la santé humaine en ce sens qu'elle produit un liquide qui au contact du soleil provoque de très graves brûlures. Les deux autres espèces sont bien présentes sur la totalité du territoire national. Elles présentent la capacité d'étouffer la végétation naturelle, notamment celle des cours d'eau en ce qui concerne la balsamine de l'Himalaya. Après une première analyse comprenant notamment une analyse du danger des trois espèces analysées, les efforts de lutte se sont donc concentrés sur la berce du Caucase.

Après l'établissement d'un inventaire des sites de la berce du Caucase et après une analyse des moyens de lutte, des formations concrètes ont été organisées pour les administrations et institutions suivantes: Administration de la Nature et des Forêts, Administration des Services techniques de l'Agriculture, Administration des Ponts et Chaussées, Administration de la Gestion de l'Eau et les stations biologiques. En effet, les responsables de l'ANF et du MNHN voulaient se faire assister dans la lutte contre cette plante dangereuse par le plus grand nombre d'agents présents sur la totalité du territoire. Ainsi, de nombreux agents de toutes les instances précitées ont pris connaissance de la biologie, du danger concret et des moyens de lutte contre la berce du Caucase. Ainsi, l'élimination de la berce du Caucase constitue une activité régulière pour les agents concernés.

Finalement il y a lieu de relever que le dossier des organismes invasifs (espèces animales et végétales, champignons et virus) devra être au centre de l'attention, tant en ce qui concerne le volet écologique que le volet économique.

Question 2255 (27.8.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **mesures en faveur de l'emploi des jeunes:**

Depuis des années le chômage des jeunes ne cesse de croître et ceci d'autant plus fortement pendant les mois de septembre et d'octobre (mois de la rentrée scolaire). Toutes les études récentes publiées en la matière démontrent que seule une qualification adéquate correspondant aux demandes du marché de l'emploi peut constituer un remède contre ce fléau. En particulier, les mesures en faveur de l'emploi peuvent donner aux jeunes la chance de s'intégrer sur le marché de l'emploi.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- si les analyses publiées en la matière par le CEPS au début de cette année ont donné lieu à une réflexion au sein du service de l'emploi des jeunes visant à adapter les différentes mesures en faveur de l'emploi des jeunes, et

- s'il est prévu d'analyser toutes les mesures, y compris les aides financières accordées aux entreprises qui engagent des apprentis, afin de pouvoir mesurer leur impact sur la politique de recrutement des jeunes par les entreprises.

- En quoi consiste précisément le «pacte jeune» annoncé par Monsieur le Ministre? Comment cette nouvelle initiative du Ministère s'intègre-t-elle dans le pacte pour la jeunesse 2012-2014 du Gouvernement?

- Eu égard à la panoplie de mesures existantes qui s'adressent au même public-cible (CAE, CIE, CIE-EP, service volontaire, stages des initiatives sociales,...), quel ministère est en charge de la coordination des différentes mesures en faveur de l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi?

Réponse (22.10.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Les mesures principales en faveur de l'emploi des jeunes qui sont inscrits dans l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), à savoir le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) et le contrat d'appui-emploi (CAE), ont été modifiées par la loi du 11 novembre 2009 afin d'atténuer les effets de la crise financière et économique sur ladite population. La même loi a également introduit une variante du CIE, à savoir le contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique (CIE-EP), afin d'offrir aux jeunes diplômés de meilleures chances de pouvoir acquérir une expérience pratique, facilitant ainsi leur entrée sur le marché du travail.

Cette modification, initialement pour une année, a été prolongée en 2010 et 2011 et vient à échéance le 31 décembre 2012.

Afin de pouvoir agir en toute connaissance de cause sur ce volet, dont l'importance pour les jeunes demandeurs d'emploi ne peut être mise en cause, le Ministère du Travail et de l'Emploi a mandaté le CEPS/INSTEAD de procéder à une évaluation des mesures modifiées. Les résultats de celle-ci ont été présentés et discutés au sein de la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés dans sa séance du 28 juin 2012, ainsi que lors d'une conférence organisée dans le cadre de l'Observatoire de l'emploi en mai de cette année.

Les résultats et conclusions dudit rapport, les propositions des partenaires sociaux et celles d'autres services et institutions, sans oublier l'expérience de terrain du Service de l'emploi des jeunes, sont à la base des réflexions qui sont menées afin d'inscrire lesdites mesures, y compris le CIE-EP, dans un cadre législatif plus durable. Ces travaux sont menés par le ministère en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, à savoir les personnes responsables pour l'emploi des jeunes au sein de l'ADEM et les responsables du CEPS/INSTEAD chargés des études réalisées.

L'adaptation des mesures vise une meilleure concordance avec les besoins des jeunes, dont un suivi amélioré pendant toute la mesure, mais aussi une simplification de celles-ci afin de les rendre plus visibles et plus simples dans la mise en pratique. En outre, il s'agit d'augmenter leur efficience en termes d'insertion durable dans l'emploi.

Dans ce sens il est prévu de réaliser des évaluations régulières des mesures en faveur de l'emploi. L'Observatoire de l'emploi, projet cofinancé par le Fonds social européen, servira à réaliser une partie de ces études qui permettront d'avoir une meilleure idée des mécanismes régissant le marché de l'emploi luxembourgeois et par conséquent de mieux adapter les mesures aux besoins réels et aux mutations de notre marché du travail.

L'objectif doit être une utilisation optimale des fonds publics, permettant ainsi d'obtenir les meilleurs résultats possibles en termes d'insertion des demandeurs d'emploi résidents. Dans le contexte budgétaire, d'une part, et compte tenu de la situation de l'emploi, d'autre part, il est urgent d'évaluer les différentes mesures quant à leur efficacité réelle. Cela vaut aussi pour les primes d'apprentissage qui ont été adaptées, notamment aussi pour favoriser l'engagement d'apprentis du certificat de capacité professionnelle (CCP). La promotion de l'apprentissage reste une des priorités de la politique de la formation, de la qualification et de l'emploi.

Concernant le «pacte jeune», qui est en fait le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes, il définit des mesures clés de la politique de l'emploi en faveur des jeunes. Celles-ci sont notamment:

- l'introduction d'une garantie jeunes;

- le ciblage des mesures et leur réajustement en fonction des résultats d'évaluation et des propositions des partenaires sociaux;

- une orientation appropriée;

- le développement et renforcement de l'apprentissage;

- des mesures spécifiques pour les jeunes sans qualification et éloignés du marché du travail;

- un nouveau contrat de génération.

Ce plan d'action, qui se trouve an annexe, s'inscrit parfaitement dans le «Pacte pour la jeunesse 2012-2014» auquel le Ministère du Travail et de l'Emploi ainsi que l'ADEM ont contribué. En effet, les mesures décrites dans ce premier sont un complément aux mesures décrites dans le volet «réussir la transition entre l'école et le monde du travail» dudit pacte.

Notons également que le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes est aussi le fruit des réflexions et discussions qui se sont déroulées au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) qui regroupe les partenaires sociaux. Notamment celui de mars de cette année a été entièrement dédié aux jeunes avec la coopération des Ministères de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de la Famille et de l'Intégration.

Une meilleure coordination et collaboration entre tous les acteurs intervenant dans la promotion de la qualification et de l'emploi des jeunes est un des objectifs dudit plan.

Concernant la coordination des différentes mesures existantes, celle-ci se fait notamment à travers des comités interministériels et des groupes de travail réunissant les services concernés, les ministères chargés de l'application des mesures respectives conservant l'autorité sur celles-ci. La Maison de l'orientation, qui a ouvert ses portes récemment, représente une étape importante dans ce processus car la proximité des différents services destinés à l'orientation des jeunes contribue fortement à leur bonne coordination, tout en offrant en un même endroit les principaux services d'orientation et d'appui.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2258 (28.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **programmes indicatifs de coopération:**

Zënter enger Rei Jore gëtt en Deel vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef iwwer sougenannte PICen ofgewéckelt («Programmes indicatifs de coopération»).

An deem Kontext wollt ech d'Madame Ministesch froen:

1. Wéi vill PICen a mat wéi enge Länner si bis elo tëschent Lëtzebuerg an anere Länner ofgeschloss ginn?

2. Wéi vill direkt Budgetshëllefe waren an dëse verschiddenen Accordë virgesinn? Wéi e Land huet iwwer wéi en Zäitraum wéi eng Zommen iwwert de Wee vun enger direkter Budgetshëllef kritt?

3. Wéi eng Proportioun haten déi direkt Budgetshëllefen am Verglach mam Gesamtvolume vun deene PICen?

4. Wéi eng PICen a mat wéi enge Länner ginn am Ableck applizéiert? Wéi eng aner PICe si momentan an engem Négociatiounsstadium?

5. Waren esou Budgetshëllefen ëmmer zweckgebonnen? Gouf eng Kontroll vu Lëtzebuerger Säit an duerch Lëtzebuerger Instanzen an deenen Accordë virgesinn? Wa jo, wéi, wou, wéi dacks a mat wéi enge Resultater sinn esou Kontrolle gemaach ginn?

6. Ass d'Madame Ministesch bereet, der Chamber déi PICen, déi d'Regierung mat anere Staten ofgeschloss huet, virzeleeën?

Réponse (2.10.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. De Kader vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht mat sengen zéng Haaptpartnerlänner gëtt, zesumme mat dëse Länner, an indikative Kooperatiounsprogrammer (PIC) festgeluecht. Déi éischt PICe mam Cap-Vert, Senegal a Vietnam sinn 2002 a Kraaft getrueden. Dat Joer duerno, 2003, goufe PICe mam Burkina Faso, Mali, Niger, Nicaragua, El Salvador a Laos ofgeschloss an 2004 mat Namibien. Dës PICen hunn eng Liewensdauer vu véier bis fënnef Joer, en fonction vun den nationalen Entwécklungskaderen, esou dass mer elo bei der drëtter Generatioun vu PICe mat eise Partnerlänner sinn.

2. Lëtzebuerg mécht keng generell direkt Budgetshëllef. Déi eenzeg sektoriell Budgetshëllef, déi d'Lëtzebuerger Kooperatioun am Ablack mécht, befënnt sech am PIC Cap-Vert a spezifesch am Secteur vun der Formation professionnelle, wou Lëtzebuerg zënter iwwer zéng Joer aktiv ass an zurzäit och «chef de file» vun den Donateuren ass. Et handelt sech ëm 2,5 Milliounen EUR iwwert d'Period vum aktuelle PIC, dat heescht 2011 bis 2015. Déboursementer sinn a fënnef annuellen Tranchë vun 500.000 EUR virgesinn. Bis elo ass déi éischt Tranche vu 500.000 EUR am Joer 2011 iwwerwise ginn.

3. De PIC 2011-2015 mam Cap-Vert ass mat engem globale Budget vu 60 Milliounen EUR dotéiert. Déi sektoriell Budgetshëllef vun 2,5 Millioune mécht also 4,17% vum PIC Cap-Vert aus.

4. No dem Oflafe vun der Lëtzebuerger Kooperatioun an Namibien am Joer 2011 si momentan nach néng PICen en vigueur: Burkina Faso, Cap-Vert, Mali, Niger, Senegal, Nicaragua, El Salvador, Laos a Vietnam. D'Négociatioune fir en neien PIC mam Mali si momentan suspendéiert wéinst der politescher Situatioun am Land. Fir de Burkina Faso an den Niger ass eng Verlängerung vun de PICe virgesinn, wéinst Retarden an der Exekutioun am Zesummenhang mat der Preparatioun vun den nationalen Entwécklungspläng an och der politescher Situatioun.

5. Wéi schonn am zweete Punkt mentionnéiert, mécht Lëtzebuerg keng generell direkt Budgetshëllef. Déi Budgetshëllef am Cap-Vert ass spezifesch fir de Secteur vun der Formation professionnelle bestëmmt.

Lëtzebuerg ass 2011 dem «Cadre de Partenariat pour une Approche Commune de l'Aide Budgétaire» bäigetratt, an deem d'Regierung vum Cap-Vert an d'Partner vun der Budgetshëllef am Cap-Vert vertruede sinn. Nieft Lëtzebuerg sinn zurzäit fënnef aner Partner an deem Grupp: d'Europäesch Unioun, Portugal, Spuenien, d'Weltbank an d'Afrikanesch Entwécklungsbank.

An dësem gemeinsame Kader fir d'Budgetshëllef sinn och gemeinsam Kontrollinstanze virgesinn. Den «Groupe d'Appui Budgétaire» kënnt zweemol pro Joer zesummen an analyséiert d'Progrèsen, déi de Cap-Vert an dësem Kader realiséiert huet. Zu dësem Zweck liwwert déi kapverdianesch Regierung folgend Dokumenter:

- en narrativen a finanzielle Rapport annuel iwwert d'Progrèsen an der Ëmsetzung vun der kapverdianescher Strategie fir Wuesstum an Aarmutsreduktioun,

- trimesteriell Rapporten iwwert d'budgetär Exekution,

- de Rapport annuel iwwert d'Statsfinanze vun der kapverdianescher Cour des Comptes,

- sektoriell Rapporten, déi sech op eng Matrice vun Indicateure baséieren, déi zesumme mat de kompetente Ministèren ausgeschafft goufen.

Lëtzebuerg ass am Groupe d'Appui Budgétaire vertrueden duerch säi Chargé d'affaires zu Praia, deen zu dësem Zweck technesch Ënnerstëtzung vun Lux-Development kritt.

6. PICe si public Dokumenter, déi alleguer um Site web vun der Kooperatioun publizéiert sinn an also fir all Mënsch accessibel sinn. Des Weidere sinn all PICe vun der drëtter Generatioun an der kompetenter Chamberskommissioun («Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration») presentéiert ginn, ier se ënnerschriwwe goufen.

Question 2259 (29.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **gaz de schiste:**

An Zäiten, wou vill muss iwwert d'Neiorientéierung vun eiser Energieversuergung nogeduecht ginn, wou nei Energiequelle musse fonnt ginn, wou d'Ofhängegkeet vun Energieimporter misst reduzéiert ginn an d'Energiekäschte fir privat Stéit a fir d'Entreprisë musse kontrolléierbar sinn, ass et sécher net falsch, fir bei der Diskussioun ëm méiglech Energiequellen hei am Land nach eemol op d'Fro vun enger eventueller Exploitatioun vum Schifergas zréckzekommen. Dobäi ass gewosst, datt all Exploitatioun vun Energiequellen och Froe vum Ëmweltschutz mat sech bréngt, hei besonnesch beim Landschafts- a beim Waasserschutz.

An deem Kontext wollt ech dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

1. Wat ass den aktuelle Kenntnisstand vun der Regierung iwwer Schifergasreserven zu Lëtzebuerg? Wéi eng Etüde gëtt et zu där Fro a wéini sinn déi fir d'Lescht aktualiséiert ginn?

2. Wou a wéi grouss wären esou Schifergasvirkommen hei am Land? A wéi engem Mooss a fir wéi laang kéinten déi national Schifergasreserven zu eiser nationaler Energieversuergung bäidroen?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger eventueller Exploitatioun vu Schifergasvirkommen hei am Land?

4. Ënnerstëtzt d'Regierung d'Ausaarbechtung vun europäesche Richtlinnen iwwert déi ëmweltpolitesch Rahmebedéngunge bei der Exploitatioun vu Schifergasvirkommen, besonnesch beim „Hydrofracking"?

Réponse commune (19.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Exploitatioun vu Schifergas kënne mir folgend Informatioune matdeelen:

D'Regierung ass net am Besëtz vu rezenten eegenen Etüden iwwert d'Virkomme vu Schifergas zu Lëtzebuerg. Tëschent den 1950er an den 1990er Jore goufen awer geologesch Analyse vun öffentlecher a vu privater Säit duerchgefouert, fir méi iwwer eng méiglech Präsenz vun Uelechschifer am Süde vum Land gewuer ze ginn. Méi rezent Analysen an Etüde baséieren all op den Aussoen aus de virgenannten Aarbechten.

Den aktuellste Kenntnisstand vun der Regierung iwwert d'Reserve vun Uelechschifer baséiert op dem Dokument „Incidences de l'extraction de gaz de schiste et de pétrole de schistes bitumineux sur l'environnement et la santé humaine", wat vun der „Direction générale des politiques internes" vum Europäesche Parlament am Joer 2011 ausgeschafft gouf. Hei geet vun engem Potenzial vu 675 Millioune Barrel respektiv vu 97 Millioune metrischen Tonne Rieds. Et handelt sech hei ëm e reng theoretescht Potenzial, aus deem ee beim aktuelle Wëssensstand keng Konklusiounen iwwert déi technesch an och ekonomesch ofbaubar Quantitéite kann zéien. D'Erfahrungswäerter aus anere Länner weisen awer ganz kloer, dass d'Konsequenze vun der Exploitatioun vun Uelechschifer oder Schifergas op d'Ëmwelt an d'Populatioun gewalteg sinn. Dovun ofgesi géif och d'Aart a Weis vum Ofbau vun deene Ressourcë grouss Problemer duerstellen, well dat ganzt Gebitt, dat fir den Ofbau a Fro kéim, dicht besiedelt ass, wat an anere Länner, wou den Uelechschifer oder de Schifergas gefördert gëtt, net de Fall ass.

Ganz dovun ofgesinn huet d'Regierung sech d'Zil gesat, esou wäit wéi méiglech an esou séier wéi méiglech vun de fossilen Energien onofhängeg ze ginn. Duerfir wärten d'Effortë vun der Regierung weiderhin an den Développement vun den erneierbaren Energien an och an d'Aspuere vun Energie goen.

http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201107/20110715ATT24183/20110715ATT24183FR.pdf

Wat d'Ausschaffe vun europäeschen Direktiven iwwert déi ëmweltpolitesch Rahmebedéngunge bei der Exploitatioun vu Schifergasvirkommen ugeet, esou läit vusäite vun der Europäescher Kommissioun am Moment keng Propositioun vun enger Direktiv oder engem Reglement vir.

Question 2260 (29.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto:**

Am Joer 1997 ass de Kyoto-Protokoll vun enger Rei Länner, ënnert deenen och Lëtzebuerg ass, ënnerschriwwe ginn. Et gouf sech domadder erhofft, d'Emissioune vun Treibhausgaser staark ze reduzéieren an domadder zum Klimaschutz bäizedroen. An der Tëschenzäit si verschidden «flexibel Mechanismen» (zum Beispill den EU-Emissiounshandel) agefouert ginn, fir de Länner beim Respektéiere vun hiren Engagementer ze hëllefen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an der Madame Ministesch fir Entwécklungshëllef dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sue sinn zënter dem Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll fir Klimaschutzmoossnamen, CO_2-Zertifikater, Emissiounsrechter an aner klimagebonnen Ausgabenzwecker an d'Ausland gefloss? Ënner wéi enge Formen an op wéi enge vertragleche Grondlage sinn déi Sue gefloss? Wéi ginn déi Ausgabe vu Lëtzebuerger Säit kontrolléiert?

2. Wéi vill Sue si spezifesch an déi baltesch Länner gefloss, zum Beispill fir d'Sanéierung vu Gebaier, an zwar pro Joer a pro Land?

3. Wéi vill Sue sinn iwwert den Entwécklungsministère an de Klimaschutz gefloss, besonnesch iwwer sougenannte PICen, an zwar pro Joer a pro Land? Goufen déi Suen a Form vu Projete mat der Lëtzebuerger Regierung ausginn oder a Form vun enger Budgetshëllef un d'Regierunge vun deene verschiddene Länner? Goufen déi Ausgabe fir de Klimaschutz an d'Entwécklungshëllef mat agerechent oder net?

Réponse (3.10.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1. Zënter dem Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll si ronn 83 Milliounen € fir Emissiounsrechter vu Projeten am Ausland an aner klimagebonnen Ausgabenzwecker, wéi z. B. u Fonge vun der UNFCCC - der Klimarahmenkonventioun vun de Vereenten Natiounen - gefloss. Fir all Transaktioune sinn deementspriechend Verträg ofgeschloss ginn, respektiv et ass eng international Verflichtung vu Lëtzebuerg. Am Fall vu Projete sinn dat sougenannten ERPAen, dat heescht «Emission Reductions Procurement Agreements». Mat de baltesche Staten Estland a Litauen sinn «Green Investment Scheme - GIS»-Verträg» ënnerschriwwe ginn. D'Lëtzebuerger Säit huet een interministerielle Comité, deen am Virfeld d'Projeten, déi presentéiert ginn, evaluéiert a säin Avis dozou ofgëtt. Weiderhi mussen all Emissiounsrechter, déi am Kader vu CDM-Projete generéiert ginn, verifizéiert gi vun der UNFCCC. Dobäi ginn „monitoring reports" gemaach. D'GIS-Verträg gesinn och jährlech Rapporte vir. Lëtzebuerg kritt dann déi Rechter op säin nationale Regëster iwwerdroen a kann esou kontrolléieren, wéi vill Rechter aus deene jeeweilege Projete fléissen.

2. An déi baltesch Länner si bis elo 22 Milliounen € gefloss, an zwar 15 Milliounen € am Joer 2010 an Estland a siwe Milliounen € am Joer 2011 a Litauen. 2012 sinn nach keng Suen an déi Länner gefloss.

3. De Klimaschutz ass e Konzept, deen als solche keng kloer Definitioun huet an dofir och schwéier prezis ze erfaassen ass. Déi lescht Jore sinn Efforten an deem Sënn gemaach ginn, haaptsächlech um Niveau vum Comité d'aide au développement (CAD) vun der OCDE, well dat d'Referenz en matière vun de Statistiken am Beräich Entwécklungshëllef fir déi industrialiséiert Natiounen ass. Et gëtt am Moment awer keng allgemenggülteg Methodologie, fir d'Montanten ze moossen, déi iwwert d'Entwécklungshëllef an de Klimaschutz gefloss sinn.

Fir Lëtzebuerg ass de System vun den aacht statistesche Marqueure vum CAD, dovunner zwee fir de Suivi vun der UNFCCC, an zwar fir d'Adaptatioun an d'Mitigatioun, eréischt zënter 2011 opérationnel. Esouguer vun 2011 un ass et schwéier, prezis Montanten unzeginn, well ee Projet oder Programm ni nëmmen de Klimaschutz als Objektiv huet. De Klimaschutz ass, falls untreffend, ee méi oder manner wichtegen Aspekt vun enger Interventioun.

Fir 2011 ginn eis Statistiken déi folgend Montanten:

- Valeur Marqueur Adaptatioun (1 - dat heescht Haaptinterventiounszil): 14.982.531 €

- Valeur Marqueur Adaptatioun (2 - Niewenintervention ssecteur): 555.981 €

- Valeur Marqueur Mitigatioun (1): 4.595.757 €

- Valeur Marqueur Mitigatioun (2): 261.392 €

Wat elo d'PICen, also déi pluriannuel Accordë mat de Lëtzebuerger Haaptpartnerlänner ugeet, ass et esou, datt de Klimaschutz net bei den Interventiounssecteuren, déi mat hinnen definéiert ginn, festgehale ginn ass.

Fir de Burkina Faso ass ervirzeträichen, datt den aktuelle PIC (2008-2012) als ee vun den Haaptinterventiounssecteuren d'«gestion durable des ressources naturelles» huet. Iwwert d'Period 2002-2016 dierften an deem Land iwwer véier Projete bis zu ingesamt 23,6 Milliounen € an d'«gestion durable» vun de Bëscher vum Land investéiert ginn. Also Aktivitéiten, déi an direktem oder indirektem Lien mam Klimaschutz sinn. En anere Projet (2010-2015) am Burkina huet eng wichteg Komponent «Désertificatioun», déi mat 1,7 Millioune chiffréiert gi kann. Et muss awer ënnerstrach ginn, datt déi Zommen net global als «Klimaschutz» kënnen ugerechent ginn, well d'«gestion durable des ressources naturelles» nëmme funktionéiere kann, wann déi betreffend Bevölkerungen och en ekonomeschen Intérêt hunn, hir Ressourcen «klimagerecht» ze géréieren. Et sinn also an all dëse Projeten Aktivitéiten ageplangt, déi eng ekonomesch Finalitéit hunn.

Am Niger huet Lëtzebuerg zwëschen 2000 an 2010 zwee Projeten am Beräich «ländlech Entwécklung» duerchgefouert, vun engem Gesamtbudget vu 14 Milliounen, déi, wéi beim Burkina Faso, Elementer hunn, déi a Relatioun si mam Klimaschutz. Ee Projet gëtt am Moment ausgebaut (2011-2015) (virgesinne Budget: 11,5 Milliounen).

Am aktuellen PIC Cap-Vert (2011-2015) ass de Klimaschutz och net spezifesch als Interventiounssecteur virgesinn, et ass awer e Bedenken, deen horizontal an d'Formation professionnelle an an de Waasserberäich mat afléisst. Fir den éischte Volet kann een de Centre de formation professionnelle dans la filière des énergies renouvelables et de la maintenance industrielle (CFP ERMI - Budget 6,8 Milliounen) ernimmen; via den zweete gëtt d'Energieeffizienz an den hydrauleschen Installatioune gefördert (Budget: 2,2 Milliounen). Et ass och ervirzesträichen, datt Lëtzebuerg am Cap-Vert eng Etüd duerchféiere léisst, fir et dem Land ze erlaben, méi autonom an der Energieversuergung ze ginn duerch d'Fördere vun erneierbaren Energien (Budget: 500.0000 €).

Am Laos (PIC 2011-2015) ass de Bau vun enger Hotel- an Tourismusschoul geplangt, wou fir de Volet «Energieeffizienz» e Budget vu bis zu 500.000 € virgesinn ass. Och virgesinn am Accord ass eng Kontributioun un «Mekong River Commission Climate Change and Adaptation Initiative» (Budget 2011-2015: 2,6 Milliounen €). Et handelt sech dobäi ëm eng regional Instanz, déi de Laos, de Vietnam, de Cambodge an Thailand an hirer Funktioun als Beroder, wat d'Gestioun vum Floss Mekong ugeet, ënnerstëtzt.

Ausserhalb vun den Haaptpartnerlänner sief nach ervirgestrach, datt Lëtzebuerg am Montenegro e Projet finanzéiert, deen, wéi am Burkina Faso, d'«gestion durable» vun de Bëscher vum Land ënnerstëtzt. Wéi och am Burkina huet dëse Projet eng ekonomesch Partie duerch d'Ënnerstëtzung vun der Valorisatioun vun der gewonnener Biomass (prévisionnelle Budget fir d'Period 2007-2013: 5,5 Milliounen).

Et ass keng Budgetshëllef vun der Lëtzebuerger Regierung am Beräich Klimaschutz gi ginn.

All déi Zuelen, déi ënnert der drëtter Partie vun der Ufro genannt ginn, sinn als Entwécklungshëllef ugerechent ginn oder wäerten et ginn.

Question 2261 (29.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **ambassadeurs du Luxembourg en France et en Italie:**

Am Kader vum sougenannten «mouvement diplomatique» vun dësem Joer, dat heescht der turnusméisseger Neibesetzung vun diplomatesche Posten am Ausland, sinn zwee wichteg Poste bis elo net besat ginn, nämlech déi vum Ambassadeur zu Paräis a vum Ambassadeur zu Roum. Eis Bezéiungen zu deene State sinn awer esou wichteg, datt et mat Sécherheet net opportun ass, fir iwwert d'Besetzung vun esou Poste keng Kloerheet ze hunn. Ausserdeem verlaangt d'Héiflechkeet géintiwwer de Regierungen zu Paräis an zu Roum, datt Lëtzebuerg hinne geschwënn eng Ufro fir den Agreement vun eisen neien Ambassadeurë virleet.

Dowéinst wollt ech den Här Ausseminister froen:

1. Firwat huet d'Regierung bis elo keng Décisioun iwwert déi zukünfteg Besetzung vun den Ambassadeursposten zu Paräis an zu Roum getraff?

2. Ass d'Regierung sech bewosst, datt déi Poste mussen esou séier wéi méiglech besat ginn?

3. Bis wéini spéitstens ginn dës Décisioune geholl?

Réponse (2.10.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

De sougenannten «mouvement diplomatique» vun dësem Joer, deen iwwert de Summer finaliséiert ginn ass, ass den 3. September bei der Rentrée communiquéiert ginn. Domadder missten d'Froen, déi den Här Deputéierten a senger parlamentarescher Fro stellt, och beäntwert sinn.

Question 2262 (29.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande:**

L'importance de la Moselle en tant que voie navigable pour le transport fluvial est indéniable et les avantages environnementaux de ce type de transport ne sont pas contestés. Le port de Mertert, avec ses accès par voie d'eau aux ports maritimes, reste un accès stratégique pour le Grand-Duché, notamment parce qu'il permet une diversification des moyens d'acheminement des produits pétroliers.

Pour assurer un trafic fluvial de qualité, le Luxembourg reste tributaire des décisions prises par les gouvernements des pays situés en amont et en aval de la partie luxembourgeoise de la Moselle.

Récemment le Gouvernement fédéral de la République d'Allemagne a décidé, pour des raisons budgétaires, de retarder les travaux de modernisation des écluses situées sur la Moselle allemande, travaux qui auraient dû être terminés en l'an 2030.

Par contre, le Gouvernement français a décidé dès 2010 de faire de la liaison Saône - Moselle (offrant un accès direct du port de Mertert à la Méditerranée) un enjeu important pour le développement du transport fluvial.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre a-t-il été informé par le Gouvernement allemand de la décision de retarder les travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande?

2. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette décision prise à Berlin? Monsieur le Ministre entend-il prendre contact avec son homologue afin d'inverser le cas échéant cette décision?

3. Quelles seraient les conséquences pour le Luxembourg et plus particulièrement sur le port de Mertert si le report des travaux de modernisation évoqué ci-dessus était effectivement maintenu?

4. Monsieur le Ministre a-t-il été informé par le Gouvernement français de la décision d'assurer le cas échéant une liaison Saône-Moselle pour des péniches de capacité moyenne? À quelle échéance une telle liaison serait-elle achevée?

5. Quels seraient les avantages pour le Luxembourg et plus particulièrement pour le port de Mertert si la Moselle pouvait disposer d'un accès direct à la Mer Méditerranée?

6. Monsieur le Ministre entretient-il un dialogue avec les autorités françaises sur la question du rattachement de la Moselle à la Méditerranée?

Réponse (27.9.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des travaux de modernisation des écluses sur la Moselle allemande.

Tout d'abord, il convient d'indiquer que dix écluses se situent sur le tronçon allemand de la Moselle internationale allant de Coblence à Thionville que tout bateau de navigation intérieure reliant notamment les ports ARA (Antwerpen, Rotterdam, Amsterdam) aux ports luxembourgeois et français doit traverser.

Les mesures de modernisation respectivement de dédoublement des écluses, comme c'est le cas de l'Allemagne, relèvent de la compétence exclusive de chacun des États concernés.

Le Gouvernement luxembourgeois a appris par le biais de la presse début août 2012 l'intention apparente du Gouvernement allemand de ne pas réaliser comme prévu, de manière prioritaire, le dédoublement de huit des dix écluses en souffrance de renouvellement sur la Moselle allemande suite au dédoublement des sas d'écluses de Fankel et de Zeltingen.

Au vu de l'impact négatif de cette annonce sur la compétitivité de la voie d'eau comme moyen de transport, j'ai adressé fin août une demande d'information à mon homologue allemand afin d'obtenir les clarifications nécessaires sur le plan de réalisation effectif de ces sas d'écluses. J'ai insisté que la Moselle vient d'être classée par le Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung allemand en juin 2012 comme faisant partie, en raison notamment de son taux d'utilisation actuel, du Kernnetz fluvial allemand de sorte que ce projet devrait bénéficier de manière prioritaire d'investissements infrastructurels.

À mon avis, un nouvel report ne serait pas conforme à la politique européenne qui consiste à promouvoir durablement à côté du rail la voie d'eau fluviale comme alternative efficace au transport par la route tel que préconisé dans le livre blanc intitulé «Feuille de route pour un espace européen unique des transports - Vers un système de transport compétitif et économe en ressources» du 28 mars 2011. En effet, ce livre blanc fixe l'objectif de faire passer 30% du trafic routier de marchandises sur des distances supérieures à 300 km vers d'autres modes de transport tels que le chemin de fer ou la navigation d'ici à 2030 et à 50% d'ici à 2050. Pour atteindre cet objectif et accueillir le trafic supplémentaire attendu, la mise en place des infrastructures requises en temps utile est nécessaire.

Pour ce qui est du projet français de réaliser un raccordement de la Moselle vers la Méditerranée, ce projet reste au stade d'avant-projet avec un débat public inscrit dans la loi du 3 août 2009 sur le Grenelle de l'environnement. Il faut attendre le lancement définitif de ce débat avant de pouvoir prendre connaissance du dossier et des conséquences sur le Luxembourg.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est tenu régulièrement informé de l'évolution de ces projets au niveau des différents comités de la Commission de la Moselle.

Question 2264 (30.8.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg:**

Déi belsch Press mellt, datt d'Aarbechten op der Zuchstreck tëschent Bréissel a Lëtzebuerg op d'Joer 2022 verréckelt ginn. Et war virgesinn, datt dëse Chantier sollt 2013 ufänken. D'Modernisatioun vun dëser Eisebunnslinn, déi ënner anerem déi dräi europäesch Haaptstied verbënnt, ass fir Lëtzebuerg immens wichteg.

An deem Kontext wollt ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Ass de Minister iwwert de Report vun dësen Aarbechten informéiert?

2. Wëllt d'Regierung bei de belschen Autoritéiten intervenéieren, fir datt den initialen Zäitplang agehale gëtt?

3. Sicht d'Regierung bei den europäeschen Institutiounen ëm Support, fir datt d'Modernisatioun vun der Streck Bréissel-Lëtzebuerg an de beschten Délaie virugeet?

4. Wéi vill huet Lëtzebuerg an d'Modernisatioun vun der Streck Lëtzebuerg-Gare - Klengbetten-Grenz schonns investéiert a wäert nach investéieren, fir datt de Lëtzebuerger Deel vun der Linn optimal ka bedéngt ginn?

5. Ass Lëtzebuerg un de Käschte bedeelegt, fir de belschen Deel ze moderniséieren? Wa jo, a wéi enger Héicht an ënner wat fir enge Konditiounen?

Réponse (15.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Op Nofro huet de belschen zoustännege Ministère confirméiert, dass, wéinst der onsécherer Evolutioun vun den zur Verfügung gestallte finanzielle Moyenen, de Projet vun der Modernisatioun vun der Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Bréissel op belscher Säit eréischt fir d'Joren 2021, 2022 fäerdeggestallt ka ginn. Dat heescht awer net, dass den Ament nach keng Modernisatiounsaarbechten tëschent der belsch-Lëtzebuerger Grenz a Bréissel amgaange wieren. Dës hunn 2006 ugefaangen, mä si sinn zäitopwendeg, well si ënner Betrib musse stattfannen.

Ugangs louchen dräi méiglech Varianten um Dësch, fir dës Streck op belscher Säit ze moderniséieren, an esou d'Zäit, déi den Zuch tëschent deenen zwou Haaptstied brauch, ze reduzéieren. Well sech Infrabel fir eng manner ambitiéis Variant décidéiert huet, leet Lëtzebuerg näischt finanziell zu den Aarbechte bäi, déi op belscher Säit realiséiert ginn. Doduerch ass de Spillraum vun enger Interventioun och zimlech limitéiert.

Den Entretien, d'Erneierung an d'Augmentatioun vun der Capacitéit vun den eenzelnen nationale Schinneréseaue fält ënnert d'Responsabilitéit vun den eenzelnen nationalen Infrastrukturbedreiwer; am Fall vun der Belsch ass dat Infrabel.

De Lëtzebuerger Streckendeel vun dëser Relatioun betrëfft d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten. Dës Streck gëtt an dräi Phasen erneiert a moderniséiert. Déi éischt Phas betrëfft d'Erneierung vu sämtlechen Telekommunikatiounsa Signalisatiounsanlagen. Am Kader vun dësen Aarbechte gëtt zu Klengbetten en neit Stellwierk gebaut. D'Finanzéierung vun dëser éischter Phas gouf duerch d'Gesetz vum 19. Juni 2012 approuvéiert. Déi zweet Phas betrëfft déi integral Réelectrificatioun vun der Streck. An deem Kontext gi verschidde Brécken erneiert an d'Barrière bei der Klengbettener Gare gëtt ewechgeholl. Déi drëtt Phas betrëfft déi reschtlech Aarbechten, wéi d'Erneierung vu Brécken a Quaie souwéi deenen aneren Eisebunnsinfrastrukturen.

Question 2265 (30.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **visites de personnalités politiques dans des écoles:**

Et kënnt ëmmer nees vir, datt Politiker d'Geleeënheet kréien, fir an de Schoulen d'Wuert ze ergräifen an domadder hir Meenungen a Positiounen duerzeleeën. Déi jonk Generatioun gëtt esou op méi oder manner aktuell Themen opmierksam gemaach. Rezent Tëschefäll hunn allerdéngs gewisen, datt net all Riedner d'selwecht behandelt ginn, wann et drëms geet ze bestëmmen, ob eng bestëmmte Persoun e Virtrag däerf halen oder net.

An deem Kontext géif ech gär der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1. Gesäit eis Gesetzgebung kloer Regele vir, wat d'Präsenz vu Politiker an den öffentleche Schoulen ugeet? Wann net, wär d'Madame Ministesch bereet, fir esou Regelen auszeschaffen, déi géife fir d'Ministeren, d'Europäesch Kommissären, d'Deputéiert, d'Europadeputéiert, d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, d'Gemengeconseilleren, d'Parteimandatairen (Parteipresident, Generalsekretär) an d'Wahlkandidaten (virun de Wahlen) gëllen?

2. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt besonnesch während engem Wahlkampf Optrëtter vu Politiker, och vun hir selwer, an den öffentleche Schoule missten ënnerbonne ginn oder awer datt all Parteie strikt d'nämlecht behandelt ginn?

Réponse (26.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Eis Gesetzgebung regelt net d'Präsenz vu Politiker an de Schoulen, weder duerch e Gesetz nach duerch e Reglement. Ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt déi Jonk sech e breet Bild kënne maache vun de verschiddene politesche Positiounen, déi et gëtt, fir datt si zu responsabele Bierger erzu kënne ginn. Duerfir ënnerstëtzen ech d'Präsenz vu Politiker an de Schoulen. Et läit un den zoustännegen Direktioune fir opzepassen, datt all politesch Stréimung, souwäit se an dem öffentleche Raum akzeptéiert ass, och kann zu Wuert kommen.

Fir eng Rumm ze setzen, hunn ech eng «Instruction ministérielle concernant l'intervention à l'école de personnalités du monde politique» ausschaffe gelooss, déi ech als Éischt an de Collège des Directeurs an an de Collège des Inspecteurs fir Réckmeldung ginn. No deene Réckmeldunge schécken ech dann eng iwwerschafften Instruktioun an d'Schoulen.

Wat déi zweet Fro ugeet, sinn ech der Iwwerzeegung, datt virun an no de Wahlen d'Virgoensweis an de Schoule sollt déi nämlecht sinn; am Interessi vun de Kanner eng méiglechst gutt Ausbildung.

Question 2266 (31.8.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**indisponibilité du médicament TRIZIVIR®:**

Selon les informations dont nous disposons, un médicament, le TRIZIVIR®, utilisé dans la thérapie des patients atteints du SIDA, n'est plus disponible dans les pharmacies luxembourgeoises depuis plusieurs semaines. La raison en serait un rationnement de la part du fournisseur belge. Cette situation étant absolument inacceptable, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Êtes-vous informé de la pénurie qui frappe les patients traités au TRIZIVIR®?

2) Pouvez-vous confirmer les causes de la pénurie?

3) N'estimez-vous pas que cette situation est absolument intolérable?

4) Quelles mesures allez-vous prendre pour rétablir la normale dans les meilleurs délais?

5) Quelles mesures allez-vous prendre pour éviter que pareille situation ne se reproduise?

Réponse (5.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Pendant les mois d'été, la mise à disposition aux grossistes luxembourgeois du médicament antirétroviral TRIZIVIR® par le laboratoire pharmaceutique était à la baisse. Dès le signalement de cet état des choses, mes services ont contacté le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché (AMM). D'après les explications reçues, cette situation était temporaire et en relation avec les changements de la gestion informatique au niveau de la chaîne d'approvisionnement.

La mise à disposition du TRIZIVIR® en milieu hospitalier n'a cependant été affectée à aucun moment et un stock de réserve était disponible au Centre hospitalier de Luxembourg. À noter dans ce contexte que le Luxembourg applique, à l'instar de la France, la pratique du double circuit des médicaments antirétroviraux. Ainsi, les patients peuvent au besoin être redirigés vers la pharmacie hospitalière, qui peut procéder à la délivrance du médicament vers le milieu ambulatoire.

Je tiens à préciser que suite à l'intervention de mes services, le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché du médicament concerné s'est engagé à assurer le respect de toute commande urgente, le cas échéant au-delà de tout quota, de façon à garantir sans faille un approvisionnement continu du marché national pour toute commande régulière destinée à couvrir les besoins d'un patient nécessitant ce médicament.

Ceci étant, il y a lieu de noter que des alternatives au traitement avec le TRIZIVIR® sont actuellement disponibles. Il existe en effet une multitude d'options de changement de thérapie simples et efficaces. Quelle que soit l'option retenue sous le contrôle du médecin traitant, le switch du TRIZIVIR® vers un traitement alternatif peut au besoin être effectué sans difficulté.

D'autre part, je tiens aussi à informer les honorables Députés que la récente loi du 21 juillet 2012 a complété la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments, ainsi que la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, ceci aux fins d'inscrire dans la législation pharmaceutique luxembourgeoise une obligation de service public à charge des grossistes-répartiteurs, ainsi que des titulaires d'autorisation de mise sur le marché de médicaments.

En vertu de cette obligation de service public, les grossistes établis au pays, les grossistes desservant le pays depuis un pays membre de l'Union européenne, ainsi que les titulaires d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments sont dorénavant légalement tenus d'assurer un approvisionnement approprié et continu du marché en médicaments qu'ils commercialisent.

Mes services vont rappeler les nouvelles dispositions légales aux acteurs concernés. Ils mettront aussi en place les démarches particulières nécessaires pour éviter toute indisponibilité évitable d'un médicament essentiel ou vital, notamment en raison d'un éventuel quota inadapté.

Un règlement grand-ducal en cours d'instance consacrera aussi, pour les médicaments antirétroviraux, que les pharmacies hospitalières sont autorisées à délivrer ces médicaments vers le milieu extrahospitalier. Il s'agit de reconnaître au niveau réglementaire la pratique du double circuit existant, qui a fait ses preuves.

Question 2267 (31.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation du Luxembourg au Sommet des pays non alignés à Téhéran:**

Le 16e Sommet des pays non alignés vient de s'ouvrir à Téhéran. D'après un communiqué du Ministère des Affaires étrangères, le Luxembourg y est représenté au niveau diplomatique. Par ailleurs, le Ministère estime qu'«il est à espérer que de ce Sommet émaneront des messages de paix pour la région».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Pourquoi et à quel niveau le Luxembourg est-il représenté à un Sommet des pays non alignés? Est-ce que d'autres pays membres de l'Alliance atlantique sont représentés à ce sommet et, si oui, lesquels et à quel niveau?

2. Est-ce que le représentant luxembourgeois prendra la parole au cours du Sommet? Si oui, a-t-il reçu l'instruction d'affirmer et de défendre le droit à l'existence de l'État d'Israël?

Réponse (9.10.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

À l'instar d'autres États membres de l'Union européenne, le Luxembourg a dans le passé participé à des réunions du Mouvement des non-alignés. Vu l'importance de ce Mouvement, qui est une organisation internationale regroupant actuellement 118 États, il est normal que la diplomatie luxembourgeoise s'y intéresse.

En ce qui concerne la réunion au Sommet évoquée par l'honorable Député, je tiens à souligner que le Luxembourg n'y a finalement pas été représenté. À notre connaissance, aucun État membre de l'OTAN a été représenté à ladite réunion.

Question 2268 (31.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations des ministères avant des élections:**

Virun der Wahlcampagne am Joer 2009 hu verschidde Ministèrë massiv Informatiounsspoten op der Televisioun, an der geschriwwener Press an um Radio verbreet. Obwuel et wichteg ass, d'Bevölkerung iwwer wichteg Informatiounen um Lafenden ze halen, kéint en Amalgam tëschent dëse Campagnen an dem Wahlkampf entstoen. D'Informatiounsspote vun de Ministèrë kéinten als Ënnerstëtzung fir d'Regierungsparteie verstane ginn, an dat op d'Käschte vum Steierbezueler a laanscht déi normal Regelen iwwert d'Parteien- oder d'Wahlkampffinanzéierung.

An deem Kontext géif ech gär dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Wär den Här Premierminister bereet, fir Regelen auszeschaffen, soudatt d'Informatiounscampagnë virun de Wahlen op e strikte Minimum reduzéiert wieren, dat heescht, op reng faktuell an onpolitesch Informatioune mat engem direkten Notze fir all Bierger? Wär den Här Statsminister zum Beispill d'accord, fir datt d'Regierung aus deontologesche Grënn dräi Méint virun de Chamberswahlen op Informatiounscampagnë verzicht, mat Ausnahm vun dréngenden, reng faktuellen an onpoliteschen Informatiounen?

2. Ass de Premierminister net och der Meenung, datt bei esou Informatiounscampagnë virun de Wahlen den Numm an de Portrait vu Ministeren näischt zum Contenu vun der Informatioun bäidroen a kéinten ewechgelooss ginn?

Réponse (30.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Op d'Froe betreffend den Informatiounscampagnë vun der Regierung an der Period virun de Chamberswahle kann ech dem Här Deputéierte matdeelen, datt sech déi ugeschwate Campagnë souwéi déi Informatiounscampagnen, déi ausserhallew vun der Virwahlperiod publizéiert ginn, op d'Matdeele vu faktuellen Informatioune beschränke wäerten.

An deenen dréi Méint virun de Chamberswahle wäert d'Regierung hir Informatiounscampagnen op déi Matdeelunge limitéieren, déi een dréngende Charakter opweisen. Och wäert d'Regierung an deenen Informatiounscampagnen, déi an der Virwahlperiod gemaach ginn, ob Portraiten a Fotoe vun de Ministere verzichten.

Question 2269 (3.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **plan canicule:**

Am Wochenende des 18. und 19. August fand eine Hitzewelle statt und unser Land wurde hiervon nicht verschont, was die zahlreichen Anrufe bei den Hilfsdiensten und nicht zuletzt die überfüllten Notaufnahmen in den Kliniken beweisen. Im Vorfeld zu diesen Hitzewellen wurden in den Medien Aufrufe gemacht zur besonnenen Befolgung der Maßnahmen, die von der Regierung und insbesondere vom Gesundheitsministerium für diese Art von Hitzewellen vorgesehen sind. In ausländischen Medien, beispielweise in Frankreich, wurde ein sogenannter „Plan canicule" ausgelöst, in verschiedenen Departements sogar die Stufe „orange". Auch wurde in diesen Medien eine erste Bilanz gezogen.

Fragen:

1) Gibt es in Luxemburg einen „Plan canicule", der bis ins Detail formalisiert wurde und auf einem Internetportal in seiner aktuellsten Version abgerufen werden kann? Wenn ja, wo?

2) Wie verlief der Notdienst rund um den hiesigen „Plan canicule"? Welche Organisationen waren in dessen Umsetzung impliziert?

3) Wie viele Notaufnahmen wurden in den „Urgences" unserer Kliniken an den betroffenen Tagen gezählt?

4) Welche Eintrittsdiagnosen wurden gestellt und welches waren die häufigsten ICD-10 (4-stellig), die gestellt wurden?

5) Wie viele Notaufnahmen bezogen sich an den betroffenen Tagen auf ältere Menschen mit chronischen Krankheiten?

6) Werden bei Hitzewellen in den Ferien Auflagen an die Kliniken gemacht bezüglich der Zurverfügungstellung von zusätzlichem medizinischen und ärztlichen Personal?

7) Kam es zu Rückrufaktionen von Personal, das sich in Ferien befand?

8) Wird es eine unabhängige, neutrale und von anerkannten Wissenschaftlern geführte Analyse der Aktionen und Daten rund um die „Canicule" 2012 in Luxemburg geben?

Question 2270 (3.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **mise à disposition de boissons dans les hôpitaux durant une canicule:**

Die Patientenvertretung sah sich dieser Tage genötigt, an die Öffentlichkeit zu treten, um den Gesundheitsminister um Unterstützung zu bitten bei der Umsetzung elementarer Maßnahmen im Rahmen der Hitzewelle. Da ging es um die Versorgung von Patienten mit Wasser und Getränken. Dem Vernehmen nach sollten die Catering- und Restaurationsdienste der Kliniken die Aufgabe der zusätzlichen Flüssigkeitsressourcen im Rahmen der Umsetzung von „Hitzewelle"-Maßnahmen durchführen. Die von der Patientenvertretung angesprochene Problematik wirft allerdings eine ganze Reihe weiterer Fragen auf, nämlich die, wie konsequent die elementaren Maßnahmen bei einer Hitzewelle hierzulande umgesetzt werden und dabei professionell begleitet werden.

Fragen:

1) Was waren die genauen Anweisungen an die Kliniken für die Zurverfügungstellung von zusätzlichen Flüssigkeitsressourcen an hospitalisierte Patienten?

2) Kann der Minister bestätigen, dass die Vorgaben in allen Kliniken eins zu eins umgesetzt wurden?

3) In welchem Maße ist der Umstand, dass Catering- und Restaurationsdienste in nationalen Kliniken ausgelagert sind (via Outsourcing-Kontrakte) problematisch bei der Umsetzung von Vorgaben im Rahmen eines Hitzewelle-Plans?

4) Welche Fachkräfte sind gemäß des Hitzewelle-Plans der Regierung verantwortlich für die zusätzliche Zurverfügungstellung von Flüssigkeitsressourcen bei hospitalisierten Patienten?

5) Wer übernimmt die Verantwortung, wenn dies in bestimmten Kliniken nicht umgesetzt wurde und Patienten zu Schaden kamen?

6) Wie war der Handlungsbedarf im Bereich der ambulanten Pflege?

Question 2272 (4.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **projet de recherche nursing:**

In den Kliniken unseres Landes kam es während der Hitzewelle zu zusätzlichem und außergewöhnlichem Pflegeaufkommen. Im Vorfeld musste zusätzliches Material beschafft werden, beispielweise Ventilatoren, um auf den Stationen für Erfrischung zu sorgen. Des Weiteren mussten ausgewählte Patienten auf andere Stationen verlegt werden, wo sie dem Hitzeaufkommen weniger ausgesetzt waren. Während der Hitzewelle mussten bei einer ganzen Reihe Patienten verstärkt die Vitalzeichen überwacht werden. Die verstärkte Stimulierung zum Trinken musste vorgenommen und die Flüssigkeitsbilanzen mussten erstellt werden. Auch kam es vermehrt zu Unwohlsein und Schwächegefühl mit Schläfrigkeit und Müdigkeit bei den Patienten. Es wurden verstärkt Laboranalysen vorgenommen. All dies bedurfte einer engmaschigen Überwachung und gezielter Maßnahmen seitens der Klinikärzte und der Pflegekräfte. Nun begibt es sich, dass dieses verstärkte Pflegeaufkommen im Rahmen der Erhebung des P.R.N.-Instrumentes gegebenenfalls erfasst wird, allerdings werden die Zahlen dieser Erhebung erst für die Bestimmung des Personalschlüssels des nächsten respektive übernächsten Jahres verwendet. Dem Vernehmen nach wird im Rahmen des sogenannten P.R.N. das Pflegeaufkommen weiterhin retrospektiv für die Bestimmung des Personals von morgen und darüber hinaus verwendet, und nicht, so wie in der Schweiz, zeitnah (real time) aufgrund von aktuell erhobenen Daten oder antizipiertem Pflegeaufkommen. In diesem Sinne hätte das P.R.N.-Instrument auch im Rahmen der Bestimmung des Pflegeaufkommens für die Ausnahmesituation, die durch die aktuelle Hitzewelle in den Kliniken entstanden war, eingesetzt werden können, indem pflegeplanerisch bestimmt worden wäre (durch Extrapolation), wie viel zusätzliche Pflegekräfte benötigt worden wären.

Fragen:

1) Wurde das P.R.N.-Instrument in einer oder mehreren Kliniken dazu eingesetzt, um den punktuellen Mehrbedarf an Pflegefachkräften für die Bewältigung des zusätzlichen Pflegeaufkommens zu bestimmen?

2) Kann der Minister mitteilen, wie viel mehr Pflegeaufkommen in EQTP die Bewältigung der Hitzewelle in den Kliniken generiert hat?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass das retrospektive P.R.N.-System, so wie es hierzulande betrieben wird, zusehends und mit jedem Jahr Datengewinnung mehr zu einer regelrechten Geldverschwendung wird?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass das P.R.N.-System im Rahmen eines zeitgemäßen Managements von Pflegeteams nur dann einen Sinn macht, wenn die Auswertung in „real time" erfolgt und auf ein verstärktes Pflegeaufkommen genauso zeitnah reagiert werden kann, indem Pflegefachkräfte im Rahmen von sogenannten Fachkräfte-Pools in Kliniken mobilisiert und an jene Brennpunkte der Pflege transferiert werden können, wo ausgemachter Bedarf besteht?

Réponse (9.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Für das Wochenende vom 18. bis 19. August 2012 wurden hohe Temperaturen vom Wetterdienst festgestellt, ohne dass deren Wert die Schwelle zur Ausrufung von außerordentlichen Visiten von Pflegediensten bei Risikopersonen zu Hause zur Kontrolle ihres Gesundheitszustandes überschritten hätte.

Die Alarmstufe des „Plan canicule" wurde also nicht ausgerufen. Das Gesundheitsministerium wiederholte aber seine Information - via Presse - an die Allgemeinheit betreffend die wichtigen Vorsorgemaßnahmen bei hohen Temperaturen.

Aus den Notaufnahmen der Krankenhäuser wurden für diese Zeitspanne als hitzebedingte Pathologien insgesamt sieben Patienten mit Sonnenbrand (davon einer älter als 65 Jahre), eine Person mit Blutdruckabfall (jünger als 65 Jahre) und drei mit Deshydratation (davon eine Person älter als 65 Jahre) gemeldet.

Den Krankenhäusern und Ärzten sind die Vorsorgemaßnahmen in ihrem Verantwortungsbereich betreffend die Vermeidung von negativen Auswirkungen hoher Temperaturen geläufig, werden aber jedes Jahr von der Gesundheitsbehörde zur Erinnerung wiederholt.

Es ist generell die Verantwortung des behandelnden Krankenhausarztes, den Gesundheitszustand seines Patienten zu bewachen und überwachen zu lassen.

Es ist in der Verantwortung der Krankenpfleger, von ihnen betreute Patienten zur genügenden Flüssigkeitsaufnahme zu stimulieren, dies zu überwachen und dabei zu helfen, wenn der Patient dies nicht selbstständig tun kann. Diese Verantwortung der Krankenpfleger gilt auch in der ambulanten Pflege. Die Gesundheitsbehörde geht nicht davon aus, dass es einer Rückrufaktion von Krankenhauspersonal während dieser Tage bedurfte.

Question 2271 (4.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**impact des éoliennes sur l'environnement:**

Iwwer zwielef Joer sinn et hier, datt zu Lëtzebuerg Wandmillen dréinen, fir erneierbare Stroum ze liwweren, dëst mat enger steigender Tendenz. Laut där enger oder anerer Ausso soll dëst och seng Auswierkungen op d'Natur hunn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture riichten:

- Goufen zu Lëtzebuerg Etüde gemaach iwwert d'Auswierkunge vun dëse Wandmillen op d'Natur an der direkter Emgéigend?

Wa jo:

- Wien huet dës Etüde gemaach a wien huet den Optrag ginn?

- Wat sinn déi genee Auswierkungen op d'Flora an d'Fauna an der direkter Emgéigend vun dëse Wandmillen?

- Wat sinn d'Auswierkungen op d'Vullewelt (z. B. de roude Schéierschwanz), speziell duerch d'Rotatioun vun de Flilleken, wat jo eng Gefor fir dës Déierewelt duerstellt?

- Goufen nach aner Elementer festgestallt duerch d'Rotatioun vun dëse Wandmillen?

Wann neen:

- Ass den Här Minister bereet, esou Etüden an Optrag ze ginn?

Réponse (6.11.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les études réalisées et le cadre:

Conformément à l'article 12 de la loi modifiée concernant la protection de la nature et des ressources naturelles du 19 janvier 2004, tout plan ou projet susceptible d'affecter la zone verte fait l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement. Ainsi, pour toute demande d'autorisation d'installation d'éoliennes, un screening a été effectué par un bureau agréé chargé par le maître d'ouvrage afin d'identifier les impacts potentiels sur l'environnement naturel et notamment le paysage et la faune. En cas de risque d'impacts potentiels significatifs, des études plus approfondies ont été demandées pour permettre au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions à soit refuser, soit accepter le projet, tout en dégageant des mesures d'atténuation et de compensation pour le paysage et la faune concernée.

Les effets sur la faune et la flore:

Le premier impact d'un parc éolien sur la biodiversité est l'implantation proprement dite. En effet, les travaux de construction exigent le déblayement de la surface d'installation, la mise en place de chemins d'accès et l'enterrement des lignes de raccordement au réseau d'électricité. L'implantation d'éoliennes engendre potentiellement trois menaces majeures sur l'avifaune: la collision directe avec les pales en rotation, la perte d'habitat par effarouchement, ainsi que l'effet de barrière pour les oiseaux migrateurs. L'impact des éoliennes sur les chauves-souris dépend, tout comme pour celui sur les oiseaux, essentiellement de l'espèce et de ses habitudes de chasse tel l'altitude de vol. Les causes de mort directes pour les chauves-souris sont au nombre de deux: le barotraumatisme et la collision. L'impact de l'implantation d'éoliennes sur l'avifaune et les chiroptères n'est donc pas négligeable. Or, il peut être amoindri par un choix judicieux du site qui tient compte de la faune et de la flore locale et en combinaison avec des mesures de mitigations et de compensation.

Les impacts sur l'avifaune et notamment le Milan royal:

La collision avec les pales en rotation représente un risque mortel pour les oiseaux. Bien que des cas de collision soient connus pour le Luxembourg, le problème est fortement variable selon le site et l'espèce. Pour le Luxembourg, l'enjeu le plus important est de sauvegarder le Milan royal, rapace menacée et à distribution strictement européenne. Il n'est guère effarouché par les pales des éoliennes, mais au contraire est régulièrement observé chassant dans les parcs éoliens à la hauteur de ces pales ce qui augmente considérablement le risque de collision mortelle.

Étude coordonnée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures:

En 2012, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en collaboration avec certains maîtres d'ouvrage a lancé une étude de balisage de Milan royal afin de déterminer ses principaux terrains de chasse et l'échelle d'altitude de vol en chasse. Cette étude se poursuivra lors des années à venir et à part des résultats de recherche fondamentale sur le comportement de cette espèce, elle livrera également des informations quant au succès et à l'acceptation des mesures d'atténuation et de compensation par les milans.

Question 2273 (5.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **cellule de planification au sein du Ministère de la Défense:**

No der bekannter Affär vun der Versetzung vun engem fréiere Chef d'état-major vun der Arméi an de Verdeedegungsministère hat d'Regierung jo e puermol op d'Wichtegkeet vun enger Plangungszell an deem Ministère higewisen. Zil sollt sinn, fir e Wäissbuch vun der Lëtzebuerger Verdeedegungspolitik ze schreiwen.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen.

1. Ass dat Wäissbuch fäerdeg? Wéini kritt déi zoustänneg Chamberskommissioun dat Wäissbuch iwwert déi lëtzebuergesch Verdeedegungspolitik virgestallt?

2. Wéi genee ass d'Positioun an d'Roll vun der Plangungszell am Verdeedegungsministère beschriwwen? Handelt et sech ëm eng Funktioun, déi an Zukunft definitiv am Verdeedegungsministère virgesinn ass? Vu wiem gëtt se besat an a wéi engem Rang muss déi Persoun sinn, déi déi Funktioun erfëllt? Muss déi Positioun ëmmer vun engem Offizéier besat ginn oder kéim och en zivilen Universitär a Fro? Ass déi Plangungszell an engem Turnus bei den Offizéieschfunktioune virgesinn? Huet de Verantwortleche vun der Plangungszell e Sekretariat?

3. Wéi eng Kompetenzen huet de Verantwortleche vun der Plangungszell?

Réponse (9.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Den honorabelen Deputéierten erënnert un d'Wichtegkeet vun enger Plangungsfunktioun ënnert dem Verdeedegungsminister. D'Erausfuerderungen, deenen d'Défense sech stelle muss, fir d'Reform vun 2007 weiderzedenken, an déi aktuell international Défien ënnermaueren d'Noutwendegkeet vun esou enger Funktioun. Den éischten Titulär op dësem Posten huet dat jo och esou gesinn, aus senger Erfahrung als ehemolege Chef d'état-major.

En Dokument mam Aarbechtstitel „Livre blanc" ass amgaang ausgeschafft ze ginn. Zil ass et, fir der Lëtzebuerger Défense déi noutwendeg laangfristeg Orientatiounen ze ginn. Duerch déi séier international Entwécklung ass dëst keen einfache Prozess. Zum Beispill huet och Frankräich rezent décidéiert, seng Strategie erëm op de Leescht ze huelen. Et wäert interessant sinn, op dës Iwwerleeungen zreckzegräifen, gradesou wéi op d'Erkenntnisser aus der Ëmsetzung vun der Reform vun 2007. Et ass meng Absicht, der Chamberskommissioun d'Resultat vun den Aarbechte virzestellen, soubal et virläit.

Eng vun den Iddien, déi verfollegt gi sinn, ass, dass an Zukunft déi zivil a militäresch Direktiounsstrukture vun der Défense sollen nach méi integréiert zesummeschaffen. Ënner anerem soll dann déi laangfristeg politesch-militäresch Plangung ganz ënnert dem Minister organiséiert sinn. Duerfir brauch een eng politesch an eng militäresch Komponent op héchstem Niveau. Dës Berodungsfunktioun direkt ënnert dem Minister ass e wichtegt Element an onser Défensëstruktur a wäert dat och an Zukunft bleiwen.

Question 2274 (5.9.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **traitement des virements manuscrits auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications:**

Un des majeurs atouts des comptes courants des P&T était toujours la rapidité des services en relation avec ces comptes.

Il me revient toutefois que les virements manuscrits donnent de plus en plus raison pour des réclamations, notamment parce que ces virements sont apparemment de plus en plus traités avec un retard considérable.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards?

- Quel est le pourcentage des virements manuscrits? Comment sont traités ces virements? Est-il exact que le traitement des virements manuscrits est effectué par une entreprise externe?

- Est-il prévu d'optimiser les services électroniques des P&T afin que notamment des clients plus âgés puissent mieux et plus facilement s'en servir?

Réponse (8.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°2274 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En ce qui concerne le premier jeu de questions, il convient de relever que tous les ordres de virement manuscrits sont traités le jour même de la réception. Il n'y a donc aucun retard dans la saisie des virements. Par ailleurs, le taux de réclamation par rapport à la qualité de traitement des virements manuscrits n'est aucunement en hausse.

En ce qui concerne le deuxième jeu de questions, il convient de souligner que le pourcentage des ordres de virement manuscrits par rapport à l'ensemble des ordres de virement est d'environ 23%.

Le traitement opérationnel des ordres de virement manuscrits peut être résumé comme suit:

- La société Victor Buck Services S.A., filiale de l'EPT et disposant du statut de Professionnel du Secteur Financier (PSF), est en charge de l'ouverture des enveloppes dans lesquelles se trouvent les virements, du scanning de ces virements et de la lecture automatique des informations inscrites sur ces virements;

- si cette lecture automatique détecte un quelconque problème, une information est transmise à la division des services financiers de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, où un pool d'employés de saisie effectue les corrections nécessaires;

- après correction, les ordres de virements manuscrits ainsi informatisés sont ensuite injectés le jour même dans le système informatique de la division des services financiers de l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour effectuer les comptabilisations sur les comptes;

- finalement, la division des services financiers récupère chaque jour les pièces physiques (ordres de virements).

Il est évident que la lecture automatique de toutes les zones de l'ordre de virement ne peut être parfaite à 100%, et des réclamations ponctuelles ne peuvent donc malheureusement pas être évitées. Alors que la zone du montant du virement doit évidemment être impérativement correcte et demande donc une reconnaissance de 100% et un double contrôle, la lecture automatique des autres zones (p. ex. communications) est constamment optimisée afin de garantir une bonne qualité pour le client.

En ce qui concerne la question relative à l'optimisation des services électroniques, je me permets de souligner qu'en mai 2011, le système «e-banking» de l'Entreprise des Postes et Télécommunications «CCP-Connect» a été modernisé et remplacé par une version plus performante et conviviale et mieux adaptée à la demande des clients. Ce nouveau système a été très bien accueilli par l'ensemble de la clientèle. Complémentairement, le centre de support des CCP (help desk, numéro gratuit) est à la disposition des clients pour la résolution de tout type de problème (technique, informatique, financier). Par ailleurs, beaucoup de seniors utilisent et apprécient le système «CCP-Connect».

Question 2275 (5.9.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **modernisation de la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg:**

D'après un article paru dans «La Libre Belgique» en date du 30 août 2012, Infrabel, le gestionnaire du réseau ferroviaire belge, chargé d'effectuer les travaux de modernisation de l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg, aurait reporté lesdits travaux à 2022, alors que l'achèvement de ce projet fut initialement prévu pour 2013 et que le nouveau plan d'investissement 2013-2025 du rail belge est encore en cours d'élaboration.

Rappelons également dans ce contexte la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n°1898 du 31 janvier 2012 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)* selon laquelle les travaux de développement de la ligne 162 n'auraient été «ni suspendus ni remis en question».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de la décision prise par Infrabel?

2. Les travaux de modernisation de la ligne nationale Luxembourg-Kleinbettingen étant en cours, la décision de reporter la modernisation du tronçon belge à 2022 ne risque-t-elle pas de léser les objectifs communs de développement et d'attractivité du transport ferroviaire entre les deux villes?

3. Comme suggéré dans la réponse à la question parlementaire énoncée ci-dessus, où en sont les discussions entre les partenaires concernant «l'analyse des solutions alternatives», notamment en ce qui concerne le projet EurocapRail?

Réponse (15.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du ralentissement des travaux de modernisation prévus sur le territoire belge de la ligne de Luxembourg à Bruxelles.

Le gestionnaire de l'infrastructure belge, Infrabel, a confirmé que lesdits travaux de modernisation ne seront achevés qu'en 2021, 2022, au vu de l'incertitude de la mise à disposition de moyens financiers suffisants. Les travaux de modernisation entre la frontière belgo-luxembourgeoise et Bruxelles sont toutefois en cours. Ils ont débuté en 2006, mais n'avancent que lentement, étant donné que ces travaux doivent être exécutés pendant le service normal, tout en assurant la sécurité des circulations ferroviaires.

Les travaux d'entretien, de renouvellement et d'augmentation de la capacité tombent sous la responsabilité des gestionnaires d'infrastructure nationaux.

Les travaux de renouvellement et de modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen sont réalisés en trois phases. La première phase comprend le renouvellement de toutes les installations de télécommunication et de signalisation. Ces travaux impliquent aussi la construction d'un nouveau poste directeur en gare de Kleinbettingen. Cette dépense du montant de 42 millions d'euros a été autorisée par la loi du 19 juin 2012 modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. La deuxième phase comprend la réélectrification intégrale de la ligne, y compris le renouvellement de certains ponts et la suppression du passage à niveau situé en gare de Kleinbettingen. La dépense relative à cette deuxième phase est actuellement estimée à 65 millions d'euros. La troisième phase comprend le renouvellement et la modernisation des installations ferroviaires restantes, y compris les quais et les autres ouvrages d'art.

Ces travaux seront réalisés sur le territoire luxembourgeois et leur exécution n'a pas d'incidence sur le ralentissement de la mise en œuvre du chantier sur le territoire belge. Étant donné que le Luxembourg ne participe pas financièrement aux travaux réalisés sur le territoire belge, ses moyens d'intervention sont limités.

Dans ce contexte, je tiens également à vous signaler que les CFF se sont engagés dans un projet commun avec la SNCB, la SNCF et les CFL pour développer l'offre ferroviaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Suisse. Les quatre partenaires ont lancé une consultation du marché (RFI, Request for Information) pour sonder les possibilités de fournisseurs de matériel roulant pendulaire techniquement compatible avec les quatre réseaux traversés et ceci dans le cadre d'un marché de taille limitée (quatre à six automotrices). Les résultats de cette consultation sont attendus pour la fin de l'année. Les quatre partenaires se concerteront ensuite sur la démarche à suivre en fonction de l'impact des résultats sur le plan d'affaires.

En cas d'abandon de la solution pendulaire, la ligne Strasbourg-Bruxelles sera desservie par l'introduction de quatre TGV entre Luxembourg et Strasbourg ainsi que par la création de trains classiques en correspondance entre Luxembourg et Bruxelles.

Par ailleurs, il faut savoir que le transport international de voyageurs est libéralisé depuis le 1er janvier 2010, de sorte que les moyens d'intervention de la part d'un État sont très limités.

Question 2276 (5.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **fausses roupies indiennes en provenance du Luxembourg:**

Die Affäre um die neun gefälschten 1.000-Rupien-Scheine, die am Findel aufgetaucht sind, hat in Indien für viel Unruhe gesorgt. Die Hindustan Times New-Delhi berichtet in ihrer Ausgabe vom 31. August über ein neues und seriöses Phänomen. Falls die Noten schon in Luxemburg aufgetaucht sind, dann soll das bedeuten, dass es einfach ist, sich solches Geld zu besorgen. Auch wurden die zwei Touristinnen, welche die Scheine gewechselt hatten, nur unter der Bedingung freigelassen, weil das luxemburgische Außenministerium in einem Schreiben zugestimmt habe, in diesem Fall nach der Wurzel des Übels zu suchen. Anscheinend hat die Reserve Bank of India Muster von gefälschten Noten nach Luxemburg geschickt, damit die Zirkulation des Falschgeldes unterbunden werden kann.

Fragen:

1) Wie ist der letzte Stand der Dinge?

2) Wurde den indischen Autoritäten schon ein Zwischenbericht gesendet?

3) Wer untersucht die Fakten in dieser Affäre?

4) Wie kann es sein, dass eine Bank falsche Noten ausstellt?

5) Wurde schon ein Täter ermittelt?

6) Wer hat die Muster der Falschscheine bekommen und wer untersucht die Originalität der Scheine, die in nächster Zeit den potenziellen Kunden ausgeteilt werden?

7) Wann können wir mit dem Abschluss dieser Affäre rechnen?

Réponse (1.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Die besagte Affäre fand im August 2012 in Indien statt.

Eine Vorermittlung untersuchte die Umstände, die dazu führten, dass neun gefälschte 1.000-Rupien-Scheine in Umlauf gebracht wurden und in den Besitz von luxemburgischen Staatsangehörigen gelangten.

Nach dieser Vorermittlung, die vom Generalstaatsanwalt angeordnet und von der Kriminalpolizei durchgeführt wurde, wurde ein Ermittlungsverfahren eröffnet und die Akte wurde zur weiteren Ermittlung an den Untersuchungsrichter weitergegeben.

Momentan dauern die Ermittlungen noch an.

Question 2277 (5.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'orientation professionnelle basée sur le genre:**

An Norwegen gouf et elo eng grouss Diskussioun ëm d'Resultat vun enger jorzéngtelaanger, sougenanntener „gender"-orientéierter Beruffsberodung. Et huet sech erausgestallt, datt d'Meedercher nach ëmmer léiwer an traditionell Fraeberuffer ginn an d'Jonge léiwer méi traditionell Männerberuffer wielen. An Norwegen ass den Ënnerscheed souguer nach méi markant wéi an deene meeschten anere Länner. Falls d'Genderideologie recht gehat hätt an déi sougenannten „Geschlechterrollen" an doriwwer eraus d'Ënnerscheeder tëschent de Geschlechter op reng gesellschaftleche Facteuren, wéi zum Beispill éducativen oder sozialiséierungsbedéngte Verhalensschemata, beroue géifen, dann hätten déi Beruffspreferenze sech scho ganz laang misse statistesch ausgläichen.

Et wor den norwegesche Soziolog Harald Eia, deen dës Debatt ugestouss huet. Déi Diskussioun, déi doropshi gefouert gouf, huet op en Neits gewisen, datt d'Behaaptunge vun der Genderideologie an eklatantem Widdersproch zu biologeschen, geneteschen, hormonellen, neurologeschen an anere wëssenschaftleche Fuerschungen iwwert d'Geschlechterënnerscheeder stinn. Schliesslech ass am Dezember 2011 décidéiert ginn, fir den Nordesche Gender-Institut NIKK zouzemaachen.

Opgrond vun dësen Entwécklunge wollt ech dës Froen un d'Madame Ministesch fir Chancëgläichheet stellen:

1. Gëtt et laangfristeg statistesch Studien iwwert d'Beruffswiel vun de Jongen a Meedercher zu Lëtzebuerg? Huet sech an deene Joren, zënter datt et en „Girls' Day" (an accessoirement en „Boys' Day") gëtt, iergendeng statistesch signifikant Ännerung bei der Beruffswiel vun de Geschlechter erginn?

2. Gëtt et Erkenntnisser, wéi vill Meedercher, déi e méi traditionelle Männerberuff gewielt hunn, laangfristeg an deem Beruff bliwwe sinn? Gëtt et Erkenntnisser, wéi vill Jongen, déi méi en traditionelle Fraeberuff gewielt hunn, laangfristeg an deem Beruff bliwwe sinn?

3. Wéi vill Sue sinn insgesamt an den „Girls' Day" („Boys' Day") gestach ginn, zënter datt et déi Initiativ gëtt? Wéi héich ass de Montant, deen d'Regierung iwwerholl huet?

4. Denkt d'Regierung drun, den „Girls' Day" („Boys' Day"), besonnesch och opgrond vun deene rezenten Debatten an deenen nordesche Länner, ofzeschafen?

5. Ass d'Regierung grondsätzlech der Meenung, datt de Stat iwwerhaapt dat Recht huet, sech an déi perséinlech Beruffsdécisioune vun deene jonke Leit anzemëschen? Sollt de Stat sech net drop beschränken, fir jonk Leit iwwer Beruffer, Chancen, Risiken, Bildungsweeër an Ausbildunge méiglechst objektiv ze informéieren, awer ouni sech anzemëschen oder ze probéieren, d'Leit ze beaflossen?

Réponse (16.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

1. Fir dass d'Gläichstellung tëschent Männer a Fraen eng Realitéit gëtt, muss op ville Pläng geschafft ginn. Ee vun deene Pläng ass den Aarbechtsmaart an d'Virbereedung dorop, also d'Schoul an d'Ausbildung.

Laangfristegt Zil ass eng méi équilibréiert Representatioun vu Männer a Fraen an alle Beräicher vum Liewen.

An deem Kontext ass et wichteg, d'Leit ze informéieren an ze sensibiliséieren an hinnen Alternative virzestellen, fir eppes u verschiddene Situatiounen ze änneren, wa si dat da wëllen.

Dat ass justement och d'Objektiv vum „Girls' Day-Boys' Day" (GDBD) am Beräich vun der Beruffsorientéierung.

Wéi schonn aus der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro n°0714 *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)* vun der honorabeler Deputéierter Viviane Loschetter ervirgeet, hält d'Regierung un der Organisatioun vum GDBD fest:

«L'organisation de cette journée rencontre parfaitement les objectifs de la stratégie 2020 de l'Union européenne, notamment en matière

- de lutte contre la ségrégation professionnelle;

- d'augmentation des taux d'emploi et du taux d'emploi féminin en particulier;

- de réduction du taux d'abandon scolaire et d'atteinte des objectifs fixés en matière de niveau de qualification des jeunes;

- d'augmentation de l'intérêt pour la recherche et l'innovation;

- d'amélioration de la transition entre éducation et marché du travail.

L'initiative rentre cependant avant tout dans un contexte d'optimisation continue du système d'orientation professionnelle en offrant aux jeunes une prise de connaissance à la fois très large et très concrète des différents métiers et professions existants et en essayant d'éliminer les vues stéréotypées susceptibles d'influencer ou de guider les choix professionnels des jeunes en fonction de leur sexe.»

2. Wat de Budget vum GDBD ugeet, ginn, fir d'Joren 2002 bis 2010, aus dem Tableau hei ënnendrënner ervir e Gesamtcoût vu 428.497,09 € an eng Participatioun vum Stat vun 289.619,08 €.

Fir d'Joer 2011 huet de Service vun der Orientation professionnelle vun der ADEM 28.000 € zur Verfügung.

année	total	FSE/part communautaire	FSE/MEN	FSE/Mega	FSE/total bailleur national	Mega
2002	780,34					780,04
2003	1.845,42					1.845,42
2004	8.182,37					8.182,37
2005	53.471,08	24.061,98	13.463,62	15.945,48	29.409,10	
2006	98.257,02	44.215,66	27.729,36	26.312,00	54.041,36	
2007	59.908,42	26.958,79	18.722,63	14.227,00	32.949,63	
2008	96.981,28	43.641,58	37.318,62	16.021,08	53.339,70	
2009	56.925,99					56.925,99
2010	52.145,47					145,47
total	428.497,09	138.878,01	52.000,00	72.505,56	169.739,79	67.879,29
					total participation État 2002-2010:	289.619,08

3. Wat elo de konkreten Impakt vum GDBD op d'Beruffswiel vun de Meedercher an de Jongen ass, ass ganz schwéier ze beweisen. Verschidden Elementer erlaben eis awer, Tendenzen ze erkennen:

- Aus de Statistike vum Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI) geet ervir, dass am Laf vun de Jore vill méi Fraen déi zwee Beruffer wielen: 1995 waren 3,23% vun den Architekten, fakultativ oder obligatoresch Membere vun der OAI, Fraen; 2005 waren et der 5,81% an 2011 6,67%.

Bei den Ingénieurs-Conseils, fakultativen oder obligatoresche Membere vun der OAI, ass d'Situatioun folgend: 1995 waren 19,96% Fraen, 2005 22,85% an 2011 27,21%.

- D'Zuelen iwwert d'Finanzhëllefen, déi de Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche accordéiert, weise fir d'Joer 2010/2011 am Beräich «Architecture» 226 Fraen an 208 Männer aus, am Beräich «Ingénieur» 131 Fraen an 801 Männer.

D'nächst Joer feiert den „Girls' Day" säin zéngte Gebuertsdag. Ech ka mer virstellen, bei där Geleeënheet eng méi detailléiert a fondéiert Analys maachen ze loossen iwwert de Suivi vun deene Jonken, déi um GDBD deelgeholl hunn, a méi spezifesch vun de Meedercher, déi ganz am Ufank dobäi waren an entre-temps hir Studië missten ofgeschloss hunn.

Question 2278 (6.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**incident à la centrale nucléaire de Fessenheim:**

Im Atomkraftwerk von Fessenheim im Elsass hat sich ein atomarer Zwischenfall ereignet mit zwei Verletzten. Da dieses Atomkraftwerk veraltet ist und der französische Präsident sich dafür ausgesprochen hatte, diese Zentrale bis 2017 zu schließen, besteht eine permanente Gefahr für die Bevölkerung.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Um was für einen Zwischenfall hat es sich gehandelt? Ist radioaktives Material in die Atmosphäre gelangt?

2) Was sind die Gefahren für die Bevölkerung?

3) Besteht eine Gefahr für Luxemburg?

4) Wird der Minister der französischen Regierung empfehlen, dieses AKW früher als 2017 zu schließen?

Réponse (2.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Laut Informationen der französischen Behörden ereignete sich am 5. September 2012 gegen 15.00 Uhr ein Vorfall in einem Nebengebäude des Kernkraftwerkes im französischen Fessenheim (Département du Haut-Rhin). Beim Umgang mit Wasserstoffperoxyd, einem chemischen, nicht radioaktiven Stoff, hatte sich Wasserdampf gebildet, der die Brandmeldesensoren auslöste. Die neun Personen, welche sich während des Vorfalls in den Räumlichkeiten aufhielten, wurden überprüft. Es wurden hierbei keine Verletzungen festgestellt.

Dieser Vorfall hatte keine Auswirkungen auf die Umwelt. Zu keinem Zeitpunkt bestand somit Gefahr, weder für die Bevölkerung noch für Luxemburg.

In Bezug auf die Entscheidung, Fessenheim Ende 2016 endgültig stillzulegen, ist es wichtig sicherzustellen, dass das Kernkraftwerk weiterhin alle sicherheitsrelevanten Auflagen erfüllt und die Vorgaben aus den Stresstests wie geplant umsetzt. Dies hat die französische Aufsichtsbehörde ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) den luxemburgischen Behörden zugesichert.

Question 2279 (6.9.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **statuts de la CNS concernant la chirurgie bariatrique:**

En matière de chirurgie bariatrique, les statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) stipulent que le patient doit avoir fait l'objet, pendant au moins un an, d'un suivi médical, nutritionnel et diététique bien documenté. Ce suivi doit avoir lieu dans un hôpital disposant d'un service pratiquant la chirurgie bariatrique. La durée de ce suivi peut être écourtée si le contrôle médical constate une comorbidité entraînant une dégradation rapide de l'état de santé du patient.

Dans ce contexte, il me revient que des patients souffrant depuis des années de maladies concomitantes (haute tension artérielle et diabète sucré), qui sont sûrement liées à cette adiposité maligne, se sont vu refuser l'accord du contrôle médical (sans avoir jamais été convoqués et vus par un médecin-conseil) parce qu'il leur manquait le suivi diététique d'une année au moins tel qu'il est prévu à l'article 12 paragraphe 3 des statuts de la CNS.

Or, comme les personnes pâtissant de cette maladie ne peuvent suivre la cure diététique uniquement dans un centre qui pratique la chirurgie bariatrique (Luxembourg/CHL ou Esch-sur-Alzette/CHEM), des patients habitant les cantons de Clervaux et de Wiltz se voient souvent gravement gênés, voire empêchés de parcourir de longues distances pour se rendre régulièrement à Luxembourg ou au sud du pays en raison de contraintes professionnelles ou personnelles.

Étant donné que la plupart des personnes en question ont déjà suivi maintes cures diététiques sans succès et vu les graves risques de santé liés à la perte d'une année supplémentaire avant l'intervention chirurgicale à proprement parler, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus raisonnable d'accepter le certificat de la cure diététique établi par un(e) diététicien(ne) agréé(e) par la CNS dont le cabinet est situé plus proche du domicile du patient?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le médecin-conseil devrait accepter un certificat établi par le médecin de famille qui, généralement, connaît le patient depuis des années?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne serait-il pas disposé à intervenir auprès de la CNS pour que l'article concerné des statuts soit modifié en ce sens?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'aurait-il pas l'intention d'autoriser le Centre Hospitalier du Nord à offrir également de telles cures diététiques?

Réponse (8.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En date du 1er janvier 2012, la Caisse Nationale de Santé (CNS) a procédé à une modification des statuts consistant à encadrer la prise en charge de la chirurgie bariatrique de certaines conditions. Cette disposition a été élaborée avec le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) et visait à rompre avec l'approche traditionnelle d'une simple demande émise par le médecin traitant suivie d'une autorisation du CMSS, mais prévoyait d'intégrer le patient obèse qui projette une intervention de chirurgie bariatrique dans un concept de prise en charge médicale globale et ce à partir de la phase préalable à la prise de la décision.

La préoccupation du CMSS était de pouvoir disposer d'un dossier bien documenté et complet composé des pièces établies par tous les acteurs dont l'intervention est jugée nécessaire afin que la décision en faveur d'une intervention de chirurgie bariatrique ne soit pas prise à la légère, mais en pleine connaissance de cause de tous les intervenants. Il était souhaité que le patient effectue cette phase de préparation dans un entourage où il peut disposer d'un forum de dialogue et d'une concertation lui permettant de prendre la bonne décision en ce qui concerne la chirurgie, de communiquer à la fois ses attentes et les risques et contraintes qu'il est capable d'accepter. Pareillement, il était souhaité de favoriser le dialogue entre le médecin et le patient afin de permettre au médecin de communiquer au patient le type d'intervention, l'indication ou la contre-indication de la chirurgie, le rapport bénéfice/risque de la chirurgie bariatrique.

Tous ces éléments ne peuvent qu'améliorer l'efficacité de la chirurgie et préparer dès le début le patient au suivi postopératoire. La prise en charge préopératoire du patient doit se faire pendant au moins un an, bien que le CMSS puisse écourter cette durée dans le cas limitativement énuméré dans le texte (comorbidité entraînant une dégradation rapide de l'état de santé du patient).

Comme il n'est pas possible actuellement de limiter certaines interventions à certaines spécialités médicales ou certains prestataires en fonction de leur expérience professionnelle, et comme il n'est pas possible d'orienter les patients vers des centres de compétences hospitaliers, la CNS en collaboration avec le CMSS a voulu se donner les moyens d'optimiser le parcours de soins et la qualité de la prise en charge au moyen de la mise en place de certains prérequis préalables à l'émission de l'autorisation de prise en charge de ces interventions par l'assurance maladie. Ces conditions s'inscrivent dans le cadre d'une démarche qualité et d'une optimisation du parcours de soins pour le patient.

Question 2280 (6.9.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture de la Centrale nucléaire de Cattenom:**

En date du 27 mars 2012 j'avais déposé au nom de tous les groupes et sensibilités politiques une motion relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom. Cette motion, qui a été votée par la Chambre des Députés le même jour, invite le Gouvernement à envoyer rapidement une véritable mission diplomatique composée de représentants des Ministres concernés, de représentants des partis politiques et d'experts à Paris afin de faire comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française.

Dans ce contexte, j'aimerais poser au Ministre des Affaires étrangères les questions suivantes:

- Est-ce que la délégation luxembourgeoise pour accomplir cette mission a été composée? Dans l'affirmative, quand et avec quelles personnes?

- Quelles démarches ont été réalisées par ladite délégation dans le contexte de sa mission? Quand est-ce que ces démarches ont eu lieu?

- Est-ce que cette délégation a réussi à accomplir la mission précise demandée par la Chambre des Députés dans la motion susmentionnée? Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ladite mission?

Réponse (5.10.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Depuis le vote de la motion du 27 mars et plus particulièrement au cours des derniers mois plusieurs éléments ont contribué à alimenter et à structurer au niveau européen et régional le débat entourant la sécurité des centrales nucléaires. Ainsi, le Conseil européen des 28/29 juin 2012 a marqué une nouvelle étape dans l'évaluation des éléments de sécurité et de sureté encadrant la production d'énergie nucléaire civile dans l'UE suite aux enseignements tirés de la catastrophe de Fukujima. La Commission de son côté vient de communiquer au Conseil et au Parlement ce 4 octobre les résultats des Évaluations Complémentaires de la Sécurité («stress tests»). Il a paru opportun d'entamer une discussion avec les nouvelles autorités politiques françaises issues des élections du mois de mai dernier sur base des informations contenues dans ce rapport également.

Parallèlement, le Ministère des Affaires étrangères a entrepris dans le courant de l'été une analyse des moyens juridiques permettant éventuellement d'empêcher la poursuite de l'exploitation de la centrale de Cattenom. À la lumière de tous ces éléments un premier rendez-vous a été convenu entre les Ministres des Affaires étrangères français et luxembourgeois pour la mi-octobre. Lors de cette rencontre le Gouvernement transmettra encore une fois toutes ses inquiétudes et interrogations liées à l'exploitation de la Centrale de Cattenom, tant anciennes que celles soulevées par la récente Communication de la Commission. Ce premier contact doit également servir à préparer une rencontre d'une délégation luxembourgeoise avec les autorités françaises.

Le dossier de la sécurité et de la sureté de la Centrale de Cattenom et les conclusions à tirer des résultats des «stress tests» figurent par ailleurs à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire convoquée pour le 22 novembre 2012.

Question 2281 (6.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées:**

Déi Europäesch Kommissärin, d'Madame Viviane Reding, huet elo virgeschloen, datt eng Fraequot vu 40% sollt am Opsiichtsrot vun Entreprisen agefouert ginn, déi op der Bourse notéiert sinn.

No de Medië soll et awer schonn an enger éischter Diskussioun am Ministerrot zu enger Oppositioun vun zéng Länner komm sinn, déi zesummen eng Spärminoritéit hunn: d'Vereenegt Kinnekräich, Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Dänemark, Ungarn, Litauen, Malta, Holland, Schweden a Slowenien. Och an Däitschland ass déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Kristina Schröder, géint esou eng Regelung.

Zu Lëtzebuerg huet d'Madame Ministesch fir Chancëgläichheet bis elo gesot, si wéilt Consultatioune féieren, wat och schonn an där zoustänneger Chamberskommissioun ugefaangen huet.

Dowéinst wollt ech d'Madame Ministesch froen:

1. Wéi huet Lëtzebuerg gestëmmt, wou der Madame Reding hir obligatoresch Fraequot am Ministerrot wor? Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg genee bei där Diskussioun vertrueden?

2. Wëllt d'Regierung nach ëmmer eng Consultatioun hei am Land iwwert dës Fro féieren oder huet si dee Prozess elo opginn?

Réponse (26.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

De 17. Februar 2013 war de Sujet vun der Representatioun vu Fraen an de Verwaltungsréit um Ordre du jour vum EPSCO-Conseil, an zwar ënnert der Form vun engem Débat d'orientation.

D'Ministeren haten also just e politeschen Austausch iwwert d'Thema an ënner anerem iwwer hir jeeweileg Initiativen an Erfahrungen, fir géint den niddrege Prozentsaz vu Fraen an de Verwaltungsréit virzegoen.

D'Europäesch Kommissioun wäert, mengen Informatiounen no, an deenen nächste Méint eng formell Délibératioun iwwert de Sujet an iwwer eng eventuell Proposition de directive huelen.

Eréischt an deem Moment, wou e formellen Text virläit, kënnen Diskussiounen a Verhandlungen doriwwer ufänken.

Lëtzebuerg wäert sech selbstverständlech dozou positionéieren, awer eréischt dann, wa gewosst ass, wat genee an deem Text steet. Mengen Informatiounen no viséiert d'Kommissioun eng Participatioun vu 40% vum „sexe sous-représenté" bis 2020 an de Conseils de surveillance vun deenen op der Bourse gelëschten Entreprisë respektiv den Entreprisen, an deenen de Stat majoritairement participéiert.

Sollt esou eng Initiativ op europäeschem Plang formaliséiert ginn, wier den Impakt dovunner zu Lëtzebuerg ganz beschränkt.

Dofir wäert d'Regierung weiderfueren, déi ganz interessant fräiwëlleg a villfälteg Aktiounen ze ënnerstëtzen, un deenen zanter Ufank 2011 ganz intensiv geschafft gëtt.

Opgrond vun engem breede Konsens doriwwer, dass den Istzoustand muss verbessert ginn, hunn déi verschidde Patronatsorganisatioune sech engagéiert, de Sujet mat hire Memberen ze diskutéieren an Iddien auszeschaffen, fir d'Situatioun ze verännere.

Esou huet d'ABBL no enger Bestandsopnahm eng Charte fir hir Memberen ausgeschafft, d'Fedil huet en Zyklus vu Konferenzen organiséiert an eng Etüd gemaach an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg.

De Ministère fir Chancëgläichheet huet eng elektronesch Plattform en place gesat, déi d'Zesummenaarbecht an de regelméissegen Austausch tëschent Acteuren, déi sech dem Thema mat konkrete Projeten ugeholl hunn, erméiglecht: de Reseau Diversity in Business (DivBiz).

All dës Initiative viséieren awer net nëmmen d'Betriber, déi op der Bourse cotéiert sinn, an och net nëmmen d'Zesummesetzung vun de Verwaltungsréit, mä dat laangfristegt Zil ass eng méi equilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer op allen Niveaue vu Responsabilitéitsposten an deene verschiddene Secteure vun der Ekonomie.

Question 2282 (6.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **notion «enfant à charge»:**

Bei villen administrative Froen ass d'Notioun vun «enfant à charge» vu grousser Wichtegkeet. Vill finanziell oder fiskal Avantagen hänken zum Beispill dovun of, ob ee Kanner «à charge» huet an, wa jo, wéi vill.

Et gëtt verschidde Praktiken, wéi probéiert gëtt, ob eng pragmatesch Manéier ze determinéieren, wat en «enfant à charge» ass. Op ville Plaze gëtt einfach gefrot, ob ee Kanner huet, fir déi een «allocations familiales» kritt.

Elo ass et jo esou, datt bei de gescheeten Elteren d'Notioun vun «enfant à charge» un d'«autorité parentale» gebonnen ass. Wien d'Garde vun de Kanner kritt, huet dann och eent oder méi «enfants à charge»; deen aneren Elterendeel huet dann awer keen «enfant à charge». An der Praxis bezilt awer den Elterendeel, deen d'Garde net huet, Alimenter fir seng Kanner un den Elterendeel, deen d'Garde huet, an huet also jiddefalls am materielle Sënn och «enfants à charge». Theoretesch sollte jo och déi zwee Elterendeeler, wéinstens esou wäit wéi méiglech, am selwechte Mooss fir den Ënnerhalt an d'Ausbildung vun hire Kanner opkommen.

Dowéinst wollt ech d'Madame Familljeministesch, den Här Finanzminister an den Här Justizminister froen:

1. Wéi genee ass déi Notioun vun «enfant à charge» definéiert a wéi eng gesetzlech a reglementaresch Basis gëtt et fir dee Begréff?

2. Am Abléck verléiert den Elterendeel, deen d'Garde net huet, no dräi Joer d'Steierklass 2a kann nëmmen nach e limitéierte Montant als Chargen ofsetzen. Wär et net richteg, datt déi zwee gescheeten Elterendeeler an därselwechter Steierkategorie bleiwen, soulaang si zum Ënnerhalt vun de Kanner bäidroen? Falls d'Regierung dat net wéilt, wär si bereet, fir den ofsetzbare Montant esou unzepassen, datt déi reell Chargë vun deem Elterendeel, deen d'Garde net huet, kënnen integral steierlech ofgesat ginn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi zwee gescheeten Elterendeeler bei allen administrative Froen, déi sech op d'Notioun vun «enfant à charge» referéieren, missten d'selwecht behandelt ginn, soulaang si allen zwee fir den Ënnerhalt vun hire Kanner opkommen?

Réponse (6.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

De Code civil gëtt keng Definitioun vun dem Begréff «enfants à charge», mä de Code civil regelt Begréffer, Rechter a Flichten an déi jeeweileg Problemer vun der «autorité parentale», dem Besuchsrecht an dem Ënnerhalt vun den Eltere géigeniwwer vun hire mannerjährege Kanner, souwuel fir déi Kanner, déi aus engem Bestietnes ervirkommen, wéi fir déi Kanner, déi ausserhalb vun engem Bestietnes mat hiren Eltere liewen. D'Rechtspriechung vun de Geriichter huet déi Rechter an Ënnerhaltsflichten och op déi groussjäreg Kanner ausgedehnt, ënner gewësse Konditiounen, wéi z. B. wann déi Kanner nach studéieren oder an der Formatioun sinn.

De Gesetzesprojet N°5867 iwwert d'«responsabilité parentale», deen de jëtzege System vum Code civil ëmännere soll, gesäit vir, dass an Zukunft och am Fall vun enger Scheedung oder Trennung vun den Elteren ee gemeinsamt Recht vun den Elteren iwwer hir mannerjähreg Kanner de Prinzip ass a bleift, an nëmmen a ganz aussergewéinleche Fäll soll een Elterendeel d'«autorité parentale» eleng hunn, wann d'Geriicht befënnt, dass dat am Interessi - domat ass gemengt, am «intérêt supérieur» - vum Kand ass.

Wat déi steierlech Aspekter vun deene Familljesituatioune sinn, wär Folgendes bäizefügen:

En matière d'impôt sur le revenu, le droit à la modération d'impôt pour enfant revient, en ce qui concerne les parents divorcés, à un seul des parents. Ce droit est réservé à celui des parents avec lequel l'enfant vit effectivement, le critère légal étant celui de «vivre sous le même toit» et non pas de «être à charge». Si l'enfant vit effectivement en alternance tant avec son père qu'avec sa mère, les deux parents peuvent choisir d'un commun accord celui à qui reviendra le droit à la modération d'impôt, sachant que l'autre parent aura droit à l'abattement de revenu imposable pour enfants ne faisant pas partie du ménage du contribuable. En cas de désaccord, les services de l'Administration des Contributions directes devront, à la lumière de l'ensemble des circonstances de faits, déterminer le ménage fiscal auquel l'enfant est à rattacher. Dans ce cas, la résidence de l'enfant est un des facteurs parmi d'autres à prendre en considération.

Celui des parents qui a droit à la modération d'impôt pour enfant a également droit à la classe d'impôt 1a, s'il ne se trouve pas en classe 2. La perte de la classe d'impôt 2, trois ans après la séparation et le divorce des parents, est exclusivement due au fait qu'il n'y a plus imposition collective des époux et n'a aucun lien avec la présence d'un enfant dans le ménage de l'un ou de l'autre des parents.

Bien que, en cas de divorce, un seul des parents ait droit à la modération d'impôt pour enfant (922,50 euros) et, éventuellement, à la classe d'impôt 1a, tandis que l'autre a droit à un abattement de revenu imposable spécifique (3.480 euros), il n'en est pas moins que ces traitements fiscaux différents procurent, en principe, à l'un et à l'autre des parents des avantages à peu près comparables.

Question 2284 (10.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **extraits du registre de l'état civil:**

Bei der Geburt erfolgt ein Eintrag im „Registre de l'état civil" und diese Eintragung erfolgt per Schreibmaschine. Danach wird jede Änderung, sei es Heirat, Namensänderung, Geschlechtsänderung, Scheidung oder Ableben, manuell eingetragen. Ein Auszug aus dem Geburtenregister kann daher regelmäßig zu Diskriminierung und Stigmatisierung führen, da gegenüber Dritten die Vergangenheit (z. B. die geschlechtliche Vergangenheit) fortwährend offen gelegt wird.

Fragen:

1) Warum erfolgt jede Änderung manuell? Ist diese Prozedur nicht veraltet?

2) Wie kann man verhindern, dass bei einem Auszug aus dem Geburtenregister die Vergangenheit fortwährend offen gelegt wird?

Réponse (8.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Änderungen betreffend den Zivilstand werden im Geburtenregister durch einen Randeintrag (mention marginale) vermerkt. Der Randeintrag erfolgt informatisch, wenn die Geburtsurkunde nach dem 1. Januar 2005 (Stichtag der Informatisierung der Standesamtsregister) ausgestellt wurde. Bei Ausstellung der Geburtsurkunde vor dem 1. Januar 2005 muss der Randeintrag aus technischen Gründen handschriftlich vermerkt werden.

Das luxemburgische Recht unterscheidet zwischen der integralen Abschrift (copie intégrale) und dem Auszug (extrait) der Geburtsurkunde. Im Gegensatz zur integralen Abschrift erwähnt der Auszug der Geburtsurkunde nicht die Vergangenheit der betreffenden Personen und lässt keinen Rückschluss auf Änderungen des Personenstands zu.

Question 2285 (10.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **publication de l'étude Fimena-SUSANA:**

In meiner parlamentarischen Anfrage Nr.1319 vom 15. März 2011 *(cf. compte rendu n°12/2010-2011)* hat der Minister behauptet, dass der Bericht betreffend die Fimena-SUSANA Studie (SUrveillance de la SAnté autour de la NAissance) von 2004-2009 voraussichtlich Ende 2011-Anfang 2012 veröffentlicht würde.

Fragen:

1) Ist diese Studie schon veröffentlicht worden?

2) Wenn ja, wo ist sie zu finden?

3) Wie ist die Prävalenz von Intersexualität bei der Geburt?

Réponse (13.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Fimena-SUSANA-Studie ist noch nicht veröffentlicht worden. Der Bericht, der vom CRP-Santé erstellt wird, soll jedoch spätestens im März 2013 vorliegen.

Im Rahmen der Überwachung der Geburt wird das Geschlecht des Kindes erhoben. Der Indikator umfasst folgende Antwortmöglichkeiten:

- männlich
- weiblich
- unbestimmt (indéterminé)

Mögliche Daten zur Intersexualität liegen dementsprechend im Rahmen des SUSANA-Systems (SUrveillance de la SAnté autour de la NAissance) nicht vor.

Bei nicht eindeutigen „physiologischen äußeren Geschlechtsmerkmalen" des Kindes sind weiterführende Untersuchungen zu späteren Zeitpunkten notwendig, die eine medizinisch fundierte Bestimmung des Geschlechts des Kindes erlauben. Diese Daten befinden sich im „Patienten-Dossier" des Kindes.

Meinem Ministerium liegen keine Daten zur Intersexualität bei der Geburt vor.

Question 2286 (11.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **projets de remembrement:**

Le Gouvernement procède depuis plusieurs années à des travaux de remembrement censés améliorer les conditions d'exploitation des terres concernées. Si certains projets sont déjà terminés, d'autres sont encore en cours, dont celui qui concerne Beckerich et certaines parties des communes limitrophes. En 2009, les propriétaires se sont réunis en assemblée générale afin de s'exprimer sur le projet de remembrement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quand les travaux relatifs au projet de remembrement forestier à Beckerich et dans certaines parties des communes limitrophes seront-ils terminés?

2. Quel sera le coût prévisible total de ce remembrement forestier et quel sera le coût à assumer par les pouvoirs publics?

3. Quelle sera la valeur ajoutée du remembrement en termes d'exploitation des forêts concernées?

4. Quels sont le nombre et le pourcentage des propriétaires forestiers privés et présents à l'assemblée générale qui se sont exprimés de façon affirmative, donc en faveur de sa mise en œuvre? Les propriétaires absents lors de l'assemblée générale et qui, partant, ont été comptés d'office sur la base de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux ne devraient-ils pas être repris dans ce calcul?

5. De façon générale, quel était le nombre total de votants? Quel était le nombre total de votants privés? Est-ce que le vote aurait été en faveur du projet de remembrement, si l'on avait exclu les propriétés de terrains publics pour la double majorité sur les surfaces et si l'on avait tenu compte seulement du vote des propriétaires privés présents?

6. Pour le cas où la majorité des propriétaires privés et présents à l'assemblée générale se seraient exprimés à l'époque contre le remembrement forestier, quel est l'avis du Ministre en la matière? Monsieur le Ministre considère-t-il normal que des projets coûteux de remembrement soient réalisés contre la majorité des propriétaires privés présents à un vote?

7. Les travaux réalisés ou, le cas échéant, en cours de réalisation dans ce projet de remembrement ont-ils été effectués par le recours à la procédure des marchés publics, notamment avec des appels d'offres sous forme de souscriptions publiques? Quelles sont les entreprises qui ont remporté les travaux à réaliser? Est-ce qu'il y a eu recours à la formule des marchés négociés, autrefois marchés de gré à gré? Est-ce que lesdites entreprises ont remporté d'autres marchés de l'Office National du Remembrement dans le cadre d'autres remembrements? Si oui, lesquels et pour quels montants et sous quelle procédure de marché?

Réponse (10.10.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Le respect de toutes les obligations légales prévues par la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux d'une part (assemblée générale, enquêtes publiques sur l'utilité, sur la classification des sols ainsi que sur la nouvelle distribution des terres, mise en possession provisoire, rôle contributif, acte de remembrement, reports des droits réels, etc.) et l'envergure des travaux matériels «in situ» d'autre part (travaux de construction de la nouvelle voirie suite aux différentes procédures imposées en matière d'autorisations ministérielles, détermination des limites cadastrales) font qu'un projet de remembrement s'étale sur une assez longue période de sept à dix années en moyenne.

L'enquête sur l'utilité concernant le remembrement forestier de Beckerich a eu lieu aux mois de mars et avril 2009, l'assemblée générale a été tenue en juillet 2009, et le règlement grand-ducal d'exécution a été signé le 26 août 2009. Actuellement la construction des chemins forestiers des lots 1 et 2 de la première phase est en train d'être exécutée.

Il s'ensuit que la fin prévisible de ce remembrement peut être estimée entre 2016 et 2019.

2. Les coûts administratifs pour ce projet sont estimés à plus ou moins 310.000 €, alors que l'exécution des travaux de la construction de la voirie forestière est estimée à 3.200.000 €. En application des dispositions légales en question, 10% du coût de l'infrastructure forestière (voirie) sont à assumer par les propriétaires, le reste est à charge de l'Office National du Remembrement (ONR).

3. L'intervention de l'ONR sur le plan des nouvelles infrastructures publiques profite à l'exploitation de toutes les parcelles boisées, ceci à la fois lors de l'entretien des parcelles et lors de la récolte de celles-ci. Les distances de déplacement sont raccourcies de façon substantielle par l'aménagement des nouveaux chemins carrossables aux camions grumiers par tous temps

et pendant toute l'année. La valeur vénale des parcelles boisées incluses dans un périmètre de remembrement est augmentée entre 30 et 50% après finition des opérations.

4. L'article 18, alinéa 6 de la loi modifiée du 25 mai 1964 précitée précise que «les intéressés qui ne comparaissent pas à l'assemblée générale et qui ne se font pas représenter par un mandataire ainsi que ceux qui s'abstiennent du vote sont censés acquiescer au remembrement. Les lettres recommandées, affiches et avis concernant l'assemblée générale portent expressément mention de cette disposition».

Il s'agit ici d'une mesure de simplification administrative qui a pour conséquence que les propriétaires en faveur du remembrement ne sont pas forcés de se déplacer, mais que leur voix est pris en compte dans le calcul. Pour le remembrement visé, 85 voix (+/- 18%) ont été comptées contre le projet, alors que 388 voix (+/- 82%) se sont prononcées en faveur du remembrement. Pour le critère de la surface, les 18% des propriétaires privés présents à l'assemblée générale et votant contre le projet de remembrement disposaient d'environ 13% de la surface totale.

Dans ce contexte, je tiens à signaler que le projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux, destiné à remplacer la loi du 25 mai 1964 précitée et qui est actuellement en discussion dans les instances de la Chambre des Députés, se propose d'adapter la procédure de vote lors de l'assemblée générale en vue de renforcer les droits des propriétaires.

5. Le nombre total des votants était de 473 unités. Le nombre des votants privés s'élevait à 468 et celui des pouvoirs publics à cinq (quatre communes et l'État). La surface des pouvoirs publics représentait en tout 574 ha. Étant donné que les massifs boisés sont composés de façon pêle-mêle de parcelles privées et publiques, une exclusion des parcelles publiques s'avère inopportune, puisque cette approche serait de nature à engendrer un certain nombre d'inconvénients: nouveau cadastre numérique incomplet, tracés optimaux des nouveaux chemins publics dans les massifs boisés rendus impossibles, facteur de regroupement et d'échange très limité, etc.

6. Au vu des réponses données aux questions précédentes, cette hypothèse est sans objet et une réponse ne s'impose pas.

7. Le recours systématique aux marchés publics constitue la règle générale.

En effet, des soumissions publiques sont organisées pour chaque phase et pour chaque lot exécuté. Les entreprises participant aux soumissions publiques viennent de toutes les régions du pays.

Il n'y a pas eu recours à la formule de marchés négociés, autrefois de gré à gré, pour les travaux de génie civil de la voirie.

Le montant total des soumissions publiques à Tarchamps, Winseler et Beckerich s'élève de 2007 à 2012 à près de 3.000.000 € tout compris pour quelque 50 km de voirie forestière respectivement construite ou en cours de construction.

Question 2287 (11.9.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **reconnaissance d'un partenariat contracté à l'étranger:**

Le quotidien «L'Essentiel» fait état dans l'édition de ce jour du parcours du combattant des concitoyens étrangers provenant notamment de la France, de l'Allemagne et de la Belgique souhaitant faire reconnaître leur PACS (Pacte civil de solidarité) au Luxembourg. Outre le fait que les personnes souhaitant faire reconnaître leur PACS doivent présenter toute une panoplie de documents (attestation de l'inscription au répertoire civil, l'original d'un acte de naissance, un certificat de résidence etc.), les documents d'état civil des ressortissants français doivent être apostillés par la Cour d'appel. Or, depuis ce 1er juillet la Cour d'appel ne délivre plus d'apostille.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait, dans l'intérêt des concitoyens étrangers souhaitant faire reconnaître leur PACS au Luxembourg, simplifier les procédures en la matière? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en ce faisant il répondrait également à l'objectif annoncé du Gouvernement de simplifier les procédures administratives?

- Enfin, dans le cas spécifique relatif à l'apostille de la Cour d'appel française, comment Monsieur le Ministre pense-t-il pouvoir venir en aide à nos concitoyens français?

Réponse (27.9.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'article 4-1 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 prévoit pour les partenaires qui ont conclu un partenariat à l'étranger la faculté de demander l'inscription de leur partenariat au répertoire civil auprès du Parquet général, où sont également inscrits tous les partenariats conclus au Luxembourg. Ainsi la loi entend reconnaître les partenariats conclus à l'étranger, même ceux conclus avant l'entrée en vigueur de la loi luxembourgeoise sur le partenariat, pour pouvoir leur appliquer les mêmes droits et obligations que ceux conférés aux partenariats luxembourgeois.

L'honorable Député s'appuie sur un article paru au quotidien «L'Essentiel» citant «le véritable parcours du combattant des étrangers provenant notamment de la France pour faire reconnaître leur (PACS) partenariat au Luxembourg et soutenant que le Luxembourg remet en cause l'application de la Convention CIEC n°17 d'Athènes qui stipule que les documents d'état civil sont dispensés de légalisation…».

Cette convention CIEC (Commission Internationale de l'État Civil) ne s'applique qu'aux actes de l'état civil. Or, il est unanimement admis par les États signataires de cette convention que les déclarations-inscriptions de partenariats ne sont pas des actes de l'état civil et que cette convention est donc inapplicable en cas d'inscription de partenariats étrangers.

Par contre, la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, ratifiée par le Luxembourg et la France notamment, est applicable et prévoit que la légalisation des actes est remplacée par l'apostille. L'article 1 d) de cette convention énonce qu'elle s'applique également aux «déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signatures apposées sur un acte sous seing privé». Ainsi, en vertu de cette convention, les documents nécessaires à l'inscription d'un partenariat étranger au répertoire civil luxembourgeois doivent être munis de la formalité de l'apostille. Cette apostille est la garantie de l'authenticité des documents.

Le Ministre de la Justice estime que les formalités nécessaires à l'inscription d'un partenariat étranger ne représentent pas une charge administrative exagérée, tel que le laisse entendre l'honorable Député. Les quelques documents demandés à cet effet (certificat de résidence, acte de naissance des partenaires, pièce d'identité et preuve de l'inscription du partenariat étranger dans le «pays d'origine» du partenariat) sont indispensables pour la sécurité juridique. Quant à la question de l'apostille sur les documents que les autorités françaises compétentes n'émettraient plus depuis peu d'après l'honorable Député, le Ministre de la Justice se propose de transmettre une demande de renseignement aux autorités françaises par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères.

Question 2288 (11.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **référentiel des métiers dans la fonction publique:**

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative vient de publier une annonce dans la presse écrite portant sur un marché intitulé «La réalisation d'une étude sur la mise en place et la constitution d'un référentiel des métiers dans la fonction publique luxembourgeoise».

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes aux membres du Gouvernement en charge de la fonction publique:

1. À quoi devra servir un «référentiel des métiers dans la fonction publique»?

2. Pourquoi les instances étatiques ne sont-elles pas en mesure d'établir elles-mêmes un tel référentiel et pourquoi estiment-elles devoir recourir à des experts externes pour pouvoir établir un tel référentiel?

3. Quel est l'article budgétaire prévu pour le financement de cette étude et quel est le montant inscrit à cet article destiné spécifiquement à une telle étude?

Réponse (31.10.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

À la suite de la publication par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative d'un avis de marché au sujet de la constitution d'un référentiel des métiers dans la fonction publique luxembourgeoise, Monsieur le Député Fernand Kartheiser s'interroge sur les finalités d'un tel outil, les raisons du recours par l'État à de l'expertise externe ainsi que la budgétisation de la dépense.

En réponse aux trois questions posées, j'aimerais fournir à l'honorable Député les explications et les précisions suivantes:

Le programme gouvernemental du 29 juillet 2009 prévoit dans son chapitre relatif à la réforme administrative qu'«aujourd'hui, l'organisation de la fonction publique se fonde sur les notions de carrière et de fonction. Afin de permettre le développement de la professionnalisation de la gestion des ressources humaines dans l'administration publique, le Gouvernement analysera la possibilité de compléter ces notions par une approche fondée sur la notion de «métier» qui tient compte des attributions et des missions exercées par les agents de l'État.»

Actuellement, les lois-cadres qui définissent les missions et les attributions des administrations introduisent un cadre du personnel et déterminent en même temps les carrières chargées d'exécuter ces missions et attributions. Or, la notion de carrière en elle-même ne fournit que des indications sommaires sur les missions à exercer par les titulaires et ne renvoie pas explicitement à des attributions et des activités spécifiques. La carrière est en effet un instrument de classement (au niveau des traitements), d'hiérarchisation et de structuration (au niveau du statut et des administrations), mais elle n'est pas porteuse d'informations sur la nature du travail à exercer par les agents classés dans une carrière spécifique.

Il en résulte que la notion de carrière est une notion générale qui ne permet pas de conclure sur les compétences requises, exigées ou exercées par une attribution ou une situation de travail spécifique. Pourtant, dans le cadre du développement qualitatif de la gestion des ressources humaines, il importe d'avoir des connaissances précises des situations de travail et de les présenter sous forme d'emplois et de métiers afin de pouvoir les décliner en termes de missions, d'activités et de tâches et de pouvoir déterminer de cette manière et de façon précise les compétences requises pour exercer ces missions, activités et tâches.

L'élaboration du référentiel des métiers est destinée à faire ce travail initial d'analyse de tous les métiers de la fonction publique. Ce référentiel devra fournir d'une part un inventaire complet et structuré de l'ensemble des métiers exercés au sein des différents départements ministériels, administrations et services de l'État et faire ressortir d'autre part des regroupements d'activités proches les unes des autres quant aux responsabilités et aux compétences requises.

Ce faisant, l'outil du référentiel a comme finalité de soutenir l'ensemble des processus intervenant dans la gestion et le développement du personnel. Ainsi, il est appelé notamment à soutenir la gestion prévisionnelle du personnel en fonction des métiers actuels et futurs, à contribuer à compléter les organigrammes, à permettre la gestion du recrutement en fonction des compétences requises, à être utilisé pour la définition des besoins en formation, ainsi qu'à enrichir la gestion des carrières et à favoriser la mobilité interne.

Dans le contexte de la mise en œuvre des réformes en matière salariale et statutaire de la fonction publique, dont les projets de loi et de règlement grand-ducal ont été déposés en juillet dernier, le référentiel des métiers constitue un support essentiel à l'implémentation entre autres de la gestion par objectifs, dans la mesure où la définition des métiers est particulièrement utile à la description des postes dans les organigrammes et à la gestion des compétences des agents affectés à ces postes.

Pour ce qui est du recours à des experts externes, il faut mentionner que la réalisation initiale d'un référentiel des métiers suppose d'abord la définition d'un dispositif méthodologique afin de réaliser l'important travail de collecte systématique des informations auprès de tous les acteurs concernés. Elle exige ensuite l'analyse et la formalisation des données recueillies avant de rédiger finalement les descriptions des métiers et de les répertorier dans le référentiel.

Le travail préliminaire d'identification des grands domaines fonctionnels de l'État à partir des lois-cadres des administrations et des services de l'État a déjà été mené par une équipe interne composée de membres du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de l'Institut national d'administration publique. Cette équipe continuera à assurer les étapes ultérieures du projet et l'objet du marché public consiste uniquement à s'assurer une assistance externe pouvant se faire valoir d'expertise en économie de travail et d'expérience dans la réalisation de projets similaires.

Quant à la comptabilisation de la dépense, celle-ci est imputée à l'article budgétaire réservé aux frais d'experts et d'études en matière de réforme administrative. Le recours à la procédure ouverte de marché est destiné à déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse pour une charge de travail maximale définie dans le cahier des charges.

Question 2290 (12.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **programme «Héroïne sur ordonnance»:**

Betreffend den illegalen Heroinkonsum mit seiner Beschaffungskriminalität und die Fixerstuben, in denen die heroinabhängigen Personen sich die Droge in die Vene einspritzen können, ohne weiterhin belästigt zu werden, bleiben noch verschiedene Aspekte zu beleuchten. Erstens ist die Droge nicht immer pur und wird mit anderen Stoffen geschnitten, was zu weiteren Nebenwirkungen führen kann, und zweitens ist der Gestehungspreis relativ hoch und kaum zu bezahlen.

Staatlicherseits könnte hier sicherlich auf diesen zwei Ebenen nachgeholfen werden, indem der Staat die Droge kostenlos an schwer abhängige Personen austeilt, so wie das mit dem Methadonprogramm schon Usus ist, und dazu ohne Zusatzstoffe, also im puren Zustand. Das würde sicherlich viele Probleme aus der Welt schaffen, unter anderem könnten die so behandelten Patienten sich einem Job widmen, ohne permanent Druck aufzubauen und sich um die Beschaffung ihrer Droge Sorgen zu machen.

Fragen:

1) Wie steht es mit dem Projekt „Heroin auf Rezept" von staatlicher Seite gefördert und von der Gesundheitskasse, so wie beim Methadon, finanziert?

2) Welche Infrastrukturen, außer den Fixerstuben, könnten hier zur Verfügung gestellt werden, um dieses Projekt zu realisieren?

3) Wie sind die Erfahrungen in anderen Ländern, was das Projekt „Heroin auf Rezept" angeht?

Réponse (26.9.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die heroingestützte Behandlung ist eine Erweiterungsmaßnahme des bestehenden Behandlungsangebots für opiatabhängige Menschen und ist im nationalen Drogenaktionsplan 2010-2014 verankert und erläutert.

Das diesbezügliche Konzept ist vom Ministerium für Gesundheit in Zusammenarbeit mit dem zukünftigen Träger des Angebotes, der Stiftung Jungend- und Drogenhilfe, ausgearbeitet worden und liegt derzeit ausländischen Experten zwecks Begutachtung vor.

In seiner jetzigen Form sieht das Gesamtkonzept eine Einbindung in das bestehende Angebot der Substitutionsbehandlung vor, dies jedoch mit eigenen Aufnahme- und Betriebsbedingungen. Zu letzteren gehören die Verabreichung und Zuführung von Diacetylmorphin („medizinisches Heroin") ausschließlich in einem zu diesem Zweck speziell akkreditierten Behandlungsraum.

Es handelt sich hier um einen mittel- bis hochschwelligen medizinischen Behandlungsansatz, welcher demzufolge dem aktuell schon bestehenden Angebot eines Drogenkonsumraums nicht gleichzustellen ist und nicht in denselben Räumlichkeiten stattzufinden hat.

Die Auswertungen von vergleichbaren internationalen Behandlungsangeboten, die wissenschaftlich als abgesichert gelten und größtenteils auf Vergleichsstudien beruhen, die Patienten mit heroingestützter Behandlung Kontrollgruppen von methadonbehandelten Patienten gegenüberstellen, lassen folgende Schlussfolgerung in Bezug auf die Wirksamkeit von heroingestützten Angeboten zu:

- höhere Rückhaltequoten von Patienten,

- Verringerung der Sterblichkeitsrate der Patienten,

- Reduzierung, bis hin zum kompletten Verzicht, von illegal erworbenen Drogen,

- Verbesserung des allgemeinen somatischen und mentalen Gesundheitszustandes wie auch der sozialen Integrationsfähigkeit (e.g. feste Wohnung, berufliche Aktivität, soziale Kontakte außerhalb der Drogenszene),

- Verringerung von gesetzwidrigen und kriminellen Handlungen.

Question 2291 (13.9.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **placement en garde à vue d'une personne ivre:**

Selon mes informations, les agents de la Police grand-ducale sont régulièrement confrontés à un problème procédural quand ils veulent mettre en détention une personne qui présente un taux d'alcoolémie supérieur à 1,4‰. Lorsqu'ils présentent la personne arrêtée à un médecin, celui-ci établit en général un certificat médical qui confirme que la personne concernée est apte à être incarcérée. Pourtant les responsables du Centre pénitentiaire à Schrassig refusent souvent l'admission de personnes fortement alcoolisées, indépendamment du certificat médical.

Dans ces cas, les agents de police se voient obligés de placer la personne ivre en garde à vue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les responsables du Centre pénitentiaire ont le droit de refuser l'admission d'un détenu du fait qu'il soit ivre, même si un certificat médical atteste qu'il peut être incarcéré?

- Est-ce que le placement en garde à vue d'une personne ivre qui devrait normalement se retrouver en détention préventive au Centre pénitentiaire est conforme aux procédures à respecter par la police?

Réponse (15.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Au cas où le Centre pénitentiaire de Luxembourg refuse, malgré un certificat médical attestant son aptitude à la détention, l'admission au Centre pénitentiaire de Luxembourg, les prescriptions de service de la police disposent que la personne est transférée à l'hôpital de garde.

La police dans ce cas est chargée de la garde de la personne jusqu'à son admission au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Complément de réponse (19.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Députée se réfère à un cas précis de refus d'admission au CPL d'une personne arrêtée par la police en date du 10 juillet 2012. Il s'agit d'un cas unique.

En l'espèce, Monsieur X avait été présenté à un médecin à Esch-sur-Alzette vers 00.17 heures et ce médecin avait certifié l'aptitude à la détention sans mentionner son état d'alcoolisation avancé.

Or, à l'entrée au CPL vers 01.00 heures, Monsieur X présentait une alcoolémie de 2,35‰.

L'admission a alors été refusée provisoirement conformément aux dispositions de l'article 141 du règlement grand-ducal concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires du 24 mars 1989 qui stipule que:

«L'entrée dans l'établissement est en principe refusée à tout individu en état d'intoxication», sous condition pour la police de présenter Monsieur X à l'hôpital de garde à Luxembourg, en l'occurrence la Clinique Ste Thérèse, pour «avis et éventuellement prise en charge».

Le médecin de garde a alors refusé la prise en charge de Monsieur X à la Clinique Ste Thérèse, mais ni le médecin, ni les policiers chargés de l'escorte n'ont communiqué avec le responsable du service de nuit du CPL.

Les policiers lui ont alors fait passer la nuit dans une cellule d'arrêt/de dégrisement au CI à Esch-sur-Alzette, avant de l'amener de nouveau au CPL où il a finalement été admis à 12.00 heures.

Si les policiers avaient présenté un nouveau certificat confirmant son aptitude, Monsieur X aurait été admis au CPL durant la nuit.

Plus généralement, depuis une concertation en 2010 entre CPL, police et CHL, les refus d'admission sont devenus l'exception (après avoir été rares auparavant, de l'ordre de 2%).

Cette concertation veut tout d'abord que l'examen médical avant admission se fasse dans l'hôpital de garde à Luxembourg-ville, considérant que tout médecin ne peut pas forcément être au courant des moyens de prise en charge médicale disponibles au CPL.

Cet examen doit avoir été assez récent pour exclure tout risque de dégradation subséquente de l'état de santé de la personne à admettre en prison.

Il faut donc retenir que le CPL n'a pas le droit de refuser l'admission d'un détenu si un certificat médical atteste qu'il peut être incarcéré.

Or, en l'espèce, un tel certificat faisait justement défaut.

Question 2293 (14.9.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **frais du mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy:**

Le 20 octobre 2012 sera célébré le mariage de Son Altesse Royale le Prince Guillaume, Grand-Duc Héritier, avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est le budget global prévu pour l'organisation et la célébration de ce mariage?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur la répartition des frais entre l'État et la Maison grand-ducale?

- Comment les frais ont-ils évolué par rapport au mariage de LL.AA.RR le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa le 14 février 1981?

Réponse commune (31.10.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Député voudrait connaître le budget global affecté à l'organisation du mariage entre le Grand-Duc Héritier et la Comtesse Stéphanie de Lannoy, la répartition des frais entre l'État et la Cour grand-ducale, ainsi que l'évolution des frais par rapport au mariage princier du 14 février 1981.

Compte tenu de la nature de l'événement, qui d'un côté a un caractère privé, mais de l'autre revêt également une dimension publique et officielle, les frais seront pris en charge par la Famille grand-ducale et l'État luxembourgeois.

En ce qui concerne le budget global de l'événement et la répartition des frais entre l'État et la Maison grand-ducale, je voudrais tout d'abord renvoyer Monsieur le Député au communiqué du Gouvernement du 21 septembre 2012 dans lequel les frais à charge de l'État ont été estimés à 350.000 €.

Ensuite, et pour ce qui est du coût supporté par la Cour grand-ducale, j'estime que, dans la mesure où il est lié au caractère partiellement privé de l'événement, il n'a pas à être publié.

Enfin, une comparaison avec le mariage de LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa le 14 février 1981 ne me semble guère de mise. Certains paramètres qui interviennent dans le coût de l'événement, ont en effet fondamentalement changé. Tel est le cas notamment du dispositif de sécurité ainsi que de la couverture par les médias. Par ailleurs, les indications dont disposent mes services concernant le coût du mariage de 1981 sont très fragmentaires et non concluantes.

Question 2294 (14.9.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique:**

En vue de la réforme de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, Madame la Ministre a exprimé l'intention de continuer la concertation avec le milieu enseignant. Un groupe de 18 enseignants va se réunir à partir de la rentrée avec Madame la Ministre pour examiner les éléments de la réforme et chercher un consensus dans les mois à venir d'ici avril 2013.

Comme cette démarche diffère de celle empruntée par le MEN et la Ministre elle-même depuis fin septembre 2009 avec de nombreuses réunions au sein des établissements et avec la large base des enseignants, il est intéressant de savoir comment et avec quel objectif va s'organiser cette nouvelle concertation.

- Comment se compose le groupe des 18? Sur quels travaux préparatoires va-t-il se fonder? Quelle est l'organisation pratique de cette concertation (nombre de réunions, périodicité des réunions, lieu des réunions, rapporteurs, rapports, communication avec le public, confidentialité etc.)? Est-il prévu d'aménager la tâche des 18 enseignants engagés dans cette entreprise, et de quelle façon?

- À l'issue de la concertation ou pendant les travaux est-il prévu de revenir vers la base et quels autres acteurs (étudiants, parents) seront impliqués? Un protocole d'accord ou de désaccord argumenté sera-t-il établi?

Réponse (26.9.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la question parlementaire n°2294 de Monsieur le Député Ben Fayot portant sur la Délégation Nationale des enseignants des Lycées (DNL) et les discussions relatives au projet de réforme de l'enseignement secondaire, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes.

Suite aux réunions de concertation avec les délégués des enseignants des lycées que j'ai eues au courant des premiers mois de l'année 2012, ces comités se sont fédérés pour former une délégation nationale, ensemble avec les principales représentations syndicales des enseignants des lycées. Les présidents des commissions nationales pour les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique m'ont informée que leur point de vue me sera également soumis par la délégation nationale. La DNL a été désignée comme seul interlocuteur des enseignants auquel je m'adresserai pour discuter dans les mois à venir la réforme de l'enseignement secondaire.

La DNL se compose de 18 enseignants, six femmes et douze hommes. Il y a, d'une part, neuf représentants des comités de professeurs, trois de lycées dits «classiques», trois de lycées techniques, trois de lycées offrant les deux ordres d'enseignement. D'autre part, les trois syndicats concernés délèguent chacun trois représentants à la délégation nationale: l'Apess, la Féduse, le SEW.

J'ai eu quatre réunions avec la DNL pendant la période d'avril à juillet 2012. La DNL a refusé d'avoir des réunions pendant les vacances d'été, mais elle m'a soumis en mai et en juillet une série de quelque 200 questions auxquelles mes services ont partiellement répondu en juillet. En septembre, la quasi-totalité des réponses est disponible de sorte que la DNL dispose d'une information très complète sur les statistiques disponibles, les projets en cours et les intentions de mon département.

La DNL projette de se concerter avec l'ensemble des enseignants en septembre et octobre afin de définir sa position. En novembre et décembre auront lieu les discussions de la DNL avec mes collaborateurs et moi-même. En janvier et février 2013, la DNL fixera ses positions et me les soumettra par écrit en mars 2013.

Les membres de la DNL ont été libérés de leur tâche d'enseignement un jour par semaine, à savoir le mardi. Ils bénéficient chacun de quatre leçons de décharge, hormis les représentants de la Féduse qui y renoncent puisqu'ils bénéficient déjà d'une décharge accordée pour activités syndicales; pour la même raison, un représentant du SEW a seulement deux leçons de décharges spécifiques pour sa participation à la DNL.

La DNL se réunit tous les mardis pour se concerter et pour rencontrer les enseignants qu'elle représente. Les réunions de la DNL avec les représentants du Ministère et moi-même auront également lieu les mardis, à partir du mois de novembre.

Un compte rendu de chaque réunion est dressé et validé. Ces rapports validés sont la seule référence pour la relation entre DNL et Ministère et pour la communication vers l'extérieur.

Je poursuivrai les discussions avec les autres partenaires. Je suis convenue avec les collèges des directeurs de rencontres régulières et de journées spécifiques dévouées à la réforme. La position de parents est portée à ma connaissance par la FAPEL. Les élèves se sont fédérés dans un comité d'action «AKReform 2012» qui regroupe la Conférence Nationale des Élèves (CNEL), le Parlement des Jeunes (JP), l'Union Nationale des Étudiants du Luxembourg (UNEL), l'Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois (ACEL), avec l'aide logistique de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) et du Centre Information Jeunes (CIJ). Les représentants de ce comité ont des rencontres régulières avec mes collaborateurs et moi-même.

J'ai l'intention de réunir tous ces acteurs pour des Assises de la réforme en février 2013 afin que chaque partenaire puisse exposer ses propositions et me les soumettre en mars. C'est en avril que je soumettrai le projet de loi et de règlements grand-ducaux au Gouvernement en Conseil.

Tous les documents relatifs à la réforme, les avis, les rapports de mes réunions avec la DNL ainsi que les informations que mes services ont colligés suite au questionnaire de la DNL, sont disponibles sur le site Internet: www.reformelycee.lu.

Question 2295 (14.9.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **recherche sur l'enseignement:**

Comme le deuxième plan quadriennal de l'Université du Luxembourg viendra à échéance fin 2013, il est à prévoir que le Gouvernement va entamer bientôt les discussions avec les responsables de l'université sur le troisième plan pour 2014 à 2017.

Dans le plan actuellement en vigueur, l'une parmi les cinq priorités de recherche concerne «l'éducation et l'apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel».

Cette priorité est essentielle dans le cadre de l'effort de réforme du Gouvernement aussi bien au niveau de l'école fondamentale que de l'enseignement secondaire.

À ce propos, il m'intéresse tout particulièrement de savoir si le Gouvernement entend demander à l'université de s'impliquer plus activement dans ce domaine et de faire converger ses efforts vers ce but.

En effet aucune réforme de l'enseignement ne peut se passer d'une réflexion fondamentale au départ, d'un accompagnement régulier et intense des réformes et d'une évaluation continue scientifiquement fondée.

- L'Université du Luxembourg étant une université de recherche et le Fonds national de la recherche (FNR) étant bien outillé pour encourager des projets de recherche sur l'enseignement, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une part importante des efforts de recherche de l'université et du FNR devrait être justement orientée sur l'enseignement luxembourgeois pour en améliorer les performances en matière d'égalité des chances pour tous et pour éviter les gaspillages de matière grise? Plus particulièrement, ne faudrait-il pas que la politique de l'université en matière d'engagement de chercheurs tienne compte de cette exigence fondamentale de l'utilité des recherches pour l'amélioration de l'enseignement? Afin d'assurer le maximum de résultats pour l'enseignement, ne faudrait-il pas des chercheurs prêts à s'impliquer dans cette tâche et à se concentrer sur l'enseignement luxembourgeois, qu'ils soient étrangers ou luxembourgeois?

- D'autre part, ne faudrait-il pas que le Ministère de l'Éducation nationale qui pilote ces réformes et est un important demandeur de recherches soit représenté soit au niveau du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg soit au niveau du conseil d'administration du FNR, soit dans les deux pour assurer que la recherche sur l'école luxembourgeoise au sein de l'Université du Luxembourg ait la place importante que la société luxembourgeoise est en droit d'exiger?

Réponse (31.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Ben Fayot donnent lieu aux réponses suivantes:

De manière générale, les unités de recherche «Educational Measurement and Applied Cognitive Science (EMACS)» et «Language, Culture, Media, Identities» (LCMI) sont actives dans des projets de recherche concernant l'école luxembourgeoise et bénéficiant d'un financement du Fonds national de la recherche. Ainsi, le LCMI a procédé à l'évaluation de la réforme de l'enseignement fondamental. EMACS pour sa part assure le monitoring des compétences des élèves. Attirons également l'attention sur des projets comme le projet BASICS venu à échéance en 2011 et analysant les causes de l'abandon scolaire, sur le projet DEVPOLUX analysant le développement des compétences cognitives et linguistiques d'enfants portugais à Luxembourg, ou encore sur le projet PARTNERS concernant les relations école-famille - communauté et sur le projet «Predictive validity of school placement decisions of primary school teachers in Luxembourg» ainsi que «Diagnostische Kompetenz von Grundschullehrkräften bei der Erstellung der Übergangsempfehlung: Entwicklung und Prüfung eines Kompetenzmodells».

Ces deux unités de recherche comptent en tout une quarantaine d'enseignants-chercheurs, 27 doctorants et post-doctorants ainsi qu'une cinquantaine de personnes faisant partie des personnels scientifiques, techniques et administratifs de l'université. Notons en termes de ratio qu'environ 450 étudiants sont inscrits en «bachelor sciences de l'éducation».

Cet ensemble de personnes et de projets de recherche s'inscrivent dans la priorité de recherche «Éducation et apprentissage en contexte multilingue et pluriculturel». Ce programme de recherche, comme l'indique le doyen dans son rapport, porte sur l'analyse comparée des systèmes éducatifs, sur les politiques éducatives, l'enseignement et l'apprentissage multilingue, l'évaluation et les méthodes instruments d'analyse des processus éducatifs. La focalisation est bel et bien l'école luxembourgeoise.

Pour ce qui est des liens entre l'Université du Luxembourg et les secteurs économiques concernés, la relation est régie par l'instauration de comités de pilotage ou de comités d'accompagnement. Les milieux professionnels interviennent ainsi dans la définition des objectifs de formation basés sur des profils professionnels. À noter dans ce contexte le double rôle que l'université est appelée à jouer. D'une part, elle met en œuvre un programme de formation répondant aux compétences exigées par le profil professionnel; d'autre part, de par son expertise, l'université contribue à faire évoluer la définition des compétences professionnelles. Cependant, l'université ne peut jouer ce double rôle que si, au départ, le profil professionnel est clairement défini. Cela vaut aussi pour les relations entre l'Université du Luxembourg et l'école luxembourgeoise au sens large du terme.

Pour ce qui est du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg ou du conseil d'administration du FNR, le rôle de ces derniers est de veiller à ce que, dans la définition de la stratégie des établissements, certains principes de base soient respectés. Ces principes ont notamment trait à l'implication des acteurs concernés dans la définition des objectifs ainsi que dans leur mise en œuvre ou encore le respect des exigences de la société luxembourgeoise. Il leur incombe donc de contrôler que l'université dans son ensemble réponde à des critères de qualité, mais il ne leur incombe pas d'être le représentant d'un secteur donné. L'autonomie de l'université veut que ses gouverneurs soient au service de l'université et ne se constituent pas comme porte-parole d'un secteur donné.

Finalement, le comité d'évaluation créé sur base de l'article 43 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg est en train de mener la deuxième évaluation externe de l'université. Le rapport sera disponible début 2013 et il abordera les questions soulevées.

Question 2296 (17.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**étude sur la réputation des acteurs du secteur de la santé:**

Auf der einen Seite scheint in den vergangenen Wochen die nationale TNS ILReS eine Befragung durchgeführt zu haben, die es dem Vernehmen nach darauf abgesehen hatte, die Reputation der hauptstädtischen Kliniken (Zitha, CHL und CH Kirchberg) bei den Patienten und Besuchern zu eruieren. Auf der anderen Seite veröffentlichte das Nachrichtenmagazin „Focus" einen Beitrag: „Spezial: Die Ärzteliste 2012. FOCUS präsentiert die Top-Mediziner in ihrer Region". Transparenz für die Öffentlichkeit.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass die TNS ILReS im Auftrag einer oder mehrerer Kliniken des Zentrums eine solche Umfrage vorgenommen hat?

2) Wenn ja, mit welchen finanziellen Mitteln wurde sie finanziert?

3) Wenn es sich um öffentliche Mittel handeln sollte, müsste dann die Öffentlichkeit nicht auch über die Resultate dieser Umfrage informiert werden?

4) Wann wird das Luxemburger Gesundheitssystem Umfragen über Dienstleister veröffentlichen und damit ein bisschen mehr Transparenz in diesem Sektor ans Tageslicht bringen?

5) Was will der Minister unternehmen, um auf ein in Europa mittlerweile zur Norm gewordenes Niveau an Transparenz im Gesundheitswesen zu gelangen?

6) Werden die Ergebnisse der nächsten Picker-Studie veröffentlicht werden?

7) Falls nicht, wird der Minister darauf verzichten, das Geld für diese Studie zur Verfügung zu stellen, um einer Geldverschwendung im Gesundheitssektor vorzubeugen?

Réponse (23.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das Gesundheitsministerium hat keine Kenntnis über den Auftraggeber der Umfrage, auf welche sich der ehrenwerte Abgeordnete beruft. Es obliegt demnach nicht meiner Behörde, die Öffentlichkeit über die Resultate dieser Umfrage zu informieren.

Im Jahr 2011 hat mein Ministerium, welches sich im Allgemeinen für eine größtmögliche Transparenz in Sachen Dienstleister im Bereich Gesundheitssystem einsetzt, bereits die Resultate einer TNS ILReS-Umfrage betreffend die primäre Gesundheitsversorgung veröffentlicht.

Näheres hierzu kann man unter http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2011/06/07-enquete-patients/patients-experience-conference-presse.pdf nachlesen.

Es gibt allerdings keine europäische Norm, was die Transparenz im Bereich Gesundheitssysteme angeht. Die Richtlinie 2011/24/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. März 2011 über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung beinhaltet eine Informationspflicht seitens der Mitgliedstaaten bezüglich der bestehenden Qualität und Sicherheitsnormen in den einzelnen EU-Ländern, ohne dass die genannte Richtlinie eine Harmonisierung dieser Normen vorsieht. Nach dem Inkrafttreten der vorerwähnten Richtlinie im Oktober 2013 werden die Informationen bezüglich der luxemburgischen Normen bei einer zentralen Kontaktstelle verfügbar sein.

Sollte das Gesundheitsministerium in Zukunft eine Studie zum Thema Zufriedenheit der Patienten in Auftrag geben, werden unter Vorbehalt der gesetzlichen und vertraglichen Bedingungen die Resultate veröffentlicht.

Question 2297 (17.9.2012) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **tâche de l'éducateur intervenant comme 2e personne dans les classes de l'éducation précoce:**

L'article 1er du règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant les détails de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental stipule que la tâche de l'éducateur intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage de l'enseignement fondamental comprend 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves, trois heures hebdomadaires de surveillance ainsi que 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Le commentaire des articles de l'avant-projet dudit règlement explique pour l'article 1er que: «En tenant compte du fait que les heures d'activités socio-éducatives à réaliser en vue d'amener les élèves de l'éducation précoce au socle de compétences arrêté au plan d'études nécessitent un temps de préparation et de documentation des progrès des élèves estimé globalement à douze heures par semaine, le temps de travail annuel imposé aux éducateurs s'élève à 1.736, soit 44 heures par semaine en période scolaire.» À l'article 2 dudit règlement on précise toutefois que les 26 heures d'activités socio-éducatives comprennent entre autres la préparation des activités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. De quelle manière les heures de préparation et de documentation sont-elles finalement prises en compte dans le calcul de la tâche des éducateurs intervenant dans l'enseignement précoce?

2. Comment les 260 heures de travail annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école sont-elles exactement réparties dans la tâche hebdomadaire de l'éducateur intervenant au précoce et ceci en période scolaire, à l'intérieur et en dehors des heures de cours ainsi que pendant les vacances scolaires?

1) En tenant compte des questions précédentes, Madame la Ministre pourrait-elle me fournir un relevé détaillé du calcul des heures de la tâche hebdomadaire de l'éducateur intervenant au précoce aussi bien en période scolaire, où la tâche hebdomadaire revient à 44 heures par semaine, qu'en dehors de la période scolaire?

2) En partant du principe que le temps annuel imposé aux éducateurs s'élève à 1.736 heures et à 1.584 heures en période scolaire (44x36), nous aimerions recevoir de plus amples détails sur la répartition exacte des 152 heures restantes: À quelles activités ces heures sont-elles affectées? Quand est-ce que ces 152 heures doivent être prestées, à savoir en période scolaire et/ou en dehors de cette période?

Réponse (12.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question posée par l'honorable Députée Madame Diane Adehm donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1.

Conformément au commentaire des articles relatif au règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant le détail de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental, le calcul de la tâche hebdomadaire des éducateurs intervenant dans l'enseignement précoce se base sur les éléments suivants:

- 26 heures hebdomadaires d'activités socio-éducatives auprès des élèves;

- douze heures hebdomadaires de préparation et de documentation des progrès des élèves;

- trois heures hebdomadaires de surveillance;

- 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école.

En partant du principe qu'une année scolaire comprend en moyenne 36 semaines de cours, le temps de travail annuel d'un agent de la carrière de l'éducateur, intervenant comme deuxième personne dans une classe de l'éducation précoce, s'élève à:

36x(26+12+3) heures, soit 1.476 heures annuelles, auxquelles s'ajoutent les 260 heures annuelles mentionnées ci-dessus, ce qui fait un total de 1.736 heures annuelles.

Ad 2. 1) et 2)

Pour ce qui est des 260 heures d'activités annuelles dans l'intérêt des élèves et de l'école, l'article 4 du règlement grand-ducal précité en fixe le détail comme suit:

- 60 heures de concertation au sein de l'équipe pédagogique, avec les équipes multiprofessionnelles et les collaborateurs de la maison-relais;

- 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves;

- 18 heures de travail administratif;

- l'équivalent de 40 heures de formation continue;

- 102 heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école pouvant consister en:

- des activités périscolaires pour les élèves;

- l'organisation d'activités périscolaires pendant les congés scolaires;

- des heures de disponibilité pour les élèves;

- l'accompagnement des élèves dans des séjours pédagogiques.

Ces activités sont à réaliser soit en période scolaire en dehors des heures de cours, soit en dehors de la période scolaire.

Pour ce qui est de la prestation des 260 heures de travail annuelles et des heures consacrées à la préparation des activités socio-éducatives à assumer auprès des élèves, les articles 17, 18 et 20 du règlement grand-ducal du 6 juillet 2009 fixant le détail de la tâche des éducateurs et éducateurs gradués de l'enseignement fondamental tracent le cadre dans le respect duquel ces prestations sont à fournir:

«Art. 17. L'année scolaire est divisée en trois périodes de référence correspondant chacune à un trimestre. La moitié des heures d'activités socio-éducatives dans l'intérêt des élèves et de l'école, des heures de concertation et des heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves peuvent être réparties de manière inégale sur les trois périodes de référence selon les besoins des élèves. Les heures excédant la durée prévue et les heures inférieures à la durée prévue de la première et de la deuxième période peuvent être reportées à la période suivante.

Art. 18. Les heures de formation continue peuvent être réparties de manière inégale sur une période de trois années sous réserve que le total des heures de formation continue n'est pas inférieur à 120.

Art. 20. La préparation des activités, la concertation au sein de l'équipe pédagogique, la disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves, les travaux administratifs, la formation continue ainsi que les activités périscolaires peuvent être également réparties sur les périodes pendant lesquelles les classes chôment.»

Il y a lieu de signaler que l'article 19 du règlement précité dispose qu'au début de chaque trimestre, les agents de la carrière de l'éducateur, intervenant comme deuxième personne dans l'éducation précoce, remettent le relevé des heures de travail prestées dans l'intérêt des élèves et de l'école au cours de la période de référence écoulée au président du comité d'école, qui le transmet à l'inspecteur d'arrondissement.

Les dispositions du règlement grand-ducal susmentionné accordent donc une certaine latitude aux agents concernés pour décider quand les prestations sous rubrique sont effectuées, que ce soit en période scolaire ou bien en dehors de celle-ci. Il n'y a donc pas d'horaire type hebdomadaire qui soit le même pour tous les agents concernés. De même si le volume d'heures prestées pendant la période scolaire dépasse les 44 heures hebdomadaires, le volume d'heures à prester en dehors de la période scolaire en diminue proportionnellement.

De ce qui précède, il ressort que si le volume annuel de la tâche hebdomadaire des éducateurs, deuxièmes intervenants dans l'éducation précoce, est clairement fixé, le volume hebdomadaire de leur tâche s'annonce varié et variable tant en ce qui concerne la période scolaire que la période extrascolaire.

Les 60 heures de concertation au sein des équipes pédagogiques tout comme les 40 heures de disponibilité pour le partenariat avec les parents d'élèves sont presqu'exclusivement prestées pendant la période scolaire, ainsi que pendant la semaine suivant sa fin ou précédant son début.

Pour ce qui est des heures de formation continue obligatoire, les agents concernés décident de les suivre en partie ou pour tout leur volume en dehors de la période scolaire proprement dite en fonction de l'offre proposée par l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées.

L'expérience montre également que la prestation des 102 heures d'activités socio-éducatives varie selon les écoles ou les communes: elle peut par exemple donner lieu à des activités sociopédagogiques organisées pendant des week-ends, durant les vacances de Noël ou de Pâques ou encore pendant les vacances d'été. Parfois ces heures sont utilisées pour la prise en charge de petits groupes d'élèves après la classe en période scolaire.

Question 2298 (19.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **sommet de la Santé:**

Vom 2. bis 3. Mai dieses Jahres fand in der Chambre de Commerce der sogenannte „Sommet de la Santé" statt. Laut Pressemitteilungen und Beschreibungen auf der Internetseite der Veranstaltung (unter http://www.sommetsante.lu) ging es darum, Wege aufzuzeigen, wie Luxemburg das gesündeste Land der Welt werden könne über den Weg einer „personalisierten Medizin".

Fragen:

1) Ist der Minister mit dieser Zielsetzung einverstanden? Hat er diese Objektive so formulieren lassen und die Pressemitteilungen für diesen „Sommet de la Santé" verbatim validiert?

2) Sind die Internetseite und der darauf basierende Domänenname „sommetsante.lu" im Besitz des Gesundheitsministeriums?

3) Ist es auf Initiative des Ministers zurückzuführen, dass einige ausgewählte Originalbeiträge dieser Veranstaltung auf dem Internetsite publiziert wurden und einer interessierten Fachöffentlichkeit in ihrer originalen Fassung zugänglich bleiben werden?

4) Wurden in der Tat alle Beiträge dieser Veranstaltung als elektronische Unterlage auf der Internetseite des „Sommet de la Santé" hinterlegt und wenn ja, wo? Wieso ist auf der Internetseite das Veranstaltungsprogramm mit den Einzelheiten zu den Vorträgen nicht mehr auffindbar?

5) Wenn nicht, wie und nach welchen Kriterien wurde die Auswahl getroffen? Wer hat die Auswahl vorgenommen?

6) Wie groß war das Interesse an dem Thema der Veranstaltung aus den direkt angesprochenen Bereichen des Sozial- und Gesundheitswesens und dem Forschungssektor hierzulande?

7) Wie viele Professionelle hatten sich für diese Veranstaltung eingeschrieben?

8) Wie viele Fachkräfte haben in der Zwischenzeit ihr Interesse an einer Mitarbeit kundgetan?

9) Aus welchen Berufsgruppen kommen die interessierten Fachkräfte? Handelt es sich um Mitglieder des inländischen Gesundheitswesens, der inländischen Forschung, der Kliniken und der Langzeitpflegestrukturen?

10) Handelt es sich beim Projekt, das die Grundlage des „Sommet de la Santé" war, um ein Unterfangen des Gesundheitsministeriums oder aber eines privaten Investors?

11) Wer entscheidet, was in diesem Projekt getan werden muss bezüglich der Strategie, der Umsetzung und der Zurverfügungstellung von finanziellen Mitteln sowie vor allem über die notwendigen Modernisierungsreformen in der derzeitigen Organisation des Gesundheitswesens, um eine wirklich „personalisierte Medizin" praktizieren zu können?

12) Wer übernimmt die politische Verantwortung für das Investment und die Resultate dieses Projektes?

Réponse (25.10.20012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le «Sommet luxembourgeois de la Santé» qui s'est tenu à la Chambre de Commerce les 2 et 3 mai 2012 a été organisé par le Personalized Medicine Consortium of Luxembourg (PMC) sous les auspices du Ministère de la Santé et en collaboration avec le CRP Santé, le LCSB[1] et l'IBBL[2], qui agit en tant que support administratif du PMC. Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une initiative internationale de collaboration visant à promouvoir de longues années de vie saine, plus connue sous le nom de «Maimonides Project». Les personnes et organismes ayant participé à cette initiative se sont engagés à collaborer pour tester des projets innovateurs dans des systèmes de santé réels et planifier conjointement des études pilotes permettant à leurs pays de bénéficier des meilleures pratiques. Plusieurs pays participant au projet Maimonides ont manifesté leur intérêt à collaborer avec le Luxembourg.

L'objectif du sommet luxembourgeois était d'identifier des initiatives et des projets innovants permettant à chacun d'accéder à un niveau optimal de santé et pouvant faire l'objet d'une expérience pilote au Luxembourg, en collaboration avec des partenaires locaux et/ou internationaux. À cette fin, des ateliers de travail thématiques rassemblant des représentants des milieux universitaire, économique, politique, scientifique et médical ont été invités à émettre des propositions.

Le site Internet qui a été ouvert à l'occasion de cet événement est administré par le PMC; le domaine appartient à l'IBBL en tant qu'administrateur du PMC. Toutes les présentations des experts internationaux ainsi que toutes celles qui ont émané des ateliers de travail tenus lors du sommet y sont disponibles sous http://www.sommetsante.lu/fr/les-projets-luxembourgeois.

Selon les informations collectées auprès du PMC, 56 experts ont participé aux ateliers thématiques du 2 mai 2012 et 189 participants des milieux hospitalier, médical, paramédical, universitaire, scientifique, économique, associatifs, des Ministères concernés, du Fonds national de la recherche et du public ont assisté aux présentations publiques du 3 mai 2012.

Les propositions présentées le 3 mai font l'objet d'un suivi par le PMC et pourront être transformées en initiatives pilotes dont le financement sera basé sur la participation des partenaires concernés. À l'issue de la phase pilote de ces projets, des conclusions seront présentées en mon Ministère et, en fonction des résultats, l'extension de ces initiatives pourra être envisagée par une intégration dans notre système de santé, avec mécanismes financiers afférents.

Question 2299 (19.9.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **vente aux enchères de logements sur l'îlot de l'ancien palais de Justice à Luxembourg-ville:**

À Luxembourg-ville, le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, en tant que propriétaire du terrain et des bâtiments affectés à l'origine à la Justice, a restructuré l'îlot en question pour créer des logements et des commerces. Récemment le fonds y a vendu aux enchères 44 unités de logements.

À ma question parlementaire n°1266 *(cf. compte rendu n°12/2010-2011)*, Monsieur le Ministre avait répondu que «… le seul moyen justement d'éviter la spéculation c'est de vendre les objets sur base du prix du marché constaté lors de la vente aux enchères».

[1] Luxembourg Centre for Systems Biomedicine

[2] Integrated BioBank of Luxembourg

Dans le contexte de cette vente aux enchères, je me permets de poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les chiffres suivants:

- Prix de vente médian au m² de toutes les unités de logement?

- Prix de vente maximal au m² d'une unité de logement?

- Prix de vente minimal au m² d'une unité de logement?

2. Au vu de ces chiffres, est-ce que Monsieur le Ministre reste sur son appréciation que la vente aux enchères était le seul moyen d'éviter la spéculation?

Réponse (31.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°2299 du 19 septembre 2012 de l'honorable Député François Bausch, il y a lieu de relever tout d'abord que, des 44 unités de logement créées par le fonds dans l'îlot en question, 25 ont été mises en vente jusqu'à ce jour. Le bilan dont question ci-après se base sur ces premières ventes et n'est donc que provisoire.

Ont été mis en vente les appartements du bâtiment dans la cour intérieure et ceux le long de la rue du Nord. Ces appartements bénéficient d'une tranquillité exceptionnelle avec le Square Robert Brasseur directement en face et profitent en grande partie d'une vue imprenable sur la vallée de Clausen et sur le Kirchberg. Tous les acquéreurs ont pu acheter à prix fixe un emplacement pour voiture dans le parking souterrain directement lié à l'immeuble.

Les ventes aux enchères ont donné les résultats suivants:

- Prix de vente médian: 6.436 €/m²

- Prix de vente maximal: 9.022 €/m²

- Prix de vente minimal: 5.220 €/m²

Le prix de mise à l'enchère par le fonds s'est élevé à 4.652 €/m².

Ces prix de vente s'entendent avec 15% de TVA inclus, avec possibilité de remboursement de la TVA jusqu'au taux super-réduit de 3% dans les conditions légales prévues.

Il y a lieu de noter encore qu'au prix de vente proprement dit s'ajoutent les frais de vente, comprenant notamment droits d'enregistrement, surtaxe communale et honoraires de notaire, ces derniers étant de 2% suivant tarification officielle.

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n°1266 du 16 février 2011 de l'honorable Député, il a été recouru au principe des ventes aux enchères au motif que cette procédure garantit la plus grande transparence eu égard au fait que la loi organique du fonds ne prévoit pas de critères d'attribution pour les objets à vendre.

De même, le fonds a fixé dans les conditions de vente des règles strictes pour enrayer au maximum la spéculation.

Ainsi, les objets ont été vendus avec un droit de préemption au profit du fonds valable pendant dix ans. Le prix de rachat serait dans cette hypothèse le prix indexé de l'adjudication de départ. Par ailleurs, les personnes morales ont expressément été exclues comme acquéreurs et, enfin, les immeubles sont vendus avec bail emphytéotique de 90 ans sur le terrain.

Après la vente, le fonds a pu constater que de nombreux acquéreurs ont formulé des demandes spécifiques pour personnaliser leur appartement selon leur propre goût, ce qui confirme leur intention d'utiliser le logement pour eux-mêmes.

Ainsi, en considération des éléments ci-dessus, je reste d'avis que la façon de procéder du fonds, à savoir le recours à la procédure de la vente publique aux enchères, est adaptée à cet effet.

En effet, cette procédure est transparente et permet de vendre au seul critère objectif, à savoir le prix, les appartements en question, alors qu'en cas de vente de gré à gré au prix de réalisation nécessiterait des critères très lourds afin d'éviter un quelconque favoritisme entre les potentiels acquéreurs.

Question 2300 (19.9.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **criminalité lourdement armée:**

Il me revient que la police française aurait confisqué six armes automatiques du type kalachnikov AK-47 lors d'un contrôle de véhicules sur une aire de repos dans la région de Metz. L'utilisation d'armes automatiques lors de braquages de banques, d'attaques sur des convoyeurs de fonds ou de règlements de comptes dans le milieu de la drogue constitue actuellement un phénomène préoccupant en France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur la disponibilité d'armes de guerre (p. ex. AK-47 ou autres armes automatiques) sur le marché noir dans la Grande Région?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le risque que ce nouveau phénomène de la criminalité lourdement armée touche le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des échanges ont lieu avec les autorités des pays voisins en vue d'un endiguement de ce phénomène?

Réponse (12.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les autorités françaises ont confirmé à la Police grand-ducale la saisie d'armes de guerre du type kalachnikov.

La police confirme par ailleurs qu'aucune ramification d'un marché noir éventuellement existant n'a pu être constatée jusqu'à présent.

Il convient de souligner que dans le cadre de la coopération policière internationale, les services d'enquête de la Police grand-ducale entretiennent des contacts réguliers avec leurs homologues des services de Police de la Grande Région.

Question 2302 (20.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**orientation professionnelle des diplômés d'université:**

An vielen Universitäten werden Studierende regelmäßig während ihrer Einschreibung an der Hochschule und vor allem nach Abschluss der Studien befragt bezüglich ihrer beruflichen Zukunft, unter anderem, wie sich die Entwicklung ihrer Karriere gestaltet und welchen Impakt das Abschlussdiplom auf die Stellensuche hatte. Zudem werden Einkommensverhältnisse aufgrund der neu erworbenen Kompetenzen und Fähigkeiten abgefragt. Ganz offensichtlich machen sich Universitäten Gedanken, wie ihr Dienstleistungsprodukt in der Wirtschaft und auf dem Arbeitsmarkt ankommt.

Nun begibt es sich, dass der Luxemburger Staat über die vom CEDIES zuerkannten Studienhilfen ebenfalls in Menschen investiert und ein Interesse daran hat, dass ein Mehrwert geschaffen wird. Nicht nur, dass Studierende nach Abschluss ihres Hochschulaufenthaltes in die nationale Wirtschaft zurückkehren sollen, um ihre Kompetenzen und Fähigkeiten auszuüben, es geht aber auch um den bestmöglichen Einsatz dieser hoch spezialisierten Fachkräfte in Positionen der nationalen Wirtschaft, die dann mittel- und langfristig einen „Ertrag" für das Gemeinwesen bringen können.

Auf Seiten des Staates muss alles getan werden, um die Ruckführung der Studierenden in die nationale Wirtschaft zu ermöglichen, vor allem, weil die Arbeitslosenzahlen von qualifizierten Jugendlichen, die Hochschule aufzuweisen haben, steigen und so ein Modernisierungsprozess eingeleitet werden muss.

Fragen:

1) Unternehmen der Minister sowie das CEDIES Befragungen von Studierenden während und nach Abschluss der Hochschulstudien, um herauszufinden, wie sich diese Studien sowie die erworbenen Diplome in der nationalen Wirtschaft „verkaufen" lassen?

2) Gibt es zurzeit Erfahrungswerte, die auf wissenschaftlichen Grundlagen beruhen und aufzeigen, wie lange in der Regel Studierende nach Abschluss ihres Hochschulaufenthaltes in der nationalen Wirtschaft nach einem Angebot suchen müssen?

3) Gibt es Erfahrungswerte für bestimmte Kategorien von Studien, die absolviert wurden?

4) Wie lange unternimmt das Ministerium bereits diese Studien zur besseren Orientierung der Studierenden sowie zur besseren Integration in den Arbeitsmarkt von Studienabsolventen?

5) Gibt es öffentlich zugängliche sowie wissenschaftlich fundierte Berichte zu diesem Phänomen in Luxemburg?

6) Denkt der Minister nicht auch, dass die nationale Regierung eine proaktive Rolle in der Integration in den Arbeitsmarkt von hoch spezialisierten Fachkräften mit rezenten Uni-Abschlussdiplomen einholen müsste?

7) Falls die hoch qualifizierten Kräfte, die mit CEDIES-Stipendien ihr Hochschulstudium gegenfinanziert bekamen, aus bestimmten Gründen nicht in Luxemburg auf dem Arbeitsmarkt vermittelbar wären, würde dann der Minister eine Lösung in der Vermittlung dieser Fachkräfte in Spitzenunternehmen im Ausland anstreben und sie unterstützen?

8) Wird eine Umfrage, wie im Vorangegangenen angesprochen, auch und bereits von der Uni Luxemburg durchgeführt?

9) Wenn ja, was sind die einzelnen Schlussfolgerungen bisher und wo wurden die Resultate veröffentlicht?

10) Wird es in Zukunft Modernisierungsreformen geben, welche die Kompetenzen und Qualifikationen von Studierenden besser zum Zuge kommen lassen werden, um diesen Studierenden konkret neue Opportunitäten auf dem nationalen Arbeitsmarkt zu eröffnen?

Réponse (29.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Das CEDIES hat als Aufgabe, Studierende zu informieren hinsichtlich der Wahl ihres Studienortes und ihres Studienfaches. Des Weiteren informiert das CEDIES über Berufe und notwendige berufliche Qualifikationen. Als Anlaufstelle für Studierende erhebt das CEDIES jedoch keine Daten über Berufseinstieg und die weitere Karriere der Fachkräfte. Dies liegt außerhalb seines Auftrags. Eine solche Erhebung müsste deshalb auch eine ganze Reihe datenschutzrechtlicher Fragen stellen. In diesem Sinne ist der Minister für Hochschulwesen und Forschung nicht der geeignete Ansprechpartner, um die Fragen zu beantworten.

Question 2303 (20.9.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Haut comité pour le développement de l'industrie:**

Selon des informations diffusées par les médias l'entreprise Wire Plant, installée à Roost, connaîtrait actuellement des difficultés laissant apparemment présager la fermeture du site.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant aux mesures prévues par ladite entreprise pour faire face à cette situation?

- Quelles sont les raisons expliquant les difficultés auxquelles l'entreprise se voit confrontée?

- Existe-t-il un plan de sauvegarde des emplois concernés?

- Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1906 *(cf. compte rendu n°6/2011-2012)* concernant la situation de Circuit Foil Luxembourg S.à r.l., Monsieur le Ministre m'a fait part de son intention de créer un Haut comité pour le développement de l'industrie «afin de redynamiser la politique de développement industriel en fédérant les acteurs concernés autour d'un objectif commun». Monsieur le Ministre peut-il me dire où en sont les projets concernant ce Haut comité?

Réponse (10.10.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La société Hyosung Wire Luxembourg S.A. a informé le Gouvernement des difficultés auxquelles elle est confrontée. La crise économique mondiale a amené les principaux constructeurs de voitures automobiles et de véhicules utilitaires à revoir significativement à la baisse leurs projections de production. Les fournisseurs de pneus et par ricochet leurs fournisseurs, dont Hyosung Wire Luxembourg S.A., subissent de plein fouet les conséquences de ces décisions prises en amont.

À cela s'ajoute que, toujours selon Hyosung, l'investissement nécessaire ne se justifie plus vu son coût estimé à plus de 15 millions euros, les coûts sociaux élevés, les marges très faibles, la concurrence mondiale et le fait que les travaux d'investissement résulteraient dans un arrêt complet de l'installation pendant 18 mois.

Toutes ces raisons ont amené Hyosung à arrêter la production. Il en résultera la perte de plus de 200 emplois industriels.

Il va sans dire que le Gouvernement mettra en œuvre tous les instruments à sa disposition pour atténuer le coût social de cette fermeture.

Parallèlement, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est en discussions avec Hyosung pour renforcer les fonctions logistiques et de distribution sur le site à Colmar-Berg et préserver ainsi un maximum d'emplois.

Le «Haut comité pour le développement de l'industrie» dont la nécessité et la raison d'être n'ont plus besoin d'être démontrées au regard de ce qui précède est en voie de constitution. Une première réunion pour en arrêter le mode de fonctionnement, les objectifs et les moyens aura lieu sous peu.

Question 2305 (21.9.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **niveau de couverture du réseau GSM:**

Beaucoup d'opérateurs de téléphonie mobile, dont l'Entreprise des P&T, proposent sur leur site une page permettant de connaître le niveau de couverture du réseau GSM. Bien qu'il reste des zones à travers le pays où la réception reste problématique et ne peut être satisfaite à 100% (p. ex tunnels et vallées), il est cependant incompréhensible qu'il existe des trous dans la couverture du réseau GSM ou des interruptions de signal en plein milieu urbain respectivement sur les grands axes routiers et ferroviaires.

Un nouveau phénomène qu'on peut observer depuis plusieurs mois est le fait que les appels d'une certaine durée sont de plus en plus souvent coupés en pleine conversation.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quel organisme vérifie au Luxembourg l'exactitude et la fiabilité des cartes de couverture publiées par les opérateurs mobiles?

- Les raisons que la couverture du réseau GSM n'est pas garantie dans le milieu urbain sont-elles d'ordre technique et, le cas échéant, quand et comment ces problèmes peuvent-ils être résolus?

- Existe-t-il un lien entre les appels coupés et les abonnements comprenant des formules dites «appels illimités»?

- Les réseaux GSM sont-ils saturés?

- Comment le Gouvernement entend-il résoudre ces problèmes?

Réponse commune (13.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les opérateurs de réseaux de communications mobiles ont un certain nombre d'obligations fixées par la loi du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques et dans les licences qui leurs sont octroyées pour l'usage des fréquences. Le contrôle du respect de ces obligations fait partie des missions de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). L'ILR ne vérifie cependant pas l'exactitude des cartes de couverture publiées par les opérateurs mobiles. En effet les licences des trois opérateurs existants dans les bandes des 900 et 1.800 MHz ont été renouvelées aux mois de mai et juin 2012 et les nouvelles licences ne comportent plus d'obligations de couverture. Le marché mobile étant largement concurrentiel, il est de l'intérêt des opérateurs d'assurer la qualité de leur réseau et d'éviter autant que possible que les communications soient impossibles à établir, voire coupées en cours d'entretien.

Dans des réseaux cellulaires la couverture radio est garantie, entre autres, par le nombre et les caractéristiques des stations de base. Une couverture sans faille reste difficile à réaliser, surtout à l'intérieur des bâtiments. Cette couverture est théoriquement faisable, mais seulement si les opérateurs peuvent librement multiplier les stations de base selon leurs besoins.

Selon l'ILR, un lien direct entre les appels coupés et certaines formules d'abonnements n'existe pas. La coupure d'un appel, sauf panne technique des équipements, est normalement due au transfert échoué (itinérance) d'un appel d'une station de base vers une autre.

L'ILR n'a pas connaissance d'une saturation des réseaux mobiles. Si tel était le cas, on ne parlerait plus de coupures d'appels - dont l'origine est décrite ci-dessus - mais d'appels bloqués. Ceci ne semble cependant pas être le cas.

L'origine du problème se situe plutôt dans l'absence de stations de base à certains endroits. La faute n'en est en règle générale pas imputable aux opérateurs, qui ont intérêt à parfaire leur couverture, surtout en milieu urbain. Mais il n'est pas toujours possible de trouver un site convenable pour les émetteurs-récepteurs, surtout en milieu urbain, et en outre il est souvent difficile pour les opérateurs d'obtenir l'ensemble des autorisations nécessaires.

Pour résoudre le problème, les opérateurs devront poursuivre leurs efforts d'identification de sites acceptables dans les zones où la couverture reste défaillante, ceci de préférence en étroite coopération avec les communes, afin de faciliter l'obtention des autorisations requises. Les communes ont également intérêt à aider les opérateurs puisqu'il est dans l'avantage des citoyens que les réseaux atteignent une bonne couverture et que les sites soient choisis de façon optimale de façon à minimiser les champs électromagnétiques.

Question 2306 (21.9.2012) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant l'**introduction des gyropodes dans le Code de la Route:**

Depuis quelques mois, le Segway®, un gyropode, a fait irruption dans plusieurs villes du pays en tant que moyen de déplacement et attraction touristique.

Or, les gyropodes en tant que tels ne sont pas définis dans le Code de la Route.

Dans un reportage diffusé récemment par une chaîne de radio, un représentant de la Police grand-ducale a indiqué que les gyropodes tombaient sous la catégorie des cycles électriques, c'est-à-dire ayant une puissance de moins de 0,5 kW et ne dépassant pas la vitesse de 25 km/h. Il s'ensuit qu'en principe, l'usage des gyropodes est interdit sur les trottoirs et dans les zones piétonnes. Aussi, les obligations en matière de sécurité, comme p.ex. l'équipement lumineux, n'est pas disponible sur ces véhicules. Enfin, le port du casque pour les cycles électriques n'est pas obligatoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la catégorie de véhicules sous laquelle tombent les gyropodes tels que le Segway®?

2. Monsieur le Ministre compte-t-il introduire les gyropodes en tant que catégorie de véhicules à part dans le Code de la Route?

3. Monsieur le Ministre entend-il autoriser l'usage des gyropodes dans les zones piétonnes et sur les trottoirs, tel que cela est actuellement pratiqué?

4. En cas d'accident et à défaut de présence dans le Code de la Route, quelles sont les conséquences pour le conducteur d'un gyropode?

Réponse (30.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la codification du gyropode Segway® dans le Code de la Route.

Le gyropode en tant que tel ne figure pas dans le Code de la Route. En effet, conformément aux dispositions du Code de la Route, le Segway® est assimilé, selon sa puissance, à un «cycle électrique» ou à un «cyclomoteur (50 ccm)». Le «cycle électrique», de son côté, est assimilé à un vélo. L'utilisation du gyropode est donc soumise aux règles du Code de la Route relatives à ces catégories de véhicules.

Actuellement, le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État est chargé d'analyser le statut de cet engin ainsi que l'opportunité d'introduire dans le Code de la Route une nouvelle catégorie de véhicules ou bien de l'assimiler aux piétons.

Question 2307 (21.9.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**utilisation de la «signature habituelle» pour des actes officiels:**

Pour la demande d'un passeport luxembourgeois les services du Bureau des passeports du Ministère des Affaires étrangères exigent que chaque demande soit signée avec le nom de famille propre à chaque personne et, lorsqu'il s'agit d'une femme mariée, que la demande de passeport soit signée avec le nom de jeune fille.

Cependant, si le nom de famille apparaît comme le contenu traditionnel ou coutumier de la signature, il n'en reste pas moins qu'aucune disposition légale n'en impose l'usage pour signer valablement.

Seul l'article 1322-1 du Code civil donne une définition de la signature:

«La signature nécessaire à la perfection d'un acte sous seing privé identifie celui qui l'appose et manifeste son adhésion au contenu de l'acte.

Elle peut être manuscrite ou électronique.

La signature électronique consiste en un ensemble de données, liées de façon indissociable à l'acte, qui en garantit l'intégrité et satisfait aux conditions posées à l'alinéa premier du présent article.»

Il est admis que la signature identifie son auteur non seulement par son contenu mais surtout par la façon utilisée pour l'apposer. Partant, une signature est suffisamment «identifiante» par le caractère habituel et régulier qu'elle présente.

Ainsi, celle ou celui qui appose habituellement le nom de son conjoint ou seulement ses initiales ou un paraphe ou encore un pseudonyme, un diminutif ou une «griffe» ou autre «gribouillis» en guise de signature peut valablement signer un document et lui donner force juridique.

En cas de vérification d'une signature, il est fréquent de demander la production d'une pièce d'identité signée de sorte que l'obligation d'apposer une signature différente de celle utilisée dans la vie courante est source d'une incertitude juridique qui peut avoir de graves conséquences pour les personnes privées.

- Au regard de ce qui précède, et en dehors de tout fondement juridique pour exiger l'apposition manuscrite du nom patronymique en guise de «signature», Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait désormais permettre aux citoyens luxembourgeois de signer leur passeports et cartes d'identité avec leur signature habituelle?

Réponse commune (17.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Dans l'hypothèse où un citoyen demande un passeport ou une carte d'identité, le document est établi au nom patronymique indiqué dans son acte de naissance. C'est une loi certes ancienne mais toujours applicable du 6 fructidor an II, datant donc de la fin du 19e siècle, qui impose au citoyen de ne porter que les nom et prénoms exprimés dans son acte de naissance. Les autorités publiques, tout comme les citoyens, sont tenus de respecter ce principe.

C'est dans un souci d'intérêt public qu'il est primordial de renforcer la sécurité juridique tout en prévenant des problèmes d'identification. Cet objectif est atteint en créant un lien entre le nom patronymique, appelé nom de famille du titulaire d'un document d'identité et la signature du titulaire dudit document. Le nom du titulaire du passeport ou de la pièce d'identité est le nom inscrit sur l'acte de naissance. Le citoyen signe ce document officiel en apposant son nom de famille de naissance, sous forme de sa signature y correspondante.

En raison de ce qui précède il est indispensable que le titulaire d'un document d'identité, établi par les autorités publiques, signe par son nom patronymique de naissance. Cette signature représente d'ailleurs souvent ce que Madame la Députée appelle la signature «habituelle».

Question 2308 (21.9.2012) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **gestion du secteur touristique:**

Au Luxembourg, la gestion du secteur touristique est assurée, outre par les milieux professionnels directement concernés, par des organismes autonomes sur base du bénévolat. Ces organismes sont soutenus financièrement par les communes dites à vocation touristique.

À titre d'exemple, les communes de la région du Mullerthal contribuent au fonctionnement d'un syndicat d'initiative local, d'une entente des syndicats touristiques, de l'Office Régional de Tourisme, de LEADER+, de la «Regional Initiativ Mëllerdall a.s.b.l.», du Parc naturel (qui reste à créer) et de l'Office National du Tourisme. Les contributions régulières au budget de ces organismes sont à charge du budget ordinaire des communes.

Rappelons qu'au-delà des financements réguliers les communes sont également sollicitées pour soutenir l'organisation de manifestations touristiques particulières.

Au vu des considérations qui précèdent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelles sont les vues de Madame la Ministre sur cet éparpillement du secteur touristique?

- Quelles sont les idées voire initiatives concrètes de Madame la Ministre en vue d'une éventuelle convergence des gestionnaires du secteur touristique au Luxembourg?

Réponse (10.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) Afin de comprendre les différentes structures touristiques, il faut remonter aux origines du tourisme au Grand-Duché de Luxembourg. À la fin du 19e siècle, des initiatives privées, souvent bénévoles, se sont concrétisées dans la création de «sociétés d'embellissement». Celles-ci sont les précurseurs des syndicats d'initiative d'aujourd'hui qui continuent à assurer l'embellissement des localités, la gestion et l'entretien des infrastructures touristiques locales ainsi que l'accueil des touristes.

Afin de canaliser les efforts entrepris au niveau local, il a été décidé au début des années 90 de développer ou de créer des ententes touristiques régionales dotées d'une main-d'œuvre professionnelle, tel que préconisé par le concept stratégique global élaboré par l'Institut Européen du Tourisme.

Bien que les missions des ententes touristiques aient changé au cours des 20 dernières années, celles-ci continuent d'avoir une mission importante en regroupant en tant que membres tous les syndicats d'initiative d'une région.

Cette constellation leur permet d'assurer de façon concertée avec tous les acteurs locaux l'entretien des infrastructures touristiques régionales. Tel est le cas p. ex. de l'entente touristique de la région du Mullerthal qui assure l'entretien du «Mullerthal Trail» qui est le produit touristique phare de la région.

Constitué de par le «bottom-up» principe, le secteur touristique s'est aussi doté d'une structure nationale, à savoir l'Office National du Tourisme (ONT). L'ONT s'est vu confié la mission de collecter et d'analyser des données permettant de connaître les touristes et leurs besoins ainsi que les différents marchés. Sur base des données collectées, l'ONT construit alors une stratégie de promotion et définit les canaux les mieux adaptés pour s'adresser aux segments identifiés afin de promouvoir le Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger.

La Ministre des Classes moyennes et du Tourisme est donc d'avis que tous les acteurs touristiques contribuent d'une manière complémentaire, que ce soit au niveau local, régional ou national, au bon fonctionnement du secteur touristique de notre pays.

Il est vrai qu'à côté des organismes précités, il y a également les acteurs qui réalisent de façon accessoire des projets touristiques, comme par exemple les parcs naturels ou encore d'autres organismes où le Ministère du Tourisme n'est pas représenté.

C'est le cas des exemples cités comme «Leader», qui est une initiative de l'Union européenne pour soutenir des projets de développement rural lancés au niveau local afin de revitaliser les zones rurales et créer des emplois.

Un autre exemple est l'a.s.b.l. «Regional Initiativ Mëllerdall» qui a pour but de favoriser la coopération entre les acteurs régionaux et de promouvoir des activités communes dans le cadre d'un développement régional durable.

Ces acteurs n'ont à priori pas de vocation touristique directe, même s'ils réalisent de temps en temps des projets touristiques. Il faut cependant préciser que lorsqu'ils réalisent des projets à caractère touristique, ceux-ci sont avalisés par le Ministère du Tourisme.

2) Étant donné que de nombreux acteurs s'investissent dans le secteur touristique, le Ministère du Tourisme a décidé de mettre en place dans les différentes régions un Office Régional du Tourisme (ORT).

L'ORT regroupe tous les acteurs qui interviennent dans le secteur touristique d'une région, à savoir les administrations communales, les syndicats d'initiative, les ententes touristiques, les associations touristiques, le Ministère de la Culture, l'Office National du Tourisme ainsi que les fédérations professionnelles comme l'Horeca, la Camprilux ou la Centrale des Auberges de Jeunesse Luxembourgeoises.

En regroupant tous les acteurs œuvrant dans le domaine du tourisme, l'ORT garantit la coordination de toutes les initiatives touristiques. C'est donc la plate-forme idéale pour assurer la coordination des activités et des manifestations touristiques d'une région et créer de nouveaux produits touristiques.

Question 2310 (21.9.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **risques de santé émanant de certains OGM:**

Il me revient par voie de presse qu'une étude réalisée à l'Université de Caen arriverait à des résultats alarmants quant aux risques de santé émanant de certains OGM et pesticides qui sont actuellement commercialisés sur le marché. L'étude serait la première à tester ces produits sur le long terme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude précitée ainsi que de ses résultats?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les faits relatés dans la presse?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les répercussions de cette étude sur la commercialisation d'OGM?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement entend mettre le sujet à l'ordre du jour du Conseil européen afin de garantir que les résultats de l'étude soient pris en compte au niveau de la politique européenne en matière d'OGM?

Réponse commune (30.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La revue scientifique «Food and Chemical Toxicology» a publié en date du 19 septembre 2012 sur son site Internet un article signé par l'équipe du professeur Séralini décrivant une étude d'alimentation à long terme menée chez des rats et portant sur les effets qu'exercent sur la santé le maïs NK603, génétiquement modifié pour tolérer des herbicides à base de glyphosate et/ou exposé à cet herbicide. La parution de cet article a été accompagnée d'une opération médiatique dont l'exclusivité de l'annonce a été accordée au journal hebdomadaire français «Le Nouvel Observateur» qui en a fait la couverture le même jour.

Les auteurs de l'étude ont conclu que le maïs génétiquement modifié NK603 et de faibles taux de formulations contenant de l'herbicide glyphosate à des concentrations très inférieures aux limites de sécurité officiellement fixées, provoquaient de graves effets indésirables sur la santé, tels que des tumeurs chez les rats.

L'annonce de ces résultats a immédiatement déclenché de nombreuses réactions et critiques. De nombreux experts ont souligné la faiblesse du protocole expérimental et de la méthodologie utilisée dans l'étude décrite dans l'article. L'originalité de cette étude réside cependant dans le fait qu'elle constitue une étude d'alimentation à long terme chez les rongeurs, spécifiquement menée sur le maïs NK603 associé ou non à son herbicide tolérant, alors que la plupart des études de toxicité subchronique se limitent à une durée de trois mois.

La prudence est cependant de mise puisque de nombreuses études de toxicologie menées sur différentes espèces d'animaux avec d'autres plantes génétiquement modifiées ne montrent pas d'effets délétères. Une synthèse de la littérature scientifique publiée en janvier 2012 dans la même revue fait état d'une vingtaine d'études menées sur des durées inférieures à deux ans et avec un plus faible nombre de paramètres contrôlés. Plusieurs études conduites sur des durées intermédiaires de 240 à 455 jours mettant également en œuvre des populations de faible taille n'ont pu mettre en évidence des effets secondaires notables.

Le maïs NK603 dispose depuis 2004 d'une autorisation communautaire de mise sur le marché pour l'importation et la transformation industrielle. Dans le cadre de cette procédure d'autorisation le groupe scientifique «GMO» de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait publié en 2003 un avis positif sur le maïs génétiquement modifié et un nouvel avis en 2009 pour l'importation et la transformation industrielle et la mise en culture. Il convient de préciser qu'à l'époque le Luxembourg avait voté contre la mise sur le marché du NK603 sur base du principe de précaution. À l'heure actuelle la mise sur le marché d'un OGM à des fins de mise en culture s'avère problématique au niveau de l'UE puisqu'un nombre élevé d'EM, dont le Luxembourg, s'y opposent régulièrement.

L'EFSA a mis sur pied un groupe de travail, composé de scientifiques choisis parmi les unités «OGM», «Pesticides» et «Évaluation scientifique» en réponse à une demande urgente de la Commission européenne l'invitant à évaluer l'étude du professeur Séralini afin de déterminer si ses résultats pourraient affecter les avis sur le maïs NK603. Le rapport concernant l'examen initial de ce groupe d'experts se concentre sur la conception et les aspects méthodologiques utilisés dans cette étude et font état d'un certain nombre de questions. L'EFSA a donc demandé aux auteurs de l'étude de clarifier certains points. Les informations obtenues contribueront à alimenter l'examen final du groupe d'experts et dont les résultats seront publiés dans les semaines à venir. En tout cas, le Luxembourg restera extrêmement vigilant en ce qui concerne ce dossier.

Le Gouvernement luxembourgeois a montré dans le passé lors de nombreuses discussions au niveau européen et dans la pratique quotidienne au niveau national son respect du principe de précaution dans le domaine des organismes génétiquement modifiés. Cette ligne de conduite sera maintenue à l'avenir, de concert avec nos partenaires européens partageant nos préoccupations.

Question 2311 (24.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **rapport sur le surendettement:**

Das Gesetz über die Überschuldung vom 8. Dezember 2000 sieht vor, dass die Regierung der Abgeordnetenkammer alle fünf Jahre einen Bericht über die Resultate vorlegt (Artikel 31). Der erste Bericht wurde im April 2006 vorgelegt für die Periode 2001-2005. Es gab jedoch anscheinend noch keinen Bericht über den Zeitraum 2006-2010.

Fragen:

1) Warum gibt es so eine große Verspätung?

2) Kann das Ministerium eventuelle Daten im Vergleich zum ersten Bericht liefern?

Réponse (10.10.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'article 31 de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement est libellé comme suit: «Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant la mise en vigueur de la présente loi, un rapport sur son application.». Ce rapport a été établi en avril 2006. Ladite disposition légale ne prévoit pas l'établissement d'un rapport quinquennal périodique sur la situation du surendettement en dehors des données statistiques annuellement fournies par le Ministère de la Famille et de l'Intégration dans son rapport d'activité.

Dans ce contexte, il convient encore de renvoyer à la réponse donnée à la question parlementaire n°2234 de l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol posée en date du 10 août 2012 *(cf. compte rendu n°1/2012-2013)*.

Question 2312 (24.9.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **jeux paralympiques:**

Im Anschluss an die Olympischen Spiele in London fanden vom 29. August bis zum 9. September 2012 die sogenannten „London 2012 Paralympics" statt. Sie standen unter dem Motto „Inspire a Generation". Hier lieferten sich Behinderte in vielen Wettbewerben faire und hochkarätige Auseinandersetzungen. Leider war dieses Jahr kein Sportler aus Luxemburg bei den Paralympics eingeschrieben. Dementsprechend wurde auch in unseren Medien bis auf eine Ausnahme nicht viel über dieses Event berichtet. Dabei hätten diese „Paralympics" bei entsprechender Berichterstattung hierzulande auch „eine Generation inspirieren können", beispielsweise bezüglich der „normalen" Integration von Behinderten in den Sport in einer Gesellschaft. Nichtsdestotrotz sind die „Paralympics" sehr erfolgreiche Olympische Spiele gewesen, genossen einen bemerkenswerten Öffentlichkeitserfolg im Gastgeberland und waren denn auch in den englischen Medien immer wieder „live" oder in der normalen Berichterstattung präsent. Auf der anderen Seite wären die „Paralympics" eine erneute Gelegenheit gewesen, hierzulande den Spitzensport bei Behinderten zu thematisieren, die herausragenden Leistungen zu bewundern und in den gesellschaftlichen Kontext zu bringen, aus dem Engagement der Behinderten im Sport zu lernen, es als positives Signal, wenn nicht gar als Mittel zur weiteren Integration von gesunden und behinderten Sportlern in der Gesellschaft weiterzuentwickeln.

Fragen:

1) Weiß der zuständige Minister zu berichten, wie viele Luxemburger Reporter bei den „Paralympics" in London akkreditiert waren?

2) Wie viele waren es noch bei den „Paralympics" in Beijing vor vier Jahren?

3) Wie viele offizielle Vertreter von Regierung und Sportsassoziationen waren mit finanzieller Unterstützung des Staates bei den „Paralympics" in Beijing (2008) und in London (2012)? Wie groß war die Luxemburger Delegation?

4) Was sind die Erklärungen des Ministers für die so spärliche und mit Sicherheit sehr ungenügende Berichterstattung der nationalen Medien vom Megaevent „Paralympics 2012" aus London?

5) Was will der zuständige Minister als zusätzliche Bedingung an die nationalen, von Pressehilfe unterstützten Medien als „Ansporn" unternehmen, damit die selbstständige und nachhaltige Berichterstattung über den Behindertensport zum Tragen kommt?

6) Auch wenn Luxemburg die diesjährigen „Paralympics" kaum zur Kenntnis genommen zu haben scheint, was will die Regierung unternehmen, um das in London Erreichte hier in Luxemburg aufzugreifen und im Behindertenspitzensport sowie im Behindertenbreitensport Akzente zu setzen und so den Anschluss an eine integrative Politik nicht zu verpassen?

7) Wird es eine Aktualisierung des „plan d'action" für den Behindertensport geben, mit einem konkreten Umsetzungsplan in die Praxis?

Réponse (24.10.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Der Herr Abgeordnete stellt sich Fragen über die Teilnahme von luxemburgischen Athleten, Begleitern, Offiziellen und Vertretern der Presse bei den Paralympischen Spielen in Peking (2008) und London (2012). Man sollte vorab betonen, dass die Entscheidung, eine Delegation oder Vertreter der Presse zu besagten Spielen zu entsenden sowie Artikel in der geschriebenen Presse zu veröffentlichen oder Übertragungen in Radio und Fernsehen durchzuführen, nicht zum Zuständigkeitsbereich des Sportministers oder des öffentlichen Dienstes gehört.

Was die Entscheidung angeht, Athleten für eine Teilnahme an Paralympischen Spielen auszuwählen, so sei zu bemerken, dass diese ausschließlich dem Luxemburgischen Olympischen Komitee, dem nationalen Verband Paralympic Committee Luxembourg und dem internationalen Verband International Paralympic Committee vorbehalten ist. Diesbezüglich wurde hier dem Wortlaut des modifizierten Sportgesetzes vom 3. August 2005 Rechnung getragen, welches in Artikel 3 besagt, dass die öffentliche Hand die Autonomie der Sportbewegung respektiert.

Des Weiteren möchte ich dem Herrn Abgeordneten folgende Antworten auf seine Fragen liefern:

Zu den Fragen 1 und 2: Laut meinen Informationen wurde kein luxemburgischer Pressevertreter zu den Paralympischen Spielen 2012 in London entsandt, was sich wahrscheinlich dadurch erklärt, dass kein luxemburgischer Athlet sich für diese Spiele qualifiziert hatte. Und obwohl eine Sportlerdelegation im Jahr 2008 an den Spielen von Peking teilgenommen hat, waren auch dort keine Vertreter der Luxemburger Presse anwesend. Die damaligen Berichterstattungen basierten auf Informationen der Delegation.

Zu Frage 3: In Peking setzte sich die Delegation aus einem Athleten, einem Trainer und einem Missionschef, welcher gleichzeitig die Mission eines Physiotherapeuten innehatte, zusammen. Der Präsident des COSL war in seiner Funktion als Präsident des Nationalen Olympischen Komitees anwesend. Der Staatshaushalt sieht Kredite vor für die Olympiavorbereitung, nicht jedoch für die Teilnahme selbst. In diesem gegebenen Fall handelt es sich um einen globalen Kredit, angesiedelt beim COSL, für die Olympischen und Paralympischen Spiele. Man kann also nicht von einer staatlichen Unterstützung für den Aufenthalt während der Spiele reden.

Da in London keine luxemburgischen Athleten teilgenommen haben, hatte Luxemburg kein Anrecht auf Akkreditierungen für Vertreter des Nationalen Olympischen Komitees. Demnach waren auch keine nationalen Vertreter bei den Paralympischen Spielen dabei.

Zu den Fragen 4 und 5: Die luxemburgische Regierung hat nicht die Absicht, die Entscheidungen der Presseorgane über Berichterstattungsthemen in irgendeiner Weise zu beeinflussen. Außerdem ist zu bemerken, dass die letzten Paralympischen Spiele medial wie nie zuvor abgedeckt waren und dass man diese folglich problemlos in Luxemburg verfolgen konnte.

Zu den Fragen 6 und 7: Eine finanzielle Unterstützung ist für sämtliche Sportverbände vorgesehen, welche das Agrément des Sportministers genießen. Die Höhe der Unterstützung errechnet sich aus der effektiven Tätigkeit und/oder aufgrund der vorgestellten Konzepte. Für die Vorbereitungsperiode der Spiele von Peking 2008 wurden dem Paralympic Committee mehrere Kredite beziehungsweise „ouvertures de crédit" zugestanden. Ausser den Luxrollers, die an der Deutschen Basketballmeisterschaft im Rollstuhl teilnehmen, unterstützt das Sportministerium aktuell eine Handbikemannschaft unter Leitung eines qualifizierten Trainers, dies im Hinblick auf die Paralympischen Spiele in Rio 2016. Außerdem wurde bei der Änderung des Reglements über die Gewährung des Sporturlaubs eigens darauf geachtet, die Paralympischen Spiele auch mit einzubeziehen (Artikel 2). Behinderte Athleten sowie ihre Betreuer genießen in Bezug auf Gewährung von Sporturlaub somit die gleichen Bedingungen wie die anderen Athleten und ihre Betreuer.

Question 2313 (24.9.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **emprunts contractés par les communes:**

La direction des Finances communales s'oppose généralement à la volonté de certains conseils communaux de contracter des emprunts bancaires à taux d'intérêt fixe. On pouvait facilement comprendre que, vers le début du siècle, des taux d'intérêt fixe de l'ordre de 5% ou plus étaient risqués dans la mesure où l'évolution probable des taux variables permettait de se situer en dessous de ce niveau. Or, de nos jours, la situation a sensiblement changé. Force est de constater que, dans le contexte de crise économique que nous vivons à l'heure qu'il est, le choix d'un taux fixe se situant à un niveau historiquement bas, dans certains cas inférieur à 2% sur une durée de dix ans, serait sûrement préférable à un taux variable. Cela relève même du choix rationnel et responsable. En effet, il faut prendre en compte le taux d'inflation, qui, actuellement, est de l'ordre de 2,35%, avec une tendance à la hausse. Une commune qui diversifierait ses risques en pérennisant une partie de ses emprunts à un taux fixe si minime obtiendrait pour ses citoyens un service de la dette à coût réel négatif. En fait, au cas où les taux variables devraient être révisés à la hausse (scénario d'une reprise économique et/ou d'inflation), la charge financière nominale à supporter par la commune n'augmenterait pas. D'ailleurs, une augmentation des taux variables n'est pas nécessairement liée à une reprise de la conjoncture, mais pourrait bel et bien s'expliquer par une politique monétaire de la BCE soucieuse de lutter contre des tendances inflationnistes, par exemple dans un scénario de stagflation. Dans pareil cas, le choix d'un taux d'intérêt fixe constituerait un avantage, en particulier parce que la commune ne pourrait guère tabler sur des recettes supplémentaires, une éventuelle relance économique faisant défaut.

À noter également que l'État lui-même vient de contracter des emprunts à taux fixe dans l'intérêt d'une gestion plus prudente des finances publiques. Le Gouvernement ne devrait donc pas priver les communes d'en faire de même. Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons pour lesquelles ses services refusent d'accepter que des communes contractent des emprunts à taux fixes se situant à un niveau historiquement bas?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à reconsidérer sa politique en la matière?

Réponse (8.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La ligne de conduite du Ministère de l'Intérieur et ses réflexions sur un taux d'intérêt débiteur fixe pour les emprunts que les communes sont amenées à contracter pour clôturer leur budget en équilibre ont amplement été exposées dans sa réponse à la question parlementaire n°2344 du 18 août 2003 de Monsieur le Député Claude Meisch *(cf. compte rendu n°1/2003-2004)*, une réponse qui garde toute son actualité.

Afin de pouvoir exercer son rôle de surveillance et assumer sa responsabilité en matière d'endettement du secteur communal conformément à l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Ministère de l'Intérieur instruit et analyse chaque délibération d'un conseil communal portant sur un

emprunt. Il vérifie notamment le recours à l'emprunt dans le cadre des articles 117 et 118 de la loi communale qui, sous certaines conditions, ouvrent à la commune la possibilité de se faire préfinancer par emprunt son budget d'investissement notamment si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré.

À l'égard de ces dispositions légales qui ne reflètent finalement que les règles d'une gestion financière communale en bon père de famille et qui évitent aux communes un surendettement, il faut remarquer que les autorités communales luxembourgeoises se comportent en décideurs responsables et ne succombent pas à la tentation de spéculer sur l'avenir.

Rarement cependant certains responsables locaux nouveaux préconisent le recours à des emprunts à taux fixe en tablant sur une hausse générale des taux variables. En prenant cette option, ils spéculent en fait contre la politique économique et financière nationale et européenne qui elle vise une stabilité des taux à bas niveau, nécessaire pour réduire les coûts et relancer l'activité économique.

En ce qui concerne le choix de l'État central en matière de financement par emprunt de son budget, il y a lieu de remarquer que l'État ne peut être comparé aux communes. En effet, celles-ci ont un cadre juridique à l'intérieur duquel elles peuvent opérer, alors que l'État a pour rôle de surveiller le respect de ce cadre tout en assumant une responsabilité certaine dans le contexte national et européen.

Question 2314 (24.9.2012) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant les **activités prévues par le Gouvernement dans le cadre de l'Année internationale des coopératives:**

L'année 2012 a été déclarée Année internationale des coopératives par les Nations Unies. L'évènement a été officiellement lancé le 31 octobre 2011 à New-York par les Nations Unies et début novembre 2011 à Cancún par l'Alliance coopérative internationale.

L'Organisation des Nations Unies a invité tous les États membres à mettre en place des comités nationaux pour la préparation, la célébration et le suivi de l'Année internationale des coopératives, dans l'objectif de:

- faire connaître le rôle bénéfique des entreprises et mouvements coopératifs dans le développement économique et social;

- promouvoir la création, la croissance et la stabilité de ces entreprises et mouvements;

- renforcer les collaborations et partenariats entre pouvoirs publics et les acteurs du secteur coopératif.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Économie solidaire:

- Quelles sont les activités réalisées et prévues par le Gouvernement du Luxembourg dans le cadre de l'Année internationale des coopératives?

- Est-ce que le Ministre délégué à l'Économie solidaire compte notamment saisir les opportunités offertes par le statut spécifique des sociétés coopératives pour renforcer leur rôle dans l'économie sociale et solidaire? Le cas échéant quelles mesures et initiatives sont prévues à cet égard?

- Est-ce que le Ministre compte proposer en droit commercial luxembourgeois une «société à finalité sociale» (SFS) en tant que variante d'une société commerciale qui, tout en poursuivant un but non lucratif, pose à titre principal des actes de commerce? Le cas échéant est-ce que pareille société à finalité sociale s'inspirerait du statut des sociétés coopératives? Au cas contraire, quelles sont les raisons qui ont amené le Ministre à abandonner l'élaboration d'un statut juridique spécifique à destination des sociétés à finalité sociale?

Réponse (22.10.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre délégué à l'Économie solidaire:*

La question parlementaire n°2314 appelle la réponse suivante de la part du Ministre délégué à l'Économie solidaire:

En déclarant l'année 2012 Année internationale des coopératives, l'Assemblée générale des Nations Unies met en évidence la contribution des coopératives pour le développement économique et leur impact pour la lutte contre la pauvreté, la création d'emploi et l'intégration sociale.

Le département de l'Économie solidaire a participé à plusieurs événements internationaux organisés dans le cadre de l'Année internationale des coopératives, afin d'explorer les possibilités de promouvoir plus activement ce modèle commercial au Luxembourg étant donné qu'il a démontré sa capacité de prospérer même pendant des périodes difficiles.

Dans la mesure où il n'existe pas d'organe fédérateur au Luxembourg qui puisse servir d'interlocuteur politique au mouvement coopératif, le département a choisi de thématiser le modèle coopératif par l'organisation d'une conférence publique de sensibilisation, en partenariat avec un acteur coopératif luxembourgeois du secteur financier. Cette conférence, qui sera annoncée sous peu, aura lieu au nouveau Centre de Conférences à Kirchberg en date du 5 décembre 2012. Elle aura pour objet de mobiliser de nombreuses coopératives du pays et d'illustrer le modèle porté par les différents mouvements coopératifs en Europe et dans le monde.

Des négociations sont également en cours pour accueillir dans le cadre de cette conférence l'exposition «À travers leurs yeux» organisée par la Confédération Européenne des Coopératives de Production et de Travail Associé, des Coopératives Sociales et des Entreprises Sociales et Participatives (CECOP-CICOPA Europe). Cette exposition d'envergure révèle un modèle entrepreneurial axé sur les personnes, qui constitue l'approche centrale partagée par toutes les coopératives et constitue de ce fait un modèle entrepreneurial traditionnel du secteur de l'économie sociale et solidaire. Elle fut inaugurée le 25 septembre 2012 à Bruxelles en présence de la Députée européenne Marie-Christine Vergiat.

Concernant la question relative aux intentions de proposer en droit commercial luxembourgeois une «société à finalité sociale» en tant que variante d'une société commerciale qui, tout en poursuivant un but non lucratif, pose à titre principal des actes de commerce, le département de l'Économie solidaire travaille actuellement en collaboration étroite avec le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances à l'élaboration d'un projet de loi qui traduit cette approche.

À l'issue de nombreux groupes de travail et de concertation avec notamment des acteurs du secteur de l'économie solidaire, le projet est en phase de finalisation. Il aspire à répondre aussi bien aux besoins des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui opèrent au Luxembourg qu'aux aspirations des investisseurs d'impact, désireux de financer des activités qui ont un effet sociétal positif, le cas échéant par l'intermédiaire de fonds d'investissement.

Question 2315 (24.9.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**évolution de certains indicateurs de l'éducation en général:**

Alors que nous assistons en Europe à une délocalisation des emplois peu voire non qualifiés vers des pays où les salaires sont plus modestes, l'éducation devient un élément de plus en plus crucial pour nos jeunes pour les préserver des conséquences néfastes de la mondialisation. Il convient dès lors de faire en sorte que ces jeunes disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour se démarquer sur le marché mondial du savoir. Il n'est dans ce contexte pas surprenant que l'éducation figure au centre des préoccupations de la stratégie Europe 2020.

En tant que pays d'immigration - l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) a recensé quelque 170 nationalités différentes au 1er février 2012 représentant 43.04% de la population totale -, le Luxembourg fait face à un réel défi afin d'intégrer au mieux les personnes issues de l'immigration (ci-après les «immigrés») dans son système scolaire. Il résulte en effet du rapport annuel de l'OCDE intitulé Regards sur l'éducation 2012 - Les indicateurs de l'OCDE (ci-après «rapport de l'OCDE») que «l'efficacité des pays à intégrer les élèves issus de l'immigration est un indicateur clé de la qualité et de l'équité de leur système d'éducation; c'est aussi un indicateur de l'efficacité de leurs politiques sociales au sens large (…)».

Les rédacteurs du rapport de l'OCDE examinent dans ce contexte un certain nombre de facteurs pouvant influer sur la réussite des iImmigrés, i. e. l'impact de la concentration géographique des familles issues de l'immigration dans certains quartiers, la profession des parents d'immigrés, l'usage des langues à domicile.

C'est ainsi que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- si les Ministres estiment que les conclusions du rapport de l'OCDE au sujet des immigrés sont transposables à la situation du Luxembourg.

- Dans l'affirmative, existe-t-il des statistiques démontrant que les jeunes issus de quartiers défavorisés atteignent un niveau d'études inférieur par rapport à ceux des quartiers aisés? De même, existe-t-il des statistiques mesurant l'impact du niveau d'études des parents sur celui des jeunes adultes? Quel est dans ce contexte le pourcentage de jeunes adultes qui affichent un niveau de formation supérieur à celui de leurs parents?

- En termes absolus, quel était le niveau des dépenses publiques d'éducation en 2000, 2005 et 2009? Quel était le pourcentage des dépenses publiques d'éducation par rapport au total des dépenses publiques en 2009, sachant que la moyenne OCDE s'élevait à 13%? Qu'en était-il des années 2000, 2005 et 2011?

- Quelle était la répartition de ces dépenses publiques d'éducation dans les différentes branches de l'enseignement, primaire (fondamental), secondaire (post-primaire) et tertiaire (universitaire) en 2000, 2005 et 2011?

- Quel était le coût total des salaires payés au personnel enseignant dans le total des dépenses publiques d'éducation en 2000, 2005, 2009 et 2011? Par branches de l'enseignement?

Réponse commune (5.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le rapport de l'OCDE «Regards sur l'éducation 2012» confirme les constats concernant l'enseignement au Luxembourg. Dans la plupart des autres pays, y compris le Luxembourg, les enfants issus de l'immigration ont moins de chance de réussite à l'école. Il en est de même pour des enfants de parents ayant un niveau de formation peu élevé.

Au Luxembourg, ces phénomènes sont particulièrement importants puisque:

- l'immigration est forte; il n'y a aucun autre pays avec une telle proportion d'élèves immigrés;

- les désavantages du milieu défavorisé et de l'immigration se superposent et s'intensifient;

- la situation langagière particulière dans nos écoles, à savoir l'utilisation de trois langues véhiculaires différentes, pénalise davantage encore les enfants issus de l'immigration.

Les questions posées par Monsieur le Député appellent les réponses et considérations suivantes:

- Le Gouvernement partage les constats du rapport de l'OCDE.

Il n'y a pas de statistiques précises concernant le niveau d'études atteint par rapport au niveau de formation des parents.

Les chiffres publiés par l'éducation nationale montrent que, selon le diplôme, les statistiques sur les nationalités des lauréats ne sont pas les mêmes. Le tableau suivant spécifie pour 2011 le taux de lauréats luxembourgeois, portugais et «autres», pour:

- le diplôme de fin d'études secondaires («Première»),

- le diplôme de fin d'études secondaires techniques («Bac technique»),

- le diplôme de technicien,

- le certificat d'aptitude technique et professionnelle,

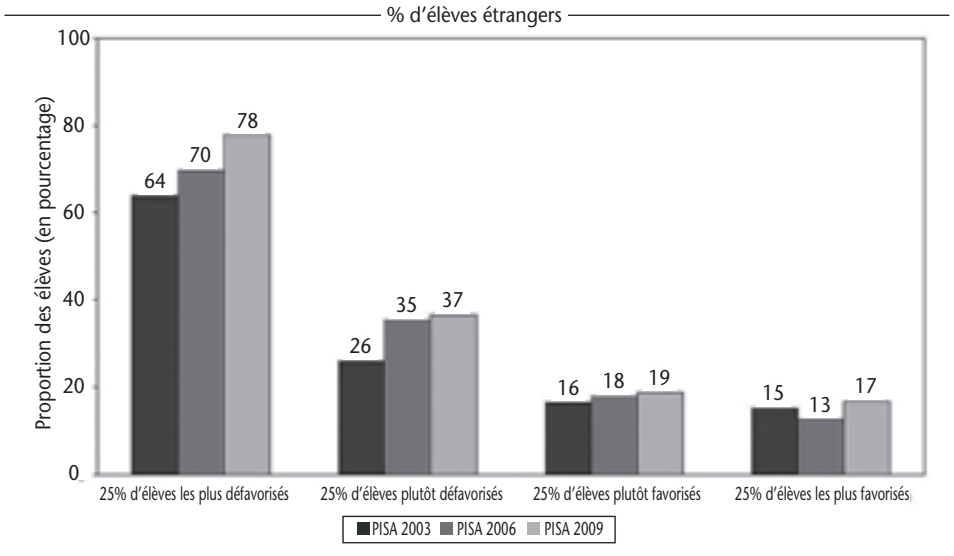
- les certificats de capacités manuelle et d'initiation technique et professionnelle.

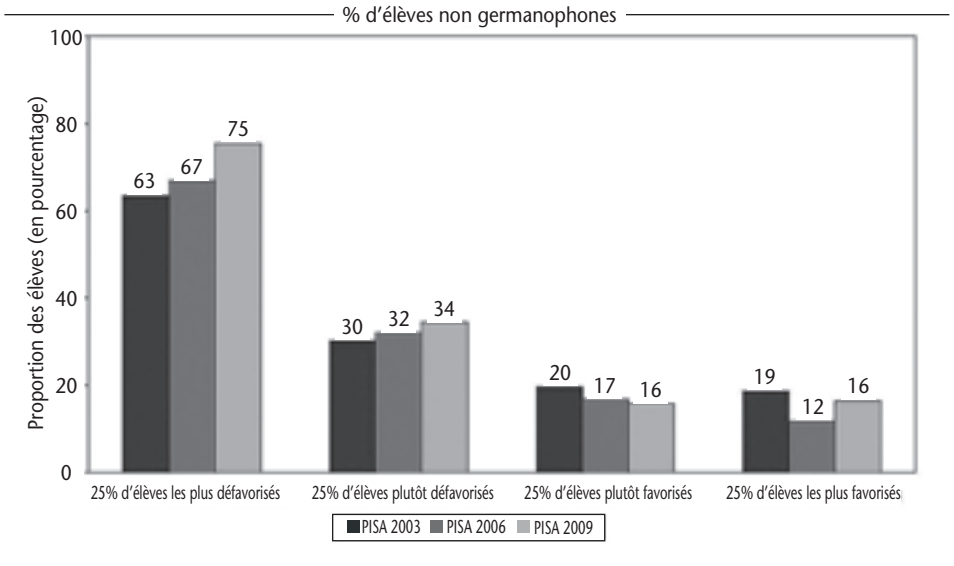
Diplômés	Luxembourgeois	Portugais	autres	Total
études secondaires	88,6%	4,4%	7,1%	100,0%
études secondaires techniques	74,6%	14,9%	10,5%	100,0%
diplôme de technicien	66,7%	21,8%	11,5%	100,0%
CATP (désormais DAP)	63,1%	21,1%	15,8%	100,0%
CITP CCM (désormais CCM)	37,3%	40,4%	22,4%	100,0%

L'étude PISA a éclairé l'impact du milieu social et de l'immigration sur les résultats des élèves. Tous les graphiques qui suivent, ont été publiés dans le rapport national PISA 2009 par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

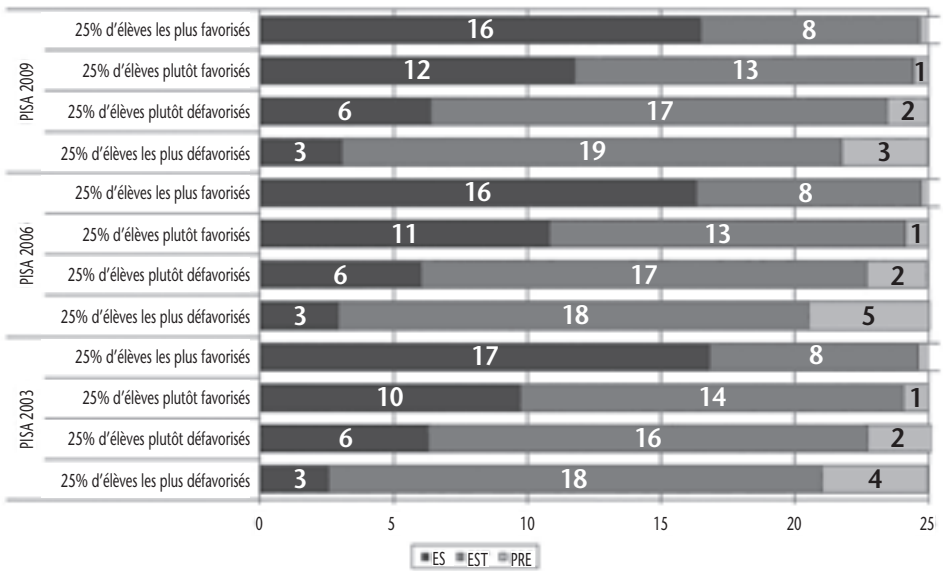
Le taux d'élèves étrangers et notamment celui des non germanophones est le plus élevé parmi les élèves issus de milieux défavorisés. Ce taux est en outre nettement croissant les dernières années.

Il convient de spécifier que ce phénomène est dû en partie au fait que nombre d'élèves étrangers non germanophones issus de milieux favorisés sont scolarisés à l'École européenne et dans des écoles privées comme le Lycée Vauban.



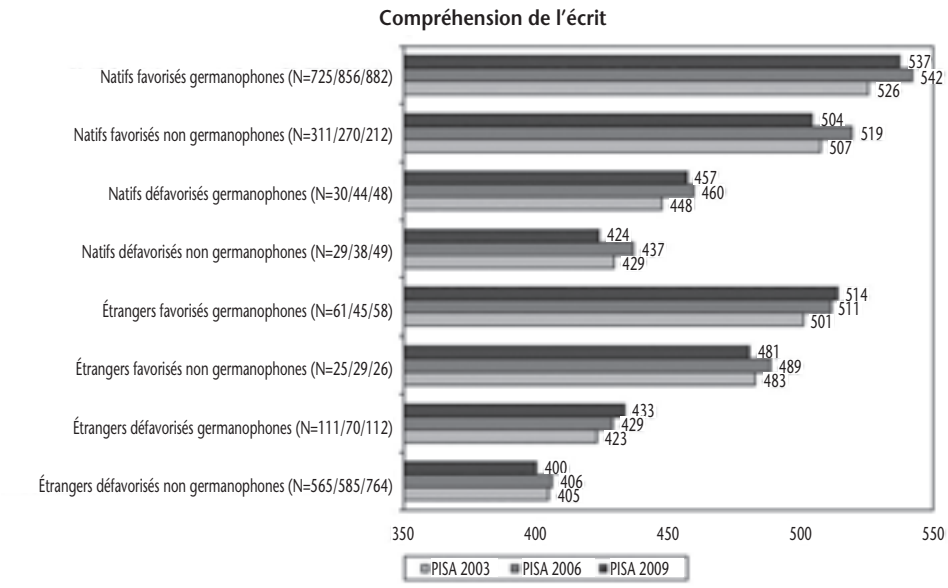


La répartition des élèves sur les classes de l'enseignement secondaire, du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique et du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique montre que les élèves issus de milieux favorisés sont surtout orientés vers l'enseignement secondaire alors que ceux issus de milieux défavorisés se retrouvent plus souvent au régime préparatoire.



Graphique 12: Répartition en pourcentage des élèves de 15 ans lors des épreuves PISA 2003, 2006 et 2009 selon le statut socioéconomique et culturel et selon le type d'enseignement

La ségrégation par ordre d'enseignement se traduit dans les performances des élèves qui reflètent le milieu social:



Graphique 14: Performances moyennes des huit catégories d'élèves estimées à partir de l'analyse de régression

Dans l'étude PISA est quantifiée l'importance de trois facteurs, milieu social, immigration, langue parlée au domicile, sur la base des résultats des élèves lors de tests PISA. Il faut savoir que 40 points correspondent environ à une année d'apprentissage scolaire.

On constate que l'élève issu d'un milieu social aisé bénéficie à l'âge de 15 ans d'une avance de deux années scolaires par rapport à ses camarades, l'autochtone d'une bonne demi-année par rapport à l'immigrant, le locuteur luxembourgeois d'une petite demi-année par rapport au romanophone. Statistiquement, l'élève luxembourgeois aisé bénéficie donc à l'âge de quinze ans d'une avance de trois années scolaires par rapport à l'élève portugais romanophone défavorisé.

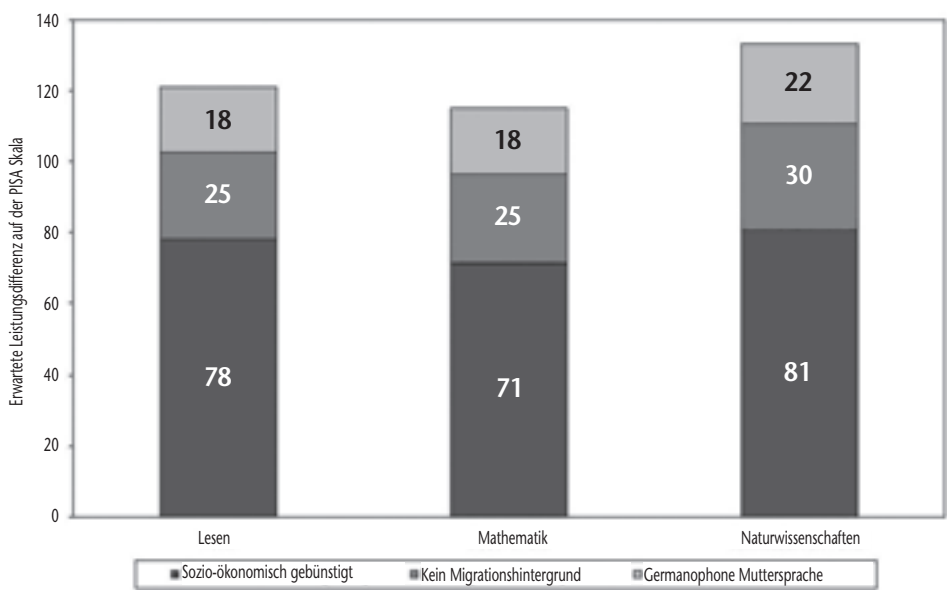


Abbildung 21: Aufgrund des sozio-ökonomischen Status, des Migrationshintergrunds und der zu Hause gesprochenen Sprache zu erwartende Leistungsunterschiede im Lesen, in Mathematik und den Naturwissenschaften.

Les dépenses absolues pour l'enseignement sont données par le tableau suivant (en millions d'euros) pour 2002, 2005, 2009 et 2010, dernière année disponible:

	2002	2005	2009	2010
Dépenses totales en éducation	909,3	1.144,1	1.358,3	1.581,9
dont précoce, préscolaire et primaire	482,5	619,5	723,1	962,9
dont ES	135,8	170,8	203,3	201,6
dont EST	291,0	353,7	431,9	417,4

Le taux par rapport au budget total a été calculé par l'OCDE:

	2002	2005	2009	2010
Au Luxembourg	9,2%	9,1%	8,9%	9,3%
moyenne OCDE	9,9%	10,2%	9,9%	pas disponible

La rémunération totale du personnel enseignant est donnée par le tableau suivant:

	2002	2005	2009	2010
Total (en millions d'euros, par an)	560,3	654,5	877,5	1.029,1
dont précoce, préscolaire et primaire	296,1	339,3	478,1	649,6
dont ES	85,6	102,1	133,5	125,2
dont EST	178,6	213,1	265,9	254,3

La part de la rémunération des enseignants est la suivante:

	2002	2005	2009	2010
Total	61,6%	57,2%	64,6%	65,1%
dont précoce, préscolaire et primaire	61,4%	54,8%	66,1%	67,5%
dont ES	63,0%	59,8%	65,7%	62,1%
dont EST	61,4%	60,2%	61,6%	60,9%

Le rapport de l'OCDE souligne à juste titre que les dépenses absolues du Luxembourg par élève sont les plus élevées dans l'OCDE. Cependant en comparaison avec le PIB, les dépenses du Grand-Duché pour l'enseignement ne sont que moyens, voire inférieures à la moyenne.

«C'est vrai pour le Luxembourg, par exemple: le coût salarial des enseignants par élève est le plus élevé de tous les pays s'il est exprimé en USD (essentiellement à cause du niveau de salaire élevé en USD), mais pas s'il est rapporté en pourcentage du PIB par habitant, car le niveau de salaire est équivalent à la moyenne de l'OCDE en pourcentage du PIB par habitant.»

Les deux comparaisons ont des inconvénients: les chiffres absolus ne tiennent pas compte du fait que le niveau de vie et des salaires est très élevé dans tous les domaines au Luxembourg. Il faut préciser que la comparaison des PIB ne tient pas compte du fait que le PIB du Luxembourg se compose de la somme des produits du travail des résidents et des transfrontaliers et que les analyses de l'OCDE ne font pas de distinction entre ces deux types de composants.

Le Luxemburg est, parmi tous les pays examinés, celui où la part du financement public de l'enseignement est la plus importante (page 258).

À noter également que le rapport relève l'augmentation extrêmement forte de la taille de la cohorte des jeunes de 15-19 ans dans notre pays, qui n'est dépassé que par la Turquie.

Une répartition par disciplines enseignées n'est pas disponible et difficile à réaliser, puisqu'il y a trop de disciplines différentes. Il y a actuellement 590 branches différentes reprises dans les grilles horaires de l'enseignement secondaire et secondaire technique auxquelles s'ajoutent 1793 modules différents de la formation professionnelle initiale réformée où l'enseignement n'est plus organisé par branches. En outre, de nombreux enseignants enseignent plusieurs branches.

Pour terminer, un autre constat du rapport de l'OCDE mérite d'être relevé:

«Alors même que le spectre d'une nouvelle récession économique apparaît de plus en plus menaçant dans certains pays, s'il n'est pas déjà une réalité dans d'autres, les conclusions de cette édition pourront s'avérer particulièrement pertinentes. L'investissement dans les individus, leurs compétences et leur éducation est une démarche clé pour obtenir une croissance économique et un marché du travail plus inclusifs, mais aussi pour les économies, les sociétés et leurs citoyens!»

Question 2316 (25.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mise en œuvre de l'accord culturel entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République portugaise:**

D'Regierung mécht grouss Efforten, fir d'Kulturofkommes mat der portugisescher Republik vun 1982 ëmzesetzen. Opgrond vun dem Accord, an an Zesummenaarbecht mat der portugisescher Ambassade zu Lëtzebuerg, leeft an eise Spillschoulen (dem Cycle 1 vum Fondamental) dëst Joer nees en neie Projet un, fir d'Scolarisatioun vun de portugisesche Kanner an hirer Mammesprooch ze erméiglechen.

An deem bilateralen Ofkommes vum 12. Juli 1982 hunn déi zwee Länner awer och eng Rei vu géigesäitege Verflichtungen iwwerholl. Doweinst wollt ech d'Regierung froen, wéi si d'Ëmsetzung vun dem Kulturofkommes gesäit.

1. Zu Artikel 7: Wéi vill lëtzebuergesch Enseignanten an Experten am schoulesche Beräich an aus der Erwuessenebildung woren zënter 1982 an Austauschprogrammer a Portugal? Wéi vill portugisesch Enseignanten an Experte woren an esou Programmer zu Lëtzebuerg?

2. Zu Artikel 8: Wéi vill portugisesch Enseignanten hunn eng Bourse kritt, fir d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze léieren? Wéi vill Lëtzebuerger Enseignanten hunn eng Bourse kritt, fir d'portugisesch Sprooch a Kultur ze léieren?

3. Zu Artikel 9: Wéi vill Enseignanten, Conférencieren, Fuerscher a Studente goufen ausgetosch? Wéi goufen d'Kontakter tëschent den Unterrechts-, Kultur- a Fuerschungsinstituter tëschent deenen zwee Länner favoriséiert?

4. Zu Artikel 10: Wéi vill där Bourssë fir d'Studéieren an d'Perfektionéieren an de Beräicher vun der Konscht, der Kultur an der Wëssenschaft goufe vun deenen zwee Länner accordéiert?

5. Zu Artikel 18: Sinn déi gemëschte Kommissiounen all dräi Joer zesummekomm a wat woren hir Konklusiounen?

Réponse commune (12.11.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte betreffen engersäits de Kooperatiounsprogramm, deen de 4. Juni 2008 (als Ëmsetzung vum Kulturaccord vu Lissabon vum 12. Juni 1982) zu Lissabon ënnerschriwwe gouf, an anerersäits d'Réunioun vun der «sous-commission mixte en matière d'intégration scolaire des enfants portugais», déi den 9. an den 10. Dezember 2010 stattfonnt huet.

Fro 1: Dem Éducatiounsministère sinn dräi Persoune bekannt, eng aus dem Joer 1997, déi zwou aner aus dem Joer 1999, déi Kandidate fir eng Bourse waren. Hir Donnéeë goufen un de Kulturministère weidergeleet, dee sech ëm d'Attributioun vun de Bourssen, déi am Kulturaccord virgesi sinn, bekëmmert. Dernieft krut am Joer 1990 een Enseignant eng Bourse vum Instituto Camões.

Froen 2, 3 a 4: Am Kontext vum Kulturaccord an op Basis vun deem, wat mam Partnerland an de méijähregen Exekutivprogrammer festgeluecht gouf, kritt de Kulturministère d'Demanden an d'Offere vun de Bourssen a gëtt se fir Avis virun un déi zoustänneg Administratiounen.

Wat d'Bourssë betrëfft, déi an den Artikelen 8, 9 an 10 ernimmt ginn, huet de Kulturministère zënter enger Rei Jore keng Demande a keng Offer enregistréiert. Et gouf och keng Ufro erageréecht fir e Finanzement vun enger Bourse iwwert de Budget vum Kulturaccord.

Eng Analys vum Kulturministère weist, datt dës Situatioun dohier kënnt, datt engersäits déi meescht universitär Studiëgäng d'Méiglechkeet fir en Auslandssemester bidden, respektiv datt d'Studenten ëmmer méi Méiglechkeeten hunn, fir Bourssen am Kader vun europäesche Pro-

grammer accordéiert ze kréien (am Kader vum Erasmus-Programm waren am Schouljoer 2011/2012 z. B. fënnef portugisesch Studenten op der Universitéit Lëtzebuerg).

Anerersäits kommen dës Échangen och op eng direkt Aart a Weis zustanen, z. B. am Kader vu gemeinsame Fuerschungsprojeten, respektiv weist sech, datt d'Weiderentwécklung vun de modernen Technologien am Kommunikatiounsberäich gradesou wéi d'Disponibilitéit vun digitaliséierten Informatiounen e Fernstudium méiglech maachen an och vereinfachen.

Den Ausbau vun de Relatiounen tëschent de Kulturinstituter gëtt duerch direkt Kontakter tëschent den Institutiounen op deenen ënnerschiddlechsten Niveauen (virun allem duerch konkret Projeten) an zum Deel och iwwer europäesch Réseauen an/oder Aarbechtsgruppe virugedriwwen.

Interessant Kontaktméiglechkeete goufen awer och vun der lëtzebuergescher Ambassade zu Lissabon initiéiert. Dozou koumen nach zousätzlech kulturell Aktivitéiten, déi de Kulturministère, den Ausseministère an d'Ambassade vu Lissabon zesummen organiséiert hunn.

Ganz speziell am Beräich vun der Musek goufen d'Kontakter duerch den Exportbüro vun der lëtzebuergescher Musek intensivéiert. Personell Contraintë verhënnere leider, datt dës Relatiounen nach kënne weider ausgebaut ginn.

Fro 5: D'«sous-commission mixte en matière d'intégration scolaire des enfants portugais» ass dräimol zesummekomm, an zwar zu Lissabon de 17. an 18. Mäerz 1997, zu Lëtzebuerg de 14. an de 15. November 2002 an nach eng Kéier zu Lëtzebuerg den 9. an 10. Dezember 2010.

D'Konklusiounen heivunner sinn:

1997:

Reaktivatioun vum Pilotage-Grupp, fir den integrativen Unterrecht ze bewäerten

Kreatioun vun engem bilaterale Kontaktgrupp fir d'Ausschaffe vu Virschléi, déi den Autoritéite vu béide Länner virgeluecht ginn.

2002:

Informatiounsaustausch iwwert déi respektiv Schoulsystemer

D'Fördere vu Pilotprojeten, déi en interkulturellen Dialog am Précoce an am Préscolaire viséieren

D'Förderen an d'Verbessere vum integrativen Unterrecht, an ënner anerem eng besser Integratioun vun de portugiseschen Enseignanten an de Schoulen

D'Organisatioun vun den Exame fir Portugisesch als Friemsprooch beim Centre de Langues Luxembourg (den aktuellen Institut national des langues)

D'Ubidde vu Léiermaterial beim Centre de Langues Luxembourg a beim Service de la formation des adultes vu portugisescher Säit

Lëtzebuergesch Coursë fir Enseignanten, deenen hir Mammesprooch Portugisesch ass.

2010:

D'Offer vu Coursen an der Mammesprooch am 1. Zyklus

D'Promotioun an d'Verbesserung vum integrativen Unterrecht, virun allem d'Evaluatioun vun de sproochlechen Acquisë vun de portugisesche Schüler an d'Evaluatioun vun de portugiseschen Enseignanten duerch déi portugisesch Autoritéiten

Kreatioun vun engem permanenten Aarbechtsgrupp, deen derfir suergt, datt d'Décisiounen, déi geholl goufen, eng Suite kréien.

Question 2317 (25.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prise en charge des frais médicaux d'un enfant dont le parent n'a pas la garde:**

Am Fall wou deen Elterendeel, deen d'Garde vun de Kanner huet, aus iergendengem Grond net méi sozialverséchert wär, stellt sech d'Fro vun der Ofsécherung vun de Kanner. Anscheinend ass et dann esou, datt d'Kanner an de Kliniken dann ënnert der Sozialversécherung vun deem aneren Elterendeel behandelt ginn, falls deen eng huet.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat deene Kanner, déi musse medezinesch behandelt ginn, a wou een oder vläicht souguer déi zwee Elterendeeler net sozialverséchert sinn?

2. Am Fall wou d'Kanner ënnert der Versécherung vun deem Elterendeel behandelt ginn, deen d'Garde net huet, gëtt deen Elterendeel dann doriwwer informéiert? Kann deen Elterendeel dann och d'Décisiounen iwwert d'medezinesch Behandlung vu senge Kanner huelen, well hie jo dann och muss finanziell derfir opkommen?

3. Misst net automatesch all Elterendeel, ob gescheet oder net, ob en d'Garde huet oder net, eng Sozialversécherungskaart fir seng Kanner ausgestallt kréien?

Réponse (16.10.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Am Prinzip ginn d'Kanner affiliéiert gemäss dem Artikel 7 vum Code de la sécurité sociale. Deementspriechend sinn all Kanner bei dem Haaptassuré ugemellt, dee fir si Steierermëissegunge laut den Artikelen 122 an 123 vum modifizéierte Steiergesetz vum 4. Dezember 1967 kritt. Datselwecht gëllt fir Kanner, déi onbefrist am Stot vum Assuré opgeholl ginn, fir deenen hir Ausbildung an hiren Ënnerhalt e suergt a fir déi hien, säi Conjoint oder Partner déiselwecht Steierermëissegunge kritt.

Punkt 13, Alinéa 1 vum Artikel 1 vum Code de la sécurité sociale bestëmmt des Weideren, dass Kanner, déi manner wéi 18 Joer al sinn, zu Lëtzebuerg wunnen an net anescht assuréiert sinn, gemäss Artikel 7 obligatoresch assuréiert ginn. Doduerch ass garantéiert, dass all mannerjähregt Kand, dat zu Lëtzebuerg wunnt, eng Krankeversécherung huet.

An der Praxis verleeft et esou: Wann d'Spidol bei engem hospitaliséierte Kand feststellt, dass et net méi assuréiert ass, da kontaktéiert et d'Gesondheetskeess, fir de Fall ze klären. Wann an deem Fall d'Affiliatioun iwwert deen Elterendeel méiglech ass, deen d'Garde vum Kand net huet, da gëtt eng Coassurance bei deem Elterendeel agedroen. Deen Elterendeel, deen d'Garde vum Kand huet, awer keng Krankeversécherung méi huet, gëtt als „autre bénéficiaire" agedroen, wat heescht, dass Rechnungen, déi hie bezuelt huet, him och remboursséiert ginn, wougéint normalerweis den Haaptassuré déi Sue remboursséiert kritt.

Ass keng Affiliatioun iwwer ee vun den zwee Eltere méiglech, da gëtt d'Kand iwwert den uewe genannten Artikel 1 affiliéiert.

Ad 2) D'Décisioun doriwwer, wat fir Traitementer bei engem Kand gemaach solle ginn, ënnerläit net der Gesondheetskeess. Datselwecht gëllt fir d'Informatioun doriwwer.

Normalerweis gëtt d'Kand als Coassuré vun deem Elterendeel agedroen, deen d'Garde vun him huet. Et ass deen Elterendeel, vun deem, ausser bei géigendeeleger Informatioun, ugeholl gëtt, dass en d'Käschte vum medezineschen Traitement ausgeluecht huet, deen also och remboursséiert gëtt an deen och den Detail vum Remboursement fir den Traitement vum Kand geschéckt kritt.

Wann d'Kand allerdéngs bei deem Elterendeel coassuréiert ass, deen d'Garde net huet, dann ass deen Elterendeel, deen d'Garde huet, als „autre bénéficiaire" agedroen. A wann deen Elterendeel dann noweist, d'Käschte vum Traitement gedroen ze hunn, da ginn him déi Sue laut Tarif remboursséiert an den Detail vum Remboursement gëtt him och zougeschéckt.

Ad 3) D'Verséchertekaart, déi déi zoustänneg Keess dem Assuré ausstellt, ass strikt perséinlech. Si gëtt op dem Kand säin Numm ausgestallt an un déi Adress geschéckt, op där d'Kand ugemellt ass. D'Kaart bleift noutwendegerweis beim Kand. Wann allerdéngs deen Elterendeel, deen d'Garde vum Kand net huet, eng Demande mécht, fir eng Verséchertekaart fir d'Kand ze kréien, da kënnt d'Keess där Demande no.

Question 2319 (25.9.2012) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant l'**inégalité des salaires entre femmes et hommes et l'instrument de contrôle Logib-Lux:**

En 2009, le Ministère de l'Égalité des chances a présenté en collaboration avec le Statec le logiciel de contrôle Logib destiné aux entreprises avec plus de 50 salariés pour déterminer d'éventuelles inégalités de salaire entre femmes et hommes dans l'entreprise.

Nous estimons qu'il est temps de faire un bilan et aimerions disposer des réponses aux questions suivantes.

- Combien d'entreprises utilisent cet outil à ce jour?

- Combien de fois le logiciel a-t-il été téléchargé au sein des entreprises utilisatrices?

- Quels constats et quelles conclusions peuvent être tirés en matière d'éventuelles discriminations au niveau des salaires femmes et hommes dans le secteur privé?

- Est-ce que le Ministère de l'Égalité des chances songe à mettre en place soit des programmes d'encouragement soit des actions ou dispositifs obligatoires pour réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes?

Réponse (25.10.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives à l'outil Logib que le Ministère de l'Égalité des chances a mis en place dans le but de mesurer d'éventuelles inégalités salariales au sein des entreprises.

Il y a lieu de préciser tout d'abord que le logiciel tel qu'il avait été élaboré par le Bureau Fédéral suisse de l'égalité entre femmes et hommes et repris par le Ministère de l'Égalité des chances a été retravaillé dans le but de l'adapter aux besoins des entreprises.

Ainsi en 2012 la société allemande Personal-Markt de Hambourg a été chargée par le Ministère de l'Égalité des chances de repenser le mode d'emploi de l'outil, et aujourd'hui la nouveauté réside dans le fait qu'après la saisie des données, l'entreprise reçoit un rapport de résultats qui traite les structures de rémunération au sein de l'entreprise du point de vue du sexe des collaborateurs, en examine les causes et indique des pistes d'amélioration de l'égalité salariale.

Pour en revenir aux questions formulées par l'honorable Députée, je peux fournir les réponses suivantes:

- Depuis la mise en place du logiciel Logib en 2009 le Ministère de l'Égalité des chances a décidé de l'intégrer dans son programme des actions positives, de sorte à ce que le consultant externe menant l'enquête au sein des entreprises participantes soit obligé d'utiliser entre autres ce logiciel pour mesurer une éventuelle différence de salaire entre les salariés masculins et féminins.

Dès lors depuis 2009, 17 entreprises ont utilisé le logiciel, et ont à ce jour le libre choix de le réutiliser à leur guise en le téléchargeant depuis le site Internet du Ministère de l'Égalité des chances. Cette dernière possibilité reste bien sûr également ouverte à toute autre entreprise intéressée qui ne participe pas forcément au programme des actions positives.

- Le Ministère n'a pas la possibilité de vérifier combien de fois le logiciel a été téléchargé. Ainsi, à part les entreprises qui doivent l'utiliser à travers le programme des actions positives, il n'est pas possible de détecter combien d'autres entreprises ont utilisé le logiciel depuis le site Internet du Ministère.

- Au niveau des discriminations salariales entre femmes et hommes, le principal constat qui peut être fait est que l'écart de salaire entre femmes et hommes reste une réalité sur le marché du travail.

Le Ministère y est régulièrement rendu attentif à travers son programme des actions positives qui permet de détecter les éventuelles inégalités salariales fondées sur le sexe à travers son nouveau logiciel.

La raison de cette ségrégation auprès des entreprises participantes s'explique principalement par l'absence de grille de salaire dont les entreprises devraient disposer.

À long terme le programme des actions positives permettra sans doute aux entreprises de remédier définitivement à l'écart salarial fondé sur le sexe en raison de son travail de sensibilisation.

- Le programme des actions positives peut être vu comme programme d'encouragement permettant aux entreprises de se familiariser avec la thématique de l'égalité entre femmes et hommes dans le cadre des trois thèmes prioritaires qui sont l'égalité de traitement des femmes et des hommes, l'égalité des femmes et des hommes dans la prise de décision, l'égalité des femmes et des hommes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée. Cela conduit nécessairement les entreprises à se pencher sur le thème de l'égalité salariale et à faire le nécessaire pour remédier à un éventuel écart de salaire durant les années que dure la transposition de leur plan d'actions.

Par ailleurs le Ministère de l'Égalité des chances n'envisage pas pour le moment d'actions ou de dispositifs obligatoires pour réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, surtout qu'il existe une réglementation sur l'égalité salariale qui devrait toujours faire foi de dispositif obligatoire en matière d'égalité de salaires entre femmes et hommes, à savoir le règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Question 2320 (25.9.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **test de dépistage prénatal de la trisomie 21 par simple prise de sang:**

Un nouveau test de dépistage commercialisé par un laboratoire allemand depuis fin août 2012 en Allemagne, en Autriche, au Liechtenstein et en Suisse, permet de diagnostiquer la trisomie 21 chez le fœtus à partir d'une simple prise de sang chez la femme dès sa sixième à septième semaine de grossesse en mesurant l'ADN fœtal présent dans le plasma maternel.

Puisque ce test très fiable est basé sur une procédure médicale non invasive, les risques pour la femme et le fœtus se trouvent fortement réduits par rapport aux méthodes de diagnostic prénatal actuellement appliquées comme notamment l'amniocentèse ou la biopsie.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le test en question est-il actuellement autorisé au Luxembourg?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre de la Santé envisage-t-il à l'autoriser à court ou moyen terme?

- Quels seraient, le cas échéant, les critères précis pour son utilisation ainsi que la part de remboursement accordée par la CNS, compte tenu du coût non négligeable de cette nouvelle méthode de dépistage?

Réponse commune (9.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Suivant le règlement grand-ducal du 24 juillet 2001 relatif aux dispositifs médicaux, qui transpose dans le droit national la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, seuls les dispositifs de diagnostic in vitro qui ont obtenu le marquage CE sont autorisés au Luxembourg.

Ne disposant pas de ce marquage, le test PrenaTest™, auquel se réfère l'honorable Députée, n'est dès lors pas autorisé au Luxembourg.

En Allemagne le fabricant ne propose ce test pour l'instant qu'aux femmes enceintes au-delà de la 12e semaine de grossesse présentant un risque accru d'anomalies chromosomiques chez l'enfant à naître, cela suite à un dépistage prénatal positif par test combiné au premier trimestre ou à une mesure de clarté nucale épaissie à l'échographie.

La méthode non invasive PrenaTest™ permet de déterminer si la quantité de matériel génétique d'origine fœtale dans le sang maternel et dérivée du chromosome 21 est élevée, afin de mettre en évidence une trisomie 21 (ou syndrome de Down) chez l'enfant à naître.

À l'heure actuelle PrenaTest™ n'est toutefois pas encore un examen diagnostique à part entière; il s'agit plutôt d'un test de dépistage avancé, dont la fiabilité doit encore être étudiée sur un plus grand nombre de patientes. C'est pourquoi la société internationale pour le diagnostic prénatal «International Society for Prenatal Diagnosis» propose qu'un résultat positif avec PrenaTest™ soit confirmé par une méthode invasive, de type amniocentèse.

En effet, ce test ne permet de détecter que les trisomies 21 classiques avec chromosome 21 surnuméraire, alors que les mosaïques ou autres anomalies chromosomiques à l'origine de la trisomie 21 ne sont pas identifiables ou seulement partiellement détectables quantitativement. En outre, PrenaTest™ n'est actuellement pas encore adapté aux grossesses multiples, et n'a de surcroît pas été étudié pour les grossesses obtenues par fécondation in vitro.

Enfin, ce test ne permet pas non plus de détecter d'autres anomalies chromosomiques ou maladies génétiques. Or, seulement la moitié des anomalies chromosomiques retrouvées par amniocentèse ou biopsie de villosité choriale correspondent à un syndrome de Down. Il est par conséquent impossible de se prononcer sur ces autres cas à l'appui de ce test.

À cela s'ajoute qu'il n'y a à l'heure actuelle que très peu de données publiées sur les résultats de ce test.

La société internationale pour le diagnostic prénatal et l'association professionnelle allemande des médecins pratiquant le diagnostic prénatal (Berufsverband niedergelassener Pränatalmediziner) indiquent dans des prises de position ré-

centes que l'utilisation de PrenaTest™ doit s'inscrire dans un processus de conseil génétique expliquant l'intérêt et les limites du test et sanctionné par un consentement écrit de la patiente.

Tant que l'efficacité du PrenaTest™ ne sera pas prouvée par des résultats complets, il est prématuré d'envisager sa mise sur le marché national.

En ce qui concerne la prise en charge des examens de biologie clinique relatifs au dépistage prénatal d'anomalies congénitales, celle-ci est réglée par une convention conclue en 2007 entre l'État et l'Union des caisses de maladie. Afin que l'examen en question puisse, le cas échéant, être pris en charge, la convention en question devrait toutefois être adaptée.

Question 2324 (27.9.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement secondaire demandé:**

Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a décidé d'adapter la procédure d'orientation relative au passage de l'école fondamentale au lycée. L'orientation sera désormais fondée sur les socles de compétences. Le principal changement concerne les outils d'évaluation. À partir de cette année scolaire, les bilans intermédiaires et les bilans de fin de cycle, fondés sur les socles de compétences, remplacent les bulletins à notes chiffrées dans la procédure d'orientation. Cependant au niveau de l'enseignement secondaire, Madame la Ministre a proposé d'introduire les socles de compétences tout en maintenant le système des notes chiffrées en place.

Si, le cas échéant, les parents d'un élève orienté soit vers l'ES, soit vers l'EST ne sont pas d'accord avec la décision du conseil d'orientation, basée sur les socles de compétences, ils peuvent inscrire leur enfant à une épreuve d'accès.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des explications détaillées sur les modalités réglant l'évaluation de l'épreuve d'accès à l'ordre d'enseignement demandé?

- Plus précisément, Madame la Ministre peut-elle m'informer si l'évaluation de l'épreuve d'accès se fera d'après un système de notes chiffrées, de socles de compétences ou d'après un système à deux voies?

- Si l'orientation se fait par socles de compétences, Madame la Ministre peut-elle m'informer comment elle entend évaluer les multiples socles de compétences définis par le plan d'études dans une seule épreuve?

- Si l'orientation se fait par notes chiffrées ou d'après un système à deux voies, Madame la Ministre peut-elle m'informer comment elle entend mettre en relation les notes chiffrées avec les socles de compétences?

Réponse (25.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question posée par l'honorable Député donne lieu aux réponses suivantes:

1) Les épreuves d'accès, tant pour une classe de 7e de l'enseignement secondaire que pour une classe de 7e du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, se font par écrit. Elles comportent trois parties qui portent sur les branches suivantes:

- la langue française;

- la langue allemande;

- les mathématiques.

Les différentes parties des épreuves d'accès se basent sur le niveau socle du quatrième cycle et les niveaux de compétences subséquents tels qu'ils ont été définis par le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Tant pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement secondaire technique les épreuves d'accès sont identiques pour tous les élèves qui s'y soumettent.

Les sujets des différentes parties des épreuves d'accès se rapportent aux domaines de compétences suivants, relatifs aux branches mentionnées ci-dessus:

- la compréhension de l'oral, la compréhension de l'écrit et la production écrite pour la langue allemande;

- la compréhension de l'oral, la compréhension de l'écrit et la production écrite pour la langue française;

- l'espace et les formes, les nombres et les opérations, les grandeurs et les mesures ainsi que la résolution de problèmes d'arithmétique pour les mathématiques.

2) Comme n'importe quelle autre épreuve d'accès à un ordre d'enseignement quelconque, les épreuves d'accès mentionnées ci-dessus ne sauront évaluer l'ensemble des compétences dont l'acquisition est visée par le plan d'études relatif à l'enseignement fondamental, mais elles en comporteront un choix judicieux.

Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement secondaire les épreuves se rapportant à la compréhension de l'oral et à celle de l'écrit dans les langues allemande et française ainsi qu'aux mathématiques comporteront des questions et des devoirs dont la résolution par les élèves demande l'acquisition du niveau avancé, voire du niveau d'excellence, tels que décrits à l'annexe 1 du plan d'études de l'enseignement fondamental pour le 4e cycle. Dans la même optique les grilles de correction servant à apprécier les productions écrites dans les langues allemande et française se baseront sur les descripteurs du niveau avancé et du niveau d'excellence des domaines d'apprentissage respectifs du 4e cycle.

Pour ce qui est de l'accès à l'enseignement secondaire technique les épreuves se rapportant à la compréhension de l'oral et à celle de l'écrit dans les langues allemande et française ainsi qu'aux mathématiques comporteront des questions et des devoirs dont la résolution par les élèves demande l'acquisition du niveau socle tel que décrit à l'annexe 1 du plan d'études de l'enseignement fondamental pour le 4e cycle. Dans la même optique les grilles de correction servant à apprécier les productions écrites dans les langues allemande et française se baseront sur les descripteurs du niveau socle au 4e cycle.

3) Au vu des explications fournies sub 1 et 2), la troisième question est sans objet.

Question 2326 (28.9.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **publication des bénéficiaires d'aides en provenance du Fonds agricole européen:**

Dans la dernière édition du «Lëtzeburger Bauer» du 28 septembre 2012 l'on relate que la Commission européenne vient d'adopter la proposition prescrivant la publication des bénéficiaires d'aides en provenance du Fonds agricole européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués ci-dessus?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette proposition constitue une violation de la sphère privée des exploitants agricoles?

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour éviter la transposition de cette proposition?

Question 2341 (6.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **publication des données personnelles des agriculteurs subventionnés par l'Union européenne:**

Die EU-Kommission verlangt, dass die Daten der Bauern, denen finanzielle Hilfe zugesprochen wird, im Internet publiziert werden. Seit 2008 besteht eine Regelung, dass der Name des Bauern respektive des Betriebes sowie die Höhe der Subventionen veröffentlicht werden sollen. Nach einer Klage, die von zwei hessischen Bauern eingereicht wurde, hat der Europäische Gerichtshof allerdings festgehalten, dass so eine Maßnahme einem unzulässigen Eingriff in die Privatsphäre der Betroffenen entspräche. Ein Teil der Direktive wurde daraufhin außer Kraft gesetzt.

Nun ist es mehr denn je verwunderlich, dass die EU-Kommission sich weigert, das Urteil zu respektieren und die Gesetzgebung in die richtige Richtung zu ändern. Sie hat sich wohl auf einen neuen Text geeinigt, aber dieser Text bringt nicht die nötigen Besserungen mit sich. Es ist nämlich vorgesehen, dass die Bauern, die eine geringe Subvention erhalten, nicht mehr genannt werden. Diejenigen Bauern aber, die über einer gewissen Grenze liegen, werden auch in Zukunft ihre persönlichen Daten preisgeben müssen, um von der finanziellen Hilfe profitieren zu können.

Fragen:

1) Was ist die Meinung des Ministers zu dieser EU-Vorgehensweise?

2) Was wird der Minister tun, um zu verhindern, dass immer mehr persönliche Daten und die Privatsphäre der Bauern zur Schau gestellt werden?

3) Was will der Minister auf europäischer Ebene tun?

Réponse (24.10.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En 2007 la Commission européenne avait présenté une première proposition législative modifiant le règlement financier de la politique agricole commune (PAC), afin de rendre obligatoire la publication des bénéficiaires des paiements de la PAC.

À l'époque, le Luxembourg n'a pas voté en faveur de cette proposition de règlement, en invoquant le caractère disproportionné de la mesure. Cette même attitude a été prise lors du vote des modalités d'application au comité des fonds agricoles.

Suite à une plainte déposée par des producteurs allemands de la Hesse, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a invalidé ces dispositions en novembre 2010 en ce qui concerne les personnes physiques, mais les a confirmées pour les personnes morales. Depuis cette date, la publication des données relatives aux personnes physiques est suspendue.

Dans son arrêt, la CJUE conclut à l'invalidation des dispositions sur la publication des bénéficiaires personnes physiques, en raison de la violation du principe de proportionnalité. Ce principe exige que «les moyens mis en œuvre par un acte de l'Union soient aptes à réaliser l'objectif visé et n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre».

La CJUE a cependant reconnu que la publication des données des bénéficiaires accroit effectivement la transparence, dont le principe est inscrit aux articles 1er TUE et 10 TUE ainsi qu'à l'article 15 TFUE, et qu'ainsi elle poursuit bien un objectif d'intérêt général reconnu par l'Union.

Ainsi la publication des données pour les personnes physiques pourrait se justifier malgré le non-respect de l'article de la Charte des droits fondamentaux relatif à la protection des données personnelles.

Néanmoins la CJUE a estimé que le législateur n'avait pas cherché à «effectuer une pondération équilibrée entre l'intérêt de l'Union à garantir la transparence de ses actions ainsi qu'une utilisation optimale des fonds publics, d'une part, et les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 et 8 de la charte, d'autre part».

Le législateur aurait donc dû essayer de trouver des dispositions «moins attentatoires au droit de ces bénéficiaires au respect de leur vie privée, en général, et à la protection de leurs données à caractère personnel, en particulier, telles que la limitation de la publication de données nominatives relatives auxdits bénéficiaires en fonction des périodes pendant lesquelles ils ont perçu des aides, de la fréquence ou encore du type et de l'importance de celles-ci».

La CJUE conclut que: «Eu égard au fait que les dérogations à la protection des données à caractère personnel et les limitations de celle-ci doivent s'opérer dans les limites du strict nécessaire et que des mesures portant des atteintes moins importantes pour les personnes physiques audit droit fondamental sont concevables tout en contribuant de manière efficace aux objectifs de la réglementation de l'Union en cause, il doit être constaté que le Conseil et la Commission, en imposant la publication des noms de toutes les personnes physiques bénéficiaires d'aides du FEAGA et du Feader ainsi que des montants précis perçus par ceux-ci, ont excédé les limites qu'impose le respect du principe de proportionnalité.»

Suite à cet arrêt, la Commission européenne a soumis en date du 25 septembre 2012 une nouvelle proposition au Conseil. La Commission estime avoir ainsi tenu compte de l'arrêt de la CJUE, dans le sens où elle prévoit maintenant un seuil pour la publication, seuil correspondant à celui fixé pour les «petits agriculteurs» dans le cadre de la proposition sur les paiements directs.

La proposition est censée ainsi prendre en compte une partie des critères énumérés par la CJUE pour justifier d'une approche équilibrée, à savoir «l'importance» des paiements reçus par les bénéficiaires. Elle ne prend cependant pas en compte «les périodes, la fréquence ou le type».

Dans ce contexte, il est à noter que la délégation luxembourgeoise avait déjà demandé en 2007, à titre subsidiaire, l'introduction d'un seuil pour la publication.

Le Ministère de l'Agriculture n'est pas convaincu que la proposition répond de façon satisfaisante aux faiblesses constatées par l'arrêt précité de la Cour de justice de l'Union européenne. J'ai fait état de ces doutes dans la réunion du Conseil des Ministres de l'Agriculture en date du 22 octobre 2012 et j'ai demandé à cet effet un avis du service juridique du Conseil.

En conclusion, le Ministère de l'Agriculture continuera de suivre de très près l'évolution de ce dossier dans les instances du Conseil et de la Commission.

Question 2327 (28.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**augmentation du capital de Cargolux:**

D'Gesellschaft Cargolux brauch eng Erhéijung vum Kapital. Am Ament hält de Lëtzebuerger Stat indirekt 65% vum Kapital an d'Fluggesellschaft Qatar Airways 35%.

Enn Mäerz, no enger Réunioun mam OGB-L, hunn de Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an de Wirtschaftsminister „confirméiert", datt déi Lëtzebuerger Aktionären hiren Undeel bei 65% wëlle behalen.

Elo, de 27. September, huet de Wirtschaftsminister op enger Auslandsrees dës Aussoen awer a Fro gestallt an net ausgeschloss, datt d'Part vu Qatar Airways kann iwwer 35% erausgoen.

D'Press ernimmt regelméisseg en „shareholder agreement", aus deem ervirgeet, datt d'Participatioun vu Qatar Airways net däerf iwwer 49% erausgoen.

Opgrond vun der rezenter Ausso vum Wirtschaftsminister géif ech gär dës dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Lëtzebuerger Regierung nach ëmmer de Wëllen, direkt an indirekt 65% vum Undeel um Kapital bei der Cargolux ze halen? Wa jo, iwwer wéi e Wee wëllt se dëst erreechen?

2. Kann d'Regierung versécheren, datt keng Investitiounsfirme mat Sëtz zu Lëtzebuerg, déi awer majoritär vum Qatar kontrolléiert ginn, an déi 65% erafalen?

3. Kann d'Regierung bestätegen oder dementéieren, datt et den „shareholder agreement" gëtt, an deem Qatar Airways säin Undeel um Kapital bis op 49% kann opstocken?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Cargolux fir d'Lëtzebuerger Ekonomie eng „systemesch" Entreprise ass, déi et verdéngt, datt de Lëtzebuerger Stat déiselwecht Effortë bei der Rettung mécht, wei en dat an der rezenter Vergaangenheet fir Banke gemaach huet?

Réponse commune (13.11.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Äntwerten op d'Froe vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert d'Cargolux si folgend:

Ad 1: D'Zilsetzung bei enger méiglecher Kapitalerhéijung vun der Cargolux ass, datt weiderhi 65% vum Kapital an den Hänn vu Lëtzebuerger Aktionäre bleiwen, soulaang dëst am Aklang mat den europäesche Regele kann erfollegen, wat ënner anerem e viabele Geschäftsmodell bedéngt. Dëst géif iwwert d'Ausübung duerch déi verschidden Aktionäre vun hirem préférentiellë Souscriptiounsrecht bei der Emissioun vun neien Aktië geschéien.

Ad 2: D'Participatioun vun enger Firma am Kapital vun enger anerer Firma gëtt der éischter Firma Rechter am Aktionariat vun der zweeter Firma. Mä all Firma huet eng eege juristesch Personalitéit, déi sech ënnerscheet vun där vun hiren Aktionären.

Derbäi kënnt, datt déi maximal Participatioun, déi en net europäeschen Aktionär an enger europäescher Fluggesellschaft kann hunn, net 49% däerf iwwersteigen, wéinst den Nationalitéitsklauselen, déi bei den Accords aériens bestinn. Dëse Maximalseuil gëtt net par rapport zum Sëtz vun enger Gesellschaft, mä par rapport zum effektive Contrôle vun enger Gesellschaft gekuckt. Och gesäit déi europäesch Reglementatioun vir, datt op d'mannst 50% vum Kapital vun enger Fluggesellschaft direkt oder indirekt an den Hänn an ënnert dem effektive Contrôle vun europäesche Bierger oder europäesche State muss sinn, fir datt en europäeschen AOC (Aircraft Operator Certificate) Bestand huet.

Ad 3: Aus deenen uewe genannten Ursaache kann déi maximal Participatioun vun der Qatar Airways an der Cargolux net iwwer 49% erausgoen.

Ad 4: D'Cargolux ass fir déi Lëtzebuerger Ekonomie e wichtegen Acteur, och a besonnesch, well d'Cargolux duerch hir staark Präsenz um Findel an um europäesche Wueremarché d'Réckgrat vun der Logistikplattform Lëtzebuerg ass. D'Logistik ass jo ee vun de Secteuren, déi d'Lëtzebuerger Regierung als prioritär fir d'Diversifikatioun vun der Ekonomie definéiert huet. Doweinst verfollegt de Stat och d'Entwécklung bei der Cargolux vu ganz no.

D'Bewegungsfräiheet, wat eng direkt oder indirekt Interventioun vum Stat bei der Cargolux ugeet, ass duerch den europäesche Kader vun de staatlechen Hëllefe staark ageschränkt, woubäi de Prinzip deen ass, datt de Stat wéi en Investisseur privé en économie de marché agéiere muss, fir datt d'Konkurrenz tëschent den europäesche Fluggesellschaften net negativ beaflosst gëtt.

Question 2329 (28.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **retrait du droit de séjour:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2216 du 26 juillet 2012 *(cf. compte rendu n°1/2012-2013)*, Monsieur le Ministre précise que «depuis l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 en date du 1er octobre 2008, un total de 110 retraits du droit de séjour ont été effectués» et que «ces décisions n'ont cependant pas été accompagnées d'une décision d'éloignement, permettant ainsi aux personnes concernées de régulariser leur situation en matière de droit de séjour en remplissant de nouveau les conditions de l'article 6».

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Parmi les 110 citoyens de l'UE auxquels le droit de séjour a été retiré, combien ont effectivement régularisé leur situation et combien ne l'ont pas fait?

2. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les personnes n'ayant pas régularisé leur situation se trouvent dans un flou juridique, puisqu'elles ne disposent plus de droit de séjour, mais continuent à résider au Grand-Duché?

3. Monsieur le Ministre indique dans sa réponse à la question parlementaire susmentionnée que «des relevés annuels relatifs à la nationalité des personnes concernées n'ont pas été établis». Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait judicieux de mieux cerner ce phénomène, notamment à travers des données statistiques, afin de mieux y parer, comme cela est par exemple le cas pour le Cap-Vert à travers le projet «Migrer les yeux ouverts»?

Réponse (10.10.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux trois aspects de la question parlementaire il y a lieu de répondre comme suit:

1. La direction de l'Immigration ne saurait chiffrer de manière précise combien de citoyens de l'Union ont, à l'heure actuelle, «régularisé» leur situation après avoir fait l'objet d'un retrait du droit de séjour. En effet, de nombreux changements interviennent en général dans ces dossiers, de sorte qu'un suivi statistique par les moyens informatiques mis à disposition de la direction de l'Immigration n'est pas possible. Ces dossiers font néanmoins l'objet d'un contrôle à intervalles réguliers.

2. Afin de contrecarrer le problème du «flou juridique» dans lequel les personnes, auxquelles le droit de séjour a été retiré, risquent de tomber si elles continuent à résider sur le territoire pour une durée de plus de trois mois après le retrait du droit de séjour, un ordre de quitter le territoire dans un délai d'un mois fait désormais partie intégrante des décisions de retrait du droit de séjour.

Il y a toutefois lieu de préciser que ces personnes ont le droit, malgré l'ordre de quitter le territoire, de revenir au Luxembourg, alors qu'elles ne font pas l'objet d'une décision d'interdiction de territoire, une telle mesure étant réservée par la directive 2004/38/CE aux citoyens de l'Union constituant un danger pour l'ordre public. Un nouveau séjour légal va dans cette hypothèse débuter pour ces personnes si elles remplissent les conditions prévues par l'article 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

3. Je reste d'avis que dans ce contexte l'établissement de statistiques n'est pas nécessaire. La référence au projet «Migrer les yeux ouverts» est par ailleurs sans pertinence, alors que ce projet avait comme objet de favoriser l'immigration régulière de citoyens d'un pays tiers, alors que la question parlementaire a pour objet la situation de citoyens de l'Union bénéficiant du droit à la libre circulation des personnes.

Question 2331 (1.10.2012) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **congé politique supplémentaire pour les délégués dans les syndicats de communes:**

Le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 introduit un congé politique supplémentaire de neuf heures par semaine pour chaque conseil communal. Ces heures supplémentaires de congé politique sont exclusivement réservées aux délégués dans les syndicats de communes dont la commune est membre.

Différentes communes se sont regroupées à l'aide de conventions État-communes pour assurer un développement intercommunal coordonné et intégré, comme p. ex. les communes du sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg, de la Nordstad, de la vallée de l'Alzette et les communes limitrophes de l'Aéroport de Luxembourg. Or, les représentants des communes dans les comités politiques et les groupes de travail constitués dans le cadre de ces conventions n'ont pas droit au congé politique en question. Pourtant la charge de travail découlant des activités dans le cadre de ces conventions est très importante et celles-ci ont d'ailleurs souvent été établies sur initiative du Ministère de l'Intérieur.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il exclu les regroupements de communes par convention du congé politique supplémentaire?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour redresser cette situation qui nous paraît injuste?

Réponse (16.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 a élargi le droit au congé politique des élus locaux en accordant à chaque commune une enveloppe de neuf heures supplémentaires à attribuer par le conseil communal à celui ou ceux des élus locaux (bourgmestres, échevins ou conseillers) qui a ou qui ont été appelé(s) par le conseil communal à assumer pour la commune un rôle (président, membre du bureau ou délégué au comité) au niveau d'un syndicat de communes.

Le choix de l'attribution du congé politique supplémentaire a été laissé à l'appréciation du conseil communal qui le fait en tenant compte de l'envergure nationale, régionale ou intercommunale du syndicat concerné.

Cette nouvelle disposition répond à une revendication du Syvicol et prend en compte la charge de travail supplémentaire des membres du corps communal dans le cadre de leur délégation dans un syndicat intercommunal. Elle prend également en compte la demande des élus locaux des petites communes rurales qui disposent de moins de congé politique que leurs collègues des grandes communes.

En effet, le recours à l'instrument du syndicat de communes pour effectuer des missions que les communes ne sont plus à même d'assumer de manière autonome n'a cessé de croître au cours des dernières décennies.

Or, le travail effectué par les élus locaux délégués dans un syndicat de communes se fait dans le cadre juridique d'un établissement public dont la commune est membre et auquel cette dernière a confié l'exécution d'une mission communale. Ce travail se situe donc dans un cadre institutionnalisé et régi par la législation communale, contrairement aux activités effectuées dans le contexte de conventions voire d'associations sans but lucratif qui échappent aux règles du droit communal ainsi qu'à toute forme de contrôle de légalité ou budgétaire. Il s'agit d'ailleurs là d'activités qui peuvent être confiées à des délégués non élus, notamment à des fonctionnaires communaux auxquels l'autorité communale aura donné un mandat précis.

En accordant une rallonge de congé politique spécifique liée à une situation bien particulière, à savoir celle d'être délégué dans un syndicat de communes, le règlement grand-ducal du 25 avril 2012 permet donc aux élus locaux de récupérer une partie du congé politique normal pour pouvoir accepter ou non d'autres missions ou représentations ou pour pouvoir se donner d'autres tâches au niveau de l'exécution de leur mandat politique, au titre desquelles l'on peut dénombrer les conventions citées par les auteurs de la question parlementaire.

Je ne vois donc pas de nécessité pour une nouvelle discussion sur le volume du congé politique à réserver aux différents élus alors que le régime actuel me paraît couvrir suffisamment les activités communales et intercommunales des élus locaux.

En revanche, il existe des pistes d'utilisation plus rationnelle du volume de congé politique mis à disposition du secteur communal.

Notons que le total d'heures de congé politique pour l'ensemble des communes et syndicats de communes a été de 154.054 heures en 2009 et 138.054 heures en 2010, ce qui représente respectivement, selon leur situation professionnelle, les montants de 5.737.328 et de 5.326.108 euros liquidés au profit des élus locaux ou de leurs employeurs[1].

La mise en œuvre de la réorganisation territoriale impliquant une réduction du nombre de communes et la disparition de syndicats intercommunaux purement locaux permettra à terme de débloquer des moyens supplémentaires sans augmentation de coûts.

Par ailleurs, bon nombre de statuts de syndicats prévoient la représentation de communes par deux, trois voire quatre délégués, alors que notre législation permet une représentation avec pondération des voix. Cette solution est généralement retenue dans les statuts des syndicats de création plus récente. Une mise au diapason de tous les statuts de syndicats intercommunaux permettrait également une répartition plus rationnelle des charges et du congé politique. Elle nécessite cependant soit l'initiative des communes pour un changement des statuts, soit une modification de la loi.

Il en est de même de la possibilité de créer des syndicats à vocation multiple qui permet aux communes de regrouper toutes les fonctions d'une même mission ou de missions apparentées en un seul syndicat au lieu d'en créer plusieurs.

Dans cet ordre d'idées, et faute de moyens, les communes ont toujours la possibilité de se regrouper en des entités plus larges (taille optimale d'une commune se situant suivant la BCL à +/- 10.000 habitants) permettant de supprimer bon nombre de collaborations intercommunales et récupérer autant de temps de délégué.

Question 2332 (1.10.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **Société Nationale de Contrôle Technique:**

Au cours des dernières semaines, les clients de la SNCT (Société Nationale de Contrôle Technique) ont été confrontés à des temps d'attente exagérés dépassant parfois plusieurs heures. Malgré le fait que les heures d'ouverture ont été adaptées afin d'offrir un meilleur service aux automobilistes, certaines stations de la SNCT ont récemment été débordées à tel point, qu'elles ont dû suspendre leur service pour les véhicules sans réservation préalable. Les files d'attente débordant sur la voie publique auraient ainsi causé des situations dangereuses.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures qu'il entend prendre dans l'immédiat afin de remédier à la situation actuelle?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de voitures neuves ou âgées de moins d'un an qui ont passé le contrôle technique au cours des derniers mois?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend dispenser à l'avenir ces voitures du contrôle technique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend baisser la périodicité des contrôles pour les voitures de moins de huit ans?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend autoriser des garages conventionnés ou autres acteurs, tel l'ACL (Automobile Club du Luxembourg), à effectuer des contrôles techniques?

Réponse (16.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les mesures envisagées pour parer à la congestion des stations de contrôle technique.

Afin de remédier à cette situation regrettable, tant des mesures immédiates que des mesures à moyen terme ont été décidées.

Les mesures prises avec effet immédiat sont les suivantes:

1. Les horaires d'ouverture des trois stations de contrôle technique sont avancés d'une demi-heure, de sorte qu'elles ouvrent depuis début octobre à 7h00 au lieu de 7h30 en ce qui concernent les stations de Sandweiler et d'Esch-sur-Alzette et à 6h30 au lieu de 7h00 pour la station de Wilwerwitz. Il est prévu que ces horaires restent en place jusqu'au 16 novembre 2012, avec la possibilité de maintenir ces nouveaux horaires au-delà de cette date, suivant l'évolution de la demande. De plus, sur le plan opérationnel, toutes les capacités seront mises à profit.

2. La station mobile, qui a été utilisée jusqu'à maintenant de manière ciblée dans le cadre du contrôle technique des poids lourds, sera employée plus régulièrement afin de contribuer ainsi au dégorgement des pistes au sein des centres de contrôle technique.

3. Des rendez-vous prioritaires, qui peuvent être pris par tout moyen de communication (mail, fax ou téléphone) auprès de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), sont accordés aux véhicules dont le certificat de contrôle technique est venu à échéance en raison de la congestion des stations au mois de septembre.

Les mesures envisagées à court et à moyen terme sont les suivantes:

1. La réglementation relative aux délais de convocation au contrôle technique est en voie de modification. Un avant-projet de règlement grand-ducal est prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement. Ainsi, à l'avenir, il sera possible de présenter un véhicule au contrôle périodique huit semaines avant (et non plus seulement trois semaines avant) l'expiration du certificat. La validité du nouveau certificat continuera d'être calculée à partir du jour d'échéance du certificat ayant cours. Cette nouvelle disposition, qui apportera une plus grande flexibilité dans la prise de rendez-vous tant pour le conducteur que pour l'organisme de contrôle technique et ce sans que la durée de validité du certificat n'en soit affectée, entrera en vigueur dans les semaines à venir.

2. L'obligation actuelle de présenter les autobus et les camions au moins tous les six mois au contrôle technique périodique sera allégée en ce sens à augmenter ce délai à douze mois dans les cas où aucune défaillance majeure n'a été constatée lors du passage au contrôle technique.

3. Par ailleurs, tout en anticipant le paquet «contrôle technique», qui est actuellement discuté au niveau européen et qui figurera prévisiblement à l'ordre du jour du prochain Conseil des Ministres des Transports de l'Union européenne le 29 octobre 2012, la périodicité du contrôle technique sera allégée en ce sens que le deuxième contrôle technique périodique intervenant au moment où le véhicule a atteint l'âge de 4½ ans sera supprimé. Ce deuxième contrôle technique n'interviendra qu'au moment où le véhicule aura atteint l'âge de 5½ ans.

4. Il est prévu de simplifier voire de supprimer le contrôle technique qui a lieu au moment de l'immatriculation d'un véhicule neuf et qui consiste en un contrôle de conformité portant sur l'identification du véhicule, sur sa conformité technique ainsi que sur la vérification visuelle de la présence et du fonctionnement réglementaire des équipements prescrits, en ce sens qu'il ne sera à l'avenir plus nécessaire de présenter le véhicule neuf sur les pistes de l'organisme de contrôle et d'augmenter ainsi le flux des voitures à passer le contrôle technique. Le niveau de simplification sera arrêté après concertation avec les fédérations des garagistes.

5. L'occasion sera également saisie pour réexaminer l'opportunité et la procédure du contrôle de conformité auquel sont actuellement soumises certaines autres catégories de véhicules.

La mise en œuvre des mesures énumérées aux points 2 à 5 ci-dessus requiert une modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. La procédure législative y afférente sera entamée d'ici la fin de l'année.

Enfin, l'on précise que toute entité qui souhaite offrir des services de contrôle technique au Luxembourg doit satisfaire actuellement aux conditions prévues à la loi du 14 février 1955 précitée et au règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers. Dans ce même contexte, il est prévu d'alléger ces conditions conformément aux exigences de la directive «services».

[1] Il s'agit de chiffres datant d'une période où le droit au congé politique des élus locaux pour activités au sein d'un syndicat de communes n'était pas encore en vigueur.

Question 2334 (2.10.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **revalorisation des friches industrielles de Wiltz:**

La revalorisation des friches industrielles de Wiltz est un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région nord est manifeste. Depuis des années, l'État et la ville de Wiltz annoncent leur volonté d'assainir et de revivifier le site en question. Dans ce contexte, le Ministre du Logement avait signalé en 2011 que des travaux d'infrastructure débuteraient sous peu sur le site en question.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils dresser un état des lieux des travaux préparatoires qui ont été effectués jusqu'à ce jour?

2. Quel projet concret sera réalisé en premier lieu sur l'ancien site industriel? Quand pourra-t-il démarrer au plus tard? Quel est le calendrier des travaux programmés pour les temps à venir?

3. Quels sont les domaines d'activités des investisseurs qui ont déjà manifesté leur intérêt à s'établir sur les anciennes friches?»

Réponse commune (9.11.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat, appelé ci-après le «Fonds», est devenu propriétaire des terrains dits «TARKET» par acte authentique du 30 janvier 2012. Actuellement, le Fonds mène des pourparlers avec les autorités communales de la ville de Wiltz en vue d'acquérir les terrains communaux sis à côté de sa propriété, pour réaliser sur l'ensemble un nouveau quartier de ville, conformément aux desiderata du développement durable.

Dans une première étape, le Fonds a procédé à la sécurisation de l'ensemble du terrain. L'inventaire des éléments et des substances à évacuer du site est disponible, de sorte que les immeubles peuvent être vidés sous peu. Ces travaux préliminaires sont indispensables afin de pouvoir commencer les travaux de désamiantage des immeubles, une opération complexe et de longue haleine. Parallèlement, les hommes de l'art commis sont en train de préparer le bordereau de l'appel d'offres pour les travaux de démolition, travaux qui débuteront dès l'achèvement des travaux de désamiantage.

Un planning concernant le développement du site est en voie d'élaboration. De plus, les autorités communales et le Fonds viennent d'instaurer un comité de pilotage en vue de guider les hommes de l'art en charge du développement du site en question.

Finalement, il y a lieu de noter qu'aucun investisseur ne s'est manifesté jusqu'à présent pour s'établir sur ces anciennes friches.

Question 2335 (2.10.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **congé pour travail à mi-temps dans le secteur communal:**

Le congé pour travail à mi-temps a été introduit dans le statut général des fonctionnaires communaux par une loi du 5 août 2006[1]. Il s'agissait d'une des mesures adoptées par le législateur de l'époque afin de «mieux concilier la vie familiale avec la vie professionnelle, et de concourir par là même à l'épanouissement personnel»[2].La loi du 5 août 2006 exclut cependant les secrétaires et receveurs communaux, ainsi que les fonctionnaires assumant dans leur commune soit la fonction de directeur ou de directeur-adjoint, soit la direction d'un service, du cercle des bénéficiaires de ces dispositions.

[1] Loi du 5 août 2006 portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et 2. de loi communale du 13 décembre 1988, Mém. A n°151 du 30 août 2006

[2] Projet de loi 5548, Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire du 11 juillet 2006, p. 3

De prime abord, ce régime dérogatoire paraît logique alors que ces mêmes personnes ne peuvent prétendre à l'emploi à mi-temps ou au service à temps partiel, ce qui s'expliquerait d'ailleurs par «l'importance de la mission confiée aux agents intéressés, qui assument une fonction légale d'une importance cruciale pour les institutions communales en vertu de la loi communale du 13 décembre 1988»[3].

Il se trouve cependant que les fonctionnaires communaux ne sont pas exemptés du bénéfice du congé parental qui, d'après la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, profite à l'ensemble des fonctionnaires communaux.

Ainsi, le receveur communal de telle commune qui ne peut légalement pas prétendre à un emploi à temps partiel ou à un congé pour travail à mi-temps peut toutefois demander un congé parental à temps partiel.

J'aimerais maintenant savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ainsi que de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Si, selon eux, et sans préjudice d'une interprétation future divergente de la Cour constitutionnelle, les dispositions précitées ne violent pas le principe d'égalité devant la loi inscrit à l'article 10bis, paragraphe 1er de la Constitution?

- Si une réforme des dispositions précitées est envisagée et, dans l'affirmative, selon quel échéancier? Dans la négative, quelles sont les raisons qui plaident en faveur du status quo en la matière?

Réponse (24.10.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux définit dans ses articles 32 et 34 le droit des fonctionnaires communaux au congé pour travail à mi-temps respectivement au bénéfice d'un travail à temps partiel.

Les dispositions légales visées prévoient pour certains fonctionnaires assumant des fonctions légales ou dirigeantes, en l'occurrence le secrétaire communal, le receveur communal ainsi que les agents assumant soit la fonction de directeur, de directeur-adjoint, soit la direction d'un service un régime spécial en la matière dans la mesure où ces fonctionnaires sont partiellement exclus du bénéfice des mesures concernées.

Cette situation s'explique par le fait que les personnes intéressées se voient confier des missions qui soit revêtent un très haut niveau de responsabilité, soit relèvent de fonctions légales d'une importance cruciale pour le fonctionnement des administrations communales.

Afin de permettre toutefois aux agents visés de pouvoir se consacrer dans la mesure du possible à leur vie familiale tout en respectant les exigences professionnelles découlant de leur nomination, le régime spécial qui leur est applicable ne les exclut que du bénéfice des mesures s'étalant sur une période de longue durée ou de celles dont l'octroi ne constitue pas un droit mais est facultatif pour le collège des bourgmestre et échevins.

Ainsi les fonctionnaires en question sont intégralement exclus du bénéfice d'un travail à temps partiel étant donné que l'autorisation à accorder à cette fin par le collège des bourgmestre et échevins n'est pas limitée dans le temps et reste en principe valable jusqu'à la démission de l'agent intéressé.

En ce qui concerne le bénéfice du congé pour travail à mi-temps, l'article 32 du statut général des fonctionnaires communaux ne prévoit, contrairement aux considérations développées par Madame la Députée Marie-Josée Frank, pas une exclusion générale en la matière pour certains fonctionnaires, mais limite celle-ci au congé de longue durée respectivement à ceux dont l'octroi est facultatif.

Ainsi les agents visés ont droit au congé pour travail à mi-temps en vue d'élever un ou plusieurs enfants non encore admis au deuxième cycle de l'enseignement fondamental, donc jusqu'à l'âge de six ans de l'enfant concerné. Ils sont toutefois exclus du congé pour travail à mi-temps pour élever un enfant de moins de 15 ans respectivement des congés pour travail à mi-temps pour raisons personnelles, familiales ou professionnelles. Il importe de noter que l'octroi de ces congés est facultatif dans le chef des fonctionnaires communaux relevant du régime ordinaire en matière de congés.

Dans la mesure où le congé parental ne peut porter que sur une période maximum de deux ans, la décision d'en accorder le bénéfice également aux fonctionnaires assumant des fonctions légales ou dirigeantes correspond parfaitement aux principes appliqués en matière de congés, exposées ci-dessus.

[3] Ibidem.

Pour ce qui est d'une éventuelle incompatibilité des dispositions légales exposées ci-dessus avec l'article 10bis de la Constitution, instituant le principe de l'égalité des Luxembourgeois devant la loi, il importe de constater qu'en vertu d'une jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, «le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents à condition que la différence instituée procède de disparités objectives, qu'elle soit rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but».

Dans la mesure où les restrictions apportées au régime ordinaire des congés pour certains fonctionnaires se limitent à un cercle restreint de carrières et fonctions revêtant incontestablement une importance cruciale pour les institutions communales et que leur application est encore limitée à certaines situations risquant d'entraver le bon fonctionnement des administrations communales, l'on ne saurait conclure en l'occurrence à une violation du principe de l'égalité devant la loi.

Question 2336 (3.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée:**

Monsieur le Ministre de la Défense avait chargé l'ancien médiateur Marc Fischbach en février 2012 de dresser un rapport sur l'état d'avancement de la réforme de l'armée. Ce rapport devait être dévoilé avant la fin septembre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du rapport en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'ancien médiateur a déjà rendu son rapport?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recommandations formulées dans le rapport?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il faire parvenir à la Chambre des Députés, dans les plus brefs délais, le rapport en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui font retarder la finalisation du rapport de l'ancien médiateur?

Réponse (8.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer qu'au cours de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense en date du 24 septembre dernier, j'avais annoncé que je présenterais aux membres de ladite Commission le rapport de Monsieur Fischbach sur l'état de l'armée luxembourgeoise sans délai dès sa réception, prévue vers la fin octobre.

C'est ainsi qu'au cours de la réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 24 octobre dernier, Monsieur Fischbach et moi-même avons présenté le rapport en question.

Question 2337 (4.10.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fermeture du site d'ArcelorMittal à Schifflange:**

Le groupe ArcelorMittal vient d'annoncer que le train à fil de son usine à Schifflange fermera définitivement ses portes d'ici la fin de l'année.

Dans ce contexte, j`aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Combien de salariés sont concernés par l'arrêt du train à fil à Schifflange?

- Combien de personnes supplémentaires seront transférées vers la cellule de reclassement (CDR)?

- Les engagements retenus dans le plan Lux2016 sont-ils encore d'actualité?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avenir du site de Rodange?

- Le Gouvernement va-t-il exiger d'ArcelorMittal la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange?

Réponse commune (13.11.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La suspension des activités du train à fil de Schifflange pour une durée indéterminée aura un impact sur 47 salariés qui seront transférés vers la cellule de reclassement (CDR) organisée par ArcelorMittal dans le cadre de l'accompagnement des restructurations prévues par le plan Lux2016.

Lors de la réunion du Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie du 26 octobre dernier les responsables d'ArcelorMittal ont confirmé que les engagements pris dans le cadre de Lux2016 sont toujours d'actualité, que l'évolution de la CDR est en ligne avec les prévisions et que les investissements respectent également les engagements pris.

Les activités du site de Rodange restent toujours affectées par une réduction substantielle de la production.

Le Gouvernement a prévu de demander la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange. Un courrier dans ce sens sera adressé à ArcelorMittal sous peu.

Question 2338 (4.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **contrôle technique des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Monsieur le Ministre vient de présenter des mesures afin de remédier aux temps d'attente exagérés auxquels les clients de la SNCT (Société Nationale du Contrôle Technique) ont été confrontés les semaines dernières. Dans ce contexte, il me revient que l'État aurait aménagé, il y a quatre ans déjà, des installations de contrôle dans le dépôt des Ponts et Chaussées à Bertrange. Néanmoins ces installations n'auraient jamais été mises en service. Les quelque 1.000 véhicules utilisés par les Ponts et Chaussées seraient toujours contrôlés dans les stations de la SNCT.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le coût de la mise en place de ces installations de contrôle?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi ces installations n'ont jamais été mises en service?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de véhicules qui pourraient être contrôlés dans les installations des Ponts et Chaussées?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les installations pourraient desservir les quelque mille véhicules des Ponts et Chaussées et disposeraient encore de capacités non exploitées?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les moyens personnels et financiers déployés auprès des Ponts et Chaussées pour effectuer les contrôles des véhicules auprès de la SNCT?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le site des Ponts et Chaussées à Bertrange abrite également une station d'essence?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi la large majorité des véhicules des Ponts et Chaussées ainsi que les véhicules de la police, se trouvant également sur ce site, n'ont pas recours à ces installations et doivent s'approvisionner auprès des stations avoisinantes?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les pratiques précitées représentent une mauvaise gestion des ressources publiques?

Réponse (30.10.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du contrôle technique des véhicules appartenant à l'Administration des Ponts et Chaussées.

Tout d'abord, il échet de préciser que contrairement aux affirmations de l'honorable Député Fernand Etgen, les installations de contrôle en question ont été et sont utilisées depuis la mise en service de l'Atelier central à Bertrange (ATC), pour effectuer notamment la réparation des camions attachés aux divers services des Ponts et Chaussées, pour effectuer le contrôle des freins des camions préparés au passage du contrôle technique de Sandweiler ainsi que pour effectuer des contrôles périodiques des freins des camions travaillant dans des conditions extrêmes pendant le service d'hiver.

Ces installations ont été réalisées au cours de la phase 1 du projet de construction entre 2003 à 2005. Les équipements dont question ont été intégrés dans l'atelier mécanique occupant une

partie du bâtiment A et, en vertu du programme de construction initial, ont été érigés pour les besoins internes de l'Administration des Ponts et Chaussées. Les coûts y afférents s'élevaient à quelque 105.000 € HTVA.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées ne dispose pas d'un millier de véhicules. Le nombre de véhicules contrôlés en moyenne par année (camions et voitures) s'élève à environ 550 véhicules, ceci pour les services au centre et au sud du pays alors que les camions et voitures du service de Diekirch sont contrôlés à Wilwerwiltz.

Effectuer tous ces contrôles à Bertrange sans renforcer le personnel de l'Administration des Ponts et Chaussées attaché à l'atelier de Bertrange est impossible. D'ailleurs, dans ce cas, il faudrait compléter du point de vue technique les installations actuelles.

D'ailleurs, le coût du contrôle technique de 550 voitures et camions à Sandweiler s'élève à plus ou moins 14.000 €, alors qu'un contrôle sur site par le personnel SNCT s'élèverait presqu'au double de ce montant.

En ce qui concerne la station de service, le site à Bertrange dispose effectivement d'une station pour des carburants Diesel et AdBlue (acide urique). Comme la station de service à Bertrange ne dispose pas de pompes à essence, toutes les voitures à essence s'approvisionnent auprès des stations de services locales qui disposent d'un contrat de vente déterminé sur base d'une soumission publique.

Il est bien évident que les voitures et camions attachés aux différents services régionaux, Grevenmacher, Esch-sur-Alzette, Bettembourg, Remich et Capellen, donc situés à une distance plus ou moins importante de l'atelier de Bertrange ne s'y approvisionnent pas, ceci pour des raisons économiques et écologiques évidentes.

De tout ce qui précède, le reproche d'une mauvaise gestion des ressources publiques n'est aucunement justifié.

Question 2339 (5.10.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**accès aux études techniques supérieures aux détenteurs de diplôme de technicien (DT) ou diplôme d'aptitude professionnelle (DAP):**

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule à l'article 35 que les détenteurs des diplômes de technicien (DT) respectivement d'aptitude professionnelle (DAP) «peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi tous les modules préparatoires prescrits». Or, selon mes informations, ces modules ne seraient pas encore pleinement opérationnels en ce début de l'année scolaire 2012/2013.

Suivant le règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 qui détermine la «nature des modules préparatoires par type de formation accordant l'accès aux études techniques supérieures», les modules peuvent se rapporter à la communication orale et écrite, aux sciences mathématiques ou naturelles et à la spécialité de la formation initiale. Certains de ces modules peuvent être identiques pour plusieurs divisions du régime de la formation et d'autres spécifiques.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que les modules de la formation préparatoire aux études techniques supérieures furent déjà tous définis et proposés aux premiers élèves concernés pour la rentrée 2012/2013?

2) Quels modules seront opérationnels pour la prochaine rentrée 2013/2014?

3) Quelle est la nature exacte de ces modules de communication, de sciences et spécialité (p. ex.: physique, chimie, français, anglais, etc.)?

4) Quelle est la répartition quantitative des différents modules offerts et à venir entre d'un côté la partie «enseignement général» (communication, sciences mathématiques et naturelles) et de l'autre côté la partie «spécialité»?

5) Quels modules sont identiques pour plusieurs divisions du régime de la formation menant respectivement au diplôme de technicien (DT), respectivement au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP)?

6) Qui est chargé de la mission d'élaborer les modules de l'enseignement général et qui est chargé de la mission d'élaborer les modules de spécialité pour la formation préparatoire aux études techniques supérieures?

7) De quelle façon les commissions nationales de formation et les commissions nationales de l'enseignement général pour la formation professionnelle de l'enseignement secondaire technique sont-elles impliquées dans l'élaboration de la formation préparatoire aux études techniques supérieures?

8) Quelle est la durée de la formation préparatoire aux études supérieures et comment est-elle répartie sur les années de la formation initiale?

9) Y a-t-il une possibilité de suivre la formation préparatoire aux études techniques supérieures sous forme de e-learning pendant ou après la formation initiale?

Réponse (12.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

Les modules préparatoires aux études techniques supérieures n'étant offerts qu'à partir de la classe de 12e technicien, une seule formation (Équipement technique énergétique et des bâtiments) était concernée par cette mesure. Pour la rentrée 2012/2013 aucun élève de cette formation n'a manifesté le désir de vouloir suivre ces modules. La grille horaire de cette formation prévoit deux modules préparatoires par semestre.

Ad 2)

Pour la rentrée 2013/2014 tous les modules préparatoires pour les classes de 12e formation de technicien seront disponibles et offerts aux élèves désirant poursuivre des études techniques supérieures.

Ad 3)

Chaque formation offrira en principe deux modules préparatoires par semestre. Un module de langue au choix de l'élève (à savoir français, allemand ou anglais) et un module en mathématiques offert à deux niveaux: un niveau basse technicité et un niveau haute technicité suivant les besoins de la formation.

En outre, l'équipe curriculaire en charge peut définir un module supplémentaire par semestre en sciences ou spécifique à la formation.

Ad 4)

Dans le cadre de l'offre des modules préparatoires offerte aux élèves, six leçons hebdomadaires sont prévues.

Enseignement général: 4 leçons

Enseignement professionnel: 22 leçons

Module préparatoire en langue: 4 leçons

Module préparatoire en mathématiques: 2 leçons

Total: 32 leçons

Si l'équipe curriculaire est d'avis qu'un module préparatoire spécifique à la formation (sciences ou spécialité) de deux leçons hebdomadaires est nécessaire, le nombre des 22 leçons de l'enseignement professionnel prévu dans la grille horaire se réduit à 20 leçons. Dans ce cas, les élèves qui ne suivent pas les modules préparatoires devront s'inscrire à un module facultatif supplémentaire.

Ad 5)

Le niveau de compétence pour l'accès aux études techniques supérieures est identique pour les diplômes de la formation professionnelle initiale (DAP/DT). Cependant la nature, le contenu et la durée des différents modules préparatoires doivent tenir compte de la différence de niveau entre le DAP et le DT.

À noter que l'élève de la formation initiale du régime professionnel (DAP) ne pourra pas suivre ces modules préparatoires en cours de formation, mais seulement après avoir obtenu son diplôme.

Ad 6) et 7)

Les modules en mathématiques et en langues seront élaborés par un groupe de travail du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle; les équipes curriculaires ainsi que la commission nationale concernées demandées en leur avis.

Les modules préparatoires spécifiques à la formation (sciences/spécialité) seront élaborés par les équipes curriculaires respectivement les commissions nationales des formations concernées.

Ad 8)

Les modules préparatoires s'étalent sur les quatre semestres des classes de 12e et de 13e de la formation de technicien.

Ad 9)

L'enseignement tout au long de la vie gagne de plus en plus d'importance, rien ne s'oppose à ce qu'une offre variée de méthodes d'enseignement des modules préparatoires soit mise en place pour les personnes ayant obtenu leur diplôme et ayant quitté la formation initiale.

Question 2342 (6.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **lutte contre le SIDA:**

Im Kontext

- der Deklaration der 19. Internationalen AIDS-Konferenz in Washington vom Juli 2012, welche die Tests fördert,

- der AIDS-Kampagnen besonders rund um den 1. Dezember, der als AIDS-Tag ausgewiesen wurde,

- der neuen „AIDS-Tests für zuhause"

- sowie von Aussagen AIDS-kritischer Wissenschaftler

möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Auf welchen wissenschaftlichen Grundlagen basieren die HIV-Tests, welche in Luxemburg angeboten werden?

2) Welche Sicherheit bieten solche Tests in Bezug auf ihre Aussage?

3) Wieso werden solche Tests weiterhin gefördert, obschon es Hinweise gibt, dass sie nicht geeicht sind und demnach nicht aussagekräftig?

4) Auf welche Dokumente in Bezug auf den Nachweis des HI-Virus bezieht sich das „Comité de surveillance du sida"?

5) Kann der Minister ein Dokument angeben, das aussagekräftig ist in Bezug auf den Nachweis der Existenz des HI-Virus?

6) In welchem Maße findet eine wissenschaftliche Debatte in Luxemburg statt im Kontext von neuen Erkenntnissen in Bezug auf HIV?

7) Wie steht der Minister zu den Aussagen der sogenannten AIDS-Kritiker, welche die These „HIV + AIDS" in Frage stellen?

8) Wie werden Ärzte in Luxemburg über neue Erkenntnisse informiert?

9) Wie erklärt der Minister die Unzahl an Ungereimtheiten rund um AIDS?

10) Was gedenkt der Minister in dieser Richtung im Kontext der neuen Erkenntnisse rund um AIDS zu unternehmen?

Réponse (15.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Der weitaus größte Teil der in Luxemburg durchgeführten AIDS-Tests besteht aus Laboruntersuchungen von Blut. In einigen Ausnahmefällen werden auch Schnelltests angeboten. Der Einsatz bestimmter Schnelltests kommt im Prinzip in niedrigschwelligen Beratungssettings in Betracht, um Personen zu erreichen, die keine Arztpraxen oder Krankenhausambulanzen aufsuchen. Schnelltests sind hauptsächlich auch interessant für Drittweltländer, da sie keine großen Laboreinrichtungen benötigen und billiger sind als Laboruntersuchungen. In Luxemburg wird im Prinzip jeder positive Befund beim Schnelltest durch einen Labortest nachuntersucht.

Der HIV-Test in luxemburgischen Laboratorien ist ein Screening-Test, der das p24-Antigen des HIV sowie Antikörper gegen HIV-1 und HIV-2 detektiert. Bei zweifelhaftem oder positivem Befund wird ein Western-Blot-Test durchgeführt, um das Resultat zu klären oder zu bestätigen.

Die von der Weltgesundheitsorganisation validierten Tests findet man online unter:

http://www.who.int/diagnostics_laboratory/publications/Report16_final.pdf

Die in Luxemburg angewandte Untersuchungsprozedur im Laboratorium ist sehr zuverlässig. Die vom Luxemburger AIDS-Komitee veröffentlichten Statistiken berufen sich auf die vorerwähnten Labortests. Der alljährliche Bericht dieses Komitees informiert bestens über die Existenz des HIV in Luxemburg und über Erkenntnisse in diesem Bereich. Wichtig ist hier das sogenannte „counceling", also eine kompetente Beratung desjenigen, der den Test gefragt hat: Im Falle, wo ein verdächtiger Kontakt weniger als drei Monate zurückliegt, ist immer eine Nachuntersuchung nach diesen drei Monaten durchzuführen.

http://www.sante.public.lu/fr/catalogue-publications/rester-bonne-sante/sida-prevention/comite-surveillance-sida-2011-rapport-activite/index.html

Konferenzen und öffentliche Debatten über HIV und neue Erkenntnisse finden regelmäßig in Luxemburg statt, werden vom Gesundheitsminister unterstützt und sind zugänglich für alle interessierten Personen.

Manche Kritiker bestreiten den Zusammenhang zwischen AIDS und HIV mit der Begründung, dass ein solcher Zusammenhang nie hundertprozentig nachgewiesen werden konnte. Absolute Beweisführungen sind in der Wissenschaft oft nicht möglich und dies hauptsächlich im Bereich ansteckender Krankheiten. Die Beweislage scheint im Falle HIV und AIDS aber so erdrückend, dass mein Ministerium alle Bemühungen unterstützt, die darauf abzielen, die Verbreitung dieser Seuche einzudämmen. Die Statistiken des AIDS-Komitees zeigen deutlich, dass in Luxemburg die Einführung der Dreifachtherapie bei HIV-Infizierten in den vergangenen Jahren zu einem erheblichen Rückgang der Sterblichkeit bei diesen Infizierten geführt hat.

Darüber hinaus hat mein Ministerium, in Zusammenarbeit mit dem AIDS-Komitee, einen Fünfjahresplan betreffend die zukünftigen Maßnahmen in diesem Bereich aufgestellt.

http://www.sante.public.lu/fr/catalogue-publications/rester-bonne-sante/sida-prevention/strategie-plan-action-vihsida-2011-2015/index.html

Question 2344 (9.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas:**

Lors du dépôt du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2013, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé qu'un nouvel emprunt de 2.000 millions d'euros est prévu pour financer le remboursement de l'emprunt contracté en 2008 dans le cadre de la restructuration de la BGL (Banque Générale du Luxembourg).

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner à quelle valeur est estimée la participation de l'État luxembourgeois dans la banque BGL-BNP Paribas à ce jour?

Réponse (20.11.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'État luxembourgeois détient une participation dans le groupe bancaire BNP Paribas S.A. et une participation dans la filiale luxembourgeoise BGL BNP Paribas S.A.

L'État détient 12.874.512 actions dans BNP Paribas, représentant 1,087% du capital social de la société. Au 30 septembre 2012, la valeur de marché de cette participation se chiffrait à 476.099.454 euros. Par ailleurs, l'État détient 9.512.542 actions dans BGL BNP Paribas, représentant 33,99% du capital social de la société. Les titres de BGL BNP Paribas ne sont pas cotés en bourse et partant, il n'existe pas de valeur de marché correspondante. Au niveau de la situation patrimoniale de l'État, ces titres sont donc enregistrés à leur valeur nominale.

Il convient par ailleurs de relever que depuis 2008, l'État a perçu un montant total de 330.832.205 euros au titre de revenus en capital (intérêts et dividendes) en vertu de ses prises de participation dans les deux sociétés susmentionnées.

Question 2349 (10.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **renforcement des effectifs de la Police grand-ducale:**

Bei der Réceptioun vun der Police fir hiert Patronatsfest den 10. Oktober huet den Här Innenminister erkläert, datt eng Populatioun vun engen 280.000 Lëtzebuerger net géif duergoen, fir genuch Poliziste fir eng Gesamtpopulatioun vum Land vun enge 520.000 Awunner ze rekrutéieren. „Déi Rechnung", sot den Här Minister, „kann net opgoen."

Dowéinst wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister sech bewosst, datt d'Police souverän Aufgabe vum Stat ausféiert?

2. Wëllt den Här Minister Auslänner an d'Lëtzebuerger Police rekrutéieren? Wa jo, wéi vill a mat wéi enge prezisen Aufgabeberäicher?

3. Opgrond vu wéi enger legaler Basis a mat wéi engem Statut géifen déi Leit rekrutéiert ginn?

4. Wéi eng Sproochekonditioune missten déi Leit erfëllen?

5. Wëllt den Här Minister Auslänner an der Lëtzebuerger Police d'Kompetenze vun engem „Agent" respektiv vun engem „Officier de police judiciaire" ginn?

Réponse (9.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Geleeëntlech der Feier vum hellege Méchel hunn ech op rezent Rekrutéierungsproblemer higewisen.

Dozou hunn ech Folgendes gesot:

„Dofir musse mer d'Fro vum Réservoir, aus deem mir rekrutéieren - exklusiv Lëtzebuerger -, analyséieren an u méigleche Léisunge schaffen, well wann ee weess, dass mer Polizeiaarbecht maache fir 524.900 Awunner, mir dergéint awer potenziell Polizisten aus der Bevölkerungsschicht vun 280.000 Lëtzebuerger rekrutéieren, stéisst dëst och u seng Limiten."

Ech hunn also just d'Problematik ënnerstrach, ouni an Aussiicht ze stellen, dass d'Police am Moment Netlëtzebuerger soll rekrutéieren.

Question 2350 (11.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **formation continue des enseignants:**

L'organisation des formations continues pour les enseignants est une des missions du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Certaines de ces formations sont classées «prioritaires», alors que d'autres sont déterminées comme «non prioritaires» (comme p. ex. la formation «Notfälle im schulischen Alltag»).

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications quant aux critères déterminant la priorité d'une formation? Est-ce que les priorités sont adaptées selon les besoins des enseignants?

Réponse (8.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La formation continue est un des outils de la professionnalisation du personnel enseignant et psycho-socio-éducatif.

Les priorités en matière de formation continue sont déterminées en fonction des grandes orientations de la politique éducative nationale, notamment les activités de réforme qui sont en planification ou en phase de mise en œuvre.

Les priorités actuelles n'ont été que légèrement adaptées depuis l'année scolaire 2009/2010 pour renforcer la continuité des travaux en cours tout en mettant l'accent sur la mise en œuvre de la nouvelle loi de l'école fondamentale.

Le programme de formation offert par l'institut de formation continue du SCRIPT (Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques) propose une vaste offre de séminaires, de formations séquentielles et de conférences dans les domaines de formation prioritaires. Les formations qui sont en relation directe avec une ou plusieurs thématiques prioritaires, sont libellées comme «formation prioritaire».

Cependant, dans un souci de proposer un programme répondant aux besoins multiples et différentiels des personnes concernées, des activités de formation continue sont également organisées dans d'autres domaines. Un de ces domaines est celui des compétences personnelles des enseignants, dans lequel figure la formation continue évoquée dans la question de l'honorable Député.

Les priorités en matière de formation continue se sont avérées être un instrument de pilotage efficace permettant de concentrer pour l'année scolaire 2010/2011 86,8% des inscriptions de l'école fondamentale et pour l'année 2011/2012 84,3% des inscriptions de l'école fondamentale dans les domaines de formation qui sont directement en relation avec les réformes en cours.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2356 (16.10.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**enseignement préparatoire:**

Le régime préparatoire fait partie intégrante de l'enseignement secondaire technique et accueille les élèves qui éprouvent des difficultés à assimiler certains contenus et à suivre les rythmes d'apprentissage habituels. Le passage par le régime préparatoire devrait en principe permettre à ces élèves d'accéder aux classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ou d'entrer dans une voie de formation professionnelle.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelle a été l'évolution du nombre d'élèves fréquentant l'enseignement préparatoire au cours des dix dernières années?

- De quel milieu socio-économique ces élèves sont-ils issus?

- Vers quelles classes ces élèves ont-ils été orientés après l'enseignement préparatoire?

- Combien d'élèves quittent le système scolaire après l'enseignement préparatoire?

- Combien d'élèves ayant fréquenté l'enseignement préparatoire et ayant été orienté vers un autre ordre d'enseignement quittent prématurément le système scolaire sans diplôme?

- Combien des jeunes chômeurs (<26 ans) ont fréquenté l'enseignement préparatoire?

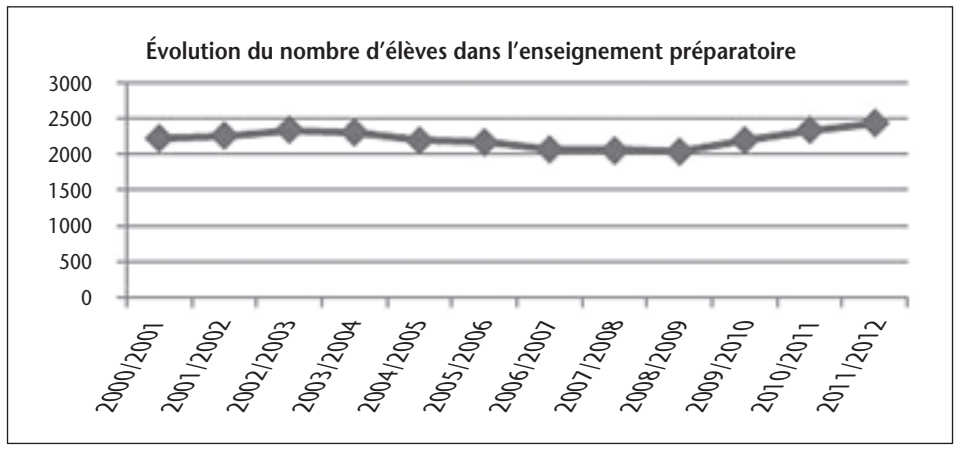
Réponse (20.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire posée par l'honorable Député Bauler donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1) L'évolution du nombre d'élèves qui ont fréquenté l'enseignement préparatoire au cours des dernières années se résume dans le tableau et le graphique qui suivent:

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
ES CYCLE INF	4792	4874	5026	5067	5219	5466	5773	5997	6107	6145	6006	5848
EST CYCLE INF	7964	8025	8185	8522	8738	8809	9115	9189	9486	9586	9776	9773
PRÉPARATOIRE	2232	2269	2350	2313	2198	2174	2076	2059	2045	2203	2348	2443
ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					189	223	243	514	550	632	622	699
Total	**14988**	**15168**	**15561**	**15902**	**16344**	**16672**	**17207**	**17759**	**18188**	**18566**	**18752**	**18763**

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
ES CYCLE INF	32,0%	32,1%	32,3%	31,9%	31,9%	32,8%	33,6%	33,8%	33,6%	33,1%	32,0%	31,2%
EST CYCLE INF	53,1%	52,9%	52,6%	53,6%	53,5%	52,8%	53,0%	51,7%	52,2%	51,6%	52,1%	52,1%
PRÉPARATOIRE	14,9%	15,0%	15,1%	14,5%	13,4%	13,0%	12,1%	11,6%	11,2%	11,9%	12,5%	13,0%
ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					1,2%	1,3%	1,4%	2,9%	3,0%	3,4%	3,3%	3,7%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**



Ad 2) Comme nous ne disposons pas de la variable «milieu socio-économique» de ces élèves, nous estimons que la répartition par nationalité peut être une information importante:

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
LU	883	882	944	961	963	911	867	822	827	918	959	1010
ETR	1349	1387	1406	1352	1235	1263	1209	1237	1218	1285	1389	1433
Total	2232	2269	2350	2313	2198	2174	2076	2059	2045	2203	2348	2443

	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
LU	39,6%	38,9%	40,2%	41,5%	43,8%	41,9%	41,8%	39,9%	40,4%	41,7%	40,8%	41,3%
ETR	60,4%	61,1%	59,8%	58,5%	56,2%	58,1%	58,2%	60,1%	59,6%	58,3%	59,2%	58,7%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un
d'Chamber online op
www.chd.lu

Ad 3) et Ad 4) Le tableau qui suit renseigne sur le nombre d'élèves qui, après l'enseignement préparatoire, ont été orientés vers un autre ordre d'enseignement et ceux qui ont quitté l'enseignement luxembourgeois public initial. L'année indique la dernière année où l'élève a fréquenté l'enseignement préparatoire:

		Total	ENS	QUIT
2000/2001	CYCLE INF ES	**1**		
	CYCLE INF EST	**391**		
	REG. TECHNIQUE	**1**		
	REGIME PROF	**249**		
	quit	**296**	**642**	**296**
2000/2001 Total		**938**	**68,4%**	**31,6%**
2001/2002	CYCLE INF EST	**311**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**1**		
	FORM. TECHNICIEN	**2**		
	REGIME PROF	**259**		
	quit	**336**	**573**	**336**
2001/2002 Total		**909**	**63,0%**	**37,0%**
2002/2003	CYCLE INF EST	**344**		
	REGIME PROF	**207**		
	quit	**478**	**551**	**478**
2002/2003 Total		**1029**	**53,5%**	**46,5%**
2003/2004	CYCLE INF ES	**1**		
	CYCLE INF EST	**379**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**14**		
	FORM. TECHNICIEN	**1**		
	REGIME PROF	**157**		
	quit	**416**	**552**	**416**
2003/2004 Total		**968**	**57,0%**	**43,0%**
2004/2005	CYCLE INF ES	**401**		
	CYCLE INF EST	**26**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**1**		
	REGIME PROF	**142**		
	quit	**336**	**570**	**336**
2004/2005 Total		**906**	**62,9%**	**37,1%**
2005/2006	CYCLE INF EST	**472**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**49**		
	REGIME PROF	**113**		
	quit	**317**	**634**	**317**
2005/2006 Total		**951**	**66,7%**	**33,3%**
2006/2007	CYCLE INF EST	**368**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**138**		
	REGIME PROF	**84**		
	quit	**279**	**590**	**279**
2006/2007 Total		**869**	**67,9%**	**32,1%**
2007/2008	CYCLE INF EST	**360**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**126**		
	REGIME PROF	**80**		
	quit	**297**	**566**	**297**
2007/2008 Total		**863**	**65,6%**	**34,4%**
2008/2009	CYCLE INF EST	**301**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**147**		
	REGIME PROF	**62**		
	quit	**229**	**510**	**229**
2008/2009 Total		**739**	**69,0%**	**31,0%**
2009/2010	CYCLE INF EST	**326**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**164**		
	REGIME PROF	**64**		
	quit	**291**	**554**	**291**
2009/2010 Total		**845**	**65,6%**	**34,4%**
2010/2011	CYCLE INF EST	**373**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C	**112**		
	REGIME PROF	**56**		
	quit	**361**	**541**	**361**
2010/2011 Total		**902**	**60,0%**	**40,0%**

Ad 5) Le tableau qui suit informe aussi bien sur le nombre d'élèves qui, orientés après l'enseignement préparatoire vers un autre ordre d'enseignement, ont quitté prématurément l'enseignement luxembourgeois public initial que sur les différents diplômes/certificats obtenus. L'année indique la dernière année où l'élève a fréquenté l'enseignement préparatoire:

		DIPLÔMES ES	RT	FT	CATP	CCM	CITP	-	Total	DIPL	QUIT
2000/2001	CYCLE INF ES	1							**1**		
	CYCLE INF EST		3	24	178	10	18	158	**391**		
	REG. TECHNIQUE			1					**1**		
	REGIME PROF				15	54	101	79	**249**	**405**	**237**
2000/2001 Total		1	3	25	193	64	119	237	**642**	**63,1%**	**36,9%**
2001/2002	CYCLE INF EST		5	14	145	3	8	136	**311**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							1	**1**		
	FORM. TECHNICIEN							2	**2**		
	REGIME PROF				32	43	93	91	**259**	**343**	**230**
2001/2001 Total			5	14	177	46	101	230	**573**	**59,9%**	**40,1%**
2002/2003	CYCLE INF EST		11	16	150	2	6	159	**344**		
	REGIME PROF				4	54	98	51	**207**	**341**	**210**
2002/2003 Total			11	16	154	56	104	210	**551**	**61,9%**	**38,1%**
2003/2004	CYCLE INF ES							1	**1**		
	CYCLE INF EST		9	20	139	9	7	195	**379**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							14	**14**		
	FORM. TECHNICIEN							1	**1**		
	REGIME PROF				8	36	66	47	**157**	**294**	**258**
2003/2004 Total			9	20	147	45	73	258	**552**	**53,3%**	**46,7%**
2004/2005	CYCLE INF EST		4	11	136	8	7	235	**401**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					2	2	22	**26**		
	FORM. TECHNICIEN							1	**1**		
	REGIME PROF				1	27	59	55	**142**	**257**	**313**
2004/2005 Total			4	11	137	37	68	313	**570**	**45,1%**	**54,9%**
2005/2006	CYCLE INF EST			4	105	3	8	352	**472**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C					2	5	42	**49**		
	REGIME PROF				1	25	39	48	**113**	**192**	**442**
2005/2006 Total				4	106	30	52	442	**634**	**30,3%**	**69,7%**
2006/2007	CYCLE INF EST				28	1	7	332	**368**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C				1	5	9	123	**138**		
	REGIME PROF				7	11	23	43	**84**	**92**	**498**
2006/2007 Total					36	17	39	498	**590**	**15,6%**	**84,4%**
2007/2008	CYCLE INF EST						6	354	**360**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C						10	116	**126**		
	REGIME PROF					13	18	49	**80**	**47**	**519**
2007/2008 Total						13	34	519	**566**	**8,3%**	**91,7%**
2008/2009	CYCLE INF EST							301	**301**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							147	**147**		
	REGIME PROF						20	42	**62**	**20**	**490**
2008/2009 Total							20	490	**510**	**3,9%**	**96,1%**
2009/2010	CYCLE INF EST							326	**326**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							164	**164**		
	REGIME PROF							64	**64**	**0**	**554**
2009/2010 Total								554	**554**	**0,0%**	**100,0%**
2010/2011	CYCLE INF EST							373	**373**		
	ACCU/CLIPP/COIP/IPDM/E2C							112	**112**		
	REGIME PROF							56	**56**	**0**	**541**
2010/2011 Total								541	**541**	**0,0%**	**100,0%**

Ad 6) Le Service des Statistiques et Analyses au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose malheureusement pas d'informations sur la formation des chômeurs.

Question 2358 (16.10.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**obligation de vote:**

La Belgique et le Luxembourg sont actuellement les seuls pays de l'Union européenne qui connaissent une obligation de vote aux élections communales et nationales. Une obligation dont le respect n'est cependant plus imposé depuis de longues dates. Au Luxembourg, les autorités politique et judiciaire ne se sont cependant jamais prononcées officiellement par rapport à ce non-respect de l'obligation de vote et l'absence de toutes poursuites judiciaires. Préalablement aux élections communales en Belgique, le Ministère de la Justice vient de déclarer publiquement: «Il n'y aura pas de poursuites contre les électeurs (…) Nous pensons que la justice a d'autres priorités que de poursuivre les gens qui ne vont pas voter.»

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand la dernière poursuite judiciaire pour non-respect de l'obligation de vote a eu lieu au Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du taux d'abstention au Luxembourg au cours des dernières décennies?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il entend suivre l'image du Ministre de la Justice belge, et déclarer officiellement qu'il ne souhaite plus faire poursuivre le non-respect de l'obligation de vote?

Réponse (25.10.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) Les dernières poursuites à l'égard d'électeurs qui n'ont pas pris part à des votes remontent à 1963 et 1964.

2) Ces données ne sont pas en possession du Ministère de la Justice.

3) Le ministère public est seul maître de l'opportunité des poursuites. En application des dispositions du Code de procédure pénale, le Ministre de la Justice ne peut pas donner des ordres de non-poursuite.

Si le Ministre de la Justice déclarait «officiellement qu'il ne souhaite plus faire poursuivre le non-respect de l'obligation de vote», comme le suggère l'honorable Député, il commettrait une infraction.

Question 2359 (17.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **élèves luxembourgeois dans les écoles privées ou internationales:**

Die anhaltende Diskussion um die PISA-Resultate und die nunmehr seit einigen Jahren in die Wege geleiteten Reformen in unserem nationalen Schulsystem haben sicherlich eine Reihe Eltern dazu angespornt, auf die Suche nach Alternativen zu unserem Schulwesen zu gehen.

Seit jeher sind Studierende in privaten Schulen in Nachbarländern untergebracht worden. Heute scheinen sich auch viele Studierende aus Luxemburg in die privaten sowie internationalen Schulen, die sich hierzulande etabliert haben, zu orientieren.

Dabei wäre es allemal interessant, zu sehen, wie sich dieser Trend in Zahlen ausdrückt.

Fragen:

1) Wie entwickeln sich die Studierendenzahlen dieser privaten und zum Teil internationalen Schulen in Luxemburg?

2) Was ist die Ursache für die scheinbar ständige Expansion? Was könnte unser Schulwesen aus den Trends lernen?

3) Wie viele Studierende, die aus Luxemburger Familien stammen, studieren derzeit in privaten und internationalen Schulen hierzulande und kehren mithin unserem Schulsystem den Rücken?

4) Wie viele Jugendliche gehen in öffentliche oder private Schulen im nahen oder entfernteren Ausland studieren?

5) Was sind die Progressionsraten in den letzten fünf Jahren für die Zahl der Studierenden, die normalerweise auch in eine nationale Schu-

leinrichtung hätten eingewiesen werden können?

6) Mit welchen Mitteln unterstützt der Staat Familien, die ihre Kinder in private oder internationale Schulen entsenden?

7) Können die „Chèques-services" beispielsweise in diesen Strukturen benutzt werden? Wenn nicht, wieso?

Réponse (29.10.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire posée par l'honorable Député Monsieur Jean Colombera donne lieu aux réponses suivantes:

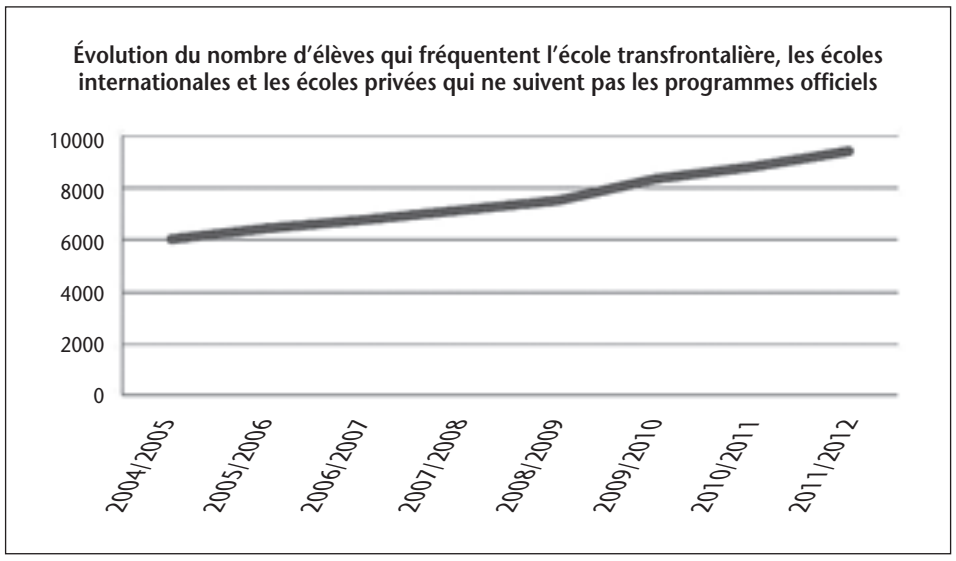
Ad 1) et 5)

L'évolution du nombre d'élèves qui fréquentent l'école transfrontalière, les écoles internationales ou les écoles privées qui ne suivent pas les programmes officiels de l'éducation nationale se résume dans le tableau et le graphique qui suivent:

École	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Charlemagne							22	43
EMPF	515	536	572	557	562	562	592	601
Europa1	3107	3198	3240	3370	3438	3468	3475	3581
Europa2	831	891	931	895	888	910	949	955
Grandjean						104	112	110
ISL	605	677	721	820	912	973	962	1074
Montessori l'Enfant Roi						60	90	104
Schengenlyzeum						352	518	623
Sophie				137	223	340	388	438
St Georges	146	204	285	294	390	442	546	600
Vauban	472	552	625	703	716	772	815	915
Waldorf	364	362	374	369	395	376	376	375
Rainbow								23
Total	**6040**	**6420**	**6748**	**7145**	**7524**	**8359**	**8845**	**9442**
progression		**106,3%**	**111,7%**	**118,3%**	**124,6%**	**138,4%**	**146,4%**	**156,3%**

* Ne sont pas comptabilisés ni les élèves scolarisées en Belgique germanophone, ni ceux scolarisés en France.

** Ne sont pas comptabilisés les élèves scolairarisés en Belgique germanophone.



Par rapport au total des élèves de nationalité luxembourgeoise, le taux des élèves qui fréquentent l'école transfrontalière, les écoles internationales ou les écoles privées qui ne suivent pas les programmes officiels de l'Éducation nationale est en légère hausse constante.

	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Total élèves luxembourgois	51.063	51.307	51.268	50.779	50.180	50.665	50.831
élèves luxbg. écoles privées	599	624	618	637	642	830	905
% élèves luxbg. écoles privées	1,2%	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,6%	1,8%

Ad 4)

Le nombre d'élèves qui fréquentent une école dans les pays limitrophes (Belgique francophone et germanophone, France, Allemagne (Rhénanie-Palatinat et Sarre), recensés depuis l'année scolaire 2004/2005 et regroupant l'enseignement primaire et secondaire, se résume dans le tableau ci-dessous:

Année scolaire	Nombre d'élèves
2004/2005	3.464
2005/2006	2.908
2006/2007*	2.382
2007/2008**	2.715
2008/2009	2.941
2009/2010	3.032
2010/2011	3.014

Nombre d'aides financières accordées en:

2009/2010: 15

2010/2011: 16

2011/2012: 8

Ad 7)

Les activités périscolaires offertes par des écoles privées sont sous la responsabilité des maisons relais pour enfants ou des foyers du jour. Ces activités doivent être accréditées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration suivant la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Ces institutions sont régulièrement contrôlées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Le système des chèques-services accueil, instauré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en coopération avec les communes, s'adresse aux enfants âgés de douze ans maximum et aux enfants fréquentant l'enseignement fondamental qui sont domiciliés au Luxembourg. Les chèques-services d'accueil peuvent être utilisés dans des institutions étatiques ou communales qui ont eu l'accréditation du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

- d'une aide au paiement des frais de minerval allant jusqu'à 1/3 des frais avec un maximum de 1.300 €,

- d'un subside annuel de 500 € et

- d'un forfait annuel pour l'achat de livres scolaires d'un montant de 300 €.

Question 2360 (17.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès des ressortissants croates au marché du travail:**

Den 9. Oktober huet d'Chamber den Traité ratifizéiert, duerch dee Kroatien um 1. Juli 2013 soll Member vun der EU ginn. Wat den Accès vun de kroatesche Bierger op den Aarbechtsmarché ugeet, gesäit deen Traité dës Iwwergangsmesurë vir: «Par dérogation aux articles 1er à 6 du règlement (UE) n°492/2011 et jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la date d'adhésion, les États membres actuels appliqueront des mesures nationales ou des mesures résultant d'accords bilatéraux, qui réglementent l'accès des ressortissants croates à leur marché du travail. Les États membres actuels peuvent continuer à appliquer ces mesures jusqu'à la fin de la période de cinq ans suivant la date d'adhésion.»

An deem Kontext géif ech gär dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Mesuren hëlt Lëtzebuerg während deenen éischten zwee Joer nom EU-Bäitrëtt vu Kroatien, fir den Accès vun de kroatesche Bierger op den Aarbechtsmarché ze regelen? Geet den Här Minister op de Wee vun engem bilateralen Accord?

2. Wat fir eng Mesuren hëlt Lëtzebuerg no deenen zwee Joer? Ass den Här Minister der Meenung, datt Lëtzebuerg soll vun der Méiglechkeet profitéieren, déi am Traité virgesinn ass, fir och no deenen zwee Joer Iwwergangsmesuren a Kraaft ze loossen?

3. Wat fir en Impakt kann de kroateschen EU-Bäitrëtt op de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché hunn?

Réponse (16.11.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différents aspects de la question parlementaire il y a lieu de répondre comme suit:

À l'instar des mesures décidées et prises lors de l'adhésion à l'Union européenne de huit pays d'Europe centrale en 2004, de même que lors de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, il est à ce stade probable que le Gouvernement décidera d'appliquer les dispositions transitoires prévues par le Traité d'adhésion en ce qui concerne l'accès des ressortissants croates au marché du travail, au moins pendant une première période de deux ans. Le Gouvernement n'envisage toutefois pas de conclure un accord bilatéral à cet effet. L'article 6, paragraphe (3) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration constitue la base légale requise pour procéder à une ouverture limitée du marché du travail.

Il est toutefois trop tôt pour pouvoir prédire quelle décision sera prise en 2015, c'est-à-dire à la fin de la première période transitoire. Cette décision dépendra d'une part de l'évolution du marché de l'emploi dans les deux ans à venir, et de l'autre de l'affluence de la main-d'œuvre croate, difficilement prévisible pour le moment. Compte tenu des expériences du passé récent, l'impact de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne sur le marché du travail luxembourgeois sera probablement peu considérable.

Question 2361 (17.10.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **législation en matière de filiation:**

En matière de filiation la législation luxembourgeoise en vigueur (Code civil, art. 340 et suivants) date de 1979 et comporte des dispositions limitant le recours à des tests de paternité par une expertise de l'empreinte génétique. Contrairement aux réglementations belge et allemande qui assurent aux parties concernées le droit de faire établir un test de paternité (test ADN) par simple consentement écrit, la législation luxembourgeoise prévoit que la réalisation d'un tel test doit être ordonnée par procédure judiciaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une réforme de la loi sur la filiation s'avère utile, notamment en ce qui concerne la réglementation du test ADN de paternité, afin d'augmenter l'autonomie personnelle dans un domaine hautement confidentiel et afin d'éviter que les personnes concernées aient recours à des laboratoires étrangers?

2) Dans l'affirmative, la nouvelle réglementation pourra-t-elle être inspirée par les législations susmentionnées qui autorisent la réalisation d'un test de paternité par simple consentement écrit mutuel?

Réponse (13.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) Il est à noter qu'à l'heure actuelle le juge peut ordonner un test ADN en se fondant sur l'article 340 du Code civil qui autorise la preuve de la paternité par tous moyens.

C'est précisément parce que cette problématique touche un domaine hautement sensible, relevant de la protection de la vie privée et des règles légales de filiation et d'état civil, que ces tests sont prescrits par les autorités judiciaires.

Le fait d'augmenter l'autonomie personnelle des parties dans ce domaine, à savoir le fait d'autoriser de tels tests par simple consentement écrit entre les parties, ne contribue pas à augmenter la protection des personnes privées et la confidentialité, ni à garantir la sécurité juridique. En effet, la plupart des sites Internet offrant ces tests ADN garantissent explicitement la confidentialité des informations transmises par le client ainsi que des résultats du test. Toutefois, la majorité d'entre eux n'indiquent pas si (et comment) les échantillons prélevés seront codés et stockés et s'ils seront finalement détruits. En outre, peu d'entre eux expliquent s'il existe des exceptions à cette garantie de confidentialité absolue.

2) En France, la réalisation d'un test de paternité est strictement encadrée alors qu'elle est librement pratiquée dans d'autres pays tels la Suisse, l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie. Les laboratoires de ces pays proposent sur Internet la fourniture, par envois discrets, de «kits ADN» permettant d'effectuer soi-même les prélèvements, puis d'expédier ceux-ci et de recevoir les résultats dans des délais très brefs, parfois en 48 heures. Le prix des tests varie, selon le nombre d'ADN analysés, entre 200 et 500 euros.

Or, il est permis de douter de la fiabilité de ces tests. La démarche de vérification d'une paternité est ainsi banalisée alors qu'elle peut avoir des impacts sociaux et psychologiques considérables pour les personnes concernées, et surtout pour les enfants et qu'elle soulève de nombreuses questions éthiques et légales liées au problème du consentement. En pratique, les échantillons nécessaires au test de paternité peuvent en effet être prélevés à l'insu (et donc sans le consentement) des personnes directement concernées (père, mère, enfant).

Voilà pourquoi, dans le cadre d'un futur projet de loi portant réforme du droit de la filiation, le Gouvernement envisage de légiférer dans ce domaine en s'inspirant de la législation française relative à l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques et il entend préciser, en exécution d'une mesure d'instruction ordonnée par le juge, ce mode d'expertise.

En effet, les motifs qui conduisent une personne à effectuer un test de paternité doivent impérativement être mis en perspective avec les impacts potentiels d'un test de paternité sur l'enfant, mais aussi sur l'ensemble de la famille.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

7e séance	Jeudi	15 novembre 2012
8e séance	Jeudi	22 novembre 2012
9e séance	Mardi	4 décembre 2012

Ouvert - tolérant - optimiste - pas raciste

«34% ouvert - 33% tolérant - 33% optimiste - 0% raciste». C'est en se faisant offrir de la part d'une délégation d'une douzaine de personnes un T-shirt portant ces inscriptions que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a rejoint le 5 décembre la campagne «Making Luxembourg» en faveur d'une société plurielle et tolérante. À la même occasion, il s'est vu remettre 60 cartes postales qu'il a fait parvenir à ses collègues députés afin qu'ils rallient à leur tour l'initiative «Making Luxembourg».



Le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, a rejoint la campagne «Making Luxembourg».

Il s'agit là d'une campagne de sensibilisation lancée le 13 novembre dernier par l'ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés) en collaboration avec 73 partenaires de la société civile (entreprises, associations syndicales, culturelles, sportives, médias,...).

L'objectif de la campagne est de montrer que la société luxembourgeoise est faite de tous, hommes et femmes, jeunes et âgés, valides et moins valides, résidents et frontaliers, Luxembourgeois et non-Luxembourgeois. Il s'agit en fait de promouvoir la multiculturalité et la diversité de la société luxembourgeoise et de lutter contre le racisme et la discrimination.

Lors de sa rencontre avec les instigateurs de la campagne, le Président de la Chambre des Députés a tenu à souligner qu'il soutient l'initiative «à 200%». Déjà dans le passé et ceci à plusieurs reprises, M. Mosar a condamné fermement dans ses discours le racisme et la xénophobie que certains, sous le couvert de l'anonymat, ne semblent pas se lasser de répandre sur les réseaux sociaux et dans certains forums en ligne.

La Chambre met en place une commission d'enquête

La Chambre a, le 4 décembre, mis en place une commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL). La résolution d'instaurer une telle commission a été approuvée à l'unanimité par tous les membres du Parlement. La décision a été prise conformément à l'article 64 de la Constitution, aux dispositions de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires et aux articles 178 à 190 du Règlement de la Chambre des Députés.

La commission sera chargée d'examiner les méthodes opératoires du service de renseignement depuis sa création, d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ces méthodes ont été appliquées et de faire rapport à la Chambre des Députés. La Chambre souhaite, le cas échéant, tirer les conclusions conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et cela dans les meilleurs délais.



M. François Bausch, Président de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État.

Pour une utilisation médicale du cannabis!

Le 6 décembre passé, deux défenseurs de la légalisation du cannabis comme plante médicinale ont remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, une pétition portant plus de 2.000 signatures. À leurs yeux, le cannabis devrait être considéré comme remède contre certains symptômes (nausées, spasmes, douleurs, manque d'appétit, insomnies...) dont souffrent des patients atteints de cancer, d'hépatite ou encore d'épilepsie. Si la législation luxembourgeoise est très stricte en ce qui concerne l'utilisation du cannabis, elle prévoit néanmoins certaines exceptions permettant de recourir à des médicaments à base de cannabis.


Remise d'une pétition sur la légalisation du cannabis.

Le terme cannabis (de la dénomination latine «cannabis sativa») désigne le chanvre. Par le passé, le chanvre était traditionnellement utilisé dans la construction, la fabrication de tissus ou de cordes. Aujourd'hui, référence y est faite surtout en tant que drogue euphorisante interdite.

Le Luxembourg est un «G20» pour le CICR

«Votre pays fait partie de nos 20 plus grands pays contributeurs», vient d'affirmer M. Peter Maurer, Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lors d'une récente entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. M. Maurer a vivement remercié le Grand-Duché pour son soutien continu. «À une époque marquée par de grandes instabilités, il est indispensable de pouvoir compter sur l'aide du Luxembourg», a déclaré le Président du CICR.

Selon M. Maurer, les défis que le CICR s'apprête à relever sont de plus en plus complexes et ardus. Il a notamment cité l'exemple de la Syrie où le CICR intervient dans des conditions particulièrement difficiles dans la mesure où l'organisation genevoise ne dispose pas d'un droit d'accès illimité et n'arrive donc pas à couvrir les besoins croissants de la population. «En Syrie, la politique prime sur l'humanitaire», a regretté le Président du CICR.

M. Maurer assume la présidence du CICR depuis le 1er juillet 2012, ceci pour quatre ans avec une possibilité de reconduction de son mandat. Depuis sa création en 1863, le CICR a pour objectif d'assurer la protection des victimes de conflits armés et de situations de violence et de leur porter assistance.


M. Peter Maurer, Président du CICR, et M. Laurent Mosar, Président de la Chambre.

Revendications de femmes

Un cadre législatif approprié à l'égalité des chances entre femmes et hommes: ainsi peut-on résumer une des priorités du Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL). En ce sens, une délégation du CNFL a remis en date du 23 novembre une série de revendications au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Celles-ci se réfèrent plus précisément à dix domaines où les droits des femmes devraient davantage être pris en considération: la réforme de l'assurance pension, la réforme du divorce, les conventions collectives de travail, la prise de décision, la loi communale, la violence domestique, l'interruption volontaire de grossesse, les mutilations génitales des femmes, la prostitution et la réforme de la fiscalité.


Une délégation du CNFL reçue par le Président de la Chambre.

C'est surtout le thème de la prise de décision que la Présidente du CNFL, Mme Monique Laroche-Reeff, a tenu à développer plus amplement devant le Président de la Chambre des Députés. En effet, le CNFL demande l'instauration par voie légale de quotas, tant au niveau politique qu'au niveau économique, afin de promouvoir l'équilibre hommes-femmes dans la prise de décision.

De son côté, M. Mosar a tenu à féliciter les membres du CNFL de leurs efforts et de l'engagement dont elles font preuve dans l'intérêt des femmes. Il a néanmoins tenu à rappeler que la sous-représentation féminine dans les sphères dirigeantes n'est pas uniquement un problème de législation, mais également de mentalité et cela surtout parmi les femmes. D'où la nécessité d'entamer un travail de conviction à ce niveau.

DANS CE NUMÉRO

Débat sur la politique étrangère et européenne	p. 65
Avenir de la société Cargolux	p. 76
Grands projets d'infrastructure	p. 81
Sommaire des séances publiques nos 7-9	p. 110
Sommaire des questions parlementaires	p. Q50



Échange de vues du Président de la Chambre avec les représentants de l'AVR.

Mieux protéger les usagers vulnérables des routes

L'Association nationale des Victimes de la Route (AVR) salue le fait que le projet de loi 6424 figure encore à l'ordre du jour de la Chambre avant la fin de l'année. Le texte prévoit notamment une protection renforcée des usagers vulnérables comme les enfants en dessous de 12 ans, les personnes âgées ou encore les personnes handicapées. Le projet de loi 6399 prévoit, quant à lui, une modification du système du permis à points afin d'adapter certaines sanctions prévues par le législateur en cas de conduite sous l'influence d'alcool ou de stupéfiants.

À l'occasion de la journée mondiale des victimes de la route, qui désormais a lieu chaque troisième dimanche du mois de novembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a reçu les représentants de l'AVR. L'association s'engage au niveau de l'accompagnement des victimes d'accidents de la route en fournissant notamment une aide morale, juridique ainsi que des conseils pratiques. Elle contribue également à la réduction de l'insécurité routière.

Le Président de la Chambre et les membres du comité de l'AVR ont salué le fait que le nombre des victimes de la route a baissé au cours des dernières années. À l'occasion de leur entrevue avec M. Mosar, les représentants de l'AVR ont rappelé qu'il ne faut pas laisser tomber dans l'oubli les nombreux blessés graves qui, suite à un accident, connaissent souvent de gros problèmes dans leur tentative de réintégrer leur vie professionnelle.

Les effets positifs de la mise en œuvre de la législation sur la protection des victimes d'infractions pénales - dont une meilleure information des victimes quant au déroulement de la procédure à suivre, notamment par le biais de la mise à disposition d'une assistance par les services d'aide aux victimes - furent également mis en exergue.

Coopération au Niger et situation au Mali



Entrevue des délégations nigérienne et luxembourgeoise.

La coopération au développement et la situation au Mali ont constitué les principaux sujets abordés au cours des entrevues d'une délégation nigérienne avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

M. Mohamed Bazoum, Ministre d'État et Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur a tenu à rassurer ses interlocuteurs sur l'évolution politique de son pays, estimant que le nouveau régime en place est soucieux de se donner des règles de fonctionnement dans le respect des droits de l'Homme.

L'engagement luxembourgeois en faveur de ce pays d'Afrique de l'Ouest steppique et les efforts financiers consentis sont fortement appréciés, notamment dans la lutte contre la pauvreté et la faim dont souffre la population. Le Niger souhaite aussi développer par tous les moyens ses infrastructures pour mieux exploiter ses ressources.

Selon M. Bazoum, la crise au Mali est préoccupante et risque d'embraser toute la région. En effet, suite au renversement des institutions maliennes par l'armée, divers groupes islamistes ont commencé à occuper, depuis avril, le nord du Mali en y appliquant de façon très stricte la charia (amputations, lapidations...), commettant aussi de nombreuses exactions sur les civils et des destructions de mausolées.

Pour rétablir l'ordre et chasser les islamistes qui menacent l'intégrité territoriale du Mali, les représentants nigériens se sont prononcés en faveur d'une intervention étrangère.

La visite de travail de M. Bazoum et de sa délégation au Luxembourg les 3 et 4 décembre 2012 s'est inscrite dans le cadre de la 7e Commission de partenariat entre le Luxembourg et le Niger.

Cette Commission a permis de faire le point sur les relations de coopération entre le Luxembourg et le Niger dans le cadre du deuxième Programme indicatif de coopération (PIC) 2008-2012.

Situation des droits de l'Homme en Russie

«La situation des droits de l'Homme en Russie est préoccupante», a affirmé le directeur d'Amnesty International Russie, M. Sergei Nikitin, à l'occasion d'une entrevue fin novembre avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Aux dires de M. Nikitin, «un climat de peur s'est installé en Russie et la situation s'est encore aggravée depuis l'entrée en vigueur d'une série de lois qui limitent la liberté d'association, de réunion et d'expression». C'est surtout la nouvelle loi sur la «haute trahison» qui inquiète au plus haut point le représentant russe d'Amnesty, car «elle restreint rigoureusement l'indépendance de toutes les organisations non gouvernementales». «Nous avons besoin du soutien de la communauté internationale», a conclu Sergei Nikitin.

Le Président de la Chambre des Députés a, quant à lui, affirmé vis-à-vis de son interlocuteur que la situation des droits de l'Homme en Russie n'est pas sans l'interpeler. Il a assuré M. Nikitin de son soutien et a promis de transmettre des documents relatifs à la problématique à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre.



Le directeur d'Amnesty International Russie, M. Sergei Nikitin, accueilli par M. Laurent Mosar.

Droit commun européen de la vente

Depuis plus d'un an, les institutions européennes débattent de la proposition de règlement COM 2011 (635) visant à instituer un droit commun européen de la vente (DCEV), qui avait été avancée par la Commission européenne en octobre 2011. La réunion interparlementaire du 27 novembre 2012 à Bruxelles a donc été l'occasion pour les députés des parlements nationaux de dresser un inventaire et d'échanger leurs idées avec le Parlement européen, la Commission et des experts du monde académique.

Selon un dernier sondage Eurobaromètre, 55% des entreprises exportatrices déclarent que les divergences entre les droits des contrats nationaux constituent l'un des principaux obstacles aux transactions transfrontalières avec les consommateurs.

La proposition de droit commun européen de la vente vise à éliminer ces obstacles entre entreprises et consommateurs qui découlent des divergences entre les droits des contrats applicables dans les 27 pays de l'Union européenne. Selon la Commissaire européenne Viviane Reding, le DCEV facilitera les échanges et contribuera ainsi à la croissance économique, tout en offrant aux consommateurs un niveau de protection plus élevé de leurs droits. Enfin, le caractère facultatif de la proposition, qui évite d'écarter les législations nationales, assurerait le respect du principe de subsidiarité.

De nombreux intervenants ont soutenu le projet, tout en soulignant la nécessité d'améliorer la proposition afin de la rendre plus claire et cohérente. Sir John Thomas, président de la Queen's Bench Division de la Haute Cour du Royaume-Uni, a présenté les recommandations avancées par l'Institut européen du droit, qui propose de simplifier la structure de la proposition, la terminologie, d'élargir le champ d'application aux contrats à objet mixte et d'adapter la proposition à la réalité du commerce en ligne. Le DCEV assurerait au consommateur un niveau de protection élevé, qui pourrait s'avérer un bon argument de marketing, selon M. Hans Schulte-Nölke, professeur à l'Université d'Osnabrück.

Le député M. Léon Gloden a fait remarquer qu'actuellement 52% des commandes effectuées en ligne par des résidents luxembourgeois auprès des entreprises transfrontalières n'aboutissent pas parce que beaucoup d'entre elles ne désirent pas se plier au droit luxembourgeois de la consommation. Des efforts de reformulation resteraient à faire pour créer un meilleur équilibre entre consommateurs et commerçants. Le consommateur jouit d'une protection de qualité, tant au niveau européen que national, a rappelé le député, en soulignant qu'il ne faudrait pas non plus pécher par excès. In fine, l'UE aurait tout à gagner avec ce règlement, surtout en cette période de crise.



M. Léon Gloden a représenté le Parlement luxembourgeois.

M. Klaus-Heiner Lehne, président de la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen a rappelé que la proposition de la Commission européenne reste sujette à modification par les colégislateurs dans le cadre de cette procédure législative. Des améliorations sont donc toujours possibles et les avis des parlements nationaux restent les bienvenus.

Un premier projet de rapport devrait être présenté en février-mars 2013. La Commission des Affaires juridiques aurait également décidé d'organiser une nouvelle conférence de ce type lors du deuxième semestre 2013 pour faire état des progrès accomplis et pour poursuivre ce fructueux échange avec les parlements nationaux.

Casino Luxembourg: plate-forme pour la création



Les membres de la Commission de la Culture au Forum d'Art contemporain.

«Toute politique de la culture doit soutenir la création et mettre en avant les artistes de façon à ce qu'ils puissent s'exprimer à la hauteur de leur talent.» C'est en ces termes que Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, ainsi que MM. Jo Kox et Kevin Muhlen, directeur administratif respectivement artistique du Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain, ont accueilli les députés de la Commission de la Culture pour les guider à travers l'exposition «Making of».

Durant trois mois et afin de matérialiser ce soutien à la création et à la professionnalisation, 14 artistes ont été invités par le Casino Luxembourg à s'épancher, selon le concept d'artiste résidant, dans leur création. De ce fait, l'exposition «Making of» met au centre l'artiste et son quotidien, essaie de le comprendre, de connaître ses influences tout en lui donnant carte blanche pour travailler sans aucune contrainte et libérer au maximum son impulsion créative. «Making of» s'inscrit aussi dans la lignée de 1995, date à laquelle la ville de Luxembourg, proclamée capitale européenne de la culture, a jeté les bases d'un essor sans précédent en matière de création artistique contemporaine. En allant à la rencontre des artistes présents et de leur œuvre, les députés ont pu mesurer le chemin parcouru depuis lors et se laisser convaincre de la montée en puissance de la scène artistique luxembourgeoise.

À noter que l'exposition «Making of» est le fruit de l'association de six musées luxembourgeois qui, dans le cadre de l'événement «Atelier Luxembourg», se sont concertés pour livrer un aperçu de la création artistique au Luxembourg.

Visite du Président du Parlement serbe

Depuis mars 2012, la République de Serbie dispose du statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. Cette perspective d'intégration future dans le giron européen ainsi que bien d'autres sujets encore furent abordés le 29 novembre par des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Bureau de la Chambre des Députés lors d'une rencontre avec le Président du Parlement serbe, M. Nebojša Stefanović.

Furent notamment salués les progrès accomplis par la République de Serbie dans les efforts de dialogue avec ses États voisins des Balkans même si l'épineuse question du Kosovo continue à constituer une pomme de discorde avec l'Union européenne et un frein à l'ouverture de négociations d'adhésion définitives. La Serbie considère que le Kosovo fait partie de son territoire alors que la plupart des pays de l'Union européenne reconnaissent le Kosovo dans son indépendance.

Lors de son entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Stefanović a tenu à remercier son homologue pour le soutien que le Luxembourg accorde à son pays dans le cadre de ses efforts d'adhérer à l'Union européenne. L'augmentation considérable du nombre de demandeurs d'asile issus des Balkans occidentaux suite à une libéralisation du régime des visas et qui n'est pas sans poser problème fut également abordée par les deux Présidents de Parlement.

Ceux-ci ont finalement souligné la volonté de renforcer les relations parlementaires entre leurs deux pays et de favoriser le développement de bonnes relations commerciales bilatérales.



M. Nebojša Stefanović a rencontré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Bureau de la Chambre.

Le Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Le Conseil Parlementaire Interrégional a été créé le 16 février 1986 et réunit les Assemblées parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que de la Communauté germanophone de Belgique.

Son but est de promouvoir le rôle économique, social, environnemental et culturel de la Grande Région afin que celle-ci puisse jouer un rôle modèle pour la coopération transfrontalière au sein de l'Union européenne.

Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour adopter des recommandations qui leur sont soumises par six commissions de travail permanentes (Affaires économiques; Affaires sociales; Transports et Communications; Environnement et Agriculture; Enseignement, Formation, Recherche et Culture; Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours). Ces recommandations sont ensuite communiquées aux exécutifs.

Un membre de la délégation de la Chambre des Députés auprès du CPI, délégation se composant au total de dix-neuf membres titulaires et suppléants, assure traditionnellement la présidence de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI.

Au cours des deux dernières années, cette Commission a été à l'origine de plusieurs recommandations du CPI, par exemple sur la protection et l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région et sur la gestion de l'eau potable dans la Grande Région. De même, elle a récemment élaboré une recommandation sur l'énergie éolienne mettant l'accent sur le fait que le développement de projets d'énergies renouvelables sur les territoires de la Grande Région permet de générer des emplois, des recettes fiscales ainsi qu'un savoir-faire au profit de ses habitants, tout en incitant les Gouvernements à aller au-delà des minima européens pour faire de la Grande Région une «région modèle» en la matière.

La centrale nucléaire de Cattenom, la libre circulation au sein de l'Espace Schengen, la coopération policière et douanière, la sidérurgie, la formation professionnelle ainsi que les questions environnementales et énergétiques ont par ailleurs figuré au cœur des débats du CPI sous présidence lorraine, au cours des deux dernières années. Deux nouvelles grandes priorités figureront à l'agenda de la prochaine présidence qui sera assurée par le Landtag de Rhénanie-Palatinat en 2013 et 2014: la production énergétique décentralisée ainsi que les enjeux démographiques et sociaux.

Des informations supplémentaires sont disponibles sur les sites Internet de la Chambre des Députés: www.chd.lu et du CPI: www.cpi-ipr.com.

49e Séance plénière du CPI à Metz

Energie éolienne, libre circulation et fonds européens



Les représentants de la Chambre des Députés lors de la séance plénière à Metz.

L'énergie éolienne, la libre circulation au sein de l'Espace Schengen ainsi que le Fonds européen de développement régional (FEDER) figuraient au cœur des débats de la 49e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) qui s'est réuni à Metz le 7 décembre dernier.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Alex Bodry, M. Roger Negri et M. Fernand Etgen pour une dernière réunion sous présidence lorraine. La Rhénanie-Palatinat reprendra cette tâche à partir du 1er janvier 2013.

Dans son rapport devant les parlementaires, le Président des Exécutifs de la Grande Région et Président du Conseil régional de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret, est revenu sur les travaux de la présidence lorraine en soulignant notamment ses efforts pour consolider l'émergence d'une «région métropolitaine polycentrique transfrontalière». Il a souligné, dans ce même contexte, l'importance des infrastructures de transport au sein de la Grande Région.

En affirmant qu'on peut atteindre davantage de sécurité par la coopération plutôt que par des frontières, le CPI a ensuite adopté une recommandation à l'attention des Gouvernements leur demandant de garantir une mobilité réellement libre au sein de l'Espace Schengen en abolissant les points frontière obligeant les citoyens de la Grande Région à ralentir jusqu'à 10 km/heure sur des voies rétrécies.

Dans une autre recommandation, les Assemblées parlementaires de la Grande Région demandent collectivement que le FEDER puisse financer à l'avenir également des infrastructures de transport et de tourisme. Le CPI a en outre voté unanimement une recommandation proposée par M. Emile Eicher en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI. Le principal objet de cette recommandation consiste à dire que les énergies renouvelables sont un instrument utile dans la lutte contre la crise économique, au-delà de leurs bienfaits pour l'environnement.

Le CPI recommande en particulier de renforcer les projets de coopération transfrontaliers visant à obtenir des fonds structurels européens pour le financement de coopérations en matière de production d'énergie éolienne et renouvelable. Il met également l'accent sur le fait que le développement de projets d'énergie éolienne sur les territoires de la Grande Région permet de générer des emplois, des recettes fiscales ainsi qu'un savoir-faire au profit de ses habitants. D'une manière plus générale, le CPI demande également une politique coordonnée permettant d'aller au-delà des ambitions des directives européennes actuelles afin de transformer la Grande Région en «région modèle» des énergies renouvelables en la matière.

À la fin de la séance, les membres du CPI ont désigné à l'unanimité le Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes, comme prochain Président du CPI pour la période 2013-2014.

Valoriser la forêt comme pourvoyeuse d'emplois

Poumons de la terre, les forêts constituent le principal capteur de dioxyde de carbone de la planète. Régulant le climat, purifiant l'eau et l'air, protégeant les sols et la biodiversité, elles sont à juste titre considérées comme un patrimoine inestimable méritant d'être sauvegardé dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Mais au-delà de ces fonctions primaires, les forêts peuvent aussi revêtir un rôle économique, trop souvent négligé car mal exploité. En effet, une politique forestière bien pensée peut non seulement avoir des conséquences positives sur l'environnement, mais aussi générer un grand nombre d'emplois directs et indirects et même jeter des ponts de l'économie traditionnelle vers l'économie sociale et solidaire.



La délégation luxembourgeoise

La multifonctionnalité des forêts devrait constituer une opportunité pour l'emploi et non pas un handicap. D'autant plus que sa matière primaire qu'est le bois, seul matériau pour affronter les défis en matière de développement durable et de changement climatique, est appelée à jouer un rôle de plus en plus important, surtout dans les domaines de la construction et des économies d'énergie.

Voilà les sujets discutés à la conférence «Forêts et création d'emplois», initiée par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, qui s'est tenue début décembre à St-Hubert (Belgique) et à laquelle ont participé un certain nombre de parlementaires luxembourgeois. Animée par M. Marcel Oberweis, président de la délégation luxembourgeoise, la conférence vit se succéder à la tribune des experts des trois pays du Benelux dont, du côté luxembourgeois, M. Hubert de Schorlemer, président de l'association «Lëtzebuerger Privatbësch» et de la Confédération européenne des propriétaires forestiers (CEPF), ainsi que M. Frank Wolter, directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF).

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Réunion de la commission des droits de la femme de l'Ap-UpM

Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise de l'Ap-UpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée), a participé le 6 décembre à une réunion de la commission des droits de la femme qui s'est tenue à Zagreb en Croatie. Des parlementaires de la Tunisie, de la Croatie, de l'Algérie, de la Belgique, de la Grèce, du Maroc, du Portugal, de la Turquie, de la Slovénie ainsi que des membres du Parlement européen étaient également présents.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre en Croatie.

Après le mot de bienvenue de la vice-présidente de la commission des droits de la femme, Mme Melita Mulić (Croatie), le Président du Parlement croate, M. Josip Leko, a soumis les vues de son pays - qui adhérera à l'UE le 1er juillet 2013 - sur la région méditerranéenne après les évènements du printemps arabe.

La présidente de la commission, Mme Samira Merai-Friaa (Tunisie), a ensuite ouvert les travaux en encourageant les membres de la commission à demander une analyse d'impact sur les politiques d'égalité des genres dans leur pays respectif.

Dans l'échange de vues qui a suivi les mots d'introduction de Mme Cecilia Attard-Pirotta (Malte), secrétaire générale adjointe et responsable des affaires sociales auprès du secrétariat de l'UpM, les membres de la commission se sont déclarés en faveur d'actions positives qui favorisent la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale.

Les membres de la commission encouragent activement l'égalité des genres dans le contexte de la coopération euro-méditerranéenne et sont d'avis qu'il est primordial d'augmenter le nombre de femmes participant à l'élaboration des lois au sein des parlements nationaux.

Suite aux évènements en Égypte et en Tunisie, la commission soutient qu'une démocratisation réussie ne peut être réalisée sans une participation substantielle des femmes à la vie politique et la gouvernance. Les membres soulignent encore une fois la nécessité d'une représentation adéquate des femmes au niveau des partis politiques et encouragent fortement tous les pays à faire de l'égalité entre les hommes et les femmes une priorité.

À la fin de la réunion, les membres présents ont invité les États arabes partenaires à assurer une participation égale des hommes et des femmes dans les systèmes politiques postrévolutionnaires.

Réforme de l'IVG

6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal

1. Objet et genèse du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi a pour objet de modifier les dispositions pénales relatives à l'interruption volontaire de grossesse, à savoir les articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal.

Ce faisant, il met en œuvre le programme gouvernemental de 2009 qui prévoit une révision de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse. C'est cette loi qui a donné aux articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal leur teneur actuelle.

Le projet de loi sous rubrique répond également à une résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe datée du 16 avril 2008. Dans cette résolution, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, après avoir réaffirmé clairement que l'avortement ne saurait être considéré comme un moyen de planification familiale et qu'il doit être évité autant que possible, a affirmé, tout aussi clairement, que tout être humain, en particulier les femmes, ont droit au respect de leur intégrité physique et à la libre disposition de leur corps. Dans ce contexte, elle a encore affirmé que le choix d'avoir ou non recours à un avortement devrait revenir à la femme, qui devrait disposer des moyens d'exercer ce droit de manière effective. Ce faisant, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a invité les États membres:

- à dépénaliser l'avortement dans des délais de gestation raisonnables;

- à garantir l'exercice effectif du droit des femmes à l'accès à un avortement sans risque et légal;

- à respecter la liberté de choix de la femme et à offrir les conditions d'un choix libre et éclairé, sans promouvoir particulièrement l'avortement;

- à lever les restrictions qui entravent, en fait ou en droit, l'accès à un avortement sans risque et notamment à prendre les mesures nécessaires pour créer les conditions sanitaires, médicales et psychologiques appropriées et pour assurer une prise en charge financière adéquate.

À noter dans ce contexte que le Parlement européen, qui s'est également penché sur la question de l'accessibilité de l'interruption volontaire de grossesse (désignée ci-après l'IVG) a considéré dans une résolution du 10 février 2010 sur l'égalité des femmes et des hommes au sein de l'Union européenne que «*la reconnaissance de l'autonomie physique et sexuelle totale des femmes est une condition sine qua non de toute bonne politique en matière de droits à la santé sexuelle et reproductive*», et qu'il a insisté pour que «*les femmes aient le contrôle de leurs droits sexuels et reproductifs notamment grâce à l'accès aisé à la contraception et à l'avortement*».

La loi de 1978 trouve principalement son origine dans le constat que les moyens de contraception, et plus particulièrement la pilule dont l'accès s'est rapidement généralisé à partir du début des années '70, ne permettaient pas à eux seuls d'éviter des grossesses non désirées et partant des interruptions volontaires de grossesse. Il fallait agir et créer un cadre légal permettant dans certaines situations et sous certaines conditions de recourir à l'interruption volontaire de grossesse.

Le présent projet de loi part du constat que ni la loi de 1978 ni l'évolution de l'information sexuelle ni le large accès aux nombreux moyens contraceptifs n'ont pu éviter des grossesses non désirées.

Le nombre de femmes qui continuent à être confrontées à des grossesses non désirées et qui se retrouvent partant dans une situation difficile est important.

En effet, le nombre des avortements pratiqués au Luxembourg est estimé, en l'absence de statistiques fiables, à environ 1.500 à 2.000 par an par la Société luxembourgeoise de Gynécologie et d'Obstétrique. Celle-ci prend pour critère celui admis à l'échelle internationale, à savoir un tiers des naissances. Le Planning Familial avance des chiffres plus concrets. D'après cette a.s.b.l., elle aurait été confrontée en 2011 à 583 demandes d'interruption volontaire de grossesse médicamenteuse dont 521 auraient été réalisées. Ce chiffre ne concerne bien évidemment que les IVG pratiquées par le Planning Familial ou dont les demandes auraient transité par lui. Il n'inclut pas les IVG pratiquées par les médecins gynécologues et obstétriciens luxembourgeois ni les IVG pratiquées à l'étranger.

Si une partie des interruptions volontaires de grossesse peut être évitée, notamment celles des jeunes filles, via une politique de prévention plus volontariste, il n'en demeure pas moins que la grande majorité des grossesses imprévues, environ les 2/3, interviennent sous contraception. En effet, les méthodes contraceptives, malgré de constantes améliorations, ne sont pas infaillibles.

Il est également illusoire, comme le souligne à juste titre le Conseil d'État, de penser pouvoir maîtriser la fécondité des femmes. Il existera toujours une demande d'IVG parce que les raisons qui amènent une femme enceinte à envisager une interruption volontaire de grossesse sont multiples et complexes et dépassent le champ d'intervention des pouvoirs publics.

Si la législation de 1978 dépénalise l'IVG dans certaines situations et sous certaines conditions, elle est exclusivement fondée sur l'indication du médecin et ignore la situation de la femme. En effet, l'article 353 du Code pénal dispose que l'IVG n'est possible que dans certaines hypothèses limitatives p.ex.

- lorsque la poursuite de la grossesse, ou les conditions de vie que pourrait entraîner la naissance, risquent de mettre en danger la santé physique ou psychique de la femme enceinte, ou

- lorsqu'il existe un risque sérieux que l'enfant à naître sera atteint d'une maladie grave, de malformations physiques ou d'altérations psychiques importantes, ou

- encore lorsque la grossesse peut être considérée comme étant la conséquence d'un viol,

et à condition qu'elle soit pratiquée par un médecin ayant constaté personnellement l'existence d'une de ces hypothèses.

Il appartient donc exclusivement au médecin d'apprécier s'il existe ou non une indication légale permettant le recours à une IVG. Cette approche, somme toute assez restrictive, est présentée comme une cause majeure du tourisme sanitaire amenant de nombreuses femmes à se rendre à l'étranger pour y voir pratiquer une IVG. En effet, les législations de nombreux pays européens et notamment celles de nos voisins sont souvent plus adaptées aux évolutions sociétales et accordent une plus grande place à la situation personnelle de la femme et à l'appréciation de celle-ci. Or, le tourisme sanitaire conduit non seulement à des situations d'iniquité sociale par rapport à l'accès à une médecine de qualité, mais expose aussi toutes celles qui se rendent à l'étranger à des risques de santé potentiels supérieurs.

Il résulte de ces considérations que l'IVG constitue bel est bien une question de santé publique et qu'il est impératif de garantir un accès approprié au recours à l'IVG. C'est bien l'objectif du présent projet de loi qui entend préciser les conditions d'accès à l'IVG, tout en s'assurant que la femme enceinte concernée fasse son choix librement, mais en parfaite connaissance de cause.

À noter in fine que la nécessaire adaptation des dispositions légales relatives à l'IVG ne signifie absolument pas qu'on banalise l'IVG. L'IVG doit demeurer exceptionnelle. Il est, dès lors, primordial d'éviter autant que possible le recours aux IVG via une meilleure prévention des grossesses non désirées notamment grâce à une politique d'information et d'éducation sexuelles plus ciblée et efficace et une amélioration de l'accès aux moyens contraceptifs. À noter dans ce contexte que depuis le 1er janvier 2012, les moyens de contraception sont remboursés par les caisses de maladie aux jeunes de moins de 25 ans. Cette mesure traduit dans la pratique un point important de l'accord de coalition de 2009.

2. Adaptations clés du projet de loi

a) la reconnaissance de l'autodétermination de la femme

La première modification essentielle consiste en la reconnaissance de l'autodétermination de la femme. Il appartient à la femme enceinte, et non plus au médecin, d'apprécier la situation de détresse dans laquelle elle se trouve. En effet, si le médecin peut interpréter ou imaginer les difficultés qu'une femme enceinte peut rencontrer ou vivre et qui l'amène à envisager une IVG, il ne saurait en mesurer l'ampleur réelle. Cette remarque vaut d'ailleurs pour toute personne et non pas seulement pour le médecin. L'appréciation d'une situation de détresse ne saurait être que personnelle.

b) l'abandon de l'énumération des indications d'existence d'une situation de détresse

Cette modification est le prolongement de la reconnaissance de l'autodétermination de la femme enceinte. Dans la mesure où il appartient à celle-ci d'apprécier et d'évaluer la situation de détresse dans laquelle elle se trouve, il n'y a plus lieu d'énumérer les différentes situations qui permettent le recours à l'IVG. Il ne fait aucun doute, pour citer le Conseil d'État, qu'un viol peut placer la femme dans une situation de détresse, de même que la naissance d'un enfant gravement malade peut déclencher chez elle un tel état.

c) l'introduction d'une consultation préalable obligatoire

La nouveauté du présent projet de loi consiste en l'introduction d'une consultation préalable obligatoire. En effet, la femme enceinte doit préalablement à l'interruption volontaire de grossesse avoir consulté un service d'assistance psycho-sociale établi auprès d'un établissement hospitalier ou tout autre établissement agréé pour réaliser une interruption volontaire de grossesse.

Le présent projet de loi a tenu à porter une attention particulière sur l'information et le conseil de la femme enceinte, et ce à un moment délicat pour elle. L'introduction d'une consultation préalable obligatoire doit permettre à la femme enceinte de prendre sa décision en toute connaissance de cause.

Le caractère obligatoire de cette consultation a fait couler beaucoup d'encre et a été fortement critiqué. Or, il a été maintenu afin de s'assurer que l'objectif d'information et de consultation soit atteint. En effet, la mise en place d'une consultation à caractère facultatif, demandée par certains, comporte le risque que les femmes qui ont le plus besoin d'être écoutées et conseillées ne le soient pas. Sans vouloir nier ou amoindrir le rôle joué par le médecin gynécologue ou obstétricien, il n'est le plus souvent pas outillé de manière appropriée pour accompagner une femme enceinte dans une situation de détresse multifactorielle. Un tel rôle doit revenir à des professionnels formés de manière adéquate pour répondre aux besoins et aux attentes des femmes concernées.

Il est évident que la consultation doit être neutre et qu'elle ne saurait préjuger la décision de la femme.

Il convient de citer dans ce contexte une étude effectuée au lendemain de l'assouplissement de la loi Weil par une docteure en sociologie, Sophie Divay, et portant sur les IVG pratiquées entre 1997 et 2000, soit avant la réforme de la loi française de 1975. Cette étude, bien qu'elle se base sur un échantillon relativement restreint de femmes, dresse néanmoins un tableau intéressant du vécu de nombreuses d'entre elles.

Cette étude aborde notamment la question des consultations préalables qui furent jusqu'à la réforme de 2001 également obligatoires en France. Pour l'auteure de l'étude précitée, la suppression de la consultation signifie certes la disparition d'une forme de contrôle social, mais par là même celle d'un lieu où il était possible d'offrir du temps d'écoute, du soutien et des informations aux femmes. Pour Sophie Divay, *«Seule une nouvelle étude permettrait de dire si la suppression de l'entretien préalable à l'IVG procure plus de liberté aux femmes ou si elle les laisse seules face aux jugements et à l'absence d'informations pratiques.»* À noter encore que de nombreuses femmes ayant participé à l'étude ont reconnu qu'elles ne seraient pas venues à l'entretien si la consultation n'avait pas été obligatoire, alors même qu'elles se disent satisfaites du déroulement de l'entretien.

d) la prise en compte de la situation particulière des femmes mineures non émancipées

Le projet de loi sous rubrique prend en compte la situation particulière des femmes mineures non émancipées. Si la femme mineure non émancipée, qui est enceinte et qui souhaite pratiquer une IVG, doit en principe obtenir le consentement de son ou de ses représentants légaux respectivement du ou des titulaires de l'autorité parentale, en principe ses parents, elle peut, d'après le présent projet de loi, garder le secret à l'égard de ceux-ci et partant faire abstraction de leur consentement. Le présent projet de loi prévoit toutefois que le service d'assistance psycho-sociale doit s'efforcer d'obtenir le consentement de la femme enceinte pour que ses parents soient consultés. Il est, en effet, toujours préférable que les parents soient au courant de la situation dans laquelle se trouve leur enfant.

Si la femme mineure non émancipée refuse d'effectuer cette démarche ou si le consentement n'est pas obtenu, l'IVG pourra néanmoins être pratiquée à condition que la mineure se fasse accompagner d'une personne de confiance majeure qu'elle désigne. Il échet de noter dans ce contexte que des dispositions analogues existent en France.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.01.2010
Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

29.02.2012	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
28.03.2012	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement
18.04.2012	Échange de vues avec des représentants de la Société luxembourgeoise de Gynécologie et d'Obstétrique
16.05.2012	Échanges de vues avec l'a.s.b.l. "Initiativ Liewensufank" et avec l'a.s.b.l. "Planning Familial"
11.07.2012	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement
07.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2012

Réforme de l'assurance pension

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;

5. le Code du Travail

Les éléments essentiels de la réforme sont les suivants:

Formule de pension

Le projet de réforme du système de pensions vise à encourager les assurés à prolonger leur carrière active, afin d'aligner la carrière professionnelle à l'évolution de l'espérance de vie.

Il s'agit d'établir un parallélisme entre l'adaptation progressive du niveau des prestations et l'évolution de la longévité, de manière à ce que la somme totale des prestations reçues au cours de la retraite des pensionnés futurs soit comparable à celle accordée aux retraités actuels. De ce point de vue il n'y a pas lieu de parler de diminution de prestations. En d'autres mots, le projet de réforme se limite à compenser les dépenses liées à l'augmentation de l'espérance de vie par des recettes supplémentaires générées par le prolongement de la vie active.

Ainsi, en pratique un assuré qui décidera de partir en retraite plus tôt, aura cotisé moins longtemps et percevra sa pension pendant plus longtemps. De ce fait, il aura droit à des prestations moins élevées qu'un assuré qui partira en retraite plus tard, qui aura cotisé plus longtemps et qui percevra sa pension pendant moins longtemps. Celui-ci aura donc droit à des prestations plus élevées.

Cette philosophie se traduira par une réduction progressive du taux des majorations proportionnelles de 1,85 pour cent en 2013 à 1,60 pour cent en 2052. Les majorations proportionnelles échelonnées censées récompenser une prolongation de la vie active seront augmentées et les conditions d'octroi renforcées. Au lieu de situer le début des majorations proportionnelles échelonnées à 55 ans d'âge et 38 ans de carrière, à un moment où le droit à une pension de vieillesse, même anticipée, n'existe pas encore, l'octroi des majorations proportionnelles échelonnées est soumis à partir de la mise en vigueur à une condition qui prescrit un seul seuil minimum pour la somme de l'âge et de la carrière, qui se situe à 93 (55+38) au lendemain de la réforme pour augmenter à 100 (60+40) en 2052. En contrepartie, le taux des majorations proportionnelles échelonnées sera augmenté de 0,01 pour cent par année en 2013 à 0,025 pour cent en 2052.

Afin de maintenir un niveau adéquat des pensions et en tenant compte du fait que les assurés travaillant sous des conditions plus pénibles à des salaires modestes ne sont souvent pas en état de prolonger leur vie active, la réforme prévoyait d'augmenter le taux des majorations forfaitaires de 23,5 pour cent en 2013 à 26 pour cent en 2052. Toutefois, au cours des travaux parlementaires et des discussions menées, il s'est avéré qu'il existait un consensus pour faire un effort supplémentaire et augmenter le taux des majorations forfaitaires à 28 pour cent.

Ouverture du droit à pension

En ce qui concerne l'ouverture du droit à la pension, le projet maintient les dispositions actuelles. Ainsi l'ouverture anticipée du droit à 57 ou 60 ans reste inchangée, mais l'assuré doit accepter dans ce cas une décote appropriée, qui évoluera dans le temps. Les assurés proches du départ à la retraite ne seront pas, respectivement que peu affectés.

Le mécanisme de la pension minimum garantit une pension correcte aux assurés qui n'ont disposé au cours de leur carrière, que de revenus proches du salaire social minimum, même dans le cas d'un départ anticipé à la retraite à l'âge de 57 ans avec 40 années de carrière professionnelle. Le régime continue ainsi à assurer aux travailleurs non qualifiés, après une carrière essentiellement caractérisée par le travail physique, l'accès à une retraite méritée à un âge raisonnable.

À rappeler que dans le cadre de la législation sur la préretraite, les dispositions du Code du Travail permettent un départ en préretraite anticipée pour les travailleurs postés et les travailleurs de nuit dès l'âge de 57 ans, même en cas de carrières contributives inférieures à 40 années, critère applicable dans le cas classique de la pension anticipée à 57 ans. Ceci restera possible même après la réforme. Il est prévu que si le travailleur posté désire travailler plus longtemps, et donc au-delà de l'âge de 57 ans, pour faire augmenter sa pension, il aura toujours droit à trois années de préretraite avant de partir en pension avec tous les avantages que cela comporte.

Assurance volontaire

En réduisant le minimum cotisable d'aujourd'hui +- 300 euros à 100 euros par mois, le projet de loi vise à encourager l'assurance continuée ou facultative en cas d'interruptions temporaires de la carrière professionnelle pour des raisons familiales. Cette possibilité se rajoute aux dispositions existantes prévoyant la mise en compte en tant que périodes assimilées des années-bébé, ainsi que la reconnaissance en tant que périodes complémentaires des années d'éducation des enfants. Le projet de loi gouvernemental a été amendé afin de limiter cette possibilité d'assurance volontaire à coût réduit à une durée maximale de cinq ans. En effet, cette mesure risque de coûter cher au régime de pension étant donné qu'elle permet de créer des droits sans que la contrepartie, à savoir les cotisations payées, soit corrélative. Par ailleurs, il faut être conscient que cette mesure ne pourra que combler tant soit peu les brèches dans les carrières d'assurance vieillesse causées par les interruptions de carrière: la possibilité de conclure une assurance volontaire sur base d'une assiette de cotisation équivalant à un tiers du salaire social minimum permet seulement de parfaire les conditions de stage pour l'octroi de la pension de vieillesse et l'acquisition des majorations forfaitaires, mais n'aura guère d'influence sur le montant de la pension.

Transition entre vie active et retraite

Actuellement le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée ne peut exercer qu'une activité salariée dont le revenu, réparti sur une année civile, ne dépasse pas, par mois, un tiers du salaire social minimum. Si le salaire brut mensuel dépasse ce seuil, la pension de vieillesse anticipée est d'office réduite de moitié.

Ainsi, il est possible de cumuler une demi-pension anticipée avec un demi-salaire. Cependant la moitié restante de la pension est réduite dans la mesure où le salaire dépasse ensemble avec cette moitié de pension un plafond fixé à la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance. Actuellement, la loi fixe un plafond minimum de 120 pour cent du salaire social minimum.

Dans le but de rendre plus flexible la transition entre vie active et retraite, le projet de réforme prévoit le cumul d'une pension de vieillesse anticipée avec un salaire - sans que la pension soit réduite de moitié - jusqu'au plafond fixé à la moyenne des cinq revenus annuels cotisables les plus élevés. Par ailleurs, afin d'encourager le cumul d'une pension avec une activité salariée partielle, la réforme prévoit d'augmenter le plafond minimum de 120 à 150 pour cent du salaire social minimum. En clair: dorénavant l'on peut cumuler une pension anticipée avec un salaire jusqu'au plafond de la moyenne des cinq revenus annuels les plus élevés, mais au moins jusqu'à 150 pour cent du salaire social minimum.

Modérateur de réajustement

Actuellement, l'article 225 du Code de la Sécurité sociale prévoit l'ajustement des pensions par loi spéciale et compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. Selon la procédure, tous les deux ans le Gouvernement examine s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement. Il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi. Ce facteur d'ajustement ainsi refixé s'applique tant aux pensions échues qu'aux pensions à échoir.

Ainsi, la procédure en vigueur ne distingue pas entre l'ajustement des pensions en cours et la revalorisation des salaires perçus tout au long de la carrière professionnelle pour les adapter au moment de la liquidation de la pension.

Le projet de réforme se propose d'introduire justement cette différenciation:

- d'un côté la revalorisation des salaires est appliquée au moment de l'octroi de la pension indépendamment de la situation financière du régime. Le facteur de revalorisation garantit la revalorisation intégrale des salaires inscrits dans la carrière de l'assuré au moment du départ en retraite. Il compense la variation du niveau des salaires perçus par l'assuré au fil des années par rapport au niveau des salaires de l'économie au moment du calcul et de la liquidation de la pension.

- de l'autre côté le mécanisme du réajustement consiste à ajuster les pensions déjà en cours à l'évolution du niveau de vie, mesurée par l'évolution des salaires. Le facteur de réajustement représente la variation annuelle du facteur de revalorisation. À l'avenir, son application pourra toutefois être tempérée par un facteur modérateur si les dépenses dépassent les recettes en cotisation. Dans ce cas, le facteur modérateur, fixé à 1 initialement, sera refixé à une valeur inférieure ou égale à 0,5. Si le taux de cotisation global dépasse à nouveau la prime de répartition pure, le facteur modérateur pourra être refixé à 1 au maximum.

À noter qu'au cours des dernières années, afin de consolider les finances publiques et conformément à une décision du comité de coordination tripartite, il a été décidé d'échelonner respectivement de reporter l'ajustement en 2007 et 2008, ainsi qu'en 2011 et 2012. Dans le cadre des mesures à prendre afin d'assainir le budget de l'État, le Gouvernement a décidé de ne pas procéder à l'ajustement des pensions et rentes en 2013. Le premier réajustement selon le nouveau régime se fera donc au plus tôt à partir de l'année 2014.

Lien entre la liquidation de l'allocation de fin d'année et la situation financière du régime

Les participants au «Rentendësch» ont été d'accord de revenir sur un certain nombre de mesures, décidées dans ce cadre, sans porter atteinte aux pensions à faible niveau au cas où il se dégagerait du bilan actuariel, réalisé tous les sept ans, que le niveau de la réserve risquerait de tomber en dessous du minimum légal de 1,5 fois les dépenses annuelles et qu'un financement durable des pensions n'était plus garanti sans imposer des charges supplémentaires aux générations futures. Ainsi le projet de réforme prévoit-il de lier la liquidation de l'allocation de fin d'année à la situation financière du régime: si le taux de cotisation global dépasse le seuil de 24 pour cent l'allocation de fin d'année ne sera plus due.

Période de couverture

Le mécanisme de financement de la répartition des charges par périodes de couverture, avec constitution d'une réserve de compensation, garantit l'équilibre financier à l'aide d'un taux de cotisation global fixé actuellement au début de chaque période de couverture de sept ans et restant applicable pour la période entière, tout en tenant compte de l'évolution économique et de l'évolution de l'emploi.

Dans le but d'améliorer cet outil de régulation du système, la durée de la période de couverture, ainsi que la fréquence des révisions, sont adaptées. La période de couverture est portée à dix ans et le taux de cotisation applicable est révisé tous les cinq ans. Ainsi, d'un côté, une approche prospective renforcée permettra d'assurer l'équilibre financier du régime sur une période plus étendue tandis que d'un autre côté des révisions plus rapprochées du taux de cotisation sur des intervalles de cinq ans (actuellement ces révisions sont réalisées tous les sept ans) assurent un suivi régulier de l'évolution de la situation financière du régime en fonction de l'emploi et de la productivité et une réaction plus efficace.

Régimes concernés

La réforme concerne le régime général de pension au sens du Livre III du Code de la Sécurité sociale et le régime nouveau applicable aux fonctionnaires entrés en service à partir du 1er janvier 1999 et défini par la loi modifiée du 3 août 1998. Le régime transitoire applicable aux fonctionnaires entrés en service avant le 1er janvier 1999 et défini par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État est aussi modifié en ce qui concerne le mécanisme d'adaptation des pensions à l'évolution du niveau de vie.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 31.01.2012

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

02.02.2012	Désignation d'un rapporteur et présentation du projet de loi
09.02.2012	Échange de vues
16.02.2012	Continuation de l'échange de vues
15.03.2012	Continuation de l'échange de vues
22.03.2012	Entrevue avec les délégations des syndicats représentatifs au plan national OGB-L, LCGB et CGFP
	Entrevue avec une délégation de l'Union des Entreprises luxembourgeoises (UEL) et avec une délégation du Parlement des Jeunes - Plateforme Pensions
29.03.2012	Entrevue avec une délégation du Conseil national des Femmes
19.04.2012	Échange de vues concernant les conséquences à tirer des auditions des 22 et 29 mars 2012
20.09.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.09.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.10.2012	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.10.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires
29.11.2012	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.12.2012

Organisation militaire

6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Le présent projet de loi a pour objet de clarifier certaines dispositions de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire afférant à ces droits de priorité.

L'article 17 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire dispose que «les soldats volontaires qui ont accompli 36 mois au moins au sein d'une UDO sont prioritaires par rapport aux autres soldats volontaires» pour les emplois pour lesquels ils bénéficient d'un droit d'exclusivité respectivement d'un droit de priorité. La loi précitée confère ensuite aux soldats volontaires «ayant accompli au moins 36 mois au sein d'une UDO un droit de priorité pour la carrière de l'ouvrier de l'État pendant un délai de 24 mois à partir de la date où ils ne font plus partie d'une UDO.»

Il se trouve cependant que le libellé des dispositions précitées pourrait prêter à équivoque. Selon les auteurs du projet de loi sous rubrique, il ne ressort en effet pas clairement des paragraphes 1) c) dernier alinéa et 2) de l'article 25 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire que la période de stage d'une durée maximale de quatre mois est incluse dans les 36 mois de service militaire que les soldats volontaires doivent avoir accompli au sein d'une UDO pour pouvoir prétendre au «super droit de priorité» respectivement au «droit de priorité supplémentaire» institués par les dispositions précitées.

Afin de redresser ces imprécisions et ceci pour des raisons tenant à la sécurité juridique, les auteurs du projet de loi proposent d'indiquer que l'instruction de base fait partie intégrante des 36 mois de service militaire à accomplir au sein d'une UDO.

Il est enfin envisagé de préciser que le droit de priorité pour la carrière de l'ouvrier de l'État dont bénéficient les soldats volontaires ayant fait partie d'une UDO tel qu'indiqué ci-dessus ne se prolonge que jusqu'au terme de leur engagement comme soldat volontaire.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 03.04.2012

Rapportrice: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012	Désignation d'un rapporteur
19.11.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.12.2012

Compte général 2011

6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011

Le compte général de l'exercice 2011 se présente comme suit:

A. - Recettes et dépenses courantes et en capital

I - Recettes effectives
10.367.345.960,60 EUR

II - Dépenses effectives
10.728.564.441,81 EUR

III - Excédent de dépenses
361.218.481,21 EUR

IV - Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital
683.211.504,96 EUR

B. - Recettes et dépenses pour ordre

I - Recettes pour ordre
5.088.613.041,32 EUR

II - Dépenses pour ordre
5.089.289.270,23 EUR

III - Excédent de dépenses pour ordre
676.228,91 EUR

IV - Report du solde des recettes et dépenses pour ordre
23.463.425,56 EUR

C. - Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I - Recettes 3.386.647.024,91 EUR

II - Dépenses 3.425.527.425,01 EUR

III - Excédent de dépenses 38.880.400,10 EUR

IV - Report du solde des recettes et dépenses 2.823.893.511,19 EUR

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2011, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2011	Compte général 2011	Variations	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	 9.547.234.905,00 78.939.575,00	 10.266.397.817,35 100.948.143,25	 719.162.912,35 22.008.568,25	 7,53 27,88
Total recettes (1)	9.626.174.480,00	10.367.345.960,60	741.171.480,60	7,70
Dépenses - courantes - en capital	 9.402.446.168,00 932.789.939,00	 9.493.128.688,93 1.235.435.752,88	 90.682.520,93 302.645.813,88	 0,96 32,45
Total dépenses (2)	10.335.236.107,00	10.728.564.441,81	393.328.334,81	3,81
Excédent de recettes (1)-(2)	- 709.061.627,00	- 361.218.481,21	347.843.145,79	

Le compte général de l'exercice 2011 est clôturé avec un excédent de dépenses de 361,2 millions d'euros, alors que le budget définitif prévoyait un déficit de 709,1 millions d'euros.

Les recettes courantes présentent une plus-value de 7,53% (11,38% en 2010) par rapport aux prévisions.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,81% le total des dépenses prévues pour 2011 (cette évolution était de 3,24% en 2010). En valeur absolue, cet écart correspond à 393 millions d'euros.

Les conclusions et recommandations formulées par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire dans les différents chapitres de son rapport sont les suivantes:

- Quant au déséquilibre du budget pour ordre, la Commission invite de nouveau le Gouvernement à trouver une solution aux difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes ou à envisager, le cas échéant, une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Le Conseil d'État exprime d'ailleurs le même souhait dans son avis (voir point IV du présent rapport).

- La Commission réitère son souhait, déjà exprimé lors du rapport sur le compte général de l'exercice 2010, qu'à l'avenir la Cour des Comptes élargisse ses contrôles aux rémunérations des pensionnés de l'État.

- Quant à la ventilation détaillée des dépenses de certains fonds spéciaux, la Commission constate que les discussions avec les ministères concernés allant dans le sens des recommandations de la Cour des Comptes (ventilation par projet ou type de travaux) n'ont pas encore abouti.

- Constatant que les travaux de préparation d'une réforme budgétaire entamés sont en retard sur le calendrier avancé par le Ministre des Finances au cours de la réunion du 22 novembre 2011, la Commission, tout en appréhendant la complexité que représente la mise en place des détails de cette réforme, invite le Gouvernement à accélérer ses travaux en la matière.

- La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire rejoint le Conseil d'État dans ses remarques concernant l'écart significatif entre les recettes fiscales projetées et celles finalement engrangées pour l'exercice 2011.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.06.2012

Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):

18.06.2012	Présentation du projet de loi par M. le Ministre des Finances
02.07.2012	Désignation d'un rapporteur
16.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 6.12.2012

Organisation judiciaire

6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi 6444B porte modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Cette disposition prévoit à l'heure actuelle que «[L]es chambres criminelles, siégeant au même nombre, sont composées de magistrats dont

l'un possède au moins le rang de vice-président et qui sont désignés pour toute l'année judiciaire par l'assemblée générale des tribunaux d'arrondissement».

La modification prévue à l'article II du projet de loi n°6444 initial a été introduite par un amendement gouvernemental du 3 août 2012 qui prévoit de remplacer les termes «[L]es chambres criminelles […]» par la formulation «[A]u sein d'un tribunal d'arrondissement, une ou deux chambres criminelles […]».

Selon le Gouvernement, l'amendement est justifié par des besoins d'organisation judiciaire et vise à «[…] permettre la mise en place d'une seconde chambre criminelle auprès d'un tribunal d'arrondissement. Les deux chambres pourront ainsi siéger pendant la même période.

La pratique a en effet révélé le besoin de recourir à une deuxième chambre criminelle lorsque les audiences de l'unique chambre criminelle du tribunal d'arrondissement sont, pendant des semaines, voire des mois, réservées à une seule affaire de grande envergure et/ou complexité.

Par ailleurs, étant donné la priorité accordée aux affaires dans lesquelles il y a des détenus préventifs, les affaires criminelles sans détenus préventifs risquent le cas échéant, de ne pas pouvoir être jugées en temps utile.

Il s'agit dès lors d'une adaptation qui répond à un besoin en pratique.

La formulation actuelle du point (2) parle certes des chambres criminelles au pluriel, mais il ressort clairement des travaux préparatoires de la loi du 17 juin 1987 qui a modifié ce point que sont visées les chambres criminelles des deux tribunaux d'arrondissement et que le législateur entendait, à l'époque, prévoir une seule chambre criminelle par tribunal»[1].

[1] Amendement gouvernemental du 3 août 2012, commentaire de l'amendement gouvernemental, doc. parl. n°6444[1], page 2.

Dépôt du projet de loi initial par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 18.06.2012

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

19.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.12.2012

Enseignement fondamental

6448 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Le projet de loi sous rubrique poursuit un triple objectif:

- En premier lieu, il s'agit de remplacer l'article 26 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, en vue de préciser la procédure d'orientation vers l'enseignement postprimaire à l'issue du quatrième cycle de l'enseignement fondamental. Si en principe, la procédure d'orientation existante est maintenue, il convient d'y apporter les adaptations qui s'imposent suite à la mise en œuvre de la réforme de 2009 de l'enseignement fondamental.

Le projet de loi dispose en outre que la procédure d'orientation se fait par un ou plusieurs conseils d'orientation au niveau de l'école et par une ou plusieurs commissions des épreuves d'accès au niveau régional. Il en détermine la composition et le fonctionnement.

Dans le souci d'harmoniser les voies de recours des parents d'élèves qui sont en désaccord avec une décision d'orientation, le présent projet de loi introduit des épreuves d'accès aussi bien pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement secondaire technique, alors que la procédure actuellement en vigueur prévoit deux voies de recours distinctes.

Dans un nouvel article *26bis* à ajouter à la loi modifiée précitée du 6 février 2009 sont en outre définies les modalités d'admission à une classe de 7e du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique des élèves qui ont atteint l'âge de douze ans et qui fréquentent une classe soit du troisième cycle, soit de la première année du quatrième cycle de l'enseignement fondamental.

- Par ailleurs, le projet de loi prévoit de compléter l'article 37 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, afin de permettre à l'État la création de classes spécialisées non seulement pour élèves hospitalisés et pour enfants nouvellement installés au pays, comme c'était le cas dans le passé, mais aussi pour des élèves en traitement thérapeutique stationnaire ou semi-stationnaire. Il s'est avéré en effet que le nombre d'élèves bénéficiant d'une telle prise en charge est en hausse constante et qu'un vécu scolaire quotidien, adapté à leurs besoins et dans le cadre de classes dirigées par du personnel breveté, contribue à augmenter considérablement leurs chances de réussite ultérieures dans le cadre scolaire ordinaire.

- Finalement, le présent projet de loi propose une adaptation de la loi du 13 mai 2008 relative à l'École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive en ce qui concerne l'orientation vers l'enseignement postprimaire des élèves qui la fréquentent. En effet, la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit que l'équipe pédagogique peut décider un allongement de cycle pour un élève. Ceci devrait s'appliquer également à l'École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, appelée communément «Eis Schoul». Or, le texte actuellement en vigueur dispose que l'élève doit quitter «Eis Schoul» à douze ans, ce qui impliquerait que l'élève qui atteint cet âge ne peut plus terminer son parcours d'enseignement fondamental dans cette école. Voilà pourquoi cette limite d'âge est supprimée, à l'instar de ce qui est prévu pour les autres écoles fondamentales.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

27.09.2012	Désignation d'un rapporteur
25.10.2012	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.11.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements
22.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.12.2012

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 7

JEUDI,
15 NOVEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *M. Norbert Haupert, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères (M. Claude Adam pose une question)*

2. 6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010

6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

3. Motion de M. Félix Braz relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

- *M. Félix Braz (renvoi de la motion en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zu der Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ausseminister ass gëschter a senger interessanter an opschlossräicher Ried, fir déi ech him hei wéilt félicitéieren an och Merci soen, ausféierlech op déi eenzel Aspekter vun eiser internationaler Aktivitéit agaangen.

Ech wéilt a menger Interventioun och nëmmen op deen een oder anere Punkt agoen. Aganks wéilt ech awer ervirhiewen, datt ech d'Gefill net lassginn, datt um internationale Parkett Lëtzebuerg dëst Joer souzesoe säin zweet Fréijoer erlieft huet. Firwat? Mä nodeems eise Premierminister Jean-Claude Juncker elo scho säit aacht Joer d'Presidentschaft vum Eurogroup mat vill Engagement, awer och mat vill Succès assuréiert huet, ass gläich dräi aner Lëtzebuerger Perséinlechkeeten d'Éier zoukomm, op héich international Poste virgeschloen ze ginn.

A chronologescher Reiefolleg: Den Här Dean Spielmann ass vu senge Kolleegen zum President vun dem Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter zu Stroossbuerg ernannt ginn; eise Finanzminister Luc Frieden ass op de Poste vum President vum Conseil des gouverneurs vun dem Internationale Währungsfong a vun der Weltbank gewielt ginn an de President vun eiser Zentralbank Yves Mersch gouf fir de Poste vun engem Gouverneur am Direktiounscomité vun der Europäescher Zentralbank vun den europäesche Finanzminister virgeschloen.

Wann dem Här Mersch säin Ernennungsprozess och nach net definitiv ofgeschloss ass, esou muss een dach ervirhiewen, datt dës international Fonctiounen eng grouss Unerkennung fir déi véier Leit duerstellen a vu wichteger Bedeitung si fir d'Roll, déi eist Land an deenen internationale Gremien ze spillen huet. Dobäi wéilt ech besonnesch ervirhiewen, datt déi véier Nominatiounen net um Prinzip vun der Alternance berouen, mä eleng dem perséinleche Mérite vun deene véier Perséinlechkeeten zouzeschreiwe sinn.

D'Kiischt um Kuch stellt ouni Zweifel d'Wiel vu Lëtzebuerg als net permanente Member vum UNO-Sécherheetsrot duer. Dës Wiel ass wuel eng Unerkennung fir eist Land fir seng Beméiungen a säin Engagement an den internationale Gremien, deene mer ugehéieren, mä si ass och d'Resultat vun den onermiddleche Beméiungen an de leschte Jore vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, a sengem diplomatesche Staff, fir déi Stëmme fir eis Kandidatur ze assuréieren. Eis Félicitatiounen un Iech, Här Minister, an un Är Mataarbechter fir déi Réussite fir eist Land!

Dës Ernennunge stellen net nëmmen eng grouss Éier fir eist Land duer, mä si verflichten och. Vill Aarbecht a vill Responsabilitéit kommen an deenen nächste Joren op eist Land an op seng Spëtzeleit duer. Kommt, mir notzen dat Vertrauen, wat mir op internationalem Plang ausgesprach kruten, fir d'Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, mam néidegen Élan a Courage unzegoen!

D'Parlament ass bereet, säi Bäitrag dozou ze leeschten. Dofir si mir och frou, datt den Ausseminister seng Bereetschaft gewisen huet, fir d'Parlament iwwert déi wichteg Dossieren, déi Lëtzebuerg a senger Missioun als Member vum UNO-Sécherheetsrot ze traitéiere kritt, um Courant ze halen a mat anzebannen.

Här President, d'Europapolitik stellt e wichtegen Deel vun der Aussepolitik vun den EU-Länner duer. An den Impakt vun der Europapolitik op déi national Politiken hëlt bestänneg zou. Dofir muss een déi national Politik ëmmer manner national an et muss ee se ëmmer méi am Kontext vun der europäescher Politik behandelen, esou wéi dat den Ausseminister gëschter a senger Interventioun gemaach huet. Dat géllt och fir eis parlamentaresch Aarbecht, well duerch de Vertrag vu Lissabon net nëmmen d'Europaparlament, awer och déi national Parlamenter méi enk an den europäeschen Diskussiounsprozess mat agebonne gi sinn.

Datt d'Europaparlament sech iwwert déi lescht Joren zu engem ganz selbstbewossten Acteur an der europäescher Konstruktioun entwéckelt huet, kann een nëmme begréissen. Besonnesch am Moment, wou sech an der Europäescher Unioun nei intergouvernemental Reflexer breet maachen, ass et wichteg, datt d'Europaparlament, deem virun allem déi europäesch Interessen um Häerz leien, ee gewëssent Gewiicht huet, fir sech géint dës national Tendenzen ze wieren an esou dem communautäre Geescht ze déngen am Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Dergéint muss een awer feststellen, datt d'Europaparlament op der Schinn vun dem Lissabonner Traité eng Dynamik développéiert huet, fir ëmmer méi Muecht u sech ze zéien. De Bras de fer mam Conseil, wat d'Nominatioun vum Yves Mersch ubelaangt, ass ee Beispill.

Een anert Beispill ass dat vun dem Asetze vun deem neien interparlamentaresche Sécherheets- a Verdeedegungsausschuss fir d'Unioun. Hei huet d'Europaparlament sech schwéierge-doen, fir deen néidegen Ausgläich tëschent Vertrieder aus dem Europaparlament an den nationale Parlamenter ze fannen. Am léifsten hätte si gesinn, datt d'parlamentaresch Kontroll vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik eng reng europäesch Missioun géif bleiwen. Dobäi sinn et awer déi national Parlamenter, déi de Verdeedegungsbudget vun hire Regierunge stëmmen an iwwert d'Beschécke vun hiren Zaldoten an international Missioune befannen.

Als national Parlamenter si mer deemno gefuerdert, fir eis méi enk an déi europäesch Politik anzebannen, fir deenen neien Attributiounen, déi mer duerch de Lissabonner Vertrag kruten, gerecht ze ginn, an eis net vum Europaparlament zu engem Ëmsetzer vun europäeschen Direktiven degradéieren ze loossen.

Wat déi inhaltlech Aarbecht vun eiser Chamber um Plang vun der EU-Politik betrëfft, wéilt ech besonnesch ervirhiewen, datt ënnert dem Impuls vum President vun der zoustänneger Kommissioun, dem Kolleeg Ben Fayot, déi europäesch Dossieren op eng ganz seriö Manéier vun deene concernéierte Kommissioune begleet ginn. Dëst Joer sinn erëm eng Abberzuel vun europäesche Kommunikatiounen, Wäiss- a Gréngbicher a Projets de règlement an Direktiven an deenen zoustännege Kommissiounen analyséiert ginn.

Här President, d'Europäesch Unioun ass net vun der weltwäiter Wirtschaftskris verschount bliwwen. Vill Beméiunge goufen ënnerholl, fir dat eent oder anert Land virun der Faillite ze retten. A vill Moossname goufen an de Wee geleet, fir den Euro ze stabiliséieren an esou d'Zukunft vun der Europäescher Währungsunioun ze erhalen an ze stäerken.

Säit dem Ausbroch vun der Kris, déi jo hiren Ursprong net an Europa hat, ass ganz vill Misär an der Welt entstanen. An deem Kontext gouf ganz vill Negatives iwwert d'Europäesch Unioun geschriwwen: Si wier handlungsonfäeg; et géif hir un der néideger Solidaritéit feelen; si hätt keng Zukunft a géif souzesoen un hire Gebuertsfeeler zugronn goen.

Et kann ee sécher déi eng oder aner Saach bemängelen, mä et bréngt näischt, fir hannerzeg ze goen. Et géllt Äntwerten op déi aktuell Problemer ze fannen, Léisungen ze sichen a virun allem de Leit eng Perspektiv fir d'Zukunft ze ginn. D'Leit dobausse vergiessen nämlech ganz schnell, wat eis Europa an deene leschte 60 Joer bruecht huet. Och wann een dat ëmmer erëm muss ervirsträichen, esou géllt et dach virun allem der Jugend vun haut d'Sécherheet an d'Perspektiven, déi Europa fir si brénge kann, kloerzemaachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ass d'Europäesch Unioun wierklech handlungsonfäeg? Déi, déi behaapten, d'Europäesch Unioun wier an deene leschte Joren agerascht, si wier net méi capabel, Décisiounen ze huelen, déi leien eendeiteg falsch. Kloer ass, datt d'Europäesch Unioun och hautdesdags nach e ganz zerbriechlecht Gebilde bleift. An dës fragile Natur kënnt natierlech an Zäite vu Kris méi staark zum Virschäin.

Dobäi solle mer net vergiessen, datt sech d'Europäesch Unioun eben nach ëmmer aus verschiddene Länner zesummesetzt an de Sensibilitéite vun deenen Eenzelne Rechnung ze droen ass. Et ass mathin ze verstoen, datt d'Décisiounen op europäeschem Plang net einfach vun haut op muer gebündelt kënne ginn; och wann d'Finanzmäert dat vläicht net verstinn. An trotzdeem ass villes geleescht ginn an deene leschte Méint a Joren.

Den Ausseminister ass gëschter a senger Ried ausféierlech op déi verschidde Mesuren, déi geholl si ginn, fir d'Finanzkris an de Gréff ze kréien, agaangen, soudatt ech mech hei op déi eng oder aner beschränke kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Unioun huet an der Nuecht vum 9. op den 10. Mee 2010, kuerz nodeems d'Ausmoosse vun der griichescher Statsschold bekannt gi sinn, mat der Ëmsetzung vum Internationale Währungsfong den Europäesche Stabilitéitsfong an d'Liewe geruff. Ee Joer méi spéit gouf dunn décidéiert, den Europäesche Stabilitéitsfong duerch e permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus ofzeléisen.

Enn 2010 gouf dat Europäescht Semester agefouert. D'Kris huet nämlech erwisen, wann d'Länner schlecht doheem haushalten oder an haushaltspolitesche Froen déi falsch Akzenter setzen, datt dann am schlëmmste Fall aner Länner musse riichtstoen oder an de Sog vun dem Dérapage matgerappt ginn. Fir esou Situatiounen an der Zukunft ze vermeiden, ass décidéiert ginn, d'Wirtschaftspolitike besser openeen ofzestëmmen, déi budgetär Disziplin ze stäerken, fir datt Europa iwwert dee Wee och um makroekonomesche Plang méi stabel gëtt.

Am Mäerz 2011 ass de Pakt fir den Euro ugeholl ginn. Hei goung et ënner anerem drëm, fir déi national Ekonomien nach méi konvergéieren ze loossen. Am Dezember 2011 ass de sougenannte Sixpack a Kraaft getrueden an um Sommet vum leschte Juni gouf beschloss, eng Bankenunioun an d'Liewen ze ruffen. Villes huet sech also an deene leschte Méint a Joren op europäeschem Niveau gedoen. Et kann een also net behaapten, Europa wier handlungsonfäeg.

Dir Dammen an Dir Hären, oft gouf och monéiert, tëschent den EU-State géif keng Solidaritéit bestoen an all Land géif ausschliesslech no sech kucken. Ech hu virdrun nëmmen e puer Mechanisme genannt, mat deene sech d'Länner géigesäiteg ënnerstëtzt hunn. Iwwert de Wee vum Europäesche Stabilitéitsfong si méi wéi 100 Milliarden Euro an Irland, Portugal a Griichenland gefloss. Hätt d'Europäesch Unioun do net esou resolut agéiert, wier d'Situatioun an deene Länner nach vill méi katastrophal.

Haut kann een nämlech behaapten, datt duerch dës Hëllefstellung Portugal an Irland, déi natierlech och op villes verzicht hunn, awer nees vill besser dostinn. Esou kënnen déi Länner sech geschwënn erëm nees selwer refinanzéieren. An et gouf och verhënnert, datt aner ugeschloe Länner an déi negativ Spiral vun de Finanzmäert matgerappt géife ginn.

Duerch den Europäesche Stabilitéitsmechanismus wäert an Zukunft gesuergt ginn, datt déi néideg Stabilitéit am Euroraum an doriwwer eraus an der EU erhale bleift. D'Solidaritéit, wa se sech och heiansdo schwéiergedoen huet, huet awer d'EU an deene leschte Jore viru gréissere Kollateralschied verschount.

Et bleift ze erwaarden, datt bei der Opstellung vun de Perspectives financières fir déi nächst Joren déi Solidaritéit och matspillt, fir datt der Europäescher Unioun déi néideg budgetär Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, fir hir Ziler an der Agenda 2020 ze realiséieren. Lescht Aussoe vun aflossräiche Regierungschefen zu deene Perspektiven zeien awer net vun enger allze grousser Solidaritéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi heefeg festgestallten Europamiddegkeet dierft awer net iwwert déi fundamental Errungenschafte vun deene leschte 60 Joer ewechtäuschen; wéi zum Beispill den Euro, d'Schengener Ofkommes an den Erasmusprogramm, iwwert deen de Moment vill geschwat gëtt, well am europäesche Budget net genuch Kreditter virgesi sinn, fir säi Weiderbestoen ze assuréieren.

Ech wëll hei nëmmen op een Atout agoen, deen eis besonnesch interesséiert, an zwar de Schengener Accord. Hei am Parlament hu mer eis viru Kuerzem nach mat dësem Vertrag beschäftegt. An ech mengen, datt mir eis parteiiwwergräifend fir d'Bäibehale vun deem Acquis vum Schengener Accord ausgeschwat hunn, ganz einfach, well den Accord d'Méiglechkeet bitt, fir sech fräi am Schengener Raum ze bewegen an et esou gläichbedeitend ass mat méi Fräiheet.

Doduerch hu sech awer d'Aussegrenze vun Europa verlagert an op manner Länner konzentréiert, déi mat der Kontroll vun de Grenzen an der illegaler Immigratioun grouss Problemer hunn. Während dem „Arabesche Fréijoer" mat der Schwämm vun tuneseschen a libysche Flüchtlingen op Lampedusa sinn déi Problemer ganz kloer zum Virschäi komm. Italien krut de Stroum vu Flüchtlingen net an de Gréff an huet hinnen einfach eng temporär Openthaltsgenehmegung ausgestallt, woumat se sech am ganze Schengener Raum fräi bewege konnten.

Doropshin huet Frankräich seng Grenz mat Italien zougemaach. D'Schengener Ofkommes koum staark ënner Beschoss a gouf souguer a Fro gestallt.

Wann déi Bewegungsfräiheet bestoe bleiwe soll an och op all Länner aus der Europäescher Unioun ausgedehnt soll ginn, da muss d'Solidaritéit mat deene Länner, wat d'Iwwerwaachung vun den europäeschen Aussegrenzen an d'Ophuele vun de Flüchtlingen ubelaangt, spille kënnen. An deem Kontext wollt ech vum

Ausseminister wëssen, awéifern dësen Dossier um europäesche Plang weider evoluéiert huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Europa verbënnt eis Fräiheet. Fir aner Länner a Volleker bedeit Europa awer besonnesch Hoffnung. Viru fënnef Joer hu mer d'Baltesch Staten an d'Europäesch Unioun opgeholl. Si hunn Europa als eng grouss Chance ugesinn. Dës Chance hu si och genotzt. An haut ziele si zu de Länner mat den héchste Wuesstumstauxen an der Europäescher Unioun.

Huele mer d'Beispill vu Kroatien. No der Onofhängegkeetserklärung vu Kroatien louchen d'Unhänger vun der kroatescher Republik bis Enn 1995 mat der jugoslawescher Volleksarméi an de serbesche Kroaten am Krich. De Bilan vun dëser gewaltsamer Ausenanersetzung waren 20.000 Doudeger. Mat der Perspektiv vum Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun hunn d'Verhältnisser a Kroatien sech permanent verbessert. A fir Kroatien bedeit den definitive Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun Mëtt d'nächst Joer och en enorm wichtege Schratt no vir.

All dës Erfollegbeispiller mussen een eigentlech zur Konklusioun bréngen, datt Europa dach eng wonnerbar Saach ass. D'Europäesch Unioun huet duerch seng Entwécklungs- a Kohäsiounspolitik fir jorelaang Stabilitéit a Fridden an deenen hiren ugeglidderte Länner gesuergt.

Duerfir kënne mer och als Europäer houfreg sinn, datt d'Europäesch Unioun dëst Joer mam Friddensnobelpräis ausgezeechent gouf, eng verdéngten Unerkennung fir déi jorelaang Friddensbeméiunge vun der Europäescher Unioun! De Friddensnobelpräis ass sécherlech kee Fräischäin, mä en Opruff un d'Politik, fir weider fir de Fridden anzetrieden an de Friddensmessage och iwwert déi europäesch Grenzen an d'Welt ze droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Noen Oste gesäit et no enger Trêve vu knapp fënnef Joer nees guer net gutt aus. Den interne Konflikt a Syrien huet op d'Nopeschlänner iwwergeschloen. No engem Bommenugréff op türkeschen Territoire huet d'Parlament zu Istanbul décidéiert, der Regierung d'Dieren opzemaachen, fir a Syrien ze intervenéieren.

(Interruption)

Pardon! D'Parlament vun Ankara.

Géif et zu engem Krich tëschent Syrien an der Türkei kommen, da wier d'NATO gefuerdert. Israel huet säit dem leschte Sonndeg op déi syresch Granatenaschléi op de Golanhéichte reagéiert. Et ass ze befierchten, datt d'Agräife vun Israel am Syrien-Konflikt sech op déi gesamt Regioun auswierke kéint. An net méi spéit wéi gëschter ass d'Ausenanersetzung tëschent Israel a Palästina erëm eskaléiert, wat eng weider Suerg fir de Fridden am Noen Osten duerstellt.

Och den amerikanesche President huet gewarnt, datt, wann den Assad-Regime chemesch Waffen asetze géif, d'USA net mat den Hänn am Schouss géifen nokucken. All dës Warnunge muss den al-Assad seriö huelen, wann hien e Krich verhënnere wëllt.

De Biergerkrich a Syrien huet bis elo méi wéi 50.000 Mënschen d'Liewe kascht. 1,2 Millioune Leit si vun doheem geflücht. Dovun hunn der méi wéi 400.000 hiert Land verlooss. 2,5 Millioune Mënsche liewen a prekäre Konditiounen. Do stellt sech d'Fro: Firwat ass bis elo net militäresch intervenéiert ginn, fir deem Gemetzel vun der ziviler Bevölkerung een Enn ze setzen?

An deem Kontext däerf een awer net vergiessen, datt de Krich a Syrien eng Ausenanersetzung tëschent der Arméi an den Opstännege géint den Assad-Regime ass. Hei muss, no internationale Bestëmmungen, d'Souveränitéit vun all Land respektéiert ginn.

Eng militäresch Interventioun wär mathin net déi richteg Léisung an ass och net méiglech. Éischtens existéiert keen UNO-Mandat, fir militäresch virzegoen. An dernieft géif d'Eliminatioun vum Bashar al-Assad iwwert dee Wee och net onbedéngt zu engem nohaltege Fridde féieren. Et gouf bis dee leschte Sonndeg keng geschlossen Oppositioun, fir d'Geschécker vum Land ze iwwerhuelen. An et ass ze befierchten, datt e radikalen Islamismus sech géif a Syrien installéieren, dee sech op d'gesamt Géigend vum Kaukasus kéint ausbreeden.

Wat kann a soll Europa dann ënnerhuelen? Mir mussen op där enger Säit d'Ausenanersetzung, déi all Dag op en Neits Doudeger an der Zivilbevölkerung fuerdert, staark condamnéieren. Déi grujeleg Doten un der Zivilpopulatioun räissen d'Wonnen ëmmer méi grouss op a verréngeren och esou d'Chancë fir en nohaltege Friddensprozess. Europa muss op internationalem Plang derfir suergen, datt keng Waffeliwwerunge méi an dat Land zustane kommen, weder fir d'syresch Arméi nach fir déi Opstänneg.

Op europäeschem Plang gouf dës Décisioun scho méi laang geholl. Elo muss d'Europäesch Unioun sech derfir asetzen, datt och all déi aner Länner sech dorunner halen. Dat wäert méi schwéier ginn, elo wou Frankräich der syrescher Oppositioun Waffeliwwerungen an Aussiicht gestallt huet.

Eise Grand-Duc huet a senger Ried virun der UNO d'Beméiunge vu Lëtzebuerg fir d'Ofrüstung an d'Netproliferatioun vun de Massevernichtungswaffen am Kontext vun der Preventioun vun de Konflikter ënnerstrach a gesot, datt Lëtzebuerg sech weider fir een Traité iwwert de Waffenhandel géif asetzen, deen et géif erméiglechen, fir déi onkontrolléiert Zirkulatioun vu Waffen an de Grëff ze kréien.

Här President, d'Europäesch Unioun muss sech och weiderhin derfir asetzen, fir datt et a Syrien zu enger Wafferou kënnt. Mä ier mer esou wäit sinn, musse mer drénglechst deene Leit hëllefen, déi vun doheem geflücht sinn. Mir mussen hinne weiderhin déi néideg Ënnerstëtzung, besonnesch op gesondheetlechem Niveau, zousécheren.

Bis haut huet d'Europäesch Unioun iwwer 120 Milliounen Euro un humanitär Hëllef a Syrien geschéckt. Mir begréissen och, datt d'Lëtzebuerger Regierung, op Propositioun vun der Ministesch Marie-Josée Jacobs, bis elo eng humanitär Hëllef vu bal 1,2 Milliounen Euro fléisse gelooss huet an dernieft medezinescht Material a Jordanien geliwwert huet, fir do an de syresche Flüchtlingslager agesat kënnen ze ginn.

Et muss deemno virun allem deene Länner, déi laanscht d'syresch Grenze Flüchtlingen ophuelen, ënnert d'Äerm gegraff ginn, fir datt si hir Hëllef weider assuréiere kënnen, an dat net nëmmen aus humanitäre Grënn, mä och aus Sécherheetsgrënn fir déi ganz Regioun.

Schlussendlech läit awer d'Léisung vum Konflikt an den Hänn vum syresche Vollek selwer. Déi international Communautéit ass virun allem gefuerdert, fir e gënschtege Kontext ze schafen, deen eng nohalteg Léisung vum Konflikt erméiglecht. Dofir muss gesuergt ginn, fir Russland a China mat an d'Boot ze kréien. An hei kéint d'Europäesch Unioun eng wichteg Roll spillen.

Well d'Betreiung vun de Flüchtlingen, besonnesch mam Wanter, zu enger humanitärer Katastroph kéint ausaarten, wollt ech vum Ausseminister wëssen, wéi d'Europäesch Unioun gedenkt dem Flüchtlingsproblem vun der syrescher Bevölkerung entgéintzewierken.

Här President, wat den Iran ubelaangt, esou muss ee soen, datt d'Europäesch Unioun am Kontext vum Atomwaffeprogramm eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet. Um aussepolitesche Conseil vum 15. Oktober 2012 goufe weider Wirtschaftssanktioune géint den Iran beschloss, fir d'Land dozou ze bewegen, mat der internationaler Gemeinschaft ze kooperéieren.

Den Iran muss bereet sinn, fir un de Verhandlungsdësch zréckzekommen an och substanziell Zougeständnisser maachen. D'Sanktioune schéngen an deem Sënn ze wierken, andeems se op d'mannst den nukleare Programm am Iran gebremst hunn. Bei all deene Mesuren ass et awer wichteg, déi richteg Balance ze fannen, fir datt déi iranesch Populatioun net wéinst de Vergoe vun der politescher Spëtzt ze vill ze leide kritt.

An der syrescher an an der iranescher Kris huet d'Europäesch Unioun bewisen, datt se aussepolitesch mat engem Mond schwätze kann an huet sech deemno zu engem wichtege Verhandlungspartner an deene Krichsgebidder ervirgedoen. Wat den Dossier Iran ugeet, esou schéngt et, dem Ausseminister sengem Gefill no, wéi wann deen eis während eiser Amtszäit am UNO-Sécherheetsrot méi intensiv wäert beschäftegen, well mer wahrscheinlech d'Presidentschaft vun der Kommissioun, déi sech mat dem Krisestat Iran beschäftegt, ze assuréiere kréichen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee Konflikt, deen eis Lëtzebuerger besonnesch um Häerz läit, ass deen, dee sech an der Sahel-Regioun ofspillt, wouvun eent vun den Zillänner vun eiser Entwécklungshëllef, de Mali, staark betraff ass. Islamistesch Gruppéierungen hunn nämlech den Norde vum Mali besat a bedréien d'Sécherheet an der ganzer Sahel-Zon.

Hei ass eng determinéiert Virgoensweis ubruecht. Virun allem muss d'Populatioun an deem Gebitt geschützt ginn. D'Zivilisten a besonnesch d'Fraen an d'Kanner sinn nämlech déi Leidtragend an esou engem Konflikt, an dëst nach vill méi an enger Regioun, wou se schonns ouni Konflikt all Dag ëm d'Iwwerliewe kämpfe mussen. Et muss och derfir gesuergt ginn, datt d'Konditioune fir eng geuerdnet Entwécklungshëllef erëm geschafe ginn. Dernieft muss deene Länner gehollef ginn, fir datt se hir sécuritaire Situatioun selwer an de Grëff kréien.

D'Afrikanesch Unioun huet sech dem Problem ugeholl an en UNO-Mandat fir eng militäresch Interventioun zougestane kritt. Den UNO-Generalsekretär huet den Optrag kritt, fir mat der Regierung zu Bamako, der Westafrikanescher Wirtschaftsgemeinschaft an der Afrikanescher Unioun e Plang auszeschaffen, fir déi besate Gebidder zréckzeerueweren. Och schéngt et, wéi wann d'Rebellen am Norde sech zu Négociatioune bereet gesot hätten.

De leschte Sonndeg huet déi Westafrikanesch Unioun beschloss, 3.300 Zaldote fir eng militäresch Interventioun bereetzestellen. Et gouf awer och rappeléiert an ënnerstrach, datt den Dialog mat de Rebellen, fir eng Befreiung vum Norde vum Mali, misst weidergefouert ginn. Hei wéilt ech vum Ausseminister wëssen, wéi d'Positioun vun der Europäescher Unioun an dësem leedege Konflikt ass an ob Mesuren envisagéiert sinn, wéi d'Europäesch Unioun zur Léisung vum Konflikt bäidroe kéint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Réélectioun vum Barack Obama zum amerikanesche President missten d'Relatiounen tëschent den USA an der Europäescher Unioun eng aner Nues kréien. Eise Premier huet an engem Interview behaapt, datt déi amerikanesch Presidenten ëmmer während hirem zweete Mandat méi eng enk Aussepolitik géint-iwwer Europa gefouert hunn.

Dat wier ze begréissen, well Amerika a leschter Zäit de Relatiounen am Pazifikraum de Virrang ginn huet a besonnesch méi aktiv an Asien ginn ass, enger Regioun, an där d'Europäesch Unioun souzesoe bis elo politesch éischter ofwiesend war. Dobäi ass awer d'Europäesch Unioun de wichtegste Wirtschaftspartner vu China, an dat virun Amerika! Mir hunn also en Intérêt, wat d'Stabilitéit vun de Länner an Ostasien betrëfft.

Trotzdeem weist d'Europäesch Unioun wéineg Präsenz a versicht och net, hir Kontributioun zur Léisung vun de Konflikter, déi sech do ervirdinn, ze leeschten. D'Europäesch Unioun ass net um héchsten Niveau an de regionale Konferenzen an deem Raum vertrueden an iwwerléisst den USA den Terrain, wéi dat viru Kuerzem während dem Pacific Islands Forum de Fall war.

Et wier ze begréissen, datt d'Europäesch Unioun mat dem neien aussepoliteschen Déngscht, dee jo an Asien eng Rei vun Ambassaden zielt, an Zukunft dëse wirtschaftlech interessanten Terrain occupéiere géif. Den Ausseminister ass jo och gëschter op d'Wichtegkeet vun den transatlantesche Relatiounen an de Beméiunge vun Europa, fir an Asien méi aktiv ze ginn, agaangen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, datt d'Joer 2012 um aussepolitesche Plang fir Lëtzebuerg schonns en erfollegräicht Joer war, a fir Europa, allgemeng gesinn, e Joer, dat vun interne finanzielle Schwieregkeete markéiert war. Villes gouf ënnerholl, fir déi souverän Krisen ze meeschteren. A villes bleift nach ze ënnerhuelen, fir d'Stabilitéit vun der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun laangfristeg ze assuréieren.

D'Europäesch Unioun konnt sech awer am Kontext vum weltwäite politesche Geschéie Gehéier verschafen a steet net, wéi bis elo, abseits vun deene grousse politesche Bléck, och wann déi grouss Länner vun der Europäescher Unioun ëmmer nach versichen, hir Plaz op deem Plang ze verteidegen.

D'Europäesch Unioun ass sech bis elo nach net ganz schlësseg, ob se aussepolitesch éischter fir eng gemeinsam Approche mat engem kollektive Wëllen, fir méi eng wichteg Roll an der Welt ze spillen, antrëtt, oder fir eng méi diversifiéiert Approche, déi d'Kompetenze vun deenen eenzelne Memberstaten an der Aussepolitik respektéiert. Hei ass an Zukunft nach méi Solidaritéit a manner Egoismus gefuerdert, fir den Débat iwwert d'Verdéiwung vun der europäescher Integratioun am Beräich vun enger gemeinsamer Aussepolitik virunzebréngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Här Minister, erlaabt mer fir d'Éischt nach eng Kéier op d'Wichtegkeet vun dëser Debatt, dëser aussepolitescher Debatt hinzeweisen. Firwat?

Mä ganz einfach, well fir e klengt Land wéi onst d'Aussepolitik an enger globaliséierter Welt vun enormer Wichtegkeet ass! Ons Fräiheet, onse wirtschaftleche Wuelstand, jo, ons Onofhängegkeet hänke ganz enk vun eisem Engagement an den internationalen Institutiounen of, sief dat d'UNO, sief dat d'Europäesch Unioun, sief dat d'NATO, fir elo emol nëmmen déi wichtegst ze nennen, an dofir hu mir ganz besonnesch e ganz groussen Intérêt, datt dës Institutioune weiderhi bestinn an och weiderhi gutt fonctionnéieren.

Mä mir sinn an deenen Institutiounen awer net nëmme Spectateuren, mir sinn och Acteuren, dat heescht, mir mussen eis Verantwortung iwwerhuelen, wann et gëllt ze diskutéieren, ze décidéieren, ze agéieren. Nëmmen esou kënne mir als vollwäertege Partner op der internationaler Bühn gesi ginn.

A grad dofir hunn ech eben och am Mäerz 2001, als Ausseminister deemools, ons Kandidatur gestallt fir en net permanente Sëtz am UNO-Weltsécherheetsrot fir d'Period 2013 an 2014. An dofir sinn ech och haut esou wierklech frou, datt dat, wat mer 2001 lancéiert hunn, konnt am Oktober vun dësem Joer op esou eng... datt dat esou gutt gelongen ass a wierklech mat esou engem formidabele Resultat.

Ech wéilt Iech dofir, Här Ausseminister, wierklech Merci soen, datt Dir Iech esou engagéiert hutt a mat esou vill Iwwerzeegung déi do Missioun iwwer e puer Joer gedroen hutt. An ech wëll awer an dee Merci och ganz besonnesch ons Diplomaten, Är Diplomaten, ons Diplomaten aschléissen - well ech weess, well ech et kennen, ech kennen hiren Engagement, hir Kompetenz - an hinnen e grousse Merci an natierlech awer och all déi beschte Wënsch soe fir dat, wat elo op ons duerkënnt.

Well dat ass, mir kënnen elo ënner Bewäis stellen, datt mir eng ganz engagéiert Aussepolitik op politeschem, op wirtschaftlechem, op sozialem an och op ekologeschem Plang, wéi de Minister et gëschter gesot huet, hunn. Dat ass eng Éier, mä dat verflicht och! Mä, wéi gesot, kennend hiren Asaz, hiren Engagement an hir Kompetenz, ass et mer net baang, datt mer déi doten Erausfuerderung an deen doten Défi wäerte ganz besonnesch gutt meeschteren.

Eis Aussepolitik gëtt gewëss definéiert iwwert déi vun der Europäescher Unioun. Mä grad elo, mat där Missioun, déi mer elo ugeholl hunn am UNO-Sécherheetsrot, ass et un ons, eis Diplomatie ze bedreiwen, déi dem Intérêt vun alle Länner op dëser Welt déngt. A vläicht verlaangt dat, eemol déi eng oder déi aner Positioun anzehuelen, déi am iwwergeuerdneten Intérêt vun der internationaler Communautéit ass a vläicht net ganz an der Linn vun der Europäescher Unioun. Dat gehéiert eben och zu onsen neie Flichten. Mä, wa se am Intérêt vu jiddwerengem ass, dann déngt se och dem Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Mir wëssen et, gewëss, mir wäerten net an deene kommenden zwee Joer d'Aktualitéit vun der Weltpolitik bestëmmen, mä mir kënnen a mir mussen hëllefen déi beschtméiglech Léisungen, déi machbar sinn, mat ze droen. An déi Wäerter, op déi mer ons wäerte kënne stäipen, déi kenne mer an do si mer och all eens domat: Dat ass de Respekt vun de Mënscherechter, dat ass d'Rechtsstaatlechkeet, dat ass och d'Sécherheet vun eise Leit, vun eise Länner, dat ass awer och d'Bekämpfung vun der Aarmut.

An dat do alles, dat kann een an déi dräi „D'effektiv definéieren, esou wéi Dir et gëschter gesot hutt, Här Ausseminister: Diplomatie, Développement an Défense. Ech wäert nach drop zréckkommen. Dat zu de Wäerter.

Erlaabt mer, andeem ech mech un d'Diskussioun vun de Moien erënneren, ech wier frou, wann déi Wäerter net nëmme géife vun eisen Diplomate vertruede ginn, mä datt och eis ganz Regierung sech déi géif zu Häerz huelen, wa se eben och an deenen engen oder deenen anere Situatiounen Décisioune muss huelen, Richtunge muss aschloen, sief dat op politeschem oder eben op wirtschaftlechem Plang. Ech géif mengen, dat géif eisem Land gutt zu Gesiicht stoen.

Dat eent sinn d'Wäerter, dat anert ass d'Form, wéi mer dat do virdroen. An och do werfen ech... maachen ech keng Dieren op. Ech mengen, mir sinn och do eis däers alles bewosst. Eise beschte Rôle hate mir nach ëmmer, wa mer konnten e gudde Vermëttler tëschent deene groussen Décideure sinn. An dat heescht och, datt et net ëmmer déi haart Téin sinn, déi déi bescht sinn, mä déi haart an déi gutt an déi staark Argumenter.

Och do wënschen ech eise Leit, eisem Team - well et muss en Team sinn, deen do schafft, an ech weess, datt déi gutt organiséiert sinn, Dir hutt eis et jo och erklärt, Här Minister -, datt déi an deem Sënn déi Aufgabe wäerten ugoen.

Mä komme mer zu deenen Aufgaben, déi mer wäerten an deenen nächste Méint, an deenen nächsten zwee Joer musse bewältegen. Mir hunn d'lescht Joer hei an eisen Debatten d'„Arabescht Fréijoer" begréisst a mir waren

iwwert deen Drang zu méi Fräiheet vun deene Länner an deene Leit an deene Länner wierklech ware mer, hu mer positiv bewäert. Jo, mir hunn dat begréisst. An et huet ee jo gutt gespiert, datt dës Länner op dem Wee fir méi Demokratie waren, a mir hunn en dat och gewënscht.

Ech wéilt dann och elo haut d'Situatioun, wéi se sech haut ebe presentéiert a Libyen, Ägypten, Tunesien a besonnesch eben a Syrien uschwätzen. Mir sollen nämlech, mat där ganzer Opmierksamkeet, déi d'Scholdekris an hir Komplexitéit, déi se vun ons verlaangt - an ech wäert herno nach dorop zréckkommen -, awer ni de Bléck vergiessen ze hiewen op déi dramatesch Situatiounen, an deene sech aner Völker, aner Länner befannen, an an dësem Moment besonnesch eben och elo d'syrescht Vollek.

Säit dem Ufank vun dësem Konflikt, an et ass ee vun deene schlëmmsten, e Biergerkrich - e Krich ass schlëmm, e Biergerkrich ass ganz sécher deen allerschlëmmste Krich -, säit also dem Ufank vun dësem Biergerkrich a Syrien sinn 35.000 Mënschen ëmkomm! D'lescht Joer, wéi mir hei an dësem Haus doriwwer geschwat hunn, waren et der 3.500. Deemools waren et der scho vill ze vill. Haut sinn et der zéngmol méi, an d'international Communautéit kann am Fong just hei hir Muechtlosegkeet feststellen.

Dat ass natierlech fir eis all, an ech weess, datt mer esou empfannen, bedréckend, jo révoltant. An an e puer Méint wäert d'Zuel vun de Réfugiéë vun haut 350.000 op 700.000 eropgoen. D'Zuel vun deenen, déi déplacéiert gi sinn, wäert vun enger Millioun op 2,5 Milliounen eropgoen, an de Wanter steet och bei hinne virun der Dier, mat all deenen erschwéierenden humanitäre Konsequenzen, déi dat mat sech brénge wäert.

Här Asselborn, Dir hutt am September an engem Interview gesot, datt et den UNO-Weltsécherheetsrot war, deen hei versot huet. Erlaabt mer, Iech hei ze korrigéieren. Et ass net den UNO-Weltsécherheetsrot, deen hei versot huet, et ass hei d'Haltung vu verschiddene Länner, déi et onméiglech maachen, eben zu enger Décisioun ze kommen! An d'Blocagen, mir kenne se, Dir kennt se, China, Russland, déi näischt vun engem Départ vum Bashar al-Assad wëlle wëssen als Préalabel zu engem Dialog vun enger Transitioun, an op där anerer Säit d'USA, Frankräich, Däitschland a Groussbritannien, déi der Meenung sinn, datt et ouni esou een Départ och net geet.

Wa mer also wëllen, datt dee Weltsécherheetsrot, an deem mer an deenen nächsten zwee Joer mat derbäisëtzen, méi effikass ka ginn, ech mengen, da musse mer eis, an dat misst och eng Prioritéit sinn, wierklech asetze fir eng Reform vun der Manéier, wéi hei geschafft gëtt, an datt och déi zwee europäesch Länner, déi permanente Member sinn, Frankräich an England, datt si selwer op de Veto verzichten an datt dat iwwerhaapt eng vun de Konditiounen ass, fir hei méi effikass kënne virzegoen.

Mä loosse mer eis och näischt virmaachen! De Fait, datt de Weltsécherheetsrot, an ech soen dat elo net nëmmen, well mir elo do drakommen, mä loosse mer et net ze vill schlechtrieden! Well et wier nach vill méi schlecht, wann et net esou eng Plaz géif ginn. Et wier nach vill méi schlëmm ëm d'international Communautéit bestallt, wann et net iwwerhaapt eng Plaz awer géif ginn, wou déi Länner ronderëm en Dësch sëtzen. Wa se sech eens sinn, ass et natierlech vill besser. Mä wa se iwwerhaapt net géifen zesummesëtzen, da wier et nach vill méi schlecht bestallt ëm d'international Communautéit.

D'Fro ass awer elo, wéi mer déi Blocagen iwwerwanne kënnen an ob mer se kënnen iwwerwannen. Jo, et ass richteg, datt d'Oppositioun a Syrien zerstridden ass, obscho mer dann ebe jo elo vun Doha iergendwéi e gewëssene Liichtbléck gesi kommen. De Conseil national syrien ass jo elo zu enger erweiderter Plattform integréiert ginn. Dës Initiativ ass allgemeng begréisst ginn, och vun Amerika a vu Frankräich.

Et bleift dann elo ze hoffen, datt dee Gremium déi néideg international Legitimitéit kritt a sech och esou organiséiert kritt, fir dem Regime vum Assad den Tapis ënnert dem Buedem ewechzezéien. Ech gebrauche léiwer deen Term wéi e klengzekréien oder d'Stir ze bidden, well dat jo ëmmer nees dat Militärescht an dat Gewalttätegt beinhalt.

Mä komme mer einfach konkret nees zu deem, wat ech am Ufank gesot hunn, d'Leide vun deene Leit. Ech weess, Dir hutt, Här Minister, drop higewisen, datt villes gemaach gi wier oder datt verschidde Saache gemaach gi sinn: Sanktiounen, Verbuet vu Waffelivraisounen a Finanztransaktiounen. An Dir hutt och gesot, datt alles muss gemaach ginn, fir dem syresche Vollek humanitär a medezinesch Hëllef ze ginn.

Jo, gewëss! Mä d'Fro ass awer dann nach ëmmer, wéi déi Hëllef kann zustane kommen, wann et néierens eng Zon gëtt, wou d'Leit och a Sécherheet sinn. An dofir stellt sech fir mech op alle Fall ganz konkret d'Fro, ob een net eng „no-fly zone" garantéiere misst. Mä Dir kënnt ons doriwwer vläicht herno méi Opschloss ginn.

Här President, nieft Syrien hunn d'Populatiounen nach vun enger ganz aner Rei anere Länner an där Regioun de Wee an d'Fräiheet an an d'Demokratie gesicht oder ugaangen.

De Regime vun Tripolis huet missen an engem bluddege Konflikt endegen an haut si mer och nach ëmmer e gutt Stéck ewech vun enger stabiler Situatioun.

Ägypten geet och de Wee vun der Demokratie. Datt deen Exercice och do net esou evident ass, weist notamment de Klima, an deem d'Constitutioun elo redigéiert gëtt. Déi laizistesch Stréimungen an déi reliéis Stréimungen affrontéiere sech do an et ass dat sécherlech eng kruzial Etapp am demokratesche Prozess, deen Ägypten duerchleeft.

De President Mursi huet et verstanen, fir dat elo emol esou auszedrécken, sech ze etabléieren. An en huet och mat de Frères musulmans kloer Zeeche gesat, fir sech vun deene fréieren Allianzen, notamment mat Saudi-Arabien an Amerika, fräi ze maachen. Si sinn no un der Türkei drun, an et muss een elo kucken, wéi e Rôle Ägypten an Zukunft an där Regioun spille kann an och spille wäert.

Ägypten hat jo während enger ganzer Zäit ëmmer de Rôle vum Vermëttler, besonnesch ënnert dem Sadat. Mä et ass ze kucken, ob den aktuelle President dann och wëllt déi Traditioun weiderféieren a wat do seng Approche wier, wann e Succès kéint hunn a besonnesch an der Léisung mat dem iranesche Problem. Da kéinte mer jo eis alleguer nëmmen doriwwer freeën. Mä dat wäert d'Zäit eis soen.

En anert Land, dat d'„Arabescht Fréijoer" erlieft huet, ass natierlech Tunesien. An och do gesi mer e bëssen déi nämlecht Schwieregkeeten, besonnesch wat d'Ausaarbechtung vun der neier Constitutioun betrëfft. Et ass op jidde Fall kloer, datt alles muss drugesat ginn, fir déi moderéiert Kräften an dësem wéi an deenen anere Länner weider op dem Wee vun der Demokratie wëllen ze ënnerstëtzen an et dofir eminent wichteg ass, och den Dialog iwwert de Wee vun deene Plans d'action voisinage, déi jo um europäesche Plang beschwat ginn, weiderzeféieren.

Här President, eng Fotografie vun der geopolitescher Situatioun an där Regioun ass natierlech net komplett ouni den Iran. Den iraneschen Nuklearprogramm, wann en dann eng militäresch Ausriichtung krit, ass a bleift am Zentrum vun de Préoccupatioune vun der internationaler Communautéit. Wann den Iran sech mat Atomwaffe géif dotéieren, da riskéiert dat natierlech zu enger Oprüstung vun anere Staten an där Regioun ze féieren. An et brauch een net ëm dräi Ecken ze schwätzen, fir sech kënnen auszemolen, wat dat fir Konsequenze kéint hunn.

Dofir, déi eenzeg gangbar Method ass dann och déi fir mat den iraneschen Autoritéiten um Verhandlungsdësch ze bleiwen am Kader vun der EU 3+3 - Däitschland, Frankräich, Groussbritannien a China, Amerika a Russland - an en diplomateschen Auswee ze sichen. An ech si frou, gëschter Owend héieren ze hunn, datt den nei gewielte President Obama genau dat och ënnersträicht. An ech mengen, dat ass och gutt esou.

Ee Wuert nach zu Israel a Palästina. Mir hunn eis schonns fir déi legitim Demande vun der Palästinensescher Autoritéit, fir an d'UNO opgeholl ze ginn, ausgeschwat. An et ass schued, wann déi israelesch Regierung elo weider déi Démarche torpedéiere wëllt. Eppes ass nämlech kloer: Et kann nëmmen eng Zwou-State-Léisung ginn.

Israel muss erkennen, datt déi zwee Völker nëmmen a Fridden niewentenee kënne liewen, wa se dat am Respekt vun een deem anere maachen. A si kënnen dat awer nëmme maachen, wa se sech als gläichwäertege Partner akzeptéieren a sech natierlech och deementspriechend verhalen. An dat gëllt fir déi eng a fir déi aner.

Ech muss ganz éierlech soen, datt dat, wat mer an deene leschten Deeg, an deene leschte Stonne gesinn hunn, wierklech extrem besorgniserregend ass. Ech mengen, Dir, mir mussen déi do Situatioun ganz, ganz enk am A halen, well mir wësse jo, wéi schnell déi do Situatioun kann escaladéieren (veuillez lire: eskaléieren). Dat hu mer scho méi wéi eng Kéier gesinn. A wéi gesot, wann elo am Golan nees geschoss gëtt, an dat, wat gëschter am Gazasträife geschitt ass, léisst wierklech Schlëmmstes erahnen.

Erlaabt mer och nach just ee ganz kuerze Moment, ier ech op dat Europäescht kommen, ee Wuert iwwer Afrika an zu senger Entwécklung. Zu Afrika a sengen Entwécklungen a sengen Erausfuerderungen, déi esou vielschichteg si wéi déi Sujeten, déi ech elo just ugeschwat hunn, wéilt ech just eppes zu der Situatioun am Mali soen.

Mir begréissen et, datt d'international Communautéit ee Wee fonnt huet, am Kader vun dem Weltsécherheetsrot ass déi Léisung fonnt ginn, an der CEDEAO, der Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, der Union Africaine, zesumme mat Frankräich, der Belsch a Groussbritannien eng koordinéiert Äntwert op d'Situatioun am Mali ze ginn. An en tout état de cause soll a muss d'Europäesch Unioun am Kader vun hirer Gesamtapproche vun der Krisegestioun, déi se am Sahel huet, och am Mali hir Responsabilitéiten huelen.

Här President, ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, mir sollten de Bléck hiewen op d'Situatioun an der Welt, an hiewen dee Bléck, dee mer esou ugestrengt op d'Scholdekris an der Europäescher Unioun werfen. Datt si eis voll Opmierksamkeet kascht, ass normal. An deene 55 Joer, säit dem Vertrag vu Roum, war Europa nach ni an enger esou déiwer Kris. Et geet net nëmmen ëm d'Zukunft vum Euro, der Europäescher Unioun, deenen eenzelne Memberlänner, et geet och ëm all déi perséinlech Schicksaler, déi ënnert deenen Auswierkunge vun där Kris leide mussen.

D'wirtschaftlech Perspektive fir dëst an dat nächst Joer sinn net roseg, besonnesch an deene Länner, déi déi gréisste Schwieregkeeten hunn. Nëmme fir e puer ze nennen: Italien, dat seng Schold net an de Grëff kritt an 2012 mat engem negative Wuesstum vu -2,3% ofschléisst an 2013 mat 0,5 an der Rezessioun ass. Spuenien ass och an der Rezessioun fir déi zwee Exercicë mat jeeweils -1,4%. A fir Spuenien gëtt fir 2014 mat engem Defizit vu 6,4% gerechent, also wäit ewech vun där Grenz vun den 3%.

Spuenien muss also nach budgetär Effortë maachen. A wann ee weess, wéi Spuenien elo schonn ënnert de Spuermesurë leit, dann ass dat alles net erbaulech. Mir hunn dat jo och gëschter nees gesinn, wéi d'Leit dorop reagéieren.

Spuenien wäert dann och wuel mussen op Hëllefe vum ESM an och op den Opkaf vu Scholden duerch d'EZB zréckgräifen. Eenzege Liichtbléck fir déi zwee Länner ass, datt d'Ekonomie 2014 liicht unzitt mat 0,8%; esou gesinn op alle Fall d'Prognosen et emol vir. A fir Griichenland gesäit et fir 2012, '13, '14 jeeweils mat -6%, -4,2% an 0% och net erbaulech aus.

Et ass sécherlech ongewinnt, an enger Debatt iwwer Europa an Aussepolitik esou vill ekonomescht Zuelematerial ze benotzen. Mä et ass awer wichteg, dat ze ënnersträichen, well de Wuesstum eng maassgeblech Roll spillt fir déi Länner, déi a Schwieregkeete sinn, a fir se och nees op d'Been ze kréien. An dat kann een nun eemol - Wuesstum - nëmmen eben iwwer Ziffere kloer duerleeën.

Dat wëllt awer net heeschen, datt déi Ustrengungen, déi gemaach ginn, elo keen Erfolleg hätten an een net um richtege Wee wier. Aner Zuelen, déi ech eis elo erspueren, weisen dat och ganz däitlech. Griichenland ass um richtege Wee mat senge Reformen. Athen huet nach nogebessert, a mir hoffen, d'Rapporte vun der Troika erlaben et, déi nächst Tranche ze deblockéieren. Anerer mussen och nach nobesseren. Dat wësse mer.

Et gëtt keng magesch Formule, déi op all Land uwendbar wier, well och d'Problemer aneschters gelagert si vu Land zu Land a vu Fall zu Fall. Dobäi geet et ëm eng Statsverscholdung, Bankekrisen, Verschëldung vum Privatsecteur an ëm e Manktum u Kompetitivitéit.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris virun dräi Joer huet dës Situatiounen natierlech nach iwwerall verstäerkt. Et sinn awer Instrumenter geschaf ginn, fir d'Länner ze ënnerstëtzen. Mir kenne se. Éischtens d'Europäescht Semester, fir d'Haushaltspolitike besser ofzestëmmen; de Sixpack, deen de Stabilitéits- a Wuesstumspak verstäerkt; an den Euro-Plus-Pak, fir Wuesstum a Beschäftegung ze generéieren. Dann den ESM, deen de Länner hëllefe soll, déi Problemer hunn, hir Dette an de Grëff ze kréien. An d'EZB, déi d'Statsschold opkafe kann.

Mä do dernieft brauchen d'Länner ebe Wuesstum. Awer et geet net duer, ze soen, et dierf ee sech net futti spueren. Et muss en Équiliber fonnt ginn zwëschent deem, wat zoumuttbar ass, och wann dat schonns fir vill Leit a verständlecherweis ze vill ass, an deem, wat der Saach dann och definitiv näischt méi notzt.

Déi néideg Impulser fir de Wuesstum sollen och iwwert den europäesche Finanzkader 2014-2020 generéiert ginn, an d'nächst Woch soll jo de Conseil européen sech domat beschäftegen.

Hei zeechent sech awer eng Front - an de Minister huet et gëschter jo nach eng Kéier kloer gesot - ganz kloer of zwëschent deenen, déi spuere wëllen an eng Enveloppe wëlle virgesinn, déi méi kleng ass wéi déi 1.033 Milliarden Euro, déi bis elo agesat ginn, oder op d'mannst op e Gel hiweisen, an deenen, déi au contraire der Meenung sinn, et wier elo wierklech net de Moment fir ze spueren, well d'Memberlänner missten ënnerstëtzt ginn.

Do derbäi komme Froen, déi ëmmer nees opkommen, wéi de Rabais vu Groussbritannien an d'Revendicatioune vu Frankräich, wat de Finanzement vun der PAC ugeet.

Wann ech dat erwähnen, dann ass et einfach fir festzehalen, datt déi al Reflexer nach ëmmer spillen a se de Wee verspäre fir eng nei, jo eng aner Approche.

Mir schwätzen ëmmer vun enger Vertrauenskris, déi d'Investisseuren an Europa an an den Euro hätten. Mir hunn och eng Vertrauenskris innerhalb der Europäescher Unioun. Déi war nach ëmmer latent do, maache mer eis do näischt vir! Mä si ass elo verstäerkt ginn. An et geet also och virun allem drëm, nees dëst Vertrauen zwëschent de Memberlänner ze schafen.

An do, Här Minister, do muss jiddweree sech bei der eegener Nues huelen. An Ären Term gëschter vun dem Diktat vun der Iwwerflächlechkeet huet mer engersäits ganz gutt gefall, mä et geet net duer, mat esou engem Term nëmmen op déi aner ze weisen. Och mir mussen eis gefale loossen, datt mer eis selwer an de Spigel kucken an eis selwer froen, ob mir dann ëmmer zu deem stinn, wat mer soen.

Maache mir zum Beispill heiheem déi richteg Analys vun der Konsolidéierung vun eise Statsfinanzen? Maache mir déi néideg Reforme fir déi kommend Generatiounen? D'Europäesch Kommissioun seet eis, datt dat net de Fall ass.

Mir hunn eis en Objektiv à moyen terme, fir den Équiliber vun de Statsfinanze bis 2014 ze erreechen, ginn an en an de Wuesstums- a Stabilitéitspakt ageschriwwen a mir wäerten en net erreechen. De Finanzminister huet net bei senger éischter Presentatioun vum Budget elo am Oktober doriwwer geschwat an en huet och net bei senger zweeter Virlag doriwwer geschwat.

Nu mengen ech awer, wann ee weess a wann een éierlech mat sech selwer wier an et géif ee wëssen, datt ee schwaach op der Broscht ass, da muss een do mat staarke Moossname virgoen. Dat geschitt och bei eis net.

(Toussotement)

Elo geet et mir geschwë wéi dem Här Spautz de Moien.

Une voix.- Et ass den Teppech.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Neen, et ass de Wanter.

(Interruptions)

A méi lues schwätzen, dat ass dat Bescht.

(Toussotement)

Et gëtt also ëmmer dervu geschwat, et wier e Konstruktiounsfeeler geschitt bei der Wirtschafts- a Währungsunioun. Dee Konstruktiounsfeeler läit emol virun allem awer bei deenen, déi sech net un d'Regelen, esou wéi se festgehale gi sinn, halen. An dat geet riicht esou weider, och ebe bei ons.

A well aus deem Grond kee Vertrauen zwëschent de Länner méi ass, muss dat Vertrauen elo nees opgebaut ginn. Dat heescht ganz einfach dat maachen, wat ee seet, an dat soen, wat ee mécht. A fir datt dat dann och esou geet, gëtt et ee Moyen, an dat ass d'Kontroll. Déi Kontroll soll dann iwwert de Fiskalpakt mam Europäesche Semester, wou de Budget méi staark ënnert d'Lupp geholl gëtt, geschéien. Dat soll och duerch eng gemeinsam Wirtschaftspolitik geschéien, wou contraignant Mesuren décidéiert ginn, fir de Wuesstum an d'Kompetitivitéit ze garantéieren.

Well dat net duergeet, muss nach e weidere Kontrollniveau agefouert ginn, an dat ass notamment dee vun de Parlamenter. Mir wësse jo, datt de Rôle vun den nationale Parlamenter am Traité vu Lissabon gestäerkt ginn ass. Mä hei geet et drëms, nach ee Schrëtt méi wäit ze goen. Letztendlech ass et och eng Fro vu Legitimatioun, an dann och vun Akzeptanz vun deenen Décisiounen, déi op europäeschem Niveau geholl ginn, fir déi Akzeptanz um nationalen Niveau ze gewährleeschten.

Wat d'parlamentaresch Kontroll um europäesche Plang ubelaangt, stelle sech och eng ganz Rei Froen. Zum Beispill déi, ob dann déi

Froen, déi d'Eurozon betreffen, just vun deene Parlamentarier aus den Eurostate soll ofgestëmmt ginn. Hei muss ee sech jo dann awer och kloer sinn, datt mer Europa dann awer wierklech auserneerappen. Mä et wier interessant, hei awer och eng Kéier, eben hei am Parlament doriwwer eng eingehend Diskussioun ze hunn.

Wann een de Wee als sënnvoll bezeechne kann, fir der Eurozon et ze erméiglechen, déi Impulser ze ginn, déi se fir richteg hält, fir hire Memberen aus der Kris ze hëllefen, da muss een awer och op Folgendes oppassen. Am selwechten Otemzuch gëtt am Kontext vun der Verdéiwung vun der gemeinsamer Wirtschaftspolitik och e Wee gesinn, fir zum Beispill d'Steierpolitik ze harmoniséieren. An ech mengen, do soll een awer allgemeng virsiichteg sinn.

Firwat? Reforme fir eng besser Kompetitivitéit, fir Wuesstum an Aarbechtsplazen ze schafen, wëllt net direkt eng Harmoniséierung vun der Steierpolitik heeschen.

Ech sinn dofir och frou, datt d'Madame Merkel, wéi se d'lescht Woch virum Europaparlament geschwat huet, festgestallt huet, an ech zitéiere si hei. Ech mengen, et ass besonnesch wichteg, datt déi däitsch Kanzlerin dat seet: „Natürlich müssen wir hierbei behutsam vorgehen. Das Subsidiaritätsprinzip und nationale demokratische Verfahren müssen respektiert werden. Wir brauchen also Lösungen, die einen sinnvollen Ausgleich zwischen notwendigen neuen Eingriffsrechten der europäischen Ebene und dem zu bewahrenden Gestaltungsspielraum der Mitgliedstaaten und ihrer Parlamente herstellen."

Mä wéi et ka goen, ass och bei der Ofstëmmung iwwert d'Finanztransaktiounssteier nach eng Kéier verdäitlecht ginn. Ech mengen, d'Positioun vun eisem Land ass do kloer a si soll et och bleiwen. Soulaang net jiddwereen an all Finanzzentre se aféieren, gi mir dee Wee net mat.

Et ass natierlech populär, ze behaapten, datt d'Finanzwelt, déi e groussen Deel vun der Schold un der Kris matzedroen huet, dofir hir Kontributioun muss ginn. Mä wann dat awer als direkt Konsequenz huet, Verschiddenen e Virdeel ze gi respektiv dat, wat hinne bei anere Länner scho säit Laangem en Dar am A ass, duerchzesetzen, da stellen ech mir d'Fro, ob dat alles am Sënn vum europäeschen Integratiounsgedanken ass.

Ech stelle mir och do d'Fro, ob dat de richtege Wee ass an och de Sënn vun der Coopération renforcée ass, wa se en fin de compte dozou dénge soll, aner Länner ze isoléieren an domadder finalement net dozou bäidréit, d'europäesch Integratioun ze verdéiwen.

D'Wirtschafts- a Währungsunioun ass jo och u sech eng Coopération renforcée, mä si schléisst keen aus a si isoléiert och keen. Si ass op fir all déi, déi hir bäitriede wëllen. A si huet schonns guer net als Aufgab, fir engem eppes ze imposéieren oder Drock auszeüben.

Eng reforméiert Wirtschafts- a Währungsunioun, nieft deenen ugeschwatene Volete Fiskalpolitik, Wirtschaftspolitik a parlamentaresch Kontroll, beinhalt awer och eng gemeinsam Finanzmaartpolitik mat der Union bancaire, déi et erlabe soll an e puer Joer, d'Banken ze superviséieren, fir ze évitéieren, datt se onnéideg Risiken aginn.

Mir sollen also bei all deenen Efforten, déi mer maachen, fir de Wee aus där Kris erauszefannen an och d'Europäesch Unioun gestäerkt aus där Kris erauszeféieren, net vergiessen, datt si eis all Stabilitéit a Wuelstand bruecht huet. An dofir fannen ech och, datt d'Attributioun vum Nobelpräis un d'Europäesch Unioun eng gutt Décisioun war. Eng Décisioun, déi eis eben nees eng Kéier dorop opmierksam mécht, och wa mer elo a schwieregen Zäite sinn. An dofir ass se wëllkomm, besonnesch eben an dëse schwieregen Zäiten.

Mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft a mir si solidaresch mateneen. A mir loossen eis een deen aneren net am Stéch. Dat sollt d'Marschroute sinn, an dat hu mer elo och an der Scholdekris erlieft. An dat wäert och an dat soll och esou weidergoen.

En anert Beispill dofir ass dann och dee formidabelen Elan, deen entstanen ass duerch den Élargissement vun der Europäescher Unioun no Osteuropa. Ech maachen et elo kuerz, fir nach kënne bis zum Schluss ze kommen.

Dat si Länner, wou net ëmmer alles einfach ass. Et gouf Schwieregkeeten. Et wäerten och nach Schwieregkeete ginn. Mä mir hunn all Intérêt, am Sënn vun der Stabilitéit och vun Europa, deene Länner um Wee vun der Demokratie an der ekonomescher Stabilitéit ze hëllefen. Kroatien wäert jo viraussiichtlech den 1. Juli 2013 der Europäescher Unioun bäitrieden. A Montenegro steet et och um Agenda, fir d'Bäitrëttsverhandlungen unzefänken. Déi si jo dëst Joer ugaangen, den 29. Juni.

D'Nouvellen, déi vu Belgrad a Prishtina kommen, also zwësche Belgrad a Prishtina, si jo och éischter erfreelech, encourageant; wéi Der et gëschter nach eng Kéier gesot hutt. D'Problemer zwësche Bulgarien an der Fréierer Jugoslawescher Republik Mazedonien si bekannt. Mä och do kann nëmmen de Wee an eng echt geliefte Rechtsstaatlechkeet an Demokratie fräi vu Korruptioun en Auswee aus deene schwierege Situatioune sinn.

Jee, als Konklusioun: De Westbalkan ass vital fir d'Stabilitéit an de Fridden op eisem Kontinent. A mer sollen och dofir keng Effortë scheien, fir hinnen ze hëllefen.

Här President, Här Minister, léif Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach op de besonneschen Asaz vun onser Arméi hinzeweisen; deen drëtten an deenen dräi „D"en nieft der Diplomatie an dem Développement. Ons Zaldote si vill präsent am Kosovo am Kader vun der KFOR an der EULEX-Missioun vun der NATO an der Europäescher Unioun. A Bosnien an Herzegowina, an der Demokratescher Republik vum Kongo si se am Asaz. An der FINUL am Libanon an och an der ISAF an Afghanistan.

Eis Zaldote vertrieden eist Land a leeschten deen Déngscht vun der internationaler Communautéit, dee mir am Kader vun eisen internationale Verflichtunge wouerhuelen. A mir leeschten eise bescheidene Bäitrag gewëss, fir dem Fridden op dëser Welt e Stéck méi no ze kommen.

Dozou gehéiert natierlech och deen zweeten Deel: den Développement, d'Kooperationspolitik, wou mer jo awer hei viru Kuerzem en Débat haten a wou ech also elo net drop aginn.

Mir hunn elo déi grouss Éier, mat deene Verflichtungen, déi mer eben am UNO-Weltsécherheetsrot kréien, dës Verflichtungen nach méi ënner Bewäis ze stellen. An et ass dofir ëmsou méi bedauerlech, datt um Niveau vun eisem Arméicorps déi Onstëmmegkeete sinn, déi op der Place publique hu missen ausgedroe ginn.

Berouegt Iech, ech wëll hei net an de Fong vun deene Problemer agoen. Ech wéilt just hei awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir eisen Zaldote Merci ze soe fir hiren Asaz. En Asaz, dee verbonnen ass mat der Hoffnung, datt den Esprit de corps, deen eng Arméi auszeechne soll, nees geschwënn de Wee an hir Reien zréckfënnt.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Ausseminister, ech wollt dem Ausseminister Merci soe fir déi formidabel Ried, déi e gëschter hei gehalen huet, wat en noutwendegen a wichtege Kompendium ass iwwer all déi Saachen, déi mer als Lëtzebuerger Land dobaussen an der Welt uleieren a verfollegen. Et ass seelen, dass een esou e kompletten Tableau kritt, fir ze erkennen, wéi intensiv an aktiv ons Aussepolitik ass.

Ech wollt och besonnesch dem Ausseminister Merci soe fir säin aussergewéinleche perséinlechen Engagement an de leschte Joren, fir Lëtzebuerg als Member vum Sécherheetsrot an der UNO duerchzesetzen. Dat war jo net evident. Ech mengen, et ass 2001 ugeleiert ginn. An zwëschen 2001 an 2012 huet vill misse geschéien, fir dass mer dozou konnte kommen.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

An ech mengen och, dass déi vill perséinlech Visiten, déi de Minister uechtert d'ganz Welt gemaach huet, wat eng onwahrscheinlech net nëmme physesch, mä och psychologesch an intellektuell Ustrengung duerstellt, dass dat ganz vill Visibilitéit fir onst Land an der Welt gemaach huet an iwwert de Succès an der UNO-Generalversammlung eraus eng bleiwend Kraaft wäert ausstrahlen.

Et ass awer och interessant ze soen, dass zwee Drëttel vun de Länner vun der UNO ons hiert Vertraue ginn hunn an dass déi fënnef permanent Membere vum Sécherheetsrot fir ons gestëmmt hunn. Dat ass sécher eng Unerkennung, och fir dem Ausseminister seng aussepolitesch Aarbecht op dem internationale Parkett.

Mir si jo e Land, wat eigentlech keng sougenannten „hidden agenda" verfollegt. Mir hunn och keng muechtpolitesch Ambitiounen. An ech mengen, et ass richteg, dass mer ons an dee Grupp vu klengen, mëttlere Länner aklasséieren, déi op hirem Plang iwwerall fir Stabilitéit a Fridde suergen. Et gëtt der eng Partie an Europa, et gëtt der och soss an der Welt dorëmmer. An ouni déi Länner, ouni dee Grupp vu Länner wär d'Welt héchstwahrscheinlech net esou, wéi se haut ass. Dat heescht, se wär vläicht manner friddlech, an duerch deenen hir Aktioun - ech kommen nach op dat eent oder dat anert Beispill zréck - kann een awer munches fir de Fridden a fir d'Stabilitéit erreechen.

Et ass och interessant trotzdeem ze soen, dass den Ausseminister probéiert, eng kloer an eng däitlech Sprooch no baussen ze féieren, besonnesch och bei ganz delikate Sujeten. An ech mengen, dat gëtt em hei zu Lëtzebuerg an och an der Welt dobausse guttgehalen. Dat ass net eng Sprooch mat Floskelen, mä eng kloer an däitlech Sprooch. An dat ass och menger Usiicht no eng gutt Démarche an der internationaler Aarbecht.

Natierlech wësse mer alleguer, dass no dem Vote an der UNO-Generalversammlung d'Aarbecht eigentlech richteg ufänkt. „Il faut transformer l'essai", wéi ee seet. Vu virera wësse mer och, dass ons Roll als net stännege Member am Sécherheetsrot limitéiert ass; et ass hei gesot ginn. D'Welt wäert 2013 an 2014 net fundamental anescht ginn, well Lëtzebuerg am Weltsécherheetsrot ass. Loosse mer déi Bescheidenheet awer hunn!

Mir sinn 2013 an 2014 awer derbäi. Ons Diplomaten an ons Ministeren hunn hir Roll dobäi ze spillen. Si kënnen Theme virginn, déi mat onser Entwécklungspolitik zum Beispill zesummenhänken. Si kënne Leit zesummebréngen. Si kënne mat de groussen internationalen ONGen zesummeschaffen, fir d'Welt méi geuerdnet ze maachen.

Mir wëssen natierlech, dass et dobäi keng Wonnermëttele gëtt. An nëmmen eng kohärent, gedëlleg a mëttelfristeg ausgeluechten, ausgeriichte Politik ka lues a lues zu Ännerunge féieren.

Den Ausseminister huet och vun enger integréierter Aussen- an Europapolitik geschwat. D'Politik vun den „dräi D'huet hien et genannt. Ech wëll hei trotzdeem der Chamber an och de Leit dobausse soen, dass mer am Betätegungsfeld vun där Chamberskommissioun, déi ech d'Éier hunn, ze presidéieren, an déi den Uspriechpartner vum Ausseminister an dräi Ministere vun der Regierung ass, dass mer deem genee entspriechen, wat den Ausseminister an der Aussepolitik duergestallt huet, nämlech eben déi integréiert Politik, déi niewent de klasseschen internationale Relatiounen ons Politik an der Europäescher Unioun, ons Verdeedegungs-, ons Entwécklungs- an Immigratiounspolitik begräift. An dozou gehéiert natierlech och nach de Commerce extérieur, dee jo an der Wirtschaftskommissioun ass, dee jo och da beim Wirtschaftsminister ass.

All déi Politiken, déi modelléieren d'Bild vun onsem Land no baussen an hunn hir Retombéeën no bannen. Mir wëllen als e wirtschaftlech dynamescht an och solidarescht Land erschéngen, en tolerant an oppent Land, wat déi aner Länner an hiren Diversitéite respektéiert. Mir wëssen - loosse mer dat och éierlech soen -, dass dat net ëmmer einfach ass.

Et ass e Spagat - dat hu mer net méi spéit wéi de Moie gesinn, wéi mer hei diskutéiert hunn -, fir Wirtschaftsbezéiunge mat engem Land opzebauen, an op där anerer Säit da fundamental Mënscherechter a -wäerter op onse Fändel virzedroen. Dee Spagat musse mer natierlech fäerdegbréngen, besonnesch mat grousse Länner wéi China, Russland, anerer och, méi klenger.

Natierlech, wa mer deenen da Lektioune ginn, och heibannen an der Chamber, musse mer wëssen, dass dat och Répercussiounen huet. A wa mer déi Lektioune ginn, musse mer dat natierlech op enger Basis maachen, déi seriö ass, déi richteg ass, déi och déi Froen uschreift, déi unzeschwätze sinn. Mä dat wäert och iwwert dës Zäit an der UNO am Sécherheetsrot fir ons Diplomatie a fir ons Lëtzebuerger Aussepolitik ëmmer e grousse Problem bleiwen, wann ons Usprécher op där enger Säit héich sinn an op där anerer Säit och onse Wëllen, fir global Wirtschaftsbezéiunge weiderzeféieren.

Ech mengen awer, wann et ons geléngt, déi positiv Perceptioun vun onsem Land an onser Zäit am Sécherheetsrot weider ze festegen, huet dat Avantagen op ville Pläng an onse Relatioune mam Ausland.

D'Entwécklungspolitik, dat hu mer virun e puer Wochen hei an der Debatt gesot, ass e wichtegt Element vun onser Aussepolitik. Mir wëlle gerecht an effikass derbäi sinn. Mir wëlle mat onse Partnerlänner op Aenhéicht zesummeschaffen. Mir si kee Land, wat elo an en anert Land erageet an do ronderëmpoltert a mat senge Sue wëllt Impressioun maachen oder en Agenda duerchzéien, deen déi Länner am Fong geholl net interesséiert.

Déi Politik, déi mer fir d'Entwécklung maachen - dat ass en aneren interessanten Aspekt -, huet och den Avantage, dass se vill Bierger vun onsem eegene Land iwwert d'ONGen, iwwert déi Projeten, déi déi ONGe maachen, an déi positiv a solidaresch Aussepolitik mat abannen.

An - et ass och scho gesot ginn - ons Arméi ass natierlech jo och en Instrument vun der Aussepolitik. Mir brauchen haut ons Grenzen net méi ze verdeedegen. Dofir bräichte mer eigentlech keng Arméi, fir d'Grenzen ze verdeedegen. Ons Sécherheet gëtt duerch Bündnisser an och duerch d'Europäesch Unioun assuréiert. Mir setzen ons Zaldoten a Friddensmissiounen an. A mir hunn do eng Partie Spezialiste vum Déminage, vu Waasseropbereedung, vu Reconnaissance.

An déi Friddensmissiounen, déi weisen duerch déi Aarbecht, déi mer an enger Partie Länner maachen, ugefaange mat Afghanistan, mä och an Afrika, an - wie weess? - och a weidere Missiounen, déi weisen, dass mer och do nëmmen drop aus sinn, fir Fridden ze stëften an net unzefänken, aner Absichten hannert deene Missiounen ze hunn.

An ech wëll och soen, well dat och an onserer Kommissioun behandelt gëtt: Immigratioun an Asyl ass och e Stéck Aussepolitik an enger Zäit, wou d'Welt méi no zesummeréckelt, wou Dausende Leit aus Krisegebidder, aus Krichsgebidder flüchten, wéi elo aus Syrien, déi zu politesche Flüchtlinge ginn, déi enges Dags erëm entweder heemginn - hoffentlech fir si - oder en anert Liewen anzwousch anescht ufänke wëllen.

Wichteg ass et dobäi, dat Instrument vum politeschen Asyl a senger preziser Zweckbestëmmung erhalen, nämlech fir politesch Verfollegter opzehuelen an hinnen en neit Liewen ze erméiglechen. An och dat, wësse mer, ass net ëmmer einfach, wann een déi vill Zorte Flüchtlinge gesäit, déi och bei ons op Lëtzebuerg kommen.

Madame Presidentin, e wichtegt Kapitel ass natierlech Europa. Mir wëssen, dass Europa an enger déiwer Mutatioun ass. D'Konkurrenz mat neie Wirtschaftsmuechten an d'finanziell Globaliséierung féieren zum Ofbau vun Industrie an Déngschtleeschtungsaktivitéiten an Aarbechtsplazen an onse Géigenden. Dergéint musse mer ons wieren, ouni dass en neien Handels- a Wirtschaftsprotektionismus an Nationalismus opkënnt.

Mir mussen ons bewosst sinn, dass mer oppe Mäert brauchen. Mir brauchen awer och Regelen am internationalen Handel, déi souwuel de Protektionismus wéi de sozialen Dumping onméiglech maachen. Dat musse mer fäerdegbréngen, soss huelen d'Leit bei ons hei déi Globaliséierung net méi un.

An deem Zesummenhang muss een natierlech och drop hiweisen, dass d'Scholdekris, vun där hei och vill de Mëtteg geschwat ginn ass, vun där den Ausseminister och länger a senger Ried geschwat huet… Déi Scholdekris an Europa geet mat enger sozialer Kris, besonnesch a Südeuropa, zesummen, an dofir muss et beim Ofbau vun de Scholdebierger sozial gerecht zougoen, soss akzeptéieren d'Mënschen déi Konsolidéierung net, wéi mer dat Dag fir Dag constatéieren. Mä et muss och gewosst sinn, dass kee Land op Dauer op Puff ka liewen, dat heescht Schold duerch ëmmer nei Schold wëllen ofzebauen. Dat féiert schlussendlech zum Ruin vun de Staten an zum Zesummebroch vun der Ekonomie an deene Länner.

Soll een elo - dat ass jo eng Fro, déi vill diskutéiert gëtt - an där Krisesituatioun un der Europäescher Unioun erëmflécken? Ech sinn an där Hisiicht d'accord mat deem, wat den Ausseminister dozou gesot huet: Fir e communautäert Europa solle mer astoen, géint ëmmer méi intergouvernemental Strukturen. En neien Traité, deen elo jorelaang misst ausgeschafft ginn, ännert u sech näischt, wann d'Länner politesch net prett sinn, méi enk zesummenzeschaffen.

Och e Referendum ännert näischt, wann d'Länner net vu virera positiv zu Europa stinn an d'EU als Problem gesinn, an net als Léisung. An dofir läit mer virun allem och um Häerz, dass mer d'Krisebewältegung, och d'europäesch Integratioun insgesamt, demokratesch legitiméieren, dat heescht, dass se net laanscht d'national Parlamenter ginn.

D'Chamber - rappeléieren ech all Joers op en Neits - huet an de leschte Jore grouss Effortë gemaach, fir dem Protokoll Nummer 2 vum Lissabon-Vertrag gerecht ze ginn, an trotzdeem constatéieren ech an Europa, zu Lëtzebuerg, dass d'Influenz vun den Nationalparlamenter weider erofgeet, an der Europapolitik weider erofgeet, vis-à-vis vum Europaparlament, vis-à-vis vun der Kommissioun a vum Ministerrot gradesou gutt wéi vum Europäesche Rot, deen ëmmer méi déi iewescht Instanz, den ieweschten Arbitter fir d'Léisung vun alle Problemer gëtt.

Wéi mer dat geännert kréien, hänkt fir d'Éischt vun den Nationalparlamenter selwer of, déi sech nach méi Mëttelen a méi Zäit musse ginn, fir sech méi intensiv mat Europapolitik ofzeginn.

Et geet och dofir menger Usiicht no net duer, wéi den Här Van Rompuy dat a sengem Pabeier fir de Sommet vum Oktober an a sech och fir den Dezember virschléit, fir d'demokratesch Legitimatioun vun all deene Mesuren, déi fir d'budgetär Integratioun, fir d'Wirtschaftsintegratioun an och fir d'finanziell Integratioun solle geholl ginn, fir eng Konferenz zwëschen Europaparlament an Nationalparlamenter dozou ze organiséieren, fir deem Ganzen eng demokratesch Legitimatioun ze ginn.

Ech mengen, dat ass net de richtege Wee. De Wee ass fir an den nationale Parlamenter intensiv un all deene Mesuren ze schaffen, fir informéiert ze ginn, fir och virun de Sommete mat de Leit, déi op deene Sommeten Décisiounen huelen, ze informéieren a mat deenen ze diskutéieren.

Dofir ass dat eng wichteg Ausso, déi ech d'Impressioun hunn, dass den Ausseminister se och deelt. Mir musse se nach an d'Praxis ëmsetzen. An ech weess, dass dat net ëmmer einfach ass, well eben d'Ministeren och vill ënnerwee sinn, well se op deene Konferenze schnell mussen Décisiounen huelen.

Mä Däitschland, d'Bundesrepublik weist ons, wéi et geet, dass viru wichtegen europäesche Sommeten awer d'Bundeskanzlerin trotzdeem Zäit fënnt, fir virun de Bundestag ze goen. An ech sinn och der Meenung, dass déi Décisiounen, déi d'Bundesverfassungsgeriicht huet, fir d'Pouvoire vum Bundestag an Däitschland oprechtzeerhalen, dass dat och richteg ass, fir net ze vergiessen, dass mer déi demokratesch Legitimatioun duerch d'Nationalparlamenter brauchen.

Madame Presidentin, Europa als Softpower, wann ech dat emol esou ka soen, ass oft e bësse blauäugeg an och heiansdo optimistesch, zum Beispill dass d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun als Léisung vu Problemer géif duergoen. Ech sinn net systematesch géint all Erweiderung. Ech sinn au contraire der Meenung, dass d'Erweiderung ka villes bréngen. Et ass eng Perspektiv vu Stabilitéit a wirtschaftlecher Entwécklung fir Länner, déi gären en Anker hunn an enger Unioun, an enger demokratescher Unioun.

Mä mir gesinn, dass d'Erweiderung zwar stattfënnt, munnech Konflikter, déi duerch d'Erweiderung sollen iwwerwonne ginn, a fir déi mer eigentlech déi Erweiderung maachen, bleiwen.

Mir hunn et d'lescht Kéier bei dem Vertrag fir d'Adhésioun vu Kroatien zur Europäescher Unioun gesot a gesinn: Et bestinn nach ëmmer zwësche Kroatien a Slowenien Konflikter, déi mer riskéieren an d'Europäesch Unioun ze importéieren, obschonn d'Bäitrëttsverhandlungen ofgeschloss sinn.

Mir gesinn och, a wat fir enger Situatioun Bulgarien a Rumänien trotz hirer Mitgliedschaft an der Europäescher Unioun sinn. Mir gesinn, wéi wéineg kompromëssfreedeg iwwer eng schlussendlech mineur Fro Griichenland an déi Fréier Republik Mazedonien ënnerenee sinn, oder Serbien a Kosovo, oder Zypern an d'Türkei.

Et bleiwen iwwerall déif an oft jorhonnertelaang Konflikter, fir déi d'Europäesch Unioun d'Verantwortung net iwwerhuele kann. An dobäi constatéiert een, dass et Regierungen an deene Länner gëtt, déi oft manner dorunner interesséiert sinn, fir hire Leit gutt Liewenskonditiounen a Perspektiven an der Welt vun haut ze schafen, wéi se ee géint deen anere mat nationalistesche Parolen opzehetze respektiv d'Europäesch Unioun dann och nach als Sënnebock fir hir eege Feeler ze bezeechnen.

An dann nach en aneren Aspekt. Wuelgemengte positiv Mesurë vun Europa bréngen net ëmmer dat, wat se sollen. Mir wëllen d'Länner vum Westbalkan méi no un Europa erufëieren, an dofir hu mer dann déi Visa-Fräiheet agefouert 2010. An dat ass och gutt. Déi Leit, déi Länner musse Relatioune mat den europäesche Länner kréien.

Mä mir importéieren domat och déi Problemer, déi et do nach gëtt a scho laang gëtt. Dat gëllt zum Beispill fir de Roma-Problem, dee mer iwwert d'Visa-Fräiheet mat de Balkanlänner bei ons souzesoen importéieren. Fir net falsch verstan ze ginn: Sécher hu mer als Europäer - well mir sinn hei an Europa, Romae sinn och an Europa -, hu mer als Europäer eng Verantwortung, wann et heescht, Minoritéiten ze schützen, hir Liewenskonditiounen ze verbesseren, hinnen do, wou se wunnen, ze hëllefen. Mä ons Verantwortung kann net dora bestoen, de Roma-Problem vun deene Länner ewechzehuelen, déi dee Problem jorhonnertelaang faule gelooss hunn.

Dofir fannen ech et och legitim, dass mer an der Visa-Fräiheet, wa mer dat Reglement nei verhandelen, eng „clause de suspension" virgesinn, fir deene Länner hir Verantwortung ze rappeléieren.

Madame Presidentin, den Ausseminister huet iwwert d'Konflikter an der Welt geschwat. Ech wëll dat net alles widderhuelen. Just fir ze soen, dass et bei deene Konflikter der gëtt, déi extrem geféierlech fir de Weltfridde sinn - net fir de regionale Fridden, mä fir de Weltfridde sinn! - a bei deenen déi dräi stänneg Haaptmembere vum Sécherheetsrot eng grouss Verantwortung droen.

Mir wëssen zum Beispill, dass d'Weltgemeinschaft a Syrien bis elo näischt fäerdegbruecht huet, well Russland an a sengem Fahrwasser China all Beméiunge blockéieren. Waffe gi weider vu Russland un de Regime geliwwert. Als Konsequenz dovunner liwweren aner Länner Waffen un d'Oppositioun. D'ganz Géigend ass an Oprou; dTürkei ass concernéiert, mä och den Iran, Irak, Jordanien an de Libanon, sief et als Acteuren, sief et als Betraffe vun de Flüchtlingsstréim.

Am Iran wëllt d'Weltgemeinschaft verhënneren, dass d'Atombom weider proliferéiert. Mir begréissen och do dem Ausseminister seng kloer Ofso un eng militäresch Léisung vun deem Problem. Et ass ze hoffen, dass d'Weltgemeinschaft, a besonnesch och den UNO-Sécherheetsrot, dat kann deene Länner an där Regioun esou kloermaachen, dass et ni zu esou enger militärescher Léisung kënnt.

An da bleift de Konflikt zwëschen Israel a Palästina. Och hei begréisse mer déi kloer Sprooch vum Ausseminister, déi sech net géint Israel riicht, mä géint eng Politik vun der israelescher Regierung, d'Zwee-State-Léisung op laang Weil onméiglech ze maachen. Hei hunn d'USA eng kapital Roll ze spillen, an et ass ze hoffen, dass den neie President, den neien ale President Barack Obama, a senger zweeter Amtszäit elo endlech Neel mat Käpp mat sengen israelesche Frënn ka maachen.

Niewent deenen zwëschestaatlechen Aspekter vun der Aussepolitik gëtt et jo och nach ëmmer de Versuch, fir eng international global Gouvernance hierzestellen, fir Problemer, déi ëmmer nei Konflikter generéieren, fir déi endlech an de Griff ze kréien. Een dovunner ass den Traité iwwert de Waffenhandel.

Den Ausseminister Jean Asselborn huet sech och am Virfeld zejoert ganz staark fir déi Cause agesat. Mir begréissen dat, an et ass och kohärent mat deene Beméiungen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, zum Beispill och onsen Asaz géint d'Streemunitiounen. Mir haten deemools, mam Ausseminister ware mer ons eens, dass mer de Finanzement vun deene Streemunitiounen ënner Strof géife setzen. Mir sinn domat weider gaang, wéi dat am Traité eigentlech virgesi war.

Et muss ee jo och dann unerkennen, dass mer zu Lëtzebuerg Effortë gemaach hunn, zum Beispill wat d'Investitioune vum Fonds de compensation uginn, wou mer d'Kritäre vun Ëmwelt, vu Sozialem, vu Gouvernance gekuckt hunn, an déi Valeuren, déi deene Kritären net entsprach hunn, sinn aus deem Fonds de compensation ausgeschloss ginn.

D'Fro stellt sech elo, wat den Traité iwwert de Waffenhandel ugeet, wou mer dru sinn. Déi éischt Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung huet an der leschter Woch, dat heescht de 7.11., eng Resolutioun ugeholl, déi virgesäit, dass am Mäerz 2013 eng Konferenz aberuff gëtt, déi den Traité finaliséiere soll. Vun deene sechs gréisste Waffenexportateure weltwäit hunn d'USA, China, Frankräich an United Kingdom derfir gestëmmt, just Russland huet sech enthalen.

D'Verhandlunge ginn also weider, wat positiv ass. A mir hoffen, dass vun der verbleiwender Zäit, also bis Mäerz 2013, profitéiert gëtt, fir den Traité ze stäerken, fir och d'Länner alleguer fir déi Cause ze gewannen.

Et ass och net egal, wat fir en Traité do erauskënnt. Et muss wierklech en effikassen Traité ginn, fir dee Waffenhandel ze zügelen, well vun deem hänkt of, ob Konflikter, militäresch Konflikter, ëmmer erëm iergendwou op der Welt kënnen entstoen. Et ass also eng wichteg Dispositioun vun der internationaler Gouvernance.

Madame Presidentin, fir ofzeschléisse wëll ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun den zoustännege Ministeren, den Diplomaten an de Beamten ons Unerkennung an onse Merci fir hir Aarbecht op dësem Gebitt soen.

Ech wëll awer och doran all déi Acteuren, déi sech fir eng mënschlech, solidaresch a gerecht Aussepolitik asetzen a sech onermiddlech géint Gewalt, Ongerechtegkeet, Tortur, Violatioun géint d'Mënscherechter asetzen - dat sinn Acteuren och aus der Zivilgesellschaft, déi indispensabel sinn, fir dass déi Aussepolitik net nëmmen zu Lëtzebuerg zum Droe kënnt, mä dass se och an där internationaler Relatioun mat groussen ONGen a mat aneren Zivilgesellschaften zum Droe kënnt -, dat also mäi Merci och un déi Leit, déi et ganz bestëmmt duerch hiren Asaz verdéngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Fayot och Merci an ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Adam d'Wuert ginn.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci fir d'Wuert, Madame Presidentin. Merci och un Iech, Här Ausseminister, fir Är Deklaratioun vu gëschter Mëtteg. Am Numm vun der grénger Fraktioun kann ech prinzipiell eis Zoustëmmung zu der beschriwwener Stoussrichtung vun der Lëtzebuerger Aussen- an Europapolitik mat op de Wee ginn.

Et gëtt allerdéngs och eng ganz Rei Punkten, e puer ganz wichteg Themefelder, wou Är Ausféierungen hannert eisen Erwaardunge louchen, wou mer gären zousätzlech Erklärungen hätten. Déi erwähnten Themefelder, wou ech wäert drop zréckkommen, betreffen notamment Är Aussoen zu der Eurokris a speziell zu Griichenland. Si betreffen d'Atomenergie genee wéi och zum Deel d'Prioritéite fir d'UNO, a si betreffen Ären zimlech eesäitegen Discours a puncto wirtschaftlech Bezéiunge mat China, Russland an esou weider an déi onnuancéiert Promotioun vum Fräihandel am Generellen.

Här Minister, Dir hat gëschter an Ärer Ried, mä awer och scho moies an der Press erkläert, datt een net mat enger Prioritéitelëscht an den UN-Sécherheetsrot kéint kommen, well dat ee reaktiivt Gremium wär, wou d'Aktualitéit den Ordre du jour bestëmme géif, an dat ass natierlech richteg.

De Sécherheetsrot vun der UNO ass e Gremium, an deem op Problemer an der internationaler Sécherheet reagéiert gëtt. Dëst heescht, Sécherheet am wäiteste Sënn, souwuel militäresch wéi gesellschaftlech, ekonomesch a wat d'Ëmwelt betrëfft. Et ass déi eenzeg Kierperschaft, déi ka Resolutioune verabschiden, déi quasi all d'Länner vun der Welt bannen. Dozou gehéieren ekonomesch Sanktiounen, awer och den Asaz vum Militär.

De Sécherheetsrot ass awer och geplot mat Problemer vun ze vill Bürokratie, ze mann Transparenz a staarken nationalen Interessen, déi oft méi weien, wéi d'Wuel vun der Allgemengheet. Syrien ass ee rezent Beispill derfir.

Wat mécht Lëtzebuerg do? Wéi den Ausseminister gesot huet, et ass eng eemoleg Geleeënheet, fir d'Standpunkter vun der Lëtzebuerger Aussepolitik kloer no baussen ze vertrieden a Wäerter wéi Solidaritéit an Transparenz an de Vierdergrond ze stellen. U verschidden Aspekter vun der Lëtzebuerger Aussepolitik kënne sech aner Membere vun der internationaler Gesellschaft effektiv e Beispill huelen. Sou den Asaz am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht. Och den Asaz fir eng Welt fräi vun Atomwaffe kann een hei an de Vierdergrond réckelen.

Mir stellen eis awer och e puer Froen zum Engagement am Sécherheetsrot. Am Beräich Défense froe mir eis zum Beispill, wat de Lëtzebuerger Apport wäert sinn, an ob ee sech net besser op EU, NATO an OSZE géif konzentréieren. Hu mir d'Ressourcen, fir zu New York eng aktiv Politik ze maachen, oder si mer do fir nozelauschteren an da Jo oder Neen ze wénken? Ass eist Netz wierklech grouss genuch, fir bei allem kënne matzeschwätzen?

Trotzdeem, et ass gutt, Responsabilitéit ze iwwerhuelen an och kloer Positiounen ze bezéien. Mir hoffen, datt déi lëtzebuergesch Aussepolitik dëser Aufgab gewuess ass.

An deem Kontext wier et och interessant, gewuer ze ginn, wéi dat mat eise personelle Ressourcen ausgesäit. Wat ass de geneeë Rôle vum belschen a vum hollänneschen Diplomat, déi mir zur Verfügung gestallt kréien? An, ass un der Rumeur eppes drun, datt den aktuelle Kommandant vun der Arméi, de Generol Reinesch, op New York wäert goen? A wat seet den Innenministère an där Fro? Mir wiere frou, wa mer heizou eng prezis Äntwert kéinte kréien.

D'Musek am Weltsécherheetsrot gëtt jo awer exklusiv vun de fënnef grousse Vetosmuechte gemaach; déi aner zéng Länner kënnen do de jeeweilegen Accord oder Désaccord just bestätegen. Dat setzt eis enk Limiten! Anerersäits wäert awer eleng de Statut als Sécherheetsrotmember eisem Land eng prominent an effikass Tribün bidden, fir eis generell Schwéierpunkten ze plädéieren. An hei ass et fir déi gréng kloer, datt Lëtzebuerg soll sech an éischter Linn zu engem Champion vun der militäresch Ofrüstung maachen.

E wichtegt Element an dësem Beräich ass effektiv den internationale Vertrag iwwert de Waffenhandel, deen Dir gëschter ernimmt hat. Do kënnt et jo Mëtt Mäerz 2013 zu New York zu enger neier an dann hoffentlech erfollegräicher Verhandlungsronn. Fir déi gréng ass et schockéierend, datt den internationalen Handel mat Bananne bis haut méi streng geregelt ass wéi de Waffenhandel!

Mir däerfen eist UN-Mandat allerdéngs net nëmmen op de Beräich Sécherheetspolitik beschränken. Fir déi gréng gehéiert zum Asaz fir méi Fridden a Gerechtegkeet, wéi Dir et gëschter genannt hat, och d'Klimaschutzpolitik mat all hire geopoliteschen Auswierkungen. Mir géifen eis wënschen, datt de Klimaschutz als friddenspolitesch Preventioun an och d'Adaptiounskäschten un de Klimawandel am Ausseministère eng wesentlech gréisser Roll géife spillen, speziell dat regionalt a geopolitescht Konfliktpotenzial, wat de Klimawandel mat sech bréngt an dat haut schonn um Terrain sichtbar ass.

Weltwäit klammen d'CO_2-Emissioune weider. Mir verpasse viraussiichtlech d'Zil vun den zwee Grad Äerderwiermung, an déi nächst UN-Klimakonferenz an zwou Wochen zu Doha steet bis elo net ënnert de beschte Virzeechen. A genee wéi d'lescht Joer op dëser Plaz musse mir feststellen, datt Lëtzebuerg, trotz de schéinen Discoursen, ëmmer nach zu de Bremserlänner gehéiert, wann et op EU-Niveau ëm d'Festleeë vun neien ambitiéisen a verbindlechen Ziler geet. Am Koalitiounsaccord steet zum Beispill, datt Lëtzebuerg beim CO_2 fir en 30% Reduktiounszil fir 2020 op EU-Niveau géif antrieden. Bis elo ass do, eises Wëssens, awer nach keng Initiativ geholl ginn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si frou, datt de Minister sech, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, och dëst Joer fir eng integréiert Approche fir Fridden a Sécherheet ausgeschwat huet, a besonnesch och, datt hien de Klimawandel ernimmt huet an hie ganz richteg deen als Multiplikator vu Menacë bezeechent huet. An dem Minister seng Ausso, de potenziellen Impakt, deen de Klimawandel op d'Ressourcen an d'Liewensbedéngunge vun der Bevölkerung an domat op de Fridden an d'Sécherheet huet, kann net genuch betount ginn, deele mir absolut!

Wéi gesot, dës Ausso freet eis a mir wënschen eis, Här Minister, datt Är Regierungskolleegen, virun allem Äre Kolleeg Wirtschaftsminister, awer net nëmmen deen, sech dat och zu Häerzen huelen. De Kampf géint de Klimawandel fänkt nämlech net déi Säit vun der Grenz un, mä an eisem Land selwer!

Eng weider Top-Prioritéit vun eiser UN-Aktivitéit sollt d'Promotioun an d'Ëmsetze vun de Millenniumsziler sinn. Och deen Deel hu mir an Ärem Programm gréisstendeels vermësst, obwuel den Zäithorizont 2015, wou d'Ziler sollen erreecht ginn, ëmmer méi no kënnt. Iewescht Zilsetzung vun den „Millennium Development Goals'war jo justement eng global Aarmutsbekämpfung an Zukunftssécherung. Et kann ee se dofir net lassgeléist vun den Themefelder Fridden a Sécherheet, Ëmweltschutz an natierlech och de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet gesinn.

Dir hat am selwechte Presseinterview vu gëschter Moien awer och erkläert, datt Lëtzebuerg als eegestännegt Land an net als EU-Vertrieder an de Sécherheetsrot gewielt gouf a mir dofir och eng autonom an eegestänneg Politik wäerte maachen. An der Ried gëschter Mëtteg war dat schonn e bësse méi nuancéiert.

Här Ausseminister, Dir kënnt net engersäits ukënnegen, datt mir als Land wäerten eng autonom Politik am Sécherheetsrot maachen a gläichzäiteg bedaueren, datt Europa dacks net mat enger Stëmm schwätzt an da just an der drëtter Liga spillt. Duerfir hätte mer vun Iech gären zousätzlech Prezisiounen, wéi wäit fir Iech déi Eegestännegkeet geet a wéi sech EU-intern fir de Sécherheetsrot koordinéiert gëtt.

Mat der politescher Koordinatioun deet sech Europa momentan awer souwisou an de meeschte Beräicher zimlech schwéier a besonnesch dann, wann et ëm Sue geet. D'Wirtschafts- a Scholdekris fërdert déi al nationalstaatlech Reflexer staark a jiddweree kuckt momentan, fir zu Sengem ze kommen oder zumindest net mussen ze bezuelen. Iwwerall an Europa gesi mer erëm d'Opflame vun Nationalismus a Populismus, an am Oste vun der Unioun carrément den Démontage vun der Demokratie a vum Rechtsstat: Ech kucken op Ungarn.

Wann een op Griichenland kuckt, wann ee gesäit, wat déi aktuell Spuermoossnamen elo

schonn am Alldag fir Jonk an Al bedeiten, wann ee mat de Leit op der Plaz schwätzt - an domat mengen ech net d'Leit vun der Regierung -, da gëtt kloer, datt d'Politik oder villméi den Diktat vun der Austeritéit an een Däiwelskrees vu Chômage a Rezessioun féiert a mir deemnächst eng gefäierlech sozial Explosioun riskéieren.

Fir sech selwer e Bild ze maachen, mä och fir en Zeechen ze setzen an d'Öffentlechkeet dorobber hinzeweisen, hunn déi europäesch Gréng d'lescht Woch e Kongress zu Athen organiséiert. An d'Realitéit ass wesentlech méi dramatesch, wéi mir dat hei an eise Medië matkréien: Generalstreik iwwer zwee Deeg, eemol 100.000 an eemol 70.000 Leit an de Stroosse ronderëm d'Parlament, Waasserwerfer, Tréinegasasaz, Poliziste mat Gasmasken an Zaldote mat Maschinnegewierer op all Kräizung a bei all wichtegem Gebai. Eng Gesondheetsversuergung, déi grad zesummebrécht; ee Schoulsystem, deen net méi fonctionnéiert; Jonker a Studenten, déi als eenzeg Perspektiv nach d'Hoffnung op e Liewen an eng Aarbecht am Ausland hunn.

An dann een Eurogroup-Chef - Jean-Claude Juncker -, dee vu Singapur aus matdeelt, hie wär iwwerzeegt, datt d'Griichinnen an d'Griichen d'Spuermoossname mëttlerweil géife verstoen. Griichenland kritt elo zwee Joer méi laang Zäit, fir ze spueren. Mä wien hëlleft hinnen d'Käschten droen? Den IWF fuerdert ee Schuldenerlass, d'Eurolänner sinn dergéint.

Här Asselborn, wat ass d'Positioun vun der Regierung zur Situatioun a Griichenland? Brauche mer net ee méi geziilten EU-Opbauprogramm fir Griichenland? Hëllefe mir de Griichen och bilateral, fir zum Beispill och Expertise oder administrativ Hëllef an dat Land ze bréngen?

Eisen Informatiounen no ass dat net de Fall. An engem Troika-Rapport mat enger Lëscht vun 23 EU-Länner, déi och bilateral hëllefen, taucht Lëtzebuerg net op.

D'Kris an d'Koordinatiounsproblemer an dee stännege Richtungssträit tëschent de Memberstaten op Basis vun nationalen Interesse bestäerken awer déi gréng an hirer Iwwerzeegung, datt et aktuell keng Alternativ gëtt zu engem méi solidareschen a gëeenten Europa.

Leider riskéiert Europa aktuell och nach a gesellschaftleche Froen no riets ze driften. Als ee Symptom dovunner kann een den Tonio Borg - de proposéierten neien EU-Kommissär aus Malta - gesinn, iwwert deen d'Europaparlament d'nächst Woch ofstëmme wäert.

Här Ausseminister, fannt Dir et akzeptabel, datt d'EU ee Kommissär soll kréien, deen a Froe wéi Homosexualitéit, Divorce, Netdiskriminatioun a Fraerechter eng erzreaktionär Weltanschauung huet?

Déi gréng Fraktioun am Europaparlament wäert den Här Borg op jidde Fall oflehnen. Mä wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëser Nominatioun? Gedenkt Dir beim Här Barroso ze intervenéieren? Ënnerstëtzt Dir d'Madame Lydie Err, EU-Biergerin an Ombudsfra zu Lëtzebuerg, an hirer formeller Oppositioun, wat d'Nominatioun vum Här Borg als EU-Kommissär betrëfft?

E Volet, wou Dir an der Ried relativ detailléiert drop agaange sidd, Här Ausseminister, sinn d'Fortschrëtter bei de Verhandlungen iwwert d'Fräihandels- an Associatiounsofkommesse vun eenzelne Länner mat der EU. Mir bedaueren hei allerdéngs Ären eesäitegen Discours a speziell och Är Betounung, datt dat ganzt Gewiicht vun der EU néideg wier, fir eenzel Drëttlänner derzou ze bewegen, esou Fräihandelsaccorden ofzeschléissen.

Wann ech dat richteg verstinn, heescht dat, datt d'EU verschidde Länner quasi zu hirem Gléck muss zwéngen. Et schéngt do wierklech en ënnerschiddlecht Verständnis vu Gléck ze ginn. Et gëtt nämlech genuch Beispiller, déi beleeën, datt d'Opmaache vun nationale Marchéen net par définition eng gutt Saach ass, virun allem, wa wéi üblech net op Aenhéicht verhandelt gëtt. De Rapport de force favoriséiert an der Regel d'Industrien an der Europäescher Unioun, fir Zougang ze kréien op d'Marchéen aus deene Länner.

An de Länner, déi zu hirem Gléck gezwonge ginn, leide par contre déi lokal Industrien, d'Handwierk an d'Landwirtschaft an domat och d'Existenzgrondlag vu ville Bierger a Familljen.

Besonnesch kloer ass dat am Fall vun de Landwirtschaftsmarchéen a Westafrika, wou Är Kolleegen aus der Kooperatioun mëttlerweil de Problem erkannt hunn an ee gewëssene regionale Protektionismus favoriséieren.

Och d'EU-Fräihandelsaccordë mat Peru a Kolumbien genee wéi d'Associatiounsofkommes mat Mëttelamerika suerge fir vill Kritik. Eng ganz breet Allianz vun Organisatiounen, Netzwierker an indigène Communautéiten aus Latäinamerika an Europa mobiliséiert zënter engem Joer géint dës Accorden. D'EU wëllt hei zum Beispill och hir subventionéiert EU-Mëllech géint déi lokal Entreprisen a Baueren an de Marché drécken. Fir déi gréng muss Lëtzebuerg deemno net nëmmen heiheem, mä och op EU-Niveau däitlech Effortë maachen, fir eng gréisser Kohärenz vun alle Politiken hinzekréien.

Mir stelle fest, datt déi Lëtzebuerger Aussepolitik nach ëmmer net systematesch mat der Kooperatiounspolitik verknäppt ass a Lëtzebuerg déi fundamental wichteg Cohérence des politiques nach ëmmer net hikritt.

D'Kohärenz vun eiser Politik betrëfft awer och d'Relatioun tëschent der Aussen- an der Wirtschaftspolitik. Si mer nach ëmmer glafwierdeg op EU- an op UN-Niveau, wat d'Demokratie an d'Mënscherechtsfro ugeet?

Verzicht Lëtzebuerg net ëmmer méi zugonschte vu bessere wirtschaftleche Relatioune mat manner demokratesche bis ondemokratesche Staten, wéi zum Beispill China, Russland, op een éierlechen a kriteschen Dialog mat hinnen an der Mënscherechtsfro? Ass dat net souguer total kontraproduktiv, well mer domadder just d'Attraktivitéit vun autoritäre Modeller stäerken?

De chineesesche Modell vun enger erfollegräicher wirtschaftlecher Entwécklung ouni Demokratie a Mënscherechter übt mëttlerweil vun Zentralasien bis iwwer Russland an Osteuropa eng grouss Unzéiungskraaft aus. Europa an all eegene Memberstat mussen hei dréngend géigesteieren. Als zukünftege Member vum Sécherheetsrot sti mer en plus elo ganz besonnesch an der Flicht, de gesellschaftsliberalen, demokratesche Modell ze verteidegen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- An deem Sënn hoffen déi gréng och, datt d'Mënscherechtsfro an de Rechtsstat, fir eis obligatoreschen Deel vun all kohärenter Aussepolitik, bei der ugekënnegter Statsvisite a Russland déi néideg Bedeitung erhält.

Russland ass als europäeschen Noper a Partner nämlech schonn zënter e puer Joer amgaangen, sech politesch an eng ganz bedrohlech Richtung ze entwéckelen. D'UNO, d'EU-Parlament, de Conseil de l'Europe genee wéi och d'Mënscherechtsorganisatioune weise sech regelméisseg besuergt. An deem Kontext hat de Félix Braz och am Numm vun de Gréngе rezent eng Motioun am Kader vum definitive Pussy-Riots-Uerteel eragereecht, deen haut um Ordre du jour steet a wou et mer logesch schéngt, dat elo hei am Kader vun der aussepolitescher Debatt och mat ze erwähnen.

Mir fuerderen d'Regierung op, bei de russeschen Autoritéiten ze intervenéieren an drop hinzeweisen, datt mer drop halen, datt d'Engagementer, déi se duerch d'Adhésioun am Conseil de l'Europe an an der OSZE agaange sinn, och missten agehale ginn, an datt Russland Démarchë misst ënnerhuelen, déi de Rechtsstat stäerken an d'Onofhängegkeet vun der Justiz garantéieren.

Um Beispill vun der Ukraine wëll ech e bëssen drop agoen, wat et heescht, wann de Rechtsstat net staark verankert ass a wann d'Onofhängegkeet vun der Justiz muss bezweifelt ginn. Am Emfeld vun de Wahlen, déi den 28. Oktober dëst Joer an der Ukraine waren, ass ganz oft gesot ginn, an der Ukraine géifen ëmmer méi däitlech Zoustänn wéi a Russland herrschen. Duerfir sinn ech der Meenung, datt d'Beispill vun der Ukraine duerchaus an dës Debatt an op dës Plaz passt.

An der Ukraine ware Wahlen. Déi definitiv Auswäertung vum Wahlprozess duerch d'OSZE steet nach aus, mä am Virfeld si schonn eng ganz Rei bedenklech Faitë festgestallt ginn.

D'Haaptleit vun der Oppositioun an un éischter Stell d'Madame Timoschenko sëtzen am Prisong a konnte weder un de Wahlen deelhuelen nach eng aktiv Roll am Wahlkampf spillen. D'Virwërf un dës Politiker, an dat soll een och net ënnerschloen, ginn a Richtung Amtsmëssbrauch a Korruptioun. Et ass allerdéngs genausou kloer, datt un der Onofhängegkeet vun der ukrainescher Justiz däerf gezweifelt ginn.

De Kommissär Štefan Füle huet gesot, déi Prozesser géint Timoschenko a Luzenko hätten net den internationale Kritäre vu Fairness, Transparenz an Onofhängegkeet entsprach. D'Madame Walburga Habsburg Douglas, déi den Team vun de Kuerzzäitbeobachter vun der OSZE geleet huet, sot, d'Ukrainer hätte besser Wahle verdéngt. Si huet virun allem de Muechtmëssbrauch vun der Regierung ugeprangert, awer och déi gravéierend Korruptioun an d'Muecht vun den Oligarchen.

Eent vun de gréisste Problemer an der Ukraine ass effektiv d'Korruptioun. Dat liest een ëmmer erëm. Dat huet een och scho vu Leit gezielt kritt, déi vill an der Ukraine ënnerwee sinn. Et ass awer am beandrockendsten, wann een op der Plaz vun de betraffene Bierger konkret Beispiller opgezielt kritt, déi weisen, datt näischt ouni Bestiechung leeft, datt et net just ëm Sue geet, mä ëm ee ganze System, datt eng ganz Gesellschaft moralesch korrupt ass.

An der Ukraine kann een Deputéierte kaum vu senger Indemnitéit als Deputéierte liewen. Jiddweree vertrëtt méi oder manner offen déi Interessen, déi seng Finanzen opbesseren. Korruptioun an Onéierlechkeet, wat d'Bezuele vu Steieren ugeet, si ganz wäit verbreet.

Et huet sech mëttlerweil en zimlech raffinéiert Mëttel vun Drock op de politesche Géigner entwéckelt. Wien ze vill kritesch ass, wie Parteie vun der Oppositioun finanziell ënnerstëtzt, wie sech géint d'Interesse vun de Leit, déi um Pouvoir sinn, wiert, dee kritt d'Beamte vum Steieramt op de Pelz gehetzt. Anscheinend fanne se ëmmer eppes. Wann net direkt, da siche se esou laang, bis se eppes fonnt hunn.

Dat ass perfid: An engem System, wou eigentlech jiddwereen eppes mécht, wat net propper oder legal ass, schécken ech deem, deen aus der Rei danzt, de Fisc laanscht. Déi Method ass anscheinend esou effikass, datt d'Oppositioun kaum nach Suen aus der Geschäftswelt kritt.

D'Leit sinn däers alles midd. D'Politik huet se vill ze vill oft enttäuscht. Do derbäi kënnt nach de Problem, datt an der Ukraine wéi a vill ze ville Länner op der Welt déi mënschlech Aarbechtskraaft praktesch kee Wäert huet. En Diplomingenieur verdéngt 200 Euro de Mount. A well dat och do net duergeet, fir ze liewen, hu vill Leit zwou Aarbechtsplaze respektiv si dreiwen iergendeen Handel. En Enseignant verdéngt do esou wéineg, dat ka kee Mënsch sech hei virstellen. En iwwerlieft mat Nohëllefstonnen oder soss niewelaanscht Aarbechten.

An da kënnt och am alldeegleche Liewen den éiwege Problem vun der Korruptioun derbäi. Fir eng Diplomaarbecht brauch een Ënnerschréften. All Ënnerschréft kascht Suen. Offiziell kascht de Schoulbesuch fir Kanner natierlech näischt. Ganz oft mussen all Mount ronn zéng Euro Schoulgeld fir d'Primärschoul bezuelt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn hei mat e puer Beispiller aus der Ukraine wëllen op d'Problemer vun de Leit an den östlechen Deeler vun Europa hiweisen. Ech mengen, datt déi Beispiller an ähnlecher Form an heiansdo bestëmmt nach méi krass an anere Länner an dëser Géigend erëmzefanne sinn. Ech denken zum Beispill u Wäissrussland.

déi gréng sinn der Meenung, datt d'Entwécklung an dëse Länner och hei zu Lëtzebuerg net kann egal sinn an datt mir eis hei musse fir Mënscherechter a besser Liewenskonditiounen asetzen.

Här Minister, Dir hutt gëschter gesot, datt Lëtzebuerg sech ëmmer fir eng Erweiderung vun der Europäescher Unioun agesat huet, well et ënner anerem zu eisen Aufgabe gehéiert, aner Länner an eise gemeinsame Friddensprojet anzebannen, an datt dat och an eisem eegenen Interessi geschitt. Dir wësst, Här Minister, datt déi gréng an déi Richtung matzéien. An och, wann et verschiddene Leit vläicht ze séier gaangen ass mat der Erweiderung, esou menge mir awer, datt et een noutwendegen historesche Schrëtt war.

Mir sollten et och fäerdegbréngen, eng Erweiderung net just mat eisem Lëtzebuerger Brëll ze gesinn, och wa schonn eleng dee Lëtzebuerger Brëll dat misst alles positiv weisen. Mir sollten eis och bewosst sinn, wat eng Erweiderung fir déi concernéiert Kandidate bedeit.

Ouni wëllen EU-Erweiderung mat NATO-Erweiderung ze vermëschen a scho guer net ze verwiesselen, wëll ech awer drop hiweisen, datt deemnächst, an zwar den 21. an 22. November, den zéngten Anniversaire vum NATO-Sommet vu Prag ass. Op deem Sommet, deen iwwregens deen éischte war an engem Land, wat hannert dem ehemolegen Eiserne Rideau läit, war décidéiert ginn, no Polen, Tschechien an Ungarn siwe weider Länner aus dem ehemolegen Ostblock als NATO-Memberschaftskandidaten unzehuelen.

De leschte Weekend war déi 58. Versammlung vum NATO-Parlament. An déi war och zu Prag. An et ass besonnesch vun deenen neie Länner betount ginn, datt d'Aussiicht op eng Memberschaft an der NATO oder an der EU - an déi Länner hätten am léifste gären de Package vun deenen zwee -, datt dat fir déi Länner ee ganz wichtege Moteur fir Reformen ass. Reformen, déi an déi Richtung gi vun deem, wat ech als gutt oder an dësem Fall vläicht just „better governance" géif bezeechnen.

D'Aussiicht op eng Memberschaft an der NATO oder EU ass eng Aussiicht op stabil ekonomesch Verhältnisser, ass eng Aussiicht op méi Wuelstand an op gesellschaftleche Fortschrëtt. A well et näischt méi Néfastes fir e Stat - wéi iwwregens och fir eng eenzel Persoun - gëtt, wéi eng Perspektivlosegkeet, solle mer net mat den Hoffnunge vun dëse Länner spillen, mä se seriö huelen an hinnen hëllefen, déi Kritären ze erfëllen, déi selbstverständlech noutwendeg bleiwe fir eng Memberschaft.

Här Minister, d'Feele vu Perspektiven, besonnesch fir d'Jugend, dréckt wéi eng Tonnelaascht op déi politesch a sozial Entwécklung vun dëse Länner. Dës Ausso vun Iech, Här Minister, gëllt leider fir ëmmer méi Länner an Europa an op der Welt. Dir hutt se gëschter an de Kontext vun der Entwécklung am Mëttleren Oste gesat an och d'Problemer vu Syrien ugeschwat. Dir hutt och ganz zu Recht vun der fataler Roll, déi Russland a China am Sécherheetsrot vun der UNO am syresche Biergerkrich spillen, geschwat.

Déi zwou Veto-Muechte blockéiere momentan all Léisungsvirschléi. Si verlängeren doduerch ee Biergerkrich, deen a Syrien scho wäit iwwer 30.000 Affer gemaach huet an ëmmer méi iwwert d'Grenze schléit. Speziell de Libanon an d'Türkei goufe mëttlerweil an de Konflikt mat eragezunn. Derbäi kënnt der Türkei hiren ongeléiste Kurdeproblem, deen zënter engem Joer nees an der Osttürkei an och am Grenzgebitt zu Syrien an dem Irak opflaamt.

Och wann et eng ganz aner Dimensioun ass wéi de syresche Biergerkrich, esou huet dëse Konflikt mat der PKK an deene leschte 14 Méint schonn iwwer 700 Leit d'Liewe kascht. Dat ass déi héchsten Afferzuel zënter 13 Joer. Eng militäresch Interventioun vun der internationaler Communautéit ass fir Syrien keng Léisung. An enger éischter Etapp muss probéiert ginn, de Virschlag vun enger Iwwergangsregierung nees op den Dësch ze kréien an domadder e Waffestëllstand an eng friddlech Transitioun méiglech ze maachen.

Nodeems d'Oppositioun sech elo endlech eng méi oder wéineger gëeente Struktur ginn huet, hu Frankräich an d'USA virgëschter dës Koalitioun vun der syrescher Oppositioun als déi eenzeg legitim Vertriedung vum syresche Vollek unerkannt. Frankräich huet zousätzlech dës national Koalitioun och direkt als zukünfteg Iwwergangsregierung unerkannt.

Här Ausseminister, do stellt sech dann direkt d'Fro, ob Lëtzebuerg dës Koalitioun och wëllt unerkennen. Kënnt Der eis do vläicht iwwert den aktuelle Stand informéieren?

Här Minister, Dir hutt, wéi dat vun Iech erwaart gouf, vill Sujeten ugeschwat, op déi ech net all kann agoen. Zum Friddensprozess am Mëttleren Oste wollt ech awer nach betounen, datt mir Är Positioun am grousse Ganzen deelen, an och Är Ausso, datt do ee vun de grousse Schlëssele vum Weltfridde läit an datt mer eng gerecht Léisung brauchen, déi souwuel d'Sécherheet vum Stat Israel a sengem Vollek wéi och d'Sécherheet an d'Dignitéit vum palästinensesche Vollek respektéiert.

Entschëllegt, datt ech heiansdo „Här President" soen, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Jo, dat ass guer kee Problem.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss dann nach e puer Wuert iwwert d'Atomenergie. Mir sinn natierlech frou iwwert d'Ausso vum Minister iwwer Cattenom. Mir freeën eis driwwer, datt de Laurent Fabius d'Dier opgemaach huet. Mir ginn dervun aus, datt dat dann den éischte Schrëtt ass, fir zu Cattenom d'Dieren definitiv zouzemaachen. Dat ass op alle Fall fir eis déi logesch Konsequenz vun de leschte Stresstester.

Mir begréissen, datt d'Regierung endlech mat op de Wee gaangen ass, fir eng diplomatesch Missioun op Paräis ze starten, och wann den Empfang duerch d'Emwelt- an Energieministesch net ganz d'Zil vun eiser urspréngleche Propos war. Mir haten op de President Hollande gesat.

Trotzdeem ass et elo wichteg, datt d'Regierung an all associéiert Partner dës an och eventuell zukünfteg Missiounen am Detail virbereeden an de Lëtzebuerger Argumentaire a puncto Cattenom méiglechst hieb- a stichfest gëtt.

Problemer hu mer mat der anerer Ausso zur Atomenergie am Kontext zum Iran. Mat der duebeler Approche op den iranesche Regime si mer d'accord. Jo, mer mussen engersäits Drock ausüben duerch Sanktiounen, anererséits awer eng permanent Bereetschaft zum Dialog signaliséieren.

Problemer hu mer mat der onnuancéierter Duerstellung, datt all Land d'Recht op zivil Nuklearprojeten huet, ënnert der eenzeger Bedéngung, datt et mat der Agence internatio-

nale de l'énergie atomique zesummeschafft. Vu d'Komplexitéit vun der Technik, d'Onméiglechkeet vun enger propperer Trennung tëschent ziviler a militärescher Atomkraaft, dem Risiko vu Prolifération nucléaire genee wéi och dem inhärente Geforepotenzial vun all Atomreakter gehéiert esou eng Ausso an eisen Ae wesentlech méi nuancéiert.

Atomenergie huet virun allem och ee risegt geopolitescht Konfliktpotenzial fir déi betraffe Regiounen. Atomzentrale betreffen net just en eenzelne Stat, mä kënnen Nopeschlänner an hirer Existenz bedroen. Cattenom ass e Beispill, an net dat eenzegt. Hei si mir wesentlech méi streng wéi Dir, Här Minister.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Adam och Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, zënter datt mir hei am Haus déi lescht Debatt iwwert d'Baussepolitik vun eisem Land gefouert hunn, huet sech eist internationaalt Émfeld nach eemol aussergewéinlech staark verännert. Déi wuel dramateschst Entwécklung ass déi, datt mir duerch déi kombinéiert Eurokris a Scholdekris an Europa op e Punkt komm sinn, wou d'Lëtzebuerger Land wéi och déi aner Memberen an der Eurozon op eng ganz séier a ganz radikal Manéier Souveränitéitsrechter verluer hunn.

Iwwert de Wee vun europäesche Reglementer, déi jo emol net mussen hei an der Chamber gestëmmt ginn, besonnesch och am Kader vum sougenannte Sixpack a vum Europäesche Semester wéi och bei aneren europäesche Rechtsakten oder Prozeduren hu mir als Land an och als Parlament nees e gutt Stéck manner an Europa ze soen.

Dës Entwécklung ass méi wéi op engem Punkt remarquabel. Si ass geschitt ouni Referendum, obschonn déi budgetär Souveränitéit vun dëser Chamber, also vläicht déi wichtegst vun hire Kärkompetenzen, ageschränkt gouf. A si ass geschitt opgrond vun enger extrem extensiver Interpretatioun vun e puer Dispositiounen an den Traitéen, obwuel an aneren Domäner, wéi zum Beispill beim Respekt vun de Stabilitéitskritäre vu Maastricht, de Respekt vun den Traitéen ëmmer nees ganz klenggeschriwwe gouf.

Ech wëll hei just drun erënneren, datt och de Lëtzebuerger Premierminister, wou et drëm gaangen ass, fir d'Stabilitéitskritären am Maastricht-Traité anzehalen, ëmmer nees dozou bäigedroen huet, datt Ausnahme gemaach goufen. An Ausnahme si Vertragsverletzungen.

Och elo déi Entwécklunge bei der Europäescher Zentralbank si fundamental a Fro ze stellen, wann et drëm geet, fir déi urspréngleche Intentioune vun dem Europäeschen Traité ze respektéieren. Mir hunn elo gesinn, datt d'Zentralbank praktesch erlaabt krut, fir praktesch onbeschränkt Wäertpabeiere vu Memberstaten opzekafen, och wann dat elo esou presentéiert gouf, wéi wann dat alles um Sekundärmarché wär an u sech legal.

Mä et ass awer trotzdeem net ze iwwersinn, datt domadder eng praktesch onbegrenzte Statsverschëldung an Europa mat begleet gëtt an datt et kann zu inflationären Tendenze féieren, och wa monetär Géigemoossname vun der Europäescher Zentralbank mat ugesot goufen. Et däerf een op jidde Fall gespaant sinn, wéi déi da gräifen.

Heibanne sinn der bestëmmt nach eng etlech, déi sech drun erënneren, datt de Sëtz vun der Europäescher Zentralbank onbedéngt huet missen op Frankfurt kommen als Zeeche vun der Stabilitéit vun der europäescher Geldpolitik an der Kontinuitéit vun der Politik, wéi déi däitsch Bundesbank se ganz laang gemaach hat. Haut ass et esou, datt de Vertrieder un der däitscher Bundesbank am Conseil vun der Europäescher Zentralbank total isoléiert ass, wann et drëm geet, d'Orthodoxie an der Geldpolitik ze vertrieden. Hei huet sech villes gemaach. Eiser Meenung no net zum Virdeel.

Et mécht eis grouss Suergen. Wann een dës Entwécklunge gesäit an dobäi och nach bedenkt, datt eis öffentlech Verschëldung zu engem Deel, souguer zu engem groussen Deel, och mat der Eurokris zesummenhänkt, da muss ee sech froen, firwat esou Entwécklungen iwwerhaapt konnte geschéien.

Datt Lëtzebuerg eng Währungsunioun mat engem oder méi anere Länner brauch, steet jo iwwerhaapt net zur Debatt. Ech mengen, et ass Deel vun eiser Geschicht. Mir sinn einfach ze kleng. Mir si jo och mat eise belschen Noperen iwwer Jorzéngten - mat enger grousser Ausnahm deemools, zu där hirer Ofwäertung mer net consultéiert goufen - ganz gutt gefuer.

Mir brauchen eng Währungsunioun. Mä den Zweck vun enger Währungsunioun, dee muss ee sech och virun Ae féieren. Den Zweck ass, datt mir, eis Ekonomie, zouverlässeg Échangë mam Ausland kann hunn, an dat a Konditioune vu Geldstabilitéit a vun unerkannter Zouverlässegkeet. Eng Währungsunioun ass also an eisen Aen eng ekonomesch a finanztechnesch Noutwendegkeet fir eist Land. Si ass net primär e politeschen Integratiounsprojet. Deen hate mer och net mat der Belsch iwwert d'Währungsunioun.

Anescht ass dat beim Euro. Dës Währung ass net nëmmen aus währungstechnesche Grënn geschaf ginn, mä och vläicht - an och vläicht virun allem, fir Eenzelner -, fir déi politesch a Wirtschaftsunioun an dat federalt Europa virunzedreiwen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dës politesch Prioritéit huet awer en enorme Präis. Déi neierdéngs postuléiert politesch Spär fir d'Memberlänner, aus der Eurozon eraus kënnen ze goen, a sief et och nëmmen temporär, an déi finanztechnesch Onméiglechkeet fir si, fir ofzewäerten an doduerch d'Kompetitivitéitsnodeeler auszegläichen, bréngt fir eng ganz Rei vun Eurolänner vill soziaalt Leed mat sech.

D'Ofwäertung geschitt duerch massive Sozialofbau. Griichenland an och ëmmer méi aner Länner kréien dat akut ze spieren. D'Konsequenze si fir vill Leit dramatesch. Net nëmmen ekonomesch fir déi grouss Majoritéit vun de Leit an deene Länner, mä och wat déi politesch Stabilitéit an deene Länner ugeet, besti Risiken, well radikal Parteien ëmmer méi staark ginn.

D'ADR hat dowéinst scho méi laang proposéiert, datt Griichenland soll aus dem Euro erausgoen an da soll wirtschaftlech ënnerstëtzt ginn, fir nees op d'Been ze kommen. A mir sinn iwwerzeegt, datt dat och iergendwann eng Kéier esou wäit kënnt.

D'Fro ass, wou déi Katastroph ass, Här Minister, vun där Dir gëschter geschwat hat. Eiser Meenung no ass si all Dag fir d'Griichen ze spieren. Duerch déi Politik, Är Politik, déi vun eiser Regierung, bezuele si jo net nëmmen de Präis fir d'Scholdepolitik, déi si gemaach hunn - an do komme se och net derlaanscht, fir dat ze bezuelen -, mä si mussen zousätzlech och nach de Präis fir déi politesch Dreem vun den europäesche Federaliste bezuelen. An dat wär net néideg.

Wéi gesot, ass och eise lëtzebuergesche Scholdeproblem zu engem Deel duerch den Euro mat verursaacht. Ëmmer méi maache mir Lëtzebuerger Scholden oder iwwerhuele Garantien, fir deene verschëllte Länner direkt oder indirekt ze hëllefen. Am ESM si mir Lëtzebuerger pro Kapp bäi Wäitem déi wichtegst Garanten. Mam belsche Frang, ouni nostalgesch ze sinn, well dat ass haut keng Optioun méi, mä esou Problemer hate mer mat enger anerer Währungsunioun net.

A wann et dem Här Juncker oder och dem Här Asselborn géif nogoen, da géif Europa nach méi wéi bis elo zu enger Transfert- an zu enger Scholdenunioun ginn, obschonn dat an den Traitéë formell verbueden ass.

Den Här Minister hat gëschter hei iwwert d'„Euro-Bonds'an aner Instrumenter geschwat, déi géifen derzou féieren, fir d'europäesch Scholden oder d'Scholde vun de Memberstate vun der Eurozon ze vergemeinschaften. Dat géif awer fir Lëtzebuerg dozou féieren, datt éischtens eisen Defizit méi grouss géif ginn, d'Zënslaascht fir eise Statsbudget géif staark klammen, an datt mer souwisou nach méi e grousse Risiko géife lafen, fir den Triple-A ze verléieren.

Elo schonn ass deen a Gefor. Et gi vill Leit dervun aus, datt mer d'nächst Joer schonn deen Triple-A wéinst där vill ze vill héijer Verschëlldung vu Lëtzebuerg kënne verléieren. A wa mer den Triple-A verléieren, dann ass Lëtzebuerg als Investitiounsstanduert selbstverständlech nach vill manner interessant fir vill auslännesch potenziell interesséiert Leit.

Mat der Scholdepolitik hu mir eis an eng Sakgaass manövréiert. An, Här Minister, wann Dir och nach déi europäesch Scholden oder Scholde vun aneren europäesche Länner wëllt vergemeinschaften, also och op eis mat ofwälzen, dann ass d'Situatioun vum Lëtzebuerger Land och nach vill méi schlëmm.

Fir eis ass op jidde Fall kloer, datt eng verantwortungsvoll Währungspolitik anescht muss ausgesinn. D'Eurozon muss et Länner wéi Griichenland erlaben, op d'mannst temporär erauszetrieden. Mir musse Griichenland kënnen anescht hëllefen. An et mussen och aner Méiglechkeeten ugeduecht ginn, fir där Kris Meeschter ze ginn: zum Beispill duerch eng temporär Aféierung vu Parallellwährungen; zum Beispill duerch eng Devaluatioun vum Euro, déi ass jo och zum Deel an e bësse schonn amgaangen; oder duerch eng Ännerung vun der Kompositioun vun der Eurozon no ekonomesch méi stabille Kritären.

Alles dat muss ee kënnen diskutéieren. An et kann een net higoen, fir ze soen: „Déi Politik, déi mer elo maachen, déi ass ouni Alternativen." Dat ass esou eng Politik vum Denkverbuet. An et ass och an der Saach net richteg, well selbstverständlech gëtt et och an der internationaler Ekonomie eng Rei Alternativen. Mä et muss ee kënnen oppen driwwer diskutéieren. Dat kann een awer net, soulaang ee seet: „Eis Finalitéit ass u sech déi politesch Unioun, an alles, wat deem Zil géif widderstriewen, dat däerfe mer net undenken." Dat ass sécher kee richtege Wee.

Dir gesitt och en aneren Nodeel, iwwert dee kaum geschwat gëtt, wann d'Eurozon esou zu enger Scholden- an Transfertunioun gëtt, wéi et elo geet, verbonne mat engem Verloscht vu Souveränitéitsrechter vun de Memberlänner. An dat gesitt Der bei enger Rei vun deene Staten, déi Member an der Europäescher Unioun sinn an déi prinzipiell missten den Euro als Währung akzeptéieren an awer ëmmer manner bereet sinn, fir dat ze maachen, aus deene Grënn, déi mer beschriwwen hunn. Dat heescht, och déi Länner, déi kéinten oder sollte bäitrieden, déi iwwerleeë sech dat ewell ëmmer besser, ob se dee Schrëtt nach wëlle maachen.

En Euro, esou wéi e sech haut entwéckelt duerch déi Politik, dee bréngt Risike mat sech. Dee Wëllen, fir ze integréieren, dee kann derzou féieren, datt déi Soliditéit an der Unioun ënnergruewe gëtt an datt herno d'Unioun éischter ausenanerstrieft duerch déi Laascht, déi op eis geluecht gëtt, wéi datt se ka weider integréiert ginn.

Et kann ee keng politesch Integratioun forcéieren. Déi Léieren aus de Referenden, wou mer den Europäesche Verfassungsvertrag hei engem Referendum virgeluecht haten - Dir wësst, a Frankräich an an Holland ass dee Referendum negativ ausgaangen -, déi musse gezu ginn. Europa kann een net ouni d'Leit wëlle bauen. Et muss een d'Leit consultéieren.

An an deem Sënn, Här Minister, versti mer och eigentlech Är Positioun iwwer Referenden net. Dir sot, Europa oder eng Fro kann een net op e Jo oder en Nee reduzéieren. Ech halen dat net fir gutt, well och hei décidéiere mir mat engem Jo oder mat engem Neen, wa mer iwwer en Traité ofstëmmen. Et muss een ëmmer all déi verschidden Aspekter ofweien, mä schlussendlech kënnt et awer derzou, datt mer musse jo oder nee soen. An dat maachen d'Leit och.

Et kann een d'Natioun, eisen „Souverain" - esou wéi et an der Verfassung steet -, net ënnerschätzen an net entmündegen. Dofir bekenne mir eis als ADR zum Prinzip vum Referendum. Ech sinn och net mam Här Fayot sengen Ausféierungen d'accord, deen eis op eng ganz intelligent Manéier awer dach däitlech ze verstoe ginn huet, datt e Referendum, wann een net weess, wéi d'Resultat ass a wann dat net an dat politescht Konzept passt, eigentlech net ka gemaach ginn.

Neen, e Referendum muss ee kënne féieren. An zwar muss een dat Resultat akzeptéieren, zu deem d'Leit kommen. Dat ass dat eigentlecht demokratescht Grondverständnis, zu deem mer eis musse bekennen.

A mir mussen derfir suergen - an dat soen ech awer och -, datt mer deenen zwou Säiten déiselwecht Mëttele ginn, fir hir Opklärungsaarbecht bei de Leit ze maachen a Reklamm fir hir Positiounen ze maachen. Dat war beim Europäesche Verfassungsvertrag hei zu Lëtzebuerg net de Fall, wou mer deen ofgestëmmt hunn. A wann een dat bedenkt, da gesinn déi 54% plus fir dee Verfassungsvertrag nach méi schwaach aus, wéi dat Resultat scho war, well et wor einfach keng Gläichheet vun den Informatiounsméiglechkeeten op deenen zwou Säite ginn.

Mir hätten also gär, datt mer déi ganz Referendumsdiskussioun am demokratesche Geescht féieren an net laanscht d'Leit wëllen Europa integréieren, mä mat de Leit.

Här President, mir kënnen als ADR och ënnersträichen, datt mir, och wat d'Finalitéit vun der europäescher Integratioun ugeet, ëmmer eng Alternativ proposéiert hunn. Och do gëtt et Alternativen. Et muss een net ëmmer dat federaalt Europa wëllen, et kann een och en anert Europa wëllen, en Europa vun den Natiounen, an deem mer wierklech eis Souveränitéit géife behalen an op eng aner Manéier géife mat deenen aneren europäesche Staten zesummeschaffen.

Mir wëllen net, datt Lëtzebuerg vun Europa regéiert gëtt. Mir wëllen als ADR eis Souveränitéit an eis Demokratie erhalen. Mir wëllen als ADR iwwer eis Wäerter, eis Sozialpolitik an eis Gesellschaftspolitik kënne selwer décidéieren. Sécher, mir brauchen Europa fir villes, an do wëlle mir och mat aneren zesummeschaffen. Mir mussen och mat aneren zesummeschaffen, awer als gläichberechtegten a souveräne Stat. Mir rutschen an eng Situatioun eran, wou mer ëmmer méi zur Kolonie ginn, zu engem Deelstat beschtefalls, deen awer net méi vill selwer ze soen huet. Dat kann et net sinn.

Ech wëll hei just erënneren - fir déi Leit, déi vläicht drun zweifelen oder mengen, dat wär iwwerdriwwen, wat ech hei géif soen - un Är eege Kommentaren, Här Minister, déi Der hat bei Deauville a bei anere Geleeënheeten an deene leschte Joren, wou Der den Directoire an der Europäescher Unioun kritiséiert hutt.

Ech wëll Iech och soen, Äre Glawen un d'Méthode communautaire iwwerzeegt och net méi an deem Sënn, well och d'Europäesch Kommissioun behëlt sech ewell wéi e Groussen, wéi e grousst Land dacks an der Unioun, fir kënne mat deenen aneren nach matzediskutéieren. An déi Zäiten, wou mer eng Kommissioun haten, déi d'Interesse vun deene klenge Länner vertrueden huet oder d'Gardienne des traités nach war, déi Zäite sinn eriwwer. Mir gesinn déi Europäesch Kommissioun net méi.

Mir hätte gären als ADR net nëmmen en Europa vun den Natiounen, mä mir hätte gären och e soziaalt Europa. Dat ass e Volet, deen ëmmer feelt an deen net genuch kritiséiert gëtt. A mir wësse jo, firwat.

Mir wësse jo, wéi d'Kommissioun fonctionnéiert. Zënter Joren ass si en Organ, eng Institutioun, wou d'Lobbye sech d'Klensch an d'Hand ginn. Dat kann ee verstoen. Et ass och net ëmmer onbedéngt en Nodeel fir Europa, wann d'Interesse vun de grousse multinationalen Entreprisen dûment respektéiert ginn a mat afléisse gelooss ginn, vu datt d'Europäesch Unioun jo an enger concurrentieller Situatioun mat anere Regiounen op der Welt ass. Awer fir ze akzeptéieren, datt dat net mat engem soziale Géigegewiicht begleet ass, dat kann einfach net sinn.

Mir insistéieren ëmmer erëm, datt dat Europa e soziaalt Gesiicht muss hunn. Et wär ëmsou méi néideg, wéi mer elo gesinn hunn, wat a Griichenland an op anere Plaze geschitt. Et geet net duer, de Constat ze maache vun der sozialer Nout an deene Länner, mä mir brauchen och eng institutionell Upak, fir déi Saachen esou unzegoen, datt mer dat net musse passiv materliewen.

Dir hat eng Kéier gesot - ech hat mer dat hei opgeschriwwen, Här Minister - an engem Interview op Chamber TV: „Ouni Europa hätte mir keng Aussepolitik." Dat ass en Zitat vun Iech, also wëll ech et hei elo net a Fro stellen. Ech wëll et awer kritiséieren, well mir brauchen eng Aussepolitik, fir Europa ze gestalten. Europa ass Deel vun eiser Aussepolitik a mir brauchen eng Approche zu Europa, déi eisen nationalen Interessen déngt: manner Bürokratie, manner Dirigismus, méi Flexibilitéit, Subsidiaritéit a Souveränitéit fir d'Memberstaten.

Europapolitik ass fir eis keen Dogma oder Selbstzweck, mä et ass eng pragmatesch Dimensioun vun nationaler Interessevertriedung.

Mir wëllen och als Lëtzebuerger eis finanziell Interessen an Europa nees décidéiert vertrieden. Zum Beispill doduerch, datt mer der Kommissioun ee fir alle Mol kënne kloermaachen, an do feelt et u Wëllen an eiser Regierung, datt mer déi Direktiv iwwert d'Besteierung vum Spueren, d'Fiscalité de l'épargne, datt mer dat net ouni Weideres akzeptéieren, datt dat op aner Finanzproduiten zum Beispill am Versécherungssecteur oder op d'Fongen ausgedehnt gëtt.

Et muss Schluss sinn. Mir kënnen net vu Conseil zu Conseil goen, mat den Éisträicher e Veto aleeën, all Kéiers erëm kritiséieren, datt déi Propositiounen net konkret genuch sinn, net ausgefeilt genuch, mä et muss een endlech kënnen eng Politik maachen, wou ee seet: „Mat eis net méi."

Och mir kënnen och net ëmhin, iwwert den EU-Budget ze schwätzen. Verschidde Kolleegen hunn dat hei ugeschwat. Mir sinn als Lëtzebuerg schonn ee vun deene gréissten Nettocontributeuren an der Europäescher Unioun. Elo sinn do e puer Enjeuen. Ee vun deenen Enjeuen ass, datt mer iwwer nei Ressources propres vun der Kommissioun schwätzen, fir hire Budget dann ze organiséieren. An do sinn eng Rei Propositiounen am Gespréich, déi eisen nationalen Interessen direkt schueden.

Ech wëll just drun erënneren, datt den Här Juncker, eise Premierminister, ëmmer erëm an Interviewen, a leschter Zäit e bësse manner - wat ee versteet -, awer ëmmer erëm huet hie betount, datt hien am Prinzip och fir eng Finanztransaktiounssteier um Niveau vun der Eurozon wär. Dat ass de Ruin vun eiser Finanzplaz.

An ech wéilt hei den Här Juncker drun erënneren, datt dat fir eis op kee Fall däerf a Fro kommen. Gott sei Dank maache mer am Ableck nach net bei der Coopération renforcée iwwer eng Finanztransaktiounssteier do mat.

Mä si ass an der Saach sënnlos. Dat wëll ech och hei soen. Wann Dir wëllt géint Spekulante virgoen, ma da verbitt d'Spekulatioun an da gitt géint déi Leit vir, déi do un de Computere sëtzen a Milliounen Transaktiounen a kuerzer Zäit duerch d'Maschinne lafe loossen! Da maacht dorauser e Fait pénal. Mä Dir braucht awer net ze mengen, datt duerch esou eng Finanztransaktiounssteier d'Spekulatioun als solch géif limitéiert ginn. Dat ass eng Illusioun.

Genausou ass net akzeptabel, datt mer iwwer eng Tax schwätzen iwwer Activité financière. Well bei enger Tax iwwert d'Activité financière hätt dat als eenzeg Inzidenz, datt da Lëtzebuerg erëm misst méi wéi proportional um europäesche Budget mat bäidroen.

Mir hätte gären eng Reduzéierung vum EU-Budget, well wann heiheem gespuert gëtt, Här Minister, da muss Europa och spueren. Ech weess, datt dat Iech net gefält, mä et ass dach normal, datt, wann heiheem eng Austeritéitspolitik vun Ärer Regierung ageféiert gëtt an eng sozial ongerecht Steierpolitik an aner Moossname geholl ginn, wéi Dir se hei maacht, datt mer dann awer och kucken, datt um europäesch politeschen Niveau awer och soll gespuert ginn.

E puer aner Sujeten, well leider huet meng Partei net ganz vill Zäit, fir hei all Positioune virzebréngen.

(Brouhaha)

Ech weess, datt Der et net gären héiert, well d'Wourecht héiert Der net gären heibannen. Dat ass bekannt.

(Brouhaha)

Mä mir hunn hei zum Beispill de Siège vun den europäeschen Institutiounen, Här Minister. Do wollt ech Iech awer froen: Wéi ass dat méiglech, datt Der Iech net méi fir de Parquet européen asetzt?

Am Ableck gesäit et esou aus, als géif Den Haag dat vläicht kënne kréien. Dir wësst, datt mer dräimol garantéiert krute vun eisen europäesche Partner, datt de Parquet européen muss zu Lëtzebuerg installéiert ginn. Do kënnt Der eis vläicht erklären, wou Der mat deem Dossier dru sidd.

Da bei der UNO. Do, jo, bon, ech mengen, de Sécherheetsrot ass vill ugeschwat ginn. Ech wollt Iech just ebe soen, datt dat elo fir eis vläicht net esou wichteg ass. Mir hätte ganz aner Prioritéite wéi déi do.

D'Kolleegen zum Beispill vun deene Gréngen hu vum Klimaschutz geschwat. Dat ass vläicht gutt, fir e Wuert iwwert de Kyoto-Protokoll ze soen. De Kyoto-Protokoll ass eppes, wat per se gutt gemengt ass, awer total wierkungslos bleift, well déi wichteg Staten, déi bei de Kuelendioxidemissioune matmaachen, do net matmaachen. Déi hunn deen net ënnerschriwwen, denken zum Deel guer net drun, en ze ënnerschreiwen. A Kanada ass och aus där Asiicht, datt dat e wierkungslose Protokoll ass, ausgetrueden.

Mir brauchen, fir d'Klima ze schützen, keng massiv Finanztransferten an d'Ausland. Mir brauche weder, wéi dat an deene leschten dräi Joer geschitt ass, 22 Milliounen Euro an déi baltesch Staten ze iwwerweisen nach an aner Länner. Dem Klima ass et egal, wou et geschützt gëtt. Eisem Handwierk ass et awer net egal. An eiser Leeschtungsbilanz ass et och net egal. Déi Suen, déi mir fir de Klimaschutz wëllen investéieren, déi solle mer heiheem investéieren. A wann de Kyoto-Protokoll dat net hiergëtt, an e gëtt et net hier, da muss een och de Courage hunn, déi néideg Décisiounen ze huelen.

Ech verweisen och just op déi Méiglechkeet, fir mat eise belschen an hollännesche Frënn méi ze maachen, fir déi erneierbar Energien an eiser Géigend ze förderen.

D'Ambassade zu Abu Dhabi, Här Minister, déi Dir gëschter gelueft hutt; ech mengen, do sinn ech net deen Eenzegen, dee sech freet, wat mir mat enger Ambassade zu Abu Dhabi maachen. Vun de Mënscherechter an esou weider emol ganz ofgesinn.

Ech mengen, et géif wahrscheinlech e puer Honnert Plazen op der Welt ginn, wou eng Ambassade vu Lëtzebuerg méi sënnvoll wär wéi eng zu Abu Dhabi. Se ass emol net am Qatar mat akkreditéiert. Fir déi Leit, déi mengen, dat wär vläicht fir Doha zoustänneg: Et ass et net. An ech hunn als eenzeg Méiglechkeet gesinn, fir ze envisagéieren, datt vläicht d'LSAP hir Summerakademie do organiséiert. Mä soss hunn ech nach kee méigleche Sënn fir déi Ambassade kënnen identifizéieren.

E lescht Wuert zum Noen Osten: Mir sinn d'accord mat Iech, wann Der sot a wann Der déi israelesch Siedlungspolitik kritiséiert. Dat ass richteg. D'Zwee-State-Léisung - richteg; Mënscherechter fir d'Israelien a fir d'Palästinenser - richteg.

Mir sinn net mat Iech d'accord, datt Der esou dacks vergiesst, fir d'Hamas ze kritiséieren. An ech mengen, et wier einfach nëmme richteg, wann Der, wann Der Israel kritiséiert, awer och sot, firwat et esou schwiereg ass, mat de Palästinenser ze verhandelen, och déi Désunioun ënnert de Palästinenser an déi Problemer, déi si ënner sech hunn. An dat huet Inzidenzen op de Friddensprozess.

Sot dat derbäi, Här Minister, da si mer vill méi no beieneen, wann Der méi en ausgeglachent Bild vun der Situatioun presentéiert!

Voilà, meng Zäit ass leider ofgelaf, an ech hätt nach esou vill ze soen.

Nach ee lescht Wuert, Här Minister, well déi gréng dat och opgeworf hunn, den Här Adam ass elo leider net heibannen, ech hätt nach gär ee Wuert gesot. Et ass net - et ass net! -, well e Mënsch wéi den Här Borg aus Malta chrëschtlech Iwwerzeegungen huet, datt en net soll oder dierft Member an der Europäescher Kommissioun sinn. Dat ass eng Gesinnungsdiktatur, déi déi lénk Parteie lues a lues opriichten. Si hunn net d'Wourecht eleng.

A wa mer iwwer Chrëschte schwätzen, Här Minister, all Joer erënneren ech Iech drun: Déi chrëschtlech Communautéite sinn déi am Ableck am meeschte verfollegt Gemeinschaft op der Welt. Setzt Iech a fir si a fir aner reliéis Minoritéite wéi zum Beispill d'Bahai am Iran!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech hu gëschter Owend un engem Solidaritéitspiquet vun déi Lénk mat de Streikenden am Süde vun Europa virun der Ambassade vu Portugal deelgeholl. Do hu Vertriederinnen a Vertrieder aus all deene Länner - Portugal, Italien, Spuenien, Griichenland - geschwat an op déi desastréis sozial Situatioun an deene Länner higewisen.

Ech muss soen, an der Ried vum Här Ausseminister hunn ech näischt dovunner héieren - also, ech menge vun der Situatioun an deene Länner natierlech -, ausser e puer vagen Erklärungen iwwert d'Noutwendegkeet, eng iwwermëisseg Austeritéit misst verhënnert ginn. Woubäi wuelverstanen net déi Austeritéit gemengt ass, déi awer de Moment deene Länner imposéiert gëtt iwwert déi EU-Programmer, déi ënnert der Présidence vum Eurogroup-Chef Jean-Claude Juncker zustane kommen an déi jo grad zu deenen Effeten dohanne féieren, déi esou vill kritiséiert ginn.

Au contraire, an Ärer Ried, Här Minister, si laang Kapitelen dran, wou de Fiskalpakt vun der Europäescher Unioun beschriwwe gëtt, d'Budgetspolitik beschriwwe gëtt, d'Gouvernance économique, esou wéi se vu Bréissel aus diktéiert gëtt an deemnächst nach soll verstäerkt ginn.

An ech mengen awer, et ass grad déi austère Politik an Europa, déi derzou féiert, niewent all deenen demokratesche Froen, déi se opwerft, wat d'demokratesch Souveränitéit vun de Leit ugeet, d'demokratesch Souveränitéit vun de Parlamenter och ugeet - nationale Parlamenter an Europaparlament -, et ass déi austère Politik, déi an de Länner de Moment derzou féiert, dass d'Kafkraaft an déi sozial Sécherheet erofgesat ginn, wat iwwerall zur Rezessioun an zur Aarmut féiert, an iwwregens an der Tendenz och bei eis déiselwecht Effeten huet.

A wa Lëtzebuerg elo an den UNO-Sécherheetsrot kënnt, da muss een awer och soen, da sti mer - net nëmmen, mä och - fir esou eng Politik, well d'EU ass de Moment awer eppes gi wéi de Laboratoire vum Neoliberalismus an der Welt, an dat, muss ee soen, an engem vill méi héije Mooss nach, wéi dat an den USA, a Japan oder a China de Fall ass, wou awer d'Regulatioun an d'staatlech Interventioun an deene Länner vill méi eng grouss Roll spille wéi bei eis, wéi an Europa.

Wéi den Här UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon hei op dëser Tribün virun enger Zäit stoung, hat ech him d'Fro gestallt, wéi et mat deene Virschléi wier vum Grupp ëm de kriteschen Ekonomist Stiglitz zur Reorganisatioun vun den internationale Wirtschaftsorganisatiounen FMI a Weltbank, an och domadder, wéi et ëm d'Regulatioun stéing vun de Finanzmäert. Wéi ass et mat deene Virschléi, déi do virgestallt gi sinn? Wéi ech d'Äntwert héieren hu vum Här Ban Ki-moon, war ech net ganz optimistesch, dass déi Virschléi géifen deemnächst an der UNO ëmgesat ginn.

Ech mengen awer, Här Ausseminister, dass grad do nach vill ze maache wier, fir d'Weltwirtschaft méi gerecht ze gestalten. Well ech mengen, zu der Fro vun de Mënscherechter gehéieren och déi sozial Rechter, gehéieren d'sozial Sécherheet an d'sozial Gläichheet vun de Leit an der Welt.

Wou ech absolut d'accord si mat den Ausféierungen an der Ried, dat ass d'Condamnatioun, déi do gemaach gëtt vun der Siedlungspolitik vun Israel. Déi - an ech mengen, dat ass och duerchaus gewollt - féiert zu andauernde Spannungen an där Géigend, féiert derzou, dass de Fridden net méiglech ass an där Géigend. Mä ech mengen och, dass een do kéint méi maache wéi einfach nëmmen eng Feststellung dervunner. Ech mengen, dass een och zum Beispill iwwer geziilte Sanktiounspolitiken kéint derzou bäidroen, fir dass déi Siedlungspolitik do net hir Effete ka voll entwéckelen.

Ech wëll och soen, zur Onrou an zum reliéisen Zwist an där Géigend - och iwwregens a Syrien - dréit awer och zum Beispill de Qatar bäi, dee mëttlerweil niewent Saudi-Arabien zu deenen ondemokrateschste Regimer an där Géigend gehéiert.

Et ass erstaunlech - soen ech emol einfach ironesch hei -, et ass erstaunlech, dass dat net an der Ried vum Ausseminister kritiséiert gëtt. An ech mengen, e bësse méi Gläichheet bei der Veruerteelung vun Diktaturen, an dozou gehéiert natierlech och de Regime a Syrien, hätt ee sech schonn hei gewënscht.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Da kritt elo nach eng Kéier d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech maachen et extrem kuerz. An ech kucken och dann, jiddwer Intervenant ze äntwerten do, wou ech mengen, dass ech kéint äntwerten an och wëll äntwerten.

Also, dat Alleréischt betrëfft den Här Haupert als éischten Orateur. Ech mengen, seng Fro ass ganz berechtegt iwwer Schengen. Dat ass e wichtege Punkt, deen en erwähnt huet, an domadder däerfe mer net spillen.

Dir wësst, dass de Conseil vum Juni en Accord fonnt huet. Mir waarden elo op den Avis vun dem Europaparlament. Et ass eng Approche, déi net vun alle Länner gedroe gëtt, dass beim Déclenchement an och bei der Applikatioun vun der Clause de sauvegarde d'Kommissioun soll eng staark Roll spillen. Dir wësst, dass et Länner gëtt, déi wëlle selwer décidéieren, wéini dass déi Clause de sauvegarde soll spillen oder net. Mir hoffen, dass d'Europaparlament hei kann en Équiliber schafen.

Beim Mali, wat Der gefrot hutt, Här Haupert, ass et esou, dass déi europäesch Aide au développement de Moment suspendu ass. Also, déi ass ënnerbrach bis eng Feuille de route vu Bamako virläit. Dat kéint an deenen nächste Wochen oder Méint geschéien.

Dir wësst, dass eng Regierung agesat ginn ass, mä mir mussen awer waarden, dass effektiv do och eng Suite kënnt. An da wësst Der jo, dass mer och als Europäesch Unioun - Dir hutt dat ugeschnidden - virun allem eis engagéiere fir d'Formatioun vun de maleschen Truppen, fir dass se kënnen effektiv mathëllefe mat deenen 3.000 Zaldote vun der CEDEAO, fir ze kucken, dass am Norden, wou d'Leit immens vill - ech soen elo - wierklech leiden, well se mat Brutalitéiten all Dag konfrontéiert sinn, dat kann en Enn kréien.

Ech wéilt hei och ganz kloer soen, Här President, dass Dir - Madame Polfer -ugefaangen hutt mat där Entreprise. Wann Der net ugefaangen hätt, wiere mer jo och net zu engem Enn komm, duerfir e grousse Merci do derfir. Ech hunn dat richteg fonnt. Och, an dat wësst Der, dass de Match ugaangen ass no 2008, wou mer net méi zu zwee ware fir zwou Plazen, mä zu dräi. Mä ech mengen, och Äre Luef ass en Encouragement och fir eis Diplomaten.

Wat elo eigentlech déi Fro ugeet, déi Der gestallt hutt: „Ass Lëtzebuerg zu New York en eegestännegt Land oder huet et EU-Positiounen ze verdeedegen?'Et sinn och nach aner Kolleegen heibannen, déi déi Fro gestallt hunn. Also, mir si selbstverständlech gewielt ginn als Lëtzebuerger Land. A selbstverständlech si mer och als Lëtzebuerger Land Europäer.

An do äntwerten ech schonn op d'Fro vum Här Kartheiser: Ech kéint mer net virstellen, dass mer als Lëtzebuerg eleng mat eise 500.000 Awunner a mat eisem Territoire eng grouss Aussepolitik kéinte maachen. Duerfir mengen ech, dass mer awer vill Impuls oder den Haaptimpuls kréie vun der Europäescher Unioun, fir kënne matzeschwätzen a villen internationale Gremien. An dat däerfe mer ni vergiessen.

Mä do si mer natierlech och - loosse mer emol soen - an enger Logik, dass mer probéieren... Et si jo elo, wa mir an de Conseil de Sécurité komm sinn, dräi Länner aus der Europäescher Unioun dran; déi zwee permanent a mir. Elo zum Beispill waren der jo véier dran. Däitschland war mat dran, mat Portugal, mat deenen zwee aneren. Dass do och versicht gëtt, sech selbstverständlech eng gemeinsam Positioun ze ginn.

Dir wësst och, dass de Groupe vum WEOG, wat jo westeuropäesch Länner sinn, plus da Kanada, Amerika, plus Türkei plus Israel plus Neuseeland an Australien - dat ass e Veräin, deen nach hierkënnt wéi d'Mauer nach stoung -, dass mer och do regelméisseg Présidencen hu vum WEOG. Dass mer also mussen als Lëtzebuerg zu New York do déi Länner alleguerten da versichen op eng gemeinsam Linn ze kréien.

Dat heescht, mir hu mat eiser Lëtzebuerger Sensibilitéit, ech hunn dat och gëschter gesot, zum Beispill hu mir méi Sensibilitéit fir d'Kooperatioun wéi vläicht grouss Länner aus Europa. An dat, mengen ech, kéint fir eis och eppes ginn, wou mer eis kënnen démarquéieren, an net elo mat Jo oder mat Neen ëmmer, mä wou mer eis kënnen démarquéieren an der Approche.

Ech kritiséieren nach wie vor, dass et net méiglech war bei Libyen, wann ech dat nach eng Kéier däerf soen, dass d'europäesch Vertrieder net eng gemeinsam Positioun an esou engem wichtege Punkt wéi eben d'Libyen-Interventioun haten.

Dann hutt Der mech kritiséiert, a mat Recht, wann ech soen, dass de Conseil de Sécurité net zu enger Konklusioun komm ass. Bon, Dir waart selwer fënnef Joer laang Ausseminister, Madame Polfer. Dir wësst, och fir mech ass et net ëmmer einfach, mä lues a lues léiert een awer eng diplomatesch Sprooch. Dat heescht, dass een datselwecht ausdréckt, ouni mam Fanger ze weisen. An dat Wichtegst ass, et gëtt ee verstanen. An ech mengen, ech sinn do verstane ginn.

Wat awer dat Wichtegst ass bei Syrien: Mir sinn de Moment konfrontéiert als international Communautéit mat 400.000 Flüchtlingen. 400.000! D'Europäesch Unioun huet bis elo 258 Milliounen zur Verfügung gestallt, fir deene Länner ze hëllefen. Dat ass virun allem jo de Libanon, Jordanien, d'Türkei an den Irak. D'Europäesch Unioun dréit vun deene Käschten 52%. D'Amerikaner, fir ee Beispill ze ginn, 21%. Dat ass also vill manner. A Lëtzebuerg huet bis elo 2,5 Milliounen, fir eben ze hëllefen an de Réfugiéscampen, bezuelt.

Wat d'Madame Polfer da gefrot huet vun der „no-fly zone", fir d'Leed vun de Leit ze linderen. Dir musst wëssen, dass d'„no-fly zone" jo gefrot ginn ass bei Libyen vun der Ligue arabe. A si ass guttgeheescht ginn am Conseil de Sécurité, well do nëmme Länner sech enthalen haten. Et hat keent dergéint gestëmmt.

Dat heescht, eng „no-fly zone", ier een emol kann driwwer schwätzen, et muss eng Demande do sinn. An déi Demande ka jo nëmme komme vun der arabescher Welt. Déi ka jo net décidéiert gi vun der europäescher Welt. Déi ass net do. An ech ka mer och net virstellen, dass mer och, esou wéi et elo ausgesäit, dass een am Conseil de Sécurité mat esou enger Positioun kéint all Nee-Stëmmen évitéieren.

Wat elo muss gemaach ginn a mengen Aen, dat ass éischtens emol dat, wat den Här Brahimi eis gesot huet; dat ass den - wéi heescht dat? - den Ofgesannte vum Här Ban Ki-moon, also den Envoyé spécial vum Ban Ki-moon. Deen huet gesot zu Kairo, dass een am Conseil de Sécurité erëm sollt eng Initiativ huelen, opgrond vun deem, wat décidéiert gi war zu Genève den 30. Juni. An do war décidéiert ginn, dass een effektiv sollt sech erëm an d'Positioun versetzen, fir kënnen iwwer e Gouvernement de transition ze schwätzen.

Déi Unerkennung ass och gefrot gi vun engem vun de Kolleegen, ech mengen, et war den Här Adam. Do ass et esou, dass effektiv zu Doha jo dee Conseil syrien do zesummegeruff ginn ass, e Concertatiounscomité, dee gewielt ginn ass an deen elo wierklech all eenzel Gruppe vun der Oppositioun a Syrien soll regruppéieren. An dat ass e wichtege Schrëtt.

D'Amerikaner hunn en unerkannt. D'Fransousen och. Et muss ee wëssen, eis Diplomatie..., en fait juristesch erkennt ee jo keng Comitéen un, et erkennt een nëmme Länner un. Et erkennt ee Regierungen un, mä et erkennt ee keng Iwwergangscomitéen un. Mä mir wäerten eng Debatt heiriwwer hunn zu Bréissel e Méindeg ënnert den Ausseministeren. An da sinn ech och iwwerzeegt, dass mer als Europäesch Unioun do an déi nämlecht Richtung ginn.

Bei Libyen hate mer laang gesot, dass dee Conseil national de transition, esou huet dee geheescht, dass dat ee legitime Vertrieder ass vum libysche Vollek.

Hei kéint et eventuell och ugoen als ee legitime Vertrieder vum syresche Vollek, wou dann herno géif einfach dann een Transfert gemaach ginn als deen. Bon, dat musse mer e Méindeg an an deenen nächsten Deeg da gesinn.

D'Madame Polfer hat och gesot mat Palästina, ech mengen, do musse mer ganz genee oppassen, wéi mer do soen. Et ass net..., si ginn net unerkannt als Member vun der UNO, d'Palästinenser. Well d'Unerkennung als Member vun der UNO muss duerch de Conseil de Sécurité goen. A mir wëssen, dass dat jo net geet. Hei ass unerkannt ze ginn, wann ech esou däerf soen, als „observer state"; nämlecht Statut, wat de Vatikan huet. An ech si frou wierklech heibannen, dass d'Zwee-State-Léisung net contestéiert ass an dass dat vun allen ugeholl ginn ass.

D'Madame Polfer huet dann nach geschwat vum Diktat vun der Iwwerflächlechkeet, wat ech gëschter hei zum Beschte ginn hat. Ech hu mech do virun allem net op d'Lëtzebuerger Regierung elo bezunn, mä op déi Zeen, déi mer alleguerten am Kapp hu vun Deauville, wou jo eigentlech de Contraire vun deem festgehale gi war vun deenen zwee Personnagë wéi dat, wat herno am Fiskalpakt erauskomm ass a wat vun deenen nämlechte Personnagë jo promouvéiert ginn ass. Dat hunn ech e wéineg komesch fonnt an duerfir hunn ech deen Ausdrock do gewielt.

Den Här Fayot: Ech mengen, an der Regierung hu mer ee Minister, deen heescht François Biltgen, an dee sicht ëmmer den Ankerminister. An hei kann ech soen als Ausseminister, dass den Här Fayot den Anker ass, wann et zur Relatioun kënnt mat der Chamber. Ech mengen, hien ass mat Iech alleguerten, déi an der Kommissioun do sinn. Ech komme ganz gären dohinner. Dat ass eng Freed, dohinner ze kommen, well do och ee ka confidentiel schwätzen. An ech mengen, och deen Encouragement vun him ginn ech wierklech weider un all eis Leit aus dem Ausseministère. Dat ass e Luef an ech sinn iwwerzeegt, dass mer och mussen elo schaffen, dass mer dee Luef och verdéngen.

Ech géif och vläicht nach zum Här Fayot soen: Ech sinn absolut mat em d'accord, dass mir d'Welt elo net verbesseren 2013 an 2014 am Conseil de Sécurité, dass mer eis all Méi ginn an all Energie asetzen, fir dass et net méi schlecht gëtt. Ech mengen, dat wier schonn eppes, wa mer dat géife fäerdegbréngen, wat vill wier.

Ech wéilt och soe bei Israel/Palästina, dass den Här Fayot komplett recht huet, wann e seet, dass déi Stellung, déi d'Lëtzebuerger Regierung huet an déi ech dann ausdrécken, dass déi net géint Israel ausgeriicht ass, bien au contraire. Israel, ech hunn et gëschter gesot an ech soen et nach eng Kéier, kritt eréischt Rou, Fridden a Sécherheet, wann d'Palästinenser e Stat hunn. An nach eng Kéier: Et ass kee Cadeau un d'Palästinenser, wann eng Kéier ee Stat besteet, mä et ass eigentlech d'Conditio sine qua non, fir dass kann a Palästina an och an Israel a Fridde gelieft ginn.

Den Här Adam huet mech gefrot iwwert de Sécherheetsrot. Ech wollt just soen, fir d'Saach e wéineg méi global unzepaken: Mir wäerten zwee Poolen hunn. Deen ee Pool selbstverständlech zu New York, an dat ass dann d'Ambassadrice, d'Madame Lucas, déi dee féiert. Dat muss effektiv étofféiert sinn. Mir hunn eis do inspiréiert bei anere Länner, déi am Conseil de Sécurité waren, well mir hu jo keng Erfahrung doranner, dass mer eis eenegermoossen d'nämlecht do équipéieren...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- ...an dass zu Lëtzebuerg mer selbstverständlech och mussen een Team hunn, deen, ech soen dat och, Dag an Nuecht fonctionnéiert, fir dann direkt kënne mam Minister a Kontakt ze stoen. An dat gëtt gefouert vum Georges Frieden, wat eise politeschen Direkter ass. Wéi mer genee mat de Ressourcen elo herno verfueren, dat ergëtt sech. An den nächste puer Wochen ass dat alles kloer. Mä déi zwee Netzer mussen opgeriicht ginn a mussen natierlech connectéiert sinn an esou muss geschafft ginn.

Fir déi Geschicht vum belschen a vum hollänneschen Diplomat, dat sinn erfueren Diplomaten, déi och zu New York waren. Op jidde Fall, den hollänneschen Ausseminister war jo d'lescht Woch hei. En huet mer dat gesot. Dee kënnt op Lëtzebuerg. An d'Belsch schécken eis een op New York. Dat ass eng Kooperatioun, déi net elo komplett nei ass. Och mir Lëtzebuerger hu schonn Diplomaten an d'Belsch oder an Holland geschéckt. An ech mengen, dat soll een och weiderféieren. Dat ass en Entgéintkommen, wat scho méi laang ofgemaach war a wat mer natierlech och akzeptéieren.

Mir mussen och elo waarden, wéi et definitiv ass mat de Kommissiounen, déi mer zougedroe kréien. Dat ass nach alles net tranchéiert. Et war virgesinn, fir op déi Militärsgeschicht do ze kommen, dass zwee Militäre solle goen. Et ass ee Militär do, deen eng immens gutt Aarbecht mécht, deen och bei der ATT Dag an Nuecht do während engem Mount geschafft huet. An et soll een zweete Militär derbäikommen. Dat gëtt an deenen nächste Wochen tranchéiert. Dat gëtt gemaach an Harmonie an der Regierung. An deen, deen dann dohinner geet, dee wëllt och dohinner goen. Et ass net, dass dee géif dohinner geschéckt ginn.

Sou, da wollt ech Iech soen, Här Adam, d'Millenniumsziler vun 2015: Ech mengen, ech kann nëmme just eigentlech drop äntwerten, dass d'Lëtzebuerger Regierung eng vun deene wéinegsten ass an Europa, déi hir Entwécklungshëllef net gekierzt huet. An dat ass d'Äntwert op Är Fro. Ech mengen, mir gleewen dorunner. Ech perséinlech hunn dat och ëmmer gesot an deene Länner, wou ech virstelleg gi sinn, dass mer dat bäibehalen. An ech mengen, dat ass d'Äntwert, wéi eescht dass mer déi Millenniumsziler och huelen.

Bon, da musse mer oppassen, dass mer net duerjenanergeheien, elo d'europäescht Positionnement. Et gëtt een europäescht Positionnement, wat ech elo grad gesot hunn, am Conseil de Sécurité, an et gëtt een europäescht Positionnement an der Assemblée générale. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

Mir sinn elo konfrontéiert... Mir si jo zu 27 an der Europäescher Unioun, oder praktesch 28, an do musse mer eis positionéiere par rapport zu deem, wat mer elo maachen. Wann deen „observer state" géif an eng Resolutioun gefaasst ginn, wat jo nach net fix ass, mä wat awer kéint sinn den 29. November, da muss all Land sech positionéieren. A mir versiche selbstverständlech, och als Lëtzebuerg, eng gemeinsam Positioun do ze hunn. Mir maachen alles, mä déi gemeinsam Positioun kënnen net 27 Abstentioune sinn. Ech mengen, dat wier eppes an deem Fall hei, wat d'Europäesch Unioun souguer an d'véiert Divisioun géif setzen.

Bon, da mat Griichenland: Ech sinn d'accord, och wat den Här Urbany gesot huet, dass een immens villes do ka kritiséieren. Mä mir mussen awer och wëssen hei, wann ech dat däerf soen hei an der Chamber, dass d'Europäesch Unioun bis elo 150 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) - Dir wësst, eise Budget, mengen ech, sinn 13 Milliarden -, 150 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) bis elo un Hëllef u Griichenland ginn huet.

Dat ass also elo net, dass mer Griichenland géifen einfach lénks leie loossen. Ech mengen, dat muss ee wëssen. Dat ass och un eis, fir dat ze maachen. An de Premierminister Juncker, deen Eurogroup-Chef ass, ass jo awer dee gewiescht, deen am meeschte gepusht huet, fir dass den Délai ëm zwee Joer géif verlängert ginn.

Ech weess... Ech ka mer och virstellen, ech fannen et och gutt, dass déi gréng do e Kongress maachen, dat fannen ech richteg. Mä ech ka mer och virstellen, wat fir ee Leed dass do entstanen ass. An et muss ee wierklech kucken, dass een alles mécht, fir deene Leit net d'Schléng ëm den Hals ze leeën. Dir wësst...

(Interruption)

Jo, zum Deel. Mä Dir wësst och, dass et net d'Europäesch Unioun war oder Responsabeler aus der Europäescher Unioun waren, déi dofir kënne responsabel gemaach ginn. Griichenland huet während enger Zäit vu véier, fënnef Joer esou falsch Politik gemaach, dat muss ee soen, dass eben dat Resultat, wat elo op eemol virun hiren Ae war, dat provozéiert huet. Si sinn am sechste Joer vun enger Décroissance vun hirer Ekonomie. Dat ass dramatesch.

Wat den Tonio Borg ugeet: Also, ech kann nëmmen heibanne soen, ech hunn dee Mann elo véier oder fënnef Joer als Ausseminister erlieft. Ech hunn ëmmer nëmmen iwwer Aussepolitik mat em geschwat. Bon. Mä, Här Adam, Dir musst een Ennerscheed maachen do. Et sinn net d'États membres, déi ëm hir Meenung gefrot ginn. Et ass d'Europaparlament. An ech trauen dem Europaparlament zou, dass et do dat Richtegt mécht, wann et ofstëmmt.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Et kann ee seng Meenung och vläicht einfach soen, Här Minister, och wann ee se net gefrot gëtt. Ech mengen, ech hunn d'Madame Lydie Err als eis Ombudsfra zitéiert. Dir hutt natierlech selbstverständlech recht. Dir gitt Är Meenung net gefrot. Mä et kann ee se awer soen. An dat war eigentlech...

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Ech muss se schonn dacks ginn, wann ech se gefrot ginn. Duerfir verschount mech, wann ech se net gefrot ginn.

(Hilarité)

Sou. Dir hutt vill ugeschnidden. Dat ass déi östlech Noperschaft. An Dir hutt virun allem d'Ukraine ugeschwat. Mä kuckt, ech fannen, dass et jo richteg war, dass Polen ee gewëssene Moment, ech mengen, dat war 2007, déi östlech Partnerschaft do opgeriicht huet. An do sinn dran: Ukraine, Wäissrussland, Georgien, Aserbaidschan an Armenien. Dat si lauter Länner, déi net eng Konzeptioun hu vun der Demokratie wéi mir se hunn.

Mä ech mengen, dass et richteg war, dass mer versiche mat deene Länner am Kontakt ze sinn. Dat ka jo nëmme besser ginn. Et kann ee jo nëmme probéieren, déi Standarden unzebréngen. An ech mengen, alles, wat Der sot iwwert d'Ukraine, ass richteg. Mä d'Ukraine ass kee Member vun der Europäescher Unioun, also huet d'Europäesch Unioun net direkt eng Emprise op d'Ukraine. Et sinn zwar jo Accordë mat der Ukraine ausgeschafft ginn. Ech mengen och, dass een déi Accorden net däerf einfach ënnert den Dësch geheien. Souguer d'Madame Timoschenko huet dat jo gesot, dass een dat net soll maachen. An dass ee soll kucken, wéi ee gréffeg kann awierken an der Ukraine.

Mä ech soen Iech, de Moment, wann een a Kontakt ass och mat de Regierungsmemberen, dat ass keng einfach Geschicht. Dat ass eng Verkrampfung an deem Land, déi komplett géint all demokratesch Ausriichtung de Moment geet.

Bei der NATO-Erweiderung, do weess ech net, Här Adam, ob mer do op enger Linn sinn. Ech mengen, mir mussen oppassen, dass mer an deene Länner, do wou d'Demokratie nach net ganz sech entfaalt huet, esou wéi se sech soll entfalen oder kéint entfalen, dass een déi géif an d'NATO mat eranhuelen. Ech mengen, do muss een de Moment oppassen an net elo Hoffnung maachen. Et soll ee schéi Schratt fir Schratt maachen.

Do si jo och scho Länner, wéi zum Beispill mat Georgien hu mer jo een NATO-Conseil. Mir hunn e Conseil tëschent der NATO a Georgien. Et sinn och nach vläicht aner Länner. Mat der Ukraine hu mer och eng gutt Bezéiung als NATO bis elo gehat - souvill ech do weess, ech sinn do net esou am Bild -, während bei anere Saachen, déi Länner vum Kaukasus an och mat Wäissrussland, ass et awer extrem schwiereg, fir do Bezéiunge mat der NATO elo opzehuelen.

Ech wollt nach vläicht dem Här Kartheiser soen, fir ofzeschléissen, dass ech mer einfach net ka virstellen, als Europäer...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Adam Iech nach eng Fro stellt?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Ah sou, jo.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här Minister, ech probéieren dat elo als Fro ze formuléieren. Ech hunn d'Gefill, wéi wann Der mech do net richteg verstanen hätt.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Ah.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Well ech deele selbstverständlech Är Approche. Ech hunn och kloer gesot, déi Länner, déi wëlle Member ginn, bei der EU oder bei der NATO, musse selbstverständlech déi Konditiounen erfëllen, déi mir stellen, well mer stellen déi zu Recht.

Ech wollt just ausdrécken, datt mer deene Länner sollen déi Hëllefstellung ginn, déi se brauchen, fir op dee Wee ze goen. An ech wollt och drop hiweisen, datt grad dat Zil fir déi Länner een immens gudde Moteur ass, fir eben an déi Richtung ze goen, wou mer se gären hätten.

Ech wollt dat nach eng Kéier preziséieren. Ech mengen, datt mer déiselwecht Ausso eigentlech gemaach hunn. Ech hat d'Gefill, Dir hätt mech do...

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Jo, da si mer op enger Linn. An duerfir, déi östlech Partnerschaft, déi mer hunn, och wa se immens komplex ass, souguer mat engem Land wéi mat Wäissrussland muss ee se oprechterhalen a versichen, do positiv anzewierken.

Ech wollt dem Här Kartheiser soen, dass aus menger Siicht ech mer net ka virstellen, dass een als iwwerzeegten Europäer ee Land wéi Griichenland, wat elo an deene Schwieregkeeten do ass, och nëmmen temporär - well da wiere se fir 50 Joer aus dem Eurogroup - kéint ausschléissen. Mir wëssen, do an Däitschland, wou et méi héich Bierger gëtt a wou se jodelen, do soe se dat méi dacks. Mä loosse mer eis dach elo net... Wierklech, géife mer dat kënne verquëssen, dass e Land wéi Griichenland, wat elo de Moment an der Eurozon ass, dass dat op eemol en Drëttweltland gëtt? Dat ass a mengen Aen net virstellbar. Duerfir solle mer déi Iddien do séier aus de Käpp verdreiwen.

Wat de Referendum ugeet: Dat ass net onninteressant, wat Der do gesot hutt, mä meng Positioun ass evident. Een Traité, selbstverständlech, kéint mat Jo oder Neen ofgestëmmt ginn. Mä fir d'Alleréischt soen ech, no zéng Joer intensivem Schaffen, nodeem mer den Traité vu Maastricht haten..., den Traité vu Lissabon haten, en ass jo herno esou genannt ginn, mat all där Schwieregkeet, mat all där Méi, déi mer gebraucht hunn, fir deen zustan ze bréngen, dass ech mengen, dass d'Europäesch Unioun net nach eng Kéier elo erëm direkt soll zéng Joer drunhänken, fir erëm een neien Traité auszeschaffen.

Dat ass déi fundamental Positioun, déi ech elo hunn. Well mat deem Traité vu Lissabon kann een nach immens vill maachen. Et kann een Adaptatioune maachen, d'accord. Mä awer net elo esou eppes fundamental Neies. An do si jo déi gréissten oder déi schéinsten Iddien, déi zirkuléieren do.

Une voix.- Déi grujelegst.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- An déi grujelegst och. An duerfir soll een dat si loossen.

Elo froen ech Iech, Här Kartheiser: Kann een de Leit d'Fro stellen, wëllt der méi oder wëllt der manner Europa? - An dann, mat där Äntwert do, Europa nei legitiméieren?

D'Leit, méi oder manner Europa, soen ech Iech, dat ass schonn een Débat an där Fro, wéi een dorobber reagéiert. An do kritt ee keng Äntwert drop. An duerfir fannen ech, an dat ass jo net... Dat ass jo virun allem och geriicht gewiescht géint deen SPD-Vorsitzenden, den Här Gabriel, dee jo gemengt huet am Summer, et misst een elo Europa eng nei Legitimatioun ginn, andeem ee wierklech déi Däitsch dann zum Beispill géif froen, an dat kéint een europawäit maachen, ob ee méi oder manner Europa wëllt.

Dat ass fir mech eppes immens Geféierleches, well dorobber kréie mer keng Äntwert vun de Leit. A wann een eng Äntwert krit vun de Leit, déi nee wier bei esou eppes, da géif een Europa vläicht fir zéng, 20 Joer erëm hannendrageheien.

Ech mengen, ech fannen ëmmer, dass déi representativ Demokratie, dass déi all Instrumenter huet, fir och esou komplex Froe wéi déi doten ze bejoen. Et kann ee jo oder nee soen duerch Referenden, ob ee Land wëllt Member gi vun der Europäescher Unioun, dat ass evident. Och fir en Traité ass et evident. Mä ech mengen net, dass dat elo de Wee wier, dee mer elo bräichten.

Da bei der Perspective financière... Jo, bei der Perspective... Ma Dir hutt mech esou vill gefrot.

Bei der Perspective financière: Mir mussen do oppassen, dass mer net op ee Wee ginn, wou mir als Lëtzebuerg, als klengt Land, ee vun deene gréisste Verléierer sinn, wann hei dramatesch reduzéiert gëtt. Mir si jo elo bei der Propositioun vun der Kommissioun. Elo ass Zypern 50 Milliarden erofgaangen. Den Här Van Rompuy geet nach ëm 25 Milliarden erof.

Menger Meenung no gëtt et elo Länner, wéi d'Hollänner vläicht oder déi Däitsch, ech weess et net, déi wëllen nach 25 Milliarden erofgoen. De Problem ass, dass, wann dat geschitt, da geet dat op d'Käschte vun der Kohäsiounspolitik. A mir si schonn eng Kéier vun 80 Milliounen erofkomm op, mengen ech, 60 Milliounen, a wann et da fäerdeg ass, dann hu mer der nach zéng. Dann ass et also net méi derwäert, dass een iwwerhaapt nach vun der Kohäsiounspolitik zu Lëtzebuerg schwätzt.

Mä dat Schwieregst dobäi an dat Geféierlechst dobäi, dat ass eise Siège hei. Mir kréien all Joer 1,5 Milliarden transferéiert vu Bréissel. 1,5 Milliarden! An et kéint sinn, dass d'Kompetitivitéit, d'Kohäsioun, d'PAC an alles, wat do..., dass den Arbitrage géif gemaach ginn op der Administratioun. An déi géif eis erëm eng Kéier voll an d'Gesiicht schloen.

An duerfir, mir mussen do oppassen, wann ee sech op esou ee Wee begëtt, dass ee seet, nëmme spueren, spueren, spueren, och op deem Gebitt do, dat géif eis - Lëtzebuerg - gutt zu Gesiicht stoen, dass mir net déi grouss Leidtragend sinn, wann de Budget esou dramatesch géif erofgesat ginn.

Voilà, ech... Den Här Urbany ass net méi hei, mä ech wollt him just soen, dass ech villes deelen, wat e gesot huet bei Griichenland, mä zwar net alles.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister.

Domadder wär d'Diskussioun iwwert d'Europaan d'Aussepolitik ofgeschloss, a mir kéimen elo zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, de Projet de loi 6320, en Handelsofkommes tëschent der EU a Korea. E Projet de loi, deen zesumme mam Projet de loi 6321, en Accord-cadre tëschent der EU a Korea, wäert virgestallt an och diskutéiert ginn. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projet-de-loien, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010

6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ech wäert mech versiche kuerzzefaassen. Mir haten an der Kommissioun den 8. Oktober de Minister do mat zwee Beamten. Do hate mer eng flott Diskussioun, wou mer eventuell Punkten nach gutt duerchgeschwat hunn, wat kéinte Schwieregkeete fir Europa sinn. Duerfir, wéi gesot, wäert ech elo ufänke mat deem éischte Projet.

Rapport sur le projet de loi 6320

Do handelt et sech ëm e Fräihandelsofkommen zwëschent der Europäescher Unioun a Südkorea. Dësen Accord, wéi gesot, iwwert dee mer haut diskutéieren, geet zréck op eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun vum Joer 2006, an där ënnersicht gouf, wéi d'Handelspolitik vun der Europäescher Unioun zu méi Wuesstum a Beschäftegung an der EU bäidroe kéint. Als eng vun den Handlungsoptiounen an deem Zesummenhang ass den Ofschloss vun esou Accords de libre-échange genannt ginn, wéi mer elo haut hei een diskutéieren.

D'Kommissioun huet an hirer Kommunikatioun och erkläert, wat fir Kritäre bei der Wiel vu méigleche Partenairë gëlle sollen. Besonnesch wichteg sinn deemno d'Potenzial vun de Marchéen, dat heescht hir Gréisst an och hir Croissance, an awer och den Niveau vun der Protektioun vun dëse Marchéen, ënnert deenen d'EU-Exporter am Moment ze leiden hunn.

Wann een dës Kritären am Hannerkapp behält, dann ass et net verwonnerlech, wa mer elo haut iwwer en Accord de libre-échange mat Südkorea schwätzen.

Südkorea huet bal 50 Milliounen Awunner a geheiert zu de 15 gréissten Ekonomien an der Welt. Et ass eent vun den innovatiivste Länner weltwäit a schonns haut e wichtegen Handelspartner vun der Europäescher Unioun. Op der Ranglëscht vun deene gréissten Handelspartner vun der Unioun steet Südkorea op Plaz 10.

Südkorea weist allgemeng e staarke Wirtschaftswuesstum op an huet traditionell éischter e méi protegéierte Marché. Südkorea ass awer och e Land, dat wesentlech Wäerter mat ons deelt, mat der EU deelt. Ech nennen nëmmen d'Mënscherechter, d'Demokratie an och de Multilateralismus.

Et ass e Land, wat enorm Progrèsen an de leschte Jorzéngte gemaach huet, an dat net nëmmen op ekonomeschem Plang.

Et sief gesot, dass d'Koreaner och Accords de libre-échange mat aneren Handelspartner ofgeschloss hunn. Esou zum Beispill mat den USA, wat elo säit Mäerz a Kraaft getrueden ass, mat der EFTA, mat ASEAN, an och nach Verhandlungen ugefaangen huet elo mat China, Japan a Kanada, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen.

Et ass och dofir kloer, dass d'Europäesch Unioun hei net kann inaktiv nokucken an dofir och dësen Accord ausgehandelt huet.

D'Haaptzil vum Accord aus europäescher Siicht, wann ech domadder ufänken däerf, ass et, fir den europäeschen Entreprisen e besseren Accès zu dësem wichtege Maart ze ginn, deen ech, wéi gesot, virdru jo kuerz beschriwwen hunn.

Dat geschitt éischtens duerch d'Ofbaue vun den Droits de douane fir déi europäesch Exportateuren. An dësen Ofbau ass drastesch: 98,7% vun den Droits de douane solle bis d'Joer 2016 supprimeiert ginn.

Der EU-Kommissioun no erspuert den Accord den europäeschen Exportateuren all Joer 1,6 Milliarden Euro Droits de douane, d'Halschent vun deem Montant direkt beim Akraafttriede vun dësem Accord.

Dernieft ginn och eng ganz Rei vun net tarifären Handelsbarrièren eliminéiert. Dat bedeit ënner anerem, dass dann och d'Koreaner eng ganz Rei vun europäeschen Normen akzeptéiert hunn.

Etüde ginn dovunner aus, dass den Accord zu enger Verdueblung vum bilateralen Handel am Laf vun deenen nächsten 20 Joer féiere kann. An dat soll natierlech och positiv Auswierkungen op d'Betriber a selbstverständlech d'Beschäftegung an der EU hunn.

Den Accord ëmfaasst och Bestëmmungen a Saache Marchés publics, Propriété intellectuelle a Konkurrenz.

En enthält e Kapitel mam Titel „Commerce et développement durable", an deem d'Engagementer vun de Parteien, wat d'Aarbechtsnormen an d'Ëmwelt ubelaangt, festgehale ginn.

Et ass op där anerer Säit kloer, dass den Accord och den europäesche Marché opmécht fir koreanesch Exporter. Domadder sinn och d'Industrien an der EU enger gréisserer Konkurrenz ausgesat.

(Interruptions)

Ech gesinn hei, d'Kolleege ginn e bëssen nervös, dofir hunn ech e bësse Gas ginn.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass ganz interessant.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst lech net aus der Rou bréngen, Här Angel!

(Brouhaha)

Bleift roueg!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass just, et bleift fir eis näischt méi ze soen.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Ech hunn elo grad gesot, dass an der EU och verschidde Secteuren enger Konkurrenz ausgesat ginn. An déi Secteuren, dat sinn zum Beispill den Textilsecteur, och den Automobilsecteur - do hate mer jo am Summer gréisser Diskussiounen a Frankräich kënnen nolauschteren, a während der Verhandlungslag…, déi sinn…, all déi Bedenke sinn awer an de Verhandlungen ugeschwat ginn.

An dofir gesäit dësen Accord eng Rei vu Schutzmoossname vir. Zum Beispill, wann duerch d'Reduktioun oder d'Ewechfale vun den Droits de douane d'Importer vun engem bestëmmtene Produit esou staark eropginn, dass se der eegener Industrie staark schuede kéinten.

Eng zousätzlech Clause de sauvegarde bezitt sech op d'Zollrückerstattung. Deemno ginn d'Droits de douane op importéiert Deeler, déi fir d'Hierstellung vun engem Produit gebraucht ginn, zréckerstatt, wann de Produit schliesslech exportéiert gëtt. An esou engem Fall kéinten d'Zouliwwerer aus Drëttstate profitéieren, nämlech dann, wann hir Deeler a koreanesche Produitë verschafft ginn.

Wann also festgestallt gëtt, dass den auslänneschen Approvisionnement bei der Fabrikatioun vu verschiddene Produitë staark géif eropgoen, da kann dës Clause de sauvegarde invoquéiert ginn an d'Remboursementer vun den Droitë ginn dann an deem Fall limitéiert.

D'Verhandlunge fir den Accord hunn 2007 ugefaangen, sinn no aacht offizielle Ronnen ofgeschloss ginn an den Accord gouf am September 2010 vum Conseil vun der Europäescher Unioun approuvéiert an am Oktober ënnerschriwwen.

D'Europäescht Parlament huet am Februar 2011 seng Zoustëmmung ginn. Den Accord gëtt säit dem 1. Juli 2011 provisoresch applizéiert, nodeems am Abrëll 2011 e Reglement iwwert d'Mise en œuvre vun der Clause de sauvegarde bilatérale ugeholl gouf.

D'Europäesch Kommissioun huet Enn Juni schonns e kuerzen Tëschebilan vun dësem Accord presentéiert. An ech mengen, dat ass wichteg. Bei dësem Exercice goung et ëm déi éischt Tendenzen, well eng komplett Evaluatioun, dat verstitt Der, ass eréischt no fënnef oder zéng Joer méiglech.

Une voix.- Dat ass kloer!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- D'Kommissioun stellt schliesslech fest, dass d'europäesch Exporter a Südkorea staark an d'Luucht gaange sinn. Dat besonnesch an deene Beräicher, an deenen d'Droits de douane schonn ofgeschaf oder reduzéiert gi sinn.

D'Kommissioun schätzt fir déi éischt néng Méint, an deenen den Accord a Kraaft ass, dass d'Exporter vun de Produiten, déi bis elo vun der tarifärer Liberaliséierung concernéiert waren, ëm 1,7 Milliarde méi héich waren, wéi dat ouni Accord de Fall gewiescht wär.

An ech kommen elo zu där leschter Säit vun dësem éischte Projet.

(Brouhaha)

Weiderhi gëtt geschat, erëm eng Kéier, dass fir déiselwecht Zäitperiod vun den néng Méint déi europäesch Exportwirtschaft 350 Milliounen un Droits de douane gespuert huet.

Den Accord mat Südkorea huet, wéi gesot, zu weidere politeschen Diskussiounen an Europa gefouert, nodeems en a Kraaft getrueden ass.

Ouni an den Detail ze goen, ass et awer wichteg, op dëser Plaz ze ernimmen, dass den Accord de libre-échange bedeit, dass béid Säiten hir Mäert opmaachen a sech der Konkurrenz stelle mussen, wat och Risike mat sech bréngen kann. Alles an allem si mir awer iwwerzeegt dovun, dass d'Chancë fir Europa iwwerweien.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dësen éischte Projet de loi a soen lech villmools Merci.

Rapport sur le projet de loi 6321

Deen zweete Projet de loi handelt ëm déiselwecht, och d'Europäesch Unioun a Südkorea. An dat ass en Accord-cadre tëschent, wéi gesot, der Unioun a Südkorea. D'Zil dovunner ass, eng méiglechst breet Zesummenaarbecht tëschent dësen zwou Entitéiten ze erlaben.

Den Accord schaaft e moderniséierte Kader fir d'Kooperatioun tëschent der EU a Südkorea. E geet wäit iwwer eng ekonomesch Zesummenaarbecht eraus an e betrëfft eng ganz Panoplie vu Politikberäicher an en erlaabt et, Froe vun internationaler Bedeitung ze arbordéieren.

Den Accord-cadre, iwwert dee mer hei schwätzen, ersetzt den Accord-cadre de commerce et de coopération tëschent der EU a Südkorea, dee '96 ënnerschriwwe ginn ass a säit Abrëll 2001 a Kraaft war.

Den Accord-cadre ënnersträicht de Wëlle vun deenen zwou Parteien, hir Bezéiungen an Zukunft nach méi déif..., nach méi staark ze verdéiwen.

Dat mécht Sënn, well d'EU a Südkorea, ech hunn dat virdru gesot, eng ganz Rei vu fundamentale Wäerter deelen, wéi Demokratie, Fräiheet an esou weider.

Et gëtt natierlech och vill gemeinsam Intérêten op internationalem Plang, soudass eng verdéifte Kooperatioun méi wéi sënnvoll ass.

De Conseil vun der EU huet sech am Abrëll 2007 an deem Sënn geäussert an huet ongeféier ee Joer méi spéit d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert, dann esou een Accord ze négociéieren, an deen ass den 10. Mee 2010 ënnerschriwwe ginn a waart elo drop, ratifizéiert ze ginn.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Aaahhh!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Et ass en Accord mixte, deen esouwuel an de Kompetenzberäich vun der Unioun wéi och dee vun de Memberstate fält. E brauch d'Zoustëmmung vum Europäesche Parlament, den nationale Parlamenter an natierlech och vum koreanesche Parlament.

53 Artikelen, zéng Kapitelen an zwou Deklaratiounen.

Déi wichteg Prinzipië gi gläich am Ufank vum Projet ernimmt, an ech mengen, mir hunn dat wierklech..., am schréftleche Rapport sinn ech ganz do an d'Detailer agaangen a mir hunn dat an der Kommissioun och wierklech flott diskutéiert.

Duerfir géif ech lech bieden, an am Numm vun der LSAP-Fraktioun ginn ech den Accord zu dësem Projet...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- ...a géif lech bieden, dat nämlecht ze maachen, wann de President lech dat freet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel, dee méi wéi jee kloer an detailléiert war. Do bleift näischt méi derbäizefügen, géif ech soen, soudatt mer kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

D'Ofstëmme fänkt un. Dat ass also elo deen éischte Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6320 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6320 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6320 est adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Engel), MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert deen zweete Projet de loi 6321. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6321 et dispense du second vote constitutionnel

Voilà, elo geschitt et. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6321 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6321 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Engel), MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour zur Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de

russeschen Autoritéite fir de Respekt vun hiren Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfollegen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Motion de M. Félix Braz relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. No Récksprooch mam Ausseminister, dee proposéiert huet, dass déi Motioun nach eng Kéier soll an der Kommissioun diskutéiert ginn, well en nach eng Rei Informatioune fir eis huet, an och mam Accord vum Här Fayot, sinn ech dann och d'accord, dass mer dann d'Motioun nach eng Kéier an d'Kommissioun huele pour discussion, ier se da bei der nächster Plénière zréckkënnt.

M. le Président.- Merci. Domadder ass déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir den 22. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.05 heures)

SÉANCE 8 JEUDI, 22 NOVEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Hommage à Mme Vera Spautz
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Roland Schreiner
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *M. Ben Fayot*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Marc Lies*
- *Prestation de serment de M. Roland Schreiner*

5. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

6. Heure d'actualité du groupe LSAP sur l'avenir de la société Cargolux et la stratégie gouvernementale en la matière
- *Exposé: M. Lucien Lux*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Fernand Etgen, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (MM. François Bausch et Gast Gibéryen posent des questions)*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. 6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6452 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen (MM. Xavier Bettel, Lucien Lux et François Bausch interviennent)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. François Bausch et Mme Viviane Loschetter interviennent)*
- *Motion 1: M. Ben Fayot, M. Fernand Boden, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

9. 6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal
- *Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer (dépôt d'un amendement), M. Alex Bodry (Mme Lydie Polfer intervient et Mme Viviane Loschetter pose une question) (dépôt d'une motion), Mme Viviane Loschetter (M. Alex Bodry intervient), M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, Mme Marie-Josée Frank (M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, pose une question), M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: Mme Marie-Josée Frank, M. Fernand Kartheiser, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Marco Schank et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à Mme Vera Spautz

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Deeg huet - fir déi meescht vun eis e bësselchen iwwerraschend - eis Kolleegin Vera Spautz eis matgedeelt, datt si hir Demissioun als Deputéiert erareecht, soudatt mir haut de Mëtteg en neie Kolleeg an der Persoun vum Här Roland Schreiner wäerte vereedegen.

Ier mer derzou kommen, wëll ech awer net mëssen, fir der Madame Vera Spautz, déi d'Décisioun vun hirem Récktrëtt gréisstendeels aus gesondheetleche Grënn geholl huet, vun hei aus villmools Merci ze soe fir hiren Engagement iwwert déi aacht Joer, déi si an dësem Haus war.

D'Vera Spautz ass eng engagéiert Fra, déi laang Joren als Gewerkschaftlerin am OGB-L aktiv war, ier si vun der LSAP gefrot ginn ass, fir an d'Politik ze goen. Si ass am Januar 2000 an den Escher Gemengerot komm an no de Gemengewahlen an deemselwechte Joer ass si als Schäffe gewielt ginn. Bei de Wahlen 2004 ass d'Vera Spautz fir d'Éischt an d'Chamber komm an 2009 ass si erëmgewielt ginn.

Während hirem Mandat als Deputéiert huet d'Vera Spautz e groussen Engagement an deene Beräicher opbruecht, déi si scho virdru souwuel an hirer gewerkschaftlecher Aarbecht wéi och um Gemengenniveau als extrem wichteg emfonnt huet. Sou ass et net verwonnerlech, datt si a Kommissioune war wéi der Familljekommissioun, der Logementskommissioun oder der Commission du Travail et de l'Emploi.

D'Vera Spautz ass e Mënsch, deen d'Saachen hannerfreet a se net einfach esou unhëlt. Si huet deemno all hiert Wierken an déi Beräicher gesat, an deene si sech konnt fir déi sozial Schwaach a fir déi schaffend Leit asetzen.

Als Presidentin vun der Fraesektioun vum OGB-L ass et och verständlech, datt déi politesch Themen, déi d'Fraen an hir Rechter ubelaangen, fir si och ëmmer enorm wichteg waren. D'Asylpolitik ass en anere Beräich, deen hir och ganz besonnesch um Häerz louch.

D'Vera Spautz huet eng staark Perséinlechkeet an hir eege Meenungen, déi si och vertrëtt, net nëmmen an der Chamber, mä och an hirer eegener Partei. Si sicht net deen einfache Wee, mä setzt sech konsequent fir hir Iwwerzeegungen an, och wa si sech domadder net ëmmer iwwerall Frënn mécht.

Fir si huet d'Aarbecht am Gemengerot ëmmer absolut Prioritéit, well an hiren Aen dës méi konkret Resultater bréngt. Esou ka si zum Beispill als soziale Logementsschäffe vun der Stad Esch hir Erfahrung als Member vum Conseil d'administration vun der Société Nationale des Habitations à Bon Marché afléisse loossen.

D'Vera Spautz ass awer och Presidentin vun Zarabina, enger Associatioun, déi si 1995 matgegrënnt huet an déi sech fir d'Chancëgläichheet am Beruff an an der Formatioun asetzt. Esou erméiglecht dës Associatioun Fraen, eng zweet Chance um Aarbechtsmaart ze kréien.

Andeems d'Vera Spautz hiert Mandat nidderleet, geet eng nei Etapp an hirem Liewen un. Si huet décidéiert, sech elo politesch just nach um Gemengenniveau ze engagéieren. Si wäert domadder hir ganz Energie an hiren Engagement der Escher Gemeng, hirer Associatioun Zarabina, mat där si besonnesch enk verbonnen ass, awer och hire gewerkschaftlechen Aktivitéiten zoukomme loossen.

Ech wëll am Numm vun Iech alleguer der Madame Vera Spautz vill Erfolleg a Satisfaktioun fir d'Zukunft wënschen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) De folgende Projet gouf an der Administration parlementaire déposéiert: den 21. November vum Finanzminister de Projet de loi 6501, d'Approbatioun vu fiskale Konventiounen a vun de Prozeduren, déi den Informatiounsaustausch ubelaangen.

Communications du Président - Séance publique du 22 novembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

***6501** - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 21.11.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Fir d'Éischt hëlt d'Chamber en neie Member op. Duerno kommen d'Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissiounen an den internationalen Delegatiounen, dann eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an der Regierung hir Strategie; de Projet de loi 6393 iwwert d'Équipements sous pression transportables, nom Basismodell; eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat, nom Modell 1; an da schlussendlech de Projet de loi 6103, eng Ofännerung vum Code pénal, nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Roland Schreiner

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen haut en neie Member an der Chamber op. An hirem Bréif vum 15. November, deen ech den 21. November kritt hunn, huet d'Madame Vera Spautz matgedeelt, datt si vum 15. November dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 21. November 2012 hunn ech mech also un den Här Roland Schreiner vu Schëffleng gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Wahlbezierk Süde steet. A sengem Bréif vum 21. November 2012 huet den Här Roland Schreiner mer matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch d'Demissioun vun der Madame Vera Spautz fräi gouf.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi se am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

D'Madame Frank, den Här Fayot, den Här Haupert, den Här Lies, d'Madame Doerner, den Här Weber…

Une voix.- Eng CSV-Fraktiounssitzung.

(Brouhaha et hilarité)

Une autre voix.- Esou gesi se déi ganzen Zäit schwaarz.

M. le Président.- …an den Här Bauler.

Plusieurs voix.- Ah!

M. le Président.- Ech gesinn, datt den Här Weber net do ass, da musse mer nach en aneren auslousen. An zwar ass dat den Här Wolter.

D'Kommissioun setzt sech also zesummen aus deenen Häre Wolter, Haupert, Fayot, der Madame Frank, dem Här Bauler, dem Här Lies an der Madame Doerner.

Ech géif Iech bieden, elo am Sall 4 a 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Roland Schreiner betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue à 14.09 heures.)

* * *

(La séance est reprise à 14.20 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer grad constituéiert hunn, den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Norbert Haupert, den Här Marc Lies, d'Madame Christine Doerner, den Här André Bauler, den Här Michel Wolter an ech selwer. Den Här Marc Lies ass zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt ginn. Duerfir stinn ech hei als Éischten.

Ech wollt awer derbäisoen, Här President, net méi spéit wéi gëschter hu mer an der Institutiounskommissioun, wou mer jo äifreg amgaange sinn, d'Verfassung ze réviséieren, iwwert déi Prozedur vun der Vérification des pouvoirs vun engem Deputéierte geschwat a mir hu fonnt, dass dat e Ritual ass, dat aus enger aler Zäit hierkënnt. A mir wäerten och als Chamber héchstwahrscheinlech dat Ritual entweder méi einfach maachen oder ganz ewechfale loossen, well déi Vérification des pouvoirs ass iwwerholl a mir mussen dat erneieren.

An deem Sënn géif ech Iech bieden, Här President - et ass héchstwahrscheinlech eng vun deene leschte Kéieren, wou mer dat maachen, eng vun de leschte Kéieren -, och dem Här Rapporteur Marc Lies d'Wuert ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem President, deem ech nëmme ka recht ginn.

(Brouhaha)

D'Wuert kritt elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lies.

Rapport de la Commission de vérification

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech eise Rapport gäre virdroen.

An hirem Bréif vum 15. November 2012, deen d'Chamber den 21. November kritt huet, huet d'Madame Vera Spautz de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass si vum 15. November dëses Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 21. November huet de Chamberspresident sech un den Här Roland Schreiner gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.»

Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen. D'legislativ Wahle vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juni 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, dass den Här Roland Schreiner, wunnhaft zu Schëffleng, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun der LSAP am Wahlbezierk Süden ass an duerfir der Madame Vera Spautz hir Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 21. November 2012 huet den Här Roland Schreiner eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vun der Madame Vera Spautz wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här Roland Schreiner schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Gesetzgebung an d'Reglement also op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Roland Schreiner d'Madame Vera Spautz ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech géif Iech da bieden, den Här Roland Schreiner erakommen ze loossen.

Une voix.- Awer eréischt, wann en do ass.

Prestation de serment de M. Roland Schreiner

M. le Président.- Här Schreiner, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Roland Schreiner. Här Schreiner, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen!

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

5. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

M. le Président.- An hirem Bréif vum 21. November 2012 huet d'LSAP-Fraktioun eis folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissiounen a vun enger parlamentarescher Delegatioun proposéiert:

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Schreiner den Här Georges Engel fir de Volet Transport.

An der Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ersetzt den Här Roland Schreiner d'Madame Vera Spautz.

An der Commission du Logement ersetzt den Här Schreiner d'Madame Vera Spautz.

An der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt den Här Schreiner d'Madame Vera Spautz.

Am Conseil Parlementaire Interrégional ersetzt den Här Schreiner d'Madame Vera Spautz.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen an der parlamentarescher Delegatioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an der Regierung hir Strategie ugefrot. D'Riedezäit ass hei laut Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Etgen a Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun.

6. Heure d'actualité du groupe LSAP sur l'avenir de la société Cargolux et la stratégie gouvernementale en la matière

Exposé

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn déi lescht Woch hei an der Chamber eng laang Diskussioun gehat iwwert d'Zukunft vun deenen zwou nationale Gesellschafte Cargolux a Luxair an domat verbonnen och eng iwwert d'Kompetitivitéit op eisem Flughafen en général.

Et si bei där Diskussioun deels skeptesch, deels ganz kritesch, deels och negativ Appréciatioune gemaach ginn iwwert den Deal, deen d'Lëtzebuerger Regierung am Februar 2011 mat Qatar Airways gemaach huet.

Et sinn Analyse gemaach ginn iwwert d'Grënn, firwat mer an eng schwiereg Situatioun komm sinn. An et war d'Opfuerderung un d'Regierung, an Zesummenaarbecht mat de Vertrieder vun de Lëtzebuerger Aktionären am Verwaltungsrot eng selbstbewosst Schinn ze goen, déi sécherlech erlaabt, fir mat auslännesche Partner sech un en Dësch ze setzen an iwwer zukünfteg Strategien ze schwätzen, déi awer och musse kompatibel si mat deem, wat déi Gesellschaft do fir Lëtzebuerg, fir säin nationalen Intérêt, fir zum Beispill d'Logistikpolitik an aneres och géif bedeiten.

De Crash, dee ganz kuerz no 24 Stonnen no eiser Debatt stattfonnt huet, ass domadder och e bëssen d'Suite dovunner. An ech begi mech elo net méi an eng Vergaangenheetsbewältegung, fir d'Analys ze maachen, ob dat - wéi de Finanzminister gëschter gemengt huet - e Resultat ass vun atmosphäresche Stéierungen, déi vun Ufank un tëschent deenen zwee Partner bestanen hunn, oder ob net awer vun Ufank un de Wuerm dra war, an deem Mooss, dass et net kloer genuch war, wat déi strategesch Synergië kéinte sinn; et net kloer war, wéi Lëtzebuerg sech géif opstellen, fir awer engem Rouleau compresseur, deen deen neien Aktionär e bëssen duergestallt huet an de Gremië vun de Gesellschaften, mat ëmmer erëm Bedéngungen opstellen an ëmmer erëm Drock maachen an ëmmer erëm d'Lëtzebuerger Aktionären och widdert d'Mauer drécken an zu sengem Intérêt kommen…

Tatsaach ass - a just dat wëll ech zréckbehalen -, Tatsaach ass, dass e Freideg de Moie Lëtzebuerg - soen ech emol einfach elo - net bereet war, eng Rei vu Bedéngungen an Zesummenhang vun der Nominatioun vum CEO, mä och mat anere Froen ze akzeptéieren. Dat ass e Faktum.

An ech mengen - net méi an net manner soll een zréckbehalen -, dass et dorunner gescheitert ass, dass mer net ëmmer an éiweg d'Bedéngunge konnten akzeptéieren, mä dass mer eng Kéier nee gesot hunn, mat där Folleg.

An ech mengen, dat ass jo och e bëssen eng Symbolik fir eng Relatioun vun enger Partnerschaft, dass, wann s de mat 65 Prozent och emol eng Kéier nee sees, an deen aneren dann direkt senger Wee geet, da seet dat jo och e bëssen eppes aus iwwert d'Qualitéit vun der Partnerschaft, iwwert d'Konsistenz vun deem, wat hei vun deem neie Partner och fir d'Zukunft gesi ginn ass.

Haut, mengen ech, ass d'Fro méi, fir sech d'Fro ze stellen, wéi et weidergeet, an domadder och ze kucken, wéi d'Regierung aus all deem, wat an deene leschte Woche gesot a geschriwwe ginn ass, wat fir eng Konklusioun a wat fir eng Konsequenzen een doraus zitt. Ech hu virun enger Woch hei gesot: Mir kënnen net ausser Uecht loossen an net versichen ze verstoen, wat eis och déi Manifestanten, déi donneschdes, oder dënschdes villméi, virun der Dier stoungen, als Message wollte ginn.

Ech gehéieren net zu deenen, déi der Meenung sinn, dass een an där Gesellschaft näischt däerf änneren. Ech gehéieren net zu deenen, a meng Fraktioun och net, déi net der Meenung sinn, dass een och mat de Sozialpartner sech un en Dësch muss setzen an iwwert d'Zukunft vun der Gesellschaft an den Apport, dee jiddweree ka bréngen, diskutéieren, en sachant bien, dass bei der Cargolux de Coût salarial just 14 Prozent vum gesamte Budget vun der Cargolux ausmécht.

Dat heescht, mir wëssen haut schonn, dass och do u Schrauwen dréie mat Sécherheet net duer wäert goen, fir eng nei kommerziell, vläicht méi aggressiv Strategie ze goen, mä dass een dat muss maachen, dass ee muss diskutéieren an dass ee muss drop bauen, dass eis Gewerkschafte souwuel engagéiert wéi och responsabel sinn, fir déi Diskussioun ze féieren.

Ech mengen - et ass mer keen aneren Ausdrock agefall -, dass e Freideg de Moien, déi Däitsch géifen dat nennen: Mir hunn d'„Kreislinie"gezunn, well awer eng Atmosphär entstanen ass, déi op allen Niveaue vun der Gesellschaft net méi akzeptabel war. Eng Gesellschaft lieft och dovunner, dass d'Mataarbechter motivéiert sinn, engagéiert sinn, dass se un hir Gesellschaft gleewen, dass se „company minded" sinn an dass se dat all moies sinn, wa se an den Asaz ginn.

An ech mengen, déi Atmosphär, déi bedréckend Atmosphär, déi Aart a Weis, wéi während Wochen eng gewësse Miesmacherei vun där Firma no bausse gemaach ginn ass, haaptsächlech vun deem neien Aktionär, huet wéi en naasse Schwamm op der Gesellschaft geleeën. An ech mengen, dat si keng gutt Viraussetzungen, fir zu enger gudder Aarbecht an der Entreprise ze kommen.

Fir d'Zukunft… An ech mengen, dat war de Message, dee mer haut wollte ginn, fir der Regierung ze soen: Mir appréciéieren - jiddefalls fir eis Fraktioun - a mir begréissen, dass d'Regierung mat de Lëtzebuerger Aktionären e Freideg eng kloer Sprooch geschwat huet. Dass dat zu kloeren Décisioune gefouert huet, dat huele mer zur Kenntnis.

Ech géif vläicht an enger Formule soen, d'Tatsaach, dass de Qatar aus der Gesellschaft erausgeet, mécht näischt méi einfach, mä vläicht awer och villes méi liicht. An ech mengen, dorunner musse mer gleewen an där Strategie, déi d'Regierung elo fiert. An do ass dat Wichtegst engersäits, dat mat roueger Hand ze maachen, mä mat décidéierter Hand ze maachen. Déi zwou Saachen zesummen. A vläicht dat Wichtegst ass - an dozou wëlle mir och, mengen ech, hei an der Chamber e Bäitrag leeschten -, derzou ze kommen, dass mer Rou kréien, dass mer Vertrauen erëm no bannen an no bausse gewannen, an déi Schrëtt, déi elo ze huele sinn, seriö virbereeden.

Ech mengen, dass net alles schlecht war an deene leschte Joren a Jorzéngten. A wéi hu mer et genannt, d'Cargolux? Eng Success Story, hu mer et genannt; de Fleuron vun der Lëtzebuerger Industrie. Ech mengen, dass een och dorunner muss gleewen, dass net all Business-Modell falsch war, dass Business-Modeller ugepasst musse ginn.

Sécherlech, d'Welt verännert sech, an da muss een dat och maachen. Mä dass en neien Aktionär mengt, eis mussen ze soen, dass alles Topegkeete waren, déi mer a Joren a Jorzéngten do gemaach hunn, ech mengen, och dat sollt een net vun Ufank un als Donne akzeptéieren, och wann een, wéi gesot, muss un e Business-Modell och erugoen an driwwer diskutéieren. An ech mengen, dat si mer jo an der Gesellschaft amgaangen ze maachen.

Ech wëll dofir nieft der roueger, awer décidéierter Hand och soen, an nieft der Tatsaach, dass Vertrauen no bannen an no bausse wichteg ass, dass mer der Meenung sinn, dass déi éischt Décisiounen, déi amgaange si geholl ze ginn, an déi richteg Richtung ginn.

Den Développement-durables-Minister, och responsabel fir den Transport, huet eis de Moien an der Finanz- an an der Développement-durables-Kommissioun gesot, dass en, mengen ech, gëschter, wann ech e gutt am Kapp hunn, mat de Responsabele vun der Direktioun zesumme war, fir se zesummenzeschweessen, fir och dozou ze kommen, dass déi Décisiounen - fir dem Här Forson d'Méiglechkeet ze ginn, elo an enger éischter Phas och den Interim ze maachen - gedroe ginn. A mengen Informatiounen no gëtt dat gedroen. An et ass och richteg esou.

Ech mengen, et ass eng Fro, dass den neie President muss ernannt ginn, sachant bien, dass den Här Wiltgen jo Enn des Mounts wäert demissionéieren. Och do wëll ech vun eiser Fraktioun just soen: Ech mengen, dass et beim President extrem wichteg ass, dass dat agehale gëtt, wat och am Agrément steet, nämlech dass de President en Onofhängegen ass, onofhängeg ass vun allen Aktionären, dass en also versicht, integrativ ënnert den Aktionären, mä och no bannen, ze wierken. Dat war an de leschte Méint sécherlech net de Fall.

An ech mengen, dofir ass et och am Choix vum President wichteg… Ech soen dat och heibannen: Ech weess och net, ob d'Sich vun engem neie President ënner fréiere Politiker onbedéngt de richtege Wee ass. Ech géif emol mengen, dass een an anere Beräicher soll siche goen, well déi Erfahrunge sinn och net ëmmer déi bescht. Ech wëll kee Beispill nennen, mä et läit eent relativ no op der Hand. Ech géif mengen, dass een also an där Sich Onofhängegkeet brauch, Kompetenz brauch a virun allem d'Fakultéit, fir integrativ tëschent Aktionären an an d'Gesellschaft eran ze wierken.

Et ass och d'Fro vun der Iwwernahm vun dem Aktiëpaket, déi elo ze maachen ass. Dat muss relativ schnell geschéien. Et gëtt eng Form vun Droits de préemption, déi de Lëtzebuerger Stat do huet. Ech mengen, do musse mer also elo schnell kucken dat iwwert d'Bühn ze bréngen, fir dass mer operabel sinn, fir mat neie Partner ze diskutéieren, no deenen Analysen, déi amgaange sinn, déi jo am Betrib gemaach ginn, an no deene strategeschen Ausriichtungen, déi do noutwendeg sinn.

Ech mengen, mir brauchen no alle Gesiichtspunkten, och no de Gesiichtspunkte vun den Aktivitéiten, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, zum Beispill am Beräich vun der Maintenance, eng stringent Analys. An déi ass noutwendeg. Dat war fir mech ee vun de Gebuertsfeelere bei deem heiten Deal, dass et net kloer war, a wat fir eng Richtung mer solle goen. Dat gëllt och fir d'Virbereedung vun der Kapitalerhéijung, déi noutwendeg ass. Dat gëllt fir eng besser Abannung an eng besser Koordinatioun tëschent de Lëtzebuerger Aktionären an de politesche Responsabelen an der Gesellschaft. A mir hunn do e gudde Mutt, dass dat klappt.

An et gëllt schlussendlech - an dat ass dat Lescht, wat mer der Regierung mat op de Wee wëlle ginn -, dat ass och d'Fro vum Sozialdialog. Ech mengen, de Sozialdialog, wéi mer en en Dënschdeg hei virun der Dier erlieft hunn, de Sozialdialog andeem een higeet an d'Kollektivverträg kënnegt an dann no bausse seet: „Mir fänken elo all zukünfteg Verhandlungen um Niveau vum Droit commun un", dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer gewinnt sinn hei ze fueren. Dat féiert zu vill Mësstrauen. Dat féiert zu vill Désengagement vun de Leit. An ech mengen, och do ass et noutwendeg, elo e puer kloer Messagen an de Betrib eran ze ginn, fir dass dee Sozialdialog do erëm un d'Rulle kënnt.

Mir wollten als LSAP-Fraktioun der Regierung soen, dass, wa mer aus deene Feeler do léieren, mir hei an der Chamber gären der Regierung zur Säit stinn, fir ze hëllefen, déi schwéier Phas do elo kënnen ze iwwerwannen an eng gutt Zukunft opzebauen.

Mir brauchen net hei an der Chamber all Dag an all Woch, net emol all Mount informéiert ze ginn iwwert dat, wat d'Detailer an der kommerzieller Strategie sinn, mä wa mer aus deem léieren, an do periodesch de Minister spiert, wéini dass et noutwendeg ass, och heihinner ze kommen, a wann et souguer am huis clos ass, fir eng Abannung ze kréien och vun deene Kräften, déi mir no bausse kënnen duerstellen, fir der Firma ze hëllefen erëm op e gudde Wee ze goen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genee virun enger Woch hu mir hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt gehat iwwert d'Aviatioun an notamment och iwwert d'Problematik bei der Cargolux. Vill vun deenen Iwwerleeunge vum leschten Donneschdeg, déi heibanne gemaach gi sinn, kann ech matdroen, bei aneren hunn ech e bësse méi Problemer dermat. Dat kann een heiansdo als puer… oder e bëssen als Polemik astufen.

Mëttlerweil ass awer net nëmme vill Waasser…

(Interruptions)

…d'Musel erofgelaf, mä d'Evenementer hu sech de leschte Freideg quasi iwwerschloen. An der internationaler Press koum d'Noriicht iwwert den Ticker, dass d'Katarië wëlles hunn, aus dem Actionnariat vun der Cargolux erauszeklammen. Dëse Virgang, mengen ech, huet eis alleguerten iwwerrascht, well e mat dëser Heftegkeet net virauszegesi war. An dësem Kontext wollt ech betounen an nach eng Kéier preziséieren, dass et net de Stat ass, deen d'Décisioun geholl huet, fir d'Katarië virun d'Dier ze setzen, mä dass et d'Katarië sinn, déi décidéiert hunn, de Verhandlungsdësch ze verloossen, an dass dat eng ganz grouss Differenz ass.

Här President, doropshin ass vun de Leit heibannen, Verschiddenen, an och dobaussen eng Generalattack op d'Ministere Frieden, Wiseler a Schneider gefouert ginn. A verschidde Leit hunn och gesot, et wier elo Zäit, dass Verschiddener missten den Hutt huelen.

Ech weess net, ob verschidde Leit eng gliese Kugel hunn a scho konnte viraussoen, wat e Freideg de Moie géif geschéien a si hätte gewosst, wéi d'Evolutioun vum Dossier wier, wéi mer en Donneschdeg hei waren. Mä op alle Fall, an dat hu mer de Moien och nach eng Kéier an der Kommissioun gesot kritt, wou d'Ministere Wiseler a Frieden de Moie waren, dass dat sech eréischt e Freideg de Moien ereegnet huet an dass een do net scho konnt en Donneschdeg driwwer schwätzen.

An dësem Kontext wëll ech dann och d'Transparenz ervirhiewen, déi d'Ministeren an de leschten Deeg un den Dag geluecht hunn. Si hunn hei déi ganz Woch an och nach haut de Moien der Chamberskommissioun Ried an Äntwert ginn, souwäit dat hinnen an dësem schwéieren Dossier méiglech war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV-Fraktioun sinn awer elo där Meenung, dass et héich Zäit gëtt, dass Rou an den Dossier kënnt an dass mer net méi heibannen innenpolitesch grouss Diskussioune féieren. Et soll een an der Kommissioun doriwwer schwätzen, mä et muss awer och endlech eppes geschéien, well et kann net hei eng Polemik lafen op dem Réck vun de Salariéen, well dat wier net gutt fir eis Cargolux an dat wier net gutt fir de Flughafen insgesamt.

Well eent ass sécher wéi d'Amen am Gebiet: D'Problemer bei der Cargolux bleiwen, mat oder ouni Ministere Frieden, Wiseler a Schneider, genee déiselwecht, wéi se d'lescht Woch, virun dräi Wochen a viru véier Woche waren! Wie mengt an dobaussen zielt, dass mam Ausstieg vun de Katarier aus dem Actionnariat vun der Cargolux elo erëm alles a Botter wier a mir wieren iwwert de Bierg, ech mengen, deen iert sech gewalteg. Nach sinn d'Katarier do. Et ass nach kee Keefer a Siicht. An ech wëll drun erënneren: 2002, wéi d'Swiss Air a Schwieregkeete war, do huet et och laang gedauert bis mer Leit fonnt hunn, déi de Package vun der Swiss Air hiren Aktien iwwerholl hunn.

De Fait, dass 35% vum Kapital wëlles hunn, sech zréckzezéien, verschlechtert d'Situatioun op der Cargolux enorm a mécht d'Aarbecht vun eise Ministere fir d'Zukunft net méi einfach. Dofir musse mir elo Rou an den Dossier kréien. Mir mussen eise Ministeren an de Leit, déi sech elo zesummesetzen, Zäit ginn a Vertraue schenken. Et ass jo gewosst, dass bis Enn des Joers eng Strategie soll um Dësch leien. Eng Strategie, déi et der Cargolux erlaabt, weider handlungsfäeg an iwwerliewensfäeg ze bleiwen.

Dorënner fält och d'Sich no engem neie strategeschen a finanzstaarke Partner. Ob Russen, Chineesen, Brasilianer, Araber oder soss Investisseuren, d'Philosophie an d'Visioune vun den zukünftege Partner mussen déiselwecht si wéi déi vun der Cargolux. En neien Échec kënne mir eis dës Kéier net méi erlaben, soss bleiwen d'Fligeren endgülteg um Buedem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dofir wichteg, dass mir an Zukunft erëm un engem Strang zéien an dass mer alles maachen, fir dass dat Stéck Lëtzebuerg, dat Cargolux an de Flughafen duerstellt, iwwerliewensfäeg bleift. Et geet ëm d'Zukunft vun dem Flughafen, vun Dausende vu Mënschen an hire Familljen, déi op dësem Wirtschaftspilier zu Lëtzebuerg schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet sech elo schonn a sëlleche Kommissiounssëtzungen an an enger öffentlecher Sëtzung mat dem Dossier Cargolux beschäftegt. An no dëse Sëtzunge muss ech soen, datt een esou schlau ass wéi virdrun. Op wesentleche Punkten herrscht haut nach Onkloerheet.

(Interruption)

Onkloerheet, wat den Accord vum Februar 2011 ubelaangt, deen de Minister Frieden mam kataresche Premier fonnt huet. De Minister Frieden seet zum engen, datt et sech beim Accord, deen hien am Februar 2011 zu Doha fonnt huet, ëm ee politeschen Accord gehandelt hätt. Bei där Réunioun, wou kee Vertrieder vun der Cargolux derbäi war, wier et och net ëm d'Detailer gaangen, zum Beispill ëm d'Maintenance, ëm d'Kompositioun vun der Flott an esou weider. Zum anere seet de Minister dann awer erëm nees, datt natierlech am Virfeld iwwer Synergië geschwat gi wier an hien een Dossier mat op Doha geholl hätt, op där Basis hien d'Verhandlunge gefouert hätt.

Op wéi enger Basis ass deen Accord zu Doha fonnt ginn? A firwat waren d'Verhandlungen 2010 ofgebrach ginn? Wéi wäit fortgeschratt waren déi inhaltlech strategesch Verhandlunge mat de Katarier am Februar 2011 dann elo? Op wat hat ee sech bei deene wichtege Punkte gëeenegt: bei der Maintenance, der Flott an den Aarbechtsplazen? Wéi eng Punkte stoungen nach op? A waren dat Punkten, bei deenen d'Regierung hätt misse Faarf bekennen? Waren et déiselwecht Punkten, déi haut zum Scheitere vun de Verhandlunge gefouert hunn? Oder waren et Punkten tëschent den zwou Gesellschaften, déi hätte misse gekläert ginn?

Onkloerheet iwwert d'Mandat, dat de Finanzminister hat, fir zu Doha zum Ofschloss vun de Verhandlungen ze kommen. De Minister Frieden behaapt, hien hätt de Wirtschaftsminister an den Nohaltegkeetsminister viru senger Rees doriwwer informéiert, datt e Gespréicher iwwert d'Cargolux wäert hunn. Mä huet en da senge Kolleegen och gesot, datt en zu engem Ofschloss géif kommen an ënner wéi enge Bedéngungen et zu dësem Ofschloss géif kommen?

De Minister Frieden huet haut confirméiert, datt iwwert den Dossier Cargolux an d'Verhandlunge mat de Katarier zu kengem Zäitpunkt am Regierungsrot diskutéiert gouf. An dat bei engem Dossier, un deem Dausende vun Aarbechtsplazen drunhänken an dee vun immenser Bedeitung fir d'Land a seng Ekonomie ass. Dat ass fir eis net virstellbar. Firwat brauche mir dann ee Regierungsrot, wann net déi ganz Regierung an alle Punkten hannert dem Deal mat de Katarië stoung?

Onkloerheet doriwwer, wat d'Vertrieder vum Conseil d'administration vun der Cargolux iwwert dësen Accord woussten. De Minister Frieden seet, hien hätt just d'Verhandlungen zu Enn bruecht, déi d'Cargolux ugefaangen hat. D'Medië berichten, datt d'Cargolux déi Verhandlungen ofgebrach hätt, well ee keng strategesch Partnerschaft gesinn hätt.

De Minister Frieden gëtt implizit zou, datt en de Conseil d'administration vun der Cargolux net consultéiert hätt an dat och net hätt brauchen ze maachen. Wéi ass et da mat den eenzelnen Aktionäre vun der Cargolux an dem Management? Waren déi dann och net ageweit? Gläichzäiteg huet nämlech an der Cargolux eng Sich no engem strategesche Partner stattfonnt, bei deem een d'Qatar Airways net méi um Radar hat.

Onkloerheet doriwwer, wéi et weider soll goen no dem ugekënnegte Réckzuch vun de katareschen Investisseuren. De Minister Wiseler huet an de Medien nach viru Kuerzem gesot, datt et kee Plang B géif ginn am Fall, wou déi aktuell Verhandlunge géife scheiteren.

Direkt no der Ukënnegung vun dem Réckzuch huet de Minister awer duerchblécke gelooss, datt et Kontakter mat engem russeschen Investisseur géif ginn. De Minister Frieden huet a sengem rezenten Interview mat RTL an deem Kontext bestätegt, datt et een Interessent géif ginn. Haut an der Kommissioun hu béid Ministeren awer erkläert, datt konkret Gespréicher nach guer net stattfonnt hätten.

Onkloerheet doriwwer, wat mir der EU-Kommissioun gesot hunn am Kader vun de Garantien an dem Portage, deen de Stat bei der Cargolux iwwerholl huet. Wat waren dann elo d'Konditiounen, déi d'EU dem Stat operluecht huet dofir, datt en d'Bankgarantië fir d'Cargolux iwwerholl huet, an dofir, datt en de Portage kéint maachen? Stëmmt et, datt et eng vun de Konditioune war, datt et kee privaten Investisseur géif ginn an datt keng Dividende géifen ausbezuelt ginn? Riskéiert Lëtzebuerg dowéinst elo Strofe vun der EU, well mer eis net un déi Bedéngunge gehalen hunn an d'Wourecht net gesot hunn?

Här President, virun deem Hannergrond ass awer eppes kloer: D'Regierung steet no deem ugekënnegten Départ vun de katareschen Investisseure virun engem Koup Schierbelen a kuckt an eng ongewëss Zukunft. D'Cargolux kuckt zréck op zwee verluere Joren, an deene wichteg Zäit verluer gaangen ass. Et ass kloer, datt d'Regierung virun dem Accord vun 2011 op kruziale Punkten net wousst, wat se mat der Cargolux wéilt. Datt se dat duerno net wousst, jo, an datt se et eigentlech och haut nach net genau weess.

D'Cargolux steet haut ouni strategesche Partner do mat engem ugefaangenen Audit, deen op der Basis vun enger Allianz mat Qatar Airways opgebaut huet, an engem bestehende Business-Modell, deen defizitär ass. A mat dem Wiessel vun dem Actionnariat wäerten dës Problemer sech net vum selwe léisen.

Kloer ass awer och, datt d'Chamber an dësem Dossier nach net um Enn vun hirer Aarbecht ukomm ass. Ze vill Ongereimtheete stinn nach ëmmer am Raum, ze vill widderspréchlech Aussoen, ze vill auswäichend Äntwerten. De Minister Wiseler seet, d'Regierung bräicht elo Rou am Dossier, fir kënnen ze verhandelen. D'Regierung huet et selwer an der Hand, andeem se ee fir alle Mol déi ganz Wourecht op den Dësch leet doriwwer, wéi d'Verhandlungen an de Joren 2009 bis 2011 gefouert gi sinn. An d'Regierung muss hir Strategie…

M. le Président.- Här Etgen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- …fir de Flughafen an déi eenzel Gesellschaften elo esou séier wéi méiglech op den Dësch leeën.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wéilten als Fraktioun hei fir d'Éischt däitlech maachen, datt mer an deem Dossier hei net engem Minister d'office oder vu virera wéilten ënnerstellen, en hätt an iergendengem obskuren aneren Intérêt gehandelt respektiv en hätt aus falsche Prämissen eraus Schrëtt ënnerholl.

Wat mer awer wëlle soen, dat ass, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt an dësem Dossier eiser Meenung no zolidd handwierklech Feeler gemaach gi sinn. Deen éischte Feeler ass eiser Meenung no gemaach ginn, oder dee gréisste Feeler ass eiser Meenung no gemaach ginn, wéi den Här Frieden zu Doha verhandelt huet, éischtens, ouni am Virfeld am Regierungsrot kloer mat senge Regierungskolleegen doriwwer geschwat ze hunn.

Ech betounen, et geet hei net ëm iergendeen Detailpunkt. Ech krut de Moie vum Minister gesot an der Kommissioun, et kéint een net alles am Regierungsrot am Detail diskutéieren, duerfir wier net genuch Zäit do, an all Ressortminister hätt seng eege Verantwortung.

Dat ass richteg. Mä hei ass et net ëm iergendee Punkt gaangen, hei ass et ëm eng Gesellschaft gaangen, déi jo, wéi mer eis alleguerte jo anscheinend eens sinn, en nationalen Intérêt huet a wou iwwer Honnert Milliounen öffentlech Gelder am Spill stoungen. Dat war net e klengen Detailpunkt. Ech mengen, datt dat derwäert gewiescht wier. Mindestens si mir als Gréng der Iwwerzeegung, datt, wa mir an enger Regierung gewiescht wieren, hätte mer insistéiert, datt esou e Punkt fir d'Éischt am Conseil de Gouvernement misst mat de Kolleegen ofgeschwat ginn.

Dat heescht, et ass och dowéinst, firwat mir der Iwwerzeegung sinn, datt an dem Vierdergrond vun deene Verhandlungen zu Doha, déi, wéi gesot, am Alleingang gefouert gi sinn, sécherlech gudde Wëllen do war, mä wahrscheinlech manner sech Gedanke gemaach ginn ass iwwert d'Strategie, iwwert d'Bedeitung, wat dat kéint duerno bedeiten, iwwert d'Schwieregkeeten, déi kéinte kommen duerno an der interner Struktur vun der Gesellschaft.

Well logescherweis dee Minister do jo net de Mann vum Terrain ass vum Dossier, well dat ass am Prinzip jo den Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, dee jo wahrscheinlech am engsten zesummegeschafft huet mat all senge Mataarbechter op deem Dossier virdru mat de Verantwortlechen an der Gesellschaft, datt deen natierlech och wahrscheinlech an de Verhandlungen éischter de finanziellen Aspekt am Kapp hat an am Vierdergrond hat - als Finanzminister net onverständlech -, mä déi aner Volete wahrscheinlech zolidd ënnerschat huet respektiv falsch ageschat huet oder net genuch déi Informatiounen hat, déi en hätt missen hunn, wann dat Ganzt, wéi gesot, am Virfeld ofgeschwat gi wier, wa sech concertéiert gi wier.

Et ass duerfir och net ze verstoe fir eis, datt… Et ass richteg, et ass de Moie gesot ginn, et ass um Stat - well et war jo dem Stat seng Participatioun, déi en an der Iwwergangsphas geholl huet -, et ass um Stat, ze décidéieren, u wien en déi wëllt weiderverkafen, déi Parten, datt donc net de Verwaltungsrot vun der Cargolux do ze négociéieren huet.

Mä dat mannst, wat ee muss soen: An esou engem wichtege Punkt kënne mer net verstoen, datt de Verwaltungsrot net mindestens implizéiert war, informéiert war iwwert déi Verhandlung, déi zu Doha stattfonnt huet, en vue jo vun der Envergure, déi um Spill stoung och. Dat ass net normal an ass eiser Meenung no e kloren handwierkleche Feeler.

Mir kënnen och net verstoen, datt déi Concertatioun net gemaach ginn ass, well jo gewosst war am Virfeld, datt Schwieregkeete schonn do waren. Et ass richteg, wéi den Här Frieden seet, et ass net hien, deen de Kontakt opgeholl huet mat de Katarer, well virdrun hu Verhandlunge stattfonnt. Mä déi Verhandlunge virdrun, déi waren zu kengem Enn komm. Ech hunn de Moie gesot, si waren en Échec ginn, dunn hunn ech gesot kritt: „Ah neen, et war keen Échec, et war nach kee Resultat komm."

Mindestens kann een et elo dréien a kéieren, wéi ee wëllt: Si waren zu kengem Resultat komm, aus iergendwelche Grënn. Also muss et Schwieregkeete gi si virdrun. An ech ginn awer emol dovunner aus, datt wahrscheinlech déi Schwieregkeeten, déi et virdru gi sinn, och awer zu engem gudden Deel mat deenen nämlechte Problemer ze dinn hunn, iwwert déi gestridde ginn ass um Schluss, firwat datt dee ganzen Deal schlussendlech geplatzt ass.

Donc, wéi gesot, ass dat eben och ze bedaueren, datt duerfir vill Informatiounen net do waren, iwwert déi een hätt misse verfügen oder déi hätte kënne vill hëllefen, wann een déi gehat hätt.

An dann dee ganzen Ëmgang mam Parlament! Ech muss soen, Här Spautz, dat, wat Dir hei elo gesot hutt, Dir hutt jo hei duerch d'Blumm e bëssen duerchblécke gelooss, - an dat ass typesch, wéi Dir verfuert, et ass typesch, wéi Dir verfuert an allen Dossieren am Moment -, dat ass, wann handwierklech Feeler gemaach gi sinn an doduerch en zimleche Schierbelkoup effektiv produzéiert ginn ass, da gitt Der hin an dann diskutéiert Der net mat enger gewësser Reue iwwer Är Schierbelen, déi Der produzéiert hutt, mä da sot Der: „Alleguerten déi si schold, déi d'Froen opgeworf hunn, déi berechtegt sinn."An Dir fuerdert am Fong ënnert dem Stréch oder sot, de Fait, datt d'Parlamentarier hei Froen opgeworf hunn, datt dat dramatesch fir d'Sociétéit wier an datt déi um Bockel vun de Salariéë gemaach ginn.

Dat ass wierklech awer nun de Combel, Här Spautz, fir esou eppes hei zum Beschten ze ginn op der Chamberstribün! Mä et ass typesch fir Iech, wéi Der fonctionnéiert. Dir sidd ni amstand, fir emol eng Kéier Iech anzegestoen, datt vläicht net grad alles esou gelaf ass, wéi et hätt misse lafen.

Wéi gesot, ech hunn am Ufank gesot, ech maache kengem hei e Virworf an ech ënnerstelle kengem, datt e mat schlechten Intentiounen an eppes eragaangen ass. Mä heiansdo muss een dann och de politesche Courage hunn, fir ze soen: „Okay, mir zéien ee Bilan, mir hu wahrscheinlech eng Rei Saache gemaach, haut géife mer déi vläicht aneschters maachen."An da gitt Der hei hin an da sot Der: „Et sinn all déi, déi kritiséiert hunn an déi déi Saachen opgeworf hunn, déi schold dorunner sinn."Dat ass nun den absolute Combel, fir dat hei zum Beschten ze ginn. Mä wéi gesot, mir sinn dat vun Iech gewinnt.

An ech sinn och der Iwwerzeegung, wat leschten Donneschdeg, och wann een net konnt wëssen en Donneschdeg, wat e Freideg geschitt ass, mä en Donneschdeg, en vue vun deene Saachen, déi mer jo och de Moie gewuer gi sinn, datt schonn e Bréif virdru komm ass, datt Konflikter virdru waren, wéi gesot, an ech sinn iwwerzeegt, datt se ëmmer erëm ëm déi nämlecht Saache gaange sinn, datt och en Donneschdeg mer hätte méi Informatiounen hei misse kréien, well de Risiko jo awer reell war iwwert déi Konfliktpunkten, déi bestanen hunn.

Ech sinn duerfir och awer nach der Iwwerzeegung, datt am Parlament hei déi Debatt de leschten Donneschdeg eng e bësselche geeschterhaft Debatt war - fir dat emol frëndlech dann haut auszedrécken - an datt mer, wéi gesot, méi hätte missen hei gewuer ginn.

Wéi gesot, ënnert dem Stréch fänke mer elo bei null un. Mir hunn näischt am Grapp. Mir hoffen, datt mer et fäerdegbréngen, well mir wësse jo, datt elo ee wichtege strategesche Géigner vun der Cargolux iwwer immens vill Informatioune verfügt, wat an där Gesellschaft do ass, wou hir Stäerkten, wou hir Schwächte sinn. Mir hoffen, datt mer et fäerdegbréngen, elo bei null unzefänken an dann aus der Vergaangenheet, aus de Feeler léieren an d'Parlament méi abannen.

An ech ginn dem Här Lux recht. Mir als Parlament, hei verlaangt keen, datt mir permanent an all Detail agebonne ginn, mä mindestens periodesch agebonne ginn. Well de Fait, datt mer agebonne gi sinn, dat ass och net, wéi Dir et beschriwwen hutt iwwregens, datt vu vireran ëmmer Transparenz am Dossier gewiescht wier. Et huet scho missen e gewëssenen Drock kommen, ier méi an der Kommissioun zur Sprooch komm ass.

(Interruption)

Mä soit, fir d'Zukunft - mengen ech - kéinte mer do e Wee fannen, an dann hoffen ech, datt mer dann e Wee fannen, fir déi Gesellschaft do aus dem Misär erauszezéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut eng Debatt hei iwwert d'Zukunft vun der Société Cargolux. Dat, nodeems mer d'lescht Woch hei eng Debatt haten, déi jo och, wat den Toun ubelaangt, vläicht méi haart war, wéi mer dat an der Regel heibannen am Parlament gewinnt sinn.

Ech mengen, dat war awer d'lescht Woch zu deem Zäitpunkt ubruecht, an ech géif mengen, datt och déi Debatt hir Friichten hat, well se ass op fruuchtbare Buedem bei der Regierung gefall, géif ech mengen. Wann een d'Diskussioune kuckt an d'Resultat, wat den Dag drop am Conseil d'administration vun der Cargolux gefall ass, mengen ech, ass dat och, well d'Regierung awer d'Bedenken, déi hei am Parlament geäussert si ginn, zur Kenntnis geholl huet an och deementspriechend mat an hir Décisiounen afléisse gelooss huet.

Am Ableck weess nach keen, wien déi 33% Aktië wäert iwwerhuelen. Si gehéieren haut nach ëmmer der Qatar Airways an, wéi gesot, et weess nach keen, wie se iwwerhëlt.

Ech hätt hei eng Fro un d'Regierung. Mir hate se wuel de Moien an der Kommissioun diskutéiert, mä ech weess awer net, ob se kloer genuch beäntwert ginn ass.

Wa Qatar Airways wëllt verkafen, muss si jo elo déi aktuell Aktionären informéieren. Wat heescht dat: informéieren? Muss se se informéieren, datt se verkaaft huet, oder muss se se informéieren, datt se se wëllt verkafen? An hunn déi aktuell Aktionären e Virkafsrecht oder hu se dat Virkafsrecht net? Dat ass de Moien an der Kommissioun fir meng Begréffer net kloer verstane ginn.

Här President, ech mengen, datt mir der Meenung sinn, datt de Stat jo nëmme kann och an den zukünftege Verhandlungen eng Roll spillen, wann de Stat Propriétaire iwwert déi Aktië géif ginn, iwwer e System zum Beispill vum Portage.

Wann dat de Fall wier, datt de Stat géif Propriétaire vun deenen Aktië ginn an e géif domadder an d'Négociatiounen erakommen, dann ass et fir eis wichteg, datt mer eng absolut Transparenz kënne kréien an datt d'Parlament och sengem Kontrollrecht vis-à-vis vun der Regierung kann nokommen.

Mir sinn ons awer bewosst, datt ee muss ëmmer eng Struktur hunn oder opbauen, datt d'Regierung nach ka verhandelen. Mir kënnen net higoen, datt d'Regierung eis misst permanent informéieren an öffentlecher Sitzung op der Place publique, wou se mat den Négociatiounen drun ass a mat wiem se iwwerhaapt négociéiert. Ech mengen, do musse mer schonn e gewëssent Vertrauen an d'Regierung hunn.

Duerfir géife mir proposéieren, datt mer eis géifen zesummen, d'Regierung an d'Parlament, eng Struktur ginn, wéi mer deen Informatiounsfloss kéinte garantéieren, an op där anerer Säit awer och garantéieren, datt d'Regierung och à même ass, fir kënnen ze verhandelen. Well wa mer déi Garantien net kënnen och als Parlament ginn, datt, wann Négociatioune stattfannen, déi dann och bannent gewëssene Raim bleiwen, da gëtt et onméiglech fir d'Regierung an Zukunft, fir nach ze verhandelen.

Dat schéngt mir eng vun den Haaptsuergen ze sinn, wou mir als Parlament eis musse bewosst ginn, zesumme mat der Regierung, wat fir ee Wee datt mer do sichen, fir dem Parlament déi Informatioun a Kontrollméiglechkeeten ze garantéieren, ënner engem gewëssene Secret, fir datt d'Regierung an Zukunft nach kann négociéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, d'Katarië si fort, wéinstens aus der Cargolux, mä d'Ministere sëtzen nach do mat hirer Verantwortung. An ech sinn net der Meenung, dass mer se sollten aus hirer Verantwortung esou séier entloossen. Mir hätte gäre weiderhi Kloerheet, wat tatsächlech geschitt ass, wat ofgemaach gi war, wat falschgelaf ass. An duerfir brauche mer verschidden Dokumenter.

Mir brauchen den Aktionärsvertrag, mir brauchen de Kafvertrag mat dem Qatar, mir brauchen d'Evaluatioun vun den Aktië vun der Cargolux, mir brauchen all Etüden an all Verträg, déi ofgeschloss gi sinn. Well mir hätte gäre Kloerheet, wat geschitt ass, fir am Detail kënne festzestellen, wou eventuell d'Verantwortunge leie vun eenzelne Membere vun der Regierung.

Mir hunn e Vertrag, wou d'Ministere Wiseler a Frieden ënnerschriwwen hunn, wou awer wäitgehend Saachen drastinn. A mir wëllen och wëssen, wéi kollektiv d'Verantwortung an der Regierung ausgesäit a wéi dat organiséiert war zu där Zäit.

Mir wëllen och zum Beispill wëssen: Wat huet dat alles fir Konsequenzen op de Réckkaf vun den Aktien elo an op de Präis vun den Aktien elo? Wat ass geschitt um Niveau vun der industrieller Strategie? Sinn do iwwerhaapt Iwwerleeunge gemaach ginn oder si keng gemaach ginn? A wat ass eventuell falschgelaf?

Wann ech héieren hei, et soll Rou an den Dossier kommen, da soen ech Iech: Rou am Dossier hate mer elo iwwer ee Joer laang, an déi Rou am Dossier huet eis dozou gefouert, wou mer haut sinn. An et ass nëmmen de Verdéngscht vun der Press, vun de Gewerkschaften an e bëssen och vun der Chamber hei, dass dat hei zur Debatt komm ass.

Et ass och Kloerheet verlaangt fir d'Zukunft. Wéi gesäit d'Strategie dann an Zukunft aus vun der Regierung? Huet sech eppes geännert? Wéi wäert d'Roll vum Stat an Zukunft sinn? Wat fir Rechter, wann iwwerhaapt e privaten Aktionär erakënnt, kritt deen Aktionär? Sinn et manner ewéi 33%? Gëtt eng Spärminoritéit verhënnert? Kritt e keng Sonderrechter, wéi zum Beispill de Qatar et sech ausgehandelt hat? A wéi ass et mam Engagement vun der Regierung a soziale Froen, Nuetsflugverbot an esou weider?

An ech menge schonn, Här Gibéryen, dass dat eppes ass, wou mer der Regierung net sollte Vertraue schenken. Déi lescht Sitzung hutt Der nach den Hutt verlaangt vum Här Frieden, elo schenkt Der him Vertrauen hei. Ech verstinn dat och net.

(Interruptions)

Am Iwwrege bleift de Qatar jo nach hei.

(Interruption)

De Qatar bleift nach hei. En ass an der BIL, en ass an der KBL, do gëtt geschwat vun Ofbaupläng. Wat sinn d'Konsequenzen dovunner op d'Gesamtekonomie?

Dat wäert alles och Géigestand si vu menger Interpellatioun, déi ech wäert ufanks Dezember hei iwwert d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg a Qatar an hirer geschichtlecher Entwécklung, an hirem aktuelle Stand a wat d'Zukunft ugeet stellen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll dat, wat ech soen, an dräi grouss Punkten andeelen, fir dat emol eng Kéier kloer ze annoncéieren.

Dat Éischt, dat ass déi Ausso, déi den Här Bausch elo gemaach huet par rapport zu der Diskussioun, déi mer en Donneschdeg haten, datt mer d'Chamber hei un der Nues erëmgefouert hätten. Ech wëll dat emol eng Kéier kloer beliichten.

Dat Zweet, dat ass déi Fro, déi hei e puermol gestallt ginn ass: Wéi geet et elo weider?

An dat Drëtt, dat ass, datt ech gären e puer Remarquë géif maachen zu der Aart a Weis, wéi mer un déi Saachen eruginn.

Dat Éischt, dat ass d'Remarque: „Dir hutt de leschten Donneschdeg d'Chamber un der Nues erëmgefouert. Dat war eng Geeschterdebatt, déi mer heibannen haten."

Ech wëll kloer an däitlech soen, wat ech vun där Ausso do halen. Ech sinn de leschten Donneschdeg hei an d'Chamber komm a mir hu probéiert, der Chamber genau dat ze erklären, wat ech dee Moment gemengt hunn, datt de Stand vun der Situatioun wär. Ech hunn dee Moment gesot, datt mer säit enger ganzer Rei Méint eng ganz schwéier Kollaboratioun hätten, datt Schwieregkeete gewiescht wären a Schwieregkeete sinn, fir alles en place ze setzen.

Dir hutt virdru gesot, datt jo scho virdru Saache gewosst gewiescht wären, well mer am Juni e Bréif kritt hätten, wou eng Rei Konditioune schonn ernimmt gi wären. Ech soen, dat ass richteg. Mä dee Bréif an déi Diskussioune sinn domat beäntwert ginn, datt mer eis eens gi sinn, just e Büro eranzehuelen, fir eng Strategie gemeinsam ze erfannen, fir also dee Wee an déi Diskussioun, déi mer haten, op eng Aart a Weis ze léisen, wou mer kéinte matenee schwätzen a wou mer kéinte probéieren an hoffen, datt mer zu enger gemeinsamer Strategie kéimen.

Ech hunn och gesot, datt mer déi Strategie amgaange wären ze sichen. An ech hunn och gesot, kloer an däitlech, datt mer mussen, missten eng gemeinsam Strategie fannen, well ouni gemeinsam Strategie an enger Gesellschaft wéi der Cargolux an iwwerhaapt an enger kommerzieller Gesellschaft, wann Aktionären net déi Strategie deelen, et net méiglech wär, ze fueren.

An ech hunn och hannendru gesot, datt, wa mer déi Strategie net géife gemeinsam fannen, een da misst Konsequenzen doraus zéien. Dat sinn déi Wierder, déi ech och gebraucht hunn de leschten Donneschdeg hei an der Kommissioun, an dat war genau de Stand, op deem mer en Donneschdeg waren.

Da war op där anerer Säit - dat, wat och normal ass am Rhythmus vum Liewe vun enger Gesellschaft - en „board meeting", e Conseil d'administration ugesot fir Enn des Mounts, an no dem „shareholders' agreement"soll all „board meeting"précédéiert gi vun engem sougenanntene strategesche Comité, wou d'Aktionären ënner sech eng Virbereedung maache vun deem Vote.

Eng normal Prozedur, déi sollt freides sinn. Dat hunn ech net festgesat, déi sollt freides sinn. Ech si gefrot ginn e puer Deeg virdrun, wéi dat alt heiansdo de Fall ass, net ëmmer, mä heiansdo de Fall, vun dem Generaldirekter vu Qatar Airways, ob e mech kéint virdru gesinn. Da maachen ech dat, wann ech esou eng Ufro kréien. An dat ass och dat, wat hei geschitt ass. Ech hunn - well mer jo awer, Här Lux, déi Saachen trotzdeem mat den Aktionären heiansdo virbereeden - donneschdes moies um aacht Auer d'Aktionäre gesinn. Ech hat um néng Auer Rendez-vous mat dem Generaldirekter vu Qatar Airways an um zéng Auer sollt dee strategesche Comité sinn.

Dat ass alles an der Normalitéit vun der Saach gewiescht. Ech wousst jo och, datt déi Diskussioune géife schwiereg ginn, mä ech soen Iech, déi Diskussioune ware bei all Meeting, dee mer gemeinsam haten, net ëmmer evident, an do ass heiansdo haart diskutéiert ginn. An ech mengen, datt dat och normal ass an där do Zort vu Business, wann ech mech däerf esou ausdrécken, soudatt ech der Chamber net vill méi ze berichten hat.

A wann dann och den Här Frieden accuséiert gëtt, hien hätt dat och alles scho gewosst virdrun: Den Här Frieden wousst emol net, dat moies mer déi Réunioun do hätten, well et war och normal, datt hien dat net huet misse wëssen, well dat huet u sech näischt ze di gehat mat där Part, fir déi hie responsabel ass, wat d'Gestioun vun de Participatioune vum Stat bei private Gesellschafte ugeet, mä theoretesch sollt et hei ëm eng normal Assemblée goen, wou normal inhaltlech Dossiere sollten duerchdiskutéiert ginn.

Duerfir ass dat do alles am Beräich vum Normalen, an alles, wat den Här Frieden respektiv ech dann elo accuséiert ginn, dat kann een einfach soen, mä esou war d'Realitéit awer dee Moment net.

Mir hunn dann och mat den Aktionären iwwert dee Punkt diskutéiert, dat dee war vun der Nominatioun vun engem definitive CEO. An d'Aktionäre si sech eens ginn, datt mer am Fong

léiwer géifen déi Sich no engem definitive CEO weiderféieren, wéi elo deen aktuellen Interims-CEO als definitive CEO ze nennen. Dat war eng kloer an däitlech Positioun vun de Lëtzebuerger Aktionären.

Duerno krut ech a menger Réunioun, an där Réunioun, déi ech virdru beschriwwen hunn, vum Generaldirekter vu Qatar Airways - an dat hunn ech schonn hei gesot, an der Kommissioun zumindest - eng Rei Konditioune gestallt, déi an deem Sënn sécher net direkt akzeptabel waren, well se och contraire waren zu där Studië, déi mer vun dem Büro amgaange waren auszeschaffen an déi eng gemeinsam Strategie sollt op den Dësch leeën. Et kann een... Mir ware bereet, iwwer alles ze diskutéieren, mä awer net bereet, alleguer déi Konditiounen telles quelles unzehuelen.

Duerno war dee strategesche Comité, an do ass et just drëm gaangen, als éischte Punkt: Wéi ass et mat der Nominatioun vun dem CEO vun der Cargolux? D'Lëtzebuerger Aktionären hu ganz kloer hir Meenung gesot. An doropshi war et dann déi kataresch Säit, déi gesot huet, datt se dat net géifen unhuelen, datt se ënnert deene Konditiounen net méi wéilten am Aktionariat bleiwen, datt se och net méi wéilten un de Sëtzunge vum Board an Zukunft deelhuelen.

A mir hu schlussendlech eng Zäit duerno, e puer Stonnen duerno déi do Noriicht an enger internationaler Zeitung „Flightglobal.com" gesinn. An do huet d'Lëtzebuerger Press se opgegraff, an ech war obligéiert selbstverständlech, dorobber ze reagéieren.

Dat ass de Werdegang. Elo kann ee soen, dat ass eng Geeschtersëtzung gewiescht, vläicht. Mä awer net, well mer wollten hei d'Chamber un der Nues erëmféieren, mä ganz einfach, well d'Situatioun déi war, esou wéi ech se elo beschriwwen hunn, en toute réalité.

Ech hunn Iech net hei verheemlecht, datt Schwieregkeete waren, au contraire. Ech hunn Iech gesot, dat ass e ganz schwierege Wee. Mir hunn och souguer en Externen ageschalt, fir op deem schwierege Wee eng gemeinsam Strategie ze fannen. Méi konnt ech Iech awer net soen. Well genau esou war et.

Duerno war et wichteg, wéi déi Annonce bis do war, datt mer och Diskussioune sollte féieren, wéi et da weidergeet. An do ass da gesot ginn, mä Dir waart..., d'Lëtzebuerger Aktionäre waren net d'accord, den Interimsgeneraldirekter vun der Cargolux ze halen oder definitiv ze nennen, an elo bleift en awer als Interim do. Wéi ass dat da méiglech? Gëtt dat da Sënn?

Do soen ech och ganz kloer, den Interimsgeneraldirekter, den Här Forson, ass en extrem capabele Mann. An e kennt wierklech, e war jo als CFO, als Finanzchef ageschalt ginn, an e kennt och eppes vu Finanzen. An an där Situatioun an deene Méint, déi elo kommen, soen ech och ganz kloer, kuckt emol, wat elo um Ordre du jour steet vun der Cargolux. Do stinn elo éischtens emol déi Diskussiounen iwwert den Austrëtt vu Qatar plus dann déi Kapitalerhéijungen, plus dann déi Diskussioune mat de Banken um Ordre du jour.

An ech soe kloer: Menger Meenung no, an d'Aktionären hunn déi och alleguer eenzel gedeelt, kann d'Cargolux..., huet se am Allerbeschten, all déi Kompetenzen, déi se u Bord huet, och u Bord ze halen. A genau dat ass dat, wat do geschitt ass.

Et ass gesot ginn, den Här Forson soll als CEO intérimaire bleiwen. Et ass gekuckt ginn, datt och de Chef vum Marketing, de Chef vun der Compliance, de Chef vun den Operatiounen u Bord bleiwen. Och si hunn enorm vill Kompetenzen, fir hei e Management-Team zesummenzekréien, déi um selwechte Strang zéien, fir d'Cargolux iwwert déi nächst Méint ze kréien. An dat war jiddwerengem, inklusiv mir, extrem wichteg, datt mer dat kéinten hikréien.

Zweet Fro: Wéi geet et elo weider? Mir hunn e puer Punkte gesinn. Well mir hu jo elo eng Rei Chantiere virun eis.

Deen éischte Chantier, dat ass deen, datt Qatar mëndlech gesot huet, an dat duerch hire Geste „Verloosse vun dem Meeting" och gewisen huet, datt se wéilten aus dem Aktionariat vun der Cargolux eraustrieden. Dat ass mëndlech gesot ginn. Elo ass et awer esou, datt et nach net schrëftlech confirméiert ass. Elo ass et esou, datt emol fir d'Éischt, an da leeft a sech déi Prozedur un, emol theoretesch eng schrëftlech Confirmatioun muss dohinnerkommen, mat engem Präisugebuet. Den Droit de préemption besteet och do mat engem Präisugebuet, wou a sech dann an där nächster Etapp sollt gekuckt ginn, wéi déi Sortie vu Qatar sech dann an der Realitéit soll erëmspigelen.

An ech soen och, ech mengen, datt dat muss immens professionell gemaach ginn. Duerfir fannt Der elo hei keen op dëser Tribün, deen iergendwou hei e Wuert géint ee vun den anciens Actionnaires oder géint den ancien Actionnaire seet.

Mir haten hei eng Differenz, mengen ech, op enger Rei strategesche Punkten. An elo musse mer kucken, datt mer déi Négociatioune fir d'Sortie vu Qatar esou négociéieren, esou diskutéieren, datt dat op eng professionell, korrekt Aart a Weis fir jiddwereen uerdentlech ka verlafen.

Ech sinn net der Meenung, an dat hunn ech schonn an der Press gesot, datt d'Cargolux sech et ka leeschten, an deenen nächste Joren eng sougenannten „stand alone position" ze hunn.

Ech sinn net der Meenung, datt mir eis et kënne leeschten, fir ze soen, datt e Lëtzebuerger Betrib wéi d'Cargolux ouni iergendee Partner jeemools dat do ka maachen an datt mer dat einfach eleng, isoléiert do kënnen duerchstoen. Mir brauche Partner. Mir brauche finanziell Partner. Mir brauche strategesch Partner.

Ech sinn och net der Meenung, datt d'Regierung respektiv de Stat ebe kann dat Aktionariat zu 100% einfach fir déi nächst Zukunft... Ech mengen, datt dat net geet. Ech ka mer virstellen, datt d'Regierung respektiv de Stat dat zäitweileg, mir hunn dat an engem Portage genannt, mä zäitweileg, fir iwwer eng Rei Zäit ewechzekommen, éier mer kloer mat engem neie Partner dann esou wäit sinn, kéint maachen. Dat kann ech mer virstellen. Mä net eng definitiv „stand alone position".

Éischte Punkt ass also, déi Négociation de sortie mat Qatar op eng korrekt Aart a Weis féieren.

Zweete Punkt: Dat ass dee vun der Strategie, déi d'Cargolux soll fueren.

Elo sot Der, Dir sidd esou laang scho mat enger Strategieanalys amgaang. Mä Dir musst just wëssen: Wat war de Problem? Wéi Qatar eragetrueden ass, du koume mer eraus aus engem Joer 2010. Dat Joer 2010 war e gutt Joer, weltwäit, fir de Fret, a war och e gutt Joer fir d'Cargolux. A Qatar huet an enger strategescher Optioun eng Cargolux era sech kaaft, wou et der Cargolux gutt gaangen ass, wou d'Zuelen no uewe gaange sinn.

Dat huet awer weltwäit 2011 an 2012 net nëmme fir d'Cargolux, mä fir all déi Fligere geännert. An datt dann eng ganz Rei strategesch Iwwerleeunge komm sinn, wéi ee kann d'Firma ëmstellen, ass awer normal, einfach normal gewiescht, ne. Datt een doran da Schwieregkeeten huet, fir eens ze ginn, dat regrettéieren ech. Mä ech wollt Iech awer just explizéieren, wat d'Origine dovunner ass.

Ech mengen, datt elo an der zweeter Etapp déi Studië vun Oliver Wyman soll an deenen nächsten Deeg fäerdeggestallt ginn an datt et dann um Management ass, déi Leit, deen Team, dee mer do hunn, fir déi ze challengen, fir déi ze analyséieren, fir d'Konklusiounen doraus ze zéien a fir dem Board eng Propositioun vun der Strategie kuerzfristeg am Laf vum Dezember ze maachen. Well déi muss kloer sinn, wat fir eng Strategie d'Cargolux wëllt fueren.

Drëttens mengen ech dann och, datt déi Diskussiounen iwwert d'Partenariat, an et sinn der hei schonn ugeschwat ginn, datt déi Diskussiounen iwwert d'Partenariat och aus där Strategie eraus musse kommen.

Et muss kloer sinn, wat fir eng Strategie gutt fir d'Cargolux ass, an doraus muss een da kucken, wat fir een dee richtegen an dee sënnvolle Partenaire an Zukunft fir eng Cargolux ass. Esou muss et goen. Een éischten, een zweeten an dann een drëtte Punkt.

(Interruption)

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Minister...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wollt nach ee véierte soen, mä et ass awer kee Problem.

M. le Président.- Den Här Bausch wëllt eng Fro stellen. Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech muss Iech soen, Här Minister, ech sinn total mat där do Approche averstanen. Mä wann Der... Firwat hu mer dann deen dote Wee net gewielt, ier mer mat de Katarië verhandelt hunn?

Hei si mer jo kloer um Punkt elo, datt mer elo soen, mir hu fir d'Éischt d'Strategie, an dorauser ergëtt sech, wat fir eng Pist mer musse verfollegen, fir dee richtege Partner ze kréien.

Ass net grad dat de Problem gewiescht, oder de Feeler gewiescht, dee mer gemaach hunn, ier mer ugefaangen hunn, mat de Katarien ze verhandelen?

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech mengen, datt déi Diskussioune mat de kataresche Partner scho während Joren..., säit 2002 waren ëmmer Diskussiounen, waren ëmmer Analysen. An den Här Frieden huet Iech jo och an der Kommissioun gewisen, och Extraite virgelies, wat déi eenzel Büroen, déi och déi Zäit scho mat Qatar Airways geschafft hunn, iwwer eng Possibilitéit vun engem Partenariat vu Qatar Airways gesot hunn.

Et war e Partner, deen um Pabeier, mat deem, wat en erabruecht huet, Sënn gemaach huet. Déi Strategie ass an der Realitéit a mat den Evenementer, déi 2011 an 2012 waren, net esou gaangen, wéi een dat initialement geduecht hat. An dat huet eis zu där Situatioun gefouert, wou mer haut sinn.

Nach eng Kéier: Éischte Chantier ass den Exit vu Qatar uerdentlech, professionell ze maachen. Zweete Chantier ass, de Management muss an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen déi definitiv Strategie dem Board proposéieren an et ass de Board, dee se festhält. Drëtte Punkt ass, am Kader vun där Strategie muss gekuckt ginn: Wat ass dee sënnvollste Partner, dee mer do kënnen hunn?

An dann dee véierte grousse Chantier, dat ass - an dat ass nach ëmmer d'selwecht an dat ass och een, dee mer vill Suerge mécht -, dat ass, datt déi Gesellschaft eng Augmentation de capital an deenen nächste Méint brauch, an dat musse mer och uerdentlech gemanaged kréien. Ansonsten iergendwou d'Cargolux net méi flitt, wa mer déi véier Punkten do net an där Reiefolleg hannerenee gesot kréien.

Dat ass elo einfach hei erzielt a fënnef Minutten, mä et ass extrem komplizéiert.

Elo géif ech, Här President, wann Der mer dat erlaabt, awer gär nach véier Remarquë maachen, déi fir mech awer och extrem wichteg sinn.

Déi éischt Remarque, dat ass, datt mer hei ganz komplizéiert Négociatiounen ze féieren hunn an engem extrem schwieregen Emfeld. Déi Négociatioune mat Qatar, déi strategesch Décisiounen, déi mussen - mir sinn aus strategeschen Differenzen auserneegaangen - elo professionell gefouert ginn, dat hunn ech gesot. An aner eventuell Négociatioune mat zukünftegen Aktionäre mussen d'selwecht professionell gefouert ginn.

Duerfir wëll ech elo eng Kéier ganz kloer fir mech hei soen: Ech sinn der Meenung, datt d'Chamber selbstverständlech muss iwwer all politescht Evenement hei an esou engem Déngen informéiert ginn. Dat ass e Recht vun der Chamber, déi Informatioune muss kréien.

Mä ech soen Iech ganz kloer, datt ech refuséieren, Pabeieren an Informatiounen erauszeginn, déi e reng kommerzielle Charakter hunn, déi reng kommerzieller Natur sinn, weder mat wiem négociéiert gëtt an och net, wat inhaltlech am Moment an enger Négociatioun négociéiert gëtt. Maache mer dat, da kënnt Der ganz sécher sinn, datt mer kee Partner fannen, deen iwwerhaapt nach wëllt mat eis schwätzen.

Ech maachen näischt, wat schiedlech ass fir d'Cargolux. Ech refuséieren, der Cargolux ze schueden. Ech mengen, datt dat meng Aufgab ass, egal wat d'Press an egal wat een oder deen anere vun heibannen elo verlaangt.

A wann ee mengt, d'Leit géife mat eis schwätzen, wa se wëssen, datt 15 Deeg duerno alles an der Press oder alles an der Chamber steet, dann hu mer geschwë kee méi, deen iwwerhaapt nach wëllt eng Diskussioun mat eis ufänken.

Zweet Remarque, déi ech wëll maachen: Ech mengen net, datt de Stat zu 100% soll Aktionär iwwert déi nächst Jore vun enger Gesellschaft, weder vun där Gesellschaft nach vun enger anerer, sinn. De Stat ass net beruff, fir eng Fluggesellschaft ze leeden. Ech hunn et virdru gesot, eng temporär Iwwernahm fannen ech sënnvoll, wann d'Zäit drängt a wann ee sech Zäit wëllt ginn, fir de Partenaire ze fannen. An dann nach! Dat kann ech mer à la limite imaginéieren. Mä et muss awer e Partner do sinn, a mir brauchen e strategeschen a mir brauchen e finanzielle Partner; fir och däitlech meng Meenung Iech do zum Ausdrock ze brëngen.

Drëtte Punkt, deen ech wëll soen: Mir kréien och kee gemoolt hei. Ech mengen, datt an esou engem Dossier wéi deen hei eng kommerziell Logik muss spillen, an net eng politesch Logik. A wa mir nëmme mat deene schwätzen, déi genau deeselwechte politesche Regime hu wéi mir, genau déiselwecht Gewerkschaftszeen wéi mir hei zu Lëtzebuerg, genau deeselwechte Sozialmodell wéi mir hei zu Lëtzebuerg, déi och nach net eis Konkurrente sinn, da soen ech Iech awer, da gëtt déi Sich awer laang. Well fir esou een ze fannen, deem kënne mer laang nolafen, dee just einfach géif heihinner kommen, well mir Gudder sinn a well en eis schéi fënnt. Esou ee fanne mer net.

Mäi leschte Punkt, deen ech wéilt soen, ier ech zur Konklusioun kommen, dat ass dee vun de Konditiounen, déi mer stellen. Wa mir heihinner ginn a soen, mir wëlle kee méi, deen iwwer 35% oder iwwer 33% huet, mir wëlle kee méi, deen eng sougenannten „Spärminoritéit" huet, da soe mer zu deenen, déi mer gär heihinner hätten, da soe mer ganz einfach: Kommt heihin, gitt eis Är Suen a schwätzt näischt mat!

(Interruptions)

Esou ass dat an der Realitéit. Et ass keen, deen heihinner kënnt, fir just seng Suen op den Dësch ze leeën a fir strictement näischt ze soen. Esou ee fannt Der net, a wa mer dat als Konditioune stellen, dann hu mer keng Chance.

(Interruptions diverses)

Ech mengen, et ass urgent, datt mer weiderkommen, mä mir mussen dat op eng professionell Aart a Weis maachen, an ech wëll net, datt deen do Typ vu Konditioune gestallt gëtt, well soss komme mer réellement net weider!

Ech wëll dann zum Schluss datselwecht soen, wat ech schonn d'leschte Kéier gesot hunn. Ech mengen, datt déi Strategie, déi mir als Regierung, als Stat hei féieren, eng Strategie ass, wou mer zu Lëtzebuerg musse vun deenen do Type vu Gesellschaft vu Cargolux en administrativen Zentrum hunn, wou mer mussen en Hub an Europa hei hunn, wou mer mussen eis drëm këmmeren, datt mer déi aarbechtsintensiv Aktivitéiten zu Lëtzebuerg behalen, datt mer Tonnen heihinner kréie vu Fret, datt mer Aarbechtsplazen heihinner kréien. An all déi aner Diskussiounen, déi mussen do gefouert ginn, wou déi Leit sëtzen, déi wëssen, wat fir eng Äntwerten ee ka ginn, fir dat Zil ze erreechen, wat ech elo genannt hunn.

Dee Restrukturéierungsprozess, deen ugefaangen huet, dee muss och gemaach ginn, och wa Qatar net derbäi ass. Mir mussen e kommerziell viabelen, mir mussen e kompetitive Betrib kréien, an duerfir muss déi Strategie iwwerkuckt ginn. Duerfir muss déi Organisatioun iwwerkuckt ginn an duerfir muss déi ganz Käschtestruktur iwwerkuckt ginn. Selbstverständlech an engem Sozialdialog, mä awer mat engem Resultat. Well kréie mer dat Resultat net, da geet et schif aus an dat musse mer schnell maachen.

Ech soen elo fir déi, déi soen, datt ouni Qatar elo all déi Problemer geléist wären, dat ass wierklech eng falsch Konklusioun. Ech soen, datt d'Problemer genau déiselwecht sinn, datt mer e finanzkräftege Partner brauchen, mä datt jiddwereen elo..., datt mer e finanzkräftege Partner brauchen, datt mer awer och e finanzkräftege Partner elo verluer hunn. Well dat war awer Qatar.

Dat ass also e Problem méi, dee sech elo stellt. E Problem méi, dee mer musse léisen, an net onbedéngt e Problem manner. An ech soen, datt elo jiddweree muss zesummeschaffen, jiddweree muss seng Responsabilitéit huelen, fir datt d'Cargolux an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren nach flitt, esou flitt, wéi mer et gären hätten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister froen..., ech hat eng Fro gestallt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech hunn Iech se och beäntwert, mä Dir waart amgaang mam Här Henckes ze schwätzen. D'Äntwert ass: Jo, en Droit de préemption gëtt et.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci.

(Interruptions)

Une voix.- Dat ass e Minister!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech wollt och nach Parole après ministre, Här President.

M. le Président.- Den Här Finanzminister géif nach gär d'Wuert...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hunn och nach Parole après ministre. Dann nom Här Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech realiséieren, datt d'Riedezäit vun der Regierung schonn ofgelaf ass. Ech géif awer gären e puer Prezisiounen nach zu deem, wat de Minister Wiseler gesot huet a wat ech voll a ganz deelen, bäifügen.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz zréckkommen op e puer Elementer vun där Transaktioun vun 2011, fir festzehalen - nach eng Kéier ganz kloer an däitlech -, datt déi Transaktioun gemaach ginn ass, nodeem am Virfeld an am Wëssen, datt strategesch Iwwerleeunge gefouert gi sinn, déi kloer gewisen hunn, datt d'Réseaue complémentaire waren, datt doduerch kéinte méi Destinatiounen ugeflu ginn an datt et operationell a kommerziell géif Sënn maachen. Soss hätten déi Gespréicher um Niveau, déi ech gefouert hu mam Premierminister vum Qatar, iwwerhaapt net stattfonnt, wann dat net am Virfeld esou gewiescht wier.

Éier ech dohinner gaange sinn, wëll ech och nach eng Kéier soen, wat och normal ass, datt ech mam deemolege Wirtschaftsminister a mam Transportminister a mam Statsminister doriwwer geschwat hunn.

An ech wëll och nach eng Kéier soen, datt, wann den Accord de principe 2011 gemaach ginn ass, dann huet dee jo logescherweis missen duerno a juristesch Texter gegoss ginn, datt déi Texter selbstverständlech an deenen eenzelne Verwaltungsréit diskutéiert gi sinn, an datt och déi Responsabel vun deene staatlechen Entreprisen an déi zoustänneg Ministeren dat duerno ënnerschriwwen hunn.

Den Accord de principe, deen ech négociéiert hunn, dee besteet jo also net u sech eleng. Et gëtt eng Virgeschicht an et gëtt e Kapitel duerno. Dat ass de juristeschen Ofschloss, deen dat gebraucht huet. Wat fir een Accord oral essentiel ass, deen och ëmmer esou gemaach gëtt, deen der absoluter Normalitéit entsprécht, dee besteet net u sech eleng do.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, de Kontext vun 2011, well een eng Situatioun ëmmer muss jugéieren, net haut, mat den Ae vun haut, mä mat deenen deemools. Zéng Joer laang war d'Swissair als failliten Aktionär an der Cargolux. Jorelaang huet de Liquidateur vun der Swissair, dee vertrueden huet déi Gesellschaft, net kënnen duerch seng Fonctioun aktiv un der Zukunft vun der Cargolux matmaachen. An duerfir war et, déi Aschätzung ass och haut nach absolut noutwendeg, datt ee géif deen een Aktionär duerch e liewegen Aktionär ersetzen.

Eng zweet Remarque: Et gëtt e groussen Ënnerscheed tëschent enger Transaktioun an der Ëmsetzung vun enger Transaktioun. Dat gëllt an dëser Gesellschaft wéi an aneren. Et gëtt e groussen Ënnerscheed tëschent enger Strategie vun enger Gesellschaft, de grousse Prinzipien an dem deegleche Fonctionnement vun enger Gesellschaft. Dat wäert och an der Zukunft esou bleiwen.

Ech kéint Iech Beispiller nennen, déi ech hautno erlieft hunn, zu Lëtzebuerg an am Ausland, wou dat all Kéiers schwiereg ass, wann zwee Aktionäre beieneekommen, déi vun aneren Horizonter kommen. Dat sinn net nëmme geografesch Horizonter. Dat ka souguer am nämlechte Land de Fall sinn. Déi mussen openeen zougoen.

Dat wäert och an der Zukunft schwiereg bleiwen. Et kann een net an enger Strategie all Detail vum Zesummeliewen och definéieren, well d'Zesummeliewen ass eppes, wat an enger Atmosphär tëschent de Mënsche muss entstoen.

Den Accord de principe vun 2011 war een, deen eng strategesch Ausriichtung hat an deen an der Ëmsetzung sech als schwiereg erwisen huet.

Eng drëtt Remarque betrëfft d'Separatioun vun deenen eenzelnen Dossieren, déi mat katareschen Investoren ofgemaach gi sinn. Et sinn der dräi. An déi dräi hu strictement näischt mateneen ze doen a sinn och net matenee verhandelt ginn.

D'Cargolux, do ass et drëm gaang, e strategeschen industrielle Partner ze fannen an der Gesellschaft vu Qatar Airways.

Bei der Kredietbank, deen zweeten Dossier, wou kataresch Investoren zu Lëtzebuerg sinn, mat deem Dossier hat an huet d'Regierung ni direkt ze doe gehat, well d'KBC, eng belsch Bank, huet hir Lëtzebuerger Filial verkaaft. Si huet duerfir d'Regierung net ze froen. A si huet se och net gefrot.

An deen drëtten Dossier ass d'BIL. D'BIL hu mer mat katareschen Investore gerett am Kader vun den enorme Problemer, déi de Grupp Dexia d'lescht Joer hat. D'Dexia huet déi u kataresch Investore verkaaft. A mir hu versicht, an engem kruziale Moment ze hëllefen, een ze fannen, deen am Nu konnt Honnerte vu Milliounen op den Dësch leeën, fir domadder eng Bank virun enorme Schwieregkeeten ze préservéieren an domadder all hir Clienten an déi Leit, déi op där Entreprise schaffen.

An eng lescht Remarque betrëfft en fait d'Zukunft a betrëfft villes ronderëm dat, wouvun elo grad och den Nohaltegkeetsminister geschwat huet; mä doriwwer eraus, net nëmmen d'Cargolux. Déi fundamental Debatt, dee fundamentalen Défi, dee mer hunn, dat ass: Wéi stelle mer an Zukunft hei zu Lëtzebuerg Entreprisen op a wéi baue mer se ëm, déi am internationalen Ëmfeld täteg sinn?

D'Cargolux ass duerfir e Beispill, mä ass sécherlech net déi eenzeg Firma. Si ass an engem Secteur, deen ëmsou méi nach schwiereg ass. Mä Firmen, déi nëmmen international täteg sinn, hunn haut eng ganz schwiereg Situatioun an der internationaler Konkurrenz. Do mussen eng ganz Rei Adaptatioune kommen, ob mer dat wëllen oder net.

An am Zesummeliewe mat auslännesche Partner gi mer eis dat heiansdo vläicht nach méi bewosst. An duerfir, mengen ech, ass déi reell Debatt, déi mer hei ze féieren hunn, elo an an deenen nächste Méint: Wéi bleiwe mer konkurrenzfäeg? Wéi kënne mer d'Ëmfeld an d'Innenleben vun den Entreprisen zu Lëtzebuerg esou gestalten, datt och déi Entreprisen an Zukunft eng Chance hunn an datt och do Aarbechtsplaze kënne bestoe bleiwen? Dës Debatt ass e Beispill dovunner, mä ass bäi Wäitem net dat eenzegt.

Déi Transaktioun vun 2011 muss een och an deem Kontext gesinn. An an deem Kontext war se a bleift se eng normal Transaktioun, och wann ee bedauere muss, datt d'Ëmsetzung dovunner schwiereg war an, wéi sech erausgestallt huet, herno onméiglech ginn ass.

Merci.

M. le Président.- Merci. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, wann ech elo gutt nogelauschtert hunn, dann ass am Fong geholl de Message vun der Regierung: „Mir hunn näischt falsch gemaach a mir maachen et nach eng Kéier genau d'selwecht. An e Partner, dee sech anescht behëlt wéi Qatar, fanne mer net."

Et ass och näischt gesot ginn driwwer zum Beispill, ob an Zukunft vläicht dru geduecht gëtt, e Vertrag mat engem Aktionär, deen ëmmerhin awer am Fall vu Qatar minoritär war, fir dee Vertrag esou ze maachen, dass net deen Aktionär d'Soen huet iwwer wichteg Punkte vun der Strategie vun deem Betrib.

Mir hunn dem Qatar an deem Memorandum of understanding, dee virläit, wäitgehend Rechter zougestanen, wat d'Personalpolitik ugeet, wat de Businessplang ugeet a souguer wat de Kaf an de Finanzement vu Fligeren ugeet. Da wëll ech awer wëssen: Ass datselwecht nach eng Kéier geplangt mat engem aneren Investor?

M. le Président.- Här Nohaltegkeetsminister, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech soen elo nach eng Kéier ganz kloer an däitlech:

Éischtens hu mer nach net mat engem anere Partenaire iwwerhaapt ugefaangen ze négociéieren. Ech hunn Iech d'Reiefolleg gesot, wat mer elo maachen.

An zweetens kënnt et iwwerhaapt net a Fro, datt ech hei iwwer Inhalter vun Diskussiounen an Négociatioune schwätzen, déi mer emol nach net ugefaangen hunn. Sérieusement! Et ka jo awer net sinn, dat do!

Mir mussen dat uerdentlech a seriö a professionell an deenen nächste Woche maachen. Esou maache mer et, fir datt en uerdentlechen Accord erauskënnt. An ech hoffen, datt mer e Partenaire fannen, dee fir d'Cargolux uerdentlech ass. An ech maachen alles derfir!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir kennen Är uerdentlech Accorden! D'Schierbelen hu mer doleien!

M. le Président.- Merci. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6393, eng Direktiv iwwert d'Équipements sous pression transportables. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech just ageschriwwen: den Här Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, de virleiende Projet de loi, deen ech lech virdroen, wierkt sech dës Kéier op déi nei transportabel Équipementer aus, déi ënner Drock stinn an déi am Verkéier agesat ginn. Et gëtt hei eng europäesch Direktiv mat der Nummer 35 aus dem Joer 2010 an eist nationaalt Recht ëmgesat. All déi transportabel Équipementer ënner Drock, déi virun dem 1. Juli 2001 zougelooss woren, déi falen net ënnert dëse Gesetzesprojet. Datselwecht gëllt och fir déi transportabel Équipementer ënner Drock, déi exklusiv fir den Transport vu geféierleche Marchandisen tëschent den EU-Memberlänner an de Pays-tieren agesat ginn.

Kuerz e Rappel, e puer Daten: De 14. Februar dëst Joer huet de Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen de Projet de loi an der Chamber déposéiert. D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an d'Chambre d'Agriculture hunn hiren Avis abruecht genau wéi de Conseil d'État mat Datum vum 24. Abrëll dëst Joer. Et ass en Avis complémentaire gefrot ginn. Opgrond vun enger Rei vun Amendementer ass en dunn de 17. Oktober och analyséiert ginn. An deeselwechten Dag konnt de Rapport souguer an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Kuerz gesot: Ënner engem transportabelen Équipement ënner Drock ginn ënner anerem all Behälter an Citernen erfaasst, déi fir den Transport vu kompriméiertem Gas, sief dat flësseg oder deen ënner héijem Drock steet, déngen. Dorënner falen ënner anerem: Gasfläschen, Feierläscher oder Aggregater fir Killzwecker wéi och da Camionsciternen op de Stroossen an och Schëffer.

Déi transportéiert Gasen ënner Drock stelle sécherlech eng grouss Gefor duer, notamment well déi Behälter explodéiere kënnen. D'Beispiller aus der Vergaangenheet weisen d'Katastrophen. An domat kéinte gëfteg Stoffer fräigesat ginn, déi d'Mënschen an d'Ëmwelt belaaschten an och schiedege kënnen.

Et gouf schonn eng europäesch Direktiv zu dësem Thema, an déi ass den 12. Oktober 2001 an eist nationaalt Recht ëmgesat ginn. Well sech awer am Laf vun de leschte Joren dat technescht Wëssen ëm Transport mat esou Behältere verbessert huet, ass eng nei Direktiv mat der Nummer 35 am Joer 2010 ausgeschafft ginn.

Ee vun den Ziler vun dëser neier Direktiv ass et, d'Sécherheet, virun allem beim Transport, ze erhéijen. Doriwwer eraus definéiert si déi detailléiert Regelen, déi d'Opérateuren iwwerhuele mussen, wa si déi Behälteren ënner Drock an de Verkéier erabrénge wëllen.

D'Avisë vun den dräi genannte Beruffskummeren zum Gesetzesprojet ware positiv. A sengem Avis begréisst de Statsrot d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv duerch e Gesetzesprojet, woubäi hien awer rappeléiert, dass d'Direktiv deemools zum selwechte Sujet nëmmen iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal ëmgesat ginn ass an elo duerch e Gesetzestext ëmgesat gëtt.

Opgrond vun dem Avis vum Statsrot sinn - ech hunn et gesot - e puer Artikelen an der Chamberskommissioun ëmgeännert ginn, soudass eréischt no dem Avis complémentaire de Rapport an och eng breet Zoustëmmung konnt fonnt ginn. Well dësen awer vill technesch Detailer enthält, an dat hei géif d'Rumm sprengen, géif ech gären op de schréftleche Rapport verweisen. Eleng schonn déi laang Lëscht vun Definitioune beweist d'Portée vum Gesetzesprojet.

Här President, erlaabt mir duerfir hei e puer Elementer aus dem Gesetzesprojet virzedroen.

Am Kapitel 1 ginn d'Applikatiounen an d'Definitiounen opgefouert. Déi national kompetent Autoritéit ass den Transportministère. Dat heescht, de Ministère mat deem ganz laangen Numm.

(Hilarité)

Derniewent ass als national Autoritéit vun der Aggregatioun de lëtzebuergeschen Institut vun der Normalisatioun, der Akkreditatioun an der Sécherheet vun de Produiten a Servicer - kuerz genannt den ILNAS - mat abezu ginn. Hien ass och responsabel fir d'Evaluatioun an d'Notificatioun wéi och fir d'Sécherheet.

Am Kapitel 2 gëtt festgehalen, dass all Fabrikant, deen déi transportabel Équipementer ënner Drock op de Maart brëngt, eng ganz Rei vu Formalitéiten an Dokumenter virleeë muss. Wann d'Prozedur vun der Evaluatioun a puncto Konformitéit ofgeschloss ass - dat dauert eng Zäit -, dann dierf de Fabrikant d'Markenzeechen π - et gläicht dem griichesche Buschtaf Pi - op de Behälter setzen. Wa festgestallt gëtt, dass en Équipement net den techneschen Erausfuerderunge Rechnung dréit oder e Risiko duerstellt, da muss den ILNAS direkt informéiert ginn, dee sengersäits all Informatioune vum Fabrikant verlaangt.

Déi Persounen, déi déi transportabel Équipementer an d'Europäesch Unioun an esou och an eist Land erabréngen, musse beim Feststelle vun technesche Feeler den ILNAS ëmgehend informéieren.

Dat dierft hei am Haus zwar schwéierfalen, déi Informatioun, well do ass grousst Gebabbels am Sall.

Dës Iwwerleeunge gëllen och fir den Distributeur vun den transportabelen Équipementer.

D'Kapitel 3: Do geet et ëm d'Konformitéit vun den techneschen Équipementer. Wann de Behälter als konform erkläert gëtt - hunn ech gesot -, da gëtt de Symbol ϖ drop gesat. All déi aner Behälteren dierfen dat net droen.

D'Kapitel 4: Do gëtt festgeluecht, wat fir Démarchen an Organissem, deen déi technesch Kontrollen duerchféiere wëllt, beim ILNAS duerchlafen a wat fir Ënnerlagen hien hannerleeë muss. All Organissem, deen eng Akkreditatioun huet, muss deenen aneren Organissen, déi ähnlech Aufgaben duerchféieren, all wichteg Informatioune matdeelen, dass jiddwereen am Bild ass vun de geféierlechen Transportmëttelen.

Am Fall vu Verstéiss oder Feeler muss den ILNAS engersäits déi Europäesch Kommissioun avertéieren an anerersäits all déi aner europäesch Memberstaten. Des Weidere mussen d'Mesurë matgedeelt ginn, déi den ILNAS festgehalen huet, besonnesch wann et e Risiko fir d'Gesondheet, fir de Mënsch an Ëmwelt bedeit. Wann esou ee Fall antrëtt, da muss den ILNAS den Opérateur oder den Distributeur opfuerderen, dass all déi néideg Mesuren ergraff ginn, fir den Équipement erëm sécher ze maachen oder dësen Équipement vum Maart erofzehuelen, an dat an engem räsonabelen Délai.

All dës Démarchë mussen - dat ënnersträicht jo hei d'Importenz vun dësem Gesetzesprojet - bei der Europäescher Kommissioun a bei allen anere Memberstate gemellt ginn. Also relativ vill Informatiounsopwand.

Als Konsequenz vun enger Infraktioun sinn och eng ganz Rei vu penale Sanktioune virgesinn. De Montant vun dëser Sanktioun kann da jee no Gravitéit tëschent 251 bis 25.000 Euro bedroen a souguer mat enger Prisongsstrof tëschent aacht Deeg bis ee Joer belaascht ginn. Esou eng Infraktioun kann ënner anerem sinn, wann eng Persoun en transportabelt Équipement op de Maart setzt wuelwëssend, dass deen net de Bestëmmungen entsprécht, dat heescht geféierlech fir Mënsch an Ëmwelt ka sinn.

Am Kapitel 7, do geet et ëm d'Unerkennung vun der Equivalenz an den Iwwergangsbestëmmungen. Ënner anerem ass festgehale ginn, dass d'Dispositioune vun dësem virleiende Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme wäerten, eréischt vum 1. Juli 2013 un applizéiert ginn.

Zum Schluss soll nach kuerz drop higewise ginn, dass an der Annex I eng Lëscht vun de geféierleche Substanzen opgeféiert gëtt, déi hei an den Asaz kommen. An d'Annex II, déi ënnersträicht hei d'Prozedur fir Reevaluatioun vun der Konformitéit. Dës ëmfangräich Prozedur kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen.

Dës Bemierkunge gemaach, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Här Minister, géif ech dann der CSV hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet erabréngen a soe Merci, wéi ëmmer, fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- A Merci nach eng Kéier fir den Här Rapporteur, deen, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, erëm méi wéi detailléiert war. Ech géif soen, et wär näischt méi derbäizefügen, soudatt mer direkt kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6393 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6393 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6393 est adopté à l'unanimité des 56 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Deputéiert Etgen, Negri, Lorsché a Gibéryen. An als Éischt héiere mir de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

8. 6452 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit 2006 respektiv säit 2009, ënner enger liicht ëmgeännerter Form, maache mer all Joers ëm dës Zäit hei an der Chamber den Exercice iwwert de Finanzement vun zukünftege groussen Infrastrukturprojeten. Mir schwätzen doriwwer, iwwer all déi…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Mir schwätzen hei iwwer all déi Projeten, déi méi wéi zéng Milliounen Euro kaschten. Ech mengen, Dir sidd alleguer iwwert dës Prozedur am Bild, soudatt ech direkt kann zur Saach kommen.

Den 18. September huet den Nohaltegkeetsminister an Infrastrukturminister Claude Wiseler der zoustänneger Chamberskommissioun eng Rei vu Projete presentéiert, déi an den nächste Jore solle realiséiert ginn. Ech huelen dës Projeten elo der Rei no duerch, esou wéi se och deemools vum Minister virgestallt gi sinn.

Ech fänken u mat de Projete vun der Bauverwaltung.

Den éischte Projet ass do déi fënneft Extensioun vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg. Dës Vergréisserung ass an enker Kollaboratioun mat den europäeschen Autoritéiten ausgeschafft ginn. An an der Kommissioun ware mer ons ganz schnell eens doriwwer, datt dëse Projet ganz wichteg ass fir de Fortbestand vum Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg. Heivun hänken, wann alles bis fäerdeg ass, dann eng ronn 3.000 Aarbechtsplazen of.

Bei dësem Projet muss een ervirhiewen, datt eng Konventioun tëschent der Cour de justice européenne an dem Lëtzebuerger Stat d'Locatioun an dann och spéider de Kaf vun de Gebaier regelt. De Projet gëtt vum Stat préfinanzéiert; d'Bauverwaltung ass mam Bau vum Gebai beoptragt; d'Cour de justice, déi remboursséiert d'Kapital an och d'Zënsen iwwer eng Period vun 20 bis 25 Joer a gëtt dann, wann alles erëmbezuelt ass, och Propriétaire vum Immeubel.

Ech wëll och ënnersträichen, datt d'Aarbechte vun der véierter Extensioun, deene mer duerch d'Gesetz vum 18. Dezember 2009 gréng Luucht ginn haten, am Juli 2013 fäerdeg ginn.

De Bauprogramm vun der fënnefter Extensioun gesäit eng Bruttofläch vun 43.700 m² fir d'Gebaier vir, plus dann och nach 5.900 m² fir en ënnerierdesche Parking. An de Gesamtkäschtepunkt gëtt op 151.800.000 Euro geschat, wat jo en zimlech beträchtleche Montant ass.

Vun der europäescher Justiz ginn ech dann elo eriwwer op déi national Justiz. Den zweete Projet ass nämlech d'Erneierung an den Ausbau vum Palais de justice vun Dikrech. Nieft der Vergréisserung vum Gebai steet och nach eng energetesch Sanéierung un. An der Kommissioun hate mer e ganz interessanten Austausch an eng flott Diskussioun iwwert dëse Projet. Esou ass zum Beispill d'Fro opgeworf ginn, ob et net besser wier, zu Dikrech e ganz neit Geriichtsgebai ze bauen. Dës Alternativ war och vun der Bauverwaltung ugeduecht ginn, ass dunn awer verworf ginn, well keen adequaten Terrain zur Verfügung steet.

Am Kader vun dësem Projet gëtt och de Sécherheetsniveau vum Gebai verbessert. An d'Esthetik vum Gebai bréngt mat sech, datt d'Baussefassad erhale bleiwe muss, soudatt d'Moossname fir d'Energiesanéierung sech op de Banneberäich konzentréieren, wéi zum Beispill d'Ersetze vun de Fënsteren oder d'Isolatioun vum Daach. D'Bauverwaltung ass och a stännegem Kontakt mat de Responsabele vum Justizministère, fir beschtméiglech op déi aktuell an op déi zukünfteg Besoinë vun dem Geriicht zu Dikrech anzegoen.

D'Bruttofläch beleeft sech op ronn 3.100 Quadratmeter. Et soll am Gebai Raimlechkeete gi fir zwielef Magistraten an 13 Greffiere vum Geriicht a fir siwe Magistraten an zéng Sekretäre vum Parquet. Et sinn och eng Salle de séance, eng Salle fir d'Affekoten, eng Salle d'audience an zwou Chambres du conseil virgesinn. D'Käschte belafe sech op ronn zwielef Milliounen Euro.

Den drëtte Projet ass de Lycée vu Munneref. Zesumme mat dem Bau vu Lycéeën zu Clierf an Déifferdeng ass de Bau vun engem Lycée zu Munneref an der zweeter Phas vum Plan directeur sectoriel «Lycées» virgesinn. Dëse Projet ass nach ganz am Ufanksstadium. Et ass weder e prezisen Datum nach e Budget festgeluecht.

De Minister huet jo och an enger Question parlementaire kuerz eng Äntwert op dëse Projet ginn. E freet hei den Accord vun der Chamber, fir datt de Comité d'acquisition sech op d'Sich no engem gëeegneten Terrain ka maachen an datt ee mat de Planungen ufänke kann. Virgesinn ass eng Capacité d'accueil vun 900 bis 1.200 Schüler fir ronn 50 Klassen. Ugebuede soll ginn: souwuel den Enseignement secondaire wéi och den Enseignement secondaire technique.

De véierte Projet ass den Ausbau vun den Ateliere Kräizbierg zu Diddeleng. Hei ass virgesinn, nei Atelieren um aktuelle Site vun der Fondatioun Kräizbierg zu Diddeleng ze bauen. Wann da souwisou um Site geschafft gëtt, gëtt och dervu profitéiert, fir en neien Accès fir d'Autoen ze aménagéieren. Dës sollen net méi matzen duerch de Site fueren, wéi dat haut de Fall ass, wat aus sécherheetstechnesche Grënn och jiddwerengem ageliicht huet.

Am Projet ass net nëmme virgesinn, nei Atelieren ze bauen, mä och déi bestehend Gebailechkeete ginn de modernen Ufuerderungen a Standarden ugepasst. Insgesamt gëtt e Volume vun 8.630 m³ ëmgebaut an et gi 25.000 m³ nei gebaut. D'Zuel vu behënnerte Persounen, déi um Site schaffen, wäert vun haut 100 mëttelfristeg op ronn 200 eropgoen, also quasi verduebelt ginn. D'Gesamtkäschte vum Bauprojet belafe sech op 22 Milliounen Euro.

De fënnefte Projet ass d'Instandsetzung an d'Renovéierung vum Thermalbad zu Munneref. Wéi Der all wësst, regruppéiert den Domaine thermal verschidden Aktivitéiten op engem selwechte Site: fir d'Éischt emol den Thermalismus mat de Soinen am Kader vun enger verschriwwener Therapie; zweetens, de Spa, Wellness a Fitness; an drëttens, d'Hôtellerie an d'Restauratioun. Déi zwee Gebaier „Les Thermes" an „Parc Hôtel", déi an de Jore `85 respektiv `88 gebaut gi sinn, brauchen esou lues eng grouss Renovatioun, fir sech deenen neie Besoinen, Normen a Virschréften unzepassen.

Den Deel „Santé" vum Projet besteet doran, datt gréisser Renovéierungs- a Moderniséierungsaarbechten an och eng Reorganisatioun duerchgefouert ginn. Den Deel „Mondorf Domaine thermal" betrëfft d'Beräicher Wellness, Fitness, Spa an „Parc Hôtel". An den Deel „Gebaier" besteet doran, all Gebaier den neien Ufuerderungen a puncto Sécherheet, Technik an Energie unzepassen.

Et handelt sech hei ëm Bruttofläche vu ronn 31.000 m²; Volume: 125.000 m³. Eng Projektioun vun de Käschte gëtt et nach net.

Bei dësem Projet muss een awer ënnersträichen, datt de Stat nëmmen d'Deeler „Santé" an „Gebaier" bezuelt. Et ass evident, datt d'Renovatioun vun de Beräicher Wellness, Fitness, Spa an Hotel net vum Stat bezuelt ginn, mä vum Centre thermal et de santé selwer. Et kann een awer Zäit a Geld spueren, wann een dee ganze Projet zesumme realiséiert an et just ee grousse Chantier gëtt; wat och soll gemaach ginn. Well de Stat Propriétaire vun alle Gebaier ass, muss hien d'Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung anhalen an dofir och sämtlech ufalend Käschte beim Deel „Gebaier" iwwerhuelen.

D'Bauverwaltung huet eiser Kommissioun eng detailléiert Note iwwert d'Opdeele vun de Käschte vum ganze Projet zougestallt gradesou wéi eng Kopie vun der Konventioun tëschent dem Centre thermal et de santé an dem Stat.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war elo dee leschte Projet, deen d'Bauverwaltung betrëfft.

Ech kommen elo dann zu de Projete vum Fonds des routes.

Do gëtt et am Fong zwee gréisser Projeten. Dat eent ass déi nei N3, an do zweemol Duelem: de Module „nord" an „central"; an zweetens dann d'Verlängerung vum Boulevard Raiffeisen a Richtung Zone d'activités Houwald; d'Ofännerung vun den Échangeuren Hesper a Gaasperecher Kräiz an den Aménagement vun de Stroossebauinfrastrukturen am Midfield.

Dëst si wichteg Projete fir de Südaccès an d'Stad. Jiddwereen, dee schonn emol an de Spëtzestonnen hei am Stau stoung, dee weess, wéi noutwendeg dës Aménagementer sinn.

Déi nei N3 hëlt hiren Départ südlech vun Alzeng, gëtt dann un d'Rue des Scillas ugebonnen a verlängert sech duerno vun der Rue Rangwee aus laansch d'Eisebunnsinstallatiounen, fir dann erëm virum Pont Buchler zu Bouneweg op d'Route de Thionville ze stoussen.

Dee ganze Projet „nei N3" besteet aus dräi Modulen: „nord", „central" an „sud", déi an der Mobilité-durable-Stratégie als „nei N3" definéiert sinn. Heiduerch kann ënner anerem d'Route de Thionville zréckgestuuft ginn. Et erlaabt eng generell a fundamental Neigestaltung vum öffentleche Raum an den Uertschaften Alzeng, Fenteng, Hesper, Houwald an och am Quartier Bouneweg. Heiduerch ginn déi bestehend Stroossen dauerhaft vum Verkéier entlaascht, wat jo eng däitlech Verbesserung vun der Liewensqualitéit fir déi concernéiert 25.000 Awunner bedeit.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Beim Projet, ëm deen et haut geet, handelt et sech ëm zwee Modulen, „nord" an „central", vun der neier N3. D'Chamber hat jo an der Motioun vum leschte Joer am Kader vun dësen Diskussioune schonn hiren Accord fir de Module „sud" ginn.

De Module „nord" ass onëmgänglech, fir déi aktuell N3 ze reorganiséieren am Hibléck vun enger Verlängerung vum Tram vun der Gare aus a Richtung nei Quartieren: Ban de Gasperich, Midfield a Zone d'activités Houwald respektiv fir den Uschloss un d'Pôles d'échange Houwald, Cloche d'Or a Bouneweg, esou wéi se och an der Strategie vun der Mobilité durable definéiert sinn.

De Module „central" gëtt den Zoufahrtswee an déi nei Quartiere Ban de Gasperich, Midfield a Zone d'activités Houwald a verbënnt déi nei N3 mat der Gare. An da soll de Module „central" och eng Kéier d'Streck gi fir den Tram. An et ginn och hei Moossname geholl, fir dem Bus d'Prioritéit ze ginn.

Éischten Estimatiounen no wäerten déi zwee Modulen, vun deenen ech elo geschwat hunn, 52.100.000 Euro kaschten.

Dann den zweete Projet, also d'Verlängerung vum Boulevard Raiffeisen a Richtung Zone d'activités Houwald, garantéiert den Uschloss un d'Autobunnsnetz, stellt och eng ganz performant Kräizung mat der neier N3 duer. Dat erméiglecht och, e wichtege Verkéiersdräieck ze schafe mat dem Boulevard Raiffeisen, der Rue des Scillas an dem Boulevard Kockelscheier.

Dësen Dräieck stellt d'Haaptverbindungsachsen tëschent deenen neie Quartiere Ban de Gasperich, Midfield a Zone d'activités Houwald duer. De Projet begräift da schlussendlech och nach d'Ëmännerung vun den Échangeuren Hesper a Gaasperecher Kräiz an den Aménagement vun de Strooseninfrastrukturen am neie Quartier Midfield.

D'Käschte vum gesamte Projet hei ginn op 94.400.000 Euro geschat.

Et sief awer gesot, datt et sech hei bei all dëse Projeten, an d'Pläng ware jo och an dem Exposé des motifs bäigeluecht, net ëm definitiv Pläng handelt, mä just ëm eng Ébauche, déi nach ka geännert ginn, wann et bis esou wäit ass. An ausser am Midfield ass och kee weideren Ausbau vun de Capacitéite fir den Individualverkéier virgesinn. Wann d'Stroosse verbreedert ginn, ass et just, fir dem öffentleche Verkéier méi Floss ze ginn an deen ze favoriséieren.

Deen nächsten an domat och leschte Projet aus dem Fonds des routes ass dann dee vun der Sanéierung vum Viaduc Sernigerbaach. Dat seet deene meeschte vun Iech spontan net ganz vill. Wann ech awer soen, datt dat d'Autobunnsbréck op der A1 op der Héicht vu Waasserbëlleg just virun der däitscher Grenz ass, da ginn ech dervun aus, datt déi meescht vun Iech schonn driwwergefuer sinn.

Dëse Viaduc, deen tëschent `83 a `85 gebaut ginn ass, muss aus statesche Grënn sanéiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm zwou parallell Brécken, fir all Fahrtrichtung eng, mat enger Gesamtlängt vu 605 Meter. Well op der A1 jo awer vill Verkéier ass, gëtt virgeschloen, d'Aarbechten a Phasen auszeféieren, déi et erlaben, de Verkéier méiglechst onbehellegt weiderlafen ze loossen.

Et gëtt geschat, datt d'Aarbechten 30 Méint wäerten daueren a ronn 10.800.000 Euro kaschten.

Ech kommen dann elo schlussendlech zu de Projete vum Fonds du rail.

Lass geet et mat der Moderniséierung vun der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten. Dëst ass en héich technesche Projet, soudatt ech mech bei mengen Ausféierungen op dat Wesentlecht limitéieren. Fir de Rescht bieden ech Iech, den Detail a mengem schréftleche Rapport nozeliesen.

Hei ass virgesinn, d'Linn Lëtzebuerg-Klengbetten ze reelektrifizéieren, de Bunniwwergang mat Barrière zu Klengbetten ofzeschafen an d'Foussgängeriwwergäng iwwert d'Gleisen nei ze bauen.

Am Kader vum Projet Eurocap-Rail hat d'Chamber schonn am Dezember 2006 hiren Accord gi fir eng komplett Moderniséierung vun der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten. Virum Hannergrond vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun ass awer décidéiert ginn, dëse Projet an der Zäit ze strecken an an dräi Phasen opzesplécken. Dës dräi Phase sinn: Erneierung vun de Stellwierker, Ofännerung vun den Installations de traction électrique, Aarbechten un der Streck selwer an och verschidde Bauten.

Duerch d'Gesetz vum 19. Juli 2012 ass déi éischt Phas autoriséiert ginn. Am Oktober 2011 hu mer heibannen och eisen Accord de principe gi fir déi zweet Phas vum Projet, mä am Laf vun den Etüde fir dës zweet Phas ass festgestallt ginn, datt Aarbechten un dräi Foussgängeriwwergäng néideg sinn, an zwar déi beim Mamer Lycée, zu Mamer selwer an och zu Klengbetten.

Des Weidere wäerten zu Klengbetten d'Schinnen zukünfteg esou sinn, datt et besser ass, hei deen aktuelle Foussgängerpassage, deen hätt misse vergréissert a komplett erneiert ginn, ewechfalen ze loossen an e Stéck niewendrun um Point kilométrique 17,030 duerch en neien Iwwergang ze ersetzen. Dës Léisung gëtt d'ailleurs och méi bëlleg.

De Gesamtkäschtepunkt beleeft sech virausiichtlech op 65 Milliounen Euro.

Den nächsten a leschte Projet ass hei dee vun der Gare zu Esch-Uelzecht, a méi prezis de Réaménagement an den Ausbau vum Bâtiment voyageurs. Dëse Projet gëtt am Kader vum Bau vun der neier Jugendherberg um Site vun der Gare zu Esch realiséiert. Et ass virgesinn, déi 270 m² Geschäftsflächen um Rez-de-chaussée ze réaménagéieren an eng ronn 1.800 m² Bürosflächen, verdeelt op fënnef Stäck, iwwert dem Hall vun der Gare ze schafen.

Momentan gëtt geschat, datt dëse Projet eng 12.500.000 Euro kaschte wäert.

En Drëttel dovunner géif fir d'Instandsetzung vun dem bestehende Gebai fir d'Voyageuren opgebraucht ginn. Déi nei Geschäftsfläche solle verlount ginn, wat ongeféier 588.000 Euro u Loyer all Joer soll erabréngen. Wann een dovunner d'Ënnerhalts- an d'Gestiounskäschten an der Héicht vu ronn 117.000 Euro ofzitt, da bleiwen nach eng 471.000 Euro rescht pro Joer, an et brauch een net emol fréier e Mathésproff gewiescht ze sinn, fir da séier am Kapp, oder wéi et haut gemaach gëtt, um Handy oder op der Rechemaschinn auszerechnen, datt den Invest domat no 27 Joer amortiséiert wier. Also en interessanten Invest.

Hei ass awer nach ervirzehiewen, datt, éier mat dësem Projet ugefaange gëtt, déi bestehend Geschäftsfläche renovéiert a moderniséiert ginn, well se awer och guer net méi den aktuelle Kritäre vu Confort fir d'Clienten an d'Benotzer vum öffentlechen Transport gerecht ginn.

Dëse klenge Projet soll ronn 1.050.000 Euro kaschten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst war dee leschte Projet vun der Lëscht, déi ech haut virzestellen hat. D'Kommissioun hat weider keng Bedenke bei all dëse Projeten an huet e favorabelen Avis dozou ginn.

Am Numm vun der Kommissioun froen ech dann och d'Chamber, hiren Accord ze ginn, fir datt déi néideg Etüden a Planunge fir d'Realisatioun vun dëse wichtegen Infrastrukturprojete kënnen an Ugréff geholl ginn. Ech erlabe mer och, Iech, Här President, eng deementspriechend Motioun ze iwwerreechen. An ech ginn och gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dëser Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructures Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances des 18 septembre 2012 et du 17 octobre 2012 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2013 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics

- procéder à la construction d'une 5ième extension de la Cour de Justice de l'Union européenne, devenue nécessaire afin de donner suite à l'évolution de l'effectif de la Cour;

- réaliser le réaménagement et l'extension du Palais de Justice à Diekirch et une remise en état générale du bâtiment historique;

- faire construire un lycée à Mondorf-les-Bains qui est un des trois lycées prévus dans la phase 2 inscrite au plan directeur sectoriel «Lycées», zone du Sud-Est;

- procéder à l'extension des ateliers de la Fondation Kräizbierg à Dudelange par la construction de nouveaux ateliers, la mise en conformité ainsi que le réaménagement et l'adaptation des bâtiments existants;

- procéder à la mise en conformité ainsi qu'à la rénovation des immeubles du domaine thermal de Mondorf-les-Bains construits dans les années 1980 et nécessitant une remise en état pour se conformer aux normes et prescriptions en vigueur;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Ponts et Chaussées

- mettre en œuvre la réalisation de la «nouvelle N3», qui prendra son départ sur la N3 au sud de Alzingen, se raccordera à la rue des Scillas et se prolongera à partir de la rue Rangwee le long des installations ferroviaires pour rejoindre de nouveau la route de Thionville/N3 en amont du pont Buchler à Bonnevoie, ceci dans le contexte de la stratégie MoDu qui recherche à restructurer le réseau urbain existant de manière à permet-tre à la fois la desserte des zones à haut potentiel de développement urbain et un délestage durable des localités Alzingen, Fentange, Hesperange, Howald et du quartier de Bonnevoie;

- réaliser le prolongement du boulevard Raiffeisen/CR231 vers la Z.A. Howald et modification des échangeurs «Hesperange B3/CR2311» et «Croix de Gasperich» avec aménagement des infrastructures de transport routières du nouveau quartier Midfield;

- procéder à la réhabilitation du viaduc de Sernigerbaach, qui s'impose (- mise en conformité de la structure métallique; - remise en état des encorbellements, de l'étanchéité et des superstructures) suite à l'observation de désordres importants au niveau du tablier et de certaines déformations (voilement) au niveau des âmes de la structure porteuse de l'ouvrage, construit entre 1983 et 1985 afin de permettre à l'autoroute A1 de traverser la vallée de Sernigerbaach au niveau de Wasserbillig, juste avant la frontière allemande;

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des Transports

- réaliser la modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen - deuxième phase: réélectrification de la ligne, suppression du passage à niveau n°85 à Kleinbettingen et reconstruction de passages supérieurs;

- procéder au réaménagement et à l'extension du bâtiment-voyageurs en gare d'Esch-sur-Alzette, ceci dans le cadre de la construction, par la ville d'Esch-sur-Alzette, de la nouvelle auberge de jeunesse sur le site de la gare d'Esch-sur-Alzette.

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Etgen, Roger Negri, Marc Spautz.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin! Entschëllegt, ech hat net hanneru mech gekuckt.

Mme le Président.- D'Madame President hëlt dat entgéint an iwwerreecht dem Här President dat dann. An da soen ech domat dem Här Rapporteur Merci.

Den éischte Riedner, deen agedroen ass, ass den Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Etgen *(DP).*- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojete steet dëst Joer ganz kloer am Zeeche vun der Konsolidéierung vun de Statsfinanzen. D'Regierung wëllt den Defizit am Statsbudget duerch Aspuerunge bei den Investissementer kompenséieren.

Vun deem ganze Spuer- a Steierpak, deen d'Regierung erëischt am zweeten Ulaf mat Hëllef vun de Majoritéitsfraktiounen op d'Been kritt huet a wou am Ganzen 952 Milliounen Euro agespuert ginn, maachen déi direkt an indirekt Investissementer 287 Milliounen aus. Dat sinn 287 Milliounen Euro, déi beim Gesamtvolume vun den Investitiounsausgabe manner ausgi ginn, wéi dat fir dat Joer virdrun de Fall war. Dat ass een zolitte Montant, wou een net gesäit, opgrond vu wat fir enge Kritäre verschidden Investissementer elo getätegt ginn an anerer net.

Et ass genausou wéi bei deenen anere Spuermoossnamen: De Griffel gëtt gezückt an et gëtt ouni erkennbart Konzept dat gestrach, wou ee mengt, et géif am mannste wéi dinn. Déi Politik muss een awer a Fro stellen, well mir d'Gefill net lassginn, datt hei méi mat Kontabelslogik operéiert gëtt, wéi mat wierklechen inhaltleche Politikwiesselen.

Mat Subventioune kréie mer net alles geregelt. An oft erreeche mer déi Ziler emol net, fir déi mer d'Subventiounen iwwerhaapt ausginn hunn. Mir soen duerfir, et misst een zwou Saache maachen: d'Politikziler iwwerpréiwen, fir déi déi eng oder aner Subventioun agesat ginn ass, an d'Subventiounsmechanisme selwer iwwerpréiwen a kucken, wat d'Alternative kéinte sinn.

Sou wëll ech drun erënneren, datt mir am Beräich vun der Familljepolitik proposéieren, kloer Choixen ze treffen, déi de Besoinë vun der Gesellschaft haut méi no kommen a wou mir méi op Betreiungs- wéi op Geldleeschtunge setze wëllen. Mir mengen, datt een am Energieberäich méi kann erreeche mat Virfinanzéierungsmechanismen anstatt mat Subventiounen.

De Finanzminister huet zwar fir dësen an och fir de Budget vum nächste Joer, dee mir geschwënn hei diskutéieren, a senger Circulaire d'Administratiounen opgefuerdert, de Prinzip vum „zero-based budgeting" ze applizéieren, mä d'Resultat kenne mir. Amplaz all Dépensen op de Leescht ze huelen an ze kucken, ob se nach berechtegt sinn an hiert Zil och erreechen, huet de Finanzminister eng aner Lëscht aus zesummegewierfelte klenge Poste presentéiert. D'Majoritéitsfraktioune ware selwer esou geschockt, datt si nach eng Kéier nogebessert hunn. Mä och si hunn deeselwechte Feeler gemaach a just gekuckt, wou et nach eppes ze rafe gëtt.

Madame Presidentin, genausou wéi eise Statsbudget, mat deem een d'Politike fir d'Wuel vun eisem Land a senge Leit finanzéiert, sinn och d'Investissementer, déi de Stat tätegt, ee wichtege Facteur fir eis Gesellschaft, net nëmmen opgrond vun deenen Infrastrukturen, déi geschaf ginn, mä och, well se eis Ekonomie ënnerstëtzen. Et ass duerfir schued, datt an dësen Zäiten net op dat vollt Potenzial vum Stat senger Finanzcapacitéit kann zréckgegraff ginn, well d'Regierung et net fäerdegbréngt, dee virdrun ugeschwatene Politikwiessel ze maachen.

Eiser Meenung no gëllt et awer, d'Effortë fir déi öffentlech Infrastrukturen ze moderniséieren, virunzeféieren. An der Kris däerf ee keng Feeler maachen. Et wier falsch, bei den Investissementer ee radikale budgetäre Spuerkurs ze fueren.

Madame Presidentin, duerch eng geziilt Infrastrukturpolitik mussen d'Jalone gesat ginn, fir gestäerkt aus der Kris erauszegoen. D'Zilrichtung vun den Zukunftsinvestitioune muss op nohalteg Entwécklung mat Zukunftspotenzial ausgeriicht sinn. Dat kënne mer mat Investitiounen a Bildungsinfrastrukture respektiv mat Investitiounen a Fuerschungsprojete maachen. Grad an der Kris däerf een net un déi Projete fréckele goen, déi eis Zukunft virbereeden.

An den Nohaltegkeetsminister ass zesumme mat der Stad Lëtzebuerg iwwerzeegt, datt d'Mobilitéitskonzept MoDu eis Zukunft virbereet, well d'Mobilitéit e wesentleche Standuertfacteur ass. An en Tram ass een Haaptelement vun dëser Mobilitéitsketten, sot den Nohaltegkeetsminister. Hie schreift: «Il n'en demeure pas moins que la mise en œuvre de cette stratégie globale coûtera toujours beaucoup d'argent, mais les dépenses afférentes constituent autant d'investissements en partie anticycliques dans notre avenir. En ce sens, il s'agit de dépenses à la foi nécessaires et bien placées qui nous permettront d'être plus compétitifs demain et après-demain, dans un souci de développement durable.» Dat war virun der Vakanz.

An dësem Sënn goufen dëst Joer Projete vum Fonds des routes op d'Schinn gesat, déi wichteg Elementer an der Mobilitéitskette verbonne mam Tram duerstellen: déi nei N3 wéi och d'Verlängerung vum Boulevard Raiffeisen, d'Modifikatioun vun den Échangeuren Hesper a Gaasperecher Kräiz wéi och de Stroossenaménagement vum neie Quartier Midfield, an dat genau esou, wéi dës Projeten an der MoDu-Strategie definéiert goufen.

Mat der Stad Lëtzebuerg huet de Stat sech eens gemaach iwwert de Finanzement, wat den Tram ubelaangt. No der Vakanz elo op eemol seet de Fraktiounschef vun der CSV am Numm vu senger Fraktioun, d'Majoritéit géif net méi zum Finanzéierungskonzept vum Tram stoen.

(Interruption)

Mir hätten hei an haut gären Opschluss doriwwer, ob dat just dem Här Spautz seng Meenung ass oder och der ganzer Regierung hir Meenung. De Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a méndleche Rapport, huet schonn drop higewisen, datt d'Projeten am Ganze 94.400.000 Euro kaschten.

Madame Presidentin, war dës Debatt iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten uganks geduecht, fir e bessere finanzielle Suivi ze garantéieren, gouf et een Émdenken an deene leschte Joren, wou geziilt gekuckt ginn ass, wou déi eenzel Projeten, déi am Laf vun de Joren op d'Lëscht gesat goufen, an der Tëschenzäit dru sinn. An dës Lëscht gëtt ëmmer méi grouss. A wann een de Käschtepunkt vun all deene Projete géif addéieren, d'Dronkenelle géifen engem ausgoen!

Et mussen also Prioritéite gesat ginn. An dat huet de Minister och a senger MoDu-Strategie gemaach, mam Resultat, datt d'Projeten, déi viru fënnef, sechs Joer vun der Chamber op dës Lëscht gesat goufen, virun 2030 keng Chance kréien, realiséiert ze ginn.

Do fanne mir och vill Projeten erëm, déi den Norde betreffen. Als Beispill wëll ech hei d'Ëmgehung vun Nidderfeelen nennen: Fënnef Joer, nodeems dës Chamber gréng Luucht ginn huet, fir mat der Planung vun dësem Projet unzefänken, ass d'Realisatioun vun dësem Projet op den Zäitraum wäit no 2030 zréckgeréckelt ginn.

Aner wichteg a richteg Projeten, fir d'Entwécklung vun der Nordstad zum Beispill - d'Nordëmgehung vun Dikrech an d'Südëmgehung vun Ettelbréck, déi jo och scho viru fënnef Joer gréng Luucht an dësem Haus kruten -, gi fréistens no 2025 realiséiert.

Ech kéint nach vill esou Beispiller opzielen. Datselwecht gëllt fir eng Rei Eisebunnsprojeten, wichteg Projete fir d'Zukunft vun eisem Land, wichteg Projeten, fir um Horizont 2020 e Pourcentage vu 25% öffentlechen Transport ze erreechen.

Et ass dëst de Bewäis, datt d'Regierung den Iwwerbléck verluer huet iwwert d'Prioritéite bei den öffentlechen Infrastrukturen. Et ass dëst de Bewäis, datt deen Exercice, dee mer haut maachen, zu enger renger Ukënnegungsprozedur verkomm ass, wou just Tape-à-l'œil gemaach gëtt. Et ass dëst awer och de Bewäis, datt et der Regierung an der Vergaangenheet un engem klore Konzept gefeelt huet, wat souwuel de Bauprogramm wéi awer och d'Programmation financière ubelaangt.

Et ass awer de Bewäis, datt mer och an der Vergaangenheet ze deier an ze lues gebaut hunn. Mir bauen ze deier, och wann d'Käschte besser am Grëff gehale gi par rapport zu den Devisen, wéi dat virdrun de Fall war. Mir bauen alles selwer, an och hei musse mer eis d'Fro stellen, ob mer net op aner Finanzéierungsmechanisme wéi och op PPPe mussen zréckgräifen. Doriwwer musse mer eng Debatt hei am Haus féieren.

Här President, Madame Presidentin, et ass richteg: D'Infrastrukturprojeten ze plangen an ëmzesetze brauch seng Zäit. Mir brauchen duerfir een neie Konsens hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Bedeitung vun den Infrastrukturen an iwwert d'Prozeduren, fir d'Zukunftsprojete méi séier ëmzesetzen. An hei ass d'Politik gefuerdert. Et ass un der Politik, den Infrastrukturen eng méi héich Prioritéit ze ginn a Planungs- a Genehmegungsprozedure virunzedreiwen an ze optiméieren. Dës Prozedure musse virun allem méi séier, méi effizient a méi verständlech fir jiddweree gemaach ginn. Dat setzt awer eng politesch a gesellschaftlech Akzeptanz viraus. Grad esou Projeten hei zu Lëtzebuerg dauere Jorzéngten a fannen net genuch Akzeptanz an der Gesellschaft.

Beispiller aus der Vergaangenheet: d'Nordstrooss. An elo ass et och esou beim Tram. Vill hänkt vun enger biergerfrëndlecher Participatioun a vun enger transparenter Kommunikatioun of. Vill Biergerinnen a Bierger hunn den Androck, datt grouss Projeten iwwer hir Käpp ewech entscheet ginn. Eng Fäerdegstellungsdauer vun 20 Joer, wéi bei der Nordstrooss, kritt een net vermëttelt. Transparenz beim Plangen, Käschtentransparenz an Transparenz, wat d'Nofolgekäschten ubelaangt, dat muss eist Zil sinn. Ech hunn et virdru gesot: Et ass wichteg, Akzeptanz ze schafen. A grad duerfir muss een esou Virstéiss wéi deen a puncto Tram vum CSV-Fraktiounschef vehement zréckweisen!

Madame Presidentin, erlaabt mer elo, e puer Projete vun der Lëscht vun de Bauteprojete méi genee ze analyséieren.

Esou wéi de Rapporteur freeën ech mech iwwert de fënneften Ausbau vum Europäesche Geriichtshaff. Mat dësen Investitiounen an Héicht vun 152 Milliounen Euro gëtt d'Präsenz vun dëser Institutioun mat 2.500 Leit ofgesécher. De Bau kritt Aarbecht fir e puer Joer an de Statsbudget gëtt net laangfristeg belaascht, well een den Invest a Kapital an Zënse rembourséiert kritt.

Als Dikrecher Verwaltungsmënsch freeën ech mech och iwwert den iwwerfällege Réaménagement an d'Vergréisserung vum Geriichtsgebai zu Dikrech. Mir begréissen, datt dat majestätescht an ästhetescht Gebai der Justiz am Häerz vun Dikrech erhale bleift. Mat dësem Projet kritt d'Dikrecher Geriicht endlech déi Raimlechkeeten, fir optimal kënnen ze funktionéieren, opgrond vun deem personellen Zouwuess vun deene leschte Joren an deem Plus u Personal, deen déi nächst Joren nach muss derbäikommen.

(Interruptions)

Bei den Debatte vun deene leschte Joren huet d'Demokratesch Partei d'Regierung schaarf kritiséiert wéinst hirem onverständlechen Zickzackkurs, wat de Bau vun neie Lycéeën ubelaangt. Mir wëllen dem Minister dëst Joer Merci soen, datt eiser Motioun vum leschte Joer, fir direkt mat der Planung vun engem neie Lycée zu Munneref unzefänken, Rechnung gedroe ginn ass. Et ass definitiv falsch, fir bei de Schoulinfrastrukturen ze spueren. Als DP kënne mir net akzeptéieren an domadder d'accord sinn, datt déi verschidde Schoulprojeten, de Clierfer Lycée, dee vun Déifferdeng an dee vu Munneref, net konsequent virugedriwwe ginn.

Bedauere wëlle mer och, datt weider Schoulinfrastrukturen am Tube peche bleiwen. An dat besonnesch am Nordstad-Raum, de Lycée tech-

nique vun Ettelbréck, fir den Nordstad-Lycée heescht et nach ëmmer: «étude d'implantation en cours», fir de CNFPC: «terrain d'implantation non défini, comité d'acquisition en prospection», a fir de Lycée technique pour professions de santé muss nach d'PAG-Prozedur finaliséiert ginn. An alleguer déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, déi wëssen, datt dat kann daueren!

Et feelt ganz einfach un engem Gesamtkonzept, fir am Raum Nordstad d'Schoullandschaft esou ze gestalten, datt mer hei eng komplett a perfekt Offer vun alle méigleche Formatioune fir de gesamten Nordbezierk kënnen ubidden.

An och dëst Joer wëll ech widderhuelen, datt grad Schoulinfrastrukturen op en IVL-kompatibele Site mussen implantéiert ginn. Et geet net duer, fir ee Ministère fir nohalteg Entwécklung ze schafen, vun nohalteger Entwécklung ze schwätzen. Et muss ee senge Wierder och konkret Rechnung droen. An dat ass bei der neier Akerbauschoul net geschitt! Obwuel deen entspriechende Projet de loi gestëmmt ass, kënnt de Minister mat den Exécutiouns- an Autorisatiounsetüden net virun. De virleiende Projet ass a bleift a krassem Widdersproch zu de Leitlinne vum Masterplang Nordstad, a krassem Widdersproch zu deem hei festgeluechtene Rahmekonzept an ass net IVL-konform!

Et ass nëmmen normal, datt d'Gemeng Dikrech dësem Projet hir Zoustëmmung net ka ginn. An awer hält de Minister um Site vun de Gilsdrefer Héichte fest an huet de Laboratoire vun der ASTA vum Schoulprojet lassgeléist, ouni fir dësen Deel eng Alternativ ze hunn. An dobäi brauch d'Landwirtschaft dréngend en Ausbildungszentrum, e Kompetenzzenter, woubäi d'Schoul d'Häerzstéck soll sinn.

Als Demokratesch Partei géife mir eis wënschen, datt de Minister de Site zu Gilsdref géif opginn, fir esou schnell wéi méiglech op enger anerer Plaz eng nei, funktionell Akerbauschoul opzeriichten, déi esou schnell wéi méiglech an déi konkret Realisatiounsphas soll goen. Fir d'DP ass et eng absolut Prioritéit, an d'Käpp vun eise jonken zukünftege Baueren ze investéieren.

Madame Presidentin, no all deenen Explikatiounen, Kritiken, Suggestiounen a Wënsch wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zu den neie Projete ginn, fir déi d'Chamber 2012 gréng Luucht soll ginn, fir d'Planungsphas konkret ulafen ze loossen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Merci dem Här Etgen. Deen nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Président-rapporteur Fernand Boden Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech.

Wéi all Joer leien eis eng Rei öffentlech Infrastrukturprojete vun de Bâtiments publics, de Ponts & Chaussées an der Eisebunn vir, zu deene mer haut den Accord ginn, dass dës Projete sollen en détail studéiert ginn, ouni awer domadder implizit den Accord zu hirer spéiderer Realisatioun bei deene gréissere Projete mat ze ginn.

Éischtens, am Beräich vun de Bâtiments publics sinn et fënnef Projeten: wéi zu Mondorf de Bau vun engem Lycée an d'Renovatioun vum Domaine thermal, zu Diddeleng d'Extensioun vun den Ateliere vun der Fondatioun Kräizbierg, zu Dikrech d'Erweiderung vum Geriichtshaff, wou ech de Minister froe wëll, ob déi virgesinne Raimlechkeete wierklech duerginn, fir déi 19 Riichter, 13 Greffieren, zéng Sekretärsposten, mat den entspriechende fënnef néidege Säll, ënnerzebréngen. Wann dat net de Fall sollt sinn, wollt ech den Här Minister froen, ob et net méiglech ass, aner, zousätzlech Raimlechkeeten zu Dikrech an d'A ze faassen.

Dann um Kierchbierg: Déi weider Extensioun vum Europäesche Geriichtshaff ass fir de Standuert Lëtzebuerg als eng vun den Europahaaptstied enorm wichteg, wat Lëtzebuerg verstäerkt hëllefe wäert, d'EU-Institutiounen an eisem Land ofzesécheren. Dat schaaft net nëmme Prestige, mä och ëm déi 2.500 Aarbechtsplazen, déi der Attraktivitéit an der Wirtschaft vun eisem Land zeguttkommen.

Madame Presidentin, zweetens, am Stroossebau sinn niewent der néideger Remise en état vum Viaduc vum Sernigerbach op der Autobunn fir op Tréier, um Grenziwwergang Waasserbëlleg, nach an der Stad Lëtzebuerg, virun allem am Süddeel, eng ganz Partie nei Strooss geplangt, vum Ban an der Croix de Gasperich, Midfield, Houwald, Bouneweg iwwert de Pont Jean-Pierre Buchler a Richtung Gare centrale. Do verlafen deelweis parallell Trassen a schéngen nach net definitiv fixéiert ze sinn.

Dofir wär et vläicht interessant, vum Minister e puer Informatiounen ze kréien iwwert d'Gesamtkonzept, wou dës Stroossen hifëieren, a besonnesch mat Bléck op den Tram, dee jo hoffentlech seng Roll do wäert spillen am Sënn vun engem optimalen „modal split" fir den öffentlechen Transport.

Madame Presidentin, drëttens, um Eisebunnsréseau ginn ebenfalls zwee nei Projete proposéiert. Deen éischte Projet betrëfft d'Erneiere vun der Escher Zuchgare an de „Billjeesschalteren", wéi ee seet, déi net méi de moderne Standarde vun haut entspriechen.

Zur gläicher Zäit baut d'Escher Gemeng um Site vun der Escher Gare selwer och eng nei Jugendherberg. Dat Escher „Bâtiment-voyageurs-Gebai", wéi dat op der Eisebunn heescht, ass iwwregens fënnef Stäck héich a gëtt als Büroen a fir Geschäfter verlount. Domat kritt de gesamte Site vun der Escher Gare mat der neier Busgare an der aussergewéinlecher, architektonesch gutt gelongener Foussgängerbréck Richtung Gaalgebierg en neit Gesiicht, wat net nëmmen de Passagéier zeguttkënnt, mä och méi Liewen a méi Aktivitéiten op d'Escher Gare bréngt an domat een neien Incentive fir d'Benotze vum öffentlechen Transport - souwuel fir Zuch wéi Bus - brénge wäert.

Hei wollt ech den Här Minister froen, wéi den Interface tëschent den Zich an de Busser vum TICE optimiséiert ka ginn, souwuel organisatoresch wéi och visuell op Infopanneaue bannen a baussen.

Am Kontext vun der Mise en service vun der Uni Lëtzebuerg ab 2014 um Belval wollt ech de Minister och froen, ob do ugeduecht ass, vu Belval-Uni - et muss ee soen, der schéinster Gare aus dem Land, wann net aus Europa - eng Navette op d'Escher Gare...

(Interruption et hilarité)

...zirkuléieren ze loossen, scho mat Ausbléck op den Escher Tram, wat sécherlech eng Plus-value a puncto Liewensqualitéit duerstelle géif, an net nëmme fir déi vill Studentinnen a Studenten, déi ab 2014 op de Belval kommen a bestëmmt och gären en Deel vun hirer Fräizäit an der Stad Esch selwer verbréngе wëllen. Mä dat gëllt natierlech och fir d'Leit selwer, déi elo schonn zu Esch an um Belval wunnen a weider dohinner wunne kommen.

Vläicht kann eis de Minister an deem Sënn e puer Informatioune ginn, och virun allem a senger Fonctioun als Minister vum Aménagement du Territoire - well all dat, wat de Moment an a ronderëm déi zweetgréisst Stad vum Land, zu Esch, geschitt, eng riseg Chance a puncto Liewensqualitéit duerstellt.

Beim zweeten Eisebunnsprojet geet et ëm d'Aarbechte vun der Lëtzebuerger Gare a Richtung Klengbettener Streck. Hei ginn d'Héichspannungsleitungen, am Eisebunnsjargon „Caténairen", vun 3.000 Volt Gläichstroum a 25.000 Volt Wiesselstroum ëmgebaut. Dëst erlaabt et der CFL, vun dann u mat deeneselwechten Zuchvoituren um ganzen Eisebunnsréseau ze fueren, an et erlaabt der belscher Eisebunn, net méi mat hiren 3.000 Volt-Voituren, déi méi wéi 50 Joer al an délabréiert sinn, an d'Lëtzebuerger Land eranzefueren. Soss géifen déi wahrscheinlech nach Joren do scharjeekelen, wann ech dat emol kann e bësse sarkastesch ausdrécken.

Mä déi éischt Fro dohannert ass awer, wéi de Minister dat mat de belsche Kolleege geregelt huet, wat fir Voyageursvoituren agesat ginn tëschent Arel an der Gare Lëtzebuerg, déi jo mat Bicourants-Maschinnen, also souwuel 3.000 Volt Gläichstroum wéi och 15.000 Volt Wiesselstroum, équipéiert musse sinn.

Fir déi nei 15.000 Volt-Caténaire op déi néideg Héicht vis-à-vis vun der Schinn normgerecht an domat sécher installéieren ze kënnen, mussen och eng Partie Brécken adaptéiert ginn an, well se souwisou scho wäit un hir Limite d'âge erukomm sinn, och komplett erneiert ginn, wéi zu Mamer d'Haapteisebunnsbréck am Duerf selwer, an och déi beim Mamer Lycée.

Genausou néideg sinn och d'Erneierunge vun den zwou Tunnelbrécken am Agank an Ausgank vu Mamer, déi, wéi gewosst, op aner Projetskonte lafen, mä ech wëll ëmmer erëm drun erënneren, well déi héich leemeg Talusë ronderëm - a well mer do d'Buedemkonsistenz all ze gutt kennen - mer eescht Suerge maachen.

Zu Klengbetten gëtt de Passage à niveau oder d'„Barrière", wéi se genannt gëtt, eliminéiert an duerch en imposante Bréckecontournement ersat, wou, esou huelen ech un, déi aktuell och eeler Bréck am Ausgank vun... am Agank, pardon, vu Klengbetten mat eliminéiert gëtt.

Zu der Suppressioun vu Barrièrë wollt ech den Här Minister froen, ob d'Suppressioun vum Passage à niveau zu Capellen - eng Barrière, déi extrem gefäierlech ass, well eng S-Kéier virdrulläit a séier e Camion, en Auto oder e Bus agekäilt ka ginn - net och misst realiséiert ginn. Datselwecht gëllt och fir déi Barrière zu Bartreng.

Da bleift nach just op där Streck de Passage à niveau zu Märel. Mä do ass et kaum virstellbar, dass dee kann eliminéiert ginn, dat aus Plazgrënn.

Am Kader vum Eurocap-Rail, der Verbesserung vun der Fahrzäit vu Lëtzebuerg op Bréissel, hu mir, wéi gewosst - an Ärer Äntwert, Här Minister, op meng parlamentaresch Fro N°2275 -, nach ëmmer de Problem, dass et an der Belsch, do, wou de Schung a puncto Augmentation de vitesse am meeschten dréckt, an de belschen Ardennen, dass et weider do schwiereg bleift, déi néideg Kurven-Rectificatioune mat méi groussem Radius ze finanzéieren - déi eenzeg Léisung, fir d'Vitesse an d'Luucht ze setzen.

A fréieren Zäiten, wou nach keng Kris war, hätt ee grad wéi beim TGV a Frankräich eng Kofinanzéierung mat eis an d'A faasse kënnen. Mä an dësen Zäiten ass op béide Säite kee Geld do, soudass sech un där ze laanger Fahrdauer vu Lëtzebuerg op Bréissel an absehbarer Zäit och kaum eppes verbessere léisst, wat schued ass fir den Image vum öffentlechen Transport, mä de Moment awer net ze änneren ass.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Madame Presidentin, mat de Projete vun haut a mat deene villen, déi amgaang sinn, nach studéiert ze ginn, an deenen, déi schonn an der Realisatioun sinn, gesi mer, dass mer hei am Land weider an eis Infrastrukturen investéiere mussen, fir eist Land fit fir d'Zukunft ze maachen. Dofir ass et och gerechtfertegt, dass mer als Stat an engem verträgleche Mooss Schold maachen, wann et sech ëm generatiounsiwwergräifend Projeten handelt. Dës Investitioune sinn och wichteg fir eis Ekonomie an domadder schafe mer och Aarbechtsplazen, e Kreeslaf, dee mer trotz Budgetsenkpäss - a besonnesch dann - erhale mussen.

Dat geet nëmmen, wa mer déi richteg Prioritéite setzen. An dat kënne mer nëmmen, wa mer dee genaue finanziellen Impakt vun de Projete kennen. Dofir musse mer, éier mer bauen, detailléiert Etüde maachen. An dëst genehmegt d'Chamber mat der Motioun vun haut fir déi ugesprache Projeten.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu där Motioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Negri. Déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madame Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt dem Här Boden e grousse Merci, net nëmme fir seng ausféierlech Erklärungen zu de Projete vun haut, mä och fir seng sachlech a fair Aarbecht als President vun der Kommissioun.

D'Debatt iwwer Infrastrukturprojeten erlieft haut eng weider Editioun, mëttlerweil déi siwent, mam villverspriechenden Zil, méi Transparenz bei der Planung a beim Finanzement vu grousse Bauprojeten ze schafen. Mir wieren awer frou, vun der Regierung eng Äntwert ze kréien op eenzel Froen a Bedenken am Kontext vun dëse Projeten.

Ech wéilt mat deem fir eis heikelste Volet ufänken, an zwar mat deem vun de Projeten am Stroossebau, déi an der Vergaangenheet bei der grénger Fraktioun ni op Begeeschterung gestouss sinn an dat och dëst Joer nach net maachen, och wa mir gären zouginn, datt dat neit Mobilitéitskonzept méi Akzenter wéi jee op den Ausbau vum öffentlechen Transport leet, wat begréissenswäert ass.

Nach ëmmer si mir awer fundamental der Meenung, datt duerch e besser organiséiert Netz an e flächendeckend Netz vun öffentleche Verbindungen an duerch eng flächendeckend Offer fir den net motoriséierte Verkéier de Bau vu weidere Stroosse längst iwwerflësseg gi wier an eisem Land.

Als erwisenen Europameeschter an der Zersiedlung vun der Landschaft an an der Zerstéierung vun der Biodiversitéit opgrond vu massivem Stroossebau aus de leschte Jore brauch Lëtzebuerg sech jiddefalls net ze bretzen, wat seng Mobilitéitspolitik aus der Vergaangenheet ubelaangt.

Eng vun de Stroossen, déi haut zur Diskussioun stinn, ass déi nei N3, déi am Numm vum ugekënnegte Paradigmewiessel zugonschte vum öffentlechen Transport soll entstoen. Nodeems den éischte Module vun dëser Strooss trotz evidenten Naturschutzproblemer schonn d'lescht Joer an déi grouss Lëscht vun den zukünftege Projeten opgeholl ginn ass, geet et haut ëm d'Modullen 2 an 3, déi d'Quartiere ronderëm Bouneweg, Houwald, Cloche d'Or, Midfield a Ban de Gasperich spéiderhi mam Tram solle verbannen.

Konsequenterweis ginn déi zwee Modullen dann och als indispensaabelt Element vum MoDu duergestallt, wat zumindest aus der Perspektiv vun deem Verkéierskonzept eng logesch Approche ass.

Manner logesch gëtt dëse Projet awer, wann ee weess, datt d'Zukunft vum Tram nees um Spill steet, nodeems e politescht Schwéiergewiicht aus der Partei vum Nohaltegkeetsminister, an zwar keen anere wéi de Fraktiounschef vun der CSV, offiziell deklaréiert huet, datt hien net méi mam staatleche Kofinanzement vum Tram d'accord ass, an domat seng eegen Décisioun vu viru fënnef Méint iwwer Bord gehäit.

Déi prinzipiell Fro, déi sech noutgedrongen aus deem Paukeschlag ergëtt, ass duerfir net méi déi vun enger neier Stroosseverbindung zum Tram, mä déi elementar Fro vun haut ass déi, wéi grouss d'Réckendeckung vum Här Spautz a sengen eegene Reien ass, an d'Fro ass och déi,...

Une voix.- Immens grouss!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ...wéi wäit dat eenzegt Transportmëttel, wat a Spëtzestonnen Dausende vu Beschäftegten op hir Aarbechtsplaz ka befërderen an duerfir vun nationaler Bedeitung ass, der Kierchtuermspolitik an dësem Land muss Plaz maachen.

Fir eis als Gréng besteet jiddefalls keen Zweifel drun, datt souwuel d'Émwelt wéi och d'Ekonomie nëmmen dann eng Zukunft hunn, wann den Tram zu Lëtzebuerg Realitéit gëtt. A mir zweifelen och net drun, egal a wéi engem Bezierk mir liewen a wunnen, datt de Projet vum Stat kofinanzéiert muss ginn, well et sech hei net ëm e kommunale Luxus handelt, mä eng national Noutwendegkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Soulaang wéi dat net méi kloer ass, brauche mir weder vun enger Strooss bei den Tram ze schwätzen nach vun enger Etüd, déi de Bau vun dëser Strooss soll analyséieren. D'Motioun vun haut, déi dës Etüd an Optrag soll ginn, gëtt domat zumindest an deem Punkt hifälleg a wäert och net vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ginn, mat aller Sympathie, déi mir virdru fir d'Motioun haten.

Vum Zentrum dann an de Süden. Den Här Spautz ass net hei.

(Interruptions diverses)

Dat si seng eege Paradoxer, dat sinn net eis.

Vum Zentrum dann an de Süde bei den Échangeur Biereng, deen an der Motioun zwar net opgelëscht ass, allerdéngs och op der Lëscht vun de Stroossebauprojete steet, déi kuerz- bis mëttelfristeg solle realiséiert ginn.

Den Échangeur mat enger Parallellstrooss zu der Collectrice du Sud an engem Rond-point am Stil vum „Irrgärtchen"soll am Hibléck op de Logistikcenter an op den Ausbau vum Containerterminal tëschent Diddeleng a Beetebuerg entstoen an den totale Kollaps vum Verkéier an deem Raum verhënneren.

Mir gi gären zou, datt dëse Projet um Pabeier no engem ausgeräifte Konzept ausgesäit, fir den Duerchgangsverkéier aus den Uertschaften erauszehalen, an - oh Wonner -, et ass och un de Vëlo geduecht ginn. Dat ass scho bal eng Revolutioun.

Trotzdeem si mir der Meenung, datt sech an der Praxis eng ganz Rei Froe stellen, net nëmme par rapport zu engem rasanten Zouwuess vum Verkéier an där Regioun, mä och par rapport zum Logistikcenter als héich gepriesent neit Standbeen vun der Lëtzebuerger Ekonomie.

Quitte datt d'Schafung vun 3.000 Aarbechtsplazen an engem wirtschaftlech geschwächte Raum aus sozialer an ekonomescher Vue eng gutt Saach ass, froe mir eis awer, ob e Logistikbetrib, dee vum Schwéiertransport iwwert d'Stroossen ofhänkt - och wann den Transport herno um Zuch weidergeet - an domat och vum rasant steigende Pëtrolspräis, ob deen nach eng bléiend Zukunft viru sech huet. Dat woe mir ze bezweifelen.

Mir denken drun, wéi den Här Krecké am Joer 2006 versprach huet, d'Aarbechtsplazen op deem Site ze verdräifachen. Et ass net geschitt, et ass net emol en Zéngtel vun deem agetratt, wat e virausgesot huet.

Sollt de Projet dann awer geléngen, entgéint deem, wat mer mengen, bezweifele mir nach ëmmer, ob et verkéierstechnesch iwwerhaapt sënnvoll ass, e Logistikcenter mat 3.000 neien Aarbechtsplazen an deeglech 800 zousätzleche

Camionen op engem Site tëschent zwou Gemenge mat insgesamt bal 30.000 Awunner ze implantéieren, an der gudder Hoffnung, datt all déi Leit, déi dohi schaffe kommen, an all déi Camionen, déi dee Site bedéngen, laanscht an net duerch d'Gemenge fueren.

Als Gréng si mir iwwerzeegt, datt de Problem vun Duerchgangsverkéier, souwuel an dësem Raum wéi och soss am Land, net duerch de massive Stroossebau an duerch ee Contournement nom aneren ze léisen ass, mä virun allem duerch e flächendeckende Réckbau vun all de Stroossen an de Gemengen. Also och déi Stroossen, déi ënnert der Kompetenz vu Ponts & Chaussées stinn an och ënnert der Responsabilitéit vun där Verwaltung, mussen nei aménagéiert ginn, an dat an enger konstruktiver Zesummenaarbecht mat de Gemengen. Nëmmen esou bleift de Schwéiertransport dobaussen.

Op deem Chantier waarden also nach vill Zillen. Amplaz sech just drop ze stäipen, wier et méi sënnvoll, déi Zillen ze bewegen.

En anere Chantier, deen an eisen Ae méi thematiséiert misst ginn, wann et ëm grouss Bauprojete geet, ass dee vum Tram am Süden. Obschonn de Fraktiounschef vun der CSV sech a sengem Traktat fir eng transversal, rapid an ëmweltfrëndlech Mobilitéit vu Südost no Südwest breetgemaach huet,…

(Interruption)

…souzesoe vu Keel op Käerjeng a vu Rëmeleng op Stengefort, ass dat Wuert „Tram"a kenger Zeil opgetaucht, et sief, ech hätt et iwwersinn.

Une voix.- Neen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Begréissenswäert ass dergéint d'Initiativ vum Parteipresident vun der LSAP, deen den Här Wiseler laut enger Informatioun vum «Quotidien» wollt treffen, fir ënner anerem och d'Fro vum Tram duerch de Süden ze diskutéieren.

Une voix.- Aha!

(Interruption)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo. Och wa mir net gewuer gi sinn, wat bei deem Gespréich erauskomm ass, gesäit et zumindest esou aus, wéi wann d'LSAP der grénger Partei bei der Fuerderung nom Tram am Süden de Réck wäert stäipen.

Et sief, d'Membere vun der LSAP géifen dat anescht gesi wéi hire Parteipresident, wat jo net onbedéngt ausgeschloss ass.

(Brouhaha)

Fir eis ass et jiddefalls kloer,…

Une voix.- Et ass witzeg.

(Interruptions)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …datt deen Tram gebraucht gëtt, virun allem am Hibléck op déi weider Entwécklung an dëser Regioun, déi mam Projet phare vu Belval en héich ekonomescht, wëssenschaftlecht a kulturellt Entwécklungspotenzial opweist, wat op kee Fall duerch eng feelend Mobilitéit gebremst däerf ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Net manner wichteg fir eis ekonomesch a kulturell Entwécklung ass an eisen Aen de Projet Eurocap-Rail mat der Moderniséierung vun der Klengbettener Streck, déi och an der Motioun erwähnt gëtt a mat insgesamt 65 Milliounen estiméiert gi war.

Ouni eng weider Kéier op déi jorelaang Verschleefunge vun dësem Projet anzegoen, wéilt ech just betounen, datt de Montant am Budget vun 2013 vun 33 Milliounen op nach just 20 Milliounen zréckgeschrauft ginn ass. Eng Spuermoossnam vun 13 Milliounen an engem Joer op enger fir eist Land prioritärer Streck ass eiser Meenung no net vertrietbar. D'Attraktivitéit vun der Streck op Bréissel kann net mat Spuermoossname verbessert ginn, mä eenzeg an eleng mat enger geziilter Investitiounspolitik zugonschte vum öffentlechen Transport.

Une voix.- Hannert der Grenz.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Hannert der Grenz wéi virun der Grenz.

Ëm d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport geet et och bei engem anere Projet, an zwar bei deem vun der Escher Gare. Datt dës Gare am Kontext vum Projet vun der Jugendherberg wäert erneiert, ausgebaut an duerch Geschäfter opgewäert ginn, ass begréissenswäert.

Wat mir als gréng Fraktioun awer bedaueren, ass, datt de Projet sech just op d'Gebailechkeet vun der Gare limitéiert, ouni de Problemer Rechnung ze droen, déi säit éiwegen Zäiten um gesamte Site vun der Gare bestinn. Ofgesi vum aarmséilegen, dreckegen an deelweis kapotten Zoustand vun de Quaien, deenen en zolitte Facelifting géif guttdoen, misst eiser Meenung no och eng weider Verbindung tëschent de Quaie vum Zuch an deene vun der neier Busgare ugeluecht ginn, fir de Leit den Iwwergang vun deem engen zum aneren Transportmëttel ze erliichteren.

Domat widderhuelen ech d'Fro vum Här Negri, déi hie virdrun och schonn opgeworf hat.

Datt d'Passerelle a Richtung Gaalgebierg duerch a Lift an eng Trap mam éischte Quai verbonnen ass, ass och schéin a gutt, mä wat notzt den Zougang, wann d'Dier tëschent dem Quai an der Passerelle permanent zougespaart ass?

Une voix.- Tjo!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Des Weidere feelt et, souwäit wéi ech weess, u Kuerzzäitparkplazen am Beräich vun der Gare, déi et géifen erlaben, Persounen, déi net méi gutt zu Fouss sinn oder déi sech keen Taxi leeschte kënnen, bis bei d'Gare ze brëngen a bei den Zuch ze begleeden. An deem Sënn géife mir eis méi eng global Approche bei dësem Projet wënschen, déi alle Facettë vun der Benotzerfrëndlechkeet misst Rechnung droen.

Dann zum leschte Volet vun dëser Debatt, nämlech de Projeten am Beräich vun den öffentleche Bauten, déi mir an hirer Totalitéit ënnerstëtzen. Virun allem si mir frou, datt de Plan sectoriel «Lycées» mam geplangte Mondorfer Lycée eng Suite kritt.

Allerdéngs bedauere mir, grad wéi den Här Etgen virdrun, datt dee Projet nach esou bal net ëmgesat gëtt, well nach zwee aner Lycéeën op der Waardelëscht stinn, nämlech déi vun Déifferdeng a vu Clierf. Méi eng schnell Ëmsetzung vum Plan sectoriel «Lycées» wier an eisen Aen net vu Muttwëll an dréngend noutwendeg, well d'Schülerzuele permanent an d'Luucht ginn an d'Capacitéit vu ville Lycéeë schonn elo un hir Grenze stéisst.

Eleng an deene leschten zéng Joer sinn d'Schülerzuelen am Secondaire vun 32.000 op 40.000 Schüler geklommen, wat ëmmerhin eng Augmentatioun vu 25% ass. Och de massive Schülertransport queesch duerch d'Land kéint duerch méi e rapiden Ausbau vu regionale Lycéeë massiv reduzéiert ginn, iwwerdeems eng Gemeng mam Bau vun enger Schoul och méi attraktiv a méi lieweg gëtt.

Als sënnvoll betruechte mir och den Ausbau vun den Ateliers protégés um Kräizbierg zu Diddeleng, well dëse Projet souwuel d'Qualitéit wéi och d'Quantitéit vun den Aktivitéiten op deem Site wéi och den Zougang dohi wäert verbesseren.

Allerdéngs hu mir bei dësem Projet eng grouss Suerg. Dat ass déi vun enger zouhuelender Orientéierung vu behënnerte Mënschen an en Atelier protégé. Datt d'Zil vun der Behënnertepolitik kengesfalls dierf dra bestoen, déi betraffe Persoune vun der Gesellschaft a vun der Aarbechtswelt ze isoléieren, dat soen net nëmme mir, mä dat seet och den Artikel 27 vun der Behënnerterechtskonventioun, déi mir als Land 2011 ratifizéiert hunn.

Op kee Fall dierfen d'Ateliers protégés benotzt ginn, fir Leit mat engem geeschtegen oder physeschen Defizit vum fräien Aarbechtsmaart ofzeschiermen an hir Insertioun am Numm vun der, zwar gutt gemengter, mä kontraproduktiver Virsuerg ze verhënneren. Mam Ausbau vun den Atelieren um Kräizbierg a mat der Verdueblung vun den Opnahme vun 100 op 200 Persoune gëtt dës Gefor nach méi grouss, ëmsou méi, well de Stat d'Salairen an den Ateliers protégés säit dem leschte Joer zu 100% iwwerhëlt an d'Aarbecht an esou engem Atelier doduerch méi attraktiv mécht, wéi déi zwar méi schwiereg, mä wichteg Insertioun vu behënnerte Mënschen an d'Gesellschaft.

Domat hätt ech villes, mä net alles gesot, wat eis an deenen dräi Beräicher wichteg schéngt, mä d'Zäit leeft fort.

Zum Schluss duerfir nach just kuerz e Bléck op den Här Minister mat enger Hoffnung hannendrun: Wa mir um Ufank bedauert hunn, datt e Projet vu grousser wirtschaftlecher Noutwendegkeet am Numm vun der Kris mëssbraucht gëtt, fir en un d'Wackelen ze brëngen a fir eng Regioun géint déi aner auszespillen, sou hoffe mir zum Schluss, Här Minister, datt Dir Iech duerch esou Manöveren net un d'Wackele brénge loosst a weiderhi fir de staatleche Kofinanzement vum Tram riicht wäert stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci der Madame Lorsché. Deen nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Fernand Boden fir säi Rapport, deen en de Mëtteg hei gemaach huet. Och mir kënnen am Prinzip eis averstanen erkläre mat deene Projeten, déi haut de Mëtteg an dësem Rapport presentéiert gi sinn. Ech wäert herno nach méi am Detail op ee Punkt agoen.

Ech mengen, déi Rapporten, déi mer hei all Joers virgeluecht kréien an déi mer a Form vun enger Motioun dann hei stëmmen, déi si jo a priori geduecht, fir datt d'Regierung ka mat der Planung ufänken, fir an déi éischt konkret Phas eranzegoen. Wéini datt déi Projeten allerdéngs realiséiert ginn, dat steet op engem anere Blat.

Wa mer am Rapport kucken, dee mer zu dëser Debatt verdeelt kritt hu vun der Kommissioun, do ass jo och eng Oplëschtung gemaach vun 2005 u vun all deene Rapporten, vun deene Projeten, déi all Joers hei an der Chamber gestëmmt ginn, da kann een esou feststellen, datt et an der Regel tëschent véier a sechs Joer dauert, bis déi gréisser Projeten ulafen. Verschiddener lafe kuerzfristeg och emol un, an anerer lafen och méi laangfristeg un, mä an der Regel kann een tëschent véier a sechs Joer schwätzen, wou et dauert, fir datt déi Projeten, déi mer hei an der Diskussioun hunn, wäerten ulafen.

Ech mengen, wa mer kucken, wat mer haut erëm alles hei iwwer eng Motioun herno wäerte stëmmen, da stelle mer fest, datt mer haut och erëm Projete fir e Käschtepunkt tëschent véier a fënnef Milliounen décidéieren, déi mer dann an deenen nächste Joren iergendwann eng Kéier an d'Phas vun der Realisatioun kréien.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mir wëssen alleguer, wéi d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat ass, a mir wëssen och, datt am Kader vum Budget fir d'Joer 2013 d'Investitioune beim Stat vis-à-vis vun dësem Joer zréckginn ëm 180 Milliounen, wat nach ëmmer en héijen Niveau ass, an da leie mer um Niveau vun den Investitioune vun dem Joer 2011.

Deemools war e relativ héijen Investitiounsprogramm virgesinn, fir als Stat antizyklesch ze wierke vis-à-vis vun der Wirtschaftskris, déi mer deen Abléck och schonn haten. Mä mir wëssen alleguerten, mengen ech, wa mer éierlech sinn, datt mer deen Niveau an deenen nächste Joren net méi wäerten halen an datt d'Investitiounen, och beim Stat, wat d'Zomm ubelaangt, an deenen nächste Jore beschtefalls stagnéieren. Mä ech ginn dovunner aus, datt se souguer wäerten an deenen nächste Jore weider zréckgoen, well de Stat einfach net méi déi finanziell Capacitéiten huet, fir d'Investitiounspolitik op deem Niveau kënnen ze behalen.

Och wa mer an eise Fongen am Fong nach eng Reserv stoen hu vun 1,8 Milliarden Euro, déi mer fir Investitiounen hunn, déi mer aus de Joren, wéi mer d'Plus-valuë gemaach hunn, op déi verschidde Fongen transferéiert hunn, an iwwert de Wee vun enger Rei vun Emprunten, déi mer gemaach hunn, déi och op d'Fongen, virun allem op de Fonds des routes an de Fonds du rail, transferéiert si ginn, do kéint een dovunner ausgoen, datt am Fong 1,8 Milliarden Euro do wieren. Mä d'Realitéit ass déi - mir hunn dat och déi leschte Kéier an der Finanzkommissioun duerchdiskutéiert, an d'Cour des Comptes huet et och dës Kéier an hirem Rapport zum Budget vun 2013 geschriwwen -: Et si keng Reserve méi do.

Et ass also eng Écriture administrative, déi dosteet. Déi Sue sinn eng Kéier dorobber gebucht ginn, mä déi Sue sinn an der Tëschenzäit fir aner Saache geholl ginn, soudatt also och déi Reserven net méi do sinn. Wa mer elo am Fong an Zukunft Investitioune maachen, maache mer se net méi aus Reserven, mä mer musse se iwwert de lafende Budget an nei Emprunte finanzéieren.

Alles dat wäert weisen, datt mer net méi esou wäerten à même sinn, hei am Land kënnen ze investéieren, wéi mer dat am Fong misste maachen, wéi den Nohuelbedarf un den Infrastrukturen hei am Land besteet.

Sécherlech wäerten doduerch d'Investitioune gestreckt ginn, wat jo schonn am Abléck de Fall ass, well eng Rei vun Décisioune si jo scho geholl ginn am Kader vun de Spuerprogrammer, fir Projeten ze strécken. An duerfir wier et och flott, wann ee vun der Regierung emol eng Kéier eng Tabell krit, net nëmme wat mir hei gestëmmt hunn, mä genau wéini datt si seet, datt déi Aarbechte géifen ulafen, a wéini datt se seet, datt déi eenzel Projete géifen ophalen. An da krit een och de Gesamtkäschtepunkt, wat an deenen nächste Jore gebraucht gëtt, fir déi Investitiounen ze finanzéieren.

Well et ass am Fong e flotte Geste, dee mer hei maachen, datt mer all Joers eng ganz Rei vu Projete stëmmen, an d'Leit am Land dobaussen, déi mengen dann, da géif de Bagger an deenen nächste sechs Méint lafen. Mä et ass am Fong nëmme just eng Absichtserklärung, géif ech soen, oder eng Méiglechkeet, fir der Regierung kënnen d'Méiglechkeet ze ginn, fir datt se d'Etüd vun de Projete kann ulafe loossen, mä wéini dat se konkret an Ëmsetzung kommen, wéi gesot, dat steet op engem anere Blat.

Mir mengen och - an dat hu mir jo och schonn, mengen ech, parteiiwwergräifend diskutéiert -, datt déi Zäiten eriwwer sinn, wou mer nach konnten eis déi Luxusprojete leeschten. A mir hunn eis där an deene leschte Jore jo nach vill doruechter geleescht. Ech wëll elo net op déi Projeten zréckkommen, déi um Kierchbierg stinn, mä mir hunn eis och erlaabt, Garen ze bauen doruechter, déi e Käschtepunkt hunn, dee mer haut sécherlech net méi emol am Dram wéilte realiséieren, deen onwahrscheinlech héich war an deen och herno am Entretien wäert esou vill sinn. Mir mussen also wierklech definitiv zréckkommen.

An et gesäit een heiansdo nach Projete lafen… Ech sinn déi lescht Kéier nach vu Mamer eriwwerkomm. Et ass formidabel, de Kolleeg Buergermeeschter vu Mamer, dee war bestëmmt frou, wéi mer all déi Stroossen do gebaut hunn. Mä wann ee kuckt, mat wat fir engem Luxus datt mer déi Ënnerféierungen an alles do, an Iwwerféierunge gebaut hunn do, ënne bei deem Rond-point, dann ass sécherlech och do mat der grousser Schëpp investéiert ginn. Dat hätt sécherlech och kënne méi rentabel a fir vill manner Geld investéiert (veuillez lire: gebaut) ginn.

Mä dat sinn nach Projeten, déi aus Zäiten hierstamen - well mir soe jo ëmmer, wa mer e Projet realiséieren, dann dauert dat véier, fënnef Joer -, dat do ass e Projet, deen also nach aus där Zäit wahrscheinlech staamt, wou mer gesot hunn: Wat kascht de Rescht vun der Welt? Mir bezuelen dat aus der Portokeess, wat Der gären hätt!

Haut gesi mer awer, datt mer iwwer Joren d'Geld zur Fënster erausgehäit hunn, datt mer gemengt hunn, dat Bescht wier grad gutt genuch an et misst nach e bëssen dropgetässelt ginn. An haut si mer nun emol an där Situatioun, datt kee Geld méi do ass, datt keng Reserven do sinn, an datt op där anerer Säit awer nach e ganz groussen Nohuelbedarf bei den Infrastrukturen ass. An dat, dee Luxus, dee mer eis virun enger Rei vu Jore geleescht hunn, d'Konsequenz dovun ass elo, datt aner Projeten, déi eist Land wierklech brauch an den Infrastrukturen, datt mer déi net kënne realiséieren.

Och musse mer d'Normen iwwerkucken, well, och an deene gudde Joren, mer bei den Normen ëmmer erëm e Krack no uewe gaange sinn an Normen hunn, déi vill méi héich sinn, wéi se deelweis am Ausland praktizéiert ginn. An och do muss een erëm versichen, d'Normen unzepassen un de Besoin, de reelle Besoin, an och do kann ee sécherlech Geld spueren.

Här President, ech mengen, ech verroden näischt Neies, datt mir ëmmer frou sinn, wa mer net iwwert den Tram brauchen ze schwätzen, datt deen net gebaut soll ginn, an awer verstitt Der, datt ech no den Diskussioune vun de Mëtteg e puer Wuert heibanne wëll schwätzen.

Ech sinn ëmmer erëm erstaunt festzestellen, wat fir eng Wellen déi Diskussioun am Tram do schléit. Eng Kéier, et ass nach net esou laang hier, hate mir eng Motioun hei an der Chamber eraginn, wou mer gesot hunn, den Tram sollt einfach net gebaut ginn, mir sollten dat Kapitel zouschloen. Ech mengen, eis Partei war déi eenzeg, déi fir déi Motioun gestëmmt huet, an op där anerer Säit war eng praktesch Eestëmmegkeet heibannen, datt deen Tram misst gebaut ginn.

Och d'Finanzéierung war dra virgesinn, datt dat tëschent dem Stat an der Gemeng Lëtzebuerg sollt gedeelt ginn. De Fraktiounspresident vun där gréisster Regierungspartei huet elo kierzlech - an dat war sécherlech keen Zoufall, dat war keen Ausrutscher, mä dat war eng Strategie mat Hannergedanken -, huet deen dann du lancéiert, wann d'Stad Lëtzebuerg gären en Tram hätt, da soll se e selwer bezuelen.

Ech muss éierlech soen, Här President…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Skandal!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass kee Skandal, well en huet dat am Fong vu mir iwwerholl, Här Bettel, well ech hunn d'lescht Joer bei de Budgetsdebatten heibanne gesot: Wann déi Häre Bausch a Bettel gären eng Spillsaach vum Kleeschen hätten, gären eng Spillsaach hätten, déi se Tram nennen, da solle se sech déi beim Kleesche bestellen, awer se sollen net d'ganzt Land bludde loossen, fir dat ze bezuelen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Zu Fréiseng hu se och laang un de Kleesche gegleeft. Kuckt emol lech un! Den Housécker ass du komm…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Heiansdo ass et gutt, wann een un de Kleesche gleeft fir d'Kanner. Dat Gleewe bréngt de Kanner och eppes.

Här President, ech mengen, wann haut hei eng Rei vu Projete gebaut ginn, wou da gesot gëtt, déi mussen och gebaut gi wéinst dem Tram - a mir wäerten eis dofir bei der Motioun enthalen -, déi Projete géifen awer gebaut ginn. Elo gëtt ëmmer gesot, se gi wéinst dem Tram gebaut; genausou gutt wéi d'Nei Bréck muss nei gemaach ginn, och wa keen Tram eng Kéier wäert driwwerfueren. Duerfir, wéi gesot, mir wäerten eis awer trotzdeem enthale bei der Motioun, well verschidde Leit eng Interpretatioun do draleeën, déi mir mengen net géif dragehéieren.

Awer zréck op den Här Spautz a seng Ausso, d'Stad Lëtzebuerg soll hiren Tram da selwer bezuelen. Här President, wann een esou hei an de Sall erakuckt, an ech wëll awer elo keng Nimm nennen, aus purer Fairness vis-à-vis vun de Kolleeginnen a Kolleegen, weess ech wierklech net méi, wéi vill datt der heibannen nach fir den Tram sinn.

Wann ech bei eis Kolleege vun der CSV esou erakucken, also ech muss Iech soen, ech gesinn ënnert deenen, déi dosëtzen, kee méi! Ech gesi kee méi, kee méi vun deenen, wann ee mat deenen ënner véier Ae schwätzt, gesinn ech kee méi, dee fir den Tram ass.

(Interruptions diverses)

Ech hu jo gesot, net an der öffentlecher Sitzung. Wann ee mat deenen ënner véier Ae schwätzt, hunn ech jo gesot.

(Interruptions diverses)

Här President, wann ech elo an de Sall do erakucken, dann ass vun der CSV kee méi fir den Tram.

Bei de Sozialisten, Här President...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir soen eis ënner véier Aen ëmmer de Géigendeel!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei de Sozialiste kommen ech esou op 50%. Do ass et fifty-fifty...

(Hilarité)

...vun deenen, déi derfir sinn.

A bei der DP, do weess een et net esou richteg, well do war eng ganz Partie, déi haut derfir ass, déi war soss carrément dergéint. Ech mengen, d'Madame Polfer...

(Interruptions diverses)

...d'Madame Polfer, wëll ech fairerweis, mengen ech, dann awer hei ernimmen, déi jo och eng Kéier demonstrativ virun dem ARBEDs-Gebai doënnen demonstréiert huet, wéi schrecklech esou een Tram hei an der Stad wier.

Une voix.- ...huet fir d'Motioun gestëmmt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An den Här Bettel...

(Interruption)

An den Här Bettel, deen am Fong och nach géint den Tram war a sech elo neierdéngs iwwerzeege gelooss huet fir den Tram. Aner Kolleege wëll ech elo net hei nennen...

(Interruption)

Ech wollt just déi zwee ervirhiewen. Soudatt am Fong, wann ee fair ass, muss ech soen, et sinn am Fong just eis gréng Kolleegen, wou ech géif soen, souwäit wéi ech se aschätzen, déi nach geschlossen...

(Interruptions diverses)

...déi nach geschlossen hannert dem Tram hei stinn.

Mir sollten dach emol éierlech sinn, deen Theater, deen hei periodesch opgefouert gëtt, an dat, wat den Här Spautz...

(Interruption)

...dat, wat den Här Spautz elo gemaach huet, wéi…

Une voix.- Wou ass en, wou ass den Här Spautz?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wéi e gesot huet, den Tram, da soll d'Stad Lëtzebuerg dee selwer bezuelen, dat war - dat wëll ech just hei ofschléissend soen -, dat war keen Zoufall, dat war keen Ausrutscher, dat war eng Strategie, déi duerchduecht war, fir déi Saach nach eng Kéier nei ze lancéieren. An dat ass och dee beschte Bewäis, datt deen Tram do ni wäert gebaut ginn, an dat ass och gutt esou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Gibéryen, bei allem ginn ech Iech net recht, mä Äre leschte Saz, do hutt Der recht.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt emol ufänken, andeems ech dem Fernand Boden als Rapporteur Merci soe fir déi Aarbecht, déi mer hei an der Kommissioun gemaach hunn, fir déi Motioun respektiv déi Projeten. An dee Rapport esou duerchzekréien, dat ass ëmmer fir mech eng ganz flott Diskussioun, well se och erlaabt, eng Aarbecht mat der Chamber ze maachen, déi sënnvoll ass, a well mer och gemeinsam eng Aart a Weis fonnt hunn, fir ze schaffen.

An ech muss da soen, mech stéiert awer eppes, Här Gibéryen, mech stéiert awer eppes...

(Interruptions et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hoffen, datt den Här Henckes mech elo net ënnerbrécht.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir hu virun enger Rei Joren eng Method ausgemaach, fir mateneen ze schaffen. Firwat? Mä well eng ganz Rei Dépassementer do waren, a well mer du gesot hunn, mir musse méi laang plangen, vill méi laang. A wa mer dat awer maachen, kascht dat Plange vill Suen, an duerfir musse mer virdrun an d'Chamber kommen a soen: Si mer eis grosso modo eens?

An da gesinn ech elo, wou mer dat awer gutt agespillt hunn, elo kënnt dann d'Ironie, fir ze soen, dat ass eng Ukënnegungsdebatt, et ass eng Absichtserklärung, déi do gemaach gëtt. Jo, lauschtert, ech hu se net gefrot! Ech hunn déi Method mat Iech ofgemaach, fir korrekt déi Dossiere kënnen ze maachen. Elo kënnt Dir driwwer ironiséieren esou vill wéi Der wëllt, a wann Der se net wëllt, da maache mer se net. Mä et war awer einfach eng Aart a Weis, fir mat der Chamber uerdentlech a korrekt ze schaffen. An ech fannen déi Aart a Weis gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn d'Prozedur jo och net a Fro gestallt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä Dir hutt gesot, eng Absichtserklärung ass elo just hei gemaach ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng Absichtserklärung, well mer elo net méi wëssen, wéini d'Projeten da realiséiert ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Richteg ass et, datt et eng Absichtserklärung ass, esou war et jo en fin de compte och geduecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da sot eis, wéini...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et war an der Realitéit esou geduecht, an ech kommen duerno nach eng Kéier zréck op d'Emsetzung vun de Projeten. Well richteg ass, datt während dem Plangen, wann ee vun null ufänkt a wann een dat frëi an d'Chamber gëtt, jo eng Rei Saachen au fur et à mesure changéieren. Eng Rei Projete ginn anescht, well mer gesinn, datt déi Planifikatioun muss anescht gemaach ginn. D'Zäite ginn anescht. Et muss een och kucken, datt een de finanzielle Volet dann, wann et un d'Bauphas kënnt, och ofgedeckt kritt. Duerfir changéiert ganz vill.

Also ech fannen, malgré der Ironie a malgré der Ausdrocksaart a -weis, déi Aart a Weis, wéi mer hei als Regierung/Chamber matenee schaffen, eng gutt Aart a Weis. Et gëtt eng Preparatioun gemaach vun de Projeten an der Kommissioun vum Développement durable, wou se einfach ugekënnegt ginn, wou d'Planifikatioun gemaach gëtt, wou mer se och virbereeden, bis dann dee Moment, wou se gestëmmt ginn, an da gi se vun der Commission de l'Exécution budgétaire iwwerholl, wou dann de Suivi gemaach gëtt, wou se gebaut ginn.

Dat heescht, d'Chamber huet an där doter Aart a Weis d'Méiglechkeet, vum Ufank bis zum Schluss e Suivi op déi richteg Aart a Weis ze suivéieren. An ech hunn d'Méiglechkeet, och a regelméissegen Ofstänn mat der Chamber doriwwer ze schwätzen. Ech fannen et nach ëmmer gutt. Ech soen also deenen zwou Kommissioune Merci fir déi Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Wat elo d'Projeten ugeet, sinn eng ganz Rei Froen, déi gestallt gi sinn. Ech hoffen, datt ech se elo net vergiessen. Ech wëll zwar virdrun nach e puer generell, eng, e puer generell Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque, dat ass déi, datt mer gekuckt hunn, fir och an deene Projeten, déi mer elo hei an d'Chamber eraginn, deene Prioritéiten ze entspriechen, déi mer a sech initialement geduecht hunn, fir ze maachen. Éischtens maache mer hei elo haaptsächlech am Héichbau en europäesche Projet, well et wichteg ass, datt mer och Lëtzebuerg zousätzlech als europäesch Haaptstad nach positionéieren.

Wann Der kuckt, wat mer als aner Gebaier hunn, da gesitt Der, datt mer déi Prioritéit vun de Lycéeën, Mondorf op där enger Säit an op där anerer Säit déi Infrastrukturen, déi mer als Ateliere fir handicapéiert Leit dohinnerstellen, wat och Schoulinfrastrukturen am grousse Sënn vum Wuert sinn, datt mer deenen d'Prioritéit ginn.

Wann een elo d'Ponts & Chaussées kuckt, wat do an de Bau geet, dann ass haaptsächlech dee grousse Projet iwwer eng nei N3 mat der Entrée vun der Gare an och mam neien Tracé vun dem Tram, esou wéi dat effektiv geduecht ass, ee wesentleche Projet, dee ganz einfach deem entsprécht vun dem Mobilitéitskonzept, wat mer an där leschter Zäit, an deene leschte Méint presentéiert hunn a wat och hei vun enger ganz grousser Majoritéit an der Chamber gestëmmt ginn ass, mat deene Prioritéiten, déi drastinn.

An um Rail ass et genau d'selwecht. Wat d'Schinnen ugeet, ass et d'Klengbettener Streck, déi zweet Phas, déi hei um Ordre du jour steet, déi och soll hei en Accord fir d'Planifikatioun kréien, an d'Gare Esch, well mer och wëllen déi Ëmschaltstelle vun deem engen Transportmëttel op dat anert moderniséieren.

Et sinn also genau déi Prioritéiten, déi mer och haut presentéieren, déi an deene Konzepter, déi mer an deene leschte Jore presentéiert hunn, hei ëmgesat ginn. Och wann een dat net ëmmer an deenen eenzelne Projeten, wann ee se esou vereenzelt gesäit, erëmerkennt, ass d'Logik awer ganz kloer.

Da wëll ech op e puer Punkten agoen, déi elo an der Debatt hei komm sinn. Dat Éischt, dat ass, wat den Här Etgen gesot huet. En huet u sech gesot, mir géifen effektiv eng ganz Rei Milliounen, 280 par rapport zu deem Spuerpak, am Allgemenge spueren.

Mä ech wëll awer trotzdeem preziséieren, datt - wat och ëmmer gesot ginn ass - dat, wat hei, déi Vergläicher, déi gemaach gi si vun den Zommen, dat sinn haaptsächlech Vergläicher, déi gemaach gi si vun deem, wat initialement prévu war fir d'Joer 2013, par rapport zu deem, wat elo fir 2013 prévu ass. Et ass also net, wéi et duerchgeklongen ass an Äre Wierder, eng Aspuerung par rapport zu dem Budget respektiv zu dem Dépensé 2012 par rapport zu 2013, mä par rapport zum Prévu 2013 par rapport zu deem, wat elo am Budget richteg steet.

Wann ee kuckt, effektiv dat, wat richteg am Joer 2012 wäerten als Dépenses effectives ausgi ginn, op där enger Säit, a wat elo am Budget prévu ass, da stellt ee fest, datt mer do ongeféier op enger ähnlecher Zomm bleiwen. Mir hunn also par rapport zum Prévu 2013 gespuert, mir bleiwen awer an eisen Dépenses d'investissement, zumindest dat, wat dat Haus, wat mech elo ugeet, concernéiert, bleiwe mer op deeneselwechten Zommen, hu mer also eng Dépense d'investissement constante, wat och wichteg ass fir déi Lëtzebuerger Entreprisen, déi am Secteur vum Bau, ob dat am Héichbau oder am Déifbau ass, wat wichteg ass, datt se dat wëssen an datt se déi Konstanz och kënnen hunn.

Dir hutt gesot, d'Prioritéit, dat sinn d'Schoulen. Dat ass richteg! An dem Mobilitéitskonzept gëtt alles gemaach, wat am Mobilitéitskonzept als Prioritéit considéréiert ginn ass. Mä wéi hu mer dat, wéi hu mer déi Prioritéite gesot? A wat hu mer als Prioritéiten an dem Mobilitéitskonzept elo erausgeschielt? Dir hutt gesot, d'Regierung huet keng Prioritéit. Ma ech verstinn, datt d'Oppositioun dat seet. Ech wëll se awer trotzdeem soen, well ech gesi se do hannendrun.

Wat sinn déi Prioritéiten? Et muss een haaptsächlech dat kucken, wat mer elo nach am Budget stoen hunn, fir ze kucken: Firwat hu mir dat am Budget stoe gelooss an dann déi aner Saache vläicht no hanne geschoben? Dat, wat elo am Budget steet, am Kader vum Mobilitéitskonzept, dat sinn haaptsächlech all déi Projeten, déi ekonomesch relevant sinn. Ech wëll wierklech d'Investissementer, déi haut de Stat mécht, esou maachen, datt déi Investissementer, déi mer maachen, och kënnen duerno, duerch hir ekonomesch Relevanz op eis Ekonomie, Aarbechtsplaze schafen a weiderhëllefen.

Wann zum Beispill esou e Projet wéi de Ban de Gasperich, wa mer deen erofgeholl hätten, hätt en eis natierlech vill Suen am Budget 2013 a 2014 net kascht, hätte mer gespuert. Mä hätte mer et net gemaach, dann hätte mer eng ganz Rei Entreprisen, déi sech net kéinten do etabléieren, hätte mer also der Ekonomie geschuet a wäre mer net weiderkomm. Also war dat fir mech den Haaptkritär, wann ech gekuckt hunn, wat fir eng Projeten: jo; a wat fir eng Projete vläicht méi spéit.

Den zweete Kritär, dat war e sécherheetsrelevante Kritär. Et ass evident, wann een op Stroosseprojete massiv Sécherheetsproblemer huet, datt ee muss intervenéieren, an dat war do deen zweete Kritär.

Deen drëtte Kritär, dat waren dann déi Haaptstrecken, déi mer hunn, fir d'Mobilitéitskonzept dann och ëmzesetzen. Woubäi deen éischten - ekonomesch Relevanz - an dee leschte Kritär ganz oft deeselwechte sinn, well mer schonn am Erausstelle (veuillez lire: Opstelle) vum Mobilitéitskonzept och dorobber opgepasst hunn.

Da muss ech Iech awer soen, Här Etgen, déi Projete fir den Norden, déi Der - an ech weess, dat muss jo nécessairement, esou wéi bei ville Leit, Ären Dada sinn -, mä ech wëll Iech just soen...

Une voix.- Den Här Kaes awer och.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des infrastructures.*- Den Här Kaes selbstverständlech och. Also, ech wëll elo net all déi Leit aus dem Norden hei opzielen, déi sech d'selwecht derfir asetzen an interesséieren. Just nach eng Kéier, an ech soen dat ëmmer an ëmmer erëm: All déi Dépensen, déi mer maachen, an ech hat elo gëschter oder virgëschter all déi Buergermeeschtere vun der Nordstad - den Här Schaaf ka sech dorunner erënneren, den Här Haagen war och derbäi - hei, fir ze kucken, wat fir eng Investissementer an deenen nächste Joren an där Nordstad geplangt sinn, getätegt ginn.

Ech hunn d'Zuel net méi genau am Kapp, mä et si wäit iwwer 400 Milliounen Euro - wäit iwwer 400 Milliounen Euro! -, déi an deenen nächste Joren do geplangt ginn, well mer mengen, datt d'Nordstad eng Zukunft huet, well mer wëllen an déi Gemengen do investéieren, well do och an deenen nächste Joren Ekonomie ka geschéien.

Also, all Kéiers déi Diskussiounen, fir ze soen: Dir maacht net genuch fir den Norden! - Mir maachen enorm vill fir den Norden, méi wéi an deene leschte Jorzéngte fir den Norde gemaach ginn ass!

A wann dann - an ech weess, datt dat Iech nach méi um Häerz läit - dee Contournement Feelen elo net e Contournement ass, deen dann do an der éischter Prioritéit ass, ech mengen, dann deet dat mer leed. Ech géif jo och gär alles zesummen d'nächst Joer ufänken, mä mir packen awer net alles zesummen d'nächst Joer.

A wann et fir mech evident ass, datt mer, wa mer dee Contournement, fir d'Éischt de Süd-Contournement vun Ettelbréck bauen, éier mer un déi nächst Phas, de Contournement vu Feelen kommen, dann ass dat awer just eng pur an eng reng Logik vun deem, wat een am Stroossebau muss maachen. Du muss mat deem éischte Stéck ufänken, éier s de bei dat zweet kënns, soss geet et net! An et ass genau dat, wat mer hei amgaang sinn ze maachen.

Duerfir deet et mer leed, mä ech bréngen net alles, mir bréngen net alles zesumme fäerdeg aus techneschen, ekonomeschen, finanzielle Grënn. Eent nom aneren, soss packe mer et net!

Richteg ass, wat Dir gesot hutt, d'Akzeptatioun vun de Projeten, déi am Land musse sinn, déi grouss Projeten, stellen ech just fest, egal wéi vill ech diskutéieren, egal wéi vill mer bei d'Leit dobausse ginn an egal wéi vill mer explizéieren, ech muss Iech soen, ech si vill Owender amgaang a vill Owender ënnerwee - an ech kréien dat och heiansdo doheem ze héieren, datt ech der vill ënnerwee sinn -, mä ech spieren awer bei all Projeten, déi Leit, déi direkt concernéiert sinn, do si Blocagen, dauernd Blocagen.

An och wa mer explizéieren, wann d'Leit direkt concernéiert sinn, si se awer net ëmmer bereet, mat op dee Wee ze goen. Dat ass esou hei am Land. Dat ass esou hei am Land! Dat empêchéiert eis net, esou vill wéi méiglech ze explizéieren, mä déi Blocagen, déi dann awer do sinn, däerfen eis awer och net empêchéieren, an de Projete weiderzekommen. Dat eent an dat anert, soss geet et net!

Dann den Här Negri, deen och eng Rei Froe gestallt huet. Déi éischt, dat ass iwwer Dikrech: Geet dat duer an deem Projet, esou wéi en elo ass? D'Äntwert ass: Jo, et geet duer. Mir hu par ailleurs nach a Proximitéit vun deem Gebai, wat elo transforméiert ass, d'Méiglechkeet, déi al PTT ze benotzen, wou och en Accord vun de Justizbehörden do ass, fir dee Komplex esou fonctionnéieren ze loossen.

Dann dat Gesamtkonzept, huet den Här Negri gefrot, fir d'Streckeféierung bei der N3 elo ze erklären. Also, ech maachen dat jo schrecklech gär, well ech jo all Bierger, inklusiv den Depu-

téierten, dat gären explizéiere ginn. Mä dat ass awer elo komplex, ech hunn de Plang net hei, soss géif ech lech dat alles gär um Plang weisen. Ech maachen dat och gär an der Chamber, mä ech mengen, et wier awer elo net de Moment, fir dat ze maachen.

Da soen ech awer ganz kloer, déi do Streckeféierung huet sécherlech eppes mam Tram ze dinn. An deem ganze Mobilitéitskonzept, wat mer entwéckelt hunn, ass den Tram en zentrale Punkt dovunner. An ech soen dann och nach eng Kéier ganz kloer, datt ouni den Tram dat Mobilitéitskonzept, esou wéi et elo entwéckelt ginn ass, net an d'Realitéit kann ëmgesat ginn. Mir brauchen deen Tram an deenen nächste Joren, fir déi Mobilitéitssuergen, déi mer hunn, hei och an de Gréff ze kréien.

Ech weess net, wéi ech 30.000, 40.0000, 50.000 Leit um Kierchbierg soll kënnen eng Mobilitéit garantéieren, assuréieren, wéi ech déi ekonomesch Surfacen do soll kënne maachen, ouni datt ech esou ee Mobilitéitsmëttel mat héijer Capacitéit hunn. Do gi mer mateneen eens, net eens, oder eens - wéi och ëmmer - mateneen, mä dat ass meng profund Iwwerzeegung. Dat ass och dat, wat d'Regierung décidéiert huet, inklusiv déi Finanzdiskussiounen, déi mer haten. An dat steet fir d'Regierung an domat fuere mer och weider, fir d'Saachen och nach eng Kéier kloer hei ze soen.

Datt ee sech da ka Froe stellen iwwer all Projet an iwwert d'Finanzéierung, fannen ech eng Normalitéit. Ech wëll just d'Wichtegkeet an déi Ausso do nach eng Kéier répétéieren.

Den Interface vun dem Zuch an de Bussen, mam TICE, wéi et den Här Negri gefrot huet, donidden. Dir wësst, datt mer amgaang sinn, e ganzt Konzept ze entwéckelen, fir u sech déi modern Elektronik an d'Zich an an d'Bussen eranzekréien. Dat soll och zesumme kënnen organiséiert ginn. Mir wäerten ufanks 2013 bei der Eisebunn schonn esou ee GPS-System an den Zich hunn, deen eis erlaabt, e ganze Repérage ze maachen, wou jiddwer eenzelnen Zuch drun ass, dat och op de Quaie kloer an däitlech ze weisen.

Mir hunn ausgeschriwwen, an d'Soumissioun ass elo adjugéiert, fir eppes Ähnleches bei sämtleche Bussen ze maachen. Wann dat bis fäerdeg ass, mussen déi zwee Systemer zesummeschaffen. Dat hëlleft eis ganz vill an et ass a mengen Aen och enorm wichteg.

Wat elo déi Voyageursmaschinnen ugeet, hutt Der mech gefrot, déi elo do fueren tëschent der Belsch a Lëtzebuerg… Also, Dir musst mer erlaben, dat ass elo net eng Matière, iwwert déi ech mam belsche Minister schwätzen, ob déi elo 13.000, 15.000 Volt hunn. Ech mengen, hie kennt nach manner (veuillez lire: nach méi) dovunner wéi ech, awer nëmmen, well e méi jonk derbäi ass. Mä mir sinn net Spezialisten op dem Voltage vun de Schinnen.

Par contre weess ech awer - well dat ass déi Fro, déi Der gestallt hutt: „Wat fir eng Maschinne loosst Der dann elo circuléieren?" -, datt dat fir d'CFL d'Lok 3000er sinn an dat fir d'SNCB d'Loc-bicourantë sinn. Dat seet Iech elo méi wéi mir, mä ech wollt Iech awer d'Äntwert ginn; och wann ech se net ganz verstinn. Mä Dir verstitt se jo dann awer. Okay, da si mer eis do eens.

Dann ass et, wat déi Gleisen, déi Passage-à-niveaue sinn, déi mer mussen iwwerqueren do, fir ze soen. Dir hutt no dräi Steng, dem 77 zu Märel, dem 80 zu Bartreng an dem 81b op der Kap gefrot. Déi mussen net onbedéngt e Projet sinn, deen zesumme mat der Elektrifikatioun gemaach gëtt. Dat kënnen À-part-Projete sinn. D'Elektrifikatioun muss elo vir gemaach ginn, déi ass eis wichteg.

Eurocap-Rail. Et sinn e puer Leit, déi dorobber agaange sinn. Dir hutt, Här Negri, gesot, déi Fro iwwert déi belsch Ardennen, ob do d'Kéierféierunge musse riicht gemaach sinn. Dat ass elo nu wierklech net mäin Dossier, wat an de belschen Ardenne muss gemaach ginn. Ech weess awer, datt Infrabel eng ganz Rei Milliounen prettgestallt huet, fir och d'Kéiere méi riicht ze maachen, datt méi schnell kann driwwergefuer ginn, mä ech kann Iech awer net prezis soen, wat fir eng Kéier an den Ardennen elo drënnerfält oder net drënnerfält. Dat musst Der verstoen.

Da wëll ech soen, d'Madame Lorsché, déi mer seet: „Et si just nach 20 Millioune virgesi fir de Projet Eurocap-Rail." Also, dat ass awer eng Expressioun, fir „just" nach 20 Milliounen. Dat sinn enorm vill Suen, déi mer wäerten d'nächst Joer...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et waren der 33.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et waren der 33 virgesinn, et sinn der elo just nach 20. An déi just nach 20 sinn der immens vill. Et ass eng héich Zomm. Déi musse mer d'nächst Joer och nach ausginn. An dat ass dat, wat mer wëlle maachen.

An dee Projet, deen an der Chamber gestëmmt ginn ass, déi Poste-directeuren an déi Mise en service, soll fir 2014 mat deenen dote Repartitiounen nach ëmmer geplangt sinn, soudatt mer och op deem Projet, dee fir eis wichteg ass, virukommen.

Ech regrettéieren, datt Dir déi Motioun do net kënnt matstëmmen. Ech soen Iech just: Wann Dir sot, firwat muss de Logistik…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass dem Här Spautz seng Schold.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, jo. Also, ech mengen, et kann een ëmmer alles sichen, firwat ee Saache wëllt oder net wëllt.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Minister, Dir musst awer verstoen, wann Ären eegene Fraktiounschef, dee jo am Fong am Numm vu 26 Deputéierten hei schwätzt, datt mer natierlech do Problemer hunn, wann dee Saache seet an eis Froe stellt, ob verschidde Saachen nach ofgeseent ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir musst awer verstoen, datt dat strictement näischt mat där Motioun hei ze dinn huet an datt dat strictement…

Plusieurs voix.- Dach! Dach!

Une voix.- Den Här Spautz ass keen Hinterwäldler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech muss just soen, datt strictement näischt dovunner an där Motioun steet,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wou ass en iwwerhaapt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …weder vu bannen nach iergendeppes anescht.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Nach ëmmer net do!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir kënnt also hei déi Argumenter huelen, déi Der wëllt, mä dat do ass en… Ech verstinn all Argument, mä dat do ass a mengen Aen net logesch.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir wënschen ons, Dir hutt recht.

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sou! Elo…

M. le Président.- Här Minister, fuert virun!

Une voix.- Jo, wou ass den Här Spautz?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech fueren elo einfach virun, andeem ech awer och nach eppes soen. An der grénger…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Minister nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hat nach geduecht, den Här Spautz, dee kéim de Mëtteg eng Brandried halen heihinner, no deem Élan, deen en hat…

Une voix.- Wou ass en?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- En ass fortgelaf.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sou! Ech wollt deen nächste Sujet uschwätzen, dee fir mech extrem wichteg ass. Ech hu vun deene Gréngen och eppes héieren, wat mech awer liicht erschreckt - oder net erschreckt huet; et erschreckt mech net méi ganz vill -, mä wat mech gestéiert huet. Dat ass drëm, fir ze soen: „Firwat muss dee Logistikcenter, dee mer hunn, do op Beetebuerg tëschent zwou Gemenge kommen?" Dat ass eng Fro. Mä d'Äntwert ass fir mech…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et war eng Fro.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech sinn nach net erschreckt. Ech probéieren, op d'Fro calme ze äntwerten.

Une voix.- Voilà!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat, wat wichteg ass, dat ass ganz einfach, datt mer, wa mer op d'Logistik setzen, probéieren, och op eng Logistik ze setzen, déi ekologesch ass. An dat ass am Fong d'Äntwert. Firwat maache mer dat zu Beetebuerg? Mä mir maachen dat zu Beetebuerg, well d'Schinnen do sinn a well mer déi Ëmschlaggare do hunn zu Beetebuerg. Mir hunn déi néierens anescht.

A wann ech e Logistikcenter maachen, da maachen ech der am Fong zwee: Ech maachen ee ronderëm de Flughafen. Dat hutt Der net esou gär, mä dat ass awer d'Realitéit, well do kënnt…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mä Dir schwätzt awer elo net vum…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …dee ganze Fret eran. An ech maachen dat natierlech zu Beetebuerg, well ech do d'Méiglechkeet hunn, vun de Camionen d'Fracht erofzehuelen an op den Zuch ze setzen an ëmgedréit. Dat ass logesch, dat ass sënnvoll. An ech gesinn net, wa mer wëllen e Logistikcenter maachen, wéi mer dat sollen anescht maachen. Ech gesinn et wierklech net. Duerfir wollt ech Iech, wann et eng Fro war, déi Äntwert ginn.

Déi Diskussioun iwwert de Südtram, déi den Diddelenger Buergermeeschter wëllt mat mer féieren, an Dir hutt gefrot: „Wat ass aus deenen Diskussioune mam Diddelenger Buergermeeschter erauskomm?" Do ass nach guer näischt erauskomm, well déi Réunioun nach net war. Mir hunn déi misse verleeën.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Déi war virgëschter ugekënnegt.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dann zielen ech Iech, wat awer duerno dann erauskomm ass. Den Här Bodry zielt Iech dat.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dann ass se verluecht ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Elo soen ech Iech awer just…

Une voix.- Dann hutt Der se verluecht.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech schaffen elo emol… Ech si ganz gär bereet, iwwer all Zort vu Südtram oder Mobilitéit mat ze diskutéieren, mä Dir wësst awer och, datt dat do eng Propositioun ass, déi an de Prioritéiten, an den zweete respektiv drëtte Prioritéite vun dem Plan sectoriel steet. Do soll een och selbstverständlech driwwer schwätzen, mä meng ganz Konzentratioun geet selbstverständlech momentan, datt mer emol den Tram hei an dem Zentrum an der Stad hikréien. Ech maachen all aner Diskussioun, mä un deem anere schaffe mer ganz konkret.

De Gast Gibéryen huet gesot, datt mer véier bis sechs Joer bräichten, fir mat deene Projeten unzefänken. Ech soen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war kee Virworf, et war eng Feststellung.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen! Ech wëll just soen, dat ass bei deenen enge Projete richteg, bei deenen aneren ass et net esou richteg, well mer ganz oft bei deene Projeten, wa mer bei Iech kommen, strictement nach näischt hunn, deelweis souguer nach guer keng Plaz hunn, fir se ze bauen.

Duerfir ass et bei deenen engen effektiv méi laang. Bei deenen, wou et scho méi prezis ass, wou eng Plaz do ass, wou och den Terrain schonn dem Stat gehéiert, kann et natierlech vill méi séier goen. Mä ech mengen awer, datt et wichteg wär, esou fréi wéi méiglech bei Iech ze kommen, just well mer déi Planifikatioun dann nach guer net amgaangen hunn. Soudatt ech dat just als eng Realitéitsbeschreiwung dohinnerstellen an net onbedéngt als Reproche.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir hutt gesot: „Elo si mer hei iwwer 400 Milliounen." Ech lauschteren Iech jo gutt no, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass ëmmer derwäert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass ëmmer derwäert, iwwer 400 Milliounen ausgeginn, dat ass richteg. Mä Dir hutt awer och gesot: „Mir gi se jo elo nach net aus."

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat, wat mer elo soen, ass: Mir wëllen dat emol studéieren an da kucken, wat an d'Realitéit kann ëmgesat ginn a vläicht och deen een oder deen anere Projet, wou mer en net kënne maachen. A wa mer gesinn, datt en elo finanziell net méiglech ass, deen elo net maachen an dee vläicht eréischt an zéng Joer maachen. Vläicht geet dat esou. Ech weess jo net, wéi déi ekonomesch Evolutioun an deenen nächste Jore geet.

Mä vun deene 400 Milliounen, déi Der beschriwwen hutt, wëll ech awer soen, datt der do 152 sinn, déi mer zwar virfinanzéieren, mä duerno réckbezuelt kréien, an datt dat natierlech Investissementer sinn, déi zu Lëtzebuerg extrem wëllkomme sinn, wa se kënne gemaach ginn. An duerfir, Bâtiments publics, déi dee Projet och maachen, schaffen a kollaboréiere selbstverständlech esou vill wéi méiglech mat, fir dee Projet och schnell hinzekréien.

Da wëll ech nach eng Kéier iwwert déi Ënnerféierung Mamer ee Wuert soen. Dat ass, datt déi Administratiounen, mat deenen ech zesummeschaffen - ob dat elo Bâtiments publics ass, ob dat Ponts & Chaussées ass, ob dat de Fonds du Kirchberg ass oder aner Organismen, déi fir d'Baue responsabel sinn -, alleguer kloer an däitlech och gesot kritt hunn, datt déi Projeten, déi mer elo amgaange sinn auszeschaffen, ganz genau sollen op de Käschtepunkt iwwerpréift ginn, dee mer hunn, fir ze kucken, datt se zwar zolidd sinn, datt se dauerhaft sinn, mä datt se esou präiswäert wéi méiglech an deenen nächste Jore gebaut kënne ginn.

All déi Administratiounen hu ganz kloer Instruktioune kritt. An all déi Administratiounen hu sech dat och zu Häerz geholl. A bei all deene Projeten, déi ausgeschafft ginn, sinn ech honnertprozenteg iwwerzeegt, datt d'Administratioune sech un déi do Regelen an deenen nächste Joren halen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. A fir déi, déi mech ënnerstëtzen oder déi Motioun hei ënnerstëtzen, och villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung. An ech ginn net op, datt se d'nächst Joer erëm all derbäi sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. D'Diskussioun wär ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun, déi vum Här Fernand Boden erabruecht ginn ass. Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just vun den Auteure vun der Motioun eng Explikatioun iwwer en Deel op der zweeter Säit. Ënner klengen „b" ass: «en ce qui concerne le champ d'intervention», drëtte Punkt steet eppes iwwert d'Réhabilitatioun vum Viaduc de Sernigerbaach. An do liesen ech dann: «- remise en état des encorbellements, de l'étanchéité et des superstructures suite à l'observation de désordres importants au niveau du tablier et de certaines déformations (voilement) au niveau des âmes de la structure porteuse de l'ouvrage…»

Ech verstinn dat net.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Auteur vun der Motioun kritt d'Wuert. Här Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Ech ginn et virun un den Här Wiseler, well ech…

(Hilarité)

Ech hunn deen Text do ofgeschriwwe vun him, vun hiren Texter, déi si eis presentéiert hunn. Also.

(Hilarité)

Une voix.- Knäipen d'Professeren ënner sech?

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, da sot eis…

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- De Geescht vun de Brécke kennen ech och net.

(Hilarité)

M. le Président.- En huet awer eng déiwer Bedeitung.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Haha!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech erën-

nere mech un déi Zäit, wou den Här Fayot Prof war an ech Schüler, datt e schonn heiansdo esou Froe gestallt huet, wou et schwéier war, him ze äntwerten.

(Hilarité)

Dat, gesinn ech, geet elo riicht weider esou.

Ech sinn elo amgaang ze probéieren, mech hei duerch d'Grammaire vum Saz ze bewegen, wéi déi ass, well ech mengen, datt mer hei haaptsächlech e grammatikalesche Problem hunn, manner wéi en technesche Problem.

Also, ech mengen, d'«remise en état des encorbellements, de l'étanchéité et des superstructures», do ass eng Klammer ze vill. «…suite à l'observation de désordres importants au niveau du tablier et de certaines déformations»: Jo, do ass zweemol «au niveau», deen dosteet. Quitte datt d'Logik richteg ass, mä de Saz ass am Opbau vläicht falsch. Da géif ech soen: «… suite à l'observation de désordres importants…»

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Solle mer se net an d'Kommissioun schécken?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen. Neen, kommt! Mä dann, da waart. «Suite à l'observation du désordre important au niveau du tablier et de certaines déformations des âmes de la structure porteuse.»

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Bettel freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, hei geet et jo ëm e grand Projet d'infrastructure de l'État. Mir sinn eis jo eens.

Ech muss awer soen, dass dat, wat déi lescht Woche jo op eis duerkomm ass an och wéi den Här Gibéryen probéiert huet, den Débat ze reduzéieren, géife mir proposéieren, ob et net méiglech wier, eben och nach eng Kéier, fir dem Här Gibéryen ze soen, dass mer nach ëmmer hannendrustinn an dat, wat hie virdrun hei gesot huet, jo net der Wourecht entsprécht, beim klengen „c": «en ce qui concerne le champ d'intervention du département des transports» e leschte klenge Punkt ze maachen, wou en einfach draschreift: «confirme son attachement au projet MoDu dans son intégralité». Punkt.

Einfach fir et nach eng Kéier ze soen, dass mer do hannendrustinn. An da kann ech mer virstellen, dass dat wierklech… Einfach fir ze soen: Dat, wat mer deemools gesot hunn, ass haut nach ëmmer richteg.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech verstinn lech, Här Bettel. Ech géif hinnen och net trauen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Da si mer derbäi.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dann dierf den Här Spautz erëm erakommen.

Une voix.- Den Här Spautz ass jo net hei.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir hunn also elo hei eng Propositioun vum Här Bettel, fir déi Motioun liicht ëmzeänneren. Wëllt nach een där Demande de modification eppes bäifügen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma Dir stëmmt souwisou géint d'Motioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen!

Une voix.- Gast, stëmm mat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech verstinn lech, Här Bettel.

M. le Président.- Also…

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Dat war keng seriö Propositioun vum Här Bettel.

M. le Président.- Gutt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, eis Propos…

M. le Président.- Also mir stëmmen elo iwwert déi original Motioun of, esou wéi den Här Boden se eragereecht huet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hu jo eng Propositioun gemaach. Eise Vote hänkt jo of och vun deem, wat dosteet. Ech froe jo just, dass drasteet: «Confirme son attachement au projet MoDu dans son intégralité.» Punkt. Et steet hei iwwert dat Ganzt dran. An et ass ee Saz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt se awer schonn ënnerschriwwen.

M. le Président.- Den Här Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här Bettel, hei geet et ëm eng Motioun, déi soll erlaben, datt Projeten, déi op enger Lëscht waren, déi de Minister eis dëst Joer presentéiert huet, datt do ka mat de Planungen ugefaange ginn. An do ware bei der N3 zwee Modullen: Dat war de Module „nord" an de Module „central". Do ass also net déi ganz N3 drop, mä et sinn nëmmen zwee Modullen drop. An et steet also näischt vun deem drop, wat Dir elo gesot hutt.

Une voix.- Eben!

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Majo eben! An déi hei Motioun geet ebe just drëm, fir der Regierung ze erlaben, déi Planungen unzefänke vun deene Projeten, déi se presentéiert huet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, den Här Boden seet et selwer. Et steet jo hei dran: «en amont du pont Buchler à Bonnevoie, ceci dans le contexte de la stratégie MoDu». De MoDu, ech erfannen deen net. Dee steet hei am éischte Paragraph. «Dans le cadre de la stratégie MoDu.» Da seet een einfach: «Dans le département du transport confirme son attachement au projet MoDu dans son intégralité.» Punkt.

Et ass driwwer gesot ginn, dass déi aner Aarbechte jo fir de MoDu gemaach ginn. Da soe mir: Och an deem leschten. A mir stinn nach ëmmer zum MoDu! Punkt. Et ass einfach, fir ze soen, dass dat, wat mer am Juni oder am Juli hei gestëmmt hunn, all 56 Leit, nach ëmmer richteg ass. Méi ass et net. Ech froen hei einfach, fir datt mer… Dat passt och ganz richteg heidranner.

M. le Président.- Den Här Minister, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech mengen, éischtens, dem Ben Fayot säi Problem - dann deen aneren -, dee kann een domadder léisen, datt een einfach den zweeten «au niveau» ewechhëlt an ee seet: «…de certaines déformations des âmes de la structure porteuse de l'ouvrage.» Da gëtt de Saz erëm méi Sënn. En ass natierlech nach ëmmer ganz schlecht formuléiert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà! Et hätt ee léiwer solle Saachen…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat huelen ech dann op mech.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat Zweet, wat ech wëll zu där ganzer Propositioun do soen: Ech mengen, d'Chamber huet mat 55 Stëmmen e Soutien vun dem Mobilité-durables-Konzept virun dräi, véier Méint, wéi mer en hei presentéiert hunn, wéi mer e laang diskutéiert hunn, en long et en large gestëmmt.

Dee Soutien, deen ass, wéi gesot, mat 55 Stëmmen duerchgaangen. Dee steet och nach ëmmer. Dovunner ginn ech aus. Deen ass nach do. Dee brauch net sechsmol répétéiert ze ginn. Deen ass kloer an däitlech do. Et steet och nach hei eng Kéier an der Motioun, esou wéi se elo formuléiert ass, absolut dran.

Dat huet och strictement näischt mam Finanzement ze dinn. Hei ass jo just d'Ënnerstëtzung vun engem Konzept MoDu, soudatt emol iwwerhaapt net déi Diskussioun, déi Dir elo opwerft, géif iergendeng Ausso maachen. D'Ënnerstëtzung ass do vum Konzept op där enger Säit. An d'Konzept ass nach eng Kéier hei erwähnt, soudatt ech net gesinn, firwat da muss modifizéiert ginn. Well dat, wat Der frot, steet schonn hei dran.

M. le Président.- Gutt! Ech géif proposéieren, mir stëmmen dann elo iwwert d'Motioun esou of, wéi den Här Boden se eragereecht huet. De Vote électronique gëtt jo wahrscheinlech verlaangt.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen, géint 7 Neen an 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Fernand Etgen, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Alexandre Krieps, Mme Lydie Polfer;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Eise leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 6103, eng Ofännerung vum Code pénal. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Bodry, d'Madame Loschetter, den Här Kartheiser, den Här Urbany an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, ech wëll och d'Wuert kréien, a mengem eegenen Numm.

M. le Président.- D'Madame Frank gëtt dann och nach ageschriwwen.

9. 6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- „Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Texter, iwwert déi haut de Mëtteg diskutéiert gëtt, loosse keen heibanne gläichgülteg, well se e Sujet behandelen, deen äusserst delikat ass. All heibannen hu mer e Gewëssen. An no deem Gewësse musse mer handelen a bei dësem Gesetz eis voll Responsabilitéit iwwerhuelen. Mir sollen awer bei esou engem schwierege Problem probéieren, fair ze bleiwen, all Demagogie op der Säit ze loossen. Et ass ze vill eng eescht Saach, fir dass se politesch soll ausgeschluecht ginn."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn net meng Wierder als Introduktioun zu dësem Rapport, mä et ass en Zitat. Et ass en Zitat aus der Ried, déi viru 34 Joer op dëser Tribün d'Madame Marthe Bigelbach-Fohrmann gehalen huet; d'Ried, déi si 1978 als Rapportrice vum Projet de loi betreffend d'Reglementatioun vum Avortement gehalen huet.

Ech hunn dësen Extrait vun der Marthe Bigelbach-Fohrmann zitéiert, well ech mengen, dass si hei an einfache Wierder an an e puer Sätz eng Rei Eckpunkte gesat hat fir d'Debatt vun 1978. An ech mengen, dat sinn Eckpunkten, wou mer gutt berode wären, wa mir haut hei an der Diskussioun, déi mer féieren, eis un dësen Eckwäerter géifen orientéieren.

D'Madame Bigelbach-Fohrmann huet, wann ech dat emol a menge Wierder däerf résuméieren, am Fong geholl dräi Saache gesot.

Si huet fir d'Éischt gesot, dass déi ongewollt Schwangerschaft en äusserst delikaten a sensibele Sujet ass, dass et e Problemberäich ass, un deen ee muss ganz virsiichteg, ganz behutsam a ganz gewëssenhaft a mat Versteesdemech an Toleranz erugoen. Dat war hiren éischte Punkt.

Hiren zweete Punkt war deen, dass d'Konsequenzen, déi eng Fra aus enger ongewollter Schwangerschaft zéie soll, kann oder däerf, eng Gewëssensfro sinn. Et ass selbstverständlech eng Gewëssensfro fir d'Fra selwer, mä et ass och eng Gewëssensfro, déi ganz Problematik, fir de Législateur, fir eis heibannen, a fir jiddweree vun eis ass et eng Gewëssensfro.

An drëttens huet d'Madame Bigelbach-Fohrmann an hirer Interventioun plädéiert, fir bei esou enger schwiereger Fro fair ze bleiwen, all Demagogie op der Säit ze loossen an net ze versichen, de Problem politesch auszeschluechten.

Ech perséinlech géif mer wënschen, dass mer déi dräi Eckwäerter do, dass mer déi an dëser Debatt géife respektéieren. Ech sinn iwwregens och ganz optimistesch, dass dat eis ka gelénge.

D'Reform vum Avortement, déi mer haut diskutéieren, déi schreift sech an an e gesellschaftlecht Klima, an eng politesch Ambiance, déi glécklecherweis anescht ass wéi déi, déi mer haten 1978, wéi mer dat éischt Gesetz iwwert den Avortement gestëmmt hunn.

D'Debatt vun dëser Reform, wann een déi an deenen zwee leschte Jore verfollegt huet, huet ee gesinn, dass et eng lieweg Debatt war, dass et eng engagéiert Debatt war an dass et zum gréissten Deel eng respektvoll Debatt war, d'Meenung vun deem enge vis-à-vis vun deem aneren, déi respektéiert ginn ass.

A wien haut de Mëtteg um Radio dat, wann ech däerf esou soen, Sträitgespréich - et war am Fong geholl kee Sträit, mä et war eng Diskussioun - héieren huet tëschent der Madame Igniti vum Planning Familial an dem Här Estgen vun dem Katholikerot, deen huet e gutt Beispill kritt, wéi ee ka respektvoll an tolerant ee vis-à-vis vun deem aneren oder ee mat deem aneren ëmgoen, och an enger ganz schwiereger Fro.

Ech war frou iwwert déi Debatt, déi, wéi gesot, och vläicht eis kann e Beispill ginn, wéi ee bei verschiddenaartege Meenungen tolerant a respektvoll ka mateneen ëmgoen. Op jidde Fall, mengen ech, géif dat ganzt Klima vun dëser Reform sech wohltuend ënnerscheede vun där dach zum Deel polemescher an zougespëtzter an zum Deel och intoleranter Debatt, déi mer 1978 haten.

Här President, d'Diskussioun oder d'Kontrovers iwwert d'Problematik, déi eis haut de Mëtteg beschäftegt, den Ufank vum mënschleche Liewen, de juristesche Status vun engem Fötus, huet an dëser Debatt eng minimal Roll gespillt. D'Regierung ass net op déi Diskussioun agaang: Wéini fänkt d'mënschlecht Liewen un? De Statsrot huet gesot, hie wéilt déi Debatt ausklammeren. Mir als Commission juridique hunn och déi Debatt net gefouert.

Et gëtt eng gutt Ursaach, firwat dass déi Debatt net gefouert ginn ass, an ech verweisen an deem Kontext op den Avis vun der Commission consultative des Droits de l'Homme, déi an hirem Avis geschriwwen huet, nodeems dass se rappeléiert huet den Artikel 2 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, dee seet: «Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi», an da seet d'Cour européenne des droits de l'Homme, mir musse feststellen «que la solution à donner à ladite protection n'était pas arrêtée au sein de la majorité des États contractants et qu'aucun consensus européen n'existait sur la définition scientifique et juridique des débuts de la vie», d'Kommissioun fiert da virun a seet: «En l'absence d'un consensus tant au niveau national qu'au niveau international, la Commission approuve la décision de ne pas rouvrir ce débat.»

Déi Debatt iwwert den Ufank vum mënschleche Liewen ass 1978 ganz vehement gefouert ginn an d'Positioune si kloer: An deem enge Camp geet den Ufank vum mënschleche Liewen u mat der Befruchtung, währenddeems anerer eng ganz aner Opfaassung hunn zum Deel, déi esou wäit geet, dass gesot gëtt, d'mënschlecht Liewen ass eréischt als mënschlecht Liewen ze considéréieren dee Moment, wou et selwer vu sech aus liewensfäeg ass. Et gëtt an der Wëssenschaft keng Unanimitéit iwwert d'Fro: Wéini fänkt d'mënschlecht Liewen un?

A well dat esou ass a well mer wëssen, wéi d'Positioune sinn op där enger Säit an op där anerer Säit, a well et eben do Divergenze gëtt, déi mer en long et en large festgestallt hu viru laange Joren an déi an der Zwëschenzäit net changéiert hunn - déi sinn haut ee Mol wéi d'anert Mol figéiert an et sinn ee Mol wéi d'anert Mol déiselwecht Attitüden -, dofir huet et en fin de compte kee Sënn gemaach, fir déi Diskussioun elo nach eng Kéier ze féieren. Mir kënne se féieren, mais ça ne mène à rien, well déi Positiounen einfach arrêtéiert sinn an d'Wëssenschaft an der Zwëschenzäit kee Schrack weider ass wéi zu där Zäit, wéi mer déi Debatt deemools gefouert hunn.

Une voix.- Dat ass dann Är Positioun, déi Dir…

(Interruptions diverses)

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech…

M. le Président.- Ech géif Iech elo bieden, dem Här Rapporteur Weiler nozelauschteren. Herno huet jiddwereen d'Méiglechkeet, hei ze intervenéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Ech wëll och hei de Moment meng Meenung net soen. Ech sinn hei als Rapporteur vun der Commission juridique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi sougenannten „ziviliséiert Gesellschaften", déi zeechne sech aus duerch en héije Stellewäert, dee mer de Grondrechter, de Grondwäerter, déi d'Mënschen hunn, araumen. Et gëtt d'Recht op d'Aarbecht, et gëtt d'Recht op d'Meenungsfräiheet, et gëtt de Schutz vun der Privatsphär an, an, an.

Dës fir eis zënter Jorhonnerten zum Deel gülteg a geschätzte Grondrechter a Grondwäerter hunn awer - an dat muss ee feststellen - am Laf vun der Zäit evoluéiert. Au fur et à mesure vun der Entwécklung vun eise moderne Gesellschafte sinn och eng ganz Rei vun dëse Grondrechter a Grondwäerter, déi mer scho laang hunn, déi mer schätzen, awer ugepasst ginn. Si sinn affinéiert ginn, si si preziséiert ginn. Si sinn a verschiddene Fäll moduléiert ginn, fir se de Realitéiten unzepassen, ouni dass awer jee de Prinzip vun deene Grondwäerter a Fro gestallt ginn ass.

Wann ech e Beispill däerft huelen: D'Recht op de Schutz vun der Privatsphär an d'Recht op de Schutz vun den Données personnelles. Dat Recht ass an enger Rei vu Länner an deene leschte Jore moduléiert ginn opgrond vun de Contrainten: Contrainten, déi mat Kriminalitéitsbekämpfung ze dinn hunn, Contrainten, déi mat der Bekämpfung vum Terrorismus ze dinn hunn, Contrainten, déi sech aus de Besoine vun der öffentlecher Sécherheet erginn hunn. Kee Mënsch huet gären un deem Grondrecht do vun dem Schutz vun der Privatsphär gefréckelt, mä et gouf duerch d'Realitéit eng Partie Contrainten, déi derzou gefouert hunn, dass dat Recht huet mussen op déi eng oder déi aner Manéier, an deem enge Land méi, an deem anere manner, moduléiert ginn.

A wann d'Politik gesäit, dass an der Gesellschaft e Problem evoluéiert, wa se och gesäit, dass Problemer entstinn, déi se net gäre gesäit, mä déi se awer op där anerer Säit net ka verhënneren, dann ass d'Politik gefuerdert, hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen an e gesetzleche Kader ze schafen, fir déi Realitéiten, déi et gëtt an déi net ze ännere sinn, och wa se engem net gefalen, reglementaresch ze kanaliséieren. Et geet dobäi net drëm, fir dem Zäitgeescht nozelafen, mä et geet drëm, fir gesellschaftleche Realitéiten e legale Kader ze ginn a se domadder kanaliséiert ze kréien.

An dës generell Iwwerleeungen, Här President, déi treffe selbstverständlech och op d'Problematik vum Avortement zou. Kee Mënsch a kengem Land stellt prinzipiell d'Recht op Schutz vum ongebuerene Liewen a Fro. Kee Mënsch a kengem Land gesäit gären, dass d'Zuel vun den Ofdreiwunge sech op engem héijen Niveau agependelt huet, an dat trotz dem Risiko vu strofrechtleche Sanktiounen. Trotz villen Efforten, déi gemaach ginn, wat d'Sexualopklärung, wat d'Preventioun ubelaangt, ass awer d'Problematik vun den Avortementen op engem héijen Niveau.

Wann ee gesäit, dass zum Beispill a Frankräich - ronn 40%, gëtt geschat - 40% vun de Fraen zu iergendengem Moment an hirem Liewen eng IVG maachen, da stellt ee fest, dass déi Problematik, mat där mer eis hei befaassen, keen exzeptionelle Phenomeen ass, mä dass dat eng Composante ass, déi strukturell ass am Behuele vun de Fraen, am Ëmgoe vun de Frae mat ongewollte Schwangerschaften. Also nach eng Kéier: keen exzeptionelle Phenomeen, mä eng strukturell Composante.

Well dëst alles kengem Mënsch ka Satisfaktioun ginn, dofir hunn eis Nopeschlänner, d'Fransousen, d'Belsch, déi Däitsch, mä och mir am Gesetz vun '78 der Preventioun e ganz grousse Stellewäert ageraumt: Preventioun duerch Sexualinformatioun an -éducatioun an de Schoulen, d'Kontrazeptioun.

De Gesondheetsminister hat eis d'Éier gemaach, zesumme mat der Madame Jacobs an d'Kommissioun ze kommen an eis ze soen an ze weisen, wéi d'Bestëmmunge vum Gesetz vun 1978 an d'Praxis ëmgesat gi sinn. An en huet eis opgezielt déi Panoplie vu Mesuren, déi op allen Niveauen - an der Schoul an ausserhalb vun der Schoul bei de Jugendlechen an hiren Organisatiounen - sougutt vum Familljeministère wéi vum Gesondheetsministère geholl gi sinn.

Mä et muss een awer feststellen, wann een de Constat mécht ënnert dem Strëch, dass déi Bestëmmunge vun '78 an all Efforten, déi gemaach gi sinn, net zu deem Resultat gefouert hunn, wat mer eis erwënscht hunn. De Beweis ass do. D'Zuel vun den IVGen ass héich, virun allem och bei deene Jonken.

Am Exposé des motifs vum Projet vun '78 war gesot ginn: «L'avortement est à juste titre considéré comme un échec et ressenti comme tel par la femme, mais aussi échec des mesures mises en œuvre pour éviter ce dilemme dramatique.»

Dee Saz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zielt och haut nach, virun allem wann een, wéi ech virdru bewisen hunn, deen zweifelhafte Succès vun der Éducation sexuelle an och vun der Kontrazeptioun gesäit.

Här President, am Exposé des motifs vum Projet, deen de Justizminister, de François Biltgen, den 20. Januar 2010 an der Chamber déposéiert huet, gëtt ënner anerem gesot: «L'inadaptation de la loi luxembourgeoise conduit à des situations d'injustice sociale et d'injustice par rapport à l'accès à une médecine de qualité accessible à toutes et expose beaucoup de femmes à des risques pour leur santé, qui pourraient être évités. Nous sommes donc en présence d'une réelle nécessité d'adapter la législation relative à l'interruption volontaire de la grossesse aux réalités du pays.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission juridique huet bei der Analys vun dësem Projet dës Approche vun der Regierung gedeelt, gradsou wéi mer déi generell Philosophie, déi an deem Projet enthalen ass, approuvéiert hunn. Allerdéngs hu mer eng Rei vun Amendementen, och opgrond vum Avis vum Conseil d'État, ugeholl, déi ech am Kader vu mengem Exposé wäert kommentéieren.

Ech hunn an deem schréftleche Rapport a virun allem och am Commentaire des articles versicht, déi eenzel Etappe vum Projet, d'Evolutioun vum Projet, och opgrond vun den eenzelnen Avisen, am Detail ze retracéieren. Dofir verweisen ech, wat deen Detail ubelaangt, op dee schréftleche Rapport.

Ech wëll mech a mengem mëndlechen Exposé hei op déi puer wesentlech Punkten, och Kritikpunkte vum Projet, an op déi puer wesentlech Neierungen, déi de Projet brëngt, beschränken.

An eiser Analys si mir als Commission juridique selbstverständlech ausgaange vum Projet vun der Regierung, dem Avis vum Conseil d'État, mä mir haten awer och den Avis vum Conseil national des Femmes, den Avis vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, zwee Avisë vun der Commission consultative des Droits de l'Homme, an do dernieft hu mer d'Associatioun vun de Gynekologen, d'A.s.b.l. Liewensufank an de Planning Familial empfaangen. An ech perséinlech hunn eleng zweemol d'Représentantë vun „Pour la vie naissante" empfaangen.

Bei der Analys vum Projet huet d'Commission juridique fir d'Éischt eng Partie vu Constatë gemaach. Mir hu gesinn d'Resolutioun vum Abrëll 2008 vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, an där ënner anerem gesot gëtt: «que le choix d'avoir ou non recours à l'avortement devrait revenir à la femme qui devrait disposer des moyens d'exercer ce droit de manière effective».

Mir haten och d'Resolutioun vum Europaparlament vun 2010 virleien, wou Rieds geet vun der «autonomie physique et sexuelle totale de la femme». A mir hunn eis dat, wat d'Gynekologe soten, wéi se bei eis an der Réunioun waren, zu Gemitt gefouert, wéi se eis exposéiert hunn, dass et no hire Schätzungen hei am Land tëscht 1.500 an 2.000 Avortementen am Joer gëtt. Dobäi sinn net déi, déi am Ausland gemaach ginn. De Planning Familial huet ons gesot, dass si 2011 583 Fäll gehat hätten, vun deenen der 521 eng IVG gemaach hunn.

Mir sinn dovun ausgaangen, dass dat do Estimatioune sinn, well Statistiken hu mer jo keng. Mä et sinn awer Estimatiounen. Mir kënnen dovun ausgoen, dass se no bei der Realitéit leien.

A wann ech dann zu der Grondphilosophie vum Projet kommen, och opgrond vun deem, wat ech elo just exposéiert hunn, do kann ee véier Punkte gesinn:

éischtens, dass mer grad wéi 1978 musse feststellen a soen, dass all Avortement en Échec ass, dass all Effortë solle gemaach ginn, fir den Avortement ze vermeiden; dass den Avortement, esou wéi bei eisen Noperen och, strofbar bleift, wann en ausserhalb vun de gesetzleche Bestëmmunge stattfënnt; mä dass den Avortement erlaabt ass, am Fall wou d'Fra, déi betraffe Frau, an enger Situation de détresse ass, wann deen Avortement ënner gewësse Konditioune stattfënnt - e muss virun där zwielefter Woch vun der Schwangerschaft stattfannen. An e muss ënner enger Rei vu Bedingunge stattfannen, op déi ech nach am Detail zréckkomme wäert.

Ech wëll mech fir d'Éischt emol e bësse beschäftege mat deem, wat mer awer nennen: déi wesentlech Punkte vun deem Projet.

Fir d'Éischt ass et d'Fro, déi mer genannt hunn: d'Appréciation souveraine vun der Fra betreffend den État de détresse. Regierung, Kommissioun, mir sinn d'accord, den Avortement ass méiglech, wann d'Fra sech an enger Situation de détresse befënnt. Mä d'Fro ass: Wien appréciéiert dës Situation de détresse?

Am Kader vum Gesetz vun '78 war et esou, dass den Dokter huet misse feststellen, ob d'Fra an deene Konditioune war, déi eben am Gesetz virgesi waren, fir ze avortéieren. D'Fra huet do nëmmen e Rôle passif ze spille gehat. Den Dokter huet décidéiert a gesot: „An Ärer Situatioun sinn d'Konditiounen erfëllt, also kann en Avortement gemaach ginn." D'Fra hat also, wéi gesot, hei net vill ze soen.

Grouss Neierung an dësem Projet: Et ass elo d'Fra, an net méi den Dokter, d'Fra, déi eleng appréciéiert, ob si sech, laut hirem Emfannen, an enger Noutsituatioun befënnt.

Déi Appréciation souveraine vun der Fra, déi war am Regierungsprojet net textuell virgesinn. De Minister Biltgen hat allerdéngs am Commentaire, an der Introduktioun vum Projet respektiv am Commentaire vun den Artikelen ëmmer erëm geschwat vun der Autodeterminatioun vun der Fra. Also, et war och am Regierungsprojet virgesinn, dass d'Fra a si eleng sollt appréciéieren, ob se an enger Noutsituatioun, an engem État de détresse wär oder net.

De Conseil d'État huet ons gesot: „Wann Der dat scho mengt, wann dat Är Iddi ass, wann Der dat wëllt, da schreift et och an den Text dran." A mir als Kommissioun sinn dem Conseil d'État gefollegt a mir hunn de Prinzip vun der Appréciation souveraine vun der Fra an den Text ageschriwwen.

Zweet Fro: den État de détresse. Am Regierungsprojet goung Rieds vun Détresse physique, Détresse psychique oder sociale. Am alen Text, am Text vun 1978, gouf geschwat vu Santé physique oder psychique. An an dëser Fro vun Détresse huet de Conseil d'État ons - d'Regierung an och eis als Kommissioun - beléiert a gesot, dat Wuert „détresse", dat Wuert „Nout", Détresse am Franséischen, dofir géif et keng juristesch Definitioun.

De Conseil d'État seet: «La détresse, si on la considère comme sentiment d'abandon, de solitude, d'impuissance que l'on éprouve dans une situation difficile et angoissante, a une valeur éminemment subjective. C'est un sentiment propre à la femme qui ne peut être soumis à une interprétation par autrui.» An deementspriechend: «L'évaluation d'une détresse ne peut donc être que totalement personelle.» Keen anere kann hei evaluéieren, ob ech mech an enger Noutsituatioun, an engem État de détresse befannen, wéi ech selwer.

Dofir si mer higaangen a mir hu gesot - well och bei deenen Terme vun „détresse" do d'Definitioun net kloer ass a well mer awer wëssen, dass mer eis hei am Kader vum Strofrecht befannen, da muss ee jo awer och wëssen, e Riichter muss jo wëssen, wann en eng Kéier soll dann eppes appréciéieren, muss en awer och wëssen, ëm wat dass et geet -, also, well dat heiten nëmmen eng subjektiv Appréciatioun ka sinn, déi vu kengem anere ka gemaach ginn, hu mer et vum Statsrot hei ugeholl a gesot: Mir brauche keng Déclinaisoune vun der Détresse, eng „physique", eng „psychique" oder eng „sociale".

D'Fra seet: „Ech sinn an enger Noutsituatioun." Si appréciéiert et. Si brauch keng Ofstufungen. Si weess jo, a wéi enger Zort vun Détresse dass se sech befënnt. An deementspriechend hu mer du gesot, dass mer den Terme générique vun „détresse" géifen zréckbehalen a keng Déclinaisoune méi géife maachen, wat aner Situatioune kéint ubelaangen.

Wa mer dat esou maachen, da falen dorënner natierlech och eng Rei vun anere Punkten, notamment d'Fro vun der Vergewaltegung, de Viol. Oder d'Fro vun der Gefor, dass e Kand kann op d'Welt kommen, wat schwéier handicapéiert ass. Déi Punkten, déi virgesi waren am fréieren Text als Indikatiounen, hu mer gesot; mä, de Viol: Par definition kann et jo nëmme sinn, dass eng Fra, déi violéiert ginn ass, dass déi an engem État de détresse ass! A well si jo selwer den État de détresse appréciéiert, brauche mer och déi Referenz op de Viol net méi ze maachen, well de Viol par essence même en État de détresse bei der Fra provozéiert. An deementspriechend ass och an deem Text, dee mir als Kommissioun proposéieren, net méi virgesinn, fir nach déi eenzel Hypotheesen opzezielen. Den État de détresse a lui seul apprécié par la femme, wann dee ginn ass, da kann et zu engem Avortement kommen.

Dann, Här President, wëll ech kommen zu engem aneren a vläicht deem kontroverséiertste Punkt vun deem ganze Projet, an dat ass d'Fro vun der Berodung, déi sougenannten „consultation préalable obligatoire". Et ass, wann ech dat u sech richteg aschätzen, en fin de compte wat d'Substanz ubelaangt vun deem, wat hei an deem ganze Projet erreecht gëtt, deen eenzege Substanzpunkt, deen en fin de compte d'Majoritéit an d'Oppositioun hei entzweit.

D'Regierung seet, et géif hir drëm goen, fir eng méiglechst breet an eng méiglechst komplett Informatioun a Berodung vun där betraffener Fra ze maachen, ze garantéieren, mat dem Zil, fir hir ze erlaben, e fräie Choix an e Choix en parfaite connaissance de cause ze maachen.

Dës breet a méiglechst komplett Informatioun vun enger Fra, déi an esou enger Situatioun ass, déi gëtt par ailleurs vun alle Säiten ënnerstëtzt an als noutwendeg ugesinn. De Conseil de l'Europe seet souguer an engem Passage vun enger Resolutioun, dass et sech misst ëm e Choix libre et éclairé vun der Fra handelen. An d'Gynekologen hu gesot an engem Schreiwes, wat se ons zoukomme gelooss hunn, si wären erfreet driwwer, dass et zu esou enger breeder Berodung an Informatioun vun där betraffener Fra kéim.

D'Berodung, zwee Voleten: Op där enger Säit déi medezinesch Berodung. Dat schéngt eis evident ze sinn. D'Fra geet bei de Gynekolog. Si schwätzt mam Gynekolog, Vertrauenspersoun vun hir. Do gëtt iwwert d'Problematik geschwat. Den Dokter informéiert, beréit d'Fra iwwert déi verschidde Methoden, wéi eng IVG ka gemaach ginn, iwwert d'Risike vun enger IVG an all déi Froen, déi eben eng Fra mat hirem Gynekolog an esou enger Situatioun diskutéiert.

Mä nieft där medezinescher gëtt et déi psychosozial Berodung. Ëm wat geet et hei? D'Fra soll nieft där medezinescher Berodung eng Berodung kréien, déi neutral sollt sinn, déi d'Fra net an déi eng oder an déi aner Direktioun soll bewegen, weder fir den Avortement nach géint den Avortement, mä einfach eng Informatioun. Informatioune ginn iwwer Hëllefen, Alternativen och zum Avortement, Hëllefe vum Stat, Méiglechkeeten iwwer Kannerbetreiung, Ugebuet vu psychologescher Hëllef, virun an no engem méiglechen Agréff. Eng neutral Informatioun, net eng Mise en tutelle vun der Fra. Et geet guer net dorëm. Et geet einfach hei ëm d'Suerg, dass déi Fra, déi sech an engem schwierege Moment vun hirem Liewe soll décidéieren esou oder esou, dass déi eng méiglechst breet Informatioun huet, objektiv Informatioun huet vun deem, wat ka geschéien.

Ech weess net a kee weess et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi vill Frae sech opgrond vun esou enger Berodung wäerten décidéieren oder géifen décidéieren, vläicht awer opgrond vun deenen Informatiounen, déi se kréien, da sech géint en Avortement ze décidéieren. Kee Mënsch kann dat wëssen.

Mä wann ech gesinn, dass déi Berodung, déi mir hei proposéieren an déi obligatoresch ass, dat ass keng Erfindung vun eis hei. Dës obligatoresch Berodung, déi gëtt et an der Belsch, déi gëtt et an Däitschland, déi gëtt et a Portugal. Portugal, wat jo ëmmer dohinner gestallt ginn ass, no de Referenden, déi se haten, als e ganz fortschrëttlecht Land mat Fristeléisung, déi dat esou nennen, a wou d'Portugise soen: Neen, et muss zwou Berodunge ginn.

Do gëtt et och déi psychosozial Berodung, déi mir hunn, sauf dass déi net, wéi bei eis, bei engem psychosoziale Service ugesiedelt ass, mä déi ass bei engem Dokter ugesiedelt. A Portugal...

(Interruption)

Jo, Här Bettel, ech wëll just hei soen, wéi et ass. An ech denken, dass d'Madame Polfer am Numm vun Ärer Fraktioun genee hei duerleeë wäert, wat ass. Ech wëll hei an aller Rou, wéi ech dat versicht hunn, versichen, d'Situatioun esou duerzeleeën, wéi se ass.

D'Belsch, déi Däitsch, d'Portugisen hunn, als grouss Länner, déiselwecht oder eng ähnlech gelagert zweet Consultatioun, wéi mir se hunn, an déi och obligatoresch ass.

D'Fransousen haten och an hunn dës Consultatiounen. Si hate se obligatoresch. Virun eelef Joer hu se aus dem „obligatoire" e „facultatif" gemaach.

Et ass eng Etüd gemaach ginn no där Décisioun, fir dës Berodung net méi obligatoresch ze maachen, vun enger Soziologin, déi eng Rei Fraen interviewt huet, zu där Zäit wou d'Consultatioun nach obligatoresch war. D'Resultat vun hirer Etüd ass, dass déi Frae soen, de Gros vun hinnen: „Wann déi Consultatioun net obligatoire gewiescht wär, wäre mir net dohinner gaangen." Mä si soen awer och zur selwechter Zäit, dass se sech zefridde gewisen hu mat dem Déroulement vun där Consultatioun. Iwwert d'Fro, awéiwäit déi Consultatioun si perséinlech an hirem Choix determinéiert hätt, dat eent oder dat anert ze maachen, doriwwer gëtt et keng Erkenntnisser. Mä ëmmerhi soen déi Fraen, dass se mat där Consultatioun a mat dem Déroulement dovunner zefridde gewiescht wären.

Also nach eng Kéier, déi Consultatioun en tant que tel, do si mer eis jo och alleguerten eens, dass déi schonn utile ass. D'Fro ass just vum Caractère obligatoire, dee contestéiert ass. Wéi gesot, d'Majoritéit huet sech derfir décidéiert, fir de Caractère obligatoire, währenddeems jo och vill vun onsen Noperen dat, esou wéi ech et gesot hunn, d'selwecht maachen.

Dann, Här President, kommen ech zu engem anere Punkt, deen och ëmstridde war, net esou séier bei ons an der Kommissioun, mä deen an

deene leschten Deeg och nach an der Opinion publique zu Diskussioune gefouert huet. An dat ass dee vun deene mannerjährege Fraen, deene jonke Meedercher, mannerjähreg Fraen, déi erwaarden.

Bis elo war et esou, dass d'Zoustëmmung vun den Elteren, wann en Avortement, eng IVG sollt gemaach ginn, dass d'Zoustëmmung vun den Elteren erfuerdert war. Mir si vun dëser prinzipieller Zoustëmmung vun den Eltere liicht ofgewach, andeems dass mer soen, am Prinzip ass d'Zoustëmmung vun den Elteren noutwendeg. Mä wann awer eng jonk Damm der Meenung ass, dass se hiren Elteren net onbedéngt wëllt matdeelen, dass si schwanger ass, an där Fäll gëtt et an et gëtt der eng ganz Rei, da brauch si laut de Propositiounen, esou wéi mir se maachen, net méi den Accord vun hiren Elteren. Mä si muss sech während där Prozedur, bis et gegebenenfalls zu enger IVG kënnt, vun enger Personne majeure de confiance begleede loossen.

Fir d'Éischt ass et esou, dass de Service psychosocial sech soll efforcéieren, fir dass awer d'Meedchen oder déi jonk Damm den Accord vun hiren Eltere kritt. Mä wann dat net geet oder wa se dat net wëllt, da begleet de Service psychosocial se, fir eben eng Personne de confiance ze fannen, déi se da während där ganzer Zäit begleet.

Déi Diskussioun, déi elo war, do gouf gesot: „Jo, et ass jo awer ganz schrecklech. D'Eltere mussen hiren Accord fir all méiglech Saache gi vun hire mannerjährege Kanner, mä wann et ëm esou fundamental Froe geet wéi an dësem Fall, ëm eng Schwangerschaft jo oder neen, da gëtt op eemol den Accord vun den Elteren oder d'Zoustëmmung vun den Elteren net méi noutwendeg an all Hypothees."

Ech wëll dozou zwou oder dräi Saache soen. Éischtens mengen ech emol, dass den Normalfall deen ass: Wann eng Famill normal fonctionnéiert an et geschitt an et ass geschitt, da schwätzt dat Meedche mat sengen Elteren, an da gëtt versicht, fir gemeinsam eng Léisung ze fannen. Dat ass den Normalfall. A wann et net esou ass a wann d'Meedche refuséiert, sengen Elteren et ze soen, oder fäert, fir sengen Elteren et ze soen, da weess et firwat. An dann hunn d'Eltere vläicht sech emol Froen ze stellen, ob alles da richteg gelaf ass…

(Interruptions)

…an d'Ursaachen, firwat dass hir Duechter hinnen net wëllt soen, wat geschitt ass.

A wann ech da gesinn, dass déi Kritiken awer och vun enger Säit kommen, déi, wat déi ganz Problematik ubelaangt, méi eng konservativ Haltung huet, da muss ech awer soen, et soll een awer och vläicht d'Realitéit kucken. Sou wéi ech virdru gesot hunn, dass bei engem ganze Koup vu Saachen et keng Beweiser gëtt, sou gëtt et och hei keng Beweiser, wéi dann an deenen eenzelne Fäll d'Haltung vun den Elteren ass. Ech sinn net sécher - well dat och vun där méi konservativer Säit gesot ginn ass -, dass all Elteren héich erfreet reagéieren a soen: „Mäi Kand, elo kucke mer, wéi mer dat gemeinsam gemaach kréien."

Ech stelle mer emol vir, an ech hunn och eng Partie Gespréicher esou gefouert an deene leschte sechs Woche mat enger Partie Mammen, wéi se da géife reagéieren, wann hiert Kand mat 14 oder 15 Joer kéim an et wär schwanger. An den Drock, deem hei déi Meedercher kéinten ausgesat ginn, grad just fir ze avortéieren, déi Gefor ass net vun der Hand ze weisen. A grad just aus deene Grënn och fanne mer et normal, dass, wann e Meedchen Angscht huet, fir doheem ze soen, wat geschitt ass, dass een dann op alternativ Léisunge muss a kann zréckgräifen.

Dat schéngt eis normal an et schéngt eis och ugesiichts de Realitéiten an deem dach psychesch ganz schwierege Moment wichteg ze sinn, dass d'Meedche sech net doheem weiderem Drock aussetze léisst, mä versicht, iwwert de Wee vun eben enger Personne de confiance mat der Problematik eens ze ginn.

Dofir, wéi gesot, hunn ech perséinlech Schwieregkeeten nozevollzéien, wéisou déi hei Dispositioun, fir an eenzelne Fäll ze autoriséieren, dass d'Eltere keen Accord musse ginn, mä dass dat eng Personne de confiance ass, fir dat nozevollzéien (veuillez lire: fir nozevollzéien, dass dat contestéiert gëtt).

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei waren elo déi puer méi controverséiert Punkten: d'Consultation préalable, dann déi psychosozial Berodung an och d'Problematik vun de Mineuren.

Ech wëll nach op e puer méi eenzel Punkten agoen, déi awer och zu Diskussioune gefouert haten. Dir wësst, bei engem Avortement gëtt et zwou Formen. Et gëtt déi medikamentös IVG an et gëtt déi IVG chirurgicale. Déi medikamentös, déi gëtt et an den éischten 49 Deeg vun enger Schwangerschaft; iwwer 49 Deeg eraus gëtt et eng chirurgesch Interventioun.

Heiriwwer waren e puer Konfusiounen opkomm. D'Regierung hat an hirem urspréngleche Projet d'Problematik scho richteg gesinn, andeems dass se gesot huet, mä souguer bei enger medikamentöser IVG, déi en ambulatoire ka gemaach ginn, géifen déi Dispositiounen hei spillen. Deen Term „en ambulatoire"huet zu Irritatioune gefouert, virun allem och beim Conseil d'État, deen a sengem Avis gesot hat: „Passt awer op, en ambulatoire, wa sech do Problemer stellen, da kënnen dat reell a seriö Problemer gi fir d'Gesondheet vun der Patientin."An deementspriechend war gesot ginn, dass dës missten dann an enger Klinik gemaach ginn.

Mir hunn eis awer opgrond och vun deem, wat d'Gynekologen ons gesot hunn, wéi dat praktesch fonctionnéiert, hei raviséiert a mir sinn zréckkomm, obscho mer schonn en Amendement gemaach haten, op d'Propositioun vun der Regierung.

Mir hunn allerdéngs zum Schluss enger Remarque vum Conseil d'État Rechnung gedroen. D'IVG médicamenteuse kann am Cabinet médical gemaach ginn, muss net an enger Klinik gemaach ginn, à condition allerdéngs, dass de betreffende Gynekolog eng Konventioun huet mat enger Klinik, fir dass am Fall, wou Schwieregkeete kéinten entstoen, déi Fra géif sofort en charge geholl gi vun där Klinik, wou en dann eng Konventioun huet.

Nach dräi eenzel Punkten: No der zwielefter Woch, wann zwee Dokteren attestéieren, dass Gefor fir d'Liewe vun der Fra oder vum Kand besteet - wann zwee Dokteren attestéieren -, kann en Avortement gemaach ginn.

An ech wëll, fir Iech dat ze soen, an dësem Kontext drop hiweisen, ech weess net, awéiwäit dass Der dat matkritt hutt, déi schrecklech Geschicht, déi virun engem Mount an Irland geschitt ass, wou eng Fra, déi an der 17. Woch schwanger war, op eemol Péng am Réck krut an an d'Klinik gaangen ass. Dunn ass festgestallt ginn, dass si en cours de route vun enger Feelgebuert war. Dat ka sech ënner Ëmstänn laang hinzéien. An dunn huet d'Fra gesot zu den Dokteren: „Mä, wa mäi Kand schonn net ka gerett ginn, dann hätt ech gären, dass et elo sofort avortéiert gëtt, well, wa jo keng Chance do ass, da wëll ech net...". An d'Dokteren hu refuséiert. Obschonn eng fausse Couche en cours war, hunn d'Doktere refuséiert, well se gesot hunn: „Mä onst Gesetz, dat erlaabt ons dat doten net an deem Mooss. Mir ginn hei kee Risiko an. Mir maache keen Avortement."

An dunn, no zwee Deeg huet d'Häerz vum Kand opgehale mat Schloen. Dat gesäit ee jo. An dunn hu se dann e Curetage gemaach. Zwou Stonnen nom Curetage ass d'Fra ageliwwert ginn op d'Intensivstatioun mat enger Bluttvergëftung. An zwee Deeg drop ass d'Fra gestuerwen. Et muss ee gesinn: d'Resultat vun där ganzer Operatioun. Mir hunn e Kand, wat keng Chance méi hat opgrond vun där Période de fausse couche, an där d'Fra war. Et gëtt keen Avortement gemaach aus Prinzip, well d'Gesetz et net erlaabt. An zwee Deeg drop ass d'Fra dout opgrond vun enger Bluttvergëftung.

Ech mengen, dat Beispill beweist jo awer, dass, wa mer iwwert déi ganz Problematik hei diskutéieren, mer ni kënnen esou am Vage bleiwen. All eenzelne Fall en matière vun Avortement ass e Fall fir sech, ass ganz oft e ganz dramatesche Fall. An dofir, all déi pauschal Jugementer, esou oder esou oder esou, do solle mer eis schéin dovun zréckhalen, well déi Fraen, déi am Fall sinn, an déi Geforen, déi se lafen, déi Risiken, déi se lafen, an déi Ängschten, déi se lafen, an déi Geforen en fin de compte - well d'irlännescht Beispill weist et -, déi loossen eis ganz humble ginn. Mir solle ganz humble sinn, wa mer déi dote Froe considéréieren, an eis prezis Fäll ukucken.

Da wollt ech nach just soen, dass keen Dokter ka forcéiert ginn, fir en Avortement ze maachen am Kader vun deene Froen, déi sech stellen no der zwielefter Woch, wa Gefor besteet fir d'Gesondheet vun der Mamm respektiv vum Kand.

An ech wëll schlussendlech soen, am Gesetz war eng Residenzklausel virgesinn. Et kann nëmmen en Avortement hei gemaach ginn, wann d'Fra minimum dräi Méint hei ass. Ech wëll net dorobber agoen, mir hunn dat gestrach opgrond vun de Propositioune vum Conseil d'État.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech hu versicht, de Projet an d'Aarbechte vun der Kommissioun esou korrekt wéi méiglech erëmzeginn. Ech wëll Merci soen de Membere vun der Kommissioun fir eng - esou hunn ech se wéinstens emfonnt - wierklech fair, eng konstruktiv Diskussioun an eng Diskussioun, déi an enger roueger Atmosphär erofgaangen ass. Et war en fin de compte bei engem schwieregen Thema agréabel, zesummen ze schaffen.

Ech wëll och all deenen, déi Avisë ginn hunn, Merci soen, och virun allem eisem Sekretär, dee mat deene villen Amendementen hin an hier a mat ville Minipunkte seng Aarbecht hat. An ech hoffen, dass deen Text, deen d'Commission juridique lech proposéiert ze stëmmen, eng large Majoritéit fënnt.

Här President, ech wëll zum Schluss e puer Remarquë maachen, kuerz, am perséinlechen Numm. Ech mengen och, dass ech déi am Numm vun der CSV-Fraktioun ka maachen.

Eng Remarque wéilt ech maachen à l'adresse vun deenen, déi mat vollster Iwwerzeegung fir den Avortement sinn, an ech wëll och eng Remarque maache fir déi, déi mat vollster Iwwerzeegung géint den Avortement sinn, an déi allen zwee, déi zwee Campen, alleguerte mengen, si hätte recht.

Fir d'Éischt eng Remarque à l'adresse vun deenen, déi aus hirer Iwwerzeegung - an déi hu mer ze respektéieren, sou wéi mer och déi aner ze respektéieren hunn - fir den Avortement sinn. Ech wëll hinne soen, dass et vill Mënschen hei am Land gëtt - ech weess net wéi vill, d'Majoritéit oder d'Minoritéit, ech weess et net -, vill Mënschen hei am Land gëtt, déi net där Meenung sinn an déi och d'Recht hunn, hir Meenung ze soen, déi och d'Recht hunn, dass hir Meenung gehéiert gëtt an dass se respektéiert ginn.

An ech wëll hinne soen, deenen, déi d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra iwwer hire Kierper als absolut ugesinn, dass et international Bestëmmunge gëtt. Mir hunn d'Convention européenne des droits de l'Homme a mir hunn Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. An d'Cour européenne des droits de l'Homme, déi seet - d'Cour européenne des droits de l'Homme! - dass: «Le droit de la femme enceinte au respect de sa vie privée doit se mesurer à l'aune d'autres droits et libertés concurrents, y compris ceux de l'enfant à naître.»

Ech mengen, dat ass kloer. D'Cour seet, dass ee Recht muss considéréiert ginn à l'aune vun deem anere Recht. Et gëtt hei keen absolut Recht, wat iwwert deenen anere Rechter steet, mä dat eent muss considéréiert ginn an Ubetruecht vun deem aneren.

Ech denken awer, den Europäesche Geriichtshaff, dat ass jo awer net iergendee Geriicht, et ass dat héchste Geriicht, wat mer hunn iwwert d'Mënscherechter, dass een awer och d'Décisioune vun deem Geriicht net einfach esou kann an en Tirang leeën a maachen, wéi wann et se net géif ginn.

A wann ech da vu Respekt an Toleranz schwätzen, da wéilt ech ee Wuert soen - well et mech u sech e bësse gestéiert huet - iwwert d'Positioun vun der kathoulescher Kierch. Wéi déi erauskomm ass, du gouf et eng Partie Prises de position, déi zum Deel awer relativ virulent waren. Ech hu mer déi Positioun ugekuckt an ech muss soen, ech géif net all Wuert, wat an där Prise de position steet, ënnerschreiwen.

Mä ech muss awer soen, dass d'kathoulesch Kierch sech Méi ginn huet, hei ee gemässegten Text virzeleeën. En Text, wou se keen Uelech op d'Feier geschott huet; en Text, an deem se emol fir d'Éischt nach eng Kéier selwer mea culpa gemaach huet fir alles dat, wat an der kathoulescher Kierch an deene leschte Méint a Joren zudag komm ass. Woufir ech iwwregens ganz vill Respekt hunn, well et war hei keng absolut Noutwendegkeet, fir an dësem Kontext nach eng Kéier dorobber hinzeweisen. Ech hunn dat fair a korrekt fonnt an där Prise de position.

Mä wat mech do gestéiert huet, dat ass, dass d'kathoulesch Kierch an den Äerzbëschof sech ënner anerem, fir hir Positioun ze ënnermaueren, beruffen op d'Europäesch Mënscherechtskonventioun. Or, ech liesen awer a Prises de position, dass dat onerhéiert wär, dass dat e staarkt Stéck wär, dass déi Kierch do géif higoen an, fir hir Positioun ze ënnermaueren, d'Europäesch Mënscherechtskonventioun géif invoquéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all Décisioun, déi den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff an deene leschte Joren a puncto Avortement geholl huet: Ma deen huet sech selbstverständlech op seng eege Konventioun beruff! Wéisou kann een der kathoulescher Kierch refuséieren, déi Konventioun, déi an hiren Aen hir Positioun confortéiert, ze invoquéieren?

Ech muss soen, ech hunn dat net verstanen. An ech hunn et net ganz korrekt respektiv net ganz fair fonnt, fir dat esou ze maachen.

Da kommen ech zu där Remarque, déi ech wëll maachen à l'adresse vun deenen, déi sech vehement gläich all Zort vun Avortement widdersetzen. Jo, et gëtt all Joer 1.500 oder 2.000 Avortementen, dat ass gewosst! A kann een dann einfach esou maachen, wéi wann et déi gesellschaftlech Realitéit net géif ginn? Et gëtt se, ob se engem gefält oder net! An deementspriechend, mengen ech, muss jiddwereen, dee sech da mat der Problematik auserneesetzt an dee weess, dass eng Défense totale zu guer näischt géif féieren…

Zu wat géif dat da féieren? Dass d'Frae géifen iwwert d'Grenz goen? Oder nach méi erëm géifen iwwert d'Grenze goen? Dass d'Fraen an d'Clandestinitéit géife goen? Dass déi fort ginn an d'Ausland fir Avortementen, déi sech et kënne leeschten, währenddeems déi, déi sech et net kënne leeschten, mussen hei an der Clandestinitéit kucken, iergendwéi mat hirem Problem eens ze ginn.

Et ass e seriöen an e gravë gesellschaftleche Problem, a keng Gesellschaft a kee Politiker kann de Kapp an de Sand stiechen an e muss Décisiounen huelen!

An da wëll ech soen, dass do och eng Partie vu Froe keng Äntwerte fannen: d'Froe vum Viol; d'Froe vu Schwangerschaften, déi duerch Inzest zustane kommen; d'Froen, déi ech virdru mam Beispill Irland opgewisen hunn.

Jo, et geet net duer, fir ze soen, dat si Froen, do hu mir keng Äntwert, oder et geet net duer, fir ze soen, dat si Froen, déi iwwerloosse mir den Dokteren! Et kann een d'Dokteren an deenen dote Froen net eleng loossen! Den Dokter wëllt net eleng sinn. Den Dokter däerf net eleng sinn. Den Dokter muss e Kader hunn, an deem e kann agéieren. An dofir feele mir do eng Partie vun Äntwerten op Froen, déi ech zwar fir mech an déi mir fir eis gi wäerten, mä wann een d'Diskussioun awer wëllt ganzheetlech féieren, da muss een och op déi do Froen eng Äntwert ginn.

Da wëll ech soen, dass zënter dem Gesetz vun '78, mä virun allem an deene leschten zéng a 15 Joer, et Dausende vun Avortementen hei am Land gouf. An dat ass eppes, wat bekannt ass! Déi Leit, déi sech mat där Problematik ofginn, déi wëssen, dass et dat zënter laange Jore gëtt an dass Dausenden an Dausende vun Ofdreiwungen an deene leschte Jore gemaach gi sinn.

An ech muss soen, dass déi kritesch Stëmm par rapport zu dësem Gesetz u Kredibilitéit gewonnen hätt, wann een och an deene leschte Joren ëmmer erëm d'Stëmm haart héieren hätt géint dat, wat dann d'Realitéit dobaussen am Land ass. Eng Stëmm, déi ech seelenst héieren hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deene Remarquen, déi eng an déi eng Richtung, déi aner an déi aner Richtung, wollt ech soen, dass an där Fro hei vun den ongewollte Schwangerschafte keen d'Wourecht do gepacht huet - kee soll mengen, en hätt d'Wourecht gepacht - an dass et drëm geet, no Ofweiung vum Recht vum ongebuerene Liewen op Schutz a vun dem Recht vun der Fra op Selbstbestëmmung, dass déi betraffe Fra hir Entscheedung selwer fräi an no hirem eegene Gewësse kann, soll a muss huelen. An ech hoffen, dass dee Projet, deen d'Commission juridique lech proposéiert huet, dass deen där do Ambitioun gerecht gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Lucien Weiler. Als éischt Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Alleréischt, sou wéi dat üblech ass, mä awer och ganz éierlech, dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an och awer déi gediegen Aart a Weis, wéi en déi Diskussioun de Mëtteg elo hei gefouert huet.

Ech wëll och dem President vun der Commission juridique Merci soen, well effektiv an deene bal dräi Joer, wou mer elo iwwert dee Projet hei geschwat hunn - a mir hunn oft an intensiv a kontrovers geschwat -, hunn ech awer eng Ouverture gespuert, fir sech esou wäit wéi méiglech eben déi verschidde Standpunkten och unzehéieren, an ech wäert nach drop zréckkommen.

Besonnesch wéi mer eben d'Gynekologen, d'Sociétéit vun de Gynekologen héieren hunn, du koumen eng ganz Rei Ännerungen, well mer ganz einfach vun de Fachleit eng Realitéit beschriwwe kruten, déi fir déi Allermeescht eppes Onbekanntes war. An och de Statsrot - mä ech kommen nach drop zréck -, huet ee Moment Propositioune gemaach, déi, obschonn en eng Rei ganz gudder gemaach huet, gekennzeechent waren duerch einfach en Onwës-

sen iwwer eng Realitéit, wéi zum Beispill eben, wann ee vun „avortement médicamenteux" schwätzt, wat dat heescht, well dat gëtt weder am Spidol nach och beim Dokter an der Praxis gemaach, dat gëtt doheem gemaach, dat leeft doheem. Mä ech kommen nach dorop zréck.

Et war also eng Ouverture do, fir e ganz oppenen Dialog ze féieren, an ech mengen och, mir hunn haut deen Text, deen elo virläit - an ech wëll natierlech ganz kloer soen, do ass eppes dran, mat deem ech net kann, net nëmmen ech, mä meng ganz Fraktioun, net kann d'accord sinn -, mä deen awer besser ass wéi deen, dee mer den 20. Januar 2010 vum Minister Biltgen presentéiert kritt haten.

Ech gi kuerz drop zréck. De Minister Biltgen huet den 20. Januar 2010 hei e Projet de loi presentéiert, fir eben déi Artikele vum Code pénal nei ze iwwerschaffen, déi sech eben ëm den Avortement dréien.

An, wéi den Zoufall et gewollt huet, hate mir deen nämlechten Dag mëttes hei an der Chamber eng Debatt, déi vun der Madame Loschetter gefrot gi war, iwwert d'Situatioun och besonnesch vu Jugendlechen, déi ongewollt schwanger gi sinn, a wat een alles do misst maachen.

Ech hat also den 20. Januar schonn d'Geleeënheet, op déi Punkten anzegoen, déi mer direkt deen nämlechten Dag also, wéi dee Projet déposéiert ginn ass, wierklech - ech bleiwen dann och ganz roueg - net gefall hunn.

Dat eent war, et war keng kloer Linn: War et dann elo eng Fristeléisung, esou wéi d'sozialistesch Kolleegen et duergestallt hunn? Et ass vun „Fristeléisung light" geschwat ginn. Mir wëssen, Fristeléisung ass einfach: Eng Fra ka bis zu engem gewëssenen Datum vun der Schwangerschaft op hir Demande hin ofdreiwen.

Oder ass et awer nach ëmmer eng Indikatiounsléisung? Dat heescht, nëmmen a verschiddene Fäll - wann dat ginn ass - kann eng Fra ofdreiwen. Do war tëschent deenen engen, wéi gesot de sozialistesche Kolleegen, an dem Justizminister eng aner Aschätzung. An ech hunn dee Moment vun „Wischiwaschi-Duerleeung" geschwat, well déi eng schwätze vun „Fristeléisung light" an déi aner vun Indikatiounsléisung.

Ech wëll hei och direkt eppes drop äntwerten, wat den Här Weiler gesot huet. Här Weiler, an Dir wësst et, keen - keen! - ass fir den Avortement a fënnt, datt den Avortement misst…

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- …déi Léisung sinn, fir Schwangerschaftsverhütung ze maachen. Keen ass dofir! An natierlech: Keen denkt och emol nëmmen drun, dat egal wéi an ënner wéi enge Konditiounen ze erlaben!

Natierlech gesinn all international Institutiounen, déi Der jo och an Ärem Rapport opféiert, an zu Recht, alleguerten, ob dat de Conseil de l'Europe ass, ob dat d'Europäesch Unioun iwwert de Parlement européen oder ob dat och d'UNO ass, si gesinn alleguerten dat nämlecht vir. Si pochen alleguerten op d'Recht vun der Fra, fir kënnen iwwer sech, iwwer hire Kierper ze décidéieren, mä natierlech an dem Respekt vun ebe gewëssenen Délaien. Dat steet ganz kloer do, Dir hutt et an Ärem Rapport selwer erwähnt. An dat ass och richteg esou. A kee vun eis géif och iergendeppes aneschters do fuerderen.

Mä ech kommen op den 20. Januar 2010 zréck. Ech hunn also gesot, et ass net kloer: Ass et dat eent? Ass et dat anert?

Eng zweet Kritik war, datt hei Délaien agefouert gi sinn, eng Residenz (veuillez lire: eng Residenzklausel). Et huet ee misse säin Domicile légal während dräi Méint hei hunn. An dann…

(Interruption)

Jo, jo, jo. D'Welt huet jo geännert. Ech kommen och dorop nach zréck. Zënter '78 huet d'Welt geännert.

An déi Haaptkritik, déi ech direkt ubruecht hunn, war déi vun der zweeter obligatorescher Consultatioun, wou ech dee Moment - dat kënnt Der alleguerten noliesen - schonn dat gesot hunn, wat ech och haut nach soen, datt et eng Zoumuddung fir eng Fra ass, déi an enger sensibeler Situatioun ass, an enger Noutsituatioun, fir déi wierklech ze obligéieren, bei e frieme Mënsch ze goen, dee se net kennt, dee se net erausgesicht huet, a fir deem sech ze offenbaren a mussen ze soen: „An ech sinn ongewollt schwanger ginn an ech wëll vläicht ofdreiwen." Dat ass wierklech eng Zoumuddung! An dat hunn ech, wéi gesot, viru bal dräi Joer gesot. An ech kommen nach herno drop zréck, fir ze soen, wéi dat dann elo evoluéiert ass.

Et war awer och, an dat hunn ech och ënnerstrach, eppes Guddes dran. Dat war, wat den Här Weiler elo just och scho gesot huet, déi nei Reglementatioun fir Mineuren, fir Jugendlecher, déi also mineur sinn an déi dat kënnen eben ënner verschiddene Bedéngungen dann awer ouni de Consentement vun hiren Eltere maachen, wann déi en dann net ginn oder wann e Jugendleche sech net wëllt u seng Eltere wennen, fir datt dat awer ka geschéien.

Ech hunn och nach ënnerstrach, datt an deem Gesetz net genuch oder näischt géif stoen, wéi mer dann elo géifen a wat mer méi prezis géife maachen, fir ze versichen, dach awer déi ganz grouss Zuel vun Avortementen (veuillez lire: vun Avortemente vu Mannerjähregen) ze verhënneren. Well dat läit eis alleguerten… Ech mengen, dat kann net déi normal Manéier sinn, fir Schwangerschaftsverhütung ze maachen. A mir hunn an ech hunn dee Moment gesot: „An dem Gesetz feelt dee ganze Volet (veuillez lire: Volet vun der Preventioun)."

Bon, wat ass du geschitt? Du koum dat Gesetz an d'Kommissioun. An ech wëll nach vläicht eng Kéier soen: Firwat ass iwwerhaapt déi Reform komm? Mä, well tëschent '78 an 2010 d'Welt effektiv geännert huet. Erënnert lech un '78 - an ech si frou, datt mer dat haut an engem ganz anere Klima kënne maache wéi an deem Klima do, wéi dat dote Gesetz geholl ginn ass.

Wann ee bedenkt, datt bis '75 et verbuede war, fir Publizitéit ze maache fir Kontrazeptiounsmëttelen, da kann ee sech virstellen, a wéi enger Atmosphär dat Gesetz geholl ginn ass. An den Här Weiler huet d'Madame Bigelbach ernimmt. Ech si frou, well déi, déi dat gemaach hunn, déi hunn dee Moment mat ganz vill Courage wierklech eng historesch Wend geholl.

Mä nawell hu mer alleguerte misse feststellen, datt, wéi gesot, dat och net méi eisen heitege Gegebenheeten ugepasst ass. Firwat? Well engersäits d'Mentalitéite geännert hunn, mä virun allem, well och ganz aner Moyenen um Marché sinn. Erënnert lech, vun 2005 u kritt een „la pilule du lendemain" fräi an der Apdikt. Wou sinn do déi Kritiken, déi sech dann op de Prinzip wierklech beruffen? Well „la pilule du lendemain", da si mer jo och schonn deen éischten Dag duerno!

Zënter 2008, 2009 koumen du ganz nei Mëttelen op de Maart, déi den Avortement médicamenteux erlaben. An datt déi Konsequenzen haten, dat gesi mer jo an den Zuelen, déi mer vum Planning Familial virgeluecht kruten. De Planning Familial huet ons déi Zuele ginn an der Kommissioun - mir sinn do wierklech gutt informéiert ginn -, datt ongeféier bis 2008 am Joer tëschent 150 an 200 Avortemente gemaach gi sinn. An op eemol, ruckaarteg, vun 2008 un ass déi Zuel wierklech an d'Luucht gaangen.

Dat heescht awer net - an dat ass ganz kloer gesot ginn -, datt méi Avortemente gemaach gi sinn. Mä déi Dausende Fraen, déi bis dohinner hu missen an d'Ausland fueren, fir en Avortement ze maachen, well hei eben awer mat eisem klenge Land a mat deene Gegebenheeten, wéi dat applizéiert ginn ass, et ze schwéier war, déi konnten elo, wa se da fréi genuch bei den Dokter gaange sinn oder eben an de Planning, déi konnten en Avortement médicamenteux maachen, wat vill manner traumatisant ass a wat och vill manner Konsequenzen hannerléisst.

Ech ginn nëmmen eng Zuel. An déi Zuel, déi fanne mer an der Proposition de loi, déi d'Madame Err 2007 gemaach huet: Souguer 2001 sinn 1.334 Lëtzebuerger Fraen an Holland gefuer, fir do ze avortéieren. Datt dat eng Situatioun ass, déi mer net… An dat sinn Zuelen, déi vun der Inspection sanitaire aus Holland kommen. Dat sinn also elo net Suppositiounen, dat si Realitéiten!

Et war also schonn un der Zäit, fir eng Reform ze maachen a fir ze kucken, net fir méi Avortementen ze maachen - just de Contraire! -, mä fir dat Ganzt op eng méi respectueux an eng manner traumatisant Aart a Weis ze maachen. An och op eng Aart a Weis, déi deene Fraen, déi an esou enger Situatioun sinn, déi nämlecht Méiglechkeete gëtt, well, wéi gesot, si konnte sech net alleguer d'Rees an Holland leeschten, an do sinn der oft, déi ënner méi schwéiere Situatiounen (veuillez lire: Konditiounen) dat gemaach hunn.

Well mir awer déi Propositioun, déi am Januar 2010 gemaach ginn ass, op deene Punkten, déi ech elo just gesot hunn, net gefall huet, hunn ech mer erlaabt - an ech hunn dat awer net einfach esou aus heiterem Himmel gemaach -, deen nämlechten Dag nees d'Proposition de loi vun der Madame Err hei an der Chamber virzebréngen. Firwat? Mä, well déi Proposition de loi eng vill méi équilibréiert Äntwert op déi Problematik, déi sech stellt, gëtt.

Mä ech kommen nach drop zréck, well vill vun deene Kritiken, déi ech elo just gesot hunn, sinn entre-temps duerch d'Aarbechten an der Kommissioun effektiv verbessert ginn.

Wat ass nämlech geschitt an deenen dräi Joer, wou mer geschwat hunn a wou mer diskutéiert hunn? Mir hu ville Leit nogelauschtert a mir sinn iwwer villes besser informéiert ginn.

Ech huelen elo zum Beispill eben dee Punkt vun dem Avortement médicamenteux:

De Statsrot, deen hat a sengem éischten Avis, wou en eng Rei Saache wierklech dénoncéiert huet a wou herno och deem Rechnung gedroe ginn ass, mä en hat do eng schlecht Iddi. En hat eng schlecht Iddi, well do huet e gesot, am Regierungsprojet, do stoung, et kéint een en Avortement médicamenteux en ambulatoire maachen. An do muss iergendeen (veuillez lire: de Statsrot) eppes net richteg verstanen hunn, well et ass gesot ginn: Wéi kann een dat dann en ambulatoire maachen? Do muss d'Fra dach an der Klinik sinn. Déi muss dach ënner medezinescher Opsiicht sinn, soss ass dat jo eng grouss Gefor.

Wéi mer dunn d'Gynekologen awer gehéiert hunn an déi ons erkläert hunn - well et muss awer schonn e Fachmann engem dat erklären, wéi dat geet -, dunn ass ganz kloer ginn, datt dat weder am Spidol geschitt nach souguer onbedéngt - iwwerhaapt net - an dem Cabinet vum Dokter, mä datt déi Fra, déi wëllt avortéieren, vun dem Dokter eng Pëll kritt. Si hëlt déi dann a se geet heem a waart da 36 Stonne bis 48 Stonnen. Déi Pëll, déi bewierkt, datt d'Grossesse gestoppt gëtt, an da kënnt se nees erëm an da kritt se eng zweet Pëll an da geet se och nees heem. Da waart se, an dat ka bei deenen enge méi schnell goen a bei aneren e bësse méi laang daueren, an da gëtt dat ausgescheet. Dat kann, wéi gesot, dann nach eng Kéier 20 bis 30 Stonnen daueren. Dat weist natierlech, datt, wann ee seet, dat muss am Spidol gemaach ginn, datt dat eng komplett irrealistesch Situatioun war!

Mir hunn dat alleguerte gehéiert a mir hunn och zesummen direkt dorophin nees en Amendement proposéiert, fir nees op den alen Text vun der Regierung zréckzekommen, fir ze soen, datt een dat (veuillez lire: den Avortement médicamenteux) natierlech - elo kann ee soen „dans le cabinet médical", mä et ass emol net do, et ass effektiv „en ambulatoire" - ka maachen.

De Statsrot seet duerno: Bon, wann dat dann esou ass, da sinn ech d'accord, mä den Dokter, de Gynekolog muss awer eng Konventioun mat engem Spidol hunn, wann dann nach…

Natierlech! Dat ass och souwisou esou!

Et ass villes geschitt. Ech hunn elo ee Punkt geholl. Wou ass nach verbessert ginn?

Et ass besonnesch verbessert ginn op dem Niveau vun der Determinatioun vun der Détresse vun der Fra. Ech kann dat méi kuerz maachen. De Rapporteur huet dat laang erkläert.

Virdrun, an dem Gesetz vun '78, do ass geschwat gi vun der «détresse physique et psychique» vun der Fra. An, Här Rapporteur, erlaabt mer do elo just eng kleng Kritik un Ärer Duerstellung. Et kann een net soen - an ech hat lech dat scho gesot an Dir hutt dee Saz och aus Ärem Rapport erausgeholl, mä Dir hutt en elo an Ärem Virtrag awer nees erageholl -, et kann een net soen, sou wéi Dir et ee Moment am Rapport geschriwwen hutt: «il appartient donc exclusivement au médecin d'apprécier s'il existe ou non une indication légale permettant le recours à une IVG. La situation de la femme et notamment la façon dont elle vit sa grossesse importe peu».

Neen, dat ass net richteg gewiescht, well et ass jo net den Dokter, deen d'Initiativ hëlt, fir ze soen: „Komm mer maachen en Avortement."! Et ass jo d'Fra, déi bei den Dokter geet a seet, ech sinn entweder an enger Détresse psychique oder physique, an deementspriechend gëtt dann eben déi Décisioun geholl. Mä maache mer déi Klammer zou.

De Projet de gouvernement, deen hat virgesinn, datt mer dann elo méi wäit ginn a mer huelen net nëmmen d'Détresse physique a psychique, mä mer huelen och nach derbäi d'Détresse sociale. Ech hat direkt gesot… Well wou ass do elo dee wierkleche Pluspunkt? Well wann een eng Détresse sociale huet, dann ass se meeschtens och psychique, well dat ass fir eng Fra dee Moment schwéier ze erdroen!

Jee, wat ass derbäi erauskomm, aus all eisen Diskussiounen, a besonnesch op den Avis vum Conseil d'État hin? De Conseil d'État sot genau dat nämlecht, e sot: „Maacht keng Schattéierungen an der Détresse. Maacht net déi eng an déi aner, an nach vläicht eng aner. Wann eng Fra en détresse ass, dann ass se et, a si eleng kann dat och determinéieren. Dofir huelt och all déi aner Fäll, ob dat elo Viol ass oder ob dat Krankheet ass, alles dat, wann dat ass, dann ass déi Fra en détresse, an dat eleng geet duer."

Dorophin ass den Text esou ëmgeännert ginn. Dat ass och ganz gutt esou an dat ass och vill besser! Den Text ass also do geännert ginn.

Wat ass nach geännert ginn? Mä et ass geännert ginn, datt mer déi dräi Méint erausgeholl hunn, wou ee muss den Domicile légal hunn. Well och do huet de Statsrot gesot: „Mä dat bréngt jo wierklech näischt, well eis Nopeschlänner, a besonnesch Frankräich oder och an Holland, déi gi vill méi wäit. Mir brauchen also net ze fäerten, datt hei iergendeen Tourisme sanitaire kéim, well, wéi gesot, déi aner sinn do vill méi large."

Dat ass also verbessert ginn, mä eng Haaptkritik, déi, wéi gesot, vun Ufank un do war an déi op alle Fall, leider, bis elo och nach bleift, dat ass déi vun der zweeter Consultation obligatoire. Den Här Rapporteur huet dorop Stellung geholl.

Mä souguer bei der zweeter Consultation obligatoire ass eppes geschitt, ass souguer villes geschitt, mä dat wat geschitt ass, ass awer eppes, wat ech net ka mat droen, well - wéi huet haut d'„Tageblatt" geschriwwen? - do muss ee wierklech soen: „Ende schlecht, alles schlecht."

Wat ass nämlech geschitt? Wat war fir d'Éischt virgesinn an dem Projet vun der Regierung? Déi zweet Consultation obligatoire, déi sollt stattfannen an engem Centre de consultation familiale agréé vun dem Familljeministère, an dann hätt d'Fra missen dohinnergoen - déi wieren och extra geschaf ginn - an d'Fra hätt e Certificat kritt, e Stempel also, datt se do war. Da wier se mat deem Stempel, esou steet et am Gesetz - also, esou stoung et am Projet vun der Regierung -, da wier se mat deem Stempel zréckgaange bei den Dokter, an den Dokter hätt, wann all déi aner Konditiounen (veuillez lire: Konditiounen erfëllt wieren), dat heescht, wa mer virun der zwielefter Woch Grossesse, oder siwent Woch Grossesse, wann et en Avortement médicamenteux ass, wieren, dann hätt den Dokter misse kontrolléieren, ob dee Stempel dann och do wier an dann eréischt kënnen dat maachen.

Vu datt déi zweet Consultation obligatoire awer wierklech vun alle Säiten - vun alle Säiten! - kritiséiert ginn ass, all déi Avisen, déi als Document parlementaire virleien, ob dat den Avis vun der Commission consultative des Droits de l'Homme ass, ob dat den Avis vun dem Conseil national des Femmes ass, ob dat den Avis vum Conseil d'État ass, all déi Avisen, déi soen, datt déi zweet Consultation obligatoire wierklech inacceptabel ass!

Datt ech mech och direkt kloer ausdrécken: Datt eng Fra, déi an enger Situation de détresse ass, wann déi Hëllef brauch oder Hëllef wëllt siche goen, datt se déi ugebuede kritt an datt déi esou wäit gefächert ass wéi méigleich, do si mer alleguer d'accord ! Souguer - mir hunn nämlech an der Kommissioun och d'Représentantë vun „Liewensufank" empfaangen, souguer déi soten, datt se géife fannen, datt déi nei Propositioun, op déi ech elo kommen, dat heescht, datt elo déi Consultatioun an de Klinike virgesinn ass, datt se déi net onbedéngt gutt fannen, well dat en Environnement ass, deen net wierklech esou positiv ass, an datt si éischter derfir wieren, datt d'Fra an aller Rou ka mat engem doriwwer schwätzen. Mä mat engem, dee si erausgesicht huet!

Dat ass et jo! An dat ass dee groussen Ënnerscheed och, Här Weiler, par rapport zu an der Belsch. Wann Dir bei den Dokter gitt, da gitt Der bei deen Dokter, deen Dir eraussicht. Dat ass eng Vertrauenspersoun.

Esou wéi et elo virgesinn ass - well wéi ass et elo virgesinn: Elo ass virgesinn, datt déi Consultation, se ass nach ëmmer, esou steet et op alle Fall am Pabeier, se ass nach ëmmer obligatoresch, mä Dir gitt elo an de Service de consultation vun der Klinik. Dir kritt awer kee Pabeier méi, Dir kritt och kee Stempel méi. Dir braucht och net dem Dokter dat méi… (veuillez lire: dat méi ze ginn). Den Dokter muss dat net kontrolléieren. D'Fra muss just ënnerschreiwen, datt si do war. A wat geschitt da mat deem Schreiwes? Dat gëtt an den Dossier médical geluecht.

Ech muss Iech éierlech soen, dat do ass fir mech wierklech - wéi hat ech et gesot an engem Interview elo viru Kuerzem? -, dat ass fir mech de Summum vun der Schäinhellegkeet. Well hei kënnen elo déi zwou Parteien, déi dat hei concoctéiert hunn… A mir wëssen, wéi et zustane komm ass. Mir wëssen, datt dat do eben eng Demande war, eng absolut Demande, den Här Spautz huet et oft genuch rappeléiert, vun der CSV. Mat där dote Manéier kann d'CSV soen, oder ka se sech selwer hypokritesch soen: „Ah dach, mir si bei der zweeter Consultation obligatoire bliwwen! Dach, et steet dran."

Mä, vu datt kee Mënsch dat do jo ka kontrolléieren, vu datt jo näischt virgesinn ass, fir iwwerhaapt dat do ze kontrolléieren, kënnen d'Sozialisten - a si kënnen et net nëmmen, mä si maachen et och - soen: „Mä am Fong, déi zweet Consultatioun, also, déi ass am Fong ënnert dem Dësch." Mä, fir datt se ënnert dem Dësch ass, do muss d'Fra awer dann e bësse léien.

Ech muss Iech éierlech soen, ech fannen, fir eng Situatioun, déi esou delikat ass, wou Frae kënne wierklech an enger Noutsituatioun sinn, ass dat do net déi richteg Manéier. Et gëtt wahrscheinlech keng Décisioun an enger Fra hirem Liewen, déi méi wichteg ass, wéi d'Décisioun ze huelen, engem Kand d'Liewen ze schenken, well et geet wäit iwwert déi néng Méint eraus. An déi Décisioun, wann eng Fra ongewollt schwanger ginn ass... Mir schwätze jo elo hei nëmme vun deenen ongewollte Schwangerschaften. All déi Kéieren, wou eng Fra schwanger ass a se kann hiert Kand ausdroen a si frou ass, hiert Kand auszedroen, dat wënsche mer jiddwerengem. A mir wënschen och jiddwerengem Kand, datt et als gewënschte Kand op d'Welt kënnt.

Dofir, eng Fra, déi an enger Noutsituatioun ass, déi ongewollt schwanger ginn ass, et geet net drëm, déi ze stigmatiséieren, déi ze culpabiliséieren! Et geet drëm, wa se et freet, hir ze hëllefen, an esou breet gefächert wéi méiglech ze hëllefen. An et geet net an et hëlleft net, se - wéi gesot - hei op eng Manéier ze behandelen, wéi wa se net volljäreg wier, wéi wa se net kéint fir sech selwer décidéieren!

Frae kënne ganz gutt an hunn d'Recht - an alle Konventiounen hirem Sënn -, fir iwwer sech ze décidéieren, an ech géif dofir bieden, Här President, an ech géif hoffen, datt d'Chamber sech et nach eng Kéier iwwerleet an datt deen obligatoresche Charakter vun där Consultatioun, déi zu näischt féiert...! Well eng Fra, déi gezwonge gëtt, dat do ze maachen, an déi net wëllt nolauschteren, dat ass jo nëmme Schikanerei, richteg Schikanerei!

Ech géif Iech am Fong gären eppes virliesen, well, wéi mer nach bei de Centrë (veuillez lire: Familljecentrë) waren, wéi d'Fraen nach hätte sollen an d'Centrë goen an en Zertifikat kréien, du war sech schonn ausgeduecht ginn: Jo, wat maache mer dann, wann eng Fra kënnt a si wëllt näischt soen?

Et kann ee jo kee forcéieren, engem ze soen: Ech sinn ongewollt schwanger ginn. Du war gesot ginn, an dat stoung an dem Projet de règlement grand-ducal: Jo, mä mir kënne se net forcéieren. Souguer wa se net wëllt schwätzen, bon, mir kënne se net forcéieren! Et war nach Chance, datt se net forcéiert ginn ass! Ech weess net, wéi se se forcéiert hätten, mä dat stoung dran. Dat, fir Iech nëmmen ze soen, wéi wäit et gaangen ass.

Dat do ass jo elo alles vum Dësch, mä dat, wat elo um Dësch läit, dat ass wierklech eng hypokritesch Léisung an déi ass onwierdeg. Déi ass onwierdeg fir esou e ganz, ganz sensibele Sujet.

Dofir proposéieren ech Iech, an ech déposéieren deen Amendement am Numm vun der Madame Loschetter a vu mir selwer, fir an dem Projet de loi - an et ass ganz einfach, et ass net vill, wat ee muss änneren - einfach am Artikel 353, do wou gesot gëtt: «que la femme enceinte ait consulté avant que ne soit pratiquée l'interruption volontaire de grossesse un service d'assistance psycho-sociale établi auprès d'un établissement hospitalier», datt dat einfach ersat gëtt duerch: «que la femme enceinte ait été invitée à consulter».

Amendement 1

Art. 2. *L'article 353 du Code pénal est modifié comme suit:*

Art. 353. (1) Il n'y a pas d'infraction lorsque l'interruption volontaire de grossesse est pratiquée avant la fin de la 12e semaine de grossesse ou avant la fin de la 14e semaine d'aménorrhée, et lorsque la femme enceinte, appréciant souverainement la situation de détresse dans laquelle elle se trouve, la demande, à condition:

1. que la femme enceinte ait consulté au moins trois jours avant que ne soit pratiquée l'interruption volontaire de grossesse un médecin gynécologue ou obstétricien qui lui fournit:

a) une attestation de grossesse datée qui renseigne sur le siège et l'âge exact de la grossesse;

b) des informations médicales sur les différentes méthodes d'interruption volontaire de grossesse existantes ainsi que sur les risques médicaux et les effets secondaires potentiels de ces méthodes;

et

c) une liste des établissements agréés pour pratiquer une interruption volontaire de grossesse selon les modalités prévues au présent article, qui est mise à disposition par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, lorsque le médecin, pour une raison quelconque n'est pas en mesure de pratiquer lui-même une telle intervention.

2. que la femme enceinte ***ait été invitée à consulter*** *avant que ne soit pratiquée l'interruption volontaire de grossesse un service d'assistance psycho-sociale établi auprès d'un établissement hospitalier ou tout autre établissement agréé pour réaliser une interruption volontaire de grossesse par arrêté du ministre ayant la Santé dans ses attributions qui lui fournit:*

a) des informations sur des alternatives à la décision de pratiquer une interruption volontaire de grossesse;

b) des informations sur les droits et aides garantis par la législation aux familles et aux enfants;

et

c) une offre d'assistance et de conseils sur les moyens auxquels la femme peut avoir recours pour résoudre les problèmes psychologiques et sociaux que sa situation pourrait éventuellement poser tant avant qu'après l'interruption volontaire de grossesse.

3. que la femme enceinte ait confirmé par écrit:

a) être déterminée à faire procéder à une interruption volontaire de grossesse;

b) consentir à l'intervention prévue après avoir obtenu de la part du médecin les informations mentionnées au point 1.;

c) avoir consulté un service d'assistance psychosociale visé au point 2., et y avoir obtenu les informations mentionnées au point 2.

La confirmation écrite est versée au dossier médical.

4. que l'interruption volontaire de grossesse, chirurgicale ou par moyens médicamenteux, soit pratiquée par un médecin gynécologue ou obstétricien autorisé à pratiquer l'art de guérir au Grand-Duché de Luxembourg dans un établissement hospitalier ou tout autre établissement agréé à cette fin par arrêté du ministre ayant la Santé dans ses attributions. Si l'interruption de grossesse est réalisée par moyens médicamenteux et si le médecin traitant le juge possible, elle peut être réalisée en cabinet médical, à condition que le médecin traitant ait passé une convention avec un établissement hospitalier disposant d'un service de gynécologie-obstétrique qui assure un service d'urgence permanent.

(2) Si la femme enceinte est une mineure non émancipée, le consentement de l'un des titulaires de l'autorité parentale ou de son représentant légal est requis. Si la femme enceinte mineure non émancipée désire garder le secret à l'égard du ou des titulaires de l'autorité parentale ou de son représentant légal, il appartiendra au service d'assistance psycho-sociale visé sous le paragraphe (1), point 2. de s'efforcer d'obtenir le consentement pour que celui-ci ou ceux-ci soient consultés.

Si la mineure non émancipée ne veut pas effectuer cette démarche ou si le consentement n'est pas obtenu, l'interruption volontaire de grossesse ainsi que les actes médicaux et les soins qui lui sont liés peuvent être pratiqués à la demande de l'intéressée à condition toutefois que la mineure se fasse accompagner tout au long de la procédure par une personne de confiance majeure qu'elle désigne. Dans ce cas, le service d'assistance psychosociale conseillera la mineure sur le choix de la personne majeure.

La confirmation écrite de la femme mineure non émancipée telle qu'exigée au paragraphe (1), point 3. doit être contresignée soit par l'un des titulaires de l'autorité parentale ou par le représentant légal, soit par la personne de confiance ci-avant désignée.

(3) Il n'y a pas d'infraction lorsque l'interruption volontaire de grossesse est pratiquée après la fin de la 12e semaine de grossesse ou après la fin de la 14e semaine d'aménorrhée, et lorsque deux médecins qualifiés attestent par écrit qu'il existe une menace grave pour la santé ou la vie de la femme enceinte ou de l'enfant à naître.

(s.) Lydie Polfer, Viviane Loschetter.

Da kann de Rescht alles stoe bleiwen, all déi Informatioune soll se kréien, mä mir respektéieren d'Fra an hirer eegener Décisioun.

Ech hoffen, wéi gesot, datt dat hei eng breet Ënnerstëtzung fënnt. Well wann dat net esou ass, wann deen Amendement do net géif ugeholl ginn, da kënne mir als Demokratesch Partei op alle Fall dat Gesetz hei net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer, an als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéilt ech dem Rapporteur, dem Weilesch Luss häerzlech Merci soe fir déi ganz flott, propper, korrekt Aart a Weis, wéi en eis Aarbechten an der Kommissioun résuméiert huet an och dann dee schréftleche Rapport hei mëndlech virgedroen huet. Ech mengen, deen Toun, deen hien uginn huet, deen huet och bis elo hei op déi Debatten ofgefierft. Ech hunn eigentlech och net wëlles, dovunner elo ofzewäichen a menger Interventioun.

Ech mengen, mir schwätzen haut ëm eng Ofännerung vum Code pénal, ëm d'Fro vum Avortement. Eigentlech misste mer vill méi an éischter Linn schwätzen iwwer gewollte Schwangerschaften, mir misste schwätzen iwwer gewënschte Kanner, wëllkomm Kanner an eiser Gesellschaft. Well et ass jo dach frappant, dass no allen internationale Statistiken ee kann haut dovunner ausgoen, dass eigentlech op dräi Schwangerschaften een Avortement praktesch kënnt.

Dat ass, wéi schonn hei gesot ginn ass, e soziale Phenomeen, deen net nei ass. En ass vläicht fréier vill méi vertuscht ginn, wéi dat elo haut de Fall ass, mä et ass e Phenomeen, deen ze denke gëtt a wou et sécherlech net duergeet, fir ze reagéiere mam Penalrecht, emol net duergeet, fir Infractioune festzeleeën, net duergeet, fir Strofe festzeleeën, Interdictiounen opzëerleeën, mä wou virun allem muss preventiv ugesat ginn.

An och do wësse mer wahrscheinlech, dass net alles ze maachen ass. Do soll ee sech näischt virmaachen. Wann ech déi lescht Zuele vum Planning Familial kucken, dass si feststellen, dass bei deenen ongewollte Schwangerschaften, déi bei hinne gemellt si ginn, wou ëm Berodung an Hëllef gefrot ginn ass, dass dovunner d'Halschent awer och vu Frae kommen, déi a Kontrazeptioun waren, da weess een also och, dass eleng duerch méi Kontrazeptiounsmëttelen de Problem net geléist ass, dass also och vill méi déif muss ugefaange ginn. An dat ass eigentlech awer ze begréissen.

An do ass awer och e Punkt, wou mer eis eigentlech eens waren an der Kommissioun, nodeem mer dräi Ministeren héieren hunn: de Gesondheetsminister, d'Éducatiounsministesch an d'Familljeministesch. Do ass gesot ginn, wat fir Effortë momentan, a besonnesch awer och déi lescht Jore gemaach gi sinn an deem dote Beräich, wat ebe Sexualopklärung ugeet, wat d'Fro ugeet vum verantwortungsbewossten Émgang mat der Sexualitéit, och mam Partner, wat d'Fro ugeet vun och dem Kampf géint Sexualdelikter, Jugendschutz.

Alles dat si wichteg Punkten, a mech huet déi Zuel immens frappéiert, dass an engem Joer 170.000 Kondomen hei zu Lëtzebuerg eigentlech verbreet gi sinn, verdeelt si ginn. Dat ass awer och de Beweis, dass e ganz staarke Besoin do ass an dass an deem Effort do net däerf nogelooss ginn.

Dofir mengen ech, dass ze begréissen ass, dass virun engem Joer d'Regierung décidéiert huet, fir eng quasi Gratuitéit vun de Verhiddungsmëttelen och bei de Frae bis 25 Joer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, wat elo a Frankräich virun e puer Wochen eréischt agefouert ginn ass fir d'Frae bis 18 Joer.

Also, déi Duerstellung, Lëtzebuerg wär ëmmer esou hannendran an deem Ganzen, kann ech net esou gëlle loossen. Ech stelle scho fest, dass vill gemaach gëtt. Et ass vill och an de Schoule gemaach ginn. An ech hunn och festgestallt an deem Tour de table, dee mer an der Kommissioun haten, dass eigentlech an deem dote Punkt keng gréisser Kritiken un der Regierungspolitik formuléiert gi sinn, och net vun der Oppositioun.

Et ass evident, dass weider muss koordinéiert ginn um Regierungs-, awer och um Niveau drënner, déi an deem dote Beräich täteg sinn, fir dass déi eenzel Aktioune vun Opklärung, vun Informatioun och aneneegräifen. An et ass fir eis och selbstverständlech, dass dee preventive Volet also och Virrang huet virun allen aneren.

Et ass evident, ech mengen, dat war ee klenge verbalen Ausrutscher an der Schlussvirstellung vum Weilesch Luss, wéi e gesot huet, déi eng, déi fir den Avortement sinn, an déi aner si géint den Avortement. Ech kennen effektiv Gruppen, déi géint den Avortement sinn, radikal - mä ech kennen eigentlech keng Grupp, déi géif soen: Mir si fir den Avortement. Mir sinn derfir, dass d'Frae sollen avortéieren.

Mir sinn derfir - dozou gehéieren ech och -, dass a gewëssene Konditiounen d'Frae sollen d'Recht kréien, ze décidéieren ze avortéieren, fräi ze décidéieren ze avortéieren. Dat ass dat, firwat, mengen ech, eng ganz Partie Leit astinn, déi sech och zesummefonnt hunn an engem Kollektiv an déi, ech mengen och, op eng ganz engagéiert Aart a Weis hir Positioun virgedroen hunn.

Dass dat Thema hei spalt, dat war ni anescht. Dat ass net nei elo 2012. Dat war an de 70er Joren esou, vläicht mat enger Virulenz, déi nach méi staark war deemools, wéi dat haut de Fall ass. An ech muss éierlech soen, ech fannen et och ganz normal, dass all relevant gesellschaftlech Kräfte sech zu deem doten Thema äusseren. Si mussen et allerdéngs maachen an engem Mooss, wou se net blesséieren, a si mussen et maachen an engem Mooss, dass se och aner Leit net onnéidegem Drock ausetzen.

Ech muss soen, ech si jo awer liicht generft, muss ech soen, vun deenen E-Mailen, déi elo an deene leschten Deeg hei op eis eraprassele vu radikalen Avortementsgéigner - déi kann een esou nennen! Déi versichen, iwwert deen dote Wee also hei op d'Volleksvertrieder Drock auszeüben. Ech mengen, deem Drock do, deem wäerte mir ganz gären och standhalen. Mä et beweist, dass also och den Émgang mat esou kontroversen Themen an de Respekt vum aneren net jiddwerengem seng Saach sinn.

Meng Partei - dat huet sech net geännert, dat ass éiweg eis Propositioun, dat war se schonn an de 70er Joren -, d'Positioun vu menger Partei war, eng Fristeléisung anzeféieren, d'Stroffräiheet also vun de Frae während enger gewëssener Period, während deenen éischten dräi Méint, an natierlech och d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra. Dat si fir eis wichteg Punkten, bleiwe fir eis wichteg Punkten.

Mir sinn der Meenung, dass mer déi dote Prinzipien iwwert deen heiten Text net verroden, dass déi Prinzipien an deem Text, wéi en haut zur Diskussioun an zur Ofstëmmung virläit, respektéiert sinn.

Mir sinn ewell an engem Kader vun enger kloerer Fristeléisung. Et ass wouer, dat war eng élargéiert Indikatiounsléisung am Regierungstext. Doduerjer, dass all Indikatiounen erausgeholl si ginn, si mer net méi an der Logik vun enger Indikatiounsléisung dran. Mir sinn an eng Fristelogik erakomm, dat ass selbstverständlech, dat kann ech schwéierlech... D'Fakte sinn do an d'Madame Polfer huet et jo eigentlech och ugedeit, och wa se dat net esou kloer herno an de Konklusioune gesot huet.

Mir sinn elo an enger Fristeléisung dran. Mir sinn an enger Fristeléisung dra mat enger Flichtberodung nom Modell vun Däitschland. Loosse mer dat och soen: Dat ass keng Lëtzebuerger Erfindung. An Däitschland hunn aner Systemer bestanen, a Westdäitschland notamment, an och an Ostdäitschland hu méi large Systemer bestanen, an zënter 1992, opgrond och vu Geriichtsprozesser, déi an Däitschland waren - dat muss ee fairerweis soen -, a vu Virgaben, déi d'Bundesverfassungsgericht ginn huet.

Bei hinnen, si hunn an der Verfassung d'Rechter, de Schutz vum ongebuerene Liewen stoen, wat bei eis zu Lëtzebuerg kee Verfassungsprinzip ass. Dat ass en däitsche Verfassungsprinzip. D'Recht op d'Liewen allgemeng gëtt et och an internationale Konventiounen, mä ausgedréckt prezis: „de Schutz vum ongebuerenen - vum ongebuerenen! - Liewen", ech kenne keen internationalen Text, dee Lëtzebuerg guttgeheescht hätt, wou deen dote Prinzip dra wär.

Mä e steet awer an der däitscher Verfassung mat dran, an dat erkläert och eng ganz Rëtsch vun Obligatiounen, déi se hunn. An d'Rechter vun der Fra op där enger Säit an de Schutz vum ongebuerene Liewen op där anerer Säit hunn dozou gefouert, dass déi däitsch Virgabe komm sinn, e System, deen elo awer an Däitschland zënter 20 Joer fonctionnéiert.

Ech hu versicht, dat och e bëssen ze verfollegen an Däitschland, wou ech awer net gemierkt hunn, dass do elo eng Revolt an Däitschland wär, well d'Fraen do, an deem dote Fall, géife bevirmont ginn, wéi wann d'Frae géifen onwierdeg behandelt ginn duerch déi obligatoresch Consultatioun, déi an Däitschland besteet. Si besteet zënter 20 Joer, si fonctionnéiert wahrscheinlech op deenen enge Plaze besser wéi op aneren, mä et kann een net soen, dass dat doten eigentlech e skandaléise Virgang wär.

En ass an Däitschland do an - et ass scho rappeléiert ginn - an der Loi Veil, wat jo awer sengerzäit dat Gesetz war, wat ëmmer an de Vierdergrond gestallt ginn ass, wou d'Rechter vun der Fra an d'Recht op eng Ofdreiwung erstmaleg eigentlech verankert ginn. D'Loi Veil huet während 25, 26 Joer en Entretien préalable virgesi fir all Frae virum Avortement, an och haut - et ass vläicht e bëssen ënnergaangen an der Diskussioun - besteet nach a Frankräich en Entretien préalable obligatoire fir déi mannerjäheg Fraen, déi wëllen avortéieren. Et ass also e System, deen et op anere Plazen och gëtt.

A Portugal, et ass gesot ginn, do ass e bëssen en anere System: Do mussen zwee Dokteren

intervenéieren. Deen Dokter, deen d'Grossesse feststellt, däerf net deeselwechte sinn, deen herno den Avortement duerchféiert - also och do d'Suerg eigentlech, fir eng gewësse Kontroll ze hunn. Esou dass een also, jee no der Geschicht vun den eenzelne Länner, verschidden Texter huet.

Et huet een och Länner, déi nach relativ streng Texter hunn, déi awer relativ large ausgedehnt ginn, d'Belsch zum Beispill. Do sinn ech och frou, dass mer an eenzelne Punkten éischter op dee franséischen Text gaange sinn, niewent der Inspektioun vum däitsche Gesetz, wéi op dee belschen Text. Aus dem belschen Text geet zum Beispill net kloer ervir - dee geet op '90 zréck -, dass et eng „appréciation souveraine" vun der Femme enceinte ass, déi d'Noutsituatioun eigentlech festleet. Do steet dran, si muss an enger „situation de détresse" sinn. Mä dass dat eng „appréciation souveraine" ass, dat heescht, déi vu kengem ka contestéiert ginn, vu kengem Dokter, vu kengem Geriicht herno ka contestéiert ginn, dat fënnt een an där dote Kloerheet och souguer am belschen Text net erëm.

Hei hu mer also en Text, dee méi däitlech ass, méi kloer ass, wat d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra ugeet, wéi dat munch aner Législatioune sinn, déi mer oft als Beispill mat erunzéien.

Et ass am Virfeld vun der Diskussioun - haut nach net - gesot ginn: „Deen Text do, dat ass erëm e faule Kompromiss!", well jo an der Politik bal all Kompromisser musse praktesch faul sinn. Obwuel mir andauernd amgaange sinn, an eisem eegene Liewen och, Kompromisser ze schléissen, denken ech, well soss kënnt ee relativ schlecht duerch dat Liewen!

Ech deelen déi Aschätzung net! Ech deelen déi Aschätzung net, an ech wëll och soen, dass dat och keen neie Phenomeen ass. Ech hat jo schonn d'Geleeënheet, drop hinzeweisen, mä déi mannste Leit wëssen dat. An effektiv, ech si frou, dass meng Tata Marthe Bigelbach hei zitéiert ginn ass.

Ech war och als Jugendleche relativ staark implizéiert an déi Diskussiounen deemools hei, an och déi Diskussiounen, déi bei eis doheem gefouert gi si ronderëm dat éischt Avortementsgesetz vun 1978. Mä dat war deemools e Kompromisstext tëschent enger LSAP, déi schonn deemools fir eng Fristeléisung war, an enger DP, den Hären Thorn a Mart, déi nëmmen eng Indikatiounsléisung deemools wollten.

Et war net méiglech - ähnlech wéi dat awer an Däitschland mat enger SPD-Regierung de Fall war, wéi et an Éisträich mat der SPÖ de Fall war -, zu där Zäit war et net méiglech an der Regierung, fir u sech en Accord ze fannen op enger Fristeléisung, an et ass eng Indikatiounsléisung fonnt ginn. Déi och esou kloer net ass, Madame Polfer! Also, wa mer vu Kloerheet vun Texter schwätzen, haut a fréier, zum Beispill war den Accord net do, war de politesche Konsens an der Koalitioun deemools net do - an et war och net de Feeler vun de Sozialisten -, fir d'sozial Indikatioun kloer dranzeschreiwen. D'sozial Indikatioun, déi ass esou tëschent den Zeilen, do kann ee se och am aktuellen Text vun '78 mat dra liesen, mä et geet jo effektiv nëmme vun enger Détresse physique a psychique hier, wou herno gesot ginn ass vun deenen, déi éischter pro sinn: „Do ass d'sozial Indikatioun eigentlech dran."

Mir hunn awer net deemools schonn, wéi aner Länner et awer gemaach hunn, d'sozial Indikatioun kloer drageschriwwen. An och deemools war deen Text en Équiliber vu Rücksichten op déi eng an op déi aner, do huet och kee sech eent zu eent duerchgesat, an dat ass eigentlech mat deem Text vun haut net anescht. Och deen Text do ass en Équiliber vu gewëssene Gesiichtspunkten, well mer net därselwechter Meenung sinn an där dote Fro a well mer och prinzipiell eng aner Approche hunn zu där dote Fro!

Dofir denken ech, dass dee Kompromisstext vun haut sécherlech vu senger Essenz hier net méi schlecht ass wéi dee vun 1978. Op jidde Fall si mer eis awer eens, dass dat hei, deen Text hei, e Fortschrëtt duerstellt par rapport zu der aktueller Gesetzgebung, déi op 1978 zréckgeet.

Dofir wëll ech och nach eng Kéier, well sech ëmmer op déi Fro vun der zweeter Consultatioun braquéiert ginn ass - déi wichteg ass, mä gesetzlech jo awer net nëmmen -, aus där dote Fro awer déi Punkten ervirhiewen, dat sinn der sechs, wou mir eigentlech gesinn, dass sech do eppes am Positiven ännert par rapport zum Gesetz vun haut, am positive Sënn, dass liberaliséiert gëtt.

An ech mengen, d'kathoulesch Kierch huet sech jo net gëiert an der Stoussrichtung vun deem heiten Text; firwat sollt soss den Erzbistum erausgoen an en Hierdebréif erausginn, wou e schwätzt: „Mir mussen oppassen, dass mer net weider liberaliséieren am Beräich vum Avortement", wann en der Meenung wär, dass alles géif beim Ale bleiwen, dass sech näischt géif änneren a souguer, dass dat do nach méi e konservativen Text wär wéi d'Gesetz vun 1978? Ech ginn do Vertrauen un déi Leit, déi Texter kënne liesen an der kathoulescher Kierch, dass se do eng richteg Interpretatioun vun deem heite Projet gemaach hunn, esou wéi en hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung virläit.

Wat sinn déi Ännerungen? Ech hunn et gesot: Mir komme vun enger Indikatiounsléisung op eng Fristeléisung hin. Mir schreiwen d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra - et ass effektiv e staarke Punkt och par rapport zum Regierungsprogramm, wou dat zwar d'Absicht war vun der Regierung, och esou dokumentéiert ass am Exposé des motifs -, mir schreiwen dat an den Text selwer vum Gesetz mat dran.

Dat gëtt deem Ganzen natierlech ganz vill Stäerkt an dat mécht eigentlech och déi Fro vun der Selbstbestëmmung vun der Fra zum Zentrum, zum Dréi- an Aangelpunkt vun deem neie System, wéi en hei proposéiert gëtt.

Dann den zweete wichtege Punkt - en ass och schonn ervirgehuewe ginn an och keng Selbstverständlechkeet. Ech mengen, ech verrode kee Geheimnis, dass och dat relativ haart Diskussioune waren tëschent de Koalitiounsparteien, wou mer eis awer scho bei de Koalitiounsverhandlungen op deem dote Punkt eenege konnten: Dat ass d'Fro vun der Situatioun vun der mannerjähreger Fra. Déi ass haut guer net gekläert!

Si ass guer net gekläert, an do gëtt et zwou Interpretatiounen. Déi eng soen, wann et net gekläert ass, d'Recht vun der Fra - och eng mannerjähreg Fra huet Rechter -, also à la rigueur kéint déi och eleng dann décidéieren. Mä haut huet jo den Dokter d'Responsabilitéit, den Dokter muss jo certifiéieren - am aktuelle System -, ob d'Fra an enger Situatioun ass, déi dem Gesetz entsprécht, oder net. A fir hien ass et also eng ganz onkloer Situatioun, wéi et haut ass.

Et sinn aner Interpretatiounen, déi soen dann: Neen, dat do ass eng Décisioun, déi geet esou wäit, do muss den Accord vun den Eltere virleien. Also et gëtt vill Législatiounen an Europa, déi soen näischt dozou, an et gëtt der eng ganz Partie, déi et reglementéieren. Déi aner, et sinn der, déi et verbidden, do mussen d'Elteren, eleng d'Eltere musse mat d'accord sinn. Et sinn der, déi Altersgrenzen asetzen, déi soen, ab 16 kann eng Fra och ouni den Accord vun den Elteren esou eng Décisioun huelen.

A mir sinn hei de Wee gaangen, dass mer eis do un deem franséischen Text inspiréiert hunn - ech mengen, d'Belsch hunn en ähnlechen Text -, wou mer da soen, dass de Prinzip scho soll sinn, dass et wënschenswäert ass, dass d'Eltere mat agebonne ginn, dass d'Elteren hiren Accord ginn. Mä wann d'Fra awer der Meenung bleift, dass se dat net wëllt, da ka se eng Vertrauenspersoun bestëmmen, déi en lieu et place eigentlech och dann d'Responsabilitéit mat iwwerhëlt fir déi mannerjähreg Fra.

Ech mengen, dass dat do e ganz flotte Plus ass par rapport zur där Situatioun, wéi mer se haut hunn. Dat bréngt vill méi Rechtssécherheet par rapport zu deem, wat mer haut a während elo laangen, laange Joren, iwwer 30 Joer, hei zu Lëtzebuerg kannt hunn.

Da mengen ech, dass et u sech gutt ass. D'Fro ass natierlech, ob dat an de Code pénal geheiert oder net. Déi Fro géif ech éischter mat Nee beäntwerten, mä dat ass awer elo hei esou zréckbehale ginn, fir e kohärenten a gemeinsamen Text ze hunn.

Dat ass dach awer, dass e Recht eigentlech op eng sozial a psychologesch Betreiung kënnt. Esou e Recht ass et bis elo net ginn. Dat Gesetz hei féiert eigentlech och implizit esou e Recht op eng psychologesch, sozial Betreiung an, net nëmme virun dem Avortement, mä, wat fir eis immens wichteg ass, och nom Avortement.

A wat also och ganz kloer ass: dass déi Berodung och hei wäert fir d'Leit gratis sinn. Dat hei ass also eng Berodung, wou u sech d'Leit am Endeffekt net brauchen an d'Täsch ze gräifen. Och dat ass keng Selbstverständlechkeet! Och haut gëtt et nach ëmmer eng ganz Partie Länner, wou eng IVG eigentlech net rembourséiert gëtt, oder net zu den normalen Tauxe rembourséiert gëtt vun de Gesondheetskeesen. Och gëtt et ganz vill Länner, wou eigentlech dee fräien Accès, praktesch gratis, zu de Kontrazeptiounsmëttelen net garantéiert ass, gëtt et also och Länner, déi haut, wéi dat zu Lëtzebuerg ass, d'Pilule du lendemain net einfach an enger Apdikt kënne bezéien, wou et vill méi komplizéiert ass, fir dat ze maachen.

Alles dat ass e Ganzt. Et muss een also bei der Appréciatioun vun deem heiten Text och all déi doten Elementer mat berücksichtegen.

Dann, mengen ech, ass och e Punkt derbäi, deen e bëssen ënnergaangen ass, ausser bei deene puer méi kritesche Wegbegleiter op deem heiten, dat ass de Reflexiounsdélai. De Reflexiounsdélai, deen elo bei siwen Deeg ass, dee leeft vun der éischter Consultatioun beim Dokter bis zum Avortement, dee gëtt erofgesat, dee gëtt net eropgesat. Dee gëtt erofgesat, dee gëtt vu siwen op dräi Deeg erofgesat, an dat ass esou zimlech an Europa dee kierzte Reflexiounsdélai, deen et gëtt.

Dat och an der Iwwerleeung natierlech, dass, wann et zu enger obligatorescher Consultatioun kënnt, dass doduerjer kënnen e puer Deeg verluer goen an dass et also wichteg ass, dat op deem dote Wee och sécherzestellen, dass een do net onnéideg Zäit verléiert, a virun allem awer och, well och gewosst ass, dass duerch an duerch och eng ganz Partie Fraen eréischt um Enn vun de legalen Délaien oft den Dokter consultéieren an dass et dann oft enk gëtt, fir an dem gesetzleche Kader ze bleiwen. Dofir, mengen ech, ass et ganz gutt.

An do war de Conseil d'État enger anerer Meenung. De Conseil d'État war onbedéngt der Meenung, dass den Délai misst op siwen Deeg bleiwen. Mir hunn dem Conseil d'État net gefollegt a mir sinn eigentlech hei, wéi de Regierungsprojet dat iwwregens virgesinn huet, bei dräi Deeg bliwwen.

E fënnefte Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, dat ass och eppes, wat am Text drasteet, dat mer iwwerholl hunn. Dat ass, dass den Dokter, deen den Avortement net kann oder net wëllt praktizéieren, dass deen awer muss eigentlech d'Fra weiderleeden un eng Stell, wou den Avortement ka praktizéiert ginn. Dat heescht, do ass et eng Obligatioun elo iwwert de Ministère. De Gesondheetsministère muss also eng Lëscht erstelle vun deenen Zentren, wou Avortementen duerchgefouert ginn, fir dass also d'Fra net mat eidelen Hänn dosteet, mä dass d'Fra eigentlech weess, wat den nächste Schratt ass, dee se ze maachen huet. Och dat ass am definitiven Text, dee mer haut ofstëmmen, mat dran.

Dann de sechste Punkt, dat ass dee vun der Residenzklausel. Deen ass effektiv haut am Gesetz vun 1978 schonn dran, dass ee muss eigentlech dräi Méint hei zu Lëtzebuerg wunnen, ier een an déi Bestëmmungen eigentlech vun deem Avortementsgesetz kann erakommen. Do ass et fir mech och relativ kloer gewiescht vun Ufank un, dass dat do kaum kompatibel ass mat europäesche Bestëmmungen an dass eigentlech déi Residenzklausel do aus deenen Ursaachen och muss falen. Also déi Residenzklausel, déi haut besteet, wäert an Zukunft net méi bestoen.

Ech géif nach gären e leschte Punkt, e siwente Punkt, bäifügen, dee vu wéinege Leit eigentlech ervirgestrach ginn ass, mä op deen ech och nach eng Kéier zousätzlech opmierksam gemaach gi sinn, wéi ech nach eng Kéier och d'Fuerderunge vum Collectif „Si je veux" nogelies hunn opgrond vun deem éischten Text, vum Regierungstext. Do sinn am Fong véier Punkte contestéiert ginn, am urspréngleche Text, vun deem Collectif.

Ech mengen haut kënnen ze soen, opgrond vun deem Text, deen eis elo virläit, dass der zwee vun deene Punkte ganz berücksichtegt gi sinn an zwee anerer deelweis berücksichtegt gi sinn. Ganz berücksichtegt ginn ass d'Fuerderung, dass een aus enger Indikatiounsléisung, vum Opziele vun Indikatioune soll erauskommen. Et ass net méi de Fall am definitiven Text. Ganz berücksichtegt ginn ass och d'Opgi vun där Residenzklausel vun dräi Méint, déi ass net méi am Text mat dran.

Dann ass d'Fro vum Bäibehale vun der Penaliséierung vun dem Avortement. Elo verstinn - ech mierken - all déi Leit, déi dovunner schwätzen, jiddwereen eppes aneschters dorënner. Déi eng soen, d'Frae solle ganz depenaliséiert ginn, dass am Fong ni d'Fra soll kënne behaft ginn, mä eigentlech ëmmer just nach den Dokter, deen et vläicht duerchzitt, d'Fra selwer net. Et gëtt Leit, déi mengen domadder, dass déi Texter sollen aus dem Code pénal erausgeholl ginn an an aner Texter.

Wat hei awer geschitt ass - an ech géif bieden, a Rou nach eng Kéier den Text nozeliesen, well sech do awer och inspiréiert ginn ass un notamment dem belschen Text: Haut ass et esou, am Gesetz vun 1978, dass all Avortement eng Infractioun ass, mä dass en Avortement, deen ënner gewësse Konditiounen duerchgefouert gëtt, stroffräi bleift. Et ass eigentlech eng Excuse légale.

Am neien Text, dee mer hei hunn, ass net méi all Avortement eng Infractioun, mä nëmmen déi Avortementen, déi net de gesetzlechen Normen entspriechen. Dat ass fir mech awer e wichtege symboleschen, prinzipielle Schratt, wou mer eraus sinn aus dem Prinzip, dass emol all Avortement schonn eng Infractioun ass, a jee, wann dann d'Fra an enger bestëmmter Situatioun ass, da gëtt se net bestrooft dofir. Mä si huet ëmmer nach immoralesch an eigentlech illegal gehandelt, quitte dass keng Sanctions pénales sinn.

Dat ass eriwwer eigentlech mat där Logik, an där mer elo mat deem neien Text dra sinn. Doduerjer, dass mer zwee Artikelen, zwee Sätz liicht ëmgeännert hunn an der Formulatioun, dass mer do déi belsch Wuertwahl gewielt hunn, ass dat doten an den definitiven Text och materakomm. Dat wollt ech och awer hei ervirsträichen, well bis elo dat eigentlech, mengen ech, och deene mannsten opgefall ass.

Dann ass déi véiert Haaptkritik eigentlech vum Collectif natierlech déi zweet obligatoresch Consultatioun an engem Centre agréé. Ech muss soen, dass dat do natierlech ee vun deene Punkte war, wou haart geronge ginn ass, och an der Koalitioun, och tëschent de Fraktiounen, well déi Amendementen, déi de Rapporteur proposéiert huet, waren natierlech virdrun an der Koalitioun och diskutéiert ginn a festgehale ginn.

Ech mengen, d'CSV huet op den obligatoresche Charakter vun där zweeter Consultatioun fir all Fra gehalen. Eis Suerg war et, sécherzestellen, dass effektiv, och duerch d'Strukturen, wou et ofleeft, an duerch déi Leit, déi déi dote Berodung maachen, net den Androck kann entstoen, et géif versicht ginn, Pressioun an engem gewëssene Sënn ze maachen.

Well mer eis awer, dat wëll ech soen, an der Koalitioun ëmmer eens waren, dass mer net deen däitsche Leitmotiv vun hirer Consultatioun géifen iwwerhuelen - well an Däitschland gëtt zwar gesot, et ass „ergebnisoffen", mä si soen awer och, et ass ëmmer awer ënnert dem Gesiichtspunkt vum Schutz vum „ungeborenen Leben" -, hu mer dat an allen Texter kloergestallt, dass dat net eis Philosophie ass. „Ergebnisoffen", jo, mä awer wäertneutral, net drécken an eng Richtung oder an déi aner.

An da spillt natierlech och d'Fro: Wie mécht dat do? Ech muss soen, dass do d'Diskussioun um Regierungstext e bësse vergëft ginn ass - kann ech soen, vun eiser Säit aus gekuckt - duerch déi parallell Agrémentsdemanden, déi virlouche vun zwou Associatiounen, déi ech respektéieren, mä déi awer vun hirem Objet hier sech kënnen dem Virworf aussetzen, dass se éischter vläicht géifen an eng Richtung hir Consultatioun, hir Berodung maachen.

Dofir sinn ech frou - dat ass awer dat Positivt vun deem leschten Text -, dass doduerjer, dass gesot gëtt, déi Berodung kann nëmme stattfannen an deene bestehende Servicer vun engem Spidol oder an engem agréémierten Zenter, deen och gläichzäiteg agréémiert ass, fir Avortementen duerchzeféieren - dat ass bis dato nëmmen de Planning Familial -, dass mer doduerjer déi Niewendiskussioun iwwert den Objet vun eenzelnen Associatiounen, dass mer déi domadder net an d'Vitrine gestallt hunn, dass mer déi domadder op d'Säit konnte setzen. Ech mengen, dass dat awer u sech zu enger Objektivéierung och vun där ganzer Diskussioun gefouert huet an dass u sech een deen dote Punkt kann esou maachen.

Ech deelen - dat kënnt Der verstoen - déi harsch Kritik vun der Madame Polfer net, déi vun Hypokrisie an ähnleche béise Saachen hei geschwat huet un d'Adress vun den Auteure vun deenen heiten Texter, fir ze soen, wat do mat der zweeter Consultatioun wär, dat wär u sech egal wat.

Ech hu gesot, vum Prinzip hier, mengen ech, si mer eigentlech alleguerte fir d'Méiglechkeet vun enger Consultatioun. D'Fro ass eigentlech just: Maache mer se obligatoresch, a fir wie maache mer se obligatoresch?

Well och Dir, Madame Polfer, hutt an der Proposition de loi, déi Der iwwerholl hutt, déi Der awer déposéiert hutt an Ärem Numm an a kengem aneren, gesot, Dir wäert der Meenung, dass fir mannerjähreg Fraen obligatoresch misst eng Consultatioun si virum an och nom Avortement, sou dass also och do...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Do si mer eis eens.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, d'Fro ass just, wann ee seet, dat ass en „onwierdegen" Ëmgang mat Fraen, da muss ee sech just froen: Jo, wann dat esou prinzipiell eng Oflehnung ass vun engem obligatoresche Charakter - onwierdegen Ëmgang -, an ze soen, bei enger Fra mat 17 an engem hallwe Joer, do ass et obligatoresch, dann ass et wierdeg, a bei enger Fra mat 18 an engem hallwe Joer, do ass et onwierdeg?

Wann ee prinzipiell géint eppes ass,...

(Interruption)

Ech soe just, wann ee prinzipiell, mat haarde Wierder géint eppes ass, da muss een awer

nuancéieren. Ech hu bis elo nämlech nach ni héieren an Aussoen, dass Der eigentlech och derfir wäert, dass et obligatoresch sollt si fir mannerjähreg Fraen. Wann dat esou ass, dann ass dat déi éischte Kéier, wou ech dat elo hei esou däitlech...

(Interruptions diverses)

...esou däitlech héieren.

(Interruption)

Wat gelift? Wéi dann?

Une voix.- Mir waren eis eens an der Kommissioun.

Une deuxième voix.- Dat war ni contestéiert. Dat war ni an der Kommissioun contestéiert.

(Interruption)

La première voix.- Mir waren eis eens an der Kommissioun.

La deuxième voix.- Dat do war ni an der Kommissioun contestéiert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hunn ech jo net gesot!

La première voix.- Dach, Dir sot, Dir hätt dat ni héieren!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn ni héieren, effektiv, an der Kommissioun, dass Dir gesot hätt, Dir wäert der Meenung, dass eng obligatoresch...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dach!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...Consultatioun sollt si bei mannerjährege...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Do war kee Problem.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da sinn ech frou. Also, den Här Weiler huet et och net héieren, da muss een d'Procès-verbaux...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma dach!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...gären nokucke fir dat doten. Op jidde Fall, Dir hat jo eng Pressekonferenz, ech hunn déi dote Remarque och an där Pressekonferenz net erëm...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä, entschëllegt, Här Bodry, Dir hutt awer e kuerze Verhalt, well Dir hutt nämlech genau dat nämlecht do an der Kommissioun schonn eng Kéier gesot, an ech hunn Iech do an der Kommissioun genau dat nämlecht geäntwert: datt et nun eemol esou ass, datt eng mineur Fra eng Mineur ass, an datt bei Mineuren effektiv méi Schutzmoossname musse komme wéi bei Erwuessenen. Dat hunn ech Iech an der Kommissioun...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, ech si frou, dat doten ze héieren! Da...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat ass awer näischt Neits, dat doten!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...sinn eis Positiounen erëm nach e Stéckche méi no! Also, et ass formidabel!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wann Dir esou schnell vergiesst, da musst Der do awer eppes...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass formidabel. Neen, ech si frou, dass dat...

(Brouhaha)

M. le Président.- Jo, ech géif Iech awer elo bieden, dem Här Bodry nozelauschteren, net alleguer mateneen ze schwätzen! Hei freet d'Madame Loschetter, fir dem Här Bodry eng Fro ze stellen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här Bodry, kënnt Der Iech net drun erënneren, datt ech am Numm vun der grénger Fraktioun an der Kommissioun souguer en Amendement déposéiert hunn, wou ech den obligatoresche Charakter an deem Paragraph fir erwuesse Frae wollt ewechkréien? Wat en anere Paragraph ass wéi dee fir Mineuren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, ech si frou, ech mengen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An Dir hutt souguer dergéint gestëmmt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, ech mengen... Mä selbstverständlech. Ech mengen, ech si frou, dass dat dote kloer ass. Ech muss soen, mat der Virulenz, mat der Virulenz, wou de Prinzip vun enger zweeter obligatorescher Consultatioun attaquéiert gëtt, wou geschwat gëtt, dat wär onwierdeg fir d'Fraen, do huelen ech dann hei zur Kenntnis, dass Der awer d'accord sidd, dass, wann et eng mannerjähreg Fra ass, dann déi Consultatioun misst sinn.

Dann ass dat gutt, dann ass dat an der Rei.

(Interruption)

Dat entsprécht och där Positioun, déi d'Madame Err an hirer Proposition de loi vun 2007 hat. Dofir wëll ech och profitéieren, fir e Merci ze soen un d'Lydie Err, well ech der Meenung sinn, dass mer déi Diskussioun haut net géife féieren, wann och net eng legislativ Initiativ geholl gi wär an der leschter Period, fir dee ganzen Dossier erëm eng Kéier un d'Rullen ze bréngen. Dat wëll ech hei ausdrécklech ervirhiewen.

Et ass vläicht sécherlech net honnertprozenteg dat erauskomm, wat d'Madame Err sech selwer virgestallt hat, mä ech wëll awer hei betounen, dass fir eis dat doten e ganz wichtege Punkt war. Dat huet eng Situatioun débloquéiert, déi während 35 Joer einfach op der Plaz getrëppelt ass, obwuel d'Gesellschaft u sech eigentlech schonn 1978 e bëssen eng aner war wéi deen Text vun deemools a sech wäit iwwert déi lescht Jorzéngten anescht entwéckelt huet.

Fir eis ass wichteg, dass mer en A behalen - wéi mer dat als Chamber, mengen ech, bei villen Texter mat Recht fuerderen - op d'Emsetzung vum neien Text, dass mer net elo soen: Mir hunn den Text gestëmmt an domadder war et dat dann. Ad acta! Da kënnen déi Leit um Terrain kucken, domadder eens ze ginn.

Ech mengen, dass et eng Responsabilitéit ass vun der Chamber, wann nei Texter kommen, notamment Texter, wou d'Theorie oft eent ass an d'Praxis um Terrain eppes aneschters ass, dass do wierklech gepréift gëtt, wéi déi nei Texter och gräifen, ob déi Zilsetzungen, déi ee sech ginn huet, ob déi och wierklech realiséiert ginn an ob och déi néideg Mëttelen eigentlech do sinn, fir déi Texter kënne korrekt ëmzesetzen.

Dofir leeën ech hei am Numm vun de Majoritéitsparteien CSV an LSAP eng Motioun vir, wou mer eng Rei vun Demanden un d'Regierung ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse;

- vu la déclaration gouvernementale de 2009;

- vu la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe datée du 16 avril 2008;

- vu la résolution du Parlement européen du 10 février 2010 sur l'égalité des femmes et des hommes au sein de l'Union européenne;

- considérant que seule l'éducation sexuelle et affective large et efficace prévue par la loi de 1978 permettra de prévenir les grossesses non désirées et de réduire le nombre des IVG;

- soulignant l'importance d'une information sexuelle préventive;

- considérant qu'une consultation psychosociale participe à l'autodétermination de la femme enceinte à condition toutefois que le service offert soit neutre;

- soulignant la nécessité de garantir et de contrôler la qualité et la neutralité de l'accueil des femmes;

- constatant que pour garantir aux femmes concernées un accueil, une écoute et un conseil neutre et de qualité, il est indispensable que les services d'assistance psychosociale travaillent tous de la même manière;

- considérant qu'à des fins statistiques, il appartiendra aux médecins de déclarer les IVG pratiquées, ainsi qu'aux services d'assistance psychosociale de déclarer les consultations visées par le texte;

- soulignant le besoin impérieux d'un suivi statistique;

invite le Gouvernement

- à l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi, à lancer une vaste campagne d'information du public sur la contraception comprenant une politique d'information et d'éducation sexuelle auprès des jeunes;

- à accorder aux établissements hospitaliers et autres établissements agréés auxquels se réfère le texte sous rubrique les moyens indispensables pour réaliser correctement leurs missions légales;

- à s'assurer que les services d'assistance psychosociale se donnent des règles de travail communes afin de garantir aux femmes une prise en charge adéquate, neutre et de même qualité à travers tout le pays;

- à contrôler la qualité et la neutralité des consultations obligatoires;

- à veiller à ce que les médecins et les services d'assistance psychosociale déclarent à des fins de statistiques les IVG et consultations visées par le texte sous rubrique;

- à procéder d'ici trois ans au plus tard à une évaluation de l'exécution des dispositions de la nouvelle loi;

- à présenter ses conclusions à la Chambre des Députés.

(s.) Alex Bodry, Lydia Mutsch, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Lucien Weiler.

Mir wëlle vun der Regierung, dass déi néideg Moyenen, dat heescht also finanziell, personell a materiell Moyenen zur Verfügung gestallt ginn all deenen Acteuren, déi elo gefuerdert sinn, fir deen heiten neien Text propper ëmzesetzen, am Sënn vun der schwangerer Fra, am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun der Fra. Dat gëllt also fir Spideeler, dat gëllt fir déi agréémiert Zentren, déi souwuel d'Berodung wéi och den Avortement kënne praktizéieren.

Da schéngt eis wichteg ze sinn opgrond vun deem obligatoresche Charakter vun där Berodung - nach méi wéi wann et nëmmen e fakultative Charakter wär -, dass u sech d'Qualitéit an d'Wäerteneutralitéit vun där Berodung do am A behale ginn, dass d'Regierung eng Rei vu Virgabe gëtt an déi dote Richtung, dass natierlech och um Terrain Kontrolle stattfannen, dass Qualitéit a Wäerteneutralitéit vun där Berodung do och wierklech stattfannen an net nëmmen an den Texter oder an Absichtserklärungen drastinn.

Da wär et onheemlech wichteg... Et ass jo eigentlech e bësse geckeg, dass mer hei op schwaarzen Zuele musse räsonéieren. Sécherlech, an alle Länner gëtt et Avortementen, déi net erfaasst gi statistesch. Mä dass mer eigentlech praktesch guer keng Basis hunn, ausser déi vum Planning Familial, wou ëmmerhin iwwer 500 - an engem Joer! -, iwwer 500 Avortementen eigentlech gelaf sinn, no eise schwaarzen Zuele bal en Drëttel, bal al drëtten Avortement wär hei iwwert de Planning gelaf. Wou ech och hei wëll betounen, dass de Planning, well dee jo gläichzäiteg Berodung an Avortemente ka praktizéieren, eigentlech och praktesch am beschte gewappnet ass, fir mat deem neien Text och do kënnen eens ze ginn, ouni dass dat gréisser Schwieregkeeten och fir d'Frae wäert mat sech zéien.

Wichteg ass fir eis awer och, dass mer bei all deene Virgaben, déi mer vun der Regierung gären hätten, och fir ze garantéieren, dass mer eng eenheetlech Berodung an der Qualitéit an am Inhalt iwwert d'Land kréien, dass mer duerno och hei gemeinsam eng Evaluatioun maachen. Net nëmmen e Bilan zéien, wou mer statistesch Donnéeën einfach hei kréien op engem Tableau, mä wou een och wierklech kann herno Konsequenzen draus zéien, politesch dat do diskutéieren a kucken, wéi effektiv deen neien Text gegraff huet.

Also, spéitstens no dräi Joer gëtt vun der Regierung verlaangt, dass eng Evaluatioun gemaach gëtt vun der praktescher Ëmsetzung vun deem heite Gesetzestext an all senge Facetten. An dat ass net nëmmen en internt Dokument fir d'Regierung, dat ass en Dokument, wat der Chamber muss virgeluecht ginn.

Sou dass ech mengen, dass mer hei korrekt Aarbecht geleescht hunn, dass mer hei eis weiderbewegen an enger Liberaliséierung vun eiser Avortementsgesetzgebung, déi ganz no bei de gesellschaftleche Realitéiten ass!

Eise Wonsch ass eigentlech, dass déi Gesetzer esou mann wéi méiglech misste spillen. Mir wëssen, dass d'Realitéit eng aner ass, an dofir sief och nach eng Kéier erënnert drun, dass mer all déi Effortë vum Preventiven net däerfen opginn an all eis Efforten och dorobber musse konzentréieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt zwee Mercien, deen een natierlech un de Kolleeg Weiler fir seng ganz Aarbecht an der Chamberskommissioun an och fir seng Ried haut hei vir, an awer och e Merci un de President vun der Kommissioun, den Här Roth, well och deen huet déi ganz Diskussioun zu deem heite Projet de loi gutt presidéiert an, ech denken, och derzou bäigedroen, datt mir - wéi mir alleguerten dat och scho gesot hunn - konnte sachlech a strukturéiert duerch deen Dossier goen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz villes gesot ginn, dofir fänken ech net nach eng Kéier un, datselwecht ze soen, sief et d'Zuelen oder sief et verschidden Historiquen.

Et wär ganz vill ze soen zum Historique. Virun allem vun där Séance, wou de Projet de loi déposéiert ginn ass a wou mäi Virriedner dee Projet de loi wierklech als eppes onwahrscheinlech Fortschrëttleches hei verteidegt huet, u sech déiselwecht Ried, déi hien elo just gefouert huet, déi jo och elo nach wëllt weisen, no esou villen Amendementer, datt en nach ëmmer ganz fortschrëttlech ass.

Dobäi wëll ech soen, datt déi Amendementer, déi d'Commission juridique gemaach huet, déi effektiv Verbesserungen och an onsen Aen duerstellen, bäi Wäitem net vun der Sozialistescher Partei erabruecht gi sinn, éischter vun engem Conseil d'État, éischter vun engem Drock vun der Gesellschaft dobaussen.

Voilà, da wëll ech awer och nach...

(Interruption)

Da wëll ech awer och nach begréissen am Numm vun der grénger Fraktioun d'Avancéeën, déi gemaach gi si par rapport zu de mannerjährege jonke Fraen. Dat gëtt et schonn am Ausland, dat stëmmt, schonn eng Rëtsch Joren, et gëtt et och elo zu Lëtzebuerg. An och, datt den Délai erofgesat ginn ass vu siwen Deeg op dräi Deeg, ech denken, datt dat wierklech e Fortschrëtt ass.

Da begréisse mer natierlech och d'Unhuele vun den Amendementer, notamment d'Sträiche vun den Opzielunge vun de Situatiouns de détresse, woubäi ech just wëll widderhuelen, wat ech ëmmer an der Commission juridique gesot hunn: datt all Fra, déi ongewollt schwanger ass, d'office an enger psychescher Nout ass.

D'Adaptatioun un d'Realitéit mat der Introduktioun vun der IVG médicamenteuse an och vun der IVG ambulatoire ass e Fortschrëtt, an dann natierlech, datt d'Resistenzklausel (veuillez lire: d'Residenzklausel) ewechgefall ass, wat an engem anere Fall eigentlech skandaléis gewiescht wär.

Mir akzeptéieren awer net als gréng Fraktioun de sougenannten - an ech hunn déi Dénominatioun net erfonnt, dat sinn d'Femmes socialistes - „faule Kompromiss" vun der Majoritéit CSV/LSAP, wou déi eng Partei sech drunhält ze soen, datt dëse Projet de loi jo awer wierklech nach iergendwou och eng Indikatiounsléisung misst duerstellen, an déi aner net midd gëtt ze betounen, datt mer awer an enger klorer Fristeléisung sinn, sou wéi et se iwwerall am Ausland gëtt an un där mer eis och orientéiert hunn.

Da wollt ech awer eppes soen och zu mengem Virriedner, deen déi lescht Deeg vill vun Däitschland a vum Modell Däitschland geschwat huet, an un deem mer ons jo och orientéiert hätte bei dësem Projet de loi an datt jo och an Däitschland net vill géif gesot ginn, datt do d'Fraen onzefridde wären, oder net. Dat kann ech net jugéieren, wéi an Däitschland d'Frae versichen eens ze ginn, wa se dann ongewollt schwanger sinn a se ofdreiwe wëllen, mussen; ech schwätzen all Kéiers vun erwuessene Fraen.

Ech wëll awer soen, datt an där Broschür vum Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend iwwert d'Schwangerschaftsberatung, den Artikel 218, a mir maachen direkt dat éischt Kapitel op op der Säit 9, do hu mer direkt emol grouss drastoen: „Indikationen". An da kënnt déi ganz Rëtsch vun Indikatiounen. Dodra ginn ernimmt: „medizinische Indikationen", „kriminologische Indikation", an dann: „weitergehende Straflosigkeit der Schwangeren. Darüber hinaus bleibt die Schwangere straflos...", wa se „seit der Empfängnis" net méi wéi 22 Wochen dann och bei eng Schwangerschaftskonfliktberatung geet, déi obligatoresch ass, esou wéi den Här Bodry dat virdru gesot huet.

Elo muss een awer och wëssen, datt et emol nach kee Joer hier ass, den 22. Dezember 2011, datt am Paragraph 219 iwwert d'Schwangerschaftsberodung eppes Zousätzleches erakomm ass.

An ech liesen Iech dat vir, an ech wëll Iech dat just soen, wa mir eis dodrun orientéieren, da kënnt Der verstoen, datt mir awer skeptesch sinn iwwer...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hutt Dir mir nogelauschtert?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, dach, ech hunn nogelauschtert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hu gesot, dass mer eis net...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hunn nogelauschtert.

(Interruption)

Dir hutt awer och gesot: „Mir hunn eis um Modell orientéiert, an ech hunn net héieren, datt déi lescht 20 Joer d'Fraen do net eens ginn."

Ech wëll Iech just soen, datt et nach kee Joer hier ass, wou d'Berodung nach eng Kéier verschäerft ginn ass, an ech soen Iech, wéi se ver-

schäerft ginn ass. Si ass verschäerft ginn, datt drasteet: „Die Schwangerschaftskonfliktberatung dient dem Schutz des ungeborenen Lebens."

Dat hutt Der gesot, Här Bodry, richteg.

„Sie hat sich von dem Bemühen leiten zu lassen, die Frau zur Fortsetzung der Schwangerschaft zu ermutigen."

(Interruption)

Jo, gutt, mä da schwätzt net vum Projet Däitschland, un deem Der lech orientéiert hutt. Ech wëll lech just elo hei soen, an Däitschland hu mer weiderhi ganz kloer Indikatiounen, wéini een dann herno awer schlussendlech dierf, wann een dat muss, ofdreiwen a wéini net.

A Frankräich - an dat hutt Der och gesot, Här Bodry - a Frankräich geet et emol schonn direkt un, datt mer et mam Code de la santé ze dinn hunn, an net méi mat engem Code pénal. Richteg! 1975 ass europawäit e Meilesteen a Richtung Fraerechter, no villen Aktiounen an heftegen Debatten am Parlament, erreecht ginn.

An ech wëll lech och do zitéieren aus dem Rapport vum zoustännege Ministère iwwert den Avortement vun 2011, déi jo awer all Joers e Rapport maachen an e Bilan maachen. Do steet dran, an ech zitéieren: «Cette loi», vun 1975, «a pu voir le jour grâce au principe d'émancipation des femmes», si erkennen dat also un, si maachen d'Klammer op, «(droit des femmes à disposer de leur corps)», Klammer zou, «et dans un objectif de santé publique (drame des avortements clandestins)», Klammer zou. Ech denken, dat ass d'Ursaach, ganz einfach: datt d'Fraen dierfen iwwer hire Kierper disposéieren an datt mer wëllen eng Santé publique hunn, déi dat och esou gestalt, ni plus ni moins.

1979 ass dat Gesetz dann och definitiv ëmgesat ginn, an ab 1982 gëtt d'IVG rembourséiert. An der franséischer Broschür, do steet och dran: «La loi du code de la santé permet à toute femme enceinte qui s'estime placée dans une situation de détresse de demander à un médecin l'interruption de sa grossesse, qu'elle soit majeure ou mineure. Seule la femme concernée peut en faire la demande.» Wann Der dat iwwerholl hutt, domadder kënne mer jo och liewen.

2001 ass dat Gesetz nach eemol nogebessert ginn. Den Délai ass vun zéng op zwielef Wochen eropgesat ginn. D'Mineurë brauche keng Autorisation parentale méi. Dat sinn och eelef Joer hier, datt et dat a Frankräich gëtt. De Caractère obligatoire ass fir erwuesse Fraen ewechgefall. An dann, an ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, den Délit d'entrave ass verschäerft ginn, nämlech op «pressions morales ou psychologiques; actes d'intimidation à l'entourage de la femme».

Ons Konklusioun als gréng Fraktioun ass déi, datt Däitschland a Frankräich awer zwee total verschidde Puer Schong sinn, zwou komplett verschidde Philosophien, an datt et net geet, et geet einfach net, fir e bësse vun där enger an e bësse vun där anerer, do si mer effektiv an engem „faule Kompromiss" dran. Dofir fannen ech, datt, wann ee wëllt éierlech sinn, da soll een d'Kand och mam Numm nennen an da soll ee keng Äppel fir Bire verkafen. Mir sinn der Meenung, datt, wann een e Gesetz reforméiert, da soll een et uerdentlech an zäitgeméiss reforméieren an op eng neutral Manéier!

Da kommen ech op déi zweet obligatoresch Consultatioun, wou mir och der Meenung sinn, datt se net zäitgeméiss ass an datt et och net neutral ass schlussendlech. Däitschland huet effektiv dee System. Eng ongewollt schwanger Fra ass wuel en détresse, dofir denkt si drun ofzedreiwen an dofir brauch si esou vill an esou gutt wéi méiglech eng Berodung, fir hir Alternativen ze weisen a se dovun ze iwwerzeegen, net ofzedreiwen. Den Exposé des motifs vun deem Gesetzestext an Däitschland huet wéinstens de Mérite, kloer an éierlech d'Zil vun der Berodung ze erklären: d'Ofdreiwung ze verhënneren.

An dann zitéieren ech lech och eng Analys zu deem dote Kontext. Den Här Weiler hat virdrun eng Analys zitéiert vun der Madame Duval, Sophie Duval (veuillez lire: vun der Madame Divay, Sophie Divay) aus Frankräich. Den Dokter Christian Fiala, dee Facharzt ass fir Frauenheilkunde und Geburtshilfe, ënnersträicht a sengen Analysen zur sougenannter „Bevormundung", an ech zitéieren hien: „Bevormundung ist der Ausdruck der Überzeugung", zu där Berodung, där obligatorescher Berodung, „ist der Ausdruck der Überzeugung einer männlich dominierten Gesellschaft, dass schwangere Frauen nicht verantwortungsvoll über ihre Schwangerschaft entscheiden könnten. Deshalb müsste die Gesellschaft eingreifen, um sicherzustellen, dass richtig entschieden werde."

A weider zu der obligatoresche Consultatioun: „Unklar bleibt, warum es so schwer ist, eine Beratung als das anzubieten, was sonst selbstverständlich ist, nämlich freiwillig." Duerno: „Das Missverständnis, Frauen mit einer ungewollten Schwangerschaft würden erst nach einer Beratung mit einer für sie fremden Person in den eigentlichen Entscheidungsfindungsprozess einsteigen...", „...hätten einen überwiegend positiven Effekt und könnten die Häufigkeit von Schwangerschaftsabbrüchen reduzieren."An e concluéiert: „Es ist offensichtlich, dass keine dieser Annahmen zutrifft."

Där Meenung, datt een do kann nach eppes beaflossen, fir net ze soen an deem Glawen, ass och ons Regierung hei zu Lëtzebuerg. Doriwwer ass geschwat ginn, och an der Kommissioun, de Rapporteur huet et gesot, Alternativen, souguer Adoptioun, dat Wuert ass gefall.

D'Ausso vun der Familljeministesch zum obligatoresche Charakter reduzéiert sech och an engem Saz: „Well mer soss de Risiko aginn, net all Fra ze erfaassen." Dat ass an onsen Aen éischter eng Lapalissade! Mir kënnen a sollen ons als Zil setzen, ongewollte Schwangerschaften ze verhënneren. Mä mir kënne kaum Ofdreiwunge vun ongewollte Schwangerschafte verhënneren. All Statistik, all Analys, all Etüd, all Evaluatioun vu Gesetzer kommen zu dëser Konklusioun. Wat mir méi - entre guillemets - „bevormunden", och wann et gutt gemengt ass, notamment duerch schwéierfälleg, onnëtz Mesuren, am Glawen, eng Ofdreiwung ze verhënneren, wat mir méi zur groer Zon vun den Ofdreiwunge bäidroen!

Frankräich huet och genau dofir am Joer 2001 den obligatoresche Charakter ofgeschaaft, ausser fir Mannerjähreger, do si mer eis eens. Si hunn awer net d'Berodung ofgeschaaft. Au contraire! A Frankräich huet den Dokter eng Obligatioun, fir déi ongewollt schwanger Fraen iwwert d'Berodungsoffer ze informéieren. An dat ass dee feinen, awer gläichzäiteg gewaltegen Ënnerscheed.

Hei zu Lëtzebuerg kréie mir elo den Zeenario presentéiert: Du kanns zwar eleng décidéieren, mä mir soen dir virdrun, wat richteg, wat falsch ass. Ech erklären lech, firwat dat richteg ass. Ech erklären lech et elo. Hei kréie mir en Zeenario presentéiert, wou eng Fra net de Choix huet, selwer ze décidéieren, ob si nach zousätzlech Hëllef brauch a wat fir eng Hëllef si brauch.

Kënnt Der lech virstellen - mä Dir kënnt dat net, ech verstinn dat och - kënnt Der lech virstellen, Dir obligéiert eng Fra an eng Berodung ze goen, wou och nach..., esou qualifizéiert wéi déi Persoun och ass, Psycholog, egal, an déi sëtzt do an déi muss der Fra och Alternative presentéieren, och alt iwwer Alternativen opklären. Kënnt Der lech virstellen, datt dat en Drock ausübt op eng Fra, déi an Nout ass, déi schlecht drun ass a wou op där anerer Säit eng Persoun ass, déi eng gewësse Form vun Autoritéit presentéiert, well se eng kompetent Persoun ass an engem unerkannten, agréémierte Service, déi hir net nëmme seet: Okay, ech verstinn lech, esou geet et lech, dat do hutt Dir décidéiert, da kommt, mir kucken elo emol, wéi Dir dat esou gutt wéi méiglech elo iwwert d'Bühn bréngt.

Mä déi Fra kritt zousätzlech, am beschte Fall, nach gesot: Jo, mä ee Momentchen, ech hunn hei eng Missioun, fir lech och iwwer Alternativen opzeklären. An dat ass de Problem! Wéi wëllt Der, datt dann eng Persoun, déi friem ass, mä déi awer kompetent ass an eigentlech misst do sinn, fir enger Persoun ze hëllefen, sprich e Psycholog, an déi lech och nach iwwer Alternativen opkläert!? Also, dat geheit d'Leit duerchernee!

A Frankräich, wann ech elo ganz wäit géif aushuelen, a Frankräich kéint dës Virgoensweis och eng Entrave sinn a souguer sanktionéiert ginn. Ech liesen lech vir, wat am Artikel L.2223-2 vum Code de santé publique drasteet: «...est puni de deux ans d'emprisonnement et de 3.000 euros d'amende le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher une interruption de grossesse (...) soit en exerçant des pressions morales et psychologiques...». Dat kéint à la limite dat sinn. Et deet mer leed, esou gutt gemengt wéi et ass, kéint dat dohinner féieren. Ech schwätzen net vu mannerjährege jonke Fraen, déi net erwuesse sinn. An d'Wuert seet et: Net erwuessen heescht net erwuessen! Hei schwätze mer vun erwuessene Fraen.

A mir schwätzen hei doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Hären, vun der gréisster Majoritéit vun de Fraen, déi avortéiere wëllen, mussen. Dat sinn erwuesse Fraen! Mir schwätze vun deenen! A mir schwätzen dovunner, datt mer grad deene Fraen eng obligatoresch Berodung octroyéieren, wou si sech musse bei enger fréier Persoun eppes soe loossen, wat se am schlëmmste Fall och nach kéint ënner Drock setzen.

Wéi gesot, a Frankräich kéint dat eng Entrave duerstellen. Mä Frankräich ass e laïzistesche Stat, e laizistescht Land, wat mir net sinn. An da spiert een eben och den Drock vun enger eesäiteger Wäerteastellung. An heibannen an dësem Haus, si mir als Gréng iwwerzeegt, huet eng net laizistesch Wäerteastellung näischt verluer!

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir sinn heibannen dofir do, fir allgemeng Gesetzer fir jiddwereen ze maachen. An da ka jiddwer Eenzelne selwer décidéieren a Gesellschaftsfroen, wéi e sech wëllt positionéieren.

D'CSV-Haltung ass eng ënnergeuerdnet Haltung zu enger gewësser Wäerteastellung. Ech mengen, dat ass kloer, Dir identifizéiert lech domadder. D'LSAP-Haltung ass bal nach schlëmmer. Et ass eng ënnergeuerdnet Haltung, déi se wëllen als eppes aneschteres vermëttelen. Dëse Projet de loi, wann en da gestëmmt gëtt, ass en trauregt Kapitel vu Couragelosegkeet!

A mir sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun op alle Fall erliichtert, datt mer kënnen en âme et conscience a fräi vun allem Drock esou ofstëmmen, wéi mir et fir richteg, wichteg an noutwendeg fannen.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Dëse Projet de loi dierf an onsen Aen nämlech net esou gestëmmt ginn. Dëse Projet de loi ass fir all erwuesse Fra, an dat ass déi grouss Majoritéit vun den ongewollte Schwangerschaften, fir all erwuesse Fra eng kloer Verschlechterung vun de Bedingunge vun deem stressege Wee, vun deem extrem schwéiere Wee, dee si muss maachen.

Mir als gréng Fraktioun, gestäipt vun onser Partei a ganz wahrscheinlech vun der Majoritéit vun de Leit aus onser Gesellschaft, sinn der Meenung, datt e Gesetz iwwer Ofdreiwung haut seng Plaz an engem Code de la santé huet, an net méi an engem Code pénal. Mir hätten ons - an dat hunn ech och am Numm vu menger Fraktioun an der Commission juridique gesot, ech widderhuelen et hei -, mir hätten ons awer bereet erklärt, dëse Projet de loi ze stëmmen, wann den obligatoresche Charakter fir erwuesse Fraen ewechfält.

A mir baséieren ons virun allem op d'Avisë vun onser parlamentarescher Aarbecht, et ass scho gesot ginn, et sinn der sechs: de Conseil de l'Europe, de Conseil d'État, de Conseil consultatif des Droits de l'Homme; an den Entrevuen: d'Gynekologen, dat heescht d'Société luxembourgeoise de gynécologie-obstétrique, de Planning Familial an d'Initiativ Liewensufank.

Fënnef vun dëse sechs Institutiounen, an eng sechst och méi nuancéiert, hu sech kritesch, kritesch vis-à-vis vum obligatoresche Charakter vun der Berodung ausgeschwat. Alle sechs ware sech eens an hunn ons och zougestëmmt, datt eng fräiwëlleg Offer sënnvoll, souguer wichteg an noutwendeg wär. Där Meenung si mir als Gréng och. A perséinlech konnt ech och beobachten, wéi wichteg dës Entrevuë waren, well awer an där Commission juridique virun allem Männer sëtzen, déi séier wéineg Ahnung vun der Realitéit um Terrain haten.

Dofir, Dir Dammen, onsen Amendement entsprécht der Realitéit um Terrain, entsprécht de Konklusioune vun europawäiten Etüden, entsprécht virun allem dem Respekt, dee mir alle Frae schëlleg sinn, dee mir ons och selwer schëlleg sinn, och heibannen als Fraen, virun allem als Fraen, déi gewielt gi sinn, fir Gesetzer ze élaboréieren, déi d'Fraerechter an de Respekt virun alle Frae virundreiwen.

Deen Amendement ass en Amendement fir d'Fraerechter. Wann ech gelift, stëmmt et mat! déi gréng wäerten deen Amendement natierlech stëmmen. A wann en ugeholl gëtt, dat géife mer och de Projet de loi stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gär schléissen ech mech menge Virriedner un, fir dem Här Rapporteur Merci ze soe fir e ganz kompletten an interessante Rapport. An ech wëll och gläich am Ufank vu menger Ried ënnersträichen, datt mer eng Regel an der Partei hunn, datt eis Deputéiert an ethesche Froen d'Fräiheet hunn, fir sech anescht auszedrécken, an den Här Henckes wäert vun deem Recht profitéieren.

D'ADR, Här President, ass resolut fir de Schutz vum Liewen an dowéinst och géint eng weider Liberaliséierung vun der Ofdreiwung. Dat Gesetz vun 1978 soll eiser Meenung no onverännert weider gëllen. Dat heescht also, datt bei Fäll wéi zum Beispill dem Cas vun engem Viol, bei der Gefor fir d'Gesondheet vun dem Kand oder vun der Mamm dat Gesetz jo gëllt, an domadder sinn déi Fäll ofgedeckt.

Ech wëll och kuerz drop agoen, datt dee Fall vun der Madame Halapanavar an Irland, datt och dee Fall vun eisem Gesetz vun 1978 ofgedeckt gewiescht wär. An ech recommandéieren lech och, vläicht déi Stellungnahm vun der iescher Bëschofskonferenz ze liesen, déi duerno publizéiert ginn ass, déi ganz interessant ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'ADR wiert sech och géint all Minimiséierung oder souguer Banaliséierung vun der Ofdreiwung. D'Zuelen dinn ee schudderen. Et gëtt vun de Gynekologe geschat, datt all Joer tëschent 1.500 an 2.000 Kanner duerch eng Ofdreiwung stierwen. Si feelen eis net nëmme statistesch oder demografesch, mä virun allem mënschlech! 2.000 Kanner, deene mir hätte kënnen eis Léift ginn an déi eis Gesellschaft duerch hiert Laachen, hir Iddien, hir Kreativitéit, hir Talenter, hir Aarbecht a spéider och duerch hir eege Kanner méi räich a méi schéi gemaach hätten.

Ëmsou méi verwonnerlech ass et, datt zënter 1978 net eng eenzeg Persoun wéinst enger Ofdreiwung juristesch poursuivéiert gouf. De facto besteet also schonn Dépénalisatioun a Stroffräiheet. D'Justiz muss sech an deem Kontext awer och da froen, wéi eescht si et bis elo mam Schutz vum Liewe geholl huet!

Trotzdeem ass déi legislativ Diskussioun ëm d'Ofdreiwung vun zentraler Wichtegkeet, well duerch seng Gesetzer setzt de Stat och moralesch Moossstief. Hie beaflosst an norméiert an engem gewësse Mooss d'Verhale vun de Bierger a muss sech dowéinst senger Verantwortung bewosst sinn. Dat gëllt besonnesch dann, wann et ëm de Schutz, also ëm de Stellewäert vum ongebuerene Liewen an eiser Gesellschaft geet.

Déi Debatt iwwert d'Reform vum Gesetz vun 1978, déi mir an deene leschte Joren a Méint haten, charakteriséiert sech awer leider duerch e puer grave Defizienzen. Déi éischt Defizienz ass eng ganz selektiv Approche vun deenen invoquéierte Referenztexter, fir eng Ännerung vum Gesetz ze justifiéieren. Resolutioune vum Europarot oder vum Europaparlament huet een zitéiert, an och Uerteeler, an et huet een déi och gläich esou interpretéiert, datt si Argumenter fir d'Ofdreiwung konnten hierginn.

Wichteg Texter an Uerteeler, déi d'Recht op d'Liewen dekretéieren a protegéieren, sinn awer an dëser Debatt net zitéiert an net analyséiert ginn. Vun der Allgemenger Mënscherechtserklärung iwwert d'Europäesch Mënscherechtskonventioun bis zur Kannerrechtskonventioun an Uerteeler, zum Beispill vum däitsche Verfassungsgeriicht - ech mengen, den Här Bodry hat dat kuerz uklénge gelooss - oder vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff iwwert den Ufank vum Liewen an de Schutz fir d'Mënschen an hir Dignitéit vun Ufank un, näischt dovunner gouf zitéiert ausser an der mëndlecher Interventioun, ganz zum Schluss, vum Här Rapporteur, well et d'Absicht vun all deenen, déi hei mat décidéiert hunn, gestéiert hätt!

Et gouf och net drop higewisen, datt eng Resolutioun vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot oder vum Europaparlament, also vum Europarot, wéi déi vum 16. Abrëll 2008, iwwerhaapt keng contraignant Wierkung op eis huet. Dat sinn Texter, déi eis awer zu guer näischt zwéngen.

Ech halen also fest, datt an dëser Debatt wichteg a verflichtend juristesch Dispositiounen, déi hätte kënnen a misse fir de Schutz vum ongebuerene Liewen invoquéiert ginn, net oder bal net ernimmt goufen!

Net anescht goung et dem lëtzebuergesche Code de déontologie de certaines professions de santé oder och eisem Gesetz vun 1978, dat mir haut reforméieren, an dat direkt a sengem alleréischten Artikel seet: «La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie.»

An ech wëll kuerz drop agoen, well dat haut e puermol gesot ginn ass. Ech kenne keen, dee seet, d'Liewe fänkt u bei der Gebuert. Et gëtt där Leit vläicht, ech kennen awer keen, deen dat seet.

Et gëtt einfach dat ongebuerent Liewen, an ech weess och net, den Här Bodry an anerer, den Här Weiler och, hu gesot, et gëtt Onsécherheeten, wéini datt d'Liewen ufänkt. Fir mech gëtt et keng Onsécherheet: Et ass vun Ufank u Liewen. Et ass och u sech keng wëssenschaftlech Debatt, ob dat Liewen ass, et ass eng Fro: Wéini kann d'Kand iwwerliewen? Wéini ass et liewensfäeg? Awer dat ass eppes anescht wéi den Ufank vum Liewen.

Mä op jidde Fall, deen heiten Artikel - well jo kee seet, d'Liewe fänkt mat der Gebuert un - zwéngt eis, och dat ongebuerent Liewen ze respektéieren, well et ass jo keen heibannen - ausser ech géif mech iren -, dee seet, d'Liewe fänkt u mat der Gebuert.

Also, deen Artikel stipuléiert «dès le commencement de la vie», an duerno eréischt gëtt d'Ofdreiwung als eng ënner Konditiounen - ënner Konditiounen! - stroffräi Ausnahm zu där Regel beschriwwen. Déi absolut Eesäitegkeet an der Ausféierung vun dem Text ass eng juristesch Defizienz an dëser Diskussioun.

Déi zweet Defizienz ass eng moralesch. Wichteg Institutioune vum Land hu sech der Debatt iwwert de Schutz vum ongebuerene Liewen einfach entzunn an hu sech eleng op d'Selwerbestëmmung vun der Fra konzentréiert. Dat Wuert „Mamm"- well eng Frau, déi an aneren Ëmstänn ass, ass eng Mamm -, dat Wuert „Mamm"koum an deem Kontext esou gutt wéi ni vir. Genausou mann wéi iwwregens dat Wuert „Kand". An déi meescht Fraen, wa se mierken, datt se an aneren Ëmstänn sinn, déi wësse schonn, datt se e Kand kréien. Déi schwätzen net vum „contenu utérin" oder esou eppes.

De Statsrot seet, hie géif Abstraktioun maachen «d'un examen des différentes théories du début potentiel de la vie de l'être humain dont les droits fondamentaux doivent être protégés, ainsi que du statut juridique du fœtus», zwou Zeilen, fir dee fundamentaalste moralesche Problem an dëser Debatt lasszeginn. Esou einfach kann ee sech et maachen - mä et däerf ee sech et net esou einfach maachen!

Dat ass och de Reproche, Här Rapporteur, deen ech lech maachen. An lech hat ech gefrot: Wat ass dann Är Meenung? Och Dir hutt lech einfach gesot, et gëtt ënnerschiddlech Theorien. An Dir hutt dat hei zitéiert. Ech wär awer wierklech interesséiert, fir ze wëssen, ob d'CSV eng Positioun huet, wéini d'Liewen ufänkt.

Den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand schwätzt zwar iwwert d'Situatioun vun deene mannerjährege Fraen an aneren Ëmstänn, seet awer kee Wuert iwwert d'Recht op d'Liewe vum ongebuerene Kand.

Eis Commission consultative des Droits de l'Homme seet, si géif net fir oder géint d'Ofdreiwung Positioun huelen, mä schreift da gläich zwee Avisen, nodeems se sech autosaiséiert huet, an deenen et u sech drëms geet, fir déi Pro-Ofdreiwungsargumenter ze ënnerstëtzen.

Dat ass net nëmmen e Versoe vun eisen Institutiounen - an ech soen derbäi, vun der CSV -, et ass e Versoe vum Gewëssen an eiser Gesellschaft. Keen däerf sech deem fundamentaalste moraleschen Aspekt vun der Diskussioun iwwert d'Ofdreiwung einfach entzéien. Déi ongebuere Kanner hate leider an dëser Diskussioun net vill Affekoten. Ech si frou, datt d'ADR zu deenen Affekoten awer zielt.

Déi drëtt Defizienz ass déi vun der biologescher Negatioun. An domadder mengen ech, datt een esou mécht, als wär dat neit Kand eigentlech nach kee richtegt Kand, kee richtege Mënsch, well et jo jiddefalls och emol nach keng Persoun am juristesche Sënn ass, als wär e Fötus oder en Embryo iergendeppes nach net Mënschleches, dat een dann och ka mat engem eenegermoosse rouege Gewëssen - wéi et heescht - „ewechmaachen".

Ech wëll hei just zwee Ausdréck zitéieren, déi haut gebraucht goufen. D'Madame Polfer hat gesot: „dat ausgescheet gëtt", ouni dat méi genee ze spezifiéieren. An d'Madame Loschetter, mengen ech, hat gesot: „d'Ofdreiwung vun der ongewollter Schwangerschaft". Dat sinn alles Ëmschreiwungsformelen. Mä u sech, wat ofgedriwwe gëtt, ass e Kand!

Déi Attitüd ass net nei an der Ofdreiwungsdebatt. Schonn an de 60er Joren hate mir jo Pro-Ofdreiwungssloganen héieren: „Mäi Bauch gehéiert mir." Mä, dat ass jo och ni an der Diskussioun gewiescht, wiem de Bauch gehéiert! Mä dat Kand an der Gebärmutter, dat gehéiert just sech selwer an et huet e Recht op Liewen an domadder e Recht op Schutz a Respekt, an zwar vun der alleréischter Sekonn un.

Et sollt een dowéinst net vum „contenu utérin" schwätzen, deen ee bei enger Ofdreiwung medikamentös oder chirurgesch eliminéiert, mä vum „enfant non né".

Et gëtt keng temporal Grenz. Et gëtt keng temporal Grenz, kee Stéchdag, wéini een ufänkt, e Mënsch ze sinn. Et entwéckelt ee sech vun der Befruchtung un als Mënsch, an net zum Mënsch. An der zéngter Woch vun der Schwangerschaft ass d'Ausbildung vum Kand schonn ofgeschloss. Scho laang virdru schléit dem Kand säin Häerz an et reagéiert op Péng. Et iwwerrascht dowéinst net, datt d'Gynekologen an der Chamberskommissioun gefrot hunn, fir d'Méiglechkeet vun enger Ofdreiwung op déi éischt zéng Woche vun enger Schwangerschaft ze limitéieren, amplaz op zwielef. Deem ass leider net Rechnung gedroe ginn.

Niewent dësen dräi Gronddefizienzen an dëser Debatt regrettéiere mir nach op d'mannst fënnef aner Aspekter: déi restriktiv Interpretatioun vum Begréff vun der Selwerbestëmmung vun der Frau, d'Subjektivéierung vun der Rechtfertegung fir d'Ofdreiwung, déi eesäiteg negativ Duerstellung vum Mann a vum Papp an enger Rei vun Texter, d'Schwächung vun der Autorité parentale an de Mëssbrauch vu Begréffer aus der Medezin.

D'Selwerbestëmmung vun der Fra steet am Zentrum vun dëser Reform a gëtt hei als déi wahrscheinlech wichtegst Neierung presentéiert. Si décidéiert elo eleng, wéi et heescht „souverän", ob si an enger Détresse ass an dowéinst wëllt ofdreiwen.

Dozou ass allerdéngs ze soen, datt dat eng verkierzte Lecture vun der Selwerbestëmmung ass. Mir schwätze jo hei wuelverstanen net vum Fall vun enger Ofdreiwung no enger Vergewaltegung, well do ass och meng Partei der Meenung, datt dat Recht muss gi ginn, mä mir schwätze vun enger Ofdreiwung no engem fräiwëllege Geschlechtsverkéier.

Och wa mir haut an enger genosssüchteger Gesellschaft liewen, ass déi Dimensioun vun der Verantwortung als Mann a Fra ni ze ignoréieren. Mann a Fra droe beim Sex Verantwortung fir hir Gesondheet an och eventuell nach fir déi vun anere Leit. A si droe Verantwortung, wann et duerch hire Geschlechtsverkéier zu neiem Liewe kënnt.

Et ass vill iwwer Selwerbestëmmung an dëser Debatt geschwat ginn. Et ass bal ni iwwer Verantwortung geschwat ginn. D'Ofdreiwung, an dat seet jiddwereen an dëser Debatt, däerf keng Bequemlechkeetsléisung sinn, keng verspéite Method fir eng Familljeplanung. Mä an der Praxis ass dat awer leider dacks de Fall! Den Altersduerchschnëtt an d'Familljesituatioune vu ville Fraen, déi ofdreiwen, weisen och, datt et normalerweis net un engem Informatiounsdefizit louch, wann et zu enger ongewollter Schwangerschaft koum.

Et ass an deem Zesummenhang och schockant, datt eng Institutioun, déi hei am Land ganz vill Ofdreiwunge mécht, ausgerechent „Planning Familial" heescht, wa jo heibanne jiddweree seet, datt eng Ofdreiwung net soll eng Mesure de planification familiale sinn.

An all déi, déi e sougenanntent Recht op Ofdreiwung als en Deel vun de Fraerechter gesinn - d'Madame Loschetter hat elo vill doriwwer geschwat -, déi wëll ech awer drop hiweisen, datt duerch d'Méiglechkeet vun enger ganz fréier Determinatioun vum Geschlecht vum Kand d'Meedercher e méi héijen Ofdreiwungsrisiko droe wéi d'Jongen.

(Interruption)

Mat der Aféierung vun der subjektiv emfonntener Détresse als allgemengen Ofdreiwungsgrond, als déi nei allgemeng Indikatioun souzesoen - et ass u sech awer eng Fristeléisung -, ass de Schrëtt vun der Objektivitéit an der gesellschaftlech akzeptéierter Ausnahmeregel an d'Beliebegkeet gemaach ginn. Fir Fraen, déi an enger Gewëssensnout sinn, gëtt d'Situatioun net doduerch méi einfach gemaach, datt et op eemol un all objektivem Kritär feelt an datt keen Dokter duerch säi gesetzlech fondéierten Avis der Fra méi kann en Deel vun der Verantwortung ofhuelen.

Virun allem ass et och fir d'Gesellschaft net richteg, eng subjektiv emfonnten Détresse einfach als Ofdreiwungsgrond ze akzeptéieren. Vill méi wär et un der Gesellschaft an un eisem solidaresche Sozialstat, enger Détresse entgéintzewierken an d'Kand ze retten doduerch, datt si der Mamm oder de jonken Elteren an hirer Détresse hëlleft.

Dat ass jo dat, wat den Optrag vum Sozialstat ass. Ech wonnere mech, datt virun allem d'Sozialisten net och dee Reflex hunn, fir ze soen: „Ma, mir hu jo e Sozialstat, da loosse mer deene Leit dach hëllefen, déi an enger Détresse sinn."

Dat gëtt awer hei net emol probéiert, well haaptsächlech jo no enger Excuse fir eng méi einfach Ofdreiwung gesicht gouf, an net no enger Méiglechkeet, fir d'Zuel vun den Ofdreiwungen erofzesetzen. Fir d'Gesellschaft heescht dat awer, datt si hir Solidaritéitsflicht bei Ofdreiwunge wéinst enger reeller Détresse verletzt.

Och ass net all ongewollte Schwangerschaft automatesch eng Situation de détresse. Et gëtt, wéi richteg an e puer Avisë gesot gouf, keng juristesch prezis Definitioun vun deem Begréff. Dee Manktum géif zu juristeschen Onkloerheete féieren, an ënner anerem dowéinst ass jo déi geplangten Indikatiounsléisung vun der „détresse sociale" net zréckbehale ginn.

Mä elo ass déi Notioun an deem neie Gesetz generaliséiert ginn, och ouni Definitioun an ouni Appréciatioun vun engem Aussestehenden. Domadder ass d'Notioun vun der Détresse gläichzäiteg och banaliséiert ginn.

Iwwert de Rôle vum Mann wär och vill ze soen. An dëser Debatt gouf de Mann nees allze dacks als dee Schëllegen duergestallt, deen, deem seng Schold et eigentlech ass, deen, dee sech aus dem Stëbs mécht, deen - an hei gouf de Begréff emol zur Ofwiesslung eng Kéier gebraucht -, deen d'Verantwortung net wëllt iwwerhuelen, oder och nach deen, deen d'Fra ënner Drock setzt.

(Interruption)

Leider, an dat ass eng Tatsaach, gëtt et och där Männer. Mä iwwert dee Mann, dee vläicht emol näischt vun der Schwangerschaft weess, oder iwwert deen, deen als Papp d'Kand vläicht wéilt halen an et eben net wëllt ofdreiwen, iwwert dee Mann gouf net geschwat. Hien huet keng Rechter als Papp.

D'Mënscherechtskommissioun huet et souguer fäerdegbruecht, an hire Recommandatiounen ze schreiwen, datt een d'Männer soll fir eng verantwortlech Sexualitéit sensibiliséieren. Mä et geet jo awer net nëmmen drëm, datt d'Männer hir Sexualitéit verantwortlech liewen, mä d'Fraen och! Et wär vläicht gutt, wa sech déi Mënscherechtskommissioun emol géif froen, ob se net e puer Viruerteeler huet, well Gläichberechtegung heescht jo och gläich Verantwortung.

Nach méi bedenklech ass de Prozedere vum Statsrot. An der juristescher Chamberskommissioun gouf matgedeelt, datt de Statsrot eng Ad-hoc-Kommissioun zesummegestallt hätt, fir den Avis vum Statsrot iwwert d'Ofdreiwungsgesetz ze schreiwen, an zwar eng, déi just nëmmen aus Frae bestanen huet.

Elo ginn also schonn d'Männer institutionell ausgegrenzt, wann et ëm d'Diskussioun vun enger zentraler ethescher Fro vun der Gesellschaft geet. Dat ass inakzeptabel! An de Statsrot misst eis och eng Kéier emol soen, wéi dat do geschitt ass. Stellt lech emol vir, et wär ëmgekéiert a mir géifen eng Kommissioun grënnen iwwert d'Ofdreiwung, wou nëmme Männer dra wären a keng Fraen!

Suerge mécht eis och d'Ofschwächung vun der Autorité parentale. Datt een hei eng ganz einfach Méiglechkeet opmécht, fir laanscht d'Elteren ze décidéieren, wërft och eng ganz Rei vu Froen op. Dacks wären d'Elteren eng wichteg Stäip fir ee Meedchen an hiert zukünftegt Enkelkand. Am Verglach mat anere wäit manner dramatesche Liewenssituatiounen ass hei d'Autoritéit vun den Elteren op eng iwwerdriwwe Manéier ageschränkt ginn.

A schliesslech ass eng Schwangerschaft keng Krankheet. Et muss een oppassen, wann een, wéi de Statsrot, Referenze mécht op eng «continuation des soins aux malades» oder d'Ofdreiwung einfach als eng Gesondheetsfro, als eng Fro vun enger «santé sexuelle et reproductive» oder enger «prestation de santé publique» duerstellt, well mat esou enger Terminologie gëtt u sech vertuscht, datt e Kand dobäi stierft.

Här President, och wann d'ADR net ka mat enger Liberaliséierung vun der Ofdreiwung d'accord sinn, sou sinn awer verschidden Elementer an der Diskussioun vun deene leschte Wochen ze begréissen.

Dat Éischt ass, datt jiddweree Wäert op eng gutt sexuell Opklärung an de Schoule leet. Déi juristesch Kommissioun wollt dozou eng Debatt organiséieren, déi gehéiert awer - Här Fayot! -, mengen ech, selbstverständlech an d'Commission vun der Éducation nationale. Jiddefalls misste mir sécherstellen, datt jiddwereen un esou engem Unterrecht deelhëlt, onofhängeg vun der Relioun.

Dat Zweet ass, datt mir all Wäert op d'Preventioun vun net gewollte Schwangerschafte leeën. Politesch si mir eis eens, datt et an deem Sënn richteg ass, fir de Jugendleche gratis Verhütungsmëttel zur Verfügung ze stellen. Dat soll awer gläichermoosse fir d'Meedercher a fir d'Jonge gëllen. Bei aller Grousszügegkeet, wat d'Kontrazeptioun ugeet, sollte mir awer och Wäert drop leeën, fir deene jonke Leit ëmmer nees däitlech an Erënnerung ze ruffen, datt eng geliefte Sexualitéit eben och eng Dimensioun vu Verantwortung huet.

Och déi vill diskutéiert obligatoresch psychosozial Berodung, déi haut am Zentrum von deene meeschte Riede stoung, ass am Prinzip eng ganz positiv Saach. Ville Fraen oder Koppele kënnen an esou Berodunge Weeër opgewise ginn, fir hiert Kand ze behalen. Si ass och keng Limitatioun fir déi perséinlech Fräiheet, well si erlaabt et jo eréischt, eng wierklech fräi Décisioun op Basis vun enger besserer Informatioun ze huelen. Domadder gëtt d'Fräiheet vun där betraffener Mamm oder Koppel also gestäerkt.

Dem Stat steet et selbstverständlech och zou, fir esou eng Consultatioun virzeschreiwen. Dat ass e minimalen Agréff an d'Privatsphär, deen awer duerch déi staatlech an och déi moralesch Flicht, dat ongebuerent Liewen ze schützen, méi wéi justifiéiert ass.

Ech soen och hei derbäi, well ëmmer erëm betount gouf - och an der Motioun, déi eis do presentéiert ginn ass vum Här Bodry -, datt dat sollt wäertneutral sinn: Dat ass falsch, well d'Gesetz vun '78 seet jo, mir solle Liewe schützen! An domadder ass et net richteg, fir einfach ze soen, esou eng Consultatioun soll wäertneutral sinn, well domadder verstousse mer géint den Artikel 1 vum Gesetz vun 1978.

Positiv ass och, datt nach eemol ënnerstrach gëtt, datt keen Dokter oder Auxiliaire médical däerf kënne gezwonge ginn, fir un enger Ofdreiwung deelzehuelen oder Schrëtt an déi Richtung ze ënnerstëtzen.

Erënnert sief och hei un den hippokrateschen Eed, dee leider net méi esou vill Relevanz an eiser Géigewaart huet. D'Gewëssensfräiheet vun all Dokter, Apdikter oder all anerem medezinesche Personal muss all Zäit an a vollem Ëmfang respektéiert ginn.

Dofir gefält et mer och net, datt den Dokter soll mussen eng Lëscht iwwerreeche mat Ofdreiwungsméiglechkeeten. Dat ass och schonn en Agréff an d'Fräiheet vum Dokter. Wann deen net wëllt sech matschëlleg maachen, da misst en dat net musse maachen.

Här President, mat engem gewëssene Recul musse mir awer och feststellen, datt d'Argumentatioun fir déi gesetzlech Ännerungen um Gesetz u sech relativ schwaach ass. Et gëtt geschwat vun enger Upassung un déi gesellschaftlech Entwécklungen hei am Land - en Argument, dat deen normative Rôle vum Stat awer onnéideg relativéiert - a vun enger Upassung un d'Législatioun an den Nopeschlänner an domadder verbonnen och enger Hoffnung, datt et zu engem Enn vun den Ofdreiwungsreesen an d'Ausland kënnt.

Domadder ass awer net ze rechnen, well vill vun den Ofdreiwungen am Ausland gemaach ginn, well déi gesetzlech Fristen hei am Land schonn iwwerschratt sinn oder well vill Fraen einfach aus Diskretiounsgrënn léiwer an d'Ausland ginn. An dorunner wäert sech och an Zukunft näischt änneren.

Trotz der obligatorescher zweeter Consultatioun ass dat neit Gesetz praktesch eng Fristeléisung. Déi Tatsaach, datt eng Fra, déi wëllt ofdreiwen, och nach selwer muss schréftlech confirméieren - den Här Henckes schwätzt elo nach eng Kéier dovunner -, datt si an der zweeter obligatorescher Consultatioun war, där Consultatioun, där hir Modalitéiten och nach net ganz kloer sinn, ass eng inhärent Schwächt vun dësem Gesetz.

Och déi Theorie, datt eng Ofdreiwung soll eng Ausnahm sinn a kee Mëttel zur Familljeplanung, gëtt duerch d'Praxis dementéiert. Bei wahrscheinlech bis zu 2.000 Ofdreiwungen am Joer kann een net méi vun Ausnahme schwätzen. Et handelt sech ëmmerhin ëm ronn en Drëttel vun der Zuel vun de Gebuerten.

Mir däerfen als Stat d'Ofdreiwung net einfach esou als eng Fatalitéit akzeptéieren. De Statsrot huet geschwat vun enger «composante structurelle de la vie sexuelle et reproductive», dat däerf et natierlech net sinn! Mir missten hei determinéiert no Méiglechkeete sichen, fir Liewen ze retten. Dat hätt an en Text gehéiert, datt mer iwwer Adoptioun, Accouchement anonyme a Babyklappen an aner Saache missten diskutéieren, fir méiglechst vill Kanner ze retten.

(Hilarité)

Här President, an natierlech - wëll ech och derbäisoen -, wa mer materiell Mëttelen zur Verfügung stellen, fir jonke Mammen a jonke Koppelen ze hëllefen, da misste mer dat och maachen.

Loosst mech nach soen, well ech wëll ofkierzen, well den Här Henckes schwätzt och nach: Et gëtt kee Recht op Ofdreiwung,…

(Brouhaha)

…mä et gëtt e Recht…

Also, dat sinn esou infantil Reaktioune bei esou engem Thema. Ech hunn näischt dergéint, datt mer…

(Interruptions)

…mä ech bieden lech, e bëssen eescht ze sinn, well ech mengen, et geet ëm en eescht Thema.

Här President, et gëtt kee Recht op Ofdreiwung, mä et gëtt e Recht op Liewen. Mir ginn haut

och kengem e Recht op Ofdreiwung, wat eis och net géif zoustoen, mä d'Chamber décidéiert haut eng nei rechtlech Regelung vun der Ofdreiwung. D'Doutmaache vun engem anere Mënsch muss verbueden a strofbar bleiwen, an nëmmen a streng reglementéierten Ausnahmefäll ass en Ugréff géint dat mënschlecht Liewe virstellbar.

Ech wëll nach ee Saz soen, Här President, an dann halen ech op. Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech perséinlech schockéiert sinn iwwert d'Haltung vun der CSV an dësem Dossier.

Ech erënnere mech, datt den Här Pierre Werner deemools an d'Oppositioun gaangen ass mat senger Partei ënner anerem wéinst där dote Fro. An haut ass d'CSV déi, déi den „C" fir „chrëschtlech" am Numm huet, déi, déi d'Ofdreiwung elo liberaliséiert, déi, déi d'Euthanasie mat erméiglecht huet, déi, déi en homosexuellt Bestietnis mat der Méiglechkeet vun Adoptioun vu Kanner plangt a mat virbereet.

Dir sidd keng chrëschtlech Partei méi. Sidd endlech esou éierlech, deen „C" aus Ärem Numm ze huelen, an haalt op, d'Leit irzefléieren. Dir hutt mat chrëschtlechem Gedankegutt iwwerhaapt näischt méi ze dinn!

Ech sinn houfreg, datt ech an enger Partei sinn, déi mir et erlaabt, déi hei Positiounen ze vertrieden. Ech sinn houfreg op d'ADR!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Marie-Josée Frank.

(Interruption)

Une voix.- An den Här Urbany?!

M. le Président.- Ah, entschëllegt, den Här Urbany! Pardon, den Här Urbany kritt nach d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir Dammen an Dir Hären, wat mer elo grad héieren hunn, dat ass genau deen ideologesche Kader, an deem sech d'Avortementsdiskussioun während Jorhonnerte beweegt huet, grad dee repressive Kader, dee sech virun allem mat Gewalt, mat direkter Gewalt géint d'Frae riicht.

Mir mussen och wëssen, a wat fir engem Kader och dat Gesetz selwer hei sech situéiert. Wat ännere mer hei? Mir änneren de Code pénal. Dat ass den Intitulé vum Gesetz. Mir maachen net hei e Gesetz fir d'Selbstbestëmmung vun der schwangerer Fra, déi jo vun enger Schwangerschaft ëmmerhin awer an hirem perséinleche Liewe selwer direkt touchéiert ass, fir déi Situatioun hei ze regelen. Prinzipiell ännere mer hei de Code pénal. An am Code pénal ass den Avortement ëmmer nach eng Infractioun.

A wann de Prinzip vun der Souveränitéit hei dra virkënnt, awer och net, well d'Regierung dat vun Ufank un esou wollt, mä well et opgrond vu Virschléi drakomm ass, da kënnt dee Prinzip vun der Souveränitéit - an do kann den Här Bodry sech elo dréien a kéieren, wéi e wëllt -, dann ass dee Prinzip vun der Souveränitéit vun der Fra nëmmen dran, wann et drëms geet, fir d'Détresse vun der Fra festzestellen.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass keen allgemenge juristesche Prinzip, deen d'Souveränitéit vun der schwangerer Fra hei géif festhalen.

Détresse, dat ass eng Noutsituatioun. Fir mech ass dat hei eng verkappten Indikatiounsléisung, déi sech natierlech an enger Fristeléisung abett, mä et ass ëmmer nach prinzipiell eng Indikatiounsléisung.

De Prinzip bleift dee vun der Penaliséierung vum Avortement. «Il n'y a pas d'infraction lorsque…», steet do. Fir d'Éischt gëtt d'Infractioun beschriwwe vum Avortement, an da steet do: «Il n'y a pas d'infraction lorsque…», wa gewësse Bedéngungen, déi dat Gesetz hei schaaft, erfëllt ginn.

Den Avortement, an och dat Gesetz hei, stinn ëmmer nach ënnert dem Titel «Des crimes et des délits contre l'ordre des familles et contre la moralité publique». Et ass also net ganz aus der Loft gegraff, wat mer elo virdrun héieren hunn. Dat ass ëmmer nach de Kader hei, an deem sech déi Diskussioun ofwéckelt. An den Avortement steet hei zesumme mat der Prostitutioun, mam Abandon de famille, mat der Kannerentféierung, mam Mënschenhandel, mat der Bigamie, mam Viol a mam Attentat à la pudeur an engem Kapitel am Code pénal opgelëscht.

Ech mengen, dass et net fäerdegbruecht ginn ass, dat ze änneren, dee Kader do ze änneren, dat, mengen ech, diskreditéiert virun allem dat Gesetz hei virun der Geschicht. Mir sinn net méi 1978, mir sinn 2012. An et kéint eigentlech net méi sinn, dass esou eppes haut nach méiglech ass.

D'Strofe bleiwen also an deem Gesetz, an deenen Dispositiounen, déi mer net änneren, bestoen; och fir Frae selwer, déi ausserhalb vun deem gesetzleche Kader hei avortéieren. An d'Strofen zum Beispill fir Dokteren, déi dobäi hëllefen, bleiwen drakonesch: zwee bis fënnef Joer Prisong.

Fir de Verglach an engem aneren Artikel ze huelen: Schléit e brutale Mann eng schwanger Fra an d'Kand gëtt dobäi ofgedriwwen an de Mann wousst, dass d'Fra schwanger war, da kritt en nëmme sechs Méint bis dräi Joer Prisong. Eleng déi Diskrepanz, mengen ech, weist drop hin, ëm wat et hei geet. Et geet ëm e Gesetz, prinzipiell net dat, wat mer elo hei stëmmen, mä de Kader, an dee mer eis do abetten. Déi Bestëmmunge sinn am Fong geholl eng Waff géint d'Fraen a géint hiert Selbstbestëmmungsrecht.

Ech bedaueren et och, dass et net méiglech war, deen ideologesche Contenu och nach an anere Bestëmmungen hei erauszeloossen, virun allem natierlech bei där Bestëmmung, déi déi zweet obligatoresch, psychologesch Berodung virum Agréff hei virgesäit, wou mussen Alternativen zum Agréff erörtert ginn. Et muss ee sech emol déi psychologesch Tortur virstelle vun enger Frau, déi an d'Spidol geet mat der kloerer Absicht, fir ze avortéieren, an da muss se fir d'Éischt nach eng Kéier déi Prozedur iwwer sech ergoe loossen. Oder si mécht déi Hypocrisie mat, déi hir hei offréiert gëtt. D'Madame Loschetter huet dat virdru ganz gutt duergestallt.

Hei huet sech am Fong geholl den CSV-Programm vun 2009 duerchgesat: „Die Abtreibung ist ein ernster medizinischer Eingriff, der nur in Ausnahmefällen zulässig ist." Dat stoung am Programm vun der CSV. Psychologesch huet sech d'CSV hei an dësem Dossier duerchgesat.

Ech weess och, dass d'Gesellschaft eng aner ass wéi déi vun '78, wou d'Frae just eréischt zivilrechtlech emanzipéiert waren. D'Gesellschaft wäert sech och à terme iwwert déi Beschränkungen hei ewechsetzen an duerchsetzen. An ech mengen, fir dass dat méiglech ass, muss een och fir d'Éischt kloermaachen, ëm wat et hei geet. Ech mengen, och dowéinst ass et wichteg, net nëmme wéinst der zweeter Berodung, mä och wéinst der Penaliséierung, déi ëmmer nach drableift, fir hei dergéint ze stëmmen.

Ech wäert natierlech deen Amendement och stëmmen. An ech mengen, dass et eigentlech eng Fro vun Demokratie wier, wann an esou enger wichteger Fro, an esou enger wichteger Gewëssensfro, wéi hei gesot ginn ass, keng Koalitiounsraison géif spillen an och kee Fraktiounszwang.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Madame Marie-Josée Frank d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, no esou laangen Interventiounen, wann et ëm esou ee wichtege Sujet geet an als lescht Riednerin d'Wuert ze huelen, do sidd Der alleguerte mat mir d'accord, oder als virlescht Riednerin d'Wuert ze huelen, sidd Der mat mer d'accord, datt dat net einfach ass. Ech soen awer Merci fir d'Wuert, Här President, an ech soen och dem Här Weiler Merci an dem Gilles Roth, well ech hunn däerfen an der Kommissioun mat derbäi sinn, an och, datt d'Membere vun der Commission juridique d'accord waren, wann ech emol ganz kuerz d'Wuert wollt huelen.

Wann et ëm d'Liewen an ëm dem Mënsch säi Schutz a seng Dignitéit geet, si mir als Vertrieder vum Vollek gefuerdert, esou ze légiféréieren, datt besonnesch déi Schwaach net benodeelegt ginn, an zwar vum Liewensufank - an ech betoune fir mech -, vun der Befruchtung u bis zum Liewensenn. An enger pluralistescher Gesellschaft gëtt et ënnerschiddlech Meenungen, déi ze respektéiere sinn. Ech respektéieren deenen aneren hir Meenung, mä ech hätt och gär, datt meng respektéiert gëtt.

Ech schwätzen aus menger professioneller Erfahrung. Als Infirmière hunn ech geléiert, datt d'mënschlecht Liewe bei der Befruchtung ufänkt. A bis elo huet nach kee mir de Contraire bewisen. Als Infirmière hunn ech awer och d'Dramatik vun der Ofdreiwung mat den ënnerschiddlechste Facetten a Konsequenzen hautno materlieft. Esou eppes vergësst ee säi Liewen net.

Meng Motivatioun, mech och fir de Schutz vum ongebuerene Kand/Mënsch nach méi ferm anzesetzen, zéien ech aus menger chrëschtlecher an allgemeng ethescher Iwwerzeegung, datt d'mënschlecht Liewen unantastbar ass an net verhandelbar ass. Déi Fäll, wou dat Recht net applizéiert gëtt, kënnen an däerfen nëmme kloer Ausnahmesituatioune sinn.

De fundamentale Wäert vun der Gläichheet vun all Mënsch ass e Pilier vun der Mënscherechtserklärung an ass onzertrennlech mam Droit à la vie verbonnen, esou wéi och d'international Konventioun vun de Kannerrechter et ausdrécklech seet. An ech zitéieren: «L'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée,…», a lauschtert gutt, «…avant comme après la naissance.»

D'Gesetz vun '78 seet a sengem éischten Artikel - an et ass scho gesot ginn: «La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie.» D'Objektiv vum 78er Gesetz, nämlech datt sollt manner ofgedriwwe ginn, ass trotz dem fräien Zougang zu verschiddene Verhiddungsmëttelen net erreecht ginn, an ech mengen, do si mer eis op alle Bänken eens.

De Bilan zu Lëtzebuerg vun deene leschte 34 Joer ass fir mech erschreckend. Déi lescht Schätzunge gi jo vun 1.300 bis 2.000 Ofdreiwunge pro Joer aus. Dat ass en Drëttel vun de Gebuerten hei am Land! Dat muss ee sech ënnert der Zong zergoe loossen! An et si jo haaptsächlech Fraen tëschent 28 a 40 Joer. Da froen ech mech: Wéi responsabel ginn déi Damme mat hirer Sexualitéit ëm?

An de 70er Joren ass et drëm gaangen, déi heemlech Ofdreiwung aus der Welt ze schafen. D'Recht op Liewe sollt awer nëmmen ausnahmsweis bei Härtefäll ausser Kraaft gesat ginn. An ech zitéieren aus der Chamberssëtzung vum 24. Oktober '78 déi dräi Indikatiounen:

éischtens, d'medezinesch oder therapeutesch Indikatioun, dat heescht, wann d'Liewe vun der Fra a Gefor ass;

zweetens, déi eugenesch Indikatioun, wa gefaart gëtt, datt d'Kand, wat erwaart gëtt, geeschteg oder kierperlech behënnert ass. An do kéint ech Iech vill Beispiller zielen, wéi liichtfankeg heiansdo Gynekologen domadder ëmgaange sinn. Well ech kennen haut Kanner, déi sinn op d'Welt komm, an esou wéi d'Dokteren et virausgesot haten a proposéiert hunn ofzedreiwen, hunn d'Elteren d'Responsabilitéit geholl, hu jo zum Kand gesot, a si hunn haut e gesond Kand. Och déi Situatioune gëtt et. An ech denken, datt et och wichteg ass, datt dat och hei an deem héijen Haus ka gesot ginn;

an drëttens, déi kriminell Indikatioun, wann eng Vergewaltegung virläit. An ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, datt keen no enger Vergewaltegung muss jo zu engem Kand soen. Och ech ginn do mäin Accord.

Ech stellen awer fest, datt an deene leschte Jorzéngten - also 34 Joer - och keng Fraen oder Doktere wéinst illegaler Ofdreiwung viru Geriicht stoungen. Da muss ee sech jo d'Fro stellen: Déi vill Avortementer, déi gemaach ginn, sinn déi legal? Passen déi an déi dräi Indikatiounen? Also, ech mengen, da komme mer all zur Konklusioun, datt vill illegal ofgedriwwe ginn ass.

Datt beim Avortement objektiv e mënschlecht Liewen zerstéiert gëtt, gëtt a mengen Aen ënnert den Dësch gekiert. Ech hu Problemer ze akzeptéieren, datt d'Selbstbestëmmung vun der Fra dat héchste Gutt ass. Dacks genuch kënnt et vir, datt eng Fra keen aneren Auswee gesäit, well se iwwerall ze héiere kritt: „Du hues dach d'Recht op Avortement." An duerfir fannen ech, datt dat Ganzt vill ze vill banaliséiert gëtt.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, do, wou deem enge seng Fräiheet ufänkt, do hält deem anere seng op oder ëmgedréint. Wou gëtt dem Kand sengem Liewe Rechnung gedroen? Vu wéini un zielt säi Liewen? Dat Liewen, dat an den éischte Wochen eruwiisst a sech entwéckelt, dat entwéckelt sech zum Kand. Ouni déi éischt Wochen Entwécklung gëtt et kee Kand. An dach gëtt sech d'Recht zougemooss, dës Entwécklung ze ënnerbriechen.

Hei stellt sech déi radikal Fro, déi net grondsätzlech beschwat ginn ass: Vu wéini un existéiert virum Gesetz mënschlecht Liewen? Vu wéini un ass et schützenswäert? An da froen ech mech: Muss sech dat héicht Haus hei net wierklech eng Kéier mat där Prinzipiëfro befaassen, wéi gesot, mat nach villen anere gesellschaftspolitesche Froen, déi och nach am Raum stinn?

Dann e Wuert zum Papp mat senger Verantwortung a senge Rechter an dësem Gesetz. Fannt Dir et normal, datt hien net matschwätze kann, wann et ëm säin zukünftegt Kand geet? Sécherlech gëtt et Situatiounen, wou ganz oft d'Männer d'Fraen zum Avortement drängen - och där Situatiounen hunn ech materlieft - a wou dann awer eng Fra oder eng erwaardend Mamm Jo gesot huet zu hirem Kand an haut ganz stolz drop ass. Dat hunn ech haut nach iwwer Télefon vun enger Madame matgedeelt kritt, déi mech encouragéiert huet, dat hei ze soen.

An elo zu de Mineuren: Ech fannen et e Skandal, datt d'Autorité parentale bei esou enger wichteger Fro keng Roll méi muss spillen. Bei Klengegkeeten, wéi zum Beispill Fotoen an dem Schoulbuet publizéieren, do mussen d'Elteren ënnerschreiwen. Mä e mannerjähregt Meedche brauch jo dann an Zukunft seng Elteren net méi an d'Bild ze setzen, wann et wëllt ofdreiwen. Egal wéi räif et ass, geet et duer, wann et jo iergendeng Personne de confiance auswielt, déi mat him ënnerschreift. Ech fannen dat net verantwortungsvoll!

Ass dat net den Elteren d'Verantwortung an d'Erzéiung aus der Hand geholl? Gëtt d'Kand domat net vum Stat initiéiert (veuillez lire: incitéiert), eng zoustänneg Autoritéit einfach ze ëmgoen? Ech woen net, d'Konsequenzen auszemolen, wann dëse Léierprozess sech an anere Gebidder néierschléit.

An hei eng Fro un de Justizminister: Wat ass dann zum Beispill - en ass net heibannen -, wa Komplikatiounen no engem Avortement optrieden an d'Elteren da gewuer ginn, datt hiert Kand oder hiert Meedchen avortéiert huet a viru Geriicht kloen? Do sinn ech ganz gespaant!

D'Flichtberodung ass vu Sëtzung zu Sëtzung an der Justizkommissioun ëmmer méi - an dat muss ech leider soen - zu engem schappegen Alibi verkomm. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt eng objektiv Berodung sech net eleng un Inhalter moosst, mä och un der Qualitéit vun der Relatioun. Wann dann d'Intentioun vun der Berodung ergebnisoffen ass, kann dës Berodung fir eventuell munch Fra eng reell Chance gi fir déi Entscheedung, déi se wollt treffen, wa se sech et nach eng Kéier iwwerleet an en âme et conscience vläicht awer Jo zum Kand ze seet. Duerfir deelen ech d'Meenung net vu villen heibannen, déi mengen, datt déi Berodung iwwerflësseg wier.

Mir sinn eis heibannen eens, datt d'Sexualerzéiung an d'Preventioun net effikass genuch sinn, trotzdeem datt an deem Domän an deene leschte Jore ganz villes geschitt ass. D'Artikelen 2 bis 5 vum Gesetz vun '78 hunn net déi Friichte gedroen, déi de Législateur sech erhofft hat. Duerfir muss an Zukunft bei der Erzéiung souwuel - an ech betounen et - an der Famill wéi an der Schoul derfir gesuergt ginn, datt d'Sexualitéit gläichzäiteg beinhalt: eng gesond Relatioun, de Respekt virun deem anere Mënsch a sech selwer an e verantwortungsvollen Ëmgang mat de Konsequenze vu sengen Handlunge fir sech an déi aner.

Et ass bedauerlech, datt d'Ofdreiwungspëll esou liichtfankeg geholl gëtt. An en Apdikter huet mer gezielt: „Et kommen der véier-, fënnefmol d'Joer bei mech a si froen d'Ofdreiwungspëll." A wann en da freet: „Firwat?", mä da gi Jugendlecher zou, datt et méi einfach ass, eemol…

(Interruption)

En Apdikter.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Vu wat fir enger Pëll schwätzt Der?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- D'Ofdreiwungs…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Vun der Pilule du lendemain?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- …du lendemain. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Oder schwätzt Der vu medikamentöser…

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Neen, neen, neen. Ech schwätzen elo vun der Pilule du lendemain. Well et méi einfach ass, d'Pilule du lendemain ze huele wéi d'Antibabypëll. Éischtens ass dat méi bëlleg op de Mount, well scheinbar…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir schwätzt jo awer hoffentlech net vun der normaler Pëll als Ofdreiwungspëll?

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Neen, neen, neen. Ech weess, wat d'normal Pëll ass, an ech weess, wat d'Ofdreiwungspëll ass, Här Minister! Mä ech soen, datt Jugendlecher esou irresponsabel sinn an datt se dann einfach sech déi Pëll siche kommen, fir net brauchen d'Antibabypëll, wéi se da genannt gëtt, ze huelen, well se dann net brauchen opzepassen: Hunn ech elo déi Pëll geholl oder hunn ech se net geholl? A well et jo scheinbar da méi bëlleg ass! Bon.

(Interruption)

Et feelt a mengen Aen un enger kohärenter Opklärungspolitik an duerfir - wéi och an der Motioun villes richteg steet -, d'Netzwierk vun deene jëtzege Berodunge muss hannerfrot ginn an d'Konzept vun der Sexualberodung muss verbessert ginn an net eesäiteg ausgeriicht ginn, awer objektiv.

Mir brauchen, Här Minister, oder Dir Häre Ministeren, eng Plateforme de coordination, esou wéi et och am Palliativgesetz gefuerdert gëtt. Mir mussen och Qualitéitsstandarde festsetzen. Eng Evaluatioun ass onëmgänglech, wat jo dann och hei an der Motioun virläit. Déi psychologesch oder déi psychosozial Berodung muss genuch finanziell Moyenen zur Verfügung gestallt kréien, fir datt déi Objektiver, déi sech gestallt ginn, och kënne realiséiert ginn. Duerfir bleift an der Familljen- an an der Sozialpolitik sécherlech villes ze maachen, wann een eng Kultur vum Liewe wëllt encouragéieren.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass eng Dynamik entstanen, wou ech Angscht hunn, datt an Zukunft och nach d'Objection de conscience vum Dokter verschwënnt, well vill sinn der mat mir eens, datt et Gynekologe gëtt, déi ganz liichtfankeg mat dem Emgang mat der Schwangerschaft vun der werdender Mamm ëmginn a ganz séier d'Leit op eng Ofdreiwung drainéieren a se net genuch ënnerstëtzen, fir Jo zum Kand ze soen. Den Avortement ka fir mech nimools als Moyen fir Gebuerteregelung an eng modern Familljepolitik akzeptéiert an zu engem allgemenge Recht unerkannt ginn!

Dëse Projet ass fir mech eng risen Enttäuschung! Well dëse Projet fir mech eng Gewëssensfro ass, kann ech dësem Gesetz wierklech keng Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Frank. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroe fir eng kuerz Interventioun.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President, datt Der mer e puer Minutten zur Verfügung stellt, fir datt ech kann hei meng Meenung zu dësem Gesetzesprojet bréngen. D'Chamber als Législateur muss d'Gesetzgebung vum Land och a gesellschaftspolitesche Froen adaptéieren. An deene Froe sinn ech der Meenung, datt reliéis Iwwerzeegungen, déi een huet oder net huet, net dierfen eng Adaptatioun vun dëser Gesetzgebung blockéieren.

D'Reform vum Gesetz iwwert den Avortement ass noutwendeg. Ech begréissen den Text, dee vun der Commission juridique ausgeschafft gouf an deen eng grouss Zoustëmmung fënnt, bis op een eenzegen Alinéa, wou mer bis elo en Amendement virleien hunn. Ech begréissen notamment eng Léisung, déi fonnt ginn ass fir déi mannerjähreg Kanner, déi der Realitéit Rechnung dréit. Ech mengen, dat ass e positive Punkt, well mer ganz oft an der Situatioun sinn, datt mer an Divorcë sinn an et da ganz schwéier ass, fir den Accord vun deenen zwee Elteren ze kréien, fir dat nuren als Beispill ze soen.

Amendementer zur sougenannter „Zwangsberodung", déi wuel eng um Pabeier ass, mä a Wierklechkeet ass se keng an der Praxis. An der Theorie, esou wéi et elo am Text steet, muss d'Fra schréftlech confirméieren, datt si bei engem Service fir psychosozial Assistenz fir eng Berodung gaangen ass an do déi néideg Informatioune kritt huet. Mä si muss awer kee Beweis bäileeën.

An der Praxis kann also eng Fra déi Deklaratioun ënnerschreiwen, datt si esou eng Consultatioun krut, obwuel se a Wierklechkeet ni eng gefrot huet oder just nuren zum Beispill bei de Planning Familial gaangen ass an datt alles an engem Coup gaangen ass, dat heescht d'Consultatioun an och den Avortement.

Do kéinten elo déi eng soen, dat wier e Faux. Dat mag sinn. Mä dee Faux ass onméiglech ze beweisen, well et jo keng Beweiser gëtt. Déi aner, an dat hu mer jo och hei héieren, déi soen, dat elei wier doduerjer eng juristesch Chicanerie, déi roueg kéint aus dem Text verschwannen. Da soen ech och, datt et richteg ass. Mä ech mengen awer och, datt ee muss festhalen, datt an der Praxis et héchstwahrscheinlech esou wäert sinn, datt hei déi zweet Zwangsberodung keng Zwangsberodung ass. Si steet just nach um Pabeier.

Mä dofir sinn ech der Meenung, datt deen Amendement, dee virgeschloe ginn ass, datt ech dee ka roueg matdroen. Obwuel ech léiwer gehat hätt, wann och nach preziséiert gi wier, datt d'Berodung awer nach obligatoresch fir Mannerjähreger géif bleiwen.

Une voix.- Dat ass een anere Paragraph.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Bon, dat ass een anere Paragraph, mä ech wollt et just awer ervirsträichen.

Par contre mengen ech awer och, datt, souguer wann den Amendement net ugeholl gëtt, deen Ablack dee Gesetzesprojet, dee mer virleien hunn, awer e grousse Progrès ass vis-à-vis vum Gesetz vun '78, an dofir wëll ech deem Gesetz awer och meng Zoustëmmung ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justiz- oder den Här Gesondheetsminister - wie wann ech gelift?

Den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an deene leschte Joren a menger Eegenschaft als Gesondheetsminister déi praktesch Onzoulänglechkeete vun engem Gesetz materlieft, dat an de 70er Joren e Kompromëss duergestallt huet, mä wat awer net ouni Applikatiounsproblemer war. Ech schwätzen emol net vun deenen Avortementen, déi eng aner Etikett opgepecht kréien. Ech schwätzen net vun der Ofwiesenheet vu verlässleche Statistiken. Mä wat mech am stäerkste betraff gemaach huet, war d'Situatioun vu Mannerjähregen, déi net op d'Hëllef vun hiren Eltere konnten zielen an déi oft keen aneren Auswee gesinn hunn, wéi an d'Ausland ze goen - oft eleng, well se eleng do stoungen an ausser moralescher Ënnerstëtzung keng aner Hëllef kruten.

Net vill aneschters war d'Situatioun vun erwuesse Fraen, déi net op d'Indikatiounsléisung gepasst hunn, mä awer an enger ganz problematescher Situatioun waren. Ech muss lech soen, ganz oft huet dat mech staark opgerëselt, well ech an där Situatioun näischt konnt maachen.

An ech si mat der Madame Polfer der Meenung - zu Recht huet se gesot -, dass an deene leschte Jore villes geschitt ass. An ech soen, dass mer och elo nach villes wäerte maachen an deenen nächste Minutten, fir praktesche Problemer Rechnung ze droen. Jo, d'Welt huet sech geännert. Mä, Madame Polfer, d'Welt hat sech och schonn tëschent 1999 an 2004 geännert. Eng Realitéit, déi eben esou ass, an deemools war d'LSAP net an der Regierung!

(Interruption)

Den Avortement, wëll ech ënnersträichen, ass ni en Zil, mä d'Resultat vun engem oder enger Serie vun Échecen.

Mir hunn an deene leschte Joren zesummen dru geschafft, fir enger Rei vun Ursaache vun Échecë Meeschter ze ginn oder se an de Gréff ze kréien. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer an deene leschte Joren déi sougenannten „pilule du lendemain" fräiginn hunn, déi net méi verschreiwungsflichteg ass. Mir hunn an deene leschte Joren an alle Lycéeë bei Jugendlechen, déi an den Alter kommen, fir hir Sexualitéit ze entdecken, eng quasi gratis Mise à disposition vun de Kondome gemaach. Mir hunn zënter engem Joer eng quasi Gratuitéit vun de Kontrazeptive fir jonk Fraen tëschent 18 a 25. A mir hunn am Konsens am Joer 2008 dem Planning Familial den Agrément ginn, fir medikamentös Avortementen ze praktizéieren.

Ech wëll zu deem exzellente Rapport, deen de Lucien Weiler gemaach huet, just eng kleng Nuance erabréngen. En huet zu Recht gesot, dass eng Rei vu Stëmmen, déi elo an deene leschten Deeg a Woche besonnesch haart waren, an deene leschte Joren net esou gehéiert gi sinn. Ech wëll awer ënnersträichen, dass eng Stëmm sech ëmmer gemellt huet: Dat war déi vum Planning Familial, dee regelméisseg op déi praktesch Problemer higewisen huet, well e se selwer gesinn huet um Terrain. An déi Moossnamen, déi mer zesumme gemaach hunn, sinn och doduerch entstanen, well mer déi praktesch Problemer vum Terrain gemellt kritt hunn.

Eng vun deene wesentleche Motivatioune vun deene Leit, déi dat Gesetz hei mat geschriwwe respektiv gedroen hunn, war d'Verbesserung, ënner anerem, vun der Situatioun vun deene Mannerjähregen, déi an enger reeller, wierklech an enger reeller Détresse waren an eleng sinn.

Elo kann een - an da kommen ech scho bal zum Schluss - gedeelter Meenung sinn iwwert déi zweet Consultatioun, hir Natur, hir Obligatioun. Ech wëll awer soen, dass een dee Punkt, wou een eng Meenungsverschiddenheet behält, muss opweie vis-à-vis vun all deenen anere Punkten, wou hei eng ganz Rei vu Leit op der Tribün waren, déi déi Punkten als reelle Fortschrëtt, eng Verbesserung fir déi Betraffen duergestallt hunn.

Ech muss Iech soen, ech kréien ëmmer méi Schwieregkeete mat enger Attitüd an der Politik, déi dorop erausleeft, dass, wann een zesummen an néng vun zéng Punkten e Konsens fënnt, eng Verbesserung bréngt, dass een duerch deen zéngte Punkt, wou ee vläicht net 100%eg därselwechter Meenung ass, déi néng Verbesserungen op d'Spill setzt a léiwer seet, alles oder näischt, ouni Rücksicht op dat, wat et deene Leit bréngt.

(Interruption)

Jo, et kann een déi zweet Consultatioun als Zwang duerstellen. Ech stellen Iech awer eng Fro: Ass et net en 10- oder 15- oder 20-mol méi groussen Zwang, wann een et géif zouloossen, doduerch dass een dat Gesetz hei net stëmmt, dass Mannerjähreger mussen iwwert d'Grenz goen, wa se an enger onbeschreiflecher Détresse sinn?

Ech sinn der Meenung, dass dat e villfach méi groussen Zwang wär, wéi dass een an eng Consultatioun erageet, déi, an do ginn ech Iech zesumme mat deene Kolleegen, déi dat Gesetz hei mat verantworten, do ginn ech Iech d'Garantie, dass déi Berodung neutral wäert sinn. Well déi Services psycho-sociaux an de Spideeler an och déi Servicer ronderëm de Planning Familial gi vu gudden, iwwerzeegtenen, professionelle Sozialaarbechter geleet, déi net am Verdacht sinn, dass se elo hei nei Zwäng wäerte produzéieren.

A mir sinn am Moment schonn am Gespréich mat de Spideeler, fir hinnen Hëllefstellung ze ginn, fir déi Berodungen an enger méiglechst koordinéierter Form ze maachen, fir dass net erëm hei de Verdacht opkënnt, dass een an deem enge Spidol an déi eng Richtung an an deem anere Spidol an déi aner Richtung wäert betreien.

Well ech kann Iech versécheren, dass déi Spideeler, wou zum Beispill d'medikamentös Avortemente praktizéiert ginn, net onbedéngt déi sinn, wou ee se normalerweis géif siche goen. „Glécklecherweis" - tëschent Guillemets - ass dat verspreet iwwert déi Spideeler, an et ass net esou, dass et hei zu Lëtzebuerg ausgesprachen Avortementsspideeler an Net-Avortementsspideeler gëtt. Dat ass och gutt esou.

Ech wëll schléisse mat der Feststellung, well dat et trefft: Et ass villes geschitt, et ass ganz villes geschitt, an heimat schléisse mer provisoresch dat of, wat an deene leschte Joren opgebaut ginn ass. Et bleift eng Meenungsverschiddenheet, mä un enger Meenungsverschiddenheet soll ee ganz sensibel Verbesserungen net scheitere loossen!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Et ass eng Verschlechterung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. An elo kritt d'Wuert den Här Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no enger Debatt, déi laang war, déi - wou ech awer frou sinn - méi wéi largement op engem propperen, ausgewogenen, objektiven Niveau ass, wëll ech och net ze vill hei bäifügen. Ech wëll dem Rapporteur virun allem Merci soen, nach manner fir dat, wat e fäerdegbruecht huet, fir a laange Sitzungen zu Amendementen ze kommen an der Kommissioun, déi ganz vill duerchduecht waren, wou vill nogelauschtert gouf anere Leit, awer virun allem a méi wéinst senge Schlussbetruechtungen, déi en a senger Ried hei bruecht huet.

Ech wäert och dofir net zum Gesetz selwer Stellung huelen. Et war eigentlech nëmmen eng eenzeg Fro hei gestallt ginn, dat ass déi vun der Madame Frank gewiescht. Ech hoffen, dass ech d'Fro richteg verstanen hunn.

Et ass ganz kloer, dass d'Gesetz Bedingungen hei virgesäit, wéini e mannerjähregt Kand respektiv Meedche kann, respektiv seng Eltere kënnen - dat ass dat Zweet - stroffräi ausgoen oder net. Dat ass, wann dat mannerjähregt Meedchen dat mécht, wat am Gesetz virgesinn ass. An do gëtt et och eng ganz Partie Kloerheeten, mat wiem dat Kand soll dohinnergoen oder net dohinnergoen, wann et net d'Eltere sinn. Et ass selbstverständlech kloer, dass dat mannerjähregt Kand total stroffräi ass - ech schwätzen elo guer net vun anere Gesetzer, déi kënnen hei mat eraspillen - an dass och d'Elteren dee Moment net kënne vun iergendengem anere belaangt ginn, si hätten hei hirer Flicht net Genüge gedunn.

Sou dass ech mengen, dass d'Gesetz do scho kloer ass. Och do wëll ech soen, dass et och Jurisprudenze gëtt am Ausland. Deen Text, wéi mir en hei hunn, ass largement vum Franséischen inspiréiert. Och do gëtt et also Jurisprudenzen. Ech mengen also, dass déi Fro do misst kënne kloer sinn.

Ech wëll dem Lucien Weiler virun allem Merci soe fir déi Schlussbemierkungen, déi e gemaach huet, déi mer besonnesch um Häerz leien, well et hei fir mech och net drëm geet, eng Partei géint déi aner auszespillen. Et geet och fir mech hei net ëm Relioun géint Laizismus.

Mir sinn hei am klassesche Confrontement vun zwee Rechter a Fräiheeten, vum Recht vun der Fra, iwwer sech selwer kënnen ze bestëmmen, an op där anerer Säit d'Recht vun deem ongebuerene Liewen, geschützt ze ginn. Dat ass en Équiliber, dee ganz schwéier ze fannen ass. Ech géif lech dofir all bieden, deen Artikel ze liesen, e längeren Artikel, deen de Robert Altmann, fréiere President vun Amnesty International Lëtzebuerg, geschriwwen huet, fir den Avortement just an deem strëttege Punkt, Konflikt zwësche Mënscherechter ze stellen, wou muss en Équiliber erausfonnt ginn. Dofir ass et och weder dat eent fir mech nach dat anert, wat kann dat anert ausschléissen.

Et muss een en Équiliber fannen, an dat versicht dat heite Gesetz, andeem engersäits vill méi wéi am 78er Gesetz hei d'Fräiheet vun der Fra respektéiert gëtt an op där anerer Säit de Stat eng gewësse Verflichtung iwwerhëlt, fir ze kucken, dass déi Fräiheet vun der Fra esou exercéiert gëtt - am beschte Wëssen a Gewëssen - och par rapport zum ongebuerene Kand. An dohier ass déi ganz Diskussioun jo komm vun der zweeter Consultatioun, déi eppes bäisetzt, wat bis elo net do war.

Ech sinn och frou, dass hei an där Debatt relativ vill awer op déi Wichtegkeet vun där Consultatioun higewise gouf; och mat deem Ënnerscheed, deen elo nach bleift an deem engen Amendement. Mä ech mengen, dass awer hei och dat dote vill verstane gouf, dass et eng Flicht ass vum Stat, fir ze kucken, dass d'Konditiounen esou sinn, dass och do de Stat senger Verflichtung nokënnt, fir esou vill wéi méiglech ze kucken, dass en ongebuerent Liewen och mat en Considératioun gezu gëtt.

An ech mengen, dat ass dat Konfliktfeld, dat mer hunn. Ob elo, sou wéi d'Gesetz et léist, dat „der Weisheit letzter Schluss" ass, dat weess ech och net. Well wa mer kucken, wéi am Ausland d'Diskussioune gelaf sinn: Do ass och ëmmer erëm gekuckt ginn ze ajustéieren. Dofir ass och dat wichteg, wat mäi Kolleeg Gesondheetsminister gesot huet, dass mer elo musse kucken, fir och déi Consultatioun do mat Liewen ze erfëllen, dass se sënnvoll gëtt, dass se positiv gëtt an net negativ gëtt. Ech mengen, dat ass och eng Verflichtung vum Stat, fir elo net einfach ze soen, elo ass e Gesetz gestëmmt, mä fir dat Gesetz da mat Liewen ze erfëllen. Ech mengen, dat ass dat, wat hei wichteg ass, dass mer dat elo gemaach hunn.

Mir wëssen natierlech, dass alles, wat mat Ofdreiwung ze dinn huet - wéi mat ville gesellschaftspolitesche Froen -, dass dat ëmmer ëmstridde Froe sinn an dass natierlech d'Wallungen ëmmer ganz héich ginn, dass natierlech och ëmmer d'Polemik ganz héich gëtt.

Mir hätten och kënnen als Regierung esou soen, wéi mer et - an ech si scho laang dobäi! -, wéi mer et ëmmer erëm virdru gemaach hunn. Ech war a ville Koalitiounen dobäi, vu '84 u souz ech an alle Koalitiounsverhandlungen dobäi, déi zënterhier komm sinn, an et war ëmmer eng Phrase consacrée an de Koalitiounsverhandlungen, dat war: „Mir ginn net un d'Gesetz vun '78." Dat huet dann all Partei arrangéiert, fir ze soen, mir ginn net drun. Dat war awer och - „net drugoen" war awer och - sech virun der Realitéit ze verstoppen!

Dës Kéier war fir d'Éischt, dass eng Regierung no Koalitiounsverhandlunge gesot huet: „Mir ginn un d'Gesetz!" Och - dat wëll ech awer och soen - well d'CSV en anere Wahlprogramm dës Kéier, 2009, hat, wéi se virdrun een hat, wou féier wichteg Punkte gesot goufen: éischtens, méi Opklärung, an dat bleift nach ëmmer richteg; zweetens, gratis Zougang zu de Verhütungsmëttel; drëttens - dat ass nach net geschitt -, eng Émännerung vun dem Accouchement anonyme, doru wäerte mer awer och nach schaffen; a véiertens, eng ergebnisoffe Berodung virun all Ofdreiwung.

Dat waren déi véier Punkten, déi d'CSV hat. D'LSAP hat, klassesch wéi ëmmer, d'Fristeléisung gefrot, an dunn hu mer eis an der Koalitioun zesummegesat.

Dofir ass dee Projet de loi, deen ech als Justizminister am Numm vun der Regierung déposéiert hunn, een - mat allen Nodeeler, déi dat och hat -, deen elo manner de Produkt war vum Justizminister, mä ee vun der gesamter Koalitioun, wou mer deen als Koalitioun esou geschriwwen hunn. Ech si frou, duerno ni méi hu missen esou e Koalitiounsprojet ze schreiwen. Ech sinn och frou, dass d'Diskussioun duerno weidergaangen ass, op deenen zwou Säiten - oder op alle Säiten -, iwwert dee Projet. Mä de Mérite war awer, dass déi éischte Kéier zënter '78 eng Regierung ugetrueden ass, wohl wissend, wat dat alles géif vun Diskussiounen, vu Polemik mat sech bréngen, fir ze soen: „Kommt, mir versichen hei, e Schratt méi wäit

ze goen, a kommt, mir versichen och, deen Équiliber ze fannen zwëschen deenen zwee Mënscherechter, déi hei am Konflikt sinn.

Mir hu versicht, an ech mengen, Dir hutt virun allem an der Chamberskommissioun versicht, dat esou gutt wéi méiglech ze maachen. Ech soen Iech dofir Merci, och fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussiounen do konnten a Rou weidergefouert ginn. An ech hoffen, dass dat Gesetz seng Fruucht bréngt. Ech hoffen och, dass, wann et bis gestëmmt ass, och déi Polemik ofhëlt. Mir kréien nach aner gesellschaftspolitesch Diskussiounen hei.

Ech wëll och dofir just dem Här Kartheiser soen, dass ech an d'Politik gaange si wéinst mengem chrëschtlechen Engagement. A kee Projet de loi, deen ech hei déposéiert hunn, weder deen heiten, nach deen, dass gläichgeschlechtlech Puere sech kënne bestueden an dass se kënnen eng Adoption simple maachen, dat heescht Eltere ginn - net eng Adoption plénière, net Papp a Mamm ginn, mä eng Adoption simple kënne maachen, Eltere sinn -,... bei hinnen all kann ech mech riicht an d'Gesiicht kucke par rapport zu mengem chrëschtlechen Engagement. An ech soen Iech: Et ass net an dësem Liewen, wou ee mer seet, ob ech e gudden oder e schlechte Chrëscht war. Dat ginn ech gewuer an engem anere Liewen. Mä ech hunn net gär, wann een deem anere virwerft, e wär ee schlechte Chrëscht. Déi Zäite si Gott sei Dank eriwwer!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Justizminister, den Här Kartheiser wollt Iech nach eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här Minister, ech wollt elo keng Fro stellen iwwer Är chrëschtlech Astellung. Ech wollt Iech awer eppes anescht froen.

Et ass mäin Androck, datt d'Regierung eng Kéier ugekënnegt hat, datt se wéilt den Ënnerscheed tëschent enger Adoption plénière an enger Adoption simple ophiewen. Dat ass a verschiddenen Texter, déi d'Regierung gesot huet. Kënnt Der dat confirméieren, datt Der deen Ënnerscheed wëllt ophiewen?

Merci.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- D'Adoption plénière huet zwee grouss Problemer. Deen éischte Punkt ass deen, dass d'Adoption plénière eng juristesch fix...

(Interruptions diverses)

Also, Här President, ech maachen dat, wat Dir gär hätt. Wann Dir gär hätt - wat d'Madame seet -, dass ech net soll schwätzen, da schwätzen ech net. Wann Dir gär hätt, dass ech soll äntwerten, da muss ech äntwerten. Sot mir, wat ech maache soll!

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- ...näischt domat ze dinn!

M. le Président.- Neen, den Här Kartheiser huet effektiv hei eng Fro gestallt, déi net eppes direkt mam Sujet ze dinn huet.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ah, quand même!

M. le Président.- Ech géif den Här Kartheiser bieden, do gëtt et jo eng aner Prozedur: E kann eng Question parlementaire un den Här Justizminister stellen an e kritt déi, esou wéi ech den Här Justizminister kennen, an deene schnellsten Délaie beäntwert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien!

(Brouhaha)

Une voix.- Bravo!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun.

Amendement 1

Fir d'Éischt stëmmt d'Chamber elo iwwert den Amendement N°1 vun der Madame Lydie Polfer an der Madame Viviane Loschetter iwwert den Artikel 2 of.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An den Amendement ass verworf mat 42 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Fernand Boden), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Den Artikel 2 bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6103 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mme Marie-Josée Frank;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

(Interruption)

Entschëllegt! Et ass nach eng Motioun, déi vum Här Bodry eragereecht ginn ass.

Motion 1

Kënne mer do à main levée driwwer ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Mä fir d'Éischt freet nach d'Madame Frank d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ganz kuerz, Här President. Ech hunn déi Motioun hei attentif gelies an ech hunn Angscht bei iwwerall deene Momenter, wou steet: «le service offert soit neutre» oder «la neutralité» oder «une écoute et un conseil neutre». Ech hätt do léiwer, et géif «objectif» oder «objectivité» do stoen, well ech fäerten, datt dat „Neutraalt" fir mech ze vill eesäiteg ass an…

(Hilarité et interruptions diverses)

Maja. Jo, jo. An ech hat…

Une voix.- Déi Meenung deele mer.

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Neen,...

M. le Président.- Jo, ech bieden Iech, der Madame Frank elo nozelauschteren.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- An esou, wéi et am däitsche Gesetz ass, ech mengen, dat huet d'Madame Loschetter eenzel zitéiert, do ass dat méi ferm, wou et drëms geet, als Éischt emol e Liewen ze erhalen. Duerfir kann ech dës Motioun net matstëmmen. Mä ech wäert mech enthalen, well awer herno am «Invite le Gouvernement» bal alles ass, wat ech kann ënnerstëtzen. Just, och do steet nach eng Kéier «neutralité», an ech hätt mer gewënscht, datt een dann hätt kënne schreiwen, datt ee géif d'Fra encouragéieren, nach eng Kéier hir Intentioun ze iwwerdenken.

M. le Président.- Den Här Kartheiser zur Motioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech soen Iech Merci. Ech wollt soen, datt dës Motioun eng Rei vun Nodeeler huet. Éischtens, alt nees eng Kéier, datt just e puer international Referenztexter hei zitéiert gi sinn, anerer net - wat mir bedaueren! Zweetens ass déi Bemierkung vun der Madame Frank iwwert d'Neutralitéit absolut richteg. Déi steet am Widdersproch zum Artikel 1 vum Gesetz vun 1978, deen de Stat opfuerdert, de Respekt virum Liewe vun Ufank un ze garantéieren an ze respektéieren.

Da wollt ech och soen, datt hei wichteg Elementer feelen. Wa mir hei Invitatiounen un d'Regierung ausschwätzen an et eescht menge mat der Reduzéierung vun der Zuel vun den Ofdreiwungen, da sollte mer hei schreiwen, datt mer eben éischtens, déi materiell Hëllef fir Mammen a Koppelen an Noutsituatiounen erhéijen. Mir sollte soen - wat den Här Minister och schonn ugekënnegt huet -, datt mer iwwert den Accouchement anonyme, iwwert d'Babyklappen an esou weider, datt mer do d'Regierung opfuerderen ze handelen.

(Interruptions)

A schlussendlech ass dat hei alt nees eng Kéier eng gewësse Parallell, déi ech gesi mam Nationalitéitegesetz. Mir gesinn hei, datt mer an dräi Joer sollen eng Réévaluatioun maachen. Dat ass natierlech an der nächster Legislaturperiod, an et kann ee sech elo scho virstellen, a wéi eng Richtung dat geet. Elo hu mer nach esou eng „Bal-Fristeléisung", an d'Absicht ass wahrscheinlech,…

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Da sidd Dir an der Regierung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …datt mer déi Fristeléisung...

Wa mir an der Regierung sinn, Här Bausch, da si vill Kanner gerett!

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister kritt elo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, am Géigesaz zu deenen zwee Virriedner ass d'Regierung der Meenung, dass déi Motioun ganz gutt ass, a wär ganz frou, wann d'Chamber se géif esou ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci dem Gesondheetsminister.

Da komme mer zum Vote électronique.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 19 Nee-Stëmmen, an 2 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: Mme Marie-Josée Frank;

M. Serge Urbany.

Domadder si mer awer elo definitiv um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 4., 5. a 6. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.57 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 9

MARDI,
4 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. René Hengel, Député honoraire
- *M. le Président*

2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député
- *M. le Président*

3. Communications
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Dépôt d'une résolution par M. François Bausch
- *M. François Bausch (dépôt d'une résolution)*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

7. Résolution de M. François Bausch relative à l'instauration d'une commission d'enquête afin d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création
- *M. Serge Urbany*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°190 du 3 décembre 2012 de M. André Bauler relative à d'éventuelles pratiques de dumping social dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question n°191 du 4 décembre 2012 de M. Claude Adam relative au fonctionnement de la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (CNEL), adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°192 du 3 décembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la rééducation orthopédique postopératoire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Alexandre Krieps - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°193 du 3 décembre 2012 de Mme Anne Brasseur relative à la réaffectation de l'actuel bâtiment de la Bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *Mme Anne Brasseur - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de la Police
- *Exposé: M. Camille Gira (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Ali Kaes, M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Motion 1: M. Camille Gira*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Mme Claudia Dall'Agnol, M. Camille Gira*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (rejetée)*

10. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Anne Brasseur
- *Mme Anne Brasseur*

11. 6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- *Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6448 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 6386 - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés
et
6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés
- *Rapports de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur la proposition de modification 6386 du Règlement de la Chambre des Députés*
- *Vote sur la proposition de modification 6429 du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à la mémoire de M. René Hengel, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedauere muss ech lech matdeelen, datt ee vun eise fréiere Kolleegen, de René Hengel, de 27. November am Alter vu 84 Joer verstuerwen ass. De René Hengel war Elektriker vu Formatioun, an nach ier e säi Militärdéngscht gemaach huet, ass hien am Alter vu 17 Joer Member vum nei gegrënntene Lëtzebuerger Aarbechterverband LAV, der Virgängerorganisatioun vum OGB-L, ginn.

An der LAV gouf hien iwwer Joren Trésorier a Vizepresident. De René Hengel war och President vun der Gewerkschaftsjugend. Hie gouf spéider Sekretär a Chefredakter vun der Gewerkschaftszäitschrëft „Aarbecht". De René Hengel war ënner anerem Member vum Comité du Fonds social européen, vum Comité consultatif sur la libre circulation des travailleurs, Member vum CGT-Zentralvirstand a Member vum Verwaltungsrot vum „Tageblatt".

Wéi esou oft an där Zäit huet hien als Gewerkschaftler ganz natierlech de Wee an d'LSAP fonnt, där hien 1947 bäigetrueden ass. De René Hengel huet sech awer eréischt 1963 de Wahlen um Gemengenniveau gestallt. Leider gouf hien net an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg gewielt. Méi Succès hat hien d'Joer drop, wou hien direkt an d'Chamber gewielt ginn ass an duerno ëmmer erëmgewielt ginn ass, an dat während ganzer 30 Joer.

An de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg ass hie schliesslech 1969 komm an en ass dobliwwe bis 1980. Duerno ass hien aus der Stad geplënnert an huet an der Gemeng Hesper de Sprong an de Gemengerot gepackt. De René Hengel war vun 1964 bis 1994 Member vun dësem Haus. Während deene ville Joren huet hie seng Spuren hannerlooss. Sou gouf hien zum Beispill 1974 vun der Chamber als hire Vizepresident designéiert.

De René Hengel huet d'Chamber awer och a villen internationalen Delegatioune vertrueden, wéi zum Beispill am Conseil de l'Europe, an der UEO oder an der UIP. Seng Erfahrung, déi hien als laangjährege Gewerkschaftler am Aarbechtsrecht an de Kollektivvertragsverhandlungen an alle soziale Froe gesammelt hat, huet hien an den Déngscht vu sengen Iwwerzeegunge gestallt.

De René Hengel ass keng Kompromësser agaangen, wann et ëm den Asaz fir déi Mënsche gaangen ass, mat deenen d'Liewen et net esou gutt gemengt huet. Et ass deemno net verwonnerlech, datt hie Rapporteur war bei ville Gesetzesprojeten, déi de soziale Beräich betraff hunn. Hie war zum Beispill Rapporteur vum Gesetz iwwert d'Schafe vum Conseil Économique et Social, bei deem iwwert d'Schafe vun der Commission nationale de l'emploi, bei Gesetzer wéi deem iwwert d'Ofännere vum Index, d'Aféiere vum RMG an iwwert d'Police judiciaire.

De René Hengel war e routinéierte Politiker, deen awer a senger Fräizäit och e sëllechen aneren Aktivitéiten nogaangen ass, ob dat Football, Musek, Crosslafen, Turnen oder Dëschtennis war. Dem beléifte Politiker louchen deemno ganz besonnesch d'Uleiesse vun de Veräiner um Häerz, déi hie souwuel an der Chamber wéi awer och an der Gemeng ëmmer erëm verdeedegt huet. Hien ass awer och e gesellege Mënsch gewiescht, dee sech ëmmer erëm Zäit geholl huet, no Footballmatcher oder Concerten e Patt mat de Bierger zesummen ze huelen.

Dem René Hengel säi gréissten Hobby war awer d'Filmen. Sou huet een hien oft mat senger Kamera gesinn, an dat souguer, wann hien am Ausland war, fir d'Chamber ze vertrieden. Mä ganz besonnesch a senger Pensioun ass d'Kamera e stännege Begleeder vun him gewiescht.

De René Hengel ass vun eis gaangen. Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déifst Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Här René Hengel senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

A senger Réunioun vum 6. November huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierte Paul Helminger den Éierentitel vu senger Funktioun zouzeerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Deem neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert:

den 22. November vun der Familljeministesch de Projet de loi 6502, eng Ofännerung vun de Gesetzer iwwert d'Schafe vun zwee Établissements publics;

den 23. November vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6503, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafe vum Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques, vum Centre de Technologie de l'Éducation a vum Conseil scientifique;

de 27. November vum Ausseminister de Projet de loi 6504, e Protokoll-Amendement zur Konventioun vun der Unioun économique vun der

Benelux, an de Projet 6505, e Protokoll vum Traité iwwert d'Cour de Justice Benelux;

den 28. November vum Finanzminister de Projet de loi 6506, e Protokoll iwwert d'Immunitéit vun der Banque des Règlements internationaux;

den 30. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6507, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Droit d'asile,

a schliesslech den 3. Dezember vun der Madame Doerner an den Häre Fayot, Gibéryen, Gloden an Negri d'Proposition de modification du Règlement 6508, déi d'Kapitel 14 vum Titel 5 vum Chambersreglement ofännert.

Communications du Président - Séance publique du 4 décembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6502** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés*

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.11.2012

***6503** - Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.11.20 12

***6504** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012

***6505** - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé, à Luxembourg, le 15 octobre 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012

***6506** - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements Internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.11.2012

***6507** - Projet de loi portant modification:*

1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11.2012

***6508** - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: Mme Christine Doerner, Députée, M. Ben Fayot, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Léon Gloden, Député, M. Roger Negri, Député, le 03.12.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Reformprojet vun der Police; de Projet de loi 6421 iwwert d'Militärorganisatioun, nom Basismodell; de Projet de loi 6444B iwwert d'Organisation judiciaire, nom Modell 1; de Projet de loi 6448, eng Ofännerung vun der Organisatioun vum Enseignement fondamental, nom Basismodell; dann d'Proposition de modification du Règlement 6386, eng Ofännerung vum Kapitel 9 vum Titel 5 vun eisem Chambersreglement, nom Basismodell, a schlussendlech d'Proposition de modification du Règlement 6429, eng Ofännerung vum Kapitel 2 vum Titel 3 vun eisem Chambersreglement, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6387 iwwert d'Rentereform, nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer eng Deklaratioun vum Finanzminister iwwert d'Décisioune vun der Eurozon iwwer Griichenland mat uschléissender Debatt, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6440 iwwert d'Konte vum Exercice 2011, nom Basismodell; d'Chamberskonte vum Joer 2011, nom Basismodell; d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2011; d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur fir d'Joer 2011.

Dann huet den Här François Bausch d'Wuert gefrot, fir eng Resolutioun ze déposéieren. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. François Bausch

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll heimadder eng Resolutioun, Här President, déposéieren an och - am Numm vun all deenen, déi ënnerschriwwen hunn - eng Modifikatioun vum Ordre du jour proposéieren oder virschloen, an zwar, datt mer déi Resolutioun och haut géifen elo uschléissend direkt zum Vote komme loossen.

Ech mengen, jiddwereen huet et matkritt: An deene leschte Woche sinn eng Rei Saachen an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn, zirkuléiert am Zesummenhang mam Lëtzebuerger Geheimdéngscht. Do ass et ëm Dysfonctionnementer gaangen, do ass et drëms gaangen, datt eng ganz Rei Operatiounen, déi dee Service soll gemaach hunn, net am Aklang stéinge mat verschiddene Gesetzgebungen.

Dat heescht, datt am Raum steet hei, datt dee Service agéiert huet net wéi et sech gehéiert an engem Rechtsstat, dat heescht no den Normes juridiques, déi de Rechtsstat solle regéieren.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt d'Chamber hei gefuerdert ass, fir dat doten ze analyséieren, dat doten ze kucken, erauszefannen, wat den Historique vun deem Service an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngte war an deementspriechend alles festzehalen an engem Rapport, deen der Chamber misst hannerluecht ginn.

Mir hunn, fir dat kënnen ze maachen, eng Dispositioun an der Verfassung stoen, am Artikel 64 vun eiser Verfassung respektiv am Gesetz vum 27. Februar 2011 an och an eisem interne Reglement, nämlech déi vun der Enquête parlementaire, fir eng Enquête parlementaire anzesetzen an esou engem Fall.

Duerfir geet an där Resolutioun dann nach hei Rieds, datt d'Chamber soll haut nach décidéieren, datt déi parlamentaresch Untersuchungskommissioun soll ageruff ginn, datt déi soll déi ganz Operatioune vum Service de Renseignement vun deene leschte Jorzéngten analyséieren, also vun do un, datt e gegrënnt ginn ass. Et soll alles gekuckt ginn, wat dee Service gemaach huet an deene leschte Jorzéngten, ob dat alles op der Basis vun der Legalitéit gemaach ginn ass, respektiv d'Methoden, mat deene geschafft ginn ass, ob dat alles Methode waren, déi op der Basis vun der Legalitéit stinn, an datt deementspriechend wéi gesot ee Rapport géif verofscheet ginn, deen an der Chamber géif hannerluecht ginn an deementspriechend och eng Kéier an enger öffentlecher Sitzung kéint hei debattéiert ginn.

Déi Resolutioun, Här President, ass ënnerschriwwe vu mir selwer, vum Här Spautz fir d'CSV, vum Här Lux fir d'LSAP, vum Här Meisch fir d'Demokratisch Partei, vum Här Gibéryen fir d'ADR a vum Här Serge Urbany fir déi Lénk. Ech ginn also dovun aus, datt déi Demande an déi Resolutioun hei eng breet Zoustëmmung wäerten an dësem Parlament fannen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant qu'au cours des dernières semaines, des informations ont été révélées sur des pratiques qui auraient été par le passé celles du Service de Renseignement et qui auraient pu être contraires aux normes juridiques régissant un État de droit;

- considérant qu'il est du devoir de la Chambre des Députés d'établir la réalité des faits afin d'examiner si ces agissements ont été conformes à la législation en vigueur;

décide

- d'instaurer une commission d'enquête conformément à l'article 64 de la Constitution, aux dispositions de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires et aux articles 178 à 190 du Règlement de la Chambre des Députés;

- d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création;

- d'en vérifier la légalité au vu de la législation en vigueur au moment où ces méthodes ont été appliquées;

- de faire rapport à la Chambre des Députés et d'en tirer les conclusions conformément à l'alinéa 2 de l'article 189 du Règlement de la Chambre des Députés, et ce dans les meilleurs délais.

(s.) François Bausch, Gast Gibéryen, Lucien Lux, Claude Meisch, Marc Spautz, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch.

6. Ordre du jour (suite)

Kënne mir dës Resolutioun als éischte Punkt op den Ordre du jour vun haut huelen? Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

7. Résolution de M. François Bausch relative à l'instauration d'une commission d'enquête afin d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création

Mir kommen dann elo zum Punkt vun der Resolutioun vum Här François Bausch iwwert d'Asetze vun enger Enquêtëkommissioun. Den Här Bausch huet dat elo schonn duergeluecht. Wëllt en nach eng Kéier d'Wuert? Dat ass domadder geschitt. All Fraktioun stinn am Prinzip fënnef Minutten zou, fir zu där Resolutioun Positioun ze bezéien, de Sensibilités politiques zwou Minutten.

Wie wëllt sech zur där Resolutioun äusseren?

Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech hunn déi Motioun hei mat ënnerschriwwen. Ech war zwar net selwer un dem Ausschaffe vum Text bedeelegt. Ech hoffe just, dass déi Kommissioun awer och wierklech alles ënnersicht a keen Tabu kennt an all Implikatiounen an deene Virwërf, déi gemaach gi sinn an deene leschten Deeg an der Press, nogeet, d'Verantwortungen ënnersicht, genausou wéi et haut am „Lëtzebuerger Wort" formuléiert ass, dass keng staatlech Instanz, déi eventuell kéint domat ze di gehat hunn, sech däerft der Verantwortung hei entzéien.

An deem Sënn hunn ech déi Motioun do mat ënnerschriwwen a wäert och mathëllefen un där Enquêtëkommissioun, dass se zu engem Resultat féiert.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Wann da soss kee méi wëllt zu där Resolutioun Stellung bezéien, kéime mer zur Ofstëmmung.

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolutioun d'accord? Mir kënnen à main levée doriwwer ofstëmmen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl.

Ech géif dann och d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite bieden, bis spéitstens den nächsten Dënschdeg hir Propositioune fir d'Besetzung vun där Commission d'enquête eranzeginn. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung…

(Brouhaha)

Ech géif Iech bieden,…

Une voix.- Den Här Wolter wollt sech aschreiwen.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, elo nozelauschteren!

…d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°190 vum Här André Bauler un den Aarbechtsminister iwwert de Sozialdumping am Bausecteur. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°190 du 3 décembre 2012 de M. André Bauler relative à d'éventuelles pratiques de dumping social dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit stellen. Am „Lëtzebuerger Merkur" ass der interesséierter Öffentlechkeet viru Kuerzem signaliséiert ginn, datt an absehbarer Zukunft weider Failliten am Bauwiesen ze erwaarde wieren. Dëst, well eng grouss Zuel vu Betriber hautdesdags mat engem Liquiditéitsratio funktionéieren, deen net méi héich genuch ass.

Des Weideren zécken eng Rei aner méi gesond Betriber, fir Leit anzestellen, obwuel se der nach bräichten. Dat hätt domadder ze dinn, gëtt am „Lëtzebuerger Merkur" geschriwwen, datt den Aarbechtsmaart aus hirer Siicht net flexibel genuch ass. Doriwwer eraus gëtt och behaapt, datt et ëmmer nees Fäll vu méi oder manner gutt verstopptem Dumping gëtt, deen eise Betriber heiheem schwéier ze schafe mécht.

An deem Zesummenhang wollt ech den Här Aarbechtsminister Folgendes froen: Kann den Här Minister eis méi genee Informatiounen iwwert d'Lag am Bauwiese liwweren?

Wéi steet et wierklech ëm de sozialen Dumping an dëser Branche? Sinn dem Här Minister Praktike vun déloyaler Konkurrenz bekannt? Wa jo, wat sinn dat fir Praktiken? A wat gouf bis ewell ënnerholl, fir d'Kontrollen ze stäerken a méi ze systematiséieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, et stëmmt schonn, datt besonnesch am Bausecteur mer et mat enger déloyaler Konkurrenz ganz oft ze dinn hunn, déi haaptsächlech e Phenomeen vum Dumping social ass.

Wat heescht dat genau? Dat heescht, datt Betriber an d'Land kommen, déi effektiv keng Regele respektéieren, weder sozialer nach Sécherheetsregelen, well u sech d'Sécurité au travail och e wichtege Bestanddeel ass, wat déi sozial Konditiounen, Aarbechtskonditiounen ubelaangt.

Mir haten am Mee eng grouss Operatioun „Coup de poing", wou och op engem grousse Chantier eng Firma identifizéiert gouf, déi eng Rei vu Sous-traitanté beschäftegt, déi effektiv kenge soziale Regelen - Mindestloun an esou weider – entsprach hunn.

Weider Enquêtë sinn an deene leschte Woche gemaach ginn. Sechs Kontrollen op Chantieren, an déi sinn amgaangen evaluéiert ze ginn, déi och a Bezuch stinn notamment zu Firmen, déi schonn an der Vergaangenheet eng Rei vu solche Praktike favoriséiert hunn.

Ech mengen, dee ganzen Dossier muss een an zwou Phase gesinn. Deen éischten ass dee vun der Praktik vum Détachement. Mir si condamnéiert ginn, well mer onst Gesetz, ons Transpositioun vun der Direktiv iwwert den Détachement esou ëmgesat haten, datt mer an deem Gesetz eng Déclaration préalable virgesinn haten. Mir hunn déi Déclaration préalable missen eraushuelen, an et ass eigentlech elo nëmmen nach e Contrôle ex post méiglech, wat natierlech alle Firmen, déi am Détachement schaffen, et relativ einfach mécht, well ee jo net kann all Chantiere permanent kontrolléieren, fir Leit do schaffen ze loossen, déi de Konditiounen an de gesetzleche Bestëmmungen, besonnesch am soziale Beräich, net entspriechen.

Duerfir ass déi Diskussioun, déi mer elo an Europa hunn iwwer eng Neioplag vun der Direktiv iwwert den Détachement, och fir ons extrem wichteg. Net méi spéit wéi muer hu mer eng éischt Diskussioun, wou grad eben iwwert den Artikel 12 iwwert d'Sous-traitanten d'Responsabiliséierung vun der Entreprise générale a Fro gestallt ass a wou et muss kloergemaach ginn, datt d'Entreprise générale och fir d'Sous-traitanté responsabel ass. Et ass eng schwiereg Diskussioun an ass awer, grad fir den Dumping social ze évitéieren, extrem wichteg.

Ech sinn och bereet, wann de President vun der Aarbechtskommissioun dat wëllt, e Bilan iwwert déi Diskussioun iwwert déi Direktiv oder Nei-

oplag vun der Direktiv „Détachement" an deenen nächste Wochen eemol ze maachen.

Sécher si Kontrollen extrem wichteg. Mir maachen der, mir maache Coup-de-poingen. Mir wëssen och oft, wou Chantiere sinn, déi sensibel sinn. Mä d'ITM huet och nëmme begrenzte Moyenen, fir dat ze maachen. Duerfir brauche mer de Soutien vun der Douane, dee mer och ganz oft kréien. Mir brauchen awer och ganz oft de Soutien vun der Police. Et ass also wichteg, datt esou Operatioune gemeinsam duerchgefouert gi mat der Police respektiv mat der Douane.

Dat ass natierlech eng Fro, déi fir ons Betriber wesentlech ass, well ee Betrib, deen ënner net normale Konkurrenzbedéngunge schafft, natierlech och bei öffentlechen Ausschreiwunge Präisser ka maachen, déi en normale Betrib aus dem Marché geheien.

Duerfir ass et och wichteg, datt besonnesch bei öffentlechen Opträg ganz genau gekuckt gëtt, wat fir eng Betriber do als Sous-traitants figuréieren a wéi och dat konkret op de Chantieren duerchgefouert ginn ass. Besonnesch d'Sécherheet an déi Installatiounen, déi op Chantiere musse gemaach ginn, wat d'Sécherheet ubelaangt, déi natierlech ëmmer e Käschtepunkt hunn, déi si ganz oft determinant, wien eventuell dee Chantier kritt oder net.

Duerfir musse mer och zesumme mat dem Kolleeg, dee responsabel ass fir d'Bâtiments publics, kucken, datt de Stat sécherstellt, datt op öffentleche Chantieren Dumping social absolut onméiglech ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Mir kommen dann zur zweeter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°191 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Conférence nationale des élèves luxembourgeois. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°191 du 4 décembre 2012 de M. Claude Adam relative au fonctionnement de la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (CNEL), adressée à Mme la Ministre de l'Éducation et la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Madame Minister, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens heibannen, datt d'Participatioun vun de Schüler a Studenten ee wichtege Facteur ass, wa mer iwwer Schoulentwécklung schwätzen.

Duerfir si mer och frou, datt mer Schülercomitéen hunn - dat ass net de Sujet vun haut -, mä mer sinn och frou, datt mer eng Conférence nationale des élèves luxembourgeois hunn. Déi berout op engem Gesetz, wat scho bal 15 Joer al ass. De Règlement grand-ducal, dee kritt d'nächst Joer seng 15 Joer. A mir hunn als Gréng gemengt ze héieren, a mir géifen op alle Fall och selwer vun deem Wonsch ausgoen, datt ee misst de CNEL reforméieren. Mir hunn do eng ganz Rei Argumenter héieren, déi eis aliichten. Et misst een de CNEL dynamiséieren, d'Vereinfache vun der Aarbecht misst een erméiglechen.

De CNEL oder den ale CNELs-Comité huet op alle Fall gemengt, si géife sech duerch de Règlement grand-ducal vum Mäerz 1998 paralyséiert spieren. Si froen e bësselche méi Onofhängegkeet vum Ministère de l'Éducation nationale, besonnesch wat d'Aberuffen an d'Ofhale vun de Réunioune betrëfft. Mä si froen awer och méi Moyenen, zum Beispill ee Coach, deen niewent enger neutraler Jugendorganisatioun dem CNEL géif zur Dispositioun stoen.

An duerfir ass meng Fro un Iech, Madame Minister: Wéi gesitt Dir dat? Mengt Der och, datt mer sollen an déi do Richtung goen, oder? Voilà.

Ech freeë mech op Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An d'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech sinn e bëssen… Ech weess net richteg, wat ech dem honorabelen Deputéierten elo soll äntwerten, well vläicht ass gewosst, dass mer amgaange sinn, eng Reform vum Lycéesgesetz ze plangen. An an deem Kader ass natierlech och virgesinn, fir d'Organisatioun vun der CNEL ze reforméieren.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dann zielt e bëssen doriwwer, Madame Ministesch!

(Interruption)

M. le Président.- Här Adam, Dir wollt… Ech mengen… Ja?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Majo, et ass genau dat, wat ech vun der Madame Minister wollt héieren, a wéi eng Richtung datt se de CNEL da wéilt wéi schnell reforméieren.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Majo, vläicht weess och d'Parlament, dass ech mir jo selwer eng Paus operluecht hunn an dass ech net däerf virum Abrëll d'Meenung dozou äusseren, well ech mech engagéiert hunn zum Partner, fir dat alles a Rou ze diskutéieren. An dofir wäert ech virum Abrëll och näischt dozou soen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch.

Mir kommen dann elo zu der nächster Fro, der Fro N°192 vum Här Alexandre Krieps un de Gesondheetsminister iwwert déi orthopädesch Rééducatioun. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°192 du 3 décembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la rééducation orthopédique postopératoire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Gesondheetsminister a Sécurité-sociales-Minister, ech wollt Iech eng Fro stellen am Rapport mat der Rééducation gériatrique ambulatoire a stationnaire.

Hautzudags, Leit, déi e Knéi ersat kréien, do sinn der gëschter héchstwahrscheinlech e puer um Schnéi gerëtscht, déi elo geschwënn an dee Benefiss kommen. Déi hunn de Choix, nodeem dass se am Spidol waren, an eng integréiert ambulant Rééducatioun ze goen. Da musse se awer virdru siwen Deeg am Spidol gewiescht sinn. Oder si ginn an eng stationär Rééducatioun, wéi de Rééducatiounszenter um Kierchbierg oder Orscholz oder Bernkastel oder esou, da kënne se schonn no véier Deeg Spidol dohinner goen. D'Kinésitherapie ass hei net befall, well hei sinn integréiert multidisziplinär Rééducatiounen.

Meng Fro also: An Amerika gëtt d'Halschent vun de Knéien ersat (veuillez lire: ambulant ersat): moies eran, owes heem. Ech mengen, mir mussen net dohinner goen. Mä dass een obligéiert, dass d'Leit siwen Deeg an engem Spidol musse bleiwen, dat schéngt mer farfelu ze sinn. Dat ass den Artikel 82 vun dem Statut vun der CNS.

Et ass och eng Differenz tëschent deenen zwou Rééducatiounen. Déi eng gëllt am ambulante Secteur nëmmen zwee Méint. Déi aner ka 60 Deeg vu sechs Méint gëllen an ënner Émstänn verlängert ginn. Ech schwätzen hei och vu Rééducatiounen, AVCen, Amputéierter an esou, well déi jo bestëmmt net no zwee Méint erëm lafen.

Déi Question-tarifairen, déi wëll ech hei net uschwätzen. Do sinn och Ënnerscheeder. Déi eng hu Forfaiten, déi aner sinn à l'acte. Dat muss ee kucken. Mä ech wollt vum Minister wëssen: Ech weess, dass en e puer Réuniounen an de leschte Méint hat, mä hei muss elo dalli, dalli gemaach ginn, well wa mer d'Proximitéit wëlle favoriséieren, da muss hei derfir gesuergt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister a Minister fir d'Sécurité sociale.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei de mëndleche Froen ass et ëmmer schwiereg, fir genee ze roden, wat de Froesteller wëllt. Ech hu mer dofir erlaabt, och kuerz eng Kéier nozefroen a kann dann, mengen ech, genee op dat äntwerten, wat den Här Alexandre Krieps vu mer wëllt wëssen.

Wou e recht huet, huet e recht.

(Interruption)

Neen, wou e recht huet, huet e recht. Ech mengen, en huet recht, wann e seet, dass ech an deene leschte Méint e puermol mat der Plattform Rééducatioun zesummekomm sinn; déi iwwregens och eng exzellent Aarbecht leescht. An där hiert Zil ass, Koordinatioun an dee Beräich eranzebréngen, bescht Praxisen ze échangéieren a mam Fanger dorop hinzeweisen, wou Inkohärenze sinn. An et ass genee déi Fro vun der Konditioun vun dem stationären Openthalt vu siwen Deeg, déi do opgeworf ginn ass. Siwen Deeg zum Beispill bei enger Hëft- oder bei enger Knéioperatioun oder dem Setze vun enger Prothees.

Ech hunn der CNS nogeluecht, fir déi doten Dispositioune kritesch op de Leescht ze huelen. Grad wéi déi Konditioun, dass no zwee Méint - net zwee Méint oder 30 Deeg Traitement innerhalb vun enger gewëssener Period -, mä no zwee Méint definitiv de Couperet fält, dass dat och kritesch hannerfrot soll ginn, an dass zumindest déiselwecht Flexibilitéit erakënnt wéi bei der stationärer Rehabilitatioun respektiv bei der ambulanter Rehabilitatioun am Rehazenter. Dat heescht, dass een an Ausnahmefäll, déi dokumentéiert sinn, iwwert déi zwee Méint kann erausgoen.

Also, ënnert dem Strëch: Zu engem Zäitpunkt, wou mer effektiv probéieren, zu Recht, well dat jo net onbedéngt dem Kranken eppes déngt, de stationären Openthalt op deen noutwendege Minimum ze reduzéieren, och do, wou et méiglech ass, ob dat Ambulant zréckzegräifen, gëtt et net onbedéngt e Sënn, dass ee seet: Fir ambulant Rehabilitatioun ze maachen, muss ee siwen Deeg geleeën hunn.

Also, mir sinn an dëser Fro ganz no beieneen. An och, wann deen Numm Dalli mir net méi alles seet, maache mer schnell, fir dass mer zum Zil kënne kommen.

Merci dem Alexandre Krieps.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- A Merci dem Här Minister.

Da komme mer elo zu der leschter Fro fir de Mëtten, nämlech der Fro N°193 vun der Madame Anne Brasseur un d'Kulturministesch iwwert d'Réaffectatioun vum aktuelle Gebai vun der Nationalbibliothéik. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°193 du 3 décembre 2012 de Mme Anne Brasseur relative à la réaffectation de l'actuel bâtiment de la Bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Regierung huet Enn November décidéiert, dass de Projet, fir eng nei Nationalbibliothéik um Kierchbierg ze bauen, de Feu vert kritt.

Ech wollt wëssen: Wat geschitt mat deem jëtzege Gebai? - Wat jo e Gebai ass, wat de Collège des Jésuites hébergéiert huet vum Ufank u vum 17. Jorhonnert, wat sech duerno an e Kolléisch transforméiert huet. A wéi de Kolléisch erausgeplënnert ass, ass dat Gebai och klasséiert ginn, wat och gutt ass, soudass mer keng Befierchtunge mussen hunn, wat domat geschitt.

Ech wëll awer just der Chamber soen, dass d'Chamber hei, an dat waren ons Virgänger, Här President, Velléitéiten hat, fir den Ale Kolléisch, wéi mir e genannt hunn, ofzerappen, fir do e Parking fir d'Deputéiert opzeriichten. Gott sei Dank ass dat näischt ginn. Et wor och 1968, wou och eng aner Demande do war, fir en ofzerappen. Do war e Privatpromoteur, dee wollt do en Eroscenter opriichten.

(Interruption)

Ech wollt Iech doriwwer informéieren.

Mä fir awer elo erëm zur Seriositéit vun der Fro ze kommen: Dat Gebai huet en enorm historesche Charakter, wat souwuel de Contenant wéi de Continu ubelaangt. An ech ka mer jo virstellen, dass d'Regierung awer weess, wat se mat deem Gebai mécht, fir dass de Contenu an Zukunft och dem Contenant senger würdeg ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt elo d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Et ass nach net gewosst, et steet nach net fest, wat mat där aktueller Nationalbibliothéik geschéie wäert. Déi Fro ass och nach verfréit.

Är Chamber ass um Punkt, fir d'Gesetz iwwert déi nei Nationalbibliothéik ze kréien, an dat ass och éischt Prioritéit, a Prioritéit fir déi nei Nationalbibliothéik gebaut ze kréien. Mir wëssen, datt, wann hei bis gestëmmt ass - loosse mer unhuelen, dat géif ganz séier goen, a fir déi Ënnerstëtzung wiere mir all frou -, da kann ugefaange gi mat Bauen am éischte Semester 2014. Et geet also nach e bëssen zou, bis déi nei Nationalbibliothéik fäerdeg ass. Dat ass eis Prioritéit. Während där Zäit hu mir Zäit, fir eis ze iwwerleeën, wat an dat Gebai drakënnt, wat op kee Fall a sécherlech net wäert ofgerappt ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Kulturministesch.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn. Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwer e Reformprojet vun der Police ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes a Bettel, d'Madame Dall'Agnol an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Camille Gira, als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mengt Dir, Här President, déi Debatt hätt vill Sënn, wann den zoustännegen Innenminister net hei wier?

M. le Président.- Ech huelen un…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat wier awer dat Normaalst vun der Welt…

M. le Président.- Do ass e schonn. Gesitt Der?

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Dir hutt kaum geruff, Här Gira, a schonn ass en do. Da kritt Dir elo d'Wuert.

Une voix.- Wann dat ëmmer esou géif klappen, dat wier flott!

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de la Police

Exposé

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech mengen, déi gréng sti sécherlech net am Verdacht, zu den allergréissten an haapste Lobbyiste vun der Police ze gehéieren. Wa mir haut awer d'Reform vun der Police - no enger Pressekonferenz, déi mer gemaach hunn - och an der Chamber wëllen thematiséieren, da wëlle mer eis Suerge maachen, eeschthaft Suergen, wéi déi Reform verleeft.

Dass eppes schifleeft, weisen net nëmmen onzieleg Questions parlementaires, souwuel aus Majoritéits- wéi aus Oppositiounskreesser, net nëmmen eng ganz Rei Resolutiounen a Gemengeréit a Bréiwer vu Buergermeeschteren un den zoustännegen Innenminister, dat gesäit een net nëmmen un zahlreiche kritesche Stellungnahme vun enger ganzer Rei vu Policegewerkschaften, neen, Här President, dat héiert een och an dat spiert ee ganz gutt eraus, wann ee selwer mat deenen eenzelne Policegewerkschaften am Allgemengen, mä awer och ganz kloer mat eenzelne Polizisten a Polizistinnen um Terrain an eenzelne Servicer schwätzt.

D'Kritike si villfälteg, zum Beispill, dass bei där Reform eng ganz Rei Defiziter schonn 1999 do ware respektiv sech an deenen zwielef Joer erausgeschielt hunn, well d'Welt och dobausse weidergeet, a besonnesch och d'Welt vun der Kriminalitéit bleift net stoen.

Ech hunn an deenen zéng Minutten elo net d'Zäit, am Detail op de Fong vun deene Problemer anzegoen. E puer der vläicht just erwähnt hei, zum Beispill an der Police judiciaire: Ech weess net, ob jiddweree sech heibanne bewosst ass, dass eigentlech nëmmen am Beräich Blanchiment Universitairë sinn, de Rescht gëtt an all deene Sektioune vun Inspektere gemaach.

Ech wëll hei net falsch verstane ginn a mengen, dass déi Leit keng uerdentlech Aarbecht maachen. Mä wann een awer op där anerer Säit weess, dass do déi organiséiert Kriminalitéit steet, dass do Cyber-Kriminalitéit steet, dass mer Thematike wéi Dateschutz an Dateklau ze handlen hunn, da freet ee sech awer, ob dat dann als Ausbildung an alle Fäll duergeet, fir esou Problemer ze léisen.

Et sinn och Schwieregkeeten, wat d'Integratioun vun den zivile Beamten a Beamtinnen an de Corps ugeet, well dat deelweis net attraktiv genuch fir déi ass an do ganz vill Va-et-vient ass, soudass keng Kontinuitéit vun der Aarbecht ass.

Ech mengen, et muss een, et misst een eigentlech och iwwert d'Erhéijung allgemeng vum Niveau vun der schoulescher Ausbildung vun den Inspektere schwätzen. Fir all déi Leit, mengen ech, gëtt d'Aarbecht ëmmer méi komplex, an esou stelle sech och Froen, ob et wierklech esou glécklech ass, d'Section de recherche ze zentraliséieren.

Wéi gesot, dat just stéchwuertaarteg e puer vun deenen Aspekter, déi laut mengen Informatiounen net genuch berücksichtegt ginn.

Et spiert een awer eraus, dass den Haaptkritikpunkt awer d'Aart a Weis ass, wéi déi Reform ugaange gëtt. Wierder wéi „im stillen Kämmerlein", „ouni Concertatioun", „ouni op d'Do-

léancen an d'Erfahrung vun de Leit vum Terrain anzegoen", an do schwätze mer souwuel vun de Poliziste wéi Polizistinne wéi vu Buergermeeschteren, déi sécherlech net integral iwwert d'Comités de prévention agebonne sinn.

Mir hunn, an dat wollt ech soen, Här President, an all deene Gespréicher, déi mer haten, ganz kloer dat Gefill kritt, dass hei keng Reform am Intérêt vun de Leit an der Sécherheet dobausse geschitt, mä dass d'Reform am Intérêt vun e puer Leit an der Police, haaptsächlech uewen an der Police, arrangéiert gëtt. Mir hunn och vu ville Leit vum Terrain gesot kritt, dass se dat Gefill hätten, an deem Corps géifen et geschwë méi Häuptlinge wéi Indianer ginn. An et konnt ee franchement, an ech soen dat hei, et konnt ee franchement d'Impressioun kréien, dass déi hei Reform d'Rad an der Police op de Stand vu virun 1990 erëm wéilt zréckdréien.

De Minister huet an engem Communiqué op eis Kritiken, déi mer dobausse geäussert haten, probéiert alles mat engem Handgréff ewechzewëschen. Hien huet geschwat vu 14 Réunioune mam Personal, en huet gesot, en hätt de Syvicol consultéiert.

Ech mengen, Här President, et kann een och 20 Réunioune maachen an awer nëmmen Informatioun halen. Dat ass nach ëmmer keng Consultatioun! An et kann ee wuel de Syvicol mat abannen, ech weess awer net, ob dee wierklech flächendeckend fir all d'Situatiounen iwwer Land ka schwätzen. Ech mengen, d'Situatioun vun der Kriminalitéit an der néideger Zesummenaarbecht tëschent Police a Gemengen ass am Kanton Réiden sécherlech eppes anescht wéi an der Stad Lëtzebuerg oder wéi zu Esch.

Ech muss Iech op jidde Fall soen, Här President, wann de Minister wierklech der Meenung ass, dass an deem do Dossier bei där doter Reform alles beschtens wier, dann ass en entweder blann oder daf, oder béides.

An Tëschenzäit zirkuléiert da jo och en Avantprojet de loi, a wann een dee liest, da fille mir eis op jidde Fall an eiser Kritik bestätegt. Do steet bal näischt dran an do huet een dat Gefill, dass dat bewosst esou gemaach ass an dass duerno kann a relativ grousser Ontransparenz dann am Detail déi Reform vor Ort stattfannen. An déi Reaktiounen, déi mer bis elo kritt hunn, bestätegen eigentlech och, dass dee Prozess misst gestoppt ginn. Déi Kritike si ganz fundamental, si si fundamental.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Evenementer aus deene leschten Deeg a Wochen eis eppes geléiert hunn, dann ass dat, dass een déi Strukturen am Lëtzebuerger Stat, déi mat dem Gewaltmonopol jongléieren, vläicht besser huet net ze vill eleng ze loossen. Well et wier gutt, wann an deene Corpsen déi demokratesch Kontroll géif verstäerkt ginn, well et net gesond ass, dass do eng Zort vun Inzucht eventuell sech breetmécht. An eppes hunn déi lescht Wochen eis geléiert, dass et eppes muss ginn an deem do Kontext, an dat ass total Transparenz!

Duerfir fanne mir et och, an deem Kontext hei, net tolerabel, dass hei d'Police selwer hir Evaluatioun mécht. Ech mengen, et muss ee scho soen, déi Reform vun 1999, déi war net schlecht, do ass villes guttgelaf. Et ass awer eng Reform wéi net all Dag eng beim Lëtzebuerger Stat organiséiert gëtt. An ech mengen, dat Normaalst vun der Welt wier awer gewiescht, dass een eng Dose Joer duerno net déi Leit selwer jugéiere gelooss hätt, ob bei hinnen dann alles géif guttlafen.

Dat wier e bësse gewiescht, wéi wa mer d'Direktesch vun der ADEM eng Etüd iwwert de Fonctionnement vum Aarbechtsamt hätte maache gelooss. Dat wier jo och kengem am Dram agefall! An ech mengen, hei fanne mir dat och net an der Rei, dass d'Police an d'Inspection générale de la police déi sinn, déi déi Evaluatioun gemaach hunn, wann eis Informatioune richteg sinn. Mir mengen, an dozou kommen ech herno an der Motioun zréck, dass een dat hätt wierklech misse vun engem Neutrale vu bausse maache loossen.

An dat Bild passt awer och, Här President, an déi gréng fannen et wierklech e staarkt Stéck, wann e Policedirekter bei enger Visite vun der Intérieurskommissioun op der Kalchesbréck a senger offizieller Ried den Deputéierte praktesch noleet, si solle wann ech gelift keng Questions parlementaires an deem Dossier maachen. Fir déi Ausso hunn ech hei eng ganz Rei Zeie vu Kolleegen a Kolleeginnen, déi bei där Réunioun derbäi waren.

Ech fannen et och, Här President...

(Interruption)

Ech fannen et scho skandaléis, wann deeselwechte Polizeidirekter mech perséinlech bei enger Feier, déi vun der Coque, wou ech als Privatpersoun do sinn, upöbelt a seet, wat déi gréng da géif ugoe mat hirer Pressekonferenz, dat wier esou duerchsiichteg, mir hätten do guer net d'Reform vun der Police am A, mä mir géife just de Minister viséieren.

Da froen ech mech ganz éierlech, Här President: Wou si mer hei? Wien huet hei d'Soen an deem Land? A fanne mer et normal, dass e Polizeidirekter praktesch, direkt oder indirekt, wëllt Oppositiounsdeputéierten drun hënneren, soss näischt ze maache wéi hir fundamental parlamentaresch Aarbecht?

Ech fannen, dat passt ganz gutt an d'Bild vum Lëtzebuerger Stat, wat mer an deene leschte Wochen a Méint hei kritt hunn, a fir eis ass dat, ech wëll dat hei kloer an däitlech soen, fir eis ass dat inakzeptabel! Well et geet eis net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem Projet hei ëm de Minister, et geet eis hei just drëm, dass mer zwielef Joer no där Fusioun hei eng Reform vun der Police an aller Neutralitéit, a Concertatioun mat alle concernéierten Acteuren, a virun allem an aller Transparenz sollen duerchféieren.

Duerfir géif ech Iech eng Motioun iwwerreechen, Här President, wou mer gären hätten, dass déi Aarbechten un deem Avant-projet de loi solle fir ee Moment op Äis geluecht ginn, dass en neutralen Audit vun enger externer Institutioun soll gemaach ginn an dass doropshin, opgrond vun deene Propositiounen, mat alle Concernéierten, sief dat d'Personal selwer, sief dat d'Buergermeeschteren iwwer Land, solle kënne matschwätzen, fir dass mer wierklech eng Reform am Sënn vun der Populatioun maachen, am Sënn vun deene Leit, déi bei der Police schaffen, a virun allem dat an aller Transparenz an och ënnert där néideger demokratescher Kontroll, déi mer grad bei esou enger Reform brauchen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- se ralliant aux objectifs de la réforme de la police qui sont:

- une meilleure implantation de la police au niveau territorial, un renforcement de la régionalisation dans les six régions de police;

- une plus grande flexibilité (adaptation saisonnière);

- le développement des «infrastructures critiques»;

- estimant qu'il est en effet indispensable de réorganiser la police, qui compte actuellement 1.868 membres (+ 44% depuis la fusion de 1999), pour répondre au mieux aux besoins de la société moderne;

- estimant qu'avant toute réforme structurelle de la police, une évaluation de la mise en place de la loi de 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la police est indispensable;

- déplorant le manque d'une véritable concertation interne en relation avec la réforme envisagée et le manque d'une concertation avec les autorités locales/communales;

invite le Gouvernement

- à suspendre les travaux en relation avec le projet de loi portant modification de la loi du 31 mai 1999 portant sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale;

- à établir, avant toute nouvelle proposition de réforme, une évaluation par un expert externe qui pourrait révéler une base commune et incontestée pour la réforme et définir les forces et les faiblesses de l'organisation actuelle du Corps de police;

- à développer la concertation avec le personnel du Corps et les responsables communaux lors de l'élaboration d'un avant-projet de loi portant modification de la loi du 31 mai 1999 portant sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, Félix Braz, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge wierklech, dass no deene schlechten Erfahrunge vun deene leschte Wochen, no Bommeleeëraffär an no Geheimdéngschtskandal, no Oflauschteraktioune bei onschëllege Bierger a Biergerinnen, och bei demokratesche Parteien, et just nach ee Stéchwuert gëtt, fir bei esou Reforme virzegoen, dat ass: Transparenz, Transparenz, Transparenz! An där hätte mir elo gären.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als éischte Riedner ass den Här Ali Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1999 ass d'Reform vum Gesetz iwwert d'Polizei gestëmmt ginn. Et war och gläichzäiteg den Zesummeschloss...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Kaes nozelauschteren!

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...vu Polizei a Gendarmerie, e Gesetz - esou wéi den Här Gira et och scho gesot huet -, dat sech sécher a ville Punkte bewäert huet. D'Erfahrungen an och d'Veränneruge vun an an eiser Gesellschaft bedéngen haut, dass eng Rei vu Punkten nei orientéiert an domadder adaptéiert solle ginn. Dowéinst ass am Regierungsprogramm och eng Ännerung vun de bestehenden Dispositioune festgehale ginn. An deem Sënn ass de Moment am Innenministère e Groupe de travail amgaang, dës Reform virzebereeden.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat eng Reform? Et soll een ëmmer nees d'Zil hunn an et soll ëmmer nees d'Zil sinn, derfir ze suergen, dass eise Stat op modern, leeschtungsfäeg, effizient an och zukunftsorientéiert Déngschtleeschtungsservicer zréckgräife kann. Et geet drëm, dass eis Servicer ëmmer nees den neien Ufuerderunge vun der Zäit a vun der Gesellschaft gerecht kënne ginn. Dat gëllt besonnesch fir d'Police, eng vun de wichtegsten Institutiounen, déi responsabel ass fir d'Sécherheet vun eis alleguerten. Eng net ëmmer einfach Aufgab, déi all eenzel Polizistin an all eenzelne Polizist no bestem Wëssen a Kënne mat vill Asaz Dag fir Dag erleedegt.

Den A an den O vun enger Reform, déi réusséiere soll, ass d'Gespréich mateneen, ass den Austausch mat de Leit um Terrain, fir zesummen ze kucken, wat guttleeft respektiv wat net esou guttleeft, wou d'Schwaachpunkte sinn, déi onbedéngt am Sënn vu méi Effizienz a korrekter Aarbecht ze verbessere sinn.

Wat sinn dann déi konkret Problemer um Terrain? Wat fir eng Besoinë gesinn d'Leit? Wéi steet et ëm den Effektiv? Wéi steet et ëm d'Rekrutéierung? Wéi funktionéiert déi aktuell Police de proximité? Muss et hei eng Reorganisatioun ginn? Wéi steet et generell ëm d'Ausbildung vun eiser Polizei? Eng Polizei, déi mat ëmmer méi komplexen Aufgabe konfrontéiert ass.

Si brauch sécher eng zolidd a gutt Ausbildung, fir effizient, schnell a fachgerecht ze intervenéieren. Do kann ee sech froen, ob a wéi d'Aus- an d'Weiderbildung optiméiert kënne ginn. Wéi soll eis Police judiciaire, déi eng Schlësselroll am Kampf géint organiséiert, schwéier Wirtschaftskriminalitéit huet, an Zukunft opgestallt sinn? Hei geet et ëm d'Valoriséierung a puncto Effektiver an natierlech och ëm déi néideg Qualifikatiounen, fir och grenziwwerschreidend matzehalen. Dës an aner Froe stelle sech fir eis, wa mer iwwert d'Reform vun der Polizei schwätzen.

Et ass ze begréissen, dass de Minister déi verschidde Polizeiunitéite besicht huet, fir sech mat de Problemer an de Situatiounen um Terrain ze familiariséieren. Et geet näischt iwwer eng Bestandsopnahm um Terrain selwer.

Parallell zu dëse Visiten huet de Minister eng fundéiert Analys ugefrot iwwert d'Missioune vun der Polizei, d'Gestioun vum Personal, déi aktuell geografesch Verdeelung an déi verschidden traitéiert Affären. Dës Etüd, déi am September 2010 ofgeschloss ginn ass, ass zesumme mat den entspriechende Resultater an och éischtméigleche Konklusiounen un déi verschidde Polizeisyndikater verdeelt ginn. Den Dossier ass ënner anerem a 14 Sëtzunge mat de Polizeivertrieder diskutéiert an evaluéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, au vu vun deem, wat ech elo grad gesot hunn, denken ech, dass et net korrekt ass, dem Minister virzewerfen oder ze behaapten, hei géif d'Verwaltung eng Reform ouni Dialog an hannert zouenen Diere plangen. De Minister wier iwwregens ganz schlecht beroden, wann en dat esou gemaach hätt respektiv géif maachen. Dat wier sécher déi falsch Approche, virun allem am Hibléck op eng spéider Emsetzung vun enger Reform.

Ech denken, dass d'Gespréicher, déi gefouert gi sinn, eng wichteg Basis fir de weidere Verlaf vum Dossier wäerte sinn, well, Dir Dammen an Dir Hären, de Chantier vun der Reform ass jo bäi Wäitem nach net ofgeschloss an et ass an alle Beräicher nach méiglech, déi eenzel Punkte weider ze analyséieren an ze diskutéieren. Et muss een awer och dem Minister eng gewësse politesch Marge de manœuvre ganz einfach zougestoen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass e Fait, dass mer eng Kriminalitéit hunn, déi net geréng ass - am Géigendeel! -, besonnesch wat liicht Delikter wéi Abréch ugeet, wou d'Zuel souguer steigend ass. Schwéier Strofdoten a Verbrieche bleiwen op deemselwechten Niveau am Verglach mat de Jore vu virdrun. Och wann d'Zuel vun de Schwéierverbrieche stabil a virun allem, am Verglach mam Ausland, relativ geréng ass, besteet trotzdeem e gewëssen Handlungsbedarf, fir de Realitéiten um Terrain besser Rechnung ze droen.

E Phenomeen, deen d'Opklärung vun enger Strofdot net méi einfach mécht, ass de grenziwwerschreidende Charakter vun enger ganzer Partie vu Strofdoten. Esou kënnt e groussen Deel vun den Abriecher iwwert d'Grenzen, zu Lëtzebuerg gëtt geklaut an eng Stonn méi spéit sinn d'Verbriecher erëm eng Kéier iwwert d'Grenz...

M. le Président.- Här Kaes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech hunn nach fir eng hallef Minutt, Här President, wann dat geet.

(Interruption)

Dat ass just een Aspekt, wou ee gesäit, dass et... Et waren och schonn anerer, déi hei iwwert d'Zäit waren, Här Bettel! Okay?

Dat ass just een Aspekt, wou ee gesäit, dass net alles ideal ass an ideal ofleeft.

(Interruptions diverses)

Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei net drëm, d'Grondprinziper vun 1999 a Fro ze stellen - dat huet iwwregens och de Minister net wëlles -, mä déi fundamental Verännerungen an eiser Gesellschaft, dat staarkt Uwuesse vun eiser Populatioun an och nei Situatioune vu Kriminalitéit mussen an d'Gesetzgebung an an der Praxis afléissen.

Dernieft solle mer net vergiessen, dass mer amgaang sinn, eis Gemengelandschaft nei ze zeechnen duerch eng ganz Rei vu Gemengefusiounen. Eis Matbierger froen an hunn och d'Recht...

M. le Président.- Här Kaes, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...op eng biergerno Polizei. Ech kommen direkt zum Schluss. Si verlaangen deelweis méi an eng verbessert Visibilitéit a wënsche sech gutt Servicer um Bierger. Dat ass och en Aspekt, dee sech am Kader vun der Reform opdrängt...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ee Gléck, datt Dir net vun der Oppositioun hierkommt!

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...an aféiere loosse muss. Ofschléissend - ech sinn elo gläich fäerdeg -...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, net gläich, Här Kaes, Dir sidd elo fäerdeg.

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...an zesummefaassend ass ervirzehiewen, dass een hei net soll alles op d'Kopp geheien. Hei soll mat gesondem Mënscheverstand an am Gespréich mat alle versicht ginn, punktuell déi Verbesserungen erbäizeféieren, fir eng modern an zukunftsorientéiert Police ze hunn. Ech sinn iwwerzeegt, dass den Här Minister dat wäert fäerdegbréngen.

Ech entschëllege mech, dass ech e bëssen iwwert d'Zäit sinn, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech kommen net derlaanscht, fir awer just ze soen, dass mer schwätze vu Respekt vis-à-vis vun uniforméierte Leit. Ech wier och frou, wann d'Deputéiert vun där gréisster Partei hei an dëser Chamber Respekt vis-à-vis vun eise Regelen hätten!

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt soen, dass et e bëssen delikat ass, haut iwwer en Avant-projet ze schwätzen, dee mer iwwerhaapt nach net déposéiert kritt hunn. Ech hu mer dunn d'Fro gestallt - elo schwätze mer vun deem Avant-projet, da ginn ech awer op Internet kucken, wou ech e fannen; ech hunn en nach ëmmer net fonnt.

An dofir ass et zimlech delikat, fir Iech elo ze soen, Här President, dass mer dem Minister wëlle soen, dass säin Avant-projet schlecht ass, wa mer selwer net gelies hunn, wat de Minister alles proposéiert. Dat heescht, normalerweis misste mer jo kënnen iwwer en Text diskutéieren, wa mer dee bis och gelies hunn. Dat heescht, et ass immens schwéier, fir Iech elo ze soen, wat mir als Demokratesch Partei vun dësem Text halen, well mir nach net an dem Secret des dieux sinn oder op jidde Fall nach keng Kopie vun deem Text kritt hunn.

Wat mer awer feststellen, Här President, ass, dass sécher d'Gewerkschafte jo den Text wäerte kritt hunn. An et ass awer rar, dass d'Gewerkschaft vun de Kaderen, d'Gewerk-

schaft vum Zivilpersonal, wat ongeféier awer 10%, soll een net vergiessen, och vum Staff vun der Police duerstellt, dass d'Associatioun vun der PJ, dass och den SNPGL, jiddwereen awer seet, dass en net gutt ass oder op jidde Fall Verbesserungsbedarf do ass.

Et ass schwéier fir eis, och ze soen, ob se recht hunn oder net, well mir nach ëmmer keen Text hunn, wou mer kënne soen, ob se recht hunn oder net. Dowéinst, ech gesinn op jidde Fall, dass déi concernéiert Corpse vun der Police selwer net begeeschtert sinn iwwert déi Reform, déi gemaach gëtt. Da kritt ee gesot: Jo, mä den Här Kaes seet hei, de Minister hätt jo esou laang och mat de Leit geschwat. Et ass net, well een ee gesäit, dass ee mat engem schwätzt. Well den Échange muss och do stattfannen an d'Kritik muss och ugeholl ginn an et muss ee kënnen driwwer diskutéieren.

Här Kaes, Dir hutt wéi ëmmer recht.

Dann zur Organisatioun. Zur Organisatioun, Här President, ech kommen net derlaanscht, fir ze soen, dass et awer och immens schwéier ass am Moment. Mir sinn eis eens, et si Verbesserungen, déi musse kommen. Mir hu CPen, déi net fonctionnéieren. Ech schwätzen elo hei och mat enger anerer Kap.

Mir gesinn hei an der Stad, dass et net effikass geet. Mir gesinn, dass verschidde Failliten oder Frauduleusen oder Saachen, déi vum Geriicht ordonnéiert ginn, net kënne gemaach ginn, well net genuch Personal do ass. Mir gesinn, dass verschidde Leit drop waarden, dass d'Police kënnt. Dir wësst jo, jiddwereen, deen d'Police brauch, mengt jo, dass seng Affär déi wichtegst ass an erwaart sech vun der Police, dass och direkt ee kënnt. A wann da gesot gëtt, jo, mir kommen an den nächsten Deeg oder mir schécken Iech, wann en Auto gekraazt ginn ass, e Rapport an den nächsten Deeg, an et dauert zwou, dräi Woche fir eng Assurance, ass dat fir d'Leit immens laang. An et ass administrativ Aarbecht.

Dat heescht, dass ee wierklech muss kucken de fond en comble, wéi een d'Police ka vläicht reorganiséieren, fir dass se besser fonctionnéiert. Mä dat muss zesumme mat de Leit gemaach ginn. A wéi gesot, wann all Gewerkschaft seet, et wier net gutt, soll ee sech d'Fro stellen, ob dat dote wierklech elo dee richtegen Text - an ech soen et nach eng Kéier, dee mir zwar nach ëmmer net gesinn hunn -, dann dee richtegen ass.

Op där anerer Säit, Här President, kommen ech net derlaanscht, fir eng Proposition de loi awer ze zitéiere vum Här Roth, vum Här Meyers a vum Här Schiltz, déi jo iwwert d'Kompetenz vun den Agents municipaux ass. An ech fannen déi immens wichteg. Déi soll och mat an déi doten Diskussioun agebonne ginn. Well d'Kompetenze vun den Agents municipaux gehéieren och zu vläicht enger Reorganisatioun vun Aarbechte vu Membere vun der Police grand-ducale, wéi zum Beispill d'Kontrolle vu Règlements communaux, etc. an etc.

Dat heescht, elo just en Text wëllen ze maachen, andeem ee seet, elo ass d'Direktioun reorganiséiert an dat reorganiséiert, menge mer, ass net déi richteg Haltung.

Mir sinn der Meenung, dass dat, wat och de Kolleeg Gira proposéiert huet, dass een elo emol soll, no all deene Joren no där Fusioun, kucken, wou Problemer sinn, wou d'CIe fonctionnéieren, wou d'CPen net fonctionnéieren, wou d'CIen net fonctionnéieren, wou Services centraux net fonctionnéieren. Et ass eng Propos gemaach gi vun enger Direction, déi collégiale ass, gëtt vun deenen enge proposéiert. Vun deenen anere gëtt nach ëmmer proposéiert mat zwee Sous-Direkteren. Mä wie këmmert sech ëm wat?

Ech mengen, dass et wierklech wichteg wär, dass mer, ier mer hei souguer den Text déposéiert kréien, emol fir d'Eischt kucken, wou Problemer sinn an zesumme kucken, wat et vun aner Léisunge gëtt, fir kënnen emol déi Problemer ze léisen. A wann do de Projet de loi selbstverständlech Äntwerten op déi Froe mat sech bréngt, da solle mer déi selbstverständlech mat an de Projet de loi erabréngen.

Ech géif et just net opportun fannen, Här President, wa mer elo e Projet de loi hei déposéiert kréien, wou de Minister seet, dee muss elo esou duerch, deen net mat de Gewerkschaften op e grénge Zweig komm ass, deen net mat den Élus locaux... Well et soll een och wëssen, dass hei déi vill Buergermeeschteren, déi hei sëtzen, an och den Här Kaes zu Tandel frou ass, wann e kann op eng Police zréckgräifen, déi em do entgéintkënnt, wann e se brauch, an och all déi aner Lokalpolitiker.

Dat heescht, mir sinn eis all bewosst iwwert d'Wichtegkeet vun der Police grand-ducale, vun hirer Roll a wat se ze maachen huet. An dowéinst menge mer, dass et wierklech net opportun wier, en Text ze maachen, dee guer keng Approbatioun vun de Leit fënnt.

Dowéinst vläicht au préalable eng Etüd ze maachen, wéi den Istzustand ass, wou Problemer sinn, an da kënne mer mat neutralen, awer konkrete Propositiounen eng Reform, eng déif gräifend Reform vun eiser Police grand-ducale maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President.

Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deene fënnef Minutten, wou mer zur Verfügung sti bei enger Heure d'actualité, do kann een d'Thema eigentlech nëmme sträichen..., sträifen, ëm dat, wat et haut geet.

(Hilarité)

An och déi Virwërf, wou gesot gi si vun engem angebleche Manktum un Transparenz respektiv vun Dialog.

Grondsätzlech si mir als Sozialisten der Meenung, datt mer fir d'Éischt emol sollen de Minister héieren. De Minister soll emol an déi zoustänneg Kommissioun kommen a säin Avant-projet de loi respektiv och seng Iddien duerleeën. Well, an ech mengen, mäi Virriedner a Frënd Xavier Bettel huet dat jo och betount, mir schwätzen hei iwwer en Avant-projet de loi, deen ech perséinlech net esou kennen, deen ech ni virgestallt krut an deen ech offiziell net gesinn hunn. An ech mengen, Iech heibanne geet et net anescht. Dofir, mengen ech, ass et wichteg, datt de Minister emol bei eis kënnt an eis säin Avant-projet de loi respektiv seng Vuen erkläert.

Zweete Punkt, wat d'Gewerkschaften ugeet. Och do ginn d'Meenunge ganz auserneen. Déi eng soen, se goufen ugehéiert, se goufe mëndlech a schréftlech consultéiert a se konnten och hiren Avis schonn zu deem eis onbekannten Avant-projet de loi ofginn.

Déi aner soen, datt dësen Text an Avant-projet de loi am stillen Kämmerlein vun e puer Beamten an dem Minister ausgeschafft gouf, wou d'Gewerkschaften zwar ugehéiert goufen, mä se awer der Meenung sinn, datt hir Doléancen net richteg zur Kenntnis geholl gi sinn an datt déi och net an e Konsens agefloss sinn.

An engem Presseartikel vum 11. Oktober, do stoung, datt d'Gewerkschaft vum Zivilpersonal bei der Police gesot hätt, an ech zitéieren: „Man…" - also d'Gewerkschaft - „…wurde zwar zu diversen Treffen ins Ministerium geladen, durfte aber nichts fragen und auch Vorschläge wurden quasi abgeblockt." Enn vum Zitat.

Dat ass..., an engem Presseartikel vum 11. Oktober huet d'Responsabel vun der Gewerkschaft vum Zivilpersonal vun der Police dat dote gesot. Ech hunn elo just zitéiert, wat an deem Artikel stoung. An ech wollt eigentlech vum Minister wëssen, wat hien dozou seet an ob déi Reprochen esou stëmmen.

Ech mengen, datt et awer elo och ass un der Kommissioun, un der zoustänneger Chamberskommissioun, fir anzegräifen. Nämlech, an ech mengen, dat hunn ech am Ufank scho vun menger Interventioun gesot, datt mer de Minister an d'Kommissioun ruffen. Mä ech huelen un, no dëser Debatt vun haut de Mëtteg kënnt de Minister och fräiwëlleg an déi zoustänneg Kommissioun, fir eis zesumme mat senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter emol seng Vuen duerzeleeën, vläicht och emol iwwert deen Avant-projet de loi ze schwätzen an en och an de Kontext ze setzen.

An dann, mengen ech, ass et awer och d'Aarbecht vun der zoustänneger Kommissioun, fir och mat de Gewerkschaften ze diskutéieren an hir Doléancen zur Kenntnis ze huelen a gegebenenfalls dann, wa bis e Projet de loi déposéiert wär respektiv och vläicht scho beim Avant-projet de loi, matzeschaffen an ze kucken, wat een do kann nobesseren.

Esou gesinn ech zumindest d'Aarbecht als Deputéierten an och d'Aarbecht an de Fonctionnement vun der Kommissioun an der Chamber. An ech gesinn och net an, datt mer hei solle maachen, wéi wa mer elo a fënnef Minutten an enger Heure d'actualité eng Reform vun der Police kéinten iwwert de Knéi briechen. Ech mengen, éischter de Contraire ass de Fall.

Doriwwer eraus sinn ech awer och fundamental der Meenung, datt, ier emol en Avant-projet de loi oder e Projet de loi op den Dësch komme sollt, an dat gouf och scho vun de Virriedner gesot, mer emol sollen den Istzustand vun eiser Police haut kucken, datt den Istzustand muss analyséiert ginn.

D'Gesetz vun '99, dat gouf eng éischte Kéier dräi Joer duerno evaluéiert. Ech mengen, datt dräi Joer duerno vläicht ze kuerz ass, fir esou eng Reform ze analyséieren. Menges Wëssens ass säitdeem awer elo kee Screening méi gemaach ginn, also keng Stäerkten- a Schwächtenanalys méi. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer awer fir d'Éischt emol kucken, wat net optimal fonctionnéiert, an datt mer dann eréischt déi Reform op d'Lee huelen.

An da muss een och kucken, ob iwwerhaapt muss eng grouss Strukturreform gemaach ginn, ob net punktuell Ännerunge vläicht géifen duergoen.

Vläicht huet de Minister jo Ënnerlagen a Material, déi weisen, wéisou eng Reform respektiv och Ännerungen zum aktuelle Gesetz néideg sinn. Wa jo, ech mengen, dann ass et elo un der Zäit, datt mer als Deputéierten an als zoustänneg Kommissioun déi ze gesi kréien.

An datselwecht, dat gëllt och fir de Primësystem. Den honorabelen Här Alexandre Krieps huet dat virun zwou Wochen, mengen ech, hei an enger Heure de question ugeschwat. Ech mengen och do, wann iwwert dee Primësystem soll an deem Avant-projet de loi Rieds goen, da solle mer och do emol kucken, eng objektiv - d'Betounung läit op „objektiv" - Analys vun deem gesamte Primësystem ze maachen, deen et momentan gëtt.

Wien huet haut eng Prime? Firwat huet deen déi Prime? Si se alleguerten nach esou berechtegt? An hunn net anerer se éischter zegutt? Oder vläicht ass dat jo och schonns gemaach ginn. Ech mengen, et ass um Minister, eis dat herno ze soen.

Wann et, wéi gesot, gemaach gouf, da wéilte mer och déi Resultater vun där Analys esou séier wéi méiglech gesinn, a mir sollen hei net weider mat der Strenz virgoen, fir ze soen: „Oh, deen doten, dee brauch elo eng Prime. Da kommt, mir ginn em se direkt", ouni och de Rescht vun deem ganze Problem ze analyséieren.

Ech ginn aus Zäitmangel elo och net méi op den Organigramm vun der Police an. Vläicht steet jo och doriwwer eppes an deem ominéisen Avant-projet de loi. Wann dat sollt de Fall sinn, mengen ech, da misste mer och do emol kucken: Wéisou sollt den Organigramm geännert ginn? Oder solle mer net einfach emol kucken: Musse mer iwwerhaapt do eppes reforméieren? Oder reforméiere mer just eppes, fir ze reforméieren?

Datselwecht gëllt fir déi eenzel Regiounen. Dat gouf och schonn ugeschwat. Si se gutt, wéi se sinn? Ass se ze grouss? Ze kleng? Wéi ass et mam Personal? Geet et iwwerall duer, oder kënne mer Personal op anere Plaze vläicht besser asetzen?

Ech weess, datt bei esou Aussoen net jiddweree vu Freed wäert jubelen, mä ech mengen, an Zäiten, wou mer alleguerte mussen de Rimm méi enk schnallen, sinn dat do elementar wichteg Informatioune fir d'Deputéierten ze hunn, ier mer grouss Reformen ukënnegen an ier mer déi ausféieren.

M. le Président.- Madame Dall'Agnol, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Kee Problem, Här President.

(Hilarité)

Ech soe just nach: Och d'Disziplinargesetz ass an der Pipeline. Och do, mengen ech, misst de Minister eis e puer Wuert driwwer soen.

A fir ofzeschléissen, mäi Fazit: Wa mer keng Etüden hunn a keng Chiffren hunn - hu mer de Minister jo schonn héieren -, da gëtt et problematesch, fir dës Reform duerchzesetzen. An ech mengen, dofir sollt hien esou séier wéi méiglech an d'Kommissioun kommen, mä awer och eng Etüd respektiv en Audit an Optrag ginn, fir datt mer konkret weiderkommen.

An domat soen ech Iech Merci fir Är Gedold, a Merci, datt ech e bësse konnt iwwerzéien.

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Wann een d'Press liest an d'Echoe kritt iwwert d'Reform vun der Police, da mengt een, datt een et do mat enger Chaosreform ze dinn hätt. Duerfir mengen ech, datt dat Wichtegst, wat elo emol muss gemaach ginn, dat ass, datt een e Konzept vun der Regierung virgeluecht kritt, wat dann déi Haaptreforme sinn, déi ee wëllt duerchféieren. Well dat Konzept ass bis elo och nach net bekannt. Or, et muss e Konzept ginn, well soss geet dat Ganzt garantéiert hei total duerjenaner.

Ech wëll nuren zwee Beispiller uginn.

Dat eent ass bei der Police judiciaire. Mir brauchen eng Police judiciaire, déi effikass ass, déi hir Aarbecht ka maachen. Et kann net esou sinn, datt verschidde Krimineller hei einfach net bestrooft ginn, well mer net genuch Leit an der Police judiciaire hunn. An da muss natierlech an där Problematik do eng spezifesch Léisung fonnt ginn. Do muss eppes geschéien, fir datt mer do eng Reform duerchzéien, datt déi Leit, déi an där Police judiciaire schaffen, och d'Méiglechkeet hunn, fir sech ze développéieren, an datt se net soen: „Et wier besser, an egal wat fir engem Service ze sinn, wéi just deem vun der Police judiciaire, wou muss vill méi Aarbecht geleescht gi wéi oft an anere Servicer."

Duerfir mengen ech, datt een dat vläicht soll par étapes oder par secteur huelen, datt een esou soll d'Reformen duerchzéien, mä datt een op jidde Fall awer sollt e globaalt Konzept hunn, wéi dat Ganzt an Zukunft soll fonctionnéieren. An do, mengen ech, ass d'Regierung elo gefuerdert, fir hir Äntwerten ze ginn. Ech wier frou, wann dat haut an dëser Sëtzung kéint geschéien.

Dat Zweet ass d'Gestioun vun den Effektiver. Heiansdo hunn ech d'Impressioun, datt do och munches schifläit. Wann een zum Beispill gesäit, datt op der Stater Gare, wou déi meeschte Kriminalitéit ass, d'Effektiver vun der Police, no mengen Informatiounen, stationär si respektiv zréckginn, dat kann et net sinn, well doduerjer kënnen d'Agente vun der Police just herno nure méi eppes feststellen, wann en Acte criminel geschitt ass, mä si kënnen net méi preventiv agéieren. An dat dierf et net sinn!

Dat gesot, mengen ech, ass d'Zäit, déi zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, och ofgelaf. Här President, ech soe villmools Merci, datt Der mer e puer Sekonne méi ginn hutt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, dass eng Heure d'actualité wierklech knapp ass, fir eng Problematik, déi esou wichteg ass wéi d'Sécherheet hei zu Lëtzebuerg, ze cadréieren. Ech weess awer och, dass déi Geleeënheet, déi ech haut kréien, fir mech un Iech ze riichten a verschidde Saache riichtzebéien, dass dat vläicht eng interessant a wichteg Etapp ass an deem Prozess, wou mer wëllen eis Polizei méi effizient maachen, reforméieren, am Fong geholl an d'21. Jorhonnert eraféieren.

Déi Démarche, déi ech hunn, ass keng Chaosreform, wéi dat hei gesot ginn ass, mä et ass éischter eng kohärent Démarche. Ech hale mech un de Regierungsprogramm, dee virgesäit, dass eng Reform vun der Police a vun der Inspection générale de la Police gemaach gëtt. An duerfir hunn ech och d'Polizeidirektioun eng Analyse détaillée vun der Kriminalitéit maache gelooss. Déi ass 2010 ofgeschloss ginn.

Do ass gekuckt ginn: Wat sinn déi traitéiert Affären? Wat sinn d'Effektiver? Wéi ass d'Evolutioun vun der Populatioun? Wat sinn déi geopolitesch Gegebenheeten? - Fir eben als Zil ze erreechen, dass mer eng besser Verdeelung vun den Aarbechte kréien. Effizienz ass hei e Schlësselwuert. An duerfir muss een déi Feststellung, déi mer gemaach hunn, notamment zum Beispill, dass mer ëmmer d'selwecht opgedeelt sinn, egal wou mer am Land sinn, dass d'Ufuerderungen awer ganz verschidde sinn.

D'Unitéite sinn d'selwecht opgestallt; op där anerer Säit sinn d'Ufuerderunge verschidden. Dat féiert derzou, dass op Plazen am Land d'Populatioun onzefridden ass a Remarquë mécht. Ech hunn elo grad héiere vun Iech, Här Henckes, dass Der gesot hutt, op der Gare wäre manner Effektiver, wat awer falsch ass. Et si méi Effektiver do, wéi der virdrun do waren. Mä esou interpretéiert da jiddwereen dat op seng Aart a Weis.

Mä wichteg ass, dass mer d'Leit richteg asetzen an dass déi Aarbechtskonditiounen, déi eis Leit kréien, gutt sinn. Well wann dat net klappt, da sinn d'Auswierkungen op den Zoustand vum Mënsch als solchen net gutt. An dat féiert derzou, dass mer am Fong geholl Leit kréien, déi net méi zefridde si mat hirer Aarbecht.

Duerfir wëll ech och schonn direkt soen: Wann een eng Reform mécht - an ech hunn dat bewisen, an ech beweisen et och nach weider an der Reform vun der Administration des services de secours -, da mécht ee se net géint d'Leit, mä mat de Leit. Et kann een eng Reform

nëmme mat de Poliziste maachen a mat der Polizei, an net géint d'Polizei. An dat wäert ech och maachen.

Duerfir hunn ech och d'IGP chargéiert, notamment och verschidden Etüden ze maachen, zum Beispill iwwert d'Missioune vun de Commissariats de proximité, iwwert d'Fonctioun vun eiser Polizeischoul, iwwert d'Ausbildung, d'Grondausbildung, d'Formation continue. Also, et ass ganz kloer, dass do en Dialog besteet an dass do eng kloer Démarche ass.

Ech sinn och an engem gudde Kontakt an deem Sënn mat der Direktioun, dass ech vun Zäit zu Zäit e Bilan maachen, dass mer zum Beispill en Aarbechtsgrupp amgaangen hu betreffend d'Ausbildung vun der Polizeischoul an déi ganz Elementer, zesumme mat der Direktioun, mat der IGP, mat de Syndikater. Ech héieren also net gären, ech géif hei am Alleingang Saache maachen, Här Gira. Dat ass ee Wording, dee mer net gefält.

Ech sinn och notamment amgaangen - wat justement d'Police judiciaire amgaangen ass -, do ass och en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff ginn. An do schaffen den Innenminister an de Justizminister Hand an Hand. Do hunn ech och am Summer 2011 Propositioune gemaach kritt. An déi Propositioune ginn elo analyséiert an déi fléissen an an dat neit Konzept vun eiser Police judiciaire. An ech wëll ganz kloer soen, dass ech, wat dee Volet ugeet, och schonn d'Chamberskommissioun - d'Madame Dall'Agnol och schonn - iwwert déi Aspekter an d'Bild gesat hunn, wat d'Reorganisatioun vun der Police judiciaire ugeet.

Duerfir hat ech och alle Polizisten am Land geschriwwen, wat och schonn haut hei gesot ginn ass, dass d'Grondprinzipië vum 2009er Gesetz net a Fro gestallt ginn. D'Regionalisatioun, 24 Stonnen op 24 an d'Proximitéit sinn onbedéngt d'Grondsteng vun enger gutt fonctionnéierender Polizei. Dat muss ee wëssen. Dat ass de Status quo.

Mir hunn eng Erfahrung vun 20 Joer, an elo geet et drëm: Wéi kréie mer méi Effizienz par rapport zu deene lokale Gegebenheeten? Dat ass net einfach. An duerfir musse mer Flexibilitéit, eng permanent Präsenz vu Polizisten, eng Upassung un dat ganzt Émfeld… Esou musse mer d'Polizeiorganisatioun maachen an esou musse mer se an der Regioun mat eisen Erfahrungswäerter, déi mer kréien, opstellen.

Mir hunn zum Beispill 2009 gesot: Et gëtt Commissariats de proximité an et gëtt Centres d'intervention. Déi hu mer elo schonn zesummegeluecht a sougenannte CPIen: Centres de proximité et d'intervention. An dat ass e gudde Modell. Deen ass zum Beispill zu Wolz an och soss am Land getest ginn. Dee fonctionnéiert.

Mir sinn amgaangen, wat d'Proximitéit ugeet als solch, sougenannte Communautés de commissariats anzeféieren, eventuell. Duerfir hu mer och do e Projet pilote lafen tëschent Eech an tëschent dem Lampertsbierg. Ech mengen, de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ass do an d'Bild gesat ginn, dass mer wéilten eng Zesummenaarbecht sichen, fir no enger Communautéit ze kucken. Wat elo derbäi… Dat soll afléissen.

Ech weess awer elo schonn, dass schonn x Deputéierten heibanne mer Bréiwer geschriwwen hunn, egal vu wou aus dem Land se kommen: „Wat soll dat do si mat deene Communautés de commissariats? Dir sidd amgaangen, d'Proximitéit futti ze maachen." Ma kommt, mir kucken emol, wat fonctionnéiert!

Ech mengen, ech ginn doru gemooss, dass dat Recht, wat all Bierger huet, déiselwecht Sécherheet hei am Land ze kréien, ob en um Land wunnt oder an der Stad, dat ass meng Hausaufgab an déi muss ech léisen. A fir déi ze léisen, muss ech mech opstellen, soss gëtt gesot, ech géif näischt maachen. An duerfir ass et kloer, dass an deem Sënn muss d'Polizei esou opgestallt ginn, dass mer genuch Leit do hunn, wou mer der genuch brauchen, an dass déi Kritiken, déi ëmmer wäerten do sinn, awer net fondéiert sinn, respektiv wa se fondéiert sinn, dass een dann eng Äntwert drop fënnt.

Duerfir si mer och an der Police judiciaire - dat ass och schonn de Mëtten ugeschwat ginn - amgaangen, d'Missioun an d'Moyenë vun där Police judiciaire ze verbesseren. Notamment wësse mer, dass d'Gesetz vun `99 net déi Äntwerte gëtt fir d'Aarbecht vun der Police judiciaire. An duerfir kucke mer e Modell opzestellen, deen ech eng Kéier sécherlech wäert hei virstellen, wou eng Koordinatioun gemaach gëtt vun der Direktioun vun der Polizei am Respekt vun de Prozeduren, am Respekt vun den Attributioune vun deenen eenzelnen Acteuren.

Mä et geet eben drëm, dat national esou opzestellen, dass mer regional Servicer kréien, déi gutt fonctionnéieren, dass dat Regionalt an dat Nationalt sech uneneen upassen.

Dat ass en Exercice, dee gëtt net einfach, mä ech si prett, do dee mat Iech ze diskutéieren. Ech sinn amgaangen, mam Justizminister ze diskutéieren. Ech maachen hei keng Alleingäng. Ech schwätzen dat kloer mat him. Et geet mir drëm, eng Opwäertung vun eiser Police judiciaire ze kréien. Si ass Courant de transmission vun der Polizeiaarbecht an eise Geriichter. A wann deen net fonctionnéiert, da kënne si esou vill constatéieren, eis Polizisten, wéi se wëllen, da kënnt herno näischt hannendrun. An dat ass schlecht.

Duerfir sinn ech och amgaangen, d'USP, d'Unité-spécialen, anescht opzestellen, fir déi opzewäerten. Do si mer och amgaangen ze kucken. Si hunn notamment eng wichteg Missioun, och als Appui vun der Police judiciaire. Och do fléissen d'Erfahrungen an. A mir kucken do eng Ëmstrukturéierung ze kréien.

An nach e lescht Wuert, fir Iech dann nach en Detail ze gi vun deenen Iwwerleeungen, déi ech féieren. Ech sinn der Meenung, dass och d'Polizeidirektioun muss opgestallt ginn. D'Aufgabefelder an der Direktioun musse méi kloer definéiert gi vun deem Eenzelnen. Et musse kloer Regele kommen. Et musse kloer Missioune festgeluecht ginn. Et muss méi Transparenz do erakommen. Ech weess also kloer, wat ech maachen. A mir wäerten och an déi Richtung goen.

Gradesou wäert ech och e Schlësselwuert an e Punkt, deen och kuerz ugeschwat ginn ass, mengen ech… Och d'IGP kritt en neit Gesetz; d'Inspection générale de la police. An do ass de Modell oder d'Basis vu mengen Iwwerleeungen d'Chambersmotioun vun 2008 vum Félix Braz. Un där wäerte mer eis orientéieren. An esou wäerte mer dann och dat Gesetz deementspriechend opstellen. Do kommen ech nach eng Kéier erëm. Ech wollt duerfir net an den Detail goen a just soen: D'IGP kritt en eegent Gesetz, wat ganz wichteg ass. Si kritt eegen Aufgaben an eege Moyenen. Dat hat se bis haut net. Wou hir Felder sinn, fir ze schaffen, dat musse mer kucken. Dorop wëlle mer eng Kéier méi spéit zréckkommen. Mä et ass wichteg, dass mer och do eng kloer Linn hunn.

Alles, wat ech bis elo gemaach hunn an deem heiten Dossier, ass esou, dass ech schréftlech communiquéiert hu mat der Direktioun a mat alle Partner, ob dat d'Syndikater sinn. Mir hunn also hei kloer eng Linn gehat. Et war ëmmer transparent. D'Commission de gestion du personnel zum Beispill ass fënnefmol zesummekomm, fir iwwert déi Propositiounen, déi ech schréftlech gemaach hunn, ze kucken. Si hunn den amendéierten Text virgeluecht kritt. Also ass et net, fir ze soen, et wier näischt geschitt. Ech si 14-mol - den Här Kaes hat dat ugeschwat - effektiv säit 2009 mat de Gewerkschaften zesummekomm. An déi eenzel Iwwerleeungen, déi sinn also duerchdiskutéiert ginn.

An ech fannen et och net gutt, wann een an deem heiten Dossier polemiséiert. Duerfir hätt ech gären, dass een hei kloer seet, wat ass a wat net ass. An ech fannen et net gutt, dass gesot gëtt dobaussen - dat ass jo hei eriwwerkomm -, et wär en Avant-projet de loi. Wat ech hei hunn, dat Dokument, ass en Aarbechtsdokument, et ass eng Ébauche vun engem Avantprojet de loi.

An dass ech net soll dialogéiert hunn, domat sinn ech net d'accord. Duerfir hunn ech mer och d'Texter hei matbruecht. Ech hunn notamment d'Informatiounsblat matbruecht vum SNPGL. Déi schreiwen do - an ech liesen dat elo vir; duerfir muss ech mäi Brëll awer opdoen, well ech net méi esou gutt gesinn, wat dosteet -: „Mir als Comité vun SNPGL kënnen de Moment op jidde Fall net behaapten, entgéint deem, wat de Spriecher vun der Fraktioun déi gréng behaapt huet, dass eise Ministère sech eis géigeniwwer engem Transparenzmangel schëlleg gemaach hätt. Bien au contraire. Mir kréien all Rapporten zougestallt. An d'Sitzunge vun der Commission de gestion du personnel policier berouen op fairen Diskussiounen an och emol méi heftegen Ausenanersetzungen, esou wéi dat sech bei kontradiktoresche Sëtzunge gehéiert."

(Interruption)

Här Gira, hutt Der dat héieren? Duerfir, wat Dir gesot hutt, dat ass manifestement falsch.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat war eng Déngschtuweisung. Si hu just gefollegt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- A gradesou falsch ass dat, wat gesot ginn ass betreffend zum Beispill d'Association du personnel de la police judiciaire. Och si schreiwen: «La PPG en tout cas ne fait pas partie des associations du personnel ou syndicat au sens large qui aurait déploré de ne pas avoir été suffisamment impliqué dans le projet à ce stade.»

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dann zitéiert och déi aner!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Et ass also kloer. An ech wollt och dozou kommen…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dann zitéiert och déi aner, Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech wollt och dozou kommen, dass zwee Syndikater, dat ass richteg, Zivilisten an och d'Kaderen, déi den Här Bettel ugeschwat huet, déi sinn effektiv méi nuancéiert. Mä wann déi eng soen „Et ass diskutéiert ginn", dann ass diskutéiert ginn. Just wat ech diskutéiert hunn, hätt vläicht deenen enge besser gefall wéi deenen aneren an duerfir sinn déi aner am Fong geholl net domat d'accord.

An dass d'Situatioun net einfach ass, wëll ech Iech och an Zuele ginn. Ech hu mer déi matbruecht. Wann ech kucken, wéi d'Polizeiaarbecht opgestallt ass, an ech kucken zum Beispill am Här Gira senger Regioun, dat ass d'Regioun Miersch, wann ech do kucken, hunn ech 22,1 Infractioune pro Polizist. An der Stad Lëtzebuerg, dem Här Bettel seng, do hunn ech 42,7 Infractiounen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gesitt Der!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Méi wéi dat Duebelt. Maja! A wat mécht een dann do?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass zu Tandel!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Wou ass do d'Wourecht, Här Bettel? Wou ass do d'Wourecht? Dir wësst et net. Ech weess et.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass zu Tandel!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dir gesitt also, ech wëll Iech domat soen…

(Brouhaha)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Minister no!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech wëll Iech domat soen, dass, wann ee falsch Interpretatiounen a falsch Konklusiounen zitt, dat net gutt ass. Eis Police ass - an dat ass meng gréissten Iwwerzeegung - hei zu Lëtzebuerg eng Institutioun. An et ass net gutt, wa falsch Informatiounen zirkuléieren. Duerfir musse mer alles maachen, dass mer déi riicht kënne béien an dass mer kënne soen, wat Sache ass a wou et higeet.

Dat ass dat, wat ech Iech haut hei wollt soen. D'Sécherheet ass eppes, dat geet eis alleguerten eppes un. A well d'Sécherheet eis alleguerten eppes ugeet, a well ech gesot hunn, eng Reform mécht een net géint d'Leit, mä nëmme mat de Leit, duerfir sollte mer hei respektvoll virgoen. Dat ass dat, wat ech mer virgeholl hunn.

An ech wäert sécherlech, wat ech der Madame Dall'Agnol wollt soen, an d'Kommissioun kommen, esou wéi ech elo scho komm sinn, wa mer hei weiderkommen. Ech weess genau, wou et soll higoen, wéi mer dat sollen organiséieren. An ech wëll dat net géint Iech maachen, mä mat Iech. Eng Reform mécht een net géint d'Leit, weder déi vun der Polizei nach déi vun eiser Chamber, well si definitiv dat Gesetz stëmmen, wat da soll eis Polizei opstellen, fir dass se deenen neie Gegebenheete vum 21. Jorhonnert solle begéinen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Den Här Gira, wann ech gelift.

Motion 1

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, Här President, ganz kuerz och nach zur Motioun dann. Ech stellen éischtens fest, dass de Minister confirméiert, dass nëmmen eng intern Evaluatioun gemaach ginn ass. Kënnt Dir Iech virstellen, dass eng Direktioun vun engem ganz wichtege Corps géif selwer Kritik üben u sech selwer, un hirem Service? Natierlech seet jiddwer Chef: „Ma, bei mir ass alles am Botter."

Mir fannen dat net an der Rei bei engem Corps vun iwwer 1.800 Leit. Zwielef Joer no där ganz wichteger an net alldeeglecher Reform fanne mer, dass de Minimum gewiescht wier, dass een en neutralen Auditeur erbäigezunn hätt, fir déi Analys ze maachen. Datselwecht gëllt fir Leit, déi an esou engem Service schaffen.

Kënnt Dir Iech virstellen, wann d'Direktioun iwwer Land zitt a freet: „Wéi leeft et dann hei?", dass do wierklech vun der Long op d'Zong géif déi Kritik kommen? Ech mengen, et wier eppes ganz anescht, wann en Neutralen, ee vu baussen, géif kommen. Da géif dat och ënner, mengen ech, méiglecher anonymer Form kënnen erauskommen, wat wierklech net klappt. Dat ass net gemaach ginn. Dat confirméiert de Minister.

Dat wier fir eis dat Normaalst vun der Welt, dass dat en éischte Schrëtt wier, fir neutral erauszefannen, wou de Schong dréckt, fir ze kucken, wéi d'Kriminalitéit weidergaangen ass, wéi eng Zorte vu Kriminalitéit. Vun engem vu baussen, dat op den Dësch geluecht, dann en intensiven Dialog mat alle concernéierte Kreesser, fir dann effektiv doropshi mat enger valabeler Propositioun ze kommen.

Ech stelle fest, dass de Minister zumindest op engem Ouer daf ass an op engem A blann. An ech mengen, domat hu mer awer schonn de Bewäis, dass déi Reform beileiwen net esou harmonesch verleeft, wéi en dat wëllt maachen. An dofir bleiwe mer och bei eiser Meenung. An dofir si mer der Meenung, dass et net schlecht wier, wann een zu dësem Zäitpunkt nach géif dat nohuelen, wat net gemaach ginn ass, an datt een opgrond vun engem Audit vu bausse géif dann zesumme kucken, eng uerdentlech Reform hinzekréien.

M. le Président.- Den Här Minister, wann ech gelift.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech hunn dat néidegt Vertrauen an eis Police an och an déi Aarbecht, déi se maachen. Ech hunn och dat néidegt Vertrauen an déi Zuelen,…

(Interruption)

…déi ech virgeluecht kréien, déi dann objektiv beweisen, wou méi a manner ass. D'Démarche, déi gëtt mat alle Leit diskutéiert. Ech soen dat nach eng Kéier, wat ech elo grad gesot hunn. Et wier kontraproduktiv, elo nach eng Kéier do eng Ronn ze dréien an nees eng Etüd ze maachen. Well a mengen Aen, Här Gira, soen ech et: Et ass Handlungsbedarf. Et ass Handlungsbedarf!

A wa mer nach Ronnen dréien an nach extern Experte froen, da verléiere mer Zäit. Ech hätt gären, dass mer hei weiderkommen. Ech hätt gären hei, dass mer konkret eppes hikréien. An déi Reform maache mer. Mir maache se an Etappen. Mir maache se op Basis vu Situatiounen, déi mer analyséieren, déi mer diskutéieren an déi mer kennen. Dat ass déi Démarche, déi ech mer hei virstellen. An déi gëtt an aller Transparenz gemaach. An da kënne mer nach weider driwwer diskutéieren.

(Interruption)

Duerfir, mengen ech, wär et och net gutt, wa mer géifen déi Resolutioun oder déi Motioun unhuele vun deene Gréngen, well ech wëll dat heiten elo esou séier wéi méiglech weiderbréngen.

Ech soen et nach eng Kéier: An der Police judiciaire hu mer manifestement e Problem an dat ass d'Courroie de transmission vun der Polizeiaarbecht an eis Judiciaire eran, do musse mer reagéieren. Mir hu Problemer och am Fonctionnement, wat d'Kriminalitéit an eisem Land ugeet. Do musse mer éischt Akzenter setzen, do kënne mer net nach waarden, bis iergendee kucke kënnt, ob dat elo optimal ass, wat mer maachen oder manner optimal oder guer net optimal.

Ech vertrauen deem, wat eis Polizei mécht. Wann déi mir soen, dass déi Aarbecht, déi mer amgaang sinn ze maachen, wa si mer kënnen, Preuve à l'appui, Chifferen an och d'Situatioun weisen, dass eppes net honnertprozenteg dréit, da kucke mer Léisungen ze fannen. E Beispill ass - ech hunn et virdru gesot, den Här Bettel ass och a Kenntnis -, mir hu versicht, d'Aarbecht vun der Polizei an der Proximitéit um Lampertsbierg par rapport zu Eech opzestellen, duerfir kucke mer eng Zesummenaarbecht ze kréie vun deenen zwee Kommissariater a kucken, wat dann dobäi erauskënnt.

Ech hunn dee Bréif kritt dëser Deeg vun de Gemengen Nidderaanwen - Här Buergermeeschter, Dir sidd jo och hei - an déi Nopeschgemengen, déi wëlle souguer, dass eventuell d'Polizeiaarbecht an der Proximitéit an hire Gemenge mat Betzder zesumme gemaach gëtt. Ma ech ginn dorop an, ech diskutéiere mat deene Leit, a wann dat eng gutt Solutioun ass fir déi Lokalpolitiker an där Regioun, da maache mir dat. Ech maachen dat am Dialog mat de Leit an ech muss net ëmmer nëmmen Experten hunn, fir mer ze soen, ob dat, wat ech maachen, ob dat richteg ass oder falsch ass. Ech géif gär hei weiderkommen.

M. le Président.- Merci Här Minister. Elo kritt d'Wuert nach den Här Bettel, d'Madame Dall'Agnol, den Här Henckes.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech sinn och ganz frou, dass de Minister op déi puer Punkten agaangen ass. Ech wëll awer just soen, dass, wa Kommissariater méi enk sollen zesummeschaffen, ass et, well am Moment keent vun deenen zwee adequat schafft, well se allen zwee net

genuch Leit hunn a well et net adequat opgeet, an dowéinst musse se zesummeschaffen. Et ass net, dass et e Wonsch ass, well deen ee léiwer eropkënnt an deen aneren éischter op Eech geet. Et ass einfach, well déi zwee net gutt... also net genuch Moyenen hunn, fir dass se mussen zesummeschaffen.

Et sollt een elo net soen, dass dat d'Wonnerléisung ass, well dat heescht jo am Fong, dass een dann à long terme wäert sech vläicht d'Fro stellen, fir deen een oder deen aneren zouzemaachen, fir dass et iwwerhaapt opgeet mat de Leit.

Dat ass eben de Risiko, dee mer hei hunn, Här President. An dowéinst géif ech den Här Gira froen, fir dann dem Här Minister am Fong entgéintzekommen, dass ee bei „La Chambre des Députés" dee leschten „- déplorant le manque d'une véritable concertation interne en relation avec la réforme envisagée et le manque d'une concertation avec les autorités locales/communales"; well den Här Minister huet jo och d'Leit getraff, dat heescht, et kann een net soen, dass et een „manque d'une véritable concertation interne" ass. An ech mengen, den SNPGL schreift et jo selwer an hirer Zeitung. Dat heescht, dass een dee Paragraph géif sträichen.

An dann „- à suspendre les travaux en relation avec le projet de loi", do schreift een: „à établir, avant toute proposition de réforme, une évaluation par un expert dans un délai de six mois". Dat heescht, dass een elo sechs Méint sech hëlt, wou séier en Expert soll eng Aarbecht presentéieren. Et kann net sinn, dass mer elo awer wierklech onbedéngt soen, mir mussen dat dote reformëieren, ouni dass mer wëssen, wou awer d'Problemer sinn.

A fir mech, gleeft mer et, Här President, ech kann duerno keen Text stëmmen, wa mer awer de Problem ab initio net geléist hunn. A wann et dann ass, fir Kommissariater zouzemaachen, ass et kee Service rendu à la population. Dowéinst sollt ee wierklech kucken... Dir hutt vun USP geschwat, et ass vun der PJ geschwat ginn, et ass vum Zivilpersonal geschwat ginn, et ka vu jiddwerengem iergendwéi geschwat ginn.

Hei geet et jo net drëms, eng Reform ze maache just iwwert d'Primen, hei geet et net drëms, just fir Suen ze kréien, hei geet et iwwert de Fonctionnement vun engem vun de wichtegsten Organer vun eisem Stat, an dat ass d'Police. An duerfir géif ech wierklech mengen, dass esou eng Motioun scho wichteg wier, dass ee just dat dote sollt sträichen, well dat wéilt heeschen, dass de Minister net wollt mat de Leit schwätzen, wat net richteg ass, mä dass ee sollt eben e Cadre an eng Zäit loossen, andeem mer soen, bannent sechs Méint hätte mer gären déi Etüd, fir kënnen en connaissance de cause ze décidéieren.

Dat wëllt jo net heeschen dowéinst „à suspendre les travaux", Här Minister. Et kann een och souguer schreiwen „à continuer les travaux, tout en établissant", dat heescht, dass ee seet, et soll een d'Aarbecht weidermaachen, mä et soll een och déi Etüd maachen, fir dass mer, wa mer deen Text stëmmen, och awer ganz genau wëssen, wéi d'Situatioun bei der Police grand-ducale ass.

Ech kann hei net e Blankoscheck ënnerschreiwen duerno, wann ech en Text hunn, wann ech net weess, ob déi Problemer, déi um Terrain sinn, déi de Polizist huet, déi d'Kommissariater hunn, och geléist kënne ginn. Dowéinst géif ech mengen, dass et e Kompromëss misst ginn tëschent dem Här Gira an dem Minister, wou ee seet: Okay, fuert Dir weider, mä loosst eis wann ech gelift déi Etüd maachen, a wann den Text bis déposéiert ass, hätte mer gären déi Etüd, ier mer de Vote och an der Chamber huelen.

Dat ass dat, wat ech brauch, well ech kann, gleeft mer et, Här President, duerno net mat rouegem Gewëssen en Text stëmmen, wou mer net wëssen, ob déi Problemer, déi et um Terrain gëtt, behuewe gi sinn.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. D'Madame Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Här President, ech mengen, et wär opportun, datt de Minister vläicht emol fir d'Éischt op dem Här Bettel seng Propos ageet, ier ech...

M. le Président.- Jo, da vläicht den Här Henckes nach, an da kënnt den Här Minister. Den Här Henckes wollt jo scho méi laang d'Wuert hunn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir gi fir eng Kéier dem Minister recht, dat heescht, datt mer elo genuch Etüden hunn a mir brauchen net weider Etüden, fir nach eng Kéier eng Reform no hannen ze schieben, déi muss onbedéngt stattfannen. Mir wëssen dat. Mä d'Regierung soll hir Responsabilitéiten huelen, si soll hir Décisiounen huelen, si soll d'Konzept kloer virleeën, wou et soll higoen.

An ech mengen, dat ass awer bekannt, wat muss hei reformëiert ginn. An duerfir fanne mir déi Motioun hei nuren e Manœuvre dilatoire, wou dann d'Regierung nees erëm eng Kéier sechs Méint oder e Joer näischt brauch ze maachen a wou d'Reform elo soll kommen.

M. le Président.- Elo kritt de Minister nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech muss mech nach eng Kéier widderhuelen, dass ech d'Polizei beoptragt hunn, op Basis vun den Zuelen eng Analys ze maachen an ze kucken, wéi d'Kriminalitéit ass. Ech hunn dat virdru schonn eng Kéier gesot, ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen.

Ech hunn d'IGP, d'Inspection générale de la police - an Dir wëllt mer awer elo net soen, dass déi net indépendant sinn -, och Etüde maache gelooss, notamment och iwwert d'Proximitéit an iwwert d'Schoul an esou weider. An ech vertrauen deene Leit - Dir vertraut hinnen dann eben net -, ech vertrauen deene Leit, a wann déi mir soen, dat ass esou, da gi mir an déi Richtung.

Ech hu keng Loscht, nach eng Ronn do ze dréien. Mir maachen elo déi Reform an der Diskussioun, an der Transparenz, an da kucke mer weider. Ech hunn net Loscht, do nach Experte sichen ze goen, fir ze weisen, dass dat, wat déi Leit, déi um Terrain schaffen, mer soen, wat net an der Rei ass. Ech si während zwee Joer laang duerch d'ganzt Land gaangen, an all Unitéit war ech, an all Spezialunitéit, ech hu mat alle Leit geschwat. Zwee Joer laang! Ech hunn nogelauschtert, wat déi Leit gesot hunn, an ech weess, je sais ou le bât blesse!

Mir kënnen dat awer och nach eng Kéier an eng wëssenschaftlech Aufgab aschaffen an dann doriwwer nach philosophéieren. Ech hu Loscht, elo ze handelen, a mir maachen dat elo.

M. le Président.- Elo nach eng Kéier d'Madame Dall'Agnol an dann den Här Gira an da stëmme mer of.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci. Genau aus deem dote Grond hunn ech gemengt...

M. le Président.- Jo, Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Genau aus deem dote Grond hunn ech gemengt, datt et besser wier, de Minister géif vläicht fir d'Éischt op dem Här Xavier Bettel seng Propos agoen.

Wann ech hie richteg verstanen hunn, da si jo Analysen, hie sot Analysen, Etüden, Bilanen, Projet pilote gemaach ginn, an ech mengen, et ass genau dat, wat ech virdrun op der Tribün gefuerdert hunn. Wou si se? Weist eis se, kommt an d'Kommissioun domadder, dann ass effektiv déi Motioun hei null und nichtig! Kommt, mir maachen dat fir d'Éischt! Weist eis dat, wou Dir Iech drop baséiert, an ech mengen, da kéinte mer eis och eens ginn.

M. le Président.- Sou, elo nach eng Kéier den Här Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech wollt hei - och wann ech mer keng Illusioune maachen, dass déi Motioun an der ofgeännerter Propositioun vum Här Bettel soll gestëmmt ginn - awer fir d'Archive festhale loossen, dass ech kee Problem hu mat deem Kompromëssvirschlag, well et mer net ëm Polemik geet, well et mer net ëm de Minister geet, mä et geet mer ëm d'Saach.

An ech si fest iwwerzeegt, dass, wa mer net déi neutral a vu baussen Analys maachen, da vill Misär geschitt mat där Reform. An dat wëlle mir verhënneren, an duerfir hätte mer da gären, dass déi Motioun an der ofgeännerter Form zum elektronesche Vote kënnt.

M. le Président.- Elo huet nach de Justizminister och zu der Motioun d'Wuert gefrot.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech huele just zu deem Stellung, wat de Justizminister interesséiert, dat ass d'Police judiciaire. D'Police judiciaire, dat sinn d'Aen an d'Ouere vum Parquet, an do ass Handlungsbedarf, dass mer séier weiderkommen. Ech ginn Iech nëmmen zwee Beispiller.

Dat eent ass alles mam Blanchiment, wou mer e grousst Gesetz 2010 hei gestëmmt hunn, wou mer awer dat mussen ëmsetzen a wou mer eis mussen d'Moyenë ginn, d'Mëttele ginn, fir dat ëmzesetzen.

Dat Zweet ass: Ech wäert nach dëst Joer an de Regierungsrot goen an dee grousse Projet Faillitë presentéieren. Ee Problem vun der Faillite, dat ass, dass onwahrscheinlech vill Failliten net poursuivéiert ginn zurzäit, kënnen net poursuivéiert ginn. Dat huet also och eppes domat ze dinn. An ech soen Iech, dass ech als Justizminister dergéint sinn, dass hei Zäit verluer geet, wat d'Police judiciaire ubelaangt.

Ech wëll och soen, d'Leit vun der Police judiciaire waren an der Commission juridique, an ech hat d'Gefill, dass se d'Leit vun der Commission juridique duerch all d'Bänken iwwerzeegt hätten, dass et hinnen net ëm d'Primë geet oder esou, dass et hinnen drëm geet, fir eng uerdentlech Aarbecht ze maachen.

An duerfir soen ech, dass ech als Justizminister wierklech drop drängen, dass mer hei e Projet heihinner kréien. Dee Projet muss natierlech - an do setzen ech all Vertrauen a mäi Kolleeg, den Innenminister - appuyéiert sinn. Mä mir hunn Handlungsbedarf bei der Police judiciaire, well soss hu mer e risege Problem och als Lëtzebuerger Land.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci. An elo komme mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Une voix.- Wat fir eng Versioun?

M. le Président.- Déi modifiéiert Motioun.

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

D'Motioun 1 ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par Mme Lydie Polfer), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss an ech ginn elo der Madame Brasseur d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Madame Brasseur, wann ech gelift.

10. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Anne Brasseur

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt eng Proposition de loi déposéieren am Numm vun der Commission du contrôle vun der Exécution budgétaire, an där mer de Champ d'action vun der Cour des Comptes ausweiten.

Dir wësst, dass mer eng grouss Ausenanersetzung hate mat der Banque centrale, déi sech beruff huet op dat bestehend Gesetz a gesot huet, well se vun engem Externe scho kontrolléiert ginn, bräicht se sech dem Contrôle vun der Cour des Comptes net ze ënnerwerfen.

All d'Fraktiounen hei am Haus waren der Meenung, dass dat awer net esou kéint sinn. Wéi beispillsweis a Frankräich gëtt och d'Banque centrale kontrolléiert vun hirer Cour des Comptes, an dofir brauche mer eng gesetzlech Ännerung hei zu Lëtzebuerg. Dat ass den éischten Objet vun där Proposition de loi.

Ech wëll awer och d'Kolleegen Deputéierten informéieren, dass mer d'Gemengen hei erausgelooss hunn. Mir sinn zwar der Meenung, dass d'Gemengen och vun der Cour des Comptes solle kontrolléiert ginn, mä dofir brauche mer awer eng Ännerung vun der Constitutioun. Well mer amgaang sinn awer, iwwert d'Constitutioun ze diskutéieren, wollte mer dat hei ausklameren, fir dass de Volet iwwert d'Banque centrale net géif opgehale ginn an dofir wëlle mer dat op deen Objet limitéieren.

Ech soen Iech Merci.

6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur.

Als éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6421 iwwert d'Militärorganisatioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel a Braz. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

11. 6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, de Gesetzesprojet 6421 gouf den 3. Abrëll vun dësem Joer vun eisem Arméiminister Jean-Marie Halsdorf déposéiert an an der Réunioun vum 7. Mee 2012 sinn ech als Rapportrice genannt ginn. Eigentlech ass et just een eenzegen Artikel, den Artikel 25 vum ofgeännerte Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'militäresch Organisatioun, déi op zwee Punkte geännert gëtt, dëst fir Kloerheet ze schafen.

Dës Modifikatioune betreffen an éischter Linn déi fräiwëlleg Zaldoten, déi sech an enger Disponibilitéitsunitéit vun der Arméi, an ofgekierzter Form UDO, engagéiert hunn. Et war den deemolege Gesetzgeber an och de Wonsch vum fréieren Arméiminister Jean-Louis Schiltz, d'Attraktivitéit vun den Disponibilitéitsunitéiten ze verbesseren, fir esou déi néideg human Ressourcë fräizesetzen an op deem Wee eisen internationalen Engagementer nozekommen. Eng méi grouss Zuel vun UDO-Zaldote géif selbstverständlech och eng besser Planifikatioun vun eise Missiounen am Viraus vun eiser Arméi erméiglechen.

Déi fräiwëlleg Zaldoten, déi sech also bereet erklären hunn, sech enger UDO unzeschléissen, also sech och méi grousse Geforen auszesetze während hiren Asätz am Ausland, sollte verschidden Avantagë kréie vis-à-vis vu fräiwëllegen Zaldoten, déi dat net wollten op sech huelen.

D'Statsbeamtekummer huet hiren Avis de 4. Mee 2012 ofginn a stellt déi deemoleg Reformen a Fro. Si schwätzt sech fir eng Gläichbehandlung vun alle fräiwëllegen Zaldoten aus an deemno géint d'Prioritéiten, déi d'UDO-Zaldote genéissen. Si kritiséieren, datt se net vun Ufank un an d'Diskussioune mat abezu gi sinn a wonnere sech och, datt dëse Projet schonn op den Instanzewee bruecht ginn ass, ouni d'Konklusioune vum fréiere Médiateur Marc Fischbach, dee jo vum Minister chargéiert gi war, eng onofhängeg Analys iwwert d'Arméi ze maachen, ofzewaarden.

Wéi scho gesot, modifizéiert dëse Gesetzesprojet den Artikel 25 vum ofgeännerte Militärgesetz aus dem Joer 1952 op zwee Punkten. Den Artikel 25 seet ënner anerem, datt déi fräiwëlleg Zaldoten, déi 36 Méint an enger UDO aktiv waren, e Prioritéitsrecht kréie fir déi Plazen, wou déi fräiwëlleg Zaldote schonn en Exklusiv- respektiv e Prioritéitsrecht hunn. Bis elo war net zu 100% aus dem Gesetz ersiichtlech, ob d'Stagezäit vu véier Méint, also och nach d'Basisinstruktioun genannt, déi all fräiwëllegen Zaldot ze absolvéieren huet, an déi 36 Méint mat anzebezéien ass oder net, fir dëst Virrecht ze kréien.

De 26. Juni 2012 gouf de Gesetzesprojet vum Statsrot aviséiert. De Statsrot weist sech iwwregens erstaunt driwwer, datt d'groussherzoglecht Reglement vum 1. Juli 2008 iwwert de Statut vum fräiwëllegen Zaldot kloer seet, datt déi véier Méint Stagezäit an deene 36 Méint inclus sinn, woubäi d'Gesetz selwer dëst manner kloer ausdréckt.

Den Artikel 25 vum ofgeännerte Militärgesetz aus dem Joer 1952 gëtt elo esou ëmformuléiert, datt keen Zweifel méi dru besteet, datt déi véier Méint an deene 36 Méint enthale sinn. De leschten Ofsaz vum Artikel 25 Paragraph 1c) wäert sech deemno an Zukunft folgendermoosse liesen: „Dans les cas prévus ci-dessus sub a) à c), les soldats volontaires, qui après la réussite de leur période de stage ont fait partie d'une UDO pour le restant de la durée de leur engagement initial de 36 mois, sont prioritaires par rapport aux autres soldats volontaires."

Dës Ofännerung gëtt dann och nach am Artikel 25 Paragraph 2 erëmgespigelt. Dësen Artikel gesäit vir, datt en UDO-Zaldot e Prioritéitsrecht huet fir d'Carrière vum Aarbechter beim Stat fir eng Period vu 24 Méint, nodeems en net méi Deel vun der UDO ass. Dësen Artikel gëtt och ofgeännert, fir kloerzestellen, datt dëst Prioritéitsrecht just bis un d'Enn vum Engagement als fräiwëllegen Zaldot gëllt.

Et ännert also u sech näischt um aktuelle System, well déi 24-Méint-Period bis elo un d'Konditioun gebonne war, datt een huet nach misse fräiwëllegen Zaldot sinn, fir dëst Prioritéitsrecht ze kréien. Eng Persoun, déi zwar als fräiwëllegen Zaldot an enger UDO gedéngt hat, awer net méi bei der Armél als fräiwëllegen Zaldot gefouert gëtt, konnt no hirem Ausscheeden aus dem fräiwëllegen Déngscht déi 24 Méint also och net an Usproch huelen. Ech mengen, dat war eng Fro, déi den Här Kartheiser nach eng Kéier an der Kommissioun opgeworf huet a wou ech mer e bëssen d'Méi gemaach hunn, fir erauszefannen, firwat dat dann esou wär.

Zum Schluss wollt ech just nach a mengem mëndleche Rapport ervirhiewen, datt de Marc Fischbach eis eng Rei vu Pisten opgewisen huet, och wat d'Prioritéitsrechter ubelaangt, déi et an der Zukunft ze diskutéiere gëllt. Mä dat sollt een awer vläicht éischter dann am Kontext vun der Gesamtreform vun der Arméi maachen, well an dësem Projet goung et jo eenzeg an eleng drëms, fir op deenen zwee Punkte juristesch Kloerheet ze schafen.

D'Chamberskommissioun huet de schréftleche Rapport den 19. November mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl. An ech ginn dann elo haut den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Arendt Merci. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Arendt, Merci soe fir hire Rapport. Ech muss Iech soen, dass mer och an der Kommissioun scho Schwieregkeeten haten e bësse mam Text an och mam Prinzip.

Zwou Saachen: Déi éischt Saach ass déi vun der Superprioritéit, wéi een dat esou schéin nennt, an déi iwwerhaapt vun der Prioritéit. Firwat? Am Moment ass e Klima, och an der Arméi, deen net ideal ass, wou deen een am Fong dann eng Prioritéit huet vis-à-vis vun deem aneren, wat och fir d'Stëmmung ënnert den Zaldoten net ideal ass. Dowéinst sollt ee sech d'Fro stellen, ob et wierklech elo gutt ass, fir ze soen, deen, deen dann och nach eng Missioun gemaach huet, dass deen nach eng méi grouss Prioritéit huet vis-à-vis vun engem aneren. Dat ass diskutabel.

Déi zweet Saach ass, insgesamt, ass et net traureg, Här President, dass mer an eisem Land eis mussen d'Fro stellen, dass d'Leit an d'Arméi ginn, well se duerno prioritär kënnen eng Plaz op enger Gemeng kréien? Ech mengen, d'Leit hunn entweder Loscht, an d'Arméi ze goen, oder si hu keng Loscht, an d'Arméi ze goen. Andeems ee seet, wann s du an d'Arméi gees, hues du da méi Chancen, fir eng Plaz beim Stat oder op enger Gemeng ze kréien, dat ass a mengen Aen net ganz richteg.

Mir gesinn et jo selwer, och an de Gemengen. Eng Persoun, déi d'Arméi gemaach huet, ass net de Garant, dass et déi adaptéierst Persoun ass fir och eng Plaz. An dann huet ee schonn d'Experienz gehat, dass, wann ee sech da mellt, deen eng Prioritéit huet, am Fong d'Gemengen ënner sech kucken, wien deen Éischten ass, deen een astellt, fir sécher ze sinn, dass en dann net bei sech an der Gemeng ufänkt. Dat ass d'Realitéit och um Terrain.

Ech mengen, dass dat net dat Ideaalst ass. An dowéinst mengen ech, Här President, dass mer wierklech musse kucken, wéi mer d'Zukunft vun der Arméi kënne gesinn an eis wierklech d'Fro stellen, ob d'Prioritéit, eng Priorité à l'emploi déi Solutioun ass, fir d'Leit ze motivéieren, an eng Arméi ze goen. Well, et deet mer leed, fir mech ass dat net d'Essenz vun enger Persoun, déi gären de Service militaire mécht.

Wéi gesot, mir hunn an der Kommissioun jo de Rapport vum Här Fischbach diskutéiert, mam Engagement, dass en och ufanks d'nächst Joer, an deenen éischte sechs Méint oder souguer déi éischt dräi Méint vum nächste Joer soll bei eis an d'Kommissioun kommen an da solle mer wierklech Punkt fir Punkt och déi Saachen, déi do zitéiert ginn, kucken.

Mir wäerten haut den Text stëmmen, awer, wéi gesot, pas de gaieté de cœur, well wa mer deemools Jo gesot hunn an haut ass eng Prezisioun vum Text hei - dat hei ass jo net eng nei Formel, et soll een elo soen, dass et net nei ass. Hei ass am Fong eng Prezisioun vun engem Text, wou mer deemools Jo gesot hunn. Da wier et haut net ze erklären, firwat mer Nee géife soen oder eis géifen enthalen. Duerfir stëmme mer och mat Jo, well mer deemools Jo gesot hunn.

Mä ech wier awer frou, wa mer an eiser Kommissioun, zesumme mam Minister a mam Här Fischbach, säi Rapport ukucken an eis d'Fro stellen, ob wierklech nach iwwerhaapt déi Priorité à l'embauche beim Stat a bei der Gemeng zäitgemëiss ass an ob mer net sollten aner Léisunge fannen, fir vläicht de Service militaire méi attraktiv ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll just fir déi gréng Fraktioun kuerz erklären, firwat dass mir eis haut wäerte beim Vote vun dëser Ännerung enthalen. Dat hu mer och gemaach an der Kommissioun. An ouni wëllen elo an de Fong vum Problem ze goen, et gëtt de Rapport vum Här Fischbach, et gëtt och eng Diskussioun ronderëm d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Arméi am Kader vum Benelux. Dat sinn zwee grouss Dossieren, déi mer wäerten aller Viraussiicht no am Fréijoer an der Chamber hei kënnen diskutéieren. Dofir wëll ech haut just op déi textuell Ännerung vun dësem Gesetz agoen.

Et ass eng textuell Ännerung - an ech soen der Madame Arendt Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport -, déi am Fong d'Interpretatioun, déi d'Regierung bis elo vum Gesetz gemaach huet, och néierschreift, fir d'Malentenduen an d'Diskussioune ronderëm d'Portée vun där Dispositioun aus der Welt ze schafen. Dat ass legitim, well et zumindest dann déi Interpretatiounsschwieregkeeten aus der Welt geschafen huet. Allerdéngs zementéiert et fundamental eng Optioun, déi am aktuellen Arméigesetz geholl gi war, nämlech déi, dass ee soll den Ënnerscheed maachen tëschent deenen, déi an der UDO sinn, an deenen anere fräiwëllegen Zaldoten.

Mir sinn als Gréng, no Reflexioun a ville Gespréicher mat betraffene Leit, ëmmer méi no bei der Konklusioun, fir ze mengen, dass et vläicht besser wier, deen Ënnerscheed opzehiewen. Dat wëll ech awer haut net am Detail développéieren. A well mer zu där Konklusioun kommen, wëlle mer eis haut bei dësem Vote och aus deem Grond enthalen.

Mir stëmmen net dergéint. Mir enthalen eis, wéi gesot, well mer mengen, dass déi Diskussioun nach wäert kommen an dass mer deen dote Punkt ee fir alle Mol musse klären.

Mir hunn awer kee Problem mam Fong, well dëst Gesetz, wéi gesot, just nach eng Kéier am Text korrigéiert, wat och d'Interpretatioun an all deene Jore war.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, ech soen och der Madame Rapporteur villmools Merci fir hire ganz detailléierte Rapport. Och Merci, datt se nach eng Kéier op déi Froen agaangen ass, déi ech an der Chamberskommissioun am Numm vun der ADR gestallt hat.

Ech mengen, mir mussen hei ganz kloer soen, datt et wierklech just eng juristesch Prezisioun ass an datt mer haut keng Diskussioun féieren iwwert de Prinzip vun der Superprioritéit, jo oder neen. Duerfir, et ass eng Prezisioun. D'ADR dréit dat mat, fir zu enger juristescher Sécherheet ze kommen.

Ech muss och soen, ech sinn och frou, datt déi Dispositioun vun deene 24 Méint keng Verschlechterung vum Zaldotestatut mat sech bréngt. Wär dat de Fall gewiescht, hätt d'ADR et net matgedroen.

Ech wëll awer hei e Wuert un den Här Bettel riichten. Den Här Bettel huet hei eng Ried gehal an deem Sënn, datt hien elo d'Prioritéitsrechter vun den Zaldoten a Fro stellt.

Ech muss soen, dat kënnt fir eis net a Fro. Mir mussen d'Arméi attraktiv halen a mir mussen eng Dankbarkeet weise fir déi Leit, déi sech fräiwëlleg an d'Arméi mellen an eiser Gesellschaft doduerch e groussen Déngscht leeschten.

Et ass um Här Bettel als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, derfir ze suergen, datt déi Prioritéiten net eidel Wuert bleiwen, mä datt hien als Buergermeeschter vun der Haaptstad säin Deel derzou bäidréit, fir eist Verspriechen, wat mir als Gesellschaft géintiwwer dem Militär geholl hunn, och ze honoréieren an deene Leit och a senger Administratioun déi Prioritéiten anzeraumen, déi deene Leit gesetzlech a moralesch zoustinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Arméiminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech deene Wierder un, déi hei virdru gesot gi sinn. Et ass effektiv, wéi den Här Bettel gesot huet, eng Prezisioun vum Text an et ass dorëms, wou et geet.

Mir hunn zwee Ziler, déi mer haten.

Ech wollt der Madame Arendt Merci soe fir dee gudde mëndlechen an dee gudde schréftleche Rapport.

Et ass effektiv esou drëm gaangen, dass mer eng Sécurité juridique kréie betreffend déi 36 Méint, déi ee muss am Ganzen hunn, mat der Instruction de base a mat der Präsenz an engem UDO.

An dat anert ass eben eng Ongerechtegkeet, déi mer eraushuelen, well et jo esou ass, dass d'Leit bei d'Arméi ginn, net nëmmen, Här Bettel, fir op d'Gemeng schaffen ze goen. Si ginn och dohinner, fir Douanier ze ginn oder fir bei d'Polizei ze goen oder soss eng Plaz, och am Privatsecteur. Dat ass jo en neie Wee, wou mer wëlle goen.

An et wär net fair gewiescht, wann déi Leit, déi da Statsaarbechter ginn, déi hunn dann, nodeem se hir UDOs-Aufgab hannert sech hunn, 24 Méint Zäit, fir eng Aarbecht ze sichen, a se sinn awer schonn no zwielef Méint am Prinzip net méi bei der Arméi. Dat heescht, da si se zwielef Méint dobaussen, schonn net méi bei der Arméi, an da kënne se op eng Kéier soen, elo ginn ech gär bei de Stat schaffen. Dat ass net transparent an dat ass net kohärent.

Duerfir ass et och selbstverständlech, an ech fannen et och gutt a fein vun der Chamber, dass mer hei op enger Wellelängt leien, wat dëse Projet de loi ugeet. Ech wëll och ganz kloer an däitlech soen, ech mengen, ech war an der Chamberskommissioun, fir iwwert de Rapport Fischbach ze schwätzen. Mir wäerten deen och ganz kontrovers diskutéieren. An ech sinn d'accord, dass ee verschidde Saachen a Fro stellt. Ech mengen, den Här Fischbach huet och d'Problematik vun der Superprioritéit a Fro gestallt an en huet jo dunn eng Quotéierung an de Raum gesat, dass ee kéint mat Quotae fueren, fir ze weisen, et muss een eng Léisung fannen.

Ech si ganz gespaant, wat eis gréng Frënn, den Här Braz, dee mer gutt nolauschtert dann, wat hien dann do wëllt maachen, wann e seet: Okay, d'UDOen, d'Unités de disponibilité opérationnelle, déi si kee Schlësselelement méi vun eiser Aarbecht. Oder anescht ausgedréckt: Wéi kënne mer et hikréien, dass mer ëmmer genuch Leit hunn an deenen UDOen?

Well dat ass jo dat, wat mer brauchen. Mir hunn eng nei Arméi opgestallt mat dem Gesetz vun 2007. Eng Arméi vun deenen dräi „D"en: vun der Diplomatie, vun der Défense a vum Développement. An da musse mer och an der Défense, an der Aussepolitik kucken - an dat sinn nun emol d'UDOen an all déi Missiounen, déi mer maachen am Kader vum Fridden -, dass mer do eis Präsenz garantéiert kréien.

An déi Leit, déi dat maachen, déi hunn e Recht, mengen ech, och do, dass se eng gewëssen Unerkennung kréien. Déi huele jo e Risiko op sech, wat d'Madame Arendt och virdru gesot huet. Duerfir ass et wichteg, dass ee sech do e Modell gëtt.

Ech si mat allem d'accord. Mä ech mengen, et muss esou sinn, dass ee fir dat, wat ee leescht, dann och eng Géigeleeschtung kritt. A wéi déi ausgesäit, do sinn ech d'accord, mat Iech all déi Problemer ze diskutéieren.

De Modell vun der Lëtzebuerger Arméi ass nun emol dee säit de 60er Joren, dass déi Leit, déi bei d'Arméi gaang sinn, virdrun exklusiv bei de Stat schaffe gaange sinn. Dat geet haut emol net méi. Ech hunn et schonn eng Kéier gesot. Vun 150 Leit, déi kommen, kréien der héchstens 75 eng Plaz beim Stat. 75 musse privat sech eng Aarbechtsplaz siche goen, nodeem se d'Reconversioun gemaach hunn an herno zréckginn.

Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi sollte mer - Här Braz, Dir hutt dat jo ugefrot - an där Orientatiounsdebatt am Fréijoer uschwätzen am Kader och vun der Benelux-Aufgabestellung, déi mer eis ginn hunn, wou mer jo och wëlle méi kollaboréieren nom Motto vun dem „pulling and sharing" oder der „smart defense", wéi dat an der Arméi heescht. Ech si prett fir déi Diskussioun ze féieren. Haut soen ech Merci, dass mer hei e Konsensus fonnt hu fir dëse Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Arméiminister. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6421 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6421 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6421 est adopté par 52 voix pour et 8 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op www.chd.lu

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6444B iwwert d'Organisation judiciaire. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur...

(Interruption)

Da sträiche mer den Här Bettel an den Här Henckes an da kritt d'Wuert just elo nach de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

12. 6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Justizminister, de François Biltgen, hat am Summer vun dësem Joer eng gutt Initiativ geholl, andeems dass en de Projet de loi 6444 déposéiert huet, Projet „portant incrimination de l'abus de faiblesse".

Mir hunn dee Projet an der Kommissioun examinéiert a mir ware vum Bien-fondé vun där Propositioun, déi hei gemaach ginn ass, ganz iwwerzeegt. Mir hunn en Amendement zum Projet gemaach, dee mer un de Conseil d'État geschéckt hunn, an dofir kënne mer haut nach net iwwert de Projet en tant que tel diskutéieren.

Mir diskutéieren am Fong geholl iwwert den Amendement, deen de Minister zu dësem Projet gemaach hat. En Amendement, dee gradesou nëtzlech a vläicht gradesou dréngend war, wéi de Projet selwer. En Amendement, deen allerdéngs näischt direkt mam Projet de loi iwwert den Abus de faiblesse ze doen hat.

De Minister wollt schnell an effikass virgoen an huet säin Amendement iwwert d'Organisation judiciaire un deen anere Projet ugehaangen, eppes, wat dem Conseil d'État net esou terribel gefall huet. Dat ass och déi traditionell Politik vum Conseil d'État, fir ze soen: Wann Der e Problem ze léisen hutt, gitt en net iergendwou un en anere Projet unhänken, mä maacht e separate Projet!

An ech muss soen, Här Minister, de Statsrot huet an deem Sënn recht. Well elo kréie mer Ären Amendement a Form vun engem Projet méi séier geléist, wéi wa mer en op de Projet en tant que tel ugehaangen hätten.

De Problem, ëm deen et geet an deen am Amendement vum Här Biltgen opgelëscht war, dat war deen: Hie proposéiert, den Artikel 24 vum Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire liicht ëmzeänneren, well deen Text schwiereg ze interpretéiere war, an deem Sënn, dass mer bis elo um Bezierksgeriicht hei an der Stad an um Bezierksgeriicht Dikrech eng Chambre criminelle hunn.

Or, et stellt sech eraus, dass et virun allem hei an der Stad mat deenen Affären, déi unhängeg waren a virun allem unhängeg sinn - mat deenen engen hu mer d'Experienz gemaach a mat deenen anere wäerte mer se deemnächst maachen -, mat enger Chambre criminelle net duergeet, soudass mer den Text esou géife verfaassen, dass sougutt d'Stater Bezierksgeriicht wéi och dat Dikrecher d'Méiglechkeet hätten, en cas de nécessité Recours ze huelen op eng zweet Chambre criminelle.

Notamment hei an der Stad ass dat wichteg bei deene groussen Affären, déi mer haten, wou Problemer sech gestallt hunn. Ech erënneren u Prozesser, déi méintelaang gedauert hunn. A wa mer wëssen, dass deemnächst och Prozesser ustinn, wou ee guer net weess, wéi laang dass eng Chambre criminelle sech a Permanence muss mat enger Affär ofginn, do ass et wichteg, dass dernieft kann eng zweet Chambre criminelle fonctionnéieren, fir op där enger Säit Affären, déi urgent sinn, par le fait, well Détenuen an den Affäre sinn - da kann dat net éiweg daueren, bis dass déi jugéiert ginn -, mä och op där anerer Säit fir méi normal kriminell Affären - wann een am Kontext vu kriminell ka vun normal schwätzen, Dir erlaabt mer dee Lapsus -, fir dass déi kënnen an engem räsonabelen Délai iwwert d'Bühn goen.

Duerfir hu mer de Projet, esou wéi de Conseil d'État dat proposéiert hat, scindéiert an hunn den Amendement elo an engem separate Projet. An ech géif d'Chamber bieden, eisen Tribunäl, virun allem dem Stater Tribunal, déi Méiglechkeet hei ze ginn. Deementspriechend proposéiere mir als Commission juridique, fir de Projet ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Vu datt kee Riedner ageschriwwen ass an den Här Weiler méi wéi detailléiert war a sengem Exposé, wëllt de Justizminister nach eppes derbäifügen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur. En huet jo alles gesot. Da soen ech och näischt méi derbäi.

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech soen Iech just Merci, dass mer dat kënnen elo scho stëmmen, well einfach dat de Geriichter erlaabt, fir elo vum Januar un einfach hir Sitzunge besser ze organiséieren. Et ass leider esou, dass mer ëmmer méi kriminell Prozesser hunn - Dir kennt se all -, déi ganz laang daueren. A wann da während Wochen nëmmen eng kriminell Kummer op engem Geriicht ass, kommen all déi aner Affären net bäi, wat ee vun de Problemer ass, dass Geriichtsretarden do sinn. An duerfir sollen d'Geriichter, souwuel Dikrech wéi d'Stad, sech besser kënnen organiséieren.

Ech sinn awer och elo ganz frou, kënnen deemnächst an Ärer Chamber e Projet ze déposéieren, dee mer och wäert hëllefen, d'Retarden op de Geriichter ofzebauen. Dat ass de Projet iwwert d'Transaction pénale, dee mer de leschte Freideg am Regierungsrot ugeholl hunn an deen ech deemnächst wäert och an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6444B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6444B ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6448, eng Ofännerung vun der Organisatioun vum Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler an Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

13. 6448 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, dëst Gesetz ännert zwee verschidde Gesetzer of, nämlech dat vum 6. Februar 2009 iwwert d'Grondschoul an dat vum 13. Mee 2008 iwwert déi sougenannt „Eis Schoul". Déi wichtegst Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Grondschoul betrëfft d'Orientéierungsprozedur zwëschen der Grondschoul an dem Secondaire.

Et ass bekannt, dass säit dem Schouljoer 1996-1997 den Iwwergang op Septième vum Secondaire a vum Secondaire technique duerch en Orientéierungsavis décidéiert gëtt. Deen Avis gëtt vun engem Conseil d'orientation ausgeschafft a besteet aus dem Avis vun den Elteren, dem Avis vum Titulaire vun der Klass iwwert d'Entwécklung vun de Kompetenze vun dem Schüler, der Bewäertung vun der Zensur an de Resultater aus den Épreuves standardisées.

Deen Avis ass bindend. Wann d'Elteren net mam Avis d'orientation d'accord sinn, kann hiert Kand en Opnahmexame passéieren, fir hiert Kand an de Secondaire anzeschreiwen. Et gëtt och eng Recoursprozedur fir d'Schüler, déi op de Préparatoire orientéiert ginn an deenen hir Eltere se an de Secondaire technique aschreiwe wëllen.

D'Reform vun der Grondschoul, déi vum Schouljoer 2009-2010 u progressiv ëmgebaut gouf, erreecht elo de leschte Cycle vun der Grondschoul virun dem Iwwergang op de Secondaire. Ech erënneren drun, dass jo den eigentleche Primaire aus dräi Cyclë besteet vu jee zwee Joer, dat heescht sechs Joer vum éischte Schouljoer bis d'sechst Schouljoer. An duerfir muss och dann elo déi Orientéierungsprozedur ugepasst ginn.

Fir dat ze maachen, hat den Erzéiungsministère am Februar 2012 e Projet de règlement grand-ducal virgeluecht, deen eng Partie Upassunge vun der Prozedur virgesinn huet. Insgesamt sollt déi Prozedur awer erhale bleiwen.

Den Avis vum Conseil d'État zu där neier Prozedur war am Fong positiv. Mä de Conseil d'État huet dobäi gemengt, et géif keng Base légale fir de Conseil d'orientation an et hätt och scho keng gi fir de Règlement grand-ducal vum 4. Oktober 1999. Wann also d'Dispositioune vun deem Règlement grand-ducal a Fro gestallt géifen, kéint déi ganz Prozedur opgrond vum Artikel 95 vun der Verfassung a Gefor geroden, wat natierlech eng Katastroph wär fir all déi Décisiounen, déi do geholl ginn.

Doropshin huet de Ministère de l'Éducation nationale dëst Gesetz virgeluecht. En hat ganz allgemeng a sengem Projet de loi den Artikel 26 vum Gesetz vun 2009 ergänzt an d'Ausféierungsbestëmmungen an e Règlement grand-ducal renvoyéiert.

A sengem éischten Avis vum 23. Oktober 2012 dozou hat de Conseil d'État verlaangt, dass déi ganz Orientéierungsprozedur opgrond vum Artikel 23 vun der Verfassung misst mat alle Modalitéiten an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Doropshin huet d'Kommissioun de 25. Oktober 2012 iwwer eng Partie Amendementen déi Prozedur an d'Gesetz ageschriwwen, wat de Conseil d'État dann och a sengem Avis vum 20. November 2012 zefriddegestallt huet.

Duerfir erkennt een also am Gesetz dee ganzen Oflaf vun der Orientéierung mat dem Detail iwwert d'Zesummesetzung vum Conseil d'orientation, iwwert d'Elementer vun der Orientéierungsdécisioun mat der Prozedur am Fall vun Désaccord vun den Elteren, iwwer eng Épreuve d'accès, déi vun enger Commission des épreuves d'accès ofgehale gëtt, d'Zesummesetzung vun där Kommissioun an d'Matièrë vun där Épreuve an den dräi Haaptfächer, deenen zwou Sprooche Franséisch an Däitsch an och der Mathematik.

Dat ass also eng grouss Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, wou also all déi Detailer an d'Gesetz geschriwwe gi sinn. An dat ass d'Konsequenz, wéi gesot, vum Artikel 23, wouriwwer jo och, huelen ech un, d'Institutiounskommissioun bei der Verfassungsrevisioun sech Gedanke gemaach huet an och nach wäert maachen.

Ervirzehiewen ass och en neien Artikel 26bis, deen an d'Gesetz vun der Grondschoul agefügt gëtt an eng gewësse Flexibilitéit am Iwwergang zwësche Fondamental a Secondaire erlaabt. E Schüler, deen zwielef Joer huet oder den 1. September zwielef Joer kritt, kann an enger Klass vum drëtte Cycle sinn oder am éischte Joer vum véierte Cycle, also e bësse méi Zäit gebraucht hunn, fir seng Grondschoul duerchzezéien.

Wann d'Eltere mat dem Virschlag vum Titulaire vun der Klass d'accord sinn, ënnerschreiwe se mat dem Titulaire eng Décision d'orientation a schreiwen dann hiert Kand an d'Septième préparatoire vum Secondaire technique an.

Wann d'Elteren net domat d'accord sinn, bleift d'Kand am Fondamental, ënnert de Konditioune vum Artikel 23 vum Gesetz. Dësen Artikel seet, dass e Schüler fir déi dräi Cyclë vum Primaire net méi wéi aacht Joer brauchen däerf.

Zousätzlech dozou ännert den Artikel 2 vun onsem Gesetz och nach d'Gesetz vum 13. Mee 2008 vun „Eis Schoul", och offiziell genannt „École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive". Och fir d'Kanner vun dëser Schoul soll eng Verlängerung vum leschte Cycle vun der Grondschoul iwwer en Avis vun der Équipe pédagogique vun der Orientéierung erméiglecht ginn. Dëst ass néideg, well am Gesetz vun „Eis Schoul" steet, dass d'Kanner dës Schoul misste mat zwielef Joer verloossen. Et gëtt also och erëm weider Flexibilitéit hei fir d'Kanner vun där Schoul.

Opgrond vun dëser ausféierlecher Beschreiwung vun der Orientéierungsprozedur am Gesetz muss dann och elo de Projet de règlement grand-ducal, deen de Conseil d'État jo den 12. Juni 2012 positiv aviséiert hat, geännert ginn. Eng ganz Partie Saachen, déi an dem Règlement grand-ducal sinn, stinn elo am Gesetz. Et mussen also déi Redondancen aus dem Règlement grand-ducal erausgeholl ginn.

En drëtten a leschte Punkt an dësem Gesetz komplettéiert den Artikel 37 vum Grondschoulgesetz. E soll dem Stat erlaben, niewent spezialiséierte Klasse fir Kanner, déi hospitaliséiert sinn, oder Kanner, déi nei an d'Land kommen, also sougenannten „Primo-arrivanten", och nach esou Klasse fir Kanner, déi an engem Traitement thérapeutique stationnaire ou semi-stationnaire sinn, anzeféieren. Esou Institutiounen gëtt et och, wéi Der wësst, zum Beispill de Centre thérapeutique Kannerhaus Jean vum Roude Kräiz an anerer och nach.

Här President, dës Mesurë sinn natierlech fir d'Éischt emol formal wichteg, fir déi Base légale ofzesécheren, fir dës Orientatioun och ofzesécheren, wa se géif contestéiert ginn. Mä ech mengen, si schreiwe sech och an eng allgemeng Politik an, nämlech Flexibilitéit, och fir de Kanner alleguerten an hirer grousser Heterogenitéit d'Méiglechkeet ze ginn, fir geméiss hire Besoinen eng schoulesch Carrière esou gutt wéi méiglech duerchzeféieren. An dat begréisse mer selbstverständlech, well et ass am Interesse vun de Kanner alleguer.

Am Benefiss vun deene Remarquë géif ech och den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'Alleréischt dem Rapporteur emol Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, déi flott Explikatiounen. A wéi hie schonn am Detail explizéiert huet, ëm wat et sech an deem Gesetzestext hei handelt: nämlech ëm dräi verschidden Objeten, déi net matenee verbonne sinn, wat éischtens ass, datt eng gesetzlech Basis geschaf ass, déi onëmgänglech ass, fir kënnen déi reglementär Dispositiounen unzewennen, déi am Kader vun der Schafung vum Conseil d'orientation an der Commission des épreuves d'accès fonctionnéieren, déi jo d'Admissiounsmodalitéite fir op Septième vum Enseignement secondaire an och op Septième am Enseignement secondaire technique regelt.

Zweetens gëtt hei d'Méiglechkeet geschaf, fir spezialiséiert Klassen an Ariichtungen, déi eng stationär oder hallefstationär therapeutesch Prise en charge fir Kanner offréieren, anzeriichten.

Drëttens gëtt hei d'Gesetz vum 13. Mee 2008 adaptéiert, mat deem déi sougenannten „Eis

Schoul" an d'Liewe geruff gouf. Hei geet et dorëms, d'Alterslimite vun zwielef Joer ofzeschafen an domadder ze verhënneren, datt déijéineg Schüler, déi méi al sinn, net méi an dëser Schoul bleiwe kënnen, wann net dës Ännerung komm wier.

Ech mengen, et ass net néideg, nach eng Kéier am Detail op dës dräi Elementer anzegoen, vu datt de Rapporteur dat am Detail scho gemaach huet. Ech wéilt mech duerfir kuerz op deen zweeten Objet vun dem Gesetzestext bezéien, deen an den Ae vun eiser Fraktioun vu ganz grousser Bedeitung ass.

Et geet hei dorëms, d'Méiglechkeet ze schafen, spezialiséiert Klassen an Etablissementer anzeriichten, déi eng stationär oder hallefstationär therapeutesch Prise en charge offréieren.

Am Exposé des motifs liese mir, datt iwwert déi lescht Joren d'Unzuel vu Schüler, déi an dësem Fall sinn, konstant an d'Luucht gaangen ass. Et gëtt ervirgehuewen, datt de schouleschen Alldag, deen op d'Bedierfnisser vun dëse Schüler ugepasst ass an deen am Kader vu Klasse fonctionnéiert, déi vu brevetéiertem Personal gefouert ginn, d'Chancë fir eng spéider Réussite am normale schoulesche Kader extrem verbessert.

De Commentaire des articles seet och, datt et sech hei notamment ëm déi Schüler handelt, déi engem therapeutesche Suivi am Rehazenter noginn, ëm déi Schüler mat sozial-emotionale Stéierungen, déi sech an Ariichtunge wéi dem Kannerhaus Jean oder dem Kannerschlass erëmfannen, ëm Schüler aus dem Centre socio-éducatif vum Stat oder nach ëm déi, déi eng Reintegratioun viséieren, déi awer nach net vollstänneg oder vollzäiteg eng ordinär Schoul besiche kënnen, wéi dëst de Fall an dem therapeutesche Baurenhaff „Schneider Haff" ass. Esou ka vun elo un dësen Enseignement vun alle Kanner op der Plaz offréiert ginn, an dat ënnert der Féierung vum Éducatiounsministère.

Här President, eis Fraktioun begréisst ausdrécklech dës Moossnamen am virleiende Gesetzestext, well elo d'Chancë vun deene betraffene Kanner wesentlech erhéicht ginn, fir esou besser kënnen an hirem Liewe Fouss ze faassen. Duerch déi Problemer, ënnert deene si leiden, fanne si sech souwisou ewell an enger gewëssener Hisiicht aus der Gesellschaft ausgeschloss. Well mir awer all wëssen, datt hautdesdags de schoulesche Suivi den A an O vun enger spéiderer Réussite am Liewen ass, kënne mir nëmmen dës Moossnamen ënnerstëtzen.

Vu datt et bis dato ganz schwéier ass oder wor, dee schoulesche Suivi vun dëse Kanner ze garantéieren, kann ee soen, datt si et also duebel schwéier haten am Verglach zu deenen anere Schüler. Dës Moossname garantéieren de betraffene Kanner also hire schoulesche Suivi, deen hinnen et erlabe wäert, sech duerno méi einfach an déi ordinär Schoul ze integréieren. Doriwwer eraus erlabe si dëse Kanner awer och, sech an hirem Alldag besser ze strukturéieren an un engem Unterrecht deelzehuelen, dee regelméisseg ass, deen hire perséinleche Bedierfnisser ugepasst ass, wat mat Sécherheet e positiven Impakt op hir perséinlech Motivatioun wäert hunn.

Fir ofzeschléisse wollt ech kuerz drop hiweisen, datt et och wichteg wier, fir ähnlech Moossname fir Schüler aus dem Postfondamental an d'Weeër ze leeden. Ech si mer dobäi bewosst, datt et e ganz schwieregen Challenge wäert sinn. Wann am Fondamental de Schoulinhalt vun alle Schüler nach deen nämlechten ass, esou ass deen am Postfondamental ganz verschidden, jee no Spezialisatioun vun deenen eenzelne Schüler. An dach wier et awer immens wichteg, och hei e schoulesche Suivi vun deene betraffene Jugendlechen ze garantéieren, fir dem Décrochage scolaire entgéintzewierken an dëse Schüler dann och eng besser Chance fir hire Liewenswee ze garantéieren.

Selbstverständlech ginn ech och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eicher. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, den Här Rapporteur a mäi Virriedner sinn elo op de Gesetzesprojet quasi am Detail agaangen. D'Demokratesch Partei ass evidenterweis d'accord, datt mer hei onbedéngt mussen nobesseren aus deem bekannte Grond oder aus deene bekannte Grënn, well et kann net sinn, datt mer Entscheedungen huelen, fir d'Kanner an de Postprimaire ze orientéieren, ouni eis dobäi op eng zolidd gesetzlech Basis ze stäipen.

Mat der Schafung vun enger legaler Basis fir de Conseil d'orientation vermeide mer elo, datt déi Décisiounen, déi geholl ginn, net valabel sinn, well de Conseil, dee se ze huelen huet, net am Gesetz verankert ass.

Datt och Spezialklasse geschafe gi fir Schüler, déi en therapeuteschen Traitement matmaachen, ka vun eiser Säit och nëmme begréisst ginn, ënnerstëtzt ginn, heescht et dach, derfir ze suergen, datt dës Kanner mat aneren zesumme kënne léieren, also e Schoulalldag erliewen, deen op si zougeschnidden ass. Ech ginn net op den Detail an, den Emile Eicher huet dat elo als Virriedner gemaach, a mir kënnen eis do och nëmmen uschléissen.

An dësem Kontext wollt ech awer nach drop hiweisen, datt et zurzäit eng Veronsécherung beim Léierpersonal gëtt, an deem Sënn, datt bis ewell nach keng objektiv Kritäre bekannt sinn, no deenen d'Orientatiounsprozedur vum sechste Schouljoer op Septième duerchgezu soll ginn. Dës Prozedur berout jo vun dësem Schouljoer u ganz op dem kompetenzorientéierten Unterrecht an der domat verbonnener Bewäertungslogik, déi bekanntlech schwéier lieserlech an novollzéibar ass.

Et ass eis gesot ginn, et wiere keng oder nach keng Profiller erstallt ginn, et misst een d'Richtung vun der Entwécklung vum Kand kucken. Dat kléngt awer net grad besonnesch objektiv.

Heescht dat dann elo, datt de Conseil d'orientation ka quasi maachen, wéi e wëllt? Riskéiert dat net, zu enger gewëssener Beliebegkeet ze féieren an där d'Dieren opzemaachen?

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
•
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Duerfir wollt ech d'Madame Minister froen, ob si eis eventuell heizou Detailer ka liwweren. Schliesslech si mer elo bal um Enn vum éischten Trimester ukomm an et gëtt esou lues Zäit, fir op dësem Plang fir Kloerheet ze suergen an d'Kritären esou ze definéieren, datt d'Elteren och problemlos novollzéie kënnen, firwat hiert Kand an dësen oder an dee Regime orientéiert ginn ass.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur Ben Fayot, deen och President ass vun der Kommissioun, Merci fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn trotz dëser Bemierkung awer den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6448, deen haut zur Diskussioun steet, ass eigentlech eng Loi fourre-tout, wou dräi Situatioune solle berengegt ginn, déi gewëssen onglécklech Situatiounen zurzäit hunn. De Rapporteur, den Här Fayot, deem ech Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, huet awer och - ech mengen zu Recht - gesot, datt déi dräi Regelungen, déi mer hei treffen, sech och aschreiwen an déi allgemeng Éducatiounspolitik. An dat bréngt och mat sech, datt mir mat deem engen oder anere Punkt gewësse Problemer hunn.

Ech komme fir d'Éischt zum Punkt, wou mer absolut kee Problem hunn. Mir menge schonn, datt dat einfach en Oubli war am Schoulgesetz vun 2009, datt mer och d'Méiglechkeet schafen, fir eng staatlech Klass ze schafe fir Kanner, déi eng Therapie suivéieren. Mir mengen, datt dat eng absolut Noutwendegkeet ass, gradesou wéi mer am Gesetz 2009 am Artikel 37 Klasse geschaf hu fir Kanner, déi hospitaliséiert si respektiv déi als Primo-arrivants an d'Land kommen.

Den zweete Punkt vun dësem Gesetz, do gesäit et och aus, wéi wann dat en Oubli wier. Dat ass am Gesetz iwwer „Eis Schoul". Do steet am Artikel 8, datt mam Alter vun zwielef Joer d'Schüler an deen Enseignement orientéiert ginn, deen am beschte fir si géif passen an deen hire Capacitéite géif entspriechen. An am Exposé des motifs oder an der Beschreiwung vum Artikel, do steet dann: «L'élève qui atteint cet âge ne peut plus terminer son parcours d'enseignement fondamental dans cette école. Il en résulte une contradiction; voilà pourquoi cette limite d'âge est supprimée à l'instar de ce qui est prévu dans les autres écoles fondamentales.» Dat ass richteg, mä et ass awer an eisen Aen net déi ganz Wourecht, well „Eis Schoul" war schliesslech geduecht als eng École inclusive, an do war keng Plaz fir de Redoublement.

Mir stellen dann elo fest, datt mer dann och fir „Eis Schoul" d'Méiglechkeet vun engem Redoublement opmaachen. A mir mengen, datt dat eigentlech net an d'Konzept vun „Eis Schoul" passt. Mir froen eis och wierklech, ob „Eis Schoul" - et ass net fir d'Éischt, datt mer eis dat froen - nach all déi Konditiounen, déi am Gesetz vum 13. Mee 2008 festgehale sinn, respektéiert.

Den drëtte Punkt, et ass eigentlech och erstaunlech, datt mer dat elo eréischt berengegen, de Conseil d'orientation, dee souwuel an deem ale Règlement grand-ducal festgehale war wéi an engem Règlement grand-ducal, wat um Instanzewee war a wou de Conseil d'État relativ sec kommentéiert huet: «Les dispositions réglementaires en question risquent d'encourir la sanction de la non-application par les juridictions, en vertu de l'article 95 de la Constitution.» Duerfir hu mer dat da richtegerweis hei an d'Gesetz gepaakt.

Ech ginn awer ze bedenken, datt déi gréng nach wie vor der Meenung sinn, datt d'Opdeelung vun den zwielefjährege Schüler an eisem Schoulsystem, an zwar d'Opdeelung op de Préparatoire, op den Technique an op den Enseignement classique, en Deel vun eisem Schoulproblem ass, an net d'Léisung vun de Problemer an eisem Schoulsystem.

Et ass natierlech en Avantage, datt mer an de Projet de loi 6448 draschreiwen, datt déi Décision d'orientation muss motivéiert sinn. Mä ech mengen, och dat ass kee Cadeau. Dat ass eng absolut Verflichtung vun eiser Schoul. Et gëtt och rezent Jurisprudenzen an deem dote Beräich. An et geet och net duer, datt mer als Motivatioun eppes vun engem Copy-paste hunn. Dat ass kritiséiert ginn, notamment vun der Ligue des droits de l'Homme. Mir mengen, datt dat effektiv e Fortschrëtt ass, mä et ass, wéi gesot, keng Léisung vun engem Problem.

Duerfir bréngen ech och net den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz. Mir wäerten eis enthalen, virun allem, well mer de Punkt 1, deen ech hei ernimmt hat, awer ganz wichteg fannen. Mä bei de Punkten 2 an 3, wéi gesot, hu mer eis Bedenken. Duerfir enthale mer eis.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech ginn dem Här Adam direkt recht, wann e vläicht kritiséiert, datt dëst Gesetz net dat Beispill vu gudder Technique législative ass. Hien huet vun enger „Loi fourre-tout" geschwat. Dat ass effektiv e bëssen de Fall. Trotzdeem, den Här Fayot huet eis mat grousser Sécherheet duerch den Text gefouert, an duerfir soen ech him villmools Merci.

E puer Kommentare vun eiser Säit: Mir sinn d'accord als ADR selbstverständlech, datt mer spezialiséiert Klasse fir Kanner maachen, déi an enger Therapie sinn. Duerfir stëmme mir och net géint dëst Gesetz. Mir wäerten eis enthalen.

Mir hunn och Froen, Madame Minister, déi Dir eis vläicht kënnt beäntweren: datt notamment déi Kanner, déi aus der Primärschoul da geholl ginn, fir direkt an de Secondaire technique ze kommen - mir wären interesséiert, fir do den Hannergrond ze wëssen a genau och festzestellen, ëm wéi eng Kanner et sech do handelt, also déi, déi altersméisseg dann eriwwerkommen. Dir kuckt iwwerrascht, mä Dir musst Äert Gesetz liesen, Madame!

An da mat „Eis Schoul", do wollt ech dann awer och kucke mat Iech zesummen, fir eng Kéier vläicht de Käschtepunkt och festzestellen, wat déi pädagogesch Experimenter do kaschten. Well Dir wësst, datt mer déi schonn e puermol kritiséiert hunn hei. „Eis Schoul" ass wahrscheinlech keng Erfollegsgeschicht, wa mer dat eng Kéier hei am Detail kucken.

Mir haten ëmmer als ADR gemengt, datt, wa pädagogesch muss experimentéiert ginn oder gefuerscht ginn, da sollt dat am Kader vum normalen Unterrecht sinn, an net am Kader vun enger extraer Schoul. „Eis Schoul" ass och e Modell, dee ganz vill Personal huet, an an Zäiten, wou soll gespuert ginn, géife mer eis och emol vläicht d'Fro stellen, wéi vill dee Projet kascht fir dat, wat e bréngt.

Wat d'Orientatiounsprozedur ugeet, do wollt ech soen, datt eigentlech d'Orientatiounsprozedur nach leider dee méi klenge Problem ass. Den Haaptproblem ass, an dat soen eis och déi Proffen, déi am Secondaire schaffen, datt déi Kanner, déi aus där Grondschoul - wéi Dir se nennt - kommen, eigentlech ëmmer manner kënnen. Dat ass den Haaptproblem.

Mir hunn dee kompetenzorientéierten Unterrecht, mir hu Bilanen, déi och - wéi aner Kolleegen et gesot hunn hei - ganz schwéier liesbar sinn. Den Haaptproblem ass, datt mer déi Kanner net méi genuch qualifizéieren, fir nach mat deem vergläichbar ze sinn, wat fréier gefrot war, fir an de Secondaire eranzekommen.

Ech hat schonn e puermol hei proposéiert, Madame Minister, datt mer vläicht sollten emol higoen a vergläichbar en Test maachen, en nationalen Test mam Opnahmexamen, wéi e fréier war. Dir hutt mer ëmmer geäntwert: „Wësst Der, d'Gesellschaft huet sech geännert, d'Schoul huet sech geännert." Ech soen Iech: Dat ass net esou. D'Kanner haut mussen nach ëmmer Franséisch kënnen, si mussen nach ëmmer Däitsch kënnen a si mussen nach ëmmer rechne kënnen. Dat ass d'Grondviraussetzung, fir iwwerhaapt eng schoulesch Carrière ze réusséieren. A wann Dir haut mat Äre Reformen, mam kompetenzorientéierten Unterrecht a mat all deem, wat Dir an deene leschte Jore gemaach hutt, net amstand waart, fir deen Niveau ze verbesseren oder wéinstens esou ze halen, wéi e fréier war, wou d'Kanner aus der Primärschoul erauskoumen, dann hunn Är Schoulreforme versot!

Dir musst eis beweisen, datt dat net de Fall ass. Ech géif Iech opfuerderen, dee Beweis unzetrieden, Madame Minister. Ech sinn iwwerzeegt, datt Der et net packt. A wat Dir an eisem Schoulwiese verbrach hutt hei am Land, dat wäert Jore brauchen, bis mer dat rattrapéieren!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Éducatiounsministesch d'Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soen. Hien huet déi „Loi fourre-tout", wéi Der dat nennt, wonnerbar erkläert, an dofir Merci.

Déi Qualifikatioun, fir ze soen, et wär e „fourre-tout": Et sinn dräi Mesuren dran! An ech wëll soen, ech hätt dat Gesetz sécher hei net déposéiert, wann net de Conseil d'État a sengem Avis zum Règlement grand-ducal iwwert d'Procédure d'orientation gesot hätt, mir missten eng Base légale schafen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass et déi Base légale säit 1996 net gëtt! Déi Procédure d'orientation, dee Conseil d'orientation, deen eng Propositioun mécht, wou de Schüler soll hinorientéiert ginn, dee gëtt et säit dem Ofschafe vum Opnahmexamen, an dat war am Joer 1996. A säithier gouf et keng Base légale fir dee Conseil. En huet awer fonctionnéiert bis elo!

A well mir eis un d'Prozeduren halen an eisem Ministère an den Avis vum Conseil d'État fir alles froen, hu mer dunn d'Remarque gemaach kritt, mir missten e Gesetz maachen. Dat heescht, déi Règlements grand-ducaux virdrun, déi sinn ouni Avis vum Conseil d'État geholl ginn, dofir d'Gesetz. A wéi mer du gesot hunn, mir maachen e Gesetz, du sinn zwou Mesuren nach mat erageholl ginn, déi opportun waren, ouni dass se dréngend gewiescht wären. Ech wollt dat just hei zur Informatioun vum Parlament eng Kéier ënnersträichen.

Dann d'Prozedur, déi elo virgesinn ass fir d'Orientatioun nom sechste Schouljoer: Dat ass keng fundamental nei Prozedur, dat ass u sech en gros déiselwecht, wéi se bis elo bestanen huet. Duerfir si jo och déi gréng notamment net domat d'accord, well se net mat där Zweedeelung d'accord sinn.

Ech wéilt den Här Bauler awer berouegen, dass déi Instrumenter, déi elo bestinn, dass déi bekannt sinn. De Conseil d'orientation, fir seng Décisioun ze huelen, berifft sech op déi Tester, déi gemaach ginn am sechste Schouljoer. Dat war nach ëmmer esou. Zweetens hëlt en d'Bilanen, also d'Resultater vun der Schoul - fréier waren dat d'Zensuren, elo sinn et d'Bilanen -, an do si ganz genau definéiert: den Niveau socle, dat garantéiert den Accès fir den Enseignement secondaire technique; Niveau avancé oder Niveau excellent ass den Accès fir den Enseignement secondaire. Dat ass also net eng geheim Wëssenschaft, déi do praktizéiert gëtt.

Dann ass dat drëtt Element, wat matspillt: Dat ass den Avis vum Psycholog, d'Tester, déi gemaach ginn, wann d'Eltere se froen. A säit et déi Prozedur gëtt, gëtt ëmmer gesot, dat ass net eng mathematesch... en Automatismus, deen do erauskënnt, mä dee Conseil d'orientation berifft sech op déi verschidden Elementer, fir am Intérêt vum Kand eng Décisioun ze huelen, vun där hien der Meenung ass, dass et sengem Profil am beschten entsprécht. Dat ass also net fundamental anescht.

Dat Eenzegt, wat wierklech duerch - wéi och richteg gesot ginn ass - déi verschidden Uerteeler vum Geriicht ännert: Se muss motivéiert ginn, d'Décisioun. Well bis elo stoung einfach um Ziedel, deen d'Eltere kruten, dat ass d'Orientatioun. A mir hunn dann elo am Gesetz verankert - dat ass och kee groussen Acquis, mä et ass verankert -, dass all Décisioun muss motivéiert sinn. A wann d'Elteren net domat d'accord sinn, da gëtt et en Examen de recours, souwuel fir den Accès an de Secondaire wéi fir den Accès an den EST, wat et de Moment net gëtt. Wann een de Moment net d'accord ass, wann e Kand an de Préparatoire orientéiert gëtt, dann ass keen Exame virgesinn, dann ass einfach den Avis vum Inspekter gefrot. A mir hunn elo de Parallelismus gemaach tëschent deenen zwou Formen.

Den Här Eicher hat begréisst, dass mer Statsklasse kënne maachen. Ech mengen, all d'Riedner fannen dat eng gutt Saach, dass mer dat ausdehnen net nëmmen op Spideeler, mä och op Instituts thérapeutiques. Dee Moment, wéi mer d'Grondschoulgesetz gestëmmt hunn, hu mer eigentlech geduecht, mat „hospitalier" géife mer all déi aner Saachen ofdecken. Fir méi Prezisioun hu mer dat dann elo ausgedehnt. Ech wollt awer soen, dass déi Mesuren do elo scho méiglech sinn am Secondaire. Déi ginn och praktizéiert.

Hei ass et just deen Ënnerscheed, dat si Classes étatiques. Et si Klassen, déi de Stat bezilt; well an der Grondschoul hu mer jo nach dee Partage vun der Responsabilitéit vun de Gemengen a vum Stat. A fir dass de Stat däerf Klasse maachen, musse mer jo eng Base légale hunn, déi eis autoriséiert, Klassen an eegener Regie ouni déi Zesummenaarbecht mat de Gemengen ze maachen, während an de Lycéeën déi Fro sech net stellt, well alleguerten d'Klasse vum Stat organiséiert a finanzéiert ginn.

An ech kann Iech soen, dass mir och elo scho Leit, Enseignanten a Centres thérapeutiques schécken, a Spideeler, an de Rehazenter, an d'Psychiatrie. An dat ginn natierlech net elo Leit, déi ganz détachéiert sinn, well, wéi Der richteg sot, mir musse jo no de Spezialitéite kucken, sou dass d'Leit stonneweis détachéiert ginn aus engem Lycée eraus, fir da mat deene Kanner Schoul ze maachen.

Deen drëtte Punkt vun deem Gesetz, dat ass...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Ministesch nozelauschteren.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- ...dat ass e Punkt, dee gutt gekläert ass fir „Eis Schoul". Ech wëll soen, dat ass net en Oubli, dass deemools décidéiert gi war, dass déi Schoul esou géif fonctionnéieren, dass eigentlech all Kand mat zwielef Joer, wann et néng Joer an där Schoul war, dass et da räif wär, fir an eng weiderféierend Klass ze goen. Mir stelle fest, an der Pädagogik gëtt et keng Wonner an iwwerall si Kanner, déi méi Problemer hu wéi anerer. An de Moment erlaabt d'Gesetz net, dass déi Kanner iwwer zwielef Joer da bleiwen.

Et ass net en Encouragement fir de Redoublement. Mä mir hu festgestallt, dass déi Elteren, déi déi Aussurance net kréien, dass hiert Kand eventuell am Cycle 4 kéint ee Joer méi laang bleiwen, déi huelen hir Kanner dann aus der Schoul a si schécke se an eng aner, wat eigentlech net dee richtegen, e glëckleche Wee ass. An duerfir wollte mer déi Limite do, dass ee muss mat zwielef Joer aus der Schoul eraus, duerfir wollte mer déi ophiewen, fir den Elteren et ze erlaben, hir Kanner méi laang do ze behalen.

Dat gesot, wëll ech Iech alleguerte villmools Merci soe fir Är konstruktiv Beiträg an ech si frou, dass dat Gesetz haut gestëmmt gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6448 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6448 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ech ginn net dervun aus, datt ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu zwee Ännerungsvirschléi vun eisem Chambersreglement, déi mer an enger gemeinsamer Diskussioun géifen evakuéieren, nämlech fir d'Alleréischt den Ännerungsvirschlag 6386 vum Chambersreglement, d'Kapitel 9 vum Titel V, an den Ännerungsvirschlag 6429 vum selwechte Chambersreglement iwwert d'Kapitel 2 vum Titel III.

Et huet sech bis elo keen anere Riedner agedroen, an d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Ännerungsvirschléi, den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

14. 6386 - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

et

6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés

Rapports de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reglementskommissioun proposéiert lech haut, zwou Ännerungen an eisem Reglement virzehuelen, zwou Ännerungen, déi op eng Initiativ vun der Presidentekonferenz eragereecht gi sinn, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn an elo hei zum Vote virleeën.

Déi éischt Ännerung, déi betrëfft am Fong d'Konte vum Médiateur. Mir hunn an eisem Reglement eng Prozedur festgeschriwwen, wéi d'Konte vun der Cour des Comptes kontrolléiert ginn. Dem Médiateur seng Konten hate bis elo nach keng Prozedur, wat d'Kontroll ubelaangt. A mir hunn dann elo einfach an der Prozedur vun der Cour des Comptes..., do ass de Médiateur bäigesat ginn, esou datt an Zukunft och d'Konte vum Médiateur elo genau laut därselwechter Prozedur kontrolléiert ginn, wéi dat bei der Cour des Comptes de Fall ass. Dat ass déi éischt Ännerung, déi am Artikel 158 virgeholl gëtt.

Déi zweet Ännerung, déi mer proposéieren, déi ass am Zesummenhang mat de Motiounen an de Resolutiounen. Do kommen zwou Ännerungen. Déi Éischt ass, wat d'Recevabilitéit vun enger Motioun oder enger Resolutioun ubelaangt. Bis elo war et de President, deen iwwert d'Recevabilitéit décidéiert huet. An do ass am Prinzip näischt méi hannendrukomm. Dat, wat de President do décidéiert huet, dat war esou décidéiert. Elo kënnt am Fong eng Phas hannendrun. Wann een d'Décisioun vum President contestéiert, da gëtt se un d'Presidentekonferenz weidergereecht, déi da finalement décidéiert, ob déi Motioun oder Resolutioun recevabel ass oder net.

Am Fall, wou se recevabel ass, gëtt se dann un d'Membere vun der Chamber hei verdeelt. An da kënnt eppes Neies derbäi: Duerno, wann de Renvoi gemaach gëtt, sief et un d'Chamber oder un d'Regierung oder un eng Kommissioun, wat d'Motiounen ubelaangt, oder un d'Chamber, un eng Kommissioun, wat d'Resolutiounen ubelaangt, da muss bannent engem Délai vun dräi Méint déi Motioun oder déi Resolutioun op den Ordre du jour vun enger Séance publique hei vun der Chamber gesat ginn.

Dir wësst, datt mer an der Vergaangenheet dacks Motiounen oder Resolutiounen hei gestëmmt hunn. Mir hu se iergendwéi transféréiert a si sinn ni méi an de Plenum, an d'Plénière zréckkomm. Also, an Zukunft kann dat net méi de Fall sinn. Duerno, wa se recevabel erkläert gi sinn, musse se an engem Délai vun dräi Méint op den Ordre du jour vun enger öffentlecher Sitzung hei an der Chamber kommen.

Dat sinn déi zwou Propositiounen, déi d'Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl huet an lech recommandéiert, se och hei unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Ech mengen, dat war alles méi wéi kloer. Da kënne mer...

D'Madame Brasseur. Jo, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wollt just awer eng Remarque maachen iwwert d'Prozedur, déi mer hei ageschloen hunn. Gëschter huet d'Reglementskommissioun dee Changement vum Reglement ugeholl. Mir hunn awer gläichzäiteg schonn als Budgetskontrollkommissioun no deem neie Reglement missen d'Prozedur approuvéieren. Mir maachen dat awer elo eréischt haut.

Ech fannen, dass mer do, wat d'Prozedur ubelaangt, vläicht net grad genee esou pingeleg sinn, wéi mer dat am Fong misste sinn. Et wier besser gewiescht, mir hätten d'Reglement éischter ugeholl an da wier d'Bugetskontrollkommissioun dermat chargéiert ginn. Hei hu mer e bëssen e Raccourci geholl.

Ech wollt soen, dass d'Budgetskontrollkommissioun awer e Rapport den Donneschdeg wäert virleeë mat enger Resolutioun, fir déi Konten och vum Médiateur ze approuvéieren. Mä ech hätt mer wierklech gewënscht, wa mer hei ons Zäit ginn hätten, fir dat dans l'ordre ze maachen, an net hei dans le désordre. Dat huet awer selbstverständlech näischt och mam Rapporteur ze dinn, deen ons elo dee Changement vun dem Reglement virgedroen huet.

M. le Président.- Här Rapporteur.

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech mengen, dat wat d'Madame Brasseur do seet, dat ass richteg. Ech mengen, mir waren eis alleguer bewosst, datt dat am Fong schonn an der Praxis esou applizéiert ginn ass, ouni datt et an eisem Reglement stoung. An duerfir hu mer trotzdeem gekuckt, datt mer et elo an d'Reglement kréien, ier et den Donneschdeg hei an der Chamber awer offiziell décidéiert gëtt.

M. le Président.- Merci.

Da géife mer ofstëmmen, fir d'Éischt iwwert deen éischten Ännerungsvirschlag, nämlech den 6386.

Vote sur la proposition de modification 6386 du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an d'Propositioun ass ugeholl.

La proposition de modification 6386 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer elo nach zum zweeten Ännerungsvirschlag, d'Nummer 6429.

Vote sur la proposition de modification 6429 du Règlement de la Chambre des Députés

Och hei geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dësen Ännerungsvirschlag ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Domadder wäre mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.04 heures)

Sommaire des séances publiques nos 7, 8 et 9

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 65-74

6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010
et
6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010 p. 74

Motion de M. Félix Braz relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 75

Hommage à Mme Vera Spautz p. 75

Communications p. 75

Ordre du jour p. 75

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Roland Schreiner p. 76

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 76

Heure d'actualité du groupe LSAP sur l'avenir de la société Cargolux et la stratégie gouvernementale en la matière p. 76-80

6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables p. 80-81

6452 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 81-87

6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal p. 87-98

Hommage à la mémoire de M. René Hengel, Député honoraire p. 99

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 99

Communications p. 99-100

Ordre du jour p. 100

Dépôt d'une résolution par M. François Bausch p. 100

Ordre du jour (suite) p. 100

Résolution de M. François Bausch relative à l'instauration d'une commission d'enquête afin d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création p. 100

Heure de questions au Gouvernement

Question n°190 du 3 décembre 2012 de M. André Bauler relative à d'éventuelles pratiques de dumping social dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 100-101

Question n°191 du 4 décembre 2012 de M. Claude Adam relative au fonctionnement de la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (CNEL), adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 101

Question n°192 du 3 décembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la rééducation orthopédique postopératoire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p.101

Question n°193 du 3 décembre 2012 de Mme Anne Brasseur relative à la réaffectation de l'actuel bâtiment de la Bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 101

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de la Police p. 101-105

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Anne Brasseur p. 105

6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire p. 105-107

6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 107

6448 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive p. 107-109

6386 - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés
et
6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés p. 110

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2220 cf. 2250 et 2323	Camille Gira	Recommandations relatives à la concentration d'ozone
2237	Fernand Kartheiser	Financement d'une mosquée et d'une école coranique
2250 cf. 2220 et 2323	Fernand Etgen	Pollution à l'ozone et limitation de vitesse
2263	Serge Wilmes	Crowdfunding
2289	Henri Kox	Spéculation sur les produits alimentaires
2292	Léon Gloden	Réglementations concernant l'organisation de manifestations
2301	Claude Adam	Absence de comité directeur au Fonds culturel national
2309	Roger Negri	Chômage
2318	Fernand Kartheiser	Lampes à économie d'énergie
2322	André Bauler et Carlo Wagner	Études préliminaires concernant la création d'un lycée à Mondorf
2323 cf. 2220 et 2250	Fernand Kartheiser	Réductions de vitesse lors des pics estivaux en concentration d'ozone troposphérique
2340	Félix Braz	Protection internationale des populations fuyant des catastrophes naturelles
Session ordinaire 2012-2013		
2348	Félix Eischen	Désindustrialisation du Luxembourg
2351	Jean Colombera	MEDICA 2012
2352	André Bauler	Rapports d'activité des départements ministériels et autres institutions de l'État
2354	Fernand Etgen	Taxe d'abonnement
2355	Fernand Etgen	Augmentation de la TVA
2357	Gilles Roth	Tarifs d'orthodontie fixe
2362	Claude Adam	Dispositions du contrat de concession avec RTL Group/CLT-UFA
2364	Fernand Etgen	Tableaux de présentation dans les musées
2365	Jean Colombera	Recensement fiscal
2367	Gilles Roth	Assistance judiciaire
2371	Fernand Kartheiser	Relations entre le Luxembourg et le Qatar
2372	Marc Angel	Foyers pour travailleurs immigrés de l'OLAI
2375	Josée Lorsché	Numéro d'urgence européen «Enfants disparus»
2376	Serge Urbany	Hospitalisation de personnes gravement handicapées
2378	Marcel Oberweis	Propriété publique
2380	Jean Colombera	Accidents lors d'un séjour à l'hôpital
2382	Léon Gloden	Impact du mariage princier sur le secteur touristique
2387	Tessy Scholtes	Accessibilité des lieux ouverts au public
2388	Fernand Kartheiser	Abris pour chevaux
2389	Vera Spautz	Allocations familiales pour les enfants des personnes en situation irrégulière
2392	Jean Colombera	Offre de services de santé luxembourgeois à l'étranger
2393	Jean Colombera	Utilisation de différentes procédures lors de l'enregistrement d'un patient dans un hôpital
2398	Fernand Kartheiser	Contributions au budget de l'Union européenne
2399	Claude Adam	Aide financière de l'État pour études supérieures
2403	Fernand Etgen	Paiement des primes spéciales auprès des Ponts et Chaussées en cas de maladie
2408	Eugène Berger	Paiement électronique dans les cantines scolaires

Session ordinaire 2011-2012

Question 2220 (30.7.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **recommandations relatives à la concentration d'ozone:**

Dans un communiqué, publié le 26 juillet 2012 par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures/Administration de l'Environnement au sujet de la concentration d'ozone, un certain nombre de recommandations ont été formulées.

Il est recommandé de ne pas utiliser la voiture et faire usage des transports en commun, et d'éviter surtout l'usage de voitures présentant des émissions élevées en gaz polluants, notamment celles non équipées d'un catalyseur ainsi que les anciennes voitures à moteur diesel.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si ces recommandations sont également valables pour les administrations publiques.

- Afin de motiver les citoyens, ne serait-il pas logique que les administrations publiques donnent, dans la mesure du possible, l'exemple?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une circulaire reprenant ces recommandations a été adressée aux différentes administrations publiques?

- L'armée luxembourgeoise disposant de matériel roulant présentant des émissions élevées en gaz polluant a-t-elle suivi ces recommandations?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les mesures et recommandations actuelles suffisent pour parer aux augmentations préoccupantes de la concentration d'ozone au Luxembourg?

Question 2250 (21.8.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **pollution à l'ozone et limitation de vitesse:**

Plusieurs études scientifiques, dont notamment celle du «Paul Scherer Institut » en Suisse, ont montré l'inefficacité notoire des réductions de vitesse de la circulation sur des territoires limités dans l'optique de maîtriser les pics estivaux en concentration d'ozone troposphérique. En effet, les réductions en pics d'ozone (concentrations) se situent souvent en dessous de 5%, c'est-à-dire dans les limites de précision des méthodes analytiques utilisées lors de ces mesures. Parallèlement, il semble même que des limitations de vitesse à courte échelle et temporaires peuvent produire un effet inverse, qui mène à une augmentation des concentrations en ozone.

Étant donné ces constats et conclusions, j'aimerais poser au Ministre du Développement durable et des Infrastructures les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les conclusions de ces études, ou dispose-t-il d'autres études de niveau scientifique équivalent qui les contredisent?

- Est-ce que la réduction de vitesse a pour unique but de réduire la concertation en ozone troposphérique, ou poursuit-on une autre politique sous-jacente (p. ex. réduction de la consommation des véhicules) par ce genre de limitation de la vitesse?

- Lorsqu'une mesure contraignante pour le citoyen ne porte pas d'effet, n'est-il pas opportun de la bannir du répertoire législatif et de suivre l'évolution des connaissances scientifiques du domaine, au lieu de la maintenir en tout état de cause?

Question 2323 (26.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **réductions de vitesse lors des pics estivaux en concentration d'ozone troposphérique:**

Am Juli 2012 huet d'Regierung décidéiert fir, opgrond vun, hirer Meenung no, alarméierenden Ozonwäerter, Vitesselimitatiounen op de Stroossen a besonnesch op den Autobunnen anzeféieren.

An deem Zesummenhank wéilt ech den zoustännege Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill taxéiert Avertissementer goufe während den ozonbedéngte Vitesselimitatiounen op den Autobunne géint Chauffeuren ausgeschwat?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt et e Sënn huet nëmmen zu Lëtzebuerg Vitesselimitatioune wéinst ze héijem Ozon anzeféieren, wann eis Nopeschlänner dat net maachen?

3. Firwat huet sech Lëtzebuerg en Alarmniveau vun 160 Mikrogramm Ozon pro Kubikmeter Loft ginn, wann deen an eisen Nopeschlänner vill méi héich läit?

4. Wéi eng Miessstatioun(en) déngt/déngen als Referenzstatioun(en), fir den Informatiounsrespektiv den Alarmniveau zu Lëtzebuerg auszeléisen?

5. Firwat ginn net exklusiv déi Miessstatiounen als Referenzstatioune geholl, déi an deenen am stäerkste bewunnte Géigende leien, also Esch/Uelzecht a Bouneweg?

6. Firwat ginn déi biogen, volatil organesch Komponenten (VOC) als Virleefer zum Ozon an domat déi Miessungen zu Veianen an zu Beidler net als onofhängeg vun den anthropogenen Aktivitéiten unerkannt?

7. Gëtt et och nëmmen eng eenzeg Miessung hei am Land, déi eng wéi och ëmmer noweisbar Reduktioun beim Ozon duerch d'Vitesselimitatiounen op de Stroossen an Autobunne kéint glafwierdeg dokumentéieren?

8. Firwat ginn déi wëssenschaftlech Studien, déi d'Onwierksamkeet vu Vitesselimitatiounen etabléieren, vun der Regierung net considéréiert?

9. Firwat ginn déi blo Verkéiersschëlter «SMOG», déi un de Grenzen an och am Land opgestallt ginn, dacks nëmme laang nom Enn vun den ozonbedéngte Vitesselimitatiounen ewechgeholl, woubäi mer jo awer wëssen, datt déi Schëlter negativ Auswierkungen op den Tourismus kënnen hunn?

Réponse commune (7.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Afin de mieux expliquer la raison d'être de la réduction de vitesse en cas de concentration d'ozone élevée, il y a lieu de relever le principe de sa formation en période estivale. En effet, la formation photochimique de l'ozone nécessite la présence combinée des deux facteurs suivants:

- la présence de précurseurs naturels ou anthropiques tels que les oxydes d'azote, les composés organiques volatils ou encore des monoxydes de carbone. Les sources principales de ces polluants atmosphériques sont l'industrie et les transports;

- des conditions météorologiques favorables dont la présence de rayonnement UV est la condition prédominante.

Les précurseurs qui favorisent la formation de l'ozone contribuent également à sa destruction notamment en absence de la lumière du jour. Ceci explique donc également pourquoi les concentrations mesurées dans des régions urbanisées sont souvent moins élevées qu'en rase campagne où les concentrations des précurseurs sont plus faibles.

La réglementation nationale prévoit différents seuils d'intervention pour lesquels il s'agit de différencier entre le seuil national de préinformation pour une concentration d'ozone de 160 µg/m^3 et le seuil d'information européen qui se situe à 180 µg/m^3.

Le seuil de préinformation permet d'informer la population de la concentration d'ozone ainsi que de déclencher plus particulièrement la limitation de vitesse sur les autoroutes à 90 km/h. Le dépassement du seuil de préinformation permet donc avant tout de protéger les groupes sensibles devant des concentrations en ozone élevées, et d'informer et de sensibiliser la population sur la qualité de l'air.

Aux cours des dernières années, certains progrès ont été réalisés en ce qui concerne la communication sur les concentrations d'ozone. La publication de bulletins d'information, de données actuelles relatives à la qualité de l'air sur le site Internet emwelt.lu ainsi que de communiqués de presse en cas de risque de dépassement du seuil de préinformation y ont principalement contribué. Suite à cette sensibilisation du public, on peut avoir l'impression qu'il y a plus d'alertes qu'autrefois.

L'analyse des données des dernières années permet de constater que dans la période de 2004-2011, le seuil national de préinformation a été dépassé en moyenne dix jours par an et le seuil d'information de la population a été dépassé en moyenne quatre fois par an. Les données permettent de conclure qu'il n'y a pas une augmentation préoccupante de la concentration d'ozone au fil des dernières années.

En ce qui concerne plus particulièrement la mesure de la réduction de vitesse à 90 km/h sur les autoroutes, différents instituts européens pour la qualité de l'air ont mené des études pour connaître l'impact de différents scénarii d'émission sur les pics d'ozone et on peut en déduire deux conclusions, à savoir:

- pour l'ensemble de ces études, les meilleurs résultats en termes de diminution des fréquences des pics d'ozone ont été atteints pour des scénarii où les émissions des précurseurs de l'ozone (NO_x et COV - composés organiques volatils) sont réduites de manière significative et durable et ceci sur une échelle spatiale étendue;

- ces mêmes études montrent aussi que les mesures de réduction de la vitesse à court terme sont moins efficaces pour la réduction des pics d'ozone. Un programme allemand relatif aux concepts et mesures de lutte contre l'ozone appelé «Summer Smog» a déterminé que dans le cadre de mesures de réduction temporaires par des limitations «sévères» de la vitesse au niveau national, les résultats simulés étaient les suivants:

- diminution de 14% de la fréquence des dépassements aux endroits excédant le seuil d'information européen (180 µg/m3);

- les taux de réduction attendus sur les pics de concentration d'ozone au cours des après-midis s'étendent entre 2 et 6% en fonction du domaine d'étude.

Vu la complexité du phénomène de la pollution par l'ozone, des mesures à long terme à l'échelle européenne sont susceptibles de donner de meilleurs résultats que des mesures nationales très limitées visant une réduction des concentrations de l'ozone en réduisant la consommation de carburants.

Cette seule mesure au niveau national ne permet que de façon minime de réduire les concentrations en ozone. Toutefois, elle permet de sensibiliser la population à la «problématique ozone» et, en particulier, d'attirer son attention sur la contribution des gaz précurseurs (oxydes d'azote et composés organiques volatils) émis par le secteur du transport.

Il va sans dire que ces recommandations sont également valables et applicables pour les ad-

ministrations publiques. Une circulaire spécifique dédiée à ce sujet n'existe pas à ce jour.

En ce qui concerne les avertissements taxés, il y a lieu de soulever que le Code de la Route ne prévoit pas d'infraction spécifique pour l'inobservation de la limite de vitesse en cas de pollution d'ozone. Les avertissements taxés émis dans ce cas se basent sur les codes A107-18 et A107-19 applicables pour l'inobservation d'un signal de limitation de vitesse sur une autoroute. Dans cette catégorie de codes, la Police grand-ducale ne dresse pas de statistiques particulières pour les excès de vitesse dans le cas de pollution par l'ozone.

Finalement, il s'agit de considérer que la politique environnementale européenne continue à imposer des véhicules de moins en moins polluants. Des mesures de réduction progressive des émissions de gaz polluants des véhicules et des machines à combustion (normes EURO) vont certainement donner encore plus de résultats positifs qui permettront de réduire à l'avenir les périodes avec des concentrations en ozone élevées.

Ceci étant dit, il serait donc imaginable de réévaluer l'ensemble des mesures prises en relation avec les concentrations d'ozone élevées en période estivale. Afin que cette approche puisse avoir un impact réel cette analyse devrait être menée, au moins, en concertation avec nos pays avoisinants. Ceci permettrait éventuellement de développer une approche commune et partagée au niveau de la Grande Région.

Question 2237 (13.8.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **financement d'une mosquée et d'une école coranique:**

Laut Meldungen aus der Press géif de Katar eng Moschee an eng Koranschoul zu Lëtzebuerg kofinanzéieren. An deem Kontext bedauere Membere vun der islamescher Communautéit, dës géif vum Stat benodeelegt ginn, wat direkt Subventiounen a Steiererliichterungen ubelaangt.

Dowéinst géif ech gären den Häre Kultusminister a Finanzminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt d'ONG „Qatar Charity" eng Lëtzebuerger Moschee a Koranschoul mat finanzielle Mëttelen ënnerstëtzt? Wa jo, wéi héich ass de Montant vun dëser Subventioun?

2. Sinn der Regierung aner Fäll bekannt, wou reliéis Communautéiten zu Lëtzebuerg iwwer substanziell Hëllefe vun auslänneschen ONGe benefissiéieren?

3. Laut dem Internetsite vun „Qatar Charity" huet dës Associatioun als Objeten: nohalteg Entwécklung, Aarmutsbekämpfung an Interventioune bei Naturkatastrophen. D'Subventionéierung vun enger Moschee a Koranschoul an engem Land wéi Lëtzebuerg fält net ënnert dës Beschreiwung. Huet d'Lëtzebuerger Regierung en Ableck iwwert d'Aktivitéite vun der ONG „Qatar Charity" an iwwert d'Grënn, wisou dës de Lëtzebuerger Projet ënnerstëtzt?

4. Wéi steet d'Regierung prinzipiell zum Fait, datt reliéis Communautéiten hei am Land mat substanzielle Subventiounen aus dem Ausland ënnerstëtzt ginn? Gëtt dësen Aspekt beim Rapport vun den auslänneschen Experten iwwert d'Relatiounen tëschent de reliéise Communautéiten an dem Stat mat considéréiert?

5. Wéi steet d'Regierung prinzipiell zur Schafung vu Moscheeën a Koranschoulen zu Lëtzebuerg? Gëtt et do gewëssen Oplagen, déi mussen agehale ginn? Wa jo, wéi gëtt kontrolléiert, ob dës Oplagen och agehale ginn?

6. Gëtt et zu Lëtzebuerg, laut dem offizielle Sproochgebrauch, schonns Moscheeën a Koranschoulen? Wa jo, wou a wéi vill?

7. Gëtt et Ufroe fir Moscheeën zu Lëtzebuerg ze bauen? Wa jo, wou, a wou sinn do d'Verhandlungen drun?

8. Wéi wäit sinn d'Verhandlunge mat der Schura, fir eng Konventioun tëschent dem Stat an der islamescher Communautéit auszehandelen? Regelt dës Konventioun d'Schafung vu Moscheeën a Koranschoulen a ginn doranner Konditioune festgeluecht, fir Moscheeën a Koranschoulen opzemaachen?

9. Wéi steet d'Regierung zur Integratioun vum Islamunterrecht an déi öffentlech Schoul?

10. Gëtt et Veräiner an Associatiounen, déi en direkte Lien mat enger Relioun hunn an déi vu Steiererliichterunge benefissiéieren, zum Beispill iwwert de Wee vun der Unerkennung vum „statut d'utilité publique au titre de l'article 26-2 de la loi du 21 avril 1928"? Wa jo, kann den Här Minister d'Lëscht vun dësen Associatioune matdeelen?

11. Kann den Här Finanzminister d'Kritik vun der islamescher Communautéit bestätegen, datt dës Communautéit vu Steiererliichterungen ausgeschloss ass?

12. Ass d'Regierung bereet, och Associatiounen, déi an enkem Kontakt mat der islamescher Communautéit stinn, den „statut d'utilité publique" unzëerkennen, an zu wat fir Konditiounen?

Réponse (30.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Als Éischt wëllt d'Regierung den Här Deputéierten drop hiweisen, datt d'Froe souwuel vun Terraine fir reliéis Gemeinschafte wéi vun der Finanzéierung vun dësen Terrainen, mä och vun de Lieux de culte selwer, net duerch den Artikel 22 vun der Verfassung ofgedeckt sinn an dës Froen also net an de Kompetenzberäich vun der Regierung an aneren öffentlechen Institutioune falen, weder fir konventionéiert Gemeinschaften, nach, ëmsou méi, fir déi onkonventionéiert. Dat bedeit dann och, datt d'Regierung op vill Froen, déi den Här Deputéierte stellt, net kann äntwerten, well de Stat an d'Gemengen do keng Zoustännegkeeten an also och keng obligatoresch Informatiounen hunn. Dat ass haaptsächlech de Fall fir d'Froen 1 bis 9.

Op där anerer Säit stellt den Här Deputéierten eng Rei Froen, déi am Rapport vun den Experten iwwert d'Evolutioun vun de Relatiounen tëscht Stat a reliéise respektiv philosophesche Gemeinschaften opgeworf gi sinn an déi, wéi vum Här Deputéierte selwer ugedeit, sécher am Kader vun den Debatten iwwert dëse Rapport wäerten ugesprach ginn. D'Regierung wäert also dësem Débat net virgräifen.

Hei nach eng kuerz Stellungnahm zu den eenzelne Froen.

1. D'Regierung weess (cf. 1. Abschnitt vun der Äntwert) nëmmen dat, wat an der Press vu verschiddene Säiten zu deem Sujet gesot a geschriwwe gouf.

2. Am Prinzip weess d'Regierung näischt vu finanziellen Hëllefen u reliéis Gemeinschaften, ausser deene Fäll, wou eventuell e Statut d'utilité publique gefrot an accordéiert ginn ass.

3. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech net an den Objet social vun der katarescher ONG anzemëschen. Am Prinzip ass den Donateur fräi, fir Liberalitéiten ze maachen, natierlech muss d'Utilisatioun vum Don hei zu Lëtzebuerg am Respekt vum lëtzebuergeschen Ordre public geschéien.

4. D'Fro vun indirekten an och auslännesche Finanzementer vu reliéise Gemeinschafte gëtt am virdru genannte Rapport vun den Experten ugesprach a gëtt domat während der Debatt ee vun den Theme vun der zukünfteger Strukturéierung vun de Bezéiungen tëscht Kierch a Stat. Woubäi et jo kloer ass, datt esou Finanzementer méi importent ginn an der Proportioun, wéi de Stat seng Relatiounen, déi rechtlech an och déi finanziell, mat de Kierche méi begrenzt.

5. a 6. Déi verschidden islamesch Associatiounen am Land bedreiwen eigentlech all hir Moschee. Eenzelner hunn, wéi een héiert, och Koranschoulen. Et gi fir de Moment aacht Moscheeën am Land. Et handelt sech dobäi ëm:

Centre Culturel Islamique du Luxembourg Mamer

Association Islamique et Culturelle du Sud à Esch-sur-Alzette

Centre Culturel et Islamique du Nord, Wiltz

Association Islamique le Juste Milieu à Bonnevoie

Le Centre Culturel Islamique à Ettelbruck

Le Centre Islamique au Luxembourg à Luxembourg-ville

Association Cultuelle et Culturelle Islamique de l'Ouest à Niedercorn

L'association Multiculturelle de l'Ouest à Esch-sur-Alzette

Déi reliéis Fräiheet huet jo zwee Aspekter, deen individuellen an dee kollektiven öffentlechen Exercice vum Kult. Dozou gehéiert och e Lieu du culte, ënner anerem eng Moschee. Natierlech mussen déi reliéis Gemeinschaften de Lëtzebuerger Ordre public respektéieren. Kontroll als solch ass schwéier mat der reliéiser Fräiheet ze verbannen. Et ass awer méiglech, bei strukturéierte Relatiounen tëscht den öffentlechen Autoritéiten a reliéise Gemeinschaften, sief et via Konventiounen, sief et via e legale System, vun deem déi virgenannten Experten och schwätzen, no Verhandlunge mat deenen unerkannte Gemeinschaften e System vu Relatiounen opzebauen, deen och d'Oppenheet vum betraffene Culte beinhalt.

7. Offiziell Ufroe fir eng Moschee ze bauen, gëtt et als solch keng, och well, wéi an der Introduktioun zu dëser Äntwert beschriwwen, et fir de Stat an d'Gemenge keng Obligatioun an och keng konstitutionell Basis gëtt, fir Lieux de culte ze finanzéieren oder Terrainen zur Verfügung ze stellen.

8. D'Analys vum Text vun engem Projet vu Konventioun mat der Schura leeft weider, mä parallell zu der genereller Diskussioun iwwert d'Struktur vun de Relatiounen tëscht Stat a reliéisen a philosopheschen Institutiounen, déi den Experterapport elo wäert ustoussen, an zwar dobausse mat alle betraffene Parteien, an natierlech an der Chamber, déi jo finalement muss décidéieren, a wat fir eng Richtung et geet. Dofir ass et schwéier, elo kuerzfristeg eng Konventioun ze ënnerschreiwen, déi herno enger Décisioun vum Constituant oder vum Législateur entweder net entsprécht, oder awer esou enger Décisioun virgräift an en neie Fait acquis schaaft. Allerdéngs ass et och esou, datt, wann d'Regierung gesäit, datt den Débat iwwert de Prinzip vun de Relatiounen an dem öffentleche Finanzement vun de reliéise Gemeinschafte sech méi laang hinzitt, mir aus Grënn vun Égalité de traitement tëscht reliéise Gemeinschaften déi Konventioun mat der Schura och während dem lafenden Débat mussen ënnerschreiwen. De Conseil de l'Europe weist net zu Onrecht op déi gewëssen Diskriminatioun hin, déi tëscht der muselmanescher Gemeinschaft zu Lëtzebuerg an aneren „unerkannten" reliéise Gemeinschafte besteet. An dofir besteet Handlungsbedarf.

Esou eng Konventioun, falls dee System weiderbesteet, oder awer eng exhaustiv Reglementatioun iwwert d'Bezéiungen tëscht Stat a Kierchen, déi als eng vun den Alternativen am Raum steet, kënnen natierlech och Regele fir d'Schafung an d'Fonctionnéiere vun de Moscheeën an eventuelle Koranschoulen enthalen.

9. D'Fro vum Reliounsunterrecht en général an den öffentleche Schoulen ass ee vun deene groussen Themen, déi am Rapport d'expertise ugesprach ginn an domat och wäert an den nächste Méint a Wochen diskutéiert ginn.

10. De Justizministère stellt keng Lëschten op vun den Associatiounen, egal wat hiren „Objet" wär, also och net vun deenen, déi en direkte Lien hätte mat enger Relioun; de Finanzministère, dat heescht d'Steierverwaltung, fir genee ze sinn, stellt eng neutral Lëscht op vun deenen Associatiounen déi de Statut „d'utlité publique" hunn, all Associatioun, déi dovunner ka benefissiéieren, steet op der Lëscht an déi Lëscht ass um Site Internet vun der ACD ze fannen; verbo: Relevé des organismes pouvant recevoir des dons fiscalement déductibles dans le chef des donateurs dans les limites des articles 109 et 112 L.I.R.

11. All Associatioun ka beim Justizminister eng Demande erareechen, fir de Statut „d'utilité publique" ze kréien no de Kritäre vum Gesetz, egal wat hiren „Objet" ass. All Demande gëtt no deeneselwechte gesetzlechen an amtleche Konditiounen a Formalitéite gekuckt, de Statsrot gëtt ëm säin Avis gefrot souwéi de Finanzminister, an duerno gëtt eng Décisioun geholl vum Justizminister, op Basis vun dem gesamten Dossier a Prozedure vun der Associatioun, déi de Kritäre vum „intérêt public général" muss entspriechen. Eng Kritik, wéi den honorabelen Deputéierte se behaapt, am Zesummenhang mat islameschen Associatiounen ass deemno net berechtegt, well och eng Demande vun deenen Associatiounen ënnert deeneselwechte Konditiounen a Formalitéite géif gekuckt gi wéi bei all aner Associatiounen, ob se e philosopheschen, artisteschen, wëssenschaftlechen Zweck hätt, wéi och ëmmer.

12. D'Äntwert op dës Fro ass déiselwecht wéi d'Äntwert op d'Fro 11 vu virdrun: D'gesetzlech Bedingungen an d'Kritären, d'Prozeduren an d'Décisiounen, fir enger Associatioun de Statut „d'utilité publique" ze ginn sinn déiselwecht fir all Associatioun, egal wat hiren „Objet" ass. Deen Objet muss awer de gesetzleche Bedingungen entspriechen an déi Kritären erfëllen, déi all aner Associatiounen och mussen hunn, fir kënne vun dem Statut ze benefissiéieren.

Question 2263 (30.8.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **crowdfunding:**

Le crowdfunding constitue un mode de financement développé aux États-Unis qui est en passe de devenir de plus en plus populaire en Europe.

Le recours au crowdfunding permet de s'adresser via Internet à des investisseurs, même très modestes, afin de collecter des fonds pour la réalisation d'un projet concret.

Ce phénomène touche aujourd'hui de nombreux secteurs, de la création d'entreprises jusqu'aux artistes en passant par des clubs de sport. Ainsi p. ex., il y a deux ans, un musée luxembourgeois s'est associé à une plateforme de financement participatif pour un projet de compilation.

Cependant, d'après la FSMA, l'organe de régulation des marchés financiers en Belgique, les initiateurs d'un projet de financement participatif ainsi que les investisseurs potentiels ne seraient souvent pas au courant de la législation qui s'applique au crowdfunding. Une hausse du nombre de projets qui n'aboutissent pas en est la suite logique. C'est pourquoi la FSMA s'est vue contrainte de préciser les règles de procédure pour le crowdfunding et ceci surtout pour la création d'entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg devrait se doter d'un cadre juridique spécifique réglementant le crowdfunding ou juge-t-il le dispositif législatif actuel suffisant?

- Quel est l'organe de supervision et de régulation de ce mode de financement? L'organe de supervision en question prévoit-il de publier une circulaire visant à expliquer et préciser les règles applicables au crowdfunding?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'indications chiffrées sur le nombre de projets luxembourgeois qui ont été réalisés jusqu'à présent en ayant recours au crowdfunding? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il également m'indiquer le nombre de projets qui n'ont pas abouti?

- Enfin, Monsieur le Ministre estime-t-il que la notion de financement participatif pourrait s'apparenter à la notion d'appel public à l'épargne?

Réponse (22.11.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le crowdfunding que l'on traduit littéralement par financement «par la foule» est une forme de financement collectif. Cette formule, aussi appelée «financement participatif» est née aux États-Unis dans les années 2000. Son développement continu y a débouché en 2012 sur l'adoption d'une loi permettant aux particuliers de contribuer au financement des entreprises avec des petites sommes. Le crowdfunding est ainsi ancré dans le «Jobs Act» destiné à relancer l'économie aux États-Unis.

Le crowdfunding consiste à récolter des fonds auprès du public, le plus souvent via une plateforme Internet, afin de financer un projet spécifique. L'idée de base du crowdfunding est que de nombreuses personnes investissent un petit montant et qu'une fois cumulés, ces investissements permettront de financer les projets en question. Cette mise en commun des apports individuels est facilitée aujourd'hui par le développement des réseaux sociaux et des communautés sur Internet. Il devient ainsi facile d'atteindre un grand nombre de personnes potentiellement intéressées à soutenir des projets.

Le crowdfunding permet de concrétiser toutes sortes de projets (soutien à des jeunes entreprises, cinéma, projets humanitaires, scientifiques, artistiques, sportifs...), les modes de financement étant également multiples (prises de participation, prêts avec ou sans intérêts, dons avec ou sans contrepartie...).

Depuis quelques années, les projets de crowdfunding se sont multipliés également en Europe, notamment en France et en Belgique. C'est la raison pour laquelle l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) belge a publié en juillet 2012 deux communications relatives au crowdfunding destinées à fournir des précisions tant aux promoteurs de projets de crowdfunding qu'aux consommateurs désirant investir dans de tels projets.

L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF/ESMA) entend également s'occuper du développement du crowdfunding.

Le Luxembourg n'a pas connu la même évolution et les initiatives de crowdfunding y sont très limitées en nombre. La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) qui est vouée à être l'autorité de surveillance et de régulation en matière de crowdfunding (du moins pour certaines de ces opérations selon le mode de financement choisi), n'a à l'heure actuelle reçu aucun projet concret dans ce domaine. Seuls différents échanges de vues ont pour l'instant eu lieu avec l'un ou l'autre promoteur sur des projets encore à l'étude. Au-

cune intervention de sa part, que ce soit par voie de circulaire ou autre, n'a donc été jugée utile.

Le crowdfunding n'est pas visé en tant que tel par la législation applicable au secteur financier au Luxembourg et doit, le cas échéant, être analysé à la lumière de différentes lois dont la CSSF est chargée d'assurer le respect. Les projets de crowdfunding, par exemple dans le secteur du financement des entreprises, où la contrepartie du financement est un instrument financier (action ou titre de créance), sont susceptibles de comporter une offre publique de valeurs mobilières sur le territoire luxembourgeois. La loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières (Loi Prospectus) serait alors applicable.

Par ailleurs, la plateforme de crowdfunding, selon les services qu'elle offre en relation avec un projet spécifique, est, le cas échéant, susceptible de tomber dans le champ d'application de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, les exploitants pouvant être soumis à agrément, voire même tomber dans le champ d'application de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés financiers au cas où la plateforme serait à considérer comme un MTF (Multilateral Trading Facility).

Différents textes de lois sont donc susceptibles de s'appliquer à des opérations de crowdfunding exercées au Luxembourg, pour lesquelles il faut toutefois garder à l'esprit que les montants investis par les particuliers dans les projets qui les intéressent sont en principe très faibles. Une analyse au cas par cas de ces dossiers par la CSSF s'impose.

À la question de savoir si la notion de financement participatif pourrait s'apparenter à la notion d'appel public à l'épargne, il est utile de préciser que la notion d'appel public à l'épargne, qui n'a d'ailleurs jamais été définie en droit luxembourgeois, a disparu au profit de la définition harmonisée de la notion d'«offre au public» donnée au niveau européen par la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation. Cette définition a été intégralement reprise dans la Loi Prospectus qui introduit ainsi pour la première fois au Luxembourg une définition formelle de la notion d'offre au public.

Question 2289 (12.9.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **spéculation sur les produits alimentaires:**

Depuis plusieurs mois, les discussions quant à l'impact de la spéculation sur les produits alimentaires de base sur l'évolution des prix des marchés sont menées intensivement. De plus en plus les recherches menées tendent à mettre en évidence un lien direct entre la financiarisation des marchés de matières premières sur les prix. Ainsi la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement a mis en évidence que «investments in commodities became a common part of a larger investor portfolio allocation which coincides with a significant increase of assets under management of commodity indexes. (…) Consequently, the volumes of exchange-traded derivatives on commodity markets are now 20 to 30 times greater than physical production». D'ailleurs l'évolution des prix à moyen terme des marchés boursiers confirme ces constats.

Le G20 a par ailleurs reconnu à plusieurs reprises le manque de transparence et de monitoring des marchés de matières premières tant physiques que financiers et que par conséquent des données essentielles manquent pour mieux réguler les positionnements des acteurs quant à leurs quantités négociées et aux positions financières prises.

C'est dans ce contexte que je me permets de poser les questions suivantes:

1. Est-ce qu'au Luxembourg des fonds d'investissement sont émis avec comme stratégie d'investir dans les matières premières agricoles ou dans des indices établis sur base de matières agricoles?

2. Si tel est le cas, quels sont ces fonds et par qui sont-ils émis?

3. Est-ce que la CSSF dispose des données permettant de suivre les volumes négociés par ces fonds?

4. Est-ce que le Gouvernement est d'avis que ce créneau constitue un marché à développer au Luxembourg?

5. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'une meilleure régulation de ces fonds s'impose? Le cas échéant sous quelle forme? Quelles sont les démarches entreprises par le Gouvernement pour y arriver?

Réponse (22.11.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. La législation en matière de fonds d'investissement permet l'investissement dans toutes sortes de valeurs, par conséquent aussi dans des matières premières agricoles ou dans des indices établis sur base de matières agricoles.

2. Il s'agit aussi bien des fonds d'investissement qui tombent dans le champ d'application de la directive 2009/65/CE «OPCVM» que des autres fonds d'investissement.

Les fonds d'investissement actuellement actifs dans ce domaine sont émis par différents groupes de nationalité étrangère.

Il est utile de relever qu'un nombre très restreint de fonds d'investissement ont comme politique d'investir exclusivement ou principalement dans des matières premières agricoles ou dans des indices établis sur base de matières agricoles. Au 31 août 2012, ces fonds d'investissement ont représenté 0,04% du patrimoine global des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg. Ce pourcentage correspond à environ 900 millions d'euros d'actifs nets, le patrimoine global des fonds d'investissement se chiffrant à la fin du même mois à 2.295 milliards d'euros.

3. Les rapports financiers semestriels et annuels permettent à la CSSF de suivre les engagements qui découlent des investissements que les fonds d'investissement prennent à l'égard de différentes matières premières agricoles. Par ailleurs, la CSSF peut demander toutes les informations nécessaires pour le suivi des activités des fonds d'investissement domiciliés au Luxembourg.

4. Le Gouvernement estime actuellement qu'il ne s'agit pas d'un créneau à privilégier par rapport à toutes les autres possibilités d'investissement des fonds d'investissement.

5. Le produit fonds d'investissement fait déjà actuellement l'objet d'une réglementation très développée. Cette réglementation est aussi bien nationale que communautaire. La transposition prochaine de la directive AIFM (Alternative Investment Fund Management) dans la législation luxembourgeoise va encore renforcer la réglementation dans le domaine des «alternative funds».

Question 2292 (13.9.2012) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **réglementations concernant l'organisation de manifestations:**

Des réglementations multiples et de plus en plus strictes doivent être respectées dans le cadre de l'organisation de manifestations (commodo-incommodo procédure pour le tir d'un feu d'artifice, autorisations préalables pour l'installation de haut-parleurs, établissement de compilations des mesures de sécurité à prendre par l'organisateur, etc.). Les manifestations sont très souvent organisées par des bénévoles qui sont confrontés à cette panoplie de réglementations.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

1. Tout en étant conscient que la sécurité lors des manifestations doit être garantie, est-ce que les ministres ne considèrent pas qu'il y a lieu de revoir toutes les législations et réglementations afin de simplifier dans la mesure du possible l'organisation de telles manifestations?

2. Est-ce que les ministres ne considèrent pas qu'il serait opportun d'informer via circulaire sur les règles principales à respecter dans le cadre de l'organisation de telles manifestations?

Réponse commune (22.11.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Ad question 1:

Dans le cadre des mesures qui sont prises en matière de simplification administrative, le programme gouvernemental de 2009 prévoit, e. a., de procéder à la révision du règlement grand-ducal portant nomenclature et classification des établissements classés.

Le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelle nomenclature et classification des établissements classés et modifiant

- le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité;

- le règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement a abrogé le règlement y relatif pour le remplacer par une nouvelle nomenclature et classification des établissements classés.

Cette nouvelle nomenclature rend la liste plus lisible et certaines positions de l'ancienne nomenclature ont été supprimées. Pour des raisons de sécurité juridique, certaines activités et installations, entre autres celles concernant des manifestations, ont dû être maintenues respectivement clarifiées.

À titre d'exemple, le tir d'artifice à des fins professionnelles était tout simplement défendu à l'intérieur des localités (Mémorial A n°2 du 02.01.1814. Ordonnance du directeur de la police du 25 juin 1814 défendant le tir dans l'intérieur des localités et l'article 553 du Code pénal). Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature, cette activité peut être autorisée si les rayons de sécurité établis par le fabricant et l'autorité compétente sont respectés et si l'artificier peut faire preuve d'une formation adéquate dans le domaine.

Pour ce qui est des tentes de fêtes destinées à recevoir entre 200 et 3.000 personnes, celles-ci constituent un établissement de classe 4. Un avant-projet de règlement grand-ducal fixant les prescriptions générales pour ces tentes a été approuvé lors de la dernière réunion du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés.

En ce qui concerne l'autorisation préalable pour l'installation des haut-parleurs, celle-ci se fait conformément à l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs. L'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 précité dispose que l'usage des haut-parleurs installés à l'extérieur des maisons ou propageant le son au dehors ainsi que des haut-parleurs ambulants est interdit sauf dérogation du Ministre de l'Intérieur.

Ad question 2:

Les autorités compétentes en matière d'établissements classés sont en train, depuis juillet de cette année, d'élaborer non seulement des circulaires sur les règles principales à respecter dans le cadre de manifestations organisées par des bénévoles, mais élaborent également des guides et formulaires types pour éviter des manquements dans le cadre d'une instruction d'une demande d'autorisation d'exploitation.

En attendant, les agents en charge assistent depuis juillet les demandeurs dans leur démarche.

Question 2301 (20.9.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**absence de comité directeur au Fonds culturel national:**

L'établissement public «Fonds culturel national» est administré par un comité directeur composé de trois délégués ministériels, un nommé par le Ministère des Finances et deux par le Ministère de la Culture. D'après le Mémorial, la dernière nomination des trois membres du comité directeur fut officialisée par l'arrêté ministériel du 7 mai 2009 et venait à échéance le 28 mai 2012. Selon mes informations, il n'y a pas eu de prorogations des anciens mandats, ni de nouvelles nominations au cours des quatre derniers mois.

Cette situation pour le moins inhabituelle provoquerait des troubles de fonctionnement du fonds vu que le fonctionnement et la prise de décision sont impossibles en l'absence du comité directeur.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Culture:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations?

2) Pour quelles raisons est-ce que Madame la Ministre n'a pas nommé de délégués depuis fin mai 2012?

3) Quand est-ce que Madame la Ministre entend nommer ces deux personnes?

4) Combien de demandes de soutien furent introduites depuis janvier 2012 et combien en furent traitées jusqu'à présent?

Réponse (27.11.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire n°2301 appelle la réponse suivante de ma part:

Par arrêté ministériel du 6 novembre 2012 de la Ministre de la Culture et du Ministre des Finances, ont été nommés les trois membres du comité directeur prévus par la loi modifiée du 4 mars 1982 (a) portant création d'un Fonds culturel national; (b) modifiant et complétant les dispositions fiscales tendant à promouvoir le mécénat et la philanthropie. L'arrêté a été publié au Mémorial en date du 16 novembre 2012.

Il est vrai que le mandat des trois anciens membres du comité directeur venait à échéance le 28 mai 2012.

Or, j'avais estimé adéquat de se donner une période de réflexion pour analyser, entre autres, les états financiers du Focuna, ses engagements les plus représentatifs et la situation actuelle du mécénat culturel au Grand-Duché.

Quant à la dernière question, je voudrais informer l'honorable Député que, depuis janvier 2012, 181 demandes de soutien furent introduites dont 120 ont été traitées jusqu'à présent. L'instruction des autres demandes pendantes est en cours.

Question 2309 (21.9.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **chômage:**

Il ressort des derniers chiffres publiés par l'ADEM que parmi les demandeurs d'emploi disponibles, 14.470 sont résidents et 1.770 non résidents.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- De quelles régions sont issus les demandeurs d'emploi non résidents?

- Dans quels secteurs étaient-ils embauchés?

- Combien profitent des services de l'ADEM (p. ex. participation à des ateliers pratiques pour la recherche d'un emploi)?

Réponse (22.11.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Il ressort du bulletin de l'emploi n°07 de juillet 2012, que l'Agence pour le développement de l'emploi compte 14.470 demandeurs d'emploi disponibles résidents[1] et 1.770 non résidents. Ces derniers sont des demandeurs d'emploi disponibles qui ne résident pas au Grand-Duché mais qui bénéficient d'une décision de reclassement externe prise par la commission mixte de reclassement des salariés incapables à exercer leur dernier poste de travail, ceci en application des dispositions L. 551-1 et suivantes du Code du Travail, ci-après nommés DE-CTR non résidents.

La répartition de ces 1.770 DE-CTR non résidents selon le pays de résidence est la suivante:

	Allemagne	Belgique	France	Total
Valeur absolue	315	501	954	1.770
Pourcentage	17,8	28,3	53,9	100,0

Les principaux secteurs d'activité de provenance desdits 1 770 demandeurs d'emploi, avant la décision de la commission mixte, sont les suivants:

Code NACE	Intitulé NACE	Juillet 2012
C	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	308
F	CONSTRUCTION	418
G	COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	273
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	179
I	HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	116
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	20
K	ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	44
L	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	10

[1] Définition de l'Agence pour le développement de l'emploi d'un demandeur d'emploi disponible: «personne sans emploi, à la recherche d'un emploi approprié, non affectée à une mesure pour l'emploi, indemnisée ou non indemnisée, ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM et qui, à la date du relevé statistique, n'est ni en congé de maladie depuis plus de sept jours, ni en congé de maternité».

M	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	28
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	179
O	ADMINISTRATION PUBLIQUE	4
P	ENSEIGNEMENT	2
Q	SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	68
/	AUTRES SECTEURS	121
	TOTAL	1770

Tout demandeur d'emploi qui bénéficie d'une mesure en faveur de l'emploi proprement dit, est comptabilisé dans la catégorie regroupant tous les demandeurs d'emploi en mesure. Ceci vaut de même pour les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une décision de reclassement externe, y compris non résidents, et qui sont dans une mesure en faveur de l'emploi.

Néanmoins, dans les 1.770 DE-CTR non résidents disponibles sont aussi comptabilisés 133 personnes qui ont été affectées antérieurement au 31 juillet 2012 à une ou plusieurs mesures. Ainsi, ceux-ci ont participé a 192 mesures qui se répartissent comme suit: 183 mesures de formation (FORMA) permettant une meilleure intégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail, six stages de réinsertion professionnelle pour demandeurs d'emploi de plus de 30 ans (SRP) et trois mesures spéciales prises en charge par des associations sans but lucratif.

À la date précise du relevé statistique au 31 juillet 2012, 17 DE-CTR non résidents disponibles étaient affectés à une mesure, à savoir deux en SRP, sept en FORMA, sept en mesures spéciales prises en charge par des associations sans but lucratif et un en contrat d'initiation à l'emploi. Ces 17 demandeurs d'emploi ne sont pas compris dans lesdites 1.770 personnes.

Outre les mesures principales ci-avant, l'Agence pour le développement de l'emploi propose aussi des mesures complémentaires. Ainsi, parmi les 1.770 DE-CTR non résidants disponibles, 21 personnes ont bénéficié d'une ou plusieurs de ces mesures à la date du relevé statistique de juillet. En tout, les 21 demandeurs d'emploi ont suivi 32 formations, à savoir quatre des ateliers organisés par l'Agence pour le développement de l'emploi (activités de sensibilisation, d'information, de conseil et d'orientation professionnelle), trois des bilans de compétences, 23 des cours de perfectionnement et deux des séminaires d'insertion professionnelle.

Question 2318 (25.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **lampes à économie d'énergie:**

Zanter dem 1. September vun dësem Joer ass de Verkaf vun de klassesche Luuchtebire fir all Liichtstäerkte verbueden. Dës Bire ginn haaptsächlech duerch „Energiespuerluuchten" ersat. Ëmmer méi Etüde stellen dës nei Biren awer a Fro a weisen op eng ganz Rei Geforen hin. Och huet zum Beispill den ZDF-Magazin „Giftiges Licht, die dunkle Seite der Energiesparlampe" dëse Problem thematiséiert.

Gréisste Problem ass de Quecksëlwer, deen an dëse Biren enthalen ass an dee sech beim Brieche vun esou Luuchten an der Loft verdeelt an d'Longe kann ugräifen. Och beim Entsuerge vun esou Luuchten, déi eigentlech an d'SuperDrecksKëscht gehéieren, ass net geséchert, datt sech de Konsument ëmmer un déi néideg Virsiichtsmoossnamen hält.

Dowéinst wollt ech déi Häre Ministere froen:

1. Opgrond vu wéi enge wëssenschaftlechen Etüde sinn d'Virdeeler vun deenen neien elektresche Spuerbire festgestallt ginn?

2. Op wéi engem Niveau an a wéi engem Gremium ass déi Décisioun, fir déi nei Energiespuerluuchten anzeféieren an déi klassesch Biren ze verbidden, getraff ginn, a wéi war Lëtzebuerg do representéiert? Wéi eng Positiounen huet Lëtzebuerg an deem Dossier vertrueden?

3. Ass et richteg, datt Ëmweltverbänn a Lobbygruppen un deenen Aarbechten direkt oder indirekt bedeelegt waren?

4. Ass et richteg, datt am Fall, wou esou eng Energiespuerluucht brécht, d'Gefor besteet, datt gëftege Quecksëlwerdamp entsteet?

5. Wa jo, wat réit d'Regierung de Leit an esou engem Fall, an ass de Gesondheetssecteur op Accidenter mat Quecksëlwer virbereet?

6. Sinn Haiser nach bewunnbar, an deenen et zu Quecksëlwerdampentwécklunge koum?

7. Gëtt et moossbar an iwwerpréifbar Hiweiser am Land, datt zënter dem Aféiere vun deene Luuchten de Stroumverbrauch vun deene private Stéit zréckgaange wär an datt d'Stroumrechnungen opgrond vun deenen neie Luuchte manner héich wieren?

8. Gëtt et Virschréften, op wéi eng Manéier déi nei Energiespuerluuchte mussen entsuergt ginn? Kënne si, trotz hirem Quecksëlwer, an den normalen Offall geheit ginn?

9. Wann net, wéi eng Prozedure mussen agehale ginn, fir déi Biren, déi Quecksëlwer enthalen, ze entsuergen?

10. Wann een d'Energiebilanz vun deenen neien Energiespuerluuchte mécht, also inklusiv hirer Produktioun an hirer Entsuergung, wéi verhält sech déi Energiebilanz dann zu där vun deenen alen elektresche Biren?

11. Ass d'Regierung der Meenung, datt een déi al Biren ouni Quecksëlwer nees soll produzéieren, verkafen a gebrauche kënnen?

Réponse commune (22.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den „Règlement (CE) 244/2009 de la Commission du 18 mars 2009 mettant en œuvre la directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences relatives à l'écoconception des lampes à usage domestique non dirigées" (modifizéiert duerch den „Règlement (CE) 859/2009 de la Commission du 18 septembre 2009 modifiant le règlement (CE) n°244/2009 en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables en matière de rayonnement ultraviolet des lampes à usage domestique non dirigées") schreift Exigenze vir, déi, ënner anerem, d'Beliichtungsmëttel betreffen, déi déi klassesch elektresch Bire lues a lues net méi erfëllen. Dës Exigenze gi bis 2016 an Etappen agefouert.

Dëst Reglement ass eng Ausféierungsbestëmmung vun der „Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil". An der Zwëschenzäit ass dës Direktiv abrogéiert an duerch d'Direktiv 2009/125/CE ersat ginn.

D'Prozedur fir d'Festleeë vun den ausféierende Bestëmmunge vun der Direktiv ass an der Direktiv selwer festgeluecht. De Projet fir esou Bestëmmunge gëtt vun der Europäescher Kommissioun ausgeschafft op der Basis vun enger preliminärer Etüd iwwert d'Produkter, zu deenen Exigenze sollen agefouert ginn. Laut der Direktiv muss d'Kommissioun derfir suergen, dass all d'Memberstaten an och all interesséiert Gruppen an dem „forum consultatif" un der Diskussioun iwwert de Projet deelhuelen. Duerno gëtt eng Impaktstudie gemaach an de Projet kënnt an de „comité réglementaire", an deem nëmmen d'Memberstate vertruede sinn. Dës Dokumenter kënnen um Internetsite vun der Europäescher Kommissioun consultéiert[1] ginn. Lëtzebuerg ass am Forum an am Comité réglementaire duerch den „Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services" (ILNAS) vertrueden. An dësem Dossier huet Lëtzebuerg eng neutral Positioun agehol a sech beim Vote enthalen.

Duerno ënnerläit de Projet bannent dräi Méint dem Vote vum Europaparlament, ier e vun der Europäescher Kommissioun definitiv an no enger festgeschriwwener Prozedur[2] ugeholl gëtt.

Zum Quecksëlwergehalt vun Energiespuerluuchte steet am Résumé vun der Impakstudie, dass «La teneur en mercure des lampes fluocompactes vendues actuellement varie considérablement sans que ces écarts correspondent nécessairement à des caractéristiques ou des performances supplémentaires. Il est donc techniquement possible de réduire la teneur en mercure sans modifier les fonctions des produits.»

Am Fall, wou eng Energiespuerluucht brécht, steet an der Impaktstudie, dass „Instructions on how to clean up a broken CFL could be usefully communicated to consumers"[3].

D'Quantitéit vu Quecksëlwer, déi fräigesat gëtt, hänkt vum Modell vun der Energiespuerluucht of, well d'Konzentratiounen an den Energiespuerluuchten tëschent de jeeweilege Modelle variéieren. Am Fall wou eng Energiespuerluucht brécht, kënne bis zu fënnef Milligramm Quecksëlwer fräigesat ginn an esou an d'Raumloft gelaangen. Esou kënne Spëtzewäerter vu 50 bis 100 Mikrogramm pro Kubikmeter erreecht ginn. Dëst beleet eng US-amerikanesch Studie („Main Compact Fluorescent Lamp Study"). Deemno kënnen d'Konzentratiounen de recommandéierte Grenzwäert vun 0,35 Mikrogramm pro Kubikmeter dépasséieren. Dëse Grenzwäert applizéiert sech awer nëmmen am Fall vun enger laang- oder mëttelfristeger, chronescher Expositioun.

Dat däitscht „Umweltbundesamt" huet Recommandatiounen erausgi fir de Fall, wou eng Energiespuerluucht brécht. An deem Fall soll gelëft ginn an et soll een de Raum während enger Véirelstonn verloossen, net staubsaugen, d'Glasschierbele mat engem Stéck Scotch ophiewen, Gummishändschen undoen, en direkte Kontakt évitéieren an d'Schierbelen an enger Poubelle baussent dem Gebai entsuergen. Aner Moossname sinn net erfuerdert.

Ähnlech Recommandatiounen hunn och den „Naturschutzbund Deutschland, d'„Landesgesundheitsamt Bayern" an d'Schwäizer „Bundesgesundheitsamt" erausginn.

Déi Lëtzebuerger Gesondheetsautoritéiten ënnerstëtzen dës Mesuren, déi am Ausland hir Preuvë gemaach hunn.

Wann eng Energiespuerluucht brécht, ass d'Kontaminatioun vu Quecksëlwer awer just vu kuerzer Dauer, soudass eng chronesch Expositioun wéineg probabel ass.

Et ass deemno och net ze fäerten, dass eng laangfristeg Kontaminatioun Wunnenge kéint onbewunnbar maachen.

Gëtt de Raum, an deem eng Energiespuerluucht gebrach ass, anstänneg gelëft, esou wéi dat däitscht „Umweltbundesamt" et recommandéiert, ass an der Regel no enger Véirelstonn d'Konzentratioun an der Raumloft däitlech ënnert de Grenzwäert erofgaangen.

Am Fall vun enger Expositioun vu kuerzer Dauer an enger Inhalatioun vu Quecksëlwer geet de Prozentsaz vu Quecksëlwer am Blutt erop, während déi iewescht Grenz HBM-I vu fënnef Mikrogramm pro Liter Blutt net dépasséiert gëtt. Beim HBM-I (Human Biomonitoring) handelt et sech ëm eng wëssenschaftlech Technik, déi et erméiglecht, déi mënschlech Expositiounen am Kader vun Ëmweltaflëss an deenen hir Wierkungen op d'Gesondheet ze evaluéieren.

Den HBM-Programm gëtt vun der Europäescher Kommissioun (GD Wëssenschaft) ënnerstëtzt.

Et muss een ervirsträichen, dass et och Alternativen zu den Energiespuerluuchte gëtt, an zwar Halogenluuchten oder LED-Luuchten, déi och Energie aspueren, dofir awer net op Quecksëlwer zréckgräifen.

Laut auslännesche Studien ass d'Beliichtung an Haushalter fir ongeféier 8-12% vum Stroumverbrauch verantwortlech. Mam Aféiere vun ëmmer méi effizienten Haushaltsapparate wéi Frigoen, Spull- a Wäschmaschinnen an esou weider kann de Stroumverbrauch awer och gesenkt ginn. Duerch ëmmer méi elektresch Apparaten dogéint, wéi PC mat kabelfräiem Internetzougang oder ëmmer méi Wärmepompelen a Raumbelüftungen, geet dëse Verbrauch och erëm an d'Luucht. Derbäi kënnt nach den Afloss vum Wieder, deen en Impakt op de Stroumverbrauch huet. Op Nofro bei den Acteuren aus dem Stroumsecteur gouf eis confirméiert, dass de Stroumverbrauch bei Haushalter an deene leschten dräi Joer méi oder wéineger konstant bliwwen ass.

Energiespuerluuchten zielen, wa se zu Offall ginn, genee esou wéi déi sougenannten Neonstuben, wéinst hirem Gehalt u Quecksëlwer zu der Kategorie vun de gefëierlechen Offäll (Offallcode 20 01 21*). Si mussen als solch och entspriechend separat agesammelt a behandelt ginn. Op kee Fall däerfe se iwwert deen normale Reschtoffall entsuergt ginn.

D'Regelen, wéi den Ëmgang mat gefëierlechen Offäll am Allgemengen an doduerch och mat Energiespuerluuchten ze maachen ass, stinn am Offallgesetz vum 21. Mäerz 2012. Donieft falen dës Biren och ënnert d'Produzenteverantwortung gemäss de Bestëmmunge vum ofgeännerte Règlement grand-ducal vum 18. Januar 2005 iwwer Elektro- an Elektronikschrott. Zu Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext d'Associatioun Ecotrel gegrënnt. An der Praxis ass et esou, datt bei de Betriber dës Luuchte separat agesammelt ginn. Bei de Privatleit ginn dës Luuchten iwwert d'SuperDrecksKëscht fir Bierger bei deene verschiddene Sammelplazen agesammelt. D'Luuchte ginn am Tëschelager zu Colmar-Berg regruppéiert an dann am Kader vun enger Offalltransportnotificatioun a mat engem autoriséierten Offalltransporter duerch d'Ecotrel bei eng entspriechend genehmegt Opbereedungsanlag gefouert.

[1] http://ec.europa.eu/energy/lumen/index_fr.htm

[2] http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sustainable-business/ecodesign/decision-making/index_en.htm

[3] http://ec.europa.eu/health/scientific_committees/opinions_layman/mercury-in-cfl/de/quecksilber-energiesparlampen/#5

Question 2322 (26.9.2012) de **MM. André Bauler** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **études préliminaires concernant la création d'un lycée à Mondorf:**

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a annoncé dans le cadre d'une conférence de presse que les études préliminaires concernant la création d'un lycée à Mondorf ont été entamées et que les analyses du terrain identifié pour l'implantation sont en cours.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il possible d'obtenir des informations détaillées sur le genre d'études à réaliser préalablement à la création de ce lycée?

- Quelles sont les analyses spécifiques qui devront être effectuées en relation avec le terrain envisagé par le Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur le programme de construction propre à ce futur établissement scolaire? Quel est le budget estimatif du lycée projeté?

- Dans quelle mesure le site retenu favorise-t-il une gestion adéquate des transports collectifs?

Réponse (21.11.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés souhaitent avoir des précisions sur le projet de la création d'un lycée à Mondorf-les-Bains.

Le projet de construction du lycée à Mondorf fait partie de la phase 2 du plan directeur sectoriel «lycées» qui prévoit la construction d'un lycée au sud-est du pays. Ainsi une première analyse sommaire a montré que les terrains situés à proximité du terrain de football de Mondorf-les-Bains sont susceptibles de convenir pour l'implantation d'un lycée d'une capacité maximale de 1.200 élèves.

De son côté, la commune de Mondorf a chargé un bureau d'architectes-urbanistes de réaliser une étude de potentialité d'implantation du site «bei Gremelter», se trouvant à proximité du stade de football de Mondorf en vue du reclassement des terrains de la «zone verte» en «zone d'aménagements et de constructions publics».

En ce qui concerne des analyses spécifiques qui devront être effectuées en relation avec le terrain, celles-ci comprennent l'analyse du site quant aux terrains, quant à l'accessibilité par rapport aux infrastructures routières existantes ainsi que l'étude de l'implantation optimale du bâtiment par rapport aux infrastructures sportives existantes, tout en prenant en compte les contraintes liées à la topographie du terrain. Dans le futur seront notamment encore à réaliser des études de sol et d'évaluation des éléments naturels et paysagers.

Le programme de construction du 28 juillet 2009 du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle prévoit actuellement un lycée comprenant les divisions inférieures et supérieures de l'enseignement secondaire et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique avec quelque 53 salles de classe normales et spéciales, pouvant accueillir environ 1.200 élèves. Le programme inclut également un module laboratoire et un module atelier polyvalent de quatre unités. Enfin, un restaurant scolaire de 400 places et une cafétéria de 150 places, ainsi qu'une infrastructure sportive comprenant une salle des sports à trois unités et une piscine complètent le programme de construction.

Au stade actuel, le budget estimatif de ce lycée est évalué à environ 80 millions d'euros TTC.

En ce qui concerne le transport scolaire, celui-ci est organisé pour chaque établissement scolaire en fonction de la provenance des élèves de la région et de la situation du site en question et en tenant compte du réseau existant à cet emplacement.

Question 2340 (5.10.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **protection internationale des populations fuyant des catastrophes naturelles:**

Tous les ans, des millions de personnes sont forcées d'abandonner leur domicile en conséquence d'inondations, ouragans, sécheresses et autres catastrophes naturelles. Ces personnes cherchent alors un abri de secours, la plupart du temps dans leur pays d'origine, mais certaines se voient contraintes de le quitter. Ces déplacements de populations risquent de s'intensifier à l'avenir en raison du réchauffement climatique.

Nous nous trouvons aujourd'hui face à un vide juridique en matière de droits de réfugiés dès lors que ces mouvements migratoires transfrontaliers sont provoqués par des catastrophes naturelles. En effet, les populations touchées ne peuvent pas se prévaloir de la protection prévue par la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés. D'autre part, les conventions en matière de droits de l'Homme ne règlent pas certains aspects essentiels tels que l'entrée sur le territoire, les modalités de séjour et leurs droits fondamentaux.

C'est dans ce contexte que la Norvège et la Suisse proposent de mettre en place un programme international pour la protection des populations fuyant hors leurs frontières nationales des catastrophes naturelles. L'initiative «Nansen» a été lancée le 2 octobre 2012 à Genève et vise en premier lieu une consultation internationale en vue de l'élaboration des mesures nécessaires pour mieux protéger les réfugiés de catastrophes naturelles.

- Est-ce que le Gouvernement du Luxembourg envisage d'adhérer à cette initiative ou envisage-t-il de la soutenir de façon indirecte? Sous quelle forme ce soutien pourra-t-il s'exprimer?

Réponse (26.11.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de l'initiative «Nansen» portant sur les déplacements internationaux de populations à la suite de catastrophes naturelles. Comme l'initiative n'est toutefois pas opérationnelle, mais est à comprendre comme une étape vers une approche plus globale de la préparation et de la prévention de catastrophes humanitaires transnationales, je ne vois pas qu'à ce stade le «Ministère de l'Immigration» puisse jouer un rôle primordial.

Le Gouvernement, par l'intermédiaire de la Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève, a assisté au lancement de l'initiative «Nansen» le 2 octobre 2012, en marge du comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés et suivra l'évolution de ce processus intergouvernemental.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2348 (10.10.2012) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **désindustrialisation du Luxembourg:**

Selon mes informations une entreprise luxembourgeoise, producteur de fours et victime d'un grand incendie il y a quelques semaines, réfléchit à délocaliser sa production vers l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les moyens dont dispose le Ministre pour aider une telle entreprise victime d'un incendie?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il procéder dans ce cas précis afin de garantir l'avenir de cette entreprise au Luxembourg et comment le Gouvernement entend-il en général inverser la tendance actuelle de la désindustrialisation du Luxembourg?

Réponse (7.12.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen concernant le réseau électrique luxembourgeois, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Dans le contexte évoqué, il semble qu'effectivement plusieurs options aient été considérées. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a rencontré à plusieurs reprises les responsables de l'entreprise pour trouver une solution sur le territoire national.

D'après les informations à notre disposition, la société a trouvé un terrain répondant à ses besoins actuels et futurs sur le territoire de sa commune d'origine.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, en accord avec de nombreux collègues d'autres États membres entend faire de la politique industrielle une priorité sur le plan communautaire. Sur le plan national le «Haut comité pour le développement de l'industrie», organe fédérateur entre ministères et parties prenantes, entamera ses activités dans les meilleurs délais.

Question 2351 (15.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **MEDICA 2012:**

Im kommenden Monat wird in Düsseldorf die weltgrößte Medizintechnik-Ausstellung stattfinden. Herausragendes Trendthema dieser Veranstaltung wird dieses Jahr die „personalisierte Medizin" sein. So wie die nationale Veranstaltung „Sommet de la Santé" vom Anfang dieses Jahres es aufzeigte, hat unser Land ebenfalls große Ambitionen bei der Umsetzung dieses Themas. Dem Vernehmen nach ginge es unserem Land auch darum, „personalisierte Medizin" mit Modellcharakter zu entwickeln und daraus auch wirtschaftlichen Nutzen über die Grenzen unseres Gesundheitssystems hinaus erzielen zu können.

Fragen:

1) Wird unser Land ebenfalls auf der MEDICA 2012 vertreten sein? Wenn ja, mit welchen Firmen und Forschungszentren?

2) In welchem Maße wird unser Land sein eigenes Projekt der „personalisierten Medizin" einer Weltöffentlichkeit auf der MEDICA 2012 in Düsseldorf nahebringen wollen?

3) Welche Regierungsvertreter werden auf der MEDICA 2012 in Düsseldorf dabei sein, um Luxemburg als Standort von innovativen Formen der Gesundheitsversorgung vorzustellen?

4) Wann wird die „personalisierte Medizin", so wie sie auf dem „Sommet de la Santé" vorgestellt und diskutiert wurde, in dier Praxis umgesetzt und beim Patienten angekommen sein?

5) Wie gedenkt der Minister, „personalisierte Medizin" made in Luxembourg als Impuls für die Exportwirtschaft des Landes umzusetzen? Was sind konkrete Ansätze für solche Ambitionen?

6) Wird das Luxemburger „Monicard"-System, ein Gerät, das beim Telemonitoring von chronischen Krankheiten zum Einsatz kommen konnte, dem Publikum vorgestellt?

7) Was ist der ungefähre Kostenpunkt für die luxemburgische Präsenz auf der diesjährigen MEDICA 2012?

Réponse (5.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

1) Neben einigen Luxemburger Einzelausstellern war das Ministerium für Wirtschaft und Außenhandel mit einem Gemeinschaftsstand auf der MEDICA vertreten. Folgende Aussteller stellten auf dem im Bereich der „Labortechnik, Diagnostika" situierten Luxemburger Stand aus:

DuPont de Nemours (Luxembourg) S.à r.l. - www.medicalpackaging.dupont.com -;

Fast-track Diagnostics - www.fast-trackdiagnostics.com -;

Laboratoires Réunis - www.labo.lu -;

*Monitor-it S.A. - www.monitor-it.lu -;

RT-Log S.A. - www.rt-log.com -;

Sphere Time S.A. - www.spheretime.com -.

Des Weiteren war das „Biohealth cluster" durch Luxinnovation auf dem Luxemburger Stand präsent.

*Die Firma „Monitor-it S.A." ist eine „Spin-off" des CRP Henri Tudor, welche versucht, das Monicard-System zu vermarkten.

2) - 3) Das Ministerium für Wirtschaft und Außenhandel bietet den Luxemburger Unternehmen eine Plattform an, auf der sie ihre neuesten Produkte und Dienstleistungen einem Weltpublikum vorstellen können. Im letzten Jahr wurde ich auf Betreiben der deutschen Kollegen und des CRP Henri Tudor zum Thema eSanté kontaktiert und habe aktiv an einem Rundtischgespräch teilgenommen im Rahmen der MEDICA. Auch mein früherer Kollege Jeannot Krecké hat die Medica im Jahr 2011 besucht. Für 2012 war jedoch keine Regierungsvertretung vorgesehen.

4) - 5) Was die Fragen in Bezug auf die „personalisierte Medizin" anbelangt, verweise ich auf meine ausgiebige Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.2298 des ehrenwerten Abgeordneten *(cf. compte rendu n°1/2012-2013)*.

6) Das Modellprojekt zur grenzüberschreitenden telemedizinischen Zusammenarbeit im Bereich des Telemonitorings von Herzinsuffizienzpatienten sowie Patienten mit kardiovaskulären Erkrankungen wurde als Kooperation des Centre Hospitalier de Luxemburg (CHL), des Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRP Henri Tudor) mit dem Institut für angewandte Telemedizin im Herz- und Diabeteszentrum NRW (IFAT) wie auch mit dem Zentrum für Telematik im Gesundheitswesen (ZTG) aus Bochum (D) initiiert und von Seiten des Gesundheitsministerium mit unterstützt.

Wie in Forschungsprojekten üblich, haben die Projektpartner ihre Forschungsergebnisse veröffentlicht und an wissenschaftlichen Symposien und Kongressen teilgenommen. Auch die Internetpräsenz der Projektteilnehmer hält Informationen bereit.

Zum Zwecke der Vermarktung des entwickelten Medizinproduktes hat des CRP Henri Tudor die „Spin-off"-Gesellschaft „Monitor-it S.A." gegründet.

Es obliegt nicht den Gesundheitsbehörden, das fertige System dem Publikum vorzustellen. Dies kann alleine durch den Produktinhaber erfolgen. Ein Betrieb in der klinischen Routine setzt die Einhaltung der einschlägigen EU-Richtlinien für Medizinprodukte voraus, insbesondere die Erlangung der nötigen CE-Kennzeichnung.

7) Nach Informationen des Wirtschaftsministeriums beläuft sich der Gesamtkostenpunkt der Luxemburger Beteiligung auf der MEDICA auf ungefähr 75.000 EUR.

Question 2352 (15.10.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **rapports d'activité des départements ministériels et autres institutions de l'État:**

Tous les ans, les départements ministériels et autres institutions de l'État publient des rapports présentant leurs travaux, leurs projets ou leurs bilans respectifs. Ces rapports écrits sont ensuite envoyés, par voie postale, aux acteurs les plus divers de notre société.

Or, dans de nombreux cas, il se trouve que les documents en question ne peuvent être étudiés en détail par l'ensemble du public visé si bien qu'ils risquent de se retrouver tôt ou tard dans la collecte de papier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- À l'ère digitale, Monsieur le Premier Ministre ne serait-il pas disposé à inviter les autres membres du Gouvernement à réduire progressivement les rapports imprimés, en sensibilisant le public visé à recourir encore davantage à la Toile pour rechercher et télécharger les documentations demandées?

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait changer d'approche en la matière, en limitant l'édition et l'envoi des documents en question aux seuls acteurs qui ont déclaré, par écrit, vouloir recevoir un exemplaire imprimé?

- Le Gouvernement a-t-il déjà fait évaluer les frais d'impression et d'envoi en relation avec les rapports annuels édités par les ministères et administrations publiques?

Réponse (5.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député pose certaines questions en relation avec une publication électronique des rapports d'activité des ministères et des institutions de l'État.

Je voudrais tout d'abord rappeler que dans sa réunion du 5 mars 2009, la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés avait décidé de maintenir l'exigence du support papier des rapports d'activité des départements ministériels.

Cette décision a été rapportée par la Conférence des Présidents dans sa réunion du 30 juin 2011 lors de laquelle elle a renoncé à l'exigence du support papier de ces rapports.

Dans une circulaire émise le 26 juillet 2011, Madame la Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative en a informé les différents départements ministériels en les priant de bien vouloir envoyer dorénavant les rapports d'activité sous forme électronique à la Chambre des Députés.

Les membres du Gouvernement ont donc déjà été invités à recourir à la forme électronique pour la présentation de leurs rapports.

À remarquer que le Service information et presse publie, depuis des années, les rapports d'activité des différents ministères sur Internet sous le lien suivant: http://www.gouvernement.lu/publications/informations_gouvernementales/rapports_activite/index.html.

Étant donné que les rapports sont accessibles en ligne sur le site indiqué ci-dessus, le Gouvernement envisage d'en réduire sensiblement le nombre d'exemplaires disponibles sous forme papier.

En ce qui concerne les frais d'impression et d'envoi des rapports annuels, il faut d'abord relever que les rapports ne sont pas imprimés. En effet, le SCIE reçoit une copie électronique de ces rapports, en fait des photocopies et les relie.

Les dépenses relatives aux rapports d'activité qui ont été réalisés en 2012 par le CTIE se présentent ainsi:

- Papier couverture:	4.168,40 € HTVA
- Papier livres-bloc:	11.023,50 € HTVA
- Copies couleur:	1.122,23 € HTVA
- Copies noires:	249,19 € HTVA
- Total:	16.563,32 € HTVA et donc 19.047,82 € TVA comprise

Question 2354 (15.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **taxe d'abonnement:**

Lors d'une interview diffusée sur les ondes de RTL Radio, le président du groupe parlementaire CSV a déclaré: «2015 wësse mer, datt mer d'Taxe d'abonnement verléieren an d'Upassung vun der TVA un déi aner europäesch Länner, dat ass bal déiselwecht Zomm, déi eis verluer geet, wann 2015 dat mam Commerce électronique kënnt.» La taxe d'abonnement représente une des recettes principales de l'État luxembourgeois avec 630 millions d'euros pour l'exercice 2012. Voilà pourquoi les déclarations du président du groupe parlementaire CSV sont des plus troublantes.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'État luxembourgeois devra se passer de la taxe d'abonnement à partir de 2015? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les tenants et aboutissants de l'abolition de la taxe d'abonnement?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre comment peut-il s'expliquer que le président du groupe parlementaire CSV arrive à de telles déclarations pour le moins irréfléchies?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que de telles déclarations laissent apparaître une négligence certaine et contribuent ainsi à un climat d'incertitude auprès de la population et des milieux économiques?

Réponse (22.11.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

N'ayant pas connaissance de l'interview non datée qui est citée dans la question parlementaire, je me permets de rappeler qu'une modification de la taxe d'abonnement n'est pas envisagée à l'heure actuelle.

Question 2355 (16.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**augmentation de la TVA:**

Lors d'une interview diffusée sur les ondes de RTL Radio, le président du groupe parlementaire CSV a laissé entrevoir une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée à l'horizon 2015 en guise de compensation des recettes sur le commerce électronique.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le Gouvernement n'exclut plus une augmentation à moyen terme des taux de TVA?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les recettes supplémentaires générées par une augmentation respectivement d'un point pour cent, de deux points pour cent et de trois points pour cent des taux de TVA?

- Quels en seraient les effets secondaires sur les finances publiques et l'économie? Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment une telle augmentation se répercuterait sur l'évolution de l'inflation et de l'indexation automatique?

Réponse (23.11.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement n'envisage pas actuellement une augmentation du taux normal de TVA (qui se situe avec 15% au minimum communautaire).

Une augmentation de 1% du taux génère des recettes de quelque 130 mio d'euros (hors commerce électronique).

Question 2357 (16.10.2012) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **tarifs d'orthodontie fixe:**

Selon mes informations, la Commission de Nomenclature a été saisie par Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale en vue d'un changement de système au niveau de l'application des tarifs d'orthodontie fixe visant un abandon des «DSD+ACM» (dépassement sur devis + autorisation préalable du contrôle médical). Il me revient que cette initiative aboutirait à mettre tous les patients dans une restriction de liberté de choix pour des appareils variables. En plus ce changement de système constitue une intervention autoritaire sur une profession libérale respectivement sur la qualité des matériaux et sur le libre choix des patients du type d'appareils qu'ils désirent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il existe d'autres moyens tout à fait possibles de réaliser les objectifs de «l'orthodontie pour tous» dans le cadre de «l'utile et nécessaire», que de supprimer purement et simplement les «DSD+ACM»?

- Ne devrait-on pas justement prévoir le dépassement tarifaire «de l'utile et nécessaire» avec «DSD+ACM» pour les patients qui le désirent et qui sont prêts à participer financièrement à des traitements dépassant les standards d'esthétique et de confort pour leur propre bien-être?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas une fuite de patients libres vers des praticiens étrangers, qui continueraient à appliquer des tarifs libres hors territoire avec libre choix des appareils orthodontiques fixes confortables ou invisibles?

- Ne devrait-on pas prévoir une orthodontie fixe à accès social pour les patients nécessiteux et motivés à la coopération active avec le praticien de l'art dentaire, à condition qu'ils respectent entre autre l'hygiène bucco-dentaire, sachant que l'hygiène bucco-dentaire est une des conditions sine qua non à l'entrée et pendant tout traitement orthodontique fixe?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas utile de prévoir l'impact sur le coût budgétaire pour la CNS de l'approche envisagée?

Réponse (27.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans le cadre des négociations tripartites respectivement bipartites, il avait été retenu lors de la séance du Conseil de Gouvernement du 16 décembre 2011 que: «La nomenclature des actes médicaux remboursables sera revue afin d'améliorer les remboursements pour les interventions onéreuses dans le domaine dentaire et orthodentaire (…)».

Actuellement, les décisions et évaluations relatives à une saisine de la Commission de Nomenclature de ma part en rapport avec l'adaptation des remboursements en matière d'orthodontie sont en cours. Un groupe de travail a été créé au sein de ladite commission pour présenter un texte commun pour une prochaine réunion plénière de la commission début 2013.

Ces discussions et négociations étant en cours actuellement, il est trop tôt pour répondre aux différentes questions évoquées par l'honorable Député et une grande partie de celles-ci pourraient s'avérer obsolètes au vu de l'orientation des conclusions du groupe de travail.

Question 2362 (17.10.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **dispositions du contrat de concession avec RTL Group/CLT-UFA:**

En février 2007, le Gouvernement, le groupe Bertelsmann et ses filiales luxembourgeoises RTL Group et CLT-UFA ont renouvelé anticipativement jusqu'en 2020 les concessions et permissions exploitées par le groupe depuis le Luxembourg. L'accord comprend notamment des règles de base concernant le service public en matière de radio et de télévision pour le public résident luxembourgeois. Un paragraphe stipule par exemple que le programme «est composé d'informations portant notamment sur l'actualité politique nationale et internationale, d'émissions de service, de culture et de divertissement s'adressant au public résident le plus large possible».

En outre, la CLT-UFA s'est engagée par cet accord à diffuser «une (ou des) émission(s) d'informations (télévisée(s)) d'une durée totale d'une demi-heure par semaine pour les principales communautés non luxembourgeoises résidant au Grand-Duché (…)».

Le Gouvernement a la possibilité de faire diffuser des émissions spécifiques à caractère éducatif ou culturel: «CLT-UFA organise par ailleurs, à la demande du Gouvernement, la diffusion de programmes à caractère éducatif et culturel. Ces programmes sont livrés libres de droits et de charges de production, et les frais de diffusion afférents seront à charge de l'État.»

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que le Gouvernement a déjà utilisé sa possibilité de faire diffuser des programmes spécifiques à caractère éducatif ou culturel? Dans l'affirmative, lesquels?

2) Pour quelles «principales communautés non luxembourgeoises» est-ce que la CLT-UFA offre des émissions d'informations télévisées?

3) Est-ce qu'une étude de qualité du programme de service public en matière de radio et de télévision a déjà été réalisée depuis 2007? Dans la négative, quand est-ce que la réalisation d'une telle étude est prévue?

Réponse (30.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député demande des informations sur les services publics en matière de radio et de télévision dans le cadre de l'accord de concession entre le Gouvernement et le groupe Bertelsmann et ses filiales luxembourgeoises RTL Group et CLT-UFA.

- Réponse à la question n°1:

Cette disposition, qui a été maintenue dans l'accord de prolongation signé en 2007, avait été insérée dans le dispositif de concession lors de la renégociation du contrat de concession en 1994 au moment donc du lancement de la télévision journalière.

Elle a été utilisée une seule fois pour soutenir l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

- Réponse à la question n°2:

Cette disposition a été insérée à l'époque du lancement de la télévision journalière pour inviter RTL à tenir compte des besoins d'information et dans un souci d'une meilleure intégration des principales communautés non luxembourgeoises.

C'est dans cette optique que le journal a été sous-titré en allemand et en français pour ceux qui le souhaitent et qu'un résumé en français, le «cinq minutes», est diffusé après le journal télévisé.

Par ailleurs RTL insère régulièrement tant dans la partie magazine que dans la partie journal du programme de télévision des sujets se rapportant aux manifestations organisées par ces communautés ainsi qu'aux thèmes relatifs à l'intégration.

Rappelons par ailleurs qu'il appartient au Conseil national des programmes de veiller au respect des dispositions relatives à la programmation.

- Réponse à la question n°3:

Comme la qualité des programmes de service public dépend principalement, outre des moyens financiers disponibles, de l'expérience et de la formation des personnes appelées à produire ces programmes, RTL s'est engagé à assurer un programme de formation initiale et continue de ses journalistes; à imposer à ses journalistes le respect des «engagements généraux de CLT-UFA relatifs aux services publics» qui peuvent être consultés à première demande. Ces engagements concrétisent les principes suivants: respect de la dignité de la personne humaine, protection de l'enfance et de l'adolescence, caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion, honnêteté de l'information, qualité et diversité des programmes, défense et illustration de la langue et de la culture luxembourgeoise.

D'autre part CLT-UFA veille à l'application par ses journalistes de la Charte déontologique des journalistes adoptée par elle ainsi que le Code de déontologie du Conseil de presse.

Dans le cadre de la renégociation du contrat de concession le Gouvernement s'est ménagé la faculté de faire procéder à des études de qualité pour le cas où des interrogations sur la qualité des programmes de services publics seraient portées à la connaissance du Gouvernement par les organes chargés de la surveillance des programmes.

Question 2364 (18.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **tableaux de présentation dans les musées:**

Il me revient que la plus grande partie des tableaux de présentation au Musée National d'Histoire et d'Art (MHNA) sont rédigés seulement en français. Or, selon les statistiques de l'Office National du Tourisme, une grande partie des visiteurs venant au Luxembourg proviennent de pays germano- ou anglophones.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres:

- Mesdames les Ministres sont-elles au courant de la problématique susmentionnée?

- Mesdames les Ministres n'estiment-elles pas que, vu la provenance hétérogène des visiteurs étrangers, les tableaux de présentation dans les musées dépendants de l'État devraient, à l'instar de ceux au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, être bi-, voire trilingues (allemand, anglais, français)?

Réponse commune (28.11.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Tout d'abord, il y a lieu de faire la différence entre, d'une part, les textes concernant l'exposition permanente d'un musée et en l'espèce du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) et, d'autre part, les textes se référant aux expositions temporaires.

Le fait que la grande majorité des textes dans les différentes parties de l'exposition permanente du MNHA sont présentés uniquement en langue française remonte à une décision prise par le maître d'ouvrage pour des raisons budgétaires lors de l'élaboration de la scénographie de l'exposition permanente par un bureau français pour le nouveau bâtiment central du MNHA inauguré en 2002, les responsables du musée préconisant une autre approche.

S'il est vrai que la décision prise à l'époque peut être considérée comme défavorable à l'égard des nombreux visiteurs non francophones, il ne sera cependant possible d'y remédier à fonds que si l'on procédait à une révision d'ensemble de la scénographie de l'exposition permanente ouverte en 2002.

Nonobstant, le MNHA a fait depuis des années des efforts pour pallier à la situation existante:

a) des traductions imprimées des textes en langue allemande et anglaise sont mises à disposition des visiteurs aux différents étages,

b) un audio-guide des collections permanentes du MNHA est disponible pour les visiteurs en langue française, allemande et anglaise.

L'élaboration d'une nouvelle scénographie pour l'Aile Wiltheim du MNHA, actuellement en cours, permettra d'améliorer la situation pour ces surfaces. En effet, les textes y seront présentés en deux voire en trois langues. La même remarque s'applique à l'exposition permanente du premier étage du bâtiment central, également touchée par les travaux de revalorisation de l'Aile Wiltheim et qui bénéficiera par conséquent elle aussi d'une révision dans le même contexte.

Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme ne peut que souscrire aux observations formulées par Madame la Ministre de la Culture quant à la nécessité d'une présentation des textes en plusieurs langues. Elle apprécie d'autant plus les efforts consentis ces dernières années par le MNHA pour pallier à la situation existante (traductions imprimées des textes en d'autres langues que le français, installation d'audio-guides etc.).

En ce qui concerne d'autre part les textes des expositions temporaires, ceux-ci sont toujours en langues française et allemande, si possible aussi en langue anglaise. Si la scénographie ne permet pas d'intégrer cette troisième langue, une traduction imprimée en anglais est mise à disposition des visiteurs.

Je voudrais rappeler que lors de la mise en place du Musée Dräi Eechelen, il fut veillé à intégrer dans la scénographie de l'exposition quatre langues (allemand, français, anglais, luxembourgeois) pour les textes de base et un audio-guide est disponible dans les même quatre langues.

Question 2365 (22.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **recensement fiscal:**

Dieser Tage werden die Bürger/Innen wieder einmal gebeten, ihre Daten im Rahmen des sogenannten „recensement fiscal" an die Gemeindeverwaltungen zu übermitteln. Die Bürger/Innen erhalten wieder ein Format auf Papier, anstatt die Möglichkeit eröffnet zu bekommen, die Daten gesichert und elektronisch an die Instanzen zu übermitteln.

Dabei sollte Luxemburg in Sachen Informatik, Informationssysteme, Vernetzung derselben und Aufbau von Cloud-Diensten für alle Länder vorbildlich sein, die sich anschicken, ins elektronische Zeitalter mitzugehen.

Auch ist es gewusst, dass der SIGI (Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique) normalerweise den ihm angeschlossenen Gemeinden die „macommune"-Dienste anbieten kann.

Fragen:

1) Gibt es derzeit Gemeinden, die das anstehende diesjährige „recensement fiscal" über die gesicherten Dienste von „macommune" anbieten?

2) Was sind die Gründe dafür, dass eine Reihe Gemeinden diesen Dienst bisweilen für die Erhebung der Daten im Rahmen des „recensement fiscal" nicht anbieten können oder wollen?

3) Welche Maßnahmen will das zuständige Ministerium ergreifen, um die Informatisierung der Gemeindedienste im Sinne von „e-government"-Modalitäten schneller in die Praxis umzusetzen?

4) Denkt der zuständige Minister, dass unser Land in Sachen „e-government" federführend in Europa und darüber hinaus ist?

5) Falls nicht, was sind die Gründe für einen vermeintlichen Rückstand in Sachen Umsetzung von „e-government"-Dienstleistungen hierzulande?

Réponse (22.11.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die parlamentarische Frage des Herrn Abgeordneten betrifft die Übermittlung des Formulars zur steuerlichen Personenbestandsaufnahme („recensement fiscal").

Hierzu kann ich folgende Informationen liefern:

Ich möchte vorab den Abgeordneten darauf hinweisen, dass die Modalitäten betreffend die Übermittlung von Dokumenten oder Formularen durch die Gemeinden dem verfassungsrechtlichen Prinzip der kommunalen Autonomie obliegen, insofern sie nicht durch den Gesetzgeber festgelegt sind.

Es obliegt demnach im Regelfall den Gemeinden zu entscheiden, inwiefern sie auf elektronische Dienste zur Übermittlung von Dokumenten oder Formularen zurückgreifen.

Was die steuerliche Personenbestandsaufnahme angeht, ist hinzuzufügen, dass diese von sämtlichen Haushalten auszufüllen ist. Demzufolge stellt eine etwaige Übermittlung mittels einer elektronischen Plattform, die nicht von allen Haushalten benutzt wird, nicht zwingend eine administrative Vereinfachung dar.

Des Weiteren ist noch darauf hinzuweisen, dass die steuerliche Personenbestandsaufnahme in Zukunft entfällt, da die Lohnsteuerkarten nicht mehr von den Gemeindeverwaltungen ausgestellt werden.

Question 2367 (23.10.2012) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**assistance judiciaire:**

Au vu de l'article paru dans l'hebdomadaire d'Lëtzebuerger Land du 19 octobre 2012 relatif à une révision à la baisse des indemnités horaires des avocats à la Cour dans le cadre des dossiers d'assistance judiciaire et des remous que cette rumeur a causés dans le milieu des avocats concernés - je me permets de vous renvoyer à cet égard à la page Facebook d'un groupe dénommé «Saving Justice» - j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1) s'il peut me confirmer que le système de l'assistance judiciaire fait actuellement l'objet d'une réévaluation.

2) Dans l'affirmative, quelles pistes de réflexion sont poursuivies dans ce contexte?

Réponse (8.11.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Dans la déclaration gouvernementale présentée par Monsieur le Premier Ministre en date du 29 juillet 2009 à la Chambre des Députés, il est prévu au chapitre du Ministère de la Justice que les conditions pour bénéficier de l'aide judiciaire sont revues «afin de prendre en charge une partie des frais en fonction des revenus des justiciables».

Des pourparlers ont été engagés avec les barreaux de Luxembourg et de Diekirch et le Jeune barreau pour examiner ensemble la question du coût de l'assistance judiciaire, alors qu'il y a eu une véritable explosion des montants alloués chaque année aux membres du barreau pour les devoirs accomplis dans le cadre de l'assistance judiciaire. Si pour l'année 2002 ce montant s'élevait à 1,83 million d'euros, il est passé en l'an 2011 à 6,1 millions d'euros, alors que le projet de budget pour 2013 ne prévoit que 3,5 millions d'euros.

Différentes solutions ont été envisagées pour remédier à cette situation sans pour autant que les droits des justiciables à l'assistance judiciaire ne soient compromis.

À défaut de propositions de la part des barreaux pour arriver à un contrôle des dépenses en matière d'assistance judiciaire, j'ai proposé d'harmoniser dans une première étape les tarifs appliqués en matière d'assistance judiciaire, dans la matière de la médiation en matière civile, commerciale et pénale et les tarifs payés aux experts judiciaires.

Cette harmonisation répond à un souci de rémunérer par un tarif unique des prestations comparables en complexité.

Il est en effet inéquitable, et les experts ne cessent de le rappeler, qu'un expert judiciaire ou un médiateur agréé touche 57 euros par vacation horaire alors que l'avocat liste 1 ou 4 touche 86 euros pour des prestations comparables, d'où la proposition, inspirée de la préoccupation d'un traitement non discriminatoire des différents prestataires, d'harmoniser le tarif des vacations horaires.

Il ne s'agirait donc pas d'une harmonisation uniforme vers le bas.

Les discussions continueront au cours du mois prochain en vue de l'examen des solutions proposées par les représentants des barreaux. D'ici-là, et conformément à un accord avec le Barreau de Luxembourg, je n'entends pas encore saisir le Gouvernement d'un projet.

Question 2371 (24.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations entre le Luxembourg et le Qatar:**

Den Emir vu Qatar, de Scheich Hamad bin Khalifa al-Thani, huet dëser Deeg offiziell d'Gaza-Sträif besicht. Der Press no huet de Qatar dësem Hamas-dominéierte Gebitt iwwer véierhonnert Milliounen Dollar gespent, an dës Visite wär dobäi nëmmen ee vu ville Bewäiser fir d'Bereetschaft vun dësem Emirat, fir Relatioune mat islamisteschen Organisatiounen opzebauen an z'erhalen. Et sief drun erënnert, datt d'Hamas vun der EU als terroristesch Organisatioun aklasséiert gouf.

Wéi et d'Investissementer a lëtzebuergesch Fluggesellschaften a Banke kloer weisen, beschränkt sech den Afloss vum Qatar scho laang net méi nëmmen op den Noen Osten. Eng kataresch Stëftung dréit iwwregens och zur Finanzéierung vun enger islamescher Communautéit hei zu Lëtzebuerg bäi.

An deem Kontext wéilt ech den Häre Ausseminister, Wirtschaftsminister a Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Konsequenzen huet d'Bereetschaft vum Qatar, fir islamistesch Organisatiounen z'ënnerstëtzen, a besonnesch och de Besuch vum Emir vu Qatar bei der Hamas an der Gaza-Sträif, op d'Relatiounen, besonnesch och déi diplomatesch Relatiounen, tëschent Lëtzebuerg an dem Emirat Qatar?

2. Wat fir eng Konsequenzen hunn dës Entwécklungen op déi ekonomesch Relatioune mam Qatar? Besteet net elo eng erhéichte Gefor, datt e Lien tëschent der Lëtzebuerger Finanzplaz an der Finanzéierung vum Terrorismus kéint supposéiert ginn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an dem Qatar net besser sollten zréckgeschrauft ginn?

Réponse commune (15.11.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Déi politesch, diplomatesch an ekonomesch Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an dem Qatar si gutt a se sinn an deene leschte Joren ausgebaut ginn.

D'Politik am Noen Osten ass komplex a multiform, an de Qatar, wéi och Lëtzebuerg, huet eng eegestänneg a souverän Aussepolitik.

Déi lëtzebuergesch Regierung suivéiert d'Evenementer an der Regioun, hir eventuell Incidence hei zu Lëtzebuerg an definéiert eng eenheetlech Politik dozou, déi och an engem bilaterale Kader mam Qatar thematiséiert gëtt.

Question 2372 (24.10.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **foyers pour travailleurs immigrés de l'OLAI:**

Il ressort du rapport d'activité du Ministère de la Famille et de l'Intégration que l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) héberge quelque 140 personnes dans des foyers pour travailleurs immigrés, répartis sur quatre sites. Il s'agit en majorité de travailleurs immigrés portugais célibataires ou non accompagnés par leurs familles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Où se situent ces quatre sites?

2. Quels sont les critères que doivent remplir les personnes souhaitant y loger?

3. Quelle est la durée moyenne d'un séjour dans ce type de foyer?

Selon un article paru dans un quotidien ce matin, les 14 résidents du foyer des travailleurs de Bonnevoie, tous de nationalité portugaise, ont été priés par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration de quitter les lieux d'ici le 31 décembre afin de faire de la place pour de nouveaux étrangers arrivant au Luxembourg. Sans revenus stables et à l'approche de l'hiver, ces quatorze personnes risquent de se retrouver à la rue.

4. Comment Madame la Ministre justifie-t-elle cette manière de procéder?

5. Les nouveaux arrivants disposent-ils de promesses d'embauches ou de CDD/CDI?

6. De quelle nationalité sont les nouveaux arrivants?

7. Les personnes priées de quitter les lieux sont-elles autorisées à rester au Luxembourg et ont-elles été conseillées afin de pouvoir accéder à un logement indépendant?

Réponse (23.11.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration gère quatre foyers pour travailleurs immigrés:

Foyer pour immigrés	46, rue de Muehlenbach	L-2168 Luxembourg
Foyer pour immigrés	35, route de Thionville	L-2611 Luxembourg
Foyer pour immigrés	79, avenue de la Gare	L-4130 Esch-sur-Alzette
Foyer pour immigrés	88, boulevard J.F. Kennedy	L-4170 Esch-sur-Alzette

2. Les foyers ci-dessus énumérés sont provisoirement mis à disposition de travailleurs immigrés. Tout travailleur immigré muni d'un contrat de travail fait une demande au gérant d'un des foyers qui, après s'être entretenu avec l'intéressé et en fonction des places disponibles, formule une proposition d'admission du concerné à l'OLAI.

La décision finale quant à l'admission ou non du concerné au foyer pour travailleurs immigrés prend en compte tant l'avis du gérant du foyer que les documents soumis à l'appui de la demande et l'impression laissée par l'intéressé lors de l'entretien avec un responsable de l'OLAI.

3. Au moment de leur entrée au foyer, les occupants sont informés du fait que le logement n'est que provisoire et qu'ils ne pourront y rester qu'au maximum pendant trois ans. Dans les faits, la durée moyenne de séjour dans les quatre foyers est de six ans.

4. La dénonciation du contrat d'hébergement oral conclu avec les occupants est basée sur l'article 4 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers qui stipule que l'OLAI gère des structures «réservées au logement provisoire d'étrangers».

Après un délai de trois ans, il est raisonnable de supposer que tout ressortissant étranger ait pu suffisamment s'intégrer et trouver un logement adéquat pour ne plus devoir bénéficier des structures étatiques mis temporairement à sa disposition.

Or, dans la mesure où la quasi-totalité des occupants du foyer situé au 35, route de Thionville à Bonnevoie y est logée depuis plusieurs années déjà, l'OLAI a pris la décision de libérer ce foyer pour y loger des demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg. Cette mission sociale est vouée à l'échec si les logements dont dispose l'État sont occupés par des étrangers de longue date. Il s'agit d'une question d'égalité des chances permettant l'accès effectif de chacun à logement.

Actuellement, le Luxembourg doit faire face à un afflux considérable de demandeurs de protection internationale. En effet, pas moins de 1.867 nouvelles demandes ont été enregistrées à ce jour en 2012. Etant donné que les capacités d'hébergement sont insuffisantes et que les foyers sont saturés, la recherche de nouvelles structures, en dépit du soutien de certaines communes qui mettent à disposition des immeubles ou terrains pour y loger des demandeurs de protection internationale, s'avère très difficile.

5. Pour pouvoir séjourner dans un foyer pour travailleurs immigrés, les nouveaux-arrivants doivent être en possession d'un contrat de travail. Depuis l'ouverture de ces foyers, la majorité des occupants a travaillé dans le secteur du bâtiment.

6. La quasi-totalité des travailleurs immigrés sont des ressortissants portugais ou cap-verdiens.

7. Les occupants du foyer à Bonnevoie sont tous des ressortissants portugais et soit détiennent un contrat de travail, soit touchent une indemnité de chômage ou une pension d'invalidité. Ils disposent dès lors de revenus suffisants pour pouvoir rester au Luxembourg, sans être à charge de l'État luxembourgeois.

À l'initiative de l'OLAI, deux entrevues avec les occupants du foyer ont eu lieu afin de permettre à chacun de s'exprimer librement et de faire part de ses préoccupations, ainsi que d'obtenir des renseignements actuels sur sa situation professionnelle et financière.

Durant lesdites entrevues, les occupants ont été informés sur les conditions d'accès à un logement sur le marché locatif privé et rassurés que l'OLAI tiendra compte de la situation individuelle de chacun avant d'entamer des démarches judiciaires. Toutefois, les occupants devront urgemment se mettre à la recherche d'un autre logement et pouvoir rendre compte de leurs efforts et diligences à l'OLAI.

Dans le même contexte, l'OLAI a avancé la possibilité d'une cohabitation dans des logements privés pour ceux qui éventuellement ne disposeraient pas des ressources nécessaires au paiement d'une garantie locative et a transmis les coordonnées du Service des Aides au Logement et celles de l'Office social de la ville de Luxembourg aux concernés.

Question 2375 (25.10.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **numéro d'urgence européen «Enfants disparus»:**

En 2007, la Commission européenne avait décidé de réserver, au niveau national, des numéros téléphoniques à six chiffres commençant par 116 à des lignes d'urgence pour les appels liés aux disparitions d'enfants (116 000), à des lignes d'assistance téléphonique auxquelles les enfants peuvent demander de l'aide (116 111) et à des lignes d'assistance téléphonique destinées à apporter un soutien moral aux adultes (116 123). Ces services doivent en principe être gratuits et joignables 24h/24 et 7j/7.

Après la mise en place du numéro de téléphone 116 111 en 2011, le Luxembourg a finalement mis en service le numéro 116 000 en octobre 2012 avec comme mission principale d'écouter et de soutenir les familles d'enfants disparus tout comme les jeunes en détresse psychosociale. L'Office national de l'enfance (ONE) est en charge du service pendant les heures de bureau tandis que la Police grand-ducale en est responsable pendant les nuits, les week-ends et les jours fériés.

Afin de pouvoir conseiller les appelants de manière compétente et adaptée aux diverses situations de détresse, les interlocuteurs qui décrochent le téléphone sont censés avoir reçu une formation psychosociale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) L'Office national de l'enfance a-t-il pu recruter du personnel supplémentaire pour assurer ce service?

2) Les différents interlocuteurs en charge du service 116 000 ont-ils obligatoirement suivi une formation psychosociale?

3) Pour quelle raison le Gouvernement a-t-il transféré une mission du numéro 116 111 (enfants en détresse psychosociale demandant de l'aide) au service 116 000 qui est géré par la Police grand-ducale en dehors des heures de bureau, c'est-à-dire pendant la majeure partie du temps libre des enfants scolarisés?

4) Est-ce que le 116 000 prend en charge les appels d'enfants en détresse psychosociale de manière anonyme et confidentielle, c'est-à-dire aussi bien auprès de l'ONE qu'auprès de la Police grand-ducale?

5) Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il soit improbable qu'un jeune en détresse veuille s'adresser à la Police grand-ducale plutôt qu'à l'ONE?

6) Vu les heures de fonctionnement des services similaires comme par exemple le «Kanner-Jugendtëlefon» (Lu/Me/Ve: 17-22h; Ma/Je: 14-22h; Sa: 14-20h), Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait considérablement étendre la plage horaire prise en charge par le personnel de l'ONE?

7) Est-ce qu'une coordination formelle et régulière du service du 116 000 et d'autres services déjà en place comme par exemple le «Kanner-Jugendtëlefon» (anciennement 12345 et désormais le 116 111), le service SOS Détresse (454545) ou l'«Aktioun Bobby» (12321) est garantie afin d'éviter un double emploi ou une éventuelle concurrence, voire une confusion grandissante auprès des personnes concernées? Dans l'affirmative, par quels moyens cette coordination est-elle organisée?

Réponse (27.11.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Le service en question de l'ONE a été renforcé par du personnel qualifié supplémentaire dans la carrière moyenne et supérieure, mais qui renforcera en même temps l'équipe actuel de l'ONE.

2) Le personnel de l'ONE en charge du 116 000 se compose exclusivement de psychologues, assistants sociaux et éducateurs gradués, qui ont par conséquent une qualification initiale poussée dans la prise en charge de personnes en détresse, et en complément une expérience professionnelle en général de plusieurs années. Cette formation de base a été complétée par un cycle de spécialisation spécifique organisé par l'ONE en collaboration avec le Parquet de Luxembourg, avec «Child Focus Belgium», avec le «Kanner-Jugendtëlefon» et avec le «Centre de Communication du Gouvernement» pour le versant technique. Le personnel de la Police grand-ducale n'a pas de fonction psychosociale dans ce contexte et par conséquent n'a pas reçu de formation. Par contre, des instructions précises et des formulaires détaillés sont à leur disposition qui les guident en la matière.

3) et 4) Le «Kanner-Jugendtëlefon» 116 111, numéro européen harmonisé à valeur sociale, a comme mission l'écoute anonyme d'enfants et est assuré essentiellement par des bénévoles, sans qu'il y ait intervention de professionnels du secteur social, sans qu'il y ait de l'aide organisée par ce service par la suite. Il ne s'agit donc pas d'un numéro pour enfants demandant de l'aide psychosociale et il n'y a pas eu de transfert de missions, ce qui est d'ailleurs totalement impossible dans le cadre d'un numéro européen harmonisé.

Le 116 000 au contraire est conçu au niveau des 27 pays de l'Union européenne, et même au-delà, comme numéro ayant une mission de suivi psychosocial de familles confrontées à une disparition d'un mineur. Cette mission ne peut bien entendu pas se faire dans l'anonymat, mais seulement avec le consentement des concernés.

L'expérience du passé au Luxembourg et dans les autres pays de l'UE a montré que très souvent les fugues et enlèvements parentaux, catégories qui constituent plus de 90% des disparitions, se passent dans un contexte où il y a déjà eu des interventions de professionnels du secteur psychosocial, ou bien où il y a nécessité

d'organiser, après le retour des enfants concernés, des interventions psychosociales. L'ONE est ainsi particulièrement bien placé pour suivre ces situations et intervenir avec une efficacité maximale.

La collaboration entre l'ONE et la Police grand-ducale se révèle particulièrement indiquée dans ce contexte, sachant que les missions de recherche policières sur instruction du Parquet, et les missions de prise en charge psychosociales des familles pendant la disparition et des jeunes après le retour se distinguent nettement et sont complémentaires.

5. Les jeunes cherchant une écoute anonyme continueront à s'adresser comme par le passé au «Kanner-Jugendtëlefon» 116 111. Les familles confrontées à une disparition inquiétante ont depuis peu une ressource supplémentaire à leur disposition, le 116 000. Si un jeune en détresse téléphone en dehors des heures de bureau au 116 000 il entre en contact direct avec la Police grand-ducale. C'est ensuite à l'opérateur de juger si une intervention de la Police grand-ducale est nécessaire. S'il n'y a pas urgence, la Police grand-ducale peut soit demander au jeune de rappeler le 116 000 pendant les heures de bureau soit lui demander s'il veut être recontacté par l'ONE. Si tel est son souhait, l'ONE recontacte le jeune pour l'aider dans sa détresse psychosociale.

6. 116 000 et 116 111 ne sont pas des services similaires, mais s'adressent à des populations distinctes et dans des circonstances différentes. Il va de soi qu'après une période de fonctionnement de six mois un premier bilan sera tiré. Il s'avère à ce moment là qu'il y a nécessité de modifier les plages horaires de prise en charge du 116 000 par le personnel de l'ONE, ceci pourra être envisagé sur base de données précises concernant le nombre d'appels et le type de demandes.

7. Au cours de la phase de planification, l'ONE a eu des séances de concertations formalisées avec le «Kanner-Jugendtëlefon», avec SOS-Détresse, avec le 112 et avec la Police grand-ducale qui gère l'«Aktioun Bobby». La coordination entre la Police grand-ducale et l'ONE est formalisée dans un contrat de collaboration approuvé par la Ministre de la Famille et de l'Intégration et par le Ministre de l'Intérieur et de la Grande-Région. Les missions respectives du 116 000 et du 116 111 sont définies à suffisance par les dispositions européennes et les bonnes pratiques du quotidien. Les attributions de l'Office national de l'enfance et de l'Administration nationale des secours (112) sont réglées par la loi.

Question 2376 (25.10.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**hospitalisation de personnes gravement handicapées:**

Jai eu connaissance de plusieurs cas de personnes gravement handicapées qui ont été confrontées en 2012 à des problèmes spécifiques de prise en charge dans des structures hospitalières.

Ces difficultés tenaient principalement au manque de personnel pouvant s'occuper des besoins particuliers de ces personnes. Il est arrivé à de telles personnes de ne pouvoir être acceptées dans des délais raisonnables à l'hôpital ou de ne pas pouvoir recevoir des soins adéquats pendant leur hospitalisation ou même de recevoir une médication inadéquate voire dangereuse.

L'article 25 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH) reconnaît le droit des personnes en situation de handicap à jouir du meilleur état de santé possible sans discrimination fondée sur le handicap. Le Gouvernement a adopté un plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH comprenant différentes mesures à prendre.

Considérant tous ces éléments, j'aimerais vous poser un certain nombre de questions:

1. Avez-vous été mise au courant, en tant que coordinatrice de l'action gouvernementale en ce domaine, de difficultés pratiques rencontrées récemment par des personnes gravement handicapées au niveau de leur hospitalisation?

2. Quelles mesures concrètes ont été prises pour améliorer de façon générale l'assistance des personnes handicapées dans le cadre du plan d'action, voire même au-delà du plan d'action?

3. A-t-on songé à prévoir notamment la mise à disposition de personnel supplémentaire en cas d'hospitalisations même urgentes de personnes gravement handicapées? Si oui, selon quel moyen de financement?

4. Quels sont les moyens mis en œuvre pour assurer la consultation et le suivi des dossiers médicaux par le personnel médical pour permettre à tout moment l'application des moyens adaptés à des cas nécessitant très souvent une attention toute particulière?

5. La possibilité d'avoir recours à une traduction en langue des signes pour des personnes sourdes en cas d'hospitalisation urgente est-elle prévue?

Réponse commune (29.11.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1. Nos services n'ont pas été informés de difficultés pratiques rencontrées récemment par des personnes gravement handicapées lors de leur hospitalisation.

2. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en tant qu'instance de coordination pour les politiques en faveur des personnes handicapées, a lancé en 2010 différentes initiatives qui ont mené à l'adoption, en mars 2012, d'un plan d'action «handicap».

Ce plan d'action du Gouvernement luxembourgeois est conçu comme un instrument qui devra permettre d'atteindre progressivement les objectifs de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées par l'instauration de mesures ciblées. Il a été rédigé avec le concours actif de personnes en situation de handicap et en collaboration étroite avec les différents départements ministériels, en l'occurrence avec le Ministère de la Santé.

L'article 25 de la Convention prévoit que les personnes handicapées ont le droit d'avoir accès, sur un pied d'égalité avec les autres, à des soins et à des services médicaux de la même qualité que ceux dont bénéficient les personnes non handicapées. Les États parties doivent prendre toutes les mesures appropriées pour assurer aux personnes en situation de handicap l'accès à des services de santé qui prennent en compte leurs besoins particuliers.

Dans le domaine de la Santé, le plan d'action du Gouvernement prévoit des mesures très diverses, telles que la désignation d'une personne de contact «handicap» dans l'hôpital. S'y ajoutent des formations ciblées destinées au personnel médical et de soins, ainsi que l'optimisation et l'informatisation du dossier médical.

Il va sans dire que ces mesures ne seront et ne pourront pas être réalisées simultanément. Sachant qu'il s'agit d'un plan d'action quinquennal, la réalisation de ces mesures est prévue au courant des cinq prochaines années.

3. Les structures et l'organisation hospitalières sont conçues et aménagées pour accueillir et répondre aux besoins des personnes présentant toutes les formes de handicap, y compris les handicaps graves. Ceci est également vrai pour les services d'urgences, ainsi que pour les demandes d'hospitalisations urgentes.

La dotation en personnel des unités de soins est établie selon la méthode PRN, appliquée pour tous les établissements hospitaliers. Cette méthode permet de calculer la dotation en personnel de chaque unité de soins, en fonction des soins requis par les patients qui y séjournent, et du temps nécessaire à la dispensation de ces soins. Ainsi, une unité de soins hébergeant des patients gravement handicapés ou en perte importante d'autonomie se verra attribuer plus de personnel soignant qu'une unité hébergeant des patients plus valides ou autonomes. Ce personnel est financé par le budget hospitalier, en application de la convention signée entre l'Union des caisses de maladie et l'Entente des hôpitaux luxembourgeois, conclue en exécution de l'article 74 et suivants du Code des assurances sociales.

4. Le suivi des patients hospitalisés et la prescription des moyens adaptés à leur cas incombent au médecin traitant hospitalier. Selon l'article 36 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, un dossier individuel est constitué pour chaque patient et «comprend obligatoirement les données médicales sous forme d'anamnèse, de rapports médicaux et soignants, de résultats d'analyses, de comptes-rendus d'investigations diagnostiques, d'ordonnances et de prescriptions, de radiographies et de tout autre document ou effet intéressant l'état de santé respectivement le traitement d'un malade». L'article 37, alinéa 2 de la même loi dispose en outre que «les soins doivent être organisés de façon à garantir leur continuité en toutes circonstances». Ces dispositions relatives au dossier et à la continuité des soins garantissent la possibilité de la consultation et du suivi des dossiers médicaux pour permettre à tout moment l'application de moyens adaptés à des cas nécessitant une attention toute particulière.

5. En ce qui concerne la mise à disposition d'un interprète en langue des signes, il y a lieu de signaler que le Ministère de la Famille et de l'Intégration a conventionné depuis 2007 un poste d'interprète en langue des signes auprès de l'a.s.b.l. «Solidarität mit Hörgeschädigten». Cet interprète se tient, sur demande, à disposition de toute personne intéressée et assiste les personnes ayant une déficience auditive dans différentes situations, notamment lors de visites médicales. Une assistance en cas d'urgence est certes possible, compte tenu des disponibilités de l'interprète en langue des signes.

Si Monsieur le Député disposait d'informations plus précises concernant des problèmes relatifs à la prise en charge hospitalière de personnes gravement handicapées, nous le prierions de nous les transmettre.

Question 2378 (26.10.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **propriété publique:**

Il est indéniable qu'il faut agir en faveur de l'environnement en mobilisant et en encourageant les habitants dans nos villes et villages. La propreté des espaces publics est une nécessité de salubrité et une condition incontournable du bien-vivre ensemble. Il faut avant tout protéger les sols, la faune et la flore des pollutions. Il faut savoir que l'hygiène publique et la propreté de nos communes garantissent un cadre de vie agréable et accueillant.

Depuis de nombreuses années, les communes se sont lancées dans des campagnes de sensibilisation de leurs citoyennes et citoyens en les incitant à respecter les lieux, ramasser les déjections canines, ne pas jeter les déchets par terre etc.

Dans ce contexte, il faut saluer le courage de la ville d'Ixelles en Belgique: Celle-ci a fait de la lutte contre les incivilités (dépôts des sacs d'ordures ménagères en dehors des horaires de ramassage, déjections canines non ramassées, jets de papiers, de cannettes, de mégots, les crachats et autres mictions sur la voie publique...) une priorité et a mis en place une politique de tolérance zéro. Après de maintes campagnes d'information et de sensibilisation, elle a procédé à une action à signal dissuasif.

En créant un service des sanctions administratives avec des «agents constatateurs» et en multipliant les opérations policières ciblées, plus de 5.000 procès-verbaux ont été dressés au cours de l'année 2011 comparés aux 30.000 au cours de l'année 2009. Les incivilités sont passibles d'amendes allant de 80 euros environ à 250 euros et ceci dans le but de responsabiliser ceux et celles de nos concitoyens avec un manque accru de civilité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre entend-il suivre une politique de répression similaire à la ville d'Ixelles pour combattre la malpropreté au Luxembourg?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce problème à caractère malsain et intolérable?

Réponse (11.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le jet de déchets sur la voie publique est un phénomène qui existe bien au Luxembourg. Une étude réalisée en 2008 par l'Administration de l'Environnement et publiée sur le portail Internet emwelt.lu a permis d'évaluer l'envergure de ce phénomène qui est communément connu sous le nom de «littering».

Le problème est également connu par les communes qui organisent chaque année des actions de nettoyage le long de leurs sentiers et de leurs routes.

Différentes actions de sensibilisation ont été réalisées au cours des dernières années. Néanmoins, ces campagnes de sensibilisation ne permettent pas de résoudre le problème.

Ce constat est une des raisons pourquoi, dans le cadre de la nouvelle loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, les modalités relatives aux sanctions pénales ont été modifiées par rapport à celles prévues par la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Désormais, la loi donne la possibilité de prévoir des avertissements taxés pour certaines contraventions aux dispositions de la loi.

La mise en œuvre de cette disposition ne pourra cependant se faire qu'à partir du moment où le montant de l'avertissement taxé, les modes du paiement et le catalogue groupant les contraventions suivant le montant des avertissements taxés à percevoir ont été fixés par règlement grand-ducal. Les services du département de l'Environnement sont actuellement en train de finaliser l'avant-projet du règlement grand-ducal en question.

Question 2380 (29.10.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **accidents lors d'un séjour à l'hôpital:**

In den Kliniken besteht scheinbar die Praxis, bei Stürzen von Patienten während des Klinikaufenthalts dieselben Vorfälle auf gesonderten Formularen zu dokumentieren und diese an eine administrative Verarbeitungsstelle weiterzuleiten zwecks interner Auswertung.

Stürze können vermieden werden und die Auswertung dieser Formulare mit den Umständen, die zum Sturz geführt haben, können als Basis dienen für Verbesserungen in der Versorgung respektive der Aufsicht durch das Personal auf den Pflegestationen.

Fragen:

1) Wie systematisch werden Vorfälle wie Stürze von Patienten während des Klinikaufenthaltes in den nationalen Kliniken dokumentiert, ausgewertet und evaluiert?

2) Gibt es eine Meldepflicht bei Stürzen und erhält das Gesundheitsministerium Rückmeldung bezüglich der Frequenz und Konsequenzen der Stürze?

3) Was war bisweilen die Frequenz von Brüchen im Rahmen eines Krankenhausaufenthaltes und wie ist das Durchschnittsalter der involvierten Personen?

4) Gibt es möglicherweise einen Zusammenhang zwischen der Inzidenz von Stürzen und dem Personalschlüssel für eine gegebene Pflegestation und welche Rückschlüsse kann man ziehen?

5) Wer übernimmt die Verantwortung, falls es sich herausstellen sollte, dass der Personalschlüssel für die Pflegestation zum Zeitpunkt des Vorfalls ungenügend war?

6) In welchem Maße übernehmen Haftpflichtversicherungen die Kosten für solche Vorfälle?

7) Welche Maßnahmen gedenkt das Gesundheitsministerium den Kliniken des Landes vorzuschlagen, um die Rate von Stürzen in den Kliniken zu reduzieren, und gedenkt der Minister eine Sensibilisierungskampagne zu diesem Thema zu tun?

Réponse (26.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La documentation des chutes affectant des patients en milieu hospitalier est réalisée selon deux modalités différentes: d'une part, dans le cadre des dispositions réglementaires prises en vue de l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité du patient et, d'autre part, dans le cadre conventionnel signé entre la Caisse Nationale de Santé (CNS) et la Fédération des établissements hospitaliers (FHL).

Ainsi, conformément aux dispositions des articles 21 à 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures, chaque établissement hospitalier a mis en place un système de signalement des événements indésirables. Ceci permet de pouvoir identifier et analyser les incidents, quasi-incidents et autres faits, dont les conséquences sont ou auraient pu être dommageables, qui révèlent un état réel ou potentiel d'insécurité ou de non-qualité pour les patients, le personnel, les visiteurs, ou les biens.

Les chutes de patients font partie des événements indésirables documentés dans le cadre de ce système, dont la mise en place et la gestion sont confiées au comité d'évaluation et d'assurance qualité de l'établissement, qui détermine les modalités de signalement, de documentation et d'analyse des événements indésirables. L'analyse des causes à l'origine des événements indésirables est réalisée en interne au sein de l'établissement hospitalier pour des raisons de confidentialité.

Chaque comité d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières d'un établissement hospitalier élabore annuellement un rapport global des événements indésirables, si-

gnalés et analysés, qu'il remet à l'organisme gestionnaire et au comité national d'assurance qualité des prestations hospitalières.

La communication du nombre de chutes ainsi que de leurs circonstances n'est pas requise au niveau national; par contre, les modes d'analyse des causes à l'origine de ces événements ainsi que les actions entreprises pour leur prévention sont recensés et communiqués. L'objectif de ces systèmes de signalement consiste à favoriser une culture de l'amélioration continue des pratiques et de la sécurité des patients ainsi que des usagers des établissements hospitaliers.

Selon ces rapports, le manque de personnel de soins n'est pas à l'origine des chutes qui ont été signalées.

D'autre part, dans le cadre du programme conventionnel entre la CNS et la FHL relatif au développement de la qualité à l'hôpital, le taux de chute des personnes hospitalisées a été retenu au niveau national comme élément indicatif de la qualité de la gestion des risques. Cet indicateur est calculé par établissement hospitalier lors des audits PRN annuels sur un échantillon représentatif des patients en fonction du nombre de journées par spécialité, par âge, par sexe, par unité de soins ou médico-technique. En 2009, pour l'ensemble des établissements hospitaliers, le taux de chute a varié de 0 à 1,39% par journée de séjour audité. En 2010, ce taux a été compris entre 0 et 1,04%. La fréquence des chutes ayant causé une fracture ou toute autre complication n'est pas recensée lors de cet audit.

Par ailleurs, chaque hôpital souscrit une assurance responsabilité civile pour couvrir des dommages qui seraient éventuellement dus suite à son activité, de même que chaque médecin est tenu, conformément à l'article 33bis de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire, de souscrire une assurance destinée à garantir sa responsabilité civile susceptible d'être engagée en raison de dommages survenus dans le cadre de son activité professionnelle.

Mes services ne disposent pas d'études quant aux modalités d'indemnisation de la part des assurances de dommages ayant résulté de chutes de patients dans des établissements hospitaliers.

Question 2382 (29.10.2012) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**impact du mariage princier sur le secteur touristique:**

Le mariage du Grand-Duc héritier et de la Comtesse de Lannoy a attiré des milliers de visiteurs qui ont suivi les festivités.

Il y a encore lieu de noter que le mariage a été largement couvert par les médias internationaux et qu'aussi bien le LCTO que l'ONT ont proposé des forfaits «mariage princier» afin d'attirer un maximum de touristes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

1. Quel a été l'impact du mariage princier sur le secteur Horesca et sur le commerce?

2. Combien de personnes se sont renseignées auprès de l'ONT ou du LCTO pendant la semaine des festivités?

Réponse (27.11.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Faisant suite à la question parlementaire n°2382 du 29 octobre 2012 de l'honorable Député Léon Gloden, j'ai l'honneur de vous faire part des observations suivantes:

Le mariage du Grand-Duc héritier et de la Comtesse de Lannoy a porté l'attention internationale sur le Luxembourg et a attiré de nombreux visiteurs dans notre capitale.

Les festivités ont attiré un public important, des résidents, mais aussi des touristes qui ont saisi cette occasion exceptionnelle pour visiter le Grand-Duché.

L'événement a généré une importante couverture médiatique internationale:

- 750 accréditations de presse:

- 270 journalistes de 90 organes de presse différents;

- 140 photographes de 76 organes de presse différents;

- 75 caméramans de 25 organes de presse différents;

- +/- 250 autres (techniciens, monteurs, réalisateurs, etc.).

- Des représentants de 120 organes de presse internationaux et de 20 médias luxembourgeois.

- Des représentants de médias issus des pays suivants: Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Norvège, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Maroc, Russie, Japon, Chine, États-Unis d'Amérique (cette liste n'est pas exhaustive).

- Tous les grands magazines ainsi que toutes les grandes agences photos ont figuré parmi les médias accrédités.

- Une revue de presse qui dépasse 1.400 pages.

- Neuf chaînes TV ont assuré une retransmission en direct:

- RTL Télé Lëtzebuerg, ZDF (Allemagne), RTL TVI, RTBF (Belgique), VRTN, NOS (Pays-Bas), LuxeTv, NRK (Norvège), Russia Channel One (Russie).[1]

À ces chiffres, on peut encore ajouter les nombreux médias qui n'étaient pas sur place mais qui ont utilisé les communiqués et images des agences de presse pour couvrir l'événement.

Cette grande couverture médiatique, que l'on peut qualifier de mondiale, a majoritairement été très positive et a sans doute contribué à augmenter la renommée du Grand-Duché en véhiculant une image positive.

1. L'impact du mariage princier sur le secteur Horesca a été positif. La Fédération nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers de Luxembourg (Horesca) a réalisé une enquête pour évaluer l'impact de l'événement, à laquelle des établissements représentant 2.522 chambres ont participé. Il en résulte que les établissements d'hébergement de la capitale ont le plus profité de l'événement. Les taux d'occupation dans les établissements hôteliers de la capitale étaient de 85,34% le vendredi 19 octobre et de 74,12% le samedi 20 octobre 2012. Certains hôtels ont même pu afficher complet. Surtout les hôtels haut de gamme (5 et 4 étoiles) ont fait de bons résultats. En considérant que généralement le taux d'occupation des hôtels de la capitale se situe entre 48 et 65% pendant les week-ends, il s'agit d'un résultat très positif.

L'Horesca souligne que les hôtels se situant en dehors de la capitale n'ont pas autant ou pas pu bénéficier de cette manifestation car leurs taux d'occupation étaient similaires aux week-ends précédents.

Selon l'Horesca, les prix des chambres n'ont que légèrement augmenté pendant ce week-end, mais les chiffres d'affaires générés étaient très positifs.

Les cafés et restaurants de Luxembourg-ville ont également profité de cette manifestation pour augmenter largement leur chiffre d'affaires au cours de ce week-end de fête, principalement ceux de la Vieille Ville.[2]

En ce qui concerne l'impact sur le commerce, la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc) est d'avis que le mariage princier a davantage profité à l'image de notre pays qu'au chiffre d'affaires réalisé dans le secteur du commerce pendant ces quelques jours. Partant, les répercussions sur le commerce luxembourgeois et celui de la ville doivent aussi être vues sur le moyen et long terme.

Même si l'affluence de visiteurs dans la capitale le weekend du mariage était impressionnante, la clc constate que la motivation de ces visiteurs était moins le shopping que la curiosité et l'envie de profiter d'une ambiance festive et joyeuse. Aux dires des commerçants de Luxembourg-ville, les ventes étaient respectables durant l'après-midi du samedi, compensant ainsi une matinée extrêmement calme.

Selon les données et évaluations de la clc, on peut néanmoins affirmer que le chiffre d'affaires réalisé dans le commerce luxembourgeois (une ventilation sur des régions ou villes étant impossible) était de 20% plus élevé le samedi 20 octobre par rapport à un samedi «ordinaire». La clc pense (au regard des dires de certains grands magasins) que c'était surtout le commerce de la capitale qui a bénéficié de cette augmentation des ventes.

La clc a également remarqué une forte affluence de visiteurs dans la ville le dimanche, 21 octobre, la journée du «Mantelsonndeg» où les magasins étaient ouverts dans l'après-midi. Cependant, les données statistiques ne laissent pas entrevoir un chiffre d'affaires notablement plus élevé que celui des années précédentes.[3]

2. Le mariage princier a suscité un fort intérêt, non seulement auprès des résidents mais également auprès des touristes.

En effet, l'Office National du Tourisme a constaté une hausse importante des visites sur son site Internet visitluxembourg.com avant et après les festivités. La semaine du 15 au 21 octobre, le site a accueilli 37.090 visites, ce qui correspond à une augmentation de 246% par rapport à la même période en 2011 (du 17 au 23 octobre 2011: 10.718 visites). Un pic impressionnant a été réalisé le jour du mariage avec 8.385 visites, sachant qu'en moyenne le site accueille près de 1.500 visiteurs par jour.

La semaine suivant le mariage (du 22 au 28 octobre 2012) cette tendance positive s'est perpétuée avec 19.252 visites, ce qui correspond à une augmentation de 48% par rapport à la même période l'année dernière (du 24 au 30 octobre 2011: 12.958 visites).[4]

Le bureau d'accueil du Luxemburg City Tourist Office (LCTO) a accueilli 3.217 personnes pendant la semaine du 15 au 21 octobre 2012.

Le week-end des festivités (samedi et dimanche) le LCTO a envoyé ses guides mobiles, les «jackets - ask me», sur le terrain. Ces guides mobiles ont pu renseigner 1.946 personnes pendant ces deux jours.

Le week-end du mariage (du 19 au 21 octobre), un total de 3.651 personnes se sont renseignées auprès du Luxembourg City Tourist Office (bureau d'accueil et «jackets - ask me»).

Du vendredi au dimanche, le LCTO a organisé 66 tours guidés pour un total de 2.640 personnes.

Le site Internet www.lcto.lu a accueilli 7.490 visites sur deux jours le vendredi 19 et samedi 20 octobre. 78,7% de ces utilisateurs ont visité le site pour la première fois.[5]

En conclusion, on peut affirmer que le mariage du Grand-Duc héritier et de la Comtesse de Lannoy a eu un impact positif sur le secteur Horesca et sur le commerce luxembourgeois lors du week-end des festivités. Le Grand-Duché a saisi l'occasion pour se présenter de façon positive à un large public international et l'impact en termes d'image du pays est difficilement quantifiable. Quelques semaines après l'événement, il est encore trop tôt pour évaluer les effets à moyen terme. Toutefois, le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme espère que l'importante couverture médiatique autour de l'événement ainsi que l'attention supplémentaire et positive portée sur le pays auront encore des répercussions positives sur le tourisme luxembourgeois au cours des prochains mois.

Question 2387 (31.10.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant l'**accessibilité des lieux ouverts au public:**

La loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public définit que l'autorisation de construire ou de rénover un lieu ouvert au public n'est accordée par l'autorité compétente qu'à condition que le projet respecte les exigences techniques dites d'accessibilité qui sont déterminées par les règlements grand-ducaux des 23 novembre 2001 et 25 janvier 2008 repris dans le texte coordonné du 17 mars 2008. Il est également précisé que ces lieux ouverts au public sont certifiés conformes moyennant un label à remettre par le Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de lieux ouverts au public ont été certifiés par le label précité?

- Existe-t-il une base de données consultable par le grand public qui répertorie les lieux certifiés accessibles?

- Combien de projets sont actuellement pendants auprès du SNSFP?

Réponse (4.12.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2387 du 31 octobre 2012, Madame la Députée Tessy Scholtes désire savoir de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration - courrier qui m'a entre-temps été transmis pour compétence - combien de lieux ouverts au public ont été certifiés par le label du Service national de la sécurité dans la fonction publique, s'il existe à ce sujet une base de données consultable par le grand public et combien de projets sont actuellement pendants.

En réponse à sa question je voudrais fournir à l'honorable Députée les informations suivantes:

Toute construction nouvelle et toute transformation ou rénovation importantes d'un bâtiment relevant de l'État, d'une commune ou d'un syndicat intercommunal font l'objet, avant le début des travaux, d'un rapport de réception préalable qui vérifie la conformité des plans, travaux et fournitures aux exigences de sécurité prévues par le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans la fonction publique et aux exigences d'accessibilité inscrites au règlement grand-ducal modifié du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public.

Dès l'achèvement des travaux et fournitures, le Service national de la sécurité dans la fonction publique procède à leur réception finale en ce qui concerne la sécurité et l'accessibilité. Généralement, les rapports préalables et les rapports de réception sont rédigés en étroite collaboration avec les organismes agréés qui, en matière de sécurité et d'accessibilité, accompagnent les travaux de construction jusqu'à leur achèvement.

Les lieux ouverts au public relevant de l'État, des communes et des syndicats intercommunaux construits, rénovés ou transformés sont donc réceptionnés en matière de sécurité et d'accessibilité depuis toujours par le Service national de la sécurité dans la fonction publique.

D'après l'article 15 de la loi modifiée du 19 mars 1988, les dossiers suivis par le Service national de la sécurité dans la fonction publique au sujet des établissements de l'État, des communes et des syndicats communaux, y compris les rapports de l'inspecteur général et des organismes agréés, sont accessibles au public qui peut les consulter sur place. Copie est faite sur demande. Actuellement une dizaine de projets sont en cours d'instruction en vue de la confection d'un rapport préalable avant le début des travaux en matière de sécurité et d'accessibilité.

Question 2388 (31.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **abris pour chevaux:**

Zu Lëtzebuerg erfreet sech de Reitsport enger ëmmer méi grousser Beléiftheet an et ginn ëmmer méi Leit, déi sech privat eent oder méi Päerd zu dësem Zweck halen. E puer vun dëse Leit wëllen hir Päerd och aus Haltungsgrënn oder finanzielle Grënn net an e frieme Stall ginn, mä probéieren duerch d'Acquisitioun vun enger Wiss bei hirem Wunnhaus hiert Déier bei sech doheem ze halen an hinne méi eng aartgerecht Haltung duerch zum Beispill oppe Ställ ze erméiglechen. Allerdéngs schéngen hei grouss Problemer ze bestoen, fir e klenge Privatstall (souguer an enger Holzkonstruktioun) an enger „Zone verte" genehmegt ze kréien. D'Erklärung wier, datt zum Zweck vun „Loisirs" esou Genehmegungen net méi erdeelt géife ginn, an héchstens Ënnerständ vun 3 x 6 m géifen autoriséiert ginn - woubäi déi Moossen awer d'Fro vun der aartgerechter Haltung opwerfen.

An dësem Zesummenhang wollt ech dowéinst dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wat gesäit dat aktuellt Gesetz fir d'Baue vun engem privaten Holzstall mat Auslaf (Paddock) fir eng aartgerecht Päerdshaltung doheem genee vir?

2. Sollt net den Déiereschutz an de Wonsch vun enger méi aartgerechter Haltung vu Reitpäerd an och vu méi alen oder kranke Päerd, déi net méi zum Reide kënnen déngen, vu staatlecher Säit gefördert ginn?

3. Sollen net déi Leit, déi bereet sinn d'Käschten an d'Méie fir d'Fannen an d'Kafe vun engem gëeegente Päerdsterrain an d'Baue vun ëmweltfrëndleche Ställ mat Auslaf duerch eng generéis, schnell an einfach Genehmegungsprozedur heizou encouragéiert ginn?

Réponse (11.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Den Artikel 5 vum Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 gesäit vir, dass Konstruktioune generell nëmmen an deenen Zonen, fir déi de Bebauungsplang (PAG) d'Opriichte vu Wunnengen, Geschäfter, Industrie a Konstruktioune fir sportlech Zwecker oder dësgläiche virgesäit, erlaabt dierfe ginn.

[1] Source: Service information et presse du Gouvernement

[2] Source: Horesca

[3] Source: Confédération luxembourgeoise du commerce

[4] Source: ONT

[5] Source: LCTO

Ausserhalb dëser bebaubarer Zon, dat heescht an der Gréngzon, däerf de Minister just Konstruktioune fir d'Landwirtschaft, de Wäibau, d'Juegd, d'Forstwirtschaft etc. an natierlech fir d'Allgemengheet erlaben. Deemno dierf ee Stall oder eng Hal fir d'Zuucht an d'Mäschte vu Päerd opgeriicht ginn, falls se net am Géigesaz zu den Objektiver vum Artikel 1 vum Naturschutzgesetz stinn.

Allerdéngs si Reitställ a Reithalen, déi, ob fir privat Zwecker oder als Pensioun fir Päerd vun Drëtten, an domat eng Fräizäitaktivitéit oder een Handel duerstellen, ausgeschloss. Am Allgemengen ass laut Gesetz an och Jurisprudenz d'Hale vu Päerd aus Grënn vu Fräizäitbeschäftegung oder Sport net mat de Bestëmmunge vum Artikel 5 kompatibel, a Konstruktiounen, déi zu dësem Zweck gebaut oder ëmgebaut solle ginn, kënnen an der Gréngzon net genehmegt ginn.

Question 2389 (31.10.2012) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **allocations familiales pour les enfants des personnes en situation irrégulière:**

Le droit à l'éducation et l'obligation scolaire qui en découle, deux aspects prévus dans la législation nationale, exigent que tout enfant résidant au Luxembourg et âgé de plus de quatre ans (révolus avant le 1er septembre de l'année scolaire), bénéficie d'une éducation et cela indépendamment de son statut légal ou de celui de ses parents, même en situation irrégulière.

Aux termes de l'article 269 du Code des assurances sociales régissant la matière, a droit aux allocations familiales tout enfant élevé d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal.

D'après la jurisprudence du Conseil supérieur des assurances sociales (notamment aff. A.F. 5/89/ C.N.P.F. 31/90) la condition du domicile légal de l'enfant au Luxembourg fait qu'une personne en situation irrégulière, c'est-à-dire sans autorisation de séjour, ne peut pas prétendre aux allocations familiales pour ses enfants.

En vertu de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, les États signataires doivent prendre les mesures nécessaires pour garantir aux personnes présentes sur leur territoire le droit au respect de la vie privée et familiale.

Les prestations familiales peuvent être considérées comme relevant de l'article 8 au sens où elles participent de l'aspect patrimonial de la vie familiale. En effet, le versement des prestations familiales «vise à favoriser la vie familiale et a nécessairement une incidence sur l'organisation de celle-ci».

Par ailleurs, aucun motif raisonnable et objectif ne peut être opposé pour justifier la différence de traitement évoquée, d'une part, au regard de la nature des prestations familiales (versées pour l'enfant et participant aux conditions de son éducation et de son développement), d'autre part, au regard de l'article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant aux termes duquel «dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale».

La discrimination entre enfants remplissant les conditions de domicile légal de leurs parents et ceux ne les remplissant pas est fondée sur objectifs de maîtrise des flux migratoires et de maîtrise des dépenses publiques alors que la nature même des prestations familiales est de satisfaire l'intérêt supérieur de l'enfant.

La restriction du droit aux prestations, fondée sur un critère de régularité du séjour sur lequel l'enfant ne peut avoir aucune influence, porte une atteinte disproportionnée au principe de non-discrimination et à l'intérêt supérieur de l'enfant caractérisé par le droit à une vie familiale normale, est donc contraire à la Convention européenne des droits de l'Homme et à la Convention internationale des droits de l'enfant.

- Madame la Ministre est-elle en mesure de chiffrer le nombre d'enfants scolarisés à Luxembourg qui ne bénéficient pas d'allocations familiales?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis, au vu de ce qui précède, que dans la mesure où la législation luxembourgeoise actuelle limite l'accès aux allocations familiales aux seuls enfants dont les parents sont en situation régulière au pays, elle est en contradiction avec les textes internationaux qui ont une valeur supérieure à la loi?

- Madame la Ministre est-elle en mesure de mettre le droit à la vie familiale normale ainsi que le refus de la discrimination des enfants sur un pied d'égalité avec le droit à l'éducation, et d'agir afin que chaque enfant scolarisé au Grand-Duché puisse bénéficier des allocations familiales indépendamment de son statut légal ou de celui de ses parents, même en situation irrégulière?

Réponse (15.11.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le lien que l'honorable Députée établit entre les conditions d'octroi des allocations familiales et notamment celle liée au domicile légal, et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme qui proclame le droit de toute personne au respect «de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance» est pour le moins difficilement compréhensible.

D'abord, les allocations familiales ont une finalité foncièrement différente de celle énoncée à l'article 8 de la Convention mentionnée: les allocations, tout en revenant à l'enfant comme bénéficiaire, ont pour principale finalité de compenser les charges financières qui sont liées à la présence d'enfants dans un ménage. Or, les conditions qui déterminent ou non leur octroi ne limitent d'aucune façon les dispositions de la Convention européenne quant au respect de la vie privée et familiale, qui par ailleurs prévoient elles-mêmes la possibilité de restrictions lorsqu'elles sont prévues par une loi. Ainsi, le fait de lier par la loi nationale l'octroi d'une prestation familiale ou autre à des conditions déterminées ne saurait être considéré comme ingérence dans la vie familiale ou privée d'une personne.

Ensuite, l'honorable Députée avance que la «restriction du droit aux prestations serait à considérer comme atteinte disproportionnée au principe de non-discrimination et à l'intérêt supérieur de l'enfant»; appréciation que je ne peux pas partager, en considération des efforts que le Gouvernement met constamment en œuvre pour soutenir les familles en situation irrégulière au Luxembourg et plus particulièrement leurs enfants. Afin de leur permettre de mener une vie digne pendant leur séjour au Luxembourg, ces personnes sont soutenues financièrement en termes d'hébergement, d'allocation mensuelle, par le biais de titres de transports etc.

Force est de constater que la remise en question du domicile légal pour l'attribution d'une prestation familiale ou sociale toucherait à un des éléments fondamentaux du système social au Luxembourg et de tout autre pays. Le domicile crée un lien entre un individu et un État et il appartient à chaque État d'apprécier si les personnes établies sur son territoire y ont leur domicile au titre de la législation y applicable. C'est, par la suite justement, ce domicile légal - et/ou la résidence effective ou l'affiliation à la sécurité sociale sur base d'une activité professionnelle - qui détermine les ayant-droits à des prestations familiales ou sociales. Le Gouvernement n'a pas l'intention et ne peut se permettre de changer cet état des choses sans risquer d'ouvrir une porte déraisonnablement large pour solliciter les prestations au Luxembourg.

Finalement, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, respectivement la Caisse Nationale des Prestations Familiales, ne dispose pas de chiffres sur le nombre d'enfants scolarisés qui ne sont pas bénéficiaires des allocations familiales. Cela nécessiterait à la fois l'existence d'une demande d'octroi de prestations familiales et aussi l'information quant à la fréquentation ou non par l'enfant d'une école. Or, ce dernier élément n'est pas répertorié par mes services, étant donné qu'en général, pour un enfant mineur, l'octroi de prestations familiales n'est pas subordonné à la preuve de la fréquentation d'une école au Luxembourg.

Question 2392 (5.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**offre de services de santé luxembourgeois à l'étranger:**

Einem Bericht der BBC und anderen britischen Medien zufolge ermutigt die englische Regierung die besten Kliniken des Landes, eine Expansion ihrer Dienstleistungen ins Ausland zu erwägen. Die Idee besteht darin, im Rahmen des Programmes „NHS Global" Dienstleister aus dem staatlichen britischen Gesundheitssystem (NHS) im Ausland ihre Dienste anbieten zu lassen, um auf der einen Seite die britische medizinische und klinische Kompetenz zum Tragen zu bringen, auf der anderen Seite allerdings auch Erträge zu erwirtschaften, die dann in das nationale NHS-System reinvestiert werden können.

Luxemburg verfügt über eines der besten Gesundheitssysteme der Welt, wie kürzlich wieder einmal die diesjährige Vergleichsstudie des Forschungskonsortium „European Health Consumer Powerhouse" festgestellt hat. Was demnach im britischen NHS als Idee vorgebracht wird, von der britischen Regierung zur Umsetzung ermutigt wird, könnte sich möglicherweise ebenfalls im hiesigen Gesundheitssystem sich als machbar erweisen. Aussagen von politischer Seite der letzten Jahre zufolge sind die Kliniken gut aufgestellt, die Versorgungsstrukturen modernisiert worden, die Anzahl an hoch spezialisierten Ärzten in den Kliniken des Landes überproportional hoch, so dass die britische Idee einer Expansion von Expertise aus den nationalen Kliniken ins Ausland zumindest eine Prüfung wert zu sein scheint.

Fragen:

1) Denkt der Minister an eine ähnliche Ermunterung der nationalen Kliniken, um sich dem internationalen Wettbewerb zu stellen und sich um neue Marktanteile im Ausland zu bemühen?

2) Sollte nach den Reformen der letzten Jahre im Rahmen der Notwendigkeit von Innovation die Gesundheitsökonomie nicht motiviert werden, um in der Großregion mit dem Angebot von Dienstleistungen aktiv zu werden?

3) Welche Initiativen denkt der Minister in diesem Sinne zu unternehmen?

4) Würde der Minister eine renommierte britische Klinik ermuntern, einen Ableger in Luxemburg einzurichten, um der internationalen Bevölkerung sowie der privaten Bevölkerung die Möglichkeit zu eröffnen, sich in dieser UK-Klinik behandeln zu lassen, und parallel dazu beizutragen, die Gesundheitsökonomie in Luxemburg zu diversifizieren?

Réponse (26.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Un des objectifs de la réforme du système de soins de santé adoptée par la Chambre des Députés le 16 décembre 2010 était d'améliorer la transparence et la comparabilité des données statistiques et de la performance de notre système de santé, en particulier dans le secteur hospitalier. En outre, la transposition de la directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers impose une transparence accrue concernant les prestations de santé offertes, ainsi que la qualité de ces prestations dans les États membres.

Les travaux sont donc en cours pour permettre aux établissements hospitaliers de documenter de manière fiable leurs activités et le résultat de ces activités, en particulier par la mise en œuvre de registres hospitaliers du cancer (et d'un registre national du cancer) ou l'élaboration d'un système de documentation des activités hospitalières. Une documentation objective et validée, comparable au niveau international, est en effet un prérequis à la publication de résultats, au benchmarking et à la reconnaissance de la performance de nos établissements hospitaliers, conditions sans lesquelles l'expansion internationale de leurs activités n'est pas envisageable.

En outre, mon Ministère participe à la recherche et à l'identification de projets innovants dans le domaine de la santé, en collaboration avec le CRP-Santé, le LCSB (Luxembourg Centre for Systems Biomedicine) et le PMC (Personalized Medicine Consortium), ainsi qu'avec des partenaires étrangers. Ces projets pourront, à terme, servir d'exemples à adapter dans d'autres pays ou systèmes de santé.

En ce qui concerne la création hypothétique au Luxembourg d'une antenne d'un établissement hospitalier britannique auquel l'honorable Député fait référence, je ne peux que renvoyer l'honorable Député aux articles 4 à 6 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers qui prévoient la procédure ainsi que les conditions de création de tout établissement hospitalier sur notre territoire.

Question 2393 (5.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**utilisation de différentes procédures lors de l'enregistrement d'un patient dans un hôpital:**

Immer wieder fällt es auf, dass bei der Namensführung der Patienten in den einzelnen Kliniken unterschiedliche Vorgehensweisen bestehen. Die einen geben bei Frauen zunächst den „Nom de jeune fille" an, der dann mit dem Namen der „épouse" ergänzt wird. Andere Kliniken nehmen den Namen der verheirateten Frau als ersten, um ihn mit dem Jungmädchennamen zu ergänzen.

Das führt leider beim niedergelassenen Arzt dazu, wenn er Dokumente aus verschiedenen Kliniken erhält, dass er sich mit dem Umstand auseinandersetzen muss, die Personen richtig einzuordnen, was manchmal zu Problemen führen kann.

Fragen:

1) Wie kommt es, dass die Kliniken immer noch unterschiedliche Praktiken bezüglich einer so wichtigen Information wie der Namensführung des Patienten führen können?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass hier eine einheitliche Regelung getroffen werden muss, im Sinne von mehr Sicherheit für den Patienten?

3) Was gedenkt der Minister in diesem Bereich zu tun?

4) Wer übernimmt die Verantwortung für Körperschäden bei der Verwechslung des Patienten, falls diese auf eine uneinheitliche Verwendung von Namen zurückzuführen wäre?

Réponse (26.11.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'identification des patients lors de leur admission dans un établissement hospitalier dépend des procédures d'enregistrement de l'établissement concerné. Pour les personnes protégées au titre de l'assurance maladie ou de l'assurance accident, une identification univoque est assurée par l'utilisation du matricule national. À défaut de matricule national, les noms, prénoms et date de naissance permettent l'identification univoque des patients hospitalisés.

Conformément au plan hospitalier national du 13 mars 2009, chaque établissement hospitalier a en outre l'obligation de mettre en place des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières, dont une des missions est «de développer et de contribuer à la mise en place sous la responsabilité de l'organisme gestionnaire d'un programme interne de gestion globale et coordonnée de la qualité et des risques».

Les dispositions relatives à la sécurité de l'identification de chaque patient hospitalier et à la gestion des risques liés à son séjour, y compris les risques liés aux procédures d'identification, sont donc rassemblées dans chaque établissement hospitalier.

Question 2398 (7.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **contributions au budget de l'Union européenne:**

An Zäiten, wou muss gespuert ginn, ass et wichteg och déi Kontributiounen - ënner wéi enger Form och ëmmer - kritesch z'ënnersichen, déi Lëtzebuerg un de Budget vun der Europäescher Unioun bezilt, respektiv un Organismen, Institutiounen, Agencen, Banken, Fongen, Mechanismen an däers méi („aner europäesch Entitéiten") am Ëmfeld vun eiser EU- respektiv Europolitik.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister an dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wéi héich de Gesamtbäitrag vu Lëtzebuerg um EU-Budget respektiv zu aneren europäeschen Entitéiten am Ableck ass (an de Budgetsexercicen 2010, 2011 a geschat fir 2012)? Ännert sech dee Volumen nom kroatesche Bäitrëtt? Gëtt et genee Bäitragsschlëssele an der EU an, wa jo, wéi eng Schlëssele gëtt et a wéi engem Kontext an a wéi enger Entitéit?

2. Wéi e Lëtzebuerger Ministère respektiv wéi eng Verwaltung kontribuéiert wéi vill zum EU-Budget respektiv zu aneren europäeschen Entitéiten an iwwer wéi eng Artikelen?

3. Op wéi vill belafe sech d'Kontributiounen oder aner europa- oder eurorelevant Engagementer vun der Lëtzebuerger Zentralbank?

4. Wéi ass déi genee Positioun vu Lëtzebuerg bei den aktuelle Verhandlungen iwwert déi nächst Finanzrumm vun der EU fir d'Joren 2014 bis 2020? Vertrëtt d'Lëtzebuerger Regierung d'Meenung, datt dee Budget misst nach geheicht ginn an, wa jo, wéi eng Konsequenzen hätt dat op dee Lëtzebuerger Bäitrag?

Réponse commune (6.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1) Le budget de l'Union européenne est financé par les ressources propres et d'autres recettes. Il repose sur le principe d'équilibre entre recettes et dépenses et comporte des corrections. Le

budget de l'Union européenne représente environ 1% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union. L'honorable Député voudra bien trouver en annexe des extraits des rapports financiers 2010 et 2011 de la Commission européenne explicitant en détail les dépenses et les recettes par État membre pour les exercices budgétaires précités.

En 2011, la contribution nationale luxembourgeoise au budget communautaire s'est élevée à 278,8 millions d'euros. Elle a été de 248,5 millions d'euros en 2010. Pour 2012, le chiffre n'est pas connu puisque l'exercice budgétaire n'est pas encore clôturé. Concernant la part luxembourgeoise au budget européen, il s'agit de la formule qui découle de l'application de la «Décision ressources propres» de 2007-2013, ratifiée par la loi du 18 décembre 2008 portant approbation de la décision 2007/436/CE/Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes. Conformément à la formule qui y a été retenue, la contribution luxembourgeoise oscille entre 0,2 et 0,3% de la contribution ressources propres RNB des États membres.

En ce qui concerne les institutions et agences de l'UE, celles-ci sont financées par le budget communautaire.

L'adhésion de la Croatie a été programmée au cadre financier pluriannuel 2014-2020 sur base d'une proposition de la Commission, selon laquelle les engagements s'élèveraient à un maximum de 13,741 milliards d'euros pour cette période.

2) Le Ministère des Finances et ses administrations effectuent les contributions au titre des différentes recettes de l'UE. La contribution du Luxembourg au capital de la BEI se chiffre à 263.707.000 EUR, soit 0,113% du capital souscrit dont 5% (13.185.350 EUR) sont libérés. La contribution du Luxembourg au capital de l'ESM se chiffre à 1.752.800.000 EUR, soit 0,2504% du capital souscrit et dont 200.320.000 EUR sont à libérer (en cinq tranches). Sur ces cinq tranches, deux ont déjà été payées, i. e. 80.128.000 EUR. La contribution du Luxembourg au capital de l'EFSF se chiffre à 71.191,29 EUR. Par ailleurs, le Luxembourg a accordé une garantie à hauteur de deux milliards EUR à l'EFSF (Loi du 22 septembre 2011).

3) La participation de la BCL dans le capital de la BCE se chiffre à 15.887.193,09 EUR, soit 0,1747% du capital libéré.

4) Le Gouvernement est d'avis que le cadre financier pluriannuel 2014-2020 doit rester l'expression de la solidarité entre États membres, un instrument au service des politiques communautaires, et permettre de réaliser les objectifs tels qu'ils ressortent du Traité de Lisbonne. Le Gouvernement estime que la proposition initiale du 29 juin 2011 de la Commission européenne pour le prochain cadre financier pluriannuel correspond à cette ambition, tout en pouvant envisager une réduction qui reflète la situation économique et budgétaire dans l'UE et ses États membres, telle que proposée par le Président du Conseil européen lors du Conseil européen extraordinaire des 22 et 23 novembre 2012.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2399 (7.11.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**aide financière de l'État pour études supérieures:**

L'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL) vient de réagir par rapport à une réponse écrite de la part du CEDIES relative aux demandes d'aide financière pour études supérieures refusées pour cause de «résultats gravement insuffisants». Durant l'année académique 2011/2012, 86 étudiant-e-s auraient eu la surprise de se voir refuser l'aide financière pour le second semestre d'études sur base de leurs résultats du premier semestre.

Cette disposition ne fut pas introduite par les modifications législatives du 22 juillet 2010, mais trouve son origine dans la version initiale de la loi sur l'aide financière du 22 juin 2000. Tandis que la définition d'un résultat «insuffisant» est facile, ce n'est pas le cas pour la notion de «gravement insuffisant». La loi laisse une marge d'appréciation assez importante et dans les faits peu transparente au Ministre qui gère l'attribution de l'aide financière.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que la disposition légale susmentionnée de l'article 5, paragraphe 4 de la loi modifiée du 22 juin 2000 sur l'aide financière de l'État pour études supérieures fut appliquée dès son entrée en vigueur en 2000?

2) Dans l'affirmative, combien de refus de demandes du CEDIES furent basés sur cette disposition depuis l'année académique 2005/2006, ventilés par année académique ou par semestre?

3) Comment le CEDIES définit-il le seuil d'un résultat «gravement insuffisant», vu les systèmes et pratiques de notation ou d'évaluation très différents des pays accueillant les étudiants luxembourgeois?

4) Est-ce qu'il existe une voie de recours extrajudiciaire?

5) Est-ce que le refus de la deuxième tranche pour une même année académique n'est pas incompatible avec l'article 6, paragraphe 1) de la loi susmentionnée («Les bourses et prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique.»), de même qu'avec l'article 4 du règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, tel que modifié par la suite («Les aides sous forme de bourses et de prêts sont définitivement accordées et liquidées au profit du requérant sur production d'un certificat d'inscription, soit pour le semestre, soit pour l'année en cours et, le cas échéant, à partir de la deuxième année académique, de certificats ou de diplômes attestant les résultats des études effectuées au cours de l'année académique écoulée.»)?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les dispositions de la loi sont suffisantes pour éviter d'éventuels abus en relation avec l'octroi des bourses?

Réponse (3.12.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donnent lieu aux réponses suivantes:

De façon générale, certaines questions ont déjà été abordées lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace du 11 juin 2012; les réponses ci-dessous se limitent à apporter des éléments de réponse supplémentaires.

Il est rappelé que la définition de «résultat gravement insuffisant» porte sur la fréquence des échecs et non pas sur une échelle de notation. Comme pour toute décision administrative, un recours en grâce est possible.

Pour ce qui est de la 5e question, les bourses sont liquidées en deux tranches semestrielles par année académique. La deuxième tranche ne peut plus être accordée dans la mesure où les conditions qui sont à la base de l'octroi de l'aide financière pour études supérieures ne sont plus remplies.

S'agissant de la question d'abus éventuels, il convient de noter que le CEDIES n'est pas doté d'un pouvoir policier. La ligne de conduite du CEDIES se situe dans une approche préventive d'abus. Cette approche passe par l'échange d'informations avec d'autres administrations et par la non-reconduction de l'aide financière dans le cas où les conditions de base d'octroi ne sont plus remplies.

Question 2403 (9.11.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **paiement des primes spéciales auprès des Ponts et Chaussées en cas de maladie:**

Selon mes informations, l'Administration des Ponts et Chaussées procède depuis un certain temps à des modifications des horaires de services réglant les permanences de sorte à ce que les personnes en congé de maladie ne peuvent plus toucher leurs primes spéciales.

Or, l'article 26 du contrat collectif des ouvriers de l'État dispose que:

«Bei Arbeitsunfähigkeit durch Krankheit, Arbeits- und Wegeunfall oder Mutterschaft wird dem 'Arbeitnehmer' vom Arbeitgeber eine Lohnfortzahlung gewährt, die der 'Arbeitnehmer' erzielt hätte, wenn er arbeitsfähig geblieben wäre. Alle im Dienstplan vorgesehenen Prämien, einschließlich den Zuschlägen für Sonntags- und Nachtarbeit sowie gegebenenfalls die Familienzulage, gelten als regelmässiger Bestandteil der Entlöhnung.»

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Est-il exact qu'en cas de maladie les horaires de services sont modifiés de sorte à ce que les personnes concernées n'ont plus le droit à des primes spéciales? Dans l'affirmative, depuis quand cette procédure est-elle appliquée?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette pratique est contraire aux dispositions de la convention collective pour les ouvriers de l'État?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet du paiement de primes spéciales aux ouvriers de l'Administration des Ponts et Chaussées lors de leur congé de maladie.

L'honorable Député souhaite savoir s'il est exact qu'en cas de maladie les horaires de services sont modifiés de sorte à ce que les personnes concernées n'ont plus droit à des primes spéciales.

Il n'est pas exact que les horaires de services sont modifiés pour éviter que les personnes malades n'entrent plus dans le bénéfice de primes spéciales. Cependant, en cas de maladie de longue durée (au-delà d'une ou de deux semaines), il est évident que mes services sont tenus d'adapter les plans des permanences pour que les agents en congé de maladie soient remplacés par des travailleurs valides afin de garantir le fonctionnement normal des opérations du service d'hiver ou autres interventions d'urgence, nécessaires en dehors de l'horaire de travail réglementaire.

Les primes d'astreinte sont ainsi versées aux agents figurant sur les plans de travail actualisés à la réalité, conformément à l'article 26 du contrat collectif des ouvriers de l'État.

D'ailleurs, l'on précise que cette procédure est appliquée depuis que cette disposition figure au contrat collectif de sorte qu'il ne s'agit nullement d'une procédure introduite seulement «depuis un certain temps».

Question 2408 (13.11.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **paiement électronique dans les cantines scolaires:**

Depuis 2007, le système «myCard» du service Restopolis, exploitant des restaurants scolaires, est en marche et offre la possibilité aux élèves de payer par voie électronique. Toutefois, les élèves du campus Geesseknäppchen avaient encore la possibilité de payer leur repas en espèces. Cette possibilité vient d'être supprimée de sorte que le comité des élèves de l'Athénée a organisé la semaine dernière un boycott de la cantine scolaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles sont les raisons pour l'abolition du paiement en espèces dans la cantine scolaire du campus Geesseknäppchen?

- Étant donné qu'une grande partie des élèves optaient toujours pour le paiement en espèces, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que cette mesure pourrait contrecarrer toutes les initiatives du MENFP des dernières années d'animer les élèves à fréquenter davantage les restaurants scolaires?

Réponse (22.11.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Depuis la rentrée 2012, les bâtiments de l'Athénée de Luxembourg sont en phase de rénovation. Jusqu'à la fin des travaux, la communauté scolaire de l'Athénée est hébergée dans une structure provisoire érigée à cette fin au campus Geesseknäppchen.

Étant donné que l'espace «cafétéria» de cette structure provisoire ne permet d'accueillir à peine une centaine de convives, les élèves qui désirent prendre un repas complet au restaurant scolaire doivent se déplacer à cette fin au restaurant du Forum Geesseknäppchen; la cafétéria n'offrant que des plats à emporter et des sandwiches.

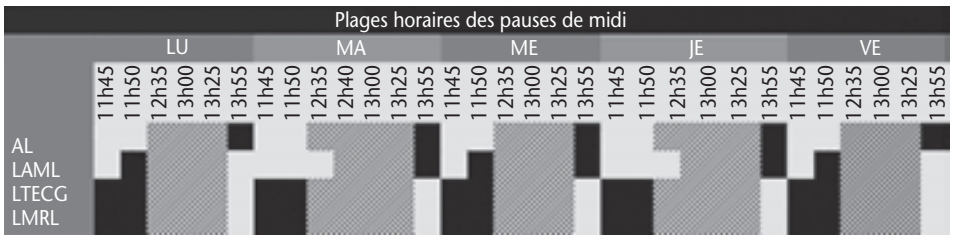
Du fait que les plages horaires des pauses de midi (50 minutes) des établissements scolaires du campus présentent d'importants chevauchements (voir tableau ci-dessous), le service de la restauration scolaire doit assurer la distribution journalière de 1.300 repas en moyenne au sein des restaurants scolaires et cafétérias du campus dans un laps de temps très court.

À cet effet, mon service s'est doté de tous les moyens pour minimiser le temps d'attente aux caisses, notamment en introduisant le paiement électronique moyennant la carte «myCard». Cinq années d'expérience dans tous les restaurants scolaires du pays témoignent de l'efficacité du paiement électronique dans la restauration collective respectivement scolaire.

Depuis 2007, le taux de fréquentation des restaurants scolaires a augmenté de manière continue d'environ 8,35% en moyenne par an (voir tableau des fréquentations ci-après).

www.chd.lu

Plages horaires des pauses de midi



On peut en conclure que l'introduction du paiement électronique, d'ailleurs très apprécié par les parents d'élèves, n'a eu aucun impact sur l'attractivité de l'offre de la restauration scolaire. Celle-ci se définit surtout par:

- la diversité des menus, qui sont constamment adaptés au goût des jeunes tout en leur offrant une alimentation saine et équilibrée,
- la qualité des services et
- le prix attractif subventionné par l'État.

Tableau des fréquentations dans tous les restaurants scolaires

	2007	2008	2009	2010	2011
Fréquentations	944.2763	994.051	1.068.470	1.194.774	1.301.833
Augmentations par rapport à l'année précédente en %	base	5,27	7,49	11,82	8,96
Augmentations par rapport à l'année 2007 en %	base	5,27	13,15	26,53	37,87
Fréquentations moyennes	5.554,55	5.847,36	6.285,12	7.028,08	7.657,84
(calcul avec 170 jours d'ouverture)					

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

10e séance	mercredi	5 décembre 2012
11e séance	jeudi	6 décembre 2012
12e séance	mardi	11 décembre 2012
13e séance	mercredi	12 décembre 2012
14e séance	mercredi	12 décembre 2012

Réception de Nouvel An à la Chambre



(de gauche à droite) M. Lucien Clement, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, Président, Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Marc Spautz et M. Xavier Bettel, membres du Bureau de la Chambre.

45 séances plénières, 650 réunions de commissions parlementaires, 200 participations de délégations à des activités européennes et internationales, 44 visites officielles, sans compter les conférences et autres événements auxquels des députés luxembourgeois ont pris part: lors de son intervention à l'occasion de la traditionnelle réception de Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a tenu à souligner que le travail d'un député se résume à bien plus que l'occupation d'un siège dans la salle plénière. En conséquence, l'administration parlementaire est appelée à fournir un travail d'envergure et de qualité de sorte qu'un bon déroulement des activités parlementaires puisse être assuré.

Pour ce qui est des défis futurs à relever, M. Mosar a signalé quatre grands chantiers qu'il s'agit, dans la mesure du possible, d'achever en 2013:

- la mise en place d'un système de pétition électronique (possibilité pour le citoyen de signer des pétitions en ligne);

- l'élaboration d'un code de déontologie pour députés et mandataires publics;

- la réforme de la procédure budgétaire;

- une communication publique de la Chambre plus en phase avec les réalités du 21e siècle et l'essor fulgurant des réseaux sociaux: d'où la création de comptes Facebook et Twitter au nom de la première institution du pays.

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a, quant à lui, rappelé les moments forts de l'année parlementaire écoulée, dont surtout:

- la journée porte ouverte de 2012 qui a suscité l'intérêt de quelque 2.600 personnes;

- le déménagement d'un nombre de services parlementaires, auparavant dispersés à différentes adresses, à la Maison Wiltheim, devenue en quelque sorte un espace administratif bis,

- ainsi que les visites à Luxembourg et à l'Hôtel de la Chambre du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et du Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, M. Wu Bangguo.

Visite du Secrétaire d'État portugais José Cesário



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ben Fayot, M. José Cesário, Mme Marie-Josée Frank et M. Fernand Kartheiser.

Quelque 100.000 Portugais vivent au Luxembourg. Surtout les nouveaux arrivants rencontrent de sérieux problèmes d'intégration. Ils ont des difficultés à apprendre l'une des langues officielles du pays et à trouver un logement adéquat. Depuis le début de la crise, le chômage s'est aussi installé dans la communauté lusophone. Ces sujets ont été abordés au cours de l'entrevue que le Secrétaire d'État des Communautés portugaises, M. José Cesário, a eue, le 17 décembre passé, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le Portugal a lancé des campagnes d'information nationales, dont une portant sur le Luxembourg, pour rendre attentif aux faces cachées des pays d'attrait des migrants.

Dans la mesure du possible, les autorités tentent de décourager du départ les personnes qui ne disposent pas au moins d'un contrat de travail.

L'attitude officielle portugaise face à la possibilité de prendre la double nationalité est positive. M. Cesário a souligné que son pays voit la double nationalité comme un élément favorisant l'intégration des Portugais vivant à l'étranger.

Un formidable encouragement pour l'Union européenne



La remise du Prix Nobel de la Paix à l'UE fut célébrée en la maison de l'Europe à Luxembourg en présence de M. Charles Goerens, député européen, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, et M. Jacques Santer, ancien Président de la Commission européenne.

À l'occasion de la célébration de la remise du Prix Nobel de la Paix à l'Union européenne, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a parlé d'un «formidable encouragement pour l'Union européenne».

Le prix honore annuellement «celui qui aura agi le plus ou le mieux pour la fraternisation des peuples, l'abolition ou la réduction des armées permanentes ainsi que pour l'organisation respectivement la promotion de congrès de la paix».

Selon M. Mosar, l'Union est le principal facteur d'enracinement de la paix sur notre continent: «L'Union a consolidé la démocratie, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. Elle poursuit activement l'intégration, le pluralisme, la justice transnationale et la lutte contre les discriminations.»

M. Laurent Mosar reçoit la Présidente de la Confédération suisse

À des traditions similaires des soucis comparables: les pressions en faveur de l'abolition du secret bancaire et la politique fiscale européenne ont figuré parmi les principaux sujets évoqués entre Mme Eveline Widmer-Schlumpf et M. Laurent Mosar au cours d'une entrevue à la mi-décembre.

La Présidente de la Confédération suisse et le Président de la Chambre des Députés ont tenu à souligner l'excellent état des relations entre le Luxembourg et la Suisse. Même si la Confédération ne fait pas partie de l'Union européenne (UE), elle lui est néanmoins étroitement liée par de nombreux accords: environ vingt accords principaux et une centaine d'accords secondaires, en tout, ont ainsi vu le jour au fil des ans.

Pour ce qui est de la gouvernance économique européenne que l'UE tente de mettre en place et de l'échange d'informations, notamment fiscales, y correspondant (problématique de l'automatisme de ces échanges), les deux responsables politiques ont estimé que le dialogue entre Suisses et Luxembourgeois peut s'avérer important.



M. Laurent Mosar accueille Mme Widmer-Schlumpf.

DANS CE NUMÉRO

Réforme de l'assurance pension	p. 111
Budget 2013: - Rapport Lucien Lux	p. 130
- Exposé Luc Frieden	p. 136
Sommaire des séances publiques nos 10-14	p. 149
Sommaire des questions parlementaires	p. Q61

Contre la traite des êtres humains: GRETA évalue



Rencontre de députés luxembourgeois avec les représentants du GRETA.

Prostitution forcée, esclavage domestique, travailleurs détachés mal payés, etc.: la traite des êtres humains a beaucoup de visages. Les femmes et hommes qui quittent leur pays clandestinement sont toujours vulnérables. Le Luxembourg participe aux actions destinées à combattre ces formes modernes d'exploitation. Par la loi du 13 mars 2009, le Luxembourg a déjà approuvé la Convention du Conseil de l'Europe en la matière. Une directive européenne adoptée en 2011 est en voie de transposition.

Le 13 décembre 2012, des députés luxembourgeois ont eu un échange de vues avec des représentants du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) qui est chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.

Il publie régulièrement des rapports évaluant les mesures prises par les Parties et invitant celles qui ne respecteraient pas pleinement les mesures contenues dans la Convention à renforcer leur action. C'est dans le cadre de la rédaction du rapport sur le Luxembourg que les députés ont pu s'informer sur la situation actuelle.

Le GRETA analyse actuellement les réponses luxembourgeoises récoltées sur base d'un questionnaire. Il peut également solliciter des informations complémentaires auprès de la société civile et/ou organiser des visites dans les pays. Le rapport national final sur le Luxembourg est attendu pour fin 2013.

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Retraites, énergie, chiens d'assistance et transports

Lors de la séance plénière du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) à La Haye les 14 et 15 décembre 2012, les députés belges, néerlandais et luxembourgeois ont discuté sur différents sujets d'actualité dont notamment le livre blanc européen sur les retraites, dont les membres ont reconnu l'importance pour les travailleurs frontaliers et ont décidé d'en saisir la commission compétente en vue d'approfondir cette thématique.

La coopération en matière d'énergie a également fait l'objet d'un débat qui s'est axé autour des politiques à mettre en œuvre afin de lever les obstacles juridiques et techniques en vue du développement d'un raccordement rentable des parcs éoliens offshore dans la région de la mer du Nord. Dans ce contexte, le Benelux s'est associé avec sept autres pays entourant la mer du Nord. Le réseau commence à se dessiner, les premiers câbles et plateformes étant déjà en place.

Un rapport sur les réseaux de transport transeuropéens a été présenté aux membres du Parlement Benelux. En raison de l'intensité des flux de transport au sein du Benelux qui dépend en grande partie du marché intérieur en Europe, le sujet revêt un intérêt particulier pour les représentants politiques des trois pays.

Dans une recommandation sur le droit d'accès des chiens d'assistance, le Parlement Benelux demande aux gouvernements d'arrêter une réglementation spécifique garantissant le droit d'accès pour les chiens d'assistance et de faire en sorte que ce droit soit accordé quel que soit le pays où a été délivré l'agrément et où a été agréé l'instructeur. Il est aussi demandé d'envisager l'instauration d'une marque distinctive pour les chiens d'assistance.

La suppression de la liaison ferroviaire régulière entre Bruxelles et Amsterdam et la coopération en matière de défense ont également fait l'objet de recommandations adressées aux trois gouvernements.

Lors de la dernière séance plénière du Parlement Benelux sous présidence néerlandaise, le Président sortant M. Jack Biskop, député néerlandais, a passé le flambeau à M. Marcel Oberweis, député luxembourgeois.

Le Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise



Des membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux:

1re rangée: Mme Josée Lorsché, M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux, M. Roger Negri;

2e rangée: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Tania Tennina, Secrétaire, M. Marc Angel, M. Fernand Etgen;

3e rangée: M. Raymond Weydert, M. Xavier Bettel, M. Gilles Roth, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre.

Alors que le gouvernement luxembourgeois, depuis le 1er janvier 2013, a pris la relève de la présidence tournante du Benelux, M. Marcel Oberweis, député luxembourgeois, dirige depuis lors le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux. Il est épaulé par deux vice-présidents, à savoir Mme Maya Detiège, députée belge, et M. André Bosman, parlementaire néerlandais. Les trois séances plénières annuelles en mars, juin et décembre se dérouleront à la Chambre des Députés.

Durant les deux années à venir, le Président nouvellement désigné compte prendre différentes initiatives dans les domaines traditionnellement réservés à la coopération Benelux, à savoir l'économie, la justice et les affaires intérieures. Il entend également mettre l'accent sur des thèmes qui lui tiennent particulièrement à cœur, à savoir la promotion des énergies renouvelables, l'immigration, ainsi que la mobilité et les transports transfrontaliers.

Le Parlement Benelux

Le Parlement Benelux compte 49 membres dont 21 représentent les Pays-Bas, 21 la Belgique et 7 le Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux sont MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth (CSV), Roger Negri et Marc Angel (LSAP), Fernand Etgen (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Serge Urbany (déi Lénk).

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux coopère avec des organisations suprarégionales et supranationales comme:

- le Conseil parlementaire interrégional;
- le Conseil nordique (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande);
- l'Assemblée balte (Lettonie, Lituanie et Estonie)
- et les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et République slovaque).

Enfin, le Parlement Benelux tient les trois gouvernements informés des opinions qui se font jour au sein des assemblées parlementaires dont sont issus ses membres.

Aux côtés du Comité des ministres, du Secrétariat général et de la Cour de justice Benelux, le Parlement Benelux constitue donc un maillon institutionnel important dans la coopération entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Premier traité Benelux, nouveau traité Benelux, coopération politique renforcée

Le nouveau traité Benelux, signé en 2008 est, après ratification par les parties prenantes, entré en vigueur au 1er janvier 2012. Contrairement à son prédécesseur - le premier traité Benelux entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fut signé le 3 février 1958 et conclu pour une période de 50 ans -, le nouveau traité est, quant à lui, valable pour une durée indéterminée. Il ne contient plus qu'une quarantaine d'articles contre une centaine précédemment.

Grâce au nouveau traité, l'«Union économique Benelux», fondée en 1958, est devenue l'«Union Benelux», ceci pour marquer l'élargissement de la coopération au-delà de l'aspect purement économique.

Le nouveau traité dote en effet le Benelux de nouvelles compétences et la coopération entre les trois pays englobe désormais les domaines clés suivants:

- le marché intérieur et l'union économique (comprenant, entre autres, les transports, la sécurité alimentaire, l'énergie);
- le développement durable (gestion environnementale, travail frontalier…);
- la justice et les affaires intérieures (dont la coopération policière et la lutte contre la fraude fiscale et sociale).

À noter que la coopération Benelux constitue plus qu'un simple traité, son essence politique étant de promouvoir la collaboration et le concours des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg dans l'intérêt de leurs citoyens et de faire avancer ainsi l'intégration européenne. Sans préjudice de la construction européenne, la coopération politique entre les trois pays au sein du Benelux prend de plus en plus d'ampleur et de visibilité et constitue une vraie valeur ajoutée. Dans ce contexte, il y a lieu de citer la coopération policière, les acquis du marché interne de l'énergie, la création d'un portail Internet sur le travail frontalier, le développement d'une vision commune sur le transport et l'aménagement du territoire, Euro Contrôle Route (ECR) organisant des inspections communes du trafic routier lourd ainsi que la coopération entre les services de secours permettant aux ambulances de franchir sans encombre les frontières et sauver ainsi des vies.

Au niveau de l'Union des vingt-sept, les pays du Benelux ont convenu de se concerter avant toute réunion ministérielle européenne, ceci dans un but d'élaborer des positions communes.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Faire respecter les droits des détenus



Des membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE ont visité le Centre pénitentiaire à Schrassig.

Dans le cadre de la journée internationale des droits de l'Homme, célébrée le 10 décembre dernier, et afin de manifester leur attachement à la protection des droits de l'Homme dans les lieux de privation de liberté, des députés membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) se sont déplacés au Centre pénitentiaire à Schrassig. Avant de faire une visite des cellules, de la buanderie et d'autres lieux de séjour des détenus, les parlementaires se sont entretenus avec l'équipe dirigeante de la prison.

Le directeur, M. Vincent Theis, s'est félicité de l'intérêt que le monde politique voue à l'univers carcéral luxembourgeois et à ses détenus. Il a salué l'objectivité, l'impartialité et la compétence qui caractérisent le débat mené sur la privation de liberté et les détenus.

Alors que la maison d'arrêt de Schrassig comptera 30 ans d'existence en 2014, son directeur a tenu à rappeler les progrès accomplis depuis lors:

- dans les années 1990, on a pu assister à un doublement des capacités (600 places) ce qui a permis de résoudre le problème de la surpopulation. Alors que beaucoup de prisons à l'étranger souffrent de surdensité, la densité carcérale - soit le nombre de personnes écrouées par rapport à la capacité d'accueil - à Schrassig s'établit entre-temps à un taux assez stable, inférieur à 100%;

- les années 2000 ont vu la mise en place des services psychosocial et socio-éducatif. Même si l'effectif de ces services mérite encore d'être étoffé à terme, il s'avère désormais possible d'encadrer les détenus et de les préparer à leur mise en liberté;

- pour assurer l'accès aux soins médicaux des détenus, une solution a pu être trouvée par leur externalisation vers le Centre Hospitalier de Luxembourg ou le CHNP d'Ettelbruck qui s'occupe également de la prise en charge des détenus toxicomanes;

- grâce à la création d'une buanderie, 70 à 80 détenus peuvent travailler de façon régulière;

- la prison de Schrassig est aujourd'hui un espace de droit où tout arbitraire est banni et qui permet ainsi la sauvegarde des droits du détenu. Pour satisfaire constamment à cette exigence, le service de garde et le personnel bénéficient de formations régulières en la matière.

Selon M. Theis, le paysage pénitentiaire luxembourgeois subira encore de nombreuses transformations dans les années à venir. Avec la construction du Centre pénitentiaire Uerschterhaff à Sanem (les plans pour ce projet prévoyant uniquement l'accueil de détenus provisoires sont pratiquement achevés), l'extension de l'internat socio-éducatif de Dreiborn et la réforme prévue de l'exécution des peines, les défis à relever ne manqueront pas.

Furent en outre évoquées l'éducation et la formation professionnelle des détenus ainsi que leur radiation d'office du registre de la population qui nuit gravement à leur resocialisation.

La directrice générale de l'OMS à la Chambre



Le Dr Margaret Chan reçue par des membres des Commissions des Affaires étrangères et de la Santé.

Affaires étrangères et politique de santé sont intimement liées. Dès le début de son entrevue avec les députés luxembourgeois, le Dr Margaret Chan a salué le fait de pouvoir rencontrer les représentants de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. La directrice générale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a rappelé que, dans un monde globalisé, les maladies ne connaissent pas de frontières.

Mme Chan a remercié le Luxembourg pour son engagement, non seulement comme acteur régional, mais aussi auprès de l'ONU à New York et de l'OMS à Genève. «Le Luxembourg fait partie des pays qui ne se limitent pas à donner du poisson aux gens qui ont faim, mais qui leur apprennent à pêcher», a-t-elle souligné.

Margaret Chan a rappelé que l'OMS s'abstient de dicter des politiques de santé, mais souhaite fournir les éléments permettant de s'orienter. Interrogée sur les interventions de l'OMS en matière de recherche médicale, elle a expliqué que l'OMS soutient une mise en commun des résultats scientifiques («open access») en vue d'une accélération de la lutte contre les maladies.

La première visite de la directrice générale de l'OMS à Luxembourg a eu lieu dans le but de renforcer les liens avec l'OMS et de réitérer le soutien du Grand-Duché aux programmes de l'OMS au-delà de 2015. En 2012, le montant total des contributions annuelles du Luxembourg à l'OMS s'est élevé à 7,1 millions d'euros.

Surendettement

6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

1. de l'article 2016 du Code civil;

2. de l'article 536 du Code de commerce

et

portant abrogation

1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;

2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile

Afin de mieux pouvoir lutter contre le phénomène de surendettement, il faut, d'un côté, renforcer le volet préventif et, de l'autre, favoriser une politique plus restrictive en matière de crédit à la consommation. À cet égard, la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2008/48/CE du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit à la consommation doit être mentionnée. En effet, cette directive a été transposée par la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation.

Le projet de loi sous rubrique a un double objectif: il procède à une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi modifiée du 8 décembre 2000 relative au surendettement, d'une part, et introduit un régime de faillite civile pour les personnes privées dans la législation luxembourgeoise, d'autre part.

Il s'agit de parer aux carences observées dans l'application de la loi modifiée du 8 décembre 2000 précitée. Par ailleurs, il convient de compléter la procédure de règlement collectif des dettes de la loi précitée du 8 décembre 2000, qui à l'heure actuelle comporte une «phase de règlement conventionnel» devant la Commission de médiation et ensuite une «phase de règlement judiciaire» devant le juge de paix, par l'introduction d'une troisième phase sous la forme d'une procédure de faillite civile qui prend la dénomination de «procédure de rétablissement personnel». La mise en place d'un tel système nécessite la prise en compte, voire la protection d'intérêts divergents en cause. La balance doit être tenue égale entre les intérêts des créanciers et ceux du débiteur surendetté, de même qu'il faut préserver l'égalité entre les créanciers, prévenir le recours abusif du débiteur surendetté à la procédure de la faillite civile pour se soustraire à ses obligations contractuelles et légales, maintenir la sécurité contractuelle, responsabiliser le débiteur surendetté pendant et après le déroulement de la procédure et préserver la dignité de la personne surendettée en tenant compte de sa situation de ménage et des personnes dont elle a la charge.

Cette troisième phase s'adresse à des personnes privées se trouvant dans une situation caractérisée de surendettement et dont la situation est irrémédiablement compromise, c'est-à-dire qu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'apurer leur situation de surendettement par la mise en œuvre des mesures prévues par la loi dans le cadre du surendettement et que leur situation patrimoniale est détériorée à un tel point qu'un redressement de leur situation à court, moyen et long terme s'avère illusoire. Il s'agit de permettre à ces personnes un nouveau départ dans leur situation financière et patrimoniale.

Le programme de coalition du Gouvernement de 2004 prévoyait déjà, à côté d'une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi précitée du 8 décembre 2000, «d'examiner la possibilité d'introduction d'un principe de la faillite civile pour les personnes privées» dans notre législation. Cette possibilité a fait l'objet de réflexions que Madame le Ministre de la Famille a intégrées dans le rapport quinquennal sur la loi précitée du 8 décembre 2000. Ce rapport, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 28 avril 2006, a été présenté à la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse. Cette dernière a accueilli favorablement l'idée d'introduire un régime de faillite civile en droit luxembourgeois afin de rétablir définitivement la situation des personnes surendettées et de leur permettre d'échapper à un risque potentiel d'exclusion sociale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.03.2009

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

09.02.2010	Désignation d'un rapporteur
23.03.2010	Échanges de vues avec des représentants du secteur du surendettement
13.04.2010	idem
27.04.2010	idem
04.05.2010	idem
01.06.2010	Examen des délais de procédure
05.07.2011	Désignation d'un nouveau rapporteur
21.09.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.10.2011	idem
24.05.2012	Examen du deuxième avis du Conseil d'État
05.06.2012	idem
23.10.2012	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
13.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2012

Budget 2013

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

En guise d'**introduction**, le rapporteur souligne le fait que la confection d'un projet de budget dans un contexte d'incertitude, voire de morosité conjoncturelle ressemble toujours à un acte d'équilibriste. Le projet de budget 2013 déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés le 2 octobre 2012 n'aura pas fait exception à cette règle qui se confirme depuis quelques années maintenant.

En effet, depuis le début de la crise financière et économique en 2008, les orientations de la politique budgétaire ont été guidées par la volonté de mener une politique anticyclique pour soutenir la relance économique et atténuer les conséquences sociales de la crise tout en empruntant la voie de la sagesse budgétaire pour échapper au cercle vicieux des déficits et de la dette publique toujours grandissants.

Si le dilemme du bon choix au bon moment est toujours d'actualité, les travaux parlementaires et extra-parlementaires de l'automne dernier auront eu le mérite d'amorcer une réflexion et un débat plus profonds et plus vastes sur les tenants et les aboutissants, les objectifs et les moyens, les prérequis et les conséquences d'une politique permettant de soutenir à la fois la consolidation budgétaire, la relance économique et le progrès social.

L'une des conséquences immédiates et tangibles de cet exercice de réflexion fut évidemment l'amendement du projet budgétaire par le Gouvernement, ceci en étroite collaboration avec les groupes parlementaires de la majorité. Ainsi, le projet budgétaire initial a pu être revu sur deux points cruciaux: d'un côté, un effort supplémentaire de consolidation d'environ 250 millions d'euros (0,6% du PIB) a pu être dégagé, ce qui a permis de regagner la trajectoire d'ajustement arrêtée au mois d'avril dans le Programme de stabilité et de croissance, et de l'autre côté, un rééquilibrage a pu être effectué au niveau des contributions à apporter par les différents acteurs économiques et groupes sociaux à cet effort de consolidation.

Si dans un premier temps, le résultat obtenu grâce aux amendements budgétaires paraît tout à fait louable, il y a lieu d'insister que les travaux maintenant entamés doivent continuer dès le début de l'année 2013. C'est surtout dans la perspective d'une conjoncture internationale peu porteuse et d'une croissance projetée durablement réduite au Luxembourg qu'il s'agira de continuer sur la voie des réformes structurelles pour maintenir des finances publiques saines et pour arriver à un modèle de croissance et un mode de vie soutenables à moyen et long terme.

Les critères que le rapporteur du budget propose pour guider les choix politiques à opérer dans ce contexte et qui structurent le présent rapport sont les suivants: l'efficacité, la justice sociale, et le respect du contrat des générations.

Le **chapitre II** («Justice sociale: plaidoyer pour un État fort») conclut que la croissance économique est importante, entre autres parce qu'elle crée des recettes dont un État fort a besoin. En temps de crise, l'État doit faire des efforts supplémentaires afin de permettre une relance économique. Pourtant, les mesures prises à cet effet ne doivent pas compromettre les facteurs-clés du bien-être à tel point que l'impact positif de la croissance économique soit neutralisé par des effets négatifs sur d'autres aspects importants de la vie. Ainsi, une croissance économique au prix de licenciements en masse présenterait un bilan négatif en termes de bien-être, même si les gains financiers de cette opération étaient répartis de manière équitable. De même, la croissance économique ne servira pas l'objectif recherché lorsqu'elle se fait au détriment de la santé, de la vie familiale et de la cohésion sociale, si elle agrandit les inégalités, ou encore si elle utilise les ressources naturelles au-delà des capacités de régénération de la nature. Dans tous ces cas de figure, la croissance économique et l'impact positif qui en résulte ne seront que temporaires.

Le **chapitre III** («Efficacité: une meilleure gouvernance pour le Luxembourg de demain») rappelle la difficulté que constitue le maintien de l'équilibre entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux lors d'un effort de consolidation des finances en temps de crise économique. Ainsi, lorsque les priorités politiques ont été définies, il faut veiller à une mise en œuvre efficace et efficiente, afin d'éviter le gaspillage de ressources. À cet effet, l'intervention de l'État doit être subordonnée à des objectifs clairs. Les instruments utilisés pour atteindre ces objectifs doivent être évalués à intervalles réguliers au vu de leur efficacité. Ceci vaut aussi bien pour les moyens que l'État utilise dans le cadre du fonctionnement de ses propres administrations que ceux qu'il met à disposition d'autres acteurs pour soutenir un objectif commun. Ensuite, l'efficience des mesures existantes doit être optimisée.

Le **chapitre IV** («Un projet pour nos jeunes, un projet de confiance») – qui véhicule le principal message politique du rapport budgétaire – dresse un tableau de la situation de vie des enfants et des adolescents au Luxembourg et analyse les forces et les faiblesses de la politique en faveur des jeunes.

Ainsi, force est de constater que le Luxembourg est habité par une population relativement jeune qui devient de plus en plus hétérogène. La part des migrants est particulièrement importante dans les tranches d'âge entre 0 et 19 ans et entre 20 et 44 ans. Sans l'intervention d'une politique volontariste pour maintenir la cohésion sociale, il est probable que les inégalités gagneront en ampleur, si l'on considère la situation économique et sociale des jeunes et des enfants, en général nettement moins favorable que celle des personnes âgées.

Le chapitre conclut que si l'État veut améliorer les chances de réussite des jeunes, il doit soutenir de manière conséquente les familles. Les transferts monétaires sont importants, mais d'autres formes d'aide publique sont souvent plus efficaces s'il s'agit de soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants. D'un côté, il faut des mesures telles que le congé parental qui permet aux parents de passer plus de temps avec leurs enfants. De l'autre côté, toute une panoplie de services publics ont été développés pour que les parents puissent mieux concilier la vie de famille avec la vie professionnelle. La qualité de ces services est essentielle, s'ils doivent avant tout contribuer à renforcer l'égalité des chances des enfants.

Ces transferts, aides et services demandent un investissement conséquent de la part de l'État qui reflète une politique volontariste en faveur des jeunes. Or, afin de disposer des moyens nécessaires pour mettre en œuvre une telle politique, l'État doit pouvoir s'appuyer sur des finances publiques saines.

Le **chapitre V** résume, analyse et commente brièvement les principales données statistiques sur la situation économique, compétitive et sociale du pays.

Les prévisions macroéconomiques pour le Luxembourg pour les années 2012 et 2013 se présentent comme suit:

	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
	Evolution en % (sauf si spécifié différemment)				Révisions (pts de %)**	
PIB (en volume)	4,6	1,7	0,5	1,0	0,4	-0,7
Emploi total intérieur	3,2	2,9	2,2	1,3	0,4	0,4
Taux de chômage (ADEM)	3,3	5,6	6,1	6,5	-0,1	-0,3
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2,2	3,4	2,7	1,9	0,4	0,2
Coût salarial nominal moyen	3,6	2,0	2,2	2,2	-0,5	-0,9
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB)*	1,9	-0,3	-2,0	-1,4	-0,3	1,8
*) Moyenne 1990-2011 **) Par rapport à la NdC 2-2012 du 18 juillet 2012						

Le **chapitre VI** est consacré à l'analyse financière du budget 2013.

En ce qui concerne l'exécution du budget 2012, la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) constate qu'un déficit au niveau de l'Administration centrale de l'ordre de 1.648 millions d'euros (3,8% du PIB) s'annonce, ce qui représenterait une détérioration du solde de 505 millions d'euros (-1,1% du PIB) par rapport au budget voté. L'Administration publique dans son ensemble afficherait un besoin de financement de 895,9 millions d'euros, soit l'équivalent de 2% du PIB. La COFIBU estime qu'un tel dérapage des dépenses publiques est inadmissible alors que le Gouvernement s'est engagé, face à la Chambre des Députés et face aux instances européennes, à poursuivre une politique de consolidation progressive des finances publiques.

Ensuite, le rapport retrace les différentes étapes qui ont finalement abouti au projet de budget tel qu'il est proposé par la COFIBU:

Ainsi, le 27 avril 2012, le Gouvernement a arrêté et transmis à la Commission européenne sa 13e actualisation du Programme de stabilité et de croissance (PSC) pour le Luxembourg. Le PSC conclut qu'en l'absence de mesures de consolidation additionnelles, le Luxembourg n'atteindra ni l'équilibre budgétaire, ni son objectif à moyen terme (OMT) d'un excédent structurel de 0,5% du PIB jusqu'à la fin de la période de prévision, et s'éloignera même de la trajectoire d'ajustement en 2015.

Pour revenir sur la trajectoire d'ajustement, le Gouvernement avait mis au point, dans le cadre de l'élaboration du PSC, un premier train de mesures de consolidation budgétaire d'un montant global de 535 millions d'euros, soit 1,2% du PIB.

Suite à la détérioration de la conjoncture qui s'est annoncée avant l'été 2012 et vu le risque d'une dégradation supplémentaire des finances publiques, le Gouvernement a décidé en septembre 2012, dans le cadre de la mise au point du projet de budget pour l'exercice 2013, de renforcer davantage son effort de consolidation en arrêtant un deuxième train de mesures pour un montant total chiffré à l'époque à plus de 200 millions d'euros.

Or, ce projet de budget fut jugé insuffisant par rapport aux multiples défis qui se posent au pays. À l'initiative des groupes parlementaires de la majorité, le projet initial fut amendé par le Gouvernement.

Du côté du budget des recettes, les amendements devront rapporter 181 millions d'euros supplémentaires. Du côté du budget des dépenses, les mesures proposées se traduisent par une diminution du total des dépenses de l'Administration publique de 70 millions d'euros.

Dans leur ensemble, les trois paquets de mesures s'additionnent à 952 millions d'euros, soit 2,1% du PIB. Le tableau ci-après présente l'incidence totale des mesures de consolidation qui ont été dégagées au cours de la procédure budgétaire pour 2013 sur l'évolution du solde de l'Administration publique:

(voir le tableau à la fin de cet article)

Avec une réduction du déficit public de 1,2% par rapport à l'exécution prévisionnelle du budget 2012 (voire même 1,5% pour la seule Administration centrale) et de 0,7% par rapport au projet de budget tel qu'il avait été déposé à la Chambre des Députés en octobre (dont 0,5% sont imputables à une amélioration du solde de l'Administration centrale), le projet de budget amendé parvient donc à regagner la trajectoire d'ajustement telle qu'elle a été arrêtée dans la 13e actualisation du PSC au mois d'avril.

Etabli selon les règles de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le budget amendé se présente comme suit par rapport au projet de budget initial et par rapport au budget voté pour l'exercice 2012:

	2011 Compte	*2012 Budget*	*2013 Projet*	*2013 Projet amendé*	*Variation*	
					en millions[1]	*en %*[2]
Budget courant						
Recettes	10.266,4	10.632,5	10.964,5	11,146,0	+181,5	+44,8%
Dépenses	9..493,1	10.175,1	10.769,8	10.787,0	+17,2	+6,0%
Excédents	+773,3	+459,4	+194,7	+359,1	-	-
Budget courant						
Recettes	100,9	59,8	57,4	57,4	-0,0	+4,1
Dépenses	1.235,4	913,1	972,7	974,9	+2,2	+6,8
Excédents	-1.134,5	-853,2	-915,3	-917,5	-	-
Budget courant						
Recettes	10.367,3	10.692,4	11.021,9	11.203,4	+181,5	+4,8%
Dépenses	10.728,6	11.088,2	11.742,5	11.761,8	+19,3	+6,1%
Excédents	-361,2	-395,8	-720,6	-558,4	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros
[1] Variation Projet amendé-Projet de budget
[2] Variation Projet amendé Budget voté 2012

La COFIBU se félicite du résultat obtenu suite à l'amendement du projet de budget initial et estime que les objectifs visés, à savoir notamment de revenir sur la trajectoire d'ajustement et d'apporter certains rééquilibrages au niveau des recettes et des dépenses, ont globalement été atteints.

En ce qui concerne les investissements de l'Administration centrale, la COFIBU constate avec satisfaction que malgré leur réduction de 287 millions d'euros par rapport au programme d'investissement initial, ils restent très élevés. En effet, avec des dépenses prévues de 1,7 milliards d'euros, soit l'équivalent de 3,8% du PIB en 2013, les investissements se situent dans la moyenne des années précédentes.

Quant à la dette publique, celle-ci a connu une croissance très importante depuis l'éruption de la crise financière en 2008 et risque d'atteindre un niveau préoccupant dans les années à venir et d'hypothéquer ainsi la marge de manœuvre financière de l'État.

Si la COFIBU est d'accord que les investissements qui sont effectués par l'État dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie nationale et de l'épanouissement des générations futures soient financés - du moins en partie - par le biais de l'emprunt, elle souhaite néanmoins mettre en garde contre une croissance trop rapide de la dette publique qui risque de frôler le seuil des 30% d'ici quelques années. Voilà pourquoi la COFIBU demande au Gouvernement de revoir la nécessité d'utiliser l'intégralité de l'autorisation d'emprunt de 4,5 milliards d'euros prévue par la loi budgétaire, et d'associer la Chambre des Députés aux opérations de trésorerie qu'elle compte effectuer.

En ce qui concerne l'évolution des dépenses, la COFIBU peut souscrire au paradigme d'une «nouvelle culture des dépenses» revendiqué par le Ministre des Finances et du Budget, sous condition toutefois que cette nouvelle culture des dépenses réponde à un certain nombre de critères au moment de sa mise en pratique. La COFIBU estime qu'il ne sera pas possible d'endiguer la progression des dépenses publiques sans procéder à une évaluation critique de tous les programmes gouvernementaux générant des dépenses récurrentes afin de clarifier la finalité de ces dépenses et de déterminer leur efficience et leur efficacité.

La COFIBU rappelle les cinq «chantiers» qui devront faire l'objet d'une évaluation systématique: il s'agit des frais de fonctionnement de l'État, des prestations familiales, des mesures financées par le Fonds pour l'emploi, des dépenses liées à la politique d'accès au logement et des subsides dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

La COFIBU demande au Gouvernement d'entamer, dès maintenant, les travaux de préparation de cet exercice d'économies, et elle insiste à ce que les solutions qui seront proposées répondent aux critères de l'utilité et de l'efficacité, de la cohérence des politiques et de la justice sociale. Une logique purement comptable ne saurait apporter une réponse satisfaisante au défi d'une politique de redistribution plus efficace et ciblée.

Si la COFIBU partage l'analyse que le déficit public qui s'est creusé au cours des dernières années est en grande partie le résultat d'une croissance trop rapide des dépenses, elle doit néanmoins constater que du côté du budget des recettes, et partant de la fiscalité, il existe également un besoin urgent de réforme.

En effet, les différents agents économiques contribuent de manière très inégale aux recettes fiscales de l'État. Aussi faut-il rappeler dans ce contexte le nombre élevé de ménages (40%) et de sociétés de capital (83%) qui ne payent pas d'impôts du tout. Voilà pourquoi la COFIBU estime qu'il est urgent, dans le cadre d'une réflexion approfondie sur la consolida-

tion à moyen et long terme des finances publiques, de ne pas se limiter à une analyse des différentes catégories de dépenses, mais également de revoir de fond en comble la fiscalité dans le but de parvenir à une nouvelle culture des recettes, qui devrait s'articuler autour des points suivants:

- un rééquilibrage de l'imposition des différentes sources de revenus: collectivités et personnes physiques, impôts directs et indirects, imposition des revenus du travail et imposition des revenus des capitaux, impôt foncier;
- le rétablissement de l'équité fiscale en fonction de la capacité contributive des différents agents économiques;
- une évaluation sans tabous des abattements fiscaux, tant dans le chef des personnes physiques que des collectivités, en fonction de leur utilité, leur ciblage, leur efficacité et leur impact social, environnemental et budgétaire. La COFIBU recommande au Gouvernement de s'inspirer à cet effet des exemples belge et français qui renseignent en détail dans leur documentation budgétaire annuelle les dépenses fiscales qui résultent des différents avantages fiscaux;
- enfin, le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Cette opération de révision devrait aboutir dans une grande réforme du paysage fiscal au cours de la prochaine législature. Dans ce contexte, la COFIBU tient d'ores et déjà à mettre en garde contre une politique qui serait tentée de suivre le mouvement du «dumping fiscal», une telle course vers le bas ayant à terme comme conséquence l'érosion de la base fiscale.

Enfin, le rapport revient sur la nouvelle gouvernance budgétaire et économique européenne qui apporte des changements profonds pour la politique et la procédure budgétaires sur le plan national. La COFIBU demande au Gouvernement d'accélérer les travaux entamés en vue d'une réforme du cadre budgétaire luxembourgeois et qu'elle soit étroitement associée à ces travaux, notamment en ce qui concerne la mise au point du calendrier budgétaire futur qui devra garantir à la Chambre des Députés une implication suffisante dans les procédures de préparation du Programme de stabilité et de croissance, du Plan national de réformes et finalement, du projet de budget de l'État.

Conclusion

Le grand défi de la politique des années à venir, tel qu'il est décrit, analysé et commenté dans le présent rapport, consiste sans doute dans la double mission de restaurer la confiance dans notre modèle de société en général, et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir aux jeunes générations en particulier.

Il semble au rapporteur que depuis un certain temps, une morosité généralisée s'est installée dans la société luxembourgeoise, assortie d'un déclin de la culture de débat et de dialogue et d'une montée en puissance d'un corporatisme démesuré voire abusif.

Le rapporteur estime que le moment est venu pour les responsables politiques de briser cette atmosphère imprégnée de morosité et d'alarmisme, de retrousser les manches et de s'attaquer avec courage et assiduité aux problèmes qui se posent à notre pays: d'abord, en jetant les bases pour la redéfinition d'un projet de société commun, ensuite, en recherchant le dialogue avec les partenaires sociaux et la société civile, dialogue qui faisait jadis la force de notre modèle social, et enfin, en prenant les décisions – argumentées, réfléchies et pondérées – qui s'imposent.

Ce projet de société rénové doit résolument être axé sur les besoins et les aspirations de la jeune génération. Les chances de réussite des enfants et des adolescents doivent être placées au centre de toutes nos préoccupations. Il s'agira de soutenir de façon conséquente les familles, d'offrir une éducation performante qui met en valeur les talents de tout un chacun, de mettre à disposition des emplois sûrs et de qualité, et de garantir l'accès à des logements abordables. Ce nouveau projet de société devra être construit sur les valeurs de la solidarité et de la justice intergénérationnelles, valeurs qui n'ont rien perdu de leur actualité.

Il s'agit également de continuer sur la voie des réformes structurelles économiques, sociales, et sociétales pour assurer un développement durable de notre pays. Il est de la responsabilité des décideurs d'aujourd'hui envers les générations futures de ne pas hypothéquer les choix qui sont les leurs. Voilà pourquoi il importe de mettre en œuvre dès maintenant une politique équilibrée qui garantit des finances publiques saines, une croissance créatrice d'emplois et un renforcement de la cohésion sociale.

Une politique d'austérité qui freine la reprise économique et accentue la crise doit être évitée à tout prix; une telle politique mènerait inévitablement dans un cul de sac. En temps de crise, seulement un État fort peut offrir aux plus démunis, mais aussi aux classes moyennes, le soutien et la sécurité dont ils ont besoin.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.10.2012

Rapporteur: M. Lucien Lux

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: Michel Wolter):

04.07.2012	Désignation d'un rapporteur
02.10.2012	Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des Finances et des représentants du Trésor
09.10.2012	Échange de vues avec des représentants - de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et - de l'Administration des Contributions directes
12.10.2012	Échange de vues avec des représentants - de l'Administration des Contributions directes; - de l'Administration des Douanes et des Accises et - de la CSSF
16.10.2012	Échange de vues avec des représentants du STATEC et avec le Ministre de la Sécurité sociale
18.10.2012	Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et avec des représentants du Commissariat aux Assurances
26.10.2012	Échange de vues avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration
06.11.2012	Présentation d'amendements budgétaires par le Gouvernement
16.11.2012	Présentation de l'avis de la Banque Centrale du Luxembourg et de l'avis de la Cour des Comptes
22.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
23.11.2012	Échange de vues avec des représentants du STATEC
06.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2012

Loi du 21 décembre 2012

Mémorial A, 2012, n°273, p. 4003

	Avril 2012	*Projet Budget 2013*	*Mesures suppl.*	*Total*
Dépenses				
1) Consommation intermédiaire (frais de fonctionnement)	-60	-60	-	-60
2) Dépenses d'investissement directes et indirectes	-125	-257	-30	-287
3) Atténuation de l'évolution de la masse salariale de la Fonction publique	-55	-58	-5	-63
4) Subventions et primes	-10	-10	-	-10
5) Prestations sociales *- Ajustement pension: 70 mio - Forfait d'éducation: 9 mio* *- Chèques service: 13 mio - Alloc. rentrée scol.: 11 mio* *83 mio 20 mio*	-100	-83	-20	-103
6) Mesures au niveau du Fonds pour l'emploi (réemploi, préretraite-solidarité)	-	-	-15	-15
Total dépenses	-350	-468	-70	-538
Recettes				
1) Impôt sur le revenu des collectivités:				
- Soparfi	-	-	+50	+50
- Diminution de la bonification d'impôt sur investissements (Répercussion budgétaire: 20 mio à partir de 2014)	-	-	-	-
- Impôt minimal à charge des entreprises	+50	+50	-	+50
2) Impôt sur le revenu des personnes physiques:				
- Ajout d'un échelon taxé à 40% au barème d'imposition (À partir de 2014, la recette supplémentaire est estimée à 20 mio)	-	-	+15	+15
- Adaptation du régime des stock options	-	-	+50	+50
- Intérêts débiteurs sur la consommation	-	+7	-	+7
- Forfait kilométrique (suppression de la déduction forfaitaire pour les 4 premiers km)		+35	-	+35
3) Taxe sur les véhicules automoteurs	-	+6	-	+6
4) Impôts de solidarité:				
- Augmentation de 2 points de % (ménages & entreprises)	+100	+100	-	+100
- Augmentation supplémentaire de 1 point de % (ménages)	-	-	+46	+46
5) TVA sur le logement (réduction du montant maximum remboursable)	-	-	+20	+20
6) Accises tabac et diesel	+35	+35	-	+35
Total recettes	+185	+233	+181	+414
Amélioration du solde	+535	+701	+251	+952

Note: Les chiffres de ce tableau sont indiqués en millions d'euros

Le projet de budget 2013 amendé se présente comme suit dans sa version SEC95:

	2008	*2009*	*2010*	*2011*	*2012*	*2013*
Administration publique	**1.191,6**	**-276,9**	**-331,4**	**-140,4**	**-865,9**	**-382,9**
Administration centrale	-59,9	-958,7	-1.015,1	-997,2	-1.648,1	-1.041,3
Administrations locales	169,8	-49,0	56,5	31,0	23,2	11,2
Sécurité sociale	1.081,8	730,9	627,2	825,9	759,0	647,2

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

	2008	*2009*	*2010*	*2011*	*2012*	*2013*
Administration publique	**3,0%**	**-0,7%**	**-0,8%**	**-0,3%**	**-2,0%**	**-0,8%**
Administration centrale	-0,2%	-2,5%	-2,5%	-2,3%	-3,8%	-2,3%
Administrations locales	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Sécurité sociale	2,7%	1,9%	1,6%	1,9%	1,7%	1,4%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en % du PIB

Sommaire

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;
5. le Code du Travail

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Serge Urbany, M. Serge Wilmes*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale (M. Serge Urbany et M. Carlo Wagner posent des questions)*
- *Motion 1: M. Mars Di Bartolomeo (M. François Bausch et M. Gast Gibéryen posent des questions)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6387 iwwert d'Rentereform. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, den Här Braz, den Här Gibéryen an den Här Wilmes. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch, déi och en Deel vun der Zäit vun hirer Fraktioun, der LSAP, hélt. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;

5. le Code du Travail

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- Merci. Eise Pensiounssystem ass haut ee vun deene beschten op der Welt: héich Leeschtungen, niddreg Bäiträg, vill Aktiver a Bäitragszueler, héich Reserven. Woufir dann déi ganz Opreegung a firwat déi vill Diskussiounen? A firwat iwwerhaapt eng Reform?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass keng einfach Aufgab, op dëser Plaz e Rapport iwwert d'Reformvirschléi vum Lëtzebuerger Pensiounssystem ze maachen. Engem System, dee mir duerch d'Bänk alleguer gutt fannen an dee mir a senger Substanz och alleguer erhale wëllen.

Fakt ass, dass sech d'Geeschter un dësem Gesetzesprojet scheeden: Op där enger Säit stinn déi, déi fannen, dass d'Reform vill ze wäit geet, an op där anerer Säit déi, déi soen, se géif mat Sécherheet net wäit genuch goen. Dass béid Säiten net wierklech zefridde si mat deem Projet, dee mir haut diskutéieren an och wäerten zur Ofstëmmung bréngen, mécht zwar keng Freed, mä et weist awer op d'mannst, dass mer e Kompromëss an eng beschtméiglech Tëscheléisung, en Tëschewee gesicht a fonnt hunn.

Ze wäit geet de Projet fir déi, déi op déi enorm Reserven hiweisen - mat iwwer eelef Milliarde maache si bal véiermol d'Joresausgabe fir eis Pensiounen aus - an op déi an hiren Aen ze niddreg Cotisatiounen, bei deenen nach ganz vill Spillraum géif bestoen. An net wäit genuch geet et fir all déi, déi virun der sougenanntener „Rentemauer" warnen, fir si eng natierlech Suite vun enger ze niddreger Zuel vu Bäitragszueler an enger ze héijer Zuel vu Pensiounsempfänger an der Zukunft.

Jo, bewäert huet e sech, dee System, iwwer Jorzéngten ewech! Eis Mindestrent ass haut mat 1.630 Euro bal duebel esou héich wéi d'Duerchschnëttsrent an eisem Nopeschland Däitschland. Bei 40 Cotisatiounsjore läit eis Duerchschnëttsrent zu Lëtzebuerg bei ëmmerhin 3.100 Euro am Mount.

D'Altersaarmut ass am europäesche Verglach zu Lëtzebuerg ganz geréng. Duerch d'Ëmlageverfahre baséieren eis Pensiounen op engem solidaresche Grondkonzept. An den tripartitë Finanzéierungsmodus - Stat, Patronen, Assuréen - huet Modellcharakter a suergt fir de sozialen Équiliber.

Alles an der Rei deemno? Net wierklech.

De Gesetzesprojet, dee mer haut virstellen, baséiert op der Grondastellung, dass haut an elo Handlungsbedarf besteet, fir dee bewäerte System a senger Substanz och an der Zukunft ze erhalen, dobäi awer der gesellschaftlecher Realitéit an der konstant steigender Liewenserwaardung Rechnung ze droen.

Dee virleiende Projet de loi gouf den 31. Januar 2012 vum Sozialminister déposéiert. Als zoustänneg Chamberskommissioun ware mir schonn am Virfeld souwuel bei der Preparatioun wéi och bei der Élaboratioun associéiert. Effektiv geet den Ursprong vun dëser Pensiounsreform schonn op d'Tripartite vum Abrëll 2006 zréck. Deemools war décidéiert a festgehale ginn, dass ee Groupe de réflexion soll Propositiounen ausschaffen, fir de Pensiounssystem laangfristeg ofzesécheren, och a virun allem am Hibléck op déi geännert a verlängert Liewenserwaardung…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Rapportrice nozelauschteren!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- …an dat, wat si u gesellschaftlechen a gesondheets- a sozialpolitesche Veränneruge mat sech bréngt.

Dëse Wëllen an d'Zil, de Pensiounssystem an deem Sënn ze adaptéieren, dass e finanzéierbar bleift an och an Zukunft adequat Leeschtunge ka bréngen, huet och dës Regierung no de Wahle vum 7. Juni 2009 an hirer Regierungserklärung op en Neits bekräftegt. Dobäi gouf nach eemol ganz besonnesch ervirgestrach, wéi wichteg et ass, den Équiliber tëschent Aktiven a Pensionéierte beschtméiglech oprechtzeerhalen.

An der Gesondheets- a Sozialkommissioun vun der Chamber hu mir eis kontinuéierlech a regelméisseg mam Thema Rente befaasst. Esou och am Abrëll 2009 an am Mäerz 2010, wou et ganz konkret ëm d'Grondlinne vun der ugestriefter Pensiounsreform goung a wou de Minister eng ganz Rei vu Piste virgestallt an zur Diskussioun gestallt huet.

Den 2. Juni 2010 hu mir eis am Kader vun enger Orientéierungsdebatt an der Chamber intensiv mat der Pensiounsreform befaasst. Dobäi gouf festgehalen, dass d'Reform de System als solchen erhalen a festege sollt. Et war e Bekenntnis: éischtens, zum Ëmlageverfahre mat der Constitutioun vun enger Reserv; zweetens, zu engem System, deen op der Solidaritéit tëschent de Generatioune baséiert; drëttens, zum Finanzement, dee weiderhi soll solidaresch jee zu engem Drëttel vun de Salariéen, den Employeuren an dem Stat gedroe ginn; a véiertens, zu engem System, deen och e solidareschen a sozial ausgläichenden Aspekt huet an domadder derfir suergt, dass déi méi bescheide Pensiounen en adequaten Niveau behale mussen.

D'Sozialkommissioun ass nom Dépôt vum Projet de loi weider 14-mol zesummekomm, fir sech am Detail mat der geplangter Pensiounsreform ausenanerzesetzen. Meng Unerkennung geet un all d'Memberen a Kolleege vun der Kommissioun, déi och bei dësem komplexen a ganz schwierege Projet déi beschtméiglech Konklusiounen am Intérêt vun der Saach gezunn hunn. Ech wëll an dësem Merci ausdrécklech eise formidabele Sekretär, de Martin Bisenius, awer och d'Madame Nadine Entringer vum Groupe parlementaire mat abezéien.

De Conseil d'État huet am Ganzen dräi Avisen zu dësem Gesetzesprojet ofginn. Um Enn konnten all d'Bedenken a Problemer aus dem Wee geraumt ginn. Déi ëmfaassend a fundéiert Avisë vum Statsrot an dee permanente fachlechen Austausch mam Sozialminister a mat senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter hu ganz wesentlech dozou bäigedroen, dass mir eis als Kommissioun beschtméiglech mam Projet an och mat de verschiddene Positiounen ausenanersetze konnten, déi am Laf vun den Diskussiounen un eis erugetruede gi waren.

Esou ass de Statsrot ënner anerem op d'Aarbechtshypotheesen agaangen, déi an deene leschte Méint a Jore ganz regelméisseg Ulooss fir Kritik vun ënnerschiddleche Säite waren. Och de Statsrot huet fonnt, dass d'Zuelen, op déi sech an dësem Projet baséiert gouf, an dësen Zäite vläicht als ze vill optimistesch kéinten ugesi ginn. Allerdéngs géifen déi geplangte Mécanismes de correction dozou féieren, dass een op méi schlecht Konditioune ganz flexibel reagéiere kéint, wat vum Statsrot begréisst gouf.

D'Avisë vun der Chambre des Salariés, der Statsbeamtekummer, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers spigelen dat zréck, wat ech schonn aganks erwähnt hat, nämlech déi diametral entgéigegesate Positioune vum Zevill op där enger Säit a vum net Genuch op där anerer Säit.

Dës ënnerschiddlech Positioune waren och schonn am Virfeld bei den Entrevuen zum Ausdrock komm, déi mir als Kommissioun organiséiert haten. D'Zil vun dëse fir eis Kommissioun ganz interessanten an opschlossräichen Entrevuë war, fir déi verschidde Meenungen a Kritiken ze héieren a si an eis Diskussiounen zum Projet dee Moment och afléissen ze loossen. Dës konstruktiv a sachlech Gespréicher hu mir mat de Gewerkschafte gefouert, mat der Union des Entreprises, mat enger Delegatioun vum Jugendparlament a mam nationale Fraerot. Hinnen nach eemol e ganz grousse Merci fir hir Disponibilitéit an och fir hiren Input!

Ech wëll hei net am Detail op den Historique vum Lëtzebuerger Pensiounssystem agoen. Ech mengen, dat kënnt Dir am Exposé des motifs vun dësem Projet an och am schréftleche Rapport noliesen.

Wichteg ass et awer, fir op en Neits ervirzesträichen, dass dëse System iwwert déi lescht Honnert Joer opgebaut a virun allem weiderentwéckelt gouf. Esou konnten ëmmer méi Mënschen zu Lëtzebuerg an de Genoss vun der Pensiounsversécherung kommen an esou konnten och d'Leeschtunge permanent ausgebaut a verbessert ginn.

Zënter 1976 a bis haut ass de Cotisatiounstaux stabil bliwwen, an dat trotz bestännege Leeschtungserhéijungen, bei enger Liewenserwaardung, déi kontinuéierlech geklommen ass a mat enger Liewensaarbechtszäit, déi, zum Deel bedéngt duerch méi laang Studien, awer och aner Facteuren, konstant erofgaangen ass.

Et ass net ewechzediskutéieren, dass den Niveau vun de Pensiounen hei zu Lëtzebuerg wäit iwwert deem vun den Nopeschlänner läit. Mir hunn an der Moyenne en Taux de remplacement vu 87 Prozent. Dat heescht, en Assuré, deen en duerchschnëttleche Salaire hat, kritt duerno als Pensioun 87 Prozent vu sengem Salaire. Am Verglach: An der Belsch an an Däitschland läit deen Taux bei 42 Prozent respektiv bei 49 Prozent.

Dat ass och de Grond, firwat hei zu Lëtzebuerg déi meeschten eeler Leit éischter gutt dostinn, besser wéi d'Gesamtpopulatioun. Während a ganz Europa den Aarmutsrisiko bei den eelere Leit méi héich ass wéi bei der ganzer Populatioun, leeft een als iwwer 65-Jähregen hei zu Lëtzebuerg manner Risiko, fir aarm ze sinn. Bei de 65 + läit deen Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg bei fënnef Prozent.

Och an Zukunft musse mir et zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, dass d'Altersaarmut niddreg bleift an dass de Liewensniveau am Alter kann erhale ginn. Dass dat iwwerhaapt méiglech war, dat hu mer natierlech der aussergewéinlecher an am europäesche Raum wuel eemoleger Entwécklung vun eiser Ekonomie an eisem Aarbechtsmaart ze verdanken.

Ëmmer méi a gréisstendeels jonk Leit op der Sich no Aarbecht koume bei eis an d'Land, soudass d'Mass vun de Cotisatiounen, déi e gudden Deel vun de Recettë vun der Pensiounsversécherung duerstellen, rasant geklommen ass. An domadder konnte bis zum heitegen Dag déi permanent Leeschtungsverbesserungen ouni Problem finanzéiert ginn a gläichzäiteg eng ganz déck Reserv ugeluecht ginn.

Fir de Moment läit d'Prime de répartition pure, also deen Undeel vun de Cotisatiounen, deen direkt gebraucht gëtt, fir d'Pensiounsleeschtungen ze finanzéieren, bei 21 Prozent. Mir hunn eng Reserv, an där Enn 2011 gutt eelef Milliarde waren, sprécht 3,7-mol d'Joresausgaben. Dat ass e gudde Polster, deen allerdéngs och nees ganz schnell schmëlze kann.

Wourop verschidde Stëmme scho méi laang hiweisen, wäert iwwer kuerz oder laang och passéieren: Déi vill nei Aarbechtskräften, déi an deene leschte Joren a Jorzéngten duerch e regelrecht Jobwonner op de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché komm sinn, déi wäerte geschwënn a massiver Zuel selwer de Pensiounsalter erreechen. Mat der héijer Zuel vu Pensionäre ginn och d'Dépensen drastesch an d'Luucht. An aktuelle Berechnunge vun der IGSS no wäert sech vun haut bis 2060, och wann dat nach wäit entfernt kléngt, d'Zuel vun de Pensionären hei am Land verdräifachen.

An anere Wierder: Fir an der Zukunft déiselwecht Leeschtungen ze halen, misst et entweder zu enger Cotisatiounserhéijung bis iwwer 40 Prozent kommen oder mir bräichten 3,5- bis dräimol esou vill Assuréen. Hei schwätze mer ëmmerhi vun engem weideren Zouwuess vun de Beschäftegten op ronn 1,2 Millioune Cotisanten, mat geschaten 900.000 Nonrésidenten, déi all Dag iwwert d'Grenz bei eis géife schaffe kommen.

Ganz éierlech, hale mer dat fir realistesch? Gleewe mer un iwwer eng Millioun Leit, déi als Salarié an der Zukunft bei eis kommen? Géife mir dat gutt fannen, wann zweemol esou héich Bäiträg op eis Aktiv géifen zoukommen? A wiere si iwwerhaapt bereet, dat ze akzeptéieren?

Här President, wa mer verhënnere wëllen, dass aus eisen Trëmp vun haut - héich Leeschtungen, niddreg Bäiträg, héich Reserven, vill Bäitragszueler a relativ wéineg Pensionéierter - d'Risike vu muer ginn, da musse mer handelen! A wa mer dee gudde System, dee mer vun eisen Eltere geierft hunn a fir deen eis Grousselteren op d'Strooss gaange sinn, erhale wëlle fir

eis Kanner a fir nofolgend Generatiounen, da musse mer dee System haut reforméieren.

Kommt, mer erënneren eis! Ganz ënnerschiddlech a gläichermoosse wichteg a renomméiert international Organismen a Gremien hunn an deene vergaangene Joren ëmmer erëm a mat Nodrock op déi zukünfteg Problemer fir Lëtzebuerg higewisen: d'Europäesch Kommissioun, de Fonds monétaire international an d'OCDE - d'Organisation de coopération et de développement économiques. Si alleguer ënnersträichen, zum Deel mat radikale Léisungsvirschléi, d'Nécessitéit vun enger Reform, fir dass eise Pensiounssystem weider finanzéierbar an op nofolgend Generatiounen iwwerdrobar bleift.

D'Regierung wollt zesumme mat der Chamberskommissioun, déi dës Meenung deelt, krass Aschnëtter bewosst verhënneren. Veränneronge sinn, wann ee se richteg an de Kontext setzt a wierklech kuckt, näischt anescht wéi punktuell an novollzéibar Upassungen, bedéngt an noutwendeg ginn duerch d'Verlängerung vun der Liewenserwaardung an d'Verkierzung vun der Liewensaarbechtszäit.

Et ass wuel richteg, dass de legale Pensiounsalter zu Lëtzebuerg bei 65 Joer läit; an am Iwwregen och no dëser Pensiounsreform weiderhi bei 65 Joer wäert leien. Et ass awer och richteg, dass déi wéinegst Leit zu Lëtzebuerg tatsächlech bis an deen Alter schaffe ginn. Den duerchschnëttlechen Alter, mat deem d'Leit bei eis am Land an d'Pensioun ginn, läit bei 59 Joer.

Wann een dann zousätzlech bedenkt, dass e groussen Deel vun deenen, déi mat 59 Joer an d'Pensioun ginn, zu deem Moment keng 40 Joer cotiséiert hunn an doriwwer eraus nach 20 oder méi Jore wäerte liewen an hir Pensioun bezéien, da brauch ee kee Mathematiker ze sinn, fir auszerechnen, dass dat op mëttel a laang Siicht net kann opgoen.

Et deet mer leed, bei Cotisatioune vu 24 Prozent, also emol net e Véierel vum Salaire, a Pensioune vun duerchschnëttlech 87 Prozent - fir déi kleng Salairë souguer iwwer 100 Prozent - vum Salaire, muss all System fréier oder spéider kippen. E System, deen, wuelverstanen, duerch e staarken Engagement vum Stat - 1,2 Milliarde pro Joer, wat net näischt ass -, vun enger gesonder Finanzsituatioun, déi mer haut relativéiere mussen, an enger eemoleg héijer Zuel vu Beschäftegten a Cotisanté gestäipt a gedroe konnt ginn.

Vereinfacht gesot: Wa mer haut näischt ënnerhuelen, da bezuelen eis Kanner muer dat Duebelt u Bäiträg, fir nëmmen nach d'Halschent vun de Leeschtungen erauszezéien. An dat wëlle mer net.

D'Reform, déi mer maachen, fir eise Pensiounssystem och fir zukünfteg Generatiounen ze erhalen, ass novollzéibar. Si ass räsonabel an équilibréiert. Si bedéngt eng progressiv Ëmsetzung no solidaresche Prinzipien. Si erhält d'Rechter vun den heitege Pensionären a si séchert déi kleng Pensiounen of; wat eisen ausdréckleche Wonsch ass.

Wat sinn elo d'Haaptelementer vun dëser Reform?

Fir d'Éischt déi ëmgeännert Berechnungsformel vun de Pensiounen, e Kärstéck vun der Reform. Et geet drëms, fir d'Liewensaarbechtszäit un d'Evolutioun vun der Liewenserwaardung unzepassen.

An Zukunft wäert et am Prinzip esou sinn, dass een, dee méi laang schafft a méi laang cotiséiert, och méi héich Prestatiounen zegutt huet, well e jo logescherweis méi laang abezuelt huet a logescherweis och manner laang eng Pensioun wäert kréien.

Een, deen op där anerer Säit optéiert fir méi fréi opzehale mat schaffen an ze cotiséieren, huet manner abezuelt a kritt deemno och méi laang seng Pensioun, an duerfir si seng Leeschtungen, op déi e pro Mount Urecht huet, natierlech méi niddreg.

Konkret gesi gëtt en Ureiz geschaf, fir dass d'Leit méi laang am Aarbechtsprozess bleiwen doduerch, dass den Taux vun de Majorations proportionnelles progressiv vun haut 1,85% op 1,6% am Joer 2052 erofgesat gëtt. Mir schwätze wuelverstane vun der Berechnung vun deem Deel vun der Pensioun, dee proportionell zum Salaire berechent gëtt an op deem cotiséiert gouf.

Zousätzlech gëtt et d'Majorations proportionnelles échelonnées. Si dinn den Taux de majoration proportionnelle zousätzlech ab enger bestëmmter Zuel vu Cotisatiounsjore klammen, souzesoen als Bonus, fir déi ze belounen, déi bereet sinn, méi laang ze schaffen. Déi Majorations proportionnelles échelonnées gëtt et haut och schonn, nämlech 0,01% zousätzlech pro Joer ab engem Alter vu 55 Joer a bei 38 Cotisatiouns-Carrière-Joren. Bis 2052 gëtt dësen Taux eropgefuer op 0,025%. Zegutt huet een déi allerdéngs eréischt ab engem Alter vu 60 Joer a bei 40 Versécherungsjoren.

Bei der Grondrent, dem Taux de majoration forfaitaire, läit den Taux haut bei 23,5%. En Taux, deen iwwert déi nächst 40 Joer net nëmmen, wéi uganks geplangt, op 26, mä duerch dëst Gesetz op 28% wäert gehéicht ginn. D'Motivatioun duerfir ass, dass mer mat där Mesure fir en adequaten Niveau vun de méi bescheidene Pensioune suergen, wat en ausdréckleche Wonsch vun der Kommissioun a vun de Sozialpartner war. Dëst kënnt am Besonneschen deene Leit zegutt, déi méi penibel Aarbechte gemaach hunn an net héich bezuelt gi sinn. Fir dëse weideren Effort huet sech am Laf vun eisen Aarbechten e Konsens erausgeschielt. A mengen Aen ass et extrem positiv, dass mir zesummen esou eng Verbesserung konnten erreechen.

D'Konditiounen, fir kënnen a Pensioun ze goen, bleiwen iwwerdeems déiselwecht wéi haut: mat 57 Joer bei 40 effektive Cotisatiounsjoren, mat 60 bei 40 Versécherungsjoren, dovunner op d'mannst zéng effektiv Cotisatiounsjoren, a soss mat 65 Joer, wann een op d'mannst zéng Joer zesummen huet. Wéi gesot, dat ass de Prinzip, deen och an Zukunft esou bleift. Allerdéngs ginn d'Leeschtunge méi héich, wat ee méi laang am Aarbechtsliewe bleift a cotiséiert.

Assuréën, déi iwwert hir ganz Carrière en Akommes ronderëm de Mindestloun haten, gëtt eng adequat Mindestpensioun garantéiert, och wa si, wéi dat dacks bei méi penibelen Aarbechten de Fall ass, net méi laang kënne schaffe goen, well hir Aarbecht mat engem groussen, oft mat engem enorme physeschen Effort a mat kierperleche Problemer verbonnen ass. An dat wësse mir.

An deem Kontext sief och rappeléiert, dass eng Reform vum Reklassement a Preparatioun ass, déi mat Verspéidung zum Joreswiessel wäert déposéiert ginn. Doran ass ënner anerem e regelrechte Statut virgesi fir dee Salarié, dee seng Aarbecht net méi ka maachen a Problemer huet, um Aarbechtsmarché iwwerhaapt nach ënnerzekommen.

Net geännert sinn d'Bestëmmungen aus dem Code du Travail iwwert d'Préretraite. Mä och do gëllt de Prinzip, dass een Intérêt huet, fir seng Carrière ze verlängeren an dann zum Beispill als Schichtaarbechter säi Recht op Préretraite an Usproch hëlt, wat och esou gewënscht ass.

Dee virleiende Projet hat a senger urspréngleche Form virgesinn, fir d'Prise en compte vun de Studienzäiten ze limitéieren an net méi vun 18 bis 27, mä just nach vun 20 bis 27 Joer unzerechnen. No eisen Diskussiounen an Échangen, an och no enger ganzer Rei vun Avisen, ënner anerem am Gespréich mam Jugendparlament an nom Avis vum Conseil d'État, goufen déi geplangten Ännerunge fale gelooss, fir elo bei den aktuellen Dispositiounen ze bleiwen, an dat ass och esou gewënscht.

Am Kader vun dëser Reform ass och de Problem vun deene Leit, an an der Praxis meeschtens Fraen, déi keng komplett Carrière hunn, opgeworf ginn, an um Enn keng oder just eng ganz niddreg eege Pensioun zegutt hunn. An dee Problem ass a mengen Aen zefriddestellend am Kontext vun dësem Projet de loi geléist ginn.

De Projet mécht an deem Sënn déi fräiwëlleg Weiderversécherung méi abordabel, andeems de Minimum, op dee muss cotiséiert ginn, erofgesat gëtt. An Zukunft ass et méiglech, sech bei Beruffsënnerbriechunge maximal fënnef Joer mat engem Bäitrag vu just 100 Euro pro Mount virun ze versécheren. Dee Montant louch bis elo bei 300 Euro pro Mount.

Zil ass et net, iwwert dee Wee komplett Rechter opzebauen, well dat ass nämlech a kengem Fall méiglech. An Zil ass och net, fir méi eng héich Pensioun doduerch ze kréien, well dat ass net de Fall. Mä Zil ass, fir bei Ënnerbriechungen derfir ze suergen, dass trotzdeem a méi einfach genuch Versécherungsjoren zesummekommen, fir d'Pensioun ze garantéieren. An dat ass haut nach laang net de Fall.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass dës fënnef Joer bei all aner Ersatzzäiten derbäikommen, déi et den Ament souwisou scho gëtt: zwee Babyjore pro Kand, déi als Périodes assimilées gëllen, an d'Erzéiungsjoren, véier pro Kand, déi als Ersatzzäiten ugerechent ginn.

Der Fuerderung vun de Fraenorganisatiounen, dës Weiderversécherung obligatoresch ze maachen, konnt d'Regierung wéinst der spezifescher Situatioun vun de Frontalieren net nokommen. Een, deen aus dem Aarbechtsmarché eraus ass an net méi hei am Land wunnt, dee kann een evidenterweis net zwéngen, fir sech zu Lëtzebuerg virun ze versécheren. Dat brénge mer net fäerdeg.

Dozou ass awer ze soen, dass och eng obligatoresch Weiderversécherung keng optimal Léisung géif duerstellen. Tatsaach bleift, mat oder ouni Ersatzzäiten: Dee Partner hei am Land, deen eng Zäit ophält mat schaffen oder manner schafft, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren, kritt an der Regel manner héich Pensionsleeschtung wéi deen anere Partner, an dat ass net gutt esou. Fir dee Problem ze léisen, geet och e Mentalitéitswiessel net duer. All Koppel soll sech bewosst ginn, wéi wichteg et ass, dass si alle béid eng eegen an am beschte komplett Assurancëcarrière opbaue mussen.

Am Kloertext: Wann ee Partner ophält mat schaffen oder d'Aarbechtszäit reduzéiert, da sollt e sech onbedéngt weiderversécheren, op d'mannst um Mindestloun an am beschten op de Montant vun der fréierer Pai. D'Kommissioun war sech bewosst, dass dat keen einfachen Thema ass, begréisst d'100-Euro-Cotisatioun als propper an hëllefräich Tëscheléisung an insistéiert, dass iwwert dëse Gesetzestext eraus eng ëmfaassend Informatiounscampagne entaméiert muss ginn. Wa mer wierklech wëllen, dass d'Fraen - well si sinn an dëser Diskussioun haaptsächlech viséiert - och a gradesou gutt verséchert kënne si wéi d'Männer, dann ass dat a menger perséinlecher Iwwerzeegung nëmme méiglech duerch eng Individualiséierung vun de Pensiounsrechter an der Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Pensiounsreform huet als Zil, de System ofzesécheren an d'Liewensaarbechtszäit un d'Evolutioun vun der Liewenserwaardung unzepassen. Fir d'Iwwergäng méi fléissend ze maachen, wäert et an Zukunft méi einfach an och méi interessant ginn, fir eng Pension anticipée mat engem zousätzlechen Akommes ze cumuléieren. Haut gëtt eng Pensioun automatesch halbéiert, wann den Zousazverdéngscht pro Mount, iwwer ee Joer gekuckt, méi héich ass wéi en Drëttel vum Mindestloun. An der Zukunft wäert dat net méi de Fall sinn. No der Entrée en vigueur vun dësem Gesetzesprojet kann ee bis op d'Moyenne vun de fënnef héchste Revenue pro Joer derbäiverdéngen.

D'Kommissioun konnt och novollzéien, dass Invaliderentner déi Méiglechkeet an Zukunft net sollen hunn an dass si just eng Activité insignifiante, wéi dat esou schéin heescht, dierfen hunn, dat heescht, just bis zu engem Drëttel vum Mindestloun kënnen derbäiverdéngen. Dat huet eis logesch a richteg geschéngt, well entweder et ass een invalid an da kann een net schaffen, a wann ee ka schaffen, dann ass ee par définition keen Invalid.

Wéi schonn am Virfeld ervirgestrach, gëtt am Moment un der Reform vum Reklassement geschafft. Do geet et virrangeg drëm, fir d'Leit, déi hir lescht Aarbecht net méi kënne maachen, ze reklasséieren, wat an der Praxis net ëmmer esou einfach ass wéi et kléngt. Den entspriechenden Avant-projet ass am Moment, eisen Informatiounen no, an der Diskussioun mat de Sozialpartner, ier mer nom Dépôt als Kommissioun domadder befaasst wäerte ginn, wat eisen ausdréckleche Wonsch ass.

Do dernieft a parallell gëtt um „Pacte troisième âge" geschafft, deen d'Beschäftegung vun eelere Salariéë begleeden an encadréiere soll. Dat ass an eisen Aen extrem wichteg. Dat dierfe mer net vergiessen an dat dierfe mer net vernoléissegen. An dee Kader gehéiert och eng Regelung vun engem méiglechst fléissenden Iwwergang vum Beruffsliewen an d'Pensioun, mat verbesserte Méiglechkeete fir Deelzäit ze schaffen a gläichzäiteg eng Deelpensioun ze kréien.

Ech ka mer virstellen, dass dat vill Leit kéint zousätzlech encouragéieren, fir méi laang am Aarbechtsliewen ze bleiwen. Eng Win-win-Situatioun, op déi d'Patronen an d'Betriber sech herno kënne beruffen a vun där si Bénéficiaire wäerte sinn. Ëmmerhin, an d'Gewerkschafte weise mat Recht konstant dorop hin, brénge grad déi eeler Salariéë ganz wäertvollt Wëssen an eng grouss Experienz mat. Zwee Haaptatouten, déi bei engem fréizäitegen Départ géife komplett verluer goen, an dat wier net gutt.

En zentraalt Element vun der Reform betrëfft den Ajustement. An Zukunft gëtt ënnerscheet tëschent dem Ajustement proprement dit vun de lafende Pensiounen an der Revalorisatioun vun de Léin, op deenen iwwer Jore cotiséiert gouf, bis zu deem Moment, wou een an d'Pensioun antrëtt.

D'Revalorisatioun wäert selbstverständlech och an Zukunft normal erfollegen. De Réajustement soll awer op Basis vun dësem Reformprojet un déi finanziell Situatioun vun de Pensiounskeese gebonne ginn. Fir dass dat ze moossen ass, gëtt e sougenannten „facteur modérateur" agefouert, deen de Moment bei 1 läit. Wann d'Prime de répartition pure iwwert de globalen Taux de cotisation klëmmt, an anere Wierder, wann d'Ausgaben iwwert d'Cotisatiounsrecettë klammen, da gëtt dee Facteur modérateur op 0,5 oder gegebenenfalls op ee Wäert drënner erofgesat.

Dat géif dee Moment an der Praxis bedeiten, dass de Réajustement vun de lafende Pensiounen un d'Lounentwécklung nëmmen hallef ausbezuelt géif, oder manner, deemno wéi. Et ass allerdéngs och virgesinn, dass, am Fall, wou dat Verhältnis tëschent Recetten an Dépensë sech nees verbessert, wat mer jo alleguer wënschen, dee Facteur modérateur nees op maximal 1 eropgesat ka ginn.

Gläichermoosse gëtt d'Allocation de fin d'année an Zukunft vun der finanzieller Situatioun vun de Pensiounskeesen ofhängeg gemaach. Och dat schéngt eis logesch an novollzéibar ze sinn. Et sief dorun erënnert, dass dës Allocation de fin d'année, déi oft fälschlecherweis als 13. Mount bezeechent gëtt, eréischt um Rentendësch 2002 décidéiert gouf, mat awer ganz kloer der Oplag, dass se direkt a Fro gestallt misst ginn, wann den nohaltege Finanzement vun de Pensiounen net méi garantéiert wier.

Fir déi ganz Entwécklung vun der Situatioun besser am A ze behalen an adequat dorobber reagéieren ze kënnen, gouf och d'Période de couverture eropgesat. Am Moment dauert déi Période de couverture siwe Joer, dat heescht, dass am Moment all siwe Joer den Zoustand vun de Pensiounskeese gekuckt gëtt an den Taux de cotisation nei festgeluecht gëtt.

An Zukunft wäert dës Analys mam Bilan all fënnef Joer gemaach ginn an d'Entwécklung iwwert déi nächst zéng Joer gekuckt ginn, a wann de Wuesstum méi lues kënnt, da wierkt d'Reform ebe méi séier, well dat ass jo hire Grondprinzip.

Ofschléissend sief ervirgestrach, dass dës Reform net nëmmen de Pensiounssystem am Privatsecteur betrëfft, mä och den neie Regime am öffentlechen Déngscht. Déi nei Modalitéite vum Réajustement gëllen iwwregens och fir de Régime transitoire.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet weist, dass mir hei zu Lëtzebuerg eis Reformfäegkeet net verluer hunn. Erauskomm ass e Reformprojet, dee realistesch ass an deen e gudde Mix duerstellt. Et ass eng équilibréiert Reform. Si wierkt souwuel op d'Dépensë wéi och op d'Recetten a si betrëfft gläichermoossen Aktiver wéi och Pensionéierter. Si ass verkraaftbar a si baséiert op Evidenzen. Ech denken dobäi virrangeg un eis demografesch Entwécklung an ech denken och un eis Liewenserwaardung, déi an deene leschte Jorzéngten noweislech a konstant an d'Luucht gaangen ass.

Méi laang Pensioune kréien a manner laang schaffe goen, dat geet leider net op. Net zu Lëtzebuerg an och net am Rescht vun der Welt. Och dat ass eng Evidenz.

Dës Reform dierf een net isoléiert gesinn, well si mat anere Reformprojeten zesumme betruecht e kohärent Ganzt wäert duerstellen: Verbesserunge beim Reklassement, Verbesserunge bei den Deelpensiounen a bei der Deelzäitaarbecht mat méi Kombinatiounsméiglechkeeten a méi Rechter, eng offensiv an obligatoresch Politique de l'âge an de Betriber a Begleetmesurë fir den Travail senior, weider Schrëtt fir individuell Rechter fir dee Partner, dee seng Beruffscarrière ënnerbrécht, a besser Méiglechkeete fir d'Weiderversécherung.

Här President, de Reformprojet ass elo amgaang, de Prozess ass entaméiert an e muss weidergoen. Mat dësem Gesetzesprojet si mir eisem Zil, och fir kommend Generatiounen e gudden an e finanzéierbare Pensiounssystem ze erhalen, e ganz gutt Stéck méi no komm.

Ech wéilt Iech ofschléissend, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi mat op de Wee ginn an Iech Merci soe fir Äre laangen Intérêt a fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wéilt ech der Rapportrice Lydia Mutsch Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mech wäert vun der Presentatioun vun deene villen Zifferen entbannen, déi mer iwwer laang Séancen an onser Gesondheets- a Sozialkommissioun gewänzelt hunn.

Wann ee vu Pensioune schwätzt, denkt een als Éischt natierlech un d'Rentemauer. Säit 1995 schonn huet d'CSV a virun allem onse Premierminister Jean-Claude Juncker ëmmer erëm op

deen Zeenario higewisen, deen am Pensiounswiese géif antrieden, wa mer net reagéieren.

Oft a laang ass ee mat esou Aussoe belächelt ginn. D'Reserve waren héich, si sinn et och am Moment nach. Firwat sollt een also vun esou eppes Onsympatheschem wéi enger Rentereform schwätzen?

Et gëtt awer Zuelen, déi eendeiteg sinn, an d'Madame Mutsch huet dat meescht genannt. Ech wëll der awer trotzdeem nach e puer ervirhiewen.

D'Frae ginn haut an der Moyenne méi wéi 83 Joer al, d'Männer kréien der iwwer 78. Den Här Gesondheetsminister huet kierzlech e ganz ambitiéise Programm virgestallt, dass d'Lëtzebuerger mat Hëllef vun der personaliséierter Medezin nach méi al solle ginn. Dat hëlleft de Lëtzebuerger, awer net de Renten.

Wann een da weess, dass den Antrëttsalter an d'Pensioun an der Moyenne bei 59 Joer läit, obwuel de legale Pensiounsalter 65 Joer ass, da gesäit ee séier, wou d'Kromm an der Heck läit. Den éischte grousse Problem vun onsem Rentesystem ass deemno ons Demografie.

De Coefficient de charge, also d'Zuel vu Pensionéierten, déi op 100 Aktiver kommen, déi wéinst onser aussergewéinlecher Aarbechtsmaartsituatioun zënter 2000 kontinuéierlech erofgaang ass, geet elo zënter 2008 erëm an d'Luucht. An dräi Joer si mer vun 38,6 op 39,9 geklommen. Dat heescht, dass fir ee Pensionéierten am Joer 2008, do waren nach 2,6 Aktiver, an 2010 nëmme méi zwee an en hallwen. Wann déi Evolutioun unhält - an et gesäit jo de Moment um Aarbechtsmaart och net esou brillant aus -, da sinn am Joer 2020 nach just zwee Aktiver pro Pensionéierten an am Joer 2040 gëtt d'Verhältnis da gläich, also eent zu eent. Dat wär eng immens Laascht, déi mer onse Kanner an Enkelkanner net wëllen zoumudden.

D'Previsioune vun der IGSS, déi als Basis gedéngt hu fir dës Reform, tabléieren op engem Coefficient de charge vu 60. Dat heescht, dass pro Pensionéierten am Joer 2040 nach sollten 1,7 Aktiver iwwreg bleiwen. Dat awer ënnert deene relativ optimisteschen ekonomeschen Hypotheesen, ënnert deenen de Projet entaméiert ginn ass an och opgestallt ginn ass.

Et gëtt awer nach weider Chifferen, déi de Problem verdäitlechen.

D'Stiftung Marktwirtschaft, Forschungszentrum „Generationenverträge" vun der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg huet an enger Etüd iwwert d'öffentlech Finanze vun den EU-Länner interessant Donnéeën erausginn: 2010 huet Lëtzebuerg 20% Leit iwwer 65 a bis 2060 wäert dësen Undeel laut dëser Etüd op 45% klammen.

Dir kënnt Iech bestëmmt nach all drun erënneren, wéi déi Ziffere virun e puer Méint an de Medië waren. D'Etüd ass och ëmstridden, mä ech wollt se trotzdeem nennen, well se déi Situatioun, an där mer sinn, wann och vläicht net esou ganz genee, awer relativ korrekt illustréiert. Notamment mécht si däitlech, dass zu Lëtzebuerg, wéi iwwregens och a quasi all onsen Nopeschlänner, ma besonnesch hei bei ons, d'Renten dee Poste sinn, deen d'Käschte vun de Staten am meeschten an d'Luucht dreift. Et sief drun erënnert, dass och eng Rei aner Etüden zur Dette cachée an eng ähnlech Richtung gaange sinn.

Mat onsem Rentesystem si mer europawäit an enger eenzegaarteger Situatioun, dass bei ons den Aarmutsrisiko am Alter erofgeet. Nëmme 5% - an d'Madame Mutsch huet dat scho genannt - vun onsen eelere Matbierger sinn dem Aarmutsrisiko ausgesat par rapport zu 13% an der Gesamtpopulatioun an 20% vun de Kanner. Och dës Zuele weisen, wéi generéis onse Pensiounssystem ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chiffere sinn also bekannt a si si bekannt bedréilech. Wat wëlle mer elo dergéint ënnerhuele mat dësem Projet?

Et muss ee scho komplett blann sinn oder vill schlechte Wëlle weisen, fir ons Rentesituatioun als sécher ze bezeechnen an näischt dru wëllen ze änneren. 17 Joer nom Ufank vun den Diskussiounen ëm d'Rentemauer hu mer d'Reform elo um Dësch leien. Déi Reform, déi sollt verhënneren, dass eise Generatiounevertrag implodéiert.

Onse Versécherungssystem bleift no der Reform nach ëmmer deeselwechten; wat d'CSV ausdrécklech begréisst, mir bleiwen am bismarckschen Ëmlagerungsverfahren. Déi grouss Prinzipië ginn also an der Reform net a Fro gestallt, mä et gouf - esou wéi de Minister sech ëmmer gären ausdréckt - un enger Rei vu Schrauwe gedréit. Dëst ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, mä geet et och duer? Dorobber kommen ech spéider nach eemol zréck.

Et ass schonns gesot ginn, dass mer elo net un eisem legale Pensiounsalter fréckelen. Dat ass och onserer Meenung no gutt a richteg. Deen ass a bleift bei 65 Joer. Mä dee wierkleche Problem, dee besteet jo awer doran, dass d'Leit an der Moyenne sechs Joer méi fréi an d'Rent ginn, also mat 59 Joer hir Pensioun huelen.

Eent vun de groussen Ziler vun dësem Gesetz ass et folglech, de Leit den Ureiz ze ginn, méi laang schaffen ze goen. Et war ausdrécklech de Wëlle vun der Koalitioun, näischt ze imposéieren, mä de Leit de Choix ze loossen, ze wielen, wéini dass si wëllen an d'Pensioun goen.

Praktesch gesäit dat esou aus, dass een, deen haut ufänkt mat schaffen, och ka wéi haut no 40 Versécherungsjoren an d'Pensioun goen, mä dann awer eppes manner Rent kritt, wéi eng Persoun, déi hiert Liewe laang am jëtzege System war. Et ass dann un all Concernéierten, selwer ze wielen, ob him déi Pensioun duergeet oder ob e weiderschafft, bis en op deem Taux vun haut wier, wat zwee bis dräi Joer weider schaffe géif bedeiten.

Mir probéieren also heimadder, déi effektiv Schaffzäit vun den Aktive méi no un de legale Pensiounsalter erunzebréngen. A vläicht fanne sech jo och elo e puer méi Kandidaten, déi léiwer nach méi laang schaffen an domat hëllefen, d'Moyenne vum Pensiounsalter an d'Luucht ze dreiwen.

Dës Neierung gëtt doduerch erreecht, dass den Taux de majoration proportionnelle progressiv vun 1,85% am Joer 2013 op 1,60% am Joer 2052 erofgesat gëtt. Dat heescht prezis, dass am Joer 2052 d'Majorations proportionnelles ëm ronn 13,5% méi niddreg si wéi d'nächst Joer. D'Erofsetze vum Taux de majoration proportionnelle gëtt duerch déi geplangten Hausse vum Taux vun de majorations forfaitaires vun 23,5% op 28% am Joer 2052 ofgefiedert. Dëst féiert derzou, dass d'Baisse vum Taux de majoration proportionnelle sech manner wäert bemierkbar maache bei deene klenge Pensiounen.

Leit mat engem niddregen Akommes wäerte weiderhin eng korrekt Pensioun kréien, well d'Grondrente wäerte mam Gesetz klammen. Leit ouni Qualifikatioun, déi hiert Liewe laang haart kierperlech hu misse schaffen, fir hire Liewensënnerhalt ze garantéieren, wäerten no der Reform eng anstänneg Pensioun bezéien. Onse Pensiounssystem behält domadder säi soziale Charakter.

Fir de Leit awer och elo wierklech de Choix ze ginn, ob si wëlle méi laang schaffe goen, missten déi Efforten am Kader vun de Reklassementsprozedure gemaach ginn, déi d'Madame Mutsch schonn ugeschwat huet. Kee sollt aus gesondheetlechen Ursaache gezwonge ginn, éischter a Pensioun ze goen. Dës Reform vum Reclassement professionnel sollte mer jo esou séier wéi méiglech a Musek ëmsetzen. An de Projet ass onsen Informatiounen no drop an drun, dass en nach dëst Joer oder Ufank vum nächste Joer wäert fäerdeg sinn.

Deen nächste Punkt, deen ons wichteg ass am Gesetz, do geet et virun allem ëm ons Fraen. D'Assurance volontaire gëtt esou ëmstrukturéiert, dass d'Fraen oder och Männer, déi hire Beruff fir eng Zäit op Äis leeën, fir sech op d'Erzéiung vun hire Kanner ze konzentréieren, fir 100 Euro de Mount kënnen hir Versécherungscarrière weiderféieren. Dat ass eng gravéierend Ännerung, well bis elo de Minimalbetrag gerechent ginn ass op de Mindestloun. Dee louch ëm déi 300 Euro. Dat ass fir eng Famill mat Kanner, déi net richteg vill verdéngt, vill Geld. An et ass och doduerch bei de Fraen oft zu Lacunen an hirer Carrière komm.

Dës Méiglechkeet ass op fënnef Joer beschränkt, well et soss kéint, wéi d'Kommissioun festgestallt hat, zu Abusë kommen. Et geet jo och hei net drëm, parallell Rentecarrièren opzebauen, mä villméi, dass d'Fraen oder eben deen anere Partner, wann deen dann doheem bliwwen ass, dass si hire Beruff erëm kënnen a sollten ophuelen, ouni allze vill laang draus eraus gewiescht ze sinn. Et sief och nach ënnerstrach, dass dës Mesurë bei déi bestehend Dispositiounen, spriech d'Babyjoren an Erzéiungsjoren, derbäikommen.

Mir ënnerstëtzen dës Mesure ausdrécklech, well se e wichtege Schrëtt ass a Richtung vun enger kompletter Carrière fir jiddwereen, besonnesch ebe fir d'Fraen, well et jo meeschtens awer nach si sinn, déi hir Beruffscarrière ënnerbriechen a sech ëm d'Famill këmmeren. Hei ass awer nach vill Informatiouns- a Sensibiliséierungsbedarf, fir all Assurée - mat stommem „e" - ze responsabiliséieren a si ze incitéieren, hir eege Carrière opzebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Reform e Schrëtt op deem richtege Wee ass, hunn ech elo unhand vun e puer Aspekter, déi ech ervirgehuewen hunn, beliicht. Mir sinn ons awer bewosst, dass an Zukunft nach weider Schrëtt musse gemaach ginn. Et mussen der nach nokommen, fir dass mir net awer erëm virun an d'Rentemauer steieren. Well souguer mat deem, wat elo a Richtung finanziell Ofsécherung soll an d'Weeër geleet ginn, stellt d'IGSS fest, dass den Taux de cotisation an der Géigend vum Joer 2030 iwwer 30% klëmmt. Dat wëlle mir net fir déi Generatiounen, déi no ons kommen.

Mat deem neie System mussen d'Assuréë ronn dräi Joer méi laang schaffen, fir op deeselwechte Montant Pensioun ze kommen, dee si am ale System kritt hätten. Wann een awer gläichzäiteg weess, dass d'Liewenserwaardung vun enger Persoun an der Pensioun ëm sechs Joer geklommen ass, da muss ee kee grousse Mathematiker sinn, fir ze gesinn, dass do nach e Lach, eng Lacune vun dräi Joer besteet. A wann déi allermeescht elo net motivéiert ginn, fir déi dräi Joer méi laang ze schaffen, da geet de Gap erëm séier op sechs Joer erop oder e lant iergendwou tëschent dräi a sechs Joer; mir fäerten, méi no bei sechs Joer.

Mir wäerten also net derlaanscht kommen, an Zukunft nozebesseren an ze komplettéieren, wa mir wëllen onse System nohalteg a laangfristeg ofsécheren, wa mir eise Kanner a Kandskanner an dësem Land wëllen eng aner Perspektiv gi wéi déi, en enormen Deel vun hirem Verdéngscht mussen derfir opzebréngen, fir déi eeler Generatioun ze erhalen. Dat wëlle mir. Dat wëllt d'CSV; also eng aner Perspektiv ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ausschaffe vun dëser Reform huet vill Zäit a Virbereedung erfuerdert. Während dëser Zäit huet sech wirtschaftlech an onsem Land allerhand gedoen, an dat net zum beschten. D'Rechnunge fir de Projet baséieren op enger Croissance économique vun 3% am Joer an engem Wuesstum vun der Beschäftegung vun 1,5% am Joer. Mir wëssen haut, dass mer net méi vun esou optimisteschen Zuele kënnen ausgoen, soudass mer eigentlech schonn haut wëssen, dass mer net dee gewënschten an néidegen Effekt heimadder wäerten erzilen.

Mir mussen ons folglech séier Gedanke maachen, wéi mir ons op déi gewënschten Trajectoire bewegen oder ons kënne weider bewegen. Soss packe mer d'Zil vun enger substanzieller Käschtereduzéierung vun eisem Rentesystem um Horizont 2060 net. Mir mussen ons deemno d'Fro stellen, ob mer net hätte sollen den Taux de majoration proportionnelle méi séier erofsetzen, wéi dat elo virgesinn ass.

Esou wéi dat elo fonctionnéiert, ginn d'Erspuernisser eréischt no 40 Joer spierbar. Eng Méiglechkeet wier also gewiescht, déi Baisse iwwer 20 anstatt 40 Joer ze échelonnéieren. Oder eng aner Méiglechkeet wier déi, den Taux bis op 1,48 anstatt, wéi virgesinn, op 1,6% erofzesetzen.

Musse mer eis net iwwerhaapt an Zukunft d'Fro stellen, ob dësen Taux iwwerhaapt méiglech ass, an, esou wäit eis Pensiounen indexéiert sinn, och néideg ass? An ob d'Kritären, fir en ze errechnen, déi richteg sinn.

Dësen Taux ass gebonnen un d'Entwécklung vum Emploi. Elo stellt Iech vir, dass bei null Wuesstum oder souguer Réckgang vum Emploi trotzdeem d'Masse salariale iwwert d'Altersentwécklung an d'Carrière nach an d'Luucht geet. Dës Fro wollt ech emol an de Raum stellen.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng aner Moossnam vun der Reform ass déi, den Iwwergang vum aktive Liewen an d'Pensioun ze erliichteren. Bis elo huet ee seng virgezunne Pensioun geholl a konnt dernieft nach bis en Drëttel vum aktuelle Mindestloun derbäiverdéngen. Doriwwer ass d'Pensioun dann ëm d'Halschent gekierzt ginn.

No der Reform kann een eng virgezunne Pensioun mat engem Salaire cumuléiere fir bis d'Héicht vun der Moyenne vun de fënnef héchste Salairen, déi een a senger Versécherungscarrière opzeweisen huet. Dëst ass ze begréissen, well doduerch dëse Persounen hir Erfahrung der Aarbechtswelt weider kann erhale bleiwen.

Trotzdeem kann ee sech d'Fro stellen, ob een de System net nach hätt kënne vereinfachen, andeems een einfach institutionaliséiert Hallefrenten agefouert hätt. Da géif een nämlech eng hallef Pensioun ufroen an déi aner Halschent aktiv bleiwen.

Här President, nach ee leschte Punkt, deen der CSV-Fraktioun besonnesch um Häerz läit: dass all Assuréen - dat betrëfft besonnesch d'Fraen, mir hu schonn dovunner geschwat - sollten amstand sinn, sech eng eegen Assurancëcarrière opzebauen.

Sollt een net och d'Iddi vun den Zäitkonten erëm opliewe loossen?

Domadder wier et méiglech, zum Beispill Iwwerstonnen op enger Zort Extrakont ze buchen an déi dann ze benotzen, fir Lacunen an der Carrière ze stoppen, déi duerch Kannerbetreiungszäiten entstane sinn, also zousätzlech zu de Babyjoren an Erzéiungszäiten an der Assurance continuée.

Vläicht misste mer am Kader vun där éiweger Diskussioun iwwert d'Individualiséierung vun de Renten, vun de Carrièren, och nach eemol d'Iwwerliewensrent op de Leescht huelen. Well déi meescht Fraen haut op d'mannst zum Deel eng eege Pensiounscarrière opgebaut hunn, a well mer hoffen, dass der dat an Zukunft nach méi solle sinn, erfëllen dës Iwwerliewensrenten hiren Zweck net méi onbedéngt. Wat fréier wichteg a richteg war, fir dass Fraen a Familljen net nom Doud vum Mann, deen eleng geschafft huet, mat eidelen Hänn dostoungen, féiert haut deels zu enger Iwwerversécherung.

Ofschléisse wëll ech mat den Automatismen, déi an der Reform leien, fir dee Fall, dass bei de Cotisatiounen d'Ausgabe méi héich si wéi d'Recetten. Ech hat et scho gesot, dass een d'Kopplung vum Ajustement un den Emploi misst verfollegen, well fir de Fall vu Stagnatioun oder Réckgang vum Emploi d'Masse salariale trotzdeem, op d'mannst nach eng Zäit, duerch Carrièren an Altersstruktur géif klammen, dass also d'Masse salariale gegebenenfalls net dee richtegen Indicateur ass, wann et ëm d'Produktivitéit vun eisem Land geet.

Besonnesch an Zäiten, wou d'Finanzéierung vum Pensiounssystem op der Kipp steet, musse mer oppassen, dass et net zu enger Eegendynamik am System kënnt, dee mécht, dass d'Ausgabe klammen, ouni dass um Terrain effektiv ee Méi u Produktivitéit ka festgestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht hei waren eng Rei kritesch Remarquen, déi mir ons als CSV duerch de Kapp goe gelooss hunn. Dat wäert ons awer net dovunner ofhalen, dëst Gesetz matzestëmmen, well et dee richtege Wee ass, dee mer haut entaméieren, well et deen éischte Schrëtt ass op deem richtege Wee, an ech bréngen Iech domat och nach den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech selbstverständlech och der Rapportrice, der Madame Mutsch, villmools Merci soe fir deen explizite mëndlechen a schréftleche Rapport. Et war bestëmmt net ëmmer ganz einfach, fir sech an där heiter dach komplexer an technescher Matière erëmzefannen.

Virop wéilt ech awer och gläich soen, dass meng Fraktioun wäert géint dee virleienden Text stëmmen. A menger Interventioun wäert ech selbstverständlech awer och erklären, firwat mer mat där Reform net kënnen d'accord sinn a wéi d'Alternative vun der DP ausgesinn.

Här President, eigentlech gëtt et elei zu Lëtzebuerg eng laang Traditioun vun Debatten iwwer Froen am Zesummenhang mat de Pensiounen. Dës Diskussioune sinn oft haart a kontrovers gefouert ginn, mä um Enn vun engem Diskussiounsprozess ass meeschtens e Konsensus erauskomm, mat deem all Acteur konnt liewen. Wéi gesot, et war emol esou. Zënter e puer Joer ass dat awer net méi de Fall. Ausser engem Débat d'orientation virun zwee an en halleft Joer hei an der Chamber ass kaum iwwert d'Rentepolitik an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn.

Här President, haut diskutéiere mer iwwer eng Rentereform, déi méi oder wéineger am stillen Kämmerlein vum Minister a senge Beamten ausgeschafft ginn ass. Duerfir ass et och net verwonnerlech, dass et - ganz anescht wéi bei der leschter Reform - och kee breede politesche Konsens iwwert dës Reform gëtt, vum gesellschaftleche Konsens guer net ze schwätzen. Weder Patronat nach Gewerkschaften hunn an hire jeeweilege Stellungnahmen, wann och aus ënnerschiddleche Grënn, allze vill Positives vun där geplangter Reform zum Ausdrock bruecht.

Här President, d'DP war net averstanen, net d'accord mam Minister, wann e mengt, dass et duergaangen ass, dass hie seng Reform eenzeg an eleng mat de Sozialpartner hannert zouenen Dieren diskutéiert, a Gespréicher, déi fir d'Öffentlechkeet vollkommen ontransparent ofgehale gi sinn a wou d'Leit einfach mat den ausgehandelte Resultater konfrontéiert ginn.

Mir bleiwe bei der Iwwerzeegung, dass ee fir eng Rentereform, genau wéi dat 2001 beim leschte Rentendësch de Fall war, all Parteien aus der Chamber an Acteuren aus der Zivilgesellschaft muss mat an d'Diskussioun abannen. Nëmme wann dës Gespréicher a voller Trans-

parenz oflafen, kënnen d'Leit hiren Oflaf genee verfollegen, déi verschidde Propose vun deene verschiddenen Acteure kloer identifizéieren an eventuell och Décisiounen novollzéien.

Mir bedaueren also als Demokratesch Partei, dass keng oppen Diskussioun mat allen Acteuren am Virfeld stattfonnt huet. Mir bedaueren dat ëmsou méi, well vun de Sozialpartner eng Rei vu Propositiounen op den Dësch geluecht goufen, déi eng breet an ausféierlech Diskussioun op alle Fall wäert gewiescht wären. Mir bedaueren dat ëmsou méi, well all politesch Parteien hir Bereetschaft eigentlech zu enger breeder Diskussioun signaliséiert haten. Mir bedaueren et awer och, well an der Gesellschaft duerchaus de Wëllen an d'Bereetschaft do sinn, fir eppes un eisem Pensiounssystem ze änneren, fir eng mëttel- a laangfristeg Ofsécherung ze fannen.

Här President, wann een iwwer Nehmen und Geben tëschent de Generatiounen nodenkt, da lant een onweigerlech beim sougenannten „Generatiounevertrag". Dëse Vertrag ass am Fong geholl guer kee Vertrag, mä eng staatlech organiséiert Ennerhaltsflicht vun deene Leit, déi berufflech aktiv sinn, vis-à-vis vun deenen, déi an der Pensioun sinn.

Haut sinn d'Grondlage vun dësem Vertrag, nämlech de Pensiounssystem a senger aktueller Form, awer a Fro gestallt. Leeschtungszousoen, déi nach viru Joren a Jorzéngten ënner ideale Konditioune gülteg waren - ech denken un eng staark wirtschaftlech Croissance, en extrem niddrege Chômage an awer och héich Gebuertszuelen -, kënne mer haut net méi oder zumindest net méi dauerhaft erhalen.

Duerfir ass d'Reform vum Rentesystem dee wuel gréisste Chantier vun eisem Sozialstat, mat Sécherheet awer deen, an deem dee meeschten Zündstoff fir d'Relatiounen ënnert de Generatioune steet.

Et ass sécher keng einfach Aufgab, dëse System esou ëmzebauen, dass d'Laaschten eenegermoosse gerecht verdeelt ginn an och vun enger Majoritéit vun de Leit als gerecht kënnen emfonnt ginn. Dëst ëmsou méi, well mer zu Lëtzebuerg iwwer e Pensiounssystem verfügen, dee par rapport zu anere Länner, trotz senge prozentual gesinn héije Leeschtungen, nach relativ gutt dosteet an am Verglach mam Ausland och nach ganz déif Cotisatiounen huet.

Et muss net ëmmer den décken Hummer ugesat ginn an alles a Fro gestallt ginn, mä Korrekture sinn trotz allem néideg, wa mer den Niveau vun de Leeschtungen a vun de Cotisatioune wëllen erhalen. Vun der Politik verlaangt dat Courage, fir bestehend Schiflagen ze korrigéieren, an awer och Standfestegkeet, fir der Verlockung ze widderstoen, mat populisteschen, awer net finanzéierbare Verspriechen op Stëmmefang ze goen.

Dëse politesche Courage fënnt een awer weder an deem virleienden Text nach bei de politesch dofir Responsabelen. Weder gëtt mat dësem Text eise Pensiounssystem mëttelfristeg ofgesécher nach ass an dësem Text eppes vu Generatiounegerechtegkeet ze fannen.

Dass de politesche Courage fir eng méi ëmfaassend Reform an der Regierung feelt, ass ëmsou méi verwonnerlech an erstaunlech, well jo awer de Statsminister 2008 gemengt huet, dass näischt maachen un der Pensiounsfro engem - tëschent Gänsefüßchen - „Verbriechen" un der zukünfteger Generatioun géif gläichkommen. Grad wéinst deene staarke Wierder vum Premier hätt ee sech kënnen erwaarden, dass mer géife versichen, esou en „Verbriechen" ze verhënneren.

Derbäi kënnt, dass den Här Jean-Claude Juncker laut eegener Ausso deen eenzege Politiker hei zu Lëtzebuerg ass, deen d'Rentemauer erkannt huet. Wann dat wierklech esou ass, wéi konnt dann hien, wéi konnt d'CSV dës Reform einfach esou duerchgoe loossen? Eng Reform, mat där mer quasi ongebremst wäerten an d'Rentemauer rennen.

Derbäi kënnt och, dass am Wahlprogramm vun der CSV 2009 nozeliesen ass, ech zitéieren: „Die finanzielle Lage der gesetzlichen Rentenversicherung ist zum jetzigen Zeitpunkt ausgezeichnet. Deshalb will die CSV das günstige Zeitfenster nutzen, um im Dialog mit den Sozialpartnern die Rentenversicherung auf kommende Herausforderungen vorzubereiten."

Eis ass, ausser e puer Sitzungen hannert zouenen Dieren, net wierklech eppes bekannt iwwer esou en Dialog. Et kann och wierklech kee richtegen Dialog gewiescht sinn, wann e puer Woche virun der Ofstëmmung an der Chamber all Gewerkschafte géint déi geplangte Reform mobilmaachen a manifestéieren.

All dës Punkte beweisen, dass et der CSV an der LSAP vun Ufank u wahrscheinlech net wierklech drëm gaangen ass, fir eng definitiv déif gräifend Reform vum Pensiounssystem ze maachen. Villméi ass et gaangen ëm kosmetesch Korrekturen, fir haaptsächlech 2014 iwwert d'Wahlen ewech erauszekommen.

Här Minister, Här President, de Minister huet an der Vergaangenheet öfters d'Accordë vum Rentendësch 2002 kritiséiert. D'Décisioune vun deemools hätten him et schwéier gemaach am Hibléck op déi jëtzeg Reform. An deem Kontext wëll ech awer just drun erënneren, dass beim Vote 2002 vun deem entspriechende Gesetz Eestëmmegkeet hei an der Chamber geherrscht huet. Dat heescht, all Fraktiounen haten deen Text gestëmmt deemools.

(Interruption)

Ech wëll an deem Kontext…

Ech mengen, den Här Minister hat souguer zweemol gewielt, eng Kéier fir sech an eng Kéier fir en aneren.

(Hilarité)

Ech wëll…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Sot, Dir waart awer de Chef vum Souk?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ah, voilà!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Mä Dir musst déi Reform awer därmoosse gutt fonnt hutt, dass Der, wéi gesot, och nach fir e Kolleeg matgestëmmt hutt.

(Hilarité générale)

Ech wëll an dësem Kontext awer och soen,…

(Interruptions)

…dass déi heiteg Reform ouni d'Grondlage vun der Reform vun 2002 iwwerhaapt net méiglech gewiescht wär.

Wat hätt de Minister dann haut gemaach, wann deemools net an deem konstruktive Geescht de Rentendossier enger Léisung zougefouert gi wär, mat där jiddwereen averstane konnt sinn? Wat hätt de Minister dann haut gemaach, wann deemools net Rou agekéiert wär an där Rentereform? A wat hätt de jëtzege Minister da gemaach, wa sengerzäit déi sougenannten „Hongerrenten" net aus der Welt geschafe gi wären? A wat hätt en haut gemaach, wa mer 2002 net de private Secteur op den öffentlechen Niveau vun de Rente bruecht hätten?

D'Demokratesch Partei fir hiren Deel steet och weiderhin zu hirer Verantwortung an zu hiren Décisioune vun deemools. Ech wëll just niewebäi bemierken, dass et effektiv eng Tatsaach ass, dass an der Schlusserklärung vum Rentendësch nozeliesen ass, dass, wann iergendeng Kéier géifen emol schlecht Zäite kommen, iwwert d'Rente respektiv déi deemools getraffe Mesurë misst nei nogeduecht ginn.

D'Décisioune vun 2002 goufen iwwregens ënner komplett anere wirtschaftlechen a finanzielle Viraussetzunge getraff, wéi mer se haut kennen. Kee konnt deemools virausgesinn, dass mer nëmmen e puer Joer duerno géifen eng schwéier Finanz- a Wirtschaftskris kréien, nämlech 2008, an dass déi sech géif iwwer Joren a Joren erausstrecken, well si ass bis haut nach net geléist.

Et ass sécher, dass haut, wou et eiser Ekonomie vill manner gutt geet, villes muss a Fro gestallt ginn an iwwerduecht ginn. Do sinn d'Rente keng Ausnahm. Mä et sinn awer och net nëmmen d'Renten, wou an dëser Situatioun muss driwwer nogeduecht ginn.

Här President, ech wëll mech net ze laang mat der Vergaangenheet ophalen. Et gëllt hei virun allem, net no hannen, mä no vir ze kucken. Eise Pensiounssystem steet haut, wann ee sech eleng op déi aktuell Situatioun konzentréiert, gutt do. 2011 louchen d'Recettë bei ronn 3,77 Milliarden, während d'Dépensen der 3,03 erreecht hunn, wat nach 94,4% vun de lafenden Dépensen ausgemaach huet.

Stellt een déi lafend Recetten an d'Dépensen niewenteneen, da stellt ee fest, dass mer also en Iwwerschoss vu 560,8 Milliounen hunn. Dësen Iwwerschoss huet et erlaabt, d'Reserv op ronn 11,32 Milliarden eropzesetzen. E Plus vu 5,2% am Verglach zu 2010. Insgesamt entsprécht dat 3,74-mol de lafenden Dépensen.

Derbäi kënnt, dass eise Pensiounssystem extrem generéis Prestatiounen offréiert. Wann een nämlech kuckt, am Hibléck op Vermeidung vun Altersaarmut ass dat selbstverständlech ze begréissen. Mä dat huet op där anerer Säit awer och Hicken, well et eng Belaaschtung kann duerstellen. Esou louch den Taux de remplacement brut moyen hei zu Lëtzebuerg 2010 bei 87,4%. Just zum Vergläich d'Zuelen aus eisen dräi Nopeschlänner: A Frankräich läit dësen Taux bei 49%, an Däitschland an an der Belsch bei ronn 42%.

Zousätzlech zu deene generéise Prestatioune kënnt derbäi, dass mer trotz engem legale Rentenalter vu 65 Joer eng vun deenen niddregsten Altersmoyennen hunn, wat den Antrëtt an d'Pensiounen ugeet. 2010 louchen dës bei 57 Joer - ech rënnen of - bei de Männer a bei 58% (veuillez lire: 58 Joer) bei den Dammen. An der OCDE, an deene Länner, läit dës Moyenne bei 63,9% (veuillez lire: 63,9 Joer) bei de Männer a bei 62,5% (veuillez lire: 62,5 Joer) bei de Fraen. Mir hunn also do nach Sputt no uewen.

Net, dass Der mech falsch verstitt: D'Demokratesch Partei wëllt op kee Fall den Niveau vum Taux de remplacement erofsetzen, och net de legale Rentenalter eropsetzen. Mä dës Zuele muss een awer am Hannerkapp hunn, wann ee sech Gedanken iwwert den aktuelle Pensiounssystem wëllt maachen.

D'Situatioun ass iwwregens alles aneschters wéi berouegend, wann een d'Prognose fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Pensiounssystem kuckt. Bis 2060 wäerten dräimol méi Pensiounen ausbezuelt ginn, wéi dat haut de Fall ass. Ännere mer also näischt um heitege System, da gëtt et a manner wéi zéng Joer Defiziter an de Reserven, an d'Reserven, déi wäerten dann 2030 souguer eidel sinn. Derbäi kënnt, dass ab 2045 d'Cotisatioune vun haut 24 op da 40% misste klammen.

Huele mer de Wuesstumszeenario, deen de Berechnunge vum virleiende Projet de loi zugronn läit: eng duerchschnëttlech Croissance vun 3% vum PIB an eng Croissance vun 1,5% vum Emploi.

Wat géif an deem Fall, also ouni grondleeënd Ännerungen, mat eisem Pensiounssystem geschéien?

2018, also a sechs Joer, wären déi lafend Dépensë méi héich wéi déi lafend Recetten. Bis 2021 kéinten d'Revenuen aus de Reserven dësen Defizit decken. 2022 awer misst een op d'Reserven zréckgräifen, fir den Defizit ze decken, an 2030 wären d'Reserven dann eidel. 2050 - lauschtert gutt no! - géif den accumuléierten Defizit bei ronn 120% vum PIB leien.

Dëst alles, wéi gesot, wann ee vun deenen Zuelen ausgeet, déi d'Regierung geholl huet, fir dëse Projet de loi duerchzerechnen. Wéi een an dësen Zäiten op esou optimistesch Zuele kënnt, ass eis e Rätsel. Ech wäert am Laf vu menger Interventioun nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Wann een déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Pensiounssystem mat aneren, mat an eisen Ae vill méi realisteschen Zuele vu beispillsweis 2% Wirtschaftswuesstum an 1% Croissance vum Emploi duerchrechent, da gesäit d'Situatioun do méi schlëmm aus, selbstverständlech. 2017 géifen déi lafend Dépensen déi lafend Recetten dépasséieren. Tëschent 2018 an 2019 kéinte mer mat de Revenue vun de Reserven den Defizit decken. Vun 2020 u missten d'Reserve selwer geholl ginn, fir den Defizit ze decken, an déi wären dann 2028 opgebraucht. 2050 géif den accumuléierten Defizit bei ronn 222% vum PIB leien.

An anere Wierder: Egal wéi staark eis Wirtschaft wier, ausser an engem onrealisteschen Zeenario, steet fest, dass dréngenden Handlungsbedarf besteet. Dëst ëmsou méi, an dat weisen d'Prognosen alleguer, dass, wann d'Reserve bis ufänken erofzegoen, dat wäert an enger enormer Vitesse geschéien, se also immens schnell wäerten opgebraucht sinn. Mir géifen dann also, esou wéi et haut schonn an anere Länner deelweis de Fall ass, pensiounsméisseg vun der Hand an de Mond liewen. All Euro, deen erakënnt, geet dann och nees direkt eraus.

Här President, niewent dësen alarméierenden Zuele gëtt et nach en zweeten Aspekt, deen ee bei där zukünfteger Entwécklung vun eisem Rentesystem net däerf aus den Aen ze verléieren. Ganz besonnesch net an dësen Zäiten, wou am Statsbudget Joer fir Joer Milliarden Defiziter ausgewise sinn. Duerch de Fait, dass d'Cotisatioune fir Pensiounskeesen zu engem Drëttel vum Stat bezuelt ginn, huet all Veränerung, egal ob positiv oder negativ, selbstverständlech och en Impakt op de Statsbudget.

2011 louchen d'Dépensë vum Stat fir d'Assurance pension bei 1,21 Milliarden. Fir 2013 gi se laut dem Budgetsprojet op 1,33 Milliarde geschat. Zum Verglach: Dëst entsprécht ongefeier der Gréisstenuerdnung vun eise Budgetsdefiziter wou mer kennen. Gleeft een den Estimatioune vun der OCDE, da wäerten 2060 déi öffentlech Ausgabe fir d'Pensiounswiese bei 24% vum PIB leien. Ausgabe vum Budget, selbstverständlech.

Här President, éier ech zu deene verschiddene Punkte vun der Reform kommen, mat deene meng Partei net averstanen ass, wëll ech awer och zwee Punkten ervirsträichen, mat deene mer ouni Zweifel d'accord sinn.

Deen éischte Punkt ass deen, dee läit mir als eemolege Sozialminister ganz besonnesch um Häerz, an dat ass de Fall wat d'Altersaarmut am Kader vum Rentendësch jo ubelaangt an déi do konsequent bekämpft ginn ass. Mir trieden och weider fir dësen Engagement an. Mir begréissen et duerfir ausdrécklech, dass am Projet net un dem Niveau vun de Minimalrente gefréckelt ginn ass respektiv dass duerch eng Hausse vun de Majorations forfaitaires och grad fir déi Leit, déi enger schwéierer Aarbecht hu missen nogoen, dass do also d'Situatioun opgebessert ginn ass.

Deen zweete Punkt, mat deem d'DP ka liewen, ass déi sougenannten „pension à la carte". Mir fannen et gutt, dass den Assuré an Zukunft de Choix huet, ob en éischter wëllt an d'Pensioun goen oder ob e wëllt méi laang schaffe goen, fir da méi eng héich Pensioun ze kréien.

Opgrond vun deem niddrege reale Rentenalter ass et wichteg, dass mer probéieren, déi eeler Beschäftegt méi laang am Aarbechtsprozess kënnen ze behalen. Gläichzäiteg muss een awer och gesinn, dass grad och a Krisenzäiten d'Beméiungen, fir déi eeler Leit méi laang an der Aarbecht ze halen, dass dat och kann en zweeschneidegt Schwäert sinn. Grad an dësen Zäite mat engem héije Jugendchômage muss een och kucken, dass ee mat esou Mesuren deene Jonken net den Zougank op den Aarbechtsmarché ze vill schwéier mécht.

Et ass dofir ëmsou méi wichteg, dass eis Wirtschaft nees Opschwong muss huelen, zousätzlech Aarbechtsplaze schafen, an net nëmmen en Auswiessele vu Jonk an Al stattfënnt. Ëmsou méi bedauerlech ass et, dass mer en fait, oder eis Regierung bis elo en fait nach kee Plang huet, wéi een eis Ekonomie nees kéint un d'Rulle kréien.

Bei all Mesuren, déi een haut hëlt, fir ze kucken, dass d'Leit méi laang schaffe kënne goen, muss een dofir eiser Meenung no ganz gutt oppassen, dass een domadder net d'Zukunftschancë vun deene Jonke beanträchtegt. Hei gëllt et, dee richtegen Équiliber tëschent de legitimen Intérête vun de jonken an deene genausou legitimen Intérête vun deenen eelere Beschäftegten ze fannen.

Als éischte Kritikpunkt wëll ech mech mat de wirtschaftleche Prognose befaassen, op déi sech am Projet de loi beruff gëtt. De Minister geet an deenen nächste Jore vun enger duerchschnëttlecher wirtschaftlecher Croissance vun 3% aus. Parallell dozou soll den Emploi ëm 1,5% an der Moyenne steigen. Ech hat et schonn ugedeit.

Ech weess net, wéi de Minister sech dat virstellt, mä vun esou Tauxe si mir hei zu Lëtzebuerg entre-temps meilewäit ewech. 2009 hate mer e Minus vu 4,9% beim PIB. 2010 hu mer grad déi magesch 3% erreecht. 2011 louche mer bei engem Plus vun 1,7. Fir 2012 soll de PIB ëm 0,5% wuessen, an d'Prognose vum Statec fir 2013, d'nächst Joer also, leie bei 1%. Wann ech elo d'Moyenne vun deene leschte fënnef Joer..., vun deene fënnef Joer géif huelen, kommen ech op 0,26%. Net emol een Zéngtel vun där Croissance, vun där de Minister a senge Berechnungen ausgeet!

Aneschters ausgedréckt: Schonn éier de Projet de loi a Kraaft ass, si seng Grondlage falsch; also schonn e massive Wuesstumsretard par rapport zu de Previsioune vun der Regierung.

A mir als DP gesinn och net an, wéi de PIB an den nächste Joren nees soll vill méi séier wuessen. Wéi soll dat goe mat enger Regierung, déi nach ëmmer keng Wuesstumsstrategie entwéckelt huet? Mat enger Regierung, pardon, wou déi zwee Partner net nëmmen ënnereneen zerstridde sinn, mä och nach innerhalb vun deenen zwou Parteien ënnerschiddlech Positioune sinn?

Et muss ee sech och froen: Firwat huet d'Regierung respektiv de Minister net alternativ Zeenarien, méi realistesch Zeenarien ausgeschafft oder op deenen operéiert, op deenen een d'Diskussioun ronderëm eng Pensiounsreform vill méi realistesch hätt kënne féieren? Wou waren déi grouss Mahner, virun allem aus der CSV, wéi dëse Projet finaliséiert gouf? Huet den CSV-President bei der Presentatioun vum Reformprojet net gemengt, dee misst awer nach nogebessert ginn? Wou sinn déi Nobesserungen am Hibléck op eng mëttelfristeg Ofsécherung vum System?

Här President, iwwerhaapt gi béid Parteien an dësem Dossier en desolat Bild of! Net nëmmen, dass se ënnereneen zerstridde sinn, mä och nach innerhalb vun de Parteie gëtt et Differenzen.

Virun allem an der CSV schéngt déi lénks Hand net ze wëssen, wat déi riets mécht. Dem Parteipresident geet d'Reform net wäit genuch, den CSV-Seniore geet se ze wäit. An net méi spéit

wéi de leschte Samschdeg konnte mer am „Lëtzebuerger Wort" d'Meenung vum honorabelen Här Serge Wilmes liesen, dee bei dëser Reform vun engem trojanesche Päerd op d'Käschte vun deene kommende Generatioune schwätzt.

Wat also finalement, alleguerten déi Häre, wat wëllt Der? Ass dat hei eng Reform, déi Dir kënnt matstëmmen, oder ass se just de minimale Konsens tëschent zwou zerstriddene Parteien, déi sech einfach nëmme wëlle bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod iwwert de Bierg retten? Sot eis an de Wieler, wat Saach ass! Stëmmt géint dës Reform, wann Är Aussoe solle weiderhin eescht geduecht sinn! Mä stëmmt Der fir dës Reform, da musst Der lech awer scho bal de Reproche gefale loossen, dass Der opportunistesch gehandelt hätt.

Och konnt ee bei de Kolleege vun de Sozialiste komesch Saache gesinn. Beispillsweis den honorabelen Här Schreiner, wou hei sëtzt, dee jo mat der Madame Vera Spautz zesummen op der Manifestatioun géint dës Reform protestéiert huet; och beim Här Schreiner si mer gespaant op de Vote.

Wann also den Här Wolter, den Här Wilmes an den Här Schreiner sech konsequent wären, géife se géint dës Reform stëmmen. Ech hunn hei d'Impressioun, wéi wa Konsequenz éischter e Friemwuert an dëser Regierung wär.

Et ass esou iwwregens, Dir Dammen an Dir Häre, wéi een dobaussen de Leit d'Flemm an d'Politik andreift!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President,... Bei eis ass alles am Botter, Här Lux!

(Hilarité)

Ech kann lech berouegen!

(Brouhaha)

Här President, d'Mesuren, déi am Projet virgesi sinn, fir d'Dépensë vum Pensiounssystem ze reduzéieren, si souwuel vill ze vill zaghaft a si gräifen och nach vill ze vill spéit, nämlech eréischt dann, wann d'Kar schonn am Dreck läit.

All Prognose weisen, dass, wann d'Reserven erofginn, ech hat et schonn ugedeit, dat an engem riseg schnellen Tempo wäert goen. Do hëllefen dann och déi hallefhäerzeg Mesuren, déi an dësem Projet virgesi sinn, net méi vill. Dann ass et definitiv ze spéit, fir d'Rudder nees kënnen erëmzerappen. Dann hëlleft och keen Opsplécke vum Ajustement oder eng Halbéierung vum 13. Mount.

Et gëtt deemno keng Ursaach, fir net haut scho Kurskorrekture virzehuelen, fir dass et an zéng, 15 Joer net zu massiven Aschnëtter muss kommen. Et gëtt an eisen Ae wierklech kee Grond, fir haut net schonn ze soen: Schluss mam Ajustement, Schluss mam 13. Mount - de Complément de fin d'année mengen ech domadder -, och wann dat selbstverständlech wéi deet.

Et gëtt just ee fadenscheinegt Argument fir CSV an LSAP, fir dës Mesuren net an Ugréff ze huelen, an dat ass d'Angscht virum Wieler a soss wahrscheinlech guer näischt.

D'Demokratesch Partei also kann net mat engem Projet averstane sinn, dee quasi nëmmen déi zukünfteg Generatioune belaascht an esou hir Zukunftschancë schonn haut massiv hypothekéiert. Mir verstinn ënner Generatiounsgerechtegkeet jiddefalls eppes anescht.

Grad hei zu Lëtzebuerg, wou jonk Leit, jonk Familljen opgrond vun deenen immens héije Logementskäschte schonn et immens schwéier hunn, kënne mir op alle Fall net mat deenen doten zousätzleche Laaschten averstane sinn.

Duerfir huet d'DP och en Zukunftspak zesummegestallt, an deem méi dran ass. Méi Zukunftschancen, méi Chancëgerechtegkeet, méi Gerechtegkeet ënnert de Generatiounen, mä fir jidder eenzelne Bierger vun eisem Land.

Hei bei dëser Reform op alle Fall fäerten ech, dass méi dra gewiescht wär an dass d'Chance vum Moment net ausgenotzt ginn ass.

Här President, mir sinn och net waarm fir Cotisatiounserhéijungen, scho guer net, wa se sollen esou massiv ausfalen, wéi dat an dësem Text virgesinn ass. Vun haut 24%, déi sech op 8% Salarié, 8% Employeur an 8% Stat verdeelen, op dräi mol zéng, also 30%.

Gläich dräi Problemer gesi mir an dësem Fall. D'Kafkraaft vun de Leit gëtt staark reduzéiert.

Ee vun den eenzege Standuertvirdeeler, déi Lëtzebuerg haut nach hat, si jo seng niddreg Lounniewekäschten. Och déi géifen a Fro gestallt ginn.

Den Apport vum Stat un der Finanzéierung vum Rentesystem géif vun engem Dag op deen aneren ëm 25% an d'Luucht goen also. Opgrond vun deenen Defiziter, déi mer haut schonns am Statsbudget hunn, an deenen alles anescht wéi rosegen Aussiichte fir d'Statsfinanzen - Stéchwuert TVA um elektroneschen Handel oder Akzisen um Bensin - eng kaum finanzéierbar Laascht fir eise Stat.

Wéi genau sollen also dës Erhéijungen ausgesinn? Solle se gedréttelt ginn? Gëtt dem Stat seng Part opgrond vun de finanziellen Enkpäss bei 8% agefruer? Gëtt de Montant vun de Cotisatiounen, ähnlech wéi an der Fleegeversécherung viru Joren, einfach op e gewëssenen Niveau gedeckelt? Missten d'Patronen eventuell Erhéijunge vun hirem Deel vun de Cotisatiounen net bezuelen a géif deen Deel da vum Stat iwwerholl ginn? Mussen d'Assuréën eventuell ganz eleng fir dës Erhéijungen opkommen? Oder ass virgesinn, dass och Rentner an Zukunft missten hiren Deel cotiséieren?

Cotisatiounserhéijunge sinn ëmsou méi ze vermeiden, well d'Regierung an deene leschte Jore jo oft genuch op dëst fir si Allheelmëttel zréckgegraff huet. Ech erënneren drun: 2007 eng Hausse vu 40% bei der Assurance dépendance a virun zwee Joer bei der Gesondheetsreform, och an der Krankekeess.

Opgrond vun deem finanziell wackelegen Équiliber an der CNS an där schwiereger finanzieller Situatioun vun der Fleegeversécherung dierften den Assuréën, also de Leit dobaussen, a béide Fäll geschwënn nees Cotisatiounserhéijungen an d'Haus stoen. Wahrscheinlech awer eréischt no de Wahle vun 2014.

Ëmsou méi gespaant däerf ee sinn op d'Äntwert op eng Fro vu virun e puer Deeg vu mengem Fraktiounskolleeg Alexandre Krieps un d'Familljeministesch an de Sozialminister, wou hien nofreet, wéi d'Regierung de finanziellen Équiliber vun der Fleegeversécherung nees wëllt hikréien.

Wa mer deen hauchzarten erhoffte wirtschaftlechen Opschwong net wëlle komplett ofwiergen, musse mer esou Erhéijungen op alle Fall vermeiden.

Här President, d'Demokratesch Partei steet mat hire Kritiken net eleng do. Quasi an all Avis, deen d'Chamber zu dësem Projet de loi kritt huet, fält de Fazit iwwert déi geplangte Reform negativ aus. Och wann d'Bléckwénkele vun deenen eenzelnen Acteuren an hir jeeweileg Kritikpunkte ganz ënnerschiddlech sinn, op engem Punkt si se sech allerdéngs eens: Dës Reform ass weder Fësch nach Fleesch, si ass näischt Hallwes, si ass och näischt Ganzes a garantéiert op alle Fall net déi mëttel- a längerfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounen.

Et ass jo och net esou, wéi wann et keng Propositioune gi wier, wéi wann net déi ënnerschiddlechst Acteuren hir Virschléi op den Dësch geluecht hätten. Et kéint een elo déi eenzel Virschléi hei nennen, beispillsweis vun der UEL am Juli 2009, vun der Chambre des Salariés am Februar 2010. Och awer besonnesch am Fréijoer 2010 huet d'OCDE hir Iwwerleeunge gemaach, an déi waren och relativ negativ.

Ech wollt mat deene puer Zitater just weisen, dass eis Kritiken net aus der Loft gegraff sinn. Ech kéint och elo déi verschidden Avisen hei zitéieren, mä ech verzichten dorobber. Ech fäerten, soss gëtt den Här President hannendrun nervös.

M. le Président.- Oh, dee gëtt net esou schnell nervös. Fuert emol nach virun, Här Wagner!

(Interruption)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Jo, ech hunn och ganz e bësselchen…

(Interruption)

Mir kënnen doriwwer seriö diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ech ginn him gär e puer Minutte vu mir.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, d'Demokratesch Partei huet souwuel an hirem Wahlprogramm 2009 wéi och am Débat d'orientation 2009 eng Rei vu Pisten opgezeechent, wéi een eise Rentesystem kéint mëttelfristeg ofséchere respektiv wat fir eng Weeër ee kéint aschloen, fir och d'Privatinitiativ besser ze förderen. Ech wëll an dësem Kontext och drun erënneren, dass d'DP déi eenzeg Partei ass, déi beim leschten Ajustement dergéint gestëmmt huet. Dat war sécherlech net immens populär, mä op d'mannst, et war doudsécher net opportunistesch.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Mir sinn och ëmmer nach der Meenung, dass mer haut scho sollen an de Speck vun eisem Pensiounssystem schneide goen, éier mer an e puer Joer, an d'Prognose weisen dat jo eendeiteg, musse richteg an d'Fleesch schneide goen. Mir sinn och ëmmer nach och dovunner iwwerzeegt, dass vill Rentner vun haut, vill Grousseltere bereet sinn, Efforten ze maachen, fir dass och hir Kanner a Kandskanner an de Genoss vun enger anstänneger Pensioun an esou vill Jorzéngte kënne kommen.

D'DP wëllt am bestehende System u senge Grondzich festhalen. Dat heescht net, dass mer net dovunner iwwerzeegt sinn, dass missten Adaptatioune kommen. Mir stelle fest, dass déi bestehend Gesetzer zur Betribsrent respektiv zur Privatrent nach ëmmer e relativ klenge Succès bis elo kannt hunn. Ausserdeem ass et jo esou, dass just déi Ménagen, fir déi eng Zousazpensioun am sënnvollste wär, net vun deene steierleche Virdeeler kënne profitéieren, déi duerch den Ofschloss vun enger Pensioun entstinn.

D'DP ass dofir der Meenung, dass déi aktuell legal Dispositioune fir dee sougenannten zweeten an drëtte Pilier, dat heescht déi privat Zousazpensiounen an d'Betribsrenten, mussen iwwerkuckt a verbessert ginn, well déi Mesuren, déi bis elo an dëse Beräicher geholl goufen, hunn net wierklech hir Friichte gedroen. Hei ass op alle Fall nach Loft no uewen. A mir mengen, dass een nieft enger Reform vum staatleche System, an domadder mengen ech souwuel déi öffentlech wéi déi privat Renten, och iwwert dës zwee Elementer vu privater Virsuerg onbedéngt muss diskutéieren.

D'Demokratesch Partei ass och derfir, dass déi bestehend Instrumenter vun der Fréipensioun analyséiert an iwwerschafft ginn. An deem Kontext muss eiser Meenung no virun allem drop gekuckt ginn, dass dës Instrumenter net méssbraucht an zur Regel ginn. Och menge mer, dass déi legal Dispositiounen a puncto Altersdeelzäit net flexibel genuch sinn an dofir nëmme marginal ausgenotzt ginn. Generell géllt et zesumme mat de Sozialpartner och nei Weeër ze fannen, fir dës Méiglechkeete méi effizient ze gestalten.

Mir schwätzen eis och kloer fir d'Aféierung vum Prinzip vum Rentesplitting vu Mann a vu Fra aus. Esou soll beispillsweis an Zukunft eng Koppel tëschent der Hannerbliwwenerent an dem Splitting wiele kënnen. Wa sech eng bestueten oder gepacste Koppel fir de Rentesplitting ausgeschwat huet, da ginn d'Usprëch aus deene jeeweilege Rentecarrièren zu identeschen Deeler op déi zwee Partner opgedeelt. Den Usproch op eng Witwerent gëtt dann hifälleg.

Mir mengen och, dass een a wirtschaftlech schwieregen Zäiten, wéi eist Land se de Moment erlieft, muss kënnen - an ech widderhuelen et nach eng Kéier - iwwert den Ajustement diskutéieren. An Zäiten, wou jonke Familljen a beruffstätege Leit vill zougemutt gëtt, muss ee sech déi Fro kënne stellen.

D'Regierung konnt sech bis elo nëmmen zu enger Opdeelung…

M. le Président.- Här Wagner, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Ech wäert lech follegen, wéi ëmmer, Här President.

M. le Président.- Wonnerbar.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- …respektiv enger Verschiebung vum Ajustement duerchréngen. Hei, mengen ech oder menge mir, misst een awer och ondebéngt renge Wäin ausschenken an de Leit kloer an däitlech soen, wéi a firwat.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt nach e puer Wuert un lech ze riichte gehat, mä, wéi gesot, vu dass ech dem President versprach hat, dass ech dankbar wär fir déi Zäit, déi e mer scho bäiginn huet, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. «Gouverner, c'est prévoir.» Dee Saz hutt Der schonn oft héiere vum Emile de Girardin, engem franséische Journalist an duerno och Politiker. Dat huet e gemeinsam mam Här Di Bartolomeo. Dat gëllt am Allgemengen an dat gëllt, mengen ech, awer och speziell am Rentewiesen, wou mer wierklech vun engem Dossier schwätzen, wou et drëms geet, laang Joren no vir ze kucken. Mir mengen, op Politik am Rentewiesen ëmgemënzt misst een eigentlech soen, zënter zumindest 2001, also nom Rentendësch I bis haut oder zumindest bis no de Wahle vun 2009, misst een eigentlech soen, dass et esou war, dass: «Gouverner, c'était nier l'évidence.»

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Bis 2001 a bis zum Rentendësch I war d'Rententhema ee vun den Dauerbrenner an der Lëtzebuerger Politik, ënner anerem wéinst de Kolleege vun der ADR, déi sech der Fro vun der Rentegerechtegkeet tëschent deenen zwee Secteure verschriwwen haten. Fakt ass, dass an deem Beräich déi Reforme gemaach gi sinn, déi noutwendeg waren. An déi lescht Ännerungen am Rentewiese beim Rentendësch 2001 hate jo als Zil, de Volet vun der Rentegerechtegkeet ze clôturéieren.

Dat ass och deemools do geschitt. Do war och net all Mënsch oder all Partei zu all de Punkten därselwechter Meenung, och wann d'Gesetz an der Chamber eestëmmeg ugeholl gi war. Do gouf et schonn Differenzen. Notamment haten déi gréng sech mat Erfolleg dergéint gewiert, dass d'Mammerent aus der Rentekeess vum Privatsecteur sollt finanzéiert ginn.

Dat war déi ufängeg Intentioun vun der deemoleger Regierung, notamment vum Premier. Dat ass verhënnert ginn. Do ware mer eis net eens. Do ware mer eis eréischt no Protest herno eens, dass et net op deen dote Wee dierft goen.

An - an dat ass och e wichtege Punkt - et gouf och duerno nom Rentendësch I keng Eestëmmegkeet, fir e Rentendësch II drunzehänken, nämlech dee Rentendësch, dee sech mat der Fro hätt solle beschäftege vum laangfristege Finanzement vun all deene Leeschtungen, déi mer dann ab Mëtt 2001 am System haten. An dee Rentendësch II, dee war net gewollt. Deen hu wuel déi gréng hei an der Chamber och proposéiert an der Diskussioun, mä déi Iddi, déi ass deemools net ugeholl ginn.

Fënnef Joer méi spéit ass am Kader vun der Tripartite décidéiert ginn, en Aarbechtsgrupp anzesetzen. A kuerz virun de Wahle vun 2009 war och an der Chamber nach eng Kéier eng Interpellatioun zum Thema vun de Renten. Eng Interpellatioun, déi vun de Gréngen ugefrot gi war. An dat war am Fong geholl alles, wat am Rentewiese vu parlamentarescher Debatt war nom Rentendësch I.

Dat war also kee Gassenhauer méi. An dat erkläert sech och relativ liicht, well contrairement zu der Zäit bis 2001, wou et drëms gaangen ass, nei an zousätzlech Leeschtungen anzeféieren, war et kloer, dass ab 2001 d'Rentendiskussioun nëmmen nach als Richtung huet: „Mir mussen iergendwou wéinst der Finanzementsfro awer nees Ofstrécher maachen, déi awer idealerweis sozial gerecht solle sinn an net erëm déi Wonnen opschloen, déi mer 2001 zougemaach hunn."

Dat war natierlech eng Perspektiv, déi offensichtlech net terribel encourageant war, fir dass sech an der Politik vill mat de Rente beschäftegt ginn ass. Dat war esou wäit gaangen, dass den zoustännege Minister, den Här Di Bartolomeo, souguer am Kader vun där Interpellatioun, wou mir als gréng Fraktioun déi Zuele vun der IGSS hei op der Tribün rappeléiert hunn, dass mer virgeworf kritt hunn, dat wier Panikmache, dee Reformbedarf, dee géif et net ginn, dee mir do unhand vun deenen Zuele wollten diskutéiert hunn.

Mä den Här Di Bartolomeo huet glécklecherweis no de Wahle vun 2009 eng Kéier ëm 180 Grad geholl. An haut gëllt och mat engem sozialistesche Minister Di Bartolomeo, dass an Zukunft am Rentewiese méi muss bezuelt ginn, fir méi laang ze schaffen, fir ënnert dem Strëch awer manner ze kréien. Dat ass den Aveu, dass et och scho virdrun e Problem gouf.

De Robert Kieffer, deen Der all kennt, deen huet emol en Artikel geschriwwen iwwert dësen Themekomplex. Deen huet geheescht „L'impossible réforme". „L'impossible réforme", dat war eng méi politesch Ausso, keng legal Ausso. Dat war eng politesch Ausso, well e grosso modo d'Thees vertrueden huet, dass d'Lëtzebuerger Politik de Courage net géif opbréngen, virun de Wielerinnen a Wieler eng Reform ze proposéieren, déi tatsächlech den Équiliber am System géif hierstellen, soulaang mer voll Keesen hätten an de Reserven an esou wäit a soulaang och d'Leeschtungen, déi de System haut ausbezilt, esou wäit ewech leie vun deem, wat iwwert d'Cotisatiounen erakënnt.

Do ass scho bal e Gap an der Realitéit entstanen am Rentewiesen, wann een d'Cotisatioune vum System mat de Promessë vum System versprécht. An d'Thees war och, dass eng gréisser Reform am Rentewiesen eréischt da géif méiglech ginn, wann de System defizitär wier, wann also op ee Joer gekuckt d'Dépensë méi héich wiere wéi d'Recetten.

An et gëtt der jo och haut nach, déi mengen, dass mer kee Problem hätten. Et gëtt der, déi soen, dass de System, esou wéi en ass, net reformbedürfteg wier. Ech soe ganz däitlech, dass déi gréng net där Meenung sinn. Mir sinn net där Meenung, aus enger Rei vu Grënn.

Eise Rentesystem ass jo u sech en Assurancësystem au départ. Och wann e vläicht kee rengen Assurancësystem ass duerch d'Interventioun vum Stat, contrairement zu där klassescher Assurancëlogik tëschent dem Prestataire an deem, deen d'Assurance bezilt. Mä trotzdeem si mer grondsätzlech an enger Assurancëlogik, wou e Lien besteet tëschent deem, wat ee bezilt, an deem, wat een herno erauskritt. An de Gestionnaire dovun, dee muss derfir suergen, dass dat och am Équiliber ass, dass also dat, wat erausgeet, deem entsprécht, wat an de System erakënnt.

Zu Lëtzebuerg ass dat net méi onbedéngt wouer. Deen Équiliber hu mer net méi. Déi offiziell Zuele beleeën dat och. 24% Cotisatiounen op der Masse salariale sti Promessë géigeniwwer, wann ee se alleguerten derbäirechent, déi, an do schwanken d'Zuelen e bëssen, tëschent 55 a souguer 60% zum Deel an de Raum stellen. Ech wëll net doriwwer jugéieren, Här Minister, wéi eng Zuel do déi richteg ass. De Punkt ass, dass en Déséquiliber besteet tëschent deem, wat cotiséiert gëtt, an deem, wat vu Leeschtungen am System bezuelt gëtt.

déi gréng hunn e Problem, well de Finanzement, déi Finanzementsproblemer, déi mer hunn, och scho laang kloer sinn. Spéitstens zënter 2001, an do muss ech dem Kolleeg Carlo Wagner awer e bësse widderspriechen, d'Situatioun vun 2001 ass net fundamental eng aner wéi déi vun haut. De Wiessel ass net komm mat der Kris vun 2008. Et ass net eréischt zënter 2008, dass mer e Finanzementsproblem bei eise Rente riskéieren ze kréien.

Den Déséquiliber, deen ass méi laang bekannt. Zënter 2001 an och deene Leeschtungen, déi deemools agefouert gi sinn, war gewosst, dass de System laangfristeg net am Équiliber ass. Dat wosst och den deemolege Minister, de Carlo Wagner, wou en als responsabele Member vun der Regierung de Rentendësch I gefouert huet.

Natierlech konnt de Carlo Wagner soen: „Elo hu mer Gerechtegkeet an de System bruecht, an déi hannendru solle wann ech gelift fir den Équiliber beim Finanzement suergen." Mä et ass falsch, ze soen, et wier d'Wirtschaftskris vun 2008, déi am Rentewiese fir Schwieregkeete gesuergt hätt. Ech mengen, dass d'Conscience politique och schonn 2001 ganz kloer do war, dass mer am Finanzement e Problem hunn.

(Interruption)

Et ass richteg, mä wat genausou richteg ass, Här Mars Di Bartolomeo, ass, dass mer, obwuel mer während bal dräi Jorzéngten en enorme Wuesstum an der Lëtzebuerger Ekonomie haten, um Enn vun där ganz laanger Wuesstumsperiod e Rentesystem hunn, dee strukturell manner gutt opgestallt ass wéi dräi Jorzéngte virdrun, ier dee bomme Wirtschaftswuesstum ugefaangen huet.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass net richteg.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dach, dat ass esou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass net richteg.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass net richteg. Dir musst kucken, wat de Rentesystem haut ausschëtt a wat e fréier ausgeschott huet. Dat ass net richteg. An Dir hutt och d'Emlageverfahren net richteg verstanen, well d'Emlageverfahre baséiert net op deem, wat a 50 Joer ass, mä et geet dervun aus, dass een ëmmer dat ausgëtt, wat ee jeeweils huet.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech hunn dat ganz gutt verstanen, Här Di Bartolomeo. Mä wat Dir net wëllt agesinn, an dat hutt Der jo och niéiert bis no de Wahlen 2009, dat war, dass e Problem besteet tëschent deem, wat de System u Leeschtunge versprécht, an deem, wat de System eranhëlt. An dat hutt Der niéiert bis 2009. An dat ass dee sprangende Punkt.

A wa mer haut doriwwer musse schwätzen, dass mer den Taux de majoration bei der Majoration proportionnelle mussen erofkréien, dann ass dat genau dat, d'Äntwert op dee Problem, deen Dir bis 2009 niéiert hutt. An et ass dat, wat ech virdru gemengt hunn. Dat an näischt anescht. An do ass e Problem.

(Interruption)

Mir hunn eis och verstoppt, besonnesch Dir, Här Minister, Dir hutt Iech verstoppt ganz laang hannert deene volle Keesen. Eelef Milliarde Reserven. Dat si véier Joer. An d'Resultat dovunner ass, Här Minister, dass Der d'Leit e bësse probéiert hutt anzeschléifere mat deem Argument vun de volle Keesen. Woubäi déi voll Keesen näischt mat der Gesondheet vum System ze dinn haten, mä déi voll Keesen hate just domadder ze dinn, dass der scho ganz vill abezuelt hunn, déi just nach näischt gefrot haten.

Mir hunn um Marché de l'emploi e Wuesstum vun 3,9% gehat an der Moyenne iwwer méi wéi 20 Joer. Dat ass enorm. An därselwechter Zäit sinn och déi sougenannte Babyboomer an den Aarbechtsmarché komm, déi dann och fir eng temporär Erhéijung vun de Cotisatioune gesuergt hunn. Et sinn an där Zäitspan do ronn 150% méi Cotisanten an de System komm, während an därselwechter Zäit nëmme knapps 100% méi Rentebezéier aus dem System entstane sinn. An dee Gap, dee suergt natierlech während där Zäit do fir immens gefëllte Keesen.

Mä d'IGSS huet scho laang virdrun, och scho laang virun 2009 an dem Här Di Bartolomeo senger postelektoraler Wandlung vum Rentesaulus zum Rentepaulus, hat schonn d'IGSS laang virdru gerechent, dass de System ab 2020, wann déi éischt méi importent Well vun Départs à la retraite kënnt, wäert defizitär sinn. Da ginn aus deene Babyboomer och Pappiboomer.

Et ass net nëmmen de Phenomeen vun de Frontalieren, mä et ass och de Phenomeen, dass d'Alterspyramid dann an déi aner Richtung kippt an dass d'Reserve vum Rentesystem ab 2035 wäerte plus/minus op null sinn. An déi Zuele weisen och, dass den Ofbau vun de Reserve wesentlech méi séier wäert geschéien, wéi den Opbau vun de Reserve gebraucht huet.

Et ass also en dréngenden Handlungsbedarf. An net ze vergiessen och nach d'Element - aner Kolleegen hunn dat och schonn erwähnt - vun der Verlängerung vun der Liewenserwaardung. Alles dat si Fakten, déi net nei sinn. Déi Fakte ware schonn nom Rentendësch I bekannt. Mir wëssen dat also zënter zumindest zéng Joer a reagéieren eréischt haut.

An déi, déi soen, et wär keen Handlungsbedarf, déi kënne jo da soen, dass näischt misst geschéien. Dat menge mir net. Mir mengen, dass ee muss handelen. Mä et kann een natierlech och soen: „Et brauch am Rentesystem näischt ze geschéien." Dat kann och an enger Hypothees funktionéieren.

Et gëtt eng theoretesch Hypothees, wou déi Leit kéinte recht behalen, nämlech déi, dass de Wuesstum tatsächlech géif weidergoen, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren. Mä dat géif awer dann heeschen, dass mer bis zum Joer 2050, also an 38 Joer, ronn 1,5 Milliounen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg missten hunn.

Dat wieren der also vun haut u gekuckt bis dohinner ronn 30.000 pro Joer weider. Dat ass e Villfacht vun deem, wat mer un Aarbechtsplaze geschafen hunn an deene leschten 20 Joer, wou mer richteg geboomt hunn. Hei misste mer fënnef-, sechsmol esou vill Aarbechtsplazen netto pro Joer schafe bis 2050, wa mer wéilten, dass de Rentesystem ka bestoen, wa mer en net reforméieren. An dat géif jo dann net ophalen. Dat géif esou weidergoen. Bis 2070 misste mer dann dräi Milliounen Aarbechtsplazen hunn.

Dat sinn natierlech Fantasiezuelen. A kee Mënsch gleeft, dass mer d'Lëtzebuerger Land an där Zäit do och schonn nëmmen infrastrukturell kéinten opriichten, fir esou engem extreme Wuesstum kënne gerecht ze ginn. Mä mir brauchen eis och déi Fro net ze stellen, well d'Wahrscheinlechkeet, dass dat doten antrëtt, menge mer, do si mer eis alleguerten eens, déi ass relativ geréng.

An dat ass deen eenzegen Zeenario, an deem ee kéint soen: „Mir brauchen am Rentewiesen näischt ze änneren." Deen Zeenario ass leider komplett onrealistesch. Also bleift just déi aner Alternativ, nämlech déi, déi eis diktéiert, dass mer mussen handelen.

Et ass also haut och kee schwaarzen Dag vun der Lëtzebuerger Sozialgeschicht. Et ass och net, dass mer soen, dass déi, déi wëlle reforméieren, déi Béis sinn, well dat déi sinn, déi wëlle Kierzunge maachen am System. Mä ech menge villméi, dass déi, déi haut reformbereet sinn, déi sinn, déi de System wëlle wierklech ofsécheren, laangfristeg ofsécheren, an déi net wëllen nokucken, wann de System dann an e puer Joer géif riskéieren, an de Koup ze falen a vill méi massiv wéi dat dote misst reforméiert ginn.

Fir eis ass et ausser Zweifel, dass ee muss handelen. An déi gréng sinn och der Meenung, dass een hei méi hätt misse maachen, wéi nëmme sech mat der Fro vun der laangfristeger Finanzéierung ze beschäftegen, mä et hätt een och kënnen aner méi déif gräifend Reformen am System maachen.

Wat mer net wollten änneren, an do si mer mat der Regierung d'accord, an ech mengen, dat ass och zu Lëtzebuerg contrairement zu anere Länner glécklecherweis e breede Konsens, nämlech dass mer wëllen de System par répartition erhalen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et glécklecherweis keng Diskussioun, déi wéilt de System à répartition ersetzen, vläicht complétéieren, ergänzen - där Meenung si mir och - duerch e Kapitaliséierungssystem, mä mir wëllen en net ersetzen.

Mir bleiwen also gäre beim Generatiounevertrag, well mer dee fir de solidareschen halen an zwar dee richtege fir d'Solidaritéit net nëmme mat de Pensionnairen, mä - dat ass och Géigestand vun där noutwendeger Reform - och d'Solidaritéit mat den Aktiven, notamment mat deenen Aktiven, déi eréischt an d'Aarbechtswelt ginn. D'Solidaritéit kann net nëmmen an eng Richtung goen, wann ee wëllt de Generatiounevertrag laangfristeg oprechterhalen.

Mir mengen och - an dat war och e Virschlag vun deene Gréngen -, dass ee sech duerchaus dierf Gedanke maachen iwwer nei Finanzéierungsweeër am Rentewiesen. Mir si fir de Système tripartite. Mä mir hunn als Gréng ëmmer gesot, dass mer net der Meenung sinn, dass déi Tripartite ëmmer muss bei där perfekter 33,3% Opdeelung fir jiddweree bleiwen. Et soll en tripartitë Finanzement bleiwen, mä et kann een och aner Finanzementsweeër begoen.

Zum Beispill menge mer, dass ee muss kënnen driwwer diskutéieren, dass déi Betriber, déi mat ganz wéineg Leit relativ héich Benefisser maachen, dass déi sech vläicht anescht mussen un der Finanzéierung vum System bedeelege wéi déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi ganz personalintensiv sinn an doduerch vill an de System schëdden. Och do muss ee kënnen driwwer diskutéieren, ob ee sech net eng aner Pondératioun wéi déi dote ka virstellen.

An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob déi Leit, ob d'Assuréen, déi cotiséieren, ob dat ausschliesslech soll op der Masse salariale sinn oder ob een net och kéint do, wéi bei der Assurance dépendance zum Beispill, soen, dass aner Revenuen, och d'Revenus de capitaux, misste kënne berücksichtegt ginn. Dat géif eng Rei Recetten an de System bréngen. Dat wier an eisen Aen net falsch. Mir sinn awer natierlech domat d'accord, dass dat net haut muss wierken, well de System och haut nach zousätzlech Reserven opbaut, mä et misst een awer kënnen doriwwer diskutéieren. Dat ass leider net geschitt. Mir wäre bereet gewiescht, déi Diskussioun do mat lech ze féieren.

Den öffentleche Rentesystem ass och doduerch deier, well mer relativ héich Renten ausbezuelen. déi gréng hate proposéiert - mir wäre bereet gewiescht, och dee Schratt matzegoen -, de Plafond cotisable vum fënneffache Mindestloun op 3,5-mol de Mindestloun erofzebréngen. Dat hätt natierlech derfir gesuergt, dass een an enger éischter Phas manner Recetten hätt, mä et hätt awer och derfir gesuergt, dass an enger zweeter Phas trotzdeem am System een hätt kënne Sue spueren.

3,5-mol de Mindestloun, do schwätze mer awer ëmmerhin nach ëmmer vu Paien ëm eng 7.000 Euro. A fir déi Leit, déi sech doriwwer eraus wëlle Renterechter sécheren, do si mer der Meenung, et hätt een duerchaus kënne soen: Dat ass dann d'Aufgab vun enger privater Zousazversécherung, wou och de Stat kann intervenéiere steierlech un de Modalitéiten, déi ze diskutéiere wieren.

Mä op jidde Fall wär et e richtegt Zeeche gewiescht, fir ze soen: Wat ass d'Aufgab vum öffentleche Rentesystem? Wéi héich soll do d'Solidaritéit och goen? Well duerch de Fait, dass de Stat en Drëttel bäisteiert, ass jo och e Solidaritéitselement an där Pensioun, déi ausbezuelt gëtt. An déi, déi déi héchste Paien hunn an am meeschte cotiséieren, kréien och netto deen décksten Subsid vum Stat bäigeluecht. Dat ass kee Problem, soulaang de Stat keng Finanzéierungsschwieregkeeten huet. An engem Kontext, wou mer elo ufänken, Joer fir Joer eng Milliard Scholde mussen ze maachen, muss ee sech awer froen, ob dat net och eng Pist wier, déi sozial absolut verträglech wier an trotzdeem dem System géif hëllefen.

De Contraire war och proposéiert gi vu Verschiddenen, nämlech de Plaffong opzehiewen. Dat hätte mer falsch fonnt, well da géife mer do fir verschidde Leit nach méi déck Netto-Subsiden afeieren, bei deenen, déi schonn an hirer ganzer aktiver Carrière och déi décksten Pai haten, da géif de Stat iwwer national Solidaritéit och nach deen décksten Netto-Subsid bei der Pensioun bäisteieren. Dat wär an eisen Aen dee falsche Wee a géif de System jo och Sue kaschten.

Et ass och gesot ginn, dass een dat kéint maachen, ouni Leeschtungen dobäi ze maachen, dass also just de Plafond cotisable géif erhéicht ginn, ouni awer dass et dofir géif Leeschtunge ginn. Dat ass an eisen Aen och net richteg, well mer och hei an engem Assurancësystem sinn, an d'Virstellung, dass ee kéint Leeschtungen a Cotisatioune froen, ouni och nëmmen eng Géigeleeschtung dohinnerzestellen, dat deet dem System seng Fundamenter bréckelen a géif eng Diskussioun provozéieren, déi an der Tendenz den öffentlech-rechtleche Rentesystem kéint un d'Wackele bréngen. An dat wollte mir als Gréng net ënnerstëtzen.

Wat mir eis och nach gewënscht hätten, fir eng richteg Reform an net just eng Finanzéierungsdiskussioun ze féieren, war d'Aféiere vun der richteger Individualiséierung vun de Renterechter. Dat ass ganz wichteg, net nëmme fir d'Fraen, awer haaptsächlech fir d'Fraen, mä net nëmmen. Dat hätt mat sech bruecht, dass mer och do en Deel vum Renteproblem hätte kënne léisen, well mer vill méi Cotisanten an de System kritt hätten, onofhängeg vun der Entwécklung um Aarbechtsmarché. Dat bréngt Recetten, et bréngt Ofsécherung fir all déi Leit. Dat suergt natierlech derfir, dass et da keng Carrièrë méi gëtt ouni Ënnerbriechungen.

Déi Reform war awer elo net méiglech. Obwuel mer och do scho laang driwwer schwätzen, huet een awer d'Gefill, dass et nach ëmmer op verschiddene Plazen net wierklech gewollt ass. Och wann et natierlech net einfach wär. Dat gi mer gären zou. Dat wär eng schwiereg Reform, och aus legale Grënn. Mä mir mengen, wann ee sech domadder méi beschäftegt hätt, da wier do méi e grousse Fortschrëtt méiglech gewiescht, wéi dat haut de Fall war, well um Splitting hänken ze bleiwen, dat kann definitiv beschtefalls an enger Iwwergangsregelung dat lescht Wuert sinn, mä net an enger endgülteger Leeschtung (veuillez lire: Léisung).

De legale Rentenalter, do soen déi gréng och, dass et kee Bedarf gëtt, deen eropzesetzen. Mir si beim reelle Rentenantrëttsalter nach sechs Joer dervun ewech. Also, bei 59 Joer läit e jo. Do géif et wéineg Sënn maachen, de legalen Alter nach eng Kéier eropzesetzen. Dat wär reng Theorie. An der Wierklechkeet musse mer derfir suergen, dass d'Leit, déi an d'Pensioun ginn, tatsächlech 40 Joer cotiséiert hunn. Wa mer dat géife färdegbréngen, da wär dat déi Prioritéit, déi mer am Moment musse léisen.

Dat wier wéi gesot eng Reform, wéi mir eis se gewëscht hätten, eng, déi sech mat der Finanzéierung, der laangfristeger, beschäftegt an awer och Ännerungen am System gemaach hätt, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn.

Är Reform, Här Minister, déi bréngt dat net. Mä och, wa se dat net bréngt, ass d'Fro awer gestallt, ob se duerfir nëmme schlecht ass. Mir mengen, dass dat net de Fall ass. déi gréng ënnerstëtzen d'Regierung op enger Rei vun Elementer vun där Reform.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung, fir d'Éischt emol, well se zougëtt, dass et e Problem gëtt, an eng aner Richtung weist wéi déi, déi mer aus deene leschten zwee, dräi Jorzéngte kannt hunn, a seet, mir hunn e Problem, deen et ze léise gëtt.

An de leschte Jorzéngte war d'Tendenz jo, dass d'Cotisatioune stabel bliwwe sinn. Zënter 1985 bei dräimol 8%. A gläichzäiteg sinn iwwer Gesetzer d'strukturell Leeschtungen ëm 29% eropgesat ginn, ouni dass dat mat enger zousätzlecher Géigefinanzéierung verbonne gewiescht wär. Dat ass natierlech formidabel, da kënnt een och op en Taux de remplacement vu 87%. A wann een dat mat den Nopere vergläicht - de Virriedner huet dat och scho gesot -, an der Belsch, an Däitschland bei 42%, a Frankräich 49%, da mierkt ee schonn, dass hei zu Lëtzebuerg eppes e bëssen aus dem Rudder gelaf ass an deene leschten zwee Jorzéngten, wat d'Leeschtunge betrëfft.

Dat war awer net déi éischte Kéier an net déi eenzeg Kéier, dass am Rentewiesen eng Reform gemaach ginn ass. Ech wëll awer och rappeléieren, dass bei der Fonction publique den deemolegen zoustännege Minister - de Michel Wolter ass jo haut e Kolleeg an der Chamber -, dass deemools och an der Fonction publique eng Reform gemaach ginn ass, déi net an d'Richtung gaangen ass vun ëmmer nees Leeschtungen erop an ouni sech dorunner mussen ze bedeelegen. Et ass also net fir d'Éischt, wann den Här Di Bartolomeo haut eng Reform mécht, mä ëmmerhin ass et fir d'Éischt am Privatsecteur, wou d'Richtung gewise gëtt.

déi gréng ënnerstëtzen d'Regierung op enger Rei vu Punkten. Éischtens - ech hunn et virdru scho gesot - beim Bäibehale vum Système par répartition. Dat ass net esou evident an all de Länner. Hei glécklecherweis jo, a mir ënnerstëtzen d'Regierung doranner. Och beim prinzipielle Bäibehale vum Financement tripartite. Och wa mir eis do kënne Modulatioune virstellen. Dat muss net ëmmer exakt 33,3 fir jiddweree sinn. Doriwwer soll een diskutéieren, besonnesch op der Sich no anere Finanzéierungsméiglechkeeten.

Woubäi ech och do wëll hannendru soen, dass souguer, wann ee sech Gedanke mécht an och eppes géif fanne fir zousätzlech Finanzéierungen, da géif dat op keng Aart a Weis de Besoin ewechhuelen, fir am System och ze spueren. Dat ass, mengen ech, eng Illusioun. Déi, déi mengen, dass mat zousätzleche Recetten eleng de System kéint stabiliséiert ginn, dat ass an eisen Aen net richteg. Mä mir sinn där Diskussioun oppe géintiwwer.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung beim Eropsetze vun der Grondrent vun 23,5 op 28%. Déi Mesure ënnerstëtze mer.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung, Här Di Bartolomeo, beim Erofsetze vum Taux de majoration vun der Majoration proportionnelle. Dat ass eng Mesure, déi e gréisseren Impakt huet an der Reform. Mir ginn erof vun 1,85 op 1,6 am Joer 2052. Mir ënnerstëtzen dat a mir sinn och bereet, dat öffentlech mat ze verteidegen.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung och bei hirer Mesure, fir d'Mindestcotisatioun erofzesetzen - et ass scho virdrun erwähnt ginn - vun 300 Euro op 100 Euro erof. Och wann et limitéiert ass op fënnef Joer, mä dat ass och de Sënn vun där Mesure. Dat ënnerstëtze mer an hale mer fir eng ganz sënnvoll Mesure, fir d'Conditions de stage kënnen ze erfëllen.

Ganz wichteg - et ass fir eis en Haaptelement vun der Reform - ass déi nei a verbessert Gouvernance. Bis elo hu mer all siwe Joer gekuckt, wéi et fir déi nächst siwe Joer géif ausgesinn. De Fait, dass mer elo op e System erofginn, deen all fënnef Joer kuckt, dat ass also wéinstens eemol och pro Legislatur, soudass also all Chamber an all Regierung sech muss mat där Fro beschäftegen, dofir ass den Délai vu fënnef Joer gutt gewielt. An dass mer dann och gläichzäiteg mussen zéng Joer no vir kucken, dat hale mer strukturell wierklech fir e Fortschrëtt vun dëser Reform.

Eppes, wat déi gréng och laang proposéiert hunn, gëtt och elo mat dëser Reform Wierklechkeet, nämlech dee progressiven Départ an d'Retraite. Dat hate mer zwar och scho virdrun, awer ënner enger Form, déi esou décourageant war, dass den Erfolleg och deementspriechend war. Et hunn nëmme ganz wéineg Leit dat genotzt.

Mat där neier Regelung si mir och optimistesch, dass dat méi wäert genotzt ginn. Dat ass eng absolut sënnvoll Saach, net nëmme fir den Assuré, mä och fir de Betrib, och fir d'Pensiounskeess a souguer fir déi Leit, déi an engem Betrib sollen op een nokommen, dee profitéiert vun deem Départ progressif an d'Pensioun. Eng absolut sënnvoll Mesure.

Mir ënnerstëtzen Iech och, wa mer d'Cotisatioune weiderhi bei dräimol 8% loossen. Dat ass jo och e bëssen e Lëtzebuerger Konschtstéck iwwert déi lescht Jore gekuckt. Obwuel mer esou voll Keesen haten, wäit iwwert dee legale Minimum ewech, hu mer et ëmmer derbäi gelooss, dass dräimol 8% bezuelt gëtt an dass dat net erofgesat ginn ass.

Och elo, haut, brauche mer eigentlech keng 24%, fir am Équiliber ze sinn. Mä mir halen et als Gréng och fir richteg, dass mer bei deenen dräimol 8% bleiwen. Dat wäert dem System iwwert déi nächst Jore gekuckt mat Sécherheet hëllefen.

A mir sinn och der Meenung, an dat contrairement zu eise Kolleege vun der DP, dass et keen Tabu dierf sinn, och iwwer Cotisatiounserhéijungen ze diskutéieren. Wuel net elo direkt, dat wär ganz schwéier ze erklären natierlech an där schwiereger wirtschaftlecher Lag, wou mer sinn, awer och oder virun allem, well mer jo am Moment scho méi cotiséiere wéi dat, wat de System pro Joer brauch, fir am Équiliber ze sinn. An där Zäit d'Cotisatiounen eropzesetzen, wier natierlech e Geste, dee schwéier ze erkläre wier. Mä no vir gekuckt menge mer och, dass et keen Tabu dierf sinn, fir an Zukunft de System finanziell och ofzesécheren. Mä och do soe mer, dat eleng wäert net duergoen, fir den Équiliber hierzestellen.

Mir sinn awer och mat enger Rei Saachen net averstanen an déi wëll ech och elo hei soen.

Ee wesentleche Punkt ass nämlech deen hei, dass d'Aart a Weis, wéi Der Är Reform agencéiert hutt, notamment Är Wuesstumsprognosen, déi drécken natierlech d'Gräife vun der Reform no hannen. An Dir refuséiert am Fong domadder, d'politesch Konsequenze vun Ärer Reform ze assuméieren.

3% Wuesstum bei 1,5% Wuesstum um Aarbechtsmarché, dat hate mer vun 2008 un net! Do si mer knapps iwwer null. Och dëst Joer kréie mer dat net. An d'Prognose fir déi nächst zwee Joer leien optimistesch bei ronn 1%. Anerer maachen nach méi wäit Projektiounen - bon, do ass awer fir mech e groussen Deel Kaffissazlieserei derbäi -, mä déi leien awer an där Zuel, déi se benennen, net aus de Féiss vun deem, wat mer elo hunn.

A wat och fir Lëtzebuerg alarmant misst sinn, dat ass, dass mir hei am Land traditionell iwwer eisen däitschen Nopere louche mam Wuesstum. A mir wossten, dat, wat do méiglech ass, ass hei mat 1% méi nach besser méiglech. Och dee Verglach geet net méi op. Am Verglach mat Däitschland leie mir am Moment permanent ënner hirem Wuesstum. An dat sinn awer Zuelen, déi ee misste beonrouegen. A wann dann an esou eng Zäit eran eng Wuesstumsprognos gemaach gëtt, déi mat 3% rechent, da menge mer, dass dat u sech net ganz seriö ass.

Kee vun eis weess, wat d'Zukunft wäert ginn, net déi, déi 3% soen, och net déi, déi soen, et wär 0%. An duerfir gëtt et nëmmen eng Approche, nämlech ze soen: Kommt, mir kucken, dass déi Reform, dat Gesetz wéinstens deen Dag, wou mer d'Reform stëmmen, hallefweegs d'Strooss hält an de Verglach mat der Realitéit aushält, well mir wëssen all net, wat an 20 Joer wäert sinn!

Mä wann d'Reform deen Dag, wou se votéiert gëtt, wäit ewech vun der Realitéit läit, dat ass awer méi wéi e Schéinheetsfeeler. Dat ass am Fong eng Mesure, déi just derfir suergt, dass mer iwwert déi nächst fënnef Joer näischt wäerten an deem dote Beräich vun der Rentereform wierklech dobaussen ze spiere kréien.

Dir sidd e bëssen, wann eng Operatioun géif ustoen, Här Minister, bei der Dokteschéquipe wéi den Anästhesist. Dee geet vir, e muss de Patient aschléiferen, an da kommen déi aner - d'Chirurgen - no, fir d'Operatioun virzehuelen. Dat geschitt hei net. Dir gitt hei wuel vir, mä Dir sidd den Anästhesist, an da kënnt hannendrun net wierklech eppes no.

Mä d'Chamber misst eigentlech d'Salle de réveil sinn an Iech soen, dass dat net geet an dass mer déi Prognos do net akzeptéieren, dass mer soen, neen, hei sidd Der an der Realitéit, mir akzeptéiere keng Reform, déi an hiren Auswierkungen eréischt a fënnef Joer wäert ufänken ze gräifen. Dat wär net richteg.

An Dir maacht de Konschtgréff nach zwou aner Kéieren.

(Interruption)

Dir sot zweemol beim Réajustement, also bei der Upassung un d'Realléin, do sot Der och, dee Moment, wou d'Dépensen d'Recetten am System iwwersteigen, da gi mer erof op héchstens nach en hallwen Ajustement.

Also, d'Éierlechkeet wär och do, fir ze soen, et gëtt iwwerhaapt kee méi, well e System, deen defizitär ass, do nach eng Leeschtung fir den Ajustement auszebezuelen...! Also Ären Nofolger, deen dat dee Moment wäert missen erklären, dee wäert net vill Argumenter fannen, fir ze soen, mir maachen nach en hallwen Ajustement. D'Wourecht ass, dass deen Dag, wou de System méi Dépensë wéi Recetten huet, dann ass den Ajustement op null an net op 50%.

Mä och do kënnt Der Iech fënnef Joer rette mat deem Konschtgréff vun den 3% Wuesstum. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Allocation de fin d'année. Och dat gëtt no hanne gedréckt doduerch, dass Der haut déi dote Grondlag huelt. Mir fannen dat net richteg.

De Problem ass do. De Problem ass erkannt. Den Déséquiliber vum System kenne mer, an et wär eigentlech ubruecht, fir dann haut eng Reform ze maachen, déi ab dem 1. Januar wierkt. An zwar net nëmme wierkt fir déi, déi wëssen, dass se wäerten um Enn ee Joer oder zwee oder e puer Méint oder e puer Woche méi laang schaffen, dat spieren déi net. Déi wëssen dat héchstens, wa se d'Zeitung gelies hunn, dass dat op se duerkënnt. Spieren di se et net.

Déi Elementer, déi wierklech ze spiere sinn, wann op eemol e bësse manner iwwerwise gëtt, all déi Elementer, déi hutt Der mat deem Konschtgréff no hanne geréckelt. Dat fanne mer net richteg.

An et ass net nëmmen net richteg, et huet och eng Auswierkung: Nämlech dee Moment, wou mer da mierken, dass déi 3% falsch waren, da gräift de System. De Mechanismus, deen an der Reform dran ass, dee wäert da gräifen. Dat hutt Der oft genuch widderholl an dat stëmmt och. Dee gräift. Mä dann huet en natierlech manner Zäit, fir ze gräifen, an e muss dofir e bësse méi hefteg gräifen. An déi, déi dat spieren, dat sinn net déi Leit mat den héije Renten, mä dat sinn déi Leit mat de klengen a mëttlere Renten.

An duerfir ass dat heiten net just politesch eppes méi oder manner geschéckt gemaach, mä et trëfft och Leit. An duerfir fanne mir dat heiten net richteg.

Här Minister, d'Reform, déi gëtt och net wierklech gedroen. Vläicht och, well se net richteg erklärt ginn ass. Vläicht och, well d'Leit spieren, dass do Saachen dra sinn, déi hallefhäerzeg sinn.

Wär et net besser gewiescht, et konsequent ze verteidegen? Dir hat et jo eigentlech liicht. Wéi ee Sozialminister an engem vun de Länner ronderëm ka scho vu sech behaapten, en hätt potenziell fir d'Stoussrichtung vun der Reform d'Ënnerstëtzung souguer praktesch vun all den Oppositiounsparteien? Vill méi liicht kënnt Der et u sech jo net hunn. Déi meescht heibanne soe jo: Mir hätte gären en ofgesécherte System an der Durée a si bereet, Reformen ze maachen an déi mat ze verteidegen.

An nawell sidd Der net esou konsequent gaangen. An duerfir gëtt och déi Reform vläicht net wierklech gedroen, well esou ee gewëssene Flou am Raum hänke bleift bei deem, wat Dir proposéiert.

D'Gewerkschafte ginn net mat Iech op deen dote Wee. Äre Koalitiounspartner - bon, dee suergt op seng scho bal traditionell Aart a Weis derfir, dass e fir all Positioun een huet, fir erauszeschécken. Den Här Weber, de Gewerkschaftler, deen däerf dergéint sinn. Den Här Wilmes, dee Jonken, deen däerf dann och dergéint sinn. D'Madame Mergen muss als Fraktiounssprecherin e bëssen alleguerten déi aner vertrieden. Dann huet een dräi Meenungen an herno nach ëmmer de Projet mat ënnerstëtzt. Dat ass natierlech einfach. Mä vläicht wär dat och méi schwéier gewiescht,...

(Interruption)

...wann d'Reform wierklech konsequent gewiescht wär.

De Robert Kieffer hat - ech hunn dat uganks gesot - vun der impossibler Reform geschwat. Bon, d'Reform war schlussendlech e bësse possible, mä vläicht och nëmmen, well et keng richteg Reform ass.

No 2014, Här Minister, wäert d'Renteproblematik net vum Dësch sinn. Déi wäert ganz séier op den Dësch vun der politescher Aktualitéit an eisen Aen zréckkommen, méi séier a wahrscheinlech méi aschneidend, wéi dat haut nach an Aussiicht gestallt gëtt.

Mir mengen, mir wären alleguerte besser berode gewiescht, den Effet vun der Pensioun virzezéien an net esou wäit no hannen ze réckelen. Dat ass wuel am Intérêt vun den aktuelle Pensionnairen, dat geet awer och op d'Käschten, ganz kloer, vun deene Generatiounen, déi elo eréischt an de System kommen.

Aus all deene Grënn wäerte mir Gréng déi do Reform haut net kënne stëmmen, well d'Rentendiskussioun virugeet. Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madame Mutsch fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport Merci ze soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Här Braz. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch, déi keng einfach Aufgab hat, fir duerch dëse komplizéierte Projet derduerch ze goen, mä si huet dat awer mat Brio gemeeschtert, souwuel wat hire schréftleche wéi mëndleche Rapport ubelaangt.

D'Rentendiskussioun ass eng Diskussioun, déi schonn iwwer Jorzéngten hei am Land gefouert gëtt, mat Emotiounen, mat vill Gestreits, mat kontradiktoreschen Usiichten, a mir sinn iwwerzeegt, datt och an Zukunft d'Rentendiskussioun wäert aktuell bleiwen, och no dëser Gesetzesreform, a vläicht kann een och soen, grad wéinst dëser Gesetzesreform.

D'ADR ass déi Partei, déi säit hirer Grënnung op déi Renteproblematik opmierksam gemaach huet, wat d'Ursaach vun der Grënnung vun där Partei war. Rentegerechtegkeet, mat deem Slogan si mer 1987 a mat engem eenzege Punkt gegrënnt an duerno och an d'Wahle gaangen. Eng Rentegerechtegkeet, kann ee soen, déi zéng Joer méi spéit, den 1. Januar 1999 Realitéit ginn ass, well vum 1. Januar 1999 u gëtt et keng Differenz méi tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur.

Fir déi Leit am öffentleche Secteur, déi no dem 1. Januar 1999 agestallt gi sinn: Si bezuelen déiselwecht Cotisatiounen, kréien hir Pensiounen opgrond vun de Cotisatioune berechent an hunn deeselwechten Ajustement. Et ass just nach eng Differenz, dat ass beim Plafond cotisable. Fir déi Fonctionnairen, déi virum 1. Januar 1999 agestallt waren, gëllt en Iwwergangsregime, wou déi 5/6, 83,3% iwwer 30 Joer op 72% erofginn.

Duerch eng Rei Reformen, déi am Privatsecteur gemaach gi sinn - déi ginn op 1987 zréck, op 1991 zréck, bis bei de Rentendësch am Joer 2000 -, sinn d'Pensiounen am Privatsecteur massiv ugepasst ginn. D'Hongerrente si quasi ofgeschaaft ginn an d'Pensiounen aus dem Privatsecteur si wesentlech deenen am öffentleche Secteur ugepasst ginn.

Mir hunn haut praktesch keng Hongerrente méi fir Leit, déi eng komplett Carrière hunn. A Lëtzebuerg kennt och praktesch bal, am Géigesaz zu anere Länner, keng Altersaarmut méi. Nach 5% gi laut der Statistik bei der Aarmut hei am Land ënnert der Altersaarmut gefouert. Déi grouss Aarmut hei am Land, déi fanne mer haut bei der Jugend, a mer fanne se a priori bei den elengerzéiende Fraen.

No all deene Reformen, déi gemaach gi sinn, wou mer déi zwee Regimer gréisstendeels gläichgeschalt hunn, wou mer d'Pensiounen aus dem Privatsecteur massiv eropgesat hunn, steet haut déi nächst grouss Erausfuerderung virun eis, nämlech d'Pensiounsofsécherung um finanzielle Volet, an dat souwuel am private wéi am öffentleche Secteur.

Firwat datt trotz Rekordreserven d'Zukunft vun eisem Pensiounssystem aus finanzieller Hisiicht méi wéi ongewëss ass, brauch een net nach eng Kéier hei ze erklären: Rekordwuesstum vun eiser Ekonomie iwwer 20, 30 Joer, Rekordwuesstum vun den Aarbechtsplazen an der gläicher Zäit, an duerfir Opbaue vu Rekordreserve bei der Pensiounskeess. An Zukunft wäerten awer och nei Rekorder opgestallt gi vun deene Leit, déi an d'Pensioun ginn.

Wa mer haut och Reserven hu vu bal zwielef Milliarden, déi 3,7-mol d'Joresdépensen ausmaachen, esou stelle mer och haut awer scho fest, datt déi Reserven entstan sinn engersäits oder haaptsächlech opgrond vun den Iwwerschëss, déi d'Pensiounskeesen all Joer gemaach hunn, a mer stellen haut awer och scho fest, datt déi Iwwerschëss lues a lues, vu Joer zu Joer zréckginn.

Mir haten alt Reserveniwwerschëss vu bal enger Milliard a mer leien elo bei 600, 700 Milliounen d'Joer, wat drop zréckzeféieren ass, datt vläicht d'Léin, d'Masse salariale net méi esou gewuess ass, awer och dorops zréckzeféieren ass, datt de Rendement vun deene Suen, déi placéiert waren, net méi am Ableck dat bréngt, wat e soss bruecht huet. Mir gesinn also, datt och iwwert dee Wee d'Reserve lues a lues, d'Iwwerschëss zréckginn an domat d'Reserven net méi esou gespeist ginn.

Viru Joren hate mer am Gesetz stoen, datt mer Reserve missten hu mat enger Mindestgrenz no ënnen, et däerft net ënner 1,5-mol d'Joresdépensë goen an et däerft net iwwer 2,5-mol d'Joresdépensen erausgoen. Mir si virun enger Rei vu Joren dunn an déi Situatioun komm, datt d'Reserven awer iwwer déi 2,5-mol d'Joer erausgaange sinn, a konsequenterweis hätte mer du missen d'Leeschtungen héijen oder d'Cotisatioune senken.

Mir hunn deemools dat eenzeg Richtegt gemaach, mer hunn einfach de Plaffong aus dem Gesetz gestrach, soudatt dee Plaffong konnt weider wuessen, weider Reserven uleeën. An, wéi gesot, haut leie mer bei 3,7-mol d'Joresdépensen.

Eis Nopeschlänner, déi si frou, wa se e puer Wochen hunn, wann et gutt geet ee Mount. Lëtzebuerg huet also eng immens gutt Situatioun, mä mer wäerten déi Reserven och an deenen nächste Jore brauchen.

D'Reserve gi mëttelfristeg opgeschafft, an duerno komme mer dann och an eng Defizitsituatioun. Bei där Analys, mengen ech, si mer eis eens. Ech mengen, keen heibannen zweifelt un der Analys, wat d'zukünfteg Entwécklung vun eise Pensiounskeesen ubelaangt.

Ob den Datum, wou de System kippt, wou d'Reserven opgeschafft sinn, ob dat elo 2030 oder 2028 oder 2032 ass, dat spillt keng Roll, dat mécht der Kaz kee Bockel! Mä wichteg ass et, dat wësse mer, datt iergendwéi eng Kéier deen Zäitpunkt kënnt, wou de System kippt. Dat ka schwanken, dat huet mam wirtschaftleche Wuesstum ze dinn, dat huet domat ze dinn, wéi den Emploi sech entwéckelt.

A wa mer wëssen, dass déi Situatioun iergendwann eng Kéier antrëtt, hu mer alleguer en Interessi drun, esou séier wéi méiglech ze reagéieren. Wat mer méi fréi reagéieren, wat den Aschnëtt méi kleng gëtt, a wat mer méi spéit reagéieren, wat den Aschnëtt méi grouss gëtt.

Wa mer net wëllen, an dat kënnt aus jiddwerengem senge Rieden heibannen eraus, déi zukünfteg Generatioune belaaschten, da musse mer och de Courage hunn, fir mat Zäit ze reagéieren. Well wa mer net reagéieren, da belaaschte mer wierklech d'Zukunft vun der nächster Generatioun, dann hypothekéiere mer eis Jugend, an déi muss dann alleguer déi negativ Auswierkungen, déi dann de Pensiounssystem wäert mat sech bréngen, ausbueden.

De System kéint natierlech och iwwerliewen. Mir bräichte just e Wuesstum vu 4% am Schnëtt iwwert déi nächst 40, 50 Joer ze kréien. D'Konsequenz wier dann, datt mer 1,5 Milioune Salariéë missten am Joer 2050 hunn a 40 Joer méi spéit, wann déi an d'Pensioun ginn, da misste mer 4,5 Milliounen Assuréën am Land hunn, an dat géif ëmmer esou virugoen. De Problem géif also och beim staarke Wuesstum bestoe bleiwen, e géif just ëmmer méi grouss ginn. D'Fro ass: Wëlle mer dat? Esou vill Beschäftegter, Frontalieren, Immigratioun, sozial Kohäsioun, Infrastrukturen am Land, kënne mer dat maachen?

D'Fro ass awer och, wa mer dat wéilten, ob mer dee Wuesstum iwwerhaapt kriten. Mir décidéiere jo net eleng hei iwwert de Wuesstum. Mir mierken dat an de leschte Joren. Mir hätte jo gäre méi Wuesstum, mä d'Weltekonomie dirigéiert eben, datt och hei zu Lëtzebuerg kee Wuesstum méi stattfënnt.

An ob mer déi Aarbechtskräften iwwerhaapt géife fannen, déi mer bräichten, fir de System ze retten? D'Äntwert ass, mengen ech, parteiiwwergräifend déiselwecht: Kee Mënsch wëllt déi Entwécklung hei am Land. Kee wëllt eise Kanner, de kommende Generatiounen, esou eng Ierfschaft iwwerloossen.

De Regierungsprojet baut op engem wirtschaftleche Wuesstum vun 3% am Schnëtt fir déi nächst 40 Joer op. Et ass dëst eng Hypothees, déi einfach onrealistesch ass! Mir hunn an deene leschte véier, fënnef Joer an der Moyenne quasi null Wuesstum. Wéi gesot, mir kënne selwer nëmme minimal doriwwer décidéieren. A wann een déi lescht Etüde vun der OECD kuckt, da gesäit een och, datt weltwäit de Wuesstum wäert an den nächste Jorzéngte méi lues goen, an Europa nach méi lues, a Lëtzebuerg läit nach eng Etapp drënner, wat eise Wuesstum ubelaangt.

Ideal wier et, wa mir e Rentesystem kéinten opbauen, dee mat null Wuesstum kéint iwwerliewen. Mä dat ass net einfach, opgrond vun där Situatioun, wou mer dra sinn. Dat géif natierlech en Ëmdenke bedéngen. Et wier och schwéier, fir eng verwinnte Konsumgesellschaft, déi mer nun eben emol alleguerte sinn, drop anzeschwieren an ze soen, mir hu kee Wuesstum méi a mir verzichten elo an Zukunft och deementspriechend. Dat wäerte mir och net hei an dësem Land realiséieren.

An dach muss ee sech d'Fro stellen, wat dee staarke Wuesstum eis an der Vergaangenheet bruecht huet. De Chômage ass op Rekordhéicht, d'Statsfinanze sinn esou schlecht wéi nach ni, d'Statsscholde sinn esou héich wéi nach ni, d'Baupräisser sinn esou héich wéi nach ni, de Stat kënnt mat den Infrastrukturen net méi no, déi sozial Kohäsioun am Land léisst méi wéi ze wënschen iwwreg an esou weider. D'Zukunftsdebatt, wéi eist Land a 50 a méi Joren ausgesäit, ass méi wéi iwwerfälleg, an net nëmme wéinst der Rentefro.

Mä haut diskutéiere mer iwwert d'Rentefro. D'ADR huet am Februar 2011 hir Propositioune public gemaach. Ech wëll hei eng Rei vu Punkte soen, wou eis Propositioune sech mat deene vun der Regierung decken a wou net, a firwat mir dësem Projet net wäerten zoustëmmen.

Virbemierkung, ech hunn dat scho gesot, d'Reserve gi scho lues a lues zréck. De Wirtschaftswuesstum vun 3% ass eiser Meenung no onrealistesch. A wann een den Avis liest vum President vun der CNAP, dee mer jo alleguer kritt hunn, deen a sengem perséinlechen Numm dat gemaach huet, ech mengen, wann een deen - an déi Persoun ass jo sécher gutt situéiert, fir eise Rentesystem gutt ze kennen -, ech mengen, deen huet eng Warnung ausgestouss, déi leider, géif ech mengen, d'Politik net genuch fir seriö geholl huet.

Den Zäitpunkt, d'Wierke vun der Reform ass e wesentleche Punkt. Wann ee weess, datt de System eng Kéier kippt, huet een Interessi drun, ech hunn dat scho gesot, fir esou séier wéi méiglech ze reagéieren, well dann d'Aschnëtter méi kleng ginn.

D'Regierung huet awer décidéiert, fir all déi Moossnamen, déi um finanzielle System eppes kéinten un Aspuerunge bréngen, fir déi aacht, zéng oder zwielef oder Gott weess wéi vill Joer no hannen ze réckelen. Virun allem, mengen ech, huet se versicht, se no hannen ze réckelen, hannert déi nächst Wahlen.

Dat zeugt net vu politeschem Courage an et kann een net Moossnamen décidéieren, déi eréischt an zéng, zwielef Joer antrieden a gläichzäiteg soen, mir wëllen déi zukünfteg Generatiounen net hypothekéieren. Dat gëtt mat dësem Projet gemaach, well de Courage feelt, fir eben direkt Moossnamen ze huelen. Dat si verluere Joren, all déi Joren, wou elo näischt geschitt. Dat si verluere Joren, déi déi kommend Generatioune mussen zréckbezuelen.

Wou kann da reagéiert ginn? Et gëtt am Prinzip dräi Punkten: Dat ass éischtens op der Recettësäit, zweetens kann een um Pensiounsalter eppes maachen an drëttens un der Pensiounshéicht.

Op der Recettësäit si mir als ADR der Meenung, wéi och verschidden anerer, datt zu dësem Zäitpunkt et net méiglech ass, fir Cotisatiounserhéijungen ze maachen. Mir sinn am System vun een Drëttel, een Drëttel, een Drëttel a mir wëllen och bei deem System bleiwen.

Mir kënnen awer an dëser wirtschaftlech schwiereger Situatioun eis Betriber net zousätzlech duerch Cotisatiounserhéijunge belaaschten. Mir kënnen och an dëser Zäit net de Statsbudget mat sengem Drëttel an de Cotisatiounserhéijungen zousätzlech belaaschten, well mir wëssen alleguer, wéi dramatesch déi finanziell Situatioun am Stat ausgesäit. Mir maachen an deene leschte Joren all Joer eng Milliard Defizit. Mir kënnen also net verlaangen, datt de Statsbudget nach soll zousätzlech Gelder an d'Pensiounskeesen a Form vun Erhéijunge vu Cotisatioune fléisse loossen.

An awer ginn och d'Assuréën, mengen ech, duerch déi ganz Moossnamen, déi an deene leschte Joren an déi elo erëm am Kader vun der Sanéierung oder deelweiser Sanéierung vum Budget décidéiert gi sinn, zousätzlech belaascht, soudatt een och elo net kann d'Assuréën nach zousätzlech belaaschten.

Et kann ee selbstverständlech ëmmer iwwer aner Finanzéierungsméiglechkeeten diskutéieren, mä et muss een ëmmer wëssen, egal wat ee mécht, et si Suen, déi zéie mer aus der Ekonomie eraus an déi kënne mer am Ableck awer net zousätzlech belaaschten.

Da bleiwen am Prinzip nach just dräi, zwou Méiglechkeeten, dat ass um Niveau vum Pensiounsalter an um Niveau vun der Héicht vun der Pensioun.

Mir hunn als ADR proposéiert, och de Pensiounsalter ze héijen, an zwar hate mir eis Propositiounen ee Joer virun der Regierung gemaach, mä mir sinn nëmmen op ee Joer eropgaangen. Awer och mam Prinzip, datt ee seet, all Joer muss een ee Joer méi laang schaffe goen, soudatt een no zwielef Joer...

Une voix.- Ee Mount!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ee Mount méi laang, entschëllegt, all Joer muss een ee Mount méi laang schaffe goen, fir datt een iwwer zwielef Méint, zwielef Joer ee Joer zesumme méi laang schaffe geet. D'Regierung huet am Fong och déi Iddi iwwerholl, mä si huet aus engem Joer dräi Joer gemaach!

Firwat si mir bei engem Joer bliwwen? Mä well mer gesot hunn, et weess een haut wierklech net, wat a 40 Joer geschitt. Wann ee 40 Joer zréckkuckt, 1970, an et hätt deemools ee gesot, wéi et haut hei am Land ausgesi géif - an en hätt et och nach richteg geroden -, da wier en deemools fir geckeg erklärt ginn, well esou eng Entwécklung, wéi d'Land se matgemaach huet, hätt kee kënne viraussoen.

Mä et gëtt awer och eng aner Moossnam. Ech mengen, mir wëssen alleguer, wa mer mam Pensiounsalter an d'Luucht ginn, dat huet och eng... dat ass en zweeschneidegt Schwäert. Op där enger Säit hu mer Jugendlecher, deene mer d'Aarbechtsplaze vläicht zum Deel ewechhuelen. De Jugendchômage kann doduerch an d'Luucht goen! An op där anerer Säit wësse mer awer och, datt eng Rei vu Betriber Problemer hunn, Leit an engem gewëssenen Alter ze halen. Et gëtt Betriber, déi hir eeler Beschäftegt halen. Mä et gëtt awer och Betriber, déi versichen, se lasszeginn.

An duerfir menge mir, datt mer dee Pacte du troisième âge, deen an der Diskussioun steet, datt een doduerch, datt een nëmmen ee Joer an d'Luucht geet, de Betriber och seet: Ma Dir kënnt och elo beweisen, datt dat vun Ärer Säit seriö gemengt ass. A wa mir dat gesinn, datt Der och d'Leit méi laang kënnt an de Betriber halen... mir soen net, datt een dann net kann herno och nach eent oder en anert Joer Alters-, Pensiounsantrëttsalter hannendrunhänken.

Mä mir warnen do virdrun, fir esou séier an d'Luucht ze goen. A mir mussen och oppassen, datt net déi Leit op eemol spéiderhi keng Aarbecht méi hunn an datt se dann nach musse virun der Pensioun an de Chômage kommen oder iergendwéi eng Sozialhëllef kréien. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee mer net wëlle méi hei am Land hunn.

Da kënnt och d'Pension à la carte. Mir hunn net virgesinn, datt een eng Pension à la carte mécht, well mir gesot hunn, wann d'Leit... mat der Pension à la carte wäert de groussen Deel awer esou fréi wéi méiglech an d'Pensioun goen, an dat ass - a mir schwätze jo hei fir Ekonomien ze maachen am Pensiounssystem, fir Suen ze spueren -, a mir fäerten, mat deem dote System gi keng Ekonomië gemaach oder net vill Ekonomië gemaach, datt et also wierkungslos ass.

Ech wollt och hei soen, datt souwuel vun der Madame Rapportrice wéi och gëschter vun der Spriecherin vun der LSAP um Radio gëschter Mëtteg gesot ginn ass, doduerch, datt ee méi laang schaffe geet, gëtt engem seng Pensioun méi héich. Dat ass intellektuell einfach falsch! Doduerch, datt ee méi laang schaffe geet, kritt een déiselwecht Pensioun wéi ee se haut schonn éischter kritt huet. Also kritt een net méi, et muss ee méi laang schaffe goen, fir datselwecht ze kréien! A wann een éischter geet, da kritt ee manner.

Dat ass déi richteg Interpretatioun, an net, wéi dat hei virgedroe ginn ass, wann ee méi laang schaffe geet, kritt ee méi. Et kritt een näischt méi, et muss ee méi laang schaffe goen, fir datselwecht ze kréien, a wann ee manner laang schaffe geet, kritt ee manner! Ech mengen, esou vill intellektuell Éierlechkeet kéint een awer och vun de Sozialiste verlaangen, datt se de Leit...

(Interruption)

...datt se de Leit net eppes verzape ginn, wat wierklech näischt mat der Realitéit ze dinn huet.

Une voix.-Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbstverständlech muss déi Moossnam fir Leit, déi Schichte schaffe mussen, bäibehale ginn.

Beim Ajustement hu mir och eng aner Propositioun. D'Regierung proposéiert fir deen Ableck, wann déi jährlech Recetten déi jährlech Dépensen net méi decken, da géif den Ajustement mindestens ëm 50% gekierzt ginn - dat kann och 100% sinn -, mä fir jiddwereen an och eréischt, wéi gesot, am Joer 2020 dorëmmer, wou gerechent gëtt, wou dee Moment antrëtt.

Mir soen: Kommt, mir fänken direkt un! Déi Aktiv maachen e Bäitrag, andeems datt se e bësse méi laang schaffe gi fir d'Sanéierung vun de Pensiounskeesen, an déi Pensionéiert verzichten op een Deel vum Ajustement, awer direkt.

Awer mir hunn e sozialen Ajustement proposéiert. Dat heescht, mir wëllen den Ajustement lafe loossen, mä mir wëllen en degressiven Ajustement maachen, wou mer soen, op där Tranche vun der Mindestpensioun gëtt den Ajustement nach zu 100% ausbezuelt, a pro Tranche, déi driwwer geet, gëtt et all Kéiers prozentual manner vum Ajustement, an ab engem gewëssenen Niveau, doriwwer gëtt et keen Ajustement.

D'selwecht wéi mer bei de Steieren eng Progressioun pro Tranche hunn, maache mir gär beim Ajustement eng Degressioun pro Tranche, soudatt déi kleng Pensiounen den Ajustement nach ganz kréien, a wat d'Pensioune méi héich ginn, wat den Ajustement zréckgefouert gëtt, an ab engem bestëmmte Montant kee méi. A mir géifen dat, wéi gesot, och direkt ulafe loossen an doduerch kéinten dann och direkt vun Ufank u Gelder gespuert ginn.

Der Regierung hir Propositioun ass an eisen Aen duerfir sozial ongerecht, well wann hir Moossnam eng Kéier antrëtt, da kritt och déi klengste Pensioun, och d'Mindestpensioun kritt keen Ajustement méi. Bei eiser Propositioun kréichen déi Kleng nach en Ajustement, a wat d'Pensioune méi héich ginn, kréichen och nach en Ajustement, mä si kréiche manner Ajustement. Dat wier sozial gerecht an et kéint direkt a Kraaft trieden, an et wier, wéi gesot, den Ajustement, de Bäitrag vun de Pensionéierten.

Datselwecht hu mer bei der Allocation de fin d'année. Wann d'Cotisatioun eng Kéier géhéicht gëtt, da fält déi fir jiddwereen ewech, dat heescht, och déi sozial Schwaach, déi wierklech déi 400 Euro ausganks des Joers brauchen, déi kréichen déi och net méi. An och do fanne mer, datt dat net sozial gerecht ass.

Et gëtt och positiv Moossnamen an deem Projet hei, zum Beispill déi nei Kombinatioun vu Pensioun a wat een derbäi schafft. Well déi Moossnam, wéi mer se elo haten, datt, wann een am Fong iwwer een Drëttel vum soziale Mindestloun verdéngt huet, direkt d'Pensioun ëm 50% gekierzt gouf, dat war eng dramatesch Sanktioun.

Elo deen neie Modell, datt een net däerf d'Pensioun an dat, wat een zesumme verdéngt, iwwert d'Moyenne vun deene fënnef beschte Joren de Revenu verdéngen, a wann et driwwer geet, kritt ee just dee Montant, deen driwwer geet, gekierzt, fanne mer, wéi gesot, vill méi richteg.

Ech gesinn, meng Zäit leeft fort, duerfir sprangen ech elo e bëssen; d'Weiderversécherung vun de Fraen.

D'Weiderversécherung vun de Fraen, do fanne mer et wichteg, datt mer versichen, all Fra individuell e Pensiounsrecht ze ginn. A mir waren och enchantéiert vun der Propositioun, déi vum Conseil national des femmes gemaach gëtt, fir am Fong eng Flichtversécherung anzeféieren, wann eng Fra ophält mat schaffen oder se bleift doheem, wéi mer et sengerzäit och bei de Bauerefrae gemaach hunn, wéi mer do d'Reform gemaach hunn. D'Bauerefraen hu missen eng Cotisatioun bezuelen an och haut hu se eng Pensioun. An hei hätte mir gären déi Iddi ënnerstëtzt, déi vum Conseil national des femmes komm ass, wann ee gesot hätt, mer féieren eng Flichtcotisatioun an, fir eben do de Fraen och eng Pensioun ze ginn.

D'Fonction publique fält, wéi gesot, wat den neie Regime ass, genau ënner all déi Punkten, déi mer hei elo am Privatsecteur maachen, se sinn och fir den neie Regime an der Fonction publique. An der Fonction publique am ale Regime, den Iwwergangsregime, wou d'Pensioun nach ëmmer opgrond vum leschte Gehalt berechent gëtt, fält just dee Passus, wann den Ajustement géif eng Kéier geännert ginn, géif deen och an deem Regime applizéiert ginn.

Mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes huet virun e puer Méint un de Minister vun der Fonction publique eng Question parlementaire gestallt, fir datt genau wéi am Privatsecteur och eng Evaluatioun géif gemaach ginn, wat de Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique ubelaangt. Et ass du vum Minister geäntwert ginn, dat wier net méiglech, fir dat ze berechnen.

Här President, ech hunn dat quasi bal als eng Frechheet ugesinn, wann de Minister esou eppes äntwert. Am Privatsecteur hu mer 400.000 Assuréen, wou mer keng Carrière kennen, wou mer net wëssen, wéini datt se an d'Land kommen oder wéini datt se erëm fortginn. Do hu mer et 50 Joer am Viraus gerechent. An der Fonction publique, wou mer jiddwerengem säin Alter, seng Carrière kennen, wéini en ufänkt a wéini en ophält, do wier et net rechebar.

Mir sinn der Meenung, datt et an dëser Situatioun, souwuel wat d'Pensioune wéi d'Statsfinanzen ubelaangt, keen Tabu däerf ginn an datt een alles soll berechnen. An duerfir deponéiere mer och eng Motioun, Här President, Madame Presidentin, datt d'Chamber soll d'Regierung invitéieren, fir esou eng Etüd maachen ze loossen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il y a lieu de garantir la viabilité du système de pension à moyen et à long terme tant pour le secteur privé que pour le secteur public;

- considérant l'absence d'informations sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public notamment du régime transitoire;

- considérant qu'il est important de disposer d'une étude prévisionnelle sur les engagements financiers à court, moyen et long terme du régime des pensions du secteur public;

invite le Gouvernement

- à faire réaliser une étude actuarielle sur le régime des pensions du secteur public et notamment sur l'évolution des coûts prévisionnels relatifs au régime transitoire.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Zum Schluss, Här President, wëll ech soen, datt d'Analys iwwert d'Renteproblematik, déi gemaach ginn ass, déi richteg ass. Déi gëtt vun eis gedeelt. Mä d'Konklusiounen, déi d'Regierung gezunn huet, sinn déi falsch. Si sinn op engem falsche Wuesstum vun 3% baséiert, se sinn no hanne verréckelt ginn, d'Moossnamen op déi kommend Generatiounen, an déi Moossname sinn doriwwer eraus nach sozial ongerecht an duerfir fanne se net eis Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, eis Pensioune gi gäre mam Ausland verglach. Jo, mir hunn zu Lëtzebuerg Pensiounen, dat si keng Hongerrente méi an der Regel, mä si garantéieren e gudden Deel vum Loun, deen ee verdéngt huet, och am Alter. Dat ass awer keng Schan, dat ass eng Errungenschaft. Et ass e Recht, menger Meenung no.

D'Pensiounen iwwregens vun deene Leit, déi schaffe ginn, an d'Entwécklung vun deene Pensioune steet jo a kengem Verhältnis zur Ent-

wécklung vum Räichtum zum Beispill op dem Eegentum zu Lëtzebuerg. Wéi vill sinn dann an deene leschte Joren d'Dividenden an d'Luucht gaangen? Wéi vill sinn d'Zënsen an d'Luucht gaangen? Wéi vill sinn d'Loyere geklommen, och am Verglach mat anere Länner? Ech hunn eng Statistik fonnt, dass se ëm 45% an d'Luucht gaange sinn, zu engem Zäitraum, wou d'Léin an och d'Pensiounen ëm 2% an d'Luucht gaange sinn.

Sécher, eise Pensiounssystem verdanke mer der Entwécklung vun deene ville jonke Bäitragszueler vum leschte Jorzéngt, awer och de Recetten aus de Steiereinnahmen, an déi komme virun allem vun de Salariéë selwer. Et stëmmt, wann den Zouwuess vun neie Salariéen net unhält, wann d'Steiereinnahme weider zréckginn, och wann d'Austeritéitspolitik weidergedriwwe gëtt, hu mer iergendwann an zéng, 20 Joer e Finanzéierungsproblem bei de Renten.

Mir sinn awer der Meenung, da muss prioritär emol vläicht no neien Einnahme gesicht ginn, zum Beispill duerch Cotisatiounserhéijungen, duerch Steieren um Kapitalverméijen, wat haut bal integral steierfräi ass.

D'Salariatskummer huet déi Rechnungen all gemaach an huet erausfonnt, dass, jee no deem, wéi mer d'Recettë steieren, déi Recettë wäerten an Zukunft och nach duergoen, fir eise Pensiounssystem um Niveau vun haut ze halen.

Mä souguer wann ech vun der Hypothees ausginn, dass dat iergendwann eng Kéier net méi geet an dass den Niveau vun de Renten och an engem solidareschen, öffentleche Rentesystem misst ugepasst ginn, da géif ech awer aner Léisunge wéi déi, déi Dir hei virschlot, gesinn. Ech géif zum Beispill kucken: Wou sinn déi ganz héich Renten? Kënne mer net do e bësse kierzen? Mir sinn awer absolut net an där Hypothees hei.

Mir hunn eng Rentereserv, déi ass zum Platze voll. Mir hunn e Finanzéierungssputt ëmmer nach an Zukunft iwwert de Wee vu méi Steiergerechtegkeet, déi agefouert muss ginn. A mir hunn och e Sputt bei de Cotisatiounen, déi ëmmerhin, dat muss een awer soen, zënter 40 Joer am Interessi vun de Betriber agefruer gi sinn zu Lëtzebuerg. An Dir hutt nach wëlles, se weider zéng Joer mat deem Projet hei anzefréieren.

Mir wëssen och guer net, wéi et wirtschaftlech an Zukunft weidergeet. Mir kënnen dat net wëssen. All déi Projektiounen, déi hei gemaach ginn, déi Katastrophenzeenarien, déi hei gezeechent ginn, déi baséieren op Alchimisterechnungen, déi een absolut net ka vérifiéieren.

(Brouhaha)

Wat Der hei maacht, ass awer eppes ganz Konkretes. Wat Der hei maacht, ouni aktuellen Ulass, behaapten ech emol, dat ass eng systematesch Rentekierzung, haut schonn an op laang Zäit, ouni awer gläichzäiteg Mesurë bei de Recetten elo scho virzegesinn.

Dir kierzt de Rentenajustement elo schonn op den 1. Januar ëm zwee Joer Lounentwécklung, déi de Rentner ewechgeholl gëtt. An all zukünfteg Rente wäerten och zwee Joer Lounentwécklung verléieren.

Dir féiert d'Héicht vun der Rentenerwaardung vun de Leit zréck, all Joer e Stéck, während zéng Joer, während 40 Joer, egal wat an där Zäit geschitt, egal wéi positiv eventuell d'Wirtschaftsentwécklung an där Zäit wäert sinn. Neen, Dir décidéiert haut, am Joer 40 ass de Rentefaktor nëmme méi esou vill.

Dir décidéiert och elo schonn duerch dat hei Gesetz, dass an Zukunft den Ajustement vun de Renten un d'Lounentwécklung all Joer weider ëm 50 bis 100% gekierzt muss ginn, wann d'Einnahmen net méi duerginn a wann ee misst un d'Rentereserv eigentlech goen. Eng Rentereserv, déi ëmmerhin awer elo scho géif duergoen, fir véier Joer, ouni all Einnahm, d'Totalitéit vun de Renten zu Lëtzebuerg ze bezuelen.

Dir décidéiert domat och, dass déi Reserv, an dat sinn ëmmerhin zwielef Milliarden an an e puer Joer wäerten et 20 Milliarde sinn, weiderhin op de Finanzmäert weltwäit spekulativ ugeluecht gëtt, awer net fir d'Rentefinanzéierung däerf geholl ginn. An och net däerf geholl ginn, fir hei an der Wirtschaft nei Aarbechtsplazen zum Beispill ze schafen an domat nei Salariéen a Cotisanten ze schafen, déi an Zukunft fir d'Finanzéierung vun de Rente wäerte suergen.

Well Dir wësst jo, dass Der haut keng Sue kënnt uleeën, fir d'Renten an zéng, 20 oder 30 Joer ze bezuelen. Mä Dir kënnt awer eng Wirtschaftspolitik maachen, déi mécht, dass nach genuch Salariéen an Zukunft wäerten do sinn, mat gudde Paien, déi jo an Zukunft d'Rente kënne garantéieren.

Dir sot zwar, eng zukünfteg Chamber ka sech eens ginn, fir d'Cotisatiounen ze erhéijen. Jo, dat ka se no deem Gesetz hei all fënnef Joer. A wa se sech net eens gëtt, da bleiwen d'Cotisatiounen automatesch während zéng Joer agefruer. Awer d'Rentenupassung gëtt automatesch gekierzt an Zukunft, all Joer, well mer dat haut esou décidéiere fir d'Zukunft, déi mer net kennen.

Automatesch geet et also an Zukunft nëmmen no ënnen, no deem Projet hei, net no uewen. Der féiert hei en Automatismus an, wéi et nach a kengem Sozialgesetz ee gëtt.

Wann Der wéilt e gudde Rentesystem fir déi Jonk an Zukunft erhalen, dann dierft Der dat net maachen! Da géift Der d'Fangeren ewech loosse vun deem automatesche Pilot do, deen Der hei aféiert, well dee féiert den öffentleche Rentesystem nëmmen no ënnen a mécht et spéidere Pilote schwéier, de Steierknëppel erëm eng Kéier an de Grapp ze huelen.

A wann dës Regelung mat där neier Budgetsprozedur vum Här Frieden eng Kéier sollt verbonne ginn, an do kommen och déi Kritären hei drastoen, an déi gëtt mat Zweedrëttelmajoritéit an eis Gesetzgebung ageschriwwen, dann hu mer eis blockéiert während ganz laanger Zäit, well da brauche mer eng Zweedrëttelmajoritéit vun der Chamber, fir nach iergendeppes un deem heiten an Zukunft ze änneren.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, ech kommen dat och. Op jidde Fall, vun där heiter Dévaluatioun vum öffentleche Pensiounssystem profitéiert, an zwar direkt elo schonn, nëmmen de privaten Assurancësecteur. Dee wäert geschwë mat de falende Renten am öffentleche Secteur werbe fir seng Zousazrenten. Heivunner profitéieren och grouss Betriber, well d'Leit méi laang musse schaffe goe mat deem System hei an d'Cotisatioune fir d'Betriber laang net wäerte klammen.

Wann een hei vu Generatiounegerechtegkeet an Zukunft schwätzt, da froen ech mech, vu wat fir enge Generatiounen een hei iwwerhaapt schwätzt: vun de Patronë vun de Betriber, vun de Patronë vun den Assurancen, oder vun de Salariéën? Mat Sécherheet profitéieren heivunner weder déi kommend nach déi aktuell Generatioune vu Salariéën a Rentner!

Ech fannen, dat hei ass eng eesäiteg, eng heimtückesch, eng radikal Géigereform géint alles dat, wat eise Sozialsystem bis elo duergestallt huet. A wien heifir stëmmt, dréit natierlech d'Verantwortung derfir.

M. le Président.- Här Urbany, kommt wann ech gelift elo zum Schluss!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Wien dergéint stëmmt, well et him nach net wäit genuch geet, esou wéi d'Patronë jo och soen, deen dréit och d'Verantwortung. An ech fannen et bedauerlech, dass hei eng ganz politesch Klass, mat e puer Ausnahmen, sech géint d'Gewerkschaften alleguerten - do si se sech alleguerten eens hei - dréit, andeems se déi Reform hei duerchsetzt. Ech fannen dat eng ganz bedauerlech Situatioun, och fir d'Demokratie zu Lëtzebuerg!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech gär Merci soen der Rapportrice fir de Rapport, dee si hei gemaach huet an engem gudden öffentlechen Exposé, wou se am Detail erklärt huet, ëm wat et hei an dëser Pensiounsreform geet.

Virun engem gudde Mount, do huet e franséische Professer fir Soziologie, deen ewell op der Universitéit hei zu Lëtzebuerg schafft, och en öffentlechen Exposé gehalen, dee ganz interessant war, well en hat als Sujet „Solidaritéit tëschent de Generatiounen".

Eppes, mat deem hie sech jorelaang a senger Fuerschung auserneegesat huet a wou e virun allem gekuckt huet d'Relatiounen tëschent deene jonke Generatiounen an hiren, oder d'Kannergeneratioun an hirer Elteregeneratioun. An do ass en dann, ënner anerem, zur Konklusioun komm, datt amgaang ass - an dat net nëmmen am Ausland, mä och hei zu Lëtzebuerg -, eng „génération sacrifiée", wéi hien dat nennt, also eng verluere Generatioun ze entstoen.

Wat charakteriséiert, wat versteet hien ënner esou enger Generatioun?

Datt eben dës Generatioun, am Ënnerscheed vun deene Generatioune vu virdrun, net wäert hiert Liewe progressiv, duerch de ganze Liewensalter duerch verbesseren. Schold dorunner sinn dacks keng gutt oder guer keng Ausbildung méi, doduerch och net méi d'Chance fir eng Aarbechtsplaz ze kréien, a wann, da just eng ganz prekär Aarbechtsplaz.

Da geréit een an d'Situatioun natierlech, datt mer net kënnen eng eege Wunneng eis leeschten respektiv, wa mir eis dat nach kënne leeschten, da musse mer eis héich verschëlden, bis dacks och an d'Pensioun eran. A wann een do ukënnt an der Pensioun, kann een emol net méi hoffen op deeselwechten Niveau vu Pensioune wéi haut.

Dat Ganzt ass eben eng Mëschung, déi riskéiert, de Generatiounekontrakt kënnen dach enges Dags futti ze maachen. Wéisou?

Ma well eben d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen nëmmen dann och ka fonctionnéieren, wann eben - wéi ech virdru gesot hunn a wéi de Professer dat ënnersträicht - eng Generatioun op de Progrès kann opbauen, deen déi aner Generatioun eben opgebaut huet. An dat ass eben amgaang hei net méi ze geschéien!

Haut hu mer nämlech dann eng jonk Generatioun, déi am Verglach zu hiren Elteren, materiell gesinn, zwar eng besser Kandheet hat, mä déi awer riskéiert herno, wa se an den Erwuessenenalter kënnt, datt et hir eben net méi esou gutt wäert goen, an da schwätze mer nach guer net vum Liewensowend.

Duerfir hu mir also dat heite Bild:

Op där enger Säit déi Elteregeneratioun - dat ass hei scho virdrun och gesot ginn, déi bekannt ass och als Babyboom-Generatioun -, déi no dem Zweete Weltkrich gebuer ass an deene vläicht als Kand hiert Liewen net op deemselwechten Niveau war wéi dat vun hire Kanner herno, materiell gesinn, mä deenen hiert Liewe sech awer progressiv bis an den Alter era verbessert huet a verbessere wäert. An op där anerer Säit hu mer eng Kannergeneratioun, déi eben am Ufank vläicht besser dosteet par rapport zu hiren Elteren, mä déi awer riskéiert, herno méi schlecht dozestoen.

Bon, wat huet dat elo alles mat eisem Pensiounssystem hei ze dinn? Et kann ee sech elo déi Fro stellen.

Ech géif mengen, ganz vill, wann net souguer alles, well mir hu jo e Pensiounssystem, deen op der Repartitioun, op der Redistributioun vun deem, wat erakënnt, ebe baséiert. An dat ass eben haaptsächlech baséiert op der Solidaritéit tëschent de Generatiounen.

Wa mir un esou engem Modell wëlle festhalen - an dat wëlle mir jo gär maachen, dat ass dee richtege Choix -, da muss een awer och derfir suergen, datt déi Solidaritéit hei garantéiert ass.

Dann ass et och d'Fro: Gëtt se dann och wierklech, déi Solidaritéit, hei garantéiert? Gëtt derfir gesuergt, datt déi nächst Generatioune vun Aktiven, déi vun haut an déi vu muer, net ze vill belaascht ginn, net ze vill héich Sacrificen elo musse maachen, eng ze vill héich Schold mussen op hire Schëlleren droen? Fir op déi dote Fro mat „Jo" ze äntwerten, ass net esou evident. An et ass och eng Fro, déi sech ganz vill Leit dobausse stellen, a gleeft mer, och vill méi Jonker, wéi dat dacks heiansdo heibanne gemengt gëtt.

Et muss een awer där heite Pensioun (veuillez lire: Pensiounsreform) zegutthalen, datt et zënter Laangem eng Pensiounsreform ass, déi net zu weidere Verbesserunge wäert féieren. Et kann een nëmme soen: endlech! Well et gëtt jo hei och scho laang, jorelaang iwwert déi Rentemauer geschwat. Dat war also och scho virun enger ganzer Zäit gewosst, datt dat op eis géif duerkommen, och virun zéng Joer.

Den Här Braz, deen hat dat jo virdrun hei, menger Meenung no, och richteg gesot, wéi e gesot huet, 2002, scho beim Rentendësch war deemools gewosst, wéi mer déi Leeschtungen erhéicht hunn, wéi mer d'Pensiounen am Privaten zesummegefouert hu mat deenen Öffentlechen, datt do géif awer och domadder eng Schold entstoen, déi déi zukünfteg Generatioune wäert staark belaaschten.

An et ass, menger Meenung no, och net richteg, wéi den Här Wagner dat hei duergestallt huet, ze soen, dat konnt een deemools net virausgesinn, well een déi Kris, déi Wirtschaftskris net konnt virausgesinn.

Dach, wann een deemools dat op 1,85 Majoration proportionnelle gehuewen huet, da wosst een, datt, wann een dat gär wëllt assuréieren, da muss ee genuch Leit hunn, fir dat kënnen och ze finanzéieren. An da geet et och laang net méi duer mat deem 700.000-Awunner-Stat, vun deem ëmmer geschwat ginn ass - hei sinn déi Zuele jo virdru scho gesot gi vun 1.000.000, vun 3.000.000, hypothetesch gesinn -, wann näischt géif geschéien.

Virun allem sinn et och deemools kritesch Stëmme ginn, déi do virdru gewarnt hunn, fir dat do alles ze maachen. Quitte datt et vläicht aus deem Bléckwénkel vun deemools richteg war, dat beieneen ze féieren, mä et ass awer eng Schold domadder entstanen, déi ee muss herno iergendwann eng Kéier bezuelen, wann een dat Ganzt gär wëllt... un dem Rentenniveau wëllt festhalen, datt 1:1 soll opgoen.

Dat war de Statsrot, deen huet ganz kloer a sengem Avis deemools gesot gehat, e géif hoffen, datt net enges Dags misst eng Regierung kommen, déi da misst Coupurë maachen am System, fir kënnen de System nach ze garantéieren.

Elo si mer dann zéng Joer méi spéit an elo si mer an der Situatioun, datt mer wierklech eng historesch Wirtschaftskris erliewen, an datt och elo endlech erkannt gëtt, datt mer mussen eppes maachen, fir ze verhënneren, datt en Defizit an der Pensiounskeess wäert entstoen, a fir kënnen nach dee Prinzip vun der Generatiounegerechtegkeet ze garantéieren.

Et gëtt dann elo gesot, mir kënnen dat jo maachen, an aller Rou, well mer eng ganz grouss Reserv hunn. Dat ass net falsch, mä et ass och net ganz richteg, well et ass nëmmen da richteg, wann een och déi néideg Mesuren, Begleetmesuren hëlt, well soss, mat de Reserve wësse mer, wéi et ka goen.

Mir haten och a gudden Zäiten, Wirtschaftszäiten hu mer Sue geholl an a Fongen investéiert, mat deene mer konnten d'Politik jo da konkret gestalten an deene Joren, wou et gutt gaangen ass. A mir konnten och domadder am Ufank vun der Kris eng antizyklesch Politik maachen. Mir hunn awer gesinn, wéi séier datt déi Reserven och do kënne kleng ginn a wéi séier mer do kënnen an eng Situatioun komme vun engem Defizit. An dat Schicksal riskéiert och eng Kéier d'Pensiounskeess ze erwaarden, wa mir net eppes maachen!

Duerfir wëllt dann elo d'Regierung eppes maachen a si schléit dann déi Mesuren hei vir, déi en long et en large hei virdru jo schonn diskutéiert gi sinn. Ech wéilt awer och gären e puer Wierder zu deene wichtegste Mesurë soen, an do virun allem zu där Mesure phare, déi jo da seet: Mir passen de System elo hei un, un eben déi méi laang Espérance de vie. Mir wäerten an Zukunft méi laang kënne liewen, also muss een och kënne méi laang schaffe goen. Dat ass richteg!

Mir haten awer och schonn, an d'Madame Mergen huet dat virdru schonn hei ugeschwat op der Tribün, datt et awer nëmmen dräi Joer sinn, déi mer méi laang schaffe ginn, an et gëtt awer sechs bis siwe Joer laang an der Moyenne méi laang gelieft, also sinn déi net komplett couvréiert.

Mä dat ass emol nach net deen zentralen, dee kruziale Punkt oder d'Fro, déi ee sech muss stellen, mä et ass éischter, ob mer iwwerhaapt och kënne méi laang schaffe goen. An ech schwätzen emol net vun deenen, déi da wierklech gesondheetlech um Enn sinn, mä och vun deem ganz normale Salarié. Kann deen an Zukunft da wierklech dräi Joer méi laang schaffe goen? Well nëmmen da kann e jo déi Pensioune behalen, déi haut eben do sinn, deen Niveau. Mécht en dat net, kann en dat net, muss e sech mat manner zefridde ginn.

Do hätt ech mer op jidde Fall, a vill Jonker virun allem och, gär gewënscht, datt gläichzäiteg mam Dépôt vun der Pensiounsreform och schonn déi Mesuren déposéiert gi wieren, fir kënnen dat ze erméiglechen, wou ee ganz kloer seet: Hei, domadder kënne mir assuréieren, an Zukunft méi laang schaffen ze goen.

Elo kann ee sech do inspiréiere jo u ville Betriber, wou dat hautdesdaags scho méiglech ass - dat ass och schonn ugeschwat ginn -, wou ee scho ka méi flexibel Aarbechtszäiten, herno, wann ee méi al gëtt, an Usproch huelen, fir déi Transitioun tëschent dem aktiven Alter an dem net aktiven Alter ebe méi gënschteg ze maachen.

Dat alles läit awer net do. Et gëtt awer versprach, dat géif elo komme mat engem Pak eben, fir Mesurë fir déi eeler Salariéën, well mer eis jo awer och bewosst sinn - maache mer eis näischt vir! -, grad elo a wirtschaftlech schwéieren Zäite sinn et dacks déi Éischt, déi eeler Salariéën an déi jonk, déi virun d'Dier gesat ginn oder awer déi gesot kréien: „Hei, huel d'Préretraite, an da maache mer Plaz fir anerer, da kënne mer Käschte spueren." Well se dacks just als e Käschtepunkt gesi ginn, an net och als Potenzial, mat hirem Wëssen, wat se sech jo déi Joren ugëeegnet hunn.

Dat ass ee kruziale Punkt, op dee mer awer mussen also eng Äntwert fannen, well dat ebe ganz einfach vun der Héicht vun der Pensioun ofhänkt, déi ech an Zukunft da soll kréien.

Bon, déi Leit, déi awer elo net wëlle gäre méi laang schaffe goen oder déi net méi laang kënne schaffen, déi musse sech dann an Zukunft just nach mat 1,60 Majoration proportionnelle zefridde ginn, amplaz vun elo 1,85.

Mä dat geschitt awer net vun haut op muer an dat zielt och net fir jiddwereen, well fir d'Éischt emol gëllt dëse Projet, wann en ab dem 1. Januar 2013 a Kraaft trëtt, fir déi, déi duerno wäerten an d'Pensioun goen, dat heescht, déi Leit, déi dann elo scho schaffen an an Zukunft wäerten an d'Pensioun goen. Oder respektiv déi dann eréischt ufänke mat schaffen an an d'Pensioun wäerte goen, fir déi wäert et da voll wierken, mä fir déijéineg, déi elo an der Pensioun sinn, gëllt et net.

Dat heescht, mir maachen hei awer en historesche Schnëtt, wou mer u sech zwou Kategorien awer vu Pensionéierte wäerte schafen: déi, déi virun deem Datum an d'Pensioun gaange sinn, an déi, déi duerno an d'Pensioun wäerte goen.

Dat kann ee maachen. Et kann een dat och rechtfertegen, andeems een hiweist op Droit-acquisen, obwuel et do awer eng administrativ Jurisprudenz gëtt, déi kloer seet, „qu'il n'y a en effet pas d'acquis au maintien d'une réglementation ou législation existante". Ech wëll net elo hei déi Fro diskutéieren, ob dat elo richteg ass oder net, mä Fakt ass awer, datt hei en historesche Schnëtt gemaach gëtt an datt dat och ferm un der Gerechtegkeet tëschent de Generatioune rëselt.

Mä domadder awer och nach net genuch, well och, wa mer eben, wéi ech gesot hunn, vum 1. Januar 2013 un dat voll elo spille loossen, wierkt et awer eréischt fir deen, deen 2052 an d'Pensioun geet, eréischt dee wäert da voll 1,60 kréien. Bis dohinner geet dat lues a lues erof. Dat heescht also och, datt zum Beispill 2020 een nach ëmmer 1,80 kritt, 2030 nach ëmmer 1,74, dann heescht dat och logescherweis, datt mer also nach während enger ganzer Zäit vu Joren héich Dépensen am System hunn an datt domadder och net onbedéngt déi Reserve wäerte méi grouss ginn.

En plus riskéiere mer - dat ass hei elo schonn e puermol ugeschwat ginn - och nach, während därselwechter Zäit komplett niewent de Prämissen ze leien, op deenen dee Projet hei baséiert, nämlech déi berühmten 3% Wuesstum, déi solle generéiert ginn duerch all Joers 1,5% vu Produktivitéitssteigerung an 1,5% Kreatioun vum Emploi.

Sécher ass awer elo schonn, datt mer déi lescht fënnef Joer niewent dëse Prämissen hei louchen an dat och fir déi nächst Joren net gutt ausgesäit, well déi lescht Joren hate mer kee Wuesstum a fir déi nächst Joren, wann, dann iwwerhaapt e ganz, ganz klengen, net dee gewinnten, dee mer soss kannt hunn.

Bon, de Minister seet dann dozou, datt et jo awer am Projet Mechanisme gëtt, déi kënnen erlaben, sech der Wierklechkeet, der wirtschaftlecher Entwécklung an der Lounentwécklung unzepassen, Korrekturmechanismen. A wann déi Prime de répartition ebe géif negativ ginn, do ass virun allem dann déi automatesch Ofschafung vun der Allocation de fin d'année, mä och dee Facteur de modération, dee soll agefouert ginn, wat de Réajustement betrëfft.

Heizou muss een awer trotzdeem soen, datt deen net automatesch ass. Dee Facteur modérateur vum Réajustement ass net automatesch. E gëtt zwar kalkuléiert, well iwwer eng Period d'Couverture gekuckt gëtt, mä e spillt awer net automatesch. Dat ass eng politesch Décisioun, ob een dee soll uwennen oder net. Do muss ee Gesetzesprojet gemaach ginn. Also hänkt et vu politeschen Décisiounen a Konstellatiounen of, ob mer dee spille loossen oder net. E gëtt net automatesch déclenchéiert.

A wa mer dann en plus nach an Aussiicht stellen, datt Cotisatiounserhéijunge solle gemaach ginn, da wäert en erëm neutraliséiert ginn, well dann ass jo erëm déi Prime de répartition pure an hirem Solde, an da wäert do guer kee Réajustement kommen. Mä bei der Cotisatiounserhéijung gi mer dann awer erëm weider Ressourcen aus der Wirtschaft erauszéien, wat net gutt ass fir d'Kompetitivitéit vun de Betriber, wat net gutt ass fir d'Kafkraaft. Also wäerte mer och eng negativ Auswierkung hunn op déi wirtschaftlech Entwécklung, wat dann erëm derzou féiere wäert, datt mer kënnen déi Prämissen net erfëllen an esou sech d'Kaz hei an de Schwanz bäisst.

Duerfir wär et wichteg gewiescht, datt awer alternativ Zeenarië presentéiert gi wären, fir ze kucken, wat geschitt, wa mer net dee Wirtschaftswuesstum do géife kréien. An zweetens wär et och gutt gewiescht, och driwwer nozedenken, an deem Projet awer een automateschen Déclencheur ze hunn, deen inhärent ass zum Projet, dann, wann d'Prime de répartition pure negativ ass.

Sou bleift dann awer, Här President, datt mer hei eis an ech mir selwer vill Froe stellen an och ganz skeptesch bleiwen, datt mer mat dësem Projet dee finanziellen Équiliber wäerten an de Pensiounskeese fir déi nächst Jorzéngten am Sënn vun der Generatiounegerechtegkeet kënne garantéieren.

Elo kéint ee jo da mengen, datt aus all deenen Iwwerleeungen eraus ech dann zu dësem Projet hei géif Nee stëmmen. Ech hu jo schonn hei zwei Kolleegen, den Här Wagner, den Här Braz, déi mer gesot hunn, ech géif dann Nee stëmmen,…

(Interruptions)

Ech fannen dat… Ech fannen dat...

(Interruptions)

…ganz witzeg, datt Consignes…

M. le Président.- Lauschtert emol dem Här Wilmes no!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Ech fannen dat ganz witzeg, datt hei Consigne-de-votë kommen. Dat ass awer kee Problem, well ech wäert ab elo och Iech da Consigne-de-votë ginn, wéi Der sollt stëmmen.

Ech mengen, och wann ech dee jéngsten Deputéierte sinn, sinn ech awer grouss an al genuch, fir ze wëssen, wéi ech selwer hei stëmmen. Ech brauch hei kee Porte-parole.

Ech fannen dat awer och ganz interessant trotzdeem, datt den Här Wagner zum Beispill mäin Artikel gelies huet am „Wort". Dat weist nämlech, datt en net nëmmen den „Journal" liest. Mä dat ass och keng DP-Zeitung méi eleng, an duerfir ass et och normal, datt e vläicht op aner Zeitunge muss auswäichen.

Ech kann awer nëmme soen, wann en hei seet, ech wär Opportunist, da schléisst e sech domadder selwer an an och all déi aner, déi hei geschwat hunn, well schliesslech huet een hei keen héieren, deen net souwuel gesot huet: „Et si Punkten dran, déi mer ganz gutt gefalen, an et si Punkten dran, déi mer net esou gutt gefalen."

Ech maachen dat hei och. Ech hunn hei Punkten dran, déi mer zouschwätzen an déi mer net zouschwätzen. Just, et steet jiddwerengem selwer fräi, als Deputéierte bei sech zu Chouer ze goen a seng Konklusiounen doraus ze zéien. Déi Fräiheet loossen ech Iech, déi Fräiheet hätt ech och gäre fir mech.

An ech soen Iech ganz kloer, aus zwee Grënn, firwat datt ech deen heite Projet awer stëmmen. Dat ass nämlech den éischten,…

(Interruptions diverses)

...et kann ee jo net selwer - an dat huet och eppes mat Kohärenz ze dinn, mat perséinlecher Kohärenz ze dinn -, et kann ee jo net déi ganzen Zäit dobaussen ëmmer no Reforme jäizen, wéi ech dat dacks maachen, an dann, wann eng Reform doläit, se net ze considéréieren, och wa se kritesch ass.

An zweetens: Ëmmer nach besser, hei eng Reform ze maachen, wéi keng Reform ze maachen, well et ass awer déi éischt Reform, déi net wäert zu Erhéijunge féieren, an dat ass fir mech awer derwäert, fir hei mäi Jo, wann och e kritesche Jo ze ginn, ze maachen.

Et ass kee vläicht aus Iwwerzeegung, mä et ass e rationell bedéngte Jo, deen op enger realistescher Approche ebe baséiert.

Ech weess eben, datt een och heiansdo muss Kompromësser agoen,…

Une voix.- Voilà!

(Interruption)

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- …well, wann een d'Mentalitéit gäre wëllt wiesselen, geet dat net vun haut op muer, och wann een a sengem jugendlechen Enthusiasmus dat gäre méi séier hätt. Do brauch een e bëssen Zäit derfir.

Ech géif awer an engems mat ze bedenke ginn, wéi et mat de Kompromësser ass: Déi si gutt fir eng Zäitchen, mä eben nëmme fir eng Zäitchen. Iergendwann eng Kéier muss ee kënne méi definitiv Léisungen och fannen. An do géif ech et dann zum Schluss mat engem amerikaneschen Auteur halen, deen dat eng Kéier ganz gutt résuméiert huet an dee gesot huet: „E Kompromëss ass e gudde Prabbeli, mä et ass ee schlechten Daach iwwert dem Kapp."

Une voix.- Jo!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- E mécht Sënn fir eng Zäitchen, en ass verstänneg an der Parteiepolitik, mä en ass bal ni verstänneg an der Féierung vun engem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Elo kritt d'Wuert de Gesondheetsminister, Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Mars Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

Une voix.- De Jong muss nach méi al ginn, e muss nach wuessen.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Debatt vun haut de Mëtteg, wou mat där enger oder aner Ausnahm keen drun zweifelt, dass mer eng Pensiounsreform brauchen, elo eng Pensiounsreform brauchen, an net eréischt an zéng, 20 oder an 30 Joer.

Déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte Jore gefouert hunn, vill Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, net hannert zouenen Dieren, mä breet öffentlech, och an dëser Chamber, hunn also eng Sensibiliséierung hei bei eis, awer och dobausse bewierkt. Déi Sensibiliséierung war noutwendeg, well Dir kënnt Iech erënneren, bal genee virun zéng Joer stoung mäi Virgänger op dëser Tribün an huet eng Reform gemaach, wou en haut gesot huet, dat wär d'Léisung gewiescht.

Dat war d'Léisung net, dat ass en zousätzleche Problem ginn,…

(Interruption)

…och wann ee seet, dass eenzel Elementer vun där Reform mat dem noutwendege Réckbléck an der Rei waren, mä awer de Gros de Pensiounssystem an de Budget ëm ëmgerechent op ee Coup 10% méi belaascht huet an derzou gefouert huet, dass an deene Joren duerno iwwer eng Rei vu Joren d'Reservebildung halbéiert ginn ass. Eng Reform, déi gemaach ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou an der Relatioun zu haut de Pensiounssystem manner gutt dru war wéi haut, an déi Froen, déi sech haut stellen, mat därselwechter Schäerft konnte gesi gi wéi haut.

All déi Chiffere louchen um Dësch, all déi Extrapolatioune louchen um Dësch, an duerfir, mengen ech, ass et vun der Säit vun engem Deputéierten, dee virun zéng Joer d'Situatioun net onbedéngt realistesch ageschat huet, sécher net ubruecht, fir engem jonke Kolleeg, deen eng nuancéiert Positioun anhëlt, e Reproche ze maachen.

Et soll een, mengen ech, méi bescheide sinn, wann ee virun zéng Joer just de Contraire…

(Interruptions et hilarité)

…just de Contraire...

(Interruptions et brouhaha)

Une voix.- Do sidd Dir Weltmeeschter dran, an der Bescheidenheet! Eijeijeijei!

Une autre voix.- Mea culpa, mea culpa, mea culpa!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Majo, da sinn ech a gudder Gesellschaft,…

Une voix.- Voilà!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Da sinn ech a ganz gudder Gesellschaft, well ech mengen, déi ganz Chamber, déi haut zu engem gudden Deel dann e Paradigmewiessel mat begleet, war därselwechter Meenung. Mä ech hu virdrun an engem Zwëscheruff gesot, dat ännert awer näischt dorun, dass de jeeweilege Sozialminister eigentlech de Chef vun deem Ganzen ass an et eigentlech da besser misst wësse wéi all déi aner, déi op de Knäppchen drécken. Dat mengen ech emol esou kënnen ze gesinn.

(Interruption)

Ech sinn also frou, dass de Mëtteg et net zu enger Ausenanersetzung iwwert d'Noutwendegkeet vun der Reform komm ass, mä iwwer Nuancen, déi an der Reform enthale sinn oder net enthale sinn.

An et ass jo e bësse cocasse, wann een d'Evolutioun vun där Reform hei gesäit, dass et eng Reform ass, déi am wahrsten Sinne des Wortes polariséiert, well d'Positioune fanne mer op deene verschiddene Pôlen erëm. Deenen enge geet se ze wäit, deenen anere geet se net wäit genuch. Fir déi eng ass et e massiven Ofbau, fir déi aner ass et eng Reförmchen. Fir déi eng si mer ze pessimistesch, fir déi aner si mer ze optimistesch.

Widdersprëch gëtt et dann och an de Propositiounen. Déi eng, déi sinn eesäiteg fir Cotisatiounserhéijungen oder fir zousätzlech Mëttelen, déi aner Säit ass fir méi e massiven Ofbau vun de Leeschtungen. Dir gesitt also, et ass eng polariséierend Diskussioun.

An d'Propositioune fanne sech och op deene verschiddene Pôlen erëm, a fir de Lien tëschent deene Pôlen ze maachen, dat ass net esou evident. Mä mir hunn dat awer probéiert, well mer aus deene méi exzentresche Propositiounen an Analyse probéiert hunn, eng méi oder manner konsensuell Äntwert ze ginn op déi Problemer, déi sech stellen.

Mir hunn alleguer déi Proposen ofgewien a mir hu probéiert, e gudden Équiliber ze fannen, e gudde Mix, wou jiddweree mat upaakt, well et hat ëmmer jiddwereen Äntwerten, déi dorop erausgaange sinn, dass deen aneren upaakt, awer net deen een, dass déi Generatioun upaakt an net déi aner Generatioun, dass ee bei de Leeschtunge schneit oder dass ee bei de Cotisatiounen eppes mécht. Mä déi Brécken tëschent deene verschiddene Propositiounen, déi hunn net existéiert. Déi hu mir misse bauen. A mir hunn et, mengen ech, fäerdegbruecht, fir déi Brécken ze bauen.

Wann een dann nach weess, dass eenzelner vun eisen Interlocuteuren en Agenda B haten, deen drop erausgelaf ass, fir sech vun dësem System, dee gedroen ass heibannen an der Chamber wäitgehend, an och dobaussen, ewechzekommen zu engem Kapitaliséierungssystem!

Déi Stëmmen, déi dat verlaangt hunn, déi sinn no 2008 méi douce ginn, well se gesinn hunn, dass esou Kapitaliséierungssystemer ganz séier an enger Blos kënne verschwannen. An dat hu mer kënne beobachten an enger Rei vu Länner. Mä deen Agenda B war do! Den öffentleche System schwächen, fir dann ze soen, ah, elo sprangen anerer an d'Plaz, net mat deem gemeinnützegen Hannergrond, mä mam Hannergrond, fir kënne mam Pensiounssystem Geld ze verdéngen. Dat hu mer net gemaach!

An, Här Urbany, ech wëll Iech dat awer emol soen…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dir maacht genau dat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ech wëll Iech awer dat emol soen. Déi Eenzeg, déi an der Diskussioun fir Zousazversécherunge plädéiert hunn, dat sinn net d'Patronen. Dat sinn net d'Patronen! Dat ass vun der Gewerkschaftssäit komm. Ech fannen, dass dat och keng schlecht Iddi ass. Mä maacht dach net esou, wéi wann dat vum Himmel erofgefall wär, well dat eng Grausamkeet vum Kapital wär!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech ka mer net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- D'Salariatsvertrieder hu gefrot, fir eng öffentlech Zousazversécherung ze maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hunn net dovu geschwat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Also, voilà, da maacht net esou, wéi wann dat eng Grujelegkeet wär, déi vun der Politik erfonnt gi wär! Dat ass eppes, wat vun de Kolleege vun de Syndikater proposéiert ginn ass a wat ech och senséiert fannen. Wat ech och senséiert fannen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Gëtt deen dann öffentlech géréiert, deen Zousazsystem?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass jo schliesslech d'Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- …der Madame Rapportrice Merci soe fir déi exzellent Duerstellung…

(Brouhaha général)

Une voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- …fir déi exzellent Duerstellung vun der Problematik, wat mir erlaabt, méi kuerz ze sinn iwwert den eigentlechen Inhalt vun der Reform. Dat huet si ganz kloer erausgestrach. An dat hunn och déi verschidde Riedner ganz exzellent gemaach, well se zum Deel drop higewisen hunn, wat hinnen un där Reform gefält, an och erausgestrach hunn, wat hinnen net esou gutt gefält. Domat hu se den Inhalt vun der Reform gutt charakteriséiert.

De System, an dat ass ganz kloer, charakteriséiert sech duerch exzellent Leeschtungen. Bis zu 100% vum Duerchschnëttsloun iwwert déi gesamt Beruffscarrière bei klenge Revenuen. Niddreg Bäiträg, ass gesot ginn, zënter bal 40 Joer onverännert. Onverännert muss een awer och relativéieren.

A Richtung vun deenen, déi soen, mir misste jo elo nëmme Cotisatiounserhéijunge maachen: Ech wëll Iech soen, dass mer iwwer annerhalleft Jorzéngt - méi souguer - méi héich Bäiträg ageholl hunn, wéi mer der gebraucht hätten, well et e Konsens hei ginn ass tëschent allen dräi Träger vun deem Pensiounssystem. Wann dat

nämlech net de Fall gewiescht wär, wa mer d'Gesetz à la lettre applizéiert hätten, esou wéi dat de Moment an Däitschland diskutéiert gëtt, wann e gewëssenen Iwwerschoss do ass, dass een d'Bäiträg géif senken, dann hätte mer déi Reserven net. Dann hätte mer déi Reserven net! Mä et ass e Konsens do gewiescht, fir zwëschenzäitlech 5% méi Bäiträg opzehiewen, wéi mer der gebraucht hätten.

Ee Moment war d'Prime de répartition pure bei 19%. Haut - wëll ech Iech awer soen - ass se net méi bei 19%, mä ass se no bei 22% oder 21,5%. Dat heescht also, et beweegt sech lues no uewen. An den Delta tëschent de Recetten iwwert d'Bäiträg vun deenen dräi Parteien an den Dépensë gëtt méi kleng. Dass eis Reservebildung nach ëmmer gutt ass, ass op e gudde Rendement vum Fonds de compensation zréckzeféieren, deen och am leschte Joer, a mir wäerten dat deemnächst gesinn, exzellent Resultater gemaach huet.

Déi exzellent Leeschtunge sinn dorop zréckzeféieren, dass mer eng Explosioun vun den Aktiven haten an d'Zuel vun de Pensionéierte relativ lues evoluéiert huet.

Bon, d'Reserven, dee leschte Stand, 12,2 Milliarden, 3,75-mol d'Joresausgaben. Do beneiden eis all déi aner Länner drëm. An doduerch ass jo eise System net nëmme méi en Ëmlageverfahren, mä et ass en Ëmlageverfahre plus. Ëmlageverfahren ass vun der Hand an de Mond eigentlech. An der Gesondheet si mer a méi engem puren Ëmlageverfahren. D'Cotisatioune vun engem Joer gi geholl fir d'Ausgabe vun engem Joer. Hei si mer an engem Ëmlageverfahre plus. Et ass ee Kapitaliséierungspilier, deen net individuell ass, mä fir d'ganz Communautéit vun den Assuréën a vun de Pensionéierte genotzt gëtt.

A wann een dann de Bilan zitt vun deem, wat eise Pensiounssystem ausmécht, wéi e sech am Moment presentéiert, jo, da muss ee soen, et geet him haut net schlecht. An dat ass och dat, wat ech zënter Jore gesot hunn. Mä ech hunn ëmmer en zweete Saz derbäigesot. Ech hunn ëmmer derbäigesot, an dat gëtt ëmmer vergiess, deen zweeten Deel vum Saz, do schalt een normalerweis of: Wa mer gär hätten, dass en a gudder Gesondheet bleift, da musse mer eis drëm këmmeren.

Déi eenzeg Divergenz, déi et tëschent dem Kolleeg Braz a mir gëtt, dat ass net, dass mer e Problem hunn an dass mer mussen dorop reagéieren. Den Här Braz huet ëmmer gesot: „Dir hutt net schnell genuch reagéiert."

Mä ech soen Iech awer, dass déi Method, déi mer gewielt hunn - laang Diskussiounen, laang Informatiounen, laang Sensibiliséierung -, derzou gefouert huet, dass mer e breede Konsens iwwert d'Analys haut hunn an dass et net zu deene grousse Massebewegunge komm ass géint eng Pensiounsreform, mä d'Leit eigentlech, wann ee mat hinne schwätzt, haut soen: „Jo, et muss eppes geschéien." Mat der Nuance: „am léifsten net bei mir an am léifsten net direkt". Mä d'Analys ass haut quasi identesch op alle Säiten, mat eenzelnen Ausnahmen.

A wann een dat gär hätt bei engem Pensiounssystem, dee ganz héich an der Opinion publique opgehaangen ass, da brauch een déi Diskussioun. An déi Joren, déi ee gebraucht huet, fir dat ze preparéieren, fir et duerchzediskutéieren, si keng verluere Joren, well d'Akzeptanz vill méi grouss ass, wéi dat jee hätt kënne sinn.

Mä d'Fro war: Eisem Pensiounssystem, deem geet et jo haut gutt, firwat maache mer dann eng Reform?

Ech hunn ëmmer do, wann ech déi Fro gestallt kritt hunn, mat enger anerer Fro geäntwert. Nämlech: Firwat hu mer dann ee Pensiounssystem, deen esou grousszügeg ass, mat niddrege Bäiträg an dee sech och nach de Luxus konnt erlaben, grouss Reserven unzeleeën? Majo, d'Äntwert ass ganz einfach: duerch e massiven Engagement vum Stat, duerch dat Jobwonner, wat mer erlieft hunn, duerch e luese Wuesstum (veuillez lire: Wuesstum vun der Zuel vun de Pensionéierten) an duerch Bäiträg, déi méi héich ware wéi dat, wat mer gebraucht hunn.

Dat ass d'Ursaach, firwat dass mer haut aneschters dosti wéi anerer. Wann een awer wëllt, dass dat esou bleift… Dat ass d'Ursaach fir déi besonnesch... Just net nëmmen, well mir sechsmol méi dichteg sinn, mä well mer iwwer Jorzéngte vun enger gudder Entwécklung profitéiert hunn. Wann déi fort wär, da wäre mer séier bei deenen aneren.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner Iech eng Fro stellt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Majo, ech wollt awer herno eréischt op den Här Wagner kommen. Da kann den Här Wagner mer herno déi Fro stellen. Ech wollt mäi Räsonnement…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et hätt zwar elo an de Kontext gepasst.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dann… Neen, ech wär frou, wann... Wann ech mech mat Iech auserneesetzen, da kënnt Der Iech och mat mir ausenanersetzen.

Dat ass also d'Ursaach dervun. An et kann een net dervun ausgoen, dass dat op ëmmer an éiweg garantéiert ass. Duerfir muss een esou agéieren, wéi wann dat net de Fall wär. An duerfir, dat ass d'Ursaach, firwat dass mer deen Dossier haut upaken.

Et ass ganz vill vun deene Moossname geschwat ginn, déi am Projet elo geännert ginn. Et ass ganz wéineg driwwer geschwat ginn - dach, et ass gesot ginn: „Domat si mer d'accord an do sti mer hannendrun." -, wat mer ofsécheren. Well dat hei ass net e Rentenofbaugesetz. Et ass e Rentesécherungsgesetz an et ass e systemsécherend Gesetz. Mir sécheren de Solidaritéitsprinzip iwwert d'Ëmlageverfahren of. D'tripartite Finanzéierung séchere mer of. Duerfir hu mer gewarnt virun neie Finanzéierungssystemer.

Ech si ganz gär bereet, iwwer all nei gutt Iddien, wat d'Finanzéierung ugeet, net nëmme Belaaschtung vun der Aarbecht, mä Belaaschtung vun aneren Elementer, ze schwätzen.

Mä bei der Pensiounsreform eng Propositioun ze maachen, fir d'Cotisatioun ze ersetzen, ze ergänzen duerch eng Cotisatioun wéi mer se bei der Fleegeversécherung hunn, wär relativ riskant gewiescht, well déi éischte Kéier, wou mer hätte missen un d'Cotisatioune goen, da wäre mer net un déi tripartite Cotisatioune gaangen, mä mir wären un déi Cotisatioun gaangen, déi just um Assuré läit. Duerfir riskant. Les fausses bonnes idées. Et kann ee sech Gedanke maachen iwwer aner Pisten, mä déi hei wär riskant gewiescht.

An ech si ganz hellhöreg ginn, wéi ech déi positiv Reaktioune vun Eenzelnen héieren hunn, wou ech se eigentlech net erwaart hätt. An dunn hunn ech erëm eng Kéier un den Agenda B geduecht. Och duerfir ass déi dote Pist, och wa se gutt geduecht war, an dësem Moment net am Projet zréckbehale ginn.

D'Entréeskonditiounen ännere sech net mat där Nuance, Choix: méi laang schaffen oder eng Décote a Kaf huelen. Déi kleng Pensioune gi wäitestgehend geschützt iwwert d'Erhéijung vun der Grondrent, wou d'Propositioune vu bausse komm sinn. A mir hunn d'Propositiounen, déi vu bausse komm sinn, gelauschtert an och zum Deel ugeholl. Opgrond vun där gudder Aarbecht an der Kommissioun hu mer d'Grondrent méi gehéicht, wéi et am ursprénglech Projet virgesi war; och d'Ersatzzäiten, d'Studienzäiten onverännert gelooss opgrond vun deene gudden Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten.

Och muss ee soen, an dat ass eng grouss Differenz tëschent anere Länner: Eis Pensioune bleiwe weider indexéiert, sinn och weider… Den Ajustementssystem ass net a Fro gestallt, och wann ech herno drop kommen, dass en, wann et méi enk gëtt, nuancéiert gëtt.

D'Schichtaarbechter bleiwe geschützt. Déi hunn e spezielle Regime. Dat wäerte mer och ofsécheren.

An déi Leit, déi a Pensioun sinn, bleiwen net vun der Reform erspuert. Et ass wéineg haut driwwer diskutéiert ginn, dass den Ajustement 2013 ausfält, an dass, wann et méi enk gëtt, also en Déséquiliber tëschent Recetten an Dépensen gëtt, den Ajustement nach eng Kéier ofgebremst gëtt an dass dann d'Allocation de fin d'année a Fro gestallt gëtt.

Déi Reform - an dat ass en zweete Volet - ass net eesäiteg. Et ass e gudde Mix. Jiddweree muss upaken. Si reagéiert op eng Rei vun Evidenzen. An ech huelen dee Reproche net un, dass mer hei an eng Glaskugel gekuckt hunn. Hei ka kee bestreiden, dass d'Zuel vun de Pensionéierten an deenen nächste Joren extrem staark wäert an d'Luucht goen.

An déi Leit, déi haut hei schaffen, vun deene wësse mer, dass se muer Pensiounsempfänger sinn. Dat si keng, déi am Kaffissaz ronderëmschwammen oder an enger Glaskugel ronderëmdanzen. Dat sinn der, déi mer kennen. Deenen hir Nimm kenne mer, deenen hiren Alter kenne mer. A mir wësse genee, wéini dass deenen hir Pensioune kommen. Also muss een dervun ausgoen, dass déi och musse bezuelt ginn.

Also, déi Reform ass équilibréiert. Déi Aktiv pake mat un duerch déi Pension à la carte. Den Déplafonnement iwwregens - wëll ech just soen -, dat war och eng fausse bonne idée. Den Déplafonnement vun de Cotisatioune wär net gutt gewiescht, well een, deen déplafonnéiert cotiséiert hätt, hätt och déplafonnéiert Leeschtunge kritt. An dat wär e Verloschtgeschäft fir d'Pensiounskeese ginn. Déi Pensionéiert pake mat un, hunn ech Iech gesot.

Da komme mer op d'Wuesstumsperspektiven. Do gëtt dann déi ganzen Zäit esou gemaach, wéi wann déi Wuesstumsperspektive vun 3% oder 1,5% farfelu wären. Wann elo déi ganz Pensiounsreform, dee ganze Mechanismus géif gravitéiere ronderëm déi 3% oder 1,5% an eppes nëmme géif ausgeléist ginn, wann deen oder dee Wuesstum erreecht gëtt, da géif ech dat akzeptéieren. Mä déi Moossnamekoppelung u Liewenserwaardung a Liewensaarbechtszäit, déi wierkt direkt. Déi gëtt zwar progressiv opgebaut.

Ech wëll Iech iwwregens soen, dass dat, wat mir maachen, op 40 Joer verdeelt dräi Joer, net méi schaarf ass wéi dat, wat d'ADR proposéiert. Hiert ee Joer géif méi séier wierken. An ee Mount d'Joer, dat heescht direkt ee Mount d'Joer, dat géif also méi schnell wierken. Bei eis verdeele sech déi dräi Joer op 40 Joer. An do kritt een och Evidenzen iwwert déi 40 Joer.

Ech wollt awer soen, dass et falsch ass, alles festzemaachen un deem Wuesstum, deen iwwregens net aus der Loft gegraff ass. Dee Wuesstum hu mer iwwert déi lescht 40 Joer méi wéi erreecht. An deene leschte 40, 30, 20, zéng Joer war de Wuesstum ëmmer méi grouss wéi déi 3%, an den Emploi ass méi wéi ëm déi 1,5% gewuess.

Iwwregens, an dësem Joer, Krisejoer, wivill mengt Der, dass den Emploi nach gewuess ass? Net 0%, net 0,5%, net 1,5%, mä 2%! Mëtten am Krisejoer! Mä dat nëmmen niewebäi zu der Wuesstumsperspektiv. D'Wuesstumsperspektiv ass eng Schätzung, déi een zu engem gewëssene Moment gemaach huet. Wierksam gëtt de Projet awer net duerch Erreechen oder Neterreeche vun de Wuesstumsperspektiven, mä déi méi incisif Moossname ginn ausgeléist doduerch, dass den Déséquiliber kënnt tëschent Recetten an Dépensen.

Wann et méi lues an der Wirtschaft geet, kënnt deen Déséquiliber éischter a wierken déi Moossnamen éischter. Geet et besser, da wierken déi Moossname méi lues. Dat heescht, et ass eng Flexibilitéit am Mechanismus dran, deen net festgezurrt ass un deenen 3% oder 1,5%, mä um Équiliber oder Déséquiliber vum Regime.

Dat gëtt nach ëmmer net esou erkannt, mä dat ass awer esou. Dat ass esou. Déi éischte Kéier, wa mer elo während fënnef Joer op null oder Minuswuesstum oder Minuswuesstum beim Emploi wären, da wierkt dat doten extrem séier. Wa mer eis erkréien, wat jiddwereen hofft, mä awer kee weess, da geet et méi lues. Also, ganz staark nuancéiert.

Här President, wivill Minutte gitt Der mer nach?

M. le Président.- Jo, Dir sidd scho längstens…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mä et ass eng vun deene wichtegsten…

M. le Président.- Ech si ganz fein haut mat Iech. Da fuert nach e bësselche virun!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. le Président.- Andeem Der awer de Schluss virun Aen hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En huet zéng Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo. Also, wann ech nach fënnef Minutten hunn, da ginn ech…

Une voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Ech mengen esou… Kuckt, datt Der dat nach e bësselche méi kuerz maacht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, de Projet däerf een och net eleng isoléiert gesinn. D'Madame Rapporteur huet dat gesot. Et ass een Deel vun engem Ensembel. De Reklassement kënnt. Den Aarbechtsminister an ech selwer sinn eis dee leschte Freideg iwwert d'Texter eens ginn. An dat gëtt ëm de Joreswiessel deponéiert.

De Projet - an dat sinn eng Rei vu Verbesserungen, déi d'Kolleege gewisen hunn - brëngt eng verbessert Kombinatioun vu Schaffen a Pensioun. Déi Kombinatioun, wann een no der Pensioun schaffe geet, gëtt däitlech verbessert.

De Projet brëngt Verbesserungen a Saache Weiderversécherung. Net d'Regel, mä awer eng Iwwerbréckung duerch déi 100-Euro-Regel, wat mer ganz kloer wäerte mat enger intensiver Campagne verbannen, fir jiddwereen ze encouragéieren, sech an all Liewenslage weider ze verséchere fir d'Pensioun. Et hält ee jo och net iergendwann am Liewen op, d'Feierversécherung ze bezuelen, nëmme well een eppes aneschters am Liewe mécht. Et soll een och bei der Pensioun an alle Liewenslage fir seng Pensioun weider cotiséieren. A mir sinn amgaangen, déi Campagne ze preparéieren.

De Pacte de l'âge ass amgaangen, gutt fortzeschreiden. D'Diskussioun iwwer alternativ Finanzéierungsmodeller wäerte mer féieren. Mir wäerten net ophale mat där Diskussioun, wann déi Reform hei gestëmmt ass.

Ech wollt just ganz kuerz nach op déi puer Reprochen agoen, déi eis gemaach gi sinn.

Beim Här Wagner, mengen ech, hunn ech bal alles gesot. Ech hunn dat éischter als eng lëschteg Alag gesinn, wéi e gesot huet, dass déi lescht Rentereform eng Léisung gewiescht wär. Den Här Wagner huet och vergiess…

(Interruption)

Den Här Wagner huet och vergiess gehat, wat am Ofkommes vum Rentendësch festgeschriwwe war, wéini dass een déi Moossname misst erëm a Fro stellen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Do ass festgehalen, dass een déi Moossnamen a Fro misst stellen, wann d'Reserven ënner annerhallefmol d'Joresausgabe gesonke wären. Dat heescht also…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Risquerait!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat heescht also an zéng, 15 oder 20 Joer. Et soll ee sech awer vläicht heiansdo drun erënneren, wat een…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner Iech elo déi Fro stellt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, selbstverständlech.

M. le Président.- Här Wagner, da stellt Är Fro!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Minister, Dir misst awer trotzdeem elo da bei der ganzer Wourecht bleiwen. Ech wollt iwwregens d'Zitatioun vum Rentendësch bréngen, mä Dir wësst jo awer, ech hat leider net genuch Zäit. Mä am Rentendësch steet ganz genau: «risquerait de tomber en dessous de 1,5%». Mir si scho laang elo an där Situatioun, wou mer riskéieren, drënner ze falen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ah voilà. Mir si bei Reservë vu véiermol d'Joresausgaben…

M. le Président.- Här Minister, loosst awer vläicht den Här Wagner emol seng Fro stellen, an dann äntwert Der!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, selbstverständlech.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dir hutt jo awer virdru selwer gesot, Dir wiert frou a glécklech driwwer, dass hei jiddwereen d'Noutwendegkeet agesinn hätt, fir dass mer géife Korrekture virhuelen. Also widderschwätzt Iech net selwer!

Ech wollt awer d'éinescht eng aner Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Do kommen ech un Iech ni erun, Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech wollt Iech d'Fro stellen d'éinescht, wéi Der gesot hutt, firwat dass déi Reserven do wären. Mä hätt Der net éiere vergiess awer, fir ze soen, dass déi Kontributioun vum Stat op historesch Faiten zréckzeféieren ass vun den 80er Joren, deemools, wéi de massiven Agréff an d'Keese vun de Rente gemaach ginn ass?

Deemools eréischt ass de Stat mat där Regelung komm vun dräimol 8%. Deemools sinn d'Keesen nämlech vun de Rente geplëmmt ginn. An Dir wësst, dass dat am Intérêt vum Land war, fir deemools déi ganz Problematiken, déi mer haten, fir d'ARBED ze sanéieren.

Dofir, meng Fro ass dann un Iech, Här Minister: Dir hutt dat jo awer net vergiess?

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen! Mä ech sinn awer mat där Interpretatioun vum Här Wagner absolut net d'accord. An den 80er Joren, mat villen Diskussiounen, ass deen neie System opgebaut ginn. An dee System ass zolidd ginn. Och wann een dat haut, jee nodeem, op wat fir enger Säit een do war, vill méi nuancéiert gesäit wéi deemools. Mä deemools hate mer Scholdschäiner, déi net vill wäert waren. An haut hu mer Reserven, déi do sinn. Déi do sinn! An ech fannen dat och eng ganz gutt Saach.

Här President, ech wär dem Här Wagner och ganz dankbar gewiescht, nodeems mir eis Iddië

virun zwee Joer schonn op den Dësch geluecht hunn, dass en e bësse méi explizit an de Propositioune vu senger Partei gewiescht wär. Dat Eenzegt, wat mer wierklech opgefall ass, wat d'Divergenz ass, dat ass, dass d'DP direkt ersatzlos den Ajustement géif ofschafen. Direkt ersatzlos. An och direkt ersatzlos, trotz deem, wat se um Rentendësch ënnerschriwwen huet, ersatzlos direkt ab 1. Januar: d'Allocation de fin d'année ze sträichen.

Dat sinn déi zwou Haaptdifferenzen, déi ech gesinn. Wann ech gesinn, mat wat allem dass se d'accord ass, bon, da kann déi Rentereform net esou schlecht sinn. An ech wëll soen,…

(Interruption)

…ech war explizit net d'accord, dass een dat doten esou soll maachen, mä dass een eng Evidenz soll schafen iwwert d'Situatioun vun de Keesen.

Här President…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech kommen…

M. le Président.- Dir sidd iwwer siwe Minutten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zum Schluss, Här President. An ech soen lech och villmools Merci fir déi Toleranz bei awer engem vun deene wichtegste Projeten an dëser Legislaturperiod.

Ech wëll weider net op d'Iwwerleeunge vum Här Urbany agoen. Deen Negationismus an dee Reproche, deen en eis mécht,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass och besser, Dir gitt net drop an! Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …mir géifen an d'Glaskugel kucken, dee wëschen ech ewech, well déi Leit, déi wierklech op de Rentesystem kommen, hunn ech lech gesot, déi sinn haut schonn do.

M. le Président.- Här Minister, den Här Urbany stellt lech nach eng Kéier gär eng Fro. Här Urbany, da stellt Är Fro!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här Minister, Dir moosst lech un, fir d'Renten all Joren ze kierze während 40 Joer. Ech froe mech: Wou kënnt Dir wëssen, wat a 40 Joer ass? Huet déi Chamber, déi dann do ass, net méi e Recht, vläicht ze soen: „Amplaz dass mer elo d'Rente kierzen, et geet eiser Wirtschaft gutt, erhéije mer zum Beispill d'Recetten."? Dir hutt en Automatismus agefouert, deen ass absolut eesäiteg. Elo huelt emol wann ech gelift dozou Stellung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Firwat hutt Der en Automatismus, fir…? Ee Moment! Ech sinn nach net fäerdeg.

M. le Président.- Da loosst den Här Urbany seng Fro fäerdeg stellen! Här Urbany, da stellt Är Fro!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Firwat hutt Der en Automatismus exklusiv bei den Dépensen, dat heescht bei de Rente vun de Leit agefouert, a keen Automatismus bei de Recetten? Wann ech gelift äntwert mer dorop!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, emol fir d'Éischt: Deen eenzegen Automatismus, deen dran ass - emol nach net Automatismus -, dat ass dee vun der Berücksichtegung vun der Evolutioun vun der Liewenszäit mat der Evolutioun vun der Liewensaarbechtszäit.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass net wouer!

M. le Président.- Neen, Här Urbany, loosst elo den Här Minister schwätzen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Déi aner Elementer…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn lech se dach opgezielt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- An ech mengen, Dir kennt de Parlamentarismus gutt genuch, dass eng Chamber jiddwer Zäit d'Gesetzer kann änneren. Do ass och net den Automatismus dra virgesinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Maja! Maja! Firwat maacht Der dann elo schonn d'Dispositiounen dran? A 40 Joer!

M. le Président.- Här Urbany, da loosst elo de Minister schwätzen!

Une voix.- Allez! Allez!

(Hilarité)

Une autre voix.- Oioioi.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da loosst déi Chamberen och décidéieren! Dir décidéiert elo schonn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, ech wollt soen, dass d'Chamber selbstverständlech ëmmer souverän bleift an och souverän kann décidéieren, wéini dass se Cotisatiounserhéijunge mécht a wéini an awéiwäit dass se den Ajustement ofbremst. An deem Sënn ass et also net en Automatismus, wéi den Här Urbany en duerstellt.

Motion 1

Zum Schluss wollt ech zu der Motioun vun dem Här Gibéryen soen, dass dat eng legitim Fuerderung ass, mä dass déi Donnéeën disponibel sinn. D'IGSS verfügt doriwwer, a mir wäerten…

(Interruption)

…déi Donnéeën an der…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do muss ech lech awer soen, elo sinn ech awer wierklech iwwerrascht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Well ech hunn eng Question parlementaire vum Här Henckes gelies, déi ass beäntwert ginn, datt d'Donnéeën net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, de Gros vun deenen Donnéeë fannt Der op Säit 49.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat huet dann deemools…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …Säit 49 am Gesetzesprojet erëm…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, ech wëll lech just…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …Berechnunge sinn…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da sot mer emol, wéi et méiglech ass, datt…

M. le Président.- Hei, net alleguerten duerjerneen. Här Bausch, stellt elo Är Fro fäerdeg, an dann äntwert de Minister.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …op engem Deputéierte seng Fro hin, déi précisément dat do freet, d'Regierung äntwert, datt et déi Donnéeën net gëtt. An Dir sot, datt et se gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, ech kann lech just soen, wat ech am Projet de loi gelies hunn. Dir kënnt dat noliesen op der Säit 49. A mir si bereet, fir déi doten Donnéeë jidderzäit an der Kommissioun op den Dësch ze leeën. Wa se net komplett genuch sinn, da wäerte mer se komplettéieren.

An duerfir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun „considérant l'absence d'informations" mat all deem Dénge superfétatoire ass a mir déi Donnéeën op den Dësch wäerte leeën.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Den Här Gibéryen zu der Motioun - huelen ech un.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech, Här President. Ech si frou, dat dote vum Här Minister ze héieren. Mä déi Question parlementaire, déi mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes gestallt huet…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech hunn déi net beäntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Minister vun der Fonction publique, deen ass jo awer zoustänneg fir deen Dossier, deen huet souguer geäntwert, et wier net méiglech, dat ze berechnen.

(Interruption)

A mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch…

(Hilarité)

Mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch eng Kommissiounssitzung, wou d'Madame Minister präsent war, an déi huet nach eng Kéier confirméiert, et wier net méiglech, fir dat ze rechnen.

An do hu mer gesot,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, Här Här Gibéryen! Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …dat kann dach net…

M. le Président.- Här Minister, da loosst den Här Gibéryen elo emol ausschwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kann dach net sinn, dat kann dach net sinn, datt dat net méiglech ass, fir esou eppes ze rechnen, well et läit jo awer alles fest!

Duerfir géif ech mengen, Här Minister, wann Dir d'accord sidd, datt dat berechebar ass, an Dir sot, et wier scho souguer zum Deel do,…

(Hilarité)

…dann ass et jo awer kee Problem, fir déi Motioun hei unzehuelen. Da si mer sécher, datt mer et kréien.

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mir brauchen déi Motioun net unzehuelen, fir dass Der et kritt. All dat, wat mir hunn, leeë mir bei där nächster Geleeënheet, wou mer hunn - wann Der et wëllt, an deenen nächsten Deeg -, an der Kommissioun nidder. A mir ginn dat selbstverständlech och un d'Commission de la Fonction publique. Wa mer dann der Meenung sinn, dass dat net komplett ass…

Une voix.- Neen, neen, neen, gitt dem Här Minister et!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Wa mer dann der Meenung sinn, dass dat net komplett genuch ass, da liwwere mer no, an da maache mer dat zesumme mat der Fonction…

(Interruption)

…mat der Fonction publique. D'IGSS misst jo wëssen, iwwer wat fir eng Donnéeën dass se verfügt.

A kuckt op der Säit 49 am Projet, do fannt Der eng Rei vun Elementer!

M. le Président.- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,…

M. le Président.- Dir misst awer bal zum Schluss elo kommen. Ech mengen, de Minister…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech wollt scho laang ophalen.

M. le Président.- …huet eng Äntwert ginn.

(Hilarité et interruption)

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Di Bartolomeo ass ëmmer frou, wann en nach e bëssen ënnerbrach gëtt zum Schluss.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Besonnesch vun lech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, voilà. Ech géif mengen, Här President, mir gesi jo, wou dat heiten histeiert, datt déi Motioun net wäert ugeholl ginn. Ech géif da muer - oder de Kolleeg Henckes - déi Question parlementaire, déi mer dem Minister vun der Fonction publique gestallt hunn, dann nach eng Kéier un de Minister vun der Sécurité sociale stellen, am Fall, wou déi Motioun hei net ugeholl gëtt. An da sinn ech iwwerzeegt, datt mer bannent 14 Deeg alles um Dësch leien hunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, ech mengen, dass Dir mir net déi Question parlementaire braucht ze stellen. Ech hënneren lech awer net dodrun.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sécher ass sécher.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mir wäerten derfir suergen, dass d'Kommissiounen, d'Regierungsmemberen, d'Deputéierten déi Donnéeë kréien, déi mer hunn.

An deem Sënn, Här President, soen ech der Chamber en häerzleche Merci fir déi gutt an intensiv Aarbechten. An zum Projet wollt ech ofschléissend just soen, dass et dat ass, wat mer elo brauchen, an dass et e Projet ass, dee richtungsweisend ass, vläicht net fir déi nächst 500 Joer, mä awer eise Rentesystem vill méi sécher…

(Brouhaha général)

…fir déi nächst…

(Interruption)

…mécht.

Villmools Merci.

Une voix.- Fënnef bis zéng Joer.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6387 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6387 ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Ont voté non: M. Robert Weber;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Roland Schreiner.

Ech ginn net dovun aus, datt ee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer nach déi Motioun vum Här Gibéryen. Do hunn ech d'Impressioun, datt de Vote électronique verlaangt gëtt.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Och hei ass de Vote ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee- géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Robert Weber;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

SÉANCE 11

JEUDI,
6 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat)
- *Déclaration: M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *M. Jacques-Yves Henckes (parole après ministre), M. Luc Frieden*

2. 6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes
- *Exposé: Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur
- *Exposé: Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir héieren elo eng Deklaratioun vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert d'Décisioune vun der Eurozon an iwwer Griichenland, mat uschléissender Debatt. D'Riedezäit vun der Debatt ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo fir dës Debatt ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch an Henckes.

Ech ginn elo dem Här Finanzminister d'Wuert fir seng Deklaratioun.

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi mer dat regelméisseg zënter dem Ufank vun där laanger Kris an der Eurozon gemaach hunn, wollt ech de Mëtten d'Chamber iwwert déi Décisiounen informéieren, déi d'Finanzministere vun der Eurozon - déi 17 Finanzministeren - eestëmmeg no laange Sitzungen Enn November geholl hunn am Kontext vun dem Hëllefsprogramm fir Griichenland. Mir maachen dat meeschtens an der Finanzkommissioun, heiansdo am Plenum, an ech mengen, datt dat och e Sujet ass, deen eis och an der Zukunft wäert nach weider beschäftegen.

D'Finanzministere vun der Eurozon hu sech an dräi laange Sitzungen Enn November mat der Suite vum Griichenland-Progamm beschäftegt, well et, wann ech dat ka résuméieren, zwee nei Elementer ginn ass, déi ausschlaggebend waren, wéi mer géife mat Griichenland virufueren; een negativt an ee positivt.

Dat negativt war, datt sech d'wirtschaftlech Situatioun a Griichenland an domadder och d'Situatioun vun de Statsfinanze verschlechtert huet. D'Situatioun generell an der Eurozon - ekonomesch - ass net gutt. An a Griichenland war se besonnesch schlecht. Duerfir huet Griichenland et och net fäerdegbruecht, déi Ziler, déi am Ufank gesat gi waren, an deene gesatenen Délaien ze erreechen.

Op där positiver Säit, wann ech dat esou kann nennen, muss ee feststellen, datt zënter dem Ufank vun deem Hëllefsprogramm, deen Europa an d'Weltgemeinschaft Griichenland ginn hunn, eng ganz grouss Zuel vu Reformen duerch d'griichescht Parlament gaange sinn: d'Pensiounsreform, Privatisatiounen, d'Opmaache vu verschiddene Beruffer, déi virdrun iwwerreglementéiert waren, Reduktioun vum Statsapparat an esou weider an esou fort.

Mir begréissen déi Reformen, soen awer zugläich, datt et net duergeet, datt e Gesetz gestëmmt gëtt, mä datt mer et och äusserst wichteg fannen, fir d'Ëmsetzung vun deene Gesetzer a Griichenland ze suivéieren, wëssend datt d'griichesch Verwaltung eng ass, déi eng Rei Schwaachstellen huet. Duerfir ass et wichteg, datt déi, déi Suen u Griichenland geléint hunn, dorënner och mir, genee kucken, wéi déi Reformen ëmgesat ginn.

Mä et muss ee feststellen: Griichenland huet souwuel säin Defizit reduzéiert wéi och eng ganz Rei strukturell Reforme gemaach. An et si grad déi Strukturreformen, déi wichteg sinn, fir datt Griichenland enges Daags erëm kann op eegene Féiss stoen an datt seng Ekonomie erëm un d'Dréine kënnt.

Déi Problemer awer vun der wirtschaftlecher Situatioun, de Fait, datt déi Strukturreformen natierlech nach net hir Friichten droen, hunn zu zwee gréissere Problemer gefouert: Engersäits, wéi kann een deen Defizitproblem, dee besteet, bis 2014 op e räsonabelen Niveau bréngen? Et ass also e Finanzéierungsproblem am aktuelle Programm. An zweetens ass et e Problem: Wéi kann een d'Schold vu Griichenland bis d'Joer 2020 op e soutenabelen Niveau bréngen? Wat deen Niveau genee ass, doriwwer kann ee laang streiden, mä et ass allgemeng ugesi ginn, datt Griichenland misst als Zil hunn, bis 2020 op ongeféier 120% vum Bruttoinlandsprodukt hinzekommen.

An der aktueller Konstellatioun war dat net méiglech, souwuel net, de Finanzéierungsbedarf bis 2014 ze erfëllen, wéi och anerersäits et fäerdegzebréngen, datt d'Schold géif op e räsonabelen Niveau kommen. Duerfir hu mer Weeër gesicht, fir dat ze erreechen. Dat war net einfach an dat bleift och net einfach. An et gëtt och kee Rezept, wat honnertprozenteg sécher zu deenen Ziler féiert. Mä mir hu véier Weeër fonnt, wéi ee kéint engersäits déi zwee Joer méi Finanzéierung ginn - dat kascht ongeféier 14 Milliarden - an anerersäits d'Schold op en Niveau, dee soutenabel ass, bréngen. An dat wären ongeféier 120%, 125% am Joer 2020.

Déi véier Weeër, déi ech net am Detail hei wëll beschreiwen, sinn an de groussen Zich dat heiten:

Mir hunn éischtens gesot, mir sinn d'accord, datt déi Zënsen, déi d'Griichen op deene Prête bezuelen, déi se gemaach kritt hunn, souwuel bilateral wéi och duerch den europäesche Rettungsschierm, datt déi Zënse géifen erofgoen, datt mer déi géifen erofsetzen.

Dat Zweet, dat ass, datt mer d'accord sinn, datt deene Kreditter, déi Griichenland kritt huet, hir Durée, hir Lafzäit ëm 15 Joer géif verlängert ginn, esou datt se dat eréischt definitiv mussen am Joer 2041 zréckbezuelen.

Dat Drëtt, dat ass, datt mer der griichescher Regierung Moyenen zur Verfügung stellen, fir hir Schold, déi se selwer émettéiert huet, zréckzekafen. Déi Schold ass fir de Moment net vill wäert. Wa se déi kënnen zréckkafen, da reduzéiere se hir Scholdelaascht an huelen doduerch Suen, déi mer hinnen zur Verfügung stellen.

A véiertens ware mer der Meenung, datt d'Zentralbanken, déi Statsobligatioune vu Griichenland um Sekundarmarché kaaft hunn, déi Gewënner, déi se dorobber gemaach hunn, sollen u Griichenland zréckginn.

Déi véier Moyenen - Zënsen erof, d'Durée vun de Kreditter, Scholderéckkaf a Verzicht op d'Gewënner, déi d'Zentralbanken an der Griichenland-Operatioun maachen - hëllefen eis, déi Suen ze fannen, fir den Niveau vun der Schold op en Niveau ze bréngen, deen am Joer 2020 op 124% vum PIB ass. Ganz héich, vill ze héich, mä dat gëtt allgemeng ugesinn als en Niveau, wou Griichenland vläicht eng Chance huet, erëm Accès zu de Finanzmäert ze kréien.

Den Detail vun deene Berechnungen, deen an enger mëndlecher Ried onméiglech hei ze maachen ass, deen awer bekannt ass an deen och déi, déi dat interesséiert, am Detail kënnen nokucken, wollt ech Iech, Här President, hei fir d'Distributioun un d'Deputéiert iwwerreechen.

(M. Luc Frieden dépose un document.)

Wat heescht dat dote fir Lëtzebuerg? Fir Lëtzebuerg heescht dat - déi Moossnam, fir d'Zënsen ze reduzéieren - eng Mindereinnahm op deene Prêten, déi fir de Moment gi sinn. Et muss ee wëssen, datt jo nëmmen an der éischter Etapp déi eenzel Länner, dorënner och mir, bilateral Prêten u Griichenland gemaach hunn. Mir hu Griichenland 139 Milliounen Euro geléint gehat. Op deene Prêten hu mer bis haut aacht Milliounen Euro Zënse kritt. An an Zukunft kréie mer also manner Zënsen. Mir kréien ongeféier 1,4 Milliounen Euro pro Joer manner an der Zukunft, wéi mer bis elo kritt hunn. Et ass also keng Budgetsdépense, mä mir kréien eng Einnahm, déi manner héich ass, wéi mer se bis elo kritt hunn.

D'Durée vun de Kreditter impactéiert eis net direkt, well dat si Kreditter, déi virun allem vum EFSF kommen. Am Kontext vun deem Verzicht op d'Gewënner vun deenen Obligatiounen, déi um Sekundarmarché kaaft gi sinn - dat ass dee sougenanntenen SMP-Programm, „Securities Markets Programme" -, do huet Lëtzebuerg en fait Gewënner gemaach iwwert de Wee vun der Zentralbank vu 25 Milliounen Euro. Déi 25 Milliounen Euro gi mer Griichenland zréck iwwert d'Period 2013 bis 2038, net linéaire: 2013, d'nächst Joer, musse mer sechs Milliounen zréckginn.

Déi meescht Länner wéckelen dat iwwert d'Zentralbank of, net iwwert de Statsbudget. A mir wäerte Gespréicher mat eiser Zentralbank féieren, fir dat och iwwert dee Wee ofzewéckelen. Mä déi Gespréicher hunn nach net stattfonnt, well déi Décisioun hei eréischt vun Enn November ass. Mä den Impakt ass also: 25 Millioune Remboursement vu Gewënner, déi Lëtzebuerg gemaach huet op deem Sekundarmarché. An dat muss bis 2038, also eng relativ laang Zäit, u Griichenland bezuelt ginn.

Firwat maache mer dee ganze Pak do, och, wann ech dat iwwer Lëtzebuerg eraus kucken? Ech wëll vläicht dee Gesamtpak och nach eng Kéier beschreiwen, datt een dat ganz matkritt. Ech hunn Iech gesot, wéi mer zum Zil kommen, mä wëll och de Gesamtpak nach eng Kéier beschreiwen.

Griichenland krut an enger éischter Phas vun alle Länner ronn 53 Milliarden Euro. An am zweete Programm krute se 164 Milliarden Euro: dovunner 144 Milliarden vun der Europäescher Unioun, vun der Eurozon iwwert den EFSF a ronn 20 Milliarde vum Internationale Währungsfong. Europa huet also Griichenland, wann ech deen éischten an deen zweete Programm zesummenhuelen, ronn 200 Milliarde geléint. An et kommen eng 20 Milliarde vum Internationale Währungsfong derbäi.

An da soen ech: Firwat maache mer dat? An ech mengen, dat ass och déi reell Fro, déi mer politesch mussen ëmmer erëm am Kapp behalen. Mir maachen et aus dräi Grënn:

Deen éischte Grond ass d'Solidaritéit. Griichenland geet et schlecht. Mir kënnen net nokucken, wann e Land ënnergeet.

En zweete Grond ass awer, datt d'Solidaritéit eleng net vill hëlleft, wann een net en Zil huet. An d'Zil ass, datt Griichenland muss erëm kënnen eegestänneg ginn, souverän ginn a senger Finanzpolitik, an datt se déi Reformen esou maachen an déi Suen esou gebrauchen, datt se hir Schold erofkréien an dann erëm eng Kéier Accès un d'Finanzmarchéë kréien, fir wéi all anert Land Suen op de Finanzmäert léinen ze goen an net méi Sue vun deenen anere Länner musse geléint ze kréien.

An déi drëtt Ursaach ass d'Stabilitéit vun der Eurozon. Déi, déi mengen, datt et just Sue wären, déi mer engem anere géife ginn, an domadder hätt et sech, déi ënnerschätze ganz sécher d'Fro vum psychologeschen a vum ekonomeschen Ustiechungsfacteur, deen d'Faillite vun engem Land an der Eurozon huet.

Déi Ustiechungsgefor ass haut méi kleng, wéi se am Ufank war. Am Ufank war se ganz grouss, well mer keen europäesche Rettungsschierm haten, deen ee konnt zwëscheschalten. A wann also Griichenland faillite gaange wär, wäre vill Banken an anere Länner faillite gaangen oder hätte Schwieregkeete kritt an et hätt e Schnéiballeffekt ginn, och un d'Statsschold vun anere Länner, wou d'Leit sech gesot hätten: „Ma da geschitt dat dote jo och nach an anere Länner."

Dee Risiko ass haut méi kleng, well mer den europäesche Rettungsschierm ESM an d'Wee geleet hunn, well mer dertëschent en EFSF, den Europäesche Finanzstabilitéitsmechanismus, op d'Been gesat hunn. Mä ëmmerhi bleift e gewëssene Risiko, op d'mannst an de Käpp vun de Finanzmäert, bestoen.

Dat, wat mer d'lescht Woch décidéiert hunn, souwéi dat, wat mer virdrun décidéiert hunn, ass bei Wäitem net perfekt. Et ass mat ganz villen Onsécherheete befaasst. Et gëtt net eng Léisung, déi vun haut op muer de Problem vun der Eurozon léist.

Mä mir hunn och d'Alternative gekuckt a mir sinn der Meenung, datt d'Alternativen och ganz vill Sue géife kaschten an datt déi Alternativen, déi ee Moment an der Diskussioun waren, op d'mannst an der medialer an zum Deel an der politescher Diskussioun viru Méint - fir ze soen, ee Land ausschléissen an da kucken, wat geschitt -, datt dat elo kee Sënn méi mécht, well mer elo esou vill Sue ginn hunn, Suen, déi verbonne si mat Konditiounen, well Griichenland esou vill Strukturreformen ënnerwee huet, datt elo sérieusement kee méi an der Eurozon vun de Finanzministeren déi theoretesch Hypothees envisagéiert, fir dat Land oder och en anert auszeschléissen.

Mä ech soen nach eng Kéier: Et ass e Prozess, dee mam Wëssensstand vun haut dee beschtméiglechen ass, dee mer konnte fannen, dee verbonnen ass mat villen Onsécherheeten a wou een net genee weess, wat an deenen nächsten aacht, zéng Joer geschitt. An duerfir wäert déi Debatt och hei ëmmer erëmkommen. Mir hunn en Intérêt drun, e stabilen Euro ze hunn. Dat hei ass e Bäitrag dozou. An ech mengen, datt et e Bäitrag ass, deen ee kann och als Lëtzebuerg positiv begleeden. Mä et dierf een, wéi gesot, net driwwer ewechtäuschen, datt d'Problemer riseg sinn an datt se och nach wäerte bleiwen, och bei der griichescher Statsschold a bei der Statsschold vu villen Eurozon-Länner.

Ech begréissen och duerfir ausdrécklech, datt den Internationale Währungsfong an dëser Operatioun als Partner derbäi ass. Et ass e konstruktiven an heiansdo schwierege Partner; mä schwiereg am Sënn, datt en eis op d'Schwieregkeete vu baussen hier drop hiweist. An ech mengen, de Fait, datt un der Spëtzt vum Internationale Währungsfong eng ganz kompetent fréier europäesch Finanzministerin, d'Madame Lagarde, steet, dobäi hëlleft, e gutt Verständnis vun der Eurozon ze hunn an zugläich de Bléck vun deenen anere Groussaktionäre vum Internationale Währungsfong mat eranzebréngen. Si ginn 20 Milliarden an deem Hëllefsprogramm. Si bréngen awer och Know-how an d'Inklusioun vun Amerika, vu China, well och si hunn en Intérêt drun, datt Europa stabil bleift.

D'Eurozon steet haut vläicht e Millimeter besser do wéi virun engem, zwee Joer. Mir hunn den Euro nach ëmmer. Virun zwee Joer, wann een op Bréissel komm ass, huet all Journalist gefrot: „Iwwerlieft den Euro?" Déi Fro gëtt haut manner gestallt. Den Euro ass méi wéi eng Währung. An duerfir, mengen ech, ass et och gutt, datt mer eis fir deen Euro asetzen.

Mä Fakt ass och, datt et ville Länner an der Eurozon schlecht geet. Mir hunn der elo dräi formell ënner engem Programm, nämlech Irland, Portugal a Griichenland. Mir hunn der

zwee ënner enger Aart Programm, nämlech Spuenien am Kontext vun der Bankerekapitalisatioun, wat och eng ganz Rei Milliarden aus dem EFSF an dem ESM wäert kaschten. A mir hunn Zypern, wat eng urgent Demande gemaach huet, fir Hëllef ze kréien, déi mer an deenen nächste Woche wäerten intensiv studéieren.

Dat si fënnef Länner, déi fir de Moment soit schonn Hëllef hunn, soit Hëllef brauchen. Wann ee weess, datt mer nëmmen zu 17 sinn, da gesäit een, datt dat do eng grouss Zuel ass. An eng Rei aner Finanzministere soen an dem Eurogroup, datt se grouss Schwieregkeete mat hirem Defizit hunn an alles musse maachen, fir deen Defizit an hir Schold ze reduzéieren, well et à la longue soss a Situatioune féiert, wéi an deene Länner, déi ënner Programm sinn.

Mir mengen net, datt et eng valabel Alternativ zum Euro gëtt. Grad e Land wéi eist, wat eng oppen Ekonomie huet, wat alles, wat et produzéiert, exportéiert oder bal, a bal alles, wat mer consomméieren, importéiert, mir mengen, datt mer en Intérêt hunn, eng Währung ze hunn, déi stabil ass a wou Wiesselcoursschwankungen, wou Dévaluatiounen am Bannemaart vun der Europäescher Unioun kënne vermidde ginn. An duerfir, mengen ech, musse mer op dëse Projeten als konstruktive Partner matmaachen.

Net naiv, ëmmer erëm kucken, datt déi Konditiounen, déi mer setzen, och ëmgesat ginn: Eng kloer Iwwerwaachung vun deenen Ëmsetzungen, dorobber poche mer! Sue millimetergenau suivéieren, déi mer léinen, an der fester Hoffnung, datt mer déi Ziler vu Stabilitéit vun der Eurozon a vun Eegestännegkeet vu Griichenland à la longue erëmkréien!

Duerfir musse mer och an Europa eis nach eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer kënnen den Eurogroup stäerken a sengem Décisiounsprozess, well ganz oft daueren déi Prozesser ze laang. Den Entscheedungsmechanismus ass ze laang, well mer einfach ofhängeg si vun der Demande, déi aus engem Land kënnt, vun den Négociatioune vun deem Land an anerersäits vun den nationale Prozeduren.

Et gëtt hei an engem Europa, wat komplizéiert ass, net e Schema, wat ee kann a fënnef Minutten ëmsetzen, mä mir mussen eis kontinuéierlech Gedanke maachen, och am Kader vun der Weiderentwécklung vun Europa, wéi mer kënnen den europäeschen Entscheedungsmechanismus méi schnell a méi effikass maachen am Intérêt vun eis all a grad vu Lëtzebuerg, wat vun Europa a vum Euro trotz alle Schwieregkeete vum Moment enorm vill profitéiert.

Dat wollt ech, Här President, haut zu deenen Décisioune soen. Ech mengen, datt deen Dossier kengesweegs ofgeschloss ass, datt mer also weider och mussen an der Finanzkommissioun d'Programmer vun deenen eenzelne Länner kucken. An de griicheschen Dossier souwéi héchstwahrscheinlech eng Rei aner Dossieren an der Eurozon wäerten eis mat villen Onsécherheeten an deenen nächste Méint a Joren nach beschäftegen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken eisem Finanzminister Luc Frieden e grousse Merci soe fir déi ausféierlech Erklärungen. Wéi vum Finanzminister gesot, ass dësen neien Hëllefspak, deen d'Eurozon Griichenland zur Verfügung stelle wëllt, ënner ganz schwierege politeschen Ëmstänn zustane komm.

Op politeschem Niveau hunn a Griichenland de 6. Mee éischt virgezunne Wahle stattfonnt. An dee Moment war d'Situatioun awer esou verfuer, dass et zu kenger Regierungsbildung komm ass. D'Populatioun war also opgeruff, nei wielen ze goen. De 17. Juni stoung dunn eng nei Regierung, eng Regierung, déi zwar gewëllt war, Reformbeméiunge matzedroen, déi awer heftege Protester vu Populatiounssäit ausgesat war an ass. Et ass deemno net verwonnerlech, dass déi meescht Ziler, déi déi international Troika de Griichen operluecht hat, eréischt am Hierscht ëmgesat goufen.

Wirtschaftlech gesinn ass d'Ëmfeld net nëmme fir Griichenland äusserst kritesch. Déi ganz Eurozon duerchlieft eng Rezessioun, wat et fir d'Hëllefsteller och net méi einfach mécht, déi néideg Gelder ze débloquéieren. Wat déi ganz Situatioun awer nach weider erschwéiert, ass de soziale Misär, deen d'Eurozon an deene leschte Méint a Jore beherrscht.

Am Abrëll 2012 waren an der Eurozon 17,4 Milliounе Leit op der Sich no enger Aarbecht. Den Herman Van Rompuy huet am Oktober vun dësem Joer souguer vu 25 Milliounе Chômeuren an der ganzer EU geschwat. Och zu Lëtzebuerg ginn d'Aarbechtsplaze méi rar. Fir dëser prekärer Lag Här a Meeschter ze ginn, musse mir all zesummen un engem Strang zéien. De Chômage ass en allgéigewäertege Phenomeen ginn, dee mir resolut mussen ugoen. An deem Zesummenhang musse mir och Griichenland an der griichescher Bevölkerung erëm nei Perspektive bidden. Do ass d'Situatioun nämlech am dramateschsten.

Fir hei nach eng Kéier e puer Chifferen ze nennen: De Chômagetaux a Griichenland läit bei 25,4%. Nach virun engem Joer louch den Taux bei 18,4%. Nach méi schlëmm gesäit et beim Jugendchômage aus, wou iwwer 50% vun deene Betraffenen ouni Aarbecht sinn. Dat sinn extrem besuergend Entwécklungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de wirtschaftlechen Ausbléck fir Griichenland ass alles aneschters wéi roseg. Wann de PIB vu Griichenland 2010 ëm 4,9% zréckgaangen ass, esou waren et ganzer 7,1 Prozentpunkten am Joer 2011. Dëst Joer soll d'Wirtschaftsleeschtung ëm 6,3% zréckgoen. Fir d'Joren 2013 an 2014 si Réckgäng vu 4,5% an 1,3% virausgesot. Eng Reprise gëtt och eréischt fir 2015/2016 erwaart.

Am Verglach gesäit d'OECD fir Lëtzebuerg e Wuesstum vum PIB vun 1,2% fir d'Joer 2013 an 2% fir d'Joer 2014 vir. Mir doen eis schwéier, eise Budget à moyen terme an den Équiliber ze bréngen. D'Fro bleift also, wéi Griichenland dat soll bewierkstellegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf iwwer Woche spekuléiert, ob d'Griichen hir Hausaufgabe gemaach hätten, ob se all d'Konditiounen erfëlle géifen, fir nei Hëllefen an Usproch ze huelen. Dozou sief gesot, dass keen EU-Land an deene leschten 30 Joer esou staark Budgetsefforten duerchgefouert huet, wéi dat Griichenland säit 2010 mécht. Eng Etüd vun der irescher Zentralbank illustréiert, wat Griichenland bis elo geleescht huet. Duerch seng Konsolidéierungsbeméiungen huet Griichenland an der Zäit vun engem Joer 20% vu senger Wirtschaftsleeschtung agebéisst. Irland huet iwwer een Zäitraum vun dräi Joer dëse Prozentsaz emol net erreecht. Säit 2010 huet Griichenland och säi Primärdefizit - dat heescht de Statsdefizit ouni Zënsen - verréngert, an 2013 soll do fir d'Éischt en Iwwerschoss stoen.

Et gouf sech op e Finanzplang gëeenegt, fir eng Finanzlück vun 13,5 Milliarden Euro am Zäitraum 2013/2014 ze schléissen. De Rentenalter gëtt op den 1. Januar 2013 op 67 Joer eropgesat. Mindestens 2.000 Fonctionnairë kommen an e Mobilitéitsprogramm. D'Iwwerwaachung vun de Statsbetriber gëtt verbessert. D'Lounniewekäschte ginn erofgesat. Esou gëtt zum Beispill an Zukunft eng maximal Kënnegungsfrist vu véier Méint agefouert. Den Usproch op Indemnitéiten am Fall vun enger Entloossung gëtt och zäitlech begrenzt.

Op Budgetsniveau gëtt an Zukunft eng automatesch Dépensëspär agefouert, nämlech dann, wa gewësse budgetär Ziler verfeelt goufen. Doriwwer eraus ginn d'primär Iwwerschosssziler automatesch an d'Luucht gesat, wann d'Privatiséierungen net zefriddestellend oflafen.

De Schwéierpunkt vun deem neie Moossnamekatalog stellt awer ouni Zweifel d'Reform vun der Steierverwaltung duer. Deen neie System soll an Zukunft d'Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung a Korruptioun verbesseren an domat eng Antwert sinn op hefteg Kritiken aus dem Ausland. Et ass nämlech wichteg, dass Griichenland sech dësen Domäner appropriéiert, fir och d'Weiche fir d'Zukunft kënne richteg ze stellen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass opgefall, dass d'Austeritéitspolitik, déi de Griichen an de leschte Méint a Joren operluecht gouf, net déi erhoffte Friichte gedroen huet. Trotz all de Spuermoossnamen iwwert de Wee vun Ausgabekierzungen a Steiererhéijunge konnt Griichenland seng Gesamtverschëldung net no ënnen drécken.

Wann ee sech elo d'Wuesstumsprognose vu Griichenland virun Aen hält, fält op, dass de PIB weider schrumpfe wäert. D'Wirtschaftsleeschtung hëlt of, d'Recettë vum Stat gi mat erof an d'öffentlech Verschëldung geet relativ an d'Luucht.

Firwat ass dat esou? Et gëtt eng einfach mathematesch Erklärung. Duerch d'Aspueren am Statsbudget schrumpft de PIB. Wann déi öffentlech Hand dem Privatsecteur a Krisenzäiten net zur Hand goe kann, da geet de PIB zréck. Den FMI huet dat och mëttlerweil agesinn.

De Fait, dass de PIB schonn am fënnefte Joer réckleefeg ass, féiert onweigerlech derzou, dass d'Scholdelaascht am Verhältnis klëmmt. Et ass deemno net verwonnerlech, dass d'öffentlech Verschëldung säit dem Ausbroch vun der Kris prozentual an d'Luucht gaangen ass. Wann am éischten Trimester 2012 d'öffentlech Schold bei ronn 132% louch, hat se sech vum zweeten Trimester 2012 scho bei 150,3% no uewe geschaukelt. An haut ginn dramatesch Chiffere vu bal 180% genannt.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net de Moment, fir Griichenland hänkenzeloossen. D'Solidaritéit, fir déi mir astinn, soll dem griichesche Vollek hëllefen, aus dem Déif erauszekommen. Andeem mir Griichenland hëllefen, hëllefe mer eis selwer. Wa Griichenland d'Baach erofgeet, da wëll ech net wëssen, wéi et ëm d'Zukunft vun der Eurozon an der EU bestallt ass. Da komme sécherlech nach méi schwéier Zäiten op eis duer.

Fir all de Griichen hir Beméiungen ze honoréieren, ginn och verschidde Pisten exploréiert, fir d'Scholdelaascht op méi en humanen Niveau ze bréngen. Esou gëtt proposéiert, den Zënssaz op de bilaterale Kreditter fir Griichenland ëm 1% ze senken. Weider 44 Milliarden Euro solle vum europäesche Krisefong mobiliséiert ginn. Dës Kreditter sollen dann och zäitlech gestreckt ginn.

Mir hu Griichenland am Kader vum éischten Hëllefspak e bilaterale Prêt vun 200 Milliounen Euro zougesot. Vun dësem Montant goufen der am Endeffekt 139,9 och iwwerwisen. Mir hunn hinnen dëse Prêt zu engem Zënssaz accordéiert, deen aktuell bei ronn 1,75% läit. Dat heescht, mir kréien all Joers knapps 2,5 Milliounen eran. An Zukunft soll deen Taux ëm 1% gesenkt ginn; dat bedeit ronn 1,5 Milliounen Euro manner Recettë pro Joer. Dobäi soll och d'Lafzäit vun dësem Kredit vu momentan fënnef op 20 Joer verlängert ginn, wat eng Veränneruna vun der Liquiditéitssituatioun vun eiser Trésorerie mat sech bréngt.

D'Suen, mat deene mir elo gerechent hunn, déi kréie mer, awer e bësse méi spéit. Et muss een awer hei betounen, dass eng Verlängerung vum Prêt e positiven Impakt op eis Budgetssituatioun huet, well mir doduerch méi laang Zënse bezuelt kréien. Et ass also souzesoen eng Win-win-Situatioun, souwuel fir eis wéi och fir d'Griichen. Souguer wa mir net solidaresch wieren, misste mir dëser Mesure eigentlech zoustëmmen.

D'Troika huet och décidéiert, de Griichen eng weider Tranche vu 44 Milliarden Euro zur Verfügung ze stellen. Eng 34 Milliarde wäerten am Dezember fälleg ginn, fir de Budget ze finanzéieren a fir de Bankesystem ze stëtzen. Déi aner zéng Milliarde sollen da während dem éischten Trimester 2013 nokommen.

Dës Hëllefe sinn awer och u Konditioune gebonnen. Et ass kee Fräischäin fir d'Griichen. Si musse weider beweisen, dass si reformfäeg sinn. Zesumme mat deenen 73,9 Milliarden Euro, déi Griichenland iwwert dee Wee scho kritt huet, komme mer op en Total vun 117,6 Milliarden Euro EFSF-Kreditter. Et gouf just décidéiert, déi nächst Tranchë vum Prêt, déi schonn am Mäerz accordéiert gi waren, elo auszebezuelen.

D'Zréckiwwerweisung vun den Zënsen: Et gouf sech politesch drop gëeenegt, dass déi Euroländer, déi kengem Hëllefsprogramm ënnerstinn, de Griichen den equivalente Montant vun den Zënsen, déi d'Zentralbank op de griichesche Statspabeieren ausbezuelt kritt, zréckerstatten. Iwwert dee Wee soll d'Scholdelaascht zousätzlech gedréckt ginn.

Wann alles riichtgeet, bedeit dat awer keng Mannerrecettë fir de Budget. Déi nei Mesuren, déi den Eurogroup an Aussiicht gestallt huet, belaaschten eis budgetär a finanziell Situatioun minimal am Verhältnis zum Déngscht, dee mir de Griichen domat erweisen. Wa mir also de Griiche mat eiser Hëllefstellung déi néideg Stëtz kënne ginn, da solle mir dat maachen. An de leschte Woche gouf ganz oft vun engem zweete Scholdeschnëtt geschwat. Wann ufanks des Joers d'Privatinvestisseuren hu missen dru gleewen, da gëtt elo spekuléiert, dass an Zukunft déi öffentlech Geldgeber missten de Kapp dohinnerhalen.

Et ass an eisen Aen ze frói och zum jëtzegen Zäitpunkt, fir e Scholdeschnëtt zulaaschte vun den Eurostaten duerchzeféieren. Nach sinn ze vill aner Länner an der Eurozon ze vulnérabel. Nach loossen déi ekonomesch Indicateuren net op eng séier Reprise hoffen. Et wier d'ailleurs och dat falscht Signal u Länner wéi Irland a Portugal, well dat géif jo och bedeiten, dass dat bei hinne kéim, an et géif domadder de Reformdrock noloossen.

Et gëtt also genuch Argumenter, déi géint esou ee Schrëtt schwätzen. Mir sollen eis dësem Schrëtt awer net fundamental verschléissen, op kee Fall aus innepolitesche Muechtspillercher, déi a verschiddene Länner kéinte geschéien. Sollt sech e Scholdeschnëtt an Zukunft awer als néideg erweisen, da wier et wichteg, déi eenzel Länner vun der Eurozon fréi genuch an dee Prozess matanzebannen, fir dass déi néideg Pufferen op budgetärem Plang matageplangt kënne ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee gesäit, wéi d'griichesch Scholdelaascht iwwert déi lescht Joren aus dem Rudder gelaf ass, muss d'Fro erlaabt sinn, ob déi richteg Décisiounen op der richteger Plaz geholl goufen.

Den FMI huet zumindest agestanen, dass hien den Impakt vun der Austeritéitspolitik ënnerschat hat. Austeritéitspolitik ouni déi néideg Wuesstumsimpulser huet sech als kontraproduktiv erwisen. Et ass also wichteg - nieft de Fuerderungen no Aspuerungen -, de Griichen ze hëllefen, eng Industrie opzebauen, verschidde Secteuren opzemaache fir auslännescht Kapital an doduerch eng nei Dynamik ze entfachen.

Aus dem Präzedenzfall Griichenland kënne mir och vill léieren: intelligent ze spueren, Strukturreformen duerchzeféieren an oppen ze si vis-à-vis vun auslänneschen Investisseuren. Dëst schéngt fir déi nächst Joren de Wee ze sinn, dee mir beschreide mussen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, domadder géif ech och soen, dass mir et gutt fannen a richteg fannen, wat de Minister Frieden erkläert huet a wat d'europäesch Finanzministeren décidéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischt dem Finanzminister villmools Merci soe fir déi Explikatiounen, déi mer de Mëtteg hei kritt hunn iwwert déi nächst Hëllefsschrëtt a Richtung Griichenland an awer och déi Schrëtt, déi scho gemaach goufen, an och déi Resultater, déi se bis ewell bruecht hunn. Et ass eng gutt Geleeënheet, fir hei an der Chamber, nodeems mer jo - an dat ass awer elo schonn, mengen ech, bal e Joer hier - eng Rei vun Diskussiounen hei gefouert hunn iwwert déi griichesch Situatioun, emol erëm eng Kéier nei de Point kënnen ze maachen.

Griichenland ass jo eigentlech e Symbol gi fir déi aktuell Eurokris, fir d'Scholdekris, awer och fir déi wirtschaftlech Flaut an Europa. Doriwwer eraus stellt sech d'Fro: Wat fir eng Effortë konnte bis ewell gemaach ginn? A wéi konnten déi bis ewell dann och ëmgesat ginn, respektiv wat fir eng Resultater hu se dann och bruecht?

Et ass dat jo d'Haaptaufgab gewiescht vun der Troika tëschent dem Internationale Währungsfong, der Europäescher Zentralbank an der Europäescher Kommissioun, fir dat ze analyséieren an och doropshin dann eng Rei vu Recommandatiounen auszeschwätzen. An et war dès le départ jo och kloer, datt et net bei engem Hëllefsschrëtt kéint bleiwen, datt der méi misste kommen, an ier déi nächst Schrëtt kéinten ageleet ginn, datt déi Analys do noutwendeg wär an datt missten dann och vun der griichescher Säit Resultater am Reformprozess geliwwert ginn.

Zwar konnten déi gefuerdert Resultater an deem Reformprozess do vu Griichenland net voll erfëllt ginn, virun allem net termingerecht geliwwert ginn, mä ech mengen, wann een awer kuckt, wéi d'Situatioun a Griichenland war, déi lescht Méint virun allem, dat ganzt lescht Joer, da versteet een och firwat an et erkennt een, datt et do eigentlech och zwou wichteg Ursaachen derfir gëtt: Éischtens hunn zwou Wahlcampagnen dat Land politesch awer gelähmt mat enger Hängepartie tëschent där éischter an där zweeter Wahlécheance.

Doriwwer eraus huet d'Verschlechterung vun der Konjunktur awer sämtlech oder e gudden Deel vun deene positiven Efforten, déi gemaach goufen, nach eng Kéier zunichtegemaach an huet sécherlech herno de Bilan vun de Resultater däitlech verschlechtert. Déi Verschlechterung vun der Konjunktur, déi op där enger Säit weltwäit festzestelle war an op där anerer Säit awer ganz bedeitend och a Griichenland gewierkt huet, war virun allem och eng direkt Konsequenz - an ech mengen, de Marc Spautz ass virdru just drop agaangen - vun deene Mesuren och zum Deel, sou datt déi Efforten, déi gemaach goufen, derzou bäigedroen hunn, datt d'Resultater géifen erofgoen an datt eigentlech nach méi Effortë finalement hu misse gemaach ginn.

D'Wirtschaftsleeschtung a Griichenland, d'Wirtschaftskraaft a Griichenland ass dann och zënter 2010 ëm net manner wéi 22% erofgaangen. Dat musse mer eis emol eng Kéier virstellen! Also iwwer ee Fënneftel vun deem, wat d'griichesch Ekonomie nach 2010 duergestallt huet, dat gëtt et haut net méi.

An da wësse mer jo och, datt déi Ziler, déi definéiert sinn, datt déi ëmmer an Terme vun Defizit par rapport zur Wirtschaftskraaft gerechent ginn. A wann dann d'Wirtschaftskraaft erofgeet, jo, da muss herno nach den Defizit méi däitlech reduzéiert ginn, fir déiselwecht Ziler herno kënnen ze erreechen.

Trotzdeem mengen ech, muss een awer och haut hei feststellen - an et ass eigentlech och eng optimistesch Note, déi ech awer hei emol eng Kéier wëll ubréngen -, datt Griichenland Fortschrëtter gemaach huet. Allerdéngs brauch Griichenland duerfir, fir weiderzekommen, nach méi Zäit. Mir sinn net esou wäit, wéi mer eis virgeholl haten. Mä trotzdeem ass awer e grousst Stéck vun deem dote Wee zréckgeluecht ginn. An duerfir ass eben eng Rallonge décidéiert gi vun zwee weidere Joer.

Deen Transformatiounsprozess, an deem déi griichesch Ekonomie stécht, ass jo e gewaltegen an ähnelt eigentlech e bëssen deenen Erfahrungen, déi gemaach goufe viru ronn 20 Joer, nodeem den eiserne Rideau zesummegebrach ass an déi osteuropäesch Ekonomië sech hu missen un de westleche Standard innerhalb vu kuerzer Zäit upassen.

Déi lescht Joren a Griichenland, an ech géif bal soen, déi lescht Jorzéngte gouf eigentlech do e kënschtleche Wuelstand héichgehalen, dat virun allem mat Scholden, mat Geld, wat ausserhalb vu Griichenland och geléint ginn ass. Dee Wuelstand do ass duerfir dann och ganz schnell agebrach, wou et eben net méi méiglech war, zu einfachen an zu bëllege Konditioune Geld kënnen ze léisen (veuillez lire: kënnen ze léinen).

A gradesou wéi deemools an Osteuropa hätt een hei jo de Choix gehat, weiderhin eigentlech Scholden ze maachen, fir an eng onwirtschaftlech Struktur era kënnen ze investéieren, fir déi onwirtschaftlech Struktur do kënne weider kënschtlech um Liewen ze halen, also awer an e Faass ouni Buedem nach weider ze investéieren. Dat wär ouni déi begleedend Reformschrëtt sécherlech dee falsche Wee gewiescht.

Duerfir sinn eben och vun der internationaler Communautéit, wou déi Europäesch Gemeinschaft a virun allem den Euroraum jo ganz staark federführend dobäi ass, awer eng Rei vu strukturelle Reformen ugemahnt ginn. An déi dinn natierlech och wéi. Mir kennen déi Biller vum Fernseh, wat wierklech lass ass a Griichenland op de Stroossen, doheem bei de Leit. Déi strukturell Reformen treffen d'Mënschen a Griichenland haart, jo ganz besonnesch haart. An et riskéiert och esou ze ginn, datt eigentlech eng ganz Generatioun do ouni Perspektive bleift.

Trotz allem stellt een awer och do erëm fest, datt et eng Rei vun neie Perspektive gëtt, déi sech awer opdinn. Den Defizit ass jo markant erofgaangen. Wa mer vergläichen, wat mir eis als Lëtzebuerg virhuelen a wéi zaghaft mer heiansdo dorunner erugi par rapport zu deenen Efforten, déi a Griichenland gemaach goufen: Tëschent 2009 an 2011 ass den Écart ëm 6% erofgaange vum PIB. Dat ass awer eng däitlech Leeschtung, déi do erziilt konnt ginn! De Gesamtdefizit ass quasi ëm zwee Drëttel reduzéiert ginn, wann ech en am gesamte Volume kucken, nämlech ëm 22 Milliarden Euro.

Et stellt een och fest, datt déi griichesch Ekonomie lues a lues, sécherlech ze lues, mä awer lues a lues amgaangen ass, nees Schrëtt ze faassen, mat engem Leeschtungsbilanzdefizit, deen erofgeet, deen elo bei ronn 8% läit an deen awer 2008 nach bei 18% louch. Do gesäit een eigentlech awer och, datt déi eegen ekonomesch Effortë vu Griichenland och lues a lues Friichten droen.

Och wat d'Kompetitivitéit ubelaangt, ass et esou, datt d'Lounstéckkäschten zënter 2009 erofgaange sinn ëm net manner wéi 10%, währenddeem se an deenen aneren Eurolänner ëm 2% eropgaange sinn. Déi griichesch Ekonomie ass domadder och e Stéck méi kompetitiv ginn. Och dat, mengen ech, si positiv Signaler, déi sech natierlech nach duerno a konkret Resultater fir d'Leit a Griichenland och mussen ëmmënzen.

Et ass awer och d'Resultat vun deene strukturelle Reformen, déi hei gemaach goufen, sief et bei de Pensiounssystemer, sief et an der Fonction publique, sief et beim Gesondheetssystem, sief et beim Aarbechtsmaart an ebe ganz besonnesch an der Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen.

Wat elo nach feelt, ass ganz besonnesch d'Vertraue vun den Investisseuren op en dauerhafte Wandel an och op eng dauerhaft Gesondung vum Patient Griichenland, fir datt doduerjer, duerch auslännesch Investitiounen a Griichenland nei Aarbechtsplaze kënnen entstoen, datt en neie Wuelstand kann opkommen an datt och nei Steierrecetten de griicheschen Trésor hëllefen ze fëllen.

Ouni strukturell Reforme wär dat dote Resultat, wat mer haut scho gesinn, net méiglech gewiescht. Duerfir mussen déi strukturell Reforme virugoen. Griichenland steet hei, mengen ech, herno um Enn vun engem sécherlech schmäerzhafte Prozess besser do wéi virdrun.

An trotzdeem stellt sech d'Fro: Wéi ass et mat deenen Effortë fir méi Wuesstum? Hu mer do alles gemaach? Huet Europa och do alles gemaach?

Ech denken do un déi Privatiséierungen, déi am Raum stoungen, déi,mengen ech, manner schnell vollzu konnte ginn, wéi dat initialement geplangt war. Huet dat zum Beispill derzou gefouert, datt eben och ganz besonnesch auslännescht Kapital a Griichenland eragefloss ass? Huet dat derzou gefouert, datt jo och deen net produktiven Deel an deen net kompetitiven Deel vun der griichescher Ekonomie sech awer konnt op de Weltniveau hin zoubewegen, fir méi produktiv a méi kompetitiv ze ginn?

Alles dat, mengen ech, si Froen, déi haut nach am Raum stinn, ob dat doten dann esou schnell seng Friichten dréit, wéi een dat eigentlech bräicht, fir datt d'Resultater bei de Mënschen do kënnen ukommen, fir datt mer nei Aarbecht kréie fir d'Leit a Griichenland, fir datt mer neit Vertraue kréien a fir datt dat Vertrauen och zu enger Akzeptanz gëtt, zu enger dauerhafter Akzeptanz vun där Reformpolitik do, well mer wëssen och, datt dat während deenen zwou Wahlécheancen alles aneschters wéi evident war.

Wann déi Operatioun do geléngt, dann ass et op jidde Fall e gemeinsamen Effort tëschent de Griichen, déi schmäerzhaft Aschnëtter hu missen erleiden, an awer och tëschent dem Rescht vun der Eurozon an engem gudden Deel vun der Welt, déi hei hir Solidaritéit ënner Beweis gestallt huet, déi Garantië ginn huet, déi och Risiken, selwer eege Risike mat iwwerholl huet, déi och eege finanziell Effortë gemaach huet a weider wäert musse maachen.

Et sinn also Effortë vun de Griiche gemaach ginn, an et ass awer och vun der internationaler Communautéit ganz besonnesch hei Geld zur Verfügung gestallt ginn, Geld zur Verfügung gestallt ginn awer och ëmmer géint eng Géigeleeschtung, nämlech géint ganz konkret Reformschrëtt am Land selwer. Dovunner huet, mengen ech, net nëmme Griichenland profitéiert, dovunner huet och de Rescht vun der Eurozon profitéiert.

En Ausscheede vu Griichenland aus der Eurozon hätt sécherlech zu onberechenbare Konsequenze gefouert fir aner direkt betraffe Länner a Südeuropa, awer net zulescht och fir de Rescht vun der Eurozon. A wat mer ouni Euro, ouni groussen Euro nach wäert wären, dat wësse mer och net, well mir kéinten eis virstellen, datt et zu enorme Währungsturbulenzen an esou enger Krisenzäit, déi mer ekonomesch momentan duerchliewen, komm wär.

Oft gëtt gesot, a mir hunn et eigentlech och hei alleguerte widderholl an deene leschten Debatten iwwert den Euroraum respektiv ganz prezis iwwert déi griichesch Situatioun: „Déi Politik do ass alternativlos." Net onbedéngt: Et muss een awer feststellen, datt déi Politik do e ganz kloren demokratesche Choix vun de Griiche selwer war, d'Griichen, déi sech finalement awer bei der zweeter Wahl kloer fir déi dote Reformpolitik ausgeschwat hunn, a wou sécherlech awer vun de Leit gewosst war, wat dat doten och géif heeschen a wat fir een eegenen Effort och do misst gemaach ginn.

An ech mengen, datt dat awer och eise Respekt verdéngt, datt do d'Asiicht awer esou wäit komm ass, datt et net méi kann esou weidergoen, datt eng Reformpolitik noutwendeg ass, och wann ee villes muss u Sacrificer selwer dofir bréngen.

Déi Décisioun huet eigentlech geheescht: Bleiwe mer am Euroraum a maache mer déi Efforten do oder wëlle mer ausscheeden? D'Décisioun vum griichesche Vollek war finalement eng gutt Décisioun, mengen ech, fir Europa. A mir als Europa mussen d'Griiche weiderhin an dësem Prozess begleeden, fir datt mer déi Konsequenzen do kënnen offiedere vun där Politik a fir datt mer och de Griichen nei Perspektive kënne ginn.

Op jidde Fall mat deem, wat mer hei gemaach hunn, a mat deenen neie Regelwierker, déi mer iwwer Rettungsmechanismus, Rettungsschierm, géigesäiteg Budgetskontrollen an esou weider en place gesat hunn, ass Europa och e Stéck méi zesummegeréckelt. An dat war sécherlech net falsch.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass net déi éischte Kéier an, ech mengen, och wahrscheinlech net déi leschte Kéier, wou mer hei an dësem Parlament iwwer Griichenland an iwwer Hëllefe vun den Eurolänner fir Griichenland diskutéieren.

Griichenland bleift an enger schwiereger Situatioun, wéi och, mengen ech, net definitiv d'Lag a Länner wéi Portugal, Irland, Spuenien an Zypern geléist ass. Et ass wouer, dass déi Gefor, déi vill Leit gesinn hunn, dass iwwert de Summer et erëm géif lassgoen op de Finanzmäert mat den Turbulenzen, dass déi Angscht, déi do war, dass dat géif dëst Joer och erëm geschéien, net - glécklecherweis net! - agetraff ass.

Et ass dank enger Rei vu politeschen Décisiounen, déi vläicht ze spéit, mä zumindest awer dach geholl si ginn op europäeschem Plang, dass et méi roueg war iwwert déi lescht Méint op deem dote Beräich an dass een effektiv ka soen, dass awer den Haaptmessage schéngt ukomm ze sinn, deen Europa versicht huet, via Finanzmäert ze ginn, dass probéiert gëtt, iwwer eng ganz Rëtsch vu strukturelle Moossnamen och am Beräich vun der Verbesserung vun der wirtschaftlecher Gouvernance an Europa d'Problematik an de Gréff ze kréien.

Mir wëssen awer och, dass d'Mäert net rationell reagéieren an dass et souwuel aner Ursaache gëtt, firwat et op eemol zu esou Krisesituatioune kënnt, an och op deem Plang gëtt jo politesch versicht, op Europaniveau ze reagéieren, fir eng Regel och festzeleeën, wat och de Fonctionnement vun de Finanzmäert hei an Europa ugeet.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass eigentlech net méi déi, ob mer Griichenland hëllefen. Déi ass beäntwert. Op déi kann een net méi zréckkommen, mä just nach eigentlech, wéi mer Griichenland hëllefen. Dat war jo och déi Fro, déi d'Ministere sech hu misse stellen a wou jo eng ganz Rëtsch vu Sitzungen - et ass jo nach net eriwwer - zu deem doten Thema stattfonnt hunn, fir eigentlech déi beschte Method ze fannen, fir ze hëllefen a fir natierlech och Eestëmmegkeet ze kréien am Ministerrot op där dote Fro, déi natierlech hei noutwendeg ass.

Ech mengen, et soll een och net ze naiv sinn an och, mengen ech, d'Leit dobaussen net fir naiv halen. Mir wëssen hoergenau, dass mat deenen heiten Décisiounen den Dossier Griichenland net ad acta geluecht wäert ginn.

D'Aschätzungen, wéini dass et vläicht zu engem nächsten Hëllefspak fir Griichenland wäert kommen, déi ginn éischter an déi Richtung, a wat fir engem Zäitraum dass dat ze geschéien huet, mä net, dass et wahrscheinlech muss och nach eng Kéier zu engem weideren Hëllefspak fir Griichenland kommen.

Fir Lëtzebuerg ass déi Operatioun - an dat soll een, mengen ech, och kloer soen - net ouni Risiko, wéi se fir all déi aner Länner an Europa net ouni Risiko bleift.

De Marc Spautz huet hei - gedriwwe vu sengem natierlechen Optimismus - vun enger Win-win-Situatioun geschwat, an déi mer géife komme mat deenen Décisiounen, déi elo op europäeschem Plang virun e puer Deeg geholl gi sinn.

Ech deelen déi Aschätzung do net. Ech menge schonn, dass e ganz staarke Reschtrisiko bleift. Duerfir wëll ech awer och un d'Regierung hei d'Fro stellen, ob dann all déi Diskussiounen, déi och an Däitschland an an anere Länner gefouert ginn iwwer e méigleche Scholdeschnëtt, wou och déi öffentlech Créancieren eventuell, wéi déi privat dat schonn hu misse maachen, op en Deel vun hire Rechter par rapport zu Griichenland misste verzichten, ob déi definitiv vum Dësch sinn. Ech hunn net deen Androck.

A wa souguer d'Madame Merkel virun e puer Deeg gewot huet, fir zumindest déi Hypothees net definitiv fir all Éiwegkeet auszeschléissen, heescht dat schonn, dass mer hei net an enger Situatioun dra sinn, wou ee kann onbedéngt vun direktem Gewënn fir all Säite schwätzen, mä schonn an enger Situatioun weider bleifen, déi e ganz staarke Risiko och fir Lëtzebuerg - wéi fir all déi aner Länner, mir sinn do an enger Solidargemeinschaft mat dran - mat sech zitt.

Ech mengen, d'Lëtzebuerger Engagementer si bekannt. De Minister huet se och nach eng Kéier hei ervirgehuewen. Wat engem awer besonnesch muss natierlech Suerge maachen, ass déi Fro vun engem méigleche Scholdeschnëtt, wou jo och Rieds geet, dass et dann d'Zentralbanke wäerte misse sinn, déi zur Kontributioun gezu géife ginn. An do wär et jo awer schonn interessant ze gesinn, wat dann d'Engagementer sinn an de Risiko ass, dee bei der Lëtzebuerger Zentralbank an deem doten Hibléck besteet.

Wann de Minister virdrun d'Zomm genannt huet, mengen ech, vu 25 Milliounen: Dat ware jo déi Gewënner, déi d'Zentralbank gemaach huet op esou Operatioune mat griichesche Wäertpabeieren! Da kann ee sech jo virstellen, wa se déi Gewënner gemaach huet vu 25 Milliounen, wat dann ongeféier awer och den Total ass vun deene Valeuren, déi se als Lëtzebuerger Zentralbank momentan huet. Sou dass een also och dovunner kann ausgoen, dass, wann et géif eng Kéier zu engem Scholdeschnëtt kommen, dass dann awer och d'Kontributioun vun der Lëtzebuerger Zentralbank an esou enger Operatioun net wäert geréng sinn an och an iergendenger Proportioun zu deene 25 Milliounen eigentlech misst stoen.

Ech mengen, dat ass eng Fro, déi een hei soll offen ugoen. Ech mengen, mir wëlle jo net hei eng Politik à la Merkel gesinn, déi ëmmer doranner bestanen huet, an där ganzer Fro zënter Joren ëmmer emol Saachen ofzestreiden: „Neen, dat kënnt net." „Et kënnt vläicht." A schliesslech ass et dann awer komm, mat deem grousse Risiko, dass dann immens wichteg Zäit verluer gaangen ass, bis et dann zu definitiven Décisioune konnt op europäeschem Plang kommen.

Ech mengen, hei soll eigentlech och mat offene Kaarte gespillt ginn, virun dësem Parlament an och virun der Lëtzebuerger Öffentlechkeet, och wann aner Regierungen e bësse Problemer mat esou enger offener Approche hunn.

Mä Lëtzebuerg huet sech jo direkt an deenen europäesche Rettungsschiermer engagéiert mat där Garantie vun zwou Milliarde fir den éischte Rettungsschierm a schliesslech och mat deem Engagement, wat d'Kapital ugeet vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus, wou praktesch 200 Milliounen Euro vun der Chamber accordéiert gi sinn. Dat sinn héich Zomme fir eist Land. An et ass scho mat Recht drop higewise ginn - quitte dass een ëmmer mat Pro-Kapp-Statistiken hei a klenge Länner muss virsiichteg sinn -, dass pro Kapp natierlech och de Risiko hei zu Lëtzebuerg mat ee vun deenen héchsten an Europa ass, well mer och pro Kapp mat dat räichste Land an Europa sinn.

Wann d'Chamber deen Accord ginn huet - an do war jo ëmmer eng breet Mehrheet hei an dësem Parlament, wat och wichteg ass, mengen ech, fir d'Regierung an och fir d'Signal no baussen -, hu mer och ganz kloer gemaach, an ech wëll et nach eng Kéier betounen, dass dat natierlech kee Blankoscheck ass fir d'Regierung, fir fräi eigentlech no hirem Gutdünke kënnen zu Bréissel all méiglech Décisiounen an deem dote Kader ze huelen.

Duerfir fanne mir et immens wichteg, dass déi Diskussioun haut hei stattfënnt, och wa se e bësse spéit stattfënnt. A mir insistéieren drop, dass och an Zukunft, wa sech wesentlech Ëmännerungen ofzeechnen, wat déi europäesch Hëllefe fir Kriselänner ugeet, wa sech nei Entscheedungen ukënnegen, dass dann net nëmmen ex post d'Chamber informéiert gëtt, mä dass et och zu enger Consultatioun vun der Chamber am Virfeld vu wichtegen europäeschen Décisioune kënnt!

Nëmmen esou kënne mer an deem heite Beräich fonctionnéieren, zemools well mer et hei mat Finanz- a Budgetsfroen ze dinn hunn, wat eng Urkompetenz vun den nationale Parlamenter ass. Duerfir hale mir drop, dass déi Informatioun an déi Consultatioun hei zu Lëtzebuerg d'Regel gëtt. An ech mengen, dass och déi Diskussioun ronderëm d'Verfassungsännerung, mat där mer amgaange sinn, dee richtege Moment ass, fir och an eis Verfassung eng Informatiounsflicht vum Parlament anzeschreiwen, wat déi europäesch Froen ugeet, well dat ganz einfach eng Noutwendegkeet am uerdentleche Fonctionnement vun enger Demokratie ass.

Hei geet et net eleng ëm d'Virrechter vum Parlament par rapport zur Exekutiv. Hei geet et och ëm eng öffentlech Debatt, déi muss kënnen national stattfannen. An déi kann am beschte stattfannen, wann d'Parlament öffentlech zu deenen dote Froen taagt a wann öffentlech doriwwer Argumenter ausgetosch ginn. Iwwert dee Wee fënnt och eng öffentlech Debatt an den eenzelne Memberstate vun der Europäescher Unioun statt, fir esou och deem deelweis berechtegte Virworf vum Demokratiedefizit, an deem Europa momentan drastécht, kënne gerecht ze ginn an dorobber kënnen ze reagéieren.

Well mir sinn alleguerten dermat d'accord, dass all déi Diskussiounen, och momentan ronderëm d'Gouvernance économique, wou et och gutt wier, dass mer hei géifen eng fundamental Diskussioun am Parlament féieren zu deenen dote Froen, ier d'Décisiounen am Europäesche Conseil definitiv gefall sinn, dass déi dote Froen och iwwerlagert gi vun där Fro vun der Legitimitéit vun deenen Décisiounen, déi geholl ginn, vun dem Matsproocherecht an europäesche Froen an den nationale Parlamenter.

An déi Denationaliséierung vun der Budgetspolitik mécht eis grouss Suerg, déi sech schrëttweis, awer mat enger immenser Vitesse amgaangen ass ze maachen an Europa, a wou musse Parade fonnt ginn, wéi d'Nationalparlamenter an déi dote méi koordinéiert europäesch Prozedure mat erakommen. Et ass déi Diskussioun, déi mer iwwert déi Griichenland-Fro haut onbedéngt mussen och hei zu Lëtzebuerg an eisem Parlament féieren.

Et ass iwwert den Detail geschwat gi vun deem, wat de Conseil zréckbehalen huet, iwwert déi Aart a Weis. Ech fannen et eng relativ intelligent Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, elo Loft ze ginn eigentlech an dozou ze féieren, dass eng Rei vun Ziler ëm zwee Joer a méi no hanne kënne gesat ginn, wat d'Ufuerderungen u Griichenland ugeet.

Mä et muss een awer och ganz kloer soen, dass, wann een déi Operatioun do weiderschreift, dass dann, och wann et net géif zu engem Scholdeschnëtt kommen, et awer - och fir Länner wéi Lëtzebuerg - zu engem Defizitgeschäft wäert ginn. Op deem Punkt si mer vläicht nach net grad ukomm. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass nieft där Zënsreduktioun vun engem Prozent, déi elo festgehale ginn ass, awer och an de Konklusioune vum Conseil scho praktesch de Griichen ugedeit gëtt, dass et kann zu weideren Zënsreduzéierungen au bénéfice vu Griichenland kommen. Dee Wee ass eigentlech an de Konklusioune vum Conseil scho virgezeechent.

An da komme mer awer och hei zu Lëtzebuerg an eng Situatioun eran, wou mir manner Zënse kréie wéi mer musse bezuelen, wa mer selwer Sue léine ginn. An dann ass et natierlech eng Situatioun, wou mer wäit ewech vu „win-win" sinn, mä wou mer en fait dann u sech awer och schonn elo praktesch musse Suen dropleeën, och wann et zu engem weidere Scholdeschnëtt géif kommen. Dat ass also eng Fro, déi ee weider muss am Kapp behalen.

Fraglech bleift och natierlech, awéiwäit déi Zuelen, déi elo d'Grondlag vun deenen europäeschen Décisioune sinn, iwwerhaapt nach an een, zwee Joer wäerte Bestand hunn. Ech mengen, an Europa, och zu Lëtzebuerg, hu mer Problemer virauszegesinn, wat an een, zwee Joer ass, an da soll ee Projektioune maachen, déi hallefweegs stabil sinn, an engem Zäitraum vun aacht bis zéng Joer. Duerfir, mengen ech, gleewe mir relativ wéineg un déi 120% oder déi 124% vum PIB-Zil fir 2020.

Dat alles ass onheemlech vag. Dat alles ass mat onheemlechen Inconnuen eigentlech nach behaft. A sécherlech, wéi gesot, wäerten nach oft Sitzunge rondrëm déi doten Theme stattzefannen hunn, well eben och wéi vun Ufank un och nach haut wouer ass, wat mer schonn a viregten Diskussioune kritiséiert hunn, dass déi Rosskur, déi Griichenland hei veruerdnet ginn ass, eigentlech derzou gefouert huet, dass all Efforten, déi gemaach si ginn, eigentlech erëm zum Deel vernicht gi sinn doduerjer, dass dat Land an eng ganz, ganz déif Rezessioun erageschliddert ass.

Ech gesinn eigentlech och net, wéi se kuerzfristeg aus deem Rezessiounsstrudel do erëm kënnen erauskomme mat allen Efforten, déi se op deem dote Punkt maachen. Mä ech muss och zouginn, dass d'Alternativen zu där Politik och net ouni Schwieregkeete sinn. Et bleift also, dass déi Zuele mat enger grousser Virsiicht musse genoss ginn an dass se op ganz wackelege Féiss stinn.

Eng Fro, déi ech nach wollt opwerfen, dat ass déi, déi eigentlech elo am Fong no der Décisioun komm ass, wou haut schwéierlech virauszegesinn ass, wat d'Répercussioune sinn. Ech wär och frou, do d'Meenung vum Finanzminister derzou ze héieren: Dat ass déi Erofstufung, déi d'Agence Moody's gemaach huet, wat d'Astufung ugeet vun deenen zwee europäesche Rettungsschiermer, déi den Triple-A verluer hunn, wou sech ëmmer - nach e puer Deeg virdrun am Fong - domadder gebretzt ginn ass, do wier guer kee Problem, déi Rettungsschiermer, déi wiere stabil, wieren ofgesécher, déi hätte voll Bonitéit a vollt Vertrauen.

Abee, eng vun deene groussen Agencen huet dee Schratt do gemaach. An et ass natierlech och d'Fro, wat fir eng Répercussiounen eigentlech déi Erofstufung do kann an Zukunft hunn, wann déi Rettungsschiermer jo solle weider Sue léine goen. Kréie se dat nach zu deene gënschtegen Tauxen, wéi dat bei Triple-A-Staten oder -Organismen de Fall ass? Oder muss och do dermat gerechent ginn, dass si elo méi ongënschteg eigentlech mussen an Zukunft Sue léine goen? Et ass och eng Fro, déi sech nom 27. November sécherlech mat méi Pertinenz stellt, wéi dat virdrun de Fall war.

Eng lescht Bemierkung, déi ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun maachen, betrëfft d'Fro vum gläichen Traitement vun alle Länner, déi Urecht op Hëllefen hunn. Et fält engem ëmmer méi op, dass déi Bedingungen, déi gestallt ginn, an déi Hëllefen an hirer Form ëmmer méi ufänken ze variéiere vun engem Land op dat anert. Griichenland kritt hei eigentlech Zënsavantagen zougestanen, déi bis elo net an deem Mooss fir aner State gegollt hunn.

D'Fro ass - dat weess de Minister och méi aus de Conseilssitzungen -, awéiwäit dann do net vun deene Staten och gesot gëtt: „Jo, mir hätte gären datselwecht, wat Griichenland kritt." Dat heescht, ass do net awer och eng Diskussioun elo amgaange sech opzemaachen iwwert d'Gläichbehandlung vun den eenzelne Staten? Well u sech hu se jo een esou vill Méritter wéi déi aner. Et gëtt eigentlech keen objektive Grond, engem vun deene Staten elo méi Faveuren ze gi par rapport zu anere Staten.

Ech fäerten, dass dat doten awer och u sech e Sträitmécher ass fir d'Zukunft, wann een net probéiert, déi Hëllefen awer an enger gewëssener Konformitéit ze halen, egal wien elo de Bénéficiaire vun deenen Hëllefen do ass. Wéi gesot, ech wär frou, wa mer zu deenen dote Froen och kéinten eng Äntwert kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass scho fir d'x-te Kéier, datt mer iwwer Griichenland an dësem Parlament diskutéieren, a wéi vill Virriedner awer elo scho gesot hunn: Mat Sécherheet wäert et och net fir d'Lescht sinn.

Fir eis Fraktioun ass et relativ kloer, datt mir an der Vergaangenheet hei all Mechanismen a Mesuren ënnerstëtzt hunn, fir Griichenland ze hëllefen, a mir ënnerstëtzen och déi hei, well mer einfach der Meenung sinn, datt een net vill Choix huet.

Mir kritiséieren awer allerdéngs ganz kloer, datt déi Kris, déi Eurokris a virun allem dat, wat a Griichenland passéiert, d'Resultat ass vun enger vill ze vill zögerlecher Gestioun op dem Niveau vun der Europäescher Unioun, datt vill ze vill laang gewaart ginn ass, fir Mesuren ze huelen. Dat ass natierlech virun allem d'Resultat, well Däitschland extrem gebremst huet an Däitschland vun Ufank un hei net wollt op dee Wee goen, deen een eigentlech hätt misse goen. An dat ass deen, deen och mäi Virriedner ugeschnidden huet, nämlech dee vum Scholdeschnëtt.

Ech wëll och drun erënneren, datt mir scho ganz um Ufank vun der Kris gemengt hunn hei, datt de Scholdeschnëtt eigentlech déi eenzeg Léisung wär, déi ee fir Griichenland misst kënnen opbréngen, datt mer och der Iwwerzeegung wären, datt just eng gemeinschaftlech Haftung kéint derzou bäidroen, datt mer dat Land kéinte relativ séier aus där Kris do erausféieren.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren: Griichenland representéiert 2% vum PIB vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, et huet sech hei ëm e Fall gehandelt, deen een, wann een net esou zögerlech gewiescht wär, parfaitement hätt kënne relativ séier léisen, wann ee couragéiert, politesch couragéiert drun erugaange wär, wann een net innenpolitesch och gespillt hätt domadder, wéi dat an Däitschland gréisstendeels de Fall war.

Et ass och esou, datt déi Schold vu Griichenland virun der Kris bei 80% vum PIB louch an haut bei 145% läit. Dat heescht natierlech, datt vun der Kris un, 2008, d'Schold nach eng Kéier e gudde Krack..., also bal verduebelt ginn ass an deene Joren duerch dat, wat an der Finanzkris passéiert ass.

A mir zweifelen och dorunner, datt déi Moossnamen, déi mer elo hei treffen... Déi loosse mer emol soen „Entspanungsmoossnamen", déi sinn eiser Meenung no och vill ze vill zögerlech an déi wäerten eiser Meenung no net derzou féieren, datt dat Zil kann erreecht ginn, fir bis 2020 d'Schold erofzekréien op 120% vum PIB.

Dat aus e puer Ursaachen: Deen éischte Grond ass natierlech, datt dat Land wirtschaftlech total um Buedem läit a se eigentlech als Éischt, fir datt se emol kéinten hir Scholden ofbauen, e Wuesstum missten hunn, fir datt se erëm op d'Bee kéimen an d'Ekonomie erëm iwwerhaapt géif fonctionnéieren, fir datt d'Sozialstrukturen am Land erëm géife fonctionnéieren. Alles dat wäre Virbedéngungen, fir datt iwwerhaapt dat Land erëm kéint erauskommen. Mä just de Contraire geschitt de Moment.

A Griichenland ass d'Situatioun esou dramatesch, datt näischt méi fonctionnéiert. D'Sozialsystemer leie komplett um Buedem. D'Krankeese gëtt et quasi net méi. D'Leit mussen hir Medikamenter an den Apdikte cash bezuelen, soss kréie se guer keng méi. Si kréie se selbstverständlech net méi rembourséiert. Et geet esou wäit, datt d'Spideeler deelweis keng Medikamenter méi kréien a Leit carrément stierwe gelooss ginn, well d'Gesondheetsversuergung komplett zesummegebrach ass.

Mä nach vill méi dramatesch dobäi ass, datt och de Schoulsystem net méi fonctionnéiert. D'Schoule fonctionnéieren ouni Heizung, et gëtt keng Bicher méi. Also, dat heescht, alles, och déi Elementer, déi jo missten derzou bäidroen, datt dat Vollek erëm eng Kéier kann op d'Bee kommen aus eegener Kraaft, déi fonctionnéieren net méi. Déi sinn total ausser Kraaft duerch déi Spuerpolitik. An et ass duerfir, wéi gesot, eng absolut Illusioun, ze mengen, datt dat kéint fonctionnéieren.

Dat ass esou dramatesch, datt an Zwëschenzäit dee ganze Stat och net méi fonctionnéiert, och de Sécherheetsapparat net méi. Et ass bekannt, dat steet an der Press, datt entre-temps rietsextrem Milizen deelweis fir d'Sécherheet a Quartiere suergen, mat de Resultater, déi Der lech dovunner kënnt virstellen.

Dat heescht, et sinn all Ingrédienten, déi sech do zesummebrauen, fir datt a Griichenland wierklech de Risiko ass souguer vun engem Biergerkrich, kuerz- oder mëttelfristeg, jee nodeem, wéi d'Situatioun sech wäert entwéckelen.

Dat ass verréckt! An dat hätt kënne verhënnert ginn - ech betounen dat nach eng Kéier hei -, wa mer vun Ufank un op de Wee gaange wären, fir an d'Richtung ze goe vun engem Scholdeschnëtt, vun enger Vergemeinschaftung vun där Schold. Mir hätten dat zesummen an Europa relativ gutt a vill méi bëlleg kënne packen, wa mer dat vun Ufank u gemaach hätten. Mir wäerten dat elo awer musse maachen. An et gëtt eis, well mer esou laang gewaart hunn, ëmmer méi deier. Doriwwer eraus gesinn huet déi griichesch Kris och derzou gefouert, datt doduerjer den Drock op d'gesamt Europäesch Unioun a finalement op den Euro extrem grouss ass an deementspriechend d'Laangzäitschied fir d'gesamt Eurozon net grad kleng sinn.

Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt, wa mer hei wëlle Léieren draus zéien a Griichenland wëllen op d'Been hëllefen, da musse mer och diskutéieren an deem heite Kontext iwwer eng aner europäesch Wirtschafts- a Fiskalpolitik. Wann - a mir hoffen dat jo - dat Land an e puer Joer awer erëm eng Kéier zu Wuesstum kënnt, donc och misste Recettë generéiert gi fir dat Land, da musse mer och diskutéieren iwwer europäesch Steieren a Steierharmoniséierung. Well haut ass scho gewosst - Dir kënnt et noliese bei Zuelen, déi Transparency International veröffentlecht huet -, datt ganz vill räich Griichen enorm Zommen an d'Ausland bruecht hunn, haaptsächlech an d'Schwäiz, op Schwäizer Banke bruecht hunn an duerfir och do keng Steiere bezuelt hunn.

Dat heescht, wa mer gären hätten, datt an deem Land erëm Wuesstum entsteet, wann et erëm fonctionnéiert, da muss dat och derzou féieren, datt natierlech och de Stat, de griichesche Stat dann erëm Steierrecettë kritt doriwwer. Dat kann awer nëmme geschéien, wann et e Steiersystem, e Fiskalsystem gëtt an deem Land, deen deen Numm verdéngt. An deen ass desastréis. Mä dat huet awer och ze dinn domadder, datt mer an Europa insgesamt eng Steierpolitik hunn, e Steierwettbewerb haten an deene leschte Joren, deen eis ganz vill Misär haut mécht an deen eis och zum Deel souguer an déi Kris do mat erabruecht huet.

Duerfir musse mer dann och de Courage hunn, iwwer eng ganz Rei Saachen an Europa ze diskutéieren, zum Beispill iwwert d'Bemiessungsgrondlag vun der Besteierung vun de Betriber. Och Lëtzebuerg dierf sech do net méi mat Hänn a Féiss dergéint wieren. Mir dierfen dee Processus net bremsen, mä mir mussen offen dorun erugoen, well dat sinn alles Viraussetzungen, fir datt mer, wéi gesot, an Europa an all deene Länner erëm op eng Basis kommen, datt se kënnen och déi Scholden ofbauen, well och dee beschte Wuesstum bréngt näischt eran, wa keng Steiere bezuelt ginn.

Nun ass et eemol esou, datt den normale Bierger a Griichenland net vill Méiglechkeeten huet, fir Steieren ze hannerzéien, mä et gëtt awer anerer, déi hunn der ganz vill an déi maachen dat och mat vill Freed a mat vill Genoss zum Misär vum Land Griichenland, wat betraff ass. Mä dat nämlecht spigelt sech erëm a ganz villen anere Länner. Och eis wäert dat eng Kéier op de Kapp falen, wa mer net hëllefen an der Europäescher Unioun, wéi gesot, déi dote Saachen all op de Leescht ze huelen a wierklech seriö doriwwer ze diskutéieren.

Dozou gehéiert natierlech och, datt mer mussen europäesch sozial Mindeststandarde kréien, datt iwwert déi muss geschwat ginn. Wa mer nëmme schwätzen iwwer Austeritéit a Spueren an den Nationalstaten ëmmer méi enk Corseleten unzeleeën am Kontext vun ëmmer neie Regelen an der Budgetspolitik an dee ganze Sozialberäich erausloossen, da soen ech lech, dann huet den europäesche Modell kee Bestand. Au contraire, da wäerte mer ëmmer méi antieuropäesch Stëmmunge kréien, an duerfir sinn déi doten Aspekter och extrem wichteg.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wann ee kuckt och, wéi d'Situatioun ass a Länner - Irland ass hei ugeschwat ginn: An Irland ass d'Situatioun souwisou nach ganz aneschters. Irland hat virun der Kris 2008 nëmme 25% Schold par rapport zu sengem PIB. Also, Irland stoung am Fong virun der Kris op engem Niveau à peu près, wou mir haut stinn, eigentlech ganz gutt oder guer net esou schlecht. An Irland ass bannent kierzester Zäit vu 25% op 120% eropgaangen, an dat hat ausschliesslech domat ze dinn, datt Irland eng Rei Banken huet misse retten. Fir e klengt Land ass dat natierlech e besonnesch groussen Effort ze maachen.

Duerfir ass et einfach falsch, déi Duerstellung, déi oft gemaach gëtt am Moment, wéi wann déi Scholdekris an Europa drop zréckzeféiere wär, datt an deene meeschten europäesche Länner, wou d'Scholdekris besonnesch haart ass, dat hausgemaach wär, am Sënn, datt de Stat iwwer seng Verhältnisser gelieft hätt, datt d'Gesellschaften iwwer hir Verhältnisser gelieft hätten. Dat ass einfach net richteg!

Griichenland ass sécherlech e Sonderfall an deem Ganzen, well Griichenland insgesamt eng schlecht Gouvernance hat. Mä dat trëfft nach laang net zou fir vill aner Länner, déi de Moment a Schwieregkeete sinn oder riskéieren, dran ze kommen.

Spuenien zum Beispill: Spuenien stoung och virun 2008 relativ gutt do. Spuenien huet tëschent 2000 an 2008 seng öffentlech Schold immens ofgebaut an huet genau dat gemaach, wat een eigentlech misst maachen, oder wéi et och richteg ass, dat ass, wann et gutt geet, datt een da profitéiert, fir d'Scholde séier erëm ofzebauen. An awer ass Spuenien haut an enger zimlech schwiereger Situatioun. Dat huet, wéi gesot, näischt dermat ze dinn, datt de spuenesche Stat insgesamt oder d'Gesellschaft insgesamt iwwer hir Verhältnisser gelieft hätten, mä dat huet éischter mat der Immobiliëkris a mat verschiddenen net ganz intelligente Geschäfter ze dinn, déi vu Banke gemaach gi sinn oder vum Finanzsystem gemaach gi sinn a Spuenien.

Duerfir, wéi gesot, kënnt et drop un, wa mer gären Akzeptanz hätte fir all déi Rettungsmesuren, déi mer décidéieren, wa mer gären Akzeptanz hätten och fir déi nei Regelen, déi mer schafen, da kënne mer déi nëmme kréien, wa mer och beweisen, datt mer op där anerer Säit awer och déi néideg Mesuren ergräifen, fir Wuesstum ze kréien, fir de Chômage ze bekämpfen.

Bon, wann Der beispillsweis Irland kuckt, do ass de Chômage tëschent 2008 an elo vu 4,5% op 15% geklommen. Mä ech mengen, och zu Lëtzebuerg mierke mer jo, datt de Chômage extrem - fir eis Verhältnisser -, extrem séier steigt. Dat ass an deene meeschte Länner esou. A wéi gesot, mir mussen duerfir parallell zu deene Mesuren, déi décidéiert ginn, fir Scholden ofzebauen, eng kloer Visioun, eng kloer Strategie an och novollzéibar Mesuren op den Dësch leeën, e Pak vu Mesuren op den Dësch leeë fir Wuesstum, fir Beschäftegung an Europa, fir datt dee soziale Misär, deen duerch déi Kris entstanen ass, datt dee gläichzäiteg behuewe gëtt. Wa mer dat net ronn bréngen, da wäerte mer ganz sécher all zesumme mat deem Modell Europäesch Unioun scheiteren an och d'Kris net geléist kréien.

Ech deelen och d'Meenung vum Här Bodry, datt et wichteg ass, datt d'Parlament vill méi enk nach agebonne gëtt an datt mer mussen am Virfeld zu esou Entscheedungen oder zu esou Sommeten hei am Parlament diskutéieren.

Wann ech gesinn, wéi vill de Bundestag sech beschäftegt mat deenen dote Problematiken. Déi hunn natierlech verfassungsméisseg eng aner Situatioun wéi mir, dat ass ganz kloer. Mä dat ännert awer näischt drun, datt ech et richteg fannen, datt se déi Diskussioune féieren. An deementspriechend géif ech mer wënschen, datt mer an der Zukunft méi am Virfeld net nëmmen an der Kommissioun, mä och hei an der Plénière vun der Regierung informéiert ginn an och dann diskutéieren, fir datt all Fraktioun kann hir Meenung zu deenen eenzelne Mesurë soen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir hunn an dësem Parlament elo schonn e puer esou Diskussioune gehat. An ech gesinn, datt déi éischt Interventioun, déi ech gemaach hat, ëmmer méi zur Realitéit gëtt, eng Interventioun, wou ech gemierkt hunn, datt ganz vill Kritik wor, mä wou een haut awer gesäit, datt mer richteg louchen.

Mir hunn nämlech direkt festgehalen, datt Lëtzebuerg den Euro brauch. Ech mengen, do si mer ons eens. Mir sinn och d'accord mam Här Minister, wann e seet, datt et Griichenland schlecht geet. Mir sinn do och d'accord, datt d'Zil muss sinn, fir Griichenland méi eegestänneg ze maachen um ekonomesche Plang, an datt d'Stabilitéit vun der Eurozon net perfekt ass. Do si mer ons eens. Mä d'Methoden, wéi ee soll dohinnerkommen, do muss een awer méi wéi skeptesch sinn.

Ech wëll och dorop hiweisen, datt mer an deem Dokument, wat de Finanzminister ons ginn huet vum Eurogroup, och do e puer Kontradiktiounen dra liesen. Esou steet dra fir d'Éischt: „Greece has implemented all agreed prior actions." Griichenland huet all Aktiounen, déi gefrot gi wore virdrun, realiséiert.

Mä am Saz e puer Paragraphen hannendru steet just de Contraire: „Delays in programme implementation have worsened." Dann, wat d'ekonomesch Situatioun ugeet, do seet de Minister hei am Eurogroup, datt déi ekonomesch Situatioun sech verschlechtert huet - „deteriorated macro-economic situation" -, datt déi ganz Reformen, déi sollen duerchgezu ginn, net gemaach ginn.

Ech mengen, dat geet hei aus deem Dokument ervir, wat mer hei virgeluecht kritt hunn. An ech mengen, et muss een och effektiv soen, datt déi Problematik, mat där mer konfrontéiert sinn, och net einfach ass. Dat ass fir ons evident. Mä zënter Joren, zënter datt Griichenland an d'Eurozon mat erakomm ass, gesäit een, datt d'Informatiounen net richteg sinn, datt d'Analysen net richteg sinn an datt zemools den Eurogroup refuséiert, fir d'Realitéiten um Terrain unzekucken.

Et gesäit een och, datt mer zum Beispill gesot kréien, datt d'Ekonomie sech géif verbesseren. Dat ass falsch. All d'Donnéeën, déi mer virleien hunn, weisen, datt et net besser geet, datt mer 2011 e PIB, also e Wuesstum haten, deen nach méi schlecht wor wéi…, also deen ongeféier um selwechten Niveau ass wéi 2012, datt d'Situatioun sech net verbessert an datt d'Ekonomie net urappt.

Woufir rappt se net un? Aus engem ganz einfache Grond: well a Griichenland sech eng parallell Ekonomie entwéckelt huet. Wann Der wëllt a Griichenland eppes bezuele mat enger Kreditkaart oder iwwer Virement, kascht et 100. Wann Der bor bezuelt, kascht et 80. Dat mierkt ee schonn direkt, wann een nuren en Taxi hëlt oder wann een an eng Épicerie eppes kafe geet oder an Hotelen eppes bezilt.

Do gëtt et eng parallell Ekonomie. An da kann och déi Steierreform, vun där Rieds geet, net realiséiert ginn. An dat seet och d'ailleurs den Eurogroup, datt déi Steierreform - also, wann ech de Pabeier hei gelies hunn - net fonctionnéiert, datt et net geet, datt och nach vill Recoursen ënnerwee sinn.

Bref, et kann een net am Hauruck eng ganz Mentalitéit vun engem Land verbesseren. Dat muss een en tant que tel unerkennen. Dat ass eng Realitéit. An et gesäit een och, datt an den Nopeschlänner et munnech Schwieregkeete gëtt. Ech weess net, wat an Zypern geschitt. Do schéngt och munneches net an der Rei ze sinn. An ech ka mer gutt virstellen, vläicht kann den Här Minister ons do eppes soen, mä op jidde Fall schéngt mer och do munneches net an der Rei ze sinn. Mir gesinn, datt och an anere Länner nach Schwieregkeete sinn, mä do kann een e bësse méi optimistesch sinn.

Wat déi griichesch Ekonomie ugeet, an dat wor ee vun deene Grënn, woufir mir ëmmer als ADR gesot hunn, Griichenland misst aus der Eurozon erausgoen, fir dat ze froen, woufir: ma well Griichenland nuren 30% vu sengem Commerce mat der Eurozon mécht, 70% net mat der Eurozon. An et ass also fir si vill méi einfach, fir sech do ze adaptéieren, fir kënnen eng etlech Reformen duerchzekréien, fir hir eegen Ekonomie nees erëm un d'Goen ze kréien.

Mir haten als ADR direkt gesot, datt ee Griichenland an de Griiche misst hëllefen. Fir se ze encouragéieren, aus der Eurozon erauszegoen - well si mussen et jo froen -, muss een hinnen e Scholdeschnëtt, en „rollover" - wéi een dat nennt am techneschen Term - realiséieren.

Dat hate mer direkt scho virun engem Joer, engem gudde Joer gesot, datt mer gesot hunn, déi Schold muss verlängert ginn an der Zäit a si muss reduzéiert ginn. A si muss obligatoresch sinn, net fräiwëlleg. Si muss obligatoresch si fir d'Créditeuren alleguerten. Si muss obligatoresch si fir all Banken an och fir d'Hedgefongen, d'Spekulatiounsfongen a fir d'Regierungen.

Wann et deen Ablack geschitt wier, dann hätt ee Griichenland kënnen hëllefen. An dat wier och ganz effikass gewiescht. D'autant plus, wann een eventuell nach envisagéiert hätt, fir verschiddene Banken an Entreprisen a Griichenland ze hëllefen, fir dat Ganzt ze iwwerbrécken. Dat wier eng radikal Mesure gewiescht. Mä déi hätt Griichenland an d'Griichen an d'Responsabilitéit bruecht, fir a voller Indépendance hir Ekonomie nees erëm un d'Rudder ze bréngen. A si hätt och d'Iddi vun der Solidaritéit mat Griichenland vun Europa kënnen ënnermaueren.

A lues a lues gi mer an déi Richtung. Et gëtt ëmmer méi vun engem Scholdeschnëtt geschwat. A wann ech dem Finanzminister aus Däitschland gutt nogelauschtert hunn, huet dee gesot, datt dat elo effektiv eng Realitéit kéint ginn an engem gudde Joer. En huet souguer e Chiffer annoncéiert, wat et Däitschland kéint kaschten, wann et esou wier.

Duerfir wollt ech och onse Finanzminister froen, datt en ons haut e Chiffer ugëtt, wat et Lëtzebuerg géif kaschten, wann déi Dette grecque géif ëm 50% beispillsweis reduzéiert ginn, wann e Scholdeschnëtt op Lëtzebuerg géif zoukommen, wat jo elo ëmmer méi an der Diskussioun ass, fir datt ee genau gesäit, wat de Risiko fir de Steierzueler ass.

Ech huelen un, Här Minister, wann a Frankräich esou Chifferen erauskommen, wann an Däitschland esou Chiffere bei den Debatten am Parlament erauskomm sinn, dann huelen ech och un, datt d'Lëtzebuerger Regierung ons dee Chiffer haut ka ginn.

(Interruption)

Ech mengen, mir sëtzen an enger Situatioun, wou mer alleguerten net frou sinn a wou mer alleguerten hoffen, fir draus erauszekommen. Mä et ass awer och kloer, datt mer ganz vill mussen un dat griichescht Vollek denken, un déi griichesch Leit. Wat mir alleguerte bedaueren an och als ADR bedaueren, dat ass, datt mer eng Devaluatioun um sozialen Niveau a Griichenland hunn, anstatt eng Devaluatioun vun hirem Euro a vun der Rückkehr op den Drachme (veuillez lire: anstatt eng Devaluatioun vun hirem Euro an eng Rückkehr zum Drachme). Ech mengen, dat ass net dat, wat mer als Solidaritéit mam griichesche Vollek gesinn. Dat hëlleft hinnen net. A mir missten also do en anere Wee goen.

(Interruption)

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, datt se ons wann ech gelift e puer Zuelen ugëtt, wat de Risiko vum Scholdeschnëtt ass, datt ee sech dorobber kann astellen an engem Joer oder zwee Joer, wann dat géif zum Droe kommen.

Fir de Rescht wollt ech just soen, datt mer mat deem, wat elo um Niveau vum Eurogroup décidéiert gëtt, ëmmer d'Impressioun do hunn, mir hätten eng Kaz am Sak. An duerfir si mer relativ skeptesch…

(Interruptions diverses)

…relativ skeptesch mat deem, wat do uewen décidéiert gëtt. An dat wäert sech och héchstwahrscheinlech net verbesseren.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Här Frieden huet virdru gesot, de Griichenland-Programm, deen en elei explizéiert huet, dat wier e Bäitrag fir e stabillen Euro. An en huet recht domadder. De Griichenland-Programm ass net en Hëllefsprogramm fir Griichenland a fir seng Ekonomie. Déi ganz Politik, déi hei sech dran erëmspigelt, geet drëm, fir Scholde vu gréisstendeels nordeuropäesche Banken, mëttlerweil och Zentralbanken, déi déi Scholden opkaf hunn, och iwwregens op d'Käschte vum Steierzueler an eise Länner, fir déi Scholden zréckzebezuelen.

Dat gesäit ee ganz gutt bei deem Pabeier, deen eis hei virgeluecht ginn ass, wou et zum Beispill bei der Privatiséierung ausdrécklech drëm geet, fir all Revenuen aus der Privatisatioun ze huelen, fir de Scholdendéngscht ze bedéngen - net fir d'griichesch Ekonomie oder fir de Fiskus, neen, fir de Scholdendéngscht ze bedéngen!

Och all déi aner Bedéngungen, déi d'Eurozon - an do spillt jo Lëtzebuerg eng féierend Roll dran - de Griichen operluecht huet a wou de Käschtepunkt jo vun de Leit gedroe gëtt, hunn deeselwechten Zweck, oder den Zweck, wéi hei och gesot ginn ass, fir d'Bedéngunge fir d'auslännescht Kapital oder och fir d'inlännescht Kapital a Griichenland méi einfach ze maachen.

Zum Beispill de Mindestloun, deen erofgesat gëtt vu 751 op 586 Euro. Zum Beispill d'Kollektivverträg, déi opgehuewe sinn. D'Léin a Gehälter, déi agefruer sinn; d'Aarbechtslosegeld, wat vu 461 op 360 Euro erofgeet; d'Energiepräisser, déi an d'Luucht ginn; d'Medikamenter, déi net méi kënne vun de Krankekeese bezuelt ginn. Alles dat huet zur Konsequenz eng Steigerung vum Chômage, vun der Obdachlosegkeet, d'Netbehandlung vu Krankheeten, d'Erhéijung vun der Suicidërat.

Déi ganz Austeritéitspolitik, déi sech doranner erëmspigelt an en Effekt ass vun deene ganzen neoliberale Programmer, déi an Europa duerchgesat ginn, mat Hëllef vun der Lëtzebuerger Regierung, mat Hëllef vum Här Frieden, mat Hëllef vum Här Juncker, féiert logescherweis an d'Rezessioun an an d'Aarmut.

An dat betrëfft, mengen ech, net nëmme Griichenland, wat mer do gesinn. Wat mer gesinn a Griichenland de Moment, riskéiert à terme och d'Bild ze gi vun eiser eegener Zukunft.

Duerfir mengen ech net, dass Griichenland virrangeg e Problem huet. Mä ech mengen, dass Europa virrangeg e Problem huet, déi ganz neoliberal Politik, déi an Europa bedriwwe gëtt, e Problem huet. A wat mer virun allem brauchen, dat ass eng aner Politik fir Europa.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech mengen, datt een hei feststellt, datt et e relativ breede Konsensus ronderëm déi Décisioune gëtt, déi d'Eurofinanzministere geholl hunn, a gradesou vill Onsécherheeten, déi ech och beschriwwen hunn a mengen Aussoe virdrun, déi och vun alle Säite gedeelt ginn.

Et gëtt, wéi ech virdru gesot hunn, hei net eng Léisung, déi mat honnertprozenteger Sécherheet zum Zil féiert. Mä et muss een och ganz kloer gesinn, datt et och keng honnertprozenteg Alternativ gëtt.

Duerfir menge mer, datt dat, wat hei gemaach ginn ass, an dat war och d'Meenung vun deene 17 Finanzministeren - iwwregens ënnerschiddlecher politescher Faarf -, datt et besser wär, mir géifen dat hei maache wéi eppes aneschters.

Mä nach eng Kéier: Et bleiwe vill Onsécherheeten, déi allgemeng mat Europa ze doen hunn an déi mat der schwiereger Situatioun vu Griichenland ze doen hunn. Dat als éischt Remarque. Mä ech stelle fest, datt d'Lëtzebuerger Parlament e relativ breede Konsensus an där Analys mécht an och déi Analys vun der Regierung deelt.

Ech wëll Iech och soen - well eng Rei Deputéiert dorop agaange sinn, op déi schwiereg sozial Konsequenze vun enger Rei vu Moossnamen, déi gemaach gi sinn -, ech wëll just soen, datt mir och doriwwer am Conseil vun de Finanzministere vun der Eurozon schwätzen. Mä déi, déi soen, mir kënnen elo net nach méi vu Griichenland fuerderen, déi vergiesse ganz oft, datt een dann ee Saz muss derbäisoen, dee mer awer an deene Sitzungen diskutéieren: Da muss een de Griichen aus dem europäeschen Effort nach méi Sue ginn. Well déi Spuermoossnamen, déi hei mat verschiddenen Nimm beschriwwe gi sinn - Rosskur, Austeritéitspolitik, Spuerpolitik -, déi gi jo net gemaach aus iergendwelcher theoretescher Approche eraus, mä ganz einfach, well déi Suen net do sinn!

Wann een d'Suen net huet, muss ee se vun iergendwou kréien. Entweder also décidéiert een, datt mir méi Sue ginn. Or, déi aner Länner hunn déi Suen och net. Dat ass jo d'Schwieregkeet: Wann all déi Länner am Bonus an hire Finance-publiquë wären, da kéint ee vläicht nach méi ginn. Déi aner Länner hunn also och Problemer.

Duerfir, wa mer eng Chance wëllen hunn, datt déi Suen och eppes bréngen a Griichenland, da muss een d'Griichen och froen, eng Rei Reformen ze maachen. Reformen, déi à court terme äusserst schwéier si fir déi Leit, fir dat Land, mä déi à moyen et à long terme déi eenzeg Chance sinn, fir datt dat Land erëm iergendwéi op eege Féiss kënnt. An dat bleift d'Zil vun all deem, wat mer maachen.

Dat ass eis also scho bewosst, datt dat äusserst schwiereg ass. An Dir gesitt och, wéi schwiereg dat ass am griichesche Parlament an am griichesche Vollek. Mä och d'Griiche selwer soen, och déi griichesch Regierung seet: „Ouni dat do hu mir iwwerhaapt keng Chance, jee nach eng Kéier e souveräne Stat ze ginn."

Dat ass also och eng Meenung, déi gedeelt gëtt vun der griichescher Regierung, an där jo och méi wéi eng Partei sëtzt.

D'Fro vum Scholdeschnëtt ass hei e puermol ugeschnidde ginn. Et ass eng schwiereg Fro, déi keen honnertprozenteg ka beäntwerten. Mä d'Marchéen dobausse waarden nëmmen drop, datt erëm e Scholdeschnëtt kënnt, an da soe se: „Ma gesitt Der, dat geschitt och duerno an Italien, a Spuenien an esou weider!"

Duerfir hu mer de Scholdeschnëtt net als éischte Wee geholl, mä mir hunn éischter gesot, mir maachen eppes op den Zënsen, mir maachen en „debt buyback", mir ginn d'Gewënner aus dem „Securities Markets Programme" zréck, fir also ze versichen, net op e Scholdeschnëtt ze goen. Et gëtt keen, deen deen definitiv kann ausschléissen. Mä aus deem Saz soll een net liesen: Da kënnt en d'nächst Joer. Well grad, wann d'Marchéen dat gesinn, fänken erëm nei Spekulatiounen un.

Ech mengen éierlech, an et soll een éierlech an dësem Dossier sinn, bei Griichenland, dat hu mer ëmmer gesot, sou wéi bei deenen anere Länner, sou wéi an eisem eegene Land: Kee kann an dëser extrem schwiereger ekonomescher Situatioun soen, wéi déi nächst aacht, zéng Joer ausgesinn. Well iwwert déi Period schwätze mer hei.

Mä mir mussen e Wee hunn, mir mussen e Kalenner hunn, mat deem mer fueren. An an deem Kalenner hu mer fir de Moment kee Scholdeschnëtt virgesinn, well mer eis bewosst sinn, datt dat kéint och Konsequenzen hunn op anerer. Mä ausschléisse kann een en net, mä en ass fir de Moment keen Thema vun eisen Diskussiounen, well och déi meescht Finanzministeren net mengen, datt dat e gudde Wee wär, fir ze goen. An duerfir si mer op aner Weeër gaangen, op déi véier Moossnamen, déi ech lech am Résumé virdrun exposéiert hunn.

D'Fro vun der Erofstufung vun enger Ratingagentur vun dem EFSF an dem ESM ass net direkt nozevollzéien, besonnesch net, wann et ëm den ESM geet. Beim EFSF, deem provisoresche Rettungsmechanismus, ass se méi nozevollzéien, well dat d'Konsequenz ass vun der Erofstufung vun engem vun de Memberstaten, nämlech Frankräich. Beim ESM hate mer extra versicht, dee Lien ze ënnerbriechen, well deen anescht opgebaut ass als international Organisatioun wéi den EFSF, wou also de Lien tëschent de Memberstaten an dem ESM anescht opgebaut ass.

Ech mengen net, datt een dat sollt iwwerbewäerten, déi Erofstufung. Et kann een et eréischt richteg jugéieren dee Moment, wou den ESM erëm eng Kéier op de Marché geet. Da wäerte vläicht verschidden Investisseuren, déi nëmmen investéieren an Triple-A-Instrumenter, sech do eng aner Fro stellen oder vläicht, datt de Präis méi héich gëtt. Mä fir de Moment, mengen ech, kann een dat net richteg aschätzen. Ech géif et net iwwerbewäerten. Mä et ass net total nozevollzéien an en fait och net a mengen Ae berechtegt.

Wat de gläichen Traitement vun de Länner ubelaangt, eng Fro, déi den Här Bodry, mengen ech, opgeworf hat, wollt ech soen, datt kee Land a genau där nämlechter Situatioun ass. Well mir hunn, wéi mer d'Zënsen erofgesat hunn zum Beispill, awer zugläich erëm nei Moossname vu Griichenland gefrot. Wann een also géif dat nämlecht maachen och bei anere Länner - an déi Diskussioun hu mer och gefouert mat deenen anere Programmlänner, well mir si schonn der Meenung, datt een d'Länner muss an där nämlechter Situatioun d'nämlecht behandelen -, esou muss ee wëssen, datt Irland a Portugal, wat déi zwee aner Länner sinn, net genau an därselwechter Situatioun sinn.

An ech wëll hei an deem Kontext iwwregens soen, datt mer begréissen, wéi seriö a wéi engagéiert Irland a Portugal dee Kontrakt, dee mer mat hinne gemaach hunn, am Fong ëmsetzen. Déi Reformen droen hir Friichten. Irland wäert an een, zwee Joer erëm Accès zu de Finanzmäert kréien, an a Portugal ass d'wirtschaftlech Situatioun schwiereg, mä d'Regierung huet bis elo extrem gutt Effortë gemaach. A si komme gutt weider op deem Reformprogramm a kënnen och duerfir - déi zwee Länner - op eis vollsten Ënnerstëtzung zielen.

Zypern, hunn ech virdru gesot, huet eng Demande gemaach, fir Hëllef ze kréien. D'Troika ass amgaangen, dat ze analyséieren. Mir wäerten an deenen nächste Wochen - ugefaangen hu mer dat schonn dës Woch -, mir wäerten d'nächst Woch doriwwer an engem extraen Eurogroup schwätzen. Zypern leit och natierlech ënner senger enker wirtschaftlecher Konnexioun mat Griichenland, sou datt de Scholdeschnëtt, dee mer bei Griichenland eng Kéier décidéiert hunn, eng enorm Répercussioun och op d'zypriotesch Banken hat an datt souwisou d'wirtschaftlecht Émfeld do net gutt ass. Duerfir hu mer och prinzipiell gesot, datt mer bereet wären, Zypern ze hëllefen.

Zu all deene Froen ass et nëmmen normal, datt eng Regierung an d'Parlament kënnt, d'Parlament informéiert. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, datt eng vun de Schwieregkeeten ass - an dat ass och d'Kontradiktioun an all deem, d'Kontradiktioun, déi bei eis selwer och heibannen ass -, datt et net dierf op d'Käschte goe vun der Effikassitéit a vun der Schnellegkeet vun der Décisioun. Well an esou Décisiounen, wat ee méi laang waart a wat méi Länner soen: „Mä mir hunn nach eng ganz komplizéiert Prozedur" - dat ass jo och hei net gefuerdert ginn -, da féiert dat en fait zu enger Oneffikassitéit vun Europa, déi net gutt ass fir de gesamten Ensemble.

Duerfir mengen ech: Jo zur Informatioun un d'Parlament, jo zur Konsultatioun vum Parlament, mä op eng Fassong, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg och gewinnt sinn, datt dat schnell an effikass kann iwwert d'Bühn goen, datt mer zu Bréissel à même sinn, Décisiounen am Intérêt général an am Intérêt vu Lëtzebuerg ze huelen.

Dat, Här President, eng Rei vun deene Froen, déi gestallt gi sinn. Ech begréissen also generell d'Debatt, well se e breede Konsensus an engem schwieregen Dossier weist, wou et keng gutt Léisung gëtt, mat där een haut deen Dossier kann ofschléissen. Mä et ass en Dossier, deen eis - net nëmme wéinst Griichenland, mä och wéinst deenen anere Länner, déi ekonomesch Schwieregkeeten hunn, déi Schwieregkeeten hunn an den öffentleche Finanzen - nach wäert laang beschäftegen.

D'Schwieregkeete vun Europa, vun der Eurozon si grouss. Mä mir musse weider kämpfen, fir datt déi Eurozon och weider eng Iwwerliewenschance huet, am Intérêt vun eiser oppener Ekonomie, déi mer zu Lëtzebuerg sinn a wou ganz vill am Ausland Suen eran- an erausfléisse wéinst eiser Finanzplaz a wéinst eiser Industrie.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Den Här Henckes freet nach eng Kéier d'Wuert. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech si frou, datt den Här Finanzminister mer geäntwert huet op déi Fro vun Zypern. Ech hat awer och nach eng Fro gestallt, wat de Scholdeschnëtt, wann et eng Kéier zu engem kéim, wat dee Lëtzebuerg géif kaschten.

Étant donné datt mer do ähnlech Zifferen an anere Länner héieren hu vun hire Finanzministeren, wollt ech froen, ob d'Regierung ons och kéint do e Chiffer annoncéieren, zum Beispill, wann et d'Halschent géif kaschten.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ech wëll nach eng Kéier ausdrécklech soen, datt kee Scholdeschnëtt décidéiert ginn ass, datt kee Scholdeschnëtt an der momentaner Diskussioun ass, mä datt e relativ liicht ze rechnen ass. Well ech hu virdru gesot, datt de bilaterale Prêt vu Lëtzebuerg u Griichenland 139,9 Milliounen ass. E Scholdeschnëtt vu 50% sinn also 70 Milliounen, wann ee wëllt. Mä ech wëll hei ausdrécklech nach eng Kéier soen: Esou eng Décisioun ass net geholl. Kee weess, wat an deenen nächste Jore geschitt.

Déi aner Prête si jo vun engem gewëssene Moment un net méi bilateraler Natur, mä dat wäre Scholdeschnëtter, déi dann en Effet hätten op den EFSF, well et ass den EFSF, dee sech engagéiert huet, Griichenland 144,6 Milliarden ze ginn. Fir de Moment si vun deenen 144,6 Milliarden europäesch Suen u Griichenland 73,9 Milliarden ausbezuelt. Et kann ee sech also ausrechnen, wéi vill e Scholdeschnëtt géif do ausmaachen, mä deen huet keen direkten Impakt op d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, well dat ass jo en europäesche Mechanismus, wou mir en Deel dra bezuelt hunn. An déi Suen, déi an deem Dëppe sinn, si jo méi wéi déi, déi just u Griichenland bezuelt ginn. Mä aus dem bilaterale Prêt kann een déi doten theoretesch Ziffer erausrechnen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6440 iwwert d'Konte vum Exercice 2011. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Diane Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

2. 6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6440 iwwert d'Statskonte vum Joer 2011 ass den 1. Juni 2012 an der Chamber déposéiert ginn.

Wéi de Budget fir d'Joer 2011 opgestallt gouf, war de Statec nach vun engem Wuesstum vun 3% ausgaangen. Tatsächlech waren et der awer nëmmen 1,7%, also vill manner wéi an de leschte 15 Joer, während deene mir en duerchschnëttleche Wuesstum vu 4% kannt hunn.

D'Inflatioun war mat 3,4% wesentlech méi héich wéi déi erwaarten 1,9%. Déi héich Inflatioun hat als Konsequenz, dass den nominale Wuesstum vun eisem Bruttoinlandsprodukt 2% méi héich war wéi virausgesinn.

Um Aarbechtsmaart ass de Beschäftegungstaux ëm 2,8% geklommen, also méi wéi erwaart.

An dësem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld huet de Stat et fäerdegbruecht, dass de Kont 2011 vill besser ofschneit, wéi am Budget fir d'Joer 2011 virgesi war. Den Defizit ass mat ronn 360 Milliounen nëmmen hallef esou héich wéi déi 709 Milliounen, déi am Budget 2011 stoungen.

Ouni elo an den Detail vun allen Zuelen ze goen, well déi fannt Dir a mengem schréftleche Rapport, wéilt ech just e puer Recetten opzielen, déi vill méi héich waren, wéi am Budget virgesinn: D'Betribssteier huet eis 124 Millioune méi erabruecht wéi virgesinn. Bei der TVA sinn et 133 Milliounen, wat virun allem dem elektroneschen Handel ze verdanken ass. A mir hunn 147 Millioune méi Dividenden erakritt wéi virgesinn.

Wa mer d'Zuelen no der europäescher Method kucken, der sougenanntener SEC-95-Presentatioun, esou huet den Zentralstat fir 2011 en Defizit vun 997 Milliounen. Dat sinn 2,3% vum Bruttoinlandsprodukt. Mir leien also ënnert den 3%, déi laut de Maastrichtkritären erlaabt sinn.

A sengem Avis vum 23. Oktober 2012 huet de Statsrot sech haaptsächlech mat den Écarten tëschent dem Budget vun 2011 an dem Kont vum selwechte Joer auserneegesat. Dëse Punkt gouf och vun der Budgetskontrollkommissioun ënnerstrach.

Här President, d'Budgetskontrollkommissioun huet sech ausféierlech mam Rapport vun der Cour des Comptes zu de Statskonte vun 2011 beschäftegt. Eng vun de Fuerderunge vun der Cour des Comptes ass déi vun enger neier Budgetsstruktur an neie Prozeduren, fir de Budget opzestellen.

Dës Fuerderung vun der Cour des Comptes ass net nei. Schonn an hirem Avis zu de Statskonte vun 2008 hat si e gréissert Kapitel geschriwwen iwwert déi franséisch «Loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances». Dëst franséischt Gesetz ass besser bekannt ënnert dem Numm LOLF.

D'LOLF verfollegt zwee grouss Objektiver: Éischtens, d'öffentlech Gestioun soll sech méi un de Resultater orientéieren a méi effikass ginn. Zweetens, d'Informatiounen iwwert d'öffentlech Finanze solle méi transparent ginn.

D'Cour des Comptes huet d'Uwendung vun dësem Gesetz a Frankräich analyséiert an awer och d'Limiten dovunner gewisen. Ausserdeem huet d'Cour des Comptes unhand vun e puer Ministèrë gewisen, wéi esou eng LOLF hei zu Lëtzebuerg kéint ausgesinn.

D'Regierung huet an hirem Programm vun 2009 stoen, dass si wéilt d'Prozeduren analyséieren, fir de Budget opzestellen, auszeféieren an ze evaluéieren. D'Zil dovunner soll sinn, dass d'öffentlech Gelder méi effikass agesat ginn an de Fonctionnement vum Stat méi modern gëtt.

Am Summer 2010 huet de Finanzminister Luc Frieden Experte vun der OECD gefrot, fir hei zu Lëtzebuerg eng Analys vun der budgetärer Prozedur ze maachen. Dës Analys louch am Summer 2011 vir a mécht eng ganz Partie Recommandatioune betreffend d'budgetär Prozedur hei zu Lëtzebuerg, an dëst och am Kontext vun Europa.

An der Kommissiounssitzung huet den Direkter vum Trésor eis gesot, dass géif un der Reform vum Budget geschafft ginn an dass d'Reform soll der Regierung Mëtt 2013 virgestallt ginn. D'Reform ass an zwee gedeelt. Deen éischten Deel betrëfft d'budgetär Regelen a soll den 1. Januar 2014 a Kraaft trieden. Den zweeten Deel soll d'budgetär Prozeduren un dës Regelen upassen, an dësen zweeten Deel vun der Reform soll no an no a Kraaft trieden.

Domadder gëtt enger wichteger Recommandatioun vun der Budgetskontrollkommissioun Rechnung gedroen.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Kont vum Joer 2011 a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Elo kritt d'Wuert d'Madame Anne Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP-Fraktioun wäert déi Konten net stëmmen. Mir stëmme se net, well mer wëlle ganz kloer zum Ausdrock bréngen, dass mer mat der Finanz- an der Budgetspolitik vun dëser Regierung net kënnen d'accord sinn.

Mir hunn eng Situatioun säit 2008 vun den öffentleche Finanzen, déi dauernd méi schlecht gëtt. De Chômage geet an d'Luucht, den Defizit klëmmt. E war 2008 68,9 Milliounen, elo si mer iwwer eng Milliard. D'Recetten, déi si säit 2008 ëm 24,5% geklommen, d'Dépensen dogéint awer ëm 33,5%! Wann een also nëmme 24% méi Suen erakritt, et gëtt een awer 33% méi Suen aus, dat ass eng Rechnung, déi net kann opgoen. Dat heescht, dass ons Scholden och wuessen, an dat sinn Zréckbezuelungen, déi déi nächst Generatioun muss maachen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, der Madame Brasseur nozelauschteren!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Mir kënnen also, Här President, hei net weiderfueren, eng Politik ze maachen op Käschte vun der nächster Generatioun.

2011 huet d'Regierung ugekënnegt, et kéim zu enger Konsolidéierung vum Budget an et géif 2014 zum Équiliber kommen. A fir dat ze erreechen, géif et een Drëttel u Recetten, déi méi héich gemaach géife ginn, an zwee Drëttel Dépensen, déi géifen erofgedréckt ginn. Wat gesi mer elo? Wann ech de Budget 2013 kucken, da si mer bei 50% méi Recetten, a 50% nëmme bei den Dépensen, déi erofginn. Dat ass einfach net zoulässeg!

Ech wëll hei un onse Kolleeg Lucien Thiel erënneren, dee viru Jore schonn net midd ginn ass, e Screening vun den Dépensë virzehuelen, eppes wat d'Budgetskontrollkommissioun à l'unanimité och ugeholl huet an der Regierung recommandéiert huet. Et ass awer net geschitt!

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- D'Stad Lëtzebuerg huet dat virgeholl, säit 2008, mat engem grousse Succès. An och hei muss ee soen, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dat bei der Presentatioun vum Budget vun der Stad gesot huet, d'Zäit vum „nice to have" ass eriwwer, an dat muss och fir ons gëllen, fir d'Dépensë vum Stat.

Den Här Frieden huet op dëser Tribün e Budget presentéiert, mä ech muss Iech soen, Här President, en huet dee Budget presentéiert ouni Convictioun. Et huet esou ausgesinn, wéi wann et net säi Budget wier! An ech ginn d'Gefill och net lass, dass et säi Budget net war. Mä ech froe mech awer, ob et de Budget vun der Regierung war.

Well, wann ech den Här Schmit liesen, dee seet, et wier falsch, op der d'Dépensësäit nach weider ze dréinen, et misst ee mat der Schold virufueren - wéinstens esou hunn ech dat verstanen. Mä den Här Schmit, deen ass jo awer Member vun dëser Regierung! An ech muss Iech soen, dass dat fir mech och inakzeptabel ass, wann een esou Aussoen als Minister mécht, well als Minister ass een am Amt 24 Stonnen op 24.

D'Madame Rapporteur, där ech félicitéiere fir hire Rapport, huet och elo grad op all déi Recommandatiounen higewisen, déi mer scho gemaach hunn. Mä et gesäit een nach ëmmer net, wéi mer elo an Zukunft ännere sollen: D'Struktur vum Budget huet nach ëmmer net geännert. Mir waarden dann also elo op Mëtt 2013, wou jo sollen hei Ännerunge kommen.

Mä d'Fro, déi sech awer stellt, dat ass, wat den Här Frieden ubelaangt, ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Frieden hei am Ree stoe gelooss géif ginn, wéi wann hien dann all d'Attacke kréich vun de Leit, déi net zefridde si mat dësem Budget. Ech froe mech wierklech, wou d'Regierung ass, fir en ze ënnerstëtzen. An ech froe mech virun allem: Wou ass de Premier? De Premierminister huet sech, menger Kenntnis no, nach net iwwert d'Finanzsituatioun geäussert. Hie wäert dat d'nächst Woch hei an der Chamber maachen, mä ech fannen, en hätt dat am Virfeld scho kënne maachen.

(Interruptions diverses)

Duerfir, Här President, aus all deenen Ursaache wollt ech soen, dass mir d'Approbatioun zu de Konte vun 2011 net kënne ginn, fir ze ënnersträichen, dass mer op kee Fall kënne mat där Budgets- a Finanzpolitik vun der Regierung d'accord sinn, eng Budgets- a Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun der nächster Generatioun gemaach gëtt, an dat ass einfach onzoulässeg!

Ech muss Iech soen: Kommt, mir setzen ons zesummen, fir eng aner Politik ze maachen, well, wann een d'Atouten hei vum Land kuckt, an do gebrauchen ech e Wuert: Et ass dach méi dran! An dat misst méiglech sinn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Wëllt den Här Finanzminister nach d'Wuert?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech wëll virun allem der Rapportrice, der Madame Adehm, Merci soe fir hire Bericht. Ech mengen, d'Konte muss ee vum Budget séparéieren. D'Konte sinn d'Analys vun deem, wat gemaach ginn ass par rapport zu deem, wat d'Chamber dat Joer virdru gestëmmt huet. De Budget muss also an deem Liicht gekuckt ginn. An ech mengen, d'Konte reflektéieren eng Maîtrise vun deem Gesetz, wat Dir hei gestëmmt hutt.

An deem Sënn hätten och kënnen aner Parteien, och d'Oppositioun, selbstverständlech d'Konte stëmmen, wa se sech an der richteger Logik vun de Konte géife bewegen. Mä et kann ee selbstverständlech och dat mat anere Saache verbannen.

Dozou wollt ech just Folgendes soen: Dat Éischt, dat ass, datt mir selbstverständlech bei der Opstellung vum Budget e Screening maachen, well all Dépense gëtt am Detail iwwerkuckt. Mä derbäi soen ech och, an dat soen ech och par rapport zu deem, wat d'Madame Adehm hei nach eng Kéier rappeléiert huet, datt mer eng Budgetsprozedur brauchen, déi nach besser gëtt.

Firwat huet dee Projet Retard kritt, un deem ech ganz staark attachéiert sinn? Well zwou Saache geschitt sinn: Dat Eent, dat ass, datt währenddeem, wou mer um Projet iwwert d'Budgetsreform um Schaffe waren, eng ganz Rei nei europäesch Regele komm sinn, déi mer mat décidéiert hunn, nämlech de sougenannten „Fiscal Compact", en Traité, deen hei an der Chamber nach muss gestëmmt ginn, deen nach net aviséiert ass vum Statsrot, de sougenannten „Sixpack", wou eng ganz Rei Budgetsregelen drastinn.

An am „Fiscal Compact" ebe steet d'Scholdebrems. Am „Sixpack" stinn eng ganz Rei Regelen, wéi e Budget muss gemaach ginn. An dee sougenannten „Two Pack", deen och ass iwwer wéi d'Prozedur tëschent Europa an dem Nationalstat ass, deen ass nach an der Diskussioun am Europäesche Conseil. Mä ech sinn der Meenung, datt een déi europäesch Regele muss direkt mat abauen an eist neit Kontabilitéits- a Budgetsgesetz.

Déi aner Ursaach ass, datt et äusserst schwiereg ass, déi Budgetsreform, wann een eng grouss Budgetsreform do wëllt maachen, hinzekréien, well eent vun den Ziler vun esou enger Budgetsreform ass, d'Qualitéit vun den Ausgabe besser ze préiwen an e System vun Evaluatioun vun de Programmer a vun den Ziler, déi ee sech gëtt, a posteriori kënne festzestellen. Wie mécht esou eng Evaluatioun? Doriwwer musse mer nach diskutéieren, och mat der Chamber. Dat ass keng einfach Reform!

An dat Drëtt, dat ass e Problem, dee mer schonn an der Chamber diskutéiert hunn, wou och d'Chamber keng Léisung fonnt hat, dat ass: Wéi kréie mer deen Ënnerscheed besser eliminéiert tëschent eiser nationaler Budgetsopstellung an där europäescher? Wat maache mer zum Beispill mat eise Fongen, déi mer hautdesdaags hunn, wou Dépensë fir Bauprojeten an esou dra sinn, an enger europäescher Budgetsform, déi just d'Recetten an d'Dépensë vun engem Joer kuckt, an net d'Reserven, déi een eventuell ugeluecht huet.

Iwwer all déi Froen hu mer nach net an der Regierung eng definitiv Léisung fonnt. Dorunner schaffe mer äifreg, an duerfir sinn ech frou, hei d'Ënnerstëtzung vun der Chamber op deem Projet ze hunn.

An ech hunn an der Finanzkommissioun gesot, net méi spéit wéi de Moien, datt ech elo emol mat engem Zwëscherapport wëll eng Kéier - mat den Analysen, déi mer bis elo gemaach hunn - uganks des Joers an d'Finanzkommissioun kommen an an d'Budgetskontrollkommissioun, wou d'Madame Brasseur, déi jo de Mëtteg hei geschwat huet, Presidentin ass, fir och do emol eng Kéier déi puer Optiounen, déi sech do stellen, ze diskutéieren. Well ech mengen, dat si keng parteipolitesch Diskussiounen, déi wat d'Budgetsreform ubelaangt ze

féiere sinn, mä dat ass: Wéi kënne mer dee beschte System fir déi nächste Jore fannen? An do zielen ech op d'Ënnerstëtzung an d'Kooperatioun vun der Chamber!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Mir kéimen dann elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6440 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6440 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6440 est adopté par 45 voix pour et 14 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2011 um Ordre du jour. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et ass den honorabelen Här Carlo Wagner, deen eis als Rapporteur déi Konte presentéiert.

(Interruption)

3. 6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011

Rapport de la Commission des Comptes

M. Carlo Wagner *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Artikel 165 vun eisem Reglement gesäit vir, ech zitéieren: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes", assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau. […] (4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

Wat nun, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reserve vun der Chamber ubelaangt, esou gesäit een, wéi dat och schonn de Fall dat Joer virdru war, datt déi selbstverständlech duerch d'Renovatioun vun der Maison Wiltheim affectéiert sinn. Dräi Millioune sinn dofir virgesinn.

Op den 1. Januar hu sech d'Reserven op 5.590.000 Euro - ech kierzen of - chiffréiert, wou 1.859.000 Euro fir Dépenses imprévues virgesi sinn an u sech och déi reell Reserv vun der Chamber duerstellen. D'Réserve informatique chiffréiert sech op 731.000 Euro, déi néideg si fir schonn engagéiert Dépensen.

Ee Bléck op de Bilan weist, datt mer op den 31. Dezember 2010 en Aktiv an e Passiv hate vu 7.780.000 Euro, an op den 31. Dezember 2011 ee vun 8.841.000.

Da wëll ech Iech alleguerten awer och net virenthalen, datt mer par rapport zum Budget adopté 1.809.000 Euro manner ausginn hunn, dat sinn 6,29%.

Den Delta tëscht dem Budget, dee virgesi war, an de Frais effectifs an der Sectioun „Députés", dat heescht minus 397.000 Euro, erkläert sech haaptsächlech opgrond vun de Budgetsartikelen „Indemnités de secrétariat" an „Congé politique". Fir déi Budgetsartikele muss d'Administration parlementaire de gesetzleche Bestëmmungen no e Budget maximal ufroen, deen awer an der Regel ni gebraucht gëtt, op alle Fall net ganz gebraucht gëtt.

An der Sectioun „Institutions parlementaires internationales" si Frais de route ageschriwwe fir d'international Réuniounen, déi dann och natierlech Fonctioun si vun der Zuel vun de Participanten, der Zuel vun de Réuniounen an och der Plaz, wou se stattfannen. Do si 95.000 Euro manner gebraucht ginn.

Beim Personal, wou 244.000 Euro agespuert gi sinn, erkläert sech den Écart doduerch, well d'Salairë vun alle Fonctionnairë fir e ganzen Exercice agesat ginn an déi Rekrutementer awer oft eréischt am Laf vum Joer stattfannen. 2011 huet och een Deel vum Personal en Temps partiel ugefrot, woubäi awer eng ganz Tâche am Budget virgesi war.

Da sinn och nach beim Posten „Compte rendu" eng 248.000 Euro agespuert ginn, well just 14,5 Compte-renduë vun deenen 19, déi geplangt waren, realiséiert goufen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech net onendlech mat Zuele ploen. Den Detail, dee kënnt Der jo fannen am schréftleche Rapport.

Et bleift dann och just, d'Firma Deloitte ze zitéieren, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber gemaach huet. Ech zitéieren: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 1 qui fait partie intégrante des comptes annuels.»

Au vu vun där Appréciatioun an och vun där Analys, déi mir selbstverständlech vun de Konten an der Kommissioun gemaach hunn, géif ech d'Chamber bieden, hiren Accord ze ginn zum Exercice 2011. Ech wëll dann och selbstverständlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech géif dann och nach gären dem Här President eng Resolutioun iwwerreechen, déi seet, datt d'Chamber déi Konten unerkennt an datt mer d'Konten an och de Rapport vun der Commission des Comptes un d'Cour des Comptes weider wäerte reechen.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2011 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Carlo Wagner, André Bauler, Jean Colombera, Camille Gira, Roger Negri.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Sou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2011 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen? Wien ass domadder d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech géif dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, bieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn, mat där d'Resolutioun domat ugeholl ass. Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Mir kommen dann elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar der Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2011. Hei ass et d'Madame Brasseur, déi elo d'Wuert dozou kritt. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes

Exposé

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech géif bieden, dass mer dës Resolutioun solle stëmmen, well déi Konten, déi sinn exakt gefëiert. Mir hunn dat nogekuckt an duerfir kann ech nëmmen der Chamber recommandéieren, dass mer dat duerch e Vote expriméieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 3 décembre 2012;

approuve

les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes.

[1] Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

(s.) Anne Brasseur, Diane Adehm, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

D'Diskussioun ass dann och domadder ofgeschloss, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Ech bieden dann all déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetskontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit,…

(Brouhaha et interruption)

…gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur vum Joer 2011, an hei kritt nach eng Kéier déi honorabel Madame Brasseur d'Wuert.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur

Exposé

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Och do géif ech d'Chamber bieden, där Resolutioun d'Zoustëmmung ze ginn. Mir sinn hei am Kader vun enger neier Procédure. Den Dënschdeg hu mer d'Procédure geännert, fir dass mer dat sollen iwwer Resolutioun no Examen vun der Budgetskontrollkommissioun hei adoptéieren.

Ech muss Iech awer opmierksam maachen op e Passage aus dem Rapport vun den Experts-comptables vun der Fiduciaire, déi déi Konte vun dem Médiateur nogekuckt hunn. Déi schreiwen, an ech zitéieren: «Nos vérifications n'avaient pas pour objet la certification de cet état comptable, dès lors nous n'avons pas vérifié l'état comptable suivant les normes de révision généralement admises.»

Fir de Rescht soe se awer, d'Konte wieren an der Rei. Mir musse fir déi nächst Joren ons awer eng aner Method ginn, fir dat ze vérifiéieren. Dat wollt ech ënnersträichen, mä no där Observatioun géif ech awer nach eng Kéier der Chamber recommandéieren, déi Resolutioun ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le compte 2011 établi par le Secrétariat du Médiateur et soumis au Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 4 juillet 2012;

- vu l'opinion du réviseur, dont les vérifications n'avaient pas pour objet la certification de l'état comptable du compte 2011 suivant les normes de révision généralement admises, mais selon lequel «le compte 2011 donne une image fidèle des recettes collectées et des dépenses payées par le Secrétariat du Médiateur du Grand- Duché de Luxembourg pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011 en accord avec son règlement financier et comptable intérieur. Plus particulièrement, les opérations comptabilisées dans le journal peuvent être réconciliées de manière transparente par rapport aux comptes de trésorerie.»;

- vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 3 décembre 2012;

approuve

les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur.

(s.) Anne Brasseur, Diane Adehm, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Ech huelen net un, datt nach een dozou wëllt d'Wuert ergräifen. Domadder wär och d'Diskussioun ofgeschloss.

Sou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetskontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer och erëm d'Unanimitéit ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun och ugeholl, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun och weidergereecht.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 11., 12. an 13. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.01 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 12

MARDI,
11 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)
   - *M. le Président*
2. Communications
   - *M. le Président*
3. Ordre du jour
   - *M. le Président*
4. 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Lux*
5. Ordre du jour (suite)
   - *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

1. Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

M. le Président.- D'Chamber huet an enger Resolutioun festgehalen, fir eng Enquêtëkommissioun ze konstituéieren, déi den Numm Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) droe soll.

Wat hir Zesummesetzung ubelaangt, si folgend Virschléi agaangen: fir d'CSV-Fraktioun d'Madame Christine Doerner an déi Häre Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Marc Spautz a Lucien Weiler; fir d'LSAP-Fraktioun déi Häre Lucien Lux, Alex Bodry a Ben Fayot; fir d'DP-Fraktioun déi Häre Claude Meisch a Xavier Bettel; fir d'Fraktioun vun deene Gréngen den Här François Bausch; fir d'Sensibilité politique ADR den Här Gast Gibéryen a fir d'Sensibilité politique déi Lénk den Här Serge Urbany.

Ass d'Chamber mat der Bezeechnung a mat der Zesummesetzung vun dëser Enquêtëkommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 5. Dezember vum Logementsminister de Projet de loi 6510 iwwert d'Schafe vun enger Société Nationale de Développement Urbain S.A. an engem Fonds du Logement S.A. nationale; deeselwechten Dag vum Innenminister de Projet de loi 6511 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Kläranlag Esch/Schëffleng an de Projet de loi 6512 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atert-Dall; a schliesslech de 7. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit.

3) De 6. Dezember 2012 ass d'Petitioun N°323 fir d'Notze vum Cannabis fir medezinesch Zwecker vun der lëtzebuergescher Sektioun vun der Union francophone pour les cannabinoïdes en médecine eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 décembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6510** - Projet de loi portant 1) autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale, 2) modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 et 3) modification de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 05.12.2012

***6511** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

***6512** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1re phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

***6513** - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.12.2012

3) La pétition n°323 pour l'utilisation du cannabis à des fins médicales a été introduite le 6 décembre 2012 par l'Union francophone pour les cannabinoïdes en médecine (UFCM) - section Luxembourg.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 6. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013.

Muer de Moien um néng Auer hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Projet de loi 6497 iwwert déi fiskal Mesuren, dann den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6021 iwwert d'Iwwerverschëldung, nom Modell 1; zweetens de Projet de loi 6466, e Partenariatsaccord tëschent der EU a verschiddene Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, nom Modell 1; an dann d'Question élargie N°28 vum Här Eugène Berger iwwert d'Statutenännerung bei engem Prestataire aus dem konventionéierte socio-éducative Beräich.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer d'Diskussioun vum Projet de loi 6497 zesumme mat de Budgetsdebatten nom Modell 7.

A mëttes um zwou Auer hu mer den Ofschloss vun der Diskussioun vum Projet de loi 6497 a vun de Budgetsdebatte mat uschléissendem Vote iwwert déi zwee Projeten.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2013, an dat esou, wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass.

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt dëse Rapport an d'Gebärdesprooch iwwersat gëtt, a wollt de Rapporteur dowéinst bieden, e bësselche méi lues ze schwätzen.

(Brouhaha général)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

4. 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, ech wollt um Ufank vun dëser Interventioun virun allem de Memberen aus der Finanzkommissioun Merci soe fir d'Zesummenaarbecht an deene leschte Wochen. Ech wollt dem Finanzminister an all senge Responsabelen an der IGF an de Steierverwaltunge Merci soe fir eng gutt Kollaboratioun, déi mer haten. Ech wollt all deenen, déi sech Zäit geholl hunn an de Chambres professionnelles an doriwwer eraus, fir mer Zäit ze schenken, fir dee Rapport hei ze preparéieren, an ech wollt virun allem an eiser Fraktioun dem Claude Tremont an dem Brigitte Chillon, ganz wäertvoll Mataarbechter a Mataarbechterin, Merci soe fir hir Zesummenaarbecht.

Et war mir eng Éier, fir d'zweete Kéier de Budgetsrapport hei an der Chamber ze maachen. Ech hunn dat ganz gäre gemaach an ech hoffen, Dir kënnt mat der Aarbecht, déi ech Iech virgeluecht hunn, och eppes ufänken, kuerzfristeg, mä an eenzelne Gebidder sécherlech och fir déi nächst Joren.

Déi wichtegst Fro, déi Der sécherlech de Mëtteg vu mir gäre beäntwert hätt, ass déi: Wéi geet et eisem Land haut?

Ech versichen dorobber an deenen nächste Minutten eng Äntwert ze ginn. Eisem Land geet et insgesamt nach gutt. Mir si bis elo besser duerch d'Kris komm wéi vill aner Länner. Vill Parametere sinn nach positiv. D'Statsverscholdung an öffentlechen Defizit sinn - am Vergläich zu anere Länner - akzeptabel. Mir sinn ee vun deene leschten Eurostaten, déi nach den Triple-A hunn. Mir schafe weider - wann och manner - Aarbechtsplazen, an eis Produktivitéit, wichteg fir eis Kompetitivitéit, ass nach ëmmer gutt.

Awer - en décken Awer - et ass a mengen Aen un der Zäit, d'Ärmel eropzekrämpelen, fir dass mer net an de Mëttelmooss ofdreiwen, wa mer weider an der Spëtzegrupp, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren, wëlle bleiwen.

Wa mer kucken, ob all déi Parameteren, déi sech an de Jore vun der Kris, awer net nëmmen duerch d'Kris, och hei zu Lëtzebuerg verschlechtert hunn: Och zu Lëtzebuerg, net gewinnt fir eis, ass de Wuesstum en panne, huet sech de PIB säit der Kris net erholl, geet de Chômage an d'Luucht op haut iwwer 6%, an hu mer, dat musse mer eis agestoen, e rasanten Ustieg vun der Verschëldung ze verzeechnen.

Mir mussen also zréck an e positiven Trend kommen. Dat ass wichteg fir d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land. Dat ass wichteg fir d'Festegung vun engem staarke Sozialstat. Dat ass wichteg, fir handlungsfäeg ze bleiwen a finanziell Spillraim ze behalen, fir och muer an iwwermuer fir déi zukünfteg Generatioune kënne Politiken ze maachen. Dat ass wichteg, fir Impulser fir Wuesstum an e gudde Kader fir eng wettbewerbsfäeg Ekonomie ze schafen.

An - ech hunn et gesot -, dat ass fir mech de Fuedem, roude Fuedem, bloe Fuedem, schwaarze Fuedem, grénge Fuedem, egal wéi eng Faarf, de Fuedem duerch de Rapport ass deen, eise jonke Generatiounen eng Zukunftsperspektiv ze loossen a weider opzemaachen a keng erdréckend Hypothéik a Bürd op hire Schëlleren ze hannerloossen.

Fir dat ze erreechen, brauch een a mengen Ae keng Radikalkur, kee soziale Kahlschlag, keen Doudspueren, kee Briecheisen, mä eng décidéiert Hand fir eng realistesch Reformpolitik, déi dräi Saachen, a mengen Aen dräi Saache muss parallell zesummebréngen: nämlech gesond öffentlech Finanzen, Wuesstum a sozial Kohäsioun.

Wéi komme mer op dëse Pad décidéiert erëm zréck? Dozou zwou Virbemierkungen - méi atmosphärescher - zur Politik an zu der Atmosphär, wéi sech Budgetsdebatten och am Joer 2012 ofspillen.

Éischt Virbemierkung. Mir hu säit enger Zäit hei am Land, an dat besonnesch nom Scheitere vun der Tripartite am Dezember 2010, eng vun eise wichtegsten Tugende verluer: D'Politik, d'Regierung, d'Chamber, d'Patronatsorganisatiounen, d'Gewerkschaften, aner Acteuren dobausse rieden am Moment vill iwwereneen, laanschteneen, géinteneen, awer net méi mateneen.

Den Niveau vun der Debatt, dat konnt een awer an deene leschten Deeg feststellen, ass deelweis - ech soen et riicht eraus - erschreckend polemesch. Et geet virrangeg drëms, fir Egoismen, Partikularinteressen, Kooperatismen ze verdeedegen, anstatt ze versichen, fir vernünfteg Léisungen am Intérêt vum Land, dat heescht vum Allgemengwuel ze fannen.

An de Problem ass, dass mer eis heiansdo emol net iwwert d'Fakten eens ginn. Dat dierft u sech dat Einfachst sinn.

Ech huelen ee Beispill aus der leschter Woch, wou d'Chambre de Commerce eng Pressekonferenz hat, fir d'Resultat vun enger Ëmfro - „Eurochambres" - iwwert d'Stëmmung an eiser Ekonomie matzedeelen. An ech hunn - de 5. Dezember war dat - zwou Zeitunge geholl. Déi eng Zeitung huet déi Pressekonferenz iwwertitelt mat „Climat des affaires pessimiste", „Crise de confiance", „Prévisions au plus bas". An eng aner Zeitung huet iwwert deeselwechten Evenement getitelt: „Luxemburgs Konjunktur-Himmel hellt sich auf".

An ech muss soen: Wat fir ee Spektakel an deene leschten Deeg, wann déi eng eis soen, dass de Ruin vum Land bevirsteet an dass een duerfir Mindestloun an Index an Ajustement an esou virun, alles misst ewechgeheien, an déi aner eis zielen, et wär alles a Botter, rien à signaler, et soll ee roueg esou weiderfueren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn!

Wéi soll een an esou enger Atmosphär konstruktiv weiderkommen? An ech mengen, dass dat och e bëssen d'Stonn vun der Politik ass, dass dat och e bëssen d'Stonn vun eis hei an der Chamber, awer och vun der Regierung ass, Verantwortung ze iwwerhuelen, fir eng Debatt ze féieren, méi staark Präsenz nach ze weisen an all deene wichtegen, wesentlechen Debatten, déi mer an den nächste Joren ze féieren hunn, sech gutt virzebereeden, intern an extern Kompetenzen notzen.

An ech wëll soen, fir optimistesch mat där Bemierkung do opzehalen, dass all representativ Sondagen, déi mer an deene leschte Woche konnte liesen iwwert den Zoustand vum Land, eis gewisen hunn, dass iwwer 80% - iwwer 80%! - vun de Sondéierte soen, dass ze zum Beispill sech grouss Suerge maachen iwwert d'Verschëldung an iwwert d'Defiziter hei am Land. Dat mécht een optimistesch, fir unzehuelen, dass - iwwert d'Scharfmacher eraus - et noutwendeg ass, tëschent deene reellen a vermeintleche Skandaler, déi dann dorëmmer grasséieren, Zäit ze hunn, fir iwwert d'Zukunft vum Land ze schwätzen.

Ech wéilt eng zweet Virbemierkung maachen. Mir leiden och un engem pessimisteschen Discours, engem permanente pessimisteschen Discours, där Morosité ambiante, fir ëmmer nëmme just iwwert dat Negativt ze schwätzen, an dat Positivt, och d'Chancen, déi mer hunn an dësem Land, d'Energien, déi mer hunn, d'Kompetenzen, déi mer hunn, kaum nach zur Kenntnis ze huelen.

Derbäi gëtt et och Erfolleger ze verzeechnen, an ech wäert herno op eenzelner dovunner agoen.

Sécherlech d'Eurokris, d'Scholdekris, déi sozial Kris a ville Länner, virun allem a Südeuropa, läit wéi en - esou hunn ech dat heiansdo gesot - naasse Schwamp op all eisen Diskussiounen.

Mä doriwwer eraus gëtt et awer och Moossnamen, déi endlech ufänken, och Friichten ze droen. D'Defiziter ginn zréck a ville vun deene Länner. D'Zënse fir Emprunten normaliséiere sech schrëttweis. An ech mengen, dass och duerch den ESM, duerch all déi Instrumenter a Prozeduren, déi mer amgaange sinn, fir ze versichen, eng besser budgetär a wirtschaftlech Gouvernance ze kréien, dass et och do hoffnungsvoll Elementer gëtt.

Woubäi ech fir eis Chamber wëll soen - an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi an der Finanzkommissioun oft gedroe gëtt -, dass mer an deenen nächste Wochen, um Ufank vum nächste Joer eng Debatt an dësem héijen Haus mat der Regierung musse féieren - mir haten dat schonn eng Kéier wëlles - iwwert de Suivi démocratique vun all deene Prozeduren - „Six-pack", „Twopack", Semestre européen an esou virun -, fir och iwwert d'Budgetssouveränitéit vun deenen eenzelne Parlamenter an der Europäescher Unioun an der Eurozon ze schwätzen an och eng Upassung ze maache vun eiser budgetärer Prozedur par rapport zu all deenen neien Elementer um europäesche Plang.

Et gëtt Beispiller fir déi negativ Grondhaltung, hunn ech gesot. D'Patronat, an ech hunn dat oft hei bemierkt, riet de Lëtzebuerger Wirtschaftsstanduert selwer schlecht, obschonn et och do Atoute gëtt. Am leschte Produktivitéitsranking vun der „Conference Board" läit Lëtzebuerg an der Produktivitéit op der éischter Plaz vun 39 Industrienatiounen, déi hei getest gi sinn.

Och d'Gewerkschafte schwätzen dauernd, oft fir Lëtzebuerg vun Austeritéit, vu sozialem Ofbau an zeechnen e Bild vun enger scho bal sozialer Kris, déi et zu Lëtzebuerg gëtt. Ech mengen, wann een éierlech d'Tatsaachen an d'Fakte kuckt, dass ee gesäit, dass virun allem ee staarke Sozialstat, dee mer hunn, et fäerdegbruecht huet mat engem fonctionnéierende Sozialsystem, fir hei zu Lëtzebuerg derfir ze suergen, dass esou eng Kris an dësem Land bis elo ausbliwwen ass.

Statt also Morositéit a Krisensyndrom wär et och hei noutwendeg, no konstruktive Léisungen ze sichen, an ech wéilt der Regierung un d'Häerz leeën, alles ze maachen, fir déi Tugend vum Dialog erëmzefannen.

An ech mengen, dass dräi Themen - dat Thema vun de gesonden öffentleche Finanzen, d'Noutwendegkeet vu Wuesstum an engem neie Plan d'action fir d'Kompetitivitéit an drëttens d'Stäerke vun eisem Sozialstat - dräi Felder wären, déi et géife verdéngen, alles ze maachen, fir dass mat der Chamber zesummen d'Sozialpartner erëm an e gemeinsamt Gespréich kommen a wa méiglech och zu gemeinsame Léisungen.

Et ass awer och den Appell un d'Regierung an un déi jeeweileg Ministeren, och an engem Budget wéi deem vun 2013 dat Zuelewierk net nëmmen eleng ze kucke mat sengen Defiziter, mat senge makroekonomeschen Zilsetzungen, mä och mat de Politiken, déi hannendrustiechen: Investitioune mat Prioritéiten am Schoulberäich an an der Mobilitéit a mat der Noutwendegkeet, vläicht am Beräich vum Logement nach méi ze maachen, am Bau vun öffentlechen a private Wunnengen, d'Sozialtransferten ervirhiewen.

Eng Zuel wëll ech Iech soen. De Fait, dass mer déi héich Sozialtransferten hunn, mécht zu Lëtzebuerg, dass sech den Aarmutsrisiko vu 45% op ënner 15% verréngert. Mir maachen déi Sozialtransferten net einfach fir näischt, aus Kontabilitéitsgrënn. Mir maache se, well se e Sënn erginn an der Kohäsioun vun eisem Land.

Familljepolitik, mat der Noutwendegkeet déi Betreiungsstrukturen, an déi an de leschte Joren ënnert dem Androck vun der noutwendeger Vereinbarkeet vu Beruff a Famill extrem vill investéiert ginn ass.

An ech mengen, och mat der Noutwendegkeet, d'Recherche an d'Innovatioun ze stäerken, mat dem Zil, 1% vum PIB bei der öffentlecher Recherche ze erreechen, an och fir ze soen, och an dëse schwieregen Zäiten 1% internationaler Solidaritéit an eiser Kooperatiounspolitik, déi noutwendeg sinn.

Also, méi Dialog, méi Reflexioun, méi Décisioun, dann awer och méi Optimismus anstatt lamentéiere wären a mengen Aen noutwendeg.

Déi zweet Fro, déi ee sech stellt: Wéi kann een d'Lag, déi sozial an ekonomesch Lag vun eisem Land am beschte beschreiwen?

Ech hu versicht, e klengen Tableau de bord ze maache mat Stäerkten a mat Schwächten - fënnef Schwächten, fënnef Stäerkten. Forcément net nëmme lauter Positives a forcément och net nëmme lauter Negatives.

Eng éischt Schwächt ass, wa mer iwwert de Budget 2012 an 2013 schwätzen, dass en Defizit am Joer 2012 vun 1,6 Milliarden an en héijen Defizit nach ëmmer vun enger Milliard am Zentralstat 2013 héich, méiglecherweis ze héich sinn. An den Iwwerschoss - dat soen ech all deenen, déi esou Gedankespillereie maachen -, den Iwwerschoss vu 760 Milliounen 2012 bei der Sécurité sociale - an de Sozialminister weess dat - relativéiert zwar dat Bild, mécht et besser fir Bréissel, wa mer d'Zuele schécken, mä mir wëssen, dass déi Gelder do, virun allem an de Rentereserven, verplangten, jo versprache Gelder sinn, déi een net einfach esou kann eriwwertransferéieren.

Eng Stäerkt op där anerer Säit ass déi, an ech hunn et gesot, dass Lëtzebuerg ee vun deene wéinege Staten, Eurostaten ass, déi d'Maastrichter Kritären - dat heescht ënner 3% Defizit am gesamten öffentlechen Haushalt an ënner 60% Verschëldung - nach hunn a respektéieren an doduerch och den Triple-A behalen, obschonn ech net zu de Fanen, wierklech net zu de Fanë vun de Ratingagenturen zielen.

Eng zweet Schwächt: D'öffentlech Verschëldung ass relativ par rapport zu deenen anere verglach niddreg, awer et muss eis heibannen an dobaussen dach awer Suerge maachen, wann ee gesäit, dass mer am Joer 2007 - dat war virgëschter - 6,7% Verschëldung vun eisem PIB haten an am Joer 2013 bal bei 25% leien.

Och wann een déi zwou Milliarden Apport an d'BGL BNP Paribas erausrechent, bleift den Ustieg vun eiser Verschëldung säit 2007 extrem héich. An ech wëll dat och an enger anerer Zuel benennen, dass d'Charge vun der Dette, déi Zënsen, déi mer zréckbezuelen op déi Schold do, am Joer 2007 - lauschtert gutt no! -, am Joer 2007 30 Millioune waren, an am Joer 2013 wäerten dat 220 Millioune sinn, Tendenz steigend!

Dat si Suen, déi eis an de Politike feelen. An ech wëll bei der Verschëldung och soen, dass Lëtzebuerg am Verglach zu villen anere gréisseren a grousse Länner e Land ass, wat wéineg Ofwierkräften huet, wann et muer emol eng Kéier an eng Scholdespiral erakënnt; vill méi kleng Ofwierkräften, wéi dat grouss Länner hunn.

Eng zweet Stäerkt derniewent: Mir hunn héich Investitiounen an dësem Budget 2013; nach wie vor 1,7 Milliarden. Dat si bal 4% vum PIB. A mir leien domadder bei deenen héchsten Investitiounsquoten an der Europäescher Unioun. Investitiounen heescht Wuesstumsimpulser ginn. An dat gëllt, mengen ech, och fir déi Impulser, déi mer kënne ginn, fir d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen ze erhalen.

Dofir waren déi politesch Décisiounen, fir den Indexmechanismus ze erhalen, mat der Garantie vun enger Tranche den 1. Oktober all Joers an dëse Jore vun der Kris, d'Augmentatioun vum Mindestloun, déi mer d'nächst Woch wäerten décidéieren, an och nom Report vum Accord salarial d'Noutwendegkeet mat deem Accord salarial, dee mer an dëse Wochen an der Chamber amgaange sinn ze diskutéieren, an och décidéiere wäerten eng kontinuéierlech Lounpolitik och an der öffentlecher Funktioun ze maachen.

Eng drëtt Schwächt, déi ech géif detektéieren, ass déi, dass de Wirtschaftswuesstum… Wann alles gutt geet, sti mer um Enn 2012 knapps do, wou mer am Ufank 2008, am Ufank vun der Kris, waren. Et ass zu Recht vum Statec, mengen ech, als fënnef verluere Jore fir de PIB duergestallt ginn. A mir mussen als Schwächt och ugesinn, dass eng schläichend Desindustrialiséierung eisem ekonomeschen Tissu extrem schlecht deet, och wann dat eng Entwécklung ass, déi och an deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun festzestellen ass.

Eng drëtt Stäerkt awer derniewent ass déi, dass mer an deene leschte Jore säit 2008 - an et muss ee sech dat awer gutt virstellen: säit 2008! - an dësem Land 32.000 nei Aarbechtsplaze geschafen hunn. 32.000 nei Aarbechtsplazen! D'Kompetitivitéit schéngt also nach wie vor gutt ze sinn. An ech hunn dofir am Rapport och d'Beispill vun dem globale Kompetitivitéitsindex geholl, wéi e vum IMD publizéiert gëtt, wou Lëtzebuerg op der zwielefter Plaz vun 59 Länner steet, déi analyséiert gi sinn.

An ech bleiwen derbäi: Wann een - an ech soen dat och de Chambres patronales an der Chamber vun de Salariéen - an der Kompetitivitéit net nëmmen eleng de Coût salarial kuckt, mä wann een och déi héich Aarbechtszäit hëlt, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wann een eng ganz gutt performant Fiskalitéit fir d'Entreprisë kuckt, wann een d'Lounniewekäschte kuckt a wann ee virun allem och de soziale Fridden an d'sozial Kohäsioun kuckt, da bleift Lëtzebuerg och a senger Ekonomie e kompetitiivt Land.

Eng véiert Schwächt: De Chômage - an ech hunn et virdru scho gesot - ass säit 2008 an der Moyenne vu ronn 4 op iwwer 6% an d'Luucht gaangen. A mir sollten och kucken, dass an de Beschäftegungsmoossnamen, zäitlech befristete Moossnamen, déi et gëtt, iwwer 4.000 Persounen a sech an enger ganz prekärer Beschäftegungssituatioun nach wie vor sinn. Vun der Kuerzaarbecht wäerten 2012 bal 7.000 Leit betraff sinn. An de Coût vun der Kuerzaarbecht ass am Joer 2011 13 Milliounen. Am Joer 2012 wäert e 24 Milliounen, also iwwert dat Duebelt, bedeiten.

Eng véiert Stäerkt derniewent: Mir hunn e staarke Sozialstat mat gudde Renten, enger domadder och niddreger Altersaarmut. Mir hunn e gudde reforméierte Gesondheetssystem. Mir hunn e Fonds pour l'Emploi, deen an der Lag ass, d'nächst Joer 700 Milliounen ze investéieren, fir Beschäftegungsmoossnamen, fir de sozialen Traitement vum Chômage ze begleeden. A mir leie bei Eurostat mat 22,7% vun dem PIB fir d'sozial Sécherheet a ganz gudde Limiten.

Eng fënneft Schwächt: D'Zuel vun den RMG-Empfänger - an et ass heiansdo gutt, wann ee sech déi Zuelen emol eng Kéier virun Aen hält - läit bei 19.400 Leit, déi an 10.000 betraffene Ménagen den RMG hunn; d'Zuel vum Ufank vun dësem Joer. An ech soen och eng Zuel, déi ech d'nächst Woch als Äre Rapporteur beim Mindestloun wäert soen, och dat, mengen ech, nach eng Kéier virun deene Konsumwochen, déi elo bis Silvester bevirstinn, sech och nach eng Kéier virun Aen ze halen, dass zu Lëtzebuerg 52.000 Leit um Mindestloun verdéngen.

Nach eng Kéier: 19.400 Leit liewen a Ménagen, déi den RMG kréien. An 52.000 Leit kréien de Mindestloun vun 1.800, 1.900 Euro. Och dat weist, dass et eng Realitéit gëtt an engem Land, wou mer héich Präisser kennen, héich Logementspräisser, héich Loyeren, wat och bedéngt, dass mer en héije Mindestloun brauchen, fir de Leit ze hëllefen, net an Aarmut ofzegleiten.

An do derniewent eng fënneft Stäerkt: eng grousszügeg Familljepolitik. Ech hu virdru scho gesot, dat, wat d'Familljeministesch an deene leschte Joren - an d'Zuele weisen dat am Budget - an de Betreiungsstrukture gemaach huet an investéiert huet, léisst sech weisen. Ech kommen herno nach eng Kéier op dee Paradigmewiessel, deen an der Tripartite 2006 décidéiert ginn ass, zréck.

1,1 Milliard ginn un d'Familljenallocatiounen, un d'Familljen iwwert d'Kannergeld, de Kannerbonus an d'Allocation de rentrée scolaire. 1,1 Milliard! An dobäi kommen all déi Suen, déi Stat a Gemengen nach investéiere fir Infrastrukturen am Beräich vun de Maisons relais, vun de Chèques-services, vun de konventionéierte Crèchen an esou weider.

Eurostat - eng lescht Zuel zu deene Stäerkten a Schwächten - huet virun e puer Deeg seng neisten Zuelen erausginn an huet festgehalen, dass mat 18% Sozialtransferten - fir eleng d'Familljen 18% - vum PIB Lëtzebuerg rekordverdächteg op der éischter Plaz vun allen europäesche Länner an deem Beräich läit. Ech wiere mech also um Enn vun deene Stäerkten a Schwächte géint Schwaarz-Wäiss-Molerei, well d'Situatioun, déi mer virfannen, weder nëmme schwaarz, awer och net nëmme wäiss ass. Et gëtt Stäerkten an et gëtt gutt Viraussetzungen, fir d'Problemer kënnen an de Grëff ze kréien.

Ech hu virdru gesot: Jo, Eurokris, Scholdekris, Vertrauenskris, Sozialkris läit a ville Länner - fir et nach eng Kéier ze soen - esou wéi en naasse Schwamp atmosphäresch iwwer eis. An trotzdeem, mengen ech, sollt een Zil eis och orientéieren. An ech mengen, dat Zil kann nëmmen heeschen, dass et net onbedéngt eis muss nach besser goen an deenen nächste Méint a Joren, mä dass et deenen, déi no eis kommen, eise Kanner an Enkelkanner, au moins esou gutt geet wéi et eis geet, a ville vun hinnen, déi et néideg hunn, och nach besser.

An dofir ass de Projet, deen ech Iech am schréftleche Rapport proposéiert hunn, ee Projet, dee sech virun allem soll un d'Perspektive vu Kanner a Jugendlechen orientéieren. All Studië weisen, all Sondagë weise bei eis an och allen anere Länner niewent eis, dass, wann een d'Bedéngungen dofir schaaft, wann d'Bedéngunge stëmmen, Jugendlecher an hirer grousser Majoritéit zefridde si mat hirer Situatioun, optimistesch an d'Zukunft kucken, dass Famill, Kanner erzéien hinne wichteg ass, dass Wäerter hinne wichteg sinn, dass Aarbecht a sozialen Engagement fir si wichteg sinn.

An ech mengen, si sinn och wichteg fir eis, fir en Zitat vum Willy Brandt ze huelen, dee gesot huet: „Mir brauchen d'Erausfuerderunge vun der jonker Generatioun, soss géifen eis d'Féiss aschlofen."

Jo, et géifen eis d'Féiss aschlofen, wa mer net och derfir suergen, dass et, bei allem Optimismus, deen et bei de Jonke gëtt, bei aller Dynamik, bei aller Energie, och vill Jugendlecher am défavoriséierte Milieu gëtt, vill Jugendlecher - wéi heescht dat haut? - mat Migrationshannergrond, déi net esou optimistesch an d'Zukunft kucken a fir déi, mengen ech, d'Chancen net esou gutt sinn. An dofir ergëtt sech och de Sënn a ville Politiken an deem Budget 2013, fir deene Jugendlechen ze hëllefen, och selbstbewosst Memberen ze ginn, se net stoen ze loossen op der Säit vun der Strooss an de Sënn och, fir déi Politike méi kloer ze schreiwen.

Politik maache fir déi nächst Generatiounen heescht dann, gesond Statsfinanzen ze hannerloossen, kee Scholdebierg mat héijen Zënsen a mat enger Aschränkung vum Gestaltungsspillraum fir déi zukünfteg Generatiounen. Dat heescht, sécher Aarbechtsplazen. Dat heescht virun allem - ech kommen herno nach drop zréck - am Logementsberäich fir bezuelbare Wunnraum suergen.

Dat heescht, an der Bildung de Gâchis verhënneren, andeem een an der Schoul all Chancen an all Fäegkeeten, all Talenter vun de jonke Leit erauskëddelt. An déi Reform, déi d'Éducatiounsministesch mat vill - an ech soen dat hei ganz däitlech -, mat ganz vill perséinlechem Engagement a Motivatioun versicht ugaang ze kréien, hätt heiansdo méi verdéngt wéi déi steril Diskussiounen, déi mer dach do feststellen. A wa gesot gëtt, den Intérêt vun de Kanner a vun de jonke Leit steet am Mëttelpunkt, da géif een hoffen, dass dat och wierklech ëmmer de Fall wier.

An ech hunn et virdru gesot, bei de Familljen ass virun allem den Aarmutsrisiko ëmmer do, wou Kanner sinn, net bei deenen Eeleren. En ass do, wou Kanner sinn. An ech mengen, och do ass de Budget 2013 a villen Transferten eng Äntwert drop, fir virun allem elengerzéiende Fraen, virun allem Fraen ze hëllefen, déi mat Kanner dach den Euro zwee- an dräimol mussen ëmdréien, fir iwwert den Dag an iwwert d'Woch ze kommen.

D'Familljepolitik muss also wierksam sinn engersäits duerch direkt Geldtransferten un d'Familljen, mä awer och op där anerer Säit duerch den Ausbau vun den Infrastrukturen, vun de Betreiungsstrukturen, déi och e pädagogesche Sënn, e pädagogescht Konzept mussen hunn. Ech mengen, dass dat och wichteg ass fir d'Chancëgläichheet ënnert deene jonke Leit an ënnert de Kanner.

Ech hu virdru gesot, de Paradigmewiessel, dee mer nach… Dat waren nach Zäiten, an der Tripartite 2006, wou et en Accord tëschent Regierung a Sozialpartner gouf, fir d'Desindexéierung vum Kannergeld virzehuelen. Net fir ze spueren onbedéngt, mä als Paradigmewiessel, fir dat Geld ze huelen a méi an d'Strukturen ze investéieren, déi virun allem de Kanner och gutt dinn an hirem Selbstwäertgefill.

A wann ech kucken, wat déi Desindexéierung vun de Familljen, vum Familljegeld, vum Kannergeld 488 Millioune fir de Stat abruecht huet - wann een dat esou ka soen -, mä dass mer awer ëmgedréit bal 600 Milliounen an därselwechter Zäit an der Tëschenzäit an d'Betreiungsstrukturen investéiert hunn… An da rechnen ech déi 100 Milliounen netto all Joer fir d'Aféierung vum Kannerbonus net mat, wou jo virun allem déi Familljen, déi keng Steiere bezuelt hunn, netto dovunner profitéiert hunn.

Mir hunn also de Paradigmewiessel net nëmmen netto an den Zuelen erreecht. Mir hu largement doriwwer eraus an déi Richtung investéiert, déi mer deemools virginn hunn. An dofir hu mer dee Paradigmewiessel réusséiert. An ech géif doriwwer eraus awer soen, niewent deem Erfolleg do - an dat ass e politeschen Erfolleg - ass et, mengen ech, wichteg awer opzepassen.

Ech huelen déi zwou Ännerungen, déi mer virgeholl hu bei de Chèques-services. Mir si ganz generéis an dee System eragaang, mä dass mer an engem Joer schonn zweemol um System d'Konditiounen ännere ginn au détriment virun allem vun de Familljen, awer virun allem de Familje mat méi héijerem Revenu, ass, mengen ech, eng Politik, wou mer gutt mussen oppassen, wat dat konkret um Terrain heescht. Zum Beispill, wa vill Familje muer hir Kanner aus de Strukturen eraushuelen, well et hinnen ze deier gëtt - ech hoffen net, dass déi Entwécklung do ass -, géif dat der sozialer Mixitéit an de Strukture schueden.

An ech mengen, dofir ass et wichteg, dass mer an deenen Diskussiounen, déi mer elo iwwert d'Budgeten 2014 a `15 an doriwwer eraus féieren, ganz gutt mussen oppassen op d'Geldleeschtungen an d'Strukturleeschtunge fir d'Familljen, mä innerhalb vun de Geldleeschtungen och eng kloer Ënnerdeelung maachen tëschent deem, wat Rechter vun de Kanner sinn, Rechter och beim Kannergeld sinn, och juristesch Rechter vun de Kanner sinn, an op där anerer Säit dat, wat mer selektiv solle maachen, do, wou mer also deene Familljen, déi et méi brauchen, méi hëllefe wéi deenen aneren.

D'Familljepolitik dierf keng Almosepolitik sinn. Och hei gëtt et verbrieften a soll et verbriefte Rechter ginn, déi d'Famillje sollen hunn, well ech mengen, an dëse Joren - net nëmmen an dëse Joren, mä virun allem an dëse Krisejoren - ass et net d'Schwächung vun de Familljen an de Kanner, déi op der Dagesuerdnung musse stoen, mä d'Stäerkung vun de Familljen a vun de Kanner a vun deene jonke Leit.

Ech wëll nach eng Bemierkung zur Method an zur Gouvernance maachen. Ech géif mer erhoffen, dass mer an alle Fäll emol derfir suergen, eng Kohärenz vun de Politiken ze maachen. Mir hunn eng Rei vun europäesche Politiken, europäesche Virgaben, och nationale Virgaben, Plan-d'actionen hei, Plan-d'actionen do, ze versichen, ëmmer erëm eis Zäit ze huelen hei an der Chamber, awer och an der Regierung, fir d'Kohärenz tëschent deenen eenzelne Saachen am A ze behalen.

Ech géif mer wënschen a weess, dass de Premierminister a senge Virbereedungen, déi säit Wochen - fir net ze soen - a Méint amgaange sinn, zum Schluss kënnt, fir déi Table ronde anzeberuffen, déi iwwer Prozeduren an iwwer laangwiereg Prozeduren a Bürokratie mat den Acteuren dobausse soll diskutéieren, mat de Sozialpartner, mä och mat de Gemengen a villen aneren Acteuren, zum Beispill am Beräich vun der Landesplanung, am Beräich vun der kommunaler Planung, fir derfir ze suergen, dass mer hei erëm méi schnell vun der Plaz kommen, wéi mer dat oft maachen.

Ech géif mer och wënschen, dass mer an den Aufgabe vum Finanzminister derfir suergen, dass mer net nëmmen iwwer e Budget schwätzen, eng Budgetsplanung, déi méi achséiert ass op Objektiver an op Resultater wéi op Moyenen. Do kënne mer op d'Etüd vun der OECD bauen, mir kënnen op d'Proposition de loi vun eisem Kolleeg Roger Negri bauen, der LOLF, mir kënnen op déi nei Direktive bauen, deen neie Cadre budgétaire, deen eis vun Europa gezeechent gëtt.

Ech wëll zwee kleng Beispiller huelen, wéi een, mengen ech, muss oppassen och an der Budgetsplanung d'Kohärenz vun de Politiken zesummenzehalen. Mir soen ëmmer erëm: „Prioritéit fir den öffentlechen Transport." Wa mir dat soen an ech huelen zwou Moossnamen eraus, engersäits déi fir beim Abattement iwwert d'Frais de déplacement, bei der Kilometerpauschal déi éischt véier Kilometer ofzeschafen, an op där anerer Säit och eng Verdeierung vum öffentlechen Transport virzehuelen, dass mer, mengen ech, do…

An ech géif et wierklech dem Minister proposéieren, fir an enger Table ronde vun allen Acteuren, ënnert der Égide vun der Communauté des transports mat deenen, déi hei an der Stad fir den öffentleche Verkéier responsabel sinn, déi, déi et am Süde sinn, déi, déi et am private Beräich sinn, sech zesummenzesetzen an d'Kohärenz vun de Moossname mateneen ze diskutéieren an ze kucken, wéi een dat dann och wierklech konkret austaréiert.

Ech géif en zweet Beispill nennen. Dat ass dat am Beräich vun der Ukënnegung vun der Regierung, fir d'Subsiden un d'Gemengen alleguerten an Zukunft un d'finanziell Situatioun vun de Gemengen ze koppelen. Eng Ukënnegung, déi mer an der Finanzkommissioun diskutéiert hunn an awer gemierkt hunn, dass ee sech do nach vill Froe muss stellen, déi net beäntwert sinn, an dass een och do virun allem muss derfir suergen, dass et eng Kompatibilitéit gëtt vun där Décisioun do, oder där Ukënnegung, an op där anerer Säit de Politiken, déi mer am Rahme vum IVL zum Beispill hunn, oder am Plan sectoriel «Logement», deen et nach net gëtt, deen et als Projet gëtt, mä deen et awer hoffentlech gläich wäert ginn, dass mer hei eng Kompatibilitéit vun de Politike musse siche par rapport zu deem, wat mer décidéieren.

Ech wéilt an deenen nächste Minutten iwwert dee Budgetsprojet 2013 no dem Markéiere vun enger ganzer Rei vu Politiken, déi sech an deem Budgetsprojet erginn, op eng Rei vun Zuele kommen. Ech wollt net méi laang iwwert d'Prozedur schwätzen. Deen aussergewéinleche Virgank, dass nom Dépôt vum Budget den 2. Oktober op Initiativ och aus der Chamber eraus nach en Amendéiere stattfonnt huet, ass laang genuch kommentéiert ginn. An ech géif et och dobäi beloossen.

Déi Ännerungen, déi duerch d'Amendementer gemaach gi sinn, muss ee virun allem virum Hannergrond vun deem viraussiichtleche Joresofschloss vum Budget 2012 gesinn, dee mat engem Budgetsdefizit vun 1,65 Milliarde wäert ofschléissen. 1,65 Milliarden Defizit am Joer 2012! Do muss ee vläicht e bëssen driwwer nodenken, wann ech d'Kommentaren aus deene leschte Stonnen nach esou an den Oueren hunn.

Dat ass par rapport zu dem Budgetsprojet, wéi mer en am Dezember 2011 votéiert hunn, eng Verschlechterung vum viraussiichtleche Resultat vu genau 505 Milliounen. An all eenzel Ausgaben, déi derbäikomm sinn, loosse sech, wann ee se eenzel diskutéiert, largement och argumentéieren a legitiméieren. Mä ech mengen, dass dat insgesamt Resultat, wat dach awer schlecht ausfält, vill méi schlecht wéi geplangt, och wann een dee gesamten öffentlechen Haushalt hëlt, 866 Milliounen Defizit, 2% vum PIB…

D'Zil also, deen héijen Defizit, deen eis den 2. Oktober fir de Budgetsprojet 2013 virgeluecht ginn ass, nämlech 1,3 Milliarden Defizit, 2,8% vum PIB am Zentralstat, ze reduzéieren an eis erëm zréckzehuelen op déi Trajectoire, déi mer hei am héijen Haus am Mäerz an am Abrëll an zwou Debatte mat der Regierung festgehalen haten, an op déi Trajectoire vum Programme de stabilité et de croissance zréckzekommen, nämlech en Defizit vu ronn enger Milliard, war, mengen ech, d'Aufgab vun deenen Amendementer. An dat ass duerch eng zousätzlech Konsolidéierung vun 250 Milliounen op also en Defizit vun 1,04 Milliarden, 2,3% vum PIB, an an der Administration publique 383 Milliounen Defizit an domadder engem Defizit vun 0,8% vum PIB.

Ech wëll och heibanne soen, ouni déi Konsolidéierung, ouni dee Kraaftakt, deen d'Regierung zesumme mat de Fraktioune virgeholl huet, géife mer haut bei engem Defizit am Zentralstat vu bal ronn 2 Milliarde leien an dat wär, mengen ech, 4,2% vum PIB am Zentralstat, an dat wär fir de gesamte Stat bei ronn 1,3 Milliarden Defizit, an domadder 2,9% vum PIB, also dach ee Jippelchen ënnert deenen 3% aus dem Maastrichter Kritär.

Ech wëll hei gutt verstane wëssen, dass ech d'Analys vum Budget och am schréftleche Rapport maachen op der Basis vun deene sougenannte SEC-95-Zuelen, deenen, déi mer also zu Bréissel eraginn a fir déi mer och am Rahme vun de Politiken do mat deenen anere Länner verglach ginn. Hei an der Chamber stëmme mer de Statsbudget no de Regele vum Kontabilitéitsgesetz, wéi se 1999 opgestallt gi sinn.

Ech wëll e puer Rappele maachen. Deen éischte Konsolidéierungspaquet, am Abrëll 535 Milliounen, dat waren deemools 350 Millioune manner Dépensen, dovunner 125 Milliounen Investitiounen, déi gestreckt gi sinn, déi net definitiv ofschléissend fort sinn, mä déi an der Zäit gestreckt gi sinn, 100 Millioune bei de sozialen Transferten, dovunner 70 Millioune beim Ajustement, 60 Millioune bei de Frais de fonctionnement a 55 Milliounen duerch de Report, wat ech virdru gesot hunn, vum Accord salarial, wou an engem duerno weideren Accord mat der representativer Gewerkschaft vun der Fonction publique, der CGFP, jo en Accord fonnt ginn ass, dee mer an dëse Wochen an der Chamber diskutéieren.

185 Millioune Recetten, dovunner 100 Millioune fir d'Solidaritéitssteier. Ech wëll iwwregens soen, d'Solidaritéitssteier, déi jo dofir do ass, fir virun allem och d'Dépensen am Fonds pour l'Emploi ze decken, Dépensen, déi eleng vun '12 op '13 ëm 92 Milliounen an d'Luucht ginn. Dofir, mengen ech, ass dat net vu Muttwëll, och hei sech weider Recettë sichen ze goen. An dann, ech kommen herno op déi zréck, 50 Millioune Mindestbesteierung bei den Entreprisen, 35 Millioune bei den Accisen.

En zweete Paquet beim Dépôt vum Budget am Oktober, nach eemol ronn 166 Milliounen, mat engem Total da vu 701 Milliounen. An ech mengen, dat war eng Reaktioun vun der Regierung op d'sech verschlechternd Croissance-Zuelen, well mir baséieren an dësem Dépôt vum Budget nach op 1,7% Croissance, an an der Tëschenzäit sinn déi Zuelen nach méi schlecht ginn, well haut gëtt gerechent, dass d'Croissance 2013 an enger Fourchette vun engem hallwe bis 1% wäert leien.

De Problem war, dass vill vun eis heibannen - vill, ganz vill, déi meescht - dëse Paquet als ongenügend emfonnt hunn, dass se der Meenung waren, dass e politescht Konzept an deene Spuermoossnamen Ufank Oktober net esou däitlech ginn ass, an dofir de Budget nach eng Kéier op de Métier geholl ginn ass fir en drëtte Konsolidéierungspaquet vun 251 Milliounen, deen eng Rei vu Rééquilibragë virgeholl huet.

Een éischte Rééquilibrage bei der Fro tëschent Dépensen a Recetten. Deen drëtte Paquet besteet zu 180 Milliounen aus zousätzleche Recetten, zu 70 Milliounen aus wéineger Dépensen, an dat mécht dann e gesamte Konsolidéierungspaquet vun 952 Milliounen, dat sinn 2%, eppes méi wéi 2% vum PIB.

Dass dee Rééquilibrage och noutwendeg war, an dat wëll ech all deene soen, déi ech an dësen Deeg héieren, dozou och Stellung huelen, de Rééquilibrage unzesetzen tëschent de Steiere vun de Personnes physiques an de Steiere vun de Betriber. Dass sech d'Entreprisen an der Tëschenzäit, an d'Entwécklung, déi weist ganz kloer an eng Richtung: Ëmmer méi kënnt de groussen Deel aus der Akommessteier, an d'Betribsbesteierung hëlt an de gesamte Recettë vun de Steieren ëmmer méi of. Dorobber hu mer Äntwerte ginn!

Ech wëll awer hunn, dass dat och emol zur Kenntnis geholl gëtt, dass mer am Joer 2013 fir d'éischte Kéier de Prinzip vun der Mindestbesteierung vun Entreprisen aféieren; zur Kenntnis huelen, dass mer d'Steier bei de Finanzgesellschafte vun 1.500 op 3.000 verduebelt hunn; zur Kenntnis huelen, dass mer d'Solidaritéitssteier och vun de Betriber, net nëmme vun de Personnes physiques, mä och vun de Betriber vu 5 op 7% an d'Luucht gehuewen hunn.

Wann ee weess, dass 80% vun de Kapitalgesellschafte keng Steieren hei zu Lëtzebuerg bezuelt hunn, da sinn dat do, mengen ech, wichteg Décisiounen, wichteg zukünfteg Instrumenter, déi et erlaben, fir méi Steiergerechtegkeet och tëschent de Personnes physiques an de Betriber ze kréien.

Wann ech d'Lamentéieren dobaussen héieren, wéilt ech de Betriber an hire Responsabele soen, dass, wann een de Vergläich mécht vun de Betribssteieren zu Lëtzebuerg par rapport zu deenen anere Länner, da läit eis Betribsbesteierung an der Tëschenzäit netto ënner 20%. Si läit an Däitschland bei ronn 25% a si läit a Frankräich bei ronn 27,5%. Mir sinn also do nach wie vor an der Fiskalitéit absolut kompetitiv an där Landschaft do.

Deen drëtten Équilibrage war dee bei de Personnes physiques. De Prinzip, staark Schëllere solle méi belaascht kënne gi wéi schmuel Schëlleren, en sachant bien bei de Steieren, fir dat och an Erënnerung ze ruffe bei esou Budgetsdebatten, dass 40% vun de Leit dobausse keng Akommessteier bezuelen. 40% also och vu ville vun de Moossnamen am Steierberäich iwwerhaapt net touchéiert sinn, indemne gelooss gi par rapport zu där Belaaschtung, déi do op d'Leit zoukënnt.

Mä ech hu gesot, staark Schëlleren, dofir d'Solidaritéitssteier op 7%. Déi betrëfft déi Leit, déi Steiere bezuelen. Also déi, déi keng Steiere bezuelen, bezuelen net.

De Super-Taux bei der Solidaritéitssteier op 9% erophiewe fir déi Leit, déi eleng bei iwwer 150.000 Euro an zu zwee bei iwwer 300.000 Euro leien.

An dann natierlech och de Spëtzesteiersaz op 40% huelen an och hei deem Rechnung droen, wat ech an deene leschten Deeg héieren hunn, Mëttelstandsbockel.

Jo, mir gesinn dat och a mir hunn dofir eng Äntwert ginn, well mer dat net nëmmen als eng weider Tranche, mä als eng Tranche, déi sech just applizéiert bei 40%, fir déi Leit, déi an der Steierklass I iwwer 100.000 an an der Steierklass II iwwer 200.000 Euro leien.

A schlussendlech eppes, wat ech net fir mënscheméiglech gehal hätt bis elo, wann ee sech dann Zäit hëlt, fir an déi Saachen era kucken ze goen, dass d'Besteierung vu Stock-options - Promesse, déi also héich Kaderen, gutt gestallte Leit u sech an den Entreprisen, an der Finanzwelt, Promessen, déi se sech maache loossen -, dass déi hei zu Lëtzebuerg sou bei ronn enger Besteierung vun 3, 4% louchen. Och do féiert déi Moosnam, déi mer geholl hunn, zu 50 Millioune méi Recetten, mä virun allem och zu méi Steiergerechtegkeet, wéi mer dat bis elo de Fall haten.

An dann héieren ech d'Lamentéieren dobaussen, wat d'Steierlandschaft ubelaangt. Ech verwonnere mech iwwregens, dass ech an deene leschte Wochen nach ni esou vill Leit begéint hunn an héieren hunn, déi geschriwwen a gesot hunn, dass si a sech esou gutt gestallt wären, finanziell, dass se ganz gären op hiert Kannergeld oder op d'Allocation de rentrée scolaire an esou viru géife verzichten.

Dat ass gutt esou. Dat hëlt ee gären zur Kenntnis. Dat ass a priori positiv. Ech froe mech just, firwat dass déiselwecht Leit, wann de Spëtzesteiersaz ëm 1% an d'Luucht geet, dann an eng Depressioun verfalen, wa se op där anerer Säit awer bereet wären, op Honnerte vun Euro bei Kannergeld a bei anere Moossname gär ze verzichten.

Ech mengen, dass eng gerecht Steierlandschaft zur Glafwürdegkeet vun eisem Land bäidréit an och zur Glafwürdegkeet vu Politike bäidréit, wann d'Leit d'Gespier hunn, dass et gerecht zougeet zu Lëtzebuerg an dass net nëmmen an der Akommessteier brav Steiere bezuelt gëtt, mä dass och an anere Gebidder, och bei de Betriber, dat gemaach gëtt.

Ech hunn och de Spëtzesteiersaz gekuckt am Vergläich zu anere Länner. Wann ech deen absoluten, maximale Spëtzesteiersaz huelen, deen et elo kann zu Lëtzebuerg ginn, à savoir 40% Spëtzesteiersaz fir déi ganz héich Revenuen, an eng Solidaritéitssteier vun 9%, de Super-Taux also och fir déi ganz héich Revenuen, da lant ee bei engem Spëtzesteiersaz vun 43,6% zu Lëtzebuerg. An Däitschland 47,2%, a Frankräich 50,7%. An ech halen op, well déi meescht Länner largement dodriwwer sinn. Ech mengen, och dat soll een dann zur Kenntnis huelen.

Mir hunn an deem Konsolidéierungseffort do och ee klengen Effort gemaach bei de Familljen. Ech hu gesot, bei de Chèques-services muss een och iwwer Planungssécherheet fir Familljen diskutéieren, wann een ze vill schnell, ze vill oft, ze vill abrupt Ännerunge mécht. Mä déi kleng Ännerung, déi mer gemaach hu bei der Allocation de rentrée scolaire, déi eng Erspuernis ass vun 11 Milliounen - 11 Milliounen, dat mécht genau 1% vun deenen 1,1 Milliard, 1,1 Milliard, déi mer un d'Famillje ginn -, ech mengen, dass deen Effort net ze grouss ass, net ze grouss verlaangt ass, fir am gesamte Konsolidéierungseffort och seng Noutwendegkeet ze spillen.

An ech hu mech dunn amëséiert, wéi anerer och - an dozou wäert ech och nach eppes soen -, ech hu mech amëséiert, fir dräi Beispiller ze rechnen, fir ze kucken, wéi dann déi 952 Milliounen Effort, déi mer hei maachen zur Konsolidéierung vun eisen öffentleche Finanzen, sech op dräi prezis Koppele mat zwee Kanner auswierken.

Bei 4.300 Euro de Mount Revenu vun enger Koppel, wou ee ganz schafft an een hallefdags schafft, mat zwee Kanner also, wäert den Apport un deem Effort, deen hei verlaangt gëtt, bei 25 Euro de Mount leien. Bei engem Akommes vun 9.300 Euro vun därselwechter Koppel, och mat zwee Kanner, wäert deen Effort leie bei 84 Euro de Mount. A bei enger Koppel, déi 19.500 Euro Revenu zesummen huet, wäert deen Effort bei 221 Euro de Mount leien.

Ech soen dat, fir och ze soen, dass, wa vun där ënneschter Koppel bis zu där mëttlerer de Revenu ëm 2,2-mol méi héich ass, den Apport, d'Belaaschtung, d'Bedeelegung um Effort, dee mer maachen, bei 3,3-mol méi läit. A wa vun där ënneschter Revenus-Koppel bis zu där ieweschter de Revenu 4,4-mol méi héich ass, dann ass den Effort, dee se maache bei de Belaaschtungen, 8,8-mol méi héich. Fir kloerzemaachen, dass mer hei effektiv eng Progressivitéit hunn, fir vun deenen, déi et méi kënnen, déi méi breet Schëlleren hunn, fir dobäi ze bleiwen, dass déi och méi maachen.

Ech wëll der Chambre des Salariés soen, a mengem perséinlechen Numm, dass ech villes vun den Iwwerleeungen, déi se maachen iwwert d'sozial Kohäsioun zu Lëtzebuerg, deelen, an dass ech och iwwert déi zukünfteg Steierlandschaft, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, munches deelen an den Analysen an och an de Propositiounen. Ech hätt mer awer gewënscht, dass, wann ee Beispiller rechent, een dann net d'Indexmodulatioun mat drarechent, fir zu méi enger héijer Belaaschtung ze kommen, an et dann net nëmmen ze loosse bei der Analys vun de Konsolidéierungsefforten, mä och den Index mat drarechent, fir dann zu méi héijen Apporten ze komme wéi dat, wat reell an der Budgetsanalys noutwendeg ass.

An ech wëll och soen, an deene leschten Deeg hunn ech héieren, de Mëttelstandsbockel - jo, de Mëttelstandsbockel ass elo keng Erfindung vum Budgetsprojet 2013, dat ass eppes, iwwert dat mer effektiv an enger grousser Steierreform mussen diskutéieren -, mä ech hu gesot, mir hunn och eng Äntwert ginn doduerch, dass mer déi 40% net einfach nëmmen hannendrugeklaakt hunn, mä dass mer se an enger méi héijer Tranche gesat hunn, fir deem Rechnung ze droen, dass mer dem Mëttelstandsbockel an de Couches populaires och musse gerecht ginn.

Ech hu virdru gesot, 2013 an deem Budget, sécherlech eng Reduktioun vum Invest vun 287 Milliounen. Mä bei 1,7 Milliarden, déi mer weiderhin investéieren, 3,8, also ronn 4% vum PIB, ass dat nach ëmmer ganz vill. A mir sinn eis virun allem heibannen am Haus, an och dat ass wichteg, eens iwwert d'Prioritéiten, déi mer bei den Investitioune brauchen: D'Schoul mat der absoluter Prioritéit Nummer eent, d'Mobilitéit an och de Logement sinn déi Prioritéiten, déi,

mengen ech, heibanne vu jiddwerengem ënnerstëtzt ginn.

D'Zil ass also vun deem Budget do - an ech kommen elo zréck op dat, wat ech am Ufank gesot hunn -, en Équiliber ze fannen. An dat ass, mengen ech, dat Eenzegt, wat d'Politik muss fäerdegbréngen an dësen Zäiten, en Équiliber ze fannen tëschent dem Zil vu gesonde Finanzen engersäits a Wuesstumsimpulser anerersäits, duerch héich Investitiounsniveauen an d'Erhale vun der Kafkraaft. Dësen Ziler gëtt de Budgetsprojet 2013 gerecht.

An ech mengen, dass déi Berechnung, ech hunn doriwwer misse schmunzelen - de Statec huet eis jo elo gëschter virgerechent, dass de Konsolidéierungspak 0,3% Croissance wäert kaschten. Ech hoffen, dass de Statec bei där Berechnung méi richteg hannert dem Komma läit wéi e virun dem Komma bei ville Previsioune louch, déi en eis an deene leschte Jore ginn huet.

Mä ech wéilt dem Statec awer als Aufgab mat op de Wee ginn, eis dann och emol ze berechnen, wéi vill en Defizit vun zwou Milliarden u Croissance kascht hätt. Wéi vill et géif kaschten, wa mer net méi an der Lag si muer - a Finanzen, déi zerrütt sinn -, fir 1,7 Milliarden ze investéieren. Wéi vill d'Charge de la dette, déi vun 30 Milliounen op iwwer 220 Milliounen an d'Luucht geet, wéi vill Croissance dat a Wierklechkeet géif rechnen. An och vläicht ze rechnen - ouni nach eng Kéier, fir d'Zweet, ze soen, dass ech kee Fan vu Ratingagenture sinn -, wéi vill et géif kaschten, wa mer muer den Triple-A géife verléieren, wéi vill dat fir de Stat a fir d'Entreprisen dobaussen am Privatsecteur u Käschte géif kaschten.

De Finanzminister huet virun e puer Méint hei an de Budgetsdebatte gesot, dass mer eng nei Dépensëkultur brauchen. Ech mengen, dass heibanne jiddwereen, och angesichts deem, wat mer beim Budgetsprojet 2012 erlieft hunn, dat géif ënnerstëtzen.

Mir mussen d'Ausgabe besser an de Grëff kréien. Duerfir ass et noutwendeg, fir 2014 d'Kontributioun beim Programme de stabilité fréi unzefänken, eng Preparatioun ze maachen, eng Rei vun Ausgabeberäicher op de Métier ze huelen. Awer dat ze maachen no klore Kritären, net no Kontabilitéitskritären, mä no klore politesche Kritären, déi net kënnen heeschen, zum Beispill bei de Sozialtransferten, einfach de Rasenmäher ze huelen, mä dat no klore Kritären ze maachen, net blann ze maachen, mä opzepassen, wat een a ville Gebidder mécht.

Ech huelen der zwee nach eng Kéier eraus, fir d'Lescht, dat ass dee vum Logement. Mir hunn an der Finanzkommissioun - et war ee vun de grousse Momenter vun den Diskussiounen, déi mer dëst Joer an der Finanzkommissioun iwwert de Budgetsprojet gefouert hunn - eng Analys gemaach iwwert d'Hëllefen am Logementsberäich. Déi maachen eng hallef Milliard, ronn eng hallef Milliard aus!

A mir hunn zesumme mat Spezialisten, déi bei eis waren, festgestallt, dass ee sech ëmmer méi muss d'Fro stellen, ob de Gros vun deenen Aiden, déi mer hei maachen, net éischter an d'Täsche vun de Promoteuren an den Entrepreneure kommen, an dass se u sech de Bau vu Villaen op der Côte d'Azur förderen, anstatt de Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg. Déi Fro muss ee sech ëmmer méi stellen.

Dat ass e Paradigmewiessel, iwwert dee mer mussen diskutéieren, ob mer méi d'Demande förderen iwwer Aiden oder ob mer méi Effortë maachen, fir endlech dozou ze kommen, méi Bauland iwwert de Plan sectoriel «Logement», méi Bauland fräi ze maachen, also d'Offer unzekuerbelen, souwuel déi privat wéi och déi öffentlech Offer unzekuerbelen, fir bei de Präisser am Wunnengsbau zu Resultater ze kommen.

An ech hu bei de Famillje scho gesot, dass et mer wichteg ass, och hei net nëmmen an den Transferte vun Almosen ze schwätzen, mä dass mer och musse schwätze vun der Noutwendegkeet. Eleng de Revenu médian huelen, wéi d'Patronatschamberen dat proposéieren, schéngt mer dach awer e bësse kuerzsiichteg ze sinn.

An ech wëll hei eng Suerg soen, déi, ech mengen, heibanne vun deene meeschte gedeelt gëtt: Mir musse virun allem oppassen, dass bei de Couches populaires, de Couches moyennes, de Mëttelstandsbockel, dass mer do net ëmmer d'Leit treffen, déi ze vill héich Revenuen hunn, fir ënne vun den Aiden ze profitéieren, an awer uewen ëmmer derbäi sinn, wann et heescht, d'Solidaritéitssteier, wann et heescht, d'Taxen augmentéieren an esou weider.

Dorobber, mengen ech, musse mer an deenen Décisiounen, déi mer fir 2014 an doriwwer eraus ze huelen hunn, ganz gutt oppassen, déi breet Mëttelklass net ëmmer dann ze treffen, mä opzepassen, wéi sech d'Moossnamen am Detail an alle Beräicher, bei allen Transferten auswierken an dorobber oppassen.

Ech wëll eng lescht Bemierkung do maache bei den Dépensë beim Fonds pour l'Emploi. Sécher... a mir sinn an der Commission du Travail et de l'Emploi jo amgaang, en Débat ze preparéiere fir d'Fréijoer mat de Rapporteuren, de Kolleege Bauler an Negri, hu vill Gespréicher scho gefouert, och mat der neier ADEMs Direktioun zesummen, fir ze kucken, d'Effikassitéit vun alle Moossnamen op de Métier ze huelen an och hei e Spuerpotenzial erauszehuelen.

Ech wéilt awer eppes generell soen. Ech mengen, et kéint net sinn, dass an Zäite vun der Augmentatioun vum Chômage, der Augmentatioun vun der Kuerzaarbecht, der Augmentatioun derfir ze suergen, dass mer weider Brécke behale fir déi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen, dass just de Fonds pour l'Emploi dee Fokus wier, wou mer mengen elo am meeschte missen ze spueren. Ech mengen, dass dat an dësen Zäiten noutwendeg ass, mä dass mer awer ganz gutt mussen oppassen, dass mer hei ee wichtegen Deel vun aktiver Beschäftegungspolitik och an Zukunft mussen oprechterhalen.

De Finanzminister huet gesot: Dépensëkultur. Ech wëll och haut nach eng Kéier soen, dass niewent enger neier Dépensëkultur, a mengen Aen, a mengem perséinlechen Numm, och eng nei Recettëkultur noutwendeg ass. Mir hunn dorobber eng Rei vun Äntwerte fir de Budgetsprojet 2013 scho ginn, zum Beispill bei den Entreprisen. Ech gleewen un eng Gesellschaft, wou all Mehrwäerter, déi geschafe ginn, och fair a korrekt besteiert ginn, och déi, déi vun den Entreprisë sinn.

Et hëlt eis dobausse kee méi d'Kredibilitéit vu Politik of, wann déi einfach Leit musse fir all Euro, dee se verdéngen, schéi brav hir Steiere bezuelen, an d'Entreprisen a vill anerer, och an der Finanzwelt, iwwer Nischen, iwwer Schlupflächer, iwwer Abattementen an esou virun dozou kommen, keng Steiere méi ze bezuelen. Dat ass eng Gesellschaft, déi deem Modell net entsprécht, deen, mengen ech, fir eis noutwendeg ass. An dofir musse mer dorobber och an Zukunft Äntwerte ginn.

Gradesou wéi mer Äntwerte musse ginn op d'Tatsaach, dass aus der Besteierung vun de Kapitalerträg nëmme ronn 5%, knapp 6% vun alle Steierrecettë just aus der Besteierung komme vu Kapitalerträg. Och dat ass, mengen ech, eng Situatioun, déi net gesond ass, an och dofir d'Austaréieren tëschent der Besteierung vun der Aarbecht an der Besteierung vun de Kapitalerträg eng noutwendeg Aufgab vun enger zukünfteger Steierreform muss sinn. Gradesou wéi och, mengen ech, d'Verhältnis tëschent den indirekte Steieren an den direkte Steieren dobäi noutwendeg ass.

Ech hu gesot: d'Abattementen. Dat war iwwregens eng Aufgab aus der Regierungserklärung vun dëser Legislaturperiod, all Abattementen op de Métier huelen, hir Utilitéit, hiren Déchet fiscal, hir sozial, ökologesch a landesplaneresch Impakter. Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi noutwendeg ass. An d'Finanzkommissioun recommandéiert der Regierung och, beim nächste Budget eng Opstellung vun allen Dépenses fiscales am Beräich vun den Abattemente virzeleeën, esou wéi dat an der Belsch an a Frankräich iwwer e Guide haut schonn Usus ass, fir genau ze gesinn, wat hei geschitt.

Iwwert de Mëttelstandsbockel an d'Noutwendegkeet vum Austaréiere vun der Akommessteier hunn ech scho geschwat.

Ech wëll ee Wuert soen och iwwert d'Gemengen. D'Noutwendegkeet - an dat ass oft heibannen an den Diskussiounen, och an der Finanzkommissioun ass driwwer diskutéiert ginn -, dréngend eng Reform vun der Grondsteier virzehuelen, d'Aktualiséierung vun den Eenheetswäerter endlech an Ugréff ze huelen.

Une voix.- Ma da maacht et!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- A mir hu gëschter...

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Sou laang wéi ech hei sinn, schwätze mer schonns doriwwer.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- A mir hu gëschter... Waart, ech huelen nach e Patt.

Une seconde voix.- Jo, huelt emol nach e Patt!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Eng Schlupp.

Ech hu gëschter, wéi vill Kommunalpolitiker sécher, d'Kaart am „Lëtzebuerger Wort" gekuckt, wou d'Verdeelung vun den Einnahme vun de Gemengen tëschent der kommunaler Gewerbesteier op där enger Säit an dem Fonds communal de dotation op där anerer Säit publizéiert ginn ass. Elo wëll ech déi Leit aus dem Stater Schäfferot hei wierklech net provozéieren, mä Tatsaach...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd schonns amgaang!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hätt solle gëschter…

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Tatsaach, Här Bettel...

(Interruptions diverses)

Tatsaach, an ech hunn Iech dat, an dem Finanzschäffekolleeg Fränz Bausch dat an deene leschten Deeg e puermol gesot: Jiddweree weess, dass d'Haaptstad eng ganz Rei vun Aufgaben huet, déi nationaler Natur sinn an déi deementspriechend, mengen ech, och musse berücksichtegt a kompenséiert ginn. War dat e gudde Saz?

Une voix.- Et war emol e gudden Ufank.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Ech mengen awer, wann ee kuckt, dass tëschent engem Apport vun der Stad Lëtzebuerg vu 4.421 Euro pro Kapp aus der Gewerbesteier an aus der Dotatioun, an ech hunn dann déi Gemeng geholl mat deem klengsten Undeel, dat ass Beefort, déi schéi Gemeng Beefort, bei 2.227 Euro sech weist, a mir hunn et jo an der Finanzkommissioun mam Innenminister diskutéiert, dass et noutwendeg ass, opgrond vun den Aarbechten, déi scho gemaach gi sinn am Conseil supérieur, déi gemaach gi si vun der Banque centrale, dass een endlech zu enger Reform kënnt, déi all deene Prämissen do gerecht gëtt.

Ech wëll - iwwer all Prinzipien a Wäerter, déi mer hunn, eraus - soen...

(Interruptions diverses)

Den Här Statsminister huet gemengt, déi éischt Opreegung géif kommen dann, wann et ëm d'Gemengefinanze géif goen. Dat ass eng wäertneutral Bemierkung! Kommt, mir ginn elo näischt doranner sichen!

(Interruptions diverses)

Ech wëll soen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt mech guer net opgereegt.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen...

Une voix.- Dir wësst, wat een europäesche Budget ass. Dat hat ech vergiess.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll soen, iwwer all Prinzipien ewech ass...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Rapporteur nach e bëssen Är Opmierksamkeet ze schenken!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Nach e bësse Gemeng, dann huet e se!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Ech wëll soen, dass Budgetspolitik, an ech hunn dat versicht an deene leschte Minutte kloerzemaachen, dass Budgetspolitik näischt Neutrales ass, dass dat keng Aufgab ass vun eleng Kontabelen, soss kéinte mer och den Här Jeannot Waringo als Direkter vun der IGF responsabel dofir maachen, mä dass all déi Froen do Froen och si vun engem Gesellschaftsmodell. Et ass d'Fro, wat fir eng Ëmverdeelung mer wëllen, mat wat fir engen Instrumenter mer se wëllen.

Et ass d'Fro...

(Interruptions diverses)

Oh, wann ech gelift!

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, nach e bëssen opzepassen!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- ...d'Noutwendegkeet, bei de Sozialtransferten ze ënnerscheeden tëschent Rechter a selektive Leeschtungen. An ech hunn hei déi Studië, déi d'Caritas zesumme mat der grénger Stëftung gemaach huet, gutt gelies, fir och do ze begräifen, dass et, mengen ech, och hei tëschent Rechter a selektive Leeschtungen an der Steierlandschaft wichteg Zesummenhäng gëtt, déi mer dobäi mussen diskutéieren: Wat fir eng Verantwortung droen d'Betriber? Wat fir eng Aflëss huet d'Steierpolitik, huet d'Finanzpolitik, huet d'Budgetspolitik, net nëmmen op déi grouss makroekonomesch Ziler, déi mer eisem Land wëlle setzen?

Mä huet se och Afloss op - ech géif dat nennen - d'Feinmotorik an eiser Gesellschaft, op déi gro Felder, op déi Plazen, wou mer net esou gäre kucken, do, wou et och zu Lëtzebuerg vill sozial Détresse gëtt, do, wou et Mënschen op der Strooss gëtt, do, wou et Kanner an Nout gëtt an do, wou et Behënnerter gëtt, déi an der Isolatioun liewen, och an deene Grostellen (veuillez lire: Grozonen) derfir suergen, dass d'Budgetspolitik konkret sech mécht an d'Moyenen do agesat ginn, wou et noutwendeg ass.

Zum Schluss wëll ech dräi Saache soen. Ech géif mer éischtens erwaarden, erhoffen an dësem Land méi Courage. Méi Courage, d'Problemer unzepaken, Orientéierung ze ginn, e Message de vérité och ze ginn iwwer Chancen a Risquen, iwwer Stäerkten a Schwächten, a géint déi Morositéit, déi et dobausse gëtt bei villen, och an den Avisen, wann ee se liest, vill Morositéit, déi noutwendeg ass.

Zweetens. Ech erwaarde mer Verantwortung ze iwwerhuelen, virun allem an der Generatiounefro. De Kanner an de jonke Leit keng Hypothéik hannerloossen, gesond Finanzen a Wuesstum mateneen an engem intelligenten „policy mix" ukuerbelen. An ech géif och zwou Saache soen, déi et noutwendeg sinn, hei an deenen nächste Wochen ze diskutéieren: Engersäits deen neie Plan d'action vun der Kompetitivitéit mat de Chancë vun eiser Finanzplaz, mat der Noutwendegkeet, iwwert d'Industrialiséierung ze schwätzen, d'Défië vum Commerce an esou weider.

An ech géif mer och wënschen, den zoustännege Minister, deen ass de Mëtteg hei, den Här Schank, dee just kënnt vun enger Konferenz - iwwert déi vill sech d'Fro stellen, ob deen Tourismus do nach néideg ass am Qatar, och nach just am Qatar, wou iwwert d'CO_2-Problematik diskutéiert ginn ass -, ech mengen, dass et och noutwendeg ass, an de Minister ass sécherlech domat d'accord, fir och an deenen nächste Wochen eng Kéier de Point ze maachen iwwert d'Klimaschutzpolitik hei zu Lëtzebuerg, mä och d'Klimaschutzpolitik an deem Accord, deen zu Doha bis 2020 fonnt ginn ass. Ech mengen, och dat wäert noutwendeg sinn.

Déi drëtt a lescht Bemierkung ass: Ech erwaarde mer an all deene Felder do sozial Gerechtegkeet. Austeritéit ass keng Sakgaass. Duerfir ass d'Äntwert vun deem Budget hei a vun där Politik, déi gemaach gëtt, och just net dat doten. Doudspueren ass keng Léisung, dat weisen d'Südlänner, dat weist Griichenland, dat weist Spuenien. A Spuenien si 50% vun de jonke Leit aarbechtslos! Stellt Iech vir, wéi vill mënschlecht Kapital hei futti gemaach gëtt! An ech mengen, wéi vill gréissere Schued hei ugeriicht gëtt, wéi dat all Immobilien-, Banken-, Wirtschafts- a Scholdekris ka maachen.

Ech mengen, dofir ass et noutwendeg, déi Rechter do an der Ausbildung, déi Rechter do och beim Aarbechtsrecht, am dezente Wunnen an dem Zougank zu öffentlechen Déngschtleeschtungen derfir ze suergen.

Ech hu mech gefrot, zum Schluss, firwat iwwerhaapt an de Rankingen - an ech hunn een am Budgetsrapport publizéiert, dee vun der Kompetitivitéit -, firwat an deene Rankingen do ausgerechent esou Länner wéi Norwegen, wéi Schweden, wéi Finnland, wéi Dänemark, wéi Éisträich op den éischte Plaze stinn.

Ech mengen, dass et bei deene wichteg ass, dass de Sozialstat een Element ass vun dem Standuert, dee se duerstellen, och vun der Kompetitivitéit, déi se duerstellen, dass déi sozial Kohäsioun Gesellschafte stäerkt an domadder och hir Ekonomie stäerkt. Meng intim Convictioun ass, dass esou State wéi déi a wéi eisen nëmme kënne fonctionnéieren a virun allem net kënne fonctionnéieren op der Basis vun Defiziter, vu Verscholdung, vun ongedeckte Schecken.

A Griichenland an a Spuenien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leien net déi Räich op der Strooss! A Griichenland an a Spuenien leien déi einfach Leit op der Strooss, déi net méi an der Lag sinn, fir hir Wunneng, fir hire Loyer kënnen ze bezuelen an hir Scholde kënnen erëmzebezuelen. Dat ass d'Resultat vun enger laxistescher an oft irresponsabeler Politik. Et ass net de Wee, dee mer hei zu Lëtzebuerg wëlle begoen, an de Budgetsrapport 2013 gëtt dorobber Äntwerten!

Ënnert dem Benefiss vun all deene Remarquen an Awänn do recommandéieren ech Iech, de Budgetsprojet 2013 ze stëmmen a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem Här Lucien Lux. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

5. Ordre du jour (suite)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, fir d'Éiscnt wëll ech dem Här Lux Merci soe fir säi Budgetsrapport, dee schréftlechen an dee mëndlechen.

Zweetens war et u sech virgesinn, dass ech am Kader vun dëse Budgetsdebatte méi eng breet, global Vue vun der Regierung géif presentéieren. Dat war virgesi fir muer de Mëtteg. Dunn ass mer gesot ginn, d'Budgetsriede vun der Regierung misste muer de Moie stattfannen, well den Här Finanzminister muss op den ECOFIN muer de Mëtteg fueren, deen exzeptionell aberuff ginn ass. Ech hunn Télefonskonferenzen haut a muer ëm déi Zäit, wou ech hätt solle schwätzen, vun dem Eurogroup.

Ech wollt dofir d'Chamber ëm Entschëllegung bieden, dass ech déi Ried dann net kann halen an dass ech och en Donneschdeg, well dann ass Eurogroup a Conseil européen, net kann den Debatte bäiwunnen, wat ech net normal fannen, mä d'europäesch Agenda ass déi, déi se ass. Ech wollt mech dofir ausdrécklech beim Parlament entschëllegen, dass et net an de Genoss vu mengen Erkenntnisser kann trieden.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.43 heures)

SÉANCE 13 MERCREDI, 12 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth (M. Paul-Henri Meyers intervient)*

2. 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
- *Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir fänken de Moien u mat der Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 6497 iwwert d'Fiskalmesuren. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth.

1. 6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, de Statsminister huet de 5. Mee 2010 hei an der Chamber bei der Regierungserklärung iwwert d'Lag vun der Natioun gesot: „Richteg bleift: Fir d'Éischt musse mer spueren an d'Ausgabe méi niddreg halen. Mä zur Budgetskonsolidéierung gehéiert och d'Recettësäit. An d'Ausgabe musse falen; dat ass d'Prioritéit. D'Recettë musse sech aus Solidaritéitsgrënn no uewe bewegen; an dat ass leider eng Noutwendegkeet."

Här President, d'Ofbremse vum Wirtschaftsmotor huet eis Statsfinanzen iwwert déi leschte Joren an den Déséquiliber bruecht. D'Kris, déi am Joer 2008 iwwer eis eragebrach ass, huet sech op villen Niveaue bemierkbar gemaach: um Aarbechtsmaart, an Aktivitéitsberäicher, déi fir eist Land wichteg sinn, an natierlech um Niveau vun den öffentleche Finanzen. D'Äntwert op dës Kris konnt a wäert dofir och keng eenzel oder isoléiert sinn. Si ass villschichteg.

Eng ganz Rei vu Mesurë si schonns geholl ginn. Virun zwee Joer hu mir en éischte Pak vu Steiermoossname gestëmmt, deen deemools ronn 230 Milliounen Euro méi an d'Statskeess bruecht huet. De Gesetzesprojet 6497, deen haut der Chamber virläit, versicht eng weider Äntwert um steierleche Plang ze ginn.

Dës Moossname goufen zum Deel an der Regierungserklärung zur Lag vun der Natioun Enn Abrëll dëst Joer schonns ugekënnegt. Anerer goufe bei der Presentatioun vun dem Statsbudget fir 2013 am Oktober annoncéiert. A schliesslech dréit de Gesetzesprojet enger Rei vun Amendementen zum Budget Rechnung, déi ufanks November presentéiert goufen.

Insgesamt bréngt dëse ganze Pak ee Plus u Recettë fir de Stat vu 400 Milliounen Euro pro Joer. Dëse Steierpak ass ee vu ville Schrëtt, fir d'Finanze vum Stat mëttelfristeg nees an den Équiliber ze bréngen. De Plus u Steierrecettë kann een dofir net lassgeléist kucke vun den néidegen Aspuerungen um Niveau vun den Ausgabe vum Stat, Aspuermoossnamen, déi schonns gemaach goufen an där an Zukunft och weider nach geplangt sinn.

All dës Aspuerungen a Steieren dénge kuerz- a mëttelfristeg der Reduktioun vun eisem Statsdefizit, laangfristeg an doriwwer eraus der Begrenzung an dem Ofbau vun eiser Statsschold. Esou wäit zum finanziellen a wirtschaftleche Kontext.

Här President, konkret begräift de Steierpak folgend Punkten:

Éischtens, mat dësem Gesetzesprojet féiere mir een neie Spëtzesteiersaz vu 40% op dem Akommes vu Privatpersounen an. Dëse Spëtzesteiersaz ersetzt net dee vun 39%, wéi en haut existéiert, et gëtt vill méi eng zousätzlech Steiertranche vu 40% an de Steiertarif agesat.

Den neie Spëtzesteiersaz fänkt bei engem besteierbaren Akommes fir d'Steierklass 1 bei 100.000 Euro pro Joer un; an der Steierklass 2, also bei enger Koppel, ab 200.000 Euro. Bei Loun- a Gehaltsempfänger entsprécht dat iwwert den Domm gepeilt engem Bruttomonatsloun vu ronn 10.000 Euro an der Steierklass 1 an 20.000 Euro an der Steierklass 2.

Insgesamt soll d'Erhéijung vun dem Spëtzesteiersaz ee Plus vun 18,5 Milliounen Euro pro Steierjoer bréngen. D'Aféierung vun dem neie Spëtzesteiersaz vu 40% bréngt wuel manner zousätzlech Suen an d'Statskeess wéi d'Erhéijung vum Spëtzesteiersaz vun 38% op 39% vu virun zwee Joer. Dës huet zënterhier all Joers 40 Milliounen Euro Mehreinnahme pro Joer bruecht.

Den Ënnerscheed huet ganz einfach domadder ze dinn, dass den neie Spëtzesteiersaz eréischt spillt fir dat versteierbart Akommes, wat iwwer 100.000 Euro an der Steierklass 1 respektiv 200.000 Euro an der Steierklass 2 spillt (veuillez lire: erausgeet). Vun 83.600 Euro bis 200.000 Euro versteiert Joresakommes bei enger Koppel gëllt nämlech weiderhin de Spëtzesteiersaz vun 39%.

Nun, wien a wéi vill Leit sinn dann elo vun deem neie Spëtzesteiersaz vu 40% konkret betraff? Meeschtens sinn dat Leit aus der Steierklass 2, wou méi wéi ee Revenu am Stot ass. Gekuckt op d'Joer 2012 dierfte ronn 12.350 Stéit, meeschtens Koppelen, ee versteierbart Akommes vun iwwer 200.000 Euro hunn. Dat si ronn 10.200 Résidenten, also Leit, déi hei am Land wunnen, an 2.150 Netrésidenten, déi awer hei am Land Steiere bezuelen. Derzou kommen all déi Leit aus der Steierklass 1, déi méi wéi 100.000 Euro versteierbart Joresakommes hunn.

De Spëtzesteiersaz gëtt ab dem 1. Januar 2013 beim Ausbezuele vun de Gehälter an de Léin applizéiert. D'Lounsteier gëtt jo bekanntlech direkt abehalen an dann an d'Statskeess ofgefouert. Bei aneren Akommeszorten, wéi zum Beispill de Revenu vu Fräiberuffler, Loyeren, gëtt eréischt am Kader vun der Steiererklärung ofgerechent, an doduerch ginn dës Steiergelder méi spéit bezuelt.

Här President, d'Erhéijung vun dem Spëtzesteiersaz ass hei zu Lëtzebuerg éischter rar iwwert déi leschte 25 Joer gekuckt. Mä „crise oblige" an nom Motto „wie méi huet, dee muss och méi bezuelen" hu mir missen elo zwou moderat Upassungen no uewen iwwert déi leschten zwee Joer maachen. De Spëtzesteiersaz gouf zënter 1990 an deene leschten 20 Joer nämlech kontinuéierlech erofgesat, an zwar ab '91 vu 56% op 50%, dunn '98 op 46%, 2001 op 42% respektiv 2002 op 38%. Mat dem neie Spëtzesteiersaz bleift d'Verdeele vun der Steierlaascht tëscht de Privatpersounen awer weiderhi sozial ofgefiedert. Breet Schëlleren droen ebe méi.

2,5% vun de Stéit hei am Land bezuele 37% vun de Steieren, also méi wéi en Drëttel vun dem gesamte Steieropkommes vun de Privatpersounen. 5% vun de Stéit bezuele ronn 50% vun der Akommes- a Lounsteier a 40% vun de Stéit bezuelen hei zu Lëtzebuerg keng Steieren.

Wéi sti mir dann elo an dem internationale Verglach? Dee sougenannten „ouvrier moyen" - dat ass eng international Norm, fir d'Steierlaascht ze préiwen - mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar - déi entsprieche ronn 40.000 Euro -, bestuet mat zwee Kanner, behält no Steieren a Sozialtransferte wéi Kannergeld, Steierbonien, Familljenzouwendunge ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Netto an der Täsch. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert läit hei bei 85%, an der Europäescher Unioun souguer nëmme bei 83%.

Am Verglach zu dem Ausland läit den neie Spëtzesteiersaz vu 40% bei 100.000 Euro Joresakommes an der Steierklass 1 folgendermoossen: An der Belsch ass de Spëtzesteiersaz 50% bei ronn 35.000 Euro, a Frankräich 41% bei ronn 70.000 Euro, an Däitschland sinn et 45%, mä eréischt ab 250.000 Euro, an Italien 43% ab 75.000 Euro an an Irland, vun der Kris gebeutelt, 41% ab 32.000 Euro versteierbart Joresakommes, Steierklass 1. Mä déi virleschten Tranche vun 39% Spëtzesteiersaz spillt hei am Land relativ séier, an zwar ab ronn 41.800 Euro versteierbart Joresakommes.

Här President, eng zweete Moossnam am Steierpak ass d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier. Si geet bei de Privatpersoune vun aktuell 4% op 7% an d'Luucht. Ab engem versteierbare Joresakommes an de Steierklassen 1 an 1A vun 150.000 Euro respektiv 300.000 Euro an der Steierklass 2 geet d'Solidaritéitssteier dann op 9% an d'Luucht. Dat heescht, dass nëmmen déi Akommestranche, déi iwwer 300.000 Euro bei enger Koppel erausgeet, mat 9% Solidaritéitssteier belaascht ass. Bis zu deem Montant spille fir jiddwereen, dee Steiere bezilt, 7%. Bei Jonggesellen an Elengerzéier, an der Regel an der Steierklass 1, spille 7% bis 150.000 Euro Joresakommes.

D'Solidaritéitssteier gëtt hei am Land vun de Résidenten an den Netrésidentë bezuelt op deem Akommes, wat se zu Lëtzebuerg versteieren. Eng Solidaritéitssteier vu 7% oder 9% heescht fir den Eenzelnen net zousätzlech 7% oder 9% méi Steieren. D'Solidaritéitssteier gëtt nämlech net op dem versteierbaren Akommes berechent, mä op dem Montant vun der Steierschold. Een, dee sengem Steierbescheed no keng Steiere muss bezuelen, bezilt och keng Solidaritéitssteier. Dat ass, wéi virdru schonns gesot, bei 40% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg de Fall.

Mat der Solidaritéitssteier läit den eigentleche Spëtzesteiersaz vun engem Stot mat engem versteierbare Joresakommes vun 300.000 Euro a méi ab dem 1. Januar 2013 bei 43,6%. Fir all 1.000 Euro, déi een doriwwer verdéngt, gi 436 Euro Steieren un de Stat.

Insgesamt bréngt d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier bei de Privatpersounen ee Plus vu ronn 102 Millioune pro Steierjoer. Dat ass e substanzielle Montant. Deen explizéiert sech doduerch, dass a méi héijen Akommestranchen dach zu Lëtzebuerg vill Steiere bezuelt ginn. Wéi gesot, 2,5% vun de Leit bezuele ronn 37% vun dem Steieropkommes.

Ronn 25.000 Steierzueler, meeschtens Stéit, déi gemeinsam veranlagt ginn, hunn ee steierflichtegt Joresakommes vun iwwer 100.000 Euro, ronn 18.000 Stéit ee versteierbart Akommes vu méi wéi 150.000 Euro, 12.500 Stéit ee versteierbart Akommes vu méi wéi 200.000 Euro a 5.750 Stéit, dovunner 5.000 Stéit reng zu Lëtzebuerg, ee versteierbart Joresakommes vu méi wéi 250.000 Euro.

Iwwert déi leschten 30 Joer gekuckt louch d'Solidaritéitssteier fir Privatpersoune schonns '84 a '85 eng Kéier bei 10%. An den 90er Jore bis 2009 war se fir Privatpersounen onverännert bei 2,5%, ab 2011 jee no Revenu tëscht 4% a 6%, fir elo bei 7% bis 9% jee no Akommes ze leien.

D'Solidaritéitssteier, déi fléisst dem Gesetz no an de Beschäftegungsfong. Dem Beschäftegungsfong seng Dépensë sinn an der rezenter Vergaangenheet besonnesch opgrond vun dem steigende Chômagetaux, mä och vun den Initiativen, fir d'Jugendaarbechtslosegkeet ze bekämpfen, stänneg an d'Luucht gaangen.

Drëttens, d'Solidaritéitssteier gëtt och vun de Betriber bezuelt. Si geet op den 1. Januar 2013 vun haut 5% op elo 7% an d'Luucht. Um Niveau vun de Betriber ass et den héchsten Taux, dee mir zënter 1975 kennen. Hélt een d'SOPARFIen eraus, da bezuelen zënter 2011 ronn 80% vun de Betriber hei am Land keng Kierperschaftssteier, deemno och keng Solidaritéitssteier. D'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier bréngt um Niveau vun de Betriber e Plus vu 36 Milliounen Euro pro Joer. Och dës Sue fléissen an de Beschäftegungsfong.

Véiertens, d'Gemengen, déi bezuelen ab 2013 och Solidaritéitssteier, an zwar 2% vun der Gewerbesteier, déi se kréien. Dat ass e Plus vun 12 Milliounen Euro pro Joer.

Fënneftens, och bei der sougenannter „Kilometerpauschal", ee waarmt Eisen an der Lëtzebuerger Steierpolitik, gëtt et eng Ännerung. Déi éischt véier Kilometer Distanz tëscht Wunnuert an Aarbechtsplaz gi steierlech net méi a Betruecht gezunn. Dës ware bis elo automatesch an dem Steierbarème matagebaut a sinn och deem zeguttkomm, deen zum Beispill an der Stad wunnt an an der Stad schafft. Am Kloertext heescht dat, dass d'Fahrtkosten, déi ee steierlech ka geltend maachen, an Zukunft ëm véiermol 99 Euro, dat heescht insgesamt 396 Euro, erofgesat ginn. Dës Moossnam bedeit fir de Stat e Plus u Steierrecettë vu 35 Milliounen Euro pro Joer.

Sechstens, um Niveau vun de sougenannten „dépenses spéciales", also de Sonderausgaben, gëtt de Montant vun de Scholdzënsen op Konsumkreditter, déi ee steierlech kann ofsetzen, halbéiert. Bis elo waren dat 672 Euro pro Joer pro Persoun an engem Stot. Ab dem nächste Joer wäerten dat nach 336 Euro pro Persoun am Stot sinn. Dës Moossnam eleng bréngt dem Stat ronn 7 Milliounen Euro d'Joer méi. Si spillt ab dem nächsten 1. Januar an deemno och op lafende Konsumkreditter.

Opgrond vun den niddrege Scholdzënse muss een dës Reduktioun awer an de richtege Kontext setzen. Ee Stot mat zwee Erwuessenen an zwee Kanner kann d'Scholdzënse vun engem Prêt vu 35.000 Euro, verzënst zu 3,5%, trotz Reduktioun vum Abattement nach integral vun de Steieren ofsetzen.

De Statsrot seet a sengem Avis zum Statsbudget 2013 grad wéi zu dësem Steierpak, dass ee generell sollt steierlech Abattementen iwwerpréiwen op hir Wierkung als Lenkungsinstrument an op d'Auswierkung op déi generell Steierrecetten. Dëst ass effektiv keng onwesentlech Fro. Niewent de Sozialbäiträg kënne besonnesch d'Scholdzënsen op den Immobilien oder fir zum Beispill en Autoskaf, verschidden Assurancen, Bauspueren, Zousazversécherungen, déi ee privat mécht, steierlech geltend gemaach ginn.

Insgesamt ginn iwwert dee Wee vun de Steierabattementen a Sonderausgaben iwwer 1,3 Milliarden Euro pro Joer steierlech begënschtegt. Mat engem duerchschnëttleche Steiersaz vun 20% heescht dat fir de Stat ee Steierausfall pro Joer vu ronn 275 Milliounen Euro. Vun deenen Abattemente profitéiert natierlech just deen, dee Steiere bezilt. Ass dat versteiertlecht Akommes méi héich, ass de Steiergewënn natierlech och méi héich. Een, dee keng Steiere bezilt, huet näischt dovun. Mä och dee Mann oder déi Fra muss eng Autoshaftflicht bezuelen.

De Montant vun den Abattementen ass méierendeels zënter 1990 net méi ugepasst ginn. De finanziellen Impakt fir de Stat geet doduerch natierlech mat der Zäit erof. Eng generell Evaluatioun vun de verschiddene Steierabattementen, wéi vum Statsrot proposéiert an iwwregens och an dem Regierungsprogramm ugeduecht - den Här Lux huet dat gëschter schonns ënnerstrach -, ass deemno méi wéi berechtegt.

Här President, siwente Punkt: Et interesséiert wuel, wat dann all déi Steiermoossnamen elo fir deen Eenzelne konkret ab 2013 ausmaachen. Dozou e puer Zuelen: Bei 35.000 Euro versteierbart Joresakommes, dat heescht zum Beispill ee Jonggesell mat engem Bruttoloun vu ronn 3.500 Euro de Mount, mécht dat ee Plus ab dem 1. Januar 2013 vun 259 Euro méi Steieren aus. Bei 50.000 Euro versteierbart Joresakommes, dat heescht ronn 5.000 Euro Bruttoloun de Mount, mécht et e Plus vun 283 Euro pro Joer an der Steierklass 2, also bei enger Koppel, aus, bei 100.000 Euro versteierbart Joresakommes 1.042 Euro an der Steierklass 1 a 759 Euro an der Steierklass 2.

Mä et geet nach weider: bei 150.000 Euro versteierbart Joresakommes 2.165 Euro an der Steierklass 1 respektiv 1.511 Euro an der Steierklass 2, wou déi zwee Partner schaffen. Bei 200.000 Euro mécht et an der Steierklass 2 da schonns 2.105 Euro aus. Bei 300.000 Euro sinn et der 4.351 a bei 400.000 Euro versteierbart Joresakommes vun engem Stot, wou déi zwee Partner schaffen, dach schonns 6.611 Euro méi Steiere wéi 2012. Breet Schëlleren droen deemno méi.

Op de Mount verrechent maachen all déi Steiermoossnamen no dem dach fundéierten Avis vun der Chambre des Salariés ab dem 1. Januar 2013 folgend Aboussen aus:

An der Steierklass 2, wou déi zwee Partner schaffen, bei 4.500 Euro Bruttoakommes de Mount, do sinn et 28 Euro, bei 8.200 Euro Bruttoakommes de Mount 82 Euro a bei 16.400 Euro Bruttoakommes de Mount 167 Euro.

An der Steierklass 1, nach kuerz, gëtt et folgend Aboussen: 11 Euro de Mount fir de Mindestlounbezéier, 53 Euro de Mount bei engem Bruttoakommes vu 4.100 Euro a 85 Euro bei engem Bruttoloun vun 8.100 Euro. D'Chambre des Salariés zielt dann nach zousätzlech de Verloscht duerch d'Netinflatiounsberengegung vun der Steiertabell derbäi. Dat hunn ech awer bei dëse Rechebeispiller ewechgelooss, well gesetzlech Inflatiounsberengegung hei zu Lëtzebuerg keen Automatismus ass.

Här President, aachte Punkt: Um Niveau vun de Privatpersoune gëtt schliesslech de sougenannte Regime vun den „stock options" ab dem 1. Januar 2013 geännert. Stock options, dat ass vereinfacht gesot ee System, wou de Salarié kann Aktië vu senger Entreprise kafen, an der Regel zu engem verbëllegte Saz.

Am Kontext vun der Steierreform 2002 ass dës Bedeelegung steierlech begënschtegt ginn. Dat hu mir deemools missen aus internationale Kompetitivitéitsgrënn maachen, well dat och an anere Länner de Fall ass. De Sënn vun dëser fiskalescher Begënschtegung ass et, de Salarié u seng Entreprise ze bannen. Dëse System ass awer iwwert d'Joren, fei gesot, liicht entaart!

Secteurweis verfügen (veuillez lire: profitéieren) - nu lauschtert gutt no - Honnerte vu Salariéë vun dësem System, souguer an Entreprisen, wou de Stat selwer Aktionär dran ass. Ee substanziellen Deel vun de Salairen (veuillez lire: Salariéen) hirem Akommes gëtt iwwert dëse Wee en fin de compte mat engem Steiersaz vun oft manner wéi 5% besteiert. Déi dovu profitéieren, dat sinn awer beileiwen net déi Aermst! Ab 2013 ass dofir domadder Schluss.

Am Sënn vu méi Steiergerechtegkeet gëtt de Regime vun de Stock options elo geännert. Dat geschitt net iwwert de Wee vun dësem Gesetz, mä iwwert de Wee vun enger Circulaire vun dem Steierdirekter. Firwat? Mä well de Regime 2002 och duerch esou eng Circulaire vum Steierdirekter agefouert gouf. Mä d'Virgab vum Parlament - an dat soll ënnerstrach ginn - duerch dëse Gesetzesprojet ass kloer: Et gëtt ee Plus vu 50 Milliounen Euro erwaart, sou wéi vun der Regierung an dem Exposé des motifs grad wéi an der Fiche financière vun dem Gesetzesprojet ugefouert. Dës Upassung vum Regime iwwer Circulaire däerft deemno keng reng Kosmetik sinn.

Néngte Punkt: Eng weider Moossnam, fir nei Steierrecetten ze schafen, ass d'Verduebelung vun der Mindeststeier vu 1.500 Euro d'Joer fir d'SOPARFIen, also déi sougenannten „sociétés de participations financières". Ab dem 1. Januar 2013 sinn 3.000 Euro pro SOPARFI fälleg.

D'SOPARFIe si Gesellschaften am Finanzberäich, ronn 34.000 Stéck un der Zuel, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Hir Aktivitéit besteet haaptsächlech doran, Bedeelegungen an anere Gesellschaften ze hunn. An der Regel besteet de Bilan vun dëse Gesellschaften aus méi wéi 90% Finanzaktiva. Bedéngt duerch e favorabele Besteierungssystem bezuelen dës SOPARFIen awer éischter wéineg Steieren. Si schafen awer op der Finanzplaz, dat soll een och soen, direkt oder indirekt munch Aarbechtsplazen.

De Prinzip vun der Mindestbesteierung op de SOPARFIe gouf virun zwee Joer agefouert. De Montant gëtt elo verduebelt, mä domat ass et net genuch:Och aner Gesellschaften, déi keng SOPARFIe sinn, mussen an Zukunft eng Mindeststeier bezuelen. Betraff vun dëser Moossnam sinn net manner wéi 37.000 Gesellschaften.

De Montant vun der Mindeststeier geet vu 500 Euro d'Joer bis zu 20.000 Euro. De Montant geet am Verhältnis zu der Bilanszomm an d'Luucht. 500 Euro sinn ze bezuele bis zu enger Bilanszomm vun 350.000 Euro, 5.000 Euro bis zu enger Bilanszomm vun 10 Milliounen Euro, 15.000 Euro bis zu enger Bilanszomm vu 15.000 Euro (veuillez lire: 15 Milliounen Euro), an 20.000 Euro, wann d'Bilanszomm iwwer 20 Milliounen Euro erausgeet.

D'Verduebelung vun der SOPARFI-Steier an d'Aféierung vun enger Mindeststeier op allen aneren Handelsgesellschafte bréngt zousätzlech 100 Milliounen Euro méi Kierperschaftssteier pro Joer. Dës Mindeststeier ass, wéi hiren Numm et seet, ee Minimum vu Steieren, deen ee muss bezuelen. Si kann deemno net op d'Verméigenssteier imputéiert ginn.

Vun dëser Mindeststeier kënnen och keng Steierbonifikatiounen ofgezu ginn, zum Beispill, wann ee Betrib Investissementer mécht oder Chômeuren astellt respektiv eng Steierbonifikatioun kritt, fir d'Fraisë vu Beruffsausbildung vu senge Mataarbechter ofzedecken. Eenzeg Ausnahm ass déi, wann d'Mindeststeier iwwert déi effektiv Kierperschaftssteier, déi dem Tarif no geschëllt wier, erausgeet. Den Iwwerschoss kann dann op déi nächste Joren als Avance reportéiert ginn.

Eng weider Limitatioun ass och déi bei enger sougenannter „Organschaft", also enger Intégration fiscale. Well d'Mammegesellschaft direkt oder indirekt d'Filiale kontrolléiert, andeems se méi wéi 95% vum Kapital hält, gëtt dës Konsolidéierung prinzipiell steierlech begënschtegt. Dat wäert och am Fall vun der Mindeststeier spillen. Bei de Mammegesellschafte grad wéi bei all Filial gëtt d'Mindeststeier opgehuewen, mä bis zu engem Plaffong vun 20.000 Euro.

Dat ass, vereinfacht erkläert, de Prinzip vun der Mindeststeier, sou wéi en definitiv vun der Finanzkommissioun zréckbehale gouf. D'Mindeststeier ass an engem gewëssene Sënn ee Paradigmewiessel: Ab 2013 bezilt all Handelsgesellschaft zu Lëtzebuerg Steieren.

Dofir hat et och eng Rei vu verfassungsrechtleche Bedenke géintiwwer dem urspréngleche Regierungstext vun dem Statsrot ginn. De Statsrot huet op enger Rei Punkten opgelëscht, dass dësen Text géint international Duebelbesteierungsofkommessen an EU-Recht verstéisst, an huet dofir och dräi Oppositions formelles gemaach. D'Finanzkommissioun huet d'Textännerungen, wéi vum Statsrot proposéiert, eent zu eent ugeholl.

Mat der definitiver Fassung vun der Mindeststeier maache mir kee Cavalier seul zu Lëtzebuerg. Mir orientéieren eis un der éisträichescher Gesetzgebung, mä de Montant vun der Mindeststeier zu Lëtzebuerg ass méi héich. Am Géigesaz zu Eisträich bezuelen hei am Land d'Entreprisen nämlech och nach Verméigenssteier.

Déi definitiv Fassung vun der Mindeststeier, sou wéi se zur Ofstëmmung virläit, ass och objektiv gekuckt verkraftbar. Et ass een Équiliber tëschent méi Steierrecetten, méi Steiergerechtegkeet an engem weiderhi kompetitive Betribssteiersystem zu Lëtzebuerg. Eng Gesellschaft, déi ee Verméige vun iwwer 20 Milliounen Euro an hirem Bilan stoen huet, déi muss oder misst vill méi och an Zukunft bereet sinn, ee Promille, also een Dausendstel dovunner als Steier ze bezuelen. Am Sënn vun der Previsibilitéit vun der Betribssteierlandschaft - e wichtegt Element vun der Kompetitivitéit - bleift de Prinzip an de Berechnungsmodus vun der Verméigenssteier op de Betriber esou bestoen, wéi en zënter 2002 gutt funktionéiert.

D'Regierung hat eng technesch Adaptatioun an dem urspréngleche Gesetzestext virgesinn. Opgrond vun dem Statsrot sengem Avis huet d'Finanzkommissioun den Textvirschlag vun dem Conseil d'État och op deem Punkt iwwerholl. Et bleift also bei der Verméigenssteier alles bei deem ale System. Domadder ass weiderhi séchergestallt, dass Betriber, déi hir Eegemëtele konsequent steigeren an iwwert dee Wee hir Investissementer assuréieren, steierlech net benodeelegt sinn.

Zéngte Punkt: D'Steierbonifikatioun fir Investissementer, dat heescht de faméisen Artikel 152bis vun eisem Steiergesetz, gëtt ofgeännert. Genee gesot geet den Taux de bonification op dem sougenannten „investissement global" vun elo 3% op 2% erof. D'Bonifikatioun fir den Investissement global, dat ass déi Bonifikatioun, déi ee Betrib kritt, wann en iwwerhaapt investéiert.

Beim Investissement complémentaire geet den Taux vun der Steierbonifikatioun vun 13% op 12% erof. Den Investissement complémentaire ass vereinfacht gesot dat, wat een investéiert iwwert d'Amortissementer, also d'Ofschreiwungen eraus. De System gëtt also liicht manner favorabel, mä dat bréngt dem Stat awer zousätzlech 20 Milliounen Euro.

Eeleften - an elo komme mer zum Schluss - Punkt: Enn 2006, Här Lux, do war et d'Reform vun der Autossteier. D'Autossteier bréngt dem Stat geschate 67 Milliounen Euro pro Joer. Dat ass eppes méi wéi dat Duebelt vum Joer 2006, also deem Joer virun der Reform. Längerfristeg däerft d'Recette vun der Autossteier awer erëm erofgoen. Firwat? Mä, eisen Automobilspark erneiert sech schnell. D'Leit kafen zu Lëtzebuerg, trotz Kris, méi oft een Auto wéi am Ausland. Déi nei Autoen hu reduzéiert CO_2-Emissiounen, an dat ass och eng gutt Saach.

Et kënnt derbäi, dass de Moment op ronn 25.000 Autoe manner wéi 50 Euro Autossteier pro Joer ze bezuelen ass. Weider - lauschtert gutt no! - 91.000 Dieselautoen, wou d'Autossteier zwar méi wéi 50 Euro d'Joer ass, kréien eng Ermässegung vu 50 Euro, well se e Partikelfilter hunn. Mä all Dieselauto muss hei am Land e Partikelfilter hunn, well soss gëtt en iwwerhaapt net zu Sandweiler ugemellt. Elo gëtt dës Partikelfiltersubventioun gestrach an eng Mindesttax op all Auto vun 30 Euro agefouert. Dat bréngt ee Plus vu ronn sechs Milliounen Euro Steierrecettë pro Joer méi.

Zwielefte Punkt: Den Artikel 125 aus eisem Steiergesetz gëtt ofgeschaaft. Dës Bestëmmung betrëfft d'Inflatiounsberengegung vun der Steiertabell. Wann de Konsumindex ëm méi wéi 3,5% während engem Joer an d'Luucht geet, misst d'Regierung ee Gesetzesprojet déposéieren, fir d'Steiertabell deementspriechend nei auszeriichten. Et ass also keng automatesch Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, wéi dat oft dobausse gemengt gëtt. Et ass, dem Text no, nëmmen eng Verflichtung fir d'Regierung, eng Propos ze maachen, déi da vun der Chamber ugeholl gëtt oder, le cas échéant, ofgelehnt gëtt. Aus budgetäre Grënn gëtt dësen Artikel elo gestrach.

Dräizéngte Punkt: D'Volkszählung oder besser gesot, de Recensement fiscal gëtt ofgeschaaft. Déi entspriechend Artikele ginn aus der Abgabenordnung gestrach. Dat ass kee Feeler, kommen dës Bestëmmungen dach aus enger éischter däischterer Zäit fir eist Land.

Fir dat ze verdäitleche ginn ech lech just Lecture vun engem klenge Paragraph, dee mer elo ofschafen: „Die Personenstandsaufnahme erstreckt sich nicht auf diejenigen Angehörigen der Armee und der Polizei", den Texte original war „der Wehrmacht, der Schutzpolizei und des Arbeitsdienstes, die in Mannschaftsräumen militärischer oder polizeilicher Dienstgebäude oder Kriegsfahrzeugen untergebracht sind und keine andere Wohnung haben".

(Interruption)

D'Steier...

Dat schafe mer of, Här Meyers.

Une voix.- Dat hätt scho laang missen ofgeschaaft ginn!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Mä ze spéit...

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Mir hu jo 60 Joer gebraucht, bis mer dat gemierkt hunn!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Ech brauch elo nach zwou Minutten, da si mer fäerdeg.

D'Steierkaarte ginn ab 2013 direkt vun der Steierverwaltung elo erstallt. Fir d'Gemenge bedeit dat eng Aarbechts- a Käschtenentlaaschtung, fir d'Steierverwaltung natierlech e Plus un Aarbechtsopwand.

De Gesetzesprojet gesäit och um Niveau vun der TVA eng kuerz Ännerung vir, um sougenannten „régime de franchise". Wat heescht dat? An Zukunft kënne Steierflichteger, déi e Chiffre d'affaires hu vu manner wéi

25.000 Euro, eng vereinfacht TVA-Deklaratioun maachen, respektiv kënne si vun der Flicht, eng Deklaratioun ze maachen, ganz entbonne ginn. Si däerfen natierlech dann och keng TVA verrechnen a mussen dat op der Rechnung präziséieren.

Bis elo louch de Plaffong vun dem Régime de franchise bei 10.000 Euro. Aus Grënn vun administrativer Vereinfachung gëtt de Plaffong elo op 25.000 Euro an d'Luucht gesat, an dovunner profitéieren haaptsächlech ronn 3.200 kleng Entreprisen. De Steierausfall ass dobäi minime.

Nach kuerz zum bëllegen Akt: Eng technesch Upassung gëtt et um Niveau vun dem Steierkredit. Leit, déi am sougenannten „Espace économique européen" wunnen, dat heescht d'Europäesch Unioun plus Island, Norwegen a Liechtenstein, kënnen an Zukunft vun dem bëllegen Akt hei zu Lëtzebuerg profitéieren, wa se eng Wunneng kafen, an dat - dat ass nei - schonns am Moment, wou se de Kafakt ënnerschreiwen. Bis elo kruten déi Leit, déi net am Land Résident waren, zum Beispill zu Metz gewunnt hunn, d'Enregistrementskäschten eréischt erëm, wa se eng Demande dofir gemaach hunn a wa se den Immeuble bewunnt hunn oder verlount haten.

Mir maachen dës Upassung, fir net eng Diskriminatioun vu Bréissel (veuillez lire: virgeworf) ze kréien. Dës Upassung ass awer käschtenneutral.

Dee leschte Punkt ass schliesslech deen, dass déi steierlech Vergënschtegung vun dem superreduzéierten TVA-Saz vun 3% beim Bau oder der Renovéierung vu Wunnenge bis zu engem maximale Plaffong vun elo nach 50.000 Euro spillt. An de Joren 2009 bis 2012 waren dat nach 60.000 Euro. Deemno ass de Plaffong ëm 10.000 Euro erofgaangen. Wat heescht dat dann elo konkret? Mä, dass ee bei engem Hausbau an Zukunft nach bis zu engem Präis vu ronn 420.000 Euro den niddregen Taux vun 3% TVA applizéiert kritt. Bis elo war dat bis zu engem Präis vu ronn 500.000 Euro de Fall. Dës Ännerung geschitt awer net iwwert dëse Gesetzesprojet, mä duerch e Règlement grand-ducal.

Här President, dat waren, zum Deel méi praktesch erkläert, déi Haaptmoossname vum Steierpak, esou wéi se der Chamber muer zum Vote virleien. Si sollen den 1. Januar 2013 a Kraaft trieden, mat Ausnahm vun der Ëmännerung bei der Autossteier, déi ab dem 1. Februar 2013 spillt.

(Interruption)

Fir de Rescht, Här Bettel, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, fir deen d'Finanzkommissioun majoritär de leschte Freideg hiren Accord ginn huet, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. D'Diskussiounen iwwert de Projet de loi si muer zesumme mat den Diskussiounen iwwert de Budgetsrapport.

Da komme mer elo zum Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013. Ech wollt Iech hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt dësen Exposé an d'Gebäerdesprooch iwwersat gëtt, a wollt och den Här Minister bieden, e bësselche méi lues ze schwätzen.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

2. 6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Exposé

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Madame, Dir Häre Ministeren, ech géif fir d'Eischt gären dem Budgetsrapporteur, dem Här Lucien Lux, Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi mer an deene leschte Wochen a Méint a senger Qualitéit als Budgetsrapporteur zesumme gemaach hunn. Eng ganz Rei vun deenen Iddien, déi an dem schréftlechen a mëndleche Rapport zum Budget waren, sinn Iddien, déi derwäert sinn, datt een driwwer diskutéiert - net nëmmen haut, mä och an deene Méint, déi elo kommen - an deem Kontext vum Redressement vun de Statsfinanzen. Duerfir e grousse Merci an Unerkennung fir déi Aarbecht, déi hien a seng Équipe an och déi aner Kolleegen an der Finanzkommissioun ënnert dem President Michel Wolter gemaach hunn.

Och e Merci géif ech gären hei un de Rapporteur vum Projet de loi iwwert d'Steierupassungen, den Här Gilles Roth, ginn. Hien huet dat de Moien op eng technesch einwandfrei Aart a Weis erkläert, wat mir évitéiert, op eng ganz Rei vun deenen Detailer nach eng Kéier anzegoen. Mä dat gehéiert zu där Budgetsdebatt, an duerfir, mengen ech, war et gutt a richteg, datt mer domadder de Moien hei ugefaangen hunn.

Här President, verschidde Leit, och heibannen, waren e bëssen erstaunt, datt de Budget an zwou Etappen erstallt ginn ass an datt ech de Budget net mat grousser Begeeschterung virgestallt hunn. Och e Finanzminister muss d'Recht hunn ze weisen, datt en a Krisenzäite besuergt ass iwwert d'wirtschaftlech an ekonomesch Situatioun. Och e Finanzminister muss d'Recht hunn, Emotiounen ze weisen. An ech soen Iech et, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Defizit reduzéieren ass eng enorm schwiereg Aufgab - einfach, wann ee se eleng mécht, schwiereg, wann ee se an engem Grupp vu Leit mécht!

Déi, déi mech kennen, wëssen, datt ee mech net brauch zu enger Defizitreduzéierung ze drécken. Besonnesch net dann, wann een den Defizit reduzéiert duerch strukturell Dépensëreduktiounen. Mä an enger Gesellschaft, an de Parteien, am Parlament gëtt et vill Meenungen iwwert d'Moossnamen, ob, wéi vill a wéi een den Defizit ka reduzéieren.

Datt ech mech net selwer an all deene Meenungen erëmfannen, ass dat Normaalst vun der Welt. D'Aufgab vun der Politik, och vum Finanzminister ass et, aus deene Gespréicher Kompromësser mat an de Budget afléissen ze loossen. Dat ass geschitt. An duerfir mengen ech, datt dat Ganzt en fait, och wann ech dat zréckkucken, eppes ganz Positives hat: Well souwuel heibanne wéi am Land, an dat hunn ech och a ville Bréiwer gemierkt, déi d'Leit mer geschéckt hunn, ass e richtegen Débat iwwert d'Situation économique an déi finanziell Situatioun vum Land entstanen. Déi Debatt ass noutwendeg. Déi Debatt ass grad an dësen Zäiten nëtzlech fir d'Zukunft vun de Statsfinanzen, net nëmme fir de Budget 2013, mä virun allem och fir déi Joren duerno.

Duerfir géif ech och gären haut a mengen Ausféierungen zum Budget natierlech iwwert de Budget 2013 schwätzen, mä an engem zweeten Deel och doriwwer, wéi déi Evolutioun hei zu Lëtzebuerg an an Europa wäert weidergoen.

Jo, Lëtzebuerg an Europa sti virun enormen Erausfuerderungen an en fait fundamentale Richtungsentscheedungen! Zënter fënnef Joer - dat ass laang - schleeft Europa sech duerch dës Kris, an ech géif soen, et si Krisen: Finanzkris, Wirtschaftskris, Währungskris, mat Aspekter vu sozialer Kris. An de Budget 2013, och iwwregens d'Konten 2012, kann een net lassgeléist gesi vun där schwiereger ekonomescher Situatioun. Dat ass en fait keng ekonomesch Situatioun wéi eng aner an déi Kris ass net muer de Moien eriwwer!

Et ass eng fundamental Afrostellung vu villem, wat mer an Europa bis elo haten. D'Amerikaner nennen dat en „turning point". Ech géif soen, et ass eng Zort Rond-point, an deem mer dréien a wou ee muss déi richteg Ausfahrt fannen.

Dat ass eng Debatt jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, well iwwerall an Europa gesi mer, datt mer héich Scholden hunn, en héijen Defizit, bal kee Wuesstum an e vill ze vill héije Chômage.

Wuesstum an Aarbechtsplaze schafen, ouni Scholden an Defizit ze maachen, dat ass am Fong den Défi, dee mer an Europa an zu Lëtzebuerg hunn. An deen ass selbstverständlech net einfach an dee kann een net vun haut op muer ëmsetzen. An Dir gesitt, och an deene Länner, wou nëmme vu Wuesstum geschwat ginn ass, wou ee gemengt huet, et kéint een op d'Spuere verzichten, hu mer, soubal déi Leit Regierungsverantwortung iwwerholl hunn, gesinn, datt se op d'Realitéit vum Terrain erëmkomm sinn. Et kann ee kee Wuesstum hunn, wann een net gesond Statsfinanzen huet. An et sinn eben deen Équiliber an déi Zilrichtung, déi mer zesumme musse fannen.

D'Weltwirtschaftssituatioun ass alles aneschteres wéi roseg. An der Eurozon wäerte mer d'nächst Joer kaum Wuesstum hunn. Mir hunn eng ganz Rei Moossname geholl, déi hu mer jo och heibannen diskutéiert, fir d'Eurozon ze stabiliséieren, mä dat brauch laang Zäit, ier dat seng ekonomesch Friichten dréit. Och déi Strukturreformen, déi an enger Rei vu Länner gemaach ginn, droe jo net vun haut op muer hir Friichten. Duerfir wäert d'Wuesstum leider ganz niddreg bleiwen. An dat huet natierlech fir e Land wéi eist, mat enger oppener Ekonomie, en Impakt och op eis.

Amerika, Japan, do ass lues a lues e Wuesstum festzestellen, woubäi an Amerika d'politesch Léisung vum Budgetsproblem, deemno wéi déi gemaach gëtt, och eng Inzidenz wäert hunn op d'ekonomesch Entwécklung. Et kann een nëmmen hoffen, datt do e Kompromëss schnell fonnt gëtt.

An dann, ganz anescht gesäit et aus an deene sougenannten „emerging market economies", enger Rei Länner, wou d'Ekonomie schnell wiisst: Asien mat China, Türkei, Mëttleren Orient, Deeler vu Latäinamerika. Den Défi fir eis ass am Fong, eng Ubannung ze fannen un dee méi schnelle Wuesstum vun deenen doten dynameschen Ekonomien.

Also, d'Perspektiven - op d'mannst an eise Regiounen - si schwaach an et bleiwe vill negativ Risquen, iwwert déi een net kann einfach ewechgoen.

Wann ech dat ënnerschiddlecht Bild vun der Welt do molen, dann ass et interessant festzestellen, datt aus enger kierzlecher Etüd vun der OCDE iwwert d'Zeenarië vun der Weltekonomie bis 2060 och ganz kloer ervirgeet, datt de Mouvement vum Wuelstand an der Welt, wou de Centre de gravité haut an Europa an Amerika ass, sech zu deenen dynameschen neie Maartekonomien ausserhalb vun eisem Kontinent an ausserhalb vun Amerika wäert bewegen.

Alles dat musse mir an eisen Iwwerleeunge mat am Kapp behalen. Et ass also net nëmmen eng momentan Kris oder en „turning point", mä et sinn och Reflexiounen, déi mer méi generell mussen iwwer eis Ekonomie an eise Modell maachen.

Natierlech ass vis-à-vis vun deem Constat do d'Léisung net, fir d'Knëppele bei d'Tromm ze geheien, mä mir musse mat ambitiéise Reformen an enger Budgetskonsolidéierung op de Pad vum Wuesstum zréckkommen a weltwäit Ongläichheete kënne verhënneren.

Mir musse mëttel- a laangfristeg an Europa an heiheem kucken: Wéi kënne mer konkurrenzfäeg bleiwen, fir de Chômage erofzekréien? Well nëmme konkurrenzfäeg Betriber schafen Aarbechtsplazen.

Wéi kënne mer sozial Ongläichheeten esou kleng wéi néideg halen? Virun allem geet et drëm, Extremer vun Aarmut a Räichtum ze évitéieren.

Wéi kënne mer dee Wuesstum maachen, ouni datt mer dobäi d'Ëmwelt ze vill schiedegen?

A wéi kënne mer eis a wéi musse mer eis institutionell opstellen, fir datt mer schnell an effikass kënnen entscheeden? Och dat ass e groussen Défi an Europa an zu Lëtzebuerg, well oft geet et op béide Plazen ze lues an enger schnell ännerender Welt.

Ech mengen, datt et net onméiglech ass, eng Rei vun deene Reformen ze maachen. Eng Rei Länner an Europa, déi sougenannte Problemlänner, déi Hëllef kréien aus den europäesche Rettungsschiermer, hunn ënner dramateschen Ëmstänn gewisen, wéi Strukturreformen en fait zu neiem Wuesstum kënne féieren. Irland ass do vläicht e Beispill, wat am nooste bei der Situatioun vun eisem Land ass. D'Iren hunn eng ganz Rei Reforme misse maachen an engem ganz schlëmme Moment, déi elo erëm Vertraue schafen an déi, hoffe mer fir si a fir eis, zu Wuesstum erëm kënne féieren.

D'Budgetssituatioun, d'ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg fir 2013, wéi gesot, muss een an deem europäeschen an internationale Kader gesinn. Ech géif duerfir gären nach eng Kéier rappeléieren, wou mer fir de Moment an eise Wirtschaftsprognose stinn.

2011 si mer ëm ronn 1,5% gewuess, 2012 wäerte mer 0,5% wuessen an '13 - mengt de Statec - ronderëm 1%. Erënnert Iech drun, datt mer fréier Wuesstumsraten hate vu 4%, 5%, 6%. Mir sinn also elo e puer Joer hannerteneen an enger Situatioun, wou mer nëmme minimal wuessen.

Den Emploi wiisst nach, och de Budgetsrapporteur ass dorobber gëschter agaangen, 2012 vläicht eppes ëm 2%, 2013 ëm 1,3%. Nach, mengen ech, musse mer verfeinert Analyse maachen, wou dee Wuesstum entsteet, sou datt mer dann och kënnen d'Leit, déi aus der Schoul kommen, op déi Plazen orientéieren, respektiv musse mer och kucken, wéi eng ekonomesch Effeten déi Secteuren hunn, wou déi Plazen do geschafe ginn. An de Chômage bleift leider an Europa an heiheem héich, mat eppes ronderëm 6% bis 6,5%.

De Budget 2013, an och dat huet den Här Lux gëschter hei gesot, ass e Budget, dee sech am europäesche Kontext weise léisst. Mir respektéieren déi Haaptkritäre vun der Wirtschafts- a Währungsunioun. An trotzdeem gesäit een - a grad och am Kont fir 2012 - déi enorm Konsequenze vun der Kris. Och wann een haut nach net genee weess, wéi den Exercice 2012 ofschléisst, da stelle mer dach fest, datt mer beim Zentralstat wäerten en Defizit tëschent enger an 1,5 Milliarden hunn. A bei de gesamtöffentleche Finanzen - also Stat, Gemengen a Sécurité sociale - wäert deen Defizit bei eppes 800 Milliioune leien.

D'nächst Joer, wéi gesot, kréie mer deen Defizit duerch eng Rei Moossname reduzéiert. Dee Budget, deen also virläit haut a muer zur Diskussioun an Ofstëmmung, schléisst of mat engem Defizit bei de gesamtöffentleche Finanze vun 380 Milliounen Euro a bei dem Zentralstat vun enger Milliard ronn Defizit.

Wat ass geschitt 2012? Mä et ass e ganz kloren Effet vun der wirtschaftlecher Situatioun. D'Recettë klamme manner schnell. Mir wäerten eng 200 bis 300 Milliioune manner erakréien, an zugläich lafen eis Dépensen awer weider. An déi Differenz erkläert den Defizit. Et ass also och dorunner, wou mer musse schaffen, wëssend, datt eist Land an der Kris weider awer eng ganz Rei Obligatiounen ze erfëllen huet.

Interessant ass awer, wann ech de Budget '13 kucken, datt mer et fäerdegbruecht hunn, datt d'Dépensen net schnell wuessen. D'Dépensë par rapport zu de Previsioune vum Kont '12 wuessen nëmmen ëm 1,3%, a par rapport zum Budget vum leschte Joer ëm 3%. Dat ass manner wéi déi nei europäesch Norm, déi mer vum nächste Joer u musse respektéieren - déi muss een och elo scho respektéieren, mä vum nächste Joer un ass et e bindend rechtlecht Instrument -, well déi europäesch Norm géif am Fong 3,65% ausmaachen. Mir sinn also do drënner an dat ass och gutt, well mer jo en Defizit ze géréieren hunn.

Wann eise Budget op der Dépensësäit esou héich ass, dann ass dat eigentlech aus zwee Grënn: engersäits well mer vill Dépensen hunn, déi un der Zuel vun de Leit an eisem Land hänken. Wann et méi Kanner gëtt, déi a Crèchen an a Schoule ginn, wann et méi Leit gëtt, déi am Chômage sinn, dann huet dat selbstverständlech eng Inzidenz op d'Statsfinanzen.

An déi zweet Ursaach ass, datt de Stat villes mécht am ekonomeschen an am soziale Beräich, wat de Leit an de Betriber hei am Land zeguttkënnt, an datt de Cumul vun deenen dote Saachen derzou féiert, datt mer héich Ausgaben hunn: an Héicht vu 14 Milliarden, 14,1 Milliarde bei der Administration centrale d'nächst Joer.

De Budget, an dat wëll ech och hei nach soen, well heiansdo gemengt gëtt, de Finanzminister géif do reng d'Chiffere kucken - dat ass weder hei am Land richteg nach am Ausland -, mä et ass och keng Onéier fir e Finanzminister, d'Chifferen ze kucken, mä och dee weess, wéi all d'Kolleegen an der Regierung, datt hannert deene Chifferen Ziler a Mënsche stinn, de Budget also mécht jo ganz villes, fir datt et hei am Land de Mënsche materiell gutt geet, datt sech eist Land weiderentwéckelt, datt eis Infrastrukture gutt sinn. E mécht vill fir d'Solidaritéit, e mécht vill fir d'wirtschaftlech Zukunft, e mécht vill fir d'Familljen, e mécht vill fir d'Grondaufgabe vum Stat.

Ech géif gären hei op e puer esou Aspekter, e puer esou Akzenter zréckkommen. Bei der Solidaritéit huelen ech zwou gréisser Dépensen:

De Fonds pour l'Emploi - natierlech belaascht duerch déi schwiereg ekonomesch Situatioun - gëtt d'nächst Joer eng ronn 650 Milliounen Euro aus. Dat ass Solidaritéit mat deenen, déi hir Schaff verluer hunn, oder Ënnerstëtzung vun deenen notamment am Chômage partiel, wou mer wëlle kucken, datt de Betrib se an enger schwiereger ekonomescher Situatioun kann halen.

D'Assurance dépendance: Déi Dépensen, déi klammen, well et méi eeler Leit an der Gesellschaft gëtt, déi op d'Hëllef vu baussen ugewise sinn. An duerfir wuessen eis Dépensen am Budget op 220 Millioune ronn.

Mir wëllen, datt et eng Gesellschaft gëtt, wou d'Kanner betreit ginn, fir déi Leit, déi dat wënschen. D'Kannerbetreiung, wat en Akzent vum Budget ass, war a bleift, ass d'nächst Joer op 290 Milliounen Euro, souwuel Investissementer wéi Fonctionnementskäschten. Dat si ganz vill Suen. Doduerch entstinn 8.000 zousätzlech Plazen, déi wichteg si fir eng ganz Rei Familljen, fir d'Kombinatioun vu Beruff a Famill matenee kënnen ze verbannen.

Mir wëllen, datt d'öffentlech Fuerschung op engem héijen Niveau bleift, well vun der Fuerschung gesäit een net haut direkt den Effet, mä et gesäit een en an der wirtschaftlecher Entwécklung an e puer Joer. D'öffentlech Fuerschung wiisst op 270 Milliounen Euro. Dat sinn 0,6% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. An ech soen Iech, viru fënnef Joer - dat ass jo nach net ganz laang hier - war se bei 0,3%. Dat heescht, mir investéieren do, wou mer hoffen, datt duerch e puer gescheit Leit, déi mer ënnerstëtzen, enges Daags nei Iddien entstinn, déi zu neien Aarbechtsplaze kënne féieren.

Mir mussen d'Land weiderentwéckelen an duerfir ass et och noutwendeg, datt mer héich

Investitiounen hunn. Mir hunn d'nächst Joer Investitiounsausgabe vun 1,7 Milliarde virgesinn, souwuel direkter wéi indirekter. Direkter sinn et, wann de Stat selwer baut, indirekter, wann en Drëtte baut, wou de Stat eng Ënnerstëtzung gëtt.

1,7 Milliarden, dat ass enorm vill. Jo, mir hunn d'Investitioune gebremst. Et gëtt manner gebaut wéi urspréinglech virgesinn. Mä d'Investitioune mat 1,7 Milliarde si méi héich wéi an de Joren 2009, 2010 an 2011. Par rapport zu dësem Joer gi se erof ëm bal 10%, mä par rapport zu all deene Jore virdrun ass et méi héich, well mer mengen, datt modern Infrastrukturen noutwendeg si fir d'Weiderentwécklung vum Land, sief dat Schoulen, sief dat Schinnen, sief dat Stroossen an aneres méi.

Mir wëllen och, datt eent vun de wichtegen Elementer vun eisem Stat - souwuel fir d'sozialt Zesummeliewe wéi fir d'wirtschaftlech Rahmebedéngungen -, d'Sécherheet vum Land op engem gudden Niveau behale bleift. Et ass e Schlësselelement vun der Liewensqualitéit a vun der wirtschaftlecher Attraktivitéit. Duerfir bleiwen och d'Dépensë fir Justiz a Police op engem héijen Niveau mat ronn 330 Milliounen Euro. Si klammen ëm eng 4%. Och dat ass noutwendeg, fir datt eist Land organiséiert an am gudden Zesummeliewe sech ka weiderentwéckelen.

Jo, a mir ënnerstëtzen och d'Betriber, well och dat ass wichteg grad a schwieregen ekonomeschen Zäiten! Mir ënnerstëtze se, wa se investéieren. Mir ënnerstëtzen d'Betriber, wa se fuerschen, fir sech och weiderzëentwéckelen. Mir gi Betriber an der Industrie, bei de Kleng- a Mëttelbetriber, an der Landwirtschaft Hëllefe vun 160 Milliounen Euro am Budget vum nächste Joer, fir datt déi Betriber sech kënne moderniséieren a sech an engem schwieregen Ëmfeld weiderentwéckele kënnen.

An trotzdeem, a grad doséinst, well d'Land schnell wiisst, well mer wëllen eng Rei Politikberäicher ënnerstëtzen, hu mer en Defizit, deen 2012 méi grouss ass, wéi mer en erwaart haten duerch d'wirtschaftlech Situatioun bedéngt, en Defizit, dee mer wëlle reduzéieren. Duerfir war dee Spuerpak noutwendeg - oder deen Defizitreduzéierungsprogramm, wéi ech dat fréier genannt hunn, wat mer am Fong besser gefält -, well spueren, soen ech nach eng Kéier, ass, sou hunn ech et op d'mannst ëmmer als Privatmënsch verstanen, wann ech vu menger Pai en Deel op d'Spuerbuch setzen. Dat ass spueren. Hei geet et net drëm, fir zousätzlech Reserven ze schafen, well dat geet fir de Moment net méi. Hei geet et drëm ze kucken, datt mer op Dauer net méi ausgi wéi dat, wat mer erakréien.

Wa mer alles normal weiderlafe gelooss hätten, wa mer d'Politiken einfach weidergeschriwwen hätten, da wär den Defizit d'nächst Joer ëm ronn eng Milliard méi héich. Mir reduzéieren den Defizit ëm ronn eng Milliard, 2% vum PIB.

Déi Moossnamen, déi zum Deel gëschter an haut de Moien hei vum Här Lux a vum Här Roth virgestallt gi sinn, gesi vir, datt mer an deem Pak méi Dépensë reduzéiere wéi mer Recetten augmentéieren. Et ass en équilibréierte Pak, woubäi jiddwereen do ka selbstverständlech seng individuell Meenung derzou hunn, wéi een deen Équiliber richteg festleet, mä mir mengen, datt dëse Pak keng gréisser ekonomesch oder sozial Répercussioune wäert hunn.

Natierlech wësse mer, datt dëst d'Leit an d'Betriber betrëfft. Mä d'Iddi, datt ee ka Budgetsdisziplin maachen, ouni datt een dat spiert, ouni datt een dat mierkt, ouni datt ee rose gëtt, ass naiv. Jo, dës Moossnamen hunn en Impakt, mä et ass e klengen Impakt. An et ass en Impakt, deen net durabel wäert sinn.

Mir hunn op der Dépensësäit, ouni nach eng Kéier an d'Detailer ze goen, d'Fonctionnementskäschte substanziell reduzéiert. Mir hunn d'Investitiounsausgabe par rapport zu dësem Joer gesenkt. Et gëtt net alles gebaut, wat mer vläicht gäre gehat hätten.

Mir hunn an der öffentlecher Funktioun, bei de Statsbeamten eng Nullronn dekretéiert, déi en Effet op d'Statsfinanzen huet. Eng Rei Primen, notamment am Ëmweltberäich bei den Autoen, ginn ofgeschaaft. Mir hu gekuckt, datt et net zu enger Augmentatioun vun den Ausgabe kënnt, zum Beispill doduerch, datt mer d'Pensiounsaugmentatioune gestoppt hunn, net, andeem mer eppes ewechgeholl hunn, mä andeem mer eppes net bäiginn hunn. An all déi Saache féieren zu enger Dépensëreduktioun vun iwwer 500 Milliounen.

An op der Recettësäit, bei de Steieren, do, wou mer de Moien eng ganz Rei vun Detailer vum Här Roth presentéiert kritt hunn, gesäit een, datt mer de Prinzip vun der sozialer Gerechtegkeet als ieweschte Prinzip haten an datt mer deem Rechnung gedroen hunn.

Ech wëll hei nach eng Kéier dat rappeléieren, wat de Rapporteur de Moie gesot huet: E klengen Deel vun de Leit - 5% - bezuele 50% vun der Akommessteier zu Lëtzebuerg. Dee Saz also: „Se huelen et ëmmer bei deene Klengen!", dee war zu Lëtzebuerg falsch, ass zu Lëtzebuerg falsch, an ass och nach falsch no deene Reformen, déi mer haut hei am Steiergesetz zur Diskussioun hunn!

Bei den Entreprisen hu mer eng Rei Adaptatioune gemaach. Do muss een ëmmer kucken: Wat sinn d'Effeten op d'wirtschaftlech Entwécklung? Wat sinn d'Effeten op nei Betriber, déi op Lëtzebuerg kommen?

Ech mengen, datt een dat do ni genee am Virfeld weess. Duerfir wëll ech hei soen, datt ech der Meenung sinn, datt mer no engem bis zwee Joer d'Effete vun enger Rei vun deene Moossnamen an der Betribsbesteierung, och bei der Minimalbesteierung, bei der SOPARFI-Besteierung musse kucken, fir ze kucken, wat fir en Effet dat hat op d'Neigrënnung vu Betriber, an dann, le cas échéant, dorauser Lektiounen ze zéien.

Här President, de Budget vun 2013 ass also e Budget, wou mer den Defizit gebremst hunn. Dat ass e ganz wichtege Punkt. Et ass e Budget, wou mer Budgetsdisziplin exerzéiert hunn duerch dee Moossnamepak vun enger Milliard, mä wou nach, an dat muss ee gesinn, wou nach enorm villes realiséiert gëtt.

An dat mierkt ee jo och, wann een duerch d'Land fiert. Ech sinn ëmmer erstaunt ze gesinn, wéi vill dorëmmer gebaut gëtt. Dat gesäit een, datt et de Leit hei am Land am Regelfall vill besser geet wéi an den Nopeschlänner. Doriwwer kann ee sech freeën. Dat muss een als Constat feststellen. Mä et muss een awer och gesinn, datt ronderëm eist Land sech villes ännert.

De Budget 2013 versicht also, dat Ekonomescht an dat Soziaalt mateneen ze verbannen an zugläich awer och déi wichteg Bon-sens-Regele vun der Wirtschafts- a Währungsunioun ëmzesetzen. Ech mengen duerfir, datt de Budget 2013 e richtegen Équiliber ass, deen heibannen dierft op eng breet Zoustëmmung zielen.

Natierlech ass et a Krisenzäiten net einfach, esou e Budget opzestellen, an duerfir muss een - an dat gëllt bei dësem Budget, mä dat gëtt a Krisenzäiten nach méi wéi jee de Fall -, et muss ee kucken och: Wéi evoluéiert dee Budget? Wéi gesäit een dee Budget an enger Perspektiv vun e puer Joer? An do kéim ech gären zréck op déi enorm Défien, déi op d'Lëtzebuerger Ekonomie an op d'Statsfinanzen zoukommen an déi schonn zum Deel do sinn.

Mir hunn eng enorm oppen Ekonomie, wou also d'Influenz vun deem, wat am Ausland geschitt, vill méi grouss ass wéi an anere Länner. Mir sinn net breet diversifiéiert, an trotz allen Efforte wäerte mer eng breet Diversifikatioun vun der Ekonomie net fäerdegbréngen.

Grouss Betriber komme jo net heihinner wéinst eisem Bannemaart. Si kommen heihinner, wann d'Rahmebedéngungen esou sinn, datt se vun hei aus gutt hir Produkter an hir Servicer kënnen an Europa an an d'Welt verkafen. An et si grad déi Rahmebedéngungen, déi changéieren. Mir si méi wéi jee der internationaler Konkurrenz ausgesat.

Wat sinn dann déi Haaptkritären hei bei de Kaderbedéngungen? An dat si jo och déi Kritären, déi de Wirtschaftsminister an ech, wa mer an d'Welt reesen, mussen an de Vierdergrond stellen. Ech géif der sechs mentionnéieren:

Éischtens ass et d'Schnellegkeet vun den öffentlechen Décisiounen a vun der Ëmsetzung vun deenen Décisiounen. E Betrib wëllt net méintlaang waarden, wann en d'Décisioun geholl huet ze investéieren. Mir mussen dat berücksichtegen an der Fassong, wéi mer entscheeden.

Zweetens, d'Produktiounskäschten: Dat si Léin, Cotisations sociales an Ähnleches.

Drëttens, d'Infrastrukturen: Mir brauchen eng gutt Ubannung un d'Ausland. Dat ass IT, dat si Schoulen, och international Schoulen.

Véiertens: d'Stabilitéit, Sécherheet, Rechtsstaatlechkeet - ganz wichteg an Entscheedungen, fir ze investéieren.

Fënneftens, mir brauche gutt forméiert Personal, an d'Betriber mussen dat och fannen.

A sechstens d'Fiskalitéit, déi e ganz wichtegen Deel ass, fir Betriber aus dem Ausland unzezéien a fir Betriber, déi hei sinn, an hirer Entwécklung net ze bremsen.

E klengt Land, an dat dierfe mer net vergiessen, huet net vill unzebidden. Mä an deene sechs Punkten, do si mer souverän. Dat heescht, an deene sechs Punkten do kënne mer eleng entscheeden. Duerfir sinn et déi Punkten, op deene mer musse méi offensiv sinn ewéi anerer, soss kënnt kee méi bei eis.

An deene sechs Punkten do si mer vläicht net méi esou konkurrenzfäeg, wéi mer et bis elo waren. Dat ass net direkt eis Schold, mä et muss ee realiséieren, datt d'Ëmfeld substanziell geännert huet.

Et ass Kris och an anere Länner an den Effort, fir Betriber bei sech ze kréien, och vun anere Plazen, gëtt méi staark, an duerfir si mer an enger vill méi schwiereger Situatioun, wéi mer dat an deene leschte Jore waren. Duerfir musse mer eis och, wéi de Premier dat viru Kuerzem genannt huet, „remoderniséieren". Mir mussen eis nei opstellen, fir deenen neien Défien do Rechnung ze droen.

Et ass also net eng Fro: Wëlle mer et oder wëlle mer et net? Mir mussen et einfach maachen. Mir musse kucken, wéi mer Industrie- a Produktiounsbetriber nach op Lëtzebuerg kréien. Wéi kënne mer auslännesch Investisseuren unzéien? Eist Land kann nëmme wuessen, wann auslännescht Kapital heihinnerkënnt. A mir mussen oppe si fir auslännescht Kapital an och oppe si fir hir Iddien an hiren Know-how.

Ëmmer mengen, mir wäre besser wéi déi aner, ass héchstwahrscheinlech net dee richtege Wee. D'Geschicht vun eisem Land beweist dat a mir mussen op deem Wee weidergoen, wa mer wëlle wuessen. A mir musse wuessen!

Une voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Wéi kënne mer d'Ekonomie diversifiéieren, mat Betriber also, déi konkurrenzfäeg sinn, déi Aarbechtsplaze schafen, déi Benefiss maachen an, soen ech als Finanzminister derbäi, déi dann duerch dee Benefiss och Steiere fir d'Allgemengheet bezuelen?

Duerfir mengen ech, datt mer mussen an der Regierung - an de Wirtschaftsminister an ech sinn do amgaangen, dee Kompetitivitéitsplang mat deene 60, 70 Moossnamen upzedaten - kucken, wat ëmgesat ginn ass. Mir mussen och nei Saachen dorannersetzen.

Mir dierfen och déi Kompetitivitéitshitparaden, déi dorëmmer publizéiert ginn, net ënnerschätzen. Et kann ee jo ëmmer driwwer diskutéieren, mä se einfach op d'Säit ze leeën ass falsch. Well ech weess, datt meng Kolleegen am Ausland mat deenen Hitparade Marketing maachen, datt dat e Verkafsargument ass. A wann ech gesinn, datt a verschiddene vun deenen Hitparaden d'Schwäiz, Finnland, Schweden, Länner mat héije Sozialstandarden, méi attraktiv si wéi mir, da geet et drëm ze kucken, wéi mir kënne kucken, datt mer et esou gutt wéi si maachen a wa méiglech nach besser.

Do spillt och d'Fiskalitéit eng wichteg Roll. Duerfir mengen ech och, datt et falsch ass - soen ech och par rapport zu enger Rei vun Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn -, datt een ëmmer versicht, en direkten Équiliber tëscht deem, wat ee bei de Betriber an der Fiskalitéit mécht, an de Privatpersounen ze maachen.

D'Fiskalitéit vun de Betriber an enger oppener Ekonomie hänkt ganz vill domat zesummen, wéi d'Entscheedung vun engem Betrib geholl gëtt, a wéi engem Land e sech etabléiert. Dat ass virun allem de Fall bei Betriber, déi keng grouss Zuel vu Personal hunn, déi ganz international orientéiert sinn, zum Beispill bei Gesellschafte wéi SOPARFIen. Dat gëllt awer och op der Finanzplaz ganz besonnesch, déi Finanzplaz, déi net ewechzedenken ass vun eiser wirtschaftlecher Situatioun.

Jo, et muss een diversifiéieren, mä mir wäerten et net fäerdegbréngen an deenen nächste Joren, déi Wichtegkeet vun der Finanzplaz an eisem Land ze ersetzen. Si representéiert 30% vun eisem Bruttoinlandsprodukt, 30% vun de Steieren, an Dausende vun Aarbechtsplazen hänken direkt an indirekt domat zesummen.

Duerfir wëlle mer déi Finanzplaz ënnerstëtzen, ausbauen, mä awer och realiséieren, datt se amgaangen ass, duerch e fundamentale Wandel ze goen, dee wäert gréisser Répercussiounen op Lëtzebuerg hunn. Ech gesinn dat virun allem an dräi Beräicher: Duerch d'Kris bedéngt gëtt et méi Reglementatioun, et gëtt eng aner Approche zur Besteierung an et gëtt eng nei Iwwerwaachung.

Bei der Reglementatioun, bei der „regulation" gesäit een, datt d'Bankgeschäft international ëmmer méi uniform reglementéiert gëtt. D'Bankgeschäft gëtt doduerch méi deier an ech géif soe manner lëtzebuergesch, well den Ënnerscheed tëschent deem, wat een an deem engen an an deem anere Land ka maachen, net méi an der Reglementatioun läit, mä just nach an der Qualitéit vum Service an am Präis - an do si mer gutt drun um Schaffen, fir ze kucken, datt mer méi Produkter hunn a méi Déngschtleeschtunge vläicht, wéi aner Länner dat ubidden, well mer méi international opgestallt sinn.

Bei der Besteierung gëtt et eng kloer Evolutioun zu méi Transparenz. Dat klassecht Bankgeheimnis, op deem ee groussen Deel vun eiser Finanzplaz opgebaut ass, ass souwisou zënter 2009 fort, an d'Evolutioun geet weider an déi Richtung, fir datt eng total Transparenz vis-à-vis vun de Steierautoritéiten am Ausland besteet.

Déi Diskussioun wäerte mer ab dësem Mount och mat de Vereenegte State vun Amerika féieren, déi een neie System gemaach hunn, wou virgesinn ass, datt ee just nach ka mat Amerika Relatiounen hunn, wann een den amerikanesche Steierautoritéiten eng ganz Rei Informatioune gëtt. Duerfir wäert d'Lëtzebuerger Regierung Verhandlungen iwwert dat sougenannten „FACTA-Gesetz" mat dem amerikanesche Finanzministère féieren. Mir brauche Relatioune mat aneren Deeler vun der Welt an ënner anerem mat där gréisster Wirtschaft vun der Welt, den USA.

An där ganzer Diskussioun dierfe mer och net vergiessen, datt niewent Bankgeheimnis a Besteierung de sougenannten „tax planning", d'Optimiséiere vun de Steieren, wäert eng gréisser Inzidenz op Lëtzebuerg hunn an eng Rei Aktivitéite wäerten anescht an der Zukunft gemaach gi wéi bis elo. Dir gesitt déi Diskussioun och ronderëm eng Rei vu grousse Betriber am Secteur vum elektroneschen Handel, Diskussiounen, déi a ville Länner stattfannen - Frankräich, England -, déi en fait et net akzeptéieren, datt esou Betriber hir Besteierung an engem anere Land hu wéi do, wou se de Gros vun hirer Aktivitéit hunn.

Dat gëtt fir eng kleng Ekonomie wéi eis eng riseg Erausfuerderung. Länner ewéi Holland, Irland a Lëtzebuerg sinn ëmmer opgefall duerch hir attraktiv steierlech Rahmebedéngungen. Dat ass gutt esou, well déi ware konform zu europäesche Reglementatiounen, mä déi europäesch Reglementatiounen an deem Sënn wäerten änneren, sou wéi d'Europäesch Kommissioun dat d'lescht Woch an enger Publikatioun matgedeelt huet.

An deen drëtte Punkt, dee fir eis wäert fundamental änneren niewent der Reglementatioun an der Besteierung, ass d'Iwwerwaachung. Duerfir fueren ech och de Mëtteg am Uschloss un dës Ried op Bréissel op en aussergewéinleche Finanzminister-Conseil, wou versicht gëtt, e Kompromëss iwwert déi sougenannte Bankenunioun ze maachen.

Dat ass fir Lëtzebuerg eng Risenëmstellung, well si wäert zum Effet hunn, datt eng ganz Rei vu Banken - no deem, wat fir de Moment um Dësch läit, ongeféier d'Halschent vun de Banken - an Zukunft net méi zu Lëtzebuerg iwwerwaacht ginn, mä op europäeschem Plang vun der Europäescher Zentralbank. An der Aarbecht au jour le jour wäert villes zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mä d'Endentscheedung läit op europäeschem Plang.

Derbäi kënnt, datt mer gréisser Diskussiounen hunn, op wéi eng Aart a Weis dann an deem europäesche Gremium ofgestëmmt gëtt. Lëtzebuerg war a bleift der Meenung, datt, esou wéi an der Zentralbank üblech, nom Prinzip „ee Land, eng Stëmmë soll ofgestëmmt ginn. Dat gesäit awer net jiddwereen esou. Mir mengen och, datt de Fait, datt mir dat Land sinn, wou d'Finanzplaz eng iwwerproportionéiert, eng ganz grouss Roll an der Ekonomie spillt - ech hu virdru gesot, en Drëttel vun eisem PIB -, datt och dat misst an den Entscheedungsmechanisme berücksichtegt ginn. Dat wäert eng schwéier Diskussioun fir eist Land ginn.

Mä egal, wéi se ausgeet: Eng Bankenunioun kënnt. Et ass eng total onperfekt Bankenunioun, muss ech hei soen, well fir mech ass d'Bankenunioun net nëmmen d'Iwwerwaachung, mä eng europäesch Iwwerwaachung heescht och eng europäesch Resolutioun. Dat heescht, wann eppes schifgeet, datt och en europäesche Mechanismus dosteet - deen ass iwwregens net do. Ech maachen déi Klammer zou.

Egal wéi wäert déi Bankenunioun Répercussiounen op d'Aart a Weis hunn, wéi d'Banken zu Lëtzebuerg, wat jo zu 95% Filiale vun auslännesche Bankhaiser sinn, wäerten operéieren.

Ech soen dat net, fir datt mer da soen: Elo ass alles eriwwer. Ech soen dat, fir drop hinzeweisen, datt déi do dräi Punkten op eisem Haaptwirtschaftssecteur substanziell Changementer wäerte mat sech bréngen, déi mer kënne contrecarréieren, andeem mer op deenen anere sechs Punkten, déi ech virdru genannt hunn - d'Schnellegkeet vun den Décisiounen, d'Fiskalitéit, all déi Rahmebedéngungen -, op eng attraktiv Aart a Weis, konform awer zu den europäesche Regelen, eis Souveränitéit voll spille loossen.

Déi Changementer zéien et mat sech, datt mer och musse kucken, wat fir eng Secteure mer méi international opstelle kënnen. D'Fongenindustrie ass global aktiv. Si muss als Zuchpäerd vun der Finanzplaz ënnerstëtzt ginn.

Ech hoffen, datt dat neit Gesetz iwwer alternativ Fongen, d'Ëmsetzung also vun der AIFM-Direktiv, hei am Parlament esou schnell wéi méiglech ka gestëmmt ginn, soubal den Avis vum Statsrot do läit, well, mengen ech, wichteg ass, datt mer kënnen d'Panoplie vun de Fonge vun der Fongenindustrie erweideren, fir do erëm nei Aarbechtsplazen ze schafen. Dat ass eng Wuesstumsstrategie, datt mer nei Clienten op nei Marchéë siche ginn, déi wäerte méi wäit ewech sinn, wéi se bis elo waren. Mir mussen nach méi Promotioun maachen an do, wéi gesot, wou mer eleng kënnen décidéieren, och attraktiv bleiwen.

Duerfir war ech a sinn ech och géint eng Augmentatioun vun der Taxe d'abonnement bei der Fongenindustrie, wëssend datt Irland déi net huet, well een net an dësem Moment soll Risquë lafen, datt een ekonomesch Aktivitéiten, déi mer hunn, déi um wuesse sinn, duerch eng falsch Steierpolitik kann a Gefor brëngen.

Fakt ass, datt villes ännert, datt d'ekonomesch Situatioun schwiereg ass, an duerfir wäerten d'Steierrecetten an deenen nächste Joren net wéi an der Vergaangenheet all Joers ëm esou vill Prozent wuessen, mä mir kënne scho frou sinn, wa se stabil bleiwen. An dat ass jo den Défi, dee mer hunn!

Wat awer och interessant ass, wa mer dann dee Budget kucken - Recetten, bedéngt, Dépensen, déi lafen, och wa mer se substanziell am Budget '13 gebremst hunn -, dann ass et interessant festzestellen, datt mer am Fong zënter 2002 - dat ass oft heibanne vergiess ginn -, zënter 2002 ugefaangen hunn, bei der Zentralverwaltung en Defizit ze hunn. Mir haten iwwregens 2004 - dat war eng CSV/DP-Koalitioun nach 2002 an 2004 - en Defizit, dee war esou héich wéi deen, dee mer de Moment hunn.

Dat heescht, mir hunn zënter 2002 bei den öffentleche Finanzen en Defizit, deen net esou héich ass wéi am Ausland, mä deen do ass an deen duerfir och muss an enger Laangzäitperspektiv gesi ginn. Deen ass allerdéngs, an dat muss een och gesinn, zënter der Kris vun 2008, also vum Budget 2009 un, vill méi héich a situéiert sech ronderëm eng Milliard.

Ech wëll hei ënnersträichen, datt ech et net schlëmm fannen, wann een zwee, dräi Joer an enger Kris en Defizit huet, contrairement zu deem, wat ëmmer gesot gëtt. Eng antizyklesch Politik mécht Sënn. Mä wann ee gesäit, wéi vill Joer mer deen Defizit hunn, da muss een eng Rei méi strukturell Iwwerleeunge maachen. Déi hu mer gemaach an déi hu jo och schonn éischt Répercussioune fonnt, mä dorobber muss ee weiderfueren.

Well net den Defizit u sech ass de Problem. De Problem ass d'Schold, d'Evolutioun vun der Schold. Mir hu bei der Administration centrale haut, wann ech déi Suen, déi mer geléint hu fir d'Rekapitaliséierung vun enger Bank, déi a Schwieregkeete war, eraushuelen, eng Schold vu ronn sechs Milliarde beim Zentralstat a bei de gesamtöffentleche Finanze vu siwe Milliarden. Et ass also net déi Schold en chiffres absolus, déi de Problem ass, mä d'Evolutioun, well mer viru sechs Joer eng Schold hate vun 1,5 Milliarde beim Zentralstat an 2,2 Milliarde bei den öffentleche Finanzen. Et ass also d'Evolutioun, déi mer mussen do am Bléck behalen.

Déi Schold, déi mer opgeholl hu fir d'Rekapitalisatioun vun enger Bank, ass eng, déi ee muss an enger anerer Kategorie gesinn, aus zwee Grënn: well éischtens huet een do en Aktiv amplaz kritt an zweetens si mer an d'Kapital vun där Bank jo nëmmen op eng temporär Aart a Weis erageklommen. Déi Sue kréie mer zréck, wa mer aus dem Kapital vun der Bank erausklammen.

Déi Situatioun vun der Schold ass net nëmmen eng, déi ee muss gesinn an dem Kontext vun hirem Niveau, mä et muss ee se och gesinn an der Aussenduerstellung. Ech si stolz, datt - dank eiser Finanzpolitik vun de leschte Joren - mir e Land sinn, wat en Triple-A-Status huet. An deen Triple-A-Status ass net nëmmen eng Zensur, déi een eraus weise geet, mä dat ass fir zwou Saache wichteg. Dat Eent ass d'Vertrauen, wat een domadder kritt bei auslänneschen Investisseuren, an dat Zweet, dat ass den Niveau vun den Zënsen, deen domat determinéiert gëtt. Verléiert een also esou eng Kreditwierdegkeet, da kascht et méi deier, Sue léinen ze goen, dat heescht, mir musse méi Suen aus eisem Budget huelen, fir d'Zënsen ze léinen (veuillez lire: ze bezuelen).

Duerfir sinn ech esou attachéiert un deem Triple-A, a mir mussen alles kucken, fir datt déi, déi dat bewäerten, eis weiderhin deen héchsten Niveau vu Kreditwierdegkeet accordéieren.

Duerfir mengen ech, datt mer mussen op eng roueg an équilibréiert Aart a Weis iwwer e puer Joer eng Rei Dépensen iwwerkucken, fir den Defizit strukturell méi kleng ze maachen.

Ech plädéieren och weider fir eng nei Dépensëkultur. Ech hunn Iech erkläert, firwat ech der Meenung sinn, datt een eng nei Recettëkultur an enger oppener Ekonomie mat grousser Virsiicht muss ugoen: well ee muss kucken, datt gréisser Steiererhéijunge keng negativ Inzidenz op Investissementer an domadder op Aarbechtsplazen hunn.

Ech hunn zéng Joer, ier ech an d'Regierung komm sinn, als Affekot geschafft an ech weess, wéi Länner matenee verglach ginn, wa Betriber décidéieren, hei oder do sech ze installéieren, all déi Betriber, déi net de Bannemaart vu Lëtzebuerg am Bléck hunn. An de Gros vun deenen, déi zu Lëtzebuerg Steiere bezuelen, kommen net heihinner wéinst eisem Bannemaart.

An och bei de Privatleit sinn ech der Meenung, datt déi Steiermoossnamen, déi mer elo maachen, absolut räsonabel sinn. An den Här Roth huet de Moien unhand vu konkrete Beispiller bewisen, wat den Impakt op d'Leit ass. Jo, d'Leit mierken dat, mä et wäert keng gréisser Inzidenzen op hire Liewensstil hunn. Mä gréisser Steiererhéijungen an der Zukunft kommen a mengen Aen net a Fro, well d'Leit mussen nach weider Loscht hunn ze schaffen. Si musse Méiglechkeeten hunn, ze consomméieren, ze investéieren, an ze vill Steiere mécht d'Steiere futti, wann d'Leit net méi gesinn, datt hiren Effort och e Resultat generéiert. Mir hunn haut eng Steiersituatioun, déi besser ass wéi déi am Ausland, an dat muss absolut esou bleiwen.

Maachen all eis Politiken an engem verännerten Ëmfeld nach Sënn? Hu se hiert Zil erreecht? Ech mengen, dat muss de Kritär sinn, no deem mer déi Dépensen iwwerkucken. Dat hu mer dëst Joer gemaach, am Resultat vun 2013, dat musse mer och an der Zukunft esou maachen.

Dat ass eng enorm Erausfuerderung, net fir de Finanzminister - och fir deen -, mä fir all Kolleeg an der Regierung a fir all d'Deputéiert heibannen. Et ass net d'Aufgab vun engem, et ass eng kollektiv Aufgab, wou mer mussen eng Kéier eng Rei Saachen iwwerkucken.

Dat ass och keng Afrostellung vun oder Kritik un de Leeschtunge vun der Vergaangenheet! Eist Land, seng Leit, seng Politiker kënne stolz sinn op de Passé. Mä déi aktuell Situatioun, dat, wat ronderëm eis geschitt, an d'Perspektiven - ech hunn der e puer opgezeechent - fir d'Zukunft verlaangen, datt mer als Land, datt d'Leit am Land substanziell Effortë maachen, fir wirtschaftlech attraktiv kënnen ze bleiwen, datt Aarbecht ka geschafe ginn an datt mer domadder och kënnen dee Sozialstat, vun deem hei esou vill geschwat gëtt, datt mer deen och kënne finanzéieren.

Duerfir war et och richteg, datt mer Reforme gemaach hunn, wéi zum Beispill d'Pensiounsreform d'lescht Woch, déi weist, datt Saachen, déi eng Kéier ageféiert gi sinn, och mussen adaptéiert ginn, wann d'Situatioun allgemeng ännert.

Et gëtt och a mengen Aen, ech wëll dat nach eng Kéier soen, keng Kontradiktioun tëscht Budgetsdisziplin a Wuesstum. Kanada zum Beispill ass e gutt Beispill vun engem Land, wat net esou anescht ass wéi mir - sauf an der Gréisst -, wat beweist, datt ee mat manner Dépensen an nämlechte Steiere Wuesstum ka kréien. Kanada hat en enorme Problem vun de Statsfinanzen. Si hunn et substanziell verbessert. A si hunn haut e Wuesstumspad, dee ganz impressionnant ass par rapport zu deem, wat se an der Vergaangenheet haten, an et ass interessant ze gesinn, datt an der Debatt an den USA ganz vill elo op den nördlechen Noper gekuckt gëtt.

En héijen Defizit an héich Schold zerstéiere Vertrauen an duerfir schuede se dem Wuesstum. Keen investéiert gären an e Land, wou et héich Schold gëtt a wou een dann d'Perspektiv huet, datt d'Steieren eropginn, respektiv guer net weess, wéi dat Land an der Zukunft sech nach ka weiderentwéckelen. D'Defizitreduktioun ass duerfir d'Grondlag vun engem dauerhafte Wuesstum.

Ech hunn, esou wéi ech dat och versprach hat, nom Budget vum leschte Joer ganz vill Gespréicher geféiert: mat Organisatiounen, mat Leit, ouni Kamera an ouni Mikro, an ech hunn dobäi vill geléiert. Ech hu mat Leit aus ganz verschiddenen Horizonter an aus ganz verschiddene soziale Milieue geschwat. Si all waren der Meenung, datt et eis ganz gutt geet, wéineg waren der do, déi sech beklot hunn, an all ware se der Meenung, datt, wa mer zesummen op eng solidaresch Aart a Weis verschidde Saachen änneren, datt mer dann och grad wéi haut eng gutt Chance hunn, an d'Zukunft kënnen eis ze bewegen.

Wat ech awer och festgestallt hunn, dat ass, datt duerch d'Kris d'öffentlech Ausenanersetzung méi hefteg ginn ass. En fait huet een d'Impressioun, wéi wann den Dialog an der Öffentlechkeet tëschent deenen Eenzelnen - dat sinn net nëmmen d'Sozialpartner, mä och si -, mä och tëschent enger ganzer Rei vun Organisatiounen, den Dialog, fir zu engem Konsensus ze kommen, datt deen net méi esou einfach ass. Or dat, mengen ech, muss och fir d'Politik e wichtegt Zil sinn, fir an engem méiglechst breede Konsensus - wat net heescht, datt jiddweree muss d'accord sinn -, iwwert d'Partei eraus, zu engem Zil vun engem moderne Lëtzebuerg mat gesonde Statsfinanzen, Liewensqualitéit an - ech ënnersträichen - konkurrenzfäege Betriber kënnen ze kommen.

Ech sinn iwwerhaapt net derfir, fir de Budgetsdefizit blannemännerchers op null ze reduzéieren, ouni ze kucken, wat ee mécht. Dat war ni meng Approche an dat wäert ni meng Approche sinn!

Et geet drëm ze kucken, wat ee ka maachen, eppes ze änneren ouni substanzielle Schued un der ekonomescher Entwécklung - et ass d'Entwécklung, déi mech interesséiert, net den Ist-Zoustand! - an den essenzielle sozialen Netzer, déi eng Gesellschaft brauch, net ze schueden. Dat heescht net, datt een alles muss behalen. Mä wa mer d'wirtschaftlech Entwécklung an déi essenziell sozial Netzer hunn, dann, mengen ech, hu mer villes hei am Land, wat anerer net hunn.

A bei den Dépensë solle mer och ganz gutt kucken, wat mer vum Ausland recommandéiert kréien. Op där leschter Sitzung vun de Finanzministeren huet d'Europäesch Kommissioun hire sougenannten „Annual Growth Survey" presentéiert, wou se also soen, wat fir engen Dépensen ee soll Prioritéit ginn, fir kënnen ze wuessen.

Ech huelen der dräi eraus, déi dräi Haaptdépensen: Et soll een investéieren an Éducatioun, Recherche an Energie. Et soll een zweetens d'Effikassitéit vun den Aarbechtsämter a vun der Beschäftegungspolitik iwwerkucken a renforcéieren. An et soll een drëttens Pensiounsreforme maachen an accéléréieren. An ech mengen, grad déi dräi Prioritéiten, déi d'Europäesch Kommissioun der Eurozon an der Europäescher Unioun recommandéiert, sinn och déi, déi mer zu Lëtzebuerg amgaange sinn ëmzesetzen an un deene mer och weider musse schaffen, well si féieren zu Wuesstum an doduerch zu sozialer Responsabilitéit.

Fir mech gehéiert och zum Wuesstum - an duerfir weisen ech och, datt een net blannemännerchers soll spueren - eng modern Verwaltung, och eng modern Steierverwaltung. Och dat ass d'lescht Joer, och am Budgetsrapport vum leschte Joer, vum Här Roth ënnerstrach ginn. Duerfir hunn ech och konsequent, och an Zäite vun Defizitreduzéierung, d'Informatisatioun vun deenen dräi Finanzverwaltungen - déi direkt Steieren, den Enregistrement an d'Douane - mat ville Sue weidergedriwwen, well wann een eng effikass Verwaltung huet, kann een och Suen anzéien. A mir gesinn zum Beispill am Géigefall vu Griichenland, wéi eng oneffikass Verwaltung et net fäerdegbréngt, d'Steiergesetzgebung och adequat ze applizéieren. Déi Effortë vun der Modernisatioun vun eise Verwaltunge sinn essenziell, wa mer wëllen an Zukunft wuessen.

Här President, ech plädéieren also derfir, datt mer en Équiliber tëschent räsonabelem Spueren hunn an Ausgaben. Mä räsonabelt Spueren net einfach esou, fir ze spueren, mä mam Zil, fir intelligent ze investéieren a Sozialhëllef do, wou se noutwendeg ass, och kënnen ze finanzéieren.

De Budget 2013 mat senge villen Akzenter ass inhaltlech a finanzpolitesch gekuckt e gudde Budget, wou ech der Meenung sinn, datt en eis e Stéck, souwuel am Inhalt wéi a sengem gesamte Konzept, virubréngt. Mä d'Zukunft vun der finanzsozialer Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg bleift en enormen Défi, ouni einfach an ouni eenzeg Äntwert!

Mir brauche kee Pessimismus a Morositéit, mä ech soen awer och keng Naivitéit an och keen Zweckoptimismus, deen iwwert d'Schwieregkeeten, déi enorm Schwieregkeete vun der wirtschaftlecher Situatioun a vun dem europäeschen a lëtzebuergesche Strukturwandel géif ewechtäuschen. Jo, et sinn eng Rei grouss Défien, un deene mer schaffen, un deene mer intensiv weider musse schaffen.

Duerfir bieden ech Iech an duerfir bieden ech d'Chamber, dem Budget 2013 zouzestëmmen, a freeë mech op d'Budgetsdebatten, déi, hoffen ech, net nëmmen iwwert de Budget 2013 ginn, mä och verschidde politesch Alternativen, verschidden Iddien dohinnerleeën, wéi een d'Lëtzebuerger Statsfinanze vun deenen nächste Joren op deem Pad vu gesonde Statsfinanzen, dee mer gemeinsam wëllen, ka weiderentwéckelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister.

D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013 fänke muer de Moien um néng Auer un. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt haut de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 10.29 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 14

MERCREDI,
12 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. 6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

1. de l'article 2016 du Code civil;
2. de l'article 536 du Code de commerce

et portant abrogation

1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;
2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile

- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché (dépôt d'un amendement), M. Jean Colombera*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005
- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Michel Wolter, M. Robert Weber*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné

- *M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da kéime mer zum éischte Projet vun haut de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6021 iwwert d'Iwwerverschëldung. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Engel, d'Madame Lorsché an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

1. 6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

1. de l'article 2016 du Code civil;

2. de l'article 536 du Code de commerce

et portant abrogation

1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;

2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Also, Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den Aktivitéitsberichter vu ganz ville soziale Servicer am Land, do fënnt een ëmmer erëm Remarquen a Suergen ëm déi finanziell Problemer vun de Clienten. Et sinn déi, déi beschriwwe ginn an déi och e groussen Deel vun den Aarbechten ausmaachen. Dacks ass et eréischt dann och, wann de Geldproblem mat eegene Mëttelen net méi léisbar ass, dass de Bierger de Wee bei e Service fënnt, notamment bei den Office social.

Hannert de finanziellen Enkpäss sinn dacks aner Schwieregkeete vun der Organisatioun vum Liewen, vun de Relatioune mat Mënschen, mat Servicer, mat Institutiounen, mat der Aarbecht, rechtlech, gesondheetlech an och sozial Froen a Problemer verstoppt. D'Statistiken aus dem Rapport vum Familljeministère fir d'Joer 2011, déi de Surendettement betreffen, sinn dofir och just en Deelaspekt vum wierkleche Problem vun der finanzieller Aarmut am Land.

D'Gesetz iwwert d'Iwwerverschëldung ass ee komplizéiert Regelwierk, fir all deenen, déi mer net als verschëllt, mä als iwwerverschëllt bezeechnen, ze hëllefen. Et geet also hei ëm déi Mënschen am Land, déi ouni eng Interventioun an ouni Ënnerstëtzung keng Chance hunn, erëm e Liewen a finanzieller Autonomie ze féieren.

D'Statistike weisen, dass d'lescht Joer 786 Ufroen un déi zwee Informatiouns- a Berodungsservicer, déi am Kader vum Surendettement bestinn, geriicht goufen. Mir hunn am Land en aktuellt Gesetz vum Joer 2000 a mir hunn zwee Träger: eng Kéier d'Ligue médico-sociale, fir den Zentrum an den Norde vum Land; an eng Kéier Inter-Actions Faubourgs, déi an de Südgemengen aktiv ass. Déi zwee Servicer hunn e sougenannte SICS, e Service d'information et de conseils en matière de surendettement.

2011 sinn do, wéi ech elo gesot hunn, 786 Ufroen erakomm an et sinn 390 nei Dossieren opgemaach ginn. Dorauser sinn 23 nei Dossiere virun der - an ech kommen herno dorop zréck, wéi dat am Verlaf ausgesäit - Commission de médiation agereecht ginn a 15 nei Dossieren an der zweeter Instanz virum Riichter am Kader vun der Iwwerverschëldungsprozedur traitéiert ginn.

Mam Vote vun haut de Mëtteg gëtt dat Gesetz, wat mer haut hunn, vum 8. Dezember 2000 ofgeschaaft an duerch en neit Gesetz ersat. Déi wesentlechst Ursaach, dat Gesetz vun 2000 ze iwwerschaffen, ass d'Aféierung vun engem am neie Gesetz als „rétablissement personnel" bezeechnete Virgank, bei deem um Schluss vun enger laanger Prozedur de Riichter d'Reschtscholde ka sträichen an domadder duerch dëst, och nach als „faillite civile" bezeechent, Uerteel dem hoffnungslos iwwerverschëllte Bierger en Neiufank am Liewen erméigleche kann.

Well et sech bei dësem Gesetz ëm e komplizéierten an och technesche Virgank an ëm eng laangwiereg Prozedur handelt, wëll ech, fir dëst Gesetz ze erklären, mat Iech de Wee duerch d'Prozedur maachen an op de respektive Plazen och dat ervirsträichen, wat nei am Text ass.

Fir d'Éischt awer nach e puer Remarquen zu der legislativer Aarbecht.

De Projet de loi ass den 29. Mäerz 2009 déposéiert ginn an huet, no zwielef Avisen, zéng Dépêchen an Avisë vu Parquet a Justiz, enger Serie vu Regierungsamendementer a schliesslech enger Serie vu Kommissiounsamendementer an dräi Avisë vum Statsrot, den 13. November no 13 Kommissiounssëtzunge säin Ofschloss an der heiteger Form fonnt.

D'Familljekommissioun huet och déi zwee Surendettementsservicer, d'Commission de médiation, d'ABBL an d'ULC an der Kommissioun empfaangen, fir sech e geneet Bild iwwert d'Problemer mam aktuelle Gesetz an d'Perspektiv vum neie Projet ze maachen.

Esou wéi de Statsrot et vun Ufank u suggéréiert huet, ass d'Kommissioun schliesslech der Meenung gewiescht, et wier besser, dat bestehend Gesetz ofzeschafen an e ganz neien, kohärenten a besser lieserlechen Text ze maachen, deen dann och op all Modifikatiounshiweiser ka verzichten. An dofir huet d'Kommissioun - an ech wëll hei besonnesch d'Aarbecht vun eiser Sekretärin aus der Kommissioun, der Madame Weycker, ervirsträichen - de ganzen Text an eng nei Form bruecht.

Wat ass dann elo d'Ursaach, fir d'Gesetz vun 2000 ze erneieren?

Et geet drëms - ech hunn et gesot -, fir de Prinzip an d'Prozedur vun der Faillite civile an der Législatioun anzeféieren. Dës Iddi ass an der Regierungserklärung vun 2004 ernimmt ginn, ass am Fënnefjoresrapport vum Surendettementsgesetz, dat 2005 virgestallt ginn ass, ënnersicht ginn an ass duerno och vun der Kommissioun positiv aviséiert ginn.

Zweetens geet et och drëms, eng Rei vu Schwächten am ale Gesetz erauszehuelen. Et sinn zum Beispill d'Schwieregkeete mat dem Areechen an der Recevabilitéit vun Demanden, de Rollen an de Servicer vun der Commission de médiation, den Effete vu verschiddene Mesuren, den Délaien, der Informatioun un d'Créancieren, de Kautiounen a Matschëldner an och d'Froe vum Recours.

Wéi gesäit elo d'Prozedur aus vun engem iwwerverschëllten Demandeur?

Mir ënnerscheeden am ale Gesetz zwou an am neie Gesetz dräi Phase vun der Prozedur. Bei de bestehenden Etappen, déi, déi mer haut hunn, vum Règlement conventionnel virun der Commission de médiation - déi éischt Phas; ënnert dem Familljeministère steet d'Kommissioun - an dem Redressement judiciaire virum Friddensriichter, kënnt dann elo eng drëtt Etapp, de Rétablissement personnel, bäi. Deen Term ass bewosst gewielt ginn, fir net déi negativ Konnotatioun vun enger Faillite an den Term ze setzen. Dës dräi Etappe si successiv, an de Rétablissement, also d'Faillite personnelle, ass subsidiaresch zu deenen zwou éischten.

Den Demandeur mécht elo eng schréftlech Demande virun der Commission de médiation, an net, wéi bis elo, bei engem Service. No Instruktioun duerch de Service de surendettement hëlt dann erëm d'Kommissioun d'Décisioun, fir den Demandeur an d'Prozedur zouzeloossen. Et kann, wéi och elo, kee Commerçant zougelooss ginn, ausser no enger Faillite oder sechs Méint nom Opléise vu senger kommerzieller Aktivitéit.

Kloergestallt ginn elo d'Délaien, d'Recoursméiglechkeet géint dës Décisioun, d'Admissioun am Dossier, den Informatiounsfloss, d'Publikatioun vun den Échéancen an d'Entscheedungen, déi an engem Répertoire publizéiert ginn. Op dee kommen ech nach zréck.

Et gëtt preziséiert, ënner wéi enger Form an a wéi engen Délaien d'Créanciere sech bemierkbar maache mussen. Et kënnt eng sougenannt „obligation de bonne conduite" bäi, déi vum Moment vun der Demande bis zum Ofschloss vun der Iwwerverschëldungsprozedur leeft. Am Résumé muss den Demandeur alles maachen, fir seng Situatioun ze verbesseren. E muss kollaboréieren an e muss all Engagementer strikt anhalen.

Wann den Dossier ugeholl ass, schafft grad wéi haut de Service de surendettement ee Projet vun engem Plan de règlement conventionnel aus. Dorënner versteet een e geneeë Bilan vun der Situatioun mat Moossnamen, wéi d'Reduzéierung vun de Scholdzënsen, en neie Plang fir d'Zréckbezuele vum Kapital, d'Ufroe vu Secoursen, sozial Begleetmoossnamen, bis hin zu enger Finanzgestioun, d'Noloosse vun engem Deel vun de Scholden an esou weider.

Am neie Gesetz vun haut gëtt kloer geregelt, dass musse 60% vun de Créancieren, déi och 60% vun der Masse vun de Scholde representéieren, dem Plang zoustëmmen, fir dass en a Kraaft trëtt. Dëse Plang kann da maximal siwe Joer daueren. Och dës Décisioun an Délaie ginn am Répertoire publizéiert.

Wann dës Prozedur awer net kann duerchgefouert ginn, well zum Beispill de Plang net déi néideg Zoustëmmung vun de Créanciere fënnt, da kann den Demandeur sech un de Friddensriichter wenden, fir déi zweet Phas, e Redressement judiciaire, unzefroen. Den Échec vun der éischter Phas stellt d'Commission de médiation an engem Procès-verbal de carence fest.

Da komme mer also da bei de Riichter, an der zweeter Instanz. An de Riichter kann no Instruktioun ee Plan de redressement judiciaire arrêtéieren. An dësem ginn eng Rei Moossname festgehalen, déi den Auswee aus der Iwwerverschëldung méiglech maachen. Si gi vun der Reduktioun vun de Scholdzënsen, Ophiewe vu Garantien, Scholden noloossen, iwwer och - wéi ech virdru schonn ernimmt hunn, an der éischter Phas - sozial Begleetmoossnamen, imposéiert Finanzgestioun vum Schëldner an esou virun. Dëse Plang gëtt also dann de Créancieren imposéiert. An och dee ka maximal siwe Joer daueren.

Wann awer de Riichter gesäit, dass dee Plang a siwe Joer net zum erhoffte Resultat ka féieren, kann en ee Plan de redressement probatoire bis zu maximal fënnef Joer dekretéieren. Dat ass och eng nei Mesure. D'Phase judiciaire ass iwwregens déi Mesure, déi Etapp, déi eigentlech am wéinegste verännert ginn ass.

Wann awer dann all dës Mesuren aus der éischter an zweeter Phas, déi, wéi gesot, och haut am Gesetz existéieren, als Mesuren awer hei wesentlech preziséiert ginn, wann déi net zum Resultat féieren an also een Échec vun deenen Etappen aktéiert ass, da kann den Demandeur an enger Situatioun, déi d'Gesetz als „irrémédiablement compromise" bezeechent, eng Demande beim Friddensriichter maachen op de Rétablissement personnel oder déi perséinlech Faillite; fir et elo awer emol ganz plastesch a verständlech auszedrécken.

No senger Demande an innerhalb vu 15 Deeg convoquéiert de Riichter déi zoustänneg Servicer respektiv d'Kommissioun, déi mat der Persoun zesummeschaffen a geschafft hunn, an hëlt en Uerteel, fir d'Prozedur opzemaachen. De Riichter kann och hei sozial Begleetmoossnamen, e kann eng Enquête sociale froen, e kann en ekonomeschen a soziale Bilan maachen - e muss dat souguer maachen -, an dat kann e maachen, andeem en assermentéiert Experte benennt.

De Riichter hëlt dann d'Liquidatioun vum Besëtz vir. Dofir benennt en ee Liquidateur no de Modalitéite vum Code de commerce. Entweder dann duerch eng Vente à l'amiable oder duerch eng Vente forcée, eng Stee, gëtt innerhalb vu sechs Méint de Patrimoine verkaaft, mat Ausnahm vun deem, wat zum Liewe respektiv zum Erhale vun der Aarbechtsplaz strikt noutwendeg ass.

De Liquidateur verdeelt dësen Ertrag un d'Créancieren, nom Rang vun de Sécherheeten, déi mat hirer jeeweileger Créance verbonne sinn. Da mécht en e Rapport un de Greffe, mam Detail vun der Operatioun. An da gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweder ass de Patrimoine duergaangen, fir de Rescht vun alle Scholden ze begläichen, da gëtt d'Prozedur vum Riichter clôturéiert, oder de Patrimoine ass net duergaangen, an da kënnt et zur „clôture

pour insuffisance d'actif", wéi dëst am Gesetz genannt gëtt.

Derbäi kënnt et dann zum Sträiche vun alle Scholden, mat Ausnahm vun deenen Deeler, déi duerch e Bierg oder Matscholdner ofgeséchert sinn, a mat Ausnahm vun Alimenter oder Strofgelder, déi un eng Victime d'actes de violence volontaires, wéi et heescht, geschëllt sinn. Wann ee kann ouni Liquidatioun zu enger Léisung kommen, kann de Riichter op deem Punkt ausnahmsweis och e Plan de redressement judiciaire verhänken.

No där Prozedur bleift während siwe Joer d'Identitéit vum Schëldner an de Jugement vun der Faillite am Répertoire stoen. D'Noloosse vun alle Scholden ass geséchert, ausser de Bénéficiaire kënnt innerhalb vun deene siwe Joer an eng Situatioun vun engem Retour à meilleure fortune, wann en also beispillsweis eng grouss Ierfschaft géif maachen. Da kann d'Commission de médiation op en Neits mam Dossier befaasst ginn, fir e Plan de règlement conventionnel opzestellen; also komme mer erëm eng Kéier an déi éischt Phas vun der Prozedur. Den Dossier kann och nei opgemaach ginn, wann een eng Fraude vum Client géif feststellen.

Ech hunn elo e puermol vum Répertoire geschwat, loosst mech dee kuerz erklären. Dee Répertoire ass eng nei Dispositioun, déi et de Créancieren, de solidaresch Matverschëllten, deenen, déi d'Kautioun gestallt hunn, erlaabt, iwwert de Fortgang vun der Prozedur au courant ze bleiwen. Déi Délaien, déi am Gesetz stinn, ginn och elo méi kloer, well se sech ëmmer op den Datum vun der Publikatioun an deem Répertoire bezéien.

D'Fro huet sech natierlech gestallt, wien dann elo dëse Répertoire féiert, wien am Sënn vum Dateschutz responsabel ass a wou dee Répertoire ugesiedelt muss ginn. Folgendermoossen ass dat tranchéiert ginn: De Répertoire gëtt geschafe beim Procureur général d'État, dëst op Recommandatioun vum Statsrot an och vum Justizminister, deen op eng ganz kloer Lokalisatioun vum Répertoire gepocht huet. De Procureur huet allerdéngs a senger Dépêche och insistéiert, dass seng Responsabilitéit sech op de Volet pénal géif limitéieren an net op den zivile Charakter vum Dateschutzgesetz. Eng Vue, déi de Statsrot anescht ausgeluecht huet, an d'Kommissioun huet an dëser Fro de Statsrot suivéiert.

Och wann et mat Schwieregkeete verbonne ka sinn, gesäit d'Gesetz elo eng dual Responsabilitéit fir de Répertoire vir. De Procureur ass responsabel am Sënn vum Dateschutz fir all Donnéeë mat juristeschem Charakter, an de Minister vun der Famill ass responsabel fir all Donnéeë mat perséinlechem Charakter.

Derniewent musse Modalitéite fonnt ginn, fir d'Gestioun vun den Ufroen, d'Recevabilitéit vun den Demanden ze klären, an och fir déi materiell Mise en place ze maachen. De Procureur hat proposéiert, d'Responsabilitéit beim Service ze loossen. De Statsrot hat ee Moment proposéiert, en administratiivt Organ, wéi de Registre de commerce oder souguer d'Zentralbank ze beoptragen. D'Dateschutzkommissioun huet keng Propos dozou gemaach.

Déi zréckbehale Solutioun, déi an der Familljekommissioun esou arrêtéiert ginn ass, ass sécher net déi allereinfachst an hirer Applikatioun, mä a mengen Aen awer e ganz gudde Kompromëss. Si huet de Virdeel, dass d'Commission de médiation responsabel ass fir all Donnéeën, déi an der éischter Phas ënner hirer Responsabilitéit zustane komm sinn, an dass all Donnéeën, déi an der zweeter an an der drëtter Phas vun der Iwwerverschëldungsprozedur zustane komm sinn, ënnert der Responsabilitéit vum Procureur stinn. Dat sinn Donnéeën aus de juristesche Phasen.

D'Gesetz regelt dann och am Artikel 23 prezis, wéi déi Informatiounen, vu wiem erstallt a wéi se transféréiert ginn. Accès zu den Avisen am Répertoire hunn nëmmen déi Servicer, déi an der Prozedur engagéiert sinn. Si sinn explizit un de Secret professionnel gebonnen. Eng Informatioun, ob eng aner Persoun am Répertoire opgefouert ass oder net, kann allerdéngs jiddweree kréien, dee seng Identitéit hannerleet.

Nei am Gesetz sinn och d'Dispositiounen iwwert d'Attributioune vun der Commission de médiation, d'Referenz un den Dateschutz, d'Autorisatioun vun den Datebanken a schliesslech och iwwert d'Recoursen, déi kënne geholl gi géint Entscheedunge vun der Kommissioun. D'Dispositiounen iwwert de Fonds d'assainissement hu liicht geännert, fir kloerzestellen, dass et nëmmen de Minister ass, dee kann e Prêt de consolidation accordéieren.

Och géint d'Entscheedunge vum Friddensriichter kann Asproch ageluecht gi beim Tribunal d'arrondissement, dëst an dräi Fäll: géint d'Uerteel vum Plan de redressement judiciaire, an da géint d'Uerteel vum Opmaachen engersäits respektiv vum Zoumaachen anerersäits vun der Prozedur de rétablissement personnel.

Schliesslech nach ee wichtege Punkt. Mam neie Gesetz ginn och d'Rechter an d'Flichte vun de Kautiounen an den ënner méi Nimm opgehollene Kreditter gekläert. Dat awer elo am Detail ze exposéieren, féiert eis hei ze wäit.

Dëst Gesetz trëtt ee Joer no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft, eng Zäit, déi noutwendeg ass, fir déi nei Prozeduren an d'Weeër ze leeden a fir och de Répertoire entstoen ze loossen.

Ech wëll hei mäi Rapport ofschléissen, awer net ouni nach eemol ze ënnersträichen, dass dëst kee ganz einfache Gesetzesprojet war, well an all Situatioune vun Iwwerverschëldung och Kontrakter mat Bankscholden am Spill sinn. Esou Kontrakter sinn awer juristesch bannend Engagementer a kënnen och net liichtfankeg ausser Kraaft gesat ginn. Duerfir ass dëst Regelwierk och komplizéiert an detailléiert. Aus den 31 Artikelen aus dem Joer 2000 sinn der haut 54 ginn. Si brénge méi Kloerheet a méi Rechtssécherheet.

Dëst Gesetz bréngt deene Mënschen Hëllef, déi keng Perspektiv am Liewe méi hunn, deenen, déi, och wa se 100 Joer géifen al ginn an 100 Joer géife schaffen, nimools méi kéinten en neien Ufank maachen, well hir Scholdelaascht esou erdréckend héich ass, dass se keng nei Chance am Liewe kéinte kréien. De Wäert vun dësem Gesetz moosst sech also net an der Zuel vun de Leit, déi duerch eng zivil Faillite erëm eng Perspektiv kréien; de Wäert moosst sech an der Léisung fir dës puer Eenzelschicksaler, déi no enger laanger a schwéierer Prozedur erëm kënnen en neie Liewensprojet woen. Dat ass a menge Wierder op alle Fall de Sënn an den Zweck an d'Ausriichtung vun dësem Projet.

An domadder wëll ech och mäi Rapport hei ofschléissen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- An da wëll ech awer mer erlaben, nach e puer Sätz hannendrun ze maachen, dat am Numm vu mir selwer a vun der Fraktioun, ouni natierlech nach eng Kéier op den Inhalt vum Text anzegoen, just e puer Bemierkungen zum Projet vun haut.

Dee Projet ass keng Revolutioun am Beräich vun der Iwwerverschëldung a vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, mä et ass awer en Instrument, wat eng noutwendeg Evolutioun matmécht. Et ass also... oder eng Evolutioun vun engem Instrument, dat dat Gesetz hei duerstellt, am Interessi vun deene Mënschen, déi ouni esou e Gesetz wierklech perspektivlos wieren.

Bei der Iwwerverschëldung denke mer - dat ass meng éischt Remarque, déi ech wëll maachen - natierlech ëmmer, wéi bei villen esou sozialen Themen, direkt an zu Recht och un d'Preventioun. Am Gesetz feele prezis Instrumenter zum preventive Volet am Beräich vun der Iwwerverschëldung. Dat ass och a verschiddenen Avisë bemängelt ginn. Allerdéngs ass d'Preventioun jo keen normative Virgang, deen een an engem Gesetz ka regelen oder octroyéieren oder och sanctionnéieren.

Preventioun besteet mengem Gefill no aus zwou Etappen. Dat ass eng Kéier déi primär Preventioun, also eng, déi geziilt Informatioun u Leit ass, déi net direkt a Gefor sinn, an huet och zum Zil, dass se sech net e Scholdemuster ugewinnen. Dat ass eng Preventioun, déi verschidden Zilgruppe kann zougeschwat ginn. Dat kënne Schüler sinn, dat kënne Jugendlecher sinn, dat kënnen och Chômeure sinn, dat kënne jonk Eltere sinn, dat kënnen eeler Leit sinn, dat kënne vulnérabel Gruppen an eiser Gesellschaft sinn. Déi ze definéieren, ze kucken, wat fir e Verhalensmuster een do viséiert a mat wat fir enge Moyenen een do agéiert, geet sécher iwwert de Kader vun dësem Projet de loi eraus, mä et ass a bleift awer relevant.

Ech wëll duerfir soen, dass ech mengen, dass dee Volet ganz wichteg ass, an och hei ënnersträichen, dass déi zwee konventionéiert Servicer d'information et de conseils en matière de surendettement an deem dote Beräich an der Vergaangenheet vill gutt Aktioune gemaach hunn, an ech hei de Wonsch wëll ausdrécken, dass si och an der Zukunft déi Moyenë behalen a kréien, déi se brauchen, fir dat doten ze maachen.

Da gëtt et deen anere Volet, dat ass déi sekundär Preventioun, déi am Fong geholl dann, an engem fréie Stadium vun enger Iwwerverschëldung, antrëfft, fir et emol op Lëtzebuergesch auszedrécken, ier d'Kaz ze wäit am Dreck stécht. Dat ass eng Saach, déi op Berodung baséiert an déi iwwert de Wee vu Multiplicateuren, net nëmme vun deene Leit, déi an deenen zwee Servicer schaffen, mä awer och iwwer Multiplicateuren, iwwer aner Leit, dat kënne Sozialaarbechter sinn, dat kann awer och Erzéiungspersonal sinn, dat kënnen a mussen och d'Léierpersonal sinn, kann déi esou stattfannen.

Dat kann awer och, a missten eigentlech och Bänker, Geschäftsleit sinn, déi sech hei mat aklinken an och emol heiansdo d'rout Luucht umaachen, fir engem ze weisen, a wat fir eng Richtung de Wee geet, wann een do näischt u sengem Behuelen ännert.

Fir ze soen, dass déi sozial Servicer am Surendettement awer eng extrem wichteg a wäertvoll Aarbecht hei maachen, kann een dat mat den Zuelen einfach ënnersträichen. Ech hunn et virdru gesot: 390 nei Dossiere sinn opgemaach ginn am Joer 2011 bei deenen zwee Servicer an 23 Dossiere sinn an engem Stadium gewiescht, wou se an d'Prozedur hu misse goen, fir aus der Iwwerverschëldung erauszekommen.

Do dertëschent ass eng grouss Zuel vun Dossieren, an dat weist einfach, dass an engem vernetzte System vun der Sozialaarbecht déi Servicer et fäerdegbruecht hunn, fir iwwer aner Weeër a mat Berodung, mat Gespréich, mat Médiatioun op engem aneren Niveau deene Leit eng Perspektiv ze brengen. Och dat ass sekundär Preventioun, och dat ass Verhënnere vun engem Ofrutsche vun deene Leit.

Am schréftleche Rapport fënnt een dann och nach eng Referenz op de Code de la consommation, deen am Abrëll 2011 hei gestëmmt ginn ass an deen eigentlech eng Informatiounsflicht beinhalt fir de Kreditgeber. Eng Obligatioun fir d'Solvabilitéit vun de Clienten ze préiwen, Rechter, fir fréizäiteg vun engem Kredit erëm zréckzetrieden an och fréizäiteg kënnen zréckzebezuelen. All déi Saache sinn och am Beräich vun enger preventiver Aarbecht wichteg.

Preventiv kann een och d'Obligation de bonne conduite bezeechnen, déi am Fong geholl direkt am Ufank vun der Prozedur a Kraaft trëtt an eigentlech verhënnert, dass eng weider Verschlëmmerung vun der Situatioun kann antreffen.

Mir bleift just beim Punkt vun der Preventioun ze soen, dass ech de Wonsch hunn, dass een e Wee fënnt, fir och am Beräich vun der Éducatioun, vläicht vun der Schoul, mä awer och vun de soziale Servicer, mä haaptsächlech vun der Schoul, den Ëmgang mat Geld a Kredit ze thematiséieren. Dat schéngt mir wichteg ze sinn.

Dann eng lescht Remarque, déi ech awer hei wëll maachen, dat ass eng zu de Saisiën a Cessiounen. Och wann dat elo wäit iwwert de Projet erausgeet, profitéieren ech vun der Geleeënheet, fir hei eng Lanz ze briechen, dass mer deen do Projet de loi weider kënnen dreiwen. Ech wëll dat un engem Beispill weisen, wat dat heescht.

Mir hu Seuile fir d'Saisiën an d'Cessiounen am Land, déi sinn zënter zéng Joer net ugepasst ginn. A wann een elo kuckt, wien am Joer 2002 e Salaire hat, soe mer vun 2.000 Euro, deen huet haut eleng duerch den Indexmechanismus e Salaire vun 2.437 Euro. Vu dass d'Seuilen awer zéng Jore konstant bliwwe sinn, profitéiert deejéinegen, deem seng Salairë saiséiert oder cesséiert sinn, profitéiert net vun där Erhéijung, an déi 437 Euro, déi en eigentlech bäikritt huet, déi ginn integral un d'Créancieren. Dat féiert dozou, dass mer haut am Land an enger Situatioun sinn, dass all déi Leit, déi eng Saisie a Cessioun hunn, ënnert de Seuil de pauvreté falen.

Aus Statistike geet ervir, dass am Geriichtsjoer 2010/11 net manner wéi 10.858 Saisie-arrête gesprach gi sinn. Et ass also e Problem, deen och eng gewëssen Envergure huet. Nach kann een, fir ee Chiffer unzehänken, soen, dass 65% vun den Dossieren, déi bei de Serivcer erakommen, och Kreditter am Ausland, notamment an der Belsch hunn. Och dat, mengen ech, wier, misst Géigestand si vun enger gudder Informatioun hei am Land, well och dat mat Risike verbonnen ass.

Schliesslech wëll ech hei ofschléissen, awer net ouni mäi grousse Respekt fir déi sachlech an intensiv Diskussiounen un all Bedeelegt auszedrécken an dësem Dossier an och wierklech nach eng Kéier hei de Leit aus der Kommissioun ee grousse Merci soen. Den Här Meyers, deen hat eis déi lescht Zweifel ausgeraumt, wéi et drëms goung, fir dem Statsrot senger Recommandatioun nozekommen. An ech mengen, um Enn hat en absolut recht. Mir hunn haut hei e gudden Text. D'Prozedur aus der Iwwerverschëldung gëtt méi kloer, méi komplett, si gëtt iwwersiichtlech a si ass verbessert.

Duerch d'Faillite civile kréien, wéi ech zum Schluss vu mengem Rapport gesot hunn, eng begrenzten Zuel vu Mënsche wierklech geholl, erëm am Liewe kënnen ze bestoen an am Idealfall eng nei Zukunft fir sech an hir Famill ze woen.

Ech schléisse meng Interventioun mam Accord vun der CSV-Fraktioun of.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, souwuel mëndlech wéi schréftlech.

Här President, wat ass Surendettement?

Do gëtt et kee fixe Montant, dat ass eng relativ Notioun. Iwwerverschëldung ass an der Regel, wann d'Leit méi wéi 60% vun hirem Revenu dorobber verwenden, fir Scholden zréckzebezuelen.

Wéi kann een an esou eng Situatioun vum Surendettement rëtschen?

Iwwerverschëldung huet hei zu Lëtzebuerg, wahrscheinlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, verschidden Ursaachen. Zum enge gëtt et Mënschen, déi net esou gutt mat de Sue kënnen ëmgoen, vläicht well se et ni geléiert hunn, vläicht well se och schwéier widderstoe kënnen an enger Gesellschaft, wou Konsum groussgeschriwwen ass a Publicitéiten dauernd zum Kafen invitéieren a verleeden, wou een ëmmer gären dee leschten Handy, dee leschte Computer, dee leschten Auto an esou weider hätt a wou een eben do net ka résistéieren. Ech mengen, et gëtt Mënschen, déi si ganz empfänglech derfir, déi eben dann net do sech kënnen an der Gitt halen an net gesinn, wou et Schluss ass mam Akafen.

An deem Kontext direkt och eng kritesch Remarque. Et kann ee feststellen, datt déi Praxis vun den, ech géif emol soen, Abzockinstituter aus der Grenzregioun do bei deene Leit zousätzlech ka vill Misär a Schued uriichten. Dir kennt se sécherlech alleguerten, déi dubiéis Büroen, besonnesch an der Belsch, wou Leit, déi hei zu Lëtzebuerg kee Prêt méi bei de Banke kréien, well se scho vill Schold hunn, do dann nach mat komplett iwwerhéichten Zënse Prête kréien, 15% an nach méi. Déi dat dann och nach Prêts à tempérament nennen! An doduerjer rëtschen déi Leit dann, wa se esou Prête maachen, nach méi déif an d'Schold eran. A si hunn do da wierklech keng Chance, fir aus där Spiral erauszekommen.

Mir hunn och an der Kommissioun eis Gedanken iwwert dee Phenomeen gemaach. Mir hu gekuckt, wéi ee kéint där Praxis entgéintwierken. Mir hunn do keng direkt Solutioun fonnt. Ech mengen, wat een awer misst maachen, dat ass, datt een do vläicht eng Kéier Sensibilisatiounscampagnë géif maachen. An och duerfir d'Invitatioun un de Ministère: Et ass wënschenswäert, datt do vläicht eng Kéier eng Campagne lancéiert géif ginn.

Eng aner Ursaach vum Surendettement ass dat, wat ee Schicksalsschlési nennt, Licenciementer, wann een d'Aarbecht verléiert. A mir hu jo och hei zu Lëtzebuerg elo e Kontext, wou wahrscheinlech an nächster Zäit déi eng oder aner Lëtzebuerger Bierger och an déi Situatioun geroden, wa mer héieren an de leschten Deeg, wou bei Imprimerien, wou bei Banke massiv Leit entlooss ginn, wou da sécherlech och do vill méi Leit nach wäerte riskéieren, an déi Situatioun ze kommen. Ech mengen, et kënnen och Verloschter vu Familljemembere sinn, Scheedungen, jee, dat sinn alles och Saachen, Schicksalsschlési, wou déi finanziell Situatioun vu Familljе sech ka ganz schnell, op ee Coup dramatesch änneren.

Iwwerverschëldung hänkt awer och ganz staark vum Revenu of. Zu Lëtzebuerg zielen d'Leit mat niddrege Revenue scho bei enger Verschëldung vun nëmmen 30% zu den Iwwerverschëllten. Also do geet dee Seuil direkt erof. Firwat ass et da bei deene Leit mat wéinegem Revenu do scho bei 30%? Ma dat ass, well se ganz vill aner Fixkäschten hunn. Déi Fixkäschten hei zu Lëtzebuerg, fir ze liewen, si relativ héich.

A besonnesch och dann, wann een drun denkt, de Logement, wou do e groussen Deel dann, ob et elo d'Miet ass oder wann een e Prêt huet, fir en Haus oder en Appartement zréckzebezuelen, datt deen e ganz groussen Deel da vum Rescht vun der Kafkraaft och opfrësst.

Ech mengen, mir hunn dat jo, déi héich Präisser am Wunnengssecteur. Dat ass, géif ech och soen, an deene leschte Joren och ëmmer méi eng Ursaach ginn, fir datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg vläicht net direkt am Surendettement sinn, mä awer ëmmer ganz no un deem Risiko sinn, datt se ganz héich an d'Verschëldung rut-

schen. Wunne gëtt eben ëmmer méi deier hei zu Lëtzebuerg. An och déi sougenannten „breet Schëlleren", wou mer jo och nach déi lescht Deeg an haut de Moien dovunner héieren hunn, och déi kréien do, mat deene Wunnengspräisser, Schwieregkeeten.

Ech mengen, bon, Dir kennt dat alleguerten, et brauch een nëmmen d'Annoncen ze kucken. E klengt Haus ass haut scho bal net méi ënner enger hallwer Millioun Euro ze kréien. Wann da jonk Mënschen do e Prêt maache mussen, alt bis 30 Joer oder méi de Prêt maachen, si mussen heiansdo iwwer e puer Dausend Euro de Mount zréckbezuelen, dann ass een do och ganz schnell an der Quëtsch. Wann nach den Auto derbäikënnt, vläicht Fraisë fir d'Kanner, eventuell och emol eng Kéier awer eng Rees sech leeschten, dann ass et haut wierklech esou, datt et um Enn vum Mount nach just null von null opgeet. Wann do dann eppes dertëschent kënnt, dann ass ee ganz schnell an der Iwwerverschëldung.

Ech mengen, dat besonnesch och an deem aktuellen ekonomesche Kontext, an Zäiten, wou jo och vill Leit duerch politesch Mesuren, zum Beispill Steiererhéijungen, Austeritéitspolitik, ëmmer méi ënner finanziellen Drock kommen, hir Kafkraaft verléieren. A mir hu jo och déi Diskussioun elo am Budget 2013, wou mer dat jo awer och - op alle Fall mir als Demokratesch Partei - soen, datt dat och e weideren Drock op déi breet Schëlleren ass, datt déi u Kafkraaft wäerte verléieren an datt do vill Leit eben och vill méi no un déi Situatioun vum Surendettement kommen.

Ech mengen, bei dem Surendettement, dee jo duerch politesch Austeritéitspolitik entsteet, do kéint ee jo nach, ob dat an der Wunnengspolitik oder bei de Steieren ass, den Hiewel usetze mat ebe politeschem Géigesteieren. Dat ass och net ëmmer esou einfach. Mir wëssen dat. Mir wäerten nach muer an de Budgetsdebatten doriwwer vill diskutéieren. Ech wäert duerfir elo net ze vill op dee Volet do agoen.

Mä bei deenen anere Verschëldungen, zum Beispill eben duerch déi perséinlech schlecht Gestioun vun engem senger Hauskeess oder duerch Schicksalsschléi, ass dee politeschen Aspekt eigentlech net relevant.

Wat eis do muss interesséieren, dat ass: Wéi kënne mer deene Leit aus där schlechter Situatioun eraushëllefen? Wéi kënne mer de Problem vun deene Leit esou schnell wéi méiglech léisen?

Mir mussen och gesinn, datt esou Problemer vun Iwwerverschëldung ganz oft ganz Familllje betreffen an déi Familllje wierklech och un de Rand vum Existenzminimum bréngen. Dat heescht dann och sozial Ausgrenzung, dat heescht Friembestëmmung duerch Créancieren. An am Endeffekt geet et do och wierklech un d'Dignitéit vun deene Leit. Duerfir ass et eigentlech eis verdammte Flicht, fir ze kucken, fir deene Leit ze hëllefen, sief et preventiv oder eben da wéi hei mat dësem Gesetz.

Ech mengen, dat Gesetz, wat mer elo stëmmen, ass duerfir e Schrëtt an déi richteg Richtung. Ech ginn elo net méi op den Detail vun deenen eenzelne Mesuren an. De Rapporteur huet dat jo virdru gemaach. Et ass e Stufemodell - ech vereinfachen elo ganz staark -, dee vun der Médiatioun iwwert de Redressement judiciaire bis zur Procédure de rétablissement personnel geet, wat een och kéint als Faillite civile bezeechnen.

Ähnlech Gesetzgebunge gëtt et och an eisen Nopeschlänner. Och wann dee Phenomeen bei eis vläicht nach net esou verbreet ass, brauche mer awer kloer Prozedure fir déi Fäll vu Rétablissement personnel, deen also hei mam Gesetz agefouert gëtt. Dat ass also en neien Aspekt.

D'Gesetz huet an eisen Aen och eng Rei Gardefouen agebaut, datt et net zu enger abusiver Notzung vun dëser Prozedur haaptsächlech vum Redressement personnel sollt, dierft kommen.

Mä sécher muss een och Erfahrunge mat deem neie Gesetz sammelen. Et ass noutwendeg, datt ee regelméisseg Bilane mécht an ebe gegebenenfalls, oder wann et sech eben dann esou ergëtt, datt een och Korrekture muss dann um Gesetz virhuelen.

Mir haten och an der Kommissioun diskutéiert, ob een net dat och an d'Gesetz soll aschreiwen, datt een dat eigentlech da wierklech obligatoresch mécht. Do waren Diskussiounen. An anere Gesetzer hu mer dat iwwregens och scho gemaach. Dat ass net zréckbehale ginn. Ech weess awer, datt d'Madame Lorsché vun deene Grénge do en Amendement bréngt, dat ech oder meng Fraktioun awer dann och wäert ënnerstëtzen, wann dat kënnt.

(Interruption)

Et muss een awer och wëssen, d'Gesetz wäert sécher net all Problemer aus der Welt schafen. Et ass trotzdeem e bësselchen eng „End-of-pipe-Léisung".

Wann ee feststellt, datt jo d'Iwwerverschëldung e Phenomeen ass, deen ebe ganz oft Familljen am héije Mooss trëfft, da gesäit een och, datt Aarmut - géif ech soen - an dann natierlech Surendettement och zu Lëtzebuerg ganz oft verierflech sinn. Dat muss engem Suerge maachen. A wann ee wëllt preventiv schaffen, mäi Virriedner huet gemengt, datt et ganz schwéier wier, fir preventiv ze schaffen, mä ech mengen awer, datt een do muss usetzen, besonnesch och bei där Verierflechkeet vun der Aarmut, an datt ee muss versichen, awer d'Leit, besonnesch d'Kanner, aus deem Däiwelskrees do erauszekréien.

Am Kloertext: Wat heescht dat? De soziale Lift misst hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, och bei de Kanner. D'Kanner missten d'Méiglechkeet an d'Chance kréien, aus der Aarmut erauszekommen. Duerfir brauche mer e Schoulsystem, deen all Kanner déiselwecht Chancë gëtt an net diskriminéiert an ausgrenzt, wat haut awer nach oft de Fall ass. Et muss een einfach feststellen, eise Schoulsystem reproduzéiert weiderhi ganz vill Inégalitéiten.

A wann ee vum soziale Lift schwätzt, muss een och d'Fro stellen, ob eis Sozialpolitik en Trampolin ass, fir aus där Aarmutssituatioun hei zu Lëtzebuerg erauszekommen. Kann ee sech mat eisem Sozialsystem eropschaffen?

Wat brénge Mesuren, d'Mesures d'emploi? Wat bréngt, wéi effizient ass d'ADEM? Ech kéint elo déi Lëscht hei nach laang fortféieren. Och do musse mer feststellen, datt déi Saachen net fonctionnéieren oder nëmme ganz wéineg fonctionnéieren, datt also am Endeffekt de soziale Lift hei zu Lëtzebuerg net richteg oder guer net méi fonctionnéiert.

Eis Sozialpolitik, wann een déi esou kuckt, da kéint ee se éischter ëmschreiwen, et ass eng Hängematt, mä keen Trampolin, wou d'Leit sech kënnen no uewen eropschaffen.

Duerfir geet et net eleng duer, fir dëst Gesetz ze stëmmen, mä och déi leschtgenannte Problemer mussen endlech seriö ugepaakt ginn. De soziale Lift muss erëm hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, wa mer de Phenomeen vun der Iwwerverschëldung wëlle seriö upaken an an de Grëff kréien.

Voilà, Här President, dat gesot géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport iwwer e Gesetz, wat eng länger Prozedur hanner sech huet a wat komplizéiert war auszeschaffen.

Jo, eis Gesellschaft huet sech staark geännert an de leschte Joren. Jo, Wäerter hu geännert. Déi eng si manner wichteg ginn a sinn a verschiddene Fäll duerch aner Wäerter ersat ginn. D'Konsumverhalen, de gesellschaftlechen Drock, matzehale mat deenen aneren, och wann een no bausse muss oder vläicht net ka weisen, dass ee mathale kann, och deen Drock, deen ass ëmmer méi grouss ginn.

D'Publicitéit ass méi aggressiv ginn, méi direkt, méi grenziwwerschreidend. Dat alles spillt eng Roll bei der Iwwerverschëldung, ass awer - an dat hu mer vun alle Servicer confirméiert kritt, déi sech mam Thema Surendettement befaassen - an der grousser Majoritéit vun de Fäll net d'Ursaach, firwat dass d'Leit an eng Situatioun vun Iwwerverschëldung falen.

Neen, et sinn d'Accidents de la vie, wéi se genannt ginn - Trennung vum Partner, Krankheet, Aarbechtsplazverloscht -, déi meeschtens um Ursprong si vun enger Situation de surendettement. Et sinn dat onerwaart Ëmstänn, géint déi ee sech net verséchere kann, déi jiddwereen treffe kënnen, déi also net gesellschaftlech oder iwwer Kontrakt ofgeséchert kënne ginn.

Duerfir ass d'Iwwerverschëldung grad wéi och d'Verschëldung e bedauerlecht, awer en normaalt Phenomeen, dat bei engem Deel vun der Populatioun zu jiddwer Zäit an onofhängeg vun der Wirtschaftslag antriede kann. Eng ugespaanten ekonomesch Lag kann natierlech dann nach zousätzlech deem Eenzelne seng Situatioun verschäerfen.

An Däitschland wier all zéngten Erwuessenen haut iwwerverschëllt. Elo kann een d'Definitioun huele vum Eugène Berger, dass, wann ee 60% vu sengem Revenu u Scholde muss bezuelen, dat eng Iwwerverschëldung wär. Et gëtt eng aner Definitioun, déi einfach seet, dass ee Schwieregkeeten huet zréckzebezuelen, an dann, wann ee Schwieregkeeten huet zréckzebezuelen, seng Prêten zréckzebezuelen, dann ass een iwwerverschëllt.

Glécklecherweis ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, laut den Zuele vun de spezialiséierte Servicer, net esou dramatesch. Et gëtt hei awer och eng grouss Donkelziffer. An dee ganzen Impakt vun der Verschëldung vun enger Persoun oder vun engem Stot léisst sech oft net u just engem Bankeprêt ausmaachen, mä beinhalt ganz oft eng ganz Rei vun Akeef op Raten, wou natierlech och d'Kreditinstituter dann awer eréischt an der zweeter Rei hannendrustinn. An duerfir ass et och wichteg a richteg, sech mat deem Thema ze befaassen.

Vill Leit hu Schold, an déi meescht ginn och méi oder manner gutt mat dësem Instrument eens. An de meeschte Fäll ass dat jo och begrenzt op verschidde Liewensofschnëtter. Mä fir anerer ass dat Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, eng absolut Nécessitéit.

Dëst Gesetz gëtt eis awer och d'Geleeënheet, fir gläich un zwou Persounen ze erënneren, zwee Politiker, déi sech op dësem Gebitt ganz staark engagéiert hunn an déi leider vill ze fréi gestuerwe sinn: de Mill Majerus, den ursprénglech Rapporteur vun dësem Gesetz a mat Sécherheet eng dreiwend Kraaft an dësem Projet, an de Marc Zanussi, deen eng ganz laang Viraarbecht geleescht huet an dësem Beräich.

1993 gouf et schonn eng Proposition de loi vum Marc Zanussi. A bei den Diskussiounen zum Vote vum Gesetz vun 2000, wat duerch dëst Gesetz vun haut ersat gëtt, huet de Marc Zanussi Amendementer proposéiert, fir ënner anerem zwou grondleeënd Verbesserunge virzeschloen, déi elo an dëst Gesetz sollen afléissen.

Dat Éischt ass déi grouss Neierung, nämlech d'Restschuldbefreiung ënner ganz strengen Oploen, wa keng Hoffnung do ass, dass den Débiteur seng Scholden iwwerhaapt ka bezuelen an esou riskéiert, de Rescht vu sengem Liewe vun der Sozialhëllef mussen ze liewen a sech esou an engem Däiwelskrees also no ënne befënnt.

An dat Zweet ass dann d'Kreatioun vun engem Répertoire, wou Informatiounen an Avisë sollen enregistréiert ginn, fir esou ze verhënneren, dass Leit, déi scho Problemer mat hiren Engagementer hunn, sech weider verschëlde kënnen. De Marc Zanussi hat also scho virausgesinn, dass mer hei elo d'Gesetz vun 2000 missten nobesseren.

Et war schonn dee richtege Choix, dem Conseil d'État sengen Iwwerleeungen nozegoen an een neit Gesetz ze schreiwen, net nëmmen aus formale Grënn, mä och wéinst der Komplexitéit vun der Matière, déi hei elo an engem eenzegen Text gruppéiert ass, wat esou och zur besserer Liesbarkeet fir déi Concernéiert ka ginn.

Niewent der Prozedur vum Rétablissement personnel an dem Répertoire spécial gi mat dësem neie Gesetz och d'Prozedure fir d'Opmaache vun der Demande de surendettement, d'Roll vum Service de médiation a vum Service d'information et de conseils en matière de surendettement an awer och d'Fro vun der Recevabilité vun der Demande traitéiert.

Wichteg ass awer och, dass mer de Principe de solidarité an dësem Gesetz net vergiessen, dee Prinzip, dass, wann et engem a sengem Liewen duerch wéi eng Ëmstänn och ëmmer net esou gutt gaangen ass, de awer och dann d'Chance hues, erëm eng Kéier nei unzefänken, eng zweet Chance kriss an dengem Liewen, fir op deng eege Féiss ze kommen an deemno och erëm e mënschewierdegt, humaant Liewe kënnen ze féieren.

De Rapporteur ass virdrun a sengen Ausféierungen op den Detail vum Gesetz agaangen. Dat brauch ech also net méi ze maachen.

Erlaabt mer, Här President, awer a Saache Répertoire dann nach e puer kritesch Iwwerleeungen ze féieren. Fir d'Éischt zur Grondkonzeptioun vum Répertoire, an deem jo Informatiounen an Avisë gesammelt ginn, wann eng Persoun an der Prozedur dann dran ass. Dat heescht, bei enger Persoun, wou d'Situatioun am Fong schonn esou verfuer ass, dass alles probéiert ginn ass an all Démarchë gemaach goufen, fir eben an déi Prozedur vum Rétablissement personnel ze kommen.

Et hätt ee sech kënne virstellen, ee Fichier ze maachen, deen d'Banken an d'Kreditinstituter alimentéieren a konsultéiere géifen, wou dann ersiichtlech géif ginn, wéi vill Engagementer eng Persoun schonn huet, fir dann esou ze jugéieren, ob et iwwerhaapt nach vertrietbar ass, nach esou ee Prêt ze accordéieren. An d'Banken hu verlaude gelooss, si géife souwisou deen Échange vun Informatioune maachen, mä eben op eng informell Aart a Weis.

Sou steet am Procès-verbal vun der Kommissioun vum 27. Abrëll 2010: «Les banques résidentes échangent d'ailleurs entre elles les informations relatives aux clients résidents.»

Ob dat esou richteg an der Rei ass, kann ee sech op d'mannst froen. Do geschitt da scheinbar een net geregelten Échange vun Informatiounen a perséinlechen Donnéeën.

Hiewen d'Banken do net selwer an ouni kloer Kritären d'Bankgeheimnis esou à la tête du client op? Dat heescht, et kann ee weder sécher sinn, dass dat gemaach gëtt do, wou et sënnvoll wier, nach dass et net gemaach gëtt do, wou et eigentlech net sënnvoll ass oder net gerechtfertegt ass. Ech denken, dass een dat schonn emol kann hannerfroen.

Deen anere Problem ass dee vum Accès op dee Répertoire, esou wéi en elo geduecht ass. Och wann den eigentlechen Inhalt nëmme Concernéierter zougänglech ass, kann trotzdeem all Personne physique, déi sech ausweist, froen, ob eng bestëmmte Persoun an deem Répertoire ageschriwwen ass. Domat ass da kloer, dass déi Persoun, iwwert déi d'Renseignementer da geholl ginn, an enger Procédure de surendettement dran ass. Dat war vläicht gutt geduecht, riskéiert dann awer vläicht eng Rei vun Effets pervers ze hunn.

Wie verhënnert dann, dass en zukünftegen Employeur oder e Propriétaire, deen eng Wunneng wëllt verlounen, sech fir d'Éischt emol op deem Répertoire do renseignéiert?

Dat ass och vläicht verständlech, stellt awer fir verschidde Persounen, déi an där Prozedur sinn, e grousse Problem duer, well se riskéieren, ni méi kënnen eng Wunneng ze kréien oder vläicht och ni méi eng Aarbecht ze kréien.

Dat heescht, indirekt kéint dee Répertoire, esou wéi den Zougang geregelt ass, um Enn verhënneren, dass eng iwwerverschëllte Persoun nees ka Fouss faassen, op d'mannst esou laang, wéi se répertoriéiert ass. An dat ass se no laange Prozedure bis zwielef Joer an dann nach eng Kéier siwe Joer duerno.

Vläicht léisst sech do nach op d'mannst deen een oder deen anere Garde-fou abaue beim Règlement grand-ducal, deen de Fonctionnement vun deem Répertoire do soll festleeën. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass op d'mannst géif festgehale ginn, wie sech iwwer wien do renseignéiert, an déi Informatioune missten dann och dem Débiteur zougänglech sinn.

E weidere Punkt, deen d'Berodungsservicer opwerfen, ass déi Dispositioun, dass och no enger Remise des dettes den Dossier nach siwe Joer laang net zou ass an dass bei Retour du failli à meilleure fortune den Dossier eben nees opgemaach gëtt. Och dat ass an der Grondiddi jo ganz richteg. Allerdéngs wär et och hei vläicht ubruecht, deen „à meilleure fortune" e bësse méi prezis ze formuléieren.

Niewent dem Bilan vun deenen eenzelne Servicer, déi sech mam Surendettement befaassen, an niewent der interner Analys vum Ministère sollt een dëst Gesetz an déi dora virgesinne Mesuren am A behalen an no enger gewëssener Zäit d'Zesummespill tëschent de verschiddenen Acteuren iwwerpréiwen an dann och gegebenenfalls déi Moossnamen huelen, déi dann zu enger Verbesserung vun deem Zesummespill kéinte féieren.

Wichteg ass awer och, an dat ass virdrun och scho gesot ginn, dass weider preventiv geschafft gëtt. Ier d'Scholdefal zouklappt, mussen d'Unzeechen erkannt ginn an dann och géigegesteiert ginn. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass déi europäesch Direktiv iwwert d'Contrats de crédit à la consommation an d'Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn ass duerch d'Gesetz vum 8. Abrëll vun 2011 iwwert de Code de la consommation.

Hei gëtt den Zougang zu Kreditter besser iwwerpréift, an och d'Publicitéit, déi an dësem Domän gemaach gëtt, gëtt geregelt. Ausserdeem ass och de Créancier verflicht, sech ze versécheren, dass den Débiteur an der Lag ass, dee vun him opgehollene Prêt och zréckbezuelen ze kënnen.

Dëst si wichteg Moyenë vun enger sënnvoller an effikasser preventiver Aarbecht. An zu dëser Aarbecht gehéiert awer mat Sécherheet och eng Sensibiliséierungsaarbecht souwuel bei de Bierger, awer och bei eiser Jugend an natierlech och bei de Servicer, déi vill mat deene Leit ze dinn hunn, déi a Gefor kënne kommen, iwwerverschëllt ze ginn. Ech denken hei virun allem un déi, déi an der éischter Linn stinn, an dat si ganz oft eis Office-socialen, déi an hirer Aarbecht sollen ënnerstëtzt ginn, Signaler ze erkennen an dann och fréizäiteg anzegräifen.

Ganz wichteg schéngt mir och, an ech hunn et virdru scho gesot, dass mer en allgemengt

Bewosstsinn kréien, dass d'Leit, déi an de Surendettement falen, net einfach de Stempel kréie vun Irresponsabelen, déi dem grenzenlose Konsum frönen an dann hir Dépensen net méi am Gréff hätten. All Servicer, déi an dësem Beräich schaffen, betounen ëmmer nees, dass dëse Cliché an deenen allermeeschte Fäll net zoutrëfft. Et si wéi gesot déi kleng an déi méi grouss Accidenter vum Liewen, déi maachen, dass een an d'Labränte kënnt a senge finanziellen Obligatiounen net méi kann nokommen.

Trennung, Chômage a Krankheet si meeschtens um Ursprong vu Situatioune vu Surendettement. An an deem Sënn sinn dann d'Bedenken an d'Ängscht vun de Bankevertrieder an de Commerçantë bei der Restschuldbefreiung net berechtegt. D'Méiglechkeet vun där Reschtscholdbefreiung wäert kaum derzou féieren, dass Leit sech déresponsabiliséieren an dat als Option carrément wielen. Do weisen eis d'Beispiller aus dem Ausland, wou et dëse System scho gëtt, dass dat net de Fall ass.

Zum enge sinn nämlech eng ganz Partie Garde-fouen, vill Obligatiounen, Démarchen a streng Oploe virgesinn, bis een an déi nei drëtt Phas kann erakommen, an, an dat ass nach e wesentleche Schratt, deen derbäikënnt: Den Débiteur, dee muss sech perséinlech a sengem Entourage seng Faillite och agestoen. E muss sech dëser Situatioun bewosst ginn, sech wëllen hëllefe loossen. An e gëtt domadder och een Deel vu sengen eegenen Décisiounen op.

Et kann een am Fong dovun ausgoen, dass souwuel den Débiteur wéi och de Créancier vun der Restschuldbefreiung vum Iwwerverschëllte ka profitéieren. Mat der Hoffnung op en Enn vum Scholdentunnel an op en neien Ufank kann den Débiteur iwwerhaapt motivéiert ginn, fir sech all Méi ze ginn, fir seng Situatioun ze verbesseren. An an deem Fall kréien d'Créancieren eventuell méi, wéi wann d'Iwwerverschëldungssituatioun géif éiweg undaueren.

En fin de compte a schwierege wirtschaftlechen Zäiten, mat breeden a schmuele Schëlleren, Kris a spueren, e Gesetz, wat e gutt Gesetz ass, wat vu ville Servicer erwaart gëtt, wat enger Partie Leit erëm Liewensmutt gëtt an eng Chance op en neien Ufank. Eng zweet Chance, fir erëm e liewenswäert an humaant Liewe kënnen ze féieren, wou se dann op hiren eegene Féiss erëm kënne stoen.

Ech ginn heimat den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Engel Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee Saache keeft, déi een net brauch, mat Geld, wat een net huet, dann ass ee selwer schold. An et geet och keen eppes un, wéi vill Kreditkaarten e Mënsch an der Täsch huet a wat en domat mécht. Dat sinn déi klassesch Behaaptungen, déi een ëmmer nees ze héiere kritt, wa vun Iwwerverschëldung geschwat gëtt. Oft gëtt dëse Phenomeen op e private Problem reduzéiert, aus deem de Stat sech erauszehalen huet. D'Realitéit um Terrain ass awer eng aner.

Mir sinn eis jo eens, datt d'Iwwerverschëldung net just op psychologesch Dispositioune wéi feelend Verantwortungsbewosstsäin, en onkritesche Geescht oder ze vill Risikobereetschaft zréckzeféieren ass. Och d'sozial Exklusioun, déi vill Mënschen dozou verleet, gesellschaftlech Defiziter duerch de Kaf vu Statussymboler auszegläichen, ass net den eenzege Grond.

Wann ëmmer méi Leit hir Scholden net méi am Gréff behalen, dann ass dat ganz kloer e gesellschaftspolitesche Phenomeen, op deen de Gesetzgeber en Afloss huet an op deen de Gesetzgeber reagéiere muss. E muss analyséieren, ob déi bestehend Reglementatioun den aktuelle Problemer gerecht gëtt oder net an ob déi néideg Viraussetzunge bestinn, fir esou Problemer an Zukunft ze verhënneren.

Datt dat net de Fall ass, huet sech am Laf vun der leschter Zäit gewisen. Duerfir begréisse mir als gréng Fraktioun, datt dat aalt Gesetz duerch e verbessert Gesetz ersat wäert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een eng Situatioun verbessere wëll, muss een natierlech hir Ursaache kennen. Eng vun den Haaptursaache vum Surendettement sinn déi sougenannt Accidents de la vie, déi den Här Engel elo just beschriwwen huet, wéi zum Beispill Stierffäll, Krankheeten, de Verloscht vun der Aarbechtsplaz an de Broch vu Partnerschaften, dee vill Leit vun haut op muer zum Elengerzéier mécht.

Eng aner Ursaach kënnt derbäi, an déi gëtt ganz akut. Et ass den héije Präis, deen zu Lëtzebuerg fir e Grondrecht bezuelt muss ginn, an zwar d'Recht op d'Wunnen. Eleng d'Tatsaach, datt den Undeel vu Sozialwunnengen an eisem Land nëmmen 2% vum gesamte Wunnbestand ausmécht, seet genuch. An och nëmme 7% vun de Mietwunnenge si Sozialwunnengen. All déi aner Wunnenge si fir vill Leit net bezuelbar an eng vun den Haaptursaache vun der héijer Verschëldung.

Schold un där desolater Situatioun sinn net déi eenzel Privatpersounen, mä eenzeg an eleng d'Regierungen aus de leschte Joren, déi an der Wunnengsbaupolitik versot hunn. Surendettement huet also net nëmme perséinlech Hannergrënn, mä virun allem politescher an ekonomescher a gräift a verschidde Liewensberäicher eran.

Dernieft implizéiert en eng ganz Rei Acteuren, déi sech frontal géigeniwwerstinn.

Op där enger Säit stinn d'Banken an d'Kredittëschenhändler, déi sech un der Verschëldung vun hire Clientë beräicheren. Op där anerer Säit stinn d'Konsumenten, déi un hirer Verschëldung veraarmen. Dat Ganzt ass also méi komplex, wéi et dobaussen oft duergestallt gëtt. Dat erkläert och, firwat dësen Text esou laangootmeg war a vill Kommissiounssëtzungen erfuerdert huet. Duerfir dem Här Schaaf e grousse Merci fir seng Ausdauer an dësem Dossier a fir säin ausféierleche Rapport.

Haut geet et virun allem drëms, déi zwou bestehend Prozeduren, de Règlement conventionnel an de Redressement judiciaire, zugonschte vun engem bessere Schutz fir d'Débiteuren an d'Codébiteuren ze verbesseren a gläichzäiteg déi Créancieren ze definéieren, déi prioritär zréckbezuelt musse ginn. Dës zwou Prozedure ginn duerch de perséinleche Rétablissement ergänzt. Domat gi mir op deeselwechte Wee wéi vill aner Länner. Beispillsweis huet an Dänemark schonn esou e Gesetz 1984 bestanen.

Mat der Aféierung vun der Faillite civile oder, méi positiv ausgedréckt, dem perséinleche Rétablissement kritt eng iwwerverschëllte Persoun d'Chance, nees bei null unzefänken, wann déi zwou éischt Prozeduren erfolleglos bliwwe sinn. Mat der Faillite civile gëtt se responsabiliséiert a bleift net hiert Liewe laang ofhängeg vu sozialen Déngschtleeschtungen.

Aus deenen Iwwerleeungen eraus wäert déi gréng Fraktioun dëse Projet och stëmmen. Allerdéngs hält eis Begeeschterung sech a Grenzen, well mir eng Rei Kaderbedéngunge vermëssen. Dorobber kommen ech zréck. Fir d'Éischt awer e puer méi generell Remarquen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann dëse Projet sech ausschliesslech op déi privat Iwwerverschëldung bezitt, läit et awer am Sënn vun der Saach, d'Verschëldung an en ekonomesche Gesamtkontext ze setzen. An deem Kontext stellt d'Iwwerverschëldung vun de Privatleit nach just d'Spëtzt vum Äisbierg duer. Dee richtegen Ëmgang mam Geld ass jo net nëmmen am Privatberäich aus dem Rudder geroden, mä nach op ganz anere Pläng.

D'Banke si massiv ofhängeg gi vu staatleche Finanzsprëtzen a Garantien, während op EU-Niveau d'Rettungsschiermer a Milliardenhéicht musse mobiliséiert ginn, fir national Ekonomien ze retten. D'Zommen, déi de Stat fir dës kollektiv Rettungsaktiounen zur Verfügung stellt, stinn a kengem Verhältnis zu deem, wat fir iwerverschëllte Privatpersounen investéiert gëtt.

Beispillsweis hunn d'Banken am Zäitraum vu September 2008 bis Juli 2009 staatlech Garantië vu genee 4,8 Milliounen an Empfang geholl, also genee 8,8% vum PIB. Dergéint gesäit déi hallef Millioun, déi de Stat an de Fonds d'assainissement fléisse léisst, an d'Geld, wat an d'Ressources humaines vun deenen zwou Ulafstellen an den Offices sociaux fléisst, zimlech schappeg aus. Och ass d'Vitesse, mat där d'Rettungsaktiounen iwwert d'Bühn ginn, net déiselwecht fir déi eng wéi fir déi aner.

Während de Stat souzesoen iwwer Nuecht zwou wichteg Lëtzebuerger Banken an dréchen Dicher konnt bréngen, mussen iwwerverschëllt Eenzelpersounen äusserst komplizéiert, laangwiereg a belaaschtend Prozeduren duerchlafen.

Natierlech kann ee soen, datt de Stat schnell an effikass muss handelen, fir déi national Ekonomie um Liewen ze halen, well doduerch nach gréisser sozial Problemer an Entloossunge verhënnert ginn. D'Flicht vum Stat däerf sech awer net drop beschränken, eis Banken an d'Ekonomie vu ganze Länner ze retten. E muss och déi Mënsche schnell an effikass ënnerstëtzen, déi dem sougenannten „Pomp-Kapitalismus" zum Opfer falen.

D'Aféierung vun der Faillite civile ass wuel eng gutt Saach, sollt awer net als grousse soziale Fortschrëtt duergestallt ginn, mä villméi als eng onëmgänglech Flicht vum Stat. Zu dëse Flichte gehéiert och d'Schafung vun den néidege Kaderbedéngungen, fir datt an Zukunft manner Leit an d'Iwwerverschëldung erageroden; an anere Wierder d'Preventioun.

«La loi gère les conséquences du surendettement, pas ses origines», huet d'Journalistin Anne Heniqui virun engem Joer am „Lëtzebuerger Land" geschriwwen. Dës Ausso trëfft nach ëmmer zou a brëngt d'Saach op de Punkt. D'Preventioun kënnt an dësem Gesetz ze kuerz.

Mat Recht kritiséiert d'Chambre des Salariés an hirem Avis, datt dat Wuert am Gesetzestext kaum virkënnt. D'Preventioun ass eng vu villen anere Missiounen, déi de Service d'information et de conseils en matière de surendettement soll erfëllen, ouni datt déi Missioun konkret definéiert ass, weder a puncto Inhalt nach a puncto budgetär Mëttele fir d'Frais de fonctionnement. «Dans la limite des crédits disponibles», steet do. Dat seet alles an näischt. Och wann d'Preventioun net normativ ass, brauch een awer Mëttelen, fir se duerchzeféieren.

Mir stellen net a Fro, datt déi zwou Ulafstellen - d'Ligue médico-sociale an Inter-Actions - grad wéi d'Offices sociaux um Terrain alles maachen, wat se kënnen, fir de Betraffenen zur Säit ze stoen. Mir stellen och net a Fro, datt se verschidden Initiativen am Beräich vun der Preventioun ergräifen. Allerdéngs hunn déi Instanzen net dat néidegt Personal an net genuch Finanzmëttel, fir d'Preventioun kategoresch a flächendeckend weiderzedreiwen. Hei feelt et ganz einfach u staatlecher Ënnerstëtzung.

Et bleiwen nach d'Schoulen, déi och eng wichteg Roll an der Preventioun musse spillen. Woumat ech dat widderhuelen, wat den Här Schaaf och scho gesot huet. Mir sinn der Meenung, datt déi Thematik onbedéngt am Enseignement muss behandelt ginn. Dat net eréischt am Secondaire, wou eenzel Studenten a Studentinne scho Kreditkaarten am Kapp hunn a vu Luxusautoen an Haiser dreemen, mä scho bei deene Klengsten.

Net all Kanner léiere vun doheem aus, mat Geld ëmzegoen, et ze behalen oder et souguer ze vervillfältegen. Déi Fäegkeet gëtt just an deene Famillje vermëttelt, déi scho säit Generatioune genuch Geld hunn a genuch Geld kréien. E Kand, deem seng Famill kee Geld huet, kann och net léieren, wéi et domat ëmgoe soll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi finanziell Bildung, wéi eis däitsch Nopere se nennen, kann net fréi genuch ufänken a se däerf och am Erwuessenenalter net ze kuerz kommen.

An deem Kontext wéilt ech op eng Etüd vun der däitscher Verbraucherzentral hiweisen. Doraus geet ervir, datt sporadesch Aktioune wéi Informatiounscampagnen, Konferenzen oder eenzel Coursë sougutt wéi guer näischt notzen, wa se net dauerhaft a flächendeckend stattfannen. Gradesou wéineg Erfolleg hu sporadesch Veranstaltunge mat Experten an de Schoulen, wann déi finanziell Bildung net formell als Schoulfach agefouert gëtt an alle Kanner zeguttkënnt.

Déiselwecht Etüd beschäftegt sech och mat der Preventioun am Finanzsecteur a weist drop hin, datt ëmmer méi Kreditinstituter sech zu sozial verantwortleche Kreditgeschäfter bekennen. Hire Werbecampagnen no verzichten eng ganz Rei Banken a Kreditvermëttler op iwwerdeiert Kreditëmscholdungen, halen d'Zënsen aus deontologeschen a sozialen Ursaachen op engem niddregen Taux, préiwen am Virfeld d'Kreditcapacitéit vun hire Clienten a schreiwen d'Berodung grouss.

Wann een deene Lëppebekenntnisser awer op de Läim geet, stellt ee fest, datt se nëmmen an deene seltenste Fäll duerchgefouert ginn. Virun allem dénge se de Kreditmäert dozou, sech samariterhaft duerzestellen an op déi Manéier grad déi fragilst Bevölkerungsgrupp ze erreechen.

Sanktioune wieren ee Mëttel, fir deem opzehëllefen. Wann déi awer esou niddreg sinn, datt déi global Benefisser se méi wéi ausgläichen, gi se gären a Kaf geholl, ausser d'Geldstrofe wieren extrem héich. Virun allem déi belsch Banken aus der Ëmgéigend kenne sech an deem Geschäft gutt aus a riichte bei der Lëtzebuerger Bevölkerung vill Schued un.

Mir sinn eis bewosst, datt Lëtzebuerg dës Bauernfängerei net eleng aus der Welt schafe kann. Lëtzebuerg kann awer säin Deel dozou bäidroen, fir datt an Europa eng harmonesch Politik bedriwwe gëtt am Beräich vun transparenten, kloren a matenee vergläichbare Kreditoffferen.

Dernieft wier eng zentral Scholdendatebank, déi am Virfeld vu gréissere Kreditopnahmen an eisem Land kéint a misst consultéiert ginn, net vu Muttwëll. Fir d'Gemitter ze berouegen, dat ass och elo geschitt, gëtt dacks op de Code de la consommation higewisen, deen op enger EU-Direktiv baséiert an eng eenheetlech Regelung am Sënn vum Konsumenteschutz soll erlaben. An der Praxis huet dee Code leider nach net vill bewierkt. En huet nach keng Bank a kee sougenannten Intermédiaire de crédit vun onverantwortlech Kreditgeschäfter zréckgehalen a wäert dat och weiderhin net maachen. Et sief, et géife méi rigide Kontrollen a massiv Sanktiounen agefouert ginn.

Och d'Werbung misst konsequente Regelen ënnerstoen, fir d'Konsumente virun der Manipulatioun ze schützen. Wann ee beispillsweis um Internet vun enger Lëtzebuerger Bank Sätz liest wéi „passez du rêve à la réalité", da wëssen déi wéinegst, wouhin deen Dram mat der neier Kreditkaart ka féieren. Net an d'Realitéit vum erfëllten Dram, mä an d'Realitéit vun der desolater Iwwerverschëldung.

Ofschléissend nach e Wuert zum Rapport d'application, deen am Gesetz vun 2000 virgeschriwwe war. Wéi d'Gesetz vun 2000 op dëser Plaz diskutéiert ginn ass, huet all Riedner an all Riednerin begréisst, datt no fënnef Joer e Rapport virun der Chamber misst presentéiert ginn. D'Vertrieder vun DP an LSAP hu sech deemools souguer derfir ausgeschwat, datt dee Rapport schonn no zwee bis dräi Joer sollt opgestallt ginn, fir eventuell Schwaachstellen am Gesetz esou fréi wéi méiglech ze detektéieren an d'Gesetz gegebenenfalls unzepassen. Dee Rapport ass am Joer 2006 virgeluecht ginn an et huet sech erausgestallt, datt d'Gesetz vun 2000 effektiv verbessert misst ginn.

De Projet de loi vun haut dréit deene Lacunë Rechnung, wat absolut begréissenswäert ass.

Net nozevollzéien ass dann awer, datt d'Koalitiounsparteien an Zukunft op esou e Rapport verzichte wëllen. Den Här Berger huet et erwähnt, an der Kommissioun hu mer driwwer diskutéiert. Als Vertriederin vun der Fraktioun hunn ech mech deemools dergéint ausgeschwat, deen Artikel net ze iwwerhuelen aus dem ale Gesetz. An ech maachen dat och elo mat engem Amendement, deen ech hei wéilt déposéieren.

Amendement 1

Au titre 6, il est inséré un article 55:

Art. 55. Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant la mise en vigueur de la présente loi, un rapport d'évaluation sur son application.

(s.) Josée Lorsché, Claude Adam, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.

M. le Président.- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Erfahrung huet gewisen, wéi wichteg esou eng Evaluatioun ass. Ausserdeem ass et d'Recht vun der Chamber, iwwert d'Konsequenze vun engem Gesetz an d'Bild gesat ze ginn, virun allem, wann et ëm wichteg sozial an ekonomesch Froe geet.

Einfach komme loossen, wat kënnt, ouni sech Rechenschaft ofzeleeën, wat et bewierkt, ass fir déi gréng net akzeptabel. Mir wëlle gewuer ginn, ob déi haut agesaten Instrumenter duerno effikass funktionéieren oder net. A mir wëllen och wëssen, wéi eng sozial an ekonomesch Auswierkunge se hunn. An deem Sënn wiere mir frou, wann eisen Amendement géif ugeholl ginn, och wann dat hei an der Chamber net Usus ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Colombera op der Lëscht. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt e ganz grousse Merci un den Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech wéilt och hei op dëser Plaz dem Kolleeg Mill Majerus senger gedenken, deen och den Initiator vun deem Projet war, als gudde Kolleeg a vill ze fréi verstuerwen.

Mir begréissen, wat de Rapporteur gesot huet, dass en och e Gesetz iwwert d'Saisie gutt heescht. Well mir verstinn net, wéi eng Persoun, déi normal schafft, dass déi Persoun, wa se d'Saisie op der Pai gemaach kritt, och nach manner Sue verdéngt, wéi wa se den RMG hätt. Duerfir begréisse mer dat, dass dat Gesetz ganz schnell op de Leescht geholl gëtt.

De Budgetsrapporteur, den Här Lucien Lux, huet a sengem zweete Kapitel vun der sozialer Gerechtegkeet derfir plädéiert, datt de Wirtschaftswuesstum net dierft duerch déi negativ Effekter neutraliséiert ginn. Dat heescht, duerch d'Verschlechterung vun der Gesondheet, d'Verschlechterung vun der sozialer Kohäsioun, d'Verschlechterung vum Familljeliewen an och

d'Verschlechterung vun de Ressourcen. Do huet e sécherlech ganz recht.

A grad dëse Wirtschaftswuesstum - an, Här President, ech kann dat Wuert „Wirtschaftswuesstum" net méi héieren, op jidde Fall net méi dee Wirtschaftswuesstum vum Luc Frieden -, grad dëse Wirtschaftswuesstum ass op eng implizit Aart a Weis Generator vun Aarmut. Hei gëtt jo net méi op d'Leit gekuckt. Hei gëtt nëmmen op d'Lobbyen, op d'Konzerner, op d'Multinationale gekuckt. Déi kënne sech eng gëllen Nues opbauen. A parallell dozou entsteet dann op där anerer Säit vun der Gesellschaft Misär, Nout an Aarmut. A wat de kënschtleche Wuesstum ëmmer méi opgepusht gëtt, wat déi Aarmut ëmmer méi zouhëlt.

Madame Minister, den Här Kartheiser hat viru Kuerzem eng Interpellatioun iwwert d'SDFen, d'„sans domicile fixe", ugefrot. Dir hat versprach, fir heihinnerzekommen an iwwert d'Evolutioun vum Dossier ze schwätzen. Mir wäre frou, wann Der eis géift do e puer Sätz soen.

De Stat ass also gezwongen, fir de Spagat ze maachen, éischtens tëschent der ekonomescher Relance, an zweetens, fir dann de Rateschwanz, deen hannendrukënnt, déi Aarmut, déi bei de Leit entsteet, fir déi ze vermeiden. An duerfir, an deem Sënn, geet dat Gesetz hei an déi Richtung, nämlech, et ass e Besoin do. An d'Ligue médico-sociale, déi schwätzt vu 402 Fäll am Joer 2011. D'Ligue Inter-Actions schwätzt vun 384 neie Fäll am Joer 2011.

Et ass e Besoin do. Et gëtt also een Instrument geschafen, fir deem Besoin do gerecht ze ginn. An ëmmer wann en Instrument do ass, ass d'Gefor grouss, dass d'Leit dovunner profitéiere wäerten. Do kann ee sech vläicht da soen: Okay, et ass een neit Gesetz do. Kommt, loosst mer einfach liewe wéi mer wëllen. Quitte dass d'Prozedur da ganz laang wäert sinn, mir liewen einfach drop hin a wann eppes passéiert, da gi mer scho vum Stat opgefaangen.

Mä op där anerer Säit muss een awer och soen, dass mat der Kris, déi do entstanen ass, ëmmer méi Leit an déi Situatioun komme wäerten, zum Beispill mam Chômage, Scheedungen oder vläicht ee Stierffall. An déi Leit wäerten da vun dësem Instrument profitéieren.

Mir sinn hei also an enger sougenannter schizophrener Situatioun. An d'Fro stellt sech, ob ee qualitative Wuesstum net besser ubruecht wier wéi de frenetesche Wuesstum, dee verschidde Politiker sech virstellen, mat engem Harakiri, deen um Horizont lues a lues Form hëlt.

Well wann ee bedenkt, dass déi nämlecht Leit souguer hir Dokteschrechnungen net méi kënne bezuelen, eng Dokteschrechnung, déi normalerweis vun der Sécurité sociale géif rembourséiert ginn, an do dann en Tiers payant vun der Gesondheetskeess muss intervenéieren, fir d'Facturen ze bezuelen; wann ee bedenkt, dass d'Leit hir Handysrechnungen net méi kënne bezuelen an een, zwee Rappeller musse geschéckt kréien, fir iwwerhaapt aktiv ze ginn, ma da muss ee sech hei Froe stellen. Hei si mer dann op der falscher Plaz.

Wou féiert dann dee frenetesche Wuesstum, deen hei ëmmer proposéiert gëtt, hin? Mä dat féiert dozou, dass een hei ee ganz falscht Konsumverhalen huet. E ganz falscht Konsumverhalen! D'Leit kafen egal wat. Wann elo samschdes, sonndes a souguer an der Nuecht d'Geschäfter op wieren, da géifen déi akafe goen.

(Interruption)

Dat ass scho ganz normal. D'Offer ass do. An dee Moment kafen d'Leit och dat, wat se net brauchen. Et brauch een nëmmen an d'Haiser vun de Leit ze goen, do huet een heiansdo d'Impressioun, Här Clement, do kënnt een an e Musée eran.

(Interruption)

Do kënnt een an e Musée eran, Här Clement. Do gesäit ee Statuen, Statuetten, Telleren, kleng Telleren, grouss Telleren, Biller, Petzien, Camionen, egal wat. An dat Eenzegt, wat do gutt ass, dat ass, dass vläicht d'Hausfra oder den Hausmann do d'Fatz mussen huelen an de Stëbs erofhuelen. Et wär besser, dee ganze Battaklang, dee ganze Krom, dee géift Der dann op engem Floumaart verkafen. Da géift Der wéinstens d'Suen nach erëmkréien, déi Der ausginn hutt.

Falsch Konsumgewunnecht, dat fänkt schonn an der Schoul un. Fréier sinn d'Kanner nach mat enger Uniform an d'Schoul gaangen. Uniform, dat heescht, jiddwereen hat datselwecht Kleed un. Wat hautdesdaags de Fall ass: Du däerfs emol net mat enger normaler Box vum C&A an d'Schoul goen, well da gëss de gemobbt. Et muss schonn eng Box vu Lacoste sinn. An ech mengen, do geet et da schonn un, dass déi Kanner duerno,…

(Interruptions diverses)

…wa se dat schonn iergendwéi am Blutt hunn, awer mussen, wa se an d'Geschäft ginn, Boxe vu Lacoste kafen an net aner Boxen. Ech mengen, dat ass ganz traureg.

Wéi paradoxal dat ganzt Konsumverhalen ass, spillt sech och an der Panoplie vun de Kreditkaarten of. Ech mengen, fréier sinn d'Leit da komm a si haten ee klenge Portefeuille mat klenge Schäiner dran. Wa se da keng Sue méi haten, hu se näischt méi kaaft. Hautdesdaags ass e Portefeuille natierlech vill méi déck. Et ass kee Schäin méi do, mä et sinn awer 25 Kaarten dran.

An och déi Kaarten, dat ass eng ganz grouss Gefor fir d'Iwwerverschëldung. Éischtens ass dat och eng verstoppte Reklamm, wat eng verstoppte Publizitéit ass. D'Geschäfter proposéieren ëmmer nei Punkten, nei Kaarten, nei Servicer. Wann s de 1.000 Punkten hues, da kriss de zéng Euro Remise an esou virun. Do ginn d'Leit quasi forcéiert, bei 800 Punkten, fir nach fir 200 Euro Saachen anzekafen, déi se guer net brauchen, fir einfach nach hire Sold erfëllt ze kréien an dann zéng Euro Rabatt ze kréien.

Op där anerer Säit sinn d'Kreditkaarten och eng ganz grouss Gefor. An ech mengen, wann déi éischt Kaart net fonctionnéiert, da geet ee jo op déi zweet iwwer. Wann déi zweet net fonctionnéiert, da geet een op déi drëtt iwwer. An iergendwéi kënnt een hannen eng Kéier un, an dann ass de Fall awer do, wéi wann ee keng Sue méi hätt. Dat heescht, et ass ee verschëllt, mä et bleift nëmme méi d'Pai iwwreg, an et kann een och net méi kafen, just mat deem Ënnerscheed, dass dee Moment d'Leit iwwerverschëllt sinn.

Och hei, mengen ech, do misst de Stat agräife kënnen a soen: „Okay, mir setzen eng ënnescht Limite un." Mä do geet de Stat och net drun, well normalerweis sinn et d'Banken, déi décidéieren. Si wëlle gären Interessen hunn. An dorëms geet et jo. Dat ass jo déi paradoxal Situatioun. Et misst een agräife kënnen a soen: Okay, mir maachen eng Limite vun 200 Euro an net méi." Mä do geet een an d'Autonomie vun de Banken eran an dat kann ee jo och net maachen.

Op där anerer Säit, wann ee Miwwelfestival ass oder en Autofestival, do gi locker Kreditter garantéiert. Do gëtt emol net gefrot: Sinn d'Suen do? Si se net do? Haaptsaach den Auto gëtt verkaaft. Haaptsaach d'Miwwele gi verkaaft. An dat ass jo dat Allerwichtegst. D'Ekonomie muss jo och relancéiert ginn, quitte dass d'Leit herno dat mussen zréckbezuelen oder och net méi zréckbezuelen; dat ass jo egal. Mä ech mengen, och do misst een intervenéieren an eng Kéier kucke goen: Hunn déi Leit nach Possibilitéiten, fir dat zréckzebezuelen, oder net?

An dann, wann een d'Suen dann net méi kritt, da geet een da bei d'Kolleegen hei an der Belsch, bei d'Finanzhaien. Déi proposéieren dann ee Service: Dir kritt d'Suen direkt op de Kont. En héijen Taux, an Dir kritt den Dierwiechter matgeliwwert, wann Der no engem Mount net direkt bezuelt. An dat ass dann d'Situatioun.

Och hei, mengen ech, déi Finanzhaie vun der Belsch, déi maachen och Reklamm hei an den Zeitungen. Dat misst jo verbuede sinn. Ech mengen, mir hunn hei am Land Gesetzer zum Beispill géint d'Fëmmen. Et däerf ee keng Publizitéit fir d'Fëmme maachen. Mä firwat iwwerloosse mir verschiddenen Zeitungen d'Méiglechkeet, fir Publizitéit fir esou Kreditter hei ze proposéieren? Dat ka jo net sinn! Mä och hei sinn d'Interessen natierlech ekonomescher Natur. Wat geschitt, wann d'Zeitungen esou vill Sue manner an hire Recetten hunn?

Dat ass déi ganz schizophren Situatioun, déi mer hunn. Summa summarum, mir sinn hei, wéi gesot, ganz schlecht drun. Amplaz ee qualitative Wuesstum, setze mir op irresponsabelen ekonomesche Wuesstum, fir enger Handvoll vu Multinationalen de Monopol ze ginn, eng ganz Gesellschaft ze destabiliséieren.

Wuesstum heescht Aarmut! Dat ass am héchste Grad irresponsabel. An ech hoffen, dass d'Politiker heibanne mat geballter Kraaft géint esou mënschefeindlech, mënscheveruechtend Methode kämpfen. An d'Konzerner, Lobbyen, déi nëmmen hir Interesse verteidegen, mussen hei ausgebremst ginn, egal vu wou se hierkommen, vum Qatar, vu China oder vu Russland. Dat ass total egal. Hir Prioritéit besteet sécherlech net doran, dass se d'Welt verbessere wëllen, mä se besteet einfach doran, dass hire Portefeuille ëmmer méi grouss gëtt.

Mir wäerten dat heite Gesetz matstëmmen, mat engem Bémol: Mir fäerten, dass dat heiten ee Rateschwanz no hanne wäert ginn. Mir si frou, dass verschidde Leit hei kënne gehollef kréien, mä, wéi gesot, mir si géint dee Wuesstum, dee freneteschen, diabolesche Wuesstum, deen hei proposéiert gëtt. Mir wëlle gär ee qualitative Wuesstum, deen de Leit méi brëngt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif, esou wéi meng Virriednerinnen a Virriedner, och fir d'ÉiscHT wëllen dem Här Jean-Paul Schaaf als President a Rapporteur vun der Kommissioun an alle Membere selbstverständlech e ganz grousse Merci soen. An ech muss soen, et ass gutt, datt hie méi Gedold huet wéi ech, well soss hätt dat doten net esou laang kéinten daueren, wéi mer elo do amgaang woren.

Mä d'Haaptsaach ass jo d'Resultat. A wéi seet een: „Ende gut, alles gut." Elo si mer nach net um Enn ukomm, well mer wëssen, datt et nach e Joer dauert, bis et da kann ëmgesat ginn, well mer eben déi Zäit brauchen, och fir de Répertoire an aner Moossnamen ëmzesetzen. Mä ëmmerhin hu mer elo déi Hürden do geholl. A mir si frou doriwwer.

De Projet de loi 6021 setzt wichteg Akzenter bei der Bekämpfung vun der Iwwerverschëldung. An d'Zil besteet doranner, Leit, déi mat enger grousser Scholdelaascht konfrontéiert sinn, een Auswee aus hirer schwiereger Situatioun opzeweisen. Eng Rei Adaptatioune ginn zum bestehende Gesetz gemaach. An zum anere gëtt d'Prozedur vun der sougenannter Faillite civile fir Privatpersounen agefouert.

Erlaabt mer kuerz op d'Iwwerverschëldungsproblematik vun de Privatpersounen hei zu Lëtzebuerg anzegoen, ier ech mech zu zwee Aspekter vum Projet de loi wëll äusseren.

Eng Enquête vum CEPS vu September 2010 seet, sechs vun zéng Stéit wiere verschëllt a ronn dräi vun deene Stéit wieren iwwerverschëllt. An nom CEPS ass bei engem Stot, dee verschëllt ass, den Undeel vun der Iwwerverschëldung 1,5-mol méi héich, wéi wann de Stot net verschëllt ass. D'Kreditter, fir sech een Haus unzeschafen, sinn, wéi Konsumkreditter, fir sech en Auto, en iPad oder e Fernseh unzeschafen, e Bestanddeel vun de Konsumgewunnechte vun de Leit. An de Konsum ass erëm op där anerer Säit e feste Bestanddeel vun der wirtschaftlecher Aktivitéit.

Et ass schwéier, sech e geneet Bild iwwert d'Iwwerverschëldung vu Privatpersounen hei zu Lëtzebuerg ze maachen. D'Zuel vun de Leit, déi ewell Problemer mat Banken, mat grousse Fournisseuren, mat de Gemengen, mat de Friddensgeriichter a mat Dierwiechter haten, ass net bekannt. Doriwwer eraus versichen och d'Leit, déi sech verschëllt hunn, an enger éischter Phas selwer emol mat hire Créancieren eens ze ginn, ier se op d'Servicer vun dem Surendettement zréckgräifen.

Déi eenzeg Donnéeën, déi de Ministère zur Verfügung huet, sinn deemno déi vun de Servicer vu Surendettement, sougutt déi vun der Ligue médico-sociale wéi och vun Inter-Actions. An do gesi mer, iwwert den Zäitraum 2006 bis 2010 an iwwer zwee Servicer gekuckt, ergëtt sech da folgend Bild: 1.126 Dossiere sinn eragaangen. Dat geet awer ewell vun enger einfacher Demande de consultation bis zu engem Dossier, deen eng Interventioun vum Service brauch.

Dat sinn 1,19 Dossiere pro Schaffdag. 4.762 Clientë si betreit ginn. An do geet et och vun der Demande d'information bis zum Rendezvous fir de Client. 114 Dossieren am Sënn vum Surendettementsgesetz sinn an deem Zäitraum eragaangen, an iwwert den Zäitraum vu fënnef Joer sinn d'Surendettementsdossiere vun 305 Dossieren 2006 op 441 Dossieren am Joer 2010 an d'Luucht gaangen.

Bei der Zuel vun der Population précaire, dat heescht Leit, déi ouni Aarbecht sinn, déi RMG-Bezéier sinn, Leit, déi Sozialhëllef bezéien, déi Servicer an Usproch geholl hunn, konnt ee säit 2008 eng Progressioun vun 152 Leit 2008 op 218 Leit 2010 feststellen.

De Profil vun den Iwwerverschëllten, dat sinn an der Haaptsaach Leit, déi bestuet sinn, 34%. Déi Leit, déi eleng sinn, 28%. Ronn 60% vun de Leit sinn tëschent 26 a 45 Joer al a 55% vun deene Leit hu Kanner zu hire Laaschten. Wat hire Statut socio-professionnel ugeet, esou si 46,5% vun de Clientë Salariéen a ronn 38% sinn aus der sougenannter Situation précaire, wat da Leit sinn, déi am Chômage sinn, déi am RMG sinn an déi keng Aarbecht hunn.

D'Servicer stelle fest um Terrain, datt d'Leit mat wéineg Suen am Portmonni am meeschte mat der Iwwerverschëldung konfrontéiert sinn, well si nëmme wéineg Reserven hunn, fir sech iwwer Waasser ze halen, wann hir Revenussituatioun sech verschlechtert oder wann eng Dépense sech astellt, mat där net gerechent gouf. An ech denken do zum Beispill nëmmen un esou einfach Saache wéi wann eng Wäschmaschinn futtifiert. D'Haushalter mat modestë Revenuen, déi d'Servicer kontaktéieren, hunn dacks ewell virauser och Sozialhëllef an Usproch geholl.

D'Klärung vun der Scholdefro bei der Iwwerverschëldung mécht wéineg Sënn. Dofir hu mer och bei der Redefinéierung vun der Situation de surendettement, am Géigesaz zu de Fransousen, op de Kritär vun der bonne Foi verzicht.

An der Praxis ass d'Iwwerverschëldung dacks eng Verstréckung vu villen Ursaachen - an et sinn ewell eng ganz Partie vu Kolleegen heidrobber agaangen -, wéi Krankheet, Chômage, Divorce an heiansdo och, datt d'Leit iwwer länger Zäit op Pomp oder iwwer hir Verhältnisser gelieft hunn, oder well se vläicht verpasst haten, sech séier genuch ëmzestellen, wann op eemol eng aner Situatioun an hirem Liewe komm ass.

Eng aner Observatioun ass déi, datt d'Iwwerverschëldung an déi méi oder manner grouss finanziell Problemer, déi se mat sech brëngt, all Couchë vun eiser Gesellschaft betrëfft. Et sinn net nëmmen déi Leit mat deem klengen Akommes oder déi keng Aarbecht hunn, mä et kann all, jiddweree vun eis betreffen.

Mat der Kris hu mer awer och festgestallt, datt ëmmer méi Leit, déi Propriétaire vun engem Haus sinn, kommen a soen, datt se hir Schold net méi kënnen zréckbezuelen.

Fir all deene Leit, déi an der Iwwerverschëldung sinn, ze hëllefen, huet de Législateur missen den 8. Dezember 2000 am Gesetz iwwert d'Iwwerverschëldung eng Rei wichteg Jalonë setzen. Dat war d'Aféierung vun enger ausseregeriichtlecher Schlichtungsprozedur an enger Prozedur virum Friddensgeriicht dann, wa se net zu engem Accord kënnt; d'Schafung vun enger Schlichtungskommissioun, déi tëschent dem Créancier an dem Débiteur vermëttelt; an d'Schafung vun zwee Berodungsservicer, déi d'Leit bei hiren Démarchen duerch d'Iwwerverschëldungsprozedure begleeden, déi d'Leit insgesamt op d'Problematik vun der Verschëldung a vun der Iwwerverschëldung opmierksam maachen an niewent erzéierescher a sozialer Aarbecht sech och un Initiative bedeelegen, déi d'Preventioun viséieren, vun där och d'Madame Lorsché an anerer geschwat hunn.

D'Schafung vun engem Fonds d'assainissement, deen dem Stat et erméiglecht, deene Leit, déi iwwerverschëllt sinn, am Kader vun de Prozeduren e Konsolidatiounsprêt ze accordéieren, fir kleng Scholden, déi kee Bankkredit duerstellen, kënnen ze tilgen, dës Prozedure ginn awer net duer, fir Leit opzefänken, déi no dëse Moossnamen nach ëmmer ënnert de Folge vun der Iwwerverschëldung ze leiden hunn.

Duerch dat neit Gesetz ginn déi bestehend Instrumenter ergänzt an duerch d'Procédure de rétablissement personnel, déi dobausse besser ënnert dem Numm „faillite civile" bekannt ass, erweidert. Soumat gëtt eng Prozedur vun der kollektiver Scholderegelung mat Faillite civile agefouert, déi aus dräi Phase besteet. D'Phas 1 betrëfft déi aussergeriichtlech Schlichtungsprozedur; d'Phas 2 betrëfft déi geriichtlech Prozedur beim Friddensriichter, wann näischt aus engem aussergeriichtleche Plang gëtt; an déi drëtt Phas schliesslech ass d'Procédure de rétablissement, déi sech nom franséische Modell ausriicht.

Éischtens, d'Aféierung vun der Faillite civile. D'Faillite civile ass agefouert gi mam Objektiv, fir Leit ze hëllefen, déi an enger Iwwerverschëldungssituatioun dra sinn, nodeem all déi aner Moossnamen, déi am Kader vun deenen zwou éischte Prozedure geholl gi sinn, gescheitert sinn. Ouni esou eng Faillite civile wier den Débiteur, no Oflaf vun deenen éischte Prozeduren, erëm der Mass vun de Créancieren ausgeliwwert.

D'Zivilrecht gesäit keng eenheetlech Insolvenzprozedur fir Privatleit vir, an dëst steet am volle Géigesaz zu der Procédure de faillite en matière commerciale fir Geschäftsleit.

Et soll verhënnert ginn, datt den Débiteur erëm d'Affer vu senge Créanciere gëtt an an d'Exclusion sociale eraschliddert. Et soll ee Schlussstréch kënne gezu ginn, deen deem Iwwerverschëllten et erëm erlaabt, een neien Départ ze fannen an erëm um wirtschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen.

D'Finalitéit vun der Faillite civile besteet doranner, datt déi Elementer vum Actif vum Débiteur - an de Jean-Paul Schaaf huet dat alles hei genee erkläert -, déi hien net brauch, fir würdeg kënnen ze liewen, kënne verkaaft ginn. Eng aner Konsequenz besteet doran, datt de Créancier, mat Ausnahm vu wann e Bierg war, Affer

vu Gewaltverbriechen oder Créancier vu Pensions alimentaires, op deene Scholde sëtze bleift, déi net duerch d'Liquidatioun konnte getilgt ginn.

De Subsidiaritéitsprinzip, deem d'Faillite civile ënnerläit, bedéngt, datt den Iwwerverschëllte fir d'Éischt iwwer aussergeriichtlech Schlichtungsprozedur an iwwert déi geriichtlech Prozedur virum Friddensriichter muss fueren, ier hie vun der Faillite civile ka profitéieren. Domadder ass assuréiert, datt den Débiteur, dee während der ganzer Prozedur encadréiert ass, all Effort gemaach huet, fir aus senger Iwwerverschëldung erauszekommen, wouvun d'Faillite civile eng lescht Etapp ass. An de Subsidiaritéitsprinzip ass domat sougutt am Intérêt vum Débiteur wéi och vun dem Créancier.

Den zweeten Deel ass de Répertoire, an och deen huet de Jean-Paul Schaaf am Detail erkläert, soudatt ech mer dat och nach eng Kéier wëll erspueren.

Allerdéngs si mer hei an enger Situatioun, wou déi zwee lescht Riedner vläicht deen een e bëssel chen de Contraire vun deem anere gesot huet. Wann ech richteg verstanen hunn, mécht den Här Engel sech Suergen doriwwer, datt e seet: Ginn net do Leit an dee Répertoire kucken, déi eigentlech näischt doranner ze sichen hunn? An d'Madame Lorsché huet am Fong gefrot, fir ze soen: Muss et net eng Scholdendatebank ginn? Well och dat ass dann erëm eppes, wou jo dann ee sech muss virstellen: Wie kann doranner kucke goen an zu wat féiert dat? Ech sinn och éischter zréckhalend.

An ech sinn och frou, datt mer de Wee fonnt hunn iwwert de Répertoire, well soss hätte mer et missen an d'Zeitung setzen, well iergendwou muss ee jo awer och deenen déi Linne ginn, soen, oder deenen, déi wëlle Suen erëmkréien, déi musse jo gesot kréien, do ass iergendee Problem, deen do besteet. Dofir wor dat hei, mengen ech, nach deen eenzege Wee, dee mer fonnt hunn, fir dat op eng eenegermoosse gutt Aart a Weis hinzekréien. Wéi dat an der Praxis ausgesäit, dat muss sech erginn.

Dat, wat ech mengen, wat mer net kéinte maachen, dat wier, fir de Répertoire iwwer Règlement grand-ducal aneschters auszeriichten, wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, well dann hu mer keng Base légale do derfir. Mä ech mengen, och dat muss ee kucken, wéi dat sech auswierkt, a wann et dann néideg ass, datt een dann erëm eng Kéier och frësch en neit Gesetz oder nei Amendementen derzou mécht. Mä de Moment gesinn ech net, wéi een dat aneschters kéint maache wéi dat, wat mer bis elo doranner virgesinn hunn.

Fir mech ass ee ganz wichtege Punkt dee vun dem Encadrement vum Débiteur während der Prozedur. Den Débiteur ass während dem gesamten Oflaf vun der Prozedur..., an deenen dräi Phase gëtt dee vun dem Service de surendettement encadréiert. D'Gestion financière an den Accompagnement social hëllefen dem Client, sech un déi Engagementer, déi hien am Kader vun de Pläng agaangen ass, ze halen.

Den Accompagnement social an den Encadrement duerch de Service de surendettement erméiglechen och engem Débiteur, deen niewent dem Ëmgang mat senge finanzielle Ressourcen och nach e psychologeschen Appui oder aner sozial Hëllef brauch, esou eng Hëllef ze kréien oder vum Service bei deem zoustännege Service oder Organismus mat deem a Verbindung gesat gëtt.

De Verlaf vun där ganzer Prozedur ass iwwerdeems geprägt duerch déi sougenannt Vorverhandlungsperioden, engem Konzept, deen aus der däitscher Législatioun iwwerholl gouf. Den Débiteur verflicht sech, mat de Servicer zesummenzeschaffen, fir aus senger Iwwerverschëldung erauszekommen.

Den Débiteur gëtt domat zum Acteur, dee sech no Méiglechkeeten no enger Aarbecht kann ëmsinn, dee seng kleng Dépensë progressiv erofsetzt, dee léiert, besser mat senge Ressourcen a mat sengem Budget ëmzegoen, dee seng Engagementer vis-à-vis vu senge Créancieren anhält, an doduerch gëtt d'Prozedur zu enger Garantie fir de Créancier. Och an deene Fäll, wou de Creancier net méi alles zréckkritt, ass hien awer sécher, datt den Débiteur sech un dat hält, wat am Plang ofgemaach gouf.

Doduerch, datt den Débiteur léiert, mat sengen eegene Ressourcen eens ze ginn, ass hien och besser virbereet fir e Liewen no der Iwwerverschëldung. An dësen Appui ass e wichtegt Element vun der Preventioun an der Lutte géint d'Iwwerverschëldung, woumat erëm soll verhënnert ginn, datt d'Leit an eng nächst Iwwerverschëldung falen.

D'Preventioun ass eigentlech vun alle Riedner hei ugeschwat ginn. D'Preventioun géint d'Iwwerverschëldung fënnt op verschiddenen Niveaue statt. Déi primär Preventioun géint Iwwerverschëldung fënnt statt, ier d'Leit e Kontrakt ënnerschreiwen an ier et iwwerhaapt zu enger Verschëldung oder Iwwerverschëldung kënnt.

Et ass och méi dacks hei ewell op d'Aféierung vun dem Code de consommation higewise ginn, eng Ëmsetzung vun EU-Direktiven, déi Akzenter setzt, déi dem Prêteur eng ganz Rei vun Obligatiounen operleet, fir de Client besser iwwer seng Finanzprodukter ze informéieren a sech iwwert d'Solvabilitéit vum Client ze informéieren. Ech wëll och hei ervirhiewen, datt d'Servicer vun der Ligue an der Inter-Actions, déi d'Preventioun an hire Missioune stoen hunn, regelméisseg aktiv ginn, wann et ëm de Volet Informatioun a Preventioun geet.

An ech erënneren dobäi un ee Beispill vun der Preventiounscampagne „consommer responsable", déi am September dëst Joer gelaf ass a wou et drëm gaang ass, Kanner am Alter tëschent néng an zwielef Joer op eng spilleresch Aart a Weis ze sensibiliséieren, wat ee Budget ass a wat den Ënnerscheed ass tëschent deem, wat ee gären hätt, an deem, wat ee brauch. Duerch esou Aktioune ginn d'Kanner als déi zukünfteg Konsumenten op de richtegen Ëmgank mat Sue virbereet.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn och eng Partie vun anere Changementer gemaach ginn an dem Gesetz, wat mer virauser haten. Ech wëll net méi op déi alleguerten agoen, dat huet de Rapporteur am Detail gemaach. Ech wëll just nach soen, datt d'Preventioun, jo, ze kuerz kënnt. D'Scholdendatebank, doriwwer hat ech eppes gesot.

Mir haten eng laang Diskussioun, méi wéi eng laang Diskussioun, Madame Lorsché, an der Chamber iwwert de Rapport no fënnef Joer. Et ass net zréckbehale ginn, datt mer no fënnef Joer... mir hu keng Majoritéit fonnt, fir no fënnef Joer e Bilan ze maachen. Ech denken, datt an deene jährleche Rapporte vum Familljeministère ëmmer op déi dote Saachen opmierksam gemaach gëtt, an datt, wann ee wierklech gesäit, datt dat eent oder dat anert net gutt funktionéiert, een och keng fënnef Joer brauch ze waarden, bis een e Rapport virleien huet, fir da kënnen aktiv ze ginn.

Den Här Colombera hat gefrot mat de Sans domicile fixe. Mir sinn amgaang, mat deene verschiddene Partner dorunner ze schaffen, an ech denken, datt mer uganks des Joers dee Rapport wäerte fäerdeg hunn, mat deene verschiddenen Aktivitéiten dran, also deene verschiddene Projeten dodran, an datt mer dann nach eng Kéier kënnen hei dorobber zréckkommen.

Ech si ganz frou, datt hei eng ganz Partie vun de Virriedner - a besonnesch och de Georges Engel, an ech hat mer dat och opgeschriwwen - drop opmierksam gemaach hunn, datt 2000, beim Gesetz vun 2000, de Marc Zanussi eng Proposition de loi deemools gemaach hat fir justement d'Faillite personnelle. Deemools hate mir och an eisem Gesetz dat, an eisem Projet initial, dat war virgesinn, mir haten awer keng Majoritéit dofir fonnt. Dofir gesitt Der, datt een heiansdo an der Politik laangen Otem muss hunn, bis een eppes, wou een ewell virauser iwwerzeegt war, kann duerchsetzen.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo un d'Ofstëmmen vum Projet de loi. Fir d'Éischt stëmme mer of iwwert den Amendement N°1 vun der Madame Josée Lorsché iwwert d'Aféieren am Titel 6 vun engem Artikel 55.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass verworf mat 37 Neengéint 21 Jo-Stëmmen. Den Titel 6 bleift also ënnert der Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: M. Raymond Weydert;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6021 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Et fänkt nach net un. Elo fänkt et un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6021 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6466, e Partenariatsaccord tëschent der EU a verschiddene Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Bettel, Braz a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2 6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass, wéi Der gesot hutt, et geet ëm eng zweet Modifikatioun vum Accord de Cotonou tëschent den AKP-Länner, dat sinn déi Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, op där enger Säit, an der Europäescher Unioun an hire Memberlänner, op där anerer Säit. Dee gouf 2000, am Joer 2000 gouf dësen Accord zu Cotonou ënnerschriwwen. Déi éischt Revisioun ass ënner Lëtzebuerger Présidence hei zu Lëtzebuerg am Joer 2005 ënnerschriwwe ginn. An elo si mer also bei där drëtter, zweeter Revisioun.

D'Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun an den AKP-Staten, déi gouf, an dat wësst Dir all aus de Geschichtsbicher, an der Vergaangenheet iwwer verschidde Konventioune strukturéiert, wéi d'Konventioune vu Yaoundé a vu Lomé. Am Joer 2000 koum et dann dunn, wéi déi véiert Lomé-Konventioun zu Enn komm ass, ass een neie Mécanisme fonnt ginn, an dat ass den Accord de Cotonou, also e richtege Partnerschaftsaccord, deen am Fong deen neie Kader gëtt fir d'Relatiounen tëschent der EU an den AKP-Länner.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Haaptobjektiv war natierlech d'Reduktioun, à terme, an och d'Éradicatioun vun der Aarmut duerch eng progressiv Integratioun vun den AKP-Länner an déi global Ekonomie, an dat natierlech am Respekt vum Développement durable.

Den Accord de Cotonou, den Haaptaccord baséiert op fënnef interdependente Pilieren, dat ass eng wichteg... deen éischte Punkt ass eng ganz global politesch Dimensioun. Zweetens, d'Encouragéiere vu participativen Approchë vun de Partner. Drëttens, eng strategesch Orientéierung hin zur Aarmutsreduzéierung. Véiertens, d'Mise en place vun engem neie Kader fir wirtschaftlech a kommerziell Zesummenaarbecht. Fënneftens, d'Verbesserung vun der Coopération financière. Den Accord de Cotonou ass fir eng Dauer vun 20 Joer ofgeschloss ginn a kann, wéi gesot, all fënnef Joer reviséiert ginn.

Am Joer 2009 ass dunn décidéiert ginn, dass den Accord vu Cotonou eng zweet Kéier soll adaptéiert ginn, dat heescht verbessert ginn. An iwwert déi zweet Modifikatioun stëmme mir haut, wéi gesot, of. A genau wéi bei där éischter Revisioun ginn d'Acquisë vum Accord de Cotonou guer net a Fro gestallt. Den Artikel 95 seet just, dass ee soll aktualiséieren an d'Effikassitéit amélioréieren.

D'Welt verännert sech, dat wësse mer, et komme Changementer, a säit där éischter Revisioun hu mer jo materlieft déi Flambée vun de Präisser vun de Liewensmëttel an och vun der Energie. Et ass eng weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris, an dann och d'Effete vum Klimawandel, déi sech ëmmer verstäerken. An dann huet sech och erausgestallt, dass déi regional Integratioun an den AKP-Länner ëmmer méi wichteg ass, an och, dass d'APEen, dat sinn déi berühmten Accords de partenariat économique, dass een an deene Verhandlungen net richteg weiderkomm ass.

Déi zwou Parteien, d'EU an och d'AKP-Länner, hu virun dëser zweeter Revisioun, esou wéi den Accord dat virgesäit, hir Uleiessen notifizéiert. Fir d'EU ware folgend Theme wichteg, fir ze modifiéieren: Dat waren natierlech déi regional a politesch Dimensioun, eng Clarificatioun vum institutionelle Kader, d'Promotioun vun den Objectifs du millénaire, d'Mandat an d'Aktivitéite vun der BEI, der Europäescher Investitiounsbank, d'Approche participative nach auszebauen, d'humanitär Hëllef an och d'Preventioun vun de Katastrophen.

Déi Uleiessen, déi d'AKP-Länner notifizéiert hunn, déi decke sech gréisstendeels mat deene vun der EU of. Derniewent war et awer fir d'AKP-Länner wichteg, dass d'Dispositiounen iwwert d'Preventioun vu Konflikter an d'Konsolidatioun vum Fridden och considéréiert ginn. Zweetens, d'Kooperatioun an der Éducatioun an an der Kultur, an drëttens, dass de Klimawandel an d'Liewensmëttelsécherheet an hirer transversaler Dimensioun an déi zweet Modifikatioun hei erakommen.

Et ass also iwwer all déi Sujete verhandelt ginn, déi déi zwou Parteien erabruecht hunn, an déi zwou Säite konnten also den 22. Juni 2010 den Accord zu Ouagadougou ënnerschreiwen. A bal all Uleies huet Nidderschlag fonnt.

Bei dëser zweeter Revisioun, do gëtt et siwen Haaptneierungen:

Éischtens: Am Kontext vun de Millennium development goals sinn d'Sécurité alimentaire, de Kampf géint HIV an Aids, d'Durabilitéit vun de Fëschbestänn déi Haaptdéfië fir d'AKP-Länner.

Zweetens: Beim Klimawandel erkennen d'EU an d'AKP-Länner un, dass dat wierklech e wichtegen Aspekt ass an dass och d'AKP-Länner sollen do an der Lutte géint de Klimawandel an och an der Preventioun méi ënnerstëtzt ginn.

Drëttens: Déi enorm Wichtegkeet vun der regionaler Integratioun an den AKP-Länner. Duerfir gëtt och bei dëser zweeter Revisioun d'Afrikanesch Unioun e Partner an dësem Accord de Cotonou. An dat ass, mengen ech, e wichtege Punkt, well et verbessert och d'Cohérence des politiques, och innerhalb vun Europa, well mir hunn niewent dem Accord de Cotonou och nach eng Stratégie conjointe UE-Afrique, an ech mengen, duerfir ass dat eng gutt Saach.

Véiertens: Véierte Punkt, Sécherheet a Fragilitéit. Mir wëssen alleguer, dass Entwécklung nëmmen an engem sécheren Ëmfeld méiglech ass, an deen neien Accord ënnersträicht eben

dës Interdependenz tëschent Sécherheet an Développement. Et gëtt e besonnescht Augenmerk geluecht op d'Friddenskonsolidéierung an och op d'Preventioun vu Konflikter. Duerfir gesäit dësen Accord eng kohärent Kombinatioun vir vun den Outils diplomatiques sécuritaires an Entwécklungszesummenaarbecht, fir och deene fragilë Staten ze hëllefen.

De fënnefte Punkt - d'Kapitel Handel - vum Accord reflektéiert natierlech déi nei Handelsrelatiounen, besonnesch nom Oflafe vun de Preferenze säit Enn 2007, an e réaffirméiert d'Roll vun den Accords de partenariat économique, den APEen, am Kader vun der Integratioun an d'Weltwirtschaft.

Ech mengen, dat ass e Sujet, iwwert deen eis Kommissioun hei am Haus öfters, wa mer mat den ONGe verhandelt hunn, geschwat huet. D'Ministesch huet eis öfters iwwert déi APEen och hei informéiert.

Dës zweet Revisioun ënnersträicht déi Erausfuerderungen, mat deenen d'AKP-Länner am Kader vun den APEe sech sollen integréieren an d'Weltwirtschaft, an e setzt och den Akzent drop, wéi wichteg et ass, Stratégie-d'adaptationen ze hunn an och d'Aide au commerce net ze vergiessen.

Sechstens: Wat wierklech nei ass: An den AKP-EU-Partenariat sollen och méi Acteuren agebonne ginn. Dat Partenariat soll also méi breet ginn an och méi solidaresch. An deen neien Accord erkennt duerfir d'Roll vun den nationale Parlamenter un, besonnesch an den AKP-Länner, och déi lokal Autoritéiten, d'Zivilgesellschaft a privat Acteuren.

Ech mengen, dës Dimensioun ass wichteg. Et ass wichteg fir d'Demokratie, an dat gëtt alles konsolidéiert an den Artikele 6 an 10, wou ebe gesot gëtt, dass do déi nei Acteuren derbäikommen. Dat ënnersträicht och de Wëllen, et war jo gesot ginn, déi Revisioun soll den Aspect participatif méi ënnersträichen.

Dann de siwente Punkt. Dës zweet Revisioun setzt nach eng Kéier den Akzent op d'Ëmsetze vun den Engagementer, wat d'Efficacité de l'aide ugeet. An och der EU hir Efforten, wat d'Cohérence des politiques ugeet, fannen an dësem Accord hiren Nidderschlag. An deem Zesummenhang soll dann d'bonne Gouvernance en matière fiscale an den AKP-Länner verbessert ginn, e Renforcement vun de Capacitéiten, wat d'Gestioun och vun den öffentleche Finanzen ugeet.

D'Migratioun, dat war méi en ëmstriddent Thema bei de Verhandlungen, an et konnten am Artikel 13, deen am Fong am urspréngleche Accord iwwert d'Migratioun handelt, keng gréisser Ännerunge kommen. Et gouf awer dunn eng Art Déclaration commune bei den Acte final ugehaangen, an där awer déi wichteg Theme vu Migratioun an Développement behandelt ginn.

Et soll zu engem Renforcement, also zu enger Verdéiwung komme vum Dialog an der Zesummenaarbecht an de Migratiounsfroen. An do geet et natierlech ëm Froen, wat d'Diaspora ubelaangt, d'Fuite des cerveaux, Rapatriement vu Fongen an natierlech och déi legal an illegal Migratioun. Dësen Dialog soll intensiv gefëiert ginn a beim nächste Conseil ACP-UE muss doriwwer och da Rechenschaft ofgeluecht ginn.

Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi ekonomesch Kooperatioun an d'Handelsfroe sinn am Fong déi zwee Punkten, déi am meeschten ëmmer diskutéiert ginn. Wéi gesot, ech hu virdrun un d'Diskussiounen iwwert d'APEen erënnert. An den Titre 2 vun der drëtter Partie vun dësem Accord handelt och iwwert dës Froen, an d'Amendementer zu den Artikele 34 a 35 suergen derfir, dass et bei der Kooperatioun a bei der Matière économique an Handel drëms geet, fir der Erosioun vun den Handelspreferenzen entgéintzewierken.

An da soll och der Vulnérabilitéit vun deene villen AKP-Staten duerch hir Dépendance vu ville Produits de base Rechnung gedroe ginn. An dës Dépendancen, déi se hunn, sollen erofgesat ginn, andeems versicht gëtt, hir Ekonomie méi ze diversifizéieren. Also déi Diversifikatioun soll promouvéiert ginn. An ëmmer erëm, an dat ass, mengen ech, och wichteg och fir d'ONGen, gëtt am Text gesot, dass déi Integratioun vun allen AKP-Länner an d'Weltwirtschaft - an ech huelen déi franséisch Wierder - graduel an harmonieux muss sinn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 9. Oktober 2012 dëse Projet de loi ouni gréisser Observatioune guttgeheescht.

Ech wollt awer zum Schluss nach e puer Remarquë maachen, déi elo mat mengem Rapport näischt ze dinn hunn. Ech wollt drop hiweisen, dass d'CONCORD - dat ass den europäeschen Daachverband vun den ONGen, déi sech ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht këmmeren - e Groupe de travail huet, deen e Suivi mécht vum Accord de Cotonou an och vun dëse Verhandlungen, an dass deen e ganz interessante Rapport gemaach huet, deen deelweis e bësse kritesch nëmme war, gesot huet, dass déi Verhandlungen net ganz transparent waren. Mä et huet mech awer gefreet, vun esou enger kritescher Organisatioun wéi CONCORD awer vill Positives iwwert dës zweet Modifikatioun ze liesen.

Si freeë sech ganz besonnesch iwwert de Renforcement vun de gemeinsamen Institutiounen, d'Opwäertung vum Rôle vun de Parlamenter an och vun der Assemblée parlementaire paritaire, dat ass dat Gremium, wou Europadeputéierten an AKP-Deputéierten zesummekommen. A si ënnersträichen och, dass de Klimawandel duerch eng transversal Fro, also transversal duerch den Accord geet.

A besonnesch dat Kapitel iwwert den Handel, wou jo d'ONGen ëmmer méi kritesch waren, hu se an hirem Rapport iwwerschriwwe mat „Commerce, principes de développement restés intacts". An dat ass wichteg, dass an deene Froen… Bei den APEen hu mer ëmmer gesot, et ass wichteg, dass déi entwécklungspolitesch Dimensioun do am Virrang steet niewent där anerer, där vum Handel.

A si soe souguer an hirem Rapport, an dat ass och interessant, dass d'OMC a kengem Fall kéint verlaangen, dass d'APEen engem Accord de libre-échange gläichkéimen.

Zum Ofschloss wëll ech nach e Bléck no vir werfen. Firwat? Well am Joer 2015 muss déi drëtt Modifikatioun kommen, an am Joer 2020 leeft deen Accord de Cotonou aus. Ech fannen, et ass wichteg, dass een elo schonn ufänkt, sech Froen ze stellen zur nächster Revisioun. A wann déi nächst Revisioun gemaach gëtt, mengen ech, muss och d'Roadmap fir den „After-2020", also wat nom Joer 2020 kéint, um Dësch leien.

An engem interessanten Artikel vum Deutschen Institut für Entwicklungspolitik stoung ebe grad an deem Zesummenhang vun der Preparatioun vum „Post-2020" an de Relatiounen AKP-EU, dass een dat soll gutt virbereeden, well se soen, 2020, do soll et net zu engem Begriefnes mat Trauerzäit kommen, mä do soll et zu enger Feierstonn vun der Widdergebuert kommen. Also ass et wichteg, dass déi Relatioune weider bestinn. Se mussen natierlech der Zäit adaptéiert ginn, an dorunner muss fréi genuch preparéiert ginn.

Eng allerlescht Remarque ass: Wann ee sech e bëssen aliest an déi Problematik, da gesäit een och um europäesche Plang e bëssen déi Rivalitéiten tëschent deem nei geschafenen Aussendéngscht an der DG Développement vun der Kommissioun. Ech hoffen, dass déi Reiwereien net zu enger Brems gi fir déi ganz Entwécklungspolitik vun der EU. Ech mengen, dat ass eng Affär, déi mer solle suivéieren.

Ech mengen, och déi zweet Revisioun hei vun dem Accord de Cotonou huet en Impakt op d'Relatioune vun den EU- an den AKP-Länner an huet natierlech virun allem och en Impakt op d'Manéier, wéi d'Sue vum FED, vum Fonds européen de développement, an deenen nächste fënnef Joer gebraucht ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a gi gläichzäiteg natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien, Här Angel!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci a géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Oberweis d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mer um Ufank, wéi ëmmer, dem honorabelen Här Marc Angel fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wäert net op all eenzelne Punkt agoen. Ech wäert eng aner Ried halen. Am virleiende Gesetzesprojet gëtt de Cotonou-Accord aus dem Joer 2000 fir déi zweet Kéier modifizéiert, nodeems dat schonn eng Kéier am Joer 2005 geschitt ass, an dat zu der Zäit, wou mir d'Présidence vun der Europäescher Unioun haten.

Dës Kéier goufen déi Modifikatiounen, vun deenen den Här Rapporteur elo grad geschwat huet, zu Ouagadougou, der Haaptstad vu Burkina Faso, am Joer 2010 ausgeschafft. Dës Modifikatioune muss ee mat Bléck op d'Millenniumsziler 2015 gesinn. Zwee dovu sollten hei erwähnt ginn: Da soll all zweete Mënsch all Dag op der Welt genuch ze iessen hunn…

An déi hei esou vill babbelen, déi hunn all Dag de Bauch voll, déi brauch dat net ze interesséieren.

(Hilarité)

…an Zougang zu propperem Waasser hunn an iwwer eng sanitär Ariichtung verfügen.

D'Haaptpunkten aus dem modifizéierten Ofkommes si virgestallt ginn, ech ginn net drop an. Ech wëll hei nëmmen nach drun erënneren, dass d'Mënscherechter méi respektéiert musse ginn, an dat mat Bléck op déi sëlleche Kricher, notamment an Afrika. Virun allem muss de Fridde sech breetmaachen an domat de Mënschen eng méi grouss Sécherheet garantéiert ginn. Nëmmen da sinn d'Mënsche bereet, ënner anerem hire Buedem ze beakeren an hire Familljen domadder eng Chance ze ginn.

Obschonn d'Europäesch Unioun sech zu engem Engagement mat dem Ofkommes am Joer 2000 bekannt huet, muss ee leider feststellen, dass nach ganz vill Chantieren opbliwwe sinn. An d'Kris an Europa wäert och net derzou bäidroen, dass déi Chantieren deemnächst fäerdeggestallt kënne ginn. An dat haaptsächlech, wat d'Zollbarrièren ubelaangt, mä och aner Gebidder wéi zum Beispill d'Kooperatioun, d'Ausbildung an d'Investissementer an Infrastrukturen.

An deem Zesummenhang muss ënnerstrach ginn, dass zu Kopenhagen um Ëmweltgipfel am Dezember 2009 ganz déck getéint ginn ass vun den Industriestaten. Si hate versprach, den Entwécklungslänner mat Milliarden Euroen an der Lutte géint de Klimawandel an der Aarmut bäizestoen. An déi rezent Doha-Konferenz huet näischt, awer och guer näischt an där Richtung bruecht. Keng Perspektive goufe geliwwert.

Ech wëll duerfir meng Ried un dräi Schwéierpunkte fixéieren, déi an den 79 AKP-Länner méi oder manner staark matenee vernetzt sinn. Dat sinn: d'Ernierung an d'Éducatioun wéi och den Zougang zur Energie.

Et soll an deem Zesummenhang op dee rezente Rapport vun der Weltbank higewise ginn. D'Wëssenschaftler soen eis a ganz dréngend, dass d'Emissioune vun dem Kuelendioxid erëm en neie Rekord am leschte Joer gebrach hunn. Et ass eng Rallye quasiment an der Welt amgaangen. D'lescht Joer goufen 31,6 Milliarden Tonnen eropgeblosen. Déi direkt Konsequenz spiere mir net direkt hei, mä d'Industrielänner sinn an engem héije Mooss dorunner schold an och Schwellelänner wéi Indien a China. Et ass ze fäerten, dass d'Erhéijung vun der Temperatur iwwert déi zwee Grad Celsius erausgeet.

D'Klimawëssenschaftler op der Doha-Konferenz soen eis souguer - dat konnt een do noverfolgen -, dass se fäerten, dass mer Enn des Joerhonnerts, wa kee vun eis méi derbäi ass, mä eis Enkelen derbäi sinn, véier Grad Erhéijung hunn. Domat leeft d'Mënschheet Gefor, dass verschidde Kipppunkten an den Ekosystemer iwwerschratt ginn. Eng Konsequenz, déi mer fäerte mussen, ass d'Erhéijung vum Mieresniveau ëm 1 m bis 1,5 m.

A wa sech d'Temperatur vun der Atmosphär esou ännert, da kënnt et zu Dréchenten a Problemer am Waasserhaushalt an domat zu gefëierleche Risiken an der Ernierung vun enger Populatioun op der Welt, déi permanent klëmmt.

Punkt 1: Duerch de Klimachangement si virun allem déi ganz aarm Entwécklungslänner betraff. An dat si jo déi Länner, mat deenen d'Europäesch Unioun elo am Cotonou-Accord e staarkt Iwwereneekommes wëllt dreiwen. Ganz besonnesch ass den Agrarsecteur betraff an domat Honnerte vu Millioune Mënschen.

Maache mir eis näischt vir! D'Sich no propperem Waasser hëlt dramatesch Zoustänn (veuillez lire: Ausmoossen) un. Mir sinn Zeie vun der Dramatik, wa mir de Bléck an Afrika oder den Noen Osten, Mëttleren Oste wenden. Do streide sech d'Leit net ëm e Kanister Bensin. Neen, fir e Liter proppert Waasser streiden d'Leit sech do.

A wann ee sech de globale Welthandel ukuckt, da gesäit een, dass Afrika nëmmen da präsent ass, wann et heescht, Naturressourcen aus dem Buedem erauszerappen, oder wann et drëm geet, riseg Lännereien, Landflächen ze pachten, ze kafen, wou dann d'Liewensmëttel - et ass oft schonn hei gesot ginn - fir aner Länner exportéiert ginn an d'Aarmut an Afrika méi grouss gëtt.

Mat dësem Ofkommes musse mir eis Kooperatiounspolitik iwwerdenken, an dat mat Bléck op d'Hëllefstellung am Beräich vun der Agrikultur an der Bereetstellung vu propperem Waasser.

E wichtege Punkt ass niewent der Ausbildung vun deene jonke Bauere mat Bléck op eng méi nohalteg Bewirtschaftung sécherlech och den Opbau vun Infrastrukturen. Ech denken do speziell u Späichere fir d'Récolten an d'Stroossen, déi deen Numm net verdéngen an Afrika zum Beispill. Hei huet d'Europäesch Unioun eng Virreiderroll ageholl a si invitéiert hir Memberlänner, d'Initiativ CIVITAS, déi bei eis e groussen Erfolleg kennt, als Best Practice no Afrika ze bréngen oder an de Pazifik-Raum oder an Asien, soudass déi Länner och vun deem Wësse kënne profitéieren.

Zum Punkt 2: d'Éducatioun. Et besteet keen Zweifel drun: Déi jonk Mënschen an den Entwécklungslänner stellen de Schlëssel fir déi nohalteg Entwécklung a méi Wuesstum an domadder Reduktioun vun der Aarmut duer. Si brauchen eng gutt Ausbildung, fir dass esou keng sozial Spannungen optriede kënnen.

Enger rezenter Etüd no missten am Norde vun Afrika an am Noen Oste ronn 100 Milliounen Aarbechtsplaze geschafe ginn, an dat bis zum Joer 2020. Ronn 140 Millioune jonk Mënsche kënne weder schreiwen nach liesen op der Welt. 77 Millioune vun de Kanner am Grondschoulalter gi weltwäit net an d'Schoul, entweder well hinnen dat materiell net méiglech ass, oder well se als Aarbechtskraaft a jonke Joren agesat ginn, mat der Konsequenz, dass se ganz fréi stierwen. Ongefëier d'Halschent vun hinne lieft an der Subsahara. An Afrika geet, dat weess ech e bësselchen, all véiert Kand net an d'Schoul.

Dat stellt an den Ae vun der CSV niewent dem Ernierungsproblem e wichtegen Terrain vun der Kooperatioun an dem Ofkommes mat den AKP-Länner duer. En därege Problem ass sécherlech dee vun der Aschoulung vun de Meedercher, well si, bedéngt duerch d'Traditioun, an de Ménagen eng Hand mat upake mussen.

Notamment am ländleche Raum sinn d'Konditiounen, fir ze ënnerriichten, méi wéi prekär. An et bedéngt schonn eng ganz gutt Portioun Zivilcourage, sech do als Enseignant anzebréngen. Wann d'Welt et mat dem Millenniumszil vun der Ausbildung, dat ech ugewisen hat, eescht mengt, da misste ronn zwou Milliounen nei Plaze fir Léierpersonal weltwäit geschafe ginn.

Et ass deemno eng wichteg Aufgab vun der Europäescher Unioun, an dësem Beräich iwwert dëst Ofkommes eng Hëllef un déi sëllech Staten unzebidden an derfir ze suergen, dass d'Ausbildung verbessert gëtt an och déi néideg Aarbechtsplaze geschafe kënne ginn, well nëmmen esou kënnen eis AKP-Partnerlänner méi Selbstännegkeet kréien an hiren Undeel um Weltmaart eropschrauwen.

An deem Zesummenhang sollte mir emol driwwer nodenken, fir den Enseignement an de ländleche Géigenden iwwert de Wee vu Satelliten duerchzefëieren. An engem bestëmmte Fach gëtt vun engem Enseignant Wëssen iwwer Satellit vermëttelt. Et nennt een dat eng virtuell Schoul. An Australien konnt ech dat gesinn, an elo rezent an Däitschland ass déi éischt virtuell Schoul agesat ginn an den ostfriesesche Länner. Do ginn d'Kanner da vun enger Plaz mat Wësse beliwwert.

Zum Punkt 3, Zougang zu Energie. Als Éischt wëll ech drop hiweisen, dass Energie an den Entwécklungslänner kee Luxus ass wéi bei ons hei doheem, mä déi wichtegst Viraussetzung an der Lutte géint d'Aarmut.

D'UNO huet et kloer gesot, déi adequat Energieversuergung ass de Schlëssel fir eng besser Zukunft. Hale mir eis virun Aen: Ronn 1,8 Milliarde vun deene 7,3 Milliarde Mënschen hunn haut nach keen Zougang zu Energiedéngschtleeschtungen, wéi mir se heiheem kennen. Ronn 2,5 Milliarden hu soss näischt wéi hir Biomass oder d'Mëscht vun hiren Déieren. An derbäi kënnt nach, dass d'Entwécklungslänner déi sinn, déi am meeschte vum Klimawandel betraff sinn.

D'Dréchent, de Waassermangel an d'Erosioun zerstéieren op ville Plazen all Hoffnung fir eng besser Zukunft. Duerch de Réckgang vun der Produktioun vu Liewensmëttele verloosse vill Mënschen de ländleche Raum a wanderen an d'Slums vun de Stied, an do ass d'Aarmut och net méi kleng. Wann ee sech déi eenzel AKP-State méi genau ukuckt - an den honorabele Marc Angel huet dat jo scho gesot -,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- …da gesäit een, dass déi wéinegst eng Energieverdeelung hunn, déi sech mat där an eise Länner vergläicht. An de meeschte Fäll hu si kleng Diesel-Génératricen am Asaz, an domat sinn d'Mënschen ofhängeg vun dem Äerduelechsecteur. An an de meeschte Fäll ginn d'Fraen emol keng 40 Joer al, da si se scho blann duerch déi Ofdämp vun deene klengen Diesel-Génératricen.

Mëttlerweil huet sech d'Erkenntnis duerchgesat, dass et sech net méi lount, an dëse Länner Héichspannungsleitungen, wéi mir se hei hunn, iwwer Kilometeren ze bauen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Neen, am Contraire. Et gëtt ëmmer méi op déi dezentral a regional Energieversuergung gesat, woubäi dann all Zorte vun erneierbaren Energien zum Asaz kommen.

Mëttlerweil sinn eng ganz Rei vu Projeten a villen Entwécklungslänner duerchgefouert ginn. Och an de Länner, mat deene mir Kooperatioun maachen, wéi dem Cap-Vert, Burkina Faso a Salvador si mir do Virreider vun dëse Projeten. A Burkina Faso sinn eng ganz Rei vu Pëtze bis zu Honnert Meter déif gebuert ginn. An domat gëtt d'Waasser mat Stroum vun der Sonn eropgepompelt. An eng grouss Chance: D'Fraen an d'Meedercher brauchen net méi d'Waasser iwwer zeg Kilometer sichen ze goen. Fir si eng grouss Erliichterung vun hirem Alldag. An doriwwer eraus kann déi elektresch Energie och an der Éducatioun agesat ginn. An op déi Manéier hiewe mer op alle Fall de Liewensniveau vun de Leit doënnen.

Wann d'Mënsche gesinn, dass si eng reell Chance zum Iwwerliewen an hirer Heemecht hunn, dann ass de Gedanken zur Migratioun bal net méi do, en ass ganz kleng. Grad dësem Punkt gëtt an deem Véierlännerofkommes eng grouss Bedeitung och bäigemooss.

Fir dass d'Modifikatioune vun dem modifzéierten AKP-Ofkommes hir Friichten droe kënnen, musse virun allem zwee Dossiere mat Liewen erfëllt ginn. Et muss eng seriö Partnerschaft fir de Fridden an d'Sécherheet an d'Liewe geruff ginn. Et gëllt virun allem déi vill kleng Kricher, notamment an Afrika, zu Enn ze bréngen. Soulaang Afrika mat Waffen iwwerschwemmt gëtt an do ëmmer nees nei Stellvertriederkricher lassgetrëppelt ginn, kann do kee Fridden herrschen. D'Europäesch Unioun muss dat a mengen Aen zu engem Haaptuleies, zur Chefsaach maachen.

Deen anere wichtege Handlungspunkt ass d'Partnerschaft fir eng demokratesch Gouvernance an de Respekt vun de Mënscherechter. Hei soll ënner anerem déi panafrikanesch Architektur fir Fridden ënnerstëtzt ginn, fir dass eng stabil Zivilgesellschaft opgebaut ka ginn, wou deen eenzelne Matbierger sech fräi entfale kann. An deem Zesummenhang ass et wichteg ervirzehiewen, dass d'Wëssensgesellschaft och an den AKP-Staten, mat der Ënnerstëtzung vun der Europäescher Unioun, hir Friichten droe muss.

Et lount sech ze ënnersichen an ze ënnersträichen, dass sech d'Europäesch Unioun dat Instrument „AGIR Sahel" ginn huet. Mat deem ka si kuerzfristeg op Ernährungskrisen, wéi elo an der Sahel-Zon, reagéieren. Do si ronn zwielef Millioune Mënsche vun enger Hongersnout betraff. An dësem Joer eleng huet d'Europäesch Unioun schonn dofir 500 Milliounen Euro bereetgestallt.

D'Politik vun der Europäescher Unioun ënnerscheet sech ganz staark vun anere globale Playeren. Si setzt dach ganz staark op ee konstruktive Bottom-up-Prinzip. Doriwwer ënnerstëtzt si och dann d'Akommessécherheet, d'Éducatioun an d'Gesondheetsvirsuerg, dee véierte Pilier vun onser Kooperatioun.

Et ass wichteg ervirzehiewen, nach eng Kéier, dass, trotz der Kris an Europa, d'Europäesch Unioun am Joer 2011 nach ëmmer bal 54 Milliarden un Entwécklungshëllef bereetgestallt huet. Dat ass en Zeechen, dass an Europa déi Mënschen, och wann et hinne schlecht geet, déi aner Mënschen, deenen et nach vill manner gutt geet, net aus den Ae verluer hunn.

De virleienden Accord, dee soll dat jo ënnersträichen, tëschent den AKP-Staten an der Europäescher Unioun, stellt an den Ae vun der CSV e wichtege Bausteen fir eng méi gerecht Welt duer. D'CSV ënnerstëtzt dofir all Beméiunge fir méi Kohärenz an der europäescher Politik. Mir hunn oft scho gesot gehat, dass et do feelt. Mir mussen där Saach nach méi eng grouss Bedeitung bäimoossen.

A virun allem musse mer de fairen Handel mat de Länner, den AKP-Länner, op d'Bee setzen. Et kann net sinn, dass mer bei hinnen d'Zollbarrière ganz kleng setzen a bei ons grouss an héich Barrièrë setzen.

An dann dierf een, dat ass oft schonn hei gesot gi vun anere Virriedner, et dierf een et net an et dierf och net sinn, dass mer mat enger Hand eppes ginn a mat zwou Hänn erëm eppes ewechhuele vun dach aarme Leit vun der Welt!

Dës Gedanke virgedroen, bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren. An entschëllegt mech fir dee klenge Lapsus am Ufank.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen.

▶ **M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soe fir d'Éischt dem offizielle Rapporteur Angel Merci, dann dem zweete Rapporteur Oberweis och Merci.

(Hilarité)

Ech wier frou gewiescht, wa mer och e bësse méi iwwert de Projet geschwat hätten, well dem Här Oberweis seng Ried kann e fir d'nächst Joer erauspaken, nees fir d'Ried zur Kooperatioun.

Ech wëll just soen, Här President, dass et fir eis wichteg ass hei, mir schwätze jo iwwert de Fait, an déi grouss Diskussioun, déi awer stattfënnt, ass de Contrôle vun deene Suen. An ech weess, dass och eng Demande do ass vum Europaparlament, ob et net méiglech wier, fir deenen déi Roll kënnen ze ginn, fir kënnen dee Processus démocratique vun enger Instance de contrôle ze sinn. Ech weess, dass dat Diskussioune sinn. Et wier vläicht net schlecht, fir méi transparent deenen och vläicht dann déi Roll kënnen ze ginn.

Den nächste Kader leeft bis 2020. Wat kënnt duerno? Dat ass déi Fro, déi ee sech stellt. Et si verschidde Leit, déi mengen, et sollt een dat Ganzt ofschafen. Mir sinn net där Meenung. Duerfir ass et och wichteg, net nëmmen à court terme do ze kucke fir déi nächst sechs, siwen oder aacht Joer, mä och, wat duerno kënnt.

Deen neien Aspect, an ech mengen, dee soll een och ënnersträichen, an deem Accord, dass och déi regional Integratioun mat drakënnt, deen ass fir eis och ganz, ganz wichteg, an ech wëll dat och ënnersträichen. An ech wëll och der Ministesch soen, dass d'Kooperatiounspolitik eng ass, wou se mat der Demokratescher Partei ee Partner huet.

Selbstverständlech wäert och eis Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

▶ **M. Félix Braz** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Angel Merci soe fir säi wierklech exzellenten a ganz komplette mëndleche Rapport, net nëmmen de schréftlechen, mä och dee mëndlechen.

Mir hate virun e puer Woche jo d'Geleeënheet, heibannen iwwert d'Kooperatiounspolitik ze diskutéieren, an effektiv dëse Projet de loi hätt sech och kënnen dofir bidden, fir eng méi allgemeng Diskussioun iwwert d'Kooperatioun ze féieren. Mä ech mengen, mir hunn dat gemaach virun e puer Wochen, ech wëll dofir déi Saachen haut net nach eng Kéier alleguerte widderhuelen.

Ech wëll just dräi Remarquë maachen, Madame Minister, an lech och eng Fro stellen aus aktuellem Ulass zu deem, wat am Mali geschitt. Da kënnt Dir lech schonn e bëssen dorop astellen.

Déi éischt Remarque, déi ech wollt maachen, betrëfft déi politesch Dimensioun vun dësem Accord. Ech mengen, dass dat ee vun deene positive Punkten ass an dësem Accord, dass an Zukunft probéiert gëtt, an de Relatioune mat AKP-Länner och dee politesche Volet a besonnesch dee parlamentaresche Volet ze développéieren.

Mir gleewe ganz fest dorunner, dass an deene Länner net nëmmen den Dialog mat de Regierungen, mä besonnesch den Dialog mat de Parlamenter ka Sënn maachen, mat de Majoritéite vun de Parlamenter, awer och mat den Oppositiounen an de Parlamenter. Do ass vill Potenzial, an dass deen neien Accord, deen ofgeännerten Accord, dat zu engem Schwéierpunkt mécht, mengen ech, ass e wesentleche Punkt, dee mir hei wollten ënnersträichen.

Déi zweet Remarque, déi mer wollte maachen, dat ass dee ganze Volet vun de Mënscherechter an notamment de Volet vun der Non-discrimination. Dat war e Géigestand vun Diskussiounen an déi waren net ganz einfach. Et ass sech schlussendlech drop gëeenegt ginn, e Verweis ze maachen op déi universell Deklaratioun vun de Mënscherechter. Dat ass wuel d'Basis, mä et hätt misse méiglech sinn, an dëser Diskussioun och méi wäit virun ze kommen.

Mir wëssen, dass dat net onbedéngt elo do d'Schold ass vun den europäesche Partner, mä et ass offensichtlech, dass do e Problem nach ëmmer besteet. An do ass, an eisen Aen, an den nächste Joren, en vue vun där nächster Revisioun, déi den Här Angel schonn ugekënnegt huet, dass grad deen dote Punkt onbedéngt muss verdéift ginn. Et ass fir eis wierklech e fundamentalen Aspekt an all dëse Kooperatiounsaccorden.

Déi drëtt a lescht Remarque betrëfft, oder drëtt, pardon, Remarque vu véier, betrëfft d'Agrikultur. De Kolleeg Oberweis ass schonn dorop agaangen. Eis ass et wichteg, wann hei geschwat gëtt vun enger Verbesserung vun der Produktioun a besonnesch vun der Produktivitéit, wann ee schwätzt vum Erofsetze vun den Taux de douane, dass een déi Länner net an eng nei finanziell Ofhängegkeet stierzt, dass een hinnen hir Ressourcë mat vill ze vill niddregen Taux douaniers hëlt: déi Suen, déi da feelen, fir kënnen ze investéieren!

Gläichzäiteg drécke mer se an eng Richtung vun enger Agrikultur, déi mat Intrantë schafft, wou se och finanziell méi deier gëtt an der Produktioun fir déi Leit selwer op der Plaz. Dat ass herno eng Produktioun an eng Agrikultur, déi riskéiert, komplett an den Export ze goen, mussen ze goen, wa se wëllen op hir Fraisë kommen, an dat ass fir eis net dee richtege Wee. Do hoffe mer, och an den nächste Joren, dass do eng aner Asiicht kënnt, grad bei der Verbesserung vun der Produktivitéit, dass mer net eng Fal maache fir déi Leit vun enger neier finanzieller Ofhängegkeet, wou se géifen dragedréckt ginn. Dat ass fir eis e Schwaachpunkt vun dësem Accord.

Véiert a lescht Remarque, déi ass just ënner Form vun enger Deklaratioun an den Accord erakomm, déi betrëfft d'Migratioun, déi verschidden Aspekter vun der Migratioun, notamment och de Volet vun der legaler Migratioun. Dat ass ee Volet, wou mer mengen, dass Verbesserunge musse kommen, a wou mer frou wieren ze héieren, wat konkret an den nächste Joren, Madame Minister, an Ären Ae sollt hannert där Deklaratioun vun der Migration légale kënne Konkretes gemaach ginn. Mir halen dat fir e wesentleche Punkt. Och dass d'Stéchwuert vun der Fuite des cerveaux thematiséiert gëtt, hale mer fir onbedéngt e relevanten Aspekt an hoffen, dass do Lëtzebuerg bei deenen doten Theme sech wäert zu Wuert mellen.

Lescht Remarque, Madame Minister, dat ass déi Fro, déi ech wollt stellen, dat ass d'Arrestatioun vum aktuellen oder viregte Premier vu Mali, dem Cheik Modibo Diarra, dee vun der Arméi festgeholl ginn ass a kuerz dorop fräiwëlleg demissionéiert huet. De Kapitän Sanogo, dee schonn en Haaptresponsabele war fir de Militärcoup vum 21. Mäerz, huet gesot, de Premier Diarra wär net forcéiert ginn, e wär just zu senger Deklaratioun hin… hätte se him et wëlle facilitéieren. Esou huet e sech op eng ganz zynesch Aart a Weis ausgedréckt. An deen neie Premierminister, dee genannt ginn ass, den Diango Cissoko, ass e ganz enke Kollaborateur vum President.

Mir hunn an eiser Kooperatiounspolitik schonn eng Kéier e Stopp gesat an eise Relatioune mam Mali. Mir haten d'lescht Woch den Ausseminister vu Mali bei eis an der Kommissioun, wat eng ganz interessant, pardon, vum Niger, wat eng ganz interessant Entrevue war, deen eis vill Saache gesot huet, och iwwert d'Situatioun am Mali. An dat, wat elo geschitt ass, ass natierlech keng Vereinfachung vun der Situatioun!

Duerfir eis Fro un lech, Madame Minister: Wat heescht dat, wat elo zu Bamako geschitt ass, konkret fir d'Lëtzebuerger Regierung? Wäerte mer erëm eng Kéier e Stopp an der Relatioun verhänken? Wann net, firwat oder wouvu géife mer et ofhängeg maachen? Wat ass also Är Aschätzung? Wéi soll een dat politesch bewäerten, wat elo am Mali geschitt ass, an der Relatioun selbstverständlech, déi mir als Lëtzebuerger Land am Kader vun der Kooperatioun mam Mali hunn?

Ech soen Iech Merci.

▶ **M. le Président**.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

▶ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madame Minister, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un de Rapporteur. Den Här Angel huet sech wéi ëmmer vill Méi ginn, fir eis déi Rapporten do ze erklären, an dat erkenne mer och ganz gär un.

Et ass awer och fir eis eng Geleeënheet, eis ze froen, ob deen dote Genre Accord de coopération, ob dee wierklech nach zäitgeméiss ass. Mir hate jo héieren, den Här Angel huet eis jo och erkläert, datt déi eng ganz laang Geschicht hu mat den Accords de Yaoundé an esou weider, alles, wéi dat ugefaangen huet. An deen heiten, do si mer och elo schonn an der Halschent oder méi vun der Lafzäit vun dësem Accord. An da muss ee sech froen: Dee Geescht

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

vun deenen Accorden, entsprécht deen nach der politescher Realitéit vun haut?

Do musse mer awer gesinn, datt d'Europäesch Unioun jo laang net méi deen eenzegen Acteur ass, wann d'Entwécklungshëllef beschwat gëtt, mä datt déi Süd-Süd-Dimensioun eng vill méi grouss Dimensioun kritt, notamment duerch d'Implikatioun vu Länner wéi Brasilien, wéi Indien a virun allem natierlech wéi China. An do muss ee wëssen, datt déi Länner keng oder praktesch keng Konditionalitéite vu politescher Natur froen.

D'Fro ass also, éischtens, ass et iwwerhaapt nach realistesch vun der Europäescher Unioun, esou Konditionalitéiten an hir Accorden anzeschreiwen? Mir kënne jo soen, vun eis aus ass dat politesch gewënscht an et ass e bëssche fir eis eege Consommatioun, datt mer dat drasetzen, fir eis eegent Gewëssen ze berouegen. Mä kënne mer dat iwwerhaapt nach duerchsetzen, wann déi Länner d'Wiel hunn tëschent substanzielle finanzielle Ressourcen, déi vun aneren Acteure kommen, déi keng Konditioune stellen oder ganz wéineg Konditioune stellen an déi eis dat da vläicht zougestinn, den Dialog oder eng gewësse Wäertevermëttlung, awer an der Praxis net méi drop ugewise sinn?

Dat Zweet ass, mir mussen eis och froen, ass et richteg, fundamental richteg, datt mir eng Rei vu Wäertevirstellungen an deen Dialog wëllen erabréngen, déi eiser Kultur an eisem Wäerteverständnis hei méi oder manner entspriechen, awer net onbedéngt an anere Kulturen? Dat ass eng ganz substanziell Fro! Mir mussen oppassen an deene Saachen, datt mer net esou wäit ginn, datt mer do an eng paternalistesch oder an eng neokolonialistesch Attitüd erakommen. Den Dialog muss ëmmer um Respekt vu Gläichwäertegkeet bestoen. An hei, wann een deen Accord liest, huet een awer heiansdo dat Gefill, datt mir ganz laang Diktater opstellen an e bëssen iwwerdreiwen.

Suerge maachen eis verschidden Dispositiounen. Wann ech zum Beispill den Artikel 25 vun deem Accord kucken - an deen ass jo elo net haut a gëschter verhandelt ginn, mä viru véier, fënnef Joer -, do muss ee sech froen, firwat zum Beispill, an et geet am Artikel 25 ëm Finanzfroen, firwat gëtt niewent dem Principe de transparence och de Principe vun dem Échange d'informations do festgeschriwwen?

Ech mengen, wann d'Europäesch Unioun en Text verhandelt, och wann dat relativéiert gëtt duerch esou Saache wéi déi, déi sech engagéieren, oder wéi déi, déi dat wëllen, mä ech mengen, datt eng Lëtzebuerger Verhandlungsféierung bei engem internationalen Accord sollt drop uechtginn, datt mer net de Principe vun engem Échange d'informations an esou een Text eraschreiwen, well et eiser Positioun innerhalb vun der Europäescher Unioun net déngt.

Mir hunn och de Moie beim Här Frieden senger Ried erëm eng Kéier kënne feststellen, wéi onendlech schwaach, wéi onendlech schwaach dës Regierung ass, wann et nach drëms geet, fir Interessen, Lëtzebuerger national Interessen oder Interesse vun eiser Finanzplaz ze verdeedegen a praktesch schonn eng Kapitulatioun a priori mat agebaut gëtt, amplaz ze soen: Ma neen, mir Lëtzebuerger, mir hunn eng aner Vue.

Ech erënnere mech, virun zéng Joer, et ass nach guer net esou laang hier - ech mengen, par rapport zu deem, wat den Här Angel eis erzielt huet, ass dat eng kuerz Zäit -, du huet et nach ëmmer geheescht: Fir eis, an net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir Lëtzebuerg ass d'Bankgeheimnis Deel vun de Mënscherechter a mir wëllen net den transparente Bierger. Dat war ganz laang eis Doctrine. Wann ech héieren, wéi haut eis Regierung schwätzt, da kann ech nëmme feststellen, datt et heiansdo gutt wär, sech op eis Argumentatioun vu fréier ze besënnen. Mir wëllen natierlech kee favoriséieren, dee Steieren hannerzitt, mä den transparente Bierger, ech mengen, dee wëlle mer a solle mer och haut nach net wëllen!

Dann hu mer och aner Saachen hei an deem Accord, wou ee sech kann d'Fro stellen: Ass dat néideg? Den Artikel 61 zum Beispill, dee schwätzt ëmmer nach vun där Aide budgétaire directe, déi an Afrika och extrem ëmstridden ass. D'Aide budgétaire directe, dat ass eppes, wat d'Korruptioun favoriséiert. Och wann d'Madame Minister, déi et jo och selwer an hiren Accorden ëmmer erëm mat abaut, seet, dat wär enk kontrolléiert. Mä dat léisst sech net kontrolléieren!

Virun allem huet et e strukturellen Nodeel, well Länner, déi eng Aide budgétaire directe kréien, déi rutschen ëmmer méi an eng strukturell Ofhängegkeet, budgetär Ofhängegkeet vu bausseschter Hëllef. An dat solle se net. Si solle kucken, datt se op hir eege Féiss kommen. An eng Budgetshëllef ass einfach e Geste am falsche Wee.

Positiv sinn awer och eng Rei Saachen an deem Accord. Éischtens, den Artikel iwwer Aids ass vill besser wéi dat, wat mer fréier haten, wou dat nëmmen en marge diskutéiert gouf an net esou detailléiert. Mä et feelt eppes an deem Artikel. Et steet zwar dran, datt deen Accord „vise à", ech mengen, dat ass eng Déclaration d'intention, déi do drasteet, wéi och d'Versuergung mat Medikamenter ze verbesseren. Mä et ass awer net den Engagement, fir deene Leit, déi krank si mat HIV Aids, fir deenen och wierklech ze hëllefen iwwert de Wee vun enger Patentregelung oder vun enger direkter Hëllef, datt esou Medikamenter à prix abordable kommen.

Ech mengen, do si mer ee Schrëtt net wäit genuch gaangen, a mir sollte vläicht als Lëtzebuerg och an Europa derfir antrieden, datt mer deene Leit och wierklech net nëmme versprieche, et ze maachen, mä deenen och d'Medikamenter zur Verfügung ze stellen, fir méi Leit kënnen ze versuergen, déi un Aids leiden.

Dann och den Artikel 29. Dat ass e ganz wichtegen, och e positiven Artikel, datt mer d'Wichtegkeet vun der regionaler Integratioun an Afrika unerkennen an d'Wichtegkeet vun der Konstruktioun vun Infrastrukturen. Et muss een awer wëssen, wouriwwer mer schwätzen, wéi wichteg dat ass, datt mer dee Prozess begleeden. Et ass net normal, datt den Import vun engem Auto aus Korea an Afrika - ech soen elo emol Zifferen, einfach fir Gréisstenuerdnungen ze nennen - soe mer 1.000 Dollar un Transportan Zollkäschte kascht, a wann ee vun engem afrikanesche Land deeselwechten Auto an d'Nopeschland brëngt, da si mer a Kategorië vu 4.000, 5.000 Dollar!

Do sinn einfach Handelshemmnisser, déi mer musse mat ofbauen, déi mer och kënne finanziell begleeden, fir Verloschter an dem Budget fir eng gewëssen Zäit ze iwwerbrécken. Mä datt mer déi regional Integratioun an Afrika als Hiewel vun der Entwécklung huelen, ech mengen, dat ass eppes, wou mer sënnvoll kënnen usetzen.

D'selwecht wa mer iwwer Agrikultur a Kohärenz schwätzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg do relativ wéineg ze leeschten. Mä och an Europa musse mer schwätzen iwwert d'Subventionéierung vum Kotteng oder vun aneren Agrarprodukter, déi fir vill afrikanesch Länner wierklech vu primordialer Wichtegkeet sinn - och fir e puer europäesch, südeuropäesch Länner. Mä wa mer iwwer Kohärenz schwätzen, ass et virun allem emol eng Saach an der Agrikultur, wat den Export vu Fleesch ugeet an och verschidde Produiten, wéi zum Beispill de Kotteng, datt mer deen net méi esou subventionéieren.

D'Finanzen. Do ass och nach ze soen, datt sech an der Entwécklungshëllef och fir eng Finanzplaz wéi Lëtzebuerg, mä allgemeng an Europa, kënne Fënsteren opdoen. Mir haten dat, an dat hutt Dir, Madame Minister, matbedriwwen, obschonn d'Mikrofinanz elo net nëmmen hir positiv Säiten huet, mä och kann a verschiddene Situatiounen zu enger Iwwerverschëldung féieren. A mat schrecklech héijen Zënssätz kënnen och Leit bei der Mikrofinanz konfrontéiert ginn, mä ëmmerhin, et ass en Instrument, wat ka ganz gutt fonctionnéieren.

En anere Volet, dee mer ëmmer erëm gesinn, dat sinn déi Leit, déi an Europa wunnen, déi aus Entwécklungslänner kommen an hir Suen heemschécken. Déi géifen nach vill méi heemschécken, wa se mat manner héijen administrative Bankfraisë konfrontéiert wären, wéi dat am Ableck de Fall ass.

Duerfir wär et interessant fir eng Finanzplaz nozedenken - net eleng Lëtzebuerg, well mir hunn net esou vill där Leit hei, mä awer och mat aneren zesummen -, ob et net méiglech ass, déi Transferte vu Gelder vun Europa no Afrika ze verbëllegen. Well déi Suen, déi Zommen, déi do iwwerwise ginn, déi sinn an dem Volume méi grouss wéi d'Entwécklungshëllef a kommen direkt de Familljen natierlech vun deenen zegutt, déi do an Afrika wunnen. An doduerch hätt esou eng Mesure e groussen Impakt. Also ech géif Iech do encouragéieren, dat vläicht och emol mat der ABBL a mat aneren opzewerfen, ob mer net um Niveau vun de Frais bancaires kënnen eppes maachen.

D'Scholdereduzéierung ass och ugeschwat ginn. D'Scholdereduzéierung huet dann natierlech ee Wäert, wann déi Scholdereduzéierung geschitt ass duerch Saachen... also wann d'Iwwerverschëldung an afrikanesche State geschitt ass duerch Facteuren, déi net an hirem Afloss louchen, wéi zum Beispill eng ze vill séier an ze vill héich Entwécklung vum internationalen Zënsniveau. Mä allgemeng sollte mer déi afrikanesch Staten encouragéieren, fir op de Wee vun engem Rating ze goen.

Mir haten de Moien hei héieren, datt verschidde Leit op der sozialistescher Bänk net esou frou si mat Ratingen. Ech sinn et och net, mä et ass awer am Ableck deen eenzege Wee, dee mer hunn, fir e Stat iwwerhaapt kreditwürdeg ze maachen. An dat ass de Wee, deen ee muss goen als afrikanesche Stat, entweder eleng oder mat e puer anere Staten zesummen.

Mä datt se emol probéieren, iwwerhaapt e Rating ze kréien an doduerch en Accès zum privaten Investitiouns- oder Kreditmarché ze kréien a sech doduerch kënnen duerch aner Manéiere finanzéieren, wéi nëmmen duerch d'Entwécklungshëllef, déi se och an enger permanenter Ofhängegkeet hält. Mä doduerch, datt se iwwerhaapt emol unerkannt sinn als Partner um internationale Finanzmaart, hu se natierlech aner Entwécklungsméiglechkeeten, wéi dat am Ableck de Fall ass.

Mir haten, an ech mengen, den Här Braz hat dat scho gesot, d'lescht Woch den Ausseminister vum Niger hei. Dat war wierklech eng interessant Entrevue, well et huet mech immens gefreet, datt deen Här eigentlech d'Politik vun der ADR mat zwee Stempelen an dräi Ënnerschrëfte confirméiert huet, well hien huet gesot: Mir mussen eis Entwécklungshëllef...

(Interruptions diverses)

Jo, Dir hätt sollen do sinn. Also, dat war...

(Interruptions diverses)

Also, ech weess, Dir sidd begeeschtert an Dir beneit eis, mä alt nees eng Kéier huet sech gewisen, datt d'ADR recht huet.

(Interruptions diverses)

Deen Här huet nämlech gesot: Mir sollen...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ...de Minister ze...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, neen, Dir hutt... och Iech, Madame Jacobs, hätt déi Entrevue näischt geschuet, well hien huet gesot: Mir sollen eis Entwécklungshëllef...

(Interruption)

Mir sollen eis Entwécklungshëllef bannen an net gebonne loossen. Well wat mir Lëtzebuerger an anerer...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Sou sot en dat net, sou sot en dat awer net! Dir maacht elo e Raccourci, Dir maacht aus engem Kilometer dräi Meter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här Braz, ech erklären Iech eng Kéier, datt den Här Minister...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech, elo dem Här Kartheiser, deem seng Zäit geschwënn op en Enn kënnt, nozelauschteren!

(Interruptions diverses)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An dem Här Kartheiser seng Riedezäit ass ofgelaf.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, si hale mech op beim Schwätzen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass eriwwer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir mussen eis Firmen..., mir mussen eis Lëtzebuerger Firmen an Afrika brëngen. Éischtens hëlleft dat deene Länner direkt. Well direkt Investitioune schafen Aarbechtsplazen, schafe Steieropkommes fir déi Länner. Et gëtt eise Firmen d'Méiglechkeet, nei Marchéën ze kréien. Et hëlleft eiser Handels- an eiser Leeschtungsbilanz.

A virun allem sinn eis Firmen, wa se an Afrika sinn, anescht deontologesch gebonnen an trieden anescht op wéi Firme vun anere Länner, déi do vläicht d'Korruptioun förderen, wat eis Firmen normalerweis net maachen an net solle maachen. Mä mir musse léieren, datt de Wee, fir afrikanesch Länner ze ënnerstëtzen, de Wee vum Handel a vun Investitiounen ass, an net vun Hëllef.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert... Jo, den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Entschëllegt, Madame Minister. Ech wollt just op eppes zréckkommen, wat den Här Braz gesot huet, fir och vläicht d'Kolleegen ze informéieren iwwer en Émstand, dee se vläicht net alleguerten esou kennen. Dat ass, wann iwwert d'Gouvernance vun de Parlamenter geschwat gëtt, wat jo eng Viraussetzung ass, fir en Dialog kënnen anzeféieren. Dann ass et wichteg, dass och um Niveau vun der Formatioun vun deene Parlamenter, dass Akzenter gesat kënne ginn.

Mir si jo vertrueden an der Assemblée parlementaire vun der Francophonie. Déi haten eng Demande bei eis gemaach, déi se schonn eng Rei vu Jore gemaach hunn, well haaptsächlech déi Programmer vun der Formatioun och an de Parlamenter opgrond vun de Krisenelementer reduzéiert gi sinn; wat schued ass.

An ech mengen, ech wollt de Kolleege matdeelen, fir souwäit wou se dat net wëssen, dass de Bureau vun der Chamber décidéiert huet, fir do en extrae Kredit fir déi afrikanesch Parlamenter, déi am Kader vun der Francophonie dra sinn, fir eben déi Programmer, dass déi net stierwen, mä dass déi Programmer weidergefouert ginn. Well ech därselwechter Meenung si wéi déi, déi den Här Braz ausgedréckt huet. An dass et extrem wichteg ass, wann een iwwerhaapt an en Dialog an an eng Diskussioun wëllt kommen, dass déi Leit och um Niveau vun der Gouvernance déi Standarden hunn, déi fir eis selbstverständlech sinn.

Dofir huet och den Här Legendre, de Secrétaire général vun der Francophonie, mech gebieden, dem Parlament Merci ze soen. Well zesumme mat de Kolleegen aus der Communauté française de Belgique an aus dem Québec a mat deem Obolus, deen eis d'Chamber ginn huet, dee bréngt et da mat sech, dass 2012 an 2013 déi Programmer kënne weidergefouert ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci fir déi Prezisioun. Den Här Weber freet och nach d'Wuert.

M. Robert Weber *(CSV).*- Jo, Här President, ech wollt dem Här Kartheiser eng Fro stellen. En huet u sech eng Kritik un d'Regierung gemaach, dass se esou liichtfankeg mat dem Bankgeheimnis géif ëmgoen.

Ech wollt froen, ob den Här Kartheiser a seng Partei dat Gesetz matgestëmmt hunn iwwert déi europäesch Direktiv, déi mer virun der grousser Vakanz transposéiert hei hunn iwwert d'Assistance mutuelle au recouvrement.

Souwäit wéi ech weess, hu se dat matgestëmmt. Ech géif also dann déi Kritik éischter viru menger eegener Dier maachen, wéi dass ech se virun deenen aneren hirer Dier géif setzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och fir déi Prezisioun. An elo kritt d'Wuert...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ass et eng Fro?

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech mengen, den Här Weber huet eng Fro gestallt, wou en och direkt eng Äntwert geliwwert huet,...

(Hilarité)

...soudass et elo direkt un der Madame Familljeministesch ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Soll ech dem Här Weber äntwerten oder soll ech elo d'Madame Minister...

(Interruptions)

M. le Président.- Elo kënnt hei d'Madame Kooperatiounsministesch,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kann ech herno eppes...?

M. le Président.- ...déi schwätzt elo zum Projet de loi. Madame Kooperatiounsministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Ech géif selbstverständlech och wëllen dem Marc Angel e grousse Merci soe fir säin exakte Rapport, deen e gemaach huet an deen et ëmsou méi liicht mécht, fir elo net méi erëm mussen op all eenzelne Punkt hei anzegoen.

Ech denken, dat, wat wichteg ass, dat ass och, datt awer déi Relatiounen tëschent der Europäescher Gemeinschaft an de State mat Afrika, der Karibik an dem Pazifik och e ganz besonnesche Stellewäert hu mat der europäescher Entwécklungspolitik, déi jo och Aussepolitik ass.

Ech fannen, och wa mir vläicht méi Konditioune stellen, wéi anerer der stellen, éischtens ass dat net ëmmer onwichteg, datt déi och gestallt ginn. An op där anerer Säit ass et esou eng laang Traditioun, déi besteet, datt et mir wierklech eng Häerzensugeleeënheet ass, och fir ze soen, et kann net sinn, datt, well anerer elo do sinn, mir eis net méi bräichten dorëm ze këmmeren. Dat wier ongeféier dee gréisste Feeler, dee mer als Europäer kéinte maachen.

D'Prämiss vum Accord ass a bleift selbstverständlech och hei erëm, d'Aarmut ze bekämpfen, an dat ass och eist Zil, sougutt op europäeschem wéi op nationalem Niveau. An dofir och d'Gesetz, wat mer dëst Joer reforméiert hunn iwwert d'Entwécklungshëllef, wat och als Haaptzil de Kampf géint d'Aarmut an à terme selbstverständlech d'Éradicatioun vun der Aarmut soll mat sech bréngen.

D'Haaptpunkte vum Accord vu Cotonou sinn eng Kéier, fir d'Millenniumsentwécklungsziler besser ëmzesetzen, de Klimawandel ze bekämpfen, vun deem mer wëssen, datt seng Auswierkungen och virun allem ëmmer déi äermst Leit als Éischt treffen.

Drëtte Punkt, déi regional Integratioun, vun där bal och jiddweree vun de Riedner geschwat huet, déi mir, an dat soen ech, mir sinn nëmmen esou wäit komm, well mer eng regional Integratioun haten als Land. Well soss hätte mer alles dat och net kënne kréien. An dofir gesitt Der, wann een dat mécht, dann huet dat seng positiv Auswierkungen, well och fir si ass et net ëmmer liicht, fir op hir national Prärogativen ze verzichten.

D'ACP-Länner bleiwen och fir eis wichteg, och mat der Union africaine. Dofir hu mer och an dësem Joer eng Ambassade résidente opgemaach zu Addis Abeba, justement fir bei der Union africaine ze sinn an do dee Partenariat besser kënnen ze maachen.

Véierte wichtege Punkt ass selbstverständlech d'Sécherheet an d'Fragilitéitsfroen, an dozou zielt ouni Zweifel de Mali, wou ech awer herno drop kommen. Well dee konnt keng Entwécklung maachen, do wou keng Sécherheet ass. An dofir muss een dat also och fir d'Zukunft am A behalen. An dat geet nëmmen, wann Accorden do sinn an déi ekonomesch Entwécklung gefördert gëtt an domadder och d'APEen, déi vill diskutéiert an och kritiséiert ginn, datt een awer dozou nach ëmmer muss stoen.

Fënneftens, schlussendlech geet et dodrëm, eiser Entwécklungshëllef méi ee staarken Impakt ze ginn, an dat duerch Engagementer a puncto Effikassitéit vun der Entwécklungshëllef, der Aarbechtsopdeelung tëschent de Bailleuren an natierlech - an do muss ee jo soen, datt dat jo ville Leit hei am Haus un d'Häerz gewuess ass - och d'Kohärenz tëschent de Politiken an der Entwécklung.

Op europäeschem Plang hu mer, wéi an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, eis verflicht, de Referenzkader permanent kritesch ze hannerfroen a gegebenenfalls och unzepassen. An dat gëllt natierlech virun allem och do, wou mer op internationalem an europäeschem Plang sinn, virun allem och bei der UNO, wou mer kënne matbestëmmen.

Et ass och hei gesot ginn, datt mer mussen iwwert..., de Xavier Bettel huet vun „post 2020" geschwat, wou et eben drëm geet, déi Revisioun och vun de Millenniumsentwécklungsziler ze kucken a wou mer eréischt am Ufank vun den Diskussioune sinn.

Ech sinn dervun iwwerzeegt, Här President, datt mer eis nach méi wéi eng Kéier wäerten och an der Kommissioun erëmgesinn, fir ze kucken, wéi dat sech virunentwéckelt. Ob et dann nach APDe gëtt oder ob et keng gëtt, dat gesi mer dann. Mir hunn awer virun allem och d'lescht Woch zu Doha gesinn, datt mer virun enormen Erausfuerderunge stinn, datt mer och nach zu engem Deel gesinn, wou mer Feeler gemaach hunn, an och nach gesinn, wou d'Problemer sinn, mä datt mer eis awer da ganz schwéierdinn, wann et drëm geet, fir eppes ëmzesetzen. An dofir, mengen ech, musse mer och do gemeinsam eis verstäerkt dorëmmer këmmeren.

D'Effikassitéit vun der Entwécklungshëllef, do hu mer am Summer op europäeschem Niveau de Referenzkader reviséiert an de Programme pour le changement ugeholl. Wou et och drëm geet, fir - wou d'Europäesch Unioun sech verbessert huet - datt mer eis besser sollen ofschwätzen ënnereneen, och mat der Kommissioun. Datt et drëm geet, déi Secteuren erauszesichen, an deenen een aktiv ass.

D'Programmatioun vun eiser Hëllef, wou mer eis eens sinn, datt mer déi jo mussen an déi national Strategien - an do si mer total d'accord, fir ze soen, et kann net sinn, datt mir deenen anere virschreiwe ginn, wat si ze maachen hunn, an dat maache mer als Lëtzebuerger net.

An dofir gesitt Der och all déi Leit ëmmer, wa se hei an déi Commission de partenariat kommen. An eent vun deene Pilotlänner, wat ausgewielt gouf vun der Europäescher Unioun, ass eben de Laos. An ech wor frou, mä awer guer net iwwerrascht, festzestellen, datt dat Land, wat do iwwerhaapt keng Problemer hat, fir et ëmzesetzen, Lëtzebuerg ass, well mer eben op eise Programme indicatif de coopération dat ewell alles alignéiert op de Laos hunn.

D'Iddi, fir d'Programmation conjointe virunzeschreiwen, do wëlle mer och de Commissaire Piebalgs ënnerstëtzen. Ech wëll och betounen, datt mer an deene Länner, wou mer d'Büroen hunn, iwwerall, mat Ausnahm vum Vietnam, gefrot sinn, fir Chef de file als Bailleur vun engem Secteur ze sinn, an domadder wëlle mer och d'Division du travail ëmsetzen.

Här President, iwwert de Fonds européen pour le développement, an de FED ass ugeschwat ginn. Och do muss ee wëssen, datt de FED do wor, ier d'ACP-Gruppe bestanen hunn. Dat ass also eppes, wat et zënter Laangem gëtt. En ass net bis elo am Budget dran. Et ass ëmmer eng grouss Diskussioun, och dat wor eng Fro vum Här Bettel gewiescht, fir ze froen: Wat geschitt do?

Et ass net virgesinn, datt et an dëser Period dee Bestanddeel vum europäesche Budget gëtt. Et gëtt awer do mat verhandelt. Ech wëll och dodrop opmierksam maachen, datt déi lescht Propositioun vum President vum Conseil wor, fir 11% de Fong zréckzeschrauwen. An do wor de lëtzebuergesche Premier ee vun deene wéinegen, déi iwwerhaapt do derzou intervenéiert hunn, well mer eis eise Responsabilitéiten, sougutt op nationalem wéi och op europäeschem Niveau, bewosst sinn, fir domadder dat och unzefroen, datt dat, wat mer op där enger Säit soen, och op där anerer Säit net aneschters ka sinn.

Accords de partenariat économique. Also do och, mir wëssen, datt dat alles esou ass, wéi et ass, an datt net nëmmen… Och do si Feeler, déi gemaach goufen. Si goufen net nëmme vun enger Säit gemaach. Et sinn net nëmmen d'Europäer an och net nëmmen d'Afrikaner an déi aner, mä, ech mengen, do ass och géigesäiteg e bësselche gepokert ginn, fir ze kucken, wien am meeschte géif do gewannen.

Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt mer wëssen, dat ass eng asymmetresch Affär, wou mir selbstverständlech… Si produzéiere manner, mä da musse mir awer kënnen eis Mäert méi grouss opmaache fir si. An dann ass ëmmer d'Geschicht vun den 80% vun deene Secteuren, déi si musse kënne bestëmmen, a wou da selbstverständlech och d'Agrikultur derzou zielt.

Et gëtt och net nëmmen ee Modell, och dat gesi mer. Déi verschidde Länner sinn aneschters opgestallt, an esou ass et och wichteg, datt et mat deene verschidden Ofkommesse gëtt. An dat, mengen ech, ass eppes, wat mer och an deenen nächste Jore musse kënnen halen. Déi Pays les moins avancés, déi kënne vun allem profitéieren, dat heescht, si hunn de fräien Accès zu dem europäesche Marché, ouni Contrepartie. An emmerhi falen awer nach 31 vun deenen 79 Länner dodrënner.

D'Entrée fiscale, dat ass och eppes, wou ëmmer erëm an den Tarifs douaniers driwwer geschwat gëtt. Do, mengen ech, musse mer dat och kënnen ouni Wenn und Aber ugoen an och kucken, wa mer et hinnen net erméiglechen, datt se sech selwer administrativ op d'Bee setzen an datt se selwer Steiermëttelen andreiwen, datt dat dann och net ka funktionéieren. Dofir sollte mer och keng Angscht do virdrun hunn.

Mir wëssen, datt et eng ganz Partie Leit gëtt, déi räich sinn an deene Länner. Mir wësse virun allem, datt awer och eng ganz Partie Firmaen do sinn, déi do d'Buedemschätz eraushuele ginn a ganz dacks entweder keng Steiere bezuelen oder awer och déi Lizenze fir vill ze vill ee bëllegen Tarif do kritt hunn. Dofir, mengen ech, sollte mer den Accord vu Cotonou an en parallèle och de FED, dee bis op d'mannst 2020 bestoe bleift, an duerno muss een da kucken, wat décidéiert gëtt. Mä am Vertrag vu Lissabon ass weder vum FED nach vun den ACPe Rieds. Dat muss also bis dohinner entweder nei verhandelt ginn oder awer mer musse kucken, wéi mer domadder virufueren.

Eng ganz Partie vun deene Saachen, déi de Mëtteg gesot goufen, besonnesch och vun dem Marcel Oberweis, iwwert d'Agrikultur, proppert Waasser, d'Éducatioun an d'Éducatioun iwwer Satellit, ech denken, datt ech ewell e puermol hei drop higewisen hunn, datt mer amgaang wieren, ze kucken zousätzlech Applikatioune fir Emergency.lu ze fannen. An do kéint ee sech duerchaus virstellen, datt een och doriwwer kéint Satellitecapacitéite fräimaachen, fir eben och Schoul kënnen ze halen an deene ländleche Géigenden, besonnesch och fir datt d'Meedercher d'Geleeënheet kréien, fir dranzegoen.

Ech muss dat awer soen, well et mer uewe läit, och ze gesinn, datt an deene Länner, wou mer mam Programme mondial vun der Ernährung hëllefe mat bezuelen, do gesitt Der, datt d'Meedercher méi laang an d'Schoul kommen, dat heescht, hir Eltere schécke se bis 14, 15 Joer an d'Schoul, amplaz datt si se soss nawell doheem gehalen hunn. Si kréie méi spéit Kanner, wat dann dozou féiert, datt dat natierlech fir si selwer, fir hir eege Gesondheet an och fir d'Gesondheet vun deem Puppelchen, deen op d'Welt kënnt, dat natierlech awer wichteg ass.

Iwwert d'Energie datselwecht, ech mengen, och Stroossen, alles dat brauch een. Wann ee sech wëllt entwéckelen, geet et net duer mat der Entwécklungshëllef, mä et muss ee vill aner Saachen derbäi hunn, déi mir och zu engem groussen Deel net kënne bréngen. An da sinn natierlech déi grouss Partner wéi China a wéi Indien a wéi Brasilien, déi dat maachen, a wou een dann och muss zouginn, datt dat eis vläicht natierlech net ëmmer esou gefält, besonnesch well se keng Konditionalitéite stellen, mä op där anerer Säit een awer och keng Argumenter huet, fir dat net ze maachen.

Wat den Här Braz ubelaangt, d'Agrikultur ass selbstverständlech ee vun deene gréisste Punkte jo vum Export, deen iwwerhaapt kéint a Fro kommen. A fir mech ass een anere Punkt och wichteg, dat ass ëmmer, datt een och hinne muss d'Méiglechkeete schafen, datt se kënne selwer verschaffen, datt se selwer kënnen e Mehrwert schafen. Net nëmmen, datt déi aner dohinnerkommen an déi huelen et ewech an déi ginn da bei sech heem.

Ech denken un d'Fëscherei, ech denken un eng ganz Partie vun esou Saachen. D'Karité-Bounen, déi se hunn, déi ginn dann an Europa viruverschafft, an hei ginn dann d'Crèmen zu enorm deiere Präisser verkaaft, amplaz datt d'Leit selwer dohannen d'Méiglechkeet géife kréien, fir dat kënne selwer ze maachen. Datselwecht gëllt selbstverständlech och fir d'Intranten oder och fir deemno wéi e Saatgut se do zur Verfügung gestallt kréien, ass dat och net ëmmer nëmme just an hirem Interessi.

D'Migratioun ass selbstverständlech ee vun deene Punkten, déi ee jo zu alle Säite kann diskutéieren. Dir wësst, virun enger Zäit war dat op eemol esou ee Wonnermëttel, war dunn d'Migration circulaire. Ech perséinlech hunn eigentlech ni doru gegleeft, well ech mengen net, datt d'Migration circulaire esou funktionéiert, datt mir kënnen décidéieren, wie fir zwee Joer op Lëtzebuerg oder a Frankräich kënnt an dann erëm heemgeet.

Ech mengen, do geschéien aner Saachen an där Zwëschenzäit, déi net vun der politescher Warte aus ze maache sinn. Wann een do e Meedchen oder e Jong kenneléiert an et wëllt een dobleiwen, dann ass et net no zwee Joer gehalen, datt ee ka soen, elo décidéiere mir, dass du elo heemgees.

Et gëtt selbstverständlech och do Méiglechkeeten, datt een dat kann organiséieren. Mir hunn dofir och ëmmer plädéiert, och mat eise Länner, fir ze soen, et ass méi wichteg, datt mer Leit heihinner kréien, déi ewell an enger Situatioun sinn, déi sech hei kënne viruforméieren - ech denken zum Beispill un eng ganz Partie vun Dokteren, déi op Lëtzebuerg kommen, sougutt an de CHL wéi op de Kierchbierg a wéi op Esch -, mä awer och zum Beispill un d'Banken. Mä wann déi Leit dann eng Erfahrung hunn a si hu meeschtens och ewell eng Famill, da gi se éischter heem. An domadder kënne se hirem Land besser déngen, wéi den ëmgekéierte Wee.

Dann hätt ech natierlech, och wann Der d'Fro net gestallt hätt, Här Braz, eppes gesot iwwert d'Situatioun am Mali, wou ech muss soen, also wann et ewell ëmmer kritesch a kriddelech war, da muss ech soen, datt een awer de Moment bal net méi weess, wat nach iwwerhaapt richteg ass a wat falsch ass, a wie wou a wat do ze soen huet a wat net, wou ee weess, wien am Norden eppes ze soen huet. An ech denken, de Minister aus dem Niger huet Iech dat och an därselwechter, net laut der diplomatescher Aart a Weis beschriwwen.

Mä fir et ganz kloer ze soen: Am Norden, dat sinn Terroristen, well dat si seng Wierder, déi hie gebraucht. Dat ass net iergendeen aus dem Mali, mä dat sinn haaptsächlech Auslänner, déi do sinn.

An dann, op där anerer Säit, dee ganzen Duerjerneen zu Bamako, wou et fir eis schwéier nozevollzéien ass, datt sech do keng Leit fannen zu enger nationaler Regierung, déi matenee géife kucken, fir do aus deem Ganzen erauszekommen. An dann awer d'Bedaueren och aus deem ganze regionalen Eck vun der CDAO, déi soen, no dem Rapport vum Ban Ki-moon kann et dach net sinn, datt mer elo nach eng Kéier mussen ee Joer waarden, ier eppes do geschitt.

Well ech mengen ëmmer nach, mir kënnen eis dee gewaltegen Territoire iwwerhaapt net virstellen, wou alles dran trafiquéiert gëtt, ugefaange bei den Drogen. An déi Drogen, déi komme selbstverständlech an Europa, déi sinn net gemengt fir Afrika, dat ass jo ganz evident. Wou mat Waffe gehandelt gëtt, mat Mënsche gehandelt gëtt. Et gëtt näischt, wat do net gehandelt gëtt!

Dofir wier et och néideg a wichteg… An do, mengen ech, huet och de Minister Asselborn dëser Deeg nach, och op deene Réuniounen, wou e war, erkläert, datt Lëtzebuerg selbstverständlech do hannert den afrikanesche Frënn steet, fir ze soen, et kann net nach laang Zäit do verluer goen. Well wat méi laang Zäit verluer geet, wat et ëmmer méi schlëmm do gëtt a wat et ëmmer och de Risiko… ech weess net, ob de Minister Iech och gesot huet, wann et esou virugeet, wéi et elo amgaang ass, da soen ech Iech, datt an zwee Joer och den Niger net méi an där Form besteet wéi en elo do ass.

Dat ass also eppes, wou mer eis musse bewosst sinn, datt, wa bis d'Feier dorëmmer ugeet, da weess ee just, wou et ugeet, mä datt een net weess, wou een et dann nach eng Kéier geläscht kritt.

(Interruption)

An dofir, mengen ech, musse mer wierklech alles maachen, fir se doranner ze ënnerstëtzen.

Mir hunn de Moment, wat d'Fro vun der Kooperatioun ubelaangt, haaptsächlech nach Projeten amgaang, déi mer och mat lokalen Organisatiounen hunn, mat lokale Gemengen, wann Der wëllt. Mir hunn och keng nei Projete méi ugefaangen. Mat wiem sollte mer nach eppes do maachen? Also, dat ass jo all drëtt Woch een aneren, deen erëm do ass an net méi do ass. A vun dohier, mengen ech, datt dat net esou séier geet, wou mer erëm do kënnen als Kooperatioun aktiv ginn.

Dialog op Augenhöhe, doriwwer hate mer geschwat, an d'Medikamenter, wat de SIDA ubelaangt, och. Ënner anerem déi Froen, denken ech, ass et och wichteg, fir ze soen, datt mer selbstverständlech net nëmmen iwwert déi bilateral, besonnesch och iwwert déi multilateral Kanäl wéi iwwert d'OMS, wéi iwwert den UNO-SIDA do hëllefen, déi Leit ënnerstëtzen.

Dat, wat och wichteg wier, dat ass, datt mir et géife färdegkréien, mir oder anerer et géife färdegkréien, fir och selwer Fabrécken an Afrika opzeriichten, déi Medikamenter géife produzéieren, amplaz datt se awer zum groussen Deel ofhängeg si vun Indien, an deem Fall haaptsächlech. A wann déi op eemol hir Patenter net méi erneieren, datt dann de Risiko natierlech besteet, datt dann déi Leit do déi Antirétrovirauxen net méi kréien, déi se eigentlech géife brauchen.

Voilà, Här President, ech géif och wëllen der Chamber Merci soe fir hir Ënnerstëtzung vis-à-vis vun de Parlamenter an deene franséisch-sproochege Regiounen do an Afrika, well et wierklech eng Viraussetzung ass, wann een eng gutt Gouvernance wëllt hunn, da muss ee Leit hunn, déi och wëssen, wéi ee Land gefouert gëtt, wéi een eng Chamber féiert, wat wiem seng Aufgabe sinn. An dat ass sécher eng wäertvoll Ënnerstëtzung, déi Der domadder och deene Länner zoukomme loosst.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci der Madame Kooperatiounsministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Kartheiser wëllt nach onbedéngt eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Well ech eng Fro gestallt krut, Här President.

M. le Président.- Jo, d'Fro war jo awer u sech beäntwert, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ma neen, neen. Wéisou dann?

M. le Président.- Ech weess net, wat Der nach wëllt derbäifügen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ma, ech hunn nach guer net geäntwert, Här President.

M. le Président.- Jo, dann äntwert wann ech gelift, awer ganz kuerz!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat maachen ech gär. Merci, Här President. Jo, den Här Weber hat mer nach eng Fro gestallt, souwäit ech weess, iwwert d'Bankgeheimnis an déi Recouvrementskonventioun, déi mer hei matgedroen hunn. Jo, d'ADR huet déi matgedroen. D'ADR wor ni fir dat absolut Bankgeheimnis. Mir sinn net fir e Bankgeheimnis, mat deem ee kann Delikter couvréieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An ech mengen, datt keen heibannen dat ass.

Wat mir gären hätten, dat ass, datt deen éierleche Bierger geschützt gëtt. An ech wollt dann nach eng Kéier soen, well den Här Weber mech jo op d'Bankgeheimnis ugeschwat huet, wann ech soe vun der Schwächt vun der Regierung, dann heescht dat och, datt mir net wëllen, datt Lëtzebuerger Ministere Funktiounen ausüben, déi a Kontradiktioun si mat hirer Aufgab, fir national Interessen ze vertrieden.

Do muss ee wëssen, wat de Choix ass. E Lëtzebuerger Minister ass un éischter Plaz do, fir Lëtzebuerger Interessen ze vertrieden. A wann een zum Beispill gläichzäiteg President vun engem Eurogroup ass a soll Lëtzebuerger Interesse vertrieden,...

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Kartheiser, dat do ass awer net d'Fro vum Här Weber.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ...dann ass do eng Kontradiktioun.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Also, mir sinn um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6466 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6466 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour nach eng Question élargie vum Här Eugène Berger iwwert d'Statutenännerung bei engem Prestataire aus dem konventionéierte socio-éducative Beräich. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

3. Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och Merci der Madame Ministesch, datt se haut kann hei sinn an op déi Fro dann äntwerten. Ech hat se scho viru méi laanger Zäit gestallt, mä dat huet sech eben esou mat den Agendaen net erginn. Ech mengen awer, déi Froe bleiwe weiderhin aktuell.

Awéifern sinn d'Träger am konventionéierte Secteur bei der Prestatioun vun hire Servicer zur Neutralitéit a reliéisen a philosophesch-weltanschauleche Froe verflicht?

Dat ass eng Fro, déi ee sech ka stellen, nodeem den Daachverband vun engem vun deene gréisste Prestatairen aus dem konventionéierte Secteur per Communiqué am Oktober matgedeelt huet, datt nieft sozialpolitesche Froen eng Besënnung op theologesch Wuerzelen an d'moralesch-ethescht Handelen am Mëttelpunkt vun hiren Aktivitéite solle stoen, an dat och an hir Statuten ageschriwwen hunn oder wëllen an hir Statuten aschreiwen.

Ech mengen, fir et och ganz kloer an däitlech soen: D'DP huet guer kee Problem domadder, datt karitativ kierchlech Organisatiounen am socio-éducative Secteur zu Lëtzebuerg täteg sinn. Au contraire. D'Mataarbechter vun dësen Associatioune leeschten dagdeeglech eng ganz exzellent Aarbecht an iwwer Joren ass an dësem Beräich och eng reell Expertise entstanen, sief et am socio-éducative Beräich, sief et bei der Kannerbetreiung, sief et am Gesondheetssecteur an esou weider.

Mä d'DP hätt e Problem domadder, wa reliéis Usiichte bei der Ausübung vun engem Beruff an dëse sensibele Beräicher vun eiser Gesellschaft sollten eng Roll spillen. D'Experten um Terrain solle sech eiser Meenung no eenzeg an eleng hirem berufflechen Ethos verflicht fillen a sech dobäi un dem gesetzleche Kader an de Qualitéitsstandarden orientéieren, déi de Stat virgëtt.

Duerfir wéilt ech also folgend Froen un d'Familljeministesch stellen. Ech stelle se och allegueren, da brauch ech herno - à moins, jee nodeem wéi d'Äntwerten ausfalen - keng méi nozestellen.

Bon, éischtens schreift de Familljeministère systematesch an all Konventiounen dran, datt d'Träger bei der Prestatioun vun hire Servicer der reliéiser Neutralitéit verflicht sinn.

Misst net eng vun de Viraussetzungen, fir eng Konventioun mam Stat kënnen anzegoen, déi sinn, datt d'A.s.b.le sech selwer an hire Statuten esou eng Neutralitéit operleeën? Dierfen d'Träger opgrond vun theologeschen a reliéisen Iwwerleeungen hire Mataarbechter oder och hiren - ech soen emol - Clientë gewëss Choixen imposéieren?

An dann déi lescht Fro: Huet d'Ministesch wëlles, déi Konventioun also mat deem Träger, deen ech hei ugeschwat hunn, eventuell ze änneren, oder ass dat scho geschitt, well do vläicht Problemer awer mat deem wieren, wat ech elo virdrun erwähnt hunn?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Madame Familljeministesch huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech kann dem Här Berger soen, datt mer eigentlech op verschiddenen Niveauen déi dote Fro geléist hunn. Mir hunn éischtens am ASFT-Gesetz selwer drastoen am Artikel 2: «Les requérants d'un agrément doivent garantir que les activités agrées soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'usager de services ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.»

A mir hunn dann nach eng Kéier, sougutt an deene jeeweilege Konventiounen, wat Der richteg hei ervirgestrach hutt, Här Berger, wéi och an deene verschiddene Reglementer, wat d'Personnes âgées, wat d'Personnes handicapées, d'Kanner ubelaangt, d'Internats socio-familiaux oder och den Departement vun der Solidaritéit nach eng Kéier jeeweils drastoen, datt dat muss geschéien.

Do derbäi kënnt, déi, wou Dir elo driwwer schwätzt, dat ass d'Fondatioun Caritas. Dat ass de Sammelbegréff, wou all 17 - sinn et der 17? - verschidden Organisatiounen dra regruppéiert sinn. Och si selwer hunn an hirem Artikel 2 drastoen: «Elle se doit de s'engager pour le bien-être des hommes et des femmes, quels que soient leur origine, âge, nationalité ou leurs opinions philosophiques et religieuses.»

Domat denken ech, datt dat ofgeséchert ass. Wéi gesot, mir hunn och mat der Fondatioun Caritas keng Konventioun. Mir hu Konventioune mat deenen eenzelnen Ënnergruppen. An do ass dann ëmmer erëm jeeweileg een aneren Träger, deen do ass. Ech soen ëmmer nëmmen deen éischten, deen ech hei an der Rei stoen hunn.

Bei Famille, enfance et jeunesse ass et zum Beispill d'Anne A.s.b.l., déi dann eng ganz Partie vu sougutt Maison-relaise wéi awer och Jugendhaiser oder esou féiert. Dir hutt fir d'Personnes en situation de handicap d'Yolande A.s.b.l. mat dem Institut zu Betzder. D'Personnes âgées: Claire A.s.b.l, déi da Centres intégrés do hunn. An zum Schluss och Solidaritéit, wat Caritas Accueil et Solidarité ass, déi also mat eis Konventiounen och hunn, wéi zum Beispill mat dem Foyer Ulysse, a wou mir also elo an dësem Moment net gesinn, datt eng Noutwendegkeet géif bestoen, fir eppes ze änneren, well mer net mat där Fondatioun eng Konventioun hunn, mä nëmme mat deenen eenzelnen Organisatiounen, déi eng Kéier sech musse selbstverständlech un d'Gesetzer halen an déi op där anerer Säit och selwer an hiren eegene Statuten dat als Obligatioun drastoen hunn, soudatt ech denken, datt mer doranner séchergestallt hunn, datt weder e Mënsch kann zu eppes forcéiert ginn nach op där anerer Säit een net an esou een Haus kéint erakommen, well en eben anerer Meenung oder anerer Iwwerzeegung wier.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Den Här Berger wëllt keng Zousazfro méi stellen, soudatt déi Fro dann och domadder definitiv beäntwert wär.

Da si mer och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.50 heures)

Sommaire des séances publiques nos 10, 11, 12, 13 et 14

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;

5. le Code du Travail p. 111-122

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat) p. 123-128

6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011 p. 128-129

6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011 p. 129

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes p. 129

Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 130

Communications p. 130

Ordre du jour p. 130

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 130-133

Ordre du jour (suite) p. 134

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation p. 134-136

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

- Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances p. 136-138

6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

1. de l'article 2016 du Code civil;

2. de l'article 536 du Code de commerce

et portant abrogation

1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;

2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile p. 138-144

6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010 p. 144-149

Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné p. 149

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2207	Emile Eicher et Ali Kaes	Moratoire relatif au payement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau
2283	Fernand Kartheiser	Nomination pour le directoire de la Banque centrale européenne
2304	Anne Brasseur	Renforcement des effectifs de la Bibliothèque nationale
2328	Fernand Kartheiser	Glissières de sécurité
2343	Marcel Oberweis	Éoliennes en forêt
Session ordinaire 2012-2013		
2353	André Bauler	Chemin repris 139 entre Lellig et Herborn
2366	Fernand Kartheiser	Parquet européen
2370	Carlo Wagner	Nouveau pont frontalier à Grevenmacher
2379	Fernand Etgen	Augmentation de capital auprès de la Cargolux
2384	Roger Negri	Nouveau giratoire au lieu-dit «Helfenterbrück»
2385	Fernand Kartheiser	Raton laveur
2391	Josée Lorsché	Internat sociofamilial à Dudelange
2395	Fernand Etgen	Autorisations des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées
2397	Fernand Kartheiser	Contributions et subventions pour les organisations européennes et internationales
2401	Serge Urbany	Chlore dans les piscines publiques
2404	André Bauler	Zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau)
2405	Jean Colombera	Interrogatoires de la police judiciaire
2406	Jean Colombera	Diffusion de la messe du dimanche
2407	Nancy Arendt	Parc merveilleux de Bettembourg
2410	Marc Lies	Quote-part des communes dans les traitements des enseignants
2411	Marcel Oberweis	eBac
2412	Fernand Etgen	Abris de chasse
2413	Carlo Wagner	Heure d'été
2414	Marcel Oberweis	Politique énergétique
2417	Jean Colombera	Hépatite
2418	Jean Colombera	Suppression d'emplois dans les hôpitaux
2420	Eugène Berger	Formation professionnelle de base
2421	Jean Colombera	Recherche au Luxembourg
2423	Gast Gibéryen	Cartes d'identité
2424	Fernand Kartheiser	Table ronde sur les investissements au Luxembourg
2425	Marcel Oberweis	«Cancer de bitume»
2426	Georges Engel	Reconnaissance du diplôme d'ingénieur diplômé
2429	Nancy Arendt	Nutrition au «Sportlycée»
2430	Jean Colombera	Quote-part des femmes dans le secteur de la santé
2432	Claudia Dall'Agnol et Alex Bodry	Impôt spécial sur les habitations inoccupées
2435	Lucien Clement	Surpopulation de sangliers au «Haff Réimech» et des dégâts causés aux vignes environnantes
2441	Jean Colombera	Transport en ambulance
2444	Alexandre Krieps	Assurance dépendance
2447	Jean Colombera	Lutte contre le sida
2448	Jean Colombera	Médicaments contenant du cannabis
2449	Léon Gloden	Lycée de Junglinster
2453	Robert Weber	Amélioration de la compétitivité nationale
2454	Robert Weber	Examen-concours pour fonctionnaire de l'État

Session ordinaire 2011-2012

Question 2207 (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher** et **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **moratoire relatif au payement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau:**

Actuellement un moratoire relatif au payement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau a été décrété, ceci suite à un litige juridique survenu lors de l'exécution d'un marché public pour une station d'épuration au sud du pays. Ce moratoire a vraisemblablement déclenché une attitude de réticence quant aux payements d'adaptations de prix en général et ceci sur l'entièreté du territoire du Grand-Duché.

Dans ce contexte, nous souhaiterons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est d'avis que le jugement attendu aura vraiment caractère de jurisprudence du fait qu'il s'agit ici d'un marché non typique de conception-réalisation forfaitaire à prix révisables et que le litige est porté devant le tribunal d'arrondissement et non devant le Tribunal administratif?

Ce moratoire national aura, le cas échéant et en application de l'article 123 (2) dudit règlement grand-ducal, comme conséquence la revendication d'intérêts de retard de la part des entreprises.

- Par quel biais ces intérêts seront-ils remboursés aux communes et syndicats de communes?

Réponse commune (19.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés demandent à savoir si, compte tenu du fait que le marché en cause est un marché forfaitaire à prix révisable et que la juridiction saisie relève de l'ordre judiciaire et non de l'ordre administratif, les ministres s'attendent à ce que des enseignements pour d'autres marchés pourront être tirés de la décision à rendre par le tribunal d'arrondissement.

En vertu de l'article 84 de la Constitution les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire; les litiges tendant à la condamnation au paiement d'une somme d'argent ne sont pas de la compétence des juridictions de l'ordre administratif, quelle que soit la nature du contrat et quelle que soit la qualité des parties au litige. L'ordre judiciaire compétent n'a cependant pas d'incidence sur la réponse à la question posée par les honorables Députés.

L'affaire inscrite sous le n°120.916 du rôle, actuellement pendante devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, soulève des questions de principe sur la lecture de l'article 103, en combinaison avec l'article 104 relatifs aux adaptations des contrats du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics. La question qui demande à être tranchée est de savoir quelles sont les cotations officielles, les mercuriales ou les publications sur lesquelles un adjudicataire peut se baser pour faire valoir des variations imprévisibles de prix pour des matières premières pour lesquelles il n'existe pas de publications officielles au Luxembourg. À notre connaissance, les cours et tribunaux n'ont pas eu jusqu'à présent l'occasion de se prononcer sur ces questions, de sorte que, en dépit de l'effet relatif des décisions de justice, la décision à intervenir a vocation à avoir une certaine autorité.

Les honorables Députés demandent encore à savoir par quel biais les communes et syndicats de communes seront le cas échéant remboursés si des intérêts de retard sont réclamés par les fournisseurs.

1) Il n'est d'abord pas certain que des intérêts de retard seront a) réclamés aux, b) dus par les adjudicateurs.

À cet égard, il n'est en effet pas certain que les sommes qui seraient dues en cas d'adaptations de prix soient soumises aux règles applicables aux acomptes fixés par le règlement grand-ducal du 3 août 2009 prévoyant dans certains cas le paiement d'intérêts de retard par l'adjudicaire (art. 123), parce qu'il ne s'agit pas d'acomptes au sens de l'article 119. Les adaptations de prix obéissent à des règles propres dont une des particularités est que les montants dus ne sont pas payables, en principe, en cours d'exécution du contrat.

Il n'en demeure pas moins que le pouvoir adjudicateur qui ne paie pas à l'échéance alors même que la créance est contestée, sait qu'il court le risque d'être condamné à payer l'intérêt de retard au cas où le bien-fondé de la créance est reconnu.

2) Dans l'affaire citée sous rubrique, l'État conteste le caractère important et imprévisible des fluctuations de prix invoquées et fait valoir le non-respect des formalités prévues par le règlement grand-ducal précité. Dans ce contexte, nous renvoyons les honorables Députés également aux réponses communes du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux questions parlementaires n°2205 et n°2206 *(cf. compte rendu n°2/2012-2013)*, de sorte que l'État estime qu'aucune adaptation ni a fortiori intérêts de retard ne seraient dus.

L'État est évidemment convaincu d'avoir raison et de se voir confirmé en justice. Dans l'hypothèse toutefois où les juges ne suivraient pas l'État dans son raisonnement, il y aurait d'abord lieu d'examiner au cas par cas les différentes situations: la question des hausses légales se pose-t-elle dans les mêmes termes, des intérêts de retard sont-ils réclamés, dus, et l'envergure de ceux-ci est-elle substantielle par rapport à l'envergure totale de la dépense?

Au vu de cet examen, une ligne de conduite concernant une éventuelle participation aux intérêts de retard en fonction du jugement pourra être fixée.

À noter en effet que si de tels intérêts ne seraient certes pas imputables à la responsabilité des pouvoirs adjudicateurs (les communes), l'action intentée par l'État l'a néanmoins été également dans leur intérêt.

3) Une prise en charge des intérêts de retard par le Fonds pour le gestion de l'eau est à exclure en tout état de cause pour les cas où le caractère important et imprévisible de la hausse des prix ne saurait être raisonnablement établi et où les formalités procédurales n'ont pas été respectées, ainsi que pour les cas éventuels où il en résulterait un dépassement de l'enveloppe d'aide fixée par une loi spéciale.

Question 2283 (7.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **nomination pour le directoire de la Banque centrale européenne:**

D'Europaparlament blockéiert d'Nominatioun vum Här Yves Mersch fir den Directoire vun der EZB, well hie keng Fra ass. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech jo selwer ëmmer nees fir Fraequoten an de Verwaltungsréit an a Féierungspositiounen ausgeschwat.

Allerdéngs hat den Här Premierminister d'Verlängerung vu sengem Mandat als Chef vum Eurogroup un d'Nominatioun vum Här Mersch als Member vum EZB-Direktorium gebonnen.

Dowéinst wollt ech den Här Premierminister froen:

1. Wéi beuerteelt d'Lëtzebuerger Regierung d'Verhale vum Europaparlament an der Fro vun der Nominéierung vum Här Mersch?

2. Ass d'Regierung nach ëmmer der Meenung, datt Fraequote sënnvoll sinn?

3. Wéi geet elo d'Nominatiounsprozedur vum Här Mersch virun? Kéint den Europäesche Ministerrot sech an dëser Fro iwwert d'Europaparlament ewechsetzen?

4. Gëtt den Här Premierminister seng Demissioun als Chef vum Eurogroup, wann den Här Mersch ieren net sollt nominéiert ginn?

Réponse (9.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Deputéierte stellt dräi Froen am Zesummenhang mat der Nominatioun vum Här Yves Mersch an den Directoire vun der Europäescher Zentralbank, besonnesch iwwert d'Verhale vum Europaparlament an de méigleche Konsequenze fir den Eurogroup-Chef.

D'Evolutioun vun der Prozedur huet dës Froe beäntwert.

A puncto Fraequote wëllt d'Regierung den Deputéierten drop hiweisen, datt d'Europäesch Kommissioun viru Kuerzem Propositiounen zu deem Sujet gemaach huet an datt d'Regierung deene Virschléi am Prinzip favorabel géintiwwer steet.

Question 2304 (20.9.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **renforcement des effectifs de la Bibliothèque nationale:**

Madame la Ministre a fait savoir que la Bibliothèque nationale aimerait recourir à des étudiants de l'Université du Luxembourg pour renforcer le personnel afin de permettre de prolonger les heures d'ouverture. Cette demande se heurterait à une opposition émanant du Conseil de Gouvernement.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir quelles sont les raisons à la base de cette opposition et comment Madame la Ministre pense pouvoir donner satisfaction à la demande de la BNL, demande qui est dans l'intérêt des lecteurs.

Réponse (12.12.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire n°2304 de Madame la Députée Anne Brasseur appelle de ma part les considérations suivantes.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais statuer que je n'ai pas l'habitude de commenter des propos hors contexte qui me sont attribués de manière aussi indirecte et imprécise. Il me paraît d'ailleurs invraisemblable que j'aie cherché à me cacher derrière une prétendue décision gouvernementale.

Ceci dit, le sujet de l'occupation d'étudiants est généralement le corollaire d'une discussion concernant les heures d'ouverture des instituts culturels. Qui dit ouverture d'instituts culturels hébergeant des valeurs souvent rares et précieuses ne peut pas uniquement penser à l'occupation d'étudiants; il doit aussi faire les comptes du côté de la logistique à mettre en œuvre pour pouvoir consolider l'offre supplémentaire en heures d'ouverture.

Bref, et sans vouloir décourager les attentes légitimes des nombreux visiteurs de la Bibliothèque nationale ou des autres instituts culturels, je me dois de faire remarquer que l'extension des heures d'ouverture des instituts culturels est aussi un problème de ressources humaines et financières d'une façon plus générale.

Pour ce qui concerne les ressources humaines, l'honorable Députée n'ignore pas les contraintes budgétaires et juridiques qui pèsent sur la création d'emplois publics. Il convient également de définir le statut des étudiants à occuper le cas échéant, tout comme il y a lieu de veiller à l'égalité des chances des demandeurs d'emploi, sans oublier l'aspect de la fixation de la rémunération des étudiants.

À l'état actuel de la législation, c'est-à-dire en l'absence de dispositions spécifiques réglant l'emploi d'étudiants en dehors des vacances scolaires, un étudiant serait recruté sur le marché de l'emploi ordinaire où il serait en concurrence avec tout autre demandeur d'emploi remplissant des conditions de recrutement similaires. Comme les dispositions spéciales du Code du Travail en matière de travail de vacances ne sont pas applicables, l'employeur privé doit au moins payer le salaire social minimum, tandis que l'employeur public de la fonction publique classique doit se conformer à la législation sur le régime de l'employé de l'État ou, pour les travaux manuels, au contrat collectif des ouvriers de l'État.

Dans le cas d'un recrutement par le Ministère de la Culture pour le compte du service public d'un institut culturel, l'étudiant devrait donc, à l'instar d'autres personnes occupées dans les mêmes services, remplir au moins les conditions pour l'accès à une carrière inférieure à moyenne de l'employé de l'État.

Tout acteur public qui veut occuper des étudiants universitaires sans être autorisé à engager des employés privés est donc lié à la fois par la législation en vigueur en matière de droit de la fonction publique et par celle en matière de droit du travail commun et il doit respecter la procédure budgétaire obligatoire en matière de création de postes dans la fonction publique (procédure dite du «numerus clausus»).

Or, l'application de la grille des salaires de la fonction publique conduirait très probablement à une distorsion entre salaires pratiqués sur les marchés de l'emploi estudiantin privé et public, tout comme l'exécution des dispositions de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État aurait pour conséquence d'éliminer dès le départ tous les étudiants qui ne sont pas parfaitement trilingues luxembourgeois, français et allemand.

Je peux rassurer Madame la Députée que je reste favorable à coopérer dans le sens d'une solution viable, durable et homogène du problème de l'emploi des étudiants. Toutefois, il s'agit en l'occurrence d'un projet complexe qui ne peut pas uniquement se focaliser ni sur la situation des instituts culturels de l'État ni sur l'engagement d'étudiants.

Question 2328 (28.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **glissières de sécurité:**

En Donneschdeg, de 27. September, ass op der A7 e Motorradsfuerer vun 71 Joer déidlech verongléckt. Den Ëmstänn no ass dëst Accident kaum op ze vill eng héich Vitesse zréckzeféieren. Et schéngt, wéi wann de Pilot op der naasser Strooss ausgerutscht wär.

De Motorradsfuerer ass mam Kierper an d'Leitplanke geroden. Op de Fotoen aus der Press, op deenen d'Motorrad ze gesinn ass, sinn nëmmen „einfach" Leitplanken ze gesinn.

Dowéinst géif ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Waren op där Plaz, wou de Motorradsfuerer verongléckt ass, einfach oder duebel Leitplanken?

2. Ass de Minister sech bewosst, datt duebel Leitplanken am Fall vun engem Accident mat Motoe kënne Liewe retten?

3. Gëtt et e Plang fir systematesch duebel Leitplanken opzeriichten? Wa jo, a wéi engem Zäitplang soll dëse Plang ëmgesat ginn?

4. Besteet nach ëmmer d'Spezialkommissioun fir d'Sécherheet vun de Motorradsfuerer, an där och d'Motorradsfederatioune mat agebonne sinn? Wa jo, wéini ass dës fir d'Lescht zesummekomm? Wa neen, wat waren d'Grënn fir dës Kommissioun ofzeschafen oder net zesummenzeruffen?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les glissières le long de l'A7 où s'est déroulé un accident de moto mortel le 27 septembre 2012.

L'on précise tout d'abord que l'endroit en question, à savoir la bretelle de sortie de l'échangeur Mierscherbierg en direction de Lorentzweiler, en très légère courbure vers la droite, est doté de glissières de protection standard avec des profils en sigma.

L'Administration des Ponts et Chaussées procède depuis des années à la mise en place respectivement au remplacement des glissières de protection selon les nouvelles normes en vigueur sur le réseau routier afin que des glissières de sécurité supplémentaires pour les motocyclistes soient installées. Ainsi, à des endroits potentiellement dangereux des glissières supplémentaires spéciales «motocycles» ou bien des bacs à gravier ont été mis en place en remplacement des glissières ordinaires.

Enfin, la Commission de la Circulation de l'État est chargée de constituer les groupes de travail particuliers, d'en définir leur mission et de désigner leurs membres. Ainsi existe le groupe «audit de sécurité» susceptible d'analyser de tels problèmes. D'autre part, le département des Transports préside également un groupe de travail «motocyclistes» qui a notamment comme mission de préparer les campagnes de sensibilisation particulière aux motocyclistes et qui se prononce sur la formation, dans le cadre du permis, des motocyclistes.

Question 2343 (8.10.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **éoliennes en forêt:**

Die luxemburgische Regierung hat sich verpflichtet, den Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtenergieverbrauch auf 11% bis zum Jahre 2020 anzuheben. Neben der Biomasse und der Photovoltaik bietet sich in einem verstärkten Maß die Windenergie an. Immerhin sollen weitere 90 Windenergieanlagen bis 2020 errichtet werden.

Wissend, dass die Flächen zur Errichtung von Windenergieanlagen besonderen Kriterien unterliegen und nicht genügend Freiflächen zur Verfügung stehen, bietet sich die Möglichkeit an, diese in den Wäldern, dies unter Berücksichtigung von umweltschützerischen Auflagen, aufzustellen. Die Hersteller bieten mittlerweile Windenergieanlagen mir einer Nabenhöhe bis zu 100 m und mehr an, so dass ein grundsätzlicher Ausschluss der Windenergienutzung über Wald in der turbulenzarmen Zone über den Baumkronen denkbar ist.

Wissend, dass die Wälder komplexe Ökosysteme und Lebensraumspender für u. a. bedrohte Arten sind sowie den Menschen Erholung bieten, sind bestimmte Bedingungen einzuhalten. Die Windenergienutzung über Wald kann nur in intensiv forstwirtschaftlich genutzten Wäldern durchgeführt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen sowie dem Herrn Minister für Wirtschaft folgende Fragen stellen:

- Wurden bereits Waldflächen, hinsichtlich der Standortfindung und der Umweltverträglichkeitsprüfung, für die Windenergienutzung über Wald untersucht?

- Ist im Fall der Windenergienutzung über Wald eine ökologische Bauüberwachung und -begleitung vorgesehen, ähnlich wie dies in anderen EU-Mitgliedstaaten der Fall ist?

- Welcher Mindestabstand wird in Luxemburg zwischen der unteren Rotorblattspitze und dem Kronendach des Waldes eingehalten, in der Literatur wird von 60 m gesprochen?

- Welche Mindestfläche wird bei der Errichtung von Windenergieanlagen über Wald benötigt?

Réponse (19.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Der Luxemburger Aktionsplan für erneuerbare Energie sieht einen Ausbau des Potenzials der Windenergie in Luxemburg bis auf eine jährliche Produktion von 239 GWh im Jahre 2020 vor. Im Rahmen der Ausarbeitung des Luxemburger Aktionsplans, welcher auf der LUXRES-Studie „Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg" basiert, wurden keine spezifischen Waldflächen als Standorte für Windenergieanlagen untersucht, da zu diesem Zeitpunkt aufgrund von technologischen Erwägungen, besonders aufgrund der damals verfügbaren Turmhöhen, die Möglichkeit für eine Nutzung auf Waldflächen als nicht darstellbar angesehen wurde. Nach dem derzeitigen Wissensstand müsste das bis zum Jahre 2020 auszuschöpfende Potenzial in Luxemburg ohne die Benutzung von Waldflächen zu realisieren sein, dies allerdings nur unter der Voraussetzung, dass sich auf den Flächen mit hohem Windenergiepotenzial die dort vorangetriebenen Projekte als genehmigungsfähig erweisen.

Die bisher in Luxemburg im Rahmen der Genehmigungsprozeduren offiziell eingereichten Projekte betreffen lediglich Standorte im Offenlandbereich. Aus diesem Grunde wurden seitens der staatlichen Verwaltungen bisher keine Waldstandorte für Windkraftanlagen untersucht.

Die Wälder Luxemburgs stellen ein wichtiges Ökosystem dar, sind Rückzugsbiotop für viele gefährdete Tierarten und genießen seit Jahrzehnten einen strengen gesetzlichen Schutz. Der Bau von Windkraftanlagen innerhalb des Waldareals würde lokal zu einer direkten Zerstörung des Waldes führen sowie zu einer allgemeinen Verschlechterung des Ökosystems Wald beitragen.

Im Rahmen der von Luxemburg eingegangenen Verpflichtungen im Bereich der erneuerbaren Energien werden wir die Nutzung von Windenergie mittelfristig genauer analysieren und eine genaue Abwägung mit den Zielen des Natur- und Artenschutzes vornehmen.

Question 2366 (22.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **parquet européen:**

Zënter enger Rei Jore gëtt um Niveau vun der EU iwwert d'Kreatioun vun engem „Parquet européen" diskutéiert. Déi Europäesch Kommissioun schéngt bereet ze sinn, bannent kuerzem dem Conseil e Projet fir e Reglement ze proposéieren, an deem esou en Organ soll iwwert de Wee vun enger „verstäerkter Zesummenaarbecht" tëschent enger begrenzter Zuel vu Memberstate virgeschloe ginn. E puer Memberlänner wëllen nämlech bei esou enger Initiativ net matmaachen.

An op d'mannst dräi europäeschen Décisiounen (8. Abrëll 1965, Conseil européen vu Laeken vum Dezember 2001 a Conseil européen vu Bréissel vum Dezember 2003) gouf festgehalen, datt Lëtzebuerg sollt de Sëtz vun esou engem Parquet kréien.

An deem Kontext wéilt ech dem Premierminister an dem Ausseminister dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt de Projet vun engem „Parquet européen" soll an noer Zukunft méi konkret ginn?

2. Wëll d'Regierung sech dofir asetzen, datt Lëtzebuerg, esou wéi et festgehale gouf, de Sëtz vun deem „Parquet européen" kritt?

3. Wëll d'Regierung sech dofir asetzen, datt et sech dobäi net ëm e Pro-forma-Sëtz handelt an datt dat ganzt Personal vu Lëtzebuerg aus täteg ass?

Réponse commune (14.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1. Jo, no den Informatiounen, déi eis virleien, schafft d'Kommissioun un enger Initiativ iwwert de „Parquet européen", déi sollt virum Summer 2013 virgestallt ginn.

2. Jo, d'Regierung wëllt sech dofir asetzen, datt Lëtzebuerg, esou wéi festgehalen, och de Sëtz vum „Parquet européen" kritt.

3. Jo, d'Regierung wëll sech dofir asetzen, datt et sech dobäi net ëm e Pro-forma-Sëtz handelt.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2353 (15.10.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chemin repris 139 entre Lellig et Herborn:**

Depuis une quinzaine d'années, le chemin repris entre Lellig et Herborn se trouve sur une large partie du trajet dans un état de dégradation progressive (CR139).

Voilà pourquoi j'ose poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons qui ont empêché jusqu'à ce jour le département des Travaux publics de réaliser le renouvellement du CR139 sur le tronçon évoqué ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur un éventuel projet de redressement du CR139 entre Lellig et Herborn?

- L'éventuel réaménagement du chemin repris en question risque-t-il de figurer parmi les projets d'infrastructure qui devront être abandonnés en raison des mesures d'économies à réaliser dans le cadre du projet de budget 2013?

- Dans la négative, est-il possible d'indiquer l'échéancier selon lequel Monsieur le Ministre entendra parer au plus tard à cette situation déplorable?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur le CR139 entre Lellig et Herborn.

Il est vrai que le chemin repris CR139 entre Lellig et Herborn ne se trouve actuellement pas dans un bon état entre les P.K. 9.900 et 10.420, donc précisément sur le tronçon Hierbermillen jusqu'à l'intersection avec le CR135 menant vers Berbourg.

En effet, ce tronçon ne bénéficie pas d'une couche de roulement constituée de béton bitumineux, mais seulement d'un enduisage superficiel soit goudronnage, qui présente des ornières qui sont dues en particulier à une couche de fondation de portance insuffisante.

La partie subsistante du CR139 se trouve dans un état convenable, même si la route est assez étroite et qu'à quelques endroits les accotements font défaut.

Un avant-projet afférent avec devis est établi par mes services. L'on envisage également la mise en place d'une nouvelle conduite d'eau par l'administration communale. En outre, l'analyse des conséquences sur l'impact environnemental ainsi que les mesures de protection à prendre lors de la réalisation du projet sont disponibles.

Ce projet sera réalisé en fonction des moyens budgétaires disponibles.

Entre-temps, l'administration procédera à tous les travaux de réfection qui s'avéreront nécessaires sur le tronçon précité, pour autant que les moyens budgétaires pour travaux d'entretien le permettent.

Question 2370 (24.10.2012) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **nouveau pont frontalier à Grevenmacher:**

Selon mes informations, la construction d'un nouveau pont frontalier à Grevenmacher aura pour conséquence la fermeture de la traversée de la Moselle à Grevenmacher pour trois mois.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, comment sera dévié le trafic pendant cette période?

- Est-il prévu notamment, en collaboration avec les services compétents allemands, de diriger les flux du trafic directement sur les grands axes routiers (A1, A13)

- Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre ne craint-il pas une surcharge des autres ponts frontaliers et notamment de celui à Wormeldange, en particulier pendant les heures de pointe?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de la construction du nouveau pont transfrontalier à Grevenmacher.

En effet, la construction du nouveau pont frontalier sur la Moselle entre Grevenmacher et Wellen devra se faire moyennant une fermeture de la traversée du pont de quatre mois et demi. La période de fermeture devra être mise à profit pour permettre tout d'abord la démolition de l'ouvrage actuel, piles incluses, ensuite la fi-

nalisation des nouvelles piles se trouvant de par des contraintes topographiques partiellement au même endroit que les piles existantes et finalement la mise en place du tablier du nouveau pont suivi par des travaux routiers.

Ces travaux qui s'enchaînent sont constitués en partie de phasages de haute complexité et ne sont que difficilement compressibles dans le temps. S'agissant d'une structure presqu'exclusivement métallique, sa conception est cependant telle qu'un préassemblage des travées d'approche ainsi que de la partie centrale comprenant l'arc peut se faire avant la mise hors service du pont existant de sorte que la durée des travaux sera fortement réduite.

Comme lors de tout chantier de réhabilitation ou de reconstruction de pont traversant la Moselle ces dernières années, le trafic ne pourra que se répartir sur les ponts voisins.

En étroite collaboration avec les autorités compétentes allemandes, il est prévu d'orienter les flux de trafic dans la mesure du possible sur les grands axes routiers. Il n'en reste pas moins qu'une partie de la circulation choisira le pont de Wormeldange pour traverser la Moselle et des mesures ponctuelles temporaires ont été analysées au droit de Wormeldange pour réduire les perturbations de trafic autant que possible notamment aux heures de pointe. Ainsi il sera possible de décroiser les flux de trafic à quelques points névralgiques notamment par l'instauration temporaire d'un sens unique afin d'accroître respectivement de conserver la fluidité du trafic.

Question 2379 (16.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**augmentation de capital auprès de la Cargolux:**

Il me revient par voie de presse dans le cadre des négociations menées sur une éventuelle augmentation de capital de la société Cargolux, Monsieur le Ministre du Développement durable est cité dans la presse avec des déclarations contradictoires. Lors de la table ronde avec les acteurs de l'aviation et les syndicats cette semaine, le Ministre du Développement durable et Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ont affirmé que lors d'une augmentation du capital le poids des différents actionnaires devrait rester inchangé. Dans l'édition du «Lëtztebuerger Land» d'aujourd'hui, Monsieur le Ministre est cité avec les propos suivant: «Infrastrukturminister Claude Wiseler (CSV) unterstreicht nicht zum ersten Mal, dass Luxair und Cargolux private Unternehmen seien, und macht deutlich, dass auch die staatlichen Akteure bei eventuellen Kapitalerhöhungen von Cargolux nicht wiederholt mitmachen könnten. Eine Insolvenz schließt er deswegen nicht aus.»

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie du Gouvernement en vue des augmentations de capital qui s'annoncent auprès de la Cargolux?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il m'informer laquelle des déclarations citées dans la presse s'avère être exacte?

Réponse (4.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la stratégie du Gouvernement en vue d'une augmentation du capital de la société anonyme Cargolux.

La question ayant été posée dans le contexte d'une situation différente de l'actionnariat (présence de Qatar Airways), elle n'est, vu la situation actuelle, plus de circonstance.

Question 2384 (30.10.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **nouveau giratoire au lieu-dit «Helfenterbrück»:**

À l'intersection des routes nationales n^{os} 5 et 34 au lieu-dit «Helfenterbrück» à Bertrange, un nouveau giratoire surplombant les voies ferrées est en voie de construction.

En date du 23 mai 2003, le Gouvernement a retenu, dans le cadre de la construction d'une deuxième école européenne à Bertrange/Mamer, que ce giratoire serait construit de façon à permettre l'aménagement d'une troisième voie ferrée dans l'intérêt de la promotion du rail en tant que moyen de transport performant entre la ville de Luxembourg et la région de l'ouest.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le gabarit de l'ouvrage en question tient toujours compte d'un tel aménagement à trois voies?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de la construction d'un nouveau giratoire surplombant la N5 et N34 à «Helfenterbrück».

Le gabarit du tunnel construit dans le cadre du réaménagement du carrefour N5/N34 a été élargi de 4,4 mètres à une largeur totale de 16 mètres.

Cette «surlargeur» de 4,4 mètres a été définie ensemble avec le service technique des CFL afin de permettre à moyen ou long terme l'aménagement d'une troisième voie ferrée.

Question 2385 (30.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **raton laveur:**

De Wäschbier ass en Déier, dat net op natierlechem Wee an eis Regiounen agewandert ass. Déi Spezies gouf an der Mëtt vum 20. Jorhonnert aus Nordamerika importéiert an ausgesat. An der Tëschenzäit huet se sech och an eise Regiounen ausgebreet. Am Joer 2007 gouf an der Äntwert op eng parlamentaresch Ufro festgestallt *(cf. question parlementaire n°1936 - compte rendu n°1/2007-2008)*, datt déi Déiere bis dohin haaptsächlech am Éislek gesi goufen.

An dësem Zesummenhang wollt ech dem Här Ëmweltminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell Asiichten iwwert de Bestand vun der Populatioun vun de Wäschbieren (regional Verbreedung an zueleméisseg Schätzung)?

2. Wéi schätzt d'Regierung den Afloss vun de Wäschbieren op d'Déieren an d'Planzewelt hei am Land an? Gëtt et Informatiounen iwwer Schied un Haiser oder un Infrastrukturen duerch Wäschbieren?

3. Gëtt et aktuell Mesuren, fir d'Populatioun vun de Wäschbieren zueleméisseg ze steieren ouni se missen ze joen?

Réponse (19.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Et gëtt keng aktuell Statistiken iwwert d'Verbreedung an d'Unzuel vun de Wäschbieren zu Lëtzebuerg. Aus der leschter Etüd vum Joer 2002 war awer erauskomm, dass déi Aart méi am Éislek wéi am Guttland verbreet ass.

Den Afloss vum Wäschbier op eenheemesch Planzen an Déieren dierft net vill anescht si wéi an Däitschland, wou e ganz geréng ass (cf. Hohmann & Bartussek 2001). Informatiounen iwwer Schied duerch Wäschbieren un Haiser oder un Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gëtt et keng.

Säit dem 1. August 2011 kann de Wäschbier awer dat ganzt Joer iwwer bejot ginn. Dat heescht, dass d'Naturverwaltung elo geschwënn déi éischt Auswäertung ka maachen iwwer geschosse Wäschbieren hei am Land. Déi Analys wäert eis Informatioune ginn iwwert d'Zuel vu geschossene Wäschbieren, mä och iwwert déi geografesch Verdeelung vun där Zuel, an domadder kréie mer eng Indikatioun iwwert d'Verbreedung.

Déi eenzeg Alternativ wier, fir de Wäschbiere mat Falen nozestellen. Dat hätt awer da keng legal Basis, wier deemno illegal.

Weider Informatiounen fannt Der ënner:

- Schley, L. (2002) Expansion géographique de quelques espèces de mammifères en Europe: le rat musqué, le ragondin, le raton laveur, le chien viverrin, le vison d'Amérique, le castor d'Eurasie et le lynx - Situation au Grand-Duché de Luxembourg et conséquences. Administration des Eaux et Forêts, Luxembourg, 102 pp.;

- Hohmann, U. & Bartussek, I. (2001) Der Waschbär. Verlagshaus Reutlingen-Oertel & Spörer, Reutlingen, 200 pp.

Question 2391 (2.11.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**internat sociofamilial à Dudelange:**

Le programme 2013 des dépenses du Fonds d'investissement public sanitaire et social prévoit la somme de 600.000 € pour la construction d'un internat sociofamilial sur l'ancien site du Centre national de l'audiovisuel (CNA) à Dudelange. Considérant, d'une part, le nombre croissant de familles monoparentales et de familles en détresse et, d'autre part, le manque évident de structures pouvant accueillir des enfants et des jeunes en détresse, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un internat sociofamilial sera construit sur le site en question?

2) Dans l'affirmative, dans quel délai ce projet sera-t-il réalisé?

3) Quelle est la catégorie d'âge à laquelle cet établissement s'adressera et quel est le nombre estimatif d'enfants ou de jeunes pouvant être accueillis dans cet établissement?

4) Pour quelle raison la somme prévue pour la construction de cet établissement dans les années précédentes a-t-elle été réduite de façon considérable?

5) Est-ce qu'une étroite collaboration du Ministère du Développement durable et des Infrastructures avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration a lieu pour définir les besoins d'accueil ainsi que le concept global du projet?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert au sujet de la construction d'un internat sociofamilial sur l'ancien site du CNA à Dudelange.

En effet, un internat sociofamilial sera construit dans le cadre de la rénovation des locaux ayant abrité le CNA, adjacents aux locaux hébergeant déjà la Fondation Pro Familia.

Les bureaux d'études mandatés poursuivront les études d'avant-projet sommaire («APS») et d'avant-projet détaillé (APD) sur base de l'étude de faisabilité approuvée par toutes les parties. Par la suite, les autorisations requises pourront être demandées fin 2013. Les travaux pourraient donc débuter fin 2014 et en tenant compte d'une durée de chantier estimée à deux ans, le bâtiment devrait être disponible pour fin 2016.

Le programme de construction élaboré par la Fondation Pro Familia prévoit 30 places pour des enfants âgés de six à 13 ans.

Le projet est à charge du Fonds d'investissement public sanitaire et social a été réduit de six à quatre millions d'euros. Le projet de construction initial prévoyait de construire l'internat sur un terrain adjacent sis rue Zinnen et de réaffecter le bâtiment ayant abrité le CNA pour les besoins d'un centre polyvalent pour enfants. Pour des raisons d'économies, ce projet a été réorienté en prévoyant la rénovation des anciens locaux du CNA pour les besoins de l'internat sociofamilial.

À noter enfin que le programme de construction a été approuvé par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. L'Administration des Bâtiments publics et les bureaux d'architecte et d'études mandatés ont travaillé en étroite collaboration avec les responsables de la Fondation Pro Familia.

Question 2395 (5.11.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **autorisations des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Selon mes informations, les services compétents de l'Administration des Ponts et Chaussées se voient obligés d'introduire chaque année auprès du département des Transports une demande d'autorisation afin de pouvoir augmenter la masse maximale de leurs véhicules destinés au service d'hiver. De même, une autorisation de circuler pour les chasse-neiges est requise dans un rythme quinquennal. Parallèlement, une demande doit être introduite chaque année auprès de l'Administration des Douanes et Accises en vue d'une exemption de payement du droit d'usage pour le réseau autoroutier pour les véhicules concernés.

Considérant que le Gouvernement entend promouvoir la simplification administrative, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une autorisation unique valable jusqu'à leur mise hors service serait suffisante pour les véhicules concernés?

- Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il simplifier les procédures en question?

Réponse commune (19.12.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre,* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert si le Gouvernement entend, dans le cadre de la simplification administrative, introduire une autorisation unique en matière de circulation et de taxation des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées qui sont utilisés dans le cadre du service hivernal.

En effet, l'on précise tout d'abord que le service hivernal est assuré conjointement par l'Administration des Ponts et Chaussées et les administrations communales et, le cas échéant, des entreprises privées susceptibles de les épauler en cas de besoin afin de maintenir la fluidité du trafic. Par conséquent, prévoir des autorisations spéciales se limitant aux seuls véhicules de mes services n'est pas envisageable.

D'une part, en ce qui concerne la masse maximale des véhicules, une autorisation individuelle doit être sollicitée en vertu de l'article 7 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques qui est alors délivrée dans des cas exceptionnels lors de la première immatriculation. Cette autorisation reste valable pour toute la durée de vie du véhicule.

D'autre part, une autorisation quinquennale pour les véhicules chasse-neige est requise par les textes réglementaires.

Mes services analyseront cependant l'opportunité de l'octroi d'autorisations dont la validité serait liée à la mise hors service du véhicule concerné, tout en tentant d'établir un relevé d'autres véhicules également susceptibles d'être couverts par une telle autorisation unique.

Question 2397 (7.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **contributions et subventions pour les organisations européennes et internationales:**

An Zäiten, wou muss gespuert ginn, ass et wichteg, de Budget vun all Ministère op d'Noutwendegkeet vun den Dépensen hin ze iwwerpréiwen.

An dësem Kontext hannerfreet d'ADR och déi finanziell Kontributiounen a Subventioune vun eisem Land fir déi europäesch oder international Organisatiounen. De Projet de loi iwwert de Budget fir d'Joer 2013 gëtt dozou net genuch Prezisiounen.

Dowéinst wëll ech dës Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Kann den Här Minister der Chamber eng detailléiert Opschlësselung vun alle lëtzebuergesche Kontributiounen oder Subventiounen, souwuel a relativen, wéi an absoluten Zuelen, zu de verschiddenen europäeschen an internationalen Organisatioune ginn, an deenen eist Land Member ass oder aus soss Grënn kontribuéiert?

2. Kann den Här Minister der Chamber all Kontributiounslëschte vun allen europäeschen an internationalen Organisatiounen zoukomme loossen, an deenen eist Land Member ass, oder zu deenen et soss kontribuéiert, mat de Kontributioune vun allen hire Memberstaten, an de jeeweilegen, aktuelle Verdeelungsschlësselen?

3. Kann den Här Minister der Chamber eng detailléiert Opschlësselung no sougenanntenen „obligatoreschen" a „fräiwëllegen" Kontributiounen oder Subventioune ginn, mat enger detailléierter Erklärung fir all fräiwëlleg Kontributioun oder Subventioun souwuel iwwer hir Héicht wéi iwwer hiren Zweck?

Réponse (11.1.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Op d'Froe vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert déi finanziell Kontributiounen a Subventioune vun eisem Land fir déi europäesch oder international Organisatiounen, kann ech déi folgend Äntwert liwweren:

Déi obligatoresch Kontributiounen a Subventiounen un europäesch an international Organisatiounen an deene Lëtzebuerg Member ass (Artikel 35.030), wéi och de Prozentsaz vum Lëtzebuerger Bäitrag zum ganze Budget, si fir 2013 op dës Montanten estiméiert ginn:

Organisatioun	€	Prozentsaz
NU - Contributions aux budgets ordinaires	1.665.407	0,081%
Réfection du siège de l'ONU	186.030	0,081%
Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN)	251.206	0,139%
Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) y compris l'agence internationale de l'énergie	741.265	0,33%
Conseil de l'Europe, y compris le Fonds européen pour la jeunesse	646.402	0,231%
Union de l'Europe Occidentale (UEO) - Budget spécial d'exécution des tâches administratives résiduelles suite à la dissolution de l'UEO	48.264	0,31%
Union économique BENELUX	477.408	6%
Bureau International du Travail (BIT)	270.206	0,081%
Organisation mondiale des Douanes (OMD)	33.180	0,161%
Organisation mondiale du Commerce (OMC)	630.975	0,412%
Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	12.250	*
Conférence de La Haye de Droit international privé	19.182	UPU**
Cour permanente d'arbitrage de La Haye	3.237	UPU**
Bureau international pour la publication du tarif douanier	6.780	0,081%
Organisation maritime internationale	51.956	0,13%
OSCE: a) Organisation pour la sécurité et pour la coopération en Europe	464.846	***
b) Divers: Court of conciliation & arbitration	417	0,47%
WASSENAAR Arrangement	2.593	0,1429%
Tribunal international sur l'ex-Yougoslavie	85.265	0,081%
Tribunal international sur le Rwanda	54.849	0,081%
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) - Budget ordinaire (partie 1, payable en US$)	28.039	0,081%
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) - Budget ordinaire (partie 2, payable en €)	54.386	0,081%
OIAC - Prohibition des armes chimiques	59.711	0,081%
Cour pénale internationale	146.078	0,081%
Union européenne - Centre satellitaire et Centre d'études de sécurité de l'UE	44.153	****
Tribunal international de la Mer	11.739	0,081%
International Seabed Authority	5.985	0,081%

* Le système de contribution UNIDROIT se réfère au système de l'ONU. Comme la contribution du Luxembourg au budget de l'ONU évolue entre 0,05% et 0,11%, le Luxembourg contribue cinq unités de 2.450 € (total 12.250 €).

** Le financement des activités de l'UPU (Union Postale Universelle) est indépendant du système des Nations Unies. Toutes les dépenses budgétaires sont financées conjointement par les Pays membres selon un système de classes de contribution. Lors de leur admission, les nouveaux membres peuvent choisir l'une des dix classes de contribution comprenant de 1 à 50 unités. Les contributions du Luxembourg sont l'équivalent de trois unités UPU.

*** à l'OSCE deux clés budgétaires s'appliquent pour le Luxembourg: 0,47% pour les contributions au budget «institutionnel/ Secrétariat général» et 0,25% pour le budget pour les missions.

**** La réponse à la question parlementaire n°2398 a fourni davantage de détails sur les contributions du Luxembourg au budget de l'UE *(cf. compte rendu n°3 /2012-2013)*.

D'Kontributiounen zu den UNO-Missiounen (Artikel 35.032) sinn op dem nämlechten Prozentsaz baséiert wéi all aner lëtzebuergesch Kontributioun déi un d'UNO geet (0,081%).

Wat déi sougenannten «fräiwëlleg» Kontributiounen ugeet, sou sief ze bemierken, dass, wéi hiren Titel et scho verréit, dës Kontributioune fräiwëlleg sinn. Déi Zuelen, déi am Budget 2013 stinn, si just Indikatiounen. Et ass um Minister, fir déi definitive Decisioun ze huelen, zu wellechem Zweck dës Kontributiounen a Subventiounen schlussendlech benotzt solle ginn.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass dës fräiwëlleg Kontributiounen en essentielle budgetäre Moyen sinn, fir déi politesch Prioritéite vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, déi all Joer an der Ried zur Aussepolitik presentéiert ginn, ëmzesetzen. Dës fräiwëlleg Kontributioune sinn also indispensabel, fir kënnen Akzenter ze setzen an deenen Domäner, déi net vun der Défense- oder der Kooperatiounspolitik couvréiert sinn.

Dës Kontributioune sinn och wichteg fir d'Visibilitéit vun der Lëtzebuerger Aussepolitik an droen och oft derzou bäi, dass verschidden international Organisatiounen Aufgabe kënnen erfëllen, déi se ouni dës Kontributiounen net kéinten ausféieren.

Den Artikel 35.031 (Article subventions à des institutions et organisations internationales; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité) couvréiert zwee Voleten:

- op där enger Säit ënnerstëtzt Lëtzebuerg iwwert dëse Wee Ënnerorganisatioune vun der UNO, der EU an dem Conseil de l'Europe, wéi och aner Organisatiounen, déi sech an Domäner asetzen, déi fir Lëtzebuerg prioritär sinn, nämlech: Mënscherechter, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet an Désarmement. Aus deem Grond sinn am Budget 2013 déi folgend Proposë festgehale ginn:

Haut Commissariat aux droits de l'Homme (ONU)	120.000
Actions d'appui au processus démocratique	400.000
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	7.500
Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)	20.000
Commission de Venise (organe consultatif du Conseil de l'Europe)	15.000
Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)	10.000

- op där anerer Säit ënnerstëtzt Lëtzebuerg mat dësem Artikel konkret a geziilten Aktiounen an den Domäner Mënscherechter, Désarmement an Non-prolifératioun, sou wéi Stabilisatioun a Süd-Ost Europa, besonnesch am Balkan. Déi Aktiounen, déi ënnerstëtzt solle ginn, stinn nach net fest a ginn eréischt am Laf vum Joer décidéiert.

Traditionell ginn am Domän Désarmement an Non-prolifératioun, zum Beispill Aktioune géint d'Streebomme wéi och géint d'Antipersounemminnen ënnerstëtzt.

Promotion des droits de l'Homme	550.000
Actions dans le secteur du désarmement et de la non-prolifération	200.000
Stabilisation de l'Europe du sud-est	105.500

Q64

Question 2401 (8.11.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **chlore dans les piscines publiques:**

Plusieurs études internationales et pluridisciplinaires, dont notamment plusieurs menées depuis plus de vingt ans par le professeur Alfred Bernard, directeur de recherches au FNRS, professeur de toxicologie à l'Université catholique de Louvain et membre du Conseil scientifique de l'Anses à Paris (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont établi un lien entre la fréquentation de piscines désinfectées au chlore et le développement de pathologies à court et à long termes telles que la bronchiolite, l'eczéma, des allergies, l'asthme, la diminution de la fertilité masculine et le cancer de la vessie. En effet, ces pathologies sont provoquées par le chlore et les sous-produits de chloration, notamment les chloramines et les trihalométhanes (THM). Les jeunes enfants sont particulièrement sensibles aux effets néfastes de ces produits en raison de la grande fragilité des voies respiratoires et autres organes en pleine maturation pendant la petite enfance. Plusieurs pays dont l'Allemagne, la France et la Suisse, recommandent la prudence et même déconseillent la pratique de la natation en piscine chlorée pour les très jeunes enfants ayant des antécédents d'allergies ou d'infections respiratoires. La France recommande même que la pratique de bébé nageur se fasse avec un suivi médical indépendamment des antécédents. La région wallonne a récemment autorisé l'utilisation de méthodes alternatives de désinfection de piscines (l'ionisation cuivre/argent notamment, qui exclut l'utilisation du chlore). L'Allemagne et la Suisse ont renforcé leur législation en imposant des normes plus sévères pour le chlore libre et les résidus de chloration dans l'air et dans l'eau.

À titre d'exemple, les normes recommandées en Allemagne sont pour le chlore libre dans l'eau: 0,3-0,7 mg/l; pour le chlore combiné dans l'eau: 0,2 mg/l; pour la trichloramine dans l'air, 0,2 mg/m^3 et pour le chloroforme dans l'eau de 30 µg/l. La Suisse a adoptée une norme de trichloramine dans l'air de 0,3 mg/m^3.

Or, au Luxembourg, le programme préscolaire (crèches et maisons relais) et scolaire prévoit des cours de natation hebdomadaires/bimensuels, ce qui expose ainsi les enfants à ces produits notoirement toxiques, allergisants et cancérigènes.

La réponse du Ministre de la Santé du 29 février à la question parlementaire n°1871 de l'honorable Député Marcel Oberweis à propos du chlore *(cf. compte rendu n°6/2011-2012)*, fait état uniquement d'une «sensibilité» accrue au chlore des nageurs de compétition et reste muet sur les effets toxiques et cancérigènes des sous-produits du chlore énumérés ci-dessus. En particulier, elle n'aborde pas les risques que ces produits font courir aux très jeunes baigneurs ainsi qu'au personnel des piscines.

Compte tenu de ce qui précède:

- Que prévoit la législation pour minimiser l'exposition des enfants aux produits de chloration dont les propriétés toxiques semblent de plus en plus établies? En particulier, quelles sont actuellement les normes en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg pour le chlore libre, le chlore combiné, la trichloramine et le chloroforme? Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'aligner ces normes sur celles en application en Allemagne ou en Suisse?

- Est-ce qu'il ne serait pas judicieux, pour la prévention des risques de santé à long terme des enfants, d'utiliser des méthodes de désinfection sans chlore pour les piscines publiques, et notamment celles des écoles?

- Quels sont actuellement les niveaux de contamination des piscines par les principaux produits et sous-produits de chloration, en particulier ceux repris dans la législation allemande (chlore libre et combiné, trichloramine et chloroforme)?

- À quelle fréquence vérifie-t-on la concentration de ces substances dans l'air des piscines? En ce qui concerne les piscines fréquentées par les écoliers, quels sont les contrôles et les mesures de prévention mis en place, aussi bien en ce qui concerne l'eau que l'air?

- Afin de réduire la concentration de la trichloramine, de THM et du chloroforme dans l'air et/ou dans l'eau et, par ce fait, d'en protéger les nageurs, il est indispensable que la piscine dispose d'un système d'aération performant qui permet de renouveler l'air quatre à huit fois par heure (selon le taux d'occupation) et un système de renouvellement de l'eau constant. Qu'en est-il des piscines publiques au Luxembourg?

- Y a-t-il une recherche en cours au Luxembourg pour trouver des méthodes alternatives à la chloration de l'eau pour les piscines publiques?

- Est-ce que l'asthme et le rhume des foins (e. a.) éventuellement développés par les maîtres nageurs pourront donc être considérés comme maladie professionnelle?

Réponse (13.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens d'abord à rappeler à l'honorable Député ma réponse à la question parlementaire n°1871 concernant le même objet.

Pour les piscines ouvertes au public qui se trouvent à l'intérieur d'un bâtiment, la concentration de chlore libre dans l'eau se situe entre 0,3 et 0,6 mg/l; ceci conformément à la norme allemande DIN 19643. Pour les piscines à l'air libre, la concentration est comprise entre 0,6 et 1,0 mg/l. La norme DIN 19643 est une des plus strictes dans toute l'Europe. Dans d'autres pays d'Europe, des concentrations en chlore libre allant jusqu'à 4 mg/l sont tolérées, voire recommandées. Pour la valeur du chlore combiné au Luxembourg des valeurs jusqu'à 0,2 mg/l sont tolérées.

À titre d'exemple, cette valeur est de 0,9 mg/l en Belgique.

La présence de chlore dans l'eau de piscine est nécessaire pour prévenir la propagation éventuelle de maladies infectieuses.

La trichloramine se retrouve sous forme de gaz dans l'air des piscines; il s'agit d'une molécule qui prend naissance par une réaction chimique entre le chlore dissous dans l'eau de piscine et des produits organiques contenant de l'azote. Ces produits organiques azotés, qui proviennent des utilisateurs de la piscine, sont notamment constitués de débris de peau, de cheveux, d'urines, de selles ou de secrétions corporelles diverses. Une augmentation de ces produits azotés dans l'eau des piscines fait augmenter le taux de trichloramine émis, d'où l'intérêt d'une hygiène stricte avant l'entrée dans le bassin. L'odeur typique dans les piscines est due à ce gaz.

La norme pour la teneur en TFP (trihalomethanformation-potential qui est la somme des paramètres chlorodibromométhane, dichlorobromométhane, chloroforme et bromoforme) est de 20 µg/l dans l'eau du bassin.

Selon le «Umweltbundesamt» en Allemagne, les valeurs en TFP dans l'air corrèlent avec les concentrations dans l'eau du bassin. Par conséquent, des concentrations conformes dans l'eau mènent à des concentrations raisonnables dans l'atmosphère de la piscine.

Actuellement aucun autre désinfectant que le chlore n'est admis pour la désinfection de l'eau dans les bassins. Cette concentration peut être réduite à 0,2 mg/l si l'eau est désinfectée moyennant d'ozone lors de son passage dans les filtres. La désinfection de l'eau par de l'ozone est plus coûteuse. Cette mesure est actuellement uniquement prévue pour les bassins thérapeutiques.

L'Inspection sanitaire de la direction de la Santé effectue annuellement des contrôles de routine dans les piscines du Grand-Duché de Luxembourg lors desquels les paramètres d'hygiène (chlore libre, chlore combiné et chlore total) sont mesurés sur place, et des échantillons d'eau sont prélevés pour déterminer entre autres la concentration en TFP.

La mesure de concentration de trichloramine dans l'air de piscine n'est pas encore technique courante. Ce n'est d'ailleurs que depuis peu que des appareils spécifiques pour le contrôle de routine sont en train de faire leur apparition sur le marché.

Les piscines couvertes du Luxembourg sont en principe dotées d'un système de ventilation efficace.

Par maladie professionnelle, on entend une «altération organique ou fonctionnelle contractée par un assuré lors d'une activité professionnelle qui comporte l'exposition à un risque spécifique».

Une maladie ne peut être considérée comme maladie professionnelle que si elle a été causée selon l'état actuel des connaissances médicales par des influences spécifiques auxquelles cer-

tains groupes de personnes sont plus particulièrement exposés du fait de leur travail par comparaison avec la population moyenne.

Ainsi, d'après le tableau des maladies professionnelles, qui regroupe les pathologies en fonction de six catégories d'agents nocifs, les «maladies obstructives des voies respiratoires causées par des substances chimiquement irritantes ou toxiques ayant nécessité l'abandon de toutes activités qui ont été ou qui peuvent être en relation causale avec l'origine, l'aggravation ou la réapparition de la maladie» peuvent donner lieu à une déclaration de maladie professionnelle à l'Association d'assurance accident (AAA).

Si, entre 2002 et 2011, l'AAA a reconnu 17 maladies professionnelles concernant ce type de pathologie, aucune n'a toutefois été reconnue chez les maîtres-nageurs.

Question 2404 (9.11.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau):**

Les communes de Bourscheid, de Tandel et de Vianden se proposent de créer une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau) tout près de la N7/E421 entre Diekirch et Hoscheid.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1257 du 15 février 2011 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que l'Administration des Ponts et Chaussées envisage de réaliser au lieu-dit en question un carrefour dénivelé capable de servir d'accès à la zone d'activité tout en supprimant le carrefour «Kippenhof» si bien que les manœuvres de tourne-à-gauche y appartiendraient au passé. Monsieur le Ministre avait également souligné qu'un avant-projet sommaire n'aurait pas encore pu être finalisé étant donné que des éléments de planification concrets de la zone d'activité projetée feraient défaut.

Voilà pourquoi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il entre-temps d'informations détaillées relatives au programme et aux aménagements de la zone d'activité sous rubrique?

- Dans l'affirmative, quels seraient les travaux à effectuer en cet endroit, par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en vue de sécuriser l'accès à la future zone d'activité? L'avant-projet sommaire a-t-il pu être mis au point au fil des derniers mois?

- Si tel était le cas, serait-il possible d'obtenir des précisions au sujet du coût estimatif des travaux de réaménagement et de sécurisation à mettre en œuvre? Comment les coûts d'infrastructures seraient-ils répartis entre les partenaires concernés?

Réponse (17.12.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de l'accès à la zone d'activité «Flébour».

En effet, au vu de la création d'une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près du village de Michelau, décidée par les communes de Bourscheid, Putscheid, Tandel et Vianden, il est devenu indispensable de réaliser, à cet endroit de la N7, des mesures destinées à sécuriser l'accès à la future zone d'activité. Alors que l'avant-projet sommaire pour l'aménagement du carrefour entre la N7 et le CR337 au lieu-dit «Koeppenhaff» a été approuvé par mes soins fin juillet 2010, un bureau d'études est maintenant en train de finaliser l'avant-projet détaillé suite à des réunions avec des représentants du département de l'Environnement, de la commune de Bourscheid et de l'Administration des Ponts et Chaussées. Au lieu-dit «Closdelt», un passage souterrain est prévu pour éviter des mouvements de tourne-à-gauche notamment à l'accès de et vers Brandenbourg.

Cependant, à l'heure actuelle, aucun devis définitif des coûts estimatifs n'est encore disponible.

Par conséquent, il est trop tôt pour discuter d'une éventuelle répartition des coûts alors que ni le facteur coût, ni les partenaires concernés ne sont déterminés à l'heure actuelle.

Question 2405 (12.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **interrogatoires de la police judiciaire:**

Bezüglich der Anhörung eines „Täters" bei der „police judiciaire" stellt man sehr oft fest, dass die Befragung sehr lange dauert, so dass die implizierten Parteien mit Ermüdungserscheinungen konfrontiert sind, was sicherlich zu einer großen Fehlerquote führen kann. Interessant wäre es, die ganze Befragungsprozedur sei es mit einer Kamera, sei es mit einer Tonkassette aufzunehmen. Dies würde unter anderem ermöglichen, den genauen Verlauf der Befragung zu überwachen und die Körpersprache des vermutlichen Täters zu analysieren, was wiederum zu einer besseren Interpretation des „Falles" führen würde. Bekanntlich kann man durch verschiedene Reaktionen des Körpers erkennen, ob der vermutliche Täter lügt oder nicht. Auch könnte so sichergestellt werden, ob verschiedene Aussagen auf korrekte Art und Weise im Bericht zurückbehalten wurden und ob der vermutliche Täter unter Druck gesetzt wurde. Dies wiederum würde dem Staatsanwalt und dem Verteidiger helfen, ihre Argumentation besser vorzubereiten. Die Fehlerquote einer falschen Interpretation wäre hiermit wesentlich gemindert.

Fragen:

1) Warum wird die Befragung bei der „police judiciaire" weder mit einer Kamera noch mit einer Tonkassette aufgenommen?

2) Findet der Minister nicht, dass hiermit die Fehlerquote auf Null tendieren würde?

3) Will der Minister in die Richtung einer solchen Prozedur gehen? Wenn ja, was gedenkt er zu tun, und wenn nein, was sind seine Argumente gegen eine solche Prozedur?

4) Gedenkt der Minister, die betroffenen Personen (police judiciaire, Anwälte, Richter) zu kontaktieren, um ihre Meinung über dieses Problem zu erfahren?

Réponse (27.12.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Gemäß Artikel 48-1 (1) und 76-1 (Absatz 3) der Strafprozessordnung kann bei der Vernehmung von Zeugen und Minderjährigen eine Tonaufnahme oder eine audiovisuelle Aufzeichnung der Anhörung angeordnet werden.

Ist der Minderjährige Opfer von einer unter Artikel 48-1 oder 76-1 aufgelisteten Straftat geworden, so ist die Aufzeichnung der Anhörung gesetzlich vorgeschrieben.

Dahingegen sieht die Strafprozessordnung nicht vor, dass die Vernehmung eines Beschuldigten - virtueller Beschuldigter oder vermeintlicher Täter - audiovisuell oder auf Tonträger aufgezeichnet werden kann.

Allerdings steht außer Frage, dass in manchen Situationen - wenngleich es sich hier um Ausnahmefälle handeln dürfte - eine solche Aufzeichnung von großem Nutzen wäre.

Es ist unbestreitbar, dass die Aufzeichnung von Vernehmungen und Zeugenaussagen dem Aufkommen von Fehlern, Irrtümern und Missverständnissen vorbeugen kann, ohne jedoch jegliche Fehler ausschließen zu können.

Nach gegenwärtigem Rechtsstand (siehe u. a. Artikel 74 und 75 der Strafprozessordnung) werden Zeugenaussagen und Vernehmungen von Beschuldigten schriftlich wiedergegeben, bevor sie den befragten Personen zur Unterzeichnung vorgelesen (oder vorgelegt) werden.

Das oben erwähnte, gegenwärtige Verfahren muss in jedem Falle beibehalten werden, auch wenn ein neues Verfahren in gewisser Weise zusätzlich zum gegenwärtigen Verfahren anwendbar wäre.

Eine mögliche Zwischenlösung könnte darin bestehen, dass in Dringlichkeitsfällen (Begriffsbestimmung per Gesetz zu klären) ein doppeltes Verfahren vorgesehen werden könnte: Befragungen und Vernehmungen könnten aufgezeichnet, anschließend versiegelt und unter Verschluss gehalten werden und nur im Falle einer Anfechtung des Inhalts der unterzeichneten Erklärungen herangezogen werden, um Klarheit zu verschaffen.

In jedem Fall muss von einem ausschließlichen Rückgriff auf audiovisuelle Aufzeichnungen abgesehen werden, da diese häufig einen Mangel an Klarheit aufweisen und eine bestimmte Aussage auf einem Datenträger mit vielen Aufzeichnungen zudem schwer wiederzufinden sein dürfte.

Es ist praktisch unmöglich, gar unrealistisch, ausschließlich auf Tonbandaufnahmen oder audiovisuelle Aufzeichnungen zurückzugreifen, und dies aus naheliegendem Grunde: Eine Befragung oder Vernehmung nimmt immer eine gewisse Zeit in Anspruch und kann sich über Stunden hinziehen. Es wäre daher sehr zeitaufwendig, wenn alle weiteren Benutzer der Aufzeichnungen diese vollständig abspielen müssten, um vom Inhalt der Vernehmungen Kenntnis zu nehmen.

Letztendlich muss man auch die praktischen Auswirkungen einer Reform in Betracht ziehen: Alle Dienststellen, welche Vernehmungen und Anhörungen durchführen, müssen gegebenenfalls mit der nötigen technischen Einrichtung ausgestattet werden und über Räume verfügen, die dementsprechend ausgerichtet sind.

Bevor weitere Schritte in dieser Sache unternommen werden, schlage ich vor, die Anfrage an die Arbeitsgruppe, welche mit der Überarbeitung der Strafprozessordnung befasst ist und aus Richtern, Rechtsanwälten und Polizeibeamten besteht, weiterzuleiten.

Question 2406 (12.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **diffusion de la messe du dimanche:**

Ein nationaler Sender strahlt jeden Sonntag die Aufzeichnung einer katholischen Messe aus. Es ist gewusst, dass diese Sendung sehr beliebt ist bei älteren Menschen, die zuhause leben oder in Alters- beziehungsweise Pflegeheimen untergekommen sind und die sich selbst nur noch schwerlich in eine Kirche begeben können. Um 11.00 Uhr wird dann diese Aufzeichnung im Fernsehen als Audio-Sendung ausgestrahlt, mit einem Standbild der Kirche, aus der die Messe stammt. Zudem ist die Messe als Podcast auf dem Internet verfügbar.

Sorgen machen sich ältere Menschen ob der nicht bestätigten Informationen bezüglich des Wandels der Aktivitäten dieses Radiosenders. In der Tat ging Anfang August in den nationalen Medien die Rede von Umstrukturierungen und Änderungen im Sendeschema. Auch gibt es Anfragen aus den Kreisen der Zuhörerschaft bezüglich der Ausstrahlung der Messe im Fernsehen.

Fragen:

1) Wer bestimmt die technischen Bedingungen, unter denen die Messe aufgenommen wird und welche im Radio und später im Fernsehen und im Internet übertragen werden?

2) Wäre es technisch möglich, die Übertragung der Messe mit Videosequenzen einer in der betreffenden Kirche eingesetzten Webcam zu vervollständigen?

3) Wird es weiterhin eine Übertragung der Sonntagsmesse geben, auch wenn es zu Änderungen in den Sendeschemata des einen oder anderen Privatsenders kommen sollte?

4) Wird der zuständige Minister sich über die aktuellen Erwartungen und Wünsche von älteren Menschen informieren, die diese Sendung dem Vernehmen nach als besonders erhaltenswert erachten?

Réponse (13.12.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Der Herr Abgeordnete hat in seinem Schreiben vom 10. November 2012 um Antwort auf obige Fragen gebeten:

1. Die Sonntagsmesse wird sonntags von Radio DNR aufgezeichnet (Ton) und übertragen. Ab 11.00 Uhr wird die Tonaufzeichnung dann mit einem Standbild im luxemburgischen Fernsehprogramm übertragen. Die Tonaufzeichnung stammt von DNR und die technischen Bedingungen, unter denen die Messe aufgenommen wird, werden von DNR und der Kirche bestimmt.

2. Eine Bildaufzeichnung, z. B. durch eine Webcam, kann nur mit dem Einverständnis der Kirche (des Kirchenoberhauptes) erfolgen. Zusätzlich müssten die Kirchgänger, insoweit sie auf den aufgenommenen Bildern zu sehen sind, mit der Aufnahme und der Ausstrahlung einverstanden sein.

3. Es obliegt den Radio- und Fernsehsendern zu bestimmen, ob sie die Übertragung (Ton und/oder Bild) der Messe in ihre jeweiligen Sendeschemata aufnehmen oder nicht.

4. Auch wenn ich sehr gut nachvollziehen kann, dass die Übertragung der Messe den Erwartungen und Wünschen von älteren Menschen entspricht, so kann man aufgrund der aktuellen Gesetzeslage die Sender nicht verpflichten, eine Tonaufzeichnung mit oder ohne Standbild oder eine Tonaufzeichnung mit bewegtem Bild anzufertigen und auszustrahlen.

Question 2407 (12.11.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **parc merveilleux de Bettembourg:**

Le parc merveilleux de Bettembourg est une des attractions les plus visitées du pays. En effet, le parc connaît un franc succès car le nombre de visiteurs est passé de 70.000 en 1998 à plus de 240.000 en 2011. Il y avait même des jours où on comptait plus de 5.000 visiteurs dans la journée en provenance du Luxembourg et de ses régions frontalières.

Ce parc de loisirs et de contes de fées est surtout connu pour ses attractions adaptées aux petits enfants et pour ses animaux exotiques de cinq continents trouvent l'intérêt de toute la famille. À part cet aspect, le parc offre également une école zoologique où via une approche pédagogique et didactique, les enfants auront la possibilité d'élargir leurs connaissances en situation réelle par un contact quasi direct avec l'animal. Cette offre reçoit un accueil plus que favorable auprès des classes scolaires à travers tout le pays.

Malheureusement ce parc n'est ouvert que six mois par an. Or, une ouverture de 365 jours par an à l'instar du zoo d'Amnéville pourrait représenter un attrait touristique supplémentaire pour notre pays et en plus agrandir notre offre d'attractions qui sont accessibles toute l'année.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Vu le succès et l'évolution positive du nombre de visiteurs, est-ce que le Gouvernement pourrait soutenir l'idée d'une ouverture annuelle et non plus seulement saisonnière du parc merveilleux de Bettembourg?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'entamer en ce sens des démarches avec les responsables du parc?

Réponse (24.12.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Le parc merveilleux de Bettembourg a connu un essor indéniable et ininterrompu au cours des dernières années.

Ce succès d'affluence est dû en grande partie aux importants travaux de rénovation, de modernisation et d'extension qui ont été réalisés dans un passé récent grâce à l'engagement et à la compétence des responsables du parc, et avec le soutien financier substantiel du département du Tourisme.

Il va de soi que ces travaux, souvent d'une envergure considérable, ne peuvent s'effectuer que pendant les périodes de fermeture du parc.

Ainsi par exemple, en ce qui concerne la période de fermeture de cette année, qui s'étend du 14 octobre 2012 au 23 mars 2013, il est prévu de refaire les chemins derrière la caisse d'entrée et de procéder à d'importants travaux de canalisation.

Il en va de même pour l'année 2014, au cours de laquelle il est prévu de construire un tout nouveau bassin pour pingouins à l'endroit actuel du grand étang derrière la caisse.

Les responsables du parc merveilleux espèrent pouvoir terminer ces grands travaux dans un délai de trois à quatre ans.

Ce n'est qu'après achèvement de ces travaux que la direction du parc sera en mesure d'envisager une extension des périodes d'ouverture, sinon sur toute l'année, du moins pendant les périodes de vacances scolaires au Luxembourg et dans les pays limitrophes.

Question 2410 (13.11.2012) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **quote-part des communes dans les traitements des enseignants:**

Depuis la réforme de l'enseignement fondamental, les traitements des enseignants sont pris en charge par l'État. En contrepartie, le Fonds communal de dotation financière est amputé du montant desdits traitements. Or, ce montant diffère d'année en année et parfois de manière conséquente. Les communes peuvent se retrouver dans une situation délicate alors qu'elles ne sont pas toujours à même de prévoir l'ampleur des montants concernés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région:

- s'il ne serait pas possible dans un souci de transparence et de meilleure planification des finances communales que les communes puissent connaître la quote-part des communes

dans les traitements des enseignants avant l'élaboration du budget communal.

Réponse commune (18.12.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le délai de communication de la quote-part des communes dans les traitements des enseignants indispensable à connaître pour l'élaboration du budget communal.

En ce qui concerne la question relative à l'impact sur l'élaboration du budget communal, il est à remarquer que les communes sont tenues annuellement au courant en temps utile par la circulaire ministérielle du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région concernant l'élaboration des budgets.

Pour l'élaboration du budget 2013 et à l'instar de l'estimation des montants par commune relatifs au Fonds communal de dotation financière et à l'Impôt commercial communal, les communes ont été informées le 25 octobre 2012 par voie de circulaire ministérielle (cf. extrait ci-joint de la circulaire n°3035 émise par le MIGR) sur l'évolution de leur participation aux frais de rémunération du personnel de l'enseignement fondamental d'après le budget de l'État pour les exercices budgétaires 2011, 2012 et 2013. Ainsi, les communes savent prévoir leur quote-part dans la participation prévisionnelle des communes aux traitements des enseignants qui figurera en dépenses au budget ordinaire de l'exercice budgétaire subséquent de la commune. Par conséquent le montant invoqué pour 2012 figurera en dépenses ordinaires du budget de la commune de l'année 2013 et celui invoqué pour 2013 figurera au budget 2014 uniquement (des informations pour deux exercices budgétaires à l'avance).

Les montants indiqués dans la circulaire ministérielle constituent des estimations. Il sera procédé à un décompte des frais de l'année en question dès que les montants définitifs par commune auront été établis par le Ministère de l'Éducation nationale.

À l'avenir, sur base du contingent attribué à chaque commune, il sera plus facile de prévoir la participation de chaque commune dans les traitements des enseignants étant donné que la charge totale par commune pourra être déterminée à partir d'un coût moyen par leçon de contingent.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2411 (14.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**eBac:**

Depuis son lancement en octobre 2006, l'eBac ou formation par «blended learning» du Ministère de l'Éducation nationale s'inscrit dans le cadre de la deuxième voie de qualification proposée aux adultes qui ont quitté l'enseignement secondaire sans diplôme et qui souhaitent reprendre et finaliser leurs études postprimaires. Cette voie de formation permet ainsi aux adultes de préparer leur diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat) de la section G en mode «blended learning»: ainsi 75% des cours se déroulent à distance, via Internet, et seuls 25% des cours sont dispensés en présence.

Selon le Ministère, la disparition d'une grande partie des contraintes temporelles et géographiques au niveau de l'organisation de l'apprentissage et des déplacements devrait permettre à un plus grand nombre d'adultes de concilier activité professionnelle, vie familiale et études. L'examen permettant d'obtenir un diplôme de fin d'études est identique à celui de l'enseignement traditionnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'intégration (veuillez lire: à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle):

- Existe-t-il des statistiques renseignant sur le nombre d'inscriptions à l'eBac ainsi que sur le taux de réussite des personnes inscrites?

- Vu le profil ciblé des personnes enclines à s'inscrire à cette voie de formation, ne serait-il pas opportun d'élargir l'offre existante, de manière à proposer également un e-bac technique voire d'autres types de diplômes de technicien?

Q66

Réponse (18.12.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Les statistiques de l'eBac

Nombre d'inscriptions

Lors de la phase de test qui a démarré en octobre 2006, 25 apprenants étaient inscrits à l'eBac. Depuis sa création, le nombre d'inscriptions a progressivement augmenté. Lors de l'année scolaire 2011-2012, en moyenne, 115 apprenants étaient inscrits par session (période scolaire de deux mois). À la rentrée 2012-2013, 134 apprenants se sont inscrits pour suivre l'eBac.

Résultats, bulletins et résultats à l'examen

En sept ans d'existence, l'eBac a pu délivrer 34 bulletins attestant la réussite de la 3e Moderne G, 23 attestant la réussite de la 2e Moderne G et 32 attestant le suivi régulier de la 1e Moderne G.

Depuis l'année scolaire 2007-2008, en tout 40 apprenants ont participé aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires de la section Moderne G à l'Athénée de Luxembourg et le taux moyen de réussite était de 93,4%.

Taux de réussite du baccalauréat		
Année	Candidats	% réussite
2008	1	100%
2009	7	72%
2010	10	100%
2011	17	95%
2012	8	100%

Ad 2) Les perspectives de développement

Le document «Livre blanc: Stratégie nationale du Lifelong Learning», approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 23 novembre 2012, prévoit, entre autres, que le dispositif du Lifelong Learning doit être adapté au cycle de vie de l'apprenant.

Ainsi, au-delà de l'apprentissage formel, l'apprentissage non formel et informel prédominent à certaines étapes de la vie. Des voies de formation et des outils spécifiques doivent donc être développés à l'avenir pour répondre aux besoins de l'apprenant au courant de toutes les étapes de sa vie.

Dans la stratégie nationale, il est recommandé ainsi de:

- développer des voies de formation spécifiques pour adultes;

- créer un diplôme spécifique d'accès aux études supérieures pour adultes;

- améliorer le système de validation des acquis et de l'étendre à tous les niveaux de qualification;

- exprimer les acquis de l'apprentissage sous forme d'un système de crédits ou d'unités capitalisables;

- proposer des voies de formation «passerelles» qui permettent d'obtenir une qualification supplémentaire;

- promouvoir la reconnaissance mutuelle des qualifications acquises.

Il y est proposé également d'ajuster le dispositif du Lifelong Learning à la diversité de la société luxembourgeoise. En effet, face à la complexité croissante de la société luxembourgeoise, le LLL se doit d'offrir des voies de formation accessibles à tous. Il convient d'identifier les barrières à l'accès au LLL et de les lever en proposant des offres de formation et des outils adaptés aux apprenants indépendamment de leur âge et de leur origine sociale et culturelle.

Les recommandations dans ce contexte sont les suivantes:

- analyser et évaluer le système d'aides à la formation;

- adapter la pédagogie utilisée au public ciblé;

- multiplier les voies et les lieux d'apprentissage: cours formels en présentiel, formation à distance et formations non formelles;

- rapprocher les lieux d'apprentissage des apprenants potentiels;

- proposer des voies de qualification qui ne nécessitent pas simultanément la maîtrise de l'allemand et du français;

- promouvoir le rôle des bibliothèques publiques dans le LLL;

- associer les bibliothèques publiques au LLL en tant que services d'aide et d'appui aux apprenants;

- élaborer du matériel pédagogique et didactique spécifique aux compétences de base.

Afin de progresser dans la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning, j'ai chargé une commission consultative de me proposer un plan d'action. Cette commission est composée d'un représentant de la Chambre des Salariés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Fonctionnaires, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC). Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle y sera représenté par deux personnes. Cette commission entamera ses travaux dès que ses représentants seront officiellement désignés.

Question 2412 (14.11.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **abris de chasse:**

Il me revient que le département Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures vient de refuser plusieurs autorisations de construction pour des abris de chasse. Les demandes ont été refusées avec l'argument que les constructions projetées dépasseraient les dimensions maximales usuelles que le Ministère accorderait pour de telles constructions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été refusées avec l'argumentaire susmentionné?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la base légale de ces décisions? Au cas où une telle base légale faisait défaut, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la manière de procéder de ses services risque d'entraîner beaucoup de recours auprès du Tribunal administratif?

Réponse (19.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, des constructions servant à l'exploitation cynégétique sont autorisables en zone verte.

Il en résulte que les abris de chasse ne peuvent pas être dimensionnés ou équipés dans le but de pouvoir accueillir un nombre élevé de personnes pour organiser un repas lors de battues ou de fêtes privées.

Traditionnellement, cette surface était limitée à 25 m² et récemment revue à la hausse à 36 m². Effectivement, cette surface est jugée largement suffisante pour accueillir une personne pendant la nuit en préparation de la chasse à l'affût ainsi que pour le stockage du matériel nécessaire à l'exploitation cynégétique d'un lot de chasse.

Jusqu'à ce jour, aucune demande n'a été refusée sur base de ces motifs. Pendant l'année 2012, la surface de deux abris de chasse a été limitée à 36 m².

Question 2413 (15.11.2012) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**heure d'été:**

Le système de l'heure d'été a été introduit dans les années 1970 lorsque l'Europe souffrait des suites de la crise pétrolière de 1974. La décision pour l'introduction de l'heure d'été constituait, aux yeux des responsables politiques d'antan, une occasion pour sensibiliser la population à la nécessité de réaliser des économies d'énergie.

Nombre d'études réalisées au cours des dernières années sur les effets de l'introduction de l'heure d'été concluent toutefois que les économies d'énergie électrique sont insignifiantes et que la concentration de certains polluants photo-oxydants connus pour leur caractère nocif augmente. De même, des effets négatifs sur la santé et sur le rythme de vie, notamment sur celui de personnes âgées et des animaux, ont été constatés de sorte que d'aucuns plaident aujourd'hui pour l'abolition du système de l'heure d'été.

Au vu des conclusions de ces études, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre partage-t-il de telles revendications?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre va-t-il plaider à un retour, à l'échelle européenne, à une heure GMT+1 en permanence pendant toute l'année?

Réponse (10.1.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le système d'heure d'été introduit dans de nombreux pays européens dans les années 1970 à la suite de la crise pétrolière a été motivé par la réalisation d'économies d'énergie notamment en réduisant les besoins d'éclairage en soirée. Certains pays tel que l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont toutefois mis en œuvre ce système depuis près d'un siècle.

Il est vrai qu'à côté des promoteurs du système de l'heure l'été, certains estiment que les bénéfices ne sauraient pallier les effets négatifs sur la santé et le rythme de vie.

La directive 2000/84/CE concernant les dispositions relatives à l'heure d'été a harmonisé les dates de changement d'heure au sein de l'Union européenne afin de faciliter les transports, les communications et les échanges parmi les États membres.

La Commission européenne a estimé pour sa part dans le cadre d'une communication adressée au Conseil européen et au Parlement européen en 2007 que les économies d'énergie réalisées sont limitées. Les conclusions de cette communication se présentent comme suit:

«Les informations mises à la disposition de la Commission pour la préparation du présent rapport permettent de conclure que l'analyse présentée dans la proposition de la directive reste valable: outre le fait qu'elle favorise la pratique de toutes sortes de loisir le soir et qu'elle génère quelques économies d'énergie, il y a peu d'impacts de l'heure d'été et le régime actuel ne constitue pas un sujet de préoccupation dans les États membres de l'UE.

Dans cette perspective, la Commission estime que le régime d'heure d'été tel qu'instauré par la directive reste approprié. Aucun État membre n'a indiqué vouloir abandonner l'heure d'été ou modifier les dispositions de l'actuelle directive. En revanche il importe de maintenir l'harmonisation du calendrier pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur qui constitue l'objectif essentiel de la directive.»

Je ne dispose ni de chiffres nationaux concernant les économies d'énergie potentielles, ni d'informations sur les effets négatifs éventuels liés à l'introduction de l'heure d'été et je suis d'avis que tout abandon de l'heure d'été devra se réaliser au niveau communautaire et relève donc de l'initiative de la Commission européenne.

Question 2414 (16.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **politique énergétique:**

Die sichere und langfristig planbare Versorgung mit elektrischer Energie stellt einen wichtigen Pfeiler der Strategie 2020 der Europäischen Union dar. Die steigenden Kosten für die Beschaffung der fossilen Energien außerhalb der Europäischen Union sowie der wachsende Energieverbrauch gepaart mit den steigenden Emissionen von klimaschädigenden Treibhausgasen zwingen zum Umdenken und zum nachhaltigen Handeln. Der Aufbau des europäischen Energiebinnenmarktes gelingt nur durch koordinierte Anstrengungen, welche das Wachstum, die Beschäftigung und die Lebensqualität sichern.

Neben dem Errichten von dezentralen Anlagen für die Nutzung der erneuerbaren Energien auf Land werden die Off-Shore-Windenergieanlagen einen steigenden Einfluss nehmen.

Zusätzlich verfolgt die Europäische Kommission und eine breite Palette von Interessenten den Bau von Parabolrinnensolarkraftwerken im südlichen Teil der Europäischen Union und in der Maghreb-Zone in Afrika. Die ersten Anlagen in Südspanien speisen mittlerweile in das Verbundnetz ein.

Die luxemburgische Regierung hat sich verpflichtet, den Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtstromverbrauch auf 11% bis zum Jahre 2020 anzuheben, derzeit liegt der Anteil bei nur 4,2%. Wissend, dass die dezentrale Erzeugung von elektrischer Energie durch die Errichtung von Photovoltaikanlagen, von Windenergieanlagen, von Biogasanlagen und von Wasserkraftanlagen voranschreitet, ist Luxemburg weiterhin auf den Import von elektrischer Energie angewiesen.

Laut Presseinformationen wurde anlässlich der „Desert Energy"-Konferenz in Berlin im Novem-

ber 2012 ein erstes Desertec-Kooperationsprojekt präsentiert. In Marokko soll ein 100 MW-Parabolrinnenkraftwerk mit einem Investitionsvolumen von etwa 150 Millionen Euro errichtet werden. Die Regierungen aus den EU-Mitgliedstaaten Frankreich, Deutschland, Italien, Malta und Luxemburg sowie Marokko haben ihre Zustimmung zu diesem Projekt gegeben. Luxemburg und Malta haben ihr Interesse am Projekt gezeigt, weil sie sich die dort erzeugte elektrische Energie auf die von der Europäischen Union vorgegebene Ökostrom-Quote anrechnen lassen wollen.

Die erzeugte elektrische Energie soll vor allem zur Hebung der Lebensqualität der einheimischen Bevölkerung beitragen und der erzeugte Überschuss soll über Hochspannungsgleichstromleitungen in die Europäische Union exportiert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft folgende Fragen stellen:

- Kann der Minister die Zusage Luxemburgs anlässlich der Konferenz in Berlin zu diesem Projekt in der Wüste Marokkos bestätigen?

- Wenn ja, wie hoch beläuft sich die finanzielle Zuwendung?

- Welchen Anteil an elektrischer Leistung des 100 MW-Parabolrinnenkraftwerkes kann Luxemburg für sich beanspruchen?

Réponse (14.12.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend die Ausrichtung der Versorgung an elektrischer Energie unseres Landes kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Der Luxemburger Aktionsplan für erneuerbare Energie sieht einen Ausbau der erneuerbaren Energien in Luxemburg vor und soll vorrangig über Anlagen zur Produktion von Strom und Wärme aus erneuerbaren Energien sowie durch den Einsatz von Biokraftstoffen erreicht werden. Da die bis 2020 realisierbaren Potenziale auf Luxemburger Territorium nicht ausreichen, sieht der Aktionsplan vor, dass ein gewisser Anteil von erneuerbaren Energien in anderen Ländern durch die sogenannten Kooperationsmechanismen realisiert werden soll.

In diesem Zusammenhang habe ich seit der Annahme des Luxemburger Aktionsplans für erneuerbare Energie durch den Regierungsrat mit unterschiedlichen Ländern Kontakt aufgenommen, um die Möglichkeiten über die Nutzung von Kooperationsmechanismen zu sondieren. Diese Gespräche haben bisher nicht zu konkreten Ergebnissen geführt, da es noch eine Vielzahl an organisatorischen und juristischen Fragestellungen gibt, die bisher auf der Ebene der implizierten Länder nicht geklärt werden konnten. Im Rahmen der Gespräche mit anderen Ländern wurde ich schon sehr frühzeitig von Akteuren, die in das Desertec-Projekt eingebundenen sind, auf das Interesse von Luxemburg an der Teilnahme an Projekten angesprochen. Wir haben den Fortgang der Diskussionen um das Desertec-Projekt in diesem Kontext interessiert verfolgt und die Möglichkeiten für eine eventuelle Teilnahme Luxemburgs an einem gemeinsamen Projekt ausloten lassen. Bisher konnten aber die konzeptuellen und juristischen Fragen für eine Teilnahme Luxemburgs nicht abschließend geklärt werden.

Vor dem Hintergrund der „3rd Dii Desert Energy Conference", die Anfang November in Berlin stattgefunden hat, wurde versucht, eine politische Deklaration zwischen mehreren Ländern zu Stande zu bringen, welche mittels dieser Deklaration ihre Bereitschaft für die Realisierung eines gemeinsamen Solarenergieprojekts in Marokko zum Ausdruck bringen sollten. Es ist vorgesehen, dieses Projekt im Rahmen der Vorgaben der europäischen Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Energien umzusetzen. Allerdings kam es zu keiner gemeinsamen Position zwischen den implizierten Ländern, insbesondere weil gewisse fundamentale Fragen bei der Organisation des Imports des erzeugten Stroms in die Europäische Union keiner Lösung zugeführt werden konnten. Weder über die Höhe der elektrischen Leistung, die Luxemburg gegebenenfalls für sich beanspruchen würde, noch über die in diesem Fall aufzubringende finanzielle Zuwendung gab es konkrete Diskussionen zwischen Luxemburg und den Initiatoren des Projekts.

Ich habe vor, die Entwicklungen im Desertec-Projekt wie auch die Entwicklungen in anderen Ländern, die ein Interesse an der Realisierung von gemeinsamen Projekten haben, weiterhin konstruktiv zu verfolgen, um die finanziell und strukturell besten Möglichkeiten für die Zielerfüllung Luxemburgs im Bereich der erneuerbaren Energien zu identifizieren.

Question 2417 (19.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**hépatite:**

Erstaunt waren die Macher des Euro Hepatitis Index (EHepI) über das mehr als mittelmäßige Abschneiden des Luxemburger Gesundheitswesens in der europäischen Vergleichsstudie zur Versorgung von Hepatitis-Fällen. Luxemburg kam auf den 19. Platz unter 30 teilnehmenden Ländern. Auf Platz 1 kam Frankreich, gefolgt von Slowenien, Deutschland und Schweden.

Anscheinend scheinen die Lücken in der Hepatitis-Versorgung hierzulande systemischer Natur zu sein. Denn es fehlen sowohl wichtige Inputs wie eine nationale Strategie als auch Ergebnisdaten über erzielte Behandlungsresultate.

Fragen:

1) Ist hierzulande gewusst, wie viele Menschen an Hepatitis erkrankt sind, wie viele geimpft sind sowie wie viele derzeit in Behandlung sind wegen akuter oder chronischer Verlaufsformen, und wird daran gedacht, ein nationales Register über Hepatitis-Erkrankungen einzurichten?

2) Wird es eine nationale Strategie geben im Kampf gegen sämtliche Formen der Hepatitis, welche die Feststellung der Hepatitis beinhaltet bis hin zur systematischen Evaluation der Behandlungsresultate? Welches Budget wird zur Verfügung gestellt werden?

3) Wird es Möglichkeiten geben, die Daten anonymisiert zugänglich zu machen, um die Wirkung der Behandlung zu evaluieren, und wie wird das praktisch ablaufen?

4) Wird es zukünftig staatliche Sensibilisierungskampagnen zum Thema Hepatitis geben?

5) Wird die Spezialisierung als „Hepatitis Specialist Nurse" offiziell anerkannt werden?

6) Wie viele Lebertransplantierte gab es pro Jahr in den letzten zehn Jahren?

7) Wird es eine offizielle Stellungnahme zum Thema der derzeitigen defizitären Situation in diesem Bereich geben und zu den positiven Maßnahmen, um schnell Abhilfe zu schaffen?

Réponse (27.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ansteckende Hepatitis wird hervorgerufen durch verschiedene Viren. Hiervon sind in Luxemburg nur die Viren Hepatitis A, Hepatitis B und Hepatitis C meldepflichtig. Hepatitis B ist hauptsächlich eine sexuell übertragbare Krankheit und wird in diesem Falle anonym gemeldet. Es besteht zurzeit keine Notwendigkeit, diese Regelung zu ändern und ein nationales Hepatitis-Register einzurichten.

Auf europäischer Ebene wird an einer Strategie gegen Hepatitis gearbeitet, an welche Luxemburg sich sicherlich auch anschließen wird. Die finanziellen Anforderungen sind noch nicht bekannt. Ein Teil dieser Strategie, nämlich die systematische Impfung von Kleinkindern gegen Hepatitis B, wird bekannterweise bereits seit 15 Jahren in Luxemburg mit großem Erfolg durchgeführt. Von 1996 bis 2008 wurden die Jugendlichen im Alter von zwölf Jahren ebenfalls geimpft. Seit 2002 zeigen die regelmäßigen Erhebungen des Impfstatus, dass mindestens 94% der Kleinkinder gegen Hepatitis B geimpft sind. Dies erlaubt die Schlussfolgerung, dass Kinder und Jugendliche in Luxemburg gut gegen Hepatitis B geschützt sind.

Daten von sämtlichen Mitgliedstaaten werden bereits jetzt vom „European Center for Disease Prevention and Control" (ECDC) gesammelt und veröffentlicht.

Über eine Sensibilisierungskampagne wird bereits nachgedacht, dies im Sinne einer Harmonisierung der Maßnahmen mit den andern Mitgliedsstaaten.

Eine Spezialisierung als „Hepatitis Specialist Nurse" ist vom Gesetz her nicht vorgesehen. Es gibt auch keine Bestrebungen, diese Spezialisierung einzuführen.

Lebertransplantationen werden in Luxemburg nicht durchgeführt; luxemburgische Patienten müssen sich für diesen Eingriff ins Ausland begeben. Laut Eurotransplant hat es von Luxemburg aus in den letzten zehn Jahren nachfolgende Leberspenden gegeben:

2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002
10	3	0	9	1	6	2	1	8	3

Europaweit wird an Maßnahmen gearbeitet, um die Ausbreitung von Hepatitis aller Art zu bremsen. Ein Schwerpunkt dieser Maßnahmen liegt sicherlich auf einem Hauptverursacherbereich, nämlich der Drogenproblematik. Mein Ministerium ist sich dieser Problematik bewusst und hat eine ganze Reihe nachhaltiger Maßnahmen eingeführt. Darüber hinaus wirken auch die von meinem Ministerium unterstützten nationalen Anti-Drogen- und Anti-Aidspläne auf die Ausbreitung der Hepatitis B und C ein. So werden z. B. schon seit Jahren im „DIMPS" (Dispositif d'Intervention Mobile pour la Promotion de la Santé sexuelle) anonym HIV- sowie Hepatitis B und C-Tests durchgeführt.

Die Behandlung von Hepatitis-Fällen im luxemburgischen Strafvollzug genießt Modellcharakter und wurde bereits anlässlich mehrerer Konferenzen über Gefängnismedizin vorgestellt.

Der 19. Platz, den Luxemburg im Euro Hepatitis Index (EHepI) eingenommen hat, steht demnach im Widerspruch zu dem beim Euro-HIV-Index im Jahre 2009 erreichten 1. Platz und ist somit eher auf eine inkomplettere und unsystematischere Übermittlung von Daten zurückzuführen als auf eine weniger gute Vorbeugung und Versorgung auf dem Gebiet der Hepatitis.

Der „Conseil supérieur des maladies infectieuses" hat beschlossen, in den nächsten Monaten alle bestehenden Maßnahmen zu untersuchen und wenn nötig Empfehlungen für etwaige zusätzliche Initiativen zu unterbreiten.

Die Bekämpfung von Hepatitis ist Teil des nationalen Aidsplans und wird in dem Sinne auch in Zukunft weiter herausgestrichen werden.

Question 2418 (19.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **suppression d'emplois dans les hôpitaux:**

Seit einiger Zeit rumort es im Klinikwesen, nachdem offiziell nicht bestätigte Zahlen für den nationalen Personalschlüssel im Pflegebereich zirkulieren, gemäß denen es zu einem Personalabbau in einigen Kliniken kommen soll. Es geht die Rede von bis zu 60 Vollzeitstellen im ganzen Land. Der auslösende Grund wäre bei dem unpopulären kommerziellen PRN-System zu suchen, das seit Kurzem hierzulande in einer neuen Version verwendet wird, und bei der Anwendung dieser Bewertungsschablone sei es offensichtlich nunmehr zu größeren Abweichungen im Vergleich mit den Resultaten der vorherigen Jahre gekommen. Eine Gewerkschaft hat gar eine primäre Forderung aufgestellt und Transparenz im Bezug auf die Personaldotation (PRN) gefordert.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Gerüchte bestätigen und Einzelheiten zur Situation mitteilen? Welche Kliniken wären demnach betroffen?

2) Falls sich diese Gerüchte bestätigen, was sind dann die Konsequenzen für das Pflegepersonal in den Kliniken des Landes? Wird es zum Stellenabbau kommen oder hat er bereits begonnen? Wie steht es dann mit den Chancen der Pflegefachkräfte, die in einem Zeitkontrakt arbeiten? Kommt es dann zu einem Rückgang der Pflegeaktivität?

3) Gibt es sozialabfedernde Maßnahmen, um das PRN-Resultat erträglicher zu gestalten?

4) Wie viel zahlt das Gesundheitswesen jedes Jahr an Lizenzkosten, an Gehältern für das Datenerhebungspersonal in den Kliniken sowie für das Auswertungsteam im CRP-Santé, bei der CNS sowie der EHL?

5) Denkt der Minister nicht auch, dass das PRN-System überholt ist und das, was den Personalschlüssel betrifft, aus anderen Datenquellen kostengünstiger errechnet werden könnte?

6) Falls sich die geschilderte Situation des Personalabbaus aufgrund der Resultate des PRN-Systems bestätigen sollte, wieso wird dies dann nicht von der Obrigkeit offiziell der Öffentlichkeit mitgeteilt?

7) Bei Bestätigung der Vermutungen, müsste dann nicht ernstlich an der Objektivität, gar der Wissenschaftlichkeit dieser PRN-Erhebungen gezweifelt werden, und wer übernimmt die politische Verantwortung für die Weiterführung des kommerziellen PRN-Systems?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Das PRN ist ein auf Krankenhauseinheiten bezogenes Messinstrument, das die von den eingelieferten Patienten benötigten zeitlichen Pflegeaufwendungen berechnet (sowohl normale als auch intensive Pflege). Es ermöglicht die Erfassung der durch den klinischen Zustand des Patienten benötigten Pflege sowie die Erfassung seines physischen und psychischen Abhängigkeitsgrades.

1993 wurde das PRN von der Vereinigung der luxemburgischen Spitäler (EHL) und der Krankenkassenunion (UCM) gemeinsam ausgewählt, um über objektive Daten zur Berechnung der von den einzelnen Spitälern benötigten „Effektive" zu verfügen, in Anbetracht der jeweiligen Aktivitätsbereiche. Seit 1994 wurde es angewandt und ab 1995 in die Budgetaufstellung der Krankenhäuser in der Version PRN 87 integriert.

Seit einigen Jahren gingen verschiedene Spitäler davon aus, dass die Pflegeleistungen sich weiterentwickelt hätten seit 1987 und dass die neue Version des PRNs, das PRN 6.0, eingeführt werden sollte, beziehungsweise wollten einige Krankenhäuser auf ein anderes Messinstrument umsteigen. Die gemäß Artikel 30 der zwischen EHL und UCM ausgehandelten Konvention eingesetzte Normenkommission, welche paritätisch besetzt ist, hat entschieden, die neue Version des PRN vermittels einer Studie in ihren Auswirkungen zu überprüfen. Die Schlussfolgerungen dieser Studie zeigen quasi keinen Effekt bei der Gesundheitskasse (CNS), aber Abweichungen bei der aufzubringenden Pflegezeit in verschiedenen Einheiten einiger Krankenhäuser sowie globale Veränderungen für verschiedene Einrichtungen, mit negativem Effekt bei den einen und positivem Effekt bei den anderen. Die Krankenpfleger, welche die Auswertung vorgenommen hatten, haben sich für eine Anwendung der neuen Version ausgesprochen, da sie der Meinung waren, sie ermögliche eine feinere Erfassung der tatsächlichen Gesundheitssituation des Patienten. Schließlich haben sich EHL und UCM dafür entschieden, das PRN beizubehalten, jedoch auf die Version 6.0 überzugehen.

Ad 1) Während der Verhandlungen zwischen den einzelnen medizinischen Einrichtungen und der CNS zwecks Festlegung der Budgets für 2013 und 2014 wurde festgestellt, dass verschiedene Spitäler Personalüberschüsse hatten, wohingegen die Personaldotationen anderer Einrichtungen unter dem festgelegten Schlüssel lagen. Man muss jedoch festhalten, dass die neue Version des PRN nicht die einzige Ursache einer Veränderung der Personalschlüssel darstellt: Hinzu kommen die Veränderung des Krankheitsprofils der Krankenhauspatienten, welche durch Fusionen oder Abänderungen der Strukturen erfolgte, sowie das reale Aktivitätsniveau, das nicht demjenigen vorheriger Jahre, welche als Basis für die Erstellung des Budgets genommen wurden, entsprach. Das PRN fußt sowohl auf den Krankheitsprofilen der Patienten als auch auf dem Leistungsaufkommen. Zurzeit ist es nicht möglich, Angaben darüber zu machen, welcher Indikator in welchem Maße Einfluss auf das Resultat des PRN nimmt. Eine diesbezügliche Studie wird von der Normenkommission durchgeführt werden.

Die Bestandsaufnahme der Über- und Unterdotierungen in allen Krankenhäusern zeigt einen Gesamtüberschuss von 46,31 Posten für alle Spitäler. Diese Zahl stellt in etwa 2% der Gesamtzahl der Arbeitsposten des Spitalsbereichs dar.

Ad 2 und 3) Die Anpassung an die dem PRN entsprechenden „Arbeitseffektive" wird über fünf Jahre gestreckt, so dass die Spitäler die Möglichkeit haben, sich innerhalb von fünf Jahren anzupassen. Jährlich wechseln in etwa 4,3% des Personals im Spitalsbereich den Arbeitsplatz. Zugleich kann die interne Restrukturierung zur Optimierung der Pflege dazu beitragen, diese Situation zu regulieren. Außerdem ist es durchaus möglich, dass im Zuge der nächsten Budgetverhandlungen die Arbeitslast neu eingestuft wird, so dass erneut Anpassungen erfolgen können.

Ad 4) Die PRN-Auswertungen werden von zu diesem Zweck geschulten Krankenpflegern und -pflegerinnen erstellt. Diese Auswertungen werden von Krankenpflegern der kanadischen Firma, die den Vertrieb des PRN-Systems garantiert, und die auf diesem Gebiet Experten sind, kontrolliert. Die Krankenpfleger der luxemburgischen Spitäler arbeiten jedoch nicht nur für das PRN-System. Die Lizenzkosten liegen bei 50.000 € pro Jahr, hinzu kommt ein Betrag von 420.000 €, welchen die CNS an das CRP-Santé zahlt. Dieser Betrag stellt die Summe dar, welche die CNS dem CRP-Santé für die Berechnung der Personalschlüssel für Pflegepersonal und medizinisch-technisches Personal zahlt. Der Anteil, der den PRN-Berechnungen entspricht, wird auf zwei Drittel, also 280.000 € geschätzt.

Ad 5) Die PRN-Methode wurde 1974 in Québec entwickelt und seither regelmäßig angepasst. Sie ist international anerkannt und genutzt (Schweiz, Italien, Frankreich, Belgien, Luxemburg usw.). Derzeit wird die letzte veröffentlichte Version in Luxemburg benutzt. Was

die Frage nach einer Berechnung der Personalschlüssel auf Grund von anderen Daten angeht, sollte man bedenken, dass das PRN auf Basis von Stichproben erstellt wird und nach einer anerkannten Methodik. Die unterschiedlichen Bedürfnisse der Patienten in Bezug auf ihre medizinischen, demographischen, sozialen und kulturellen Charakteristika würden jede Typisierung riskant gestalten, wenn keine detaillierte Beschreibung dieser Charakteristika bestünde. Der direkte Kontakt mit dem Patienten bleibt unerlässlich.

Ad 6) Die Resultate der PRN-Studie ermöglichen die Berechnung der Personalschlüssel der einzelnen medizinischen Einrichtungen. Die Erstellung der Personalschlüssel erfolgt jedoch nicht allein auf Grund der Resultate des PRN, sondern ist auch abhängig von dem erbrachten Arbeitsvolumen. Diese beiden Faktoren werden in den bilateralen Gesprächen zwischen den einzelnen medizinischen Einrichtungen und der CNS diskutiert. Die Sozialpartner, vom leitenden Vorstand der CNS delegiert, nehmen an den Budgetverhandlungen teil und werden sogar, falls sie nicht selbst daran teilnehmen, regelmäßig über den Stand der Verhandlungen zwischen den einzelnen Spitälern und der CNS informiert.

Ad 7) Die Entscheidung, zur Version 6.0 des PRN zu wechseln, wurde mit Einverständnis der EHL getroffen. Die neue Version beinhaltet mehrere methodologische Abänderungen. Der auswertende Krankenpfleger und die Pflegeteams kennen die den einzelnen Pflegefaktoren zuerkannten Zeitspannen in dieser Version nicht mehr. Die Pflegefaktoren müssen jetzt anhand ihrer Beschreibung und ihrer Eignung, dem Patienten zu helfen, ausgewählt werden. Zudem hat sich die Zahl der Pflegefaktoren um 88% erhöht, was eine Abänderung der jedem Faktor zuerkannten Zeitspanne mit sich bringt.

Die Normenkommission untersucht zurzeit die verschiedenen bei der Anwendung des PRN Version 6.0 benutzten Faktoren und ihren Impakt auf das Resultat, um eventuelle Ungereimtheiten aufzuspüren.

Question 2420 (19.11.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **formation professionnelle de base:**

Le certificat de capacité professionnelle (CCP), qui est délivré après la formation professionnelle de base, est destiné à permettre aux jeunes qui suivent cette formation soit l'intégration au marché de l'emploi, soit le passage vers la formation professionnelle initiale.

En général, le Service d'orientation professionnelle fournit à l'élève concerné une liste d'entreprises ou de maîtres-artisans à la recherche d'un apprenti. L'élève prend alors rendez-vous lui-même chez un de ces patrons formateurs. En cas d'accord, il retourne à l'ADEM qui lui remet les documents afférents, notamment une carte d'assignation. Parallèlement l'élève doit également s'inscrire aux cours concomitants d'un lycée technique. Le 31 octobre constitue la date-limite pour la signature de tels contrats.

Selon mes informations, des jeunes, qui ont à la fois trouvé un établissement scolaire et un patron voulant leur offrir la possibilité d'entamer une formation du régime CCP après cette date-limite, se voient refuser les accords des services publics compétents.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant de cette problématique?

- Combien de jeunes gens sont concernés par ces refus?

- Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que, considérant le taux élevé de chômage de jeunes, le MENFP et l'ADEM devraient revoir leurs pratiques respectives afin de permettre aux jeunes concernés de poursuivre leur formation?

Réponse commune (2.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de* **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit dans son article 20 (4) que «(…) La conclusion des contrats doit se faire jusqu'au 1er novembre au plus tard.» Il s'ensuit que ni le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ni le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM n'ont la possibilité d'appliquer un autre délai que celui prévu par la loi.

Les ministères et services concernés sont conscients que l'application stricte de ce délai peut causer problème, d'une part, pour les jeunes qui ont commencé très tard la recherche d'un patron formateur et, d'autre part, pour les patrons formateurs qui ne déclarent leur poste d'apprentissage vacant qu'au mois d'octobre.

En ce qui concerne le délai de la conclusion du contrat d'apprentissage, il y a lieu de remarquer que pendant toutes les années précédentes les services publics impliqués ont appliqué la règle que le lundi, après les congés de la Toussaint, est le dernier jour pour recevoir de la part du Service d'orientation professionnelle (OP) de l'ADEM les papiers nécessaires à la conclusion d'un contrat d'apprentissage. Il est à soulever que trois cas de figure se sont présentés où il a été dérogé à cette date, à savoir:

a. le droit de former de la part des chambres professionnelles a été demandé, mais faisait encore défaut,

b. l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères pour les jeunes de nationalité non-communautaire faisait défaut,

c. les jeunes ont respecté les procédures d'inscription au cours des mois précédents et les postes d'apprentissage respectifs ont été déclarés par les employeurs formateurs, mais finalement certains jeunes ont «oublié» de se présenter à l'OP pour retirer les papiers en vue de la conclusion du contrat d'apprentissage.

Pour ce qui est de la question du nombre de jeunes qui se sont vus confrontés à un tel refus, les services concernés ne sont pas en mesure de donner des chiffres concrets, alors qu'aucun relevé des demandes introduites tardivement n'est tenu.

Par ailleurs, l'Action Locale pour Jeunes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le département emploi des jeunes de l'ADEM prennent en charge ces jeunes sous condition qu'ils prennent l'initiative de se manifester auprès de ces services.

Comme le taux de chômage des jeunes est trop élevé, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi sont en train d'élaborer, en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, des outils adaptés en vue de la mise en œuvre du pacte jeunesse. Ce pacte donnera aux jeunes la garantie de recevoir soit une formation qualifiante, soit une première expérience professionnelle sur le marché du travail.

De plus, les départements ministériels concernés se concertent au sujet de la date limite en vue de la conclusion d'un contrat d'apprentissage. Il est à signaler que l'année scolaire commence le 15 septembre et que le risque est grand que des jeunes qui concluent tardivement un contrat d'apprentissage ratent une certaine quantité de matières enseignées en début d'année scolaire.

Question 2421 (21.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **recherche au Luxembourg:**

Alljährlich findet ein Aufruf, ein sogenannter „Call" an die Forschergemeinschaft statt, um Forschungsprojekte im Rahmen des „CORE"-Programms einzureichen und durch den FNR zum Teil gegenfinanziert zu bekommen. So auch Anfang dieses Jahres, und gemäß Informationen, die auf der Internetseite des FNR zu lesen sind, wären in der Zwischenzeit auch die einzelnen Bewerber über die Annahme oder Ablehnung ihres Forschungsvorschlags informiert worden.

Unbestätigten Informationen zufolge wäre in bestimmten CRPs nur eine geringfügige Anzahl an „Pre-proposals" angenommen worden, mit der Folge, dass damit die Projekte fast sicher nicht stattfinden können, weil die notwendigen Finanzmittel kurzfristig nicht bereitstehen und als Folge davon die Forscher/-innen sowie anderes Personal von CRPs möglicherweise um ihren Job fürchten müssen.

Dieses Szenario wirft eine ganze Reihe von Fragen auf, unter anderem jene über die erreichte Qualität unserer nationalen Forschung, die „Leadership" in den CRPs, die vermeintliche Stabilität von Jobs in unserer Forschung, aber auch über die derzeitige Eignung beispielsweise unseres Gesundheitswesens, um wissenschaftliche Forschung betreiben zu können, wenn man nur den Bereich „Public health" betrachtet mit dem Anspruch, mittelfristig „personalisierte Medizin" zu betreiben.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es für bestimmte CRPs und spezifisch ausgewählte Departements in den CRPs des FNR so wenig Ausbeute beim „Core call" des FNR gab, dass ein Abbau von Arbeitsstellen nicht ausgeschlossen werden kann?

2) Wie kann es im Jahr 2012 immer noch zu diesen nicht zufriedenstellenden Resultaten kommen?

3) Was waren die Konsequenzen der Audits, die vom Forschungsministerium in ausgewählten Forschungsabteilungen des Landes getätigt wurden? Wieso reflektieren die diesjährigen CORE-Resultate dies möglicherweise nicht?

4) Hat die nationale Forschungslandschaft ein „Strategie- sowie ein Führungsproblem", das sich gegebenenfalls auch in einzelnen Abteilungen widerspiegelt?

5) Werden in Zukunft nur Führungskräfte in den nationalen, öffentlichen Forschungszentren eingestellt, die mindestens einen PhD aufweisen?

Réponse (17.12.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die durchschnittliche Erfolgsquote des CORE-Calls 2012 beträgt 33% und liegt damit höher als diejenige des Calls 2011. Allgemein lässt sich sagen, dass sich die Erfolgsquote bei CORE-Calls zwischen 30% und 40% eingependelt hat und somit für die am Call teilnehmenden Zentren durchaus statistisch berechenbar und vorhersehbar ist.

Diese durchschnittliche Erfolgsquote ist durchaus vergleichbar (und teilweise sogar leicht höher) mit der Erfolgsquote von ähnlich gelagerten Programmen im Ausland, welche - wie das CORE-Programm des FNR - auf einer Evaluierung basierend auf wissenschaftlichen Qualitätskriterien aufbauen.

Sollte ein Zentrum in einem Jahr etwas schlechter abschneiden, so hat dies mitnichten die direkte Konsequenz eines Personalabbaus. Das in den Leistungsverträgen festgelegte Finanzierungsmodell der Zentren (durchschnittliche Werte: 60% Grundfinanzierung von Seiten des Hochschul- und Forschungsministeriums - 20% Finanzierung aus kompetitiven Forschungsprogrammen wie FNR und Forschungsrahmenprogramm der EU - 20% aus Forschungsverträgen mit Privatfirmen und öffentlichen Behörden) gewährt in dieser Hinsicht einen ausreichenden Grad an Flexibilität. Des Weiteren ist zu beachten, dass das derzeitige Arbeitsvertragsgefüge von durchschnittlich 60% unbefristeten Verträgen und 40% zeitlich befristeten Verträgen, welches im Übrigen in den Evaluierungsberichten als einem Forschungszentrum sehr angepasst gelobt wird, ebenfalls eine natürliche Flexibilität mit sich bringt.

Abschließend möchte ich hervorheben, dass der Gesetzesentwurf zu den öffentlichen Forschungszentren, den ich in Kürze im Parlament einbringen werde, für Anwärter auf leitende Stellen in den Forschungszentren Mindestvorgaben bezüglich ihrer wissenschaftlichen Qualifikation vorsieht.

Question 2423 (21.11.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **cartes d'identité:**

Virun e puer Wochen ass bekannt ginn, datt ëm déi 80.000 Lëtzebuerger Identitéitskaarte feelerhaft waren an deementspriechend och hu missen ersat ginn. Den Här Innenminister huet deemools erkläert, datt se an der Belsch produzéiert ginn. Et ass och e Gesetzestext um Instanzewee, duerch deen d'Identitéitskaarte sollen d'Form vun enger Kreditkaart kréien.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Wéini ass fir d'lescht en „Avis de marché" fir d'Fabrizéiere vu Lëtzebuerger Identitéitskaarte publizéiert ginn?

2. Wéi vill Entreprisen hunn am Kader vum leschten „Avis de marché" eng Offer ënnerbreet? Wéi vill Offere koume vun Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg täteg sinn, a wéi vill koume vun Entreprisen, déi am Ausland täteg sinn?

3. Gëtt fir d'Identitéitskaarten am neie Format en neien „Avis de marché" publizéiert?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt et sech bei den Identitéitskaarten ëm e wichtegt Dokument handelt, wat zu Lëtzebuerg misst produzéiert ginn?

Réponse commune (10.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

1. an 2. Déi aktuell Identitéitskaart ass duerch dat ministeriellt Reglement vum 12. Juni 1989, „déterminant le modèle de la carte d'identité obligatoire à délivrer par les administrations communales", ageféiert ginn.

Deemools ass mam Gesetz iwwert d'öffentlecht Optragswiese vum 4. Abrëll 1974 op en „marché de gré à gré" zréckgegraff ginn.

Dofir goufe vun der deemoleger Regierung zwou Firmae kontaktéiert, déi fir d'Produktioun vun de franséischen a belschen Identitéitskaarten zoustänneg waren.

No Iwwerpréifung gouf just nach eng Firma zréckbehalen. Et sief hei nach preziséiert, dass et net nëmmen ëm d'materiell Produktioun vun der Identitéitskaart goung, mä och ëm d'Prozedur am Zesummenhang mat den Ufroen, fir eng Identitéitskaart ze kréien. Dat heescht, et huet souwuel en Dokument missen ausgeschafft gi fir d'Ophuele vun den Demanden (document de base), wéi och en informatesche System, deen déi néideg Sécherheete bitt.

Eisen Informatiounen no hat deemools keng Lëtzebuerger Firma Interessi respektiv den techneschen Know-how fir dee Marché ze kréien.

3. an 4. Déi zukünfteg elektronesch Identitéitskaarten, déi de Gesetzesprojet n°6330 virgesäit, ginn duerch de CTIE (staatlechen Zentrum fir Informatiounstechnologien - Centre des technologies de l'information de l'État) produzéiert. Dat heescht, d'Identitéitskaarten ënnerleien dann enger staatlecher Qualitéitskontroll a ginn zu Lëtzebuerg personaliséiert, ouni Transfert vun Donnéeën an d'Ausland.

Wat den techneschen an informatesche System ugeet, sou ass op den Artikel 40, Paragraph 1, (1), c) vum Gesetz vum 25. Juni 2009 iwwert d'öffentlecht Optragswiesen zréckgegraff ginn, deen en „marché négocié sans publication d'un avis de marché" an dréngende Fäll virgesäit. Dozou zielt och déi aktuell Situatioun, an där eng gewëssen Zuel vun Identitéitskaarten e Qualitéitsproblem huet, wat bedéngt, dass déi elektronesch Identitéitskaarten esou séier wéi méiglech ageféiert ginn. An deem Kontext ass mam virdru genannte Gesetz vum 25. Juni 2009 den Avis vun der Soumissionskommissioun gefrot ginn. Mir wëllen ënnersträichen, dass den CTIE keen neie System muss opbauen, fir déi nei Identitéitskaarten ze personaliséieren, a sech op en Ausbau vum schonns bestoende Produktiounsenvironnement fir déi Lëtzebuerger Openthaltsgeneemegunge ka beschränken.

Question 2424 (21.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **table ronde sur les investissements au Luxembourg:**

Bei der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister den 8. Mee vun dësem Joer dëst deklaréiert: „Ech héieren an ech liesen, datt tëschent der Décisioun an der Realisatioun vun den öffentlechen a privaten Investissementer onendlech laang Zäite verginn. Dës Diskussioun reegt mech op, déi nervt mech, si stéiert mech. Dofir ruffen ech am Ufank vum Hierscht eng national Table ronde mat allen Acteure vun öffentlechen a privaten Investissementer, inklusiv de Gemengen, an, déi ech och selwer wäert presidéieren, fir Moossname kënnen ze décidéieren, déi den Investissementer zu Lëtzebuerg méi Stullgank mécht."

D'Konklusioune vun dësem Ronndëschgespréich sollen nach virum Enn vum Joer virgeluecht ginn.

Dowéinst meng Froen un de Premierminister:

- Ass dës Table ronde ofgehale ginn? Wa jo, wéini a wat fir eng Konklusioune konnte gezu ginn? Wann net, fir wéini ass se virgesinn?

Réponse (19.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Déi an der Ried zur Lag vun der Natioun vum 8. Mee 2012 ugekënnegt Table ronde iwwert d'Investissementer gëtt zënter der Rentrée op meng Demande aktiv vun de Servicer vum Statsministère virbereet.

Déi éischt Réunioune mat Acteure vun Investissementer hu gewisen, datt d'Resultater vun där Table ronde staark vun enger verdéifter Virbereedung profitéiere géifgen. Dofir hunn ech décidéiert, deene Betraffenen déi néideg Zäit ze ginn, fir hir Iddien a Propositiounen ze verdéiwen an ze preziséieren. D'Qualitéit vun der Aarbecht ass hei méi wichteg, wéi dës Table ronde onbedéngt esou séier wéi méiglech zesummenzeruffen.

Zënter Enn November leien d'Elementer vir, op Basis vun deene meng Servicer Entrevuë mat den zoustännege Ministeren, Administratiounen a soss Acteuren organiséiere konnten. Dësen Exercice gouf an de leschte Wochen aktiv

weidergedriwwen. D'Zil ass et, en vue vun der Table ronde konkret an, do wou et méiglech ass, séier ëmsetzbar Mesuren auszeschaffen, déi an deem Kader diskutéiert an adoptéiert kënne ginn.

Et ass virgesinn, d'Table ronde, déi ech selwer presidéiere wäert, an den éischte Méint vum Joer 2013 zesummenzeruffen.

Question 2425 (22.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«cancer de bitume»:**

Selon mes informations, la Cour d'appel de Lyon vient de reconnaître un premier cas de «cancer de bitume». La Cour d'appel a reconnu la responsabilité de la société de travaux publics dans la mort d'un ouvrier du bitume, âgé de 56 ans, à la suite d'un cancer de la peau en 2008. La justice reproche à l'entreprise un manquement à son obligation de sécurité.

Elle a établi un lien de causalité entre le cancer de la peau et l'activité professionnelle de l'ouvrier chargé de l'épandage du bitume. Il faut noter que l'exposition répétée aux vapeurs du bitume crée des pathologies qui ne se révèlent que plusieurs dizaines d'années plus tard. Des études réalisées par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) ont par ailleurs également confirmé que l'exposition aux émissions de bitume présente un risque cancérigène possible. Afin d'éviter tout risque de maladie, il faut imposer le port d'un masque lors de l'épandage du bitume.

Dans le contexte précité, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du jugement par la Cour d'appel de Lyon reconnaissant pour la première fois la dangerosité de l'exposition humaine aux vapeurs du bitume sans protection?

- Sachant que le risque cancérigène concernant le bitume est connu, les entreprises travaillant au Luxembourg utilisent-elles du goudron ou bitume qui, selon les experts, est moins cancérigène?

- Ne devrait-on pas informer les entreprises exécutant des travaux d'épandage de bitume sur ce jugement, afin qu'elles puissent avertir leurs ouvriers et contribuer à la prévention de tout risque de cancer de la peau?

Réponse (28.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Mes services ont connaissance de la décision juridictionnelle française à laquelle se réfère l'honorable Député.

En ce qui concerne les bitumes, qui sont des résidus de distillation du pétrole, ils contiennent des substances toxiques, en particulier des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), dont certains sont cancérogènes. Lors de leur mise en œuvre, les bitumes sont chauffés et dégagent des fumées nocives pour la santé. Les salariés peuvent être exposés à l'inhalation ou au passage percutané de substances toxiques. Les facteurs qui jouent un rôle dans l'exposition percutanée comprennent le contact avec des vêtements imprégnés, le contact direct avec le produit, ainsi que la contamination par les aérosols lorsqu'ils retombent sur la peau.

Le goudron et les bitumes constituent deux produits distincts. Alors que le goudron renferme effectivement des HAP qui sont responsables des effets cancérigènes du goudron, les bitumes en revanche ne contiennent pas ou très peu de HAP (au moins 1.000 x moins que le goudron), de sorte à ce que les analyses du CIRC (Centre International de la Recherche sur le Cancer) ne permettent pas à ce jour d'établir un lien entre l'exposition aux fumées de bitumes et les différentes formes de cancer. D'après les connaissances actuelles les bitumes ne sont donc pas cancérigènes.

Les bitumes utilisés notamment dans la construction routière et l'étanchéité des bâtiments remplacent par conséquent de plus en plus le goudron en raison de sa toxicité moindre.

Actuellement et conformément aux données reçues des inventaires des postes à risques, 51 entreprises luxembourgeoises (avec un total de 642 salariés) utilisent du goudron et 47 entreprises (avec un total de 482 salariés) du bitume.

Les risques mentionnés par l'honorable Député sont bien connus des entreprises travaillant avec de tels produits.

Conformément au Code du Travail, l'employeur est responsable de la santé et de la sécurité des salariés. Il doit prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

La formation et l'information des salariés exposés sont régies par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Face à des agents cancérigènes, il y a lieu de réduire l'exposition à son niveau le plus bas possible; à savoir éviter tout contact avec la peau et réduire le risque d'inhalation.

Des améliorations techniques et la mise au point d'équipements de prévention collective et individuelle ont d'ores et déjà contribué à réduire le risque pour certaines activités. Si la réfection des routes a lieu le plus souvent au grand air, il faut, pour toute intervention en milieu confiné (garage souterrain), prévoir une ventilation des lieux. Une autre solution pour réduire les fumées de bitume consiste dans l'usage d'enrobés tièdes qui, au lieu d'être coulés à 160 degrés, le sont à 110 degrés avec quatre à huit fois moins de vapeurs dégagées.

Les dérivés de goudrons de houille peuvent être remplacés dans les produits utilisés, comme les enduits superficiels où sont déjà utilisés des fluidifiants non toxiques tels que l'huile de colza.

Le port des vêtements de protection (combinaisons, gants, masques et lunettes) est par ailleurs recommandé, quelles que soient les conditions dans lesquelles est effectué le travail. L'application des mesures d'hygiène les plus élémentaires est indispensable: disposer de vêtements propres, se laver les mains régulièrement, prendre une douche immédiatement après le travail.

Les salariés exposés aussi bien au bitume qu'au goudron bénéficient par ailleurs de visites médicales périodiques tous les 24 mois auprès de leur service de santé au travail.

Les cancers cutanés dus à l'exposition au goudron sont repris dans le tableau luxembourgeois des maladies professionnelles sous le numéro 51 02, libellé «Néoformations ou cancers cutanés après manipulation et emploi de noir de fumée, paraffine lourde, goudron de houille, anthracène, résines ou autres substances cancérigènes».

L'Association d'assurance accident a reconnu entre 2002 et 2011 deux cas de ce type de maladie professionnelle, dont un chez un ouvrier posant des systèmes d'étanchéité au goudron (joints goudronnés et feutres pour terrasses et toits de maison type «Dachpappe»).

Question 2426 (22.11.2012) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance du diplôme d'ingénieur diplômé:**

Le règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux stipule dans son article 20 que les candidats aux fonctions de la carrière de l'ingénieur technicien doivent être détenteurs d'un diplôme d'ingénieur technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie à Luxembourg ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent par le Ministre de l'Éducation nationale. Les diplômes et certificats visés au présent paragraphe doivent sanctionner une formation technologique répondant à celle ou à celles exigées lors de la publication de vacance du ou des postes.

Il m'est parvenu que la candidature d'un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé n'a pas pu être retenue pour l'examen d'admissibilité pour un poste d'ingénieur-technicien. La lettre de refus se référait, d'une part, à l'article susmentionné et, d'autre part, au fait que la carrière d'ingénieur technicien n'apporterait pas la satisfaction escomptée à un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- L'article 20 du règlement grand-ducal mentionné ci-dessus signifie-t-il effectivement qu'un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé n'est pas admissible à la carrière de l'ingénieur technicien?

- N'appartient-il pas au candidat de juger lui-même de l'intérêt d'un poste?

Réponse (21.12.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les conditions d'études à remplir par les candidats aux postes de fonctionnaire communal dans la carrière de l'ingénieur technicien sont définies par l'article 20 du règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 fixant les conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux. Cet article ne définit pas un niveau d'études minimum requis en vue de l'accès aux fonctions visées, mais exige que les candidats intéressés doivent se prévaloir d'un diplôme précis, à savoir «d'un diplôme d'ingénieur technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie à Luxembourg ou par l'École technique à Luxembourg, ou bien d'un diplôme d'études étranger reconnu équivalent par le Ministre de l'Éducation nationale». Il est à noter que la reconnaissance d'un diplôme étranger visé relève actuellement de la compétence du ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur.

En exécution de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg l'ancien diplôme d'ingénieur technicien a été remplacé par le diplôme de «bachelor en ingénierie».

Dans la mesure où l'article 20 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 visé accorde aux candidats détenteurs d'un des diplômes y spécifiés un droit d'accès aux fonctions intéressées tout en excluant tout candidat ne pouvant se prévaloir d'un tel diplôme, il est évident que la commission d'examen compétente, en statuant sur l'admissibilité des candidats intéressés, doit faire une application stricte et restrictive des dispositions réglementaires concernées.

En effet, l'admission à l'examen d'admissibilité prévu pour la carrière de l'ingénieur technicien de candidats ne détenant pas les diplômes spécifiques exigés par l'article 20 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 prémentionné risquerait fort d'engendrer des recours administratifs de la part de candidats se sentant lésés par une telle décision.

C'est pourquoi en l'absence d'une disposition légale accordant une équivalence d'un diplôme d'ingénieur, du niveau master, à ceux exigés par la réglementation actuelle en vue de l'accès aux fonctions d'ingénieur-technicien, la commission d'examen compétente refuse l'admission des candidats en question aux épreuves de l'examen d'admissibilité y afférent.

Pour ce qui est de la considération invoquée par Monsieur le Député Engel selon laquelle la commission d'examen informe les candidats disposant d'un diplôme d'ingénieur, de niveau master, que le fait de se figer dans une carrière moyenne, en l'occurrence celle de l'ingénieur technicien, ne leur apporterait vraisemblablement pas la satisfaction escomptée à plus longue échéance, il est évident que l'information en question ne saurait être considérée comme motif juridique justifiant la décision de refus d'admission à l'examen y afférente, mais s'entend évidemment comme simple recommandation dans l'intérêt d'un plein épanouissement professionnel des personnes visées.

Question 2429 (26.11.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **nutrition au «Sportlycée»:**

L'alimentation chez les athlètes de haut niveau constitue un élément essentiel, voire déterminant dans l'optimisation de leurs performances physiques et sportives. Il est de ce fait évident que certains parents ou élèves se montrent soucieux quant à la nature et à la qualité des produits alimentaires utilisés dans la cuisine du restaurant du «Sportlycée».

Selon mes informations, il paraît que des menus inspirés de la culture «fast-food», tels que pizzas, hamburgers, frites, etc. soient fréquemment servis aux élèves du lycée en question. Or, cette alimentation particulièrement riche en graisses et sucres simples (à courte chaîne) est d'une manière générale fortement déconseillée dans des établissements de ce type, alors qu'elle ne devrait pas correspondre au régime des élèves inscrits au «Sportlycée».

Connaissant les besoins énergétiques des athlètes, qui ont en plus des exigences scolaires identiques à celles des élèves inscrits dans d'autres lycées, il me semble évident qu'une alimentation saine et équilibrée soit cruciale pour ces élèves. C'est ainsi que je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Monsieur le Ministre des Sports, et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Avez-vous connaissance des soucis des parents d'élèves concernant l'offre en alimentation de la cantine du «Sportlycée»?

- Un spécialiste en diététique de sport fournit-il des conseils nutritionnels au chef de cuisine de la cantine? Dans l'affirmative, selon quelles modalités?

- Existe-t-il des données scientifiques ou statistiques sur les besoins énergétiques des élèves du «Sportlycée», sachant que les besoins des élèves varient fortement en fonction de leurs objectifs et programmes respectifs?

Réponse commune (10.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle accorde une attention particulière à une alimentation saine et équilibrée des jeunes et adolescents. À cet effet, le service des restaurants scolaires offre des menus équilibrés basés sur des matières premières fraîches de qualité et qui proviennent, dans la mesure du possible, du terroir.

Nos expériences en restauration collective ont montré qu'il faut offrir aux élèves des menus équilibrés qui devront pourtant rester attrayants d'un point de vue gustatif. Il s'est avéré que si le ministère soumet les convives à des régimes diététiques trop restreints, les élèves tendent à s'orienter vers des établissements de restauration à l'extérieur de l'enceinte de l'école dans lesquels aucune garantie n'est donnée quant à la qualité ou l'équilibre alimentaire.

L'évolution des fréquentations des restaurants scolaires au niveau national confirme le MENFP dans sa démarche actuelle. En effet, le nombre des élèves qui prennent leur repas dans les restaurants scolaires est en croissance permanente depuis 2007 (croissance annuelle mesurée de +8,5%).

Ceci est également valable pour le restaurant scolaire du «Sportlycée», qui connaît une fréquentation de l'ordre de 90% des élèves.

Il importe de souligner que cette cuisine traditionnelle, qui est en concordance avec le Leitmotiv de Restopolis «Le plaisir de bien manger» ne peut pas être qualifiée de «fast-food». Certains plats «à emporter», qui sont fortement appréciés par les visiteurs, sont produits à partir de matières premières fraîches de qualité, tels que pizza maison ou hamburger maison avec de la viande pure bœuf.

Par ailleurs, les menus proposés dans tous les restaurants scolaires peuvent être consultés sur le site www.restopolis.lu.

Suite à quelques réclamations transmises au restaurant scolaire du «Sportlycée», les plats ont été adaptés conformément au guide de l'alimentation des restaurants scolaires.

Afin de rassurer les parents d'élèves et de répondre au mieux aux besoins alimentaires spécifiques des convives du «Sportlycée», le Ministère a décidé de faire valider les menus par une diététicienne spécialisée en matière de l'alimentation des sportifs.

Étant donné que les besoins des sportifs varient fortement en fonction de leurs activités respectives, il a été décidé d'adapter l'offre en fonction des besoins en alimentation partagés par tous les convives.

Question 2430 (26.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **quote-part des femmes dans le secteur de la santé:**

Die Frauenquote ist in aller Munde und ein politisch gewollter Wandel. Die Führungsstrukturen von Betrieben und politischen Organisationen sollen nunmehr moderneren Erwartungshaltungen gerecht werden. In den Berufsumfeldern, in denen typischerweise Frauen arbeiten, beispielweise in den Gesundheits- und Sozialstrukturen, scheint die Notwendigkeit noch nicht erkannt worden zu sein. Dabei sind Kliniken und Pflegedienste sowie die sozialen Strukturen des Landes mit unter den größten Arbeitgebern hierzulande.

Fragen:

1) Wie sieht die Frauenquote unter den Beschäftigten von Kliniken, Pflegediensten und dem Sozialsektor global gesehen aus?

2) Wie sieht die Frauenquote in den Führungsstrukturen dieser Betriebe aus?

3) Denkt der Minister daran, diese Betriebe und ihre Arbeitgeber dazu zu bringen, eine Frauenquote in der Chefetage einzurichten, die das tatsächliche Verhältnis von Männern und Frauen als Arbeitnehmer in diesen Betrieben widerspiegelt?

4) Denkt der Minister daran, diese Betriebe dazu zu verpflichten, eine Frauenbeauftragte zu bestimmen, sollte die Führungsriege quasi ausschließlich aus Männern bestehen?

5) Wie gedenkt der Minister die Chancengleichheit in den Gesundheits- und Sozialeinrichtungen des Landes weiter zu stärken, beispielweise im Sinne der Förderung von Karrieren und dem anschließenden Aufstieg von Frauen in Führungsetagen? Gibt es konkrete Vorhaben für Maßnahmen?

6) Gedenkt der Minister, ein Label für Kliniken, Pflegedienste und Sozialeinrichtungen einzuführen, das zertifiziert, dass es sich hier um einen sogenannten „equal opportunities"-Arbeitgeber handelt, also einen Betrieb, der eine Politik der Chancengleichheit betreibt?

7) Wird der Minister Maßnahmen ergreifen, um die Chancengleichheit in den Führungsposten der parastaatlichen medizinischen Strukturen zu unterstützen?

Réponse (9.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Nach Angaben der „Inspection générale de la sécurité sociale" beschäftigte der Krankenhaussektor zum 31. März 2012 8.149 Angestellte, wobei Frauen rund 76% der Gesamtbeschäftigten stellten.

Was die Frauenquote in den Führungsstrukturen der Krankenhäuser betrifft, sind zum 15. Dezember 2012 rund 37% der Verwaltungsrats- und Direktionsratsmitglieder Frauen.

Die öffentlichen Krankenhäuser werden ohne Ausnahme von Verwaltungsräten geleitet, in denen Frauen sitzen.

Ich bin stets bemüht, bei meinen Vorschlägen bezüglich der Besetzung oder Neubesetzung von Verwaltungsräten auf die Frauenquote zu achten.

Question 2432 (26.11.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**impôt spécial sur les habitations inoccupées:**

Lors de son discours sur l'état de la nation prononcé le 8 mai 2012 devant la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre a déploré le grand nombre de logements inoccupés au Luxembourg. C'est dans ce cadre qu'il a souligné l'importance d'un impôt spécial sur les habitations inoccupées et a annoncé la présentation par le Ministre du Logement et le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région d'un vade-mecum contenant les critères et les règles qui régissent la fixation dudit impôt avant la fin de l'année.

Le 11 juillet 2012, Monsieur le Ministre du Logement a déclaré lors d'un débat à la Chambre des Députés que ce vade-mecum serait pratiquement finalisé. Rappelons que la base légale pour la perception d'une taxe communale spécifique sur des immeubles bâtis inoccupés et des terrains à bâtir non affectés à la construction se trouve dans la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Rappelons également l'avis du Conseil d'État du 27 novembre 2007 dans lequel la Haute Corporation a reconnu l'utilité d'un règlement type, en estimant que «si le Gouvernement veut inciter les communes à instituer la taxe spécifique, il pourra utilement soutenir les communes en préparant un règlement type à l'attention de ces dernières».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre de communes ayant entre-temps introduit une telle taxe? De quelles communes s'agit-il? Est-ce que le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région a approuvé toutes les délibérations en la matière qui lui ont été transmises par les communes? Dans la négative, pour quelles communes la procédure d'approbation est-elle encore en cours?

- Le vade-mecum précité, ou bien un règlement type en la matière, a-t-il pu être finalisé à ce jour? Quand sera-t-il porté à la connaissance des communes?

- Au cas où le vade-mecum, voire le règlement type, n'a pas pu être finalisé, quelles en sont les raisons? Y a-t-il des difficultés qui empêchent sa finalisation? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils détailler ces difficultés?

Réponse commune (3.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Seules deux communes disposent, à ce jour, d'un règlement introduisant la taxe sur les immeubles bâtis inoccupés et les terrains à bâtir non affectés, telle que prévue par les articles 15 à 28 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Il s'agit en l'occurrence de la ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Beckerich.

La ville de Diekirch a soumis un règlement pour approbation au Ministre de l'Intérieur, règlement pour lequel la procédure d'approbation est en cours et sera achevée dans les prochains jours.

Un règlement type a été élaboré et sera transmis au Syvicol pour avis. Une fois le document revu par ce dernier, il sera communiqué à l'ensemble des communes par le biais d'une circulaire. Cette communication est prévue pour début 2013.

L'élaboration du règlement type a été complexe en raison notamment du fait que la détermination de l'assiette de la taxe est compliquée. Plusieurs hypothèses ont été envisagées puis discutées par de nombreux acteurs, ce qui explique en grande partie que l'élaboration fut longue.

Question 2435 (27.11.2012) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **surpopulation de sangliers au «Haff Réimech» et des dégâts causés aux vignes environnantes:**

Un article du journal agricole «De Lëtzeburger Bauer» paru le 23 novembre 2012 dénonce les dégâts massifs causés par le gibier dans les vignes de l'espace Remerschen, Wintringen et Schengen et plus particulièrement près de la réserve naturelle du «Haff Réimech». Les exploitants viticoles s'indignent contre le silence des autorités et l'inefficacité de la lutte contre la surpopulation des sangliers.

En effet, une quinzaine de viticulteurs constatent des pertes considérables, se chiffrant à des centaines de milliers d'euros, sur leurs récoltes et leurs surfaces viticoles. La surpopulation des sangliers en serait la cause majeure. Non seulement les animaux dévorent une grande partie des raisins de qualité (pour certains vignerons il s'agit d'une perte de la moitié de la récolte), mais ils détériorent également fortement le terrain des vignobles et les installations viticoles, perturbant ainsi les travaux et l'entretien dans les vignes. Plus de 10% du patrimoine viticole seraient menacés de disparaître, en particulier dans les parages du «Haff Réimech», qui bénéficie d'une réserve naturelle protégée, et qui constitue de ce fait un bon refuge pour les sangliers.

Or, les syndicats de chasse et les gardes forestiers ne se sentent pas concernés ou compétents pour proposer des solutions. L'Institut viti-vinicole du Grand-Duché ne dispose de son côté pas de moyens suffisants pour dédommager les viticulteurs ayant subi des pertes. Par ailleurs, les procédures pour faire le constat des dégâts s'avèrent trop coûteuses et prennent beaucoup trop de temps.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'organiser une réunion avec les acteurs concernés (gardes forestiers, syndicats de chasse, propriétaires des lots de chasse, Institut viti-vinicole, etc.), afin de trouver des solutions communes pour une meilleure protection du patrimoine viticole et une gestion plus efficace du dédommagement en cas de pertes?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à une chasse administrative pour combattre la surpopulation de sangliers dans les régions concernées?

Réponse (27.12.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Je peux confirmer qu'il existe dans la région mentionnée par l'honorable Député des dégâts de sangliers aux vignobles. Or, je ne peux pas confirmer des dégâts «s'élevant à des centaines de milliers d'euros». Pour l'année 2012, le Service de la nature a actuellement connaissance de 22 dossiers d'indemnisation pour dégâts en milieu viticole, pour un montant total d'environ 25.000 euros, sans avoir pris en considération des aspects comme la quantité surproduite de raisins (en parlant de perte de récolte, il s'agirait de faire la différence entre la «bonne» récolte à utiliser et celle qui est abandonnée sur place) ou la confusion possible avec d'autres types de dégâts.

Le fait de lier les dégâts directement avec la présence de sangliers dans la zone protégée nationale «Haff Réimech» n'est que très spéculatif étant donné le comportement très mobile des sangliers.

La loi relative à la chasse prévoit l'indemnisation des dégâts de sanglier aux cultures viticoles. Il n'y a donc aucune raison pour les viticulteurs de ne pas demander l'indemnisation. Néanmoins, cette procédure exige que les dégâts soient quantifiés sur le terrain, et estimés au niveau financier. Or, c'est là que se pose un problème majeur. Les agents de l'ANF qui devraient participer aux visites de terrain en tant que représentants de l'État, ne sont pas qualifiés pour faire une estimation quantitative de dégâts de sanglier dans une culture viticole. À l'heure actuelle, une telle quantification ne peut être réalisée que par les agents de l'Institut viti-vinicole.

En vue de solutionner ce problème, l'Administration de la Nature et des Forêts a eu, en date du 19 novembre 2012, une réunion avec l'Institut viti-vinicole pour discuter de la problématique susmentionnée. Il s'avère que l'IVV ne dispose pas des ressources humaines pour assurer de manière systématique la représentation éventuelle de l'État lors de l'évaluation quantitative des dégâts sur le terrain.

Une réunion entre l'ANF, l'IVV, le syndicat de chasse, les locataires de chasse et les exploitants viticoles concernés est prévue pour le début de l'année 2013.

Une chasse administrative est certainement envisageable. Néanmoins, il faut préciser qu'il semble très difficile de chasser de manière efficace le sanglier dans la zone protégée «Haff Réimech» par des méthodes traditionnelles de la chasse, vu la situation de la zone avec de nombreux étangs et autres plans d'eau qui rendent la circulation des rabatteurs difficile. En outre, vu la proximité de deux routes, la sécurité n'est que difficilement garantie. Une fermeture des deux routes semble alors inévitable pendant les heures de la chasse.

Il y a également lieu de souligner que les sangliers sont opportunistes et vont chercher la nourriture là où elle abonde. Ils ne montrent pas de préférence pour un seul lieu, que ce soit de séjour ou pour la prise de nourriture. Ils se déplacent à des kilomètres et changent très souvent les sites de leurs séjours. Il serait hasardeux de vouloir les trouver et les tirer là où ils causent des dommages. D'un côté, ils se procurent la nourriture pendant la nuit alors que la chasse est interdite justement pendant la nuit. D'un autre côté, en organisant une grande battue, il se peut qu'on ne rencontre aucun sanglier. Des chasses administratives à elles seules risquent de ne pas pouvoir endiguer le problème. Ceci est d'autant plus vrai que les risques d'accidents de tir sont très élevés.

Suite à la réunion précitée, un plan d'action sera mis en place pour protéger les vignobles contre les dégâts de sangliers. La chasse administrative sera, en tout cas, un moyen parmi d'autres pour agir sur la densité de population des sangliers. Un autre moyen efficace à envisager, en complément ou à la suite d'une chasse administrative, serait certainement la capture de sangliers dans des structures dénommées «Saufang».

Question 2441 (28.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **transport en ambulance:**

Kürzlich hat die Gesundheitskasse ein Faltblatt veröffentlicht, wo die Bedingungen bezüglich eines Transportes im Krankenwagen respektive in einem Notfallwagen beschrieben werden. Leider bleibt es dabei, dass die allgemeine Situation hierzulande rundum die Transporte in privaten oder öffentlichen Ambulanzen weiterhin mit vielen Fragen und leider Beanstandungen behaftet ist. Interessanterweise sind eine Reihe von Aspekten, die im Zusammenhang mit dem „Transport im Krankenwagen" einhergehen und die unter anderem auch in parlamentarischen Fragen angesprochen wurden, im Faltblatt ausgeklammert geblieben.

Fragen:

1) Wieso wird im Faltblatt nicht von der freien Wahl des Transportdienstleisters gesprochen? Gilt nun der sogenannte „libre choix" ebenfalls bei der Wahl der Ambulanzfirma bei nicht notfallmäßigen Transporten oder nicht?

2) An welche Obrigkeit oder staatliche Instanz können sich Patienten mit Reklamationen und Beanstandungen wenden?

3) Wie steht es mit der Tarifierung und der allzu oft vorkommenden Ausstellung von zu hohen Rechnungen durch die Nichtrespektierung der vorgegebenen offiziellen Tarifen?

4) Darf der Patient vor dem Transport den Nachweis der Qualifikationen des Begleitpersonals als Gesundheitsfachkraft einfordern?

5) Denkt der Minister nicht, das es vorteilhaft wäre, dem Patienten die Möglichkeit zu geben, über ein Simulationswerkzeug auf den Internetseiten der CNS oder des Ministeriums den genauen Tarif für bestimmte Transportszenarien nachrechnen zu lassen?

6) Wäre es nicht von Interesse, die in Luxemburg akkreditierten Ambulanzdienste und deren Dienste, die sie übernehmen dürfen, aufzulisten, sowie die Rechte der Patienten in Bezug auf Transporte im Krankenwagen?

7) Falls die freie Wahl des Dienstleisters gilt, welche Maßnahmen gedenkt der Minister zu ergreifen gegen Kliniken, die exklusiv nur mit einer einzigen Firma zusammenarbeiten?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Anfrage des Herrn Abgeordneten bezieht sich auf das kürzlich von der Gesundheitskasse (CNS) zum Thema Krankentransport veröffentlichte Faltblatt. Das Faltblatt enthält Informationen in französischer und portugiesischer Sprache. Auf diese Weise sollen nicht allumfassende Informationen, sondern ein kurzer Überblick über die drei typischen Situationen gegeben werden, in denen auf Krankenwagen als Transportmittel zurückgegriffen werden kann, sowie über die jeweiligen Bestimmungen betreffend die Übernahme der Kosten durch die CNS. Zudem sind eine Telefonnummer sowie eine Internetadresse der zuständigen Abteilung der CNS angegeben, so dass direkt betroffene Personen weitergehende Informationen hier erhalten können.

Ad 1) Das Prinzip der freien Wahl ist ein allgemeines Prinzip, das in Artikel 19 Absatz 1 des Sozialgesetzbuches verankert ist und das sich auch auf den Krankentransport bezieht, soweit es sich nicht um Notfälle handelt.

Ad 2) Die zuständigen Instanzen für etwaige Beschwerden im Bereich des Krankentransports hängen von der Art der Beschwerde und vom Statut des Transporteurs ab. Die CNS ist zuständig, wenn es sich um die Übernahme der Transportkosten handelt.

Ad 3) Was den Krankentransport im Krankenwagen angeht, gibt es keine offiziellen Tarife, außer jenen der Taxenreglementierungen für Transporte, welche von öffentlichen oder kommunalen Dienstleistern ausgeführt werden. Etwaige Beschwerden über die praktizierten Tarife sind direkt an den Dienstleister heranzutragen.

Die Statuten der CNS sehen vor, dass Transporte, welche von öffentlichen oder kommunalen Dienstleistern ausgeführt werden, gemäß den existierenden offiziellen Taxenreglementierungen übernommen werden, bei Transporten, welche von kommerziellen Anbietern oder Privatpersonen ausgeführt werden, werden die Kosten in Höhe eines festgesetzten Prozentsatzes eines Referenzkilometerpreises übernommen.

Ad 5) Der Vorschlag, dem Patienten vor Antritt des Krankentransports eine Simulation des reellen Transportpreises sowie der Höhe des Rückerstattungsanteils zu ermöglichen, erscheint schwierig, wenn nicht sogar unmöglich auf Grund der vielen unterschiedlichen zu beachtenden Parameter, wie die rechtliche Stellung des Transporteurs, die Natur des Transports (einfache Fahrt, wiederholte Fahrt mit einer mehr oder weniger hohen Häufigkeit), die genaue Kilometerzahl, Abfahrts- und Ankunftsort… Es sei darauf hingewiesen, dass in Notfällen gemäß dem Gesetz über die medizinische Hilfeleistung der Krankentransport nur von Krankenwagen des öffentlichen Dienstes durchgeführt werden kann.

Ein solches Instrument zu entwickeln wird im Moment nicht als oberste Priorität angesehen, umso mehr als die CNS die gewünschten Informationen per Anfrage über Telefon oder E-Mail weitergibt.

Ad 6) Die Liste der gemäß Artikel 2 der Statuten der CNS akkreditierten Taxiunternehmen ist auf der Internetseite der CNS abrufbar. In dem Maße, in dem diese Unternehmen ebenfalls über eine Niederlassungsermächtigung als Ambulanzunternehmen verfügen, werden sie in dieser Liste geführt.

Es sei darauf hingewiesen, dass die für Kommunikation zuständige Abteilung der CNS konstant das Angebot an Informationen auf der Internetseite vergrößert. Die Auswahl der zur Verfügung gestellten Daten hängt einerseits davon ab, inwieweit sie verfügbar sind, andererseits von den Prioritäten der Verantwortlichen der CNS.

Ad 7) Was die freie Wahl des Dienstleisters angeht, verweise ich auf die Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1655 des werten Abgeordneten *(cf. compte rendu n°1/2011-2012)*.

Question 2444 (28.11.2012) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**assurance dépendance:**

Introduite en 1999, l'assurance dépendance prend en charge actuellement quelque 12.100 personnes (8.036 à domicile et 4.129 en établissements). Au cours des dernières années, le nombre des bénéficiaires de l'assurance dépendance a augmenté en moyenne d'environ 5% par an.

En date du 1er août 2012, le comité directeur de la Caisse Nationale de Santé a approuvé les comptes annuels et le bilan de clôture de l'année 2011 de l'assurance dépendance. L'exercice 2011 se caractérise par un solde déficitaire des opérations courantes. En effet, les dépenses courantes dépassent les recettes courantes de 42,8 millions d'euros et ceci pour le troisième exercice de suite (-283,9 millions en 2009 et -27,5 millions en 2010).

Le taux de contribution dépendance nécessaire à maintenir l'équilibre financier de l'exercice 2011 aurait été de 1,62%.

Considérant la situation financière difficile de l'assurance dépendance, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Quelle est l'évolution du nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'assurance dépendance depuis sa mise en place en 1999? Comment a évolué le ratio encadrant/bénéficiaire depuis cette date?

2) Combien d'agréments ont été attribués depuis l'introduction de l'assurance dépendance?

3) Quelles sont les prévisions gouvernementales concernant l'évolution future de l'assurance dépendance (besoins financiers, bénéficiaires, personnel, établissements, etc.)?

4) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il afin de stabiliser à moyen terme l'équilibre financier de l'assurance dépendance?

5) Est-il prévu de procéder à nouveau à une hausse des cotisations comme en 2007?

6) Est-il prévu, comme la COPAS vient de le proposer récemment, de fixer pluriannuellement la contribution des assurés à la hauteur nécessaire pour équilibrer les budgets de l'assurance dépendance?

7) Est-il prévu d'augmenter la participation directe des bénéficiaires pour certaines prestations de l'assurance dépendance?

8) Est-il prévu d'abaisser les tarifs pour des prestations de l'assurance dépendance?

Réponse commune (7.1.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1) Le nombre des équivalents temps plein (ETP) est passé de 2.499 en 2000 à 5.408 en 2010. Ce nombre correspond à l'effectif dispensant des aides et soins pris en charge par l'assurance dépendance.

Afin de déterminer le ratio en question, il faut considérer les deux domaines d'activité existants dans le secteur:

- la prise en charge «stationnaire» (centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et les maisons de soins),

- la prise en charge «maintien à domicile» (réseaux d'aides et de soins, centres semi-stationnaires, établissements à séjour intermittent).

Étant donné que les deux domaines diffèrent fortement, un taux d'encadrement général regroupant tous les prestataires de l'assurance dépendance n'est pas parlant.

Au niveau du maintien à domicile, les «aidants informels» prestent des aides et soins qui ne sont donc pas pris en charge par des professionnels et qui ne sont donc pas pris en compte au niveau des ETP.

En outre l'état de dépendance des personnes résidant à domicile est généralement moins sévère que celui des assurés séjournant en milieu stationnaire. L'activité des prestataires du maintien à domicile est étroitement liée aux besoins d'encadrement que la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance arrête au niveau des plans de prise en charge. Ce cadre explique un taux d'encadrement assez constant de 0,4 ETP par bénéficiaire de prestations en nature arrêtées par un plan de prise en charge de l'assurance dépendance pour la période 2000 à 2010.

Le taux d'encadrement des CIPA et des maisons de soins a été calculé séparément. Pour la période visée, les centres intégrés pour personnes âgées disposent de 0,7 ETP par personne dépendante. À noter que dans les CIPA le personnel s'occupe également de personnes non dépendantes.

Les maisons de soins accueillent une population dépendante exclusivement. Leur taux d'encadrement est passé de 0,7 en 2000 à 0,9 en 2010. La gravité des cas des personnes soignées en maison de soins justifie ce taux d'encadrement élevé.

2) Devançant la législation instaurant une assurance dépendance au Luxembourg de quelques mois seulement, la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique introduit l'obligation d'un agrément dans le chef des services relevant du domaine du ministre ayant la famille dans ses attributions.

Un règlement grand-ducal du 11 décembre 1998 (remplacé par le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999) précise les modalités concrètes relatives à l'obtention d'un agrément pour les gestionnaires de services pour personnes âgées.

Ce n'est qu'à partir de ce moment que les services sont soumis à l'obligation de disposer d'un agrément, indépendamment du fait qu'il s'agit d'anciens ou de nouveaux services.

Eu égard aux services définis à l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 le Ministère de la Famille et de l'Intégration dispose aujourd'hui de:

Centre intégré pour personnes âgées	33 services agréés
Maison de soins agréées	17 services agréés
Logements encadrés pour personnes âgées	13 services agréés (*)
Centre psycho-gériatrique	32 services agréés
Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Clubs Senior)	19 services agréés (*)
Aide à domicile	8 services agréés
Soins à domicile	10 services agréés
Repas sur roues	80 services agréés (*)
Appel - assistance externe	10 services agréés (*)
Activités seniors	5 services agréés (*)
Centre d'accueil pour personnes en fin de vie	0 services agréés (1)

À noter que les catégories marquées d'un astérisque constituent des services qui ne sont pas ou pas nécessairement prestataires de l'assurance dépendance.

(1) Depuis le 1.1. 2011 le Centre d'accueil pour personnes en fin de vie «Haus Omega» fait partie intégrante du plan hospitalier.

3) L'IGSS a été chargée d'établir un bilan de l'assurance dépendance. Ce bilan qui est en voie d'achèvement et sera disponible dans les prochaines semaines, sera à la base de futurs aménagements de l'assurance dépendance. L'élaboration d'un projet de loi y relatif est prévue pour 2014, mais actuellement il est encore impossible de dire quelles seront les orientations futures en matière de financement et/ou de réduction des coûts de l'assurance dépendance.

4) - 8) L'équilibre financier de l'assurance dépendance est impacté par quatre facteurs qui sont le niveau de la contribution de l'État, le niveau de la contribution des particuliers, le tarif respectivement le volume des prestations.

Ci-joints certains tableaux relatifs à l'évolution future du nombre de personnes bénéficiant de l'assurance dépendance.

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2447 (3.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **lutte contre le sida:**

Betreffend meine parlamentarische Anfrage Nr.2342 über die Aidsproblematik *(cf. compte rendu n°2/2012-2013)* möchte ich noch einige ergänzende Fragen stellen:

1) Hat das Ministerium oder das Aidskomitee handfeste Unterlagen, welche die Theorie des Aidsvirus untermauern, das heißt, gibt es einen einzigen wissenschaftlich fundierten Text, der den Beweis des Virus erbringt? Gibt es eine Dokumentation des Virus mit Reinigung, Charakterisierung, Fotografie, Beschreibung der einzelnen Schritte rund um das Foto, Publizierung und Peer-Kontrolle?

2) Wie kann man einen Test mit dem Antigen des HIV durchführen, wenn das HIV gar nicht nachgewiesen und biochemisch nicht charakterisiert worden ist? Wie können die Tests dann geeicht sein?

3) Falls es einen Virus gibt, warum ist es nicht möglich, relativ schnell einen Impfstoff zu produzieren, so wie es bei der Schweinegrippe der Fall war, wo in Rekordtempo ohne Tests ein Impfstoff auf den Markt gebracht wurde?

4) Gibt es denn nicht andere Ursachen, die zum Ausbruch der Aidsepidemie führen, außer der gängigen Theorie des Virus?

5) War die hohe Sterblichkeitsrate der Aidspatienten nicht dadurch bedingt: aufgrund der toxischen Behandlung mit dem Medikament AZT, denn dieses Medikament löst genau die Symptome aus, welche man der Krankheit Aids zuschreibt?

6) Kennt das Ministerium die Aussagen der Ärzte Claus Köhnlein, Nancy Turner Banks, Etienne de Harven und vieler anderer, zu sehen in einer guten Übersicht beim Kongress „Aids zwischen Wissen und Dogma" 2010 in Wien, unter http:/www.science-and-aids.org/d/films.html? Des Weiteren: Kennt der Minister die zahlreichen Dokumentationen des Dr. Stefan Lanka und des Dr. Karl Krafeld, die über diese Aidsproblematik geschrieben haben?

7) Glaubt der Minister nicht, dass im Bereich der Aidsproblematik eine andere Strategie durchgeführt werden muss und die kontraproduktiven dogmatischen Prinzipien in Frage gestellt werden müssen?

Réponse (20.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ich möchte eingangs dem ehrenwerten Abgeordneten meine ausführliche Antwort auf die von ihm gestellte parlamentarische Anfrage Nr.2342 in Bezug auf Aidstests in Erinnerung rufen.

Mein Ministerium beruft sich in Bezug auf Aids auf die Empfehlungen des nationalen Aidskomitees. Dieses Komitee arbeitet gemäß den Richtlinien und Erkenntnissen der Weltgesundheitsorganisation.

Die in Luxemburg durchgeführten Tests sind die, welche von der Weltgesundheitsorganisation zugelassen sind.

Die Herstellung eines Impfstoffs gegen Aids begegnet Schwierigkeiten technischen Ursprungs. Das Virus verändert sich rasch; deshalb ist eine Impfstoffentwicklung schwierig.

Das Medikament AZT hat seine Wirksamkeit auch in Luxemburg bewiesen. Durch die moderne Tritherapie haben Aidsinfizierte eine wesentlich längere Lebenserwartung.

Die Strategie des Gesundheitsministeriums gegen Aids spiegelt sich im Aktionsplan des nationalen Aidskomitees wieder und richtet sich nach internationalen wissenschaftlichen Kriterien der Weltgesundheitsorganisation.

Question 2448 (3.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **médicaments contenant du cannabis:**

Aux termes de l'article 1er de la loi du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de publicité des médicaments il en ressort que: - toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales est un médicament. En plus la substance est définie comme telle: La substance est toute matière qu'elle qu'en soit l'origine, celle pouvant être (…) végétale, telle que: les microorganismes, parties de plante, sécrétions végétales, substances végétales par extractions etc. (…)-.

Partant de ces constatations, il en résulte que les quatre préparations néerlandaises Bedrocan, Bedrobinol, Bedica et Bediol sont considérées comme médicaments, le cannabis ayant - et ceci est scientifiquement prouvé - des vertus curatives et préventives.

Il faut aussi savoir que malgré la haute teneur en THC du Bediol, notamment 6%, celui-ci n'est pas psychoactif, vu qu'il est contrecarré par une plus grande teneur en CBD (7,5)% selon la formule:

%THC + % CBN divisé par % CBD inférieur à 1 = non psychoactif.

Questions:

1) Partant de ces constatations, est-ce que les services du Ministère de la Santé sont prêts à avaliser l'importation des préparations sus - citées en cas de demande d'autorisation par la firme néerlandaise Bedrocan B.V. de Groningen?

2) La prescription moyennant le carnet à souches comprenant des feuillets roses soumis au contrôle du Ministère ne prévoit pas une durée de prescription supérieure à sept jours. Afin d'éviter des consultations répétées des patients nécessiteux et fragilisés par une maladie chronique et sachant qu'en moyenne des doses non supérieures à 0,2 grammes (non psychoactives à ce dosage) à raison de trois fois par jour c'est-à-dire 4,2 g par semaine, sauf exception, sont nécessaires, quelle est la limite supérieure de prescription admise afin de ne pas être accusé d'avoir prescrit du cannabis récréatif?

3) Le Bediol, étant considéré comme non psychoactif en raison de sa composition, nécessite-t-il en vue de sa prescription l'utilisation du carnet à souches?

Réponse (9.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'utilisation thérapeutique du cannabis a déjà fait l'objet des questions parlementaires n°0254 *(cf. compte rendu n°6/2009-2010)* et n°1137 *(cf. compte rendu n°9/2010-2011)*, ainsi que de la question avec débat n°14 de l'honorable Député *(cf. compte rendu n°2/2010-2011)*.

Le statut juridique du cannabis et des cannabinoïdes a de surcroît fait l'objet d'un échange de courrier intensif avec le parlementaire.

Je me limiterai dès lors à rappeler à Monsieur le Député que:

1) Les dispositions de la loi relative à la mise sur le marché des médicaments peuvent, le cas échéant, autoriser l'importation sur ordonnance médicale individuelle régulière d'un médicament disposant d'une autorisation de mise sur le marché étrangère en règle, c'est-à-dire conforme à l'acquis communautaire.

Des médicaments cannabinoïdes disposant d'une autorisation de mise sur le marché conforme à l'acquis communautaire, tels que le «Sativex» ou le «Marinol», sont actuellement utilisés et prescrits au Luxembourg conformément à leur notice.

La prescription doit en être faite par le médecin sur base du carnet à souche spécial rose.

2) Aux Pays-Bas, les produits de la société néerlandaise Bedrocan N.V. ne disposent cependant pas d'une autorisation de mise sur le marché conforme à l'acquis communautaire.

Ces produits relèvent dans ce pays d'un statut juridique spécifique, et y sont autorisés sous le contrôle du «Bureau voor Medicinale Cannabis».

Dès lors, et indépendamment de leur teneur en cannabinoïdes, les produits dont question ne peuvent pas être prescrits au Luxembourg. Le Bediol relève aussi de cette catégorie.

Question 2449 (3.12.2012) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Lycée de Junglinster:**

Il m'est parvenu que le budget prévu pour le Lycée à Junglinster serait réduit de 30%.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les postes budgétaires qui seront réduits?

Réponse (4.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet du projet du Lycée de Junglinster.

Tout d'abord, je me permets de confirmer que le Lycée à Junglinster est réalisé en conformité avec le programme de construction à la base du projet de loi. La loi correspondante a été votée en date du 30 janvier 2008 et prévoit une enveloppe budgétaire de 104.900.000 euros TTC (l'indice 633,42) ce qui correspond au montant actualisé de 116.140.000 euros TTC.

Au vu de la situation budgétaire globale de l'État, des efforts supplémentaires sont menés par l'Administration des Bâtiments publics en vue d'obtenir la meilleure qualité de l'ouvrage à un prix raisonnable (ainsi, pour le revêtement de sol dans la galerie et le parvis, l'on a choisi du terrazzo respectivement du béton au lieu de la pierre naturelle). Ainsi, les études et moyens d'exécution tout comme les cahiers des charges ont été optimisés de manière à ce que le coût prévisionnel du projet se situe actuellement à quelque 90% de l'enveloppe maximale disponible. Par ailleurs, des résultats des soumissions jusqu'à présent favorables contribuent également à cette situation.

Pour conclure, il faut retenir que le projet est exécuté comme prévu par la loi précitée et aucun élément ne pourrait confirmer les informations relatives à une quelconque réduction du budget disponible à concurrence de 30%.

Question 2453 (4.12.2012) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant l'**amélioration de la compétitivité nationale:**

En date du 10 avril 2010, le Ministre de l'Économie de l'époque a présenté 65 propositions d'ordre général du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale.

En date du 29 juin 2010, la fraction politique du CSV a présenté 20 ou 21 propositions destinées à améliorer la compétitivité nationale.

- Veuillez me préciser combien de ces séries de propositions (65 et 20/21) ont été mises en pratique, combien sont encore en suspens et combien et quelles propositions ne sont pas réalisées actuellement et pour quelles raisons.

- Veuillez également m'indiquer si Monsieur le Ministre de l'Économie entend encore ajouter des propositions en la matière.

- Veuillez me renseigner avec des explications détaillées sur mes questions.

Réponse (10.1.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Veuillez trouver ci-joint ma réponse à la question parlementaire n°2453 de l'honorable Député Robert Weber concernant les 65 propositions d'ordre général pour l'amélioration de la compétitivité nationale (2010):

Dans le cadre des discussions du Comité de coordination tripartite au premier semestre 2010, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur avait présenté un paquet de 65 propositions d'ordre général afin de favoriser la compétitivité des entreprises. Ces propositions touchaient différentes facettes de la compétitivité nationale, qui ne sont pas du seul domaine de compétence du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mais qui engagent aussi d'autres départements ministériels: prise en charge des entreprises, gestion publique et procédures administratives, suivi et évaluation de la compétitivité et de l'attractivité du site de production, compétitivité-coûts, fiscalité, infrastructures, diversification et spécialisation multisectorielle, promotion du Luxembourg à l'étranger. De plus, l'essentiel des mesures évoquées par Monsieur le Député ont été reprises dans le Programme national de réforme (PNR) arrêté dans le cadre du semestre européen.

Ces questions de compétitivité nationale sont une responsabilité partagée des partenaires sociaux et du Gouvernement. Bien que les discussions au Comité de coordination tripartite n'aient malheureusement pas permis d'aboutir à un accord, les départements ministériels concernés par ces propositions ont néanmoins poursuivi leur mise en œuvre, dans la mesure du possible.

Je tiens à vous informer qu'une analyse de la mise en œuvre de ces mesures est actuellement en cours. Les conclusions que je tirerai de cette analyse feront partie d'un débat d'orientation sur la croissance et la compétitivité prévu à la Chambre des Députés au cours du premier semestre 2013.

Question 2454 (4.12.2012) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant l'**examen-concours pour fonctionnaire de l'État:**

Veuillez me renseigner sur le nombre de candidats qui ont participé ces dernières dix années à l'examen-concours pour fonctionnaire de l'État dans les différentes carrières (inférieure, moyenne, supérieure).

- Combien de ces personnes ont échoué à cet examen, combien y ont réussi et combien de ces personnes sont finalement entrées dans la fonction publique comme fonctionnaire de l'État?

Réponse (24.12.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2454 du 4 décembre 2012, Monsieur le Député Robert Weber demande des renseignements concernant le nombre de candidats ayant participé, réussi et échoué au courant des dix dernières années aux examens-concours pour l'admission au stage dans les différentes carrières de fonctionnaire de l'État.

En réponse à sa question, j'ai l'honneur de fournir à l'honorable Député les informations suivantes:

Année	Carrière	Participants		Réussites		Échecs		Admissions au stage
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
2011	Inférieure	524	100%	110	21%	414	79%	63
	Moyenne	423	100%	97	23%	326	77%	75
	Supérieure	353	100%	162	46%	191	54%	119
2010	Inférieure	441	100%	65	15%	376	85%	24
	Moyenne	483	100%	95	20%	388	80%	71
	Supérieure	165	100%	60	36%	105	64%	40
2009	Inférieure	331	100%	115	35%	216	65%	36
	Moyenne	637	100%	134	21%	503	79%	97
	Supérieure	319	100%	153	48%	166	52%	85
2008	Inférieure	378	100%	103	27%	275	73%	46
	Moyenne	538	100%	152	28%	386	72%	127
	Supérieure	268	100%	140	52%	128	48%	111
2007	Inférieure	373	100%	122	33%	251	67%	39
	Moyenne	522	100%	137	26%	385	74%	111
	Supérieure	271	100%	135	50%	136	50%	78
2006	Inférieure	314	100%	76	24%	238	76%	20
	Moyenne	268	100%	60	22%	208	78%	59
	Supérieure	177	100%	90	51%	87	49%	37
2005	Inférieure	719	100%	187	26%	532	74%	49
	Moyenne	593	100%	181	31%	412	69%	148
	Supérieure	386	100%	195	51%	191	49%	73
2004	Inférieure	973	100%	273	28%	700	72%	57
	Moyenne	464	100%	130	28%	334	72%	91
	Supérieure	101	100%	49	49%	52	51%	17
2003	Inférieure	735	100%	161	22%	574	78%	50
	Moyenne	685	100%	162	24%	523	76%	136
	Supérieure	158	100%	158	100%	0	0%	33
2002	Inférieure	698	100%	203	29%	495	71%	110
	Moyenne	625	100%	222	36%	403	64%	202
	Supérieure	201	100%	193	96%	8	4%	38
Total		**13.123**	**100%**	**4.120**	**31%**	**9.003**	**69%**	**2.242**

MOYENNE PAR NIVEAU DE CARRIERE 2002-2012

Carrière	Patricipants		Réussites		Échecs		Admissions au stage
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Inférieure	5.486	100%	1.415	26%	4.071	74%	494
Moyenne	5.268	100%	1.370	26%	3.868	74%	1.117
Supérieure	2.399	100%	1.335	56%	1.064	44%	631
Total	**13.123**	**100%**	**4.120**	**31%**	**9.003**	**69%**	**2.242**

À noter que la différence entre le nombre de réussites et le nombre d'admissions au stage s'explique notamment par le fait que le nombre de postes vacants à pourvoir peut être inférieur aux nombre de candidats qui ont réussi aux examens-concours. Dans ces cas de figure, le principe du rang utile est appliqué qui prévoit une admission au stage des candidats qui rentrent, de par leur classement, dans le contingent des emplois vacants. Par ailleurs, il y a également lieu de relever qu'un certain nombre de candidats renoncent à un poste alors qu'ils ont réussi aux examens-concours.

Les candidats qui ne sont pas classés en rang utile et qui n'entrent donc pas dans le contingent constitué par le nombre des postes vacants, constituent une réserve de recrutement et sont admissibles à des postes devenant vacants entre deux sessions d'examens-concours, sans pour autant avoir un droit à une vacance de poste. La liste de réserve ainsi définie est valable de la clôture d'une session d'examen jusqu'à la date de la publication de la prochaine session d'examen-concours et pendant au maximum une année.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

15e séance	Jeudi	13 décembre 2012
16e séance	Jeudi	13 décembre 2012
17e séance	Mardi	18 décembre 2012
18e séance	Mercredi	19 décembre 2012

Coopération interparlementaire et contrôle démocratique dans le domaine de l'UEM

Le 11 janvier dernier, les présidents de parlement des pays fondateurs de l'Union européenne et du Parlement européen s'étaient donné rendez-vous à Luxembourg pour un échange de vues informel sur la coopération interparlementaire et le contrôle démocratique dans le domaine de l'Union économique et monétaire (UEM).

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a notamment accueilli:

- MM. Norbert Lammert et Winfried Kretschmann, Présidents des Bundestag et Bundesrat allemands,

- M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française,

- M. Simon Sutour, Président de la Commission des affaires européennes, Sénat français

- M. André Flahaut, Président de la Chambre des Représentants belge,

- M. Philippe Mahoux, Président du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, Sénat belge,

- Mme Anouchka van Miltenburg et M. Fred de Graaf, Présidente de la «Tweede Kamer» des Pays-Bas respectivement Président du Sénat néerlandais,

- M. Vannino Chiti, Vice-Président du Sénat italien, ainsi que

- M. Othmar Karas, Vice-Président du Parlement européen.

L'ambition de la réunion fut, entre autres, d'élaborer une série de pistes et de propositions concrètes pour la création d'une Conférence des représentants des parlements nationaux et du Parlement européen, ceci conformément à l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (aussi connu sous le nom de TSCG ou de «pacte budgétaire») entré en vigueur le 1er janvier 2013.

Ledit article stipule en effet que le Parlement européen et les parlements nationaux des parties contractantes définiront ensemble l'organisation et la promotion d'une conférence réunissant les représentants des commissions concernées du Parlement européen, d'une part, et des parlements nationaux, de l'autre, afin de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies par le TSCG.

À l'issue des travaux menés sous la présidence de M. Laurent Mosar, les différentes délégations parlementaires ont pu s'accorder sur un document de travail esquissant la future coopération interparlementaire et le contrôle démocratique en devenir dans le domaine de l'Union économique et monétaire. Le document sera soumis dans les meilleurs délais aux 27 pays membres de l'Union européenne et ne se limitera donc pas aux seuls 17 pays de la zone euro.



Échange de vues informel des présidents de parlement des six pays fondateurs de l'UE et du Parlement européen.

Le Président au foyer pour réfugiés à Marienthal

33 familles vivent au foyer pour réfugiés à Marienthal dans la commune de Tuntange. Elles sont pour la plupart d'origine serbe, albanaise, bosniaque, kosovare ou ont fui l'Irak ou encore l'Azerbaïdjan. Toutes ont en commun d'avoir fait une demande de protection internationale. La quarantaine d'enfants qui résident au foyer fréquentent l'école primaire locale ou des classes de l'enseignement secondaire.

Début janvier, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est déplacé au centre d'accueil pour s'entretenir longuement avec les réfugiés. Les pensionnaires du foyer lui ont fait part de leurs soucis, de leur crainte d'être renvoyés en plein hiver ainsi que de leur méfiance vis-à-vis des pouvoirs en place dans la plupart des pays des Balkans.

Tout en essayant de comprendre leur situation, M. Mosar a encouragé les familles présentes de tenter un nouveau départ, une fois la situation dans leur pays d'origine stabilisée.

En 2012, quelque 2.000 personnes étaient demandeurs de protection internationale.

Les 60 infrastructures gérées par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) accueillent actuellement environ 2.500 personnes parmi lesquelles des demandeurs d'asile, des personnes déboutées en attente d'un retour au pays ou en «sursis à l'éloignement» ainsi que des personnes régularisées ne trouvant pas de logement.



Le Président Laurent Mosar à l'écoute des réfugiés.

La médiateure demande une extension de ses missions

Donner au médiateur le droit de jouer un rôle de médiation pour rapprocher des positions: la demande émane de la médiateure actuelle, Mme Lydie Err, qui, le 17 janvier 2013, a présenté à la Chambre des Députés son premier rapport d'activité couvrant la période du 1er octobre 2011 au 31 décembre 2012.

Entrée en fonction le 1er février 2012, Mme Err a établi une comparaison entre les possibilités que donnent les missions du médiateur/ombudsman et les activités permettant de rapprocher des avis divergents, pour ensuite suggérer que ses missions légales soient élargies. Selon Lydie Err, le médiateur devrait pouvoir s'autosaisir et étendre son champ d'investigations au-delà des limites étroites de la réclamation provenant d'un citoyen.

Tout dossier est aussi une question de droits de l'Homme, a constaté Mme Err devant les députés. Elle recommande vivement que les droits fondamentaux soient expressément inclus dans la compétence générale du médiateur.

Depuis 2011, l'«ombudsman» est le mécanisme national de protection des droits de la personne handicapée, un rôle que le législateur lui a attribué par le biais de la loi du 28 juillet 2011. Lydie Err a rendu attentif au fait que ses compétences et pouvoirs se limitent aux relations des personnes handicapées avec les administrations.



La médiateure, Mme Lydie Err.

La recommandation la plus récente traite de l'introduction d'un code de bonne conduite administrative. La médiateure considère qu'une simple charte d'accueil ne suffit pas pour résumer les bonnes pratiques qui devraient être la règle dans les administrations.

Elle a encore passé en revue quelques-uns des dossiers qui l'ont marquée au cours des derniers mois, critiquant notamment les délais de réponse trop longs, l'absence d'explications claires et de motivation suffisante permettant de comprendre la décision administrative, voire l'application incorrecte d'une loi.

Le rapport d'activité sera prochainement analysé à la Commission des Pétitions et fera l'objet d'un débat en séance publique. Le rapport intégral peut être consulté sur le site Internet www.ombudsman.lu. Des extraits en sont publiés aux pages R1 à R8 de ce compte rendu.

Laurent Mosar en visite au Parlement flamand

Séjournant pour une brève visite au Parlement flamand à Bruxelles, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu s'entretenir avec son homologue M. Jan Peumans.

Les deux interlocuteurs ont abordé un certain nombre de dossiers qui chagrinent les esprits aussi bien du côté belge que du côté grand-ducal. Parmi ceux-là ont notamment figuré

- le rail, en particulier la liaison ferroviaire en piètre état entre les deux capitales européennes que sont Bruxelles et Luxembourg

- ainsi que l'industrie sidérurgique mise à mal en ce moment par les surcapacités existantes, donnant lieu à des restructurations douloureuses tant dans le bassin liégeois que dans le bassin minier luxembourgeois.



M. Laurent Mosar reçu par M. Jan Peumans.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2013 et réduction du déficit	p. 150
Relèvement du salaire social minimum	p. 176
Relations d'affaires Luxembourg - Qatar	p. 186
Sommaire des séances publiques nos 15-18	p. 194
Rapport annuel du médiateur	p. R1
Sommaire des questions parlementaires	p. Q73

Visite du Commissaire européen Michel Barnier



Rencontre de parlementaires avec le Commissaire européen Michel Barnier (4e de droite).

Le Commissaire européen Michel Barnier se dit convaincu que le plus dur de la crise financière et économique se trouve surmonté, mais que ses retombées néfastes seront durablement ressenties par les citoyens européens.

En visite de travail à la Chambre des Députés, il a présenté aux députés luxembourgeois certaines initiatives de la Commission européenne en guise de réponse aux attentes des citoyens en matière d'emploi, de croissance et de compétitivité.

M. Barnier, Commissaire européen en charge du marché intérieur et des services, a été reçu par le Président de la Chambre des Députés et par les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Au cours de ses entrevues avec les représentants luxembourgeois, Michel Barnier a également évoqué la mise en place prochaine d'un système de surveillance bancaire efficace au niveau européen ainsi que l'implication des parlements nationaux dans les décisions prises pour endiguer les effets de la crise et relancer une croissance économique toujours atone.

Par ailleurs, le Commissaire européen s'est aussi félicité de la mise en place d'une Conférence interparlementaire pour aborder les questions d'actualité relatives à l'Union économique et monétaire telle qu'elle fut proposée dans le cadre d'une réunion à Luxembourg entre les présidents de parlement des six pays fondateurs de la Communauté européenne et celui du Parlement européen.

La Présidente de la «Tweede Kamer» en visite à la Chambre

Le renforcement du rôle du Parlement Benelux comme laboratoire politique à des fins d'une coopération accrue au niveau européen ainsi que les relations entre les parlements nationaux respectifs ont figuré parmi les points à l'ordre du jour que la Présidente de la deuxième Chambre des États généraux des Pays-Bas, Mme Anouchka Van Miltenburg, a abordés avec ses interlocuteurs luxembourgeois.

Une coopération encore plus renforcée entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fut notamment évoquée au cours d'un tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Face à un scepticisme croissant vis-à-vis de l'Union européenne, les deux présidents ont été d'accord pour dire que les parlements nationaux doivent unir leurs efforts afin de partir à la reconquête des opinions citoyennes.

Quant aux membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre, ils se sont échangés avec Mme Van Miltenburg sur les procédures régissant le contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité à la «Tweede Kamer» des Pays-Bas. S'exprimant en faveur d'un plus large échange d'informations entre parlements nationaux, Anouchka Van Miltenburg a toutefois regretté que la coopération avec les gouvernements nationaux respectifs s'avère parfois difficile.



M. Laurent Mosar accueille Mme Anouchka Van Miltenburg.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Géorgie, tensions en Méditerranée, Azerbaïdjan, BERD et égalité des sexes

Du 21 au 25 janvier s'est tenue à Strasbourg la 1re partie de la session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y fut représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mmes Anne Brasseur, Lydia Mutsch, MM. Norbert Haupert et Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

Cinq des points figurant à l'ordre du jour furent longuement débattus et ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires:

- les relations actuelles entre la Géorgie et la Russie, sur lesquelles s'est notamment prononcé devant l'Assemblée le Président géorgien, M. Mikheïl Saakachvili;

- la montée des tensions en Méditerranée orientale liées aux migrations et les demandes d'asile sans cesse croissantes, ce qui, selon l'APCE, constitue un problème européen;

- la situation en Azerbaïdjan où certaines libertés fondamentales, dont notamment les libertés d'expression, de réunion et d'association, sont régulièrement bafouées;

- les activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans les pays d'Europe centrale et orientale à la lumière de l'accord de coopération conclu entre le Conseil de l'Europe et la BERD en 1992;

- l'égalité entre femmes et hommes, notamment dans le cadre du monde du travail.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, Mme Anne Brasseur, S.E.M. Ronald Mayer, Représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe, M. Fernand Boden, réélu en tant que Vice-Président de l'APCE, M. Norbert Haupert.

Géorgie

Comme suite à l'intervention du Président Saakachvili, une résolution fut adoptée par l'Assemblée parlementaire dont les membres ont constaté que plus de quatre ans après la guerre qui a éclaté en 2008 entre la Géorgie et la Russie, les conséquences humanitaires du conflit demeurent très préoccupantes. Alors que les besoins urgents des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et des réfugiés ont été pour l'essentiel pris en charge, on assiste à un gel lent mais indubitable du conflit, l'intérêt politique primant sur la vie des personnes. Cette situation rend difficile tout progrès sur le front humanitaire.

Tensions en Méditerranée

Concernant la montée des tensions en Méditerranée orientale liées aux migrations et demandes d'asile sans cesse croissantes, l'APCE considère que des mesures fermes doivent être prises de toute urgence pour diminuer celles-ci, notamment en Grèce, en Turquie et dans d'autres pays méditerranéens. La Grèce, principal point d'entrée dans l'UE des migrants irréguliers, et la Turquie, principal pays de transit, qui a accueilli 150.000 réfugiés de Syrie, ne pourront résoudre leurs difficultés «sans la solidarité et l'aide accrue de l'UE et des autres États membres du Conseil de l'Europe», ont précisé les parlementaires.

L'Assemblée appelle donc les États membres à accroître fortement leur aide à la Grèce, mais également à la Turquie et aux autres pays directement exposés, à se prononcer pour une assistance supplémentaire de l'UE à ces pays, et à examiner la question de la relocalisation des réfugiés et des demandeurs d'asile à l'intérieur de l'Europe.

Azerbaïdjan

Pour ce qui est de l'Azerbaïdjan, l'APCE poursuit la procédure de suivi et encourage les autorités à «intensifier leurs efforts». En ce sens, une résolution fut adoptée par les membres de l'Assemblée, résolution qui reconnaît les progrès accomplis par l'Azerbaïdjan dans l'établissement du cadre législatif dans certains domaines cruciaux pour le fonctionnement des institutions démocratiques depuis son adhésion au Conseil de l'Europe. Cependant, l'application restrictive ou les violations de certaines législations ne sont pas sans soulever des préoccupations croissantes concernant l'État de droit et le respect des droits de l'Homme.

Depuis l'adhésion de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe, aucune élection législative ou présidentielle n'a en effet été totalement conforme aux normes démocratiques.

Pour Mme Anne Brasseur, un long chemin reste à parcourir dans bien des secteurs pour que l'Azerbaïdjan soit en phase avec les normes du Conseil de l'Europe. Durant le débat, elle a notamment relevé des dégradations dans des domaines tels que la liberté d'expression, de pensée et de conscience, la liberté d'association et l'indépendance de la justice. Le problème des nombreux prisonniers politiques qui peuplent les prisons pour leurs vues politiques, même si certains ont été libérés récemment, doit également être suivi de près.

BERD

Les activités de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans les pays d'Europe centrale et orientale à la lumière de l'accord de coopération conclu entre le Conseil de l'Europe et la BERD en 1992 furent ensuite au menu des débats dans l'hémicycle. Les deux organisations étaient convenues d'échanger des informations, en particulier pour ce qui est du suivi et de l'appréciation du développement de la démocratie en Europe centrale et orientale.

Dans son intervention, M. Fernand Boden est revenu sur cet aspect politique de la BERD et a rappelé que la banque ne peut mener des opérations que dans des pays qui progressent vers des économies de marché et qui s'engagent à respecter et à mettre en œuvre les principes de la démocratie pluraliste et du pluralisme. Dans ce contexte, M. Boden s'est félicité de l'adoption d'une nouvelle grille d'évaluation, destinée à mieux évaluer l'impact des projets de la BERD sur la transition dans les pays de référence et a salué les mesures prises récemment pour inclure également dans cette évaluation les progrès sur la voie de la démocratie et de l'État de droit.

Égalité entre femmes et hommes

Un dernier point important débattu fut l'égalité entre femmes et hommes, notamment dans le cadre du monde du travail. Malgré les progrès accomplis sur la voie de l'égalité entre femmes et hommes, une division traditionnelle des rôles est encore largement répandue. Un cadre législatif et des politiques adéquates sont indispensables pour réaliser l'égalité entre les conjoints mais également pour faciliter l'accès des femmes au monde du travail.

L'Assemblée, tenant compte des meilleures pratiques recensées, appelle donc entre autres les autorités publiques des États membres du Conseil de l'Europe à:

- introduire un régime de congé parental permettant aux parents, femmes ou hommes, de s'occuper des enfants sur un pied d'égalité,

- introduire des mécanismes de soutien financier adaptés aux besoins des familles, notamment liés aux soins et à l'éducation des enfants,

- respecter le droit des pères à la coresponsabilité en assurant que le droit de la famille prévoie, en cas de séparation ou de divorce, la possibilité d'une garde conjointe des enfants, dans le meilleur intérêt de ceux-ci, sur la base d'un accord commun entre les parents,

- réformer la législation du travail afin de permettre et d'encourager des formes d'organisation plus souples, tels que les horaires différenciés et flexibles ainsi que le télétravail.

Priorités de la présidence irlandaise et Union économique et monétaire



Le représentant luxembourgeois, M. Fernand Boden.

Les priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne ainsi que l'avenir de l'Union économique et monétaire figuraient à l'ordre du jour de la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), qui s'est déroulée le 28 janvier 2013 à Dublin. M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, y a représenté la Chambre des Députés.

Dans son discours, M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, a souligné qu'il est impératif que les citoyens aient confiance non seulement dans le Marché unique, mais aussi dans l'Union européenne en tant que telle. Il a précisé que l'Union est en train de basculer d'un mode de gestion de crise vers une approche plus proactive pour restaurer la confiance dans la capacité de l'Europe de travailler dans l'intérêt des citoyens, particulièrement en ce qui concerne la réduction du chômage. Le commissaire a insisté sur le fait que les Parlements nationaux jouent un rôle crucial dans la réduction du déficit démocratique.

M. Brendan Howlin, Ministre irlandais des Dépenses publiques et de la Réforme, a expliqué dans son intervention que le programme de la présidence irlandaise se concentre en particulier sur la promotion de la stabilité, de l'emploi et de la croissance. L'orateur a insisté sur le fait que ces objectifs ne reflètent pas seulement les priorités nationales de l'Irlande, mais aussi celles de la grande majorité des autres États membres.

Dans son allocution, M. Fernand Boden a notamment souligné que la lutte contre le chômage des jeunes doit constituer une priorité absolue et qu'il est essentiel de réfléchir sur la base industrielle européenne. D'autres intervenants ont lancé un appel aux parlements nationaux pour renforcer le contrôle des dépenses européennes et ont analysé comment la légitimité démocratique pourrait être préservée dans le contexte du semestre européen.

Débats sur le semestre européen



(de gauche à droite) M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Alex Bodry, M. Roger Negri, M. Michel Wolter.

Du 28 au 30 janvier 2013 a eu lieu à Bruxelles, à l'initiative du Parlement européen, la première «Semaine parlementaire européenne», un forum de discussions autour du semestre européen. Trois réunions de commissions interparlementaires ont été organisées par la Commission des Affaires économiques et monétaires, la Commission des Budgets et la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales.

La Chambre des Députés était représentée par M. Michel Wolter, M. Alex Bodry, M. Roger Negri, M. François Bausch et M. Gast Gibéryen.

Pour rappel: le semestre européen vise à renforcer la coordination de la politique économique entre les États membres de l'Union européenne à travers trois procédures: le contrôle et l'application de la discipline budgétaire des États membres, conformément au Pacte de stabilité et de croissance; la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques excessifs dans les États membres et le suivi du progrès accompli par chaque État membre dans la réalisation des objectifs fixés par la stratégie Europe 2020.

Le processus du semestre européen comporte quatre phases:

- l'examen annuel de la croissance et le rapport sur le mécanisme d'alerte élaboré par la Commission européenne et approuvé par le Conseil européen de printemps;

- les programmes de stabilité ou de convergence et les programmes nationaux de réformes élaborés par les gouvernements nationaux et présentés à la Commission européenne avant la fin avril;

- les recommandations spécifiques par pays élaborées par la Commission européenne et approuvées par le Conseil européen en juin/juillet,

- et la phase finale du processus, les projets de budgets nationaux élaborés par les gouvernements nationaux et adoptés par les parlements nationaux.

Afin de veiller à ce que ce processus soit démocratique et transparent et qu'il ait également une responsabilité démocratique, il est important d'assurer un suivi parlementaire tout au long de celui-ci. La semaine parlementaire européenne constitue un premier pas dans cette direction.

Vers la création d'une Banque euro-méditerranéenne?

Les 24 et 25 janvier derniers, les membres de la Commission économique et financière, des affaires sociales et de l'éducation de l'APUPM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée) se sont réunis à Rome (Italie) pour discuter de la transformation de la FEMIP (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat) en Banque euro-méditerranéenne. La Chambre des Députés était représentée par la présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APUPM, Mme Claudia Dall'Agnol.



Mme Claudia Dall'Agnol a représenté la Chambre des Députés.

Après les mots de bienvenue du Vice-Président du Parlement italien, M. Antonio Leone, le député italien et vice-président de la commission, M. Sergio D'Antoni, a ouvert la discussion sur la transformation de la FEMIP en Banque euro-méditerranéenne. Six différents orateurs ont présenté leurs vues sur ce thème, dont le vice-président de la BEI, M. Dario Scannapieco, et le Secrétaire général de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Enzo Quattrociocche.

Les membres de la commission ont procédé ensuite à un échange de vues durant lequel les députés italiens ont fortement plaidé en faveur de la création à court terme de la Banque euro-méditerranéenne, car, à leurs yeux, une banque de ce genre servira à financer le développement des PME d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée.

La délégation italienne a d'ailleurs rappelé que la FEMIP est un instrument financier interne de la BEI qu'il suffirait de transformer en banque. Ces vues sont largement partagées par les membres présents de la rive sud. Par contre, la plupart des membres de la rive nord et du Parlement européen sont plutôt d'avis que la FEMIP et la BERD sont toujours les moyens les plus adaptés pour travailler avec les neuf pays partenaires méditerranéens et qu'il n'est donc pas nécessaire de changer les statuts ou le mode de travail.

Un rapport et une recommandation sur les travaux de la commission et, notamment, sur la transformation de la FEMIP en Banque euro-méditerranéenne seront présentés à la plénière de l'APUPM qui aura lieu les 11 et 12 avril prochains à Bruxelles au Parlement européen.

À cette réunion, présidée par M. Ali Erkoskun (Turquie), président de la Commission économique et financière, ont participé des parlementaires des différents pays membres de l'APUPM dont le Luxembourg, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, le Maroc, la Tunisie, la Suède, la Lituanie, la Bulgarie, la Slovénie et la Turquie ainsi que des membres du Parlement européen.

Une délégation de la Douma à la Chambre

La crise des dettes souveraines en Europe, la coopération russo-luxembourgeoise et la situation des droits de l'Homme au sein de la Fédération de Russie ont constitué des sujets abordés au cours des entrevues d'une importante délégation russe au Grand-Duché avec le Président de la Chambre des Députés, les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Les présidents des deux assemblées n'ont pas manqué de souligner leur attachement au développement de la coopération politique et économique entre les deux pays.

Alors que la Douma, la chambre basse du Parlement russe, a déjà ratifié le texte, M. Laurent Mosar a informé les parlementaires russes que la Chambre votera sous peu une modification de la Convention tendant à éviter les doubles impositions, en vigueur depuis 1993. Dans le domaine aérien, la création d'un cadre législatif approprié devrait aussi fournir la base d'une coopération accrue entre la Russie et le Grand-Duché. La société de fret aérien Cargolux atterrit déjà régulièrement aux aéroports des grandes villes russes, mais pour les voyageurs et notamment les hommes d'affaires, le projet d'une liaison directe entre Luxembourg et Moscou tarde à se concrétiser.

Les parlementaires de la Douma se sont notamment renseignés sur les mesures prises par le Luxembourg en matière de lutte contre le déficit budgétaire. L'adoption récente et quasi unanime par la chambre basse du Parlement russe d'un projet de loi érigeant en infraction toute «propagande de l'homosexualité auprès de mineurs» a quant à elle interpellé les députés luxembourgeois et suscité pas mal de questions.

Au cours de l'entrevue avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, les délégations ont aussi abordé la situation en Syrie, en Afghanistan et en Iran.



Le Président de la Douma d'État de Russie, M. Sergueï Narychkine, a rencontré le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Comité d'entreprise européen

6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail

Le projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension européenne et les groupes d'entreprises de dimension européenne en vue d'informer et de consulter les travailleurs (refonte), ci-après la directive 2009/38/CE.

Cette directive remplace la directive 94/45/CE du Conseil du 22 septembre 1994 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension européenne et les groupes d'entreprises de dimension européenne en vue d'informer et de consulter les travailleurs. Cette dernière avait été transposée par la loi du 28 juillet 2000 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension européenne et les groupes d'entreprises de dimension européenne en vue d'informer et de consulter les travailleurs et introduite dans le Code du Travail en 2006.

La directive 2009/38/CE ne constitue pas un instrument entièrement nouveau mais reprend, en majeure partie, les dispositions de la directive précédente. Elle procède cependant à un certain nombre de modifications et d'ajouts et renforce, par endroits, le droit des travailleurs à l'information et la consultation transnationale au sein des entreprises de dimension européenne.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 29.11.2011
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

13.02.2012	Désignation d'un rapporteur
18.06.2012	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.07.2012	Présentation et adoption de deux amendements parlementaires
03.12.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°294, page 4584

Accord de réadmission avec la Russie

6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011. Le Protocole comporte 11 articles et se fonde sur l'article 20 de l'Accord de réadmission conclu entre l'UE et la Russie.

L'article 1 du Protocole d'application désigne les autorités compétentes responsables de l'application de l'Accord, alors que l'article 2 a trait à la transmission de la demande de réadmission ainsi qu'à la transmission de la réponse à une telle demande.

Les annexes 2 à 5 de l'Accord de réadmission contiennent les listes des documents permettant d'établir la preuve de la nationalité ou la preuve des conditions de réadmission des ressortissants de pays tiers et des apatrides. L'article 3 du Protocole fait référence à ces annexes, en disposant que la Partie requérante peut joindre à la demande de réadmission d'autres documents «d'une importance considérable pour établir la nationalité de la personne à réadmettre ou pour établir les motifs de réadmission des ressortissants de pays tiers ou des apatrides».

L'article 4 régit les modalités de l'audition d'une personne à réadmettre. En effet, l'article 9, paragraphe 4, de l'Accord de réadmission précise que si aucun des documents énumérés à l'annexe 2 ou 3 de l'Accord ne peut être produit, les autorités compétentes de la Partie requise prennent, sur demande, les dispositions nécessaires avec l'autorité compétente de l'État requérant pour auditionner la personne à réadmettre dans un délai raisonnable, afin d'établir sa nationalité.

L'article 5 a trait à la transmission de la demande de transit et de la réponse à une telle demande.

L'article 6 précise la procédure de réadmission et de transit. Ainsi, la Partie requérante est tenue d'informer la Partie requise, au plus tard cinq jours ouvrables avant le transfert envisagé de la personne à réadmettre, de la date, de l'horaire, du point de passage frontalier et d'autres modalités du transfert. Du côté luxembourgeois, l'aéroport de Luxembourg-Findel est désigné comme point de passage frontalier.

L'article 7 contient des dispositions relatives aux agents d'escorte.

En ce qui concerne la question des coûts, l'article 16 de l'Accord de réadmission stipule que les frais de transport jusqu'au point de passage frontalier de l'État requis, engagés dans le cadre des opérations de réadmission et de transit, sont à charge de l'État requérant. L'article 8 du Protocole d'application précise que les frais engagés par la Partie requise en vue de la réadmission et du transit sont à rembourser en euros, dans un délai de soixante jours ouvrables, sur présentation des pièces justificatives concernées.

Les articles 9, 10 et 11 portent respectivement sur l'utilisation des langues, la possibilité de modifier et de compléter le Protocole d'application et l'entrée en vigueur et la dénonciation du Protocole.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.02.2012
Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.05.2012	Désignation d'un rapporteur
03.12.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°283, page 4444

Surveillance financière

6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;

7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;

9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;

11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

L'objet du projet de loi consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive Omnibus I en modifiant à cet effet les lois énumérées dans l'intitulé de la loi en projet. La directive Omnibus I précise les pouvoirs des trois nouvelles autorités européennes de surveillance, à savoir l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et l'Autorité européenne des marchés financiers. La transposition en législation nationale de cette directive a comme objectif de mettre le Commissariat aux assurances et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) en mesure de remplir les fonctions et tâches qui leur incombent en tant que membres du système européen de surveillance financière.

En particulier, la directive Omnibus I précise les pouvoirs des nouvelles autorités européennes de surveillance dans le cadre des directives financières sectorielles. Ses objectifs principaux consistent à:

- améliorer le fonctionnement du marché intérieur par un niveau de réglementation et de surveillance prudentiel élevé, efficace et cohérent;

- protéger les déposants, les investisseurs et les bénéficiaires et partant les entreprises et les consommateurs;

- préserver l'intégrité, l'efficience et le bon fonctionnement des marchés financiers;

- maintenir la stabilité et la viabilité des systèmes financiers;

- sauvegarder les finances publiques;

- renforcer la coordination internationale de surveillance.

Les nouvelles autorités européennes de surveillance sont ainsi dotées de pouvoirs qui comprennent l'élaboration de projets de normes techniques qui ont vocation à être adoptés par la Commission européenne sous forme de règlements ou de décisions via les procédures des articles 290 et 291 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

La directive Omnibus I est transposée dans la législation nationale en modifiant treize lois nationales existantes mentionnées dans l'intitulé du projet en:

- éliminant les obstacles légaux à l'échange d'informations des autorités nationales compétentes avec les autorités européennes de surveillance et le Comité européen du risque systémique;

- prévoyant la possibilité pour une autorité nationale de saisir l'autorité européenne de surveillance compétente par le règlement d'un différend entre autorités nationales, et

- renforçant les pouvoirs de la CSSF ainsi que du Commissariat aux assurances en matière de protection des utilisateurs de services financiers.

Enfin, le projet de loi sous examen précise et clarifie un nombre limité de points techniques dans les lois relatives aux services financiers, en particulier de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.02.2012
Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

22.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.12.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 21 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°275, page 4318

Travailleurs en séjour irrégulier

6404 - Projet de loi portant modification:

1) du Code du Travail;

2) du Code pénal;

3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;

6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Le projet de loi vise à transposer la directive 2009/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 prévoyant des normes

minimales concernant les sanctions et les mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Cette directive s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par l'Union européenne pour réaliser une politique cohérente dans le domaine des migrations. Il est admis qu'un facteur déterminant encourageant l'immigration clandestine dans l'Union européenne est la perspective d'un emploi. Quelques employeurs peu scrupuleux sont tentés d'exploiter cette situation en ayant recours à cette main-d'œuvre docile, condamnée à vivre dans la clandestinité. Cette situation est inacceptable dans un État de droit. Elle constitue également un facteur de concurrence déloyale portant préjudice aux employeurs respectueux de la légalité.

La directive vise dès lors à réduire ce phénomène en proposant de réprimer plus sévèrement l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

La loi transposant la directive intervient sur plusieurs plans en responsabilisant plus efficacement l'ensemble des acteurs économiques par la mise en œuvre d'un arsenal de sanctions financières, administratives et pénales. Si, à ce jour, le recours à une main-d'œuvre séjournant illégalement sur le territoire est déjà sanctionné en droit luxembourgeois suite à l'adoption des articles 144 à 146 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, le projet de loi introduit des sanctions plus ciblées.

L'objet de la directive, tel qu'il résulte par ailleurs de son énoncé, n'est pas de sanctionner les travailleurs en séjour irrégulier. Toute disposition en sens contraire serait clairement en opposition avec l'esprit de la norme européenne. Ces personnes sont considérées avant tout comme étant les victimes des manœuvres illégales de leurs employeurs. En effet, en disposant que le salarié en séjour irrégulier bénéficie d'une présomption d'emploi de trois mois, le salarié sera dorénavant mieux protégé. Sa position par rapport à son employeur est renforcée sans qu'il puisse pour autant tirer de sa situation de victime un quelconque droit au maintien de son séjour.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 01.03.2012
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
14.05.2012 Désignation d'un rapporteur
15.10.2012 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.12.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2012
Loi du 21 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°296, page 4698

Family Office

6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le projet de loi vise à donner à l'activité de Family Office un statut légal en définissant les activités de Family Office qui doivent faire l'objet d'une réglementation spécialisée, c'est-à-dire celles nécessairement en relation avec des actifs financiers ou en relation avec des professionnels du secteur financier.

Le projet de loi entend répondre à un besoin du marché en créant les conditions nécessaires à l'émergence au Luxembourg d'une nouvelle catégorie de professionnels. Son ambition est de positionner le Luxembourg comme centre d'excellence de l'activité de Family Office et de mettre en place la première réglementation de cette activité en Europe. Cette nouvelle catégorie de professionnels doit être comprise comme un maillon complémentaire et nécessaire à l'industrie du private banking au sens large.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.11.2011
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
22.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 21 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°274, page 4314

Protection de la victime faible

6424 - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi sous rubrique entend, d'une part, introduire un régime de protection de la victime faible en lui permettant, sous certaines conditions, de bénéficier d'une indemnisation des dégâts matériels et du préjudice corporel qu'elle a subis même lorsqu'elle aurait commis une faute, et, d'autre part, renforcer la protection des preneurs d'assurance en cas d'adaptation tarifaire en facilitant l'exercice de leur droit de résiliation annuelle.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.04.2012
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
22.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
06.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 21 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°276, page 4334

Marché de la défense et de la sécurité

6439 - Projet de loi

sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et

- portant transposition de la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE,

- portant modification de:

- la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics,

- la loi du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics

Le projet de loi a pour objet

- la transposition en droit national de la directive 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE;

- la modification de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics ainsi que de la loi du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics.

Le but de la directive 2009/81/CE est de créer un vrai marché européen de la défense, domaine qui jusqu'à présent a été dominé par un nombre limité de grandes industries, concentrées dans quelques États membres seulement.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la situation actuelle. Le marché de la défense et de la sécurité est tout d'abord caractérisé par un manque de transparence. Les acteurs présents sur le marché européen, fleurons d'un nombre limité de pays, pèchent ensuite d'un manque de compétitivité surtout vis-à-vis de leurs concurrents américains. Les enjeux pour les États concernés, auxquels n'appartient pas le Luxembourg, sont donc majeurs.

Il s'ensuit que la majorité des marchés de la défense et de la sécurité sont dans la pratique exclus du champ d'application des directives dites «classiques» (2004/17/CE et 2004/18/CE), transposées en droit luxembourgeois par la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics et modifiée par la suite. Ces marchés ont en effet été passés en dehors des règles du marché intérieur, par application parfois abusive de l'article 346 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Cet article permet en effet à un État membre de «prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité» dans le cadre de la production ou du commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre. Le fait que ces mesures ne devraient pas «altérer les conditions de la concurrence dans le marché commun en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires» est trop souvent négligé.

La création d'un marché européen des équipements de défense passe dès lors par l'établissement d'un cadre législatif adapté à la complexité et à la sensibilité des marchés publics de la défense et de la sécurité ayant comme corollaire la coordination des procédures de passation des marchés satisfaisant aux impératifs de sécurité des États membres et aux obligations découlant du Traité.

«Ces procédures devraient refléter l'approche globale de l'Union en matière de sécurité, qui répond aux évolutions de l'environnement stratégique. En effet, l'émergence de menaces asymétriques et transnationales a entraîné un effacement progressif de la frontière entre sécurité externe et interne, militaire et non militaire.» C'est ainsi que la directive à transposer vise non seulement les marchés de la défense mais aussi les marchés de la sécurité.

Sans mettre en cause les intérêts essentiels des États membres dans le domaine de la défense et de la sécurité, la directive 2009/81/CE s'avère être un instrument juridique adapté aux spécificités des marchés publics de la défense ou de la sécurité, en les ouvrant à la concurrence européenne, promouvant l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) et la transparence, dans le respect du droit communautaire.

Il faut cependant souligner que chaque État membre gardera la possibilité de recourir à l'article 346 du Traité lorsque les dispositions issues du nouveau régime ne sont pas suffisantes pour assurer la protection de ses intérêts essentiels de sécurité.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 29.05.2012
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
16.07.2012 Désignation d'un rapporteur
24.10.2012 Présentation du projet de loi par le Ministre de la Défense
10.12.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.12.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°293, page 4548

ACP-UE

6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010

Au mois de février 2009, le Conseil a autorisé la Commission européenne à engager des négociations avec le groupe des États ACP en vue de procéder à la deuxième révision de l'accord de Cotonou. Les négociations ont été conclues avec succès par une réunion extraordinaire du Conseil des ministres ACP-UE, le 19 mars 2010, permettant la signature officielle du texte le 22 juin 2010 lors du Conseil des ministres ACP-UE qui s'est tenu à Ouagadougou.

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés cette deuxième révision de l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part. Tout comme pour la première révision de l'accord, la révision actuelle ne remet pas en cause les acquis du partenariat ACP-UE, ni son objectif principal consistant en la réduction de la pauvreté. Elle se fonde sur l'article 95, paragraphe 3, de l'accord et vise à actualiser l'accord, d'en améliorer l'efficacité, en tenant compte des importants changements intervenus depuis la dernière actualisation. À titre d'exemple, il y a lieu de citer la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la crise financière et économique, les effets du changement climatique, l'engagement visant à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, l'importance croissante de l'intégration régionale dans les pays ACP, ou bien encore le rôle des Accords de partenariat économique (APE).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 13.08.2012
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
05.11.2012 Désignation d'un rapporteur
19.11.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A, 2012, n°285, page 4460
Réduction du déficit budgétaire

Réduction du déficit budgétaire

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement pendant l'année 2012 pour réduire le déficit budgétaire.

En effet, un premier train de mesures de consolidation budgétaire avait été mis au point par le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration de la 13e actualisation du Programme de stabilité et de croissance (PSC). Suite à la détérioration de la conjoncture et vu le risque d'une dégradation supplémentaire des finances publiques, le Gouvernement a décidé en septembre 2012, dans le cadre de la mise au point du projet de budget pour l'exercice 2013, de renforcer davantage son effort de consolidation en arrêtant un deuxième train de mesures. Par le biais d'amendements présentés le 6 novembre 2012 dans la cadre du projet de budget 2013 un troisième paquet de consolidation a été arrêté.

À côté d'une réduction des dépenses, le Gouvernement propose d'augmenter certains impôts en modifiant un certain nombre de lois fiscales. Les modifications proposées par le présent projet de loi conduisent à des recettes supplémentaires de l'État de près de 400 millions d'euros et complètent celles prises en matière de taxation indirecte des produits tabac et diesel figurant dans des règlements.

Le tableau ci-après présente l'incidence totale des mesures de consolidation qui ont été dégagées au cours de la procédure budgétaire pour 2013 sur l'évolution du solde de l'Administration publique (Source: doc. parl. n°6500[2] p.6).

	Avril 2012	*Projet Budget 2013*	*Mesures suppl.*	*Total*
Dépenses				
1) Consommation intermédiaire (frais de fonctionnement)	-60	-60	-	-60
2) Dépenses d'investissement directes et indirectes	-125	-257	-30	-287
3) Atténuation de l'évolution de la masse salariale de la Fonction publique	-55	-58	-5	-63
4) Subventions et primes	-10	-10	-	-10
5) Prestations sociales *- Ajustement pension: 70 mio - Forfait d'éducation: 9 mio* *- Chèques service: 13 mio - Alloc. rentrée scol.: 11 mio* *83 mio 20 mio*	-100	-83	-20	-103
6) Mesures au niveau du Fonds pour l'emploi (réemploi, préretraite-solidarité)	-	-	-15	-15
Total dépenses	-350	-468	-70	-538
Recettes				
1) Impôt sur le revenu des collectivités:				
- Soparfi	-	-	+50	+50
- Diminution de la bonification d'impôt sur investissements (Répercussion budgétaire: 20 mio à partir de 2014)	-	-	-	-
- Impôt minimal à charge des entreprises	+50	+50	-	+50
2) Impôt sur le revenu des personnes physiques:				
- Ajout d'un échelon taxé à 40% au barème d'imposition (À partir de 2014, la recette supplémentaire est estimée à 20 mio)	-	-	+15	+15
- Adaptation du régime des stock options	-	-	+50	+50
- Intérêts débiteurs sur la consommation	-	+7	-	+7
- Forfait kilométrique (suppression de la déduction forfaitaire pour les 4 premiers km)		+35	-	+35
3) Taxe sur les véhicules automoteurs	-	+6	-	+6
4) Impôts de solidarité:				
- Augmentation de 2 points de % (ménages & entreprises)	+100	+100	-	+100
- Augmentation supplémentaire de 1 point de % (ménages)	-	-	+46	+46
5) TVA sur le logement (réduction du montant maximum remboursable)	-	-	+20	+20
6) Accises tabac et diesel	+35	+35	-	+35
Total recettes	+185	+233	+181	+414
Amélioration du solde	+535	+701	+251	+952

Note: Les chiffres de ce tableau sont indiqués en millions d'euros

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.11.2012
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
06.12.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2012
Loi du 21 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°270, page 3830

Plan d'organisation du travail

6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail

Le projet de loi vise à proroger les dispositions prévues à la section 4 du Chapitre premier du Titre Premier du Livre II du Code du Travail, relatives à l'organisation du travail et notamment à l'application d'une période de référence de quatre semaines ou d'un mois, à l'établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) ainsi qu'à la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par autorisation ministérielle ou par voie conventionnelle.

La validité de ces dispositions est actuellement limitée au 31 décembre 2012 par l'article L. 211-11 du Code du Travail.

L'article unique du projet de loi se propose dès lors de proroger, dans un nouvel article L. 211-11, la durée de validité des articles L. 211-6 à L. 211-10 du Code du Travail jusqu'au 31 décembre 2015 et d'abroger en même temps l'actuel alinéa 2 de ce même article qui est devenu superfétatoire, alors que l'évaluation concernant l'effet des dispositions sur le marché de l'emploi a déjà été réalisée.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
03.12.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°294, page 4586

Augmentation du SSM

6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Aux termes du paragraphe (1) de l'article L. 222-2 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

En vertu du paragraphe (2) de l'article susmentionné, le Gouvernement est obligé de soumettre, tous les deux ans, à la Chambre des Députés, un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Sur le vu de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du salaire social minimum.

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2010 et 2011.

Sur base du rapport précité, le projet propose le relèvement du salaire social minimum au 1er janvier 2013 à raison de 1,5 pour cent, ce qui aura pour effet de refixer les montants applicables comme suit:

	Montant actuel		Montant proposé		Augmentation
	(n.i. 100)	(n.i. 756,27)	(n.i. 100)	(n.i. 756,27)	(n.i. 756,27)
SSM mensuel	244,16	1846,51	247,82	1874,19	27,68
SSM qualifié mensuel	292,99	2215,81	297,38	2249,03	33,22
SSM horaire	1,4113	10,6735	1,4325	10,8335	0,16
SSM qualifié horaire	1,6936	12,8082	1,7190	13,0002	0,192

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.11.2012
Rapporteur: M. Lucien Lux

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
03.12.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°294, page 4587

SÉANCE 15

JEUDI,
13 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite)

- *Discussion générale commune: M. Marc Spautz (à qui M. François Bausch pose trois questions, Mme Viviane Loschetter intervient), M. Claude Meisch, M. Alex Bodry*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Haut de Moien hu mer d'Diskussiounen zum Projet de loi 6497, zesumme mat de Budgetsdebatten. D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch, Gibéryen, Urbany, Wolter an Etgen.

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt dës Debatt och erëm a Gebäerdesprooch iwwersat gëtt a wollt all eenzelne Riedner doséinst bieden, och wann dat heiansdo schwéierfält, e bësselche méi lues ze schwätzen.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite)

Discussion générale commune

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zum Budgetsrapport 2013 kommen, wollt ech awer nach fir d'Éischt e grousse Merci a mengem perséinlechen Numm wéi och am Numm vun eiser Fraktioun dem Budgetsrapporteur, dem honorabele Lucien Lux, iwwermëttelen.

De Rapporteur huet a sengem detailräiche schréftlechen a mëndleche Rapport duergeluecht, wéi wichteg et ass, den aktuelle Statsdefizit schnellstméiglech ze reduzéieren, wa mir eiser Jugend hir Zukunft net wëlle verbauen. Net fir näischt huet en den zweeten Deel vum Titel, deen de Rapporteur sengem Bericht ginn huet, «un projet pour nos jeunes, un projet de confiance» genannt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si mëttlerweil am Joer fënnef vun der Kris. Fënnef Joer, wou d'Wirtschaft net méi esou dréint, wéi mir dat déi lescht 20 Joer gewinnt waren. Fënnef Joer, wou manner Wuesstum an deemno manner Räichtum do war. Fënnef Joer vu steigende Chômagezuelen, fënnef Joer, wou d'Schéier vu Recetten an Dépensen auserneegeet, a fënnef Joer vu fortlafendem Defizit.

Dës fënnef Punkten hunn eppes gemeinsam. Brénge mir et net an deenen nächste Méint a Jore fäerdeg, dës fënnef Tendenzen ëmzekéieren an déi Kurskorrekturen, déi noutwendeg sinn, gemaach ze kréien, mat all deenen Défien, déi déi nächst Joren nach wäerten op eis duerkommen, da gesäit et a mengen Aen net ganz gutt fir eist Land aus, op jidde Fall net fir d'öffentlech Finanzen. An de Finanzminister, de Luc Frieden, wéi och de Statsminister, de Jean-Claude Juncker, hunn och scho wéi oft op dës Problematik, déi net eleng fir Lëtzebuerg ass, well mir si keng Insel, higewisen.

Et ass mat eise Statsfinanzen de Moment net esou gestallt, wéi mir dat gewinnt waren. Dofir probéiere mir jo och zënter Méint, dëse Message zesumme mat der Regierung no baussen ze droen. Leider ass et, menger Meenung no, nach net richteg gelongen, dem eenzelne Bierger bewosst ze maachen, dass eist Land sech matzen an engem Strukturwandel befënnt, dass mir neien, onbekannten Zäiten entgéintsteieren an dofir eist Land aneschters an nei mussen opstellen.

Leider hunn och dacks kuerzfristeg Partikularinteresse méi Opmierksamkeet wéi d'Suerg ëm d'Land, dat mir eise Kanner a Kandskanner hannerloossen. Elo kann ee sech d'Liewen natierlech ganz einfach maachen an dës nei Realitéit einfach ignoréieren oder soen, d'Regierung wier eenzeg an eleng Schold un där ugespaanter Lag vun eisem Land. Esou einfach ass et awer net! Dofir ee klenge Rappel: Wéi 2009 dat éischt vollt Krisejoer duerchgeschloen huet, ass déi aktuell Koalitioun op de Wee gaangen, eng antizyklesch Politik ze fueren, déi, mengen ech, ze soe vun alle Parteien an der Chamber gedroe gouf.

Mir hu wëssentlech a wëllentlech d'Dépensë vum Stat während zwee Joer net reduzéiert, an der Hoffnung, dass d'Kris bis 2011 eriwwer ass. D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, dass Krisen an der Regel innerhalb vun zwee Joer eriwwer sinn. Dës Regel huet dës Kéier leider net gespillt. An dëser Zäit sinn d'Einnahmen net méi am selwechten héije Mooss geklomme wéi d'Dépensen, am Géigendeel! Eis Dépensë si weidergelaf a souguer nach geklommen, well déi voluntaristesch antizyklesch Politik, déi souwuel de Privatstéit wéi och eiser Wirtschaft zeguttkomm ass, gouf et jo net zum Nulltarif. Si huet iwwer eng Milliard kascht a gouf finanzéiert vun de Reserven, déi mir an de sougenannte fette Joren ugeluecht haten.

Mat dësem Apel fir den Duuscht si mir bis 2010 gutt iwwert d'Ronne komm. Duerno war d'Dëppe leider net méi voll. No 2010 ass d'Schéier vun den Dépensen zu de Recettë weider auserneegaangen, obwuel d'Recetten nach ëmmer ganz dynamesch a weider an d'Luucht gaange sinn, mä leider net genuch, fir dee gesamtstaatlechen Équiliber kënnen ze halen. Dofir hu mir an de leschten zwee Joer massiv missen Emprunten ophuelen. Dat ass e Riseproblem fir d'Zukunft vun eisem Land. Eis Dépensë steigen nämlech strukturell esou staark, dass eis Finanzen, ouni Scholden ze maachen, komplett aus dem Rudder géife lafen.

Ech erënneren an dësem Kontext drun, dass mir jo net eréischt zënter gëschter amgaange sinn ze probéieren, eis Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze kréien. Mir hunn am Joer 2010 en éischte Konsolidéierungspak vun iwwer 700 Milliounen ugeholl. Dat dierf een net vergiessen. An awer klëmmt den Différentiel tëschent den Einnahmen an den Ausgabe weider un.

Här President, dee wirtschaftlechen Opschwong an Europa ass bis haut ausbliwwen. Als exportorientéiert Natioun deet eis dat méi wéi, wéi deene Länner mat enger staarker Bannennofro, well déi kënnen dat kompenséieren. Manner Wuesstum bedeit fir onst Land manner Räichtum. Dofir kréie mir den Defizit vun enger Milliard beim Zentralstat, dee mer zënter 2010 duerch eis antizyklesch Politik ugehäuft hunn a virun eis hierschleefen, net ofgebaut. Dat ass, nieft verschiddenen Automatismen an eisem Budget, déi ausuferen, de Grond fir déi prinzipiell finanziell Problemer beim Stat, déi mir awer gewëllt sinn, als Koalitioun unzegoen. Et ass dofir wichteg ze soen, dass d'Zukunft vum Land net op engem ausufernde Budgetsdefizit kann opgebaut ginn. Dat ass an der Koalitioun erkannt ginn an d'Rudder gouf erëmgerappt.

Mam Budget fir d'Joer 2013 ass en éischte Schratt op dësem Wee gemaach ginn. E Schratt, deen awer net duergeet. Do mussen nach weider Moossname kommen, an déi kommen, dozou hu sech d'Koalitioun an d'Regierung engagéiert. Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun op dëse Punkt zréck.

Här President, d'Oprou war grouss am Land, wéi mir als Fraktioun eis Aschätzung geäussert hunn, dass d'Defizitreduzéierungen, déi am Budget 2013 virgesi waren, eiser Meenung no net géifen duergoen. Et ass gesot ginn, mir géifen dem Finanzminister an de Réck falen an déi ganz Regierung désavouéieren. Dat ass falsch! Richteg ass, dass et éischter rar ass, dass en déposéierte Budget hei zu Lëtzebuerg nogebessert ginn ass. An anere Länner, ob dat elo Frankräich, Däitschland ass, fir nëmmen eis Nopeschlänner ze huelen, ass dat gang und gäbe.

Mir wollten als Majoritéitsfraktioune soen, dass mir der Meenung wieren, dass et d'Zäit gëtt, dass mir eng Rei Saachen an eisem Land, deenen hir Inzidenzen hiren Nidderschlag am Budget fannen, mussen aneschters gestalten. Dofir wollt ech nach eng Kéier erläuteren, firwat mir déi Nobesserung gefuerdert hunn.

Et war fir eis ausschlaggebend, dass de Budget 2013 nach eng Kéier misst op de Leescht geholl ginn, an dat huet virun allem mat der Ausféierung vum Budget 2012 ze di gehat, deen eis eeschthaft Suerge gemaach huet. An der Mëtt vum Joer ass en nach vun engem previsibelen Defizit beim Zentralstat fir 2012 vun 800 Milliounen ausgaangen. Bei der Presentatioun vum Budget 2013 war et dann awer wierklech katastrophal, well et war en Defizit vun 1.650.000.000 Euro. Innerhalb vun nëmmen dräi Méint huet d'Situatioun sech dramatesch verschlechtert gehat, den Defizit hat sech quasi verduebelt! Dat war de Moment, wou fir eis definitiv feststoung, dass mer missten d'Handbrems zéien an d'Budgetssanéierung méi konsequent ugoen an zesumme mam Finanzminister a mat der Regierung do déi néideg Moossnamen huelen.

Den Ëmstand an de Fait, dass eis Statsschold dat anert Joer bei iwwer 26% vum PIB oder 11,9 Milliarde wäert leien, hunn eis ugedriwwen, weider Moossname fir d'Defizitreduzéierung ze fuerderen, ze fannen an och ëmzesetzen. Wann ee bedenkt, dass duerch déi steigend Verschëldung eis Zënslaascht d'nächst Joer bei iwwer 200 Milliounen Euro läit - dat ass den Equivalent vun zwee fuschneie Lycéeën -, da mengen ech, ass de Message kloer, dass, wann näischt Substanzielles am Statsbudget geschitt, da komme mir onweigerlech an eng Spiral, déi dohinner féiert, wou aner Länner an Europa ukomm sinn.

En aneren, net manner wichtege Punkt, deen eis zu eiser Konklusioun komme gelooss huet, war den Ëmstand, dass d'Regierung e Projet op den Instanzewee geschéckt huet, deen net op der Trajectoire war, wou et wichteg ass, dass mer de Budgetséquiliber kéinten an deenen nächste Joren erreechen. Wéinst de grad genannte Punkten, an nëmmen dofir, si mir als Majoritéitsfraktiounen zum Entschloss komm, dass et gutt wier fir eist Land, wa mir de Statsdefizit méi wäit géifen zréckféieren, wéi dat am initiale Budgetsprojet virgesi war.

D'Fraktioune vun der Majoritéit hunn hir Responsabilitéit iwwerholl, wéi et drop ukomm ass, an der Regierung beim Konsolidéierungseffort gehollef. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vun de jonke Generatiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, «voir, juger, agir», de Leetsproch vum Kardinol Cardijn, hunn ech d'lescht Joer an der Debatt zum Budget op dëser Tribün genannt. Ech identifizéiere mech mat deem Leetsproch a si frou, dass ech a menger politescher Aarbecht mech och d'lescht Joer bei deene wichtegen Dossieren do derno geriicht hunn.

Mir hunn de Problem nämlech net nëmme scho méi laang erkannt, mä mir sinn eis eens ginn, den Challenge vun der neier, konsequenter Budgetssanéierung unzegoen. Mir hunn, obwuel vill Leit eis dat net zougetraut hunn, als Majoritéitsfraktiounen zesumme mat der Regierung d'Léisung fonnt, déi eis nees op d'Trajectoire vum Budgetséquiliber zréckbréngt, wuel wëssend, dass dat bei enger Quasistagnatioun vum Wirtschaftswuesstum extrem schwiereg, jo vläicht souguer onméiglech gëtt ze erreechen.

Mir hunn et also gemeinsam fäerdegbruecht, d'Statsfinanzen ëm 952 Milliounen ze verbesseren oder, anescht ausgedréckt, den Defizit ëm 952 Milliounen ofzebauen. Dat Ganzt geschitt an dräi grousse Bléck: 251 Milliounen Aspuerungen op der Dépensëséit, 414 Milliounen op der Recettësäit, 287 Milliounen, wou mer d'Investitiounen aneschters strukturéieren.

Här President, erlaabt mer, kuerz op déi virgenannte Punkten anzegoen an an dësem Kontext dem Rapporteur vum Steierpak, mengem Frënd Gilles Roth, villmools Merci ze soe fir säi ganz informativen a komplette schréftleche Rapport. Datselwecht gëllt fir säi mëndleche Bericht, deen hie gëschter Moien hei an der Chamber virgedroen huet, wou hie ganz sachlech duergestallt huet, wat déi eenzel Mesurë fir den eenzelne Bierger an d'Betriber bedeiten.

Fir eis sinn déi 952 Milliounen Defizitreduzéierung am Budget 2013 ee Ganzt. Et dierf een dofir net eng Mesure lassgeléist vun där anerer kucken, well all eenzel Mesure ass u sech kritisabel a kann, ob zu Recht oder net, hannerfrot an a Fro gestallt ginn. Dat ass awer net eis Approche. Et ass fir eis e Pak, e sozial équilibréierte Pak, wou jiddwereen am Land, ob Salarié, Pensionnaire oder Betrib, no senge Méiglechkeete säin Undeel muss leeschten. Et gëtt hei keen aus senger Verantwortung gelooss. Et ass e kollektiven Effort, dee vu jiddwer Eenzelnem Effortë verlaangt. Et ass keng eesäiteg Austeritéitspolitik a mir üben och net de soziale Kahlschlag aus. Dee fënnt am Moment an anere Länner vun der Europäescher Unioun statt, mä net zu Lëtzebuerg!

Ech erënneren drun, dass mir bis 2014 all 1. Oktober vum Joer eng Indextranche garantéie-

ren. Den Accord salarial an der Fonction publique kënnt, wann och méi spéit, an de Mindestloun gëtt op den 1. Januar 2013 geheicht. An engem Ablack, wou an aneren europäesche Länner d'Léin net nëmmen agefruer, mä carrément erofgesat ginn, gëtt zu Lëtzebuerg d'Entwécklung vum Loun garantéiert. Mir hunn also all Effortë gemaach, fir engersäits d'Kafkraaft ze erhalen, an anersäits Suerg gedroen, dass déi nei Belaaschtunge sozialgerecht an équilibréiert sinn.

D'Kritik, dass d'Konsolidéierungsmesurë majoritär zu Laaschte vum klenge Mann vun der Strooss an dem schaffende Vollek sinn, sinn dofir falsch! Wa mer och d'Opdeelung vun deene 414 Milliounen u Steierrecettë kucken, da ginn d'Kapital an d'Entreprisë mat 43% méi staark belaascht wéi d'Privatpersounen, wou et 40% sinn. Ausserdeem kann een déi 40% net alleguerten an datselwecht Dëppe geheien, well bei dëse 40% sief och nach eng Kéier drun erënnert, un de Motto, dass déi breet Schëllere méi mussen droe wéi schmueler.

Mat dësem Pak ginn déi sougenannten „Déck" méi staark belaascht wéi déi Kleng, woubäi mir nach ëmmer schleierhaft ass, wou fir déi Eenzel deen Décken ufänkt respektiv dee Klengen ophält. Déi Lescht, déi eng Definitioun vum Décke ginn hunn, ware viru Kuerzem d'Stëftung Caritas an d'Stëftung déi Gréng (veuillez lire: an d'Gréng Stëftung), déi dës Grenz bei fënnefmol de Mindestloun fixéiert hunn, dat sinn 9.232,55 Euro brutto de Mount. Ab deem Moment wier d'Kannergeld, laut hinnen, net méi auszebezuelen. Dont acte: 9.232,55 Euro. All déi, déi drënner wieren, wieren da keng Déck.

Dir gesitt, d'Vueën op dësem Punkt gi wäit auserneen, well aner Leit stelle sech aner Plaffonge vir, wou déck a schmuel ufänken. Jiddefalls, wat meng Fraktioun a meng Partei ugeet - fir déi aner hei am Haus kann ech jo net schwätzen - gesi mir dat net op deem doten Niveau.

Mä zréck zum Konsolidéierungspak. En anere Punkt sinn d'Halbéierunge vun der Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen. Dës Moossnam trëfft och éischter dee mat de breede Schëllere wéi dee mat de schmuelen. Fir déi maximal 652 Euro integral kënnen ofzesetzen, muss ee bei deenen heitege Konditiounen, fir Suen ze léinen, e Prêt à la consommation vun op d'mannst 25.000 Euro opgeholl hunn. Ausserdeem soll mat dëser Mesure och der Problematik vun der Iwwerverschëldung entgéintgewierkt ginn, eng Thematik, déi mer jo och gëschter hei laang behandelt hunn, wéi mer iwwer privat Faillitë geschwat hunn.

Des Weideren hu mir och bei deene méi breede Schëlleren de Spëtzesteiersaz op 40% eropgesat fir de Montant iwwer 100.000 Euro besteierbart Akommes. Dat ass fir déi Leit, déi e monatlecht besteierbart Akommes hu vun 8.333 Euro. Besteierbar, net ze verwiessele mat brutto. Fir déi sougenannte Besserverdénger hu mir des Weideren d'Solidaritéitssteier nach eng Kéier no uewe geschrauft fir e Revenu annuel imposable an der Steierklass 1 vun iwwer 150.000 Euro. Also iwwer 12.500 Euro de Mount brutto geet de Prozentsaz vu 7% op 9% an d'Luucht. Fir d'Steierklass 2 gëllt dësen Taux ab engem jährleche Bruttoakommes vun 300.000 Euro.

Dës grad genannte Mesuren hu folgend Auswierkunge fir déi breet Schëlleren: Ech huelen d'Beispill vun enger Persoun aus der Steierklass 1 mat engem jährleche Bruttoakommes vun iwwer 150.000 Euro - also mat iwwer 12.500 Euro brutto de Mount, an deen och nach seng Déduction forfaitaire de frais de déplacement ka geltend maachen -, dee bezilt aktuell 51.190 Euro u Steieren. Duerch déi nei Mesurë muss dës Persoun ab 2013 53.202 Euro bezuelen. Dat ass e Plus vun 2.012 Euro. Eng Persoun mat engem jährleche Bruttoakommes vun 100.000 Euro, also 8.333 Euro besteierbar, muss 892 Euro méi bezuelen. An eng Persoun mat engem jährleche Bruttoakommes vu 25.000 Euro, also 2.083 besteierbar de Mount, muss bei deenen neie Steiermesuren 58 Euro pro Joer méi bezuelen.

Dir gesitt mat dësem Beispill, dass et sozialgerecht gegliddert ass. Dee méi verdéngt muss, prozentual gesinn, vill méi e groussen Effort leeschte wéi deen op der ënneschter Lounskala. Dat sinn eis konkret Schrëtt fir eng sozial équilibréiert Politik.

Ech hu virdru gesot, dass all Mënsch un der Budgetssanéierung muss participéieren. Et gouf vill Kritik, dass d'Pensionnairen hiren Ajustement net ausbezuelt kréichen. Ech soe bewosst „net ausbezuelt", well mir hunn am Géigendeel zu deem, wéi et dobausse véhiculéiert gëtt, den Ajustement net ofgeschaaft, mä just, dëst Joer gëtt en net bezuelt. Mir hunn dee generéiste Pensiounssystem vun der Welt. Ausserdeem ass d'Altersaarmut hei zu Lëtzebuerg dank eisem Pensiounssystem bal keen Thema méi, mä mir kenne virun allem éischter Jugendaarmut wéi Altersaarmut. Dofir muss et och erlaabt sinn, dass eis Pensionnairen, och am Kontext vum Generatiounekontrakt, hire Bäitrag zur Budgetssanéierung leeschten.

Et kritt keen eppes ewechgeholl, just manner bäi. Dat ass en Ënnerscheed mat de Länner wéi Griichenland, Spuenien a Portugal. A verschidde Rentner - ech weess net, wéi et bei lech war -, déi hu sech och déi lescht Deeg gemellt: „Mir hu geduecht, mir géifen d'Allocation de fin d'année gestrach kréien". Déi sinn de leschte Méindeg awer ausbezuelt ginn, wat 709,80 Euro dee Mount brutto ausmécht.

D'Argument vun de sougenannten Hongerrenten, dat an dësem Kontext och ëmmer erëm opkënnt, hu mir d'lescht Woch am Kader vun der Pensiounsreform zu engem groussen Deel geléist, wou mir d'Grondrent als eenzeg no uewen ugepasst hunn. Dat huet och Inzidenzen op d'Mammerent, déi mir net ofgeschaaft hunn. Mir hu se elo op den Niveau zréckgefouert, wou se eigentlech beim Rentendësch ugesot gouf.

Här President, ëmmer erëm kënnt d'Kritik op, dass vill Betriber hei am Land keng oder nëmme ganz wéineg Steiere bezuelen. Och an der Öffentlechkeet herrscht d'Meenung vir, dass d'Betriber an d'Kapital méi staark zur Keess solle gebiede ginn. Mir waren als Majoritéitsfraktiounen och zum Deel där Meenung, dass et net ka sinn, dass verschidde Betriber guer net belaascht ginn, während vun all Bierger e gewëssenen Effort verlaangt gëtt. Dofir hu mir décidéiert, an dat ass en Novum, dass bei der Betribsbesteierung fir d'éischte Kéier eng Minimalsteier agefouert gëtt, déi jee no der Bilanzzomm variéiert, en einfachen a faire System, wou jiddwer Betrib säi Bäitrag muss leeschten. Ob dat alles dee richtege Wee ass an ob et déi Suen erabréngt, déi mer brauchen, dat wäert d'Zukunft weisen.

Wann een eng méi grouss Belaaschtung vun de Betriber fuerdert, dann dierf een och net vergiessen, dass d'Solidaritéitssteier fir d'Betriber op 7% klëmmt. Ausserdeem gëtt d'nächst Joer och d'Steier fir d'SOPARFIen, trotz ville Bedenken aus dem Secteur an dem Statsrot, verduebelt vu 1.500 op 3.000 Euro. Bei der Besteierung vun de Stock options kënnt et zu fundamentalen Ännerungen, déi net manner wéi 50 Milliounen Euro an d'Statskeess sollen eraspullen. Am Ganze steiere Betriber a Kapitalbesteierung eng 180 Milliounen zu de Mehreinnahmen bäi.

Net nëmmen d'Bierger an d'Betriber bedeelege sech un der Budgetssanéierung, och d'Gemenge mussen hire klengen Deel leeschten. Hinne gëtt awer näischt gestrach. Si mussen an Zukunft erëm Solidaritéitssteier bezuelen. Dat ass net nei. Dat gëtt et fir d'Gemengen zënter der Stolkris an den 80er Joren. Si ass ni ofgeschaaft ginn, si war just op den Taux null zréckgefouert ginn a gëtt elo op 2% fixéiert.

Léif Kolleegen, Dir gesitt also, dass et falsch ass, dass just de Mann vun der Strooss d'Haaptlaascht vum Konsolidéierungspak muss stemmen. De Konsolidéierungspak ass esou getässelt, dass vun de Leit mat méi héije Revenuen e bedeitend méi grousse Solidaritéitseffort verlaangt gëtt, an och d'Betriber gi méi an d'Responsabilitéit geholl.

Här President, e puer Wuert zu den Investissementer. Bei den Investitiounsausgabe gëtt et Aspuerungen an der Héicht vun 287 Milliounen Euro. An de leschte véier Joer louch den Invest ëmmer iwwer 1,6 Milliarden Euro. Mir fueren also e bëssen zréck. Net egal wéi: D'Regierung huet e Screening bei den Investissementer gemaach, nom Credo, dass an Zukunft prioritär dat muss gebaut ginn, wat eist Land no vir brëngt a fit mécht fir d'Zukunft. Dat sinn d'Infrastrukturen, déi et eis erlaben, weider ze wuessen an déi zukünfteg Défien ze meeschteren, fir dass an eisem Land och weiderhi ka gutt gelieft, geschafft an investéiert ginn. Dat si Stroossen, Schinnen - zënter e puer Deeg ass Lëtzebuerg-Péiteng elo zweegleiseg -, Schoulen a Lycéeën, Kliniken, administrativ Gebaier, IT-Infrastrukturen; am Résumé Infrastrukturen, déi mer mussen hunn, fir eist Land zukunftsfäeg ze gestalten.

Dat sinn d'Prioritéite vun der Regierung. Bei all deenen anere Projete muss ee sech soen „aufgeschoben ist nicht aufgehoben", och wann d'Zäite vum „nice to have" definitiv eriwwer sinn.

Dat brëngt mech och elo zum Thema, wou ech déi lescht Wochen a Méint plazeweis ferm an der Kritik war, well ech an engem Lieserbréif iwwert d'Thema Tram geschriwwen hat.

Ech muss soen, ech hat net domat gerechent, esou eng grouss Opmierksamkeet ze kréien, souwuel an der Stad Lëtzebuerg…

(Interruption)

…wéi och am Land, an ech wëll do nach eng…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do war jo och keng Absicht derhannert.

Une voix.- Neen, et war guer keng Absicht derhannert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Just e klenge Widdersproch.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ass een net Fraktiounschef fir näischt!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war Zoufall. Ech géif soen, dat wär Zoufall, Här Spautz, ne?

Une voix.- Et war en Erfollegserliefnis, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä déi Fro, déi sech jo elo stellt, ass, wéi ech et dann elo mam Tram halen.

Plusieurs voix.- Ja?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat ass jo elo déi Fro, déi och déi lescht Wochen am Stater Gemengerot…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir zidderen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, ech gleewen net, Madame Loschetter, dass Dir ziddert. Dir braucht och keng Ursaach ze hunn, fir ze zidderen.

Ech war just erstaunt, dass de Schäfferot doriwwer eng Pressekonferenz gemaach huet, wat ech awer verstinn, an ech weess dat jo och, ech hunn…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war net de Schäfferot, dee se gemaach huet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, den Här, déi zwee…

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Keng Vermëschung, keng Vermëschung!

(Hilarité et interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech weess och, dass mer an där Motioun, déi mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, eraginn hat, festgehalen haten, zwee Drëttel zu engem Drëttel vun de Finanzen, mä ech mengen, et muss een alles ëmmer kënnen eng Kéier hannerfroen, an duerfir war ech wierklech iwwerrascht. Well ech hu kee Problem mam Tram…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et weess een nach ëmmer net, wat Är Meenung ass!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, ech si jo, Här Bausch, ech sinn amgaang…

Une voix.- Keng Opreegung, net dass Der nach en Häerzinfarkt maacht!

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bausch, ech sinn amgaang. Ech kommen drop. Ech sinn der Meenung, dass, och wann ee vun där ganzer Geschicht Tram iwwerzeegt ass, da muss een awer kënnen hannerfroen, wéi et ass mat de Käschten, mat de Fraisen a mat dem Finanzement. Och wann de Prinzip stëmmt, dee mer ofgemaach hunn a wou de Serge Wilmes jo déi Motioun eraginn hat, déi och majoritär hei an der Chamber gestëmmt ginn ass,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Och vun lech.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …vun zwee Drëttel an engem Drëttel…

Jo, och vu mir.

…vun zwee Drëttel an engem Drëttel, dann däerf een awer, wann d'Finanzsituatioun sech ännert, och nach eng Kéier d'Fro vun der Finanzéierung stellen. Ech wëll just drun erënneren - ech weess net, ob nach ee vun de Kolleegen heibannen ass, ech mengen dach -, dass nämlech…

M. le Président.- Den Här Bausch wéilt lech eng Fro stellen, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt lech just soen, Här Spautz: Sidd Dir dann der Meenung, datt Der iwwerrascht gi sidd - Enn November hutt Dir Är Tribün geschriwwen -, Dir sot, datt d'Finanzsituatioun sech esou geännert huet? Sidd Dir iwwerrascht ginn dovunner? Wosst Dir dat, wéi mer dat doten décidéiert hunn hei virum Summer, fir déi Motioun ze stëmmen? Dat ware véier Méint virdrun. War d'Finanzlag do esou anescht, oder hat Der déi Zuelen net, oder wosst Der dat alles net?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Majo, d'Finanzlag…

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gelift?

(Interruption)

Neen, ech schwätze jo vun de Statsfinanzen, den Här Spautz seet jo, d'Statsfinanzen…

(Interruptions)

Ah, dat kann een esou gesinn, dat kann een esou gesinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass och näischt Neits!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Doriwwer diskutéiere mer net hei, ob et eis gutt geet oder net.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, Här Bausch, Dir musst entschëllegen, ech hat dat virdru gesot, mir haten am Juni, wéi de Minister an der Kommissioun war, en Defizit vun 800 Milliounen, a wéi de Budget presentéiert ginn ass am Oktober, war de Budget (veuillez lire: den Defizit) ëm 1,5 Milliarden, dat war eng grouss Steigerung. Am Juni,…

(Interruption)

…do waart Der och dobäi, wéi mer…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da musse mer de Minister och nach froen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, dat huet näischt mam Minister ze dinn. Dir wësst esou gutt…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma dach!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame Loschetter, Madame Loschetter, wann den Här Bausch…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann d'Zuelen esou ännere…

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Bausch ass ëmmer derbäi, wa mer all sechs Méint - all dräi Méint, pardon! - déi Ziedelen an der Finanzkommissioun virgeluecht kréien, an déi, déi mer am Juni kritt hunn, waren anerer wéi déi am September. A wéi ech den Artikel geschriwwen hunn, war ech nach vun deem aneren ausgaangen.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir schwätzen herno nach doriwwer.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, mir schwätzen herno nach driwwer.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Spautz, leet Är Rudderen op d'Säit a fuert weider.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sidd um zwou Auer alt emol schonn hei de Mëtteg, dat ass…

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bausch, dat loossen ech mer net entgoen.

Duerfir wëll ech och drun erënneren, dat Haus hei…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir kritt eng Medail am Rudderen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dat Haus hei, an ech weess net, ob nach een heibannen ass, deen dat deemools matgestëmmt huet - ech mengen zwar, de Fernand Boden war deemools schonn hei -, do hat d'Chamber décidéiert, en neit Gebai ze bauen, an zwar um Hellege Geescht.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Jo, jo, dat hunn ech matgemaach.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech war och dobäi.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Voilà, do hat d'Chamber…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hu scho vill al Leit heibannen.

(Hilarité générale)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, den Här Gibéryen ass…

(Interruption et hilarité générale)

Den Här Gibéryen ass esou al wéi ech, wollt ech soen. Dee gehéiert och zu den ale Leit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war awer elo roueg.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- 1981 war dat Gebai décidéiert ginn. Et sollt um Hellege Geescht gebaut ginn an d'Chamber hat et schonn déci-

déiert, an opgrond vun der finanzieller Situatioun vum Land an opgrond vun der Budgetssituatioun huet duerno d'Chamber décidéiert, dat Gesetz zréckzezéien, well d'Suen net do waren duerch d'Stolkris, fir ze bauen. Dat ass also de Beweis, dass och schonn Décisioune geholl gi sinn, souguer vun der Chamber geholl gi sinn, déi zréckgesat gi sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Esou maache mer et och mam Tram.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dës Woch huet d'CGFP e Communiqué erausginn no hirer Ständekonferenz. Do huet se nach eng Kéier drageschriwwen, dass deen Accord, dee se mam Här Minister Biltgen a mat der Madame Ministesch Modert fonnt huet, ënnerschriwwe war an dass dee mat hirem Averständnis ëm zwee Joer ausgesat ginn ass, och dat als Bäitrag zu der Sanéierung vun de Statsfinanzen!

Duerfir war ech e bëssen iwwerrascht vun där Reaktioun vun der Stad Lëtzebuerg. Ech sinn der Meenung, dass een de Prinzip vun zwee Drëttel/een Drëttel roueg ka festhalen. Mä iwwert d'Modalitéite muss et jo awer méiglech sinn, dass ee kann diskutéieren an dass ee ka verhandelen, dass, wann 315 Milliounen an der Motioun vu mengem Frënd Serge Wilmes drastinn, ee jo och soe kann, et gëtt e Subsid vun 210 Milliounen. Mä dat sinn Diskussiounen, Froen, déi ech opgeworf hunn, mä et ass net u mir, am Numm vun der Regierung ze verhandelen.

Mä ech wëll awer och soen, et ass jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wou ee sech déi Fro stellt, well an der Zeitung „Le Monde" - dat ass jo keng Zeitung, déi ech ka beaflossen -, do stoung och dran,…

Une voix.- Neen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dass ee sech misst…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Stoung do eppes iwwert d'Stad Lëtzebuerg dran?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, net iwwert d'Stad Lëtzebuerg, Här Bausch, mä do steet dran: «Le tram en bout de course. Paris, Lyon, Dijon: les frais dépassent tout», just fir Iech dat ze soen. Dat ass den „Le Monde" vum 24. November 2012.

(Interruption)

Et ass just, fir dat gesot ze hunn, duerfir däerf een awer net soen……

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Hutt Der den „Le Monde" vu virgëschter gelies?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, den „Le Monde" vu virgëschter hunn ech net gelies.

M. le Président.- Här Spautz, den Här Bausch stellt Iech nach eng Kéier gären eng Fro.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- E muss mer keng Äntwert ginn. Wëllt en net, da stellen ech keng. Décidéiert Dir fir hien, Här Haupert?

(Interruptions diverses)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- …Dir sidd jo och ëmmer amgaang, dertëschentzerieden…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, normalerweis hunn ech zwar, wann ech do stinn, kee Problem, wann ee mer Froe stellt, ob Dir dat sidd oder en aneren. Ech mengen, dat belieft awer e bëssen d'Diskussioun. Mir schlofe schonn oft genuch an hei an der Chamber bei Rieden, déi erofgelies ginn.

Une voix.- Awer elo net, elo net!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, et ass besser an net schlecht, wann Animatioun kënnt.

Här Spautz, ech muss Iech soen, ech hunn Ären Artikel awer ganz gutt gelies. Hat Der dann awer net do geschriwwen, dass déi Eenzeg, déi vun dem Tram a vun der Noutwendegkeet iwwerzeegt wären, de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg wär? An do hutt Der geschriwwen hannendrun, wann dat dann esou ass, wa mir dat gären onbedéngt an der Stad hätten, da misste mer et och selwer finanzéieren. Et stoung dach awer wuertwiertlech an Ärem Text dran.

Dir hutt d'Noutwendegkeet vum Tram an Ärem Text a Fro gestallt, oder?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, ech soen nach eng Kéier: Déi éischt Prioritéit muss sinn, d'Leit an d'Stad ze bréngen, an dann, wa mer se eréischt an der Stad hunn, da maache mer d'Verdeelung. Wann ee vu Prioritéite schwätzt, ass fir d'Éischt d'Prioritéit, dass mer se musse vu ronderëm bréngen an d'Stad, ier mer d'Verdeelung kënne maachen. Well déi Autobunnsstauen, déi mer moies hunn, déi léise mer och net eleng doduerch, dass mer en Tram schafen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir mussen déi Garë baue ronderëm…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Äntwert mer op meng Fro: Hutt Der dat esou geschriwwen, wéi ech dat gesot hunn, jo oder neen?

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hu gesot, et muss een hannerfroen, ob den Tram noutwendeg ass oder net…

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et huet zwar laang gedauert, mä elo si se drop!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Voilà, voilà. Also huet et näischt mam Finanzement ze dinn, also huet et eppes domat ze dinn, dass Der den Tram a Fro stellt.

Une voix.- Okay.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, Haaptpunkt ass de Finanzement, Här Bausch. Wann een aner Liquiditéiten huet, huet een aner Moyenen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Neen, esou ass et net gaangen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt och just soen, Dir kënnt jo - Dir sidd jo als Stad Lëtzebuerg, wat eng gutt Saach ass, am QuattroPole amgaang - och emol eng Kéier mat Äre Kolleege vu Metz, vun Tréier a vun Arel schwätzen, wéi déi de Problem ugaange sinn.

(Interruption)

Och déi hu Léisunge fonnt an och déi sinn amgaang do Saachen ze bauen, notamment zu Metz, wou déi néideg Investissementer gemaach ginn. Mä firwat awer d'Fro och ass…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie finanzéiert déi dann zu Metz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma déi ginn deelweis vum RER, deelweis vun der Regioun, deelweis vum FEDER…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou kommen déi Suen hier? A wou kommen déi Suen hier?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä de FEDER kënnt duerch Programmer, déi extra do waren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, de Gros vun de Suen, Här Spautz, dee kënnt vum Zentralstat, vum franséischen Zentralstat, déi ginn… also vun der franséischer Regierung.

M. le Président.- Neen, esou kënne mer awer elo net weiderfueren. Et ass hei keen Dialog elo tëschent dem Här Spautz an dem Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass awer interessant, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Et ass vläicht ganz interessant, mä féiert déi passionnant Diskussioun da virun der Dier virun.

Plusieurs voix.- Oh neen!

Une voix.- Déi gehéiert heihinner!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Haut de Mëtteg féiere mer se weider!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wollt ech och soen, wa mer scho vun de Finanzéierunge schwätzen, dann däerf een och d'Gemengefinanzen an deem Kader jo net aus den Ae verléieren. Mir hunn an de Gemengefinanzen en Dokument den 18. Oktober 2012 vum Innenminister an der Finanzkommissioun ausgedeelt kritt vun iwwer 40 Säiten, wou drasteet, wat déi eenzel Gemenge kréien, ob dat ass am Fonds de dotation oder ob dat ass den ICC direct oder indirect, wéi d'Berechnung ass vun de Flächen, wéi dat alles opgedeelt gëtt. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eng Reform kréie vun deene Gemengefinanzen.

(Interruptions)

Do vertrauen ech och voll dem Syvicol an dem Conseil supérieur des finances communales an dem Innenministère, fir dass mer do eng nei Regelung kréien!

Fir mech schéngt et och kloer ze sinn, dass eis Haaptstad do eng extra Roll an extra Aufgabe muss iwwerhuelen an dass dat och muss extra berücksichtegt ginn, genausou wéi et fir mech kloer muss sinn, dass déi Flächegréisst vun enger Gemeng muss berücksichtegt ginn an och d'Längte vun de Leitungsnetzer, dass dat och wichteg Saache sinn, déi an där Berechnung mussen erauskommen. Dass et awer du simple au double ausgeet: Wann een zu Beefort wunnt - an ech mengen, de Lucien Lux huet et den Dënschdeg och scho gesot gehat -, sinn et 2.227 Euro, a wann een an der Stad Lëtzebuerg wunnt, sinn et der 4.421!

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass de Syvicol zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, zesumme mat dem Conseil supérieur des finances communales a virun allem mam Minister et fäerdegbréngt, dësen Tableau aneschters kënnen opzestellen. Ech hunn hei nach eng Kéier déi Grafik, wou een nach eng Kéier op dat hiweist - déi am „Lëtzebuerger Wort" war, ech mengen, déi sech baséiert…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sidd de Mëtteg ëm zwou Auer hei!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …déi op dat Dokument sech baséiert, wat de Minister vum Intérieur an der Finanzkommissoun ausgedeelt huet -, dass et och do wichteg ass, dat ze maachen, dass een och gesäit, dass dräi Gemengen d'Reserven hu vum Lëtzebuerger Land, déi mer jo och ëmmer am Statsbudget ausweisen - zesumme mat där vun der Sécurité sociale - an och deementspriechend an Europa eraginn.

En anere Punkt, deen een och net däerf vergiessen, wann ee vu Gemengefinanze schwätzt, dat ass de Wunnengsbau. Ech mengen, am Pacte Logement hunn am Ganzen 99 Gemengen elo ënnerschriwwen, an déi hu sech kontraktuell verflicht, 50.000 Wunnenge mëttelfristeg op hiren Territoiren ze bauen. Et ass also och wichteg, an et ass net, wéi och plazeweis gesot gëtt, dass am Wunnengsbau iwwerhaapt näischt géif geschéien.

De Minister Schank huet net méi spéit wéi d'lescht Woch e Projet hannerluecht, fir en nationaalt Siedlungsentwécklungsgesetz kënnen ze maachen. Et ass gemaach ginn: mat dem Aménagement communal, do hu mer e Virkafsrecht kritt, an d'Besteierung, d'Befreiung vun der Plus-value bei der Besteierung, wann d'Gemengen drop histeieren. Des Weidere si mer amgaangen, drun ze schaffen, fir och kënnen endlech de Plan sectoriel «logement» auszeweisen, soubal déi véier Plans sectoriels kommen, an dat wäert och mat derzou bäidroen, dass mer de Problem vun de Wunnengen an den Terraine méi kleng wäerte kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat Moossnamen an Héicht vun 952 Milliounen Euro hu mir als Majoritéitsfraktiounen an Zesummenaarbecht mat der Regierung et fäerdegbruecht, de Budget fir 2013 ze konsolidéieren. Dat war eng éischt wichteg an och richteg Etapp. Weider Ustrengunge mussen awer folgen, wa mir definitiv der Defizitspiral wëllen entkommen. Mir sinn eis bewosst, dass mir den Haaptbrocken eigentlech nach virun eis hunn. D'Grimmele lénks a riets sinn elo zesummegekiert an elo musse mir eis mat de grousse Stécker vum Kuch beschäftegen.

Et heescht, strukturell Reformen a Kurskorrekturen unzegoen, déi néideg sinn, fir de Budget substanziell a laangfristeg ze entlaaschten. Dofir muss eng Aart Stufeplang op d'Bee gesat ginn, dee sech iwwer e puer Joer wäert erstrecken. An dësem Sënn hunn d'Regierung an d'Majoritéitsfraktioune sech gëeenegt, jo verflicht, de Statsbudget no strukturelle Spuermoossnamen ze duerchforsten a bis d'Fréijoer 2013 konkret Proposen op den Dësch ze leeën. Dobäi ginn ausnahmslos all grouss staatlech Ausgabebléck op de Préifstand geholl.

Ech deelen op dësem Punkt d'Aussoe vum Minister Schmit, deen an engem Radiosinterview gesot huet, dass fir hien all Artikel am Statsbudget muss gekuckt an hannerfrot ginn. Genee wéi de Minister Schmit gëtt et fir eis an dësen Zäite keng Tabuen! Et kann an et muss een iwwer alles diskutéieren a wann néideg nei verhandelen.

Dat gëllt souwuel bei de Fonctionnementskäschte wéi och bei der Investitiounspolitik wéi bei de Sozialtransferten, sief et am Fonds pour l'Emploi, wou mir iwwert de Finanzement vun de Beschäftegungsinitiativen, de Réemploi, de Reclassement schwätzen, sief et an der Familljepolitik, wou déi sozial Selektivitéit méi eng grouss Gewiichtung muss kréien, oder am Beräich vun de Subventiounen un d'Gemengen, Entreprisen a Privatstéit. Iwwerall gëllt, dass jiddwer Budgetsposten dohinner muss analyséiert ginn, ob e sengem ursprünglechen Zil nach ëmmer gerecht gëtt oder net. E Beispill sinn d'Subventiounen um Partikelfilter bei den Dieselautoen, déi keng Daseinsberechtegung méi hunn a folgerichteg vun der Regierung ofgeschaaft goufen.

Här President, mam Vote vun dësem Budget gëtt fir eis kee Schlussstréch ënnert dës Diskussioune gezunn. De Géigendeel wäert de Fall sinn! An den nächste Méint ass eng weider finanzpolitesch Detailaarbecht ugesot, woubäi een allerdéngs séier Konklusiounen a Schëss aus der Hëft muss évitéieren. Et ass nämlech méi komplex, wéi einfach nëmmen ze mengen, mam Kierzen hei oder do wier et gedoen.

Bei alle méigleche Konsolidéierungsmoossname geet et nämlech drëm, genee drop opzepassen, dass se mëttel- a laangfristeg keng negativ sozial an ekonomesch Inzidenze bewierken, déi d'Konsumverhale vun de Leit respektiv déi wirtschaftlech Aktivitéiten an eisem Land géifen ofschwächen. Aus dësem Grond wier et och net gutt, an dësem Moment eng Ännerung un den TVA-Sätz virzehuelen, wat dat nämlech géif belaaschten.

Här President, spueren ass kee politesche Selbstzweck. Dofir steet fir meng Fraktioun den aktuellen an zukünftege Konsolidéierungspak vum Statsbudget ënnert der Prémisse vun der wirtschaftlecher Vernonft a sozialer Verantwortung. Op e Budgetsreduzéierungsprogramm vun 952 Millioune follegt en ambitiéisen Aarbechtsprogramm fir Strukturreformen, déi geännerte wirtschaftlechen an haushaltspoliteschen Gegeebenheete wäerte Rechnung droen. Et muss eis geléngen, dass mer et fäerdegbréngen, den Defizit ze bremsen an d'Schéier méi no zesummenzebréngen. Mir sinn optimistesch, dass mer dat zesumme mat der Regierung an zesumme mat den zoustännege Ministere wäerte fäerdegbréngen.

Als positive Mënsch denken ech a gleewen ech un d'Zukunft vun eisem Land, an ech hunn deementspriechend d'Hoffnung, dass mir et wäerten all zesummen, kollektiv fäerdegbréngen, eise System an deenen nächste Joren esou ze adaptéieren, dass mir e strukturell entlaascht kréien, dass mir dann d'Kéier kréien an eise Kanner a Kandskanner och weiderhin eng Perspektiv an dësem, an eisem Land kënnen ubidden.

Dofir mäi vollt Vertrauen un d'Regierung, un de Finanzminister, an och am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech d'Zoustëmmung zu dësem Budget.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Marc Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesinn eis de Moien hei nees erëm eng Kéier zu enger Budgetsdebatt. An nees erëm eng Kéier huet een d'Gefill, datt x gutt gemengte Propose vun der Säit vun der Majoritéit, sief et am Rapport oder vun deenen anere Spriecher oder och vum Minister hei gemaach ginn. Nees erëm eng Kéier gëtt fest dokumentéiert, datt d'Intentioun do wär, d'Saachen ze änneren. An esou Debatten hate mer jo schonn am Laf vun deene leschte Joren. All Joer huet de Budgetsrapporteur gutt gemengte Virschléi a säi Rapport gepaakt, mam Resultat allerdéngs oft, datt alles beim Ale bliwwen ass.

Oft hu mer iwwert d'Sanéierung vun de Statsfinanze geschwat, mir hunn eng nei Ausgabekultur hei zesummen oft gefuerdert, mam Resultat, datt quasi alles beim Ale bliwwen ass.

Oft hu mer hei iwwert de Chômage, iwwert d'Kompetitivitéit an iwwer wirtschaftlech Problemer geschwat, mat ganz konkrete Reformprogrammer, déi um Dësch louchen,…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Meisch nozelauschteren!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et kéint interessant ginn, Här President, do hutt Der recht!

…mat konkrete Reformpunkten. Ee vun deene Reformprojeten hat 65 Punkten, en aneren huet 21 Punkte gezielt, mam Resultat, datt och do bis ewell villes beim Ale bliwwen ass.

Och dëst Joer huet de Rapporteur, de Lucien Lux, d'Fanger an eng ganz Rei vu Wonne geluecht, an och wann hie sech als Budgetsrapporteur besonnesch kritesch mat der Finanzpolitik vum Lëtzebuerger Land ausenanergesat huet, esou zweifelen ech dach awer drun, datt alles dat, wat hie kritiséiert huet, sech elo schnurstracks géif änneren.

Trotzdeem e Merci un de Lucien Lux, hien huet, wéi all Budgetsrapporteur, mengen ech, eng Fläissaarbecht gemaach an en huet och net gezéckt, eng Rei vun Defiziter vun eisem Statsgefüge hei opzezeechnen, wou mer sécherlech déi nächst Méint nach mussen eis méi intensiv domadder beschäftegen.

Et kéint ee sech eigentlech als Oppositiounspolitiker elo hei eng Freed draus maachen, d'Regierung virzeféieren, wéi se falsch louch mat all hire Prognosen aus de leschte Joren, wéi se ouni Strategie sech vun den Evenementer joe gelooss huet. Dee ganzen Hickhack ëm en Accord salarial kéint een nach eemol développéieren.

Dee ganzen Hickhack ronderëm d'Krisesteier kéint een emol nach eng Kéier op der Zäitschinn hei dokumentéieren - et war jo eigentlech onvirstellbar -, déi onvirstellbar Situatioun, déi mer erlieft hunn, datt mer an engem Dag zwou Pressekonferenzen haten, eng Kéier eng moies vum Finanzminister, eng mëttes vun de Ministere Modert a Biltgen. Moies ass gesot ginn, mir musse spueren als Lëtzebuerger Stat, mëttes ass ugekënnegt ginn, datt méi Geld sollt ausgi ginn.

Och de Budgetsrapporteur vun haut, dee sech virun zwee Deeg jo hei als grousse Warner eigentlech profiléiert huet, jo, och hien huet - an et ass nach net emol anerhalleft Joer hier - behaapt gehat, datt d'Kris eriwwer wär a mer bräichte keng noutwendeg Reformen ze maachen a mer kéinte ganz einfach alles esou weiderlafe loossen.

Et kéint een dann nach eemol drop zréckkommen, datt déi lescht Tripartite-Ronne gescheitert sinn, datt de Lëtzebuerger Modell geplatzt ass, datt et en eigentlech an där Form net méi gëtt, grad an enger Zäit, wou mer e bräichten, wou de Sozialdialog extrem wichteg wär, fir datt mer d'Forces vives vun dësem Land beienee géife kréien, fir sech eng Rei vu wichtegen Orientatiounen zesummen ze ginn, a wou jiddwereen op senger Plaz kéint derzou bäidroen, zum Succès vun der ganzer Aktioun.

Et kéint een emol all déi Reformen nach eng Kéier opzielen, déi d'Regierung sech mat deierem Geld erkaf huet, d'Schoulreform duerch d'Erhéijung vun de Salairë vun de Schoulmeeschteren, d'Reform an der Fonction publique, de Statut unique. Alles dat huet de Lëtzebuerger Stat a finalement de Steierzueler och richteg deiert Geld kascht.

Et kéint een emol kucken, d'Halbwäertszäit vum Finanzminister, dem Luc Frieden, senge Budgetsentwërf ze berechnen. Fir eenzel Majoritéitsdeputéiert läit se do anscheinend emol net méi bei e puer Stonnen!

Et kéint een dann nach eng Kéier méi am Detail op den Defizit 2012 agoen, wou mer jo eng Prognos hate vun 1,1 Milliarden Euro, déi de Stat méi géif ausgi wéi e géif erakréien. D'Realitéit weist eis, datt mer 2012 1,6 Milliarden, also bal 50% méi Defizit wäerte maachen. A fir 2013, trotz éischtem Spuerpak, trotz zweetem Spuerpak, gëtt dann nach eng Kéier gesot, datt mer deeselwechten Defizit vun 1,1 Milliarde wäerte maachen, wéi mer prognostizéiert hate scho fir 2012.

Et kéint een dann eigentlech genësserlech als Oppositiounspolitiker heihinnerkommen an dee „Fokus"-Artikel aus de leschten Deeg hei eigentlech integral virliesen, wou getitelt gëtt: „Schlaraffenland ist abgebrannt", ënner anerem awer och „Luxemburg in der Mega-Krise", „Bankenkrise, der Anfang vom Ende", „Von einer Krise in die nächste", „Junge Luxemburger ohne Perspektive".

A fir dat Ganzt zum Schluss vläicht ofzerënnen, kéint een dann op déi haut extrem eidel wierkend Sloganen zréckkommen, déi d'Majoritéitsparteien an de leschte Joren an de Wahlkämpf doruechter transportéiert hunn, sief et dee vum „séchere Wee" oder vun „Mir paken et un". Allze einfach Slogane sinn dat doten, déi der Realitéit net méi gerecht ginn.

Jo, wann d'Situatioun net esou eescht wär, da kéint ee sech domadder beschäftegen. Hei geet et awer ëm méi wéi ëm e politesche Schlagabtausch, deen annerhalleft Joer virun enger nächster Wahléchéance stattfënnt a wou Eenzelner, mengen ech, d'Impressioun mussen ze hunn, eigentlech schonn déi Wahléchéance do net schnell genuch kënnen erbäisehnen.

Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm eis Zukunft, virun allem ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Et geet drëms, ob Lëtzebuerg dat formidabelt Land matten an Europa bleift, dat mer kennen, dat et versteet, wirtschaftlech Dynamik mat sozialem Ausgläich ze verbannen, oder ob mer riskéieren ofzerutschen, fir d'Éischt an d'Mëttelmooss an duerno an d'Bedeitungslosegkeet.

Et ass net de Moment hei, fir Parteipolitik ze maachen, et ass de Moment, fir ze probéieren, d'Enner nees beieneenzekréien. Et ass de Moment, fir Verantwortung ze iwwerhuelen, fir nom Land an net no där enger oder där anerer Partei ze kucken, an d'Demokratesch Partei ass bereet, déi dote Verantwortung ze iwwerhuelen, Verantwortung fir eist Land!

Fir datt mir eis de Wuelstand erhale kënnen, musse mer eis änneren. Fir datt munneches kann esou bleiwen, wéi et ass, musse mer fir d'Alleréischt och munneches a Fro stellen. Mir mussen eis virun allem un eng nei Realitéit upassen an däerfen duerfir keng weider Zäit verléieren. Vill ze vill Zäit hu mer eigentlech an deem dote Prozess scho verluer, wann ee bedenkt, datt mer zanter 2006 hei iwwer noutwendeg strukturell Upassungen a Reforme schwätzen.

Allerdéngs kënne mir mat deem, wat d'Regierung, wat d'Majoritéitsparteien hei als Spuerpak virgeluecht hunn, kënne mir als Demokratesch Partei domat net d'accord sinn. Éischtens, well et eigentlech kee Spuerpak ass, mä virun allem e Steierpak, an zweetens, well et eiser Meenung no eigentlech net drëms geet, et esou ze maachen, wéi d'Majoritéitsparteien et hei gemaach hunn, nämlech just un e puer Schrauwen dréinen ze goen, fir dann e bësse méi Geld an d'Keess ze kréien.

Et geet hei wierklech drëms, fundamental och Politik eng Kéier a Fro ze stellen a se dann ze änneren, wa se dann net méi klappt: Politik ze änneren, well se keng Resultater bréngt, Politik ze änneren, well se scho länger Zäit net méi an déi heiteg Zäit passt, a Politik ze änneren, well mer all Dag gesinn, datt se esou net méi ze finanzéieren ass.

Datt déi ablacklech Politik keng Resultater bréngt, dat misst eigentlech jiddwerengem an d'A sprangen, wann een d'Chômagezuele kuckt, wann een d'Situatioun beim Logement kuckt, wann een déi Desindustrialiséierung, déi jo net schläichend méi ass, mä déi lues a lues e galoppéierende Charakter ugeholl huet, wann een déi considéréiert a wann een dann awer och virun allem de ramponéierte Charakter vum Grand-Duché am Ausland, virun allem a Wirtschaftskreesser, considéréiert. Well et ass dat eigentlech e Fréi-Indikator iwwert d'wirtschaftlech Situatioun an d'wirtschaftlech Aktivitéit an den nächste Joren hei am Land. An deen ass alles aneschters wéi bedeitend!

Et ass jo eigentlech en eemolege Virgang, datt eng Majoritéit higeet an dem Finanzminister, an net nëmmen dem Finanzminister säi Budgetsentworf, mä der ganzer Regierung hire Budgetsentworf nach eemol amendéiert. Ech weess net, wat d'Majoritéit do ugaangen ass, fir dat eben net scho virdru bei de Budgetspreparatiounen ze maachen. Ech huelen un, datt hei d'Zil an d'Ambitioun waren, fir Handlungsfäegkeet och aus der Chamber eraus vun de Fraktioune kënnen ze dokumentéieren. An duerfir wäerte se wuel higange sinn an hunn an enger Rei vu wichtegen Eckpunkten dee Budget do nach eemol ofgeännert.

Effektiv, den Defizit, deen ass elo manner grouss wéi am éischten Entworf vum Luc Frieden. Den Defizit gläicht awer nach ëmmer deem, wéi mer e fir d'Joer 2012 prognostizéiert hunn, a virdrun hunn ech jo scho gesot, datt d'Realitéit am Joer 2012 jo ëm 50% dépasséiert ginn ass.

An eisen Ae kann d'Budgetskonsolidéierung à moyen terme net nëmme mat Steiererhéijunge gemaach ginn. Eng ganz Rei vu Länner hunn dat bewisen, datt dat net klappt, datt dat net fonctionnéiert. Mir brauchen do niewendrun och Ausgabereduzéierungen, mir brauchen do niewendrun och konkret Impulser, fir d'Ekonomie nees un d'Rullen ze kréien.

Mir leien eigentlech do ganz no bei deem, wat och an enger Rei vun Avisë geschriwwe ginn ass am Laf vun deene leschten Deeg, wann ech do just deen Avis kucke vun der Cour des Comptes, dee ganz kloer seet, datt e Reformprogramm eigentlech nëmmen nohalteg ka sinn, wann en den Haaptakzent op Ausgabereduzéierunge bréngt.

D'Cour des Comptes huet dat dote scho fir de Budget 2012 an hirem Avis geschriwwen, huet eigentlech op deen doten Avis nëmmen nach eng Kéier brauchen zréckzekucken. Mä d'Regierung, mengen ech, huet et bis ewell net richteg gelies oder net als hir Politik ugesinn. Si schéngen also do eng aner Analys an eng aner Strategie ze hunn.

An de Spuerpak vun der Regierung respektiv dee vun de Majoritéitsfraktiounen ass jo eigentlech e Steierpak mat ganz ville Steiergranaten dran. Ech brauch net méi nach eemol hei op all eenzel Steieraugmentatioun hinzeweisen: D'Solidaritéitssteier, d'Mindestbesteierung, de Spëtzesteiersaz, Akzisen a villes méi, dat fënnt een an deem Pak erëm. Et fënnt een awer kaum, et fënnt een eigentlech guer kee strukturellen Usaz, mat deem hei probéiert gëtt, d'Politik fundamental ze änneren.

An déi Duerstellung, déi gemaach ginn ass, wat dann elo iwwer Steiererhéijungen sollt den Effort ausmaachen, wat den Effort iwwer Aspuerunge sollt ausmaachen a wat den Effort iwwer manner Investitioune sollt ausmaachen, déi kann ee jo awer och nach eemol nach eng Kéier hannerfroen.

Et muss ee se hannerfroen zum Beispill, well an där Duerstellung jo net geschwat ginn ass vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, wat pro Joer jo nach eng Kéier ronn 130 Milliounë méi wäert u Steierlaascht fir d'physesch Persounen hei am Land heeschen. Déi misst een eigentlech op d'Säit vun de Steiererhéijungen nach eng Kéier derbäischreiwen.

Op der Säit vun den Aspuernisser, do stinn dann awer komescherweis jo Dépensen, déi net gemaach ginn, Dépensen, déi een hätt kënnen zousätzlech maachen, mä déi elo net zousätzlech gemaach ginn, wéi d'Verréckele vum Accord salarial zum Beispill. Och dat ass eng komesch Notioun vu Spueren, wann ech soen, ech spueren eigentlech, andeem ech zousätzlech Dépensen net maachen. Fir mech ass Spueren eppes, andeem ech manner Dépensë maachen, wéi ech gewinnt war.

Och datt een einfach esou emol higeet a seet: „Déi Investitiounen, déi mer manner maachen, dat ass en Aspuernis." Mir mussen awer wëssen, datt déi Investitioun, déi mer dëst Joer net maachen, datt mer se an deenen nächste Joren eng Kéier musse maachen. A wa mer se net maachen, dann hu mer jo och kee Wäert geschafen duerch déi Investitioun, mir hunn och kee Notze vun där Investitioun. Dat einfach als rengt Aspuernis duerzestellen, dat schéngt mer dach awer e bëssen einfach ze sinn!

Et gesäit een, datt et der Regierung, datt et der Majoritéit, datt et de Fraktiounen hei vun der Majoritéit eenzeg an eleng, souwuel am éischte Budgetsentworf wéi am amendéierten Entworf, drëms gaangen ass, fir Geld beieneenzekrazen, fir nach een, zwee oder dräi Joer déiselwecht Politik kënne weiderzemaachen. Do si mir fundamental anerer Meenung! Mir mengen, datt fir d'Alleréischt d'Politik muss op de Préifstand kommen, datt d'Politik sech muss änneren.

Fir datt d'Politik sech ännert, musse mer e Perspektivewiessel eigentlech alauden, an et huet een d'Gefill, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer vill ze vill zréckkucken, datt mer zréckkucken op déi gutt Joren, datt mer zréckkucken op déi Zäit, wou alles vum selwe gaangen ass a wou alles exzellent gedréit huet. Et riskéiert een allerdéngs, wann een dat mécht a seng Politik dorobber baséiert, déi falsch Konklusiounen ze zéien. Esou bereet een an eisen Aen d'Zukunft net vir!

Wa mer haut näischt wëllen änneren, da riskéiere mer, fréier oder spéider vu baussen iergendwann eng Kéier dozou gezwongen ze ginn. An eiser Meenung no däerf de Modell Griichenland kee Modell fir Lëtzebuerg sinn! Elo seet natierlech jiddweree mer: „Wéi kanns de higoen a Lëtzebuerg mat Griichenland vergläichen?"

Nun, grad wéi Griichenland et iwwer vill méi eng laang Zäit gemaach huet, mä trotzdeem gemaach huet, si mir momentan hei am Land amgaangen, eise Wuelstand mat Scholden ze finanzéieren. Mir si momentan amgaangen, eng Milliard Euro pro Joer zousätzlech un Emprunt opzehuelen, fir eise Wuelstand eigentlech kënschtlech kënnen op deem héijen Niveau do ze halen. Dat ass eppes, wat och a Länner wéi Griichenland laang Zäit geschitt ass a wat genau zu där Situatioun gefouert huet, datt Griichenland eben haut keng autonom Finanzpolitik méi ka maachen, mä datt et se quasi vu baussen, sief et vun den europäesche Partner, sief et awer och vun de Finanzmäert virgeschriwwe kritt.

Mir sinn eben och amgaangen, eng Milliard Euro an de System ze pompelen, déi mer musse léine goen, Joer fir Joer. Wa mer d'nächst Joer wëllen 13 Milliarden ausginn, dann hu mer eng Milliard vun deenen 13 net, an déi musse mer léine goen. An dat ass extrem bedenklech! Déi Tendenz, fir nei Scholden ze maachen, déi ass jo mëttlerweil nach ëmmer net gedréit ginn, déi fiert eigentlech an deemselwechte Rhythmus riicht virun.

Et huet ee jo och net d'Gefill, wéi wann d'Regierung hei wierklech elo dee groussen Effort iwwer 2013 eraus géif plangen, fir 2014, 2015 an duerno, esou datt mer riskéieren, och weiderhin 2014, 2015, 2016 ouni Verännerung vun der Politik, ouni grondsätzlech Ännerung an der politescher Ausriichtung vun der Regierungspolitik nach eng Milliard Scholden d'Joer musse maachen ze goen. Fir 2013, well jo eng Rei vun exzeptionelle Phenomeener am Laf vum Joer riskéieren opzetrieden, ass d'Regierung elo higaangen a gesäit schonn en däitlech méi héijen Emprunt, nämlech vun 1,5 Milliarde vir.

Da gëtt oft gesot: „Mir hunn nach e gutt Verhältnis Scholde respektiv Defizit par rapport zum PIB." Allerdéngs musse mer do wierklech kucken: Wat heescht dat an enger Lëtzebuerger Logik? Dee PIB, dee mer zu Lëtzebuerg hei schreiwen, dee schreiwe mer jo net nëmmen als Lëtzebuerger eleng, mir schreiwen en net nëmmen als Résidenten eleng, mä mir erschafen e mat der Hëllef vun der gesamter Grenzregioun.

Mir mierken och, datt dee PIB extrem fragil ass, datt mer am industrielle Beräich riskéieren, villes ze verléieren am Laf vun deenen nächste Joren, datt mer op der Finanzplaz an engem groussen Transformatiounsprozess sinn. An et ass déi Finanzplaz, déi de PIB jo awer nach héich hält momentan, esou datt mer riskéieren, do an deem Verhältnis, an dem Quotient Defizit-PIB, Scholden-PIB awer eng Kéier fréier oder spéider ganz ferm erféiert ze ginn. A leschten Enns sinn et eigentlech jo d'Awunner, déi fir déi Statsschold do mussen de Kapp duerhalen, an net onbedéngt déi, déi de PIB erschafen. An do gesäit d'Statistik da scho ganz aneschters aus: Wa mer den Defizit pro Kapp op den Awunner hei zu Lëtzebuerg rechnen, da si mer europawäit wierklech bei de Spëtzereider.

Et soll ee sech och der Illusioun net higinn, datt, jo, déi Kris sech do vum selwe géif regelen, datt no där Kris eigentlech alles erëm beim Ale wär. Weltwäit huet d'Ekonomie fundamental changéiert. Et koum zu grousse geopolitesche a geoekonomeschen Émwälzungen am Laf vun deene leschte Joren, déi eigentlech accéléréiert gi sinn nach eng Kéier duerch déi Finanz- a Wirtschafts- a Banken- an elo Eurokris. An et wäert no där Kris näischt méi esou sinn, wéi et emol virdru war!

Et mierkt een, datt eng Rei vun europäesche Länner haut gutt dostinn, well se eigentlech matzäiten op e Reformprozess gaange sinn, well se matzäiten hir Systemer ëmgestallt hunn, well se matzäiten och net nëmmen hir Sozialsystemer mä och hir Ekonomie op déi nei globaliséiert Situatioun agestallt hunn. Et gesäit een awer och, datt et aner europäesch Länner ronderëm eis gëtt, déi riskéieren ofzerëtschen, et zum Deel scho sinn, an nach weider et riskéieren.

Lëtzebuerg muss sech also och hei entscheeden, zu wat fir enger Kategorie vun europäesche Länner datt mir op Dauer wëlle gehéieren. Entweder maache mer eng Rei vu strukturelle Reformen hei zu Lëtzebuerg, fir de Wuelstand dauerhaft kënnen ofzesécheren, oder mir wäerten et vläicht nach e puer Joer - dräi, véier oder fënnef - packen an den ablécklecke Liewensrhythmus an de Modell vu gëschter nach weider kënne mat Scholde finanzéieren, bis datt d'Realitéit eis dann och iergendwann eng Kéier definitiv wäert anhuelen, bis dann och anerer wahrscheinlech ronderëm eis d'Kontroll iwwert d'Finanzpolitik hei zu Lëtzebuerg wäerten iwwerhuelen.

Mir sinn also der Meenung, datt och Lëtzebuerg e couragéierte Reformprogramm brauch an datt een do virun allem muss iwwer Aspuerungen diskutéieren, a manner iwwer Steiererhéijungen, datt mer do virun allem eise Wirtschaftsmodell mussen un eng nei Realitéit upassen, datt mer eise Sozialmodell mussen un eng nei Realitéit upassen.

An ech gesinn dat wuel als eng grouss Erausfuerderung, ech gesinn et awer net als eppes Negatives. Ech gesinn dat doten net als eng Katastroph. Ech gesinn, an de Budgetsrapporteur huet eigentlech och probéiert, dat awer ze ënnersträichen, datt mer eng ganz Rei vu Chancen an dësem Land hunn, datt mer och Potenzialer hunn, déi mer bis ewell net ugaange sinn, vläicht well mer et net néideg haten, vläicht well alles wierklech vum selwe gedréit huet. Mir mussen och higoen an dat doten neit Potenzial entdecken an et fräisetzen!

Potenzial fräisetzen, dat kënne mer awer och nëmmen, wa mer eis e Stéck wäit vun der Vergaangenheet léisen. Potenzial fräisetzen, dat geet net, wa mer un der Vergaangenheet wëlle peche bleiwen. Et ass méiglech an eisen Aen, och eng besser Politik ze maachen, eng zäitgeméiss Politik ze maachen, eng Politik, déi de Leit souguer heiansdo méi bréngt mat manner Geld. Mir mengen duerfir, datt vill méi dran ass, wat d'Politik hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, wéi dat, wat mer momentan all Dag gesinn.

Mir kënne méi effizient schaffen, mir kënne méi bedarfsorientéiert schaffen hei zu Lëtzebuerg, amplaz Problemer mat Geld a mat Scholden zouzetippen. Mir kënnen eis Ekonomie, mir kënnen eise Sozialstat nohalteg stäerken, amplaz kuerzfristeg déi Lächer, déi sech am Budget opdinn, ëmmer nëmme mat neie Steiergranate probéieren ze stoppen. Mir kënnen eppes maache fir eis Kompetitivitéit, wa mer ganz besonnesch déi Kompetitivitéit vun den Haapthandelspartner ronderëm eis am A behalen. Well mir riskéieren do jo, eigentlech zweemol duerch déi ablécklech Kris ze verléieren: eng Kéier, well mir näischt maachen, an eng Kéier, well d'Länner ronderëm, jo, déi sinn amgaangen, sech nei opzestellen, déi sinn amgaangen, eng Rei vu Reformen ze maachen. An deen Écart an dee Retard, déi mir haut schonn op si hunn, déi riskéieren, nach méi grouss ze ginn.

Mëttelfristeg - an dat ass, mengen ech, och fir eis kloer an dat ass e grousse Konsens, dee mer eigentlech jo heibannen hunn - musse mer den Defizit ofbauen an d'Scholdepolitik stoppen. A fir eis ass kloer, datt do den Haapteffort, an ech hunn et scho gesot, op der Ausgabesäit muss

geschéien. Konsolidéierung iwwer Steiererhéijungen, dat ass mëttel- a laangfristeg dee falsche Wee, an duerfir brauche mer eng Alternativ dozou.

Déi Alternativ muss, mengen ech, esou ausgesinn, datt mer eng Rei vun Ausgabeprogrammer, wa se sech dann als ineffizient erwisen hunn, jo, datt mer se stoppen, datt mer se net weiderlafe loossen, datt mer net souguer, wat mer heiansdo maachen, soen: „Dann huele mer nach méi Geld, well dann erreeche mer da vläicht iergendwann och eng Kéier eppes." Neen, mir mussen dann och eng Kéier éierlech sinn a soen: „Dat doten, dat huet näischt bruecht", a vläicht nei Politiken erfannen.

Mir musse vläicht och emol Aspuerunge bei den Dépensë virhuelen, fir ebe grad och Drock op d'Politik kënnen ze maachen, fir Saache grondsätzlech ze iwwerdenken, grondsätzlech a Fro ze stellen, fir vläicht nei politesch Schwéierpunkten och emol nees erëm eng Kéier kënnen ze setzen. Well et ass jo eigentlech ganz einfach, nëmmen un der Steierschrauf ze dréinen, fir sech dann net selwer, och als Politiker, mussen a Fro ze stellen a keng nei Weeër brauchen ze goen.

Ech mengen och, datt d'Kompetitivitéit ka gestäerkt ginn, wa mer op deene richtege Plazen usetzen. Dat heescht fir eis net, datt mer d'Budgetssanéierung wëllen esou ugoen, datt mer mat der berühmter Méimaschinnemethod virginn, datt all Budgetsartikel eigentlech ëm x Prozent soll gekierzt ginn. Dat ass ze einfach an dat fonctionnéiert an eisen Aen och net.

Fir eis geet et virun allem drëms, datt mer d'Politik kritesch hannerfroen, datt mer eis d'Fro stellen: Hu mer déi Ziler erreecht, déi mer eis mat deene Politiken do ginn hunn? Datt mer eis d'Fro stellen: Sinn déi Ziler nach déi richteg, a bräichte mer net éischter e Politikwiessel, amplaz datt mer mat méi Geld ëmmer just déiselwecht Politik probéiere weiderzeschreiwen? Wat dee Politikwiessel do ubelaangt, wëll ech herno nach an e puer Wuert drop zréckkommen.

Fir d'Éischt awer e Wuert vläicht zur Steierpolitik. D'Steierpolitik, déi mer momentan hei zu Lëtzebuerg maachen, ass zillos, well se Joer fir Joer duerch eenzel Mesuren erëm eng Kéier adaptéiert ginn ass an do e Cumul vun eenzelne Mesuren zesummekomm ass, déi eigentlech keng kohärent Orientatioun hunn. Mir brauchen duerfir, an eisen Aen, eng nei Steierstrategie, mir brauchen eng nei Recettëstrategie.

Mir brauchen eng Steierpolitik, déi kohärent ass mat eiser Standuertpolitik. Ech weess net, ob dat, wat mer elo maache bei der Mindestbesteierung, ob dat deem esou honnertprozenteg entsprécht.

Mir brauchen eng Steierpolitik, déi eng Äntwert ass op déi nei Liewensaart an d'Weis vu ville Leit, wéi mer haut liewen a wéi mer haut zesummeliewen. Eng Steierpolitik, déi vläicht net onbedéngt de Mariage esou staark an de Vierdergrond stellt, mä éischter probéiert, d'Kanner ze stäerken.

Eng Steierpolitik, déi awer och konsequent lenkt, amplaz oft dat eent a gläichzäiteg de Contraire nach ze ënnerstëtzen. Eng Steierpolitik, déi nohaltegt Handelen ënnerstëtzt. Eng Steierpolitik, déi Investitiounen an eis Ekonomie fördert. Eng Steierpolitik, déi dem Stat an de Gemenge sécher Recettë fir d'Zukunft liwwert.

Eng Steierpolitik awer och, déi net esou staark méi op Nische baséieren däerf, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, well mer jo riskéieren, an Europa lues a lues déi Nischen do méi enk gemaach ze kréien a se iergendwann eng Kéier net méi do sinn.

An da virun allem awer och eng Steierpolitik, déi previsibel ass. Eng Steierpolitik, déi previsibel ass fir d'Bierger vun dësem Land a fir d'Entreprisen, déi haut hei sinn an déi, déi mer nach wëllen iwwerzeegen, op Lëtzebuerg ze kommen an ze investéieren. Duerfir steet d'Demokratesch Partei fir eng allgemeng Steierreform an net fir dat Gepiddels, wat mer momentan gesinn, wou eigentlech Joer fir Joer eng Rei vu Recettë sollen an d'Luucht gesat ginn iwwer Steiererhéijungen.

D'Steierpolitik vun der Regierung huet net déi dote Kohärenz an duerfir muss se och eng Kéier grondsätzlech a Fro gestallt ginn, well och d'Steierpolitik muss enger neier Realitéit ugepasst ginn, muss deenen neien ekonomesche Gegebenheeten hei zu Lëtzebuerg a ronderëm eis ugepasst ginn. A virun allem muss ee sech an der Steierpolitik kënnen op se verloossen. Et muss ee gesinn haut, wéi d'Steierlandschaft och a fënnef Joer ausgesäit.

Wa Leit haut hire Wunnsëtz eraussichen, wa Leit haut décidéieren, Betriber haut wëllen décidéieren, wou se wëllen investéieren, jo, da wëlle se och op d'mannst eng Confiance hunn, datt d'Steierpolitik an d'Steierlandschaft an deem Land sech net dramatesch an nächster Zäit wäert änneren. Leit a Betriber brauche Vertrauen an eng Steierlandschaft. A Betriber investéieren net, wa se fäerten, datt Joer fir Joer weider un enger Steierschrauf gedréit gëtt. Da wäerte se éischter zréckhalend sinn. An et ass sécherlech net dat, wat mer momentan brauchen.

Déi Defiziter vun haut, dat wëssen d'Leit am Land an dat wëssen d'Betriber, dat wëssen d'Investisseuren, d'Defiziter vun haut, déi riskéieren, d'Steiere vu muer ze ginn, well all déi Defiziter, déi haut gemaach ginn, wann d'Politik net ännert, muer mat Steiererhéijunge musse finanzéiert ginn, an d'Scholden, déi mer haut maachen, muer mat Steiererhéijunge mussen zréckbezuelt ginn. Duerfir däerfe mer net weider eng Politik maachen, déi schläichend eis Steierlandschaft verschlechtert, well et ass schlecht fir d'Ekonomie, et ass schlecht fir eis Kompetitivitéit, et ass schlecht fir d'Aarbechtsplazen, et ass finalement doduerjer och schlecht fir d'Steierrecettë vum lëtzebuergesche Stat.

An et kann een elo eigentlech net esou richteg kritiséieren, datt de Spëtzesteiersaz do ëm 1% an d'Luucht gaangen ass mat enger neier Tranche, déi agefouert gëtt. Et kann een och net richteg kritiséieren, datt elo déi Mindestbesteierung do eropgesat ginn ass. Et kann een och elo net richteg kritiséieren, datt et eng Katastroph wär, datt d'Besteierung vun de SOPARFIe vu 1.500 op 3.000 Euro eropgeet.

Mä wat ee muss kritiséieren, dat ass awer, datt deen Effort do riskéiert, all Joers musse gemaach ze ginn, a wa mer elo bei 1.500 Euro sinn an dann op 3.000 eropginn, dass d'Leit sech natierlech d'Fro wäerte berechtegterweis stellen, bei engem Defizit vun 1,1 Milliard an ouni d'Politikännerung: Jo, geet et esou weider? Si mer muer bei 5.000 Euro? Si mer muer bei 10.000 Euro? An hu mer net méi muer an iwwermuer e Spëtzesteiersaz vun 39%, mä leie mer wäit do driwwer? Geet et weider mat der Solidaritéitssteiererhéijung, esou wéi et déi lescht Joren de Fall war?

Well déi Froen, déi wäerte sech jo stellen, spéitstens an engem Joer erëm eng Kéier, wann d'Politik net geännert huet a wa mer et net fäerdegbruecht hunn, d'Dépensen erofzesetzen. An et ass dat, wat finalement schlecht ass fir de Standuert Lëtzebuerg a wat net oft genuch ka kritiséiert ginn!

De Jean-Claude Juncker an awer och de Lucien Lux hunn an de leschte Woche gesot, mir dierften net nëmme kucken dat, wat ënnert dem Strëch erauskënnt, mä och dat, wat iwwert dem Strëch steet. Si wollten domadder eigentlech zum Ausdrock bréngen, datt se keng Austeritéitspolitik wéilte maachen, datt se mat hirer Politik net de Choix vun deene künftege Generatioune wëllen hypothéquéieren, datt se déi sozial Kris, déi mer hunn an déi mer spieren, net duerch d'Aktioun vun der Politik a vun der Regierungspolitik wëlle verschlëmmeren.

Allerdéngs mengen ech - woubäi een dat doten alles esou kann ënnerschreiwen - allerdéngs mengen ech, datt ee mam Slogan: „Mir däerfe keng Austeritéitspolitik maachen" dat net esou däerf iwwersetzen, datt ee guer keng Politik méi mécht. An ech mengen, datt do d'Regierung awer emol nach eng Kéier eng Äntwert schëlleg ass, wat si dann ënner Austeritéitspolitik versteet. Wat ass an den Ae vun der Regierung, vun dëser Majoritéit Austeritéitspolitik?

Wär et Austeritéitspolitik gewiescht, wa mer d'Studiesubside méi sozial gestaffelt hätten? Wär et an den Ae vun dëser Majoritéit Austeritéitspolitik gewiescht, wa mer e seriöe Screening vun den öffentlechen Dépensë gemaach hätten? Wär et Austeritéitspolitik gewiescht, wa mer eng Gemengefinanzreform op de Wee bruecht hätten, opgrond vun engem Rapport, dee scho viru Joren hei an der Chamber op den Dësch komm ass? Wär et Austeritéitspolitik gewiescht, wann een definitiv den Accord salarial bis op eng Zäit no der Kris verluecht hätt, nämlech dann, wann et eis erëm géif besser goen a mer eis dat dote kéinten erlaben?

Wär et Austeritéitspolitik gewiescht, wann een d'Subventioune fir erneierbar Energien a fir Energiesanéierung éischter duerch Virfinanzéierungsmechanismen ersat hätt, fir esou de Leit wierklech ze hëllefen, aus der Energiefal erauszekommen? Wär et Austeritéitspolitik gewiescht, wa mer eng Rei vu Lenkungsinstrumenter nei géifen orientéieren, zum Beispill andeems mer eis kloer décidéieren, wat mer dann elo wëlle steierlech begënschtegen, den öffentlechen Transport oder den Auto.

Wär dat Austeritéitspolitik, wa mer géife versichen, eis Aarbechtsmaartinstrumenter méi effektiv ze maachen, andeems mer kucken, wat kascht eigentlech haut ganz vill Geld a wat bréngt ganz wéineg, a kucken, wou kënne mer Instrumenter en place setzen, déi manner kaschten, awer méi Resultater bréngen?

Wär dat Austeritéitspolitik, wann een eng allgemeng Steierreform géif ugoen, déi Investitiounen an d'Zukunft géif favoriséieren, amplaz datt se géif favoriséieren, datt eigentlech Geld op de Koup probéiert gëtt ze tässelen, déi Äntwerte géif ginn op eng Rei vun neie Forme vum Zesummeliewen an déi och en nohaltegt Verhale vun deem Eenzelnen, awer och vun den Entreprisë géif belounen?

Wär dat Austeritéitspolitik, wann een d'Wunnengsbaupolitik emol eng Kéier komplett nei géif ausriichten a kucken, wat de Leit da wierklech hëlleft? Ob déi Milliarden an Abermilliarden, déi de Lëtzebuerger Stat, pardon, Milliounen an Abermilliounen, déi de Lëtzebuerger Stat - elo hat ech mech ëm e puer Nullen do verdoen - Joer fir Joer an de Logement pompelt, ob dat de Leit hëlleft, fir dignement herno kënnen zu bezuelbare Konditiounen en Daach iwwert dem Kapp ze fannen? An datt och do eng Politik, déi vläicht manner kascht, méi kéint bréngen?

Un dëse puer Beispiller gesitt Der, datt mer hei am Land nach vill Potenzial hunn, dat mer notze kéinten. Vill Potenzial, dat mer notze kéinten, wa mer bereet wären, eng aner Politik ze maachen! An et ass eigentlech méiglech, mat manner Geld a villen Domäner eng besser Politik mat bessere Resultater kënnen ze maachen. Allerdéngs, fir dat ze erreechen, däerfe mer net weider un allem peche bleiwen, wat mer dann aus der Vergaangenheet kennen, musse mer bereet sinn, d'Saachen ze iwwerpréiwen.

Mir musse bereet sinn, eis Politikziler emol eng Kéier a Fro ze stellen. Mir musse bereet sinn, och emol eng Kéier d'Weeër, wéi mer déi Ziler do wëllen erreechen, kritesch ze hannerfroen. A mir mussen och eng Rei vun neien Ziler definéieren, déi sech awer opdrängen an ëmmer méi opdrängen an allen Domäner, sief et am sozialen Domän, sief et an der Erzéiung, sief et och an der Ekonomie.

Fir eis ass et duerfir ganz schlëmm, datt d'Regierung oft esou mécht, wéi wann eigentlech gëschter all sozial Problemer geléist gewiescht wären, virun der Kris. Fir eis ass et och net déi richteg Approche, fir ze soen, datt ee sozial Problemer virun allem mat Geld ka léisen an datt een duerfir keng strukturell Reformen, keng grondsätzlech Reforme bräicht ze maachen.

Mir mussen dach eigentlech hei am Land endlech ophalen, eis just mat Zuelen a mat Geld ze beschäftegen. Méi Geld ass gutt, manner Geld ass schlecht. Dat ass dat, wat oft an der Politik gemengt gëtt. Mä et geet awer net esou. Esou ass et nun eben emol leider net! Et kann och heeschen: Manner Geld mat intelligenter Politik bréngt besser Resultater.

Wat bréngen déi Gelder, déi mer an d'Mesures pour l'emploi investéiere Joer fir Joer, wa mer d'Leit net wierklech an Aarbecht bréngen? Wat bréngen déi Gelder, déi mer de Leit ginn, fir datt se sech en Haus oder en Appartement kënne kafen oder lounen, wann et esou ass, wéi de Lucien Lux hei virun zwee Deeg gesot huet, datt dat Geld ganz oft an der Täsch vum Promoteur géif landen?

Wat bréngen déi Gelder, déi mer an den öffentlechen Transport investéieren, wa mer gläichzäiteg den Auto an den Individualverkéier nach ëmmer d'selwecht finanziell ënnerstëtzen?

Mir mussen also léieren, d'Resultater vun der Politik nees ze kucken, an eben net just d'Zuelen, net just d'Budgetsmontanten ze kucken. Da kréie mer och hei zu Lëtzebuerg eng aner Diskussioun, eng Diskussioun, déi sécherlech och fruchtbar wär a wou mer flott Konklusioune kéinten draus zéien.

Ee Resultat, dat mer am Moment kennen an dat eis enorm Suerge mécht, dat ass, datt de soziale Lift hei zu Lëtzebuerg net méi fonctionnéiert. De soziale Lift, also d'Méiglechkeet, datt jiddweree seng Chancen huet, wann en dann och bereet ass, sech drunzeginn, datt jiddwereen um Départ, um Start a säi Liewen eran eng Chancëgläichheet huet, datt net deen ee scho mat engem schwéiere Rucksak muss un den Départ goen an deen aneren déi modernsten Turnschlappen unhuet. Net d'Gläichheet onbedéngt um Zil, mä dann, wann et drëms geet, fir fortzelafen als jonke Mënsch. Dat Zil kënne mer erreechen nëmmen duerch eng gutt Bildung. Dat Zil kënne mer erreechen duerch eng gutt a qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung.

Mä dat Zil erreeche mer momentan allze oft - allze oft - net, an dat ass schued fir ganz vill jonk Leit!

M. le Président.- Här Meisch, kënnt Der e bësselche méi lues schwätzen, wann ech gelift? Eis Interpretin kënnt net no.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Da gutt, fir de Retard opzehuelen, huelen ech emol eng Schlupp.

M. le Président.- Huelt emol eng Schlupp.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech muss mech also an den Äifer geriet hunn hei. Ech bieden, dat ze entschëllegen.

Wann et drëms geet, datt de soziale Lift nees fonctionnéiert, wann et drëms geet, datt mer och Resultater an eiser Bildungspolitik hunn, dann, mengen ech, musse mer och wëssen, datt et an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat ekonomesch esou opgestallt ass, wéi mer opgestallt sinn, eben nëmme mat der beschtméiglecher Formatioun geet. Well ëmmer dann, wann et ëm d'Zukunftsbetriber hei geet, ëmmer dann, wann et ëm ekonomesch Orientéierungen hei geet, da soe mer, mir mussen hei zu Lëtzebuerg un der Spëtzt vum Fortschrëtt leien, soss kënne mer ekonomesch keng Roll méi spillen.

Mir sinn eigentlech zu Lëtzebuerg mat all eise Systemer verdaamt do derzou, fir héichwäerteg Produiten an héichwäerteg Servicer unzebidden. A mir kënnen awer och net op där enger Säit just vu Fuerschung, vun Exzellenzproduiten, vu Matière grise schwätzen als eenzeger Matière première, déi Lëtzebuerg nach huet, a gläichzäiteg nokucken, wéi en Deel vun eise Kanner - an e groussen Deel vun eise Kanner! - leider ouni reell Perspektiven aus der Schoul kommen.

Fir datt dee soziale Lift do nees fonctionnéiert, brauche mer och Investitiounen an d'Zukunft. An déi Investitiounen an d'Zukunft, dat sinn net ëmmer nëmme Geldinvestitiounen. Do geet et och heiansdo ëm Grips, do geet et och heiansdo ëm Ustrengungen, déi musse gemaach ginn. Mir brauchen Investitiounen an eise Standuert. A grad duerfir ass d'Wirtschaftspolitik esou wichteg, fir datt, wann de soziale Lift da fonctionnéiert huet an et klëmmt een draus eraus, fir datt deen dann och kann an d'Méiglechkeet huet, op eegene Féiss ze stoen, nämlech andeems en eng valabel Aarbecht fënnt.

De soziale Lift nees un d'Fonctionnéieren ze kréien, dat heescht awer och, d'Kaderbedéngunge fir eis Ekonomie ze verbesseren. An do bleift nach villes ze maachen, obscho mer x Strategiepabeiere schonn hei diskutéiert hunn, mä déi leider de Pabeier oft net wäert waren, op deem se geschriwwe goufen.

An och de Premier schéngt et jo bis ewell nach net richteg ronnbruecht ze hunn, d'Simplification administrative da wierklech weiderzebréngen, well d'Resultater loossen och elo no enger Rei vu Joren, wou hie selwer dat zur Chefsaach erkläert huet, nach ëmmer d'selwecht op sech waarden.

Ech géif do emol proposéieren, vläicht einfach vun der Method hier eng Kéier en neie Wee anzeschloen, nämlech eppes, wat ee kéint bezeechnen als e permamenten europäesche Benchmark. Kommt, mir ginn hin a mir probéieren, déi Haaptkritären, déi da wichteg sinn, fir datt e Betrib heibleift, fir datt e Betrib sech hei usiedelt - wéi schnell kréien ech eng Autorisatioun, wéi si mer mat de Käschtestrukturen? -, alles dat ze kucken an ze vergläiche par rapport zu eisen europäeschen, zu den haapt europäeschen Handelspartner, an eis d'Zil ze setzen, eis zesummen d'Zil ze setzen, datt mer do un der Spëtzt leien, datt mer do bei deenen dräi Beschte leien an datt d'Mëttelmooss eben einfach net méi duergeet.

Ech mengen, esou ee permanente Verglach, dat kéint och deen néidegen Usporn si fir d'Politik, fir do permanent mussen nozebesseren.

De soziale Lift nees un d'Fonctionnéieren ze kréien, dat heescht awer och, eng kloer Strategie ze hunn, wann et drëms geet, fir Betriber respektiv Investisseuren hei am Land ze halen oder hei an d'Land ze kréien. An ech mengen och, datt et awer muss méiglech sinn - fir emol nach eng Kéier op d'Beispill Cargolux ze schwätzen ze kommen -, dat och demokratesch hei an enger Chamber an dobaussen am Land kënnen ze diskutéieren.

Sécherlech brauch e Lëtzebuerger Land auslännesch Investisseuren. Lëtzebuerg ass eigentlech grouss gi mat auslänneschem Kapital. An ech brauch hei d'Geschicht vun der Stolindustrie, vun der Finanzplaz a vun all deem net méi nach eemol ze verzielen. Lëtzebuerg huet enorm profitéiert vu Kapital, vun Know-how, vun Aarbechtskraaft, déi aus dem Ausland oft heihinnerkomm ass.

Mä et ass awer och esou, datt mir selwer als Lëtzebuerger Land oft eppes do derbäiginn hunn, an zwar eng Strategie, an zwar eng intelligent Gesetzgebung. An déi koum oft vun eis. A wann déi net gewiescht wär, da wär et och mat der Stolindustrie näischt ginn. Wann déi

net gewiescht wär, da wär et och mat der Finanzplaz näischt ginn.

Duerfir brauche mer ganz kloer eng Strategie, wat mer an deenen eenzelne Beräicher vun eiser Ekonomie wëllen a kënnen erreechen a wéi mer d'Kaderbedéngungen dann do mussen opstellen. Wann déi Strategie feelt, da geschitt dat, wat momentan am Beispill Cargolux geschitt ass, nämlech datt mer riskéieren, zum Spillball ze gi vun deenen Investisseuren. An dat kann eis net egal sinn!

Investitioune brauche mer gradesou an eis Infrastrukturen. An ech wëll elo net nach eng Kéier hei d'Diskussioun ronderëm den Tram opwerfen, déi den Här Spautz an den Här Bausch de Moien hei scho gefouert hunn, mä mir brauchen Investitiounen an eis Infrastrukturen, déi et och erlaben, datt mer eng ekonomesch Croissance an Zukunft nach hunn. An do ass awer eng vun de Konditiounen, datt mer d'Mobilitéit verbesseren hei am Land, well ouni verbessert Mobilitéit wäerte mer eng weider Wirtschaftscroissance zu Lëtzebuerg net kënne schëlleren.

An do gëllt et ebe grad, och dee Problem zesumme mat der Haaptstad konsequent unzegoen, well d'Haaptstad vun dësem Land ass den ekonomesche Motor vun dësem Land. A wann deen ekonomesche Motor soll weider kënne ronn dréinen, da musse mer de Problem vum Verkéier, vun der Ubannung ronderëm, mä och an der Stad konsequent och kënnen ugoen. Duerfir, mengen ech, däerfe mer net nach eng Kéier Zäit verléieren, fir alles erëm eng Kéier grondsätzlech a Fro ze stellen. Duerfir musse mer do handelen.

Ganz besonnesch, fir datt de soziale Lift awer ka fonctionnéieren, brauche mer Investitiounen an eis Kanner, déi muer all déi Aarbechtsplazen do och solle kënne besetzen. An dat fänkt an der Crèche un an hält op der Universitéit awer nach laang net op! Schoulreforme mussen endlech nees d'Kanner an de Mëttelpunkt stellen, si mussen endlech nees den Enseignant an de Mëttelpunkt stellen. An déi Reforme mussen och am Klassesall ukommen, jo, si mussen an de Käpp vun de Kanner ukommen, well soss wäerte se keng Resultater bréngen.

Mir mussen och probéieren, fir Uni a Fuerschung méi staark an den Déngscht vun der Lëtzebuerger Ekonomie nach kënnen ze stellen. Aner Regioune weltwäit, wou Universitéiten opgebaut goufen an de leschte Jorzéngten, hunn dat op eng exemplaresch Aart a Weis gemaach, hunn nei Entreprisen doduerjer grad kënnen unzéien, hunn hire bestehenden Entreprisen do nei Marchéen an neit Potenzial opgezeechent. Duerfir, mengen ech, muss déi Vernetzung nach méi staark ginn, musse mer méi kloer och do cibléieren, wou den Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie da wierklech läit.

Och hei, mengen ech, gëllt et, datt eben net et nëmmen drëms geet, fir méi Geld auszeginn, mä datt et och drëms geet: Wat erreeche mer mat deem Geld? Wat fir eng Ziler poursuivéiere mer domadder an erreeche mer déi Ziler och, déi mer eis gesat hunn?

Dat alles, mengen ech, solle mer an enger Wuesstumsstrategie zesummefaassen, well ouni Wuesstum verléiert dëst Land komplett seng Marge de manœuvre. Mir haten déi lescht fënnef Joer eigentlech an der Moyenne kee Wuesstum. Dëst Land stagnéiert quasi zënter fënnef Joer a mir sinn do, wou mer 2008 fortgaange sinn. A mir brauche Wuesstum, dat gesi mer all Dag, well da wäre mer sécherlech schonn e Schratt méi wäit. Mir brauche Wuesstum fir Beschäftegung. Mir brauche Wuesstum fir méi Steierrecetten. Mir brauche Wuesstum, fir eis sozial Ofsécherung am Équiliber ze halen. Mir brauchen eben och Wuesstum, fir de soziale Lift nees kënnen ufueren ze loossen.

Alles dat erreeche mer awer net, wa mer just all Joer en neie Spuerpak oder en neie Steierpak op de Wee bréngen, esou wéi CSV an LSAP dat jo och fir déi nächst Jore wëlles hunn. Dat kënne mer erreechen, wa mer bereet sinn, eng Rei vun neie Weeër ze goen.

Sécherlech musse mer och an deenen nächste Joren den Euro zweemol, heiansdo souguer dräimol ëmdréinen. Mir brauchen och eng grouss Steierreform, déi eis un déi nei wirtschaftlech an déi gesellschaftlech Realitéit upasst. Mir brauchen awer nach vill méi wéi dat. Mir brauchen eigentlech de Courage, fir eis Systemer un déi nei Realitéit do unzepassen. Gradesou musse mer eis op eng ekonomesch Relance konzentréieren, mat Innovatioun, mat neie Produiten, mat neie Marchéen.

An duerfir geet spueren a Steieren erhéijen nu wierklech net duer. Duerfir brauche mer an ëmmer méi Beräicher eng aner Politik. Amplaz vun engem Spuerpak, amplaz vun engem Steierpak brauche mer e wierklechen Zukunftspak fir Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Budgetsprojet 2013 hu mer et net onbedéngt mat engem Budget ze di wéi déi aner Joren. Ech wëll do net agoen op d'Gefillswallunge vum Budgetsminister bei der Presentatioun vun deem éischten Entworf. Mä et ass sécherlech déi éischte Kéier, zënter dass ech zumindest hei am Parlament sinn, dass et duerch eng direkt Awierkung vun de Chambersfraktiounen, an deem heite Fall de Chambersfraktioune vun der Majoritéit, zu enger Modifikatioun vun dem Regierungsprojet kënnt, iwwer Regierungsamendement, mä awer inhaltlech ofgestëmmt an der Koalitioun.

An ech mengen, en Nieweprodukt eigentlech vun där ganzer Diskussioun war och d'Ariichtung vun engem Koalitiounsrot, eigentlech eng Institutioun, déi et regelméisseg ginn ass an eisem Land bis Enn de 60er Joren an déi während e puer Jorzéngte vun der Bildfläch verschwonnen war an déi elo hei bei Geleeënheet vun deenen heiten Diskussiounen erëm agefouert ginn ass, wat awer och, mengen ech, d'Schwieregkeet an d'Sensibilitéit an zu engem gewëssenen Deel awer och d'Dramatik vun der Situatioun ënnersträicht, sou wéi se momentan gesi gëtt.

Lëtzebuerg beweegt sech net méi an deem Rhythmus vun deene leschte 25, 30 Joer. De Rhythmus vun der Wirtschaft huet geännert, d'konkurrentiellt Ëmfeld ass en anert ginn. An dat reglementarescht Ëmfeld ass amgaangen, sech praktesch vu Mount zu Mount ze änneren, haaptsächlech op europäeschem Plang. Déi Diskussioun, déi nach bis an d'déif Nuecht era gefouert gouf zu Bréissel ronderëm d'Bankenunioun, weist, wéi schnell sech allgemeng Regelen änneren, déi awer sécherlech och en direkten Impakt hei op d'Realwirtschaft, an deem heite Fall op d'Finanzplaz vu Lëtzebuerg, wäerten hunn.

Et ass och elo den éischte Budget hei vun deene leschte Joren, dee sech aschreift an eng nei europäesch Budgetsprozedur. Si ass nach net vill behandelt ginn eigentlech hei an eisen Diskussiounen. Mir diskutéieren eigentlech nach dëse Budgetsprojet wéi virdrun, ier et dat europäescht Budgetssemester ginn ass an ier d'„Sixpacken" décidéiert gi si respektiv d'„Twopacken" an der Diskussioun sinn an ier mer en Traité, dee mer nach net ratifizéiert hunn, en Traité ronderëm de Fiskalpakt ze applizéieren hunn.

An an deene Regele gëtt et Normen. An deene Regele gëtt et Budgetsnormen. An de Minister Frieden huet bei senger Virstellung gëschter drop higewisen, dass dëse Budget der europäescher Progressiounsnorm entsprécht: plus 3,65%.

Dat war, dat muss ee soen, beim Budget vun dësem Joer 2012 net de Fall! De Budget 2012, deen huet déi europäesch Budgetsnorm iwwerschratt, eng Norm, déi och wäert natierlech op europäeschem Plang kontrolléiert ginn.

Eng Budgetsnorm, an do musse mer eis och drop astellen - ech kommen herno nach drop zréck -, déi sech elo an deenen neien Texter iwwert deen neien europäeschen Traité net méi einfach op den nominale Sold vun den öffentleche Budgeten ausriicht, mä déi de strukturelle Sold vun den europäesche Budgete kuckt. Also, e Sold vun de Budgeten, deen aussergewéinleche Situatioune Rechnung dréit, deen zum Beispill och enger schwaacher Konjunktursituatioun Rechnung dréit, wat den nominale Budgetssold net mécht.

An do, mengen ech, wär ech frou, wa mer an eis Gewunnechten och déi dote Bewäertungsmatrix géifen erakréien an net an deenen alen Denkschemae verharren, wéi mer dat traditionell hei zu Lëtzebuerg bei de Budgetsdiskussioune gewinnt waren.

Mir mussen och, an ech mengen, do ass et un der Chamber, einfach dann d'Initiativ ze huelen, mir mussen och eis Budgetsprozeduren hei am Haus änneren. Dat ass eng Affär vum Reglement vun der Chamber. Och do ass kee Jota geännert ginn un den Texter, wéi se elo schonn x Jore bestinn, obwuel mir an der Praxis selwer jo och de Budget aneschters uginn, wou d'Diskussioune lassginn eigentlech an deenen éischte Méint vum Joer, wann et drëms geet, eisen nationale Plang fir Stabilitéit a Wuesstum op Bréissel eranzereechen, deen d'Regierung jo bis spéitstens Enn Abrëll muss der Europäescher Kommissioun respektiv dem Conseil matdeelen.

Et ass do, wou d'Weiche gestallt ginn. Et ass do, wou d'Chamber also och muss awierken. Et ass do, wou Konsultatioune musse gefouert ginn. An et ass eigentlech och do, wou eng öffentlech Debatt muss gefouert ginn. Da musse mer Stellung bezéien zu den eenzelne Momenter an där europäescher Budgetsprozedur, wat déi national Budgetsdokumenter ugeet.

A mir mussen eis hei d'Fro nach eng Kéier stellen, ob déi Aart a Weis, wéi mer hei d'Budgetsdiskussioun féieren, déi eigentlech eleng eng Generaldebatt ass iwwert d'grouss Linne vun der Budgetspolitik, déi a kengem Moment am Joer méi op déi eenzel Inhalter vun dem Budget selwer ageet - wat an eenzelnen Departementer geschitt, wat d'Initiativen an deenen eenzelne Politikberäicher sinn -, mir mussen déi dote Fro iwwerdenken, ouni vläicht an déi al Traditiounen zréckzekommen, déi mer eng Kéier haten, déi mer jo gemeinsam wollten ofschafen, well se och näischt bruecht hunn, wou mer praktesch zweemol am Joer eng sektoriell Politikdiskussioun iwwer sämtlech Felder haten: beim État de la nation am Fréijoer a schlussendlech am Dezember beim Budget.

Mä ech mengen awer, dass et wichteg wär, dass mer eng Kéier am Joer net nëmmen hei d'gesamt Resultater vun enger Budgets- a Finanzpolitik kucken, mä dass mer d'Inhalter vun der Regierungspolitik hei kënne kritesch diskutéieren, kontradiktoresch debattéieren. Mir mussen also och déi dote Froen hei mat eranhuelen, wa mer wëllen en Impakt och als Parlament op d'Regierungspolitik behalen.

Wichteg ass also ze gesinn, dass sech déi Lëtzebuerger Budgetspolitik - an dat kann net aneschters sinn aus politeschen Iwwerleeungen, awer och aus rechtlechen Iwwerleeungen - aschreiwe muss an déi europäesch Budgetspolitik, sou wéi se duerch europäesch Traitéen an aner europäesch Texter definéiert ass. An dat geschitt an deem heite Fall, net nëmme prozedural, mä natierlech och inhaltlech.

Elo kann een natierlech... An ech gesti gären an, dass d'LSAP kritesch steet zu muncher Ausriichtung vun der europäescher Finanzpolitik insgesamt, well mer der Meenung sinn, dass se ze eesäiteg eigentlech nëmmen op d'Sich no Budgetséquiliber ausgeriicht ass an net genuch, trotz dem Wuesstumspakt, eigentlech Wuesstumsconsidératioune mat berücksichtegt. Dat ass eng Kritik, déi mer formuléieren, déi mer probéieren, op europäeschem Plang geännert ze kréien.

Mä nach musse mer eis un déi Virgaben hei halen, déi an Europa geschéien, well wa mer wëllen aus där Kris hei erauskommen, kann dat nëmme gemeinsam duerch eng ofgestëmmte Politik an Europa sinn: Wirtschafts-, mä awer och Sozialpolitik, well déi sozial Dimensioun vun deem Europa eis besonnesch um Häerz läit. Mä dat kann net geschéien, wa kontradiktoresch Politiken an deenen eenzelne Memberstate gemaach ginn. Dann ass et evident, dass d'Eurozon an Europa wäert soubal net aus deene Schwieregkeeten erauskommen, an deene se momentan drastécht.

Wichteg ass also, dass mer bei der allgemenger Ausriichtung vun der Politik an Europa déi sozial Dimensioun net vergiessen, dass mer weider Diskussioune kréie ronderëm Mindestsozialstandarden an Europa, dass mer den Demokratiedefizit vun der ganzer europäescher Gouvernance économique, deen all Dag sichtbar gëtt, behuewe kréien. Bei all nei Décisioun, déi op europäeschem Plang geholl gëtt, mierkt een, dass se eigentlech net am Virfeld demokratesch op nationalem Niveau an och emol net op europäeschem Niveau op breeder Basis diskutéiert ginn ass. Dat sinn alles mangelhaft Ausriichtunge vun där Politik, an déi musse mer behuewe kréien. Dat ass zumindest d'Meenung vun eiser Fraktioun.

Ier mer op de Budgetsprojet 2013 agoe kënnen, mengen ech, muss een e Wuert awer och soen iwwert de Budget 2012. Dat ass jo d'Basis fir dee vun 2013, an deen erklärt esou munches. Dee Budget 2012, wéi en hei votéiert ginn ass a wéi en exekutéiert ginn ass, erklärt zum Deel eng Rei vun Ausriichtungen, déi mer hu missen huele bei deem Budgetsprojet fir 2013.

Dee Budget 2012 ass sengerzäit am Summer vun der Regierung festgehale ginn, am Summer 2011, an engem Moment, wéi - dat war eng Fënster vun ongeféier dräi, véier Méint - all Prognosen eigentlech fir 2012, och op europäeschem Plang, positiv waren, wou gemengt gi war, d'europäesch Wirtschaft géif erëm urappen a mir wären iwwert de Bierg. Schonn am Hierscht awer sinn éischt Rektifikatioune komm vun deene Prognosen, fir d'Éischt internationaler an duerno och dunn nationaler.

An dat huet derzou gefouert, dass mer net méi elo schwätzen 2012 vun engem Wuesstum vun 2,1% - dat war nach d'Grondlag vun der Opstellung vun deem Budgetsdokument fir dëst Joer -, mä dass mer eigentlech wahrscheinlech kënne frou sinn, wa mer en hallwe Prozent Realwuesstum 2012 wäerte kréien.

Deemools huet d'Regierung décidéiert - dat ass och esou akzeptéiert ginn hei an der Chamber -, dass keng Korrekture méi op der Regierungsvirlag géife gemaach ginn. Dat huet derzou gefouert, dass mer dann elo am Laf vum Joer gemierkt hunn, dass op där enger Säit d'Dépensë méi staark gewuess sinn, wéi gemengt gi war, an dann op där anerer Säit d'Recettë méi kleng gi sinn am Laf vun dësem Joer, wéi bei der Opstellung vum Budget gemengt gi war, wat natierlech am Endeffekt derzou féiert, dass den Defizit 2012 méi grouss ass, wéi dat bei der Opstellung vum Budget gemengt gi war. Dee soll ëm 2% fir de gesamtöffentleche Raum leien. An den Zentralstat wäert wahrscheinlech ëm 3,5% vum PIB Defizit ausweisen.

Doduerch kënnt dëst Budgetsjoer 2012 a Paragë vum Budgetsjoer 2004 - wéi richteg hei och schonn ervirgehuewe ginn ass, dat e Budget ënnert der Responsabilitéit deemools vun CSV an DP -, wat bis dato eigentlech dat Budgetsjoer war vun deene leschte 25 Joer, wou de gréissten Defizit beim Statsbudget ze verzeechne war. An deemools huet komescherweis kee vu Katastroph geschwat a vu katastrophaler...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Gutt, dass mir eng Kéier an där Regierung waren, soss hätt Dir déi lescht zéng Joer keng Ried kënnen halen, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...Entwécklung...

(Brouhaha et interruptions diverses)

Här Bettel, ech géif Iech déi Fro gär stellen: Firwat war d'Demokratesch Partei nëmmen eng Kéier an der Regierung an deene leschten aacht Joer?

(Brouhaha et interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bodry nozelauschteren!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Déi nächst zéng Joer kënne mir da soen: „Jo, deemools, wéi d'LSAP an der Regierung war...".

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Net esou hektesch, Dir Häre!

Une voix.- Ce n'est que la vérité qui blesse!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Net esou hektesch, Dir Häre! Et gëtt sécherlech Grënn, an ech mengen, dat ass de Wëlle vum Wieler, firwat dass d'Demokratesch Partei an deene leschten 20 Joer nëmmen - wéi si mengt: „nëmmen" - fënnef Joer an der Regierung war. Et huet vläicht och eppes mat där doter Politik ze dinn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ma dat gesi mer dann an zwee Joer.

Une voix.- Oh Mamm, oh Mamm!

Une autre voix.- Ech hat gemengt, Dir géift an der Gemeng bleiwen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech schwätze jo net vu...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi Resultater do vun...

(Hilarité et interruptions diverses)

Déi Resultater...

M. le Président.- Här Bodry, fuert viru wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Déi Resultater vun 2012 mat engem héijen Defizit besonnesch am Statsbudget, déi maachen en duebelen Effort eigentlech fir 2013 néideg - fir erëm op de Pak vun der Konsolidéierung vum Statsbudget zréckzekommen.

Insgesamt gëtt en Effort gemaach vun enger Milliard Euro. A wann ee géif d'Netupassung vun der Akommessteiertabell mat bäirechnen, da gëtt hei en Effort gemaach vun Defizitreduzéierung, déi bei iwwer 1,1 Milliard Euro läit. Deen Effort gëtt zu enger gudder Halschent um Niveau vun de Steiere gemaach, vun de Mehreinnahme gemaach, an zu enger klenger Halschent am Endeffekt, wann een d'Rechnung esou opstellt, um Niveau vun den Aspuerunge par rapport zu enger Ausgabentendenz, déi virdru festgeluecht ginn ass.

Dat ass historesch gesinn - an et muss een effektiv an d'80er Joren zréckgoen, fir ähnlech budgetär Efforten ze gesinn, fir den Defizit ze reduzéieren -, dat ass en immensen Effort, dee gemaach gëtt, en immensen Effort, dee verlaangt gëtt. Dat soll een an aller Däitlechkeet soen: Dat ass keng Bagatell!

Et ass och keng Selbstverständlechkeet, dass d'Regierung an d'Koalitioun op deen dote Schrëtt gaange sinn. Déi Defizitreduzéierung, déi hei gemaach gëtt, ass den Ausdrock vun

engem politesche Wëllen, dem politesche Wëllen, d'Verantwortung net deenen nächste Generatiounen opzebürden, mä d'Verantwortung elo ze iwwerhuelen an och derfir ze suergen, dass mer an Zukunft e staarke Stat a besonnesch och e staarke Sozialstat hei zu Lëtzebuerg weider hunn.

D'Approche vun der LSAP: Si ass eigentlech an hirem Wahlprogramm an iwwer Kongressbeschléss determinéiert - an eisem Wahlprogramm. An do hu mer ni en Hehl draus gemaach a sëlleche Rieden, offizielle Rieden, dass mer der Meenung sinn, dass mer eng vernünfteg Politik brauchen, dass een net ëmmer kann op Pomp liewen an dass mer progressiv - etappeweis, net op ee Schlag, mä etappeweis! - mussen no an no de Statsdefizit op en akzeptabelt Mooss reduzéieren. An dat ass gläichzäiteg - an dat ass méiglech, an et war bis elo méiglech! - sech ausgeschwat fir d'Erhalung vun eisem Sozialstat a fir seng nohalteg Ofsécherung.

De Minister Frieden huet geschwat a senger Ried gëschter vu Wuesstum. En huet geschwat vu Budgetséquiliber. An engem gewësse Moment huet e gesot, de Budgetséquiliber wär eng Virbedéngung fir de Wuesstum. Mir deelen déi doten Aschätzung nëmme bedéngt. Mir brauche béides: Mir brauchen am Endeffekt Wuesstum. Ouni nohaltege Wuesstum, ech wëll dat betounen, geet et net! Mä mir brauche sécherlech och Statsfinanzen, déi sech in etwa am Équiliber halen. Mä et gëtt awer och x Beispiller - hien huet d'Beispill vu Kanada genannt, fir seng Thees ze ënnermaueren -, et gëtt awer och x Beispiller, wou Länner duerchaus vill Wuesstum haten, iwwer länger Periode Wuesstum haten a gläichzäiteg awer och am öffentleche Beräich Defiziter gefuer sinn. Och där Beispiller gëtt et eng ganz Partie.

Däitschland, zum Beispill, ass awer e Beispill: Däitschland huet sech iwwer Jore verschéllt, och haut mécht Däitschland nach eng Neiverschëldung vu Joer zu Joer, och wa se e bëssen als Musterschüler no baussen an Europa optrieden. An Däitschland war awer och iwwer laang Joren ëmmer an ass nach haut d'Lokomotiv vun der ganzer europäescher Wirtschaft, huet also och Wuesstum generéiert.

Mir brauchen also béides: Mir brauchen eng verstänneg Budgetspolitik, déi net op eng Iwwerverschëldung ausgeriicht ass, a mir brauchen awer och permanent - an där Elementer sinn an dësem Budget dran! - Incitatiounen, fir de Wirtschaftswuesstum unzekuerbelen. Woubäi mer awer och musse realistesch sinn! Et wär jo schéin, wa mer hei zu Lëtzebuerg alles kéinte steieren iwwer eise Statsbudget. Ech mengen, et ass evident, dass eise Wuesstum vill méi ofhängeg ass vun deem, wat sech ausserhalb vu Lëtzebuerg mécht, wéi vun deem, wat sech a Lëtzebuerg selwer mécht.

Mir sinn eng oppen Ekonomie, eng Ekonomie, déi wéi keng aner europäesch Ekonomie e ganz klenge Bannemaart huet, awer selbstverständlech exportorientéiert ass. Dofir ass et evident, dass d'Entwécklung vum Uelechpräis, vum Pëtrolspräis, dass de Change tëschent Dollar an Euro an dass d'Coursë vun de Bourssen international méi e staarken Impakt hunn op de Wuesstum zu Lëtzebuerg wéi all national Aktioun, déi mer kënnen iwwert de Statsbudget huelen.

Do soll ee sech näischt virmaachen. Schéi wär et, wa mer alles dat kéinte steieren iwwert déi Décisiounen, déi mir hei als Parlament ze huelen hunn. Mä d'Wierklechkeet zu Lëtzebuerg ass eng aner. Nach soll een dee Spillraum notzen, dee mer hunn, fir eng Rei vu richtegen Zilsetzungen ze setzen a Korrekture virzehuelen.

Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren - de Marc Spautz huet et och a senger Interventioun gemaach -, dass, wa mer dee Budget 2013 kucken, een dee muss gesinn awer als ee Glidd vun enger Kette vu Budgetsprojeten zënter dem Ausbroch vun der internationaler Kris, wat jo awer am Ufank eng reng Finanzkris war, duerno eng Wirtschafts- a Sozialkris zum Deel ginn ass, an dass duerno eigentlech eng öffentlech Scholdekris an de Mëttelpunkt geréckelt ass - wat eigentlech nach net d'Diskussioun 2008 war, wéi et lassgaangen ass - an déi öffentlech Scholdekris zum Deel och mat där Bankekris ze dinn huet, well verschidde Länner sech zousätzlech hu misse massiv verschëllen, fir hire Banken ënnert d'Äerm ze gräifen, fir eng gréisser Katastroph ze verhënneren.

An dat hat villes ze dinn natierlech och mat de Spekulatioune géint Länner op de Finanzmäert. Dofir ass et wichteg, dass een och weider hannendrubleift, dass ee sech international, europäesch Regele gëtt, fir déi Finanzmäert do besser ze reguléieren, eng ganz Rëtsch vu spekulative Geschäfter anengt a souguer verbitt. Dat schéngt eng weider Viraussetzung ze sinn, fir dass mer dauerhaft eigentlech net méi kënnen an eng ähnlech Situatioun zréckfale wéi déi, wou mer elo dra sinn.

Europäesch ass - a Lëtzebuerg huet do voll matgemaach - fir d'Joren 2009 an 2010 eng antizyklesch Politik gefuer ginn, eng Politik, déi wëssentlech héich Defiziter a Kaf geholl huet, déi wëssentlech probéiert huet, d'Investissementer souguer eropzesetzen, fir eben aus där doter Kris erauszekommen. Mä esou eng Politik, dat ass awer och ganz kloer, kann een een, zwee, vläicht dräi Joer maachen. Esou eng Politik kann een net während fënnef an zéng Joer duerchzéien. Et muss eng Kéier de Moment komm sinn, wou een erëm probéiert, no an no an normal budgetär Verhältnisser eranzekommen.

Dat ass och genau dat, wat hei zu Lëtzebuerg geschitt ass. 2009 an 2010 war eng Budgetspolitik hei gemaach ginn, wou déi sougenannten automatesch Stabilisateure konnte spillen, wou eng Verschëldung bewosst a Kaf geholl ginn ass, fir eben d'Reprise ze ënnerstëtzen. No an no musse mer an eng méi normal Politik zréckkommen. Mir mussen dat awer esou gestalten, dass net iwwerreagéiert gëtt an dass mer ëmmer eng flexibel Äntwert op d'Problemer vum Moment ginn. Déi Problemer, déi kënnen eigentlech och, dat gesäit ee praktesch vu Mount zu Mount, änneren.

Déi Prognosen, dat schéngt mer haut eng Selbstverständlechkeet ze sinn, déi Prognosen, déi mer haut maachen, déi kënnen an dräi, véier Méint scho falsch sinn. Dat kann an déi eng oder et kann an déi aner Richtung goen.

Dofir huet d'Regierung jo och net an huet dës Koalitioun net gesot, mir wëlle stur en Zil usteieren, an egal wat geschitt, et bréngt eis näischt méi dovunner of. Mir hate fir d'Éischt emol fir zwee Joer en éischte Spuerpak festgeluecht. An do hu mer gesot, no engem Joer zéie mer e Bilan, da kucke mer, wéi d'Situatioun ass. An opgrond vun deem Bilan, deen deemools gezu gi war an opgrond vun deene bessere Prognosen, déi deemools do waren, ass décidéiert ginn, fir eng Rei vun Ausgabekierzunge respektiv Steieren net méi weiderzefëieren.

D'Krisesteier huet just fir d'Joer 2011 gespillt. D'Krisesteier huet net méi 2012 gespillt. Dat war eng politesch Décisioun, déi geholl ginn ass, well ebe reagéiert ginn ass op déi neisten Entwécklungen, esou wéi se sengerzäit viraussgesi gi waren. D'Wierklechkeet war e bëssen eng aner am Laf vun dësem Joer 2012, wéi dat 2011 gemengt gi war.

Esou musse mer och an Zukunft virugoen. Mir mussen en Zil virun Aen hunn, dat ass déi etappeweis Reduzéierung vun eisem Statsdefizit. Mir mussen awer och ganz kloer wëssen, wéit wäit dass mer do ginn. Well et ass scho richteg, an dat ass keng nei Erkenntnis, et ass scho richteg, dass all Reduzéierung vu Statsausgabe respektiv zum Deel och verschidde Steiererhéijungen en negativen Effet op de Wuesstum hunn. De Statec huet dat jo an deene leschte Wochen an Deeg nach eng Kéier virgefouert. Dofir muss ee besonnesch oppassen a virsiichteg sinn, wa mer praktesch a Stagnatiounssituatioune sinn.

D'europäesch Wirtschaft ass no un der Rezessioun an zu Lëtzebuerg schreiwe mer praktesch just eng schwaarz Null, wat d'Joer 2012 an eisem öffentlechen Haushalt ugeet. Dofir ass et immens wichteg, dass mer hei millimeterschaarf versichen ze reagéieren, net mat der Aaxt fueren, mä mam Skalpell probéieren, hei déi richteg Moossnamen ze treffen, déi eben och der allgemenger wirtschaftlecher an der allgemenger sozialer Situatioun ugepasst sinn.

Mir sinn der Meenung, dass, wann een dat Budgetsdokument hei kuckt, dass dat weiderhin e fortschrëttleche Budget ass, e Budget, deen zu 40% Sozialbudget ass, wou sozial Ausgaben domadder finanzéiert ginn. Iwwer fënnef Milliarden, wäit iwwer fënnef Milliarden Euro ginn och d'nächst Joer erëm a Sozialtransferten investéiert iwwert de Statsbudget, well mer eng ganz staark Fiskaliséierung hunn och vun eiser Sécurité sociale. An der Sécurité sociale sinn dat eleng 2,6 Milliarden. Et si knapp zwou Milliarden Euro am Familljen- an Integratiounsberäich. Et si 650 Milliounen Euro fir de Beschäftegungsfong, iwwregens e Beschäftegungsfong, deen am Joer 2008, also virun der Kris, 380 Milliounen Dépensen hat. Dee Beschäftegungsfong brauch also haut 40% méi, wéi dat nach viru knapp fënnef Joer de Fall war.

Et ass e Budget, deen och weider derfir suergt, dass wäerten am öffentleche Secteur direkt oder iwwert de konventionelle Beräich an Déngschtleeschtunge fir d'Bierger zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn, och am Joer 2013. Et ginn 1,7 Milliarden Euro investéiert direkt oder indirekt vum Stat iwwert dee Statsbudget 2013.

De staatleche Support fir d'öffentlech Fuerschung beleeft sech op 270 Milliounen, eng Verdräifachung an nëmmen dräi Joer. Am Schoul- an am Héichschoulberäich ginn insgesamt iwwer 1,5 Milliarden Euro investéiert respektiv gi lafend Käschten domadder gedroen, iwwert dee Budgetsprojet 2013. Dat ass awer eng Orientéierung, déi konform ass zur europäescher Wuesstums- a Beschäftegungsstrategie „Europa 2020".

Et ass, mengen ech, ëmmer erëm gutt, drun ze erënneren, an ech hunn den Androck heiansdo, zu Bréissel kënnt dat an de Vergiess, dass et wichteg ass, all déi budgetär Regelen, déi jo bis an de leschten Detail an deene leschte Joren ausgebaut si ginn a verschäerft si ginn, dass een déi verbënnt mat där Strategie „Europa 2020", déi emol eng Kéier d'Ambitioun hat, aus Europa déi grouss modern Wëssensgesellschaft ze maache mat nohaltegem Wuesstum, mat héijer Beschäftegungsquot. Et ass op dee Pad och vun der Dugend, wou mer an Europa erëm mussen zréckkommen.

An ech denken, dass dee Budgetsprojet 2013, wann een net kuckt, wat da vläicht op enger Plaz ewechgeholl ginn ass, mä wann ee kuckt, wat an deem Budgetsprojet 2013 drastécht, dass dat dann awer eng national Politik ass, déi awer konform ass zu der Grondausriichtung vun där europäescher Wuesstums- a Beschäftegungsinitiativ, hannert där mer voll stinn.

De Lëtzebuerger Stat gëtt net mat deem heite Budget zu engem schlanken, zu engem schwaache Stat. Et bleift e Stat, dee weider kann intervenéieren, dee korrigéieren an och fir eng sozial Ëmverdeelung suerge kann. An dat geschitt iwwert de Steiersystem. De Steiersystem huet als Haaptfonctioun, fir eng sozial Ëmverdeelung vum Räichtum virzehuelen.

Dat erkläert och, firwat dass mer als LSAP-Fraktioun vun Ufank un an all deenen Diskussiounen iwwert déi lescht Jore gesot hunn, wa mer eng Iwwerverschëldung wëlle verhënneren, wa mer wëlle verhënneren, dass mer eise Kanner Milliarde Schold mat op de Wee ginn an, ech mengen, domadder och hir Zukunft zu engem gudden Deel verbauen, dass mer da musse korrigéieren.

Mir hu gesot: „Éischter op der Säit vun den Einnahmen, net fir d'Alleréischt bei de sozialen Transferten - loosse mer kucken, wat vu Méieinnahmen dran ass." Dat ass eng klassesch Positioun vun der LSAP a war bis dato och ëmmer eng klassesch Positioun vun de Gewerkschaften.

Ech ka mech erënneren, dass de Kolleeg John Castegnaro nach virun deene leschte Chamberswahlen an engem Interview gesot huet: „Ma wa mer Sue musse siche goen, da musse mer se bei der Solidaritéitssteier siche goen", well ee jo weess, dass d'Solidaritéitssteier och de Beschäftegungsfong speist - et ass eng vun deene raren affectéierte Steieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn -, a well ee weess, dass d'Solidaritéitssteier eng progressiv Steier ass, well se sech op d'Akommessteier leet, eng Akommessteier, déi natierlech e progressiven Tarif och hei zu Lëtzebuerg huet.

Dofir hu mer gesot, de Spëtzesteiersaz, dee geet elo op 40% an d'Luucht. Ech erënneren drun, dass e bis Enn den 80er Jore bei iwwer 50% louch zu Lëtzebuerg - bei iwwer 50% louch! -, an deemools och nach 10% Solidaritéitssteier dropgerechent gi sinn, sou dass de bei bal 60% Besteierung waars, Taux marginal, an den 80er Joren. Dat war eng aner Welt! Dat ass gutt, dat huet sech och international anescht beweegt.

Mä et muss een awer soen, wann een dat heite schonn als völleg derniewent emfënnt, da muss ech soen, da muss een awer och zréckkucken a kucken, wat eng Kéier d'Situatioun war. Dofir si mir nach wie vor der Meenung, dass och beim Spëtzesteiersaz nach deen een oder anere Prozent no uewe Loft muss bleiwe fir déi nächst Joren, wann et net zu enger Stabiliséierung vun der Wirtschafts- a vun der Finanzsituatioun kënnt.

Mir hunn eis staark gemaach besonnesch och an Debatten hei d'lescht Joer an am Ufank vun dësem Joer fir eng Mindestbesteierung vun de Betriber - fir d'Éischt d'SOPARFIen an an der zweeter Etapp déi aner Betriber -, well mer et als fundamental ongerecht emfannen, dass et eng grouss Majoritéit vu Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi guer keng Akommessteier, guer keng Kierperschaftssteier bezuelen an iwwregens guer keng Gewerbesteier bezuelen, wat dann erëm eng Kéier d'Gemengen an deem heite Beräich strooft.

Dofir fanne mir et richteg, dass mer endlech deen dote Wee gaange sinn, an dat maache relativ wéineg Länner an Europa. Mä ech denken, dass der nach ëmmer méi deen dote Wee wäerte goen, fir eng Mindestbesteierung vun de Betriber anzeféieren, fir och all déi Ofschreiwungsméiglechkeeten, déi och bei de Betriber bestinn an déi natierlech vu ganz grousse Spezialisten och optimal ausgenotzt ginn, fir dass mer déi deelweis och kënnen zoumaachen. Wéi et sécherlech richteg ass, dass et och an deem heite Fall nei Besteierungsweeër gëtt, wat gewëssen aussergewéinlech Akommessen ugeet, déi mer notamment am Finanzberäich hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass déi Politik, déi mer duerchgezunn hunn an déi sech och erëmspigelt an deem Ganzen.

D'CSV hat ëmmer eng liicht aner Approche. Ech hunn ëmmer gesot: „Fir d'Éischt kucke mer, fir ze spueren, a wann dann eigentlech näischt méi dran ass am Spueren, da si mer och bereet, iwwer Steiererhéijungen ze schwätzen." À vous de juger, wéi schlussendlech déi Politik dann hei ausgeriicht ginn ass.

Op jidde Fall ass méi Steiergerechtegkeet fir eis Fraktioun en Diskussiounsthema, dat nächst Joer an déi Joren drop. Mir brauchen eng grouss ugeluechte Steierreform, net onbedéngt, fir ënnert dem Strëch ëmmer méi Steieren eranzekréien, mä fir méi Steiergerechtegkeet ze hunn tëschent deenen eenzelne Steierzorten. Fir méi Steiergerechtegkeet ze hunn,…

(Interruption)

…dat heescht, dass mer effektiv, menge mir, mussen iwwerleeën, ob een ëmmer op d'Akommes nach Steieren dropsetzt, ob een net de Besëtz…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …misst méi besteieren. Do huet sech an deene leschte Jorzéngten eng formidabel Entwécklung gemaach, dass de Besëtz bal guer net méi besteiert gëtt, wat fréier e klassesche Pilier vun eisem Steierrecht war, an op där anerer Säit d'Akommes ëmmer méi staark mat Steiere beluecht gëtt.

Et betrëfft awer och natierlech d'Privatpersounen an d'Betriber. De Finanzminister huet do eng aner Vue. Hie mengt, d'Betriber, do dierfe mer eis éischter nach bal just nach no ënne bewegen am Konkurrenzkampf mat deenen aneren. Kee streit of, dass een dat internationaalt Ëmfeld och muss berücksichtegen. Mä nach deele mer déi doten Approche net! Fir eis gëtt et keen Tabu, an och eng anescht ausgeriichte Betribssteier muss an eisen Ae Bestanddeel vun enger Debatt ronderëm eng allgemeng Steierreform sinn. Do kann een net ganz Secteuren einfach ausklammere vun där doter Diskussioun. Et muss een och d'Fro däerfe stelle ronderëm eng méi richteg Besteierung vun de Benefisser vun de Betriber.

Dat sinn alles Punkten, déi eise Fraktiounskolleeg, de Lux Luss, hei duergeluecht huet, mengen ech, an engem ganz flotten, liesbare Rapport a virun allem och mat Engagement hei mëndlech virgedroen huet. En huet och probéiert, iwwert déi lescht Méint als Rapporteur eng ganz aktiv Roll an der Gestaltung och vun der konkreter Budgetspolitik ze huelen. Ech soen him hei am Numm vun eiser Fraktioun en décke Merci fir déi vill Aarbecht, déi hien an deene leschte Méint…

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …an deem doten Dossier geleescht huet.

E Merci geet och un de Gilles Roth, och wa säi Sëtz eidel ass fir de Moment, fir seng Aarbecht als Rapporteur bei deem Steiergesetz, wat e feste Bestanddeel ass vun deem ganze Budgetspak vun dësem Joer.

Ech wëll mech ganz kuerz beschäftege mat der Fro - mä do wäerte mer eis ni eens ginn, heibannen net an dobaussen nach manner: Austeritéit. Ass dat hei en Austeritéitsbudget? Wat ass iwwerhaapt d'Definitioun vun der Austeritéit? Do geet et scho lass. Ass dat heiten en Austeritéitsbudget oder net?

Austeritéit, do denken ech, dass déi Leit, déi dat gebrauchen an net midd ginn, all Dag dat ze widderhuelen, dorënner verstinn: sozialen Ofbau. Ech verstinn, dass ee subjektiv dat Gefill kann hunn, well effektiv verännert sech hei eppes. D'Steiere ginn erop an eenzel Ausgabe gi gekierzt. Ech verstinn, dass ee subjektiv déi Impressioun kann hunn, wann een dat vergläicht mat deem, wat déi lescht 25, 30 Joer zu Lëtzebuerg geschitt ass, Usus war, wat zu Lëtzebuerg als normal ugesi ginn ass, wat awer an engem Bléck vu bausse sécherlech als eng anormal Entwécklung ugesi ginn ass, eng exzeptionell Boomperiod iwwer méi wéi zwee Jorzéngten.

Mä op där anerer Säit, wann een awer objektiv kuckt, wat dann an anere Länner Austeritéitsbudgete sinn, wat Austeritéitspolitik ass, da mengen ech, dass objektiv gesinn déi Definitioun och op de Budget 2013 net zoutrëfft. Mir si weiderhin e Land, an de Budget spigelt dat erëm, wou automatesch wäerten den 1. Oktober all Léin, Gehälter, Pensiounen ëm 2,5% eropgoen. Den 1. Oktober 2012 war dat de Fall. Den 1. Oktober 2013 wäert dat och weider de Fall sinn.

Mam Ënnerscheed dës Kéier, dass mat enger geschatener Inflatioun vun 1,9% oder 2% deelweis elo am Joer 2013 d'Leit kënnen dee Verlosch un Upassung, dee si déi lescht dräi Joer matgemaach hunn, kompenséieren iwwer eng Upassung vun hiren Akommessen, déi iwwert der Inflatiounsrat vun deene leschten zwielef Joer läit. Och dat, däerf ee vläicht soen, gëtt et a kengem anere Land.

Da stellen ech fest, dass am Ausland an esou Situatiounen net geschwat gëtt iwwer Erhéijung vu Mindestléin. Lëtzebuerg wäert säi Mindestloun erhéijen. Mir wäerten dat d'nächst Woch hei décidéieren. Ab 1. Januar ginn d'Mindestléin zu Lëtzebuerg eropgesat. Am Ausland ass Austeritéit gläichbedeitend mat Erofsetze vun de Léin, mat Erofsetze vun de Renten. Bei eis wäerten d'Léin an d'Renten do, wou mer en Afloss hunn, weider an d'Luucht goen, net méi an deemselwechte Mooss wéi virdrun, mä si wäerte weider eropgoen. An zu engem gudden Deel, ech kommen dorobber zréck, wäert et insgesamt kee Kafkraaftverlosch während der Kris hei zu Lëtzebuerg ginn. Dat sinn zumindest d'Zuele vun deene leschte Joren.

Bei eis gi keng Plazen am öffentleche Secteur ofgebaut, wéi dat aner Regierunge maachen. Souguer lénks Regierunge si gezwongen, opgrond vun der Situatioun an eenzelne Länner, op deen dote Wee ze goen. Dat maache mir net beim Stat, an och am gesamtöffentleche Secteur wäert weider agestallt ginn a wäerten och nei Posten entstoen am Laf vun deem nächste Joer. Dofir mengen ech, dass ee mat aller Contestatioun, déi ee kann hu fir déi eng oder déi aner Moossnam, awer soll och d'Realitéite kucken.

De Statec gëtt oft erbäigeholl a leschter Zäit, fir eng Rei vun Theesen ze ënnermaueren. Ech hu mer erlaabt, lescht Zuelen hei nozefroen, wat d'global Entwécklung vun der Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg ugeet, jo e ganz wichtege Facteur, well mat Recht och eis Partei ëmmer insistéiert, mir misste kucken, esou wäit wéi méiglech an där Kris déi Kafkraaft zumindest vun den ënneschte Kategorië bis an de Mëttelstand eran ze erhalen.

Abee, d'Zuele fir Lëtzebuerg vum Statec beleeën, dass bis elo an deene fënnef Krisejoren - loosse mer se esou nennen - , also vun 2009 bis - Schätzung - dann 2013, insgesamt gesinn déi Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen ass. D'Kafkraaft insgesamt vun de Lëtzebuerger, dat kann natierlech individuell changéieren an der Situatioun, an där d'Leit sech befannen. Insgesamt gesinn, wat de Revenu disponible ugeet hei, gesäit een, dass déi Kafkraaft hei insgesamt gesi liicht eropgaangen ass, 2013 also liicht méi héich läit, wéi dat am Joer 2008 de Fall war.

Mir haten an de Joren 2010 an 2012 souguer eng relativ däitlech Entwécklung no uewen, mat plus 2% am Schnëtt an deenen doten zwee Joer, a si war wéi gesot - awer vill méi liicht - 2009, 2011 a wahrscheinlech 2013 réckleefeg. Ëm 0,3% géif d'Kafkraaft erofgoen am nächste Joer. Och déi Chiffere géif ech bieden awer ze berücksichtegen, wann ee Kommentare mécht a wann een d'Situatioun vun haut kuckt respektiv d'Politike bewäert, déi elo ustinn.

Ech hu geschwat vun der Approche vun der LSAP, wat d'Budgetspolitik ugeet. Ech wëll och e Wuert soen zu der Approche vun der LSAP, wat d'Fro vun de Scholden a vum öffentlechen Defizit ugeet. Mir stinn zu deem, wat gemeinsam vereinbart ginn ass an enger gewëssener Situatioun, mat allen Nuancen, déi och an där Décisioun deemools dra waren.

Wéi dës Koalitioun ugetratt ass a wéi deen éischte Programme de stabilité vun dëser Regierungskoalitioun ausgeschafft ginn ass - dat war also Enn 2009, Ufank 2010 -, dunn hu mer eis festgeluecht, dass mer 2014 géifen ustriewen, de gesamtstaatlechen Defizit op null ze reduzéieren. Wann ech soen „gesamtstaatlechen Defizit 2014 op null", wat heescht dat? Dat heescht, dass de Stat eleng nach wäert Defizit féieren, mä dass eben duerch den Iwwerschoss an der Sécurité sociale, haaptsächlech am Pensiounswiesen, et wäert zu engem Équiliber kommen.

Mir hunn och festgeluecht, wat den Effort sollt sinn. Mir hu gesot, do muss wahrscheinlech en Effort gemaach ginn all Joers vun Defizitreduzéierung am Beräich vun 300 bis 400 Milliounen. An et ass gläichzäiteg och gesot ginn a geschriwwe ginn op Bréissel - et ass nozeliesen! -, dass dat doten Zil vum Defizit null fir 2014 an der Hypothees opgestallt ginn ass, dass mer an de Joren 2011 bis 2014 wäerten en duerchschnëttleche Wirtschaftswuesstum hei zu Lëtzebuerg hu vun 3%.

Mir wëssen, dass mer kënne frou sinn, wann an där doter Period de Wirtschaftswuesstum wäert am Schnëtt bei 1,5% leien, dat heescht, d'Halschent vun deem, wat mer ugeholl hate sengerzäit. An et ass och drageschriwwe ginn, dass, wa mer dat net erreechen an éieren nëmmen 2% erreechen, dann ass dat Null-Defizit-Zil 2014 net ze halen. Nozeliesen an den Dokumenter aus där doter Period.

Mir stinn zu deem, wat ofgemaach ginn ass. Mir wëllen eng weider Etapp och virbereeden 2014. Mir sinn awer och der fester Iwwerzeegung, dass dat Null-Defizit-Zil 2014 net ze halen ass an dass et och wirtschaftlech kee Sënn mécht, opgrond vun deene verännerte Wirtschaftsdaten, fir mordicus esou en Zil wëllen d'nächst Joer ze erreechen. En Effort ähnlech wéi dëst Joer vun enger Milliard ass d'nächst Joer net nach dropzetässelen. Dat ass reng onméiglech. Dat géif och dee ganz kümmerleche Wirtschaftswuesstum, dee mer hunn, definitiv hei zu Lëtzebuerg nach duerch Eegeverschëlde mat erofdrécken.

Effortë sinn ze maachen, dat ass ganz kloer, an deene Paragen, wéi se festgehale waren: 304 Milliounen d'Joer. Dat schéngt eng vernünfteg Linn ze sinn, déi ee sech gëtt. Mä et ass evident, an ech mengen, dass mer herno gemeinsam zu deenen dote Konklusioune kommen, wann d'Chifferen emol eng Kéier um Dësch leien. Do sinn ech ganz pragmatesch, an deenen dote Geschichte sinn ech sécher, dass mer gemeinsam wäerten dat dote festleeën.

Et muss ee jo och feststellen, dass all, praktesch all déi aner europäesch Länner hir Ziler, déi si sech och eng Kéier gesat hunn, déi se och Bréissel matgedeelt hunn, een, zwee Joer schonn no hanne geréckelt hunn, respektiv zum Deel souguer mam Accord vun offiziellen europäesche Stellen. Anescht wäert et hei och, denken ech, zu Lëtzebuerg net goen.

Firwat mengen ech, dass ee sollt och hei net a Katastrophismus verfalen? Am Extrait vum Här Etgen senger Pressekonferenz, do hunn ech matkritt: „...katastrophal", „Katastroph!", also, ech hu geduecht: „Merde, du muss direkt hei vu Lëtzebuerg fortplënneren! Dat Land, dat geet elo wierklech d'Baach eran an deenen nächste Méint. "

(Interruptions)

Wirtschaftswuesstum ass och eng Fro vu Vertrauen. A mir sollten net hei duerch iwwerdriwwent, iwwerzeegt, parteipolitesch motivéiert eigentlech Schlechtmaache vu Lëtzebuerg eis et an där schwiereger Situatioun, wou mer scho sinn, nach méi schwiereg maachen. Dofir, mengen ech, soll een ëmmer probéieren, och wann een an der Oppositioun ass probéieren, awer mat Aemooss eigentlech un déi dote Froen erunzegoen an an der Duerstellung och wäitestméiglech awer objektiv ze bleiwen.

Ech wéilt dofir e puer Zuelen och do nach zousätzlech nennen. Ech hu virdru geschwat, mir musse räsonéieren an Zukunft - Europa verlaangt dat - net an nominale Solde vu Budgeten, mä a strukturelle Solde vu Budgeten. An och do wollt ech dann déi lescht Zuele soen, déi ëmmer esou liicht ënnerginn an den Debatten, wou ee laang muss sichen, fir se op engem Tableau eigentlech och zesummen ze fannen.

Do gesäit een, dass Lëtzebuerg eigentlech, wat de Solde structurel ugeet, well mer momentan e schwaache Wirtschaftswuesstum hunn an dat jo mat berücksichtegt gëtt an der Berechnung vum Budgetssold, dass mer eigentlech liicht am Boni leien, dass mer 2011 mam Solde structurel en Iwwerschoss hate vun 0,5%. Dat ass eisen „mid-term objective", wéi e momentan nach an Europa gëllt - Zil eigentlech erreecht!

2012 - mir wëssen, dass et do zu Dérapagë komm ass an eis Effortë fir ze spueren nogelooss haten - wahrscheinlech minus 0,7%. Mä och fir 2013 geet de Statec dovunner aus, no senge leschte Berechnungen - déi kënnen ëmmer nach changéieren, dat wësse mer -, vun engem liichte Plus. Plus 0,2% wär den öffentleche Sold hei zu Lëtzebuerg, de Solde structurel, well mer eben dovunner ausginn, dass mer vläicht nëmmen héchstens 1% Wirtschaftswuesstum wäerten 2013 hunn, sou dass een also och net däerf hei iwwerdreiwen an déi aner Säit.

Net minimiséieren, wat d'Schwieregkeeten ugeet: Mir wëssen, dass sech d'Emfeld total amgaang ass ze verännere an dass mer eis effektiv mussen nei opstellen, dass mer net kënnen esou weiderfueren an deem Train-train, wéi mer dat elo iwwer laang Jore kannt hunn. Mä ech wiere mech awer och dergéint, dass een alles schlecht mécht a mécht, wéi wa mer wierklech just nach een Zentimeter virun engem risege Lach géife stoen, wou mer all Moment riskéiere géifen dranzefalen. Dat ass net wouer! Dat gëtt och duerch déi objektiv Zuelen hei eigentlech beluecht.

E Wuert och zur Schold. D'Schold ass an eisen Aen a priori näischt Schlechtes an näischt Guddes. Ech mengen, et ass net richteg, fir all Schold a priori als onsënneg an als schlecht ze betounen. Et si vill Leit, déi Gemengebudgeten ze verwalten hunn, wat jo och öffentlech Budgete sinn, an déi wëssen hoergenau - an am Private geet et jo net aneschters -, dass een eng Rei vun aussergewéinlechen Ausgaben een duerchaus kann iwwer Emprunt deelfinanzéieren. Ech soen deelfinanzéieren, net ganz finanzéieren, deelfinanzéieren! A wat eigentlech fir de Privathaushalt, wat fir d'Gemengepolitik richteg ass, ka fir d'Statspolitik net falsch sinn.

Dofir, mengen ech, muss d'Zil net sinn, däerf et vläicht souguer aus wirtschaftlechen Ursaachen net sinn, fir absolut all zousätzlech Schold ze verbannen. Mä mir brauche sécherlech, an et mécht Sënn fir eng Rei vun Investissementer, wat schwéier Investissementer sinn a grouss national Infrastrukturen, a grouss Netzer, do brauche mer riseg Zommen. An et ass normal, dass net nëmmen déi Leit, déi haut eigentlech Steierzueler sinn, dofir mussen de Kapp hierhalen, mä dass een deelweis déi Investissementer, déi wierklech op Jorzéngte wäerten do sinn, dass een déi och deelweis iwwer en Emprunt mat ofleet op aner Generatiounen.

Déi Politik do, déi hätte mer gären. Eng Politik, déi also, géif ech soen, vernünfteg och mat der Scholdefro ëmgeet, d'Scholden net verdäiwelt, och d'öffentlech Scholden net verdäiwelt, mä se probéiert geziilt anzesetzen.

Et ass awer och gradesou evident, dass mer eis déi nächst Jore Statsbudgete mat 1,5, mat zwou Milliarden zousätzlechen Emprunten all Joers net kënne leeschten, zemools well mer wëssen, dass den Total vun den Investissementer vum Stat direkt an indirekt bei ëm 1,7 Milliarde läit. Dat heescht, mir sinn also relativ no um Punkt drun, wou mer an d'Situatioun erakommen, dass mer schonn ufänken, net méi Investissementer iwwer Emprunten ze finanzéiere beim Stat, mä wou mer riskéieren unzefänken, reng Fonctionnementskäschten iwwer Emprunten ze finanzéieren.

Dat ass fir d'Gemengen absolut duerch d'Gesetz verbueden. Dat ass och fir de Stat sécherlech net richteg. Dofir, wéi gesot: keng Verdäiwelung, mä awer och kloer gesinn, wéi d'Realitéit ass a plädéiere fir e vernünftegen Émgang mat där Scholdefro do.

Momentan, dat ass ganz kloer, mat deenen niddregen Zënssätz, déi mer zum gudden Deel wéinst dem Triple-A hunn - dofir musse mer och alles maachen, dass mer dee Qualitéitslabel do als Lëtzebuerger Land behalen! -, ass d'Charge vun der Dette nach duerchaus ze erdroen. Si ass, dat ass wouer, dräimol méi héich wéi virum Ufank vun der Kris, beleeft sech op 220 Milliounen. Mä déi 220 Milliounen, déi muss ee jo awer mat engem Gesamtbudget och a Verbindung brénge vu 14 Milliarden.

Sou dass ech soen, dass dat elo verträglech ass bei den niddregen Zënsen, mä dass mer do awer och mussen oppassen, dass mer do natierlech och ënner Observatioun stinn an Europa a vun de Ratingagencen, sou dass ee sech do och sécherlech keng Folië kann erlaben. Mä momentan kréie mer dat ganz gutt hei nach gehandelt.

De Budgetsrapporteur huet mat Recht op d'Noutwendegkeet higewisen, Courage ze weisen. Ech mengen, dës Regierung, dës Koalitioun huet Courage bewisen a Froen, wéi virdrun eigentlech nach keng Regierung Courage konnt opweisen. Obwuel eigentlech d'Problematik schonn, zumindest deelweis, bekannt war.

Dat lescht Beispill ass d'Rentereform. Eng Rentereform, déi ech nach wie vor als richteg, als ausgeglach, als zukunftsweisend gesinn, well se ebe scho reagéiert proaktiv, net waart, bis d'Kand am Pëtz läit, mä elo probéiert, effektiv eng gewësse Weichestellung virzehuelen, fir effektiv net egoistesch, net kuerzsiichteg alles dat festzehalen, wat mer haut hunn, mä ze probéieren, manner vläicht ofzewälzen op déi, déi no eis kommen. Dat ass eigentlech déi richteg Politik.

Mir maachen et esou, dass mer hëllefen ofzesécheren an dass mer hëllefen, fir och de Grondfonctionnement vun eisem generéise Sozialsystem, op dee mer houfreg sinn, iwwer laang Joren nach kënne weider ze halen.

Ech géif mer wënschen, dass dës Koalitioun - mä d'Zäit gëtt knapp! - deeselwechte Courage zum Beispill och hätt bei der Reform vun de Gemengefinanzen, wou vill diskutéiert, vill studéiert ginn ass, wou mer elo opgrond vun deene Studien op engem Punkt ukomm sinn, wou Décisioune musse kommen, wou Neel mat Käpp gemaach musse ginn, wéi dat ëmmer esou schéin heescht. De Minister seet, dat wäert kommen. Ech huelen e gäre mam Wuert.

Ech hoffen, dass en effektiv dat doten duerchzitt, well mir wëssen, dass mer hei kee Konsensus wäerte kréien! Hei si mer an engem Punkt dran, wou jiddweree rechent a wou mer zwar déi hehre Prinzipien op enger Säit hunn an d'Rechemaschinn op där anerer Säit. Besonnesch schwiereg gëtt et elo, déi Reform duerchzezéien. Do ass eigentlech déi gutt Fënster verpasst ginn, fir d'Reform ze maachen, an engem Moment, wou d'Gemengefinanze stagnéieren.

Dat wär och e Message, deen ech awer géif un d'Regierung ginn, wou ëmmer nach esou d'Meenung ass: Ma d'Gemengen insgesamt, deene geet et jo am Fong formidabel, a mir als Stat, mir musse kucken, d'Enner beieneenzekréien.

Et ass wouer: Insgesamt gëtt et héich Reserven. Insgesamt sinn d'Bonië vun de Budgeten och an de Gemengen 2011 - déi lescht Zuelen, mä 2012 och wahrscheinlech - héich. Mä hannert deem Gesamtbild verstoppe sech ganz verschidden, grondverschidde Situatioune vun enger Gemeng op déi aner.

Gemengen, déi pro Kapp, heiansdo ouni dass dat iergendwéi mat méi Chargen a méi Besoinë verbonnen ass, dat Duebelt kréie wéi aner Gemengen, dat ass net richteg. Dat muss geännert ginn. Do musse mer déi Span méi kleng kréien, awer gläichzäiteg selbstverständlech gewëssen national Aufgaben oder regional Aufgabe berücksichtegen, déi déi eenzel Gemengen hunn, déi mer dann ze definéieren an ze chiffréieren hunn.

Ech mengen, op esou enger Basis misst een, wann ee verstänneg ass a wann e Minimum vu Solidaritéit och nach tëschent de Gemenge besteet, kënne weider räsonéieren.

Mä e Weiderschreiwen an enger Krisesituatioun vun där doter Situatioun, dat ass eng Zäitbomm, déi tickt an déi wäert zu déckem Zoff am Gemengesecteur féieren, wann net do eng Reaktioun kënnt.

E puer Chiffere just, fir dat ze ënnermolen. Et ass gekuckt ginn, wat d'Moyenne ass am ganze Land pro Kapp, wat dann esou vum Stat iwwer Bedeelegung u Steieren un d'Gemenge weidergefouert gëtt all Joers. Dat sinn also déi net affectéiert Einnahmen, déi d'Gemenge kréien, déi net direkt op eng bestëmmten Ausgab higeziilt sinn. Do muss ee wëssen, dass mer hei zu Lëtzebuerg sechs Gemengen hunn - sechs Gemengen! -, déi iwwert der Moyenne leien. An all déi aner iwwer honnert leien ënnert der Moyenne!

Dat ass d'Verdeelung momentan, wéi dee ganze System vun den Haaptakommesse vun de Gemengen ausgeriicht ass. Wat mer brauchen, sinn also eng méi gerecht Opdeelung tëschent de Gemengen, méi stabil Finanze fir d'Gemengen, déi méi berechebar sinn, déi wäitestméiglech sollen eigentlech un déi vum Stat ugepasst sinn.

Dann natierlech misst awer och derfir gesuergt ginn, dass, wann nei Aufgaben op d'Gemengen iwwer e Gesetz duerkommen, d'Gemengen awer och dofir kënnen eng Kompensatioun kréien a selbstverständlech och e System hunn, dee konform ass zur Landesplanung, konform ass zum IVL respektiv och deelweis konform ass zum Pacte Logement, wou mer all déi Froe schonn eng Kéier diskutéiert haten.

Well déi doten ongläich Situatioun an den Einnahme spigelt sech och erëm an de Reserve vun de Gemengen. Do ass een direkte Lien. Et huet also wéineg mat gudder Haushaltspolitik an de Gemengen ze dinn, dat gesäit ee ganz kloer. Et si genau déi Gemengen - an et ass eng Handvoll -, déi ganz vill net affectéiert Einnahme vum Stat kréien, déi bei Wäitem déi déckste Reserven hunn. Enorm Reserven!

Dräi Gemengen hei am Land hunn iwwer zwee Drëttel vun de Reserven. An all déi aner Gemengen, déi deele sech de Rescht. Dat heescht, dat Bild, wat ee schonn huet an den eenzelne Budgeten, dat fënnt sech och erëm an de Reserven, dat Spigelbild eigentlech vun der Vergaangenheet.

Dofir ginn ech net midd ze soen: Et muss reagéiert ginn! Well wann d'Gemengen, och dat gesäit een, grosso modo nach eens gi mam Budget 2013, 2014 komme vill Gemengen net méi mat den Enner beieneen. Da gëtt et onheemlech enk. Da muss onheemlech d'Schold eropgoen oder et kënnt zum Kappe vun anere Punkten, well, dat muss een och gesinn, d'Gemengen net deeselwechte Gestaltungsspillraum hunn, wéi de Stat dat huet.

Bei de Gemengen, zemools deene gréissere Gemengen, do mécht de Personalbudget gutt d'Halschent aus, gutt d'Halschent vum ordinäre Budget. Beim Stat sinn et 20%. Dat heescht, alles, wat sech also op där doter Front mécht, ouni emol ee Posten nei ze schafen, bréngt ebe mat sech, dass et do zu enger praktesch Null-

Marge-de-manœuvre an anere Politikberäicher kënnt, eleng duerch den Automatismus, deen iwwert deen dote Wee besteet.

Ech wëll och nach eng lescht Zuel nennen. Wann ech vergläiche mam Kont 2011, dat sinn also déi lescht Fixzuelen, an ech kucken elo d'Previsioune fir 2013, dann hunn d'Gemenge matgedeelt kritt, dass si zimlech genau 2013 mat deene Sue kënne rechne wéi virun zwee Joer. Dat heescht, 0% derbäi, e klenge Minus souguer par rapport zu 2011. Dem Stat seng Einnahmen, seng lafend Einnahme ginn awer an därselwechter Period, wann ech do de Kont 2011 vergläiche mam Budget 2013, ëm 8% an d'Luucht.

Do ass sech amgaangen eng Schéier ze bilden, déi bedenklech ass a wou et wichteg ass ze reagéieren. Dofir mengen ech, dass et gutt ass, dass déi Fro vun de Gemengefinanzen an der Diskussioun ass. Si ass vläicht net um richtegen Enn ugepaakt gi vun der Subventionéierung, mä och doriwwer muss ee schwätzen, dat däerf och keen Tabu sinn.

Mä nach wie vor mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer dee Blocage, deen iwwer Jore besteet an där doter Fro, ewechkréien an dass mer zerguttst iwwer eng Neigestaltung vun der Steierlandschaft bei de Gemenge schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass a Moud natierlech, d'Regierungspolitik ze kritiséieren. An de Rapporteur huet et och gesot: Deenen enge geet se ze wäit, deenen anere geet et net wäit genuch. Wat virun allem mer opfält, ass awer déi Virulenz, mat där eigentlech hei kritiséiert gëtt. Ech mengen, ech gesti gären an, dass munches an der Virbereedung vun den Décisiounen, munches och an der Kommunikatioun vun deenen Décisiounen net esou gelaf ass, wéi dat wënschenswäert gewiescht wär. Dat muss een hei frank a fräi agestoen.

Ech mengen awer nach wie vor, wann ech d'Resultat elo kucken a wann ech d'Haapt-, déi grouss Chiffere kucken, déi eis hei virleien, dass d'Resultat awer richteg ass an dass mer eis elo eng Aarbechtsmethod och ginn, fir déi nächst Joren eng Radiografie ze maachen an deenen eenzelne Politikberäicher, eng Evaluéierung ze maachen, wat mer scho jorelaang froen, vun deenen eenzelne Moossnamen, déi d'Regierung hëlt, fir kënnen och déi richteg Décisioun ze huelen an déi och rationell no bausse kënne weiderzevermëttelen. Dat ass d'Aufgab, mengen ech, op déi Politik ze kucken.

Ech hu bis elo gespëtzt, ech si virwëtzeg, wat nach kënnt un Alternativen. Ech hunn dem Här Meisch hei nogelauschtert. En huet villes ugekënnegt: „Mir wäerten..., mir mussen...", mä dat alles sinn allgemeng, onverbindlech Iddië gewiescht, déi jiddweree vläicht an där enger oder anerer Form hei kéint soen.

D'Regierung ka sech deen dote Luxus net leeschten. An dës Koalitioun ka sech dee Luxus net leeschten a si huet sech dee Luxus net geleescht, bei allgemeng verbindlechen Aussoen (veuillez lire: bei allgemengen, onverbindlechen Aussoen) ze bleiwen, fir Niwwelbommen hei ze zünden, wou kee Mënsch weess, wat sech hannendru verstoppt.

D'Regierung huet Faarf bekannt mat enger Rei vu Moossnamen, wou keng populär ass! Wou keng populär ass! Dat wësse mer. Mir maachen dat jo net, well mer eis wëlle wéidoen, well mer de Leit wëlle wéidoen, well mer net frou mat de Leit wären. Mä mir maachen dat, well mer dat an dësem Moment als eng richteg Äntwert emfannen.

Mir mengen och, dass mer et ronnbruecht hätten, an der leschter Mouture vun dem Steierpak besonnesch, en Équiliber hierzestellen och tëschent Privatleitbesteierung a Besteierung vun de Betriber, deen eis wichteg war.

Mir mengen, dass mer et fäerdegbruecht hunn, déi ënnescht Schichten, déi kleng Leit - déi si fir mech emol fir d'Éischt wichteg, da kucke mer no de Mëttelschichten -, déi kleng Leit schadlos ze halen, wat all déi Moossnamen ugeet, déi musse getraff ginn, fir eis öffentlech Finanzen hei am Gläichgewiicht ze halen.

Ech hätt mer haut erwaart, et géif méi Konkretes komme wéi dat allgemengt Geplätschers, wat mer schonn x-mol héieren hunn, wat hei virgefouert ginn ass. Ech erkennen hei keng valabel Alternativ zu dëser Koalitioun an dëser Regierungspolitik, déi hei gemaach gëtt. An dofir wäert d'LSAP-Fraktioun och geschlossen dëse Budget stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Domadder wär d'Riednerlëscht fir de Moien erschöpft a mir géifen de Mëtteg um zwou Auer virufuere mat de Budgetsdebatten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.25 heures)

SÉANCE 16

JEUDI,
13 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite)

- *Discussion générale commune (suite): M. François Bausch (dépose une motion, interventions de M. Femand Boden et de M. le Ministre Luc Frieden, M. Marc Spautz pose une question, M. Xavier Bettel intervient), M. Gast Gibéryen (M. Luc Frieden et M. Camille Gira posent des questions; M. Luc Frieden intervient, M. Camille Gira, M. Luc Frieden et M. Félix Braz interviennent, M. Robert Weber pose des questions), M. Serge Urbany, M. Michel Wolter (M. Gast Gibéryen et M. Jean-Marie Halsdorf interviennent), M. Fernand Etgen, M. François Bausch (M. Robert Weber pose une question)*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6497 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6500 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir fueren dann de Mëtteg viru mat der Diskussioun iwwert d'Budgete respektiv iwwert de Projet de loi 6497. Ech hu fir de Mëtten nach ageschriwwe folgend Riedner: déi Häre Bausch, Gibéryen, Urbany, Wolter an Etgen. Als éischte Riedner haut de Mëtteg kritt dann elo den Här François Bausch d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

6497 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite)

Discussion générale commune (suite)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, véier Joer Wirtschafts- a Finanzkris hunn däitlech Spuren an de Lëtzebuerger Statsfinanzen hannerlooss. Déi direkt Käschten duerch dës Kris schloen zu Buch duerch steigend Sozialausgaben, virun allem bei de Chômage-Indemnitéiten, déi méi héich mussen ausbezuelt ginn. Héich Bäiträg, déi mer hu misse bezuelen, fir Banken ze retten, an och Risiken, déi mer nach droen duerch Garantië bei enger Bank.

Ech wëll drun erënneren, datt mer d'lescht Joer am Kader vum Budget eng Statsgarantie vun 2,7 Milliarden - also „mir", Dir hutt déi gestëmmt; mir hu se net gestëmmt - gestëmmt hu fir d'Dexia, fir datt d'BIL kéint aus der Dexia erausgeholl ginn. Dat sinn 2,7 Milliarde Statsgarantien, wou de Moment eis, loosse mer soen, nach näischt kascht hunn, mä eis nach ëmmer kënnen eppes kaschten.

Mä d'Kris huet och dozou gefouert, datt eis Steiereinnahmen, eis Recetten zréckginn. Si kennzeechent sech awer och duerch stagnéierend oder falend Realléin. An natierlech och duerch déi schlecht Konjunkturlag kréie mer manner Recetten eran, well d'Benefisser vun de Betriber, net all, mä mindestens awer deelweis, zréckginn.

Wann een eleng d'Mehrausgabe fir de Stat duerch de steigende Chômage kuckt, da gesäit ee schonn, wéi séier a wéi rapide datt verschidden Dépensë geklomme sinn. Mir haten 2008 nach e Chômage vu 4,8%, am Joer 2012 leie mer bei 6,1%. De Budget 2011 huet de Chômage eis nach 536,7 Milliounë kascht, am Budget 2012 waren et der scho 638,1 an d'Previsioun fir 2013 läit bei 682,6 Milliounen.

Dat heescht, hei ass awer och nach ze soen, datt dat éischter, géif ech emol soen, nach optimistesch Schätzunge si fir d'Finanzen, well heiranner si sécherlech net agerechent den Aarbechtsplazofbau, deen zum Beispill kënnt bei der KB, bei der Cargolux oder anere Betriber, déi de Moment net ganz gutt dostinn, soudatt een dovun aus ka goen, datt déi Previsioun fir 2013 vu 682,6 Milliounen éischter méi héich wéi méi niddreg wäert ausfale vun Dépensen.

Da gesäit een, datt de Mehrkäschtepunkt bei de Chômage-Indemnitéiten also tëschent, eleng tëschent 2011 an 2013 146 Milliounen Euro pro Joer ausmécht. Dat sinn enorm Onkäschten, déi, wéi gesot, mam steigende Chômage verbonne sinn.

Lëtzebuerg, de fréiere Musterschüler am PIB-Wuesstum an der EU, ass bei dem Wirtschaftswuesstum uerg ënnert d'Rieder geroden an dat huet natierlech déck Répercussioune sougutt op den Emploi wéi och op d'Recettësäit beim Stat. Wann een d'Wuesstumsmoyenne kuckt tëschent 1995 an 2008, do hate mer eng Wuesstumsmoyenne vu 6%, tëschent 2008 an 2013 komme mer nach knapp op 1% an der Moyenne, mat souguer engem Joer derbäi, wou mer Minuswuesstum haten, also wou mer am Minus louchen.

Ganz signifikant a problematesch ass fir eis awer, datt zënter zwee Joer mer souguer hannert engem vun eise gréissten Nopeschlänner leien, an zwar deem, wou mer och déi wichtegst Handelsbezéiungen hunn, Däitschland. Zënter zwee Joer leie mer, wat de Wuesstum ugeet, hannert Däitschland. Do muss ee laang zréckkucke goen an der Geschicht, fir dat ze fannen. Wann ech kucken, 2012 hat Däitschland e Wuesstum vun 0,8%. Mir leie virausiichtlech bei 0,4%. Fir 2013 ass an Däitschland e Wuesstum prognostizéiert vun 0,8%. Mir wäerten do bei 0,7% leien.

Dat heescht, dat ass schonn en alarmant Unzeechen, datt zu Lëtzebuerg zënter 2008 d'Welt sech wesentlech geännert huet par rapport zu deene 15 oder souguer 20 Joer virdrun.

Niewent den direkten Effekter vun der Kris schleefe mer awer och nach eng ganz Rei strukturell Problemer mat eis erëm, déi en net onwesentlechen Effekt op d'Statsfinanzen hunn. Dës hunn och näischt mat der Kris ze dinn, mä d'Kris huet se just méi siichtbar gemaach.

Sou sinn an deene leschten 20 Joer eng ganz Rei, ech nenne se emol sougenannten „Sozialmesuren" décidéiert ginn, déi duerch hir Onselektivitéit haut de Budget staark belaaschten. Ech wëll stellvertriedend duerfir eng erauszéien, well déi besonnesch erausstécht, dat ass déi ominéis Mammerent, déi d'CSV 2001 aus bëllegem elektoralem Gewënn duerchgedréckt huet; et hat kee se gefrot.

(Interruptions diverses)

Et hat kee se gefrot, mä d'CSV huet se, wéi gesot, aus elektorale Grënn duerchgedréckt. Déi kascht haut de Statsbudget 70 Milliounen...

(Interruption)

Gelift? Dach, mir hunn dergéint gestëmmt, Här Boden. Dir kënnt Iech dat vläicht net méi erënneren, mä et war awer esou.

(Brouhaha)

Déi kascht de Statsbudget haut 70 Milliounen Euro.

Mir schleefen awer och nach eng ganz Rei geféierlech strukturell Problemer, Här President...

M. le Président.- Hei, ech géif Iech bieden, Iech e bëssen ze berouegen an dem Här Bausch elo emol nozelauschteren! Herno kann nach jiddwereen d'Wuert kréien.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Si kënnen och all mat mir schwätzen, mä se sollen hei net nach vis-à-vis matenee schwätzen, well soss verstinn ech definitiv näischt méi.

(Brouhaha)

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Wou ass Äre Buergermeeschter, Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Gelift? Sidd Dir ewell... Dir sidd awer net Buergermeeschter, Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Neen, Äre Buergermeeschter!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Eise Buergermeeschter, wien ass dat dann?

(Hilarité)

Den Här Kox? Den Här Kox, oder wien?

(Interruptions)

Mir schleefen awer och nach eng ganz Rei geféierlech strukturell Problemer op eise Recettë mat eis ronderëm, déi eis riskéieren an den nächste Joren op de Kapp ze falen. Ech wëll do haaptsächlech der dräi eraushuelen.

Dat éischt ass den Tanktourismus. Den Tanktourismus mécht 7,8% vun eise Recetten am Moment aus, an et gëtt villfälteg Grënn, firwat den Tanktourismus wäert zréckgoen. Et gëtt sécherlech ekologesch Grënn, firwat e muss zréckgoen, mä et gëtt awer och ekonomescher, déi ganz kloer drop hindeiten, datt en zréck wäert goen, soudatt déi Nisch Tanktourismus lues a lues wäert verschwannen a mer net méi kënne mat deenen Einnahme rechnen.

Dann hu mer dodru gekoppelt den Tubaktourismus, dee mécht 4,8% vun eise Statseinnahmen aus am Moment, och eng Recette, déi an deenen nächste Jore ganz kloer éischter d'Tendenz wäert hunn, zréckzegoen.

An da kënnt de Commerce électronique, dee 5,7% am Moment vun de Statseinnahmen ausmécht. Do fale 70% mindestens ab 2015 zréck.

Dat heescht, mir wëssen haut schonn, datt mer Honnerte Millioune manner Recetten hunn ab 2015, an et gëtt awer esou gemaach, wéi wann dat de Moment net de Fall wär. De Budget gëtt diskutéiert, wéi wann déi Recetten nach bis éiweg kéinte weiderdaueren.

Mir schleefen awer och zënter Laangem en anere bekannten, awer enorme strukturellen Defizit mat eis ronderëm, nämlech deen, datt mer e wirtschaftleche Monolithismus hunn, eng Ofhängegkeet vun engem Wirtschaftssecteur, déi enorm ass, nämlech de Finanzsecteur. Dat ass näischt Neits, dat ass zënter 20 Joer bekannt.

D'Regierung huet, déi hei Regierung a virun allem eng vun deene Parteien, déi an där Regierung hei ass, weess dat schonn zënter 35 Joer an huet an deene leschten 20 Joer déi Situatioun einfach schleefe gelooss an näischt dozou gemaach.

Déi problematesch Situatioun vun eise Statsfinanzen huet deemno ganz ënnerschiddlech a facettëräich Ursaachen.

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, e bësse seriö elo hei nozelauschteren! Et ka jiddwereen herno nach intervenéieren, all Fraktioun huet nach méi wéi genuch Zäit. Mä loosst wann ech gelift d'Riedner ausschwätzen!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech soen Iech Merci, datt Der Äre Kolleegen hei riets e bësselchen an d'Gewësse riet.

M. le Président.- Et sinn net nëmmen d'Kolleege riets, Här Bausch.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Déi héieren ech awer am häertsten! Déi héieren ech awer am häertsten.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Déi héiert Der am léifsten.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Gelift?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Déi héiert Der am léifsten.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat hänkt dovunner of, wat se soen, Här Spautz.

(Hilarité)

Déi problematesch Situatioun vun eise Statsfinanzen huet, wéi gesot, deemno ënnerschiddlech a ganz facettëräich Ursaachen. Et gëtt externer, dat ass d'Kris, mä et gëtt awer och hausgemaachtener, an déi si scho laang bekannt an déi sinn duerch d'Kris, wéi gesot, just méi siichtbar ginn.

Duerfir ass och dem Finanzminister seng Rechtfertigungsschinn, fir ze maachen, wéi wann hien a seng Partei, déi elo, wéi gesot, ëmmerhin zënter 1979 onënnerbrach an der Regierung ass an onënnerbrach de Finanzminister stellt, wéi wa si keng Schold un där problematescher Lag fir d'Land hätten, déi ass falsch. Villes, wat haut als Begléckungsmomenter iwwert de Statsbudget finanzéiert gëtt an ni richteg duerchduecht war, ass ënner CSV-Responsabilitéit agefouert ginn.

Une voix.- Bal alles.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Vill... Jo, bal alles, dat ass richteg, bal alles!

(Interruptions)

Dir maacht awer just haut, wéi wann Der ni eppes domadder ze di gehat hätt.

Une voix.- Dat ass net wouer!

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Vill strukturell Problemer, vill strukturell Problemer vun haut...

(Brouhaha)

Här President, ech brauch haut zwou Stonne Riedezäit, esou wéi et ausgesäit.

Une voix.- Mä Dir provozéiert eis.

M. le Président.- Fuert elo emol virun, Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Vill strukturell Problemer vun haut sinn ënner bal 35 Joer CSV-Regierungspolitik ausgesat ginn an net ugepaakt ginn.

Une voix.- Richteg!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- D'CSV-Politik vum Scheckheft a vum Aussëtzen huet eis an déi heite Situatioun manövréiert, an duerfir ass et bal net auszehalen, wann de Finanzminister sech a seng Partei hei ëmmer wëllt duerstellen, wéi wa si déi wieren, déi d'Debatten iwwert d'Zukunft vum Land géife förderen.

(Interruptions)

Eleng an deene leschten dräi Joer hu sech an der CSV bal op alle Punkte Leit fonnt, déi dat eent an och de Contraire gesot hunn, wann et drëms gaangen ass, konkret ze handelen, fir d'Land aus der Kris ze féieren. An ech wäert nach mat Beispiller genuch kommen.

Nu ginn ech dem Rapporteur... Iwwregens muss ech soen, et war e ganz interessante Rapport. De Rapporteur huet e Rapport dëst Joer gemaach, deen ech mindestens deelweis als en Oppositiounsrapport ugesinn hunn. An e kritt natierlech paradoxerweis - mä dat kennzeechent dës Regierung jo och schonn an dës Majoritéit och schonn -, kritt en och nach vu sengem Koalitiounspartner derfir geklappt. Dat ass wahrscheinlech bonne mine au mauvais jeu gewiescht, wat hei gemaach ginn ass.

Mä, wéi gesot, en huet eng Rei Saachen am Rapport gesot, déi net falsch sinn. An ech ginn em duerfir och net onrecht, wann e seet, Katastrophismus wier falsch un der Plaz an datt Lëtzebuerg haut am Verglach mat aneren EU-Länner relativ gutt dostéing - nach -, wat d'Schold ubelaangt, déi öffentlech Schold ubelaangt.

An iwwerhaapt, muss een och soen, ass et verréckt, mat wéi enger Vehemenz d'international Scholdesituatioun an der Europäescher Unioun a virun allem an der Eurozon ugeprangert gëtt, wann een d'Realitéit kuckt a muss feststellen, datt d'Eurozon zum Beispill wäit manner verschëllt ass wéi England oder d'Vereenegt Staten. Et gëtt duerfir och net wéineg Ekonomisten, wéi zum Beispill den däitsche Wirtschaftsweise Peter Bofinger, dee mengt, mir sollten ophale mat der Spuerwut, mä elo emol fir d'Éischt d'Kris bekämpfen, fir Wuesstum suergen an dann d'Scholden ofbauen.

Dat ass och deene Grénge generell hir Meenung. Mir mussen awer oppassen, well, wéi gesot, mir hunn eng Rei strukturell Problemer, déi näischt mat der Kris ze dinn hunn, déi och scho virdru bestanen hunn, a mir mussen déi awer ugoen.

Zum Beispill eis enorm Ofhängegkeet vun engem eenzege Wirtschaftssecteur, dem Finanzsecteur, déi mécht eis besonnesch ufälleg. Well déi aktuell Kris vum Finanzsecteur ausgaangen ass, a well donc d'Léisunge vun der Kris och an der Aschränkung vun den Excèsen an der Liichtsënnegkeet vun der Finanzwelt leien, wäert dat natierlech staark Répercussiounen op eis Statsfinanzen hunn.

Well datt mer méi Reglementéierung am Finanzsecteur brauchen, well soss mer vun enger Kris an déi nächst schlidderen, mat ëmmer méi desastréise Konsequenzen, dovu misst d'Politik, hoffen ech, iwwerall an Tëschenzäit iwwerzeegt sinn. Mä wann de Finanzsecteur méi staark reguléiert gëtt, da wäert dat fir eis awer als Resultat hunn, datt dat gëllent Kallef, wat tëschent 1990 an 2008 Lëtzebuerg esou vill Mehreinnahmen eragespullt huet, bäi Wäitem manner wäert ofwerfen.

Dat heescht, deemno wa mir net haut fir muer investéieren, fir kënnen ze diversifiéieren, da kréie mer an Zukunft seriö Problemer. Wa mer et net fäerdegbréngen, de Finanzsecteur, dee Monolithismus do, fir deen ewechzekréien, datt mer méi diversifiéiert opgestallt sinn, gëtt et wierklech ganz eescht fir eis Recetten.

Mir hunn awer och, wéi gesot, eng Rei wichteg Recetten - ech hu se virdrun opgezielt -, déi wäerten eis ewechbriechen. Mir wëssen zum Beispill, datt de Commerce électronique 2015 ëm déi 500 Millioune manner wäert an d'Statskeess eraspullen. 500 Milliounen! Dat ass enorm! Dat muss ee sech emol nach eng Kéier vläicht am Kapp ronderëmgoe loossen, fir dat ze verënnerlechen.

Et ass och duerfir méi wéi erstaunlech, datt mer Budgeten diskutéieren ëmmer nëmmen ausgeriicht op dat nächst Joer a wëssend, datt eng riseg Mauer virun eis steet 2015, déi mer am Moment awer pertinemment einfach ignoréieren. An och, wa mer duerfir keng Panik wëlle maachen, sou beonrouegt eis awer ganz staark, datt mer an esou enger delikater Phas fir eist Land eng Regierung hunn, déi entweder handlungsonfäeg ass, ze spéit reagéiert oder chaotesch reagéiert.

Et gëtt awer och konkret Grënn, firwat eis Regierung handlungsonfäeg ass. An ech muss duerfir e klengen Historique maachen, fir vläicht ze rappeléieren, wéi dës Regierung zustan komm ass. Dat explizéiert nämlech relativ vill, firwat datt mer an där Situatioun sinn.

2009 no de Wahlen, wéi d'CSV an d'LSAP ugefaangen hunn, Koalitiounsverhandlungen ze féieren, do hat de Jean-Claude Juncker als Premierminister just eppes wëlles, nämlech am Schnellverfahren déi Koalitiounsverhandlungen do zu engem Enn ze bréngen. Well hien hat nämlech deemools eng ganz aner Agenda.

Une voix.- Dee wollt net!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Den deemolege Formateur Juncker hat nämlech eng ganz aner Agenda, an déi huet sech ofgespillt tëschent Juni 2009 an Dezember 2009. Et ass nämlech dunn eng Entscheedung gefall op europäescher Ebene, wie sollt deen éischten EU-President ginn, an de Jean-Claude Juncker hat jo do ganz kloer Ambitiounen. An et ass duerfir och an deenen éischte sechs Méint wéineg Zäit bliwwen, fir sech ëm d'Statsfinanzen ze këmmeren. Dat huet wéineg Leit, virun allem hien a seng Partei, net vill interesséiert.

D'Resultat, dat kenne mer! De Jean-Claude Juncker huet de Posten net kritt an en huet sech du missen am Fréijoer 2010 ëm de Lëtzebuerger Statsdefizit këmmeren. Du sinn Tripartiten agesat ginn, an d'Regierung ass an déi gaangen ouni Strategie an ouni Konzept. An d'Resultat, dat war net nëmmen en Échec vun den Tripartiten, mä och eng Majoritéit an eng Regierung, jo souguer an der CSV sinn d'Widdersprëch oppen ausgebrach.

Den Här Frieden stoung op eemol ganz eleng mat senge Spuerprogrammer, souguer vu sengem eegene Premier ass en désavouéiert ginn. An op dem LSAP-Kongress huet den Aarbechtsminister Nicolas Schmit mat gehuewener Fauscht an internationalem Hannergrond zum Ugréff op dem grausame Frieden seng Spuerpolitik geblosen.

Enn 2010 ass dunn...

(Brouhaha général)

Enn 2010 ass dunn zum Virschäi komm...

Une voix.- Een esou am Ree stoen ze loossen!

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech maachen eng kleng Paus. Bis dohinner hu se sech berouegt.

Enn 2010 ass zum Virschäi komm, datt bei de Koalitiounsverhandlungen 2009 näischt ausdiskutéiert gi war an datt déi zwou Parteien och grondverschidden Usiichten iwwert d'Kris an d'Scholden an d'Spueren hätten, an datt de Premier eigentlech keng Loscht méi hat, fir sech nach eng ganz Legislaturperiod mat Lëtzebuerg ze ploen.

2010 an 2011 huet de chaotesche CSV/LSAP-Veräin du gemengt, d'Konjunkturverbesserung géif hinne vill Misär erspueren a si bräichte sech erëm manner ëm den Defizit ze këmmeren. An effektiv huet d'Konjunktur 2010 op eemol erëm schnell ugezunn, a si hu gemengt, de Wuesstum wier erëm do an duerfir bräichte se sech dann elo net méi esou vill mat de strukturelle Problemer vum Land erëmzeploen.

Héichpunkt dovunner waren d'Riede beim État de la nation 2011. An et ass jo och derwäert, datt een déi emol erëm eng Kéier rappeléiert...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, wierklech awer elo e bëssen nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- 2011, Här President, beim État de la nation, do hunn eng Rei Riedner vun der Majoritéit hei vum Enn vun der Kris geschwat a si gläich drop, a si hu gemaach, wéi wann alles erëm kéint normal fonctionnéieren, wéi wa mer erëm kéinte fonctionnéiere wéi virdrun.

An den Héichpunkt dovunner, dat war den Accord salarial mat der Fonction publique, dee virum Summer 2011 ofgeschloss ginn ass, wou ganz locker vum Hocker 2% - 2%! - Gehaltserhéijung fir 2014 fir d'Fonction publique versprach ginn ass. Iwwregens erëm zwee CSV-Ministeren, déi déi Verhandlunge gefouert hunn an déi deen Accord do ofgeschloss hunn.

Ech hunn deemools mech gewonnert an d'Hänn um Kapp zesummegeschloen, wou ech mech gefrot hunn, wou ee kéint esou eppes verspriechen, wëssend jo, datt, an och gesinn, all Mënsch huet gesinn, datt déi Kris net konnt eriwwer sinn. Mä leider ass dunn alles, 2012 alles erëm anescht komm, d'Kris huet op en Neits voll duerchgeschloen an den Drock op d'Regierung ass erëm méi grouss ginn, fir mussen ze handelen, an den Defizit selbstverständlech och.

Dobäi sinn et net wéineg Ekonomiste ginn, déi och schonn 2011 gewarnt hunn do virdrun an déi gesot hunn, et kéint een dovun ausgoen, datt mer e sougenanntenen ekonomeschen „double-dip" géifen erliewen an datt dee Konjunkturopschwong, dee mer haten 2010 bis Ufank, bis souguer 2011, datt deen natierlech zu engem Deel bedéngt war duerch déi Antikrise-Konjunkturmesuren, déi an Europa geholl gi sinn, an datt, soubal déi géifen ageschränkt ginn, mer dann erëm géife ganz séier a Richtung Rezessioun rutschen.

Mä dat schéngt awer d'Koalitionären net vill interesséiert ze hu vu CSV an LSAP, well mindestens hu si, wéi gesot, 2011 an enger anerer Welt gelieft a si hunn erëm scho monter ugefaangen, de Budget ze engagéieren op der Dépensëséit fir d'Zukunft, ouni sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Dat, wat mer dëst Joer beim Budget 2012 erlieft hunn, ass e weideren Akt an dësem trageschen Theatersték. De Finanzminister presentéiert ouni Loscht e Budget, deen deeselwechten Dag nach vu senger eegener Majoritéit zerrappt gëtt. Während Woche gëtt hie richteg virgefouert, a wat dunn no deene wochelaangen neie Koalitiounsverhandlungen als Resultat erauskomm ass, dat ass - och, wa mer net mam Gesamtresultat averstane sinn, ech kommen nach dorobber zréck - zumindest e Paradigmewiessel.

Fir d'éischte Kéier huet sech duerchgesat, datt mer och en zolitte Problem bei der Recettësäit hunn. Wann een all déi Diskussioune virdru kuckt, do war jo ëmmer d'Prämiss, an den Här Frieden huet sech ëmmer derfir engagéiert, datt zwee Drëttel misst op der Dépensëséit gemaach ginn an een Drëttel op der Recettësäit. An no de Verhandlungsresultater tëschent de Koalitiounsfraktiounen am Hierscht ass fir d'éischte Kéier e Resultat erauskomm, wou dat Verhältnis ganz ëmgedréit war.

Wann een elo d'Gesamtresultat kuckt, mat der net ugepasster Steiertabell un d'Inflatioun, wéi den Här Bodry dat de Moien zu Recht hei beschriwwen huet, da leie mer bei engem Verhältnis ongefeier 50/50. Dat ass e klore Paradigmewiessel par rapport zu virdrun. Wéi ge-

sot, och wa mer d'Gesamtresultat nach net ganz gegléckt fannen.

Mä wann een dann déi Steiermesurë kuckt, déi getraff gi sinn, da wonnere mer eis, firwat et net méiglech war, wann ee festgestallt huet, wat richteg ass, datt mer net nëmmen en Dépensëproblem hunn, mä och e Recettëproblem, firwat mer net vun der Situatioun oder der Geleeënheet profitéiert hunn, fir insgesamt iwwer Steiergerechtegkeet ze diskutéieren an en anere Steiermodell, iwwer eng gesamt Steierreform.

Well wann ee kuckt, wat elo décidéiert ginn ass, da muss ee jo awer feststellen, och wann dës Kéier versicht ginn ass, zum Beispill bei der Betribsbesteierung, och eng Rei Saachen ze maachen, datt d'Belaaschtung insgesamt ganz ongerecht verdeelt ass, Haushalter zum Beispill versus Betriber.

Well et muss ee jo awer derbäirechnen, datt, wann ech eleng d'Solidaritéitssteier kucken, sou ass déi fir déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn, vun 2,5 op véier an dunn op 7% eropgaangen. Dat heescht, dat sinn 2,8-mol méi wéi virdrun. Fir d'Betriber ass se vu véier op fënnef an dann op siwen eropgaangen, dat ass nëmmen 1,75%-mol méi. Dat heescht, dat ass schonn eng manner héich Belaaschtung wéi fir normal Haushalter.

Mä virun allem bei den Haushalter muss een eng ganz Rei aner Saachen awer derbäirechnen. Den Här Lux huet natierlech recht, ech fannen et abenteuerlech, fir d'Indexmodulatioun hei dranzerechnen. Mä et muss een awer zum Beispill d'Sträichung vu Sozialtransferten an Héicht vun 103 Milliounen arechnen. Et muss een d'Erhéijung vun den Akzisen derbäirechne vu 35 Milliounen; eng Aussetzung vun der Rentenupassung vu 70 Milliounen; d'Kilometerpauschal, déi awer ageschränkt gëtt, wat och 35 Milliounen ausmécht.

A wann ech dat dann am Géigesaz kucken zu der engersäits Solidaritéitssteier fir d'Betriber oder d'Mindeststeier vun de Betriber mat 50 Milliounen oder d'SOPARFIe 50 Milliounen, da gesäit een awer, datt deen Déséquiliber, dee scho bestanen huet virdrun, éischter nach eng Kéier verschlëmmert gëtt duerch déi Mesuren, déi hei décidéiert gi sinn, an net verbessert gëtt.

An och dat Argument, fir ze soen: „Jo, mä mir hunn zu Lëtzebuerg eng Situatioun, wou souwisou 40% vun den Haushalter keng Steiere bezuelen." Dat ass net richteg, well déi 40% vun den Haushalter, déi bezuele keng direkt Steieren, mä déi bezuelen alleguer indirekt Steieren. A mir wëssen, datt d'indirekt Steiere 36% vun de gesamte Steiereinnahme vum Stat duerstellen, soudatt d'Belaaschtung fir déi Leit...

(Interruption)

Gelift? Gelift?

M. Fernand Boden *(CSV).*- Sinn déi indirekt Steieren an d'Luucht gaangen?

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi sinn net an d'Luucht gaangen, mä ech soen, ma neen...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dann ass keng Méibelaaschtung do.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä, Här Boden, ech soe just, d'Argument vun der Logik vun deenen, déi behaapten, 40% vun de Leit géife keng Steiere bezuelen, ass falsch. Ech hunn dat just zitéiert, fir ze soen, datt et net richteg ass, datt 40% vun de Leit keng Steiere bezuelen. Well déi 40% bezuele just keng direkt Steieren, mä déi bezuelen indirekt Steieren, an déi maachen awer nun emol 36% vun de Recettë vum Stat aus.

Plusieurs voix.- Oh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, bein, also, ech wëll Iech just soen, datt grad déi doten…

(Brouhaha général)

Dat héiert Der net gär, mä grad déi dote Kategorië vu Leit,…

(Interruption)

…dat si grad déi Leit, déi schlecht an der Gesellschaft dru sinn, an do ass et wierklech net, fir de Kapp ze rëselen doriwwer, dat soll ee vläicht e bësselche méi eescht huelen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Duerfir, wéi gesot, wann een déi Gesamtbelaaschtung kuckt, déi hei gemaach gëtt, da stellt een awer ganz kloer fest, datt mer wäit ewech si vu Steiergerechtegkeet an datt par contre d'Verlagerung, déi mer zënter Joren erliewe vun de Betriber op d'Haushalter oder vu Besteierung vu Verméigen oder vu Kapitalerträg op d'Haushalter, datt déi Verlagerung nach méi schlëmm gëtt.

Ech hunn d'Tabell nach eng Kéier hei. Wann Der nëmmen eleng d'Evolutioun tëschent 2000 an 2009 kuckt, do war et esou, datt 2000 d'Betribsbesteierung nach bei de Steiereinnahmen 42% ausgemaach huet an d'Akommessteier 58%. Do war nach en eenegermoossen Équiliber. 2009 leie mer bei 36% fir d'Betribssteieren a 64% fir d'Akommessteier, dat heescht, do gesäit ee ganz kloer, wéi deen Équiliber absolut amgaang ass ze kippen.

Nach vill méi dramatesch ass et, wann ech d'Kapitalakommes kucken. Do gëtt et iwwerhaapt keng Balance méi, well mir hunn, zum Beispill, jo d'Verméigesteier fir d'Privatpersoun ofgeschaaft, an d'Kapitalakommessteier, also d'Grondsteier, wat wichteg Besteierungsinstrumenter sinn, fir Verméigen ze besteieren, déi sinn esou lächerlech niddreg zu Lëtzebuerg, datt se am Gesamtakommes vun der öffentlecher Hand quasiment keng Roll spillen.

Soudatt déi ganz Leit, dat ass am Avis dra vun der Chambre des Salariés, och an aneren Avisen, déi soen, mir hunn zu Lëtzebuerg e reelle Problem, datt niddreg Revenuen a mëttel Revenuen déi sinn, déi am meeschte mussen d'Fraisë vun der Kris bezuelen. Dat ass net vun der Hand ze weisen. A wa mer esou weiderfueren, gëtt dat ëmmer méi dramatesch an da rëtschen d'Mëttelschichte ganz kloer ëmmer méi no ënnen erof respektiv verschwannen.

Ech wëll Iech och soen, datt net méi spéit - dat ass och iwwregens kee Phenomeen nëmmen zu Lëtzebuerg -, net méi spéit wéi haut ass an Däitschland…

Här President, ech muss soen, ech hu jo wierklech kee Problem, wann d'Leit mer Froe stellen, dertëschent stellen, mä et wär awer net schlecht, wann d'CSV-Fraktioun sech e bësse géif packen, fir datt ech mäin eegent Wuert nach hei um Pult verstinn.

M. le Président.- Ech géif Iech alleguerte bieden, Iech ze packen, souwuel riets wéi lénks vu menger Säit!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt Iech just soen, datt net méi spéit wéi haut eng Studië erauskomm ass vum Deutschen Institut für Wirtschaft an Däitschland, wou an Däitschland deen nämlechte Phenomeen festgestallt gëtt, wou gesot gëtt, datt an deene leschten zéng, 15 Joer haaptsächlech d'Mëttelschichten extrem ënnert d'Rieder gerode sinn an datt effektiv déi Schicht riskéiert, erofgedréckt ze ginn éischter an déi ënnescht Lounskalaen an éischter natierlech ëmmer méi un de Rand vun der Aarmut gedréckt gëtt. Déi Studië ass haut erauskomm, an ech ginn emol dovunner aus, datt se an Däitschland wäert largement kommentéiert ginn. Et wär, mengen ech, zu Lëtzebuerg sécherlech net anescht.

An dat ass och ee vun eise grousse Problemer bei der Besteierung. Firwat soe mir, datt et kee Wäert huet, un eenzelne Steierschrauwen ze dréien?

Ma, dat huet e puer Grënn. Den éischte Grond ass, datt et natierlech ëmmer riskant a geféierlech ass, wann een un enger Schrauf dréie geet, well een net weess, wat d'Konsequenze kënnen dovunner sinn. Mä deen zweete Grond ass awer vill méi wichteg. Mir hunn zu Lëtzebuerg keen uerdentlecht statistescht Material iwwert déi Verdeelung an iwwert d'Froe vu Steiergerechtegkeet oder -ongerechtegkeet respektiv Transparenz an eisem Steiersystem. Mir missten endlech eng seriö Analys maache loossen dovunner, fir kënnen och déi néideg a richteg Konklusiounen ze zéien an dann eng global Steierreform ze maachen.

An, Här President, mir haten duerfir och schonn d'lescht Joer mat der DP zesummen eng Motioun eraginn, wou mer gesot hunn, datt esou eng Analys soll gemaach ginn an datt déi eis soll dann an eng global Steierreform féieren. Ech wëll och duerfir profitéieren, vu datt mer jo haut de Moien héieren hunn, datt de Rapporteur zumindest an och nach eenzel aner Leit der Meenung sinn, datt esou eng Steierreform muss kommen, fir déi Motioun nach eng Kéier ze déposéieren, soudatt mer déi hei hoffentlech da kéinten unhuelen, fir datt mer op de Wee ginn endlech vun enger richteger Steierreform, déi deenen Elementer vu Steiergerechtegkeet och Rechnung dréit.

(Interruption)

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale de notre système fiscal;

- considérant le manque de capacités analytiques de la fiscalité au niveau du débat politique;

- considérant la nécessité de renforcer la qualité de la planification des recettes fiscales;

- considérant la complexité particulière des politiques fiscales au Luxembourg dans le contexte de la place financière;

- considérant l'impact potentiellement considérable de l'évolution des politiques fiscales européennes sur celle du Luxembourg;

- souhaitant rendre le débat sur les questions de fiscalité au Luxembourg plus transparent et plus objectif;

invite le Gouvernement à

- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale actuellement discutées et d'analyser à cet égard plus particulièrement:

- l'effet de ces mesures sur les revenus fiscaux,

- leur impact sur la progressivité de l'imposition pour les différents déciles des tranches de revenus,

- l'impact sur le pouvoir d'achat des revenus des classes moyennes et inférieures,

- l'utilité des différentes mesures d'allègement fiscal, telles les abattements, modérations d'impôt,

- les effets possibles d'un renforcement de l'écofiscalité dans le système fiscal luxembourgeois,

- les contradictions possibles entre des mesures de la fiscalité nationale d'un côté et l'attractivité de la place financière de l'autre;

- envisager de façon concrète l'instauration au Luxembourg d'une instance d'analyse des politiques fiscales afin de disposer à terme d'un centre de compétences et une capacité d'analyse et de modélisation ouvertes et accessibles au débat politique;

- présenter à la Chambre des Députés les résultats de ces efforts lors du débat sur le budget de l'année 2013 à la Commission des Finances et du Budget.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Fernand Etgen, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Ech wëll och da soen, Här President, datt eng Motioun vun der Demokratescher Partei virun engem Joer ugeholl ginn ass - well mir vergiesse jo an deem Parlament oft, wat hei ugeholl oder ofgelehnt ginn ass -, wou verlaangt ginn ass… Dat war zwar deemools an der Debatt iwwert den Euro respektiv iwwert d'Finanztransaktiounssteier, do hat den Här Meisch eng Motioun erabruecht, wou e gesot huet, wou dra festgehale ginn ass, datt d'Regierung bis Enn des Joers soll eng Etüd virleeën iwwert déi Besteierung an deem Zesummenhang. Enn des Joers, dat ass an, ech mengen, emol keng zwou Woche méi. Ech hu bis elo net héieren, datt d'Regierung sech bis elo op de Wee gemaach hätt, fir déi Etüd do an Optrag ze ginn.

Den Här Frieden, Här President, wëllt eis do eng kleng Informatioun dozou ginn.

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, dat ass ganz richteg, an déi Motioun ass net vergiess, mä de Finanzministère, deen huet ganz genee zwielef Beamten an der Carrière supérieure. Déi schaffen Dag an Nuecht, an déi Honnertdausend Dossieren, déi mir musse maachen, hunn eis net erméiglecht - déi Etüd, déi maache mir intern, do besti schonn eng 50, 60 Säiten driwwer -, fir déi ofzeschléissen.

Ech bréngen et einfach net fäerdeg, mat esou vill Leit all déi Projet-de-loien, all déi Direktiven ëmzesetzen, déi Eurokris ze maachen, d'Bankenunioun ze maachen. Ech wëll Iech soen, duerfir bieden ech ëm e bëssen Indulgence.

Mir sinn dorunner um Schaffen, mä mir bräichten op d'mannst 20, 30 Leit méi, fir alles dat ëmgesat ze kréien, y compris dat vun der Bankenunioun. Ech kommen herno dorobber zréck a menger Ried.

Är Motioun, weder déi vum Här Meisch nach déi, déi Dir matgestëmmt hutt, ass vergiess. Mä ech soen Iech, dat ass net eng einfach Aarbecht. Dat huet esou vill Ressources humaines och an de Verwaltunge verlaangt, datt d'Leit gesot hunn, wa mer där do Motiounen nach dräi hunn, da kënne mer hei de Buttek zoumaachen, well dat ass enorm vill Aarbecht, fir dat ze maachen.

Mä déi kritt Der, déi kritt Der an deem nächsten Trimester.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech soen da Merci fir déi Explikatiounen. Se stelle mech awer net ganz zefridden, well vu datt et bei der Steierpolitik jo net ëm en Nieweschauplatz geet, grad och an der Krisebekämpfung, mengen ech awer, datt dat eng gewëssе Prioritéit misst genéissen, an da misst d'Regierung kucken, entweder, wa se net genuch Beamten huet an engem Ministère, déi dat kënne maachen, da gëtt et och Méiglechkeeten, fir vläicht ze kucken, ob dat net vu bausse ka gemaach ginn.

Mir hunn entre-temps jo och eng Uni Lëtzebuerg. Do gëtt et e staarken Departement haaptsächlech an de Finanzen, an ech kéint mer awer virstellen… Ech hat iwwregens och eng Kéier e Bréif geschriwwen un d'Uni Lëtzebuerg scho virun enger Rei Joren, ech hat dat och schonn eng Kéier hei gesot -, ob d'Uni Lëtzebuerg sech net kéint domadder befaassen, fir esou eng Analys ze maachen iwwer eise Steiersystem. An do hunn ech geäntwert kritt, selbstverständlech, wann den Departement vun der Uni Lëtzebuerg dozou géif gefrot ginn, géife se dat gäre maachen.

Duerfir mengen ech, wann d'Regierung net genuch Leit a Manpower an hiren eegene Ministèren huet, da soll se vläicht op Hëllef vu baussen zréckgräifen. Ech mengen awer, datt déi ganz Fro vun de Steieren eng wichteg Fro ass an där Kris, wou mer sinn, an duerfir hoffen ech awer dann, datt mer relativ séier déi néideg Studien an Zuelematerial do kréien.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da kommen ech zu de Sozialtransferten. Den Här Spautz huet de Moien hei gesot iwwert déi Studië, déi gemaach ginn ass vun der grénger Stëftung an Zesummenaarbecht mat der Caritas, do wier festgehale ginn, déi Studië géif just gesinn, datt ee kéint eppes maache bei Leit, déi fënnefmol de Mindestloun géife verdéngen.

Här Spautz, ech géif Iech uroden, déi Studië emol wierklech am Detail nach eng Kéier ze liesen. Wat an där Studië gemaach ginn ass, dat ass, datt d'Sozialtransferten insgesamt analyséiert gi sinn. An do ass festgestallt ginn, datt zum Beispill beim Kannergeld een do kéint dat da maachen an an déi do Richtung goen.

(Interruption)

Mä, jo, mä d'Konklusioun vun der Studië ass jo awer eng ganz aner. An der Konklusioun steet eben dran, datt een dat net soll maachen an datt et vill méi en effikasse Wee gëtt, fir datt déi Leit, déi effektiv Saache kréien, déi se wahrscheinlech net brauchen, oder kréien, well se souwisou eigentlech genuch hunn, fir et emol e bëssen esou auszedrécken: Dat ass eng uerdentlech progressiv Besteierung.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass d'Konklusioun, déi an där Studië do kënnt, datt gesot gëtt, datt zum Beispill, wann een eng uerdentlech progressiv Besteierung huet, an déi kritt een awer nëmmen, wann een déi global Steierreform mécht, mat enger genauer Analys, wann ee gesäit, wou ee muss usetzen, fir datt och d'Progressioun do gräift, wou se soll gräifen, an net do, wou se net soll gräifen. Well et kann ee séier villes falsch maachen, jee nodeem, wat een do mécht. Ma da spillt herno d'Progressioun bei deene Leit, déi héich Revenuen hunn automatesch, an da kënne se en Deel vun de Prestatiounen, déi se kréien, iwwert dee Wee zréckginn.

Dat ass och dee Wee, dee mir zënter éiweg befürworten. Mir hu schonn hei méi wéi eng Kéier gesot, datt, wann ech iwwert d'Kannergeld zum Beispill diskutéieren, mir och der Meenung sinn, datt ee sech kann d'Fro stellen, ob et e Sënn mécht, datt ab engem gewëssene Revenu, ob een dann nach muss dat nämlecht Kannergeld kréie wéi Leit, déi vläicht manner gutt dru sinn.

Mir waren ëmmer der Meenung, datt ee soll déi Fro léisen iwwert d'Besteierung an net iwwer Plafonnementer, zum Beispill, vun de Leeschtungen, well dat éischtens net esou einfach ass, fir dann d'Definitioun ze ginn, wou ee genau usetzt, an ee ganz séier och Härtefäll schaaft. Mä wéi gesot, d'Besteierung ass do ganz sécher dee richtege Wee.

Mä ech muss awer soen, wann ech kucken, wéi Dir mat Sozialtransferten ëmgitt! Dir hutt zum Beispill fir d'Ënnerstëtzung fir d'Familljen jo de Chèque-service agefouert. Bon, wann ech kucken, wat Dir duerno décidéiert hutt mam Chèque-service, oder wat Der elo décidéiere wëllt mam Chèque-service, da stellen ech awer fest, datt Dir Iech net schrecklech kohärent sidd. Bon, éischtens emol deemools, wéi Der dat agefouert hutt, hutt Der jo gesot, dat ass déi éischt Stuf, fir a Richtung ze goe vun enger gratis Kannerbetreiung.

Iwwregens hutt Der dat och 2008 gemaach, just virun de Wahle vun 2009. Dat ass jo och

natierlech deementspriechend belount ginn 2009.

Elo stellt Dir zwar dat alles erëm a Fro, wat Dir gemaach hutt. Mir hunn deemools gesot, bei där Debatt hei, datt mer de Wee zur gratis Kannerbetreiung eigentlech géife richteg fannen, fir datt d'Familljen- an d'Beruffsliewe kënne vereinbart ginn, oder fir Famillje mat Kanner, datt déi mussen extra behandelt ginn.

Mir hunn awer gradesou gutt ëmmer gesot, mir fannen de Wee, fir iwwer Chèques-services ze goen, net onbedéngt dee glécklechsten, mä mir waren éischter derfir, fir de Wee ze goen, wéi et an de skandinavesche Länner gemaach ginn ass, wou gesot ginn ass, et gëtt d'gratis qualitativ Kannerbetreiungsstrukturen an iwwer d'Steierprogressioun mussen déijéineg mat derzou bäidroen, déi vill Suen hunn, datt dat och ka finanzéiert ginn.

Elo gitt Dir hin a wat Der agefouert hutt 2010, wëllt Der schrëttweis, sidd Der elo amgaangen, erëm ofzeschafen. An da schaaft Der dat och nach total inkohärent of! Dir gitt hin an Dir fänkt elo un, Dir sot, Dir géift ufänken, datt Leit mat méi héije Revenuë misste méi staark bedeelegt ginn. A wann ech dann awer kucken, wat dat an der Praxis ausmécht, da stellen ech fest, datt Leit, déi méi wéi 4,5-mol de Mindestloun hunn, am Verhältnis manner staark belaascht ginn, wéi Leit, déi tëschent dräi- an 3,5-mol de Mindestloun verdéngen.

An Dir hutt et och fäerdegbruecht, Mesuren hei op den Instanzewee ze schécken, déi Leit, wat se méi Kanner hunn, verhältnisméisseg gesinn défavoriséiere par rapport zu Leit, déi manner Kanner hunn.

Dat heescht, Dir hutt emol nach keng Logik an deem, wat Der maacht. Do gesäit een eigentlech och, datt Dir dat doten Hals iwwer Kopf iwwer Nuecht décidéiert hutt. Dir hutt natierlech missen iergendwou Weeër fannen, wou Der Spuerpotenzial kéint sichen, an da maacht Der Saachen, déi total inkohärent sinn an déi am Endeffekt géint Famillje mat Kanner sinn. Dat ass sécherlech net de Wee, deen een eigentlech soll goen.

Par contre gëtt et sécherlech eng ganz Rei aner Beräicher bei de Sozialtransferte respektiv wat vläicht net direkt Sozialtransferte sinn, mä indirekter, iwwert déi ee kéint diskutéieren. Mä déi wëllt Der net upaken, well dat Iech ze vill waarm Eise sinn. Duerfir maacht Der da Saache wéi déi do, wéi gesot, déi net schrecklech kohärent sinn.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Wat fir eng sinn dat?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma zum Beispill, wann ech een eraushuelen, dat ass jo kee Sozialtransfert, mä dat ass awer eigentlech och eng gewësse Leeschtung, déi do bruecht gëtt. Dat ass d'Kilometerpauschal. Do maacht Der elo eppes hei, wat wierklech nëmmen e ganz klenge Worf ass. Mir sinn zënter éiweg der Meenung, datt een d'Kilometerpauschal soll ganz ofschafen, well mir hu fonnt, datt dat souwisou vun Ufank u kontraproduktiv war.

Och am Sënn, wéi de Moien den Alex Bodry gesot huet, mir musse wëssen, mir sinn eng Gesellschaft, wou mer net méi kënnen zum Beispill mengen, den öffentlechen Transport ze förderen - oder den Här Meisch hat dat gesot -, a gläichzäiteg awer nach Honnert Mesurë maachen, fir och nach an engems den Individualtransport ze förderen, also ze finanzéieren iwwert de Statsbudget. An dat hei ass ganz sécher eng Mesure, déi kascht de Statsbudget, dat ass geschätzt ginn, ëm déi 50 Milliounen. Ma, do hätt Der…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Honnert Milliounen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Honnert Milliounen, pardon, pro Joer. Do hätt Der kënne méi substanziell eppes maachen, wat eppes bruecht hätt. An dann hätt Der op där anerer Säit vläicht nach kënnen och méi intelligent Saache maache wéi déi, déi Der gemaach hutt beim öffentlechen Transport, wou Der elo einfach d'Tariffer erhéije gitt, ouni eng Tarifreform ze maachen, an dat och nach zu engem ganz ongënschtegen Zäitpunkt. De Rapporteur huet dat iwwregens och a sengem Rapport zu Recht kritiséiert. Do hätt Der, wéi gesot, eppes méi Intelligentes kënne maachen.

D'Chambre de Commerce huet zum Beispill proposéiert, datt een d'Kilometerpauschal soll ganz ofschafen an amplaz duerfir de gratis öffentlechen Transport am Beruffsverkéier aféieren. Dat fannen ech sécherlech méi eng gescheit Léisung, wéi dat, wat Dir hei proposéiert hutt.

Mä wéi gesot, dat huet alles domat ze dinn, well Der iwwer Nuecht, Hals iwwer Kopf, dat alles décidéiert hutt a mat wéineg Kohärenz.

Da kommen ech zu der Investitiounspolitik. Mir feelen nach ëmmer oder eis feelen nach ëmmer d'Prioritéite vun dëser Regierung. Mir hu gesot, eis Prioritéiten, dat wiere ganz kloer Schoul, Fuerschung, Kannerbetreiung, Wunnengspolitik a Mobilitéit.

Firwat? Ma well dat déi Beräicher sinn, déi fir d'Weiderentwécklung vu Lëtzebuerg extrem wichteg sinn. Schoul, Bildung a Fuerschung, dat ass evident, dat huet mat der Diversifikatioun ze di vun eisem Wirtschaftsstanduert, och fir jonke Leit besser Chancen ze ginn um Aarbechtsmaart. Dat huet mat Chômagebekämpfung also och ze dinn.

Wunnengsbaupolitik, do brauch ech jo sécher kengem ze erklären, firwat mer dat als Prioritéit gesinn. Do huet de Premier jo selwer gesot, dat wier ee vu senge gréissten Échecen a senger Politik, a senger politescher Laufbahn hei zu Lëtzebuerg.

(Interruption)

An dann, d'Mobilitéit, mengen ech, misst ech eigentlech och kengem méi erklären, well den Nohaltegkeetsminister vun der CSV huet, wéi en de MoDu presentéiert huet, genau beschriwwen, wat d'Problemer zu Lëtzebuerg sinn a wat mir och riskéieren ze erliewen, wa mir déi Problemer net uginn, dat heescht, wa mir dat Konzept MoDu do net ëmsetzen.

Bei der Regierung, bei der Majoritéit wësse mer nach ëmmer net genau, wat d'Prioritéite sinn, an dat féiert jo och dann derzou, datt jiddwereen alles zu all Moment erëm kann a Fro stellen.

Da sinn ech beim Här Spautz mat sengem Bréif, deen e geschriwwen hat, a mat senger Interventioun och vun de Moien. Dee ganze Projet MoDu, dee kann nëmme fonctionnéieren, wa mer all Elementer dovunner ëmsetzen. Dat huet den Nohaltegkeetsminister méi wéi eng Kéier scho beschriwwen an en huet och mat Zuele beluecht, firwat.

Ech verstinn och guer net, wou iwwerhaapt nach ee kann op d'Tribün kommen a soen, et misst ee sech déi Froe stellen, well déi brauch ee sech net méi ze stellen. Wann een déi Zuele kuckt, déi sinn esou alarmant an esou kloer, an et ass esou däitlech, wat ee muss maachen an der Mobilitéit, wéi gesot, an et ass och gradesou kloer, datt de Minister ëmmer zu Recht seet, datt, wann een een Element aus dem MoDu erauszitt, dat Ganzt net méi fonctionnéiert.

Dat heescht, Här Spautz, wat Der de Moien hei gesot hutt, ass natierlech richteg. Et ass wichteg, datt mer de schinnegebonnene Verkéier vum Süden, vum Norden, vun iwwerall hier ausbauen a Richtung Zentrum zum Beispill, well an der Stad eleng sinn nun emol 40% vun den Aarbechtsplazen am Land, a wann ech d'Ëmland mat derbäirechnen, da leie mer wahrscheinlech éischter bei 60% vun den Aarbechtsplazen am Land. Dat heescht, et muss een de schinnegebonnene Verkéier ausbauen.

Mä gradesou wichteg ass awer och dann, datt een dat, wat fir d'Feinverdeelung soll suergen, och muss derbäi ausbauen, well soss bréngt dat eis net schrecklech vill. Da kommen d'Leit soss mam Zuch vun der Grenz oder vu wou och ëmmer bis an d'Peripherie gefuer, an dann: Wat maache se? Gi se de Rescht ze Fouss? Oder wéi solle se sech do déplacéieren?

Well mir wësse jo entre-temps - dat ass jo och dat, wat de Minister zu Recht seet -, datt mer déi Feinverdeelung mat de Bussen net méi kënne maachen, well de Bussystem einfach net déi Capacitéit huet, fir dat ze maachen. Et brauch ee méi héich Capacitéiten, fir dat ze maachen, an duerfir, wéi gesot, déi Zuele leien um Dësch.

Ech kann eigentlech wierklech net verstoen, datt een de Prinzip vum Gesamtkonzept ëmmer erëm kann a Fro stellen, ausser natierlech - ausser natierlech -, an dat ass dat, wat ech Iech ënnerstellen, datt Der natierlech wësst, datt d'Mobilitéit an dee ganze MoDu-Konzept ganz komplex sinn an datt, fir deen ze erklären - de Minister huet, wéi en an der Stad d'Konzept virgestallt hat, annerhallef Stonn gebraucht, fir ze erklären, mat ville Sliden a mat ville Powerpointen -, dat natierlech komplizéiert ass. An et ass populistesch vill méi einfach, fir iergendeppes erauszezéien an ze soen, mir brauchen zum Beispill den Tram net,…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …dat ass e Gadget, dee just d'Stad Lëtzebuerg wëllt, well - ech weess net - hinnen näischt Besseres afält, a wa se dat elo wëllen, da solle se dat och selwer finanzéieren.

Une voix.- Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An duerfir ënnerstellen ech Iech ganz kloer,…

(Interruption)

…datt Der hei bëllegste Populismus bedriwwen hutt. Dir mengt op alle Fall domadder, andeems Der och esou eppes schreift, dat kéim bei de Leit gutt un, an Dir setzt domadder natierlech op d'Spill de ganze Konzept MoDu.

(Interruption)

A wann Der de Konzept MoDu op d'Spill setzt, da setzt Der och d'wirtschaftlech Zukunft vu Lëtzebuerg op d'Spill, well wa mer an der Mobilitéit keng Änderunge kréien a wa mer net investéieren an déi do Infrastrukturen, dann ass et relativ kloer, da wäerte mer de Wirtschaftsstanduert,…

M. le Président.- Den Här Spautz wëllt lech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …da wäerte mer de Wirtschaftsstanduert net kënne weiderentwéckelen.

Selbstverständlech, Här President.

M. le Président.- Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bausch, ech wëll nach eng Kéier soen, ech hunn de Moie scho gesot, fir d'Alleréischt muss een Zéisseng an et muss een Houwald bauen, an datt een dann eng Verbindung mécht mam Tram, dat ass alles an der Rei, mä dann ass d'Fro och do vum Finanzement.

De Finanzement vum Tram, deen de Moment virläit an där Resolutioun, wou Der richteg haut de Moien ënnerstrach hutt, déi ech matgestëmmt hunn, heescht, 315 Millioune géif et kaschten, et géif zu engem Drëttel vun der Stad Lëtzebuerg an zu zwee Drëttel vum Stat gemaach ginn, herno och bei de Frais d'exploitation. Ech hunn et matgestëmmt, hunn ech jo gesot. Mä da kann een awer och elo an dëser Finanzsituatioun driwwer diskutéieren, ob dat muss esou sinn, wou deen ee Reserven huet, deen aneren huet keng Reserven,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt falsch gestëmmt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …an datt een doriwwer muss eng Diskussioun féieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat wor viru sechs Méint och de Fall, Här Spautz. Dat wor viru sechs Méint och de Fall. Haalt elo op, Populismus hei zu maachen!

M. le Président.- Här Bettel, den Här Spautz huet elo d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

(Brouhaha général)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, Här Bettel, et ass just d'Fro, wie Populismus mécht.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, herno kommen ech nach eng Kéier am Detail op d'Gemengefinanzen zréck.

Just awer fir hei Iech do eng Äntwert ze ginn, wëll ech Iech do soen, Här Spautz…

(Brouhaha et interruption)

Ech wéilt Iech just soen, Här Spautz…

(Interruption et hilarité)

Ech wëll Iech just soen, ech wëll Iech soen, Här Spautz, déi Reserven, déi d'Stad Lëtzebuerg huet, de Moien huet och den Här Bodry gemengt, déi Reserven, déi hätten nëmmen domadder ze dinn, datt d'Stad Lëtzebuerg esou héich Recettë gehat hätt, an d'Stad Lëtzebuerg an de Schäfferot oder de Gemengerot hätte kee Mérite dorun. Dat ass jo net esou!

De Punkt ass natierlech deen, datt mir zënter 2000… Mir hätte jo och kënnen dat maachen, wat verschidde Gemenge gemaach hunn. Mir hätte kënnen, amplaz datt mer déi Reserven do uleeë fir verschidde Projeten, wichteg Investitiounsprojeten, ënner anerem och den Tram, dee mer matfinanzéieren, fir déi nächst Joren, hätte mer jo och kënne soen, mir maachen aner Saache mat deene Reserven.

Et gëtt och vill Gemengen, déi keng Reserven hunn, net well se keng Recetten haten, mä well se Saache gebaut hunn, déi hannen a vir kee Sënn erginn. Ech weess eng oder zwou Gemengen, déi hunn zesummen e Wellnesszenter gebaut vir bei der Stad,…

(Interruption)

…dee kascht den Ament déi Gemenge pro Gemeng véier Milliounen Euro d'Joer Fonctionnementskäschten. Jo, wann een natierlech esou Saache mécht,…

(Interruption)

Wann een natierlech esou Saache mécht,…

(Interruption)

…- dat ass jo net wéinst de Bierger vun deenen zwou Gemengen, wou dat gemaach ginn ass -, da kann een…

(Brouhaha général)

Här President!

M. le Président.- Hei, ech bieden Iech awer, elo net hei ee mat deem anere vis-à-vis ze diskutéieren, da komme mer net virun.

(Brouhaha général)

Une voix.- Et ass eng national Schwämm! Et ass eng national Schwämm!

M. le Président.- Här Bausch, ech géif elo den Här Bettel an den Här Wolter bieden…

(Interruptions diverses)

Also, Här Bausch, fuert elo emol virun, an ech bieden Iech, elo nozelauschteren!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech mengen, Dir musst mir d'Schell eriwwerginn, well dat geet méi einfach, da kann ech selwer schellen.

(Hilarité)

Nach eng Kéier, ech probéieren et dann nach eng Kéier.

Une voix.- Se hunn et nach net verstanen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Gemengen, d'Stad Lëtzebuerg huet Reserven. Hätt Der da léiwer gehat, wéi gesot, d'Stad Lëtzebuerg hätt, amplaz datt se déi Suen effektiv op d'Säit gesat huet fir Investissementer, déi se an Zukunft wëllt maachen, net nëmme vun der Stad, mä vum Land…?

Well den Tram, wëll ech drun erënneren, wëll ech Iech just soen, wa mer den Tram géife baue just wéinst de Besoinë vun deenen Honnertdausend Awunner vun der Stad, da bräichte mer en net ze bauen!

Mir bauen Iech deen Tram net wéinst de Stater Bierger an der Stad, wéinst deenen Honnertdausend Leit. Mir hunn och de Busdéngscht an der Stad net wéinst deenen Honnertdausend Leit. Mir hunn e Busdéngscht, dee 35 Millioune Passagéier pro Joer transportéiert. Dat ass net wéinst de Stater Leit, dat ass wéinst den Aarbechtsplazen, déi mer an der Stad hunn. A well mer eis natierlech eiser Verantwortung als Wirtschaftsplaz bewosst sinn, als Nerv, als Wirtschaftsmoteur vum Land bewosst sinn, maache mer dat am nationalen Intérêt.

Et ass aus deem Grond eraus, wou mer och en Drëttel iwwerhaapt bäileeë beim Tram, well ech muss Iech jo soen, et ass jo och net esou, soss kéint ee jo och soen, d'Gare centrale, déi läit an der Stad, an all déi Leit, déi op der Gare centrale ukommen, do profitéiert jo d'Stad dovunner, an donc muss d'Stad Lëtzebuerg och op eemol bäileeë bei dem Finanzement vum klassesche Schinneréseau. Dee fiert och duerch d'Stad zu engem groussen Deel, wa mer d'Leit an d'Stad bréngen.

Dat ass jo awer eng abstrus Iddi, fir ze mengen, d'Stad Lëtzebuerg misst elo bei allem matfinanzéieren, wat schinnegebonnen ass. Deen Tram gëtt gebaut an engem nationale Konzept, wat MoDu heescht a wat e gutt Konzept ass, mä et ass een nationaalt Konzept.

An da soen ech Iech just eent: Sidd frou - sidd frou! -, datt d'Stad Lëtzebuerg esou virsiichteg mat hire Suen ëmgaangen ass an déi Suen op d'Säit geluecht huet fir Investissementer an d'Zukunft vum Land.

Hätt Dir dat och gemaach vläicht an den 90er Joren a bis 2008, da bräicht Der elo net esou vill Schold opzehuelen, Här Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir hutt ëmmer alles matgestëmmt.

Une autre voix.- Wien huet da gestëmmt!?

M. le Président.- Här Bausch, fuert virun, wann ech gelift, well all Kéiers wann Dir méi roueg sidd, da geet riets a lénks erëm d'Opreegung un. Här Bausch, fuert virun!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Dir rennt gären an d'Kontemauer, Här Spautz!

Une voix.- Oh, Här Etgen. Oh lala!

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hues de e puer Këschten Temesta bei Dir de Mëtteg?

M. le Président.- Also, ech géif Iech elo wierklech bieden, e bësselchen nozelauschteren! Wéi gesot, et ka jiddwereen nach, esou laang wéi e wëllt, herno intervenéieren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Selbstverständlech. Ech kommen dann natierlech ofschléissend, Här President, zu dem Volet Gemengefinanzen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech mengen, Här President, ech dierf gläich net méi ootmen, soss geet schonn en „Ah" hei riets d'Luucht aus.

Et war jo dës Woch net vun ongeféier, datt déi zwou Säiten an enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung stoungen, fir e gewëssent Bild ze ginn iwwert d'Gemengefinanzen.

Mä ech muss soen, éischtens si jo déi Zuelen natierlech richteg, wat d'Recetten ubelaangt, déi dostinn. Mä éischtens betreffe se nëmmen d'Recetten, wat eng zimlech seltsam Aart a Weis ass, fir eppes ze kucken, wann een nëmmen d'Recettësäit kuckt. Dat wär d'nämlecht, wa mer géifen iwwert de Statsbudget diskutéieren a mir géifen nëmmen iwwert d'Recetten- oder nëmmen iwwert d'Dépensësäit schwätzen, wa mer iwwer Schold oder Netschold diskutéieren. Zu engem Budget gehéiere Recetten an Dépensen, an do stoungen natierlech an deem Artikel nëmmen d'Recetten - éischtens.

Zweetens ass ee Joer erausgesicht ginn, wat d'Joer 2011 war, wat natierlech en exzeptionellt Joer war an deem Sënn, well de Stat am Joer 2011 massiv Steierretarden agedriwwen huet, an deementspriechend mer genau jo wëssen, datt am Joer 2011 déi Steieren an déi Recetten, déi do erakomm si fir d'Gemengen insgesamt an och fir d'Stad Lëtzebuerg, datt déi op zwee, dräi Joer opgebaut waren, net eleng op d'Joer 2011. Well normalerweis hutt Der e Verhältnis bei der Gewerbesteier an engem Joer, esou war et emol virdrun, virun der Kris, zwee Drëttel vun der Recette ass opgebaut op d'lafend Joer an een Drëttel op Soldë vu Jore virdrun. 2011 war dat Verhältnis 50/50.

Dat heescht, et ass ganz kloer, datt hei vu gudde Jore massiv Steiere cumuléiert agedriwwe gi sinn, an dat huet gemaach, datt dat Joer trotz der Kris esou exzeptionell war. Et huet also näischt mat der Realitéit vun 2011 ze dinn.

A wat den Här Bodry de Moie gesot huet, dat ass absolut richteg. Zënter 2008 ginn d'Recettë vun de Gemengen net erop, mä erof, wann een d'real Recettë kuckt. Dat ass e Fait, am Contraire zum Beispill zum Stat, wou se mindestens nach geklomme sinn.

An dann, wéi gesot, wann een iwwert d'finanziell Situatioun vun de Gemengen insgesamt schwätzt, da muss een och iwwert d'Dépensen diskutéieren. An da muss ee vläicht awer och emol sech d'Méi ginn, ze kucken, wat mer dann diskutéiert hu virun zéng Joer, wou mer ugefaangen hu festzestellen, datt een effektiv eng Gemengefinanzreform brauch.

Dat hu mer jo net nëmme gemaach, well mer elo gesot hunn, et gëtt déi eng oder déi aner aarm Gemeng am Land an et gëtt déi eng oder aner méi räich Gemeng am Land, mä mer hunn dat gemaach, well mer gesot hunn, d'Gemengefinanze spillen eng wichteg Roll an der Réforme territoriale, an der Landesplanung, a mir mussen duerfir och eng Reform maache vun de Gemengefinanzen, fir datt mer eng besser Landesplanung kréien, fir datt mer d'Réforme territoriale kënnen eescht huelen.

An da misst een natierlech emol un alleréischter Stell iwwert d'Missioune vun de Gemengen diskutéieren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

D'Missioune vun de Gemenge vun haut, déi baséieren nach op engem Text aus dem 19. Jorhonnert, aus der Postkutschenzäit, wéi mäi Frënd Camille Gira ëmmer seet. Mir sinn ons jo awer eens, datt mer haut net méi mat der Postkutsch duerch d'Landschaft reiden a fueren, mä datt d'Welt geännert huet, an donc kann een natierlech och net méi d'Gemengemissiounen ausschliesslech gesinn op deem Text, deen haut besteet.

(Interruption)

An da stellen ech fest, datt mer an deene villen Dokumenter, déi den Innenminister, sougutt den Här Wolter fréier nach, wéi en Innenminister war, wéi och duerno säin Nofolger eis virgeluecht hunn, datt mer gesot hunn, mir wëllen an deem Land hei eng Rei Regiounen esou entwéckelen an eng Rei Regiounen aneschters entwéckelen. An déi Regiounen, déi gezielt hunn zu de Wirtschaftszentren, dat war nun eemol Esch/Belval, dat war d'Stad Lëtzebuerg mat de Randgemengen an d'Nordstad Ettelbréck/Dikrech.

Derniewent hu mer CDAen definéiert, dat waren dann Déifferdeng an Diddeleng, dat heescht, aner méi kleng Wirtschaftspôlen, déi eng gewësse Bedeitung haten. A mir hunn deemools gesot, datt et wichteg ass bei enger Gemengefinanzreform, datt mer dat alles berücksichtegen, well dovunner hänkt jo natierlech och d'wirtschaftlech Entwécklung vum Land of.

Duerfir, wa mer iwwer Gemengefinanzen diskutéieren, da geet et net nëmmen drëms, ob elo d'Stad Lëtzebuerg Verflichtungen als Haaptstad huet, mä et geet och drëms, driwwer ze diskutéieren, datt et eenzel Regioune gëtt, eenzel Gemenge gëtt, déi einfach wirtschaftlech gesinn de Moteur an den Nerv vum Land sinn an doduerch eng aner Bedeitung hunn, doduerch och aner Missioune musse kréien.

A wa mer bei de Missiounen da sinn, dann ass et jo awer relativ kloer. Ech hunn den öffentlechen Transport virdrun opgezielt. Dat ass eng Missioun, déi steet net de Moment als Gemengemissioun festgeschriwwen an den Texter, mä an der Realitéit gëtt et se awer. Well ech brauch jo awer kengem auszemolen, wann d'Gemeng Lëtzebuerg… Et huet emol eng Kéier ee mir am Innenministère gesot, wéi ech dat opgeworf hunn, sot en: „Jo, den öffentlechen Transport, deen ass net virgesinn. Wann eng Gemeng dat mécht, dann ass dat e Luxus, dee se sech leescht."

(Interruption)

Mä Dir kënnt Iech jo awer virstellen, wat géif geschéien, wa mer an der Stad Lëtzebuerg de Bus géifen nëmmen een Dag net fuere loossen. Da kann ech Iech soen, dann hunn d'Banken hei an der Stad ee gréissere Problem. Dann hunn d'Betriber hei an der Stad a ronderëm d'Stad ee gréissere Problem.

Duerfir, déi Missiounen, déi do definéiert gi sinn, do gëtt et der ganz neier derbäi, déi huet awer net jiddwereen. Eng Gemeng, wéi den Här Lux opgezielt huet, wéi Beefort, déi brauch natierlech keen öffentlechen Transport ze organiséieren. Selbstverständlech hunn d'Gemeng Beefort an déi Leit, déi do wunnen, och en Urecht op uerdentlech Déngschtleeschtungen, déi an eng Gemeng gehéieren, ob dat d'Kannerbetreiung oder Waasser ass. An da muss een dat alles och deementspriechend diskutéieren.

Mä et kann een net beim beschte Wëllen d'Gemengefinanzen eleng diskutéieren unhand vun de Recetten an dann hei opzielen, datt et eng Rei Gemenge gëtt, déi dann, wann ee reng d'Recettë kuckt pro Kapp-Awunner, esou vill Recetten hätten an aner nëmmen d'Halschent dovunner hätten. Dat ass eng falsch Diskussioun. An déi féiert eis och net weider. Wann ee se esou féiert, dann huet se ausschliesslech zum Zil an zum Zweck a zum Sënn, fir herno just Jalousie ze förderen an effektiv eng Gemeng géint déi aner auszespillen.

A si huet zum Hannergrond, datt de Stat… Well wa mer iwwert d'Gemengefinanzen diskutéieren, an den Här Bodry huet dat de Moien zu Recht gemaach, da geet et jo net nëmmen drëms, ze kucken, wéi mer déi Sue bei de Gemengen, déi vun de Gemengen agezu ginn, méi gerecht verdeelen, mä et geet och drëms, ze kucken, en vue vun de Leeschtungen, déi d'Gemengen haut musse brëngen, a vum Gesamtkuch, dee mer als Land, als Stat hunn, wéi vill Prozent de Stat verwalt do an ausgëtt a wéi vill d'Gemengen hunn. A muss de Stat net och vläicht een Deel méi Suen ofginn un d'Gemengen? Dat ass och eng Fro, déi ee muss diskutéieren.

Natierlech, wann een dat net wëllt a wann ee sech d'Liewe wëllt einfach maachen, da kënnt ee just mat de Recettë gefuer an da kritt een herno eng ganz falsch Diskussioun.

Den Här Bodry huet de Moien zu Recht gesot, et gëtt Gemengen, déi hunn eleng ëm déi 50% Fraisen, wou se emol guer net kompriméiert kréien, well dat si reng Personalfraisë wéinst Déngschtleeschtungen, déi ugebuede ginn. Dat stëmmt. D'Stad Lëtzebuerg zum Beispill huet 58% vun hiren ordinären Ausgabe Personalfraisen. Dat heescht, dat sinn net Suen, déi mer einfach vun Dommheet ausginn. An do hannendru stiechen natierlech eng Hällewull vun Déngschtleeschtungen. Do stiechen och Déngschtleeschtungen dran och erëm eng Kéier, déi mer am Intérêt vum Land maachen.

Eise Pompjeesservice an der Stad oder den nationalen Theater, dee mer an der Stad hunn, de Conservatoire, alles dat si jo Kulturinstituter, déi mer dach net nëmme maache wéinst der Stad Lëtzebuerg a wéinst den Awunner vun der Stad eleng.

Duerfir muss een awer wierklech ophalen, esou eng Diskussioun ze féieren, wéi se zum Beispill de Moie vum Här Spautz hei lancéiert ginn ass. Déi huet just zum Zil, fir ofzelenke vun deem, ëm wat et eigentlech geet.

An um Endeffekt och ofzelenken, Här Spautz, dovunner, datt Dir an Äre Minister an deene leschten zéng Joer hei kläglechst versot hutt, fir hei eng Strategie op den Dësch ze leeën, déi Kapp a Fouss huet a kohärent ass. Ech erënneren nëmmen un déi aarmséileg Diskussioun, déi mer haten an der Finanzkommissioun, wéi Äre Minister eis wollt déi Subsiden do virleeën, wou en emol selwer d'Chifferen net wousst, wéi e se gefrot ginn ass an der Kommissioun, déi en eis konnt ginn, wat dat als Konsequenzen hätt.

Also wierklech, kommt net heihinner a fänkt un, vu Gemengefinanzen ze schwätzen, well et si genau Dir an Är Ministeren, déi an deene leschten zéng Joer versot hunn, fir do eng uerdentlech Reform ze maachen!

Une voix.- Keng zéng Joer hei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen als Konklusioun, ech deelen oder mir deelen all deenen hir Meenung, déi soen, datt et sécherlech kee Wäert huet, Katastrophismus ze maachen. Mä et ass awer gradesou kloer, wéi gesot, datt mer eng Rei strukturell Problemer hunn, déi mer mussen ugoen.

Wat awer dramatesch ass, dat ass, datt d'Leit dobaussen immens duerjernee sinn; datt d'Leit just nach eng Regierung erliewen, déi chaotesch Steieren erhéicht, Aschneidunge mécht bei verschiddene Leeschtungen, fir de Budgetsdefizit erofzedrécken, a keen dobausse méi kann novollzéien, wat dann eigentlech d'Visioun vun dëser Regierung fir Lëtzebuerg ass, fir dëst Land, wou et soll higoen.

Ech mengen, datt vill Leit am Land sech bewosst sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg net op enger Insel liewen an datt och jiddweree bereet ass, matzezéien, wann et drëms muss goen, d'Äerm e bësse méi eropzestréppen, fir ze hëllefen, datt mer aus där Kris hei erauskommen.

Mä wat d'Leit awer brauchen, dat ass eng positiv Visioun. Eng Visioun, wou se och kënnen dru gleewen, wou se gesinn, datt et drëms geet, datt dat Land sech soll weiderentwécke-len, datt investéiert gëtt a Secteure vun der Zukunft, datt hir Kanner an hir Kandskanner och eng Chance hunn. Déi Visioun, déi feelt de Leit dobaussen. An duerfir gleeft och kee Mënsch méi un dës Regierung.

An et ass och duerfir, Här President, kloer, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Une voix.- Wéi dann?

Une autre voix.- Si stëmmen de Budget net.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e Wuert vu Mercien un déi zwee Rapporteuren, de Kolleeg Lucien Lux fir de Rapport iwwert de Budget an de Kolleeg Gilles Roth fir de Rapport iwwert de Pak vun de Steierreformen.

Här President, de Budget 2013, dee läit an der Kontinuitéit vun deene Budgete virdrun: D'Defiziter bleiwen an d'Schold gëtt méi grouss. Et ass traureg, datt mer elo iwwer Joren déiselwecht budgetär Entwécklung hei materliewen, iwwer Jore vun de Majoritéitsparteien erklärt kréien, datt een net däerf ze vill Defizit maachen, datt een net däerf ze vill Schold maachen, a vu Joer zu Joer gëtt den Defizit méi grouss an d'Scholden och.

De Budget 2012, dee sollt mat engem Defizit ofschléisse vun 1,1 Milliarden. D'Joer ass nach net eriwwer a mir wëssen awer elo schonn, datt den Defizit däerft bei 1,6 Milliarde leien.

De Moien huet de Kolleeg Bodry hei versicht, wéi laang ze erklären, datt dat méiglech ass, datt deen Defizit vun 1,1 op 1,6 Milliarden ugeklommen ass, an datt virun allem se iwwerrascht waren an deene leschten dräi Méint, wéi op eemol den Defizit esou grouss ginn ass.

Ech hu mer duerfir d'Méi gemaach an der Mëttesstonn, well ech gemengt hunn, ech hätt eppes vergiess, d'Budgetsdebatte vum leschte Joer nozeliesen, an ech sinn net fäerdeg ginn do mat liesen,…

(Hilarité)

…wéi d'Oppositiounsparteien d'lescht Joer scho gesot hunn, datt dee Budget, dee mer fir 2012 virgeluecht kritt hunn, op falsche Chiffere géif baséieren, op falschem Wuesstum géif baséieren an datt dee Budget doudsécher géif méi defizitär ginn, wéi e beim Dépôt bestoung. An och d'Avisë vun de Chambres professionnelles, vum Statsrot, vun der Cour des Comptes, vun der Banque centrale hunn alleguerte gesot,…

(Interruption)

…hunn alleguerte gesot, dee Budget vun 2012 wier falsch opgestallt an hätt zum Schluss méi ee groussen Defizit.

An, ech ka mech erënneren, datt heibannen diskutéiert ginn ass, datt dee Budget misst amendéiert ginn, datt e misst der Realitéit ugepasst ginn, an datt d'Regierung an hir Majoritéit refuséiert hunn d'lescht Joer, fir doriwwer ze diskutéieren nach fir eppes um Budget ze änneren. An haut komme se heihinner a kucken esou domm aus der Wäsch a soen: „A wéi ass dat méiglech? Elo hu mer dach méi Defizit, wéi mer geplangt haten!"

Dat wosst Der virun engem Joer! Dir wollt et just dunn net akzeptéieren. An duerfir, kommt haut net heihinner a maacht esou schäinhelleg, wéi wann elo iergendwéi eppes Schreckleches dëst Joer hei am Land geschitt wier, wou kee Mënsch eppes dervu gewosst hätt! Dir wosst et ganz kloer d'lescht Joer an et ass d'Resultat vun Ärer Politik.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- De Budget vun 2013, dee mer haut hei diskutéieren, soll mat engem Defizit liicht iwwer enger Milliard ofschléissen. E Resultat, wat sécherlech och wäert méi héich a méi schlecht ginn, wann d'Joer eriwwer ass. Eng Milliard Defizit, obwuel d'CSV/LSAP-Majoritéit an dëser Legislaturperiod schonn zwee Austeritéitsprogrammer mat deem vun dësem Joer décidéiert huet oder haut décidéiere wäert!

Firwat mir als ADR der Iwwerzeegung sinn, datt och de Budget 2013 méi schlecht wäert ausgoen, ofschléissen, wéi hei proposéiert, an déi nächst Budgeten, déi duerno kommen, och wäerten defizitär sinn, wëll ech unhand vun enger Rei vu Beispiller an Argumenter beweisen.

Eleng duerch d'Tatsaach, datt dëse Budget op engem Wuesstum vun 1,7% vum PIB etabléiert, deen awer an der Zwëschenzäit vum Statec scho staark no ënne revidéiert ginn ass, an zwar nëmme méi tëschent 0 an 0,7%, wäert derzou féieren, datt den Defizit méi grouss wäert ginn an dësem Budget vun 2013, wéi dat elo virgesinn ass.

Mir sinn also an därselwechter Situatioun, wéi mer d'lescht Joer ëm dës Zäit waren. An d'nächst Joer wäerte mer erëm an därselwechter Situatioun sinn, datt d'Majoritéitsparteien aus dem Staunen net erauskommen, datt d'Joer 2013 erëm méi schlecht ofgeschloss huet, wéi dat am Budget virgesi war. D'Vergaangenheet huet bewisen, datt d'Realitéit méi schlecht gëtt, wéi se hei virgestallt ginn ass. National wéi international Previsioune si fir dat nächst Joer éischter schwaach, dat souwuel um Weltniveau wéi och um europäeschen Niveau.

Duerch d'Politik vun CSV/LSAP sinn d'Risiken, datt déi finanziell Situatioun vum Stat an den nächste Joren nach méi schlecht wäert ginn, grouss. An doduerch lafe mer als Land konsequenterweis och d'Gefor an de Risiko, datt mer geschwënn d'Maastrichter Kritären net méi däerften erfëllen. D'Maastrichter Kritären, déi am Fong en Defizit vu maximum 3% vum PIB a fir d'Scholden héchstens 60% vum PIB virschreiwen. D'Administration centrale huet 2012 en Defizit vu minus 3,8. Also, reng als Stat leie mer iwwert de Maastricht-Kritären, wat den Defizit ubelaangt. Fir 2013 soll et minus 2,3 sinn. A wann d'Joer ëm ass, wäerte mer och erëm iwwer 3% leien.

D'Gemenge leie quasi global gesi bei null Schold. An et ass haut schonn ugeklongen: Eng Rei vu Gemengen, déi hu Reserven, an de Gros vun de Gemengen hu Scholden. Mä global gesi leien d'Gemengen op null.

D'Sécurité sociale läit mat engem Plus do vun 1,4%, soudatt mer global gesinn, d'Administration centrale, d'Gemengen an d'Sécurité sociale, fir d'Administration publique nëmmen - kann een da soen - 0,3% Defizit hunn; bedéngt duerch déi positiv Resultater awer vun der Sécurité sociale.

Déi nächst Jore wäerten d'Benefisser bei der Sécurité sociale awer lues a lues zréckgoen. Bei der Pensiounskeesereform hu mer laang doriwwer diskutéiert, an et ass am Fong gesot ginn, datt mer am Joer 2020 ongefeier op deem Punkt ukommen, wou déi jährlech Recetten nach just déi jährlech Dépensen decken. Dat kann och ee Joer éischter oder ee Joer méi spéit sinn, mä iergendwéi an där Géigend wäert et sinn. Et kann och zwee Joer méi spéit ginn. Et weess een et net.

Mä kloer ass dann, datt also an deenen nächste siwen, aacht Joer, déi virun eis leien, déi Iwwerschëss, déi elo nach, mengen ech, bei 800 Milliounen doruechter leien, lues a lues op null erofginn an dann eng negativ Auswierkung op d'Maastricht-Kritäre wäerten hunn. Et kann een och elo scho kucken, an deene leschte Joren: D'Iwwerschëss bei der Sécurité sociale waren am Joer 2008 nach 2,7%; 2011 1,9%; 2012 1,7%, an 2013 1,4%. Also, an deene leschte Jore sinn d'Iwwerschëss scho vis-à-vis vum PIB zréckgaangen. An, wéi gesot, an deenen nächste Jore wäert dat weider esou goen.

Dat huet dann en negativen Afloss op d'Maastricht-Kritären. An duerfir ass et elo och scho sécher, datt d'Zil, wat d'Regierung sech gesat huet - et gëtt jo vun der Regierung mëttlerweil agestanen -, fir bis 2014 op null ze sinn, wat d'Administration publique ubelaangt, net däerft realiséiert ginn.

Den FMI huet eng Etüd gemaach iwwert de Solde public iwwer zéng Joer vun enger Rei vu Länner, vun 2007 bis 2017. Bei Politique inchangée vun der Administration publique louch Lëtzebuerg am Joer 2007 als éischt, dat beschte Land do. A laut dem FMI géif am Joer 2017 Lëtzebuerg als dat schlechtste Land doleien. Länner wéi d'Belsch, Frankräich, Däitschland, Italien, Spuenien a souguer Griichenland géifen am Joer 2017 besser doleie wéi Lëtzebuerg. All déi aner Länner bauen hir Defiziter of, just Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land, deem seng Defiziter weider klammen. Trotz sougenannte Spuerprogrammer, trotz Sozialofbau, trotz Steiererhéijungen.

D'CSV/LSAP-Regierung kritt mat hirer Politik d'Statsfinanzen net an de Gréff.

D'Verhältnis tëschent de Recetten an den Dépensen: Iwwer Jore maache mer méi Dépensë wéi Recetten; iwwer Jore maache mer méi Dépensë wéi de Wirtschaftswuesstum. Déi Rechnung kann net opgoen. Et kann een een, zwee Joer, fir a Krisenzäiten antizyklesch ze wierken, domadder averstane sinn, mä et däerf net eng permanent Situatioun sinn, wéi mer dat elo hei am Land schonn e puer Joer amgaange sinn. Hei läit de grousse Feeler vun dëser CSV/LSAP-Majoritéit.

Och fir 2013 ginn d'Dépensë mat 3,5% an d'Luucht, bei engem Wirtschaftswuesstum, deen däerft tëschent 0 an 0,5% leien an dee sécherlech nach am Laf vun deenen nächsten zwielef Méint wäert erofgoen. D'Dépensë sinn also fënnefmol méi héich wéi deen zousätzleche wirtschaftleche Wäert, dee mer d'nächst Joer hei wäerte realiséieren.

De cumulativen Aspekt iwwert d'Jore gesi beweist op e puer Joer, datt d'Situatioun quasi dramatesch ass. Vun 2008 u sinn d'Dépensen an der Administration centrale, also beim Stat, vun 2008 u bis haut ëm 34% geklommen. An därselwechter Zäit sinn d'Recetten nëmmen ëm 23% geklommen. D'Konsequenz vun dëser falscher Politik ass: defizitär Resultater an deene leschte Joren a fir déi kommend Joren.

Wat fir Risike bestinn dann nach fir d'Finanzsituatioun vum Stat?

Éischtens, den E-Commerce. 2015 trëtt d'EU-Direktiv a Kraaft, wou mer en Deel vun de Recettë vum E-Commerce net méi kënnen hei am Land behalen. Den E-Commerce huet an deene leschte Joren eng enorm staark Progressioun erlieft. Bal 100 Milliounen d'Joer ass e geklommen. Am Ableck läit en tëschent 700 an 800 Milliounen. An et wäert een dervun ausgoen, datt e bis d'Joer 2015 nach wäert weider uklamme bis eng Milliard.

Et muss ee sech dee Chiffer a Relatioun mat de Gesamtstatsrecettë vum Joer mat 13 Milliarde virstellen - am Ableck 700, 800 Millioune vun 13 Milliarden -, da gesäit een d'Wichtegkeet vun där Steier fir de Statsbudget.

Am Joer 2015 däerft se, wéi gesot, op eng Milliard ukomm sinn. An da musse mer 70% vun der Milliard un déi aner Länner, wou de Konsum stattfënnt, offéieren. Dat sinn ongeféier 700 Milliounen, déi mer dann an engem Joer verléieren.

2017 gi 70% op 85% erop. Dat wiere laut haut de Berechnungen nach eng Kéier 150 Milliounen. An 2019 gi se op 100% erop. Dat wieren dann nach eng Kéier 150 Milliounen. Da wier déi Milliard fort, déi mer dann als Stat verluer hunn. Also, dat huet net nëmme Konsequenze fir de Budget vun 2015, mä och nach fir déi Joren duerno: 2017 an 2019.

Den aktuellen Defizit ass an de leschte Jore konstant bliwwen, mat enger Milliard an 1,6 Milliarden dëst Joer. 2015 kommen also 700 Milliounen derbäi. Mir wëssen also, wat op eis zoukënnt. A wa mer wëssen, wat am Joer 2015 op eis zoukënnt, da géif ee jo mengen, datt eng Regierung bei engem Budget fir d'Joer 2013 der Chamber an dem Land scho géif soen, wéi se deem zousätzlech staarke finanziellen Abroch 2015 - dat ass wuel no de Wahlen - géif entgéintwierken. Mä bis haut huet een dovunner kee Wuert héieren! Et huet ee kee Wuert héieren, wéi d'Regierung gedenkt, deem staarke Steierabroch am Joer 2015 entgéintzewierken. Näischt hu mer bis haut vun der Regierung héieren!

En zweete Punkt, deen d'Steierrecetten an Zukunft wäert belaaschten, dat sinn d'Steierretarden, déi mer bei de Betriber hunn oder besser gesot haten. Dat war am Fong nach eng zousätzlech Mouk. Well d'Betriber bis zu fënnef Joer réckwierkend kënnen ofgerechent ginn, louchen do nach eng Rei vu Suen, déi an deene leschten zwee Joer awer gréisstendeels agedriwwe si ginn, soudatt déi Recetten, déi mer an deene leschten zwee Budgete kritt hunn, och zu engem Deel bestanen hunn aus Retarden aus Joren, déi d'Ekonomie an deene Jore virdru verdéngt huet. Wa mer déi Mouk net gehat hätten, wieren d'Defiziter an de Joren 2012 an och `11 an nach e bëssen 2013 nach méi grouss ginn. Mä déi Mouk ass och elo opgeschafft.

En drëtte Punkt, deen d'Finanze wäert an der Zukunft belaaschten, dat sinn d'Fongen. Am Ableck mécht de Stat Investitioune fir d'Joer 2013 vun 1,7 Milliarden. Mir huelen och d'nächst Joer en Emprunt op vun 1,5 Milliarde fir an de Budget. Do kann een also soen, an de Kolleeg Bodry huet dat de Moien och schonn hei gesot, datt d'Investitioune praktesch integral iwwer Emprunt finanzéiert ginn.

Wou sinn dann, muss ee sech da froen, a vill Leit am Land froe sech, wou sinn dann déi Reserven, vun deenen d'CSV virun de Wahlen ëmmer geschwat huet? Wa Reserven do wieren oder gewiescht wieren, bräichte mer keng Emprunten ze maachen. Mä, wéi gesot, et ass kee Geld do! Mir hunn dat als ADR virun de Wahlen ëmmer gesot. Mir hunn et gesot, mir haten de Courage a mir hunn no de Wahle recht kritt.

Den Här Spautz huet de Moien hei gesot, 2010, wat d'Reserven ubelaangt, d'Dëppen hätt... si hätten 2010 festgestallt, d'Dëppen ass net méi voll, sot hien de Moien. Ech wollt den Här Spautz froen: Wat heescht dat, d'Dëppen ass net méi voll? Kloer géif et heeschen, d'Dëppen ass eidel!

(Hilarité)

D'Dëppen ass eidel. Et brauch een net ze soen, d'Dëppen ass net méi voll; d'Dëppen ass eidel, an zwar war et schonn 2010 eidel no de Wahlen. A wann d'CSV éierlech gewiescht wier, dann hätt se de Leit net virun de Wahle gesot, mir hu Reserven, en Apel fir den Duuscht - den Här Spautz huet dat Wuert de Moien och nach eng Kéier gebraucht -, mä dann hätt se scho virun de Wahle gesot, d'Dëppen ass eidel. Mä virun de Wahlen ass gesot ginn, mir hu Reserve geschaf, mir hunn en Apel fir den Duuscht.

(Interruptions diverses)

An et sinn nach Kadoe virun de Wahle gemaach ginn, et sinn nach Stëmme kaaft ginn. An haut kréien d'Leit d'Quittung! Haut kréien d'Leit d'Quittung ze bezuele vun deene Wahlkadoen, déi d'CSV virun de Wahle gemaach huet.

E véierte Punkt, deen d'Statsfinanze wäert negativ belaaschten, dat ass eise Finanzsecteur. Eise Finanzsecteur ass an der Baisse an e wäert sech ni méi esou erkréien, wéi dat virun der Kris war. Eng Well vun neie Reglementatiounen, d'Fro vun der Finanztransaktiounssteier, de Versuch, generell d'Finanzplaz ënner eng europäesch Kontroll ze setzen, alles dat geet op d'Käschten an op d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz. An domadder geet et och op d'Käschte vun de Steierrecetten an op d'Käschte vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

Eis Regierung huet an deene leschte Jore systematesch noginn a Saachen zougestëmmt, déi op d'Käschte vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ginn. An och elo gëtt schonn erëm versicht, fir ze maachen, fir wann dat doten alles kënnt, wéi wann dat net esou negativ wier, wéi wann dat trotzdeem nach kéint gutt sinn an et kéint souguer nach Virdeeler fir d'Finanzplaz hunn. Dat hu mer an der Vergaangenheet all Kéiers, wann zousätzlech Belaaschtunge fir d'Finanzplaz komm sinn, hu mer dat esou erkläert kritt, mat dem Resultat, datt d'Finanzsituatioun haut, d'Finanzplaz vu Lëtzebuerg haut esou staark ënner Drock steet wéi ni!

E fënnefte Punkt fir de Statsbudget ass d'Desindustrialiséierung vum Land. D'Industrie huet am Joer 2011 nach just 6,8% vum PIB ausgemaach. Am Joer 1995 waren dat nach 12%. Also an engem Zäitraum vu sechs, siwe Joer praktesch eng Halbéierung vum Afloss vun der Industrie op de PIB. D'Desindustrialiséierung zu Lëtzebuerg ass vill méi rapide wéi bei eisen Nopeschlänner an och méi séier wéi an der Moyenne vun der Eurozon. Dat ass besuergniserregend a mécht eis nach méi ofhängeg vum Finanzsecteur, deen, wéi gesot, sech gläichzäiteg och an engem Ofwäertstrend befënnt.

Dee sechste Punkt, deen d'Statsfinanze belaascht, sinn d'Scholden, d'Emprunten. D'nächst Joer huele mer en neien Emprunt op vu 4,5 Milliarden: 1,5 Milliarden, fir de Budget an den Équiliber ze bréngen, zwou Milliarde fir de Refinanzement vum Emprunt vun der BGL, eng Milliard fir d'Eurorettung an de Refinanzement vun der Zentralbank. 4,5 Milliarden neien Emprunt 2013, bei engem Budget, deen 13 Milliarde Recetten huet. Et muss een also d'Héicht vum Emprunt emol an d'Relatioun setze mat deem, wat mer an engem Joer erakréien. Mir mussen d'nächst Joer 4,5 Milliarde léinen.

D'Cour des Comptes rappeléiert, datt laut dem Programme de stabilité weider Empruntë fir déi nächst Jore musse virgesi ginn, an op d'mannst eng Milliard 2014, 1,5 Milliarden 2015, 1,5 Milliarden 2016. Nodeems d'Statsschold tëschent 2008 vu 791 Milliounen op 6.290.000.000 elo explodéiert ass, wäert d'Statsschold sech laut der Cour des Comptes tëschent 2013 oder 2012 bis 2016 mat 12,3 Milliarden nach eng Kéier verduebelen! An dëser Legislaturperiod ass d'Statsschold vu 5% op 26% eropgaangen an an der nächster Legislaturperiod geet se doudsécher, wann net schonn an dëser, iwwert d'Grenz vun 30%.

Mir wëssen alleguerten, wat dat fir eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg bedeit. An am Fong, wa mer op virun zwee, dräi Joer zréckkucken, wéi mer dunn heibannen diskutéiert hunn, da war parteiiwwergräifend ee Konsens, datt gesot ginn ass, mir dierfen net mat der Schold iwwert déi 30% erauskommen, well dat net fir eng kleng Ekonomie vertrietbar ass. Mir hunn et awer elo gepackt, an enger Legislaturperiod un déi 30% ze kommen, a mir wäerten doudsécher an där nächster Legislaturperiod iwwert déi 30% erausgoen!

E siwente Punkt, deen eis Statsfinanzen an Zukunft wäert belaaschten, ass d'Netzréckbezuele vun der Schold. Ech hunn dat nach all Joers hei gesot, datt de Stat nëmmen Zënsen zréckbezilt a kee Kapital. All Gemeng, all Privatmann, all Betrib, dee Scholde mécht, dee bezilt net nëmmen Zënsen, mä dee bezilt och Kapital zréck. De Stat bezilt nëmmen Zënsen zréck, hélt en Emprunt op zéng Joer op a seet dann, an zéng Joer bezuelen ech dann d'Kapital an enger Kéier zréck.

Do gerode mer an eng Scholdespiral eran, an ech hunn dat och hei scho gesot am Numm vun der ADR, datt dat eiser Meenung no och - well et ass net de Lëtzebuerger Stat, deen dat eleng mécht, dat si generell d'Staten, déi esou verfueren -, datt dat d'Haaptursaach vun der Eurokris, d'Haaptursaach vun der Iwwerverschëldung vun de Staten ass. Mir hunn dat ëmmer kritiséiert a mir bleiwen och derbäi.

Dës Kéier komme mer elo d'nächst Joer an deen éischte Punkt eran, well de 4. Dezember d'nächst Joer sinn déi zwou Milliarde fälleg, wou deemools gesot ginn ass, wéi mer duerfir Aktië kaaft hu bei der BGL: Ma, wann dat kënnt, da verkafe mer se erëm, mat Benefiss eventuell, da kënne mer dat rembourséieren. Elo wësse mer awer, datt déi Situatioun net esou ass. An d'nächst Joer huele mer dann en Emprunt, wéi gesot, op vun zwou Milliarden, fir déi ze refinanzéieren.

Mir kommen elo also an déi éischt Etapp, wou mer mussen engersäits Emprunten ophuelen, fir den normale Budget am Équiliber ze halen, an derniewent en Emprunt ophuelen, fir een alen, fir en aneren Emprunt, deen ofleeft, ze refinanzéieren. An d'Cour des Comptes schreift och an hirem Avis: «Le Luxembourg (...) va entrer pour la première fois (...) dans un cycle de refinancement de sa dette par l'émission de nouveaux emprunts obligataires.»

An duerno, muss ee wëssen, ass et net gedoen. Mä duerno komme praktesch, déi Joren duerno, ëmmer erëm nei Emprunten, déi fälleg ginn: 2016 400 Milliounen, 2018 700 Milliounen, 2020 zwou Milliarden, 2022 eng Milliard, 2023 4,5 Milliarden, 2024 eng Milliard an 2015 (veuillez lire: 2025) 1,5 Milliarden. Dat ass d'Ierfschaft, déi mer de kommende Generatiounen hannerloossen!

Bei där finanzieller Aussiicht vum Stat, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, wësse mer, datt an all deene Joren do net déi Iwwerschëss wäerten do sinn, fir déi Emprunten, d'Kapital ze refinanzéieren. Mä déi, déi dann d'politesch Responsabilitéit hunn a déi dann d'Steiere mussen hei am Land bezuelen, dat sinn déi, déi da mussen nei Emprunten ophuelen, fir déi erëm ze refinanzéieren. An esou geet déi Scholdespiral lues a lues virun. An da komme mer an zéng Joer an déi drëtt Etapp, wou mer mussen ufänken, zwee Emprunten ze refinanzéieren. An da gi mer riicht op déi griichesch Verhältnisser zou!

Den Här Bodry huet de Moien hei gesot, datt eng Gemeng sech dat net kéint erlaben, fir mat Empruntë praktesch integral d'Investitiounspolitik ze finanzéieren. Dat stëmmt. Mä wat eng Gemeng sech och net kann erlaben, fir hir Schold net zréckzebezuelen. Eng Gemeng muss och, wa se en Emprunt ophëlt, mat hirem ordinäre Budget net nëmmen d'Zënsen, mä och d'Kapital zréckbezuelen. An dat ass och richteg esou. Dat heescht, den Här Bodry hat dat nach de Moien hei vergiess.

A wann de Stat misst higoen an e misst och d'Kapital vu senger Schold zréckbezuelen, dann hätte mer all Joers am Ableck eng zousätzlech Dépense vu 500 bis 600 Milliounen d'Joer. Dat ass dat, wat de Stat misst opbréngen, wann e wierklech géif gären och säi Kapital zréckbezuelen. An dat misst am Fong d'Regel sinn, datt, wa mir Schold maachen, mer och géifen eis Schold zréckbezuelen, amplaz datt mer där nächster Generatioun déi iwwerloossen.

Dat ass dee gréisste Feeler, deen et an der Finanzpolitik gëtt, datt de Stat seng Schold net zréckbezilt. Wéi gesot, mir misste 500 bis 600 Millioune weider all Joers ausginn, wa mer d'Kapital géifen zréckbezuelen, wéi all normale Mënsch an all Betrib dat muss maachen.

Wann déi Situatioun do weidergeet, da kënnt deen aachte Punkt, deen eis wäert finanziell belaaschten. Dat ass dann nämlech de Verloscht vun der ekonomescher Attraktivitéit. Wa mer esou weiderfueren, dann ass de Risiko grouss, datt mer den Triple-A dierfte verléieren. Dat hätt néfaste Konsequenze fir d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Et hätt och néfaste Konsequenze fir d'Zënsen op der Statsschold. Et géif manner budgetäre Spillraum ginn, et géife méi Scholde ginn, et géife méi Zënse ginn, Zënsen, déi elo schonn iwwer 200 Milliounen d'Joer leien an déi sech an deenen nächsten zwee Joer wäerte bal verduebelen. Et muss ee wëssen, zwou Milliounen, dat sinn aacht Milliarden aler Frang, déi mer haut un Zënse bezuelen, oder et kéint een zwee Lycéeë baue pro Joer eleng vun deenen Zënsen, déi mer am Ableck musse bezuelen.

Haut gi mer hin, mer sträiche Lycéeën, mer setze se zréck, well mer iwwer Joren eng falsch Finanzpolitik gemaach hunn an haut mussen Zënse bezuelen, amplaz Investitioune kënnen ze maachen.

Dat Ganzt féiert dann, an dat ass deen néngte Punkt, dee kritesch ass fir d'Zukunft, dat féiert dann zum Verloscht vun der politescher an der budgetärer Souveränitéit. Wa mer d'Stabilitéitskritären net méi erfëllen, verléiere mer déi politesch an déi finanziell Souveränitéit. Dann décidéieren net méi mir hei an der Chamber, da gëtt zu Bréissel décidéiert iwwer eis Akommes an iwwer eis Dépenses politiques. Dann décidéieren net méi mir iwwert d'Sozialpolitik, mä da gëtt zu Bréissel décidéiert, wat fir eng Sozialpolitik mer hei maachen. Beispiller gëtt et genuch. Ech brauch nëmme Griichenland ze nennen.

Mir mussen also hei eis Hausaufgab maachen. D'CSV an den Här Juncker hunn ëmmer hei gesot, mir dierfen déi nächst Generatiounen net hypothéquéieren. A genau dat gëtt awer mat där aktueller Politik gemaach. Déi aktuell Politik verlagert déi ganz Laascht op déi kommend Generatiounen.

Mir hunn als ADR duerfir scho virun engem Joer e ganze Pak vu Spuermoossname proposéiert. Déi éischt ass, datt mer gesot hunn, ier de Stat Steiererhéijunge mécht, ier de Stat Sozialofbau mécht, muss de Stat emol fir d'Éischt seng Hausaufgab maachen. An eng vun den éischte Froen a Punkten ass, datt de Stat emol muss déi Steieren encaisséieren, déi e laut Gesetz zegutt huet.

Eng Regierung ass do, fir d'Gesetzer ze applizéieren. Wa Steierbeamte bei d'Parteie pilgeren an deene soen: „Mir ginn net à même gesat, fir kënnen déi Steieren ze encaisséieren, déi de Stat zegutt huet, an zwar net bei deene klenge Leit oder bei deene klenge Betriber, mä bei deenen, wou et wierklech géif Geld erabréngen. Mä déi kënne mir net, mir dierfen déi quasi net kontrolléieren", an do gi massiv Zomme vu Steiergelder net agedriwwen, da muss dat engem ze denke ginn, well d'Steierverwaltung, d'Leit, d'Fonctionnairë selwer déi Démarchë bei d'Parteie maache ginn a soen: „Mir ginn net en mesure gesat, fir kënnen déi Steieren anzedreiwen, déi mer kéinten a wéilten andreiwen. Mä d'Politik gëtt eis net déi Moyenen, d'Politik gëtt eis net déi Leit, fir kënnen déi Steieren anzedreiwen."

Et muss ee sech do d'Fro stellen: Firwat? Firwat ass dat esou?

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Minister stellt lech gären eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbst-

verständlech.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Kann den Här Gibéryen hei wann ech gelift widderhuelen e Saz, deen, wann ech richteg héieren hunn, hie gesot huet, datt d'Beamte vun der Steierverwaltung géifen dru gehënnert ginn, fir Kontrollen ze maachen?

Da géif ech gäre wëssen, wien, wat fir ee Minister wat fir ee Beamte gehënnert hätt, fir Kontrollen ze maachen. Et ass nämlech eng konstant Linn vu mir, fir ze soen, datt mer d'Steiere mussen andreiwen.

Duerfir wéisst ech hei gäre ganz genee, ob ech richteg héieren hunn.

D'Zuel vun de Beamte kann een ëmmer diskutéieren. Mir hunn déi lescht Joren déi dräi Verwaltungen ausgebaut. Déi hu Leit bäikritt. A wéi all Verwaltungen hätte se nach ëmmer gäre méi Leit. Mir hunn d'Informatisatioun gemaach.

Ech géif hei ganz gäre vum Här Gibéryen wëssen, ob en hei gesot huet, datt een e Beamte gehënnert hätt, eng Kontroll ze maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Minister, ech hunn hei ganz kloer gesot, dat ass à peu près, wéi Der et elo ausgedréckt hutt.

(Brouhaha général)

Neen, neen, neen, neen, neen, neen, ech hu guer kee Problem domat.

Ech wollt just, ob ech elo genau dee Saz..., mä ech wëll Iech en duerfir nach eng Kéier widderhuelen, fir datt et genau ass. Also, bei eis an der Fraktioun ass d'Delegatioun gewiescht vum Personal vun der Steierverwaltung. An déi hunn eis ganz kloer gesot, si hätten net Leit genuch a si géife scho jorelaang Leit froen a si hätten déi Leit net kritt.

(Brouhaha général et interruptions)

Une voix.- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, lauschtert! Lauschtert, lauschtert meng Konklusioun! Loosst mech ausschwätzen, meng Konklusioun, a si kréichen déi Leit net, déi si bräichten, fir verschidde Leit, fir verschidden Entreprisen ze kontrolléieren, wou massiv Steieren anzedreiwe wieren.

Si hunn also net d'Moyenë kritt, si kréien also net d'Moyenen, fir déi Steieren anzedreiwen, déi se kéinten andreiwen, déi geschëllt si laut Gesetz a wou d'Regierung eng Responsabilitéit, eng Verflichtung huet,...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir Gesetzer, déi dëst Parlament stëmmt, fir déi Steieren och anzedreiwen.

(Interruption)

An dann hunn ech gesot, da stellt ee sech d'Fro: Firwat gëtt eng Regierung enger Verwaltung net genuch Leit, fir datt déi kann hir Missioun maachen an all déi Steieren do andreiwen?

An zwar hunn ech gesot, net bei deene klenge Leit, net bei deene klenge Betriber, mä si hunn eis ganz kloer gesot, et sinn déck Betriber a ganz räich Leit, déi hei zu Lëtzebuerg net méi géife besteiert ginn. Ganz kloer.

Ech ginn nach méi kloer. Déi hunn eis gesot, déi ginn emol net méi kontrolléiert. A wann ee vun deenen - elo zitéieren ech ganz genau: „A wann ee vun deene bannent 50 Joer an eng Kontroll géif falen, dann hätt e Pech gehat." Dat ass d'Situatioun Wuert fir Wuert, esou huet d'Delegatioun vun der Steierverwaltung eis et gesot. „Wann ee géif a 50 Joer kontrolléiert ginn, dann hätt en ebe Pech gehat." Dat wier d'Realitéit. An do wier nach masseg...

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Gira Iech eng Fro stellt?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech wollt den Här Gibéryen froen, ob déiselwecht Leit der ADR och gesot hunn, datt datselwecht gëllt beim Schluss vun de Leasingskontrakter vun den Autoen. Do missten d'Leit eigentlech d'Differenz vun deem, wat den Auto offiziell wäert ass a laut Kontrakt och versteieren. Déiselwecht Beamten hunn eis op jidde Fall gesot, och do wiere keng Leit do. Do kéint ee vun Dosende Milliounen Euro schwätzen, well se och net d'Méiglechkeeten hätten, déi dote Steieren anzedreiwen.

Hu se Iech dat och gesot, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ka mech net erënneren, datt se genau deen do prezise Fall bei eis ernimmt hunn. Neen, seriö. Mä si hunn eis dat gesot, wat ech Iech elo gesot hunn. Dann ass dat do nach en zousätzlecht Beispill,...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Voilà.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat den Här Gira do gesot huet. Dir gesitt, datt déi Leit...

Et ass traureg, Här President, ech muss dat och soen. Ech maachen elo 25 Joer...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Et sinn déi mat de breede Schëlleren, déi esou Autoen hunn, Här Gibéryen.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech maache 25 Joer Politik hei. An dann héieren ech hei eng Regierung,...

(Interruptions)

...e schlaue Finanzminister, déi hei schwätze vun de breede Schëlleren.

Une voix.- Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn ëmmer gemengt, mat de breede Schëllere géife se wierklech déi menge mat de breede Schëlleren, déi d'Schëllere breet hätte vum Geldschleefen. Mä wann ech awer d'Politik kucken, da sinn et déi, wou déi breet Schëlleren hu vum Schaffen. Déi ginn hei belaascht. Awer net déi, déi breet Schëlleren hu vum Geldschleefen.

An et ass traureg, datt eng Verwaltung, d'Fonctionnairë musse bei d'Parteie goen a soen, datt si net à même gesat ginn - net à même gesat ginn! -, fir déi Steieren ze encaisséieren, déi laut de Gesetzer geschëllt sinn.

Duerfir soen ech, wann eng Regierung - an ech soen dat ganz knallhaart hei -, wann eng Regierung hir Verwaltung net à même setzt, fir datt déi Steieren do encaisséiert ginn, da mécht se sech zum Kompliz vun der Steierhannerzéiung bei enger gewëssener Kategorie vu Leit. An dat léisst ganz déif denken (veuillez lire: blécken).

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Très bien! Exzellent! Dat ass richteg.

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Minister stellt Iech nach eng Kéier gären eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech muss dat hei wierklech nach eng Kéier formell contestéieren. Dat hei ass egal wat. Egal wat! Well...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net egal wat.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Da loosst mech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass d'Resultat vun Ärer Politik.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Also,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass egal wat.

M. le Président.- Neen, Här Gibéryen, lauschtert elo emol dem Här Minister no an dann äntwert Der!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Dat ass e Fait, datt a ganz ville Ministèren, a ganz ville Verwaltungen Delegatioune fir méi Leit plädéieren. An et ass richteg an der Steierverwaltung. Dat sinn Honnerte vu Leit, wann ech déi dräi Steierverwaltunge bäihuelen, déi mer an deene leschte Joren eropgesat hunn - ech wëll elo net de prezise Chiffer nennen, fir kee falsche Chiffer ze nennen, mä et sinn awer iwwer 1.000 Leit an deenen dräi Verwaltungen -, datt déi ëmmer erëm gesot kréien, datt se mussen d'Steieren andreiwen.

Duerfir hu mer d'Zuel d'lescht Joer, den Numerus clausus, musst Der Iech vläicht erënneren, d'Zuel vun de Steierbeamte war mat déi Kategorie vu Beamten, déi am meeschten augmentéiert ginn ass.

Mir sinn iwwregens kritiséiert ginn zugläich, datt d'Frais de fonctionnement an d'Frais de personnel beim Stat géife klammen. Déi klammen, well mer Leit agestallt hunn. An datt et ni duergeet mam Personal, dat ass soulaang ech an der Politik sinn a soulaang déi virdrun an der Politik sinn. Et gëtt ëmmer gesot: „Mir brauche méi Leit." Mä d'Aarbecht ass an d'Instruktioun ass, fir déi Betriber ze kontrolléieren a fir d'Leit ze kontrolléieren, fir datt d'Steiere bezuelt gi grad bei deenen, déi musse Steiere bezuelen.

Duerfir hunn ech och gëschter rappeléiert - wéi och de Rapporteur vum Projet de loi -: 5% vun de Leit bezuele 50% vun de Steieren. Et ass also och net ëmmer dee Saz, datt nëmme géifen déi kleng Leit Steiere bezuelen. Neen, au contraire. Also dat do alles, dat kann ee mat Pauschaliséierung absolut net maachen.

A wann ee Betrib net kontrolléiert gëtt, dann hätt ech gären den Numm. Dir hutt hei keen Numm ginn. An ech ginn dat nach eng Kéier kontrolléieren. Dir kënnt och bei mech kommen an déi Nimm soen, well esou eppes loossen ech net einfach esou am Raum stoen.

Hei zu Lëtzebuerg mussen d'Steiergesetzer respektéiert ginn. An datt d'Gewerkschaften an d'Delegatioune méi Leit revendiquéieren, dat ass dat Normaalst vun der Welt. Mä doraus dierf een net de Schluss zéien, fir ze soen, datt et hei géif eng Instruktioun ginn, datt net soll kontrolléiert ginn. De Contraire ass de Fall, an déi, déi mech kennen, wëssen, datt dat de Fall ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hunn net gesot, de Minister hätt eng Instruktioun ginn. Ech hu gesot, de Minister géif d'Verwaltung net à même setzen, fir datt déi Leit kënnen hir Aarbecht maachen an d'Steieren encaisséieren. D'Steieren encaisséieren.

(Interruption et brouhaha)

Ech brauch keng Nimm ze nennen. Ech hunn lech gesot...

(Interruption)

Ech hunn Iech gesot, et war d'Vertriedung vum Personal vun der Steierverwaltung. An den Här Gira huet elo confirméiert, datt se och bei hinne war. Ech brauch hei keng Nimm ze nennen. Et war d'Vertriedung vum Personal vun der Steierverwaltung.

Dach, den Här Gira huet gesot, si wären och bei hinne gewiescht.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann ech dat gutt verstanen hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Här Gira, wann ech gelift.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech géif den Här Finanzminister da froen, ob e ka bestätegen, datt d'Valeurs résiduelles vun de Leasingsautoen, wa Leit se selwer kafen, systematesch besteiert ginn.

Mir hunn Informatioune vun der Steierverwaltung, datt déi net Leit genuch hunn, fir dat dote systematesch ze maachen. Do schwätze mer net vun e puer Honnertdausend Euro, do schwätze mer vu Milliounebeträg vu Steieren, déi dem Lëtzebuerger Stat entginn, well d'Steierverwaltung net Leit genuch huet, fir dat dote systematesch ze maachen.

Wann Dir sot, dat wier net richteg, da behaapt Dir jo hei, dat dote géif systematesch gemaach ginn. Da kënne mer dat jo nokontrolléieren. Mir hunn Informatiounen, datt dat iwwerhaapt net gemaach gëtt, well d'Leit keng Méiglechkeet hunn, net Leit genuch hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En plus muss ee wëssen, datt mer elo...

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Ech muss dat do vérifiéieren. Ech hunn dem Här Gibéryen geäntwert op seng Fro.

(Interruption)

Dat, wat Dir gesot hutt, muss ech vérifiéieren. Ech weess dat net. Ech muss den Direkter vun der Steierverwaltung froen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà. En plus, mengen ech, musst Der wëssen, dat hu se och gesot, kritt elo d'Steierverwaltung erëm weider Aarbecht mat de Steierkaarten. D'Gemenge ginn entlaascht, mä et ass erëm eng Aarbecht, déi d'Steierverwaltung weider kritt, wou keng Steieren erakommen, mä wou d'Leit erëm mat aneren Aarbechte beschäftegt ginn. Ouni Leit bäizekréien, kréie se eng nei administrativ Aarbecht, déi keen Euro Steiere wäert weider an d'Keess bréngen.

En zweete Punkt, deen ähnlech ass wéi d'Net-Steieren-Encaisséieren, dat sinn d'Failliten. Ech hunn hei an dëser Chamber an deene leschten zéng Joer zwou Interpellatioune gemaach iwwert d'Failliten, well déi einfach alarmant Chifferen ugeholl hunn. Dëst Joer wäerte mer op 1.000 Failliten hei am Land kommen. An elo huet de Minister Biltgen - deen, mengen ech, ass responsabel - ugekënnegt, et géif elo e Projet de loi kommen.

Och do muss ee wëssen, d'Fro stellen: Firwat brauche mir zéng Joer, fir eng Reform ze maachen, fir entgéintzewierken, datt mer esou vill Faillitë kréien?

Mir wëssen, datt an enger fräier Ekonomie och Failliten eng Normalitéit sinn. Mä mir wëssen awer och, datt et net eng Normalitéit ass, datt d'Faillites frauduleuses an esou virun déi Normen (veuillez lire: Proportiounen) ugeholl hunn, déi se hei zu Lëtzebuerg ugeholl hunn. Hei huet d'Regierung och iwwer zéng Joer nach näischt gemaach. Elo soll e Projet kommen.

Et muss een awer wëssen, datt iwwert d'Failliten, d'Steieren, d'TVA, den Enregistrement, d'Sécurité sociale Honnerte vu Milliounen iwwert d'Jore verluer gaange sinn. Eleng bei der TVA si cumuléiert 700 Milliounen TVA an deene leschte Joren iwwert de Wee vu Faillite verluer gaangen. An awer brauch d'Regierung Joren a Joren, fir eng Reform ze maachen.

Duerfir soe mer: Ier Der de Leit Steiererhéijunge maacht, ier Der Sozialofbau maacht, kuckt emol, datt Der déi Suen erakritt, déi Der zegutt hutt! Gitt se emol dohinner sichen, wou se sinn! Dir wësst, wou Der se sollt siche goen.

Mä d'Fro ass: Firwat gitt Der se net dohinner sichen? Dat ass d'Fro, wou mer gären eng Äntwert vun der Regierung drop hätten.

An dann d'Fro vum Spuere beim Stat. Bis elo kënne mer nach net novollzéibar kucken, wou de Stat da bei sech gespuert hätt. Et ginn ëmmer esou Zifferen a Sloganen an d'Welt gesat, mä konkret, wou de Stat da bei sech gespuert huet bis haut, kënne mer nach näischt feststellen.

Mir sollen och spuere bei der Entwécklungshëllef, wou mir als ADR soen, an Zäiten, wou et eis gutt gaangen ass als Land, konnte mer méi wéi déi 0,7% ginn. Mir sinn op 1% eropgaangen. Mir ware souguer iwwer 1%. Mä mir soen, haut geet et dem Land net méi esou gutt, da solle mer lues a lues op dat zréckfueren, wouzou mer eis engagéiert hunn: 0,7%.

Lëtzebuerg war 2009 bei 1,11%, 2010 bei 1,05%, 2011 bei 0,97%. Also, et ass do liicht zréckgaangen. Mä mir soen, mir mussen op déi 0,7% zréckfueren. Da si mer nach méi héich wéi all déi aner Länner, wa mer op 0,7% sinn, well praktesch keent vun deenen anere Länner, a scho guer keent vun eisen Nopeschlänner, ass bei deenen 0,7%. Do géife mer Honnert Millioune spueren, déi mer da kéinten an eis national Ekonomie investéieren.

Wa mer wëssen,...

(Interruption)

...wa mer wëssen, an och déi aner Suen, déi mer an d'Entwécklungshëllef ginn...

(Interruptions)

Jo, jo, jo, jo, mir sollen dat maachen, fir wat mer eis engagéiert hunn als Stat. An dat ass 0,7%.

(Interruption)

Mir haten och kee Problem dermat, wéi mer lwwerschëss haten, fir méi ze ginn.

(Interruptions)

Ech wëll Iech eent soen...

M. le Président.- Ech bieden Iech, nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll Iech elo eent soen: Elo reegt Der Iech iwwer eis op, an ech wetten haut an hei, datt Der lues a lues op déi 0,7% erofgitt.

(Interruption)

Ech hunn Iech jo elo gesot, Dir sidd jo vun 1,11% op 1,05% op 0,97% schonn an deene leschten dräi Joer zréckgaang. An Dir gitt weider esou zréck, well mer einfach déi Suen net méi hunn.

An och déi aner Suen, déi mer an d'Entwécklungshëllef ginn, sollte mer méi versichen, an eis national Ekonomie afléissen ze loossen, fir datt déi kann Entwécklungshëllef maachen, well wa mer feststellen, datt de Statec eis seet, datt duerch de Spuerpak, deen d'Regierung elo décidéiert, de PIB däerft d'nächst Joer tëschent 0,3 an 0,6% manner wuessen, dann hu mer also all Intérêt, fir déi Suen, déi mer als Stat ausginn, eiser Ekonomie zoukommen ze loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An datselwecht gëllt och fir d'Kyoto-Zertifikater, déi mer an d'Ausland kafe ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat geet net esou, wéi Dir et gären hätt. Do iert Der Iech. Dat mécht kee mat. Schummt Iech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och bei den internationalen Institutiounen...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Den Här Kartheiser fënnt dat super...

(Interruptions)

Dir maacht guer näischt méi! Dir lauschtert just engem doiwwer bei lech no. Verstoppt lech ënnert dem Dësch wéi dee leschten...

(Coups de cloche de la présidence)

Dir sollt Iech schummen! Schumme sollt Der lech! Doiwwer gëtt et just nach een.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, ech sinn iwwerzeegt, och wann déi gréng déi nächst Kéier mat an der Regierung sëtzen, Dir gitt och erof op déi 0,7%.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mat Sécherheet net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A mat Sécherheet gitt Der erof. Oh Mamm, Dir hutt schonn aner Saache matgemaach,...

(Interruption et hilarité)

...ouni datt Der an der Majoritéit waart...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir hutt hei am Land nach iwwerhaapt näischt matgemaach. Do hutt Der ganz recht. Dat kann Iech net geschéien. Äre Veräin war nach néierens an der Verantwortung. Dir hutt nach näischt matgemaach an Dir maacht näischt mat.

M. le Président.- Wann ech gelift, ech hätt gären, datt Der dem Här Gibéryen nolauschtert. Herno ka jiddwereen nach eng Kéier Stellung huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och u Kontributioun un den internationalen Institutioune bezilt Lëtzebuerg pro Kapp méi wéi déi aner Länner. De Statsminister huet souguer eng Kéier an enger däitscher Zeitung gesot, e wier frou, datt d'Lëtzebuerger dat nach net gemierkt hätten, datt d'Lëtzebuerger géife méi bezuele wéi déi aner Länner. An och hei soe mer, solle mer renégociéieren, fir eis op en Taux ze setzen...

(Interruption)

...op en Taux ze setzen, wéi dat bei all deenen anere Länner ass.

D'Relatiounen tëschent dem Stat an de Kierche sollen iwwerduecht ginn. Dat kann net nëmme sinn um Niveau vum Stat, mä generell iwwert de Wee vun de Konventiounen, wou mir net matgestëmmt hunn, wou mer awer soen, datt jiddweree muss säi Bäitrag leeschten.

D'Masse salariale, Här President, déi muss och laut eiser Meenung agefruer ginn. An duerfir hu mir gesot, misst een d'Masse salariale beim Stat afréieren, well dat awer 20% vun dem Statsbudget ausmécht. Déi normal Avancementer an den Index solle bezuelt ginn, mä et soll keng zousätzlech ausser der Rei Augmentatioun méi stattfannen. De Statsbudget ass defizitär. A wann an engem Privatbetrib e Betrib Defizit mécht, da wësse mer dat a mir liesen dat momentan all Dag an der Zeitung, da gëtt et Lounkierzungen, d'Leit ginn entlooss oder de Betrib gëtt zougemaach.

Mir kënnen dach net zu deem Zäitpunkt higoen an dann an der Fonction publique d'Gehälter erhéijen. D'Regierung huet elo e Projet de loi deponéiert, fir nach an dëser Legislaturperiod d'Gehälter ze erhéijen, virun de Wahle stëmmen, fir no de Wahlen ze ginn.

(Interruption)

Bon, a se gi gekierzt. Dat ass awer eng gelunge Kierzung, wann d'Regierung seet, well den Accord salarial ee Joer zréckgesat wier ginn, hätt se 55 Milliounen dëst Joer gespuert am Budget. Dann ass dat awer eng gelunge Kierzung, wa se den Accord salarial ee Joer zrécksetzt an da seet de Minister eis: „Doduerch hu mer 55 Millioune gespuert." Dorunner gesinn ech awer net, wou d'Kierzung soll sinn.

D'Kierzung ka jo net doranner bestoen, datt ee seet, wann d'zukünfteg Fonctionnairen...

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Weber Iech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hunn haut nëmme 70 Minutten.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Oh, Dir hutt der nach 18.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schonn, mä ech si jo och nach net um Enn. Mä wann Dir mat mir esou tolerant herno sidd an Dir rechent mir déi Zäiten un, kënne se esou vill Froe stellen, wéi se wëllen, d'Kolleegen.

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech wollt den Här Gibéryen a sech froen, ob en a sengem viregte Liewen, wat en an der Stolindustrie hat an ausganks de 70er Joren, net och mat op d'Strooss gaangen ass, fir de Kollektivvertrag vun der Sidérurgie, fir a senger Pai méi ze kréien? Dee Betrib war och defizitär.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Weber, ech weess net, ob hie sech kann aus sengem viregte Liewen erënneren.

(Hilarité)

Hie war jo Gewerkschaftspresident. An ech ka mech erënneren, wéi ech an der Stolindustrie war, datt mer Lounkierzunge kritt hunn. An zwar 17%. Ech ka mech erënneren, datt Dausende Leit an d'DAC gesat goufen an a Beschäftegungsmoossnamen. Dat ass dat, wat ech mech kann erënneren, wéi et der Stolindustrie schlecht gaangen ass.

An dat ass mat dem Accord och vun de Gewerkschafte geschitt. Ech mengen, och vum LCGB sinn déi Accordë getraff ginn. Dat kann ech mech erënneren, wéi d'Kris an der Stolindustrie war, datt do Lounkierzunge waren an datt d'Leit an d'DAC an an esou Saache gesat si ginn. Mä ech ka mech net erënneren, datt mer do Léin bäigesat kritt hunn. Du sinn d'Leit ofgebaut ginn an d'Léin sinn erofgesat ginn. Här Weber, dat…

Bon, Här President, mir sinn op jidde Fall der Meenung…

(Interruption)

Wann den Här Weber awer mengt, an der Fonction publique sollen d'Léin elo nach zousätzlech geheicht ginn, da soll en dat soen. Wann ech mech awer ka gutt erënneren, huet seng Gewerkschaft, wéi en nach President war, elo nach viru Kuerzem gesot, datt si dergéint wieren, datt an der Fonction publique sollen d'Léin geheicht ginn. Bon, Här Weber, dat ass Äre Problem. Domadder wëll ech mech net weider… Ech wëll Iech hei keng Reprochë maachen, datt Dir fréier Gewerkschaftler waart an et haut net méi wësst. Dat ass Äre Problem. Ech muss mech hei mat menge Saachen, hei meng Argumentatioun virdroen.

(Interruption)

Op jidde Fall si mir der Meenung, datt een net an dëser Zäit kann an der Fonction publique zousätzlech en Accord salarial ausféieren an do d'Gehälter nach eropsetzen. An et kann och net esou sinn… Wann ech de Minister verstanen hunn, et ginn och Kierzungen - en Zwëscheruff, deen e gemaach huet -, datt ee seet, fir wann déi zukünfteg Fonctionnairen, well déi manner am Gehalt kréien, dat muss ee kompenséieren, andeem datt een deenen, déi elo do sinn, eppes bäigëtt.

(Hilarité)

Well esou schéngt den Accord mer do ze sinn. Well wa mer elo 55 Millioune spueren, well mer den Accord ee Joer aussetzen, ass dat jo fir déi Leit, déi elo do sinn, da kréien déi jo näischt manner, déi kréie méi. Also, déi Zukünfteg solle manner kréien, méi niddreg Ufanksgehälter, awer déi, déi elo do sinn, déi krite laut dem Accord salarial, laut der Regierung, 55 Milliounen hu mer dëst Joer gespuert, well den Accord salarial ee Joer ausgesat gëtt.

An ech ka mer och net virstellen, datt d'Fonctionnairen, déi jo och d'Situatioun kennen, wéi se am Land ass, soen: „Jo, mir hätten elo nach onbedéngt gäre bäigesat. Kommt, mir gi Sue léinen, fir eis bäizesetzen! Eis Kanner, déi kënnen déi herno eng Kéier zréckbezuelen." Well dat wier jo d'Realitéit, déi mer maachen, wa mer elo bäisetzen. Mir gi Sue léinen, fir elo bäizesetzen, an d'Kanner solle se zréckbezuelen. Ech ka mer net virstellen, datt d'Fonctionnaren esou eng Mentalitéit hunn.

D'Infrastrukturprojeten, Här President, do musse mer onbedéngt mat Prioritéite fueren. An et ass kloer, datt mer net méi kënnen all Projeten esou realiséieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Den Tram ass haut schonn e puermol ugeschnidde ginn. Ech wollt am Fong haut net iwwert den Tram schwätzen, well…

(Brouhaha)

Jo, well eis Positioun ass kloer. Mir si géint den Tram.

Une voix.- Glaskloer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An ech hunn nach net virun allze laanger Zäit eng Kéier heibanne gesot, wéi ech esou an de Sall gekuckt hunn, datt ech gesot hunn: Wien ass iwwerhaapt nach fir den Tram? An dunn hat ech gesot: „Wann ech esou op d'CSV-Bänke kucken no vir an no hannen, da gesinn ech am Fong kee méi an der CSV, deen nach fir den Tram ass."

(Interruptions)

An ech hat gesot, bei de Sozialiste wier et fifty-fifty, bei der DP wéisst een et net esou richteg. Déi waren eng Zäitchen dergéint, elo si se erëm derfir. Dat hänkt dervun of, mat wiem se an der Koalitioun sinn. An ech hat deemools gesot, et wieren nach just am Fong déi gréng, déi fir den Tram sinn. Mä ech sinn an der Zwëschenzäit awer och do scho méi skeptesch ginn.

(Hilarité)

Well wéi dem Här Spautz säin Artikel do an der Zeitung war, du sinn dann den Här Bettel an den Här Bausch virun d'Press getrueden a si hu gesot: „Wann de Stat näischt bäileet an d'Stad Lëtzebuerg muss e bezuelen, da gëtt keen Tram gebaut."

(Hilarité)

Une voix.- Aha!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den Här Bausch ass géint den Tram!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, wann ech vun deem Tram do esou iwwerzeegt wier, wéi Dir dat sot, dann hätt ech emol domadder ugefaangen, dann hätt ech gesot: „Deen Tram muss gebaut ginn." Dat hätt ech an Ärer Plaz gesot. Ech hätt gesot: „Deen Tram muss gebaut ginn." An ech hätt gesot: „De Stat muss bäileeën." Mä ech hätt net direkt gesot: „Da gëtt den Tram net gebaut." Dat ass awer elo wierklech net iwwerzeegend, wann een direkt seet: „Ma da gëtt en net gebaut."

Da kann een net dervun iwwerzeegt sinn, well dann hätt ee sech aneschters ausgedréckt, wéi Dir Iech ausgedréckt hutt. Esou ass een, deen dat no bausse seet, awer mengt och, e muss net onbedéngt gebaut ginn, well soss hätt een net esou séier a sech esou ausgedréckt. Dat war keen Iertum. Dat war näischt.

(Interruption et hilarité)

Här President…

M. le Président.- Den Här Weber wëllt Iech nach eng Kéier eng Fro stellen, Här Gibéryen. Här Weber, wann ech gelift.

M. Robert Weber *(CSV).*- Här Gibéryen, ech fannen dat esou flott, mat Iech ze schwätzen. Entschëllegt, dass ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si mer awer elo beim Tram oder si mer nach ëmmer an der Sidérurgie, Här Weber?

M. Robert Weber *(CSV).*- Neen, mir si beim Tram.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, dat ass awer schéin. Elo si mer awer e Stéck virukomm.

M. Robert Weber *(CSV).*- Well e fiert jo och iwwert d'Schinnen. Ech verstinn, dass Dir géint den Tram sidd, mä esou wéi ech mech richteg drun erënneren, sidd Dir jo awer, fir dass een e Lach duerch déi ganz Stad buddelt, fir e Metro ze kréien. Sidd Der net der Meenung, dass dat nach méi deier ass?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn emol frou, datt den Här Weber versteet, datt mir géint den Tram sinn. Dat ass schonn eng positiv Ausso.

(Interruptions et hilarité)

An et sinn ëmmer méi Leit, déi dat verstinn. An duerfir ass dat schonn déi wesentlech Ausso, déi Der elo gemaach hutt. An dat confirméiert mer jo dat, wat ech gesot hunn, datt an der CSV kee méi fir den Tram ass.

Op där anerer Säit soe mir, fir de Verkéiersproblem net nëmmen an der Stad, well dat ass de Problem net, de Verkéiersproblem sinn d'Pendler, fir déi moies an d'Stad ze kréien, net nëmmen aus dem Land, mä och aus der Groussregioun, datt de City-Tunnel wierklech déi Léisung ass. Mä mir soen awer och kloer, datt an dëser finanzieller Situatioun weder dat eent nach dat anert ze realiséieren ass.

Une voix.- Ah jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass ganz kloer. Dat muss ee wëssen. Awer ëm Gottes Wëllen, kommt, mir investéieren net Geld elo an en Tram, dee keng Léisung ass! Dat wier déi gréisste Feelinvestitioun, déi d'Lëtzebuerger Land géif jeemools maachen.

Mä ech wollt awer nach mam Här Spautz… Den Här Spautz huet sech hei de Moie quasi bal entschëllegt, datt en deen Artikel do geschriwwen huet am „Lëtzebuerger Wort". Wéini war et? Virun e puer Wochen. An en huet am Fong gesot, och hie wier fir den Tram, mä et wier awer berechtegt, an der neier finanzieller Situatioun vum Stat, fir sech do Froen iwwert d'Finanzéierung ze stellen.

Här Spautz, Dir hutt net nëmme Froen iwwert d'Finanzéierung gestallt. Dir hutt den Tram a Fro gestallt an Ärem Artikel. Ech muss dat kuerz hei eng Kéier virliesen: „Eine gewaltige Investition. Daher muss die Frage erlaubt sein, ob sie zu den generellen Zielsetzungen im öffentlichen Transport ausreichend beiträgt. Noch mehr als sonst muss gerade in diesen Zeiten alles einer objektiven Kosten-Nutzen-Rechnung unterworfen werden." An da sot Der eréischt herno: „Ma wa mer dann zur Konklusioun kommen, datt mer e baue missten, da sollt d'Stad Lëtzebuerg dat aus der Portokasse finanzéieren."

Ech verstinn net, Här Spautz, wou Der recht hutt, datt Der déi Fro opwerft, datt Der Iech elo quasi hei entschëllegt. Fir eng Kéier - fir eng Kéier! -, wou Der emol hei eng Wourecht geschriwwen hutt!

(Hilarité)

Ech hat een Ableck gemengt, et hätt jo kënne sinn, datt Dir den Artikel - dat kënnt jo vir - net geschriwwe gehat hätt.

(Hilarité générale)

Mä ech war awer iwwerzeegt, Dir hätt en iwwerschriwwen. Mä wéi ech elo gelies hunn, datt Der de Moien hei eppes gesot hutt, wat awer am Artikel stoung... Ech duecht: Amstand, hien huet en net geschriwwen! Ech weess et net.

(Hilarité)

Op jidde Fall, wann Der e geschriwwen hutt, Här Spautz, dann hutt Der eng Wourecht geschriwwen. Da stitt dach derzou! Et ass dach positiv, datt emol een an der CSV de Courage hat, fir den Tram a Fro ze stellen. A gitt dach elo net hin a maacht elo e Réckzéier, wéi wann Der dat net esou geschriwwe gehat hätt! Also, Dir hutt den Tram a Fro gestallt.

Här President, dat zum Tram. Wéi gesot, et kristalliséiert sech jo lues a lues eraus.

Da wëll ech awer nach soen: de Käschtepunkt. De Käschtepunkt, dat schwankt jo Honnerte Milliounen erop an Honnerte Milliounen erof. Déi eng soen, eng Milliard kascht en, déi aner soen, 400 Milliounen. Déi aner kommen net op 400 Milliounen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir hunn net vu Milliard geschwat, Här Gibéryen. Dat waart Dir, deen dat gesot hutt. Dat waart Dir!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat waart Dir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kënnen de Bewäis ni erbréngen, datt en eng Milliard géif kaschten, well en ni gebaut gëtt. An dat ass och gutt esou.

(Hilarité)

Dat ass natierlech kloer. Mä wann e géif gebaut ginn, da géif et mat enger Milliard net duergoen.

Ech wëll Iech emol drun erënneren, wéi dat mat deenen Devisë geet. Kommt, mir huelen emol d'Streck vum Zuch vun der Gare op de Findel op de Kierchbierg. Do war sengerzäit den Devis gemaach ginn. Ech mengen, dat waren 0,5 Milliounen.

Une voix.- Milliarden!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Milliarden! 0,5 Milliarden. A wéi et du méi eescht ginn ass, dunn ass emol e richtegen Devis gemaach ginn. An do si se erauskomm: 1,2 Milliarden. 1,2 Milliarden! Vu 500 Milliounen op 1,2 Milliarden. An dunn ass gesot ginn: „Ma da stelle mer elo emol dee Projet... Dat do ass awer elo emol ze deier." Elo hu mer deen emol zréckgestallt. Deen hu mer zréckgestallt.

Mir hunn allerdéngs schonn, esou gutt wéi mir hei zu Lëtzebuerg sinn, mir hunn awer schonn d'Gare um Findel gebaut. Et ass nach keen Zuch dran. Et weess och keen, wéini oder ob eng Kéier jeemools een drakënnt. Dat weess keen. Mir hunn als Lëtzebuerger ëmmer de Geck mat de Belsch gemaach, Här President. Déi haten eng Kéier eng Bréck gebaut fir eng Autobunn a si haten awer keng Autobunn. Si hate just eng Bréck gebaut. Dunn hu mer ëmmer gesot: Hei, déi Belsch do, déi bauen eng Bréck a si hu keng Autobunn!

Ma Gott sei Dank hu mir eis Gare ënnert dem Buedem leien um Findel, datt kee se gesäit,…

(Hilarité)

…well soss géifen d'Belsch awer och haut iwwer eis laachen. Mir hunn déi schéinste Gare um Findel ënnert dem Buedem an et fiert keen Zuch eran an et fiert keen Zuch eraus. An de Projet vun der Zuchstreck, deen hu mer elo emol auf Weiteres no hanne gesat.

(Brouhaha)

An esou geet et och mam Tram! Wann Der et do emol géift eng Kéier richteg maachen. An ech huele jo un, d'Stad Lëtzebuerg, déi awer wëllt onbedéngt…

(Interruption)

…mat engem Drëttel dru finanzéieren, datt déi, ier se dat Abenteuer da géif agoen, ech géif eng Kéier e richtege Präis ausrechne loosse vum Tram, da wäerten deenen hir Aen och wéi Ginzescheken opgoen.

(Interruptions)

Här President, d'Réforme administrative… Ech gesinn, meng Zäit leeft mer fort.

(Brouhaha)

D'Réforme administrative, Här President, dat ass jo schonn zënter Jorzéngten en Dauerbrenner. An d'Hoffnunge vun dësem Land an der grousser Ëmgéigend, déi ware grouss, wéi no der leschter Regierungsbildung den Här Jean-Claude Juncker d'Réforme administrative zur Chefsaach gemaach huet. Du ware mer alleguer iwwerzeegt, ech mengen, et huet keen

iergendwéi dorunner gezweifelt, datt spéitstens no sechs Méint, allerspéitstens no engem Joer déi Réforme administrative duerchgezu wier, wou virdru kee Minister vum Här Juncker senger Regierung à même war, fir déi Réforme administrative ze maachen.

Bon, den Här Juncker huet dat Ganzt ugepaakt mat senger intensiver… (veuillez lire: Intensitéit), déi nun emol seng eegen ass, an en huet et fäerdegbruecht, datt hie wierklech elo no véier Joer ka mat rouegem Gewësse soen, datt bis zum heitegen Datum genausou vill geschitt ass, wéi an deenen 20 Joer virdrun, nämlech glat a guer näischt!

De Generaldirekter vun der Handwierkerkummer huet den 11. Dezember am „Lëtzebuerger Wort" geschriwwen an engem Interview: „Der verwaltungstechnische Anfang und vereinfachte Prozeduren wären dringend notwendig. Wir haben Herrn Juncker ein komplettes Dossier überreicht, aber…" - Schlussfolgerung - „…es ist nichts geschehen."

Dir wäert mech fir kee Ligener halen, Här President, mir ginn elo lues a lues op d'Wahlen zou, an den Här Juncker, dee jo zäitweileg als bal vermësst erkläert ginn ass hei am Land, ech sinn iwwerzeegt, datt Juncker on Tour an deenen nächste Méint erëm wäert lassgoen. An dann, wäert Der gesinn, da kritt d'Land och erkläert, wéi déi Réforme administrative no 2014 wäert realiséiert ginn. Och do huet eis Regierung, och mam Här Juncker, näischt opzeweisen.

E weidere Punkt, dee misst realiséiert ginn, dat ass d'Ofsécherung vun eisen Handwierksbetriber vis-à-vis vun der deloyaler Konkurrenz aus der Grenzregioun. Ëmmer méi Betriber kommen hei an eist Land eran a bezuelen hir Leit net laut de Kollektivverträg an den aarbechtsrechtleche Konditiounen, wéi se hei am Land missten agehale ginn a wéi eis Betriber se och anhalen.

Dat gëtt eng deloyal Konkurrenz vun eise Betriber, déi bekannt ass, wou vun der Chambre des Métiers ëmmer an ëmmer erëm rappeléiert gëtt, datt d'Regierung misst Kontrolle maachen, fir datt déi aner Betriber genau wéi eis Betriber hir Leit géifen d'selwecht bezuelen a laut deeneselwechten aarbechtsrechtleche Konditioune bezuelen. Dat gëtt awer net gemaach, an domadder léisst d'Regierung och zou, datt et eng deloyal Konkurrenz vis-à-vis vun eise Betriber gëtt.

E weidere Punkt, wou mer als ADR proposéiert hunn, dat war d'Zesummeleeung vun de Familljenzoulagen an eng eenzeg, déi mer wëllen de Steieren ënnerwerfen, wou mer dann de soziale Kritär erakréien, wou een dann net méi, wann ee Kanner an eng Crèche gëtt, muss do kucken, datt d'Leit musse soen, wat se verdéngen, fir ze kucken, wat fir eng Tariffer datt se bezuelen, mä mer géifen e soziale Kritär iwwert d'Steieren afëieren.

An duerfir op där anerer Säit bräicht dann, hätt jiddwereen deeselwechten Tarif, wann en an eng Maison relais, eng Crèche oder eng Garderie geet oder soss eng familljepolitesch Déngschtleeschtung unhëlt. Mä och hei si virun de Wahle mat der Géisskan Chèque-servicen ausgedeelt ginn, an elo no de Wahle mussen d'Leit d'Konsequenzen dovunner bezuelen.

D'Beschäftegungsinitiativen, hu mer och gesot, géife mer an där Form, wéi se haut bestinn, ofschafen. Déi kaschte vill ze vill fir dat, wat se bréngen. Se bréngen nämlech guer net vill. Ech mengen, wa mer géifen d'Analys maachen do, de Käschten-Notzen-Prinzip, deen den Här Spautz proposéiert huet, fir dee bei dem Tram ze maachen, wa mer géifen de Käschten-Notzen-Prinzip bei de Beschäftegungsinitiative maachen, wier en nach méi fatal.

Mir proposéieren, déi Beschäftegungsinitiative bei der ADEM unzesiedelen, datt d'ADEM soll déi Aarbecht maachen, datt se d'Leit a priori soll an den éischten Aarbechtsmaart bei d'Betriber drainéieren, datt de Stat déi Betriber soll finanziell ënnerstëtzen, déi déi Leit bei sech ophuelen, an datt déi Leit, déi schwéier placéierbar sinn oder net, solle beim Stat, de Gemengen oder bei den A.s.b.l.en ënnerbruecht ginn.

An da soll een - an dat ass eis 16. Propositioun - déi staatlech Subventiounen, déi all Ministère… Ausserdeem, ech hat virun zwee Joer eng Question parlementaire un all Minister gestallt, wéinst deene Subsiden, déi verdeelt ginn. An dat war praktesch e Pak, et war bal e Buch, wat do vun Äntwerte komm ass. Och do sollt een eng Kéier derduerchgoen, fir ze kucken.

Här President, dat sinn eng ganz Rei vu Propositiounen, déi mir als ADR gemaach hunn, wou mer soen, déi solle fir d'Éischt gemaach ginn, ier mer u Steiererhéijunge ginn an ier mer higinn a mer maache Sozialofbau.

Mir soen, wa mer Schrëtt musse maachen, an do fanne mer vläicht e Konsens heibannen, da musse mer déi sozial Schwaach schützen. Ënnert deene sozial Schwaache versti mer virun allem déi Leit, déi 20.000 Persounen hei am Land, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, déi 50.000 Leit, déi fir de soziale Mindestloun schaffe ginn. All déi Leit kënne mer net duerch zousätzlech Moossname betreffen.

Ech hunn et scho gesot, datt d'Konsequenz vun der Regierungspolitik bedeit, datt de PIB d'nächst Joer tëschent 0,3 an 0,6% wäert manner zréckgoen. D'CSV/LSAP-Regierung huet awer net dee richtege Wee gesicht, mä se huet deen einfache Wee gesicht. Si huet net, keng vun deene Moossnamen do huet se geholl, mä si huet einfach Sozialofbau a Steiererhéijunge gemaach.

Ech wëll net hei op dat Theatersték agoen, wat beim Dépôt vum Budget hei ofgelaf ass, wat menger Meenung no e gutt inszenéiert Theatersték war. Et ass falsch, wann do Leit soen, den Här Wolter, den Här Spautz, den Här Lux, déi wieren dem Här Frieden an de Réck gefall. Een, deen d'CSV kennt mat hirer jorhonnertelaanger Erfahrung, dee weess, datt déi net esou plomp ass. Wann déi esou eppes mécht, dann ass dat scho gutt inszenéiert. Da war dat ganz einfach gewollt, fir eben iwwert dee Wee e bësse besser...

(Interruption)

...no baussen, fir dorëmmer opzefalen, an duerfir, mengen ech, brauch een dorobber net weider anzegoen.

Mä, Här President, ech hunn Iech gesot, datt d'CSV an d'LSAP net de richtege Wee, mä se huet deen einfachen an dee falsche Wee gewielt, wéi se einfach Steiererhéijunge gemaach huet. An et war den 28. Oktober dëst Joer, wéi zwee fréier - ech leeën d'Betounung op „fréier" - Gewerkschaftler, den Här Spautz an den Här Lux, mat geschwollener Broscht virun d'Vollek getruede sinn…

(Hilarité)

…an deem nei Steiererhéijungen a Sozialofbau als eng grouss Leeschtung presentéiert hunn. Si waren onheemlech houfreg, datt si zwee als fréier Gewerkschaftler dat fäerdegbruecht hunn.

Den Dag virdru stoung am „Lëtzebuerger Wort" op der Wirtschaftssäit e groussen Artikel, en Interview mat eisem Wirtschaftsminister, mam Här Etienne Schneider, an ech liesen Iech de Passage, deen hien deen Dag virdrun am „Lëtzebuerger Wort"… Als sécher Raison vun der Koalitioun war dat esou fair, fir deen ofzedrécken den Dag virdrun. Den Här Schneider sot: „Ihn stört es nicht, dass der kürzlich vorgestellte Haushaltsentwurf noch einmal nachgebessert wird." Dat ass net grad ëmwerfend.

„Er hofft nur, dass die 200 Millionen Euro, die zusätzlich eingespart werden sollen, nicht an der falschen Stelle gestrichen werden. Wir dürfen keine Einschnitte bei Zukunftsinvestitionen oder der sozialen Kohäsion vornehmen. Es dürfe auch nicht nach der einfachsten Methode gegriffen und Steuern erhöht werden."

Dat huet e Member vun der groussherzoglecher Regierung deen Dag, ier d'Regierung décidéiert huet, d'Steiererhéijung ze maachen, konnt een dat am „Lëtzebuerger Wort" liesen! Besser hätt een dat net kënnen nidderschreiwen, déi falsch Politik, déi dës Regierung mécht.

Et ass och gëschter hei erofgespillt ginn, wéi wann dat am Fong näischt wier. Souwuel den Här Frieden, de Rapporteur, den Här Spautz... D'Leit spieren dat do alles guer net! An dat ass am Fong… Au contraire, seet de Minister jo! Dat ass am Fong formidabel vun dëser Regierung. Wie bréngt dat scho fäerdeg, de Leit Geld aus der Täsch ze zéien, ouni datt een et mierkt?!

(Hilarité)

Dat bréngt dës Regierung fäerdeg. Déi ass scho véier Joer amgaangen, op déi verschiddenst Manéieren de Leit Geld aus der Täsch ze zéien. Si kréie Steieren ewechgeholl, se kréien d'Kannergeld gekierzt, se kréien den Index manipuléiert, se kréien de Rentenajustement net, se kréien d'Mammerent gekierzt, d'Taxë ginn an d'Luucht, si musse méi un Accisë bezuelen, a kee mierkt eppes am Land! Kee mierkt eppes am Land! Also, da verstinn ech dës Regierung, datt déi wëllt esou weiderfueren, wa keen eppes mierkt.

Ech kann Iech op jidde Fall soen, d'Leit hunn et scho gemierkt am Land. D'Leit hunn et scho gemierkt am Land, wat se vun dëser Regierung alles ewechgeholl kritt hunn, a se wäerten et nom 1. Januar nach besser mierken, wat se vun dëser Regierung ewechgeholl kritt hunn. Et ass am Fong lamentabel, wann hei Majoritéitspolitiker kommen a soen: Dat do mierkt keen, wat mir maachen.

Et sinn 900 Milliounen, déi agespuert ginn - et mierkt keen dat hei am Land! Dat mierkt keen am Land! Formidabel, wat mir an engem Land liewen, wou een de Leit kann 900 Milliounen ewechhuelen an et mierkt keen et am Land! Dat ass eng Behaaptung, déi Dir hei maacht.

An da soe mer, vun enger Upassung, Här President, enger Steierupassung gëtt iwwerhaapt net geschwat. Ech hunn déi nach mat kengem Wuert héieren. Dat ass d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat ass fir de Stat e Plus vun Honnert Milliounen Euro Steieren d'Joer. Honnert Milliounen d'Joer! Cumulativ! 2010 hu mer domadder ugefaang. 2010 100 Milliounen, 2011 200 Milliounen, 2012 300 Milliounen an 2013 400 Milliounen, an da kënnt nach 2014 derbäi, 500 Milliounen. Dat mécht zesummen 1,5 Milliarde Steiererhéijung an dëser Legislaturperiod, eleng duerch d'Tatsaach vun der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun.

A kee Mënsch mierkt dat am Land. Dat ass formidabel. Dat ass déi gréisste Steiererhéijung, déi an dëser Legislaturperiod gemaach ginn ass, a kee Mënsch schwätzt doriwwer!

En anere Punkt, deen domadder zesummenhänkt: D'Kolleege vum OGB-L - där hu mer der jo och heibannen, zwar net méi esou vill -, déi hu viru Kuerzem gesot, datt en Artikel 125 besteet, deen d'Regierung obligéiert, wann de Konsumindex ëm 3,5% an d'Luucht geet, da muss d'Regierung en deementspriechende Gesetzesprojet virleeën, fir d'Steiertabell deementspriechend ze korrigéieren.

Den Här Rapporteur huet gëschter vum Steiergesetz hei gesot, et wier eng Obligatioun fir e Projet de loi, mä dat wier awer keng Obligatioun, datt et misst gestëmmt ginn. Dat ass och e gutt Argument. Mä dat ass awer bei all Gesetz, wat d'Regierung virleet! Oder sinn all déi aner Gesetzer, déi d'Regierung hei virleet, ass dat eng Obligatioun, datt déi mussen hei vun der Chamber gestëmmt ginn? Neen!

D'Regierung… et ass natierlech fir d'Kopfnicker-Majoritéiten eng Obligatioun, mä am Sënn vun der Verfassung, vun eiser Verfassung ass et keng Obligatioun. Eng Regierung mécht e Projet de loi, an d'Chamber stëmmt en oder se stëmmt en net, an dat do ass näischt aneschters. Mä d'Regierung ass obligéiert, e Projet de loi virzeleeën; ob d'Chamber e stëmmt, dat ass eng aner Fro. Dat ass mat all Gesetz esou.

Mä wéi ass et dann elo gaangen? Elo gëtt mam Steiergesetz den Artikel 125 einfach gestrach! Dat ass d'Lëtzebuerger Method. Well soubal mer feststellen, datt do e Gesetzesartikel violéiert ginn ass, a fir en net mussen elo unzehuelen, gëtt elo einfach den Artikel gestrach!

D'Gemengen, Här President. Wéi de besote Budgetsprojet virgestallt ginn ass, war och gesot ginn, d'Gemenge missten och hiren Obolus zu der Sanéierung vun de Statsfinanze bäibréngen. An do ass den zoustännege Minister an d'Finanzkommissioun komm. President vun der Finanzkommissioun ass den Här Wolter.

Den Här Wolter, dat ass deen Deputéierten, Här President, vun der CSV, deen nom Dépôt vum Budget esou fuerchtbar erschreckt war. Dee sech net méi zoukomm ass, datt eng Regierung esou e schreckleche Budget géif virleeën, an dee gesot huet: Dat do kann net sinn, an dee Budget, dee muss redresséiert ginn! Et ass onverantwortlech, fir mat esou engem Defizit e Budget ze deponéieren a fir deen dann och ze stëmmen.

An den Här Minister Halsdorf huet dann dunn d'Propositiounen op den Dësch geluecht, wou d'Gemengen dann an Zukunft net méi esou vill Subsid kriten, wéi se an der Vergaangenheet kruten. Richteg ass, datt den Här Minister net konnt op déi meescht Froen äntwerten, déi e gestallt kritt huet, wéi et géif fonctionnéieren, wat fir eng Subsiden drënnerfalen, ob dat fir d'Zukunft da wier, ob et réckwierkend wier an esou weider an esou virun. Dat stëmmt. De Minister huet ëmmer gesot: Da muss ech d'Regierung froen, well déi hätten em dat nach net esou richteg erkläert.

(Hilarité)

Mä et ass awer duergaangen, datt verschidde Leit, déi an der Kommissioun waren, gesinn hunn, déi meescht hu jo zwee Hitt op heibannen, déi meescht sinn och nach Buergermeeschter, an dovunner sëtzen och nach déi meescht an der Finanzkommissioun, a wéi déi dunn déi Tabell do gekuckt hunn, do ware verschidde Buergermeeschter an der Finanzkommissioun, do stoung dann dee Subsid, dee se an Zukunft kriten, do stoung null hannendrun. A beim President vun der Kommissioun, dat ass, mengen ech, de Buergermeeschter vun Nidderkäerjeng, ech mengen, do stoung nëmme méi 30 oder 35% hannendrun.

Op jidde Fall, et war eng Diskussioun du vun e puer Minutten. An dunn huet de Minister gesot kritt, e soll säin Dossier huelen an e soll erëm mat deem an d'Regierung zrécktréppelen. An duerno ass gesot ginn, am Kader vun deenen neie Spuermoossnamen, wou de Projet dunn ëmgeännert ginn ass hei, vum Här Spautz a vum Här Lux, do ass déi Part, déi d'Gemenge sollten zur Sanéierung vun de Statsfinanze bäibréngen, déi wier emol no hanne geréckelt ginn. Sou séier geet et, wann een zwee Hitt op huet an enger Kommissioun!

An ech mengen, den Här Juncker hat där Deeg elo hei en Zwëscheruff gemaach, sot en „soubal wann et ëm d'Buergermeeschter heibanne geet, dann ass net méi vill ze diskutéieren". Dat konnt een do materliewen. Do war jiddweree bal emol net méi Deputéierten, do war jiddweree Buergermeeschter bal emol an huet gekuckt, wat en nach krit. An du war déi Iddi, fir datt d'Gemenge sollten hiren Obolus bréngen, déi ass elo, wéi d'Zuchstreck vun der Gare op de Findel, déi ass elo emol ad acta geluecht ginn.

Här President, den öffentlechen Transport, do gëtt dann elo d'Kilometerpauschal, déi éischt véier Kilometer gi gestrach, Steierabattementer vun 396 Euro d'Joer, mécht fir de Stat 35 Milliounen d'Joer aus. Ech ginn dem Kolleeg François Bausch recht. Hie seet, et kann een doriwwer diskutéieren, wann ee gläichzäiteg dann den öffentlechen Transport méi deier mécht.

Et muss een alt ëmmer wëssen, et gëtt vill Leit, déi musse schaffe fueren zu onregelméissegen Zäiten, do gëtt et nach keen öffentlechen Transport. Et wäert also ëmmer Leit sinn, déi och nach niewent dem öffentlechen Transport musse mat hirem Auto schaffe fueren. Et kann een also duerfir net soen, mer kënnen op déi Kilometerpauschal verzichten, well et gëtt nach ëmmer Leit, déi mussen den Auto huelen. Mä et kéint een awer déi Diskussioun féieren.

Mä wat ass awer d'Konsequenz? D'Regierung wëllt elo parallell dozou d'Tariffer vum öffentlechen Transport héijen, an dat ass de Combel. Dat ass de Combel! Ech ka mech erënneren, datt d'Sozialisten, wéi se an der Oppositioun waren a wéi se wollten an d'Regierung kommen, datt si fir den Nulltarif waren am öffentlechen Transport, fir an d'Regierung ze kommen, a wéi se bis an der Regierung waren, du sinn d'Tariffer vun deem Dag un net op null erofgaangen, mä se si vun deem Dag un ëmmer nëmmen eropgaangen a se ginn elo weider erop. Dat ass vorher an nachher. Dat sinn eis sozialistesch Kolleegen.

Här President, zum Schluss, virun e puer Méint huet den Här Statsminister en Opruff gemaach un d'Leit, u jiddwereen dobaussen, un d'Parteien, un d'Leit, un d'Entreprisen, d'Beruffschamberen, d'Salariats- an d'Patronatsorganisatiounen, si sollte Propositioune maachen, wéi mer d'Statsfinanzen erëm an den Équiliber kéinte bréngen. Dat war eng Kapitulatioun vun enger Regierung! Vun enger Regierung, déi esou ugetratt ass wéi déi heiten, déi dann emol zu de Leit seet: Maacht Dir eis emol Propositiounen, wéi mer d'Statsfinanzen an d'Rei kéinte kréien!

An d'Leit hu Propositioune gemaach. D'Gewerkschaften hu Propositioune gemaach, d'Chambres professionnelles hu Propositioune gemaach, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers. Masseweis si Propositioune gemaach ginn, wéi ee kéint d'Statsfinanzen an den Équiliber bréngen.

A vun all deene Propositiounen, wou d'Leit opgefuerdert si gi vum Statsminister, se sollen der maachen, ass net eng eenzeg berücksichtegt ginn! Net eng eenzeg! Et ass einfach den einfache Wee Steiererhéijung, Sozialofbau décidéiert ginn a weider geet et mam Schëff. A firwat ass dat geschitt? Ma well dës Regierung net méi handlungsfäeg ass. Si blockéiere sech géigesäiteg.

D'Sozialiste gi vum „Tageblatt" an dem OGB-L dirigéiert a blockéiert,...

(Hilarité)

...an d'CSV, déi huet fir all Meenung een, dee se erausschéckt. A vu datt mer vill Leit a vill Meenungen am Land hunn, huet d'CSV der och vill mat ville Meenungen, déi se hei an d'Land erausschéckt.

(Interruption)

Si hunn nach just eng Gemeinsamkeet an dëser Regierung, dat ass,...

Une voix.- Den Här Henckes...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...déi nächst Wahlen ze erreechen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: Firwat ass d'Akzeptanz bei de Leit, bei de Gewerkschaften

- zwou Säiten -, firwat ass déi esou kritesch vis-à-vis vun deene Spuermoossnamen? Mä wann ee virun de Wahlen d'Leit belitt an et seet een, et geet eis gutt, et mécht ee Wahlkadoe virun de Wahlen an et seet een, mir hu Reserven, mir hunn en Apel fir den Duuscht, an et kënnt een dann op eemol no de Wahlen an et seet een, datt d'Dëppen „net méi voll" ass - hat den Här Spautz gesot, ech soen: d'Dëppen ass „eidel"! -, da brauch ee sech net ze wonneren, datt d'Leit en Zweifel dorunner hunn an dat net wëllen akzeptéieren, wann een dat virun de Wahle mécht!

Ech wëll duerfir mat engem Zitat vum Statsminister ophale vum 5. Mee 2010. Den Här Juncker huet hei an der Chamber gesot: „Et gëtt der - méi wéi een - hei am Land, déi hunn eigentlech kee richtege Problem domat, dass d'Statsschold sech all Joer zolidd no uewe beweegt. D'Regierung huet awer e Problem domat. Aus deem ganz einfache Grond, well eng Statsschold, déi all Joer méi grouss gëtt, d'Laaschten, déi haut organiséiert ginn zu Reparaturzwecker, un déi nächst Generatioune weiderreecht. Net déi, déi haut décidéieren, bezuelen d'Scholden zréck. D'Scholde ginn zréckbezuelt vun deenen, déi ënnert den Décisioune vun haut leiden.

Mir hunn awer kee Recht, fir de jonke Leit vun haut de Frigo vu muer eidel ze maachen. D'Verschëldung ass ee séisst Gëft, dat haut kengem wéideet. Mä et ass ee Gëft, wat e batteren Nogeschmaach huet fir déi, déi no eis kommen. A well dat esou ass a well d'Politik muss intergénérationnel denken, well d'Politik vun haut net nëmmen un d'Mënsche vun haut muss denken, mä och d'Liewenschancë vun de Leit vu muer am Bléck muss hunn, huet d'Regierung sech derzou décidéiert, de Cours vun de Saachen ze änneren. Net radikal. Mä energesch genuch, fir dass déi, déi no eis kommen, net vun de Konsequenze vun de Feeler erdréckt ginn, déi mir haut aus Liichtfankegkeet an aus générationnellem Egoismus géife maachen."

Dat huet den Här Statsminister am Mee 2010 gemaach. Wéi recht hat en am Joer 2010, wéi en dat gesot huet! Mä d'Realitéit, seng Politik, seng Budgete vum Joer 2010, 2011, 2012 an elo 2013, déi si just de Contraire vun deem, wat e mat Recht de 5. Mee 2010 hei gesot huet. Déi Politik, déi d'CSV/LSAP-Regierung mécht, déi gëtt exklusiv um Bockel vun de kommende Generatioune realiséiert, an dat ass net seriö, dat ass net ze verantwerten, an duerfir wäerte mir dëse Budget och net matstëmmen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, den Här Lux huet gëschter hei gesot, dass mer ouni déi héich Sozialtransferten am Budget en Aarmutstaux vu 45% hätten. Net vu 15%, wéi elo. Dat seet sécher eppes iwwert de Budget aus. Och doriwwer, dass en trotz jorelaanger Austeritéitspolitik nach ëmmer eng gewëssen Transfertsituatioun, Ëmverdeelungssituatioun huet. Mä virun allem heescht dee Chiffer awer, dass d'Léin an d'Revenuë fir vill Leit am Land net méi duerginn, fir domat ze liewen, obschonn de Räichtum jo awer an därselwechter Zäit gewuess ass.

Dat ass den eigentlechen Hannergrond fir déi Politik fir déi kleng Leit, vun där den Här Bodry och geschwat huet, firwat esou eng Politik noutwendeg ass. Well et einfach guer net méi anescht geet. Well eben esou vill Leit zu Lëtzebuerg net genuch verdéngen, trotz iwwerhéichten Aarbechtszäiten an deelweis schlechten Aarbechtsbedéngungen.

Dofir kënnen awer net déi Leit mat e bësse méi héije Paien, déi hei awer haaptsächlech iwwert de Budget erugezu ginn, fir de Stat an och fir de Sozialstat ze finanzéieren. Dofir kënnen awer d'Membere vun der FEDIL oder vun der Chambre de Commerce oder vun der Chambre des Métiers. Déi ginn awer hei net erugezunn oder ganz wéineg erugezunn.

Fir ee Beispill ze ginn: Si mussen elo eng Steier, eng Mindeststeier bezuelen op de Betriber vu 50 Milliounen, kréien awer op där anerer Säit 50 Milliounen eran an hir Patronatsmutuelle fréizäiteg fir d'Joer 2013. A wann den Index, d'Kollektivverträg, d'Léin an der Fonction publique, d'Aarbechtsrecht a souguer de Mindestloun ëmmer méi ënner Beschoss vun deeneselwechte Leit geroden, d'ABBL an d'FEDIL, dann heescht dat, dass an Zukunft och nach deen Aarmutstaux do net wäert erofgoen, mä éischter an d'Luucht goen, dass wäert d'Aarmut, déi an der Wirtschaft entsteet, „working poor", dass déi Aarmut an Zukunft nach wäert an d'Luucht goen.

Och déi Mindestlounerhéijung zum Beispill, déi mer d'nächst Woch stëmme wäerten, ass eigentlech schonn en Transfert social, well d'Betriber jo déi Suen erëmkréien iwwer hir Patronatsmutuelle. Suen also erëmkréien, déi eigentlech Paien duerstellen. Paie vun deene Leit, déi am mannste verdéngen. Wou mer wëssen, dass de Mindestloun a ville Fäll ënnert der Aarmutsgrenz läit an déi Erhéijung vum Mindestloun och dowéinst schonn eng absolut Noutwendegkeet ass.

Wann d'Steieren awer gläichzäiteg net sollen an Zukunft erhéicht ginn, well déi Steieren, gradesou wéi och déi niddreg Lounkäschten, ee vun de Standuertvirdeeler solle bleiwen - wéi gëschter den Här Frieden hei kloer an däitlech awer gesot huet an domadder deelweis dem Här Lux widdersprach huet -, wann dat esou an Zukunft soll sinn, dass d'Steierlaascht insgesamt um Räichtum net soll erhéicht ginn an Zukunft, da kënnen och an Zukunft déi Sozialtransferte forcément net méi ugepasst ginn oder op d'mannst net méi ugepasst ginn an där Héicht, wéi et noutwendeg wier.

An dat ass en zwangsleefegt Ergebnis vun där Politik. Do kann den Här Lux vu sozialer Gerechtegkeet schwätzen esou vill wéi e wëllt a vun engem staarke Stat, wéi en dat a sengem Bericht gemaach huet, deen Trend wäert sech dann nach duerchsetzen.

Ech mengen, dass déi wichtegst Tendenzen, déi déi wirtschaftlech a sozial Realitéit an och déi aktuell Budgetsdiskussioun am leschte Jorzéngt bestëmmen, dass déi eng kloer Sprooch schwätzen. A si ginn awer net aus den offizielle Berichter eraus, si ginn aus de Berichter vun der Salariatskummer ervir.

Éischtens, d'Realléin stagnéieren zënter zéng Joer, während awer d'Profitabilitéit vun de Betriber zougeholl huet. Zu Lëtzebuerg ass de Coût vun der Aarbecht mat deen niddregsten an Europa an dee vun de Benefisser mat deen héchsten. Et gëtt also generell zu Lëtzebuerg keng Kompetitivitéitskris. Et gëtt awer e permanenten Drock vu räiche Wirtschaftslobbyen op d'Léin, op d'Sozialtransferten an op d'Steieren.

Zweetens gëtt et dofir och eng Kris vun de Statseinnahmen. D'Statseinnahme ginn tendenziell am Verglach zum PIB zréck zënter 2001, zwar lues, awer tendenziell zréck - 2001, dat war d'Joer vun der grousser Steierreform -, an dat virun allem, well d'Betriber ëmmer manner Steiere bezuelen.

Während am Joer 2002, déi Zuele sinn och schonn deelweis hei genannt ginn, den Undeel vun de Gesellschaften un den Direktsteieren deem vun de Stéit nach ongeféier gläichkomm ass, ass am Joer 2011 dat Verhältnis 35% fir d'Betriber a 65% fir d'Stéit. D'Stéit, déi, dat muss een awer och derbäisoen, och nach zousätzlech TVA musse bezuelen! Och wann déi TVA vläicht net erhéicht ginn ass, awer wahrscheinlech an Zukunft wäert erhéicht ginn.

Déi Steierlaascht vun de Betriber huet och dowéinst ofgeholl, well an de Gemengen, opgrond vun därselwechter Politik, déi gefuerdert gëtt och vun de Gemengen, d'Tauxe vun der Gewerbesteier jorelaang net erhéicht gi sinn, mä souguer erofgesat gi sinn an haut esou niddreg sinn.

Wa mer zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg, wou jo vill Banken ugesiedelt sinn, anstänneg Tauxen hätten op der Héicht vun deenen, wéi se haut an deene meeschte Südgemenge bestinn, da wier de Finanzproblem am Gemengesecteur zu Lëtzebuerg geléist.

An ech stelle fest, dass opgrond vun där Publikatioun vun deenen Zuelen am „Lëtzebuerger Wort" d'Gemengepolitiker, och heibannen, sech virun allem d'Mailer zerräissen iwwert déi Ënnerscheeder an de Steieren, déi se vum Stat weidergeleet kréien, während den eigentleche Problem jo deen ass, dass d'Betriber, do wou se ugesiedelt sinn, net méi engem anstännegen Taux vun der Gewerbesteier ënnerworf sinn.

Den Trend ass also: kleng respektiv stagnéierend Léin an der Wirtschaft, dofir Besoinen no sozialen Transferten, déi ëmmer méi vun de Salariéë selwer bezuelt ginn, während d'Benefisser, d'Revenuë vum Kapital, d'Dividenden an d'Zënse quasi steierfräi sinn an och déi héich Salairë proportional manner besteiert ginn, well d'Progressivitéit vun der Lounsteier vill ze fréi ophält an duerno eng flaach Steier kënnt.

A wann et och esou ass, dass e klengen Deel vun de Leit e groussen Deel vun de Steiere bezuelen, beweist dat just nëmmen, dass et nach eng gewësse Progressivitéit bei de Steiere gëtt, an et beweist virun allem, dass mat enger anerer Steierpolitik een an Zukunft vill Sue ka fir de Stat eranhuelen. An dofir geet et och drëm, fir eng Reform, eng wierklech Reform vun der Steierlandschaft ze maachen, wéi ënner anerem d'Chambre des Salariés dat fuerdert.

Wann ech den Här Gibéryen hei héiere schwätzen, da fannen ech awer zum Beispill ni dat eraus. Wann awer soll net bei deene klenge Leit geholl ginn, dann ass et noutwendeg, eng gerecht Steier anzeféieren, wou de wierkleche Räichtum besteiert gëtt.

Ech gesinn, dass meng Zäit, obschonn, ah neen, si ass nach net, et ass...

(Hilarité)

M. le Président.- Dir sidd net dru gewinnt, Här Urbany, datt Der esou vill Zäit hutt.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Hetzt net esou!

Une seconde voix.- Dir kënnt awer och schonn ophalen.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Et ass net esou einfach, laang ze schwätzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat ass jo e richtege Luxusproblem, wou ech elo hei hunn!

Bon, da wëll ech och nach op deen Aspekt vum europäesche Kader agoen, dee jo vill hei mat eiser Budgetspolitik ze dinn huet, an ech wëll soen dobäi, mir sinn heiansdo och nach méi helleg wéi de Poopst an eiser Budgetspolitik, andeems mer Budgetsbegrenzungen an nei Budgetskaderen a -mechanismen och an Zukunft wëllen aféieren, déi nach vill méi wäit gi wéi dat, wat de Moment am europäesche Kader virgesinn ass.

An Europa ass et esou, dass d'State gedrängt ginn, fir eng regressiv sozial Ausgabepolitik ze maachen. Firwat? Fir dass déi grouss Investisseuren, déi jo awer d'Finanzkris vun 2008 verursaacht hunn, ouni allze grouss Verloschter doraus erëm erauskomme sollen, op d'Käschte vun all deenen, der iwwergrousser Majoritéit awer vun de Leit, déi d'Kris net verursaacht hunn, déi brav schaffe gaange sinn, wa se iwwerhaapt d'Méiglechkeet dozou haten.

Bei der aktueller Scholdekris geet et also virun allem drëm, iwwer allerhand Budgetsautomatismen ze verhënneren, dass e Stat zu engem aktive Faktor an der Ëmverdeelungspolitik ka ginn, awer och zu engem aktive Faktor an der Wirtschaftspolitik ka ginn. Et soll domat verhënnert ginn, dass e Stat iwwerméisseg Reserven uleet oder iwwerméisseg Scholde mécht, woubäi dat Wuert „iwwerméisseg" awer eng ganz restriktiv Bedeitung huet. A Wierklechkeet heescht et, quasi guer keng Scholde mécht a guer keng Reserven uleet.

Den Här Frieden huet et, mengen ech, zimlech däitlech gëschter gesot. Hien huet gesot, et geet beim Budget net ëm d'Spuere wéi bei engem Privatmann, deen Iwwerschëss op d'Säit leet. Et geet drëm, net méi auszeginn, wéi mer erakréien. D'Salariatskummer huet dat ausgedréckt folgendermoossen: «S'il se trouve confronté à des excédents, le bon père de famille…», an dësem Fall de Stat, «...n'épargnera pas, il devra gagner moins.» Ech mengen, dat ass de wesentlechen Aspekt vun där Spuerpolitik, déi mer de Moment hunn. D'State sollen dru gehënnert ginn, wierklech eng aktiv Politik ze maachen.

Datselwecht fanne mer awer net am Privatsecteur erëm. Bei Manager oder Traderen oder Aktionären, do muss et nach Freed maachen, schaffen ze goen, wéi den Här Frieden och a senger Ried gesot huet. Do muss et och nach Freed maachen, ze investéieren, ouni mussen allze vill Steieren ze bezuelen. Et geet also hei net ëm d'Begrenzung vun de private Budgeten, vum private Räichtum, vun de private Recetten oder Dépensen, et geet hei eenzeg an eleng ëm eng Begrenzung vun den öffentleche Finanzen. An ech mengen, méi däitlech kann een net beschreiwen, wat Neoliberalismus ass!

Dobäi sinn déi öffentlech Ausgaben zu Lëtzebuerg mat 42% vum PIB mat déi niddregst an Europa. D'Ausgabe fir d'Personal vum öffentleche Secteur sinn zënter 15 Joer zréckgaange par rapport zu de Gesamtausgabe vum Stat wéi och par rapport zum PIB. Mir hunn deen drëttklengsten Defizit an Europa an déi drëttklengste Schold an Europa.

Der Debatt iwwert d'Schold, déi jo hei haut esou determinant ass, gëtt dofir eng iwwerdriwwe Bedeitung bäigemooss, mengt zum Beispill d'Statsbeamtekummer, déi op den eigentlechen Défi vun der öffentlecher Politik an Zukunft hiweist, der Interventioun vum Stat an der Ekonomie. Ech wëll dat Zitat bréngen, well et esou flott ass: «Et quand tous ceux qui ont appelé le Trésor à la rescousse dans la tourmente prêcheront demain à nouveau, comme ils l'avaient fait auparavant pendant des années, que l'État est un actionnaire inefficace et superflu, il ne faudra surtout pas les écouter et en aucun cas leur confier notre sort national.»

Hei si mer voll an der Debatt, déi mer e puermol schonn hei gefouert hunn, déi mer fir d'Lescht gefouert hunn, an och d'nächst Woch nach eng Kéier féiere wäerten, iwwert d'Cargolux, wouzou d'Statsbeamtekummer seet: «Le secteur public ne pourra pas s'abstenir d'accompagner les augmentations de capital requises voire d'augmenter sa part dans le tour de table, sous peine de se voir dilué dans le capital et de perdre son droit de regard sur des infrastructures d'un intérêt vital pour le pays.»

Ech wëll dofir emol eng Kéier en Argument ëmdréien, wat dacks gebraucht gëtt. Grad an engem Land, wou internationalt Kapital esou präsent ass, grad ugesiichts vun där wuessender Internationaliséierung vun de Wirtschaftsstréim wier eng staatlech Wirtschaftspolitik noutwendeg, déi Finanzmëttele bündele kann an am Interessi vun der Bevölkerung, vun der Schafung vun neien Aarbechtsplazen, och fir manner qualifizéiert Leit, asetze kann.

Viraussetzung ass just déi demokratesch Souveränitéit doriwwer. Viraussetzung ass och d'parlamentaresch Kontroll doriwwer. Viraussetzung ass den Ausbau vun der Matbestëmmung an de Betriber. Viraussetzung ass och, dass deen neoliberalen Dogma, déi Pensée unique, déi nach ëmmer vill ze vill präsent an allen Diskussiounen ass an déi och hei déi heiten Debatt determinéiert, dass deen neoliberalen Dogma, wou et just drëm geet, fir de räiche Leit hir Suen ze schützen a se dofir bei deenen aneren ze huelen, dass dee gebrach gëtt.

Et ass erstaunlech, wann een all déi Avisë liest, déi hei gemaach gi si vun alle méiglechen Instanzen, et ass erstaunlech, dass just d'Avisë vun de Beruffskummere vun deene Leit, déi awer eleng duerch hir Aarbecht de ganze Räichtum hei am Land schafen, dat heescht d'Beruffskummere vum Salariat a vun de Beamten, et ass erstaunlech, dass et grad déi Instanze sinn, déi déi Problemer do opwerfen an déi och konkret Léisungen an hiren Avisë virbréngen. Ech froe mech, firwat déi net méi beuecht ginn, firwat se net méi beuecht gi vun de Parteien heibannen, och vun den Oppositiounsparteien.

Firwat kréien, au contraire, hei an an Europa déi eng iwwerméisseg Bedeitung, déi de ganzen Dag domat verbréngen, hir Suen ze placéieren, Dividenden ze encaisséieren, Couponen ze schneiden, wéi et an der Zäit geheescht huet, wéi déi Wäerter nach (veuillez lire: nach net) dematerialiséiert waren? Firwat ass dat esou?

Och de Finanzminister, muss ech soen, ass en typesche Vertrieder vun deene Kreesser. Dat ass eng objektiv Feststellung, en huet et selwer gesot gëschter hei, dass e seng ganz berufflech Carrière do an der Verteidegung vun den Interesse vun deene Kreesser verbruecht huet.

Hien huet iwwregens och schonn an der Finanzkommissioun weider Austeritéitspäck ugekënnegt. Do kann den Här Lux säi Bericht iwwertitele wéi e wëllt - mat Courage a mat sozialer Gerechtegkeet a mat Konfienz an d'Aktivitéit vun der Regierung -, d'Politik geet weider. Déi Logik, déi heidran ass schonn, déi gëtt weidergedriwwen, déi gëtt och an Zukunft weidergedriwwen!

Den Här Frieden huet an der Kommissioun selwer, vun där hei scho bericht ginn ass, weider strukturell Moossnamen ugekënnegt. No der Pensiounsreform, déi jo a Wierklechkeet eng Konterreform ass, soll et un de Chômage an un d'Familljenzoulage goen. Dofir, mengen ech, sti mer haut virun der Noutwendegkeet vun engem Politikwiessel. E Politikwiessel, bei deem d'Interesse vum Salariat, déi Eenzeg, déi am Land Wäerter schafen - dat dierf een ni vergiessen! -, erëm méi berücksichtegt musse ginn.

Dee Budget hei ass vun alle Gewerkschaften als en Austeritéitsbudget bezeechent ginn. Elo kënnt Dir hei soen, dat wier net esou. Mä déi Bezeechnung ass geschitt opgrond vu konkreten Analysë vun deem, wat drasteet. An en ass als e solche bezeechent ginn, well en den Haapteffort op d'finanziell Bedeelegung vun deene leet, déi haut schonn d'Haaptlaascht droen.

E setzt och falsch Akzenter, zum Beispill beim Transport oder bei de Chèques-services, wou nach virun e puer Joer vun Nulltarif geschwat ginn ass, beim Transport, bei de Crèchen, bei de Maison-relaisen an esou weider a wou haut d'Präisser vun deene Servicer sollen an d'Luucht gesat ginn.

Dee Budget hei féiert och zu enger Restriktioun vum Konsum an zu engem Réckgang vum Wirtschaftswuesstum, wéi de Statec selwer ausgerechent huet. Den Här Lux deelt déi Asiicht vum Statec zwar net. Hie freet sech, au contraire, et soll een emol kucken, wat d'Käschte si vun engem Budgetsdefizit, wat d'Auswierkungen op den AAA-Ranking sinn.

Mä ech hale mech do éischter un de kriteschen Ekonomist Joseph Stiglitz. Deen huet zur europäescher Spuerbrems gesot: „Was europäische

Politiker entwickelt haben, ist ein Rezept dafür, den Euro umzubringen. Mit seinem Sparkurs begeht Europa Selbstmord." An d'„Tageblatt" huet haut gesot: „Bei diesem Abbau legt in Luxemburg eine Partei Hand an, die dazu nie den Auftrag hatte. Wir brauchen sie nicht zu nennen." Ech wëll se dann och hei net nennen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächste Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och ech géif mech de Wierder vu Merci un d'Rapporteuren, den Här Lux an den Här Roth, uschléisse fir hir souwuel schréftlech wéi och mëndlech Analys. Ech géif mech e bëssen op dat konzentréieren, wat den Här Lux a senger Fonctioun als Rapporteur vum Budget gesot huet.

Ech mengen, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport ass et eng zimlech realistesch Gesamtanalys, déi erauskënnt aus der Situatioun vun eisem Land, déi een a ganz groussen Zich kann deelen. Hien huet, wéi all Rapporteur dat mécht, seng Vuë vun der Zukunft och duergeluecht, wou deen een oder deen aneren Akzent diskutabel ass an och diskutéiert muss ginn. Mä op d'mannst huet een eng gemeinsam Basis, eng gemeinsam Diskussiounsbasis, wéi et zu Lëtzebuerg soll virugoen an deenen nächste Joren.

Gemeinsam Diskussiounsbasis, déi sech iwwer elo dee méi - wéi soll ech dat soen? - folkloristesche Charakter vu gewëssenen Deeler vun der Politik, déi och noutwendeg sinn, awer, mengen ech, vun alle Parteie gedeelt gëtt, dass et zu Lëtzebuerg aneschters wäert ginn, dass mer amgaange sinn, aneschters ze ginn an dass mer dofir musse reagéieren.

Mat Ausnahm vläicht vun enger Stëmm, déi just viru mer ass an déi eigentlech e ganz anere Wee prônéiert, huet een awer d'Impressioun, dass an der Grondaschätzung... Op jidde Fall hat ech net d'Impressioun an der Diskussioun, déi mer an der Finanzkommissioun gefouert hunn iwwer all déi Méint, dass un der Grondastellung an un der Grondaschätzung vun der Situatioun meilewäit Divergenze géife bestoen.

Quitte dass ee selbstverständlech an der Fro, wéi ee Solutiounen dozou sicht, Divergenzen huet, wat jo och gutt ass a wat jo och richteg ass, well wa mer alleguerten déiselwecht Meenung hätten, da kéinte mer eis jo zu enger grousser Eenheetspartei zesummeschloen. Och dat ass et an Europa an der Zäit scho ginn, an ob déi Modeller besser Systemer a besser Resultater bruecht hunn, woen ech perséinlech och ze bezweifelen.

Eigentlech dat Eenzegt, wat mech e bësse stéiert an den Aussoe vum Här Lux, ass net dat, wat en heibannen an am Rapport gesot huet, mä dat - an ech wollt em dat an aller Frëndschaft eng Kéier soen -, wat e niewebäi mécht. A besonnesch dee Privatkrich, deen e mam Finanzminister Frieden säit Méint eigentlech an de Medië féiert, fannen ech net ganz, ech fannen et net ganz gentil, fir et emol ze soen. Et si Saachen derbäi, déi...

(Interruption)

Neen, dat huet näischt mat Stëmmung ze dinn, dat huet eppes mat normaler politescher Ausenanersetzung ze dinn a mat enger korrekter politescher Ausenanersetzung.

(Interruption)

Jo, et mécht een et am Stot, wann et am Stot och gemaach gëtt. Mä wann et awer bis an der Press steet,...

Une voix.- Mä an engem Stot huet nëmmen een d'Wäschmaschinn, dat ass de Problem! Da kann een d'Wäsch net doheem maachen!

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...dann huet een dat demokratescht Recht an och déi demokratesch Flicht als Parteipresident vun enger vun deenen zwou Parteien, fir ze soen, dass et Momenter gëtt, wou ee vläicht an der Diskussioun net derbäi ass, an da kann ee vläicht verschidde Räsonnementer novollzéien.

Mä ech wollt dem Kolleeg Lux awer soen, dass ech och zu Senneng war. Wéi verschidden anerer!

Une voix.- Ah, elo gi mer alles gewuer!

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, Dir gitt net alles gewuer! Ech wollt Iech just soen...

(Brouhaha)

Une voix.- War de SREL net do?

Une autre voix.- Hutt Dir dat net mat enger Auer opgeholl? Hat Dir net déi richteg Auer bei Iech?

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, ech soe meng Meenung esou, wéi ech mengen, dass ech se muss soen. Ech wollt soen, dass ech d'Impressioun zu Senneng hat, dass den Här Frieden wuel verstanen huet, ëm wat dass et geet,...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an dass e wuel verstanen huet, wat d'Erausfuerderunge vun der Zukunft sinn. Mä dass e Finanzminister, dass deen e Budget am Numm vun enger gesamter Regierung virleet, nodeems d'Regierung doriwwer sech consultéiert huet, nodeems se am Idealfall mat hire Fraktiounen an hire Parteien doriwwer debattéiert huet.

A fir esou ze maachen, wéi wann de Budget vum Stat fir 2013, dass dat den allengege Budget wier vum Finanzminister, muss ech einfach soen, et war, et ass an et wäert och an deenen nächste Jore fir eis als Partei e Budget si vun enger gesamter Majoritéit. Dat war an alle Majoritéiten, an alle Regierungen, an deene mir dra waren, ëmmer de Fall. Et ass d'Resultat vun Diskussiounen, déi ee matenee féiert. An eng Regierung huet e Budget, dee se déposéiert, och gemeinsam ze vertrieden.

Wann een iwwert d'Gesamtsituatioun vum Lëtzebuerger Land diskutéiert, seng Vergaangenheet an iwwer seng Zukunft, kënnt een net derlaanscht, fir d'Éischt e Bléck an d'Vergaangenheet ze werfen. An déi Vergaangenheet, déi huet sech nun awer viru fënnef Joer grondleeënd geännert.

Säit 2008 ass d'Welt an enger Kris. Ob dat elo eng Finanzkris ass, eng Wirtschaftskris, eng Währungskris, eng Systemkris, et kann ee vill Wierder dovunner maachen. Et ass héchstwahrscheinlech eng Kombinatioun vu villem, wat sech am Laf vun de Joren a Jorzéngten zesummegebraut huet. A keen Deel vun der Welt ass verschount bliwwen. Och net Europa!

Ech si perséinlech dovunner iwwerzeegt, dass, wann d'Geschichtsbicher wäerte geschriwwe ginn iwwert déi Zäit vun 2008 bis Fragezeichen, an do ass d'Joer 2012 an '13 doudsécher derbäi, awer och nach vläicht d'Jore '14 a '15 a '16, da wäert sech an deene Bicher erausstellen, dass d'Gewiichtung vun der Welt sech wäert geännert hunn an deene Joren. Dass den Afloss vun Amerika, den Afloss vun Europa erofgaangen ass an dass den Afloss vun anere Géigenden an der Welt - China, Indien an anerer - während där Zäit an d'Luucht gaangen ass.

A wann ee mat Lëtzebuerger schwätzt, déi regelméisseg an aneren Deeler vun der Welt sinn, déi sech net nëmmen zu Lëtzebuerg ophalen an an Europa, da kritt een eigentlech ëmmer, all Kéiers, wann een dorobber an eng Diskussioun kënnt, d'Réckmeldung, dass sech d'Welt amgaangen ass op ganz ville Plaze mat enger Rapiditéit ze verännere, déi esou gewalteg ass, dass mir wierklech amgaange sinn, wa mer net géigesteieren hei an Europa, de Fuedem vun der Entwécklung ze verléieren.

Eppes ass fir mech sécher: D'Roll vun Europa an der Welt wäert an deenen nächste Joren net eropgoen. A Lëtzebuerg ass e ganz klengen Deel vun där europäescher Welt, wäert, well et eigentlech an deene ganz grousse makroekonomeschen Décisiounen net vill ka matdiskutéieren a matbestëmmen, de Choix hunn, sech entweder där Realitéit unzepassen oder, wat e puer Leit nach ëmmer maachen, déi Realitéit ze niéieren, se net ze erkennen, a muss da mat deene Konsequenze liewen, déi dat mat sech bréngt.

Mir sinn - an dat wollt ech opgrond vun enger Rei vun Diskussiounen, déi déi lescht Woche gefouert gi sinn heibannen, awer och dobaussen op der Strooss a virun de Mikroe vun der Televisioun a vum Radio - a mengen Ae bluttnoutwendeg op auslännesch Investisseuren ugewisen. Dëst Land huet nach ni fonctionnéiert mat Lëtzebuerger Kapital a wäert dat och ni maachen. Dëst Land wär ni ouni auslännescht Kapital eng vun de Stolhéichbuerge vun der Welt ginn. Dëst Land wär ni ouni auslännescht Kapital eng vun deene gréisste Banken- a Finanzplaze vun Europa ginn.

Mä d'Investisseuren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi an Zukunft op Lëtzebuerg solle kommen, déi kommen net méi aus Däitschland, aus Frankräich, aus der Belsch, aus Éistréich oder wou se och ëmmer hierkomm sinn. Do, wou d'Sue si vun där nächster Generatioun, do, wou d'Sue sinn, dat ass a Länner, déi méi wäit ewech sinn. Dat ass an Indien, dat ass am Qatar, dat ass op enger ganzer Plaz vun der Welt, wou Leit an deene leschte Jore Méiglechkeete sech opgebaut hunn, Reserven hunn.

An d'Demokratie ass een Deel vun der Diskussioun, dat ass ganz sécher, an déi muss och gefouert ginn. Mä d'Geld ass op enger gewëssener Plaz vun der Welt. A mäi Plädoyer dofir ass, dass mer déi Leit wëllkomm zu Lëtzebuerg heeschen, déi zu Lëtzebuerg wëllen investéieren, déi dozou bäidroe wëllen, dass mir alleguerten als Kollektivitéit eis weider kënnen entwécklen.

Ech hunn zum Deel an deene leschte Woche Stëmmen héieren dobaussen - manner heibannen, mä dobaussen -, wou ech fannen, dass déi Aussoe ganz, ganz no um Rassismus sinn, ganz, ganz no, wann net zum Deel schonn d'Barrière vun deem, wat een eigentlech par rapport zu Leit, déi eng aner Hautfaarf hunn oder vun enger anerer Rass sinn oder vun enger anerer Plaz kommen, d'Borde vun deem iwwerschreiden, wat een do ka maachen.

An ech géif wierklech derfir plädéieren, an engem Dossier, deen eis beschäftegt, an och an aner Dossieren, net iwwer eng gewëssen Aart a Weis, wéi ee mengt innenpolitesch e puer Punkten ze sammelen, an eng Richtung ze kommen an an eng Situatioun ze kommen, wou mer vum Ausland hier als e Land ugesi ginn, wou d'Investisseuren net méi wëllkomm wieren.

Als klengt Land, an dat wëll ech als Kontrapunkt direkt derbäisetzen, sinn ech, bei allem Misär, dee mer hunn, a bei allem, wat mer amgaange sinn duerchzemaachen, der Meenung, dass mer eng Rei vu Stäerkten hu bei eis selwer, déi mech optimistesch stëmmen. Wa mer et fäerdegbréngen, dëse Strukturwandel ze begleeden, net ze anticipéieren, net wëll drop lass spueren, just fir lasszespueren, mä awer och net mengen, dass, wann ee sech dem Wandel, dee kënnt an deen an der Geschicht ëmmer bei all Gesellschaft kënnt, dass ee sech deem mat allem muss widdersetzen, dass een, egal wat fir eng Changementer kommen, seet: Neen, mir sinn net bereet, déi Changementer ze maachen!

Mir mussen no Lëtzebuerger Aart a Weis probéieren, dee Strukturwandel, dee kënnt - an e kënnt, ob mer et wëllen oder net - esou ze begleeden, dass mer am Intérêt vun de Leit vun eisem Land kënnen och weider eng gutt Politik maachen. An dat ass schwiereg. Et ass schwiereg, well mer zu Lëtzebuerg laang Joren op der gewonnener Säit vum Tableau waren, well, wéi eng Rei vu Virriedner et gesot hunn, während 25 Joer regelméisseg méi Suen an eis Keesen erakomm sinn, wéi mer der verdeelt kruten.

Mir hu profitéiert vu Souveränitéit, mir hu profitéiert vu Flexibilitéit, vu Reaktivitéit, fir kënnen e System opzebauen, deen au profit vun eis alleguerte gutt fonctionnéiert huet. Mir haten héich Budgetsreserven, mir hu regelméisseg Reserven ugeluecht a gudden Zäiten, fir méi Dépensë kënnen ze maachen a manner gudden Zäiten. An ech hat de Mëtteg keng Zäit, Här Gibéryen, esou wéi Dir, fir elo nach Rieden nozekucken.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et huet een ëmmer Prioritéiten am Liewen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech weess dat, Här Gibéryen, mä ech ka mech ganz gutt un Iech erënneren an un Är Rieden, déi Dir viru Joren hei gehalen hutt, wou Der deemselwechten Här Frieden, deem Der elo virwerft, en hätt keng Reserve méi, wou Der deem gesot hutt, en hätt ze vill Reserven an e géif net genuch verdeelen, an déi CSV hei, déi géif op de Sue sëtzen, amplaz se ënnert de Leit ze verdeelen. Genau déi Ried do hutt Dir viru Joren hei gehalen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Do kënnt Dir dräi Deeg an dräi Nuechten noliesen, dat do fannt Dir net!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dat fanne mir ganz genau, an zwar...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat fannt Dir net.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an zwar bei Iech.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, neen, dat fannt Dir net!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech bréngen et dann déi nächste Kéier mat, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann ech eppes zitéieren, hunn ech et ëmmer bei mir.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, jo.

(Hilarité)

Mir hunn a gudden Zäite regelméisseg Reserven opgebaut. Ech hunn Iech jo net zitéiert, ech hunn Iech just…

Plusieurs voix.- Dach, dach!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen! Ech hu just,…

(Hilarité)

...ech hunn de Sënn vun den Interventiounen, déi Dir an anerer gemaach hutt...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hunn ech net gesot. Neen!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an anere Joren, deen hunn ech hei rappeléiert. Ech ka mech u Joren hei erënneren, wou d'Oppositioun d'Regierung massiivst kritiséiert huet, well net genuch géif verdeelt ginn,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...well net genuch géif verdeelt ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Beispiller, wann ech gelift!

(Brouhaha)

Een Zitat!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Deen „séchere Wee", dee jo elo ugeprangert gëtt…

(Interruption)

Dach!

Une voix.- Neen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- De séchere Wee, iwwert dee Konsensus bestanen huet...

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Et war eng Visioun, eng Fata Morgana.

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- …bei ganz villen, an ech hunn dat wierklech déi lescht 15 Joer enk suivéiert, deen huet doranner bestanen, dass eigentlech de Konsens doranner bestanen huet, dass fir zwee Joer Reserven ugeluecht gi sinn, zwee bis dräi Joer, fir eng Kris, fir déi ze packen, a säit den 80er Joren dat jo och praktesch ëmmer duergaangen ass. An dass Leit, och aus der jëtzeger Majoritéit, déi gemengt hunn, dass ee méi misst maachen, dass een et aneschters misst maachen, mat kritiséiert gi sinn - ech kommen direkt op e Beispill zréck.

A säit den 80er Joren, säit der Kris vun der Stolindustrie hate mer jo ni Zäiten, wou méi wéi zwee Joer hannereneen eng Kris war. Dat, wat d'Leit vergiessen, dat ass, dass mer ëmmer Krisen haten. Mir haten an den 90er Joren Zäiten, wou et manner gutt gaangen ass. Mä ech erënneren un d'Internet-Bulle, déi mer haten. Ech erënneren un de Budget 2000, un de Budget 2005!

Un de Budget 2005, wou eigentlech déiselwecht Diskussioun tëschent der Regierung an de Majoritéitsfraktioune scho bestanen huet, 2005. Wou e Budget am Joer 2005 eigentlech nogebessert ginn ass, well gesot ginn ass: Ma mir sinn op engem Punkt hei ukomm, wou mer um Niveau vun dem Deséquiliber, dee mer tëschent Recetten an Dépensen hunn, si mer op engem Punkt ukomm, dee mer net méi kënne weiderfueren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wat hutt Der mat de Plus-valuë gemaach?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dat, wat säit 2008 geännert huet, fundamental geännert huet,…

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dorop kréien ech natierlech keng Äntwert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- …dat ass, dass mer elo am fënnefte Joer Kris sinn. D'Einnahme klammen nach. D'Einnahme klammen nach, awer méi lues, an et ass, mengen ech, och an der Duerstellung, déi mer no bausse ginn. Et si Leit, déi soen, mir hunn eng Einnahmekris. Mir hunn nach ëmmer steigend Recetten. Mir hu just steigend Recetten - an enger Sekund kommen ech drop zréck -, mir hu steigend...

(Interruptions)

Ech diskutéieren elo op den 13. Dezember 2012 an ech kucken zréck vun 2008 un. An ech wollt Iech soen, Här Bausch, Dir hutt virdru gesot, d'Leit sollen net bei all Saz Iech ënnerbriechen. Da wär ech ganz frou...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dierf ech Iech dann awer eng Fro stellen?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, ech wär elo frou, wann ech kéint emol ee Räsonnement zu Enn féieren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Maacht Dir dat, maacht Dir dat!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Säit 2008 hu mir bis haut, mat Ausnahm vun 2009, weider steigend Recetten. Just mir hunn net méi déi Recettenaugmentatioune vu 6 a 7%, déi mer virdrun haten. Mir hunn 1% méi, mir hunn annerhallef Prozent méi. Mir hunn eigentlech déi Augmentatioune vu Recetten, déi an anere Länner Usus waren, déi sinn zu Lëtzebuerg ukomm.

Mä et ass net esou - an dat ass meng perséinlech grouss Angscht, déi ech hunn, dat ass, dass, wann d'Einnahmesäit eis géif ewechbriechen, besonnesch d'Einnahmesäit um Niveau vun de Steieren, déi bezuelt ginn aus deem Secteur, vun deem mer eigentlech ganz gutt liewen, wat an anere Länner de Fall war, dass eigentlech déi Reorganisatioun, déi mer dee Moment musse maachen, déi Remodernisatioun, déi mer musse maachen, dass déi nach eng ganz aner Envergure kritt wéi dat, wat eis Hausaufgab ass, déi mer elo mussen hunn.

Mä eis Ausgaben, déi klamme virun. De Schleier tëschent Einnahmen an Ausgaben, dee geet an d'Luucht, an dorauser ergi sech eng Rei Noutwendegkeeten, fir géigenzesteieren.

Et gëtt da gesot vu gewëssene Leit, d'Majoritéit hätt keng Äntwert gehat. Ech wëll deem op zwee Punkte vehement, awer wierklech vehement wëll ech do dergéint eppes soen.

Dat Éischt, dat ass d'Mäerche vum Här Gibéryen - all Joer virgedroen zur selwechter Zäit, zweemol, sou ëm dës Zäit an eemol beim État de la nation -, d'CSV hätt virun de Wahlen eppes aneschters gesot wéi no de Wahlen. Här Gibéryen, Dir waart net beim „CSV on Tour", dat definitiv net. Ech maachen lech iwwregens och kee Reproche dofir. Mä Dir hutt manifestement och net de Wahlprogramm vun der CSV vun 2009 gelies.

Well eise ganze Wahlprogramm stoung ënner Finanzéierungsvirbehalt, an d'ganz Diskussioun, déi mer gefouert hunn, dat ass déi, dass mer gesot hunn, als CSV, am Wahlprogramm: Wann d'Kris sech iwwert d'Joren '09 an '10 fortsetzt, da musse mer géigesteieren, fir an den Équiliber ze kommen.

Sou ze maachen, wéi wa mir virun de Wahlen als CSV - an et gëtt Dausende vun Témoinen, well et ware 5.000 oder 6.000 Leit beim Juncker on Tour am Sall, fir nozelauschteren, wat d'CSV gesot huet -, fir heihinnerzekommen, am véierte Joer hannereneen, an esou ze maachen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma Dir hutt dat hei um Pult gesot! Dann huet en et heibanne gesot!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an esou ze maachen, wéi wann d'CSV no de Wahlen de Contraire géif soe vun deem, wat se virun de Wahle gesot huet,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma sécher!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir kënnt et nach 100 Mol behaapten, an Dir behaapt et och nach 100 Mol, an et ass och nach 100 Mol falsch.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass nach 100 Mol richteg! Et ass nach 100 Mol richteg!

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass, et ass eng Äntwert komm, eng voluntaristesch Äntwert. Mir nennen dat antizyklesch Politik, ass dat deemools gedeeft ginn. Et ass gesot ginn, mir steieren zwee Joer net géint, wëssentlech a wëllentlech, 2009, 2010 fuere mer weider. Mir wëssen, dass mer keng Rentréeë méi erakréien, a mir hunn nëmme ganz wéineg Rentréeën an deenen zwee Joer méi erakritt, a mir fuere virun op der Dépensësäit an haaptsächlech um Niveau vun den Investissementer.

Well wa gesot gëtt, d'Investissementer ginn erof: D'Investissementer sinn an d'Luucht gesat ginn 2009 an 2010! An zwar vun 1,4 Milliarden, wat 2009 en historeschen Héichpunkt war zu Lëtzebuerg, an der Geschicht vum Lëtzebuerger Land, sinn eropgesat ginn, voluntaristesch, hei annoncéiert, op 1,7, 1,8 Milliarden. 1,8 Milliarden d'lescht Joer, deen héchsten Taux och, dee mer jeemools haten.

Firwat? Fir de Mëttelstand ze ënnerstëtzen. Fir d'Lëtzebuerger Betriber ze ënnerstëtzen. Fir ze verhënneren, dass an engem vun deene wesentleche Secteuren, wou mer ganz vill Leit schaffen hunn, en Abroch géif kommen. Alles ausgeriicht op eng Politik 2009, 2007, an der Hoffnung, an och dat ass hei ëmmer gesot ginn, an dat ass vu jiddwerengem gedeelt ginn, ausser vun deenen, déi sech ëmmer d'Fro gestallt hunn: Wat geschitt dann, wann et net geschitt? An do gehéiere verschidde Leit dozou. Dozou zielen ech mech awer ausnahmsweis och, muss ech soen. Wat geschitt dann, wa mer 2011 net an den Équiliber kommen an d'Kris dës Kéier méi laang wäert ginn?

An d'Regierung huet och dorobber eng Äntwert ginn. D'Majoritéit huet eng Äntwert ginn. Si huet gesot: Da maache mer eng Midterm Review. Alles nozeliesen an den Debatten, déi mer hei gefouert hunn. Mir maachen eng Midterm Review an da gesi mer, da gi mer eis d'Zil, fir 2014 an den Équiliber ze kommen. Dat war dat, wat 2009 gesot ginn ass, wat 2010 gesot ginn ass.

Wann also gesot gëtt, et ass keng Äntwert do gewiescht op d'Kris: Et ass eng Äntwert do gewiescht! An e puer Etappen. Eng Etapp ass déi, fir voluntaristesch virunzefueren, eng gewësse Politik ze maachen, wëssend, dass dat, wat aner Leit ënner Keynes-Politik verstinn, eppes ass, wat een eng gewëssen Zäit ka maachen an da muss ee lues a lues awer an den Équiliber kommen, wann een net an d'Verschëldungsspiral wëllt goen, an eng Reaktioun duerno hunn, mat engem kloer festgeluechtenen Zil, nämlech fir 2014 nees an de gesamtstaatlechen Équiliber ze kommen. An op där Trajectoire si mer!

M. le Président.- Här Wolter, erlaabt Der, datt den Här Bausch lech elo eng Fro stellt?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, ech wollt eigentlech meng Ried elo halen, wann dat geet.

M. le Président.- Et ass gutt, da fuert Dir virun, Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An eigentlech si mer op deem Zil, nach ëmmer, bis 2014 an den Équiliber ze kommen. Quitte dass ee muss realistesch gesinn, dass et, duerch d'Entwécklungen, wéi se an deene leschte Méint komm sinn, an déi Entwécklungen, déi eis elo virausgesot gi fir d'Joer 2013, ganz komplizéiert wäert ginn, an enger Kéier op deen Équiliber ze kommen, well effektiv dann de Risiko besteet - ech kommen herno a mengem Exposé nach dorobber erëm -, dass dann de Risiko vun enger Iwwerhëtzung besteet.

Dofir musse mer eis eng mëttelfristeg Strategie gi fir d'Jore '14, '15 a '16. Wëssend, ganz genau wëssend, an dat ass fir mech ee vun den zentrale Punkte vun deenen nächste Joren, dass mer 2015 eng hallef Milliard supplementar wäerte verléieren op der Recettësäit, déi mer duerch keng aner Recette wäerte kompenséiere kënnen. Ausser et geschitt iergendeppes, wat ech haut net weess.

Mä ech hunn awer d'Impressioun, dass och net vill aner Leit dann heibanne sëtzen, déi dat wëssen, well soss hätt ech dat de Mëtten an der Diskussioun an de Moien hätte mer dat an der Diskussioun gesot kritt.

Mir sinn also virun der Flicht, fir ze kucken, fir do an d'Rengt mat eise Finanzen ze kommen. Ech fannen, dass an engem Artikel vum Professer Pieretti, deen der Deeg an enger Lëtzebuerger Zeitung war, dat op eng exzellent Aart a Weis résuméiert ginn ass. Den Titel vun deem Artikel war: „Kein normales Land". An d'Developpementer, déi hannendrukommen, muss ech soen, kann ech zu engem ganz groussen Deel droen (veuillez lire: deelen). An ech sinn och frou, dass et en Ekonomist ass, dass et en Unisprof ass, deen eng Rei vu Saache seet. Dann ass een nämlech manner an der Situatioun, dass do direkt e politesche Geescht an enger Meenung hannendru gefouert gëtt.

Mä mir hunn awer eng Rei vu Problemer. An ee vun deene Problemer ass deen, dass mer keng Ressourcen, keng natierlech Ressourcen an deem Land méi hunn. Dass mer eigentlech ausser eise Leit, eisem Know-how, eiser Schnellegkeet, eisem Dynamismus an enger Welt, déi ëmmer manner produktiounsgelagert ass an ëmmer méi servicegelagert ass an dësem Deel vun der Welt, musse sécherstellen, dass mer d'Viraussetzungen an der Politik setzen, dass genau dat, wat mer eigentlech nach hunn, mat all deene Schwieregkeeten, déi dat mat sech bréngt, wou ech perséinlech keng Äntwert zum Deel drop hunn - an ech kommen direkt elo dorobber -, dass een do d'Enner beienee kritt.

A mir liewen, wann ech d'Recettësäit vum Budget kucken, ganz gutt. Wann ech gesinn, dass mer awer 4 bis 4,5 Milliarden aus der Banken- a Finanzplaz erauskréien, déi awer ganz staark konkurrenzéiert ass, ëmmer méi staark konkurrenzéiert och wäert an deenen nächste Jore ginn, also d'Proportioun, dass deen Deel vum Budget, wat bal 30% vum Budget sinn, an d'Luucht geet, déi ass ganz geréng.

An d'Zuele vun deene leschte fënnef Joer weisen, dass d'Zënsen, d'Kommissioune vum Bankesecteur an de Steiereinnahmen, déi stagnéiere säit 2008. Wann ech gesinn, dass 1,5 Milliarde vun de Recetten, déi mer am Budget hunn, dat si bal 10%, iwwer 10% kommen aus de Grenzaktivitéiten, déi ëmmer méi staark konkurrenzéiert gi sinn. Déi staark kritiséiert och sinn.

A wann ech gesinn, dass 0,7 bis 0,8 Milliarden aus dem Commerce électronique kommen, déi tëschent 2015 an 2020 successiv wäerten un aner Länner ofgetratt ginn, a wann Der gesitt, wat d'lescht Woch an England lass war, da gesäit ee jo, dass an all deenen Domäner, egal wat fir eng Domäner dass mer do eraussichen, eis näischt méi geschenkt gëtt. Da mécht dat am Budget tëschent 6,5 a 7 Milliarden aus.

Da kommen nach 2,6 Milliarden aus de Gehaltssteieren dran an 1,7 Milliarden TVA. Ech hunn aus dem TVAs Chiffer de Commerce électronique erausgeholl. Da kommen ech an engem Budget vu ronn 13 Milliarden op tëschent 10,5 an 11 Milliarden Euro op der Recettësäit, déi aus deenen doten Aktivitéite kommen. Déi doten Aktivitéiten, op déi mer eis baséiert hunn an deene leschte Joren, déi mer weider wëllen développéieren an déi mer musse weiderdéveloppéieren, en absence vu villen aneren Alternativen, op déi mer eis kéinten opbauen. Net, well et keng Alternative gëtt, mä well eng ganz Rei vun deenen Alternativen, déi et géife ginn, net déiselwecht Revenuen ofschëdden, wéi déi Aktivitéit, déi d'Finanzplaz ausmécht an déi déi an eise Statssäckel gëtt.

Mir hu bal keng Industrie méi. Den Index vun der Industrie ass säit 2008 vun 100 op 82 erofgaangen. A wa vu gewëssene Leit gesot gëtt, d'Betriber géifen nëmmen nach 35% Steiere bezuelen, wat sécher richteg ass, da wëll ech awer soen, dass de Gros vun deene Steieren, den absolute Gros vun deene Steieren an der Finanzwelt bezuelt gëtt.

An dass deen normale Lëtzebuerger Betrib, de mëttelstännege Betrib, de Produktiounsbetrib, den Industriebetrib, dee muss a seng Cycles de production reinvestéieren. Dee fréier Cycles de production hat virun zéng a 15 Joer, déi elo nach dräi Joer sinn, fënnef Joer sinn. Souguer wann en en theoretesche Benefiss ofwerft, doduerch, dass e ganz staark muss investéieren, fir iwwerhaapt nach konkurrenzfäeg ze bleiwen am internationale Marché, ech absolut kann domadder liewen, dass ee verschidde Steieren op 60% setzt.

Mä wann awer keng Base do ass, wann awer keen do ass, deen e Benefiss mécht, an du kriss 60% vun näischt, dann ass dat nach ëmmer net ganz vill. An dat ass ee vun de Problemer reell, dee mer hunn, wann et drëms geet, fir d'Zukunftschancë vun eisem Land ze gesinn. Dat ass, dass e gudden Deel vun eiser Wirtschaft, vun eiser Ekonomie eigentlech haaptsächlech Fournisseur d'emploi ass, Aarbecht zur Verfügung stellt, déi mer mussen ënnerstëtzen, awer net Revenuë wäert generéieren an engem Mooss, déi mer riskéieren ze verléieren, jee nodeem wat fir eng Aktivitéite vu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore géife fortgoen.

An den Haaptproblem - d'Schoulministesch sëtzt do, de fréieren Aarbechtsminister -, den Haaptproblem, dee mer, mengen ech, eigentlech à long terme hunn an dësem Deel vun der Welt an zu Lëtzebuerg am Besonneschen, well mer keng integréiert Produktiounszykle méi hunn a Systemer hunn, dat ass, wéi mer deene Leit zu Lëtzebuerg, deene jonke Leit zu Lëtzebuerg, déi net e gewëssenen Niveau vu schoulescher Ausbildung a vu Qualifikatioun kënnen erreechen... An do kënne mir eis op de Kapp stellen, mir kënne jiddwerengem e Premièresexamensdiplom ginn, wann en duerno d'Qualifikatioun net huet, déi noutwendeg ass, fir an deem Betrib, deen eng Aarbecht ubitt, déi Aarbecht och kënne korrekt ze maachen, dann huet en déi Aarbecht net ganz laang. An da gëtt gekuckt, fir een aneren ze fannen, deen op déi Aarbechtsplaz géif kommen.

Ech hu keng Äntwert, ech soen dat wierklech, keng Äntwert op déi Fro! Keng Äntwert op déi Fro, wat mer an deenen nächste fënnef bis zéng bis 15 Joer solle maachen, ausser mir loossen eis e ganz neie System afalen, wéi mer am produktiven Deel vun eiser Ekonomie d'Rahmebedéngungen esou setzen, dass nei Betriber op Lëtzebuerg kommen, mat de Lounstrukturen, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, a mat den Ëmweltcontrainten, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, déi deene Leit, déi op deem Niveau géife schaffen, wou mer Aarbechtsplazen drénged bräichten, dass mer deenen eng Zukunft kënne ginn.

Dat ass eng vun deene ganz groussen Erausfuerderungen, déi mer hunn. Well et ass jo net, dass mer keng Aarbechtsplaze schafen. Et ass net, dass mer keng Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg schafen, mä mir schafe ganz vill Aarbechtsplaze wierklech an engem héijen Niveau vu Qualifikatioun. A mir brauchen Aarbechtsplazen an enger Welt, déi amgaangen ass, sech rasant ze wandelen, och op aneren Deeler vun eiser Gesellschaft.

Da kommen ech, Dir Dammen an Dir Häre, zum Triple-A, den Triple-A, deen a mengen Aen den A an O ass, fir dass mer iwwerhaapt nach an deenen nächste Joren iwwer Budgeten, déi tant soit peu am Équiliber sinn, hei zu Lëtzebuerg diskutéieren. Den Triple-A, deen eigentlech definéiert, ob déi Finanz- an déi Bankeplaz, ob déi zu Lëtzebuerg nach wäert bleiwen, dass déi Produkter, déi Servicer an déi Betriber an déi Leit, déi zu Lëtzebuerg hir Suen investéieren, dass déi d'Garantie hunn, dass an deem Land, wou se dat do investéieren, déi gesamt wirtschaftlech, ökonomesch Parametere stëmmen.

U wat gëtt den Triple-A dann zu Lëtzebuerg ugemaach? Un eppes Eenzegem! Un eppes Eenzegem, dat ass eise budgetären Équiliber. Als klengt Land, wat net ka géigesteieren, gëtt den Triple-A, also de Rating vun eisem Land exklusiv, d'Glafwierdegkeet vun eisem Land an den Ae vun deenen, déi vu baussen erakucken, exklusiv duerch een eenzege Facteur gekuckt: An dat ass, ob mer finanziell, budgetär am Équiliber sinn, dass mer eis Hausaufgabe maache fir déi Suen, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen a mat deene mir zum Deel dann och liewen, wou mir d'Wäertabschöpfung maachen, déi mer duerno kënnen an eise soziale System ginn, dass mer déi och kënne behalen.

Wann ech den Équiliber oder den Deséquiliber vum Budget kucken an ech gesinn, dass deen am Joer 2008 quasi am État central op null war an dass mer eigentlech 2009 deen éischten „gap" gemaach hunn, 2009/2010, wou mer op eng Milliard Defizit gerutscht sinn, an dass en absence vun där Politik, déi proposéiert gëtt fir d'Joer 2013 am Budget, wou 950 Milliounen Euro géigegesteiert ginn, mer eigentlech op zwou Milliarden elo wieren, well mer strukturell an eisem Budget en Defizit vu quasi 500 Milliounen haut iwwer eng Rei vu Phenomeener dragesat hunn, dann, mengen ech, ass et extrem wichteg an et gëtt keng Alternativ fir dat, wat vun der Majoritéit proposéiert gëtt. Et gëtt ëmmer eng Alternativ um Niveau vun dësem oder deem Akzent, deen ee géif setzen. Mä ech mengen net, dass et eng Alternativ géif ginn zum Gesamtvolume, iwwert dee mer diskutéieren.

Eigentlech gi mer mam Budget, dee mer elo stëmme wäerte fir d'Joer 2013, zwee Joer zréck. Mir sinn, wann 2013 esou gräift - dat ass och nach eng Fro: Gräift de Budget 2013 dann an all senge Phenomeener esou, wéi mer mengen, dass e géif gräifen, oder komme Phenomeener vu baussen nach eran? -, mir dréien d'Rad op 2011 zréck.

An dat, wat eis nach ëmmer bleift, obscho mer déi riseg Efforten amgaange sinn ze maachen, dat ass, dass deen „gap", deen tëschent 2009 an 2011 opgaangen ass, déi Milliard, dass déi net zougeet. An dat ass d'Erausfuerderung, déi mer mussen an deenen nächste Joren ugoen, ob mer et wëllen oder ob mer et net wëllen.

An d'Dépensësäit vun eisem Budget - et deet mer leed, dass ech dat elo muss soen, well ech weess, wat dat zum Deel nees fir Reaktioune wäert ausléise bei gewëssene Leit -, eis Dépensësäit gëtt nun awer emol duerch eng Rei vu Posten op der Dépensësäit esou staark beaträchtegt, dass een déi net einfach kann ignoréieren.

(Interruption)

Et sinn néng Posten. Et sinn néng Posten... Dir kënnt jo e Patt huele goen, wann et lech net gefält.

(Interruptions diverses)

Jo, gitt e gudde vun der Musel drénken, et ass kee Problem. Wann dat, wat ech erzielen am Numm vu menger Partei, lech, Här Kox, net interesséiert, Dir musst net heibleiwen! Ech forcéieren lech net.

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Et interesséiert eis, mä mir dierfen lech emol keng Fro stellen!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, well ech amgaange sinn, eigentlech meng Ried ze halen, wann Der dat erlaabt!

(Interruption)

Une voix.- Mir wësse schonn alles, wat kënnt.

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Ech géif emol gär eppes gesinn, wat déi gréng nach net wëssen!

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Et ass just relativ duerchsichteg, wou Der amgaange sidd hinzefueren.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, Dir magt der Meenung sinn, dass dat duerchsichteg ass. Dat mag Är Meenung sinn. Meng Meenung ass, dass et eng realistesch Beschreiwung vum Zoustand vun eisem Land ass, an dofir halen ech och déi Ried,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Déi kenne mer!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...déi ech hei halen,...

Une voix.- Joo! Majo, dann haalt se!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an och wann Der se kennt, Madame Loschetter. Ech hale se.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech, ech hunn net...

M. François Bausch *(déi gréng).*- De Moment haalt Der se net. De Moment schwätzt Der mat eis, okay!?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà! Dir schwätzt mat mir, an da muss ech dann heiansdo reagéieren, soss seet d'Madame Loschetter, ech géif net op lech reagéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- A wouhier dann!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sou, néng Posten an eisem Budget klammen ëm bal 500 Milliounen. De Fonds pour l'Emploi: 92 Milliounen, d'Chèques-services: 66 Milliounen, d'Paie beim Stat: 65 Milliounen, d'Pensioune beim Stat: 59 Milliounen, de Klimafong: 39 Milliounen, d'Universitéit: 41 Milliounen, an d'Contributiounen zur Assurance pension: 42 Milliounen, zur Assurance maladie: 28 Milliounen, an zur Assurance dépendance: 47 Milliounen. Dat sinn insgesamt 480 Milliounen Euro, déi à legislation constante vun engem Joer zum nächsten am Budget bäikommen.

Déi wäerte mat liicht verschiddene Chifferen a mat liicht verschiddenen Ofweichungen och d'nächst Joer nees drakommen. A wa mer et net fäerdegbréngen, wa mer et net fäerdegbréngen bei enger Gemengelag, déi et mat sech bréngt, dass d'Recetten net am selwechte Mooss klamme wéi d'Dépensen, an deenen doten Deeler vun eisem Budget déi Rééquilibragen ze maachen, déi mer musse maachen, da wäert dat Unternehmen, da wäert dat scheiteren.

De Budget 2012 wäert mat engem Deséquiliber vun 1.650.000.000 ofschléissen. Dat si 65.000 Millioune Lëtzebuerger Frang. All Lëtzebuerger, oder all Awunner an dësem Land gëtt dëst Joer 3.300 Euro méi aarm, wann ech et am Équiliber...

(Interruption)

65.000 Lëtzebuerger Millioune sinn et.

(Interruption)

An et ass net drun ze denken, dass déi Politik kann éiweg weidergoen, wa mer net gären dat hätten - wat mer jo net gären hätten! -, nämlech, dass mer eng Kéier an d'Reie vun deene Länner kommen, déi sech net méi ze hëllefe wëssen, wéi eng Rei vu Länner an Europa dat zurzäit mussen duerchmaachen.

D'Konsequenz ass, dass d'Schold an d'Luucht geet. Mir hunn dëst Joer 1,5 Milliarden agesat. Dat sinn 10% vum Budget. Mir mussen zwou Milliarde refinanzéieren. Och dat ass a mengen Aen eppes, mat deem ee sech muss beschäftegen.

Wou mer och an der Finanzkommissioun schonn e puermol driwwer diskutéiert hunn, dat ass, dass mer eigentlech de Principal net zréckbezuelen, mä just d'Scholden zréckbezuelen, neen, d'Zënsen - pardon! - zréckbezuelen, an dass mer bei enger verhéijerter Scholdelaascht vun deenen nächste Joren natierlech an d'Situatioun kommen, dass mer ëmmer méi Deeler vun där Schold eigentlech net méi an där Generatioun zréckbezuelen, déi se da sollt zréckbezuelen no där klassescher Linn, mä eigentlech nëmmen nach virun eis hierschiebe bis dee Moment, wou mer se iergendwann eng Kéier net méi kënnen zréckbezuelen.

Mir mussen also reagéieren. Dëst ëmsou méi, wéi mer 500 Millioune wäerten 2015 sécher verléieren iwwert de Commerce électronique an een anere Phenomeen nach op eis wäert duerkommen, deen den Här Di Bartolomeo an deene leschte Wochen e puermol gesot huet, dat ass, dass mer 2015 och den Équiliber an der Sécurité sociale net méi wäerten hunn.

Dat heescht, dat Joer 2015, dat gëtt et kruzialt Joer an der Geschicht vun eisem Land. De Budget fir d'Joer 2015 gëtt e kruziale Budget. Wou kann ee reagéieren? Och do wäert ech näischt Neies erzielen, well klasseschérweis dräi Domäner a Fro kommen: d'Steieren an d'Luucht setzen, d'Investissementer erofsetzen, d'Ausgaben drosselen oder eng Kombinatioun vun dësen Elementer.

Ech mengen, dass, wann een de Pak kuckt, deen haut zum Vote an der Chamber wäert kommen, dann ass dee wesentlech méi équilibréiert, wéi gewësse Leit dat wouerhunn. Et ass richteg a leider ass et esou, dass et dräi Versich gebraucht huet, bis de Pak do war, wou en ass. Do kann een net derlaanschtrieden. Dat ass net super gelaf, wéi dat zustane komm ass.

Mä wat dat Wichtegst ass, a mengen Aen, dat ass d'Resultat, wat hannen erauskënnt. Am Contraire zu deem, wat verschidde Leit permanent nach ëmmer soen, mengen ech, dass notamment duerch dee leschte Pak ee ganz staarke Rééquilibrage zum Beispill tëschent de Steieren, déi op (veuillez lire: vun) de Betriber an de Steieren, déi op (veuillez lire: vun) de private Persounen abezuelt ginn, dass deen do ass.

Mir mussen eis Steiereinnahmen, déi musse mer weiderentwéckelen. Mir brauchen nei Domäner, an deene Steiere bezuelt ginn. A mir wäerten héchstwahrscheinlech net derlaanschtkommen, op deem engen an deem anere Punkt och nach an deenen nächste Joren un der Schrauf e bëssen ze zéien. Mä mir mussen awer oppassen, dass mer de Bou net dobäi iwwerspanen, dass mer net déi Äscht, op deene mer sëtzen, dass mer déi eis eigentlech ënnert dem Kickes ewechhuelen.

Besonnesch eis Haapteinnahmequell, déi véier, 4,5 Milliarden, déi mer aus der Finanzplaz kréien, op déi musse mer ganz gutt oppassen. Ech gehéiere wierklech net zu deenen, déi der Meenung sinn, dass guer näischt däerf geschéien. Mä et muss een, bei all eenzelne Schrëtt muss ee genau kucken, wat ee mécht an enger internationaler Konkurrenz, fir dass een net op eemol aus enger gutt gemengter Solutioun, déi een ubitt, a well een onbedéngt wëllt verschidde Parameteren an den Équiliber setzen, herno e Resultat huet, wat dat Resultat eigentlech net ass, wat ee gären hätt.

Mir hunn dann décidéiert, dass mer d'Investissementer géifen erofsetzen. Ech hu virdru scho gesot, dass d'Investissementer historesch Héichten haten. Dofir kann ech eigentlech och net domadder d'accord sinn, wann elo esou gemaach gëtt, wéi wa mer de Mëttelstand géife vernoléissegen.

Ech mengen, dass an deene leschte Jore fir kee Secteur hei zu Lëtzebuerg duerch eng héich Investitiounsquot, déi nach ëmmer eng ganz héich Investitiounsquot wäert bleiwen - well mir si bei bal 15% Investitiounsquot, dat gëtt et an Europa bal net -, besonnesch de Mëttelstand ënnerstëtzen, besonnesch déi kleng Betriber ënnerstëtzen, déi d'Réckgrat vun deem Deel vun der Ekonomie sinn, op dee mer nach en Afloss eigentlech hunn duerch déi Politik, déi mer maachen, wa mer intelligent an eisem Budget Opträg ginn.

Ob allerdéngs de Secteur, en tant que tel, net awer iergendwou an enger Zort vu Surrégime ass, dee Secteur wéi och aner Secteuren, dat ass op engem anere Blat nees ze gesinn. Dass, wann ee manner Moyenen zur Verfügung huet, ee vläicht net méi alles ka maachen, dass ee sech Prioritéite muss setze selbstverständlech, an dass Adaptatiounen noutwendeg wäerte sinn.

Da kommen ech zum Kapitel vun der Reduktioun vun den Dépensen. Déi eng sinn der Meenung, dass op der Dépensëséit guer näischt geschitt ass, dass et eigentlech e Witz wier, wat do ass. Anerer sinn der Meenung, dass d'Haaptbelaaschtung op der Säit vun den Dépensë läit.

Ech mengen, dass mer e gudden Équiliber fonnt hunn an der Balancéierung tëschent deem engen an deem aneren, no enger Rei vu Kritären, zu deene mir stinn als CSV. An dat ass de Kritär vum sozialen Ausgläich: Breet Schëlleren droe méi wéi schmuel Schëlleren. An dat ass manifest. A bal allen eenzelne Mesuren, déi geholl gi sinn, ass dat de Fall.

Den Ausgläich tëschent Leit a Betriber, esou wäit wéi e méiglech ass, an ech mengen, dass dee relativ gutt elo dosteet, an och den Ausgläich tëschent de Generatiounen. Och den Ausgläich tëschent de Generatiounen, well mer um Niveau vun der Aarbechts... vun der Aarmutsgrenz a vum Aarmutsrisiko haut an enger Situatioun sinn, dass den Aarmutsrisiko eigentlech bei deene jonke Leit ass, bei de Familles monoparentales, an dass e manner do ass, wou e fréier emol eng Kéier war, bei deene Leit, déi an der Pensioun sinn.

De Pak ass also, an eisen Aen ass en équilibréiert. E geet, wat d'Besteierung ubelaangt vun eisem Haaptsecteur, relativ wäit. Ech gesinn eigentlech net, wéi mer do nach masseg kéinten droptässelen, ouni pervers Reaktioune vum Marché ze kréien. A wa mer de Mëttelstand weider wëllen ënnerstëtzen, gesinn ech och net richteg - well aus den Investitiounen awer e relativ zolitte Pak aus deene Progressiounen, déi sollte kommen, erausgeholl ginn ass -, wéi mer do kënne virugoen.

Dee schwéieren Deel, Dir Dammen an Dir Hären, dee läit awer nach virun eis an dee wäert nach fir esou munch Diskussiounen, och heibannen an dobaussen, suergen. Dat ass deen, wéi mer et fäerdegbréngen, fir de Budget strukturell an deenen nächste Joren nach eng Kéier ëm 6% bis 8% bis 10%, jo nodeem wéi d'wirtschaftlech Situatioun ass, strukturell ze entlaaschten, fir dass mer net weider un der Scholdeschrauf mussen dréien, déi unweigerlech eis den Triple-A an och domadder e groussen Deel vun eiser wirtschaftlecher Aktivitéit wäert kaschten.

Et gëtt Beispiller: Irland ass fir mech e Beispill. Irland hat e ganz substanzielle Problem. Déi hunn hire Budget ëm 25% entlaascht. Ëm 25% sinn déi am Volume vum Budget erofgaangen! Si hunn et gepackt. Ech froe mech, ob et eppes mat der Mentalitéit vun deene Leit ze dinn huet, dass déi iwwer Jorhonnerten eigentlech méi resistent gi sinn.

Mä et ass dach eigentlech eng Bravourleeschtung, wéi do e Vollek op enger Insel et fäerdegbruecht huet, fir vun engem Joer zum aneren, well déi genau dee Problem haten, dee mir riskéieren ze kréien, nämlech eng Surchauffe um Niveau... oder eng Restrukturatioun an eng Reorganisatioun vun der Finanzwelt. Déi hu vun engem Joer zum aneren de Budget ëm 25% entlaascht an hunn et fäerdegbruecht, fir dat ze maachen.

A Griichenland, wat een anere Wee gaangen ass, déi d'Saache lafe gelooss hunn, déi net reagéiert hunn an déi eigentlech elo de Präis bezuele vun deem, dass d'Politik an d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner viru fënnef a sechs a siwe Joer eigentlech net déi Politik gemaach hunn, déi se hätte misse maachen. A wa mer berechtegterweis eis zu Lëtzebuerg d'Fro stellen, wéi een da mat Mindestléin, mat Renten, mat Paien, wéi se a Griichenland elo nach bezuelt ginn, kann auskommen - berechtegterweis! -, da wëll ech einfach soen, dass de Credo vun eis ass, fir alles ze maachen, fir ze verhënneren, dass mer iwwerhaapt dohinner kommen!

Dass mer net deene Stëmmen noginn, och hei am Haus an dobaussen, déi soen: Ma maacht näischt, gitt an d'Verschëldung, loosst d'Saache lafen, an da kucke mer! Déi awer keng Äntwert drop ginn, wat da geschitt, wa mer d'Kéier net vum selwe kréien, an déi dann a fënnef oder an zéng Joer wäerte kommen an eis soen: Ma lauschtert, Kolleegen, Dir hutt jo eigentlech Är Aarbecht net gemaach virun zéng Joer!

Well genau déiselwecht Leit a Griichenland, déi elo deene Regierungen, déi elo der Politik de Virworf maachen, dass se hir Aarbecht net gemaach hunn, dat sinn déi, déi virun zéng Joer a virun aacht Joer a sechs Joer d'Méiglechkeet gehat hätten, fir et aneschters ze maachen, an déi et net gemaach hunn!

Wann een de Budget vun eisem Land op der Dépensëséit da kuckt an et gesäit een, dass mer 45% an eisem Budget eigentlech Transferts sociaux hunn, 15% Investissementer, 20% Paien an 20% Divers, woubäi den Divers vun de Leit ganz oft als déi sougenannt Konsumausgaben ugesi ginn, wat et awer net ass - well an deem Divers vun 20% sinn och d'Transferten un d'Entreprisen, d'Transferten un d'Gemengen notamment dran; et sinn och d'Loyeren dran, déi de Stat bezilt; et sinn d'Aarbechten dran, déi um Stroossennetz, um Schinnennetz gemaach ginn; déi normal Reparaturaarbechten, déi lafen ënnert där Rubrik -, dann ass dee Saz, deen do seet: „De Stat soll bei sech selwer spueren", dee geet leider net duer.

Well wann een objektiv de Volume kuckt, deen ënnert där Rubrik do leeft, deen de Stat selwer eigentlech just fir sech verwalt, da sinn dat, mengen Aschätzungen no, manner wéi eng Milliard Euro. Manner wéi eng Milliard Euro!

Jo, wann een awer en Defizit huet oder en Delta huet, deen 1,5 Milliard ass, an deen dote Posten a senger Gesamtheet ass manner wéi de Montant, a mir gi jo net dovun aus, dass mer de Leit kee Bic méi bezuelen, dass keen Auto méi kaaft gëtt, dass keng Luucht méi wäert brennen an dass kee méi wäert agestallt ginn och beim Stat, a mir hunn awer haut eng Rei vu Punkten an Domäner héieren, wou nach ganz staarken Nohuelbedarf ass, wou nach méi muss eigentlech geschéien, an déi Leit jo och ëmmer nees fir sech selwer eng Rei vu Chargen hannendru generéieren, dann, mengen ech, muss een an déi aner Rubrike kucke goen, fir zu deem Gesamtéquiliber ze kommen.

Eigentlech wollt ech jo net iwwert d'Gemenge schwätzen. Mä den Här Bausch an den Här Gibéryen hu mer awer elo eng Virlag ginn, déi ee wierklech net ka laanschtgoe loossen.

Den Här Gibéryen seet… An ech muss soen, Här Gibéryen, heiansdo verstinn ech lech an heiansdo net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kënnt vir.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Et geet eis och esou mat lech.

Une voix.- Dat geet eis och esou!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat wonnert mech net. Et ass och gutt esou, an Ärem spezifesche Fall.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt eng schlecht Analys bis elo gemaach, Här Wolter, Dir hutt nach keng…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir sot, an der Finanzkommissioun wier den Innenminister mat enger Propos komm vun der Regierung, fir bei de Gemengen ze spueren, an dunn hätt de President vun där Kommissioun, an do hutt Der gesot, dat wär den Här Wolter, an deen ass jo Buergermeeschter do vu Bascharage…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Alles richteg!

M. Michel Wolter *(CSV).*- En ass Buergermeeschter vu Käerjeng.

(Hilarité et interruptions)

Dunn hätt dee gekuckt, an do wär a senger Gemeng - hopp, hopp - 35%, an du wär den Dossier zougemaach ginn.

Ech froen all déi aner Kolleegen an der Finanzkommissioun, déi deen Dag derbäi waren, ob d'Diskussioun esou gelaf ass. Ass d'Diskussioun esou gelaf? Oder war d'Diskussioun net déi, dass festgestallt ginn ass…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war eng ganz Rei vu Froen, wou keng Äntwerte komm sinn,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, an dunn…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an no zéng Minutte war et eriwwer.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et war relativ séier eriwwer, well effektiv d'Regierung e Konzept definéiert hat, awer an der Finanzkommissioun op déi Fro, déi vun den Deputéierte gestallt ginn ass, wat fir eng Répercussiounen dat dann hätt, keng konkluent Äntwert am Detail konnt ginn, soudass mer de Minister gefrot hunn, fir dat weiderzeentwéckelen an dann erëmzekommen an d'Finanzkommissioun, fir doriwwer ze diskutéieren. Dat ass dat, wat mer an der Finanzkommissioun gesot hunn.

A wann ech op d'Gemeng Käerjeng eng Sekonn dann däerf agoen, well Der sot, ech hätt dat do gekuckt, da wëll ech lech soen, dass, wann een am Ranking op der Plaz 110 ass vun 117 Gemengen, wat d'Repartitioun vun de Steieren ass, da géif déi dote Geschicht där Gemeng, wou ech eben elo Buergermeeschter sinn, entgéintkommen, well eisen Taux géif nämlech an d'Luucht goen, well wann deen 110. vun 117, wann deen net an d'Luucht geet am Taux, da geet keen an d'Luucht.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, bei de Subside läit awer…

M. Michel Wolter *(CSV).*- An et ass och net deen Éischten an et ass och net dee Sechsten an et ass och net deen Zwieleften an der Rei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bei de Subside waren et…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech soen lech, deen 110., egal wien et ass, an deen 112., mengen ech, ass de Kolleeg vu Suessem an där Déngen, deenen hire Pourcentage géif eropgoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat heescht eigentlech, wann ech esou wier,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wéi Dir mech hei duergestallt hutt,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …dann hätt ech jo misse kucken, fir an der Finanzkommissioun dat doten duerchzedrécken.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen! Neen, neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wat mer net gemaach hunn, Här Gibéryen. Mir hunn eng propper Diskussioun gefouert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen. Neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- An de Résumé, deen Dir hei gemaach hutt,…

(Interruption)

…an deem Der d'Leit wollt duerstellen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …deen ass absolut net korrekt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass net richteg, Här Wolter.

M. le Président.- Här Gibéryen, stellt Der eng Fro?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech wollt eng Fro stellen. Ech wollt eng Fro stellen.

M. le Président.- Dir kritt jo herno nach eng Kéier…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, ech wollt eng ganz prezis Fro stellen.

M. le Président.- Dann eng ganz prezis Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt den Här Wolter froen, ob hien domat averstanen ass mat mir, datt déi Propositioun, déi de Minister gemaach huet, dat war eng Propositioun, wéi vill Subsiden an Zukunft déi eenzel Gemengen nach kréichen. An dat ass vun uewen erofgaangen. Dat war am Zesummenhang mam Impôt commercial, deen d'Gemenge kréien. A wann d'Gemengen do méi kritt hunn, wat se manner Subside kritt hunn.

Ech mengen, et waren néng oder zéng Gemengen, déi kréichen nach null Subsid. An da war d'Gemeng Käerjeng, mengen ech, déi kréich nach 35% Subsid. Aner Gemenge kréichen nach 70 oder 80% Subsid. Doriwwer ass diskutéiert ginn. Et ass net diskutéiert ginn, wat d'Gemenge méi kréichen. Et ass driwwer diskutéiert ginn, wéi vill datt d'Gemengen an Zukunft nach vum Stat bei Projeten als Subsid géife bäikréien.

Ech wollt froen, ob et dat war, wat mer geschwat hunn?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat, wat mer geschwat hunn, ass…

M. le Président.- Den Här Innenminister wëllt och nach eng Fro stellen, Här Wolter.

(Hilarité générale et interruptions)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Neen, ech wëll, ech erlabe mer wierklech hei d'Wuert ze huelen, well déi Diskussioun amgaangen ass esou résuméiert ze ginn, wéi se net war. Kloer ass, dass mer zesummen zur Konklusioun komm sinn, dass déi Iddi, fir d'Subsiden ze nuancéieren am Sënn vun der Situation financière vun de Gemengen, dass dat eng Déclaration d'intention war. Dat ass nämlech dat Wuert,…

Une voix.- Oh!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- …wat de President, wat de President…

Une voix.- Dann erliewe mer dat jo net méi!

(Hilarité générale et interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Et ass dat Wuert, dat de President vun der Kommissioun gesot huet. Dat heescht, et war eng Iddi, fir dat ze développéieren, a mir waren eis eens, dass een déi net kann einfach esou résuméieren.

A mir sinn eis gradesou eens,…

(Interruptions diverses et hilarité)

…dass dat, wat den Här Gibéryen elo seet, och net méiglech ass. D'Diskussioun ass net esou gefouert ginn. Si ass vill méi global gefouert ginn. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer dat sollten an engem globale Kontext diskutéieren.

Dofir mengen ech, de Moment, wéi d'Diskussioun amgaangen ass, dat ass falsch.

(Interruptions)

M. le Président.- Neen hei, ech kann awer elo net hei eng Diskussioun hei…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat war awer interessant elo!

M. le Président.- Jo, ech géif elo bieden, neen, also neen, mir fueren elo hei der Rei no. Elo fiert de Michel Wolter virun.

(Interruption)

Herno kann den Innenminister nach eng Kéier intervenéieren. D'Regierung huet jo nach genuch Zäit. An den Här Gibéryen an den Här Bausch och nach eng Kéier, wa se dat wëllen. Elo schwätzt de Michel Wolter.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Fir et kuerz ze maachen, ech schléisse mech deem un, wat den Här Wolter gesot huet, well dat ass méi no bei der Wourecht wéi dat, wat den Här Gibéryen gesot huet. Voilà.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV).*- An ech wollt dann op d'Ausféierunge vum Kolleeg Bausch vun deene Grénge virdrun erakommen.

Une voix.- Ah!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech muss soen, jo, an ech maachen dat wierklech esou, mengen ech, wéi een et soll maachen.

Ech war erstaunt, wierklech erstaunt, dass beim City-Breakfast vun der Stad Lëtzebuerg de Moien an engem Moment, wou eigentlech nach keng Diskussioun ass, schonn de Schäfferot ufänkt ze reagéieren.

Dat ass esou e bëssen d'Geschicht vum Keelespill. Et gëtt eng Klatz erofgehäit an ënnen ass iergendeen, dee mengt, se wär fir hien.

Ech sinn d'accord mat Iech, Här Bausch, wann Der sot, et kann een net d'Joer 2011 huelen. Ech sinn absolut mat Iech d'accord. Kommt, mir eenegen eis drop, dass mer fënnef Joer huelen. An da kucke mer, wéi d'Transferte sinn um ICC a wéi d'Transferte sinn um FCDF iwwer fënnef Joer.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, ee Moment, da gitt einfach engem eng Chance, dräi Sätz hannereneen ze soen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir ginn Iech eng Chance.

Une voix.- Mir ginn Iech eng.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dass ee fënnef Joer hëlt. Da stellt een zum Beispill fest, dass an enger Fënnef-Jores-Moyenne d'Gemeng Betzder 4.300 Euro an e puer Zerquetschtener kritt pro Awunner. D'Gemeng Nidderaanwen als Zweet 3.800 an e puer an d'Gemeng Lëtzebuerg 3.800, quasi och.

(Interruption)

Jo. An op där anerer Säit stellt een dann awer och fest, dass et Gemenge gëtt wéi zum Beispill d'Gemeng Suessem, déi kritt an enger Fënnef-Jores-Moyenne 2.052 Euro.

Une voix.- Dat ass net richteg.

M. Michel Wolter *(CSV).*- 2.052 Euro par rapport zu enger Moyenne, déi dann an der Fënnef-Jores-Moyenne net bei 2.900 läit, mä bei 2.650 läit. D'Gemeng Diddeleng…

(Interruption)

D'Gemeng Diddeleng, déi eng regional Kompetenz huet,…

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ah jo, pardon.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …kritt 2.194 Euro. 2.194 Euro als regionalen Zenter! An d'Gemeng Ettelbréck, och e regionalen Zenter am Norden, kritt 2.152 Euro.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Nach ze vill.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Nach ze vill, sidd Dir der Meenung. Jo, okay.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dir hutt keen Humor, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Déi Gemeng, déi am mannste kritt am Land an der Fënnef-Jores-Moyenne, ass Keel.

(Interruptions)

Keel. 2.017 Euro. Do sinn ech d'accord, wierklech d'accord, dass een och d'Awunnerzuel net eleng kann als Kritär huelen. Dat kann ee wierklech net maachen.

Une voix.- Richteg.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mä et ass awer emol eng éischt Indikatioun, fir ze kucken, ob s de par rapport zu engem System, deen an den 80er Joren développéiert ginn ass, nach an engem Trend bass, deen okay ass, oder net.

Mir hunn 2002 den IVL gemaach. Mir hunn ee Gesetz gemaach iwwer Landesplanung. Mir hu gesot, mir hätte gäre regional Zentren. Ech sinn nachdrécklech der Meenung, dass d'Stad Lëtzebuerg méi muss kréie wéi all aner Gemeng am Land, well d'Stad Lëtzebuerg huet aner Verflichtungen. Ech hätt just gären, dass mer eng Kéier objektiv driwwer diskutéieren, wat dann déi Aufgabe sinn, an ob déi eng Differenz…

(Interruptions)

Jo. An ob dat… Jo, dat hu mer iwwregens och an enger Spezialkommissioun diskutéiert, hei an der Chamber.

(Interruptions)

Et ass net nëmmen den Innenminister an dësem…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Da soll en Neel mat Käpp maachen, wéi en ëmmer seet.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass net nëmmen den Innenminister an dësem Land. Et ass eng Rei vun Donnéeën, déi mer elo hunn. Missiounen, nationaler, regionaler. Ech kann absolut domadder liewen, dass mir iwwert den öffentlechen Transport diskutéieren.

Et sinn zéng Gemengen an dësem Land, déi leeën e relativ substanzielle Montant beim öffentlechen Transport bäi. Discutons! Discutons! Quelle est la part communale? Quelle est la part régionale? Quelle est la part nationale?

Ech sinn absolut d'accord, dass mir iwwert d'Pompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg diskutéieren. Ech hu scho virun iwwer zéng Joer Propositioune gemaach an déi Richtung. Viru 15 Joer sinn ech op engem Kongress vun de Pompjeeë schonn ausgelaacht ginn, wéi ech hinne gesot hunn, hire System géif net goen.

Mir hunn an d'Gesetz ageschriwwen, dass mer national, regional, lokal Zentre kréichen. Ech sinn absolut der Meenung, dass mer iwwert de Statut vun de Beruffspompjeeë mussen diskutéieren. Ech sinn awer genausou der Meenung, dass, wa mer gäre regional Zentren hätten, mer eis mussen d'Fro stellen, notamment am wäiten Norden, ob een dann an deem Kader do net awer och iergendwou eng Trupp muss sëtzen hunn, déi à même ass, fir déi Kilometeren a Kilometeren ofzedecken, déi ganz wäit sinn.

Mais discutons! Discutons de cela. Kommt, mir kucken: Wat sinn d'Aufgaben, déi do sinn?

(Interruption)

Ech sinn d'accord iwwert den Theater. Et ass villes, wat um Gemengesecteur selwer scheitert. Ech ginn Iech e Beispill, et ass nach aus menger Zäit: d'Conservatoiren, d'Musekksschoulen. Do hate mer proposéiert, dass eng Péréquatioun géif gemaach ginn tëschent de Gemengen. U wiem ass dat da gescheitert? Dat ass gescheitert un de Gemengen, net um Innenminister. Et ass un de Gemenge gescheitert, well déi sech net eens gi sinn, fir eng Péréquatioun ënnert de Gemengen ze maachen! Wat nun awer wierklech dat... An et sinn eng Rei Regiounen, déi hunn et fäerdegbruecht. Mä et sinn eng Rei Regiounen, déi hunn et net fäerdegbruecht.

Wann ech also Äre Bäitrag als e Bäitrag gesinn, fir ze soen: „Kommt, mir diskutéieren", mä da kommt, mir diskutéieren a mir zéien awer och Konklusiounen! Well et kann awer ganz reell net sinn - ech kucken elo mäi Kolleeg vu Suessem, deen nun awer eng vun deene gréissten..., also, si sinn net kontinuéierlech, mä et huet kaum een am Land méi Industriezone wéi deen.

Wann ech deem seng ganz Gemeng kucken: Dee kritt iwwer fënnef Joer 2.052 Euro pro Awunner. Firwat? Ma well bei där Haapteinnahmequell, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, eigentlech déi Gemengen, déi deen Deel vun der Wirtschaft droen, deen Aarbechtsplaze schaaft, awer keng Revenuë méi generéiert, well déi am Modus, wéi d'Repartitioun ufanks den 80er Jore festgeluecht ginn ass, reell awer défavoriséiert gi par rapport zu deem, wat se hunn.

Une voix.- Ufanks den 90er!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, ufanks... Jo, Enn den 80er, ufanks den 90er Joren. Richteg, richteg!

Sou! An dann hunn ech nach ee Kritär vergiess, deen a mengen Aen och muss erakommen, an dat ass d'Étendue vun de Gemengen. Eng kleng Gemeng mat enger Sektioun oder mat zwou Sektiounen, mat engem Déngen, ass aneschters ze considéréieren, wéi eng Gemeng, déi 24 oder 26 Dierfer huet. An da muss een also e System fannen, wou ee seet, mir deelen déi Suen, déi kommen. Mir setzen e Minimum fest, wou mer soen, ënner e gewëssene Minimum ka kee falen. An ech fannen, dass 75% vun der Moyenne, dass dat eigentlech ënnert dem Minimum ass, deen an enger tant soit peu logescher Verdeelung vun de Suen ass.

An ech mengen - an dat misst een awer nokucken -, dass de System eigentlech déi lescht fënnef, sechs Joer sech esou lues a lues ganz staark geännert huet, dass et virdrun net esou dramatesch war, wéi et elo ass.

Kommt, mir setzen eis beieneen! De President vum Syvicol ass heibannen. Also, tous les interlocuteurs quasiment sont là. Discutons et trouvons une solution. Ech wëll keng Diskussioun, ech wëll se wierklech net féieren, eng Diskussioun. An et ass net nëmmen d'Regierung, et ass och de Syvicol, et sinn och d'Gemengen, et ass och d'Fro: Sinn dat doten d'Kritären oder kommen nach anerer derbäi? An da musse mer kucken, dass mer eng Léisung fannen.

Mä déi Situatioun, wéi se elo ass, dass eigentlech Gemengen do sinn..., an déi sech dann nach Remarquë musse maache loossen! Dat hunn ech den... Ech soen et net, en ass net hei. Ech hätt léiwer gehat, e wär hei, dann hätt ech em et gesot, ech soen et an enger anerer..., eng aner Kéier soen ech em et.

Ech wëll awer soen, wann ee 4.400 Euro pro Awunner kritt an et mécht een de Spunnes mat deenen, déi 2.200 Euro kréien, andeem een deene Leit seet: „Wann Dir besser géift géréieren, da géift Der hanne gutt erauskommen", gleeft mer et, dat fannen ech eigentlech net ganz - neen, net Dir, neen, neen! -, dat fannen ech eigentlech net ganz fein! Ech fannen et wierklech net fein. Ech fannen et net gerecht.

Mettons-nous autour d'une table. Discutons et trouvons une solution! Mä par rapport zu enger Moyenne an engem System ze bleiwen, wou déi eng 200% an 220% an 250% vun der Moyenne kréien an déi aner 75% vun der Moyenne, ech mengen net, dass dat e System ass, deen ee soll à terme bäibehalen.

Ech kommen dann eigentlech zu deem zréck, wat ech mer preparéiert hat, well ech nach e puer Punkten awer hunn, déi och de Mëtten hei vun deem engen oder deem aneren ugeschwat gi sinn, mat deenen ech nu wierklech net kann d'accord sinn. An et gëtt e bësse résuméiert an engem Leitartikel, dee gëschter an enger Escher Zeitung war, intituléiert: „Schwarzer Monat", sou steet do.

Et gëtt sechs Theesen, éischtens emol...

(Interruption)

Theesen - sechs Theese ginn do vertratt. Dat Éischt ass, dass mer an deene leschte Wochen hei eng onsozial Rentereform gestëmmt hätten. Ech wëll kloer an däitlech nach eng Kéier am Numm vu menger Partei soen, dass mir der Meenung sinn, dass mer eng sozial, op d'Zukunft ausgeriichte Rentereform gestëmmt hunn, déi héchstwahrscheinlech an hirem laangfristegen Aarm - deen ass nach net breet genuch an net wäit genuch - gräift fir déi Erausfuerderung, déi mer hunn. An déi besteet doranner, där nächster Generatioun och nach eng Pensioun kënnen ze ginn, an net nëmmen dëser Generatioun. Dass déi net onsozial war, mä dass se éischter vläicht nach - a si wäert doudsécher nach - an deenen nächste Jore muss adaptéiert ginn un d'Gegebenheeten.

Et gëtt da gesot - mä dat kann ee stoe loossen -, déi zweet Versioun, also eigentlech déi definitiv Versioun vum Budget, déi hätt keng Verbesserunge bruecht. Ech hu virdrun a menger Ried erkläert, firwat dass ech der Meenung sinn, dass dee Pak, deen elo vun der Majoritéit presentéiert gëtt, wesentlech méi ausgeglach ass, wéi dat am Ufank de Fall war.

Et gëtt dann d'Thees eigentlech vertrueden, fir ze soen: E gudde Budget ass e Budget, an deem nach méi verdeelt gëtt, ouni dass awer d'Äntwert op d'Fro kënnt, wann een déi Verdeelung eigentlech mat Sue muss maachen, déi een net huet, dass een déi Verdeelung mécht mat Suen, déi ee muss léine goen, wat fir eng Äntwert een dann a fënnef oder a siwen oder an zéng Joer deene Leit gëtt, déi dann dat, wat een elo verdeelt huet a wat een net huet, musse mat Zëns an Zënseszëns zréckbezuelen.

Et gëtt weider behaapt, dass eigentlech dat Ganzt op de Bockel vun der Mëttelschicht - Mëttelschicht ass jo e wonnerbaren Term hei zu Lëtzebuerg - geet. Ech wollt als President vun der CSV soen, dass ech stolz drop sinn, dass mir hei zu Lëtzebuerg eng vun deene breetste Mëttelschichten an Europa hunn, wann net déi breetste Mëttelschicht! Et gëtt kee Land an Europa, wou méi Leit an der Mëttelschicht dra si wéi zu Lëtzebuerg, opgrond vun enger Politik, déi mer wëssentlech a wëllentlech gemaach hunn.

Mir hunn, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, 5% vun de Leit, déi 50% vun der Akommessteier bezuelen. 40% bezuele keng Akommessteier. Wann een dat kuckt um Niveau vun den Zuelen am Revenue, da stellt ee fest, dass 5,66% vun de Stéit zu Lëtzebuerg e besteierbart Akommes hunn, wat méi héich ass wéi 10.000 Euro de Mount, 5,66%. An 1,29% vun de Stéit zu Lëtzebuerg hunn e besteierbart Akommes vu méi wéi 20.000 Euro de Mount. Ech weess net, wou bei deem engen d'Mëttelschicht ugeet a wou se ophéiert. Mä ech weess awer, dass, wa mer iwwer „les grands revenues" schwätzen, wa mer emol kucken, wat a Frankräich en „grand revenue" ass: En „grand revenue", dat ass e Revenue, deen iwwer eng Millioun Euro verdéngt. Där gëtt et zu Lëtzebuerg net ganz vill.

Mir si bei deene Leit mengetwegen, déi Statsbeamte sinn, wou déi zwee schaffe ginn, si mer an deenen dote Kategorien, iwwer 10.000 Euro de Mount. An dann ass et kloer, dass, wann ech eigentlech eng Politik hunn, an där 40% vun de Leit - och aus enger wëssentlecher Politik - keng Steiere bezuelen an de Gros vun de Leit eigentlech an deem Mëttelpak do sinn, dass, wann ech muss Ajustementer maachen, wann ech Réadaptatioune muss maachen, jo, dann ass kloer, wou ech se muss maachen!

Ech kann zu deenen 1,29% iwwer 20.000 Euro de Mount, wou ech nu wierklech nach net der Meenung sinn, dass dat..., ech kann zu deene soen: „Majo, Dir musst nach!" Just, dat, wat déi nach méi géife bezuelen, dat ass a kengem Verhältnis zu deem, wat mer brauchen an eisem Budget. An de Risiko besteet, jee nodeem, wéi wäit dass de dat Ganzt dreifs - an ech wiere mech wierklech net dergéint, dass een do nach

an Zukunft eng Rei Saache ka maachen -, jee nodeem, wéi wäit dass ee geet, riskéiert een nawell ganz séier, dass déi sech da soen: „Majo, da brauche mer an deem schéine Lëtzebuerger Land awer net méi ze sinn. Well da gi mer éierens an e Land, wou...“ Well déi doten, déi si mobil. Déi si mobil, déi uewen op der Skala. Déi si mobil a se si ganz oft och nach déi, déi déi Betriber hunn, vun deene mer a mat deene mer gutt liewen.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An all Etüd, an den Här Lux huet et gesot, all Etüd weist jo, dass niewent dem Revenue och nach eng aner Komponent wichteg ass, an dat ass d'Verdeelung um Niveau vun de Familljenzoulagen. Et gëtt kee Land wéi Lëtzebuerg, mengen ech, wat par rapport zu sengem PIB - den Här Lux... ech hunn et gëschter emol op jidde Fall och esou gesinn -, par rapport zu sengem PIB méi u Familljenzoulagen ausschëtt wéi Lëtzebuerg. 14% vum PIB, huet e gëschter gesot. Dat si jo alles Revenuen, déi net besteiert eigentlech bei déi Basis derbäikommen, iwwert déi mer diskutéieren.

An dann, an dat ass déi Haaptthees, där ech wierklech hefteg wëll widderspriechen, dat ass déi Thees, déi seet, dass d'Reduktioun vun der Kafkraaft, ëmmer gesinn an deem, wat mir elo am Budget fir 2013 maachen, „...führt unweigerlich zu einer Verlangsamung der Ökonomie, was wiederum negative Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt“ hätt. Also déi Thees, dass eigentlech, wann ech mäi Budget an den Équiliber wëll bréngen um Niveau vun der Dépensëséit, ech domadder d'Kris méi schlëmm maachen.

Ech sinn d'accord, dass dat a Länner de Fall ass an och war. An dat ass jo och beschriwwen elo ginn am Fall Griichenland, déi hir Geschicht esou wäit komme gelooss hunn, dass se hu missen déi Mesuren huelen. Déi hunn elo festgestallt, dass eigentlech duerch dat, wat si méi aus dem PIB eraushuelen, d'Konsequenz dovun um Niveau vun de Recetten nach méi dramatesch ass.

Mä de Statec - an de Statec gëtt dann hei eigentlech gebraucht, fir ze soen, dat ass esou zu Lëtzebuerg - stellt a senger Analys fest, dass bei deenen 2% PIB, déi mer eraushuelen, dat en Impakt op d'Recettësäit senger Meenung no vun 0,3 bis 0,5% hätt. Domat gëtt en eigentlech deene Mesuren, déi mer gemaach hunn, eng exzellent Zensur. Wann dat dann esou gewollt wier.

Mä e weist awer a mengen Ae ganz kloer och dorobber hin, dass d'Konstitutioun, d'Aart a Weis, wéi de PIB sech zu Lëtzebuerg forméiert, eigentlech net an der Linn ass mat deem, um Niveau vun deem, wat mer amgaange sinn ze maachen, mä dass e sech haaptsächlech alt nees atypescherweis zu engem ganz groussen Deel duerch d'Formatioun vu Kapital an anerem um Niveau vun der Bankeplaz, vun der Finanzplaz organiséiert.

Dass e beträchtlechen Deel och iwwert de Grenzverkéier kënnt. Dass e beträchtlechen Deel iwwert d'Plus-valuë kënnt oder iwwert d'Ajouten an am Méiwäert um Niveau vum Commerce électronique. An dass de Konsum guer net zu Lëtzebuerg determinant ass, wann et drëms geet, fir d'Recettësäit vum Budget - op jidde Fall net an deem Mooss wéi an anere Länner - ze gesinn.

Dofir mengen ech, dass een dat doten net einfach ka stoe loossen. Et kann een net einfach behaapten, duerch déi Politik hei géif eigentlech d'Kris befligelt ginn, well déi Mesuren, déi mer huele bei 2% PIB-Reduktioun um Niveau vum Budget, um Niveau vun der Recettësäit, dem Statec no - an dat muss ee jo ëmmer esou huele wéi dat dann ass -, net zu enger Verschlechterung vun der Situatioun bäidroen, mä sech an engem ganz akzeptabele Ratio par rapport zu deene Mesurë befannen, déi mer hunn.

Wier et esou, wat hei eigentlech, mengen ech, d'Thees vum OGB-L ass, wier et esou, mä da wär et jo ganz einfach. Mir verdeelen all Joers méi Suen un d'Leit. A wat mer méi Suen un d'Leit verdeelen, wat mer méi PIB kréien; wat mer méi PIB kréien, wat mer méi Steierrecettë kréien. Mä d'Welt fonctionnéiert net esou!

Et fonctionnéiert esou an engem Land. An engem Land op der Welt fonctionnéiert et eigentlech scho säit Jorzéngten esou, an dat ass an Amerika. Déi eigentlech lassgeléist vun alle Wirtschaftsconsidératiounen, well se „la monnaie mondiale“ sinn a well se de Weltdénge sinn, deen eigentlech och d'Police vun der Welt iwwer Jorzéngten organiséiert huet. D'Amerikaner kënne sech erlaben, d'Press ze drécken, ouni dass dat eng Répercussioun op hiert Resultat huet. Zu Lëtzebuerg mengen ech awer net, dass dat de Fall ass.

Ech wëll - an ech kommen zum Schluss - perséinlech net an zéng Joer gesot kréien: Du waars derbäi, wéi der déi Chancen, déi der nach hat an deem Moment, net genotzt hutt, fir de Rééquilibrage ze maachen, d'Remodernisëierung, wéi de Statsminister et géif soen, vum Lëtzebuerger Land. An ech fannen, dass, wat een zum Deel vu Lobbyisten op där enger an op där anerer Säit an deene leschte Wochen, och iwwer Avisë vun de Chambres professionnelles esou zum Budget zougestallt krut, dat a kengstem Mooss deem gerecht gëtt, wat mer an deenen nächste Wochen a Méint a Jore musse maachen.

Mir musse mat Determinatioun un d'Aarbecht erugoen, no deene Kritären, déi ech gesot hunn, déi beim Budget vun 2013 der Koalitioun hir waren. Ech géif nach wëllen ee Kritär do derbäizéien, dass ech eigentlech léiwer géif gesinn, dass bei deem, wat mer an nächster Zäit maachen, mer de Leit soen: Mir ginn Iech näischt weider op gewëssene Punkten, wéi mer huelen eppes ewech. Ech weess, dass et net méiglech ass, dat an all Punkt esou ze maachen. Mä et ass e Kritär, deen ech op jidde Fall wäert probéieren, och bei eis an der Partei a mam Koalitiounspartner esou wäit wéi et méiglech geet ze diskutéieren.

Ech mengen, dass d'Leit, wa se eng gewësse Situatioun hunn, éischter bereet sinn an och éischter akzeptéieren, op eppes ze verzichten, wou se an Zukunft vläicht eng Aussiicht drop gestallt kritt hätten, wéi dass de dat net méchs an duerno an eng Situatioun kënns, dass de hinnen eng Rei Saache muss ewechhuelen.

Mir brauchen eng mëttelfristeg Strategie 2014 bis 2016, déi mer an deenen nächste Méint musse sichen. Schonn eleng opgrond vun der Problematik vum Commerce électronique kënne mer net nëmme '14 am A behalen. Dach, dat kéint ee maachen, wann ee géif soen „après nous le déluge“. Mä ech mengen net, dass dat eng Aart a Weis wier, fir dat ze maachen.

An, an dat ass meng fundamental Iwwerzeegung, dat ass, dass mer e Gesellschaftsmodell, e Wirtschaftsmodell, e Sozialmodell zu Lëtzebuerg mussen entwéckelen, dee mat manner Wuesstum wéi an der Vergaangenheet am Intérêt vun eisem Land an eise Leit ka fonctionnéieren.

Dass mer net méi wäerten déi Zäiten, op jidde Fall esou séier, erliewen, wou mer 4% Wirtschaftswuesstum pro Joer wäerte kréien. Falls mer exceptionnellement esou e Joer géife kréien, wat mer säit fënnef Joer net haten an héchstwahrscheinlech déi nächst zwee, dräi Joer och net, dass mer déi Sue schleunegst da sollte gebrauchen, fir ze kucken, dat, wat mer ëmmer gemaach hunn, nämlech längerfristeg Investissementer ze maachen. Mä dass mer mussen Äntwerte fannen, wéi mer mat manner kënne méi fir eis Leit maachen, wëssend, dass mer eng Rei vun Domäner hunn - ech hunn notamment déi vun der onqualifizéierter Aarbecht ubelaangt -, déi an eisen Aen extrem wichteg si fir d'Zukunft.

De Budget fir 2013 geet an eisen Aen, och wann, wéi ech gesot hunn, en e bëssen holpreg zustane komm ass, ganz sécher an déi richteg Richtung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op dëser Plaz e puer Wuert zum Steierprojet soen. A menger Ried wëll ech do op véier Froe méi no agoen.

Éischtens: Ass et richteg, zu dësem Moment d'Budgetskonsolidéierung iwwer Steiererhéijungen ze maachen?

Zweetens: Wéi sinn dës Steiererhéijunge virbereet ginn? Wat ass hiren Zweck?

Drëttens: Wat bewierken dës Steiererhéijungen?

Véiertens: Wat sinn eis steierpolitesch Vuen?

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Mir mengen, datt et falsch ass, ze mengen, et kéint een d'Budgetskonsolidéierung iwwer Steiererhéijunge maachen. A mech wonnert och, datt déi Leit hei an der Chamber, déi sech ëmmer fir dëse Wee agesat hunn, elo mat dëser Steierererhéijungspolitik matmaachen. Well och si wësse ganz genau, an hunn dat och ëmmer selwer gesot a souguer geschriwwen, datt et d'Dépensë sinn, déi dérapéieren.

Madame President, all onofhängeg Beobachter, nationaler an internationaler, soen eis, datt mir bei den Ausgabe mussen usetzen, datt do kee Wee derlaanscht féiert. An dat net eréischt zënter gëschter. Schonn 2006, laang virun der Finanz- a Scholdekris, hu mir hei am Haus, hunn d'Analysten eis gesot, mir hätte seriö strukturell Problemer, déi mer dréngendst missten ugoen. Ech héieren den Här Frieden nach, wéi en hei an der Chamber erop an erof déi strukturell Problemer ervirgehuewen huet an no Léisunge geruff huet.

Déiselwecht Regierung ass higaangen an huet deemools an der Tripartite punktuell an zäitlech begrenzte Mesurë getraff a kuerz duerno erëm d'Geld an d'Hand geholl, fir et mat der Strenz ënnert d'Leit ze bréngen.

Ech héieren déi sukzessiv LSAP-Wirtschaftsministeren an och vill CSV-Politiker soen, datt d'Steiererhéijunge Gëft fir eis Ekonomie sinn. Mä si hate guer keng Chance géint hir Regierungskolleegen an och Parteikolleegen, déi hinnen zënter 2009 ee Steierpak no deem aneren dohinnergetässelt hunn.

Mir hunn ee seriöe Problem hei am Land, wa souguer d'Stëmme vum Finanz- a vum Wirtschaftsminister näischt méi an der Regierung zielen. An ech stelle mir d'Fro: Wie bremst déi Leit dann do? Wien ass esou staark, datt hie sech géint d'Meenunge vum Finanz- a vum Wirtschaftsminister duerchgesat kritt?

Well mir wëssen, si wëssen, datt een ee Budget virun allem emol op der Dépensëséit muss ënnert d'Lupp huelen. All wirtschaftlech Etüde weisen - an d'Vergaangenheet vu villen europäesche Länner huet gewisen -, datt d'Budgetskonsolidéierung iwwer Steiererhéijungen op Dauer an d'Scholdemauer féiert. An deen hei Steiererhéijungsprojet ass eng weider Zill op déi Scholdemauer!

Mir sinn op alle Fall weider der Meenung, datt et op der Säit vun den Dépensen ass, wou mir mat enger intelligenter Politik als Alleréischt mussen usetzen. Net, andeems mir mam Rechenschieber d'Zuelen zesummesträiche ginn, mä andeems mir Politikwiessele maachen. Mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Meisch, ass dorobber schonn en long et en large agaangen.

Madame President, deen hei Steiererhéijungsprojet weist awer och, datt grad wéi bei aneren Dossieren ee Konzept feelt. Hei ass opgrond vun enger renger Kontabelslogik probéiert ginn, mam Rechenschieber e puer weider Milliounen Euro zesummenzekrazen.

A fir deem Ganzen nach eng Kommunikatiounsetikett ze ginn, gëtt dann elo behaapt, et wéilt een op där enger Säit déi mat deene breede Schëlleren an op där anerer Säit d'Betriber, déi jo anscheinend fir d'Kris verantwortlech sinn, elo emol berappe loossen. Dobäi huet een niewent de graven handwierkleche Feeler, déi de Gilles Roth als Rapporteur - deem ech vun dëser Plaz aus wëll félicitéiere fir seng net ëmmer einfach Aarbecht - opgrond vum Avis vum Statsrot gehollef huet auszebigelen, souwäit et gaangen ass, bei deem ganzen Äifer wuel e puer net onwesentlech Saachen awer iwwersinn.

Et muss ee sech nämlech e puer fundamental Froe stellen, wann een, wéi elo hei d'Majoritéit, wëllt d'Steierlaascht eropsetzen: Wat fir eng politesch Ziler wëlle mir niewent dem Fait, datt mir Recettë brauchen, dann erreechen? Wéi eng Leit a Betriber treffe mir dann tatsächlech mat dëse Steiererhéijungen? Wou a firwat? Wat ass d'Tendenz vun der Steierlaascht op der Zäitachs gekuckt? Ginn d'Steieren an Zukunft weider erop? A wa jo, wéi eng? Wat fir ee wirtschaftspolitescht Signal geet vun dëse Steiererhéijungen aus op all déi Acteuren an Investisseuren, déi dovunner betraff sinn? Wat bleift ënnert dem Strëch da wierklech als Recette dovunner am Statsbudget iwwreg?

Bei der Besteierung vun de Ménagë gesäit een, datt absolut kee politescht Konzept hannert deenen heite Steiererhéijunge stécht. Et ginn isoléiert Mesurë geholl. A wann een eenzel Mesuren an de Kontext vun anere Politike vun der Regierung setzt, da stellt een dat eent an de Géigendeel fest. Esou ginn zum Beispill op där enger Säit steierlech Subventiounen op verschiddene Plaze fir den Auto liicht ofgeännert, an op där anerer Säit sollen d'Tariffer fir den öffentlechen Transport eropgoen. Dat huet mat Konzept net vill ze dinn!

Déi breet Schëllere sollen da steierlech méi contribuéieren. Dobäi trëfft d'Regierungspolitik awer och déi normal Mëttelschicht, wann een zum Beispill déi familljepolitesch Décisioune mat derbäikuckt. An d'Zuel vun de breede Schëlleren an de Rendement vun där Steiermesure ass a wäert net esou héich leien, wéi d'Regierung dat unhëlt. Soudatt een de Verdacht huet, datt mir eigentlech an Zukunft net iwwert déi breet, mä iwwert déi normal Schëllere schwätze wäerten.

D'Solidaritéitssteier gi mir quasi vu Joer zu Joer eropsetzen, ouni d'Aarbechtsmaartpolitik wierklech am Fong ze iwwerschaffen. Ech erhoffe mir, datt do neie Schwong entsteet duerch d'Aarbecht vun eiser Kommissioun, déi amgaangen ass, dozou e Rapport ze maachen.

Wat d''Betriber ugeet, ass et jo esou, datt mir zu Recht ëmmer erëm drop higewisen hunn, datt mir eng kleng an oppen Ekonomie sinn. Mir wëssen, datt et muer méi schwéier wäert sinn, eis Produiten an Déngschtleeschtungen op den europäeschen an internationale Mäert ze verkafen. Mir wëssen, datt mir ugewise sinn op auslännesch Investisseuren, déi hiert Geld zu Lëtzebuerg investéieren. A well mer dat alles wëssen, ass et mir onverständlech, datt d'Regierung hei higeet an dës Steierpolitik mécht.

D'Regierung ass sech hei net eens: Déi eng wëlle Wuesstumsimpulser ginn an déi aner wëllen déi béis Betriber fir d'Kris bestrofen. Déi eng wëllen Investisseure siche goen an déi aner wëllen op kee Fall déi strukturell Hausaufgabe maachen. Déi eng wëllen op der Dépensëséit eppes maachen an déi aner wëlle virun allem op der Steiersäit eppes maachen.

A mir gesi jo, wie sech hei an der Majoritéit duerchgesat huet. Hu mir viru Joren nach vun zwee Drëttel spueren an een Drëttel Steiere geschwat, esou ass d'Realitéit elo ëmgedréit. Dat ass an eisen Aen ee katastrophale Message, dee mir do ofginn. An d'Leit, d'Investisseure stellen natierlech d'Fro, wéi dës Regierung d'Defiziter dann déi nächst Jore wëllt couvréieren.

Ginn d'Steieren da weider an d'Luucht? A wa jo, fir wien an a wéi engem Mooss? Gëtt d'TVA eropgesat? Geet d'Regierung net awer vläicht erëm hin a wëllt bestehend Mesuren erëm réckgängeg maachen oder dru fréckele goen, sou wéi dat zum Beispill beim Hin an Hier ronderëm d'Bonification d'impôt pour investissement geschitt ass, wou mir de Betriber dat eent Joer entgéintkommen a se dat anert Joer erëm zréckhuelen?

An eleng, wann ee sech all déi Froen hei muss stellen, da feelt eppes ganz Wichteges: nämlech dat grondsätzlecht Vertrauen an eis Steier- an an eis Standuertpolitik! D'Planungssécherheet, ee vun deene wichtegste Facteure fir d'Leit a fir d'Betriber, geet verluer.

Wann d'Vertrauen an eis Steierpolitik net méi do ass, wa keng Planungssécherheet méi ginn ass, da wäerten d'Investisseuren zécken, hiert Geld hei unzeleeën, well si fäerten, datt d'Steierbelaaschtung an Zukunft weider eropgeet. A si zécken ëmsou méi, well se gesinn, datt dëst Land scheinbar net à même ass, seng Hausaufgaben op der Dépensëséit ze maachen.

D'Chambre de Commerce schlussfolgert duerfir zu Recht an eisen Aen: «Le resserrement fiscal envisagé mine la stabilité et la prévisibilité du cadre fiscal luxembourgeois, lequel constitue pourtant l'un des dix arguments mis en avant, à juste titre, par le Gouvernement pour attirer des investisseurs pour le Luxembourg.»

Madame President, ënnert dem Strëch also hu mir eng Steiererhéijungspolitik, déi eis kontabelsméisseg e bësse Geld an d'Keess bréngt, déi ideologesch fir deen een oder anere flott ze verkafen ass, mä déi eisem Land, eiser Ekonomie, eisen Aarbechtsplaze wäert schueden. Dëse Steierprojet ass falsch, well en op kenger seriöer Analys berout, well et Fléckwierk ass, well et lassgeléisten eenzel Mesurë sinn, well en déi falsch Signaler un d'Leit an un eis Ekonomie erausschéckt, an dat zu engem Moment, wou mir d'Vertraue vun de Leit an den Entreprisen a Reformen, an eise Standuert méi wéi jee brauchen.

Madame President, meng Fraktioun ass der Meenung, datt een anescht un d'Steierpolitik muss erugoen. Wann ee mat de Steiere spillt, da spillt ee mam Feier. D'Leit an d'Entreprisë brauche Planungssécherheet, Vertrauen an d'Zukunft. Wa si do een Zweifel drun hunn, da gëtt net investéiert. Mir si bereet, iwwer eng allgemeng nei Ausriichtung vun eiser Steierlandschaft ze diskutéieren. Duerfir hätte mir gären, datt eng seriö Analys vun der Situatioun haut an och muer gemaach gëtt.

Duerfir wëll ech hei rappeléieren, wat de Kolleeg Fränz Bausch scho gesot huet, datt mer virun engem gudde Joer eng Motioun am Parlament abruecht hunn, déi och gestëmmt ginn ass. D'Regierung soll eis esou séier wéi méiglech Rechemodeller virleeën. An duerfir hu mer och mat der grénger Fraktioun haut erëm eng Motioun an deem Sënn ënnerschriwwen.

Mir hätte gären, datt gekuckt gëtt, datt Modeller opgestallt ginn, déi eis méi genee viraussoe kënnen, wat geschitt, wann een un där enger an un där anerer Schrauf dréit. Wat geschitt sozial? An déi Gréng Stëftung huet do jo mat der Caritas een éischte klenge Versuch gemaach, fir dat emol ze beliichten.

Mir als DP hu jo och schonn oft a scho laang eng par rapport zur RWI-Etüd aus den 90er Joren adaptéiert Matrice des transferts sociaux versprach kritt an awer ni virgeluecht kritt. Duerfir ass et ëmsou méi erschreckend, datt

laut Lucien Lux do iwwerhaapt keng Preparatiounen an der Regierung gemaach gi sinn, fir iwwert d'sozial Selektivitéit sachlech kënnen ze diskutéieren. Wat geschitt wirtschaftlech? Wat geschitt um Niveau vun de Steierrecetten?

Mir wëllen, datt mir systematesch ee Steierkonzept doropshin ausschaffen, ee Konzept, dat och Äntwerten op folgend Froe gëtt: Wou wëlle mir an Zukunft wirtschaftspolitesch Akzenter setzen? Wéi eng Recettëstrategie wëlle mir eis beim Stat, de Gemengen an de Sozialsystemer fir d'Zukunft ginn? Wéi muss d'Recettëstrategie ausgesi virum Hannergrond vun den europäesche Steierharmoniséierungsbestriewunge bezéiungsweis dem internationale Kampf géint Souveränitéitsnischen?

Op wat fir eng wirtschaftlech, gesellschaftlech an och ökologesch Froe soll eis Steierlandschaft muer a wéi engem Mooss eng Äntwert ginn? Wéi eng politesch Beräicher wëlle mer steierpolitesch ënnerstëtzen? Wéi eng Handlungsalternative wëlle mir de Leit loossen? Wou wëlle mer méi staark lenken? An hei ass et d'Fro, Vermëige géigeniwwer Investitiounen, Auto géigeniwwer öffentlechen Transport. Wéi eng Politikwiessele sinn zum Beispill am Beräich vun den Aarbechtsmaartinstrumenter, awer net nëmmen do, néideg a méiglech, fir mat manner Suen eng besser Politik ze maachen?

Deen hei Projet mécht dat alles net. An ech fäerten, datt och déi zukünfteg Steierpolitik vun der Regierung dat net wëllt maachen, wann ech mir d'Diskussioune ronderëm méiglech TVA-Erhéijungen ukucken. D'Majoritéit kuckt just d'Säit vun de kuerzfristege potenzielle Recettë fir de Statssäckel. Esou eng Politik ass mat eis net ze maachen. Duerfir stëmme mir dëse Projet net.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Etgen. Als nächste Riedner huet sech den honorabelen Här Bausch nach eng Kéier agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss op e puer Saache reagéieren, déi den Här Wolter hei gesot huet de Mëtteg. An ech wëll ufänke mat senge Remarquen, déi e gemaach huet, wou e seet, datt d'Regierung tëschent 2009 an 2010 eng voluntaristesch Politik gemaach hätt a bewosst d'Investitiounsausgaben héich gehalen hätt, fir dat ze maachen, wat en de Moien hei beschriwwen huet, engersäits dem Secteur vum Bau ze hëllefen, an awer och verschidde Projeten, déi wichteg wären, net zréckzezéien.

An dat wär voluntaristesch gewiescht an donc wär et och kloer gewiescht, datt een awer der Regierung net kéint reprochéieren, datt se 2009 an 2010 a respektiv 2011 och nach dat net gesot hätt an datt se eigentlech mat der richteger Spuerpolitik eréischt hätt wëllen ufänke méi spéit.

Wann dat och fir d'Investitiounspolitik stëmmt, da stëmmt dat awer sécher net fir d'lafend Ausgaben! An ech muss awer soen, ech fannen dat relativ speziell, well fir eis op alle Fall ass et relativ kloer, datt dee gréisste Problem fir de Stat a fir den Defizit sech net stellt duerch d'Investitiounspolitik. Natierlech stellt d'Investitiounspolitik och fir dat Joer oder déi Joren, wou een en Investissement muss finanzéieren, e Problem duer.

Mä dee Problem vun engem Investissement, deen ass, wann een e Projet baut, ob et eng Schoul ass oder wat och ëmmer, no dräi, véier, fënnef Joer ofgeschloss an dann huet een déi finanziell Belaaschtung net méi am Budget. Da kritt een zwar nach Folgekäschte vläicht vun der Schoul fir Heizung oder wat d'Personal kascht, wat dodran ass, mä deen Investissement ass da fort.

Fir eis stellt de Problem sech, an ech hoffen, och fir déi meescht heibannen, bei de lafende Käschten. A wann een tëschent 2009, '10 an '11 an ech menge souguer och nach déi nächst Jore misst een, eiser Meenung no, dat maachen, eng gewësse voluntaristesch Politik misst maachen an Investitiounspolitik, dann hätt een awer missen 2009, '10 an '11 schonn iwwert déi lafend Ausgabe sech Gedanke maachen, do ufänken ze reduzéieren.

An dat hätt missen ufänke bei dem Fonctionnement vum Stat, fir ze kucken dee berühmtene Screening ze maachen, ze kucken, wéi een d'Fonctionnementskäschten, déi lafend, normal Fonctionnementskäschte ka reduzéieren. Do gëtt et sécherlech Spillraum. An et hätt awer virun allem misse spille fir all aner lafend Ausgaben. A virun allem hätt een awer net nach dierfen décidéieren, fir während där Period lafend Ausgaben nach an d'Luucht ze setzen!

An, Här Wolter, et deet mer leed: Är Regierung oder zumindest Är Ministeschkolleegen haten dat wëlles! Well 2011 hu se, ech wëll dat nach eng Kéier rappeléieren, en Accord mat der Fonction publique ofgeschloss, deen hätt eng Ausgabesteigerung bedeit fir déi Joren duerno. Dat ass décidéiert ginn am Joer 2011. Dat heescht, dat ass jo net richteg, déi Duerstellung, déi Dir do maacht, datt d'Regierung dat esou gemaach hätt, well se hätt wëllen eng voluntaristesch Politik maachen.

D'Ausgaben, an dat, wat wéideet am Budget, dat sinn déi Ausgaben, déi ëmmer erëm erëmkommen iwwer fënnef, zéng, 15, 20, 30 Joer. Et sinn déi, déi den Defizit ausmaachen, an net déi spezifesch Investitiounskäschten.

Au contraire: D'Investitiounsausgaben, déi een huet, déi mécht ee jo och, wann ee gutt Investitiounsausgaben tätegt, mécht ee jo och zu engem groussen Deel, fir duerno erëm Wuesstum ze generéieren. Well meeschtens mécht ee se, fir entweder strukturell Defiziter, déi een huet, ze behiewen, zum Beispill an der Mobilitéit, oder well een zum Beispill an d'Fuerschung wëllt massiv investéieren, well dat e wichtegen Deel ass, fir eis Ekonomie ze diversifiéieren.

An da wëll ech soen zu der Einnahmesäit. Et ass esou, datt bei der Einnahmesäit mir e grondsätzleche Problem hunn, well mer mengen, datt mer keng Gerechtegkeet méi hu bei der Recettësäit. Ech hu jo virdru beschriwwen, wéi d'Einnahmesäit opgebaut ass a wéi déi sech en défaveur vun engem Deel vun der Gesellschaft an deene leschte Joren entwéckelt huet, Tendenz weider steigend. An dat, wat mer haut oder wat Dir haut wäert décidéieren, geet weider an déi Richtung. Dat heescht, mir hunn an der Vergaangenheet e Problem gehat um Niveau vun der Gerechtegkeet bei der Steiererhiewung.

Et muss een awer och soen, datt... Dir hutt geschwat de Mëtteg vun deene gudde Joren an hutt gesot, déi Zäit hätt all Mënsch hei verlaangt, de Stat géif op de Sue sëtzen a géif se net wëlle verdeelen. An Dir hätt esou vill an d'Reserve geluecht. Da muss ech Iech soen, datt dat net richteg ass!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dir hutt an deem beschte Joer, am Joer 2000, wou mer 9% Wuesstum hate vum PIB a wou mer deemools nach an ale Lëtzebuerger Frang 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang Iwwerschoss haten am Budget, do hutt Der décidéiert, eng grouss Verdeelungsaktioun ze maachen. An Dir hutt wahnsinneg Steieren erofgesat kräiz a quer. Mir hunn als Eenzeg hei dergéintgestëmmt, well mer gesot hunn, dat, wat Der do maacht, dat ass mëttelfristeg eng Afrostellung vun der Finanzcapacitéit vum Stat. A mir gesinn haut, datt mer recht behalen hunn.

Donc maacht hei net, wéi wann Der ëmmer d'Suen op d'héich Kant geluecht hätt! Dat stëmmt net. Dir hutt 2000 dat décidéiert, um Héichpunkt, wou mer dat beschte Joer hate wahrscheinlech souguer an der Geschicht vum Land, wéi gesot, mat 9% Wuesstum vum PIB.

Dat ass eng Realitéit, déi héiert Der vläicht net gär, mä déi ass awer ginn, an duerfir bleiwen ech bei menger Meenung, datt Der déi virsiichteg a virausschauend Finanzpolitik net gemaach hutt an deene leschten zéng, 15 Joer.

M. le Président.- Här Bausch, den Här Weber géif Iech nach eng Kéier wëllen eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech, Här President. Et kann een ëmmer...

M. le Président.- Här Weber, wann ech gelift.

M. Robert Weber *(CSV).*- Här Bausch, ech wollt Iech froen: Kënnt Der eis soen, wat de PIB 2001 war?

M. François Bausch *(déi gréng).*- De PIB ass...

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech si mat Iech averstanen, 2000 war en 9%.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Robert Weber *(CSV).*- An 2001?

M. François Bausch *(déi gréng).*- 2001 ass en erofgefall. Do hu mer eng...

M. Robert Weber *(CSV).*- Vun 9% ass en erofgefall?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, 9%. Jo, mä dat, wat jo...

M. Robert Weber *(CSV).*- Dunn hu mer eng preventiv Steierreform gemaach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat ass net wouer! Dat ass net wouer, well d'Steierreform ass décidéiert ginn, Här Weber, net 2001, mä si ass virum Summer...

(Interruption)

Ech wëll Iech... Ech weess, ech hunn eng gutt Mémoire. Wësst Der, den Här Rippinger huet deemools, dee war deemools och nach an der Chamber, deen huet eng grouss Ried hei gehalen an en huet gesot, d'Demokratesch Partei géif immens gär Steierreduktioune maachen, mä d'Regierung wéilt net. Do ass generell vu Steierreduktioune geschwat ginn. An do ass och schonn déi ganz Theorie vertratt ginn, de Stat schwëmmt am Geld an esou weider an esou virun. An dës Regierung ass net ze bewegen... An dat ass wéinst dem Finanzminister.

Dräi Wochen duerno huet de Finanzminister eng Pressekonferenz gemaach. Dat war am Summer 2000, net 2001, mä 2000. An do huet e gesot, effektiv, et wär onerdréiglech, sot en hei, et wär onerdréiglech, datt, wann de Stat esou vill Plus-valuen hätt, en dann net géif d'Steiere massiv reduzéieren.

An ech muss Iech soen, deemools hätt een och duerchweegs kënne Steiere reduzéieren. Mä dat, wat awer do gemaach ginn ass, dat war total oniwwerluecht an dat ass an enger Nacht- und Nebalaktion vum deemolege Finanzminister Jean-Claude Juncker décidéiert ginn. Well d'Steiersätz si brutal erofgesat ginn...

M. Fernand Etgen *(DP).*- Wien hat da gesot, datt mer esou vill Geld hunn?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat war den deemolege Finanzminister Jean-Claude Juncker.

Une voix.- Ah, ech hat gemengt, den Här Bettel...

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat kann een noliesen, dat kann een noliesen, do bréngen ech Iech och gär d'Beleger, wat déizäit am Summer 2000 alles gesot ginn ass. An donc war et net eng preventiv Mesure, eng preventiv Mesure en vue vun enger Rezessioun, well ech soen Iech, am Summer 2000...

(Interruption)

...am Summer 2000 huet kee Mënsch dru geduecht, datt mer an eng Rezessioun géife kommen, oder net eng Rezessioun, datt e Wirtschaftsabroch kéim 2001, well d'Bulle, d'Internetbulle op de Bourssen ass eréischt geplatzt 2001!

Natierlech hutt Der herno dat esou verkaaft, wéi et du bis a Kraaft getratt ass, hutt Der dat och nach herno nodréiglech esou verkaaft, wéi wann et dowéinst gemaach gi wär. Mä et ass ridicule, Dir hutt se décidéiert um Hannergrond, well ze vill Suen do waren, an Dir hutt iwwert d'Zil erausgeschoss, ganz kloer, deemools. An Dir hutt donc d'Finanzcapacitéit vum Stat a Fro gestallt.

Une voix.- Très bien! Sou war et!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da wëll ech e puer Wuert soen nach zu de Gemengefinanzen. Den Här Wolter, ech si frou, datt en eng Rei Saachen hei gesot huet, déi...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, nach e bësselchen nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, dat ass jo och dat, wat meng Meenung ass, wat ech virdru versicht hunn auszeféieren, datt, wann een iwwer Gemengefinanzen diskutéiert, da musse mer fir d'Éischt iwwer Missioune vun de Gemenge vun haut diskutéieren, iwwer regional Verantwortung, iwwer wirtschaftlech Verantwortung, an déi ass ënnerschiddlech tëschent de Regiounen an och tëschent verschiddene Gemengen am Land.

Ech si frou, datt en dat hei nach eng Kéier widderholl huet. Ech muss him awer just soen: De Problem ass jo net deen, datt net bis elo Propositioune komm wären, fir an déi do Richtung eppes ze maachen. Ech wëll Iech just soen, datt d'Stad Lëtzebuerg viru fënnef Joer... Mir hu scho méi wéi een Avis erageschéckt un den Innenminister, wou mer eng konkret Propositioun gemaach hunn, wou mer ons baséiert hunn op eng Rei Reformen, déi am Ausland gemaach gi sinn, wéi mir eis kéinte virstellen, datt am Kader vun enger Neiorganisatioun vun dem Gemengesecteur zu Lëtzebuerg een och eng Gemengefinanzreform kéint maachen.

Mä bis elo war et awer esou, datt all Proposen, déi gemaach gi sinn, ob dat war vun enger eenzelner Gemeng - an och, ech sëtze selwer am Conseil supérieur des finances -, datt mer net schrecklech vill weiderkomm sinn an datt mer bis elo ëmmer erëm hu missen héiere vum Innenminister dee Saz, deen en och elo just erëm gesot huet bei de Subsiden: Wa mer dann eppes wollten diskutéieren, da war alles herno eng „déclaration d'intention". Ech hu vum Innenminister, deem aktuelle Minister, zënter siwe Joer weider näischt héiere wéi „déclaration d'intention"!

Mä wann et konkret gëtt, fir doriwwer ze diskutéieren, da meeschtens schwätze mer net driwwer, ausser datt ëmmer erëm versicht gëtt, a verschiddene Momenter esou - dat ass da keng Reform vun de Gemengefinanzen -, mä da gëtt dann esou u verschidde Schrauwe gedréit, fir innerhalb vun de Gemengen einfach just nëmmen e bëssen ze verdeelen. Dat ka jo awer net d'Léisung sinn!

An da wëll ech Iech och soen: Datt bei de Gemengen eng gewësse Skepsis besteet par rapport zu allem, wann et vun der Regierung kënnt, dat ass och net verwonnerlech, well ech wëll awer drun erënneren, datt de Stat bis elo eng ganz Rei Décisiounen, a virun allem och an deene leschte Joren, geholl huet, déi d'Gemengen all Kéiers relativ vill kascht hunn.

An do sinn d'Gemenge kaum bis guer net consultéiert ginn. D'Chèque-servicen zum Beispill, dat ass décidéiert gi relativ rapid 2008, dat huet fir d'Gemengen en enorme finanziellen Impakt gehat. Si kréien natierlech en Deel erëm, mä selbstverständlech mat Sécherheet net alles, wat dat se wuel kascht. Dat war eng

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

nei Charge, déi op d'Gemengen zoukomm ass.

D'Solidaritéitssteier, déi d'Gemengen elo musse bezuele vum nächste Joer un, dat huet d'Regierung décidéiert an hire Spuermoossnamen. Do sinn d'Gemengen net am Virfeld consultéiert ginn. Et ass eng nei, zousätzlech Belaaschtung fir d'Gemengen.

An iwwregens féiert dat dann och derzou, datt dann awer déi Diskussioun definitiv emol muss ophalen, datt gesot gëtt, d'Gemengen hätten och keng Laaschte beim Chômage ze droen! Well d'Solidaritéitssteier gëtt jo opgehuewen, well se duerno an de Fonds pour l'Emploi fléisst, dat heescht, fir d'Chômage-Indemnitéiten ze bezuelen. Wann elo déi Steier vun de Gemengen d'nächst Joer bezuelt gëtt, dann ass et definitiv och esou, datt d'Gemengen hire Bäitrag leeschten, fir de Chômage zu Lëtzebuerg, fir d'Chômeure mat ze finanzéieren.

Duerfir, wéi gesot, et gëtt..., an et kéint een där Beispiller nach opzielen. Ech kéint beim Léierpersonal nach Beispiller opzielen, och rezenter, wou erëm - obschonn alles bestëmmt gëtt, och d'Décisiounskraaft erausgeholl ginn ass - d'Gemengen awer musse méi am Endeffekt nach bezuelen. Et kéint een där Beispiller nach vill weider suivéieren.

An duerfir besteet natierlech eng gesond Portioun Skepsis bei de Gemenge par rapport zu all deem, wat vun der Regierung kënnt, well et bis elo nëmmen derzou gefouert huet, datt entweder d'Gemenge méi Belaaschtunge kritt hunn oder se Suen - insgesamt de Gemengesecteur - ewechgeholl kritt hunn. Bon, an da brauch ee sech, wéi gesot, doriwwer net ze wonneren.

Fir de Rescht, wann mer d'Diskussioun géifen esou féieren, wéi se ugesat ginn ass viru siwen, aacht, zéng Joer op Basis vun der Réforme territoriale, op Basis vum IVL, mat deem, wat alles do definéiert ginn ass, dann, mengen ech, kéime mer ganz sécher zu enger Léisung. An et ass richteg, wahrscheinlech ass ni jiddweree ganz zefridden, mä ech mengen, datt do eng Léisung kéint derbäi erauskommen, déi Kapp a Fouss hätt an déi och zimlech jiddweree kéint matdroen an déi och zu méi Gerechtegkeet ganz sécher kéint féieren.

Wat mir awer net, wat eis awer net gefält, dat ass, datt mer just eppes maache fir de Schäin, wéi gesot, wou herno d'Gemenge kee Centime méi kréien, mä wou just ënnert de Gemengen ënnereneen e bësse méi verdeelt gëtt. Dat wëlle mir net maachen an dat maache mer och net mat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, Merci dem Här Bausch. Domadder hätte mer eis Riednerlëscht erschöpft, an d'Wuert kritt nach eng Kéier de Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen, Deputéierten, ech géif gären aus zwee Grënn nëmme ganz kuerz Remarquen zum Schluss maachen, e physesche Grond an en inhaltleche Grond.

Dee physesche Grond ass, datt de Conseil vun den europäesche Finanzministeren zu Bréissel bis de Moien hallwer fënnef gedauert huet, an ech wollt um néng Auer hei an der Chamber sinn, wou meng Plaz ass als Finanzminister, wa Budgetsdebatte sinn. Also hunn ech net geschlof, an duerfir erwaart vu mir elo keng grouss Ried.

Dat Zweet, dat ass inhaltlech: Ech mengen, datt an dëse Budgetsdebatte villes gesot ginn ass, datt et esou ass wéi an all pluralistesch Demokratie, datt een ënnerschiddlech Appréciatioune kann zum Budget maachen. Wann ech awer sichen, eppes Gemeinsames ze fanne bei Majoritéit an Oppositioun, dann, mengen ech, ass et, datt mer eis eens sinn, datt et gutt ass, wann eist klengt Land mat enger oppener Ekonomie stabil Statsfinanzen huet, datt mer an enger Situatioun sinn, wou et ekonomesch weltwäit an och hei zu Lëtzebuerg e Strukturwandel gëtt, datt deen en Effet op eis Statsfinanzen huet an datt mer eis do mussen upassen.

Déi Upassung, wéi a wéi vill déi geschitt, dat wäert och an der Zukunft e schwieregt Thema bleiwen, do wäert et ënnerschiddlech Meenunge ginn, mä et ass d'Aufgab vun der Politik, et ass d'Aufgab vun der Regierung a vun der parlamentarescher Majoritéit virun allem, mä och vun der Oppositioun, ze kucken, wéi mer dann déi stabil Statsfinanze kënne behalen.

Ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Situatioun vun de Statsfinanzen am europäesche Verglach net schlecht ass. Mir sinn, wéi hei e puermol ënnerstrach gouf, e Land mat Triple-A, also mat enger héijer Kreditwürdegkeet. Mir hunn eng vun den niddregste Scholden an Europa. Mä Fakt ass och, datt sech eis Situatioun duerch déi Kris bedéngt, duerch eng Rei strukturell Ännerungen an deene leschte fënnef Joer net positiv entwéckelt huet, mä bei der Schold negativ entwéckelt huet. An duerfir musse mer géigesteieren. Do hu mer mat 2013 en éischten Effort gemaach, an deen Effort muss an deenen nächste Jore weidergoen.

Ech géif gären zum Budget och soen, datt selbstverständlech d'Steierpolitik dozou een Deel ass. Ech hunn lech an der Debatt gesot, datt et schwiereg ass, esou Etüden ze maache wéinst dem Mangel u Fachkräften, fir esou eppes ze maachen. Ech huelen och gären déi Iddi op, déi gesot ginn ass, datt een esou Saachen och kéint studéiere loossen zum Beispill vun der Universitéit oder vun anere Gremien.

Et ass och an deem Kontext, wou ech d'accord sinn am Numm vun der Regierung, déi Motioun, déi d'Kolleege vun deene Gréngen a vun der DP erabruecht hunn, unzehuelen. Ech soe just, dat si ganz schwiereg Aarbechten, dat sinn Aarbechten, déi vill Zäit an Usproch huelen, an duerfir géif ech versichen, dat am Laf vum nächste Joer ze maachen, mä ech wëll mech net millimetergenau festleeën.

Ech géif och d'Kolleege bieden, an der leschter Zeil net ze schreiwen «le budget de l'année 2013», mä «2014», well deen «budget de l'année 2013», da misste mer e fir den Owend fäerdeg hunn, an den Owend brénge mer et ganz sécher net fäerdeg. Mä onofhängeg dovu kënne mer als Regierung mat där Motioun liewen.

E lescht Wuert vläicht, well dat awer wichteg ass fir d'Lëtzebuerger Land, well et ass e puermol hei gesot ginn, datt d'Finanzplaz 30% vum PIB ass, datt se wichteg ass, an ech hunn a menger Ried gëschter Moien och op dee Strukturwandel op der Finanzplaz higewisen, an net notamment op den Aspekt vun der Bankenunioun. A vu datt mer déi Décisiounen hënt am Conseil vun de Finanzministere geholl hunn, géif ech just gären zwee Wierder doriwwer haut hei soen, als Informatioun och un d'Chamber.

Dat ware ganz schwiereg Gespréicher, ganz schwiereg Verhandlungen, well en fait den Zäitraum, deen d'Stats- a Regierungschefe ginn hate fir déi Bankenunioun, oder een Deel vun der Bankenunioun, vill ze vill kuerz war a mengen Aen, fir eng wierklech déif goend Aarbecht ze maachen.

Dat Zweet, dat ass: Déi Bankenunioun, vun där mer hënt diskutéiert hunn, ass a mengen Ae keng Bankenunioun, well eng Bankenunioun - an dat war och d'Finalitéit vun hir - war fir ze kucken, eng europäesch Iwwerwaachung ze kréien, well et och soll en europäesche Rettungsmechanismus ginn, e Resolutiounsmechanismus, datt, wann e Problem entsteet, net déi eenzel Staten hiren Defizit an hir Schold erhéijen, mä datt ee kéint dee Lien tëschent der Dette souveraine an der Situatioun vun de Finanzinstituter briechen.

Elo maache mer ee Schrëtt, an ech hunn d'Kommissioun stäerkstens encouragéiert - e puer anerer hunn et och gemaach, mä net all -, datt deen aneren Deel, also de Resolutiounsmechanismus, e gemeinsamt Einlagensicherungsverfahren, datt dat och muss onbedéngt kommen. An d'Kommissioun sot, si géif dorunner schaffen, mä et ass nach net do. Fir Lëtzebuerg bedeit deen neie gemeinsamen Iwwerwaachungsmechanismus eng Rei fundamental Ännerungen.

Wann ech ganz graff résuméieren, hu mer virun allem iwwer zwou Saachen diskutéiert. Éischtens, wat fir eng Banke falen ënnert d'europäesch Iwwerwaachung a wat fir eng bleiwen ënner nationaler Iwwerwaachung, well et kee Konsensus gouf, fir se alleguerten ënnert déi europäesch Iwwerwaachung ze setzen.

Den Haaptkritär, dee festgehale ginn ass: Et ass gesot ginn, datt déi grouss Banken, déi, déi eng Bilanzzomm vu méi wéi 30 Milliarden Euro hunn oder méi wéi 20% vum PIB vun engem Memberstat duerstellen, dat ass an eisem Fall ongefëier aacht Milliarden Euro, déi kommen automatesch ënnert d'EZB. Déi kleng Banken also bleiwen ënner nationaler Iwwerwaachung, sauf wann déi kleng Banke Filiale si vu groussen am Ausland.

Duerfir ass d'Lëtzebuerger Situatioun absolut eenzegaarteg gëschter Owend an där Diskussioun gewiescht, well mir hunn déi grouss europäesch Banken hei präsent, alleguerten, a mir hunn och vill kleng Banken hei, déi awer zu enger grousser gehéieren.

Mir mussen elo am Detail kucken, wéi vill Banken dodrënnerfalen, mä no enger éischter Aschätzung wäert et esou sinn, datt ongefëier d'Halschent vun de Banken zu Lëtzebuerg wäerten an der Zukunft ënnert der Kontroll vun der Europäescher Zentralbank sinn an déi aner ënnert der Kontroll vun der nationaler Autoritéit. Déi national Autoritéit wäert eng ganz Rei Aufgaben am Numm vun der EZB maachen, mä d'EZB huet déi final Entscheedungsgewalt an deene Froen, déi hir iwwerdroe ginn.

Wat d'Gouvernance ubelaangt, hu mer och stonnelaang diskutéiert, well et eng gréisser Meenungsverschiddenheet gouf tëschent deenen, déi gesot hunn, hei muss mat der qualifizéierter Mehrheit, mat enger Gewiichtung vun de Stëmmen décidéiert ginn, an déi aner, dorënner Lëtzebuerg, hu gesot, neen, et muss ee Land, eng Stëmm sinn, well dat ass de fundamentale Prinzip, deen an de Statute vun der EZB am Vertrag iwwert d'Europäesch Zentralbank steet.

Dee Prinzip ass herno als Grondprinzip festgehale ginn. Et gëtt mat einfacher Majoritéit entscheed, mä mam Prinzip ee Land, eng Stëmm, esou gëtt also an der Zukunft an der EZB iwwer Froe vun der Iwwerwaachung entscheed. Ech ginn iwwer all aner Detailer do ewech, déi kënne mer an der Finanzkommissioun eng Kéier décidéieren (veuillez lire: diskutéieren). Well dat, wat mer de Moien décidéiert hunn, dat geet elo nach an d'Diskussioun mam Europaparlament, mä ënnert de Finanzministeren hu mir also deen Accord fonnt.

Dat ass eng substanziell Ännerung, déi fir Lëtzebuerg méi bedeit wéi fir aner Länner, an duerfir musse mer an der Ëmsetzung, déi bis spéitstens Mäerz 2014 wäert iwwert d'Bühn goen, dat also ganz genee, och parlamentaresch, hei zu Lëtzebuerg suivéieren. Ech wäert also mat de Kolleege vun der Finanzkommissioun nach méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet hunn, doriwwer ze diskutéieren.

Fir d'Kontributiounen zu der Budgetsdebatt wëll ech all de Kolleegen hei en häerzleche Merci soen. Et sinn ëmmer nëtzlech Debatten, a meng Erfahrung ass, datt déi Debatten net nëmme fir deen Dag nëtzlech sinn, mä virun allem fir dee Budget an déi Budgeten, déi duerno kommen. Well dat ass Budgetspolitik, déi kann een ni op engem Moment gesinn, déi muss een ëmmer an enger Trajectoire gesinn, an dorunner solle mer all zesummeschaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Finanzminister.

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, an elo stëmme mer fir d'Éischt of iwwert de Projet de loi 6497.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6497 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6497 ass ugeholl mat 39 Jo-géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Marie-Josée Frank), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Budget fir d'Joer 2013.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6500 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

An och hei ass de Vote ofgeschloss mam selwechte Resultat, 39 Jo- géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An dann hu mer hei nach eng Motioun, déi vun den Häre Bausch a Meisch erakomm ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale de notre système fiscal;

- considérant le manque de capacités analytiques de la fiscalité au niveau du débat politique;

- considérant la nécessité de renforcer la qualité de la planification des recettes fiscales;

- considérant la complexité particulière des politiques fiscales au Luxembourg dans le contexte de la place financière;

- considérant l'impact potentiellement considérable de l'évolution des politiques fiscales européennes sur celle du Luxembourg;

- souhaitant rendre le débat sur les questions de fiscalité au Luxembourg plus transparent et plus objectif;

invite le Gouvernement à

- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale actuellement discutées et d'analyser à cet égard plus particulièrement:

- l'effet de ces mesures sur les revenus fiscaux,

- leur impact sur la progressivité de l'imposition pour les différents déciles des tranches de revenus,

- l'impact sur le pouvoir d'achat des revenus des classes moyennes et inférieures,

- l'utilité des différentes mesures d'allègement fiscal, telles les abattements, modérations d'impôt,

- les effets possibles d'un renforcement de l'écofiscalité dans le système fiscal luxembourgeois,

- les contradictions possibles entre des mesures de la fiscalité nationale d'un côté et l'attractivité de la place financière de l'autre;

- envisager de façon concrète l'instauration au Luxembourg d'une instance d'analyse des politiques fiscales afin de disposer à terme d'un centre de compétences et une capacité d'analyse et de modélisation ouvertes et accessibles au débat politique;

- présenter à la Chambre des Députés les résultats de ces efforts lors du débat sur le budget de l'année 2014 à la Commission des Finances et du Budget.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Fernand Etgen, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

D'Regierung huet kee Problem, déi Motioun unzehuelen, soudatt mer par main levée doriwwer kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Dann ass déi Motioun domadder ugeholl.

Mir sinn dann och elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 18. an 19. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

SÉANCE 17

MARDI,
18 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Composition de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

4. 6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

5. Ordre du jour
- *M. le Président*

6. Dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot
- *M. Ben Fayot*

7. 6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Lucien Lux*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Alexandre Krieps, M. Gast Gibéryen*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6404 - Projet de loi portant modification:
1) du Code du Travail;
2) du Code pénal;
3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;
5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;
6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Alexandre Krieps, M. Gast Gibéryen*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Alexandre Krieps*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Nicolas Schmit, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Da gouf folgende Projet an der Administration parlementaire déposéiert: den 12. Dezember vum Justizminister de Projet de loi 6514 iwwert d'Cyberkriminalitéit.

3) Den Här Roger Negri wäert vum 1. Januar un den neie President vun der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ginn.

(Applaudissements)

Communications du Président - séance publique du 18 décembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

***6514** - Projet de loi portant:*

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.12.2012

3) À partir du 1er janvier 2013, M. Roger Negri présidera la Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Composition de la Chambre des Députés

Da wéilt ech nach eng Kommunikatioun maachen iwwert déi politesch Zesummesetzung vun der Chamber.

Aus dem Här Jacques-Yves Henckes sengem Bréif vum 16. Dezember 2012 geet ervir, datt hien net méi zu der Sensibilité politique ADR…

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- …gehéiert a säi politescht Mandat als onofhängegen Deputéierte weiderféiert.

(Applaudissements)

Plusieurs voix.- Bravo!

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

M. le Président.- Op Ufro vun der Reglementskommissioun huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, d'Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 5814 vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. 6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 13. Dezember huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6509, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Cour des Comptes, déi vun der Madame Anne Brasseur de 4. Dezember 2012 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 13. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6499, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Mindestloun, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6373, eng weider Ofännerung vum Code du Travail, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6404, eng Direktiv iwwert d'Sanktioune vun Employeuren, déi Leit aus Drëttlänner astellen, déi keng Openthaltsgenehmegung hunn, nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6498, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert d'Referenzperiode bei der Aarbechtszäit, och nom Basismodell; a schlussendlech de Projet de loi 6392, en Accord tëscht Lëtzebuerg a Russland iwwert d'Réadmissioun, nom Basismodell.

Muer de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6424, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Autosversécherung, nom Basismodell; dann de Projet 6366 iwwert de Family Office, nom Basismodell; de Projet de loi 6397, eng Direktiv iwwert d'Kompetenz vun de verschiddenen Autorités européennes de surveillance, nom Basismodell; dann d'Interpellatioun vum Här Serge Urbany iwwert d'Geschäftsrelatiounen tëscht Lëtzebuerg a Katar, nom Modell 1; an dann nach de Projet de loi 6439, eng Direktiv iwwert d'Marchés publics an de Beräicher vun der Verdeedegung an der Sécherheet, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6160 iwwert d'Post, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6388, eng Konventioun vum Conseil de l'Europe géint den Terrorismus, nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6441, Amendementer zum Statut de Rome vun der Cour pénal internationale, nom Basismodell; de Projet de loi 6468 iwwert de Pont Adolphe, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6383, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier, och nom Basismodell; a schlussendlech dann de Projet de loi 6428, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den CO_2-Emissiounshandel, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da freet d'Wuert den honorabelen Här Fayot fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech déposéieren eng Resolutioun iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter an der zukünfteger Finanz- a Wirtschaftsunioun vun der Europäescher Unioun.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant les nombreuses mesures prises et à prendre dans l'Union européenne et la zone euro pour répondre à la crise de la dette, dont le pacte budgétaire, la règle d'équilibre structurel des finances publiques, la procédure pour déficit excessif repris dans le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), le mécanisme de surveillance bancaire, l'ensemble des règles comprises dans le «six pack» et le «two pack»;

- considérant la volonté exprimée par le Conseil européen d'aller vers une union économique et monétaire toujours plus intégrée;

- rappelant que les mesures prises ou simplement évoquées touchent au cœur des compétences budgétaires et financières des parlements nationaux;

- prenant acte de ce que l'article 13 du TSCG appelle le Parlement européen et les parlements nationaux à définir ensemble «l'organisation et la promotion d'une conférence réunissant les représentants des commissions concernées du Parlement européen et les représentants des commissions concernées des parlements nationaux afin de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies par le présent traité»;

- prenant acte du document soumis par le président Van Rompuy intitulé «Vers une véritable Union économique et monétaire» dans lequel est inscrit un chapitre V sur la légitimation et la responsabilité démocratique;

se prononce pour une dimension parlementaire forte, seule garante d'un contrôle démocratique suivi dans des matières qui relèvent de la compétence des parlements nationaux;

décide de développer sa propre expertise et ses moyens de contrôle démocratique face aux nouvelles procédures financières et budgétaires déjà en place ou en train d'être mises en place par l'Union européenne et l'eurozone;

à cette fin entend participer à une coopération permanente et flexible entre les parlements nationaux, sans vouloir pour autant créer de nouvelles institutions;

en vue de la collaboration avec le Parlement européen telle que prévue par l'article 13 du TSCG, insiste sur le respect des compétences propres des parlements nationaux dans le domaine budgétaire et financier et invite le Parlement européen à en tenir compte dans ses propres démarches et initiatives.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Lydie Polfer.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Mir fänken de Mëtteg u mam Projet de loi 6499, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Mindestloun. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes a Bauler, d'Madame Loschetter an den Här Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

7. 6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt Iech de Mëtteg de Rapport maache vun der Commission du Travail et de l'Emploi iwwert de Virschlag vun der Regierung, de Mindestloun um 1. Januar 2013 ëm 1,5% ze héijen. Déi Upassung vum Mindestloun, wéi iwwerhaapt d'Existenz vun engem Mindestloun, ass wuel eent vun deene wichtegsten a konkretsten Zeechen, fir ze weisen, wat fir ee sozialen, vläicht souguer Gesellschaftsmodell mer wëllen.

Ech mengen, et ass e staarkt Signal, virun allem och an dëse schwierege Krisenzäiten, ee solidaresche Modell ze ënnerstëtzen, deen op klore Regelen och am Beräich vun der Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung baut, deen op sozial Mindeststandarde sech baut an deen net dem Dschungelgesetz nofollegt, wou et just drëms geet fir dee Stäerkeren, sech duerchzesetzen, a wou et schwiereg ass, fir an de Betriber - a mir erliewen dat jo an dëse Wochen a Méint besonnesch konkret an däitlech -, wou et an de Betriber schwéier gëtt, fir iwwer eng kontinuéierlech Lounpolitik och derfir ze suergen, dass d'Leit an de Genoss och komme vun deene Kafkraaftverloschter, déi se an der Vergaangenheet, an der rezenter Vergaangenheet erlidden hunn.

Ech hu gesot, et ass ee wichtegt Zeechen, e wichtegt Zeechen och, wann ee gesäit, dass et a ville Länner ronderëm eis kee Mindestloun gëtt. Ech mengen, dat markantste Beispill ass dat vun Däitschland, wou ee gesäit, a wat fir engem Mooss an deene leschte Joren och duerch de Fait, dass et keng Mindeststandarde gëtt, eng richteg Niddreg-Loun-Politik gemaach gëtt, déi derzou féiert, dass d'Leit wierklech fir en Apel an e Stéck Brout musse schaffe goen an dass virun allem de Prinzip deen ass, obschonn de Prinzip gëllt „tout travail mérite salaire", dass et derzou féiert, dass d'Leit op d'Sozialpolitik, heiansdo kann een dat och nennen op en Almosen nach drop ugewise sinn, fir iwwerhaapt nach kënnen en dezent Liewen ze féieren.

Déi Upassung, déi mer haut maachen, geet zréck op déi allgemeng Lounentwécklung vun de Joren 2010 an 2011. An d'Regierung huet an hirem Virschlag, dee se mécht, fir op 1,5% ze kommen, eng ganz Rei vu makroekonomesche Resultater a Bilanen an Evaluéierunge gemaach, fir schlussendlech - hat ech d'Gefill, Här Minister -, schlussendlech awer eng politesch Décisioun ze huelen.

Munches an deenen Entwécklunge weist drop hin, dass et eiser Ekonomie generell nach gutt geet: d'Entwécklung vum Emploi, och d'Entwécklung bei der Inflatioun, d'Entwécklung vun der Produktivitéit.

Et ass op där anerer Säit awer och esou, wéi mer d'lescht Woch scho bei der Budgetsdiskussioun gesinn hunn, dass et och Parametere gëtt, déi net esou gutt ausgesinn, zum Beispill dee vun der Entwécklung vun de Wuesstumszuelen, och hei zu Lëtzebuerg. An deementspriechend kënnt aus enger Methodologie, enger technescher Methodologie och eng politesch Décisioun eraus, well et jo hei keen Automatismus gëtt, eng politesch Décisioun, fir just an dësem Moment déi Upassung vum Mindestloun ze maachen.

Domadder, mat deenen 1,5% op den 1. Januar, steigt den net qualifizéierte Mindestloun vun 1.846,51 Euro ëm 1% (veuillez lire: 1,5%) op 1.874,19 Euro, an dee qualifizéierte Mindestloun op 2.249,03. A Stonnen ausgedréckt heescht dat, dass den net qualifizéierte Stonneloun bei 27,68 Euro da läit an dee qualifizéierte Stonneloun, deen 20% jo driwwer läit, bei 33,22 Euro d'Stonn à partir vum 1. Januar 2013 wäert leien.

Ech hu gesot, dat ass keen Automatismus, mä eng Décisioun fir d'Regierung - an ech mengen, dass et och heibannen de Konsens an der Chamber gëtt -, virun allem deenen op der niddregster Echelle vun de Léin iwwert dee Wee en Apport fir déi nächst zwee Joer ze ginn. Dat ass net en Deel vu Sozialpolitik. Dat ass och an der Ëmverdeelung, dat ass a sech e Louninstrument, en Deel vun der Lounpolitik. Ech mengen, d'Ëmverdeelung geschitt iwwert d'Steierpolitik, dat hu mer d'lescht Woch diskutéiert, geschitt iwwer Sozialtransferten am Familljeberäich an an anere Beräicher. Ech mengen, hei ass et, wéi gesot, fir de Retard opzehuelen op déi Lounentwécklung, déi mer an deene leschten zwee Joer kannt hunn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ech wëll och soen, dass et e wichtegt Element ass och vis-à-vis vun all deenen, déi a Secteure schaffen, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. Ech mengen, och dat ass fir eis e ganz wichtegt Element. Ech kann Iech net mat enger konkreter Zuel haut de Mëtteg optrompen, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg e Kollektivvertrag hunn. Mä Tatsaach ass, an dat wësse mer, dass a ganz ville Secteuren, virun allem do, wou eng Majoritéit vu Frae schafft - dat ass am Commerce wouer, dat ass am Beräich vun der Horesca wouer, a vill esou Secteuren -, et leider Gottes, loosse mer et riicht eraus soen, et leider Gottes keng Kollektivverträg gëtt.

An ech mengen, elo och an deene leschten Deeg, an deene leschte Wochen hu mer festgestallt, dass vill Entreprisen am Moment hir Kollektivverträg kënnegen. Eenzelner souguer, déi no bausse soen, dass se dat maachen, fir op den Droit commun zréckzekommen, also op de Mindestloun als Basis fir Neiverhandlungen zréckzekommen, an deementspriechend weist dat och, dass fir all déi Leit do de Mindestloun wierklech dee Sockel ass, dee se iwwerhaapt drun hält, fir en uerdentleche Loun ze kréien, en uerdentleche Loun ze kréien, mat deem se och verstänneg kënne liewen.

Ech mengen, dass et och, niewent der Tatsaach, dass aus deem Rapport vun der Regierung draus erausgeet, dass d'Kompetitivitéit, déi aktuell Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen ouni Problem et ausmécht, fir kënnen dee Mindestloun ze héijen, dass dat och an dësen Zäiten wichteg ass, wou mer jo, wéi erëm d'lescht Woch laang diskutéiert, drop eraus sinn, fir engersäits derfir ze suergen, dass d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen erhale bleift, mä op där anerer Säit och d'Kafkraaft, Impulser awer och gesat ginn, fir derfir ze suergen, dass Wuesstum méiglech ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä iwwerhaapt an de Länner vun der Europäescher Unioun. An ech mengen, d'Kafkraaft ze erhalen a Wuesstumsimpulser ze setzen, dat ass och méiglech iwwert déi Décisioun, déi mer haut huelen.

Ech hunn d'lescht Woch schonn hei op dëser Plaz gesot, dass am Moment 52.074 Leit fir de Mindestloun schaffe ginn; dat si bal 16% vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg. Wann een dat och an der Tendenz kuckt, da gesäit een, dass dat 2008, fënnef Joer zréck also, nach nëmme 34.139 Leit waren, also 11,2%. Dat weist an enger ganz kuerzer Zäit, a wat fir engem Mooss d'Zuel vun de Mindestlounbezéier an d'Luucht gaangen ass.

Et gëtt och e bëssen en Ausbléck iwwert dat, wat an den Entreprisë konkret amgaangen ass, säit de Jore vun der Kris och ze geschéien, nämlech dass et effektiv eng ganz defensiv Haltung gëtt vis-à-vis vun de Léin, dass ganz oft einfach agestallt gëtt um Mindestloun, dass et, wéi gesot, doriwwer eraus, och an de Kollektivverträg keng ganz grouss Entwécklung gëtt. Dat gesäit een och, wann een déi allgemeng Lounentwécklung hei zu Lëtzebuerg kuckt.

25.411 Mindestlounbezéier si Fraen, dat si bal 20% vun alle Fraen, déi schaffe ginn. Ech mengen, dat weist, wat ech virdru gesot hunn, dass den Taux bei de Fraen héich ass, weist och déi Secteuren, déi dat ausmécht. Doriwwer eraus stellt sech an deem Zesummenhang bei de Léin jo nach wéi vor déi Problematik, déi mer schonn öfters diskutéiert hunn, nach viru Kuerzem an enger Heure d'actualité, d'Problematik vun der Égalité de traitement tëschent de Fraen an de Männer och zu Lëtzebuerg, mat Prozenter, déi iwwer 10% Écart leien, dee ganz héich bleift.

De Restaurationns- an den Hébergementssecteur sinn do bei de Fraen deen, wou am meeschte fir de Mindestloun geschafft gëtt, an zwar 62%. Grouss Zuele vu Mindestlounbezéier haaptsächlech dann och am Beräich vum Commerce, vun 31%. 26.663 Männer, dat sinn 13,4% vun alle Männer, déi Salariéë sinn, schaffe fir de Mindestloun.

Déi gréisst Proportioun vu Mindestlounbezéier, an zwar 45%, fënnt een am Beräich vun der Landwirtschaft, dem Wäibau, der Forstwirtschaft, an déi gréissten Zuel vu Männer, déi fir de Mindestloun schaffen, och an engem Beräich wéi dem Commerce, an der Réparation automobile, an de Garagen also, wou dat 23% ausmécht.

Dann ass et natierlech net vu Muttwëll, och e Bléck ze geheien am Vergläich zu den anere Memberstaten, fir ze soen nach eng Kéier, dass 20 vu 27 Memberstaten an der EU e gesetzlech festgeluechte Mindestloun hunn. Dir hutt de Chiffer héieren, bei deem mir haut leien. Ech ginn Iech e puer aner Chifferen.

Frankräich huet e Mindestloun vun 1.425 Euro, dee jo, mengen ech, den 1. Juli vun dësem Joer ëm 2% ugepasst ginn ass an dann elo nach eng Kéier soll augmentéiert ginn, wéi mer dat gëschter héieren hunn, ëm 0,3% soll ugepasst ginn.

Holland läit bei 1.469,40 Euro. Hei goufen et och zwou Upassungen an deene leschte Méint, eng Upassung vun 0,9% hunn ech am Kapp an eng vun 0,6%. Op jidde Fall, zesummegerechent waren dat och 1,5%, praktesch identesch mat deem Zousaz, dee mir haut wäerten décidéieren.

Belgien läit bei 1.443 Euro. An dann, wann een natierlech dann erofgeet, a Spuenien bei 748 Euro, Portugal 565 Euro. A fir och dat ze soen, a Bulgarien gëtt et e Mindestloun vun 138 Euro. Dat sinn natierlech Vergläicher mat eisem, déi schwiereg ze maache sinn.

Elo gëtt natierlech allgemeng ëmmer gesot, dass de Mindestloun zu Lëtzebuerg héich ass. Dat ass am Verglach zu deenen doten Tauxen, déi ech Iech genannt hunn, och richteg. Tatsaach ass awer och déi, dass, wann een zu Lëtzebuerg eenzel Präisser kuckt, fir déi d'Leit liewe mussen, wann een den Ënnerscheed och kuckt tëschent dem Seuil vun der Pauvretéit par rapport zu deem, wat mer hei maachen, dann ass dat net esou wäit auserneen.

Zum Ënnerscheed zu dem Seuil de pauvreté, dee bei 19.400 Euro op d'Joer gerechent ginn ass, läit zu Lëtzebuerg dann de Mindestloun bei 20.400 Euro. Dat ass also kee ganz groussen Écart zu deem, wat aner Leit rechnen, wat e Seuil de pauvreté ausmécht. An do brauch net vill ze geschéien, an enger Famill brauch net vill ze geschéien, am Liewe vun deene Leit, déi fir de Mindestloun schaffen, fir dass se ganz schnell an Prekaritéit an an d'Aarmut ofrëtschen.

Wann een eleng, am Verglach zu eisem Mindestloun vu ronn 1.800 Euro, wann een eleng d'Präisser kuckt - ech hu mer déi nach eng Kéier ugekuckt - vun de Wunnkäschten zu Lëtzebuerg, drëtt Trimester 2012, d'Zuele vum Observatoire de l'habitat. Do huelen ech net déi vum Akaf vun den Haiser, déi ee ka maache bei 588.000 Euro fir en Haus vun 170 m², mä ech gi virun allem bei d'Loyere kucken, well ech mengen, dass oft déi Leit, déi um Mindestloun schaffen, och éischter déi sinn, déi fir Loyer wunne ginn.

Do gesäit een, dass dat e Loyer fir 190 m² vun 2.247 Euro ass. Awer och Wunnenge vu 70 m² leie bei 1.147 Euro. Wann een déi also hëlt par rapport zu engem Mindestloun vun 1.800 an eppes Euro, da gesäit een - an dat sinn net d'Präisser aus der Stad, mä dat si d'generell Präisser, d'Moyennen aus dem Land -, da gesäit een, an ech mengen, dat gëtt jo och an eenzelnen Etüden, déi gemaach gi sinn, nogewisen, dass de gréissten Deel vun deem Loun do fir Wunnkäschten dropgeet.

Bei engem Ménage monoparental mat zwee Kanner gëtt gerechent, dass een Drëttel vum Akommes vun deene Leit, also hire Loun plus d'Kannergeld an aner Allocatiounen, déi se kréien, dass een Drëttel dofir eleng fir d'Wunnen dropgeet. An ech mengen och, wann een dee Begréff vun den „working poor" hëlt, dann ass dat eng Entwécklung, déi och zu Lëtzebuerg engem Suerge mécht.

Wann ee gesäit, dass den Taux de pauvreté vun deene Leit, déi enger Aarbecht noginn, déi also net vum RMG oder vun aneren Aiden iwwerhaapt liewen, mä enger Aarbecht noginn, dass dee bei 10,6% läit, ech mengen, do läit extrem vill soziale Misär dran! Et läit och soziale Sprengstoff dran, a fir eis, mengen ech, och an deenen Décisiounen, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint ze huelen hunn, wat iwwerhaapt d'Sozialtransferten ubelaangt, wat d'Steierpolitik ubelaangt, derfir ze suergen, hei ganz gutt opzepassen, wat mer maachen, fir dass déi Leit do, déi schaffe ginn, déi 40 Stonne schaffe ginn...

An ech mengen nach ëmmer, dass mer heibanne wuel alleguer dach denken, wann ee schaffe geet fir 40 Stonnen d'Woch, dass een da mat deem Loun, deen ee kritt, och e Recht soll hunn, fir mat deem Loun kënnen uerdentlech ze liewen, Kanner ze erzéien, en dezent Liewen ze féieren. Ech mengen, dat ass jiddefalls déi sozial Zilsetzung, déi mer eisem Modell hei wëlle ginn.

Déi Upassung vum Mindestloun huet natierlech e Präis, dee fir d'Lëtzebuerger Ekonomie bei 23 Milliounen Euro läit. Fir de Fonds pour l'Emploi, e Chiffer, deen am Exposé des motifs nach eng Kéier gewise ginn ass, läit e bei 1,1 Milliounen Euro.

Wann een e kuerze Bléck werft op d'Avisë vun de Chambres professionnelles, dann huet d'Chambre des Salariés déi Upassung vum Mindestloun hei begréisst. Si fuerdert awer zugläich och d'Upassung vum RMG, déi hei net virgesinn ass. An ech mengen, dozou wäerte mer sécherlech Erklärungen herno kréien, fir dat dës Kéier net ze maachen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics begréisst déi Upassung vum Mindestloun, weist awer op där anerer Säit drop hin, dass den Décalage tëschent Mindestloun a Mindestakommes muss bestoe bleiwen. Mä ech mengen, mir huelen hei keng Augmentatioun vun den Tauxe vum RMG mat vir, esou dass eng Diskussioun, déi mer scho virun zwee Joer hei an dësem Kader gefouert hunn, ëmmer erëm opkënnt, mat deene politeschen Äntwerten, déi eng Kéier esou sinn an eng Kéier aneschters, an dësem Fall, wéi gesot, haaptsächlech déi, fir d'Augmentatioun vun 1,5 ze maache bei deene Leit, déi schaffe ginn.

D'Avisë vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce se suivent et se ressemblent. Esou laang wéi ech hei an der Chamber - säit '89 - Orateur oder Rapporteur bei dem Mindestloun war, hunn déi zwou Kammeren ëmmer sech géint eng Augmentatioun vum Mindestloun ausgeschwat.

Une voix.- Lëtzebuerg ass awer nach net ënnergaangen!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Dat wollt ech esou ongefeier mat anere Wierder soen, mat feine Wierder vun engem Rapporteur, feine Wierder fir ze soen, dass trotz der Prosa, déi ëmmer méi martialesch gëtt, fir déi Mindestlounerhéijung do ofzelehnen, et der Lëtzebuerger Ekonomie och an deene leschten 20, 25 Joer net schlecht gaangen ass. Dat weist déi héich Zuel vun Aarbechtsplazen, déi an där Zäit an enger Ekonomie, déi also scho muss tant soit peu kompetitiv sinn, geschafe gi sinn. An ech mengen, dat wäert och dës Kéier de Fall sinn.

Mir hunn an zwou Réuniounen an eiser Kommissioun déi Mindestlounerhéijung eis ugekuckt, an ech hat d'Gefill gehat, ausser dat wär de Mëtteg aneschters, mä an der Kommissioun, dass et e breede Konsens gëtt. An dat huet näischt mat Chrëschtdagsstëmmung ze dinn, well ech mengen, a mengen Aen ass dat e Recht, dass een dee Kafkraaftverloscht vun der Lounentwécklung vun '10 an '11 weidergëtt un déi Leit do, déi et am néidegste brauchen.

Dofir géif ech Iech bieden, mat engem unanimë Vote dat kloert Zeeche fir dee Modell do och hei ze setzen de Mëtteg.

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci. An ech géif dann als éischtem Riedner vun de Mëtteg dem honorabelen Här Kaes d'Wuert ginn.

(Interruptions)

Den honorabelen Här Kaes.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, bal all zwee Joer diskutéiere mer hei an der Chamber iwwer eng Upassung vum soziale Mindestloun. Dës Upassung ass immens wichteg fir d'Mindestlounbezéier a si bedréit, esou wéi de Rapporteur dat gesot huet, 1,5%. A si wäert och hei unanime gestëmmt ginn.

Ech wëll direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Lucien Lux, e ganz grousse Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Vum menger Säit gëtt et och net vill méi iwwert d'Detailer vum Mindestloun ze soen. Den Här Lux war do ganz komplett. Ech wëll just nach eng Kéier preziséieren, datt den onqualifizéierte Mindestloun pro Stonn 10,83 ass an de qualifizéierte Mindestloun 13 Euro d'Stonn ass.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech erlabe mer awer kuerz, nach eemol op d'Grondsätz vum Mindestloun an op seng Upassung un d'Lountentwécklung zréckzekommen. De soziale Mindestloun ass agefouert ginn, fir datt all Bierger, deen an engem Aarbechtsverhältnis steet, fir seng Aarbecht e gerechte Loun kritt, mat deem e säi Liewensënnerhalt finanzéiere kann. Net all Land huet de Mindestloun. Dat heescht, net all Land huet eng gesetzlech ënnescht Grenz, déi dem Schaffenden eng finanziell Ofsécherung garantéiert. Op EU-Niveau sinn awer ëmmerhin 20 vu 27 Memberlänner, déi eng Mindestlounpolitik hunn. Dëst séchert Akommes dréit awer wesentlech och zur sozialer Kohäsioun an de Länner bäi an awer och zur sozialer Kohäsioun an eisem Land.

Et gëtt ëmmer erëm behaapt, an de Rapporteur huet dat och scho gesot, de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg wier am Verglach zu anere Länner, déi e Mindestloun hunn, héich. Kuckt een awer d'Käschten, fir hei am Land ze liewen, dann ass d'Héicht vum Mindestloun méi wéi gerechtfertegt, an och eng regelméisseg Upassung ass méi wéi noutwendeg. Wann een zum Beispill d'Statistike vum Statec kuckt, da geet souguer den Nettoloun zënter 2011 zréck, an domadder och natierlech d'Kafkraaft. A besonnesch fir dës Leit ass dat ganz problematesch.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Lux et och scho gesot huet, sinn hei am Land méi wéi 52.000 Salariéen, déi de Mindestloun bezéien. Dat heescht, am Privatsecteur si 15,7% vun de Salariéen um Mindestloun. Bei de Fraen ass den Undeel nach méi héich: ronn 20% Fraen um privaten Aarbechtsmaart si Mindestlounempfänger. Dat heescht an anere Wierder a sech: Eng Fra vu fënnef schafft fir de Mindestloun. Bei de Männer ass d'Situatioun net gradesou héich, mä do ass et ee Mann vu siwen.

All dës Leit sinn awer e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie. Si droen entscheedend derzou bäi, datt eist Land ekonomesch fonctionnéiert. An duerfir, mengen ech, hu si och d'Recht op eng regelméisseg Upassung, op e korrekte Loun, dat heescht op e Salaire, deen e würdegt Liewen erméiglecht.

Wann also 52.000 Leit um Mindestloun schaffen, da beweist dat awer och, datt d'Patrone vun deenen 52.000 net bereet sinn, méi ze bezuele wéi dat, zu deem se duerch d'Gesetz a sech obligéiert sinn. Géif et also kee Mindestloun ginn, da wier dach awer de Risiko vum sozialen Dumping hei zu Lëtzebuerg enorm grouss. Mir gesi jo - an och dat ass scho gesot ginn - bei eisen Noperen, déi kee Mindestloun hunn, op wat fir e mënschenonwürdegen Niveau d'Salairen da kënne falen.

Iwwregens erhéijen eis franséisch Nopere jo dann elo nach eng Kéier fir den 1. Januar hire SMIC. An och dat beweist jo, datt also déiselwecht Politik och an eisen Nopeschlänner, an deenen, déi eben e Mindestloun hunn, datt do awer och eng regelméisseg Upassung vun deem Mindestloun geschitt.

Ech wëll och drun erënneren, datt ons Matbierger, déi fir e Mindestloun schaffe ginn, hir Sue virun allem fir den alldeeglechen Ënnerhalt ausginn. Dës Sue fléisse virun allem an eis Ekonomie oder kommen zu engem ganz groussen Deel eiser Ekonomie zegutt.

D'Mindestlounempfänger gi sécherlech net e groussen Deel vun hirem Akommes fir Vakanzen am Ausland aus. Eng Mindestlounerhéijung kënnt also, wéi ech et scho gesot hunn, och direkt an eis Ekonomie zréck, och wa se, esou wéi de Rapporteur dat hei preziséiert huet, d'Ekonomie eng Staang Geld kascht.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wichteg ass et awer och ze soen, datt d'Mindestlounupassung bal ausschliesslech fir Leit ass, déi net ënner Kollektivvertrag falen. D'Upassung, déi mer hei duerch d'Gesetz virhuelen, ass also déi eenzeg Méiglechkeet, datt dës Leit e regelméissegen Ajustement un d'Entwécklung vun de Léin a vun de Gehälter kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi et am Rapport steet, mécht d'Mindestlounupassung fir de betraffene Salarié ronn 28 Euro fir den onqualifizéierten a ronn 33 Euro fir de qualifizéierte pro Mount aus. Op d'Joer gekuckt, ass dëst eng Bruttoakommesverbesserung vun 335 Euro fir den onqualifizéierten a ronn 400 Euro, brutto natierlech, fir de qualifizéierte Mindestlounempfänger. Setzt een dës bescheiden Erhéijungen an d'Relatioun zu deenen ëmmer méi deiere Chargen hei zu Lëtzebuerg, da sinn dës Leit ganz sécher net mat Zoossiss ugestréckt. Et geet bestëmmt net duer, fir sech e schéint Liewen op der Côte d'Azur ze maachen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech soen, datt d'Upassung vum Mindestloun eng wichteg sozial Komponent ass, déi derzou bäidréit, datt d'sozial Kohäsioun an de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg gefördert ginn an datt mer verhënneren, datt d'Leit, déi all Dag hir Fra an hire Mann stellen, an d'Prekaritéit ofrëtschen.

D'CSV steet zu enger sozialer Politik an domadder och zur Upassung vum soziale Mindestloun. Ech ginn duerfir den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem virleiende Gesetzesprojet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Kaes och Merci. Ech géif als nächstem Riedner dem honorabelen Här Bauler d'Wuert ginn.

M. André Bauler *(DP)*.- Madame Presidentin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn op den Dag genee véier Joer hier, den 18. Dezember 2008, do stoung op dëser Plaz mäi Kolleeg, den Dokter Alexandre Krieps, deen zum selwechten Thema Positioun fir meng Fraktioun bezunn huet.

Och deemools koum et, um Ufank vun der Kris, zu enger Upassung vum Mindestloun. Grad wéi deemools ass d'Upassung virgeholl ginn, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, deenen et finanziell net esou gutt geet. Et si Leit, déi all Dag moies opstinn, fir schaffen ze goen, eng Schaff, déi a ville Fäll net ëmmer déi liichtst ass a fir déi se ënner Ëmstänn e wäite Wee op sech huelen.

Si ginn awer op eng Schaff, op där se net - an et ass schonns d'éinescht ugeklongen - vun engem Kollektivvertrag profitéieren, deen hinnen en dezente Loun géif erlaben. Si kréie kee kollektivvertraglech verankerte Loun. Si kréien de gesetzleche Mindestloun, deen net wesentlech méi héich ass wéi den RMG.

Den Dokter Krieps sot deemools ganz treffend: „D'Adaptatioun vum SMIC, dat ass de Kollektivvertrag vun deene Leit, déi keen esou ee Vertrag hunn." De Mindestloun ass u sech e minimale Loun, mat deem mer déi Mënschen, déi op der ënneschter Leeder vun der Lounskala stinn a fir déi de soziale Lift net méi spillt, wëlle schützen a si esou bezuelen, dass si eenegermoossen dovunner iwwert d'Ronne kënne kommen. De Mindestloun soll si virum sozialen Dumping a méiglecher Willkür protegéieren.

De Mindestloun ass awer och en Thema, iwwert dat dacks gestridde gëtt. Et gëtt Patronen, déi behaapten, dass en ze héich wier an dass esou vill Onqualifizéierter net a Brout an Aarbecht kéimen. De soziale Mindestloun wier aus hirer Siicht en Jobkiller.

Eng Etüd vun der Regierung aus dem November 2004 am Optrag vum Wirtschaftsministère iwwert den Impakt vum Mindestloun op d'Salairen an op d'Beschäftegung ass ënner anerem zu folgendem Resultat komm: «Par ailleurs, la réaction des firmes à cette hausse…», also déi vum Mindestloun, «…pourrait ne pas consister en des suppressions de postes de travail ou en des hausses de prix mais plutôt donner lieu à une série d'actions positives de leur part en vue de restaurer la compétitivité. Le salaire social minimum ne parviendra à améliorer durablement la situation des salariés à faible rémunération que dans la mesure où il arrivera à infléchir les comportements des firmes et des travailleurs dans un sens favorable à l'augmentation de la productivité, notamment en favorisant l'innovation technologique et la formation des salariés dans l'entreprise.»

Dat heescht, dass d'Erhéijung vum Mindestloun d'Situatioun vun de Salariéen nohalteg verbessert, wann d'Betriber zesumme mat hire Mataarbechter d'Produktivitéit via technesch Innovatioun oder via Formatioun verbessere kënnen.

Am Umkehrschluss heescht dat u sech, dass, wann d'Produktivitéit net eropgeet, dass dann d'Situatioun vun de Mindestlounempfänger sech net durablement verbessert. Am Géigendeel! Ass dat net esou, dann nämlech riskéiere mer, dass d'Betriber Aarbechtsplazen ofbauen oder net besetze bezéiungsweis keng nei schafen.

Dat bestätegen d'Chambre de Commerce an d'Handwierkskummer an hirem Avis, wa se soen, dass - ech zitéieren: «De surcroît, toute hausse du salaire social minimum qui n'est pas accompagnée de gains de productivité suffisants détruit non seulement des emplois existants, mais empêche également la création de nouveaux postes.»

Dat gëtt och bestätegt duerch eng Ëmfro, déi mir als DP-Fraktioun am Oktober 2010 an Optrag ginn haten a bei den Entreprisë maache gelooss hunn. Si huet gewisen, dass d'Resultat vun automatesche Lounsteigerunge villfach dat ass, dass Aarbechtsplazen, déi onqualifizéierte Leit zegutt solle kommen, schläichend ofgebaut ginn.

Mir fuerderen dofir schonn zënter Joren eng fundamental Diskussioun iwwert déi automatesch Upassungsmechanismen. A wann een automatesch Upassunge mécht, da musse mer nei Facteure mat berücksichtegen, grad an enger Zäit vun Negativwuesstum oder vu Stagnatioun vun der nationaler Wirtschaft.

Et ass awer gradesou richteg ze soen, dass eng Persoun, déi schaffe geet, och soll vun där Aarbecht, déi si all Dag mécht, liewe kënnen. D'Demokratesch Partei steet zu dëser Fuerderung. De Mindestloun ass de Garant dofir. Mir mussen awer och beim Mindestloun emol déi aner Säit vum Liewe vun de Leit kucken, dat heescht, hir Dépensësäit.

An et ass och elo éinescht gesot ginn: Op de Leit hirer Dépensësäit stinn zum Beispill héich Wunnengspräisser an héich Energiepräisser. Vergiesse mer och net, dass d'Niddreglounverdénger am meeschten ënnert den Upassunge vun administrative Präisser leiden. Denke mer nëmmen un d'Hausse vum Drénkwaasserpräis oder vu verschiddenen Taxen. A grad do muss d'Politik den Hiewel usetzen, wa si den Drock op d'Léin verréngere wëllt.

Madame Presidentin, de soziale Mindestloun ass fir eis e wichtegen Deel vum soziale Lift. Wann dee Lift awer soll eropfueren, an dat wëlle mir, da muss och d'Ëmfeld stëmmen. D'Ekonomie muss dréien, an do musse mir Facteure wéi d'Kompetitivitéit, d'Produktivitéit, d'Attraktivitéit vum Standuert an esou weider am A behalen. D'Leit musse gutt forméiert sinn a gewëllt sinn, hir Chance um Aarbechtsmaart wouerzehuelen. An d'Leit mussen natierlech d'Méiglechkeet hunn, vun hirer Aarbecht en dezent Liewe féieren ze kënnen. Et ass an dësem Spannungsfeld, wou sech d'Diskussioune ronderëm de Mindestloun bewegen.

Mir als DP wëllen um Mindestloun als Element vun der sozialer Gerechtegkeet festhalen a stëmmen dofir dëse Projet de loi.

Mir wëllen awer och e feste Bléck drop halen, wat an dëse Krisenzäiten déi automatesch Upassungen um Terrain bei den Entreprisen a bei de Leit bewierke bezéiungsweis a wéi engem Mooss Aarbechtsplazen doduerch a Gefor bruecht ginn, direkt ofgebaut oder net méi besat gi bezéiungsweis wie wéini positiv a wéini negativ betraff ass.

Mir wëllen do dernieft, dass mer all déi Moossnamen op de Leescht huelen, déi derzou bäidroe sollen, onqualifizéiert Résidenten op den éischten Aarbechtsmaart ze bréngen. Dës Moossname solle kritesch analyséiert ginn an op hir Wierksamkeet iwwerpréift ginn.

Am Kontext vun der Beschäftegungsdebatt, déi mer hei am Joer wäerte féieren a wou de Roger Negri an ech selwer Corapporteur sinn, musse mer dorobber zréckkommen. Eréischt wa mer déi betraffe Leit esou forméiert a weidergebilt hunn, dass si fit fir den éischten Aarbechtsmaart kënne sinn, da wäert et och kee Problem sinn, dës Leit nees definitiv ugestallt ze kréien an hinne wéinstens de qualifizéierte Mindestloun auszebezuelen.

Ech schléissen of, Madame Presidentin, andeems ech dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Lucien Lux, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht Merci soen, a ginn domadder, wéi schonn ugedeit virdrun, den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Bauler och Merci, an ech géif dann als nächstem Riedner der honorabeler Madame Viviane Loschetter d'Wuert ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Et ass bal schonn alles gesot ginn, dofir Merci dem Rapporteur fir säi Rapport. Do steet alles dran, do stinn och interessant Informatiounen dran, déi de loin ou de près eppes mam Mindestloun ze dinn hunn. Dofir wollt ech just ganz kuerz mech résuméieren, am Virfeld den Accord vun der grénger Fraktioun ginn zu dësem Projet, wou mer de Mindestloun ëm 1,5% hiewen.

De Mindestloun, de soziale Mindestloun zu Lëtzebuerg huet Geschicht, huet nach Traditioun. Et ass en noutwendegt Instrument. Et ass awer och e Phenomeen, dee mëttlerweil gekoppelt ass un de soziale Mindestloun, nämlech deen - an et ass schonn hei gesot ginn - vun deene Leit, déi schaffen an awer um Risque de pauvreté sinn, heiansdo souguer drënner falen. Dat, wat ee communément nennt „the working poor": Ech gi schaffen an awer kréien ech meng Enner net zesummen an awer hunn ech net genuch Suen, net fir Luxus, emol net, fir an d'Vakanz ze fueren, mä just, fir déi zwee Enner uneneenzebréngen, wéi een dat op Lëtzebuergesch seet.

16% vun de schaffende Leit, d'Fonction publique emol ausgeklammert, schaffe fir e Mindestloun, an dovunner, vun all deene Salairen, déi hei ausbezuelt ginn - an do hätt ee sech vläicht kënnen iren, vläicht war dat och virun 2008 esou -, 59% vun de Leit, déi e Mindestloun kréien, wunnen zu Lëtzebuerg. An 23% dovun, dat heescht e Véirels, wunnen am Kanton Lëtzebuerg, respektiv de Gros - ech mengen, dat ass jo dann och ze verstoen, vu datt d'Stad Lëtzebuerg jo elo hir honnertdausend Leit huet -, de Gros wunnt an der Stad.

An dat erkläert och zum Deel - de Kanton Lëtzebuerg, d'Stad an hire Speckgürtel -, firwat datt vill Leit um Mindestloun, fir de Mindestloun schaffen, 40 Stonne schaffen an awer aarm sinn. Et ass schonn hei ugeklongen: Sécherlech spillen de Logement an d'Präisser vun enger Wunneng eng Roll. An dat sinn och déi Diskussiounen, denken ech, déi misste gefouert ginn, déi mer och hei musse féieren, net, ob mer de Mindestloun erhéijen oder net; ech denken, dat ass eng Saach, déi gemaach gëtt.

Mä d'Diskussiounen, déi musse gefouert ginn, sinn déi vun deene Paien, déi wuel praktesch keng Steiere bezuelen, mä awer indirekt Steiere bezuelen. Wat sinn déi sozial Complémenten dozou? Wat sinn d'Transferts sociaux, déi noutwendeg sinn, fir een ze épauléieren, deen e Mindestloun kritt? A wéi solle mer déi agencéieren, fir datt och déi Leit déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen, fir datt déi Leit se vläicht méi kréie wéi anerer? Wéi eng Steierpolitik brauche mer hei an dësem Land, fir deem Rechnung ze droen?

A véierte Punkt, dee wierklech an der Aktualitéit ass - ech wollt net laang, mä ganz kuerz dat awer ernimmen -, dat sinn déi Kollektivverträg, déi mëttlerweil een nom anere gekënnegt ginn, am private Secteur, wuelverstanen. An do muss ee wëssen, verschidde Leit schwätze vläicht vu Privilegien, mä aner Leit, a wa mer wëssen, datt 59% vun de Leit, déi e Mindestloun kréien, hei wunnen,... An dat ass och an deene Secteuren, wou et Kollektivverträg gëtt: Leit, déi um Mindestloun agestallt ginn an déi sech dann iwwert d'Ronnen u sech bréngen, well de Kollektivvertrag hinnen dat eent oder dat anert erlaabt huet, fir eben hir Pai opzeronnen.

An et muss een och wëssen, datt mir hei zu Lëtzebuerg och ukomm sinn op deem Punkt, datt, wann d'Kollektivverträg gekënnegt ginn, mir da keng Nullronn maachen, mä datt mir eng Minusronn maachen! An déi Éischt, déi net méi um Risque de pauvreté, mä vläicht doriwwer eraus wäerten ukommen, dat sinn déi Leit, déi an esou Kollektivverträg de Mindestloun kréien!

Ech denken, den Här Lux huet et virdru gesot. Hien huet et zwar positiv gedréit, wéi e gesot huet: „Kuckt emol hei, mir sinn zu Lëtzebuerg, mir hunn e soziale Mindestloun. Dat weist e bëssen de sozialen an de Gesellschaftsmodell, dee mir hei zu Lëtzebuerg wëlle virundreiwen." Jo, dat ass scho wuel richteg, awer déi Erausfuerderungen, déi ech elo genannt hunn, dat, wat mer eigentlech mussen ugoen, dat, wat sech hannert deenen eenzelne Leit verstoppt, déi de Mindestloun kréien, dat stellt awer och d'Fro: Wéi e soziale Modell, wéi e Gesellschaftsmodell wëlle mir hei zu Lëtzebuerg?

Wëlle mir hei e Gesellschaftsmodell, wou een e Mindestloun kritt, e gesetzlech virgeschriwwene Mindestloun kritt an awer am Risque de pauvreté ass, awer d'Enner net zesummekritt? Wëlle mir esou e Gesellschaftsmodell? A wann net, wat musse mir dofir maachen?

Well ech soen Iech: Wa mer do ukomm sinn, datt mer e soziale Mindestloun hunn, wou et net méi duergeet, dat ass de Symptom vun eppes, wat hannendrustécht. Dofir denken ech, datt mer doriwwer eraus och mussen iwwert de Rééquilibrage vun där Balance nodenken an och Aktiounen, oder loosse mer emol soe Politike virgesinn tëschent deenen engen, déi Kapital verwalten an déi ëmmer méi räich ginn, an deenen aneren, déi schaffe ginn a fir déi et net méi duergeet, mat hirer Pai kënnen uerdentlech ze liewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Loschetter och Merci. An ech géif als nächstem Riedner dem Här Gibéryen d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Lucien Lux fir säi Rapport.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, déi lescht Méint, et kann

ee scho bal soe Joren, diskutéiere mer a streide mer och vill heibannen am Kader vun der Wirtschafts- a Finanzkris,...

Plusieurs voix.- Mir net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou mer kënne Sue spueren, wou mer kënne méi Suen erakréien, wou mer kënne kierzen. A wa mer eis och an all deene Punkten net ëmmer eens sinn an dat ganz kontradiktoresch diskutéieren, esou ass et dach awer flott festzestellen, datt et parteipolitesch iwwergräifend e Konsens gëtt, datt mer net däerfe bei deene Schwaachsten hei am Land, beim soziale Mindestloun kierzen oder bremsen, mä datt mer regelméisseg all zwee Joer de soziale Mindestloun un d'Lounentwécklung upassen.

Ech mengen, dat ass e positive Message. An et ass ëmsou méi positiv, well dat, wéi gesot, parteiiwwergräifend quasi eestëmmeg all Joers, all zwee Joer hei am Parlament gestëmmt gëtt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech mengen, de Lucien Lux huet eis d'Zuele genannt, wéi rapid d'Mindestlounbezéier an d'Luucht gaange sinn an deene leschte Joren. Ech mengen, dat muss eis ze denke ginn iwwert d'Evolutioun hei am Land vun de Léin, datt mer ëmmer méi Leit fannen, déi sech um ënneschten Niveau, nämlech um soziale Mindestloun usiedelen, mat iwwer 52.000 oder 52.000 mat enger staarker Progressioun.

An duerfir, mengen ech, ass et grad wichteg, datt dës Leit iwwert de soziale Mindestloun eng Augmentatioun erfueren. D'Gewerkschaften hunn eis gesot, datt ongeféier just 50% vun de Salariéen am Privatsecteur ënner e Kollektivvertrag falen. Dat heescht, all déi heite Leit si gréisstendeels déi Leit, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, déi also net kënnen iwwer Verhandlunge vun engem Kollektivvertrag eppes bäigesat kréien. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg fir déi Leit, datt se eng Upassung all zwee Joer kréie vum Mindestloun iwwert d'Gesetz.

A fir déi Leit ass et och genausou wichteg, an dat kann een och ëmmer, wann een iwwert den Index schwätzt, diskutéieren, datt déi Leit och den Index kréien. Wann déi Leit net iwwert d'Gesetz hei de Mindestloun gehéicht kriten an den Index kriten, da kriten déi Leit gréisstendeels keng Augmentatiounen. Duerfir, wéi gesot, ass et wichteg, datt mer dat esou maachen.

Et ass natierlech kloer, datt d'Betriber, déi dat musse bezuelen, net frou doriwwer sinn. Awer ech géif mengen, datt et och e positiven Aspekt gëtt, an et ass och de Mëtteg hei schonn ugeklongen, datt all déi Leit, an dat sinn der ëmmerhin 52.000, a wa mer nach d'RMG-Bezéier géifen derbäihuelen, wat der och nach 20.000 sinn, dat sinn alles Leit, déi hiert Geld praktesch integral, géif ech soen, zu 100%, esou wäit wéi se hei zu Lëtzebuerg Résident sinn an och zum Deel och nach Frontalieren, déi hei schaffen, hiert Geld eiser nationaler Ekonomie zoukomme loossen.

Ech verstinn och dofir net ëmmer, datt grad zum Beispill d'Chambre de Commerce... Déi hat zwar virun dräi Joer eng Kéier an engem Joresrapport geschriwwen, datt Dank der Augmentatioun vum Mindestloun si och eng Augmentatioun vun hirem Ëmsaz erlieft huet, well dee Plus, deen hei déi global Ekonomie méi bezilt, dee konzentréiert sech gréisstendeels awer op de Commerce an d'Handwierk, déi déi Suen erëm op där anerer Säit erakréien.

Et muss een awer och bedenken, berücksichtege vun de Betriber, wann ee verschidden Avisen zum Budget gelies huet, an ech hunn et och beim Budget hei gesot, datt se ënner engem Konkurrenzdrock vun de Betriber aus der Grenzregioun stinn, déi all Dag hei an d'Land era schaffe kommen, déi normalerweis missten eis Aarbechtsgesetzgebung respektéieren, déi eis Kollektivverträg misste respektéieren, mä wou d'Kontroll awer et net erméiglecht, fir dat esou ze kontrolléieren, wéi dat misst sinn, an datt domadder eng déloyal Konkurrenz zum Deel vu Grenzbetriber vis-à-vis vun eise Betriber am Handwierk besteet.

Mir wësse wuel, datt déi Däitsch an déi Franséisch... déi Belsch an déi Franséisch Mindestléin hunn, mä Mindestléin, déi méi niddreg si wéi mir. A mir wëssen, datt an Däitschland kee Mindestloun besteet, esou datt also vun do aus kann en Drock op eis Betriber kommen. Duerfir kann een nëmmen un d'Regierung appeléieren, fir e Maximum vu Kontrollen ze maachen, fir ze garantéieren, datt all Betriber, déi hei an d'Land schaffe kommen, datt och alleguerten déi Betriber higinn an op där anerer Säit dann awer och eis Gesetzgebung an eis Kollektivverträg hei am Land respektéieren.

Am Zesummenhang mat der Konkurrenz vun deenen anere Länner, vun deenen anere Betriber aus der Grenzregioun hei vis-à-vis vun de Lëtzebuerger Betriber, wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, datt mir ëmmer als ADR dofir agetratt sinn, datt mer an Europa sozial Mindestnorme sollen aféieren. A wa mer an Europa et géife fäerdegbréngen, e soziale Mindestloun anzeféieren, dee wuel net an der Zomm deeselwechten ass, awer op der Basis, wou e berechent gëtt, deeselwechten ass, dann hätte mer e wesentleche Schrack gemaach.

Et ass normal, datt net Länner wéi Rumänien kënnen e Mindestloun wéi Lëtzebuerg bezuelen. Mä wichteg wier, datt all Land e Mindestloun hätt. A wichteg wier, datt en op därselwechter Basis géif berechent ginn. Dat géif och villes hëllefen an et géif virun allem de Sozialdumping bremsen, deen a lounintensive Betriber an Europa besteet, wou mir hei zu Lëtzebuerg vill Problemer hunn, fir lounintensiv Betriber, fir Industrie hei op Lëtzebuerg ze kréien, a souguer Problemer hunn, fir se hei ze halen - déi Delokaliséierung a Länner, wou eben déi niddreg Léin nach vill méi niddreg sinn. An duerfir hätte mer schonn an Europa, wann Europa sech wëllt méi e soziale Bléck ginn, hätte mer en Intérêt an Europa, sozial Mindeststandarden anzeféieren. An da géif dat och hei am Land d'Diskussioun ëm de Mindestloun domadder méi liicht maachen.

Dat gesot, Här President, si mir frou, datt mer wéi all zwee Joer och dëst Joer erëm hei kënnen hëllefen, de soziale Mindestloun unzepassen. An duerfir och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. An ech wëll ervirsträichen, datt doduerjer, datt de Mindestloun elo ëm 1,5% an d'Luucht, eropgesat gëtt, bedeit dat 27,68 Euro méi fir den normale Mindestloun an 33,22 Euro méi fir de qualifizéierte Mindestloun. Déi Zousazkäschte fir den Employeur, ob dat elo eng Privatpersoun ass oder e Betrib ass, sinn natierlech important. Mä wat ech bedaueren, dat ass, datt deen, deen am meeschten dovunner profitéiert, dat ass de Stat an net de Salarié!

Ech wëll dorop hiweisen, datt vun deene 27,68 Euro beim Mindestloun, do kritt de Salarié nach 13,62 Euro ewech. A bei deenen 33,22 Euro, déi de Salarié elo brutto a sengem Gehalt bäikritt, huet en herno nach iwwreg 12,88 Euro. Dat ergëtt sech duerch déi nei Steierlag, déi mer vum 1. Januar u wäerte kréien. Duerfir géif ech d'Regierung bieden,...

(Interruption)

...datt se all Mesuren hëlt, fir datt mer an Zukunft esou ähnlech Dépensë kënne méi au profit setze vun dem Salarié, zum Beispill duerch eng Ännerung bei de Steieren an duerch Steierkreditter, déi spezifesch op esou Mesurë kéinten deene mat den niddrege Gehälter am meeschten entgéintkommen.

Dat gesot, wëll ech och den Accord zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Den Här Urbany vun där sougenanntener Lénker interesséiert sech net fir de Mindestloun!

(Interruptions diverses)

Ech wollt dat just feststellen!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Bon, Här Minister, wann ech gelift.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech maachen dat vun hei, Här President. Ech ka mech eigentlech drop begrenzen, fir emol allen Intervenantë Merci ze soen, och fir déi Ënnerstëtzung, déi Unanimitéit, déi hei an der Chamber ronderëm déi Erhéijung vum Mindestloun besteet. Ech mengen, dat ass e positivt Zeechen an engem soziale Geescht, wat och wichteg ass fir d'Cohésion sociale hei zu Lëtzebuerg an d'Solidaritéit besonnesch mat deenen, déi wierklech am äermsten dru sinn, och wa se en Job, och wa se eng Aarbecht hunn.

Ech huelen natierlech eng Rei Suggestiounen, besonnesch och déi lescht, wat d'Fiskalitéit ubelaangt, mat. Ech soen och ganz kloer, datt, wann een iwwert d'Héicht vum Mindestloun schwätzt, da muss een iwwer aner Parameteren och schwätzen. Wat richteg ass: d'Loyeren, do läit eng vun onse gréisste Schwächten. Da musse mer och iwwert d'Transferts sociaux schwätzen.

An ech mengen, et muss een dat Ganzt analyséieren - besonnesch an engem Land, wou trotz allem 9,9%, déi schaffen, als aarm ugesi ginn, wou ganz oft Leit sinn, déi net ganz schaffen, net 40 Stonne schaffen -, wou een déi ganz Thematik vun der Aarmut - an och vun deenen, déi schaffen, besonnesch - muss erëm nei opleeën an an enger globaler Analys kucken, an dat och am Kader vun de sozialen Transferten an enger aktiver Sozialpolitik.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6499 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6373, eng weider Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Krieps an den Här Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

8. 6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, iwwert dee mer haut ofstëmmen, transposéiert d'Direktiv 2009/38 an d'nationaalt Recht. Si gesäit vir, dass all Betriber, déi transnational, deemno a verschidde Memberstate vun der Europäescher Unioun täteg sinn, e Comité d'entreprise européen aféieren, deen eng speziell Prozedur virgesäit, fir d'Salariéen am Fall vu Sozialkonflikter ze informéieren an ze beroden.

Éier ech op de Contenu vun dem virleiende Projet de loi aginn, wëll ech kuerz op d'Virgeschicht agoen. D'Direktiv 2009/38 ersetzt d'Direktiv 94/45, déi am Juni d'lescht Joer ausgelaf ass. D'Direktiv 94/45 gouf duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2000 an nationaalt Recht ëmgesat. Am Kader vum europäesche Bannemaart ass et mat der Zäit ëmmer méi einfach ginn, dass Betriber sech zäitgläich a verschidde Memberstate vun der Europäescher Unioun etabléieren, wat awer och heescht, dass Décisiounen, déi am Land vum Haaptsëtz, dem sougenannte Mammenhaus, geholl gi sinn, och an den Duechterfirmaen an deenen anere Länner hu missen applizéiert ginn. D'Zil vun der Direktiv war et, fir e Comité d'entreprise européen anzeféieren, deen dann d'Décisioune vum Mammenhaus diskutéiert a virun allem d'Salariéen an all deenen anere Länner informéiert.

Een Haaptpunkt vum Gesetz vun 2000 war d'Aféierung vun enger Informatiounsflicht an engem Informatiounsrecht fir d'Salariéen, dat heescht, dass d'Gewerkschaften an d'Personal mussen informéiert ginn, falls sech eppes un der Struktur vum Betrib ännert oder wa strategesch wichteg Schrëtt vun der Firmendirektioun beschloss ginn. Dëst kënnen Ännerungen an der Produktioun, den Investitiounen, dem Aktionariat an esou weider sinn.

Här President, am Projet de loi vun haut bleiwen déi grouss Strukture vun der virleschter Direktiv bestoen. Et gi just e puer Ëmännerunge gemaach, fir de Sozialdialog an de Betriber weider ze verbesseren, dëst duerch eng Verstäerkung vum Informatiounsrecht vun de Salariéen an duerch eng verbessert transnational Konsultatioun.

Konkret gesäit dat folgendermoossen aus: D'Zentraldirektioun vum Betrib ass responsabel, fir e Comité d'entreprise européen op d'Been ze stellen. Da gëtt e Groupe spécial de négociation vun Aarbechtervertrieder gewielt, an dëst proportional zu der Unzuel vu Salariéen an alle viséierte Memberstaten. Dat heescht, all Memberstat huet ee Sëtz zegutt fir all Tranche vun Aarbechter, déi an deem Land schaffen, wann d'Zuel vun hinnen an alle Länner, wou dee Betrib täteg ass, 10% bedréit.

An deem Groupe spécial de négociation sinn awer op d'mannst dräi Membere vum Comité d'entreprise européen. Dëse spezielle Grupp négocitéiert dann en Accord mat der Zentraldirektioun, fir de Fonctionnement vum Comité d'entreprise européen festzeleeën. D'Haaptelementer dovu sinn déi folgend: De Groupe spécial de négociation huet d'Méiglechkeet, sech virun an no all Sëtzung mat der Zentraldirektioun ze gesinn, an dëst, ouni dass ee Member vun där selwer derbäi ass; de Groupe spécial de négociation kann d'Hëllef vun engem Expert ufroen, deen e sech selwer och erauswiele kann. Et ka sech dobäi ënner anerem och ëm e Gewerkschaftsvertrieder handelen, deen awer muss op communautairem Niveau aktiv sinn.

Fir eng besser a kohärent Koordinatioun vu sengen Aktivitéiten ze garantéieren, wielt de Comité d'entreprise européen e Comité restreint tëschent senge Memberen. Dee besteet aus maximal fënnef Leit a soll sech regelméisseg gesinn. D'Membere vum Groupe spécial de négociation a vum Comité d'entreprise européen kënnen ënner verschidde Konditioune Formatioune kréien, an zwar ouni eppes an hirer Pai ze verléieren. Dëst ass e ganz wichtege Punkt vum Gesetz vun haut.

Här President, déi ofgeschlosse Kollektivverträg iwwert d'Information an d'Consultation transfrontalières, déi virum 6. Juni 2011 ofgeschloss goufen, bleiwen applicabel, wa se nach ëmmer natierlech de respektiven Haaptkonditioune vum Code du Travail entspriechen. Déi Accorden, déi nom 6. Juni 2011 a virun der Mise en vigueur vum Gesetz vun haut ofgeschloss goufen, falen net d'office ënnert d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz. Si kënnen explizit verlängert gi bis zur initialer Lafdauer oder automatesch, also eng Reconduction tacite kréien. Déi Accorden, déi just fir eng Durée déterminée ofgeschloss goufen, lafen automatesch of mat der Mise en vigueur vum Gesetz vun haut. Déi verschidde Partner kënnen natierlech d'un commun accord décidéieren, de bestehende Kollektivvertrag ze verlängeren oder en enger Revisioun ze ënnerzéien.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut hei ofstëmmen, gesäit also wesentlech nei Punkte vir, fir de Sozialdialog, d'Kommunikatioun an esou d'Aarbechtsklima an transnationale Betriber ze verstäerken, wat mir als LSAP méi wéi begréissen an ënnerstëtzen.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als éischt Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt erlaabt mer, dem Rapporteur, dem honorabele Roger Negri, e grousse Merci ze soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Wéi mer elo just héieren hunn, ass de Gesetzesprojet 6373 op eng Direktiv 2009/38 vum 6. Mee 2009 zréckzefëieren, déi eng Direktiv 94/45 vum 22. September 1994 ersetzt.

Sënn an Zweck vun där deemoleger Direktiv vun 1994 war et, den europäesche Betribsrot an d'grenziwwerschreidend Informatiouns- a Konsultatiounsprozedur an d'Législatioune vun de Memberstaten anzeféieren. D'Direktiv vun 1994 ass haut an eisem Code du Travail zréckzefannen, méi genee an den Artikelen L.431-1 bis L.432-48. Dës Dispositioune gesinn haapt-

sächlech zwou alternativ Prozedure vir, déi éischt ass d'Aféierung vun engem europäesche Betribsrot, déi aner ass eng grenziwwerschreidend Konsultatiouns- an Informatiounsprozedur.

Dës zwou Prozedure si fir all Entreprise oder Grupp vun Entreprisë virgesinn, déi eng europäesch Dimensioun hunn. Déi europäesch Dimensioun gëtt hirersäits vun der Direktiv definéiert duerch eng Entreprise, déi op d'mannst 1.000 Aarbechter an de Memberstate beschäftegt an op d'mannst 150 an zwee verschiddene vun dëse Memberstaten.

Bei der Transpositioun vun der Direktiv vun 1994 duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2000 huet den Här Marcel Glesener op dëser Plaz ervirgehuewen, dass d'Direktiv iwwert d'Aféierung vun engem europäesche Betribsrot op d'EU-Charta vun de fundamentale Sozialrechter vun den Aarbechter aus dem Joer 1989 zréckzeféieren ass. Dës Charta gesäit an hirem Artikel 17 vir, fir de Salariéen an de Gewerkschaften Informatiouns- a Konsultatiounsrechter ze ginn an den Entreprisen, déi grenziwwerschreidend am EU-Raum operéieren.

Zu där Charta vun de fundamentale Sozialrechter vun den Aarbechter muss een awer och nach den Artikel 27 vun der EU-Grondrecht-Charta zielen, deen den Aarbechter an hire Représentanten e Recht op Informatioun an op Konsultatioun garantéiert. Dës fundamental Rechter vun den Aarbechter sinn d'Standbee vun dem europäesche Sozialdialog a goufen duerch den Traité vu Lissabon iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun an d'primäert EU-Recht integréiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et drëms, dëst Grondrecht op Informatioun a Participatioun vun den Aarbechter am Entscheedungsprozess vun den Entreprisë weider ze stäerken. Et geet drëms, den europäesche Sozialdialog ze festegen. Wann eng Entreprise eng europäesch Dimensioun huet, ass dëst ëmsou méi wichteg. De Lëtzebuerger Aarbechter soll déiselwecht Informatiounen hu wéi säi franséischen oder däitsche Kolleeg, an zesumme solle si sech mat hirer Zukunft a mat der Zukunft vun hirer Entreprise kënnen auserneesetzen. Le cas échéant solle se och zesumme fir hir Rechter an hir Aarbechtsplaze kämpfe kënnen.

Wéi néideg dat ass, gesi mer an der rezenter Aktualitéit, wou ëmmer erëm europäesch Betribsréit convoquéiert ginn, fir zum Beispill iwwert d'Zukunft vun ArcelorMittal an der Lorraine oder zu Lëtzebuerg ze diskutéieren. D'Représentantë vun de Salariéë ginn domadder iwwert déi rezentst Entwécklungen au courant gehalen.

Firwat ass et iwwerhaapt néideg, d'Direktiv vun 1994 duerch eng nei ze ersetzen? D'Europäesch Kommissioun huet an hirer Propos, déi zu der Direktiv 2009/38 gefouert huet, festgestallt, dass europawäit 14,5 Milliounen Aarbechter duerch 820 Betribsréit vertruede sinn. Dës Réit sinn am Häerz vun de soziale Relatiounen op engem grenziwwerschreidenden Niveau. Duerfir sinn dës Comitéen extrem wichteg fir d'Ëmsetze vun den ekonomeschen an och de sozialen Objektiver vum Bannemaart.

D'Direktiv vun 1994 huet eng ganz Rëtsch Applikatiounsproblemer mat sech bruecht. Esou ass de Betribsrot net genuch konsultéiert an agebonne ginn, wann zum Beispill Restrukturatiounen um Ordre du jour stoungen. Och wann déi Zuelen, déi ech elo grad genannt hunn, impressionnant sinn, esou huet d'Europäesch Kommissioun festgestallt, dass nëmme 36% vun den Entreprisen, déi ënnert d'Direktiv falen, esou ee Betribsrot tatsächlech agefouert hunn.

Dës Situatioun ass duerch juristesch Problemer entstanen an der Artikulatioun tëschent dem nationalen an dem transnationalen Niveau vun der Konsultatiounsprozedur, an dat notamment bei Fusiounen an Acquisitiounen. Dës Mëssstänn sollen elo duerch d'Ëmsetze vun där neier Direktiv behuewe ginn, an dat, wéi elo grad scho gesot gouf, duerch e Méi u Kommunikatioun vun Informatiounen an eng besser Konsultatioun vun den Aarbechter.

D'Direktiv vun 1994 huet scho festgeluecht, dass d'Entreprise an e speziellen Négociatiounsgrupp en Accord aushandele mussen, fir d'Informatiouns- a Konsultatiounsprozedur ze bestëmmen oder fir e Betribsrot ze schafen. De Contenu vun dësem Accord gëtt elo duerch déi nei Direktiv méi genee festgeluecht, andeem ënner anerem d'Attributioune vum Betribsrot an d'Informatiouns- an d'Konsultatiounsprozedur besser definéiert musse ginn.

Dësen Accord muss dann och d'Regele festleeë fir eng besser Koordinatioun tëschent engersäits dem Informéiere vum Betribsrot an anerersäits dem Informéiere vun den nationalen Instanzen, déi d'Rechter vun den Aarbechter verteidegen. Och d'Kompositioun vun de Betribsréit muss an Zukunft méi genee am Accord virgesi sinn.

Duerch dëse Méi u Prezisioun soll iwwert de legale Wee den Inhalt vum Accord fir d'Asetze vun engem europäesche Betribsrot obligatoresch definéiert ginn. Et ass also eng Limitatioun vum Prinzip vun der kontraktueller Fräiheet. Mä vu dass dës Aschränkung fir d'Beschütze vun de Salariéë steet, wäerten ënnert dem Stréch d'Effete positiv sinn.

Zu gudder Lescht wëll ech och nach op en anert positivt Element vum Gesetzesprojet 6373 opmierksam maachen. D'Membere vun dem europäesche Betribsrot souwuel wéi och déi vun dem Négociatiounsgrupp kënnen an Zukunft Formatioune matmaachen, ouni en Deel vun hirem Salaire ze verléieren. Dës Formatioun ass derfir geduecht, fir d'Représentantë vun den Aarbechter fit ze maache fir hir representativ Aufgaben an engem internationale Kontext.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, de virleienden Text ass ënnerstëtzenswäert. Ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir en esou, wéi mer e vun der Kommissioun proposéiert kréien, hei ofzestëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Andrich. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt agangs dem Roger Negri Merci soe fir säi schréftleche Rapport an de mëndleche Rapport hei, wat e gutt gemaach huet, wéi ëmmer.

D'Chambre de Commerce huet hei gesot, si wär ganz zefridden, well déi Direktiv tel quel ëmgesat gi wär, et wär also net ronderëm nach drugepecht ginn oder ewechgeholl ginn: «toute la directive, rien que la directive», dat ass gutt gesot.

Ech hoffen och, dass indépendamment vun der Durée vun den Accorden déi hei Accordë kéinte renégociéiert ginn.

Verwonnert hunn ech mech e bësse beim Optimismus, well ech hunn héieren, hei gëtt op verschiddenen Niveauen a verschiddene Comitéë geschafft. Ech stelle mer dat vläicht méi komplizéiert vir, wéi et an der Realitéit ass. Ech hoffen zwar net, dass ons franséisch Noperen, déi Deeler vun där Direktiv guer net ëmgesat hunn..., an d'belsch Gewerkschaften, d'italienesch Gewerkschaften, ech hoffen, dass déi Gewerkschaftler heibanne mat deene gutt wäerten eens ginn, well et huet sech an der Vergaangenheet jo erausgestallt, dass bei multinationale Firmen d'Intérêten och lokal gekuckt si ginn. Dat heescht: Mir ënnerstëtzen net nécessairement Florange, wann ons eege Wierker a Gefor sinn.

D'Madame Andrich huet zwar ëmmer nëmme vun den Aarbechter geschwat, dat hei ass och, huelen ech un, fir all anere Salarié gëlteg.

Dat gesot, wär ech och frou gewiescht, wa mer gesot kritt hätte vum Minister, Här President, wien dann déi Formatioune vun deene Membere vun deene Gruppen, wien dat alles bezuele wäert. An och: D'Chambre des Salariés huet zum Beispill gesot, dass, wa se géifen en justice goen, do hu si d'Fro opgeworf, wien dat bezuele géif.

Dat hei gesot, géif ech mengen, dass dat eng gutt Saach wär, mä maacht et net ze kompliziéert. An Dir kritt den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wéilt mech menge Virriedner gréisstendeels uschléissen an dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, hei ass e weidere Schrack, wou mer d'Rechter op europäeschem Niveau weider verstäerken, souwuel vum Salarié wéi vun den Entreprisen, fir datt mer dat kënne besser organiséieren.

Et ass och e Projet, deen dann, wann een d'Avisë kuckt, praktesch vun alle Chambres professionnelles den Accord kritt huet, déi de Projet begréissen. Duerfir ass et och nëmmen eng Selbstverständlechkeet, datt vun eiser Säit aus Zoustëmmung fir dëse Projet kënnt.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt nach den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Vun hei och allen Intervenantë villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung. Ech wëll just drop hiweisen, datt et ee vun deene rare sozialen Texter ass, déi an deene leschte Joren an Europa produzéiert gi sinn. Ech mengen, dat ass jo net en onwichtegt Signal an enger Zäit, wou effektiv vill iwwer Ekonomie, vill iwwer Maart, vill iwwert Dette geschwat gëtt, datt heiansdo och e soziaalt Signal aus Europa kënnt.

De sozialen Dialog ass eng Noutwendegkeet, a besonnesch och an Entreprisen, déi grenziwwerschreidend schaffen.

Dir hutt vun der Formatioun geschwat. Do ass déi nämlecht Regel, wéi dat am nationale Kader ass. Dat heescht, d'Formatioun gëtt bezuelt vun der Entreprise, esou wéi dat och hei an onser Gesetzgebung ass.

Mir wäerte jo och d'Geleeënheet hunn d'nächst Joer, vill iwwer Sozialdialog och am Lëtzebuerger Rahmen ze schwätzen, well mer jo och déi Lëtzebuerger Législatiounen iwwert den Dialogue social an den Entreprisë wäerte reformëieren. Net méi spéit wéi iwwermuer wäert ech dem Regierungsrot eng Propositioun, e Projet de loi virleeën, deen och ons Lëtzebuerger Gesetzgebung an deem Sënn reformëiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6373 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par M. Lucien Clement), Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Marcel Oberweis), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6404, eng Direktiv iwwert d'Sanktioune vun Employeuren, déi Leit aus Drëttlänner astellen, déi keng Openthaltsgenehmegung hunn. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Krieps an den Här Gibéryen.

D'Wuert huet elo nach eng Kéier de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

9. 6404 - Projet de loi portant modification:

1) du Code du Travail;

2) du Code pénal;

3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;

6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, illegal Aschleisung vu Mënschen an d'Europäesch Unioun, fir dës all bëlleg an hëllefslos Aarbechtskräften auszebeuten, ass e Verbrieche géint d'Mënscherechter an dierf net ongestrooft bleiwen. Dëst ass den Objet vum Projet de loi vun haut, fir deem genau entgéintzewierken.

D'Europäesch Kommissioun huet dëse Sujet 2006 als eng vun hire politesche Prioritéiten erkläert an d'Direktiv 2009/52 ausgeschafft. Déi gëtt haut an Nationalrecht ëmgesat.

Zu den Haaptpunkte vun der Direktiv zielt, dass d'Memberstate vun der EU d'Beschäftegung vu Leit aus Drëttstaten, déi keng Openthaltsgenehmegung hunn, ze verbidden hunn. Duerfir gesäit d'Direktiv Minimumstandarde fir Strofen a Sanktioune géint Patrone vir, déi sech net dorunner halen an op bëlleg a prekär Aarbechtskräften zréckgräifen.

Här President, de Grond vu Leit aus Drëttstaten, fir op Lëtzebuerg respektiv an d'EU ze kommen, ass d'Hoffnung op eng Aarbecht an domat op en dezent Liewen an e bësse Wuelstand. Mä mat där Hoffnung op där enger Säit an der Verzweiflung vun dëse Leit op där anerer Säit gëtt leider vu rücksichtslosen, jo, Mënschenhändler vill ze oft liichtfankeg mat dëse Mënschen op eng kriminell Manéier ëmgaangen. Derbäi kënnt, dass dës Leit sech net wiere kënnen oder hir Rechter, zum Beispill op e gerechte Loun, net reklaméiere kënnen, well si ouni Openthaltsgenehmegung zu engem Dasein an der Clandestinitéit veruerteelt sinn. Et ass also en Däiwelskrees an d'Hoffnung op e bessert Liewe réckelt fir dës Mënschen ëmmer méi wäit ewech.

An deem Phenomeen vu moderner Sklaverei dierfe mir als Législateur net nokucken a mussen handelen. De Projet de loi vun haut, deen déi ugeschwaten Direktiv a Lëtzebuerger Recht ëmsetzt, setzt e staarkt Zeechen, fir der illegaler Awanderung en Enn ze setze respektiv se esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

Ech wëll a mengem Rapport op déi zwee Haaptvolete vun dësem Gesetz agoen. Den Historique vun den Amendementer, eis Aarbechten an der Kommissioun, déi verschidden Avisë vum Statsrot an aneren Organer bieden ech, a mengem schréftleche Rapport nozekucken. Dëst net nëmmen aus Zäitgrënn, mä virun allem, fir de Kär an Haaptsënn vun dësem Projet de loi net aus den Aen ze verléieren.

Am éischte Volet geet et ëm eng Rei finanziell a penal Sanktioune géint Patronen, déi ouni moralesch Bedenke sech illegal Main d'œuvre rekrutéieren. An am zweete Volet geet et ëm de Schutz vun den illegal agewanderte Mënsche vis-à-vis vun hire Patronen. Ënner illegal Aarbechtskräfte fale Leit aus Drëttstaten, déi keng Openthaltsgenehmegung hunn, deemno en séjour irrégulier hei am Land sinn.

D'Gesetz bezitt sech also net op Leit, éischtens, aus Drëttstaten, déi legal hei am Land sinn; zweetens och net op Grenzgänger, déi originaire aus Drëttstate kommen an awer en situation régulière an engem anere Memberstat aus der EU sinn. An drëttens bezitt d'Gesetz sech och net op Leit, déi eng Aarbecht fir sech selwer maachen, ouni Hëllef vun aneren, fir eng geleeëntlech Aarbecht vu klenger Envergure, an och déi eng vereenzelt Hëllefstellung u Verwandten, Frënn an Nopere ginn. Mä an dësem Gesetz geet et ganz kloer an däitlech ëm d'professionell Aarbechtsausbeutung vun illegal agewanderte Leit.

Här President, elo zum éischten, penale Volet. De Projet de loi gesäit deemno vir, dass d'Patrone sech ofzesécheren hu bei der Astellung vun Aarbechtskräften aus Drëttstaten ausserhalb der Europäescher Unioun. D'Patrone

mussen an Zukunft genau préiwen, ob déi Persounen, déi se wëllen astellen, eng Openthaltsgenehmegung fir deen Zäitraum vum Aarbechtsverhältnis hunn. De Patron muss des Weideren den Immigratiounsminister iwwert den Ufank vun engem entspriechenden Aarbechtsverhältnis informéieren.

Dës verschidden Dispositioune sollen et en plus erlaben, gefälschten Dokumenter ze detektéieren. Wann et dann awer zu Astellunge vun esou Leit kënnt, dat heescht, wann de Patron genau weess, dass déi concernéiert Leit illegal hei am Land sinn, gesäit de Projet de loi entspriechend finanziell Sanktioune géint déi Patrone vir. Eng Strof vun 2.500 Euro muss zum Beispill fir all eenzel Persoun aus engem Drëttstat en séjour irrégulier bezuelt ginn, déi illegal hei am Land schaffe gelooss ginn ass. Dës Amende gëtt vum Aarbechtsminister ausgeschwat op Basis vun engem Rapport, deen d'Inspection…

M. le Président.- Ech bieden Iech, e bësse méi opmierksam dem Här Negri nozelauschteren.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President.

Déi Amende gëtt vum Aarbechtsminister ausgeschwat op Basis vun engem Rapport, deen d'Inspection du travail et des mines ausgeschafft huet.

Nieft deene finanzielle Strofe gesäit d'Gesetz awer och fënnef Fäll vir, wou eng Prisongsstrof ka prononcéiert ginn. Dëst natierlech bei besonnesch schwéieren Infractiounen, wéi zum Beispill enger Widderhuelungsdot; zweetens, wann eng signifikant Zuel, dat heescht e ganze Grupp vu Leit aus Drëttstaten en séjour irrégulier zu gläicher Zäit schaffe gelooss ginn ass; drëttens, wann dës Leit ënner ausbeuteresche Konditiounen hu schaffe missen; véiertens, wann de Patron eng Persoun schaffe léisst, vun där e genau weess, dass si Affer vu Mënschenhandel ass a war; a fënneftens, wann de Patron e mannerjährege Mënsch schaffe léisst.

Dës Prisongsstrofe kënnen tëschent aacht Deeg an engem Joer bedroen a sinn ënner Émstänn verbonne mat enger finanzieller Sanktioun vun 2.501 bis zu 20.000 Euro.

Zu dëse Strofe kënnen dann och nach derbäikommen: e Verbuet fir de Patron, seng Aktivitéit bis zu maximal dräi Joer net méi dierfen auszeüben, oder eng temporär Schléissung vun deem Betrib, wou d'Infractioun stattfonnt huet, bis zu maximal fënnef Joer.

Här President, zum zweete Volet, dem Schutz vun illegal agewanderte Leit vis-à-vis vun hirem Patron, gesäit d'Gesetz vir, dass déi Leit aus Drëttstaten, déi ouni Openthaltsgenehmegung hei am Land geschafft hunn, ier se erëm zréck an hiert Heemechtsland mussen, iwwer hir Rechter ze informéiere sinn an dass si d'Méiglechkeet an d'Recht op eng gratis juristesch Énnerstëtzung hunn. De Patron, dee si agestallt hat, muss hinnen déi geschëllte Paien deemno nobezuelen. En plus muss hie fir all aner Fraisën opkommen, déi während där Zäit vum Aarbechtsverhältnis ugefall sinn. Dëst sinn d'Cotisatioune vun der Sécurité sociale, d'Steieren, méiglech Amenden, Geriichts- an Affekotskäschten an och d'Käschte fir d'Réckrees vun der Victime.

Här President, wéi ginn dann elo an der Realitéit dës Mëssbräich opgedeckt? D'Inspection du travail et des mines mécht eng Analyse des risques, wou si regelméisseg all déi Secteuren identifizéiert, an deene Leit aus Drëttstaten ouni Openthaltsgenehmegung schaffe respektiv schaffe kéinten.

Véier Organer si responsabel, fir d'Infractioune sprëch d'Mëssbräich vun dësem Gesetz op Lëtzebuerger Territoire ze recherchéieren a festzestellen. Et handelt sech hei ëm d'Police, d'Douane, den Inspectorat du travail an den Departement, deen d'Autorisations d'établissement ausstellt. Déi responsabel Kontrollagente vun deene véier Organer informéieren d'Steieradministratioun an d'Sécurité sociale, wa si eng Infractioun festgestallt hunn. Duerno ginn all d'Plainten, Rapporten oder Dénonciatioune beim Minister, deen d'Autorisations d'établissement ënner sech huet, eraginn.

Här President, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen: Dëse Projet de loi stellt e wichtege Schrëtt duer géint d'illegal Ausbeutung vu Mënschen aus Drëttlänner ausserhalb der EU vis-à-vis vu Patronen, déi d'Nout vun dëse Mënschen och nach rücksichtslos ausnotzen. An dat kënne mir net zouloossen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als éischt Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un éischter Stell och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, nach eng Kéier villmools Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

De Phenomeen vun der illegaler Aarbecht ass sécherlech schwéier ze quantifiéieren, besonnesch fir e Land wéi Lëtzebuerg. Et gëtt hei keng kloer Donnéeën, déi et erlabe géifen, d'Relatioun tëschent der illegaler Immigratioun an der illegaler Aarbecht genee ze chiffréieren.

Op europäeschem Niveau ass et och net einfach, dëse Phenomeen genee ze quantifiéieren. D'Europäesch Kommissioun schwätzt vu 4,5 bis 8 Millioune Leit, déi sech illegal an EU-Memberstaten ophalen a schaffen. D'illegal Aarbecht ass besonnesch a Secteure wéi dem Bauwiesen, der Agrikultur, dem Botzsecteur, der Hôtellerie an der Restauratioun zréckzefannen. D'Äntwert vun der EU op dëse Phenomeen ass d'Direktiv 2009/52 iwwert d'Minimalnorme fir Sanktioune géint Employeuren, déi Leit aus Drëttstaten ouni regulär Openthaltsgenehmegung engagéieren. An de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, setzt dës Direktiv ëm.

Mir hunn haut schonn eng Rëtsch Regelen an eisem Code du Travail, déi en ähnleche Verbuet virgesinn, an dat an den Artikelen L.571-1 bis L.571-11. Et handelt sech heibäi a méi generellen Termen ëm den Travail clandestin, also ëm d'Aarbecht ouni Genehmegung. D'Direktiv an och de Gesetzesprojet sinn also spezifesch awer op de Verbuet vum Astelle vun Aarbechter aus Drëttstaten, déi hei zu Lëtzebuerg keng Openthaltsgenehmegung hunn, gemënzt.

Duerfir kréie mer duerch de Gesetzesprojet och eng Rëtsch nei Artikelen an eise Code du Travail, déi d'Astellung vun illegale Migrante verbidden an d'Obligatioune vum Employeur festleeën, deen en Drëttstaatler engagéiert. An deem Kontext gesinn d'Direktiv an de Gesetzesprojet eng Rei Oplage fir d'Employeure vir, déi an der Haaptsaach doranner bestinn, vun Ufank u sécherzegoen, dass déi Leit, déi se astellen, eng regulär Openthaltsgenehmegung hunn.

D'Employeure mussen och an deem Kontext mat den nationalen Autoritéite kooperéieren, wann Investigatiounen am Zesummenhang mat der illegaler Immigratioun stattfannen. Si mussen zu all Moment beweise kënnen, dass si Leit mat regulären Openthaltsgenehmegungen agestallt hunn. Doriwwer eraus gëtt et och konkret finanziell, administrativ an am schlëmmste Fall penal Sanktioune fir den Employeur.

D'illegal Immigrante selwer si jo u sech an dëse Fäll Affer, well hir Aarbechtskraaft zu Dumpingpräisser ausgenotzt gëtt, ouni vun iergendenger sozialer Sécherheet profitéieren ze kënnen. Interessant an deem Zesummenhang ass sécherlech, dass d'Employeure gezwonge ginn, deene Leit, déi se illegal agestallt hunn, de Salaire auszebezuelen, op dee si Recht gehat hätten, wa si ënner legalen Émstänn agestallt gi wieren.

Ech wëll un dëser Stell ënnersträichen, dass haut schonn am Artikel 146 vum Gesetz vum 29. August 2008 steet, dass den auslänneschen Aarbechter e Recht op säi legale Salaire huet. D'Ëmsetze vun der Direktiv ersetzt dësen Artikel duerch eng nei, méi komplett Dispositioun, déi och nach virgesäit, dass de Migrant e Recht op Assistance judiciaire duerch en Affekot huet an e Recht, säi Salaire anzekloen. Doriwwer eraus muss den Employeur fir d'Onkäschte vun der Réckféierung vum illegale Migrant a säin Heemechtsland opkommen, an insgesamt muss de Migrant iwwer all seng Rechter informéiert ginn.

En anere wichtegen Aspekt vum Gesetzesprojet sinn d'Amendementer, déi d'Regierung en cours de route mat abruecht huet, fir enger rezenter Jurisprudenz vun der Cour administrative Rechnung ze droen. D'Cour hat festgestallt, dass et zu Lëtzebuerg keng Priorité d'embauche gëtt fir Lëtzebuerger oder EU-Bierger. Esou eng Prioritéit kann och net ouni spezifescht Nationalgesetz aus dem EU-Recht erausinterpretéiert ginn. Duerfir gesäit de Gesetzesprojet elo explizit a par rapport zum Bierger aus Drëttstaten en Astellungsvirrecht fir Lëtzebuerger an EU-Bierger vir.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'illegal Immigratioun ass ee vun deene gréissten Défien, deenen Europa haut ausgesat ass. Kee Mënsch verléisst seng Heemecht gär. Mä wann awer an der Heemecht Zoustänn sinn, dass et sech do net méi ënner mënschewierdege Konditioune liewe léisst, an dat ass ronderëm d'EU leider ganz oft de Fall, dann entscheede sech Millioune vu Leit, hiert Land ze verloossen, an der Hoffnung op e bessert Liewen, eng besser Zukunft, eng Aarbecht, déi et hinnen erlaabt, fir hir elementar Besoinen ze decken.

A genau do ass d'Enttäuschung grouss: Kaum si si an Europa ukomm, riskéieren déiselwecht Leit, ausgenotzt ze ginn, fir wäertvoll Aarbecht ënner mënschenonwierdege Konditiounen an a kompletter Illegalitéit ze leeschten. Net dovun ze schwätzen, ënner wéi enge katastrophalen Zoustänn déi Leit hiert Liewe féieren oder besser gesot hause mussen. Den Dram vun Europa gëtt zur Verlängerung vum Cauchemar vu virdrun.

Loosse mer eis näischt virmaachen, et ass schonn ugeklongen: Illegal Immigratioun steet oft am Zesummenhang mat organiséiertem Verbriechen, mat Mënschenhandel. Duerfir ass et och gutt a richteg, dass déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, net den illegale Migrant, mä de Patron, deen dësen astellt, sanktionéiert.

Duerfir ass et och richteg, dass déi Leit, déi zu dësen illegale Konditiounen agestallt goufen, finalement e Recht hunn op de legale Salaire, deen hirer Aarbecht entsprécht. Da wier déi Zäit, déi se geschafft hunn, wéinstens net fir näischt, och wann dat nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, déi mënschlech Tragödie, déi dorunner hänkt, déi kréie mir och net ganz verbessert, well wa se mussen zréckgefouert ginn, ass dat ëmmer nach en Drama. An ech mengen, mir mussen awer an dësem Gesetzesprojet d'Aen net zoumaache virun der Responsabilitéit, déi mir als Employeuren am Zesummenhang mat der illegaler Immigratioun ze droen hunn.

Duerfir suergt dee Projet hei och fir e besseren Équiliber tëschent engersäits der Realitéit vun där illegaler Immigratioun an anerersäits der Responsabilitéit, déi all Land och bei sech dofir ze droen huet.

Aus dëse Grënn ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Andrich. Als nächste Riedner ass den Här Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).-* Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Negri Merci soe vun dëser Plaz aus fir säi Rapport. Ech hat dee Projet gutt studéiert, a wat mer opgefall ass: D'ITM huet fënnef Fonctionnairë wëlles anzestellen, dovunner ee Jurist. Dann huet se keng Excuse méi, wann dat hei net gutt kontrolléiert gëtt.

Dat gesot, wäerte mir onsen Accord fir dëse Projet de loi brëngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Merci, Här President. Och dem Roger Negri Merci vun eiser Säit. An ech wëll och direkt soen, datt mer dësem Projet wäerten zoustëmmen.

Ech hu just eng Fro, déi mer net ganz kloer schéngt, déi ech wéilt am Fong un de Minister stellen am Zesummenhang mat dësem Projet.

(Brouhaha)

De Rapporteur huet eis e puermol gesot vun enger illegaler Ausbeutung vis-à-vis vun deene Leit. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer net däerfen zouloossen, datt Leit hei illegal géifen ausgebeut ginn. Mä an deem heiten Zesummenhang gëtt et awer eng Kategorie vu Leit…

M. Robert Weber *(CSV).-* Legal kënne mer se ausbeuten!

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Dat ass Är Meenung, Här Weber.

M. Robert Weber *(CSV).-* Jo, neen, dat sot Der jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Neen, neen!

M. Robert Weber *(CSV).-* Mir däerfe se net illegal ausbeuten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Jo, sécher.

M. Robert Weber *(CSV).-* Jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Wat ech wëll soen, Här President, dat ass, datt mer awer eng Partie Leit hei hunn, déi vun Entreprisen agestallt sinn oder vu Persounen agestallt ginn, déi dee korrekte Loun bezuelt kréien, déi och eventuell souguer bei der Sécurité sociale gemellt sinn. Do stellt sech dann d'Fro, do kënne mer jo dann net vun enger Ausbeutung um Niveau vum Loun schwätzen oder vun der Sécurité sociale. Mä déi Leit hunn awer vläicht keng Openthaltsgenehmegung an däerften am Prinzip iwwerhaapt net ugestallt sinn. Dat ass jo am Fong hei de Punkt, iwwert dee mer diskutéieren.

An anere Wierder: Kann e Betrib een astellen, bei der Sécurité sociale umellen, deen awer keng Autorisation de séjour fir hei zu Lëtzebuerg oder fir hei ze schaffen huet? An do stellt d'Fro sech, ob all Betrib - e gréissere Betrib, kann ech mer virstellen, do ass dat kee Problem, datt deen an Zukunft, wann en een astellt, deen aus esou engem Land kënnt - ebe muss wëssen, datt e muss kucken, ob deen och eng Autorisation de séjour hei zu Lëtzebuerg huet.

Mä et kënnen awer och kleng Betriber, et ka souguer eng eenzel Persoun sinn, et kéint jo am Fong ee sinn, deen eng Botzfra astellt am gudde Glawen - déi scho laang hei am Land ass -, déi wier hei och ugemellt. E stellt se an, e mellt se bei der Sécurité sociale un, an da stellt sech awer eraus, datt déi Persoun keng Autorisation de séjour huet. An da géif déi Persoun ënnert déi heite Strofe falen.

Dat muss een also wëssen an duerfir, mengen ech, ass hei de Stat zu enger gewësser Informatiounscampagne verflicht, fir de Leit ze soen, wat dat heite Gesetz bedeit. E grousse Betrib, kann ech mer virstellen, dee weess et. Mä kleng Betriber, eenzel Persounen, ob déi et wëssen a guer net am schlechte Glawe vläicht eng Persoun astellen, a wann een dann awer gesäit, wat hei vun Amenden am Gesetz stinn, vun 2.500 Euro bis Prisongsstrofe vun… Dat ass natierlech net, wann een eng Botzfra wahrscheinlech doheem astellt, mä da muss een et scho bal professionell organiséieren.

Mä ech wëll just soen, et sinn Amenden drop, sou datt een, mengen ech, misst de Leit awer do eng Informatiounscampagne maachen, wa se Leit aus deenen Drëttstaten astellen, datt se en Interessi drun hunn, fir sech virdrun ze informéieren.

D'Fro, déi sech generell stellt: ob een net kann als Stat higoen um Niveau vun der Sécurité sociale, datt een net kann ee bei der Sécurité sociale umellen, dee keng Autorisation de séjour huet. Ech weess, datt dat net esou einfach mam Dateschutz ze vereinbaren ass. Mä dat wier déi einfachst Method, wann ee misst bei der Sécurité sociale dat virleeën.

Duerfir, wéi gesot, et ass e gutt Gesetz, dat heiten am Fong, wat mer maachen. Mä et muss een awer och wëssen, datt hei kënne verschidde Leit am Onwësse sech an eng Situatioun bewegen, wou se missten herno eventuell héich Pénalitéite bezuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Et kritt nach den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Rapporteur an all deenen, déi d'Wuert geholl hunn an déi jo och hiren Accord mat dësem Projet expriméiert hunn. Et sinn eng Rei Froen opkomm, déi effektiv eng Äntwert verlaangen.

Éischtens wollt ech soen, datt dat heiten eng europäesch Direktiv ass, déi kënnt aus dem Pacte sur l'immigration et l'asile. Well mer an Europa ebe solidaresch och do musse sinn, wat d'Asyl- an d'Immigratiounspolitik ubelaangt, muss natierlech all Land och derfir suergen, datt déi illegal Immigratioun sech net weider développéiert.

An et ass ganz kloer, de Fait, datt ebe Leit, déi illegal an Europa kommen, haaptsächlech kommen, well, wéi dat scho gesot ginn ass, se eng Hoffnung hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen, an datt se da ganz oft eben exploitéiert ginn, well déi Aarbechtsplaz net an den Normen, net an de sozialen Normen, net an de legalen Normen esou kreéiert gëtt, wéi dat noutwendeg ass.

Nun ass illegal ee beschäftegen net e Kavaléiersdelikt. Ech mengen, souguer wann ech en an der Sécurité sociale umellen, da stellt sech ganz einfach d'Fro, datt, wann een een embauchéiert, et jo net ganz vill Opwand duerstellt ze froen, ob deen en règle ass, wat säi Séjour hei zu Lëtzebuerg ass. An de Séjour hei zu Lëtzebuerg, wann deen en règle ass, dann ass deen dokumentéiert duerch en Document de séjour, duerch eng Carte de séjour. Huet déi Persoun déi Dokumenter net, da stellt sech jo de Problem oder d'Fro, ob déi Persoun legal hei zu Lëtzebuerg ass.

Duerfir ass et wichteg, elo dat Gesetz net nëmmen haut, wéi ech d'Impressioun hunn, unanime unzehuelen, eng wichteg Etapp, mä dat Zweet ass natierlech, et och richteg en musique ze setzen, richteg ze applizéieren.

Éischtens, well mer musse géint déi illegal Aarbecht ukämpfen. Mir hate virun e puer Deeg en Débat hei an der Chamber iwwert den Dumping social, deen iwwer aner Weeër och hei zu Lëtzebuerg sech ausbreet. Dat hei ass och oft eng Source vun Dumping social, wou Entreprisen, déi illegal embauchéieren an employéieren, par rapport zu aneren Entreprisen an enger Situatioun vu Concurrence déloyale stinn, ofgesi vun all deenen anere soziale Problemer.

Dat Zweet ass, datt mer eng Obligatioun hunn, all Joers der Kommissioun ze notifiéieren, wéi mer dat Gesetz hei ëmsetzen, wéi mer déi Direktiv ëmsetzen, konkret ëmsetzen, dat heescht, wéi vill Kontrolle mer gemaach hunn a wat och bei deene Kontrollen erauskomm ass.

Duerfir ass et noutwendeg, sech och d'Moyenen ze ginn, d'Ressources humaines ze ginn, fir kënnen dat Gesetz hei ëmzesetzen. An dat sinn déi fënnef Leit bei der ITM, déi natierlech op d'Chantieren, op déi Plazen, wou ganz oft esou Leit schaffen, ginn - mir wëssen déi Secteuren, déi besonnesch sensibel op deem heite Plang sinn -, fir do regelméisseg Kontrollen ze maachen, ganz oft en association, en coopération mat der Douane oder haaptsächlech och mat der Police. Mir innovéieren net total an dësem Gebitt, well mer an onsem Immigratiounsgesetz elo schonn en Dispositif haten. Mir renforcéieren deen Dispositif an deem Sënn, wéi d'Direktiv et ons elo virschreift.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, datt dat heiten eng wichteg Innovatioun gëtt. A well et eng wichteg Innovatioun gëtt, mengen ech, musse mer deenen Entreprisen oder Privatleit, déi ugeschwat gi sinn, eng Chance ginn, fir sech eng règle ze setzen. Dat ass eng unique Chance, fir ze soen: „Mir maachen hei ee Gesetz, wat mer och wëlle seriö implementéieren. A mir ginn lech eng Zäit, fir lech en règle ze setzen, dat heescht fir déi Leit, déi Der eventuell net op deem normalen, legale Wee embauchéiert hutt, dat heescht déi Leit, déi net déi Pabeieren hunn, déi se eigentlech bräichten, fir déi normal ze embauchéieren."

Dat heescht, déi Leit, déi elo an enger Entreprise säit, loosse mer emol soen, néng Méint schaffen, zwar eventuell bei der Sécurité sociale ugemellt sinn, oder och net ugemellt sinn, mir hunn dat eent an dat anert, déi sollen d'Méiglechkeet kréien, sech och hir Séjourssituatioun ze regulariséieren, wann hiren Employeur se embauchéiert mat engem Contrat à durée indéterminée. Wann déi Leit also néng Méint schonn do schaffen, dann ass et jo ganz kloer, datt se do gebraucht ginn, datt se eng Aarbecht do hunn. An da soll och d'Méiglechkeet bestoen, fir déi Leit ze „regulariséieren", loosse mer dat Wuert gebrauchen.

Déi Fenêtre, déi Fënster soll opgoe vum 2. Januar bis Enn Februar. Mir ginn also all Employeur elo d'Chance, deen an esou enger Situatioun ass, fir sech hei en règle ze setzen, an deene Leit, déi hei schaffe säit Méint oder vläicht heiansdo säit Joren, d'Méiglechkeet dann eben och, hei sech ze installéieren an der Legalitéit. Kee Land huet Intérêt, datt déi Sphär ëmmer méi grouss gëtt vu Leit, déi en marge vun der Sociétéit, en marge vun der Gesellschaft, en marge vun alle sozialen Norme liewen.

Duerfir, mengen ech, ass dat heiten eng Mesure, déi complémentaire ass zu deem Gesetz, mä ganz kloer awer och marquéiert, datt mer dat Gesetz hei mat aller Sévéritéit, géif ech gär soen, wäerten duerchféieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Aarbechtsminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6404 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6498, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert d'Referenzperiode bei der Aarbechtszäit. D'Riedezäit ass hei och nach eng Kéier nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm an den Här Krieps.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

10. 6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6498 huet als Objet een eenzegen Artikel, an zwar d'Verlängerung vun enger Rei vun Aarbechtsmesurë bis zum 31. Dezember 2015. Dës Aarbechtsmesurë ginn eigentlech op den EU-Beschäftegungssommet vum 20. an 21. November 1997 hei zu Lëtzebuerg zréck.

Deemools gouf festgehalen, dass all Land en nationalen Aktiounsplang fir Aarbecht a Beschäftegung ausschaffe soll. Lëtzebuerg huet säi Plan d'action national pour l'emploi, kuerz PAN, an der Tripartite verhandelt an ausgeschafft. Den 18. Abrëll 1998 hunn d'Sozialpartner sech eens gemaach, an op där Basis huet dunn de legislative Prozess ugefaangen, deen zum sougenannten „PAN-Gesetz" vum 12. Februar 1999 féiere sollt.

Een Element dovunner war d'Aarbechtsorganisatioun an de Betriber mat der prinzipieller Applikatioun vun enger Referenzperiod vu véier Woche respektiv engem Mount. Festgehale gouf och, e Plan d'organisation du travail, POT, opzestellen an d'Méiglechkeeten, iwwert d'Regel vun der Véier-Woche-Referenzperiod erauszegoen iwwert de Wee vu Kollektivverträg an duerch eng speziell Erlaabnis vum zoustännege Minister.

All dës Bestëmmunge si festgeschriwwen an den Artikelen 211-6 bis 211-11 vum Code du Travail, woubäi an deem leschten d'Validitéit vun deenen anere fënnef Artikelen op den 31. Dezember 2012 limitéiert ass, wat mer haut jo wëllen änneren.

Mä awer vläicht zum bessere Verständnis vun der Referenzperiod wëll ech ganz kuerz résuméieren, ëm wat et dann elo an deene grad zitéierten Artikelen doriwwer geet: Déi normal Aarbechtszäit läit jo, wéi mer all wëssen, bei aacht Stonne pro Dag an der 40-Stonne-Woch. Geet et elo an engem Betrib ekonomesch schlecht oder sinn zum Beispill speziell Commanden ze erfëllen, da kann de Betrib am Accord mat de Sozialpartner ee speziellen Aarbechtsplang opstellen, deen et gesetzlech erlaabt, während der sougenannter Referenzperiod vu véier Wochen, wéi gesot, a respektiv vun engem Mount zäitweis méi laang ze schaffen, ouni awer d'Gesamtschichtdauer vun der 40-Stonne-Woch ze iwwerschreiden, woubäi zwëschen zwou Schichten eng Paus vu mindestens 44 Stonne leie muss.

Den Aarbechtsplang POT muss mindestens fënnef Deeg virum Ufank vun der Referenzperiod vun de Sozialpartner an dem Minister genehmegt ginn. Aus deem Aarbechtsplang mussen all Salarié a seng Chefe kloer erausgesinn, wéi den Horaire du travail iwwert déi ganz Referenzperiod ausgesäit. D'Aarbechtsreferenzperiod vu jeeweils véier Woche ka mam Accord vun de Sozialpartner an dem Aarbechtsminister verlängert, verkierzt, also adaptéiert ginn, bis zu enger Lafzäit vu jeeweils maximal zwielef Méint.

Här President, virgesinn ass och eng Evaluatioun iwwert d'Wierkung an den Notze vun dëse Bestëmmungen. Et sief gesot, dass och schonn d'Gesetzer vum 12. Februar 1999 an dat vum 18. Juli 2003 esou eng Bewäertung virgesinn haten. De CEPS, de Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques, huet déi Evaluatioun duerchgefouert.

De Comité permanent du travail et de l'emploi huet sech den 3. Oktober 2012, elo dëst Joer also, mat de Resultater dovunner beschäftegt. D'Sozialpartner hunn allerdéngs fonnt, dass dës Resultater misste méi déif a méi am Detail studéiert an analyséiert ginn, fir dann ze kucken, wat een eventuell misst un Ëmännerunge virhuelen, déi dann an en neie Projet de loi sollten afléissen.

Bon, en attendant, Här President, ass et, wéi gesot, néideg, déi entspriechend Dispositiounen nach eemol ëm dräi Joer bis den 31. Dezember 2015 ze verlängeren, fir ze verhënneren, dass e Vide juridique entsteet. Dräi Joer ass jo och iwwregens déi maximal Gültegkeetsdauer fir Kollektivverträg, esou wéi et am Artikel 162-9 vum Code du Travail festgehalen ass.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- A Merci nach eng Kéier dem Här Rapporteur. D'Wuert kritt elo d'Madame Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grousse Merci un de Roger Negri fir säin ausféierleche Rapport. De Gesetzesprojet verlängert, wéi gesot, fir dräi Joer d'Artikelen aus dem Code du Travail iwwert d'Referenzperiod um Niveau vun der Aarbechtszäit, dat heescht, dass d'Salariéen iwwer eng gewëssen Zäit gekuckt am Duerchschnëtt 40 Stonne pro Woch an aacht Stonnen den Dag schaffen. Duerfir muss awer och e sougenannten „POT" bestoen, e Plan d'organisation du travail.

Eng rezent Etüd vum CEPS huet bewisen, dass d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber duerch grad dës Referenzperiod wesentlech gestäerkt gëtt. Et ass virgesinn, fir an engem Sousgroupe vum Comité permanent du travail et de l'emploi definitiv Mesuren auszeschaffen iwwert d'Referenzperiod. Mir wäre ganz frou, wann den Aarbechtsminister d'parlamentaresch Kommissioun géif informéieren iwwert d'Aarbechte vun dësem Sous-groupe.

Als CSV-Fraktioun begréisse mir dës wichteg Ënnerstëtzung vun eise Betriber an hire Leit, déi duerch d'Instrument vum POT wëssen, wéini si schaffe mussen. Ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. An d'Wuert kritt elo den Här Krieps nach eng Kéier. Här Krieps, wann ech gelift.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier dem Roger Negri Merci hei fir säi Rapport a säi mëndleche Rapport.

D'DP louch ganz richteg an hirem leschte Wahlprogramm, wéi se gefuerdert huet, ech weess net, ob et deen eenzege Punkt war, mä et waren nach e puer aner Punkten...

(Hilarité générale et interruptions)

Mir ginn lech elo, all Mount ginn ech lech e puer Punkten, wou mer richteglouchen.

Une voix.- Et ass gutt.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- An do hate mer gefuerdert, dass d'Referenzperiod sollt an d'Luucht goe vun engem Mount op zwielef Méint, fir esou Situatiounen ze vermeide wéi Villeroy & Boch, déi an d'Saar geplënnert sinn, net an Indien, China oder an d'Tschechei, a wou se net eens waren, d'Sozialpartner ënner sech, iwwert d'Referenzperiod notamment, entre autres.

Dat nämlecht gëllt d'ailleurs fir ons Firma, déi vill am Gespréich ass, d'Cargolux. Do stoung gëschter e ganz interessanten Artikel am „Tageblatt" - ech leeën lech deen un d'Häerz -, gëschter am „Tageblatt", Säit 39, wat alles op déi Leit duerkënnt. An do schwätze se och vun der Referenzperiod, ee Joer. Dat gëtt alles agefouert.

Mä ech mengen, muss eng Firma e Knéi um Buedem hunn, fir dass déi Referenzperiod op ee Joer gehuewe gëtt? Dat ass déi éischt Fro.

Wéi meng Virriednerin, d'Madame Adehm, muss ech och kritiséieren, dass d'Chamber guer net abezunn ass an d'Aarbechte vum Comité permanent du travail et de l'emploi. Do si mer guer net abezunn. An dee Rapport do, wann ech deen d'lescht Woch net ugefuerdert hätt, hätte mir en an onser Fraktioun ni gesinn.

Awer et ass ze kuerz, fir lech elo iwwert dee Rapport ze schwätzen. Bei mir am Kolléisch wär gesot ginn: „Dat ass seichtes Geplätscher", an do hätt een d'Joer net gepackt mat deem Rapport. An ech hoffen, Här President, dass de Minister sech net op dee Rapport baséiert, fir do déi Gesetzgebung definitiv 2015 festzeschreiwen, well da kréie mer vill ze laachen.

Dass si an deem Rapport hei schreiwen, dass d'Période de référence légale haaptsächlech am Commerce ass, dat ass virdrun ugeklongen, do ass kee Kollektivvertrag, dofir kënne se net d'Voie conventionnelle hunn. Dass do haaptsächlech de Bankesecteur, d'Santé drënnerfalen, dat hätt all Schoulbouf lech kënne soen. Erstaunlech war am Avis vun der Chambre de Commerce, dass se de Minister froen, d'Durée vu senger Autorisatioun ze preziséieren, wougéint am Code du Travail steet, dass déi maximal fir sechs Méint wär.

Wat an deem Rapport nach erstaunlech war: Et sinn nëmme 16% vun de Firmen mat iwwer 50 Salariéen, déi de POT, Plan d'organisation du travail, hunn. 43 referéiere sech op den Horaire mobile a 54% vun deene Firmen hunn eng Période de référence. Also, ech wär och frou, wann... An, Här President, ech froen de Minister, e soll a sengem Service dann och e Statistiker oder e Mathematiker astellen. Dat wär méi noutwendeg, wéi e Rapport maachen ze loosse vun enger Persoun, wou emol d'Qualifikatiounen net figuréieren op der En-tête.

Also, neen, dat ass esou. Et ass e liichtfankege Rapport!

An dann, dat gesot, bréngen ech natierlech den Accord vu menger Partei, ënnert deene virausgegebene Konditiounen, dass Der wierklech d'Referenzperiod op zwielef Méint hieft an deem nächste Gesetz. Ech hunn e puer aner Artikele matbruecht, mä ech erspueren lech déi haut.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. An elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Merci allen Intervenanten. Ech mengen, dee Rapport ass net bei eis am Haus gemaach ginn. Deen ass vun engem Externe gemaach ginn. Dat emol als Éischt.

Dat Zweet ass, datt mer effektiv eng Diskussioun brauchen iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht a besonnesch och vun der Aarbechtszäit. An et ass am Kader vun dem Comité permanent du travail et de l'emploi, wou déi Négociatioune solle gefouert ginn.

Ech sinn natierlech à tout moment bereet, an d'Chamber, an d'Chamberskommissioun ze kommen, fir lech Rapport iwwert déi Négociatiounen ze maachen, déi elo am Joer 2013 wäerten ugoen. Ech maache mer keng Illusiounen, datt dat einfach Diskussioune wäerte ginn. Duerfir hu mer ons eng gewësse Marge ginn, déi fir mech eng ganz laang Zäit ass, vun dräi Joer. Ech hoffen, datt mer dat éischter fäerdegbrénge wéi an dräi Joer.

Mir wëssen awer och, datt d'Joer, dat nächst Joer, e schwieregt Joer gëtt, vu datt mer Sozialwahlen hunn. Mä op jidde Fall wäert déi Diskussioun net elo op d'laang Bänk geschobe ginn. A mir wäerte probéieren, e System ze hunn, deen à la fois de Belaanger vun de Leit, vun de Salariéë Rechnung dréit, mä awer och den neie Konditiounen, mat deenen d'Entreprisë konfrontéiert sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6498 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6498 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass haut de Projet de loi 6392, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Russland iwwert d'Réadmissioun. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Haupert, Bettel a Kartheiser.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

11. 6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Bei dësem Projet geet et ëm en Applikatiounsprotokoll vun engem Accord de réadmission tëschent der Europäescher Unioun a Russland. De Sënn an den Zweck vun den Accords de réadmission ass et, am Beräich vun der Réadmissioun ze kooperéieren an d'Réckféierung vu Persounen, déi sech illegal um Territoire vun engem Land ophalen, ze erliichteren.

Dat heescht emol an éischter Linn ze garantéieren, dass e Stat iwwerhaapt bereet ass, seng Statsbierger zréckzehuelen, déi sech illegal um Territoire vun deem anere Vertragsstat ophalen. Zum anere sinn awer och net nëmmen déi Persoune viséiert, déi d'Nationalitéit vun deem Stat hunn, dee gefrot gëtt, eng aner Persoun zréckzehuelen, mä och ënner gewësse Konditioune Persounen aus Drëttstaten a Stateloser.

D'Accords de réadmission, un déi Lëtzebuerg gebonnen ass, sinn zum gréissten Deel Accorden, déi am Kader vum Benelux an Drëttstaten ofgeschloss gi sinn. Ëmmer méi heefeg ginn awer communautaire Accords de réadmission ofgeschloss. Mëttlerweil sinn dat der 13, déi a Kraaft getruede sinn, a sechs Verhandlungsmandater stinn nach op.

Déi communautaire Accordë gi vun der Europäescher Kommissioun verhandelt a mussen am Conseil an am Europäesche Parlament ugeholl ginn. Eng Ratifikatioun duerch déi national Parlamenter ass an der Regel net néideg.

Am Accord mat Russland, dee schonn zënter Juni 2007 a Kraaft ass, ass festgehale ginn, dass Russland an d'Memberstaten en additionnellë Protokoll, also e Protocole d'application, ofschléisse mussen. Et ass dëse Protokoll, deen déi praktesch Bestëmmunge fir d'Ausféierung vum Accord de réadmission enthält an op deem säi Contenu mer haut bestëmmt net wëllen am Detail agoen, mä iwwert dee mer eis awer haut ze prononcéieren hunn. Dat ass den Objet vun dësem Projet de loi.

Den Ofschloss vun esou engem Protokoll ass besonnesch wichteg gewiescht fir déi Länner, déi Problemer hate mat dem 60-Deeg-Délai, deen a verschiddene Fäll fir d'Äntwert op eng Demande de réadmission virgesi war. Den Accord erlaabt et dann och dofir, am Protocole d'application dovunner ze derogéieren a spezifesch bilateral Délaie fir den Traitement vun deenen Demandë festzeleeën. Lëtzebuerg huet op eng speziell Regel verzicht. E Choix, deen och eis Fraktioun komplett ënnerstëtzt.

Wat den Accord de réadmission selwer ugeet, kann een, wéi och de Conseil d'État, ernimmen, dass d'Obligatioune vu Russland manner staark si wéi déi vun aneren Drëttstaten, déi mat der Unioun esou Accords de réadmission ausgehandelt hunn. Dat ass keen Drama. Mä trotzdeem ass et schwéier nozevollzéien, besonnesch wann ee bedenkt, dass d'Unioun deemools Russland entgéintkomm ass, fir d'Ausstelle vu Visaen ze erliichteren, wat oft un esou Verhandlungsopträg gekoppelt ass, fir iwwerhaapt d'Verhandlungsbereetschaft oprechtzëerhalen oder opzestellen.

Ofschléissend soll een am Fall vu Lëtzebuerg vläicht nach ervirsträichen, dass Répercussioune vun deem Accord an domadder och vum Protokoll à ce stade éischter geréng sinn. Am Kader vum Accord, esou hat de Minister d'lescht Joer op eng parlamentaresch Ufro geäntwert, sinn 2009 dräi an 2010 zwou Persounen an eng Réadmissiounsprozedur komm an ofgefouert ginn. Vläicht kann de Minister eis soen, wéi den aktuelle Stand ass a wéi hien dat fir d'Zukunft gesäit. Dat géif eis hei interesséieren.

Dat gesot, hunn ech d'Freed, fir den Accord vun eiser Fraktioun matzebréngen an dann och fir Merci fir d'Opmierksamkeet ze soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Elo kritt den Här Bettel d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt am Numm vun deenen anere Parteien alleguerten der Madame Mutsch Merci soen.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech huelen un, Dir schléisst dann och den Här Kartheiser do... Neen, den Här Kartheiser seet selwer nach gären ee Wuert. Här Kartheiser, wann ech gelift.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech och dem Merci uschléissen. An deem Punkt sinn ech d'accord mam Här Bettel: D'Madame Rapporteur huet wierklech eng ganz gutt Aarbecht gemaach.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt awer an dësem Zesummenhang op déi Visafro agoen an den Här Minister bieden, och bei deenen zoustännegen anere Ministeren an der Regierung ze intervenéieren, well et gëtt mat Russland spezifesch Problemer, an notamment zum Beispill mat de Pilote vun der Cargolux.

D'Pilote vun der Cargolux brauchen nach ëmmer e Visa, anescht iwwregens wéi d'Pilote vun anere Loftlinnen aus Däitschland an esou weider. Dat ass e groussen administrativen Opwand fir d'Cargolux. An et ass natierlech och en Nodeel fir déi Airline am Verglach mat aneren. Et wär vläicht ganz gutt… Wou den Här Juncker do war nach iwwregens virun e puer Méint, hat e gesot, en hätt en Arrangement fonnt mat Russland, mä et ass nach ëmmer näischt geschitt, et ass nach näischt ëmgesat.

Et wär duerfir gutt, wann Dir, Här Minister, vläicht bei Äre Kolleegen an der Regierung nach eng Kéier géift insistéieren, datt mer en Arrangement mat de Russe fannen, fir de Pilote vun der Cargolux déiselwecht Facilitéiten ze ginn, wéi d'Pilote vun anere Länner se hunn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Aarbechts- an Immigratiounsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Voilà, Merci och fir déi Unanimitéit och op deem heite Projet. Wann ech richteg verstanen hunn, hu mer de Grand Chelem haut, well op deene véier Projeten, déi ech haut representéiert hunn, hu mer all Kéiers eng Unanimitéit.

Une voix.- Fënnef!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Voilà, fënnef, fënnef, pardon, deen heiten derbäi. Fënnef Stéck.

Also villmools Merci dofir. Ech huelen dat gär, wat d'Piloten ubelaangt vun der Cargolux, mat op de Wee. Sécher ass dat liéiert tëschent der Facilitatioun vu Visaen op béide Säiten. Dat ass ëmmer en Donnant-donnant natierlech, wou d'Russe ganz sensibel drop sinn.

Wat elo déi Fro ubelaangt, déi d'Madame Mutsch gestallt huet, kann ech lech soen, datt d'Zuel vun deene Leit, déi an eng Réadmissioun Lëtzebuerg-Russland komm sinn, net dramatesch an d'Luucht gaangen ass säit 2009. Mir hunn also tëschent 2009 an Enn 2012 zéng Leit zréck a Russland geschéckt, dovun néng volontairement, déi waren also selwer bereet heemzegoen, an ee Retour forcé.

D'Demandes d'asile aus Russland hu sech am Joer '12 op 14 Demandes d'asile aus Russland begrenzt, wat manner wéi 1% vun allen Demandes d'asile hei zu Lëtzebuerg ausmécht.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6392 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6392 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.34 heures)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. 6424 - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch (M. Fernand Kartheiser pose une question), M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;
7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;
8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;
9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Fernand Boden*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Interpellation de M. Serge Urbany sur la nature des relations d'affaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Émirat du Qatar

- *Exposé: M. Serge Urbany*
- *Débat: M. Léon Gloden, M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion et d'une documentation), M. Ben Fayot (M. Serge Urbany intervient), M. François Bausch, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances (M. François Bausch pose une question), M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*
- *M. Robert Weber, M. Serge Urbany*

5. 6439 - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Norbert Haupert*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (M. Norbert Haupert intervient)*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt schwéier ze sinn.

Mir fänken de Moie mam Projet de loi 6424 un, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Autosversécherung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

1. 6424 - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet viséiert zwee Ziler: éischtens, d'Aféierung vun enger juristescher Protektioun vun den Affer vu Verkéiersaccidenter, déi als schwaach Affer considéréiert ginn, an zweetens, d'Stäerkung vun der Protektioun vun den Assuréen duerch eng Vereinfachung vum Kënnegungsrecht vum Versécherungskontrakt.

Wat de Schutz vun de schwaache Verkéiersaffer, déi am Text als „victimes vulnérables" betitelt ginn, ubelaangt, esou gesäit de Projet vir, datt déi Bierger, och wann d'Responsabilitéit vum Accident hinne ganz zouzeschreiwen ass, iwwert de Fonds de garantie automobile, an deen all Assureur zu Lëtzebuerg cotiséiere muss, indemniséiert kënne ginn. Am Fall wou se nämlech 100% responsabel fir den Accident sinn, kënnt jo keng Assurance fir hiren eegene Schued op. An deem Fall spréngt de Fong an, ënnert der Konditioun, datt si selwer keen Auto, deen an den Accident verwéckelt ass, gesteiert hunn an den Accident och net op eng Tentative de suicide hirersäits zréckzeféieren ass.

Als schwaach Verkéiersaffer ginn ugesinn: Kanner, déi manner wéi zwielef Joer al sinn; déi eeler Leit, déi mindestens 75 Joer hunn; a Persounen, déi eng Invaliditéit vu mindestens 80% noweise kënnen.

Här President, wat d'Verbesserung vun de Kënnegungskonditioune fir den Assuré ubelaangt, esou ass et wichteg ze widderhuelen, datt d'Gesetz elo schonns virgesäit, datt de Versécherungskontrakt all Joers bei der Échéance vun der Prime vum Assuré gekënnegt ka ginn.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Haupert opmierksam nozelauschteren.

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

De Projet gesäit vir, datt de Préavis de résiliation vun dräi Méint op 30 Deeg gekierzt gëtt. Wann d'Kënnegung opgrond vun enger Erhéijung vun der Prime geschitt, ass den Délai de préavis 60 Deeg, fir dem Assuré d'Méiglechkeet ze bidden, sech ëm en neien Assureur ze beméien.

De Projet gesäit och eng administrativ Vereinfachung fir den Assureur vir, wat d'Notifikatioun vun enger Erhéijung vun der Versécherungsprime ubelaangt. Den Assureur kann dës Notificatioun vun der Erhéijung an den Avis d'échéance vun der Prime, deen hie jo obligatoresch all Joer dem Assuré zoustelle muss, afléisse loossen. Hie kann awer och eng separat Notifikatioun ausstellen, déi hien awer net vum Avis d'échéance entbënnt, well d'Délaie fir d'Kënnegung vum Datum vum Avis lafen. Wann den Assuré dëser Erhéijung net zoustëmmt, huet hien nach 60 Deeg Zäit, fir dës Erhéijung ze refuséieren.

Eng weider Neierung vum Projet ass déi, déi eng Interventioun vun dem Assureur am Prozess tëscht Assuré an dem Verkéiersaffer erméiglecht, fir esou eng eventuell Geriichtsaffär ze vermeiden.

Här President, d'Chambre de Commerce an de Statsrot hunn hiren Avis zum Projet geliwwert. D'Kommissioun konnt sech mat de Bemierkunge vum Statsrot identifizéieren an huet de Projet deemno ëmgeännert. D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport de 6. Dezember unanime approuvéiert a schléit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en am Projet enthalen ass.

An ech brénge mengersäits den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Ech hu just ee Riedner ageschriwwen, deen dann elo d'Wuert kritt: den Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Kolleeg Norbert Haupert, Merci ze soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Als Demokratesch Partei, grad ewéi déi aner Fraktiounen, si mer selbstverständlech mat den Objektiver vun dësem Gesetz d'accord a frou, datt mer dat dote Gesetz iwwerhaapt kréien.

Mir fäerten awer, datt relativ wéineg Leit vun dem dote Gesetz wäerte kënne profitéieren an a Fro kommen, well déi verschidde Konditiounen ze vill restriktiv gehale gi sinn. Esou hätte mer eis kënne virstellen, datt den Alter vun de Kanner zum Beispill vun 12 op 14 Joer eropgesat gi wier. Och hätte mer eis vläicht gewënscht, wann den Taux d'invalidité net esou héich wéi déi 80% gewiescht wier. Well och déi 80% schéngen eis exzessiv ze sinn.

Och de Fait, datt déi geschiedegt Persounen déi ganz Responsabilitéit mussen droen, schéngt eis vläicht e bëssen ze exzessiv ze ginn. Dofir soll een no enger gewësser Zäit dat Gesetz hei evaluéieren. An ech mengen, da muss dat nogebessert ginn. Ech mengen, trotz dëse Bedenke wëll ech awer den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen.

Ech huelen net un, datt d'Regierung nach eppes wëllt derbäifügen, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6424 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6424 est adopté par 54 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Christine Doerner), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Roland Schreiner;

MM. André Bauler (par M. Carlo Wagner), Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6366 iwwert de Family Office. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Meisch a Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

2. 6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut stëmme mer iwwert de Gesetzesprojet betreffend d'Family-Officen of.

Éischtens, do frot Der Iech: Wat ass dann iwwerhaapt ee Family Office? Mä et handelt sech dobäi ëm eng Entitéit, meeschtens e klenge Betrib, dee sech ëm d'Affäre vu verméigende Familllje këmmert. Wann ech soen ëm d'Affäre këmmeren, da kann dat ganz villsäiteg sinn, esou: d'Immobilië verwalten, sech ëm d'Konschtsammlunge këmmeren, kucken, ob déi richteg Assurancen ofgeschloss sinn, eng Schoul siche fir d'Kanner an awer natierlech och sech ëm d'Verméige vun der Famill këmmeren. Dobäi kann et sech handelen ëm Suen, déi bei enger Bank deponéiert sinn, oder Bedeelegungen, wat meeschtens de Fall ass, vun der Famill an industriellen oder a kommerzielle Betriber.

De Family Office géréiert d'Suen net selwer, ausser hien ass dozou befugt iwwer säi Statut. Esou agéieren och verschidde Banken zum Beispill als Family Office.

De Family Office kuckt zesumme mat der Famill, wéi d'Suen investéiert solle ginn a bestëmmt och eng Investissementsstrategie. Da sicht de Family Office déi Banken oder Asset manager eraus, déi sech am beschten auskennen an deene jeweilege Classes d'actifs, déi och dann zréckbehale goufen.

De Family Office, dee vergläicht och d'Konditiounen tëscht den eenzelne Gestionnairen oder Assurancëgesellschaften an e sicht dann dee beschten oder präisgënschtegsten eraus. De Family Office mécht och d'Steiererklärung vun der Famill, zesummen natierlech mat Steierberoder an och mat Affekoten. De Family Office bekëmmert sech oft ëm d'Gouvernance an der Famill, wéi zum Beispill iwwert d'Ierfschaften an och d'Stëmmrechter an de Betriber.

Dir gesitt also, dass déi Aktivitéit vun engem Family Office ganz villsäiteg ass. Si ass awer duerchaus komplementär zu der Aktivitéit vun der Verméigensverwaltung, eng vun deene fënnef strategeschen Aktivitéite vun eiser Finanzplaz.

Här President, den zweete Punkt ass deen, dass mer haut ongeféier 60 Banken hunn hei op der Finanzplaz, déi sech ëm d'Verméigensverwaltung bekëmmeren. Doniewent ginn et awer och nach 75 Gérants de fortune, also Verméigensverwalter, déi Sue vu Clientë verwalten, déi bei Banken déposéiert ginn.

An ech mengen, dat, wat eigentlech am däitlechsten ass, quitte dass mer haut dee Projet de loi an engem Basismodell traitéieren, dat ass, dass d'Gesamtzomm vun de Gelder, déi an deem Beräich ugeluecht sinn, hei op der Finanzplaz op iwwer 300 Milliarden Euro geschat ginn. Dat ass zum Verglach 25-mol de Volume vun onsem Statsbudget. Et ass also eng wichteg Aktivitéit vun der Plaz, déi et gëllt ze stäerken, wéinst den Aarbechtsplazen, awer och de Steierrecetten, déi se bréngt.

De Métier vun der Verméigensverwaltung steet viru gewaltegen Erausfuerderungen. D'Zënse sinn niddreg, an d'Margë vun de Banken och. Bei de Kommissioune gëtt et och eng Pressioun no ënnen. Op där anerer Säit klammen d'Käschten, ënner anerem duerch ëmmer méi ëmfangräich Kontrollen, Exigenze vu Fondspropren, also Eegemëttel, an och déi sougenannten „Reporting-Standarden".

Parallell dozou sinn natierlech déi steierlech Konditiounen an där leschter Zäit geännert gi fir d'Clientë vun eise Banken. Déi europäesch Quellesteier op Zënsen - am Ablack 35% - gëtt et schonns eng Zäit laang. Derbäi kënnt de sougenannten OECD-Accord aus dem Joer 2009. Dat war deemools déi Zäit, wou mer als Land zimlech onzefridden op där sougenannter „groer Lëscht" vu Paräis stoungen.

Hei ass elo virgesinn, fir d'Donnéeën, Här Kartheiser, vu Clienten tëscht Steierverwaltungen auszetauschen, op Ufro an ënner bestëmmte Konditiounen. An deemnächst gëtt och nach d'Steierhannerzéiung - beim Steierbedruch, der Escroquerie fiscale, ass dat schonns de Fall - als Délit primaire beim Wäisswäsche vu Suen, dem sougenannte Blanchiment, agefouert. Et ass also kloer: Mir sinn am Finanzberäich an enger neier Welt ukomm, an d'Bankgeheimnis ass haut fir auslännesch Clienten net méi ouni Weideres opposabel vis-à-vis vun der Steierverwaltung. An ech soen och, dass dat gutt esou ass.

Déi Situatioun huet elo schonns derzou gefouert a féiert och nach iwwert déi nächst zwee bis dräi Joer derzou, dass eng Rei vu Banken a Verméigensverwalter hir Geschäftsmodeller hei op der Plaz mussen änneren. Déi méi kleng Clientë wäerte gréisstendeels verschwannen. Mir musse sécherlech och domat rechnen, dass nach déi eng oder aner Bank hir Diere wäert zoumaachen.

D'Banke versichen, ëmmer méi Clienten ze fannen, déi méi héich Avoiren déposéieren. Och versiche si Clienten ze fannen a Regiounen, ob mer dat gären hunn oder net, wou mir awer traditionell net esou gutt vertruede waren. A Wirtschaftsmissioun ass do wierklech keen Tourismus, och net a Russland, am Mëttleren Orient oder a Latäinamerika.

Den neie Statut vum Family Office kann dem Secteur vun der Verméigensverwaltung bei eis op der Plaz hëllefen, säi Businessmodell ëmzestellen. A wann et eis geléngt, déi Organisatiounen, déi sech ëm d'Sue vun deene räiche Familllje këmmeren, op Lëtzebuerg ze zéien, da wäert et och eng berechtegt Chance ginn unzehuelen, dass déi Suen, déi an deenen Haiser verwalt ginn, och bei eise Banke wäerte placéiert ginn.

Ech wëll preziséieren, dass mir et hei nëmme mat sougenannten...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Roth opmierksam nozelauschteren.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- D'Vakanz geet muer un, duerfir ass dat verständlech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...d'LSAP erënnert un hir...

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Gutt, da loosst mech awer nach e bësse virufueren, Här Bettel.

(Interruption)

Also, mir traitéieren haut dee sougenannten…

(Interruption)

…„Multi Family Office", dee mer hei an deem Gesetz viséieren.

(Interruptions)

M. le Président.- Also, ech bieden Iech wierklech, nach de Moien an de Mëtteg opzepassen an dem Här Roth elo opmierksam nozelauschteren!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- D'Betriber, déi sech ëm d'Verméige vun enger eenzeger Famill këmmeren, déi sinn natierlech net betraff. Schätzungen no kéint et ongeféier 30 Multi-Family-Officë ginn, déi zu Lëtzebuerg de Moment etabléiert sinn. Bei eisem Gesetz geet et also drëms, de Multi Family Office zu Lëtzebuerg ze reglementéieren, an den Numm gëtt dobäi geschützt.

D'Opérateuren, déi déi Aktivitéit wëlle maachen, mussen een Agrément froe vun der CSSF, also eiser Bankenopsiicht, a ginn och domadder vun hir iwwerwaacht. Reglementéiert ginn allerdéngs nëmmen déi Aktivitéite vun engem Family Office, déi eppes ze dinn hu mat der Gestioun vun engem Patrimoine financier. Wann zum Beispill e Multi Family Office nëmme géif Services de conciergerie ausféieren, da géif en net ënnert dëst Gesetz falen.

Niewent deem eegene Statut vum Family Office kënnen awer och aner reglementéiert Beruffer dës Aktivitéit ausüben, zum Beispill de Banquier, de Gérant de fortune, de Réviseur d'entreprise, den Expert comptable, mä och d'Madamen an d'Hären Notairen, grad ewéi d'Affekoten.

Mir wëllen och Virreider an Europa si mat dësem Projet. D'Aktivitéit vum Family Office gëtt et bis elo just an Amerika säit dem „Dodd-Frank Act", zënter 2010, an och zu Dubai. Eng Reglementatioun gëtt der Aktivitéit méi eng grouss Stabilitéit an natierlech och méi eng grouss Kredibilitéit an och méi e grousse Seriö vis-à-vis vun dem Client.

D'Ambitioun vun der Regierung, a wa mer dat haut stëmmen, dat ass, fir Lëtzebuerg ze positionéieren op dësem Créneau. Mir wëllen hei zu Lëtzebuerg e Centre d'excellence gi fir Family-Officen als Complément zu der Aktivitéit vun der Verméigensverwaltung.

Et ass och net auszeschléissen, Här President, dass dës Aktivitéit eng Kéier kéint reglementéiert ginn op europäeschem Niveau. Da géif déi Aktivitéit och en europäesche Pass kréien. Doduerch, dass mir haut scho gesetzlech aktiv ginn, hu mir d'Chance, eis ze positionéieren als méiglechen europäeschen Hub fir Family-Officen.

Drëttens, mir maachen e spezifescht Gesetz an net just en Amendement vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur aus dem Joer 1993. Duerch en eenzegen a kohärenten Text gëtt dëst Gesetz méi iwwersiichtlech. D'Gesetz kritt och méi eng grouss Visibilitéit. Dat mécht et och méi einfach, d'Iddi duerno am Ausland ze vermaarten.

Mir verzichten drop, d'Notioun vun „Famill" ze definéieren. Dat ass nämlech e Konzept, deen a verschiddene Kulturkreesser anescht definéiert gëtt. Duerfir muss een dat vu Fall zu Fall kucken. Den Titel vun „Family Office" gëtt geschützt, an nëmmen déi reglementéiert Beruffer, déi am Gesetz opgezielt sinn, däerfen déi Aktivitéit ausüben a kënnen dann hir Aktivitéit och esou benennen.

D'Aktivitéit, dat ass wichteg, ka sech beruffen op de Secret professionnel, also d'Beruffsgeheimnis aus dem Finanzsecteur. Dat ass e wichtegen Atout vum Statut an och ee Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg. D'Confidentialitéit, déi ass ganz einfach immens wichteg fir déi räich Familljen. Ech betounen ausdrécklech hei: d'Confidentialitéit am Sënn vun der Protection de la vie privée, also dem Schutz vun der Privatsphär. Keen huet gären, wa seng Verméigensverhältnisser op der Place publique ausgebreet ginn. Mir schwätzen hei awer net vu Confidentialitéit vis-à-vis vun dem Fiskus, wou Lëtzebuerg sech natierlech u seng international Verflichtungen hält a mam Ausland kooperéiert op der Basis, déi mer hei och am Parlament verabschit hunn.

D'Verflichtungen a Saache Wäisswäsche vu Suen applizéiere sech och. Dat zielt och fir d'Affekoten, déi d'Aktivitéit vu Family Office maachen. Fir si gëtt et hei keng Extrawurscht. Si kënne sech am Kader vun enger renger Family-Office-Aktivitéit net hannert dem Secret vun der Défense verstoppen. Ginn dës Prinzipien, egal vu wiem, gebrach, da spillen d'penalrechtlech Strofbestëmmungen.

De Gesetzesprojet gesäit schliesslech och eng Transparenz vir um Niveau vun der Facturatioun vun de Servicer, déi prestéiert ginn. Och dës Exigenz vun der Transparenz ënnersträicht de Seriö vun dem Projet. De Client, dee kennt nämlech am Virfeld de Präis, deen hien dem Family Office fir seng Servicer muss bezuelen.

A schliesslech: Déi Persounen, déi haut schonns eng Aktivitéit vu Family Office ausüben, hunn elo en Délai vu sechs Méint, fir sech dem neie Gesetz ze conformëieren.

Här President, ech mengen, dat waren zwar nëmmen zéng Minutten, mä et ass e wierklech wichtege Gesetzesprojet. An Här Bettel, Dir profitéiert och zulescht als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dervun, dass iwwert dee Wee nei Steierrecettë fir eis Gemenge kommen, an natierlech och fir d'Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

Bei Iech an en Deel bei déi aner.

Dofir hu mir och drop gehalen, dëse Projet nach viru Chrëschtdag ze stëmmen. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht a soen Iech trotz allem Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischt dem Rapporteur Gilles Roth villmools Merci soen. En huet a sengem mëndlechen, awer och a sengem schréftleche Rapport, mengen ech, alles erkläert, wat heizou ze erklären ass. Ech brauch duerfir hei net méi op den Detail anzegoen.

D'Iddi vum Family Office, och wann et vläicht emol heiansdo aneschters genannt ginn ass, ass eigentlech net nei. Ech stoung och schonn e puermol hei an hunn derfir plädéiert, fir jo d'Finanzplaz an déi dote Richtung auszeriichten. A wat fir eng Richtung auszeriichten? Nämlech fir méi e personaliséierte Service kënnen unzebidden, deen en fonction ass zum Beispill vum Herkunftsland vun deemjéinege Client, deen awer dann net nëmmen och kuckt, wat een a puncto Gestion de fortune kann alles ubidden, mä eigentlech e Service all inclusive kann ubidden, wou et dann eben och drëms geet, wéi den Här Roth virdrun erkläert huet, fir eng Rei vu private Besoinen, private Bedürfnisser, gläichzäiteg en bloc kënne mat unzebidden, fir doduerjer méi attraktiv ze ginn, fir auslännesch Clienten op d'Finanzplaz Lëtzebuerg kënnen ze zéien.

Et ass duerfir, mengen ech, en net onwichtegt weidert Element, fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg auszebauen, fir der Finanzplaz Lëtzebuerg och eng Chance ze ginn an engem aneren Environnement. En Environnement, dee komplett geännert huet eigentlech awer och zanter der bekannter Finanzkris vun 2008, zanter deem Drock, deen och op Lëtzebuerg ausgeübt ginn ass, fir, wat d'Bankgeheimnis ubelaangt, dat awer e stéckwäit ze labberen.

Duerfir ass et wichteg, datt mir grad an deem Domän, an deem d'Finanzplaz grouss ginn ass, nämlech am Private Banking, datt mer eis do probéieren och nei opzestellen, nei ze erfannen, nei Servicer unzebidden, och nei Acteuren ze kreéieren. An dat soll dann eben och mat dësem Gesetz hei iwwert de Family Office geschéien, wou et, mengen ech, richteg ass, datt dat Gesetz hei e separat Gesetz ass, fir och no baussen ze dokumentéieren, datt mer esou een Instrument hei hunn, datt mer eng vun deene wéinege Finanzplazen op der Welt sinn, déi sech esou en Instrument hei ginn huet an esou ee kompetente Service wëllt ubidden.

Et gëtt op där enger Säit gesot, dee Service gëtt dann och reglementéiert. Fir de Label „Family Office" hei zu Lëtzebuerg ze kréien, däerf een net egal wat maachen. Dat soll een net esou verstoen, datt hei probéiert gëtt, d'Aktivitéit anzeschränken, mä virun allem geet et hei drëms, fir Confiance ze vermëttelen, datt, wann en auslännesche Client op d'Finanzplaz Lëtzebuerg wëllt kommen, en doduerjer awer och weess, wann ech hei sinn an ech wëll hei vum Service vun engem Family Office profitéieren, dann ass dat schonn e reglementéierte Beruff, dann ass dat och e Beruff, dee kontrolléiert gëtt, wou net egal wat ka geschéien.

Ech mengen, dat kann ee ganz wichtegt Argument ginn, wann de Finanzminister an anerer, virun allem d'Acteure vun der Finanzplaz selwer, uechtert d'Welt ënnerwee sinn, fir nei Clienten op Lëtzebuerg ze lackelen. Duerfir wäert meng Fraktioun dësem Gesetz hei zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. An als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet gesot, vun der schwaarzer Lëscht geschwat...

Une voix.- Der groer Lëscht!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...vun der groer Lëscht, pardon, geschwat vun der OECD, wou mer dropgestanen hätten, an datt mer elo net méi drop wieren, datt mer doriwwer frou sinn. Mä ech fäerten, datt dat heiten, deen hei Gesetzesprojet, wa mer dee gestëmmt hunn, da wäert d'CSV op déi schwaarz Lëscht vum Bistum stoe kommen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Well dee Projet hei ass ganz sympathesch, a mir wäerten en och stëmmen.

Mä en huet awer eng interessant gesellschaftspolitesch Konnotatioun, an zwar, Dir Dammen an Dir Hären, geet et hei, an deem Text hei, och ëm eng Definitioun vun der Famill. An ech fannen et ganz bemierkenswäert, den Avis, deen de Statsrot hei gemaach huet, wou en drop hiweist, datt eist Familljebild - dat net eist, mä dat, wat zu Lëtzebuerg allgemeng als Familljebild ugesi gëtt, dat enk gefaasstent, wat jo d'CSV ëmmer esou héichhält -, datt dat natierlech hei stéierend wier herno an den Aktivitéiten an datt een natierlech an deem Gesetzestext hei dofir besser hätt, net ze vill ze insistéieren op deem Familljebild, well soss géif natierlech de Family Office an dat, wat mir gären domat bezwecken, net funktionéieren.

An de Statsrot weist drop hin, datt et ganz vill «communautés de vie durables» gëtt «entre deux ou plusieurs personnes de sexe différent ou égal, non formellement reconnues par un droit civil national». E seet souguer: «Quid», haalt Iech un: «Quid des polygamies légales dans leur pays d'origine?»

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An et hätt ee sech jo misse virstellen, bei esou engem Text, wann et ëm esou een Text geet, wéi deen heiten, datt bei der CSV sämtlech Alarmluuchte missten ugoen a si hätte sech misse mat Hänn a Féiss wieren, datt se esou en Text, esou eng Ongeheierlechkeet wéi déi hei, wou se sech jo esou daper wieren hei zu Lëtzebuerg bei allen aneren Texter a Gesetzer, datt se dat heiten net kéinten akzeptéieren. Ech wëll drun erënneren, datt mer...

(Interruptions diverses)

Ech wëll drun erënneren, datt mer d'Gesetz...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, elo dem Här Bausch nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll drun erënneren, datt d'Gesetz iwwert d'Homo-Ehe, datt dat scho jorelaang schleeft wéinst dem Widderstand vun der CSV. An dunn hunn ech mer gesot: „Ech sinn elo emol gespaant, wat de Rapporteur hei wäert an de Rapport schreiwen am Numm vun der Majoritéit, do wäert jo awer duerno eng geharnescht Kritik da kommen." An, Iwwerraschung: «La COFIBU a décidé de suivre l'avis du Conseil d'État à cet égard», an, haalt Iech un: «la notion de famille pouvant varier notamment selon les cultures.».

Plusieurs voix.- Ooh! Aah!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Tja! Wat eng oppen, wat eng oppe Weltanschauung, déi hei op eemol zu Dag kënnt. An ech muss soen, Här President...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bausch nach nozelauschteren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss soen, Här President, bei der CSV, do schéngt de Problem ze sinn, datt, wann et ëm d'Geld geet, d'Moral keng Roll méi spillt!

(Hilarité)

Dat heescht, da ginn déi ganz gesellschaftspolitesch Valeuren, déi normalerweis un den Dag geluecht ginn, fir vill Gesetzer, vill fortschrëttlech Gesetzer hei am Parlament ze blockéieren, da ginn déi, dann zielen déi net méi! An ech géif Iech dofir opfuerderen, léif Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV, ech géif Iech dofir opfuerderen: Hutt deen nämlechten État d'esprit endlech och bei anere gesellschaftspolitesche Reformen, datt mer déi hei am Parlament kënne stëmmen!

Merci.

M. le Président.- Här Bausch, den Här Kartheiser wollt Iech nach eng Fro stellen.

Une voix.- Dat do war eng fir ënnert de Beemchen!

(Hilarité)

Une autre voix.- E war scho besser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Entschëllegt. Ech hunn dem Här Bausch seng Erklärunge mat Freed nogelauschtert...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Är Zäit ass eriwwer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...an ech wollt den Här Bausch awer froen, hei geet et jo net nëmmen elo ëm d'Homosexuellebestiednis oder esou, mä ech mengen, de Statsrot hat jo och drop higewisen, datt Fäll vu legaler Polygamie an den Ursprongslänner vun esou Liewenssituatiounen och hei mat gëllen. Duerfir wollt ech den Här Bausch da froen, wéi déi gréng dann zu der Polygamie stinn.

Villmools Merci.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo, Här Kartheiser, wësst Der, mir hunn domadder kee Problem. Wann dat ass, wéi et hei am Text, am Rapport zu Recht steet, datt et: «pouvant varier notamment selon les cultures», a wann et da Kulture gëtt, wou Polygamie, wou déi den Usus ass, dann hu mir domat kee Problem. Et ass net hei de Fall.

Mä mech erstaunt just, ech hat awer erwaart - éischtens froen ech mech, a wat fir engem Numm Dir herno wäert schwätzen hei, well et schénge jo e bësse Problemer bei Iech ze ginn -, mä ech hätt mer awer erwaart, datt Dir hei géift op d'Tribün klammen, Här Kartheiser, Dir als oberste Vertrieder vu sämtleche Sekten op der Welt, datt Dir...

(Hilarité)

...misst als Vertrieder hei erauskommen an hei misst d'Wuert ergräifen an dozou Stellung huelen. Mech erstaunt, datt Dir mir déi dote Fro stellt amplaz heihinner schwätzen ze kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma ech mengen, Dir sidd Iech net logesch. Dir kritiséiert...

M. le Président.- Neen, mir maachen hei elo net en Dialog tëschent dem Här Bausch an dem Här Kartheiser! Elo kritt d'Wuert nach den Här Urbany.

(Interruptions diverses)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech muss soen...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Urbany nozelauschteren!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech muss soen, ech sinn elo wierklech berouegt. Ech hat mer scho Suerge gemaach ëm d'Familljepolitik vun der Regierung. Ech hunn héieren, dass d'Kannergeld soll reduzéiert ginn, et ass schonn zum Deel reduzéiert ginn, dass et och nach an Zukunft soll aus Spuergrënn reduzéiert ginn. An ech stellen elo fest, d'Regierung huet awer tatsächlech en Häerz fir d'Familljen, wann et och nëmmen déi räich Famillje sinn, an hirer breeder Akzeptanz, wéi den Här Bausch jo hei gesot huet.

Ech kann awer, contrairement zu him, dat Gesetz hei net stëmmen, well dat hei ass alt erëm eng Kéier e Bewäis dofir, dass hei déi ganz räich Leit sollen zu Lëtzebuerg favoriséiert ginn au détriment vun deenen aneren. Dat sinn déi „high net worth individuals", wou d'Regierung drop setzt. Monaco-LSAP, Monaco-CSV...

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...geschwat, du waart Dir net hei!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...Monaco-DP, fäerten ech leider och...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Du waart Dir spadséieren, wéi et ëm de Mindestloun gaangen ass!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wäert also op jidde Fall géint deen Text hei stëmmen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, gitt op d'Massendemonstratioun vun der Lénker.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech weess net, u wat fir enger Debatt ech hei amgaang sinn deelzehuelen. Hei geet et nämlech ëm en Deel vun der Wuesstumsstrategie vu Lëtzebuerg a vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, nämlech fir verschidden Aktivitéiten zu Lëtzebuerg unzesiedelen oder deenen, déi do sinn, dee richtege Kader ze ginn, fir datt se op eng professionell Aart a Weis kënne weidergemaach ginn. An dofir musse mer kucken, datt mer Clientë vun der ganzer Welt kréien, déi hei op eng professionell Aart a Weis sollen an hiren Investitiounsentscheedungen an an der Gestioun vun hirem Liewe begleet ginn, do wou et ëm hir Avoire geet. Net méi an net manner!

Maache mer dat net, dann hu mer manner Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Maache mer et, hu mer méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Maache mer et net, hu mer manner Steiersuen zu Lëtzebuerg, déi mer kënnen ausgi fir Sozialpolitik an Infrastrukturen. Maache mer et, kréie mer méi Suen eran.

Also déi Iddi, datt een alles ka rejetéieren an herno awer gäre Suen ausdeelt, déi gëtt et net! An dofir soen ech deenen, déi hei geschwat hunn - éischtens emol wollt ech dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport -, mä déi duerno geschwat hunn, déi hunn entweder de Sujet verpasst, well et geet net drëm hei, iwwer Definitiounen aus dem Zivilrecht, et geet ëm eng professionell Aktivitéit op der Finanzplaz. An déi, déi dergéint sinn, wéi dee leschte Riedner, den Här Urbany, déi mussen och wëssen, datt, wa keng Sue méi an der Statskeess sinn a keng Aktivitéite méi do sinn, da gëtt et keng Aarbechtsplazen, da kann een och keng Sozialpolitik maachen.

D'Lëtzebuerger Regierung huet d'Kannergeld...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...bezuelen ëmmer manner Suen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- ... net gekierzt. Also wëll ech dee Saz hei nach eng Kéier och schäerfstens rejetéieren! Hei geet et drëm, datt mer och zu Lëtzebuerg an der Zukunft nei Aktivitéiten an nei Aarbechtsplaze wëlle kréien. Dofir ass et e positivt Gesetz, e Gesetz, wat der Wuesstumsstrategie vun der Regierung fir d'Wirtschaft a fir d'Finanzplaz voll a ganz entsprécht.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6366 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, géint eng Neen-Stëmm an eng Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6366 est adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Christine Doerner);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler (par M. Carlo Wagner), Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6397, eng Direktiv iwwert d'Kompetenz vun deene verschiddenen Autorités européennes de surveillance. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Meisch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;

7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;

9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;

11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet handelt et sech och ëm e wichtegen, mä e ganz technesche Projet, deen 13 Gesetzer aus dem Finanzsecteur ofännert. Duerfir ass et net méiglech, op déi eenzel Artikelen anzegoen. Dir kënnt dat awer am Detail a mengem schréftleche Rapport noliesen. Ech wëll mech also drop beschränken, fir a ganz groussen Zich de Sënn an Zweck an och d'Haaptdispositioune vum Gesetzesprojet duerzeleeën.

D'Finanzkris vun 2007 an 2008 huet kloergemaach, datt et grouss Mängel an der Iwwerwaachung vum Finanzsecteur ginn huet. D'Kontroll- an d'Iwwerwaachungssystemer waren national opgestallt an duerfir och ganz schnell an der Kris dépasséiert, wéinst der europäescher, jo souguer weltwäiter Integratioun an Interconnexioun vun de Finanzmäert. D'Kris huet gewisen, datt déi national kompetent Autoritéiten net gutt genuch zesummegeschafft hunn, datt et u Koordinatioun an u Kohärenz an der Uwendung vun der europäescher Gesetzgebung gemangelt huet, a besonnesch och u géigesäitegem Vertrauen.

Déi macro-prudentiell Iwwerwaachung, déi war net gutt genuch, fir am Virfeld wirtschaftlech Risiken opzedecken, déi eng Gefor duergestallt hu fir de Finanz- a Bankesecteur, wéi zum Beispill d'Immobiliëblos an Irland an a Spuenien. Och bei der micro-prudentieller Iwwerwaachung goufe geféierlech Risiken net erkannt, déi eenzel Finanzinstituter bei hiren Aktivitéiten agaange sinn, wéi zum Beispill am Fall vum Grupp Dexia.

Aus dëse Grënn sinn déif gräifend Reformen an der Iwwerwaachungsstruktur vum europäesche Finanzsecteur an d'Wee geleet ginn, fir de Risiko an och fir d'Gravitéit vun zukünftege Finanzkrisen ze reduzéieren. Et ass en europäesche System vu finanzieller Iwwerwaachung, de sougenannten SESF geschaf ginn, deen niewent den nationalen Iwwerwaachungsautoritéiten en europäesche Comité du risque systémique an och dräi nei Iwwerwaachungsautoritéite begräift, eng fir de Bankesecteur, eng fir den Assurancësecteur an eng fir d'Finanzmäert.

Dësen neien europäeschen Iwwerwaachungssystem ass en integréierte Réseau vun europäeschen an nationalen Iwwerwaachungsautoritéiten, wou déi alldeeglech Kontroll weider um nationale Plang geschéie soll. D'Qualitéit an d'Kohärenz vun der nationaler Iwwerwaachung sollen awer verbessert ginn, d'Kontroll vun de groussen, grenziwwerschreidende Gruppen, de Finanzkonglomerater, soll verstäerkt ginn.

D'Schafung vun dësen neien Instanzen huet et néideg gemaach, fir verschidde sektoriell Direktiven iwwert d'Banken, d'Assurancen an d'Finanzmäert unzepassen. Dat war den Objet vun der Direktiv 2010/78, der sougenannter „Omnibus-I-Direktiv", déi eelef sektoriell europäesch Direktiven an dësem Sënn ëmgeännert huet. De Gesetzesprojet 6397, iwwert dee mer haut ofstëmmen, huet als Zil, dës Omnibus-I-Direktiv vum 24. November 2010 a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. Dës Ëmsetzung vun der Direktiv bedéngt d'Ëmännerung vun net manner wéi 13 bestehenden nationale Gesetzer, déi all am Intitulé vum Gesetzesprojet ernimmt sinn, esou datt ech se hei net nach eng Kéier opzielen.

Den Haaptobjektiv vum Gesetz ass et, eise Commissariat aux Assurances an och eis Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur, d'CSSF, amstand ze setzen, fir déi Fonctiounen an déi Aufgaben ze erfëllen, déi hinnen als Membere vum SESF, deem neien europäeschen Iwwerwaachungssystem, zoufalen.

Ech wëll kuerz dann op d'Haaptdispositioune vum Gesetzesprojet agoen. D'Direktiv, déi eliminéiert déi legal Obstakelen, wat den Informatiounsaustausch vun den nationalen Iwwerwaachungsautoritéite mat deenen europäeschen an och mat dem Comité européen du risque systémique ubelaangt, a si schreift och d'Matdeelung vu bestëmmten Informatiounen un dës europäesch Instanze vir, fir dësen et ze erméiglechen, hir Aufgabe kënne gutt ze erfëllen. Déi concernéiert Dispositioune vun der Direktiv ginn an d'Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësecteur, an d'Loi organique vun der CSSF an och a verschidde Gesetzer iwwert de Finanzsecteur ageschriwwen.

De Gesetzesprojet ännert och d'Lëtzebuerger Gesetzgebung esou of, datt de Commissariat aux Assurances an d'CSSF sech kënnen un déi europäesch Iwwerwaachungsautoritéite wennen, wa si Meenungsverschiddenheeten hu mat aneren nationalen Iwwerwaachungsinstanzen a Fäll, déi limitativ an de sektoriellen Direktiven opgelëscht sinn. Déi europäesch Iwwerwaachungsautoritéite kënnen och op Ufro vun enger vun de concernéierten Autoritéiten hëllefen, en Accord ze fannen. A wann dat net de Fall ass, sinn déi europäesch Autoritéite befugt, fir ze tranchéieren.

De Gesetzesprojet verstäerkt och d'Kompetenz vum Commissariat aux Assurances a vun der CSSF, wat de Schutz vun den Notzer vun de Finanzdéngschtleeschtungen ubelaangt. Eng vun den Aufgabe vun den europäeschen Autoritéiten ass et jo, fir d'Déposanten, d'Investisseuren, d'Assuréen an déi u Pensiounsregimer Affiliéiert besser ze schützen. Duerfir ass et néideg, den nationalen Autoritéiten déi deementspriechend Pouvoiren ze ginn, fir datt si hire Bäitrag zu dëser wichteger Aufgab kënne leeschten.

De Gesetzesprojet kläert dann och nach eng Rei vun technesche Punkten an de Gesetzer iwwert d'Finanzservicer. Et ginn esou zum Beispill d'Notioune vun „capital social", „fonds propres" an „avoirs propres" preziséiert. Et ass och virgesinn, déi Dispositioun, déi der CSSF de Pouvoir gëtt, Regele festzehalen iwwert d'Portée vum Revisiounsmandat an iwwert den Inhalt vum Revisiounsrapport vun de jährleche Kontabilitéitsdokumenter, erëm anzeféieren, esou wéi se bestanen huet virun den Ännerungen, déi d'Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert de Beruff vum Auditeur bruecht huet.

Zum Schluss wëll ech festhalen, datt souwuel de Statsrot wéi och d'Chambre de Commerce an hiren Avisen de Gesetzesprojet guttheeschen an drop gehalen hunn ervirzeträichen, datt d'Auteure vum Gesetz eng ausgezeechent Transpositioun vun der Direktiv gemaach hunn, wat an dësem Fall net ganz einfach war, an och, datt d'Direktiv nom Prinzip „toute la directive, rien que la directive" ëmgesat ginn ass.

Ech wëll mech am Numm vun der Finanzkommissioun dësem Luef un d'Auteure vum Gesetz uschléissen an Iech, léif Kolleegen, bieden, dësem Gesetzesprojet, esou wéi d'Kommissioun et virschléit, Ären Accord ze ginn. Ech wëll dat dann och direkt am Numm vun der CSV-Fraktioun maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. Ech mengen, datt dat kloer war. De Finanzminister hëlt och net méi d'Wuert, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi wäerte kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6397 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint eng Neen-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Félix Eischen), MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Christine Doerner);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien hu mer eng Interpellatioun vum Här Serge Urbany iwwert d'Geschäftsrelatiounen tëscht Lëtzebuerg an dem Katar. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Gloden, Etgen, Fayot a Bausch.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. Serge Urbany sur la nature des relations d'affaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Émirat du Qatar

Exposé

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci, Här President. Dës Interpellatioun hunn ech agereecht den 10. September dëst Joer an ech wollt do dra wëssen: Wat fir e Gesamtpak ass tëschent 2009 an 2011 mam Emirat vu Katar, sengen Agencen oder Investitiounsfongen ausgehandelt ginn an deene verschiddene Secteure vun der Ekonomie?

Ass et en Exklusivaccord ginn, wéi d'BIL vun engem katareschen Investitiounsfong zu engem bëllege Präis iwwerholl sollt ginn, obscho gläichzäiteg d'Regierung d'„bad bank" vun der Dexia deier huet musse garantéieren, fir d'BIL do erauszekréien? Sinn hannert dem Portage-Accord vun de Swiss-Aktien net vun Ufank un déiselwecht kataresch Autoritéiten oder Fonge gewiescht? Wat fir Konsequenzen hunn déi Operatiounen am Aviatiouns- a Bankesecteur, zum Beispill bei der Fusioun BIL-KBL? Wat huet d'Lëtzebuerger Ekonomie dann eventuell vun deenen Operatiounen? Wéi ka Lëtzebuerg seng ekonomesch a politesch Onofhängegkeet behalen a wat fir finanziell an ekonomesch Mëttele bleiwe schlussendlech nach, wa mer se eent nom aneren dem Neoliberalismus opferen?

Dat ware meng Froen. Keng vun deene Froen, déi hei opgeworf ginn, ass bis haut, mengen ech, wierklech beäntwert ginn. Awer ech mengen, haut kann ee se besser verstoen, well Ulass vun där Interpellatioun waren éischt Detailer, déi an der auslännescher Press veröffentlecht gi si virun dräi Méint, vun der Zäitschrëft „L'Écho", iwwert déi faméis Rees vum Trio Frieden, Wildgen a Prënz Guillaume am Februar 2011 op Doha.

D'Existenz vun där Rees ass an der Chamberssitzung vum 15. Dezember dëst Joer vum Här Frieden mat folgende Wierder bestätegt ginn: „Net ech décidéieren, wien de Grand-Duc Héritier mathëlt op eng Rees. Ech hunn net den Här Wildgen gefrot. De Grand-Duc Héritier hat en a senger Delegatioun." En onüblech Virgank, muss ech soen, deen do geschildert gëtt.

„L'Écho" schreift vun «négociations hors du commun». „L'Écho" huet dat schonn den 8. September geschriwwen. A wann een dat haut novollzitt, da gëtt et méi kloer och, firwat dat «négociations hors du commun» waren. „L'Écho" schreift, d'Regierung hätt eleng décidéiert - dat steet do -, «contre toute considération économique» hätt si eleng d'Décisioune geholl. «Il n'y a pas eu de processus compétitif», heescht et am Artikel. An et steet och nach do: «Depuis le début, la famille royale Al Thani est l'unique interlocuteur de Dexia.»

D'Zeitung beschreift, wéi an där grousser Delegatioun, déi deemools eigentlech op Dubai, op Riad an op Beirut gereest ass, wéi an där Delegatioun indesch Interessente fir d'KBL-Bank matgereest sinn, déi näischt vum Trip vun deenen dräi op Doha woussten. En Trip, deen awer kuerz duerno zu hirer eegener Ausbootung bei der KBL sollt féieren.

Et geet och aus deem Artikel ervir, dee sech op zéng Sourcen no beim Dossier berifft, dass et zu Doha och ëm d'BIL gaange wier. Konkret ëm 28 Milliarden Euro Aktiva, wéi déi Zeitung schreift, aus dem Katar, eng gigantesch Zomm also, déi an de Coffre vun der BIL zu Lëtzebuerg anscheinend zu där Zäit louchen.

D'Zeitung schildert och, wéi de Katar «seul en course» war, wéi d'Dexia am September 2011 an d'Labränte geroden ass an d'BIL kuerzfristeg huet misse verkafen. A si schildert, wéi den «ami de longue date» vum Finanzminister, den «Monsieur Qatar», wéi si en nennt, den Albert Wildgen, un d'Front gaangen ass a gläichzäiteg en anere Frënd vum Minister, den Här François Pauly, wéi duerch Zoufall BIL-Direkter ginn ass den 11. September dëst Joer.

Am „L'Écho" stoung och schonn am September ze liesen, wéi bei der Cargolux alles géif a Fro gestallt ginn, wirtschaftlech a sozial. Si schreift: «Et l'État montre peu de résistance pour ne pas énerver les Qataris dans les autres dossiers.»

Mä d'Passivitéit vun der Regierung ass mëttlerweil och aus anere Quelle bekannt ginn. Ugekënnegt gouf och deemools schonn en «véritable bain de sang social», wéi d'Zeitung schreift, duerch eng Fusioun tëschent BIL a KBL.

D'Regierung huet an dësem Dossier keng Informatioune fräiwëlleg erausginn. Dat muss een och soen. Au contraire huet awer d'Press hir investigativ Roll hei voll gespillt, an ech mengen, et kann ee wierklech frou a stolz sinn, dass mer zu Lëtzebuerg esou eng Press hunn, déi déi Roll hei an der Opdeckung vun de wierklechen Hannergrënn vun deem ganze Katar-Deal gespillt huet.

An der Zwëschenzäit, zënter dass ech d'Interpellatioun agereecht hunn, sinn eng ganz Partie weider Saachen nach bekannt ginn aus Presseveröffentlechungen. Ënner anerem, dass den Albert Wildgen, deen deeselwechten Dag als Cargolux-President demissionéiert huet, wou den Här Al Baker de Réckzuch vun dem Katar aus der Cargolux matgedeelt huet, deen awer och nach haut am KBL-Verwaltungsrot sëtzt, dass deeselwechten Albert Wildgen zënter Joren «l'homme de confiance au Luxembourg de la famille royale Al Thani» ass, wéi den „Paper-Jam", wat jo awer eng Patronszeitung ass, geschriwwen huet.

(Interruption)

Et gouf och veröffentlecht, dass et scho virum Portage-Accord Enn 2009, wou Lëtzebuerg jo d'Aktien aus der Swissair-Faillite iwwerholl huet, dass et also scho virum Portage-Accord en Accord mat dem Katar ginn ass. Eng Saach, déi ech an aner Leit ëmmer behaapt hunn. Sou hat den Deputéierten André Hoffmann eng Fro den 9. Mee 2011 gestallt an deem Kontext a krut als Äntwert vum deemolege Wirtschaftsminister: «L'honorable Député se trompe cependant s'il pense qu'à ce moment il y aurait eu…», also bei der Reprise vun den Aktien, «…qu'à ce moment il y aurait eu une quelconque convention ou autre arrangement avec Qatar Airways ou une autre compagnie aérienne, voire un autre investisseur potentiel.»

Ech froe mech do: Wousst den Här Krecké net Bescheed, dee Moment, wéi en op déi Fro geäntwert huet? Oder ass vläicht dee Préaccord, vun deem d'Existenz awer an der Zwëschenzäit bekannt ass, ass dee Préaccord direkt vläicht mat dem Katar, mam Stat vun dem Katar getraff ginn? Also net mat senger Fluchgesellschaft oder engem Investitiounsfong, wat jo an där Äntwert bestridde ginn ass. War et also eng Äntwert par omission, e Mensonge par omission eventuell, deen do geschitt ass?

Fest steet awer, dass et esou en Accord ginn ass, an ech wëll wëssen: Wien huet dee Préaccord mat dem Katar, scho ganz fréi, schonn 2009, ier iwwerhaapt emol d'Swissair-Aktien opkaf gi sinn, op Lëtzebuerger Säit ënnerschriwwen?

Bekannt ginn ass och an der Zwëschenzäit, dass d'Verhandlungen duerno, no deem Accord mat dem Katar, déi ënnert dem Codenumm „Desert storm" - Wüstestuerm - gelaf sinn, dass déi Verhandlunge gescheitert sinn. Ënner anerem, well schonn deemools verlaangt gouf, dass d'Cargolux-Fligere missten duerch Katar-Fligeren ersat ginn, well deemools och scho verlaangt ginn ass, dass Deeler vum Personal sollte beschäftegt ginn iwwer kataresch Gesellschaften, well deemools scho geplangt war, d'Aarbechtsbedéngunge bei der Cargolux ze flexibiliséieren an och den Undeel vun dem Katar un den Aktien iwwer 35% eraus ze héijen.

Wann dat alles stëmmt, da war den Här Frieden informéiert iwwert dat alles, wéi en am Januar 2011 mam Här Wildgen a mam Grand-Duc Héritier op Doha gereest ass an do verhandelt huet, an trotzdeem en dat alles wousst, wat vu wirtschaftlechen a soziale Konsequenzen duerch esou en Handel mat dem Katar géif op Lëtzebuerg an op de Findel zoukommen, huet en awer ënnerschriwwen. En huet en „Memorandum of understanding" deemools ënnerschriwwen, deen och den Här Wiseler ënnerschriwwen huet an an deem Katar eng ganz Rei Rechter zougestane gi sinn, déi eigentlech déi si vun engem majoritären Aktionär, net vun engem minoritären Aktionär, deen ëmme 35% vun de Parten huet.

Mir hunn dee Vertrag virleien. Doranner kritt de Katar d'Recht zougestanen, d'Direkteren ze bestëmmen, d'Strategie ze bestëmme vun der Cargolux, d'Fligeren erauszesichen an d'Fligeren och ze finanzéieren. Dass d'Aktien, wéi do och festgehale ginn ass, bis op 49% vum Kapital konnte steige fir de Katar, do ass ëmmer gesot ginn, dat wier eng Schutzmoossnam a Wierklechkeet, et wier eng Garantie, dass se net méi wéi 49% kéinte steigen. Woubäi een awer muss soen, wa se méi geklomme wieren, da wier d'Cargolux keng Lëtzebuerger Gesellschaft méi no europäeschem Recht gewiescht. Also hat de Katar iwwerhaapt keen Interessi drun, dass se iwwer 49% gestiege wieren.

Et ass also guer net dorëms gaangen! Deen Undeel vun 49%, dat geet aus all deene Révélatiounen ervir, déi mer an der Zwëschenzäit kennen, war vun Ufank un ugestrieft. An déi Rechter, déi am „Memorandum of understanding" a wahrscheinlech och an deem Aktionärsvertrag fir de Katar ausgehandelt gi sinn, déi waren a Wierklechkeet schonn déi vun engem Aktionär, deen e wesentlechen Afloss sollt hunn, wann net den entscheedenden a bestëmmenden Afloss sollt hunn iwwert d'Cargolux.

Et ass och bekannt ginn an der Zwëschenzäit, dass privat Aktionäre bevirdeelegt gi sinn an deem ganzen Handel par rapport zu öffentlechen Aktionären, dorënner den Investitiounsfong BIP, wou dee Moment den Här Pauly, elo BIL-Direkter, mat dru bedeelegt war, führend mat dru bedeelegt war.

An ech fannen et ëmmer nach net normal, déi Bevirdeelegung do, déi och an engem Deel vun der Press kritiséiert ginn ass, well Aides de l'État zwar op europäeschem Niveau unerkannt ginn, wa se derzou déngen, fir ekonomesch Restrukturéierungen ze finanzéieren, awer sécher net unerkannt géife ginn, wann et drëms geet, den Austrëtt aus enger Gesellschaft och nach finanziell ze belounen.

Mir wëssen och mëttlerweil, dass schonn 2009, also sécher beim Gespréich zu Doha, vun der Regierung gewousst war, dass d'Dexia géif d'BIL verkafen. D'Kris vum September 2009 vun der Dexia war also sécher net, wéi den Här Frieden ëmmer gesot huet, eleng den Ausléiser vum iwwerstierzte Verkaf un de Katar, mä wahrscheinlech eng laang ausgehandelt a geplangten Operatioun, un där och nach den Här Pauly op eng Aart a Weis bedeelegt war, déi, mengen ech, nach muss opgeklärt ginn.

Mir wëssen och, dass d'KBL scho bei der Doha-Rees am Februar 2011 am Gespréich war a kuerz duerno d'CSSF, also d'Kontrollinstanz vum Bankesecteur, eng aner Demande vun engem Repreneur ofgelehnt huet an dass deeselwechten Dag vun där Oflehnung Änneruge virgeholl gi sinn an de Statute vum Investitiounsfong, deen de Premierminister vum Katar Al Thani hei zu Lëtzebuerg hat an nach huet an deen herno d'BIL iwwerholl huet.

Et deet mer leed, Här President, mä dat alles zesumme kann eis net méi gleewen dinn, dass et keen Zesummenhang soll ginn tëschent der Cargolux, der BIL, der KBL a vläicht nach anere Geschäfter zu Lëtzebuerg. Dofir gëtt et einfach ze vill Coïncidencen an ze vill perséinlech Verstréckungen an deem Dossier hei.

Ech sinn der Meenung, dass den Här Frieden, awer och den Här Wiseler, deen haut net do ass, sech rechtfertege mussen, méi wéi se dat bis elo gemaach hunn, an endlech konkret Äntwerten op déi Froe ginn, déi a menger Interpellatioun an duerno och nach a virdrun och schonn an der Press opgeworf gi sinn, an déi ech hei nëmme résuméiert hunn. Ech ka se jo net selwer nokontrolléieren an novollzéien. Mä op jidde Fall si se geäussert ginn, a si loossen awer drop schléissen, dass do méi dohannert ass, wéi eis bis elo gesot ginn ass.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Regierung muss en Timing, e milimetergenauen Timing - wann ech géif schwätze wéi de Premierminister - misst virleeë vun den Négociatiounen a vun den Ofmaachungen, déi tëschent dem Katar a Lëtzebuerg stattfonnt hunn.

Déi Bedeelegt och op deene verschiddenen Niveauen, d'Direktere vun deene staatleche Betriber, déi involvéiert waren, wéi dat och eng Kéier an der Kommissioun versprach gi war, sollen, mengen ech, vun der Chamber, vun deenen zoustännege Chamberskommissioune gehéiert ginn, an ech wäert och dozou d'Initiativ ergräifen.

Et muss och gekläert ginn, wat den Hannergrond vun deem regelrechte Statsdeal - well dat ass et offensichtlech mat dem Katar - war. War et da wierklech esou, dass hei e strategesche Partner gesicht ginn ass, fir als „trojanescht Päerd" - wéi eng Zeitung geschriwwen huet - dem Här Frieden seng rabiat wirtschaftlech a sozial Vuen zu Lëtzebuerg duerchzesetzen an emol endlech opzemëschten zu Lëtzebuerg? Dat ass eng Fro, déi opgeworf ginn ass.

(Interruption)

Ech kéint mer virstellen, dass d'Äntwert dorop relativ kloer ass, mä ech weess awer net, ob déi Äntwert elo hei offe gesot gëtt.

Här President, ech weess net, ob dëst Parlament elo nach eng weider Untersuchungskom-

missioun verkraafte kann, mä eigentlech misst elo esou eng Untersuchungskommissioun iwwer all déi Faiten hei agesat ginn.

Et gëtt hei ëmmer gesot, mir hätten eis net an eng Privatgesellschaft anzemëschen. Hei geet et awer net ëm eng Privatgesellschaft - an ech begréissen och den Här Wiseler, deen dat ëmmer gesot huet, deen elo hei an onser Debatt derbäi ass.

Well nämlech, wourëms geet et hei? Stats- a Regierungsvertrieder op héchstem Niveau op béide Säiten hunn hei all Décisioune geholl. Dat ass haut offensichtlech. Dat si keng Décisiounen, déi an enger privater Gesellschaft no deenen normale Regele geholl gi sinn. Déi Décisioune si geholl ginn net nëmme géint déi öffentlech Aktionären op Lëtzebuerger Säit, deenen hir Vertrieder, wéi mer an Zwëschenzäit wëssen, nach deelweis - an dat éiert se - aktiven a passive Widderstand dergéint geleescht hunn, mä si sinn och geholl gi géint de Verwaltungsrot vun der Cargolux a géint Matbestëmmungsrechter vun de Gewerkschaften, a si sinn deelweis geholl gi géint privat Repreneuren, déi ouni Fiederliesens ausgeboot gi sinn.

D'Fro vun der Illegalitéit vun deem Handelen do insgesamt bleift nach ze préiwen. Ech froe mech iwwregens, wéi esou Accordë konnten zu Bréissel ugeholl ginn a firwat. Et geet ëm Verantwortungen hei, et geet awer och, mengen ech, ëm d'Zukunft. Well et ass mam Réckzuch vun dem Katar aus der Cargolux - e Réckzuch, vun deem d'Chamber awer keng Detailer kennt, wéinstens net offiziell, ech froe se dofir hei - nach laang net eriwwer. De Katar ass nach ëmmer hei. An ech wëll konkret wëssen, wat fir Léieren doraus gezu ginn a wéi d'Parlament - an ech mengen domat all Deputéiert - an Zukunft soll virun Décisiounen erugezu ginn a wat fir Informatiounen et soll kréien.

Zum Schluss mengen ech, an dat ass dat Wichtegst, dass de Stat nëmmen nach den Numm Stat verdéngt, wann en ugesiichts grad - grad soen ech -, ugesiichts vun enger zounehmender Kapitaliséierung an Internationaliséierung vun der Wirtschaft hei de majoritären Afloss bei Cargolux a Luxair, zwee systemesche Betriber, an alle Fäll ofséchere kann. Nëmmen dann huet en den Numm Stat verdéngt! En huet en net verdéngt an deenen Operatiounen, déi do gefouert gi sinn an deene leschten zwee, dräi Joer.

Mir wëssen an der Zwëschenzäit och, dass en Ëmdenke leschten Enns an dëser Fro duerch eng grouss Demonstratioun vun de Beschäftegte vum Findel virun der Chamber komm ass. Den Dag duerno, stoung och an der Press ze liesen, ass den Här Al Baker vun de Ministere Wiseler a Schneider - ech weess net, wou den Här Frieden do war - geruff ginn a krut Grenze gesat, déi e scho laang hätt misse gesat kréien. An en huet sech dunn zréckgezunn.

Mä wéi geet et elo weider am Bankesecteur? Wat ass zum Beispill mam Katar ofgemaach bei där 10%eger Bedeelegung un den Aktië vun der BIL? Dofir mengen ech, den Dossier muss opbleiwen, souwuel an der Diskussioun ëm de Bankesecteur wéi och an der Diskussioun ëm den Aviatiounssecteur. An op jidde Fall däerf et net zu engem soziale Massaker kommen am Bankesecteur, an et däerf och net zu enger sozialer an ekologescher Réckentwécklung um Findel kommen.

Dat missten déi Konklusioune sinn, déi een en fin de compte politesch fir d'Zukunft misst aus deem heiten Débat zéien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Interpellateur. Als éischte Riedner ass elo den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun net allze laanger Zäit hu mer eis hei mam Dossier Cargolux beschäftegt. Elo wësse mer, dass de Katar sech aus dem Kapital vun der Cargolux zréckzéie wëllt. Deenen engen hir Freed ass deenen anere n hiert Leed. D'Cargolux steet elo nämlech virun neien Erausfuerderungen. Haut si mer opgeruff, eis Relatioune mat dem Katar an engem méi generelle Kader ze analyséieren.

Wann ech d'Interpellatioun vum Här Urbany liesen, hunn ech d'Gefill, dass mer eis Séil un de Katar verkaf hätten. Duerch eist Verhältnis mat dem Katar hätte mer - iwwerspëtzt formuléiert -…

(Brouhaha)

…eis Souveränitéit un de katareschen Emirat ofgetrueden. Den Här Urbany ass net hei.

Une voix.- Ah, elo kënnt e schonn. Ah, elo si mer frou!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, och wa mir eis Grand-Duché nennen, wourop mer natierlech houfreg däerfe sinn, si mir am internationale Verglach kee Global Player. Eise Sëtz am UNO-Sécherheetsrot soll och net doriwwer ewechtäuschen.

Une voix.- Ah!

(Brouhaha)

Mir gehéiere sécherlech nach zu deene Länner, deenen et wirtschaftlech verhältnisméisseg gutt geet. Mä dëse Wuelstand verdanke mer a groussem Mooss auslänneschem Kapital a Manpower.

Ech soen et dann hei eng Kéier an aller Däitlechkeet: Mir sinn ofhängeg vun auslännesche Suen, besonnesch eis grouss Betriber wéi d'Cargolux. Dat si mir haut an dat ware mer och an der Vergaangenheet.

Fir déi, déi et nach net wëssen, hei nach eng Kéier fir matzeschreiwen: De Stolris ArcelorMittal war och zu Zäiten, wou en nach ARBED geheescht huet, voll mat friemem Kapital. D'Geldgeber vun deemools ware Fransousen a Belsch. Méi spéit koumen dunn nach d'Spuenier derbäi. Och wann d'Goodyear scho säit dem Enn vun de 40er Jore vum leschte Jorhonnert zu Lëtzebuerg heemesch ass, och wa mir haut tentéiert sinn, ze behaapten, et wier also eng lëtzebuergesch Firma, ass deem net esou. Dës Gesellschaft hat an huet nach ëmmer amerikanesch Wuerzelen.

Nom Zweete Weltkrich ware mer wirtschaftlech esou ugeschloen, dass mir d'Amerikaner mat oppenen Äerm empfaangen hunn. Duerno sinn nämlech nach aner Firmaen aus de States op Lëtzebuerg komm, dorënner DuPont de Nemours an déi deemoleg Bay State mat Sëtz zu Steesel.

Vun deenen 143 Banken, déi mer op dëser lëtzebuergescher Finanzplaz zielen, sinn der ganzer fënnef mat Pays d'origine Lëtzebuerg gefouert. Och Clearstream ass keng lëtzebuergesch Firma, mä gehéiert zur Deutsche Börsengruppe. Dës Lëscht kann een x-beliebeg ausbauen. Ech denken notamment un Delphi, IEE an och un déi Kleng- a Mëttelbetriber, an deenen auslännescht Kapital stécht, ouni dass dëst un déi grouss Klack gehaange gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, laut UNO-Bericht befanne mir eis am Top Véier vun de Länner mat de meeschten direkten auslänneschen Investissementer. Dat misst eis dach zefriddestellen. Zumindest en Deel vun dësen Investissementer fléisst jo och an d'Verbesserung vum Standuert Lëtzebuerg.

D'Zefriddenheet schéngt heibannen awer hir Grenzen ze kennen, soubal et ëm de Katar geet. Katarescht Geld an der Cargolux, katarescht Kapital an der BIL respektiv der KBL wëlle mer jo anscheinend net.

Firwat ass dat esou? Well se virgeworf kréien, Plazenofbau ze bedreiwen, eise Sozialmodell a Fro ze stellen? Oder ass et, well dat Friemt eis Angscht mécht?

Une voix.- Oh Mamm!

Une autre voix.- Oh!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Zu Éischterem ginn ech d'Gefill net lass, dass verschidde Leit vergiessen, dass souwuel d'Cargolux, d'BIL an d'KBL kommerziell Betriber sinn, déi no enger kommerzieller Logik gefouert ginn. Auslännesch Investisseure verfueren och no där Logik. Si komme bestëmmt net aus altruistesche Grënn op Lëtzebuerg. D'Profitdenke spillt also ouni Zweifel, wéi bei all Entreprise, eng wichteg Roll. Ier een awer Profit realiséiere kann, gëllt et un éischter Stell, derfir ze suergen, dass déi Betriber schwaarz Zuele schreiwen. Nëmmen e profitabele Betrib kann Aarbechtsplaze schafen.

Wann déi Verantwortlech mierken, dass sech zwar vill op der Dépensësäit deet, d'Recetten awer net deementspriechend wuessen, da mussen déi néideg Analysë gemaach ginn an da muss op där Basis gehandelt ginn. Dat kann heiansdo wéidoen. E Betrib, dee sanéiert ginn ass, deen duerno op Basis vun engem viabele Modell gefouert gëtt, an dat mëttel- bis laangfristeg, kann duerno och erëm Personal, wat zu engem bestëmmte Moment ofgebaut ginn ass, erëm astellen. Dat soll een an dëse ganzen Diskussiounen net vergiessen.

D'Politik soll an d'Privatwirtschaft nëmme begrenzt agräifen. Hir Missioun ass et, dat néidegt Ëmfeld ze schafen, fir dass sech Betriber nohalteg hei zu Lëtzebuerg néierloossen. D'Politik ka Betriber begleeden an hiren Démarchen. Déi öffentlech Hand soll sech am Prinzip net a Businesspläng vun Entreprisen amëschen, genausou wéineg wéi se Privatbetriber soll verstaatlechen.

Dat ass net de Wirtschaftsmodell, fir dee mir stinn. Ech wéilt dann och hei emol froen: Wéi vill Leit hunn da misse bis elo bei der Cargolux goen? Mengen Informatiounen no keen!

Ob der an der Zukunft hire Vertrag gekënnegt kréien, kënnen déi, déi haut op de Katar klappen, hinnen no hirem Ausscheeden zumindest net méi ukräiden. A bis elo huet och kee lëtzebuergeschen Investisseur d'Hand ausgestreckt, fir an d'Cargolux ze investéieren. Bei der BIL läit och kee Sozialplang vir. Bei der KBL gi sécherlech 136 Plazen ofgebaut, do mataberechent sinn och 30 fräiwëlleg Départen.

Natierlech geet et hei ëm 136 perséinlech Schicksaler an déi vun hire Familljen. Deene Leit wëll ech vun hei aus Courage ausschwätzen.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Une voix.- Bravo!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Elo awer ze soen, dat wier nei, do wieren d'Katarië schold drun, déi Leit, déi dat behaapten,…

(Interruptions diverses)

…déi Leit, déi dat behaapten, beléie sech selwer. Dat gëllt genausou fir déi, déi elo behaapten, eis Regierung wier de Missetäter.

Ech wéilt hei drun erënneren, dass säit 2008 a ville Finanzbetriber Personal entlooss gouf. Laut Chiffere vun der ALEBA wiere säit 2008 2.068 Persounen an dësem Secteur licenciéiert ginn. E puer Beispiller erausgepickt: Eleng bei der HypoVereinsbank waren 2009 509 Leit betraff. Am Kader vun der Fusioun vun der Dresdner Bank mat der Commerzbank goufen 180 Leit virun d'Dier gesat. Bei der LBBW waren et der 103. Dëst sinn alles Filiale vun däitsche Banken.

Wëlle mer dann elo och kee Geld méi aus Däitschland? Mir sollen also elo hei net maachen, wéi wann nëmmen d'Katarië géife Leit licenciéieren, wéi wann dat kulturell bedéngt wier.

Et ass e Fait, dat weisen d'Zuelen, dass de Banken- a Finanzsecteur sech, zum Deel wéinst der Finanzkris, zum Deel och wéinst dem neie regulatoreschen Ëmfeld, an enger Restrukturatiounsphas befënnt. An de Joren 2005 bis 2007 huet sech d'Bankenzuel zu Lëtzebuerg bei ronn 155 Etablissementer agependelt. Duerno goung et progressiv erof. Haut ziele mer nach 143 Banken op der Plaz.

Do koum a kënnt et wahrscheinlech och an Zukunft zu Fusiounen. Déi Banken a Finanzhaiser, déi net fusionéieren, musse kucken, an deem neien Ëmfeld konkurrenzfäeg ze bleiwen. Si musse sech anescht opstellen.

Dat awer elo alles un de Katarië festzemaachen, dat ass einfach nëmme falsch. De Katarië gëtt jo och virgeworf, eise Sozialmodell net ze respektéieren. Mir sinn eis eens: Et ass net déi feinsten Aart, einfach e Kollektivvertrag ze kënnegen. An trotzdeem sinn hei an éischter Linn d'Sozialpartner gefuerdert. Mir als politesch Responsabel kënnen dëse Virgang awer opgräifen, analyséieren, ob eise Modell an all senge Bestanddeeler nach ëmmer dee richtegen ass, ob net déi eng oder aner Ännerung misst virgeholl ginn, fir dass deen aktuelle Modell och à terme Bestand kann hunn.

Här President, mir si verflicht, am Interesse vun der Allgemengheet ze agéieren. Et ass liichtfankeg a geféierlech, wa mir als politesch Responsabel oder aner sougenannten „forces vives" vun eisem Land därmoossen aggressiv Debatten iwwer kataresch oder soss auslännesch Participatiounen hei zu Lëtzebuerg féieren.

Besonnesch stëmmt et mech bedenklech, dass esou Aussoen aus Kreesser kommen, déi sech dach soss gär d'Wuert Toleranz ganz grouss op hir Visitekaart schreiwen. Esou Aussoen hunn net nëmmen negativ Auswierkungen op d'Verhältnis tëschent dem Katar an eisem Land a sengen Entreprisen, et ass ganz einfach en negativt Signal un aner potenziell Interessenten.

Dës Diskussioun, den Inhalt vun deenen Diskussiounen an d'Aart a Weis, wéi mir hei verfueren, sinn duebel schiedlech fir Lëtzebuerg: well op där enger Säit riskéiere mer, dass eise Standuert un Attraktivitéit verléiert, op där anerer Säit verbarrikadéiere mer eise Betriber d'Dieren no baussen.

Déi ekonomesch Fluxen, déi eis Regierung am Kader vu sëlleche Wirtschaftsmissioune versicht huet unzekuerbelen oder oprechtzëerhalen, fonctionnéieren an déi zwou Richtungen. Mir importéieren Know-how vun ausserhalb a vermaarten a verkafen eis Produkter a Servicer am Ausland, an och an deenen arabesche Länner inklusiv dem Katar.

Och wa mir zu engem groussen Deel Déngschtleeschtungen exportéieren, wat duerch eis Finanzplaz och nozevollzéien ass, stelle Gidder awer en net négligeabelen Deel duer. Vill mëttelstänneg Betriber profitéiere vun eise gudde Kontakter. Ech stellen och fest, dass d'Exportatiounen an eis direkt Nopeschlänner an an d'EU säit 2002 réckleefeg sinn. Ech stellen och fest, dass mir déi lescht Joren an engem wirtschaftlech extrem schwieregen Ëmfeld liewen. Wéi mir sinn och e groussen Deel vun eisen EU-Partner vun der Finanz- a Scholdekris betraff.

Mir kommen also net derlaanscht, fir eise geografeschen Aktiounsradius auszeweiden. Dat ass wichteg a richteg, zumools fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg. Länner an Asien, Südamerika an de Mëttleren Orient gehéieren zu dësem neien Ofsazmaart, op dee mir eis astelle mussen. Dat sinn déi opstriewend Ekonomien, wou mir och déi néideg finanziell Ënnerstëtzung kënne kréien. Wann d'Geld nämlech bei eis knapps gëtt, da gëllt et, finanzstaark Partner ze sichen. An dozou gehéiert niewent anere Länner och de Katar.

Dat sinn net ëmmer Länner, déi eis kulturell ganz nostinn.

Une voix.- Oh!

(Interruption)

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dat soll eis awer keng Angscht maachen a mir sollen dann och keng esou eng Stëmmung no bausse vermëttelen. Mir wëssen, zu wéi enge Reaktiounen esou Gefiller nämlech am Allgemenge féieren. An dat, do si mer eis, mengen ech, eens, wëlle mer bestëmmt net. Ech sinn nämlech der Meenung, dass eis Diversitéit, den Échange mat anere Kulturen, d'Oppenheet vis-à-vis vun deem Friemen eis zu eisem heitege Räichtum, net nëmmen a finanzieller Hisiicht, verhollef hunn.

Une voix.- Just net, wa se Asyl hei froen.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir musse mer et an Zukunft fäerdegbréngen, méi eng sereine Debatt hei ze féieren, an dat am Intérêt vun eisem Land.

(Interruptions)

An eisem aktuelle Sozialsystem hunn d'Gewerkschaften hir Roll ze spillen. Et ass hir Aufgab, Revendicatiounen ze stellen, dat Bescht fir hir Memberen erauszeschloen. Mir als…

(Interruption)

Ech selwer!

Mir als politesch Responsabel spillen eng aner Gei. Dat heescht net, dass mir net diskutéiere sollen, dass alles muss guttgeheescht ginn. Mir däerfen awer net a Populismus a Friemefeindlechkeet verfalen.

Mir sinn et, déi d'Weiche fir d'Zukunft stelle mussen. An dee Beräich fält och eng méi investorfrëndlech Atmosphär. D'Verstaatlechung vu private Betriber ass fir eis keng Optioun. Op auslännescht Kapital verzichte wëlle mer aus de virgenannte Grënn och net.

Ech wéilt duerfir ofschléissend soen: Fir dass mer bleiwen, wat mer sinn, musse mer eis verännere.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat, wat Lëtzebuerg haut ass, wier et ni ouni auslännescht Kapital an auslänneschen Know-how ginn. Ech huelen un, dëst ass eng Erkenntnis, un där kaum een heibanne wäert zweifelen.

D'Demokratesch Partei ass och duerfir der Meenung, datt d'Froestellung vun där heiteger Debatt falsch gewielt ass. Net d'wirtschaftlech Bezéiunge mat auslänneschen Investisseuren, an dësem Fall Investisseuren aus dem Katar, sollten eiser Meenung no Géigestand vun enger grondleeënder Diskussioun sinn, mä d'Fro, wéi mir als Lëtzebuerger mat esou Investisseure wëllen ëmgoen. D'Fro, wat Investisseuren zu Lëtzebuerg sichen, ass nämlech séier beäntwert: Si siche Weeër, fir hiert Kapital gewënnbréngend ze placéieren.

D'Fro, déi mir awer eis musse stellen, ass: Wéi wëlle mer déi bestehend Aarbechtsplazen ofsécheren an neier schafen hei am Land? Wéi kënne mer mat innovativen Iddien a kompetitive Rahmebedéngunge Leit dovunner iwwerzeegen, fir zu Lëtzebuerg ze investéieren? Wéi kënne mer nees zousätzlech Recetten an d'öffentlech Keese schwemmen? A wat ass eis Strategie fir eng ganz Rei vu Betriber, an deenen de Stat Aktionär ass?

Dëst sinn d'Froen, mat deene mir eis beschäftege sollten. Dëst sinn d'Froen, op déi mir eng Äntwert musse fannen, wa mir eist Land wëlle virubréngen. Well et wier falsch, ze mengen, datt zum Beispill mam Départ vu Qatar Airways bei der Cargolux och d'Problemer geléist wieren. Et wier ze vill vereinfacht, elo esou ze maa-

chen, wéi wann d'Partnerschaft mat Qatar Airways un de béisen auslänneschen Investisseure gescheitert wier.

Duerfir hunn ech mat groussem Interessi d'„Lëtzebuerger Land" vun der leschter Woch gelies, an deem aus enger Note vun enger Lëtzebuerger Sociétéit zitéiert gëtt, déi bis 2011 am Kapital vun der Cargolux dra war. An dëser Gesellschaft sinn eng ganz Rei vun ugesinnene Lëtzebuerger Investisseure vertrueden. An déi kommen iergendwann am Joer 2010, 2011 zum Schluss, datt bei der Cargolux eppes grondschif leeft:

Déi verschidde staatlech Aktionäre géifen net gemeinsam hannert engem gemeinsame strategesche Plang fir d'Cargolux stoen. Am Géigendeel, déi verschidde staatlech Aktionäre wieren intern zerstridden an dat géif op d'Käschte vun der Gesellschaft goen. Et géif grave Mëssstänn beim Management. Wichteg Personaldécisioune géife schleefe gelooss ginn an Diskussioune mat strategesche Partner géifen nëmme virgetäuscht ginn, hätten awer a Wierklechkeet ni stattfonnt.

An dës Lëtzebuerger Investisseure kommen dann zum Schluss, datt se méiglechst séier, léiwer haut wéi muer, aus där Sociétéit géifen erausklammen.

Här President, hei kritt d'Regierung de Spigel virgehalen, net vun auslänneschen Investoren, net vu sougenannten „Heuschrecken", net vun iergendwelchen Hedgefonds, déi dat séiert Geld géife sichen. Neen, hei kritt d'Regierung de Spigel virgehale vun eisen eegene Leit, vu Leit, déi Lëtzebuerg kennen, déi u Lëtzebuerg gleewen an déi a Lëtzebuerg investéieren.

Duerfir deet et duebel wéi, wa grad déi zum Schluss kommen, datt den Haaptschwaachpunkt an enger soss gesonder Sociétéit de Stat selwer ass. Datt de Schwaachpunkt d'Regierung ass, déi net weess, wouhinner mat deem Betrib, wou kee Pilot u Bord ass a wou d'Aktionären duerfir ufänken, de Fallschierm ze zéien.

D'Beispill Cargolux weist, datt, wa mer iwwert d'wirtschaftlech Relatioune mat dem Katar wëlle schwätzen, dann eng vun deene gréisste Suerge muss sinn, wat der Regierung hir laangfristeg Strategië fir déi Betriber sinn, wou de Stat Aktionär ass. Mir sollten emol iwwer eis schwätzen an net iwwert déi aner.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, den Nohaltegkeetsminister huet an där leschter Debatt hei an der Chamber gefuerdert, datt d'Cargolux zur Rou misst kommen. D'DP ass och där Meenung. Wichteg Décisioune sti bevir. Een neie President vum Conseil d'administration muss fonnt ginn, een neie strategesche Partner an e Businessmodell, mat deem d'Sociétéit nees op d'Gewënnerstrooss kënnt.

Mä déi lescht Woche weisen et: D'Cargolux wäert net zur Rou kommen. D'Cargolux wäert net zur Rou kommen, soulaang d'Wourecht iwwert d'Verhandlunge mat de katareschen Investisseure stéckerchersweis Woch fir Woch un d'Dagesliicht bruecht gëtt, soulaang d'national an d'international Press mat ëmmer neien Detailer iwwert dës zweifelhaft Verhandlungen dës Regierung viru sech hierdreiwen. Eréischt wann déi ganz Wourecht um Dësch läit, hu mir och een zolidd Fundament, op deem mer d'Zukunft vun enger performanter Cargolux kënnen opbauen.

Här President, d'Regierung hätt deem Trauerspill scho laang en Enn kënne setzen. De Finanzminister hat am Mäerz 2011 schonn d'Geleeënheet an der Wirtschafts- a Finanzkommissioun, fir d'Deputéiert ausféierlech iwwert d'Schwieregkeete bei de Verhandlungen ze informéieren. En huet et net gemaach. D'Ministere Wiseler a Frieden haten an deene leschte Wochen direkt véiermol d'Geleeënheet, fir d'Kaarten op den Dësch ze leeën, fir fir Transparenz ze suergen, fir Feeler zouzeginn, d'Konsequenzen dorauser ze zéien an derfir ze suergen, datt dëst net nach eng Kéier passéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- D'Äntwerten, déi mer hei an der Chamber op eis Froe kritt hunn, waren net ëmmer falsch, mä et ware just e puer Scheiwe vun enger grousser Salami. Scheif fir Scheif huet d'Regierung an der Vergaangenheet déi Saache missen zouginn, déi d'Medien an d'Parlament erausgeschafft hunn.

Mir hunn zum Beispill d'Fro gestallt, op wéi enger Grondlag den Aktionär Qatar Airways dann elo ausgewielt gi wier. D'Ministeren hunn eis geäntwert, datt dat e Prozess gewiescht wier an de Joren 2010 an 2011, wou verschidde Cargo-Gesellschaften a Konkurrenz gestallt gi wieren, e Prozess, aus deem Qatar Airways als interessanteste Partner ervirgaange wier.

Elo gi mer awer gewuer, datt et scho konkret Verhandlunge mat de Katarië gouf virun November 2009, nach virundeem de Stat iwwerhaapt de Portage iwwerholl hat! Datt déi prinzipiell Décisioun, fir Qatar Airways an d'Aktionariat vun der Cargolux wëllen opzehuelen, scho laang virdrunner getraff gi wor. Opgrond vu wéi enger Analys an a wéi engem Kader, dat wësse mer awer bis haut nach ëmmer net.

Mir hunn heibannen doriwwer diskutéiert, datt de Ratio tëschent de Participatioune vun den auslänneschen an de Lëtzebuerger Aktionären an dem Verhältnis vu 35% zu 65% sollt bleiwen. D'Regierungsparteien hu souguer eng Motioun dozou gestëmmt. Dobäi hunn d'Verhandlunge vun Ufank u yirgesinn, datt d'Katarien an zwou Phase fir d'Éischt 35% an da 45% bis 49% vun den Aktië sollte kréien.

Mir hu gefrot, firwat de Stat de Portage vun de Swissair-Aktien huet misse maachen. D'Ministeren hunn eis geäntwert, et hätt zu deem Zäitpunkt keng Interessenten derfir ginn. Wéi erkläert et sech dann, datt awer schonn am Oktober 2009 konkret Rapprochementer tëschent der Cargolux a Qatar Airways stattfonnt hunn? Rapprochementer, iwwert déi d'Lëtzebuerger Regierung d'EU-Kommissioun och bewosst am Onklore gelooss huet. Huet d'Regierung deemno de Portage gemaach, net, well et keen Interessent ginn hätt, mä fir d'Partë geziilt de Katarië kënnen zoukommen ze loossen?

Mir hunn de Finanzminister gefrot, ob en am Kader vun deem Accord den Avis vum Conseil d'administration vun der Cargolux ageholl hätt. De Minister sot, hien hätt dat net brauchen ze maachen.

Hie verschweigt eis awer, datt déi ganz Verhandlunge mat de Katarien aus de Joren 2009 an 2010 an engem separate Conseil des actionnaires gefouert goufen, dat heescht, laanscht de Conseil d'administration vun der Cargolux.

Hie verschweigt eis, datt en net den Accord vun allen Aktionäre vun der Cargolux hat, fir 35% vun den Aktië fir e Präis vun 117 Milliounen Dollar ze engagéieren.

Hie verschweigt eis, datt en domadder eventuell souguer géint kontraktuell Bestëmmungen tëschent de Cargolux-Aktionäre verstouss huet, andeem e seng Zouso zu engem Präis ginn huet, ouni déi aner Aktionäre virdrunner ze consultéieren.

Mir hunn de Finanzminister gefrot, ob am Gespréch zu Doha och iwwer eng gemeinsam Strategie an iwwert d'Synergien tëschent béide Sociétéite geschwat gi wier. De Finanzminister huet betount, datt en zu Doha e politeschen Accord fonnt hätt iwwert de Präis. Iwwer Detailer wier net geschwat ginn. Mä hien hätt awer een Dossier derbäi gehat. An, hien hätt just Verhandlungen ofgeschloss, déi d'Cargolux ugefaangen hätt.

Jo, dat war wuel esou. De Finanzminister huet en „handshake agreement" fonnt. Mä wat en awer verschweigt, ass, datt deen Accord virum Hannergrond vu pousséierte Verhandlungen aus de Joren 2009 an 2010 geschitt ass, wou schonn een detailléierten industrielle Projet tëschent Qatar Airways an der Cargolux ausgeschafft gi wor, an deem souguer Detailfroen - wéi zum Beispill Simulatiounen iwwert de Verkaf vun den Aktien - schonn ausgeschafft woren.

Wat de Finanzminister weider verschweigt, ass, datt dës Verhandlungen op engem ganz fortgeschrattene Stadium stieche bliwwe sinn. Et ass eben net zu engem Accord komm. Eng ganz Rei vu Froe sinn oppe bliwwen. An doduerjer kritt den Accord, deen de Finanzminister zu Doha fonnt huet, eng ganz aner Bedeitung.

Mir sinn ëmmer dovun ausgaangen, datt de Finanzminister aus Onkenntnis eraus e ganze Koup vun Detailfroe bei deem Accord net gekläert hätt. Dëst wier scho schlëmm genuch gewiescht. Elo gi mer awer gewuer, datt de Finanzminister den Dossier parfaitement kannt huet, besser wéi esou munchen aus dem Verwaltungsrot vun der Cargolux.

Hie wousst offensichtlech ganz gutt Bescheed iwwert déi Verhandlungen aus de Joren 2009 an 2010. An hie wousst och, datt dës op Widderstand gestouss woren an net ofgeschloss konnte ginn. An trotzdeem huet de Finanzminister zu Doha engem Accord zougestëmmt an domadder d'Aktionäre viru Faits accomplis gesat. An trotzdeem huet hien engem Accord zougestëmmt an domadder all Problemer, déi eventuell bei de Verhandlungen opgetruede wären, an d'Gesellschaft eragedroen.

De Finanzminister huet eis och verschwiegen, a wéi eng schwiereg Situatioun e mat sengem onvirsiichtege Virgoen d'Aktionäre vun der Cargolux, souwuel déi privat wéi och déi öffentlech, bruecht huet. De Finanzminister hat offensichtlech keng Kenntnis vun der Problematik vun deenen Dividenden, déi duerch d'B-Aktië garantéiert woren, wéi en zu Doha dem Accord zougestëmmt huet. Déi privat Aktionäre kënnen awer net einfach op esou eng Dividend verzichten, déi kontraktuell virgesinn ass, ouni sech selwer a juristesch Schwieregkeeten ze bréngen.

at huet d'Regierung an där Situatioun gemaach? An enger Situatioun, wou se reng juristesch ganz offensichtlech am Feeler war.

Ass een higaangen an et huet een den Accord versicht nozeverhandelen? Wann dat net gaangen ass, firwat huet een deen „handshake agreement" net einfach gekippt, nodeems offensichtlech gouf, a wéi eng Schwieregkeeten ee sech domadder bruecht hat?

Wat huet d'Regierung du gemaach? Ass een higaangen an et huet een déi staatlech Aktionären ënner Drock gesat, fir op hir Dividenden ze verzichten an domadder kënnen déi privat Aktionären auszebezuelen? Wat soten déi Häre Finck vun der Spuerkeess, Reinesch vun der SNCI an Hoffmann vun der Luxair dozou, datt hir Sociétéiten op zeg Millioune vun Einnahme sollte verzichten? Nëmme well de Finanzminister sech verspekuléiert hat! Stëmmt et, datt si vun der Regierung den Aarm gebéit kruten, esou wéi et an der Press stoung? Stëmmt et, Här Frieden, datt Dir Är Zouso ginn hutt, fir d'Kritiker aus den eegene Reien op d'Linn ze bréngen, an dëst alles nëmmen, fir Är eege Feeler auszebigelen? D'Regierung schéngt dës Virwërf, déi säit Wochen am Raum stinn, einfach hinzehuelen.

Dëst sinn awer nëmmen e puer Punkten, déi weisen, datt déi Versioun, déi d'Regierung der Chamber ginn huet iwwert d'Verhandlunge mat de katareschen Investoren, een „Märchen aus Tausend und einer Nacht" war.

Une voix.- Voilà!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Dës Punkte ginn zum groussen Deel beluecht duerch en internt Dokument vun dem Conseil des actionnaires vun der Cargolux aus dem Joer 2010, dat der DP, deene Gréngen a vläicht och deenen anere Fraktiounen anonym zoukomme gelooss ginn ass.

Ech weess net, ob all d'Kolleeginnen an d'Kolleege vun dësem Dokument Kenntnis hunn. Duerfir wëll ech et hei déposéieren. An ech géif Iech bieden, Här President, jiddwerengem eng Kopie dovunner ze maachen an et och un d'Finanz- an d'Nohaltegkeetskommissioun ze iwwerginn, en vue vun där nächster Réunion jointe zu dësem Sujet. Ech denke mer, datt et wichteg ass, datt d'Chamber Kenntnis huet vun dësem Dokument.

(M. Fernand Etgen dépose une documentation sur le bureau du président.)

Une voix.- Elo gi mer emol d'Wourecht gewuer!

M. le Président.- Merci.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, ech muss Iech soen, datt ech beim beschte Wëllen net verstinn, firwat dës Regierung net schonn an de Joren 2009 an 2010 an d'Chamber komm ass, esou wéi dat elo gemaach gëtt, an eis einfach informéiert huet iwwert d'Verhandlunge mat de katareschen Investisseuren. Firwat kréie mer hei Märercher opgedëscht iwwer en Accord, deen am Februar 2011 zu Doha fonnt ginn ass a bei deem d'Regierung eis vollkommen am Donkelen iwwer seng Virgeschicht léisst?

Ech versti beim beschte Wëllen net, firwat ee sech net d'Zäit gelooss huet, fir all Detailfroe mat den Aktionären ze klären, virundeem een op Doha gefuer ass. Ech verstinn net, firwat ee sech dann zu Doha mat Haut a mat Hoer engem Accord verschreift, ouni mat den Aktionäre virdru Récksprooch ze huelen.

Op deem doten Niveau ass et dach wuel normal, datt och e Finanzminister seet, datt en déi Propositioun, déi ee gemeinsam fonnt huet, den Aktionäre muss virleeën. Alles aneschters wieren dach komesch Zoustänn, wann de Finanzminister den Androck géif vermëttelen, hie kéint op eemol einfach esou iwwer eng Luxair, eng Spuerkeess an eng SNCI verfügen!

Am mannste Verständnis hunn ech awer derfir, datt d'Regierung als Ganzt net reagéiert huet, wéi bis däitlech ginn ass, datt dësen „handshake agreement" net am Intérêt vun der Allgemengheet an och net am Intérêt vun der Cargolux wier, datt d'Regierung dunn net higaangen ass an dësen Accord de principe a Fro gestallt huet. Datt een et virgezunn huet, sech selwer keng Bléiss ze ginn an d'Répercussioune fir d'Cargolux an d'Öffentlechkeet a Kaf geholl huet!

Firwat huet d'Regierung dat gemaach?

Firwat sinn de Finanzminister Luc Frieden an den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler net am Mäerz 2011 an d'Chamber komm an hunn an aller Transparenz mat eis iwwert d'Problemer geschwat, an déi si sech, d'Regierung an d'Cargolux mat hirem Deal manövréiert haten?

(Interruptions)

Firwat huet een net d'Noutbrems gezunn an ass vun deem Accord zréckgetrueden, een Accord, dee ganz offensichtlech méi Problemer geschaf huet, wéi en der geléist huet? Firwat?

A firwat spillt d'Regierung och weiderhi Kaz a Maus mat dem Parlament an der Öffentlechkeet, an der Hoffnung, esou vill wéi méiglech ënnert dem Teppech ze halen?

Domadder muss elo Schluss sinn. De Schued ass scho grouss genuch, wat d'Cargolux ubelaangt, awer och wat d'Relatiounen tëschent Regierung a Chamber ubelaangt.

Duerfir wëll ech hei zesumme mat de Kolleege vun der grénger Fraktioun eng Motioun déposéieren, an där mer d'Regierung opfuerderen, bis Enn Januar der Chamber e Rapport virzeleeën, an deem de Prozess, deen zur Participatioun vu Qatar Airways an der Cargolux gefouert huet, detailléiert opgeschafft gëtt.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les révélations récentes de la presse sur l'accord trouvé entre le Ministre des Finances luxembourgeois et le Vice-Premier Ministre qatarien sur une participation dans la société Cargolux à Doha en février 2011;

- considérant les discussions consécutives menées à la Chambre des Députés, tant en séance plénière qu'en commission parlementaire au cours des derniers mois;

invite le Gouvernement à

- dresser un rapport détaillé sur les négociations menées avec les investisseurs qatariens sur une participation au sein de la Cargolux;

- mettre à la disposition de la Chambre des Députés tous les documents élaborés dans le contexte de ces négociations;

- présenter le rapport à la Chambre des Députés endéans les deux mois.

(s.) Fernand Etgen, François Bausch, Eugène Berger, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Doriwwer eraus fuerdere mer d'Regierung op, der Chamber all Dokumenter zoukommen ze loossen, déi an deem Kontext erstallt gi sinn.

Här President, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Cargolux ass sécher eng wichteg Firma zu Lëtzebuerg, eng sougenannt „systemesch" Gesellschaft. Wann ee sech drun erënnert, dass d'Strategie vun der Regierung fir d'wirtschaftlech Diversifikatioun jo och déi ass, an der Logistik en neie Créneau fir Lëtzebuerg ze fannen, dozou gehéiert selbstverständlech d'Cargolux, an dofir ass et och wichteg, dass d'Politik - d'Chamber, d'Regierung - sech ëm déi Cargolux beméit, fir déi Firma weiderzëentwéckelen, fir se och aus deenen Turbulenzen erauszehuelen, an déi se an der leschter Zäit komm ass.

Ech wéilt drun erënneren hei, dass d'LSAP duerch hire Fraktiounspresident Lucien Lux an de leschte Wochen zweemol an enger Heure d'actualité d'Fro vun der Cargolux opgeworf huet, dass mer och eng grouss Manifestatioun virun onser Dier hei haten an dass d'Politik zu Lëtzebuerg sech intensiv ëm déi Firma bekëmmert huet. Dofir ass och déi Interpellatioun haut selbstverständlech richteg, fir vun der Regierung all Opklärungen ze kréien iwwert déi Virwërf, déi hei gemaach gi sinn.

Ech wëll och soen, dass et hei eigentlech net dorëmmer geet, fir ze soen, mir wäre géint Auslänner, mir wäre géint auslännescht Kapital. Ech muss soen, ech sinn e bëssen erstaunt iwwert déi Akzenter, déi ech aus der CSV-Fraktioun haut gehéiert hunn.

(Brouhaha)

Wann ech mech drun erënneren, wéi den Här Spautz, de Fraktiounspresident vun der CSV, bei deenen Heures d'actualité, déi mer haten, awer zimlech kritesch Téin hei virbruecht huet, an ech héieren elo den Här Gloden, dee wëllt soen, déi Leit, déi kritesch zu där Fro géife Stellung huelen, déi wären auslännerfeindlech a géife géint den Asaz vu friemem Kapital zu Lëtzebuerg virgoen, dann erstaunt dat mech trotzdeem!

Här President, ech wëll soen, dofir fannen ech och déi Interpellatioun interessant, well se eng Grondfro vun onser Wirtschaftspolitik opwerft,

nämlech déi vun enger klenger Ekonomie ouni e Maart, ouni eigentlech selwer eegent Kapital an enger globaler Welt. Et ass och scho gesot ginn, dass ons Geschicht dorobber vill Äntwerte gëtt. Wann ee vun Ufank un, vum 19. Jorhonnert bis och an de 60er a 70er Jore kuckt, war et ëmmer auslännescht Kapital, wat zu Lëtzebuerg intervenéiert ass, fir nei Créneauen opzemaachen, nei Industrien opzemaachen.

Ech ginn net op déi Detailer an. Ech wëll awer soen, dass ech do mech erënneren un all déi Verschwörungstheorien, déi och deemools vun der Kommunistescher Partei komm sinn. Wann amerikanescht Kapital op Lëtzebuerg komm ass, fir nei Firmaen, fir Goodyear ze schafen, fir DuPont de Nemours ze schafen, aner Firmaen, ass dat ëmmer als eng Aart Ënnerhielechung vun onsem soziale Modell duergestallt ginn.

Ech wëll soen, dass mer als Lëtzebuerger bei där Oppenheet, déi mer vis-à-vis vum Ausland haten, vis-à-vis vun auslänneschem Kapital, ëmmer drop gehalen hunn, dass ons Sozialgesetzer, onst Aarbechtsrecht, ons Kultur, Sozialkultur, déi mer hei entwéckelt hunn, solle respektéiert ginn. An ech mengen, et war ni vun der Lëtzebuerger Regierung d'Absicht, vu kenger Lëtzebuerger Regierung, fir Lëtzebuerg ze bradéieren, wann da friemt Kapital op Lëtzebuerg kéim. An ech mengen, dat ass och haut nach déi Astellung vun der Lëtzebuerger Regierung. Op jidde Fall ass dat de Wëlle vun der LSAP, fir dat ze verdeedegen.

Mir brauchen also Ustéiss vu baussen. Mir brauchen Expertise, mir brauche frëscht Kapital, well mer dat eegent Kapital net hunn. An d'Fro, wéi dat dann elo mam Katar war, ech mengen, d'Regierung géif ons do, an ech hoffen, dass se ons do all Informatioune gëtt op déi Froen, déi hei gestallt gi sinn. Dat ass d'Recht vun den Deputéierten, fir déi Froen ze stellen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer eng Partie Äntwerte kréien. Mir hunn der schonn eng Partie kritt. An ech mengen och, dass den Här Wiseler och schonn emol an der Commission du développement durable war, fir doriwwer ze berichten. Dat ass also bekannt. Do konnt jiddwereen, dee sech wollt informéieren, dat och kréien.

Ech huelen also déi Reprochen, souwuel vun der DP wéi och vum Här Urbany, net un, dass hei alles ënnert den Teppech soll gekiert ginn. Dat ass e rezent Schlagwuert, wat an der Lëtzebuerger Politik vill gebraucht gëtt...

(Interruptions)

...vill gebraucht gëtt. Den Teppech ass op eemol esou bombéiert, dass iwwerhaapt näischt méi drënnergeet. Ech gleewen dat net. Ech gleewen déi Verschwörungstheorien net. An dofir...

Une voix.- Da gitt emol drënner kucken!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...sinn ech och iwwerzeegt, dass d'Regierung ons dorobber déi richteg Äntwerte gëtt.

Mä de Katar, loosse mer emol e Wuert vum Katar schwätzen. De Katar ass jo net en eenzelt Land. Et ass ee vun de Golfstaten. An Dir wësst, dass d'Golfstate jo säit enger Partie Joren am Viséier vun der Europäescher Unioun sinn als interessant Partner mat wirtschaftlechen Opportunitéiten.

Lëtzebuerg ass och op deen Zuch gesprongen. Dir wësst, dass mer eng Ambassade an de Vereenegten Emiraten opgemaach hunn. Dat soll dann ons Dier zu der islamescher Welt sinn. A wéi dann no frëschem Kapital fir d'Cargolux gesicht gouf, war de Katar do. An d'Iddi war jo och, fir do mat der Cargolux en neie Partner an enger wirtschaftlech interessanter Géigend ze sichen.

An natierlech, wann d'Kapitalisten aus frieme Länner, aus egal wat fir engem Land, ob dat de Katar ass oder en anert Land, Amerika oder China oder wou nach ëmmer, wann déi hiert Kapital am Ausland investéieren, da maache se dat net aus Nächsteléift. Si wëllen hiert Kapital gutt a sécher uleeën an natierlech Profit maachen. Esou eng Strategie geet awer nëmmen op, an dat wësse mer aus onser Geschicht, wa vu béide Säite Respekt do ass ee fir deen aneren. Dat heescht, dofir muss den Intérêt vun deem enge mat deem vum anere coïncidéieren. Dat heescht, jiddweree muss eppes gewannen.

Dat ass bei der Cargolux anscheinend net esou gewiescht. Dat heescht, de Katar huet dat anscheinend net esou gesinn. En huet net Rücksicht op ons Sozialkultur wëllen huelen. En huet sech op eng Bunn beginn a Konditioune gestallt, déi mir zu Lëtzebuerg net konnten unhuelen. Dat huet och d'Reaktioun vun der Belegschaft gewisen. Dat huet och d'Reaktioun vun der Politik zu Lëtzebuerg gewisen. An dofir ass jo deen Deal da finalement och geplatzt.

Ech begréissen och, wat jo de Moie bekannt ginn ass, dass d'Regierung dee Pak vun Aktië vun dem Katar an der Cargolux erëmhëlt. Mir hoffen, dass dann op déi Manéier en neie Partner fonnt gëtt, mat deem mer ons besser kënne verdroe wéi mam Katar. Ech hoffen och, dass bei der BIL a bei der KBL d'Verhältnisser besser sinn an dass mer mat deem Apport vu Katar déi zwou Banke kënnen erhalen. Dat si wichteg Banken zu Lëtzebuerg, deene mer eng Zukunft musse ginn.

Da stellt d'Fro sech natierlech, déi hei och gestallt ginn ass, wéi esou Rapprochementer zustane kommen, wéi se preparéiert ginn, wat derhannert stécht a wat ee sech dann dovunner erwaart.

Ech muss zwar soen, déi Verschwörungstheorie vum Här Urbany, dass den Här Frieden de Katar siche gaange wär, fir zu Lëtzebuerg „opzemëschten", dat ass awer trotzdeem e staarkt Stéck! Also, dass mer géifen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Dat ass geschriwwe ginn!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...dass e Lëtzebuerger Minister géif dohinnergoen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Et ass geschriwwe ginn, an ech hunn d'Fro opgeworf.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...dass e Lëtzebuerger Minister géif dohinnergoen an en auslänneschen Investor mat enger anerer Culture d'entreprise op Lëtzebuerg siche géif goen, fir hei zu Lëtzebuerg „opzemëschten" mat wat ëmmer, dat fannen ech trotzdeem e staarkt Stéck als Verschwörungstheorie an ech kann dat wierklech net akzeptéieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Et ass schwéier ze beweisen, mä et ass eng interessant Theorie.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et ass natierlech gutt, wëll ech soen, wann een e Land kennt a wann ee scho Relatioune mat deem Land huet, fir dann och Relations d'affaires mat deem opzebauen. Dofir och déi Iwwerleeung à l'adresse vun der Regierung, déi mer och an der Kommissioun, déi sech mat Kooperatioun an Développement befaasst, schonn öfters gefouert hunn, fir mat Länner, deene mer an hirer Entwécklungsphas gehollef hunn, spéider do wirtschaftlech Relatiounen opzebauen. D'Regierung huet jo schonn domat och ugefaangen.

Mir hu viru Kuerzem bei der Visite vum Ausseminister vum Niger gehéiert, wéi wichteg den Afrikaner déi europäesch Kulturgouvernance an der Wirtschaft ass, déi eng aner ass wéi zum Beispill bei de Chineesen, wann déi an Afrika omnipräsent sinn. Dofir, staark a vertrauenswierdeg Relatiounen, déi iwwer Joren opgebaut goufen, sinn eng gutt Ausgangsbasis, fir beim Décollage vun engem Entwécklungsland d'wirtschaftlech Zesummenaarbecht opzebauen. Dat ass e Créneau, mengen ech, deen ee soll als Lëtzebuerger Land weiderverfollegen, dee mer duerch ons héich Entwécklungshëllef, duerch ons aktiv an desinteresséiert Entwécklungshëllef a ville Länner an der Welt hunn, déi ons do eng ganz gutt Ausgangsbasis gëtt.

Dat bréngt mech dann natierlech zu där spannender Fro: Mat wiem kënne mer dobaussen zesummeschaffen, fir wirtschaftlech Relatiounen opzebauen? Kréie mer déi Länner gemoolt, esou wéi mer se gären hätten? Ganz sécher net. Et muss ee sech natierlech hei viru Blauäugegkeet an och virun Zynismus hidden. Wirtschaft ass keng Politik, mä Wirtschaft a Politik sinn net vuneneen ze trennen.

Et ass natierlech schwéier, fir allgemeng verbindlech festzeleeën, wat dann e Land ass, mat deem een zesummeschaffe kann. Natierlech gëtt et Staten, déi d'Mënscherechter mat Féiss trieden, an och sougenannten „Schurkenstaaten", mat deenen en demokratescht Land näischt ze dinn huet, och net um wirtschaftleche Plang.

Mä kucke mer emol am Detail de Katar. De Katar ass e klengt - ech mengen, als Lëtzebuerger vun engem klenge Land ze schwätzen, ass ëmmer e bësse relativ ze kucken, mä trotzdeem -, et ass e klengt islamescht Land, wat relativ rezent vill Sue krut, mat engem Emir un der Spëtzt, deen zimlech vill ze soen huet. Dat ass keng däischter mëttelalterlech Diktatur, awer och keng lupenrein Demokratie. Et ass en islamescht Land iwwregens - wëll ech och nach soen -, wat enk mat Saudi-Arabien zesummeschafft. A Saudi-Arabien huet vill Pëtrol an also och vill Suen, ass awer geprägt, musse mer wëssen, vun engem zimlech rabiaten Islam, dee sech net scheit, dobaussen iwwerall ze intervenéieren.

De Katar sengersäits - ech soen Iech dat, wat ech elo a menge Lecturen erausfonnt hunn, well ech nach selwer kee Kontakt mat deem Land hat an och nach dohinner keng Visite gemaach hunn -, de Katar ass um Wee, fir e modernt Land ze ginn. Do sëtzt zum Beispill de Sender Al Jazeera, eng Aart CNN fir d'arabesch Welt. De Katar wëllt international matschwätzen, huet zum Beispill mat géint de Gaddafi gekämpft. An et konnt een déi lescht Zäit an der Zeitung liesen: De Procureur vun deem Land soll elo opgrond vun engem UNO-Mandat déi agefruere Sue vun de vergaangenen Diktaturen an Nordafrika verwalten, déi de Katar gehollef huet lasszeginn.

Et kann een un de Positioune vun esou engem Land munches auszesetzen hunn, mä et kann ee mat esou engem Land wirtschaftlech Relatiounen opbauen, wann dann d'Chimie zwëschen de Partner stëmmt a wann och de géigesäitege Respekt vun de Partner do ass.

Et kann een och nach e Wuert iwwer China soen, well mer jo déi allgemeng Froen och am Här Urbany senger Interpellatioun gestallt kréien. China ass amgaangen, déi gréisst Ekonomie an Asien a vläicht och iwwermuer an der ganzer Welt ze ginn. Et ass eng Ekonomie, déi no kapitalistesche Methode fonctionnéiert, esou wéi mir och no kapitalistesche Methode fonctionnéieren. Mä China ass en autoritären Eeparteiestat, wou Leit, déi d'Korruptioun dénoncéieren, laang Joren an de Prisong kommen.

Europa - an och Lëtzebuerg - huet wirtschaftlech a politesch Relatioune mat China. Mir féieren e sougenannten „kriteschen Dialog" iwwert d'Mënscherechter mat de chineesesche Autoritéiten. D'Chineesen, wéi mer wëssen, verbidde sech all Amëschung an hir Politik, mä d'Ouverture, déi eng dynamesch Wirtschaft mat enger globaler Dimensioun verlaangt, forcéiert no an no och dee Regime do a China, d'Mënscherechter vu sech selwer lues a lues an ëmmer méi ze respektéieren, zum Beispill, wann dann hir eege Bierger net méi stallhale bei der Korruptioun vun de Parteikaderen, wa lokal a regional Wahlen ofgehale ginn, wa kritesch Diskussioune stattfannen no bannen an no baussen.

An eppes muss kloer si fir ons Relatioune mat China oder mat iergendengem Land, och mam Katar oder mat Saudi-Arabien oder wien et ëmmer ass: D'Demokratien, déi mat deene Länner zesummeschaffen, sollen an dierfen net op hir Wäerter verzichten. An dat muss och kloer gesot ginn deene Leit, mat deene mer wëllen zesummeschaffen!

Op där anerer Säit, wëll ech awer och soen, solle mer oppassen, net iwwerall an der Welt onbedéngt als moraleschen Zéimeeschter opzetrieden, ouni selwer einwandfrei dozestoen. Wann de Westen zum Beispill de Chineesen d'Doudesstrof reprochéiert, ass dat net ëmmer glafwierdeg, besonnesch net, wann et d'Amerikaner sinn, déi dee Reproche formuléieren. A Korruptioun gëtt et bekanntlech och a westlechen Demokratien, déi keen Eeparteiestat sinn.

Mä nach eng Kéier, fir dass et ganz kloer ass, an ech mengen, dat soll ons Ligne directrice sinn an all deene wirtschaftleche Relatiounen an anere politesche Relatiounen: Moralesche Relativismus aus wirtschaftlechen Ursaache kënne weder d'Europäesch Unioun nach hir Memberstate sech erlaben. Mir musse kloer fir ons Wäerter antrieden an déi Leit, déi sech an hirem Land fir Mënscherechter asetzen an oft fir hir Meenung am Prisong sëtzen, duerch e kloert Bekenntnis zu de Mënscherechter ënnerstëtzen. D'Mënscherechter sinn universell a gëlle fir all Land, egal wat fir eng Relioun dass et huet an egal wat fir eng politesch Doctrine et verfollegt. An dofir mengen ech…

M. le Président.- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Urbany Iech eng Fro stellt?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, selbstverständlech.

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech wollt just soen, Här Fayot, ech hunn zu kengem Moment vun deene Saachen do geschwat, déi Dir elo vläicht zu Recht an Ärer Äntwert opwerft.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hunn Iech…

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Dat ass net Géigestand vu menger Interpellatioun.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen? Also, do géif ech awer… Ech hunn elo Äre Bréif net hei. Dir hutt e Bréif vun enger Säit geschriwwen. Do steet ënner anerem dran, dass Der wëllt iwwert d'Cargolux schwätzen. Dir wëllt och schwätzen iwwert d'wirtschaftlech Relatioune vu Lëtzebuerg mat der Welt, d'Interventioune vu friemem Kapital an der Lëtzebuerger Wirtschaft. Dat sinn alles Froe vun Ärem Bréif. Ech weess net, ob Der deen nach selwer am Kapp hutt. Mä dat ass e Bréif vun enger ganzer Säit, deen eng ganz Partie Froen opwerft.

An ech hu probéiert, och op déi Froen anzegoen, well ech mengen, wat d'Cargolux ugeet, do wäert d'Regierung ons sécher prezis Äntwerte ginn. Ech hunn Iech och meng Meenung zu der Cargolux gesot, déi mir als LSAP hei an der Chamber traitéiert hunn in extenso an zwou Heures d'actualité. Ech hunn Iech och gesot, dass schonn an de Kommissiounen doriwwer geschwat ginn ass vum Här Wiseler.

Dofir, mengen ech, wären och déi aner Froen, déi Der opwerft, interessant behandelt ze ginn. An dofir wollt ech dat hei awer am Numm vun onser Fraktioun soen. Well Dir sot och zum Beispill, den Neoliberalismus, vun deem Der jo vill ëmmer schwätzt, géif dann d'Betriber dozou féieren, fir déi bestehend Sozialinstrumenter auszehielechen - dat ass och eppes, wat an Ärem Bréif steet -, fir dann international kompetitiv ze bleiwen. Dat ass och erëm eng fundamental Fro vun onser Zäit.

Mir wësse jo alleguerten, dass et Dérivë vum internationale Kapitalismus gëtt, deen iwwerall an ongezigelt Ressourcen a Mënschen ausbeute wëllt. Dat gëtt et an Europa, wou fir Investissementer gekämpft gëtt, wou rentabel Fabriken delokaliséiert ginn, fir e puer honnert Kilometer weider nach méi Suen ze verdéngen. Mir hunn dat bei Villeroy & Boch gesinn. Dat ass jo och eppes, wat an Ärem…, Villeroy gëtt net an Ärem Bréif zitéiert, mä déi allgemeng Iddi gëtt an Ärem Bréif duergestallt. A wat dann net an Europa geet, dat gëtt dann a Bangladesch oder a Pakistan oder an anere Länner an der Welt gemaach.

Dofir solle mer och ganz kloermaachen, dass ons Sozialgesetzer, déi mer hei no laangem gewerkschaftlechen a politesche Kampf opgebaut hunn, dass mer un deene Sozialgesetzer festhalen, och wa friemt Kapital bei ons kënnt. An dofir, mengen ech, musse mer ons asetzen.

Ech wollt och dann zum Schluss soen, dass mer als Lëtzebuerger Sozialiste keen Ofbau vun onsem Sozialnetz maachen, och net an der Regierung, contrairement zu deem, wat munech Gewerkschaften ons reprochéieren, an dass mer och, wa mer mam internationale Kapitalismus verhandelen, fir nei Entreprisen zu Lëtzebuerg ze kréien, déi Wäerter, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, solle verdeedegen.

Ech mengen och, dass déi international Kapitalisten, wa se bei ons kommen, verstinn, dass dat, wat se bei ons gutt fannen, nämlech Rou, Stabilitéit, Fridden, eng uerdentlech Gouvernance ouni Korruptioun an ouni Nepperei, d'Kafkraaft vu ville Leit, dass dat säi Präis huet an dass et d'Responsabilitéit vun der Politik ass, do Neen ze soen, wou wesentlech Wäerter a Gefor sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. An dann hunn ech nach hei op der Riedner-lëscht den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass wierklech eng banal Feststellung, datt mer eng oppen Ekonomie sinn, e klengt Land, eng oppen Ekonomie sinn an datt mer op auslännesch Investisseuren ugewise sinn. Ech mengen, et ass och keen heibannen, deen de Contraire behaapt oder dee mengt, mir missten als Lëtzebuerger Ekonomie autark funktionéieren a mir dierften oder mir sollte keng auslännesch Investisseure méi unhuelen.

Wou et awer drop ukënnt, dat ass, wa mer no auslänneschen Investisseure kucken oder wa mer versichen, eis méi breet opzestellen, eise wirtschaftleche Monolithismus ze duerchbriechen, méi ze diversifiéieren, da kënnt et op d'Definitioun un, déi mer deem Ganze ginn. Da kënnt et op d'Strategie un. Mir musse kucken: Wou wëlle mer eis diversifiéieren? Wat sinn déi Secteuren, déi mer haut hunn? Wat fir eng Atouten hu se? Wéi kënne mer déi ofsécheren? Wat hu mer vun Infrastrukturen? Wat hu mer vu Potenzialer duerch déi Infrastrukturen? A wat sinn déi Créneauen, déi déi nächst Jorzéngte wäerte weltwäit wirtschaftlech relativ vill ofwerfen, relativ staark gefrot ginn?

Et muss een awer och sech d'Fro stellen, ob déi wirtschaftlech Diversifizéierungsstrategie, déi vläicht nach gutt a richteg war an de 70er, 80er oder an den 90er Joren oder souguer nach ufanks vum 21. Jorhonnert, haut nach funktionéiert. Déi huet gréisstendeels dra bestanen, datt mer duerch d'Welt gereest sinn, de Wirtschaftsminister, de Finanzminister, de Premierminister, wien och ëmmer, a versicht hunn, op Basis natierlech vun enger Rei haaptsächlech infrastrukturellen Atouten, déi mer hunn, Betriber op Lëtzebuerg unzeéien.

Mir hunn awer haaptsächlech och no grousse Fësch gekuckt, no groussen Investisseuren, a mir hunn oft, eiser Meenung no, iwwersinn, datt et mindestens genausou interessant ass, fir net ze soe méi nohalteg ass, fir méi op d'Groussregioun ze setzen an ze kucken an der Groussregioun, wat fir eng Potenzialer mer do hunn.

Ech begréissen et iwwregens och doranner, datt deen neie Wirtschaftsminister do seng Strategie geännert huet a méi an Zukunft wëllt dorobber setzen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt vill Potenzial an der Groussregioun läit, virun allem och bei Mëttelbetriber, wou mer kéinten drop setzen a wou mer méi eng grouss Garantie hunn, datt se och nohalteg fir déi nächst Joren a Jorzéngten hei am Land respektiv an Zesummenaarbecht mam Land wäerte kënne funktionéieren an och derzou bäidroen, datt mer Aarbechtsplaze schafen an datt d'Ekonomie dréint.

Natierlech muss ee sech och bei där ganzer Diversifizéierungsstrategie, wann een an d'Ausland geet, eng ganz Rei Froen ethescher a sozialer Natur stellen. Dat ass natierlech net méi einfach ginn, well nach virun 10, 15, 20 Joer, wann ee sech ëmgekuckt huet no grousse Betriber, et sech meeschtens dann ëm eenzel Betriber gehandelt huet, Privatbetriber, déi jo awer méi transparent waren, wou ee méi konnt novollzéien, wat se géife maachen, wéi se géife weltwäit operéieren, an deementspriechend ethesch oder sozial Kritäre versichen dorobber unzewenden.

Haut ass et esou, datt mer ëmmer méi sougenannten „fonds souverains" hunn, dat si staatlech Investisseuren. Déi kommen natierlech haaptsächlech aus dem Mëttleren Orient, dat heescht Katar, Saudi-Arabien oder awer och China zum Beispill oder deelweis Indien. An dat mécht d'Saach natierlech vill méi komplizéiert, well do si mer natierlech konfrontéiert net nëmme mat der Betribsphilosophie vun engem Betrib, mä mat enger Philosophie, mat enger Astellung vun engem ganze Land respektiv mat der Ideologie, déi sech do hannendru verstoppt. An ech mengen, datt dat awer derwäert ass, datt ee sech do am Detail ukuckt, wat leeft.

A wann ech d'Beispill vum Katar kucken, da muss ech soen, war ech awer e bësse schockéiert, wéi ech elo de mandatéierte Spriecher vun der CSV héieren hu soen, datt mir eis mam Katar kulturell ganz no wären. Ech hu perséinlech näischt géint déi Leit aus dem Katar oder géint dat Land, mä ech muss awer feststellen, datt dat e bësselche wäit gegraff ass, wann ech d'Realitéit am Land kucken.

Ech hoffen awer net, datt mir enger Philosophie méi no sinn, déi dra besteet, datt zum Beispill e Land 500.000 Immigranten an d'Land unzitt, Filipinos an deem heite Fall, déi mat 200 Euro de Mount mussen auskommen, déi a Campe liewen ënner erbäermlechste Konditiounen, a wou Gewerkschafte kategoresch verbuede sinn…

(Interruptions)

…a wou op där anerer Säit déi authentesch kataresch Bevölkerung en Duerchschnëttsakommes huet vu 40.000 Dollar de Mount a wa se sech bestueden zum Beispill de Stat hinne garantéiert, datt se och en Haus vum Stat geschenkt kréien. Dat wär vläicht dat Positivst.

Wa mer eis dat géifen zu Häerz huelen, géif et eppes bäidroen zum Logementsproblem. Mä ech mengen net, datt dat déi Kultur ass, déi mir zu Lëtzebuerg an och net an Europa sollen an däerfe verfollegen. Dat sinn awer och Froen, déi ee sech muss stellen, wann ee mat esou Länner diskutéiert. An ech mengen och virun allem den Ëmgang an deem Land mat den Immigranten, wat jo déi Leit sinn, déi am Fong de Räichtum am Land selwer mathëllefen iwwerhaapt ze schafen, de Gas aus dem Buedem ze huelen oder de Pëtrol aus dem Buedem ze huelen ënner ganz schwierege Konditiounen!

An déi philosophesch Approche huet mat Sécherheet och matgespillt, wéi zu Lëtzebuerg négociéiert ginn ass. An där Beispiller fënnt een och, well d'Katarien investéiere jo weltwäit, an deenen ënnerschiddlechste Beräicher, wat hiert gutt Recht ass a wat ech och nach kann novollzéien, well si wëssen - an där Hisiicht si se ganz intelligent -, datt hir Gas- a Pëtrolsreserven endlech sinn. Si wëlle sech natierlech wirtschaftlech opstelle fir eng Kéier no der Pëtrolsan no der Gasära. Ech mengen, dat ass hiert gutt Recht. Mä ech mengen, d'Philosophie an d'Approche, wéi se virginn, huet vill ze di mat den Zoustänn, déi awer och am Land sinn.

Da si mir der Meenung, datt d'Regierung an där ganzer Diskussioun keng kloer Strategie hat. Si ass zimlech onkoordinéiert virgaangen. Et ass deelweis schlecht communiquéiert ginn tëscht deenen eenzelnen Acteuren, déi awer wichteg gewiescht wären an der Diskussioun mat der Cargolux.

D'Parlament ass laang Zäit iwwerhaapt net informéiert ginn an d'Parlament ass eréischt wierklech méi am Detail informéiert ginn, wéi d'Press eng Rei Saachen opgeworf huet, doduerjer natierlech dat Question-parlementairen no sech gezunn huet an Ufroen no sech gezunn huet, firwat d'Ministeren hu missen an d'Kommissioun kommen.

Et ass an deem Dossier hei net esou, wéi iwwregens och net am Dossier BIL an och net am Dossier KBL, datt d'Regierung esou proaktiv ëmmer an d'Chamber komm wär an d'Chamber vun Ufank un agebonnen hätt. Ech wäert dat och nach herno beweisen op Basis vun enger Question parlementaire, déi ech gestallt hunn de 6. Oktober, wa meng Erënnerung gutt ass, an Zesummenhang mat dem Deal, deen am dem Kontext vun der KBL ofgeschloss ginn ass.

Da véiertens, d'Parlament huet och d'Dokumenter eréischt kritt - zwar eng ganz Rei Dokumenter kritt, mä eréischt kritt -, wéi d'Kand schonn am Pëtz louch, wéi zimlech vill op der Place publique diskutéiert ginn ass a wéi et kloer war, datt d'Situatioun komplett verfuer war. An et ass jo och du kuerz duerno bekannt ginn, datt souwisou den Investisseur aus dem Katar géif aus dem Deal erausklammen.

Da kënnt dee Punkt, deen awer och fir mech oder fir eis Fraktioun extrem wichteg ass. Mir hunn elo haut mat Interessi a mat Satisfaktioun gelies, datt d'Regierung elo de Portage, datt dee réusséiert ass, datt mer déi Aktien erëm zréckkaaft hu vun de Katarien. Mä ech wëll Iech drop hiweisen: Mir hunn e Präis bezuelt vun 117 Milliounen. Dat heescht, mir hunn den Akafspräis missen zréckbezuelen.

A mir lafen do en héije Risiko, soen ech Iech - en héije Risiko! -, datt mer wäerten e Verloschtgeschäft maachen, vu datt esou öffentlech bekannt ass - duerch déi ganz schlecht Verhandlungen, duerch deen Échec, dee mer do erlieft hunn -, op der Place publique bekannt ass, wéi d'Cargolux haut do steet. Et si bal déi allerleschten Detailer haut bekannt. Duerfir hu mir jo och gesot: D'Regierung huet net nëmmen den Deal an de Sand gesat, mä si huet nach d'ganz Betribsgeheimnisser zur Fënster eraus nogehäit.

Dat wäert natierlech keng einfach Verhandlunge maache mat neien Investisseuren. An dat riskéiert, derzou ze féieren, datt mer natierlech deen dote Präis net wäerte kënne kréien. Dat heescht, datt mer riskéieren, datt öffentlech Gelder hei verluer ginn duerch déi ganz Virgoensaart a -weis. An doriwwer muss een awer och nach eng Kéier kënnen diskutéieren!

An dann, dee leschte Punkt ass: Mir mengen, datt e Feeler gemaach ginn ass, datt d'Matbestëmmung an d'Personal insgesamt bei der Cargolux net genuch matabezu ginn ass vun Ufank un an déi Diskussiounen, datt dat zu immensem Mësstraue gefouert huet an zu deenen heftege Reaktiounen, déi mer jo alleguerten erlieft hunn. An och dat ass een Deel, eiser Meenung no, vum Échec.

Et ass och bis elo nach net kloer, wie firwat wéini a wat verhandelt huet. Do sinn nach eng Rei Detailer, déi net gekläert sinn. An ech mengen, et ass schonn en Deel vu Froen haut opgeworf ginn. Mir hunn zesumme mat der DP och gëschter nach verlaangt, datt d'Kommissioun soll nach eng Kéier zesummegeruff ginn, fir iwwer eng Rei Saachen ze schwätzen. Mir wäerten och nach net méi spéit wéi wahrscheinlech haut de Mëtteg oder muer de Moien e ganze Froekatalog noreechen un d'Regierungsmemberen, datt kee ka soen, datt e sech net hätt kënnen Zäit huelen, fir sech virzebereeden op dat, wat mer wëlle froen. Mä, wéi gesot, mir hätte gären, datt dat esou séier wéi méiglech nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert gëtt.

Ech mengen och, aus deem Grond ass déi Motioun méi wéi berechtegt, datt mer en Ofschlossrapport eng Kéier musse kréien, wou am Detail vun A bis Z dee ganzen Deal beliicht gëtt mat alle Konklusiounen.

An da musse mer och eng Kéier logescherweis iwwert d'politesch Responsabilitéiten an deem Deal diskutéieren, d'autant plus, wou et hei jo och ëm vill öffentlech Gelder geet, an et geet eventuell ëm e Verloschtgeschäft, wou mer Steiergelder wierklech net méi kënne récupéréieren. Wéi gesot, duerfir hu mer déi Motioun och matgedroen.

Ech kommen dann zu där Fro, wou ech virdru gesot hunn. Ech hunn den 9. Oktober - et war net de 6. mä den 9. Oktober - eng Fro gestallt un den Här Frieden am Zesummenhang mam Deal vun der KBL. Ech wëll iwwregens drop hiweisen, datt den Délai längstens ofgelaf ass fir déi Fro an ech einfach keng Äntwert dorobber kritt hunn. Duerfir stellen ech se och elo hei an der Debatt. An zwar geet et do drëms, ëm d'Verhandlungen, déi mat der KBL gefouert gi sinn.

2010 war jo eng Verhandlung amgaange mat engem indeschen Investisseur, a mir wëssen och entre-temps, zumindest stoung dat an der Press an dat schéngt mer och plausibel ze sinn, datt déi Verhandlungen och zum Deel d'Resultat ware vun der Suite vun enger Visite vun der indescher Parlamentspresidentin zu Lëtzebuerg, wou dat renforcéiert ginn ass. An déi Verhandlungen hu laang gedauert. Do mussen och konkret Offere virgeleeën hunn. An am Mäerz 2011 sinn déi Verhandlunge brutal gestoppt ginn. Firwat, dat wësse mer nach net esou richteg. Et gëtt gesot, d'CSSF hätt do Awänn gehat. Mä, wéi gesot, ech hunn ni eng Äntwert op meng Fro kritt. Ech hoffen dann, datt ech haut d'Äntwerten dorobber kréien!

A sechs Méint méi spéit, also sechs Méint méi spéit, dat heescht vum Mäerz 2011 u sechs Méint méi spéit, nom Ofschloss vum Verkaf vun der BIL un de kataresche Fong Precision Capital, do ass och d'Vente geschitt vun der KBL iwwert d'KBC un deen nämlechte Precision-Capital-Fong. A laut deem, wat ech an der Press oder mir an der Press gelies hunn, wär de Präis 23% ënnert deem gewiescht, wat den indesche Grupp interesséiert gewiescht war ze bidde fir d'KBL, e wär do 23% drënner gewiescht.

Ech weess net, ob dat stëmmt. Mä ech wär awer nawell interesséiert, vum Minister gewuer ze ginn, ob en déi Informatioune ka confirméieren oder ob e keng Informatiounen huet, wat och ëmmer. Mä ech mengen, dat si Saachen, déi am Raum stoungen, déi sinn um Radio 100,7 gesot ginn, an et wär net schlecht, wa mer duerfir haut och Prezisioune kriten.

Dann natierlech géif eis och interesséieren, wat dann déi wierklech Ursaache waren: Firwat u Precision Capital, mat deenen deen Deal gemaach ginn ass, an net mat aneren Offeren? Ech hu gesot, et war eng indesch Offer do, mä et waren der anscheinend nach do. An et géif eis och interesséieren, wéi e Rôle ee Banquier gespillt huet, oder ob et stëmmt, datt et ee Banquier ginn ass, dee bei den Négociatioune mat den indeschen Investisseuren derbäi war, deen do verhandelt huet fir d'KBL, an deen och aktiv implizéiert war am Verkaf vun der Dexia BIL un de Fong Precision Capital. Dat ass net onwichteg, well do kann et ganz kloer, wann dat sech bestätegt, ëm e Conflit d'intérêts goen.

Dat si Froen, mengen ech, déi eis onbedéngt missten interesséieren, an ech hoffen, datt de Minister eis haut elo zum Schluss vun dëser Debatt Äntwerten op déi Froe gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Den Interpellateur hat nach eng Kéier gefrot, fir nach déi eng oder aner Prezisioun ze ginn. Vu datt hien nach Zäit huet als Grupp, dierf en dann nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech wëll e puer Saachen nach preziséieren. Also, ech mengen, et ass net hei eng Debatt iwwert déi historesch an aktuell Bedeitung vun auslänneschem Kapital zu Lëtzebuerg. Mir wësse ganz genau, dass et dat zu Lëtzebuerg gëtt an dass et dat nach ëmmer ginn ass an dass Lëtzebuerg och kleng Dimensiounen huet a wahrscheinlech och net wäert ouni dat auskommen.

Et muss een awer gläichzäiteg soen, hei zu Lëtzebuerg, an deem Groussraum Lëtzebuerg, gëtt et awer och déi néideg Qualifikatioun, déi et erméiglecht, dass Kapital sech hei kann usiedelen. An dat Kapital ass jo och hei, fir Benefisser ze maachen, a mécht och hei Benefisser, well déi Leit dra schaffen, an deenen Industrien an an deenen Déngschtleeschtungsbetriber, déi et hei gëtt.

Et ass d'Fro, wéi de Stat, wéi de Lëtzebuerger Stat an deem Ëmfeld ka wierken. Dat ass déi eenzeg Fro, déi sech hei stellt: wéi de Stat den öffentlechen Intérêt an deem Kontext ka préservéieren. En huet et emol an der Vergaangenheet gemaach. En huet et och zum Beispill gemaach duerch eng Steierpolitik, wou en de Räichtum, deen hei geschaf ginn ass, ëmverdeelt huet. En hätt et kënne vill méi, menger Meenung no, maachen an der Vergaangenheet, andeems e Reserven ugeluecht hätt, fir eng wierklech Wirtschaftspolitik ze maachen.

Gradesou ass et wichteg, hei ze kucken: Wéi kann de Stat hei intervenéieren? Dat ass d'Fro. An do sinn eng Rei vu Saachen opgeworf ginn, dass zum Beispill d'Cargolux geschwächt ginn ass duerch déi Aart a Weis, wéi de Stat opgetratt ass. D'Fro vun der BIL a vun der KBL ass iwwregens nach net geléist. Ech mengen nach, dass do och wahrscheinlech eng Schwächung stattfonnt huet.

Den Här Gloden huet gesot, d'öffentlech Hand misst begrenzt awierken an d'Privatwirtschaft. Mir fannen awer grad hei eng massiv Awierkung vun der öffentlecher Hand an d'Privatwirtschaft op eng Aart a Weis, déi net an der Rei ass. Et ass och gesot ginn, mir dierften duerch esou Debatte wéi déi hei keng negativ Signaler un aner Investisseuren aussenden. Ech froe mech awer: Wien ass hei vergrault ginn an deene leschten zwee bis dräi Joer? Do sinn och privat Investisseure vergrault ginn, wann ech et emol wëll vun deem Standpunkt kucken.

Virun allem fannen ech et komplett falsch, hei d'Saach esou duerzestellen, wéi wann dat hei eng Debatt iwwert d'demokratesch Verhältnisser am Katar wier. Do kann ee vill driwwer diskutéieren. Ech hunn déi Fro awer net opgeworf. Ech hu just d'Fro opgeworf, wéi d'Lëtzebuerger öffentlech Hand kann an deem Kontext hei intervenéieren. Ech hunn et scho gesot. An ech wier wierklech och frou, wann d'Vertrieder vun der Regierung géife ganz konkret déi Froe beäntweren, déi hei opgeworf gi sinn. Well dat hei ass eng Interpellatioun, déi virun allem eng Rei vu Froen opwerft, déi d'Regierung soll beäntweren!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech si ganz frou, datt den Här Urbany d'Interpellatioun gemaach huet, well et eis nach eng Kéier erlaabt, nodeems mer schonn zweemol an öffentlecher Sitzung driwwer geschwat hunn, zweemol a Kommissiounssitzungen driwwer geschwat hunn, souwuel an der Finanzkommissioun wéi an der Commission du Développement durable, eng fënnefte Kéier am Parlament heiriwwer ze schwätzen. Ech mengen och, datt de Gros vun deene Froe beäntwert ginn ass.

Net all déi Froe kann een an enger Ried an der Chamber, mä sécherlech an de Kommissioune beäntweren. An do sinn der och ganz vill beäntwert ginn, vill méi, wéi jee an engem Dossier vun enger Firma beäntwert gi sinn, esou datt ech och décidéiert hat, souguer Dokumenter, déi am Fong ënnert der Confidentialitéit leien, awer den Deputéierten an der Kommissioun ze ginn, esou datt dat hei am Fong eng Debatt ass, déi zu engem ganz groussen Deel scho beäntwert ginn ass.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ech net onbedéngt der Meenung sinn, datt d'Interpellatioun, wat jo am Fong eng Fro vun engem Deputéierten un d'Regierung ass, datt déi och an all deenen Interventiounen, déi duerno komm sinn, iwwert deen nämlechte Sujet gaangen ass. D'Interpellatioun ass iwwert déi Relatiounen am Geschäftsberäich tëschent Lëtzebuerg a Katar. Vill Froen awer si komm iwwer eng Transaktioun, prezis bei der Cargolux, iwwert déi mer schonn an deenen zwou Kommissioune geschwat hunn.

Duerfir ass dat e bëssen hei duerjerneegaangen. Ech géif dat Ganzt emol nach eng Kéier gären an e Kontext setzen. An dee Kontext ass net onwichteg, och wann herno elo hei gesot ginn ass, et geet just ëm eng Operatioun. Neen, ech sinn a bleiwen der Meenung, datt et enorm wichteg ass, eis Ekonomie och geografesch ze diversifiéieren. Duerfir sinn Investissementer vun der ganzer Welt noutwendeg.

A wa mer déi net dorëmmer siche ginn - et kënnt keen einfach vum selwen op Lëtzebuerg, et muss ee scho weisen, wat een zu Lëtzebuerg ka bidden! Duerfir siche mir an der Regierung Kooperatiounsméiglechkeete mat Länner ronderëm d'Welt a virun allem mat deene Länner, déi e staarke Wuesstum hunn. Dat ass Asien mat China, der Tierkei, dat ass de Mëttleren Orient, wou mer hei och de Katar dra fannen, dat ass Latäinamerika. Dat verlaangt vill Energie, dat verlaangt vill Präsenz um Terrain, duerch eng Rei vu Ministeren an notamment de Wirtschaftsminister an de Finanzminister.

Duerfir wëll ech och hei soen, datt de Katar an deem Sënn net anescht ass wéi aner Länner fir d'Regierung, mä datt eis Démarche vis-à-vis vum Katar an deene Reesen, déi ech dohinner gemaach hunn, an deene Reesen, déi de Wirtschaftsminister Krecké dohinner gemaach huet, datt dat Reese sinn, déi sech an eng Gesamtstrategie asetzen, déi insbesondere wat d'Finanzplaz ubelaangt och an der Regierungserklärung vun 2009 ausdrécklech steet, well mer wëssen, datt Europa lues wiisst oder guer net wiisst, an da musse mer op déi Plaze goen, déi méi schnell wuessen.

Duerfir ass et jo interessant, wann ee kuckt, datt ech am Februar 2011 net nëmmen an ee Land gaange sinn. Et ass also guer net drëms gaangen, just mam Katar eppes ze maachen. Ech sinn a fënnef Länner op där Rees gaangen. An dat ware Länner mat staarkem Wuesstum. Mä et ass och richteg, datt eent vun deene Länner de Katar ass, an am Katar ass zum Beispill 2011 de PIB ëm 18% gewuess. 18% gewuess!

Dat ass e Land, dat e klengt Land ass, dat ass virdrun hei gesot ginn. E Land, wat oft Médiateur an internationale Konflikter spillt, e Land, wat d'Heemechtsland ass vun enger Televi-

siounschaîne, Al Jazeera, déi d'arabesch Mediëwelt relativ staark verännert huet. Et ass e Land, wou de Generalquartéier vun der amerikanescher Arméi fir déi ganz Regioun ass.

Mir sinn net duerfir dohinnergaangen, mä dat ass, fir ze weisen, wann ech Iech déi puer Saachen do soen, datt dat Land eng international Dimensioun huet, an déi spigelt sech och zréck a senge wirtschaftlechen Investissementer. Dat ass e Land, wat lieft virun allem vun der Gasproduktioun, a mir hu gemengt - an ech mengen, datt dat och haut nach ëmmer richteg ass -, datt et interessant wär, datt déi Leit net nëmme géifen hir Suen an anere Länner investéieren, mä och zu Lëtzebuerg.

Dat ass den Origine vun där Rees an dat ass den Origine och vun all deem, wat an deene Gespréicher stattfonnt huet.

Et ass jo net esou, wéi wann d'Katarien do ugefaangen hätten, just zu Lëtzebuerg Investitiounen ze maachen. Ech hu mer emol e bëssen ugekuckt, a wat se an den Nopeschlänner esou alles investéiert hunn: A Frankräich si se bei EADS, bei Veolia Environnement, bei GDF SUEZ, bei Vinci, an England hu se sech an d'englesch Bourse akaaft, ee hunn Harrods kaaft, wou vill Lëtzebuerger heiansdo, wa se op London ginn, emol akafe ginn. Se hunn an Däitschland bei Volkswagen kaaft, a ganz kierzlech hutt Der gelies, datt den italienesche Premier se gebieden huet bei senger Rees am Katar, fir méi ze investéieren an italienesch Betriber, fir domadder Wuesstum ze schafen. An op all deene Plazen hunn d'Katarien also eng Strategie, fir déi Suen, déi se aus dem Gas kréien, an europäesch Betriber ze investéieren.

Eisen Intérêt muss sinn, datt och esou Länner zu Lëtzebuerg investéieren, net nëmmen ee Wee, mä och Relatiounen ze hunn, datt och deen anere Wee kënnen Operatioune stattfannen.

Bei där Visite, déi de Premierminister vum Katar zu Lëtzebuerg gemaach huet, ass bekannt ginn, datt och aner Betriber un där Regioun Moyen-Orient interesséiert sinn. Ech nennen der nëmmen zwee, well déi deemools och der Öffentlechkeet matgedeelt gi waren. Dat eent, dat ass d'SES, déi do wëllt eng Verbreederung vun hirem Aktivitéitsberäich geografesch maachen. An dat anert, dat ass Paul Wurth, och en vue vun den Infrastrukturen, déi geschafe gi fir d'Fussballweltmeeschterschaft am Joer 2022.

Ech wëll also soen, datt fir d'Regierung als Ganzt et och noutwendeg ass, datt mer weider versichen, mat Länner, déi schnell wuessen, egal wou déi sinn, an enger uerdentlecher Geschäftsrelatioun ze sinn. An ech muss soen, et ass net nëmmen eng Geschäftsrelatioun, well och déi Relatiounen, déi mer um politesche Plang hate mat den eenzelne Ministere vum Katar, op eng ganz respektvoll, géigesäiteg respektvoll Aart a Weis gemaach gi sinn. Ech fannen och, datt et eisem Land gutt zu Gesiicht steet, wa mer mat Länner ronderëm d'Welt op esou eng respektvoll a gläichberechtegt Aart a Weis solle schwätzen. An ech hu fonnt, datt mir vum Katar ëmmer esou behandelt gi sinn, an datt mir de Katar och esou wéi an der Vergaangenheet och an Zukunft wäerte behandelen.

Déi eenzel Operatiounen, déi stattfonnt hunn, déi sinn heibannen, wéi gesot, schonn e puermol beschriwwe ginn, an et kann ee se ëmmer erëm beschreiwen an da kritt een ëmmer erëm duerno gesot, d'Froe wären awer net all beäntwert. Dat hunn ech an der Politik an deene leschte Joren ëmmer erëm esou festgestallt. Dat wäert och an der Zukunft esou bleiwen, mä ech wëll nach eng Kéier soen, datt déi dräi Transaktiounen, vun deenen hei de Moien och geschwat ginn ass - an dat hunn ech och d'leschte Kéier an der Chamber gesot, mä ech widderhuelen et gären -, absolut keen Zesummenhang mateneen hunn.

Si hunn en Zesummenhang an deem Sënn, datt, wéi ech op Doha gaange sinn an deene puer Visiten - gradesou wéi de Minister Krecké dohinnergaangen ass -, mer ëmmer gesot hunn: „Mir si frou, wann Dir an Ären europäeschen Investitiounen déi eenzel Secteure kuckt. An déi eenzel Secteuren zu Lëtzebuerg si virun allem och eis Finanzplaz." An duerfir hunn ech och d'Avantagë vun der Lëtzebuerger Finanzplaz presentéiert, ouni an deem Moment e konkrete Projet kënnen ze hunn, well et ass jo net um Lëtzebuerger Finanzminister, fir eng Bank ze verkafen, besonnesch, well de Lëtzebuerger Stat just eng Bank richteg huet, nämlech d'Spuerkeess, an déi steet net zum Verkaf. Sou datt also den Objet war, d'Lëtzebuerger Land ze presentéieren, seng Atouten, an et interessant ze maache fir Investisseuren.

Den Dossier Cargolux, dee war virdru schonn emol beschwat ginn. A bei där Rees, déi ech do gemaach hunn, hunn ech en Accord de principe fonnt, dat heescht en Accord, wou ee seet: Kommt, mir maachen dat do zesummen, well mer Synergië gemeinsam gesinn a puncto Routen a fir den Ausbau vun den Aktivitéiten um Findel ze maachen."

Dat war d'Philosophie. Deen Accord ass net do ënnerschriwwe ginn. Dat ass en Accord de principe, an esou verlafe Verhandlungen, an duerno hunn déi detailléiert Verhandlungen iwwert d'Kontrakter ugefaangen. An och do hu missen eenzel Verwaltungsréit hiren Accord ginn. Do krut keen d'Hand forcéiert!

Dat kéint ech och guer net. Ech kann dach net do x Leit forcéieren, eppes ze ënnerschreiwen. D'Regierung huet en Accord de principe négociéiert, an deen ass an den Négociations commerciales, sou wéi dat üblech ass, duerno an deene Kontrakter, déi sech iwwer e puer Méint erstreckt hunn, dunn detailléiert ëmgesat ginn.

Datt heiansdo esou Kooperatiounen aus ënnerschiddleche Vuen dann net fonctionnéieren, och dat ass an der Geschäftswelt näischt Anormales, quitte datt een dat selbstverständlech bedauert. An ech bedaueren dat och, datt dat hei schifgaangen ass, mä dat ass awer an der Geschäftswelt och net eppes, wat ni geschitt. Dat geschitt regelméisseg, dat ass net wënschenswäert, mä et geschitt.

Deen Accord ass gemaach ginn, wéi gesot, deen ass duerno declinéiert ginn, an deen Accord huet d'Finalitéit gehat, d'Aktivitéite vun der Cargolux, d'Gesellschaft, déi a Schwieregkeete war, d'Gesellschaft, déi leider a Schwieregkeeten ass, fir déi duerch en industrielle Partner kënnen ze renforcéieren.

An déi Schwieregkeete wäerten och mat engem neie Partner bleiwen. Ech mengen net, datt dat ganz vill mat der Nationalitéit vum Investisseur ze doen huet.

Jiddwereen huet seng Vuen, mä wësst Der, en Investisseur, dee kënnt - a mir soen hei all unisono, mir si frou, wann auslännesch Investisseure kommen -, mä en auslänneschen Investisseur, dee kënnt an deen an e Betrib investéiert, deen huet natierlech och Iddien, wéi en dee Betrib wëllt féieren, an ech mengen, datt dat net anormal ass. À moins, datt en 100% vun deem Betrib huet an dee Betrib nei grënnt, da bekëmmere mer eis manner drëm. Mä wann en eraklëmmt an eppes, da muss e mat deem aneren Aktionär diskutéieren, a mir musse mat deem diskutéieren, an d'Cargolux ass an deem Fall net anescht a wäert och an der Zukunft net anescht kënne fonctionnéieren.

D'Kredietbank ass eng Operatioun, mat där de Lëtzebuerger Stat, mat där d'Lëtzebuerger Regierung deemools an haut näischt ze doen huet! D'Kredietbank ass eng Operatioun, déi purement kommerziell ass: De Grupp KBC verkeeft seng Lëtzebuerger Filial, e fënnt en Investisseur. Mir hunn hinnen deen Investisseur net recommandéiert, och net bruecht, an déi Bank war am Verkaf, nodeem d'CSSF en aneren Dossier rejetéiert huet respektiv gesot huet, deen Dossier kéint net weidergoen, well net all d'Froen, déi se gestallt hätt, satisfaisant beäntwert gi waren. Du war déi Bank am Verkaf an, wéi gesot, eng kataresch Investoregrupp huet sech derfir interesséiert. Ech kann Iech och net de Präis soen, an de Lëtzebuerger Stat huet och ni un enger Verhandlung deelgeholl, weder ech nach ee vu menge Beamten nach en aneren, well dat ass eng purement kommerziell privat Transaktioun.

Déi drëtt Operatioun ass déi vun der BIL. Déi huet anescht stattfonnt, d'Dexia koum a gréisser...

Une voix.- Här President!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech wéilt just awer eng Fro stellen. Ech hat nach eng Fro gestallt am Zesummenhang mat engem Banquier, deen awer an deenen zwee Dealen involvéiert war. Dat wär awer schonn net oninteressant ze wëssen, well an deem zweeten Deal ass jo awer de Stat ganz aktiv gewiescht, fir datt deen iwwerhaapt zustane koum, an de Stat ass jo selwer Aktionär gi mat der BIL.

Duerfir géif et mech emol interesséieren, ob de Minister eis dorop kéint eng Äntwert ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech muss den Här Bausch froen, wat dat do genee heescht, well ech verstinn d'Fro net.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Et ass ee Banquier, deen huet verhandelt, souwäit meng Informatioune sinn, an dem Deal tëschent der KBL a Precision Capital op där enger Säit, an herno huet en awer och eng Roll gespillt bei dem Deal Dexia BIL, an en huet jo och do eng Fonctioun kritt. An deen Deal Dexia BIL ass ofgeschloss ginn virun deem vun der KBL.

Duerfir stellt d'Fro sech jo awer, ob do net e Conflit d'intérêts bestanen huet fir déi Persoun. Do misst d'Regierung awer vläicht iergendeppes wëssen, well, wéi gesot, d'Regierung am Deal mat der BIL awer direkt implizéiert war.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ech weess net, wat den Här Bausch hei wëllt soen. Wann den Här Bausch wëllt iwwert den Här François Pauly schwätzen - ech héieren hei deen Numm vun deem vun de Bänken -, dofir froen ech den Här Bausch, ob dat den Här François Pauly ass.

Une voix.- Jo.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ech kann Iech just soen, datt den Här François Pauly Chef war vun där Bank, Kredietbank, op engem Moment, oder net vun der Kredietbank, mä vun där Gesellschaft, déi sollt déi Participatioun kafen. Ech mengen net, no mengem Wëssen, datt den Här Pauly duerno bedeelegt gewiescht wär un dem Verkaf vun der Kredietbank un en neien Aktionär, well, wa meng Erënnerung gutt ass, war den Här Pauly an Zwëschenzäit agestallt gi vun der Dexia - net vum Katar, mä vun der Dexia -, fir d'BIL zu Lëtzebuerg ze féieren, well den Här Pauly säi ganzt Liewen op der BIL geschafft huet.

Mä ech hätt léiwer, den Här Pauly kéint dat selwer soen. Also, mäi Wëssensstand ass net, datt deen an där enger oder anerer Verhandlung do eng aktiv Roll gestallt hätt. Well dee Mann huet op där Bank geschafft, dat heescht op der BIL geschafft, ier se iwwerhaapt un de Katar verkaaft ginn ass. Duerfir mengen ech, datt hei Saache verbonne ginn, déi mateneen näischt ze doen hunn.

Ech kommen dann zréck op d'BIL. D'Dexia huet Enn 2011 gréisser Schwieregkeete gehat. Déi Schwieregkeeten am Grupp Dexia, déi hu sécherlech zënter 2008 bestanen. Mä um Moment, wou ech am Februar 2011 zu Doha war, war d'BIL kee Sujet, well och d'BIL deemools net an der Vente war.

Ech kann dat nëmme fir d'drëtte Kéier hei an der Chamber rappeléieren. Et war also keen Objet vun enger Diskussioun, well et war keen Objet vun enger méiglecher Vente.

Wéi awer d'Dexia en Investisseur gesicht huet fir d'Lëtzebuerger BIL, a si huet kee fonnt - nach eng Kéier, d'Dexia ass jo net de Lëtzebuerger Stat; ech hu mech ëmmer gewiert, iwwregens, datt de Lëtzebuerger Stat misst Aktionär ginn an der Dexia -, huet d'Dexia gesot: „Kennt Dir keen, deen eventuell interesséiert war?". Si hu kee fonnt.

Dat huet iwwregens d'Europäesch Kommissioun vérifiéiert. Do gëtt et jo Prozeduren. Well d'Dexia keng normal Bank méi war, mä d'Dexia war eng Bank ënnert der Kontroll, wat d'Statshëllefen, d'Statsbäihëllefen ubelaangt, vun der Europäescher Kommissioun, duerfir huet d'Europäesch Kommissioun eng Enquête gemaach, fir ze kucken, ob aner Investisseuren do waren. An hei ass en Investisseur fonnt ginn, an deen Investisseur, deen huet dat kaaft. An et ass richteg, datt mir gesot hunn der Dexia, dee wär eventuell interesséiert, an datt d'Dexia dunn déi Négociatioune mat deem a vläicht och mat anere gefeiert huet. Mä anerer hunn net zu engem Resultat gefeiert.

Dat hunn ech véiermol an der Chamber gesot, ech soen et gäre fënnef- a sechsmol, mä dat ännert awer näischt drun, datt dat objektiv novollzéibar Faitë sinn, a mäi beschtent Thema ass, wéi gesot, d'Europäesch Kommissioun, déi doriwwer eng Enquête gemaach huet.

Här President, ech mengen nach eng Kéier, datt et wichteg ass, datt onofhängeg vu parteipoliteschen Intérêten, déi déi eng oder déi aner kënnen hunn, datt een eng objektiv Duerstellung akzeptéiert, datt een déi nolauschtert an datt een déi och esou appréciéiert. Da kann een déi ënnerschiddlech kommentéieren. Et kann ee fir oder géint de Katar sinn, et kann een derfir oder dergéint sinn, datt en auslänneschen industrielle Partner an der Cargolux keeft, a wat deem seng Virstellunge sinn iwwert d'Zukunft vun där Firma. Dat ass eng Appréciatioun. Mä d'Faitë sinn esou transparent, wéi se nëmme kënne sinn, an esou oft gesot ginn, wéi et nëmme méiglech ass.

Ech muss och duerfir soen, datt ech kee Problem hunn, am Numm vun der Regierung, mat där Motioun, déi do presentéiert ginn ass. Ech soen Iech just: Dir wäert ëmmer nach soen, d'Froe sinn net all beäntwert ginn, well dat e bëssen zu der Method gehéiert, wéi hei déi Dossiere gemaach ginn.

Ech soen Iech just, datt ech, wa mer déi Motioun unhuelen - «un rapport détaillé sur les négociations menées avec les investisseurs qatariens» -, Iech bieden, just dann ze schreiwen: «ses négociations» - déi vun der Regierung. Well ech soen Iech, ech kann nimools an engem Rapport soen, wien alles an deene leschten zéng Joer - well déi Gespréicher hunn 2002, wann ech dat richteg vum Minister Wiseler och héieren hunn, tëschent der Cargolux also ugefaangen -, fir do iwwer zéng Joer ze wëssen, wie mat wiem um Télefon a soss geschwat huet.

D'Regierung ass bereet, nach eng Kéier - mir hunn et scho gemaach, mëndlech -, nach eng Kéier, et ass zwar erëm vill Aarbecht! Ech froe mech, wéi mer all Är Motioune verschafft kréien. Dir hutt der schonn an der Steierpolitik e puer gemaach. Also, mat zwielef Leit, déi ech am Ministère hunn, geet dat wierklech net. Mä mir maachen dat. Iwwert déi Feierdeeg kucke mer, fir dat nach eng Kéier alles opzeschreiwen.

Ech hunn och nach eng Kéier gesot, mir hu schonn eng ganz Rei Dokumenter un d'Chamber ginn. Mir hu kee Problem, der Chamber alles ze ginn. Ech hunn alles ginn, wat ech hunn. Wann nach anerer Saachen hunn, mir ginn alles un d'Chamber, a mir schreiwen dat dann och nach eng Kéier schréftlech op. D'Regierung ass also mat där Motioun d'accord, mä ech weess elo schonn, wa mer dee Rapport schreiwen, da wäert awer erëm gesot ginn, d'Froe wären net beäntwert.

Ech soen Iech, mir hunn d'Froen x-mol beäntwert. Ech wëll nach eng Kéier dat Wesentlecht soen. Ech sinn der Meenung, datt et richteg ass an datt et richteg bleift a mengen Aen, datt mer Investisseuren an déi Länner siche ginn, déi staarke Wuesstum hunn. Mir wäerten dat och an der Zukunft musse maachen. Wa mir dat net maachen, da kann eist Land net weider wuessen. Wa mir et maachen, da kann een dat och net ëmmer alles direkt op der Place publique diskutéieren.

Ech muss scho soen, dat ass jo och de Problem an dësem Dossier, et ass esou villes schonn dobausse gesot ginn, datt et ganz schwiereg gëtt, och zukünfteg Verhandlunge fir dës Gesellschaft ze maachen. D'Gesellschaftsliewe vun den Entreprisen, et kann een net alles, wat d'Négociatiounen ubelaangt, ëmmer op der Place publique maachen. Hei si mer bereet, dat exzeptionell ze maachen, mä mir sollen eis awer e bëssen e Kader ginn, an deem mer dat maachen, fir datt mer net och de Betriber an der Zukunft et onméiglech maachen, auslännescht Kapital materanzehuelen.

Schlussendlech wëll ech soen, datt - well dat och virdrun hei ugeschwat ginn ass - ech der Meenung bleiwen, datt de Stat nëmme soll an exzeptionelle Fäll Aktionär a Gesellschafte sinn. Et ass net d'Aufgab vum Stat, fir zu honnert Prozent de Gros vun de Betriber a sengem Besëtz ze hunn. De Stat ass do fir d'Rahmebedéngungen. De Stat soll kucken, datt strategesch Betriber natierlech sech zu Lëtzebuerg kënnen entwéckelen. E soll also oppassen, wat do geschitt, mä et ass wichteg, datt privat Investisseuren, Lëtzebuerger an Auslänner, Betriber solle féieren, well dat ass esou, wéi eng Maartwirtschaft an engem sozialen a wirtschaftleche Kader, wéi mer en zu Lëtzebuerg hunn, sech kann entwéckelen. Dat soll och an der Zukunft net fundamental änneren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler wëllt och nach dozou e puer Wuert soen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wollt just vun där Geleeënheet hei profitéieren, fir nach eng Kéier och an der Chamber kloer ze soen, wat elo an deene leschten Deeg dann als nei Evenementer passéiert ass, well ech et och wichteg fannen, nodeem datt mer d'Chamber préinformeiert haten, hei awer nach eng Kéier kloer ze soen, wat elo als nächst Etappe geschitt ass.

Also, nodeem datt Qatar Airways gesot hat, datt se wéilten den Aktionariat vun der Cargolux verloossen, ass et natierlech drëm gaangen, fir déi Sortie op eng korrekt Aart a Weis ze gestalten. Et ass drëm gaangen, fir d'Sortie vu Qatar Airways esou ze gestalten, datt se op där enger Säit fir d'Cargolux géif esou goen, datt se der Cargolux erméiglecht hätt, esou schnell wéi méiglech an d'Zukunft ze kucken an d'Zukunft mat deene Moyenen, déi se huet, ze gestalten.

Dat war wichteg fir d'Cargolux op där enger Säit, an op där anerer Säit ass et och wesentlech gewiescht, datt mat Qatar Airways a mam Katar am grousse Ganzen op eng korrekt a professionell Aart a Weis déi Sortie géif organiséiert ginn.

Mir sinn op der Strategie, déi d'Cargolux wëllt an Zukunft fueren, mat Qatar Airways net d'accord ginn. Mä dat heescht awer net, datt mer mam Katar net sollen an Zukunft selbstverständlech nach gutt Relatiounen hunn, déi mer brauchen op enger ganzer Rei aneren Dos-

sieren, an duerfir war et ganz einfach wichteg, op eng normal, korrekt Aart a Weis, professionell Aart a Weis déi Sortie hei ze gestalten.

Et ass jo och drëm gaangen, datt mer schnell sollten handelen. Firwat schnell? Mä well et wichteg war, datt deen noutwendege Fräiraum kéint geschafe ginn, fir déi strategesch Revue, déi noutwendeg an der Cargolux ass, och an uerdentleche Konditiounen ze maachen a fir och d'Méiglechkeet ze ginn, esou schnell wéi méiglech mat neie Partner ze verhandelen, fir d'Zukunft ze gestalten.

Duerfir war ech och de leschte Weekend am Katar zu Doha, fir déi Diskussiounen ze féieren. Et ass och en Accord fonnt ginn, fir kënne schnell zréckzekafen déi 35% vu Qatar Airways. De Präis ass deeselwechten, wéi de Katar virun eppes méi wéi engem Joer bezuelt huet: 117,5 Milliounen Dollar. Den Accord, dee muss elo finaliséiert ginn, mä dat ass d'Ofkommes, wat mer mat de katareschen Autoritéiten, mat Qatar Airways geholl hunn.

Wat de Präis ugeet - den Här Bausch huet dat ugeschwat -, et ass ëmmer schwéier ze definéieren, wat bei enger net cotéierter Gesellschaft dann elo dee richtegen oder dee falsche Präis war. Mä hei ass et esou, datt dat e Präis ass, dee mer bezuelen, fir e Pak Aktien ze kréien, deen eis dann erlaabt, och ze verhandelen, an deen eis erlaabt, an deenen nächste Woche gestalteresch fir d'Cargolux virzegoen. An et ass duerfir, wou mer wollten déi Operatioun hei schnell ofwéckelen, wat mer konnte maachen.

Derbäi wëll ech nach soen, datt och mat Qatar Airways confirméiert ginn ass, datt déi Vollen, déi actuellement op Lëtzebuerg vu Qatar Airways Cargo kommen, och bäibehale géife ginn op där enger Säit, an datt och e Prêt, deen eng kataresch Bank accordéiert huet der Cargolux, fir Fligerfinanzéierung ze maachen, datt deen net géif zréckgefrot ginn, esou wéi dat awer méiglech gewiescht wär vun deem Moment un, wou Qatar Airways aus dem Aktionariat erausgeet. Dat heescht, do gëtt keen Zréckfroe vun deem Prêt gemaach. Ech wollt Iech just d'ganzt Bild vun där Operatioun ginn, duerfir soen ech Iech och déi hei Detailer.

Dat ass also gemaach ginn. Dat war och an der Chamber an der leschter Debatt annoncéiert ginn, datt mer déi do...

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Minister hei nozelauschteren! Et si vill Froen opgeworf ginn. Et gëtt sech ëmmer beschwéiert, datt net géif geäntwert ginn, da bieden ech awer elo, mat e bësselche méi Opmierksamkeet dem Minister nozelauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech soen Iech villmools Merci, Här President. Ech maachen et och esou schnell wéi méiglech.

(Interruption)

Dat ass gemaach ginn, nodeem datt et och an der Chamber esou annoncéiert gi war an nodeem datt mer och mat de Fraktiounspresidenten dat do annoncéiert haten, just fir ze weisen, wéi mer mat der Chamber amgaang sinn ze schaffen. Ech wëll dat an aller Transparenz…

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- …och maachen. Dat hei gëtt elo d'Méiglechkeet, fir an déi nächst Etappen ze goen.

Wat sinn déi nächst Etappen? Och fir déi kloer ze annoncéieren: Déi nächst Etappen, dat ass, datt mer elo zesumme mat dem Büro, deen dofir vu Cargolux agestallt ginn ass, an zesumme mam Cargolux-Management déi Strategie fir d'Cargolux sollen definéieren, déi och kënne festhalen an enger Board-Sitzung, sou datt ee ka kloer soen, wéi et weidergeet, an dee Moment och wesentlech besser kann an déi nächst Diskussioun goen. Dat ass da mat deenen Interessenten, an där sinn et der eng Rei, déi sech gemellt hunn, well se interesséiert sinn, an d'Cargolux eranzeklammen.

An et ass nach eng Kéier, fir dat hei kloer ze soen: D'Regierung huet déi Operatioun hei gemaach, net fir déi Aktië vun der Cargolux ze halen, mä well se d'Méiglechkeet der Cargolux gëtt, déi Verhandlungen elo uerdentlech an aller Rou mat neie Partner ze féieren, eng Strategie mat engem neie Partner esou ze definéieren, datt se sécher ass, datt se an deenen nächste Jore viabel ass, an dee Moment och en neie Partner asteigen ze loossen. Et ass also eng Portage-Méiglechkeet, déi mer hei gemaach hunn. Ech wëll et ganz kloer soen, et ass net eppes, wou de Stat wëllt an der Cargolux dra bleiwen.

Elo ass Katar an den nächsten Deeg net méi do, mä d'Problemer sinn awer nach do. Et ass kloer, datt déi Käschtestruktur vu Cargolux muss iwwerkuckt ginn, fir datt d'Konkurrenzfäegkeet bäibehale gëtt. Et muss en novollzéibare Businessplang entwéckelt ginn, schnell entwéckelt ginn. E muss och novollzéibar sinn, well selbstverständlech, wann déi noutwendeg Kapitalerhéijunge gemaach ginn, an déi musse gemaach ginn an deenen nächste Wochen, da muss et kloer sinn, datt mer hei an engem Kader eis befannen, wou déi Gesellschaft als normal privat Gesellschaft handelt an och liewensfäeg ass.

An dat ka selbstverständlech och vun der Europäescher Kommissioun an deem Kader nogekuckt ginn. Dat heescht, déi Diskussioune sinn ze féieren, an do huet jiddweree seng Responsabilitéit, ob dat d'Regierung oder ob dat d'Sozialpartner sinn. An ech hoffen, datt jiddwereen déi Responsabilitéit och hëlt!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn elo nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmmen. Ech hunn de Finanzminister esou verstanen, datt e kee Problem mat där Motioun hätt, ausser datt mer do géife preziséieren, datt sech déi Négociatioune géifen op d'Négociatioune vun der Regierung oder insofern, datt d'Regierung do mat négociéiert huet, bezéien.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les révélations récentes de la presse sur l'accord trouvé entre le Ministre des Finances luxembourgeois et le Vice-Premier Ministre qatarien sur une participation dans la société Cargolux à Doha en février 2011;

- considérant les discussions consécutives menées à la Chambre des Députés, tant en séance plénière qu'en commission parlementaire au cours des derniers mois;

invite le Gouvernement à

- dresser un rapport détaillé sur les négociations menées par le Gouvernement avec les investisseurs qatariens sur une participation au sein de la Cargolux;

- mettre à la disposition de la Chambre des Députés tous les documents élaborés dans le contexte de ces négociations;

- présenter le rapport à la Chambre des Députés endéans les deux mois.

(s.) Fernand Etgen, François Bausch, Eugène Berger, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Vote sur la motion 1 modifiée

Kënne mer déi Motioun dann esou akzeptéieren? Wien ass mat där Motioun d'accord?

Ass een dergéint? Jo, den Här Wagner?

Entschëllegt!

(Hilarité générale)

Dir hutt de Fanger gewisen, Här Wagner, e bësse spéit. Ech wollt just soen, datt d'Motioun ugeholl ginn ass mat der Enthalung vum Här Urbany.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Här President, Här President!

M. le Président.- Da kéime mer elo fir de Moien zum leschte Punkt.

Den Här Weber wëllt awer nach eng Fro stellen, net un den Här Kartheiser, well deen ass net do.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Neen, ech...

(Hilarité)

Ech wollt och keng Fro stellen.

M. le Président.- Här Weber, jo.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Ech wollt Iech just Akt ginn, dass ech net un där Ofstëmmung deelgeholl hunn, wéinst Befaangenheet, well ech Administrateur vun der SNCI war.

M. le Président.- Mir hunn dat zur Kenntnis geholl a mir ginn Iech Akt dovun, Här Weber.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Da kéime mer elo zum....

Une voix.- Den Här Urbany huet datselwecht. Hien ass och Administrateur.

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Henckes...

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur*.- Ech wëll meng Enthalung begrënnen, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Also, elo vläicht der Rei no. Elo kritt den Här Urbany dann nach d'Wuert, fir seng Enthalung ze begrënnen. Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk), interpellateur*.- Jo, ech hat eigentlech virum Vote just gefrot, fir nach eng Kéier kuerz kënnen eppes zu där Motioun hei ze soen. Wann hei gemengt ass mat „ses négociations" mat all de Partner vun der Regierung, och der SNCI an der Spuerkeess ënner anerem, da kann een dat esou akzeptéieren.

Ech fanne just, déi Motioun hei geet just iwwert d'Cargolux, net iwwert d'BIL an iwwert d'KBL. D'Cargolux ass Geschicht, wat de Katar ugeet, während d'BIL net Geschicht ass, wat de Katar ugeet. An ech wëll op jidde Fall an der zoustänneger Kommissioun och nach op déi doten Aspekter vun deem Gesamt-Deal Katar awer gären agoen.

M. le Président.- Gutt, mir ginn Iech dann Akt vun Ärer Motivatioun vun Ärer Enthalung.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Moien, nämlech dem Projet de loi 6439, eng Direktiv iwwert d'Mar-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

chés publics an de Beräicher vun der Verdeedegung an der Sécherheet. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Kartheiser, deen zwar net do ass,…

(Hilarite et interruption)

…den Här Henckes an den Här Braz.

D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Haupert.

5. 6439 - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, de Gesetzesprojet, dee mer hei virleien hunn, huet als Zil, éischtens, d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2009/81 iwwert d'Koordinatioun vun de Prozeduren, wéi verschidden Aarbechten an Déngschtleeschtungen am Beräich vun der Verdeedegung an der Sécherheet vun öffentlechrechtlechen Ausschreiwungsorganismen annoncéiert a vergi musse ginn; zweetens d'Ännerung vum Gesetz vum 25. Juni 2009, wat déi allgemeng öffentlech Ausschreiwung ubelaangt; an drëttens d'Ännerung vum Gesetz vum 10. November 2010 iwwert d'Recoursen a Saache vun den öffentlechen Ausschreiwungen.

Dëse Projet lehnt sech ganz staark un d'Gesetz vun 2009 iwwert déi allgemeng Bestëmmungen, wat déi öffentlech Ausschreiwungen ubelaangt, un, d'Gesetz, wat iwwregens och fir d'Ausschreiwungen an de Beräicher Verdeedegung a Sécherheet maassgebend ass, souwäit wéi de Projet, dee mer hei virleien hunn, et net derogéiert.

Do stellt sech natierlech d'Fro, firwat dëse Projet iwwerhaapt néideg ass. D'Zil vun der Direktiv ass, fir e richtegen europäesche Maart fir d'Verdeedegung an d'Sécherheet ze schafen, dee bis dato vun enger klenger Zuel vu groussen Industrien aus e puer Länner dominéiert gouf.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

(Interruption)

Déi meescht öffentlech Ausschreiwungen an deene Beräicher si laanscht d'Gesetz vun 2009 gelaf, well déi verschidde Länner oft abusiv den Artikel 346 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun invoquéiert hunn, fir eng öffentlech Ausschreiwung ze ëmgoen. Dësen Artikel erlaabt de Länner, déi Moossnamen ze huelen, déi se fir noutwendeg fannen, fir déi wichteg Interesse vun der nationaler Sécherheet ze schützen, a si kënne sech esou laanscht déi öffentlech Ausschreiwungen drécken.

Déi nei Direktiv huet also missen de Spagat fäerdegbréngen, fir e gesetzleche Kader op d'Been ze setzen, deen engersäits der Komplexitéit an der Sensibilitéit vun den öffentlechen Ausschreiwungen an de Beräicher Verdeedegung a Sécherheet gerecht gëtt, an op där anerer Säit awer och d'Verflichtungen, déi sech aus dem Traité iwwert d'Europäesch Unioun erginn, wat de fräie Bannemaart ubelaangt, respektéiert.

Wéi schonns gesot, lehnt dëse Projet sech staark un d'Gesetz vun 2009 un. Hien iwwerhélt eng Rei vun Dispositiounen aus deem Gesetz souwéi aus sengen Ausféierungsreglementer, op déi ech hei net wëll agoen an déi Der an dem Kommentar vun den eenzelnen Artikelen erëmfannt. Ech wéilt mech hei op e puer spezifesch Dispositioune vun dësem Spezialgesetz beschränken. Si betreffe besonnesch déi öffentlech Ausschreiwungen, déi net ënnert d'Dispositioune vun dësem Projet falen.

Et sinn dat allgemeng déi Ausschreiwungen, déi opgrond vun internationale Regele geschéien. De Projet geet do méi wäit wéi d'Gesetz vum 25. Juni 2009, well e souwuel déi international Verträg wéi och technesch Arrangementer tëschent Memberstaten ënner sech oder mat Drëttstate viséiert. Et falen och net ënnert d'Bestëmmunge vun dësem Projet déi Ausschreiwungen, déi e Stat opgrond vun dësem Projet obligéiere géifen, Informatiounen ze liwweren, déi senger Meenung no konträr zu de wichtege Sécherheetsinteresse vu sengem Land wieren.

Des Weidere falen déi Ausschreiwunge vu Material a Servicer net drënner, déi fir d'Aktivitéite vum Service de Renseignement oder vum Service de Contre-espionnage destinéiert sinn. Och d'Ausschreiwungen, déi am Kader vun engem Kooperatiounsprogramm am Beräich vun der Fuerschung mat wéinstens engem anere Memberstat fir den Développement vun engem neie Produkt gefouert ginn, kënne vum Gesetz ausgeschloss ginn.

Déi spezifesch Dispositioune betreffen des Weideren d'Sécherheetszertifikater, déi vun den Entreprisen, déi bei der Ausféierung vun dem Marché bedeelegt sinn, verlaangt kënne ginn. Esou kann eng Entreprise opgrond vun Informatiounen aus dem Ausland, andeems se sech am Kader vun enger Ausschreiwung enger Fuite vun Informatioune schëlleg gemaach huet, vun enger öffentlecher Ausschreiwung hei am Land ausgeschloss ginn.

Eng vun de wichtegen Innovatioune vun der neier Direktiv betrëfft d'Contrats de sous-traitance, déi och eis Entreprisen interesséiere kéinten. Si huet als Zil, d'Konkurrenz bei den öffentlechen Ausschreiwungen am Beräich vun der Verdeedegung an der Sécherheet ze stäerken doduerch, datt se d'Opportunitéit fir Klenga Mëttelbetriber, un deene Marchéen deelzehuelen, promouvéiert. De Projet bitt dem Pouvoir adjudicateur d'Méiglechkeet, dem Soumissionnaire ze imposéieren, fir een Deel vum Marché, bis zu 30%, ze sous-traitéieren.

Här President, eng aner Particularitéit vun dësem Projet betrëfft d'Sécherheet vun den Informatiounen, besonnesch wann et sech ëm klassifizéiert Informatiounen handelt. De Pouvoir adjudicateur muss a senger Ausschreiwung preziséieren, welch Moossnamen an Exigenze vum Soumissionnaire verlaangt kënne ginn, fir d'Sécherheet vun dësen Informatiounen ze assuréieren.

Eng aner wichteg Dispositioun ass déi iwwert d'Ofsécherung vun der Exekutioun vum Marché: Kann de Soumissionnaire déi néideg Exportlizenze virweisen? Verfügt hien iwwert déi néideg Produktiounscapacitéiten, fir am Noutfall enger Augmentatioun vun de Besoinë vum Adjudicateur nokommen ze kënnen? Dat sinn ebenfalls Exigenzen, déi de Pouvoir adjudicateur a sengen Ausschreiwungsdokumenter festhale muss.

Wat d'Detailer vum Projet ubelaangt, verweisen ech op de schréftleche Rapport. Et ass e Projet, deen, wann en eis am Moment och net direkt betrëfft, vun engem gewëssen Interessi fir déi Entreprisë kéint sinn, déi Zouliwwerer fir auslännesch Entreprisen am Beräich vun der Sécherheet a vun der Verdeedegung sinn.

De Statsrot huet an engem ausféierlechen Avis eng Rei vu wesentleche Bemierkunge gemaach, déi d'Chamberskommissioun an der Redaktioun vum definitiven Text berücksichtege konnt. D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport d'lescht Woch, de 14. Dezember, unanime ugeholl a schléit der Chamber vir, de Projet esou ze stëmmen, wéi den Text et ausweist.

An ech bréngen heimat d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci an ech géif als nächstem Orateur dem honorabelen Här Bettel d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech soen der Madame Presidentin e grousse Merci, dass ech d'Wuert kréien. Ech wollt dem Här Haupert Merci soe fir de Rapport. Hien huet et selwer gesot, et ass e Spagat, dee mer hei musse maachen tëschent den Texter, esou wéi se sinn, an den Texter, esou wéi mer se gären hätten.

Et ass nach ëmmer den Artikel, dee virgesäit - ech wëll net soen, dass et e bëssen e Knätschgummistext ass -, dass duerno verschidde Länner nach ëmmer kënnen invoquéiere wéinst Sécherheetsfroen, dass se kéinten nach en Négocié maachen. Ech mengen, et ass scho besser wéi den Ist-Zustand. An dat ass dat, wat een hei sollt ënnersträichen, dass et eng Verbesserung vun der Situatioun ass, dass et och méi transparent sollt sinn.

Mir wëssen, an ech mengen, net méi spéit wéi dës Woch hu mer och geléiert, wat sensibel Matierë kënne sinn, an ech mengen, déi soll een och respektéieren. Mä, wéi gesot, hei ass och eng Matière, wou eng Zesummenaarbecht an Europa wichteg ass. An ech mengen, dass et och e Schratt an déi richteg Richtung ass, fir méi Koordinatioun an dëser Matière um europäeschen Niveau ze hunn.

Duerfir wäert och d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen doten Text stëmmen, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Merci, Här Bettel. Deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Haupert, Merci soe fir säi schréftlechen an och de mëndleche Rapport. D'Waffegeschäfter si generell, an net nëmmen an Europa, eng vun de gréissten Dunkelkammeren, déi et gëtt. Et ass e formidabelen Nährbuedem fir alles dat, wat an der normaler Ekonomie géif verpönt ginn: Schmiergelder, verstoppte Kommissiounen, sougenannten „Retrokommissiounen", Korruptioun, an ech kéint déi Lëscht vun deenen dote Wierder laang weiderféieren.

Mir hunn zënter den Direktive vun 2004 an dem Versuch, och déi Rüstungsgeschäfter méi no bei den normale Regime ze féieren, schrecklech wéineg Erfolleg domadder gehat, fir net ze soen, guer keen Erfolleg! De Réckgréff op den Artikel 346, de Kolleeg Haupert huet dat schonn explizéiert, war u sech d'Regel, an et huet aus evidente Grënn dofir och näischt un deene Geschäfter kënnen änneren.

Et wier awer dréngend noutwendeg, dass an deem dote Beräich Transparenz wier, fir dass verstoppte Geschäfter, verstoppten an okkult Kommissioune géifen an Europa ophéieren. Et gëtt elo mat där Direktiv vun 2009 en neie Versuch gestart, fir méi Transparenz iwwert de Wee vun normalen Ausschreiwungen, iwwert de Marché public, an déi Geschäfter ze kréien.

Mir hunn eis an der Kommissioun och doriwwer ënnerhalen, wat den Impakt op Lëtzebuerg kéint sinn. Et sinn der notamment zwee, ech wëll se awer och hei erwähnen, déi bis elo net als Marché public gehandelt gi sinn, awer an Zukunft vläicht kéinten ënnert deen dote Giron falen oder kommen.

Dat wieren engersäits déi Marchéë fir d'Firma CAE Aviation mat Sëtz um Findel, déi am Moment am indeschen Ozean Opklärungsflich mécht. An et wieren déi Projeten, déi d'Regierung huet mat der SES vu Betzder zesummen, fir och do eng Rei Leeschtungen, net nëmmen am militäresche Beräich, mä och, kënnen unzebidden. An ech wier frou, wann den Arméiminister eis dorobber kéint eng Äntwert ginn an Explikatiounen, wéi et sech mat deenen dote konkrete Marchéen hei verhält.

Wat dës Direktiv an dat Gesetz, wat mer elo maachen, par ailleurs betrëfft, soen ech lech awer, Här Arméiminister, och Madame Presidentin, ganz éierlech eis Aschätzung: Wann dës Direktiv, dësen neie Versuch, iwwer eng Direktiv d'Rüstungsgeschäfter an deen normale Kader vun de Marché-publicen eranzekréien, och nëmmen eng infime Chance hätt, dat kënnen ze erreechen, da wier se vun de rüstungsproduzéierende Länner blockéiert ginn!

Dofir wäert och dës Direktiv - dat ass einfach eng Prognos, déi mer maachen - häerzlech wéineg drun änneren. Et ass de guttgemengte Versuch, e Schratt an déi richteg Richtung ze maachen. Mä eis Meenung ass, dass dës Direktiv strictement näischt wäert änneren! Rüstungsgeschäfter bleiwen Dunkelkammeren, mat vill Spillraum fir all Zorte vun déplorabelen an détestabele Praktiken. An hätt dës Direktiv eng seriö Aussiicht, deem kënnen en Enn ze maachen, wier dës Direktiv ni duerchgaangen!

Mme le Président.- Merci, Här Braz. Als nächste Riedner hat sech am Fong den Här Kartheiser ageschriwwen, mä vu datt hien net do ass, ginn ech d'Wuert direkt un den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt e puer méi juristesch Remarquen hei zu dësem Projet de loi maachen. 2009 gouf de Paquet défense gestëmmt, an do sinn zwou Direktiven, déi hunn dozou gehéiert, dat sinn d'Direktiv iwwert d'Transferte vun de Produits de défense an déi Direktiv, déi mer haut an eist lëtzebuergescht Gesetz sollen ëmsetzen, déi iwwert d'Marchés publics de la défense.

D'Direktiv iwwert d'Transferten, déi ass zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn duerch d'Gesetz vum 18. Juni 2012, do ware mer also schéin am Délai. Mä wat dës Direktiv ugeet, do war e bësselchen Duerjenaner an der Regierung, wie wat sollt maachen, an do si mer relativ elo méi spéit drun.

Ech hu gelies, datt d'Commission européenne eng Décisioun geholl huet de 27. September 2012, wou si duerch eng Astreinte journalière Lëtzebuerg veruerteelt huet zu 8.320 Euro den Dag, well et d'Gesetz net an der virgeschriwwener Frist ëmgesat huet. Duerfir wollt ech froen, ob dat elo schonn effektiv ginn ass a wéi vill dat heiten de Lëtzebuerger Stat kascht.

Zweete Punkt, dat ass zum Gesetz hei, wat den Artikel 8 ugeet: d'Seuilen. Do muss ech éierlech soen, datt déi Léisung, déi zeréckbehale ginn ass, net gutt ass. Well an der Direktiv stinn zwee Seuilen dran, an datt do e bësselchen Duerjenaner ass, dat gesäit een dorunner, datt de Conseil d'État - an dat huet iwwregens och de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun virgewisen - Folgendes schreift, eppes schreift, wat falsch ass, an e schreift notamment Folgendes: «Le Conseil d'État remarque que le règlement (CE) n°1177/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 a modifié les seuils de la directive à transposer. Les nouveaux seuils étant respectivement de 387.000 euros et 4.845.000 euros.»

Déi Informatioun do ass falsch, well et ass nämlech net d'Reglement vum 30. November 2009, wat applicabel ass, mä d'Reglement 1251 vun 2011, vum 30. November 2011. An do sinn d'Montantë 400.000 a 5.000.000 festgeluecht ginn. Also hei musse mer op jidde Fall an onsem Rapport dat heiten, mengen ech, awer och modifiéieren, datt mer soen, datt mir et als Chamber awer wéinstens gesinn hunn.

(Interruptions diverses)

Ech hunn hei den offiziellen Text krut, dee mir zougestallt ginn ass. Gëschter hunn ech en erausgedréckt, do stoung dat heiten nach esou am Rapport. Ech kann lech hei just nure weisen...

Mme le Président.- Här Henckes, erlaabt Der, datt den Här Haupert lech äntwert?

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur*.- Dat war esou, Här Henckes, datt de Statsrot dat dote proposéiert huet. An ech mengen, fir deem ze entgoen, hu mir en allgemengen Text dragesat, wou kee Seuil méi drasteet, mä wou mer soen, datt d'Seuilen, déi, déi de Moment iwwert d'Direktiv applicabel sinn, iwwert d'Reglement applicabel sinn, datt mer déi géifen applizéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Jo, Här Haupert, ech soen lech Merci fir déi Prezisioun. Mä hei hat ech net den Text vum Gesetz diskutéiert, mä dat, wat de Conseil d'État a sengem Avis geschriwwen huet, an déi Informatiounen, déi legal, déi si falsch!

Une voix.- Déi waren net richteg.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Neen, déi ware falsch!

Mme le Président.- Här Henckes, Dir musst bal zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Et ass dat just, wat ech wollt... Ech weess, dat ass justement dat, wat ech wollt ervirsträichen, an ech géif hei, well mer oft...

Mme le Président.- Här Henckes, Dir hutt Är Zäit schonn iwwerschratt.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Et ass gutt, ech froe just nuren, ech wëll just

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques nos 15, 16, 17 et 18

6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)
et
6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite) p. 150-174

Communications p. 175

Composition de la Chambre des Députés p. 175

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 175

6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes p. 175

Ordre du jour p. 175

Dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot p. 175-176

6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail p. 176-178

6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail p. 178-179

6404 - Projet de loi portant modification:
1) du Code du Travail;
2) du Code pénal;
3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;
5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;
6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 179-181

6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail p. 181-182

6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011 p. 182

6424 - Projet de loi portant modification de:
1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;
2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 183

6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 183-185

6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:
1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;
7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;
8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;
9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 185-186

Interpellation de M. Serge Urbany sur la nature des relations d'affaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Émirat du Qatar p. 186-192

6439 - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE p. 193-194

nuren, datt mer gesinn, datt mer hei permanent an der Illegalitéit sinn, well europäesch Direktive kënne lëtzebuergesch Gesetzer ëmänneren, an ech froen, datt mer an der Commission des Institutions sollen driwwer debattéieren, wéi een an Zukunft kann dat am Mémorial A publizéiert kréien, wann hei eng europäesch Direktiv e Gesetz ëmännert. An dat misst onbedéngt gemaach ginn.

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Minister huet d'Wuert elo.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat war jo elo ganz interessant hei ginn. Ech wäert och kuerz zum Schluss vu menger Interventioun op dat agoen, wat den Här Henckes elo hei gesot huet.

Ech wollt awer fir d'Alleréischt wierklech dem Rapporteur Merci soen an och der Chamber Merci soen, dass se esou séier geschafft hunn, dass mer dëse Projet haut nach hei kënnen, oder dass Dir dee Projet hei nach kënnt evakuéieren, esou dass déi grouss Angscht, fir déi Astreinten do mussen ze bezuelen, dass déi aus dem Raum ass. Well déi Astreintë bezuele wier fréistens nom 21. Januar d'nächst Joer agetrueden, well mer nach bis dohinner Zäit hunn, fir eng Äntwert ze ginn op déi Situatioun, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Eis Äntwert ass also ganz kloer: Mir hunn e Gesetz, wat rechtskräfteg ass!

Duerfir, mengen ech, hätte mer mat dësem Exercice, dee mer haut hei maachen, net nëmme vill Sue gespuert, mä mir géifen och e Gesetz kréien, wou mer méi, vill méi Transparenz an dee ganze Beräich kréien. D'Abusen, wou systematesch den Artikel 346 vum Traité de Fonctionnement de l'Union européenne ugewannt ginn ass, där wäerten et manner ginn. Här Braz, ech gesinn dat net esou pessimistesch wéi Dir dat gesitt, awer ech sinn... Wat awer ganz wichteg ass, dat ass, dass de Spezifissitéite vun de Marchés publics an der Défense, dass deene Rechnung gedroe gëtt. Ech mengen, dat ass dat, wat wichteg ass.

Kloer ass et och, dass, wann et do Kontrakter gëtt oder Accorden tëschent Lëtzebuerg an den USA mengetwegen oder mat der NATO, et ass kloer, dass déi net ënnert d'Marchés-publics-Gesetz falen. Oder wann d'Amerikaner, wann d'Fransousen de Russen e Schëff verkafen, da gëtt dat kee Marché public. Mä d'Regele si ganz kloer opgestallt an ech gesinn dat Ganzt also relativ positiv.

(Interruptions diverses)

D'Virdeeler oder d'Kloerheet fir eis Arméi ass Folgendes: Mir wäerten och an Zukunft Marchéë maachen, dat ass kloer, awer déi meescht wäerten ënner zivil Elementer falen. Zum Beispill, wa mer mengetwege Spektive kafen, fir nuets ze kucken, wa mer Munitioun kafen, wa mer Waffe kafen, alles dat wäerte Procédures négociées ginn, mat Publikatioun vun engem Avis. Wa mer Kleeder kafen, Schong fir eis Arméileit, dat wäert datselwecht sinn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An zum Beispill wollt ech Iech soen, dass mer an dësem Esprit... An ech wier frou, wann Der mer géift nolauschteren, da géif ech mech selwer besser héieren...

(Interruptions diverses)

Ech wier frou, wann Der mer géift nolauschteren.

An zum Beispill hu mer dee leschte Marché, dee mer gemaach hunn, wat eis Assurancen ugeet fir eis zivil Autoen - do hate mer fréier mat engem Konsortium eng Négociatioun gemaach -, deen hu mer elo ausgeschriwwen a mir hunn do vill Geld gespuert. Dee Marché ass also vill méi bëlleg ginn.

Ech wëll kloer soen, dass fir de Verteidegungsminister an och fir d'Regierung et ganz kloer ass, dass dat hei net däerf derzou féieren, dass mer mannerwäertegt Material fir eis Zaldote kafe wäerten. D'Qualitéit muss absolut Prioritéit behalen. An dat wäert och esou sinn, wa mer an deenen nächste Joren ausschreiwen.

Dann zwou Saachen, déi den Här Braz ugeschwat huet: CAE Aviation ass fir eis, an enger éischter Analys fält dat ënnert den Artikel 346, well do Informatioune véhiculéiert ginn, déi e Sécherheetscharakter hunn. Mir hunn eng Erfahrung mat der CAE Aviation, dass déi Donnéeën ëmmer confidentiel a gutt behandelt ginn, sou dass mer wahrscheinlech do an déi Richtung wäerte goen.

Wat d'SES ugeet, do ass et esou, do hänkt et dovun of, wat den Objet ass vum Kontrakt. Dat ka sinn, dass do heiansdo muss ee Marché public gemaach ginn an heiansdo net. Do läit den Däiwel am Detail. A souwisou spillt hei d'Regel, dass eng Analys muss gemaach ginn, Fall fir Fall, fir ze kucken: Kënne mer déi, musse mer déi Législatioun applizéieren? Kënne mer Exceptioune maachen? Wat kloer wäert sinn, dat ass, dass mer eng besser Ratio wäerte kréien, wat d'Qualitéit an de Präis ugeet, esou dass ech mengen, dass mer mat deem Gesetz vun haut, dass mer do am Fong geholl e Schrëtt weiderkommen an dass mer gradesou gutt wéi virdru kënne schaffen.

Da wollt ech dem Här Henckes soen, dass, wat dat Reglement ugeet, wat en do invoquéiert huet, dass mer do - Dir waart leider net an der Chamberskommissioun -, mä mir hu mam Här Haupert, mam Rapporteur, doriwwer geschwat, an d'Regierung hat och en Amendement proposéiert, wou mer net deen Text geholl hätten, deen de Rapporteur gesot huet, mä den Text vun der Regierung, an do wären déi Chifferen déi richteg gewiescht. Also mir waren ons bewosst, dass dat, wat Dir gesot hutt, dass dat e Problem war. Awer et war u sech kee Problem, well mer elo eng Situatioun hunn, déi juristesch esou richteg gefestegt ass. Et ass dat, wat wichteg ass!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ech wollt just ervirsträichen, dass de Conseil d'État dat verkéiert Reglement zitéiert hat.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Wann Dir dat wollt, dann engagéiert dat Iech, wann Dir dat wollt hei ervirsträichen. Ech wollt just soen, dass mir dat gesinn haten an dass mer dat geregelt hunn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6439 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Marcel Oberweis), MM. Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Josée Lorsché;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen);

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg nees ëm zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.58 heures)

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

Avant-propos de la médiateure

Développer l'accès aux droits au Luxembourg

Le premier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter couvre exceptionnellement la période du 1er octobre 2011 au 31 décembre 2012. Le report de la présentation s'explique par la date de mon entrée en fonction le 1er février 2012; mon souci majeur a toutefois été d'aligner la période du rapport sur l'année de calendrier.

Au cours de cette période, la médiature a été saisie de 1.059 réclamations tandis que 2.900 personnes ont sollicité mon secrétariat pour obtenir des renseignements.

On ne saurait exagérer l'importance de l'accueil réservé à toute personne qui s'adresse à une institution, une administration ou un service public. Le maintien de la qualité de l'accueil tout au long du traitement d'un dossier est également d'une importance capitale.

Je me suis personnellement impliquée dans cette tâche avec le personnel de la médiature auquel je tiens à exprimer ma vive reconnaissance et mon appréciation pour la qualité du travail accompli et l'engagement exemplaire au service de nos concitoyens.

Le jour de mon entrée en fonction, j'ai été reçue par mon prédécesseur, le premier médiateur du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur Marc Fischbach, auquel je veux rendre hommage et que je félicite pour la place qu'il a su donner au médiateur sur l'échiquier des institutions de notre pays.

Je lui en sais d'autant plus gré que la médiation est une méthode de gestion de conflits très précieuse dans une société de plus en plus diversifiée et complexe, et dont le potentiel conflictuel risque de s'accroître par les effets de la crise actuelle.

Les juridictions sont submergées d'un flot d'affaires sans cesse grandissant. Le combat judiciaire amène les parties à durcir leurs positions. Leurs relations ne laissent de s'envenimer. Même si en apparence, il y a un gagnant et un perdant à l'issue d'un procès, il conduit irrémédiablement à une situation de rupture, ce qui en soi est toujours un échec.

C'est pourquoi la médiation mérite qu'on s'y engage à fond.

L'intérêt de la médiation est en premier lieu appréciable du fait qu'elle permet une déjudiciarisation des litiges.

Mais bien plus, la médiation est une méthode alternative de résolution de différends qui met l'accent sur l'aspect relationnel du conflit, sur la nécessité de travailler le lien social dans le traitement du litige, le droit n'en étant qu'un aspect parmi d'autres.

C'est en travaillant la communication entre les personnes en conflit que l'on peut, dans la meilleure des hypothèses, prévenir sinon pacifier les relations entre les parties en réglant le litige et en prévenir d'autres à l'avenir.

Ce processus en tant que méthode alternative de règlement des conflits m'a toujours intéressé dans mes diverses fonctions. Parmi les propositions de loi que j'ai déposées en tant que députée, deux sont dues à son inspiration: l'une sur l'ombudsmédiation et l'autre sur la médiation civile et commerciale.

La généralisation de la médiation permettra de soigner le lien social. C'est tout un programme qui se résume ainsi: remplacer la guerre des mots par les mots qui soignent!

J'ai terminé mon mandat de députée le 31 janvier 2012 par le vote de la loi sur la médiation civile et commerciale. Ma proposition de loi de 2001 a donc mis 11 ans pour aboutir et ce encore à la faveur d'une directive européenne qui obligeait le Luxembourg à légiférer. À la fin du débat parlementaire, avant le vote unanime de la loi, le Ministre de la Justice est intervenu. Il a conclu son discours en disant que l'existence du médiateur judiciaire rendait nécessaire le changement du titre de médiateur institué en 2003, car les dénominations identiques peuvent porter à confusion. Il a suggéré à cette occasion le terme d'«ombudsman».

Que signifie ce terme?

Il a été employé la première fois en Suède en 1713. Il s'agissait d'un représentant du roi investi du pouvoir de contrôler l'application des lois par les juges et l'administration. En 1809, le Riksdag suédois institua son propre ombudsman complètement indépendant de l'exécutif.

Le titre est neutre et s'applique aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Il peut être traduit par représentant («*ombuds*») du peuple, des gens («*man*») ou par porte-griefs.

L'institution de l'ombudsman s'est propagée de par le monde entier si bien qu'en 1978, l'Institut International de l'Ombudsman (I.I.O.) a été créé. Le Luxembourg, qui n'a introduit le médiateur qu'en 2003, figure parmi les tard-venus.

Les statuts de l'I.I.O. circonscrivent le rôle de l'ombudsman par les termes suivants «*protéger la population contre les violences du droit, les abus de pouvoir, les erreurs, la négligence, les décisions injustes et la mauvaise gestion*». Son action contribue à améliorer l'Administration publique, à la rendre plus transparente et à responsabiliser les diverses administrations publiques envers les citoyens.

En règle générale, l'ombudsman possède le pouvoir de conduire des enquêtes objectives qu'il peut aussi mener de sa propre initiative sans avoir été préalablement saisi par un réclamant.

L'exposé des motifs du projet de loi n°4832 relatif à la mise en place d'un médiateur au Luxembourg révèle que le gouvernement s'était inspiré de l'institution du médiateur de la République française et du «Bürgerbeauftragter» du Rhénanie-Palatinat. Il n'a pas pris pour modèle l'ombudsman parlementaire scandinave qui dispose d'un pouvoir d'autosaisine.

Le même exposé des motifs relève que la juxtaposition des deux catégories, médiateur et ombudsman, fait ressortir des différences fondamentales dans leur fonctionnement, les ombudsmans scandinaves disposant par rapport aux médiateurs de pouvoirs plus étendus. Ainsi l'ombudsman suédois «*fonctionne en réalité comme un procureur dont la tâche est d'exercer un contrôle administratif de nature générale*» et qui est même investi du pouvoir d'introduire des actions judiciaires contre les fonctionnaires.

Aussi le gouvernement et le législateur ont-ils à bon escient choisi la dénomination de médiateur.

J'avais déposé au cours de mon mandat de députée, le 9 mai 2001, une proposition de loi sur l'instauration d'une ombudspersonne. Ce titre n'était pas choisi au hasard comme tel était le cas aussi de la dénomination proposée dans le texte gouvernemental. Le titre de ma proposition de loi reflétait l'idée à la base de celle-ci qui était d'investir l'institution de la mission de promotion et de protection des libertés et des droits fondamentaux. Ma proposition de loi se référait à la Recommandation n°13 (1985) relative à l'institution de l'Ombudsman adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 23 septembre 1985 qui recommande aux États membres «*d'envisager d'habiliter l'Ombudsman, lorsqu'il n'en est pas encore ainsi, à prêter une attention particulière dans le cadre de sa compétence générale, aux questions afférentes aux droits de l'Homme soumises à son examen et, si la législation nationale le permet, d'engager des enquêtes et de donner des avis lorsque des questions touchant aux droits de l'Homme sont en jeu*».

Par ailleurs, la proposition de loi prévoyait également à côté du droit de formuler des recommandations, celui de l'initiative législative. Ces points n'ont pas été repris dans la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur. Ce dernier devrait se voir reconnaître formellement le droit d'émettre des avis sur des questions relevant de sa compétence. Un tel droit est reconnu par la loi au Défenseur des droits français et au Protecteur du citoyen du Québec.

Le terme «médiateur» repris par le législateur luxembourgeois en 2003 risque incontestablement de mener à une confusion avec les médiateurs judiciaires (en matière civile et commerciale) prévus par la loi du 24 février 2012 portant introduction de la médiation en matière civile et commerciale qui interviennent essentiellement dans des litiges entre personnes privées.

Il existe des différences entre la médiation institutionnelle (ou publique) et la médiation privée: cette dernière implique en règle générale une rencontre directe des parties alors que le médiateur institutionnel ne propose pas systématiquement de telles rencontres; la médiation privée cherche un compromis tandis que les matières sur lesquelles porte la médiation institutionnelle ne sont, pour la plupart, ni susceptibles de transaction, ni de compromis; le médiateur institutionnel dispose d'un pouvoir d'enquête dont le médiateur privé est dépourvu; pour les administrations publiques la médiation revêt un caractère plus contraignant, la médiation privée reste toujours volontaire; le rôle du médiateur privé se cantonne dans les étroites limites du litige alors que la mission du médiateur institutionnel dépasse le cadre du litige, car il fait en sorte que le même dysfonctionnement ne se reproduise pas.

Bien qu'il existe des similitudes entre les deux médiations, il faut cependant convenir que la dénomination «médiateur» ne correspond pas exactement aux missions prévues par la loi du 22 août 2003.

Il s'impose de changer la dénomination tout en veillant à ce qu'elle reflète les compétences réelles de l'institution récemment étendues par la loi du 28 juillet 2011 portant sur les droits des personnes handicapées afin de recouvrir aussi toute extension éventuelle de ses compétences.

J'estime que le terme adéquat correspondant le mieux à ses compétences serait celui d'«ombudsmédiateur». Ce titre correspond bien à sa mission de contrôle de l'administration assortie de pouvoirs d'enquête, mais en même temps, il fait référence à la technique de la médiation à laquelle l'institution a recours.

J'estime qu'après la fin du premier mandat, le temps est venu pour une évaluation de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

Pour ce qui est de la mission légale du médiateur, je voudrais m'associer aux conclusions de mon prédécesseur, Monsieur Marc Fischbach, qui a préconisé une extension des compétences du médiateur à tout organisme chargé de la gestion d'un service public indépendamment de son statut juridique.

Dans ma proposition de loi n°4798 sur l'instauration d'une ombudspersonne, le champ de compétence de celle-ci était défini par les termes suivants «*tout service public et tout établissement public ou organisme national, régional ou local chargé de la gestion d'un service public*». Nombreux sont les organismes investis d'une mission de service public qui sont revêtus d'un statut de droit privé. Aucune raison n'impose de les soustraire du champ d'action du médiateur. La définition de celui-ci gagnerait en cohérence et faciliterait la compréhension du public des compétences du médiateur. Il est impossible de comprendre voire d'expliquer qu'un hôpital revêtu d'un statut public fait partie des attributions du médiateur alors qu'un autre assumant la même mission de service public et bénéficiant du même financement public en est soustrait.

La Commission de Venise, dans son avis n°204/2002 sur le projet de loi n°4832 relatif à la mise en place d'un médiateur au Grand-Duché de Luxembourg, regrettait que le rôle assigné au médiateur luxembourgeois soit plus restrictif que celui d'un ombudsman: non seulement il ne peut être saisi d'une réclamation portant sur le fonctionnement de l'administration en général, mais surtout il ne dispose d'aucun pouvoir d'autosaisine. Elle aurait préféré un régime plus dynamique que celui d'«*une aide au particulier dans ses démêlés avec les autorités*».

Le médiateur ne peut effectivement être saisi que d'une réclamation portant sur une situation personnelle concernant directement le réclamant. Ainsi qu'il ressort de l'avis de la Commission de Venise, le rôle de l'ombudsman ne saurait se limiter à recevoir des plaintes des particuliers et à résoudre les litiges les concernant. Il appartient à l'ombudsman d'identifier des problèmes généraux et d'entreprendre des enquêtes proactives. Son domaine de compétence ne comprend non seulement des fautes isolées ou occasionnelles de l'administration, mais il lui incombe aussi d'identifier des domaines où il y a des dysfonctionnements systémiques.

«*But of course fire fighting is not, and cannot be, the whole Ombudsman story. It was no long before the rather different role of "fire watching" - of proactive prevention rather than remedial cure - came to assume its proper place in the accepted ingredients of a viable Ombudsman institution.*» (Ann Abraham, UK Parliamentary and Health Ombudsman).

«*It must be emphasized that the role of an ombudsman office is not just about receiving and acting upon complaints from individuals. In many cases ombudsmen are able to identify general problems and undertake proactive investigation, which helps to reinforce their human rights credentials.*» (Prof. Victor O Ayeni, in "*Ombudsmen as human rights institutions - The new face of a global expansion*").

Ainsi le médiateur saisi d'une réclamation doit pouvoir, de sa propre initiative, étendre le champ de ses investigations au-delà des limites étroites de la réclamation dont il a été saisi. Seul le droit d'autosaisine l'autoriserait de procéder ainsi. En effet, conformément à l'Article 6 de la loi du 22 août 2003, le pouvoir d'enquête du médiateur ne peut être exercé que dans les étroites limites de la réclamation dont le médiateur est saisi: «*le service visé [par la réclamation] est obligé de remettre au médiateur dans les délais fixés par celui-ci tous les dossiers concernant l'affaire en question*».

Le même problème se pose dans le cadre de la loi du 11 avril 2010 qui a désigné le médiateur comme mécanisme national de prévention chargé du contrôle externe des lieux privatifs de liberté. La loi du 28 juillet 2011 portant ratification de la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées l'a désigné comme mécanisme national indépendant de protection des droits de la personne handicapée, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) et la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH) ayant été désignés comme mécanismes indépendants de promotion et de suivi d'application.

L'objet de la Convention susvisée est «*d'assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées*». Conformément à l'Article 33 de la Convention, les États parties devront tenir compte des principes applicables au statut et au fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme (INDH), dits «Principes de Paris», adoptés par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 20 décembre 1993. Or, selon ces principes, toute situation de violation des droits de l'Homme dont l'institution nationale déciderait de se saisir tombe dans ses attributions essentielles. De même, l'institution peut recourir à sa faculté d'autosaisine pour fournir à titre consultatif au gouvernement, au parlement ou à toute autre autorité des recommandations, des rapports et des avis. Or, la loi du 28 juillet 2011 susvisée a désigné le médiateur comme mécanisme national de protection des droits de la personne handicapée dans le seul cadre de ses compétences et pouvoirs existants.

Cette incohérence ne permet pas à la médiateure de réaliser pleinement les objectifs de l'Article 33 de la Convention des Nations Unies qui requiert que l'institution nationale indépendante de protection des droits de la personne handicapée soit revêtue d'un statut conforme aux Principes de Paris.

Grande fut la déception de l'association «Nëmme mat eis» d'apprendre que le médiateur n'aura pas en tant que mécanisme de suivi d'autres compétences et pouvoirs que ceux qui lui sont déjà conférés par la loi du 22 août 2003. Il résulte de ce qui précède que la médiateure ne pourra pas recevoir des plaintes de la part de personnes handicapées à l'encontre d'organismes à statut privé assurant un service public, tels que les cliniques du secteur privé, et de personnes privées telles qu'un employeur, un bailleur ou un prestataire de soins privé.

C'est à juste titre que dans une lettre du 12 novembre 2012 adressée à la Chambre des Députés et au gouvernement, la même association demande à savoir quelle est l'institution réellement chargée de la mission de protection des droits et libertés fondamentales des personnes handicapées. Elle a demandé à la Chambre des Députés et au Gouvernement de changer la loi du 22 août 2002 pour étendre les compétences du médiateur afin qu'il puisse assumer ce rôle.

Bien que ces revendications soient justifiées, il est difficile d'imaginer un élargissement «sectoriel» des compétences du médiateur au-delà du secteur public ou du service public.

De même, les fonctions du médiateur ne devront pas se spécialiser dans des domaines techniques. Je voudrais signaler dans ce contexte à nouveau l'avis de la Commission de Venise duquel il ressort qu'«*une des idées de base ayant présidé à la création de la fonction de l'ombudsman est qu'il devait s'agir d'une institution extraordinaire*». L'ombudsman est revêtu d'une compétence générale et à ce titre, il complète l'action des organes normalement chargés du contrôle. Pour cette raison, il me semble délicat de l'investir d'une série de missions particulières dont l'exécution exige

d'ailleurs des connaissances plutôt techniques. Le médiateur est une institution personnalisée qui bénéficie de l'autorité morale de la personne qui en est investie. En faire une grande administration à multiples départements techniques fonctionnant par délégation de pouvoirs n'est pas conforme à cette conception. De toute façon, ces différentes structures, du fait qu'elles dépendent de l'État, tombent sous la surveillance du médiateur.

Ainsi, il serait difficile d'intégrer dans les services du médiateur la structure de médiation nationale dans le domaine de la santé prévue dans le projet de loi n°6469 relatif aux droits et obligations du patient.

J'insiste cependant que le mode de nomination des responsables de cette structure garantisse son indépendance et que son impartialité et son autonomie soient assurées par des dispositions légales adéquates. Comme le médiateur, cette institution doit pouvoir émettre des recommandations. Étant donné l'insuffisance des moyens de la direction de la santé du Ministère de la Santé pour répondre pleinement aux attentes des patients et des prestataires (Exposé des motifs du projet de loi n°482, page 19), l'institution nouvelle doit être investie d'un pouvoir de contrôle étendu assorti de larges pouvoirs d'enquête et de la faculté d'autosaisine. Vu la compétence en matière médicale de cette structure, la mission de contrôle peut être étendue à d'autres organismes actifs dans ce domaine, tels que la Cellule d'évaluation et d'orientation, l'Administration du contrôle médical et la Commission médicale de l'ADEM, voire au secteur des maisons de soins et de retraite dont le contrôle requiert certaines connaissances techniques. Ainsi que je l'ai précisé dans le suivi de la Recommandation n°45 et n°42, cette structure de médiation nationale doit être épaulée par un service de médiation propre à chaque hôpital auquel il faut veiller à garantir un statut assurant son indépendance par rapport à l'hôpital.

Pour les mêmes raisons que celles indiquées ci-avant, il est difficile de confier au médiateur une mission spécifique en matière de protection des droits des handicapés. Je me rallie aux avis du Conseil d'État et à la Commission consultative des droits de l'Homme, qui ont proposé de la confier au Centre pour l'égalité de traitement à condition d'investir ce dernier des pouvoirs et des moyens nécessaires pour remplir cette mission.

Par ailleurs, j'insiste que le mode de nomination de toutes les structures actuelles œuvrant en matière de droits de l'Homme, à savoir la CCDH, l'ORK et le CET, garantisse leur indépendance et leur autonomie.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme préconise que «*le parlement devrait être associé au processus de sélection officielle de candidats pour que celui-ci soit crédible et transparent. Il peut élaborer une liste restreinte de candidats qui est alors soumise à l'exécutif pour examen et choix final, ou bien il peut procéder aux désignations à partir d'une telle liste proposée par l'exécutif.*» (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, série sur la formation professionnelle, n°4, page 43).

Si je suis réticente à approuver que les compétences de l'institution du médiateur soient élargies à des missions de contrôle particulières de nature technique, je recommande d'autant plus vivement que les droits de l'Homme soient expressément inclus dans la compétence générale du médiateur.

Aux termes de la loi du 21 novembre 2008, la CCDH, dont le rôle est exclusivement consultatif, n'est pas investie d'une mission générale de défense (au sens étroit du terme) des droits de l'Homme (Avis de la CCDH sur le projet de loi n°6141, La mission de protection, n°21). Elle n'a aucune compétence pour recevoir et traiter des plaintes individuelles. C'est une mission qui revient de droit au médiateur, dont le statut doit être mis en conformité avec les «Principes de Paris».

«*Contemporary ombudsmen are as much human rights bodies as they are institutions for the advancement of administrative justice. We highlighted that a number of ombudsmen have adopted human rights concerns as an explicit part of their mandate. (...) All these emphasize the need for ombudsmen everywhere to make this role more apparent, adopting an explicit frame of reference for the human rights components of their work. Significantly too, ombudsmen do need to undergo any changes in their legislative mandate in order to be acknowledged human rights institution.*» (Prof. Victor O Ayeni, «*Ombudsmen as human rights institutions - the new face of global expansion*»).

Le même auteur conclut que l'ombudsman d'aujourd'hui constitue une institution de droits de l'Homme par excellence et qu'autrement, il ne serait plus en mesure de suffire à sa mission face aux défis et aux problèmes auxquels il se trouve confronté en ce 21e siècle. C'est une conception qui est largement partagée par les ombudsmanséens:

«*Human rights principles are a necessary part of good public service delivery … Human rights are the legitimate business of an Ombudsman. This does not in any sense challenge the legitimate and vital role of other institutions in the vindication of human rights but, rather, suggests that the value system protected by international human rights norms binding states are perfectly reconcilable with the formal legal remit of an Ombudsman*» (Mrs Emily O'Reilly, Ombudsman of Ireland, in «Human Rights and the Ombudsman»).

Le titre conféré à certains ombudsmans tels que «Defensor del Pueblo» «Défenseur des droits» souligne le rôle de l'institution dans la protection des droits de l'Homme. La réforme française intervenue par la loi du 29 mars 2011 a fait du Défenseur des droits l'autorité chargée de veiller à la protection des droits et libertés et de promouvoir l'égalité.

Je rappelle que la Recommandation n°13 (1985) relative à l'institution de l'ombudsman adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 23 septembre 1985 requiert elle aussi «*d'habiliter l'Ombudsman, lorsqu'il n'en est pas encore ainsi, à prêter une attention particulière dans le cadre de sa compétence générale, aux questions afférentes aux droits de l'Homme*» de l'investir d'un pouvoir d'enquête conséquent et «*de donner des avis lorsque des questions touchant aux droits de l'Homme sont en jeu*».

La qualité de notre démocratie dépend de la manière dont les libertés et droits des citoyens sont garantis, défendus et appliqués dans la réalité de tous les jours. Pour garantir aux citoyens un accès effectif à leurs droits, il faut se donner les moyens de notre ambition.

Lydie Err

Partie 2

2.1. Des recommandations de la médiateure et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 49 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Recommandation n°35 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales

Le médiateur, saisi par un certain nombre de personnes qui se sont plaintes d'une discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales;

considérant que les parents qui habitent et travaillent au Luxembourg et dont les enfants naturels ne sont pas élevés dans leur ménage mais à l'étranger doivent rapporter la preuve qu'ils sont à leur charge principale;

que, par contre, les parents se trouvant dans la même situation mais ayant des enfants légitimes ne sont pas obligés de rapporter la preuve de la charge principale;

considérant qu'en effet, l'Article 1er de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales prévoit que:

«A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par la présente loi,

pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal;

pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi. Est considéré comme membre de la famille d'une personne au sens de la présente loi l'enfant appartenant au groupe familial de cette personne, tel que défini à l'Article 2. Les membres de la famille visés par le présent texte doivent résider dans un pays visé par les règlements ou instruments en question.»;

que l'Article 2 de la même loi prévoit que:

«(2) Sont considérés comme appartenant à un même groupe familial au sens de la présente loi, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'octroi des allocations familiales, tous les enfants légitimes ou légitimés issus des mêmes conjoints, ainsi que les enfants adoptés par les mêmes conjoints en vertu d'une adoption plénière.

(3) Sont assimilés aux enfants légitimes d'une personne, aussi longtemps qu'ils sont légalement déclarés et élevés dans son ménage et qu'ils remplissent les conditions visées à l'alinéa précédent:

a) les enfants adoptés en vertu d'une adoption simple;

b) ses enfants naturels qu'elle a reconnus;

c) les enfants du conjoint ou du partenaire au sens de l'Article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats (L. 09.07.2004);

d) ses petits-enfants, lorsqu'ils sont orphelins ou que les parents ou celui d'entre eux qui en a la garde effective sont incapables au sens de la loi.»;

considérant qu'ainsi les enfants visés à l'alinéa 3 précité ne sont pas à considérer comme membre de la famille au sens de la loi modifiée du 19 juin 1985 lorsqu'ils ne sont pas élevés dans le ménage du travailleur;

considérant qu'il résulte de ce qui précède que le parent dont l'enfant naturel n'est pas élevé dans son ménage n'ouvre pas droit aux allocations familiales;

que le travailleur dont l'enfant légitime n'est pas élevé dans son ménage mais à l'étranger ouvre cependant droit aux allocations familiales;

considérant que conformément à l'Article 73 du règlement (CEE) n°1408/71, «*le travailleur salarié ou non salarié soumis à la législation d'un État membre a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre État membre, aux prestations familiales prévues par la législation du premier État, comme s'ils résidaient sur le territoire de celui-ci*»;

qu'en vertu de l'Article 1er f) i) du même règlement, la qualité de membre de la famille est définie par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies. Par conséquent pour les enfants du travailleur occupé au Luxembourg la qualité de membre de la famille de ce dernier doit être remplie conformément à la législation luxembourgeoise (articles 1er et 2 combinés précités);

considérant que pour permettre néanmoins le paiement des allocations familiales en faveur des enfants naturels qui ne résident pas dans le ménage du travailleur mais à l'étranger, la Caisse Nationale des Prestations Familiales fait application de l'Article 1er f) i) du règlement (CEE) n°1408/71 qui prévoit que:

«*Le terme "membre de la famille" désigne toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies ou, dans les cas visés à l'Article 22 paragraphe 1 point a) et à l'Article 31, par la législation de l'État membre sur le territoire duquel elle réside; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membre de la famille ou du ménage qu'une personne vivant sous le toit du travailleur salarié ou non salarié ou de l'étudiant, cette condition est réputée remplie lorsque la personne en cause est principalement à la charge de ce dernier*».

qu'en vertu de cet article, même si l'enfant n'habite pas dans le ménage du parent, il est considéré comme membre de la famille si le parent rapporte la preuve de la charge principale;

considérant que suivant une circulaire de Madame la Ministre de la Famille, la preuve de la charge principale est rapportée si le travailleur, qui ne touche que le salaire social minimum, verse régulièrement et mensuellement 150 euros par enfant à titre de contribution alimentaire, et 200 euros dans les autres cas. Des versements réguliers sur une période continue de 6 mois au minimum doivent être prouvés;

considérant que l'Article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 consacre une discrimination, contraire à l'Article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales relatif à l'interdiction de discrimination, combiné avec l'Article 8 de la Convention relatif au droit au respect de la vie privée et familiale;

considérant que le comité-directeur de la Caisse Nationale des Prestations Familiales a déjà proposé une modification de l'Article 2 de la loi précitée dans son avis sur le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, en suggérant de lier le groupe familial dans tous les cas de figure à une condition de ménage commun, et d'introduire dans la loi nationale la condition de la charge principale déjà ancrée dans le droit communautaire;

qu'au vu de ce qui précède et afin que les enfants légitimes et les enfants visés à l'alinéa 3 de l'Article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales soient traités de manière égale, une modification de cette loi s'impose;

recommande au Ministre de la Famille et de l'Intégration de réexaminer les dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales.

Réponse:

Dans une lettre du 22 août 2011, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, avait donné des assurances au médiateur qu'il serait tenu compte de cette recommandation lors de l'élaboration du projet de loi réformant globalement les allocations familiales.

En revanche, dans une lettre du 27 novembre 2012, elle a fait part à la médiateure de ses réticences quant à une adaptation du texte tout en soulignant son attachement au principe que chaque enfant, fût-il légitime ou naturel, doit être traité de manière identique.

La ministre a d'abord circonscrit le problème évoqué par la recommandation: il ne concerne pas les enfants résidant sur le territoire étant donné que ceux-ci ouvrent de leur propre chef droit aux allocations familiales peu importe le ménage du parent dans lequel ils résident, mais seulement les enfants résidant à l'étranger.

Les complications proviendraient du règlement (CE) 883/2004 dont l'Article 1er,i), point 3 dispose qu'«cas où, conformément à la législation applicable en vertu des points 1) et 2) une personne n'est considérée comme membre de la famille ou du ménage que lorsqu'elle vit dans le même ménage que la personne assurée ou le titulaire de pension, cette condition est réputée remplie lorsque cette personne est principalement à la charge de la personne assurée ou du titulaire de pension».

Les articles 67 et 68 du règlement (CE) susvisé étendent le droit aux allocations familiales aux enfants du parent exerçant une activité professionnelle dans un État autre que celui de la résidence des enfants à condition que ceux-ci soient membres de sa famille. Le même règlement prévoit que la qualité de membre de la famille est à définir par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies, c'est-à-dire la législation luxembourgeoise. L'Article 269 du Code de la sécurité sociale (CSS) définit la qualité de membre de la famille par rapport au groupe familial qui est défini à l'Article 270 CSS. C'est bien dans le cadre de cette définition qu'une différenciation est faite entre enfants légitimes, d'une part, et les autres catégories d'enfants: enfants naturels, enfants adoptés par adoption simple, enfants du conjoint et petits-enfants. Ces derniers ne font partie du groupe familial que dans la mesure où ils sont légalement déclarés et élevés dans le ménage de la personne associée.

Conformément au règlement (CE) susvisé, «cette condition est réputée remplie lorsque cette personne est principalement à la charge de la personne assurée ou du titulaire de pension». Si les enfants sont élevés à l'étranger en dehors du ménage de leurs parents travaillant au Luxembourg, ceux-ci doivent donc établir qu'ils sont principalement à leur charge.

En revanche, selon l'Article 270 CSS, les enfants légitimes se retrouvant dans la même situation sont considérés faire partie du même groupe familial, sans qu'une preuve ne doive être fournie.

Selon la ministre, cette différentiation, qui prend sa source dans la définition du groupe familial, ne peut être éliminée qu'en changeant les dispositions nationales y relatives, ce qui dépasse le cadre du problème évoqué concernant les seuls enfants naturels. Par conséquent, il ne serait pas possible de tenir compte de la recommandation au moyen d'une modification ponctuelle de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, à moins d'assujettir également les parents d'enfants légitimes au même régime de preuve.

Le ministère continuera à chercher une solution au problème évoqué dans la recommandation.

Recommandation n°36 relative au coût et à la simplification des procédures de recouvrement de créances par voie d'huissier de justice

Le médiateur a été saisi depuis son entrée en fonctions par un nombre non négligeable de citoyens exposés à des procédures de recouvrement par voie d'huissier de justice.

Indépendamment de toute question de fond, la presque totalité des débiteurs se sont plaints

des coûts de la procédure et surtout des coûts liés au recouvrement forcé de petites créances.

En effet, pour des créances ne dépassant pas 100 ou 200 €, il n'est pas rare de constater que les frais d'un recouvrement forcé se chiffrent jusqu'au sextuple de la créance principale.

Or, il ne peut être dans l'intérêt d'une justice bien comprise d'exposer des débiteurs, qui se trouvent souvent dans des situations très précaires, à des frais pouvant s'élever à plusieurs centaines d'euros pour s'acquitter d'une dette dont le principal n'excède pas 50 euros.

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la matière, plusieurs mesures seraient à envisager afin de réduire le coût des procédures de recouvrement forcé.

1. La défiscalisation intégrale de la procédure de recouvrement pour toute créance inférieure à 1.250 euros

Il est proposé d'abolir la TVA, les droits de timbre et les droits d'enregistrement (exemption de droit d'enregistrement) grevant les actes de procédure dans des affaires dont l'enjeu financier ne dépasse pas le montant de 1.250 €. Cette mesure contribuerait largement à assurer une proportionnalité plus raisonnable entre le coût d'un recouvrement forcé et le montant de la créance.

2. Le droit fixe

Il serait utile, toujours dans l'intérêt d'une proportion raisonnable entre le coût d'une procédure de recouvrement et le montant d'une créance, d'établir une proportionnalité entre le droit à percevoir et le montant à recouvrer. Cette pratique existe d'ores et déjà en Belgique où elle a fait ses preuves.

3. L'accès aux bases de données informatiques de l'État et du CCSS

L'impossibilité pour l'huissier d'accéder directement à certaines banques de données entraîne souvent des coûts supplémentaires alors que les huissiers sont obligés à procéder à la recherche de certaines données concernant les débiteurs, leurs employeurs ou organismes débiteurs à leur égard d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente auprès des administrations ou établissements publics compétents.

Si les huissiers de justice obtenaient un accès informatique à certaines banques de données, les recherches d'adresses auprès des communes ainsi que celles effectuées à l'heure actuelle sur base d'injonctions délivrées par les justices de paix sur base de l'Article 11 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes pourraient être directement effectuées par l'huissier, comme c'est notamment le cas en Belgique. Les banques de données principalement concernées seraient celle du CCSS afin de pouvoir déterminer les qualités d'un éventuel employeur ou d'un éventuel organisme débiteur d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente, celle tenue auprès du Ministère des Transports afin de pouvoir vérifier si un éventuel débiteur dispose d'une voiture et celle existant auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie afin de pouvoir déterminer si un débiteur dispose d'un bien immobilier. Il est évident que ces accès devraient être paramétrés de manière à ne divulguer que les informations strictement nécessaires à l'exercice du ministère.

4. Les frais de route

Afin de garantir un maximum de transparence en matière de mise en compte de frais de route, il serait indiqué d'avoir recours à un système forfaitaire qui tiendrait compte de la distance moyenne entre le siège de l'huissier et l'endroit auquel un acte est à poser. Ce modèle a fait ses preuves en Belgique. À son image, on pourrait prévoir pour le Grand-Duché entre trois et six tarifs.

5. Le principe de l'unicité des actes posés par l'huissier de justice

Si les bases légales et réglementaires actuellement en vigueur énumèrent et précisent les différents actes qu'un huissier de justice est habilité à poser, elles n'en déterminent cependant pas le nombre.

En principe un huissier de justice ne devrait pas poser pour la deuxième fois le même acte, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés dans l'acte-même et dont la justification serait ainsi portée à la connaissance du justiciable.

Il appartient aux autorités judiciaires de contrôle de se prononcer en cas de contestation sur la nécessité de la pluralité d'actes.

6. La procédure de validation des saisies-arrêts spéciales sur salaire

Les textes actuellement en vigueur prévoient une procédure de validation d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire, sur demande de la partie la plus diligente ou sur opposition du débiteur même dans les cas où la partie saisissante peut se prévaloir d'un titre exécutoire.

S'il est vrai que les droits de la défense méritent une protection toute particulière, on peut néanmoins s'interroger sur la justification d'une pareille procédure si les procédures applicables ont été observées.

Dans l'intérêt d'une plus grande rapidité des procédures de recouvrement par le biais de saisies-arrêts spéciales sur salaires, mais également dans l'intérêt d'un désencombrement certain des audiences des justices de paix directement concernées, il serait utile de restreindre l'accès à la procédure de validation, en cas d'existence d'un titre exécutoire aux seules contestations de la procédure, à faire valoir par la partie débitrice ou la partie tierce saisie dans un délai relativement court.

7. Les sommations

Les sommations adressées par huissier au débiteur sont en principe à charge du créancier, sauf si les conditions générales d'un contrat prévoient cette procédure par voie d'huissier de justice pour faire courir les intérêts à charge du débiteur. En ce cas, les frais de l'acte de sommation devraient être fixés par le législateur.

8. Le système du tiers payant automatique en matière d'honoraires médicaux impayés

Dans l'intérêt d'un désencombrement majeur des justices de paix, mais également en vue d'abolir des coûts de procédure générés par la mise en intervention d'huissiers de justice par le corps médical, il serait important de modifier les termes du Titre XI art. 67 de la Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre l'UCM et l'AMMD conclue en exécution de l'Article 61 et du CAS - Convention pour médecins.

En effet l'obligation imposée par ce texte au médecin et au médecin-dentiste de soumettre un titre exécutoire ou un document judiciaire attestant du fait que le débiteur est sans domicile ou résidence connu à l'UCM afin d'obtenir par la voie du tiers payant paiement des mémoires non honorés par les patients n'a pas seulement fait augmenter d'une façon spectaculaire le nombre d'ordonnances de paiement causant ainsi un encombrement majeur des greffes concernés, mais elle a également généré un surcoût en matière de recouvrement alors que certains médecins font appel à des huissiers de justice pour traiter ces dossiers. Il est évident que les frais générés par l'intervention de l'huissier de justice seront imputés au débiteur. Ceci est particulièrement délicat en matière d'honoraires médicaux qui généralement ne portent que sur des sommes modiques et où la moindre intervention d'un huissier de justice fait de suite augmenter le coût total de l'opération de recouvrement à un multiple de la créance principale.

Il serait donc logique de procéder à la réintroduction de l'ancien système qui laissait au médecin concerné le libre choix, soit de faire parvenir son mémoire non honoré à l'UCM pour obtenir paiement de la part du tiers-payant, soit d'entamer la voie judiciaire.

9. Regrouper les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice

Dans un souci de transparence et de clarté, il serait utile de codifier tous les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice et de les compléter par des dispositions régissant la déontologie de la profession de l'huissier de justice.

Y devrait figurer notamment une obligation d'information dans le chef des huissiers de justice, qui, afin d'amener le débiteur à s'acquitter de ses dettes sans autres frais supplémentaires, devraient être obligés d'informer les justiciables lors de l'exécution de tout acte du coût de la procédure entamée, du coût global des actes à venir, du déroulement précis de la procédure ainsi que des moyens de défense à leur disposition.

Un tel code aurait l'avantage de faciliter l'accès à toutes les dispositions légales et réglementaires en la matière, tant aux créanciers qu'aux débiteurs et de leur faire connaître au mieux leurs droits et obligations.

10. Réflexions sur l'évolution de la profession de l'huissier de justice à moyen et à long terme

S'il est indéniable que l'huissier de justice joue un rôle important dans le domaine de la justice et qu'il ne saurait se voir substituer, du moins dans certaines de ses fonctions, par d'autres auxiliaires de la justice, il faudrait néanmoins se poser la question sur les coûts des procédures.

De par la loi, les justiciables sont obligés, dans certaines procédures judiciaires notamment introductives d'instance et d'exécution, de recourir aux services d'un huissier de justice.

Or, plus particulièrement en ce qui concerne l'intervention de l'huissier de justice en matière de recouvrement se pose la question des frais. Si l'huissier de justice peut procéder à un recouvrement d'une créance auprès d'un débiteur solvable, celui-ci doit également s'acquitter des frais engendrés par la procédure de recouvrement. Dans le cas du débiteur indigent par contre, ces frais seront mis à charge du demandeur qui ne se voit pas seulement spolié de son dû au principal, mais qui de surcroît doit supporter les frais de l'exécution.

Il est évident que le montant de ces frais est très largement tributaire de l'attitude du débiteur et que partant il risque d'être plus élevé si le recouvrement s'annonce difficile.

Or, depuis la mise en vigueur de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire du 7 mars 1980, qui par l'Article 186 a aboli le casuel des greffiers, le principe de la gratuité des services rendus par l'administration judiciaire est largement acquis.

Afin d'étendre ce principe également à la procédure introductive d'instance et à la procédure d'exécution de décisions judiciaires et plus généralement à toutes les procédures dans lesquelles des textes légaux et réglementaires prévoient obligatoirement l'intervention d'un huissier de justice, procédures qui dans nombre de cas génèrent des frais disproportionnés, il serait opportun de prévoir, à terme, la fonctionnarisation des huissiers de justice en tant qu'agents de l'administration judiciaire avec un cadre de personnel propre et correspondant à leur formation.

Une telle réforme, accompagnée d'une législation fiscale adaptée, permettrait au justiciable de faire l'économie des coûts de l'intervention de l'huissier de justice tout en mettant ces coûts à charge de l'État.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 mars 2009 le Ministre de la Justice a pris une position circonstanciée par rapport à cette recommandation dont le médiateur s'est félicité.

La médiateure constate cependant que jusqu'à présent aucune information ne lui est parvenue concernant l'avancement des travaux de mise en œuvre de cette recommandation.

Recommandation n°41 relative à la saisine de la Commission mixte de reclassement en présence d'avis médicaux contradictoires

Le médiateur, considérant qu'il est régulièrement saisi de réclamations concernant la procédure de reclassement;

considérant que dans nombre de cas dont il a été saisi, le Contrôle médical de la sécurité sociale a estimé que les personnes concernées ne présentaient pas une incapacité de travail pour leur dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu de L.552-2. du Code du Travail, dès lors que le Contrôle médical de la sécurité sociale estime qu'un assuré ne présente pas une incapacité pour exercer son dernier poste de travail et qu'il s'abstient par conséquent de saisir la Commission mixte d'une demande de reclassement, il est mis fin à la procédure sans que la personne concernée ait la possibilité de contester la position prise par le Contrôle médical de la sécurité sociale;

considérant cependant que dans un certain nombre de cas soumis au médiateur, le médecin du travail dans le cadre de la procédure de l'Article L.326-6. du Code du Travail est, en accord avec le médecin traitant, arrivé à la conclusion que les personnes concernées n'étaient pas capables d'exercer leur dernier poste ou régime de travail;

considérant qu'aucune saisine directe de la Commission mixte par le médecin du travail n'est prévue par le Code du Travail;

recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer l'insertion d'une nouvelle disposition dans le Code du Travail prévoyant que dans le cas où le médecin-conseil de l'Administration du Contrôle médical de la sécurité sociale estime qu'un assuré social ne présente pas une incapacité pour son dernier poste de travail alors qu'au contraire le médecin traitant et le médecin du travail arrivent tous les deux à la conclusion que la personne concernée est inapte pour exercer son dernier poste ou régime de travail, la Commission mixte sera saisie par l'Administration du Contrôle médical de la sécurité sociale sur demande lui adressée par le médecin du travail.

Réponse

La médiateure regrette de devoir constater que cette recommandation n'a pas encore fait l'objet d'une prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Recommandation n°42 relative 1. à la mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation; 2. à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

1. Mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation indépendante en matière de santé et de sécurité des soins

Le médiateur est régulièrement saisi par des demandes d'information, voire par des doléances émanant de patients qui s'estiment lésés à la suite de traitements ou d'interventions de nature médicale dispensés, en ce qui concerne la plupart des saisines, en milieu hospitalier ou para-hospitalier.

Dans une très grande majorité des cas, après une première analyse, ces saisines semblent avoir pour origine un manque de communication et de dialogue entre le professionnel de santé et le patient.

Le médiateur se doit de constater que très souvent les citoyens qui font appel à ses services en pareil cas ne souffrent pas en premier lieu d'un grave dommage, corporel ou moral, qui serait survenu à la suite d'un acte médical ou de soins. Force est de constater que la grande majorité des citoyens qui font appel au médiateur en cette matière font plutôt état, après une intervention médicale plus ou moins invasive, d'un sentiment d'insécurité quant à leur état de santé et son évolution ainsi que de questionnements quant à la nature et l'évolution de leurs pathologies respectives et surtout quant à l'impact de cette évolution sur leur vie familiale, professionnelle et sociale. Souvent ces citoyens qui ont subi une thérapie médicale ou une intervention chirurgicale se plaignent de n'avoir reçu que des informations très sommaires quant à leur maladie ou quant aux changements à apporter au mode de vie que leur maladie spécifique impose ou rend du moins indiqués.

Le médiateur s'est également vu confronter à certains dossiers dont l'instruction l'amène à ne pas exclure l'engagement d'une éventuelle responsabilité civile, et dans quelques très rares cas, également d'une éventuelle responsabilité pénale d'un professionnel du domaine de la santé.

Il n'est certainement pas question de mettre en cause le sens du devoir et de l'éthique professionnelle d'une écrasante majorité des médecins ou des autres professionnels de santé dont la préoccupation première est de dispenser des services médicaux et paramédicaux de qualité.

Cependant, et au vu de l'expérience faite en France après la mise en place d'un pôle santé et sécurité des soins, il serait utile et nécessaire que le Grand-Duché de Luxembourg se dote également d'un instrument destiné à renforcer les efforts déjà déployés par les autorités publiques compétentes et les différents acteurs du domaine de la santé en matière d'intensification du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ainsi que de la garantie d'un maximum de transparence.

De par l'obligation de moyens qui leur incombe, les professionnels de la santé ont le devoir de garantir aux patients des soins sécurisés. Il s'agit là d'une exigence légitime. La sécurité du soin est la mission première des professionnels de santé. Il faut donc s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter la survenance d'évènements indésirables liés aux soins médicaux.

Si l'on admet l'hypothèse, tout à fait justifiable, que les évènements indésirables dans le domaine des soins médicaux et paramédicaux ne sont pas moins fréquents, toutes proportions gardées, au Grand-Duché de Luxembourg que dans les pays limitrophes, il serait à cet égard indiqué d'envisager la création d'un mécanisme appelé notamment à s'assurer du respect des meilleures pratiques en matière de la qualité et de la sécurité des soins médicaux et paramédicaux, à favoriser le dialogue et à garantir un maximum de transparence dans les relations entre les différents intervenants du domaine de la santé et le patient et à fournir à toute personne les informations sollicitées sur les droits qu'elle peut faire valoir en tant que patient.

Dans un monde qui affiche une tendance accrue à la judiciarisation avec une médecine de plus en plus sophistiquée où à tort ou à raison les professionnels de santé se sentent de plus en plus critiqués et fragilisés dans leur exercice et où les usagers aspirent légitimement à être dûment écoutés et informés, il semble utile de confier la triple mission décrite plus haut à une structure d'écoute, d'information et de médiation, capable de favoriser et de soutenir davantage au sein du monde de la santé une démarche de dialogue et de transparence.

Il est important de souligner qu'une telle structure, équidistante entre le patient et le professionnel ou l'établissement de santé, serait notamment appelée à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient, à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle afin de trouver une issue donnant satisfaction à toutes les parties impliquées.

Une telle structure investie d'une indépendance totale tant à l'égard du monde de la santé et des institutions publiques qu'à l'égard des patients devrait également contribuer à diminuer les contentieux médicaux dont les tribunaux sont saisis et qui demandent tant de la part du patient que du professionnel de santé concerné un investissement financier considérable dans des procédures souvent longues avec une issue peu prévisible.

La structure d'écoute, d'information et de médiation à créer serait évidemment également à la disposition de tout professionnel de santé qui se voit confronté à un évènement indésirable ou à un quelconque autre problème dans l'exercice de sa profession.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la médiation ne fonctionnera utilement qu'à condition que la partie mise en cause ne puisse s'y soustraire.

Afin de remplir pleinement l'objectif d'un meilleur dialogue et d'un maximum de transparence, cette structure ne devrait cependant fonctionner qu'à titre subsidiaire et donc en deuxième ligne.

Il serait dans cette logique nécessaire que chaque établissement de santé, voire chaque profession de santé se dote d'une structure d'écoute, d'information et de médiation interne dont la composition devrait garantir un maximum de neutralité. Il appartiendrait au patient de saisir d'abord l'intervention des médiateurs locaux et seulement en cas d'échec celle du médiateur national.

Dans l'exercice de sa fonction, le médiateur obtiendra nécessairement connaissance d'un grand nombre d'évènements indésirables survenus dans le domaine médical ou paramédical.

Ces évènements, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact réel ou présumé sur la santé publique pour autant qu'ils ne concernent pas des cas uniques et isolés, seront continués par le médiateur national aux différents responsables de la santé afin d'en tenir compte, notamment dans le cadre de l'assurance de la qualité des prestations hospitalières prévue aux articles 21 et 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimale des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

En conclusion, il est proposé de procéder à la création d'une structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale dans le domaine de la santé, compétente pour informer et recevoir toutes les réclamations qui mettent en cause:

le non-respect des droits des patients;

la qualité du système de santé;

la sécurité des soins;

l'accès aux soins.

La structure de médiation appelée à réaliser ces objectifs sera double. En première ligne, le patient ou le professionnel de santé devra saisir la structure de médiation locale fonctionnant au sein de son établissement. En cas d'échec de la médiation locale, le médiateur national pourra être saisi par la partie la plus diligente.

Le secret médical ne pourra être opposé aux structures de médiation.

Le médiateur national peut s'entourer, à charge de son budget, de tout avis d'expert ou de toute expertise contradictoire jugée utile dans le cadre de l'accomplissement de sa mission. Il ne transmettra aux parties que les conclusions finales de l'expert. Tout refus d'un patient ou d'un professionnel de la santé de se soumettre à une expertise ou de collaborer avec l'expert mettra fin à la médiation.

Le médiateur rédigera un rapport final sur l'issue de la médiation.

La question de savoir s'il incombe de confier la mission d'écoute, d'information et de médiation nationale à un nouvel organe à créer ou de l'intégrer dans une structure d'ores et déjà existante relève essentiellement de l'opportunité politique.

Le médiateur donne cependant à considérer que son périmètre de compétences inclut d'ores et déjà tous les établissements publics de santé.

Ainsi il serait pour le moins indiqué de réfléchir également sur la possibilité d'intégrer la structure proposée dans le périmètre d'action du médiateur.

R4

2. L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

En tant que remarque préliminaire, il est important de rappeler que le domaine de la santé n'échappe pas aux règles normales du droit civil, voire du droit pénal.

Il arrive cependant fréquemment qu'un patient subit un dommage suite à des soins de santé sans que la moindre faute professionnelle n'ait pu être constatée dans le chef des professionnels de santé concernés.

Deux cas de figure répondent plus particulièrement à cette situation: il s'agit premièrement des infections nosocomiales contractées alors même que tous les protocoles d'hygiène hospitalière ont été respectés et deuxièmement des dommages résultant d'aléas thérapeutiques. S'il est clair que chaque thérapie médicale comporte un risque, fût-il minime, il est tout aussi évident que les patients victimes de tels aléas peuvent être affectés par des dommages.

Tant les victimes d'infections nosocomiales provoquées sans qu'une faute soit imputable à un professionnel de santé que celles d'aléas thérapeutiques peuvent subir des dommages corporels ou moraux, voire les deux à la fois, qui compromettent sérieusement leur qualité de vie, leur avenir professionnel et familial et/ou alors leur situation financière.

S'il est acquis que toutes les victimes de maladies graves ou de dommages corporels ou moraux graves peuvent bénéficier des différentes aides ou mesures proposées par le système de sécurité sociale, tant en ce qui concerne la prise en charge d'un éventuel traitement, d'un appareillage prothétique, d'un agencement du domicile adapté à des besoins spécifiques, de différentes facilités concernant l'emploi comme le reclassement, qu'en ce qui concerne l'octroi d'une pension d'invalidité transitoire ou permanente, il n'en reste pas moins que ces patients subissent un préjudice moral et surtout financier certain qui, lorsqu'il survient à un âge relativement jeune, ou s'il concerne une personne qui assure seule le revenu de toute une famille, peut pousser les concernés jusqu'au bord de la précarité.

Se pose dès lors la question de la couverture par l'État de tout ou de partie des dommages résultant de tels évènements indésirables.

Cette question est étroitement liée à celle de savoir où devraient se situer les limites de l'intervention de l'État-providence.

Recommandation n°45 relative à l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales

Depuis son entrée en fonction en mai 2004, le médiateur est régulièrement saisi de réclamations émanant de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de voir traiter leurs plaintes par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Il s'agit en l'occurrence notamment de réclamations émanant de citoyens insatisfaits du traitement de leurs plaintes adressées au Conseil de l'ordre des avocats, à la Chambre des huissiers, à la Chambre des notaires ou encore au Collège médical.

Tout en n'ayant pas de compétence directe pour connaître de telles réclamations à l'encontre d'instances qui ne sont pas des instances publiques au sens de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, il est néanmoins légitime que le médiateur s'interroge sur le fonctionnement des instances internes aux professions libérales qui par délégation de la puissance publique ont notamment pour mission de veiller à la réputation de la profession et de protéger les citoyens contre tous agissements de leurs membres qui seraient préjudiciables à l'honneur de la profession.

Il s'agit là d'une préoccupation d'autant plus pertinente que de par la nature de leurs services et de leurs prestations ces professions libérales se situent dans un cadre proche de celui d'un service public.

Les expériences acquises au cours des sept dernières années amènent le médiateur à conclure que nombre de citoyens à tort ou à raison n'arrivent pas à se défaire du sentiment que les instances de surveillance des différentes professions libérales ont plutôt le réflexe de défendre leurs membres contre toutes critiques ou contestations venant de l'extérieur que d'assurer la protection du public contre des agissements ou des comportements non conformes aux règles de la profession.

Dans une société marquée par une évolution ultra rapide des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles dans laquelle les citoyens se sentent souvent dépassés et insécurisés par une législation de plus en plus envahissante, les experts membres de professions libérales assument une responsabilité d'autant plus grande à l'égard de leurs clients.

Aussi le pouvoir d'autorégulation, l'une des pierres angulaires d'un système qui pour certaines professions remonte au début du 19e siècle, ne saurait-il de nos jours puiser sa justification que dans la détermination de tout ordre professionnel de veiller scrupuleusement à l'observation des règles déontologiques de la profession et ainsi d'assurer pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la loi.

Si les instances désignées de par la loi à engager des poursuites disciplinaires contre des membres de la profession ayant enfreint les règles déontologiques n'ont pas d'obligation légale de rendre des comptes aux plaignants, la responsabilité morale de motiver leur prise de position et d'informer les personnes concernées des suites réservées à leur plainte semble d'autant plus évidente que, sauf en cas de saisine par le Procureur général d'État ou par le Procureur d'État, il leur appartient à elles seules de juger de l'opportunité d'une poursuite devant le Conseil de discipline.

Interpellé par de nombreuses plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances appelées à veiller à la sauvegarde de l'honneur de la profession et sans vouloir aucunement mettre en cause l'intégrité et l'engagement des mandataires en charge de cette mission dans les différents ordres professionnels, le médiateur estime qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard de l'extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

Aussi le médiateur est-il convaincu que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Si à ce jour une telle instance n'a pas encore trouvé sa place dans les démocraties de l'Europe occidentale, l'idée n'est pas nouvelle dans la mesure où déjà en 1981 elle s'est trouvée inscrite dans le programme de François Mitterrand, candidat de la gauche aux élections du Président de la République française.

Ainsi le médiateur ne voit pas d'argument qui serait de nature à empêcher le législateur luxembourgeois d'être pour une fois à la pointe du progrès démocratique en s'appropriant une idée dont la mise en œuvre pourrait servir d'exemple à d'autres États européens.

À cette fin, le médiateur estime que le législateur serait bien conseillé de s'inspirer du système professionnel tel qu'il fonctionne au Québec, dans un État qui depuis des décennies est à l'avant-garde du processus démocratique et de la protection des droits du citoyen.

En 1973, l'État du Québec s'est doté d'un code des professions avec comme principale innovation l'institution d'un office des professions.

Il s'agit en l'occurrence d'un organisme gouvernemental dont la mission première consiste à surveiller le fonctionnement des ordres professionnels et notamment à veiller à ce que chaque ordre s'acquitte de son mandat de protection du public.

Cela étant, le médiateur se rend parfaitement à l'évidence que vu la multiplicité des missions et des compétences dévolues à l'office des professions, le modèle québécois ne saurait être transposé tel quel dans le droit interne luxembourgeois.

Ainsi et au-delà de son rôle d'organisme-conseil auprès du gouvernement l'office des professions vérifie les mécanismes d'évaluation de la compétence et de l'éthique des professionnels ainsi que la situation financière des ordres professionnels. Il dispose également d'un pouvoir réglementaire et de pouvoirs d'enquête.

Dans le contexte de la présente recommandation le médiateur propose de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres.

Il s'agirait en l'occurrence d'un contrôle relatif au traitement approprié des dossiers suite à des réclamations adressées à l'organe chargé par l'État de protéger le public contre tous dysfonctionnements d'un ordre professionnel.

Ainsi en cas d'un traitement inapproprié par l'instance compétente d'une profession libérale d'une plainte lui adressée par un citoyen, l'organe de surveillance pourrait s'adresser à l'instance concernée pour demander un réexamen du dossier sans pour autant avoir le droit d'intervenir dans le fond de l'affaire.

L'organe de surveillance pourrait notamment enjoindre à l'instance concernée de transmettre au plaignant une réponse dûment motivée. Il veillerait à ce que le plaignant reçoive dans les meilleurs délais de plus amples explications sur les suites réservées à son dossier afin qu'il comprenne au mieux le sens de la position prise par l'instance compétente de l'ordre ou de la profession concernés.

L'organe de surveillance accuserait réception de toutes réclamations écrites dans les cinq jours tout en s'obligeant à y apporter dans toute la mesure du possible une réponse dans les quatre-vingt-dix jours.

L'organe de surveillance établirait autant de rapports annuels que de besoin sur la nature des plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales. Ces rapports contiendraient, le cas échéant, des commentaires et des suggestions en vue d'une amélioration des relations que les ordres professionnels entretiennent avec les citoyens.

Chaque rapport serait adressé tant à l'ordre ou à la profession concernée qu'au Ministre de tutelle.

Quant à la détermination et à la composition de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels ou autres professions libérales, le médiateur estime que pour des raisons liées à l'indépendance et à l'impartialité il serait indiqué de confier cette mission à un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel.

En conclusion le médiateur recommande au Gouvernement de prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission

- d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

- de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

- d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

- de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

- de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux Ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Réponse 42 + 45:

Depuis son entrée en fonctions en 2004, le médiateur a été saisi à d'itératives reprises de réclamations de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de laquelle leurs plaintes ont été traitées par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Après une analyse approfondie de la situation nationale, le médiateur a été amené à constater qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

La loi n'accorde pas de compétences particulières à la médiateure qui reste convaincue du fait que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Mon prédécesseur, Monsieur Marc Fischbach, a formulé dans son dernier rapport annuel une recommandation qui s'inspire largement du modèle en vigueur au Québec et qui vise à la mise en place d'un organe indépendant de surveillance avec la composition et les compétences suivantes:

prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission:

- d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

- de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

- d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

- de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

- de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Cette recommandation a été transmise à tous les ordres professionnels et aux autorités publiques plus directement concernées.

Les réactions furent nombreuses et très diverses.

Toutes les réponses émanant des différents ordres professionnels avaient comme point commun qu'elles estimaient que les garanties légales actuellement en place seraient suffisantes pour garantir au mieux les droits des citoyens.

Tout contrôle externe au-delà du recours juridictionnel prévu par les statuts des ordres voire des chambres professionnelles indépendantes fut rejeté au motif qu'il porterait atteinte à l'indépendance consacrée des ordres professionnels.

Les réponses soumises par les autorités publiques furent plus nuancées et ont fait notamment surgir la légitimité du droit à l'information du citoyen.

Monsieur le Procureur général a rejoint l'avis de la Cour supérieure de Justice en rejetant la composition de l'organe proposé par trois conseillers à la Cour d'appel pour prévenir toute confusion possible de cet organe de surveillance avec un organisme à caractère juridictionnel.

Monsieur le Procureur général ne nie cependant pas l'intérêt de la création d'un tel organisme et suggère qu'il en soit composé un non par des juges mais par des membres issus de tous les ordres professionnels concernés.

La médiateure a eu de très nombreuses entrevues avec des représentants de différents ordres professionnels.

Lors de ces entrevues, la suggestion de Monsieur le Procureur général fut toujours abordée et reçut généralement un accueil plus favorable.

Le résultat principal de ces entrevues était cependant que les interlocuteurs représentant les ordres professionnels ont tous reconnu la nécessité d'une structure efficace, transparente et accessible en vue de fournir au citoyen-usager des informations fiables sur sa situation et de lui proposer une solution tendant à la résolution non judiciaire d'un conflit qu'il peut avoir avec l'ordre concerné ou avec un de ses membres. Un mécanisme de résolution amiable des différends est sans contestation possible le moyen le plus adapté pour traiter les plaintes des usagers au sujet de la qualité des services rendus par les membres de ces secteurs professionnels qui échappent à la compétence de la médiateure.

La médiateure tient dans ce contexte à rappeler la recommandation n°42 formulée par son prédécesseur et relative à la mise en place d'une structure d'écoute et de médiation en matière de santé et de sécurité des soins.

La soussignée estime qu'une telle structure d'écoute et de médiation correspond parfaitement aux besoins dans le secteur de la santé. Contrairement à l'avis de mon prédécesseur, j'estime cependant qu'on ne peut pas parler de médiation si celle-ci n'est pas volontaire.

Les entrevues menées ont amené la médiateure à conclure qu'une structure telle que suggérée par la recommandation précitée pourrait s'appliquer également aux différents ordres professionnels. Une structure de médiation interne aux ordres, dotée des garanties d'indépendance et de professionnalité requises, serait de nature à combler l'insuffisance de la législation nationale en ce qui concerne les droits de recours des citoyens auprès des différents ordres professionnels.

Ainsi, au cours des entretiens sectoriels menés par la médiateure avec les représentants des différents ordres ou chambres professionnelles (avocats, huissiers, notaires, architectes, ingénieurs), elle a suggéré la création, pour chaque entité, d'une structure interne de médiation de deux personnes au moins.

Les représentants rencontrés ont tous favorablement accueilli l'idée d'une médiation interne à leurs ordres professionnels respectifs tout comme ils ont pu adhérer à l'idée que les intéressés qui assumeraient ce service de médiation, seraient prêts à suivre une formation initiale et continue en médiation.

La médiateure serait prête à jouer un rôle actif dans le cadre de la formation de ces représentants des divers ordres professionnels qui se sont par ailleurs tous engagés à formaliser la médiation interne dans leurs règlements internes respectifs et de la faire connaître au grand public.

Les représentants du Collège médical ont déclaré préférer le recours aux services de médiateurs agréés, sous réserve bien entendu d'approbation de cette proposition par le Collège et par l'AMMD.

Le Collège médical a également avancé l'idée de confier sa médiation interne à la médiateure du Grand-Duché de Luxembourg qui ne se refuserait pas à pareils devoirs, à condition, d'y être autorisée par la loi et de pouvoir disposer des moyens nécessaires.

En ce sens la médiateure salue le projet de loi 6469/00 relatif aux droits et obligations du patient et aux droits et obligations correspondants du prestataire de soins de santé, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé déposé par le Ministre de la Santé, qui prévoit entre autres la création d'une structure de médiation propre à chaque établissement hospitalier ainsi que la création d'une structure de médiation et d'information nationale en matière de santé.

La médiateure se doit cependant de faire remarquer qu'un tel projet, aussi louable qu'il soit dans ses intentions, ne saurait suffire à sa vocation que sous des conditions bien déterminées et objectives. Afin d'éviter des confusions, la médiateure suggère de qualifier ces structures hospitalières de service d'information et d'écoute. Il faudra notamment veiller à ce que les responsables desdits services soient réellement indépendants, cette indépendance étant la conditio sine qua non de leur impartialité sans laquelle aucune médiation ne saurait exister. Il faudra en outre que ces services respectent le caractère volontaire et la nécessaire confidentialité du processus de médiation. Finalement il faudra aussi garantir la rapidité, la simplicité et la gratuité de ces services, étant entendu que les responsables de ces services devront être préparés à leur tâche par une formation adéquate, p.ex. celle offerte par l'ULB en matière de médiation hospitalière.

«Il est de même impératif que les personnes affectées à ces services soient familières, en premier lieu avec le milieu de la santé, le milieu hospitalier et le système de la sécurité sociale. Elles seront le tiers relationnel attentif au quotidien du patient selon l'expression de Jean-François Chantaraud.»

Finalement, tous les efforts doivent être déployés pour que les services d'information et d'écoute à mettre en place auprès des différents hôpitaux soient de nature à garantir en tout lieu les mêmes droits et des procédures analogues aux patients qui désirent les solliciter à l'occasion d'un différend. Dans l'hypothèse où il serait impossible d'aboutir à un résultat satisfaisant au sein de la structure d'écoute hospitalière le patient pourra demander que le médiateur de la santé s'en saisisse.

Plus encore que les médiateurs hospitaliers, la structure de médiation nationale à créer dans le secteur de la santé devra avoir pour mission de prévenir, d'informer, de communiquer, de médier et de former dans le but de l'amélioration et de la garantie de la qualité des services prestés, non seulement dans le secteur hospitalier, mais également en matière de santé publique. En cette qualité, cette structure devrait être chargée du contrôle des services prestés dans tous les hôpitaux, maisons de soins et maisons de retraite, ceci sans préjudice quant aux compétences accordées au médiateur en vertu de la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Dans l'exercice de ces fonctions, le médiateur de la santé sera assisté par les médiateurs hospitaliers des différents hôpitaux dont l'engagement devra satisfaire aux indispensables critères d'indépendance et d'impartialité sans lesquels il ne saurait y avoir de médiation.

Il appartiendra aux services d'information et d'écoute de mettre en place un système d'information du patient et de l'usager en général ainsi qu'une gestion des plaintes efficace, en vue d'assurer la qualité du service et de prévenir plutôt que de gérer les éventuels dysfonctionnements possibles.

Pour que ce service puisse être pleinement opérationnel et accessible, il faudra lui assurer une publicité adéquate au sein des hôpitaux.

Les responsables de ces services devraient obtenir l'agrément à délivrer par le Ministre de la Santé. Pour l'obtention dudit agrément il faudra prévoir tant pour les médiateurs hospitaliers que le médiateur de la santé des conditions relatives à leur formation de base et à la formation continue. Pour optimiser la médiation dans le secteur de la santé, il faudra aussi prévoir tant pour les responsables des structures hospitalières que pour le médiateur de la santé des incompatibilités pour exclure toute mise en doute de leur nécessaire indépendance et impartialité, partant tout lien de subordination envers leurs employeurs.

Les responsables des services hospitaliers doivent bénéficier d'un accès aux informations nécessaires à l'exercice de leur fonction et plus particulièrement le secret médical ne devrait pas leur être opposable étant donné que, dans le cadre de leurs activités, ils travailleront avec le patient qui est le seul que le secret médical est censé protéger.

Pour mener à bien leur mission, ils devraient également être investis d'un pouvoir d'investigation, de recommandation et d'autosaisine. Ils devraient en sus bénéficier du droit de publier un rapport en cas de besoin.

Pour de ne pas exclure les patients non hospitalisés de cette méthode alternative de gestion de différends, il serait utile que le corps médical, ou un organisme le représentant, mette en place une structure de médiation similaire ou s'associe le concours d'organismes déjà existants tels que le Centre de médiation et le Centre de médiation civile et commerciale par exemple.

Dans la logique déjà mentionnée dans la préface du présent rapport, et surtout pour garantir une transparence maximale et la plus grande accessibilité pour l'usager, la future structure nationale de médiation dans le secteur de la santé gagnerait à être confiée à un médecin expérimenté. Il semble en effet évident qu'en raison des missions parmi lesquelles devrait figurer le contrôle des différentes structures du secteur de la santé, ainsi que le traitement des réclamations dont le médiateur de la santé sera saisi après qu'elles n'ont pas pu être traitées à la satisfaction des patients dans les structures hospitalières, le médiateur sera appelé à intervenir dans des dossiers d'ordre médical. Aussi est-il indispensable que le médiateur national de la santé soit non seulement médiateur mais aussi médecin. Ceci est aussi une exigence d'importance capitale pour que le médiateur de la santé puisse aussi être chargé du pouvoir d'investigation dans les différentes structures de la santé dont le contrôle échappe à l'ombudsman et aux médiateurs hospitaliers.

S'il est bien acquis qu'une structure de médiation interne des médecins, dotée des garanties d'indépendance et de qualité requises aurait la vocation de remédier aux possibles insuffisances des mécanismes de traitement de réclamations internes aux ordres, il n'en reste pas moins que cette structure serait sans aucune influence sur le contrôle de l'exercice de la discipline interne des ordres.

À part le procureur d'État et le procureur général d'État, qui disposent d'un droit de saisine du Conseil disciplinaire et administratif, et le Conseil disciplinaire et administratif d'appel composé de deux magistrats de la Cour d'appel et d'un assesseur-avocat, il n'existe aucune instance disposant d'un droit de regard externe en matière disciplinaire.

C'est pourquoi la médiateure recommande de réfléchir encore une fois à l'avis du procureur général d'État. Ne serait-il pas envisageable d'attribuer un droit de regard externe en matière disciplinaire à un collège formé par l'ensemble ou une partie des médiateurs internes des différents ordres? Cette solution constituerait incontestablement un gain en apparence d'indépendance si les médiateurs issus de l'ordre directement concerné assisteraient en tant qu'observateur à une telle médiation.

Recommandation n°44 relative au délai de prescription extinctive de droit commun

Considérant que le médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations émanant de citoyens qui se sont vu réclamer le remboursement d'un indu suite à la vérification de leurs dossiers après de longues années consécutives à l'octroi d'aides ou de prestations de l'État;

considérant que dans un cas particulier le service des aides au logement a mis 17 ans pour enjoindre à un couple marié de rembourser un montant de plus de 3.000 euros correspondant à un trop perçu de bonification d'intérêts;

considérant que suivant une jurisprudence constante des juridictions administratives la répétition de l'indu même de sommes payées à des termes périodiques ne revêt pas le caractère d'une créance périodique;

considérant que dès lors ce n'est pas la prescription quinquennale telle qu'énoncée à l'Article 2277 du Code civil relatif aux créances périodiques qui est applicable mais la prescription trentenaire de droit commun prévue par l'Article 2262 du Code civil;

considérant l'inadéquation manifeste entre la prescription trentenaire dont peuvent se prévaloir tous créanciers et en l'occurrence aussi l'État pour toutes les actions réelles et personnelles et les délais généralement très courts allant de 6 mois à 2 ans au-delà desquels le citoyen n'est plus autorisé à demander une aide ou quelconque prestation de l'État à laquelle il a légalement droit;

considérant que la prescription pour être un des principes inhérents à tout système juridique moderne peut si elle est trop longue aller à l'encontre du principe de sécurité juridique;

considérant que selon la doctrine «*le droit et la justice qui doit dire le droit, ont en effet pour fonction essentielle la paix sociale, et, à cette fin, ils ne peuvent tolérer qu'une situation qui emporte des effets juridiques puisse demeurer indéfiniment ouverte et faire sans fin l'objet de discussions ou de litiges, à peine de mettre en péril la sécurité juridique, indispensable à la stabilité sociale*[1]»,

considérant «*que la sécurité des transactions juridiques s'accommode mal d'une prescription particulièrement longue et désormais est d'autant moins nécessaire que les acteurs juridiques ont un accès plus aisé qu'auparavant aux informations qui leur sont indispensables pour exercer valablement leurs droits*[2]»;

considérant qu'en France le délai de prescription extinctive de droit commun a été réduit à cinq ans en matière contractuelle et à dix ans en matière extra-contractuelle et qu'en Allemagne le délai de prescription trentenaire a été réduit de trente à trois ans;

considérant que dans les textes plus modernes qui régissent la répétition de l'indu en matière administrative le délai de prescription est de cinq ans;

qu'ainsi conformément à l'Article 85 du chapitre 4 du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne, «*la demande de répétition doit intervenir au plus tard au terme d'un délai de cinq ans commençant à courir à compter de la date à laquelle la somme a été versée*».

Le médiateur recommande au Ministre de la Justice de revoir le délai de la prescription extinctive de droit commun afin de la ramener à un délai plus raisonnable qui en tout état de cause ne devrait pas dépasser dix ans.

Réponse:

Le 22 décembre 2011, Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice, a fait savoir au médiateur que, suite à la présentation de la recommandation au Conseil des ministres du 2 décembre 2011, celui-ci s'est rallié à la proposition de réduire le délai de prescription de droit commun de 30 à 10 ans.

Dans une lettre du 5 novembre 2012, le Ministre de la Justice a informé la médiateure que la réforme visant à réduire le délai de prescription de droit commun concernerait un grand nombre de dispositions légales et réglementaires dont il y aurait lieu d'abord de faire l'inventaire. Il s'agirait d'un vaste projet qui ne pourrait pas être entamé avant que d'autres réformes fondamentales importantes telles que celles visant le droit de la famille, le droit de la faillite et des procédures de redressement ou de l'organisation judiciaire n'aient avancé. Les ressources du ministère seraient limitées et il ne serait pas possible de mener de front toutes ces réformes. Le ministre a laissé entendre que la réforme visant le délai de prescription ne pourrait pas voir le jour avant la fin de cette législature.

La médiateure comprend la réponse du Ministre de la Justice. Elle craint cependant que cette situation risque de perdurer et que le processus de réforme législative, loin de se ralentir, s'accélérera encore à l'avenir. À moins que la surcharge de travail actuelle ne soit vraiment que temporaire, la médiateure estime que des mesures organisationnelles devraient être prises permettant aux services du Ministère de la Justice de s'adapter à la situation évoquée.

Nouvelles recommandations

Recommandation n°46 en matière de titre de voyage pour étrangers

Considérant que la médiateure a été saisie d'un certain nombre de dossiers concernant des personnes originaires de pays africains qui rencontrent des problèmes au moment de l'octroi ou du renouvellement de l'autorisation de séjour sur notre territoire, deux hypothèses dans lesquelles les personnes concernées doivent présenter leur passeport,

considérant que dans bien des cas ces personnes ne disposent pas de passeport en cours de validité,

considérant que ces personnes s'adressent alors à leur ambassade à Paris ou à Bruxelles pour l'obtention d'un passeport ou le renouvellement de leur ancien passeport,

considérant que nombre de ces ambassades informent les intéressés que les démarches sont à effectuer auprès des autorités du pays d'origine, qui exigent pour la plupart que les démarches soient faites sur place et en personne,

[1] «*Le droit, la justice et le temps qui passent*» Nicole Cahen

[2] «*Pour un droit de la prescription moderne et cohérent*» par Messieurs Jean-Jacques Hyest, Hugues Portelli et Richard Yung au nom de la Commission des lois et de la mission d'information de la Commission des lois

considérant que pour certaines personnes un retour au pays est impensable en raison de traumatismes divers vécus dans le pays d'origine, de l'état de santé et/ou de difficultés financières et organisationnelles non négligeables,

considérant que souvent les intéressés ne peuvent s'absenter du territoire alors qu'ils travaillent pour subvenir à leurs besoins, que des enfants sont scolarisés et qu'il est impossible de savoir si le passeport sera émis effectivement et dans l'hypothèse positive dans quel délai,

considérant qu'il n'est pas possible d'exiger de la part d'une personne qu'elle retourne dans son pays d'origine pour accomplir les formalités en vue d'obtenir un passeport s'il y a de bonnes raisons de croire qu'elle court le risque d'y être exposée à la torture ou à des traitements inhumains et dégradants,

considérant que dans certains cas ces personnes s'adressent au Bureau des passeports, visas et légalisations afin d'obtenir un titre de voyage pour étrangers en remplacement du passeport en invoquant qu'ils n'en obtiennent pas de la part des autorités de leur pays d'origine,

considérant cependant que le Bureau des passeports, visas et légalisations refuse de leur délivrer ce document, alors que les conditions pour la délivrance d'un tel document ne sont pas remplies,

considérant en effet que pour pouvoir prétendre à un titre de voyage, le règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2005 fixant les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers dispose que la personne concernée doit:

- être titulaire d'un permis de séjour, ou avoir obtenu de la part de l'autorité luxembourgeoise compétente l'accord pour l'octroi d'un tel permis;

- apporter la preuve qu'une demande en obtention d'un passeport national a été rejetée par les autorités du pays d'origine ou pouvoir justifier qu'une demande en obtention d'un passeport national a été introduite auprès de l'ambassade du pays d'origine depuis six mois au moins et qu'elle est restée sans suites;

- autoriser le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration à s'enquérir auprès de l'ambassade du pays d'origine sur les raisons qui sont à la base du refus de la délivrance d'un passeport national ou, le cas échéant, de la procédure de délivrance excessivement longue;

considérant que ces personnes se retrouvent dans une situation inextricable à laquelle une solution doit être trouvée,

considérant que si les arguments avancés pour conclure à l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine font l'objet de preuves jugées suffisantes et acceptables, et que l'identité et la nationalité sont prouvées, les intéressés devraient pouvoir être dispensés de l'obligation de produire un passeport du pays d'origine et se voir attribuer un titre de voyage pour étrangers,

considérant par ailleurs que certains éléments de ces dossiers relèvent de la compétence de la Direction de l'Immigration, d'autres de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations,

considérant que bien que les deux administrations publiques relèvent toutes deux du Ministère des Affaires étrangères, certains problèmes logistiques seraient évités si la compétence pour la délivrance des titres de voyage pour étrangers était confiée à la Direction de l'Immigration, qui dispose des dossiers dans leur intégralité, et qui de ce fait est en mesure de juger un dossier dans son ensemble,

recommande:

au Ministère des Affaires étrangères de transférer la compétence en matière d'émission de titres de voyage pour étrangers, relevant de la compétence du Bureau des passeports, visas et légalisations, à la Direction de l'Immigration,

à la Direction de l'Immigration de se doter d'un texte définissant les conditions de délivrance d'un titre de voyage pour les étrangers dont l'identité et la nationalité sont établies à suffisance de droit et pour lesquels le retour au pays d'origine est impossible pour des raisons jugées suffisantes et acceptables ou en raison de l'Article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Réponse: *Le Ministre des Affaires étrangères a proposé dans sa lettre du 28 septembre 2012 au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de confier au service en charge de l'immigration la compétence en matière d'émission de titre de voyage pour étrangers. Le Bureau des passeports, visas et légalisations dans sa réponse du 5 octobre 2012 se rallie à cette proposition.*

En date du 26 novembre 2012 le Ministre du Travail, de l'Emploi et l'Immigration a approuvé ce transfert de compétence et a chargé la Direction de l'Immigration d'élaborer un projet de loi qui définit les conditions de délivrance de titres de voyage pour étrangers suite à l'adoption duquel le transfert de compétence pourra avoir lieu.

R6

Recommandation n°47 concernant le calcul de l'indemnité de maternité des travailleuses indépendantes bénéficiant d'un congé parental

Aux termes de l'Article 25, alinéa 5) du Code de la sécurité sociale, «*l'indemnité pécuniaire de maternité est égale à l'indemnité pécuniaire de maladie*».

Pour les salariés, l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de «*la rémunération la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse*» tel que prévu à l'Article 10, alinéa 2, point 1) du Code de la sécurité sociale.

Pour les non-salariés, l'indemnité pécuniaire est calculée sur la base du revenu net au sens de l'Article 10, numéro 1 et 3 L.I.R. En attendant l'émission du bulletin d'impôt de l'année durant laquelle le congé de maternité a été pris, l'indemnité pécuniaire est provisoirement calculée sur la base de l'assiette cotisable appliquée par le Centre commun de la Sécurité sociale pour l'exercice en cause. Un recalcul sera effectué dès que le revenu professionnel net de l'année en question sera disponible.

Au cas où la travailleuse indépendante prend un congé parental suite à un congé de maternité, le recalcul à opérer après la fin de l'année pourra avoir pour effet de réduire considérablement le montant des indemnités de maternité.

Le congé parental entraînera pour la travailleuse indépendante une réduction de son revenu net pour l'année en question, qui constitue l'assiette de calcul de l'indemnité pécuniaire de maternité. En cas de congé parental à plein temps, seul le revenu généré pendant les mois d'activité professionnelle sera pris en compte. En cas de congé parental à mi-temps, le revenu généré par l'activité professionnelle à mi-temps exercée à la suite du congé de maternité sera également pris en considération. En revanche, les indemnités de congé parental sont exemptes d'impôt et ne sont donc pas incluses dans l'assiette cotisable.

Il en résulte que la perte de revenu professionnel encourue durant le congé parental aura pour effet de réduire considérablement les indemnités pécuniaires de maternité.

En fait, le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité dépendra de la date à laquelle le congé de maternité prend fin et qui correspond à la date de début du premier congé parental. Si celui-ci prendra cours vers la fin de l'année, son incidence sera moins importante. En revanche, s'il débutera au milieu de l'année, l'assurée aura à supporter une réduction considérable de ses indemnités pécuniaires. Il est profondément inique que le montant d'une indemnité pécuniaire de maternité puisse varier en fonction de la date de début du congé parental. Il est évident qu'en pareil cas, l'assurée indépendante ne sera pas incitée à le prendre. Il lui sera difficile d'accepter une double perte de revenus: d'abord en raison du congé parental et ensuite au niveau des indemnités pécuniaires de maternité.

Cette situation est difficilement conciliable avec l'Article L 234-44 du Code du Travail qui consacre formellement le droit de chaque parent au congé parental.

La date du début du congé parental ne devrait avoir aucun effet sur le montant de l'indemnité pécuniaire de maternité.

La solution de ce problème consiste à prévoir un autre mode de calcul pour l'indemnité de congé de maternité suivi par un congé parental la même année.

L'indemnité de congé de maternité devrait être calculée abstraction faite de la réduction des revenus professionnels subis par l'assurée au cours du congé parental.

Réponse: *En date du 8 août 2012 le président de la Caisse nationale de santé a informé la médiateure qu'il avait transmis la recommandation aux services compétents.*

Recommandation n°48 relative à la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA

La médiateure a été saisie de nombreuses réclamations de la part de personnes assujetties à l'encontre desquelles l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a procédé à une taxation d'office de la TVA.

Ces réclamants expliquent que de graves problèmes, notamment des problèmes de santé, les ont empêchés de remplir leurs obligations légales en matière de déclaration de TVA et d'entamer les voies de recours contre les bulletins de taxation. Le délai de recours ayant pris fin, il ne leur est plus possible d'obtenir un redressement de l'imposition, les bulletins ayant acquis force de chose décidée.

De plus, depuis l'abrogation de l'Article 8 de l'arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 par la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, il n'y a plus de base légale pour l'octroi de remises gracieuses de la TVA.

Il est vrai qu'en cette matière une remise gracieuse se conçoit plus difficilement qu'en matière d'impôt sur le revenu, car par définition, le commerçant ne fait que collecter et reverser à l'État la taxe payée par le consommateur. La TVA encaissée n'est pas destinée à contribuer au financement de l'entreprise. Les cas de force majeure empêchant absolument le dépôt de déclarations de TVA et l'exercice des voies de recours contre les bulletins de taxation sont en fait assez rares. À l'encontre d'un assujetti qui, malgré rappels et sommations, ne remplit pas ses obligations légales, l'administration n'a pas d'autre choix que de taxer d'office sur la base d'une évaluation unilatérale. À défaut de données précises sur le montant imposable, l'imposition risque d'être largement surfaite.

En matière d'impôt sur le revenu, les juridictions administratives refusent d'admettre qu'une taxation d'office puisse entraîner une rigueur objective incompatible avec l'équité: une imposition même exagérée ne serait pas contraire à l'intention du législateur mais une conséquence librement acceptée du régime de la taxation d'office par le contribuable négligent.

L'assujetti qui a omis de déposer sa déclaration et ensuite d'exercer les voies de recours contre le bulletin de taxation d'office se voit reprocher d'avoir pris des risques inconsidérés: non seulement s'est-il exposé à une imposition exagérée, mais il s'est également dénié à lui-même les garanties essentielles des droits de la défense. C'est pourquoi, les juridictions concluent que les requérants n'ont qu'à «*s'imputer à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation*».

Aussi justifiables que soient ces considérations, elles se sont heurtées à une vive opposition de la part de certains auteurs: «*Il est regrettable que le législateur ait conféré à l'administration fiscale cette arme de taxation d'office sans se préoccuper de savoir si, à l'image d'une arme chimique ou d'une bombe atomique, l'arme ne détruit pas des innocents en même temps que des coupables. La fin justifie-t-elle les moyens? La lutte contre la fraude fiscale doit-elle détruire en même temps le bon grain et l'ivraie?*» (Patrick Berlooten, Étude critique du statut fiscal du conjoint commerçant, Mélanges offertes à André Colomer, Ed. Litec, Paris, 1993, pp. 443-444).

L'exécution d'un bulletin de taxation d'office ayant fixé un montant exagéré voire exorbitant peut obérer la situation financière de l'assujetti et aboutir à sa ruine dans laquelle il va entraîner sa propre famille et celle de ses salariés.

La jurisprudence est unanime pour considérer que «*la taxation d'office ne doit pas aboutir à une sanction du contribuable*» (Tribunal administratif, 6 février 2002, n°13346). Il n'en demeure pas moins qu'une taxation d'office peut avoir des conséquences extrêmement pénalisantes et irréparables.

Dans la plupart des cas, la situation malheureuse ayant conduit à la taxation d'office n'est pas entièrement imputable aux assujettis et n'a pas été le résultat d'actes délibérés.

La taxation d'office ne saurait ouvrir la porte à l'arbitraire et autoriser un traitement manifestement déraisonnable des personnes taxées d'office les hypothéquant pour le reste de leur vie.

Même en cas de taxation d'office, un juste équilibre entre les exigences de l'intérêt général et les droits fondamentaux des contribuables doit être sauvegardé.

L'impôt ne peut pas devenir une charge exorbitante hors de toute proportion avec le but d'intérêt général poursuivi. L'accroissement de la charge fiscale ne saurait aboutir à une confiscation de la propriété.

Instaurer une imposition confiscatoire est une violation du droit de propriété protégé par l'Article 1 du protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Il y a rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques en cas de disproportion excessive entre le montant de TVA légalement dû et la taxation. La doctrine parle d'«*un abus de droit de l'État de lever l'impôt*». Lever un impôt sur un chiffre d'affaires à ce point fictif n'est plus en accord avec la finalité de la loi.

L'instauration d'une procédure de remise gracieuse permettrait un réexamen de ces cas au moyen d'une approche individuelle et un redressement des impositions ayant abouti à une rupture caractérisée de l'égalité devant les charges publiques. Le maintien de telles situations ne saurait plus se justifier par un but d'intérêt général.

Par l'octroi d'une mesure gracieuse, l'assujetti obtiendra une remise totale ou partielle de la dette de TVA fixée par voie de taxation d'office, qui pourra être pure et simple ou soumise à certaines conditions à remplir préalablement par l'assujetti.

La médiateure recommande

la réinstauration d'une procédure de remise gracieuse en matière de TVA.

Réponse: *La médiateure est toujours dans l'attente d'une prise de position.*

Recommandation n°49 relative à l'introduction d'un code de bonne conduite: principes et mode d'emploi

Par un courrier du 21 juillet 2008, mon prédécesseur, Monsieur Marc Fischbach, avait adressé à Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, la recommandation n°34/2008 relative à l'introduction d'un code de bonne conduite administrative.

Dans une lettre du 11 mai 2009, le ministre a pris la position que les aspects du code de bonne conduite relevant des relations entre le citoyen et l'agent seraient pris en compte dans un code de déontologie pour la fonction publique. En revanche, les éléments du code de bonne conduite impliquant plus particulièrement l'administration en tant qu'organisation seraient traités dans des chartes d'accueil et de service dont toutes les administrations luxembourgeoises devront se doter et qui énumèrent les différents engagements de l'administration pour garantir le meilleur service possible. Une première charte d'accueil a été publiée par la Cellule d'évaluation et de reclassement.

Dans une lettre du 14 septembre 2012 à Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice, la médiateure a fait connaître ses observations sur l'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les règles déontologiques dans la fonction publique.

Ces règles déontologiques reprennent certains principes de bonne administration:

1. Légalité,
2. Égalité,
3. Impartialité,
4. Délai raisonnable,
5. Gestion consciencieuse,
6. Courtoisie.

En revanche, un grand nombre d'autres principes de bonne administration n'y ont pas été intégrés.

Il est vrai que le respect de ces derniers principes dépend dans une certaine mesure non seulement des fonctionnaires à titre personnel, mais aussi de l'organisation de l'administration et des pratiques qui s'y sont instaurées, aspects qui tombent sous la responsabilité des chefs de l'administration.

La mission de la médiateure est de traiter les réclamations relatives aux dysfonctionnements éventuels de l'administration. Dans l'exécution de cette mission, la médiateure assume un rôle de promoteur de la bonne administration. Elle s'efforcera d'instaurer «*une culture axée sur le service et l'efficacité*». L'administration ne doit pas se contenter d'exécuter sa mission légale au sens très étroit du terme. Elle doit mettre l'usager au centre de ses préoccupations.

Pour décider si l'administration a fonctionné conformément à la mission qu'elle doit assurer, la médiateure doit se référer à des critères de la bonne administration lui permettant d'évaluer l'action administrative le plus objectivement possible.

C'est pour cette raison que la plupart des médiateurs/ombudsmans se sont dotés d'un catalogue de principes et de règles de bonne conduite administrative dont elle voudrait faire son outil d'évaluation de l'administration luxembourgeoise.

Étant donné que l'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les règles déontologiques dans la fonction publique n'a intégré qu'une partie des principes de bonne administration, il doit être complété par un catalogue de principes et de règles pratiques de bonne conduite administrative.

La même approche a été suivie à l'étranger: des règles statutaires et déontologiques fixent le cadre général des droits et obligations des fonctionnaires que des règles de bonne conduite administrative viennent compléter pour préciser la qualité du service que le public est en droit d'attendre.

La Commission européenne a intégré dans deux documents séparés, d'une part, les obligations déontologiques des fonctionnaires et, d'autre part, son code de bonne conduite administrative. En revanche, elle a élaboré un guide unique en matière d'éthique et de conduite du personnel pour commenter ces deux documents et en expliciter les conséquences pratiques.

La fonction d'un code de bonne conduite est de présenter une vue systématique des critères d'évaluation de l'action administrative. Il s'agit d'un outil d'évaluation qui permettra une appréciation objective de l'administration sur la base de principes généralement acceptés et indiscutables. Le but des principes de bonne administration est de promouvoir une culture de service public. Ils constituent la référence pour toutes les administrations publiques sur laquelle elles peuvent se baser en élaborant leur propre charte d'engagements particuliers.

De nombreux principes de bonne administration ont été consacrés dans des textes officiels et font dès lors partie du droit positif.

À cet égard, le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes peut être cité. D'autres principes ont été dégagés par les juridictions administratives et ont été élevés au rang de principes généraux du droit qui constituent eux aussi une source du droit positif.

Une troisième catégorie de principes de bonne administration est formée par un droit informel souvent qualifié de «soft law».

Il est donc clair que les principes de bonne administration traduisent des exigences de qualité bien supérieures aux normes de droit positif[1].

Il s'est dégagé au niveau européen un très large consensus qui a donné lieu a trois documents auxquels la médiateure voudrait se référer dans son action.

- L'Article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

- Les principes du service public pour les fonctionnaires de l'UE publiés par le médiateur européen;

- Le Code européen de bonne conduite administrative publié par le médiateur européen.

I. C'est l'Article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui a consacré explicitement le *«droit à une bonne administration»* et qui en a précisé les exigences les plus importantes:

1. Toute personne a le droit de voir ses affaires traitées impartialement, équitablement et dans un délai raisonnable par les institutions et organes de l'Union.

2. Ce droit comporte notamment:

- le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qui l'affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre;

- le droit d'accès de toute personne au dossier qui la concerne, dans le respect des intérêts légitimes de la confidentialité et du secret professionnel et des affaires;

- l'obligation pour l'administration de motiver ses décisions.

3. Toute personne a droit à la réparation par la Communauté des dommages causés par les institutions, ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.

4. Toute personne peut s'adresser aux institutions de l'Union dans une des langues des traités et doit recevoir une réponse dans la même langue.

II. En 2012, le médiateur européen a émis un document explicitant les Principes du service public pour les fonctionnaires de l'UE.

Les cinq principes du service public sont les suivants:

1. Engagement envers l'UE et ses citoyens
2. Intégrité
3. Objectivité
4. Respect d'autrui
5. Transparence.

Le document a été élaboré au terme d'une consultation publique et de longues consultations avec les médiateurs/ombudsmans nationaux de l'UE. Il s'agit donc d'un document de synthèse qui reflète les différentes composantes de l'éthique du service public généralement acceptées en Europe.

III. Le médiateur européen a élaboré le Code européen de bonne conduite administrative à l'issue d'une consultation avec les médiateurs/ombudsmans nationaux. Ce document a été approuvé par une résolution du parlement européen C5-0302/2001 du 6 septembre 2001. Il recueille actuellement le consensus le plus large. Dans sa résolution le parlement européen demande expressément au médiateur européen «*d'appliquer les principes du Code de bonne conduite administrative pour établir, le cas échéant, les cas de mauvaise administration, de manière à traduire dans les faits le droit des citoyens à une bonne administration, conformément à l'Article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*».

Le Code européen de bonne conduite administrative a d'ailleurs été adopté tel quel par le «Bürgerbeauftragter» de la Rhénanie-Palatinat. Le Collège des médiateurs belges s'est basé sur ce code pour en tirer une liste de quinze critères d'évaluation guidant son action de contrôle de l'administration. Le texte ci-joint a été légèrement adapté en vue d'une meilleure lisibilité.

IV. Les principes énumérés dans ces documents peuvent encore être précisés par des règles pratiques plus adaptées aux situations concrètes les plus courantes.

C'est pourquoi la médiateure propose tant à l'intention des usagers qu'aux agents publics un catalogue de règles pratiques qui sont en quelque sorte un mode d'emploi qui découle de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, des Principes du service public et du Code européen de bonne conduite administrative du médiateur européen.

Les règles pratiques restent ancrées dans des principes qui leur servent comme points de référence.

Le plus important est que ces règles ne sauront jamais se suffire. Ils ne règleront jamais de manière exhaustive les obligations du service public. «*La bonne conduite reste inévitablement une catégorie éthique. Ses exigences ne peuvent pas être traduites en tant qu'obligations légales précises sous peine de leur faire perdre le sens réel d'une culture axée sur le service des citoyens*[2]».

Les règles ne s'appliquent pas de manière rigide et automatique: elles supposent toujours une appréciation au cas par cas des différentes situations concrètes et un jugement au regard des principes de bonne administration dont ils sont issus et dont ils constituent une explicitation concrète.

Dans le cadre du traitement des réclamations dont elle est saisie, la médiateure aura recours aux règles et principes inscrits dans ces quatre documents.

Ces textes devront inspirer les différentes administrations lors de l'établissement de leur charte d'accueil et de service qui tiendra surtout compte des exigences particulières propres aux services à fournir par chaque administration.

L'explicitation concrète des principes du service public et leur traduction dans les faits constitue un chantier permanent jamais achevé. Le gage de sa réussite, c'est le dialogue qui devra s'instaurer à l'intérieur de l'administration et à tous ses échelons mais surtout entre agents publics et usagers.

Annexes:

1. Principes du service public;

2. Code européen de bonne conduite administrative;

3. Mode d'emploi concernant les règles de bonne conduite administrative.

I. Principes du service public pour les fonctionnaires de l'UE

Introduction

Les cinq principes du service public

1. Engagement envers l'UE et ses citoyens
2. Intégrité
3. Objectivité
4. Respect d'autrui
5. Transparence

En tant que médiateur européen, je suis d'avis que les citoyens et les fonctionnaires partagent le sentiment que ces cinq principes guident la conduite des fonctionnaires de l'UE. Ces principes sont développés à la page 5 ci-dessous.

Garder ces principes à l'esprit peut aider les fonctionnaires à comprendre les règles, à les appliquer correctement, et influencer favorablement leur décision lorsqu'ils sont amenés à exercer leur jugement.

Ces principes ne sont pas nouveaux. Ils symbolisent au contraire les aspirations réelles des citoyens et des fonctionnaires. De plus, il en est déjà fait mention - tantôt expressément, tantôt de façon implicite - dans le statut des fonctionnaires et dans d'autres documents tels que le règlement financier et le Code de bonne conduite administrative.

La valeur ajoutée du présent document est qu'il présente les principes de manière directe et concise au terme d'une longue période de réflexion et de consultations. Un premier projet a vu le jour en 2010, à l'issue d'une consultation avec les médiateurs nationaux du Réseau européen des médiateurs. Ce projet a ensuite donné lieu à une consultation publique, de février à juin 2011. Les documents y afférents sont disponibles sur mon site Internet (www.ombudsman.europa.eu), notamment le rapport sur les résultats de la consultation publique. Je voudrais exprimer ma sincère gratitude aux institutions, aux organisations et aux particuliers qui ont répondu à la consultation. Leur participation a grandement contribué à la formulation définitive des principes.

Les principes constituent une synthèse de haut niveau des normes éthiques pour les fonctionnaires européens. À ce titre, ils sont une composante essentielle de la culture de service que l'administration publique de l'UE fait sienne. Ces principes peuvent être concrétisés dans des situations pratiques à l'aide de règles précises. De telles règles existent, par exemple, sur des sujets tels que la prévention et le règlement des conflits d'intérêts. Comme l'ont souligné plusieurs participants à la consultation publique, il pourrait s'avérer nécessaire d'augmenter le nombre de règles et de mieux les cibler. Les principes du service public n'ont pas vocation à remplacer de telles règles. Parallèlement, il existe trois raisons pour lesquelles ces règles, quelle que soit l'attention avec laquelle elles ont été formulées, ne peuvent remettre en question la nécessité de se référer également à des principes éthiques de haut niveau.

Premièrement, la rédaction de règles précises, fussent-elles législatives ou administratives, gagnera en qualité si l'on a, comme point de référence, des principes de haut niveau.

Deuxièmement, les règles ne s'interprètent et ne se mettent pas en œuvre automatiquement. Leur compréhension et leur application dans des situations concrètes nécessitent souvent d'exercer un jugement.

Troisièmement, il n'est pas possible de formuler des règles exhaustives. Prenons, comme exemple, les paragraphes 3 et 4 du premier principe:

Les fonctionnaires exercent leurs fonctions de leur mieux et aspirent à faire preuve d'un professionnalisme irréprochable en toutes circonstances.

Ils sont conscients de leur mission d'intérêt public et donnent le bon exemple.

Il est difficile de concevoir des règles précises qui encadreraient toutes les actions effectives ou potentielles auxquelles ces paragraphes font allusion, d'autant que ceux-ci prévoient que les fonctionnaires non seulement adoptent un comportement adéquat, quelles que soient les circonstances, mais qu'ils soient aussi proactifs.

Le troisième principe fournit un autre exemple et souligne, entre autres, que les fonctionnaires doivent éviter toute forme de discrimination. Selon la jurisprudence constante, la non-discrimination comporte deux facettes: (i) les situations comparables ne doivent pas être traitées de manière différente et (ii) les situations différentes ne doivent pas être traitées de la même façon, sauf si, dans les deux cas, ceci serait justifié objectivement. Dès lors, éviter la discrimination n'implique pas que l'on traite tous les citoyens uniformément, indépendamment de leur situation respective. Au contraire, il faut exercer un jugement pour pouvoir distinguer entre les différences qui sont pertinentes et celles qui ne le sont pas.

Avant de conclure cette introduction, il importe de préciser le champ d'application de ces principes. Le terme «fonctionnaire» est une abréviation pratique de l'appellation «fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne» mentionnée dans le statut des fonctionnaires. Le statut des fonctionnaires mentionne aussi la catégorie des conseillers spéciaux qui sont considérés comme des fonctionnaires dans le contexte présent.

Je me suis efforcé de formuler les principes de façon à les rendre pertinents pour tous les fonctionnaires et pas seulement pour ceux qui occupent des postes de direction ou d'autres postes à responsabilité. Dans ce contexte, il convient de souligner en outre que les membres des institutions, tels que les membres de la Commission, de la Cour des comptes, les députés européens et les juges de la Cour de justice, ne sont pas considérés comme des «fonctionnaires et autres agents» au sens du statut du personnel et que celui-ci ne leur est d'ailleurs pas applicable. Aussi ces membres ne sont-ils pas considérés comme des «fonctionnaires» dans le cadre des principes du service public. Rien ne les empêche toutefois de trouver ces principes pertinents et de s'en inspirer pour assumer au mieux leurs responsabilités spécifiques.

Je me suis abstenu d'inclure aux principes tout élément qui, à mon avis, impliquerait principalement les responsabilités des institutions plutôt que celles des fonctionnaires à titre personnel. Toutefois, le cas échéant, je ne manquerai pas de me référer aux principes lors de mes prochaines enquêtes sur des cas de mauvaise administration dans le cadre des activités des institutions, des organes et des organismes de l'Union européenne.

J'ai la profonde conviction que le fait de rendre les principes du service public des fonctionnaires explicites générera et permettra de développer un dialogue suivi et constructif entre les fonctionnaires, d'une part, et entre les fonctionnaires et le public, d'autre part. La diversité culturelle, mise en valeur dans la devise «Unie dans la diversité», constitue un atout inestimable de l'Union européenne. Aussi le rôle de ce dialogue est-il primordial pour que les fonctionnaires et les citoyens d'origines culturelles différentes puissent consolider et approfondir leur compréhension mutuelle des valeurs éthiques du service public.

Principes du service public qui guident les fonctionnaires de l'UE

1. Engagement envers l'Union européenne et ses citoyens

Les fonctionnaires sont conscients que les institutions de l'Union ont été mises en place pour servir les intérêts de l'Union et de ses citoyens, conformément aux objectifs des traités.

Ils formulent des recommandations et prennent des décisions uniquement pour servir ces intérêts.

Les fonctionnaires exercent leurs fonctions de leur mieux et aspirent à faire preuve d'un professionnalisme irréprochable en toutes circonstances.

Ils sont conscients de leur mission d'intérêt public et donnent le bon exemple.

2. Intégrité

Les fonctionnaires adoptent à tout moment un comportement adéquat qui résisterait à l'examen public le plus minutieux; pour s'acquitter de cette obligation, il ne suffit pas simplement d'observer la loi.

Les fonctionnaires ne se soumettent pas à des obligations financières ou autres qui pourraient les influencer dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en acceptant des cadeaux. Ils font état promptement de tout intérêt privé en rapport avec leurs fonctions.

Les fonctionnaires prennent des mesures afin d'éviter tout conflit d'intérêts ou l'apparence d'un conflit d'intérêts. Ils prennent des mesures rapides pour résoudre les éventuels conflits. Ils continuent de remplir cette obligation après avoir quitté leurs fonctions.

3. Objectivité

Les fonctionnaires sont impartiaux et ouverts d'esprit. Ils s'appuient sur des preuves et sont disposés à écouter différents points de vue. Ils sont prêts à reconnaître leurs erreurs et à y remédier.

Dans des procédures comportant des évaluations comparatives, les fonctionnaires basent leurs recommandations et décisions sur le mérite uniquement et sur tout autre facteur prévu expressément par la loi.

Les fonctionnaires ne font pas de distinction ni ne se laissent influencer dans leur conduite professionnelle par le fait qu'ils apprécient ou non une personne particulière.

4. Respect d'autrui

Les fonctionnaires agissent en se respectant mutuellement et en respectant les citoyens. Ils sont courtois, serviables, coopératifs et font preuve de diligence.

Ils s'efforcent véritablement de comprendre le discours de leurs interlocuteurs et s'expriment dans un langage clair et simple.

5. Transparence

Les fonctionnaires sont disposés à expliquer leurs activités et à justifier leurs actions.

Ils tiennent des registres adéquats et accueillent favorablement le droit de regard des citoyens sur leur conduite, y compris le respect des principes du service public.

II. Le Code de bonne conduite administrative

Article premier - Disposition générale

Dans leurs relations avec le public, les administrations et toute personne à leur service respectent les principes énoncés dans le présent Code de bonne conduite administrative, ci-après dénommé «le Code».

Article 2 - Champ d'application personnel

1. Le Code s'applique à tous les fonctionnaires dans leurs relations avec le public.

[1] Pierre-Yves Monette in *«Du contrôle de la légalité au contrôle de l'équité»*

[2] Nikoforos Diamandouros, médiateur européen, «Legality and good administration: is there a difference?»

2. Les administrations prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les dispositions inscrites dans ce Code s'appliquent également à toute personne travaillant pour eux, comme celles travaillant sous des contrats de droit privé ainsi que les stagiaires.

3. On entend par «public»: les personnes physiques ou morales, ayant ou non leur résidence ou leur siège statutaire au Luxembourg.

4. Dans le présent Code, on entend par:

(a) «administration»: les administrations de l'État et des communes, les établissements publics relevant de l'État et des communes ainsi que les personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public;

(b) «fonctionnaire»: toute personne au service d'une administration.

Article 3 - Champ d'application matériel

1. Les principes généraux de bonne conduite administrative de ce Code s'appliquent à toutes les relations des administrations avec le public.

2. Les principes énoncés dans ce Code ne s'appliquent pas aux rapports de travail entre l'administration et ses fonctionnaires.

Article 4 - Légitimité

Le fonctionnaire agit conformément au droit et applique les règles et procédures applicables. Il veille notamment à ce que les décisions affectant les droits ou les intérêts des personnes aient une base juridique et à ce que leur contenu soit conforme au droit.

Article 5 - Absence de discrimination

1. Dans le traitement des demandes émanant du public et dans la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que le principe d'égalité de traitement soit respecté. Les membres du public se trouvant dans la même situation sont traités de la même manière.

2. En cas d'inégalité de traitement, le fonctionnaire veille à ce qu'elle soit justifiée par les caractéristiques objectives pertinentes de l'affaire traitée.

3. Le fonctionnaire évite notamment toute discrimination injustifiée entre les membres du public qui serait fondée sur la nationalité, le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article 6 - Proportionnalité

1. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire veille à ce que les mesures prises soient proportionnelles à l'objectif poursuivi. Il évite notamment de restreindre les droits des citoyens ou de leur imposer des contraintes lorsque ces restrictions ou ces contraintes sont disproportionnées par rapport à l'objectif de l'action engagée.

2. Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire respecte le juste équilibre entre les intérêts des personnes privées et l'intérêt public général.

Article 7 - Absence d'abus de pouvoirs

Les pouvoirs ne sont exercés que pour les buts pour lesquels ils ont été conférés par les dispositions pertinentes. Le fonctionnaire évite notamment d'user de ces pouvoirs à des fins qui n'ont pas de base juridique ou qui ne sont pas motivées par un intérêt public.

Article 8 - Impartialité et indépendance

1. Le fonctionnaire est impartial et indépendant. Il s'abstient de toute action arbitraire qui lèse les membres du public ainsi que de tout traitement préférentiel pour quelque raison que ce soit.

2. La conduite du fonctionnaire n'est jamais guidée par des intérêts personnels, familiaux ou nationaux ou par des pressions politiques. Le fonctionnaire ne prend pas part à une décision dans laquelle lui, ou un de ses proches, a des intérêts financiers.

Article 9 - Objectivité

Lors de la prise de décisions, le fonctionnaire tient compte des facteurs pertinents et les pondère comme il se doit dans la décision, tout en excluant tout élément non pertinent.

Article 10 - Confiance légitime, cohérence et conseil

1. Le fonctionnaire est cohérent dans sa conduite administrative ainsi qu'avec l'action de son administration. Il se conforme aux pratiques administratives habituelles de son administration, à moins qu'il ne soit légitimement fondé de s'écarter de ces pratiques dans un cas spécifique. Ce fondement légitime est enregistré par écrit.

2. Il répond aux attentes légitimes et raisonnables des membres du public à la lumière du comportement antérieur de l'administration.

3. Au besoin, le fonctionnaire conseille le public sur la manière dont doit être introduite une affaire qui relève de son domaine de compétence ainsi que sur la procédure à suivre pendant le traitement de l'affaire.

Article 11 - Equité

Le fonctionnaire agit avec impartialité et de manière équitable et raisonnable.

Article 12 - Courtoisie

1. Le fonctionnaire est consciencieux, correct, courtois et abordable dans ses relations avec le public. Dans ses réponses à la correspondance, aux appels téléphoniques et aux courriers électroniques, le fonctionnaire s'efforce d'être aussi serviable que possible et il répond de manière aussi complète et exacte que possible aux questions posées.

2. Si la question ne relève pas de sa compétence, le fonctionnaire oriente le citoyen vers le fonctionnaire compétent.

3. Il présente des excuses en cas d'erreur portant préjudice aux droits ou intérêts d'un membre du public, s'efforce de corriger les incidences négatives de son erreur de la façon la plus opportune et informe l'intéressé de toutes voies de recours conformément à l'Article 19 du présent Code.

Article 13 - Réponse aux lettres dans la langue du citoyen

Le fonctionnaire veille à ce que chaque membre du public qui écrit à l'administration en luxembourgeois, en allemand ou en français reçoive, dans la mesure du possible, une réponse dans la même langue.

Article 14 - Accusé de réception et indication du fonctionnaire responsable

1. Toute lettre ou requête adressée à l'administration fait l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines, sauf si une réponse substantielle peut être envoyée endéans cette période.

2. La réponse ou l'accusé de réception indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire qui traite le dossier ainsi que le service auquel il appartient.

3. L'envoi d'un accusé de réception et d'une réponse n'est pas nécessaire lorsque les lettres ou les requêtes sont en nombre excessif ou lorsqu'elles revêtent un caractère répétitif ou inapproprié.

Article 15 - Obligation de transmission vers le service compétent de l'institution

1. Si une lettre ou une requête est adressée ou transmise à un service non compétent pour en traiter, ce service veille à ce que le dossier soit transmis sans délai vers l'administration compétente.

2. Le service qui reçoit initialement la lettre ou la requête informe le requérant et indique le nom et le numéro de téléphone du fonctionnaire auquel le dossier a été confié.

3. Le fonctionnaire informe le requérant des erreurs ou omissions qui pourraient s'être glissées dans les documents en lui donnant la possibilité d'apporter les corrections nécessaires.

Article 16 - Droit d'être entendu et de faire des observations

1. Dans les cas où les droits ou les intérêts de citoyens sont en jeu, le fonctionnaire veille à ce que les droits de défense soient respectés à chaque étape de la procédure de prise de décision.

2. Dans les cas où une décision affectant ses droits ou ses intérêts doit être prise, tout membre du public a le droit de soumettre des observations écrites, et si nécessaire, de présenter des observations orales avant que la décision ne soit adoptée.

Article 17 - Délai raisonnable pour la prise de décision

1. Le fonctionnaire veille à ce qu'une décision relative à chaque demande ou plainte adressée à l'administration soit prise dans un délai raisonnable et sans retard et en tout cas au plus tard trois mois après la date de réception.

2. Si, en raison de la complexité des questions soulevées, l'administration ne peut pas statuer dans le délai susmentionné, le fonctionnaire en informe l'auteur le plus tôt possible. Dans ce cas, l'auteur doit se voir notifier une décision définitive dans le délai le plus bref possible.

Article 18 - Obligation de motiver les décisions

1. Toute décision pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit indiquer les raisons sur lesquelles elle se fonde en précisant les faits pertinents et la base juridique de la décision.

2. Le fonctionnaire évite de prendre des décisions qui reposent sur des motifs brefs ou imprécis ou qui ne contiennent pas de raisonnement individuel.

3. S'il est impossible, en raison du grand nombre de personnes concernées par des décisions similaires, de communiquer de manière détaillée les motifs de la décision et lorsque des réponses standard sont donc apportées, le fonctionnaire assure qu'il apportera ultérieurement une réponse motivée individuelle au citoyen qui en fait expressément la demande.

Article 19 - Indication des voies de recours

Une décision de l'administration pouvant porter atteinte aux droits ou aux intérêts d'une personne privée doit contenir une indication des voies de recours existant en vue d'attaquer cette décision. Elle doit notamment indiquer la nature des recours, les organes qui peuvent être saisis ainsi que les délais applicables à l'introduction des recours.

Article 20 - Notification de la décision

1. Le fonctionnaire veille à ce que les décisions affectant les droits ou intérêts des citoyens soient notifiées par écrit à la personne ou aux personnes concernées, dès que la décision a été prise.

2. Le fonctionnaire s'abstient de communiquer la décision à d'autres sources aussi longtemps que la ou les personne(s) concernée(s) n'a/n'ont pas été informée(s).

Article 21 - Protection des données

1. Le fonctionnaire qui traite les données personnelles d'un citoyen respecte la vie privée et l'intégrité de la personne, conformément aux dispositions applicables en matière de protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la libre circulation de ces données.

2. Le fonctionnaire évite notamment de traiter des données personnelles à des fins non légitimes ou de les transmettre à des tiers non autorisés.

Article 22 - Demandes de renseignements

1. Lorsqu'il est compétent pour l'affaire en cause, le fonctionnaire fournit des renseignements aux membres du public qui le demandent. Le cas échéant, il donne des conseils sur la façon d'engager une procédure administrative dans son domaine de compétence. Il veille à ce que les renseignements communiqués soient clairs et compréhensibles.

2. Au cas où une demande orale de renseignements serait trop compliquée ou trop longue à traiter, le fonctionnaire demande à la personne concernée de formuler sa demande par écrit.

3. Si, en raison de la confidentialité, un fonctionnaire ne peut pas divulguer les renseignements demandés, il ou elle indique, conformément à l'Article 18 du présent Code, à la personne concernée les raisons pour lesquelles il ne peut pas communiquer les renseignements.

4. Suite aux demandes de renseignements sur des questions pour lesquelles il n'est pas compétent, le fonctionnaire oriente le demandeur vers la personne compétente et indique le nom et le numéro de téléphone de celle-ci. Suite aux demandes de renseignements concernant une autre administration, le fonctionnaire oriente le demandeur vers cette institution ou cet organe.

5. En fonction de l'objet de la demande, le fonctionnaire oriente la personne à la recherche de renseignements vers l'administration compétente pour la transmission d'informations au public.

Article 23 - Demande d'accès public aux documents

1. Le fonctionnaire donne suite aux demandes d'accès aux documents à moins qu'une règle ne s'y oppose.

2. Si le fonctionnaire ne peut donner suite à une demande orale d'accès à des documents, il demande au citoyen de formuler sa demande par écrit.

Article 24 - Tenue d'un registre

Les services de l'administration tiennent un registre du courrier «entrée» et «sortie» des documents qu'ils reçoivent et des mesures qu'ils prennent.

Article 25 - Information du public sur le Code

L'administration prend des mesures opérantes pour informer le public des droits qui sont les siens en vertu du présent Code. Si cela est possible, elle en met le texte à disposition sous forme électronique sur la page d'accueil de son site Internet.

Article 26 - Droit de se plaindre au médiateur

Tout manquement d'une administration ou d'un fonctionnaire à se conformer aux principes énoncés dans le présent Code peut faire l'objet d'une plainte auprès du médiateur conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur.

III. Mode d'emploi concernant les règles de bonne conduite administrative

1. <u>L'accessibilité des administrations et l'accueil du public</u>

- droit d'obtenir toutes les informations nécessaires concernant l'accès à l'administration (adresse, plan de situation, téléphone, fax, courriel, heures d'ouverture);

- droit à un accès facile;

- droit à un accueil courtois, attentif et respectueux;

- droit d'obtenir les coordonnées du gestionnaire en charge du dossier (téléphone, fax, e-mail) et de connaître les disponibilités de celui-ci.

2. <u>L'information donnée aux usagers</u>

- droit à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'administration;

- droit d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable;

- droit d'obtenir tous les renseignements nécessaires en vue de l'introduction d'une demande ou de la poursuite d'une procédure auprès de l'administration;

- droit à des formulaires de demande lisibles et univoques avec indication claire des conditions à remplir et des pièces à joindre;

- droit d'obtenir, suite à l'introduction d'une demande, dans un délai court:

*un accusé de réception avec indication du gestionnaire chargé du traitement du dossier;

*une indication d'un délai approximatif dans lequel une décision sera prise;

*une information complète au sujet des pièces ou autres éléments manquant au dossier introduit;

*une information concernant le service ou l'administration compétente à laquelle la demande a été transférée;

- droit de recevoir des informations au sujet de l'évolution du dossier;

- droit d'être informé sur les raisons des retards dans le traitement du dossier;

- droit à une réponse dans l'une des trois langues administratives dans laquelle la demande est formulée;

- droit de consulter son dossier.

3. <u>Une prise de décision transparente et claire</u>

- droit d'être reçu et entendu sur demande;

- droit à une décision conforme à la législation applicable, aux pratiques habituelles;

- droit à une gestion consciencieuse du dossier qui implique une recherche active de tous les éléments pertinents;

- droit à une décision lisible et rédigée dans un langage clair et simple;

- droit à une décision explicitement motivée en fait et en droit compte tenu des circonstances particulières du dossier;

- droit à un traitement confidentiel de toutes les données du dossier.

4. <u>Un suivi personnalisé</u>

- droit de recevoir toutes les explications nécessaires à la compréhension de la position de l'administration;

- droit d'être orienté vers d'autres administrations ou services susceptibles de régler la situation de l'administré;

- droit d'obtenir notification de toute décision dans un délai raisonnable;

- en cas de rejet de la demande, le droit de connaître tous les moyens et voies de recours permettant de contester une décision ainsi que les délais pour ce faire.

5. <u>Une amélioration constante des services offerts par l'administration</u>

- droit de faire valoir des griefs à l'encontre de l'administration et d'obtenir une prise de position;

- droit d'obtenir le redressement d'une décision non conforme aux normes applicables;

- droit à réparation en cas de préjudice dû à un dysfonctionnement de l'administration;

- droit d'émettre des critiques ou des propositions en vue de l'amélioration des services de l'administration.

Réponse: *La médiateure est toujours dans l'attente d'une prise de position.*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2321	Fernand Kartheiser	Budget de la Grèce et position de la Banque centrale européenne
Session ordinaire 2012-2013		
2347	François Bausch	Négociations de la vente de la KBL
2368	Fernand Kartheiser	Temps de vol des pilotes
2369	Fernand Kartheiser	TVA des livres électroniques
2381	Fernand Etgen	Traité de double imposition
2383	Félix Eischen	Délocalisation dans le secteur industriel
2390	François Bausch	Recapitalisation urgente du Groupe Dexia
2394	Marc Spautz	Sites sidérurgiques de Schifflange et Rodange
2400	Serge Urbany	Sondage réalisé dans le secteur du bâtiment
2402	Serge Wilmes	Construction de logements pour étudiants
2409	Marie-Josée Frank	Examens médicaux des femmes enceintes
2419	Gast Gibéryen	Reprise de la KBL
2434	Claude Haagen	Aménagement de guichets de l'Administration des Douanes et Accises sur les sites de la Société Nationale de Contrôle Technique
2437	Marc Spautz et Ali Kaes	Manque d'effectifs auprès des CFL
2445	Jacques-Yves Henckes	Terrain du RTL Group au Kirchberg
2446	Fernand Etgen	Classement de bâtiments comme monuments nationaux
2450	Claude Adam	Avenir du site «Campus Walferdange»
2456	Josée Lorsché et Claude Adam	Publications distribuées dans les établissements scolaires luxembourgeois pour la fête de la Sainte-Barbe
2457	Marcel Oberweis	Plan d'action national sur l'utilisation de pesticides
2458	Josée Lorsché et Camille Gira	Usine d'asphalte à Schifflange dans la zone industrielle «Um Monkeler»

Session ordinaire 2011-2012

Question 2321 (26.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **budget de la Grèce et position de la Banque centrale européenne:**

Der griichescher Regierung feelen, eegenen Aussoen no, bis zu 15 Milliarden Euro an hirem Budget; e Montant, dee vill méi héich ass wéi ugangs virgesinn. Et gëtt deementspriechend iwwert déi verschidden Ausweeër aus dëser schwiereger Situatioun diskutéiert. Eng Rei Politiker maachen Drock op déi Europäesch Zentralbank (EZB), fir datt se op Fuerderunge géigeniwwer Athen verzicht. Erwähnt ginn eng Baisse vun den Zënsen op déi griichesch Emprunten, nei Scholden an eng Emstrukturéierung vun de Scholden. Laut der däitscher Zeitung „Die Welt" refuséiert d'EZB fir weider Mesuren opzekommen. Eng Restrukturéierung vun de Scholde wär mat enger monetärer Statsfinanzéierung gläichzestellen an et wär fir d'EZB verbueden, sech dorunner ze bedeelegen, esou den Här Jörg Asmussen, Member vum EZB-Directoire.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Premierminister an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu weidere Mesuren, fir d'Faillite vu Griichenland ze verhënneren, déi haaptsächlech vun der EZB géife gedroe ginn?

2. Deelt d'Regierung d'Analys vum Här Asmussen, datt d'EZB sech net un enger Restrukturéierung vun de griichesche Scholden däerf bedeelegen?

3. Wéi steet d'Regierung zu weidere Mesuren, fir d'Faillite vu Griichenland ze verhënneren, déi haaptsächlech vun de Memberstaate géife gedroe ginn?

4. Gëtt et weider Diskussioune fir e weidere Scholdeschnëtt fir Griichenland? Wa jo, wéi stellt d'Lëtzebuerger Regierung sech dozou?

5. Wéi eng Konsequenzen hätt e weidere Scholdeschnëtt fir de Statsbudget an d'Finanzplaz Lëtzebuerg, an der Hypothees, datt privat Banke géife bedeelegt ginn?

Réponse commune (17.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. Le Gouvernement affirme sa ferme détermination à faire ce qui est nécessaire pour assurer la stabilité et la cohésion de la zone euro. À cette fin, il appuie l'utilisation flexible des instruments de stabilisation disponibles par le biais de la FESF et du MES. Il invite le Gouvernement grec à mettre en œuvre le programme d'ajustement tel que défini dans le «Memorandum of Understanding» que la Commission européenne a conclu le 1er mars 2012 avec le Gouvernement grec pour le compte des États membres de la zone euro. Il respecte le principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne, et partant ne commente pas les décisions que cette dernière prend pour assurer une transmission efficace de la politique monétaire au sein de la zone euro.

2. Respectueux du principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne, le Gouvernement ne commente pas les décisions que la BCE prend pour assurer une transmission efficace de la politique monétaire au sein de la zone euro. Par ailleurs, le Gouvernement ne prend pas position par rapport à des déclarations faites par des membres du directoire de la BCE.

3. Le Gouvernement affirme sa ferme détermination à faire ce qui est nécessaire pour assurer la stabilité et la cohésion de la zone euro. À cette fin, il appuie l'utilisation flexible des instruments de stabilisation disponibles par le biais de la FESF et du MES. Il invite le Gouvernement grec à mettre en œuvre le programme d'ajustement tel que défini dans le «Memorandum of Understanding» que la Commission européenne a conclu le 1er mars 2012 avec le Gouvernement grec pour le compte des États membres de la zone euro.

4. Le Gouvernement rappelle qu'une restructuration de la dette publique grecque a été discutée au niveau de la «Troïka» (Commission européenne, BCE, FMI) comme une possibilité théorique pour assurer la soutenabilité à long terme de la dette mais que cette option n'a pas été retenue par les ministres réunis au sein de l'Eurogroupe.

5. Il convient de relever que, dans le cas hypothétique décrit par Monsieur le Député d'une restructuration de la dette publique grecque, l'incidence sera essentiellement subie par le secteur public étant donné que la dette privée a déjà fait l'objet d'une restructuration. Rappelons dans ce contexte que l'État luxembourgeois a accordé un prêt bilatéral à la Grèce dont l'encours se chiffre à 139,9 millions d'euros. Par ailleurs, la FESF dans laquelle le Luxembourg détient 0,2497% du capital, a accordé des prêts à hauteur de 73,9 milliards d'euros à la Grèce. Dans le cas hypothétique d'une restructuration de la dette publique grecque, ces dettes seraient susceptibles de se voir imposer un «haircut».

Session ordinaire 2012-2013

Question 2347 (9.10.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant les **négociations de la vente de la KBL:**

Selon des informations circulant sur les ondes radiophoniques, c'est sur initiative du Ministre des Finances qu'un groupe d'investisseurs indien a mené en 2010 des négociations pendant plusieurs mois afin d'acquérir la KBL, ceci suite à la visite de la présidente du Parlement indien en juin 2010. Cependant en mars 2011, sur avis de la CSSF, ces négociations furent arrêtées.

Six mois plus tard, après avoir conclu la vente de la BIL au Fonds qatarien Precision Capital, le Gouvernement annonce également la vente de la KBL par la KBC au même Fonds qatarien, mais à un prix de 23% inférieur à l'offre que le groupe indien avait soumis plusieurs mois plus tôt, alors qu'entre-temps plusieurs propositions d'autres investisseurs avaient été mises sur table.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Y a-t-il eu un lien quelconque lors les négociations de vente de la KBL et de la BIL?

2. Quelles étaient les raisons qui ont amené le Gouvernement à promouvoir activement la vente de la KBL à Precision Capital au détriment des autres offres soumises? Est-ce que la participation de la KBL de 51,13% dans la société d'administration de fonds d'investissement EFA y a joué un rôle?

3. Est-ce que le Ministre peut confirmer que le banquier qui avait été chargé par le groupe d'investisseurs indien de la négociation de l'acquisition de la KBL était par ailleurs impliqué activement dans les négociations de la vente de la Dexia-Bil au Fonds Precision Capital?

4. Le cas échéant, le Ministre est-il d'avis qu'un problème de déontologie se pose lorsque la personne qui a négocié pendant des mois pour le compte du groupe d'investisseurs indien l'acquisition de la KBL se retrouve par après dans la délégation qui doit négocier le même dossier pour le compte de Precision Capital?

Réponse (21.1.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il n'existe aucun lien entre les négociations de vente de la KBL et de la BIL. Les deux transactions se distinguent par le fait que le Gouvernement n'était à aucun moment impliqué dans l'acquisition de la KBL - ni en tant qu'acheteur ni en tant que vendeur - tandis que le Gouvernement a, pour des raisons tenant au caractère systémique de la BIL sur la place financière, décidé d'acquérir une part minoritaire de 10% dans le capital de la BIL et d'accompagner la restructuration de Dexia BIL.

Le banquier, dont il est question dans la question parlementaire, n'avait aucun rôle dans lesdites négociations. Au moment des négociations concernant la KBL cette personne était employée dans une société sans pouvoir d'influence sur l'issue de ces négociations qui se tenaient entièrement entre vendeurs et acquéreurs potentiels. Près d'un an plus tard, dans le cadre de la restructuration de la Dexia et des difficultés financières graves que ce groupe connaissait, le Gouvernement s'est impliqué dans la recherche d'un potentiel acquéreur pour sortir la BIL du groupe Dexia. À ce moment ce banquier fut employé par Dexia, mais n'avait ici non plus aucun rôle à jouer dans la façon dont l'acquisition de la BIL par des investisseurs qataris et le Gouvernement s'est déroulée.

Question 2368 (23.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **temps de vol des pilotes:**

Scho méi dacks hunn am europäeschen Ausland, awer och hei zu Lëtzebuerg, d'Pilotenassociatioune géint eng EU-wäit Neiregelung vun den Déngschtzäite vum Cockpitpersonal demonstréiert. Déi geplangten Neiregelunge vun der EASA gesi massiv Erhéijunge vun allen aktuellen Déngschtzäite vir, wat eng negativ Auswierkung op d'Fluchsécherheet ka mat sech bréngen. Si widderspriechen och alle wëssenschaftlechen Erkenntnisser a Studien zu dësem Sujet. Sou hunn z. B. d'Vereenegt State vun Amerika op der Basis vun dëse Studien an och no den Enquêten iwwert d'Accidenter an deene lëschte Joren, wou erwisenermoossen d'Middegkeet ganz oft eng Roll gespillt huet, hir erlaabten Déngschtzäite fir Piloten drastesch erofgesat.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wei steet Lëtzebuerg zu där geplangtener Neiregelung vun de Fluchdéngschtzäiten, sou wéi d'EASA se proposéiert?

2. Huet d'Lëtzebuerger Regierung wëlles, dës geplangten EU-Reglementatioun ze ënnerstëtzen, oder wëll si déi aktuell, méi restriktiv, national Gesetzgebung bäibehalen?

3. Gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell Demandë vu Gesellschaften op Ausnahmeregelungen zur aktueller Gesetzgebung am Beräich vun den Déngschtzäite vun de Piloten?

4. Wa jo, ass d'Regierung gewëllt sou Ausnahmen ze erlaben? Wéi gesäit si d'Risike fir d'Personal, d'Passagéier an d'Loftsécherheet am Allgemengen, am Fall vun enger Verlängerung vun den Déngschtzäite vun de Piloten?

Réponse (14.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser ass ze soen, datt d'EASA (European Aviation Safety Agency) der Europäescher Kommissioun den 1. Oktober 2012 seng Propositiounen fir Fluch- an Déngschtzäite fir Fluchpersonal iwwermëttelt huet.

Lëtzebuerg kann nëmmen all Efforten, fir déi europäesch Fluch- an Déngschtzäiten op engem héijen Niveau ze harmoniséieren encouragéieren, wëssend, dass dës Regelen, trotz engem éischten europäeschen Encadrement, ganz ënnerschiddlech an de verschiddene Länner ugewannt an applizéiert ginn, an esou keen „level playing field" fir Fluchgesellschaften an de verschiddene Länner garantéiert ass.

D'DAC, déi zoustänneg ass fir d'Sécherheet vun der Fligerei zu Lëtzebuerg, an och Lëtzbuerg an der EASA vertrëtt, kuckt mat den zoustännegen Instanzen, datt dës Regelen esou wäit wéi méiglech an Europa wäerten op héijem Niveau uniformiséiert ginn.

Den neien Text ass primär en Update vun den existéierende Regelen, wéi se am Subpart Q vum Reglement 1899/2006 festgeluecht goufen an dësen Text preziséiert och eng Serie vu Fäll, déi net kloer an dem ale Reglement geregelt sinn, mam Zil fir de kommerziellen Transport mam Fliger méi sécher ze maachen. An deem Sënn gesäit den Text och verschidde Mechanisme vir, wéi eng Evaluatioun vun de sensibelste Mesuren no enger bestëmmter Zäit ze maachen. Am Géigendeel zu den nationale Regele baséiere sech d'EU Regelen op wëssenschaftlech Studien, déi et an deem Beräich ginn.

Momentan ass d'DAC mat enger Demande fir eng Derogatioun zu den aktuelle Fluch- an Déngschtzäite vun engem Lëtzebuerger Opérateur chargéiert.

D'DAC kann, gemäß dem gesetzleche Kader, Derogatiounen zu den aktuellen Dispositioune just akzeptéieren, wann en equivalente Sécherheetsniveau, wéi deen, deen aus den Regele resultéiert, garantéiert ass.

Question 2369 (24.10.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **TVA des livres électroniques:**

Déi Europäesch Kommissioun soll, esou soen et Artikelen an der Press, zurzäit Drock op Lëtzebuerg maachen, fir datt d'TVA op elektronesche

Bicher vun 3% op iwwer 19% gehéicht gëtt. Et ass souguer vun engem „Ultimatum" vun engem Mount Rieds.

Dowéinst wéilt ech dës Froen un déi zoustänneg Ministere riichten:

1. Ass et richteg, datt déi Europäesch Kommissioun gär hätt, datt Lëtzebuerg seng TVA op elektronesche Bicher vun 3 op iwwer 19% héicht?

2. Falls jo, ass et richteg, datt dat ënnert dem Afloss vu State geschitt, déi der Meenung sinn, datt déi niddreg TVA e Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg wär an, wa jo, ëm wéi eng Staten handelt et sech?

3. Wéi sinn déi aktuell Regelen an der EU, déi d'TVA op Bicher an netelektronescher an an elektronescher Form betreffen?

4. Wéi gëtt dobäi der Tatsaach entsprach, datt d'Buch ee vun de wichtegsten, wann net souguer de wichtegste Kulturdréier ass?

5. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung am Dossier vun der TVA op elektronesche Bicher? Wéi schätzt si déi rechtlech Argumenter vun der Europäescher Kommssioun fir eng Erhéijung vun der TVA an?

Réponse commune (21.1.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. La Commission européenne ne demande pas une augmentation de la TVA per se, mais indique aussi bien à la France qu'au Luxembourg que d'après son interprétation des textes communautaires applicables, à savoir notamment la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et le règlement d'exécution (UE) n°282/2011 du Conseil du 15 mars 2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, il faut appliquer le taux normal de TVA aux livres électroniques qui d'après elle font partie des services électroniques en général. Le taux normal de TVA au Grand-Duché est de 15%.

2. Les courriers adressés par la Commission européenne aux autorités luxembourgeoises se réfèrent à l'article 258 du TFUE. Cet article dit en son premier paragraphe «Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu des traités, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations». La Commission européenne agit donc de sa propre initiative et non sur celle d'un autre État membre.

3. Actuellement, la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée prévoit dans son article 98:

«1. Les États membres peuvent appliquer soit un, soit deux taux réduits.

2. Les taux réduits s'appliquent uniquement aux livraisons de biens et aux prestations de services des catégories figurant à l'annexe III.

Annexe III: Liste des livraisons de biens et des prestations de services pouvant faire l'objet des taux réduits visés à l'article 98

…«6. la fourniture de livres, sur tout type de support physique, y compris en location dans les bibliothèques (y compris les brochures, dépliants et imprimés similaires, les albums, livres de dessin ou de coloriage pour enfants, les partitions imprimées ou en manuscrit, les cartes et les relevés hydrographiques ou autres), les journaux et périodiques, à l'exclusion du matériel consacré entièrement ou d'une manière prédominante à la publicité;».

De plus, l'article 98 prévoit que: «Les taux réduits ne sont pas applicables aux services fournis par voie électronique».

Le règlement d'exécution (UE) n°282/2011 du Conseil du 15 mars 2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée précise dans son article 7 et plus particulièrement au point 3. c) de l'annexe I que les services fournis par voie électronique visés par la directive 2006/112/CE comprennent notamment le contenu numérisé de livres et autres publications électroniques.

4. Et ass an dësem Kontext fir d'Éischt emol wichteg drop hinzeweisen, datt et de reduzéierten Taux op Bicher am Kader vun der Aféierung vum Bannemaart zu Lëtzebuerg scho méi laang gëtt. Wéi et an der loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée steet, gehéieren d'Bicher effektiv zu deene Gidder a Servicer, déi engem sougenannten „Taux super-réduit" ënnerleien, dat heescht 3% (ausser Bicher, déi virun allem als Publicitéit gëllen, souwéi all Publikatioun mat pornografeschem Charakter). Dëst ass doduerch méiglech ginn, datt dës Aart vun Tauxen an de jeeweilegen EU-Direktive selwer och virgesi sinn, notamment wat d'Buch ugeet.

D'Memberstate ware sech also eens, wéi si dës Méiglechkeet virgesinn hunn, datt der spezifescher Natur vum Buch muss Rechnung gedroe ginn. Allerdéngs muss een dann nach emol drop hiweisen, datt d'EU zwar dës Méiglechkeet ginn huet, all Land awer op där Basis seng eegen TVA-Tauxen op d'Bicher festleet. Wann et also drëms geet ze kucken, a wéi engem Mooss d'Plaz vum Buch als Kulturdréier berücksichtegt gouf, wier et besser sech also manner op d'Regelen an der EU ze bezéien, wat d'TVA op d'Bicher ugeet, mä éischter op déi national Regelen.

Do wier dann nach emol ze ënnersträichen, datt Lëtzebuerg schonns relativ laang en „Taux super-réduit de TVA" op d'Buch applizéiert, dee verschidde Beweggrënn ausdréckt, déi alleguer déi besonnesch Plaz vum Buch an der Kulturlandschaft ënnersträichen. Fir d'Éischt emol erlaabt et eis, d'Buch als kulturellt Gutt fir méi Leit an och Stéit mat manner Akommes besser zougänglech ze maachen, wat immens wichteg ass an Zäiten, wou d'Liesverhale vun de Leit sech verännert huet. Dëst gëllt och, wann ee kuckt, wéi eng fundamental Roll d'Buch als Intermédiaire an der Éducatioun an an der Formatioun spillt. Dann ass et natierlech och eng Fro vun der Ënnerstëtzung fir déi ganz „chaîne du livre", also wichteg fir déi literaresch Kreatioun. A schlussendlech dréckt et och aus, datt e Buch net betruecht gëtt wéi en „einfacht" Konsumgutt oder eng Déngschtleeschtung wéi eng aner.

5. D'Lëtzebuerger Regierung ass der Iwwerzeegung, datt e Buch e Buch ass, ob an elektronescher oder netelektronescher Form. Dofir ass et fir si normal, datt se och um elektronesche Buch den „Taux super-réduit" applizéiert, dee fir d'Buch a gedréckter Form scho laang hei am Land gëllt. Wéi se et schonns virun der Chamber och erkläert huet, geet d'Regierung also vun enger Neutralitéit aus: «À identité de fonction, une distinction entre support physique et support numérique ne s'impose pas.»

Question 2381 (29.10.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **traité de double imposition:**

Récemment la presse s'est faite l'écho d'une annonce de l'Inspection spéciale des impôts (ISI) belge suivant laquelle le fournisseur d'électricité Electrabel aurait économisé 285 millions d'euros entre 2003 et 2008 en payant ses impôts sur les bénéfices au Luxembourg. Pour ce faire il aurait été procédé à un transfert des bénéfices vers les filiales luxembourgeoises du fournisseur d'électricité belge qui auraient eu un accord avec l'administration luxembourgeoise frappant uniquement d'un impôt les bénéfices d'Electrabel au Luxembourg. Ce taux d'impôt se serait élevé à 1,8%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse des autorités belges suivant lesquelles cette pratique constitue un abus du traité de double imposition entre la Belgique et le Luxembourg prévoyant qu'une société ne peut être imposée qu'une seule fois dans l'un ou dans l'autre pays signataire de ce traité?

Réponse (14.1.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député demande des détails précis sur une éventuelle opération relative à un transfert de bénéfices d'une société belge vers ses filiales établies au Grand-Duché de Luxembourg. Ces informations sont couvertes par le secret fiscal de sorte que l'Administration des Contributions ne peut divulguer ces informations.

Question 2383 (30.10.2012) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **délocalisation dans le secteur industriel:**

Le phénomène de désindustrialisation et de délocalisation qui touche actuellement l'économie luxembourgeoise a des incidences directes sur le marché de l'emploi et par conséquent sur le Fonds pour l'emploi respectivement sur le budget de l'État. Les causes du recul de la place de l'industrie au Luxembourg sont multiples.

Afin d'inverser cette tendance de désindustrialisation et d'empêcher que d'autres acteurs industriels décident de fermer respectivement de délocaliser leur site de production, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des choix stratégiques respectivement a-t-il connaissance des plans d'investissements des acteurs industriels?

- Dans l'affirmative, quelles sont actuellement les orientations choisies par les acteurs industriels pour conserver l'activité industrielle au Luxembourg?

- Quels sont les moyens dont dispose le Gouvernement pour accompagner les entreprises dans leur développement et leurs choix stratégiques respectivement dans leurs démarches de modernisation et d'investissement?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'élaborer un plan national contre la désindustrialisation?

Réponse (15.1.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Veuillez trouver ci-joint ma réponse à la question parlementaire n°2383 de l'honorable Député Félix Eischen concernant la délocalisation dans le secteur industriel:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur entretient des contacts réguliers avec les entreprises du secteur industriel, tant pour faire le suivi de leurs activités que pour les assister en cas de projets d'investissements majeurs.

Le Gouvernement dispose de plusieurs régimes d'aides pour inciter les entreprises industrielles à investir au Luxembourg. Il s'agit tant d'accompagner un investissement dans l'outil productif des entreprises, que d'intervenir lors d'investissements en faveur de la protection de la nature et de l'utilisation rationnelle des ressources ou encore de soutenir des projets de recherche et d'innovation.

L'encadrement communautaire ne permet à ce jour plus d'intervenir pour un investissement dans l'outil de production auprès des grandes entreprises de type industriel, sauf pour celles situées en zone dite «défavorisée». Par contre, une aide publique peut toujours être accordée aux petites et moyennes entreprises industrielles. Toutefois, l'instrument majeur de la politique d'industrielle consiste aujourd'hui à accompagner les entreprises dans le déploiement de leurs activités de recherche et d'innovation. Ces activités de recherche et d'innovation sont essentielles pour assurer une compétitivité à long terme des entreprises et partant de garantir la continuation de leurs activités au Luxembourg.

Le Haut comité pour l'Industrie sera mis en place sous peu. Une des missions du Haut comité sera justement d'élaborer des propositions concrètes pour renforcer la compétitivité du Luxembourg comme site industriel majeur.

Question 2390 (2.11.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **recapitalisation urgente du Groupe Dexia:**

D'après des informations concordantes de plusieurs organes de la presse, le groupe Dexia a un besoin urgent de recapitalisation pour un montant estimé de cinq à sept milliards d'euros. La décision de recapitaliser la banque devrait être prise par les Gouvernements de la France et de la Belgique d'ici le 7 novembre 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Gouvernement du Luxembourg a été approché par la Belgique ou la France afin d'obtenir une participation luxembourgeoise au refinancement de la Dexia Holding?

2. Le cas échéant, quel serait le montant demandé pour cette participation et quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois?

3. Quel est actuellement l'encours des garanties consenties par le Luxembourg à Dexia Holding?

Réponse (14.1.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement luxembourgeois a toujours indiqué clairement qu'il ne comptait pas devenir actionnaire de Dexia dans le cadre du sauvetage du groupe, alors qu'il ne le fut pas par le passé.

Les garanties accordées s'élèvent fin 2012 à 0,60 milliards d'euros (garantie de 2008) et 1,57 milliards d'euros (garantie de 2011).

Les recettes budgétaires pour le Luxembourg générées par ces deux garanties s'élèvent fin 2012 à près de 54,2 millions d'euros.

Question 2394 (5.11.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **sites sidérurgiques de Schifflange et Rodange:**

L'audit commandité par le Ministère de l'Économie relatif aux sites d'ArcelorMittal à Schifflange et Rodange a conclu une certaine viabilité des deux sites sidérurgiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelle est la position du Ministre quant aux conclusions de cet audit?

- Pour quelles raisons ces conclusions n'ont-elles pas fait l'objet d'un débat public?

- Les engagements d'ArcelorMittal tels que retenus lors de la tripartite sidérurgique du 28 mars 2012 et qui ont pour objet de sécuriser et de moderniser les sites de Belval et de Differdange sont-ils encore d'actualité?

- Quel est le plan industriel dont le Gouvernement et ArcelorMittal se sont mis d'accord dans le cadre du plan d'avenir sidérurgique LUX2016?

- Le Gouvernement a-t-il déjà demandé à ArcelorMittal la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange?

Réponse (15.1.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Veuillez trouver ci-joint ma réponse à la question parlementaire n°2394 de l'honorable Député Marc Spautz concernant les sites sidérurgiques de Schifflange et Rodange:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a commandité en mars 2012 auprès de la société de consultance Laplace un audit au sujet d'un plan soumis par le syndicat OGBL afin d'assurer la continuation des activités sidérurgiques sur les sites de Rodange et Schifflange.

Les conclusions de cet audit ont fait l'objet de discussions lors de deux réunions du Comité de suivi des accords de la tripartite sidérurgie entre partenaires sociaux. Ces conclusions n'ont donné lieu à aucun débat public car l'audit a été réalisé avec le concours de la société ArcelorMittal. En effet, ArcelorMittal a fourni des informations non destinées à publication car comprenant des données confidentielles relatives à la production d'acier au Luxembourg.

L'audit a conclu à la possibilité éventuelle de continuer certaines activités sur les sites de Rodange et Schifflange en posant toutefois un certain nombre de prérequis. Ainsi, des investissements majeurs ont été jugés indispensables. Ces décisions d'investissements relèvent essentiellement d'ArcelorMittal qui a estimé que les sites sidérurgiques de Rodange et Schifflange ne sauraient à l'heure actuelle effectuer les productions sidérurgiques d'acier de façon rentable. ArcelorMittal a donc décidé de fermer pour une durée indéterminée, l'aciérie de la quasi-totalité des activités de laminage, tout en gardant quelques activités notamment auprès du train C à Rodange.

Dans le cadre des conclusions de la tripartite sidérurgie, ArcelorMittal s'est engagée à mettre en œuvre des investissements de modernisation et de conservation sur les sites de Belval et de Differdange afin de garantir la pérennité de ces sites, de même que d'effectuer des investissements auprès des tréfileries et du site de Dommeldange. La société s'est également engagée à étudier un investissement majeur afin de moderniser complètement le train 2 à Belval.

À l'heure actuelle, les rapports fournis lors des réunions de suivi par ArcelorMittal permettent de conclure que le plan industriel convenu entre partenaires sociaux est en cours de réalisation.

Le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures a saisi ArcelorMittal en décembre 2012 afin de demander la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange.

Question 2400 (8.11.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **sondage réalisé dans le secteur du bâtiment:**

Dans la presse de ce jour a été publiée une enquête de satisfaction dans le secteur du bâtiment au Luxembourg effectuée par TNS Ilres,

commandée et payée par le Groupement des entrepreneurs et la Fédération des Entreprises de Construction et de Génie Civil. Les résultats du sondage de grande échelle (3.042 questionnaires remplis, 210 chantiers, 52 entreprises) sont publiés la veille, respectivement le jour même du début des négociations collectives dans le secteur du bâtiment devant l'Office national de Conciliation (ONC).

Si, d'après la fiche technique de l'enquête, les «opérations d'enquête (ont été) menées par des agents de TNS Ilres sans intervention des responsables du chantier, de l'entreprise», il n'en reste pas moins que les formulaires ont été remplis sur le lieu de travail même, pendant le temps de travail, en présence des collègues de travail et notamment des supérieurs hiérarchiques des salariés questionnés.

J'aimerais donc savoir du Ministre du Travail et de l'Emploi et du Ministre de la Justice:

1) S'ils estiment que ce sondage peut être qualifié de libre et d'objectif eu égard au fait qu'il s'est déroulé sous des conditions de subordination juridique à leurs employeurs des salariés sondés sur leur lieu de travail et pendant les heures de travail et cela sur des questions ayant directement trait à leurs conditions de travail?

2) S'ils n'estiment pas qu'on est en présence d'une immixtion, voire même d'une entrave à la libre négociation des partenaires sociaux engagés dans des négociations collectives alors que ce sondage a été réalisé avec le but à peine caché de la part des associations d'employeurs de s'ériger en «porte-paroles», par sondage interposé, des travailleurs pourtant représentés par des associations syndicales représentatives reconnues par la loi et engagées dans des négociations collectives réglementées par la loi?

3) Si Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi n'estime pas qu'il y a lieu de charger l'Inspection du Travail et des Mines d'une enquête sur les conditions dans lesquelles a eu lieu ce que je considère comme un véritable simulacre de sondage, effectué dans un contexte hiérarchique et donc contraignant, sur des conditions de travail que l'ITM est seule appelée à surveiller? Comment voit-il notamment l'implémentation du récent débat parlementaire sur le «bien-être au travail» à ce niveau?

4) Si Monsieur Le Ministre de la Justice n'estime pas qu'il y a lieu de réglementer enfin les instituts de sondage, surtout au vu du monopole de fait détenu par TNS Ilres, et eu égard au fait de la valeur démesurée accordée à de tels sondages dans la presse d'opinion même s'ils sont réalisés sous des conditions douteuses comme ici. Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de légiférer en ce sens?

Réponse (16.1.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La question parlementaire de l'honorable Député concerne une enquête qui a été effectuée par l'ILRES pour le compte et à la demande du Groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux publics et de la Fédération des Entreprises Luxembourgeoises de Construction.

Étant donné qu'elle a dès lors été commandée par les seules organisations patronales du secteur et non par un département ministériel, elle ne pourra pas faire l'objet d'une appréciation ou d'un commentaire quelconque par des membres du Gouvernement.

Question 2402 (8.11.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **construction de logements pour étudiants:**

L'offre en logements pour étudiants s'avère à l'heure actuelle encore largement insuffisante face à une demande sans cesse croissante de la part de jeunes luxembourgeois et étrangers qui sont de plus en plus nombreux à s'inscrire à l'Université du Luxembourg. Afin de pallier à cette pénurie, le Gouvernement soutient les promoteurs désireux de construire des logements pour étudiants en leur accordant des apports financiers dans le cadre de la loi concernant l'aide au logement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Selon l'article 20, lettre g) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, la construction de logements pour étudiants peut être subventionnée par l'État. D'après votre avis, cette disposition s'applique-t-elle, conformément à l'article 15 de la loi précitée, indifféremment aux promoteurs publics et aux promoteurs privés? Autrement dit, un promoteur privé peut-il dans le cadre de la construction de logements pour étudiants et d'après les dispositions de la loi susmentionnée, bénéficier d'une aide de la part de l'État?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conditions qu'un promoteur privé doit respecter afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière? Quel est, dans ce contexte, le plafond de la subvention étatique?

- Dans la négative, pour quelles raisons les promoteurs privés ne peuvent-ils pas jouir d'une participation de la part de l'État lorsqu'ils projettent la construction de logements pour étudiants alors que l'article 15 de la loi concernant l'aide au logement les cite au même titre que les promoteurs publics?

Réponse (18.1.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

En effet, aux termes de l'article 15 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'État est «autorisé à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la contruction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location». C'est donc un fait que le législateur a en principe mis sur un pied d'égalité les promoteurs privés et les promoteurs publics.

L'article 16 de cette même loi définit les promoteurs publics, en énumérant «les communes ou syndicats de communes, les sociétés fondées sur base de la loi du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat. Les critères de définition des promoteurs privés au sens de la loi sont précisés par voie de règlement grand-ducal».

Ainsi, l'article 4 du règlement grand-ducal du 23 octobre 2008 dipose que: «Sont considérés comme promoteurs privés (…) les promoteurs immobiliers (…) ayant conclu avec le Gouvernement une convention portant sur un projet de construction d'ensembles de logements subventionnés.»

Il est donc loisible à un promoteur immobilier privé de contacter le Ministre du Logement en vue de conclure une telle convention en faveur d'un projet concret, convention qui va de pair avec les dispositions de l'article 19 de la loi précitée de 1979: «Les participations de l'État sont arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel. Ce programme tient compte des besoins régionaux et locaux de logements et des projets soumis par les promoteurs. Il fait l'objet d'un règlement grand-ducal. Ce règlement grand-ducal fixe également les conditions d'octroi et l'importance des participations de l'État, les droits et les obligations du promoteur ainsi que les droits de contrôle de l'État.»

Question 2409 (13.11.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **examens médicaux des femmes enceintes:**

Le système d'allocations en vigueur prévoit cinq examens obligatoires au cours de la grossesse afin d'avoir droit à une allocation prénatale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de femmes introduisent une demande d'allocation prénatale auprès de la Caisse Nationale des Prestations Familiales?

- Combien d'échographies sont prévues dans le cadre de ces examens précités?

- Au-delà de ces cinq examens obligatoires, combien d'examens sont effectivement pratiqués? Quelles sont les circonstances particulières qui justifient une surveillance accrue des patientes?

Réponse (14.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Les examens prénatals de la femme enceinte ont été institués par la loi du 20 juin 1977 ayant pour objet 1) d'instituer le contrôle systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; 2) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance. Ces examens ont été repris dans le Code de la sécurité sociale aux articles 277 et 278. Le contenu des examens est précisé au niveau du règlement grand-ducal du 8 décembre 1977 portant sur les modalités des examens médicaux portant sur les modalités des examens médicaux et de l'examen dentaire de la femme enceinte et de l'examen postnatal de la mère, ainsi que sur le carnet de maternité.

Suivant ce règlement, la surveillance médicale poursuit entre autres les objectifs suivants:

- l'état de santé général, le bien-être physique et psychique de la femme enceinte,

- la révision des états pathologiques ou des risques éventuellement décelés avant ou au cours de la grossesse,

- la croissance utérine et fœtale,

- l'état de santé général du fœtus,

- le dépistage de l'existence possible de complications obstétricales.

Tout facteur pouvant avoir une incidence sur l'état de santé du fœtus ou de la mère justifie une surveillance accrue des patientes.

Sur base de ces dispositions les actes E2 à E6 ont été repris dans la nomenclature des actes et services des médecins, tandis que l'acte DE1 figure dans la nomenclature des actes et services médico-dentaires.

En ce qui concerne les échographies de la femme enceinte, la nomenclature des actes et services des médecins comporte deux actes pour l'échographie obstétricale, à savoir les actes 8E21 et 8E22 selon le trimestre de grossesse au cours duquel l'échographie est effectuée.

Il est toutefois à noter que suivant les statuts de la Caisse Nationale de Santé (article 36), «ne sont pris en charge que trois échographies obstétricales par cas de grossesse, sauf en cas d'hospitalisation stationnaire continue pendant une durée d'au moins trois jours pour pathologie fœtale ou maternelle ayant des répercussions sur l'état de santé du fœtus».

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de femmes ayant bénéficié de la prise en charge du nombre indiqué d'examens prénatals (E2 à E6, DE1) pendant leur grossesse. Les femmes n'ayant pas bénéficié d'un examen prénatal ne sont pas reprises.

	Année d'accouchement	
Nombre d'examens prénatals par grossesse	2010	2011
1	630	593
2	1.155	1.168
3	780	780
4	1.121	1.092
5	1.173	1.084
6	808	644
7	5	1
Nombre de grossesses	5.672	5.362

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de femmes enceintes pour lesquelles l'assurance maladie-maternité a pris en charge le nombre indiqué de consultations C14 (consultation du médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique) au cours de leur grossesse. Ne sont prises en compte que les femmes enceintes ayant accouché au cours de l'année 2010 respectivement 2011 pour lesquelles au moins un des examens prénatals (E2 à E6, DE1) a été pris en charge. Les actes pris en considération ne sont que les consultations, à l'exclusion d'autres actes auprès du médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique ou de médecins d'autres spécialités.

	Année d'accouchement	
Nombre d'actes C14 par grossesse	2010	2011
0	2.118	2.156
1	1.179	1.076
2	905	811
3	729	646
4	391	357
5	170	132
6	71	87
7	44	42
8	21	24
9	13	10
10	13	6
11	10	3
12	5	4
13	2	5
14	1	2
15		
16		
17		
18		1
Nombre de grossesses	5.672	5.362

Année d'accouchement	Nombre moyen d'actes C14 par grossesse	Nombre moyen d'examens prénatals par grossesse
2010	1,58	3,62
2011	1,51	3,53

Question 2419 (19.11.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **reprise de la KBL:**

Am Juli vun dësem Joer huet e Gruppement vun Investisseuren aus dem Katar no Verhandlunge mat der Lëtzebuerger Regierung d'KBL integral opkaf. Zënter e puer Deeg ass an der Press ze liesen, datt et kéint zu engem Sozialplang kommen. Ëm déi 300 Poste wären zu Lëtzebuerg menacéiert, wat engem Véirel vun de Salariéen entsprécht. Zënter ugangs Oktober gehéiert och d'BIL zu 90% deemselwechten Aktionär aus dem Katar.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass am Kader vun de Verhandlunge mat de katareschen Investisseure ronderëm d'KBL och iwwer Beschäftegungspolitik geschwat ginn?

2. Konnt d'Lëtzebuerger Regierung an deem Beräich konkret Garantië kréien? Wa jo, sinn déi Garantië schrëftlech festgehale ginn oder ass, grad wéi beim Cargolux-Deal, en Handschlag duergaangen?

3. Ass am Kader vun de Verhandlunge ronderëm d'BIL iwwer Beschäftegungspolitik geschwat ginn? Konnt d'Lëtzebuerger Regierung an deem Beräich konkret Garantië kréien? Wa jo, a wat fir enger Form sinn dës Garantië festgehale ginn?

Réponse (21.1.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le contexte plus général des investissements qataris au Luxembourg, il importe de distinguer la transaction KBL de celle de la BIL dans la mesure où le Gouvernement n'était à aucun moment impliqué dans l'acquisition de la KBL, ni en tant qu'acheteur ni en tant que vendeur. De ce fait, le Gouvernement n'était pas associé aux négociations ayant mené à l'acquisition de la KBL et ne connaît pas les conditions ni l'existence d'éventuelles «garanties» imposées par l'une et l'autre partie dans cette transaction.

Quant à la BIL, le Gouvernement a pu, dans le cadre des négociations qui ont mené à l'acquisition de 90% du capital de la BIL par les investisseurs qataris, rendre la contrepartie qatarie

sensible à la tradition sociale luxembourgeoise et a demandé une procédure de consultation spéciale pour les questions ayant trait au personnel; ceci a été accepté malgré sa position minoritaire dans l'actionnariat (10% du capital de la BIL). Si la question se pose un jour, l'on devra analyser la situation de la banque ainsi que celle de ses ressources humaines de manière équilibrée en prenant en compte tous les aspects économiques et humains.

Question 2434 (26.11.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**aménagement de guichets de l'Administration des Douanes et Accises sur les sites de la Société Nationale de Contrôle Technique:**

Dans une réponse commune à ma question parlementaire n°0799 du 20 juillet 2010 *(cf. compte rendu n°5/2010-2011)*, Messieurs les Ministres avaient, dans l'optique de la simplification administrative, affirmé que la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) et l'Administration des Douanes et Accises (ADA) s'étaient mises d'accord pour l'installation de guichets de l'ADA qui traiteraient les formalités d'importation de véhicules à l'endroit même des stations de contrôle technique à Sandweiler, Esch-sur-Alzette et Wilwerwiltz.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Est-ce que les travaux d'aménagement pour des guichets de l'ADA sur les trois sites en question ont déjà été entamés?

2. Si oui, à quelles dates ces travaux seront-ils terminés?

3. Dans le cas où les travaux d'aménagement n'auraient pas encore débuté, quelles en sont les raisons? Quand est-ce que ces travaux d'aménagement vont commencer?

Réponse commune (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'installation de guichets de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) dans les stations de contrôle technique à Sandweiler, Esch-sur-Alzette et Wilwerwiltz.

En ce qui concerne la station de contrôle technique de Sandweiler, un bureau pour l'ADA a été intégré dans la nouvelle annexe dont l'ouverture est prévue pour le mois de mai 2013. Ce service pourra donc fonctionner dès le premier jour d'ouverture des nouveaux bureaux.

À Esch-sur-Alzette, un bureau a récemment pu être libéré à l'intérieur des locaux actuels en vue d'y aménager un bureau pour l'ADA. L'aménagement de ce bureau est prévu et planifié pour le premier semestre de l'année 2013, de sorte que le service de l'ADA devrait pouvoir y être opérationnel dès la rentrée estivale 2013.

À Wilwerwiltz, les locaux restreints actuels ne permettent pas l'aménagement complémentaire d'un bureau de l'ADA, de sorte qu'il faudra d'abord agrandir les bureaux actuels afin d'y pouvoir aménager un bureau pour l'ADA. Les travaux afférents sont prévus et planifiés pour le deuxième et le troisième trimestre 2013, de sorte que le bureau pour l'ADA ne pourra être opérationnel qu'à la fin 2013 au plus tôt.

Question 2437 (27.11.2012) de **MM. Marc Spautz** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **manque d'effectifs auprès des CFL:**

Le Syndicat Professionnel des Cheminots Luxembourgeois (SYPROLUX) vient de dénoncer un manque de personnel aux CFL. Selon les informations du syndicat il y a quatre catégories de personnel qui sont en sous-effectif constant, à savoir les contrôleurs de train, les conducteurs de train, les chauffeurs de bus et les guichetiers. Ce manque d'effectifs engendrerait un solde important de congés non pris et un certain taux d'absentéisme.

Vu les développements ci-dessus, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations du SYPROLUX?

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir afin de remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que cette situation ne contribue pas nécessairement à une augmentation des standards de qualité et de confort pour la clientèle des transports en commun?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°2437 du 27 novembre 2012, les honorables Députés Ali Kaes et Marc Spautz souhaitent s'informer au sujet du manque d'effectifs auprès de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL).

Suite notamment aux nouveaux services offerts à la clientèle de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) ces dernières années, mais également en raison de nombreux départs à la retraite et parallèlement des taux d'échec assez élevés aux stages de formation parmi les candidats destinés à prendre la relève et, finalement, un taux d'absentéisme assez important pour maladie, de même que pour congé de maternité et parental, les CFL ont effectivement connu certains problèmes à combler en temps utile les vacances qui se sont produites dans certaines catégories de personnel.

Les CFL ont toutefois déployé tous les efforts pour remédier à cette situation de sorte qu'elle se présente aujourd'hui comme suit dans lesdites catégories de personnel:

1. Conducteurs de trains (personnel mécanicien)

Étant donné que dans la seule période allant du 1er mars 2010 au 1er septembre 2012, les CFL ont admis sept classes de candidats conducteurs, soit 124 agents dont 117 nouvelles recrues, l'effectif opérationnel disponible, avec quelque 290 conducteurs qualifiés, correspondra aux besoins d'un service normal en fin 2013 au plus tard, et ceci malgré un taux d'échec et de désistement au cours des stages de formation proche des trente pour cent. Sachant, par ailleurs, qu'au cours des douze derniers mois il a été déjà possible de réduire les jours de repos en souffrance (congés, jours fériés, etc.) d'environ 1.500 unités (situation au 30 septembre 2012 par rapport à celle du 30 septembre 2011), il est prévisible que la situation se normalisera définitivement pendant l'exercice 2014 au cours duquel les agents des deux nouvelles classes embauchés en 2013 deviendront également opérationnels.

2. Contrôleurs de train (personnel d'accompagnement des trains)

De même que la situation du personnel mécanicien, celle du personnel d'accompagnement des trains se normalisera au plus tard au cours de l'exercice 2014. Compte tenu des 130 embauches réalisées entre 2009 et 2012 ainsi que des 45 embauches prévues pour l'année 2014, l'effectif sur place en fin d'année 2013 correspondra avec quelque 280 agents aux besoins estimés. Sachant, par ailleurs, que les agents nouvellement admis au stage en début de l'exercice 2014 viendront renforcer la filière au courant du dernier trimestre de ce même exercice, il est d'ores et déjà prévisible que les jours de repos en souffrance (actuellement ± 35 jours par agent) sauront dès lors être liquidés à un rythme normal.

3. Chauffeurs d'autobus (personnel de conduite sur route)

Bien que le nombre de personnel sur place corresponde, grâce à douze embauchages en 2012, à deux unités près à l'objectif à atteindre, soit 180 agents, un certain nombre d'inaptitudes provisoires ou définitives viennent de pénaliser la filière du personnel de conduite sur route. Pour parer à cette situation malencontreuse et pour compenser en même temps les départs prévisibles à la retraite et réduire dans un délai raisonnable de cinq à six ans les jours de repos accumulés, la filière sera renforcée en 2013 par seize agents supplémentaires auxquels s'ajouteront encore dix recrutements en 2014.

4. Personnel de guichet

Actuellement la situation du personnel de guichet présente avec 57 agents sur place, par rapport à un besoin de 59 agents, un léger sous-effectif. Sachant pourtant que cette catégorie de personnel va être renforcée le 1er avril 2013 par dix agents actuellement en stage de formation, l'effectif disponible correspondra à celui qui sera nécessaire en 2013. Par ailleurs, il est prévu de recruter quelque six agents supplémentaires au cours du prochain exercice afin de pouvoir combler en temps utile les vacances se produisant à la suite du départ à la retraite des titulaires actuels.

Question 2445 (28.11.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **terrain du RTL Group au Kirchberg:**

RTL Group huet d'Absicht, säi Site um Kierchbierg komplett ëmzemodeléieren, an huet och schonns e provisoresche PAP agereecht.

Doraus geet ervir, datt RTL an Zukunft nëmme méi e klengen Deel vu sengem aktuellen Areal fir seng eegen Zwecker wëllt benotzen.

De gréissten Deel vum Terrain géif un e Promoteur goen, fir de Bau vu Büroen, Geschäfter an haaptsachlech eng ronn 400 Wunnengen.

Domat gëtt de Wäert vun dësem Terrain enorm gesteigert.

RTL huet ëm 1990 den Terrain vum Fonds de Kirchberg ofkaf, dëst fir de Sëtz vum Grupp a vill aner Aktivitéiten do unzesiedelen, awer net fir den Terrain fir Wunnengen a Geschäfter weiderzeverkafen.

Dowéinst wéilt ech dem Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen des Froe stellen:

1. Ass am Accord, an deem deemools de Fonds de Kirchberg den Terrain un RTL Group verkaf huet, eng Klausel virgesi fir de Fall, wou d'Affektatioun vum Terrain ännert?

2. Wa jo, wéi ass virgesinn, d'Plus-value tëschent dem RTL Group an dem Fonds de Kirchberg opzedeelen?

3. Ass eppes virgesinn, fir och déi éischt Proprietairen, déi duerch d'Gesetz iwwert de Fonds de Kirchberg vun 1968 expropriéiert gi sinn, un de Plus-valuë vun den Terrainen ze bedeelegen?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de terrains acquis par le groupe RTL en 1990.

L'acte de vente du terrain en question (n°cadastral 911/4257; contenance 5 ha) conclu en date du 15 février 1973 entre le Fonds et la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT) S.A. stipule que la cession du terrain est consentie en vue des constructions à réaliser dans l'intérêt de l'administration et de l'exploitation de la Radio et Télévision Luxembourgeoises. Ledit acte précise également que le terrain ne servant pas aux constructions devra dans la mesure du possible être aménagé en zone de verdure et parc d'agrément et que pendant un délai de huit ans il est interdit à l'acquéreur d'aliéner tout ou partie des surfaces non utilisées à la construction. L'acte ne contient en revanche aucune clause au sujet d'une éventuelle modification de l'affectation dudit terrain.

L'avenant conclu en date du 24 juillet 2009 entre le Fonds et les sociétés CLT-UFA et MEDIA PROPERTIES S.à r.l., propriétaires dudit terrain, prévoit sa partition en deux parcelles distinctes, en l'occurrence la parcelle n°1 qui accueillera le nouveau siège du groupe RTL et la parcelle n°2 destinée à la construction de surfaces de bureaux et de logements. À noter que le classement actuel de la parcelle n°1 au PAG de la ville restera inchangé («terrain réservé à destination particulière»). En ce qui concerne la parcelle n°2, une demande a été introduite par le propriétaire auprès de la ville pour la reclasser en zone de «terrains réservés à destination particulière - zone mixte du plateau de Kirchberg».

L'avenant du 24 juillet 2009 stipule encore qu'en contrepartie de la levée de la restriction d'usage sur le terrain de la parcelle n°2, le Fonds participera à concurrence de 25% à la plus-value réalisée lors de la cession des terrains en vue de la construction d'immeubles de bureaux et/ou de logements (plus-value à calculer sur base du prix de cession de 1973 adapté en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation).

Une participation à la plus-value précitée des propriétaires expropriés sur base de la loi du 7 août 1961 n'est pas prévue. À noter à ce propos que l'acquisition des 5 ha de terrain s'est faite entre 1964 et 1971 auprès de onze propriétaires différents, dont un seul a fait l'objet d'un jugement d'expropriation.

Question 2446 (29.11.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **classement de bâtiments comme monuments nationaux:**

Dans une interview diffusée en date du 29 novembre 2012 sur les ondes de RTL Radio, Madame la Ministre à déclaré que les services compétents du Ministère de la Culture affichent un certain retard en ce qui concerne le classement de bâtiments comme monuments nationaux.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Combien de bâtiments sont actuellement classés comme monuments nationaux?

- Combien d'objets ont été classés au cours des dernières années?

- Quelle est la durée moyenne d'une telle procédure?

- Pour combien de bâtiments la procédure n'a pas encore pu être menée à sa fin? Dans quels délais ces procédures pourront-elles, de l'avis de Madame la Ministre, être finalisées?

Réponse (28.1.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire n°2446 appelle la réponse suivante de ma part:

À ce jour, 976 immeubles et objets sont classés monument national ou inscrits à l'inventaire supplémentaire. Le premier classement fut opéré dans les années 1930.

Au cours des dernières années, les procédures ont abouti aux protections effectives suivantes:

2009:	63 objets
2010:	39 objets
2011:	50 objets
2012:	66 objets (au 14.12.2012)
Total:	218 objets

Il ressort de ces chiffres que presqu'un quart de toutes les protections nationales aujourd'hui en vigueur ont été réalisées au cours des quatre dernières années.

C'est en cela que l'honorable Député a mal interprété la déclaration en question. La procédure de protection n'est pas une action obligatoire, mais implique un important travail de fond, de recherche et d'accompagnement.

Quant à la durée moyenne des procédures de protection, pour respecter les procédures prescrites, elle est de huit mois, compte tenu du travail de recherche et de documentation à réaliser pour chaque dossier, de la saisine de la Commission des Sites et Monuments Nationaux, du respect des règles de la procédure administrative non contentieuse, du délai accordé aux conseils communaux pour émettre leur avis respectifs, des délais de recours éventuels ainsi que des urgences à gérer par le Service des Sites et Monuments Nationaux en la matière.

Il y a lieu de relever que, actuellement, le Service des Sites et Monuments Nationaux s'implique largement dans le repérage du patrimoine bâti ayant un intérêt surtout local, qui ne devrait donc pas forcément connaître une protection nationale, mais qui est à protéger par les communes dans le cadre des nouveaux plans d'aménagement généraux (PAG).

En effet, considéré les loi et règlement en vigueur en cette matière des PAG, les communes sont obligées à repérer et à protéger leur patrimoine architectural, ceci avec les moyens juridiques que le PAG leur offre, à savoir la mise en place de secteurs protégés d'intérêt communal et de servitudes spéciales devant grever les immeubles de valeur tels que repérés. Afin qu'une cohérence nationale soit garantie au niveau du repérage, qui doit être accompli sur base de critères objectifs, ainsi qu'au niveau de la protection communale effective, le Service des Sites et Monuments Nationaux accompagne depuis quatre ans toutes les communes en la matière, un travail important et utile mais qui s'ajoute aux tâches habituelles que les agents du service ont toujours effectuées.

Question 2450 (3.12.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**avenir du site «Campus Walferdange»:**

Depuis la décision du Conseil de Gouvernement du 23 décembre 2005 d'implanter la plupart des composantes de l'Université du Luxembourg à Belval-Ouest, l'avenir du site «Campus Walferdange» reste incertain.

Il y a cinq ans, dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°0925 du 17 février 2006 *(cf. compte rendu n°9/2005-2006)*, le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministre des Travaux publics avaient répondu quant à l'affectation future du site universitaire de Walferdange que: «Pour ce qui est de l'affectation à moyen et long terme du site, ainsi que du hall sportif, aucune décision n'a été prise à ce jour.»

En réponse à ma question parlementaire n°1427 du 6 mai 2011 Messieurs les Ministres Biltgen et Wiseler me font savoir qu'une étude des potentiels du site ainsi qu'une étude de faisabilité à réaliser par un bureau d'architecture seraient en cours d'élaboration et que l'achèvement des deux études serait prévu pour l'été 2011.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les résultats de ces deux études?

- Est-ce qu'une décision en relation avec l'affectation à moyen et à long terme du site universitaire de Walferdange a été prise? Si oui, laquelle?

- Dans la négative, quels éléments manquent afin de prendre ladite décision et quel est l'état actuel des discussions sur l'affectation dudit site?

Réponse commune (17.01.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de l'avenir du site du Campus à Walferdange après le déménagement de l'université vers le site de Belval.

En effet, l'Administration des Bâtiments publics a analysé l'implantation de deux lycées sur le site du Campus Walferdange en se basant sur les programmes de construction de deux lycées d'enseignement technique et professionnel.

Étant donné que le site du Château de Walferdange est inscrit à l'inventaire supplémentaire, il y a lieu de signaler que le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a émis un avis sur une réaffectation du site en question affirmant que «le SSMN ne s'oppose nullement à une transformation et se déclare d'accord avec la non-conservation des bâtiments militaires. Des nouvelles bâtisses pourraient reprendre l'emplacement et la volumétrie de ces bâtiments. La volumétrie de certains bâtiments pourrait même dépasser les gabarits actuels, si, en contrepartie, des espaces supplémentaires étaient libérés pour un réaménagement adéquat du parc du château».

L'Administration des Bâtiments publics a, par la suite, chargé un bureau d'architecture pour analyser aussi bien la potentialité du site que la faisabilité d'y implanter un ou plusieurs lycées tout en se basant sur l'avis du SSMN. Ainsi, après démolition, transformation et réaménagement des différents bâtiments existants, le programme de construction suivant, basé sur les données du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MEN), pourrait être réalisé:

- construction d'un nouveau lycée d'une surface brute d'environ 20.500 m²

- aménagement d'un lycée d'une surface brute d'environ 7.700 m² après transformation du château

- aménagement d'un internat d'une surface brute d'environ 2.500 m² (transformation ou reconstruction)

- aménagement de bureaux pour le MEN d'une surface brute d'environ 3.000 m² (transformation ou reconstruction)

À noter que le site est desservi de façon optimale par les transports en commun (bus et train).

D'autre part, il y a lieu de signaler que le site dispose également d'infrastructures sportives existantes dont l'État est copropriétaire (Complexe multisports Prince Henri).

À noter que toute décision d'affectation concrète pour le site en question est tributaire de l'adaptation du plan sectoriel des lycées.

Ce dossier sera transmis prochainement au Gouvernement en conseil pour prendre une décision sur l'avenir du site en question.

Question 2456 (6.12.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **publications distribuées dans les établissements scolaires luxembourgeois pour la fête de la Sainte-Barbe:**

Pour l'édition 2012 de la fête traditionnelle de la Sainte Barbe en date du 4 décembre, le syndicat intercommunal Pro-Sud a édité une brochure à l'intention des enseignants et des élèves des cycles 3 et 4 des écoles fondamentales des communes membres.

Cette brochure, qui retrace en images la légende martyre de la Sainte Barbe, a suscité de nombreuses réactions critiques dès sa parution. Les critiques se rapportaient à la fois à l'invitation à traiter un thème religieux dans nos écoles publiques, à la représentation de scènes de violence comme par exemple la décapitation d'une fille par son père, destinées entre autres à être coloriées par les élèves âgés entre huit et douze ans. En conséquence, le syndicat s'est vu forcé à retirer les exemplaires non distribués, tandis que l'archevêché a démenti toute collaboration à l'élaboration de cette brochure.

Dans le contexte de cette affaire, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Les publications externes distribuées dans les écoles fondamentales sont-elles soumises à un contrôle régulier de la part du Ministère? Qu'en est-il pour les établissements du secondaire?

2) Dans l'affirmative, selon quelle procédure le contrôle du contenu des publications a-t-il généralement lieu et a-t-il été respecté dans le cas susmentionné?

3) Dans la négative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il faudrait introduire une telle procédure pour garantir la qualité du contenu pédagogique des publications «externes» destinées à être distribuées ou même traitées soit dans l'école fondamentale soit dans le post-fondamental?

Réponse (8.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) et 3)

Il arrive que des écoles fondamentales reçoivent des publications «externes», portant sur des thèmes divers, qui leurs sont adressées soit directement, soit par l'intermédiaire des administrations communales. En principe, le courrier destiné à une école fondamentale est traité par le président du comité d'école, en concertation avec les membres du comité d'école.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que le Ministère établit annuellement un inventaire reprenant l'ensemble des manuels dont l'utilisation en classe est recommandée par le Ministre. Pour ce qui est de l'utilisation en classe d'une publication «externe», non reprise dans l'inventaire susmentionné, il appartient au comité d'école d'en approuver son utilisation éventuelle comme matériel didactique supplémentaire facultatif, sous réserve qu'elle corresponde aux dispositions du plan d'études, conformément aux articles 11 et 40 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

En cas de besoin, le comité d'école peut recourir au soutien de l'inspecteur d'arrondissement compétent ou bien en référer à la commission scolaire nationale, dont une des missions consiste à émettre un avis sur le nouveau matériel didactique à utiliser en classe et notamment à constater la conformité dudit matériel aux dispositions du plan d'études de l'enseignement fondamental (cf. article 53 de la loi précitée).

Des considérations reprises ci-dessus, il résulte que la mise en place d'un contrôle régulier supplémentaire de la part du Ministère aboutirait à vider de leur substance les dispositions législatives en vigueur en la matière.

Au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique, le matériel didactique usuel est inscrit aux programmes qui sont arrêtés par le Ministre sur proposition des commissions nationales compétentes. Des dérogations peuvent être accordées par le Ministre qui peut, le cas échéant, demander l'avis de la commission nationale compétente.

Si une demande de distribution de publications «externes» est adressée à un lycée, la décision d'y réserver une suite favorable ou non appartient au directeur de l'établissement.

Ad 2)

Au vu des explications fournies ci-dessus, cette question est sans objet.

Question 2457 (6.12.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **plan d'action national sur l'utilisation de pesticides:**

Un article du journal agricole luxembourgeois «De Lëtzebuerger Bauer» daté du 30 novembre 2012, soulève que la directive européenne sur l'utilisation de pesticides n'a à ce jour pas encore été transposée en droit luxembourgeois. En effet, elle aurait dû être adoptée le 26 novembre 2011 au plus tard et le plan d'action national quant à lui aurait dû être mis en œuvre une année plus tard, à savoir le 26 novembre 2012. Ce manquement a été signalé lors d'une conférence de presse par la Fédération nationale de l'apiculture («Landesverband fir Beienzuucht») et par le Mouvement écologique. Ces deux acteurs revendiquent entre autres une transparence complète sur l'utilisation de pesticides, une interdiction prompte de substances nocives, un meilleur recrutement de conseillers agricoles et un durcissement des contrôles.

Il faut dire que les apiculteurs luxembourgeois, s'appuyant sur une étude réalisée en Italie, estiment que l'utilisation de phytosanitaires constitue la cause principale de l'accroissement drastique de la mortalité des abeilles. La Chambre d'Agriculture est, elle aussi, préoccupée par ces faits et n'approuve pas non plus le retardement de la mise en œuvre du plan d'action national.

Toujours selon ce même article, Monsieur le Ministre de l'Agriculture a fait savoir que le dossier en question est en cours de consultation et qu'un avant-projet de loi est planifié pour le mois de décembre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des circonstances décrites dans cet article?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un avant-projet de loi sera déposé à la Chambre des Députés au courant de ce mois-ci?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre en considération les revendications de la Fédération nationale d'apiculture («Landesverband fir Beienzuucht») et du Mouvement écologique pour lutter contre la mortalité des abeilles au Luxembourg et pour contribuer au maintien de notre biodiversité?

Réponse (22.1.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'article paru dans «De Lëtzebuerger Bauer» du 30 novembre 2012 a retenu toute mon attention. Il est exact que la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable aurait dû être transposée pour le 26 novembre 2011 et que le plan national aurait dû être communiqué à la Commission européenne pour le 26 novembre 2012. Toutefois, compte tenu de la complexité du sujet et d'un manque de ressources en personnel, des retards se sont produits dans la préparation du projet de loi et du plan national.

Le projet de loi transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable a été approuvé par le Conseil de Gouvernement du 21 décembre 2012 et a été déposé à la Chambre des Députés en date du 11 janvier 2013.

Le projet de loi soumis à la Chambre des Députés prévoit une transposition fidèle de la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et des modalités d'application du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil. Ces dispositions seront précisées par des règlements grand-ducaux, lesquels sont en cours d'élaboration. Dans le cadre de l'élaboration de ces règlements grand-ducaux, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural veillera à consulter tous les acteurs concernés par les produits phytopharmaceutiques.

Par ailleurs, je vous renvoie aux réponses données aux questions parlementaires n°0557, n°2184 et n°2186 à ce sujet *(cf. comptes rendus n°12/2009-2010 et n°1/2012-2013)*.

Question 2458 (7.12.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**usine d'asphalte à Schifflange dans la zone industrielle «Um Monkeler»:**

En relation avec le projet de construction d'une usine d'asphalte dans la zone industrielle «Um Monkeler» à Schifflange, la procédure commodo-incommodo s'est terminée avec un avis négatif de la part du collège échevinal de Schifflange et un certain nombre de réclamations de la part des citoyens. Lors du conseil communal du 9 novembre 2012, Monsieur le bourgmestre a informé les membres du conseil que, selon des informations orales du ministère concerné, la procédure d'enquête publique devrait être répétée suite à des erreurs de forme.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations orales selon lesquelles la procédure d'enquête publique devra être refaite?

2. Est-il d'usage de communiquer de telles décisions oralement ou existe-t-il une obligation légale de faire connaître toute décision concernant une procédure publique de manière écrite?

Réponse (25.1.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le projet de construction d'une usine d'asphalte dans la zone industrielle «Um Monkeler» à Schifflange a fait l'objet d'une procédure d'enquête publique (procédure dite «commodo-incommodo») qui a abouti à un «avis négatif» de la part du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Schifflange.

Il résulte du dossier retourné par l'administration communale, par le biais du commissariat de district, que la procédure de l'affichage et de la publication de la demande d'autorisation est viciée.

Par ailleurs, il résulte de l'avis du collège des bourgmestre et échevins que le plan d'aménagement communal joint au dossier n'est pas à jour. Ceci implique également une mise à jour du dossier de demande.

Ce sont les raisons pour lesquelles le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, lors d'une réunion avec le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Schifflange, qui s'est tenue mi-octobre 2012, a informé ce dernier que la procédure d'enquête publique devra être refaite.

Il est bien entendu que cette procédure sera refaite dans les conditions dont dispose la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés dès que le dossier de demande sera mis à jour.

Les décisions des ministres relatives à ce projet ne seront prises qu'après la procédure d'enquête publique, c'est-à-dire la procédure permettant la participation du public au processus décisionnel.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

19e séance Mercredi 19 décembre 2012
20e séance Mercredi 30 janvier 2013

Parlement des Jeunes: Laurent Mosar plaide pour un dialogue nourri



Le Bureau exécutif et des membres du Parlement des Jeunes accueillis par M. Laurent Mosar.

Dans le cadre de ses entrevues régulières avec les représentants du Parlement des Jeunes (PdJ), M. Laurent Mosar vient de recevoir le nouveau Bureau exécutif pour la session 2012-2013 composé de MM. Patrick Weymerskirch (Président), Philippe Roukoz (Vice-président), Alex Mersch (Secrétaire général) ainsi que de MM. Patrick Azevedo et Bob Ewen, membres.

Présentant au Président de la Chambre des Députés une à une les résolutions adoptées par les 120 jeunes qui, durant la session 2011-2012, ont contribué au bon fonctionnement de leur Parlement, la nouvelle équipe s'est avant tout penchée sur trois sujets, à ses yeux particulièrement importants:

- l'imposition de quotas féminins dans les conseils d'administration des grandes entreprises et une meilleure représentation des femmes dans le monde du travail;

- la loi sur l'extension de l'interdiction de fumer;

- la politique d'asile et le sort des réfugiés au Luxembourg.

Dans ce contexte, M. Mosar a conseillé aux jeunes parlementaires de s'adresser dès le vote par le PdJ d'une résolution en relation étroite avec l'actualité politique aux président et membres de la commission compétente de la Chambre afin de prolonger et d'approfondir le débat sur la question.

D'une façon générale et pour mieux associer le PdJ aux travaux de la Chambre, il s'est prononcé en faveur d'auditions régulières, rassemblant jeunes parlementaires du PdJ, députés de la Chambre et le cas échéant des experts pour discuter de sujets qui passionnent les esprits et dictent l'actualité. Offre que la nouvelle équipe dirigeante n'a pu que saluer d'autant plus qu'elle revendique, à des fins d'échanges de vues ou de présence régulière de députés nationaux aux séances plénières du PdJ, un contact plus large avec les élus de tous les groupes parlementaires et sensibilités politiques.

Pour conclure, le Président de la Chambre a tenu à appeler à la conscience et à la responsabilité des jeunes en général et de leurs représentants parlementaires en particulier. Se souciant de certains propos xénophobes et racistes souvent virulents qui circulent sur les réseaux sociaux, M. Mosar a mis en garde ses interlocuteurs de ne pas minimiser la gravité et la portée de telles paroles. En effet, ce n'est pas en clamant que les étrangers leur volent les emplois que des jeunes, en mal d'occupation, risquent de trouver un travail.

Visite de l'Administratrice du PNUD

L'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la Somalie et l'Irak: c'est sur ces pays que se concentrent les plus grandes actions du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Début février l'Administratrice du PNUD, Mme Helen Clark, les a abordés un à un lors d'un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Pour ce qui est de la problématique de la surpopulation de la planète, Mme Clark plaide en faveur de l'autodétermination des femmes: elles devraient disposer de tous les moyens de contraception et d'information pour pouvoir décider librement d'avoir des enfants ou non.

Selon Mme Clark, les efforts menés par la communauté internationale en faveur du développement et de la préservation de l'environnement devraient aller de pair. Elle a encore tenu à féliciter le Grand-Duché pour son engagement financier sans faille en faveur des actions du PNUD: le Luxembourg est effectivement très bien placé dans la liste des contributeurs du PNUD, non seulement en termes de contribution par tête d'habitant, mais également en termes absolus. Toutes contributions confondues, il se classe à la 19e place.



Mme Helen Clark reçue par des membres de la Chambre

Point besoin d'inventer le talent féminin

«Je ne suis pas une inconditionnelle des quotas, mais ils peuvent me plaire dès que je constate l'ampleur des changements qu'ils sont capables d'opérer.» En s'exprimant de la sorte devant Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, et les membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances de la Chambre, Mme Viviane Reding donna tout de suite le ton de son intervention.

Invitée fin février à s'exprimer dans l'optique d'un prochain débat d'orientation au Parlement sur la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de conseils d'administration, d'établissements publics et d'institutions du monde économique, culturel, social et sportif, la Vice-présidente de la Commission européenne en charge de la justice et des droits fondamentaux n'a pas fait planer l'ombre d'un doute sur ses convictions.

Alors que l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe est une des lignes fondatrices de l'Europe posées dès 1957 dans le Traité de Rome et que 60% des diplômés des universités européennes sont des femmes, il est grand temps que cette tendance se reflète aussi au niveau des instances de décision, ceci plus particulièrement au sein des conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, où Mme Reding propose de réaliser d'ici à 2020 un taux de présence féminine de 40%. Les plus grandes écoles de commerce d'Europe ayant rassemblé, sous la forme d'une base de données dénommée «Global Board Ready Women», une liste de quelque 10.000 noms de femmes capables de faire partie de conseils d'administration, Mme Reding est certaine qu'il sera possible d'atteindre ce seuil.

Aux yeux de la commissaire européenne, l'obstacle qui empêche les femmes diplômées de viser plus haut se situe le plus souvent au niveau du «middle management» des entreprises. Après avoir terminé leurs études et une fois arrivées à ce stade de leur vie professionnelle, la plupart d'entre elles soit se heurtent à un univers masculin récalcitrant, soit préfèrent la maternité à la poursuite de leur carrière. D'où l'importance du «role model», sorte d'icône féminine ayant réussi dans les plus hautes sphères décisionnelles sur laquelle les femmes peuvent s'appuyer pour franchir le dernier palier.

Mme Reding se dit aussi convaincue qu'il faut commencer par le haut de la pyramide afin de créer un mouvement d'aspiration. Pour mieux concilier vie professionnelle et vie privée - la maternité restant un cap difficile à négocier dans la vie professionnelle des femmes - davantage d'hommes devraient prendre des responsabilités auprès de leurs enfants. De cette façon on s'accoutumera à la présence des femmes aux postes clés de la société.



Mme Viviane Reding entourée des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

DANS CE NUMÉRO

- Services postaux p. 196
- Discours de fin d'année du Président p. 211
- «Cliärrwer Lycée» p. 225

Sommaire des séances publiques nos 19 et 20 p. 232
Sommaire des questions parlementaires p. Q78

Laurent Mosar à l'association «Initiativ Rëm Schaffen»

16 nouveaux candidats, dont 9 hommes, sont inscrits à la formation de secrétaire au cabinet d'avocat, proposée par l'a.s.b.l. «Initiativ Rëm Schaffen». Les cours ont repris depuis peu et se dérouleront sur huit mois.

Le 21 février dernier, le Président de la Chambre des Députés a pu s'entretenir avec celles et ceux qui suivent cette formation afin de connaître leurs motivation et appréhensions. Les interlocuteurs de M. Mosar lui ont notamment fait part de leurs réflexions sur l'évolution du marché du travail luxembourgeois où offre et demande ne sont pas prêtes à s'équilibrer. Encourageant les nouveaux candidats à poursuivre leurs efforts afin de bientôt (re)trouver un emploi, le Président a estimé que les personnes motivées et flexibles, prêtes à effectuer des formations complémentaires et disposées à accepter des horaires irréguliers ont, malgré la situation économique actuelle difficile que traverse le Grand-Duché, des chances à (ré)intégrer le monde du travail.

La formation de secrétaire au cabinet d'avocat est offerte pour la sixième année consécutive et s'adresse à des personnes qui cherchent à s'insérer ou se réinsérer dans la vie professionnelle.

Dans un avenir rapproché, l'a.s.b.l. «Initiativ Rëm Schaffen» proposera également une formation de secrétaire médical à celles et ceux qui souhaitent prendre pied dans ce domaine d'activités.



M. Laurent Mosar a rencontré des candidats qui suivent une formation auprès de l'«Initiativ Rëm Schaffen».



M. Jean-Claude Mignon et M. Laurent Mosar

Visite du Président de l'APCE à la Chambre

Lors d'un récent déplacement à Luxembourg où il a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), a notamment évoqué avec ses interlocuteurs la coopération APCE-UE et le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

M. Mignon a rendu compte des démarches visant à améliorer les relations entre l'Assemblée parlementaire de Strasbourg avec les pays membres de l'Union européenne, les membres de la Commission de Bruxelles et les parlementaires.

Les échanges de vues ont également porté sur le fonctionnement de la CEDH et la procédure de nomination des juges. 60% des dossiers, dont la Cour est littéralement submergée, émanent de quatre pays. Le Président de l'APCE a fait état de ses soucis face au refus de certains pays d'exécuter les arrêts de la Cour. Le Président de la Chambre des Députés a plaidé pour une meilleure implication des parlements nationaux pour accroître la prise de conscience du public.

À l'occasion de son entrevue avec les membres effectifs et suppléants de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert, Mme Anne Brasseur, MM. Félix Braz, Fernand Boden et Marc Spautz, M. Mignon a notamment plaidé pour une meilleure coordination des calendriers des députés avec l'agenda du Conseil de l'Europe. L'état des ratifications par le Luxembourg des conventions du Conseil de l'Europe fut aussi évoqué.

Finalement, Jean-Claude Mignon s'est penché avec la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE sur la problématique des conflits gelés: alors que la situation reste bloquée sur l'île de Chypre, il a pu informer les députés luxembourgeois sur des progrès notoires réalisés dans la gestion de conflits gelés touchant d'autres pays à l'image de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ukraine ou encore le Maroc.

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Coopération au développement et renforcement de la démocratie parlementaire sur le continent africain



Les membres du Bureau de l'APF devant l'Assemblée nationale de la République française

Les travaux du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie se sont déroulés du 7 au 8 février à Paris à l'invitation de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française, et sous la présidence de M. Soungalo Apollinaire Ouattara, Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et de l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Le Bureau a adopté le budget 2013 de l'APF présenté par le Vice-président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter. Dans son rapport sur ce budget en légère baisse par rapport à l'année précédente, M. Wolter a notamment détaillé les aspects financiers des projets de l'APF pour l'année en cours, allant des nombreux programmes de coopération interparlementaire aux réunions des diverses commissions, en passant par l'organisation du Parlement francophone des Jeunes à Abidjan en juillet 2013.

Alors que les dépenses n'augmentent guère, les recettes ont tendance à diminuer depuis plusieurs années consécutives sous l'effet de la crise économique et de la réduction des subventions habituellement accordées par certains contributeurs traditionnels. Malgré une gestion très rigoureuse des dépenses, l'APF devrait pourtant chercher à augmenter de nouveau ses recettes propres afin de garantir le bon fonctionnement de l'organisation à l'avenir, a souligné M. Wolter.

Pendant la réunion de Paris, le Bureau a en outre donné son feu vert au lancement de l'Initiative multilatérale de coopération interparlementaire francophone (IMCIF), projet initié par l'APF avec plusieurs parlements francophones, dont la Chambre des Députés. L'objectif principal consiste à mettre en place des programmes de coopération en vue de fournir un appui aux parlements de la Francophonie cherchant à renforcer leurs structures et capacités. L'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, pays en sortie de crise, sera le premier bénéficiaire de cette initiative d'un type nouveau.

Le Bureau a par ailleurs examiné les situations politiques dans l'espace francophone et a adopté des déclarations notamment sur le Mali et la Tunisie. Concernant le Mali, le Bureau de l'APF a réitéré sa préoccupation face à la situation sécuritaire et humanitaire qui y prévaut actuellement et a réaffirmé son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali.

Quant à la Tunisie, le Bureau a condamné avec la plus grande fermeté l'assassinat de Chokri Belaïd, fervent défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie, le mercredi 6 février 2013 à Tunis, et a rappelé la nécessité de tenir des élections libres, fiables et transparentes afin que le pouvoir en Tunisie soit issu du peuple et que la population tunisienne, dans l'ensemble de ses composantes, soit représentée.

Enfin, Mme Yamina Benguigui, Ministre de la Francophonie du Gouvernement français, a rencontré les membres du Bureau de l'APF. À cette occasion elle a souligné l'importance de la Francophonie parlementaire.

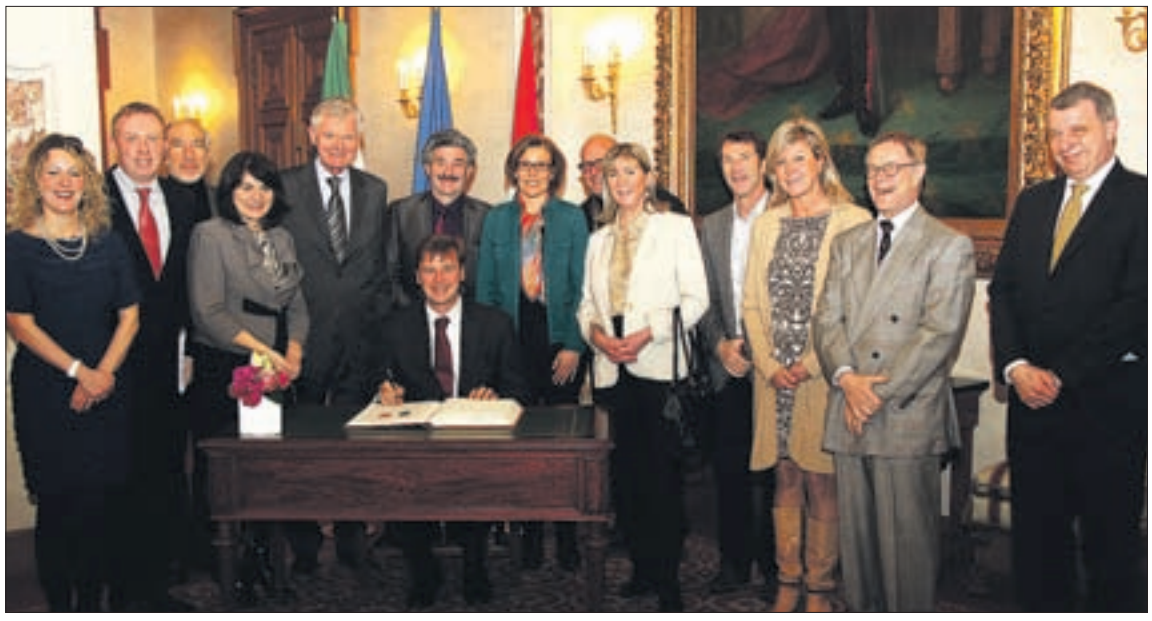
Un premier visiteur du Myanmar

Le Président de la Chambre des Députés a reçu dans l'après-midi du 8 février dernier le Ministre des Affaires étrangères du Myanmar, M. U Wunna Maung Lwin, en déplacement à Luxembourg. M. Mosar s'est félicité de l'existence de liens diplomatiques entre les deux pays, officiellement noués en juillet 2012 et qui à terme devraient contribuer à renforcer leurs relations.

Il a par ailleurs encouragé le Myanmar, pays qui vient de sortir d'un régime militaire, à poursuivre sur la voie des réformes.



M. Laurent Mosar et M. U Wunna Maung Lwin



Les délégations irlandaise et luxembourgeoise autour de M. Dominic Hannigan

Visite d'une délégation parlementaire irlandaise

L'Irlande doit connaître un retour à la croissance économique: l'avis des membres du Parlement irlandais à ce sujet fut unanime. Le pays qui préside actuellement l'Union européenne connaît un chômage de 15% et vit une période d'austérité aggravée suite aux mesures adoptées parallèlement au plan d'aide de 85 milliards d'euros accordé par l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) ainsi que le Fonds Monétaire International (FMI). Les députés irlandais ont d'ailleurs été unanimes pour exprimer leur gratitude envers les partenaires européens pour leur solidarité et l'appui financier à l'Irlande.

Vis-à-vis des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre qui l'ont accueilli en compagnie d'autres députés irlandais, M. Dominic Hannigan, Président de la Commission mixte des Affaires de l'Union européenne du Parlement d'Irlande a esquissé la situation économique peu enviable de son pays.

Bien que les efforts d'assainissement budgétaire (hausses d'impôts et coupes dans les budgets de la santé et de la sécurité sociale) commencent à porter leurs fruits, le peuple d'Irlande souffre sous l'effet des sacrifices imposés. Même s'il s'avère encore trop tôt pour évoquer une sortie de crise, M. Hannigan ne désespère pas de voir son pays sortir vers la fin d'année du programme d'aide du FMI et des instances européennes.

Les députés ont constaté des similarités entre les situations de l'Irlande et du Luxembourg: deux pays de petite taille avec des places financières qui ne sont pas toujours vues d'un bon œil par les «grands de l'Union européenne». De part et d'autre, les parlementaires furent unanimes à reconnaître l'importance de l'engagement européen des parlements nationaux.

Briser le tabou des mutilations génitales

Dans le cadre des événements organisés lors de la journée internationale contre les mutilations génitales féminines le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu une entrevue avec une délégation de la Fondation Raoul Follereau dont notamment Mme Fatoumata Daou, gestionnaire de projet au Mali.

Mme Daou a présenté la situation telle qu'elle se présente dans le sud de son pays et a pu relater des avancées positives dans le domaine de la lutte contre les mutilations génitales féminines. De nombreuses femmes ne veulent plus que leurs filles soient sacrifiées à cette tradition ancestrale et de plus en plus d'hommes refusent d'épouser une femme qui a subi une telle mutilation. La population considère de moins en moins la thématique comme un sujet tabou. «Il faut surtout informer et sensibiliser les habitants sur les réalités de cette pratique cruelle et ses conséquences physiques et psychiques. Le nombre d'excisions encore pratiquées est en baisse, mais il faut du temps pour qu'un changement de mentalité se fasse, et ce temps est nécessaire pour que le résultat soit positif et durable.», a expliqué Mme Daou.

D'après les chiffres de l'ONU, trois millions de filles sont excisées chaque année dans le monde.



M. Laurent Mosar a rencontré une délégation de la Fondation Raoul Follereau.

Services postaux

6160 - Projet de loi sur les services postaux

Le projet de loi 6160 sur les services postaux a pour objectif de transposer la directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux.

Le projet de loi porte principalement sur deux grands sujets: le service universel et l'ouverture générale du marché.

Le service postal universel

L'idée de la directive est d'offrir aux utilisateurs de bons services à des prix abordables. Afin de remédier au danger d'une diminution de qualité des services, le principe du service postal universel est important. La directive stipule que le service universel garantit, en principe, une levée et une distribution au domicile ou dans les locaux de toute personne physique ou morale tous les jours ouvrables, y compris dans les zones éloignées ou faiblement peuplées. Le principe du service universel existe également pour le secteur des télécommunications, mais la concurrence sur ce marché fonctionne efficacement, de sorte que le législateur n'a pas dû charger un opérateur particulier pour assurer le service universel. Pour ce qui est du marché postal, le projet de loi propose de maintenir l'obligation du service universel pour l'EPT pour une période de sept ans.

Le projet de loi retient pour le consommateur luxembourgeois une distribution du courrier pendant les cinq jours ouvrables de la semaine.

Le maintien du service universel pour sept ans dans l'attribution de l'EPT devrait permettre d'amortir les investissements réalisés par l'entreprise pour se préparer à la libéralisation complète du marché. Après cette échéance les opérateurs alternatifs ont la possibilité de briguer le statut de prestataire du service universel par une procédure transparente, proportionnée et non discriminatoire.

Le financement du service postal universel

Par le projet de loi 6160, le service postal universel n'est plus financé par le biais du service réservé. Le monopole de l'EPT sur les envois de moins de cinquante grammes disparaît donc avec la transposition de la directive.

Soulignons que le service postal n'est qu'un domaine d'activité sur trois de l'EPT à côté des télécommunications et des services financiers. Le Conseil d'État avait critiqué en 1999 dans son avis sur le projet de loi sur les services postaux que les services financiers postaux soient détachés de la loi sur les services postaux. Cette séparation est mise en œuvre par le présent projet de loi.

Un autre revenu de services postaux se fait par l'émission de timbres-poste. Ce droit d'émission relève de la souveraineté nationale et est réservé à l'État. Le projet de loi dispose que l'État pourra concéder par convention son droit spécial d'émission au prestataire du service postal universel. Le concessionnaire tient compte de ce privilège dans son calcul du coût du service universel. C'est l'EPT qui détient actuellement le privilège d'émission de timbres-poste.

Le projet de loi crée un fonds de compensation pour le maintien du service postal universel, géré par l'ILR. Par ce fonds, les prestataires fournissant des services postaux relevant du service postal universel sont tenus de contribuer au financement du service universel pour le cas où l'obligation de prestation de ce service entraînerait un déficit pour l'opérateur en charge.

L'ouverture totale du marché postal

Bien qu'il y ait une libéralisation du marché postal, celui-ci reste soumis à la régulation dont la mission incombe à l'ILR. L'accès au marché postal est donc conditionné et soumis à l'obligation d'autorisation préalable. Par l'octroi d'une autorisation, un opérateur est tenu de contribuer au fonds de compensation.

Pour les services postaux en dehors du service universel il est proposé de limiter les formalités à une simple notification comprenant l'engagement de participer aux coûts de surveillance du marché.

Tout prestataire de services postaux est donc soumis à des règles précises, notamment de garantir le secret des lettres et de respecter les obligations légales et conventionnelles applicables en matière de droit du travail et la législation de sécurité sociale en vigueur.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2010

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

19.07.2010	Désignation d'un rapporteur
24.03.2011	Présentation du projet de loi
28.04.2011	Échange de vues avec M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Jeannot Krecké
16.06.2011	Examen du projet de loi
27.06.2011	Continuation de l'examen du projet de loi
12.09.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.09.2012	Continuation des travaux
20.09.2012	Examen de l'avis complémentaire de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
24.09.2012	Continuation des travaux
27.09.2012	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
11.10.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements
13.12.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen de l'avis du Conseil de la Concurrence
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°286, page 508

Circulation sur voie publique

6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi n°6383 a pour objet de remplacer le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, et ceci dans le but de prévoir la possibilité de publier autrement que par voie du Mémorial, à savoir par voie de presse, d'affichage ou par voie électronique, les règlements ministériels édictés dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains. Cette publication comme alternative à la publication au Mémorial tient à des nécessités de rapidité et de souplesse.

Il faut savoir que cette possibilité de publication alternative est déjà actuellement donnée par l'article 100 du Code de la Route, qui dispose en son paragraphe premier que *«le Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions et le Ministre ayant les Transports dans ses attributions peuvent ensemble prendre des mesures particulières, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains qui sont justifiées par l'état et la disposition des lieux sur des tronçons déterminés de la grande voirie ou de la voirie normale de l'État située en dehors des agglomérations. Il en est de même sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations dans le cas d'une urgence répondant à la définition du paragraphe 3 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ou en cas de carence des autorités communales. Ces mesures sont publiées au Mémorial, par voie de presse ou par affichage dans les communes concernées»*.

Cependant, il résulte des dispositions combinées de l'article 112 de la Constitution aux termes duquel *«aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi»* et de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois que les règlements ministériels édictés conformément à l'article 100 du Code de la Route doivent être publiés au Mémorial, alors qu'aucune forme de publication dérogatoire à l'arrêté royal grand-ducal précité du 22 octobre 1842 n'est prévue par une loi, mais seulement par un règlement grand-ducal. Dans ces conditions, les mesures ministérielles visées à l'article 100 du Code de la Route ne peuvent produire leurs effets qu'après avoir été publiées au Mémorial.

Afin d'éviter que les règlements ministériels publiés par voie de presse ou par affichage ne soient sanctionnés par l'article 95 de la Constitution qui interdit au juge d'appliquer des actes réglementaires non conformes à la loi, le projet de loi sous rubrique a donc pour objet de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 précitée, en transférant les dispositions actuelles de l'article 100 du Code de la Route à l'article 5 de la loi de 1955.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.01.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

08.02.2012	Désignation d'un rapporteur
21.11.2012	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°287, page 4519

Prévention du terrorisme

6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;

- le Code d'instruction criminelle;

- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et

- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie le 16 mai 2005 (ci-après: la Convention de Varsovie).

La Convention de Varsovie poursuit le double objectif d'améliorer, d'une part, la prévention des actes terroristes et de contenir, d'autre part, les effets négatifs du terrorisme lui-même mais aussi ceux de sa répression sur les libertés individuelles et la pleine jouissance des droits de l'Homme.

1. Trois nouvelles infractions strictement encadrées

La Convention de Varsovie prévoit trois nouvelles infractions que le projet de loi propose d'insérer dans le Code pénal:

1) la provocation publique à commettre une infraction terroriste (article 5),

2) le recrutement pour le terrorisme (article 6) et

3) l'entraînement pour le terrorisme (article 7).

D'une manière analogue, au niveau de l'Union européenne, la décision-cadre 2002/475/JAI du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme[1] telle que modifiée par la décision-cadre 2008/919/JAI[2] exige elle aussi l'incrimination par les États membres des infractions liées aux activités terroristes et consistant en (i) la provocation publique à commettre une infraction terroriste, (ii) le recrutement pour le terrorisme et (iii) l'entraînement pour le terrorisme.

Ainsi, la provocation publique à commettre une infraction terroriste vise selon la Convention l'intention *«[…] d'inciter à la commission d'une infraction terroriste, lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises»*[3].

L'infraction de recrutement pour le terrorisme constitue *«[…] le fait de solliciter une autre personne pour commettre ou participer à la commission d'une infraction terroriste, ou pour se joindre à une association ou à un groupe afin de contribuer à la commission d'une ou plusieurs infractions terroristes par l'association ou le groupe»*[4].

Et l'infraction d'entraînement pour le terrorisme est établie par *«[…] le fait de donner des instructions pour la fabrication ou l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou d'autres armes ou substances nocives ou dangereuses, ou pour d'autres méthodes et techniques spécifiques en vue de commettre une infraction terroriste ou de contribuer à sa commission, sachant que la formation dispensée a pour but de servir à la réalisation d'un tel objectif»*[5].

Ces infractions feront l'objet des nouveaux articles 135-11, 135-12 et 135-13 du Code pénal.

Au-delà de ces trois infractions principales, la Convention de Varsovie prévoit en son article 9 l'incrimination d'infractions accessoires telles

- la complicité à ces trois infractions, l'organisation de la commission d'une de ces infractions;

- le fait de donner un ordre à d'autres personnes à les commettre; et

- la contribution à la commission d'une ou de plusieurs des trois infractions par un groupe de personnes agissant de concert. Ce concours, qui doit être délibéré, doit en sus remplir deux autres conditions[6].

La Convention de Varsovie ainsi que les décisions-cadre susmentionnées viennent ainsi rajouter des nouvelles infractions visant à réprimer des faits qui peuvent servir à la commission d'une des infractions terroristes telles que prévues par les articles 135-1 et suivants du Code pénal. Le Chapitre III-1 du Livre II du Code pénal relatif aux infractions de terrorisme a été complété par la loi du 27 octobre 2010 concernant la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme[7]. Cette loi incrimine l'infraction de financement de terrorisme alors même que la réunion des fonds n'aurait pas effectivement servi à commettre une infraction terroriste (article 135-5 du Code pénal). De la même manière, le présent projet de loi n'exige pas qu'une infraction terroriste ait effectivement été commise alors que l'article 8 de la Convention de Varsovie prévoit que *«[P]our qu'un acte constitue une infraction au sens des articles 5 à 7 de la présente Convention, il n'est pas nécessaire que l'infraction terroriste soit effectivement commise»*.

C'est pourquoi une attention toute particulière doit être portée aux éléments constitutifs de ces nouvelles infractions. Le commentaire des articles de la Convention de Varsovie joint au projet de loi indique que *«[L]es infractions visées aux articles 5 à 7 présentent par ailleurs deux éléments communs importants: elles doivent être commises illégalement et intentionnellement. La condition relative à l'illégalité rend compte du fait que le comportement décrit pourrait le cas échéant être légal ou justifié, notamment par une des exceptions légales classiques prévues par le droit pénal commun*[8]*. De plus, les infractions doivent avoir été commises „intentionnellement" pour que la responsabilité pénale de leurs auteurs soit engagée»*[9].

Dans le même sens, le droit pénal exige de distinguer entre des faits constitutifs d'un acte préparatoire, non punissable et le commencement d'exécution d'une infraction, fait pénalement répréhensible. L'acte préparatoire est en effet de par sa nature un acte équivoque pouvant être interprété de différentes manières alors que l'acte d'exécution d'une infraction est univoque car il révèle de par lui-même son but. Ainsi, le commencement d'exécution d'une infraction est constitué par un acte qui ne doit être ni neutre ni équivoque[10].

Puisqu'*«il n'y a pas de crime ou de délit sans intention de le commettre»*[11], c'est l'intention criminelle, le fait d'agir en connaissance de cause de la commission d'un acte illégal, qui sera déterminant pour l'application des nouvelles infractions insérées dans le Code pénal par le présent projet de loi.

Les auteurs de la Convention de Varsovie soulignent à cet égard que ces trois infractions doivent être commises intentionnellement pour que la responsabilité pénale de leurs auteurs puisse être engagée.

Par ailleurs ils soulignent qu'*«[…] il faut relever que cet élément constitutif, commun aux trois infractions pénales en cause, révèle le caractère particulièrement exigeant de la preuve mise à charge des organes répressifs en matière de terrorisme: ainsi, et plus particulièrement dans le cas de l'entraînement au terrorisme, il ne suffira pas que le Ministère Public (i) prouve que des connaissances ont été intentionnellement transmises à une autre personne, mais il devra en outre prouver que (ii) cette personne, destinataire de l'entraînement, avait l'intention de commettre une infraction punie d'une peine d'emprisonnement d'un maximum d'au moins trois ans, et (iii) que le formateur savait cela.»*[12].

Ce régime de la preuve est aussi un élément essentiel pour la mise en équilibre des différents droits fondamentaux qu'il s'agit de préserver et de protéger. Cette nécessité devient particulièrement importante lorsqu'il s'agit d'incriminer, conformément à l'article 5 paragraphe 1 de la Convention de Varsovie, non seulement la provocation directe, mais également la provocation indirecte à la commission d'une infraction terroriste. Deux droits fondamentaux sont ainsi mis en concurrence: le droit à la vie qui est mis en danger par le terrorisme et la liberté d'expression qui constitue un des piliers fondamentaux d'une société démocratique. Dans cette perspective, la Convention de Varsovie demande que *«[C]haque Partie doit s'assurer que l'établissement, la mise en œuvre et l'application de l'incrimination visée aux articles 5 à 7 et 9 de la présente Convention soient réalisés en respectant les obligations relatives aux droits de l'Homme lui incombant, notamment la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de religion, telles qu'établies dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et d'autres obligations découlant du droit international, lorsqu'ils lui sont applicables»*[13].

À part la mise en œuvre de la Convention de Varsovie, le projet de loi vise aussi, à la suite des amendements gouvernementaux du 12 octobre 2012, à modifier le Code pénal en tenant compte de la Recommandation 5 du Groupe d'action financière (ci-après, le GAFI) relative à l'infraction de financement du terrorisme ainsi que de la note d'interprétation portant sur cette recommandation[14].

2. Les amendements gouvernementaux

Le Gouvernement a en effet proposé des amendements au projet de loi visant à conformer la législation nationale à la nouvelle Recommandation 5 du GAFI relative à l'infraction de financement du terrorisme ainsi qu'à la note interprétative relative à cette recommandation.

La recommandation 5 prévoit que *«[L]es pays devraient conférer le caractère d'infraction pénale au financement du terrorisme sur la base de la Convention sur le financement du terrorisme, et devraient conférer le caractère d'infraction pénale non seulement au financement des actes terroristes mais également au financement des organisations terroristes et des individus terroristes, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques. Les pays devraient s'assurer que de telles infractions sont des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux»*.

Nous venons de voir que le Luxembourg a, par la réforme approfondie opérée par la loi du 27 octobre 2010 concernant la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, conformé le droit luxembourgeois aux recommandations émises par le GAFI. Les amendements gouvernementaux proposés dans le cadre du présent projet de loi visent à parfaire cette mise en conformité et à tenir compte des nouvelles exigences de la Recommandation 5 ainsi que de sa note interprétative.

Les auteurs des amendements gouvernementaux indiquent que *«[…] vu l'importance de cette Recommandation, qui est considérée comme une „core Recommendation" par le GAFI, une attention toute particulière est portée à ce que l'intégralité des critères du GAFI y relatifs soient considérés comme étant remplis»*[15].

Ces critères sont notamment les suivants:

- tenir compte des infractions prévues par la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ouverte à la signature à New York en date du 10 janvier 2000;

- conférer le caractère d'infraction pénale non seulement au financement des actes terroristes, mais également au financement des organisations terroristes et des individus terroristes, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques, ce qui rappelle aussi bien la logique de la loi du 27 octobre 2010 que celle du projet de loi initial;

- incriminer le financement lorsqu'il est dans l'intention de voir le financement utilisé ou en sachant qu'il sera utilisé en tout ou en partie par un terroriste ou par une organisation terroriste, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques.

---

[1] Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme, JO L 164 du 22.6.2002, page 3.

[2] Décision-cadre 2008/919/JAI du Conseil du 28 novembre 2008 modifiant la décision-cadre 2002/475/JAI relative à la lutte contre le terrorisme, JO L 330 du 9.12.2008, page 21.

[3] Article 5 de la Convention de Varsovie.

[4] Idem., article 6.

[5] Idem., article 7.

[6] Il doit: «[…] soit viser à faciliter l'activité criminelle du groupe ou en servir le but, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction au sens des articles 5 à 7 de la présente Convention; […] soit être apporté en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction au sens des articles 5 à 7 de la […] Convention».

[7] Loi portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg; relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes, Mémorial A, n°193, 3 novembre 2010, page 3172.

[8] Souligné par Mme le Rapporteur.

[9] Commentaire des articles de la Convention du 16 mai 2005, (doc.parl. 6388), page 13.

[10] Jean Bour, Droit Pénal, cours complémentaires en droit luxembourgeois 2008/2009, Chapitre IV, page 4.

[11] Article 121-3 du Code pénal français. Il importe de noter que le Code pénal luxembourgeois ne contient pas de théorie générale de l'élément moral. Pour les crimes et délits, cette (apparente) lacune de la loi doit être interprétée comme exigence d'un dol général, donc d'une volonté de commettre l'infraction; voir à ce sujet, Spielmann Dean et Spielmann Alphonse, Droit Pénal Général Luxembourgeois, Bruylant, 2002, pages 314-320.

[12] Commentaire des articles de la Convention du 16 mai 2005, (doc.parl. n°6388), page 13.

[13] Article 12 de la Convention de Varsovie.

[14] GAFI, Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, Les recommandations du GAFI, février 2012.

[15] Amendements gouvernementaux du 12 octobre 2012, (doc. parl. n°6388[4A], page 5).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2012
Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

12.09.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.11.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements
05.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°290, page 4532

Exploitation sexuelle des enfants

6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit national la directive 2011/92/UE. Cette directive, qui remplace la décision-cadre 2004/68/JAI, a pour objectif de rapprocher les législations des États membres de l'Union européenne afin de lutter plus efficacement contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie, d'assurer la poursuite effective des infractions, de protéger les droits des victimes, de prévenir l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants et de mettre en place des systèmes de contrôle efficaces.

Les dispositions de la directive s'inspirent étroitement de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre les exploitations et les abus sexuels qui avait été ouverte à la signature à Lanzarote les 25 et 26 octobre 2007 et qui a fait l'objet d'une approbation par la loi du 16 juillet 2011 (voir Mémorial A, n°152 du 25 juillet 2011). La loi du 16 juillet 2011 a apporté une série de modifications aux articles 372 et suivants, 379 et suivants et 383 et suivants du Code pénal.

À l'instar de la Convention de Lanzarote, la directive prévoit un certain nombre de comportements qu'il s'agit d'incriminer en droit national. Les comportements visés par la directive sont: les infractions liées aux abus sexuels (article 3 de la directive), les infractions liées à l'exploitation sexuelle (article 4 de la directive), les infractions liées à la pédopornographie (article 5 de la directive), la sollicitation des enfants à des fins sexuelles (article 6 de la directive) et enfin, l'incitation, la participation, la complicité et la tentative en relation avec ces infractions.

La plupart de ces comportements sont déjà, depuis l'approbation de la Convention de Lanzarote, pénalement réprimés en droit luxembourgeois de sorte qu'il n'est pas nécessaire de transposer l'ensemble des mesures prévues par la directive.

Le projet de loi vise en particulier les infractions d'attentat à la pudeur (article 372 du Code pénal), de viol (article 375 du Code pénal) et leurs circonstances aggravantes (article 377 du Code pénal), notamment lorsque ces infractions ont été commises sur des mineurs. Les peines prévues pour les infractions d'attentat à la pudeur et les circonstances aggravantes des infractions de l'attentat à la pudeur et du viol sont revues à la hausse. À cet égard il y a lieu de soulever que le projet de loi prévoit désormais que le maximum des peines prévues pour l'attentat à la pudeur et le viol pourra être doublé. Dans ce contexte, la future loi rajoute trois nouvelles circonstances aggravantes: lorsque ces actes ont été commis dans le cadre d'une organisation criminelle, lorsqu'ils ont causé un préjudice grave à l'enfant ou lorsque le viol ou l'attentat à la pudeur ont été commis par une personne qui a déjà été condamnée pour des infractions de même nature.

Le projet de loi complète aussi le dispositif relatif à l'exploitation, la prostitution et le proxénétisme (articles 379 et suivants du Code pénal).

Dans ce contexte, de nouvelles infractions viennent s'ajouter. Il s'agit pour l'essentiel:

- du recrutement, de l'exploitation et du fait de contraindre ou d'avoir recours à un mineur âgé de moins de 18 ans pour participer à des spectacles pornographiques, ou le fait de tirer profit de ou favoriser une telle action ou le fait de menacer le mineur à de telles fins;

- du fait d'assister à des spectacles pornographiques impliquant la participation d'un mineur âgé de moins de 18 ans;

- du fait de contraindre ou de forcer un mineur âgé de moins de 18 ans à se livrer à des activités sexuelles avec un tiers ou de le menacer à de telles fins.

Aussi le projet de loi prévoit-il, dans ce cadre, une aggravation des peines prévues par la législation actuelle et ceci en fonction de l'âge de la victime. Ainsi, les infractions prévues par l'article 379 du Code pénal seront punies de la réclusion de 5 à 10 ans (2 à 5 ans selon la législation actuelle) lorsqu'elles ont été commises sur un mineur âgé de moins de 16 ans et de 10 à 15 ans lorsqu'elles ont été commises sur un mineur âgé de moins de 11 ans (5 à 10 ans selon la législation actuelle).

Le projet de loi assure par ailleurs que les tribunaux pourront prononcer une interdiction à vie ou à dix ans au plus d'exercer une activité bénévole impliquant un contact habituel avec des mineurs. Le bénévolat n'est jusqu'ici pas couvert par les interdictions de ce type qui ne visent à l'heure actuelle que les activités professionnelles ou sociales impliquant un contact habituel avec des mineurs.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2012
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

19.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2012	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
05.12.2012	Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
10.12.2012	Présentation et adoption d'une proposition d'amendements parlementaires
16.01.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.01.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013
Loi du 21 février 2013
Mémorial A: 2013, n°35, page 536

Sécurité sociale: coopération LU-FR

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'accord en matière de sécurité sociale conclu entre la République française et le Grand-Duché de Luxembourg sous forme d'échange de lettres signées à Paris le 11 avril 2011 et à Luxembourg le 17 juin 2011. Cet accord étend et modernise la coopération bilatérale, en particulier en vue de renforcer la lutte contre les fraudes, les erreurs et les abus dans le domaine de la sécurité sociale, et notamment dans le contrôle des incapacités de travail.

L'accord contribue ainsi à assurer une application correcte de la législation en matière de sécurité sociale dans les relations transfrontalières. Il vise à élargir l'assistance administrative et à faciliter un large échange d'informations entre les institutions concernées en France et au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

08.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.01.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013
Loi du 26 février 2013
Mémorial A: 2013, n°38, page 550

Quotas d'émission de CO_2

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national, par le biais d'une modification de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, la directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE).

En outre, le projet:

- modifie le champ d'application de la législation existante en incluant désormais le secteur de la pétrochimie ainsi que celui de l'ammoniaque et de l'aluminium;

- apporte d'autres modifications concernant la gestion et la vente aux enchères des quotas, dont la validité s'étendra à huit ans, c'est-à-dire jusqu'en 2020;

- instaure un registre européen normalisé, tel que défini par le règlement (UE) n°1193/2011 et en confie la tenue du volet national à l'Administration de l'environnement.

Le SCEQE révisé par la 2009/29/CE et qui sera appliqué à partir de 2013, comporte les modifications suivantes:

- un élargissement du champ d'application du système qui inclura (outre l'aviation à partir de 2012) d'autres industries, à savoir les secteurs des produits pétrochimiques, de l'ammoniaque et de l'aluminium, ainsi que les installations chargées du captage, du transport et du stockage géologique des émissions de CO_2, ainsi que deux nouveaux gaz, en l'occurrence l'oxyde d'azote et le perfluorocarbone;

- le remplacement du système actuel de plafonds d'émission nationaux par un plafond unique pour toute l'Union européenne;

- une réduction linéaire de 1,74% par an du plafond d'émission à l'horizon 2020 et au-delà, ce qui fera qu'en 2020, le nombre de quotas d'émission sera inférieur de 21% au niveau d'émission de 2005;

- le passage progressif à un système de vente aux enchères des quotas d'émission qui remplacera définitivement l'actuel système consistant à allouer gratuitement la majorité des quotas. À partir de 2013, au moins 50% des quotas devront être vendus aux enchères, taux qui devrait passer à 70% en 2020 avec in fine comme objectif une mise aux enchères intégrale en 2027. La vente aux enchères totale devrait par ailleurs être de rigueur dès 2013 pour le secteur de l'électricité. Dans d'autres secteurs, les quotas gratuits seront progressivement retirés sur une base annuelle. Des exceptions pourront être accordées à certains secteurs qui consomment beaucoup d'énergie, s'il est estimé que l'achat aux enchères de tous leurs quotas d'émission pourrait détériorer leur compétitivité internationale;

- une réglementation mieux harmonisée en matière de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions: un règlement relatif à la vérification des déclarations d'émissions et à l'accréditation et au contrôle des vérificateurs précise les conditions régissant l'accréditation et son retrait, la reconnaissance mutuelle, ainsi que l'évaluation par les pairs des organes accréditation; par ailleurs, un système de registres normalisé, sous la forme de bases de données électroniques, permettra de suivre la délivrance, la détention, le transfert et l'annulation des quotas; à travers ces registres, l'accès des citoyens à l'information dans le domaine couvert sera organisé;

- la possibilité pour les États membres d'exclure du système des petites installations qui émettent des quantités relativement faibles de CO_2 (moins de 25.000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an), à condition que ces installations soient soumises à des mesures qui auront un effet équivalent sur leurs émissions. À noter que les auteurs du projet de loi ont choisi de ne pas retenir cette possibilité. En effet, ils sont d'avis que la mise en place de mesures de réduction équivalentes aurait impliqué une bureaucratie considérable, étant donné que l'État membre doit signaler chacune des installations à la Commission européenne, en précisant les mesures équivalentes en place dont cette installation fait l'objet et qui permettront d'atteindre des réductions d'émissions équivalentes.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 23.04.2012
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.05.2012	Désignation d'un rapporteur
19.07.2012	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2012	Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°282, page 4410

Cour pénale internationale

6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010

Le projet de loi n°6441 a pour objet d'approuver les amendements qui sont apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale lors de la Conférence de révision du Statut qui s'est tenue à Kampala en Ouganda, les 10 et 11 juin 2010.

Le Luxembourg a approuvé par la loi du 14 août 2000 le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998. Cette loi n'a pu être mise en vigueur qu'après la révision de la Constitution portant sur l'introduction d'un article 118 nouveau ayant la teneur suivante: «*Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998, et à l'exécution des obligations en découlant dans les conditions prévues par ledit Statut*».

Par la loi du 27 février 2012 notre pays a intégré dans le droit pénal interne les infractions prévues par le Statut de Rome en application du principe de complémentarité posé par l'article premier du Statut de Rome, en vertu duquel il incombe à chaque État Partie de juger lui-même, suivant sa législation interne, les crimes relevant de ce Statut alors que la Cour pénale internationale n'exerce sa compétence que dans les cas où les États ne veulent ou ne peuvent poursuivre les auteurs de telles infractions.

Dans le cadre de la loi précitée du 27 février 2012, la Chambre des Députés a retenu également les infractions qui font l'objet des résolutions RC/Res.5 et RC/Res.6 adoptées à la conférence de Kampala, les 10 et 11 juin 2010. Ce faisant, la Chambre a transposé dans le droit pénal interne, par les articles 136quater et 136quinquies du Code pénal, les dispositions qui font l'objet des résolutions qui sont approuvées par le présent projet de loi.

La résolution RC/Res.5 apporte un amendement au texte du Statut en complétant l'article 8 de ce même Statut par l'ajout, dans la liste des actes énumérés, de trois éléments nouveaux:

1. le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées;

2. le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues; et

3. le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain.

La résolution RC/Res.6 a pour objet d'incorporer dans le Statut de Rome le crime d'agression. À cet effet, le Statut de Rome est complété par les articles 8bis, 15bis et 15ter.

Aux termes de l'article 8bis est qualifié de crime d'agression la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité ou son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. La définition se fonde sur la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale de l'ONU en date du 14 décembre 1974.

Les nouveaux articles 15bis et 15ter énoncent les règles relatives à l'exercice de la compétence de la Cour pénale internationale à l'égard du crime d'agression, en cas de renvoi par un État, de sa propre initiative (article 15bis), respectivement en cas de renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies (article 15ter).

Cependant, en vertu des paragraphes (2) et (3) des articles 15bis et 15ter, la Cour pénale internationale ne peut exercer sa compétence en matière d'agression qu'après un délai d'un an après la ratification ou l'acceptation de ces dispositions par trente États Parties. Par ailleurs, en vertu du nouveau paragraphe (3bis) de l'article 25 du Statut, les dispositions relatives aux crimes d'agression ne s'appliquent qu'aux personnes effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État.

Comme notre pays a déjà transposé les nouvelles dispositions pénales dans notre droit interne par la loi du 27 février 2012, les auteurs du projet de loi invitent le législateur à approuver rapidement les amendements du Statut de Rome par notre pays permettant «*d'affirmer la position du Luxembourg parmi les États membres de l'Organisation des Nations Unies qui s'engagent résolument pour la justice internationale et contre l'impunité pour les crimes les plus graves touchant la communauté internationale dans son ensemble*».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.06.2012
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

26.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°284, page 4448

Abus de faiblesse

6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse

À l'instar de ce qui est prévu par les législations belge et française, le projet de loi poursuit l'objectif d'introduire en droit pénal luxembourgeois l'infraction d'abus de faiblesse. Les auteurs du projet de loi proposent de reprendre en droit pénal luxembourgeois l'article 223-15-2 du Code pénal français tout en adaptant les peines d'amende et d'emprisonnement.

Lors des travaux parlementaires, il a été relevé que de nombreux faits tombent sous le coup du nouveau délit de l'abus de faiblesse au niveau des donations entre vifs, des legs et successions conventionnelles et qui interviennent dans le giron des aides et prestations effectuées à des personnes, souvent âgées, dont l'état de santé ne leur permet plus de vivre en toute autonomie. Ces situations se caractérisent souvent par l'existence d'un lien de confiance qui se noue entre la personne dépendante et celle(s) l'aidant dans sa vie quotidienne. À titre d'exemple, on peut citer:

- une personne proche de la victime qui tire avantage de sa maladie pour lui racheter sa maison à un prix dérisoire;

- une personne qui se fait délivrer par la personne vulnérable une procuration sur son compte;

- des entreprises itinérantes qui proposent des travaux à domicile pour des prix exorbitants;

- des personnes en état de sujétion psychologique ou physique parce qu'elles appartiennent à une secte, sont également considérées comme vulnérables.

Ainsi, le projet de loi ne fait que consacrer en droit pénal une préoccupation majeure du droit civil, à savoir la protection de la partie faible.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.11.2012
Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

21.11.2012	Échange de vues avec des représentants du Parquet général
16.01.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.01.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013
Loi du 21 février 2013
Mémorial A: 2013, n°35, page 536

Agents volontaires des services de secours

6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Le projet de loi sous rubrique est à considérer comme initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours et marque la volonté gouvernementale de reconnaître, d'encourager et de favoriser l'engagement volontaire au sein des services de secours.

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois. En attendant cette réforme, il est cependant urgent de prendre un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement des services de secours.

De manière concrète, le projet de loi propose d'élargir le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours afin d'éviter que ces personnes se voient contraintes de consacrer leurs congés de récréation à cet effet. Par ailleurs, il est prévu de modifier le Code du Travail pour redresser une erreur matérielle et de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.07.2012
Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

12.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.01.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013
Loi du 1er mars 2013
Mémorial A: 2013, n°40, page 578

«Nei Bréck»

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à réaliser les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg. Étant donné que le coût des investissements prévus est de 62,9 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, alors que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le Pont Adolphe a été construit dans les années 1900 à 1903 et constitue l'un des ouvrages emblématiques de la ville de Luxembourg. Malheureusement, les inspections récentes ont relevé qu'il est en état de dégradation avancé et que des mesures de réhabilitation de grande envergure, nécessitant la démolition complète du tablier et des tympans, s'imposent de manière urgente.

Pendant toute la durée de ces travaux de réhabilitation, il faudra dévier la circulation du pont Adolphe sur un pont provisoire, dont la construction a d'ores et déjà été autorisée par le biais de la loi du 16 juin 2011 portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg (dossier parlementaire n°6176).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 17.08.2012
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

17.10.2012	Désignation d'un rapporteur
21.11.2012	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°288, page 4522

Infrastructure touristique

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le projet de loi déposé par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution du 9e plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. L'enveloppe budgétaire du neuvième plan quinquennal s'élève à 45 millions d'euros.

La politique gouvernementale en matière de tourisme se base depuis 1973 sur les besoins du secteur touristique. La programmation pluriannuelle de la politique touristique a concrètement trouvé sa réalisation dans l'exécution de plans quinquennaux successifs qui ont per-

mis de créer ou d'améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché.

Le nouveau programme quinquennal s'inscrit dans la lignée de son prédécesseur. Une analyse du concept stratégique global, menée en 2001, a montré d'ailleurs que les créneaux touristiques définis par la politique touristique luxembourgeoise recèlent encore un bon potentiel de croissance et permettront à notre pays de faire valoir ses atouts spécifiques sur le plan de la compétition internationale, à savoir:

- le tourisme de congrès, d'affaires et «incentive»,

- le tourisme culturel,

- le tourisme en milieu rural,

- le tourisme interne.

D'une manière plus générale, et ceci dans le souci constant d'une amélioration des prestations de service à l'égard du client, le Gouvernement entend encourager à tous les niveaux la mise en œuvre de nouvelles structures d'accueil touristiques.

Le 9e programme quinquennal entend persévérer dans la transposition des recommandations formulées par l'étude d'impact réalisée par l'Institut Européen de Tourisme (ETI) en 2001. L'ETI avait constaté que, grâce aux aides accordées dans le cadre des différents programmes quinquennaux, l'offre infrastructurelle touristique luxembourgeoise et le degré d'équipement de nos établissements touristiques ont atteint une qualité de niveau international. On peut considérer que ceci est confirmé par le *Travel & Tourism Competitiveness Report 2011* publié par le *World Economic Forum*, qui place le Luxembourg au 10e rang au niveau européen et au 15e rang au niveau mondial.

Néanmoins, un certain retard doit encore être constaté au niveau de l'organisation touristique, de la formation touristique et du marketing touristique, c'est-à-dire dans des domaines exclus jusqu'en 2007 des différents programmes quinquennaux.

Concrètement, pour ces domaines, l'ETI propose:

- la création d'agences touristiques régionales: le développement progressif des ententes touristiques en agences touristiques régionales doit se réaliser non seulement au niveau de l'infrastructure touristique, mais doit par ailleurs être assuré par un soutien aux frais de fonctionnement et de rémunération;

- que les syndicats d'initiative, les ententes de syndicats d'initiative ou autres associations sans but lucratif puissent fonctionner comme de véritables gestionnaires de projets ou d'initiatives d'envergure régionale ou nationale permettant ainsi des heures d'ouverture orientées vers les besoins du client, un service professionnel pendant toute l'année, une accessibilité accrue et une gestion professionnelle du projet ou de l'initiative;

- la création, par les agences régionales, de produits touristiques thématiques axés sur l'aspect du développement durable;

- le développement de l'image de marque luxembourgeoise et la définition d'une «unique selling proposition» pour le Grand-Duché;

- le développement de la formation des professionnels du tourisme au niveau national, régional et local.

Si le 7e programme quinquennal a servi à financer les études préalables à une mise en place de nouvelles structures professionnelles telles que recommandées par l'étude de l'ETI, le 8e programme a permis de concrétiser la mise en place des Offices régionaux de tourisme (ORT) et le 9e programme quinquennal servira notamment à asseoir et à pérenniser leur fonctionnement. Le présent programme quinquennal permettra non seulement de soutenir la création et l'extension de projets infrastructurels mais aussi d'accompagner financièrement les plus importants d'entre eux sur le plan de la gestion.

Sachant que le volontariat touche de plus en plus à ses limites, le but de cette mesure consiste à professionnaliser davantage la gestion et la promotion des infrastructures touristiques les plus importantes.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 05.09.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme (Président: M. Lucien Clement):

26.09.2012 Désignation d'un rapporteur

10.12.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

«Cliärrwer Lycée»

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux

Le projet de loi 6488 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un lycée à Clervaux. Étant donné que le coût des investissements prévus est de 75,45 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le projet de construction d'un lycée à Clervaux répond aux orientations du plan directeur sectoriel «Lycées», approuvé par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005. Il s'inscrit dans la régionalisation et la décentralisation de l'offre scolaire afin de réagir à la pénurie croissante d'infrastructures scolaires au Grand-Duché.

Le canton de Clervaux a été identifié comme «vide scolaire le plus important du pays» par le plan directeur sectoriel précité. La réalisation d'un lycée à Clervaux figure donc en toute logique parmi les projets d'établissements scolaires que le Gouvernement a décidé de construire en priorité pour parer à cette insuffisance infrastructurelle.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.10.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.11.2012 Désignation d'un rapporteur

20.12.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

16.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

Loi du 22 février 2013

Mémorial A: 2013, n°40, page 578

Schengen-Lycée

6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de psychologie et d'orientation scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'approuver l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006.

Le «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» (ci-après: Schengen-Lycée) est une école transfrontalière dans laquelle se rencontrent des enfants et adolescents de nationalités différentes. L'école a été créée par l'Accord du 4 décembre 2006 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois. L'activité d'enseignement a débuté lors de l'année scolaire 2007/2008 avec la «Klassenstufe 5» (qui correspond à une classe du cycle 4.1 dans le système scolaire luxembourgeois).

Le lycée propose à la fois une voie d'enseignement secondaire menant à l'examen de fin d'études secondaires (Gymnasium/Abitur) organisée selon les modalités en vigueur en Allemagne et une voie d'enseignement secondaire technique avec comme finalité le diplôme luxembourgeois de technicien administratif et commercial, qui sous certaines conditions donne accès à une formation universitaire.

La réforme de la formation professionnelle ayant transformé fondamentalement les accès liés au diplôme du technicien, il n'est plus possible d'offrir cette formation en un cycle scolaire de trois ans tel que prévu au Schengen-Lycée.

Afin d'offrir aux élèves une formation professionnalisante aboutissant à un diplôme luxembourgeois, il est prévu de proposer au Schengen-Lycée la formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique qui se solde après trois années d'études par le diplôme de fin d'études secondaires techniques. En même temps, il sera possible, pour les élèves qui ne désirent pas passer l'examen de fin d'études secondaires techniques ou qui ne le réussissent pas, d'avoir accès, sous certaines conditions et moyennant le stage requis, aux écoles supérieures («Fachhochschulreife»).

La mise en œuvre de cette proposition nécessite la modification de l'Accord du 4 décembre 2006 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois.

Le projet de loi vise en outre à autoriser le Gouvernement à procéder à des engagements de renforcement à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) au sein du Schengen-Lycée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.11.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

10.01.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communication
   - *M. le Président*
2. Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique
   - *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Ben Fayot*
   - *Vote sur la résolution modifiée (adoptée)*
3. 6160 - Projet de loi sur les services postaux
   - *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Norbert Haupert*
   - *Discussion générale: Mme Diane Adehm (M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias intervient), M. Eugène Berger, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
   - *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias (M. Gast Gibéryen intervient)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg
   - *M. Ali Kaes - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
5. 6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant
   - le Code pénal;
   - le Code d'instruction criminelle;
   - la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
   - la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et
   - la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine
   - *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
   - *Discussion générale: M. Serge Urbany*
   - *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
   - *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. François Biltgen*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. 6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010
   - *Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers*
   - *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement (M. Camille Gira pose une question)*
   - *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Xavier Bettel, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes*
   - *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Marc Spautz et M. Marc Angel posent des questions)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
8. 6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
9. 6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
   - *Discussion générale: M. Eugène Berger (M. Marcel Oberweis pose une question), M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Jean Colombera*
   - *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures (M. Eugène Berger pose une question)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
10. Discours de fin d'année de M. le Président
    - *M. le Président*
    - *M. Marc Spautz*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres; M. Marco Schank, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass och de Mëtteg schwéier.

1. Communication

Ech wollt awer direkt um Ufank vun der Sitzung nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, ech mengen och an all Ären Nimm, eisem Kolleeg Marcel Oberweis ze félicitéieren, deen net méi spéit wéi den nächsten 1. Januar eng ganz wichteg Fonctioun wäert iwwerhuelen, nämlech d'Presidentschaft...

(Brouhaha général et interruptions)

...vum Benelux-Parlament a mir wëllen him also ganz, ganz vill Chance a sengen Aktivitéite wënschen.

(Applaudissements)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hätt geduecht den Nobelpräis,...

(Hilarité)

...de Friddensnobelpräis fir den Här Oberweis, neen?

Une voix.- Dat kënnt als Nächst.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ass dat dat Nächst?

Une voix.- Mir deelen eis deen.

M. le Président.- Als éischte Projet de loi haut de Mëtteg hu mir de Projet de loi 6160 iwwert d'Post. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen...

Une voix.- Mir mussen déi Resolutioun nach huelen.

M. le Président.- Solle mer déi nach direkt elo huelen?

(Interruption)

Jo, mir hunn nach effektiv déi Resolutioun, da kéinte mer déi nach direkt huelen.

2. Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique

Wëllt nach een iergendwéi dozou eppes soen?

Den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Mir kënne selbstverständlech mat dem Contenu vun där doter Resolutioun d'accord sinn. D'autant plus datt ech selwer eng ganz ähnlech Resolutioun schonn hei abruecht hat den 3. Juli vun dësem Joer, an déi huet gefuerdert, genausou en Débat iwwert déi europäesch Froen, wat d'Politik budgétaire, financière an économique ubelaangt, ze féieren a fir och e Rapport écrit virdru virzeleeën.

Mir haten eis do en Délai ginn als Chamber selwer, deen, fäerten ech, kënne mer net méi respektéieren, an zwar sollte mer do bis den Dezember 2012 dee Rapport virleien hunn an dann deen Débat och gefouert hunn. Dat wäert op jidde Fall net méi goen.

Une voix.- Dat verpasse mer just.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dat verpasse mer dann elo. Ech mengen awer, datt een awer soll drop hiweisen, datt mer elo net a leschter Minutt eréischt hei déi doten Diskussioun als Chamber entdeckt hunn, an duerfir géif ech proposéieren, datt mer hei géifen ajoutéieren: „rappelant la résolution adoptée par la Chambre des Députés en date du 3 juillet 2012 décidant d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne". An dann awer gläichzäiteg nach hannendrun erëm eng Kéier rappeléieren: „décide d'organiser avant l'adoption du projet de loi transposant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire un débat d'orientation avec rapport écrit se prononçant pour…", an esou weider.

Datt mer déi géifen afléisse loossen, dann hätte mer eigentlech déi Resolutioun, déi mer den 3. Juli hei schonn eng Kéier gestëmmt haten, mat där neier hei fusionéiert, sou datt mer awer och beim Prinzip géife bleiwen, datt mer en Débat géife féieren, e Rapport écrit och géife virleeën, ier mer duerno un d'Diskussioun an un de Vote vun deene Projet-de-loien do géife kommen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Den Auteur vun der Resolutioun, den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- Här President, ech si selbstverständlech d'accord, dass mer dat, wat scho gestëmmt ass, och mat considéréieren. Ech hunn och guer näischt géint en Débat. Ech hunn ëmmer gesot, datt ech fir all europäeschen Débat hei an der Chamber dankbar sinn.

Ech wëll awer dorop hiweisen, dass déi Resolutioun sech ausschwätzt, net elo fir en Débat, mä fir eng - wéi soll ech soen? -, eng Haltung vun der Chamber vis-à-vis vun den europäesche Problemer. A virun allem maachen ech opmierksam op den zweeten Deel vum Dispositif, dass mer och ons selwer opfuerderen, ons Expertise op deem Gebitt do ze développéieren, well mir ginn elo andauernd an den nächste Méint a Jore konfrontéiert mat enger Imbricatioun vun deem, wat um europäesche Plang geschitt, an deem, wat um nationale Plang geschitt.

Et ass jo och eng Semaine vum Semestre européen ufanks Januar, wou dat och schonn uleeft, an ech mengen, mir bräichten och hei an der Chamber Expertise, Ënnerstëtzung fir déi Kolleegen a Kolleeginnen, déi an der Finanzkommissioun domat befaasst sinn, an dorobber géif ech da besonnesch hiweisen, mä selbstverständlech sinn ech mat deem d'accord, wat den Här Meisch gesot huet.

Ech wär och frou, wa mer dat hei als Wëllenskundgebung vun der Chamber esou wäit wéi méiglech eestëmmeg kéinten unhuelen.

Merci.

M. le Président.- Gutt, Merci, mä Dir sidd awer d'accord, datt mer deen Zousaz, sou wéi den Här Meisch dat proposéiert, mat derbäisetzen.

Kann ech dann déi Resolutioun par vote à main levée ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord? Wien ass net d'accord? Wien enthält sech?

Dat schéngt mer also d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les nombreuses mesures prises et à prendre dans l'Union européenne et la zone euro pour répondre à la crise de la dette, dont le pacte budgétaire, la règle d'équilibre structurel des finances publiques, la procédure pour déficit excessif repris dans le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), le mécanisme de surveillance bancaire, l'ensemble des règles comprises dans le «six pack» et le «two pack»;

- considérant la volonté exprimée par le Conseil européen d'aller vers une union économique et monétaire toujours plus intégrée;

- rappelant que les mesures prises ou simplement évoquées touchent au cœur des compétences budgétaires et financières des parlements nationaux;

- prenant acte de ce que l'article 13 du TSCG appelle le Parlement européen et les parlements nationaux à définir ensemble «l'organisation et la promotion d'une conférence réunissant les représentants des commissions concernées du Parlement européen et les représentants des commissions concernées des parlements nationaux afin de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies par le présent traité»;

- prenant acte du document soumis par le président Van Rompuy intitulé «Vers une véritable Union économique et monétaire» dans lequel est inscrit un chapitre V sur la légitimation et la responsabilité démocratique;

- rappelant la résolution adoptée par la Chambre des Députés en date du 3 juillet 2012 décidant d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne;

décide d'organiser avant l'adoption du projet de loi transposant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire un débat d'orientation avec rapport écrit se prononçant pour:

- une dimension parlementaire forte, seule garante d'un contrôle démocratique suivi dans des matières qui relèvent de la compétence des parlements nationaux;

- un développement de sa propre expertise et ses moyens de contrôle démocratique face aux nouvelles procédures financières et budgétaires déjà en place ou en train d'être mises en place par l'Union européenne et la zone euro;

- la participation à une coopération permanente et flexible entre les parlements nationaux, sans vouloir pour autant créer de nouvelles institutions;

- une collaboration avec le Parlement européen telle que prévue par l'article 13 du TSCG, et

insistant au respect des compétences propres des parlements nationaux dans le domaine budgétaire et financier et en invitant le Parlement européen à en tenir compte dans ses propres démarches et initiatives.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Lydie Polfer.

An da kéime mer nach eng Kéier zréck op den éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech de Projet 6160 iwwert d'Post. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Haagen, den Här Adam an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

3. 6160 - Projet de loi sur les services postaux

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee Gesetzesprojet iwwert de Postservice gesäit d'Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 2008 vir, eng Direktiv iwwert déi definitiv Realisatioun vum europäesche Bannemaart am Beräich vun de Postservicer.

Dës Direktiv huet déi komplett Liberaliséierung vun de Postservicer fir den 1. Januar 2011 virgesinn, mat der Méiglechkeet fir d'Memberslänner, dës Échéance op Ufro hin ëm zwee Joer verlängert ze kréien, a Lëtzebuerg huet vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach.

Eigentlech huet d'Liberaliséierung vun de Postservicer schonns virun zwielef Joer ugefaange mat der Ëmsetzung vun der Direktiv 97/67. Duerch déi Direktiv, déi iwwert d'Gesetz vum 15. Dezember 2000 an eis national Legislatioun ëmgesat gouf, konnt de Postservice mat Ausnahm vun der Bréifpost vu 50 g a manner an der Colis-Post bis zu 2 kg um konkurrenzéierte Maart duerch d'Bedreiwer vu Postservicer ugebuede ginn. Esou sinn nei Firmen, besonnesch am Beräich vun der Express-Post, bei eis am Land usässeg ginn.

Déi Ausnahm, dat heescht, Bréiwer bis zu 50 g a Päck bis zu 2 kg, déi de Service réservé duergestallt hunn, sollten als Kompensatioun fir d'Méikäschte fir de Bedreiwer vum Service postal universel, an eisem Fall de Postbetrib, déngen. Dës Kompensatioun soll ab dem 1. Januar 2013 ewechfalen.

Dir Dammen an Dir Hären, woura läit dann eigentlech de Problem? De Problem, dee läit am Spagat, deen de Législateur maache muss tëschent dem fräie Konkurrenzmaart, wat déi eenzel Postservicer ubelaangt, deen der Philosophie am Fong geholl vum Bannemaart, vum fräie Bannemaart vun der Europäescher Unioun entsprécht, an anerersäits der Ofsécherung vum universale Postservice, deen an der Iddi vun enger nationaler Kohäsioun verankert ass.

Den universale Postservice besteet an der Garantie fir all Awunner bei eis am Land, egal wou hie wunnt, deen eng Bréifkëscht no den Norme vun dem nationale Régulateur opgestallt huet, d'Recht ze hunn, fir seng Post geliwwert ze kréie géint d'Bezuele vun engem abordabelen Eenheetspräis iwwert d'ganzt Land.

Duerch d'Liberaliséierung ass et duerchaus méiglech, datt Betriber un de Postservicer vun de groussen Agglomératioune mat enorme Quantitéite vu Bréiwer a Päck op engem klenge Raum interesséiert sinn, an déi entleeën Dierfer uerchtert d'Land net bedénge wëllen.

Duerfir gesäit de Projet vir, datt de Régulateur, an eisem Fall den Institut Luxembourgeois de Régulation, een oder méi Betriber obligéiere kann, de Service postal universel ze assuréieren. De Finanzement vun deem Service muss awer assuréiert ginn am Fall, wou d'Recetten, déi de Service postal universel generéiert, net duerginn, fir d'Käschten, déi duerch hien entstinn, ze decken.

De Bréifservice ass nach wie vor e rentabele Service, besonnesch an deene grousse Metropolë wéi Stied wéi Lëtzebuerg, Esch, Diddeleng, Déifferdang, d'Nordstad, fir nëmmen déi ze nennen. Fir déi Marchée fënnt ee räichlech Ubidder.

Dat ass awer net de Fall an de ländleche Regioune mat wäite Weeër a klenge Postvolumen. De Problem huet sech net gestallt, wou d'Post nach de Monopol vun dem Postservice bei eis am Land hat. Och no der éischter Liberalisatioun am Joer 2000 krut d'Post d'Käschte vum Universalservice iwwert de Service réservé gedeckt.

Wat d'Ofséchere vum Service postal universel ubelaangt, esou gesäit de Projet vir, datt d'Entreprise vun der Post an der Telekommunikatioun dee Service universel bis d'Joer 2020 assuréiert. Dat ass net onbedéngt e Cadeau fir eis Postentreprise.

Här President, d'Zil vun dësem Projet besteet also doran, engersäits de Fonctionnement vun engem liberaliséierten, konkurrenzfäege Postbetrib ze reglementéieren an anerersäits d'Ugebuet vun engem Universalservice ofzesécheren.

Deen éischten Deel vum Projet gesäit allgemeng Bestëmmungen an Definitioune vir. Deen zweeten Deel leet Bedéngunge fest, fir e Postservice kënnen unzebidden an een Accès op de Réseau ze kréien.

De Projet ënnerscheet tëschent dem einfachen Ubidder vu Postservicer, deen eng Notifikatioun un den Institut Luxembourgeois de la Régulation muss riichten, an dem Ubidder vum universale Postservice, deen eng Autorisatioun vum IRL muss ufroen. Dës Autorisatioun ass un d'Obligatioune gebonnen, déi d'Qualitéit, d'Disponibilitéit an d'Ausféierung, déi de Service universel ubelaangen, souwéi zur Contributioun un den Nettokäschte vum allgemengen Universalservice bäizedroen.

Den drëtten Deel vum Projet bestëmmt d'Rechter vum Endbenotzer vum Postservice. Si betreffen d'Verdeelung vun dem Postservice souwéi de Recours am Fall, wou seng Post verluer geet.

De véierten Deel traitéiert den universale Postservice. Woura besteet deen? Wéi eng Exigenze muss en erfëllen? D'Auteure vum Projet hate virgesinn, datt eng vun den Exigenzen an der Verdeelung vun der Post sechs Deeg an der Woch géif bestoen. Opgrond vun allen Avisë vun de Beruffschamberen an aneren Organisatiounen, déi sech géint esou eng sechsdeegeg Verdeelung ausgesprach hunn, huet d'Kommissioun no Récksprooch mat dem zoustännege Minister décidéiert, fir de Service esou wéi bis elo op fënnef Deeg ze beschränken.

De fënneften Deel fixéiert Moossnamen, déi de Regulateur ënnerhuele kann, fir de Service universel oprechtzeerhalen. Wéi muss de Service ausgeschriwwe ginn? A wat geschitt, wa keen Ubidder fir den universale Service postuléiert? An deem Fall designéiert den ILR een oder zwee Bedreiwer, déi am Besëtz vun enger Autorisatioun sinn, fir den universale Service ze assuréieren.

De sechsten Deel traitéiert de Finanzement vum Service postal universel. Den Artikel 26 gesäit d'Aféierung vun engem Fonds pour le maintien du service postal universel vir. Dee Fong gëtt vum ILR géréiert a vun engem agréémente Réviseur d'entreprise kontrolléiert. Zum Finanzement vum Fong droen all d'Prestatairë vun universale Postservicer bäi. Dat heescht, all Prestatairen, déi am Besëtz vun enger Autorisatioun sinn, mat Ausnahm vum designéierte Prestataire am Fall, wou keen Ubidder op d'Ausschreiwung vum Universalservice geäntwert huet.

De siwenten Deel fixéiert d'Prinzipien, deenen d'Tariffer vun dem Universalservice ënnerworf sinn. Si mussen abordabel fir all Benotzer vum Service universel sinn. Si musse käschtendeckend orientéiert sinn an en Incentive fir d'Ugebuet vum Universalservice duerstellen. Si musse fir all Échelon vu Prestatioun uniforme iwwert d'ganzt Land sinn a si mussen transparent an net diskriminatoresch sinn.

(Interruption)

Den aachten Deel...

Jo, voilà!

Deen aachten Deel leet d'Aufgab vum ILR als national onofhängeg Regulatiounsautoritéit fest. Wat sinn dem ILR seng Missiounen? Wéi muss en déi ausüben a wat sinn d'Obligatiounen, déi mat senge Missioune verbonne sinn?

Den néngten Deel vum Projet gesäit Sanktioune vir, deenen d'Prestatairë vum Postservice ënnerworf sinn, wa se hir Missioun net regelrecht ausféieren. Am leschten Deel ginn d'Mesures abrogatoires an d'Dispositions transitoires festgeluecht.

Esou gëtt d'Entreprise vun der Post an den Telekommunikatioune mat dem Service postal universel bis den 31. Dezember 2019 chargéiert a gëtt während där Zäit vun enger Contributioun an de Fonds de maintien du service postal universel entbonnen.

Duerch dëse Projet gëtt d'Gesetz vum 15. Dezember 2000 iwwert d'Postservicer an d'Postfinanzservicer an zwee gespléckt. D'Postservicer ginn aus dem Gesetz vun 2000 erausgeholl an an de virleiende Projet integréiert, an d'Gesetz vun 2000 deckt an Zukunft nëmme méi d'Finanzservicer of.

Sämtlech Beruffschamberen, den Institut vun de Betribsréviseuren, de Conseil de la concurrence an d'Entreprise vun der Post an den Telekommunikatioune souwéi de Statsrot hunn e fundéierten Avis zu dësem wichtege Gesetzesprojet agereecht.

D'Salariatschamber begréisst, datt d'Post nach während siwe Joer de Service postal universel assuréiere soll. Si ass der Meenung, datt, fir een uerdentleche Service ze assuréieren, déi aktuell Postbüroe bestoe bleiwe mussen. Si ass derfir, datt de Fong fir d'Bäibehale vum Service postal universel vun alle Bedreiwer vu Postservicer an net nëmme vun de Bedreiwer vum Service postal universel gespeist misst ginn.

D'Chamber vun de Fonctionnairë begréisst ebenfalls...

(Brouhaha général)

Merci.

D'Chamber vun de Fonctionnairë begréisst ebenfalls, datt d'Entreprise vun der Post mam Service universel bis den 31. Dezember 2019 beoptragt gëtt. Och wat d'Bäibehale vun de Postbüroen an d'Speisung vum Fong ubelaangt, läit se op därselwechter Wellelängt wéi d'Salariatschamber. Se schléit awer d'Kombinatioun vun deenen zwou Optioune fir de Finanzement vum Fong, esou wéi d'Direktiv et virgesäit, vir, dat heescht d'Speisung duerch d'Prestatairen an eng Prise en charge vum eventuel verbleiwenden Découvert duerch de Statsbudget.

D'Chambre de Commerce regrettéiert deen defensive Charakter vum Projet, wat d'Liberalisatioun vum Postservice ubelaangt. Si insistéiert op d'Wichtegkeet vun engem Kollektivvertrag, deen d'Postservicer hei zu Lëtzebuerg op eng wirtschaftlech viabel an international kompetitiv Manéier erméiglecht. Si ass der Meenung, datt an der Iwwergangsperiod, dat heescht vum 1. Januar 2013 bis den 31. Dezember 2019, d'Méikäschte vum Service postal universel iwwert de Statsbudget gedroe misste ginn, an ass géint eng Participatioun vun alle Postservicebedreiwer un de Fonctionnementskäschte vum ILR.

D'Entreprise vun der Post werft eng Rei Problemer op, wat de Finanzement vun dem Service postal universel ubelaangt an d'Densitéit vum Réseau vum Postservice betrëfft. Eng Rei vun hire Remarquen hunn zu enger wesentlecher Verbesserung vum Text bäigedroen.

De Conseil d'État huet a sengem Avis eng Rei vu formelle Verbesserunge vum Text virgeschloen. Zesumme mat de Remarquë vun de Beruffschamberen hunn déi derzou bäigedroen, datt d'Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer agereecht huet, déi vum Statsrot positiv avisëiert konnte ginn.

D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport den 13. Dezember unanime ugeholl a schléit der Chamber vir, den Text, esou wéi en am Projet virläit, ze stëmmen.

Erlaabt mer awer nach eng lescht Remarque, Här President. Ech wollt besonnesch e Merci un d'Personal vun der Post a besonnesch d'Bréifdréier riichten, déi eis an all deene Jore méi no stoungen, fir all déi Servicer, déi se am Déngscht vun eise Bierger a besonnesch, mengen ech, am Intérêt vun der sozialer Kohäsioun vun eiser Gesellschaft geleescht hunn.

Ech wéilt awer och besonnesch de Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi Kollaboratioun, déi ech fonnt hunn, fir dëse Projet an de Rapport vum Projet hei ze maachen. Ech mengen, mir haten eng flott Diskussioun zesumme mat de Leit aus dem Ministère, zesumme mam zoustännege Minister, dee praktesch ëmmer präsent war, fir den Text esou ze gestalten, wéi en haut hei virläit. Ech mengen, et ass eng Verbesserung vum Text, wéi en initial ausgesinn huet.

An ech mengen, mäi leschte Merci geet besonnesch un eis Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Tescher, déi wierklech eng formidabel Aarbecht geleescht huet, fir eis ze erméiglechen, datt mer dee flotten Text, dee mer haut hunn, hei kënne virdroen an datt mer iwwerhaapt de Projet haut kënnen iwwert d'Bühn bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwert dat neit Postgesetz of. An der Öffentlechkeet gëtt eigentlech éischter wéineg vun dësem Gesetz geschwat, obschonn et e Gesetz ass, dat jiddwer Eenzelne vun eis betrëfft.

Et geet ëm d'Liberaliséierung vun de Postdéngschter. Doduerjer soll d'Konkurrenz tëschent de Betriber, déi Postservicer ubidden, eropgoen. Mäi Kolleeg, den Norbert Haupert, huet en exzellente Rapport gemaach, an duerfir géif ech mech och just op dräi Punkten haut de Mëtteg konzentréieren.

Den éischte Punkt ass de Service postal universel. Dëse Service besteet aus dem Asammelen, dem Sortéieren, dem Transport an dem Verdeele vu Postsendunge bis zu zwee Kilo. Datselwecht gëllt och fir Päck vun zéng Kilo souwéi d'Verdeele vu Päck bis zu 20 Kilo, déi aus engem aneren EU-Memberland kommen. Och d'ageschriwwe Bréiwer souwéi d'Wäertsaachen, déi mat der Post geschéckt ginn, falen ënnert de Service postal universel.

An dësem Zesummenhang ass et interessant ze notéieren, dass d'Verdeele vun de Lëtzebuerger Dageszeitungen net ënnert de Service postal universel fält, well dës vun engem anere Verdeelerréseau ausgedroe ginn, der sougenannter Messagerie postale.

Déi grouss Neierung beim Service postal universel besteet doranner, dass en a seng eenzel Bestanddeeler zerluecht gëtt. Dat heescht, dass ab dem 1. Januar 2013 ënnerschiddlech Firme kënnen op deem Créneau aktiv ginn, an net méi eng eenzeg Firma wéi bis elo. Wat de Prestataire vum Service postal universel ubelaangt, muss dësen derfir suergen, dass déi virgenannte Postsendunge während wéinstens fënnef Deeg an der Woch agesammelt, sortéiert, transportéiert a verdeelt ginn, an dëst am ganze Land.

Den Institut Luxembourgeois de Régulation soll derfir suergen, dass iwwerall am Land Bréifkëschte stinn. Dës Bréifkëschte sollen zu bestëmmten Zäite während deene fënnef Schaffdeeg eidel gemaach ginn. Ausserdeem soll all Privatpersoun an all Betrib während fënnef Deeg an der Woch seng Postsendunge bei sech heem an d'Bréifkëscht kréien. Hei stellt sech d'Fro, firwat dass mir bei fënnef Deeg an der Woch bleiwen an net op sechs Deeg eropginn. Dëst ass nämlech a verschiddenen EU-Memberstaten de Fall.

Eng vun den Ursaachen ass, dass an eisem Land 95% vun de Postsendunge bannent engem Dag ausgedeelt ginn an 99% bannent zwee Deeg. Wa mir higaange wären a mir hätten de Service universel op sechs Deeg eropgesat, da géifen d'Postsendunge vu freides samschdes verdeelt ginn. Nun ass et awer esou, dass 90% vun de Postsendunge fir grouss Clientë sinn, wéi zum Beispill eis Verwaltungen, d'Banken oder aner Firmen, an déi schaffen eben nun emol gréisstendeels net samschdes. Et mécht also kee Sënn, d'Postsendunge samschdes ze verdeelen, wa se dann awer eréischt méindes gelies ginn.

Ausserdeem géif dëst laut der Lëtzebuerger Entreprise des Postes et Télécommunications ronn néng Milliounen Euro zousätzlech pro Joer kaschten. Déi verschidde Beruffskummere sinn och net fir den Ausbau vum Service postal universel op sechs Deeg.

Mä firwat ass et dann eigentlech esou wichteg, fir de Service postal universel ze definéieren an derfir ze suergen, dass en dann och esou ausgeféiert gëtt? Mä ganz einfach, well all Awunner hei am Land dovunner betraff ass.

Stellt Iech einfach emol vir, Dir kréicht net méi all Dag Är Postsendungen heem, mä just nach eemol an der Woch. Oder Dir misst Är Postsendungen iergendwou an eng aner Uertschaft siche fueren. Stellt Iech och vir, et stéinge keng Bréifkëschte méi uechtert d'Land an Dir misst Är Saachen iergendwou op eng zentral Plaz féieren. Oder déi puer Bréifkëschten, déi dann nach iergendwou stinn, ginn nëmmen nach eemol an der Woch oder - schlëmmer - eemol am Mount eidel gemaach.

Duerfir ass et wichteg, de Service postal universel genee ze definéieren an derfir ze suergen, dass en och esou ausgeféiert gëtt. Well wa mir éierlech sinn, da gesi mir och an, dass et fir e Postbetrib méi rentabel ass, sech just ëm déi grouss Stied ze këmmeren, an deene vill Betriber sëtzen, déi vill Postsendunge kréien, wéi ëm kleng Dierfer, deenen hir Awunner manner Postsendunge kréien.

Bis elo ass de Service postal universel ausgeféiert gi vun der Lëtzebuerger Entreprise des Postes et Télécommunications, also eis Post, wéi mir alleguerte soen. Dat neit Gesetz vun haut gesäit vir, dass dëst och soll fir déi nächst siwe Joer de Fall sinn, also bis den 31. Dezember 2019. D'Post huet bis elo d'Ausféiere vum Service postal universel doduerjer finanzéiert, dass si eng Monopolstellung hat fir alles, wat Services postaux réservés sinn.

An domadder sinn ech dann och bei mengem

zweete Punkt ukomm, d'Services postaux réservés. Dës Services réservés si mam Gesetz vum 15. Dezember 2000 iwwert d'Services postaux et les services financiers postaux ageféiert ginn. D'Lëtzebuerger Post huet eleng dierfen hei am Land Postsendunge bis zu engem Gewiicht vun 350 Gramm asammelen, sortéieren, transportéieren a verdeelen. Dës Postsendungen hunn och misse verschidde Konditiounen um Niveau vum Präis erfëllen. Dës Services réservés ware sengerzäit agefouert ginn, fir d'Lëtzebuerger Post ze schütze virun enger allze aggressiver Konkurrenz.

Am Joer 2002 ass d'Gewiicht vun de Services réservés op 100 Gramm zréckgaangen. An zënter 2006 sinn et nach 50 Gramm pro Postsendung, fir déi d'Lëtzebuerger Post eleng zoustänneg ass. Dëst progressivt Opmaache vum Lëtzebuerger...

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President!

M. le Président.- Jo, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech wier frou, wann Der géift d'Oratrice bieden, méi haart ze schwätzen, oder déi aner lénks a riets vu mir bieden, méi lues ze schwätzen. Et ass relativ penibel fir een, deen esou wäit vum Riednerpult sëtzt, fir sech ze konzentréieren, wa jiddweree schwätzt.

M. le Président.- Da bieden ech Iech nach eng Kéier, wierklech opmierksam nozelauschteren, fir datt och de Minister eppes vun der Interventioun vun der Madame Adehm matkritt. Madame Adehm, fuert virun!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mam Gesetz...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, nozelauschteren!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mam Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, falen d'Services réservés fir d'Lëtzebuerger Post definitiv ewech. Dat bedeit, dass si keng Postsendunge méi huet, fir déi si eleng zoustänneg ass. Si huet also kee Monopol méi.

Also kann eis Post och net méi de Service postal universel mat dëse Services réservés finanzéieren, wéi dat bis elo ënner gewëssen Ëmstänn méiglech war. Doduerjer ass eis Post finanziell benodeelegt par rapport zu anere Betriber, déi am postalesche Beräich täteg ginn. D'Post muss schliesslech uechtert d'ganz Land Postsendungen asammelen, sortéieren, transportéieren a verdeelen. Si ass dee Betrib, deen d'ganz Land ofdecke muss a sech net just däerf op déi méi rentabel Secteure konzentréieren.

Déi aner Betriber dergéint däerfe sech d'Rosëngen aus dem Kuch erauspicken. Well dëse Service postal universel fir d'Lëtzebuerger Post riskéiert, en defizitäert Geschäft ze sinn, gëtt e Fonds pour le maintien du service postal universel mam Gesetz vun haut ageféiert.

An domadder sinn ech da bei mengem drëtte Punkt ukomm, der Finanzéierung vum Service postal universel.

D'Gesetz gesäit d'Opsetze vun engem Fong vir, an deen all Betrib, deen am Segment vum universelle Postdéngscht Postservicer hei am Land ubitt, soll abezuelen, ausser d'Lëtzebuerger Post, well si soll jo de Service postal universel ausféieren. Wann d'Post noweise kann, dass si e finanziellen Nodeel huet duerch d'Obligatioun vum Service universel, ka si aus dësem Fong eng finanziell Entschiedegung kréien.

Fir d'Post ass et wichteg, dass si net hire Benefiss, dee si op hiren aneren Aktivitéite mécht, muss huelen, fir de Service universel ze finanzéieren. Mir wësse jo alleguerten, dass d'Post net nëmme Postaktivitéiten huet, mä och nach de Postscheck an d'Telekommunikatiounen.

Well gefaart gëtt, dass d'Contributioune vun deenen anere Prestatairen net kéinten duergoen, fir d'Nettokäschte vum Service universel ze decken, hat och de Statsrot virgeschloen, de Lëtzebuerger Stat soll dësen Defizit ofdecken. D'Héichschoulkommissioun huet sech awer géint dëse Virschlag ausgeschwat. Si ass der Meenung, dass de Stat net soll derfir bezuelen, an dëst scho guer net an Zäiten, an deenen de Stat selwer muss seng Ausgaben zréckfueren.

Hei sollen déi, déi sech d'Rosëngen aus dem Kuch erauspicken, deemjéinegen hëllefen, dee muss de Service postal universel ausféieren.

Mam Gesetz vun haut gëtt also e Gesetz gestëmmt, dat et engersäits der Lëtzebuerger Post erlaabt, eng ganz wichteg Roll um postalesche Maart ze spillen. Anerersäits kréien d'Benotzer vun de Postservicer weiderhin d'Garantie, dass si qualitativ héichwäerteg Servicer ugebuede kréien.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt aganks dem Rapporteur e grousse Merci ausschwätze souwuel fir säi schréftleche wéi säi mëndleche Rapport. En huet och an der Kommissioun déi Aarbechten, et kéint ee scho bal soen, ganz gutt gegliddert. Et huet ee gesinn, datt e sech wierklech fläisseg an och ganz kompetent an deen Dossier erageschafft hat.

Ech mengen, dat hei ass de leschten Akt vun engem Prozess, dee schonns virun iwwer 15 Joer ugaangen ass, wéi déi éischt Direktiv, d'Liberaliséierung vun de Services postaux, an de Länner vun der Europäescher Communautéit ugeholl ginn ass. U sech misst een zwar eigentlech soen, ass schonns virun 20 Joer dee Prozess vun der Ëmwandlung vun der klassescher Post zu enger Post vum 21. Jorhonnert ugaangen, well deen éischte Schrëtt, deen eigentlech gemaach ginn ass, dat war 1992, wéi d'Post, déi bis dohinner eng staatlech Verwaltung war, en Établissement public ginn ass an och eng Autonomie financière an administrative kritt huet.

D'Direktiv, déi mer also haut transposéieren, ass déi lescht Etapp an engem laange Wee oder déi lescht Etapp, wou mer och schonns eng Etapp haten 1997, wou eigentlech déi éischt Well vun der Liberalisatioun vun de Postservicer komm ass. Deemools war dat, mengen ech, nach ënnert der Madame Delvaux. An haut ass also dann déi lescht Etapp.

Déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, déi staamt aus dem Joer 2008. Do ass se ugeholl gi vum Conseil a si hätt eigentlech misse bis 2010 ëmgesat ginn. Et war awer d'Méiglechkeet an der Direktiv virgesinn, fir sech en Délai erauszeschloen. Lëtzebuerg hat dat och gefrot. Mir kruten dat och accordéiert. A mir hunn awer da misse bis eben haut, net haut, mä bis den 31. Dezember dëst Joer musse mer dat dann awer och maachen, wat mer jo dann haut de Mëtteg och wäerte maachen.

Et ass och während all deene Joren, an dat gëllt och haut nach, vill Wäert drop geluecht ginn, datt d'Qualitéit vum Service postal universel garantéiert bleift. Duerfir behält och d'Post vun deem Moment un, wou dës Direktiv a Kraaft ass, d'Obligatioun oder d'Recht, loosse mer et emol esou soen, jee wéi een et gesäit, fir déi nächst siwe Joer de Service postal universel ze assuréieren.

Ech wëll elo net weider op dee ganze Volet, do kéint ee ganz vill a laang diskutéieren, mir hunn dat zum Deel och an der Kommissioun gemaach, iwwert dat, wat de Service postal ass, agoen. Ee Punkt oder zwee Punkte wéilt ech just erausgräifen. Dat sinn och déi, déi mer e bësselche méi laang an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Dat eent war déi Fro, ob een de Postservice och soll op samschdes ausdehnen. Ech mengen, d'Regierung oder de Postminister Biltgen wollt dat onbedéngt. Et war awer esou an der Kommissioun, ech géif soen, praktesch all d'Membere vun all de Fraktiounen haten do awer éischter Problemer domadder.

Och dobaussen um Terrain d'Bréifdréier, déi éischt Concernéiert, déi dat jo dann hätte missen maachen. Awer och de Lëtzebuerger Client am Endeffekt. Wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, ass et wierklech keng grouss Demande, fir och samschdes nach de Courrier ze hunn. Et ass einfach esou, datt d'Leit gewinnt sinn, datt samschdes a sonndes keng Post do ass an datt se och vläicht wëllen hir Rou hunn, keng Rechnungen aus der Bréifkëscht wëllen huelen. Bref, et ass eigentlech, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg keng reell Demande do.

Ech mengen, och d'Gewerkschaften, d'Chambre de Commerce, d'Post selwer hunn doranner keng Plus-value gesinn. Et kascht och méi, wéi et brëngt. Et ass och scho virdru gesot ginn a verschidden Avisen, ech menge vun deem vun der Post, datt dat souguer zousätzlech Fraisë fir d'Post bruecht hätt vu ronn néng Milliounen d'Joer. Mir sinn eigentlech frou, datt also och d'Kommissioun sech hei emol eng Kéier géint d'Regierung konnt duerchsetzen an et also bei deene fënnef Deeg bliwwen ass.

Et sinn och eng Rei Froen oder Froen op alle Fall, wat de Finanzement vum Service postal ubelaangt, déi net ganz kloer sinn. Ech mengen, et ass esou, datt d'Services réservés et erlaabt hunn, den eventuellen Defizit, deen aus dem Service universel entstanen ass, ze kompenséieren. Bon, wann elo déi Méiglechkeet ewechfält, da muss ee kucken, wéi een dat ka géigefinanzéieren. An et ass jo och de Moment net ofzegesinn, wéi sech dee Secteur an Zukunft wäert entwéckelen, ob zum Beispill dann de Courrier électronique dee klassesche Schréftverkéier vläicht eng Kéier ganz wäert ersetzen.

Mir hunn elo e Fong am Gesetz ageschriwwen. Et kann een awer keng prezis Projektioune maachen, wéi vill de Service postal wäert an Zukunft kaschten. Et weess een also net, ob dee Fong wäert duergoen, fir eventuell en Defizit ze begläichen. Wann et net sollt duergoen, wie bezilt dann d'Differenz?

Ech mengen, an der Kommissioun hu mer gesot, och de Postminister huet gesot, datt do de Stat dat net wéilt iwwerhuelen. Do bleiwen also da Froen op, wann herno en Defizit wier oder net genuch Suen do wieren, wéi dat da géif weidergoen.

Wa mer vun de Postservicer hei zu Lëtzebuerg schwätzen, wéilt ech nach en anere Punkt opwerfen. Dat ass dee vun de Postbüroen. Wann der effektiv, dat hu mer jo an deene leschte Jore gesinn, ëmmer méi zougemaach ginn, wann der also manner gebraucht ginn, fir den universelle Postdéngscht ze garantéieren, dann ass et jo awer esou, datt awer nach aner Aktivitéiten an deene Postbüroen oflafen, ëmmer méi zu, wat ee ka soen, Finanzservicer, wou een dat da ka maachen. Dat ass jo och e Service vun der Post.

An dat heescht, jo: Ass do och dann eng Virstellung, wéi dat soll an Zukunft geschéien? Ob dann nach weider awer Postbüroen zougemaach ginn oder awer de Stand vun elo, wéinstens datt dat wäert awer, géif ech soen, net weider Büroen zougemaach ginn.

Oder ass awer d'Virstellung, datt och zum Beispill d'Services financiers an Zukunft wäerte ganz aus de Postbüroe verschwannen? Datt mer keng Postbüroe méi hunn an datt dann och zum Beispill dat alles digital oder iwwer Internet gemaach gëtt? Vläicht kann de Minister eis herno kuerz dorobber Opschloss ginn.

Här President, ech komme schonn zum Schluss. Ech mengen, dee Projet de loi, dee mer haut stëmmen, do gi mer also déi lescht Etapp um Wee vun der Post an d'21. Jorhonnert. Wat op alle Fall ënnert dem Stréch muss erhale bleiwen, dat ass, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft op en effizienten an e gutt fonctionnéierende Postdéngscht am Service vun de Bierger musse verloosse kënnen.

D'Gesetz, d'DP kann deem zoustëmmen. Dat ass eng Virlag, fir datt mer an Zukunft nach en effiziente Service hunn. Mä d'Praxis muss dat an den nächste Jore weisen, ob se dann och dat erfëllt, wat mer hei am Gesetz dovunner erwaarden. Dat gesot also den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gären dem Här Rapporteur, dem honorabelen Deputéierten Norbert Haupert, villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi baséiert op enger EU-Direktiv, dat ass scho gesot ginn, déi Lëtzebuerg bis den 1. Januar 2013 also muss ëmsetzen, dëst nodeems mir mat verschiddenen anere Länner een zousätzlechen Délai accordéiert kritt hunn. D'Virriedner, denken ech, si schonn op dëse Punkt agaangen.

Zum Projet selwer: De Projet de loi ass de 14. Juli 2010 deponéiert ginn. An de Statsrot huet säin Avis den 13. Juli 2012 ginn. Dat si bal op den Dag genau zwee Joer. Eng Zäitspan, kann ee soen, déi dësem Projet de loi net grad guttgedoen huet, déi och d'Aarbechten an der Kommissioun e bësse freinéiert huet. Déi Aarbechten hunn also ugefaangen ouni den Avis vum Statsrot, an dat nach ënnert der Présidence vum verstuerwene Kolleeg Lucien Thiel.

De But vun dësem Gesetzesprojet ass déi komplett Ouverture vun de Postservicer. An am Artikel 19 vum Projet de loi ginn d'Konditioune vum sougenannte Service postal universel definéiert. Et sinn dëst d'Levée, den Tri, den Acheminement an d'Verdeelung vun den Envois postaux bis zwee Kilo a vu Päck bis zéng Kilo, d'Verdeelung vu Päck aus anere Länner vun der EU bis 20 Kilo souwéi déi ageschriwwen Envoien an d'Envois à valeur déclarée. Dat ass och scho gesot ginn.

Ech wollt dat awer soen, well d'EU-Direktiv och e sougenannte Prestataire vum Service postal universel virgesäit, dee bei eis am Land bis 2019, also wéi och elo schonn, d'Post offréiert, mä duerch dëst Gesetz gëtt d'Post ganz einfach bestëmmt an obligéiert, fir dëse Service universel postal unzebidden.

Iwwregens ass dës Obligatioun näischt Neies, well d'Obligatioun vum Service universel war der Post schonn iwwert d'modifizéiert Gesetz vum 15. Dezember 2000 am Artikel 17 imposéiert ginn. No dësem Zäitraum, also no 2019/2020 kann ee soen, kann dann all Entreprise eng Autorisatioun beim ILR ufroen, fir de Service universel postal kënnen ze offréieren, muss awer natierlech och d'Konditiounen an d'Obligatioune vum Service postal universel kënne garantéieren. Aner Prestatairë kënnen am Kader vun dësem Gesetz an och vun dëser EU-Direktiv awer och nëmme verschidde Servicer vum Service postal universel ubidden.

Wat definéiert dann elo de Service postal universel? De Service postal universel garantéiert am Prinzip d'Levée an d'Verdeelung vum Courrier bei d'Leit an d'Entreprisen, also bei d'Clienten, an dëst all Jours ouvrables an an all Géigende vum Land, am Sënn vun engem Service d'intérêt général. Ech denken, datt dat fir Lëtzebuerg wichteg ass.

Wann de Service postal universel no 2020 vun enger oder verschiddenen Entreprisen ugebuede gëtt, déi dann awer och natierlech mussen eng Autorisatioun vum ILR hunn, dann ass et kloer, datt dës Konditiounen an Obligatioune musse garantéiert an erfëllt sinn a bleiwen.

Eng vun dësen Obligatiounen ass awer och an dësem Projet de loi ganz kloer, nämlech d'Abezuelen an ee Fonds de compensation, fir den Defizit, deen duerch d'Obligatioun vum Service universel postal kann entstoen, fir dësen Defizit eben ofzedecken. D'Abezuelen an dëse Fong, wien an dëse Fong wéini a wéi vill abezilt, huet schonn zu villen Diskussioune gefouert, notamment och an der zoustänneger Kommissioun.

D'EU-Direktiv gesäit verschidde Méiglechkeete vir, fir de finanzielle Risiko vum Prestataire vum Service universel opzefänken. De Stat kann dësen Defizit zum Beispill iwwert de Statsbudget iwwerhuelen. Dat ass schonn ugeklongen. Statsbudget a Fong kënnen zesumme bestoen oder, wéi an dësem Fall, nëmmen iwwer ee Mechanismus vun engem spezielle finanzielle Fonds, Fonds de compensation, deen iwwert d'Prestatairë vum Service universel postal an iwwert déi Entreprisen, déi Deeler vum Marché vum Service universel ubidden, gespeist gëtt.

Vu datt d'Post iwwert dëse Projet de loi obligéiert gëtt, de Service universel unzebidden, brauch si net an de Fonds de compensation anzebezuelen. Dat ass nëmmen de Fall, wann d'Autorité nationale de régulation, also den ILR, de Prestataire vum Service universel bestëmmt oder déi néideg Autorisatiounen ausstellt.

Vum 1. Januar 2013 u mussen also nëmmen d'Entreprisen an de Fonds de compensation abezuelen, déi verschidde Servicer, déi ënnert de Service universel postal falen, ubidden. De Fonds de compensation ass also do, fir den Defizit, wéi gesot, deen duerch de Service postal universel do géif entstoen, fir deen opzefänken an ze kompenséieren.

Wéi vill ass dann de Käschtepunkt vun deem sougenannte Service universel postal? Dat ass jo de Moment ganz schwéier ze schätzen a virzegesinn. De sougenannte Postmarché orientéiert sech momentan ganz nei, an deen, deen an dësem Fall bestëmmt, ass ganz sécher och de Client.

Eng Etüd, déi am Optrag vun der EU-Kommissioun gemaach ginn ass, weist op déi spezifesch Lëtzebuerger Situatioun hin. De Lëtzebuerger Marché ass fir déi nei Prestatairen interessant, well den Territoire kleng ass. Des Weideren ass d'Zuel vun den Envoië pro Persoun a pro Joer eng vun deenen héchsten an der EU. Dat huet mam Ëmfang vum beruffleche Courrier ze dinn, notamment vun de Banken an den Assurancen. Sou maachen déi honnert gréisste Clientë ronn 70% vum Marché aus. Mir hunn also zu Lëtzebuerg hei e lukrative Marché. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer oppassen, datt dëse Konkurrenzkampf net op d'Käschte vum traditionellen, leider onlukrative Service public universel geet.

Här President, aus villen Avisen, ënner anerem vum Statsrot, vum Conseil de la concurrence souwéi vun de Beruffschamberen, geet ervir, datt den Defizit vum Service postal universel, am Fall wou déi finanziell Capacitéit vum Fonds de compensation net duergeet, vum Stat iwwert de Statsbudget sollt absorbéiert ginn. D'Regierung ass net dëser Meenung. An d'Kommissioun huet sech schlussendlech, no Diskussiounen, och der Meenung vun der Regierung ugeschloss a festgehalen, datt den Defizit net vum Statsbudget sollt gedroe ginn.

Erlaabt mer awer an dësem Kontext e puer Froen. Wat fir eng Entreprisë bezuelen da vun 2013 bis 2019 an de Fonds de compensation an? De Montant, dee si mussen abezuelen a

dee vum ILR kontrolléiert gëtt, orientéiert sech um Chiffre d'affaires vun dësen Entreprisen. Elo ass et awer esou, datt d'Post als Prestataire désigné net an de Fonds de compensation abezilt an awer deen allergréissten Deel vum Service universel wäert assuréieren, dee leider net lukrativ ass. Et ass net kloer, ob déi aner Entreprisen, déi nëmmen een Deel vum Service universel iwwerhuelen, en Ëmsaz maachen, deen héich genuch ass, fir de Fonds de compensation genuch ze fëllen.

Elo stellt sech d'Fro dann, wien déi Käschte bis 2019, wann dat de Fall sollt sinn, iwwerhëlt. Wat fir eng Entreprise huet schonn en Intérêt, e Marché no 2019 ze iwwerhuelen, wann de Fonds de compensation eidel ass a soss keng Garantien do sinn, wann de Service postal universel defizitär ass?

Eng aner Fro ass: Mudde mer eiser Lëtzebuerger Entreprise publique Post finanziell net ze vill zou, wann ech nieft dem Coût historique entre autres un Investissementer vum Télécomsréseau mat ronn 200 Milliounen denken? Riskéiert dës Politik sech net um Réck vum Client auszeféieren, wann de Kompensatiounsfong senger Aufgab net ka gerecht ginn? Ech weess, dëst si Froen, wou et schwéierfält, an dësem Stadium eng kloer a konkret Äntwert ze ginn. Dat ass Neiland fir eis, wéi den Här Minister Biltgen an där zoustänneger Kommissioun dat och gesot huet.

Dir Dammen an Dir Hären, a well dëst Gesetz schonn esou vill Neierunge mat sech bréngt, war an ass et der LSAP-Fraktioun hir Meenung, fir op eng wichteg Neierung vum Gesetzesprojet ze verzichten, nämlech d'Distributioun vum Courrier postal vu fënnef op sechs Deeg auszebauen. Den Här Berger huet et scho gesot: Dëst hätt nieft dem héije Käschtepunkt vu ronn néng Milliounen Euro pro Joer fir dëse supplémentairen Dag, och dës supplémentaire Distributioun, fir déi ze garantéieren, och nach zu zousätzleche sozialen a logistesche Problemer a Froen, wat d'Personal an d'Material ubelaangt, gefouert. Iwwregens hu mer jo och nach de Mechanismus vun de Boîtes postales an dem Courrier express vu private Firmaen.

Et muss ee sech och eigentlech, an déi Fro ass och scho gestallt ginn, d'Fro stellen, wann de Courrier samschdes ausgedroe gëtt, wat fir ee Courrier da schlussendlech nach beim Client méindes soll ukommen. Den Avis vun der Kommissioun a vun etleche Beruffschambere war, fir d'Distributioun an d'Levée op fënnef Deeg ze loossen, also net der Propositioun vun der Regierung nozekommen. Dat ass och elo esou am Projet de loi virgesinn.

Här President, dëse ganzen Dossier vun der Liberalisatioun vum Postmarché gëtt och bei de Gewerkschaften an natierlech beim Postpersonal diskutéiert. Am Regierungsprogramm vun dëser Koalitioun steet: «En ce qui concerne le marché postal, il appartient aux partenaires sociaux de s'accorder au préalable sur une convention collective sectorielle pour la distribution postale.» Dëse Projet de loi muss also mat der Ausaarbechtung vun engem Kollektivvertrag fir de Secteur an also och fir d'Post zesumme behandelt ginn.

Duerfir meng Fro un d'Regierung, ob si eis kéint soen, wou d'Négociatioune vum Kollektivvertrag dru sinn. Ech denken...

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Dat ass d'Regierung net. Et ass net d'Regierung, déi dee Kollektivvertrag ausschafft.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir wësst awer vläicht, wou d'Négociatiounen dru sinn. Da kënnt Der dat vläicht awer soen.

Ech denken, datt et nëmmen normal ass, datt mer mussen oppassen, datt et net zu engem Outsourcing an dësem Domän, zum Beispill beim Personal, kënnt, zum Beispill am Tri an am Affranchissement, fir d'Rentabilitéit vum Service postal universel ze erreechen.

An dësem Kontext géif ech nach gären eng Kéier op de Courrier express agoen. Ech vermëssen hei déi néideg Definitioun. Dat hunn ech an der Kommissioun och scho gesot.

Fait ass, datt de Courrier express net ënnert de Service postal universel fält an domadder déi Firmaen, déi esou ee Service offréieren, och net an de Fonds de compensation anzebezuele brauchen. Iwwregens brauchen dës Firmae keng Autorisatioun vum ILR, mä eng Notifikatioun geet duer.

An eise Käpp ass de Courrier express ëmmer méi deier a méi schnell wéi den normale Courrier. Mir hunn den Term awer net definéiert, soudatt ee kann hoffen, datt de Courrier express och ëmmer, wéi elo, wäert zu deeneselwechte Konditioune fonctionnéieren. Wann dat net de Fall ass, muss d'Konkurrenzrecht wierken, an den ILR muss sech mam Term „degré suffisant d'interchangeabilité" vum Artikel 26 Alinéa 2 auserneesetzen. Dëst an deem Sënn, datt dës Entreprisen och obligéiert misste ginn, an de Fonds de compensation anzebezuelen.

Zur Diskussioun an zu enger Opposition formelle vum Statsrot huet och d'Aart a Weis gefouert, wéi d'Fonctionnementskäschte vum ILR sollte finanzéiert ginn. Den ILR ass, wéi gesot, d'Autorité de régulation indépendante vum Marché vun de Services postaux. Mir hunn déi eng Säit ee Fonds de compensation, deen den Defizit vum Prestataire oder vun de Prestatairë vum Service postal universel soll iwwerhuelen, an déi aner Säit d'Fonctionnementskäschte vum ILR, zum Beispill fir all Notifikatiounen an d'Autorisatiounsprozeduren, awer och fir de Marché postal ze iwwerwaachen an ze reguléieren.

D'Gesetz gesäit vir, datt d'Prestatairë vun de Services postaux, also déi keng Servicer vum Service postal universel ubidden, mussen zu de Fonctionnementskäschte vum ILR bäidroen. Dat schéngt och logesch, well eng Iwwerwaachung vun den Notifikatiounen a vun de Services postaux wichteg ass, fir festzestellen, ob d'Prestataren net och Servicer ubidden, déi ënnert de Service postal universel géife falen. An dësem Fall mussen dës Entreprisen, wéi gesot, an de Fonds de compensation abezuelen.

De Statsrot war mat dëser Argumentatioun vun der Kommissioun an der Regierung och d'accord.

An deem Kontext ass et awer nach wichteg ze ënnersträichen, datt nëmmen de Chiffre d'affaires betruecht gëtt, dee vum Secteur vum Postservice ervirgeet, fir an de Fonds de compensation anzebezuelen. Esou kann et zum Beispill net sinn - an och, ech mengen, d'Madame Adehm -, datt bei der Post och den Ëmsaz vum Secteur vun der Telekommunikatioun betruecht gëtt, well dat dozou gefouert hätt, datt dee méi lukrativen Telekommunikatiounssecteur d'Defiziter vum Postsecteur hätt missen decken.

Dir Dammen an Dir Hären, am Groussen a Ganze kann ee soen, datt d'Iwwerleeungen an d'Recommandatioune vun de Gewerkschaften an de Chambres professionnelles an dëse Projet de loi mat agefloss sinn. Fir eis als LSAP ass et wichteg, datt mer mussen e Service public an dësem Gesetz weider offréieren. Duerfir ass mat dësem Gesetz och d'Post als Prestataire vum Service universel postal bis 2019 bestëmmt ginn. Mat dem Mechanismus vum Service universel ass et fir eis primordial, fir datt mer den Iwwergang op 2020 an doriwwer eraus eis traditionell Post net zerstéieren.

Mir sinn der Meenung, datt d'Notioun vum Service public, deen hei zu Lëtzebuerg vun der Post garantéiert an offréiert gëtt an dee bei eis historesch gewuess an néideg ass, wichteg ass. Mir hunn am Kader vun, zum Beispill, der Liberalisatioun vum Telekommunikatiounssecteur dëse Secteur, zum Beispill, nei opgestallt, dëst op Drock vun enger ëmmer méi staarker Konkurrenz an ëmmer méi performanten Technologien. An dëse Secteur ass och gutt opgestallt. Eist klengt Land brauch eng staark Entitéit P & T, also Post, an duerfir ass et och gutt, datt mir dës zwee Secteuren an enger öffentlecher Entreprise zesummegelooss hunn.

Mir wëllen an dësem Dossier keng wëll Liberalisatioun. D'Virdeeler vum Service public musse fir jiddwereen an iwwerall zu Lëtzebuerg bestoe bleiwen. Fir dëst ze realiséieren, musse mir eng virsiichteg Politik beim Opmaache vun der Entreprise publique P & T maachen, awer dëst ëmmer am Sënn an an der Garantie vun engem Service d'intérêt général.

An dësem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci fir d'Éischt eisem Rapporteur, dem honorabelen Här Norbert Haupert, dee souwuel en exzellente schréftleche wéi mëndleche Rapport vun deem Projet de loi hei gemaach huet.

Et ass scho villes gesot ginn. Ech mengen, de Service postal universel ass méi wéi eng Kéier erkläert ginn. Ech hunn dem Här Haagen seng Froen, och wat de Courrier express ugeet, ganz interessant fonnt. Ech freeë mech da mat him op d'Äntwerte vum Här Minister, wéi mer dat wëllen auserneenhalen. Et mécht mir et méi einfach, ech kann e bësse méi allgemeng och iwwert d'Philosopie vun deem Gesetz an iwwert d'Entwécklung am Postwiesen agoen.

De 14. Juli 2010 ass de Projet de loi déposéiert ginn an et huet da bis haut gedauert, ier mer dëst Gesetz kënne stëmmen. Et hat also zwee an en halleft Joer gedauert, bis déi néideg Avisen do waren an den definitive Projet elo virläit, dee mir dann haut wäerte stëmmen. Domat setze mer dann d'EU-Direktiv 2008/6 ëm. Mir haten, grad wéi zéng aner EU-Memberstaten, d'Recht kritt, fir déi Direktiv net scho missen 2010 ëmzesetzen, mä fir se eréischt zwee Joer méi spéit, an zwar den 31. Januar dëst Joer, missen ëmzesetzen.

Ech mengen, datt d'Chamberskommissioun déi Zäit gutt genotzt huet. Mir hu ganz vill Avisen erakritt, an ech mengen och, datt mer op déi Avisë praktesch alleguerten agaange sinn an datt mer all déi Ufuerderungen, déi un eis erugedroe gi sinn, praktesch konnten erfëllen. Et gëtt elo héich Zäit, datt mer dëst Gesetz stëmmen, well soss riskéiere mer, eng Strof ze kréie wéinst Netëmsetzung vun enger EU-Direktiv.

Mat dem Gesetz vun haut iwwert d'Services postaux féiere mer dann déi ganz Rei vu Bestriewungen zu Enn, fir de Postsecteur ëmmer méi ze liberaliséieren. Dee méi wéi 150 Joer ale Monopol vun der Lëtzebuerger Post fir d'Ausdeele vun de Bréiwer an de Postkaarte geet zu Enn, och wa mer der Post de Service universel bis 2020 mat dësem Gesetz zouspriechen.

Et freet ee sech natierlech, wéi sënnvoll datt d'Liberaliséierung vun der Post ass, besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg. D'Postservicer hunn zu Lëtzebuerg eigentlech ëmmer gutt funktionéiert a ware relativ präiswäert, op alle Fall fir de Privatmann. An esou ass et och kaum de Privatmann, dee vun der Liberaliséierung profitéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Bei der Post huet villes changéiert. Wann de Bourville nach an de 50er Joren a sengem Lidd «Tiens, voilà le facteur!» gesongen huet:...

(Hilarité)

«Dans chaque village, on connaît l'facteur. C'est un personnage qu'on porte dans son cœur.», dann ass haut net méi vill vun där Nostalgie vum Bréifdréier iwwreg.

De Bréifdréier vun haut steet ënner Zäitdrock. Seng Gestë ginn ähnlech geplangt an organiséiert wéi déi an der Fleegeversécherung.

Moies muss de Bréifdréier eng strikt Reiefolleg anhalen, wéi e säi Courrier zesummestellt. Fir d'Éischt verdeelt hien déi virsortéiert Bréiwer a seng Casen, dann déi grouss Plien, dann d'Zäitschréften, duerno d'Recommandéen an d'Reklammen. Dat erënnert un den Taylor a seng Theorie vum Scientific Management. Den Taylor huet jo schonn um Enn vum 19. Jorhonnert probéiert, duerch d'Observatioun an de Chronométrage vun eenzelnen Aarbechtsschrëtter d'Aarbecht op eng méiglechst rationell Aart a Weis ze organiséieren. Dat ass him och op ville Plaze gegléckt, huet awer och, an ech mengen, zu Recht, den Onmutt vun de Gewerkschafte provozéiert.

D'Leeschtungsverhale vum Eenzelne gëtt och vun de Relatiounen ënnert den Eenzelne bestëmmt an och vun de Relatioune mam Chef oder der Chefétage beaflosst. Et mécht scho Sënn, iwwer eng effikass Aarbechtsorganisatioun ze diskutéieren, mä de Salarié kann a sengem Wierken net als Maschinn betruecht ginn.

Mä net nëmmen de Bréifdréier, och de Client huet vill Ännerungen, wat d'Post betrëfft, materlieft. De Bréifdréier däerf eigentlech keng Bréiwer méi vun de Leit op sengem Tour unhuelen. Dat ass op den Dierfer alt nach vill gemaach ginn, mä dat kascht ze vill Zäit, déi net an der Tournée mat ageplangt ass.

No der éischter Reorganisatioun vun der Post, déi jo net ganz glécklech war, war vill Duerjerneen. D'Bréifdréier hunn oft gewiesselt, d'Zäit, wou d'Post kënnt, huet fir vill Leit changéiert, et si verschidden Tier organiséiert ginn, ee fir d'Zeitung, ee fir d'Bréiwer, ee fir d'Reklammen an ee fir d'Päck.

Dat hat souguer eisen honorabelen an onermiddleche Marcel Oberweis dozou verleet,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...no der Ökobilanz an den CO_2-Emissioune vun där neier Strategie ze froen.

(Interruptions)

De Minister hat doropshi verséchert, datt d'Postentreprise sech scho géif Suergen ëm d'Ëmwelt an d'Nohaltegkeet maachen. D'Post keeft grénge Stroum, passt bei hirem Fuerpark op de Verbrauch op a schafft drun, den „ecological footprint" vun der Entreprise kleng ze halen.

Dat ass jo schéin a gutt, a mat der zweeter Reorganisatioun ass och scho munches besser ginn. Den interessante Phenomeen, datt zwee Postautoen sech net aus de Féiss kommen, de Bréifdréier mam Courrier an de Michel-Greco-Auto, dee mat Päck hannendrufiert, deen ass awer nach net ganz aus der Welt geschaf.

Mir schafen also haut dee leschte Service réservé vun der Post of, Liberaliséierung total. déi gréng sprangen dowéinst net vu Freed an d'Luucht, eis Begeeschterung hält sech ferme a Grenzen.

(Brouhaha)

Och der Regierung hir Begeeschterung hat sech a Grenze gehalen. Si hat sech esou laang, wéi et nëmme méiglech war, géint déi Liberaliséierung gewiert. Mir waren eent vun deenen zwee Länner, déi sech den 1. Oktober 2007 géint eng Ouverture vun de Postservicer ausgeschwat haten.

Historesch gesi léisst sech de Postmonopol a praktesch allen europäesche Länner wuel doduerch erklären, datt den eenzelne Bierger ee Recht zougestane kritt huet, vun esou engem Service däerfen ze profitéieren, an datt de Stat eigentlech deen Eenzege war, deen et fäerdegbruecht huet, esou ee Service ze organiséieren. Et war also och eng Garantie an e Schutz duerch de Stat viru Willkür.

Haut menge mer jo dann an Europa, mir missten de Bierger virum Stat schützen, den Afloss vum Stat misste mer zréckdrécken, well déi fräi Konkurrenz um Marché besser Resultater fir d'Leit géif bréngen. Oder sinn eis déi kleng Leit egal? Denke mer net vläicht just un déi grouss Clienten, déi sech effektiv op engem fräie Maart besser Konditiounen aushandele kënnen, wéi dat bei engem staatleche Monopol de Fall wier?

An et sinn déi grouss Clienten, déi haut kënnen d'Konditiounen diktéieren. Ech zweifelen zum Beispill net drun, datt Amazon haut esou e grousse Client ass, datt dee Betrib, deen esou ee Client wéi Amazon huet, alles drusetzt, fir dee Client ze halen. A wann een esou ee Client verléiert, da fält villes zesummen.

Wa mir dann elo op de Wee vun der totaler Liberaliséierung musse goen, dann ass et wichteg, dee klenge Client vun de Postservicer ze schützen. Duerfir schafe mer e Service universel, deen eng Mindestprestatioun fir all Mënsch garantéiere soll, och fir déi Leit, déi am ländleche Raum liewen, och fir déi Leit, déi relativ seele vun der Postoffer Gebrauch maachen.

De Minister hat gemengt, de Service misst sechs Deeg an der Woch funktionéieren. Mir waren alleguer der Meenung - dat ass och elo hei vu praktesch jiddwerengem gesot ginn -, fënnef Deeg an der Woch géif duergoen, an duerfir stinn am Gesetz, wat mer haut stëmmen, och fënnef Deeg.

Iwwert d'Postbüroe steet näischt an eisem Gesetz. Et hätt ee jo eventuell och kënne festhalen, datt pro x Awunner och ee Postbüro misst sinn. Dat wier allerdéngs eng ganz komplizéiert Geschicht ginn. E Postbüro huet jo eng ganz Rei Aufgaben, déi wäit iwwert de Service universel erausginn. A well de Service universel jo och muss finanzéiert ginn, wier et da schonn eng zimlech komplizéiert Aufgab ginn, wéi een Deel vum Postbüro géif ënnert de Service universel falen a wéi een Deel zum Beispill ënnert de Service financier oder soss eng Déngschtleeschtung géif falen.

Et ass also an eisen Ae korrekt, keng Zuel vu Postbüroe festzehalen. Mir sollten eis awer bewosst sinn, an ech denken dobäi virun allem un déi vill Deputé-mairen, déi heibanne sinn, datt d'Zuel vun de Postbüroen an Zukunft riskéiert dramatesch erofzegoen. Vläicht kritt dann deen een oder aneren Député-maire virgehäit, datt sech net hei an der Chamber fir eng Mindestzuel vu Postbüroen agesat gëtt, zumindest dee Moment, wou a senger Gemeng soll e Postbüro ofgeschafe ginn.

Wéi gesot, de Service universel muss och finanzéiert ginn. Duerfir gëtt ee Fong geschafen, dee vum Institut Luxembourgeois de Régulation, dem ILR, géréiert gëtt. D'Fro stellt sech, an och hei huet den Här Haagen ganz prezis gefrot, ob genuch Prestatairen um Marché sinn, fir an dee Fong anzebezuelen, ob do genuch Gelder zesummekommen, fir een eventuell defizitäre Service universel ze finanzéieren. An ech sinn och gespaant drop, wéi eng Firmen dann elo schlussendlech zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren an dee Fong abezuelen.

Et ass am Moment schwéier ofzeschätzen, ob esou ee Service defizitär gëtt. D'Post seet eis, datt de Marché vum Bréifverkéier vu Joer zu Joer méi kleng gëtt. Muss dat esou weidergoen? Brauche mer op eemol kee Bréifdréier méi? Ech sinn do net esou pessimistesch. Ech mengen, datt och an Zukunft nach Bréiwer verschéckt ginn. Verschiddenes wäert verschwannen oder ass scho verschwonnen, wéi zum Beispill en Deel vun de Bankextraiten. Aner Produite ginn nei erfonnt, wéi zum Beispill de personaliséierte Reklammsbréif.

Recommandéen, déi jo net zum Service universel gehéieren, sinn iwwregens leider net um Ausstierwen. Besonnesch elo, zënter datt eng ganz Rei Leit och hei zu Lëtzebuerg ufänken, d'Kris ze spieren, ginn erëm ganz vill Recommandéen ausgedeelt.

Iwwert déi wichteg Roll, déi den ILR mat dësem Gesetz zougestane kritt, huet de Rapporteur geschwat an ass och schonn hei geschwat ginn, esou datt ech zum Schluss vu mengen Ausféierunge kommen.

Här President, mir waren net Demandeur fir dëst Gesetz, och wann et fir eng Rei Länner verständlech ass, datt se sech méi Konkurrenz gewënscht hunn. Ech ka mech nach gutt drun erënneren, wéi schlecht d'Post zum Beispill a Spuenien virun der Liberaliséierung fonctionnéiert huet. E Pak ass a Spuenien ukomm oder en ass net ukomm. Eng Kaart aus der Vakanz huet ouni Weideres dräi Woche gebraucht, bis se an der spuenescher Bréifboîte war.

Mä ech ka mech awer och nach gutt erënneren, wéi an Däitschland op eemol praktesch iwwer Nuecht eng gewalteg Konkurrenz zur Post opgebaut ginn ass, déi just mat der Aféierung vun engem sektorielle Mindestloun konnt gestoppt ginn. Liberaliséierung ass oft eng Gefor fir sozial Acquisen, an déi Gefor besteet och zu Lëtzebuerg.

Domat, léif Kolleegen an Kolleeginnen, bréngen ech, wann och ouni Begeeschterung, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz, wou mer mengen, datt ënnert den Ëmstänn, déi mer imposéiert kritt hunn, dat Bescht draus gemaach ginn ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt e ganz grousse Merci un den Här Haupert fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen exzellent war. Ech brauch net vill hei ze schwätzen, well den Här Adam huet meng Ried virgelies.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi dann?

M. Jean Colombera *(ADR).*- An duerfir…

Une voix.- Elo wësse mer, wou de Wee héiert.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Meisch, ech hu schonn eng gréng Krawatt un!

Une voix.- Wien hätt dat geduecht?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wien hätt dat geduecht?

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dat gesot, mir hunn do och eng gewëssen Nostalgie vum ale Bréifdréier. An, Här Minister, d'Fro, déi ech Iech stellen: Wou ass de gudden ale Bréifdréier higaangen? Ech ka mech erënneren…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Net bei d'ADR!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Déi hutt Dir 2001 als ADR probéiert ofzeschafen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …Partei, déi wollten d'Liberaliséierung!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- En ass jo net méi dran! En ass jo net méi dran!

Une voix.- Net esou nervös, Här Biltgen.

M. le Président.- Hei, lauschtert wann ech gelift dem Här Colombera elo no!

(Interruptions)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Minister, dat heite war eng rhetoresch Fro.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Lauschtert dem Här Colombera no. Ech mengen, deen hält eng gutt Ried de Mëtteg.

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Minister, dat hei war eng rhetoresch Fro! Dat war keng direkt Fro.

(Interruption)

Mir hunn eng gewëssen Nostalgie vum Bréifdréier. Fréier ass e mat sengem Weenchen duerch d'Duerf gerannt. En huet d'ganzt Duerf kannt. En ass bei d'Leit gaange mam Kalenner, mat der Post, mat de Päckelcher, mam Kannergeld. Et kann ee sech erënneren un déi kleng Pabeiersfatzen, déi en hat. En ass bei d'Bom komm mat der Rent. En huet eng Taass Kaffi gedronk. Dat war eng Nostalgie.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An eng Drëpp!

M. Jean Colombera *(ADR).*- An eng Drëpp. Neen, eng Drëpp huet en net gedronk, well soss wier en awer voll gewiescht.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An nach e Stéck Kuch giess!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Hautdesdaags ass dat net méi de Fall. Ech mengen, munch Dierfer wiesselen de Bréifdréier esou wéi munch ee vun eis seng Frëndin, hein.

(Hilarité)

E kënnt an enger Nacht- und Nebelaktioun! An et misst ee vläicht eng Kéier, wann een awer esou fair wier, fir an der Post eng Kéier eng Etüd ze maachen, wéi d'Akzeptanz bei de Leit ass. Ech mengen, do géif vill erauskommen. Ech mengen, wann de Bréifdréier eng Kéier un der Dier schellt an no 30 Sekonnen ass keen do, da läit een Ziedel an der Bréifboîte an d'Persoun kann hire Bréif an d'Post siche goen oder och bei déi associéiert Firmen. Déi hunn emol keng Zäit, fir ze schellen, déi setzen direkt de wäissen Ziedel an d'Bréifboîte. Dat muss ee sech virstellen.

Une voix.- Jo.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Esou wäit si mer komm mat der Liberaliséierung. De Stat, deen e Monopol hat. An ech si frou, Här Biltgen, dass mer dat e bëssen zréckgehalen hunn. Ech maachen Iech guer kee Virworf. Et ass eng Constatatioun.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Well Är Partei huet et gefuerdert!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Neen, neen. Här Biltgen, ech maachen Iech kee Virworf!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Elo huet en nach eng Partei…

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dat ass eng Constatatioun, déi ech soen. An et deet eis wierklech leed, dass dat esou wäit ass. Well et dierf een net vergiessen, dass déi Bréifdréier an och déi Aarbechter, déi dann elo lues a lues d'Plaz vum Bréifdréier kréien, ënner ganz, ganz schlechte Konditioune schaffen. Ech mengen, et war nach ni de Fall esou wéi haut, dass déi Leit, déi do bei der Post schaffen, esou vill krank sinn, dass déi gemobbt ginn, dass se wierklech ganz, ganz schlecht behandelt ginn. Ech muss derbäi soen, awer mäi Stempel drop drécken: Et ass einfach eng Schan. Och wa mer an enger Konkurrenzsituatioun sinn, setzen ech mech awer fir den Aarbechter an. Dat kann dach net sinn, dass mer an déi Richtung ginn, dass mer d'Leit awer hei ganz schlecht behandelen.

An duerfir, dat ass dee Bémol, dee mer hunn. Mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen, awer mat engem klenge Bémol. Well mir gesinn, dass och no 2020, wann d'Konkurrenz méi grouss wäert sinn, wa verschidde Firmen da mat der Post konkurréiere wäerten, dass do dann dee Moment d'Konditiounen nach vill méi schlecht ginn, dass do Aarbechtskräften agesat wäerte ginn, déi wierklech um Mindestloun wäerte schaffen, an déi dierfen net mucksen, well soss gi se erausgehäit.

An dat ass d'Suerg, déi mir hei hunn. An duerfir soe mer jo, mä awer ouni Begeeschterung. A mir wäerten dat Gesetz da stëmmen, wéi gesot. Mä mir sinn net iwwerzeegt.

Merci.

Plusieurs voix.- Wien ass mir?

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Sidd frou, Här Urbany, datt Der deen net hutt.

Une autre voix.- Wien ass mir?

M. Alexandre Krieps *(DP).*- E war gëschter beim Mindestloun net do!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wéi ee stëmmt hei an dësem Fall, do ass d'Fro, wat fir eng grondsätzlech Mentalitéit dass een huet. Et kann ee soen, hei ass eng oder déi aner kleng Verbesserung dran, also stëmme mer alt derfir a mer bäissen op d'Zänn. Mir sinn eigentlech guer net dermat averstanen, mä mer stëmmen trotzdeem derfir. Ech hunn do eng aner Attitüd. Ech gesinn hei awer dee Vote trotzdeem als en Zeeche vun der Resistenz, dat ee muss setze géint déi Entwécklung do, déi komm ass. Ech wäert duerfir mat Nee stëmmen.

Une voix.- Oh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass hei ganz kloer gesot gi vu verschiddene Riedner… Den Här Adam huet et ganz däitlech gesot, wëll ech awer och hei betounen. En ech kann dat net esou laang ausféiere wéi hien, duerfir muss ech mech op hie beruffen.

Ech weess elo net, hunn ech zwou Minutten oder zwou an eng hallef Minutten, Här President?

M. le Président.- Zwou an eng hallef.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Zwou an eng hallef.

M. le Président.- Duerfir, fuert elo schnell virun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir verstitt also, datt ech elo net kann ze vill an den Detail hei goen. Mä en huet et gesot: Déi Liberaliséierung hei, och wa se vun Europa eis imposéiert gëtt, profitéiert net de Leit. Si profitéiert net de Leit! Si profitéiert also forcément enger Rei vu private Muerksbetriber, déi wäerten hei drasprangen, fir ze profitéiere vun där Situatioun, déi d'Politiker an Europa an och zu Lëtzebuerg awer trotzdeem e bësse matgeschafen hunn.

Laangfristeg wäert dat hei derzou féieren no Iwwergankszäiten, awer och schonn direkt, dass d'Post no ënne gezu gëtt, dass och de Service universel no ënne gezu gëtt, dass d'Prestatioune fir d'Leit, d'Zuel vun de Postbüroen an all d'Prestatioune fir d'Leit no ënne gezu ginn, d'Aarbechtsbedingungen no ënne gezu ginn.

Wann hei gesot gëtt, dass de Minister esou drop gepocht huet, fir de Samschdeg als Aarbechtsdag mat eranzehuelen, gesinn ech dat awer e bëssen als alarmant Zeeche fir dat, wat nach an Zukunft wäert op eis zoukommen an där Bezéiung do!

Voilà. Ech hunn et gesot, ech wäert hei ganz kloer mat Nee stëmmen, fir en däitlecht Zeechen ze setzen. Esou geet et net! An dat do muss och erëm ëmgedréit ginn. Dat do muss och erëm an Europa an och hei am Land ëmgedréit ginn! An duerfir mussen d'Leit sech wieren dogéint. An ech mengen, dass et dann och net geet, fir ze soen: „Mir stëmmen hei derfir, well et net anescht geet, an hei oder do gëtt nach eng kleng Verbesserung dru virgeholl." Voilà!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wéilt och fir d'Éischt dem Norbert Haupert villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Virun allem wëll ech em awer Merci soe fir déi vill Zäit, déi e sech hei geholl huet, net nëmmen elo zum Schluss, mä während eigentlech bal dräi Joer, fir zesumme mat de Kolleegen an der Kommissioun un deem Text ze schaffen.

Wat mir och hei e bësse leed deet, dat sinn d'Délaien, déi waren. Ech wousst, dass dat heiten e schwierege Projet ass. A soubal ech erëm eng Kéier fir d'Zweet dann 2009 Kommunikatiounsminister gouf, hat ech décidéiert, dëst Gesetz fir d'Éischt mat alle Partner duerchzeschwätzen an esou séier wéi méiglech e Projet de loi op den Instanzewee ze féieren. Wat ech och gemaach hunn, ganz fréi. An d'Kommissioun huet dat gemaach, wat oft net geschitt an der Chamber, mä hei huet d'Kommissioun et gemaach mat dem Rapporteur, nämlech net op den Avis vum Statsrot gewaart, mä effektiv ugefaangen, iwwer all Detail ze diskutéieren.

Leider, soen ech, huet hei effektiv de Statsrot, souwuel mat sengem prinzipiellen Avis wéi och mat dem Avis iwwert d'Amendemente relativ laang gewaart, esou dass mer awer mat aller Méi, déi mer eis ginn hunn an der Kommissioun an an der Regierung, elo mussen e bëssel chen zum Schluss séier fueren, wat ni gutt ass fir esou eng Matière wéi déi heiten, déi awer komplex a schwiereg ass.

Ech hätt gäre gehat, et hätt een e bësse méi Zäit gehat. Et kënnt nämlech nach mat derbäi - do ginn ech nach eng Kéier drop an -, dass mer jo hei souwisou schonn dräi Joer zougestane krute vun der Kommissioun, also vun der Unioun, mat Ofsprooch vun der Kommissioun, fir dat méi spéit a Kraaft trieden ze loossen, nämlech nom 1. Januar 2013, wou aner Länner déi Liberaliséierung schonn hunn. Ech hätt dat also wierklech gär éischter gehat, och fir dem Betrib Post d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser op déi nei Situatiounen anzestellen.

Ech weess, dass dat geschitt. Dat geschitt och an engem Sozialdialog, deen net ëmmer einfach ass. Mä en ass awer do. Wat och eng wichteg Saach ass, dass och gestridde gëtt. Dat ass schonn eppes, wat ëmmer wichteg ass. Mä et wier besser gewiescht, mir hätten et éischter gehat wéi elo.

Da wëll ech och e Wuert soen, well den Här Berger huet mech ëmmer „Postminister" genannt. Ech sinn net Postminister. Ech si Regulatiounsminister.

(Interruption)

Jo, jo. Dat ass e reelle Problem. Den Här Schneider ass Postminister.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ah!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Jo.

(Interruption)

Neen, neen, ech waarde bis dass Der fäerdeg sidd. Ech…

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Biltgen ass ganz nervös haut.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här Berger, ech hunn net d'Impressioun, dass ech nervös wier.

Une voix.- U wat läit et dann?

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Wann Dir eppes wëllt soen, da sot et, a soulaang waarden ech. Ech wëll just soen, dass de…

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, awer elo emol e bësselchen dem Minister nozelauschteren. Et ass effektiv ganz schwéier, wann een hei soll schwätzen an andauernd gëtt riets a lénks do derzwësche geschwat. Här Minister, fuert elo virun!

Une voix.- Et ass geschwë Chrëschtdag.

Une autre voix.- Seng Zäit ass schonn ëm.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Minister, loosst Iech net stéieren.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Neen, ech loosse mech net stéieren.

(Hilarité)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech explodéiere geschwënn.

Une voix.- Loost Iech net stéieren.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Bleift roueg.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Neen. Wa Rou ass, da schwätzen ech weider. Ech hu kee Problem. Also, ech hunn Zäit de ganze Mëtteg.

Une voix.- Mir och!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Neen, ech verstinn, dass fir vill Deputéierten dat heite Gesetz net wichteg ass. Ech muss just soen, et ass awer wichteg.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Elo provozéiert Dir awer wierklech, Här Minister!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Also, et muss ee wëssen, an ech kommen nach eng Kéier op d'Liberaliséierung zréck, dass effektiv zënter der ganzer Liberaliséierung en Ënnerscheed ass zwësche Postminister a Regulatiounsminister. De Kommunikatiounsminister ass Regulatiounsminister. Dat ass `99 fir d'Éischt geschitt. Bis dohi gouf et zum Beispill e Kommunikatiounsministère zu Lëtzebuerg bis `99, zu deem de Centre informatique gehéiert huet, zu deem d'Post als Betrib gehéiert huet, also P&T gehéiert huet.

Ech waarden, bis den Här Berger an den Här Krieps fäerdeg sinn.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech mengen, de Minister iwwerdreift awer elo. Et ass net méi wéi soss.

M. le Président.- Mä, ech mengen, et wier wierklech gutt, wa mir alleguerten e bësselche méi Disziplin haut de Mëtteg hätten a mir géifen elo dem Minister nolauschteren. Soss komme mer wierklech net virun. Här Minister, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- En ass net fir näischt Kommunikatiounsminister!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Et ass dunn `99 décidéiert ginn, an dat war opgrond vun der Liberaliséierungswell vun der Europäescher Unioun, dass de Kommunikatiounsministère als Ministère opgedeelt gouf.

Do war zum Beispill, an dat war eng vun deenen éischten Décisiounen, déi ech hu missen huelen als Kommunikatiounsminister `99… Wéi ech fir d'Éischt Kommunikatiounsminister war, hunn ech missen den Här Paul Schuh, deen elo President vum ILR ass, op Drock vun der Kommissioun ofsetze loossen als President vun der Post - dee war nämlech déi Zäit Pre-

sident vun der Post -, well d'Kommissioun gesot huet, dat kann net sinn, dass een, dee fir de Regulatiounsminister schafft, well den Här Schuh ass dunn an de Kommunikatiounsministère komm, och President vun der Post ass.

Ech wëll dat just erënneren. Vill Leit kënne sech net méi drun erënneren, wat dat en Drock vu Liberaliséierung war. Eng Liberaliséierung, déi notamment am Postsecteur… An do soen ech dem Här Adam Merci, dass en dat gesot huet, déi vun der Lëtzebuerger Regierung ëmmer erëm refuséiert gouf, déi Liberaliséierung am Postsecteur.

Dat war allerdéngs do e Problem. An duerfir hu mer och nach haut déi Situatioun, dass de Kommunikatiounsminister fir d'Regulatioun zoustänneg ass. Den ILR exekutéiert d'Regulatiounen op alle Gebidder - Telekom, Post, Energie, Gas an esou weider -, an de Kommunikatiounsminister proposéiert d'Gesetzer iwwert d'Regulatioun. De Kommunikatiounsminister dierf awer dofir fir d'Kommissioun net Chef si vun engem Betrib, deen eppes domat ze dinn huet.

An dofir ass `99 de Wirtschaftsminister dunn effektiv och President ginn - also President ginn… -, Ministre de tutuelle gi vun dem Betrib Post. Dat ass dat, wat `99 décidéiert gouf. An duerfir ass de Kommunikatiounsminister Regulatiounsminister an net Postminister.

Da wëll ech soen, dass ech hei bei den Diskussiounen awer e bëssen iwwerrascht sinn iwwer eng Partie Froen, déi déi Häre Berger, Adam an Haagen opgeworf hunn, op déi ech awer nach eng Kéier am Detail zréckkommen, well mir hu se iterativ an der Kommissioun diskutéiert. An ech hunn och iterativ meng Äntwerte ginn. Ech hat och d'Gefill, déi Äntwerte wieren akzeptéiert ginn. An duerfir sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass déi Froen nach eng Kéier hei gestallt ginn, amplaz dass Amendemente komm wieren.

Wou ech awer ganz iwwerrascht sinn, awer erfreet sinn, dat ass, Här Colombera, iwwert d'Positioun vun der ADR.

Une voix.- Ah!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Dir sidd jo nach Member, hunn ech haut matkritt, während engem Joer an der ADR,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- …well am Joer 2000 huet d'ADR eng Motioun hei proposéiert, am Joer 2000, dat war virun der vir-viregter Liberaliséierung, fir ze soen: „Majo, kommt, mir maachen dat, wat d'Chambre de Commerce verlaangt, a kommt, mir maachen eng total Liberaliséierung vum Bréifpostsecteur, well et ass net gutt, dass mir hei e staatleche Monopol hunn."

Ech sinn also frou, dass eigentlech hei d'ADR, well nach sidd Der Member vun der ADR, Här Colombera, hei eng aner Meenung huet wéi 2000, an de Contraire seet vun deem, wat Der 2000 gesot hutt. Dat wëll ech einfach esou hei akzeptéieren. A wann dat och éierlech gemengt ass, sinn ech ëmsou méi frou driwwer, well et ass ni falsch am Liewen eng Kéier eng aner Meenung ze hunn.

(Interruption)

Et ass ëmmer falsch, net op seng Meenung zréckzekommen, wann et deem Falschen dëngt. An duerfir soen ech dem Här Colombera hei…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Fréier! Voilà!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Dir…

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Ma, Dir sidd jo net méi Member an der ADR, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Voilà! Duerfir gesinn ech dat esou.

(Interruption)

M. le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech wollt dat confirméieren, wat den Här Minister hei gesot huet. Mir hunn effektiv déi Positioun sengerzäit gehat. An d'Partei ass dunn awer vun där absoluter Liberaliséierung ofkomm an engem nächste Wahlprogramm. A mir hunn déi Positioun dunn ageholl, déi mer haut hei vertrueden hunn.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Voilà! Dat wollt ech just hei gesot hunn. An nach eng Kéier, den Här Henckes ass net méi Member vun der ADR, mä ech wëll hei begréissen, dass d'ADR hei eng aner Meenung geholl huet. Voilà.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Absolut.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, mir schwätzen elo hei net iwwert den ADR-Wahlprogramm, Här Minister, mä iwwert d'Postgesetz. Fuert Dir elo virun.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et fänkt un, Slapstick ze ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Duerfir stëmme mer d'Gesetz.

Plusieurs voix.- Mir, mir, mir!

(Hilarité)

Une voix.- Die heilige Dreifaltigkeit!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här Kartheiser, schwätzt emol e klärend Wuert.

M. le Président.- Här Minister, loosst Iech net aus der Rou bréngen a fuert virun.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Ech loosse mech net aus der Rou bréngen. Ech waarde just, dass ech erëm ka schwätzen. Also…

(Interruptions)

Ech wëll zu der Liberaliséierung en général eppes soen. D'Liberaliséierung an Europa hat als Zil, op alle Secteuren dem Bierger besser Servicer zu bessere Präisser ze bidden. An déi Liberaliséierunge muss een och dofir separat ugoen.

Wann ech elo bei dem Betrib Postes et Télécommunications sinn, muss ech soen, dass zum Beispill d'Liberaliséierung vun den Telekom-Servicer vill bruecht huet, och fir Lëtzebuerg. De Feeler bei der Liberaliséierung vun den Telekom-Servicer war allerdéngs, dass deemools d'Kommissioun der Meenung war, d'Infrastrukture misste liberaliséiert ginn amplaz nëmmen d'Servicer. Well dat ass ee vun deene Problemer, dee mer haut hunn an deen och de Betrib Post huet, fir wierklech mat dem Breetband méi wäit ze goen, well do d'Post eigentlech ëmmer selwer géint sech a Konkurrenz gestallt gëtt duerch déi Liberaliséierung, déi zum Beispill bei der Energie a bei der Bunn aneschters war: Do sinn d'Infrastrukturen an der Hand vum Stat bliwwen an déi eenzel fréier Monopolisten, déi hu just Servicer ugebueden.

Hätte mer dat am Telekom-Secteur deemools duerchkritt - mir waren awer bal déi Eenzeg, déi dat plädéiert hunn -, da wär et och am Telekom-Secteur haut méi einfach, eng Breetbandstrategie ze maachen, déi mer awer amgaang sinn ze maachen, de Wirtschafts- an de Kommunikatiounsminister zesummen.

Wat d'Bréifpost ubelaangt, ware mer ëmmer géint eng Liberaliséierung. An duerfir wollt ech nach eng Kéier drop hiweisen, déi Debatten, déi mer 2000 haten, wou iwwregens déi gréng Fraktioun dem Minister eng Motioun mat op de Wee ginn huet, déi vu jiddwerengem gestëmmt gouf bis op déi deemools, déi se net gestëmmt hunn, fir ze soen, wiert Iech bis zum Schluss, dass ze vill ofgebaut gëtt vum Service réservé. Déi Zäit, 2000, 2001, du war ech Minister, hate mer nach eng Majorité, eng Minorité de blocage. Déi hat mäi Successeur a Prédécesseur Jean-Louis Schiltz duerno net méi. A wéi gesot ginn ass, et ware just nach zwee Länner, déi dogéint waren an, vu dass mer hei am Majorité qualifiée waren, hu mer eis net kënnen duerchsetzen, esou dass mer déi ganz Liberaliséierung hei kruten.

Woufir ass bei der Post, Bréifpostsecteur, déi Liberaliséierung fir Lëtzebuerg net wënschenswäert? Aus zwee Grënn. Deen Éischten ass deen: Et huet schonn een, ech weess net wien et war, mä ech kann och där Beispiller ginn a jiddweree kennt se, wann een an der Vakanz war oder et war ee Kolleeg an der Vakanz an Italien an en huet ëm wëllen eng Kaart schécken, wéi schéin et an Italien wär oder Spuenien oder nach aner Länner, wéi laang ee gewaart huet. D'Joer drop huet en dann oder fir Chrëschtdag huet en eng Kaart kritt vum Juli. Sou! Zu Lëtzebuerg war d'Bréifpost ëmmer zu gudde Präisser och séier. Sou! Si ass och nach haut vläicht manner gutt wéi fréier, mä dat huet och eppes mat anere Saachen ze dinn. Mä mir waren net Demandeur, well eis Leit zu Lëtzebuerg hunn eng Bréifpost kritt, déi bëlleg a gutt war. Aner Länner hunn déi Liberaliséierung gebraucht, mir net!

Dat Zweet ass, an dat ass den Ënnerscheed zum Telekom-Secteur, den Telekom-Secteur huet e Marché, deen dauernd explodéiert. Dat heescht, wat méi Konkurrenz kënnt, wat och méi Servicer ugebuede ginn, wat och jiddwereen op seng Käschte kënnt. Et muss ee kucken, am Telekom-Secteur ass de Betrib EPT haut largement majoritär. Ech wëll och soen, et hu verschidde Leit, den Här Haagen zum Beispill, gesot, dat dierft net hei erafléissen. Dat ass ganz kloer. Also, eng vun deene positive Konsequenze vun der Liberaliséierung an Europa ass, dass net gesot gëtt, majo, well s De um Telekom-Secteur e Benefiss méchs, muss De Defizit op dem Postsecteur maachen. Also, dat ass schonns eppes, wat ganz kloer ass vun der Liberaliséierung. Mä et ass evident, dass hei de Marché zréckgeet.

Et ass virdru geschwat gi vun de Banken. Jo, Dir wäert gesinn, ëmmer manner Leit, d'Banke froen ëmmer méi Suen, wann ee gäre seng Extraiten hätt. Dat heescht, ëmmer méi Leit ginn herno nach just op Internetbanking, deen och ëmmer méi sécher gëtt, wat gutt ass. An op där anerer Säit entsteet eleng doduerch e Verloschtgeschäft fir d'traditionell Bréifpost.

An dat, wat mir och, soen ech hei nostalgesch, e bësse leed deet, dat ass, dass mer eigentlech vergiessen, wou d'Bréifpost hierkënnt. D'Bréifpost kënnt aus engem Secteur hier, aus enger Geschicht hier, do muss ee wierklech op d'18. an d'17. Jorhonnert zréckgoen, Thurn und Taxis an esou weider, déi haten e Monopol. Déi haten awer e Monopol fir déi Déck. Déi Déck haten d'Recht op eng Post. An eng grouss Errungenschaft fir d'Leit war, dass de Stat jiddwerengem garantéiert huet, dass e géif Post kréien, an net nëmmen deenen, déi konnte bezuelten. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, déi Bréifpost muss een och gesinn, am Kader vun eise moderne Verfassungen, vun dem Bréifgeheimnis. Woufir sinn zum Beispill ëmmer, bei eis an an anere Länner och, d'Bréifdréier staatlech Beamte gewiescht? Majo, well ee vu staatlech vereedegte Beamte konnt erwaarden, dass se d'Bréifgeheimnis net géife verletzen. An dat ass eng Geschicht, déi een awer einfach net sollt vergiessen. Haut denkt kee méi drun. Haut gëtt gesot, et muss bëlleg sinn a séier sinn an esou weider. Mä d'Geschicht vun der Bréifpost, wéi och eis Post se gemaach huet, war jiddwerengem Bierger Urecht ze ginn, séier Bréiwer ze kréie vun engem aneren an déi Bréiwer net vun iergendengem opgemaach ze kréien, mä déi Bréiwer zougelooss iwwerreecht ze kréien. Dat soll een net vergiessen.

An dat Drëtt, wat dobäi war, dat ass, an do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck, wann et drëms geet, wéi et ze bezuelen ass, dat ass den Timber. Dat ass den Timber…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ech war et net.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Virum Timber…

Une autre voix.- Ech och net.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Also, Här President, Dir décidéiert, wann ech ophalen.

M. le Président.- Neen, Här Minister, fuert virun. Dir waart e puermol ënnerbrach ginn. Dir hutt also nach déi eng oder déi aner Minutt méi zegutt. Fuert virun, wann ech gelift.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Den Timber ass e wesentlecht Element,…

Une voix.- Hie mécht weider, wéi wann näischt gewiescht wär.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- …en Element gewiescht beim Bezuelen, well virum Timber huet dee bezuelt, deen e Bréif krut. Nom Timber huet dee bezuelt, deen e Bréif fortschéckt. An och dat erkläert eng Partie Problemer, déi mer herno kréie beim Finanzement.

Den Timber ass allerdéngs eng Demokratiséierung gewiescht vun der Bréifpost, well effektiv dee bezilt, dee gär hätt, dass deen aneren e Bréif kritt, an net deen, deen de Bréif kritt, muss bezuelen. Bon, natierlech hu mer Servicer, wou ee seet, ech hätt gär eppes séier, da kréien ech et.

Ech wëll iwwregens all deene Leit soen, déi op Internet bestellen an déi um Internet gesot kréien, Du muss esou vill fir den Transport bezuele vun Dengem Pak, si sollen emol ganz oft dat maachen, wat ech ëmmer maachen, ze soen: „Ech verzichten dorop, schéckt en einfach mat der normaler Post!" Well doduerch kënnt en net onbedéngt vill méi spéit un, mä e kënnt op alle Fall méi bëlleg un, wéi wann een deier Privatservicer bezilt, soi-disant well eben déi Firma mat deem en Accord huet. Och do kommen ech nach eng Kéier drop zréck, dass et och wichteg ass, dass an Zukunft den Utilisateur net onbedéngt déi Privatservicer ënnerstëtzt, déi d'Korinthen aus dem Kuch eraussiche kommen.

An da wëll ech hei eppes soen, wat ech mengen, ech also ganz roueg ka soen, well ech mengen, ech sinn de meescht gehaasstene Politiker op der Post a bei de Bréifdréier souwisou.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Dat ass, jo, dat ass esou, domadder muss ech liewen…

(Interruptions diverses)

Domadder muss ech liewen. Ech wëll just soen - duerfir kann ech dat soen, ouni dass et als Schläimerei ugesi gëtt, well ech souwisou keng Stëmme méi do ze gewannen hunn -, dass een einfach hei muss unerkennen, dass d'Bréifdréier an hir Federatioun, dass déi eigentlech bal bereet waren hei, ee vun deenen eelste Beruffer, déi mer hei an der Fonction publique hunn, d'Bréifdréier, ech wëll net soe ganz ofzeschafen, mä lues a lues auszerangéieren. An duerfir wollt ech dat nach eng Kéier virdru gesot hu vun der Geschicht vun der Bréifpost, och vun der Verfassungsroll vun der Bréifpost. An ech mengen, dass et duerfir och eng Unerkennung vun eis bedeit, dass hei awer Leit waren, en uralen traditionelle Beruff, déi bereet waren am Kader vun engem Sozialdialog ze kucken, fir déi Restrukturéierung esou ze maachen op der Post, dass et och dee Betrib nach an Zukunft ka ginn.

An dann e Wuert zum Service universel an zum Service réservé. Mir haten, an dat war nach, wéi ech 2001 déi virlescht Direktiv ausgehandelt hunn, hate mer e Service réservé, et ass e puermol gesot ginn, bis zu 50 Gramm konnt d'Post weider huelen. Domadder huet d'Post Defizitgeschäfter kënne maachen. Wou sinn d'Defizitgeschäfter, wou sinn déi positiv Geschäfter? De Punkt ass, dass een…

Ech hunn dat ëmmer an der Kommissioun gemaach, dass ech de Bréifpostmarché e bësselche mat engem Méckekuch verglach hunn, dat ass en dréchene Kuch an d'Mécken, dat sinn d'Korinthen. Bis elo war et esou, dass mer gesot hunn, an dat war de Service réservé, d'Korinthen, an dat waren d'Bréiwer bis zu 50 Gramm, déi sinn der Post virenthalen, wat iwwregens och schonn zu enger Partie Prozesser gefouert huet, zu Décisioune beim ILR gefouert huet. Déi sinn dem Betrib Post virenthalen.

Elo geet de Service universel op fir jiddwereen. An dat ass - an duerfir nach eng Kéier op déi Froen zréckzekommen, déi hei gestallt goufen, déi ech scho beäntwert hat awer nach eng Kéier wëll bestellen - de Problem ass deen, dass de Service postal universel zwou Bedeitungen huet. Et ass een eenzege Betrib am Land, dee muss jiddwerengem Bierger am Land, egal wou e wunnt, dat garantéieren! Dat heescht, dee muss och den dréchene Kuch garantéieren. An déi aner, déi nei Betriber, déi kënne sech d'Korinthen erauspicken.

An dat ass de Punkt, wou et elo an Zukunft schwiereg gëtt. An dat ass och den Haaptpunkt gewiescht, fir d'Regierung, net nëmme fir de Kommunikatiounsminister, mä fir d'Regierung insgesamt, an deem ganze Pak, fir ze soen, wa mer elo d'Konkurrenz opmaachen, da kann et net sinn, dass dann de Stat zweemol bezilt. De Stat bezilt de Betrib Post, well mir sinn eenzegen Haaptaktionär, an ech sinn och der Meenung, dass dat och soll esou bleiwen. Mir sollen net d'Actionnariat opmaachen, well déi Fro gouf ënnerschwelleg vun engem gestallt. Ech mengen, dass de Stat soll weiderhin Aktionär bleiwen, well de Betrib Post fir eis net e finanzielle Betrib ass, deen eis Sue soll virun allem an d'Keess ginn, mä virun allem eis Missiounen am Interessi vun de Leit ginn.

Op där anerer Säit ass et allerdéngs esou, dass mer net der Meenung sinn als Regierung, dass dann d'Post, dass dann de Stat och nach sollt d'Defizitgeschäft vun der Post bezuelen. Wann hei nei Konkurrenten op de Marché kommen, déi nëmmen d'Korinthen huelen, ma da solle si derfir bezuelen. Hei ass et natierlech, jiddwereen huet et gesot, dass hei souwuel d'Gewerkschafte wéi d'FEDIL an d'Chambre de Commerce enger Meenung waren, fir ze soen, de Stat soll bezuelen. Ech verstinn d'Gewerkschafte ganz gutt. Ech hunn och ganz vill Versteesdemech, wann ech Member wär vun de Gewerkschaften.

M. le Président.- Här Minister, ech muss lech just drop opmierksam maachen, dass Der

lues awer sécher zum Schluss kommt. Ech hunn lech elo fënnef Minutte méi ginn. Ech wär awer elo frou, wann Der géift lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Wéi vill Minutte gitt Der mer?

M. le Président.- Ma fuert emol virun. Dir hutt Der elo scho fënnef méi kritt. Ech mengen, mir hunn hei Riedezäiten, do muss awer jiddweree sech am Prinzip drun halen. Dir sidd elo e puermol ënnerbrach ginn, duerfir hunn ech lech och e puer Minutte méi ginn. Mä kuckt, datt Der awer elo lues awer sécher zum Schluss kommt.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Liest den Avis vun der Chambre de Commerce no. Do steet däitlech dran, mir hätte gär, dass de Stat bezilt a mir hätte gär, dass de Stat derfir suergt, dass d'Post restrukturéiert gëtt. An duerfir verstinn ech d'Gewerkschaften, dass si och wëllen hunn, dass de Stat bezilt, well se fäerten, dass se herno ënner Drock gesat ginn, dass herno ze vill séier an ze vill schlecht d'Posten ofgebaut gi bei der Post.

Ech soe just, ech versti si, mä ech deelen hir Meenung net, well ech effektiv der Meenung sinn, dass, wann elo Privatbetriber kommen, déi hei d'Korinthen akasséieren, déi hei Suen akasséieren, dass se och solle bezuelen. An déi Fro, déi mer hei gestallt gouf vun engem vun den Intervenanten, fir ze soen: „Wie bezilt dann elo a wie bezilt net?" Do soen ech ganz einfach, wa vill Privatbetriber kommen an d'Korinthen erauspicken, dann ass den Defizit vum Betrib Post grouss. Mä da sinn der och vill do, déi dra bezuelen an den Defizit.

Wa mer awer eleng doduerch, dass mer deene Betriber soen: „Dir musst herno bezuelen.", deenen emol e Rigel virschieben, dass déi elo nëmme kommen an an de Ballungsgebidder - d'Ballungsgebidder, dat ass de Süden, dat ass de Minett an dat ass d'Stad -, do Servicer ubidden, bei deem, dee fortschéckt, net bei deem, wou et ukënnt. Well, do wäert Der gesinn, dass e Betrib seet zu de Privatboîten: „Wann Dir wëllt bei eis kommen, da kritt Der vill méi bëlleg Är Post ausgedroen am Minett an an der Stad, mä wann Der gär Bréiwer am Norden hätt, da gi se méi deier." Wat mécht de Betrib? Ma e geet bei de Private fir de Minett a fir d'Stad an e geet bei d'Post fir deen am Norden an am Osten.

An duerfir, wa mer deene Betriber soen -, an duerfir sinn ech hei radikal géint den Avis vun der Chambre de Commerce a géint de Conseil de la concurrence -, wa mer deene soen: „Lauschtert, wann Dir nëmmen d'Korinthen hei erauspickt, da musst Der matbezuelen.", dann hu mer vläicht d'Chance, dass der manner kommen. Wann der manner d'Korinthen erauspicken, gëtt den Defizit fir de Betrib Post jo och manner grouss. An dat ass e bëssen d'Äntwert op déi Fro, déi verschidde Leit gestallt hunn.

Une voix.- Do si mer eis eens.

M. le Président.- Dir misst lues awer sécher elo wierklech zum Schluss kommen. Dir sidd elo iwwer siwe Minutten. Ech mengen, Dir hutt Zäit, fir...

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech wëll lech da soen,...

M. le Président.- ...Är Konklusioun ze zéien.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Jo. De Problem ass, Här President, d'Deputéierten trieden op, stelle mer Froen, hätte gären eng Äntwert. An Dir gitt mer net d'Zäit, fir d'Äntwert ze ginn. Ech kann also keng Äntwert méi ginn...

(Interruptions diverses)

Ech kann also keng Äntwert méi ginn, déi ech gäre ginn hätt, well ech hu se...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir hat awer elo laang genuch...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir hutt Är Zäit benotzt, fir iwwert d'ADR ze schwätzen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech hunn d'ADR gelueft. Elo sidd och nach rosen dowéinst!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Minister, kommt elo zum Schluss.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech hätt gären iwwert d'Expresspost geschwat, ech hätt gären iwwert d'Postbüroe geschwat, ech hätt virun allem schrecklech gären iwwert de Kollektivvertrag geschwat an ech hätt och gären iwwer fënnef oder sechs Deeg geschwat. Ech wëll just soen, dass ech kee Problem hunn, dass sechs Deeg fale gelooss ginn. Heiansdo muss ee Ballast loossen, fir dat ze kréien, wat ee gären hätt. A wat ech gären hätt, dat ass, dass déi Privatbetriber, déi d'Korinthen hei erauspicken, dass déi och bezuelen, an dass et net nëmmen de Stat ass an de Steierzueler, déi musse bezuelen, fir dass d'Leit e gudden Déngscht gebuede kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. An domadder wär d'Diskussioun elo definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6160 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6160 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint eng Neen-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ier mer elo un deen nächste Projet de loi kommen, ass hei nach eng Question urgente vum honorabelen Här Ali Kaes iwwert d'Zuchlinn Ëlwen/Lëtzebuerg erakomm.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

Une voix.- ...misst nach d'Urgence erklären, Här President.

Une autre voix.- Wou ass do d'Urgence?

M. le Président.- Ech géif also den Här Kaes bieden, seng Fro ze stellen. Den Här Kaes erkläert lech elo d'Urgence.

Une voix.- Mir fuere mat dem Zuch iwwert d'N7.

4. Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn u sech déi Fro gestallt, well ganz einfach mer bis elo eng gutt Woch haten, wou d'Temperaturen ënner Null gefall sinn an effektiv ass an där Woch direkt den éischten Zuch vun Ëlwen a Richtung Ettelbréck, Richtung Stad zweemol u sech net zu deenen normalen Horairë gefuer. Dat heescht, déi eng Kéier ass en iwwerhaapt net aus der Gare erauskomm, well en eng Pann hat zu Ëlwen. An déi zweete Kéier ass e just bis op Clierf komm an du war et eriwwer. A wann...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden lech, dem Här Kaes nozelauschteren.

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech weess souwisou net, wat et do ze laache gëtt. Ganz besonnesch...

Une voix.- Här President, ech si gëschter mam Bus an d'Stad gefuer, deen hat dräi Minutte Verspéidung. Däerf ech och eng Questioun stellen? Et ass urgent, wann ech gelift.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Kaes, fuert elo virun.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech weess net, also déi Leit am Norden, déi deen Zuch huelen, déi fannen dat iwwerhaapt net lächerlech!

Une voix.- Mir och net. Mir fannen eppes anescht lächerlech.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Grad déi gréng, déi jo fir den öffentlechen Transport sinn,...

(Interruptions diverses et hilarité)

...misste ganz speziell fir den öffentlechen Transport sinn, missten et guer net gutt fannen, wann ee sech net kann op den öffentlechen Transport verloossen. Wann een net zur Zäit op seng Aarbecht kënnt, wann een net zur Zäit a seng Schoul kënnt, wann een net zur Zäit an de Lycée kënnt, wann een net...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden lech, elo opmierksam ze sinn.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Wann een net op Dikrech zum Beispill an de Lycée kënnt, fir seng Prüfung ze schreiwen, dann ass dat...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Kaes, stellt awer elo wann ech gelift Är Fro.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Jo.

M. le Président.- Stellt elo Är Fro.

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, da musst Dir et vläicht awer och fäerdegbréngen, datt endlech hei Rou ass, datt een normal ka seng Fro stellen. Ech wëll just soen, datt dat doten net normal ass an datt...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Do si mer eis all eens!

M. le Président.- Ech bieden lech, awer elo wierklech nozelauschteren. Stellt Är Fro an da kann de Minister drop äntweren, wann ech gelift.

Une voix.- Ma, et ass dem Minister seng Schold!

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt grad an engem Moment, wou den öffentlechen Transport zweemol Sënn mécht, nämlech dann, wann d'Stroossen net onbedéngt gutt befuerbar sinn, datt, wann een da seet, ma elo huelen ech grad haut den Zuch, an doduerch ze spéit kënnt, dann ass dat einfach net gutt.

An duerfir froen ech, ob den Här Minister a Kenntnis vun där Situatioun ass, ob u sech eis Zich net de wanterleche Konditiounen ugepasst sinn, wat also d'Ursaache sinn, datt dauernd Pannen optrieden?

(Interruptions diverses)

A wat den Här Minister - Dir kritt mech net aus der Rou, Dir alleguerten net -, a wat den Här Minister gedenkt ze ënnerhuelen, fir datt och déi Bierger aus dem Norden, déi fréi mam éischten Zuch Richtung Ettelbréck a Richtung Stad fueren, fir datt déi sécher an zur Zäit op hirer Aarbecht respektiv an hirer Schoul ukommen?

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Elo kritt de Minister d'Wuert, fir drop ze äntwerten.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass e Bus an eng Luucht gerannt...

Une voix.- Ech hunn d'Urgence nach net verstanen, Här President.

Une autre voix.- De Minister erkläert eis et jo elo.

M. le Président.- De Minister äntwert elo op d'Fro vum Här Kaes.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Saache sinn zu där doter Fro ze soen.

Dat Éischt, dat ass selbstverständlech, wéi den Här Kaes seng Fro gestallt huet, hunn ech mech bei de CFL informéiert, wat dann d'Problemer wären, krut och relativ prezis Äntwerten. Op deem Datum, wou gefrot ginn ass, den 12. Dezember 2012, war effektiv eng vun deenen..., hu mer 14 Deeg no hanne gekuckt, fir ze gesinn, wat alles passéiert ass. Zwou Saache si passéiert. Et war eng Relatioun vun deene 84 Zirkulatiounen, déi moies während deene 14 Deeg gefuer sinn, déi suppriméiert ginn ass, also net konnt nom normalen Horaire fueren.

Firwat war déi Suppressioun do? Mä dat war, well en techneschen Défaut um Transformateur vun der Lokomotiv 3.002 den Zuch...

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Elo wësse mer alles.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Voilà!

...den Zuch RE 7.608 vu 5.41 Auer...

Une voix.- Elo versti mer d'Urgence esou lues.

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Da lauschtert och elo dem Minister no!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 3.002, ma dann ass et urgent.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...well déi en techneschen Défaut um Transformateur hat. Dee Problem war also net, wéi elo hei gesot gouf oder wéi ee konnt gleewen, liéiert mat de Conditions hivernales, well et hat u sech näischt mam Wanter ze dinn. En hat just eng Pann, Wanter oder net Wanter.

(Brouhaha et hilarité)

Dat ass esou. Duerfir d'Äntwert op déi Fro an op d'Angscht vum Här Kaes, datt dat op der Nordstreck, wou awer d'Wanterkonditioune méi grouss si wéi op anere Strecken, kéint méi oft virkommen, ass also net justifiéiert, well den Zuch just eng Pann hat an dat do net mat de wanterleche Konditiounen eppes ze dinn hat.

D'CFL hunn och a mengen Aen hei relativ gutt reagéiert, well de Personnel de bord an den Agent local vu Clierf sinn informéiert ginn, hunn och de Persounen, déi dra waren, assistéiert an hunn och déi noutwendeg Moossname geholl, fir et an de Grëff ze kréie mat de Leit.

Do kann een effektiv elo driwwer laachen. Mä ech fannen, datt d'CFL do bei esou Fäll eng gutt Aarbecht maachen. Si si relativ schnell intervenéiert.

(Brouhaha général)

Une voix.- De Problem sinn net d'CFL!

Une autre voix.- Ausser zu Dikrech.

M. le Président.- Ech bieden lech, nozelauschteren!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da soen d'CFL och nach, datt se an Zukunft och de Personnel sédentaire, dat heescht déi Persounen, déi op deene Garë sinn, déi qualifizéiert sinn, fir d'Surveillance vun deene Maschinnen ze maachen, wäerte bäibehalen. Wann also aner Konditioune sinn a Schwieregkeete sinn, datt se direkt kënnen agräifen.

Duerfir als Konklusioun wëll ech soen, datt d'Material vun de CFL duerchaus adaptéiert ass un déi do Froen an datt u sech ëmmer awer eenzel Panne kënne virkommen.

Des Weidere war nach de 7. Dezember 2012 een Zuch ëm 46 Minutte retardéiert. Dat war dat Eenzegt, wat awer op där Streck dee Moment virkomm ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6388, eng Konventioun vum Conseil de l'Europe géint den Terrorismus. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et ass kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi...

Une voix.- Den Här Urbany.

M. le Président.- Den Här Urbany.

Da kritt also elo d'Wuert d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Christine Doerner.

5. 6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;

- le Code d'instruction criminelle;

- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et

- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Terrorismuspreventioun - och Warschauer Konventioun genannt - vun 2005 ergänzt ënner anerem d'Terrorismusbekämpfungskonventioun vun 1977.

Schonns an de 70er Joren hat ganz Westeuropa mat terroristesche Strukturen ze kämpfen. Wéi zum Beispill déi Katastroph vun der Münchener Olympiad, awer och d'Entféierung vun deem Vol vun der Lufthansa, dee vu Palma de Mallorca no Frankfurt wollt fléien an dee finalement zu Mogadischu gelant war.

Mir haten d'Entféierunge vum Generalbundesanwalt Buback, dem President vun der Dresdner Bank Jürgen Ponto, dem Chef vun der däitscher Industrie Hanns Martin Schleyer, déi all leider ëmbruecht goufe vun der RAF, der Rouder Arméi Fraktioun, och d'Baader-Meinhof-Grupp genannt. De Schued a ganz Europa an deene Jore war a Milliardenhéicht, ouni déi Verletzten an Doudeg ze zielen.

De Schock vum 11. September 2001 huet verdäitlecht, dass mir elo an enger Weltrisikogesellschaft liewen, an där de Stat sengen nationale Sécherheetsaufgaben nëmme kann nokommen, éischtens mat internationale Rechtsnormen a multilateraler Kooperatioun, zweetens mat innovativer Kriminalpreventioun, déi déi klassesch Strofrepressioun ergänzt, an drëttens dat Ganzt mat der richteger Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet. Onnéideg Agréffer an d'Grondfräiheete sinn ze vermeiden.

De Conseil de l'Europe, deem seng Konventioun mir haut sollen an d'Législatioun ëmsetzen, ass säit de 70er Joren eng Autoritéit am Antiterrorberäich a gesäit sech als Partner vun der UNO bei der Ëmsetzung vun der globaler Antiterrorstrategie.

D'Haaptzil vun dëser Warschauer Konventioun ass, wierksam strategesch Moossnamen ze treffen, fir den Terrorismus ze verhënneren. Den Text selwer vun der Konventioun gëtt keng Definitioun, keng direkt Definitioun. En definéiert indirekt den Acte terroriste, andeems e sech op sektoriell UNO-Konventioune bezitt, déi iwwregens enger Clause d'approbation anticipée ënnerleien.

De Conseil d'État gesäit hei keng verfassungsrechtlech Problemer, well et sinn allgemeng UNO-Konventiounen, déi sech spezifesch op den internationalen Terrorismus bezéien, wéi zum Beispill den Nuklearterror oder d'Sécherheet am Loftraum.

D'Konventioun gesäit eng dräideeleg Preventiounsstrategie vir. Fir d'Alleréischt ass et eng besser Kooperatioun duerch national an international Sécherheetsdéngschter, spontanen Informatiounsaustausch an d'Verbesserung vu Koordinatiounspläng am zivilen Noutfall.

Déi zweet Sail ass de Schutz vun de fundamentale Bierger- a Strofprozessrechter. An déi drëtt Sail ass d'Ausenanersetzung, d'Verbesserung vun den Ursaachen, aus deenen Terror entstoe kann, wéi zum Beispill den interkulturellen Dialog.

De Conseil d''État hat zu der Ëmsetzung vun dëser Konventioun weider keng Bemierkung. Mä d'Originalitéit vun dëser Konventioun läit an enger preventiver Approche. Duerfir verflicht sech Lëtzebuerg, d'Handlungen ze bestrofen, déi zwar keng Terrorakte sinn, mä zu terroristesche Strofdote féiere kéinten.

Konkret ginn elo, mat dësem Projet de loi, dräi nei Infractiounen an eise Code pénal agefouert, déi enk mat terroristeschen Aktivitéite verbonne sinn an doranner bestinn, eventuell en Terrorakt virzebereeden. An dat sinn déi öffentlech Provokatioun, de Rekrutement an d'Ausbildung fir terroristesch Zwecker. Dës nei Strofdote fannen hir Plaz am Code pénal ënnert dem Kapitel Crimes contre la sûreté intérieure de l'État ënnert den Artikelen 135-11, 12 an 13.

An domadder gëtt, niewent der Warschauer Konventioun, och d'Décision-cadre JAI vun 2008 ëmgesat, déi iwwert de Kampf géint den Terrorismus vun der EU schwätzt. Firwat ginn déi zesummen ëmgesat? Well se d'Comportementer vun der Provokatioun oder dem Rekrutement an dem Entraînement komplett d'nämlecht oder similaire definéieren.

Dës dräi Infractioune sinn autonom. Dat wëllt soen, si existéieren eegestänneg, och wann et net zu engem terroristeschen Akt kënnt. Domadder läit dëse Gesetzesprojet an därselwechter Logik wéi d'Gesetz vum Oktober 2010 iwwert de Finanzement vum Terrorismus.

Well hei eng Strofbestëmmung agefouert gëtt, déi d'Virfeld vun enger geplangtener Terrorstrofdot ofdeckt, ass et ganz wichteg, dass de Regime vun der Bewäisféierung kloer encadréiert gëtt. Dës nei Infractioune mussen also zwou Konditiounen erfëllen: D'Handlung muss rechtswiddreg, dat wëllt soen illegal sinn an och virsätzlech, wëssentlech begaange ginn. Et gëtt keng Infractioun ouni de Wëllen, fir se ze begoen. Déi kriminell Intentioun spillt eng bedeitend Roll.

Wéi zum Beispill bei der Formatioun fir den Terrorismus muss de Parquet dräi Saachen, dräi Elementer beweisen: Éischtens, d'Terrorformatioun muss wëssentlech vermëttelt ginn; zweetens, den Destinataire vun der Formatioun muss de Wëllen hunn, eng Infractioun ze begoen, op där op d'mannst dräi Joer Prisongsstrof ass, an drëttens, de Formateur muss dat och gewosst hunn. D'Bewäisféierung ass eng essenziell Garantie, fir d'Abusen an d'Aschränkunge vu Grondfräiheeten ze verhënneren.

Contrairement zum Avis vum Conseil d'État huet d'Kommissioun och d'Tentatives vum Rekrutement an Entraînement zréckbehalen.

Op de Rot vum Conseil d'État hin ass den Artikel 315-11 iwwert d'Provokatioun nei libelléiert ginn. Si muss öffentlech sinn, selbstverständlech, mä d'Form vun der Publikatioun, der Verbreedung gëtt net an den Detail agefouert, wat europarechtskonform ass. An der Justizpraxis wäert ganz besonnesch d'Radikalisatioun op Internetplattformen eng wesentlech Roll spillen.

Här President, d'Virverlagerung vun der Strofbarkeet spillt och eng wichteg Roll am Blanchiment an an der Finanzéierung vum Terrorismus. Eng wierksam Antiterrorstrategie ass och, terroristesche Strukturen hir finanziell Grondlagen ze entzéien.

Ech erënneren drun, dass mir mam Gesetz vum Oktober 2010 iwwert de Kampf géint d'Geldwäsch an den Terrorfinanzement ganz nei Infractiounen an eise Code pénal agefouert hunn. Mä hei war nach Reguléierungsbedarf, an duerfir huet d'Regierung am November dëst Joer Amendementer zu dësem Projet gemaach. Si hunn d'Zil, der Recommandatioun 5 vum GAFI Rechnung ze droen, fir all Infractioune vum Terrorismusfinanzement ze preziséieren.

Et geet drëms, net nëmmen de Finanzement vun engem terroristeschen Akt ze bestrofen, mä och dee vun engem Terrorist oder vun enger terroristescher Organisatioun, och wann da kee spezifeschen Terrorakt gemaach gouf respektiv kee Lien mat esou engem Akt bestanen hätt.

De Finanzement vum Terrorismus ass strofbar, wann d'Intentioun nogewise gouf, dass dëse Finanzement wëssentlech als Zil eng terroristesch Infractioun hat, och wann et net zu engem Terrorakt koum.

Ënner Finanzéierung falen all Modes de paiement...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, nozelauschteren!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- ...oder soss all materiell Ënnerstëtzung. De Conseil d'État huet iwwregens all dës Amendementer ugeholl. Mir wëllen der New Yorker Konventioun fir d'Bekämpfung vum Terrorismus an eiser Législatioun Rechnung droen.

Ech kommen zum Schluss. Mat Hëllef vun dësem Risikostrofrecht soll versicht ginn, potenziell Terrorgeforen ofzewieren. Mä d'Rechtsnorme ginn net duer. Si musse verbonne si mat enger gesellschaftspolitescher Strategie géint d'Ausgrenzung, an zwar am Dialog mat all de Kulturen, déi sech eventuell duerch d'Globaliséierung an hirer Dignitéit bedroht fillen. Dat ass och eis gemeinsam Verantwortung.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Doerner. An da kritt d'Wuert den Här Urbany.

Discussion générale

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Madame Doerner huet elo vill vu graven terroristeschen Akte geschwat, déi kee vun eis wëllt. Et feelt zwar „de Bommeleeër" zu Lëtzebuerg oder „d'Bommeleeër" zu Lëtzebuerg an där Opzielung!

Dat Terrorismusgesetz hei kann awer ganz gutt benotzt ginn, well et esou vag formuléiert ass, fir et op all méiglech Situatiounen auszedehnen, déi net eventuell an d'Konzept vun enger Regierung oder vun engem Stat passen, ouni dass se gewaltsam Aktiounen duerstellen an d'Sécherheet vun de Leit a Fro stellen.

Mir haten d'Diskussioun bei deem Gesetz 2003 hei an der Chamber. Ech war selwer do derbäi. Iwwregens fannt Der erëm an deem Text, deen eis virläit, dass d'Untersuchungsriichteren insistéieren op d'Définition précise des infractions. Eng Définition précise des infractions ass hei net do!

Et ass méiglech hei, wann een eng Strofdot begaangen huet, wou op d'mannst dräi Joer als Maximum dropstinn, awer vläicht nëmmen e puer Deeg als Minimumpeine, an da gëtt se en Acte terroriste, dee kriminaliséiert ass, wann een domadder wollt d'Pouvoirs publics dozou zwéngen, «à accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte quelconque». Do kann ee sech vill Situatioune virstellen.

De José Bové souz a Frankräich am Prisong, well e géint d'genmanipuléiert Felder virgaangen ass.

Une voix.- Neen, net dowéinst!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Och dowéinst! Och wéinst enger anerer Infractioun, mä och dowéinst. Mä och dowéinst!

(Interruption)

Jo, en huet se zerstéiert, deelweis. En huet e puer Déngen erausgerappt aus engem Feld.

Da kann ee sech virstellen Infractiounen, déi bei Streiker virkommen. Et kann ee sech virstellen, wa Leit e Flughafe besetzen, well se sech géint eng Expulsioun zur Wier setzen. Da kann dat... An dat ass net definéiert, wat fir Infractiounen hei gëllen, am Géigesaz zum Ausland. Nämlech an der europäescher Direktiv si ganz kloer nëmme grave Infractiounen definéiert, déi kënne kriminaliséiert ginn als terroristesch Akten.

Hei ass eng Nébuleuse, wéi de Statsrot deemools gesot huet, eng Nébuleuse vun Infractiounen opgaangen, wou den Här Frieden deemools als Justizminister net konnt soen, wat fir eng Infractiounen iwwerhaapt dorënnerfalen, well et esou eng laang Lëscht ass, déi ee guer net iwwerhaapt kann opstellen.

Wat ass d'Konsequenz dovunner?

Wann esou eppes, wann een eng Regierung zu eppes wëllt zwéngen an et begeet een e klengen Delikt derbäi, wou déi Strofen do dropstinn, da kann een zu 15 bis 20 Joer Réclusioun verurteelt ginn.

Elo kënnt nach derbäi, wann een e Message d'incitation gemaach huet, wann een op den Internet schreift: „Déi houer Kapitalisten, déi déi genmanipuléiert Felder do maachen, do misst een emol eppes dergéint ënnerhuelen.", an et ënnerhëlt eng Gruppéierung eppes dergéint, da gëtt deen, deen dat an den Internet geschriwwen huet, eventuell enger Peine vu 15 bis 20 Joer Réclusion criminelle ënnerworf.

Ech wëll drun erënneren, Här President, dass 2003 hei eng Manifestatioun virun der Chamber war, wéi mer dat do ugeholl hunn. Ech wëll drun erënneren, dass deemools d'LSAP, déi gréng an déi Lénk gefuerdert hunn, dee Projet vun der Dagesuerdnung ze huelen. Ech wëll och drun erënneren, dass déi dräi Parteien dergéintgestëmmt hunn. An ech erwaarde mer eigentlech, dass elo datselwecht geschitt.

Ech kann net verstoen, dass dat hei e Modell Null ass, e Basismodell, wou ee keng Riedezäit dozou huet. Dat hei ass e ganz gravë Projet, dee ganz villes vun de Libertés publiques a Fro stellt an dem Stat eng ganz Panoplie vu Méiglechkeete gëtt, fir a gewësse Fäll virzegoen, déi absolut näischt mat Baader-Meinhof an näischt mat gewaltsamen Attentater an och näischt mat Bommeleeër,...

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...an och näischt mat Bommeleeër ze dinn hunn, déi awer vläicht vill dermat ze dinn hunn och mat de Methode vum Service de Renseignement. Well dee kann nämlech och enquêtéieren zu terroristeschen Akten, wat säi Feld onwahrscheinlech kann ausweiden. Dat ass eng aner Diskussioun, déi mer amgaange sinn ze féieren.

Also, ech géif wierklech hei en Appell maachen, entweder nach eng Kéier dee Projet hei zréckzezéien an och eppes ze änneren un der Definitioun vum Terrorismus, wat deemools scho gefuerdert ginn ass, oder hei dergéintzestëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Mä wou ech awer wollt soen: Och bei engem Modèle de base huet all Fraktioun Riedezäit. Also, et ass net esou, wéi en hei gesot huet, datt do keng Riedezäit géif zur Verfügung stoen.

Da kritt de Justizminister d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat engem Punkt vum Här Urbany, dat ass awer deen eenzegen, d'accord, nämlech dass et net gutt ass, dass mer zu esou Projeten esou wéineg Riedezäit hunn, well effektiv vill dozou ze soe wär an och vill kontradiktoresch dozou ze soe wär.

Elo sot Der mer direkt, wéi vill Minutten ech hunn, dass ech domat duerkommen,...

M. le Président.- Dir hutt zéng Minutten, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...well ech effektiv wëll eng Partie Saache soen.

Ech wëll emol fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soen, net nëmme fir de Rapport, mä och hei fir déi vill Aarbecht, déi gemaach gouf. Well wann ebe just d'Madame Doerner an den Här Urbany geschwat hunn, huet et hei esou geklongen, wéi wann hei eppes just Lettre à la poste, e Projet vun der Regierung, een eng Konventioun géif iwwerhuelen, déi esou an der Chamberskommissioun duerchgebaatscht gi wär, wat net de Fall ass. Well mer eis effektiv zesummen, d'Regierung an d'Deputéierten insgesamt, vill Méi ginn hunn, fir effektiv hei och an den Detail an an all eenzelt Wuert eranzegoen an ze kucken en Text ze maachen, dee sech dréit an dee wichteg ass.

An dann huelen ech schonn eppes op, wat den Här Urbany gesot huet, fir ze soe Service de Renseignement. Wa mer elo amgaange sinn, hei an der Chamber déi Diskussiounen ze féieren iwwer och zukünfteg Rolle vum Service de Renseignement, a wann dann, wat ech awer esou ëmmer erëm héieren a spieren, gesot gëtt, manner Service de Renseignement, méi normalen Droit pénal a Police a Parquet, jo, da musse mer awer och esou Gesetzer maachen, déi am Terrorismus der Police, dem Parquet, de Riichtere Kompetenze ginn, fir géint den Terrorismus virzegoen!

An den Terrorismus ass eng Nébuleuse, déi ganz gefäierlech ass! A just den Terrorismus, wann en net seriö och vun de juristeschen Instanzen appréhendéiert gëtt, ugegraff gëtt, da mécht e just bei de Leit vill zum Onwee. Well d'Leit dann Angscht kréie virum Terrorismus. A wann d'Leit Angscht virum Terrorismus kréien, da plädéieren d'Leit fir méi Polizei an aner Mesuren.

Duerfir ass et fir mech méi wichteg, wa mer soen, mir hätte gäre manner Service de Renseignement, fir Terrorismus nozekucken. Well d'Gefore vum Terrorismus solle mer och zu Lëtzebuerg net ënnerschätzen! Och zu Lëtzebuerg, wat e Land ass, wat eng Capitale européenne ass an eng Capitale financière ass, wat e klengt Land ass mat villen oppene Grenzen, ass net ausgeschloss, dass mer terroristesch Geforen hei hunn.

Also muss een da kucken, ob ee wëllt dergéint virgoen oder net wëllt dergéint virgoen. A wann ee wëllt dergéint virgoen, geschitt dat am beschten am Verband mat anere Staten.

An duerfir ass et wichteg, dass mer hei déi Konventioun, wat eng Konventioun vum Conseil de l'Europe ass.... Fir och dat ze soen! Hei ass de Conseil de l'Europe, dee jo awer, soen ech, wat d'Mënscherechter ubelaangt, nun awer misst au-dessus de tout soupçon stoen. Hei ass eng Konventioun vum Conseil de l'Europe, déi mer hei unhuelen. An dat solle mer och emol eng Kéier hei soen. Hei ass net iergendeng Geheimorganisatioun, déi eis seet: „Maacht déi doten Texter!", mä de Conseil de l'Europe selwer. An dat hätt ech och gär hei esou verstanen.

Den Terrorismus ass haut eppes aneschters, wéi e fréier war, well den Terrorismus ëmmer méi eenzel gëtt. Et sinn ëmmer, an dat huet och eppes..., an ech kommen duerfir op d'Provokatiounsproblematik zréck, ëmmer méi eenzel Leit, wou sech op eemol zum Terrorist beruff fillen. A well et vill manner Gruppe sinn - well hei och eng Kéier Baader-Meinhof gefall ass -, vill manner Gruppe sinn, déi strukturéiert sinn, sinn et ëmmer méi eenzel Leit, déi, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, terroristesch Akte beginn.

An duerfir, soen ech, sinn awer fir mech dräi Saachen hei an dësem Text wichteg. Dat Éischt ass dat vun dem Groupe terroriste. «Un groupe terroriste, l'association structurée d'au moins deux personnes, établie dans le temps,...» - well haut mam Internet kënnen déi egal wou an der Welt sëtzen an egal wou an der Welt matenee kommunizéieren - «établie dans le temps, en vue de commettre de façon concertée un ou plusieurs actes de terrorisme.»

Da kommen ech - ier ech vum Finanzement schwätzen, iwwert dee wëll ech awer och nach e Wuert verléieren - op den Acte de provocation zréck. Mir wëssen awer ganz genee, dass

notamment... Elo huelen ech nëmmen deen Deel. Ech wëll net verstane gi wéi wann nëmmen dat, deen Deel eleng den Terrorismus géif duerstellen op der Welt. Den islamisteschen Terrorismus ass een Deel vum Terrorismus. Et gëtt vill Zorte vun Terrorismus, vu lénks bis riets, iwwerall Zorten. Mä mir wëssen awer genee, dass den islamisteschen Terrorismus ënner anerem duerch Internetsitë provozéiert gëtt, wou da Leit op eemol duerch déi Internetsitë sech beruff fillen, fir da selwer e Märtyrer ze ginn.

Duerfir ass deen Acte de provocation... An do widderspriechen ech dann, wéi gesot, ech hu jo gesot, bis op den éischte Punkt géif ech net dem Här Urbany widderspriechen, mä op deem Punkt muss ech em widderspriechen. Et ass wichteg, dass mer hei deen Acte de provocation definéieren, fir eben och kënnen och do, ab deenen Internetsitë selwer, schonn ze kucken, dass mer net op eemol Leit hunn, déi hei mengen, si wäre beruff, dann och hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou an Europa Märtyrer ze spillen.

An dat Drëtt, wat fir mech awer wesentlech ass, fir e Minister, dee vill vu senger Gesondheet agebéisst huet mat Iech zesummen, an Dir hutt Är Gesondheet net agebéisst, mä mir hunn awer zesumme virun zwee Joer hei e Gesetz gemaach géint Blanchiment an allen Zorten, wou mer hei am Oktober virun zwee Joer da heite gemaach hunn. Just Lëtzebuerg als Place financière huet all Intérêt, och hei déi Dispositiounen ze hunn, dass egal wat kéint iwwer eng Place financière Lëtzebuerg zum Finanzement vum Terrorismus bäidroen, dass mer do radikal dergéint virginn.

An duerfir mengen ech, dass dat heiten, och wann elo net vill driwwer geschwat ginn ass - an, Här President, ech schenken Iech dann erëm fënnef Minutten, déi Dir mir virdru geschenkt hutt, awer beim nächste Gesetz net méi, do kritt Der näischt méi geschenkt -, wëll ech da just soen, dass ech der Meenung sinn, dass dat heiten e wichtegen Text ass, e wichtegen Text och, fir d'Seriositéit vu Lëtzebuerg dobaussen duerzestellen, dass mer am Kader vun enger Konventioun vum Conseil de l'Europe hei kucken, eis déi juristesch Mëttelen ze ginn, dass Polizei, Parquet a Justiz kënnen hei virgoen, dass net Lëtzebuerg iergendwéi kéint an d'Emfeld vun engem Terrorismus kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wiere mer och um Enn vun...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Parole après ministre!

M. le Président.- Jo, Här Urbany. Neen, Här Urbany, Dir hutt awer keng Zäit méi!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Parole après ministre!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Oder Parole après ministre, da sot zu...

Une voix.- En ass iwwer zwou Minutten iwwert d'Zäit!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Den Här Minister huet selwer gesot, et wier e wichtegen Thema.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Neen, mä Dir musst awer soen.... Neen, mir hunn awer e Reglement, Här Urbany. Dir kënnt awer net einfach hei eropkommen an d'Wuert froen. Da sot, ass et Parole après ministre oder wat?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Parole après ministre.

M. le Président.- Da regele mer eis hei.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dann hätt Der mer d'Wuert virdru sollen huelen. Parole après ministre ass fënnef Minutten. Et deet mer leed. Ech wëll Parole après ministre huelen!

M. le Président.- Gutt, dann huelt Parole après ministre! Da sot eis dat, wann Der hei opstitt, datt mer dat wéinstens wëssen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen, dass.... Ech wëll och net déi fënnef Minutten ausnotzen. Ech fannen, dass et eng falsch Duerstellung ass, fir ze soen, de Conseil de l'Europe, wat jo en honorabele Gremium ass, zwéngt eis dozou, dat heiten unzehuelen am Kader vun der Bekämpfung vum Terrorismus, vum wierklechen Terrorismus, vun där Bekämpfung ech och d'Ziler deelen.

Et geet net dodrëms. Et geet drëms, dass dat, wat de Conseil de l'Europe hei virschléit, sech grefféiert op eng Gesetzgebung, déi 2003 hei agefouert ginn ass an déi eng nébuleuse Definitioun vun den Akte virgesäit, déi ënnert Terrorismus, déi als terroristesch kriminell Akte kënne qualifizéiert ginn. Dat ass de Problem.

Deemools hate mer d'europäesch Direktiv, opgrond vun där mer d'Gesetz vun 2003 gemaach hunn, déi europäesch Direktiv huet eng ganz limitéiert Zuel vun Akten, vun Infractiounen, vun Infractions de droit pénal virgesinn, eng ganz limitéiert Zuel vu ganz schlëmmen Akten, Kierperverletzungen, Mord an esou weider. Dat fält ënnert d'Definitioun vun der Madame Doerner vu Baader-Meinhof an esou weider. Dat ass do ganz kloer dra virgesi gewiescht.

Den Här Frieden ass deemools vill méi wäit gaangen, an dat ass kritiséiert ginn. Den Här Frieden huet gesot, all Infractiounen am Droit pénal, déi e gewësse Kritär erfëllen, och wann nëmmen e puer Deeg Prisong dropstinn, falen ënnert déi Definitioun. Hei kënne kriminaliséiert ginn, wa se mat där zousätzlecher Konditioun verbonne sinn, dass se gemaach gi sinn, fir de Stat zu iergendeppes ze zwéngen oder fir de Stat dozou ze zwéngen, vun iergendenger politescher Décisioun Ofstand ze huelen.

Dat heescht, relativ harmlos Saachen, ech hu se virdrun opgezielt, déi kënne passéieren, och bei gesellschaftlechen Aktiounen dobaussen, wa Leit a Bewegung sinn a rose sinn, Saachen, déi do kënne passéieren, kënnen esou an deem Sënn kriminaliséiert ginn, dass 15 bis 20 Joer Réclusion criminelle dropsteet. Dat ass den eigentleche Problem hei. Dat ass de Problem!

A wann dann och nach en aarmen Däiwel eppes an den Internet schreift, da gëtt en och nach als Hetzer, als Hetzer an déi Richtung ugesinn! An da kritt en déiselwecht Strof, déi Strofe ginn him hei imposéiert. Dat war bestëmmt net d'Absicht vum Conseil de l'Europe!

Ech wëll Iech dat just an d'Gewësse ruffen. Stëmmt wann ech gelift net dee Projet hei!

M. le Président.- Sou, Merci. Domadder ass d'Diskussioun awer elo definitiv...

Den Här Justizminister wëllt nach eng Kéier äntwerten. Här Justizminister, kuerz, wann ech gelift!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech hu verstanen, dass et de Wëlle vun der Chamber ass, dass ech net méi Stellung huelen. Ech hätt allerdéngs relativ vill drop ze äntwerten. Ech maachen dat dann net, aus Respekt virun der Chamber.

Une voix.- Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6388 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6388 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Lucien Clement), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6441, Amendementer zum Statut de Rome vun der Cour pénale internationale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet sech kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

6. 6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Projet 6441 gëtt de Statut vun dem Internationale Strofgeriicht vu La Haye ofgeännert. Lëtzebuerg huet deem Statut duerch d'Gesetz vum 14. August 2000 zougestëmmt. Den Artikel 123 vun deem Statut gesäit vir, dass deeselwechte Statut no siwe Joer an enger internationaler Konferenz kann examinéiert ginn an dass do eventuell kënnen Nobesserunge proposéiert ginn.

Dat ass geschitt duerch d'Konferenz, déi stattfonnt huet zu Kampala am Uganda, den 10. an 11. Juni 2010. Op där Konferenz sinn och zwou Resolutioune presentéiert ginn, fir de Statut op zwee wichtege Punkten ofzeänneren, an zwar den Artikel 8 ass ofgeännert ginn an et ass en Artikel 8bis an och Artikele 15bis a 15ter bäigefügt ginn.

Déi éischt Resolutioun gesäit vir, dass d'Lëscht vun de Strofdoten ëm dräi Elementer ergänzt gëtt. An zwar sinn am Krichsfall als strofbar unzegesinn de Gebrauch vu Gëft oder vergëfte Gasen, de Gebrauch vu Gëftgas an ähnlech Procédéen, an de Gebrauch vu Kugelen, déi sech am Kierper vum Affer kënnen ausdehnen.

Duerch eng zweet Resolutioun, déi zu Kampala ugeholl ginn ass, ginn, wéi gesot, d'Artikelen 8bis, 15bis a 15ter bäigefügt. Den Artikel 8bis stellt u sech eng ganz grouss Neierung duer, well e qualifizéierten Ugréff vun engem Land op een anert Land ass en internationale Crime, deen och virun d'Kompetenz vun der Cour pénale internationale gehéiert.

Et ass interessant vläicht, fir e puer Sätz aus deem Artikel 15bis rauszehuelen. Wat ass eng Aggressioun? Wat ass een Ugréff vun engem Land op een anert? Dat sinn eng ganz Rei vu Faiten. Et ass net nëmmen d'Invasioun vun deem Land, mä et ass och de Bombardement vu baussen, et ass de Blocage vun den Häfe vun deem Land. Et ass, ënner anerem, och de Fait, dass een anert Land säin Territoire zur Verfügung stellt, fir den Ugréff ze preparéieren oder duerchzeféieren. Et ass och de Fait, dass een net nëmmen Truppen, mä eventuell Mercenairen oder aner Gruppen, irregulär Truppen an dat Land schéckt, déi och krichsähnlech Akte kënnen do virhuelen.

Déi Definitioun vun der Aggressioun geet also wäit iwwert dat eraus, wat ee kéint mengen, wann een dat liest, wat domat gemengt wier.

D'Artikele 15bis a 15ter regelen d'Prozeduren, an do ass ënner anerem och virgesinn, dass déi Bestëmmung vun der Aggressioun oder vum Ugréff op en anert Land nëmmen a Kraaft kann trieden, wann 20 Länner, déi de Statut approuvéiert hunn, och déi do Ofännerung ratifizéieren. Lëtzebuerg huet, duerch e Gesetz vum 27. Februar 2012, d'Incriminatiounen, wéi se virgesi sinn hei, schonn an de Code pénal iwwerholl. Mir hu bei där Geleeënheet de Statut ganz iwwerholl. Mir hunn domat och de Lëtzebuerger Geriichter erlaabt, dass se selwer hei kënne Faiten, déi an deem Statut virgesi sinn, ofuerteelen, dass och Leit, international gesichte Krimineller, och hei zu Lëtzebuerg kënnen ofgeuerteelt ginn.

Fir elo ze erlaben, dass och um internationale Plang déi Ofännerunge kënnen a Kraaft trieden, mussen, wéi gesot, 30 Länner, déi de Statut approuvéiert hunn, och den Text ratifizéieren. Duerfir ass et och wichteg, dass Lëtzebuerg déi Ofännerunge ratifizéiert an där Form, wéi se an deenen zwou Resolutioune virgesi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Zäit, wou international Crimen onstrofbar waren, bis zu der Schafung vun dem Internationale Geriichtshaff vu La Haye, ass vill Zäit vergaangen. An et huet och laang Zäit nom Zweete Weltkrich gebraucht, bis d'Länner bereet waren, fir déi Cour internationale pénale ze schafen. Wann och déi Rechtsnormen op deem Plang net perfekt sinn, wa se musse verbessert ginn, notamment duerch déi Resolutiounen, déi mer haut unhuelen, da stellt awer de Fait, dass esou en Internationale Geriichtshaff besteet, och an deem Punkt en enorme Fortschrëtt duer! An ech mengen, eist Land, wat derfir antrëtt, datt och um internationale Plang esou Rechtsnorme bestinn, deet och gutt drun, fir deene Resolutiounen hei séier zouzestëmmen.

Duerfir géif ech och d'Chamber bieden, déi Texter vun dem Dokument 6441 an där Form unzehuelen, wéi se virgesi sinn. Ech kann och soen, dass d'Kommissioun, d'Commission juridique, eestëmmeg dem Rapport an och dem Text zougestëmmt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Et ass kee Riedner agedroen. De Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer bewosst, dass d'Chamber nach Projeten huet an a gehobener Stëmmung och waart, dass mer fäerdeg sinn fir dëst Joer. Ech wëll och duerfir kuerz bleiwen.

Et deet mir just ëmmer leed, dass all Kéier, wann et ëm juristesch Projete geet, dass mer dann hei ganz kuerz driwwer schwätzen, och well no laanger Diskussioun keng reell Diskussioun méi ass. D'Cour pénale internationale ass awer eng wichteg Saach, wa mir gären hätten, dass och an der Welt Crimë géint d'Mënschheet bekämpft ginn. An och do soen ech, wat d'Cour pénale internationale ugeet, dass ech frou sinn, dass mir elo all Kéier dat maachen, wat virgeschloe gëtt.

Den Här Paul-Henri Meyers huet et gesot, dass eis och eng, wann ech op d'Verfassungsdebatt virgräifen, Här Meyers, wou mer zum Beispill eng besonnesch Dispositioun och hunn, wat de Statschef ubelaangt, an eiser Verfassung, mä wou et... Ech mengen, dass nach vill international ze dinn ass. Mech huet relativ gestéiert an där leschter Zäit, an et war viru Kuerzem, dass ech gelies hunn, dass ee Generol, deen am Kader vun de Jugoslawien-Kricher ugeklot war - wou Kroatien viru Jore gesot kritt huet: Dir däerft net Member gi vun der EU, wann Dir net alles maacht, fir deen auszeliwweren -, dass deen awer elo fräigesprach gouf. An dat sinn awer Saachen, wou ech soen: Mir sinn nach net au bout de nos peines!

Ech hunn de Moien op RTL d'Noriichte vu virun 20 Joer héieren, wou do geschwat gouf vun deene Crimen, déi déi Zäit an Ex-Jugoslawien géint d'Frae geschitt sinn, wou d'Fraen do massiv violéiert goufen, wat en Element war, fir Terror ze maachen an deem Krich. An ech mengen duerfir, dass een och... Dat ass nach net esou laang hier, 20 Joer. Et ass kee vun eis méi jonk wéi 20, also, dat ass eppes, wat mir all matkritt hunn, an ech mengen, dass et duerfir wichteg ass, dass mir dat heiten net einfach als technesche Projet ofdinn, mä dass mer dat als wesentleche Schrëtt gesinn, fir och weltwäit Leit ze schütze géint Terrorismus, géint Absolutismus a géint Krich. An duerfir sinn ech frou, dass mer dëse Projet hei stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. An domadder wiere mer och um Ofschloss vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6441 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6441 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6468 iwwert de Pont Adolphe. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bettel, Negri, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

7. 6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech nach guer net esou laang hier, dass ech op dëser Plaz schonn emol iwwert dës Bréck geschwat hunn. Et war deen Dag, wou ech lech iwwert de Bau vun enger neier, provisorescher Bréck rapportéiert hunn. Eng nei provisoresch Bréck, déi en vue vun der Renovéierung vum Pont Adolphe a vum Réaménagement vun de Plaze Metz a Bréissel néideg ginn ass. Erlaabt mer, dass ech lech trotzdeem nach e puer Wuert Erklärungen heizou ginn.

De Pont Adolphe, besser bekannt als „déi nei Bréck" ass mat Sécherheet eent vun de symboleschste Bauwierker aus eisem Land oder, besser gesot, vun der Stad Lëtzebuerg selwer. Tëschent 1900 a 1903 gouf dës Bréck no engem Konzept vum bekannte franséischen Ingenieur Paul Séjourné gebaut. Wéi déi nei Bréck dunn de 24. Juli 1903 ageweit gouf, war si déi gréisste Bréck, an deem Moment déi gréisste Bréck vun der Welt, déi aus Béi bestanen huet. Den Haaptbou vun der Bréck huet eng Ouverture vu 84,65 Meter. 1993 (veuillez lire: 1933) huet dunn den Züricher Ingenieur Mirko Roš d'Bréck op hir Belaaschtbarkeet hi gepréift an dobäi ass rausfonnt ginn, datt si den deemolege Verkéiersbelaaschtungen ouni Problem géif standhalen.

D'Bréck huet dunn iwwer laang Joren hiren Déngscht geleescht an de Belaaschtungen och standgehalen, bis si an de Joren 1961/1962 huet missen eng éischte Kéier adaptéiert ginn. Deemools ass d'Drofläch vun der Strooss, déi iwwert d'Bréck geet, komplett ersat ginn an d'Bréck ass och ëm 0,46 Meter op all Säit méi breet gemaach ginn. D'Gesamtbreet gouf deemno vu 17,82 Meter op 18,74 Meter eropgesat. Déi al, grouss Dalle aus Beton ass duerch eng nei Dalle ersat ginn, déi op méi klengen Dallen opläit. E bësse méi kleng Dalle verbannen déi verschidde Béi vun der Bréck bis haut mateneen.

1976 sinn eng Rei aner Renovatiounsaarbechten dunn ënnerholl ginn un der Bréck. 1990 goufe Rëss an och Schied un de Steng vun der Bréck festgestallt. Dës Mängel hunn dann och gewisen, dass d'Drofläch u sech vun der Bréck net méi ganz dicht ass.

D'Bréck gouf du provisoresch stabiliséiert an et goufen aus Sécherheetsgrënn Moossinstrumenter mat ubruecht, fir d'Verhale vun der Bréck bei héije Belaaschtungen ze kontrolléieren.

Ponts & Chaussées gesäit haut u sech véier Problemer, Haaptproblemer:

Éischtens: D'Drofläch vun der Bréck ass net méi dicht géint d'Waasser, ënner anerem wéinst dem Salz, dat am Wanter op der Bréck gestreet gëtt. Duerch d'Andrénge vum Waasser sinn eng Partie Fouen an der Bréck erausgewäsch ginn, wouduerch dunn op verschiddene Plaze Viden entstane sinn, déi dem Mauerwierk vun der Bréck geschuet hunn.

Zweetens: Aus dëser Ursaach halen d'Steng vun den Haaptbéi vun der Bréck net méi richteg zesummen an hu misse provisoresch duerch stole Staange stabiliséiert ginn.

Drëttens: Nei Rëss sinn duerch dës Renovatiounsaarbechten an de Béi entstanen.

Véiertens: Duerch d'Renovatiounsaarbechten an de 60er Jore sinn och nach zousätzlech statesch Problemer un der Bréck entstanen.

Den Internationale Rot fir Sites et Monuments huet d'Bréck analyséiert a festgestallt, datt de Gabarit vun der Bréck och net méi duergeet, fir de Verkéier opzehuelen, dee se haut ze droen huet. Den Internationale Rot vu Sites et Monuments huet doropshi virgeschloen, d'Bréck weider ze stabiliséieren an den Haaptbou duerch en neie Bou aus Bëton ze ersetzen, deen een da kéint mat Naturstee verkleeden. Dës Méiglechkeet géif et och erlaben, d'Bréck ze verbreederen, fir deemno méi Plaz fir de Verkéier ze schafen.

D'Konzept fir d'Renovatioun vun der Bréck gouf zesumme mat de Bierger ausgeschafft. Fir si ass et wichteg, datt d'Bréck net hiren urspréngleche Charakter verléiert an datt och de Natursteen u sech bestoe bleift an och siichtbar bestoe bleift.

Et gouf sech no all dëse Gespréicher fir eng éischter douce Renovatioun vun der Bréck entscheed. Eng Renovatioun, déi doranner besteet, d'Fuerbunn vun der Bréck ze verbreederen, fir datt souwuel d'Autoe wéi herno och den Tram kënnen driwwerfueren. D'Bréck soll op béide Säite 75 cm méi breet ginn, soudatt si, zënter hirem Bau duerch den Här Paul Séjourné, am Ganzen 2,42 m méi breet gëtt. Esou soll d'Bréck de Besoinë vun eiser Zäit méi gerecht ginn, ouni awer hiren initiale Charakter, hiert initiaalt Bild domat ze verléieren.

Wat d'Aarbechte selwer ugeet, sou ass mat Sécherheet den Haaptobjektiv, d'Béi selwer vun der Bréck ze verstäerken. Da gëtt och nach déi ganz Fuerbunneplaque ersat, déi jo, wéi schonns gesot, insgesamt 1,5 m méi breet gi wäert.

Während den Aarbechte gëtt de Verkéier jo bekanntlech iwwer eng nei, provisoresch Bréck geleet, där hire Bau jo schonns den Aval hei an der Chamber krut a wou d'Aarbechten och schonns ugefaangen hunn.

Fir de ganzen techneschen Deel oder techneschen Detail vum Projet verweisen ech lech u mäi schréftleche Rapport, awer och un de Projet de loi selwer. Hei gëtt den techneschen Oflaf am Historique an am Exposé des motifs millimetergenau beschriwwen.

De Käschtepunkt vun der Renovatioun vun der Bréck beleeft sech op 62,9 Milliounen Euro. D'Fiche financière, déi am Projet de loi bäiläit, gesäit en Entretien vun 150.000 Euro pro Joer vir, an dat fir déi éischt zéng Joer. Duerno sinn, plus/minus, 600.000 Euro pro Joer fir den Entretien virgesinn.

Ech hunn et schonns gesot, déi nei Bréck ass e wichtegt Element vun der Verkéierssituatioun elei an der Stad. Des Weideren ass et awer och en touristeschen Unzéiungspunkt vun därselwechter, e ganz wichtegt Element vun eisem Patrimoine culturel. Et ass also enorm wichteg, datt dëst Symbol vun eiser Stad, dëse Patrimoine vun eisem Land och no der Renovatioun erhale bleift. Ech denken, datt, esou wéi et elo am Projet de loi virgesinn ass, dësen Ufuerderunge Rechnung gedroe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ofschléissend nach e puer Wuert zu der parlamentarescher Aarbecht. De Projet ass de 17. August 2012 vum Minister Claude Wiseler déposéiert ginn, de 17. Oktober huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur genannt, de Statsrot huet säin Avis den 9. Oktober ofginn. Den 21. November hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Den 10. Dezember huet d'Kommissioun du mäi Rapport, mäi schréftleche Rapport ugeholl.

De Statsrot huet a sengem Avis e puer Froen zur Verkéiersbelaaschtung op der Bréck duerch den Automobilverkéier an den Tram opgeworf, vu datt den Exposé des motifs, esou wéi de Statsrot et gesäit, net weider dorop agaangen ass. An dësem Kader ass awer verdäitlecht ginn, datt d'Tramsspur och ka fir de Bus benotzt ginn, am Fall wou de Projet „Tram" a Verzuch géif geroden.

Wat d'Vëlosfuerer elo ugeet, sou si keng extra Vëlospiste virgesinn, well där jo schonns op där aler Bréck aménagéiert sinn.

Ech wëll lech da just nach e puer interessant Punkten nennen, déi mir an der Kommissioun selwer awer diskutéiert hunn.

Duerch dës Renovéierungsaarbechte wäert de Fortbestand vun der Bréck plus/minus fir déi nächst 100 Joer garantéiert sinn. Viru Jore war emol d'Iddi opkomm, opgeworf ginn, fir d'Bréck ofzerappen an nei ze bauen. Wéinst hirem dach awer groussen historesche Wäert ass dës Iddi awer erëm séier fale gelooss ginn.

Vu vireran ass de Projet esou ausgeschafft ginn, datt den Tram soll iwwert déi nei, renovéiert Bréck fueren, a folglech gëtt opgepasst, datt et net zu allze vill Vibratiounen doduerjer kënnt. Deem gëtt also Rechnung gedroen.

(Interruption)

Wat mengt Der, Här Gira?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech wollt froen, ob ee mat deem „soll" eppes hannendru ka siche goen, oder net, oder ob dat einfach...

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Ech denken net, datt een... Also, mir hunn elei Motioune gestëmmt an der Chamber, an Dir kennt do och d'Haltung vun der CSV,...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ah okay, da si mer berouegt.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*-... da sollt Der den „soll" net allze vill hannerfroen. Den „soll" ass eigentlech geduecht, wann de Projet „Tram" a Verzuch kéim mat de Renovatiounsaarbechten - wat ech vun dëser Plaz aus net ka soen -, da muss een dat virgesinn.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, da gi mer berouegt an d'Chrëschtvakanz.

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Also, d'Struktur vun der Fuerbunn gëtt esou ausgeriicht, datt et duerno och einfach ass, Tramsschinnen drop ze verleeën, fir de Fall, nach eng Kéier, wou den Timing tëschent dem Projet „Tram" an der Renovatioun vun der Bréck dann net géif iwwereneeklappen.

De Statsrot hat och d'Fro opgeworf, well déi zwou Plazen hanner respektiv virun der Bréck, also d'Place de Metz an d'Place de Bruxelles, och am Réaménagement mat virgesi sinn, datt dëst eventuell och misst am Titel vum Gesetz festgehale ginn. Vu datt dësen Aménagement par rapport zum Rescht vum Projet mat 4,7 Milliounen, also vill manner wéi 10%, an d'Gewiicht fält, huet d'Kommissioun décidéiert, datt dat awer net onbedéngt néideg wier.

Festzehale bleift nach, datt eng Alimentatioun vum Tram net iwwer Caténairë soll geschéien, wat an der Chamberskommissioun dann och positiv bewäert gouf. Et ass also eng Alimentation par sol do virgesinn.

Fir de Rescht hate souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun keng Bedenken a si sech der Noutwendegkeet vun dësem Projet de loi bewosst ginn. Duerfir bieden ech dann och d'Chamber, dëse Projet an där elo virleiender Form ze stëmmen. Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren a ginn - wéi kéint et anescht sinn? - selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Clement. Als éischte Riedner ass den Här Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, et ass net méi esou evident, fir nach nozelauschteren, no esou enger laanger Sitzung. Trotzdeem wéilt ech awer eng Fro stellen, nämlech: Wat verbënnt d'Tower Bridge zu London, de Pont Alexandre III zu Paräis an de Pont Adolphe mateneen?

Une voix.- Et sinn dräi Brécken!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Richteg! Et sinn dräi Brécken...

(Hilarité générale)

...als Alleréischt, déi och nach souguer...

(Hilarité, applaudissements et interruptions)

...zu enger gläicher Zäit gebaut gi sinn. Mä - et ass nach en „Mä" hannendrun - fir d'Éischt emol, eng Bréck huet jo als Fonctioun, fir op direktem Wee zwee Punkte mateneen ze verbannen, déi auserneeleien, déi duerch en natierlechen Obstacle, en Dall oder e Floss vunenee getrennt ginn. Dat ass zu London, zu Paräis an och hei zu Lëtzebuerg natierlech de Fall.

Mä, an dat ass den „Mä"...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et sinn och dräi schéi Stied!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Et sinn och dräi schéi Stied, ganz richteg, Här Bettel. Mä Brécke kënnen awer och méi si wéi just nëmmen...

(Brouhaha et hilarité)

Brécke kënnen awer méi si wéi just nëmme reng funktionell Konstruktiounen, well déi dräi Brécken, vun deenen ech hei geschwat hunn, déi sinn dat nämlech, dat si Symboler och. Sou steet d'Tower Bridge zu London fir d'Muecht vum briteschen Empire,...

(Brouhaha)

...de Pont Alexandre III fir d'Somptuositéit vu Paräis an d'Allianz vu Frankräich a Russland, an de Pont Adolphe hei zu Lëtzebuerg, do stelle mer eis d'Fro: Firwat steet deen? Fir villes!

(Brouhaha)

Fir villes, fir vill méi wéi ee souguer kann denken.

Fir d'Éischt emol steet dës Bréck fir eng nei Perspektiv fir d'Stad Lëtzebuerg. Well duerch hire Bau, do konnt d'Uewerstad direkt un d'Gare ugeschloss ginn. Mir haten zwar schonn déi Al Bréck, mä mat dëser konnt nach méi eng direkt Verbindung gemaach ginn an, virun allem, konnt doduerch en neie Quartier um Plateau Bourbon gebaut ginn, nodeems d'Festung jo geschlaff gi war, en neie Quartier mat ganz impressionnanten, representative Gebaier, wéi zum Beispill dem Spuerkeess-Gebai oder dem Gebai vun der Direktioun vun der Eisebunn oder d'ARBEDs-Gebai.

Lëtzebuerg konnt doduerjer souzesoen e bësse säi Retard ophuelen, deen et op aner europäesch Stied hat, well aus enger klenger, enker Festungsstad ass doduerjer och eng richteg representativ Haaptstad vun engem onofhängege Land ginn.

An de Pont Adolphe, dee war och deemools scho méi wéi just nëmmen eng Bréck. Et wor eng technesch Meeschterleeschtung, realiséiert vum Albert Rodange, dem Fils vum Michel Rodange iwwregens, a vum Paul Séjourné. An et war u sech den Albert Rodange, dee fir d'Éischt d'Iddi hat, fir dee Plang, fir d'Pläng fir déi Bréck ze maachen, e grousse Bou iwwert d'Péitrussdall ze bauen.

An hie wollt dat am Ufank u sech maache ganz aus Bëton, da mat de Steng verkleet. Mä dat war fir déi Zäit och ganz modernt Baumaterial. A fir ze testen, ob dat och géif iwwerhaapt fonctionnéieren, esou e grousse Bou ze bauen, hat e souguer en Test grandeur nature gemaach, well en huet nämlech bei der Buerschenter Millen eng Bréck gemaach mat 38 m Duerchmiesser, an dat huet geklappt. Duerfir konnt dat u sech och am Grousse gemaach ginn.

Mä fir ganz sécher ze sinn, huet d'Regierung awer nach wëllen déi ganz Pläng vun engem Expert iwwerpréiwe loossen. An deen ausländneschen Expert, deen neien, dat war en ausländneschen Expert, dat war de Fransous, de franséischen Ingenieur, de Paul Séjourné. Dat huet de Rapporteur jo och a sengem Exposé hei virdru gesot, fir deen ech em nach wéilt félicitéieren.

Elo kann ee sech hei d'Fro stellen: Firwat grad de Paul Séjourné? Bon, hie war, wéi gesot, en Ingenieur an hie war virun allem e Meeschter am Bau vu Brécken aus Steng. Esou krut en 1886 zum Beispill d'Légion d'honneur mam Argument: «Il a conçu et construit, sur diverses lignes de chemin de fer, des ponts à grande ouverture dignes d'être cités comme modèles.» Duerfir versteet een, datt hien ebe mat sengem Wëssen a senger Erfahrung gefrot ginn ass, fir kënnen dann definitiv de Pont Adolphe ze bauen.

Hien huet derfir gesuergt, datt aus engem Bou dann herno zwee Béi gi sinn, fir kënnen domat d'Belaaschtung an den Drock besser ze verdeelen a méi kleng ze halen. Déi Pläng, déi zwar definitiv vum Séjourné festgehale gi sinn, muss een awer soen, datt hie sech un deen Originalplang, un d'Iddi vun dem Albert Rodange gehalen huet, den Albert Rodange, deen, wéi ech virdru gesot hunn, u sech wollt déi Bréck aus Bëton bauen.

De Paul Séjourné huet se haaptsächlech ganz aus Steng baue gelooss, wat dann e Professer eng Kéier an den 90er Joren dozou gefouert huet, ze soen, datt Lëtzebuerg sech an deem Moment fir eng vun deene leschten alen, klassesche Brécken décidéiert hat, amplaz fir eng vun deenen éischte moderne Brécken.

Et sief dann. Och wa se vläicht méi eng klassesch Bréck war, sou ass et awer eng Bréck, déi fir de Progrès steet, fir nämlech d'Urbaniséierung vun der Stad, wéi ech virdru gesot hunn, an awer och fir ee Land, dat amgaange war, sech vun engem aarme Bauerestat zu engem räichen Industrieland ze entwéckelen.

Mä domat nach net genuch! Well dës Bréck, wéi se gebaut war, déi hat nämlech eng ganz kuerz Zäit laang e Weltrekord. Si war nämlech fir e puer Méint laang déi Bréck, déi dee gréisste Steebou vun der Welt hat, nämlech mat 84,65 m. Dat muss ee sech emol eng Kéier virstellen! De Weltrekord fir eng Konstruktioun, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, ass eppes, wat mer eis haut net méi kënne virstellen. Well et gëtt haut an anere Länner gemaach. Deemools war dat hei de Fall.

An dat huet souguer och deemools déi Nei Welt impressionnéiert. Well an Amerika, no bei Philadelphia, do hu se eng Kopie gebaut vun onser Bréck hei, nämlech déi sougenannte Walnut Lane Bridge.

Déi nei Bréck huet also d'Welt impressionnéiert, mä si huet sech awer och an de Käpp an den Häerzer vun de Lëtzebuerger festgesat. Si ass nämlech zu engem Repère an der urbaner Landschaft ginn. Eng Landschaft, déi mir an eisem Alldag liesen, wann och ganz dacks onbewosst. Fir dat kënnen ze maachen, brauche mer Repèren. An déi Nei Bréck ass esou e Repère, no deem mer eis orientéieren.

Duerfir versteet een och, datt relativ emotionell och virun e puer Joer driwwer diskutéiert ginn ass, wéi déi Bréck sollt renovéiert ginn. Well

wann een nämlech higeet a Repèren ännert oder se wëllt ewechhuelen, da ginn och déi Gewunnechten, eis visuell Gewunnechten op d'Kopp gehäit. An dat stéiert de Mënsch nun eemol.

An engems ass awer, wéi ech virdru ganz am Ufank gesot hunn, eben de Pont Adolphe méi wéi just e Repère. Et ass einfach... Et ass e Symbol, ee Symbol vun der Modernitéit, dem Fortschrëtt, dem Räichtum, der Onofhängegkeet vun onsem Land, vun der Transitioun vun engem Jorhonnert an en anert. Si ass en Deel vun onser visueller, onser urbaner Identitéit, en architektonesche Patrimoine.

An duerfir kënne mir dësem Projet och nëmmen zoustëmmen. Besonnesch, well dës Bréck jo esou erneiert gëtt, wéi se gebaut ginn ass, an domadder och déi nächst Generatiounen, wéi et an de Cahiers luxembourgeois vun 1956 ze liese wor, «un des plus beaux monuments du génie civil du monde» ierwe wäerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Häre Ministeren, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen, dem Här Clement. An och fir déi, déi et nach net wossten: Den Här Wilmes ass de formation Historiker. Dat huet een och gemierkt, mat wéi enger Freed en eis d'Geschicht vun där Bréck hei konnt erzielen. An ech muss Iech soen, et wor flott, Iech nozelauschteren. Net, wéi Der esou gemengt hutt, dass et kéint langweileg sinn.

Une voix.- Bravo!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wor de Moien... Ech hunn d'„Wort"..., ech liesen d'„Wort" jo regelméisseg. Mä awer esou frou wéi de Moien, wéi ech d'„Wort" gelies hunn, war ech scho laang net méi, wéi ech et du war: nicht nur nice to have. An do gesinn ech den Här Zwank, deen de Leitartikel schreift am „Wort". An ech zitéiere just e puer Sätz:

„Die Mobilität ist ein wichtiger Standortfaktor - nicht nur für die Stadt, sondern für das Land. Da Luxemburg auch in den kommenden Jahrzehnten wettbewerbsfähig bleiben muss, ist es richtig, die Investition in die Tram nicht zu scheuen." An e schwätzt och nach vu Verkéiersmëttelen, a selbstverständlech steet do: „Die Tram ist nicht nur ein Verkehrsmittel für die Hauptstadt, sondern ein unverzichtbarer Teil des nationalen Konzeptes «MoDu»."

(Interruption)

Ech hu geduecht, dat doten ass gutt, dat doten ass richteg! Et geet och an déiselwecht Richtung.

En huet och den Här Spautz dran zitéiert. An ech mengen, dat, wat den Här Zwank och seet, ass och ganz richteg, dass et selbstverständlech wichteg ass fir d'ganzt Land. An duerfir, déi Polemik, Här President, an deen Ausrutscher vum Här Spautz,...

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ausrutscher? Dat war dach keen Ausrutscher, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...wou en ze séier geschwat huet an duerno scho bereit huet, wat e gesot huet. Well et ka jo net sinn, dass fir d'Éischt den Här Wolter jo awer den Här Frieden wëllt ofschéissen, dann den Här Spautz den Här Wiseler wëllt ofschéissen!

(Brouhaha)

Also, hei op der rietser Säit hu mer gesinn, wéi d'Hekatomb elo ausgesäit. Ech wënschen der CSV, si hunn zwar nach méi Leit, mä dass och net jiddwereen elo deen aneren ofschéisse wäert.

Une voix.- Neen, dat maache mer och net.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, mir kommen awer elo zum Projet zréck. Mä, wéi gesot, ech muss awer den Här Zwank luewe fir déi objektiv Meenung.

(Interruption)

A well d'„Wort" awer méi no dem Här Spautz steet wéi mir, huet mer dat nach selbstverständlech méi Freed gemaach.

Den Här Clement huet et scho gesot, ech brauch net an den Historique anzegoen iwwert d'Wichtegkeet vun eiser Bréck. Mä et sinn e puer Saachen, wou ech just muss zréck drop kommen.

Firwat den Tracé do? Firwat kënnt se op déi Plaz? Dat sinn d'Plazen, déi der Gemeng oder dem Stat gehéieren. Dat heescht, mir hunn net missen nach extra Prozedure maachen, wou mer nach de Risque gehat hätten, Zäit ze verléieren, wa mer Expropriatiounen hätte misse maachen.

Déi aner Saach, déi immens wichteg ass, ass déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mam Stat an deem dote Kontext hunn. An ech muss Iech soen, Här President, dass d'Aarbecht mam Här Wiseler eng ganz agréabel ass. An ech huelen hei meng Kap da vum Buergermeeschter, wou ech awer muss soen, dass et flott ass, e Partner ze hunn, mat deem ee ka Projeten ausschaffen, déi och wichteg sinn - an ech insistéieren -, net nëmme fir d'Stad, mä fir d'ganzt Land. An dat soll een och ervirsträichen.

Firwat ech soen, dass et wichteg ass, ass elo, well d'Kommunikatioun eppes ass, wat ganz wichteg ass. Wéi de Verkéier elo leeft, fir ze évitéieren, dass et Staue gëtt. Fir d'Leit gutt ze informéieren, wéi dat och sollt fonctionnéieren, wäert och de Ministère zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg kucken, fir do d'Leit richteg ze informéieren, ze erklären, wéi wat gemaach gëtt. An déi Kommunikatioun wäerte mer och zesumme maachen, wat wichteg ass, fir ze weisen, Här President, nach eng Kéier, dass, wann et wichteg Projete sinn, déi eng national Portée hunn, een do mat der Regierung e Partner huet.

Ech wëll hei nach eng Kéier insistéieren, dass den Tram geduecht... pardon, dass déi Bréck muss gebaut ginn och ënner anerem wéinst dem Tram, dass dat an de ganze Konzept vum Tram och passt. An ech frou sinn, dass all déi, déi deemools déi Motioun gestëmmt hunn, wou se och gréng Luucht fir den Tram ginn hunn, haut mat hirem Vote, mam Oui och nees eng Kéier sech bekennen, dass se zu deem Projet stinn an dass se dann och, nodeems d'Bréck jo een Element vun dësem Projet ass, hir Zoustëmmung gi fir déi dote Saach.

Mä niewelaanscht, Här President, muss ech awer och soen, dass et eng Saach vu Sécherheet ass. Déi Bréck huet hir Zäit gemaach. Et ass net nëmmen den Tram, mä et ass och d'Sécherheet iwwerhaapt vun der Bréck. Et si jo Plaquettë souguer erofgefall. Also, et ass net vun ongeféier, dass dat heite muss gemaach ginn. Ech mengen, déi Bréck feiert d'nächst Joer 110 Joer. An ech freeë mech dann, wann déi Aarbechte fäerdeg sinn, dass dann dee Passage, esou wéi den Här Wilmes et virdru gesot huet, tëschent der Uewerstad an der Gare nees erméiglecht, dass den Trafic kann driwwerfueren.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci un d'Regierung fir déi kohärent, konstruktiv Zesummenaarbecht! Ech wëll just, Här Minister, soen: Eis Ënnerstëtzung hutt Der vun eiser Bänk. Ech hoffen, dass Är Partei och hanner Iech steet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Plein les poches!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Une seconde voix.- Bass de neidesch?

La première voix.- Jo, mir sinn och neidesch.

(Hilarité)

Une autre voix.- Weess de, dat ass eng Doudsënn!

M. le Président.- Här Negri, fuert lass!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt fir d'Éischt dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir seng exzellent Rapporten, schréftlech wéi mëndlech. A selbstverständlech ënnerstëtze mir och d'Erneierung vum Pont Adolphe, esou wéi de Rapporteur dat och scho gutt erkläert huet.

Duerfir wollt ech an deem Sënn just dem Minister eng Fro stellen. Mir gi jo dovun aus, Här Minister, dass d'Konstruktioun vun dem erneierte Pont Adolphe an allen Hisiichten der statescher an och der dynamescher Belaaschtung vum Tram Rechnung dréit, soudass mer eis elo definitiv an d'Lag versetzen, den Tram duerch d'Nei Avenue Richtung Hamilius fueren ze loossen.

Den Ënnerbau vun der Bréck ab der Dalle porteuse fir den Tram op der Bréck selwer ass jo e ganz anere wéi deen, dee virgesinn ass fir Autoen, Camionen a Bussen, ofgesi souwisou vum Uewerbau vum Tram, wou d'Tramsschinne selwer leien. Wann ech elo de Planning vum Chantier richteg verstanen hunn, si jo elo emol dëser Deeg d'Aarbechte fir déi provisoresch Bréck niewent dem Pont Adolphe ugaangen a solle 15 Méint ronn daueren, bis se kann a Betrib goen. Dat misst dann am Fréijoer 2014 sinn.

Och wann um Pont Adolphe dann d'nächst Joer schonn e bësse kann ugefaange gi mat Flécken, sou kënnen awer déi richteg Remise-en-état-Aarbechten natierlech eréischt voll ugoen, wann de Verkéier op déi provisoresch Bréck déviéiert ginn ass. Souwäit ech mech och kann erënneren, ass d'Chantiersdauer, bis de Pont Adolphe erëm voll ka befuer ginn, bis ëm déi dräi Joer estiméiert.

Wann ech dat elo op der Zäitschinn kucken, si mer dann, wann alles normal leeft - a meeschtens kommen aus Erfahrung bei esou wierklech importente Projeten ëmmer Imprévuë vir -, da si mer, wa mer dat elo emol vun hei aus rechnen, Ufank bis Mëtt 2017, bis de Verkéier dann erëm eng Kéier normal och iwwert de Pont Adolphe lafe wäert.

Wann ech dann och dovun ausginn, dass bis dohinner de Projet de loi iwwert den Tram sécher gestëmmt wäert sinn, wollt ech de Minister froen, ob een dann net kéint drun denken, op dem Couloir, wou den Tram herno soll iwwert de Pont Adolphe fueren, direkt och d'Tramsinfrastrukture matzeleeën. Zumindest kéint ee vläicht esou eng Positioun „pour mémoire" am Cahier des charges elo virgesinn.

Well wa spéider d'Stroosseninfrastruktur op deem neie Pont Adolphe erëm misst ewechgerappt ginn, wann alles fäerdeg ass, fir eng Tramsinfrastruktur an d'Plaz ze bauen, wier dat net nëmme vum techneschen a stateschen Opwand hier net esou evident fir d'Gesamtstruktur vun der erneierter Bréck, well esou Aarbechten awer dann ëmmer zu staarken Erschütterunge vum Gesamtouvrage féieren. Mä et ass awer och vum finanzielle Volet eng Mehrausgab, déi dee Moment da wierklech awer och net néideg wier.

Kuerz gefrot, Här Minister: Ass et net méiglech, fir le moment venu déi entspriechend Décisioun Richtung Direktabau vun Tramsinfrastrukturen op dem erneierte Pont Adolphe virzegesinn?

Domadder ginn ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no dem Rapporteur sengen ausféierlechen technesche Beschreiwungen an dann och dem Här Wilmes sengen ausféierlechen historesche Beschreiwunge vun der Bréck wëll ech dozou näischt méi soen. Ech wëll profitéieren, fir just zwee Detailer nach awer hei ze diskutéieren.

Dat eent ass natierlech - ech mengen, et ass elo schonn hei ugeklongen - déi ganz Infrastrukturen, déi sollen oder déi musse gebaut ginn herno wéinst dem Tram, datt ee soll kucken a versichen, fir am Kader vun der Renovatioun vun der Bréck... Woubäi ech awer hei wëll betounen, et huet elo e bëssen hei esou ugeklongen, wéi wann d'Bréck misst renovéiert gi wéinst dem Tram. Dat ass net de Fall. D'Bréck hätt egal wéi misse renovéiert ginn, dat huet mam Tram eigentlech näischt ze dinn.

Dat Eenzegt, wat just ass, et soll ee gescheit virgoen, datt, wann ee se renovéiert, well ee se muss renovéieren, well se nämlech baufälleg ass, een dann natierlech virgesäit, datt ee se esou mécht, datt uewendriwwer alles esou aménagéiert gëtt, datt een net muss zweemol ufänken, fir herno d'Tramsinfrastrukturen drop ze bauen. Ech mengen, dat schéngt mer wichteg ze sinn.

Wéi gesot, ech war natierlech och extrem frou haut iwwert dee Leitartikel am „Lëtzebuerger Wort", well dee résuméiert exzellent dat...

(Interruption)

Jo, mä...

Plusieurs voix.- Anerer och!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Also, ech wéilt, ech hätt esou vill Afloss am „Lëtzebuerger Wort", datt ech kéint esou Artikelen, esou Leitartikele wéi déi dote bestellen!

Plusieurs voix.- Dir net eleng! Dir net eleng!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, ech mengen, dee Leitartikel war sachlech an eigentlech huet en exzellent dat erëmginn, wat de Minister, den zoustännege Minister, mat der Gemeng Lëtzebuerg virum Summer d'lescht Joer op enger öffentlecher Versammlung am Numm engersäits vun der Regierung an am Numm vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg gezielt huet. An duerfir hunn ech dee Leitartikel exzellent fonnt. Dat ass e ganz gudde Résumé, an ech géif de Leit wierklech recommandéieren, deen am Detail ze liesen.

Ech wollt...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech hat en awer net bestallt, Här Bausch, wëll ech Iech just preziséieren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, ech gleewen Iech. Och Dir hutt net esou vill Afloss am „Lëtzebuerger Wort", Här Minister!

(Hilarité)

Ech wollt awer nach een anere Punkt kuerz uschneiden, dat ass dee vun der Mobilité douce. Et ass virdru gesot gi vum Rapporteur, datt näischt virgesinn ass zum Beispill fir de Vëlo um Pont Adolphe, an et ass gesot ginn, jo, do gëtt et jo eng Infrastruktur op dem Viaduc. Dat ass richteg, mä ech mengen, dat geet net duer. Mir mussen och op där Achs Richtung, also Pont Adolphe erof op d'Gare eng Infrastruktur fir d'Mobilité douce, fir de Vëlo virgesinn.

Dat ass an der Avenue de la Liberté mat der Reorganisatioun, déi do wäert kommen, vun dem Stroosseraum menger Meenung no kee Problem herno, fir dat ze kréien. Um Pont Adolphe stellt et eng Rei Schwieregkeeten duer, mä ech mengen awer, mir sollten, et muss een dat awer och nach eng Kéier alles analyséieren an diskutéieren a kucken, wat fir eng Léisung mer fanne fir d'Mobilité douce, Foussgänger a Vëlo um Pont Adolphe, déi besser ass wéi déi, déi elo geplangt ass.

Well mir kënnen net mat där zefridde sinn, wéi se elo besteet. Well et muss och méiglech sinn, datt een en direkten Accès huet iwwert deen Achs erof, Richtung Gare erof respektiv an deen Deel vum Quartier de la Gare. An ech wier frou, wann de Minister awer dat géif op de Wee mathuelen, fir datt mer am Detail nach eng Kéier kucken, och mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, wéi eng Léisung mer kéinte fanne fir de Vëlo an déi dote Richtung.

Merci. Fir de Rescht, selbstverständlech stëmme mer dëse Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Lucien Clement fir säi gudde Rapport.

Mir hu virun enger Zäitchen hei e Projet de loi och gehat, wou mer déi provisoresch Bréck, déi elo dëser Deeg ugefaange gëtt ze bauen, gestëmmt hunn. Mir hu selbstverständlech dee Projet deemools matgestëmmt an esou wäerte mer och haut dëse Projet matstëmmen.

Et ass haut elo vill och iwwert den Tram mat an déi Diskussioun hei erageholl ginn. Ech brauch, mengen ech, eis Positioun dozou net méi hei ze erwähnen.

Ech mengen, déi Bréck hei, déi ass och gesot ginn, mäi Virriedner huet et och elo grad gesot, mat oder ouni Tram, déi Bréck muss erneiert ginn, si muss stabiliséiert ginn, si muss restauréiert ginn. An ech mengen, dat ass d'Wichtegkeet vun dësem Projet, datt dee Projet, datt déi Bréck muss erneiert ginn. An duerfir stëmmt och eis Fraktioun, oder eise Grupp, deem Projet hei zou.

(Brouhaha)

Une voix.- Äre Grupp gëtt ëmmer méi kleng, Här Gibéryen!

Une autre voix.- „Den Här Kartheiser an ech" musst Der soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir soen, et stëmmt eise Grupp. Ech wëll korrekt bleiwen an der Terminologie hei an dem Parlament...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Et ass scho kee Grupp méi, dat ass schonn eng Sensibilitéit!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, och dat ass korrekt laut eisem Reglement, wéi Der dat do ausdréckt, Här Bausch. Mä dat huet näischt mat der Zuel vun de Leit ze dinn. Alles ënner fënnef ass eng Sensibilitéit, laut eisem Reglement.

Bon, mir wëllen op jidde Fall dësem Projet zoustëmmen. Et gëtt hei gesot, dee Projet muss och gemaach gi wéinst dem Tram. Bon, ech mengen, datt elo eng Stabilitéit gemaach gëtt fir déi Bréck, datt och kann en Tram oder e Bus oder Gott weess wat driwwerfueren, schéngt mer sous-entendu ze sinn. Dat ass net een Argument, fir hei géint dëse Projet ze stëmmen.

Ech mengen, et ass eng vun deene schéinste Brécken, déi et iwwerhaapt gëtt. Et ass en Zeeche vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, et ass dee Punkt, oder dat Wierk, wat wahrschein-

lech eent vun deenen hei an der Stad Lëtzebuerg ass, wat d'Touristen am meeschte bewonneren, mat Fotoe maachen.

An ech mengen, wann ee weess, datt déi schéin „Al" Bréck, wéi mir déi nei Bréck nennen, datt déi elo iwwer 110 Joer d'nächst Joer feiert, mengen ech, dann ass dat nëmmen normal, datt mer déi Bréck och elo esou restauréieren, datt se deene moderne Gegebenheeten entsprécht, a virun allem och d'Sécherheet vun der Bréck selwer iwwert d'nächst Jorhonnert garantéiert gëtt.

Duerfir wäerte mir dësem Projet mat Iwwerzeegung zoustëmmen, och an der Iwwerzeegung, datt ni en Tram wäert driwwerfueren.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit aus Merci un de Rapporteur. Ech wollt just eppes ervirsträiche bei dem Historique, dee gemaach ginn ass, dat ass, datt et mäin Urgrousspapp war, deen als deemolege Bauteminister déi Décisioun geholl hat, fir déi Bréck do ze bauen...

(Brouhaha général et hilarité)

Elo ass den Historique komplett. An ech wollt duerfir soen, datt hien deen Ableck eng Visioun vun der Zukunft hat, well e jo och deen Ableck décidéiert hat, fir d'Gare nei ze bauen. An do gesäit een, datt esou Décisioune ganz wichteg sinn, fir datt d'Stad Lëtzebuerg sech uerdentlech entwéckelt huet. An duerfir wollt ech och den Accord vu menger Säit aus zu dësem Projet bréngen.

(Hilarité)

Ech freeë mech och driwwer, dat wollt ech awer och nach soen, well mer elo an enger ganz gudder Atmosphär sinn, datt ech absolut mam Här Marc Spautz sengen Aussoen d'accord sinn, déi en à titre personnel gemaach huet, wou e wierklech vum Häerz aus geschwat huet.

Une voix.- Wat seet dann de Rescht vun Ärem Grupp do derzou?

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wat seet dann de Rescht vum Här Henckes sengem Grupp do derzou?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Clement an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer konnten ëm dëse Projet, wou jo an zwou Etappe provisoresch an elo definitiv d'Bréck gemaach ginn ass, mat hinnen zesumme maachen.

Ech wëll och hei just ganz kuerz e puer Remarquë maachen, vläicht awer net op d'Geschicht vun der Bréck agoen, well dat huet den Här Wilmes als Historiker jo flott gemaach, mä op där anerer Säit iwwert déi rezent Geschicht, esou wéi ech se erlieft hu säit 2004/2005, an déi Geschicht vun der Entstehung vun deem Projet, dee mer elo hei hunn, agoen.

Well ech ka mech erënneren, dat war e ganz komescht Gefill den éischten Dag, wou ech op den Travaux-publics-Ministère komm si sengerzäit, du stoung déi ganz Équipe do vun den Direktere vun den eenzelnen Administratiounen an déi Responsabel an d'Responsabel vu Ponts & Chaussées. Déizäit ware mer nach op dem..., bei der..., also iwwert d'Péitruss hat ech eng schéi Vue op déi Bréck selwer.

Du sot ee vun den Offizielle vu Ponts & Chaussées zu mer: „Kuckt Iech se elo ganz gutt un, Här Minister, well wie weess, wéi laang se nach steet!" Sou, dat war d'Introductioun an d'Ponts & Chaussées an an d'Travaux publics. Du war et mer schonn net méi egal, vum éischten Dag un.

Deen Dossier ass du weidergaangen, effektiv, well déi Bréck ass, an et ass gemooss ginn, zousehends méi schlecht ginn. A mir hate sengerzäit och eng ganz Rei staark Wanteren, an alles, wat Ponts & Chaussées gemooss huet, huet eis gewisen, datt misst agéiert ginn.

Wann Der elo haut déi Bréck kuckt, da gesitt Der och, wéi vill Eisestaange momentan schonn dra sinn, fir se zesummenzehalen, well wieren net an deene leschte sechs, siwe Joer alleguer déi Aarbechte gemaach ginn, ech mengen, datt se da wahrscheinlech schonn net méi géif stoen.

Dat heescht, mir hunn déi Befestegung misse maachen, an et ass souguer esou wäit gaangen, dat war, mengen ech, 2006 oder 2007, datt vun enger vun deene Staangen, duerch déi Pressioun, déi exercéiert ginn ass, och ee Kapp vun der Staang an d'Péitruss erofgeflunn ass, wat sengerzäit geféierlech war. Duerfir hu mer d'Halschent vun der Péitruss säit enger Rei Jore missen zoumaachen, fir einfach och ze garantéieren, datt kengem eppes géif geschéien.

Wat also och reng bildlech de Bewäis ass, wéi déi Bréck schafft, wat fir eng Pressiounen do dra sinn an datt muss reagéiert ginn. Mat oder ouni Tram musse mer et maachen, an dat muss och elo kuerzfristeg gemaach ginn.

(Interruption)

Här Spautz, jo.

M. le Président.- Den Här Spautz, jo, stellt Iech gär eng Fro.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, Här President, ech wollt just den Här Minister froen. Hien huet gesot, ob mat oder ouni Tram. Den Här Bausch hat et och scho gesot, ob mat oder ouni Tram, déi Bréck hätt ëmmer missen nei gemaach ginn. De Käschtepunkt läit elo bei 62,9 Milliounen. Wann et elo ouni Tram wier, bei wéi vill léich en dann, oder ass do guer keng Berechnung gemaach ginn? Dat ass déi eng Fro.

An déi zweet Fro ass, déi Saachen, fir den Tram dorobber opzesetzen, fir de Stroum ze kréien an d'Schinnen ze kréien, déi si jo hei net mat dran an déi komme jo dann herno bei engem zousätzleche Projet zréck?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, wat ganz kloer ass, dat ass, datt mer hei déi finanziell Voleten, dat eent vun deem anere getrennt hunn. Alles, war duerno op déi Bréck kënnt, fir datt den Tram op där Bréck ka fueren, dat ass net an dësem Projet dran, weder Schinnen nach Elektresch nach Caténairen. Mä et komme keng, ech weess net, wéi een dat ënnendrënner nennt, déi Caténairen do. Enfin, alles dat ass net am Projet an alles dat muss an dem Projet vum Tram matgeholl ginn. Dat ass absolut evident.

Dat, wat hei gemaach gëtt, dat ass eng Stabiliséierung vun där Bréck, datt se all Zort vu Gewiicht an haaptsächlech vu Vibratioune ka standhalen. Dat ass eppes, wat mer awer souwisou gemaach hätten, well ech weess jo net, wat an deenen nächste 50, 100 Joer fir eng Zort Trafic dodrobber kënnt.

An ech mengen, datt een, wann een déi Bréck hei elo souwisou an esou engem grousse Volume Aarbechte frësch mécht, se esou muss maachen, datt egal wat kéint drop landen, souguer en Jumbo kéint drop landen, fir datt mer sécher sinn, datt se - elo hunn ech net vun der Cargolux geschwat -, mä datt awer esou e Fliger kéint drop landen, datt se stabil ass, an datt mer sécher sinn, datt mer iwwert d'Zäite kommen. Dat fannen ech absolut normal.

Mä, wéi gesot, fir dem Här Spautz kloer an däitlech ze soen, déi eng an déi aner Käschten, déi ginn elo getrennt a ginn och duerno an dem Dekont vun deem engen an deem anere Projet getrennt.

Wéi mer déi Décisioun hu missen huelen, datt elo déi Bréck misst gemaach ginn, hu sech zwou Froe gestallt. Éischtens ass et relativ schnell kloer ginn, datt en Ëmännere vun där doter Bréck net méiglech wier, ouni se zouzemaachen.

Et war fir d'Éischt gekuckt ginn, ob mer net kéinten déi éischt Halschent maachen an dann zumindestens eng Halschent vun der Bréck oploossen. Also, ech mengen elo net déi do Halschent an déi aner, mä derlängst, au fil, soss hätt et jo net ganz vill Sënn, mä datt mer kéinten déi eng an déi aner Halschent, also wat op deem engen an op deem anere Bou steet, separat loossen.

Dat ass awer total onsënnvoll gewiescht, well den Trafic net gérabel méi drop gewiescht wier, well d'Aarbechten net uerdentlech hätte kënne gemaach ginn. A well se och esou vill méi laang gedauert hätten, war kloer, datt se huet missen zougemaach ginn.

Wéi mer déi Décisioun bis geholl haten, hunn zwou Froe sech gestallt. Déi éischt Fro, dat war: Wéi iwwerbréckt een déi Zäit, wou d'Bréck zou ass? An déi zweet Fro, dat ass: Wéi baue mer se nei?

Wat déi éischt Fro ugeet, wéi iwwerbréckt een déi Zäit: Ech weess net, ob Der Iech erënnere kënnt, mä ech hat ganz am Ufank eng Propositioun gemaach, fir eng definitiv Bréck niewendrun ze bauen, an zwar tëschent dem Boulevard Prince Henri an op där anerer Säit der Zitha-Strooss. Ech fannen dat nach ëmmer eng gutt Iddi, mä et huet keen et soss oder bal keen et soss eng gutt Iddi fonnt. Mir hunn dat dunn och si gelooss a mir sinn op eng provisoresch Bréck eriwwergaangen. A mengen Aen hätt dat den Trafic besser kënne méi doloossen, mä, wéi gesot, dat sinn Tempi passati, déi Diskussioun ass ofgeschloss.

Et ass also décidéiert ginn, eng provisoresch Bréck do ze bauen. Déi kënnt dann och net méi an d'Achs vun der Strooss. Déi kënnt esou nobäi wéi méiglech bei der heiteger neier Bréck.

An nach fir all déi Leit, déi mer haut reprochéieren a soen: „Mä, wann Der do fäerdeg sidd, dann haalt Der déi do Bréck jo awer, well Der den Trafic wëllt besser leeden.", deene wëll ech ganz kloer äntwerten, datt dat da wierklech kee Sënn méi mécht, well wéilte mer se halen, dann hätte mer se wierklech an d'Achs vun deenen anere Stroosse misse setzen. An hei mécht esou eng zweet Bréck kee Sënn, well si bréngt net méi Trafic dohinner, well Der souwisou vum Boulevard Royal a vun der Avenue de la Liberté nëmmen e gewëssene Volume hutt, an et ass just dat, wat Der kënnt iwwert d'Bréck bréngen. Also mécht eng zweet Bréck, déi net am Achs vun anere Stroossen ass, hei an dësem Mooss kee Sënn. Se ass also nëmme provisoresch.

Dat Zweet, dat ass, dunn ass gesot ginn: Wéi gëtt dat Ganzt da gemaach? Dat heescht, et ass mat engem System hei gemaach ginn, dee relativ einfach mechanesch kann op- an ofgebaut ginn, datt mer och schnell domadder kënnen iwwert de Wee, also iwwert déi Aarbechte kommen.

Den Neibau, wéi gëtt deen da gemaach? Dat war dunn déi nächst Fro. An ech ka mech erënneren, datt mer eng grouss öffentlech Versammlung, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, 2007 haten, wou alleguer déi Veräiner an d'Leit konnte kommen, fir eng Diskussioun driwwer ze féieren. An et ass och do ganz kloer aus där Diskussioun erauskomm, datt et net méiglech wier, déi Bréck ganz ewechzehuelen, quitte datt deen een oder deen aneren och vun de Politiker déi Iddi hat, fir eng besser Traficsléisung ze fannen, mä datt aus historesche Grënn an aus och sentimentale Grënn, wëll ech awer och soen, déi Bréck do am Fong d'Symbol vun der Stad wier an datt ee se net kéint tel quel ewechhuelen.

Ech ka mech erënneren, datt och sengerzäit eng ganz Rei vun deene schéinste Projeten an de Ministère erageschéckt gi si vun Ingenieuren, pensionéiert Ingenieuren, Designer, déi mer do nei Brécke gemoolt hu mat grousse Béi ënnendrënner an uewendriwwer, wou den Tram ënnendrënnerhoung, wou ech... Also, et war schéin. Et war wierklech flott an et huet mech och immens gefreet, datt d'Leit sech esou passionnéiert hunn.

Genau déiselwecht Passioun vun de Leit huet een da jo elo festgestallt bei deem Halt ënnert der Rouder Bréck, wou een och eng ganz Rei Projeten an Iddien zougeschéckt kritt, wou d'Leit sech d'Méi maachen, fir hir Iddi matzedeelen. Ech fannen dat eng flott Saach.

Duerno sinn Diskussioune mat dem Kulturministère gemaach ginn, wou d'Madame Modert och vill gehollef huet, datt dat soll an engem Kader bleiwen, deen dann nach geschichtlech sënnvoll bleift. Natierlech ass Récksprooch mat der UNESCO geholl ginn, fir datt mer do och korrekt bleiwen an dat Ganzt am Fong, datt mer kéinten d'Geschicht op där enger Säit an op där anerer Säit déi nei Besoinë vun der Mobilitéit matenee verbannen, wat am Ufank net esou einfach ass. Mä wann een d'Resultat elo kuckt, mengen ech awer, datt an dem Projet op jidde Fall dat gelongen ass.

Duerno, an deenen nächste Jore wäert och e provisorescht Mobilitéitskonzept kommen. Well wann déi Bréck zou ass, och wa mer eng provisoresch hunn, gëtt et awer net ganz esou einfach, well mir hunn awer nëmmen dräi Pisten op där anerer. Mir kënnen awer nëmme Bussen a priori an eng Richtung korrekt an uerdentlech do fuere loossen.

An duerfir, wann den Här Bettel mir virdru Merci gesot huet fir déi gutt Kollaboratioun, soen ech dat ganz gär zréck, well mer hu vill mat der Stad Lëtzebuerg geschafft, fir e Mobilitéitskonzept op d'Been ze kréien, an dat heescht, dat Mobilitéitskonzept, datt op där Streck déi ganz Reorganisatioun vum Bussystem muss geschéien, well soss packe mer dat do iwwert déi Joren net.

Dat heescht awer och, datt eng Rei Stroosse wäerten zougemaach ginn, wéi d'Avenue Monterey tëschent dem Boulevard Prince Henri, dem Boulevard Royal, wou eng Deviatioun iwwert de Boulevard Grande-Duchesse Charlotte respektiv d'Avenue Marie-Thérèse muss gemaach ginn. Och d'Zoumaache vun der Embouchure vum Boulevard Royal op d'Rue Notre-Dame respektiv den Déplacement vum Riets- a vum Lénksofbéier fir an de Boulevard de la Pétrusse eran.

Alles dat si Saachen, déi wäerten am Trafic changéieren an deenen nächste Joren, fir datt dee kann och korrekt lafen.

An dann dat zukünftegt neit Mobilitéitskonzept, wat zwou Piste fir den Individualverkéier a Richtung Gare virgesäit an zwou Piste fir den öffentlechen Transport, wäert och nach beinhalten, datt en fin de compte de Verkéier an der Zukunft anescht an der Stad Lëtzebuerg wäert geleet ginn.

An dat Konzept vun der Stad Lëtzebuerg ass dann erëm e Konzept, wat national muss eraplangen, an iwwert dat Konzept hu mer jo an dem Mobilité-durable-Konzept, wéi mer et virgestallt hunn hei, och geschwat. Alles dat leeft zesummen, geet zesummen a kanns de en fin de compte net auserneenhuelen, well soss klappt dee ganze System net.

Zwou Saache wëll ech nach soen. Vläicht d'Äntwert och op dem Här Negri seng Fro, dee seet: „Wéi ass dat da mat der Kollaboratioun vun deem enge Projet an deem anere Projet? Leeft dat zesummen, wann déi Nei Bréck frësch gebaut gëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit, wann den Tram da gebaut gëtt, esou wéi en actuellement geplangt ass?"

Ech kann elo net soen, wéi definitiv elo déi Chantiere lafen, a wat fir engen Délaie se lafen. Mä den Idealfall, a mir probéieren deen natierlech unzestriewen, dat ass ganz kloer, datt deen Tapis vun där Bréck soll an deemselwechten Zäitpunkt gemaach ginn, wéi dann dat Netz vum Tram soll geluecht ginn. Wann dat zesumme geet, a wann déi Prozeduren zesumme lafen, dann ass et logesch a sënnvoll, dat zesummen ze maachen.

Wann dat net geet, duerch wellech Grënn och ëmmer, well eben Zäitverschiebungen do dra sinn, da geet dat awer och separat. Mä d'Äntwert op Är Fro ass, wann et méiglech ass, wa mer et fäerdegbréngen, a wann all déi Prozedure richteg lafen, dann ass dat den ideale Fall.

An dann...

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Angel stellt dem Minister gären eng Fro, déi e gäre beäntwert. Jo, Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här Minister! Merci, Här President. Här Minister, ech hunn eng Fro iwwer eppes, wou nach net driwwer geschwat ginn ass. Et geet jo och hei ëm d'Place de Bruxelles an ëm d'Place..., déi aner Plaz, op där anerer Säit vun der Bréck...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- D'Place de Metz.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- D'Place de Metz!

An op der Place de Bruxelles um Ufank vun der Bréck, do steet e Pavillon, dat ass e fréiere Kiosk, deen eng gewëssen architektural Valeur huet - dat ass déi nämlecht Period, 60er Joren -, an dee gëtt genotzt vum Forum Casino d'art contemporain fir jonk Kënschtler, do si permanent Ausstellungen an och Vernissagen. Ech wollt Iech just froen: Wat geschitt mat deem Kiosk? Dat, mengen ech, ass interessant fir all déi Leit, déi u Kultur interesséiert sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, am Prinzip ass geduecht, e ka während dem Chantier net gehale ginn, well u sech de Chantier och op där doter Plaz natierlech muss geleet ginn, muss gemaach ginn. Duerfir kann een en net während dem Chantier stoe loossen. E soll awer duerno erëm dohinnerkommen, zu där doter Fonctioun.

Ech wollt um Ufank och, datt déi ganz Informatiounen, déi mer wëllen de Leit an der Kommunikatioun iwwert den Neibau oder iwwert dee Chantier vun der Bréck do ginn, datt mer déi sollten an deem Kiosk do maachen, well dat jo am Fong geholl ideal gewiescht wier. Leider geet et net, well mer d'Plaz brauchen.

Duerfir sinn elo, an dat hutt Der gesinn, scho grouss Containeren aus Glas opgeriicht ginn, vis-à-vis vum Casino. Do wäerten an deenen nächste Wochen och all déi Pläng an all déi Explikatioune sinn, déi ee muss hunn, fir ze gesinn, wéi dee Chantier avancéiert, a fir souwuel de Lëtzebuerger wéi awer och haaptsächlech hei den Touristen, well dat ass jo eppes, wou enorm vill Touristen eraus- an eraginn, fir deenen ze weisen, wat war, wat amgaangen ass gemaach ze ginn a wat an Zukunft kënnt.

An ech mengen, bei dësem Projet gradesou vill wéi bei villen anere Projeten an der Stad, do, wou vill Trafic ass, do, wou vill Leit zirkuléieren, ass et wesentlech, datt mer d'Informatioun an datt mer d'Kommunikatioun esou gestalten, datt jiddweree weess, ëm wat et geet. Well dat ass och en Deel vun der Akzeptanz vun deenen dote Projeten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an och Merci fir déi grouss Zoustëmmung, déi dëse Projet wäert kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Minister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6468 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'Éischt. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6468 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Félix Eischen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6383, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer e Projet um Ordre du jour, wou et drëms geet, fir dass mer d'Reglementer, wat de Beräich vun der Sécherheet ubelaangt, méi bequem a méi einfach kënnen huelen. Erlaabt mer duerfir, e puer Eckdate vum Projet opzezielen.

Bei dësem Projet ass den 2. Januar 2012 vum Nohaltegkeetsminister den Dépôt gemaach ginn. D'Avisë vun de Beruffschamberen, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers houngen direkt hannendrun, an den Avis vum Statsrot ass den..., war och derbäi. Den 21. November 2012 hu mer an der Kommissioun den Text analyséiert an och den Avis vum Statsrot, an de Rapport ass den 10. Dezember ugeholl ginn.

Mat dësem Text maache mer eng Verbesserung an eng Vereinfachung, wat d'Publikatioune vun de Reglementer ugeet. Leider, an dat wësse mer alleguerten, hunn d'Printmedien ëmmer méi Schwieregkeeten an et gëtt manner ëmmer op d'Dageszeitungen zréckgekuckt. Et war bis elo üblech, dass déi an de Printmedien hu misse veröffentlecht ginn. Fir dat elo kënnen aneschters ze maachen, musse mer den Artikel 5 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 änneren, wou mer do en neie Paragraf bäiflécken, wou et dann och duerno méiglech ass, iwwer aner Weeër, iwwer nei Modeller wéi och iwwert den Internet....

De Statsrot huet dat och ënnerstrach gehat, an och de Ministère war direkt bereet, fir dat ze maachen, dass mer esou aner Méiglechkeeten, besser Méiglechkeeten hunn, vill méi modern alleguerten déi Ännerungen, déi virgesi sinn am Transport, dass déi och do sinn, fir dass et net méi ass, wéi et an der Zäit war, wou alles ëmmer huet missen an de Printmedië veröffentlecht ginn, wat eng ganz grouss Vereinfachung duerstellt.

Well dat Basisgesetz, wéi dat de Moment war, dat geet nach zréck op den 22. Oktober 1842, fir just ze soen, wéi dat déi Zäit war mat de Publikatiounen. Duerfir ass et och gutt, dass mer dat elo an deem dote Punkt maachen. Mä ech mengen, dass et och eng Verbesserung ass fir alleguerten déi Leit an d'Benotzer, déi all Kéiers mam Code de la route ze dinn hunn, déi alleguerte mussen eben ëmmer wëssen, wat fir eng Ännerungen do kommen, an dass dat méi einfach gëtt.

Esou wäit zum Projet an ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Ech mengen, dat war esou komplett, datt näischt méi derbäizefügen ass. Da kéime mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6383 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofsëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6383 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Norbert Haupert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Félix Eischen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet vun de Mëtteg an och vun dësem Joer, nämlech dem Projet de loi 6428, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den CO_2-Emissiounshandel. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

9. 6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, jo, et geet zum Schluss zou. Ech maachen et net ganz laang, versprach!

Dee virleiende Projet de loi stellt ee weidere Bausteen, wéi oft hei an der Chamber schonn, an der Lutte géint de Klimawandel duer. Et geet hei ëm den europäeschen Handelssystem vun den Emissiounsquoten, an hei speziell den Dreifhausgas CO_2. E puer Wuert zur Erklärung.

Mir modifizéieren dat scho modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2004, mat deem mir deemools déi europäesch Direktiv 87 aus dem Joer 2003 ëmgesat haten. De virleiende Projet de loi ass den 23. Abrëll dëst Joer vun dem delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank an der Chamber déposéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés hunn hiren Avis agereecht an de 26. Juni huet de Statsrot och den Text aviséiert. Awer opgrond vun Iwwerleeunge vum Statsrot sinn an der Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer ugeholl ginn an deem neien, dem Statsrot sengem Avis complémentaire ass du Rechnung gedroe ginn. De Rapport ass de 27. November dëst Joer majoritär ugeholl ginn.

Et sinn, an dat war d'Iwwerleeung aus der Direktiv, an de leschte Joren nei Erkenntnisser op dem technologesche Plang an der Rumm vun der Reduktioun vun den CO_2-Emissioune gewonne ginn. An et koum doduerch zur neier Direktiv 29 aus dem Joer 2009.

Haaptkärpunkten aus dëser Direktiv sinn:

De Champ d'application gëtt ausgebaut, soudass elo och de Secteur vun der Pétrochimie, dee vum Ammoniak a vum Aluminium abezu gëtt.

Et ginn Ännerungen am Beräich vun dem Versteeë vun de Quoten agefouert. Hir Validitéit erstreckt sech elo iwwer aacht Joer, bis 2020.

An et gëtt e Régistre européen normalisé agefouert. Fir deen nationale Volet ass eis Ëmweltverwaltung zoustänneg.

An dann, vum nächste Joer un, ginn niewent dem Dreifhausgas CO_2 och Kuelewaasserstoffer an och den Distéckstoffoxid abezunn.

Mat deem fir den Handelssystem weltwäit interessanten Outil wëllt d'Europäesch Unioun hir Emissioune vun CO_2 reduzéieren, fir esou déi festgeluechte Klimaschutzziler aus dem Kyoto-Protokoll ze erreechen. Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm e relativ technesche Projet de loi. Ech verweisen duerfir op de schréftleche Rapport fir déi Detailer an den Exposé des motifs. Hei nëmmen déi wichtegst Elementer.

Nach e kuerze Rappel zum europäeschen CO_2-Emissiounshandelssystem. Duerch déi éischt Period vun 2005 bis 2007, dat war eng Pilotphas, ass de System vum fräien Échange mat Emissiounsquoten an der Unioun agefouert ginn. Ronn 12.000 Industriebetriber sinn agebonne ginn, an déi stoungen deemools fir 50.000, pardon 50% vun der europäescher CO_2-Emissioun. Dat sinn awer weltwäit nëmmen 8%.

An der zweeter Period vum 1. Januar 2008 bis de leschten Dezember 2012 ass dunn den Handelssystem fir d'CO_2-Quoten etabléiert ginn. Den Entreprisë sinn deemools d'Emissiounszertifikater gratis zougewise ginn. Déi Entreprisen, déi hir Limite iwwerschratt hunn, hunn entweder hir Installatioune missen upassen oder awer se hu misse Quoten um Marché akafe bei deenen Entreprisen, déi gespuert haten.

Mir all wëssen awer, dat ass déi batter Erkenntnis hautdesdaags, dass de System och ganz grave Dérapagë kannt huet a sech munch Leit duerch de System ferm beräichert hunn, an Héicht vun Honnerte Milliounen, voire Milliarden.

An der drëtter Period, déi elo den 1. Januar ufänkt 2013 bis de leschten Dezember 2020, komme fundamental Ännerungen op d'Entreprisen zou. Et kënnt zu enger Harmoniséierung vum Handelssystem vun CO_2-Quoten. Et gëtt eng gemeinsam europäesch maximal Limite festgeluecht, an déi eenzel Memberstaten hu keen Afloss méi. Déi national Allocatiounspläng, déi bis elo bestanen hunn, ginn ofgeschaaft. Et gëllen iwwerall déiselwecht Regelen, vu Portugal bis op Estland dorobber, fir déi Gratisverdeelung vun den CO_2-Quoten. An da mussen all Quoten, déi net méi gratis verdeelt ginn, versteet ginn.

D'Zil ass ganz kloer: Bis zum Joer 2020 mussen d'CO_2-Emissioune vun den Industriebetriber ëm 21% par rapport zum Joer 2005 reduzéiert ginn. Dat ass eng gewalteg Aufgab, mä mir sinn um gudde Wee schonn. An domat soll déi emittéiert Tonn CO_2 och e seriöe Präis kréien. Momentan läit dee Wäert nëmme bei aacht Euro pro Tonn, vill ze déif, fir iwwerhaapt eppes unzereegen. Eréischt ab 20 Euro pro Tonn kommen déi Firmen an d'Gespréicher, fir bei hire Betriber Anlagen anzebauen, fir CO_2 ze reduzéieren. Fir dëst eben ze erreechen, kënnt et zur Stee vun den CO_2-Quoten.

Vum nächste Joer u bedroen déi gratis verdeelte Quote fir d'Industriebetriber nach 80% vun der Mengt aus der zweeter Period, de Rescht musse se steeën. An dee Prozentsaz gëtt bis 2020 op 30% reduzéiert an da fir op 0% erofgeféiert ze ginn, bis 2027. Da musse se all hir Tonnen CO_2 steeën.

Ech wëll drop hiweisen, dass säit dem Ufank vun dësem Joer och den zivile Flugverkéier an der Europäescher Unioun an dësen Handelssystem agebonne ginn ass. Dat heescht, déi eenzel Fluggesellschafte mussen och Emissiounsquote kafen, wa si Volen an der Europäescher Unioun duerchféieren.

Kuerz gesot, 97% vun der Duerchschnëttsemissiounsmengt aus de Joren 2004 bis 2006 dierfen nach 2012 emittéiert ginn an nëmmen nach 95% am nächste Joer. 15% vun där Tonnage un CO_2 musse si iwwert d'Stee akafen, de Rescht kréie si gratis. Domadder solle se och agebonne ginn an dee Prozess vun der Reduktioun, wuelwëssend awer, dass de Flugverkéier an Europa 2% vun de Gesamtemissioune bäidréit. Wat de Loftverkéier iwwert déi europäesch Grenzen eraus ubelaangt, esou soll bis zum Hierscht vum nächste Joer e Kompromëssvirschlag mat allen aussereuropäesche Fluggesellschaften ausgeschafft ginn.

De Stroossen- a Waassertransport, déi sinn nach ausgeklamert, awer de Waassertransport kann zu engem spéideren Zäitpunkt agebonne ginn. An d'Land- an d'Forstwirtschaft falen net ënnert dësen Uwendungsberäich. Firwat? Well et ganz schwéier ass, hir Emissiounen ze berechnen.

D'State kréien elo d'Méiglechkeet, verschidde kleng Installatioune mat geréngem Ausstouss - 25.000 Tonnen CO_2 pro Joer - aus dem System erauszehuelen, ënnert der Konditioun awer, dass Mesurë geholl ginn, déi en ausgläichenden Effekt op hir CO_2-Emissiounen hunn.

Et sief hei drop higewisen, dass mir dës Konditioun net opgräifen, well dat mat engem héije bürokrateschen Opwand verbonne wier, a well jo all Memberland all eenzel Installatioun der Europäescher Kommissioun melle muss.

Et gëtt awer och Ausnahmen zum Quotesystem. Wann erkannt gëtt, dass duerch d'Käschte vun der CO_2-Stee e Betrib zu enger Delokalisatioun kéint geféiert ginn, da kann dee Betrib seng Quoten och gratis à disposition gestallt kréien.

Wat den Iwwergank awer vun der zweeter op déi drëtt Period ubelaangt, sou ass Folgendes festgehale ginn: Déi Quoten, déi net an der zweeter Period gebraucht goufen, kënnen an der drëtter Period benotzt ginn. Als eenzeg Ausnahm gëllt awer, wann ee Betrib ganz oder zum Deel seng Aktivitéiten astellt, da kann den zoustännege Minister iwwert d'Zréckgi vun de Quote bestëmmen. Am Fall vun deenen zwee Wierker vu Rodange a Schëffleng huet de Minister kloer Positioun bezunn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Revenuen aus der Stee op ee momentan zweestellege Milliarden-Euro-Betrag geschätzt ginn. An dës Montantë ginn zum Deel an d'Memberlänner zréckgeféiert oder awer si falen an den europäesche Klimaschutz, an do kënnen dann an alle Länner weider Aufgaben iwwerholl ginn.

De Prozess vun der Stee ass relativ komplizéiert. Ech wëll do op de schréftleche Rapport verweisen.

Ech wëll och net vergiessen, dass d'Instrumenter vun dem „joint implementation" an dem „clean development mechanism" och weider zum Asaz kommen, awer mat dësen Instrumenter dierfen d'Länner aus der Europäescher Unioun hir CO_2-Emissiounen duerch Investissementer a Länner baussent der Europa-Unioun fräikafen. All Projet, deen agereecht gëtt, muss awer gedroe gi vun ökologeschen, vu sozialen a vu wirtschaftleche Kriterien.

An et dierf och net zur Vermëschung tëschent den Aidë komme vun der Kooperatioun an deenen aneren. Déi sinn hei complémentaire unzegesinn. Well duerch déi modern Ëmwelttechnologien, déi mir hei an Europa entwéckelt hunn, sollen och ons Partnerlänner Profit zéien, fir bei hinnen dann de Prozess vum Klimaschutz méi séier unzedreiwen. A se ginn och méi schnell onofhängeg da vun de fossilen Energieressourcen, an domat jo och dann à la longue en aval ginn déi Reduktioune vun Dreifhausgasen duerchgeféiert. Et kann ee bal soen, eng Win-win-Situatioun, duerch Europa ageleet, fir anerer bestëmmt.

E leschte Punkt. An dem neien Artikel 16bis gëtt drop higewisen, dass all Informatiounen iwwer ënner anerem d'Verdeele vun de Quoten an d'Kontroll vun Emissioune kommunizéiert musse ginn. Et ass awer festgehale ginn, dass et verbueden ass, dës Informatiounen, déi ënnert de Secret professionnel falen, no baussen ze kommunizéieren.

A mat dem Vote vun dësem Projet de loi, dee mir haut wëllen da stëmmen, deen trëtt dann den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft. A mat dësen dach méi techneschen Ausféierunge bréngen ech den Accord da vun der CSV eran a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner kritt elo den Här Berger d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Mat allem Respekt fir säi Fläiss, mä an

esou engem wichtege klimapoliteschen Dossier huet de Rapporteur a sengem schréftleche Rapport awer zu engem ganz groussen Deel de reale politeschen oder de reale klimapoliteschen Aspekt vu Lëtzebuerg ganz ausgeklamert. Kee Wuert, wou mer zu Lëtzebuerg dru sinn am Klimaschutz, kee Bilan vun deem éischte Gesetz, keng Zuelen iwwert déi nei Allocatiounen, näischt, guer näischt zum real existéierenden Défi vun den Emissiounsreduktiounen hei am Land!

Dat ass ze bedaueren, Här President. Ech hat gehofft, datt awer de Rapporteur da vläicht am Numm vun der CSV hei géif kuerz Stellung huelen, well mir si jo gewinnt an de Kommissiounssitzungen, do ass en awer vill méi - wéi soll ech soen? -, do hëlt e gären awer seng Ministeren an d'Gebiet an e wäscht hinnen de Kapp, wann et och ëm klimapolitesch Froe geet. Ech hat mer och erhofft, datt den Här Oberweis hei dat géif wéinstens net als Rapporteur, mä als CSV-Sprecher maachen. Mä, wéi gesot, et ass eigentlech alles vum real existéierende Problem vum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg ausgeklamert ginn, well wa mer iwwert dee Projet de loi debattéieren...

(Interruption)

Här President, ech mengen, den Här..., hie wëllt sech och nach aschreiwen.

M. le Président.- Fuert Dir elo emol virun, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Also, wa mer iwwert dee Projet de loi debattéieren, et geet jo am Endeffekt ëm d'Émsetze vum Kyoto-Protokoll an d'Lëtzebuerger Recht, an dat ass jo ee vun den Haaptpiliere vum juristesch contraignantë Klimaschutz zu Lëtzebuerg. An ech mengen, da kënnt een och net derlaanscht, fir fir d'Écht emol eng Kéier de Gesamtkontext ze skizzéieren an ze analyséieren.

Hei gëtt et eng Hällewull Froen ze beäntwerten: Huet de Kyoto-Protokoll seng Wierkung erreecht? Wat ass de Kyoto-Protokoll nach wäert? Wéi geet et weider mam Kyoto-Protokoll? Wou si mer drun am Klimaschutz zu Lëtzebuerg? Wat bréngt dëst Gesetz? Wat bréngt dëst Gesetz dem Klimaschutz zu Lëtzebuerg? Wat misst een aneschters maachen am Klimaschutz, an eiser nationaler Energiepolitik zum Beispill? Ëm dës kruzial Froe geet et am Endeffekt bei dësem Gesetz.

Vläicht fir d'Éischt e puer Remarquen zum internationale Kontext.

Et sinn nach keng zwou Wochen hier, datt déi International Klimaschutzkonferenz, mëttlerweil déi 18., déi heescht COP 18, zu Doha eriwwer ass, mat deenen enttäuschende Resultater, déi mer kennen. Et ass keen neit globaalt Ofkommes zustane komm, wou eigentlech dann all déi grouss Emittanten, virun allem och d'USA, China, Indien, scho géife mat an d'Boot klammen. De Kyoto 2, fir et emol esou ze nennen, ass am Prinzip décidéiert gi bis 2020, mä nach just 27, d'Europäer plus zéng aner Länner, maachen do mat. Déi stelle ronn 15% oder ee Sechstel vun de weltwäiten Emissiounen duer.

Et ass och esou, datt zu Doha och keng kloer Décisioune getraff gi sinn, wat de Kyoto 2 ubelaangt, ausser datt en elo soll 2013 starten a bis 2020 goe soll. Keng nei kloer chiffréiert Ziler. Wat geschitt zum Beispill mat de Quoten, déi net an der éischter Period gebraucht gi sinn? Et war och eng wichteg Fro, well mer jo och wëssen, datt Polen do innerhalb vun Europa en anere Wee wëllt goen. Dat heescht, et sinn eigentlech ganz vill oppe Froe bliwwen, emol net zu deem neien Ofkommes, mä iwwerhaapt och zum Kyoto-Protokoll, zum Kyoto 2.

Et wäerten dann och bestëmmt Stëmme kommen, déi froen: Firwat dann iwwerhaapt nach esou e Kyoto 2? Ech mengen, egal wéi, d'DP, déi steet weider zu dësem Protokoll, aus dräi Grënn.

Éischtens hu mer eng Verflichtung. A wa mer kucken an der Nordsüdschinn, datt d'industrialiséiert Länner déi sinn, déi am meeschte verschmotzen, datt déi an der Flicht sinn, fir eppes ze maachen. An d'Drëttweltländer, dat si gewéinlech déi aarm Länner, datt déi jo am meeschten ze leiden hunn ënnert de Folge vun der Äerderwärmung.

Zweetens hu mer einfach och eng Verflichtung, fir nohalteg ze handele vis-à-vis vun den zukünftege Generatiounen, besonnesch och am Klimaschutz.

An drëttens ass Klimaschutz am Endeffekt och eng enorm Chance fir d'Wirtschaft. Ech wäert herno nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Bon, et bleift, datt mer hei en Text solle stëmmen, dee sech op e Protokoll baséiert, dee méi wéi jee onprezis ass, wou een net genau weess, wou d'Rees weidergeet. Et kann also gutt sinn, datt och an den nächste Joren an der EU dee ganze Kyoto 2 nach eng Kéier nei wäert diskutéiert ginn, vläicht aneschters ausgeluecht ginn, an datt dann och deen Text, dee mer haut hei sollen ofstëmmen, erëm nei geschriwwe wäert ginn oder ofgeännert oder annulléiert wäert ginn, ech weess et net.

Bon, ech kommen dann zum lëtzebuergesche Kontext.

Den Text hei ass e bëssen eng Neioplag vun deem Text, dee schonn 2004 gestëmmt ginn ass, den éischten Allocatiounsplang; dat war am Dezember 2004. Et läit jo op der Hand, datt een hätt och sollen e Bilan maache vun deem éischte Plang. An dee Bilan ass eigentlech ni richteg gemaach ginn. Et fënnt een och am Rapport ebe leider keng Tracen dovunner zréck. Och an der Kommissiouns-, an der Nohaltegkeetskommissioun ass net vill doriwwer Rieds gaang. Dobäi weess een awer, datt jo eng ganz Rei Problemer bestanen hu mat deem éischten Allocatiounsplang.

Bon, deen Allocatiounsplang, mir wëssen dat, betrëfft déi grouss industriell Betriber, déi ganz vill CO_2 an d'Loft blosen. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat elo keng Honnerten, mä dat sinn der awer iwwer eng gutt Dosen. Eigentlech hätt den Allocatiounsplang sollen en Ureiz sinn, fir datt déi Betriber méi energiespuersam solle schaffen, an dann och ënnert dem Stréch, wann ee méi spuersam mat der Energie ass, Sue spuert, am Endeffekt och méi kompetitiv hätte solle ginn.

Et war awer esou, datt déi Betriber wierklech ganz grousszügeg Quoten ausgedeelt kruten, verdeelt kruten. Wéi mer duerno gesinn hunn, ze vill grousszügeg. Et war eigentlech ni e wierklechen Ureiz do fir d'Lëtzebuerger Betriber, fir wierklech CO_2 ze spueren, well se einfach mat ganz ville Quoten agedeckt gi waren.

Ee bekannt Beispill ass dat jo vun ArcelorMittal. Besonnesch ArcelorMittal huet jo e groussen Iwwerschoss vun esou Quoten. Si hu jo och eng Rei Wierker zougemaach a se konnten eigentlech dann déi Quote verkafen an domadder handelen. Si wollte se och elo hale fir déi zweet Period. An et ass jo elo esou, datt d'Regierung muss do intervenéieren, datt se muss striewelen, fir dann déi Quote vun ArcelorMittal zréckzekréien.

Bon, de Plang vun 2004 hat och am Hannerkapp e bëssen, insgesamt, kann ee soen, hätten duerch de Kyoto-Protokoll och solle maartwirtschaftlech Regelen am Klimaschutz spillen. Een, deen ze vill verschmotzt, dee misst eigentlech bezuelen, dee misst Quote kafen, also misst dann eigentlech eleng duerch déi Regelen op de Wee goen, fir méi Klimaschutz ze maachen, fir manner CO_2 ze emittéieren.

Dernieft huet et sech awer och erginn an der Praxis, deemools 2004 - ech hat e bëssen d'Rieden nogelies vun 2004 -, do hunn déi eng oder aner Spriecher effektiv gemengt, datt de Präis vun deene Quoten, vun enger Tonn CO_2, datt déi géife wierklech an de Joren duerno an d'Luucht goen. Aacht Joer duerno, mengen ech, gesäit een, datt do de Präis eigentlech guer net an d'Luucht gaangen ass. De Präis läit um Buedem.

Ech wëll elo net dorobber agoen, wat och alles an de leschte Joren, Dir hutt dat an de Medien alt emol matkritt, wat do vu Schmu gedriwwe ginn ass, net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mä awer am Ausland, wou dann déi Quote gehandelt gi sinn. Do waren déi eng oder aner Skandaler, déi opgedeckt gi sinn, wou ebe Länner oder dann och Finanzinstituter Tricksereien domadder gemaach hunn an dann och do Milliounen a Milliounen Euro sech erschlach hunn.

Bon, eng fundamental Fro, déi sech hei stellt: Hu mer duerch dësen Allocatiounsplang dann hei zu Lëtzebuerg doduerjer eis Kyoto-Ziler erreecht, déi mer eis ginn hate respektiv déi mer operluecht kruten? Bon, Lëtzebuerg huet also, ech hunn et scho gesot, den industrielle Secteur ganz gutt mat Quote versuergt, an et kann een eigentlech soen, doduerjer huet d'Industrie, deen Deel huet also säin Zil erreecht. Si haten esou vill Quoten, hu keen Effort misse maachen, déi sinn also zefridden. Mä ass dat wierklech effizient gewiescht?

Op där anerer Säit musse mer jo awer och wëssen, hei zu Lëtzebuerg ass net nëmmen den industrielle Secteur, deen ee muss berücksichtegen, mä et ass jo och den Transportsecteur, de ganzen Trafic, et sinn d'Haushalter an esou weider, déi een och muss considéréieren. Wéi ass et dann an deene Secteure gaangen? Et muss ee jo och wëssen, wat ee méi der Industrie ginn huet, wat een herno manner eigentlech a senger Bilanz huet fir déi aner Secteuren.

Wéi ass also d'Gesamtbilanz Kyoto, wa mer Industrie, Verkéier, Haushalter an esou weider zesummerechnen? An do geet d'Rechnung net op! Dat wësse mer jo alleguerten. 2011, ech mengen, wann ech déi lescht Zuelen nach am Kapp hunn, louche mer nach 10% iwwer eisem Zil, dat mer laut Kyoto-Protokoll, dem éischte Kyoto-Protokoll sollen erreechen. Mir hunn also trotz Quotenhandel am industrielle Secteur eis Kyoto-Ziler, trotz also deem Gesetz vun 2004, eis Ziler net erreecht.

Ergo war also och de Quotenhandel net d'Allheilmëttel, fir eis Klimaschutzziler ze erreechen. Ech hunn et scho gesot, also d'Betriber sinn aus der Schosslinn komm an an deenen anere Secteuren, do ass awer weider massiv waarm Loft produzéiert ginn, a mir hänken an de rouden Zuelen an eiser Kyoto-Bilanz.

Wat huet d'Regierung gemaach, fir dann erauszekommen aus der negativer Bilanz déi lescht Joren? Bon, fir eisen Engagementer nozekommen, hu mer eis also massiv fräikaaft am Ausland. „Carbon Funds", dat sinn esou Fongen, wou mer abezuelen, iwwer honnert Milliounen, wou mer awer guer net wëssen, wat fir eng Projeten dann iergendwou am Ausland domadder gemaach ginn.

Mir hunn zum Beispill CDMen a China gemaach. China, dat ass dat Land, dat mëttlerweil och Astronauten huet an all méiglech Rakéiten a Flugzeugträger. Deenen hu mer Wandmille bezuelt, well ouni eis Suen hätten déi wahrscheinlech keng Wandmille kënnen opstellen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Duerfir konnte se awer d'Cargolux...

M. Eugène Berger *(DP).*- Duerfir hätte se awer och nach vläicht kënnen am Géigenzuch bei der Cargolux dann en Effort maachen, d'Chineesen.

Mir hunn Albausanéierungen a Lettland...

(Interruption)

...finanzéiert. D'Regierung huet also hir Hausaufgaben am Klimaschutz net heiheem gemaach. Si ass mam Scheckheft duerch d'Welt gereest an huet sech iwwerall fräikaaft. An eisen Aen ass dat wierklech de falsche Wee.

D'DP freet: Firwat ginn déi Suen net hei am Land an de Klimaschutz investéiert an dann och domadder an déi sozial Ekonomie hei investéiert? Ech mengen, eis Handwierksbetriber, déi wieren och frou, wa se do déi honnert Milliounen oder méi, déi mer all Joers an d'Ausland fir Klimaschutz investéieren, wann déi hei zu Lëtzebuerg kéinten an d'Betriber investéiert ginn.

An dëse Projet hei, dee mer hei haut virleien hunn, dee gëtt keng Äntwert op all déi Erausfuerderungen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg ebe kënne konsequent Klimaschutz maachen. A virun allem, datt mer och hei, wa mer Klimaschutz maachen, ech soen et wahrscheinlech nach e puermol haut, Klimaschutz ass och wierklech eng Chance fir d'Ekonomie hei zu Lëtzebuerg. Dat muss ee wierklech verstoen. Net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä awer och hei zu Lëtzebuerg.

Well ech mengen, besonnesch am Klimaschutz kann ee flott weisen, flott an der Praxis ëmsetzen, wéi eigentlech kënnen Ekonomie an Ekologie zesummen Hand an Hand goen, wou ee vun deem anere ka profitéieren. Ech ginn net midd, fir dat ze ënnersträichen, an ech wéilt stellvertriedend - ech kéint vill Beispiller elo nennen, „green economy" an esou weider, dee ganze Secteur -, mä ech wëll einfach hei stellvertriedend eng vun eisen Alternativen nach eng Kéier rappeléieren.

D'DP, déi gëtt jo net midd, fir ze soen, mir sollen hei en nationalen Albausanéierungsprogramm duerchzéien. Hei ass e ganz grousst Potenzial zu Lëtzebuerg, en enormt Potenzial, fir CO_2 ze spueren, fir eis Bilanz ze verbesseren. Och do sinn d'Experten, déi soen, praktesch en Drëttel, wann net méi vun eiser Bilanz kéinte mer do verbesseren, wa mer also alleguerten eleng nëmmen déi al Haiser géifen hei energetesch verbesseren, op de leschte Stand setzen, wou se kéinten Energie spueren.

Ech mengen, mat esou engem Programm, wann een dat géif maachen, kéint een also dem Klima op d'Been hëllefen, et kéint een awer och e Programm fir déi national Ekonomie, fir d'Handwierksbetriber lancéieren. Nei Aarbechtsplaze kéinte geschaf ginn, eng Expertise géif geschaf ginn, Know-how kéint geschaf ginn, d'Recherche kéint relancéiert ginn. Ech mengen, dat ass eng Illustratioun also, wéi kéint mat aktivem Klimaschutz...

M. le Président.- Här Berger, erlaabt Der, datt den Här Oberweis Iech eng Fro stellt?

M. Eugène Berger *(DP).*- Ëmmer, Här President.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här Berger, ech wollt Iech eng Fro stellen, eng ganz einfach. Dir sidd jo awer Zeie gi vun der Diskussioun ëm dee Klimapakt tëschent Gemengen a Stat. An et ass ee jo wierklech frou, datt mëttlerweil 60 Gemenge matmaachen an nach weider bäistoussen. An da kënnt dat zum Droen, wat Der dauernd elo sot hei, da kënnt a Gemengen a bei den Haushalter dobaussen déi Iwwerleeung derbäi. Also, Dir wësst jo awer och, wat mer dobausse maachen?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech wëll net op de ganze Klimapakt agoen. Ech weess net, wéi vill Zäit ech hunn. Ech hunn dat awer scho viru Woche gesot. Beim Klimapakt gëtt 80% investéiert, fir Auditen ze maachen an Etüdebüroen an héchstens 20% kréien do d'Gemenge fir konkret Mesuren. Dat ass da bei de Gemengen.

(Brouhaha)

Natierlech sollen och d'Gemengen an de Stat mat engem gudde Beispill virgoen. Mir mussen awer erreechen, an dat ass d'Responsabilitéit, mir mussen awer erreechen, an dat ass d'Responsabilitéit vun der Regierung...

Une voix.- Dat ass dach net wouer!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, dat ass d'Responsabilitéit vun der Regierung, datt hei zu Lëtzebuerg all Stot sollt d'Méiglechkeet kréien, d'Geleeënheet kréien, fir dat ze maachen, an net iwwer e Klimapakt oder iwwert d'Gemengen iergendwou herno e klenge Subsid ze kréien. Dat ass net effizient.

Mir gesi jo, bis elo si ganz wéineg Leit, déi dat hei zu Lëtzebuerg maachen. A firwat? Well et ass jo dann och ganz oft d'Fro vum Finanzement. An och do huet d'DP jo e Modell proposéiert, fir esou e Programm ze lancéieren. Mir soen, mat enger Klimabank, déi ebe just de Bierger alleguerten, de Bierger och an de Gemengen, wou kee Klimapakt ass, mä eng Klimabank, déi géif de Leit also Aarbechten (veuillez lire: Sanéierungsaarbechten) virfinanzéieren. Dat ass jo de Problem! Et gëtt Leit, wann déi esou eppes wëlle maachen, wësse se, ech kréien iergendeng Kéier e klenge Subsid erëm, da fänke se guer net un, bis datt se dee Subsid hunn, well se mussen d'Sue virstrecken.

Eise Modell a kuerze Wierder: Dat ass jo, datt ee mat enger Klimabank de Leit dat virfinanzéiert. An herno, wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, sëtzen d'Leit an engem Haus, dat gutt energetesch sanéiert ass, spuere se all Joers Suen. A wann dann eigentlech mat „pay as you save" alles dat, wat se un Energie spueren, mat deene Sue bezuele se dann dee Prêt, fir et emol esou ze formuléieren, vun der Klimabank zréck. An hei hätt een nëmme Gewënner!

D'Stéit wiere Gewënner, well se géife Sue spueren herno laangfristeg, well se manner Energiekäschten hunn. D'Betriber, well se nei Aarbecht hätten. Den Aarbechtsmarché, nei Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. D'Klima natierlech souwisou, well mer manner CO_2 an d'Luucht blosen. An och de Stat wier Gewënner. En hätt also keng Strofen oder misst net am Ausland deier Projeten dann erëm maache loossen. An e géif och mat senger Klimabank laangfristeg déi Sue jo erëm zréckkréien. Et si jo nëmme geléinte Suen. Also, e géif souguer seng Sue vun der Klimabank erëmkréien.

Also, hei kann eigentlech nëmme jiddweree gewannen, souwuel d'Ekologie wéi d'Ekonomie. Einfach meng Fro: Firwat mécht d'Regierung net esou e Programm? Firwat zitt se net esou e Programm zou? Mir haten eng Motioun virun, ech weess net méi, zwee oder dräi Joer hei déposéiert fir esou e Modell. Se war ugeholl ginn...

(Interruption)

Se war ugeholl ginn. Bis haut huet d'Regierung näischt an deem Domän gemaach.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech mengen, et ass ee Beispill vu villen, fir ze weisen, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Défaillancë vun der Lëtzebuerger Klimapolitik sinn. Et ass einfach esou, et ass eng Konklusioun, déi ee muss zéien. D'Regierung huet keng Strategie am Klimaschutz.

An och haut dee Projet, dee rett se och net. Wann een elo muss e Bilan zéien, ech soen emol e Bilan no véier Joer - méi salopp - , véier Joer Wiseler a Schank, dann ass et deen, datt Klimaschutz de Moment inexistent ass zu Lëtzebuerg.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Eugène Berger *(DP).*- All déi Chancen, déi den aktive Klimaschutz bitt, déi gëtt et net hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn hei just e Klimapakt an deene leschte véier Joer gestëmmt. An, wéi gesot, do ass nach näischt geschitt an do ass d'Verantwortung just op d'Gemengen iwwerbruecht ginn. An och am Endeffekt ass dat just eppes, wou vill administrativ Aarbecht finanzéiert gëtt a soss weider näischt.

Här President, dëse Projet de loi, dat ass e bësse Sand an d'Ae gestreet, fir virzetäuschen, datt nach iergendeppes wibbelt an der Lëtzebuerger Klimaschutzpolitik. Et ass kee Bilan gemaach ginn aus dem éischten Allocatiounsplang. Et si keng Léieren dorauser gezu ginn. Et bleift ee komplett am Niwwel, wéi dann elo méi e konsequenten, méi en effizienten zweeten Allocatiounsplang soll ausgesinn. Hei ginn da lediglech weider d'Betriber douce, ganz douce an d'Flicht geholl. Mä all déi aner relevant Secteure fir d'CO_2-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg, do ass guer kee Konzept, läit do guer kee Konzept vir.

Dëse Projet de loi ass an den Ae vun der DP keng Äntwert op d'Erausfuerderungen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg konsequent Klimaschutz kéinte maachen an domat och fir eis national Ekonomie nei Chancë kéinten opmaachen.

Dir hutt et verstanen: D'demokratesch Fraktioun, d'Demokratesch Partei, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dëse Projet net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis villmools Merci soe fir seng exzellent Rapporten, déi schréftlech wéi mëndlech. D'lescht Woch war erëm wéi all Joers eng Klimakonferenz, dëst Joer zu Doha, mam Haaptzil, en zweete Kyoto-Protokoll an d'Liewen ze ruffen.

E Minimalkompromëss als Resultat, wou mer, wéi esou oft, an enger Iwwergangsphas eis erëmfannen a wou just am Fong d'Europäesch Unioun an Australien sech bereet erkläert hunn, fir méi wäit ze goen. Déi grouss Industrie- a Schwellelänner sinn dergéint stur bliwwen an hunn de Problem, fir d'CO_2-Emissiounen endlech effikass ze reduzéieren, einfach op spéider vertagt. De Kyoto-Protokoll ass bis elo dat eenzegt international bindend Instrument, dat mer zur Verfügung hunn, fir géint CO_2-Ausstéiss ze steieren.

Den Usaz, de Kyoto-Protokoll ze verlängeren, ass sécher dat eenzeg Richtegt. Wat ze kucken elo bleift: Wéi vill Länner sinn awer elo nach bereet, an deem „Klimaboot", wéi mer dat ëmmer esou schéin nennen, dodran ze bleiwen? Déi richteg Diskussioun wäert eréischt 2015 zu Paräis stattfannen, wou dann en neien Traité soll ënnerschriwwe ginn an och eréischt ab 2020, wéi den Här Rapporteur gesot huet, a Kraaft triede wäert.

Wat bis dohinner geschitt, ass nach net richteg gewosst a bleift eng Inconnue. An duerfir wollt ech hei och vläicht den Här Minister froen, dee jo och zu Doha dobäi war, ob en eis vläicht awer kéint e bësse méi Detailer ginn, wéi et souwuel an Europa, mä awer och wéi hei zu Lëtzebuerg et weidergoe soll.

Här President, d'Regierung huet an de leschte Joren e gudden Deel vun hiren Hausaufgabe gemaach. Dass 6% reduzéiert gi sinn, ass sécher wäit vum ugestrieften Zil ewech. Ech wëll awer och soen, dass mer tëschent 1990 an 2011 e groussen demografesche Wandel hei zu Lëtzebuerg erlieft hunn. Vläicht just e rationalen Zueleverglach: 1990 hate mer hei zu Lëtzebuerg 35.300 Frontalieren an 2012 sinn et der 168.000, e Plus vu méi wéi 130.000 Leit, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg, och an der Woch, mindestens eng Kéier tanken. Wat zwar gutt fir eis Statskeess ass, mä natierlech awer schlecht fir d'Klimabilanz.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Wat awer och weist, dass besonnesch am Ausbau vum öffentlechen Transport déi gréissten Efforten hei am Land ze maache sinn, fir d'CO_2-Bilanz kënnen erofzedrécken. D'Referenzjoer vun 1990 ass deemno och kee Gradmiesser méi, mä éischter 2005, well dat och dat éischt Joer ass, wou de System vun engem Plafonnement vun den CO_2-Ausstéiss a Kraaft getrueden ass. Dat gëtt eis méi e korrekt Bild vun eiser Situatioun an den eigentlechen CO_2-Aspuerungen, déi mer iwwert déi nächst Jore maache wäerten.

Wéi gesäit d'Strategie aus vun der Regierung? Wou läit nach Potenzial? A wat fir Beräicher besti Méiglechkeeten, fir nach méi CO_2 anzespueren? Wat erwaart sech de Minister mat der Applikatioun vun dem Aktiounsplang, op dee mer nach ëmmer waarden, Här Minister, an dem Klimapakt, dee mer jo viru Kuerzem hei an der Chamber gestëmmt hunn? An awéifern kann een dat elo scho quantifizéieren? - Dat sinn déi Froen, déi sech de Moment stellen, a wou ech de Minister och wollt froen, ob en herno dann dorop kéint eng Kéier agoen.

Och am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou den Endkonsum bis 2020 bei 20% d'Regel soll ginn. Hei musse mer eis Ressourcen an eise Savoir-faire beschtméiglech notzen, fir den Undeel ze erhéije respektiv der sougenannter „green economy" en neien Elan ze ginn.

Dëst soll natierlech net op d'Käschte vun aneren Interesse goen. Besonnesch net, wann et ëm d'Nahrungsmëttel geet. Dat ass eis ganz wichteg. Wéi mer wëssen, huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv virbereet, wou am Kader vun de Strategië fir erneierbar Energien den Undeel u Biocarburant net méi 10%, mä just nach 5% vum Gesamtpackage duerstelle soll. Et ass nämlech keng Null-Prozent-CO_2-Technologie a virun allem gräift se op d'Biens de première nécessité zréck. Wees an aner Liewensmëttele sinn do fir eis Ernährung, nom Motto: „Léiwer e vollen Teller wéi e vollen Tank."

Hei wollt ech och dann den Här Minister froen, wéi wäit mer do mat dësen Diskussiounen dru sinn a wat dat fir Lëtzebuerg och kéint bedeiten, déi Ëmännerung, déi elo vu Bréissel aus komm ass.

En anere Prinzip vum Kyoto-Protokoll niewent den CO_2-Emissiounsrechter sinn déi flexibel - wéi och elo schonn ugeschwat ginn ass - Mechanismen. An deem Kontext muss ee virun allem ervirsträichen, dass eng ronn 83 Milliounen Euro fir Emissiounsrechter vu Projeten am Ausland an aner Klimafongen agefloss sinn.

An och, wann dat prinzipiell Kyoto-konform ass, sinn déi CDM-Projete keen Ersatz, fir CO_2-Aspuerungen hei am Land net unzepaken. Hei wollt ech de Minister froen, wéi hien an dëser Fro gedenkt virunzefueren, besonnesch wann ee gesäit, wéi d'Präisser dovun um Marché sech entwéckelen.

Esou wéi de Rapporteur dat scho gesot huet, stëmme mir d'Transpositioun vun enger Direktiv, déi de System op aner Industriebranchen erweidert. Et ass och ze begréissen, dass mir am Kader vun dëser Direktiv, wéi dat och scho gesot ginn ass, net méi 27 verschidden Aktiounspläng hunn, mä een eenheetleche Plaffong gesat hunn. Also ee System, dee fir all Land d'selwecht gëllt, mat engem Reduzéierungszil vun 21% um Horizont 2020, an dat par rapport zum Joer - als Referenz - 2005.

Ech wëll net elo nach eng Kéier drop agoen, wat de Rapporteur scho gesot huet iwwert déi progressiv Mise aux enchères vun de Quoten, mä trotzdeem nach eemol ervirsträiche vun der Méiglechkeet, déi kleng Betriber, déi manner wéi 25.000 Tonnen CO_2-Ausstéiss pro Joer hunn, fir déi komplett ausserhalb vum Emissiounsrechtssystem ze halen, ënnert der Konditioun, dass se aner Mesuren ënnerhuelen, fir eng equivalent CO_2-Reduzéierung ze erreechen.

Och wann een dat aus ekonomeschen a Kompetitivitéitsgrënn novollzéie kann, stellt esou eng Méiglechkeet eng Rei vu Froen, awéiwäit een dat genau kontrolléiere kéint. Dëst hätt sécher net, an dat huet de Rapporteur och scho gesot, zur Simplification administrative gefouert. An duerfir war et sënnvoll, dass mir dëst an der Kommissioun fale gelooss hunn.

Dësen neien Text stellt och eng kleng Verbesserung duer an der Ëmverdeelung vun den Emissiounsrechter. Bis elo ware se gratis. All Betrib kritt e gewëssene Montant zougesprach. Den Iwwerfloss kann entweder erëm zréck op de Marché verkaaft respektiv als Reserv bäibehale ginn.

Dëse Prinzip gëtt elo méi streng a wäert hoffentlech dozou bäidroen, méiglech Abusen ze verhënneren. Abusen och wéi deen, deen an Däitschland virun zwee Joer grouss erauskomm ass am Kader vu Steierhannerzéiung a Geldwäsch. Dëser Deeg nach gouf d'Zentral vun der Deutsche Bank op en Neits duerchsicht. 25 Mataarbechter stinn am Viséier, an de Schmu geet iwwer 230 Milliounen eraus. D'Emissiounszertifikater waren am Ausland ëmsazsteierfräi kaaft ginn an zu engem gudde Präis du weiderverkaaft ginn. D'Ëmsazsteier dovunner ass duerno awer als Remboursement zréckgefrot ginn. Dat si Spillereien, déi vis-à-vis vum Steierzueler, mengen ech, net tolerabel sinn, a wou mir eng kloer an transparent Linn brauchen, fir deem entgéintzewierken.

Wa mir an deem Kontext nach eemol op d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg kucken, hu mir en Total zegutt vun 12.441.525 Tonnen, fir genau ze sinn, CO_2-Emissiounsrechter iwwert d'Period 2008 bis 2012, déi sech dann op zéng Betriber verdeelen. An der Sidérurgie hu mir en Accord, Lux 2016, wou engersäits d'Restrukturatioun vun de Rodanger a Schëfflenger Siten an anersäits d'Modernisatioun vum Standuert Esch/Belval duerch nei Investissementer ugekuerbelt gi sollen.

Et bleift ze hoffen, dass dës Engagementer och honoréiert ginn an dass mer an der Tripartite e genaue Bilan zéien, wat genau ëmgesat ginn ass a wat net. Et gëtt engem schonn ze denken, dass ArcelorMittal duerch hir Emissiounsrechter gewalteg Zommen agesammelt hunn, Gelder, déi vun der Öffentlechkeet finanzéiert gi sinn, an dat op Wierker, déi net zu honnert Prozent dréie respektiv de Moment komplett zou sinn!

Déi Diskussiounen hate mer och schonn e bëssen éischter am Joer. Mä et bleift nach ëmmer onkloer, wat mat deene Sue geschitt, déi als Emissiounsrechter an d'Keesen erafléissen. Duerch de Verkaf an den Invest op der Bourse vun engem Deel vun deene Rechter soll de Groupe ArcelorMittal tëschent 2008 an 2011 eng ronn 250 Milliounen Euro akasséiert hunn.

(Interruption)

Eleng fir de Standuert Schëffleng fuerdert ArcelorMittal eng 86.000 Tonnen Emissiounsrechter, wou de Präis momentan bei jeeweils tëschent fënnef a siwen Euro d'Tonn läit. Dat sinn zesummen ëm déi 430.000 Euro.

Dat ass en Apport, deen net négligeabel ass, wann een Ëmstrukturéierungspläng virhuet. De Sënn an Zweck vun dësen Emissiounsrechter sinn et, weider nohalteg Investissementer ze maachen. A genau dat soll och hei gemaach ginn. Duerfir wëll ech och hei den Här Minister froen, wéi e gedenkt a puncto Emissiounsrechter fir Rodange a Schëffleng mat ArcelorMittal dat auszehandelen.

Madame Presidentin, ofschléissend wëll ech soen, dass mer heiheem weider eis Hausaufgaben a Saachen CO_2-Reduktioun maache mussen an awer och zesumme mat eisen europäesche Kolleegen e groussen Défi virun eis hunn, wou mer hoffentlech net op en neie Protokoll waarden, fir weiderhi konstruktiv Efforten an der Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen ze maachen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Gira. Dir hutt d'Wuert, Här Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer erlaben, emol eng Kéier mat enger Zeechnung meng Interventioun unzefänken. Dir gesitt hei eng Karikatur aus enger däitscher Illustréierter zum Thema, wat mer elo beschwätzen. Hei steet, hei gesitt Der e Bankiwerfall. An de Bankbeamte gëtt d'Suen eraus an e seet: „Ein schmutziger Deal mit CO_2-Zertifikaten bringt mehr als tausend Banküberfälle. Unsere Experten beraten Sie gerne." An ënnendrënner steet: „Tipps von der Deutschen Bank".

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zeechnung do résuméiert méi wéi dausend Wierder, wat aus dem europäeschen ETS-System ginn ass, nämlech eng Karikatur vun deem, wat et einfach sollt sinn. Aus engem Instrument, fir de Klima ze schützen, ass eng Gelddréckmaschinn fir Multinationale ginn!

Dobäi war jo eigentlech d'Grondiddi vun deem System net esou schlecht. D'Iddi war jo folgend: Mir leeën e Maximum vun Emissioune fir eng Rei industriell Betriber fest. An Europa sinn et eng 11.000 ongeféier. Mir schafen do ënnendrënner e Maart, fir mat CO_2-Emissiounsrechter ze handelen. An da kritt jo iergendwéi eng Kéier, war d'Hoffnung, all Tonn CO_2 e Präis. An da war jo dat, wat gerechent gi war, dass d'Investissementer géifen do gemaach ginn, wou se am effizienteste wieren an d'Reduktioun am effikasste wier an domat d'Investissement och am bëllegsten.

De Problem, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer, dass de System steet a fält mat der richteger Festleeung vum Maximum vun den Emissiounsrechter, déi awer op de Maart gehäit si ginn. An do hu souwuel d'EU-Kommissioun, muss ee soen, mä virun allem all eenzel europäesch Regierung versot an op den Drock vun den Industrielobbyen hu se d'Allocatioune fir déi eenzel Betriber vill ze héich festgesat.

D'Resultat: De Präis vun der Tonn CO_2 ass agebrach, fir net ze soen, huet sech eigentlech net do etabléiert, wou eigentlech gerechent gi war. Et war eigentlech geduecht, dass mer op e Präis vun 30 Euro pro Tonn CO_2 géife kommen. Dat géif wierklech eng ganz Rei Investissementer mat sech bréngen. Do fänkt et un, fir eng ganz Rei industriell Betriber, sech ze rentéieren, well dann d'Investissementer eigentlech méi Profit ofbréngen, wéi wa se weider CO_2 emettéieren.

Mir waren du séier bei engem Montant vun zéng bis zwielef Euro pro Tonn. Du koum nach d'Kris derbäi, dat ass richteg. Natierlech huet och d'Kris derzou bäigedroen, dass d'Iwwerallocatiounen - déi awer schonn do waren, wëll ech betounen -, dass déi dunn nach méi grouss gi sinn. Sou dass mer am Juli dëst Joer eigentlech sechs an aacht Euro pro Tonn CO_2.

Resultat: Amplaz dass d'Industrien ënnert dem Drock vum ETS-System zu Investissementer an Energiespueren ugehale wiere ginn, hu se eigentlech massiv Gewënner agefuer, an de Virriedner Roger Negri huet jo schonn hei gesot, wat ArcelorMittal zu Lëtzebuerg verdéngt huet. Et zirkuléiere Chiffere vun e puer Honnert Milliounen Euro, déi Arcelor an Europa eleng mat deem do System verdéngt huet.

An d'Situatioun war am Juli eigentlech esou dramatesch, dass ee Moment d'Klimakommissärin, d'Connie Hedegaard, e Virschlag gemaach hat, fir dee Marché ze stabiliséieren. An zwar huet se gesot, wann déi drëtt Period den 1. Januar 2013 ufänkt, da gi mer net all déi Allocatiounen, déi nach doruechter sinn, op de Marché a versteeën déi, neen, ronn 10% hale mer an a geheien déi vläicht eréischt 2014, 2015, 2016 op de Maart. Déi, déi den Dossier e bësse suivéieren, hate matkritt, dass d'Madame Hedegaard net ganz wäit komm war. Ganz séier war Oppositioun vu Polen do, vun aneren osteuropäesche Länner, déi nach vill méi Iwwerallocatiounen hu wéi anerer. An et huet een net méi ganz vill héiere vun der Madame Hedegaard hirer Propositioun.

Mam Resultat, léif Presidentin, Kolleegen a Kolleeginnen, dass mer haut 1,4 Milliarden Tonnen CO_2 ze vill um Marché hunn.

An duerfir ass fir eis als Gréng och de Knackpunkt vun dëser Direktiv a vun dësem Gesetz, dass et elo méiglech ass, déi Allocatiounen, jo, déi Iwwerallocatiounen aus der zweeter Period an déi drëtt Period mat eranzehuelen. Da kënnt Der Iech jo virstellen, wa schonn um Ufank um der Period 1,4 Milliarden Tonnen CO_2 ze vill um Marché sinn, wou dann de Präis gehandelt gëtt. Et gëtt Experten, déi soen, dass nom Januar de Marché wäert total zesummebriechen an dass dat praktesch d'Enn vum System ass, an eigentlech kéint een den ETS-System, esou wéi en elo opgestallt ass, praktesch ofschafen. Dem Klima géif et sécherlech haut net schlechter goen, wann en esou net agefouert gi wier. An zumindest hätte mer net och nach parallell Milliarde Cadeauen u multinational Gesellschaften ze maachen.

An duerfir kënnt Der Iech och, Madame Presidentin, virstellen, dass déi gréng dëse Projet net wäerte stëmmen.

Mir stëmmen en awer och net, well zu Lëtzebuerg genau datselwecht awer geschitt ass. Elo hätt een déi Iwwerallocatioune jo och nach kënne verstoen, wann een do direkt hätt misse voll dee System aféieren. Dat war awer net esou! Duerfir war jo genau déi Proufperiod, wann ech dat emol esou ka soen, déi éischt Period tëschent 2005 an 2007 war jo agefouert ginn. Do hate jo awer all Regierung an och déi lëtzebuergesch Regierung Zäit, dräi Joer ze kucken, wou mer dann dru sinn, ob déi Zuelen, déi se am Virfeld beim éischten Allocatiounsplang vun eenzelne Betriber kritt hätt, ob déi dann och der Realitéit géifen entspriechen.

An ech kéint Iech, Madame Presidentin, ee ganzen Dossier matbréngen, wou déi gréng vun Ufank un drop opmierksam gemaach hunn, dass praktesch all Betriber, an net nëmmen d'Arcelorsbetriber, Iwwerallocatioune kritt hunn. Mir hunn x Questions parlementaires gestallt. Mir hunn déi jeeweileg responsabel Ministeren x-mol a Kommissioune geruff an hunn ëmmer drop opmierksam gemaach a gesot: „Dir maacht hei näischt fir de Klimaschutz, mä Dir verdeelt hei Cadeauen un d'Lëtzebuerger Industrie."

Komescherweis huet keen drop reagéiert. Obwuel een direkt konnt gesinn am éischte Joer - an, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, do konnt een nach net d'Excuse vun der Kris huelen, ech mengen, dass am Joer 2008 déi meescht Industrien zu Lëtzebuerg nach relativ voll gedréit hunn -, am Joer 2008 konnt ee schonn 20% Iwwerallocatioun feststellen.

An eréischt, wéi virauszegesi war, dass den Här Mittal elo awer nach e bësse méi géif iwwerdreiwen an eventuell Schëffleng a Rodange géif zoumaachen an awer eventuell Allocatioune kréien, dunn huet dann och d'CSV de Sujet endlech entdeckt.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, vun der CSV, net nëmmen den Här Mittal huet vun Iech an dem Koalitiounspartner hei riseg Cadeaue gemaach kritt. Dir hutt iwwer véier, fënnef Joer laang der ganzer Industrie hei matzen an der Kris Cadeaue gemaach. An déi gréng fannen

dat net gerecht. An duerfir hate mir jo viru Kuerzem och en Essai gemaach a gesot, wa mer do elo festgestallt hunn, dass déi Betriber, déi déi meeschten Energie konsuméieren, de meeschte Stroum an och aner Energien, wann déi elo schonn op där enger Säit e Cadeau kritt hunn, da kommt, mir huelen hinne wéinstens deen anere Cadeau ewech, nämlech, dass se praktesch näischt derzou bäidroen, fir an de Fonds de compensation ze bezuelen, fir dass mer mat deene Sue kéinten eppes maache fir déi alternativ Energien.

An do muss ech soen, och do ware mer als Gréng séier och beim neie Wirtschaftsminister op daf Ouere gefall, mä awer och bei der CSV, déi op där enger Säit sécherlech da mam Fanger drop weist, dass den Här Mittal elo e Cadeau kritt, mä da wier jo déi logesch Konsequenz gewiescht, dass een zumindest deen anere Cadeau erëm ewechgeholl hätt. Och do ass näischt geschitt.

Wat ass geschitt? Mir senken d'Tariffer op den 1. Januar an deene meeschte Beräicher vun den alternativen Energien. Et ass net méi méiglech, iwwerhaapt nach e Subsid ze kréie fir Installatiounen iwwer 30 kWh. Dobäi kënnen eng Rei Buergermeeschteren an Députés-maires soen, dass eigentlech do eréischt eng richteg Dynamik entstanen ass. Et ass e Modell, vun deem ech an aller Bescheidenheet ka soen, dass mer deen an eiser Gemeng développéiert hunn, an Tëschenzäit praktesch an alle Gemengen a bei alle Bierger a Biergerinnen Zousproch fannen, wou eigentlech all Konsument an all Konsumentin vu Lëtzebuerg an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer d'Chance hätt, net nëmme Stroum ze konsuméieren, mä d'Equivalenz vun deem, wat e brauch, selwer ze produzéieren. Do geheie mer elo erëm eng Brems an. An ech kann dem Eugène Berger nëmme recht ginn, wann e seet: „Wéini entdecke mer och zu Lëtzebuerg, dass Klimaschutz keng Bürd ass? Dass dat keng Gefor ass, mä dass et eng riseg Chance ass?"

An ech géif Iech emol alleguerten un d'Häerz leeën: Familiariséiert Iech ganz e bësse mat der Situatioun an Däitschland. Well wann Däitschland haut esou gutt dosteet ekonomesch, dann huet dat ënner anerem och dermat ze dinn, well déi déi berühmten Energiewend scho längst ageleet hunn, well se Honnertdausenden Aarbechtsplazen an deem Beräich schafen. A wann hir Handelsbilanz wesentlech besser ass wéi déi vu villen aneren europäesche Länner, dann huet dat och dermat ze dinn, dass se ëmmer méi a méi Stroum an och Hëtzt selwer produzéieren an net mussen aféieren.

Et huet e grénge Kolleeg am Europaparlament am Kader vun der Defizitkris an Europa eng Etüd maache gelooss vun Ekonomisten, an do kënnt natierlech eng relativ kloer Korrelatioun vun de Statsdefiziter mat dem Import vu fossilen Energieträger eran.

Ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wann hei geklot gëtt a gesot gëtt: „Jo, d'T-Shirte kommen aus China, aner Saache kommen aus China.", an amplaz d'Sonn, déi mer gratis kréien, amplaz de Wand, dee mer gratis hunn, amplaz den Département des forêts emol erëm auszenotzen, andeem mer Biomassinstallatioune maachen, kafe mer monter Gas beim Här Putin a Pëtrol bei de Katarer, an da wonnere mir eis, dass eis Balance commerciale net gutt dosteet. An da wier et, geet et vläicht net duer, den Här Altmeier op e Colloque ze invitéieren. Da misst een och duerno, wann een an der Regierungsverantwortung ass, konsequent dat maachen, wat Däitschland mécht, an dann zu Lëtzebuerg och endlech d'Energiewend aféieren.

Här President, Madame Presidentin - pardon -, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles geschitt net hei.

Ech hunn e bëssen eng aner Meenung wéi den Här Berger, wat de Klimapakt ugeet. Ech menge schonn, dass dat sënnvoll ass, dass och Beispiller do sinn, dass a Gemenge vill geschitt. Nach brauche mer do ronderëm an driwwer Rahmebedéngungen, déi awer nëmmen eng Regierung ka setzen.

Wa mer keng ekologesch Steierreform maachen, wa mer nach ëmmer de Pëtrol wesentlech méi bëlleg verkafe wéi an den Nopeschlänner, da brauche mer eis net ze wonneren, dass déi beschte Stroossen a ganz Europa mat deene meeschten SUVe befuer ginn. Ech mengen, d'Gemenge kënne villes maachen, mä Steierpolitik, Akzisepolitik, do ass all Gemeng d'Hand gebonnen an do mussen endlech Neel mat Käpp komme vun der Regierung.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Wat mir och net verstinn, dass gemengt gëtt, wann een elo kënschtlech iwwert de Fonds de compensation d'Elektrizitéit géif niddreg halen, dass een dann ArcelorMittal an aner Betriber hei hält. Mir hu jo elo erlieft hautno, mä och an der Noperschaft zu Florange, mat wat dass déi Décisioune geholl ginn. Do si ganz aner Facteuren, déi spillen. Natierlech kann een d'Energie net onendlech an d'Héicht goe loossen. Mä Dir musst jo net gleewen, dass de Stroumpräis wäert dozou bäidroe fir dem Här Mittal seng Décisioun, ob en nach jeemools eng Kéier hei zu Schëffleng oder Rodange erëm e Wierk opmécht. Do si ganz aner Saachen, déi falen.

An eigentlech hate mer eng flott Diskussioun kritt och an der Kommissioun, wou den Här Oberweis ee Moment eppes opgeworf hat iwwert d'Désindustrialiséierung an hien awer selwer d'Chifferen op den Dësch geluecht huet a gesot huet, dass an Däitschland awer nach ongeféier 30% vum PIB duerch d'Industrie hiergestallt gëtt, a Frankräich awer, mengen ech, knapp d'Halschent, wa meng Chiffere richteg sinn.

Elo froen ech Iech awer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi ass dann d'Situatioun mam Stroum? Wéi erkläert Der Iech dann, dass an deem Land, wou jo anscheinend esou ganz deieren alternative Stroum do ass, dee vu Sonn a Wand hiergestallt gëtt, do et méiglech ass, dass nach 30% vum PIB vun Industrië gemaach ginn, an an deem Land, wat sech zënter 40 Joer bretzt, dass et mat sengem Atomstroum awer wierklech en Avantage concurrentiel fir seng Industrie hierstellt, dass do nach knapps 15% vum PIB iwwer Industrie hiergestallt gëtt?

Do gesi mer, dass dat eigentlech just Lobbyaarbecht ass, dass dat Drockmëttel si vun de Multinationalen, fir an alle Facteuren d'Präisser erofzedrécken, fir keng Responsabilitéit ze huelen, fir Klimaschutz ze maachen.

Wéini si mer endlech esou wäit, dass mer ophalen, deene Multinationalen do op de Läim ze goen, an eis net méi erpresse loossen? A wéini versti mer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dass op engem doudege Planéit et och keng Aarbechtsplaze méi gëtt?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Gira. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin.

Mme la Présidente.- Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ech maachen et ganz schnell. Dëse Modell ass definitiv gescheitert an et wär besser, wann en net géif existéieren. Et ass ee kapitalistesche Konstrukt, wou ganz vill Firmen ze vill verdéngen an op där anerer Säit aner Firme verléieren. An et geet natierlech wéi ëmmer ëm d'Questioun vun den Aarbechtsplazen: Do gi vill Aarbechtsplaze verluer.

Mir sinn der Meenung, dass mer déi Suen alleguerten notzvoll kéinte gebrauchen, fir hei am Land eis Betriber ze ënnerstëtzen, eis Stéit ze ënnerstëtzen, dann hätte mer ganz villes gemaach. Mir géife ganz vill Aarbechtsplaze kreéieren. Mä mat dësem System ass dat doten net méiglech. An duerfir wäerte mer dëse Projet net ënnerstëtzen.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Colombera. Domat ass d'Riednerlëscht ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President... Madame, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt ganz um Ufank dem Rapporteur Merci soe fir säi gewinnt detailléierte Rapport, schréftlech a mëndlech. Dat mécht mir et méi einfach, ech brauch net an den Detail vum Projet anzegoen. Dat spuert eis Zäit. Ech kann also Saache soen, déi mer elo méi wesentlech erschéngen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech wëll awer och op d'Direktiv zréckkommen, déi mer haut ëmsetzen. Dat ass jo eigentlech de Sujet vun eisen Diskussiounen haut. An déi Direktiv, op där de Projet de loi fousst, deen der Chamber zum Vote virläit, ass eng vun den Haaptmoossnamen aus dem Paquet Klima an Energie aus dem Joer 2009, dee geduecht ass, datt d'EU et fäerdegbréngt, fir hir Klima- an Energieziler am Joer 2020 ze erreechen. Dat sinn déi sougenannt dräimol 20%-Ziler: 20% manner Zäregase par rapport zu 1990, 20% vum Energiekonsum aus erneierbaren Energien an 20% Verbesserung vun der Energieeffizienz. Dorobber dann och grefféiert niewent der Direktiv vum Emissiounshandel d'Direktiv iwwer erneierbar Energien, wou Lëtzebuerg een Zil huet vun 11% respektiv 20% Emissioune par rapport zu 2005 erofzesetzen.

Et ass gesot gi vum Rapporteur, datt dëse Projet effektiv den Emissiounshandel relativ wesentlech reforméiert. Dat ass, mengen ech, ee ganz wichtegen Aspekt. Ech soe just ee Saz dozou: Datt de System vun der drëtter Phas, déi d'nächst Joer ugeet, datt dee System méi restriktiv an deemno och méi effikass gëtt, wesentlech méi effikass gëtt, well elo eng EU-wäit gesamt Energieuewergrenz gëllt mat bal zwou Milliarden Tonnen CO_2 - 1,97, fir prezis ze sinn. An dës Quantitéit gëtt all Joers ëm 1,74% erofgesat, fir datt mer am Joer 2020 nach just 79% vun den Emissiounen ausstousse par rapport zum Joer 2005.

A virdrun ass et richteg, och d'EU huet geléiert aus där zweeter Phas, well dee Moment d'Memberstate mat deenen nationalen Allocatiounspläng natierlech e gewëssene Spillraum haten an och mat all deene Konsequenze wéi Wettbewerbsverzerrung an esou weider, déi do gespillt hunn. An ech soen awer och nach eppes zu deem, wat de Camille Gira opgeworf huet, zu den Iwwerallocatiounen, wou mir als Lëtzebuerg ganz gutt dostinn. Ech hat d'Zuelen iwwregens an der Chamberskommissioun genannt.

(Interruption)

Jo bein, et muss ee sech awer och kënne vergläichen, et muss ee sech och kënne vergläichen! An 2006, wéi dat opgestallt ginn ass, huet, mengen ech, deemools och kee kënne soen, datt mer eng Kris hätte respektiv wéi déi eenzel Länner och an deene verschiddene Secteure reagéiert hunn.

Doriwwer eraus gëtt et och CO_2-Emissiounsgrenzen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'Produktioun vun eenzelne Produkter, wéi beispillsweis Zement oder Stol. Pro Kilo Stol däerfen an Zukunft nach just 328 g CO_2 an d'Atmosphär entwäichen; dat als Beispill.

Dann huet de Rapporteur och de Prinzip vun dem Versteeë presentéiert. Do brauch ech net weider drop anzegoen. Dat Eenzegt, wat vläicht nach interessant ass, datt et eng Ausnahm gëtt zum allgemenge Prinzip vum Versteeë fir déi Secteuren, wou eben e Risque de fuites de carbone besteet, dat heescht, wou de System enger weltwäiter Konkurrenz ausgesat gëtt. An dorënner fält eben och d'Stolproduktioun.

Wat nach wesentlech ass, dat ass, datt déi Quote jo och unhand vu Benchmarken, sougenannte Référentiellë fixéiert ginn, dat heescht, um europäeschen Niveau festgeluecht goufen. En attendant natierlech, datt eng Kéier e globalen Accord kënnt. An déi Benchmarken, déi entspriechen an der Regel deenen 10% vu Betriber aus deene jeeweilege Secteure mat deenen niddregsten Emissiounen. Dat heescht, déi Entreprisen, déi mat deene beschtméiglechen Technologië schaffen. Dat heescht, dat sinn déi effizientst Betriber. An dorauser sinn awer och déi Benchmarken entstanen.

Konkret falen zu Lëtzebuerg 20 Installatiounen ënnert den Emissiounshandelssystem. A Fakt ass effektiv dat, wat scho virdrun opgeworf ginn ass, datt et e groussen Iwwerschoss vu Quote gëtt, déi déi eenzel Betriber aus der zweeter Phas mat an déi drëtt Phas, dat heescht 2013, däerfen huelen. Mä dësen Iwwerschoss fält natierlech ganz ënnerschiddlech aus vun engem Memberstat vis-à-vis vun deem aneren. An déi 13 Lëtzebuerger Installatiounen hunn tëschent 2008 an 2011 insgesamt 13,7% manner CO_2 emittéiert wéi se Quote kruten. Ech hu virdru gesot, an anere Länner ass dat wesentlech méi. Just fir dat eng Kéier kënnen ze vergläichen.

Et kann een also net behaapten, deen zweeten nationalen Allocatiounsplang 2006, dee wier schlecht oder stümperhaft élaboréiert ginn an deen hätt der Industrie onnéideg Quote ginn. Dat Ganzt ass deemools mam Fraunhofer Institut op Basis vun deenen Donnéeë gemaach ginn, déi an deem Moment zur Verfügung stoungen, an eben am Kontext vun de Produktiounscapacitéite vun de Betriber.

An ech wëll awer do déi zwee Beispiller dann nach eng Kéier soen. Ech hunn et an der Kommissioun gemaach. Wann een elo nëmmen d'Industrien hëlt ouni Stroumproduktioun: Lëtzebuerg minus 14,90; d'Belsch minus 32,50; Frankräich minus 46,30.

An am Stolsecteur ass et nach méi frappant: Do ass Lëtzebuerg minus 28,6; d'Belsch scho minus 53%: Frankräich minus 84; Däitschland minus 46. Just fir dat eng Kéier gesot ze hunn, datt mir an deem Verglach ganz gutt dostinn.

Da wollt ech vläicht nach ee Saz soen, dat, wat ech virdru schonn ernimmt hunn, datt et Fakt ass, datt EU-wäit mer e groussen Iwwerschoss hu vu Quoten an datt an deemselwechten Zesummenhang d'Kommissioun deen Iwwerschoss op annerhallef Milliard Quoten also am Joer 2013, dat ass d'Enn vun der zweeter Phas, chiffréiert. An dat huet natierlech en Afloss op de Präis vun der Tonn. Deen ass relativ staark gefall op mëttlerweil tëschent fënnef a siwen Euro d'Tonn. A selbstverständlech riskéiert doduerch den Haaptureiz vum System, deen, fir a méi effizient Technologien ze investéieren, datt deen zum Deel verluer geet. An d'Europäesch Kommissioun huet och dorop reagéiert, andeems se proposéiert, fir d'Quantitéit vu Quoten, déi an deene Joren 2013 bis 2015 solle versteet ginn, ëm 900 Milliounen Unitéiten ze kierzen, an dëse Volume dann nees an de Joren 2019 an 2020 op de Marché ze bréngen.

Dës Propositioun, déi wäert ënnert der irescher Présidence an deenen nächste sechs Méint am Conseil an awer och am EU-Parlament diskutéiert ginn. A prinzipiell schéngen och déi meescht Memberlänner déi Initiativ ze ënnerstëtzen, ausser Polen an dat eent oder anert osteuropäescht Land.

Dëse sougenannte „backloading" kann awer an eisen Aen nëmmen als eng eemoleg a kuerzfristeg Moossnam ugesi ginn. An d'Kommissioun huet duerfir och schonn ee Rapport virgeluecht, wou ee probéiert, méi strukturell un déi Problematik erunzegoen.

Et ass kloer, et geet drëm, fir engersäits ee robusten Emissiounshandelssystem ze schafe mat Ureiz fir d'Betriber, datt se a méi effizient Technologien investéieren, an anerersäits eben och fir ze verhënneren, datt et zu Delokalisatioune kënnt vun Industrien a Länner, wou manner héich Ëmwelt- an och Sozialstandarde gëllen.

An deem Kontext schéngt et mer och wichteg, datt mer et fäerdegbréngen, och der Industrie do méi laangfristeg eng Perspektiv ze bidden iwwer 2020 eraus. Dat ass bis elo iwwerhaapt net de Fall.

Gutt, ech wollt dann och nach ee Wuert soen zu enger vun de Froen. Ech hunn op dëser Plaz - ech mengen, et war am Mee, de 15. Mee – gesot, am Kontext vun ArcelorMittal Schëffleng, sollt et am Laf vun dësem Joer esou sinn, datt zu Schëffleng keng Produktioun méi stattfënnt, da géife mer déi ronn 81.000 Tonne Quoten zréckfroen. Mir si mëttlerweil Enn Dezember an ech hunn effektiv gëschter oder virgëschter d'Prozedur lancéiert, fir dës Quoten zréckzefroen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Da wollt ech awer nach e puer Saache soen zu eiser nationaler Klimaschutzpolitik, well ech net d'accord sinn, wann hei gesot gëtt, d'Regierung an och Wiseler/Schank, déi wieren net bemëit gewiescht an hätten am Klimaschutzberäich näischt erreecht. Dat ass net nëmmen net richteg. Ech wëll och do gären e puer Beispiller ginn, déi weisen, datt do eng ganz Partie Saache passéiert sinn. An ech wollt do zéng Punkten eraushiewen, wou der dobäi sinn, déi ëmgesat sinn.

M. le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Berger…

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Yes.

M. le Président.-…Iech eng kuerz Fro stellt?

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Yes.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, ech hat dat virdru gesot an och illustréiert. Ech wollt just de Minister froen, ob en och vläicht eng Kéier am „d'Lëtzebuerger Land" virun zwou, dräi Woche gelies huet den Artikel „So what?"? Do huet eigentlech e Journalist, deen Expert ass an deem Domän, genau déiselwecht Konklusioune gezu wéi ech haut de Mëtteg. Ech hunn eigentlech nëmme paraphraséiert, wat do gesot ginn ass an de Konklusiounen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Och wat an den Zeitunge steet, ass net ëmmer richteg. An ech muss och dem Här Feist, ech kann dem Här Feist do leider net recht ginn, wëll ech soen.

Ech wëll Iech einfach e puer Saache soen, wat dës Regierung gemaach huet, och an der Kontinuitéit vu mengem oder menge Virgänger - wann ech däerf dat soen, Här Berger.

(Hilarité et interruption)

Fir d'Éischt emol wëll ech eppes zum Partenariat soen. Dat hunn ech och schonn haart dobausse gesot - den Här Feist wousst dat net -, mir wäerten d'Partenariat pérenniséieren, a virun dem leschte Januar, also virum 31. Januar 2013 wäert um Dësch vun der Regierung ee Projet leien, fir d'Gesetz vun 2004 iwwert den

Développement durable ze adaptéieren, fir datt mer d'Méiglechkeet kréien, fir d'Partenariat, also d'Abezéiung vun der Zivilgesellschaft, vun de Gemengen, vun de Gewerkschaften, vun der Chamber, fir dat do festzehalen, wat mer versprach haten. An dee Projet ass fäerdeg. Dat heescht, dee wäert dann Enn Januar um Dësch vum Conseil de Gouvernement leien.

Dann, en anere Punkt ass de Klimapakt, dat ass scho gesot ginn. Ech ginn net weider do drop an. Ech denken och, datt d'Gemeng Réiser wäert matmaachen. An ech wëll och dem Här Berger soen, datt a puncto Albausanéierung do enorm vill dran ass. An ech weess elo schonn eng Partie Gemengen, déi mir gesot hunn, an et sinn der ganz vill, déi matmaachen, et brauch een nëmmen d'Zeitung opzemaachen an ze liesen am Kontext vun de Gemengerotsberichter, där et der elo jo ganz vill gëtt, ech wëll soen, do hu Gemengen mir gesot: „Ma, mir maache Projete spezifesch an der Albausanéierung, wou mer soen, déi éischt zéng, déi éischt 20, déi éischt 30 oder méi, do betreie mir d'Leit speziell an deem Kontext."

An da wëll ech soen: Albausanéierung. Mir hunn en neie Régime d'aides op de Wee bruecht, wou spezifesch d'Albausanéierung eng ganz wichteg Roll spillt. Just fir Iech e Beispill ze ginn. Wann een alles cumuléiert, wann een eng Albausanéierung mécht, da kann ee bis op 45.000 Euro kommen. Ech wëll dat just eng Kéier soen. A mir sinn amgaangen, och eng breet Campagne ze maachen.

A wa mer scho bei der Albausanéierung sinn, da wëll ech och e Projet soen oder eng Mesure, déi mer an de Projet vun den Aides au logement… (veuillez lire: integréieren). Dat Gesetz vun ´79 gëtt adaptéiert a wäerte mer virum 1. Mäerz um Dësch vun der Regierung hunn. Dat ass e ganz, ganz komplext Gesetz, well mer villes do änneren. Dat ass de Paquet Logement. An do wäerte mer eng Mesure hunn, déi heescht „Écoprêt à taux zéro", wou mir mat de Gemengen, wou mir Konventioune maachen a wou deejéinegen, deen eben e klenge Revenu huet, dee wëllt energetesch Albausanéierung maachen, datt deen higeet an dee mécht dat, an eréischt no zwee Joer muss en dann dat zréckbezuelen, de Prêt zréckbezuelen ouni Zënsen.

An ech mengen, datt dat eng Approche ass, déi d'Strooss hält. Mir hunn eis do mat de Banke kuerzgeschloss a wéi gesot, ech brauch eng Base légale. An duerfir wäerte mer dat am Gesetz vun ´79 iwwert d'Aides au logement fixéieren.

Da wëll ech soen, datt eleng um Niveau vum „PRIMe House", wou ech elo geschwat hunn, also Albausanéierung, an do sinn nach aner Beräicher dran, datt mer 90 Milliounen wëlles hunn ze investéieren an deenen nächste véier Joer. An ech wënsche mer, datt et domat net duergeet. A wann d'Gemengen eng Hand upaken iwwert de Klimapakt, da wäerte mer an der Albausanéierung nach méi Sue brauchen.

Eleng de Pakt Klima, fir och nach eng Kéier dorop zréckzekommen, dat sinn 68 Milliounen, déi mer brauche fir de Fonctionnement bis Enn 2020. An dat sinn iwwer honnert Milliounen, wou ech dovun ausginn, datt mer am Kontext vun der Hardware, an d'Gemenge sinn do ganz kreativ, ech weess dat, an déi Sue wäerte mer och ganz sécher brauchen.

Een anert Beispill ass d'Wärmeschutzverordnung. Et kann een net einfach soen, mir hätten näischt gemaach. Mir hunn eppes Contraignantes gemaach - Dir wësst déi verschidden Échéancen, ech ginn elo net dorobber an - en vue vun der Norm, eng Klass B am Beräich vum Wärmeschutz an eng Klass A am Beräich vun der Gesamtenergiebilanz bis 2015, an ab 2017 eng duebel Klass A.

Dann a puncto Berodung, Formatioun zesumme mat mengem Kolleeg Minister vun der Ekonomie. Knapp 80 Gemenge maache bei „myenergy" bei den „Infopoints" mat. Och dat, mengen ech, ass e ganz wesentleche Punkt, déi Berodung.

Elektromobilitéit ass een anere Sujet. An den Aktiounsplang wollt ech soen, well déi Fro gestallt ginn ass, deen ass fäerdeg. Mir hunn elo nach déi lescht Wochen eenzel Donnéeën, déi mer vun anere Ministèrë kruten, ageschafft. An dee wäert dann och ab 1. Februar kënne virgestallt an diskutéiert ginn. Souwisou hu mer eng Partie vun deene Mesuren, déi am Partenariat erauskoumen, schonn ëmgesat oder si mer amgaangen ëmzesetzen. Ech wollt dat awer eng Kéier däitlech soen.

An dann, fir vläicht nach op eng oder zwou Froen ze äntwerten am Kontext vun de Biocarburanten. Do ass et ganz kloer, wa mer elo bei 5% sinn an net méi zéng, datt mer méi Efforten heiheem musse maachen. Dat ass ganz kloer. Mir musse ronn 300.000 Tonne méi an anere Beräicher reduzéieren.

An da war och d'Fro vun de CDMen. Ech mengen, de Roger Negri hat déi gestallt. Laut Direktiv däerfe mer 4% CDMen notzen, plus en Deel vun engem anere Land, wann dat d'accord wier. Mä do hu mer och nach näischt ënnerholl. Zënter zéng Deeg ass jo kloer, datt de Kyoto-Protokoll d'Méiglechkeet gëtt, deemno och dann d'CDMe weider existéieren.

Dat sinn déi wesentlech Saachen, déi ech hei wollt viruginn. Ech mengen, datt ech och op déi wichtegst Froe geäntwert hätt. Meng Zäit ass ëm.

Ech wënsche mer, datt trotzdeem déi Ëmsetzung vun där Direktiv, déi mer einfach brauchen, eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fënnt.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6428 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6428 ass ugeholl mat 40 Jo-géint 20 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Lucien Clement), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi dat Traditioun ass, wëll ech um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung vun dësem Joer e kuerze Réckbléck maachen an op deen een oder anere Sujet agoen, dee mech an de leschte Woche ganz besonnesch beréiert huet.

2012 war net ëmmer en einfacht Joer, net fir d'Leit dobaussen, mä och net ëmmer fir eis heibannen. An de leschte Wochen huet, niewent de Budgetsdebatten, de Geheimdéngscht e gudden Deel vun der Aktualitéit heibannen an dobaussen dominéiert. D'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun huet an de leschte Woche vill Stonne verbruecht, fir hirer Kontrollaufgab, esou wéi d'Gesetz dat virschreift, nozekommen. Erlaabt mir och duerfir, vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir dem President, alle Membere vun dëser Kommissioun an eisem Generalsekretär e grousse Merci fir hiren Asaz auszedrécken.

D'Enquêtëkommissioun wäert also elo an deenen nächste Wochen a Méint ze klären hunn, ob am Geheimdéngscht an deene leschte Jore géint Gesetzer verstouss ginn ass, an doriwwer der Chamber e Rapport maachen. Dëst stellt eng grouss Erausfuerderung fir d'Parlament duer, well et fir d'Éischt ass, datt eng Enquêtëkommissioun sech am Kader vum neie Gesetz, deem vum 27. Februar 2011, bewege wäert. E Gesetz, wat hir wäitgehend Kompetenze gëtt. Ech wéilt duerfir dem President an alle Membere vun där Kommissioun dat néidegt Fangerspëtzegefill wënschen, dat si brauchen, fir hirer Missioun nozekommen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet an deene leschte Woche vill Zäit mat Dossiere wéi Wickreng/Léiweng, Geheimdéngscht oder Cargolux verbruecht. Dëst Opschaffe vun Dossiere geheiert sécherlech zur Kontrollfunktioun vun engem Parlament an dréit zu méi Transparenz am politesche Liewe bäi. Ech géif mer perséinlech och wënschen, datt mir iwwert dëse Wee verluerent Vertraue vun de Bierger an d'Institutiounen erëmgewannen.

Nach soll dëse Bléck no hannen an d'Vergaangenheet eis net vergiesse loossen, datt eist Land sech an engem groussen Embroch befënnt an datt mir an deenen nächste Jore mussen zolidd Erausfuerderunge schëlleren, déi eis ganz Energie an Asaz wäerte fuerderen. Ech géif duerfir wëllen en Appell un eis alleguerte riichten, am neie Joer de Bléck no vir ze riichten an eis nach méi offensiv mat deene fir eist Land, mä och fir Europa wesentlechen Zukunftschantieren ze befaassen.

Een dovunner ass d'Bekämpfung vun der Aarmut. Den Eurostat huet viru Kuerzem erschreckend Zuele publizéiert: 24,2%, also bal e Véirel vun der Populatioun an deene 27 EU-Memberlänner hunn zejoert riskéiert, an Aarmut ze liewen oder sozial ausgeschloss ze ginn. 120 Millioune Leit, bal eng Persoun vu véier, ware concernéiert. A Bulgarien ass et souguer bal d'Halschent vun der Populatioun. Hei bei eis am Land läit de Prozentsaz bei 17, dat wieren ongefeier 86.000 Leit, déi riskéieren, an Aarmut ze liewen oder sozial ausgeschloss ze ginn.

Och wann eist Land am Duerchschnëtt besser dosteet wéi déi meescht aner europäesch Staten, sou mussen dach déi Zuelen eis alleguerten eeschthaft Suerge maachen. Et ass och do, wou ee vläicht am beschten den Impakt vun der Kris mat all hire Konsequenze virun Ae gefouert kritt.

Dëse Risiko vun Aarmut trëfft een Deel vun eiser Bevölkerung am häertesten, an dat sinn déi jonk Leit. D'Gefor, fir an Aarmut erofzerëtschen, ass bei deene Jonken ënner 25 Joer méi akut wéi bei deenen eelere Generatiounen. Ganz besonnesch nodenklech mécht mech duerfir och d'Kanneraarmut, mat där mir och an eisem Land ëmmer méi oft konfrontéiert ginn. An engem Rapport vum Statec gëtt festgehalen, datt 2011 de Risiko, fir an Aarmut ze liewen, bei de Kanner a Jugendleche bis 17 Joer bei iwwer 20% louch.

Wann ech vun Aarmut schwätzen, da wëll ech dat net nëmmen op d'Fro vun der Héicht vum Akommes reduzéiert gesinn, well d'Aarmut hautdesdaags vill méi Dimensiounen huet. Si ass subjektiv a relativ. Ernährung, Gesondheet, Kleedung, Wunnen a sozial Ëmstänn spillen hei eng eminent wichteg Roll. Dozou gehéiert och zum Beispill dat, wat d'Kand ausserhalb vun der Famill an der Schoul vun Aktivitéite kann hunn, wat d'Famill sech finanziell an zäitlech ka leeschten u Sport, Kultur oder soss Fräizäit- a gesellschaftlech Aktivitéiten. Als Kand gëtt d'Fundament geluecht fir dat spéidert Liewen an duerfir muss all Kand déi beschtméiglech Chancë kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kanner a Jugendlech, déi weder sportlech nach kulturell an hirer Fräizäit aktiv sinn, riskéieren ofzerëtschen, leider ëmmer méi an eng digital Welt, aus där se riskéieren, net méi erauszekommen. Wéi ech virun e puer Wochen eng Visite bei der Associatioun „Anonym Glécksspiller" gemaach hunn, sinn ech dach déif schockéiert gewiescht iwwert d'Zuelen, déi mir vun deene Responsabele vun där Associatioun genannt gi sinn. Net nëmmen, datt am Land ëm déi 4.500 Leit glécksspillsüchteg sinn, mä et kënnt elo ganz besonnesch derbäi, datt ëmmer méi jonk Leit ofhängeg si vun Handy, PC, Internet oder alle méiglech virtuelle Spiller. Hei si jonk Leit, déi carrément just nach an enger digitaler Welt liewen, mat alle Konsequenzen, déi dat op hir Entwécklung wäert hunn.

Ëmmer méi Spezialiste warne virum digitalen Ofstieg, wa weider Kanner a jonk Leit haut duebel esou vill Zäit mat digitale Medië verbrénge wéi mam gesamte Schoulstoff, dee se ze absolvéieren hunn. Ganz besonnesch betraff huet mech gemaach, datt vill Elteren iwwerhaapt net wëssen, wéi se mat deene Situatioune sollen ëmgoen an u wie se sech kënne wenden, fir hei Hëllef ze kréien.

Well ech iwwerzeegt sinn, datt mir eis dëser Problematik mussen zur Zäit unhuelen a mir dat nëmme kënne packen, wa mir dat zesumme mat der Regierung, den zoustännegen Administratiounen, awer och deene kompetenten Associatioune maachen, hunn ech mer erlaabt, zesumme mat de Presidente vun deenen dräi derfir zoustännege Chamberskommissiounen ze kucken, wéi mir och um Niveau vun der Chamber kënnen an dëser Thematik nach méi aktiv ginn. Mäi Wonsch wier et, datt mer am Laf vum nächste Joer dëse Sujet am Kader vun enger Orientéierungsdebatt kéinte behandelen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz iwwer Europa an d'Europäesch Unioun schwätzen. Ee vun deene bessere Momenter 2012 ass dee gewiescht, datt d'Europäesch Unioun de Friddensnobelpräis zu Oslo kritt huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dës Auszeechnung kënnt zu engem gudden Zäitpunkt. Si erënnert eis eemol méi un de Courage an un d'Ausdauer vun de Grënner vun der Europäescher Unioun, déi sech fir Eenheet, Fridden a Fräiheet agesat hunn. Grad an dëse méi schwieregen Zäiten ass dëst e wichtegt Zeechen, fir eis alleguer als eng solidaresch Gemeinschaft ze gesinn an dee Courage ze weisen, fir iwwert dës Kris erauszekommen.

Europa steet haut viru villen Erausfuerderungen, an dat net nëmmen op finanziellem an ekonomeschem Plang. Jugendaarmut, Jugendaarbechtslosegkeet, Perspektivlosegkeet, dat sinn déi grouss Erausfuerderunge fir d'Europäesch Unioun, un deene si och wäert gemooss ginn.

Et gehéiert haut a gewëssene Kreesser zum gudden Toun, extrem kritesch zu Europa ze stoen. Am Moment gesi mir vill nationale Klenggeescht an Egoismus. Mir gesinn erschreckend wéineg Sënn fir Gemeinsames a Solidaritéit an der Unioun. Wann Europa senge Bierger net déi Gebuergenheet a Sécherheet ka ginn, dann ass de Risiko grouss, datt sech d'Maschinn géint hir Erfinder wäert dréien an dann entsti Ressentimenter, déi Europa riskéieren ze iwwerfuerderen. Dergéint musse mir als Politiker ugoe mat Toleranz, Courage a méi Éierlechkeet an der Politik, awer an der Gewëssheet, datt et ouni d'Europäesch Unioun dësem Kontinent vill méi schlecht géif goen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, datt mir no där besënnlecher Zäit vu Chrëschtdag an Neijoersdag nei Energie a Courage wäerte matbrénge fir d'Erausfuerderungen, déi 2013 op eis waarden. Ech géif eis alleguer wënschen, datt mir an deenen nächsten Deeg deen néidege Recul kéinte kréien, fir eis selwer an eis Aarbecht och emol eng Kéier kritesch ze hannerfroen.

An ech wëll zum Schluss vu mengen Ausféierungen de Jacques Delors zitéieren, dee kierzlech an engem Interview am Kontext vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun gesot huet, an ech zitéieren: «Parce que si l'Europe n'est pas en mesure, d'une manière raisonnable, compte tenu des efforts que doivent faire les gouvernements, d'ouvrir les chemins de l'espoir de la reprise économique et de la solidarité sociale, alors, elle risque d'échouer.»

Wat fir d'Europäesch Unioun zielt, zielt a fortiori och fir eist Land. An ech géif mir duerfir perséinlech fir 2013 wënschen, datt an all eisen Iwwerleeungen, hei am Haus, mä och dobaussen, erëm de Gedanke vun der Solidaritéit géif méi am Vierdergrond stoen.

Ech wéilt op dëser Plaz alle Kolleegen, Kolleeginnen, dem Generalsekretär a sengen zwee Adjointen, mä och alle Mataarbechter aus dësem Haus an aus de Fraktiounen an all deenen, déi un eiser Aarbecht associéiert sinn, an och der parlamentarescher Press e grousse Merci ausschwätzen. Ech wënschen Iech schonn elo fir 2013 all Guddes an eng gutt Gesondheet.

Meng beschte Wënsch riichten ech natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. An all deene Leit, déi eis nolauschteren oder nokucken, wënschen ech schéi Chrëschtdeeg an alles Guddes fir dat neit Joer. Ech freeë mech elo schonn, Iech alleguerte gesond a monter am neie Joer erëmzegesinn. Déi Éischt vun Iech schonn den 3. Januar, wou déi nächst Sitzung vun der Enquêtëkommissioun wäert stattfannen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, am Numm vun de Kolleeginnen a Kolleegen hunn ech haut d'Éier, och Iech all Gutts ze soen a villmools Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer zesumme geleescht hunn an deene leschten zwielef Méint, zesumme mam Chamberspersonal, mam Greffe, mat de Mataarbechter aus de

Fraktiounen. Well ouni si all wier dat net méiglech, déi Aarbecht, déi mir heibanne maachen.

Et däerf een och net vergiessen, alleguerten déi Leit, déi an de Fraktioune matschaffen, och deenen hir Aarbecht ze würdegen. An och deenen e grousse Merci fir all déi Aarbecht, déi se gemaach hunn! Et geet och drëms, fir dass mer déi besënnlech Zäit, déi elo op eis zoukënnt, kënnen notzen, Dir hutt et gesot, fir an eis ze goen a mat all deem driwwer nozedenken, wat geschitt.

Ech op alle Fall wëll d'Geleeënheet notzen, fir Iech alleguerten an eisem Numm Merci ze soen, gläichzäiteg Iech och schéin a besënnlech Chrëschtdeeg ze wënschen an e gutt Joer 2013 a Fridden, Gléck an Zefriddenheet. An och e grousse Merci un d'Chamberspress an un d'Nokuckerte vu Chamber TV.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn dann elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 30. an 31. Januar 2013.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)

SÉANCE 20 MERCREDI, 30 JANVIER 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Composition de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

3. Composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*
- *M. François Bausch*

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot
- *M. Ben Fayot*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Raymond Weydert - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Eugène Berger - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roland Schreiner - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombera relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Jean Colombera - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Fernand Diederich - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Eugène Berger - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

8. 6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. André Bauler (dépôt d'une demande d'interpellation), M. Ben Scheuer, M. Camille Gira (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme (M. Ben Fayot pose une question)*
- *Motion 1: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, M. Camille Gira, M. Fernand Boden, M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

10. 6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Jean Colombera, M. Alexandre Krieps, M. Serge Urbany*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Claude Haagen, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure
- *Rapports de la Commission du Règlement sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés: M. Gast Gibéryen*
- *Votes sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

14. Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali
- *Exposé: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Jean Colombera, M. Serge Urbany, M. Ben Fayot, M. Félix Braz*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposéiert goufen, ass och um Bureau déposéiert a gouf och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques verdeelt.

Communications du Président - séance publique du 30 janvier 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les propositions de modification du Règlement et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6515** - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, Mme Christine Doerner, Députée, M. Gast Gibéryen, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, Mme Lydie Polfer, Députée, le 07.01.2013

***6516** - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

***6517** - Projet de loi modifiant 1) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, 2) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

***6518** - Projet de loi portant 1) introduction de la transaction en matière pénale et 2) modification du Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.01.2013

***6519** - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

***6520** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

***6521** - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.01.2013

***6522** - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 09.01.2013

***6523** - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 11.01.2013

***6524** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

***6525** - Projet de loi relatif aux produits phytopharmaceutiques*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

***6526** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État*

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 11.01.2013

***6527** - Projet de loi:*

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

2. portant création des centres de recherche publics LIST, Santé et CEPS

3. modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

4. abrogeant la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public et le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public

5. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 14.01.2013

***6528** - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. François Bausch, Député, M. Xavier Bettel, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Lucien Clement, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Laurent Mosar, Député, Mme Lydia Mutsch, Députée, Mme Lydie Polfer, Députée, M. Lucien Weiler, Député, le 17.01.2013

***6530** - Projet de loi concernant la gestion du domaine public fluvial et portant*

a) modification

- de la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un Service de la navigation,

- de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

- de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

b) abrogation de certaines autres dispositions en matière de navigation fluviale

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.01.2013

***6531** - Proposition de modification de l'article 17 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Marc Spautz, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. François Bausch, Député, M. Laurent Mosar, Député, le 28.01.2013

***6532** - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur territoire allemand entre Igel et Igel-West*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2013

***6533** - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.01.2013

***6534** - Projet de loi portant approbation de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse» et de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande»*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

***6535** - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

***6536** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 29.01.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Composition de la Chambre des Députés

Ech wéilt dann nach eng Kommunikatioun maachen iwwert déi politesch Zesummesetzung vun der Chamber.

Aus dem Här Jean Colombera sengem Bréif vum 21. Dezember 2012 geet ervir, datt hien net méi zu der Sensibilité politique ADR gehéiert a säi politescht Mandat als onofhängegen Deputéierte weiderféiert. An hirem Bréif vum 18. Januar 2013 hunn déi Häre Jean Colombera a Jacques-Yves Henckes matgedeelt, datt si zesummen eng nei Sensibilité politique representéieren, déi „Députés indépendants - Onofhängeg" heescht.

Une voix.- Uuh!

(Interruptions diverses)

3. Composition des commissions parlementaires

M. le Président.- An hirem Bréif vum 22. Januar 2013 proposéiert d'CSV-Fraktioun folgend Ännerungen an de Kommissiounen:

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Ali Kaes den Här Marc Spautz.

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Ali Kaes.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 24. Januar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6496, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergeschen Enseignement secondaire, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6476 iwwer e Fënnefjoresplang vun den Tourismusinfrastrukturen, nom Modell 1; de Projet de loi 6422, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an der Sécurité sociale, nom Basismodell; de Projet de loi 6488 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf, nom Modell 1; de Projet de loi 6453, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Statut vum Agent volontaire des services de secours, nom Basismodell; d'Proposition de modification du règlement 6484, eng Ofännerung vum Kapitel 7 vum Titel V vun eisem Chambersreglement, nom Basismodell; d'Proposition de modification du règlement 6508, eng Ofännerung vum Kapitel 14 vum Titel V vun eisem Chambersreglement, nom Basismodell; an dann d'Proposition de modification du règlement 6515, eng Ofännerung vun der Prozedur iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6444A géint den Abus de faiblesse, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6408 géint d'Abus sexuels, och nom Basismodell; dann eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz, nom Modell 2; an dann de Projet de loi 6328 iwwert déi jonk Au-pair, nom Basismodell; dann d'Proposition de loi 6111 iwwert d'Organiséiere vun engem Referendum iwwert de Choix tëschent engem City-Tunnel an engem Tram, nom Basismodell; d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Baufirma; an duerno d'Question élargie N°31 vum Här Robert Weber iwwert d'Préretraite solidarité.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da freet den Här Ben Fayot d'Wuert. Zum Ordre du jour nach? Neen?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, jo.

M. le Président.- Ah, entschëllegt, Här Fayot, den Här Bausch freet nach d'Wuert zum Ordre du jour.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, Här President, mir haten lech e Bréif geschriwwe mat engem ganze Koup Questions parlementaires, déi largement iwwert dem Délai sinn. Et sinn der e gudden Deel elo beäntwert ginn, mä et sinn nach ëmmer dräi Stéck, déi opstoungen: eng vum 30. Oktober, eng vum 16. November an eng vum 3. Dezember. Déi betreffen natierlech d'Ministeren, déi haut net hei sinn, soss hätte mer haut och d'Froen hei gestallt.

Ech wär awer frou, wann Der géift insistéieren nach eng Kéier iwwer e Bréif, datt déi do dräi Froen, déi awer elo schonn dräi, véier Méint do sinn, och endlech solle beäntwert ginn.

M. le Président.- Ech wäert dat nach eng Kéier maachen. Merci dem Här Bausch.

Da kritt d'Wuert elo den Här Ben Fayot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, aus Ulass vun Aktualitéiten an der Welt a besonnesch an Afrika wollt ech am Numm vun der Commission des Affaires étrangères eng Motioun hei op dem Bureau vum Haus déposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le conflit dans le nord du Mali oppose militairement depuis le 17 janvier 2012 l'armée régulière malienne aux rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) alliés aux factions jihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'Ansar Dine ainsi qu'au Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), issu d'une scission d'AQMI, qui souhaitent établir un État islamique dans l'ensemble du pays;

- rappelant la situation humanitaire terrible créée par les exactions des islamistes sur la population civile au nord du Mali;

- considérant la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 20 décembre 2012 autorisant le déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) sous conduite africaine pour une durée initiale d'un an et prévoyant d'être suivi par la formation et la restructuration des forces de défense et de sécurité maliennes, puis la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national;

- considérant que le 10 décembre 2012, un «concept de gestion de crise» au Mali est approuvé par les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui concluent à la «nécessité d'avancer rapidement dans le processus de planification et de préparer une décision du Conseil instituant la mission»;

- considérant la décision du Conseil de l'Union européenne prise le 17 janvier 2013 relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces armées maliennes (EUTM Mali);

- considérant l'intervention militaire du nom de «Serval» engagée le 11 janvier 2013 par la France sur demande du Président du Mali et conformément à la résolution 2085 (2012) du Conseil de Sécurité de l'ONU;

- considérant que cette intervention urgente de la France était devenue nécessaire en raison du risque d'une progression rapide vers le sud en direction de Bamako, capitale du Mali, des forces opposées à l'armée malienne;

- considérant que l'action des rebelles armés dans le nord du Mali porte gravement atteinte à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali et constitue une menace imminente pour la stabilité de la région face à des États peu préparés à s'y opposer;

- soulignant qu'il s'agit d'une région proche de l'Europe et qu'en particulier le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal sont nos pays partenaires depuis de longues années;

- rappelant que le montant de l'aide humanitaire luxembourgeoise au Mali pour 2012 a été de 3,6 millions d'euros (2 millions d'euros pour combattre la crise alimentaire et 1,6 million d'euros en faveur des réfugiés générés par la crise malienne) et qu'elle sera de 3 millions d'euros en 2013;

- considérant la lettre envoyée le 17 janvier 2013 par le Président de l'Assemblée nationale française au Président de la Chambre;

- reconnaissant que l'action de la France au Mali respecte la légalité internationale et est aussi dans l'intérêt de ses partenaires européens en participant activement à la prévention d'un terrorisme violent qui n'hésite pas à s'attaquer à des populations civiles;

- se félicitant de l'intervention française de concert avec les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à la demande des autorités maliennes;

- considérant la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue le 19 janvier 2013 à Abidjan en République de Côte d'Ivoire et qui a discuté les modalités d'un déploiement accéléré de la MISMA;

- rappelant que sa Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopé-

ration et de l'Immigration a émis, sur proposition du Ministre de la Défense, un avis positif pour la participation de l'armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali (EU Training Mission Mali), mission dont les buts sont «la formation et l'entraînement de bataillons des forces armées maliennes, ainsi que d'unités d'appui tactique et de soutien logistique du combat, y compris en matière de droit humanitaire international, de protection des civils et de droits de l'Homme»;

- considérant la conférence des donateurs organisée le 29 janvier 2013 à Addis-Abeba sous l'égide de l'Union africaine (UA);

- saluant l'engagement financier que le Gouvernement vient de décider en vue de la MISMA (4 millions d'euros) qui doit prendre dans les meilleurs délais le relais des militaires français engagés au Mali;

invite le Gouvernement

- à continuer son action en faveur de l'application de la résolution 2085 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des décisions afférentes de l'Union européenne;

- à s'engager pour la réalisation d'une conduite africaine de la mission internationale MISMA;

- à insister sur le respect des droits de l'Homme dans le cadre de l'action de la MISMA;

- à avoir une attention et un engagement particuliers dès lors qu'il s'agit d'améliorer la situation humanitaire qui s'est déjà gravement détériorée au Mali et dans les régions avoisinantes depuis le début du conflit armé;

- à continuer à s'engager pour la sécurisation de tous les acteurs humanitaires et pour le développement sur le terrain en collaboration étroite avec les autres États membres de l'UE;

- à la tenir constamment au courant en ce qui concerne la mise sur pied de la mission EUTM Mali;

- à appuyer les démarches internationales en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition qui devra comprendre un calendrier électoral et l'ouverture de négociations avec les représentants légitimes des populations du nord du Mali (élus locaux, société civile et les groupes armés non terroristes qui reconnaissent l'intégrité territoriale du Mali) conformément aux résolutions 2056, 2071 et 2085 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Norbert Haupert, Fernand Kartheiser, Lydie Polfer.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot.

6. Ordre du jour (suite)

Ech géif proposéieren, datt mer um Uschloss vun de Votë vun de Projeten zum Schluss vun eiser Séance nach zu der Diskussioun vun där Motioun an och zur Ofstëmmung géife kommen.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit respektiv der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°194 vum Här Raymond Weydert un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'Reservatioun vun Agrarland. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an hirem Avis zum geplangten ofgeännerten Naturschutzgesetz aus dem Joer 2004 weist d'Landwirtschaftskammer dorop hin, datt dem Erhale vun der landwirtschaftlecher Notzfläch keng Rechnung gedroe gëtt.

Zurzäit bewirtschaft eisen Agrarsecteur ronn 131.000 Hektar. A wann all déi Plans sectoriels an all aner Elementer, wéi Industrie- a Gewerbezonen, Wunnengsbau, öffentlech Infrastrukturen, Paysages, Bauschuttdeponien, Naturschutz- a Waasserschutzzonen am Kader vum Aménagement du territoire ëmgesat ginn, déi wäerten eiser Landwirtschaft an Zukunft nach vill Terrainen entzéien.

Och d'Kompensatiounsmoossnamen am geplangten Naturschutzgesetz am Kontext vum Verloscht vun Habitaten oder Biotope wäerten eiser Landwirtschaft weider wäertvoll Terrainen entzéien.

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng staark a kompetitiv Landwirtschaft, fir d'Produktioun an d'Versuergung mat gesonde Liewensmëttel hei am Land ze garantéieren.

Duerfir meng Fro un den delegéierte Minister vun der Nohaltegkeet, ob net kann am Kader vum Plan sectoriel «Paysages» d'Préservation des terrains agricoles agefouert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Raymond Weydert.

D'Wuert kritt elo den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Ah, den Här Marco Schank - entschëllegt! - ass schonn ënnerwee.

(Hilarité)

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech selwer hunn an der Vergaangenheet scho méi dacks dobausse gesot, datt zum Schutz vun eise Landschaften och de Schutz vu landwirtschaftleche Fläche gehéiert. A meng Propos war et duerfir, fir de Plan sectoriel «Paysages» ze notzen, fir an deemselwechten eng Zone de protection agricole ze verankeren. Duerfir hunn ech och mam Kolleeg Minister vun der Landwirtschaft mech kuerzgeschloss, fir eng entspriechend Démarche an d'Wee ze leeden.

An déi zwee zoustänneg Servicer vun deenen zwee Ministèrë sinn deemno och amgaangen, e Modell auszeschaffen op der Basis vun e puer Froekomplexer. Ech géif dat wëllen hei dann och kuerz opruffen.

Éischtens: Wat sinn d'Kritäre vun der raimlecher Ofgrenzung vun esou enger Zon? Wat jo wesentlech ass!

Duerfir muss d'Landwirtschaft eis soen, wou déi Terraine leien, déi opgrond vun hirer natierlecher Fruchtbarkeet, opgrond vun hirem Relief, opgrond vun hirer Flächestruktur, awer och opgrond vun der Lag vum Haff an de Schutz vun enger Zone de protection agricole solle kommen. An do brauche mer selbstverständlech en novollzéibart Kaartematerial, wat och amgaangen ass, erstallt ze ginn.

Dat Zweet ass d'Fro: Wat ass d'Finalitéit vun enger neier Zon, sprech, wat soll do erlaabt sinn a wat net?

Prinzipiell soll an enger Zone de protection agricole d'landwirtschaftlech Notzung Virrang hu virun anerem Notzen, wéi Wunnen, Fräizäitnotzen, wirtschaftlech Aktivitéiten, Stroossebau, ähnlech engem Modell, wéi en an dem Saarland funktionéiert. Naturschutz, Landschaftsfleeg a Kompenséierungsmoossname sinn am Aklang natierlech mat der Landwirtschaft ze plangen.

Eng drëtt Fro: Wéi iwwerlagert sech déi nei Zon mat bestehenden Zonen, dem PSP natierlech, awer och den Natura-2000-Naturschutzgebidder?

Bestehend Natura-2000-Gebidder, Naturschutzgebidder a Waasserschutzgebidder sinn natierlech an hiren Zilsetzungen an eventuellen Oploen ze respektéieren. An d'Zone de protection agricole muss natierlech och ofgestëmmt gi mat aneren Zonen aus deemselwechte Plan sectoriel.

Dann déi véiert Saach: Et ass natierlech kloer, datt d'Flächenausweisunge vu bestehende PAGen, awer och déi Flächenausweisunge vun deenen dräi anere Plans sectoriels: «Zones d'activités» - et ass jo geplangt, datt eng Partie nei Zones d'activités kommen, anerer ginn ausgebaut -, oder do, wou nei Schinne geluecht ginn, Plan sectoriel «Transports», datt déi berücksichtegt ginn an datt déi net kënne Bestanddeel gi vun enger Zone de protection agricole.

Vläicht eng Schlussremarque: De Projet vum neien Naturschutzgesetz gesäit vir, datt d'Kompenséierungsmoossnamen net däerfen op landwirtschaftlech wäertvolle Fläche geschéien. Par contre ass et awer méiglech, datt Kompenséierungsmoossnamen, déi mat enger wirtschaftlecher Bewirtschaftung kompatibel sinn, wéi Grünstreifen-, Ackerrandstreifenprogrammer, Wisenextensivéierungsprogrammer, datt déi an de Fonctionnement vum Betrib integréiert ginn an deemno och op gudde landwirtschaftleche Biedem kënne gemaach ginn.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

Da komme mer elo zu der Fro N°195 vum Här Eugène Berger un de Gesondheetsminister an de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert d'Medikament „Diane 35". Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Déi lescht Deeg war a Frankräich vill Opreegung wéinst enger Hormonpëll, déi sougenannten „Diane 35". Et ass eigentlech à l'origine e Medikament géint Akne - ech sinn elo kee grousse Spezialist, ech huelen dat, wat ech an der Press an an de Medien do matkritt hunn -, dat awer och ënner anerem a Frankräich als Antibabypëll verschriwwe gëtt. Et gëtt gesot, datt véier Doudesfäll dorobber zréckzeféiere wieren a Frankräich.

Mëttlerweil sinn och eng ganz Rei Reaktioune komm. Ënner anerem de Produzent Bayer seet och, proposéiert oder recommandéiert och, fir et nëmmen als Akne-Medikament ze verschreiwen. Och, souwäit ech de Moment weess, si verschidde franséisch Gesondheetsbehörden, dat ass d'ANSM - ech erspueren Iech elo d'Ofkierzung... äh, de ganzen Numm -, déi hunn och recommandéiert, fir et net méi als Antibabypëll ze verschreiwen.

Duerfir wollt ech de Minister froen: Hei zu Lëtzebuerg, gëtt déi Pëll och hei zu Lëtzebuerg als Antibabypëll verschriwwen? Huet en eventuell vläicht och Donnéeën, a wat fir engem Mooss - ech weess net, absolut Zuelen oder prozentméisseg -, wéi se verschriwwe gëtt? Sinn och schonn hei Problemer signaliséiert ginn? An denkt de Minister och vläicht drun, fir op de Wee ze goen, och fir hei eng Recommandatioun erauszeginn, fir déi „Diane 35" net méi als Antibabypëll ze verschreiwen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Elo kritt den Här Gesondheetsminister, Minister vun der Sécurité sociale, Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Här Berger Merci fir d'Fro, wat mer erlaabt, op eng Rei vu Froen, déi sech dobaussen och gestallt hunn, ze äntwerten.

Déi Pëll, déi den Här Berger uschwätzt, d'„Diane 35", ass en zimlech ale Produkt, deen zënter 30 Joer um Maart ass. Et ass e Medikament, dat primär géint Akne, insbesondere och schwéieren Akne geduecht ass an net primär zougelooss als Verhütungsmëttel, als Antibabypëll. D'Indikatiounen, déi festgehale gi si bei der Mise sur le marché, also bei der Maartaféierung, louche ganz kloer bei der medikamentöser Wierkung bei Akne.

Elo ass et esou, dass déi Pëll en Nieweneffekt huet, en Effet accessoire, dee verhütend ass, an et ass indiquéiert, dass, wann een dat Medikament géint den Akne hëlt, een net derniewent nach muss eng Antibabypëll huelen.

Déi Diskussioun, déi elo a Frankräich lancéiert ginn ass, ass iwwregens net déi éischt, déi elo an deene leschte puer Woche lancéiert ginn ass. Dir wësst, dass och d'Diskussioun iwwert déi drëtt a véiert Generatioun vun den Antibabypëlle lancéiert ginn ass an dass och déi ganz Diskussioun elo an d'Agence du médicament zu London eriwwergaangen ass, wou sech den Expertekomitee mat all deene Froen ausenanersetzt.

Dee Risiko vun Thrombosen, dee bei deem Medikament „Diane 35" elo an de Vierdergrond gestallt gëtt, ass och net nei, ass gewousst, ass och beim Beipackziedel ervirgestrach ginn. An et ass och richteg, dass an deene leschten 30 Joer véier Stierffäll domat associéiert gi sinn. Déi véier Stierffäll iwwer 30 Joer sinn an Zesummenhang ze brénge mat méigleche Risiken, Thromboserisiken, deenen ee bei enger Schwangerschaft ausgesat ass an déi vill méi héich si wéi deen heite Prozentsaz.

Elo ass et esou, dass déi franséisch Agence du médicament eng speziell Décisioun geholl huet, déi och erëm eng Kéier zweedeiteg ass, well se engersäits seet, mir wäerten eng Suspensioun an dräi Méint maachen. Nun ass et awer esou, dass déi nächst Woch schonn deen zoustännege Komitee zu London vun der Agence européenne du médicament zesummekënnt an och dat Medikament an all senge Facettë wäert analyséieren an dann och Recommandatioune wäert ginn.

Mir wäerten, dat kann ech hei scho soen, eis selbstverständlech konforméieren un déi Indikatiounen, déi vun der Agence européenne du médicament kommen. Doriwwer eraus, mengen ech, soll een op déi primär Indikatioun vum Medikament insistéieren, och insistéieren, dass dat Medikament no der Indikatioun, also och no der Indikatioun iwwert d'Dauer soll geholl ginn, an dass een dat Medikament, dat remboursëiert gëtt, net an Zukunft soll weider primär als Verhütungsmëttel verschreiwen.

Mir wäerten och mat den Dokteren opgrond vun deenen Diskussiounen, déi zu London stattfanne wäerten, communiquéieren, esou wéi mer dat och gemaach hu mat de Pëlle vun der zweeter an der drëtter Generatioun, wou eng Kommunikatioun vun der Direktioun vun der Santé erausgaangen ass, déi sech alignéiert mat där, déi eis belsch Kolleege geholl hunn.

Et muss een och wëssen, dass eis franséisch Kolleegen zënter deene Problemer, déi se hate mat Mediator a mat anere Medikamenter, ganz speziell reagéieren a souguer, wann et net evident ass, d'Tendenz an der Lescht hunn, fir virun de Won ze lafen, ouni awer hir europäesch Partner ze informéieren.

Mir haten och d'Geleeënheet, déi lescht Woch bei der franséischer Gesondheetsministesch dorop ze insistéieren, dass et besser ass bei esou kriddeleche Saachen, sech ze concertéieren, amplaz doduerch, dass een...

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zur Konklusioun.

D'Konklusioun, Här President, ass: Hei gëtt et kee Grond, fir elo Panik ze maachen. D'franséisch Autoritéite soen deene Fraen, déi déi heite Pëllen huelen, si solle se net abrupt ënnerbriechen a si solle bei all Zweifel Récksprooch huele mat hirem Dokter. Et ass déiselwecht Empfehlung, déi mir maachen: D'Dokteren drop uschwätzen, wat eventuell Risike sinn, a wann een déi dote Pëll primär als Contraceptif hëlt, ze insistéiere beim Dokter op déi gutt Alternativen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°196 vum Här Roland Schreiner un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Kaméidi vun Autobunnen an Zuchstrecken. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt haut de Mëtteg op e Sujet zréckkommen, dee scho verschiddentlech hei an dësem Haus diskutéiert ginn ass, nämlech d'Lärmschutzmoossnamen, déi mer opgrond vun enger europäescher Direktiv, déi mer jo och hei an nationaalt Recht ëmgesat hunn, censéiert sinn, laanscht bestëmmten Autobunnen an Zuchstrecken ze realiséieren.

Am Kader vun der Diskussioun vum Projet de loi 6367 d'lescht Joer hei am November, am November vum leschte Joer, deen e Subsid geschafen huet fir d'Leit, déi ronderëm de Flughafe wunnen, fir Wunnengen akustesch ze isoléieren, hat de Minister Marco Schank op eng Nofro hi vum Kolleeg Roger Negri geäntwert, dass, wat d'Autobunnen ugeet, eng ganz Partie Plazen identifizéiert goufen, wou och Chantieren an Zukunft virgesi sinn, an da géifen am Kader vun deene Chantieren Antibruit-Moossnamen integréiert respektiv am Virfeld geplangt ginn.

Wat d'Zuchstrecken ugeet, sinn e puer gréisser Projeten ugekënnegt ginn. Ënner anerem ass do Schëffleng genannt ginn, woubäi ech entre parenthèses wëll soen, wat Schëffleng ugeet, läit och bei der Petitiounskommissioun a bei der Chamber eng Petitioun, déi agereecht ginn ass. Et ass och de Viaduc zu Esch genannt ginn.

Meng Fro haut ass eigentlech, dass ech wollt e bësse méi prezis Informatiounen hunn iwwert déi Projeten, déi geplangt sinn an deenen nächste Wochen a Méint, mat wa méiglech prezis engem zäitleche Schema.

Ech brénge vläicht elo de Minister e bëssen an d'Labränten, well e vläicht an där Form net op d'Fro gefaasst war, och well aus menger Fro dat net esou ervirgaangen ass. Ech sinn och domat d'accord, wann en haut net alles prezis ka beäntwerten, dass en dat da vläicht schréftlech noreecht.

Ech wollt awer nach derbäiflécken: Et sollt jo och nach eng Kartografie iwwerschafft ginn, war ugekënnegt ginn. Ech wollt do froen, wéi et mat deenen Aarbechten ass a wéini déi nei Kartografie da géif presentéiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Schreiner. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci,

Här President. Ech wëll just, well ech elo déi ganz Mëttesstonn amgaange war, hei virzebereeden, soen, datt et awer relativ schwéier ass, wann s de um zwielef Auer ufänks, sechs Froen hei virzebereeden, déi s de muss um zwou Auer dann ufänken ze beäntwerten, datt dat eng Aarbecht ass, wann s de wëlls prezis a seriö, uerdentlech beäntwerten, déi net ganz evident ass. Duerfir, bei deenen Deputéierten, wou dann d'Prezisioun net déi noutwendeg ass, entschëllegen ech mech, mä ech fannen de Fonctionnement och vläicht net ideal, fir uerdentlech Äntwerten ze kréien.

Op déi Fro, déi awer elo gestallt ginn ass, sinn e puer prezis Saachen ze soen. Den éischte Punkt, dat ass deen, ech fänke mat deem leschten un, deen Der genannt hutt, d'Kartografien: 2006/2007 ware Kartografië gemaach ginn, déi am Fong op Zuele baséiert hunn, déi sengerzäit en vigueur waren. Déi Kartografien, do baséiert deen aktuelle Plan d'action route et rail dorobber. Dat hutt Der ugeschwat.

Et sinn elo nei Kartografië gemaach ginn. Déi sinn och alleguer fäerdeg, sinn och d'lescht Joer, dat heescht, virum 31. Dezember 2012, op d'Kommissioun geschéckt ginn, ausser déi vum Flughafen, deen e wéineg méi komplex ass, mä déi misst an deenen éischten dräi Méint vun dësem Joer och fäerdeg sinn, sou datt mer do eis Aufgab och korrekt a fristgerecht ofgeliwwert hunn. A mir sinn och prett, fir dat selbstverständlech publiquement virzestellen.

Mä Är Froe waren am Fong iwwert dee leschte Plang gaangen. Do ass et esou, datt effektiv haaptsächlech d'Extensioun A3 an A6 dra war. Dat war déi Strooss, déi am Fong concernéiert war, wou och an der Planificatioun vun der Dräispuregkeet selbstverständlech déi noutwendeg Moossname mat dra sinn, fir kënnen d'Schallschutzwänn ze maachen a fir dat och richteg... Mä, wéi Der wësst, ass dee Projet momentan aus finanzielle Grënn net op der Dagesuerdnung, sou datt och an der Realisatioun nach net domadder ugefaange ginn ass.

Mä Dir wësst awer och, datt d'Ponts & Chaussées iwwerall do, wou Autobunne respektiv grouss Stroossen no bei Quartiere laanschtlafen, schonn déi Moossnamen de toute façon geholl hunn, indépendamment vun deem Plan d'action.

Wat awer elo - an dat ass vläicht, wéi ech Iech kennen, fir Iech elo méi interessant - e puer méi Detailer op alles dat ubelaangt, wat d'Eisebunn an der leschter Zäit op deene Chantieren, déi Dir elo prezis ugeschwat hutt, gemaach huet: Do muss ee soen, datt mer effektiv mam Zuch...

Heiansdo gëtt gesot: Da fuer mam Zuch laanscht d'Uertschaften, da brauchs de dat net ze maachen! Mä just, mir probéiere jo, mam Zuch an d'Uertschaften ze kommen, fir d'Mobilitéit ze förderen, datt d'Leit kënnen den Zuch huelen, soss huet e jo net méi vill Sënn! Also brauche mer och eng ganz Rei Schallschutzmoossnamen. Et gëtt awer kee Standardprogramm, well all Situatioun, hu mer gemierkt, total anescht ass, well mer all Situatioun individuell mussen ugoen.

Als Pilotprojet ass d'Gare vun Näerzeng zréckbehale ginn, well dëse Site ënnert d'Kritäre vun de legalen Texter fält, fir déi Mesurë géint de Kaméidi néideg sinn, well hei grouss Modernisatiounsaarbechten amgaange sinn an dësen Arrêt och ausgeluecht gëtt, fir datt d'Leit, déi net esou gutt ze Fouss si respektiv eng reduzéiert Mobilitéit hunn, Accès zu dëser Haltestell kënnen hunn.

Als Mesure géint de Kaméidi sinn am Kader vun dësem Pilotprojet virgesinn: d'Installatioun am Laf vum éischte Semester 2013 vun Écranen a Form vu Bëtonsbléck an och vu gliesene Panneauen Enn 2013 an der Emprise vun der Haltestell am grousse Ganzen, dann d'Opstelle vun Écranen op den Eisebunnsstrecke laanscht d'Uertschaften Näerzeng an Hunchereng. Dëst geschitt dann no der Fäerdegstellung vun de virdru genanntene Moossnamen op der Haltestell selwer.

An drëttens d'Verleeung vun Amortisseuren an de Schinnen, déi sougenannten „rail dampers"; Dir kennt dat wahrscheinlech besser wéi ech. D'CFL sinn an dësem Zesummenhang amgaangen ze kucken, wéi een dës Amortisseure kann am beschten an déi bestehend Infrastrukturen eranintegréieren. Dës Mesurë sinn esou dimensionéiert ginn, fir e Maximum vun Awunner virum Kaméidi ze schützen.

Virun der Installatioun vun de Moossname woren an der Moyenne tëschent Näerzeng an Hunchereng 700 Leit engem Kaméidi vun iwwer 45 Dezibel nuets ausgesat. No der Ëmsetzung vun de Mesurë wäerten et der just nach 100 sinn, déi dëse Kaméidi erdroe mussen, a fir déi gëtt och nach no zousätzleche Moossname gekuckt. D'Käschte vun dësem Pilotprojet sinn op ronn véier Milliounen Euro geschat ginn. A mir kucken elo, wat d'Erfahrungen doraus sinn.

En zweete Projet ass deen - hutt Der och ugeschwat - vun dem Viaduc zu Esch. Do ass et esou, datt 2011 scho Modernisatiounsaarbechten duerchgefouert goufen, woubäi eng direkt Fixatioun vun de Gleiser duerch eng Verleeung op Ballast ersat gouf. Dës Mesure, déi huet 4,5 Milliounen am Ganze kascht an huet et erlaabt, ganz sensibel de Kaméidi erofzesetzen.

Als zousätzlech Moossnam sinn nach d'Installatioune vun Écrane géint de Kaméidi geplangt. D'Liwwerung an d'Installatioun vun dësen Écrane ginn op 1,5 Milliounen Euro geschat. Dës Écranen, déi 1,80 m héich sinn, bestinn aus vertikale metalle Placken, déi et erlaben, fir de Kaméidi ëm wéinstens dräi Dezibel an den ieweschte Stäck a wéinstens siwe bis aacht Dezibel an den ënneschte Stäck ze reduzéieren.

Dëse Projet ass elo e wéineg a Verspéidung, well nach mat der Gemeng Esch gekuckt ginn ass, fir den architektonesche Wënsch vun hinne Rechnung ze droen. Mä den Accord ass awer elo fonnt ginn, sou datt mer och do kënne weiderfueren.

Da kann ech nach iwwer méi nohalteg...

M. le Président.- Här Nohaltegkeetsminister, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ben, ech wëll just soen, datt dann zu Käerjeng, Nidderkäerjeng, Suessem op der Haltestell och nach stenge Maueren opgeriicht goufe vu 50.000 Euro, zu Dippech, Reckeng ähnlech Saachen, Écranen aus Glas opgestallt goufen. A selbstverständlech, niewent all deene Moossnamen, déi elo prezis aus dem Aktiounsplang ervirginn, huet d'CFL e ganze Moossnamekatalog. Dee geet vu méi luesem Material iwwer méi lues Schinnen, iwwert d'Opstellung vun, wa se Haltestelle maachen, Écrane ganz laansicht déi Haltestellen, deen awer substanziell ass an deen och wäit iwwert dat, wat am Fong an den Aktiounspläng momentan obligatoresch definéiert ass, erausgeet.

Ech mengen, datt se do eng gutt Aarbecht maache bei all Haltestell, déi se maachen, op all Streck, déi se maachen. Gitt eng Kéier d'Péitenger Streck kucken! Do gesitt Der dat am allerbeschten illustréiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da kéime mer elo zu der Fro N°197 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Assisë vun der Lycéesreform. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Freideg an dëse Samschdeg huet den Éducatiounsministère Assisen iwwert d'Reform vum Lycée organiséiert. Do kann ee sech e bëssel-chen informéieren, zum Beispill an der „Edu-News" vum Oktober 2012.

Do gëtt da gesot, wéi eng Partner da sollen zesummekommen - ech muss soen, dat ass ganz interessant, ganz spannend -, d'Vertrieder vun de Schüler, vun den Elteren, vun den Enseignanten, vun den Direkteren an och vun der Société civile. Et kann een och um Internetsite iwwert d'Reform e bëssel-chen déi Froen, déi am Virfeld gestallt gi sinn, dat kann ee sech och ukucken.

Fir de Rescht weess een awer eigentlech net, wéi dat soll organiséiert sinn. Duerfir meng Fro dann haut: Wéi solle konkret déi zwee Deeg oflafen? Wat ass och d'Zil? Wéi soll, wéi wäit kann dat de Reformprozess beaflossen? Dat ass emol eng éischt Fro.

Eng weider Fro ass - ech kenne just d'Assisë vun der Kooperatioun, déi si regelméisseg: Ass dat hei éischter geduecht fir eng eemoleg Aktioun? Wann dat esou ass, fannen ech dat eigentlech e bësse schued, well dat kéint ee jo awer och an engem regelméissege Rhythmus organiséieren.

An eng lescht Fro, Madame Minister: Ech fannen déi Iddi, fir d'Leit ënnert där Form vun zwee Deeg zesummenzesetzen, eigentlech esou gutt, datt ech der Meenung sinn, datt d'Chamber, déi jo an där Geschicht hei och schlussendlech d'lescht Wuert matzeschwätzen huet, eigentlech dat och misst organiséieren.

Et ass awer esou, datt mir als Chamber net déiselwecht Moyenen hunn. Ech bedaueren dat. Ech bedaueren dat bei villen Dossieren, sou datt ech mech froen, firwat datt mer net einfach als Chamber associéiert gi sinn an och un deenen Assisen, a wann et nëmmen als Beobachter wier, kéinten deelhuelen a suivéieren, wat do diskutéiert gëtt.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech mengen, ech géif op dem Här Adam seng Fro am beschten äntwerten, wann ech e bëssen erklären, firwat, wéi et zu deenen Assisë komm ass.

Dir kënnt Iech erënneren, dass ech am Dezember 2011 eng Propositioun vun engem Gesetz fir eng Reform vum Lycée verschéckt hunn un alleguerten d'Schoulpartner. Mir hunn als Ministère dorobber 108 Avisen erakritt. An et ass jo kengem entgaangen, dass mer och e groussen Happening virum Ministère vun der Éducation nationale haten, wou Dausende vun Enseignantë sech versammelt haten.

Doropshin hunn ech natierlech mat de Vertrieder vun där Manifestatioun geschwat. A si hu jo eng Mise à plat gefrot a méi Zäit, fir kënnen iwwert déi ganz Saach ze diskutéieren. Ech war domadder d'accord.

Mir hunn och déi Missioun... Doropshin huet sech dann eng Delegatioun vun 18 Vertrieder zesummegesat, 18 Leit, néng Vertrieder vun de Comitéen aus den eenzelne Schoulen, néng Vertrieder vun de Gewerkschaften. A si sinn dann do de Spriecher fir d'Enseignanten aus dem ganze Land. Mir hunn dann a villen Diskussiounen eis eensgemaach, dass si bis de Mäerz 2013, dat ass also an zwee Méint, alternativ Propositioune géife maachen zu deene Propositiounen, déi de Ministère am Dezember 2011 op den Dësch geluecht huet.

Mir war et du wichteg, an ech hunn dat och mat der Delegatioun diskutéiert, dass, ier si hir Konklusiounen an hir Propositiounen an engem Dokument finaliséieren, se géifen deenen anere Partner vun der Schoul hir Meenung och dozou héieren.

Dofir hunn ech proposéiert, dass mer da géifen annerhallwen Dag organiséieren, wou alleguerten d'Partner vun der Schoul nach eng Kéier, déi, déi hir Meenung scho gesot haten, se an enger kuerzer Presentatioun géife maachen, an d'Délégation nationale, dat ass jo dann en neie Player, wann ech dat däerf esou soen, an deem ganzen Zesummespill, dass si géifen nach eng Kéier nolauschteren an och hir Meenung, souwäit se elo schonn artikuléiert ass, oder hir Vuë géife presentéieren.

Dofir, well den Interlocuteur vum Ministère si jo net nëmmen d'Enseignanten, mä et sinn och d'Elteren, et sinn d'Schüler, et ass de Collège des directeurs; a mir hunn déi Chamberen invitéiert, déi zum Projet de loi oder zu eiser Propositioun en Avis geschriwwen haten, an dat ass d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Salariés. Dat sinn also déi Leit, déi mer do e Freideg an e Samschdeg zesummegeruff hunn.

Mir hu véier grouss Sujete proposéiert, fir ze diskutéieren. Dat Éischt ass: Wéi kënnt e Schüler duerch déi ënnescht Klassen? Dat Zweet ass: Wéi ass fir déi iewescht Klassen d'Organisatioun mat der Studierfäegkeet? Den drëtte Volet ass den Enseignement vun de Sproochen an dee véierten alles, wat d'Schoulautonomie, d'Schoulentwécklung, d'Organisatioun vun der Schoul ugeet.

Do soll dann all Partner seng Vuen eng Kéier presentéieren. Dorauser entsti keng gemeinsam Konklusiounen. Dat ass einfach en Unhéieren ee vun deem aneren. Domadder, mengen ech, hätt ech d'Fro beäntwert.

Ech hat eigentlech elo net geplangt, all Joers esou eppes ze organiséieren. Mir mussen elo kucken, wéi deen Evenement hei ofleeft. Dat ass och ganz schwiereg. An et war vun de Partner net gewënscht, dass aner Leit nach géifen zougelooss ginn, sou dass dat e reng internt Evenement ass, wou all Partei oder all Partner vun deene fënnef seng Meenung seet, deen anere lauschtert no. An dorobberhi geet da jiddwereen heem an en zitt seng Konklusiounen.

Wann ech domadder Är Fro beäntwert hunn, da wier ech zefridden.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Da komme mer elo zu der Fro N°198 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Iwwerstonne vun de Piloten. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. „Ee Pilot, deen doudmidd ass, ass e Sécherheetsrisiko", esou de President vun der ALPL, der Lëtzebuerger Associatioun vun de Linnepiloten, de Captain Darrell Myers, am Kader vum Aktiounsdag zur Fluchsécherheet virun enger Woch, de leschten 22. Januar.

Déi Europäesch Agence fir d'Fluchsécherheet, d'EASA, huet och schonn den 1. Oktober 2012 op de Geforenaspekt vun de méi laange Fluchzäite fir d'Piloten higewisen. Sou soll den Asaz vun de Pilote vun 20 op 22 Stonnen erhéicht ginn, aacht Stonnen Attente plus 14 Stonne Vol. Nuetsflich sollen op zwielef Stonnen erhéicht ginn, obschonn d'Wëssenschaftler kloer drop verweisen, dass eng Déngschtzäit vu méi wéi zéng Stonne Fluchzäit de Sécherheetsrisiko signifikant an d'Luucht setzt.

Et ass jo kloer, dass d'Fluchgesellschaften de Moment ënner staarkem finanziellem Drock stinn. Mä bei Froen ëm Fluchzäite kann et an dierf et jo och net ëm méi Rentabilitéit goen, mä ëm méi Sécherheet, nom Motto „safety first" oder „d'Sécherheet geet vir". Et ass eis jo alleguerte kloer, dass e Passagéier, dee gesond an de Fliger klëmmt, och d'Recht huet, an d'Fluchgesellschaft d'Flicht huet, dee Passagéier och esou gesond erëm heem à destination ze bréngen, wéi en dat war, wéi en an de Fliger geklommen ass.

Dofir wollt ech den Här Minister froen, wéi hie gedenkt, hei an där Saach do virunzegoen. An ech soen elo schonn, Här Minister, villmools Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll just soen, déi Fro, déi den Här Negri a sengem schréftlechen Text formuléiert, dat ass eng ganz aner wéi déi, déi e gestallt huet. Well an Ärem schréftlechen Text hutt Der iwwert d'Iwwerstonne bei de Pilote geschwat, an dat hei, do schwätze mer awer elo net iwwert d'Iwwerstonnen. Iwwerstonnen ass eppes anescht. Hei schwätze mer, bei där Fro, déi Der gestallt hutt, iwwert den „Fatigue Risk Management", wat eppes anescht ass. D'Iwwerstonnen, déi gëtt et nämlech am Prinzip bei deenen zwee Betriber kaum, sou datt mer do kee Problem hätten.

Mä well ech mer awer geduecht hunn, datt Der dat do géift froen, kann ech Iech awer eng Äntwert dorop ginn. An zwar ass d'Äntwert déi, datt et effektiv esou ass, datt d'EASA, dat heescht, déi Europäesch Sécherheetsagence, den 1. Oktober 2012 eng Rei nei Propositioune gemaach huet, nei Reglementatiounen, fir harmoniséiert an Europa ähnlech Reglementatiounen iwwert de Risque vun der Middegkeet bei de Piloten, fir déi Saachen unzegoen. Dat soll à partir vun Enn 2015 dann och gülteg sinn.

Dat huet se gemaach no engem laange Prozess, no engem laange Rulemaking-Prozess, deen awer eng ganz Rei Etappe schonn hat, wou se déi diverste wëssenschaftlech Etüden erbäigezunn huet. Eng 50 Etüde waren dat mat ronn 76.000 Avisen, déi doriwwer expriméiert gi sinn.

Ech wëll Iech just soen, ëm wat et geet, wéi dat alles gehandhabt ginn ass, an och mat Konsultatiounen, souwuel vum Personal wéi vun de Gewerkschafte wéi vun den Transporteure wéi vun Experten an de Régulateuren. Doropshin huet se eng 30 Moossname proposéiert, fir d'Sécherheet an deene 27 europäesche Länner plus d'Schwäiz, d'Belsch, Island a Liechtenstein dann ze maachen.

Am Prinzip si mir natierlech als Lëtzebuerg extrem frou, wa mer eng harmoniséiert Aart a Weis kréien, dat unzegoen. Well do, wou Der natierlech recht hutt, dat ass fir ze soen, datt kee Konkurrenzkampf soll kënnen entstoen op Basis vun der Sécherheet, wou een da manner Sécherheetsmesuren huet an dee Moment méi bëlleg ka fléien. Dat ass net korrekt an net fair gewiescht.

Déi Mesure-pharen, déi dodranner stoungen, dat ass haaptsächlech, fir d'Zäit vun de Reposminimumen, fir d'Vols à des heures défavorables unzegoen, wéi an den Nuetsperiode respektiv moies, a besser Rechnung ze droe vun den Décalage-horairen. An dann ass awer eng Méiglechkeet vun den Dérogations potentielles virgesinn, déi méi Flexibilitéit solle ginn.

Dat ass och dann eng gewëssen Diskussioun gewiescht. Dat ass awer keng spezifesch Lëtzebuerger Diskussioun. Dat ass eng Diskussioun, déi europawäit ass. Déi Manifestatioun, déi virun e puer Deeg hei war, war jo net eng Lët-

zebuerger Manifestatioun, mä war am Fong en europawäit Opmierksamkeetszéien op déi do Problematik.

Wat elo d'Lëtzebuerger Reglementatioun ugeet, déi datéiert vun '95, muss natierlech och iergendeng Kéier iwwerkuckt ginn, well mer och deenen neien Donnéeën net méi an deem Sënn Rechnung droen a well mer evidenterweis och eis mussen un eng Rei Saachen upassen.

Mä et ass awer gradesou kloer fir d'Direction de l'Aviation civile, d'DAC, déi dat do mécht, datt déi Sécherheetsregelen am Aérien, also am Secteur aérien, natierlech virrangeg sinn op aner Considératiounen an datt mer dofir mussen extrem gutt oppassen, datt mer all déi Regelen, déi gemeinsam Regelen, net op engem Dénominateur commun, deem klengsten, zesummefëieren, mä dat uerdentlech a seriö maachen.

Wat elo dat hei zu Lëtzebuerg ugeet, do ass jo d'Luxair en fin de compte kaum betraff, well déi jo keng Flich vun zéng Stonnen oder méi huet, mä do méi Kuerzflich sinn. Do ass jo haaptsächlech d'Cargolux betraff. Do ass et esou, datt mer eng Demande vun der Cargolux hunn, fir datt doriwwer kann diskutéiert ginn. An déi Diskussioun muss natierlech och esou gefouert ginn - d'Cargolux huet no Derogatioune gefrot -, déi Diskussioun muss esou gemaach ginn, datt tëschent Partenaires sociaux och elo eng Diskussioun stattfënnt, fir ze kucken, wat sënnvoll ass, wat méiglech ass a wat soll gemaach ginn.

Déi Diskussioun ass vir, an dann hannendru wäert d'DAC kucken, ob op Basis vun deem, wat do erauskënnt, och déi noutwendeg Sécherheetsmoossnamen nach gewährleistet sinn, ier den Accord dropkënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da komme mer zu der Fro N°199 vum Här Jean Colombera, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert den Drogentest „DrugWipe". Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombera relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Vum 1. Mee 2012 u gëtt den „DrugWipe® 5 S"-Test gebraucht, fir Drogen am Speechel ze detektéieren. Wann dee positiv ass, da gëtt eng Bluttanalys an och eng Urinanalys gemaach. An am Virfeld muss den Agent de la force publique, de Polizist, da kucken, ob déi Persoune Sproochartikulatiounsfeeler hunn oder iergendwéi d'Pupillen anormal hunn.

Mä do gëtt et Leit, déi Medikamenter huelen, an zwar Codein, Morphium, Opiaten, wéinst hirer Krankheet, wéinst hirer Péng, an déi Leit, déi ginn extrem belästegt, wat administrativ Weeër ugeet. Dat heescht, déi mussen do d'Prouf erbréngen, wéi laang dass se krank sinn, firwat, wéi laang dass se d'Péng hunn, wéi laang dass se Medikamenter huelen. An da kréie se geschriwwen, d'Resultater, déi se ofginn, déi «dépendent en partie des certificats médicaux précités», dat heescht, et ass net sécher, dass déi Persounen dann herno nach hire Führerschäin behalen.

Ech fannen dat einfach discriminatoire, well dat einfach Leit sinn, déi zimlech méi al si wéi déi normal Drogenofhängeg. Duerfir wollt ech dem Här Minister Wiseler verschidde Froe stellen: Wéi vill Leit sinn no der Aféierung vum Test positiv vun der Police erwëscht ginn? Wéi vill Leit hate méi wéi 40 Joer, méi wéi 50 Joer, méi wéi 60 Joer a méi wéi 70 Joer? Wéi vill Leit haten Drogen a wéi vill Leit hate Medikamenter am Waasser oder am Blutt? Wéi ass d'Police iwwerhaapt ausgebilt, fir e Verdächtegen ze detektéieren?

Dass eng eeler Persoun duerch iergendee Grond Sprooch- oder Artikulatiounsproblemer kann hunn, ass awer net anormal. Firwat ginn normal Bierger vu 40, 50, 60 oder 70 Joer belästegt, wëssend, dass déi Leit guer keng Drogen huelen, mä Medikamenter? Ass dat net eng Chasse à l'homme, Här Minister?

An dann, Här Wiseler, wéilt ech gär vun Iech genau wëssen: Wat ass Är Philosophie hannert dëser inkohärenter Drogepolitik, déi ech guer net kann deelen? Dir wësst jo och, dass verschidde Berouegungsmedikamenter, wéi Benzodiazepinen, dat heescht normal Berouegungsmëttelen, dass déi kënne bis zu 20% vun den Accidenter provozéieren, well d'Reflexer ofhuelen.

Duerfir gesinn ech net an, firwat dass eng Zort do vu Leit einfach vun Iech duerch Är falsch Drogepolitik, déi ech hei wierklech muss an de Raum stellen, firwat dass déi Leit do mussen esou belästegt gi mat Analysen, déi se menger Usiicht no guer net verdéngt hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Also ech fänken un, andeems ech soen, déi éischt Fro, déi den Här Colombera gestallt huet iwwert d'Statistiken, mat allem Respekt, ech kann déi haut de Mëtteg net liwweren, well d'Polizei och net à même war, déi Statistiken elo fäerdeg op den Dësch ze leeën. Ech hu kee Problem, Iech se ze ginn, soubal ech se schréftlech hunn, mä ech mengen, déi Statistiken, vu datt déi Tester eréischt vum 1. Mee 2012 un agefouert gi sinn, do sinn effektiv nach keng Joresstatistike fäerdeg gewiescht, duerfir war dat net immédiat liwwerbar. Dir kritt se no, dat ass net de Problem. Dir musst mech entschëllegen, mä dat ass elo net gaangen.

Par ailleurs wëll ech hei just kloer an däitlech soen: Wann Dir mer sot, mir géifen hei eng inkohärent Drogepolitik maachen, da muss ech Iech ganz einfach äntwerten: Ech maachen iwwerhaapt keng Drogepolitik!

(Hilarité)

Well et ass net esou, datt dat an der Kompetenz vum Infrastruktur-, Transport- oder Travaux-publics-Minister ass. Ech maachen eng Stroossesécherheetspolitik. Ech maachen eng Stroossesécherheetspolitik! An déi fannen ech extrem kohärent. Déi fannen ech extrem kohärent.!

Well wat ass meng Responsabilitéit? Meng Responsabilitéit ass ze kucken, datt déi Leit, déi den Auto op der Strooss fueren, datt déi an engem Zoustand sinn, fir en och kënnen ze fueren, an datt déi keng Gefor fir aner Leit an och net fir sech selwer sinn. Dat ass meng Responsabilitéit, dat maachen ech, an esou musst Der och déi Kohärenz kucken, déi meng ass, wann ech eng Politik ëmsetzen.

An do ass et ganz kloer, datt Alkohol an Drogen, wat och ëmmer Droge sinn, eng Gefor kënne bedeiten. Mir geet et also drëms, fir ze kucken, déi Gefor esou vill wéi méiglech mat deene Moyenen, déi legal zur Dispositioun vun de Servicer stinn, ob dat elo Polizeiservicer sinn oder déi vum Transport, déi sech ëm Führerschäiner bekëmmeren... (veuillez lire: bekëmmeren, ze bekämpfen.) Dat gëllt dann och fir déi nächst Fro, déi Der nach duerno stellt. Do ass dat ähnlecht Räsonnement gülteg.

Fir Iech awer elo ze soen, wéi dat fonctionnéiert: Mir hunn e Gesetz säit 2007, respektiv 5. Juni 2009 en zousätzlecht Gesetz, mat engem Règlement grand-ducal ëmgesat vum 18. November 2011, an dee gesäit vir, éischtens, datt bei den Drogen eng Rei Tauxen, eng Rei Seuile virgesi sinn, fir ze kucken: Wéini si se geféierlech a wéini fänken déi Leit un, déi eben esou en Taux an dem Blutt oder am Kierper hunn, wéini sinn déi eng Gefor?

Do hu mer eis och ganz einfach un déiselwecht Seuile gehale wéi eis Nopeschlänner, notamment wéi d'Belsch, a mir hunn elo nach eng Propositioun, déi hei am Parlament läit, fir déi Seuilen och méi niddreg ze setzen. Dat heescht, du däerfs manner am Blutt hunn, well d'Belsch dat och an der Lescht gemaach hunn. Dat heescht, dat si mer amgaangen ëmzesetzen.

Dat Reglement, wat virgesinn ass - an dat beäntwert Iech schonn och Är Fro vun der Formatioun vun der Polizei -, do hu mer nämlech extrem prezis gekuckt, wéi dat soll gehandhabt ginn, datt een och sécher ka sinn, datt dat uerdentlech a korrekt gehandhabt gëtt an datt een et mécht wéi deen aneren an datt mer eng propper Solutioun hunn.

Duerfir ass jo eng ganz Batterie de tests standardisés - ellenen Ausdrock -, mä eng zéng, 15 Tester esou virgesat ginn, wou d'Polizei, déi dat da kruten, mat deene mer et och ausgeschafft hunn a wou déi Jongen, déi dat, oder déi Meedercher, déi dat mussen op der Strooss maachen, och ganz genau Instruktioune kritt hunn, wéi se et solle maachen, dann ier se testen, Blutttester oder Urintester duerchféieren, emol duerch déi Batterie de tests standardisés eng Kéier ginn, fir ze kucken, ob iwwerhaapt eng Vermutung do ass, datt deejéinegen, dee se viru sech hunn, Droge ka geholl hunn.

An da soen ech zu där Ausso, wou Der sot „eeler Leit" - an Dir schreift an der Fro „iwwer 40 Joer" -, do ass et jo kloer, datt déi keng Droge géifen huelen: Also, ech fannen dat relativ keck a gewot, fir emol einfach esou eng Ausso ze maachen, datt, wann s de iwwer 40 bass, dass de emol keng Droge méi hëls.

(Interruption)

Ech weess net, ob dat esou ass. Ech ka mer awer virstellen, datt dat net onbedéngt bei jiddwerengem eppes elo strictement mam Alter ze dinn huet oder net, datt s de bei 40 op eemol ophäls. Dat, mengen ech, datt dat am Fong net d'Realitéit ass.

Par ailleurs, wär et och d'Realitéit, wär et och nach net méiglech, an engem Gesetz ze soen, datt déi Leit iwwer 40 Joer net méi géife getest ginn, well mir däerfe keen Ënnerscheed, weder iwwert den Alter nach iwwert d'Hoerfaarf nach iwwert d'Hautfaarf nach iwwert de Sexe vun de Leit nach iwwer wat och ëmmer maachen. Jiddweree gëtt d'selwecht par rapport zum Gesetz traitéiert, also och déi Altersfro.

Sinn also déi Batteries de tests standardisés, an ech kommen do op mäi Räsonnement vu virdrun zréck, positiv, jo, da ginn déi „swag drug tests", déi Saliventester gemaach. Sinn déi positiv, da ginn entweder Bluttprouwe respektiv Urinprouwe gemaach, fir dee Moment anzegräifen.

An dat ass e Modell, dee relativ parallell ass zu deem, wat am Alkohol ass, sou datt ech do net déi Diskriminatioun gesinn an och keng Inkohärenz, wat déi ganz Problematik vun der Sécurité routière ugeet.

Dat ass d'Äntwert op déi Fro. Déi Äntwerte vun de Statistiken, déi ech net ginn hunn, déi liwweren ech gär schréftlech no.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da komme mer zu der Fro N°200 vum Här Fernand Diederich un den Nohaltegkeetsminister nach eng Kéier iwwert d'Sensibiliséierungscampagnë fir Vëlosfuerer a Foussgänger. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt eng Fro stellen am Zesummenhang mat deene schwéieren Accidenter, déi d'lescht Zäit geschitt sinn, woubäi et och Doudeger gouf, Accidenter, déi gréisstendeels op déi schlecht Siichtverhältnisser an der Wanterzäit zréckzeféiere sinn.

Ech wéilt elo kengesweegs d'Automobilisten a Schutz huelen, déi ze schnell a rücksichtslos a Wunngebidder fueren. Sécher sinn och zu Recht déi méi schwaach Verkéiersteilnehmer, wéi d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger, duerch Bestëmmungen aus dem Code de la Route geschützt. Eng Rei vun hinne schéngt mer awer déi Bestëmmungen net ze kennen oder falsch ze interpretéieren, sou datt se sech selwer a Gefor bréngen.

Ech wéilt nëmmen dräi Beispiller ginn, ouni elo eng Lëscht, déi exhaustiv ass, hei opzezielen. Et gëtt Vëlosfuerer, souguer Eltere mat hire Kanner, déi am Sëtzen iwwert d'Zebraträife fueren. Ech hat der e puer esou interpelléiert. Déi hu gesot: „Mir hu gemengt, dat wier richteg esou." Si dierften dat, dat stéing jo néierens.

Et gëtt och Leit, déi owes ëmmer nach ouni Luucht ënnerwee sinn, och hei a Wunnquartieren.

An en drëtt Beispill nëmmen: Et gëtt Kanner, jonk Leit, déi lafen um Trottoir riets niewent dem Auto, an da bei den Zebraträifen, da lafe se iwwert d'Strooss, well hire Kolleeg déi aner Säit steet. Oder Joggere sinn ënnerwee, dat gëtt et och, déi dann ebe mat därselwechter Vitesse wéi d'Autoen ënnerwee sinn an einfach virun den Auto sprangen, ouni, wéi et virgesinn ass am Code de la Route, dem Automobilist en Zeechen ze ginn.

Ech mengen, datt dat, wéi gesot, e grousse Problem de Moment ass. A mäi Kolleeg Roger Negri huet mer grad gesot, datt gëschter am däitsche Fernseh deeselwechte Problem och diskutéiert ginn ass an datt se do och wëlle méi massiv a streng duerchgräifen, well doduerch och eng ganz Rei schwéier Accidenter bei hinne geschitt sinn.

Ech wollt de Minister froen, wat e gedenkt ze maachen, fir dës Situatioun ze verbesseren, fir all Verkéiersteilnehmer méi ze responsabiliséieren am Hibléck op eng besser Cohabitatioun am Verkéier an domat och fir eng besser Sécherheet ze suergen.

Da wéilt ech deen ee Problem nach drunhänken, dat wier déi schlecht Beleuchtung natierlech op eenzelne Plazen, wou d'Leit iwwert d'Strooss solle goen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Elo kritt d'Wuert, fir op déi Fro ze äntwerten, den Här Nohaltegkeetsminister nach eng Kéier.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Nach eng Kéier Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Diederich géif ech Folgendes äntwerten: Natierlech huet e recht, Suerg ze hunn, wat déi manner geschützte Leit am Verkéier en fin de compte sinn, well mir hunn effektiv festgestallt, haaptsächlech an deene leschte Wochen, datt mer eng Rei grave Accidenter mat fatale Folgen do haten.

Kuckt een d'Statistiken, da gesäit een och, datt den Taux vun den Doudegen op de Stroossen, wat d'Foussgänger sinn, zwar ganz variabel ass: 25% 2009, nëmmen 3% 2010 - mä dat ass wierklech, well eis Zuelen esou kleng sinn -, 18% 2011; déi vun de gravë Blesséierten: 17%, zwësche 17% an 20% an deene leschte Joren. Dat heescht, mir stelle fest, datt ronn zwësche 15% an 20% vun deenen Doudegen oder schwéier Blesséierten op eise Stroosse Foussgänger sinn, also schonn eng Proportioun, déi net négligeabel ass.

Wann een dann d'Statistike weider kuckt, da gesäit een e puer Saachen, déi awer effektiv signifikativ sinn. Et gesäit een, datt déi meescht Accidenter an deene Joreszäite geschéie wéi elo, dat heescht Wanter oder Hierscht, do, wou et méi frëi däischter gëtt. Wann ee se och méi am Detail kuckt, da gesäit een, datt quasiment d'Absolutheet vun deenen Accidenter zu Zäite geschitt ass, wou et ufänkt, däischter ze ginn oder hell ze ginn, dat heescht moies oder owes, wou d'Visibilitéit schlecht ass.

Also, et kann ee ganz kloer deen Typ vun Accidenter drop zréckféieren, datt d'Konditioune vun der Visibilitéit relativ komplizéiert waren. An d'Proportioun vu Kanner a vun eelere Leit, déi dovunner concernéiert sinn, dat heescht, déi entweder schrecklech mobil sinn an op eng Aart a Weis, déi net virauszegesi war, oder déi méi eng schwiereg Mobilitéit hunn, déi sinn och nach méi concernéiert wéi anerer.

Dat ass dat, wat mer einfach aus der Analys vun der Statistik zéien. Doraus eraus sinn dann eng Rei Sensibiliséierungscampagnen effektiv gemaach ginn, déi doranner bestinn, datt mer haaptsächlech jiddwereen, deen am Verkéier deelhëlt, opmierksam maachen op seng Responsabilitéit, notamment déi, déi als Foussgänger do ginn, datt se sech sollen hell undoen. Dat wëllt net heeschen, datt mer elo eng obligatoresch Moud am Giele wëllen aféieren. Mä dat heescht awer, datt mer trotzdeem d'Eltere sensibiliséiere respektiv déi, déi eraus lafe ginn, si sensibiliséieren, datt se vläicht awer besser hunn, sech anescht unzedoen. An et ass jo och net schwiereg, wann een de Kanner e Schoulsak keeft oder eng Windjackett keeft, datt een oppasst, datt eppes Réfléchissantes drop ass. Et ass heiansdo e klenge Geste, dee villes ka maachen.

Datselwecht ass bei deenen, déi Auto fueren, fir ze soen: Hei, passt just zu deenen Zäiten op! Et ass extrem schwiereg, wann net vu jiddwerengem seng Responsabilitéit do mat erakënnt.

Mir hunn och wëlles, elo dat nach eng Kéier ze répétéieren am Joer 2013, haaptsächlech déi Semaine mondiale vun der Sécurité des piétons, déi zwëschen dem 6. an dem 12. Mee 2013 ass, ze benotzen, fir nach eng Kéier ganz staark dorobber opmierksam ze maachen, an och d'Journée européenne de la sécurité routière dofir ze benotzen.

Dann hu mer viru 14 Deeg zesumme mat der Sécurité routière décidéiert, datt en Aarbechtsgrupp géif agesat ginn, deen notamment als Missioun hätt, fir eng Rei net Regelen, mä eng Rei Recommandatiounen ze definéieren, wéi op den Iwwergäng sollt gehandelt ginn. Do wësst Der - Dir hutt virdru geschwat vun deene bessere Beliichtungen -, Dir wësst awer och, datt an de Gemenge selwer natierlech d'Gemenge responsabel si fir déi Beliichtungen. Mir hunn awer gemengt, datt et wichteg wär, dofir de Gemengen och en Instrument zur Verfügung ze stellen an zwou, dräi Säiten, wou mer hinne Recommandatioune ginn, wéi se et da solle maachen, fir et besser ze maachen. An de Stat muss natierlech datselwecht op deene puer Iwwergäng, déi op Landstroosse sinn, déi hien am Land da géréiert, och maachen.

Dat ass dat, wat an der nächster Zäit elo wäert geschéien. An ech denken, datt mer doraus och eng Rei Léieren an eng Rei Konklusiounen zéien. Mä ech wëll awer och soen, datt trotzdeem eng Rei Gemenge schonn an deene leschte Joren extrem Effortë gemaach hunn, fir Beliichtungen a Signalisatiounen op deene géféierleche Plaze wesentlech ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister, deen net soll ze vill wäit fort-

lafen, well och déi nächst Froe sinn nach alleguerten un hien adresséiert. Mir hunn elo nach just eng dertëschent, déi un den Här Wirtschaftsminister geet, nämlech déi N°201 vum Här Berger iwwert d'Norm DIN EN 590 fir de Gazole.

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Gëschter war eng Pressekonferenz vum Automobilclub, wou eng relativ schaarf Kritik am Kontext vum sougenannten „Wanterdiesel" gemaach ginn ass. Dat ass, do ass gesot ginn, datt déi betreffend Direktiv nach net hei zu Lëtzebuerg ëmgesat wier an deen héije Schutz ebe géint d'Keelt am Diesel net garantéiert wier. Dat hätt och verursaacht, datt se vill méi Dépannagen hätte misse maachen an datt och doduerjer den ACL méi Käschten doweinst gehat hätt.

Op der Pressekonferenz ass gesot ginn, de Wirtschaftsminister, deen hätt seng Hausaufgaben net gemaach. An, Här President, ech sinn och elo e bësselchen an enger komescher Situatioun, well ech hu gëschter déi Fro eraginn, esou géint zéng, hallwer eelef moies, an an der Zwëschenzäit ass dat awer och an der Press kommentéiert ginn, respektiv och de Wirtschaftsminister huet an der Press schonn drop reagéiert. Dat heescht, déi Froen, déi ech eigentlech dozou hunn, sinn zum gudden Deel beäntwert. Ech kann eigentlech nëmme soen: „Play it again, Etienne!", da kënnt et och an de Chambersrapport, an d'Chamberblietchen, dann ass et och offiziell.

Dofir meng Fro awer nach eng Kéier: Ass d'Ekonomie effektiv zoustänneg fir déi Direktiv? Ass déi Direktiv ëmgesat? Wann net, firwat ass se net ëmgesat respektiv ass och am Virfeld schonn an deene leschte Méint déi Problematik opgegraff ginn oder ass dat elo wierklech ganz rezent, datt déi sech erausgestallt huet?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Äntwert dann op déi Fro vum honorabelen Deputéierte Berger wëll ech da Folgendes soen: Éischtens emol, et dierf een zwou Saachen net duerjerneegeheien. Déi Directive qualité carburants, vun där Der schwätzt, déi huet näischt direkt mat der Norm ze dinn. Déi Directive qualité carburants ass och net meng Kompetenz. Déi ass doriwwer eraus souwisou och transposéiert gi vum Ministère du Développement durable, an zwar mat Datum vum 16. Mäerz 2012.

Elo gëtt et awer eng Norm, eng europäesch Norm, iwwert d'Carburanten an iwwer och dee Problem, deen Der ugeschwat hutt, vun der Qualitéit vum Diesel a vun der Qualitéit vum Wanterdiesel. Déi europäesch Norm gesäit vir, dass et méiglech ass, och nach speziell länner-spezifesch Annexen un déi Norm ze definéieren. Elo ass et awer esou, dass, wann esou eng Annex soll definéiert ginn, da muss eng Demande do si vum Secteur. A priori misst zum Beispill den ACL oder d'Pétrolieren, de Groupement pétrolier oder eng ULC oder wien och ëmmer dat froen, et ka souguer eng Administratioun sinn, wa se mengt, do wär e Besoin, da ka se dat froen an da ka se soen: Hei, mir wëllen eng Norm, eng spezifesch Norm, nach eng Annex zu där Norm fir Lëtzebuerg hunn.

An dann ass et awer esou, dass déi Norm muss och vun hinnen ausgeschafft ginn. Déi muss vun hinnen ausgeschafft ginn an déi gëtt da vun engem Service, dee mir ënnersteet, dat ass den ILNAS, déi gëtt da vun deem begleet an an de Kader gesat an och ugeholl.

Elo musst Der awer wëssen, dass éischtens emol ni esou eng Demande vum Secteur koum...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Minister nozelauschteren!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass ni esou eng Demande komm vum Secteur, och net vum ACL, zumindest weder bei mir nach bei der Direction de l'énergie vu mengem Ministère nach beim ILNAS, an esou wäit ech weess, och net beim MDDI, fir eng speziell Annex zu där Norm fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Même wann déi dann ausgeschafft gi wär an den ILNAS hätt déi dann en mesure gesat, da wär déi Norm net bindend gewiescht. Well Norme sinn ni bindend, et sief dann, et mécht ee se per Gesetz oder Règlement grand-ducal zu enger Norm.

Firwat huet Lëtzebuerg also keng spezifesch Norm? Mä aus deem éischte Grond, well et net gefrot ginn ass, ni gefrot ginn ass vum Secteur, zumindest ni offiziell. Ech weess net, op wéi enge Plaze vläicht den ACL dovu geschwat huet, mä net bei mir. An zum Zweeten, well déi Produiten, déi mir jo hei verkafen op eisen Tankstellen, déi kommen all aus der Belsch an aus Holland. An déi mussen deenen Normen also do entspriechen, also deenen Annexen entspriechen.

A wann déi Annexen, déi d'Belsch hunn, fir ze garantéieren, dass den Diesel net afréiert, wann déi do sinn - an déi sinn do -, dann hunn ech kaum Zweifel, dass, wann déi Produiten, déi Dieselproduiten, wann déi an den Ardennen funktionéieren, dass déi zu Lëtzebuerg net och solle funktionéieren, well et normalerweis hei net méi kal gëtt an net méi problematesch gëtt wéi do. Dovun ofgesinn hunn ech Iech gesot, dass déi Normen net bindend sinn. Dat heescht, même wa mer se hätten, misste se sech net drun halen an et géifen och keng Sanktioune ginn, fir dat doten ze maachen.

D'ailleurs huet den ACL selwer gesot, dass e Stéchprouwe gemaach huet an dass nëmmen dräi Tankstellen - dräi Tankstellen - déi Wonschnorm, déi si hätten, net erfëllt hunn. Dräi Stéck! Ech weess awer och, dass se virdrun, am Ufank vum Wanter, schonn esou Tester gemaach hunn. Do waren der e puer méi, déi déi Normen - also déi, déi si gären hätten, déi si sech virstellen - net respektéiert hunn.

Mä dat huet ganz oft domat ze dinn, dass Der kleng Tankstellen hutt, déi an der Phas, wou se vum Hierscht eriwwer ginn an de Wanter, nach hir Tanke voll hu mat deem ale Mazout, also mat dem Summerdiesel, an da gëtt deen au fur et à mesure gemëscht ebe mam Wanterdiesel. An am Ufank, an där Phase transitoire, do kënnt et dann natierlech vir, dass déi Graden net -20 respektéieren oder -15 respektéieren, mä vläicht en Degré dodrënner.

Dat ass awer eng normal Phase transitoire an do ass de Problem einfach deen, dass ee jo da misst zu den Tankstelle soen: „Mä Dir musst deen alen Diesel do lassginn!"

Ech mengen, dass ganz generell, wann eng Demande do ass vum Secteur, da solle se dat maachen, wéi dat sech gehéiert, nämlech ufroen, entweder bei mengem Ministère oder beim Här Wiseler an dem Här Schank hirem Ministère, an da wäerte mer dat probéieren dann am Intérêt vum Secteur ze regelen.

Ech wëll awer trotz allem soen, dass, wa mer permanent vu Simplification administrative schwätzen a wa mer permanent schwätze vun Ofbaue vu Prozeduren, an hei kënnt deen éischte klenge Couac, wou e puer Autoen hänke bliwwe sinn - an ech wëll just nach hei a Klammere soen, dass et net ëmmer d'Qualitéit vum Diesel ass, déi schold drun ass -...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ma et ass awer eng Fro, déi scheinbar d'Vollek beweegt, dofir géif ech mer...

(Hilarité)

...dofir erlaben ech mer, zéng Sekonne méi laang...

(Brouhaha)

M. le Président.- Et si lauter Froen, déi d'Vollek bewegen, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Une voix.- De Wanter ass eriwwer!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Et ass gutt, da kommen ech zu mengem Schluss, da kommen ech zu mengem Schluss. Wa mer also permanent vu Simplification administrative schwätzen, da solle mer se och eescht huelen an net bei all Klengegkeet, wou een eppes fuerdert, erëm eng nei Norm an en neit Gesetz schreiwen. Dat ass Punkt 1!

A Punkt 2, do soen ech awer ganz kloer, dass déi Tankstellen, déi hei zu Lëtzebuerg Produiten ubidden, déi hei zu Lëtzebuerg gutt Geld verdénge mat deene Produiten, gefällegst och hire Clientë sollen déi Produiten ubidden, déi net an hiren Autoe fréieren!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn. Et sinn allerdéngs hei nach, jo, et sinn nach eng Rei Froen, mä et ass geschwë fënnef op dräi, et ass am Reglement eng Stonn virgesinn. A mam beschte Wëlle kënne mer elo net nach eng Kéier alleguerten déi Froen huelen, well soss si mer nach vill méi laang ënnerwee. Ech wollt Iech just nach eng Kéier soen, datt den Artikel 7 vun eisem Reglement virgesäit, datt all déi Froen, déi elo net konnte gestallt ginn, awer nach erëm eng Kéier kënne bei enger nächster Froestonn gestallt ginn.

(Interruption et hilarité générale)

Merci fir d'Verständnis.

Mir géifen dann elo ufänke mam éischte Projet de loi, nämlech dem Projet de loi 6496, en Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergeschen Enseignement secondaire. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Berger, Adam a Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

8. 6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur*.- Här President, et gëtt säit dem Schouljoer 2007/2008 eng Schoul zu Pärel am Saarland, déi bekanntlech „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl" heescht. Dës Schoul ass an engem groussregionale Kontext ze gesinn. Um 7. SaarLorLux-Sommet am Joer 2003 gouf festgehalen, en neie Schoultyp fir d'Groussregioun Däitschland/Lëtzebuerg ze schafen. Am Mee 2005 hunn Expertegruppe vu Lëtzebuerg a vun Däitschland sech fir d'Éischt gesinn. 2006 ass et en Ofkommes ginn zwëschent deenen zwee Partner, an 2007 huet déi Schoul ugefaangen.

An där Schoul gi Kanner aus Däitschland an aus Lëtzebuerg enseignéiert. Si fonctionnéiert als Ganzdagsschoul mat villen Offeren, internen Differenzéierungen, Fräizäitméiglechkeeten an och schouleschen Hëllefen. Den Opbau geet vun der Klass 5 bis 9 an da vun de Klassen 10 bis 12, also insgesamt aacht Joer.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Lëtzebuerger Kanner ginn doran nom Cycle 4.1, dat heescht 5. Schouljoer, meeschtens awer nom Cycle 4.2, dat heescht 6. Schouljoer, um Enn vun der Grondschoul.

Interessant un där Schoul ass, dass se fir d'Éischt ee gemeinsamen Zyklus fir d'Kanner alleguer vun der 5. bis zur 9. Klass offréiert, also eng Aart „tronc commun" mat internen Differenzéierungen. Vun der 7. Klass bis zur 9. Klass ginn d'Schüler an dräi Leeschtungsgruppen agedeelt. A vun der 10. Klass bis zur 12., also an dräi Joer, gëtt et ee Wee zum Abitur, also zum Ofschloss vum Enseignement secondaire, nom däitsche Modell, an ee Wee am Enseignement secondaire technique nom Lëtzebuerger Modell.

Dee Wee, dee leschten do, huet bis elo zum lëtzebuergeschen Diplom vum Technicien administratif et commercial mat Hochschulreife gefouert. Dass nëmmen eng Bunn vu Formation professionnalisante offréiert gouf, hänkt mat der relativ klenger Zuel vu Schüler dofir zesummen. Dat sinn eppes ëm 40 Schüler pro Joer. Esou eng Formatioun gëtt et net an Däitschland, während de Lëtzebuerger Régime technique jo bekanntlech zwou Finalitéiten hat, nämlech eng Formation professionnalisante an den Accès zur Héichschoul.

Well d'Klasse vum Schouljoer 2007 an 2008 no an no fir déi eenzel Joergäng bis haut agefouert goufen, wiisst d'Schülerzuel all Joer ëm 100 bis 120 Schüler. Bis elo, dat heescht bis zur 10. Klass, si 720 Schüler an deem Lycée. A wann d'11. an 12. Klass derbäikommen, wäerten zwëschen 900 an 1.000 Schüler do ënnerriicht ginn. 40% vun de Schüler si Lëtzebuerger, 60% däitsch Kanner.

D'Detailer vun der Organisatioun a vun der Finanzéierung goufen an der Kommissiounssitzung vum 10. Januar 2013 duergeluecht, intensiv diskutéiert a kënnen och am Bericht vun der Kommissioun nogelies gi vun deenen, déi dat interesséiert.

De virleiende Projet, Här President, huet zwee Objektiver, déi sech am Intitulé erëmfannen, dee mer geännert hunn op Wonsch vum Conseil d'État. Den éischten Objektiv ass d'Zoustëmmung zum Accord vum 21. Mäerz 2012 zwëschen onser Regierung an der Regierung vum Saarland. Dësen Accord ännert den éischten Accord vum 4. Dezember 2006. Dës Ännerung ass duerch d'Reform hei zu Lëtzebuerg vun der Beruffsausbildung noutwendeg ginn, déi den Zougang zum Diplom vum Technicien geännert huet.

Et soll elo de Schüler vum Schengen-Lycée eng administrativ a kommerziell Formatioun vum Lëtzebuerger Enseignement secondaire technique proposéiert ginn, mat als Ofschloss dem Diplôme de fin d'études secondaires techniques. Et gëtt och méiglech fir déi Schüler, déi den Ofschlossexame vum Enseignement secondaire technique net wëllen oder net kënne maachen, awer trotzdeem Accès zur Fachhochschulreife ënner gewëssene Konditiounen ze kréien. Bekanntlech ass bei deem Diplom, Lëtzebuerger Diplom, d'Hochschulreife, d'Fachhochschoulreife drun ugehaangen.

Den zweeten Objektiv vun dësem Projet ass, eng Base légale ze schafen, fir Personal fir de Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires, och SPOS genannt, am Schengen-Lycée ze engagéieren. Dee Service besteet scho mat Leit, déi als Chargés de cours agestallt ginn. A fir deem Service eng Base légale ze schafen an déi also ze engagéieren, maache mer dëst Gesetz. Zu deem Personal gehéiert ee Psycholog, ee Pädagog, een Éducateur gradué an een Assistant social à mi-temps, dat sinn also insgesamt dräi an eng hallef Tâch" vu Fonctionnairen, déi op de Budget vun 2013 gerechent ginn.

Esou en Encadrement, wëll ech och nach soen, ass zu Lëtzebuerg jo gängeg. Et gëtt en am Saarland oder an Däitschland net. Dëst Personal gëtt vum Lëtzebuerger Stat bezuelt a gëtt da matgerechent bei der Festleeung vum finanzielle Beitrag vu Lëtzebuerg fir den Engagement vun Enseignanten.

Här President, dëst ass en innovative Projet, insgesamt wat déi Schoul ugeet, deen op vill Interessi an der Regioun dës Säit an déi Säit vun der Musel stéisst. Et ass en originelle Projet, fir Kanner aus verschiddenen Natiounen zesummen ze erzéien, an en dréit domat zum Versteesdemech zwëschen onsen zwee Länner an der Groussregioun bäi.

Et ass och e schoulesch interessante Projet duerch déi Tatsaach, dass d'Schüler all zesumme sinn an duerch intern Differenzéierung hiren individuelle Profiller entsprach ka ginn. Si kréien déi beschtméiglech Chance, fir e Schouloffschloss ze kréien, jee no hirer Stäerkt an der Schoul. An ech wëll derbäifügen, dass déi vill Méiglechkeeten, déi et am Kader vun enger Ganzdagsschoul gëtt, fir fir d'Kanner an der Fräizäit Offeren ze maachen, och fir hinne schoulesch ze hëllefen, dass dat natierlech eng Particularitéit vun dësem Lycée zu Pärel ass.

Ech wëll soen, dëse Lycée gehéiert, dréit sech an an déi innovativ Schoulpolitik vun dëser Regierung, an duerfir géif ech och d'Chamber bieden, fir hiren Accord zu dësem Projet de loi ze ginn. Ech wollt och soen, dass d'LSAP selbstverständlech och dësen Accord matdréit.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just ganz kuerz sinn a fir d'Éischt Merci soen dem Ben Fayot fir säi Rapport. En huet dat hei wéi gewinnt ganz extensiv gemaach an duerfir ass och net ganz vill méi dozou ze soen. Also, mir als CSV-Fraktioun ginn den Accord hei zu dësem Projet.

Ech wéilt just kuerz vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Fro ze stellen der Éducatiounsministesch, nämlech mat Bléck op elo wat zu Schengen ass tëschent Däitschland a Lëtzebuerg: Wéi gesäit et aus an deem Kader mat der Zesummenaarbecht an der franséischsproocheger Grenzregioun? Dat wär just déi Fro, déi ech hei wollt stellen, an ech wollt profitéieren:

nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun a Merci fir dee gudde Rapport!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. D'Wuert kritt den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz. Ech maachen dat hei vu menger Plaz aus. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, de Schengen-Lycée, dee funktionéiert schonn elo säit e puer Joer, och d'Detailer, wéi dee ganze Fonctionnement ass, dorop ass de Rapporteur och nach eng Kéier kuerz agaangen. En huet och drop higewisen, datt et wierklech en innovative Projet ass, e grenziwwerschreidende Projet, wat mir och eng ganz gutt Saach fannen. Mëttlerweil huet dee Modell seng Feierprouf bestanen. An et gesäit een och de Succès vun deem Lycée, well all Joers méi Schüler sech do wäerten aschreiwen.

Dëse Projet huet eigentlech zwee Punkten: Mir sollen den Accord vun 2012 hei approuvéieren, deen do tëschent der Regierung an dem Bundesland gemaach ginn ass, an dann och méi spezifesch hei, datt nach soll Personal fir de SPOS kënnen agestallt ginn. Ech mengen, och dat ass eppes, mir ginn net midd, fir d'Wichtegkeet vun der Orientation scolaire ze ënnersträichen. Dat geet also och an déi Richtung. Dat, fir ze soen, datt mir als DP-Fraktioun och kënnen dësem Projet zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. De Schengen-Lycée huet sech vill virgeholl. Hie bitt en Ofschloss vu klassesche Secondairestudien, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn, un, an och en däitscht Abitur. An am Schengen-Lycée soll et awer och ee Lëtzebuerger Diplôme de technicien ginn, a mat der Reform vun eiser Formation professionnelle zu Lëtzebuerg ass dat, wéi esou villes mat der Reform, méi komplizéiert ginn. Duerfir hu mer dann och dee Projet de loi, et soll de Schüler méiglech gemaach ginn, déi keen esou een Ofschloss kënnen oder wëlle kréien, ënner Konditiounen, déi festleien, Zougang zu enger Fachhéichschoul ze kréien.

Mir fannen dat gutt. Mir fannen dat eng gutt Saach. An duerfir bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Den zweeten Deel vum Gesetz, deen et erlaabt, 3,5 Poste fir de SPOS vum Schengen-Lycée ze schafen, ass jo eigentlech eng Regulariséierung vun enger bestehender Situatioun. Dat fënnt och eis Zoustëmmung.

Ech soen dem honorabelen Här Fayot Merci fir säin ausféierleche Rapport. Et huet mer och extra gutt gefall, fir dat Wuert „tronc commun" aus dem Här Fayot sengem Mond hei op dëser Plaz ze héieren. Et schéngt esou ze sinn, datt an…

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Et ass net fir d'Éischt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Gelift?

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Et ass net fir d'Éischt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo. Et schéngt esou ze sinn, léif Kolleege vun der sozialistescher Säit, datt a Projets pilotes verschidde Saache méi einfach sinn ze realiséiere wéi eben an der grousser Éducation nationale. Hei ass d'Beispill vum Schengen-Lycée, wou den Tronc commun besteet. Den Här Fayot huet esou richteg gesot, wéi mir et och ëmmer soen: „Et soll een d'Kanner esou laang wéi méiglech zesumme léiere loossen." Ech erënneren och nach un de Lycée Ermesinde, wou mer et fäerdegbruecht hunn, fir de Reliounsunterrecht duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht ze ersetzen. Heiansdo sinn déi Saache méi liicht.

Madame Minister, d'Froestonn ass eriwwer, mä ech schléisse mech awer och dem Här Wilmes un, ech stellen och eng Fro. An zwar, bei all de positive Saachen: Wéi ass den Échange garantéiert, zum Beispill tëschent dem Schengen-Lycée an eise Lycéeën?

Well ech mengen, datt déi Pilotprojete wierklech alleguerten interessant sinn. Do gëtt vill Aarbecht gemaach, well eben nei Weeër musse gesicht ginn. An et ass natierlech wichteg, wann déi Aarbecht och op fruchtbare Buedem fält doduerch, datt d'Kommunikatioun tëschent deene Schoulen an eiser Schoul klappt.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech och uschléissen: direkt e Merci un de Rapporteur, deen och aner Kolleege scho gesot hunn.

Ech wollt eigentlech zwou Froe stellen un d'Madame Minister. Déi éischt ass: Wéi kënne mer wëssen oder wësse mer dat, wéi vill Lëtzebuerger Schüler eigentlech op d'Käschte vun eisem däitsche Partner an deem Lycée an d'Schoul ginn?

Well mir wësse jo, datt eis däitsch Partner bezuele fir déi Leit, déi op där Säit wunnen. Dat sinn awer leider ëmmer méi Lëtzebuerger, déi an Däitschland wunnen. Dat heescht, wéi vill Lëtzebuerger insgesamt sinn eigentlech an där Schoul, an där Schoulpopulatioun? Sinn dat dann elo wierklech méi Däitscher oder méi Lëtzebuerger, déi allerdéngs da vun eisen däitsche Partner da bezuelt ginn, proportionell?

Dat Zweet ass schoulintern: Gëtt et do wierklech e Mix, a souwäit déi Sektiounen elo bestinn, kënne mir elo soen, datt och d'Lëtzebuerger sech - bon, et ass elo natierlech esou, et bestinn nach net all Klassen an esou weider -, mä kënne mir elo scho soen, datt ënnert deene Lëtzebuerger Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, Leit sech Richtung Abitur orientéieren, respektiv ënner richteg däitsche Schüler, déi an Däitschland wunnen, Leit higinn an e Lëtzebuerger Ofschloss eng Kéier ustriewen? Souwäit een dat elo scho ka soen?

Well eréischt dann, wann een déi Facteuren huet, kann ee wierklech wëssen, ob dee Schoulmodell wierklech e mixe Schoulmodell ass, dee réusséiert, oder ob et méi e prakteschen Niewenteneen awer ass tëschent Lëtzebuerger an Däitschen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Och ech wollt mech uschléissen dem Merci un de Ben Fayot, de Rapporteur, un all meng Virriedner. Ech freeë mech och iwwert dee breede Konsens zu dësem Gesetz.

Dir hutt recht: De Schengen-Lycée ass en innovative Modell an et ass eng Schoul, déi e grousse Succès huet. Ech mengen, dass een dat, nodeems d'Schoul 2007, bei der Rentrée 2007 ugefaangen huet - mir sinn elo 2013 -, ech denken, dass een elo ka soen, dass dee Modell richteg fonctionnéiert.

Et ass eng exemplaresch Zesummenaarbecht tëschent dem Saarland a Lëtzebuerg, wou mer Enseignanten a Schüler vun deenen zwee Länner zesummebréngen, déi zesummen opwuessen.

Ech wëll awer soen, dass - fir dem Här Kartheiser seng Fro als Éischt ze beäntwerten -, mir elo nach net soe kënnen, wéi vill Schüler sech op d'Abitur orientéieren oder wéi vill elo fir den EST-Diplom, vu dass se eréischt op Dixième sinn a se jo awer zwielef Joer am Ganze brauchen, fir zu engem Diplom ze kommen. Mä et gëtt u sech nëmmen een deeselwechten Diplom. Et gëtt net en Diplom „Abitur" an en Diplom „Premièresexamen". Et gëtt een Diplom, dee souwuel gläichgestallt ass mam Abitur wéi mam Lëtzebuerger Premièresexamen. Wat dee klasseschen…

Et ass falsch - de Gérard Zens wénkt doiwwer, dass ech eppes falsch gesot hunn -, et gëtt zwee Diplomer, mä si viséieren, si maachen dat awer zesummen. Et ass elo net, dass eng Klass wier, déi op deen ee géif virbereeden, an eng op deen aneren. Si sinn zesummen an der Klass a si viséieren déi zwee Diplomer.

Wat den EST ugeet, dat ass eng Lëtzebuerger Spezifissitéit. Dat gëtt et net ënnert där Form an Däitschland. Dat ass also ganz kloer de Lëtzebuerger Diplom.

An da gëtt et an Däitschland eng Spezifissitéit, déi mir net hunn, wou et awer derwäert ass, driwwer nozedenken, ob mir se sollen aféieren. Dat heescht, wann een en Diplom net kritt, wann een d'Studië gemaach huet, stellt ee sech engem Examen an et kritt een en net, da kann een ënner verschiddene Konditiounen deen Diplom direkt ënnendrënner kréien.

Dat ass eng Dispositioun, vun där am Schengen-Lycée ka profitéiert ginn, wou een, deen also den Abitur oder de Premièresexamen net kritt, kann dann iwwer verschidden Dispositiounen awer en Diplom kréien, deen nëmmen Zougang zu enger Fachhéichschoul gëtt. Dat ass eng Dispositioun, déi mir an de Lëtzebuerger Gesetzer net hunn an déi natierlech Méiglechkeeten opmécht fir d'Schüler, déi am Schengen-Lycée sinn, esou gutt d'Lëtzebuerger wéi déi Däitsch, déi an déi Schoul do ginn. Gutt!

Déi zweet Fro: Wéi vill Schüler sinn am Lycée? Bon, et sinn der am Ganzen de Moment, wann ech déi lescht Chifferen hunn, ongefäier 720, déi an de Lycée ginn. Dovunner komme 60% aus Däitschland, 40% kommen aus Lëtzebuerg.

Wéi vill bei deenen däitsche Résidentë Lëtzebuerger sinn, dat weess ech net. Dee Chiffer kann ech lech net ginn. Mir kënnen en nofroen an lech dat dann noliwweren, mä ech weess dat esou net.

Mir hunn och eng Rei vu Schüler, déi vun der Lëtzebuerger Säit an de Schengen-Lycée ginn a wou d'Elteren dann duerno an d'Géigend eriwerplënneren. Dat sinn also gewësse Fluktuatiounen, mä ech liwweren lech déi Chifferen awer ganz gären no.

De Claude Adam huet gefrot, wéi den Échange ass tëschent der Équipe vum Schengen-Lycée an de Lëtzebuerger Lycéeën. Ech géif deen als gutt bezeechnen. Éischtens ass den Direkter respektiv d'Directrice adjointe vum Schengen-Lycée an alle Sitzunge vum Collège des directeurs derbäi, an zweetens hu mer e Réseau vu wat mir nennen „Lycées pionniers". Dat sinn also Lycéeën, déi a verschiddenen Domäne méi aktiv sinn, wat d'Orientatioun, wat d'Schoulentwécklung ugeet, déi sech regelméisseg gesinn, an do ass de Schengen-Lycée, d'Partner vum Schengen-Lycée sinn ee vun de Motore vun där Équipe. Si sinn ëmmer do derbäi an do fënnt dann och en Échange statt tëschent de Praktiken an deenen enge Schoulen an an deenen aneren.

Dann ass déi drëtt Fro. Ech mengen, mir freeën eis alleguerten - ech ginn emol dovunner aus, dass mer eis alleguer freeën -, wa mer et fäerdegbréngen, eng Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen eraus opzebauen. Ech mengen, de Schengen-Lycée ass e gutt Beispill, wat een an der Groussregioun u Konkretem kann ubidden a wou ee ka Brécke bauen a Kluften ofbauen. Dat huet immens gutt mam Saarland fonctionnéiert.

Mir probéieren, mir sinn an Diskussioune fir esou eng Zesummenaarbecht och an der Groussregioun mat Frankräich. Dat ass, géif ech soen, méi komplizéiert. Mir hunn elo een éischt positivt Resultat, dat ass, dass mer zesumme mat Frankräich kënne Classes préparatoires fir Grande-écolen zu Iechternach ubidden. Dat ass déi éischt konkret Ëmsetzung vun där Zesummenaarbecht mat Frankräich.

Déi Classes préparatoires, wa mer da genuch Schüler fannen, déi sech aschreiwe fir eng Classe préparatoire fir d'Écoles de commerce, d'grouss Écoles de commerce a Frankräich, da wäerten déi dës Rentrée, dat ass also d'Rentrée 2013, lafen, den Iechternacher Kolléisch zesumme mam Lycée Georges de la Tour vu Metz, déi och esou Classe-préparatoiren hunn, wou dann d'Zesummenaarbecht tëschent Équipë vun Enseignanten och ganz intensiv gëtt.

Mir denken och nach ëmmer drun, ob mer kënnen e franséische Lycée oder e Lycée franco-luxembourgeois am Süde vum Land op d'Bee setzen. Ech hoffen! Ech weess net, ob et eppes gëtt. Mir sinn amgaangen ze diskutéieren. Ech stelle just fest, dass et méi komplizéiert ass a Frankräich, well mer verschidden Autoritéiten hunn. Wat de Collège ugeet, sinn et d'Regiounen, a wat de Lycée ugeet, ass et dann de Ministère de l'Éducation nationale zu Paräis. Dat sinn also zwee Niveauen, wou muss diskutéiert ginn.

Da muss ee soen, dass et schonn e Gehälterënnerscheed gëtt tëschent däitschen a Lëtzebuerger Enseignanten. Dat geet awer mat Däitschland, mä ech wëll soen, dass d'Zesummeliewe vu Lëtzebuerger a franséischen Enseignanten an deemselwechte Lycée sécher méi schwiereg gëtt, well de Gehälterënnerscheed tëschent engem Lëtzebuerger Enseignant, dee jo weider no Lëtzebuerger Regele bezuelt gëtt, an engem franséischen Enseignant, deen no franséische Regele bezuelt gëtt, deen ass vill méi grouss, an dat ass natierlech e Konfliktpotenzial, wat een net däerf ënnerschätzen.

Ech muss och soen, dass am Fall vum Saarland d'Autoritéiten immens interesséiert waren, fir matzemaachen, an d'Weeër si mam Saarland nun immens kuerz, während de Wee bis op Paräis, deen ass méi ëmständlech. Mä mir sinn awer weider mat der franséischer Ambassad an de Gespréicher, fir och esou eng Konstruktioun ze maache fir Lëtzebuerg.

Bon, wat soss zum Projet ze soen ass, ech mengen, et ass alles vu menge Virriedner gesot ginn. Et sinn zwee Voleten. Mir änneren, mir komplettéieren den Accord, deen 2006 am Dezember gemaach ginn ass, fir eben déi Filière EST, Formation administrative et commerciale, kënnen unzebidden am Schengen-Lycée. Dat bedeit e Vertrag mam Saarland an dee muss d'Chamber ratifiéieren. A mir profitéiere vun där Geleeënheet, fir dann dräi an en hallwe Posten unzefroen, fir e SPOS ze équipéieren am Schengen-Lycée.

Ech wëll awer dozou preziséieren, dass mir jo en Accord mam Saarland hunn, a mir deelen d'Personal nom selwechte Schlëssel 60/40. 60% vum Personal ass vun der däitscher Säit bezuelt a 40% vun der Lëtzebuerger Säit, an déi dräi an en hallwe Posten, déi ginn dann op eise Quorum, an déi 40% eran. Et ass also net eng supplementär Dépense, mä et ass en Ëmschichten innerhalb vun eiser Kontributioun zum Finanzement vum Schengen-Lycée - dass mer dat awer hei ganz kloerstellen!

Sou, da freeën ech mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Responsabel an d'Schüler vum Schengen-Lycée sech och doriwwer freeën, an ech hoffen, dass déi Success Story am Schengen-Lycée esou weidergeet!

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6496 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6496 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6476 iwwer e Fënnefjoresplang vun den Tourismusinfrastrukturen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bauler, Scheuer, Gira, Kartheiser an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

9. 6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, deen elo elei zur Diskussioun steet, handelt vun der Exekutioun vum 9. Fënnefjoresplang am Beräich vun Tourismusinfrastrukturen.

Bedéngt duerch d'Finanz- an d'Weltwirtschaftskris an aner Affären, déi fir de Moment dat politescht Liewe méi oder wéineger dominéieren, gëtt iwwert den Tourismussecteur am generelle wéi och am politeschen Alldag net allze vill geschwat an och net allze vill diskutéiert.

Dobäi ass awer just den Tourismussecteur ee ganz wichtegt Standbee vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Et gëtt geschat, datt den Tourismus-

secteur elei zu Lëtzebuerg direkt an indirekt 2011 5,7% vum PIB duergestallt huet. Well déi ganz Branche och nach richteg aarbechtsintensiv ass, ass den Tourismussecteur och nach e Créateur d'emplois par excellence. Eng plus/minus 18.000 Leit, dat si 7,6% vun eisem Emploi elei zu Lëtzebuerg, hänken direkt oder indirekt un der Tourismusbranche. 6.000 Leit sinn direkt an der Tourismusbranche beschäftegt.

Och wann de Secteur an deene leschte Joren - wéi kann et dann anescht sinn? - och mat den Auswierkunge vun der Finanzkris ze kämpfen hat, sou ass d'Joer 2011 dach méi oder wéineger zefriddestellend ausgefall. D'Unzuel vun den Iwwernuechtungen an den Hotellen, Aubergen, Pensiounen, Jugendherbergen a Campinger ass global gesinn an d'Luucht gaangen: vun 2,28 Milliounen am Joer 2010 op 2,35 Milliounen am Joer 2011.

Den Duerchschnëttsopenthalt vun deem eenzelnen Tourist oder Client, dee geet awer leider erof. An der Hôtellerie sinn dat am Schnëtt 1,79 Nuechten, wou de Client zu Lëtzebuerg bleift. Op de Campinger sinn et 5,18 Nuechten am Schnëtt. De Fait, datt ëmmer méi Leit awer da manner laang op enger an därselwechter Plaz iwwernuechten, ass eng Tendenz, déi net nëmmen zu Lëtzebuerg festgestallt gëtt. Dat gesäit een och am Ausland.

Här President, wann ee kuckt, wat am leschte Joer un Tourismusinfrastrukturen elei zu Lëtzebuerg bestanen huet, da stellt ee fest, datt 2011 laut den Zuele vun dem Projet de loi 2.600 Etablissementer am Secteur touristique bestanen hunn. Dat ass plus/minus deeselwechte Chiffer, wéi en eis am 8. Fënnefjoresplang virgeleeën huet.

Wa mer awer an den Detail ginn, da stelle mer Folgendes fest: 2011 hate mer 283 Hoteller, Aubergen a Pensiounen a plus/minus 8.588 Better. Op 100 Campinger stoungen den Touristen eng 16.300 Emplacementer zur Verfügung. Derbäi kommen nach 14 Jugendherberge mat 1.200 Better an 39 Gîtes d'étape mat 2.368 Better.

Et fält awer op, wann een déi Zuele kuckt, datt d'Unzuel vun den Etablissementer engersäits konstant bleift, anerersäits awer d'Capacitéit vun den Etablissementer an d'Luucht gaangen ass. Dat heescht, datt deen eenzelne Betrib, deen nach do ass, méi grouss ginn ass. Bei den Hoteller hate mer 2006 7.474 Better, 2011 8.588 Better. Dat ass e Plus vun de Capacitéite vu 15%.

Dat, Här President, si mat Sécherheet och ganz impressionnant Zuelen, deenen ee sech net ëmmer gradesou bewosst ass, wann een elei zu Lëtzebuerg iwwert den Tourismus schwätzt.

Dëse gudden Zoustand vun den Infrastrukturen am Tourismussecteur konnt awer nëmmen erreecht ginn, well dëse Secteur nieft där grousser Eegeverantwortung vun de Leit selwer an der Eegeninitiativ vun deeneselwechten an deene leschte Jorzéngten awer och aktiv an intensiv vum Stat duerch déi successiv Fënnefjorespläng begleet an och gefördert ginn ass.

Déi verschidden uneneegereite Fënnefjorespläng hunn zënter 1973 den Tourismus a säin Développement gefördert an hu gehollef, him dee Stellewäert ze ginn, deen en haut hei zu Lëtzebuerg dann och huet, e Stellewäert, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg an dee sech op verschiddenen Ebenen och nidderschléit.

Et si mat Sécherheet net d'Steiereinnahme fir de Stat a fir d'Gemengen, wou ech elei drun denken, Steiereinnahmen, déi sech mat Sécherheet op engem éischter méi niddregen Niveau bewegen, well mir et hei éischter mat méi klenge Betriber, och ganz dacks nach mat Familljebetriber ze dinn hunn. Dat gëllt iwwregens fir d'Kollektivitéitssteier wéi och fir den Impôt commercial.

Et sinn aner Domänen, déi hei wichteg sinn. Ech erënneren drun, datt dës Betriber enorm vill Aarbechtsplazen ubidden, och där vum Non-qualifié. Des Weideren heescht dat Cotisatiounen zu deene verschiddene Sozialsystemer, der Pensiounskeess an der Gesondheetskeess. Net ze schwätzen dovun, datt iwwert dësen aarbechtsintensive Secteur ville Leit mat hire Familljen en Akommes garantéiert gëtt, dat dann erëm dem Stat awer och Lounsteier abrénge kann.

Dat heescht awer net, oder dat soll awer net heeschen, datt een elo alles erreecht huet a mat deem, wat een erreecht huet, soll zefridde sinn. Fir mat der Evolutioun vun dësem dynamesche Secteur matzehalen, mussen ëmmer erëm nei innovativ Iddien op den Dësch kommen, dat souwuel vu staatlecher Säit wéi selbstverständlech och aus dem Secteur selwer.

Dës Iddien all gebündelt gëllt et dann awer en musique ze setzen. An duerfir denken ech, datt esou ee Fënnefjoresplang e ganz gëeegent Instrument ass, an e stellt mat Sécherheet och e ganz gëeegente Kader dofir duer.

Wéi den Tourismus hei zu Lëtzebuerg um nationalen, regionalen a lokale Plang an deene leschte 40 Joer evoluéiert huet a wat d'Schwéierpunkte vun de leschten aacht Fënnefjorespläng waren, dat kann een a mengem schréftleche Rapport souwéi och am Projet de loi ganz detailléiert noliesen.

Dës successiv Fënnefjorespläng hu jiddefalls maassgeeblech mat derzou bäigedroen, datt déi touristesch Offer, d'Infrastrukturen an den Équipement mëttlerweil en internationale Qualitéitsniveau erreecht hunn. Lëtzebuerg läit op dëse Punkten am internationale Verglach op der 15. Plaz an um europäeschen Niveau op der zéngter Plaz.

Här President, deen neie Fënnefjoresplang ass an der Linn vu sengem Virgänger a féiert déi konkret Emsetzung vun de Recommandatioune virun, wéi se an enger Etüd vum ETI, dem Europäeschen Tourismusinstitut op der Uni Tréier, am Joer 2001 virgezeechent goufen.

Zur Erënnerung: 2001 huet deen deemolegen Tourismusminister Fernand Boden dës Etüd beim ETI an Optrag ginn, an dat, fir ze kucken, wéi den Tourismussecteur sech bis dohinner entwéckelt hat. Dës Etüd huet bescheinegt, datt d'Zilsetzungen, déi ufanks den 90er Jore gesat goufen, zu engem groussen Deel erreecht gi sinn. Souwuel déi infrastrukturell Offer wéi d'Équipementer kruten en internationalen Niveau vun dëser Etüd attestéiert.

Op där anerer Säit sot dës Etüd awer och, datt nach zousätzlech Efforten ze maache sinn, wat d'Organisatioun, d'Formatioun an de Marketing vum Tourismus an am Tourismus ugeet. Och e Stéck méi Professionalismus an dem Tourismussecteur gouf an dëser Etüd gefuerdert. Nei Créneauen, déi misste gefördert ginn, wieren de Kongresstourismus, de Kulturtourismus an den Tourismus am ländleche Raum. Wéi gesot, soll den 9. Fënnefjoresplang d'Emsetzung vun de Recommandatiounen aus der Etüd vum ETI konkret weiderféieren.

Et gëtt awer och op verschidden anere Punkten nach Nachholbedarf. Konkret ass festgestallt ginn, datt et um Niveau vun der touristescher Formatioun, der Organisatioun an dem Marketing nach e gewëssene Retard opzehuele gëtt. Dat si Punkten, déi eréischt an dee leschte Fënnefjoresplang opgeholl goufen an deemno och dunn eréischt éligibel goufen an deenen hir Realisatioun um Terrain nach e bësselchen Zäit wäert brauchen.

Fir dës dräi Beräicher ze förderen, proposéiert d'Etüd ETI folgend konkret Mesuren:

Éischtens, d'Schafe vu regionalen touristeschen Agencen. D'Ententë sollen no an no an Agencen ëmgewandelt ginn. Dëse Prozess soll net nëmmen um Niveau vun den Infrastrukturen, mä och um Niveau vun de Fonctionnementskäschten an de Gehälter ënnerstëtzt ginn.

Zweetens, d'Syndicats d'initiative an d'Ententë sollen an Zukunft esou opgestallt ginn, datt se als Gestionnaire vu Projeten oder Initiative kënne fonctionnéieren, déi eng regional oder national Envergure hunn. Dat bréngt mat sech, datt ee méi prezis op d'Besoinë vun de Clientë kann agoen an e professionelle Service iwwert dat ganzt Joer ubidde kann.

Drëttens, d'Schafe vun thematesche touristesche Produkter duerch déi regional Agencen, achséiert op den Aspekt vun der Nohaltegkeet.

Véiertens, d'Promotioun vun der „image de marque luxembourgeoise" an enger Definitioun vun der „unique selling proposition" fir de Grand-Duché.

An d'Formatioun fir déi Professionell aus dem Tourismusberäich, sief et um nationalen, regionalen oder lokalen Niveau.

Här President, wann de 7. Fënnefjoresplang d'Etüde finanzéiert huet, déi eis recommandéiert hunn, professionell Strukturen ze schafen, esou huet den 8. Fënnefjoresplang erlaabt, fir d'Éischt d'ORTen, d'Offices régionaux de tourisme, op d'Been ze stellen. Am zukünftege Fënnefjoresplang soll hire Fonctionnement elo gefestegt ginn.

Ausserdeem ënnerstëtzt deen neie Programm net nëmmen d'Schafen an d'Extensioun vun neien a bestehenden Tourismusinfrastrukturen, hien erlaabt och, datt dës Projeten um Niveau vun der Gestioun an Zukunft kënne finanziell begleet ginn. D'Zilsetzung vun dëser Mesure ass eng weider Professionaliséierung vun der Gestioun souwéi der Promotioun vun de wichtegsten touristeschen Infrastrukturen hei am Land. Et ass jo awer gewosst, datt de Volontariat genee wéi an anere Secteuren och hei am Tourismus lues awer sécher och u seng Limitë stousse wäert.

Här President, dësen neie Plang couvréiert d'Joren 2013 bis 2017 an huet eng Enveloppe vun net manner wéi 45 Milliounen Euro. Dat ass déi éischte Kéier säit 40 Joer Fënnefjorespläng, datt et net zu enger Augmentatioun par rapport zum Fënnefjoresplang vu virdru kënnt. Dës Enveloppe gëtt mat dësem Projet de loi ëm eng fënnef Millioune par rapport zu deem vu virdrun erofgesat. Dat mécht plus/minus 10% aus.

Well et sech awer hei trotzdeem ëm eng ganz zolidd finanziell Enveloppe handelt a mir eis an Zäite vu Wirtschaftskris befannen, wou et ëm eis Statsfinanzen esou gestallt ass, wéi et eben ass, wëll ech trotzdeem dem Budgetsminister Luc Frieden Merci soen, datt en trotz deene finanziellen Engpäss esou vill Sue fir den Tourismussecteur zur Verfügung gestallt huet. Dat beweist awer och, datt d'Tourismusbranche e gewëssene Stellewäert an der Regierung genéisst an datt d'Regierung sech der Wichtegkeet och vun dësem Secteur ganz genee bewosst ass.

Et si selbstverständlech vill Suen, mä dës Suen, déi elo an der Vergaangenheet an den Tourismusberäich investéiert goufen, komme jo schliesslech awer och der Allgemengheet zegutt an droen derzou bäi, fir d'Bild vun eisem Land och dobausse wesentlech ze verbesseren.

Esou konnten zum Beispill duerch den 8. Fënnefjoresplang folgend Infrastrukturprojete realiséiert ginn: d'Modernisatioun vum Centre récréatif et de loisirs zu Iechternach, d'Modernisatioun vun enger oppener Schwämm zu Réimech, den Aménagement vum Musée Henri Tudor zu Rouspert, d'Iwwerdeckung vun der Äispist zu Beefort, den Ausbau vum Domaine touristique zu Munzen, den Ausbau vu verschiddene Vëlospisten, d'Modernisatioun vun den Infrastrukture vum Beetebuerger Mäerchepark oder och nach déi finanziell Begleedung un där neier „Marie-Astrid", e Schëff, dat sech nach wie vor awer bei de Lëtzebuerger wéi och bei den Touristen enger ganz grousser Beléiftheet erfreet.

Nei Projete kommen elo fir d'Zukunft derbäi: Esou ass zum Beispill geplangt, datt am Oste vum Land eng nei Schwämm gebaut soll ginn. Datselwecht soll och am Park Housen geschéien. Zu Esch soll eng nei Jugendherberg gebaut ginn, an de Militärmusée zu Dikrech soll réaménagéiert ginn. Nieft dëse Projete ginn awer och Moderniséierungsefforten an der Hôtellerie, de Jugendherbergen an de Campinger weiderhin ënnerstëtzt, genausou wéi weiderhin d'Fonctionnementsfraisë bei verschiddene Projete kënnen iwwerholl ginn. Och gi Projeten ënnerstëtzt, déi zum Zil hunn, d'Qualitéit an d'Professionaliséierung am Tourismus ze verbesseren.

Ech kéint elo nach laang weiderfueren an am Detail alles erzielen, wat duerch deen neie Fënnefjoresplang am Beräich vum Tourismus soll ëmgesat ginn.

D'Applikatioun vun deem Fënnefjoresplang gëtt ganz genau an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer beschriwwen. Dës Reglementer ware leider net beim Projet de loi annexéiert. Si sinn awer mëttlerweil vum Ministère nogeliwwert ginn a sinn den 10. Dezember par courrier électronique publizéiert ginn.

Et ass gewosst, datt d'Reglementer ënnert d'Kompetenz vum Minister falen. Duerfir e grousse Merci un d'Madame Hetto, déi sech spontan bereet erkläert huet, dës Reglementer direkt der Chamber zoukommen ze loossen.

Elo hat jiddwereen Zäit genuch, dës Reglementer am Fong ze studéieren an ze liesen. Et konnt also jiddwereen, dee wollt, sech e geneet Bild maachen, wat dann elo wou am Land soll gebaut oder gemaach ginn. Opschloss ginn dës Reglementer och, wéi finanzéiert gëtt respektiv wien ënner wat fir engen Emstänn a Konditiounen dovunner profitéiere kann.

Här President, souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Statsrot begréissen alle béid dëse Projet an ënnersträichen an hire jeeweilegen Avisen d'Wichtegkeet vum Tourismussecteur fir eis Ekonomie. Des Weidere gëtt op d'Wichtegkeet vun dësem 9. Fënnefjoresplang fir den Développement vun der Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg higewisen.

Déi eenzeg Kritik, déi d'Chambre de Commerce mécht, betrëfft dee Punkt, dee seet, datt bei verschidde Bauprojeten, wéi zum Beispill am Kader vun de Gîtes ruraux oder Vakanzendierfer, verschidden Tauxe beim Subventionnement ugewannt ginn, wann et sech ëm privat oder öffentlech Investoren handelt. Si plädéiert an hirem Avis fir en eenheetlechen Taux, egal ob den Initiateur d'öffentlech Hand oder e privaten Investor ass. Ënnert dem Bléckwénkel vun där méi ugespaantener finanzieller Situatioun vum Stat stellt d'Chambre de Commerce d'Fro, ob et net opportun wier, just nach deen niddregen Taux, dee fir de Privatinvestisseur gëllt, och beim öffentleche Secteur unzewennen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Eng ähnlech Kritik ass déi, datt jee no Regioun, wou eng touristesch Infrastruktur soll hikommen, ënnerschiddlech Subventiounstauxen ugewannt ginn, obwuel, egal wou de Site ass, de Käschtepunkt ëmmer deeselwechten ass.

Här President, de Statsrot begréisst de Projet de loi a seet, datt dëse Fënnefjoresplang eng logesch Suite vum 8. Fënnefjoresplang duerstellt, an huet duerfir och keng weider Observatioune gemaach.

Als Rapporteur wënschen ech mir selbstverständlech, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung eleibanne kritt. Datt ech dann duerfir och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn, schéngt mer evident.

Zum Schluss soen ech nach all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, Merci, dat gëllt souwuel fir d'Madame Hetto wéi och fir d'Beamte vum Ministère, d'Beamten aus der Chamber, an der CSV-Fraktioun. E Merci och, net ze vergiessen, un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Commission des Classes moyennes fir déi dach séier fair Diskussioun, déi mir do haten!

Dat gesot, Här President, soen ech och nach Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Clement. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, dann hutt Dir d'Wuert.

Discussion générale

M. André Bauler *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut de Fënnefjoresplang am touristeschen Infrastrukturberäich diskutéieren a stëmme sollen, dann ass dat d'Geleeënheet net nëmmen, fir iwwert d'Hardware, mä och iwwert d'Software ze schwätzen.

Zur sougenanntener touristescher Software gehéieren: d'Kommunikatioun, d'Qualitéit vun der Kommunikatioun, d'Koordinatioun vun de Manifestatiounen, de Professionalismus vun den Acteuren an domadder och d'Qualitéit vun der Offer insgesamt.

De Rapporteur Lucien Clement ass elo just op d'Investitiounen, spréch d'Hardware, agaangen. Ech sinn natierlech frou, datt verschidden touristesch Attraktioune queesch duerch d'Land ënnerstëtzt ginn, awer och besonnesch duerch den Norden, wéi zum Beispill de militärhistoresche Musée vun Dikrech, de Landwirtschaftsmusée zu Bënzelt, d'Mise en valeur vum historesche Kär vun Esch-Sauer, de Bau vun der Piscine vun Housen oder eng touristesch Indoor-Infrastruktur an der Gemeng Clierf.

Et ass evident, datt een hei net ouni modern Presentatiounskonzepter auskënnt, wann een d'Attraktivitéit vun dësen Haiser erhalen oder stäerke wëllt. An Zäite vu knappen, jo defizitäre Keesen ass et awer wichteg, sech emol erëm op seng Stäerkten zréckzebesënnen a virun allem ze kucken, wéi ee mat manner Mëttel méi ka leeschten.

An ech denken och, datt am ländleche Raum - am Mëllerdall, op der Musel a besonnesch am Éislek - touristesch Potenzialer iwwer e Kongresstourismus eraus stiechen an Aarbechtsplazen erhalen oder geschafe kënne ginn, wa mer déi erfuerdert Software, déi besonnesch déi öffentlech Hand finanzéiert, richteg asetzen.

Et feelt wierklech net u Gebaier, Monumenter, Buergen, Schlässer a Muséeën, déi mer richteg valoriséiere mussen. Hei heescht et, all Acteuren esou a Bewegung ze setzen, datt jiddweree seng Potenzialer entfale kann. Den ONT an d'ORTe kënnen do net ouni d'Matschaffe vun de fräiwëllege Professionelle funktionéieren.

Am Norde vum Land gouf et vill där Acteuren, scho laang ier den Office régional du tourisme des Ardennes luxembourgeoises an d'Liewe geruff gouf. Mä wann ee sech am Norden ëmhéiert, da mierkt een, datt villes net zur Zefriddenheet vun deenen „professionelle Fräiwëllegen" - wéi ech se gären nennen - funktionéiert. Och wann d'ORTen am Mëllerdall an op der Musel éischter besser funktionéieren.

Madame Presidentin, de Feedback, dee mer am Norde vun eisen touristeschen Ententë kréien, ass zimlech ernüchternd. D'Gemengen an d'Ententë bezuele bal 82.000 Euro an d'ORTAL-Keess, de Return dovunner léisst awer, wann een etleche Politiker a professionelle Fräiwëllegen nolauschtert, ze wënschen iwwreg. Sou hunn ënner anerem d'Deputéiert Haagen, Kaes, Schaaf a meng Wéinegkeet an engem Bréif un d'Madame Minister Hetto op d'Defiziter an der ORTAL-Aarbecht higewisen.

Op dëser Plaz ass eis net genuch Zäit gegënnt, fir eemol grondsätzlech iwwert den Tourismus hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen an eis mat der

Politik, déi do ronderëm gesponne gëtt, auserneenzesetzen.

Duerfir géif ech, Madame Presidentin, eng Demande iwwerreechen, wou ech Iech bieden, eng Interpellatioun, déi d'DP ufreet, an de Chambersprogramm mat opzehuelen, fir datt mer eis eemol grëndlech mat der Thematik auserneesetze kënnen an eis esou mat de Stäerkten a Schwächte vum System befaassen.

(M. André Bauler dépose une demande d'interpellation au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg.)

Mme la Présidente.- Merci!

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Ech wëll awer hei op dëser Plaz déi wäertvoll Aarbecht vun de Bénévolen am Tourismus souwéi an de Syndikater zesumme mat den Ententes touristiques ervirhiewen, well si sinn de Garant vun der Organisatioun an der Qualitéit vu Manifestatiounen an Eventer, genausou wéi se fir d'Gestioun vun den Infrastrukturen am sougenannten Outdoor-Beräich zoustänneg sinn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et essenziell, datt de Fënnefjoresplang en Instrument gëtt, mat deem mer prezis definéiert Prioritéiten a Schwéierpunkte kënne setzen. Dat huet den Emile Calmes hei viru Jore gefrot, an dës Fuerderung huet nach ëmmer Aktualitéitswäert. Sou huet hien deemools verlaangt, datt virun der Opstellung vun engem Fënnefjoresplang kloer Ziler definéiert musse ginn. „Wat wëlle mer erreechen? Wou wëlle mer hin? Wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer d'Offer hiren Erwaardungen upassen?", huet hie gefrot.

Mir als DP sinn der Iwwerzeegung, datt dëst weiderhin onverzichtbar ass, fir d'Zukunft vum Lëtzebuerger Tourismussecteur mat der erfuerderter Professionalitéit an Effikassitéit unzegoen. Esou brauche mer ënner anerem e Konzept, dat de Gemengen, déi touristesch Aarbecht leeschten, déi finanziell Mëttel a mënschlech Ressourcen zur Verfügung stellt, déi se wierklech brauchen.

Dëst gesot, Madame Presidentin, wëll ech dem Rapporteur Lucien Clement fir säi Bericht Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech wëll awer gläichzäiteg soen, datt mer déi vu menger Fraktioun ugefroten Interpellatioun esou séier wéi méiglech behandele sollen, fir mat der Madame Minister hei am Plenum iwwert d'Problemer, awer och iwwert d'Potenzialer vun der Branche ze diskutéieren an déi Konklusiounen ze zéien, déi sech opdrängen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bauler. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt soen ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir diskutéieren haut iwwert den 9. Plan quinquennal am Beräich vun den Tourismusinfrastrukturen. Dee Plang soll d'Joren 2013 bis 2017 couvréieren. Mir sinn also scho bei deem 9. Fënnefjoresplang. A wann ee bedenkt, datt et dës Pläng scho säit 1973 gëtt, muss ee jo scho soen, datt den Tourismussecteur en Dauerbrenner ass.

Et muss een awer och zur Konklusioun kommen, datt de System vun de Fënnefjorespläng sech bewährt huet respektiv datt d'Politik kee bessert Instrument fonnt huet, fir den Tourismussecteur ze förderen. Mir kënnen an dësem Kontext haut sécher keng Debatt iwwert den Tourismussecteur féieren, mä ech wëll d'Geleeënheet notzen, fir de Secteur an engem méi breede Kontext ze kucken, ouni op déi eenzel Elementer vum Plang anzegoen.

Fir d'Éischt wëll ech e puer Bemierkunge maachen. De wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Impakt vum Tourismussecteur zu Lëtzebuerg gëtt heefeg ënnerschat. Laut Estimatioun vun dem WTTC huet den Tourismussecteur en direkten an indirekten Impakt, dee sech op ongeféier 5,7% vum PIB fixéiert. Ongeféier 18.000 Aarbechtsplazen hänken dovun of. Dat si 7,6% vum gesamten Aarbechtsmarché.

De Secteur vum Tourismus schaaft Aarbechtsplazen, hien dréit zur Diversifikatioun vun eiser Ekonomie bäi an domadder och zum ekonomesche Wuesstum, an hien ass Bestanddeel vun eisem Image. E Land, an deem et sech gutt liewe léisst, ass och interessant fir Investissementer an anere Wirtschaftsberäicher.

Viru gutt fënnef Joer hu mir iwwert den 8. Fënnefjoresplang geschwat. Do goung Rieds vun engem Prozentsaz vun 9,7% vum PIB, e Wäert, dee bis 2017 souguer op 10% soll klammen. Et ass also nach Sputt no uewen. A fir deen ze fëllen, stëmme mir dëse Plang.

De wirtschaftlechen Impakt vum Tourismussecteur ass also moossbar. Do dernieft gëtt et awer och en direkte gesellschaftlechen Impakt. Touristesch Infrastrukturen a Strukturen, wéi den historeschen a kulturelle Patrimoine vun eisem Land, eis Natur, eng breet gefächert Fräizäitoffer an aussergewéinlech Evenementer si wichteg Elementer vun der Liewensqualitéit vun alle Lëtzebuerger Bierger. Investissementer an den Tourismus sinn also och Investissementer an d'Liewensqualitéit vun de Leit hei am Land.

Et ass och e Secteur, dee sech ëmmer nees selwer erneiere muss, dee sech dem Client upasse soll an net ëmgedréit, e Secteur, dee seng Offer esou breet positionéiert, datt d'Betriber aus der Branche hir Plaz fannen.

Wou ass de potenzielle Client? Wat verlaangt hien? Wat kann ech him bidden? Wéi kommen ech un hien erun? A ganz wichteg: Wéi fidéliséieren ech de Client? An op déi lescht Fro gëtt et just eng Äntwert, an dat ass: duerch d'Qualitéit!

E puer konkret Punkten: d'Zuel vun den Iwwernuechtungen. Bei der Zuel vun den Iwwernuechtungen ass d'Tendenz steigend, obwuel d'Dauer vun den Iwwernuechtungen zréckgeet, an esou ass éischter den Trend vu City-Trips oder Mini-Trips confirméiert.

Zu de Beruffer, déi d'Branche um Liewen halen: Et sinn oft Beruffer, déi net einfach sinn, wou een dee ganzen Dag um Dill ass an da schaffe muss, wann déi aner Leit hir Fräizäit genéissen. Et ass awer och - an ech denken éischter do un d'Restauratioun - en Domän, wou d'Paien net immens héich sinn trotz der gudder Qualifikatioun an de villen Aarbechtsstonnen.

D'Attraktivitéit vun enger Branche moosst sech och drun, wéi vill jonk Leit sech an enger spezifescher Beruffsausbildung engagéieren. E jonke Mënsch kuckt ëmmer, an dat mat Recht: Wéi si meng Beruffsperspektiven? Si se finanziell interessant? Si se villsäiteg? Kann ech Carrière maachen?

Ginn d'Beruffer an der Tourismusbranche an hirer Villsäitegkeet de jonke Leit an dem Secondaire gutt duergestallt, wa si sech fir eng berufflech Carrière entscheede mussen, theoretesch a praktesch? Vergiesse mer och net, datt et héich cotéiert Ausbildungen op Universitéitsniveau gëtt?

Dann e puer Commentairen a Froen zum eigentleche Fënnefjoresplang. D'Leitmotiv vun der Regierung ass: „Qualité de vie et qualité du tourisme". Am Kader vun dëser Visioun fënnt een am Regierungsprogramm verschidden Nischen, déi villverspriechend solle sinn, wéi d'Paradebeispill Kongresstourismus oder de Geschäftstourismus an dann den internen Tourismus, dee just fir déi traditionell Regiounen - de Mëllerdall an d'Éislek - ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt.

D'Stad Lëtzebuerg ass eng vun den europäeschen Haaptstied. Eis Finanzplaz ass staark. Hei ass also ee Créneau, dee vill Erfolleg verspréicht. Et schéngt eis och evident ze sinn, datt den Ausbau vun anere Secteuren, wéi zum Beispill d'Recherche an den Développement, e grousse Plus u Seminären, Kongresser an Échangë bedeite kann.

Kann d'Madame Ministesch eis Opschloss iwwert d'Evolutioun vum Kongresstourismus a vum Geschäftstourismus ginn?

Mä dëst dierft sech awer net nëmmen am Zentrum an am Süde konzentréieren. An deenen anere Regioune wéi dem Mëllerdall, dem Éislek, der Musel gëtt et vill mëttelstänneg Betriber, an zwar Familljebetriber, keng Konzerner, déi vum Tourismus ofhängeg sinn.

Dës Regiounen dierfen net nëmme gewise ginn, neen, si musse wirtschaftlech kënne profitéieren! D'Tourismuspolitik ass Mëttelstandspolitik. Et ass kloer, datt d'Foiren a grouss Evenementer wéi zum Beispill prënzlech Hochzäiten e Plus fir d'Hôtellerie bedeite kënnen, mä hei wier et interessant ze wëssen, wat fir eng Clientèle sech éischter ugesprach fillt.

Fir d'Foiren ass eng confortabel Enveloppe am Plan quinquennal. Dat ass ze begréissen, mä ech froe mech, Madame Ministesch, ob een net do kéint ee méi genaue Screening maachen. Ginn zum Beispill jonk Leit vun dëser Formule ugezunn? Ass net de Besoin do, fir iwwer aner Weeër, duerch nei Technologien, duerch sozial Netzwierker a Plattforme méi eng jonk Clientèle unzeschwätzen?

Zum Qualitéitslabel: E wichtege Bestanddeel vun eiser Attraktivitéit ass d'Qualitéit, déi mer opweises hunn an déi mer duerch verschidde Labelen zertifizéieren, wéi zum Beispill den „ServiceQualitéit LËTZEBUERG" oder den „Eco-Label". Dës Labele sinn immens wichteg, well se och direkt u Subside gebonne sinn, mä well se och no baussen eng ganz kloer Vitrine si vun der Qualitéit, déi hei am Land gebuede gëtt. A fir de Konsument heescht dat och, datt d'Zertifizéierung regelméisseg kontrolléiert gëtt. Doriwwer eraus gëtt et och eng Classification hôtelière, déi mer gemeinsam mat eise belschen an hollännesche Kolleegen deelen. Am Regierungsprogramm steet, datt de Klassifikatiounssystem Benelux reforméiert gëtt.

Elo wëll ech d'Madame Ministesch froen, ob si eis kéint soen, wéi vill Etablissementer dëse Klassement ugefrot hunn - en ass jo net obligatoresch - a wou d'Reform de Moment drun ass?

Bei eise franséischen Noperen ass eng Klassifikatioun 2009 a Kraaft getrueden an huet an der Branche fir vill Onrou gesuergt. Et ass och berechtegt, an deem Kontext ze froen, ob esou eng Klassifikatioun eng Plus-value duerstellt, wa se net zumindest um europäeschen Niveau harmoniséiert gëtt.

Et geet awer net nëmmen drëms, qualitativ op der Héicht ze sinn, mä och am Sënn an am Respekt vun der Émwelt ze handelen. Dat ass virun allem wichteg, wa mer vun Tourisme rural schwätzen, deen an deene leschte Joren net nëmmen hei, mä a ganz Europa staark zougeholl huet. D'Leit wëllen aus hirem stressegen Alldag erauskommen, am beschte matzen an der grénger Landschaft a léiwer do, wou den Nohaltegkeetsprinzip groussgeschriwwe gëtt. Deen Trend ass selbstverständlech ze ënnerstëtzen an de Stat muss de „greening" vun der Tourismusbranche virundreiwen.

Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Etüd vum ETI recommandéiert, fir dat klengt Land Lëtzebuerg touristesch als e Ganzt ze betruechten an ze vermaarten. Richteg, mä da muss de Stat awer derfir suergen, datt all Regioun am Land hir wirtschaftlech Entwécklungschance behält. Wann dat net de Fall ass, da soll awer kompenséiert ginn, wat verluer geet.

Wéi gesäit et um Terrain aus? Den Tourismussecteur entwéckelt sech an de leschte Jore positiv am Zentrum an am Süde vum Land. Och op der Musel ass en Opschwong ze verzeechnen, mä d'Musel war jo och wierklech ënnerentwéckelt.

Den Tourismussecteur geet dramatesch zréck an de klassesche Regiounen, do, wou hie fir Lëtzebuerg gebuer ginn ass, an zwar an den Ardennen a virun allem am Mëllerdall.

E kuerze Vergläich tëschent de Joren 1995 an 2012: e Réckgang am Éislek vun den Hotelsbetriber vun 127 op 73, e Réckgang vun den Zëmmere vun 1.935 op 1.400, am Mëllerdall e Réckgang vun den Hotelle vun 78 op 43 a vun den Zëmmere vun 1.467 op 741. Dat si bal 50%. Interessant ass, datt d'Musel zouleet vu 571 op 851 Zëmmeren.

Den Tourismus huet zu Lëtzebuerg Formen ugeholl, déi déi fréier Kärregiounen défavoriséieren. Dat bedeit ouni Zweifel e grousse wirtschaftleche Verloscht fir dës Regiounen.

Wat maachen? Ganz kuerz e puer Iddien, déi op der Hand leien: D'Vermaartung an d'Gestioun vum Patrimoine a vun den Eventer an deenen dote Regioune muss nach méi professionell ginn an duerch ganz gutt qualifizéiert Leit gemaach ginn. De Bénévolat huet grouss Traditioun, mä d'Knachenaarbecht an engem ëmmer méi haarde Konkurrenzkampf muss vun Experte gemaach ginn.

Et gëtt grad am ländleche Raum eng Hällewull vun Associatiounen a vun Etablissementer, déi aktiv am Tourismussecteur sinn: ONT, ORT, LEADER+, Naturparken, Ententen, Syndikater, Offices de tourisme - et si se bestëmmt nach net all! Hir Aktivitéiten an hir Objektiver iwwerschneide sech an eisem klenge Lëtzebuerg. Och hei muss besser koordinéiert ginn. De Ministère du Tourisme soll dat menger Meenung no maachen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Plan quinquennal ass ouni Zweifel en nëtzlecht a souguer en noutwendegt Instrument, fir den Tourismussecteur ze begleeden. Hie muss virun allem Akzenter setzen duerch d'Moderniséierung vun de bestehenden Infrastrukture respektiv duerch d'Schafe vun neien Attraktiounen.

Et si grouss Investitioune virgesinn, déi sécher net ganz vum Tourismusministère bezuelt kënne ginn. Ech denken zum Beispill un de Lift an der Stad Lëtzebuerg. Et si méi klenger derbäi, déi an Zesummenaarbecht mat de Gemenge musse realiséiert ginn, wéi zum Beispill de Village vacances. An ee Volet gesäit vir, fir de Fonctionnement vun den Offices régionaux ze verbesseren. Dat schéngt mir ganz wichteg ze sinn, well ouni eng optimal Gestioun bréngen och déi schéinsten Infrastrukturen net deen erhofften Erfolleg.

Ech ginn dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erënnert Iech nach un d'Ried vum Premierminister d'lescht Joer an der Lag vun der Natioun. Do hat en den Tourismussecteur als e wichtegen Zukunftssecteur fir Lëtzebuerg duergestallt, net nëmmen, wat d'Wirtschaft ubelaangt, mä och, wat d'Zuel vun den Aarbechtsplazen ubelaangt.

déi gréng deelen d'Meenung vum Premierminister. Och mir gesinn nach grouss Potenzialer an deem Secteur, awer net nëmmen, esou wéi hien et duergestallt huet, am Kongress- a Geschäftstourismus, mä och nach a ganz anere Segmenter, zum Beispill Vëlostourismus oder och Inlandstourismus.

Ech mengen, dass et misst méiglech sinn, fir nach méi Lëtzebuerger iwwer Sylvester oder aner verlängert Weekender net nëmmen ausschweifen ze loossen an d'Äifel, an den Elsass an an d'Wallonie. Ech mengen, wa mer geziilt Werbung géife maachen, wann Acteure sech géifen zesummesetzen, misst et och méiglech sinn, dass eng Rei Leit hei am Land géife bleiwen. Heiansdo ass et jo esou, dass een dann an der Sauna am Schwarzwald méi Lëtzebuerger begéint, wéi wann een op Clierf géif goen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Bleift Dir dann net hei?

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Ech war net dohin. Ech hunn dat awer gesot kritt.

(Hilarité et interruption)

Ëmsou méi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ware mer awer iwwerrascht, erstaunt an och enttäuscht driwwer, wéi mer du festgestallt hunn, dass den 9. Plan quinquennal ronn 10% manner Suen zur Verfügung stellt wéi dee virdrun.

Do hu mer eis awer gefrot: Wat ass dat fir eng Logik bei der Lag vun der Natioun, wou jo awer och en vue vun der Opstellung vum nächste Budget d'Prioritéite solle gesat ginn, wat ass dat da fir eng Logik, wann ech bei der Lag vun der Natioun dee Secteur als absolut prioritär ukënnegen an dann am Budget awer d'Finanzmëttel fir dee Secteur kierze ginn? Ass dat net awer en typescht a klassescht Beispill vun „Ankündigungspolitik", sou wéi eis däitsch Kolleege géife soen?

Mä, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee scho kierze geet, da wier et awer ëmsou méi wichteg, déi Suen, déi een dann nach huet, ganz geziilt anzesetzen. Mä och do fanne mir Gréng eis net am Plan quinquennal erëm. Mir ginn dat Gefill net lass, dass hei nach ëmmer eng Politik mat der Strenz gemaach gëtt. Investitioune gi gemaach opgrond vun Demandë vu lokale Syndikater a Gemenge respektiv privaten Investisseuren.

Ech wëll elo hei net falsch verstane ginn. Ech mengen, déi gréng si bestëmmt bekannt dofir, dass se fir eng Bottom-up-Approche sinn. Mä dat heescht awer net, dass fir eis dee Projet sech net muss awer an engem ganz kloren nationale Kontext bewegen. A wéi misst an eisen Aen dee Kontext ausgesinn? Ma éischtens bräichte mer eng ganz kloer Visioun an deem Secteur, wéi mer Lëtzebuerg duerstellen. Wat ass de Gesamtprofil vu Lëtzebuerg?

Ech hunn net dat Gefill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer déi Visioun hunn. A wa mer se och nach vläicht iergendwou an engem Dokument stoen hunn, wann een awer da bei d'Acteuren op den Terrain dobausse geet, dann huet een net dat Gefill, dass déi Visioun, sollt se dann existéieren, bis no ënnen erof deklinéiert ginn ass.

Jiddweree probéiert, sech e bësse mat sengen Atouten aus senger Regioun duerzestellen. Dat ass net grad dat, wéi een eng gemeinsam Vermaartung mécht. An et misst een awer och vläicht méi dacks drun erënneren, dass Lëtzebuerg net méi grouss wéi e franséischt Departement ass.

An ech ka mer net virstellen, dass eng Ardèche sech a verschiddenen, an zéng verschiddene Secteure mat zéng verschiddene Profiller duerstellt. Déi hunn eng Kéier ee Profil entwéckelt an dee probéiere se, an der ganzer Welt duerzestellen. An da soen d'Leit jo och: „Ech ginn an d'Ardèche an d'Vakanz.", an dann duerno kucke se emol, wou se dann an der Ardèche wëllen higoen. Mir hunn nach ëmmer e bëssen d'Tendenz, dass déi Iechternacher wëllen d'Touristen op Iechternach lackelen an déi Wolzer op Wolz an déi Réimecher op Réimech. An da ginn awer d'Leit vläicht dobaussen net esou richteg eens, wat dann elo de Gesamtprofil vu Lëtzebuerg ass. Ech mengen, do misste mer nach dru schaffen.

Hätte mer dann eng kloer Visioun, déi mer och eenheetlech no bausse géifen duerstellen, da wier et wichteg, hannendrun als zweete Punkt eng gutt duerchduechte Strategie ze hunn. Déi, déi mer haut hunn, baséiert op engem Konzept vun 1992. Do ass wuel 2002 eng Evaluatioun gemaach gi vun där Strategie a sinn och deelweis Upassunge gemaach ginn, mä ouni Spezialist an där Branche ze sinn, mengen ech awer kënnen ze soen, dass zéng Joer hautdesdaags am Tourismus eng Éiwegkeet sinn.

Virun 20 Joer wousst nach keen, wat Ryanair wier. Do huet nach keen dru geduecht, russesch a chineesesch an ech weess net wat vun aneren Touristen hei op Lëtzebuerg ze lackelen. Ech mengen, zéng Joer si souguer haut am Kontext vum Tourismus eng immens laang Zäit. Energiepräisser spillen eng Roll; Länner, wou eng Mëttelschicht entsteet an esou weider an esou fort. Duerfir mengen ech awer, dass et esou lues un der Zäit wier, d'Gesamtstrategie awer ze iwwerdenken.

Hätte mer eng Visioun an eng Strategie, da musse mer eis iwwerleeën, ob mer dobaussen um Terrain ugepasste Strukturen hunn. Mir begréissen, dass eng Reform vum ONT gemaach ginn ass. Mir fannen och prinzipiell d'Äsetze vu regionalen ORTe positiv. Mä wann ee sech awer och do erëm ëmlauschtert, dann huet een awer dat Gefill, dass déi ganz Strukture vun uewe bis ënnen an dee klengste Syndicat d'initiative awer nach net kohärent sinn. Virun allem schéngt et net kloer ze sinn, wat dann elo deem engen an deem anere seng Missioun ass - eng Rei vu menge Virriedner hunn dat och schonn opgeworf -, a wann d'Missiounen net kloer sinn, da gëtt sech verheddert an dann ass vläicht ganz vill gudde Wëllen ënnerwee, mä dann ass d'Resultat net ëmmer deementspriechend.

Virun allem sinn dann och déi Strukturen nach ëmmer net flächendeckend. Am Weste gëtt et nach keen ORT. Ech wëll elo emol wierklech net pro domo schwätzen, mä ech fannen et awer schued, dass zum Beispill en Äischdall, dee fir mech an der Tëschenzäit zu deene schéinsten Ecker vu Lëtzebuerg gehéiert, dass dee broochläit an deem ganze Secteur, wann ech emol esou däerf soen. Ech weess, dass een do net einfach elo ka mat de Fanger schnippen a soen, muer leeft do eppes. Mä wann een awer emol net drun denkt, am Westen en ORT anzesetzen, da brauch ee sech awer och net ze wonneren, wann do näischt entsteet.

Duerfir wier ech frou, vun der Ministesch gewuer ze ginn: Wéi geet et mat den ORTe weider? Ass d'Missioun kloer definéiert? Denkt Der drun, vläicht de Westen ze trenne vun der Stad Lëtzebuerg? Dat ass jo e bëssen de Problem, dass déi ganz Regioun an de klasseschen Tourismusregioune bei der Stad Lëtzebuerg drunhänkt. Ech mengen net, dass dat Sënn mécht. D'Stad Lëtzebuerg gëtt ganz gutt eleng eens, sech ze vermaarten. Déi hunn och déi professionell Instrumenter. An ech mengen, et wier gutt, wann een no deene Gespréicher, déi waren, nach eng Kéier géif am Weste gewuer ginn: Kënne mer do eppes maachen? Wa jo, mir si gäre bereet, eis zesummenzesetzen, fir an déi Richtung ze goen.

Wann een dann d'Strukturen huet, da kënnt eigentlech eréischt als véierte Punkt dat, wat mer haut diskutéieren, da muss ee sech déi finanziell Moyenë ginn, fir mat deene Strukturen déi Strategie ëmzesetzen, fir d'Visioun ze realiséieren. An dat kann an dat soll da selbstverständlech och e Plan quinquennal ginn. Dat ass en awer net. Eis feelen awer an deene Stufen, déi ech elo opgezielt hunn, wesentlech Elementer, fir da ganz effikass déi Suen, déi dann hei bereetgestallt ginn, anzesetzen.

Ech ginn Iech e Beispill: d'Jugendherbergen. Et wier jo flott, wa mer e flächendeckend Netz vu Jugendherbergen hätten, fir dass jonk Mënsche Lëtzebuerg kënnen entdecken, fir dass e Wandertourismus, deen ëmmer méi opkënnt, wou... Et ass jo net fir näischt, dass Zéngdausende Leit op de Saint-Jacques-de-Compostelle ginn. Dat si jo net lauter déif reliéis Mënschen, déi sech selwer wëllen iwwert dee Wee entdecken. Déi wëlle ganz einfach eng aner Form vun Tourismus maachen, spadséiere goen, ofschalte vun deem ville Stress, deen och meng Virriedner hei schonn erwähnt hunn.

Ech kenne Leit, déi amgaange sinn, e klenge Saint-Jacques-de-Compostelle fir Lëtzebuerg opzesetzen, fir a 14 Etappe praktesch laanscht d'Grenze vu Lëtzebuerg ronderëmzegoen. Do wier et awer flott, wann déi Leit iergendwéi eng Kéier kéinten op e flächendeckend Netz vu Jugendherbergen zréckgräifen. Dat si ganz oft Leit mat klenge Budgeten, et si jonk Leit. Mä mir kënnen awer elo net waarden als Ministère, bis iergendwou an enger Regioun, wou mer nach e wäisse Fleck hunn, well keng Jugendherberg do ass, bis iergendwou een, eng Gemeng oder wien och ëmmer op eng Iddi kënnt, fir dat ze maachen.

Ech mengen, mir mussen nieft där spontaner a kreativer Bottom-up-Approche awer eng kloer Visioun vun uewen hunn. An an deem Kontext, mengen ech och - an dat kënnt eis awer och nach net genuch eraus aus dësem Plan quinquennal -, misste mer ophalen, och ze vill Suen direkt vläicht just un eng eenzeg Gemeng ze ginn oder un een eenzelne Projet, mä dass mer och do vill méi géifen drun denken, e gewëssenen Deel fir eng gewëssen touristesch Regioun ze reservéieren, an dann awer och vun den Acteure verlaangen, sech mam Minstère zesummenzesetzen, e Plan régional - oder nennt et, wéi Der wëllt - zesummen auszeschaffen an dann déi Suen och ganz effikass a geziilt ëmzesetzen. Mir ginn dat Gefill net lass, dass hei dann awer e bëssen d'Päerd vun hannen opgesuedelt gëtt.

Dat heescht net, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dass eng Rei Secteuren, eng Rei Pisten, déi hei an deem Projet festgehale sinn, net eis Ënnerstëtzung fannen. Mä wa mer keng Visioun entwéckelen, wa mer eis Strategie net iwwerdenken, wann d'Prioritéiten net an engem klore sektorielle Plang festgehale ginn, da fäerte mir, dass e gudden Deel vun deene 45 Milliioune verpuffe respektiv versickeren ouni grouss Wierkung.

A well mäi Kolleeg Henri Kox viru fënnef Joer awer eigentlech schonn déiselwecht Kritike gemaach huet a gesot huet, mir missten awer iergendwéi eng Kéier méi eng kloer Démarche entwéckelen, a well mer dat Gefill hunn, dass deene Kritiken awer net Rechnung gedroe ginn ass, wéilte mer eis Iwwerleeungen, déi ech elo duergeluecht hunn, résuméieren an enger Motioun, Madame Presidentin, déi ech Iech hei wéilt iwwerreechen.

Mme la Présidente.- Merci!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le tourisme au Luxembourg est orienté suivant un concept stratégique retenu en 1992 et ayant comme vision «qualité de la vie et qualité du tourisme»;

- considérant qu'une analyse de ce concept en 2001 a montré que les créneaux touristiques définis par la politique touristique luxembourgeoise recèlent encore un bon potentiel de croissance;

- considérant que la mise en œuvre de la stratégie nationale de 1992 implique le bien-être du touriste et de l'habitant du pays comme le respect et la sauvegarde de l'environnement naturel;

- estimant pourtant que la mise en œuvre de la stratégie nationale ne peut être considérée comme achevée, notamment en relation avec la sauvegarde de l'environnement naturel (p. ex. la qualité des eaux des fleuves);

- estimant que dans différents domaines touristiques (p. ex. le tourisme à vélo, le tourisme interne) les potentiels de croissance ne sont pas assez exploités;

- considérant que le 9e programme quinquennal a comme objectif de s'inscrire dans la transposition de cette stratégie nationale;

- estimant pourtant que l'élaboration d'un plan quinquennal comme instrument de mise en œuvre de la stratégie nationale dans le domaine touristique demande plus qu'un «appel d'offre de projet» du Ministère auprès des communes et syndicats touristiques;

- considérant qu'il est indispensable de cibler l'utilisation des moyens financiers à des projets conformément à une stratégie du tourisme durable;

- estimant qu'une nouvelle évaluation et une éventuelle réorientation de la stratégie de 1992 s'impose;

invite le Gouvernement

- à procéder à une nouvelle évaluation du concept stratégique pour le tourisme au Luxembourg;

- à élaborer dans le cadre de cette évaluation et ensemble avec tous les acteurs nationaux (ONT, ORT, LCTO, acteurs privés) un bilan des forces et faiblesses du tourisme au Luxembourg;

- à établir sur base de ces évaluations un plan sectoriel tourisme en y intégrant les grandes infrastructures nécessaires pour la promotion du tourisme durable (activités indoor et outdoor);

- à réviser ou même redéfinir la stratégie nationale en tenant compte des potentiels de croissance dans tous les créneaux touristiques et notamment dans le domaine du tourisme doux;

- à renforcer les démarches pour améliorer l'environnement naturel, notamment la qualité des eaux des fleuves, la biodiversité et la qualité de l'air dans les villes.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech wëll och hei soen, gëtt déi Motioun ugeholl, dann hu mer kee Problem, dëse Projet ze stëmmen. Mä wann net, da géife mer eis awer enthalen, fir awer ze weisen, dass mer kee Problem hu mat deene Suen, déi hei an de Secteur ginn.

Jo, mir als Gréng hätte kee Problem, wann et der méi wieren. Mä wann et der scho manner sinn, mengen ech, musse mer awer iergendwéi eng Kéier zum Punkt kommen, dass mer déi Sue méi geziilt, no engem klore Plang, no transparente Kritären, och vläicht méi no regionale Kritäre géifen ëmsetzen. Sou dass ech nach hoffen, dass vläicht vun der Regierung en Entgéintkomme kënnt a se och kloer weist, dass se déi Kritiken, déi mer hei duerleeën, dass mer déi deelen, fir dass mer vläicht méi konsequent weiderkommen.

Virun allem, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wëlle mer als Gréng awer un eppes Fundamentales erënneren, wat eigentlech och schonn am Konzept vun 1992 ganz kloer erauskomm ass, e bëssen ënnert deem Slogan, deen deemools festgehale ginn ass, „qualité de la vie et qualité du tourisme": Mir hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Alpen hei a kee Mëttelmier, kee Bodensee a keng Stied wéi Siena oder Florenz. Wat d'Touristen zu Lëtzebuerg sichen, ass eng interessant Kulturlandschaft, eng villfälteg Kombinatioun vu Patrimoine naturel a Patrimoine historique a culturel. Dat ass eise groussen a bal eenzegen Atout!

A wann een awer mat oppenen Aen duerch Lëtzebuerg fiert, da muss een awer leider feststellen, dass dësen Atout an deene leschten 20 Joer net nëmme vernoléissegt ginn ass, mä plazeweis richteg zerstéiert ginn ass. Dat Autentescht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass op ville Plaze verluer gaangen.

A mengt Der, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et géif nach ee Belsch op Lëtzebuerg lackelen, wa mer lues a lues an deem Land hei alles zoubëtonéieren? Mengt Der, et géif een däitschen Tourist unzéien, wa mer eis Dierfer a Stied ëmmer méi verschampeléieren? An et geet och net duer, e Veianer Schlass an eent zu Esch/Sauer ze hunn, wann tëschent deenen Uertschaften eng banaliséiert Landschaft ass mat grujelechen Appartementshaiser a véierspurege Stroossen.

(Interruptions)

Dann hält, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sech kee méi ganz laang hei an dësem Ländchen op. A mengt Der...

(Brouhaha)

Une voix.- Här Kaes, den Här Gira ass gutt, he?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ah, an deem do Fall, jo.

(Hilarité)

Une voix.- Dont acte! Dat war mat Är beschte Ried.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- A mengt Der, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Hollänner géifen hir Kanner an d'Roulotte setzen, fir op e Camping an d'Ënnersauer ze goen, wann deemnächst iwwer sämtlech europäesch Agencen d'Noriicht geet, dass Lëtzebuerg all Dag Zéngdausenden Euro muss bezuelen, well mer nach ëmmer net amstand sinn, eis Kläranlagen à jour ze setzen, well mer am Fréijoer praktesch bei sämtleche Badegewässer mussen e roude Fändel setzen? Dat ass wierklech keng gutt Reklamm!

A wa mer dat net verstinn, ech mengen, da bréngen déi schéinste Plans quinquennaux an déi schéinste Prospekter iwwer Lëtzebuerg näischt,...

Une voix.- Dat ass awer emol richteg, dat do!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...wa mer eisen eenzegen Atout, dee mer hunn, déi flott Kulturlandschaft, wa mer déi, souwuel wat de Patrimoine culturel wéi wat de Patrimoine naturel ugeet, verschampeléieren. Da maache mer villes futti.

Duerfir mengen ech, dass mer och hei, wéi an anere Beräicher, kloer Choixe mussen treffen. Mir kënnen net, wéi mer dat esou oft zu Lëtzebuerg wëlle probéieren, de Botter an d'Geld vum Botter hunn. Mir kënnen net gläichzäiteg vum doucen Tourismus a vum Tanktourismus profitéieren. Och hei musse mer Prioritéite setzen.

Fir déi gréng läit eng grouss Zukunft am doucen, nohaltegen Tourismus fir Lëtzebuerg. Mä wa mer nach eng Kéier 20 Joer laang eisen eegene Potenzial esou futtimaache wéi déi lescht 20 Joer, da wäert et, fäerten déi gréng, an 20 Joer ze spéit sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Gira. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert. Och d'ADR kann d'accord si mat dësem Projet de loi. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir e ganz interessanten a komplette Rapport.

Ech wollt awer direkt ee vun deene Punkten opgräifen, déi hie gesot huet an op dee bis elo kee reagéiert huet, dat ass déi Kritik vun der Chambre de Commerce. Déi ass nämlech substanziell. Mir kënnen net hei eise privaten Investisseuren net ënnert d'Äerm gräifen oder respektiv, wéi si et gesinn, eng deloyal Behandlung vun de privaten Investisseure maachen, well et ass jo opgrond vun deenen hirer Leeschtung, wou d'Zukunft vum Tourismussecteur muss garantéiert ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat heescht, dat ass schonn dat, wat d'Chambre de Commerce gesot huet. Dat ass eng Saach, vun där ech hoffen, datt d'Regierung dat opgräift an eis seet, wéi se wëllt domadder ëmgoen, well et ass de privaten Investisseur, dee muss d'Konkurrenzfäegkeet vu Lëtzebuerg och géigeniwwer dem Ausland zu engem groussen Deel garantéieren. An et ass eis Aufgab, fir en dobäi ze ënnerstëtzen. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt maachen, dat ass, datt mer iwwerhaapt mussen nodenken, ob mer déi Infrastrukturen, déi mer hunn, net solle besser notzen. Den Här Gira huet mat Recht, muss ech soen - ech ginn deene Gréngen net gär recht, mä déi Kéier ginn ech him recht -,...

(Interruption)

...drop opmierksam gemaach, datt mer eis Landschafte musse schounen. Ech ginn him do, wéi gesot, ganz gär recht souguer. Et muss een awer och kucken, datt mer déi Kulturinfrastrukturen, déi mer hunn, besser notzen.

Ech ginn Iech dat Beispill vum Pei-Musée. Et ass net normal, datt mer eng ganz grouss Zomm an d'Konstruktioun vun engem schéine Gebai gestach hunn, wat awer nëmmen e puer Dausend Visiteuren am Joer unzitt, déi och bezuelen. Ech schléissen d'Schoulklassen, déi do derduerchgefouert ginn, emol aus. Also wou nëmmen e puer Dausend Leit am Joer higinn, déi bezuelen, fir eppes ze kucken, wat ganz, ganz wéineg Leit wierklech interesséiert.

An et muss ee wierklech nach eng Kéier nodenken, zemools an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, ob mer esou Infrastrukturen, wéi mer se do hunn, net solle benotzen, fir grouss international Ausstellungen op Lëtzebuerg ze kréien, wou och d'Hoteller ausgelaascht wären, wou wierklech en touristesche Plus géif entstoen aus enger deierer Infrastruktur, déi mer eis dohinnergesat hunn.

En drëtte Punkt, an dat ënnersträichen ech mat grousser Freed, well et ass och eppes, wat am ADR-Wahlprogramm stoung: Ech hu gesinn, datt den Institut européen du tourisme recommandéiert huet an datt d'Regierung dat elo opgräift, fir déi Lëtzebuerger Image de marque och an der Hôtellerie an esou weider weider auszebauen. Dat ass néideg, well a verschiddene vun eisen Hotellen, och déi méi grouss oder international Hotellen, do ass en Dekor, wou een heiansdo mengt, et wär een an Italien oder soss anzwousch, mä net zu Lëtzebuerg.

An d'Fro ass: Wéi wëllt d'Regierung dat dann elo konkret ëmsetzen? Wéi wëllt d'Regierung dann elo an der Hôtellerie an op anere Plazen higoen an derfir suergen, datt méi Lëtzebuerger Identitéit an eisem Tourismus och bemierkbar ass?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner steet hei op menger Lëscht den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Här President, ech wollt och ganz kuerz soen, datt mer mat deem Projet de loi d'accord sinn an datt mer och dem Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport.

(Brouhaha)

Et ass kloer, datt den Tourismus eng etlech Problemer kannt huet, eng etlech Evolutioune kannt huet, well mer fréier duerch d'Bankeplaz etlech Touristen haten, déi, wa se hei op Lëtzebuerg koumen, fir e bëssen no hiren Dividenden an Intérêten ze kucken, dann nach e puer Deeg heibliwwe sinn. Dat huet sech elo ginn.

Villes geet elo méi iwwert den Internet eriwwer. An doduerjer gesäit een och, datt déi Zäit, wou mer Touristen hunn, wéi laang se heibleiwen, datt dat meeschtens net iwwer een Dag oder zwee erausgeet.

Duerfir begréisse mer awer och déi Iddi, fir elo och déi regional Publicitéiten ze reorganiséiere vum Tourismussecteur. Well et gesäit een, datt et iwwerall am Land ganz vill Publicitéite gëtt, mä déi sinn net koordinéiert. Jiddweree mécht e bësselchen eppes fir sech, an et ass dobausse fir den Tourist normalerweis ganz wéineg lisibel a ganz vill Saache ginn net gesinn.

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn: Dat ass, wann en Tourist hei zu Lëtzebuerg ass an e versicht erauszefannen, wou en da Lëtzebuerger Spezialitéite kann iessen. Dat ass bal onméiglech, fir dat erauszefannen do, wou en ass. An dat si Beispiller, wou eng regional Publicitéit op jidde Fall eppes misst bréngen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vum Jean Colombera a vu mir zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo déi zoustänneg Ministesch fir Mëttelstand an Tourismus, d'Madame Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, ier ech op déi sëlleche Froen a gutt Iddien a Virschléi aginn, vläicht awer och e puer Gedanke vusäite vum Tourismusministère hei lasszeginn.

Ech mengen, et ass gesot gi vum Rapporteur, dass deen 9. Fënnefjoresplang ganz kloer an der Linn bleift vu senge Virgänger, well eis ass et wichteg, dass mer déi Qualitéit, déi mer hunn an eisen Infrastrukturen, awer och am Service, dass mer déi einfach och weiderhin héichhalen. An dass déi Qualitéit net schlecht ass, dat beweist awer och déi gutt Plaz, déi mer kritt hu vum World Economic Forum. Do si mer nämlech an deem neiste Kompetitivitéitsindex bei am ganzen 139 Länner op déi 15. Plaz komm. Ech mengen, do kënne mer eis och roueg driwwer freeën!

Et sinn e puer Saachen ugeschwat ginn, op déi ech am Fong geholl zum Deel elo schonn a menger Ried hei eng Äntwert wäert ginn, mä ech wäert herno och nach eng Kéier am Detail dorop agoen. Et gëtt eng ganz Partie Beräicher, wou mer eis och bewosst sinn, dass mer eis nach musse vill méi professionaliséieren: engersäits, wat gesot ginn ass, déi touristesch Organisatioun, an awer och ganz kloer am Beräich vum Marketing.

Wann ech op déi touristesch Organisatioun ze schwätze kommen, ech mengen, et ass e puermol gesot ginn: De Bénévolat ass eppes immens Wichteges, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass richteg. Mä mir mierken awer och ëmmer méi, dass de Bénévolat awer och ëmmer méi heefeg u seng Grenze stéisst. An duerfir sinn eben déi Offices régionaux du tourisme geschafe ginn, fir d'Éischt an den Ardennen, dunn am Mëllerdall 2011, dunn op der Musel an dat lescht Joer am Süden.

An, Här Gira, mir kënne gären eng Kéier iwwert den ORT am Weste schwätzen. Mä da muss ech awer vun Iech d'Gefill kréien, dass Der och fundamental dovunner iwwerzeegt sidd. Do hutt Der mech awer elo net esou iwwerzeegt, dass Der ORTen onbedéngt gutt fannt. Ech fannen, Dir hutt Iech e bësse widdersprach wann Der sot, op där enger Säit wär vill Kritik do ubruecht, an op där anerer Säit wär et awer och vläicht gutt, wa mer en ORT an de Weste géife kréien.

Bon, déi professionell Strukturen an de Regiounen, déi konnten awer och an deene leschte Joren nëmme geschafe ginn, well mer eis iwwert de Fënnefjoresplang d'Méiglechkeet ginn hunn, dat matzefinanzéieren, dat iwwerhaapt als éligibel ugeholl hunn. Wat ass hir Aufgab? Dat war zum Deel och e bësse konfus. An domadder ginn ech elo dem Här Bauler schonn eng Äntwert op seng Froen. Et war vläicht net kloer genuch: Wat ass dem ONT seng Aufgab a wat ass den ORTen hir Aufgab?

Den ONT ass strictement just responsabel fir d'Vermaartung vu Lëtzebuerg dobaussen. Dat ass dem ONT seng Aufgab. An et ass net un deene klengen ORTen, fir och d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen. Au contraire! Si sinn am Fong geholl d'Verbindung tëschent alleguerten den Acteuren an der Regioun selwer an deenen nationale Promotiounsinstanzen, wéi dem ONT an dem Ministère. Si sinn déi, déi solle Synergien tëschent deenen eenzelnen Acteure schafen, fir am Fong geholl doduerch gebündelt touristesch Produkter ze entwéckelen.

Dat ass eng vun hiren Haaptaufgaben, an da virun allem, fir an der Regioun déi Produkter och méi visibel ze maachen an ze suggéréieren. Well och dat gëtt ëmmer erëm vergiess: All déi Produkter, déi mer an de Regiounen hunn, déi muss een och den Hôteliere presentéieren, fir dass d'Hôtelieren och hire Leit dat erëm kënne weiderginn.

Dann ass hir aner Aufgab, Animatioun ze maachen, d'Guides touristiques ze forméieren, ze rekrutéieren, d'Ausschaffe vu flotte Féierungen ze maachen an da schlussendlech, wéi ech gesot hunn, Animatioun op de Campingen, an de Regioune selwer. Ech mengen, dat sinn d'Aufgabe vun den ORTen. Do sinn an der leschter Zäit och Réunioune gewiescht, fir eben och nach erëm eng Kéier ze soen, wat ass deem engen an deem anere seng Aufgab. An ech mengen, do musse se sech einfach op déi Aufgaben erëm méi besënnen.

Dann ass de Volet Marketing ugeschwat ginn, e ganz wichtege Beräich. Mir haten am Kader vum leschte Fënnefjoresplang eng Analys maache gelooss vum ONT, fir emol erëm ze kucken: Wat ass dann iwwerhaapt deem seng Haaptmissioun? An déi ass ganz kloer d'Vermaartung vun eiser touristescher Offer a vum ganze Lëtzebuerg. D'Promotioun vu Lëtzebuerg huet awer elo net nëmmen d'Zil, fir Touristen an d'Land ze bréngen, mä - an dat ass och e puermol gesot ginn - ganz kloer eisem Land dobaussen eng besser Image de marque ze ginn, eis einfach am Ausland méi bekannt ze maachen.

Déi grouss Neierung, déi mer elo am 9. Fënnefjoresplang an deem Kontext vum Marketing och hunn, dat ass, dass mer Betriber, déi wierklech hir Infrastruktur qualitativ verbessert hunn, dass mer déi ënnerstëtzen, wa se sech wëllen am Ausland bekannt maachen, doduerch, dass mer, wa se e Stand musse lounen, wa se selwer e Stand mathuelen op eng Foire am Ausland, dass mer am Fong geholl deen Invest, dee si do bedreiwen, an Zukunft investéieren.

Elo kann ee soen - elo weess ech net méi, wien dat gesot hat vun de Foiren engersäits, ech mengen, et war den Här Scheuer -, d'Foiren engersäits an op där anerer Säit déi jonk Clientèle éischter duerch den Internet unzéien. Ech mengen, béides brauch een. Mir brauchen déi zwou Saachen. Déi si complémentaire.

D'Foiren erlaben en direkte Kontakt tëschent dem Client an dem Acteur. Well wa mir Partner mat op d'Foiren huelen, Hôtelieren, déi sech do kënne presentéieren, oder Aviatiounsgesellschaften, Reesbusgesellschaften, dann hunn déi do den direkte Kontakt, entweder mat Touroperatoren oder awer och mat de Clienten. Dat ass wesentlech.

Dernieft natierlech brauche mer e performanten Internetsite. An ech weess net, ob Der schonn eng Kéier kucke waart, deen neie visitluxembourg.com, deen ass richteg gutt. An do ginn déi jeeweileg Acteuren och opgefuerdert, selwer hire Bäitrag ze leeschten, fir am Fong geholl déi Informatioun, déi iwwer si do verdriwwe gëtt, à jour ze halen.

Dann d'Qualitéitslabelen, e Wuert nach do derzou. Dir wësst, dass mer och d'Méiglechkeet hunn an dass dat och wichteg ass, fir Leit, déi wëllen d'Qualitéit héichschrauwen an hirem Betrib, fir déi och ze ënnerstëtzen, dat ass de „ServiceQualitéit LËTZEBUERG".

Dann hu mer awer nach aner Labelen: den „EureWelcome", deen am Fong geholl ass fir d'Accessibilitéit vun de Betriber och fir Leit mat enger Behënnerung, den „EcoLabel" fir eng ëmweltfrëndlech Gestioun vun de Ressourcen an den „bed+bike"-Label. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, wou mer eis Moyenë ginn hunn, fir d'Qualitéit einfach an de Betriber ze verbesseren.

Wat ass eis Visioun? Et ass gesot ginn: Hu mer eng Visioun?

Ech mengen, mir hunn eng Visioun, ganz kloer: Liewensqualitéit, Tourismusqualitéit. Wa mir et fäerdegbréngen, d'Tourismusqualitéit hei zu Lëtzebuerg ze steigeren, da bedeit dat gläichermoossen, dass mer domadder och d'Liewensqualitéit vun eisen Awunner steigeren. Mir wëssen, dass den Tourismussecteur e ganz wesentleche Facteur soll, muss si vun eiser Ekonomie. En dréit net nëmmen dozou bäi, dass mer eis Ekonomie kënnen diversifizéieren, mä en erlaabt virun allem och, ganz vill Leit ze beschäftegen. Ech wäert elo gläich och kuerz dorobber agoen.

Wa mer kucken, an der Welt ass den Tourismus ee vun deene Secteuren, déi sech no der Kris am beschten erholl hunn. Mir hunn d'lescht Joer fir d'Alleréischt an der ganzer Geschicht eng Milliard Arrivéeë gehat. Dat heescht, d'Leit reesen, och wann et hinne finanziell vläicht net esou gutt geet. Dat heescht, et ass e Secteur, dee wiisst. Wa mer wëssen, dass d'Asiaten, d'Chineesen an Zukunft nach vill méi wäerte reesen, da gi mer eis bewosst, wat mer do fir e Potenzial hunn. An dat ass e Potenzial, wat mer eis net däerfe laanscht d'Nues goe loossen!

Ech ginn Iech awer do e puer Chifferen: d'lescht Joer 130.000 Chineesen hei zu Lëtzebuerg, déi am ganze 36 (veuillez lire: 36.000) Nuitéeën ausgemaach hunn. An 58% vun den Tax-free-Dépensë ginn op hire Kont. Dat heescht, dat ass net nëmmen den Horesca-Secteur, deen dovunner profitéiert, mä och dee ganze Commerce. Europa gesinn ass nach ëmmer weltwäit déi éischte Reesdestinatioun mat 500 Milliounen Arrivéeën. Den Tourismus huet sech an Europa ganz gutt aus der Kris erausgezunn. En huet eng Progressioun gemaach tëschent 2011 an 2010 vu 6,1% a läit do iwwert dem Duerchschnëtt weltwäit.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat konkret un Zuelen - ech ginn net méi op déi an, déi den Här Clement genannt huet -, mä et ass e Secteur, wou am Ganze 17.500 Aarbechtsplazen...

M. le Président.- Madame Minister, erlaabt Der, datt den Här Fayot Iech eng Fro stellt?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Also, vu dass ech nach esou vill Froen ze beäntwerten hunn, hätt ech da gär meng Minutte bäi, wann ech da soss net sollt duerkomme mat deem Ganzen. Dann däerf den Här Fayot selbstverständlech eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Fayot, da stellt Är Fro, wann ech gelift!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just d'Madame Minister froen, mir hate viru Kuerzem an der europapolitescher Kommissioun en Dokument vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Facilitatioun vun de Visaen, fir den Tourismus ze encouragéieren, besonnesch den Tourismus vun ausserhalb Europa.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Jo.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt d'Madame Minister froen, ob se scho gehéiert huet, do waren eng Partie Simplificatiounen dran, déi och méi schnell da sollten erlaben, fir deene Länner, China, Japan an esou weider, wou d'Touristen hierkommen, fir deenen et ze erliichteren, op Lëtzebuerg ze kommen, also op déi Manéier och d'Zuel vun deenen Touristen ze augmentéieren. Hutt Dir schonn eppes dovunner gehéiert? Sinn do Aarbechten um europäesche Plang oder um Lëtzebuerger Plang amgaangen?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Also, do kann ech den Här Fayot berouegen. Mir sinn do schonn eng ganz Zäit amgaang, drun ze schaffen. Mir stellen iwwert d'Konsulat zu Schanghai déi ADS-Visaen aus. Dat geet ganz einfach, a relativ séier kënne mer dat maachen. Mir haten elo nach kierzlech matgedeelt kritt, dass se e ganz grousse Grupp iwwert dee Wee elo hei och op Lëtzebuerg schécken. Also, ech kann Iech do berouegen, dat leeft! Dat gëtt et schonn eng Zäit an et ass och dat, wat am Fong geholl vläicht Lëtzebuerg esou interessant mécht, well mer eben déi Méiglechkeet hunn, iwwert d'Konsulat déi Visaen esou séier auszestellen.

Sou, elo hutt Der mech awer hei duerchernee gemaach. Ech war elo bei den Aarbechtsplazen. 17.500 sinn et der hei zu Lëtzebuerg a 5,7% vum PIB direkt an indirekt sinn op den Tourismus zréckzeféieren. Mir haten iwwer 2,2 Milliounen Nuitéeën. Dat heescht net nëmmen, dass déi Leit Suen ausginn an engem Hotel. Si ginn och iessen an d'Restauranten, si ginn och Visitë maachen. Si loosse Suen an de Commercen hänken. Ech mengen, dat ass alles net ze ënnerschätzen.

Dann eppes, wat ech wierklech op dëser Plaz wëll soen: Ech wëll dem Horesca-Secteur e ganz grousse Merci soen, well si et fäerdegbruecht hunn, d'lescht Joer 2.200 Chômeuren ze rekrutéieren, anzestellen. Dat heescht, dat si Leit gewiescht zum Deel ouni grouss Qualifikatioun, zum Deel ouni iwwerhaapt eng Qualifikatioun, an Dir wësst esou gutt wéi ech, dass mer net méi esou vill Secteuren hei zu Lëtzebuerg hunn, wou een ouni Qualifikatioun nach kann eng Aarbecht fannen.

E klenge Réckbléck an dann en Ausbléck op den 9. Et ass dovunner geschwat ginn, dass d'Enveloppe reduzéiert ginn ass. Jo, d'Enveloppe ass reduzéiert ginn. Ech mengen, et war en allgemengen Appell gemaach ginn, dass mer solle spueren. Wa mer dat net gemaach hätten, da wär wahrscheinlech gesot ginn: „Ah jo, am Tourismus, déi hunn emol net den Effort gemaach, fir ze spueren!" A wa mer spueren, kréie mer gesot: „Et ass net gutt, dass Der gespuert hutt!"

Ech kann Iech awer och soen, Här Gira, dass mer opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer déi lescht Joren hunn, opgrond vun deenen Demanden, déi mer erakritt hunn - Projete vun den Acteuren, déi Der zum Deel am 9. Fënnefjoresplang erëmfannt -, dass mer awer och domadder duerkommen, mat deene Suen. Mir kënne jo ongefäier ausrechnen, wéi mer dat an deenen nächste Joren da wäerte verdeelen. Also, vun dohier ass dat schonn an der Rei! Et ass natierlech 10% manner wéi deen 8. Ech wëll awer soen: Et sinn 20% méi wéi de 7., dat kann een dann och bei där Geleeënheet soen.

Da wëll ech och soen, dass déi Enveloppe mat den touristeschen Acteuren zesummen zesummegestallt ginn ass, sou dass ech elo hei einfach esou emol behaapten, dass déi budgetär Mëttelen, déi mer eis elo do ginn - ech hoffen, déi mer kréien de Mëtteg! -, dass dat dann och duergeet.

D'Schwéierpunkte vum Plan quinquennal, vun dem 8. Plan quinquennal, ech wëll Iech dat awer vläicht soen, wou ginn déi Suen iwwerhaapt hin, fir dass Der Iech e bëssen e Bild kënnt maachen: 30% vun deene Sue vum 8. Plan quinquennal sinn an d'Hôtellerie gefloss, net grad 20% an Infrastrukturmoossnamen, déi vu Syndicaten initiéiert gi sinn, 26% u Gemengen. Ech denken do haaptsächlech u Muséeën, Schwämmen, Duerfverschéinerungsprojeten, Sentier-touristiquen, d'Parken an dann net ze vergiessen d'Pistes cyclables.

An dann nach eng Nouveautéit, déi mer am 7. Plan quinquennal haten, war nieft den Hëllefe vun den Infrastrukturprojeten, dass mer eis och d'Méiglechkeet ginn hunn, fir Frais de rémunératioun a Fonctionnementskäschte vun A.s.b.l.en a Syndicaten ze iwwerhuelen, wann dat da Projete waren, déi regional oder souguer national Importenz haten. D'ORTe sinn ausgebaut ginn, an all déi Mesurë maache 15% aus vum Plan quinquennal. Dann e bësse méi wéi 6% fir Privatcampingsbesëtzer, awer och fir Verbesserunge vun de Gîten a fir soss Investissementer am Beräich vum kulturelle Patrimoine. Ech denken do u Millen, déi renovéiert gi sinn. Dat heescht, de Rescht vun de Suen, déi 4%, déi dann nach bleiwen, déi sinn an Etüde gefloss.

Dann elo zum 9. Fënnefjoresplang. Ech mengen, ech hat virdru gesot, mir bleiwe gär an der Kontinuitéit, wëllen d'Qualitéit einfach héichhalen, well mir hu keng Bierger, mir hu kee Mier, mir kënnen eis also par rapport zu eiser Konkurrenz just duerch eng ganz gutt Qualitéit démarquéieren.

An den 9. Fënnefjoresplang wäert eis dann also och weiderhin erlaben, duerch Subsiden de Secteur ze ënnerstëtzen: engersäits weiderhin d'Gemengesyndicaten oder d'A.s.b.l.en, dann awer och d'Hotellen, entweder Neibauten oder Renovatiounen, dann d'Gîten, d'Jugendherbergen, an dann déi nei Kategorie, déi mer agefouert hunn, vun de Villages de vacances; natierlech och d'Opwäertung vun eisem Patrimoine culturel, d'Structure-d'accueilen, wou mer Méiglechkeeten hunn, déi ze ënnerstëtzen, dann d'Personal, wéi ech virdru gesot hunn, wann dann national oder regional en Interessi ass, weiderhin d'Realisatioun vun touristesche Konzepter oder Etüden, d'Emsetzung vu Qualitéitsprogrammer, déi ech Iech virdru genannt hunn, an dann, wat ech och gesot hunn, d'Participatioun op Foirë fir Leit, fir Hôtelieren, déi wierklech ganz vill investéiert hunn an hir Betriber.

Déi Neierungen, déi fanne sech haaptsächlech och an de Reglementer erëm. Wann Der dat gekuckt hutt, da gesitt Der, dass mer do d'Seuilen erhéicht hunn, fir der Evolutioun vun dem Indice des prix Rechnung ze droen. D'Tauxe sinn zum Deel an d'Luucht gesat ginn. Et sinn nei Kategorien agefouert ginn a mir hunn och Méiglechkeete geschaaft, dass d'Campingen haaptsächlech kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se Matériel locatif, wa se doranner investéieren, well mer wëssen, dass dat d'Zukunft ass. Et gëtt manner ewell mat den Zelter dorëmmer gereest, mat de Roulotten, mä d'Leit sichen éischter de Locatif op de Campingen.

Éier ech da meng Konklusioun géif zéien, wéilt ech dann nach just op e puer Froen agoen. Et war gesot ginn, dass vun der Chambre de Commerce gefuerdert ginn ass, dass déi Privat an d'Gemenge missten déiselwecht Ënnerstëtzung kréien. Ech muss Iech awer soen, da stellen ech Iech d'Fro zréck: Eng Gemeng, déi verdéngt jo awer och keng Sue mat engem Projet. Soll een dann elo eng Gemeng d'selwecht ënnerstëtzen oder e Privaten d'selwecht ënnerstëtze wéi d'Gemeng, wohl wissend, dass de Privaten dat herno exploitéiert an och Sue kann domadder verdéngen?

Da war och d'Iddi gesot ginn, si missten deeselwechten niddregen Taux kréien. Ech wëll

dann awer emol gär heibannen déi Gemengepäpp a -mamme gesinn, déi de Fanger an d'Luucht strecken, wann ech soen: „Okay, mir reduzéieren den Taux vun Ärem Subsid, deen Der kritt fir Är Investissementer, op dee vun de Privaten."

Une voix.- Ah neen!

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Voilà, an da si mer séier fäerdeg!

Da war dovunner geschwat ginn - Här Bauler, Dir hat dat ugeschwat -, d'Kollaboratioun tëschent den Acteuren an dem ORT. Dir hutt Iech och an der Kommissioun extrem laang mat den ORTe beschäftegt, well mir hunn eigentlech ganz wéineg an der Kommissioun, wéi mer iwwert de Plan…

(Interruption)

Neen, neen, mir hu ganz wéineg iwwert de Plan quinquennal an der Kommissioun geschwat. Mir hu laang eis mat den ORTen opgehalen!

Une voix.- Dat war wichteg!

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Et war ganz wichteg, mä dat hätt een och kënnen an enger anerer Sitzung à part maachen. Ech wär gär komm. Ech soe just, déi Kollaboratioun ass den A an den O tëschent deenen eenzelnen Acteuren, ORT, de Bénévolen, verlaangt awer vu béide Säiten, vun alle Säite Respekt, eng gutt Kollaboratioun an och de Versteesdemech ee fir deem anere seng Aarbecht!

Interpellatioun: Moi, je veux bien! Ech stelle mech ganz gär Äre Froen.

Dann den Här Ben Scheuer. Dir hat déi Saach vun de Foiren an den neien Technologien ugeschwat. Ech mengen, ech hu schonn dodrop geäntwert. Déi Saache si complémentaire.

Zur Klassifikatioun wëll ech Iech soen, dass mer de Statut d'hébergement nei wäerten déposéieren, well de Conseil d'État hat eis drop higewisen, dass do verschidde Saachen, esou wéi mir et virgesinn haten, net géife goen. Mir wäerten dat an deenen nächste Wochen nach eng Kéier nei déposéieren. Déi Klassifikatioun schaaft ganz sécher eng Plus-value, well et ass eng europäesch Klassifikatioun: „Hotelstars Union", wou ganz vill aner Länner mat drunhänken, notamment eis direkt Konkurrenten, esou dass de Client herno wierklech kann anstänneg vergläichen. Dat heescht, e Véier Stären an der Schwäiz oder an Éisträich ass dann och de Véier Stären hei zu Lëtzebuerg. Duerfir da mengen ech, dass dat eis scho ganz vill wäert bréngen.

Dann - den Här Gira - déi Saach mam Budget, déi hat ech Iech gesot. Dann hutt Der gesot: „Wéi stellt Lëtzebuerg sech duer?" Ma, Dir hutt d'Äntwert selwer ginn! An et ass och dat, wat mir dobausse maachen. Lëtzebuerg stellt sech duer duerch seng diversifizéiert Natur, duerch eng héichwäerteg Gastronomie an duerch eise Patrimoine culturel. An et ass och domadder, wou mer och dobaussen optrieden a wou mer ëmmer erëm soen: „Kommt, mir bidden Iech dat op klengstem Raum alles zesummen un." An ech mengen, dass mer dat awer bis elo och relativ systematesch och dobausse konnten esou vermaarten.

Kollaboratioun ONT/ORT/Ministère du Tourisme, ech hat dat scho gesot: Déi eng sinn zoustänneg fir Marketing, déi aner fir Produkter auszeschaffen, a mir hunn dann dat Ganzt am An.

ORT-Westen, wéi gesot, jo, do kënne mer eis gär zesummesetzen, wa genuch Gemenge sinn, déi Demandeur sinn.

Dann zu de Jugendherbergen. Jo, mir hunn der eng ganz Partie. Mä och do wëll ech Iech soen, wa mer bei de Jugendherbergen dat applizéieren, wéi dann d'Chambre de Commerce oder wéi aner Leit dat elo heibanne gefuerdert hunn, dass d'Gemengen - Madame Mutsch, Dir musst elo lauschteren -, just datselwecht kréie wéi d'Privatinvestisseuren, da wär d'Gemeng Esch, déi elo e ganz flotte Projet eragereecht huet fir eng Jugendherberg, awer net frou, well da kréie se vill manner Ënnerstëtzung!

An ech mengen, déi Fro musse mer eis stellen, dat eent ass een, dee Sue mat eppes mécht, an dat anert ass eng Gemeng, déi e Service ubitt. Duerfir mengen ech schonn, dass déi Gewiichtung fundéiert ass.

Motion 1

Bon, ech mengen, ech hunn elo alles gesot. D'Motioun, jo, also ech mengen, mir kënnen déi roueg unhuelen. Dee Volet, wat d'Flëss ubelaangt, do sinn ech elo net esou zoustänneg, mä mir kënnen dat awer gären an d'Regierung esou mathuelen.

Dir hutt nach eng Fro?

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der zoustänneger Ministesch!

Den Här Gira freet awer nach eng Kéier direkt d'Wuert. Ech huelen un, nach eng Kéier zu der Motioun, Här Gira?

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Jo, jo. Et war jo esou, dass ech gesot hat, mir géifen eise Vote zum Projet de loi vum Vote vun der Motioun ofhängeg maachen. Wann ech elo richteg matkritt hunn, hat d'Madame Ministesch awer net d'Zäit an d'Chance, déi Motioun a Rou ze liesen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Ech hunn déi elo ganz séier gelies dohannen.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Eis ass et egal, mä mir hunn och nach... Ech wollt froen, ob een dann net kann de Vote vun dësem Projet de loi bis hannert dat nächst...

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Neen! Ech hu gesot, ech huele se un!

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Okay. Neen, et ass gutt!

(Brouhaha)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Ech hu just gesot, ech wier net zoustänneg fir d'Flëss, mä ech géif dat dann de Kolleege mat an d'Regierung huelen.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Et ass esou vill Kaméidi heibannen, dass net alles bis bei mech ukomm ass.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Dat kënnt Der awer roueg haart soen, Här Gira!

M. le Président.- Gutt! Jo, Merci der Madame Minister. Mä den Här Boden wëllt nach eng Fro stellen.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Här President, ech wollt am Numm...

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren, wann ech gelift!

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Ech wollt nach zu där Motioun den Här Gira froen, wat dat bedeit, datt ee soll e Plan sectoriel «Tourisme» maachen. Wie géif dee maachen a wéi géif dat ausgesinn? Éier ech kann zu dëser Motioun Stellung bezéien, géif ech gär wëssen, wat dat bedeite géif.

(Interruptions)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Dass do wat ass? Ech hunn dat net verstanen.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Ech mengen, mir hunn e Plan sectoriel «Lycées» gemaach, mir hunn en Inventaire gemaach iwwer Land. Mir hu gesot: Wat hätte mer gären, flächendeckend? Wou sinn Defiziter? Wou si mer gutt équipéiert? An ech ka mer parfaitement virstellen, dass een eng ähnlech Démarche mécht am Tourismusberäich.

Ech hunn ee Beispill hei ginn, zum Beispill mat de Jugendherbergen. Mir maachen den Inventaire, mir soen: Wou hu mer der, wou hu mer keng? Ass dat sënnvoll, dass an deem wäisse Fleck eng ass? An dass een dann duerno awer kann déi Suen, déi am Plan quinquennal sinn, méi geziilt un Acteure ginn oder franchement Regiounen.

Ech hu jo och gläichzäiteg fir méi eng regional Approche plädéiert. Si solle vläicht net direkt all Suen un eenzel Gemengen oder eenzel Syndicate ginn, mä soen: Mir wiere frou, wann an där do Regioun eng Jugendherberg géif entstoen. Et rifft een d'Acteuren zesummen, fir ze soen: Wie kéint den Träger sinn? Wie kéint eng Hand mat upaken? An dass dann och vläicht esou Projeten e bësse méi en héije Prozentsaz aus dem Plan quinquennal géife kréien, wéi wann elo jiddwereen dat mécht, wat e grad fir gutt fënnt.

Dat wier awer an dëse méi schwieregen Zäiten, wou d'Budgete méi enk sinn, wou d'Ministesch jo och gesot huet, dass agespuert muss ginn, dat kann een och nach verstoen... Mir sinn der Meenung, wa scho muss gespuert ginn, wat een och nach ka matdroen, da muss een awer duebel derfir suergen, dass dann déi Sue mat engem méiglechst groussen Effet agesat ginn. Ech mengen, dat geet awer dann, wann een eng kohärent Planung flächendeckend iwwert d'ganzt Land mécht. Dat war e bëssen d'Iddi, déi hannendrustécht.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Merci. Ech mengen, d'Madame Minister huet gesot, datt si d'Motioun géif akzeptéieren. Da géif ech elo emol fir d'Éischt proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi géife kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6476 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6476 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Kann ech dann d'Motioun à main levée ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit...

Une voix.- Neen, neen! Neen, neen, den Här Boden ass net d'accord!

M. le Président.- Da stellen ech eng aner Fro: Ass een net mat där Motioun d'accord?

Enthält ee sech?

Plusieurs voix.- Aah!

M. le Président.- Dann ass d'Motioun...

Une voix.- Här Boden, Dir bremst d'Ministesch aus!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dann ass d'Motioun 1 mat enger Enthalung ugeholl!

(La motion 1 est adoptée avec l'abstention de M. Fernand Boden.)

Deen nächste Punkt ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6422, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an der Sécurité sociale. Hei huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Mergen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

10. 6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Hären an Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6422, wou ech Iech de Rapport elo hei wëll virstellen, dee gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 4. Abrëll 2012 hei an der Chamber deponéiert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ah!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Ech gesinn, den Här Bettel, deen appréciéiert dem Här Asselborn seng Aarbecht.

Den Avis vum Statsrot zu dësem Projet de loi, dee koum den 9. Oktober datselwecht Joer, an an der Sitzung vun der Santéskommissioun vum 18. November d'lescht Joer gouf ech dunn als Rapportrice designéiert. Mir sinn dann och an därselwechter Réunioun op den Avis vum Statsrot agaangen. De 17. Januar dëst Joer, du gouf mäi schréftleche Rapport an der Santéskommissioun presentéiert an ugeholl. An dee wëll ech Iech dann och elo hei mëndlech presentéieren.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, datt e performanten internationale Sécurité-sociales-System nëmme vun der Populatioun géif ugeholl ginn, wann och séchergestallt wier, datt e gerecht wier an, natierlech, datt en och géif richteg a virun allem zur vollster Satisfaktioun funktionéieren. A fir datt dat doten de Fall ass, do mussen natierlech verschidde Regele bestoen, déi eng effikass grenziwwerschreidend Kooperatioun tëschent den Institutiounen, mä awer och am Austausch vun den Donnéeë garantéieren.

Déi administrativ Regelen, déi ginn a multilateralen Instrumenter festgehalen, an do gouf et d'Reglement 1408/71 vun der Kommissioun iwwert d'Applikatioun vum Regime vun der Sécurité sociale fir d'Salariéen an hir Familljen, déi sech bannent der EU bewegen. An dat Reglement, dat huet och schonn esou Regele festgehalen, wat d'Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten ubelaangt.

Dat neit Reglement, dat zënter dem 1. Mee 2010 en vigueur ass, dat geet méi wäit an et verstäerkt dee generelle Prinzip vun der Kooperatioun tëschent den Institutiounen. Dat verhënnert awer natierlech net, datt eenzel Länner méi wäit wëlle goen an dann ebe bilateral Konventiounen ofschléissen.

De Minister huet eis och rappeléiert, datt scho bei der Aféierung vum Statut unique festgehale gi war, datt eng verstäerkte Kontroll misst kënnen applizéiert ginn, wann e Verdacht op Fraude am Zesummenhang mat Krankmeldunge bei Frontaliere géif bestoen. Lëtzebuerg huet doropshi mat eisen dräi Nopeschlänner Négociatiounen ugefaangen.

Wat d'Relatioune mat Frankräich ubelaangt, do hunn déi zwee Länner virum 1. Mee 2010 sech un dat aalt Reglement gehalen an duerno natierlech och un dat neit. Zousätzlech gouf et awer zënter dem 1. August 2008 och schonn en Accord bilatéral tëschent eben deenen zwee Länner, wat d'Assurance maladie-maternité, d'invalidité, de vieillesse an de survie ubelaangt. An och, wat de Recouvrement an d'Récupératioun vu Cotisations sociales respektiv Prestatiounen ubelaangt, déi zu Onrecht ausbezuelt goufen.

Leider geet awer weder dat neit Reglement nach dës bilateral Konventioun wäit genuch, fir eng konkret an direkt Kooperatioun tëschent de Sozialversécherungsorganismen ze garantéieren. Si gesinn nëmmen en Échange d'informations vir, wat déi eenzel Dossieren ubelaangt, also si gesi keng Transmissioun vu Fichiere vir an domat och keen Échange, wat d'Kontrollen um Terrain vun deenen zwee Länner ubelaangt.

Duerfir gouf eben décidéiert, dësen Accord mat Frankräich, dee mer dann elo mat eisem Vote hei sollen offizialiséieren, ofzeschléissen. Dësen Accord, dee moderniséiert déi bilateral Kooperatioun virun allem, fir d'Lutte géint d'Fraude, Feeler an Abusen am Domän vun der Sécurité sociale ze renforcéieren an an deem Kader eben och, wat de Contrôle bei de Krankmeldungen ubelaangt.

Wat dann eis aner zwee Nopeschlänner ubelaangt, d'Belsch an Däitschland also, esou ass do en Accord méi schwéier ze realiséieren. Firwat? Bon, Dir wësst, datt an Däitschland déi eenzel Länner zoustänneg sinn, a bei der Belsch, do hunn och nach d'Mutualitéiten e Wiertche matzeschwätzen. Duerfir hu mer awer elo dësen Accord mat Frankräich um Dësch leien a mir kënnen deen en attendant jo haut stëmmen.

Et war bei den Diskussiounen, fir zu dësem Accord ze kommen, esou, datt mir, also d'Land Lëtzebuerg, virun allem drun interesséiert waren um Contrôle, wat d'Krankmeldunge bei de Frontalieren ubelaangt. Frankräich awer wollt méi e generelle Kader festhalen. Also hu misse Kompromësser gemaach ginn, fir e gesonden Équiliber ze fannen a fir esou also zu dësem Accord ze kommen.

Dann ass et awer och interessant, ze wëssen, datt Kontrolle bei Krankmeldungen ëmmer kënne gemaach ginn, dat laut Droit international, wa se vum Land ugefrot ginn, wou d'Per-

soun schafft. Dee Contrôle awer gëtt da vun den Autoritéiten an no de gesetzleche Regele vum Land, wou d'Persoun wunnt, duerchgefouert. An duerfir gëtt dëse generelle Prinzip och direkt am éischten Alinea vum Artikel 20 vun dësem Accord festgehalen.

Den Accord gesäit dann och e supplementäre Contrôle vir vun den Autoritéite vun deem Land, wou d'Persoun schafft, an deem Sënn, datt dat Land, wou se schafft, kann e Médecin de confiance aus deem Land, wou d'Persoun wunnt, designéieren, fir dëse Contrôle ze maachen. Et ass also eng exzeptionell Prozedur, déi deenen zwee Länner e supplementäre Moyen gëtt, fir d'Effikassitéit vun de Kontrollen ze gewährleeschten.

Wichteg ass et dann awer, ze wëssen, datt et international nëmme Kontrolle gëtt, fir ze kucken, ob d'Persoun wierklech krank ass. Dat heescht, reng administrativ Kontrollen, wéi se bei eis Usus sinn, fir ze kucken, ob d'Persoun doheem ass, wa se krankgemellt ass, an ob se net enger Aarbecht nogeet oder eng Beschäftegung mécht, déi se net dierft maachen, esou Kontrollen, déi gëtt et am Ausland net. A well et dëst net gëtt, kënne se och net an dësem Accord festgehale ginn an och net a weideren Accorden, déi mer iergendwann eemol kéinte mat eisen aneren zwee Nopeschlänner ofschléissen.

Elo awer zum Avis vum Conseil d'État. Deen encouragéiert d'Regierung, mat hiren Effortë weiderzefueren, wat eng korrekt Applikatioun vun der Législatioun vun der Sécurité sociale bei transfrontale Relatiounen ubelaangt. E mécht awer virun allem Remarquen zum Artikel 21, an zwar seet en, datt all administratiivt Arrangement tëschent engem Minister a sengem auslänneschen Homolog, wat d'Lëtzebuerger Land international engagéiert, misst duerch d'Chamber goen.

Well et hei awer an der Suite drëms geet, fir administrativ Arrangementer ze fannen, fir en Traité ëmzesetzen, dee scho gréng Luucht vun der Chamber krut, ass et duerno dann net méi néideg, datt dat nach eemol duerch d'Chamber geet. De Conseil d'État insistéiert duerfir awer, datt dës Arrangementer mussen am Mémorial publizéiert ginn, esou wéi den Artikel 37 vun eiser Verfassung dat dann och virgesäit.

D'Santéskommissioun huet sech och eng Rei Gedanke gemaach iwwert dësen Accord, a mir hunn an engem Tour de table eng Rei Saache festgehalen, zum Beispill datt, wann eng Firma e Problem vun Absentéisme huet, een deen eigentlech net eleng duerch Kontrollen an de Grëff kritt, mä datt da virun allem emol soll a muss gekuckt ginn, fir de Grond ze sichen, firwat esou vill Leit sech genau an där Firma krankmellen.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Et goung och Rieds driwwer, datt eenzel Firmae mëttlerweil hiert Personal géifen duerch Privatdetektive kontrolléieren oder, besser gesot, hinnen nospionéiere loossen. De Gesondheetsminister, deen huet eis gesot, datt et duerfir keng Base légale gëtt an datt hien dëst och désapprouvéiert.

Mir hunn dann och driwwer geschwat, datt een emol op internationalem Niveau misst d'Krankeschäiner harmoniséieren an datt et och misst méiglech sinn, e Krankeschäin fir nëmmen en hallwen Dag auszestellen.

No dëse méi generellen Diskussiounen an Iwwerleeungen huet d'Kommissioun mech du beoptragt, mäi Rapport ze schreiwen, an dee gouf, wéi ech aganks scho sot, de 17. Januar an der Santé- a Sécurité-sociales-Kommissioun ugeholl. Ech hu probéiert, Iech elo dat Wichtegst doraus ze erzielen, an ech hoffen dann, datt mer dësen Accord herno kënnen unanime stëmmen.

An deem Sënn ginn ech op alle Fall elo emol den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Jo, Merci, Här President. Nodeems d'Rapportrice esou komplett war, wierklech all Reflexiounen, déi mer an der Santéskommissioun gemaach haten, scho gezielt huet, bleift mir eigentlech just nach den Accord vun onser Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. An dann huet den Här Colombera nach d'Wuert gefrot. Här Colombera, wann ech gelift!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Merci un d'Madame Claudia Dall'Agnol fir hire Bericht.

Menger Usiicht no sinn esou Projeten net ganz harmlos. Ech mengen, wann den Dokter ee krankmellt, dann ass e krank. Also, ech weess net, wat een do soll kontrolléiere goen, Här Minister. Déi Persoun ass krank a fäerdeg. An do muss ee sech ganz prinzipiell verschidde Froe stellen. Ass en Aarbechter gäre krank? Ass en Aarbechter gäre krank, wann hie riskéiert, no senger Krankheet entlooss ze ginn oder Primen ze verléieren?

Dëse Projet huet e ganz komeschen Arrière-goût, an ech hunn hei d'Impressioun, dass den Aarbechter ni däerf krank ginn. Ass en Aarbechter e Risikofacteur fir d'Ekonomie, wann hien eng Woch méi laang krank ass, jo oder neen? Sollt een net primär d'Aarbechtskonditioune verbesseren, anstatt den Aarbechter als Sündenbock ofzestempelen, esou wéi dat gesot ginn ass vun der Madame Claudia Dall'Agnol?

Wa mir eng Woch méi laang..., wa mir alleguerten eng Woch an de Gruef géife schaffe goen oder op de Bau, da géife mer verstoen, wat den Aarbechter wäert ass a firwat dass e krank gëtt. Ech mengen, dat musse mer alleguerten hei eng Kéier agesinn, ier mer eppes ofstëmmen.

Duerfir considéréieren ech dee Projet de loi net grad als Heure de gloire fir den Aarbechter, Här Minister. An ech mengen, mir missten eis schummen, fir den Aarbechter permanent de Schwaarze Péiter zouzeschousteren!

Sou, dat gesot, kënnt Der domat ufänken, wat Der wëllt.

Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Den Här Krieps huet nach zum selwechte Projet d'Wuert gefrot. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong aganks nëmmen der Madame Dall'Agnol Merci fir hir Aarbecht soen an ech wollt och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz brëngen.

Mä wann ech awer de Frënd Colombera héieren, den Dokter Colombera, hei Saachen an d'Welt setzen! Mir hunn e Problem mat Leit, déi doheem bleiwen. Mir hunn och e Problem, säit de Statut unique existéiert, dass déi éischt 13 Wochen d'Krankekeesen net méi vill kontrolléieren, well de Patron jo bezilt. Dat ass eng Realitéit. An ech géif awer net pauschal soen, jiddweree géif Stakhanovist hei spillen an all moies um fënnef Auer opstoen, fir schaffen ze goen. Dat ass net déi Erfahrung, déi d'Kolleegen um Terrain hunn. An duerfir...

Dat gesot, dat Gesetz ass och interessant, well et een Distinguo ass tëschent dem Contrôle médical an dem administrative Contrôle, dat ass den Haaptpunkt an dësem Gesetz. An ech gleewen och, mir wëssen, dass bei de franséische Kolleegen den Absentéisme vill méi héich ass. An dat ass och dat Land, wou am meeschte Berouegungsmëttele geschléckt ginn, mä dat ass e kulturelle Phenomeen. Et gëtt och vläicht méi Rouden do gedronk wéi bei ons, an duerfir kommen d'Leit moies net esou séier op.

(Interruptions)

Mä dat gesot, dat hei ass e gudden Accord, an ech mengen, et kann een nach dee verbessere vläicht an der Zukunft an der Praxis, mä et ass e gudden Accord. Duerfir brénge mir onsen Accord zu deem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech froen och nach d'Wuert.

M. le Président.- Elo kritt d'Wuert den zoustännegen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech froen och nach d'Wuert.

M. le Président.- Ah, den Här Urbany freet och nach d'Wuert. Här Urbany, da kritt Dir d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, ech muss dann awer och vläicht heirop reagéieren, wat mäi Virriedner gesot huet. D'Chiffere vum Observatoire de l'absentéisme weise kloer drop hin, dass d'Absencen op der Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg esou niddreg si wéi a kengem Land ronderëm. Dat heescht, dass se ronderëm méi héich sinn.

Si weisen och drop hin, dass den Absentéisme de courte durée, also dat kuerzt Feelen op der Aarbechtsplaz, erofgaangen ass a leschter Zäit, well - soe se - d'Leit fäerten, se géifen hir Aarbecht verléieren, während awer den Absentéisme de longue durée, dee bedéngt ass duerch Depressiounen, Stress op der Aarbecht an esou weider, liicht an d'Luucht gaangen ass, wat eventuell eng Konsequenz ass vum éischte Phenomeen. D'Leit bleiwe bei enger klenger Krankheet doheem (veuillez lire: net doheem), wat awer dozou féiert, dass se herno ëmmer méi krank ginn an da mussen e Krankeschäin de longue durée huelen.

Duerfir ginn ech dem Här Colombera do komplett recht,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...et ass hei en Drockmëttel am Fong geholl, wat, en Drockmëttel...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, den Här Urbany ausschwätzen ze loossen! Här Urbany, Dir ganz eleng hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et ass eng Allianz vun de räsonabele Persounen, déi e soziaalt Häerz hunn.

Plusieurs voix.- Ooohhh, ah, ola!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An deem Sënn sinn ech scho laang an der Fraktioun vum Här Colombera an hien a menger.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat huet awer keng allgemeng politesch Konsequenzen.

(Interruptions)

Mä zu deem heite Punkt op jidde Fall. Also, ech mengen, dass hei en zousätzlecht Drockmëttel opgebaut gëtt, obscho jo awer de Contrôle administratif och während deenen éischten 13 Wochen zu Lëtzebuerg méiglech ass, och fir Frontalieren, och fir Leit, déi hei wunnen.

Wat, mengen ech, awer nach méi e Problem ass, dat ass, dass d'Patronat ëmmer méi dozou iwwergeet, fir privat Krankekontrollen ze organiséieren. Dat heescht, privat Krankendokteren, déi vun hinne bezuelt ginn, unzestellen, fir d'Leit nach eng Kéier zousätzlech ze kontrolléieren. Dat heescht, mir hunn am Fong geholl en duebele Kontrollmechanismus, deen absolut net gesond ass.

An duerfir wäert ech op jidde Fall mech hei bei deem Projet enthalen, well ech der Meenung sinn, dass dat hei awer trotzdeem en Instrument ass, zousätzlechen Drock opzebauen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. A wann dann elo soss keng Wuertmeldung méi ass, kritt de Gesondheetsminister d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt drop hiweisen, dass d'Problematik vun dem Contrôle vun den Absencen hei nëmmen ee klengen Element ass vun dësem Projet, well, éischtens - an dat huet d'Madame Rapporteur richteg gesot -, de Contrôle administratif de la maladie, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen, a kengem anere Land ronderëm bekannt ass, sou dass een doduerch och doriwwer keen Accord ka maachen.

Et ass richteg, dass d'Nopeschlänner kee Problem domat hunn, wa mir eis Kontrolleuren iwwert d'Grenz schécken, net fir d'Maladie festzestellen, mä fir d'Präsenz oder d'Netpräsenz während dem Krankeschäi festzestellen. Wann een esou kuckt, bei deene Contrôles administratifs, déi an engem Joer gemaach ginn, dat sinn der tëschent 8.500 a gutt 10.000 pro Joer, da stellen déi Kontrollen iwwert d'Grenz ëm 30% vu sämtleche Kontrollen duer. Dat heescht, Kontrollen an deenen Nopeschlänner.

Et ass also net en Accord, dee just de Contrôle des malades, ob dat elo iwwer e franséischen oder däitschen oder belschen Dokter ass, dee kuckt, ob d'Maladie wierklech do ass oder net, oder ob et de Contrôle administratif ass, mä et geet doriwwer eraus. Et ass eng géigesäiteg Ënnerstëtzung, déi hei ënnerschriwwe ginn ass a Saache Sécurité sociale, déi e Schratt méi wäit geet, wéi dat, wat souwisou am Koordinatiounsreglement 883 tëschent den europäesche Partner festgeluecht ass. An de Sënn do dervun ass, dass ee sech hëlleft, fir Frauden an aller Hisiicht an der Sécurité sociale kënne festzestellen an ze évitéieren.

An ech muss Iech soen, dass och an der Sécurité sociale, wat e solidaresche System ass, et noutwendeg ass, dass ee sech ëm Abusë këmmert. A just ëm Abusë geet et. Et geet net drëm hei, fir Hexejuegd ze maachen op Kranker, well et ass zu Recht ënnerstrach ginn, dass Lëtzebuerg zwar eng Evolutioun am Krankestand an deene leschte Joren hat, awer nëmmen eng liicht Evolutioun, a vis-à-vis vun deenen dräi Nopeschlänner en däitlech méi niddrege Krankestand huet, iwwer Joren elo gekuckt. Mir leien en Delta vun engem bis 2% vun eisen Nopeschlänner ewech, an dat, obwuel dass mer mëtten an enger Kris sinn.

Keng Hexejuegd, well - an dat gëtt heiansdo vergiess - bal d'Halschent vun deene Leit, déi schaffen, ni eng Ënnerbriechung am Joer vun hirer Aarbecht wéint Krankheet hunn.

Et gëtt ëmmer gesot, si melle sech alleguer krank. Dat ass ganz reduktiv. Bal d'Halschent vun deene Leit, déi schaffen, melle sech an engem Joer net krank. Dann hu mer déi normal Evolutioun, a mir hunn awer och, mir hunn awer och, an et sinn der eng Rei vun eis heibannen, déi sécher net als Sklavendreiwer bekannt sinn, mä déi et an hirem eegene Betrib erlieft hunn, dass heiansdo méindes, freides d'Zuel vun den Eendagskrankeschäiner méi héich ass wéi mëttwochs oder donneschdes. Wann dat eng Kéier oder zweemol oder dräimol virkënnt, dann ass dat nach eppes Normales. Wann dat awer op eemol fofzegmol am Joer virkënnt, da muss ee sech dorëms këmmeren.

An dann - jo, ech fänken do domat un, wat ech wëll -, wat den Dokter Colombera gesot huet, well dat, wat e festgestallt huet, dat ass am meilleur des mondes vläicht d'Realitéit mat deem Dokteschstand, wou et net ee schwaarzt Schof dobäi géif ginn, mä an dëser Welt ass et awer liicht aneschters, an do gëtt et déi eng bei den Assuréen, déi heiansdo luussen - an dat ass net d'Regel -, an da gëtt et déi aner bei der Dokterschaft, déi heiansdo deenen hëllefen, déi luussen. An dat kënne mer op Statistike feststellen.

A wann den Dokter Colombera, dee säi Beruffsstand jo och kennt, éierlech wier, da géif e soen, de Gros, den absolute Gros vun den Doktere maachen dat mat Droiture an no hirem beschte Wëssen a Gewëssen, mä et gëtt der awer och, déi bal just nëmmen dat maachen a quasi net méi intervenéieren an der normaler Behandlung vun de Kranken. An do gëtt et en Accord tëschent der Dokterschaft an der CNS. Wann een e gewëssene Prozentsaz bei senger Patientèle iwwer Krankschreiwungen iwwerschreit, da gëtt een zumindest suspekt, an dat sinn net elo fënnef oder 10%, mä dat si 60, 70, 80 oder 90% vun deene Patienten, déi bei engem laanschtkommen, déi krankgeschriwwe ginn.

Bon, Dir erlaabt mer, dass ech mer do Froe stellen, a wann Dir Iech keng Froe stellt, froen ech mech, a wat fir enger Welt dass Der lieft.

Ech mengen, dass dat heiten net e Gesetz ass, fir deenen éierleche Leit e schlecht Gewëssen ze maachen, mä eng Sécurité sociale, déi ob d'Solidaritéit baut, brauch och e Minimum u Contrôle. An där beschtméiglecher Welt bräicht een déi net, mä mir sinn nach leider net an där beschtméiglecher Welt ukomm. Da muss een déi Éierlech schützen doduerch, dass een heiansdo deenen Onéierleche kann e béise Fanger maachen.

A wéi gesot, et ass schrecklech reduktiv, wann een deen Accord hei just duerch de Brëll vun dem Contrôle gesäit. Et ass en Accord, deen an enger gudder Kollegialitéit mat de franséischen Autoritéiten ausgeschafft ginn ass, an et ass en Accord, deen net nëmmen an eng Richtung spillt, mä an déi zwou Richtunge spillt.

Als Beispill: Wann een hei Prestatioune kritt, ob dat sozial Prestatioune sinn oder ob dat de Chômage ass, an et géif ee gläichzäiteg iwwert d'Grenz voll schaffen, ma da stellen ech mer d'Fro, ob een dat einfach esou kann hinhuelen oder ob een da muss aktiv ginn. Oder vice versa, wann een a Frankräich géif Chômage kréien an hei géif voll schaffen, an d'Autoritéite froen eis ëm Assistance, da fannen ech dat normal, dass een déi Saach nokucke geet an dat net als Hirngespinst duerstellt.

Voilà, Här President, ech mengen, dass deen Accord hei en anstännegen Accord ass, an ech géif mer wënschen, dass mer en ähnleche mat eisen aneren Nopeschlänner kéinte schléissen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6422 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Dat gëtt notéiert.

De Projet de loi 6422 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint zwou Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6488 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf. D'Riednerzäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Haagen, Gira a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

11. 6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn haut d'Eier, Iech dann och nach de Rapport vun der Nohaltegkeetskommissioun iwwert de Gesetzprojet 6488 virzestellen. Et geet elei ëm de Bau vun deem neie Lycée zu Clierf.

Virewech kuerz d'Antécédenten: De Projet gouf de 16. Oktober 2012 vum Nohaltegkeetsminister an dem Infrastrukturminister, dem Här Claude Wiseler, hei an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis den 13. November ofginn. Déi zoustänneg Kommissioun huet mech dann den 21. November als Rapporteur zu dësem Gesetzprojet genannt. Doropshin huet d'Kommissioun souwuel de Projet wéi och den Avis vum Conseil d'État den 20. Dezember examinéiert an de schréftleche Rapport ass an der Sitzung vum 16. Januar 2013 ugeholl ginn.

Här President, wéi et de Plan directeur sectoriel «Lycées» virgesäit, solle mëttel- a laangfristeg déi néideg Schoulcapacitéite geschafe ginn an déi schoulesch Offer dezentraliséiert a méi regionaliséiert ginn. Dëse Plang wëllt och, datt d'Schoule méi attraktiv gestalt solle ginn, notamment duerch e bessert Ubannen un den öffentlechen Transport, an d'Capacitéit vun de Schoulgebaier soll optimiséiert ginn.

De Kanton Clierf huet am Norde vum Lëtzebuerger Land u sech déi klengste schoulesch Offer. Een neie Lycée ass also néideg a sécher och méi wéi justifizéiert. Eent vun den Ziler ass et, wéi ech scho virdru gesot hunn, fir d'Distanz tëschent Schoul a Awunnergemeng vun de Schüler ze kierzen. Mat dësem neie Gebai wäerten dann och déi Leit aus dem héijen Norden e Lycée an hirer Wunngéigend zur Verfügung hunn.

Tëschent de Joren 2000 an 2011 gouf et eng regelméisseg Erhéijung vun der Awunnerzuel am Kanton Clierf, ergo och vun de Schülerinscriptiounen. Sou hu sech zënter 2000 bis haut landeswäit insgesamt 8.056 Schüler méi ugemellt, dat ënner anerem bedéngt duerch d'Geburtserhéijung an de steigende Migratiounszoufloss, awer och duerch eng Verlängerung vun der obligatorescher Schoulzäit.

Här President, et gouf schonns méi laang vun dësem Projet geschwat; fir d'éischte Kéier 2005 am Regierungsrot. Eng Etüd huet gewisen, datt et e seriöe Besoin an där Regioun vum Land a puncto Secondaire gëtt. Déi politesch Responsabel vum Pôle Nord ënnerstëtzen dëse Projet duerfir och mat ganz vill Vehemenz an Interessi.

De Plan directeur sectoriel «Lycées» gesäit déi prioritär Rekrutéierungszon mat de folgende Gemenge vir: Dat ass selbstverständlech Clierf, Konstem, Hengescht, Housen, Munzen, Ëlwen, Wäisswampech, Wëntger a Kiischpelt. D'Awunnerzuel an där Zon, also an all deene Gemengen, klëmmt zimlech rasant erop. Sou goufen am Joer 2011 am Ganze 17.776 Awunner gezielt, eelef Joer virdru waren et der 14.599.

D'Entwécklung an de Schoule geet an déiselwecht Richtung mat engem liichte Réckgang 2010, deen zënterhier praktesch awer net méi variéiert huet. 2011 hu sech an där Zon 1.508 Schüler ageschriwwen, wat de bis dohi maximale Potenzial ausmécht.

All Gemenge vum Kanton si mat Clierf via öffentlechen Transport verbonnen. E grousse Virdeel fir de Lycée zu Clierf ass säin direkten Uschloss dann och un d'Eisebunnsnetz. D'Parzell vum Lycée ass 3 ha an 3 a grouss. Deen neie Lycée wäert eng Capacitéit vu ronn 800 Schüler hunn. Dëse Lycée wäert et erméiglechen, datt d'Schoulen zu Wolz an zu Ettelbréck deemno dann och kënnen entlaascht ginn.

An dësem zu Clierf geplangten neie Lycée ginn all Formatiounen de Besoinen entspriechend proposéiert, bis op d'Ausnahm vu verschiddene méi spezielle Formatiounen, wéi zum Beispill d'Hôtellerie, d'Agrarformatioun, d'Konstruktioun an Habitat.

Esou wéi bal an all aneren neie Lycéeën elei am Land bitt och de Lycée Clierf an enger éischter Phas eng ënnescht Divisioun vum Secondaire un souwéi déi ënnescht Cyclë vum Technique an de Régime préparatoire. Et sinn am Ganze 34 Klasse virgesinn, dovunner 26 fir den Technique, dat heescht Cycle inférieur, an aacht Klasse fir de Classique, Division inférieure.

Wat d'Klassesäll ugeet, gëtt et Raim vu 60 bis 70 m^2, verschidden Ateliers artistiques, e Musekssall, eng Salle polyvalente, verschidde Bios-, Geos-, Geschichts-, Informatiks-, Chimies- a Physikssäll souwéi Sportssäll an eng Schwämm. De Ministère de l'Éducation nationale huet a sengem Bauprogramm verschidde Strukture virgeluecht, déi fir eng optimal Ausriichtung vun deene verschiddenen Type vu Säll am Schoulkomplex suerge sollen.

D'Schoulgebai soll folgendermoosse strukturéiert ginn: Eng Structure d'enseignement mat deenen eenzelne Modullen, eng Structure administrative fir d'Direktiounssekretariat, de Konferenzraum an esou weider, eng Structure d'accueil fir d'Kantin, d'Bibliothéik, en Openthaltsraum an nach Sportsinfrastrukture mat deenen entspriechende Säll an och Terrainen, eng Schwämm a schlussendlech eng extern Anlag fir de Schoulhaff, de Préau an d'Busquaien, eng Gréngzon an e Parking fir Autoen a Vëloen.

Wat de Projet pédagogique ugeet, wëllt de Ministère, datt d'Encadrement vun de Schüler de ganzen Dag vu moies acht bis owes sechs assuréiert soll ginn. De Site, op deem den neie Clierfer Lycée geplangt ass, läit am nördleche Quartier vu Clierf um alen Industriegelänn ënnen am Dall, dee bis 2007 vun der Firma CTI Systems beluecht gouf. Dëse Site ass westlech an östlech vun Hiwwele geschützt an den Dall verleeft deemno an déi béid aner Richtunge Süden an Norde weider. D'Clierf fléisst op där östlecher Säit laanscht souwéi och d'Zuchschinnen, déi sech do befannen. D'Clierfer Gare läit ausserdeem ganz no. Op westlecher Säit verleeft d'N18, südlech läit den Terrain vun der aler Industriehal Synplants.

Déi al Gebaier vun der CTI-Firma goufe viru Kuerzem ofgerappt. Et muss nach eng Sanéierung op verschiddene Plaze vum Terrain do gemaach ginn. Dorëms muss de Stat sech këmmeren. De Site, op deem den neie Lycée geplangt ass, gehéiert effektiv zënter 2007 dem Stat. De Site, deen als Zone des bâtiments publics agestuuft ass, huet wéi ech scho virdrun erwähnt hunn, eng Fläch vun 3,03 ha an ass mat der Nummer 687/2922 am Kadaster enregistréiert.

D'Terrainen an der Noperschaft gehéieren der Gemeng, den CFL, dem Syndicat Sicler, dem Stat an de Ponts & Chaussées. D'Etüd iwwert d'Architektur huet och de bestehenden Iwwerschwämmungsrisiko matanalyséiert a verschidde Virsiichtsmoossname goufen an där Etüd och festgeluecht.

D'Quaie fir d'Busse sinn, wéi ech schonns mentionnéiert hunn, um Site selwer. D'Schwämm huet u sech eng duebel Funktioun fir d'Schoul a fir de Public. Des Weideren steet hei e Parking vun 68 Plazen zur Verfügung. Fir déi praktesch Detailer vun där duebeler Notzung vun der Piscine mécht de Stat dann och mat der Gemeng, oder wäert de Stat dann och mat der Gemeng eng Konventioun aushandelen.

Et ass och iwwer een eegent Identitéitskonzept nogeduecht ginn. Zum Beispill soll de Lycée sech a säin natierlechen urbanisteschen Environnement op eng positiv an attraktiv Manéier integréieren. E gesécherte Foussgängerwee vum Lycée bis bei d'Gare soll den Accès zum ganze Schoulkomplex erméiglechen. Et gëtt och iwwert d'Iddi diskutéiert, e Konzept fir d'Mobilité douce ze entwéckelen, fir datt d'Schüler encouragéiert ginn, méi ze Fouss oder verstäerkt och mam Vëlo bis an d'Schoul ze kommen.

Fir d'Konstruktioun selwer vum Lycée gëtt modernt an nohaltegt Material benotzt, dat en einfachen Entretien duerno och erméiglecht an och energiespuerend an ëmweltfrëndlech ass.

À propos Energie: Hei gëtt dem Stat seng Strategie och gewëssenhaft ëmgesat an un déi aktuell Normen ugepasst. D'Prinzipie vun der Nohaltegkeet ginn hei no deem neieste Stand respektéiert a selbstverständlech och ëmgesat. Den neie Lycée wäert eng Performance énergétique vun der Klass A kréien. D'Efficacité énergétique thermique kritt d'Klass C.

Et gëtt hei eng Kombinatioun vun zwee verschiddenen Entlüftungssystemer virgeschloen, déi eng mechanesch an déi aner eng natierlech. Dat wäert derzou féieren, datt d'Gebai eng ideal Innentemperatur an och eng ganz gutt Loftqualitéit soll kréien.

Et sinn och Solarzelle virgesi fir d'Produktioun vun Hëtzt. Sou ginn also iwwerflëssig CO_2-Emisiounen vermidden, notamment fir waarmt Waasser an och fir d'Heizung.

D'Kantin ka 400 Schüler empfänken, dat awer an zwee getrennte Servicer, also zweemol 200. Wat d'Detailer elo vun der Infrastruktur ubelaangt, déi si ganz prezis am Exposé des motifs erkläert.

Ier ech Iech nach vum Avis vum Conseil d'État schwätzen, kommen ech elo awer nach virdrun zum finanzielle Volet. Laut den Indikatioune vum Devis estimatif vum Mäerz 2012 leien d'Käschte fir de Bau bei 75.450.000 Euro mat der TVA. Hei muss ee soen, datt fir de Sportskomplex 6,2 Milliounen doranner enthale sinn an dofir gebraucht ginn. Verbrauchs- an Entretienskäschte ginn op 13.245.000 Euro d'Joer geschat.

Här President, de Statsrot huet säin Avis de 15. November ofginn. E stëmmt deem Gesetzesprojet zou, andeems datt e betount, datt d'Zil vum neie Lycée zu Clierf doranner besteet, fir d'schoulesch Offer am Land besser ze verdeelen, virun allem an deene Regiounen, wou e seriöe Besoin besteet, wéi zum Beispill am Norde vum Land. De Statsrot stellt sech och zefridde mam Rapport iwwert d'Architektur an iwwert de Choix vum Baumaterial an och iwwert d'Synergiefunktioun vun der Schwämm.

De Statsrot mécht allerdéngs eng Bemierkung iwwert d'Schülercapacitéit. Am Plan directeur sectoriel «Lycée» steet, datt de Maximum bei 1.508 Schüler am Kanton läit, all Cyclen zesummegeholl. Or, am Gesetzesprojet gëtt awer vun 800 Schüler fir de Cycle inférieur geschwat.

De Statsrot stellt sech also d'Fro, ob d'Auteure vum Projet an enger Optik handelen, fir e Lycée ze bauen, dee sech nëmmen op d'Cycles inférieurs vu Classique an Technique limitéiert. An deem Fall missten dann d'Schüler duerno trotzdeem an en anere Lycée eriwwerwiesselen.

De Statsrot ass der Meenung, datt et dann administrativ gesi méi effikass a gënschteg wier, aus deem neie Lycée eng Annex vun engem anere Gebai ze maachen, esou wéi d'Mierscher Annex vum Dikrecher Lycée. An der Kommissioun hu mir awer festgestallt, datt dës Kritik net justifizéiert ass, well d'Offer vum Lycée op iewescht Klassen a Funktioun vun der Awunnerzuelentwécklung ausgeweit ka ginn. Hei dierft eng Extensioun ouni gréisser Problemer méiglech sinn.

D'Administration des Bâtiments publics huet preziséiert, datt eng méiglech Extensioun vum Gebai mat ageplangt ass an datt de Stat elo kierzlech d'Parzell vun der Gesellschaft Synplants ofkaf huet. Dësen Terrain ass iwwregens och schonn als Zone des bâtiments publics ausgewisen. D'Kommissioun huet also zréckbehalen, datt deen neie Clierfer Lycée onofhängeg gëtt an datt e keng Annex vun engem anere Lycée wäert ginn.

Här President, wa mir haut dëse Projet stëmmen, ass et méiglech, datt d'Aarbechte fir den neie Lycée 2014 uginn an an deem Fall wier de Bau normalerweis Enn 2017 fäerdeg. Als Rapporteur denken ech oder, besser gesot, wënschen ech mir, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung heibanne kritt. Et ass e wichtege Projet, fir déi schoulesch Offer ze verbesseren, mä och e wichtege Projet fir déi ganz Regioun ëm an am Clierfer Kanton.

Ech soe Merci all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn. An ech soe Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn, wéi kann et aneschters sinn, den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet, deen dräi Artikelen ëmfaasst an nëmme siwen Zeile laang ass, wäert sech d'Zukunft vun der Nordspëtzt vun eisem Land bedeitend verännere. Dësen neie Lycée wäert d'Liewensqualitéit vun eise Kanner a Jugendlechen e gutt Stéck verbesseren.

Ech weess net, ob Dir et wësst, mä d'Kanner, déi vun Huldang op Dikrech an de Lycée wëllen, déi brauchen am Moment eng Stonn an 20 Minutten, mussen zweemol ëmsteigen, an dat zweemol am Dag!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat ass dee sougenannten „Postkutschenzäitalter"!

M. Emile Eicher *(CSV).*- Net vill besser geet et ville Kanner aus den Dierfer ronderëm. Si bräichten dës Zäit awer batter néideg fir Hausaufgaben, Sport, Fräizäit a Familljeliewen. Dëse Stress ass och schlecht fir hir Gesondheet a fir hire Succès an der Schoul. Eise klenge Lycée fir maximal 800 Schüler bitt an Zukunft déi bescht Viraussetzung fir eng perséinlech Betreiung vun alle Kanner, wou keen anonym bleift.

Här President, mam Clierfer Lycée entstinn eng Rei vun neien héichwäertegen Aarbechtsplazen, déi an dësem Mooss douewen zimlech rar sinn. Ronderëm de Lycée erwaarde mir eis eng nei Dynamik, wou nei Betriber eng Chance kréien, sech ze entwéckelen an domadder zur Stäerkung vum Centre de développement et d'attractivité vu Clierf bäidroen ze kënnen.

Well et am Clierfer Kanton déi meeschten Industrieaarbechtsplaze pro Awunner an eisem Land pro Kapp gëtt, wësse mir, datt et immens wichteg ass fir d'Zukunft vun dëse Firmen, wann net nëmmen déi finanziell, steierlech an aarbechtsrechtlech Konditioune stëmmen, mä och dat soziaalt, medezinescht, kulturellt a sécher och dat schoulescht Emfeld attraktiv ass. A wann et besonnesch drëm geet, fir nei Investitiounen an dëser Regioun ze maachen, sinn dat Argumenter fir d'Zukunft. An dësem Sënn gëtt den neie Lycée e wichtege Mosaiksteen fir eis wirtschaftlech Entwécklung an dréit zu de weiche Standuertvirdeeler vun eiser Regioun bäi.

Dëse Lycée ass awer net de Lycée vun der Clierfer Gemeng, mä de Lycée vum Clierfer Kanton an doriwwer eraus. Nach bei kengem Projet, an eiser Géigend op jidde Fall, hu mir esou vill Zoustëmmung fonnt, wéi dat och d'A.s.b.l. De Cliärrwer Kanton bewisen huet mat 4.000 Ënnerschréften, déi si gesammelt hunn.

Déi konstant Ënnerstëtzung vun de betraffene Gemengen, Wëntger, Ëlwen, Wäisswampech, de Fusiounsgemenge Park Housen, Kiischpelt an och Clierf hu mat hirem fläissege Lobbyismus bei der Regierung sécherlech gehollef, datt mir haut dëse Projet de loi virleien hunn. Hinnen alleguerten e grousse Merci!

Kolleeginnen a Kolleegen, eis Bevölkerung am Clierfer Kanton ass an de leschten zwielef Joer ëm knapp en Drëttel gewuess an huet domadder sämtlech Prognosen aus dem Plan sectoriel «Lycées» bäi Wäitem iwwertraff. Duerfir sollte mir eis all Dieren oploossen, eis un dës rasant Entwécklung unzepassen, a wann et sech weist, och dëse Lycée op déi héich Klassen auszeweiden. Et ass virauser scho gesot ginn: Deen noutwendegen Terrain ass scho kaaft ginn op dem Site vun der Setzgromperegenossenschaft a kann och dofir genotzt ginn.

D'Gemeng Clierf wäert ouni ze zécke sech den Ufuerderunge vum Lycée stellen. Sou muss zum Beispill en neie Kollekter duerch déi ganz Uertschaft gezu ginn, fir dës nei Gebaier unzeschléissen. Mir sinn och derbäi, eng Mobilitéitsetüd ze maachen, fir datt eis Kanner sécher ze Fouss vun der Gare bis an den Zentrum goe kënnen, ouni sech mussen duerch de Verkéier ze schloen.

Mat de Responsabele vum Clierfer Lycée wënsche mir eis als Regioun eng kreativ a konstruktiv Zesummenaarbecht, an dat mat alle sozialen, kulturellen a wirtschaftlechen Acteuren, fir zesummen eng gesond Entwécklung vun der Nordspëtzt weiderzedreiwen.

Et ass mir kloer, datt mir haut e ganz grousst Zil erreecht hunn, mä datt awer nach vill Aarbecht op d'Forces vives vun eiser Regioun duerkënnt. Mir wäerten dem Grupp, deen dat pädagogescht Konzept ausschafft, all Ënnerstëtzung zousoen, fir eisem Lycée zu enger zolitter Reputatioun an enger moderner Image de marque ze verhëllefen.

Här President, de Mataarbechter vum Architektebüro a vu Bâtiments publics kann een nëmme félicitéiere fir dëst flott, resolut modernt an dem Patrimoine naturel gutt ugepasstent Schoulgebai mat Piscine a Sportshal. An dat alles no bei der Gare, fir eisen zukünftege Schüler soumat optimal Bedéngungen ze bidden.

Här President, dëse Lycée verbessert d'Chancëgläichheet net nëmme vun eise Schüler, mä vun enger ganzer Regioun, déi heiduerch e weideren Opdriff kritt. Dofir soen ech der ganzer Regierung Merci an Iech all heibannen, déi dëse Projet mat hirem Jo ënnerstëtzen.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Eicher. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Demokratesch Partei ass de Clierfer Lycée zënter dem Ufank vum 21. Jorhonnert ëmmer eng Noutwendegkeet gewiescht. Et ass fir d'DP eng onverzichtbar Infrastruktur an der moderner Wëssensgesellschaft, eng Institutioun mat pädagogeschem an erzéiereschem Profil, jo, mä awer och mat kulturellem Charakter a sozioekonomeschem Impakt op d'Entwécklung vun der Regioun.

Duerfir huet sech d'DP vun Ufank u fir dëse Projet staarkgemaach. D'Mandatairë vun der DP hu sech kloer zu dëser Schoul bekannt a sech konkret fir si agesat. Fir mech perséinlech ass d'Thema vum Clierfer Lycée mat ville gudden, awer och manner gudden Erënnerunge verbonnen.

Am Ufank, dat wësse mer alleguer heibannen, huet nëmmen e Grapp vu Leit un d'Noutwendegkeet vun dëser Schoul gegleeft. Et ass ee scho bal als ee Fantast ugekuckt ginn, wann een drop opmierksam gemaach huet, datt esou eng Schoul am Clierfer Raum duerchaus Sënn géif maachen, virun allem aus der Siicht vun der schoulescher Dezentraliséierung.

Datt et ufanks u Begeeschterung an Engagement gefeelt huet, dat gehéiert zu de schlechten Erënnerungen. Mä et gouf glécklecherweis Biergerinnen a Bierger, déi méi zouversiichtlech waren an déi virun allem an all deene Joren net gezéckt hunn, ëmmer nees fir de Bau vun esou enger Institutioun ze plädéieren an anzetrieden.

D'schoulesch Dezentraliséierung war eng vun de Begrënnungen, well iwwersiichtlech Schoule loosse sech besser organiséieren. Hei ass de Schüler keng Nummer, den Direkter kennt seng Élèvë bal all mam Numm, de Corps vun den Enseignantë begéint sech intensiv, fir en zefriddestellenden Teamwork am Interessi vun alle Jonken ze leeschten. Dat war sécherlech ee vun de Grënn, dee mech perséinlech als Enseignant am Postprimaire ëmmer nees dozou motivéiert huet, ze widderhuelen, datt mer déi dote Schoul am ieweschten Deel vum Land bräichten.

Eng iwwersiichtlech Schoul, eng Schoul mat Wohlgefühl, an där d'Bezéiung Schüler/Enseignant groussgeschriwwe gëtt, well ee sech kennt, well een net an der Hektik, déi esou dacks grousse Schoulen eegen ass, laanschteneeleeft a -lieft.

Mir wëssen all, wéi wichteg d'Qualitéit vun der Relatioun tëschent Enseignant a Schüler ass. Mir wëssen, datt e groussen Deel vum Léiererfolleg vun der Persoun an der Perséinlechkeet vum Enseignant ofhänkt. Grad a méi iwwersiichtleche Schoulgemeinschaften ass et méi einfach, déi Bezéiung tëschent Schüler a Professer opzebauen. Grad hei léisst sech déi pädagogesch Aarbecht besser an de Mëttelpunkt stellen, well ee sech kennt a well ee méi Zäit fireneen huet.

Am Ufank war et schwéier an et ass ofgewaart ginn. Et gouf Zuelematerial gesammelt, bis datt ersiichtlech gouf, datt et am Oste vum Clierfer Kanton, wann een dat esou soe kann, en „vide scolaire absolu" géif ginn. Datt de Bau vum Clierfer Lycée bal zu enger „never-ending story"sollt ginn, gehéiert sécherlech zu de manner gudden Erënnerungen. Datt dat Ganzt esou laang geschleeft huet an op déi laang Bänk gedréckt gouf, ass keng gutt Erënnerung.

Wéi et riskéiert huet, méi laang ze daueren, du sinn d'Leit am Norde méi a méi ongehale ginn a si hunn hir Ongedold op ënnerschiddleche Weeër zum Ausdrock bruecht.

Zu de gudden Erënnerunge gehéiert, datt d'Medien op eis Appeller gelauschtert hunn. D'Press hat op eemol en oppent Ouer fir de Projet - déi geschriwwen an déi geschwate Press. An ech wëll op dëser Plaz, vun dëser Plaz aus der Press en häerzleche Merci soen, datt si de Sujet ëmmer nees opgegraff huet, wann et néideg war a wa seng Befürworter se geruff hunn.

Sou erënneren ech mech nach ganz gutt un e Reportage, deen RTL 2007 iwwert de Sujet Clierfer Lycée zesummegestallt hat. Deemools gouf e Meedche vu Léiler, dat zu Wolz op enger Septième ageschriwwe war, op sengem Schoulwee gefilmt. Nodeems d'Meedchen um sechs Auer opgestanen ass, ass et vu Léiler aus emol fir d'Éischt esou géint Véirel vir siwen op Hengescht mam Bus gefuer. Do huet et missen ëmsteigen an dann op den nächste Bus waarden, deen et da vun do aus bis op Wolz gefouert huet.

No enger gudder Stonn ass et um Busquai vum Lycée du Nord ukomm an et huet géint aacht Auer seng Klass erreecht. Owes ass et deeselwechte Wee an déi ëmgekéiert Richtung erëm heemgefouert ginn. Insgesamt sinn esou gutt zwou Stonnen am Bus verluere gaangen.

Dës Zäit hätt d'Meedchen duerchaus och anescht notze kënnen - mä Virriedner huet et gesot - fir Sport, Musek oder einfach Léieren. Et wäerten op d'mannst nach véier Joergäng dru gleewe missen, bis datt dann endlech de laang erbäigewënschte Clierfer Lycée seng Dieren opmécht an déi Éisleker Jugendlech wesentlech manner Zäit am Bus verléieren.

Beim Thema Clierfer Lycée fale mir etlech Aktiounen an, déi d'Forces vives aus der Regioun an Eenzelner vun hiren äerdege Vertrieder lancéiert hunn, fir de Sujet iwwerhaapt an der öffentlecher Debatt ze behalen, well dat war net onbedéngt evident, zemools, well de politeschen Engagement sech éischter a Grenze gehalen huet.

De President vun der Vereenegung De Cliärrwer Kanton, Léon Braconnier, huet dat op de Punkt bruecht, wéi en 2011 geschriwwen huet: „Die verpassten Jahre zeigen eines: Die Begeisterung für das Projekt Lyzeum im Kanton Clerf war vielerorts eine laue, eine halbherzige." An e schrouf weider: „Wie immer räumten einige Skeptiker dem Projekt anfangs keine große Chance ein. Aber die überwältigende Mehrheit der Bevölkerung stand und steht hinter der Idee."

Datt mer haut hei däerfen iwwert de Bau vun dëser Schoul entscheeden, ass dann och wierklech dem zéien Engagement vun der Vereenegung De Cliärrwer Kanton ze verdanken. De Kolleeg Emile huet et virdru gesot.

Hir féierend Leit hu sech onentweegt a mat enger formidabeler Gedold fir d'Schafe vun enger Sekundarschoul an der Nordspëtzt ausgeschwat an agesat. Mat Erfolleg, wéi mer feststellen däerfen, quitte datt am Dossier éischter gehandelt hätt misse ginn. Mä wéi huet de fréiere Schoulinspekter René Maertz a Grënnungspapp vun der Associatioun De Cliärrwer Kanton eemol esou treffend geschriwwen: „Das Staatsschiff ist ein langsames Schiff, es agiert nicht, es reagiert."

Erënnere mer drun, datt d'Chamber um Ufank vun dësem Jorhonnert eng Motioun vum Robert Garcia ugeholl hat, an där de Bau vun engem Lycée am Kanton Clierf ausdrécklech heibannen ënnerstëtzt gouf. Dat huet de fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen eescht geholl an hien a senger him eegener Wäitsiicht dozou ugereegt, fir den Terrain, op deem déi fréier Firma Cleveland implantéiert war an déi op Lentzweiler ënnert dem Numm CTI ëmgesiedelt ass, iwwert d'SNCI opzekafen, soudatt iwwert dëse Wee den erfuerderten Terrain, no bei der Eisebunn, disponibel war.

Erënnere wëll ech drun, datt den Henri Grethen séier aktiv gouf, nodeems déi deemoleg Schoulministesch Anne Brasseur drop higewisen hat, deemools schonn, datt et ëmmer schwéier wier, e Lycée ze schafen, well d'Regierung meeschtens un der Terrainsfro scheitert.

Duerch déi exzellent Zesummenaarbecht tëschent dem deemolege Wirtschaftsminister an der deemoleger Éducatiounsministesch konnt dunn den Terrain vun der CTI fir ee Lycée reservéiert ginn. Dat hat virun 2004 am Minette geklappt an et sollt och zu Clierf mat Succès widderholl ginn. Duerch dëse glécklechen a geschéckte Gréff vum Henri Grethen...

Plusieurs voix.- Ah! Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- ...huet sech also d'Fro vun der Verfügbarkeet vun engem Terrain fir de Lycée net méi gestallt.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, meeschtens ass et jo ëmgekéiert. D'Regierung wëllt eng Schoul oder en anert öffentlecht Gebai bauen, mä da gëtt et schwéier, fir e passenden Terrain ze fannen. De Minister Claude Wiseler kann e Liddchen dovunner sangen. An anere Géigende vum Land kënne mer jo dovunner och e Liddche sangen.

Nom Henri Grethen senger gelongener Aktioun war awer dunn eng Zäit Funkstille am Dossier an et huet op eemol am Fréijoer 2006, ënnert der CSV/LSAP-Regierung, geheescht, de Projet wier elo emol op onbestëmmten Zäit ausgesat.

Eréischt den 19. Dezember 2006 gouf de Sujet hei an der Chamber vum heitegen Europadeputéierte Charles Goerens op en Neits opgegraff...

Plusieurs voix.- Ah! Oh!

(Interruptions diverses)

M. André Bauler *(DP)*.- ...an öffentlech diskutéiert. Deemools huet hien op d'Noutwendegkeet vun dësem Gebai higewisen. Hien huet sech och kloer fir de Standuert Clierf ausgeschwat, eng Plaz, déi kaum kéint ugezweifelt ginn.

Ech zitéieren de Charles Goerens: „Clierf läit zentral. Clierf läit un der Eisebunn. Clierf ass och e Verkéiersknotenpunkt. Dee Lycée soll bei der Gare entstoen oder bei d'Gare kommen. Do ass en Terrain reservéiert, an deen hu mer och der Wäitsiicht vum viregte Wirtschaftsminister ze verdanken, deen an der viregter Legislaturperiod..." - dat war tëschent 1999 an 2004 - „...eng Décisioun matgehollef huet erbäizeféieren, fir e Betrib, dee CTI heescht, ze delogéieren, an zwar an d'Industriezon vu Lenzweiler."

An der Debatt iwwert de Lycée huet den Député-maire vu Wolz, de Romain Schneider,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruptions)

M. André Bauler *(DP)*.- ...Enn 2006 d'Regierung an d'Parlament opgeruff, keng weider Zäit an dësem Dossier ze verléieren an Neel mat Käpp ze maachen. Den Opruff vum Här Schneider un d'Adress vun der CSV/LSAP-Koalitioun war gutt gemengt, mä en huet net alles gedéngt. Nach ganzer sechs Joer sollten an d'Land zéien, bis endlech e Projet de loi déposéiert gouf. D'Leit aus dem Kanton hu sech weider misse gedëllegen, an hir Vertrieder goufen net midd, sech nees fir dës Schoul weider ze engagéieren an un dës Schoul ze erënneren.

2007 huet d'Initiativ „E Lycée fir de Cliärrwer Kanton" eng Petitioun gestart, wou iwwer 4.000 Ënnerschréften zesummekoumen; den Emile Eicher sot dat elo just. 2009 huet dunn d'Regierung endlech en Architektebüro ugestallt, deen d'Pläng fir dës Schoulinfrastruktur sollt ausschaffen. 2009 war och dat éischt Krisejoer. Als Reaktioun op dee méi enke Spillraum bei de Statsfinanzen hunn dunn d'CSV an d'LSAP am Hierscht 2010 décidéiert, fir verschidde staatlech Infrastrukturprojeten op Äis ze leeën, dorënner och de Clierfer Lycée.

D'Initiativ „E Lycée fir de Cliärrwer Kanton" huet doropshin all Hiewelen a Bewegung gesat, fir dës enttäuschend Entscheedung réckgängeg ze maachen. 2011 hunn d'Vertrieder vun der Initiativ a vun der Vereenegung De Cliärrwer Kanton de Ministere Mady Delvaux a Claude Wiseler iwwer dausend Postkaarten, déi ronn dausend Stéit oder Familljen aus dem Norde respresentéiert hunn an déi un de Premierminister geriicht waren, iwwerreecht, dëst mat der Demande, bei der Opstellung vum Statsbudget 2012 schoulesche Bauten absolut Prioritéit anzeraumen an de Clierfer Lycée schnellstméiglech ze verwierklechen.

De 16. Oktober d'lescht Joer huet d'Regierung dunn endlech décidéiert, de Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme sollen, op den Instanzewee ze schécken. De laang erbäigewënschte Bau vum Clierfer Lycée gouf domat an d'Wee geleet. Fir d'Awunner aus der Nordspëtzt a virun allem fir d'Éisleker Jugend geet domat en Dram an Erfëllung. Dëse Lycée ass fir déi ganz Regioun, besonnesch aus pädagogescher a kultureller, awer och aus wirtschaftlecher a sozialer Siicht, en essenziellt Element an der Weiderentwécklung vum Kanton.

Kee Wonner, datt de Fernand Etgen 2011 an der Revue vum Cliärrwer Kanton schrouf, ech zitéieren: „Déi Kanner, déi haut a modern Grondschoule ginn, solle muer an hirem Kanton an e moderne Lycée kënne goen. An e Lycée dréit och wesentlech dozou bäi, datt grad dës Kanner an hirem Kanton eng Aarbechtsplaz fannen."

An de Camille Gira, dee jo zesumme mam fréieren DP-Deputéierten Emile Calmes zu de Promoteure vum Atert-Lycée zu Réiden gehéiert, huet dat op folgend pertinent Formule bruecht: „D'Regioun profitéiert vum Lycée an de Lycée profitéiert vun der Regioun."

Effektiv ass de Clierfer Kanton, grad wéi de Réidener Kanton, eng ganz dynamesch Géigend, zemools aus demografescher Siicht. Mëttlerweil liewe bal 18.000 Awunner an der Nordspëtzt. Tëschent 1991 an 2010 ass d'Bevölkerung ëm ronn 30% am ganze Land gewuess. Am Clierfer Kanton ass se dergéint ëm 54% gewuess. Dës zwee Prozentsätz soen alles.

Ech géif nach gäre bäifügen, Här President, datt deen neie Lycée zu Clierf, dee jo no neisten techneschen an ekologeschen Erkenntnisser gebaut soll ginn, ausbaufäeg soll sinn. Spéitstens wann d'Schoul deen ieweschten Zyklus vum Postprimaire ubitt, muss do kënne gehandelt ginn. Ech sinn zefridden, datt de Stat mëttlerweil och elo Propriétaire vum Terrain vun der fréierer Setzgromperegenossenschaft, deen nieft dem fréiere CTI-Terrain läit, ginn ass. Esou ass genuch Raum do, wann et zu enger Extensioun kënnt.

Datt de Lycée eng autonom Schoul gëtt, déi net vun engem anere Gebai ofhängt, ass och eng erfreelech Nouvelle, well esou eng Entscheedung hätt der Schoul vun Ufank u geschuet, souwuel aus organisatorescher wéi aus pädagogescher Perspektiv.

Ech wënschen och, datt d'Zesummenaarbecht tëschent Bâtiments publics an der Enseignantséquipe, déi de Lycée op d'Bee setzt, Friichten dréit an d'Raimlechkeeten esou équipéiert ginn, datt si moderne pädagogeschen Erkenntnisser gerecht ginn.

Ofschléissend wëll ech allen, déi op iergendeng Manéier an all deene leschte Jore sech fir de Bau vum Clierfer Lycée agesat hunn, e grousse Merci soen. Si all hunn e grousse Succès ze verbuchen am Intérêt vun der Nordregioun an hiren Awunner. Et sinn all déi, déi de Kapp net an de Sand gestach hunn, et sinn déi, déi Ausdauer a Gedold haten, et sinn déi, déi dru gegleeft hunn, datt e Lycée méi ass wéi eng Schoul, nämlech e Kulturträger, deen am gesellschaftleche Liewen am wäiteste Sënn vum Wuert eng Schlësselroll spillt, Aarbechtsplaze schaaft an d'Mënschen zesummebréngt.

An deem Sënn wënschen ech, datt et net bis e puer Woche virun den nächste Landeswahlen dauert, bis de Bagger rullt. Dëst ass op alle Fall eng grouss Stonn fir de Kanton Clierf. Et ass e schéine Moment, wou mer fir d'Nordspëtzt e kloren Etappesieg erziilt hunn. Et ass e Moment, dee sech an eist Gediechtnes aschreiwe wäert, a mir all kënne soen, mir wieren derbäi gewiescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, no deem expliziten Historique, deen den Här Bauler hei gemaach huet, wäert ech dorobber verzichten, fir dann nach eng Kéier dee ganzen Historique ze zitéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ech hat dat iwwregens souwisou guer net wëlles.

(Hilarité)

Ech géif awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Rapporteur, dem Här Lucien Clement, villmools Merci ze soe fir säin explizite schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf, denken ech, ass an dësem Haus scho vill diskutéiert ginn; entre autres, an dat ass och schonn ugeklongen, war dat am Kontext vun de Spuermesuren, déi d'Regierung der Chamber proposéiert hat. An deem Kontext ass d'Realisatioun vum Bau vum Clierfer Lycée, wat de Finanzement ubelaangt, kuerz retardéiert ginn.

Et ass awer och ëmmer säitens vum Bauteminister an och vun der Éducatiounsministesch gesot ginn a preziséiert ginn, dass d'Aarbechte vum Planning a vun den Etüde fir d'Realisatioun vum Bau vum Clierfer Lycée géife weidergoen. Wéi mer gesinn, ass dat och de Fall. An d'Regierung huet also an deem heite Projet och Wuert gehalen.

Här President, 2001 ass de Plan directeur sectoriel «Lycées» ugeholl ginn, an d'Noutwendegkeet, fir ee Lycée am Norden ze bauen, war vun Ufank un evident, well do ee klore Vide scolaire festgestallt ginn ass. Nieft dem Clierfer Lycée hat de Plan directeur och d'Noutwendegkeet ënnerstrach, an dat soll een hei och soen, fir nach fënnef weider schoulesch Infrastrukturen ze bauen, an dat an zwou Phasen.

An enger éischter Phas sollten d'Lycéeë vu Jonglënster, Réiden an Esch/Belval gebaut ginn. Duerno wier ee Lycée am Südosten, een am Süden an een am Norden ze bauen. Mëttlerweil sinn déi Standuerter jo och definéiert:

Mondorf, Déifferdang a Clierf. Déi éischt Phas vum Plan sectoriel ass elo esou gutt wéi ofgeschloss an duerfir kann d'Realisatioun vun de Lycéeë vun der zweeter Phas ufänken, mat als éischte Lycée dee Lycée vu Clierf.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz op d'Objektiver vum Plan sectoriel agoen. Et sinn dëst, zousätzlech schoulesch Capacitéite kreéieren, eng Dezentralisatioun vun der schoulescher Offer bewierken, e puer schoulesch Ballungszentre schafen an domat resultéiert manner Déplacementer fir d'Schüler, fir bei d'Lycéeën ze kommen. An dës Objektiver gi ganz kloer beim Bau vum Clierfer Lycée erfëllt.

D'Schülerpopulatioun vun der Zone de recrutement, also vum Anzugsgebiet vum zukünftege Clierfer Lycée, ass vun 2000 bis 2011 an deene Joren an zwar vun 1.440 op 1.508 Schüler geklommen. Dat sinn also am Moment ronn 1.500 Schüler, déi op Wolz ronn 60%, op Dikrech 10%, dann op Ettelbréck 14% mussen an d'Schoul fueren an dofir, an dat ass och schonn ugeklongen, eng laang Zäit brauchen - 80 Minutten an der Moyenne -, déi si iwwer sech ergoe musse loossen.

Des Weidere ginn och ongeféier 40 Schüler aus där Regioun an d'Belsch an d'Schoul. Allerdéngs kann een net dovunner ausgoen, dass déi 1.500 Schüler, déi am Moment op Wolz, Dikrech an Ettelbréck an d'Schoul ginn, also elo alleguerten op Clierf an de Lycée wäerte goen. Vun deenen 1.500 Schüler sinn der nämlech 700 ronn am Cycle inférieur. Déi, déi elo an de Cycle supérieur ginn, ginn also och weiderhin an hir üblech Lycéeën.

Derbäi kënnt, dass d'Schüler aus de Géigende Wëntger, Kiischpelt an Housen vläicht besser un de Wëlzer Lycée ugebonne sinn a sech also dohinner prioritär wäerten umellen. Am Moment sinn also ronn 650 Schüler, déi vun der Offer vum Clierfer Lycée wäerte profitéieren. Duerfir gesäit dëse Projet de loi och vir, fir 34 Klassen ze organiséieren, déi sech am Cycle inférieur den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique opdeelen. Laangfristeg kann de Lycée actuellement bis zu 800 Schüler empfänken.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot hat a sengem Avis vum 15. November vum leschte Joer bemängelt, dass d'Offer vun deem neie Lycée sech just op de Cycle inférieur beschränkt. An deem Fall wieren eng ganz Partie vu Schüler, nämlech déi, déi am Cycle supérieur sinn, vum Virdeel vun engem Lycée de proximité ausgeschloss.

Ech wëll awer hei preziséieren, dat ass och schonn e puermol ugeklongen, dass dat nëmmen an enger éischter Phas de Fall wäert sinn. De Législateur kann nämlech zu all Moment d'Base légale vun dësem Text änneren an d'Offer op de Cycle supérieur erweideren, wéi dat zum Beispill am Fall vum Réidener Lycée gemaach ginn ass.

De Clierfer Lycée gëtt also keng Annex vun engem anere Lycée, mä en onofhängege Lycée wéi déi aner och. Mëttelfristeg wäert d'Offer och op de Supérieur erweidert ginn.

De Plan sectoriel huet och véier Pôles d'enseignement definéiert: den Norden, de Süden, den Osten an den Zentrum, deen nach eng Kéier ënnerdeelt ass an den Zentrum Norden an den Zentrum Süden. An all Pôle solle sech déi bestehend Lycéeën an déi nei Lycéeë beschtméiglech ergänzen, soudass an all Pôle dat gesamt schoulescht Angebot de Schüler zur Verfügung soll stoen.

D'Opdeelung vum Land an deene Pôlen huet et och méiglech gemaach, d'Notioun vun engem Lycée de proximité iwwerhaapt ze schafen. All Schüler soll sech an dee Lycée kënnen umellen, deen am noosten zu sengem Wunnuert ass. Dat verhënnert engersäits, dass ze vill Va-et-vient tëschent deene geografesche Pôlen entsteet. Anerersäits verhënnert et och, dass ze vill Schüler sech fir ee bestëmmte Lycée mellen, well dee vläicht als aussergewéinlech attraktiv gëllt bei deene Jonken an da komescherweis och mat där Konsequenz, dass en dann iwwerlaascht ass.

Eenzeg Ausnahm am Fall vum Clierfer Lycée ass, dass d'Schüler aus de Gemenge Wëntger, Park Housen a Kiischpelt wäerten de Choix behalen, well aner Lycéeën, zum Beispill de Wëlzer Lycée, fir si a verschiddene Fäll vläicht besser ze erreeche sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Bau vum Clierfer Lycée wäert eng sécher Plus-value fir d'Bevölkerung aus dem Norden duerstellen, déi momentan, an dat ass och schonn e puermol erwähnt ginn, konstant wiisst. De Clierfer Lycée ass ganz gutt um Eisebunnsréseau ugebonnen, a fir déi meeschte Schüler wäert dëse Lycée déi interessantst Alternativ sinn.

Allerdéngs ass et wichteg, dass den öffentlechen Transport an där Géigend nach weider ausgebaut a gefördert gëtt, fir dass och all Schüler déi ideal Konditiounen huet, fir an d'Schoul ze kommen. Nëmme wann d'Offer um öffentlechen Transport stëmmt, ass de Lycée de proximité ee richtege Virdeel.

Des Weideren, andeems méi Schüler aus dem Cycle inférieur op Clierf an d'Schoul ginn, wäerten déi aner Lycéeën, als Beispill Wolz, Dikrech an Ettelbréck, wesentlech entlaascht ginn. D'Infrastrukture gi méi iwwerschaubar an do léisst et sech da besser Schoul halen. Déi Proximitéit wäert och nach ee bessert Verhältnis tëschent de Schüler an den Enseignantë förderen.

Ech wëll hei awer och nach ënnersträichen, dass eng Schoul an esou enger Géigend net nëmmen ee Bildungsoptrag huet, mä ganz kloer een Effet multiplicateur huet. Ee Lycée brëngt ganz nei Dynamik an eng Géigend, mat zum Beispill, kann ee sech virstellen, um kulturellen, um sportlechen, um kommerzielle Plang, wann déi Bewegung bis an d'Spill kënnt.

De wirtschaftlechen Impakt ass net ze ënnerschätzen. De Commerce gëtt gefördert, a fir d'Betriber ass et och net oninteressant, aus där Géigend an d'Ausbildung oder an zukünfteg Employéen ze investéieren. D'Gemeng Clierf op jidde Fall freet sech aus all dësen Ursaachen op hire Lycée an erhofft sech natierlech iwwert d'ganzt Joer eng Beliewung vu Clierf an Ëmgéigend selwer.

Här President, ech wäert hei elo net op déi technesch Detailer vum Clierfer Lycée, wat d'Schoulsäll, also d'Organisation interne an d'Architektur ugeet, agoen. D'Virriedner hunn dat scho gemaach. D'energetescht Konzept, d'Ubannung un den öffentlechen Transport an de Choix vum Site stelle keng Problemer duer, esou wéi meng Virriedner och dat scho gesot hunn. All déi aner Detailer stinn am schréftleche Rapport vum Rapporteur. Ee moderne Lycée mat Sportsinfrastrukturen, wéi Sportshal, Busquai, Parking fir Autoen a Vëloen, fir nëmmen dës ze nennen, kann also op engem Areal vu ronn dräi Hektar gebaut ginn. Mir haten eng ähnlech Surface beim Projet vum Lycée Vauban hei an der Stad.

Dëse Lycée ass och no deene standardiséierte Raster vum Ministère geplangt an ausgeschafft ginn, wat natierlech eng méi schnell a méi bëlleg Infrastrukturplanung mat sech brëngt. D'Bauzäit ass mat plus ou moins dräi Joer virgesinn. D'Erfahrung vun enger Ganzdagsschoul ginn an dësem Projet, wou d'Schüler tëschent hallwer aacht a sechs Auer betreit ginn, ugewannt.

Zum Schluss nach e puer Wuert iwwert de Standuert, wou deen neie Lycée hikënnt. De leschte Méindeg huet de Gemengerot vun der Clierfer Gemeng eng punktuell Ëmännerung vum PAG gestëmmt, fir den Terrain zu Eeselbur als Zone spéciale agricole ëmzeklasséieren. Dëst erméiglecht et, der Éisleker Setzgromperegenossenschaft hir Opbereedungsanlag ze déplacéieren, déi sech am Moment nach ëmmer an der Baaschtnecher Strooss befënnt, genau op deem Terrain, deen de Stat elo kaaft huet, fir de Lycée drop ze bauen.

Eréischt nodeems déi Opbereedungsanlag zu Eeselbur fonctionnéiert, kënnen déi Halen zu Clierf ofgerappt ginn an et kann och mam Ausbau vum Lycée ugefaange ginn. Mir hoffen, dass dat relativ schnell ka realiséiert ginn, soudass de Bau vum Lycée kee Retard, och den Ausbau doduerjer kritt.

Här President, ech denken, dass dëst e Projet ass, dee ganz wichteg, net nëmmen um nationale Plang ass, mä och eng Beliewung fir d'Éislek mat sech brëngt, besonnesch an de Schoulinfrastrukturen. An duerfir ginn ech natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen „Gottes Mühlen mahlen langsam", mä och d'Mille vun de Lëtzebuerger Regierunge muelen dacks ganz lues. A wa se solle Miel fir den Norde muelen, da muele se ganz oft nach méi lues, wéi se scho muelen.

De Clierfer Lycée ass e gutt Beispill vun dëser Langsamkeet. Et ass eigentlech onverständlech, well de Bau vu genuch Schoulraum fir déi Schüler, déi schonn zwielef Joer op der Welt sinn, ier se da sollen an dee Schoulraum goen, ass jo eigentlech net grad eng politesch Meeschterleeschtung. Et misst eigentlech dat Normaalst vun der Welt sinn.

A wann een dee Schoulraum net mat Zäite baut, spuert ee jo och keng Suen, well déi Schüler, déi gëtt et jo, déi si jo do, an déi muss ee jo iergendwou ënnerbréngen. Et kann ee se jo net, wéi mer esou schéin an der Schoul ëmmer gesot hunn, „mat Siemens-Lufthaken ophänken". An da ginn da lénks a riets Provisorië gemaach, Container opgeriicht, wéi wann dat alles näischt géif kaschten. Wa mer géifen e Bilan maachen, da gëtt dat meeschtens nach vill méi deier, wéi wa mer direkt genuch an dat Richtegt gebaut hätten.

Et kann op jidde Fall keen dem Lëtzebuerger Parlament an dësem Fall e Virworf maachen. Et ass schonn erwähnt ginn hei vum Kolleeg Bauler: Beim Vote vun der zweeter Phas vum Ausbau vum Lycée Wolz hat de Kolleeg Robert Garcia am Numm vun eiser Fraktioun eng Motioun erabruecht, dass d'Regierung sollt alles an d'Wee leeden, fir e Lycée am Kanton Clierf ze bauen.

Déi Motioun ass ëmmerhi schonn de 14. Juni 2001 hei unanime vun der Chamber gestëmmt ginn. Ech weess net, ob Dir et normal fannt. Mir fannen et net normal, dass, wann hei eng Motioun an enger Chamber unanime ugeholl gëtt, et dann nach bal zwielef Joer dauert, ier dann dat, wat an där Motioun steet, ëmgesat gëtt. Ech iwwerloossen Iech Iwwerleeungen, wéi dat an dësem dach relativ räiche Land méiglech ass.

Op jidde Fall war fir eis och onverständlech, an do muss ech awer e klenge Bémol an d'Glanzleeschtunge vun der DP zréckginn, Här Bauler, et deet mer leed, mä de Plan sectoriel vun 2003 ass awer och ënner demokratescher Bedeelegung opgebaut ginn. A mir hunn ni verstanen, wéisou do net direkt de Clierfer Lycée och mat an déi éischt Phas vu Lycéeën eragesat ginn ass. E war direkt do an der zweeter Phas. Dobäi hunn eigentlech déi Zuele vun 2001, déi mir als Ënnerlage fir eis Motioun erabruecht haten, scho gewisen, dass eigentlech genuch Schülerpotenzial do war.

Duerno sinn du vu ville Säiten, an déi sinn hei erwähnt ginn, an ech wëll och hei net nach eng Kéier de Mérite vun all deenen opzielen, Initiative geholl ginn, fir de Projet dann awer lues a lues weiderzebréngen. Ech wëll nach un eng méi spontan Aktioun vun eiser Partei dann erënneren. Sou hate mir den 20. Januar 2006 eng symbolesch Aweiung douewen um Site gemaach, wou schlussendlech och elo de Lycée hikënnt, fir éischtens ze demonstréieren, dass ee soll virumaachen, an zweetens awer och, fir ze soen, dass mir als Gréng géifen dee Site als dee beschte fannen. An natierlech si mer frou, dass dat dann och esou geschitt ass.

Mä et huet dunn awer nach siwe Joer gedauert, bis mer dann haut endlech dee Projet kënne stëmmen.

Ech wëll dann awer och hei ee ganz klenge Virworf un eenzel Gemengen aus der Regioun maachen, déi sech awer musse gefale loossen, dass och vläicht de Fait, dass douewen net ëmmer jiddweree sech eeneg war, wou dann dee Lycée sollt an de Clierfer Kanton kommen, och vläicht net grad dozou bäigedroen huet, dass de Projet méi séier virugaangen ass.

An ech ka mech och nach erënneren, dass eenzel Jugendorganisatioune vun eenzelne Regierungsparteie sech iwwerschloen hu mat all méigleche Modellen, grenziwwerschreidende Lycéeën an esou weider an esou fort. Och dat, mengen ech, huet net dozou bäigedroen, dass et séier virugaangen ass. Well wann um Terrain Oneenegkeet herrscht, dann ass eng Regierung natierlech ëmmer frou, well da ka se soen: „Ma et läit net un eis. Gitt Dir Iech emol eens douewen um Terrain, an da maache mir schonn, dass et weidergeet!"

Mä, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass alles Vergaangenheet. Haut gëtt de Projet gestëmmt. déi gréng freeë sech mat all deenen, déi sech bis elo scho gefreet hunn, dass et endlech esou wäit ass. Mir freeën eis iwwert de Standuert, well e landesplaneresch Sënn mécht an transportméisseg ideal ass.

déi gréng freeë sech och iwwert d'Energiekonzept a si frou, dass nom Réidener Lycée, wat do e Paradebeispill war, an Tëschenzäit esou een héijen energetesche Standard bei de Bâtiments publics ugewannt gëtt. Et ass gewosst, dass dat heiansdo e bësse Pionéieraarbecht brauch, och eenzel Saachen net direkt klappen. Mä wann een awer kuckt, wéi wéineg de Réidener Lycée zum Beispill un Energie brauch, dat ass awer scho phenomeenal. An dat wäert eis alleguerten nach eng Kéier an zéng, 20 Joer zeguttkommen, wann de Pëtrol nach wesentlech méi wäert kaschten, wéi en haut kascht.

Mir sinn och frou, wéi all déi aner virun eis, dass et en eegestännege Lycée gëtt. Et wier net gutt gewiescht, wa grad an enger ländlecher Regioun e Projet ugehaange gi wier als Unhängsel, als Blinddarm vun iergendengem anere Lycée. Grad dat hätt verhënnert, dass eng Eegendynamik, déi hei beschriwwe ginn ass, iwwert de Lycée eraus an d'Regioun entstane wier. An et ass duerfir och ganz gutt, dass schonn de Projet de loi fir de schoulesche Volet esou war.

Mäi Virgänger Robert Garcia huet ëmmer insistéiert a gesot: Kommt, mir kucken, dass mer praktesch parallell mam Bau vum Lycée och dat pädagogescht Konzept opbauen! Well do kann et eventuell Liene ginn. An dat ass an Tëschenzäit jo och Standard. An dat begréisse mir.

Mä mir sinn awer net frou, dass de Moment nëmmen den ënneschte Cycle virgesinn ass. Firwat net direkt een - tëschent Anführungszeichen - „normale Lycée" bauen? Mir kruten zwar verséchert, dass den Ausbau kee Problem wier, mä et wier sécher méi bëlleg gewiescht, wa mer dat direkt virgesinn hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e groussen Ënnerscheed, ob ech e Lycée op de Geesseknäppchen bauen oder op Clierf oder Réiden. Am ländleche Raum geet et net nëmmen drëms, Schoulraum fir Schüler a Schülerinnen ze bauen, net nëmmen drëms, de Kanner hire Schoulwee ze verkierzen. Neen, am ländleche Raum ass e Lycée e formidabelt Entwécklungsinstrument fir eng ganz Regioun, en neien Zentrum, fir d'Identitéit ze stäerken. Jo, e formidabelt Instrument, fir an der Wëssensgesellschaft den Informatiounszuch net ze verpassen.

All déi Erwaardungen hu sech am Kanton Réiden, an dat kann ech vu ganz no bestätegen, a kuerzer Zäit mam Atert-Lycée bestätegt. An ech wënschen dem Clierfer Kanton mat sengem Lycée datselwecht.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, esou wéi meng Virriedner si mir och frou, haut endlech kënnen dësem Projet zouzestëmmen. Et ass e Projet mat enger laanger Geschicht. Et ass vill driwwer diskutéiert ginn hei am Parlament an an der Öffentlechkeet a virun allem vun deene betraffene Leit aus der Regioun vu Clierf an Ëmgéigend.

Ech wëll awer fir d'Éischt dem Kolleeg Lucien Clement als Rapporteur vun eiser Säit Merci soe fir säi gudden an explizite Rapport, deen en zu dësem Projet de loi gemaach huet.

Wa mer haut kënne mat Freed a Satisfaktioun dëse Projet hei stëmmen, da muss een awer wëssen - an et hu scho Virriedner drop higewisen -, datt en eng laang Virgeschicht huet. An et däerf een och net vergiessen, well haut d'CSV an d'LSAP och ganz frou iwwert dëse Projet sinn, datt et nach net allze laang hier ass, datt d'CSV- an d'LSAP-Fraktioun heibannen engem Spuerprogramm vun der CSV/LSAP-Regierung zougestëmmt hunn, den Accord ginn hunn, an deem dëse Lycée am Fong vun de Prioritéite gestrach ginn ass.

Fir eis als ADR, wéi mer déi Diskussioun hei gefouert hunn, hu mir och eng Rei vu Projete gesot, déi sollen zréckgesat ginn oder se sollen iwwerhaapt net gebaut ginn. Mä mir hunn awer och eng Rei vu Projete genannt, déi mer onbedéngt gär realiséiert gehat hätten, an do waren nun emol eben d'Schoulinfrastrukturen, d'Lycéeën, an zwar sämtlech Lycéeën derbäi, well mer schwätzen net nëmmen iwwert de Clierfer, et muss een och nach iwwert de Lycée fir Mondorf oder fir Déifferdang schwätzen, déi jo och an deem Kader mat zréckgesat si ginn.

Et ass also net onbedéngt de Mérite vun dëser Regierung, datt haut dëse Projet hei gestëmmt gëtt, mä et ass de Mérite vun der Oppositioun, déi ëmmer drop higewisen huet, an ech géif soen, iwwert d'Oppositioun eraus vun de Bierger aus dem Kanton Clierf selwer, dem Cliärrwer Kanton, déi hir Initiativen ëmmer geholl hunn an Drock gemaach hunn, déi Petitioune gemaach hunn an déi, muss ee vläicht éierlech soen, méi Succès vun der bausseparlamentarescher Oppositioun realiséiert hunn, wéi d'Oppositioun hei am Parlament selwer, déi ëmmer op daf Ouere gestouss ass bei der CSV/LSAP-Majoritéit, wat dëse Projet ubelaangt huet.

Soudatt ee ka soen, datt wierklech...

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- War dat d'Clierfer Sektioun vum ADR?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wéi déi Leit, Här Fayot, douewen am Norde sech net ginn hunn an deen néidegen Drock gemaach hunn, dunn eréischt huet d'Regierung reagéiert an huet e Réckzéier gemaach. Dee Projet, dee se no hanne gesat huet, huet se dunn erëm no vir gesat, fir datt en haut kann hei gestëmmt ginn. Ech mengen, dat soll een awer emol eng Kéier ganz kloer hei soen.

Mir wëssen elo alleguerten a mir sinn eis eens, datt dat e Projet soll ginn, eng Schoul soll sinn, ee Lycée soll ginn, deen net nëmmen e Cycle inférieur, mä och de Cycle supérieur soll kënnen herno mat ubidden. An ech mengen, grad hei ass och parteiiwwergräifend elo hei, genau wéi viru méi wéi zéng Joer eng Motioun hei parteiiwwergräifend gestëmmt ginn ass, ass och elo hei parteiiwwergräifend gesot ginn, datt dee Lycée muss och de Cycle supérieur ubidden, wann déi Zäit komm ass.

An hei hätte mer och gäre vun der Regierung, an ech mengen, d'Zouso bei dem Vote vun dësem Projet, datt dat och d'Realitéit gëtt. Well Der verstitt, datt ee sech net kann op eng Regierung verloossen, déi bal Jorzéngte brauch, bis se e Projet ëmsetzt, deen awer ëmmer hei vum Parlament verlaangt ginn ass. An duerfir hätte mer gäre vun der Regierung... An d'Kommissioun war sech eens, souwuel wat de Cycle supérieur ass wéi och, datt et soll en eegestännege Lycée ginn, datt et net soll eng Annex ginn. Ech mengen, do ass d'Kommissioun sech eens. An da musse mer och hei, bei esou enger Debatt wéi déi heiten haut ass, vun der Regierung d'Zouso kréien, datt dat och an der Praxis esou geschitt.

Genausou gutt wéi gesot gëtt, datt de Lycée soll vun 2014 bis 2017 gebaut ginn. Och déi Zouso hätte mer gär. Genausou gutt wa misst eng Annex gebaut ginn, fir eben alles ze offréieren, datt mer dann och déi Garantië wäerten hei kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, zum Projet selwer brauch een net villes ze soen. Dat hunn d'Virriedner alleguer gemaach. Et ass sécherlech wichteg, datt mer an eise Schoulinfrastrukturen dezentral Infrastrukture maachen. Dat ass an de leschte Jore mat Erfolleg op verschiddene Plazen hei am Land gemaach ginn an dat hei ass och eng ganz wichteg Etapp fir déi Regioun.

Wann eben de Lycée an déi Regioun hikënnt, an ech brauch net méi drop hinzeweisen, wat d'Virriedner gesot hunn, datt dann déi Studentinnen a Studenten, déi da kënnen dohinner an dee Lycée goen, datt déi wierklech an enger vertrietbarer Zäit och vun doheem bis an de Lycée kënne goen. Dat ass wichteg fir d'Liewensqualitéit vun deene Kanner.

An ech mengen, et ass och wichteg, déi Zäit, déi do gespuert gëtt, déi kann da fir aner Saache genotzt ginn. Et ass hei gesot ginn, se kënne léieren, se kënne kulturell, se kënne sportlech Aktivitéite maachen a si kënnen och raschten. Wann d'Kanner kënne moies eng hallef oder dräivéirel Stonn méi laang schlofen, déi se net mussen an de Schoulwee investéieren, an owes och dräivéirel Stonn éischter doheem sinn, da léiert et sech nach besser, wéi wann ee muss an d'Nuecht era léieren. Et ass also och am Interessi vun de Kanner.

Et ass sécherlech och am Interessi vun der Liewensqualitéit insgesamt an esou engem Beräich, well et weess een, datt esou eng Schoul jo och villes mat sech zitt. Et gëtt do Leit, déi Geschäfter hunn, déi sécherlech kënnen do Saache mat de Studente maachen. Et ginn och sécherlech méi Leit dohinner wunnen, et gi sécherlech och Enseignanten dohinner wunnen, wann ee Lycée do ass. Also, et ass eng Opwäertung wierklech vun enger ganzer Regioun.

An et ass déi Politik, déi mer mat voller Iwwerzeegung och als ADR wëllen ënnerstëtzen. Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn.

Ech mengen, et sollt een awer net vergiessen, datt och Projeten, déi nach ausstinn - mir schwätzen iwwer Clierf; ech schwätzen do vu Mondorf a vun Déifferdang -, datt déi och musse realiséiert ginn. An et wäert jo net misse sinn, datt och an deene Regiounen d'Leit mussen Ënnerschréfte sammelen a Petitioune maachen, fir e Lycée ze kréien.

Ech erënneren drun, datt eleng duerch d'Finanzpolitik vun dëser Regierung mer am Ableck mussen iwwer 200 Milliounen d'Joer Zënsen, Scholdzënse bezuelen. Dat sinn zwee Lycéeën d'Joer, déi mer elo an Zënse musse bezuelen, opgrond vun där desastréiser Finanzpolitik vun dëser Regierung. Wou mer dat Geld kéinte vill besser investéieren a Schoulinfrastrukturen, wéi elo musse Scholdzënsen zréckzebezuelen.

Zum Schluss nach eng Bemierkung, Här President. An dem Artikel...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst awer wierklech elo zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President, dat wäert ech och direkt maachen. Zum Schluss nach déi eng Bemierkung. Dat ass, wat den Assainissement vum Terrain ubelaangt. Ech mengen, mir hunn dat och schonn a vill méi engem grousse Mooss bei der Arcelor gemierkt, wou de Stat Terraine kaaft huet an herno huet de Stat d'Terraine missen a Milliounenhéicht sanéieren. Ech mengen, hei spillt de Prinzip vum Pollueur-payeur.

An hei och, mengen ech, ass en Terrain kaaft ginn, dee wuel zum gréissten Deel sanéiert ass, mä wou awer nach punktuell en Assainissement muss gemaach ginn, deen och elo erëm muss vum Steierzueler bezuelt ginn. Dat hätte mer eis gewënscht, datt deen Ableck, wou de Stat déi Terrainen iwwerholl huet, datt dorobber opgepasst gi wier, datt déi Stellen dann och integral assainéiert gewiescht wieren, an datt elo net de Steierzueler misst och nach do fir en Deel opkommen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier si mir frou, fir dësem Projet kënnen zouzestëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt ee Merci un den Här Clement fir säi Bericht.

Endlech ass et esou wäit! D'Regierung huet dem Drock vu verschiddene Syndikater, ënner anerem De Cliärrwer Kanton A.s.b.l., noginn, huet verschiddenen Deputéierten, Norddeputéierten: den Här Bauler - e ganz grousse Merci! -, dem Här Eicher, dem Här Schneider, awer och dem Här Garcia mat senger Motioun noginn. Déi hunn als Lokomotiv hei fungéiert a mat hinnen ass dee Projet hei praktesch géint de Wëlle vun der Regierung realiséiert ginn.

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Déi do ass zwar net schlecht!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Jo, Dir héiert jo net gären d'Wourecht, mä et ass awer esou.

(Interruptions diverses)

Wann een op lech gewaart hätt, da wäre mer haut nach net amgaangen. D'Regierung huet och de Leit nogi vun der Regioun, déi sech mat enger Petitioun manifestéiert hunn. Et ass vun engem Vide scolaire hei geschwat ginn, vum gréissten Vide scolaire vum Land.

An dann déi Fro, déi da jiddweree stellt, an déi Fro, déi wäert Der éiweg behalen: Firwat, Här Minister, sidd Der elo eréischt waakreg ginn? Da kommt heihin a sot eis: Firwat sidd Der elo eréischt waakreg ginn an net virun zéng Joer, wou déi Problemer gewosst waren? Mir wosste jo alleguerten, wéi vill Kanner am Clierfer Kanton an d'Schoul ginn an de Fondamental; dann ass et jo einfach, ze rechnen, dass déi Kanner eng Kéier an de Lycée kommen. Et ass jo ganz normal. Mä do waart Der net waakreg ginn. Also musst Der lech ëmmer de Virworf gefale loossen, dass Der hei net reagéiert hutt an net zur richteger Zäit reagéiert hutt.

Deemools war scho gewosst, dass d'Schüler ganz vill Zäit verlueren hunn, wéi se an d'Schoul gaange sinn, a si hu manner Liewensqualitéit gehat. Den Här Eicher huet mat Recht drop higewisen, eng Stonn an 20 Minutte vun Huldang op Dikrech! Ech mengen, do ass ganz manner Liewensqualitéit fir déi Kanner gewiescht. Keng sportlech Aktivitéiten, keng musikalesch Aktivitéiten, ech mengen, dat ass hei ze bedaueren.

De Lycée kascht 75 Milliounen Euro. Déi Sue si ganz gutt investéiert. Virun zéng Joer hätte mer sécherlech e bessere Präis kritt. Mä et ass jo bekannt, dass all Décisioun, déi ze spéit getraff gëtt, vill méi de Budget belaascht.

Mir bedaueren och, dass fir de Moment nëmme méi den ënneschten Zyklus ugebuede gëtt. An, Här Minister, Dir hutt jo versprach, den ieweschte géif och kommen. Dat wäert Der eis jo hei nach bestätegen.

Fazit: Hei ass et verpasst ginn, ganz fréi dee ganz fréie politesche Konzept fir d'schoulesch Infrastrukturen an der Entwécklung vun der Clierfer Regioun ze presentéieren. Firwat dat esou ass, ass ganz schwéier ze verstoen. Dir dot lech ëmmer schwéier mat Décisioune vum Norden.

Erënnere mer eis emol un den Ackerbaulycée zu Gilsdref, deen net ganz IVL-konform ass. Och do ass ganz schwéier nozevollzéien, firwat dass Der esou Décisiounen trefft a firwat dass Der dem Norden net grad déi Prioritéit gitt, déi d'ganzt Land misst hunn, trotz dräi Ministeren, déi mer hei an der Regierung hunn.

Dat gesot, ginn ech mat ganz grousser Satisfaktioun den Accord zu dësem Projet.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech fänken och un, andeems ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi sachlech Aart a Weis, wéi en de Projet hei presentéiert huet, wéi en och a wéi mer konnten och an der Kommissioun matenee schaffen. Ech si frou, datt mer schnell kënnen esou virukommen.

Ech hu mat Interesse nogelauschtert iwwert déi verschidde Paternitéiten a Maternitéiten, déi dann elo de Projet huet. Dat sinn der ganz vill, déi sech elo géint d'Regierung hei duerchgesat hunn, fir datt d'Regierung dee Projet hei presentéiert a stëmmt. Ech mengen, jiddwereen hélt dat jo op seng Kap a jiddweree schneit sech déi Stécker erof, déi e Loscht huet, sech erofzeschneiden.

Ech soe just, datt ech nach ni e Projet an dëser Chamber stëmme gelooss hunn an déposéiert kritt hu géint de Wëlle vun der Regierung. Also, dat ass awer déi éischte Kéier, datt ech déi do Suppositiounen héieren! Duerfir loosse mer dat net allze vill seriö hei huelen!

Ech wëll awer trotzdeem eng Rei Saache soen, fir kloer an däitlech ze ënnersträichen, wat déi Politik ass, déi mer hei amgaange sinn, notamment am Schoulbau, ze féieren. Well dat, wat dës Regierung säit deene leschten - ech géif soen - fënnef, sechs, siwe Joer an de Schoulbau am ganze Land investéiert, do géif ech awer emol gäre gesinn, wien a wat fir eng viregt Regierung esou vill gemaach huet, fir Schoulen ze bauen, fir schoulesch Infrastrukturen ze kréien a fir och weiderzekommen.

(Interruptions diverses)

Dat ass unique an deene leschte Jore gewiescht. An dat ass och normal, datt mer et maachen, well mer de Besoin hunn, fir et ze maachen. A mir kommen och virun an deem ganze Kontext.

(Interruption)

Dat ass dat Éischt, wat ech wollt soen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass déi Fro vun der Reiefolleg: Firwat maache mer dat eent a firwat maache mer dat anert hannendrun? Mä mir hunn, an de Camille Gira huet et richteg gesot, säit 2002, 2003 e Plan sectoriel «Lycées». An dee Plan sectoriel «Lycées», dat ass genau dat Dokument, un dat ech mech halen, wann et ëm d'Reiefolleg geet, wéi mer déi Schoulinfrastrukture wéini wou solle bauen.

An der éischter Phas vun deem Plan sectoriel stoungen eng Rei Lycéeën dran. Déi hu mer elo alleguer gebaut. Déi si realiséiert. An deen hei Lycée, dee stoung an der zweeter Phas vun dem Plan sectoriel.

Elo komme mer un déi zweet Phas an elo maache mer déi zweet Phas. Dat ass de Clierfer Lycée, dat ass de Mondorfer Lycée, dat ass den Déifferdanger Lycée. Dat sinn déi, déi elo kommen. An dat kënnt no deem Rhythmus, esou wéi e festgesat gi war virun zéng Joer, wat d'Besoinen an dësem Land sinn. Genau dat féieren ech zesumme mat der Madame Delvaux an der Regierung an deenen nächste Joren aus.

An dann, fir all déi Leit, déi soen: Dir hutt näischt fir den Norden iwwreg! Also sérieusement! Éierlech gesot, et muss een awer emol trotzdeem kucken, wat an deene leschte Jore fir den Norden an an den Norden investéiert ginn ass. An dat ass enorm, net nëmmen am Stroossebau, net nëmmen an de Bâtiments publics, mä am grousse Ganzen, och am Schoulbau, wat gemaach gëtt.

Wann ech just opzielen, wat an deene leschte Jore realiséiert ginn ass: Mir hunn de ganze Lycée du Nord awer ëmgebaut. Mir hunn de ganzen Dikrecher Kolléisch awer ëmgebaut. Mir hunn en neie Réidener Lycée gebaut. Dat si jo awer substanziell Bauten, déi fir den Norden am Norde gemaach gi sinn, déi ofgeschloss gi sinn elo.

An alles dat, wat mer elo amgaange sinn ze plangen niewent deem hei Lycée, ob dat de Lycée agricole ass... Elo kann een eng Standuertdiskussioun do féieren. Déi féieren ech ganz gären. Ech soen lech just, 30 Joer ass se gefouert ginn an et ass näischt weiderkomm, et ass näischt décidéiert ginn. Mir hunn elo eng Décisioun geholl. Et kann een driwwer diskutéieren, et kann ee se contestéieren, mä zumindest mengen ech, datt mer an deem Dossier virukommen.

Den Nordstad-Lycée, dee mer provisoresch zu Dikrech installéiert hunn, wou mer elo amgaange sinn ze kucken, fir en definitiven, neie Lycée ze bauen, den neien Nordstad-Lycée, wéi gesot. De Lycée technique des Professions de Santé, wou mer 2013 ufänke wäerte mat dem Bauen. D'Extensioun vum Lycée technique Ettelbréck, déi hannendrukënnt, en neie CNFPC, wou mer och amgaange sinn, den Emplacement elo momentan ze determinéieren. E ganze Programm, dee fir den Norden, fir d'Nordstad a fir de ganzen Norde gemaach gëtt.

Duerfir, déi Reprochen, hei am Schoulbau an an anere Saachen, et géif näischt fir den Norde gemaach ginn, loossen ech einfach fir dës Regierung op kee Fall stoen an op kee Fall gëllen! Dës Regierung, dës Majoritéit mécht vill fir all Bezierk, inklusiv fir den Norden, ganz vill fir den Norden.

An da kommen déi aner Lycéeën hannendrun. Mondorf si mer amgaangen ze plangen. Zesumme mat der Gemeng Déifferdang, dat muss och weidergoen, dat ass absolut evident.

Nach eng punktuell Fro, déi den Här Gibéryen, mengen ech, gestallt hat, dat ass déi vun den Assainissementer vun deenen doten Terrainen. Mä selbstverständlech huet déi Firma CTI déi Assainissementer gemaach, déi se huet misse maachen, déi se imposéiert kritt huet. Mä déi huet se gemaach bis op den Niveau vun engem Terrain industriel, esou wéi den Terrain sengerzäit och ausgi war.

An dat, wat elo nach zousätzlech ze maachen ass, dat si just déi punktuell Saachen, déi mer nach brauchen, fir d'Stabilitéit vun deem Lycée op de Poteauen, op deenen e steet aus Héichwaassergrënn, ze kréien, wou mer nach punktuell Assainissementer, dären hir Envergure ee ronn mat 500.000, 600.000 Euro kann arechnen, déi nach zousätzlech ze maache sinn. Mä deen Assainissement vun der Entreprise bis op deen Niveau, wéi e verlaangt war, ass selbstverständlech esou gemaach ginn. Dat sinn déi Prezisiounen, déi ech nach wollt derbäifügen.

Ech soen all deenen, an dat si se alleguerten, déi dee Lycée hei wäerte stëmmen, villmools Merci. An ech menge sécher, datt d'Bâtiments publics och déi Diligenz mécht, déi elo dra besteet, fir dat, wat um Pabeier haut gestëmmt gëtt, esou schnell wéi méiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Villmools Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Domadder wier d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6488 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de lo 6488 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet 6453, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Statut vum Agent volontaire des services de secours. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Etgen an Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

12. 6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem grousse Moment fir den Norden, wou och ech extrem frou sinn, datt Clierf natierlech en neie Lycée kritt,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- ...hunn ech d'Éier, Iech de Rapport vun der Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police iwwert de Gesetzesprojet 6453 virzestellen, bei deem et engersäits ëm eng Gesetzesännerung vum ofgeännerte Gesetz vum 31. Juli 2006 iwwert de Code du Travail geet, an deen anerersäits eng Verbesserung vum ofgeännerte Gesetz vum 12. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun enger Administratioun fir d'Noutdéngschter brengt.

Dëse Projet gouf den 23. Juli 2012 vum Innenminister an der Chamber déposéiert. Et sinn eng ganz Rei vun Avisen erakomm. Dorops wäert ech spéider ze schwätze kommen. Den 12. November sinn ech vun der Kommissioun als Rapporteur ernannt ginn. Nodeems d'Kommissioun dee ganzen Dossier mat den Avisen examinéiert hat, goufe véier Amendementer virgeschloen, déi dann och de 4. Dezember vum Statsrot aviséiert goufen. An hirer Sitzung vum 24. Januar vum neie Joer huet d'Kommissioun dunn de Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet muss een u sech als Iwwergangsprojet gesi virun där grousser Reform vun de Services de secours. De Projet ënnersträicht de Wëlle vun der Regierung, fir dee fräiwëllegen Engagement besser unzëerkennen, ze encouragéieren an och weiderhin ze förderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Entwécklung vun onsen Noutdéngschter zënter dem Akraafttriede vum 2004er Gesetz ënnert d'Lupp huelen, stelle mer fest, datt grouss Problemer bestinn, wat d'Disponibilitéit vun de Fräiwëllegen ugeet. Duerfir hunn d'Responsabel vun de Centres de secours d'Noutbrems gezunn, andeems se eng öffentlech Demande gemaach hunn, full-time professionellt Personal anzestellen.

Bon, doropshin huet am September 2009 den Innenminister Experten ugestallt, eng Iwwerleeung iwwert d'Emsetzung vun enger institutioneller an operationeller Reorganisatioun vun de Lëtzebuerger Noutdéngschter ze féieren. Den 11. Oktober 2010 huet de Grupp vun den Experten de Rapport un den zoustännege Minister ofginn.

Här President, d'Grondiddi vun dëse Propositioune läit u sech op engem Regruppement vun der Protection civile an de Pompjeeën, an dat an enger gesamter, an enger globaler Struktur.

Momentan gëtt u sech un den Texter geschafft, fir e Projet de loi an deem Sënn kënnen ze presentéieren. Bis een zu enger Emsetzung vun der Reorganisatioun vun den Noutdéngschter kënnt, muss een awer an der Tëschenzäit drëngend e puer Moossnamen ergräifen, déi e gudde Fonctionnement vun de Servicer, vun de jëtzege Servicer erméiglechen.

An der Praxis gesäit dëse Gesetzesprojet vir, de Congé spécial fir déi Haaptresponsabel vun den Noutdéngschtservicer, déi sech och mat administrativen a representative Missioune musse befaassen, esou ze erweideren, datt déi betreffend Persounen net op hire Congé légal musse fir all déi Aktivitéiten zréckgräifen.

D'Situatioun ass déi, datt am Gesetz e Plaffong vun 42 Deeg am Aarbechtsliewe virgesinn ass, deen dann ebe fir déi grad genannte Leit soll erweidert ginn. D'Limite vun den 42 Deeg gëtt opgehuewen an et komme maximal siwe Congésdeeg pro Joer derbäi. De Gesetzestext gesäit am Artikel 16 ganz genau vir, wien iwwert dëse Congé verfügen däerf. Zudeem gëtt d'Méiglechkeet geschaf, fir hallef Congésdeeg ze huelen an domadder u sech méi rationell mam Congé ëmzegoen.

Ausserdeem ass an dësem Projet virgesinn, datt de Code du Travail u sech, datt e Feeler do korrigéiert gëtt, fir den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun enger Administratioun vun den Noutdéngschter u sech am Text ze komplettéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och nach e puer Wierder iwwert déi verschidden Avisë soen. A sengem Avis vum 9. Oktober 2012 huet de Statsrot säin Accord fir d'Démarche vun dësem Projet de loi ginn. E wollt awer betounen, datt een d'Notioun vum Jour ouvrable soll bäibehalen, wat de Congé spécial ubelaangt, fir sämtlech Mëssverständnisser ze vermeiden.

D'Kommissioun huet den Avis vum Statsrot a Betruecht gezunn an doropshin och Amendementer ugeholl. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot d'Virschléi vun der Kommissioun integral guttgeheescht.

Wat elo d'Beruffschamberen ugeet, sou leie gläich véier Avisë vir, déi awer alle véier positiv sinn. D'Chambre de Commerce begréisst de Projet an huet just e puer kleng Ureegungen. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vum 8. Oktober félicitéiert d'Regierung, datt se iwwert deen heie Wee d'Volontariat am Noutdéngschtservice ënnerstëtzt a motivéiert. D'Chambre des Métiers, hiren Avis ass vum 12. Oktober, huet u sech och keng Bedenke mat dësem Projet, an d'Chambre des Salariés gëtt och hiren Accord, mä huet eng Rei vun Iwwerleeungen a Suggestiounen opgefouert, op déi ech a mengem schréftleche Rapport méi am Detail aginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zum Schluss awer d'Wichtegkeet vum Bénévolat am Sécherheets- a Rettungswiesen ënnersträichen. D'Disponibilitéit vun hinnen ass méi wéi jee gefuerdert, well d'Zuel vun den Zwëschefäll an d'Komplexitéit vun deenen Zwëschefäll ëmmer weider zouhëlt.

Stellt Iech nëmmen ee Moment vir, et géife keng fräiwëlleg Hëllefskräfte ginn! Dëst wier eng Katastroph! An den Eenzelnen, deen Hëllef brauch, geséich eréischt dann déi wäertvoll Aarbecht, déi si all Dag onentgeltlech leeschten.

Wat wiere mer zum Beispill ouni fräiwëlleg Pompjeeën, déi hir Fräizäit hierginn an dobäi heiansdo hiert Liewe riskéieren, fir ons an Noutsituatiounen ze hëllefen? Datselwecht gëllt natierlech fir d'Leit vun der Protection civile.

Ech sinn der Meenung, datt een dëse wichtege Leit déi néideg Unerkennung muss ginn an hinnen op d'mannst de Kader bidden, deen hinnen erméiglecht, hir fräiwëlleg Aarbecht kënnen ze maachen, ouni datt dat negativ Répercussiounen op hiert Beruffsliewen huet. Et geet hei ganz einfach ëm Respekt an ëm Solidaritéit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailer verweisen ech Iech op mäi schréftleche Rapport. Ech bieden Iech, dëse Projet ze stëmmen, a ginn och heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, der CSV-Fraktioun, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, kee Land, kee Stat, keng Gemeng kann op de fräiwëllegen Asaz vun der Basis vu sengen Hëllefsdéngschter verzichten. Et ass awer och en oppent Geheimnis zënter Joren, datt d'Volontariat an enger seriöer Kris ass, an dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg.

Méi héich Qualitéitsuspréch un éierenamtlech Aarbecht bedéngt, datt dës Aarbecht net ganz onbezuelt däerf bleiwen. Fräiwëllegkeet brauch Unerkennung, brauch Formatioun, brauch gesetzlech Basis, Plattformen, fir zesummenzeschaffen, brauch Ënnerstëtzung vun öffentlecher Hand. De Stat muss Bedéngunge schafen, fir datt d'Rettungsdéngschter virun allem op koordinativem Plang besser kënne funktionéieren.

An dësem Sënn begréisse mir als Demokratesch Partei ausdrécklech de virleiende Projet iwwert d'Erweiderung vum Congé spécial. Et ass awer kee Cadeau, éischter ee Must. Et kann een net méi vun deenen, déi Responsabilitéit bei de fräiwëllege Rettungsdéngschter iwwerhuelen, verlaangen, datt si och nach hire Congé opferen, fir d'Gestioun vun hirer Aufgab ze maachen. Dat neit Éierenamt verlaangt Réciprocitéit vu Ginn a Kréien, an net nëmmen oneegennëtzegt Schaffen. D'Mesuren aus dësem Projet sinn also eng Selbstverständlechkeet.

Et ass awer och eng isoléiert Mesure, déi näischt un der aktueller Situatioun ännert. Mir brauchen esou séier wéi méiglech eng Reform vun de Rettungsdéngschter. A wann ee gesäit, wéi schwéier datt de Minister sech gedoen huet mat dësem minimale Projet, wou eréischt iwwert de Wee vun Amendementer de Revendicatioune vun der Pompjeesfederatioun Rechnung gedroe ginn ass, da gëtt et engem elle fir déi grouss Reform. Et huet un Dialog gefeelt, awer och u Wëllen.

Et ass nun emol wéi beim Asaz, datt fir déi néideg Reforme séier muss reagéiert ginn. D'Rettungswiesen ass ee permanente Kampf géint d'Auer. Ee Projet de plan national d'organisation des services de secours läit zënter Juli 2012 um Dësch. Zënterhier kee Piepstoun vum Innenminister! De Reformprozess geet an den Ae vun der Demokratescher Partei ze lues virun.

(Interruptions diverses)

Mir musse méi séier d'Objektiv vun engem eenheetleche Rettungsdéngscht erreechen.

D'Aarbechtsgruppen an d'Experten hu bis elo eng fantastesch Aarbecht geleescht. Hinnen all gëllt eisen opriichtege Merci. Dat virleiend Konzept bitt eng zolidd Basis, fir drop opzebauen. Et bleiwen awer nach Defiziter ze behiewen. De finanziellen Aspekt ass bis elo ausgeklammert ginn. Hei ass et un der Regierung, festzeleeën, wat een eenheetleche professionelle Rettungsdéngscht dem Stat wäert ass.

An dann d'Fro vun der Struktur. Wéi institutionaliséiere mer déi méi enk Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen zu enger eenheetlecher Struktur um operationelle Plang?

Klärungsbedarf och nach fir de Profil vun den Haaptamtlechen; Beruffsbild, gefrote Formatioun a Missioune bleiwen onkloer.

Vill Takt an Afillungsverméigen an déi richteg Sensibilitéit ass gefrot, fir datt d'Hallef- oder d'Deelprofessionaliséiere sech net op d'Käschte vum Bénévolat mécht. An deem Schema solle Professionell déi Bénévol net kontrolléieren, si sinn net Supérieur a Léiermeeschter. Jiddweree muss seng definéiert Plaz hunn. Éischt Experienze weisen eis, datt d'Zesummenaarbecht net esou einfach ass, wéi ee sech dat gewënscht hätt. Déi Bénévol fille sech ganz oft entmündegt.

Här President, et ass elo um Innenminister, fir derfir ze suergen, datt de Reformprozess virugeet a keen op der Streck bleift. Den Innenminister muss och den Dialog mat de Gesondheetsberuffer an anere Bedeelegte sichen, fir dës Reform an aller Objektivitéit ze finaliséieren. Hei geet et ëm d'Sécherheet vun all eenzelne Bierger.

Ech wëll nach dem Rapporteur, dem Kolleeg Ali Kaes, Merci soe fir säi schréftleche Rapport an him fir säi mëndleche Virtrag félicitéieren. Merci fir seng Aarbecht an Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt elo den Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Nodeems de Rapporteur den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn huet, wëll ech him Merci soe fir dee Rapport an och gläichzäiteg den Accord gi vun eiser Fraktioun, vun der LSAP, soudatt d'Regierung dëse Projet och matdréit.

(Hilarité)

Mir begréissen awer och d'Mesuren, Här President, déi an dësem Projet de loi fir eng Iwwergangszäit am Intérêt vun all deene Persoune geholl ginn, déi sech am Kader vum Bénévolat mat groussem Engagement an am Respekt vu Wäerter wéi sozial Verantwortung a Solidaritéit asetzen, fir hire Matbierger am Noutfall déi beschtméiglech Hëllef ze leeschten. Merci dofir.

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Ech mengen, de Rapporteur war esou komplett, datt mer net méi nach mussen eng Zousazstellungnahm kréien. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss. Den Här Minister wëllt awer nach dozou intervenéieren.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kuerz Interventioun, well awer e puer Saachen hei am Raum stinn, déi ech net gären esou stoe loossen.

Fir d'Éischt wollt ech soen, dass dat, wat haut hei geschitt ass, e weidere Schrëtt ass um Wee vun där Reform, wou mer esou wäit sinn, géif ech bal soen, wéi mer nach ni waren. De Rapport vun der Expertëgrupp hat eis dräi Hausaufgabe ginn an enger éischter Phas, wann ech dat däerf esou formuléieren.

Als Éischt sollte mer haaptberufflech Mataarbechter astellen, besonnesch am Ambulanzendéngscht, fir do de Service ze garantéieren. Dat ass geschitt, mat 25 haaptberufflechen Agenten. Op de 15. Februar ginn der elo nach eng Kéier zwielef no agestallt, wou déi Professionell sollen déi Bénévol encadréieren.

Eng zweet Moossnam war d'Aféiere vun enger Indemnitéit fir d'Permanencëstonnen. Dat ass och geschitt iwwert de Règlement grand-ducal vum 21. Mäerz d'lescht Joer, 2012, wou d'Leit da fir Permanencëstonnen een Euro kréien an, wa se am Zenter bleiwen, véier Euro.

Dat hei ass déi drëtt Moossnam, déi elo mat dësem Projet de loi ëmgesat gëtt. Dat heescht, deene Verantwortlechen, wéi de Rapporteur - deem ech Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche gudde Bericht, duerfir brauch ech och net vill an den Detail ze goe vum Gesetz -, wou mer de Leit méi Zäit ginn, oder déi Leit méi Zäit zur Verfügung hu fir administrativ Aufgaben, ob dat zum Beispill d'Erstelle vun de Permanencëlëschten ass, ob dat den Entretien vum Ersatzmaterial ass oder soss Saachen. An et fale vill Saachen un. Dat ass dat, wat hei geschitt.

Mä wou ech elo wëll e wichtege Message, deen ech hei wëll der Chamber ginn an och dem Här Etgen am Speziellen, fir him ze soen, dass ech, mengen ech, grad just am Dialog grad déi Saach richteg maachen. Mir hunn Aarbechtsgruppen, déi sinn amgaangen, déi eenzel Aspekter vun der Reform duerchzediskutéieren.

An elo komme mer am Fong geholl zum Kär vun där ganzer Diskussioun, an zwar der Form, wéi deen Etablissement soll funktionéieren herno respektiv déi finanziell Approche vun deem Ganzen. An do wëll ech an deenen nächste Wochen - ech soen dat kloer an däitlech, dat wier an dräi, véier Wochen - mam Syvicol a mat der Stad Lëtzebuerg wierklech an direkte Gespréicher kucken, wéi mer dee Kader setzen, fir déi finanziell, fir d'Finanzéierung vun där ganzer Reform. Dat soll geschéien. Déi national Struktur, déi muss esou séier wéi méiglech op d'Bee gestallt ginn.

Mir wëssen awer alleguerten heibannen, dass Sécherheet an dësem Beräich oder eng Reform an dësem Beräich net zum Nulltarif ze kréien ass. Dat ass nun eemol esou! Dat wäert eppes kaschten, an de Stat an d'Gemenge mussen hir Efforten zesumme maachen. Ech si prett, do Diskussiounen ze féieren, fir dann eben dëse wichtege Projet de loi, deen ech dëst Joer wëll nach op den Instanzewee schécken, kënnen ze déposéieren. Dat ass meng Strategie.

Ech hat bis elo eng kloer Linn, ech behalen eng kloer Linn an ech wëll dat am Dialog maachen. An deenen nächste Woche kucke mer, dass mer konstruktiv a wierklech proaktiv zesummeschaffen, am Sënn vun der Saach, ouni Polemik. Wa mer dat fäerdegbréngen, an ech fannen, mir hunn dat elo laang fäerdegbruecht, da kréie mer dës wichteg Reform - an do deelen ech d'Meenung vun alle Spriecher heibannen - fir eis Biergerinnen a Bierger, da kréie mer déi och esou duerch, wéi mer dat gären hätten.

Duerfir soen ech der Chamber Merci, dass se haut dëse Projet de loi, deen e weidert Stéck vun deem Puzzle ass, dat eis e Bild soll gi vun engem performante Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, wou e Plan national, wou e gewëssene PNOSS, also e Plan national d'organisation des services de secours eis soll de Wee weisen. Dat ass e Bild, dat mer mussen zesummen zeechnen.

Ech maachen dat net am Alleingang, Här Etgen, ech maachen dat wierklech mat alle Leit um Terrain, an duerfir dauert et leider esou. Well et gëtt keng Reform, wou ee mat Bénévolë schafft, kann een net duerchbaatschen. Do muss ee mat de Leit schwätzen. Et ass dat, wat ech maachen. An ech komme gären nach eng Kéier dëst Joer erëm, fir iwwert dës Reform ze schwätzen. An ech hoffen och, dass ech dëst Joer nach kann dee Projet de loi op den Instanzewee ginn.

Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Innenminister.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6453 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6453 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M.

Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu dräi Ännerungsvirschléi vun eisem Chambersreglement. Déi ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Wuert kritt elo de Rapporteur, den Här Gibéryen.

Une voix.- Très bien!

13. 6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure

Rapports de la Commission du Règlement sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6484, n°6508 et n°6515

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reglementskommissioun proposéiert der Chamber dräi Ännerunge vun eisem Reglement.

Déi éischt Ännerung, déi ass vun der Petitiounskommissioun ugereegt an agereecht ginn a betrëfft den Artikel 155 iwwert, wéi et normal ass, d'Petitiounen a virun allem iwwert d'Prozedur, wann déi Petitiounskommissioun en Avis oder eng Meenung un den zoustännege Minister areecht, dee fir deen Deel vun der Petitioun zoustänneg ass. Hei maache mer elo an eist Reglement eng Prozedur, déi, an hirem gréissten Deel, identesch ass, wéi mer se och bei de Questions parlementaires hunn.

Wann also e Minister vun der Petitiounskommissioun gefrot gëtt, fir opgrond vun dem Inhalt, deen an där Petitioun ass, eng Prise de position ze huelen, dann huet de Minister ee Mount Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Mengt de Minister, hie kéint déi Äntwert am Zäitraum vun engem Mount net ginn oder formuléieren, huet en d'Méiglechkeet, fir beim Chamberspresident en Délai supplémentaire vun engem Mount ze kréien, deen dann de Chamberspresident em kann accordéieren. Huet en no deem Mount och nach keng Äntwert schréftlech ginn, kann d'Petitiounskommissioun de Minister an d'Kommissioun invitéieren, wou en da mëndlech muss op déi Froen äntwerten.

Deen zweeten Deel, wat d'Ännerungen ubelaangt, wat d'Petitiounen ubelaangt, ass, d'Reglementskommissioun huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Relatioun tëschent der Petitiounskommissioun an deenen eenzelnen zoustännege Fachkommissiounen, wann eng Petitioun agereecht gëtt, déi zum Deel och ënnert d'Kompetenz géif vun enger Fachkommissioun falen.

D'Kommissioun huet duerfir proposéiert, fir datt an deem Fall, wou an enger Petitioun och e Sujet géif behandelt ginn, deen, wéi gesot, ënnert d'Kompetenz vun enger Fachkommissioun fält, dann d'Petitiounskommissioun, déi zoustänneg, déi respektiv Fachkommissioun muss iwwert d'Existenz vun där Petitioun informéieren.

An zweetens kann awer och d'Petitiounskommissioun eng Prise de position bei engem Minister froen, a wa se eng Prise de position beim Minister freet, muss se déi zoustänneg Fachkommissioun doriwwer informéieren, datt se de Minister ëm eng Fro gebieden huet. Se kann och higoen an en Avis vun der zoustänneger Fachkommissioun froen.

Mir wollten dat an d'Reglement och mat erasetzen, well eben och d'Suerg war, wa Froen erakommen, déi reng an der Petitiounskommissioun waren, déi awer eng zoustänneg Fachkommissioun och betreffen, datt déi zumindest misst informéiert ginn an och e Matsproocherecht hätt, fir eventuell en Avis der Petitiounskommissioun mat eranzeginn.

Dat ass déi éischt Ännerung vun eisem Reglement, wéi gesot, am Zesummenhang mat de Prozedure vun der Petitiounskommissioun.

Déi zweet Ännerung ass am Fong eng ganz kleng: Do gëtt de Chapiter 14, Titel V vun eisem Reglement gestrach, an zwar am Zesummenhang mat der Finanzéierung vun de Parteien am Kader vun Dépensen, déi se hu bei Chamberswahle respektiv Europaparlamentswahlen.

An eisem Reglement stoung dran, wéi d'Prozedur wier, fir datt déi Parteien do kéinten e Remboursement kréie vun engem Deel vun de Käschten, déi se bei Europa- oder Nationalwahlen haten. Dat Ganzt ass awer an d'Gesetz vun der Parteiefinanzéierung vum 16. Dezember 2011 integréiert ginn, soudatt et net méi brauch an eisem Chambersreglement ze stoen.

Duerfir ass déi zweet Propositioun, fir dann eben deen Deel aus dem Chambersreglement ze sträichen.

Déi drëtt Ännerung, déi mer proposéieren, déi geet op eng Resolutioun zréck vun der Chamber vum 13. Mee 2009 iwwer eng Prozedur vun de groussen Infrastrukturprojeten. Deemools huet d'Comexbu - oder Commission du Contrôle vun der Exécution budgétaire - mat deem zoustännege Minister eng Prozedur ausgeschafft, wéi an Zukunft de Minister an déi zoustänneg Kommissioun géifen de Suivi vu grousse Projete maachen, an dat am Zesummenhang wéi mer higaange sinn a mer hunn d'Gesetz geännert, wou de Seuil fir grouss Infrastrukturprojete vu 7,5 op 40 Milliounen erhéicht ginn ass, wou d'Regierung muss e Projet de loi virleeën.

Well do de Montant vu 7,5 op 40 Milliounen eropgaangen ass, huet d'Chamber deemools an der Resolutioun festgehalen, datt déi Prozedur soll kommen, datt och d'Regierung verflicht wier, d'Chamber als Contrepartie dann awer iwwer all wichtege Projet, deen zumindest iwwer zéng Millioune geet, um Lafenden ze halen.

An dat ass déi Propositioun, deen Accord, deen deemools tëschent der Comexbu an dem zoustännege Minister festgehale ginn ass, dee kënnt dann elo an d'Reglement stoen, wou, éischtens, et eng Obligatioun vum Minister ass, all sechs Méint e Bilan financier iwwert déi grouss Infrastrukturprojeten där oder deenen zoustännege Chamberskommissiounen ze presentéieren.

Den zweete Punkt doranner ass, datt all Changement important vun engem Projet, deen nom Vote vum Gesetz stattfonnt huet, muss engem neien Exame vun der Chamber ënnerleien. Am Prinzip geet dat dann an déi zoustänneg Fachkommissioun, déi kuckt, wat dee Changement important ass, an dann als Kommissioun ka se soen, mir ginn eisen Accord dozou. Oder wa se mengt, et wier méi importent, da ka se och der Chamber proposéieren, eng Motioun ze stëmmen, a se kann esou wäit goen, datt se seet, se wier der Meenung, de Changement wier esou grouss, et misst en neit Gesetz gemaach ginn.

Mä, wéi gesot, e Changement important, dat huet elo net dermat ze dinn, wat de Finanzement vum Projet ubelaangt, mä dat ass, wat d'Ausriichtung vum Projet ubelaangt, wann do e wesentleche Changement géif kommen.

Deen drëtte Punkt an deem Accord, deen an d'Chambersreglement integréiert ass, wat festgehale ginn ass: datt en neie Projet de loi muss kommen, wann dee votéierte Kredit méi wéi 5% dépasséiert gëtt. An deem Fall ass d'Regierung obligéiert, en neie Projet de loi ze maachen. An deem Fall, wou en Dépassement vum votéierte Kredit ass, awer net méi wéi 5% oder manner wéi 5%, da muss deen zousätzleche Kredit iwwert d'Budgetsgesetz autoriséiert ginn.

Dat sinn déi dräi Propositiounen, déi d'Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl huet an och duerfir der Chamber proposéiert, fir se haut hei ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen? Wann dat net de Fall ass, géife mer iwwert déi eenzel Ännerungsvirschléi elo ofstëmmen. Fir d'Éischt den Ännerungsvirschlag 6484.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6484

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

De Vote ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag 6484 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer zum Ännerungsvirschlag 6508 iwwert d'Kapitel 14 vum Titel V.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6508

Och hei geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag 6508 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Dee leschten Ofännerungsvirschlag ass de Virschlag 6515, eng Ofännerung vun der Prozedur iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6515

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och deen Ännerungsvirschlag 6515 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Motioun, déi den honorabelen Här Fayot déposéiert huet. Den Här Fayot freet nach eng Kéier d'Wuert, fir déi Motioun nach eng Kéier ze exposéieren.

14. Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali

Exposé

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, ech verstinn, dass d'Kolleege presséiert sinn. Ech wollt just e puer Wuert trotzdeem dozou soen. Déi Motioun ass am Fong geholl entstanen och duerch ons Aktivitéit an der Commission des Affaires étrangères. Mir hunn de leschte Méindeg virun aacht Deeg vum Verdeedegungsminister e Projet virgeluecht kritt, fir onsen Avis derzou ze ginn, fir een oder zwee Offizéier oder Ënneroffizéier an eng Missioun vun der Europäescher Unioun am Mali ze schécken, fir do déi malesch Arméi ze trainéieren.

Dann hu mer jo och gesinn, dass d'franséisch Arméi am Mali intervenéiert ass opgrond vun enger Resolutioun vum Sécherheetsrot vun der UNO an och opgrond vun engem Bréif vun dem President vum Mali, fir eben déi Integritéit vum maleschen Territoire ze garantéieren, well, wéi Der jo wësst, islamistesch Forcen, anerer am Norde vum Mali déi Integritéit menacéiert hunn. Dir wësst och, dass am Norde vun deem Land e relativ schlëmme Regime agefouert ginn ass, och besonnesch géint d'Zivilpopulatioun.

Mir hunn och e Bréif kritt vum President vun der franséischer Assemblée nationale, fir e gewëssenen Appui fir Frankräich ze kréien, wat eleng do intervenéiert ass, natierlech an Zesummenaarbecht mat den afrikaneschen Truppen aus där Géigend.

Mir wëssen och, dass Lëtzebuerg mat dem Mali an och mat där Géigend eng extra Relatioun huet, well mer eng laang Period vu Kooperatioun mam Mali hunn, och mam Niger, mam Burkina Faso, an dass déi Leit, wa se bei ons komm sinn, gesot hunn, dass se an enger ganz schwiereger Situatioun sinn. Mir haten och virun e puer Wochen den Ausseminister vum Niger do, deen an onser Kommissioun war an deen och gesot huet, dass déi ganz Regioun do an der Instabilitéit dreet ënnerzegoen. An natierlech wësse mer och, dass déi Regierung ganz no bei Europa ass an dass alles, wat do geschitt, kann eng Influenz hunn op iwwerhaapt déi Fluxen och vun deene Länner no Europa.

Duerfir hu mer geduecht, et wär interessant, fir trotzdeem an enger Motioun vun der Chamber, och vun alle Fraktioune gedroen, dat auszedrécken, dass mer déi Interventioun vu Frankräich ënnerstëtzen an dass mer och hëllefe mat deem, wat mer kënnen, fir an där Regioun fir Uerdnung a Rou a Stabilitéit am Intérêt vun der Populatioun ze suergen.

Ech wëll soen, dass déi Motioun hei och mam Ausseminister ofgeschwat ass, deen, wéi Der wësst, am Ausland ass. Dee war zu Addis Abeba op enger Geberkonferenz, dat kënnt och hei zum Virschäin an der Motioun. An natierlech sinn och déi aner Membere vun der Regierung, d'Madame Jacobs als Kooperatiounsministesch, de Verdeedegungsminister vun där Motioun au courant gesat ginn, déi also och Bescheed wëssen.

Ech wëll och soen, dass mer déi Motioun säit leschte Méindeg ënner verschiddene Kolleegen, och mat de Fraktioune probéiert hunn opzestellen. Et si Modifikatiounspropositioune vun der CSV-Fraktioun komm, de Félix Braz huet och e groussen Apport bruecht,...

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- ...fir déi Motioun zur Satisfaktioun opzestellen.

Ech géif duerfir mengen, wann Der jo och gesitt, et sinn all d'Fraktiounen, déi hei ënnerschriwwen hunn, bon, d'CSV-Fraktioun, d'DP-Fraktioun, déi gréng Fraktioun, dann natierlech och d'ADR-Fraktioun an ons Fraktioun, déi do…

Une voix.- Dat ass keng Fraktioun.

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- ...jo, d'ADR-Sensibilitéit, pardon, an dann d'LSAP-Fraktioun, déi dat ënnerschriwwen hunn. An ech géif Iech awer duerfir bieden, fir Är Zoustëmmung zu där Motioun ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Ech hunn elo zwou Wuertmeldungen, den Här Colombera an den Här Urbany.

Här Colombera.

Discussion générale

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, Här President, Merci fir d'Interventioun. Ech hunn ee klenge Problem mat der zweeter Säit, sechsten Tiret. Do steet geschriwwen: «...se félicitant de l'intervention française de concert avec les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à la demande des autorités maliennes...». Ech fannen deen Term extrem, extrem schaarf, Här Fayot. Ech fannen deen Term net gutt! Mir wäerten eis awer elo net op d'Schëller klappen, wann d'franséisch Arméi an dem Mali intervenéiert an do d'Leit, egal vu welchem Bord, ëmkommen!

Ech mengen, mir missten deen Term do änneren, an ech géif proposéieren den Term „considérant", nämlech: «...considérant que l'action de la France au Mali...» an esou virun. Dat wär vläicht méi elegant wéi „se félicitant", dat ass vill ze vill staark!

M. le Président.- Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech deele selbstverständlech déi Oflehnung vun de fundamentalistesche reliéise Gruppen am Mali, déi hei an där Resolutioun, an där Motioun zum Ausdrock kënnt. Trotzdeem, mengen ech, däerf een déi direkt eesäiteg beschlosse franséisch Militärinterventioun net begréissen. Et muss ee se, mengen ech, och mat enger gewësser Suerg kucken, well se och net am Kader vun der UNO stattfënnt,...

Une voix.- Dach!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...obschonn dat hei drasteet.

Ech hu leider net Riedezäit genuch, fir kënnen auszeféieren, firwat se net am Kader vun där UNO-Resolutioun stattfënnt, an ech mengen, si ass och onbegrenzt an der Zäit. D'Fransouse selwer setze sech keng Begrenzung, wat hiren Openthalt am Norde vu Mali ugeet.

An ech mengen, esou eng Militariséierung, déi et forcément ass vum Nordmali, ouni dass do en demokratescht Konzept fir de ganze Mali hannendrusteet - an esou e Konzept steet net hannendrun, esou e Konzept läit net vir! -, esou eng Militariséierung ka wéi an Afghanistan, wéi op anere Plazen dee ganze Konflikt an d'Längt zéien, déi opspillen am Fong geholl, déi ee wëllt bekämpfen, an dorënner leit virun allem d'Zivilbevölkerung.

An ech géif soen, d'Zivilbevölkerung leit haut schonn - leit haut schonn! - dorënner. Haut steet am „Monde" en Artikel vum Direkter vun Human Rights Watch, dee seet: «Confrontée à un ennemi sans égard pour le droit international humanitaire, alliée à une armée coutumière des violations, soutenue par les troupes de pays voisins au bilan douteux en matière de droits de l'Homme, comment la France pourra-t-elle s'assurer que son intervention ne se traduise pas par de nouvelles souffrances pour les populations?»

Et muss een och nach, mengen ech, derbäisoen: Frankräich huet selwer zur militäresch Zouspëtzung vun deem Konflikt bäigedroen, duerch vill Facteuren, ënner anerem awer och duerch seng Waffenexporter an duerch d'militäresch Interventioun a Libyen - ech kann dat net hei ausféieren -, och wéinst senge wirtschaftlechen Interessen an där ganzer Géigend. Ëmmerhi muss ee wëssen, dass 30% vum Uran fir déi franséisch Atomkraaftwierker vun do aus där Géigend kommen, net wäit ewech. Et gëtt och do Uelechfelder an esou weider. Och huet Frankräich ëmmer nach an där Géigend Diktatoren ënnerstëtzt, fir seng wirtschaftlech Interessen do duerchzesetzen.

Ech mengen duerfir tatsächlech, dass déi Formuléierung an deem Text hei, wou Frankräich félicitéiert gëtt fir déi Interventioun, dass déi falsch op der Plaz ass, mä dass ee Frankräich éischter misst kritiséieren an dësem Fall, wéinst senger ganzer Virgeschicht an och wéinst der Aart a Weis, wéi dee Konflikt do ageleet ginn ass.

Ech kann duerfir net déi Motioun hei stëmmen!

M. le Président.- Den Här Fayot kritt nach eng Kéier d'Wuert. Merci, Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Fayot, mengen ech, stellt mer jo eng Fro gären?

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Neen, den Här Fayot wollt nach eng Kéier Positioun huelen.

Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP), auteur.*- Jo, Här President, déi Awänn vum Här Colombera a vun dem Här Urbany kann ech net deelen. Ech mengen, déi Expressioun „se félicitant" seet, mir huelen déi Aktioun vu Frankräich zur Kenntnis a mir begréisse se, well et ass ganz kloer, dass, wa Frankräich net intervenéiert wär de 17. Januar bis elo, da wär an där Géigend do Chaos ausgebrach.

(Interruption)

An dat wär besonnesch fir d'Zivilbevölkerung e Riseproblem gewiescht!

An ech wëll trotzdeem drun erënneren, Här Urbany, Här Colombera, dass am Nordmali, do, wou islamistesch Truppen a Bande regéiert hu während engem Joer, dass do besonnesch déi Zivilbevölkerung an enger schrecklecher Situatioun war. Do ass d'Scharia installéiert ginn an do waren d'Mënsche Fräiwëld fir déi islamistesch Banden. An duerfir, mengen ech, kann ee ganz vill vun deem, wat hei gesot gëtt, selbstverständlech och zur Kenntnis huelen. Ech hunn dat jo alles, mir liesen dat jo alles an den Zeitungen. Mä wann do deen Ableck Frankräich mat dem Sege vun dem Conseil de Sécurité vun der UNO an op Demande vun dem President vum Mali net intervenéiert wär, da wär do wierklech de Chaos ausgebrach!

A mat allem Respekt fir déi Nuancen an déi Reserven, déi ee kann hunn, mengen ech, ass dat dat Wesentlecht, dass fir déi Stabilitéit, den Zesummenhalt vun deene Länner an där Regioun Frankräich eppes gemaach huet. An duerfir, mengen ech, solle mer dat och kloer ausdrécken à l'adresse vun eise franséische Kolleegen an der Assemblée nationale.

Merci.

M. le Président.- Sou, elo kritt den Här Félix Braz nach eng Kéier d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Zwou, dräi kuerz Remarquen! Déi éischt, Här Urbany, bei allem Verständnis, et kann een och an der rezenter Geschicht Geschichtsfälschung bedrei-

Sommaire des séances publiques nos 19 et 20

Communication p. 195

Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique p. 195-196

6160 - Projet de loi sur les services postaux p. 196-201

Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg p. 201

6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;
- le Code d'instruction criminelle;
- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et
- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine p. 201-203

6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010 p. 203-204

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg p. 204-207

6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 207

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 207-211

Discours de fin d'année de M. le Président p. 211-212

Communications p. 213

Composition de la Chambre des Députés p. 213

Composition des commissions parlementaires p. 213

Ordre du jour p. 213

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot p. 213-214

Ordre du jour (suite) p. 214

Heure de questions au Gouvernement

Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 214

Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 214

Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214-215

Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 215

Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 215-216

Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombera relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 217

6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» p. 217+218

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique p. 218-223

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011 p. 223-225

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux p. 225-228

6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 229-230

6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure p. 230-231

Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali p. 231-232

wen. Also d'Ausso, fir ze soen, dass dat heiten net am Kader vun der UNO stattfënnt, ass einfach net richteg. Dat kënnt Der esou net soen, dat ass falsch!

D'UNO ass selwer den éischten a beschte Juge, fir ze befannen iwwert déi franséisch Interventioun, iwwert déi ee kann diskutéieren. Mä et kann een hir awer net reprochéieren, si wier ausserhalb vun der internationaler Legalitéit. Si fënnt statt am Rahme vun engem UNO-Mandat op Demande vun der malescher Regierung, vun där een da kann halen, wat ee wëllt, mä ëmmerhin, den Droit huet eppes mat der Form ze dinn an hei ass awer déi international Legalitéit respektéiert! Duerfir: Da kann een nach gedeelter Meenung sinn, mä et kann een awer net seng Argumentatioun dorobber opbauen, dass d'Fransousen hei illegal par rapport zum internationale Recht intervenéiert wieren. Soss hätte mir als Gréng och dat heiten net ënnerstëtzt! Dat ass awer eben net esou, wéi Dir et sot, et ass just de Contraire.

Déi zweet Remarque, wat fir eis och wichteg ass - an dat sinn awer d'Käraussoe vun där Motioun -, dat ass, dass déi franséisch Interventioun keng franséisch Interventioun soll bleiwen! Frankräich huet intervenéiert zu engem Zäitpunkt, wou anerer net fäeg gewiescht wieren, a wann et net geschitt wier, da wier d'Situatioun am Mali an notamment an der Haaptstad haut eng honnertmol méi komplizéiert wéi déi, déi mer elo schonn um Terrain hunn, och vum humanitäre Standpunkt hier.

Dat muss een och dierfe soen, do ass och eppes verhënnert ginn. Och dat muss een dierfe soen, Här Urbany!

An eis ass et wichteg an där Motioun, dass ënnerstrach gëtt, dass aus där franséischer Interventioun séier déi international MISMA-Missioun gëtt ënner Conduite africaine. Well dorëms geet et! Et ass keng franséisch Interventioun, et ass eng international, an dat soll och séier um Buedem duerch international Truppen ënner afrikanescher Conduite däitlech gemaach ginn. Dat ass d'Käraussо vun der Motioun, déi mer an den Inviten un d'Regierung ënnerstrach hunn.

Drëtten a leschte Punkt: Dir beschreift d'Situatioun vun de Mënscherechter. Den Här Fayot huet ganz zu Recht drop higewisen, dass déi scho laang am Norden dramatesch ass, duerch déi Leit, deene sech d'Fransousen elo géintiwwergestallt hunn. An, jo, d'malesch Arméi huet sech scho Saachen zuscholde komme gelooss. Dat konnte mer an deene leschten Deeg liesen. An dowéinst ass och an där Motioun eppes doriwwer dran, Här Urbany! Dir musst se och da ganz liesen.

Et steet net vun ongeféier dran, dass d'Lëtzebuerger Regierung och do hire Bäitrag soll leeschten, dass grad der Situatioun vun de Mënscherechter am Kader vun der militäresch Interventioun eng besonnesch Opmierksamkeet soll geschenkt ginn, well mer wëssen, dass et schonn - wéi leider ëmmer do, wou militäresch agegraff gëtt - och zu Exactioune kënnt. Et geet elo scho Rieds vu sommairen Exekutiounen duerch d'malesch Truppen. Mir wëssen dat och, an duerfir steet jo an där Motioun, déi dës Chamber un hir Regierung riicht, dass se grad dorobber soll oppassen. Mir verkennen dat also net, et ass ausdrécklech Géigestand vun där Motioun.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci. Neen, Här Urbany, Dir hutt scho praktesch dräi Minutte geschwat, eng Minutt iwwerzunn. Dir hutt alles gesot.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Déi Resolutioun gesäit keng direkt franséisch Interventioun vir! Ganz einfach!

M. le Président.- Jo, Neen! Här Urbany, mir fänken elo net méi mat Diskussiounen un.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- D'UNO-Resolutioun gesäit keng direkt Interventioun vu Frankräich vir!

M. le Président.- Här Urbany, et geet elo duer! Mir héieren elo nach den zoustännege Minister kuerz.

Une voix.- En ass net den zoustännege Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President. Ech wollt kuerz d'Wuert huelen, fir éischtens der Chamber Merci ze soen, dass se sech hei der Aktioun vun der Regierung associéiert, dass se eis am Fong invitéiert, déi Démarche, déi mer zesummen ugefaangen hunn - an der Kommissioun vun den Affaires étrangères a vun der Défense de leschte Méindeg ass déi Diskussioun gefouert ginn...

Ech hu gesot an ech soen et weider: Mir wäerten Iech am Bild halen an et ass ganz kloer, dass ech mech deene Wierder vum Här Braz a vum Här Fayot associéieren. Hei geet et drëm, dass déi franséisch Interventioun an eng sougenannten „EUTM Mali-Missioun" iwwergeet.

Lëtzebuerg ass bereet, zwee Leit dohinner ze schécken. Dee Règlement grand-ducal, dee gëtt deemnächst op den Instanzewee geschéckt. Mir hu scho véier Millioune bezuelt, fir logistesch Hëllef ze ginn, a fir déi zwee Leit, dat gesäit elo esou aus: Den nächsten Dënschdeg, 5. Februar, ass déi nächst Conférence de génération de forces an do wäerte mer eis dann nach eng Kéier „aklicken", wann ech dat däerf esou soen, an déi ganz Missioun. An et gesäit esou aus, dat wëll ech hei elo scho soen, wéi wa mer mat de Fransouse géifen zesummen um Terrain, am Kader vun hirer Missioun Formatioun maachen.

D'Detailer, soubal ech déi hunn, ginn ech an d'Chamberskommissioun. Eise Wee ass ganz kloer, ech wäert d'Chamber a gradesou d'Kommissioun permanent au courant halen, gradesou gutt wéi eisen Ausseminister, dee leider net hei ka sinn, an och wéi d'Madame Jacobs, déi de leschte Méindeg och dobäi war, wéi mer d'Iddi vun enger Motioun lancéiert hunn.

Nach eng Kéier Merci un d'Chamber. Mir ënnerstëtzen natierlech ganz gutt a mir begréissen, dass déi ganz grouss Majoritéit vun der Chamber dës Motioun ënnerstëtzt.

Merci.

M. le Président.- Sou, ech géif dës Motioun elo à main levée zur Ofstëmmung ginn.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

(La motion est adoptée avec l'abstention de M. Jean Colombera et contre la voix de M. Urbany.)

Domadder wäre mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.59 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2325	Ben Fayot	Excuses envers les Juifs pour la collaboration des autorités luxembourgeoises
Session ordinaire 2012-2013		
2396	André Bauler	Évolution du canton de Mersch
2416	François Bausch et Xavier Bettel	Réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg
2422	Fernand Kartheiser	Église Notre Dame des Douleurs à Differdange
2428	Josée Lorsché et Claude Adam	Implantation de studios de production cinématographique sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange
2431	Jean Colombera	Traitement mécano-biologique sur la déponie du SIDEC
2433	Lydia Mutsch	Construction de logements pour étudiants
2439	André Bauler	Licenciements auprès de certaines entreprises au Luxembourg
2442	Gast Gibéryen	Déblocage d'une tranche d'aide à la Grèce
2443	Fernand Etgen	Augmentation de la TVA
2451	François Bausch	Contribution de crise
2452	Fernand Kartheiser	Sécurité des gratte-ciel
2459	Roland Schreiner	Ligne du Nord
2460	Jean Colombera	Sylviculture
2461	Jean Colombera	Staphylococcus aureus résistant à la méticilline
2463	Fernand Etgen	Fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig
2464	Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf	Prévention des cancers
2465	André Bauler et Fernand Etgen	Naturpark Öewersauer
2466	Fernand Kartheiser	Promotion de la presse écrite
2468	Eugène Berger	Horaire et trajet de la ligne d'autobus n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg)
2470	Jean Colombera	Éventuelle fusion entre le Centre Hospitalier du Kirchberg et la Zithaklinik
2471	Jean Colombera	Participation aux frais médicaux
2472	Anne Brasseur	Portail pédagogique «mySchool!»
2473	François Bausch et Camille Gira	Libéralisation des services aéroportuaires
2474	Diane Adehm et Gilles Roth	Sanctions disciplinaires dans la fonction publique
2475	Lucien Clement	Procédure de recrutement des instituteurs de l'enseignement fondamental
2476	Eugène Berger	Contournement d'Alzingen
2477	Fernand Etgen	Rapport de l'Administration des enquêtes publiques sur un incident entre un aéronef et un véhicule en date du 21 janvier 2010
2478	André Bauler	Encadrement d'enfants à troubles comportementaux
2479	Jacques-Yves Henckes	Dette effective
2480	Claude Adam	Éducation précoce
2481	Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf	Cancer de la peau au Luxembourg
2482	Jean Colombera	Direction de la section «Public Health» du CRP-Santé
2483	Jean Colombera	Contribution financière du Luxembourg à l'OMS
2485	Jean Colombera	Démolition de l'ancien poste douanier de Wormeldange
2486	Jean Colombera	Sécurité sur les pistes cyclables
2488	Sylvie Andrich-Duval	Pilules contraceptives de troisième génération
2489	Lucien Clement	Suspension des fonctionnaires communaux
2490	Eugène Berger	Projet révisé d'un «stade-mall» à Livange
2491	Lucien Clement	Nouvelle décharge entre Beidler et Brouch
2492	Robert Weber	Rapport d'activité 2011
2493	Jean Colombera	Création monétaire
2494	Jean Colombera	Carte de stationnement pour personnes handicapées
2500	Jean Colombera	Prothèse totale de hanche (PTH)
2501	Jean Colombera	Shopping au Luxembourg
2503	André Bauler	Changement de section ou de filière de formation
2505	Josée Lorsché	Plan d'encadrement périscolaire
2506	Jean Colombera	Organisation du CEPS

Session ordinaire 2011-2012

Question 2325 (28.9.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **excuses envers les Juifs pour la collaboration des autorités luxembourgeoises:**

Le 19 septembre 2012 un historien luxembourgeois, Monsieur Serge Hoffmann, a publié au «Tageblatt» une lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre. Il s'y réfère à une initiative du Premier Ministre belge, Monsieur Elio Di Rupo, qui vient de présenter les excuses de la Belgique envers les Juifs pour la collaboration des autorités belges «à l'entreprise d'extermination mise en place par les nazis» qui «se sont rendues complices du crime le plus abominable».

L'historien luxembourgeois rappelle que la persécution des Juifs a commencé au Luxembourg début septembre 1940. Selon cet historien, la Commission administrative et les autorités luxembourgeoises encore en fonction à ce moment ont exécuté sans protester les ordres de l'occupant et facilité ainsi la déportation des Juifs présents sur le territoire luxembourgeois.

L'interprétation officielle de cette période sombre de notre histoire a toujours été que le pays ayant été envahi par l'Allemagne, le Gouvernement luxembourgeois ayant quitté le pays le 10 mai 1940 et l'occupant ayant pris le contrôle intégral du pays, contrairement à ce qui s'est passé en Belgique, la responsabilité du Gouvernement luxembourgeois n'était pas engagée.

Il est vrai cependant, comme le relève Monsieur Hoffmann, qu'entre le 10 mai et l'automne 1940, la Commission administrative et les administrations luxembourgeoises ont continué à fonctionner normalement avec une certaine autonomie et ont ainsi une certaine responsabilité dans la déportation des Juifs («mitschuldig» selon l'auteur).

Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Premier Ministre s'il partage l'interprétation de l'historien cité et s'il compte donc suivre l'exemple du Premier Ministre belge. Par ailleurs, j'aimerais savoir quand et comment les recommandations émises en 2009 par la commission chargée d'étudier la question des spoliations des Juifs au Luxembourg seront mises en œuvre par le Gouvernement.

Réponse (30.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député demande dans sa question parlementaire s'il n'est pas opportun que le Gouvernement luxembourgeois, à l'instar du Gouvernement belge, s'excuse auprès de la communauté juive pour la participation des autorités luxembourgeoises à la persécution des Juifs au Luxembourg.

Au cours des dernières décennies, un certain nombre d'historiens se sont intéressés à la période se situant après l'invasion allemande le 10 mai 1940. Lors de leurs travaux de recherche, ils ont également examiné le fonctionnement de l'administration luxembourgeoise après cette date.

Au vu des sources et des travaux de recherche sur cette période et notamment sur le fonctionnement de l'administration luxembourgeoise, en particulier le fonctionnement de la Commission administrative, instaurée après le départ du Gouvernement luxembourgeois, il est permis de conclure que toute la lumière n'as pas encore été faite concernant cette période de notre histoire.

Il subsiste en effet un certain flou concernant les événements de l'époque et notamment le rôle de la Commission administrative en général et en rapport avec la déportation de la population juive en particulier.

Il me semble donc opportun et nécessaire d'approfondir la recherche concernant cette période. C'est pourquoi je me propose de charger quelques historiens, spécialistes en histoire contemporaine, de porter un regard critique sur la période et les événements en question. Ce n'est que sur la base de ces travaux que des conclusions fondées concernant une participation active de la Commission administrative à la déportation de la population juive pourront être tirées.

En ce qui concerne les recommandations émises en 2009 par la commission chargée d'étudier la question de la spoliation des biens juifs au Luxembourg, j'ai convenu avec Monsieur le Président du Consistoire israélite que nous nous concerterons pour voir ensemble comment ces recommandations peuvent être transposées.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2396 (6.11.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du canton de Mersch:**

Il va sans dire que le canton de Mersch, situé au centre géographique du pays, se distingue depuis des années par un développement favorable. La localité de Mersch figure en effet parmi les chefs-lieux de canton du Grand-Duché de Luxembourg. Elle héberge plusieurs services administratifs étatiques, des lycées et des institutions à caractère national. Le développement futur de Mersch et de ses environs sera sans nul doute influencé par la mise en valeur du site de l'ancien «Agrocenter».

Dans le souci d'avoir une image plus complète du paysage social et économique de cette partie du Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique des communes du

d'Chamber online op
www.chd.lu

canton de Mersch depuis 1992 en tenant compte des différentes classes d'âge?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également présenter l'évolution du nombre d'emplois créés dans le canton de Mersch durant les 20 dernières années en ventilant par branche économique? Comment la population active et le taux de chômage ont-ils évolué dans la région depuis 2002? Quelles sont les communes du canton qui ont connu la plus forte progression en matière d'emplois? Et quelles sont les branches économiques qui ont généré une croissance prononcée d'emplois? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci? Est-il possible de situer ces statistiques dans un contexte national?

Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur de nouveaux investisseurs qui leur auraient signalé de vouloir s'établir dans les zones d'activités économiques situées dans le canton? Qu'en est-il des terrains qui restent disponibles afin d'accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes?

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me fournir aussi des informations actualisées sur l'évolution des planifications concernant la viabilisation du site de l'ancien «Agrocenter»? Quelles sont les activités économiques qui y devraient voir le jour? Et quelles sont les perspectives en matière de création d'emplois et de logements dans ce contexte?

Réponse commune (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le canton de Mersch regroupe les communes de Bissen, Boevange-sur-Attert, Colmar-Berg, Fischbach, Heffingen, Larochette, Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Nommern et Tuntange. La commune de Lorentzweiler fait partie de la région d'aménagement Centre-Sud. Les douze autres communes font partie de la région d'aménagement Centre-Nord.

L'évolution de la population au canton de Mersch de 1991 à 2012:

	1991					2001				2011			
Communes	0-19	20-64	65+	inc.	total	0-19	20-64	65+	total	0-19	20-64	65+	total
Bissen	27,5	62,9	8,1	1,5	100,0	28,3	63,0	8,7	100,0	28,3	59,7	11,9	100,0
Boevange-sur-Attert	27,7	61,9	9,8	0,6	100,0	27,4	62,8	9,7	100,0	25,4	63,7	10,9	100,0
Colmar-Berg	26,3	65,2	7,2	1,3	100,0	27,7	64,0	8,3	100,0	24,6	64,5	10,9	100,0
Fischbach	26,9	60,3	11,4	1,4	100,0	28,2	62,4	9,4	100,0	25,7	65,4	8,8	100,0
Heffingen	24,9	59,6	13,5	2,0	100,0	26,2	60,1	13,7	100,0	28,3	61,8	9,9	100,0
Larochette	27,6	59,9	10,8	1,7	100,0	32,0	59,2	8,8	100,0	28,2	63,0	8,8	100,0
Lintgen	24,9	63,2	11,0	0,9	100,0	26,6	61,3	12,1	100,0	24,5	64,3	11,2	100,0
Lorentzweiler	25,5	62,4	11,6	0,6	100,0	24,7	61,1	14,2	100,0	20,6	62,7	16,6	100,0
Mersch	25,0	61,2	12,7	1,1	100,0	25,4	61,9	12,6	100,0	23,0	62,3	14,6	100,0
Nommern	26,1	64,3	9,1	0,5	100,0	30,6	58,9	10,5	100,0	28,9	62,6	8,4	100,0
Tuntange	29,0	62,4	7,8	0,8	100,0	32,4	59,8	7,8	100,0	27,1	63,8	9,0	100,0
Canton Mersch	26,0	62,1	10,9	1,1	100,0	27,2	61,6	11,2	100,0	24,8	62,8	12,4	100,0
Grand-Duché	22,8	62,8	13,1	1,2	100,0	24,6	61,6	13,9	100,0	23,3	62,7	14,0	100,0

Sources: Statec, Recensements de la population 1991, 2001, 2011

Le canton de Mersch a connu entre 1991 et 2011 une croissance de 10,9% jusqu'à 12,4% pour la part des 65 ans et plus dans la population. Par contre, la part des jeunes de moins de 20 ans a baissé dans la même période.

En comparaison avec l'ensemble du Grand-Duché, le canton de Mersch présente un pourcentage plus élevé de jeunes en dessous de 20 ans et un pourcentage moins important de 65 ans et plus. Le part de la population active est plus ou moins comparable.

et 2001. De même, ces chiffres ne reprennent pas les frontaliers.

Emploi par lieu de travail et selon la division de la NACE *(cf. page suivante)*

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Communes	km²	Habitants				Évolution			
		1991	2001	2011	2012	1991-2001	2001-2011	1991-2011	1991-2012
Bissen	20,75	1.781	2.447	2.784	2.787	+37,39	+13,77	+56,32	+56,49
Boevange-sur-Attert	18,87	1.405	1.760	2.037	2.079	+25,27	+15,74	+44,98	+47,97
Colmar-Berg	12,31	1.385	1.711	1.919	1.991	+23,54	+12,16	+38,56	+43,75
Fischbach	19,61	491	635	894	937	+29,33	+40,79	+82,08	+90,84
Heffingen	13,34	684	824	1.068	1.102	+20,47	+29,61	+56,14	+61,11
Larochette	15,40	1.288	1.742	2.012	2.023	+35,25	+15,50	+56,21	+57,07
Lintgen	15,25	1.841	2.226	2.605	2.685	+20,91	+17,03	+41,50	+45,84
Lorentzweiler	17,45	2.773	2.973	3.531	3.555	+7,21	+18,77	+27,34	+28,20
Mersch	49,74	5.970	7.012	7.973	8.216	+17,45	+13,71	+33,55	+37,62
Nommern	22,44	784	954	1.178	1.202	+21,68	+23,48	+50,26	+53,32
Tuntange	18,74	739	1.027	1.275	1.318	+38,97	+24,15	+72,53	+78,35
Canton Mersch	223,90	19.141	23.311	27.276	27.895	+21,79	+17,01	+42,50	+45,73
Grand-Duché	2.586,36	384.634	439.539	512.353	524.853	+14,27	+16,57	+33,21	+36,46

Sources: Statec, Recensements de la population 1991, 2001, 2011

Sources: Statec (2012): Population par commune au 1er janvier 2012

Le canton de Mersch comptait au 1er janvier 2012 une population de 27.895 habitants. Concernant la période de 1991 à 2012, la population résidente dans les communes du canton de Mersch a augmenté de 45,7%. À titre de comparaison, lors de la même période la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 36,5%.

La commune de Fischbach a connu la croissance la plus importante: 90,8% en 21 années. Pendant la même période, la population des communes de Mersch et de Lorentzweiler a seulement augmenté de 37,6% respectivement de 28,2%.

Les classes d'âges pour le canton et ses communes en 1991, 2001 et en 2011 en %:

La population active et le taux de chômage fin 2001, 2006 et 2011:

	2001			2006			2011		
	Population active	Chômeurs	Taux de chômage	Population active	Chômeurs	Taux de chômage	Population active	Chômeurs	Taux de chômage
Canton Mersch	10.422	212	2,03	11.324	475	4,19	13.066	703	5,38
Grand-Duché	185.477	5.393	2,91	202.392	10.297	5,09	229.092	16.086	7,02

Source: Statec (2012), Emploi et chômage par canton et commune 2001 - 2011

En 2001, le canton de Mersch présentait une population active de 10.422 personnes, dont 212 chômeurs, soit un taux de chômage de 2,0% (G.-D.: 2,9%). En 2011, la population active augmentait à 13.066 personnes, dont 703 chômeurs, soit un taux de chômage de 5,4% (G.-D.: 7,0%).

À noter que pour tous les tableaux qui suivent, les chiffres du recensement de la population en 2011 ne sont pas encore disponibles de sorte que la comparaison se limite aux années 1991

d'Chamber online op
www.chd.lu

Comm. / canton	Divisions de la NACE											Total
	agri-culture	énergie et eau	extraction minimum industrie chimique	transforma-tion métaux	autres industries manu-facturières	bâtiment et génie civil	commerce, horesca, réparation	transports et communi-cations	banques, assurances, services aux entreprises	autres services	sans indication	
Bissen	26		417	40	50	33	80	6	7	54	17	730
Boevange-sur-Attert	42		3	13	2	20	26		4	32	7	149
Colmar-Berg	8		71	158	2601	89	36	49	19	122	26	3179
Fischbach	30			1	1	3	39	2		42	6	124
Heffingen	35		1			30	28		1	19	4	118
Larochette	6		34	3	5	21	91	11	14	71	4	260
Lintgen	27		2	223	19	24	61	2	10	44	7	419
Lorentzweiler	33			32	3	39	108	13	9	104	13	354
Mersch	82	40	4	139	235	170	568	56	90	374	44	1802
Nommern	66					18	14	3		20		121
Tuntange	12					10	25		2	36	2	87
Canton Mersch	367	40	532	609	2916	457	1076	142	156	918	130	7343
Grand-Duché	5325	832	10988	4881	9381	13607	28766	10323	21293	44394	4101	153891

Source: Statec, Recensement de la population 1991 - population ayant un emploi par lieu de travail et selon la division de la NACE

Comm. / canton	Divisions de la NACE																		Total
	agricult., chasse, sylvicult.	pêche, aquacult.	industr. extrac-tives	industr. manu-factur.	product., distribut. électricit., gaz, eau	construc-tion	commerce, répar. automob. et articles domest.	hôtels et restau-rants	transports et com-munica-tions	intermé-diat. financ.	immobil., location et services aux entrepr.	adminis-tration publique	éducation	santé et action sociale	services collectifs, sociaux et person-nels	services domes-tiques	activités extraterri-toriales	sans indication	
Bissen	11	0	0	429	0	56	61	6	5	6	8	32	12	8	6	8	1	10	659
Boevange	28	0	3	24	0	12	14	6	0	1	7	23	7	2	1	1	0	2	131
Colmar-Berg	8	0	0	2423	0	86	16	17	20	6	28	84	17	1	34	9	2	14	2765
Fischbach	29	0	0	1	0	4	35	6	0	0	2	32	6	0	2	2	1	5	125
Heffingen	18	0	0	0	0	60	20	15	0	1	1	10	8	1	5	5	0	4	148
Larochette	4	0	24	7	0	49	47	40	10	14	12	37	15	28	18	6	0	13	324
Lintgen	11	1	0	303	0	22	65	25	5	10	5	43	17	4	10	6	0	12	539
Lorentz-weiler	18	0	0	33	0	26	69	17	4	3	10	40	17	88	12	5	0	32	374
Mersch	45	0	2	451	76	338	664	112	77	50	128	221	102	247	87	20	7	49	2676
Nommern	35	0	0	0	0	11	7	12	0	0	2	14	8	4	4	3	0	5	105
Tuntange	12	0	0	0	0	25	6	12	0	3	7	20	7	3	10	6	2	7	120
Canton Mersch	219	1	29	3671	76	689	1004	268	121	94	210	556	216	386	189	71	13	153	7966
Grand-Duché	3215	6	197	18340	898	16023	22190	8496	12842	19320	14717	20156	7204	14025	5915	2208	8264	11336	185352

Source: Statec, RP2001 - Population ayant un emploi selon la commune de travail et selon la division de la NACE

Ces tableaux reprennent les emplois au lieu de travail et par division de la NACE en 1991 et en 2001. Entre 1991 et 2001 les divisions de la NACE ont changé.

De 1991 à 2001 le nombre d'emplois au canton de Mersch augmentait de 8,5% (G.-D.: 20,4%).

En 2001, la plupart des emplois dans le canton de Mersch se concentrait dans les communes Colmar-Berg (34,8%) et Mersch (33,6%) et dans la division de la NACE «industrie manufacturière» (46%).

Commune de travail de la population ayant un emploi résidant au canton de Mersch en 2001

2001		
Commune de travail	Population ayant un emploi	
	Canton de Mersch	Grand-Duché
Bissen	275	659
Boevange-sur-Attert	94	131
Colmar-Berg	680	2.765
Fischbach	76	125
Heffingen	98	148
Larochette	188	324
Lintgen	284	539
Lorentzweiler	179	374
Mersch	1.410	2.677
Nommern	84	105
Tuntange	73	120
Total Canton de Mersch	3.441	7.967
Canton de Luxembourg	4.044	87.490
Canton de Capellen	277	7.575
Canton de Esch-sur-Alzette	231	29.693
Canton de Clervaux	33	3.071
Canton de Diekirch	922	10.130
Canton de Redange	102	2.325
Canton de Vianden	19	696
Canton de Wiltz	37	2.857
Canton de Echternach	66	2.920
Canton de Grevenmacher	172	4.659
Canton de Remich	21	2.858
Autres (étranger & «sans indic.»)	885	24.467
Total	10.250	186.708

Source Statec: Recensement de la population 2001

La population ayant un emploi et résidant au canton de Mersch comptait en 2001 10.250 personnes. 3.441 de ces personnes (33,6%) travaillaient dans le même canton, c'est-à-dire 66,4% de la population ayant un emploi résidant dans le canton de Mersch travaillait en 2001 en dehors de celui-ci.

Du total des 7.967 personnes qui travaillaient en 2001 dans le canton de Mersch, 3.441 (43,2%) habitaient dans le même canton.

En ce qui concerne le futur développement du site «Agrocenter» à Mersch, il importe de préciser en premier lieu qu'il ne s'agit pas d'un projet qui sera réalisé par un acteur étatique. La grande majorité de fonds appartient aux entreprises privées actives sur le site. L'État est propriétaire de quelque 19% de la surface totale de la future zone soumise à plan d'aménagement particulier et de la zone verte. Une partie de cette surface est actuellement occupée par un bâtiment occupé par les services du Ministère de l'Éducation nationale. En conséquence, l'État n'est pas à même de jouer un rôle d'envergure en tant que développeur.

Vu qu'il s'agit d'un site à caractère stratégique, le département de l'Aménagement du territoire a joué son rôle en tant qu'initiateur d'une planification coordonnée par le biais d'une consultation rémunérée cofinancée par l'État. Il a été garanti que le cahier des charges pour le projet soit compatible avec les objectifs du programme directeur d'aménagement du territoire et de l'IVL, tout en tenant compte de la proximité immédiate du pôle multimodal qu'est la gare de Mersch ainsi que du statut de centre de développement et d'attraction de la commune. Tous les acteurs communaux, étatiques et privés directement concernés ont participé à l'élaboration d'un plan directeur. Le plan directeur est la base pour les prochaines étapes, à savoir l'intégration du projet dans le plan d'aménagement général et l'élaboration du plan d'aménagement particulier ainsi qu'un premier projet de remembrement. L'implication du département de l'Aménagement du territoire s'arrête avec l'élaboration du plan directeur accepté par tous les acteurs. À partir de ce moment, les autorités communales qui ont décidé d'élaborer le plan d'aménagement particulier ainsi que les propriétaires concernés sont les principaux acteurs en jeu.

À titre indicatif les données structurelles estimées sur base du plan directeur retenu sont les suivantes:

- surface totale du site: environ 21 hectares
- zone destinée à être urbanisée: environ 17 hectares
- 550 à 600 logements
- 1.250 à 1.350 habitants
- 500 à 600 emplois

Ces données issues du plan directeur sont indicatives, sous réserve des procédures relatives à la refonte du plan d'aménagement général et du plan d'aménagement particulier.

Le type d'activités prévues devra être compatible avec un quartier urbain mixte, immédiatement connecté à un pôle d'échange multimodal, à savoir la gare de Mersch.

Comme une part des activités sur le site ne sera pas implantée à court terme, la création de logements et d'emplois sera réalisée en phases.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est régulièrement sollicité par des sociétés qui cherchent à s'implanter au Luxembourg. Toutefois, pour des raisons évidentes de confidentialité, il n'est pas possible de publier une liste d'entreprises qui ont exprimé leur intérêt pour investir au Luxembourg.

Actuellement, il n'existe ni de zone industrielle à caractère national ni de zone d'activités économiques à caractère régional dans le canton de Mersch. Les zones industrielles à caractère national sont directement gérées par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur alors que les zones d'activités économiques à caractère régional sont gérées par des syndicats intercommunaux.

Il est prévu de créer un tel syndicat intercommunal pour la gestion de la zone d'activités économiques à caractère régional au lieu-dit «Roost». Cette zone d'activités économiques, où sont actuellement implantés la laiterie Luxlait ainsi que les services techniques Creos, est destinée à une vocation régionale. Cependant, le syndicat intercommunal qui devrait être en charge de la gestion de la zone d'activités économiques en question n'a pas encore vu le jour.

Concernant les zones communales ou privées, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur n'a pas de compétence en matière de gestion. Par conséquent, il n'est pas possible de fournir une réponse à l'honorable Député Monsieur André Bauler quant à la disponibilité de terrains au niveau communal pour une éventuelle implantation nouvelle ou réimplantation d'entreprises dans le canton de Mersch.

Par ailleurs, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois.

Question 2416 (16.11.2012) de **MM. François Bausch** *(déi gréng)* et **Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg:**

La mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilité «MoDu» prévoit entre autres la réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg et des communes limitrophes. Dans ce contexte, la Chambre des Députés avait voté une motion (datée au 14 juin 2012 et déposée par Monsieur Serge Wilmes) qui mentionne un accord quant à la répartition des coûts de financement de la façon suivante:

«Considérant l'accord entre le Gouvernement et le collège échevinal de la ville de Luxembourg de financer le projet d'après une clé de répartition de 2/3 des coûts à charge de l'État et de 1/3 des coûts à charge de la ville de Luxembourg, ces dépenses comprenant les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet.»

Suite à la mise en question tant de la nécessité du tram que du mode de son financement par certaines déclarations récentes parues dans la presse, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut nous confirmer que le Gouvernement reste attaché à la mise en œuvre du tram et des pôles d'échange périphériques tel qu'ils sont esquissés dans la stratégie nationale de mobilité «MoDu»?

2) Est-ce que le Gouvernement tient ses engagements en relation avec le financement des coûts du tram comme arrêté dans l'accord susmentionné?

Réponse (30.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Par leur question parlementaire n°2416 du 16 novembre 2012, Messieurs les Députés Xavier Bettel et François Bausch souhaitent s'informer au sujet du projet du tram dans la ville de Luxembourg, dont notamment sa réalisation et son financement.

D'emblée, je peux vous confirmer que, malgré la crise économique actuelle et les contraintes budgétaires en résultant, le Gouvernement entend poursuivre sa politique consistant à favoriser l'utilisation des transports en commun et de la mobilité douce, qui se retrouve dans la nouvelle stratégie globale pour une mobilité durable «MoDu» et qui est à la base du plan directeur sectoriel «transports».

En ce qui concerne plus particulièrement le projet du tram et les pôles d'échange, il convient de souligner que le tram constitue l'élément principal dans le concept de la chaîne de mobilité, introduit par la stratégie «MoDu», pour relier les différents pôles de développement de la ville de Luxembourg. Il permettra de préparer le Luxembourg aux défis en matière de mobilité et de développement économique de demain, qui se caractérisent, d'un côté, par l'accroissement des flux de voyageurs vers et dans la ville à moyen et à long terme et, de l'autre côté, la nécessité de traiter le problème du goulot d'étranglement dans les transports en commun sur l'axe central de la ville de Luxembourg. La synergie entre le tram et les pôles d'échange permettra de créer un réseau de transports en commun performant, raison pour laquelle les pôles d'échange seront développés parallèlement à la réalisation du tram.

Au vu des atouts de la solution représentée par le projet du tram et les pôles d'échange, le Gouvernement considère l'investissement dans ces projets structurants comme essentiel pour relever les défis de mobilité et pour garantir la compétitivité du pays à l'avenir.

En ce qui concerne la question portant sur le financement des coûts du tram, le Gouvernement confirme son engagement relatif au financement du tram à raison de 2/3 des coûts à charge de l'État. Cet accord a été trouvé avec la ville de Luxembourg et porte sur les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet. Il figure de plus parmi les éléments sur lesquels se base la motion de la Chambre des Députés du 14 juin 2012 adoptée avec 55 voix suite au débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg.

Question 2422 (21.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Église Notre Dame des Douleurs à Differdange:**

Iwwert d'Zukunft vun der Déifferdenger Kierch Notre Dame des Douleurs gëtt dëslescht vill diskutéiert. Nodeems festgestallt gouf, datt ëmmer méi Rëss entstinn, gëtt d'Ofrappe vun dësem historesche Gebai als eng vun de méiglechen Optiounen envisagéiert, an dat obwuel et technesch méiglech wier d'Kierch ze retten.

An dësem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Madame Kulturministesch an dësem Dossier?

2. Wär et net méiglech, d'Kierch als „monument historique" ze klasséieren?

3. Ass d'Regierung bereet, finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir ënner anerem och d'Konschtwierker ze retten, déi zum nationale Patrimoine gehéieren an zum Deel vu Lëtzebuerger Kënschtler geschafe goufen?

Réponse (29.1.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Ech erlabe mer, dem éierewäerten Här Deputéierte Fernand Kartheiser an der Reiefolleg vu sengen dräi Deelfroen vu senger uewe genannter Fro ze äntwerten.

1. Déi Déifferdenger Kierch ass duerch Ëmstänn, déi nach net gekläert sinn, an en Zoustand versat ginn, deen hiert Weiderbestoen ënner verstännege Konditiounen onméiglech gemaach huet.

Onofhängeg vun all Glaawensbekenntnis huet fir déi meeschte Bierger an enger Gemeng eng d'Kierch eng historesch a kulturell Bedeitung. Si ass och iwwer hir historesch a kulturell Dimensioun eraus an deenen allermeeschte Fäll den urbanistesche Mëttelpunkt vun der Uertschaft a prägt dacks d'Erscheinungsbild vun der Uertschaft vu bannen a vu baussen hier. Eng Kierch huet och fir vill Leit eng emotional Bedeitung als wichtege lokalen „lieu de mémoire".

Dat trauregt Schicksal vun der Déifferdenger Kierch ass net op eng Naturkatastroph zréckzefëieren, mä ass d'Resultat vun enger Kette vun öffentlechen a privaten Entscheedungen op lokalem Plang. Zu engem spéiden Zäitpunkt ass versicht ginn, déi lokal Problematik op déi national Bühn ze hiewen.

2. De Sënn vum Klassement vun engem Gebai als „monument national" ass et, fir e Gebai, deem säin Erhalt aus engem archäologeschen, historeschen, kënschtlereschen, ästheteschen, wëssenschaftlechen, techneschen oder industrielle Bléckpunkt gesi vun öffentlechem Interessi ass, géint Aktivitéiten ze schützen, déi dem Gebai schueden, an och zu all Zäit dofir ze suergen oder suergen ze loossen, dass dat Gebai an engem gudden Zoustand ass.

Wat elo de Fall vun der Déifferdenger Kierch ugeet, esou muss ee soen, dass zu kengem Zäitpunkt an deene bal 60 Joer vun hirer funktionéirender Existenz, an där se nach ganz war, jeemools iergendeen de Klassement virgeschloen hätt. Et ass elo net esou, wéi wann de kierchleche Patrimoine net genuch dokumentéiert oder protégéiert wier. Niewent der Commission des Sites et Monuments nationaux gëtt et zënter 1945 eng Kierchekommissioun, déi fir all Projet, deen eng Kierch betrëfft, muss zu Rot gezu ginn.

Et wier a mengen Ae méi wéi abenteuerlech gewiescht, e Gebai, dat duerch nach ze klärend onnatierlech Ëmstänn baufälleg ginn ass, Hals iwwer Kapp ze klasséieren an domat d'Allgemengheet fir déi entstane Mëssstänn finanziell verantwortlech ze maachen.

Dobäi kënnt, dass bei der geologescher Beschafenheet vum Terrain, ëm deen et hei geet, scho virdrun eng Kierch no relativ kuerzer Zäit baufälleg gouf, wat normalerweis eng Décisioun am Sënn vun engem groussen Investissement zousätzlech erschwéiert.

3. D'Entscheedung doriwwer ass um lokale Plang geholl ginn.

Question 2428 (23.11.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**implantation de studios de production cinématographique sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange:**

Dans la foulée de l'utilisation de ladite «Aciérie» de l'ancienne usine d'Arbed-Dudelange pour «ReTour de Babel», l'exposition emblématique de l'année culturelle 2007, Madame la Ministre de la Culture avait annoncé que le Gouvernement envisageait de soutenir le secteur de la production cinématographique luxembourgeoise dans l'intention d'y faire construire des studios de production cinématographique.

Une ligne budgétaire aurait même été inscrite dans le budget de l'État de 2009, qui en fin de compte avait disparu du document budgétaire final.

Dans le master plan relatif à l'urbanisation future du site dit «Nei Schmelz», une grande partie des bâtiments évoqués reste affectée au projet de studios cinématographiques.

Dans son édition du 19 septembre 2012, «L'Essentiel online» fait état, sous le titre de «Mystère aux studios de ciné», d'un chantier privé de studios de cinéma en cours dans le zoning de Kehlen.

Ces développements passés et récents nous amènent à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Le Gouvernement continue-t-il de soutenir l'idée de l'implantation des studios cités sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange?

2. Existe-t-il une stratégie respectivement des concertations entre les instances gouvernementales et le secteur cinématographique privé concerné pour ouvrir une perspective à moyen terme à ce projet culturel?

3. Quel est l'état d'avancement des négociations entre le propriétaire des terrains de la friche d'Arbed-Dudelange et les parties publiques concernées, notamment l'État et la ville de Dudelange sur la mise en œuvre de la transmission annoncée des terrains vers un consortium public?

4. Le Gouvernement soutient-il d'une manière ou d'une autre la participation du secteur cinématographique luxembourgeois dans le projet cité de studios de cinéma sous l'égide d'un promoteur privé?

5. Le projet privé ne risque-t-il pas d'hypothéquer la réalisation ultérieure du projet sur le site «Nei Schmelz» à Dudelange?

Réponse commune (29.1.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Ad 1) Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit que: «dans le cadre du concept d'assainissement du site du laminoir de Dudelange, le Gouvernement poursuit les démarches avec l'Union luxembourgeoise pour la production audiovisuelle (ULPA) pour le développement sur le site d'un complexe de production audiovisuelle qui est à financer par le secteur privé avec le soutien de la ville de Dudelange et de l'État.»

Toutefois, les travaux d'assainissement du site de Dudelange s'échelonneront dans le temps et l'aménagement complet d'un studio de production ne pourra, de ce fait, être terminé dans un délai rapproché. Voilà pourquoi, un groupe de producteurs a pris l'initiative d'élaborer un projet de complexe audiovisuel à Kehlen qui a pu être finalisé à court terme, permettant ainsi aux producteurs de régler la problématique des studios.

Ad 2) Le Gouvernement s'est engagé à valoriser le site de Dudelange quelle que soit sa destination, et indépendamment du type d'activité économique ou culturelle qui y sera localisé. Avec la création des nouveaux studios cinématographiques à Kehlen, le projet de l'implantation de studios de production audiovisuelle sur le site de la «Cité du Futur» (anciennement dénommé «Nei Schmelz») n'est actuellement pas poursuivi.

Ad 3) Les négociations avec le propriétaire des terrains seront entamées dès que les travaux sur le projet d'assainissement seront achevés.

Ad 4) Il s'agit en l'occurrence d'un projet entièrement privé et par conséquent le Gouvernement ne participera en aucune façon à la réalisation et au financement de ce projet même s'il salue cette démarche et son importance pour le développement futur du secteur.

Ad 5) Le Gouvernement poursuivra son partenariat avec la ville de Dudelange concernant le développement de la «Cité du Futur» en vue d'une reconversion appropriée.

Question 2431 (26.11.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **traitement mécano-biologique sur la déponie du SIDEC:**

D'mechanesch-biologesch Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEC ass laut de Responsabelen zanter dem 23. Abrëll 2007 a Betrib. Deemools gouf behaapt se géife kee Sickerwaasser méi oflafe loossen. D'Vergaangenheet hat ons awer bewisen, datt dëst net ëmmer richteg ass, well verschiddentlech gouf Sickerwaasser op Ierpeldeng oflafe gelooss. Dëst gouf souguer vum Minister confirméiert.

Am Kontext vun der SIDEC-MBA géif ech gäre folgend Froen un Iech, Här Minister, riichten:

1. Laut mengen Informatioune war un dësem Betrib (MBA) een Defekt, an eenzel Offäll wieren onvirbehandelt op der Deponie gelagert ginn. Kann den Här Minister mer dëst confirméieren?

2. Wéi dacks war dës Zerklengerungsanlag zanter 2007 ausser Betrib, respektiv wéi dacks ass dës ersat ginn?

3. D'MBA fonctionnéiert mat elektrescher Energie. Besteet eng CO_2-Bilanz? Wa jo, wat seet dës aus? Wéi vill Energie gouf all déi Joren hei verbraucht?

4. Duerch d'Verdonstung vum Sickerwaasser an der MBA fënnt eng Schuedstoffuräicherung am virbehandelten Offall statt. Well dës schiedlech Stoffer op der SIDEC gelagert ginn, kënnt et zu enger neier Sickerwaasserbildung. Domat kann ee jo unhuelen, datt d'Schuedstoffer am Sickerwaasser zanter 2007 zouhuelen? Wéi héich sinn an dësem Joer folgend Parameteren: CSB, BSB5, NH_4, AOX an déi eenzel Schwéiermetaller am Sickerwaasser vun der Deponie um Fridhaff? Goufen dës Wäerter virun 2006 gemiess a wéi héich waren dës an deene Joren?

Réponse (12.2.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Zanter dem 9. Abrëll 2007 ass déi biologesch Stuf vun der mechanesch-biologescher Offallvirbereedungsanlag (MBA) a Betrib. Zënterhier goufen et verschidde Perioden, wou eenzel Deeler vun der Anlag ausser Betrib waren.

Allerdéngs ass der Ëmweltverwaltung net bekannt, datt opgrond vun dësen Ausfäll onbehandelten Offall op der Deponie ofgelagert ginn ass. Dës Ausso kann also net confirméiert ginn.

D'Zerklengerungsmaschinn ass an der MBA deen Anlagendeel, deen de gréisste materielle Belaaschtungen ausgesat ass, an huet deementspriechend och e grousse Verschläiss opzeweisen. Duerfir huet och missen am Laf vum Joer 2012 déi al Zerklengerungsmaschinn ersat ginn. D'Ausfallstonne fir dëse Remplacement goufen an der Ausfallstonnestatistik mat berücksichtegt.

Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vu 19:00 Auer un

An der folgender Tabell sinn d'Zäiten an d'Ursaache vun de Stëllstänn vun Anlagendeeler aus der MBA, vun un datt se a Betrib ass, opgelëscht:

Ufank	Schluss	Dauer	Ursaach
24/03/2007	10/04/2007		Uschléisse biologesch Stuf
06/07/2007	12/07/2007	40h	Pann op der Pelleteuse
03/10/2007	09/10/2007	40h	Pann um Broyeur
15/05/2008	16/05/2008	16h	Pann um Broyeur
26/09/2008	26/09/2008	8h	Pann um Broyeur
12/11/2008	12/11/2008	8h	Pann um Broyeur
05/05/2009	06/05/2009	16h	Revisioun
08/09/2009	08/09/2009	8h	Reparatur um Broyeur
02/12/2009	08/12/2009	40h	Pann um Broyeur
02/02/2010	02/02/2010	8h	Ersetze vun Transportbänner
25/06/2010	02/07/2010	48h	Maintenance
11/02/2011	11/02/2011	8h	Maintenance
03/06/2011	03/06/2011	8h	Maintenance
15/08/2011	19/08/2011	40h	Installatioun vum neie Broyeur

Eng CO_2-Bilanz am eigentleche Sënn war net gefrot an och net iwwert d'Genehmegung gefuerdert. Et sinn awer verschidden energierelevant Aspekter, déi disponibel sinn:

Déi Offäll, déi säit 2007 pro Joer an der MBA um Fridhaff behandelt goufen, ware souwuel aus quantitativer wéi och aus qualitativer Siicht méi oder wéineger gläich. Esou goufen am Schnëtt pro Joer, op Säite vun der mechanescher Behandlung 45 MJ pro Tonn, a fir déi biologesch Behandlung 174 MJ pro Tonn behandelten Offall un elektrescher Energie agesat.

Et kann een awer, wann ee vun Energiebilanz schwätzt, dës net nëmmen op de Verbrauch un elektrescher Energie fir d'Virbehandele vun den Offäll reduzéieren. Eng vun den Ursaachen nämlech, firwat den Offall an enger MBA virbehandelt gëtt, ass, nieft der Volumereduzéierung, datt d'Emissioune vu klimaschiedleche Gase bei der Deponéierung reduzéiert ginn. Duerch d'Virbehandlung vun den Offäll, a besonnesch duerch déi biologesch Stabiliséierung, kënnt et zu enger signifikativer Reduzéierung vun Emissiounen vu klimawierksame Gasen aus den ofgelagerten Offäll.

D'Trennung vun den heizwäerträichen Offäll an der mechanescher Opbereedung an hir uschléissend Verbrennung bedéngen am Verglach zu der Deponéierung vun onbehandelten Offäll en Energiegewënn vun zirka 15.000 MJ pro Tonn, wat sech natierlech och an der CO_2-Bilanz bei enger méiglecher Substitutioun vu fossilen Energieträger positiv auswierkt. Den Transport vun den heizwäerträichen Offäll bis an d'Verbrennungsanlag steet deem mat engem verhältnisméisseg gerénge spezifeschen Energiebedarf vu 75 MJ pro Tonn Offall géigeniwwer.

Bei der biologescher Behandlung kënnt et weider zu enger exothermescher Reaktioun, wou eng spezifesch Energiequantitéit vun zirka 22.500 MJ pro Tonn organesch Offalldrëchesubstanz fräigesat gëtt. Dës verfügbar Energie gëtt um Fridhaff fir d'Verdonstung vun Deponiesickerwaasser gebraucht, dat an der biologescher Stuf néideg ass, fir de Prozess um Lafen ze halen. Dës Energie gëtt deementspriechend agespuert, well se fir d'Entsuergung an d'Rengegung vum Sickerwaasser net méi noutwendeg ass.

Alles an allem dréit esou d'Offallvirbehandlung zu enger Verbesserung vun der Klima- an Energiebilanz bäi.

Déi folgend Analyseresultater deiten net drop hin, datt duerch d'Benotze vu Sickerwaasser eng Erhéijung vun de Schuedstoffer am Deponiesickerwaasser entsteet. D'Wäerter an der Tabell stelle Minima a Maxima duer, tëscht deenen d'Analysewäerter während engem Joer variéieren.

Parameter	2007	2008	2009	2010	2011
CSB (O_2 mg/l)	1.500-4.000	840-4.200	1.300-4.100	520-3.600	950-4.300
BSB-5 (O_2 mg/l)	21-140	11-980	41-300	16-270	15-250
NH_4 (mg/l)	270-880	110-680	220-540	180-500	280-980
Koffer (mg/l)	0.42-1	0.19-0.51	0.19-0.41	0.21-0.32	0.16-0.37
Zénk (mg/l)	0.43-1.2	<0.0002-0.67	0.29-0.79	0.23-0.75	0.3-0.56
Bläi (mg/l)	<0.005-0.071	0.01-0.06	<0.025-0.058	0.03-<0.05	0.02-<0.05
Cadmium (mg/l)	0.001-<0.005	<0.0005-<0.05	<0.0025-<0.005	<0.0025-<0.005	0-<0.005
Chrom (mg/l)	0.39-1.5	0.17-1.2	0.36-1.4	0.46-1.3	0.7-1.5
Hexavalente Chrom (mg/l)	<0.005-0.51	<0.005-0.16	<0.005-0.56	<0.005-<0.008	<0.005-0.2
Quecksëlwer (mg/l)	<0.001	<0.001	<0.001	<0.001	<0.001
Arsen (mg/l)	0.031-0.11	0.02-0.08	<0.025-0.073	0.03-0.07	0.03-0.14
Halogenéiert Kuelewaasserstoffer					
Trichlorofluoromethan (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.1-<0.2	<0.1	<0.2
1,1-dichloroethylen (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.2	<0.2	<0.2
Dichloromethan (µg/l)	<0.1	<0.1-0.255	<0.1	<0.1	<0.1-0.502
1,2-t-dichlorethylen (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.1-<0.2	<0.1	<0.2
Trichloromethan (µg/l)	<0.1-0.426	<0.1-0.644	<0.1-0.217	<0.1-1.137	<0.1-2.3
1,1,1-trichloroethan (µg/l)	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Tetrachloromethan (µg/l)	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Trichloroethylen (µg/l)	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Dibromomethan (µg/l)	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1-<0.2
Dichlorobromomethan (µg/l)	<0.3	<0.3	<0.1-<0.3	<0.1	<0.2-<0.3
1,3-c-dichloropropen (µg/l)	<0.3	<0.3	<0.1-<0.3	<0.1	<0.3
Trichlorobromomethan (µg/l)	<0.3	<0.3	<0.1-<0.3	<0.1	<0.3
1,3-t-dichloropropen (µg/l)	<0.3	<0.3	<0.1-<0.3	<0.1	<0.3
1,1,2-c-trichloroethan (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.1-<0.2	<0.1	<0.1-<0.2
Trichloronitromethan (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.1-<0.2	<0.1	<0.2-<0.5
Chlorodibromomethan (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.1-<0.2	<0.1	<0.2-<0.3
Tetrachloroethylen - (µg/l)	<0.2	<0.1	<0.1	<0.1	<0.1
Tribromomethan (µg/l)	<0.3	<0.3	<0.1-<0.3	<0.1	<0.3
1,1,2,2-tetrachloroethan (µg/l)	<0.2	<0.2	<0.2	<0.2	<0.2

Esou konnt och nodeems d'MBA a Betrib geholl ginn ass, keng Zounahm an der Konzentratioun vu Schwéiermetaller oder aner Schuedstoffer am Deponiesickerwaasser festgestallt ginn. Dat nämlecht stellt ee fest bei den halogenéierte Kuelewaasserstoffer, déi zum gréissten Deel souguer ënnert der miesstechnescher Noweisgrenz louchen. Dat gëllt och fir all déi aner chemesch Verbindungen oder Miessparameter, wéi z. B. CSB, BSB oder Ammonium, déi ouni Ausnahm déi fir eng Hausoffalldeponie typesch Wäerter opweisen.

Och konnt am Verglach mat de Wäerter, déi virun 2006 gemooss goufen, keng Entwécklung festgestallt ginn, déi kéint drop hiweisen, datt et zu enger erhéichter Fräisetzung vu Schuedstoffer op der Deponie komm wier nodeems d'MBA a Betrib geholl gouf.

Question 2433 (26.11.2012) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant la **construction de logements pour étudiants:**

L'article 29 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une participation de l'État peut être accordée aux promoteurs publics pour la création de logements pour étudiants. Or, il s'avère que le Gouvernement est en train de limiter cette participation, plafonnée à 100% jusqu'à maintenant, à 70% au maximum.

Dans ce cadre, il convient de constater que cette décision intervient à un moment où le nombre de logements pour étudiants est très largement insuffisant par rapport à la demande. Rappelons que l'Université du Luxembourg compte 6.200 étudiants inscrits et gère actuellement 550 chambres pour étudiants. Selon des informations de l'Université du Luxembourg, 113 demandes de logement n'ont pas pu être satisfaites, sans tenir compte des étudiants qui n'ont même pas tenté de faire leur demande, sachant qu'il n'y avait plus de places disponibles et que l'Université avait loué toutes les chambres endéans une semaine après l'ouverture des inscriptions. Tout ce qui précède concorde avec le rapport d'activité du Ministère du Logement qui constate que «le Grand-Duché de Luxembourg reste en sous-effectif de ce type de logements.»

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la grande majorité des logements disponibles se situent à Luxembourg-ville (319 unités), et non près du quartier «Universitéit» à Belval (219 unités à Esch-sur-Alzette et à Mondercange), site qui accueillera la majorité des étudiants lorsque les travaux d'infrastructure seront terminés. Il est généralement reconnu que la construction et finalisation progressive des infrastructures universitaires devra aller de pair avec un agrandissement substantiel du parc de logements dans toute la région du sud du Grand-Duché et plus spécifiquement dans les communes voisines du site de Belval.

Finalement, il convient de souligner que le programme gouvernemental stipule que «le Gouvernement veillera à ce que l'offre corresponde à 20% des étudiants inscrits à l'Université». Compte tenu des chiffres précités, force est de constater que pour le moment l'offre satisfait seulement à peu près 9% des étudiants inscrits à l'Université. En d'autres termes, il manque environ 700 logements afin d'atteindre l'objectif défini dans l'accord de coalition.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres ne trouvent-ils pas que la réduction de la participation étatique risque de freiner considérablement la construction de logements estudiantins indispensables dans le sud du pays? Cette réduction ne va-t-elle pas à l'encontre des constats et objectifs gouvernementaux précités?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils chiffrer le montant des économies qui seront réalisées à l'avenir par la réduction de la participation étatique? Quel a été le montant total annuel des participations de l'État accordées aux promoteurs publics pour la création de logements destinés à l'hébergement d'étudiants au cours des six dernières années?

- Comme l'objectif des 20% n'a même pas été atteint de moitié, quels sont les mesures et projets que le Gouvernement compte mettre en place afin d'atteindre cet objectif le plus rapidement possible?

Réponse commune (7.2.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'emblée, il y a lieu de souligner que tous les projets déjà inscrits au programme pluriannuel de construction d'ensembles, prévu par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et pour lesquels une convention entre l'État et le promoteur a été signée, ne sont pas concernés par la réduction de la participation étatique, qui reste toujours conséquente avec un taux maximal de 70% en faveur de l'acquisition de terrains et de la construction de logements pour étudiants. Notons dans ce contexte que les terrains resteront toujours acquis aux promoteurs qui, à l'avenir, devront effectivement s'acquitter d'une participation au projet de 30%.

La réduction de la participation étatique générera une fourchette d'économie budgétaire estimée entre 750.000 euros et un million d'euros par année. Au cours des six dernières années, l'État a pris en charge quelque 20 millions d'euros.

Pour ce qui est de l'avenir, la décision du Conseil de Gouvernement du 19 décembre 2003 relative au financement et à la gestion des logements pour étudiants est toujours d'actualité. En effet, le Gouvernement avait notamment chargé le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat de la construction de logements pour étudiants et chercheurs, également sur le site universitaire des friches de Belval-Ouest.

Le Fonds du Logement vient d'achever la construction de 42 logements pour étudiants sur le site «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette. Un deuxième projet portant sur 30 unités est en cours de réalisation sur un terrain sis au boulevard Kennedy, également à Esch-sur-Alzette, alors qu'un troisième projet concernant 35 logements sera mis en chantier à Oberkorn d'ici quelques semaines.

L'Administration des Bâtiments publics vient de remettre les dossiers du projet «Soleuvre» audit Fonds, en vue de la réalisation de quelque 70 unités de logements pour étudiants dans l'ancienne maison de retraite.

Question 2439 (27.11.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **licenciements auprès de certaines entreprises au Luxembourg:**

Ces derniers temps nombre d'entreprises installées au Luxembourg (comme p. ex. ArcelorMittal, DuPont, Hyosung, Luxguard, UBS, HSH Nordbank) ont considérablement réduit leur personnel ou annoncé de cesser leurs activités d'ici peu de temps. L'exemple le plus récent étant celui d'un établissement bancaire qui vient d'annoncer une réduction importante de ses effectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant la qualification des personnes touchées par les réductions de personnel ou les licenciements des derniers mois? Combien de personnes sont concernées par ces décisions? Quel est leur niveau de formation? Quelle est la durée moyenne de leur chômage?

- Combien de gens ont trouvé entre-temps un nouvel emploi? Combien de ces personnes ont pu être replacées par les services de l'ADEM? Combien de personnes ont trouvé un nouvel emploi par leurs propres soins?

- Est-ce que des programmes de formation spécifiques ont été organisés par l'ADEM pour les demandeurs d'emploi en question? Dans l'affirmative, de quelle nature étaient ces cours et combien de personnes y ont participé?

Réponse (4.2.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En temps de crise, les entreprises réduisent leurs activités, avec des conséquences inévitables en termes de réduction d'effectifs. Vous le savez bien, le Luxembourg n'échappe pas à cette réalité.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus que les entreprises sont tenues de déclarer les licenciements et annonces de licenciements au comité de conjoncture.

Concernant le niveau de qualification des salariés qui perdent leur emploi, les données administratives ne fournissent pas d'informations. En effet, le niveau de qualification n'est pas une variable disponible dans les données de la sécurité sociale, seule source reprenant l'ensemble des salariés par entreprise.

La durée de chômage est disponible à l'ADEM. Toutefois, elle ne couvre qu'un volet de la question. En effet, ce serait réducteur de se limiter aux seuls résidents qui s'inscrivent à l'ADEM pour étudier les conséquences d'un licenciement. L'ADEM ne dispose pas d'informations sur la durée de chômage des frontaliers qui ont perdu leur emploi, ni des personnes qui ne se sont pas inscrites auprès de l'Agence, peut-être parce qu'elles n'avaient pas droit à une indemnité de chômage. En plus, en cas de préavis, certaines personnes attendent la fin de leur préavis avant d'aller s'inscrire à l'ADEM; leur inscription peut donc se faire quelques mois après la survenance de l'évènement en question.

Concernant les entreprises que vous citez dans votre question, sachez que pour seulement deux d'entre-elles le nombre de salariés qui se sont inscrits à l'ADEM entre le 1er juillet et le 24 décembre 2012 dépasse les 20 personnes. Par ailleurs Arcelor n'a procédé à aucun licenciement conformément aux accords conclus. Notons finalement que, d'un point de vue des statistiques de l'emploi, l'analyse de durée de chômage n'a que de sens avec un recul temporaire suffisant, pour éviter des problèmes d'indisponibilité de trajectoire complète.

Pour étudier le devenir des personnes, l'ADEM peut retracer, entreprise par entreprise, la situation des salariés, par exemple un an après l'évènement. Pour cela, il faut combiner différentes sources administratives. La loi sur la protection des données limite cet exercice à des entreprises ponctuelles. Dans le cadre de l'Observatoire de l'emploi qui a été créé en 2011, un projet de constitution de base de données sur l'emploi est en phase d'élaboration qui permettra toutefois, probablement fin 2013, à faire des analyses plus scientifiques sur les trajectoires professionnelles des salariés. Dans ce contexte, des études pourront alors porter sur le devenir des salariés ayant perdu leur emploi.

Les personnes concernées peuvent bien évidemment, comme tout autre demandeur d'emploi, bénéficier des mesures en faveur de l'emploi, lorsqu'elles s'inscrivent à l'ADEM. À côté de ces mesures générales et dans le contexte de certaines des entreprises citées dans votre question, il faut citer des actions complémentaires telles que les éléments prévus dans un plan social, les cellules de reclassement, le programme «Fit4job», avec notamment ses projets «Fit4 génie civil» et «Fit4 financial markets» pour les secteurs en question.

Q83

Question 2442 (26.11.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **déblocage d'une tranche d'aide à la Grèce:**

An der Nuecht vun e Méindeg op en Dënschdeg, de 27. November, huet den Eurogroup décidéiert, Griichenland eng weider Finanzsprëtz vun 43,7 Milliarden Euro ze ginn. Ënner anere Mesurë sollen och d'Prêten u Griichenland an der Lafzäit verlängert ginn an den Zënsfouss erofgesat ginn.

Dowéinst géif ech dem Här Premierminister an dem Här Finanzminister gären dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de Bäitrag vu Lëtzebuerg fir dës nei Tranche vun 43,7 Mlilliarden, déi u Griichenland iwwerwise gëtt?

2. Wéi war déi éischt Lafzäit, a wat ass déi nei Lafzäit fir de bilaterale Prêt vu Lëtzebuerg u Griichenland?

3. Wéi war den éischten Zënsfouss, a wéi ass den neien Zënsfouss vun dësem Prêt?

4. Ass et ausgeschloss, datt dëse Prêt u Griichenland vun engem Scholdeschnëtt ka betraff ginn?

Réponse commune (18.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. Le 27 novembre 2012, l'Eurogroupe a approuvé le déboursement d'un prêt à hauteur de 43,7 milliards d'euros du Fonds européen de stabilité financière (FESF) à la République hellénique. Les prêts accordés par le FESF bénéficient de la garantie des États membres de la zone euro. La quote-part du Luxembourg se chiffre à 0,27%, soit un encours maximal de 1,947 milliards d'euros. Cette garantie est uniquement invoquée en cas de non-remboursement du prêt accordé par le FESF. Par conséquent, au cas où la République hellénique se verrait dans l'impossibilité de rembourser - partiellement ou intégralement - le prêt accordé par le FESF, le FESF invoquerait la garantie de l'État, qui - dans le cas du Luxembourg - se chiffre à un montant maximal de 118 millions d'euros (sur l'encours de 43,7 milliards d'euros). À noter que l'octroi du prêt par le FSEF à la République hellénique n'entraîne aucun transfert de ressources du Luxembourg à la Grèce et n'a aucune incidence budgétaire pour le Luxembourg.

2. En mai 2010, les États membres de la zone euro ont accordé des prêts bilatéraux coordonnés pour un montant maximal de 80 milliards d'euros à la République hellénique dont 52,9 milliards d'euros ont été effectivement déboursés. Dans ce cadre, le Luxembourg a pris un engagement pour accorder un prêt bilatéral d'un montant maximal de 206.054.851,64 euros dont 140.102.551,84 euros ont été effectivement déboursés. L'accord de mai 2010 prévoyait que les déboursements allaient avoir lieu entre mai 2010 et juin 2013 et la maturité des prêts était fixée à cinq ans, c'est-à-dire que la dernière tranche du prêt bilatéral allait être remboursée en 2018. Les maturités des prêts bilatéraux accordés à la République hellénique ont été prolongées à deux reprises. Conformément à l'accord intervenu à l'Eurogroupe du 27 novembre 2012, le remboursement des prêts bilatéraux s'étale maintenant sur la période 2020-2041.

3. La rémunération initiale du prêt bilatéral accordé à la République hellénique était Euribor trois mois + 300 points de base. Suite à l'accord intervenu à l'Eurogroupe du 27 novembre 2012, la rémunération du prêt a été ajustée à Euribor trois mois + 50 points de base, soit une baisse par rapport au taux d'intérêt initial de 2,5 points de pour cent.

4. Les décisions prises par l'Eurogroupe en date du 27 novembre 2012 ont pour finalité de garantir la soutenabilité de la dette publique grecque et partant de minimiser le risque d'une future restructuration de cette dette.

Question 2443 (28.11.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**augmentation de la TVA:**

En date du 15 octobre 2012 j'ai posé une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances se référant à une déclaration du président du groupe parlementaire CSV laissant entrevoir une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée à l'horizon 2015 *(cf. compte rendu n°3/2012-2013 - question parlementaire n°2355)*. Si Monsieur le Ministre des Finances a bien répondu au premier volet de ma question parlementaire en affirmant que le Gouvernement n'envisageait actuellement pas d'augmentation du taux normal de TVA et informait également qu'une augmentation de 1% du taux génèrerait des recettes de quelque 130 millions d'euros, il a cependant omis de répondre au deuxième volet de ma question.

Voilà pourquoi, je me permets de réitérer les questions suivantes à l'attention du Ministre des Finances et à celle du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans le cas de figure d'une augmentation du taux normal de la TVA, quels seraient les effets secondaires sur les finances publiques et l'économie?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment une telle augmentation se répercuterait sur l'évolution de l'inflation et de l'indexation automatique?

Réponse commune (15.2.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Gouvernement reconfirme qu'un relèvement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'est actuellement pas envisagé.

L'analyse de cas de figure de pays qui ont relevé le taux de la TVA montre que, outre l'effet direct positif sur les recettes fiscales, une telle adaptation entraîne des effets secondaires sur d'autres agrégats économiques, par exemple le taux d'inflation des prix à la consommation, la consommation privée des ménages, la croissance économique et l'emploi. Par le biais de l'impact sur la croissance économique, un effet secondaire sur l'évolution d'autres recettes fiscales liées directement à l'évolution de la conjoncture peut se matérialiser et ainsi atténuer l'effet direct positif sur les recettes fiscales. Or, d'autres effets secondaires peuvent avoir un impact positif sur l'évolution des recettes fiscales en outre de la TVA. Il n'existe actuellement pas d'étude économique qui procède à une quantification complète des effets directs et indirects d'un relèvement des taux de TVA sur l'économie luxembourgeoise. Il est évident qu'au cas où le Gouvernement se proposerait de procéder à une modification du régime existant en matière de TVA, une éventuelle décision du Gouvernement en la matière sera précédée par une analyse économique qui visera à décrire l'ensemble des effets directs et indirects.

Il convient de relever que la participation du Luxembourg dans l'Union économique et monétaire ainsi que l'existence à Luxembourg d'un mécanisme d'indexation automatique des salaires impliquent qu'une attention toute particulière devra être accordée à l'atténuation des effets secondaires d'une éventuelle hausse de la TVA sur l'évolution des coûts salariaux nominaux via le canal de l'indexation automatique.

Question 2451 (4.12.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **contribution de crise:**

La contribution de crise a été introduite en décembre 2010, elle fut applicable pendant l'année 2011 pour être abolie ensuite à partir de l'année 2012. La contribution de crise était à charge des personnes physiques uniquement et devait être perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine de 2011.

La perception de la contribution est assurée par le Centre commun de la sécurité sociale pour les revenus professionnels, ainsi que les revenus de remplacement et par l'Administration des contributions directes pour les revenus des personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement à la sécurité sociale luxembourgeoise ainsi que pour les revenus de capitaux et d'immeubles.

Le taux de la contribution de crise était fixé à 0,8%.

D'après des informations qui nous sont parvenues, la plupart des bulletins d'impôts émis pour l'année 2011 ne reportent une contribution de crise que pour la part à percevoir par l'Administration des contributions directes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant prélevé par le CCSS en tant que contribution de crise? Quel était le montant de l'assiette de cette contribution?

2. Quel est le montant prélevé par l'Administration des contributions directes? Quel est le montant de l'assiette de cette contribution et comment se compose-t-elle?

3. Étant donné que l'ensemble des déclarations de 2011 n'a pas encore été traité, quels sont les montants des estimations définitives actuellement faites par l'Administration des contributions directes?

4. Est-ce que les recettes estimées correspondent aux prévisions?

5. Sinon, quelles en seraient les explications possibles?

Réponse (15.2.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La contribution de crise est perçue au profit de l'État par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) et par l'Administration des contributions directes (ACD).

En vertu de l'article 4, paragraphe 4 de la loi du 17 décembre 2010, la contribution de crise sur les revenus professionnels et les revenus de remplacement est due par les personnes y visées et est déterminée sur la base de l'assiette prévue à l'article 38 du Code de la sécurité sociale, mais sans application du minimum et du maximum inscrits à l'article 39 du même code. L'assiette mensuelle est réduite d'un abattement correspondant à respectivement l'intégralité et à trois quarts du salaire social minimum. Dans ce cas, la contribution de crise est établie et perçue par le CCSS. Pour les autres revenus, la fixation et le recouvrement de la contribution de crise appartiennent à l'ACD.

La contribution de crise ainsi prélevée s'élève à:

2011	90.606.884,35 euros (budget de 73 millions d'euros)
2012	12.998.945,87 euros (budget de 12 millions d'euros) dont 8.393.101,56 euros perçus par le CCSS et 4.605.844,31 euros perçus par l'ACD.

Le montant perçu par l'ACD se compose d'un montant de 1.805.456,81 euros versé par les employeurs qui a été retenu sur les salaires et d'un montant de 2.800.387,50 euros perçu par l'ACD dans le cadre de l'imposition par voie d'assiette.

Pendant l'année 2012, les impositions établies par les bureaux d'imposition de l'ACD par voie d'assiette se composent comme suit:

Catégories de revenu	Base d'assiette de la contribution de crise	Contribution de crise
Bénéfice commercial	6.086.328,32	48.561,46
Bénéfice agricole et forestier	1.386.133,84	11.059,66
Bénéfice d'une profession libérale	48.278.023,68	385.199,63
Revenu d'une occupation salariée	19.126.125,79	152.603,11
Revenu de pensions ou de rentes	37.931.068,60	302.643,58
Revenu net de capitaux mobiliers	28.807.244,42	229.846,61
Revenu net de la location de biens	181.455.511,87	1.447.793,25
Revenus nets divers	127.538.791,10	1.017.603,70
Totaux:	450.609.227,62	3.595.311,00

Des recettes supplémentaires d'environ six millions d'euros sont prévues pour 2013 et les années suivantes.

Question 2452 (4.12.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **sécurité des gratte-ciel:**

Besonnesch am Quartier vum Kierchbierg, mä och op anere Plaze wéi op Belval, ginn ëmmer méi Héichhaiser gebaut a geplangt. E rezente PAP gesäit och esou Tierm fir Wunnzwecker vir.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Hunn d'Pompjeescorpsen dat gëeegent Material, an dëst och an der néideger Quantitéit, fir am Fall vun engem Brand an den Héichhaiser kënne sënnvoll ze intervenéieren?

2. Verfügen d'Pompjeeën iwwert déi néideg Formatiounen an Übungen, fir e Brand an engem Héichhaus ze bekämpfen an d'Leit ze evakuéieren?

3. Si fir Leit, déi an esou Héichhaiser schaffen oder wunnen, Evakuatiounsübunge virgeschriwwen? Si schonns esou Übungen duerchgefouert ginn, a mat wéi engem Resultat?

4. Wéi eng Norme musse beim Bau vun engem Héichhaus respektéiert ginn, souwuel fir de Risque vu Feier wéi vun Äerdbiewen? Wie kontrolléiert, ob dës Normen agehale ginn? Si schonns Verstéiss géint dës Norme festgestallt ginn?

Réponse commune (17.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Zur Fro 1):

Generell kann ee soen, datt eis Pompjeescorpsen iwwer modernt Material vun héijer Qualitéit verfügen. Domat si se och gutt gerüst, fir am Fall vun engem Brand an engem Héichhaus ze intervenéieren. Prinzipiell ënnerscheet sech dat Material och net vun deem, dat bei anere Bränn zum Asaz kënnt.

Zur Fro 2):

Déi Pompjeescorpsen, déi an hirem Asazgebidd Héichhaiser hunn (dat si virun allem d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch/Uelzecht), kennen déi asaztaktesch Spezifissitéiten, déi esou Gebaier mat sech bréngen. Duerch Visiten a souwäit wéi méiglech Übungen, maache si sech am Virfeld mat deene Gebaier vertraut, sief et während der Bauphas oder bei der Abetribnahm.

Zur Fro 3):

Iwwert de Code du Travail an iwwer Kommodosgenehmegunge sinn eng Kéier pro Joer Evakuatiounsübunge virgeschriwwen, souwäit déi betraffe Gebaier ënnert déi Bestëmmunge falen, dat heescht an dësem Fall, wa se als Bürofläche genotzt ginn. Esou Evakuatiounsübunge ginn duerchgefouert a si bis elo duerchaus gutt verlaf, och wann déi eng oder aner Verbesserung am Evakuatiounsplang huet nodréiglech missen duerchgefouert ginn.

Den Zweck vun esou Übungen ass jo och ze iwwerpréiwen, ob d'Evakuatiounspläng esou kënnen ugewannt ginn.

Zur Fro 4):

Héichhaiser musse generell no den Eurocoden (EN Norme fir de Bau) geplangt a gebaut ginn.

Dës Codë behandelen och preventive Brandschutz an Äerdbiewegeforen.

Souwäit en Héichhaus eng Kommodoserlaabnis brauch, ginn déi Aspekter an der Erlaabnis verdéift a preziséiert, zum Beispill mat Hëllef vun den „Conditions type" ITM-SST 1500.2, 1503.2 an 1504.2.

Kontrollbüroen, déi vum Aarbechtsminister agréiert sinn, iwwerpréiwen d'Gebaier virun hirer Abetribnahm, ob dës Oplagen agehale gi sinn. Verstéiss si scho festgestallt ginn, esou datt dat betreffend Gebai huet missen ugepasst ginn, ier et a Betrib gaangen ass.

Héichhaiser, déi reng fir Wunnzwecker benotzt ginn, falen net ënnert d'Gesetzgebung vum Kommodo. Hei sinn déi relevant Dispositiounen aus dem kommunale Bautereglement maassgeblech.

Question 2459 (7.12.2012) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **ligne du Nord:**

D'après des articles récemment parus dans la presse belge, le gestionnaire du réseau ferroviaire belge Infrabel souhaite structurer le réseau en trois catégories (A, B et C) dans le cadre de son plan pluriannuel 2013-2025. Les lignes classées niveau C n'obtiendraient ainsi aucun investissement avant 2025.

La ligne 42 Liège-Gouvy est une des lignes visées. Cette ligne est reliée au Luxembourg par la ligne du Nord et représente un lien important pour les voyageurs en direction du Nord de l'Allemagne et des Pays-Bas.

Une pétition est par ailleurs en cours pour la sauvegarde de la ligne de train Liège-Gouvy. Celle-ci prendra fin le 24 décembre 2012 et compte déjà 5.370 signataires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ce projet d'Infrabel?

2. Si cette décision se confirme, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que cela risque de mettre en danger les futurs projets de modernisation de la ligne du Nord repris dans la stratégie globale pour une mobilité durable ainsi que l'avenir de la ligne en général?

3. Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de son homologue belge afin de garantir la pérennité de la ligne du Nord pour laquelle l'État a déjà investi des sommes et des moyens considérables?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2459 du 7 décembre 2012, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer au sujet de l'avenir de la ligne 42 Gouvy-Rivage-Liège.

Suite aux annonces informelles qu'un plan d'économie serait en cours de discussion en Belgique, ayant notamment pour ambition d'arrêter l'entretien de certaines lignes ferroviaires en Belgique, dont la ligne 42 entre Gouvy et Rivage, j'ai adressé un courrier au Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité de la Belgique, tout en situant ce dossier dans le cadre de nos opérations ferroviaires transfrontalières avec la Belgique.

Dans ce contexte, les stipulations du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946, le Memorandum of Understanding entre le Ministre des Communications du Royaume de Belgique et le Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage du 20 juin 1991, ainsi que le deuxième Memorandum of Understanding du 8 décembre 1992 ont été rappelés à Monsieur le Secrétaire d'État. Dans ces documents la Belgique et le Luxembourg ont notamment confirmé «leur volonté commune de préserver les relations par chemin de fer entre les villes de Luxembourg et de Liège et d'assurer au Grand-Duché de Luxembourg un accès à l'arrêt en gare de Liège des trains à grande vitesse de la ligne Bruxelles-Liège-Cologne».

Question 2460 (10.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **sylviculture:**

Betreffend die Reform des Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004 wird die naturnahe Forstwirtschaft durch die Bestimmungen des Artikels 17 deutlich eingeschränkt. Besonders die „Éislécker Louhecken" nur noch nach der traditionellen Methode zu bewirtschaften, ist nicht nachhaltig, weil bodenschädigend und vom wirtschaftlichen Standpunkt aus gesehen rein unmöglich. Da, wo die Positivwirkungen sowie der Biotopwert des Waldes das alleinige Ziel sind, dort ist der Stellenwert der Holzproduktion gleich null und dies zum Schaden des Eigentümers. Eine Symbiose zwischen Ökonomie und Ökologie gemäß dem Prinzip „Schutz durch Nutzung" müsste möglich sein.

Fragen:

1) Wie steht der Minister zum Import von Bauholz aus Ländern, die sich überhaupt nicht um Schäden in der Natur kümmern, und was will er unternehmen, um die naturnahe Bewirtschaftung des Waldes hierzulande nicht weiter einzuschränken?

2) Da durch den Klimawandel verschiedene Baumarten wie z. B. die Fichte verschwinden werden, wurde seitens des Ministeriums schon über Alternativen mit nicht autochthonen Baumarten nachgedacht, und wenn ja, mit welchen?

3) Wie ist die Meinung des Ministers über Kahlschläge in Fichtenbeständen, die über 60 Jahre alt sind?

4) Wie steht das Ministerium zur Problematik der Lohhecken, die eine künstliche, vom Menschen geschaffene Waldformation sind und nicht in den europäischen Habitat-Direktiven erfasst sind, wissend, dass die Niederwaldwirtschaft nicht unendlich möglich ist?

5) Wie steht der Minister zu den durch die Ardennenoffensive schwer beschädigten Waldbeständen, die noch zusätzlich durch die Buchenkomplexkrankheit für viel Totholz sorgen?

6) Wie steht es mit dem fachgerechten Wegebau in den Wäldern, um den Abtransport des eingeschlagenen Holzes zu ermöglichen?

7) Kommt es zu aufgezwungenen Schutzzonen bei Flächen, die den Privatbesitzern gehören?

Réponse (21.1.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Ad 1) Die Regierung hat sich 2004 für eine doppelte Zertifizierung (FSC und PEFC) der Luxemburger Staatswälder entschieden und die Naturverwaltung (damals Forstverwaltung) damit beauftragt, die Zertifizierung nach den Labels von FSC und PEFC in den Gemeindewäldern zu fördern. Damit hat die Regierung sich eindeutig für die Anwendung des Nachhaltigkeitsgedankens im Forstwesen ausgesprochen, im Sinne der Ministerkonferenzen zum Schutz der Wälder in Europa. Die Regierung wollte hiermit bekräftigen, dass alle Funktionen des Waldes wahrgenommen werden müssen. Nur eine naturnahe und nachhaltige Waldbewirtschaftung wird diesem Ziel gerecht. Gleichzeitig hat die Regierung damit den Akzent auf die für das Zertifizierungsprinzip typische voluntaristische Ansichtsweise gesetzt. Somit entscheidet letztendlich der Käufer von Holz und Holzprodukten, je nachdem ob er umweltbewusst entscheidet oder nicht, ob es eine Nachfrage gibt für Holz aus nicht nachhaltiger Bewirtschaftung oder nicht. Das Nachhaltigkeitsministerium will auch dieses Jahr dem Regierungsrat einen Vorschlag unterbreiten für ein Konzept einer Einkaufspolitik der Regierung, welche den Gebrauch von Holz aus nachhaltiger Waldbewirtschaftung unterstützt.

Selbstverständlich bedeutet eine Zertifizierung für einen Forstbetrieb Einschränkungen, weil dieser Betrieb sich ja dann an die Regeln des entsprechenden Zertifikates halten muss. Das Ausmaß dieser Einschränkungen hängt allerdings von den einzelnen Zertifikaten ab. Die Einschränkungen der Waldbewirtschaftung durch das Naturschutzgesetz, genauso wie die Einschränkungen durch eine Zertifizierung, haben ihren Ursprung in der Tatsache, dass eine naturnahe und nachhaltige Waldbewirtschaftung angestrebt wird. Für einen Waldbesitzer, welcher seine Wälder wirklich naturnah und nachhaltig bewirtschaften will, stellen diese Einschränkungen im Allgemeinen kein Problem dar.

Bauholz ist Nadelholz. Für Bauholz besteht in der Tat (in Abhängigkeit von der wirtschaftlichen Situation in der Baubranche) ein nachhaltig großer Bedarf. Nadelhölzer sind in Luxemburg jedoch nicht einheimisch (mit Ausnahme der Kiefer), und eine Waldbewirtschaftung, welche großflächig auf Nadelholzanbau in gleichaltrigen Beständen aufbaut, kann grundsätzlich nicht naturnah sein. Auch gibt es Standorte in Luxemburg, auf denen Nadelwälder ökologische Schäden hervorrufen (z. B. entlang von Fließgewässern, auf Böden, die zur Podsolierung neigen, auf sensiblen Feuchtbiotopen, auf Standorten mit Vorkommen seltener Arten…). Deshalb ist es ökologisch angebracht und im Interesse der Allgemeinheit, dass das Naturschutzgesetz den Gebrauch von Nadelhölzern einschränkt. Da durch die Umwandlung von Laubwald in Nadelwald ökologisch wertvolle Biotope zerstört werden, sieht das Naturschutzgesetz (Art. 13) u. a. vor, dass die nach einem Kahlschlag erforderliche Wiederbewaldung aus ökologischer Sicht gleichwertig sein muss. Eine Umwandlung von Laubwald in Nadelwald kann aber nicht als gleichwertig angesehen werden.

Was den Import von Nadelholz angeht, so kann man nicht grundsätzlich sagen, dass Bauholz immer aus einer nicht naturnahen Bewirtschaftung kommt, da es auch Gegenden in Europa gibt, in denen Nadelbäume einheimisch sind, dort nachhaltig bewirtschaftet werden können und zertifiziertes Holz liefern können.

Ad 2) Eines der wichtigsten Prinzipien des naturnahen Waldbaus ist die Standortgerechtigkeit. Dies bedeutet, dass die Hauptbaumart eines Bestandes an den Standort angepasst sein soll. Die Fichte ist z. B. in niedrigeren Höhenlagen als 350 m, auf basischen Substraten, auf grundwasserbeeinflussten oder trockenen Böden usw. im Prinzip nicht standortgerecht. Baumarten, welche an den entsprechenden Standort nicht angepasst sind, haben nicht nur eine schlechte Wuchsleistung, sondern sind auch besonders anfällig gegenüber klimabedingtem Stress und gegenüber Krankheiten. Im Hinblick auf den Klimawandel sollte deshalb jetzt schon auf die Standortgerechtigkeit der Bestände besonders geachtet werden. Eine naturnahe Waldbewirtschaftung, welche auf Standortgerechtigkeit achtet, ist eine erste und wichtige Vorsichtsmaßnahme im Hinblick auf den Klimawandel. Bei den Überlegungen, was die Standortgerechtigkeit angeht, sollte der Klimawandel jetzt schon mit einbezogen werden. Besonders vorsichtig sollte man mit Baumarten umgehen, welche gegenüber dem Klimawandel besonders empfindlich sind, wie z. B. die Fichte.

Die Naturverwaltung will in Zukunft verstärkt auf einheimische Baumarten achten, welche gegenüber dem Klimawandel weniger empfindlich sind, wie z. B. die Traubeneiche, nicht einheimische Laubbaumarten, wie z. B. die Esskastanie, Walnuss, Schwarznuss jedoch nur in geringen Mengen und in der Mischung verwenden.

Ad 3) Das Gesetz vom 30. Januar 1951 über den Schutz der Wälder schreibt eine Genehmigungsprozedur vor für Kahlschläge über 2 ha, nimmt jedoch u. a. davon Nadelholzbestände aus, welche älter als 50 Jahre sind. Nach FSC-Standard sind Kahlschläge (> 0,3 ha) im Prinzip nicht erlaubt, nach PEFC-Standard sollen Kahlschläge vermieden werden. Nach Art. 13 des Naturschutzgesetzes ist der Waldeigentümer verpflichtet, spätestens drei Jahre nach einem Kahlschlag Maßnahmen zu ergreifen, um Waldbestände zu schaffen, welche ökologisch und ertragsmäßig dem genutzten Bestand entsprechen. Diese Verpflichtung des Naturschutzgesetzes soll in Zukunft von der Naturverwaltung stärker als in der Vergangenheit vor Ort überprüft werden.

Kahlschläge schaffen zeitweise ein Offenlandklima, wobei der Charakter des Waldinnenklimas zeitweise verloren geht, mit allen negativen Konsequenzen für die darauf angewiesenen Lebewesen, der Abbau der organischen Substanz sehr beschleunigt wird, wobei Nährelemente ausgewaschen werden und verloren gehen, in geneigtem Gelände Erosion stattfindet, das Landschaftsbild gestört wird, angrenzende Bestände Schaden erleiden können und der Anbau empfindlicher Baumarten erschwert wird. Kahlschläge sind also ökologisch negativ zu bewerten und sowohl waldbaulich als auch wirtschaftlich meistens nicht sinnvoll. Dabei ist zu bemerken, dass gerade zurzeit vielerorts, besonders im Privatwald im Ösling, großflächige Kahlschläge getätigt werden, wobei dies gesamthaft zu einer Situation führt, welche ökologisch sehr bedenklich ist.

In Kahlschlägen im Privatwald wird öfter die ganze Fläche mit Maschinen befahren anstatt nur auf Rückegassen, wie dies bei einer einzelbaumweisen Bewirtschaftung üblich ist, was (besonders in Hanglagen) zu großen Schäden an der Bodenstruktur führt und wodurch zukünftige Baumgenerationen stark belastet werden.

Ad 4) Niederwälder wurden ab dem 19. Jahrhundert vor allem im Ösling als Eichenschälwälder gepflanzt und bewirtschaftet, zur Gewinnung von Lohe für die Gerbereien und von Brennholz für die Bevölkerung. Zum größten Teil sind diese Wälder heute noch in Privatbesitz, werden jedoch kaum mehr als Niederwald bewirtschaftet. Sie prägen große Teile der Landschaft des Öslings und schon alleine aus kulturhistorischen und ästhetischen Gründen wäre es sinnvoll, wenn sie als ein Teil der typischen Kulturlandschaft erhalten blieben. Wegen der mosaikartigen Struktur und der zum Teil dichten Kraut- und Strauchschicht sind die Niederwälder jetzt ein wertvoller Lebensraum für seltene Arten, wie zum Beispiel das Haselhuhn und die Wildkatze. Deshalb wäre es ebenfalls aus ökologischer Sicht wünschenswert, wenn diese Waldbilder zumindest stellenweise erhalten blieben. Aus diesem Grund wird z. B. im Staatswald stellenweise diese alte Bewirtschaftungsform zur Produktion von Lohe noch weitergeführt, auch wenn dies wirtschaftlich kaum mehr Sinn macht. Um für den Privatwald ebenfalls einen finanziellen Anreiz zu schaffen, dieses stellenweise Auf-den-Stock-setzen durchzuführen, wurde in der großherzoglichen Verordnung vom 18. März 2008 über die Beihilfen zu Verbesserungsmaßnahmen der natürlichen Umwelt eine finanzielle Unterstützung angeboten für Kahlschläge von maximal 100 Ar in Niederwäldern. Zeitweise wurden jedoch in der Vergangenheit größere Flächen von ehemaligen Niederwäldern in Nadelwälder umgewandelt, leider auch auf Flächen, auf denen aus heutiger Sicht die Nutzung als sehr aufwändig angesehen wird, und leider auch auf Standorten, auf denen z. B. die damals angepflanzte Fichte überhaupt nicht standortgerecht ist. Um einen finanziellen Anreiz zu schaffen, diese Umwandlung zu unterlassen, wurde in der großherzoglichen Verordnung vom 13. März 2009 über die Beihilfen zu forst- und landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsmaßnahmen eine finanzielle Unterstützung angeboten für die Überführung von Niederwald in Laub-Hochwald.

Aus ökologischer Sicht macht es Sinn, Teile des bestehenden Niederwaldes zu erhalten, besonders in Gebieten, in denen seltene Tier- oder Pflanzenarten vorkommen, die an diesen Lebensraum gebunden sind. In diesen Gebieten sind aus Gründen des Artenschutzes im Interesse der Allgemeinheit Maßnahmen zum Erhalt

des Niederwaldes als Lebensraum seltener Arten sinnvoll.

Auch in den Niederwäldern sind die Bestimmungen des Naturschutzgesetzes über die Wiederbewaldungspflicht bei Kahlschlägen anzuwenden.

In Gebieten, in denen der Wald wichtige Funktionen des Bodenschutzes und des Trinkwasserschutzes zu erfüllen hat, werden im öffentlichen Wald Maßnahmen zum Erhalt einer dauerhaften Bewaldung getroffen. Um diese dauerhafte Bewaldung zu gewährleisten, kann es sinnvoll sein, bestehende Niederwälder in Laub-Hochwälder zu überführen, besonders dann, wenn die Zukunft eines Bestandes nicht mehr abgesichert ist.

Ad 5) Waldbaulich macht es durchaus Sinn, geschädigte Bestände zu verjüngen. Sowohl waldbaulich wie auch wirtschaftlich und auch aus ökologischer Sicht macht es Sinn, dies über Naturverjüngung zu bewerkstelligen, unter der Voraussetzung allerdings, dass der bestehende Bestand an den Standort angepasst ist.

Die Buchenkomplexkrankheit hatte vor zehn bis zwölf Jahren für viel Aufregung unter den Forstleuten gesorgt, besonders in Wallonien und in Rheinland-Pfalz. Obschon gebietsweise unsere Buchenbestände damals erhebliche Schäden erlitten hatten, hat sich diese Krankheit nicht zu dem entwickelt, was seinerzeit befürchtet wurde. Aus wirtschaftlicher Sicht hat die Buchenkomplexkrankheit für den Waldbesitzer zum Teil erhebliche Schäden verursacht; waldbaulich sind die Folgen dieser Krankheit aus heutiger Sicht jedoch zu bewältigen.

Ad 6) Die nationale Landeswaldinventur lässt im öffentlichen Wald ein dichteres Waldwegenetz erkennen als im Privatwald (74% der Fläche des öffentlichen Waldes und 61% der Fläche des Privatwaldes weisen Rückedistanzen von weniger als 250 m auf); im Gutland besteht ein dichteres Wegenetz als im Ösling (Anteil der Flächen mit einer Rückedistanz von weniger als 250 m: im Gutland 59% und im Ösling 72%). Man kann also davon ausgehen, dass im Privatwald noch etlicher Bedarf an Wegebaumaßnahmen besteht.

In der großherzoglichen Verordnung vom 13. März 2009 über die Beihilfen zu forst- und landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsmaßnahmen wird eine finanzielle Unterstützung angeboten für Wegebauprojekte, und im Rahmen von Flurbereinigungsprojekten im Wald ist der gemeinschaftliche Wegebau ein entscheidender Aspekt.

Ein ausreichend ausgebautes Wegenetz zusammen mit der Einrichtung einer Feinerschließung mit Rückegassen sind wichtige Voraussetzungen für eine nachhaltige Waldbewirtschaftung, weil nur so bodenschonend und bestandschonend gearbeitet werden kann. Dem Wegebau kommt eine besondere Bedeutung zu im Rahmen einer naturnahen Waldbewirtschaftung, weil die Maßnahmen in strukturierten Beständen einzelbaumweise geschehen und die Gefahr, dass dabei der Boden oder der Restbestand zu Schaden kommt, größer ist als bei der altersklassenweisen Bewirtschaftung. Ein Wegebauvorhaben kann also aus ökologischer Sicht durchaus positiv zu bewerten sein; andererseits kann ein Wegebauvorhaben u. U. jedoch auch bedeutende negative Auswirkung auf die Natur mit sich bringen.

Wegebaumaßnahmen sind laut Naturschutzgesetz generell genehmigungspflichtig. Entsprechende Anträge werden auf Umweltverträglichkeit geprüft und die Genehmigung wird meistens unter der Voraussetzung ausgestellt, dass bei der Ausführung der Arbeiten verschiedene Auflagen erfüllt werden. In ökologisch sehr sensiblen Biotopen kann unter Umständen eine umfassendere Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich sein beziehungsweise sogar das Vorhaben gesamthaft aus Naturschutzgründen abgelehnt werden.

Ad 7) Durch die Ausweisung eines Naturschutzgebietes kann es auch zu Einschränkungen in der Bewirtschaftung von Privatwäldern kommen. Die Ausweisung von Naturschutzgebieten kann jedoch nur im Einklang mit den Rahmenbedingungen des Naturschutzgesetzes und den Entscheidungen des Nationalen Naturschutzprogrammes erfolgen und gemäß der Prozedur für die Ausweisung von Naturschutzgebieten, wie sie in den Artikeln 34 bis 50 sowie 56 bis 58 (Rekursverfahren) des Naturschutzgesetzes beschrieben ist.

In den Kernzonen der Naturwaldreservate, in denen jegliche Nutzung verboten ist, befinden sich nur Waldbesitzer, welche dies ausdrücklich bewilligt haben und im Rahmen eines Vertrages in den Genuss einer finanziellen Beihilfe kommen.

Q85

Question 2461 (10.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **staphylococcus aureus résistant à la méticilline:**

Noch immer ist die Problematik der therapieresistenten Keime aktuell, so dass ältere Personen, die auf eine Versorgung in einer Langzeitpflegestruktur warten, wegen der resistenten Keime auf einer Warteliste belassen werden. Gewusst ist, dass Patienten, die mit einem MRSA befallen sind, nicht immer in einer Akutklinik abschließend dekontaminiert werden, so dass der Familienarzt sich dieser Problematik annehmen muss. Hier scheinen Verhaltensmuster vorzuliegen, die seitens der Obrigkeit eine unverzügliche Analyse mit Handlungsbedarf fordern. Hier sollte eine unabhängige Instanz diese Praxis bewerten, da auch bei wiederholter Information des Gesundheitsministers, beispielsweise in der Antwort auf meine parlamentarische Frage Nr.1384 vom 13. April 2012 *(cf. compte rendu n°13/2010-2011)*, die Handlungsmuster der Intervenienten in Kliniken und im poststationären Bereich von den vorgeschriebenen ministeriellen Vorgaben abweichen können. Auch ist die Vergütung der Mehrkosten bei Behandlung und Materialbeschaffungen durch die Pflegedienste in der Nomenklatur bisweilen nicht geklärt.

Fragen:

1) Wie läuft bei einer Entlassung von Patienten aus einer Akutklinik die Übergabe konkret ab, und zwar wenn der Patient noch zu Hause eine MRSA-Dekontaminationskur fortsetzen soll?

2) Wird die Hygienefachkraft der Akutklinik ein Protokoll ausstellen und dem Referenzarzt, sprich Familienarzt, immer diese Unterlage direkt übermitteln?

3) Hat der Minister in den einzelnen Kliniken nachforschen lassen, inwieweit es Protokolle zu solchen ministeriellen Vorgaben gibt (siehe meine parlamentarische Anfrage Nr.1384 vom 13. April 2012).

4) Hat der Minister Belege finden können für eine dokumentierte Informationsweitergabe an die Familien- respektive Referenzärzte, die eine Dekontamination bei diesen Patienten überwachen und therapeutisch leiten müssen?

5) Wie werden die Kosten der Dekontamination abgerechnet, wenn dann, wie in vielen Fällen notwendig, Fachkräfte aus den Pflegediensten intervenieren müssen?

6) Besteht hier nicht dringender Handlungsbedarf und wie kann man der Diskriminierung von älteren Menschen entgegenwirken, die durch ihren resistenten Keim keinen Platz in einer Pflegestruktur finden?

7) Wird sich der Minister in einer Pressekonferenz diesem Thema, das zweifellos direkt mit der öffentlichen Gesundheit zu tun hat, widmen?

Réponse (28.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

In meiner Antwort auf die parlamentarischen Anfragen Nr.1365 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)* und Nr.1384 des Herrn Abgeordneten habe ich darauf hingewiesen, dass in den Alters- und Pflegeheimen Schutzmaßnahmen im Kontakt mit MRSA-kolonisierten Bewohnern (Isolierung sowie Einsatz von Kittel und Mund-Nasen-Schutz nur in Ausnahmefällen) notwendig sind.

Um generell die Zahl von nosokomialen Infektionen zu verringern, wird die Bedeutung der alkoholischen Händedesinfektion und des richtigen Einsatzes der Handschuhe durch das im Gesundheits- und Pflegesektor tätige Personal regelmäßig unterstrichen. Es werden auch zu diesem Zweck für die Alters- und Pflegeheime angepasste Empfehlungen in vom Gesundheits- und vom Familienministerium gemeinsam durchgeführten nationalen Aktionen vermittelt.

Es sind dem Familienministerium keine Fälle von Verweigerung einer Aufnahme in ein Alters- oder Pflegeheim wegen eines resistenten Keimes bekannt.

Es wird vom Krankenhaus ein MRSA Entlassungsprotokoll an den Hausarzt oder den weiterbehandelnden Arzt sowie an die oder den weiterbehandelnde(n) Institution oder Pflegedienst übermittelt.

Die Interventionen eines Pflegedienstes bei einer MRSA-Dekontamination sind nicht in der Gebührenordnung der nationalen Gesundheitskasse vorgesehen und werden deshalb dem Patienten in Rechnung gestellt.

Question 2463 (11.12.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig:**

Il me revient par voie de presse que l'établissement public «Servior» vient d'annoncer, à l'approche des fêtes de fin d'année, la fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig d'ici fin 2013.

Comme la plupart des pensionnaires de cet établissement sont originaires de Mertzig et des alentours, cette nouvelle est davantage bouleversante pour les personnes concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Est-ce que la décision de «Servior» concernant la fermeture est définitive?

- Dans l'affirmative, qu'en est-il de l'affectation future du personnel?

- Madame la Ministre peut-elle déjà fournir des précisions en ce qui concerne le relogement des pensionnaires dans d'autres établissements?

- Est-ce que le Ministère prendra en charge d'éventuels surcoûts pour les pensionnaires suite au relogement?

- Quelle sera la future affectation de l'immeuble principal?

- Est-ce que les responsables communaux seront intégrés dans les discussions afférentes?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que l'affectation doit correspondre avec le caractère socio-économique et rural de Mertzig?

- Est-ce que l'État entend respecter les dispositions de la donation mentionnée dans ma question parlementaire n°0340 du 22 décembre 2009 *(cf. compte rendu n°8/2009-2010)*?

Réponse (22.1.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Centre intégré de Mertzig, pour lequel les demandes d'admission se font de plus en plus rares et qui se situe dans une région disposant actuellement d'une couverture de lits de plus de 12% pour la population âgée de plus de 65 ans (moyenne au Luxembourg: 7% / dans nos pays voisins: 4%), fermera ses portes dès le départ respectivement le transfert de tous les pensionnaires.

L'établissement m'informe que le personnel sera affecté à d'autres centres dont surtout ceux de Vianden et Diekirch qui ouvriront leurs portes en 2013. Dans la mesure du possible il sera bien évidemment tenu compte des désirs de chaque membre du personnel.

Il en est de même des pensionnaires qui pourront choisir entre tous les centres de l'établissement public. Un éventuel prix de pension supérieur à celui payé par le pensionnaire au CIPA de Mertzig, selon le nouveau centre choisi, ne pourra pas être pris en charge par le Ministère, mais en cas de besoin, le Fonds national de solidarité pourra intervenir selon les règles établies par la loi pour l'obtention d'un complément.

Une partie du terrain sera affectée à l'a.s.b.l. «Op der Schock», qui y construira et fera fonctionner, en accord avec les autorités communales, un foyer pour personnes handicapées et l'actuel bâtiment pourra trouver une nouvelle affectation à caractère social.

Il va sans dire que tout nouveau projet sera développé en étroite collaboration et concertation avec les autorités communales.

Question 2464 (11.12.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **prévention des cancers:**

Selon un article du journal «La Libre Belgique» paru le 5 décembre 2012, une simple activité physique (la marche à pied p. ex.) d'une trentaine de minutes par jour diminuerait considérablement le risque des cancers, en particulier des cancers du sein et du côlon. De nombreuses études ont démontré l'effet bénéfique de la combinaison d'une activité physique régulière et d'une alimentation équilibrée sur la prévention des cancers. Plusieurs milliers de cas de maladies cancérigènes (30%) pourraient ainsi être évités par an, rien qu'en France.

Les spécialistes recommandent trois à quatre heures d'activité physique par semaine. Cet effort bienfaisant diminuerait également l'apparition de maladies récidives. Par ailleurs, les études prouvent que 10 à 20% des cancers en Europe seraient causés par un manque d'exercice physique. Notons que la prévention en question est gratuite et ne demande que très peu de temps. La guérison par contre peut s'avérer très coûteuse et pour le patient et pour la caisse de maladie.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du phénomène décrit par ce journal?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques et/ou d'études qui permettraient de cerner ce phénomène au Luxembourg? Quel est le taux d'activités sportives des résidents luxembourgeois?

- Au cas où ce taux serait déficitaire, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour sensibiliser davantage la population au besoin de pratiquer des sports afin de diminuer le risque de maladies telles que les cancers?

Réponse commune (30.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Le cancer est aujourd'hui en Europe une maladie à forte prévalence. Il est la deuxième cause de mortalité dans les pays de l'OCDE, après les maladies de l'appareil circulatoire. En Europe, en 2009, la mortalité par cancer représentait 28% du total des décès.

Au Luxembourg, en 2010, les décès par cancer représentaient ainsi 28% du total des décès. L'Union européenne recommande aux États membres de mettre en place des plans de prévention et de lutte contre le cancer incluant la surveillance épidémiologique des cancers. À ce sujet, il convient de préciser que le Conseil de Gouvernement vient d'approuver un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de mettre en œuvre un registre national du cancer (RNC) couvrant la totalité du territoire respectivement tous les cas de cancer. Toutefois, un focus sur les cancers les plus fréquents sera opéré (cancer du sein, du poumon, colorectal, prostate, peau et hématologique).

Les ministres soussignés sont parfaitement au courant des évidences scientifiques prouvant les bienfaits de l'activité physique sur la santé, en terme de prévention de maintes maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, diabète, obésité, ostéoporose et entre autres encore certains cancers). L'activité physique est notamment liée à une diminution du risque des cancers du côlon, du sein (après la ménopause) et de l'endomètre. Après le diagnostic de certains cancers, l'activité physique régulière a montré chez les personnes concernées également une amélioration de la qualité de vie, et a généré des effets favorables sur leur survie.

D'après l'OMS, «l'inactivité est estimée être responsable d'être la cause primaire pour environ 21-25% des cancers du sein ou du côlon, 27% des diabètes et 30% des maladies cardiaques ischémiques».

Au Luxembourg nous constatons depuis quelques années des progressions encourageantes de la pratique d'activité physique régulière chez la population générale, comme le montre l'enquête Eurobaromètre sur l'activité physique dans les pays membres, publiée en 2010.[1]

Selon cette enquête, le Luxembourg se situe en 7e position parmi tous les pays membres de l'UE, montrant que la moitié de la population enquêtée pratique une activité physique régulière ou assez régulière. Par contre 32% de celle-ci n'en pratique pas du tout.

Toutefois, les résultats de l'enquête Eurobaromètre ne doivent pas inciter à des conclusions erronées, l'échantillon de l'étude étant limité et la représentativité de l'étude devant être interprétée avec quelques précautions.

Dans l'étude HBSC sur le bien-être des jeunes âgés entre onze et 17 ans, illustrée ci-devant, nous constatons que la pratique de l'activité physique chez les enfants et les jeunes au Luxembourg se trouve dans la moyenne européenne. Toutefois, nous constatons que seulement 18% des filles de onze ans et 13% des filles de 15 ans pratiquent une activité physique vigoureuse ou modérée.

Environ deux fois plus de garçons que de filles pratiquent une activité physique, à savoir 32% des garçons de onze ans et 24% de ceux qui ont 15 ans. Ceci ne fait qu'un tiers des garçons de onze ans et seulement un quart de ceux ayant 15 ans.

Les ministres soussignés regrettent de devoir constater que la grande majorité de nos enfants, à savoir 80% des filles et entre 65 et 75% des garçons ne pratiquent que rarement ou pas du tout d'activité physique.

Deux études sur l'activité physique concernant des jeunes de neuf, 14 et 18 ans, résidant au Luxembourg, ont été publiées en 2006, respectivement en 2010. Elles ont relevé que seulement 22% des jeunes remplissent les recommandations en matière d'activité physique

[1] Sport et Activités Physiques. Eurobaromètre spécial 334, mars 2010, Personnes enquêtées au Luxembourg/N: 513

journalière. Elles ont également mis en exergue un manque d'activité physique plus prononcé chez les jeunes fréquentant des voies de formations moins élevées, notamment chez les jeunes filles. L'étude de 2010 était une étude longitudinale et n'a pas montré d'effet positif par rapport à celle de 2006.

En conclusion, malgré certaines tendances à l'amélioration, toujours est-il que les taux d'une pratique d'activité physique régulière restent déficitaires dans notre pays. Cette constatation est aggravée par le fait de l'existence de grandes disparités dans notre société par rapport à ces habitudes de vie, gradients qui se manifestent entre autres pour le sexe, l'appartenance au niveau socio-économique ou éducatif ou à la nationalité.

Avec le plan national «GIMB» (Gesond iessen, méi bewegen), lancé en 2006 sur base d'une déclaration commune entre les départements ministériels de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille et des Sports, l'engagement a été pris pour le développement d'une politique commune en faveur d'une alimentation saine et équilibrée, ainsi que d'une activité régulière.

En matière d'activité physique, il y a lieu de rappeler les initiatives sur le plan national: «Meter fir Meter», avec, s'étalant sur quatre ans, la promotion successive, et ceci à niveau national, de la course à pied, du cyclisme de loisir, de la natation et de la marche. En 2012, une extension du plan d'action «GIMB», visant spécifiquement l'activité physique, a été adoptée par le Conseil de Gouvernement et présentée à la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Est ainsi notamment visée la promotion ciblée et renforcée des activités physiques et sportives chez les filles respectivement les garçons, le soutien de la mobilité douce et du sport informel, l'élargissement et l'amélioration de l'offre sportive.

Une des premières actions de ce plan est la campagne nationale «Lëtz Move!», qui, depuis le début de 2012, encourage la population à la pratique plus régulière d'activités physiques et sportives. Les participants à cette campagne peuvent comparer leur activité physique et sportive avec les recommandations nationales et internationales, formulées notamment par l'OMS, qui sont de 30 minutes d'activité physique d'intensité modérée par jour pour les personnes adultes et de 60 minutes pour les jeunes.

Les actions se développant dans le domaine de l'activité physique vont de pair avec les initiatives visant d'une manière plus spécifique l'alimentation saine et équilibrée, pour ne citer que les projets ciblant, au niveau national, les maisons relais, les écoles et lycées, les maisons de jeunes, la petite enfance ou la population âgée.

Depuis l'initiation «GIMB», nous comptabilisons jusqu'à l'heure actuelle plus de 250 projets dans des écoles, entreprises, maisons relais, communes, hôpitaux et associations sociales. Ces projets se situent dans une visée de durabilité et de mise en réseau des partenaires les plus divers.

Changer les habitudes d'une population constitue un défi de longue haleine, qui nécessite certes la volonté et l'effort individuel de tout un chacun, mais surtout la création de circonstances favorisantes, permettant de rendre les choix sains accessibles à tous.

Question 2465 (12.12.2012) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Naturpark Öewersauer:**

Il nous revient de la presse quotidienne que le «Naturpark Öewersauer» traverse actuellement une phase difficile et paraît perdre d'attractivité et de dynamisme.

En effet, une éventuelle participation des communes de Wiltz et de Rambrouch ne semble pas se concrétiser dans un avenir proche. La nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre, créée suite à la fusion des anciennes communes de Esch-sur-Sûre, Heiderscheid et Neunhausen, n'est pas associée aux travaux du bureau exécutif. Un certain nombre de projets sont en veilleuse ou n'avancent guère. La présidence du parc naturel avoue dans une interview qu'il existe des problèmes de communication et de présentation des travaux réalisés, ce qui a suscité des critiques au sein du comité syndical.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport aux difficultés qui se posent dans ce contexte et aux critiques formulées?

- Quelles sont, à son avis, les raisons des problèmes évoqués dans la presse?

- Quelles sont les pistes qui permettraient de fournir un nouvel élan au parc naturel de la Haute-Sûre et de renforcer l'identification des citoyens avec leur région?

- Dans quelle mesure une éventuelle fusion des parcs naturels «Öewersauer» et de l'Our pourrait-elle s'avérer bénéfique? En quoi pourraient résider les gains d'efficacité en ce domaine?

- Selon quelle démarche Monsieur le Ministre entend-il encourager une telle fusion?

Réponse (17.1.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les honorables Députés s'enquièrent sur des affirmations dans la presse écrite relatant d'une «phase difficile» et d'un sentiment que le Parc Naturel de la Haute Sûre «paraît perdre d'attractivité et de dynamisme». L'article de presse sur lequel se base la question parlementaire a été publié suite à une réunion du conseil communal d'Esch-sur-Sûre, une commune membre du parc naturel. Lors de cette réunion, le conseil communal a formulé un certain nombre de critiques à l'égard du parc naturel qui ont été transmises sous forme de délibération aux responsables du parc naturel, qui ont répondu fin décembre 2012 par écrit et de manière très détaillée et fouillée aux remarques du conseil communal.

Dans ce contexte, les honorables Députés évoquent dans leur question parlementaire quatre principales critiques véhiculées par la presse:

- la lenteur de la procédure d'adhésion des communes de Wiltz et de Rambrouch;

- l'absence d'une association de la commune d'Esch-sur-Sûre aux travaux du bureau exécutif;

- la mise en veilleuse et la lenteur de mise en œuvre de certains projets;

- des problèmes de communication et de présentation des travaux réalisés.

D'abord, il importe de rappeler que le statut, la composition et le fonctionnement d'un parc naturel sont définis par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels. Cette même loi dispose dans son article 19 que la procédure prescrite pour le premier établissement d'un parc naturel est applicable aux modifications à apporter au règlement grand-ducal portant création du parc naturel. La procédure d'adhésion des communes de Wiltz et de Rambrouch comprend donc une adaptation de l'étude préparatoire, avec entre autres une présentation au public - qui a eu lieu en 2009 -, une adaptation de l'étude détaillée (avec entre autres les objectifs, mesures et moyens du parc, un plan de financement, les statuts du syndicat etc.), une enquête publique et l'adaptation du règlement grand-ducal portant création du parc naturel. L'avancement de cette procédure dépend d'une bonne collaboration entre toutes les parties concernées. Or, il s'avère, qu'après les élections communales de 2011, ce processus de négociation s'est nettement ralenti par rapport au planning initial, vu que dans une des deux communes candidates à l'adhésion, il ne semble plus avoir une majorité pour mener à bien ce processus.

Ensuite, il est important de se rappeler que les parcs naturels sont gérés par des syndicats mixtes État-communes, conformément aux dispositions de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes. Dans le cas des parcs naturels, le comité se compose d'un nombre égal de représentants communaux et de représentants de l'État. D'après la loi relative aux parcs naturels, le président doit obligatoirement être un représentant communal, de manière à ce que le secteur communal dispose d'une majorité par rapport au secteur étatique. Le bureau, en tant qu'organe exécutif, se compose, dans le cas du Parc Naturel de la Haute-Sûre, de trois représentants communaux et de deux représentants de l'État. Le président et les membres du bureau sont élus par le comité selon les modalités prévues par la loi concernant les syndicats de communes. Les questions soulevées par les honorables Députés touchent donc au moins dans la même mesure les représentants communaux.

Suite à la fusion en 2011 des communes de Esch-sur-Sûre, Heiderscheid et Neunhausen, le nombre de communes membres du Parc de la Haute-Sûre est désormais de quatre au lieu de six, dont trois sont représentées, conformément aux statuts du syndicat, dans le bureau. Si cette situation est légale, comme l'a d'ailleurs confirmé Monsieur le Commissaire de district aux responsables du parc naturel par un courrier du 22 juin 2012, elle peut cependant être considérée comme «malheureuse».

Vu que toute modification des statuts est une procédure lourde, le parc naturel a choisi de redresser cette situation dans le cadre de la modification des statuts qui devra de toute façon avoir lieu dans le contexte du processus d'adhésion de la commune de Wiltz. Or, comme ce processus avance moins vite que prévu (voir ci-dessus), le problème ne trouve pas de solution rapide. C'est pour cette raison que le bureau a proposé à la seule commune non représentée au bureau de l'inviter entretemps à ses réunions et de se réunir plus souvent en comité et moins souvent en bureau.

Malheureusement, la commune d'Esch-sur-Sûre ne semble pas vouloir profiter de cette offre. Compte tenu de ce qui précède et sachant en plus que la commune d'Esch-sur-Sûre n'a pas été candidate pour devenir membre du bureau exécutif lors de l'élection des organes du parc naturel, je ne peux que difficilement comprendre la critique que la commune d'Esch-sur-Sûre ne soit associée aux travaux du bureau exécutif. À cela s'ajoute que chaque membre du comité peut à tout moment demander à ce que des sujets soit portés à l'ordre du jour, respectivement introduire des propositions pour que le comité en délibère. Finalement, il appartiendra évidemment au comité d'envisager une modification des statuts lorsqu'il l'estime nécessaire et il me semble compréhensible que l'adhésion d'une ou de plusieurs communes dans le parc constitue un moment approprié pour envisager une réforme globale des statuts.

En ce qui concerne l'impression d'une perte d'élan et de dynamisme du parc naturel, il est indéniable que les négociations en vue de l'adhésion des communes de Rambrouch et de Wiltz ont mobilisé l'attention du comité, du bureau et de la direction du parc depuis 2009 et que, notamment l'adaptation de l'étude détaillée, dont une première version a été approuvée par le comité en février 2011, a requis un travail substantiel pour la direction et le personnel du parc naturel. Néanmoins j'estime que, malgré ce travail supplémentaire, les rapports d'activité publiés par le parc naturel ainsi que les nombreux projets finalisés ou mis en route sont témoins que le Parc Naturel de la Haute-Sûre est toujours un acteur très dynamique dans la région. Citons dans ce contexte les projets suivants:

- définition et établissement, dans le cadre d'un projet Interreg, des documents d'autorisation d'une aire de jeux aquatiques, qui sera aménagée à Bavigne (finalisation des documents en 2013);

- élaboration d'un concept et mise en place de la première «Naturparkschoul» au Luxembourg inaugurée en automne 2012;

- négociations et coordination avec tous les partenaires et ministères pour pouvoir assurer la continuation du partenariat de rivière de la Haute-Sûre;

- organisation du festival «WaterArt» en 2012;

- réorganisation du conseil agricole et élaboration d'une nouvelle convention avec le Ministère de l'Agriculture;

- actualisation de la convention avec le Ministère de la Culture pour la mise en valeur de la draperie;

- initiatives pour élaborer ensemble avec les producteurs «Vum Séi» une nouvelle approche pour le marketing des produits régionaux et pour approfondir la coopération entre les producteurs;

- porteur du projet Interreg «Réseau des parcs naturels dans la Grande Région» et approfondissement des échanges avec les parcs naturels de la Grande Région;

- réalisation d'un guide digital du parc naturel avec deux sentiers;

- etc.

Parallèlement à tous ces projets, il ne faut pas oublier que de nombreux projets et activités sont réalisés et renouvelés de manière continue, sans que cela n'ait eu un impact médiatique spécifique, vu qu'ils font «naturellement» partie du parc (p. ex. bateau solaire, expositions et workshops dans la «Duchfabrik», sentiers didactiques, circuit des légendes, calendrier des parcs naturels, stations biologiques, etc.). L'enjeu n'est donc pas nécessairement de renouveler l'élan et le dynamisme du parc naturel, mais plutôt de mieux communiquer la multitude et la complexité des activités dans des domaines très divers tels que le tourisme, la culture, la protection de la nature, l'éducation à l'environnement, l'agriculture etc., tout en s'adressant chaque fois aux acteurs concernés et intéressés, ce qui n'est pas toujours le grand public. Néanmoins, dans un esprit de mieux pouvoir communiquer, le site Internet du parc naturel a été réorganisé et le bureau exécutif a pris l'habitude de réunir plus régulièrement l'ensemble des collèges échevinaux et les conseils communaux pour les informer et discuter sur les projets en cours et les actions futures.

En ce qui concerne la fusion évoquée par les honorables Députés, je suis convaincu que celle-ci pourra renforcer l'action des parcs à travers une synergie des moyens financiers et humains. De même, je suis convaincu que par ce moyen, la partie nord du Grand-Duché sera renforcée à travers une coopération d'un plus grand nombre de communes, allant éventuellement au-delà des communes membres d'un des deux parcs actuels.

La démarche est d'un côté administrative, d'un autre côté politique. Le Ministre a déjà reçu en août 2012 et une deuxième fois en novembre 2012, conjointement des délégations des deux parcs pour leur communiquer son attachement à une fusion. Il se tient à disposition pour venir exposer aux élus et à la population les avantages d'une fusion des deux parcs naturels existants au nord du pays. La prochaine étape consiste dans une discussion approfondie dans les deux comités, et en cas d'accord et de volonté de progresser, sera entamée la procédure administrative telle qu'elle est définie par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels qui comprend, en résumé, les étapes suivantes: étude préparatoire, étude détaillée, enquête publique, règlement grand-ducal portant déclaration du nouveau parc naturel fusionné. De nombreux éléments pour ce faire sont sur la table suite à l'initiative du Ministère de faire étudier par un consultant externe, ensemble avec les directions des deux parcs, dans quelle mesure les activités des deux parcs sont concordantes ou sont spécifiques dans l'un ou dans l'autre des parcs. Ce travail constitue à mes yeux une base solide à exploiter. Il s'avère que les actions sont concordantes dans une large mesure, ce qui plaide évidemment pour la fusion.

Toutefois, la procédure administrative ne démarrera qu'après l'accomplissement de l'adhésion de la commune de Wiltz. Ce sera également le moment d'approcher les communes de la région qui ne sont pas actuellement membre dans l'un des parcs pour les sensibiliser à une éventuelle adhésion au parc fusionné.

Question 2466 (13.12.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **promotion de la presse écrite:**

D'Gesetz zur Förderung vun der geschriwwener Press, dat zënter 14 Joer a Kraaft ass (loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite), huet mat sech bruecht, datt am Statsbudget ëmmer en deementspriechende Betrag virgesinn ass. Dee Montant gëtt opgrond vun enger Berechnung, an där haaptsächlech d'Zuel vun de redaktionelle Säite berücksichtegt gëtt, ënnert de verschiddene Presseorganer verdeelt. Zil vun dëser direkter Hëllef wier de Wëllen, d'Meenungspluralitéit ze förderen.

Dëslescht huet den zoustännege Minister während enger öffentlecher Table ronde behaapt, d'Avis officiele wieren eng „verstoppte Pressehëllef" an datt u sech kee Bedarf méi besteet, fir se an den Zeitungen drécken ze loossen.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatiounen a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Evolutioun vum Gesamtbetrag fir d'Pressehëllef zënter dem Akraafttriede vum deementspriechende Gesetz?

2. Huet sech d'Regierung déi néideg Instrumenter ginn, fir ze iwwerpréiwen, ob d'Pressehëllef och wierklech zur Meenungspluralitéit bäidréit? Wa jo, wat fir eng Instrumenter sinn dat a wat fir eng Konklusioune kann d'Regierung dorauser zéien? Wann net, huet d'Regierung d'Absicht esou en Instrument ze schafen?

3. Wéi vill Suen huet d'Regierung zënter 2009 fir d'Publizéiere vun Avis officielen an der geschriwwener Press ausginn? A wéi deelt sech de Gesamtbetrag fir d'Avis officielen op déi verschidden Zeitungen op?

4. No wat fir enge Kritäre gëtt décidéiert, a wat fir engen Zeitungen Avis officiele publizéiert ginn oder net? No wat fir enge Kritäre gëtt décidéiert, ob en Avis officiel iwwerhaapt an der geschriwwener Press publizéiert gëtt oder net?

Réponse (22.1.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

1. D'Evolutioun vun der Pressehëllef säit 1976 fannt dir am Tableau, deen annexéiert ass.

2. Et ass net contestéiert, dass d'Pressehëllef et erlaabt, dass zu Lëtzebuerg eng Rei Dageszeitungen a Wochenzeitungen erauskommen an dass déiselwecht Vielfalt ouni Pressehëllef net méiglech wier.

Déi Zeitungen droen ouni Zweifel zur Meenungspluralitéit bäi. Ech erënneren drun, dass d'Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press an der Chamber mat grousser Majoritéit ugeholl ginn ass. Just den ADR war dogéint.

3. De gréissten Deel vun den offiziellen Avise geet iwwert de Service Information et Presse an iwwert den département des Travaux publics vun dem Ministère du Développement durable an d'Press. De Betrag vun deenen Avise säit 2009 ass hei opgelëscht:

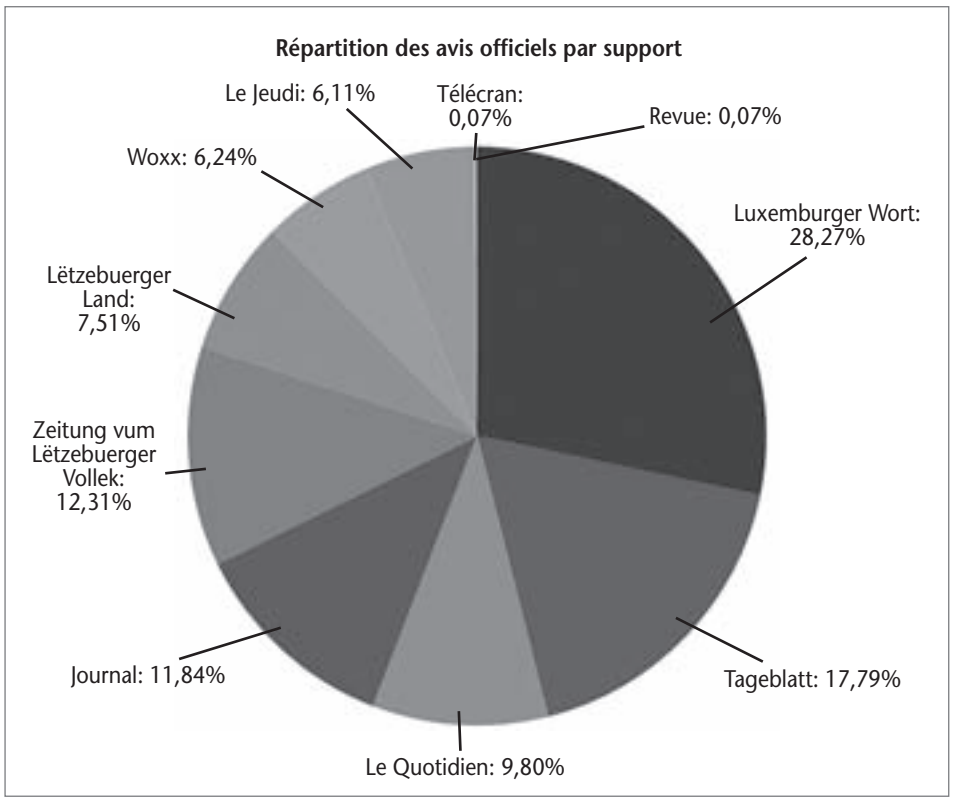
	2009	2010	2011	2012	Total 2009-2012
Service Information et Presse (*)	1.164.007	973.547	99.869	1.041.494	4.169.919
Administrations relevant du département des Travaux publics:					
Administration des Ponts et Chaussées	254.235	177.032	190.439	117.175	738.882
Administration des Travaux publics	830.588	656.620	544.032	461.143	2.492.382
Total	**2.248.830**	**1.807.199**	**834.340**	**1.619.812**	**7.401.183**

(*) Fir d'Joer 2012 begräift de Service Information et Presse nëmmen Donnéeë vu Januar bis November.

Répartition des dépenses pour avis officiels par support: Total 2009-2012 (*)

	09-12	
Luxemburger Wort	1.837.396,9	28,3%
Tageblatt	1.156.313,3	17,8%
Le Quotidien	636.910,6	9,8%
Journal	769.589,5	11,8%
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek	800.100,8	12,3%
Lëtzebuerger Land	488.178,6	7,5%
Woxx	405.294,0	6,2%
Le Jeudi	397.215,0	6,1%
Télécran	4.865,9	0,1%
Revue	4.283,8	0,1%
	6.500.148,24	**100,0%**

(*) Dës Répartitioun am Tableau an och an der Grafik versteet sech ouni d'Voix, déi zënter 2009 net méi verkaf gëtt.



d'Chamber online op
www.chd.lu

4. All Avis officiel gëtt an der Press publizéiert, an zwar an allen Zeitungen, déi och d'Pressehëllef kréien, ausser den Illustréierten, an ausser, wann aus Zäitgrënn den Avis net séier genuch an enger Zeitung, normalerweis eng Wochenzeitung, géif erschéngen.

Annexe:

Promotion de la presse écrite												
Année	**Wort**	**Voix**	**Jeudi**	**Quotidien**	**Journal**	**Land**	**Revue**	**Tageblatt**	**Télécran**	**Woxx/ Grénge Spoun**	**Zeitung**	**Total**
(*) 1976	91.038	-	-	-	44.584	23.863	34.180	73.406	-	-	45.253	**312.324**
(*) 1977	95.011	-	-	-	56.881	26.695	39.282	84.374	-	-	51.004	**353.248**
(*) 1978	94.442	-	-	-	55.392	27.063	43.359	84.087	-	-	53.615	**357.958**
(*) 1979	95.827	-	-	-	61.504	28.597	44.865	90.826	-	-	62.616	**384.235**
(*) 1980	98.679	-	-	-	67.859	30.155	45.849	97.307	-	-	69.176	**409.024**
(*) 1981	107.232	-	-	-	75.142	33.796	51.875	101.393	-	-	76.770	**446.208**
(*) 1982	114.177	-	-	-	75.034	33.925	43.876	108.148	39.588	-	81.040	**495.787**
(*) 1983	116.970	-	-	-	79.090	33.597	45.799	117.330	40.834	-	81.799	**515.420**
(*) 1984	117.276	-	-	-	82.772	34.775	46.159	122.489	42.252	-	89.726	**535.450**
(*) 1985	116.037	-	-	-	83.934	35.806	47.072	122.627	43.628	-	101.221	**550.324**
(*) 1986	124.850	-	-	-	86.412	36.321	44.174	124.850	44.271	-	103.079	**563.958**
(*) 1987	133.844	-	-	-	95.738	40.515	48.288	133.844	49.471	-	108.118	**609.818**
(*) 1988	136.233	-	-	-	94.426	41.396	47.927	136.233	48.449	-	110.112	**614.776**
(*) 1989	134.224	-	-	-	94.462	42.306	49.072	134.224	48.832	-	111.657	**614.776**
(*) 1990	297.801	-	-	-	186.808	63.042	88.326	297.801	105.165	-	185.031	**1.223.974**
(*) 1991	328.098	-	-	-	184.955	89.073	110.355	328.098	114.581	-	195.731	**1.350.896**
(*) 1992	331.565	-	-	-	198.788	93.503	123.331	331.565	122.802	-	215.281	**1.416.835**
(*) 1993	339.316	-	-	-	207.374	98.791	129.705	339.316	133.427	-	235.712	**1.483.642**
(*) 1994	353.942	-	-	-	219.879	103.777	137.646	353.942	137.702	46.627	247.033	**1.600.593**
(*) 1995	406.394	-	-	-	237.768	109.777	159.014	406.394	156.814	99.155	255.156	**1.827.471**
(*) 1996	410.699	-	-	-	257.772	109.383	155.717	410.699	167.352	107.803	239.779	**1.859.201**
(*) 1997	500.331	-	-	-	327.733	126.296	189.497	500.331	196.208	126.353	251.126	**2.217.876**
(*) 1998	601.010	-	114.511	-	389.677	145.211	211.057	601.010	219.872	147.484	245.843	**2.675.674**
(*) 1999	995.974	-	208.165	-	425.623	168.875	242.920	817.448	245.134	159.394	265.060	**3.528.594**
(*) 2000	1.160.676	-	223.720	-	458.616	168.875	257.630	876.742	263.374	167.802	275.414	**3.852.850**
2001	1.262.731	-	265.577	-	452.861	188.179	285.407	1.078.810	287.451	186.147	291.114	**4.289.277**
2002	1.202.773	222.123	255.600	109.078	464.137	204.521	284.933	1.149.000	288.334	180.111	295.365	**4.655.974**
2003	1.159.497	922.354	265.059	824.324	494.147	208.276	276.102	1.141.418	282.379	179.343	296.146	**6.049.045**
2004	1.171.668	869.507	283.352	819.667	483.876	200.215	291.838	1.182.349	282.454	179.178	307.215	**6.071.320**
2005	1.324.089	819.515	295.321	897.752	507.225	206.220	315.608	1.400.572	302.711	184.181	320.125	**6.573.320**
2006	1.410.870	841.559	300.214	1.055.338	490.674	214.768	318.380	1.516.011	316.719	190.427	311.736	**6.966.696**
2007	1.494.357	907.575	336.204	1.091.203	526.010	229.224	322.751	1.634.714	334.328	203.221	334.826	**7.414.412**
2008	1.489.776	942.846	368.683	1.182.487	523.533	236.361	318.239	1.702.054	335.243	226.156	346.545	**7.671.924**
2009	1.524.659	933.222	358.006	1.197.239	540.422	254.462	321.985	1.659.554	375.763	230.417	353.281	**7.749.010**
2010	1.493.224	898.843	349.532	1.204.855	529.621	259.955	332.813	1.642.507	376.472	233.348	355.937	**7.677.106**
2011	1.516.769	488.357	327.751	1.230.289	549.047	268.405	336.972	1.650.446	401.758	240.865	368.206	**7.378.864**
	22.352.056	**7.845.901**	**3.951.694**	**9.612.230**	**9.709.774**	**4.216.000**	**5.842.010**	**22.551.919**	**5.803.370**	**3.088.056**	**7.333.849**	**102.306.860**

(*) montants originaux payés en LUF-convertis en EUR

Question 2468 (13.12.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**horaire et** le **trajet de la ligne d'autobus n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg):**

Selon mes informations, il est prévu de modifier au cours des prochaines semaines et l'horaire et le trajet de la ligne n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg). Cette ligne connaît cependant dans sa version actuelle un certain succès, notamment dans la commune de Roeser.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, en quoi consisteraient les changements prévus? Sera-t-il tenu compte des besoins des usagers de cette ligne, notamment de ceux des habitants de la commune de Roeser?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la ligne RGTR 194 reliant Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg.

Dans le cadre des travaux pour le réaménagement du «Centre Royal Hamilius» au cœur de la ville de Luxembourg et avec l'arrivée du futur tram, le département des Transports est obligé de réorganiser une grande partie du réseau des lignes régionales RGTR desservant le territoire de la ville de Luxembourg et ses alentours.

La liaison entre Sandweiler, Luxembourg-ville et Bettembourg assurée par la ligne RGTR Eurobus 194, connaîtra également quelques changements mineurs au niveau de la Gare centrale et sur l'axe Luxembourg-ville - Sandweiler.

En ce qui concerne l'axe Bettembourg - Luxembourg-ville passant par la commune de Roeser, la ligne restera dans sa configuration et sa cadence actuelle.

Question 2470 (17.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**éventuelle fusion entre le Centre Hospitalier du Kirchberg et la Zithaklinik:**

Die Gerüchte verdichten sich bezüglich einer weiteren Fusion im nationalen Gesundheitswesen. Dem Vernehmen nach gäbe es intensive Gespräche zwischen noch verbleibenden freistehenden Klinikstrukturen, die sich nunmehr auf der Ebene der Region Zentrum fusionieren wollen, auch aufgrund der von ihnen vorstehenden ideologischen Hierarchien.

Falls es zu einer konkreten Fusion kommen sollte, würde dies sicherlich das Kräfteverhältnis der Kliniken in der Region Zentrum neu definieren, es sei denn, der sich in Ausarbeitung befindliche „Plan hospitalier" des Ministers würde diese Kräfteverschiebung wieder über eine ausgeglichene Zuerkennung von Kompetenzzentren relativieren.

Fragen:

1) Geschieht diese Vorbereitung einer Fusion auf Initiative des Gesundheitsministers oder auf Eigeninitiative der interessierten Parteien?

2) Falls es zu einer Fusion in der Region Zentrum kommen sollte, wie werden dann im neuen „Plan hospitalier" die Kompetenzzentren verteilt? Etwa nach vorgelegten Qualitätsdaten der einzelnen Kliniken oder doch eher nach politischen Gesichtspunkten?

3) Ist die Fusion mit der Bildung eines neuen Klinik-Konsortiums in der Region Zentrum im Sinne der Vorstellung, die sich der zuständige Minister von der Verteilung der Aktivitäten in den drei Kliniken dieser Region macht, oder ist der Minister durch diese Fusionsabsichten vor Tatsachen gestellt, die nicht kompatibel wären mit seinen bisherigen, fortgeschrittenen Planungen im „Plan hospitalier"?

4) Wie transparent will der zuständige Minister die Diskussionen und späteren Entscheidungen zur Attribution von Kompetenzzentren in den einzelnen Kliniken halten? Wird er die von ihm festgelegten Rahmenbedingungen für die Fusion und die von den Kliniken vorgelegten Qualitätsdaten veröffentlichen wollen?

5) Wird er sich bei seiner letztendlichen Entscheidung zu dieser Fusion auch auf die Daten der Picker-Studien beziehen, die der Öffentlichkeit noch nicht vorgestellt wurden?

Réponse (5.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Entscheidung zugunsten einer engeren Zusammenarbeit zwischen der Zithaklinik und der Fondation François-Elisabeth mit dem Ziel einer späteren Fusion wurde von den Verwaltungsräten dieser beiden Häuser getroffen.

Im Gegensatz zu den öffentlich-rechtlichen Krankenhäusern (établissements publics) wie z. B. der CHL, der CHdN, das Rehazentrum oder der CHNP, sind die Zithaklinik und die Fondation François-Elisabeth privatrechtliche Einrichtungen (Statut der AG oder der Stiftung), die nicht unter der direkten Aufsicht (tutelle) des Gesundheitsministers stehen.

Alle Krankenhäuser, unabhängig von ihrem juristischen Statut (rein privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Einrichtungen), werden zum größten Teil durch öffentliche Mittel finanziert.

Laut Artikel 2 des Krankenhausgesetzes vom 28. August 1998 soll die großherzogliche Verordnung, die den neuen Spitalplan reglementiert, unter anderem die Klassifizierung aller Krankenhäuser vornehmen sowie die Aktivitätsfelder definieren. Im neuen Spitalplan können auch verschiedene medizinische Gebiete oder Spezialitäten festgehalten werden, in denen es zu Kompetenzbündelungen kommt.

Die später erfolgende konkrete Schaffung eines oder mehrerer Kompetenzzentren muss jedoch laut Artikel 26bis des erwähnten Gesetzes vom 28. August 1998 von der „Fédération des Hôpitaux" angefragt werden, um dann schließlich vom Gesundheitsminister genehmigt zu werden.

Die großherzogliche Verordnung, die den neuen Spitalplan reglementieren soll, muss von der aktuellen juristischen Situation der Krankenhäuser ausgehen, kann aber die Zusammenarbeit von den vom ehrenwerten Abgeordneten erwähnten Krankenhäusern berücksichtigen.

Question 2471 (17.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **participation aux frais médicaux:**

Auf den Abrechnungsunterlagen, welche die Gesundheitskasse den Versicherten bei Abrechnung von vorbezahlten Gesundheitsdienstleistungen zustellt, ist auf der Seite 2 die Rubrik „Montant de la participation cumulée" (article 154bis alinéas 1 et 3 des statuts de la CNS) vorgegeben, in der dargestellt wird, welche statutarischen Zuzahlungen der betroffene CNS-Versicherte bis zu diesem Zeitpunkt für das laufende Jahr hat aufbringen müssen.

Allerdings wird in dieser Aufstellung nicht aufgezeigt, wie viel der CNS-Versicherte im Rahmen des „Montant facturé" ursprünglich hat zahlen müssen. Es ist nämlich wichtig zu wissen, was die Differenz zwischen dem „Montant facturé" und dem „Montant remboursé" ist und was der Versicherte aus seiner eigenen Tasche insgesamt für die Gesundheitsleistungen zugezahlt hat.

Fragen:

1) Denkt der Minister nicht auch, dass diese Rubrik zukünftig auf der „Détail de remboursement"-Unterlage beigefügt werden müsste?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass der CNS-Versicherte selbst und kontinuierlich erfahren müsste, wie sich seine Eigenbeteiligung an den Gesundheitsleistungen entwickelt?

3) In welchem Maße will der Minister gegen überteuerte Rechnungen von Gesundheitsdienstleistern vorgehen, insbesondere um sozial Schwächere vor Abzocke in der Gesundheitsökonomie zu schützen?

Réponse (4.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Der Betrag „Montant de la participation cumulée", welcher auf der Rückseite der Gesundheitskassenabrechnungen angegeben ist, soll es dem Versicherten ermöglichen, zum Ende des Jahres ohne viel Aufwand festzustellen, ob er Anspruch auf eine zusätzliche Kostenrückerstattung gemäß Artikel 154bis der Statuten der Gesundheitskasse hat. Diese zusätzliche Kostenrückerstattung ist geschuldet, falls der persönliche Aufwand 2,5% des jährlichen Einkommens, das als Basis für die Beitragserhebung dient, übersteigt.

Dieser Betrag entspricht den in Artikel 154bis der Statuten festgeschriebenen persönlichen Zuzahlungen des Patienten und nur jenen, welche durch Anwendung des vorgesehenen Rückerstattungsprozentsatzes entstehen. Persönliche Zuzahlungen, welche aus einer Differenz zwischen dem berechneten Betrag und dem offiziellen Betrag entstehen, sind nicht berücksichtigt, genauso wie solche, welche durch andere Bestimmungen der Statuten entstehen.

Ad 2) Was die Angabe des Totals der persönlichen Zuzahlungen der Versicherten angeht, darf man nicht vergessen, dass diese Aufstellung nur jene Zuzahlungen umfasst, welche außerhalb des „Tiers payant" erfolgen. Dadurch besteht stets ein Unterschied zwischen der kumulierten Zuzahlung (welche die genannten Zuzahlungen des Artikels 154bis und die Rückerstattungen umfasst) und dem Detail der Rückerstattung (welches immer nur solche Rückerstattungen erfassen würde, welche über die Rückerstattungsprozedur erfasst wären).

Würde man die Gesamtsumme der Zuzahlungen angeben (Tiers payant und Rückerstattung), so entspräche diese auch nicht der Realität, da Beträge, welche über die Tarife hinaus oder außerhalb der Tarife bezahlt werden, nicht berücksichtigt wären, obwohl es persönliche Zuzahlungen im weitesten Sinne sind. Dasselbe gilt zum Beispiel für persönliche Beteiligungen im Spitalsbereich.

Ad 3) Die Patienten haben die Möglichkeit, zum Beispiel bei der Erstellung von Zahnprothesen usw. ein zweites Preisangebot beim gleichen oder bei einem anderen Arzt anzufragen, um die Korrektheit des Angebots zu überprüfen.

Im Zuge der Einführung des „Tiers payant social" zum 1. Januar 2013 für Menschen mit niedrigem Einkommen ist vorgesehen, dass zum Beispiel bei Zahnbehandlungen das Sozialamt den Versicherten, der Anspruch auf Direktübernahme der Kosten hat, auffordern kann, einen zweiten Preisvoranschlag einzuholen, um auf diese Weise abzuklären, ob der erste Preisvoranschlag im Rahmen liegt.

Question 2472 (18.12.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **portail pédagogique «mySchool!»:**

En 2000, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a commencé à développer le portail pédagogique «mySchool!». Un des atouts majeurs de cette plateforme électronique consiste dans la mise à disposition gratuite d'une vaste palette de ressources pédagogiques, de dictionnaires et d'encyclopédies aux élèves et enseignants.

Il me revient toutefois que plusieurs ouvrages de référence viennent d'être désabonnés pour des raisons de restrictions budgétaires.

Vu l'importance croissante des TIC et dans la vie quotidienne et dans l'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons des coupes budgétaires pour le projet «mySchool!»?

- Est-il exact que le SCRIPT s'apprête à développer un grand nombre de supports pédagogiques en ligne pour les modules de la formation professionnelle?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il soit indispensable que «mySchool!» continue à bénéficier des moyens nécessaires pour offrir un service de qualité aux enseignants et élèves?

Réponse (9.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La promotion des activités pédagogiques et des services visant à développer les compétences dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) demeure un axe de progression important de l'éducation nationale.

La plateforme «mySchool!» se base sur plusieurs piliers dont la mise à disposition gratuite de contenus et outils pédagogiques. Le portail de l'éducation offre également un vaste choix de services destinés aux élèves, enseignants et administrations des écoles.

Globalement le budget du Centre de Technologie de l'Éducation (CTE), service du MENFP qui gère le projet «mySchool!», ne s'est pas revu à la baisse. La volonté de continuer à investir dans les TIC à l'école est confirmée.

Il revient au Service de la Formation professionnelle de coordonner le développement de supports pédagogiques pour les modules de la formation professionnelle. Tous les programmes de formation de la formation professionnelle ainsi que les méthodes didactiques y relatives sont accessibles sur le site Internet de «mySchool!». Pour l'enseignement général de la formation professionnelle, le SCRIPT coordonne les contenus mis en ligne et envisage l'élaboration de webfolios illustrant les modules des langues allemande et française à mettre en ligne sur le site Internet de «mySchool!».

Vu l'importance d'autres projets du CTE, la partie du budget de fonctionnement utilisée pour les contenus pédagogiques de «mySchool!» a été réévaluée et adaptée. Les contenus les moins souvent consultés et qui sont les plus coûteux ont été désabonnés en premier lieu.

Question 2473 (18.12.2012) de **MM. François Bausch** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **libéralisation des services aéroportuaires:**

Mercredi, le 12 décembre 2012, le Parlement européen a refusé et renvoyé en commission parlementaire dans le cadre du débat du «paquet aéroportuaire» le règlement[1] par lequel la Commission voudrait libéraliser davantage les services rendus aux différents usagers de l'aéroport nécessaires à l'exercice de leurs activités aériennes comme par exemple les opérations de piste, le guidage au sol, dégivrage et nettoyage des avions, le ravitaillement huile et carburant, la manutention des bagages, le «handling» du tri postal et du fret.

La libéralisation de ces services n'est certes prévue que pour les grands aéroports avec un trafic annuel supérieur à cinq millions de mouvements de passagers ou à 100.000 tonnes de fret. Avec un nombre annuel de mouvements de passagers en dessous de deux millions, mais un volume de fret avoisinant les 650.000 tonnes, l'Aéroport national de Findel serait concerné pour les seuls services liés au fret.

Le règlement prévoit entre autres une obligation de passer d'un minimum de deux prestataires de services à trois afin d'augmenter la concurrence. Or, le Luxembourg peine déjà à trouver deux prestataires de services, le nombre prévu par la législation actuelle. Le problème serait d'autant plus grave que la directive actuelle impose uniquement une obligation de moyens, alors que la proposition de règlement imposera une obligation de résultat. Monsieur le Ministre Wiseler avait expliqué en date du 4 et du 10 janvier en commission parlementaire de la Chambre des Députés que ce règlement européen poserait «un grave problème», serait «impossible à mettre en œuvre au Luxembourg» et risquerait de poser de «réels problèmes d'un point de vue économique, tout en se révélant contreproductive» pour le fonctionnement de l'Aéroport national.

La Chambre des Députés partageait pleinement cette analyse et entendait renforcer la position de négociation du Gouvernement en votant le 26 janvier 2012, pendant la procédure du contrôle de subsidiarité des propositions législatives européennes, une résolution stipulant que le texte européen viole les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles suites le Gouvernement a-t-il réservées à la résolution votée par le Parlement le 26 janvier invoquant le principe de subsidiarité à l'égard de la gestion des services aéroportuaires?

2. Quelles ont été les démarches entreprises par le Gouvernement lors des réunions politiques et techniques du Conseil?

3. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises afin de voir protégé le bon fonctionnement des services aéroportuaires à l'Aéroport national de Findel?

4. Quel serait l'impact d'une libéralisation des services aéroportuaires pour le «handling» du fret à l'Aéroport de Findel et les activités de LuxairCARGO dans ce domaine?

5. Est-ce que face au refus indirect du Parlement européen de ce règlement, Monsieur le Ministre voit-il une chance de renforcer le débat et de réaffirmer son refus également au niveau du Conseil des Ministres de l'UE et d'arriver à des modifications du texte? Dans l'affirmative, quelles seront les initiatives luxembourgeoises en la matière?

Réponse (30.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés Camille Gira et François Bausch s'enquièrent de la position adoptée par le Gouvernement lors de la négociation de la proposition de règlement du Parlement euro-

[1] Dont notamment le règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil [COM(2011)0824-2011/0397(COD)]

péen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil.

Cette proposition de règlement est censée venir remplacer la directive 96/67/CE du Conseil du 15 octobre 1996 transposée dans le droit national par la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg (…). Elle a notamment pour objet d'imposer deux prestataires de services pour chaque catégorie de prestations au-delà de deux millions de mouvements de passagers ou de 50.000 tonnes de fret, mais aussi un troisième prestataire de services à partir cinq millions de mouvements de passagers ou 100.000 tonnes de fret. Ces seuils devant être dépassés pendant trois ans d'affilée, seule la catégorie du fret est concernée à court terme.

Concernant la première question, il y a lieu de soulever que le Gouvernement a présenté et défendu l'avis de la Chambre des Députés au groupe de travail du Conseil européen dès la première lecture de la proposition de règlement sous examen.

Concernant la seconde et à la troisième question, le Gouvernement a énoncé une opposition de principe à l'introduction d'un 3e prestataire de services. Il n'a malheureusement pas pu trouver un nombre d'alliés suffisant auprès d'autres nations pour faire pencher la balance en sa faveur sur cette question dû au fait que la majorité des aéroports ne connaissent pas de difficultés à trouver des agents en escale. La situation à l'Aéroport de Findel est, en effet, particulière car le client Cargolux présente à peu près 80% du marché d'assistance en escale visé.

À partir de ce constat, le Gouvernement a alors plaidé pour un certain nombre de mesures reprises dans le texte, parmi lesquelles il convient de citer:

- la limitation de l'obligation d'autoriser un nombre de prestataires d'assistance en escale à une obligation de moyens qui se résume à relancer tous les 18 mois - trois ans un nouvel appel d'offre si aucun autre prestataire ne souhaite s'établir;

- le soutien des propositions de dispositions en matière de dialogue social;

- la suppression pour un gestionnaire d'aéroports qui souhaite offrir des prestations d'assistance en escale de l'obligation de garantir une séparation légale entre les activités, c'est-à-dire de créer deux entités juridiques indépendantes, et l'introduction d'une simple séparation comptable;

- la suppression de l'exigence d'un agrément harmonisé;

- la limitation de l'obligation d'installer le système de coordination des services CDM qu'aux plus grands aéroports de l'Union européenne (exemption de l'Aéroport de Findel).

Concernant la quatrième question, il convient de préciser que sous la législation actuelle deux prestataires de services devraient être autorisés pour le fret. Pour l'instant, seul LuxairCARGO offre ses services à l'Aéroport de Findel. Cargolux étant actuellement le client de LuxairCARGO, cette dernière détient pratiquement 80% du marché en la matière et il est, dès lors, difficile pour un second prestataire de s'établir.

Le Gouvernement a alors, ensemble avec les autres États membres, non seulement insisté pour que la présence d'un certain nombre de prestataires ne soit qu'une obligation de moyens et ne devienne pas une obligation de résultat, mais aussi que ces moyens soient encadrés.

Un consensus autour du texte suivant a partant été trouvé: «Si une procédure d'adjudication ne permet pas de trouver un nombre suffisant de prestataires conformément à l'article 6, paragraphe 2, l'autorité adjudicatrice lance une nouvelle procédure dans les 18 mois qui suivent la fin de la procédure précédente. Après avoir consulté le comité des usagers, l'autorité adjudicatrice peut prolonger cette période jusqu'à 36 mois au plus.»

Concernant la dernière question, le Gouvernement reste, en ordre principal, d'avis que:

- il n'est pas opportun de passer d'une directive à un règlement communautaire;

- le règlement n'arrivera de toute façon pas, au vu de la situation particulière de l'Aéroport de Findel, à remplir son but concernant le fret;

- la directive existante contient assez d'éléments pour une mise en concurrence correcte.

Q89

Question 2474 (19.12.2012) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **sanctions disciplinaires dans la fonction publique:**

L'article 47 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État comporte un catalogue de sanctions disciplinaires allant du simple avertissement à la révocation, cette dernière constituant la sanction disciplinaire la plus sévère. Selon le point 10. de cet article, la révocation entraîne non seulement la perte de l'emploi et du titre, mais également la perte du droit à la pension.

La perte du droit à la pension est atténuée par le mécanisme institué à l'article 4 de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension. Il n'en reste pas moins que l'agent concerné subit des effets patrimoniaux considérables.

Il a été jugé que la sanction disciplinaire revêtant un caractère de gravité certain doit être assimilée à une sanction pénale.

C'est dans ce contexte que nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Est-ce que la perte du droit à la pension en cas de révocation d'un agent de l'État et donc le transfert des cotisations de la caisse de pension du secteur public à la caisse nationale de pension reste toujours justifié alors que les différences entre les deux régimes de pension public et privé se sont estompées au fil des années?

2) Est-ce que le mécanisme relatif au transfert des cotisations, tel que prévu à l'article 6 de la loi du 28 juillet 2000 précitée ne constitue pas une violation du principe d'égalité devant la loi alors que le montant perçu au titre des cotisations au régime de pension du secteur public dépassant le maximum cotisable au titre du régime de pension du secteur privé reste acquis au régime de pension du secteur public?

3) Est-ce que le fait d'infliger à un agent de l'État pour un même fait une sanction répressive sur le plan pénal ainsi qu'une sanction disciplinaire entraînant la révocation avec perte des droits à la pension n'est pas constitutif d'une violation de la règle ne bis in idem?

Réponse (23.1.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

La question parlementaire posée par Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth a trait à l'application des sanctions disciplinaires dans la fonction publique et elle vise à ce titre plus particulièrement la sanction de la révocation ainsi que les effets que cette peine peut entraîner sur les droits à la pension des fonctionnaires concernés. S'y ajoute encore in fine une interrogation concernant le respect du principe non bis in idem qui serait entravé dans les cas où les fonctionnaires sanctionnés auraient en même temps été sujets à une sanction pénale.

En ce qui concerne tout d'abord le volet relatif aux droits à la pension du fonctionnaire sanctionné par la peine de la révocation, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 47.10., alinéa 1er, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit effectivement qu'en cas de révocation, le fonctionnaire encourt également la perte du droit à la pension sans préjudice quant aux droits découlant de l'assurance rétroactive. Cependant, l'article 47.10., alinéa 2 ajoute que: «Toutefois, la perte du droit à la pension n'est encourue que par le fonctionnaire visé par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État.» L'article 4 de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension prévoit encore que toute personne relevant du champ d'application d'un régime spécial transitoire, ce qui vise notamment le régime prévu par la loi du 26 mai 1954, et qui est déchue de tout droit à la pension (pour quelque motif que ce soit), est assurée rétroactivement conformément à l'article 171 du Code des assurances sociales, c'est-à-dire que cette personne touchera une pension suivant les règles du régime général.

Pour répondre donc à la première question posée par les honorables Députés, à savoir si la perte du droit à la pension qui est encouru par le fonctionnaire révoqué est toujours justifiée au vu du fait que les différences entre les régimes de pension public et privé s'estompent, il y a lieu de répondre par l'affirmative alors que cette perte survient précisément dans les hypothèses où le fonctionnaire ressort d'un régime spécial transitoire, donc justement d'un régime qui présente encore des différences avec le régime général.

En ce qui concerne le transfert de cotisations en cas de changement de régime de pension du fonctionnaire révoqué, il est vrai que l'article 6 prévoit que: «L'assurance rétroactive n'ouvre pas droit à la restitution de la retenue pour pension au-delà du maximum cotisable.» Il s'agit encore une fois d'une disposition qui n'est pas spécialement liée au cas du fonctionnaire révoqué, mais qui s'applique à tous les cas dans lesquels l'assurance rétroactive est amenée à jouer. Elle s'explique par le fait qu'il n'existe pas vraiment de lien absolu entre les cotisations payées par un assuré et les prestations auxquelles il aura droit par la suite. Si on se cantonne au seul cas du fonctionnaire révoqué, il y a lieu de se demander en plus s'il faut encore accorder à ce fonctionnaire des avantages tenant à son ancien régime de pension.

Finalement, les honorables Députés s'interrogent sur l'application du principe non bis in idem au cas du fonctionnaire qui serait sanctionné pénalement et disciplinairement pour un même fait. Or, la jurisprudence a relevé à plusieurs reprises l'autonomie du droit disciplinaire par rapport au droit pénal en soulignant notamment que les finalités des sanctions dans le domaine pénal et disciplinaire ne sont pas les mêmes alors que la sanction pénale tend de manière générale à la préservation de l'ordre public ou de l'ordre social tandis que la répression disciplinaire tend à assurer la cohérence interne à l'administration en sanctionnant un agent ayant manqué à ses obligations et à sauvegarder la crédibilité auprès des administrés (cf. à ce titre TA du 12 mars 2008, Pas. Adm., V° Fonction publique, n°154). Cette approche a été confirmée à de nombreuses reprises par la Cour européenne des droits de l'Homme et plus récemment encore dans une affaire tranchée en date du 31 janvier 2012 (Durand c/ France, n°10212/07).

Question 2475 (19.12.2012) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **procédure de recrutement des instituteurs de l'enseignement fondamental:**

Il résulte de l'article 5 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental que: «(…) Les candidats ayant passé avec succès les épreuves du concours sont nommés à la fonction d'instituteur dans l'ordre de leur classement jusqu'à concurrence du nombre des admissions à la fonction arrêté conformément aux dispositions de l'article 33. Le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année scolaire subséquente. (…)».

L'article 18 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental précise qu'après la session annuelle du concours, un classement est établi pour tous les candidats et que seuls les candidats classés en rang utile à l'issue du concours peuvent accéder à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente, dans la limite des postes disponibles et prioritairement selon la préférence, communiquée au Ministre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Réforme administrative:

1. Les Ministres peuvent-ils me faire part de leur appréciation de la légalité de l'article 18 du règlement grand-ducal précité, alors que la loi de base semble indiquer que le classement lors du concours est valable pour toute l'année scolaire subséquente?

2. Plus concrètement, une personne, classée en rang utile à l'issue du concours de l'année (X), mais qui, sans avoir attendu sa nomination à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente (X+1), décide de parachever son parcours universitaire, peut-elle, sur base de son classement accéder à la fonction d'instituteur

(i) en cours d'année scolaire (X+1) (après avoir terminé son année universitaire), ou

(ii) l'année scolaire suivante (X+2)?

Dans la négative, quelles sont les raisons à la base d'un tel refus? Quelles sont les options qui s'offrent dans le domaine de l'enseignement fondamental à cette personne en cours d'année scolaire (X+1)?

3. La personne visée sub 2. devra-t-elle repasser le concours en l'année (X+1), malgré sa réussite au concours et son classement en rang utile en l'année (X)? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas prolonger la durée de validité des résultats obtenus à l'occasion du concours d'instituteur?

4. Une personne, détentrice d'un diplôme de master, nommée à la fonction d'instituteur, a-t-elle actuellement droit à un surplus de salaire par rapport à une même personne, détentrice d'un bachelor professionnel?

Réponse commune (24.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Ad 1) et 2)

L'article 18 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental constitue une mesure d'exécution qui respecte des dispositions de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

L'apparente dissonance entre la disposition de l'article 5, alinéa 4, de la loi précitée («Le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année scolaire subséquente.») et la disposition de l'article 18, alinéa 2, du règlement grand-ducal précité («(…) les candidats classés en rang utile à l'issue du concours peuvent accéder à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente dans la limite des postes disponibles (…)») n'en est pas une.

Il résulte en effet des dispositions des articles 8 et 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental que les admissions à la fonction d'instituteur doivent coïncider avec le début d'une année scolaire:

1) Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente (article 9, alinéa 5, de la loi précitée).

2) Le Ministre établit chaque année la liste des postes d'instituteur vacants, qui est une liste nationale et qui est publiée au plus tard pour le 1er juin de chaque année (article 9, alinéa premier, de la loi précitée).

3) Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants seuls les instituteurs, c'est-à-dire des agents (déjà) nommés à la fonction d'instituteur, peuvent postuler (article 8, alinéas 3, 4 et 5, de la loi précitée; article 9, alinéa 2 de la loi précitée).

4) Après la fin des opérations de la première liste des postes d'instituteur vacants, le Ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants. Aux postes restés encore vacants sont affectés par ordre de priorité (conformément à l'article 5 de la loi précitée):

- les instituteurs nouvellement nommés à la fonction,

- des membres de la réserve de suppléants,

- des remplaçants.

Les nominations à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental ainsi que les affectations afférentes aux différents postes figurant sur les listes susmentionnées de postes d'instituteur vacants se font et prennent effet à partir du début de l'année scolaire subséquente à celle pendant laquelle ces listes sont publiées.

Des considérations exposées ci-dessus, il découle aussi que toutes les réponses aux questions posées par l'honorable Député sous le point 2) sont négatives. Par ailleurs une personne classée en rang utile à l'issue du concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental lors d'une année (X) et qui a renoncé à une nomination aux fonctions d'instituteur dans ce cadre, peut, le cas échéant, effectuer, suite à sa demande, des remplacements dans l'enseignement fondamental au cours de l'année scolaire (X+1) selon les modalités définies par la réglementation afférente.

Ad 3)

Les personnes s'étant classées en rang utile à l'issue du concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental et ayant renoncé à une nomination aux fonctions d'instituteur dans ce cadre, doivent se présenter de nouveau à un concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, si elles veulent être nommées à la fonction afférente. Pour des raisons liées à la planification des besoins en personnel enseignant et éducatif et dans le souci de respecter la limite du nombre de postes à attribuer selon les dispositions de la loi budgétaire, conformément aux articles 5 et 33 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, il n'y a pas lieu de prolonger la validité des résultats obtenus à l'occasion d'un concours d'instituteur.

Ad 4)

Les traitements revenant aux agents nommés à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental sont ceux fixés à l'annexe C, rubrique IV. Enseignement, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

En application de l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les candidats à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental doivent être titulaires d'un diplôme de bachelor professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les dispositions sous rubrique ne prévoient pas de modes de rémunération ou d'indemnités particulières pour les agents nommés à la fonction d'instituteur qui sont détenteurs d'un diplôme de master.

Question 2476 (19.12.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **contournement d'Alzingen:**

RTL Radio Lëtzebuerg vient de publier une note de l'Administration des Ponts et Chaussées concernant le développement des infrastructures routières au sud-ouest de la ville de Luxembourg. Dans cette note on retrouve notamment un graphique montrant le tracé de la «nouvelle N3» qui prendrait son départ au sud de Alzingen et se raccorderait à la rue des Scillas à Howald.

Le tracé présenté dans cette note traverse des zones de protection d'habitats naturels, notamment une zone Natura 2000 au niveau du Roeserbann.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations et précisions concernant la réalisation du contournement d'Alzingen («nouvelle N3»)? Dans quelle phase se trouvent actuellement les travaux préparatoires? Le tracé présenté dans la note susmentionnée est-il déjà à considérer comme définitif?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que le tracé proposé par l'Administration des Ponts et Chaussées traverse une zone de protection européenne?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet du contournement d'Alzingen.

À préciser tout d'abord que la note publiée par RTL concerne la «nouvelle N3» dont la partie centrale et la partie nord ont été présentées les 18 septembre et 17 octobre 2012 à la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructures telle qu'instaurée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. L'extrait de plan publié sur le site de RTL se limite au tronçon central du projet.

Par contre, le contournement sud de Alzingen (appelé contournement de Hesperange dans la note de RTL) constitue la partie sud de la «nouvelle N3» et fait partie des projets qui ont déjà été autorisés dans le cadre du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures en 2011.

La note RTL précise aussi que le 12 décembre 2012 «le règlement grand-ducal où les zones de protection de la nature ont été enregistrées, a été publié au Mémorial», donc postérieurement à la motion de 2012 par laquelle la Chambre des Députés a autorisé l'élaboration des études de ce projet.

Le contournement sud de Alzingen tout comme la «nouvelle N3» dans son ensemble fait partie du PST (Plan directeur sectoriel transports) en phase 2.

Conformément au document discuté à la Commission du Développement durable en automne 2012, l'étude d'incidence sur les zones Natura 2000 a été lancée. À noter que le bilan de la SUP (strategische Umweltprüfung) réalisé dans le cadre du PST retient que les impacts positifs sur l'environnement humain et naturel prévalent sur les impacts négatifs et que ces derniers peuvent être minimisés dans le cadre des mesures compensatoires respectivement de l'adaptation du projet.

Cependant, le tracé n'est pas définitif. Le projet qui est soumis à la procédure prévue par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires doit être soumis par la suite au Conseil de Gouvernement pour décision sur la variante, après la consultation du public.

Question 2477 (19.12.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **rapport de l'Administration des enquêtes publiques sur un incident entre un aéronef et un véhicule en date du 21 janvier 2010:**

L'Administration des enquêtes publiques vient de publier son rapport sur un incident entre un aéronef et un véhicule de maintenance qui s'est produit en date du 21 janvier 2010 à l'Aéroport de Luxembourg.

Conformément à la loi du 30 avril 2008 portant création de l'Administration des enquêtes techniques, l'enquête technique a pour seul objet de prévenir de futurs accidents en déterminant les circonstances et les causes de l'évènement analysé et en établissant des recommandations de sécurité utiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi ce rapport n'a pas pu être publié dans le délai prévu par la loi (douze mois après l'incident)?

- Lesquelles des recommandations de l'Administration des enquêtes techniques Monsieur le Ministre entend-il faire les siennes? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à leur mise en place?

- Est-il exact que l'acquisition d'un système de détecteur de mouvement pour les véhicules de maintenance n'a pas encore été réalisée malgré une soumission publiée déjà en 2010? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant empêché jusqu'ici une telle acquisition?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre les raisons de la révocation du directeur de l'Administration de la navigation aérienne au 31 décembre 2012?

Réponse (24.1.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du rapport d'enquête publié par l'Administration des enquêtes techniques (ci-après «AET») concernant l'incident du 21 janvier 2010 impliquant un aéronef Boeing 747-400 et une camionnette d'entretien.

Le délai suivant lequel le rapport final devait être établi par l'AET n'est pas de douze mois après l'incident. Suivant l'article 6, paragraphe 2, de la loi du 30 avril 2008 portant création de l'administration concernée celle-ci «adresse son rapport final dans les meilleurs délais au Ministre et si possible dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident grave». Le législateur n'a partant pas souhaité imposer de délai contraignant à l'AET, mais a simplement exprimé le souhait qu'elle fasse de son mieux afin de rendre un rapport endéans douze mois.

En l'espèce, l'on ne saurait reprocher à l'AET d'avoir eu un retard quelconque dans son enquête alors que celle-ci a requis la collecte d'informations auprès d'intervenants multiples et que d'autres enquêtes ont eu lieu parallèlement puisque l'AET est une institution ayant des compétences d'enquêtes portant sur plusieurs domaines et non pas exclusivement l'aviation (rail, maritime, navigation intérieure).

Par le biais de son rapport, l'AET a, en effet, émis certaines recommandations.

Il échet de constater à l'heure actuelle que la majorité de ces recommandations portant sur l'adaptation de procédures, la mise à disposition des ressources, ainsi que la mise à jour des manuels, ont déjà été clôturées et validées par l'autorité de supervision nationale dans le cadre de la recertification du prestataire de services de navigation aérienne, l'Administration de la navigation aérienne (ci-après «ANA»), en octobre 2012.

L'ensemble des recommandations feront l'objet d'une analyse conjointe dans les prochaines semaines entre les différents services et administrations concernés aux fins de faire le point sur la situation. Certaines mesures structurelles devront faire l'objet d'un plan d'action à moyen/long terme.

Pour ce qui est de la recommandation de la mise en place d'un système de radar sol, la nécessité d'installer un tel système ne fait aucun doute. Le projet d'acquisition et d'installation du radar n'a, au vu du degré hautement complexe du projet et des contraintes en matière de législation sur les marchés publics, pas pu avancer comme initialement prévu par l'Administration de la navigation aérienne. L'adjudicataire pour la réalisation du radar sol a entretemps pu être désigné et un «project management plan» détaillé a été établi en collaboration avec Eurocontrol de sorte qu'à partir de 2014 le radar sol pourra fonctionner et à partir de l'été 2015 il devrait être complètement opérationnel.

En dernier lieu, il est à préciser que l'information selon laquelle le directeur de l'ANA aurait été révoqué, n'est pas correcte. Il a été proposé au directeur de l'ANA de rejoindre en tant que Premier Conseiller de Gouvernement les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ceci afin de renforcer les effectifs du Ministère par un juriste expérimenté. Ce renforcement permettra au Ministère du Développement durable et des Infrastructures de répondre aux exigences croissantes en matière de transposition en droit national de normes communautaires et internationales.

Question 2478 (19.12.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**encadrement d'enfants à troubles comportementaux:**

Je viens d'apprendre que le nombre d'enfants qui souffrent de troubles comportementaux sérieux va croissant si bien que les personnes chargées de leur encadrement se voient confrontées aux défis les plus divers. Il est par ailleurs un secret de Polichinelle que les capacités d'accueil des structures, destinées à aider et à accompagner ces enfants en difficultés, ne sont pas suffisamment développées pour répondre à l'ensemble des besoins qui se présentent à travers le pays.

Force est de rappeler également que les structures en question sont actuellement localisées soit dans la région centre, soit dans la région sud du Grand-Duché de Luxembourg. En d'autres termes, la prise en charge d'un tel enfant dans la région nord s'avère extrêmement laborieuse, voire impossible. Qui pis est, les parents habitant la partie septentrionale du pays et dont les enfants bénéficient, le cas échéant, d'un traitement spécialisé dans un hôpital de la capitale, doivent parcourir des distances considérables, ce qui leur fait perdre beaucoup de temps. Il va sans dire que le temps disponible à un tel traitement est très limité, ce qui ne profite sûrement ni aux enfants visés ni aux professionnels appelés à les guérir.

À noter que des communes et écoles fondamentales de la circonscription nord ont consacré des efforts appréciables pour élargir leur offre d'encadrement d'enfants à troubles comportementaux. En l'absence d'une structure pédopsychiatrique à proximité, ces efforts risquent de ne pas porter les fruits attendus. Hélas, il me revient d'ailleurs que le Ministère de la Santé n'a pas encore répondu à un appel écrit que les milieux intéressés lui ont adressé il y a quelques mois.

Voilà pourquoi, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre se propose-t-il de créer une structure pédopsychiatrique dans le cadre du Centre Hospitalier du Nord (Ettelbruck/Wiltz) en vue d'y assurer des prises en charge aussi bien ambulantes que stationnaires?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles démarches entreprises dans ce sens?

Réponse commune (15.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'augmentation des capacités d'accueil des structures, destinées à aider et à accompagner des enfants qui souffrent de troubles comportementaux est une nécessité, surtout pour la région nord de notre pays. À l'instar des internats thérapeutiques existants, la création d'une telle structure dans le nord du pays est actuellement en discussion avec un gestionnaire.

De même, un projet mené conjointement avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est en élaboration à Troisvierges. Ce projet consiste à créer une structure spécialement conçue pour enfants atteints de troubles comportementaux.

Par ailleurs, de manière plus générale, la prise en charge d'enfants ou de jeunes adolescents qui sont atteints de troubles psychiatriques se fait actuellement par le biais de différents services hospitaliers, à savoir:

- le département de psychiatrie juvénile de l'Hôpital Kirchberg (CHK) qui dispose de 23 lits, destinés aux mineurs âgés entre 14 et 18 ans souffrant d'une pathologie psychiatrique en phase aiguë;

- l'unité de pédopsychiatrie à la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier du Luxembourg (CHL) qui a une capacité de huit lits pour accueillir des jeunes entre zéro et 13 ans en situation de crise;

- l'unité psychiatrique juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck (CHNP) qui dispose de douze lits appelée à héberger des adolescents de douze à 18 ans, qui présentent des troubles psychiatriques graves, nécessitant un traitement intensif à plus longue durée.

Par ailleurs, un hôpital de jour psychiatrique, qui est rattaché au service de psychiatrie juvénile du CHK, assure une prise en charge ambulatoire à des mineurs âgés entre 14 et 18 ans. Cet hôpital de jour psychiatrique se trouve effectivement pour le moment au «Centre médical», situé à côté de la Clinique Ste Marie à Esch-sur-Alzette.

Cette délocalisation temporaire ne constitue toutefois qu'une solution transitoire en attendant la concrétisation et la réalisation du projet définitif de localisation à Luxembourg-ville, ceci afin de faciliter la fréquentation pour les jeunes habitant la région nord ou certaines parties de l'ouest et de l'est du pays.

Le Ministre de la Santé peut dès lors parfaitement comprendre les observations développées par l'honorable Député en ce qui concerne les réticences éventuelles dont feraient état certains mineurs âgés entre 14 et 18 ans résidant dans le nord du pays pour se déplacer jusqu'à l'hôpital de jour à Esch-sur-Alzette afin d'y bénéficier d'une de prise en charge psychiatrique ambulatoire.

Dans ce contexte, le Ministre de la Santé vient de demander à ses services d'examiner toutes les options qui permettraient d'assurer une prise en charge ambulatoire psychiatrique plus proche de leur lieu de résidence aux mineurs concernés.

Question 2479 (19.12.2012) **M. Jacques-Yves Henckes** *(Indépendant)* concernant la **dette effective:**

La Chambre des Salariés vient de citer dans un bulletin d'information une étude de la «Stiftung Marktwirtschaft»[1] relative à la dette effective du Luxembourg: selon cette étude la dette explicite du Luxembourg serait de 19% du PIB en 2010, mais que sa dette implicite serait de 1.116% du PIB et ce au vu de la charge future des pensions du secteur public. Le Luxembourg ne serait dépassé que par l'Irlande dans ce scénario de catastrophe, alors que la Grèce aurait une dette implicite plus faible que le Luxembourg.

Vu que vous avez déclaré récemment à la Chambre des Députés que vous disposiez de chiffres relatifs à ce problème, j'aimerai poser les questions suivantes:

1. Existe-t-il une étude actuarielle relative aux pensions du secteur public (État, communes, CFL etc.)?

2. À défaut le Gouvernement peut-il fournir des estimations sur l'évolution futur des coûts des pensions du secteur public dans les cinq voire dix et 20 années à venir?

3. Les pensions du secteur public sont-elles couvertes exclusivement par les recettes budgétaires annuelles de l'État?

4. Quel est le montant moyen d'une pension vieillesse dans le secteur public par rapport au secteur privé en 2012?

5. Quel est le pourcentage de pensions dans le secteur public situé au-delà de 5.000 euros?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans le contexte de la question parlementaire n°2479 du 19 décembre 2012 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes, il y a lieu de soulever que l'étude de la «Stiftung Marktwirtschaft» sur la comparaison de la dette publique entre différents États membres de décembre 2011 se base sur des chiffres relatifs à l'évolution des dépenses publiques liées au vieillissement (pensions publiques, soins de santé et de

[1] Stefan Moog, Bernd Raffelhüschen: Ehrbare Staaten? Tatsächliche Staatsverschuldung in Europa im Vergleich. Stiftung Marktwirtschaft, Argumente zu Marktwirtschaft und Politik, Nr.115, Dezember 2011

longue durée,…) de la Commission européenne (CE) datant de l'année 2009. Or, depuis lors la CE a publié en 2012 des nouvelles projections sur l'évolution future des dépenses publiques liées au vieillissement. De ce fait il faut retenir que l'étude évoquée de la «Stiftung Marktwirtschaft» est périmée, notamment en ce qui concerne la comparaison des États membres suite au fait que depuis de multiples mesures de consolidation des finances publiques ont été entamées par différents États membres.

Les projections les plus récentes de la CE de 2012 indiquent que les dépenses liées au vieillissement du secteur public du Luxembourg augmenteraient jusqu'en 2060 de l'ordre de 12 points de pourcent du produit intérieur brut (PIB). En ce qui concerne les dépenses liées aux pensions du secteur public, la charge financière progresserait de 9% du PIB en 2010 à 19% du PIB en 2060, soit une augmentation de dix points de pourcent (doublement des dépenses des pensions publiques d'ici 2060). À préciser que dans le contexte des projections de la CE, et conformément avec les règles comptables du Système européen de comptabilité (SEC), le secteur public regroupe les secteurs de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de la sécurité sociale. En ce qui concerne les projections de la CE, les dépenses de pension des secteurs de l'administration centrale et locales (régimes spéciaux) resteront stables de l'ordre de 2% du PIB sur la période 2010-2060, tandis que les dépenses des administrations de sécurité sociale (régime général) évolueront de 7% du PIB en 2010 à plus de 16% du PIB en 2060.

Le scénario retenu par la CE suppose que la croissance de l'emploi sera en moyenne proche de 0,5% entre 2010 et 2060 et celle de la productivité de l'ordre de 1,5%. Sur la même période la croissance économique sera en moyenne de 2,0%. Pour l'année de base 2010, il est supposé que le salaire moyen de l'économie est de 3.710 euros, la pension moyenne du régime général de 1.750 euros et celle des régimes spéciaux de 4.840 euros. Suite à la réforme de régimes spéciaux en 1999, le montant moyen des pensions de ces régimes est censé diminuer progressivement au cours de la période de projection. Par contre, le montant moyen des pensions du régime général devra augmenter graduellement, et ceci suite à des carrières de plus en plus complètes des assurés féminins et des assurés non résidents. Les projections de la CE de 2012 supposent que l'ajustement des pensions, tel que défini à l'article 225 du Code la sécurité sociale et applicable jusqu'en 2012, ne sera appliqué que de moitié à partir du moment où les dépenses dépassent les recettes de cotisations. Par contre, les projections de la CE en 2009 supposaient des ajustements entiers sur toute la période de projection de manière à ce que ces projections tablent sur un triplement des dépenses pour pensions publiques vers 2060 (26% du PIB en 2060).

L'impact financier de la réforme du système de pension, telle que votée en décembre 2012, est comparable aux résultats présentés dans le cadre des projections de la CE de 2012. Ainsi, et en termes de performances financières, la réforme des pensions publiques présente des résultats similaires aux projections de la CE de 2012 (demi-ajustement des pensions selon l'ancienne législation). Par contre, en comparaison avec le scénario retenu dans les projections de la CE de 2009 (ajustement entier des pensions selon l'ancienne législation), une réduction de plus d'un tiers des dépenses de pensions publiques vers 2060 est à retenir. Par ailleurs, ces résultats ont été présentés par le Gouvernement dans la 13e actualisation du Programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2012-2015 en avril 2012.

Question 2480 (20.12.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**éducation précoce:**

L'éducation précoce, première année facultative du système scolaire luxembourgeois s'adressant aux enfants de trois ans, fut introduite comme projet-pilote dans les premières communes en 1998/1999. Depuis l'année scolaire 2009/2010, les communes sont désormais obligées à offrir l'éducation précoce. Dans sa réponse du 3 juin 2011 à ma question parlementaire n°1426 du 6 mai 2011 *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, Madame la Ministre a indiqué que le nombre d'enfants fréquentant l'éducation précoce avait varié entre 4.036 enfants pour l'année scolaire 2008/2009, 4.105 pour l'année scolaire 2009/2010 et 3.961 selon les chiffres encore provisoires de l'année 2010/2011.

Vu qu'il est important de surveiller également la proportion des enfants qui ne fréquentent pas le précoce et d'analyser les raisons du choix des parents concernés, je souhaite avoir les informations supplémentaires suivantes:

1) Combien d'enfants fréquentaient l'éducation précoce pendant les années scolaires 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013 (chiffres provisoires)?

2) Quel est le pourcentage des enfants d'une même année de naissance ne fréquentant pas le précoce pour ces mêmes années scolaires?

3) Est-ce que le MENFP a identifié des facteurs expliquant la non-fréquentation du précoce?

4) De quelles informations est-ce que Madame la Ministre dispose concernant les enfants ne fréquentant pas le précoce? Quelle proportion est gardée à la maison? Quelle proportion est inscrite dans une crèche publique ou privée?

5) Quel est le niveau socioéconomique et socioculturel de ces enfants, respectivement de leurs parents? Quels sont leurs nationalités et leur première langue maternelle?

Réponse (25.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) et 2)

Année scolaire	Enfants qui fréquentent le C1-précoce	% des enfants non-inscrits au C1-précoce
2010/2011	4.101	25.4
2011/2012	4.182	26.6
2012/2013	4.234	24.3

Source: Fichier «Scolaria» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP).

Les données se rapportant aux années scolaires 2010/2011 et 2011/2012 ont été extraites au cours du mois de février de l'année scolaire respective; ces chiffres en cours d'année diffèrent des chiffres disponibles à la rentrée compte tenu du solde migratoire (90 à 110 enfants dans la tranche d'âge afférente) ainsi que du fait que certaines communes procèdent à l'admission en cours d'année des enfants obtenant leurs trois ans entre septembre et janvier.

Pour l'année scolaire 2012/2013 le nombre d'inscriptions est ajusté en fonction des valeurs des deux années précédentes.

Afin d'établir le pourcentage des enfants qui ne fréquentent pas l'éducation précoce, les données fournies par l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale), basées sur le nombre d'enfants pour lesquels est versée une allocation familiale conformément à la législation en vigueur, ont été prises en considération.

Ad 3)

Dans le cadre de l'organisation de l'éducation précoce, des contraintes infrastructurelles peuvent empêcher des communes à offrir un maximum de plages hebdomadaires à un maximum d'enfants, notamment si le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'éducation précoce varie considérablement d'une année scolaire à l'autre. Il convient cependant de noter dans ce contexte que les recommandations du ministère de prévoir un minimum de quatre plages par semaine par enfant sont suivies par les autorités communales et que le nombre de communes offrant huit plages, ce qui correspond à cinq matinées et trois après-midis, ne cesse de croître comme le démontrent les chiffres avancés supra.

L'éducation précoce fait partie de l'enseignement fondamental et de ce fait épouse l'horaire scolaire de l'école fondamentale. D'autre part, un certain nombre de parents souhaitent une prise en charge de leurs enfants s'étendant sur la toute la journée. Dans la mesure où certaines communes n'offrent pas de prise en charge en dehors des heures scolaires pour les enfants fréquentant l'éducation précoce, les parents concernés risquent de se mettre à la recherche d'autres prestataires répondant respectivement à leurs besoins et/ou à leurs souhaits.

Ad 4)

En ce qui concerne les enfants qui ne fréquentent pas l'éducation précoce, mon département ne dispose pas d'informations.

Ad 5)

Le MENFP ne dispose pas de données, de quelque nature qu'elles soient, concernant les enfants qui ne sont pas inscrits à l'éducation précoce.

Pour ce qui est des enfants inscrits à l'éducation précoce, le MENFP ne dispose pas de base de données nominatives concernant le niveau socioéconomique et socioculturel.

Le MENFP dispose toutefois de données relatives à la répartition des enfants fréquentant l'éducation précoce suivant leur 1re langue parlée et suivant leur nationalité qui s'annonce comme suit pour les années scolaires 2010/2011 et 2011/2012:

1re langue parlée	2010/2011	2011/2012
afrikaans	0,02%	0,02%
albanais	0,71%	0,65%
allemand	2,12%	2,20%
américain	0,02%	0,12%
amharique	0,02%	0,02%
anglais	1,85%	2,56%
arabe	0,44%	0,41%
arménien	0,05%	0,05%
bengalî	0,02%	
biélorusse		0,02%
bosnien	0,90%	0,86%
bulgare	0,05%	0,12%
cantonais	0,10%	
castillan	0,02%	
chinois	0,88%	0,86%
coréen	0,02%	
créole	0,10%	0,26%
créole capverdien	0,68%	0,86%
croate	0,05%	0,17%
danois	0,15%	0,17%
espagnol	0,71%	1,08%
estonien	0,05%	0,07%
finlandais	0,07%	0,07%
flamand	0,12%	0,05%
français	12,73%	14,16%
grec	0,02%	0,10%
haïtien	0,02%	
hindi	0,05%	0,07%
hongrois	0,17%	0,14%
indéterminée	0,21%	0,04%
irlandais	0,02%	0,05%
islandais	0,15%	0,10%
italien	2,00%	2,13%
japonais	0,05%	0,05%
kosovar	0,07%	0,12%
lao		0,02%
letton		0,02%
lituanien	0,02%	0,10%
luxembourgeois	41,16%	39,12%
macédonien	0,22%	0,17%
malien	0,02%	0,02%
mandarin	0,02%	
monténégrin	1,39%	1,27%
néerlandais	0,66%	0,57%
népalais	0,12%	0,02%
norvégien	0,05%	
persan	0,05%	0,12%
polonais	0,49%	0,74%
portugais	26,60%	26,21%
roumain	0,17%	0,22%
russe	0,54%	0,57%
serbe	1,88%	1,75%
slovaque	0,07%	0,10%
slovène		0,05%
suédois	0,20%	0,14%
tchèque	0,29%	0,12%
thaïlandais	0,15%	
tongien	0,02%	
turque	0,20%	0,26%
ukrainien	0,02%	0,02%
vietnamien	0,07%	0,14%
wolof	0,02%	0,02%
yougoslave	0,93%	0,65%

nationalité	2010/2011	2011/2012
afghane		0,02%
albanaise	0,07%	0,05%
algérienne	0,07%	0,12%
allemande	1,73%	1,77%
américaine	0,15%	0,19%
angolaise		0,02%
argentine		0,02%
arménienne		0,02%
australienne		0,02%
autrichienne	0,07%	0,05%
bangladaise	0,02%	
bélarussienne		0,02%
belge	2,00%	2,32%
bosniaque	0,49%	0,48%
brésilienne	0,12%	0,19%
britannique	0,68%	1,12%
bulgare	0,05%	0,07%
camerounaise	0,05%	
canadienne	0,07%	0,05%
cap-verdienne	0,63%	0,31%
chilienne		0,02%
chinoise	0,49%	0,48%
chypriote		0,02%
congolaise	0,05%	0,07%
croate		0,05%
danoise	0,15%	0,19%
égyptienne	0,02%	0,02%
espagnole	0,54%	0,60%
estonienne	0,05%	0,05%
finlandaise	0,07%	0,07%
française	5,17%	5,67%
grecque		0,07%
Guinée-Bissau		0,02%
guinéenne		0,05%
haïtienne	0,10%	0,05%
hongroise	0,15%	0,07%
indéterminée	0,41%	0,41%
indienne	0,05%	0,07%
iranienne	0,05%	0,02%
irakienne		0,02%
irlandaise	0,32%	0,38%
islandaise	0,12%	0,05%
italienne	1,27%	1,70%
ivoirienne	0,02%	
japonaise	0,02%	
kényane		0,02%
kosovare	0,51%	0,31%
lettonne		0,07%
lituanienne	0,02%	0,05%
luxembourgeoise	56,96%	56,24%
macédonienne	0,15%	0,19%
malaisienne	0,02%	0,02%
maltaise		0,02%
marocaine	0,05%	0,02%
mauricienne	0,02%	0,07%
monténégrine	1,98%	1,58%
néerlandaise	0,73%	0,48%
néo-zélandaise	0,02%	
népalaise	0,12%	0,02%
nigériane	0,02%	0,02%
norvégienne	0,05%	
pakistanaise	0,02%	0,02%
péruvienne		0,02%
philippine	0,10%	0,05%
polonaise	0,34%	0,57%
portugaise	21,36%	21,02%
roumaine	0,17%	0,19%
russe	0,07%	0,07%
rwandaise	0,02%	
sénégalaise	0,02%	0,02%
serbe	1,17%	1,10%
slovaque	0,02%	0,12%
slovène		0,05%
sud-africaine	0,07%	0,05%
sud-coréenne	0,02%	
suédoise	0,15%	0,17%
suisse	0,10%	0,05%
syrienne	0,02%	
tchèque	0,17%	0,05%
togolaise	0,02%	
tunisienne	0,02%	0,07%
turque	0,02%	0,14%
ukrainienne	0,05%	0,05%
vietnamienne	0,02%	0,02%
yougoslave	0,05%	
zambienne	0,02%	

Pour l'année scolaire 2012/2013, les données afférentes ne sont pas encore disponibles.

Q91

Question 2481 (24.12.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **cancer de la peau au Luxembourg:**

Selon un article du journal «La Libre Belgique» paru le 4 décembre 2012, des études menées en Europe relèvent l'exposition alarmante des européens aux rayons UV. En Lettonie par

exemple, 19% des élèves âgés entre huit et douze ans prétendent déjà avoir utilisé les bancs solaires. Des spécialistes en dermatologie craignent une croissance drastique des cas de mélanomes d'ici 15 à 20 ans. Une autre étude effectuée en Italie constate que 18% des Italiens font du banc solaire sur toute l'année, alors que 45% en font durant la mauvaise saison.

En outre, une plus vaste analyse nous apprend qu'un sur 20 cancers de la peau serait attribuable à l'emploi de ces bancs solaires. Les jeunes générations seraient le plus exposées au risque de développement de mélanomes, et notamment la population masculine. Enfin, une autre enquête prédit qu'en Europe, une personne sur dix développera au cours de sa vie un cancer de la peau. Une des causes nous paraît désormais évidente.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques et/ou d'études qui permettraient de cerner ce phénomène au Luxembourg? Quelle est la fréquence d'exposition aux rayons UV (naturels et artificiels) de notre population?

- Au cas où cette fréquence s'avère relativement importante, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour débanaliser l'exposition aux rayons UV via notamment les bancs solaires?

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à présenter un projet de loi visant à définir un cadre légal sur l'interdiction des bancs solaires aux personnes mineures, comme c'est le cas de la Belgique?

Réponse (28.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens à informer les honorables Députés que mes services ne disposent pas de chiffres précis concernant la fréquence d'exposition de la population luxembourgeoise à des rayons UV. Dès lors, une mise en rapport entre cette exposition et le nombre de mélanomes de la peau diagnostiqués auprès de la population autochtone n'est pas possible.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exposition de la population à des rayons UV artificiels, le Ministère de la Santé avait déjà en 1995 publié une recommandation concernant l'exploitation et l'utilisation de bancs solaires. Cette recommandation est consultable sur le site du Ministère.

(http://www.ms.public.lu/fr/activites/radioprotection/info-non-ionisants/rayonnem-ultravio/index.html)

La recommandation invite notamment les personnes ayant suivi ces cours de veiller à ce que ni des enfants, ni des adolescents, ni des personnes à peau très sensible aux UV n'utilisent les bancs solaires. Elle comporte encore des avertissements concernant entre autres les risques de cancer de la peau, le vieillissement prématuré de la peau, ainsi que les risques pour les yeux.

Ensemble avec la Chambre des Métiers respectivement la Chambre de Commerce, la division de la Radioprotection de la direction de la Santé organise annuellement des cours de formation pour exploitants de bancs solaires.

Les exploitants d'instituts de bronzage, qui ont participé à cette formation, peuvent soumettre leur établissement à un système de contrôle volontaire réalisé par les services de la direction de la Santé. Lorsque dans le cadre d'un tel contrôle, il est constaté que l'établissement applique les recommandations en matière d'hygiène et d'avertissements sur les risques sanitaires, il lui est délivré un label attestant de sa conformité avec lesdites recommandations.

Depuis 2005, des campagnes de sensibilisation aux risques liés à l'exposition excessive aux rayons UV se sont par ailleurs adressées à différents groupes cibles.

De surcroît, mon ministère, de concert avec la Société luxembourgeoise de dermatologie-vénérologie, a lancé en mai 2012, pour la septième fois, la campagne de sensibilisation au sujet du cancer de la peau, qui poursuit un double objectif:

- sensibiliser le public aux méfaits du soleil en limitant l'exposition aux rayons UV,

- informer le public que le dépistage précoce d'une tumeur maligne de la peau peut sauver la vie.

Toujours est-il qu'aucune norme contraignante ne s'applique aux solariums.

Cela étant, je viens de charger mes services d'élaborer le texte d'un avant-projet de loi portant réglementation des bancs solaires, donc y compris les conditions ayant trait à leur utilisation.

Question 2482 (24.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **direction de la section «Public Health» du CRP-Santé:**

Die Abteilung „Public Health" des CRP-Santé steht dem Vernehmen nach vor großen Umwälzungen und eine auf der Internetpräsenz dieses nationalen Forschungszentrums veröffentlichte Anzeige für die Neubesetzung des Führungspostens in dieser besagten Abteilung scheint denn auch diese Vermutung zum Teil zu bestätigen. Das Anforderungsprofil für diese Führungsposition scheint zu bestätigen, dass die Qualifizierungsansprüche an die neue Führungskraft demnach höher gestellt werden, als sie es noch in den letzten zwölf Jahren war.

Fragen:

1) Wieso wird jetzt ein Abschluss als medizinischer Arzt mit PhD-Abschluss eingefordert, wo bisher weder Arztausbildung noch PhD-Studium als Kernkompetenz gefragt waren?

2) Warum muss der Kandidat perfekt Englisch und Französisch beherrschen?

3) In dieser Anzeige geht die Rede von „internationaler Positionierung" dieser Abteilung. Welche - aufgrund von veröffentlichten Rankings - internationale Position hat diese Abteilung „Public Health" des CRP-Santé mittlerweile erreicht?

4) Wo ist die Abteilung „Public Health" in ihrer Entwicklung angekommen, wohl wissend, dass es dieses CRP bereits über 20 Jahre gibt?

5) Wird der/die ausgewählte Kandidat/in automatisch den Posten des beigeordneten Direktors des CRP-Santé zuerkannt bekommen, so wie dies bisweilen der Fall war?

Réponse (22.1.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage ist es vorab sinnvoll, erneut (ich verweise auf die Antworten zu verschiedenen Anfragen des ehrenwerten Abgeordneten) an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern. Personalpolitik und Geschäftsführung obliegen also in erster Instanz den Verwaltungsräten der öffentlichen Forschungszentren.

Die bisherige Leiterin des „Centre d'Études en Santé (CES)", einer Einheit der Abteilung „Santé Publique", hat beschlossen, sich neuen beruflichen und privaten Zielen zu widmen und wird Anfang 2013 nach zwölfjähriger, erfolgreicher Tätigkeit das CRP-Santé verlassen.

Im Sinne der aktuellen Praxis und des kommenden Gesetzesentwurfs über die öffentlichen Forschungszentren hat der Verwaltungsrat beschlossen, einen Abteilungsleiter (directeur de département) für die gesamte Abteilung „Santé Publique" zu ernennen. Dieser Posten, der über das CES hinausgeht, hat so bisher nicht bestanden. Es ist auch zu bemerken, dass die Arbeitsbereiche und die Fragestellungen an die Abteilung „Santé Publique" über die letzten zwölf Jahre erheblich ausgeweitet wurden. Es ist daher nur normal, dass die Qualifikationsansprüche an die neue Führungskraft diesem Umstand angepasst werden.

Die Qualifikation als Mediziner ist erfordert, da die meisten Themenbereiche direkt medizinische Fragen betreffen und ein gutes Grundverständnis der Thematik Voraussetzung für eine erfolgreiche Arbeit ist. Eine solide Ausbildung als Forscher (wie z. B. durch ein PhD bescheinigt) ist auch nötig, da der Forschungsanteil an den Aktivitäten der Abteilung stetig zunimmt.

Englisch ist heute die internationale Sprache der Forschung. Französisch als gebräuchliche schriftliche Amtssprache ist notwendig als Kommunikationsmittel mit den hauptsächlichen Kollaborationspartnern der Abteilung (z. B. Ministère/direction de la Santé, Ministère de la Sécurité sociale, Caisse Nationale de Santé, Krankenhäuser...).

Die Abteilung „Santé Publique" hat über die letzten Jahre die Resultate ihrer Forschung vermehrt in internationalen Wissenschaftszeitschriften publiziert und dadurch eine größere Sichtbarkeit erlangt. Einzelheiten zu den Publikationen können über die Internetseite des CRP-Santé eingesehen werden. Die Abteilung hat auch aktiv an europäischen Forschungsprojekten teilgenommen oder diese teils sogar selbst geleitet.

Im Sinne der Leistungsverträge mit der Regierung wurde die Abteilung „Santé Publique" Ende 2012 von internationalen Experten bewertet. Die Ergebnisse dieser Evaluierung werden in Kürze der zuständigen Kommission der Abgeordnetenkammer vorgestellt und veröffentlicht werden.

Die Ernennung eines beigeordneten Direktors des CRP-Santé obliegt dem Verwaltungsrat. Es gibt diesbezüglich weder gesetzliche noch interne Vorgaben bzw. Automatismen.

Question 2483 (31.12.2012) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **contribution financière du Luxembourg à l'OMS:**

Kürzlich war die WHO-Direktorin Dr. Margaret Chan zu einem Arbeitsbesuch in Luxemburg. Unter anderem lobte sie das luxemburgische Gesundheitssystem, das für alle Bürger den gleichen Zugang zur medizinischen Versorgung gewährt und auf einer generellen Solidarität beruht. Dies entspricht der Philosophie der Weltgesundheitsorganisation und hat in den Augen der Direktorin Vorzeigecharakter. Ihr Besuch war aber unter anderem auch politisch motiviert, denn die Weltgesundheitsorganisation ist 65 Jahre nach ihrer Gründung reformbedürftig und muss neu ausgerichtet werden. Deshalb muss sie von den Mitgliedsländern unterstützt werden. Hierfür müssen politische Entscheidungen betreffend die Finanzierung getroffen werden.

Fragen:

1) Welche konkrete finanzielle Hilfe hat das Gesundheitsministerium der Direktorin der Weltgesundheitsorganisation versprochen?

2) Ist noch ein anderes Ministerium, wie zum Beispiel das Familienministerium, finanziell involviert, um Projekte wie die Familienplanung weltweit zu unterstützen? Wenn ja, um welchen Betrag handelt es sich?

3) Gibt es außer den finanziellen Unterstützungen noch andere Verpflichtungen, die von der Regierung eingehalten werden müssen?

Réponse commune (11.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est une organisation internationale spécialisée, liée à l'Organisation des Nations Unies, et dont le siège est à Genève.

Pour assurer son rôle qui, selon la constitution de l'OMS, consiste à amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible, l'OMS se fixe des orientations stratégiques visant à soutenir les États membres dans leurs efforts d'amélioration de la santé des populations. Ainsi, les fonctions essentielles de l'OMS peuvent se résumer en la promotion de la santé à travers l'élaboration de directives, de plans stratégiques et d'autres outils de lutte contre les maladies.

La contribution financière du Luxembourg à l'OMS se chiffre pour l'exercice budgétaire 2013 à 338.100 euros (budget du Ministère de la Santé).

Parmi les instruments juridiques émanant de l'OMS et qui ont force obligatoire dans les États membres, donc y compris au Luxembourg, peut être cité à titre d'exemple le Règlement sanitaire international (RSI, 2005). Cet instrument a pour but de prévenir les risques graves pour la santé publique pouvant constituer une menace dans le monde entier, ceci en prenant les mesures qui s'imposent.

Rappelons également que la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, qui constitue d'ailleurs le premier traité international adopté dans le cadre de cette organisation internationale, a été approuvée par une loi du 8 juin 2005, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés.

Dans le cadre d'une visite de travail au Luxembourg, début décembre 2012, le directeur général de l'OMS, Madame le Dr Margaret Chan, a eu, au niveau du Gouvernement, des entrevues avec la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ainsi qu'avec le Ministre de la Santé.

Au cours de ces entrevues ont été évoqués la contribution luxembourgeoise aux programmes de l'OMS, la réforme en cours de l'organisation ainsi que les défis qui attendent l'OMS après l'année 2015, notamment en vue de la discussion sur la refonte des objectifs du millénaire au développement (OMD).

Depuis la signature de l'accord-cadre du Luxembourg avec l'OMS, une des priorités thématiques de celle-ci, financée depuis plusieurs années par le Luxembourg (ligne budgétaire 35.030), se concentre sur la santé infantile, des adolescents et la santé maternelle. Les activités entreprises au titre de cet objectif stratégique visent principalement à assurer l'accès universel à des interventions de santé publique efficaces pour la mère, le nouveau-né, l'enfant et l'adolescent, et à la santé sexuelle et génésique.

Depuis 2006, les contributions totales du Luxembourg à cette priorité thématique se sont élevées à hauteur de 13.530.000 EUR (contribution 2013: 2.200.000 EUR).

Question 2485 (3.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **démolition de l'ancien poste douanier de Wormeldange:**

In einem Bericht in der Online-Ausgabe einer großen Tageszeitung vom 6. September 2012 wurde über die Abrissarbeiten am Zollhaus in Wormeldingen berichtet. Es wurde in diesem Beitrag darauf hingewiesen, dass diese Infrastruktur nicht mehr benötigt werde und dass das Gebäude baufällig sei. Nun begibt es sich allerdings, dass an der Brückenseite, Richtung Grevenmacher, quasi zur selben Zeit ein größeres Bauvorhaben in Angriff genommen wurde. Bei diesen Bauarbeiten wurde eine tiefe Baugrube ausgehoben. Von diesen Arbeiten wurde im Beitrag nichts erwähnt, obwohl zu jenem Zeitpunkt die Erdaushubarbeiten an der Baustelle seitlich der Moselbrücke unabsehbar waren.

Fragen:

1) Gibt es einen direkten Zusammenhang zwischen dem Bauvorhaben seitlich der Grenzbrücke in Wormeldingen und der Entscheidung, das Zollhaus abzutragen?

2) Wurde ein Antrag einer Drittperson gestellt mit der Bitte an die zuständigen Obrigkeiten, dieses Zollhaus entfernen zu lassen?

3) Kann der Minister bestätigen, dass es ausschließlich die Idee und Initiative der zuständigen Bauverwaltung war, dieses Zollhaus zu diesem Zeitpunkt und mit den im Beitrag angeführten Argumenten abtragen zu lassen?

4) Musste der Minister im Rahmen der Prozedur sein ausdrückliches Einverständnis für diese Abrissaktion geben?

5) Was ist der genaue Kostenpunkt des Abrisses sowie der anschließenden Instandsetzung des Vorplatzes auf der Wormeldinger Brücke?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der Herr Abgeordnete fragt Informationen zu dem eventuellen Zusammenhang zwischen einem privaten Bauvorhaben in Wormeldingen und den Abrissarbeiten am Zollhaus in Wormeldingen.

Die Straßenbauverwaltung kann bestätigen, dass es nur indirekt einen Zusammenhang zwischen dem Bauvorhaben einer privaten Kellerei und der Entscheidung, das Zollhaus abzutragen, gibt.

Sowohl die Straßenbau- und die Bautenverwaltung als auch die Gemeindeverwaltung vertraten denselben Standpunkt hinsichtlich des Abrisses des Gebäudes, da das Zollgebäude alt und baufällig war und vom Staat nicht mehr genutzt wurde. Außerdem waren die obengenannten Entscheidungsträger auch der Meinung, dass das neue private Gebäude sich auf jeden Fall besser in das Ortsbild einfügen würde, wenn das Zollhaus nicht im Vordergrund die Sicht auf das Gebäude beeinträchtigen würde.

Es wurde auch tatsächlich in dem Sinne ein Antrag einer Drittperson im März 2011 gestellt, das Zollhaus entfernen zu lassen, da dieses Zollhaus einen Dachüberstand von etwa einem halben Meter auf das Privatgelände hatte.

Der Abriss des Zollgebäudes sowie die Instandsetzung des Vorplatzes wurden unter der Verantwortung der Bautenverwaltung durchgeführt.

Die Höhe der Kosten für die oben erwähnten Arbeiten betrugen 100.000 Euro und sind von der Bautenverwaltung getragen worden.

Question 2486 (7.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **sécurité sur les pistes cyclables:**

Das Fahrradfahren wird immer populärer und es gibt gute Entwicklungen. Allerdings stellt man fest, dass die Sicherheitslage auf den Fahr-

radwegen sich nicht unbedingt mit verbessert. Grund ist das Benutzen dieser Radwege durch Rollerskater, Fußgänger mit oder ohne Tiere (an der Leine oder nicht), landwirtschaftliche Geräte bis hin zu Reiter/innen, die diese Wege verständlicherweise den normalen Straßen vorziehen (ob legal oder nicht).

Fragen:

1) Gelten für die Fahrradwege in gleichem Maße der „Code de la Route" und alle anderen Reglements wie für eine normale Straße?

2) Wie sieht es mit dem An-der-Leine-Führen von Hunden aus?

3) Wie sieht es mit der Anwendung von Versicherungen aus, wenn es zu Vorfällen kommt? (Haftpflichtversicherung, wenn ein Radfahrer einen Spaziergänger anstößt)

4) Wie wird auf den ausgewiesenen Radwegen überholt? Muss der Radfahrer auf der rechten Seite des Fußgängers vorbeifahren oder auf der linken?

5) Muss der Fußgänger wie auf einer normalen Straße auf der ihm entgegenkommenden Seite des Verkehrs gehen oder kann er in der Mitte der Straße gehen, ohne sich an die grundlegenden Regeln des „Code de la Route" zu halten?

6) Sind die Regeln, die in Luxemburg für Fahrradwege gelten, ebenfalls europaweit anwendbar und kommen sie in der Tat so zur Anwendung? Gibt es einen „Code de la route européen"?

7) Gibt es eine nationale Internetseite, auf der die aktuellen Regeln für die Radwege nachzulesen wären?

Réponse (22.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la circulation sur les pistes cyclables («Fahrradwege»), indiquées par le signal D,4.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les dispositions générales du Code de la Route visent la circulation des usagers sur l'ensemble de la voie publique. Ces dispositions générales peuvent être complétées par des dispositions particulières en fonction du type de voie publique; c'est le cas pour les pistes cyclables.

L'accès en est réservé aux cyclistes. Les conducteurs en service urgent et les conducteurs assurant l'entretien, le nettoyage, le déneigement ou le déblaiement de la voie publique ou l'entretien de l'équipement routier peuvent y accéder pour autant que leur service l'exige (art. 104). Les piétons peuvent emprunter les pistes cyclables lorsqu'il n'y a ni trottoir, ni chemin pour piétons, ni accotement, et à condition de céder le passage aux cyclistes (art. 104 et 162).

En ce qui concerne l'éventuelle obligation de tenir les chiens en laisse, l'on précise que le Code de la Route retient que toute personne qui emprunte la voie publique doit éviter de gêner ou de mettre en danger sans nécessité les autres usagers (art. 117). Il est par ailleurs interdit de laisser divaguer des animaux sur la voie publique (art. 161).

En cas d'incident, les règles de droit commun concernant la responsabilité civile prévalent.

Le cycliste qui passe à côté d'un piéton qui se promène dans le même sens n'effectue pas un dépassement au sens du Code de la Route. Par contre, s'il passe à côté d'un autre cycliste, il effectue un dépassement (art. 2). Le dépassement se fait en principe à gauche, selon les dispositions des articles 125 et 126, le conducteur dépassé ayant l'obligation de circuler près du bord droit (art. 118).

Les piétons peuvent emprunter toute la largeur de la piste cyclable (art. 162).

Les dispositions retenues dans les codes de la route des pays européens ont, pour la plupart d'entre eux, leur origine dans celles de la convention sur la circulation et la signalisation routières, signée à Vienne en 1968 et adaptée périodiquement depuis lors. Par contre, il n'y pas de Code de la Route européen proprement dit valable pour l'ensemble des pays européens.

Par conséquent, des divergences sont possibles d'un pays à l'autre, en général sur des points de détail ou de moindre importance.

À l'heure actuelle, les dispositions particulières aux pistes cyclables ne sont pas accessibles sur un site particulier. Or, la législation routière est accessible sur Internet et en particulier sur Legilux.

Q93

Question 2488 (7.1.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **pilules contraceptives de troisième génération:**

Récemment, en France, une jeune femme ayant subi un accident cardio-vasculaire dû à des pilules de troisième génération avait porté plainte contre un géant pharmaceutique. Suite à la polémique qui enfle dès lors, la Ministre de la Santé française a décidé le 2 janvier 2013 de mettre fin au remboursement des pilules contraceptives de troisième génération dès le 31 mars 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Les pilules en question sont-elles aussi en vente au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis et les craintes de son homologue française et entend-il intervenir dans le même sens, voire les retirer du marché?

Réponse (8.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1. Les pilules contraceptives dites «de 3e et 4e génération» sont commercialisées au Luxembourg.

2. Les contraceptifs oraux estroprogestatifs sont parmi les moyens les plus efficaces pour la prévention des grossesses non désirées. Tous les contraceptifs estroprogestatifs sont cependant associés à une augmentation du risque d'accident thromboembolique artériel ou veineux.

Il est établi que pour les contraceptifs de 3e et 4e génération, le risque de complications thromboemboliques veineuses est plus élevé que pour les pilules de 2e génération, mais reste faible. Le Résumé des Caractéristiques du Produit (RCP) rend attentif à ces risques.

3. À condition de respecter les recommandations du RCP, et en prenant en compte les facteurs de risque, tout comme en évaluant la balance bénéfice-risque individuelle pour chaque patiente, le risque de thrombose chez les femmes prenant un contraceptif oral combiné reste faible, mais les conséquences d'une thrombose sont potentiellement graves.

Avant toute prescription, il est ainsi important de rechercher des facteurs de risque de thrombose personnels ou familiaux. Chez les femmes ayant des facteurs de risque constituant une contre-indication, un autre mode de contraception devrait être envisagé.

Il convient, dans ce contexte, de rappeler que le risque de troubles vasculaires augmente avec l'âge, et certainement à partir de 35 ans.

Il est aussi recommandé d'effectuer un suivi clinique afin de surveiller la tolérance au traitement, en particulier au cours des périodes où le risque de thrombose est le plus élevé, c'est-à-dire au cours de la première année de traitement et en cas de passage d'un contraceptif d'une génération à un contraceptif d'une autre génération.

Mes services viennent ainsi de rappeler par voie de circulaire au corps médical les risques de thrombose associés aux contraceptifs oraux combinés, l'importance de procéder à une balance bénéfice-risque individuelle pour chaque patiente, ainsi que l'importance d'effectuer un suivi régulier des patientes.

4. À la demande de la France, le Comité sur l'évaluation des risques relatifs à la Pharmacovigilance de l'Agence Européenne des Médicaments siégeant à Londres va revoir ces contraceptifs et examiner si les notices actuelles permettent à suffisance aux médecins et aux patientes d'avoir la meilleure information possible; ceci en vue de prendre les décisions appropriées dans l'intérêt de la patiente.

Mes services suivent de près l'évolution des dernières connaissances et sont associés aux travaux de l'Agence Européenne des Médicaments. Comme suite à l'évaluation scientifique menée au niveau européen, les démarches appropriées seront le cas échéant prises.

Question 2489 (7.1.2013) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **suspension des fonctionnaires communaux:**

L'article 55 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux dispose qu'un fonctionnaire communal qui manque à ses devoirs s'expose à une sanction disciplinaire. Si une procédure disciplinaire est donc ouverte à l'encontre de ce fonctionnaire, la suspension de l'exercice de ses fonctions peut, et dans certains cas, doit être prononcée conformément à l'article 59 de la loi précitée.

Or, à la différence de la commune qui doit (i) continuer à payer le fonctionnaire suspendu et (ii) pourvoir à son remplacement, ce dernier n'est pas privé de sa rémunération. Il est donc primordial pour les responsables communaux que les procédures disciplinaires puissent être menées à terme dans des délais raisonnables.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quel(s) délai(s) une procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire communal doit être clôturée afin que le délai raisonnable tel que prévu à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales soit respecté?

- Si un agent communal, qui remplit des fonctions dans deux communes et suspendu dans l'une d'entre elles, peut toujours assumer ses fonctions dans l'autre.

- Si, à la fin de la procédure disciplinaire, la réintégration d'un fonctionnaire communal antérieurement suspendu dans la commune d'origine répond aux exigences des bonnes pratiques dans le secteur public.

Réponse commune (4.2.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

La loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux prévoit que la suspension de l'exercice de ses fonctions peut être ordonnée à l'encontre d'un fonctionnaire faisant l'objet d'une procédure disciplinaire. Cette suspension peut être décidée soit par le collège des bourgmestre et échevins, soit par le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, auquel cas elle devient caduque si elle n'est pas confirmée dans la huitaine par le collège des bourgmestre et échevins.

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député Lucien Clement demande tout d'abord dans quel(s) délai(s) une procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire communal doit être clôturée afin que le délai raisonnable tel que prévu à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales soit respecté?

L'article 6, paragraphe 1er, 1ère phrase de la Convention européenne des droits de l'Homme dispose que «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial…». La convention ne précise toutefois ni la durée de ce délai raisonnable ni quels sont les critères qui doivent être pris en compte pour qu'un délai puisse être considéré comme raisonnable ou non. Toutefois, la Cour européenne des droits de l'Homme a précisé que pour apprécier si le délai raisonnable prévu par l'article 6 a été respecté, il y a lieu de prendre en compte la complexité de l'affaire, le comportement du requérant, le comportement des autorités judiciaires et administratives, ainsi que l'enjeu de la procédure pour le requérant. Pour faire cette appréciation, la Cour se penche en principe sur les circonstances particulières de la cause sans qu'elle ne fixe un délai absolu. Mais il arrive aussi que la Cour procède à une appréciation globale au lieu de vérifier directement les critères précités.

À noter que la jurisprudence des juridictions administratives luxembourgeoises suit également ces lignes directrices en statuant notamment que «Le caractère raisonnable du délai s'apprécie dans chaque cas et aux divers stades de la procédure, en fonction des circonstances de la cause, de la nature de l'affaire, du comportement de la personne sanctionnée et de celui de l'autorité» (cf. notamment TA 12-3-08, n°2201a, confirmé sur ce point par CA 1-11-08, n°24324C).

Quant à la deuxième question posée par Monsieur le Député Clement, au sujet de la possibilité pour un fonctionnaire suspendu auprès d'une commune, de continuer à assumer ses fonctions auprès d'une autre commune, la situation diffère en fonction de l'autorité qui a ordonné la suspension visée.

Au cas où celle-ci provient d'un collège échevinal, il est évident qu'elle ne saurait concerner que l'exercice des fonctions que l'agent assume auprès de la commune concernée. En effet les communes constituent des collectivités autonomes, à base territoriale, en vertu de l'article 107 de la Constitution, de sorte que les compétences des autorités communales sont limitées au territoire de leur commune et par conséquent, en matière de gestion du personnel, aux agents occupés par celle-ci. Il en résulte que la suspension de l'exercice de ses fonctions d'un fonctionnaire communal occupé par plusieurs communes requiert le cas échéant une décision y afférente propre de chaque collège des bourgmestre et échevins concerné, chacune de ces décisions étant facultative dans le chef de l'autorité compétente.

Lorsque la suspension est ordonnée par le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, il appartient au commissaire d'appliquer celle-ci en raison de la gravité de la faute commise aux fonctions que le fonctionnaire visé assume auprès de différentes communes, auquel cas la suspension doit être confirmée en exécution de l'article 68 du statut général des fonctionnaires communaux séparément par chacun des collèges échevinaux concernés dans la huitaine sous peine de devenir caduque.

En ce qui concerne la réintégration d'un fonctionnaire communal suspendu de ses fonctions après l'aboutissement de la procédure disciplinaire, il importe de constater que l'article 59 du statut général des fonctionnaires communaux limite l'effet d'une telle décision à la durée de la procédure disciplinaire et ceci jusqu'à la décision définitive. Il en résulte que la suspension cesse de produire ses effets à ce moment, de sorte que le fonctionnaire concerné est d'office réintégré dans ses fonctions, à moins que la sanction disciplinaire définitivement arrêtée ne s'y oppose formellement.

Question 2490 (7.1.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **projet révisé d'un «stade-mall» à Livange:**

Il me revient par voie de presse[1] que le promoteur du projet «stade-mall» à Livange aurait présenté le 26 septembre un projet révisé au Ministre des Sports. Ceci en vue des discussions à mener au sein du Conseil de Gouvernement sur le futur site du stade national de football au lendemain du congrès de la Fédération luxembourgeoise de Football qui s'est tenu le 17 novembre 2012. Le Ministre des Sports n'aurait cependant pas retenu le projet de Livange parce que la réalisation aurait pris trop longtemps, le projet n'aurait plus eu le soutien public et politique nécessaire et parce que la ville de Luxembourg se serait montrée d'accord pour rénover le Stade Josy Barthel. D'après les informations parues dans la presse, le Ministre des Sports aurait néanmoins privé les membres du Gouvernement de l'information qu'un projet révisé d'un «stade-mall» existerait. Lors des discussions sur le futur emplacement du stade national au Conseil du Gouvernement du 16 novembre 2012 aussi bien Madame la Ministre des Classes moyennes que Monsieur le Ministre des Sports auraient dit qu'ils n'auraient pas connaissance d'un nouveau projet à Livange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre des Classes moyennes:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Plus précisément, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que lors des discussions au sein du Conseil, les membres du Gouvernement avaient été privés de l'information qu'un nouveau projet «stade-mall» existerait?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si le projet de Differdange a été présenté au Conseil de Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer en détail sur les raisons qui l'ont amené à retenir le projet de rénovation du Stade Josy Barthel?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me donner leur appréciation, comment cette façon de procéder va de pair avec l'engagement pris par le Gouvernement par lettre confidentielle du 2 avril 2009 de «soutenir fermement la réalisation d'un projet d'ensemble sur ce site autour d'un stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet du stade»?

- Sachant que le Gouvernement s'était également engagé à trouver un nouveau site d'ensemble pour le promoteur du projet de Wickrange, au cas où le projet de Livange ne se réaliserait pas, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les promoteurs des projets de Livange et de Wickrange sont déjà entrés en contact avec des membres du Gouvernement ou des fonctionnaires afin de recevoir des mesures de compensation?

[1] Radio 100,7 Moies Panorama du 4 janvier 2012

Réponse commune (22.2.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Suite aux discussions au sujet du dossier Livange/Wickrange courant octobre 2011 à la Chambre des Députés, les ministres soussignés ont reçu en date du 3 janvier 2012 le promoteur, Monsieur Flavio Becca, pour discuter avec lui l'éventualité d'une réduction de la surface du volet commercial du projet «Livange» en exécution d'une motion adoptée par le Parlement.

Le 31 août 2012 Monsieur le Premier Ministre a reçu une délégation de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) qui lui a remis une pétition des clubs de football luxembourgeois insistant sur la nécessité d'avoir enfin au Grand-Duché un stade de football national digne de ce nom.

En date du 5 septembre 2012, Monsieur Michel Platini, président de l'UEFA, l'organisme européen du football, a adressé une lettre à la FLF l'invitant fermement à œuvrer pour la construction d'un stade national de football conforme aux standards UEFA requis, notamment en termes de sécurité et de confort pour les spectateurs et les médias. Faute de quoi l'équipe nationale de football de même que les clubs luxembourgeois engagés dans une compétition internationale, ne seraient plus habilités à jouer leurs matchs au Luxembourg et ceci à partir de septembre 2014.

Le 14 septembre 2012 le Ministre des Sports a eu une entrevue avec le collège échevinal de la ville de Luxembourg lors de laquelle ce dernier a marqué son intérêt et son accord pour qu'on procède à une rénovation du Stade Josy Barthel à la route d'Arlon à Luxembourg-ville.

Lors d'une entrevue en date du 26 septembre 2012 et sur demande expresse du Ministre des Sports si entre-temps un projet commercial revu à la baisse serait désormais disponible pour le site de Livange, Monsieur Becca a remis au Ministre un document de travail inofficiel sans lettre d'accompagnement, document qui n'avait pas la prétention d'être le projet révisé définitif tel que sollicité en début d'année 2012 par les deux ministres soussignés.

Le 8 octobre 2012 Monsieur le Bourgmestre de la ville de Differdange a également présenté un projet de Stade national de football au Ministre des Sports, projet à réaliser moyennant transformation du tout nouveau terrain de football de Differdange.

Les 9 et 16 novembre 2012 le Conseil de Gouvernement, saisi par le Ministre des Sports, a discuté la question et a décidé de retenir l'option de la rénovation et de la mise aux normes internationales du Stade Josy Barthel, suite notamment à la lettre de Monsieur Platini que le Luxembourg ne dispose à l'heure actuelle pas de stade de football qui répond aux normes requises en termes de sécurité et de confort pour les spectateurs et les médias. Cette décision a été prise sur proposition du Ministre des Sports et après que celui-ci avait présenté les différentes options possibles - construction d'un nouveau stade à Livange, transformation du nouveau stade de Differdange et rénovation du Stade Josy Barthel - et analysé les avantages et les désavantages des trois sites. La décision d'opter pour la troisième option, c'est-à-dire la rénovation du Stade Josy Barthel, se base avant tout sur la considération du facteur temps, devant la menace de l'UEFA de ne plus tolérer des matches internationaux officiels à Luxembourg. On peut renvoyer à ce sujet aussi à la difficulté qu'a éprouvée le F91 Dudelange à trouver un terrain au Luxembourg pour jouer son match de qualification du 4e tour de la Champions League. Alors que les préparatifs pour les travaux de rénovation du Stade Josy Barthel peuvent démarrer de suite - et en fait le groupe de travail de la FLF a présenté un projet le 30 janvier 2013 au Ministre des Sports - tel ne serait pas le cas à Livange où une opposition farouche au projet d'ensemble, notamment de Monsieur le Député Berger, ferait que les différentes procédures d'autorisation, à supposer un référendum positif dans la commune de Roeser, traîneraient en longueur et retarderaient le projet de construction d'une manière incompatible avec les exigences de l'UEFA.

Pour ce qui est du projet de transformation et de mise aux normes du tout nouveau stade de Differdange, celui-ci ne se ferait qu'avec difficulté et nécessiterait la démolition et la reconstruction d'éléments du stade qui viennent seulement d'être terminés.

La décision du Conseil de Gouvernement a été rendue publique le lendemain, c'est-à-dire le 17 novembre 2012, par le Ministre des Sports lors du congrès de la FLF. Ce même Ministre, avant d'annoncer cette décision au congrès de la FLF, a pris soin d'avertir auparavant Messieurs les bourgmestres de Luxembourg-ville et de Differdange ainsi que le promoteur du projet de Livange, Monsieur Flavio Becca, de la décision prise par le Conseil de Gouvernement.

La décision d'opter pour la solution «Josy Barthel» a donc été prise en toute transparence sur le vu de considérations objectives facilement vérifiables et sur la base d'un rapport oral détaillé soumis au Conseil de Gouvernement.

Par ailleurs, si la Ministre des Classes moyennes a déclaré lors d'un entretien à la radio 100,7 le 31 décembre 2012 qu'elle n'avait pas connaissance d'un projet amendé concernant le site de Livange, cela s'explique par le fait - comme indiqué plus haut - que non seulement un projet révisé et amendé définitif n'existait pas, mais encore qu'à ce moment-là, elle n'avait pas vu l'ébauche de projet à ce sujet.

Début janvier 2013, lors d'une réunion interministérielle, le Ministre des Sports a présenté pour information à la Ministre des Classes moyennes le document de travail inofficiel concernant le site de Livange.

Il convient dès lors de retenir que le Conseil de Gouvernement n'avait pas été saisi officiellement d'un nouveau projet. À ce sujet, il faut rappeler qu'une procédure légale existe pour des projets de centres commerciaux, et elle a été et sera suivie chaque fois qu'une demande est introduite dans ce sens auprès du Ministère des Classes moyennes. En l'occurrence, un tel projet révisé n'a pas été introduit.

Pour ce qui est de la question de Monsieur le Député concernant le soutien du Gouvernement au projet de Livange, la réponse va de soi compte tenu de l'évolution du dossier décrite ci-dessus. Enfin, et en réponse à la dernière question posée par Monsieur le Député, nous sommes en mesure de l'informer qu'une des parties à l'accord qui a été trouvé en 2009 a contacté le Gouvernement en vue d'une discussion des suites à donner à l'accord en question.

Question 2491 (7.1.2013) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **nouvelle décharge entre Beidler et Brouch:**

Op Grond vun engem Artikel, deen de leschten 29. November am Lëtzebuerger Wort iwwert de Projet vun engem Bauschutttipp tëschent Beidler a Brouch erschéngen ass, ass a verschiddene Lieserbréiwer drop higewise ginn, datt keng Transparenz an der Aart a Weis wier, wéi deen Dossier behandelt gëtt.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister stellen:

- No wat fir enger Prozedur gouf de Standuert „Uewen Alpich" tëschent Beidler a Brouch als zukünfteg Bauschuttdeponie erausgesicht?

- Goufen déi zwou betraffe Gemenge Jonglënster a Biwer iwwert dee Choix informéiert a wa jo, wéi?

- Firwat gouf bis elo mat de betraffene Bierger net geschwat an hinnen den Dossier och net zougänglech gemaach?

- Ass den Här Minister der Meenung, datt eng Distanz vu 500 m tëschent der Bauschuttdeponie an deenen éischten Haiser wäit genuch ass?

- Sollt et zu der Realisatioun vun der Bauschuttdeponie kommen, wat gëtt ënnerholl fir d'Intérête vun de Leit ze schützen?

- Gëtt parallell zu dem Projet bei Brouch och nach un engem alternative Projet um Territoire vun der Gemeng Bech geplangt, a wa jo, firwat?

Réponse (25.1.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

De Standuert Beidler gouf der Prozedur no erausgesicht, wéi se am PDS (plan directeur sectoriel) iwwert d'Bauschuttdeponië fir déi entspriechend Regioun festgehale gouf. Méiglech Standuerter goufen no de Kritäre vun der Annexe 5 vun deem Reglement matenee verglach. Dobäi ass de Site „Uewen Alpich" opgrond vun der beschter Bewäertung zréckbehale ginn.

Am Joer 2007 gouf d'Auswahlprozedur och all deene Gemenge virgestallt, déi duerch ee potenzielle Site betraff waren. Déi betraffe Gemenge goufen och ëm hir Meenung gefrot, wat d'Bewertungskritären uginn. Doropshi goufen d'Bewäertungen entspriechend de pertinente Bemierkunge vun de Gemengen iwwerschafft. Bei der éischter Evaluatioun vu verschiddene Standuerter an der Regioun, goufen d'Gemengen och ëm hir Meenung zu de potentielle Sitë gefrot a woussten also deemools schonn, dass eng nei Bauschuttdeponie an hirer Regioun virgesi wier. D'Gemenge Biwer a Jonglënster sinn an enger Versammlung de 14. Juni 2010 informéiert ginn, dat „Uewen Alpich" als dee Site mat der beschter Bewäertung zréckbehale gouf.

Den 1. Dezember 2010 gouf et eng Informatiounsversammlung fir d'Besëtzer vun de Grondstécker, mat dem delegéierte Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an de betraffene Gemengevertrieder, wou de Site „Uewen Alpich" als dee Site mat der beschter Bewäertung virgestallt ginn ass. Et gouf och eng weider Kéier d'Prozedur opgegraff, erklärt wat eng Bauschuttdeponie ass a wéi d'Prozedur weidergefouert gëtt. Een detailléierten Dossier kann nach net geliwwert ginn, well déi genee Planung aktuell nach net gemaach ass. Eng entspriechend Machbarkeetsstudie gouf der Biergerinitiativ an de Gemengen a Presenz vum delegéierte Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen den 10. Dezember 2012 am Ministère virgestallt. An där Versammlung ass och iwwert d'Kanalisatioun vum Verkéier a Richtung Bauschuttdeponie diskutéiert ginn.

Wat d'Distanz zu den Haiser ugeet, ass laut de Kritäre vun der Annexe 5 déi bescht Bewäertung fir de Kritär „Distanz" ginn, wann d'Deponie op d'mannst 500 m ewech ass. Déi effektiv Distanz ass, fir de gréissten Deel, iwwer 500 m. Just eng Phas kënnt bis op 500 m un d'Haiser erun.

D'Impaktstudie muss gemaach ginn an den detailléierte Projet muss de Kritäre vum grousherzogleche Reglement iwwert d'Deponien entspriechen. Bei där Studie ginn all méiglech Konsequenzen, ënner anerem och d'Kaméidisproblematik, studéiert.

Duerno gëtt et natierlech eng Kommodo-Prozedur mat Ableck an den Dossier an Asprochrecht. Dobäi mussen déi spéider Topographie an d'Notzung vun de Fläche bekannt sinn an d'Exploitatioun muss deem Rechnung droen. An dësem Fall ass déi weider Notzung fir landwirtschaftlech Zwecker, esou wéi dat op deene meeschte Plazen de Fall ass.

Et gëtt zu dësem Zäitpunkt keng parallell Planung fir eng Bauschuttdeponie an der Gemeng Bech.

Question 2492 (8.1.2013) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant le **rapport d'activité 2011:**

Chaque membre du Gouvernement, responsable d'un ministère, doit présenter annuellement pour le mois de mars un rapport sur les activités de son ministère. À toutes fins utiles, je vous cite le règlement de la Chambre des Députés (juillet 2011) notamment l'article 98 qui dit clairement: «Les rapports écrits des Ministères sur l'activité de l'exercice précédent doivent être mis à la disposition de la Chambre avant le 1er mars au plus tard.»

Or, le rapport d'activité du Ministère du Travail pour l'année 2011 fait toujours défaut. Il est introuvable à la Chambre des Députés et ne se trouve pas non plus sur le site Internet, ni du Ministère du Travail, ni du Gouvernement.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ce rapport fait toujours défaut?

- Si telle était la situation, pourquoi ce rapport n'est-il pas public?

- Et quand Monsieur le Ministre entend-il publier ce rapport d'activité 2011?

Réponse (24.1.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Robert Weber, il y a lieu de préciser que, suite à une panne dans le flux d'information, le rapport d'activité 2011 n'avait pas été mis sur le site Internet dans les délais imposés.

Cet oubli regrettable a été redressé dès le lendemain de la demande formulée par l'honorable Député.

Question 2493 (9.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **création monétaire:**

Es ist Usus, dass der Staat, um funktionsfähig zu bleiben, Geld bei den Finanzinstituten leihen muss. Diese Finanzinstitute schaffen Geld aus dem Nichts, verleihen es an den Staat und bekommen dafür auch noch Zinsen. Dieses System ist an sich kontraproduktiv, da die Finanzinstitute durch die dadurch entstehende Hypothek indirekt Miteigentümer der Infrastrukturen des Staates sind und der Staat sich auf Wachstum einstellen muss, um die Schuld und Schuldzinsen zurückzubezahlen. Dieser ständige Wachstumsdruck hat eine negative Reperkussion auf das soziale Zusammenleben der Bürger/innen. Nun steht in der Verfassung im Artikel 39 Folgendes: «Le Grand-Duc a le droit de battre monnaie en exécution de la loi.» Falls der souveräne Staat sein Geld selber drucken würde, brauchte er keine Zinsen zu bezahlen und er könnte es auch problemlos ohne Zins weiterverleihen.

Fragen:

1) Warum lässt der Staat sein Privilegium, selber Geld zu drucken, ungenutzt und warum begibt er sich in die Abhängigkeit von den Banken?

2) Welche Bank hat das Privilegium, Geld zu drucken? Auf Basis von welchem Gesetz ist ihr dies gestattet worden? Ist dies nicht verfassungswidrig?

3) Warum wird nicht vorhandenes Geld nach dem Druck und dem Verleih noch zusätzlich verzinst?

Réponse (15.2.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande au Gouvernement pourquoi, en cas de déficit des finances publiques, l'État couvre l'excédent des dépenses sur les recettes en ayant recours à l'émission de dette publique plutôt que d'imprimer la monnaie nécessaire pour effectuer les dépenses.

Il convient de relever que d'un point de vue économique, la monétisation du déficit publique est génératrice d'inflation et donc d'érosion du pouvoir d'achat des citoyens et des entreprises.

D'un point de vue politique et juridique, il convient de relever que la monétisation du déficit public n'est pas compatible avec le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et impliquerait la sortie du Luxembourg de l'euro.

Or, le Gouvernement estime que la participation du Luxembourg dans l'Union économique et monétaire reste le meilleur garant pour la stabilité et la prospérité du Luxembourg et partant, ni une sortie de l'euro, ni la monétisation du déficit ou de la dette publique sont considérées comme des options viables politiquement.

Question 2494 (9.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **carte de stationnement pour personnes handicapées:**

En ce qui concerne la délivrance d'une carte de stationnement pour personnes handicapées, une commission médicale vérifie les conditions pour une éventuelle obtention. Or, il s'avère que certaines personnes sont invitées à Luxembourg- Kirchberg devant la commission pour vérification de leur handicap. Parmi celles-ci des personnes invalides ayant des difficultés à se déplacer et en plus habitant dans des régions relativement éloignées du Centre. Le déplacement s'effectuant ainsi sous des conditions pénibles et étant difficilement réalisable.

Questions:

1. De quelle manière s'effectue le tri des personnes devant se déplacer devant la commission médicale? Est-il effectué de façon aléatoire ou est-il sujet à différents critères?

2. Pourquoi les gens doivent-ils se déplacer à Luxembourg? Une décentralisation ne serait elle pas plus commode surtout pour des personnes ayant des difficultés à se déplacer et venant de loin?

3. Pourquoi, à l'instar de l'examen prévu pour l'obtention de l'Assurance Dépendance, un membre de cette commission médicale ne peut-il pas se déplacer au domicile du requérant?

4. Y a-t-il des changements prévus à l'avenir pour améliorer cette situation pour le moins fastidieuse?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à la procédure d'examen des demandes en obtention d'une carte de stationnement pour personnes à mobilité réduite.

Tout d'abord, il convient de relever que la procédure d'examen en question est fixée par le

règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 concernant la création et l'utilisation d'une carte de stationnement pour personnes handicapées.

Conformément aux dispositions réglementaires en question, le médecin-directeur de l'Administration du Contrôle médical décide au cas par cas, sur base des éléments du dossier médical, si une personne doit se soumettre à un examen médical à effectuer par la commission médicale prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques pour vérifier si l'intéressé remplit les conditions d'obtention de ladite carte de stationnement.

Les demandeurs, pour lesquels le médecin-directeur de l'Administration du Contrôle médical décide un tel examen médical, doivent se présenter devant la commission médicale, qui est installée dans les locaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, sis à Luxembourg-Kirchberg, 4, Place de l'Europe. Pour chaque affaire, la commission médicale est composée de trois membres et a pour mission, outre d'effectuer un examen médical, d'entendre l'intéressé dans ses explications, de dresser un procès-verbal et d'émettre un avis motivé pris à la majorité des voix. Il importe encore de relever que pour l'année 2012, 2.671 demandes en obtention d'une carte de stationnement pour personnes handicapées, contre 2.537 demandes pour l'année 2011, ont été traitées.

Dans ces conditions, des visites à domicile s'avèrent difficilement réalisables. À noter encore dans ce contexte que la commission médicale en question n'est compétente que pour instruire les dossiers de demandeurs qui sont titulaires d'un permis de conduire en cours de validité.

Aucun changement à la réglementation en vigueur n'est prévu à l'heure actuelle.

Question 2500 (14.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **prothèse totale de hanche (PTH):**

Im September 2012 kam es zu einer Premiere in Frankreich anlässlich derer ein Hüftgelenk (prothèse totale de hanche - PTH) im Rahmen einer ambulanten Chirurgie ersetzt wurde (Tagesklinik). Dies ist sicherlich ein Meilenstein für die ambulante Chirurgie und es kann die Frage gestellt werden, wie schnell eine solche minimalinvasive Chirurgie in unserem Gesundheitssystem Einzug erhalten kann.

Fragen:

1) Wie viele PTH-Operationen werden jährlich hierzulande realisiert? Welche Klinik hat derzeit die meisten PTH-Operationen im Jahr?

2) Was ist im Durchschnitt der Kostenpunkt für eine normal verlaufende, also komplikationslose PTH hierzulande (Operation, Prothese, Rehabilitation, Kinesiotherapie)? Welchen absoluten Teil (Gesamtsumme) nimmt die Chirurgie der PTH im Budget der CNS ein?

3) Was ist derzeit die Durchschnittsaufenthaltsdauer für PTH-Operierte?

4) Was gedenkt der Minister zu tun, um diese neue Technik so schnell wie möglich im Gesundheitssystem einzuführen? Gedenkt er finanzielle Prämien festzulegen für Kliniken, die diese Technik umsetzen wollen?

5) Kann hiermit ein Kompetenzzentrum für mini-invasive PTH-Chirurgie mit wissenschaftlicher Begleitung eingerichtet werden? Welche Klinik hat derzeit die besten Qualitätsdaten für PTH (Vermeidung von Infektionen, Post-OP-Thrombosen, Nachblutungen...)?

6) Wann denkt der Minister, dass die erste PTH in ambulanter Chirurgie implantiert wird?

Réponse (18.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) La CNS a pris en charge en 2008 un nombre total de 920 prothèses totales de la hanche (PTH). Ce nombre a augmenté à 1.055 en 2011. Pour 2012, le nombre actuellement enregistré est de 827 cas. (À noter toutefois que ce dernier nombre n'est pas encore définitif). Les changements d'une PTH n'ont pas été pris en compte.

La répartition selon les hôpitaux des interventions en relation avec l'acte médical 2E90 «Prothèse totale de la hanche» est reprise dans le tableau ci-dessous:

Nombre d'épisodes					
Nom de l'hôpital	2008	2009	2010	2011	2012
CHL	109	130	135	144	113
CHEM	236	267	246	332	232
St Louis	126	112	7		
Ste Thérèse	192	192	169	209	154
HPMA	1				
CSM	3	8	9	12	7
Wiltz	12	21			
Kirchberg	241	234	244	236	193
CHdN			94	122	128
Total	920	964	904	1 055	827

Ad 2) Il n'est pour l'instant pas possible de déterminer le coût moyen pour une intervention spécifique dans un hôpital luxembourgeois. Si la CNS connaît exactement les honoraires médicaux pris en charge pour chaque intervention, le mécanisme de la budgétisation fait qu'une combinaison effective des frais directement liés à l'acte médical et des frais hospitaliers s'avère irréalisable.

Il convient toutefois de noter que les travaux en vue de la transposition de la directive en matière de soins de santé transfrontaliers qui oblige chaque État membre de rembourser à un patient qui a subi un traitement dans un autre État membre les coûts du traitement jusqu'à hauteur de ce qui aurait été pris en charge si ces soins avaient été dispensés sur son territoire, sont en cours. Dans ce cadre, la CNS devra se doter de mécanismes lui permettant de rembourser les assurés qui se procurent des soins même hospitaliers outre les frontières luxembourgeoises. La loi-réforme du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé a introduit à l'article 74 une obligation pour chaque hôpital de tenir une comptabilité analytique standardisée à définir par la CNS. Jusqu'à cette date, les modalités de la comptabilité hospitalière étaient prévues par la loi hospitalière, or il a été jugé plus opportun que la CNS, acteur principal dans le financement de l'activité hospitalière puisse imposer les paramètres lui permettant d'effectuer une analyse de la structure des coûts des différents services et des établissements, notamment en vue d'une forfaitisation de la prise en charge de certaines prestations.

Les données fournies par les hôpitaux sur base des paramètres définis par la CNS seront liées à la documentation médicale y relative et permettront à la CNS de déterminer le coût des interventions.

Ad 3) Le tableau ci-dessous reprend les durées moyennes de séjour des épisodes hospitaliers enregistrés en relation avec la mise en compte de l'acte 2E90:

Durée moyenne de séjour (DMS)					
Nom de l'hôpital	2008	2009	2010	2011	2012
CHL	20,98	17,85	16,18	15,67	17,90
CHEM	16,94	16,18	12,25	14,12	15,53
St. Louis	16,61	17,84	13,00		
Ste Thérèse	15,88	15,98	15,22	14,14	13,57
HPMA	22,00				
CSM	42,67	23,13	43,11	28,75	25,43
Wiltz	18,33	24,33			
Kirchberg	16,76	14,52	16,27	14,75	14,94
CHdN			19,12	18,51	16,48
Total	17,21	16,39	15,50	15,15	15,59

Ad 4) L'adoption de modalités organisationnelles relatives aux modes de prise en charge ambulatoire pour des interventions chirurgicales programmées est favorisée dans tous les établissements hospitaliers, entre autres par le programme des incitants-qualité. Ceci concerne actuellement des gestes chirurgicaux peu invasifs comme le traitement de la cataracte, l'arthroscopie du genou, la cure de hernie inguinale ou le stripping de varices, dont un pourcentage défini doit être réalisé en ambulatoire.

La faisabilité de la mise en place de PTH en chirurgie ambulatoire a été démontrée et publiée aux États-Unis en 2009. L'expérience publiée par des centres réalisant des centaines de PTH annuelles montre que la sécurité du patient, son confort et la qualité des résultats à court et moyen terme après PTH ambulatoire peuvent être assurés si des processus de prise en charge très rigoureux sont mis en place, partagés et respectés par tous les intervenants. Certaines incertitudes relatives à la PTH ambulatoire doivent cependant encore être levées, comme la proportion de patients éligibles pour ce mode de prise en charge, les critères de sélection de ces patients, la capacité de centres à faible volume d'activité d'assurer les conditions organisationnelles requises par cette chirurgie ou la qualité des résultats à long terme pour les patients.

Pour ces raisons, et dans l'attente de réponses à ces questions, aucune disposition incitant les établissements hospitaliers luxembourgeois à développer un programme de PTH ambulatoire n'est prévue actuellement.

Ad 5) Une information concernant la qualité des résultats des divers établissements hospitaliers en matière de PTH n'est actuellement pas disponible, faute de documentation exhaustive, standardisée et validée en la matière. La loi du 17 décembre 2010 prévoit la mise en place de cette documentation exhaustive.

Ad 6) La décision de mise en place d'une PTH en chirurgie ambulatoire est laissée à l'appréciation de l'équipe médico-soignante de l'hôpital en concertation avec le patient, en fonction de critères d'éligibilité du patient, de critères techniques relatifs au geste chirurgical et de critères organisationnels propres à l'établissement hospitalier. Ce n'est donc pas le ministre du ressort qui en décide ou pourrait faire des prévisions à ce niveau.

Question 2501 (14.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **shopping au Luxembourg:**

„Shopping in Luxembourg" ist eine gute Idee, aber die Konkurrenz scheint bessere Ideen zu haben, zumindest was die kundenorientierte Information betrifft. So konnte der interessierte Besucher von spezifischen Internetseiten unserer Nachbarstädte zum Tema „Einkaufen" feststellen, dass beispielsweise die Einkaufswelt Trier es sich zur Aufgabe gemacht hat, über die Internetseiten mitzuteilen, ob und welche Geschäfte an Vortagen zu Feiertagen, Feiertagen selbst oder inoffiziellen Feiertagen geöffnet haben. Hier sei auf die Webseite http://www.einkaufserlebnis-trier.de hingewiesen. Ähnliches findet man quasi nicht mehr auf den einheimischen Werbeseiten für die Shoppingwelt Luxemburgs, das sich ja bekanntlich dem Anspruch verschrieben hat, die Einkaufsmeile der Großregion zu sein oder zu werden.

Fragen:

1) Wie kommt es, dass solche konkreten und treffenden Informationen quasi nicht auf diversen Internetseiten des Shoppingparadieses Luxemburg zu finden sind?

2) Wie kann das Einkaufsparadies Luxemburg all jene potenziellen Kunden ansprechen, die kurzfristig nach konventionellen Bezugsquellen Ausschau halten und dabei auf korrekte, präzise und schnell sowie leicht zugängliche Informationen über Angebote und Öffnungszeiten angewiesen sind?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass Luxemburg alles tun muss, um auf dem konventionellen Shoppingstandbein hervorragend aufgestellt zu sein, da ja bekanntlich das e-Shopping hierzulande weiter relativ wenig bekannt ist.

Réponse (26.2.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Ad 1) Es gibt zahlreiche Möglichkeiten für den Verbraucher, sich über den Einkaufsstandort Luxemburg zu informieren, sowohl online als auch offline.

Die Vermarktung Luxemburgs als Einzelhandelsstandort wird von Seiten der Regierung und der Privatwirtschaft seit Ende 2006 besonders gefördert, nämlich durch das Programm „Luxembourg - Pôle de Commerce de la Grande Région" (POC), welches vom Ministerium für Mittelstand und Tourismus, der Horesca, der Fédération des Artisans und der Confédération luxembourgeoise du commerce getragen wird.

Das Team des POC initiiert und koordiniert vielfältige Aktionen, die unter anderem der besseren Information des Endverbrauchers dienen. Zusammenfassend wird unter dem Markennamen „Shopping in Luxembourg - Good Idea" kommuniziert. Laut einer Untersuchung von 2012 kennen inzwischen über 60% der Einwohner des Großherzogtums diese Marke. Zentrales Kommunikationsmedium ist der viersprachige Shopping-Blog goodidea.lu mit angeschlossener Facebook- und Twitterpräsenz sowie einer monatlichen Newsletter.

Die Kernbotschaft, dass Einkaufen in Luxemburg eine gute Idee ist, wird in erster Linie über konkrete Inhalte kommuniziert: Es werden beispielsweise Geschäfte vorgestellt, die Luxemburgs Shoppinglandschaft von der der Großregion unterscheiden. Ebenso werden Einkaufstermine kommuniziert - je nach Saison und Anlass im Kontext großangelegter Kampagnen (etwa zu Sonntagsöffnungen in der Adventszeit). Auf goodidea.lu existiert zudem seit Frühjahr 2012 ein Handelskalender, der Events und Termine aus dem Einzelhandelssektor auflistet, darunter auch Sonntagsöffnungen von verschiedenen Gemeinden.

Good Idea ist auch mit einer Mobilversion der Internetseite am Markt, wo unter anderem die sogenannte „Géolocalisation" angeboten wird. Der Verbraucher findet über den Ortungsdienst standort- bzw. situationsbezogene Informationen zu Geschäften. Ergänzt werden diese Aktivitäten durch gezieltes Suchmaschinen-Marketing. Ziel ist, die Konsumenten bereits beim ersten Schritt ihrer Online-Konsumaktivität (Suche und Meinungsbildung) zu leiten.

Bei der Vervollständigung und Verlässlichkeit der Informationen hat der POC eine Koordinationsfunktion und setzt auf eine enge Zusammenarbeit mit den Geschäftsverbänden und Verantwortlichen von Einkaufszentren. Auf kommunaler Ebene bzw. Ebene einzelner Geschäftsverbände lassen sich Informationen leichter koordinieren und kommunizieren als auf nationaler Ebene.

Die Geschäftsverbände der verschiedenen Städte bieten ebenfalls Informationen zum Thema Shopping an, sowohl online als offline. So bietet beispielsweise der hauptstädtische Geschäftsverband „Union commerciale de la ville de Luxembourg" auf seiner Internetseite cityshopping.lu alle relevanten Informationen zum Shopping in der Hauptstadt. Seit Kurzem gibt es die bisher dreisprachige Internetplattform sogar auf Chinesisch.

Das Office National du Tourisme bietet auf seiner Internetplattform visitluxembourg.com ebenfalls eine spezielle Rubrik zum Thema Shopping in Luxemburg.

Ad 2) Die Bedeutung des Internets als Informationsquelle ist heutzutage enorm. Laut Statec verfügen 92% der Luxemburger Haushalte über einen Computer mit Internetanschluss.[1] Für eine kurzfristige, präzise und schnelle Information und Kommunikation ist das Internet unumgänglich, allerdings gibt es auch immer noch konventionelle Bezugsquellen.

Wie bereits erwähnt, wird viel über den Shoppingstandort Luxemburg online und offline kommuniziert und der Verbraucher hat verschiedene Möglichkeiten, sich ausgiebig zu informieren. Man sollte beachten, dass es im Bereich der Mediennutzung und des Einkaufsverhaltens seitens der Verbraucher massive Änderungen gibt: Von der Produktsuche und -information über Verfügbarkeit der Produkte bis hin zur Einkaufsstättenwahl und Kaufentscheidung laufen viele Prozesse heutzutage online und mobil ab.

Auch in Luxemburg wird bereits ein erheblicher Teil der konventionellen (offline) Einkäufe durch

[1] Statec: Regards 01 sur les technologies de l'information et de la communication dans les ménages

das Internet beeinflusst. Der Einfluss von e-Shopping auf den Händler beginnt nicht erst im Moment des Kaufaktes, sondern schon viel früher. Daher werden der POC sowie die verschiedenen Geschäftsverbände ihre Onlineaktivitäten zur Vermarktung Luxemburgs noch weiter ausbauen. Der stationäre Handel ist sicherlich ein Standbein, das weiterhin gefördert werden muss, allerdings muss er es schaffen, ein Einkaufserlebnis zu bieten und den potenziellen Kunden auch online adäquat zu begegnen.

Ad 3) Das e-Shopping gewinnt auch hierzulande immer mehr an Beliebtheit. Eine rezente Studie des Statec[1] belegt, dass 62% der befragten Personen in den drei Monaten vor der Befragung ein Produkt oder eine Dienstleistung über Internet gekauft haben. Dieser Trend wird sich in Zukunft sicherlich noch weiterentwickeln.

Dennoch kann das e-Shopping das konventionelle Einkaufserlebnis nicht ersetzen. Der traditionelle Einzelhandel ist zweifellos ein wichtiges Standbein für Luxemburg und wird deshalb dauerhaft unterstützt. Luxemburg ist im Shoppingbereich ausgezeichnet aufgestellt. Das Land besitzt ein hervorragendes und abwechslungsreiches Angebot. Das Ministerium für Mittelstand und Tourismus unterstützt die kleinen und mittelständischen Unternehmen des Einzelhandels, sei es durch finanzielle Hilfen oder durch die Vermarktung Luxemburgs als Reiseziel und Shoppingstandort.

So hat das Ministerium für Mittelstand der CLC seit 2007 9,85 Millionen Euro zur Verfügung gestellt, um den Einkaufsstandort Luxemburg zu fördern und zu vermarkten.

Question 2503 (15.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **changement de section ou de filière de formation:**

Tous les ans des élèves de l'ES ou de l'EST ayant opté au début de l'année scolaire pour une section ou une voie de formation spécifique du cycle supérieur décident de changer en demandant de se voir accueillis dans une spécialisation qui répond mieux à leurs attentes et capacités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle informer selon quels critères ces changements de section ou de filière de formation sont organisés?

- Un test d'admission dans une ou plusieurs branches de la nouvelle spécialisation est-il requis au préalable?

- Les directions des lycées sont-elles tenues de respecter ces consignes à la lettre?

Réponse (20.2.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les changements de section ou de voie de formation en cours d'année ne sont possibles qu'avec l'accord du directeur.

En effet, la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques stipule: «L'admission conditionnelle concerne les élèves admis sur dossier par le directeur qui n'ont pas suivi l'année précédente la classe qui donne accès à la classe visée et les élèves inscrits en cours d'année. Le conseil de classe décide à la fin du trimestre ou à la fin du semestre au cours duquel l'inscription conditionnelle a eu lieu, sur base des résultats scolaires, si cette inscription est à confirmer à titre définitif ou si l'élève est orienté vers une autre classe.»

Le directeur peut donc inscrire conditionnellement un élève en cours d'année sur dossier. Le contenu du dossier est fixé par le directeur au cas par cas en tenant compte notamment des résultats antécédents de l'élève. Il peut contenir le résultat d'un test d'admission.

L'admission définitive est ensuite prononcée le cas échéant par le conseil de classe à la fin du trimestre ou du semestre. Le règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire précise à l'article 10: «Pour l'élève qui souhaite changer de section lors du passage de 3e en 2e ou de 2e en 1re, le directeur, après examen du dossier, fixe, le cas échéant, la ou les branches dans lesquelles l'élève est tenu de se présenter à une épreuve d'admission; le directeur lui communique le programme à préparer et désigne les examinateurs. Toutefois, l'élève qui souhaite changer de section lors du passage de 2e en 1re subit d'office des examens d'admission dans les branches qui ne figurent pas au programme de la classe de 2e qu'il a accomplie et qui sont inscrites sur le diplôme de fin d'études secondaires de la section visée. Si l'élève change d'établissement, c'est le directeur du lycée d'accueil qui fixe les épreuves d'admission et qui les organise dans son établissement. Est admis définitivement l'élève qui, pour chaque épreuve d'admission, a obtenu une note suffisante.»

Cette réglementation est aussi appliquée pour un changement en cours d'année. Il n'y a pas d'autres consignes étant donné que chaque changement de section est un cas individuel qui nécessite une décision individuelle de la part de la direction.

[1] Statec: Regards 01 sur les technologies de l'information et de la communication dans les ménages

Question 2505 (16.1.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **plan d'encadrement périscolaire:**

La collaboration entre les écoles fondamentales et les organismes socio-éducatifs fait l'objet du règlement grand-ducal du 16 mars 2012 entré en vigueur à la rentrée scolaire 2012-2013.

Ledit règlement stipule que les communes sont tenues de présenter un plan d'encadrement périscolaire (PEP) englobant toutes les activités éducatives, linguistiques, culturelles et sportives ainsi que toute autre structure d'accueil destinée aux enfants de l'école fondamentale.

Pour répondre aux exigences du PEP et assurer aussi bien la continuité des activités existantes que le développement de nouveaux projets, les communes se voient de plus en plus confrontées à des contraintes liées à la création de nouvelles infrastructures, à la mise en conformité de certaines infrastructures existantes et au transport des enfants vers les différents sites. Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer si les infrastructures existantes de l'école fondamentale peuvent, en cas de disponibilité et en commun accord entre le personnel enseignant et le personnel des structures d'accueil, être occupées par les groupes d'enfants des maisons relais sans qu'une nouvelle autorisation d'exploitation y relative soit requise de la part de l'ITM?

2) Lors d'une réunion d'information organisée en date du 11 janvier 2013 par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale et s'adressant aux responsables des services scolaires et des structures d'accueil de six communes, le représentant du Ministère de la Famille tenait à souligner qu'en général, aucune autorisation de la part du Ministère de la Famille ne serait requise en ce qui concerne le partage des infrastructures scolaires et périscolaires entre les classes de l'école fondamentale et les groupes d'enfants des maisons relais. Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un tel partage ne doit pas être préalablement autorisé de façon formelle?

3) Est-ce qu'une participation financière de l'État aux frais de transport des élèves vers les différents sites d'accueil est envisagée afin de soutenir les efforts des communes d'offrir aux enfants un encadrement périscolaire optimal et accessible à tous et de créer des synergies entre les différents organismes éducatifs?

Réponse (20.2.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Me référant à la question parlementaire n°2505 du 16 janvier 2013 de l'honorable Députée Madame Josée Lorsché, je tiens à préciser que lors des échanges de vues organisés à titre mensuel entre les représentants du Ministère de la Famille et de l'Inspection du Travail et des Mines il a été retenu que

a) à partir du 1er juillet 2012 l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) est compétente pour le volet sécurité et salubrité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, garderies, foyers de jour et maisons relais) suivant les dispositions du texte réglementaire du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

b) une demande en vue d'une autorisation d'exploitation devra être introduite auprès de l'ITM pour tous les locaux destinés à l'accueil des enfants en dehors des heures de classe et faisant partie intégrante d'une activité agréée au sens des règlements grand-ducaux du 20 décembre 2001 (sans hébergement pour enfants) et du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants). Une distinction est faite entre les locaux planifiés et agréés avant le 31 décembre 2012 et tombant sous le champ d'application de la période transitoire prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et ceux qui sont répertoriés à partir de janvier 2013;

c) en ce qui concerne les établissements tombant sous le champ d'application de la législation sur la sécurité dans la fonction publique dont la plupart des maisons relais pour enfants scolarisés, les prescriptions de sécurité relevées par l'ITM sont identiques à celles prévues par la législation sur la sécurité dans la fonction publique.

En ce qui concerne le partage des infrastructures scolaires et parascolaires entre les classes de l'école fondamentale et les groupes d'enfants des maisons relais, je tiens à rappeler que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants), les locaux destinés à l'accueil des enfants (en dehors des heures de classe) dans le cadre de l'éducation non formelle sont à identifier en tant que tels. Des salles de classe peuvent servir de lieu d'accueil pour enfants dans le cadre de l'éducation non formelle (en dehors des heures de classe), mais ces salles de classe doivent être identifiées en tant que telles et une autorisation préalable auprès de l'ITM est indispensable. Cependant, étant donné que les salles de classe tombent sous le champ d'application de la législation sur la sécurité dans la fonction publique, cette demande d'autorisation d'exploitation auprès de l'ITM n'est qu'un acte formel et administratif.

En ce qui concerne la question relative à la participation financière de l'État aux frais de transport des élèves vers les différents sites d'accueil, je tiens à rappeler que suivant les dispositions de la convention signée entre le gestionnaire d'une maison relais pour enfants, le Ministère de la Famille et le cas échéant l'administration communale, seuls les frais de personnel relatifs à l'accueil des enfants auprès des écoles sont éligibles au niveau du décompte annuel.

Question 2506 (17.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**organisation du CEPS:**

Au moment où le CEPS traverse une très grave crise structurelle et financière, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Pourquoi une partie du personnel a travaillé/travaille aussi au sein de l'IGSS?

2) Quel est le nombre de gens ayant travaillé/travaillant dans les deux structures?

3) Quel travail effectif pour le CEPS ce personnel rétribué par le CEPS a-t-il effectué dans les locaux de l'IGSS?

4) Ce personnel en partie embauché à l'IGSS a-t-il satisfait à des besoins intrinsèques de l'IGSS?

5) Ce personnel rétribué au profit de l'IGSS serait-il la contrepartie d'un service public que l'IGSS devrait gratuitement rendre à tout organisme public comme le CEPS ou le Statec par exemple?

6) Est-ce que, au niveau de la direction du CEPS, les co-directeurs/co-directrices sont titulaires d'un doctorat?

7) Le Ministère de tutelle lui assurant 60% de son budget, où le CEPS va-t-il chercher les 40% restants?

8) Comment expliquer pour le CEPS les relations de quasi-exclusivité ou de quasi-monopole d'une part en France avec les universités de Strasbourg et de Nancy 2 et d'autre part en Belgique avec l'Université catholique de Louvain? Quid des autres universités?

9) Combien de membres du CEPS sont accueillis par des Instituts étrangers de référence comme visiteurs?

10) Que s'est-il passé suite au rapport critique réalisé par Interface en 2011 et quel sera l'avenir du CEPS?

Réponse commune (25.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il est à souligner que la présente réponse a été préparée en concertation avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, plusieurs points de la question relevant de sa compétence directe.

Actuellement aucun employé du CEPS n'effectue des travaux à l'IGSS. Il y a quelques années, deux employées du CEPS ont effectué des travaux à l'IGSS concernant la préparation de fichiers statistiques nécessaires pour la réalisation de projets d'études ou de recherche. Comme ces fichiers sont établis à partir de données opérationnelles sensibles du point de vue de la protection des données personnelles, ces travaux devaient être effectués de façon impérative dans les locaux et avec les équipements de l'IGSS, sous la direction et la surveillance directe des agents de l'IGSS.

Les statistiques et les données statistiques anonymisées que l'IGSS met à la disposition des instituts de recherche ou d'études, ou à des chercheurs individuels pour leurs travaux de doctorat, sont toujours, et sans aucune exception, fournies de façon gratuite, sans autre compensation. Il est à rappeler que dans la plupart des cas, ces données doivent être préparées de façon spécifique pour les projets en question. En outre, les fichiers fournis ne doivent pas présenter des risques au niveau de la protection des données. Compte tenu de ces contraintes et des priorités de travail de l'IGSS, notamment en ce qui concerne la préparation de projets de réformes de la protection sociale, les délais de réponse de l'IGSS pour des demandes de données statistiques se situent actuellement entre trois et six mois au moins.

Deux des trois personnes composant la direction du CEPS sont titulaires d'un doctorat. La troisième personne a une expérience très étendue de 20 années en matière d'études et de recherche au CEPS.

Les 40% des recettes du CEPS qui ne proviennent pas de la dotation du Ministère de tutelle, proviennent du financement de projets de recherche compétitive (notamment FNR et FP7) et de contrats d'études conclus avec divers ministères, notamment le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de la Famille, avec le Statec, la ville de Luxembourg et diverses institutions internationales, comme Eurostat et la Commission européenne.

Le CEPS n'a pas de relations particulières avec l'Université catholique de Louvain (UCL, Louvain-la-Neuve). Il organise par contre le diplôme de master Impalla ensemble avec la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) I, l'université de Tilburg et l'Université de Nancy. Le CEPS a aussi signé des conventions avec l'Université du Luxembourg. Dans le cadre de projets de recherche, les chercheurs du CEPS collaborent avec des dizaines d'universités et d'instituts de recherche internationaux. Le CEPS accueille en outre 19 doctorants inscrits dans 16 universités différentes (France: 9, Allemagne: 2, Belgique: 2, Irlande: 1, Danemark: 1, Suisse: 1).

Depuis 2010, sept chercheurs du CEPS ont été accueillis comme visiteurs par onze instituts étrangers de référence.

Contrairement à ce que suggère l'énoncé de la question, le rapport d'évaluation réalisé par Interface en 2011 sur le pôle Geode du CEPS a été très positif. Les recommandations de ce rapport d'évaluation, ainsi que de celui réalisé en 2010, ont été prises en compte lors de la réflexion sur la stratégie future du CEPS qui a été effectuée en 2012 avec la participation de plus de 100 personnes au sein du CEPS, de représentants de clients ou de partenaires du CEPS, du Ministère de tutelle et d'experts internationaux. Cet exercice a permis de réaliser un nouveau plan stratégique adopté par le conseil d'administration du CEPS en date du 13 décembre 2012. Par ailleurs, le conseil d'administration a engagé un nouveau directeur général qui entrera en fonction le 15 avril 2013.

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un
d'Chamber online op
www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

21e séance	Jeudi	31 janvier 2013
22e séance	Mardi	26 février 2013
23e séance	Mercredi	27 février 2013

Après plus de 50 ans, le Benelux entend renouveler son rôle d'héraut de l'intégration européenne



Le Parlement Benelux, siégant les 15 et 16 mars 2013 à Luxembourg, sous la présidence de M. Marcel Oberweis.

Après la signature en 1958 d'un premier traité scellant une collaboration cinquantenaire à vocation essentiellement économique entre trois pays, réputés proches l'un de l'autre de par leurs histoire et culture communes, après l'entrée en vigueur au 1er janvier 2012 d'un second traité valable pour une durée indéterminée, le Benelux, sous présidence luxembourgeoise - aussi bien au niveau du Conseil des Ministres qu'au niveau parlementaire - s'apprête à prendre un nouveau virage.

C'est en tout cas ce qui est ressorti des travaux des 49 membres du Parlement Benelux (encore appelé Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux et composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et 7 députés luxembourgeois) qui ont eu lieu les 15 et 16 mars derniers à la salle plénière de la Chambre des Députés.

Union Benelux: laboratoire pour l'Europe

À cette occasion, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché, a exhorté les parlementaires présents à tout mettre en œuvre pour donner un nouvel élan à la coopération entre les trois pays du Benelux, antichambre en quelque sorte de toute future collaboration au niveau européen. À la faveur d'un nouveau programme quadriennal (2013-2016) bien fourni, le Benelux devra se forger un nouveau destin pour encore mieux exister au sein d'une Europe dont il a toujours été l'héraut intégrateur. Évoquant les grandes étapes des travaux menés en commun depuis 1958 par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, M. Jean Asselborn a signifié aux élus que d'une collaboration économique au début, on est désormais passé à une collaboration plus large et que sous l'impulsion des responsables politiques luxembourgeois, on entend aller bien plus loin. Tour à tour, M. Asselborn s'est attardé sur les sept grands domaines d'action (énergie, environnement et territoire, cohésion sociale, économie et connaissance, mobilité transfrontalière, sécurité et circulation des personnes, prévention des fraudes) auxquels le Benelux entend s'atteler dans le cadre de l'exécution du nouveau programme pluriannuel.

Il en a profité pour aborder la coopération consulaire (politique de visas, politique de réadmission) et la protection consulaire au bénéfice des citoyens du Benelux en détresse à l'étranger, auxquelles les pays baltes pourraient également adhérer. Dans l'optique de pouvoir réaliser un jour une «zone télécom commune sans tarifs d'itinérance», M. Asselborn s'est prononcé pour une analyse en profondeur des marchés télécoms dans les trois pays composant l'espace Benelux. La tenue d'une grande conférence sur la cyber-sécurité et une concertation encore plus pointue en amont et en aval au moment de l'implémentation de directives par la Commission européenne furent également évoquées. M. Jean Asselborn annonça par ailleurs une intensification des contacts entre Conseil des Ministres et Parlement du Benelux, notamment pour ce qui est des domaines de l'immigration, des affaires intérieures, des transports et du développement durable.

Sécurité alimentaire: surveillance accrue dans l'intérêt du consommateur

Un bel exemple de ce qu'une coopération transfrontalière pragmatique dans le cadre du Benelux peut générer en termes de valeur ajoutée fut fourni aux députés lors de la 2e journée de session. Le scandale de la viande de cheval substituée à de la viande bovine dans des plats cuisinés battant encore son plein dans l'Europe entière, les membres du Parlement Benelux ont tenté d'évoquer des pistes et esquisser des solutions afin que pareils dérapages ne se reproduisent plus à l'avenir.

Il est ainsi revenu à M. Michel Lebrun, député belge, de présenter aux membres du Parlement Benelux sous la forme d'un rapport circonstancié les événements, incidences et mesures prises aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg pour élucider et aller à l'encontre de la présence frauduleuse de la viande de cheval dans des plats préparés. M. Lebrun retraça le chemin pris par la viande de cheval achetée en Roumanie par un trader en viande néerlandais et qui, en transitant par le sud de la France, s'est «transformée» en viande de bœuf, commercialisée par une société luxembourgeoise à Capellen. Les enquêtes successives menées par les autorités néerlandaises, belges et luxembourgeoises ont non seulement pu montrer l'étendue géographique de cette fraude à grande échelle, mais également l'ampleur de la liste des produits incriminés, allant des lasagnes aux boulettes de viande en passant par des raviolis ou du chili con carne, frais, surgelés ou en conserve et vendus sous la marque de grands distributeurs. Elles ont pu lever le voile sur un circuit de la viande complexe, voire opaque, qui tient du commerce de pièces détachées d'animaux pour en valoriser au mieux chaque partie. Ceci bien entendu dans une obsession de réduction des coûts et de maximisation des profits, quitte à multiplier les sous-traitances pour assembler les produits de viande et à recourir aux services de courtiers (traders) chargés de négocier les «pièces» au meilleur prix.

Pour éclairer encore davantage les députés du Benelux sur les mesures prises à un niveau européen pour détecter la viande frauduleuse, rassurer les consommateurs et sanctionner les fautifs, M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture luxembourgeoise, s'était spécialement déplacé dans la salle plénière de la Chambre. Tout en estimant que les mesures de retraçage mises en place au sein de l'Union européenne depuis un certain temps ont bien fonctionné, il a appelé à réglementer encore davantage l'étiquetage des différents produits de viande commercialisés, de surveiller de près les activités des courtiers en viande et à cette fin de les forcer à se faire enregistrer et contrôler régulièrement par les autorités européennes et nationales. Finalement, le Ministre luxembourgeois constata que l'affaire de la viande frauduleuse suit son cours judiciaire, qu'il s'agit d'une fraude purement économique et que les autorités sanitaires des trois pays du Benelux n'ont pas trouvé de résidus de quelconques médicaments ou autres produits interdits dans la viande de cheval. De quoi somme toute, et même s'il y a eu tromperie sur la marchandise, rassurer quelque peu le consommateur.

(Suite à la page 2)

DANS CE NUMÉRO

- Nationalité luxembourgeoise p. 237
- Pacte budgétaire européen p. 269
- Scandale de la viande de cheval p. 279

Sommaire des séances publiques nos 21-23 p. 284
Sommaire des questions parlementaires p. Q97

Loi sur l'euthanasie: pas de difficultés majeures

Comme le prévoit la loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation doit établir tous les deux ans un rapport de son application ainsi que des recommandations. Le rapport concernant les années 2011 et 2012 vient d'être remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, qui l'a transmis aux membres de la Conférence des Présidents et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans son deuxième rapport, la Commission nationale de contrôle et d'évaluation note 14 déclarations d'euthanasie, cinq pour 2011 et neuf pour 2012. Depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2009 jusqu'au 31 décembre 2012, 1.249 personnes ont pris leurs dispositions pour pouvoir bénéficier d'une euthanasie.

La commission formule également un certain nombre de recommandations. Globalement, elle considère cependant que «l'application de la loi n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives».



Remise du rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation à M. Laurent Mosar.

109 nouveaux cas de discrimination en 2012

Le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a remis récemment son rapport 2012 au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Au cours de la dernière année, le CET a été saisi de 109 nouveaux cas de discrimination. En ce qui concerne les motifs, plus d'un quart des dossiers se rapportent à un handicap, puis l'appartenance à une race ou ethnie, le sexe, l'âge, la religion ou l'orientation sexuelle.

Le rapport 2012 est le dernier rapport de l'équipe actuelle du CET. En automne 2013, le premier mandat des cinq membres du CET viendra à échéance.

M. Mosar a remercié les membres du CET et les a félicités pour le travail accompli au cours des cinq dernières années. Le rapport fut transmis à tous les membres de la Chambre des Députés.



Le Président de la Chambre reçoit le rapport du CET.

Après plus de 50 ans, le Benelux entend renouveler son rôle d'héraut de l'intégration européenne

(Suite de la page 1)

Un peu d'histoire: Parlement Benelux, premier traité Benelux, second traité Benelux, coopération politique renforcée

Le Parlement Benelux compte 49 membres dont 21 représentent les Pays-Bas, 21 la Belgique et 7 le Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux sont M. Marcel Oberweis et M. Gilles Roth (CSV), M. Roger Negri et M. Marc Angel (LSAP), M. Fernand Etgen (DP), Mme Josée Lorsché (déi gréng) et M. Serge Urbany (déi Lénk).

Le Parlement Benelux, que M. Marcel Oberweis préside en 2013 et 2014, rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux coopère avec des organisations supra-régionales et supranationales comme

- le Conseil Parlementaire Interrégional,
- le Conseil nordique (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande),
- l'Assemblée balte (Lettonie, Lituanie et Estonie)
- et les pays de Visegrád (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie).

Enfin, le Parlement Benelux tient les trois gouvernements informés des opinions qui se font jour au sein des assemblées parlementaires dont sont issus ses membres.

Aux côtés du Comité des Ministres, du Secrétariat général et de la Cour de Justice Benelux, le Parlement Benelux constitue donc un maillon institutionnel important dans la coopération entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Le nouveau traité Benelux, signé en 2008, est, après ratification par les parties prenantes, entré en vigueur au 1er janvier 2012.

À l'inverse de son prédécesseur (le 1er traité Benelux entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fut signé le 3 février 1958 et conclu pour une période de 50 ans), le nouveau traité est, lui, valable pour une durée indéterminée. Il ne contient plus qu'une quarantaine d'articles contre une centaine précédemment.

Grâce au nouveau traité, l'«Union économique Benelux», fondée en 1958, est devenue l'«Union Benelux», ceci pour marquer l'élargissement de la coopération au-delà de l'aspect purement économique.

Le nouveau traité dote en effet le Benelux de nouvelles compétences et la coopération entre les trois pays englobe désormais trois domaines clés:

- le marché intérieur et l'union économique (comprenant, entre autres, les transports, la sécurité alimentaire, l'énergie);
- le développement durable (gestion environnementale, travail frontalier…);
- la justice et les affaires intérieures (dont la coopération policière et la lutte contre la fraude fiscale et sociale).

Il faut savoir que la coopération Benelux constitue plus qu'un simple traité, son essence politique étant de promouvoir la collaboration et le concours des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg dans l'intérêt de leurs citoyens et de faire avancer ainsi l'intégration européenne. En dépit de la construction européenne, la coopération politique entre les trois pays au sein du Benelux prend de plus en plus d'ampleur, de visibilité et constitue une vraie valeur ajoutée. À cet effet, il y a lieu de citer la coopération policière, les acquis dans le marché interne de l'énergie, la création d'un portail Internet sur le travail frontalier, le développement d'une vision commune sur le transport et l'aménagement du territoire, l'Euro Contrôle Route (ECR) organisant des inspections communes du trafic routier lourd, la coopération entre les services de secours permettant aux ambulances de franchir sans encombre les frontières et sauver ainsi des vies. Quant au niveau de l'Union des Vingt-Sept, les pays du Benelux ont convenu de se concerter avant toute réunion ministérielle européenne, ceci dans un but d'élaborer des positions communes.

Visite de la Présidente du Parlement letton



Mme Solvita Ãboltina entourée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

L'introduction de l'euro en Lettonie prévue pour 2014 et l'implication des parlements ont constitué deux des sujets abordés au cours des entretiens que la Présidente du Parlement letton (Saeima) a eus le 12 mars avec le Président de la Chambre des Députés et des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Pour lutter contre la crise et afin d'atteindre les critères d'adoption de l'euro, la Lettonie a pris des mesures draconiennes. La Présidente du Parlement, Mme Solvita Ãboltina, a rappelé que la population reste divisée sur le sujet - seuls 33% seraient en faveur de l'euro -, mais que le gouvernement organise des campagnes de sensibilisation en faveur de la monnaie unique.

Elle a souhaité s'informer sur les dernières discussions autour d'une coopération renforcée entre les parlements nationaux des différents États membres et le Parlement européen en matière de convergence de l'Union économique et monétaire.

Le sujet avait fait l'objet d'une réunion informelle la veille à Copenhague à laquelle avait notamment assisté le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot.

L'article 13 du Pacte budgétaire réitère la possibilité de mettre en place des conférences interparlementaires.

Au sein de l'Union européenne, la Lettonie et le Luxembourg feront partie de la «troïka» présidentielle de la deuxième moitié de 2014. Une coopération gouvernementale et parlementaire existe entre le Benelux et les pays baltes. Au cours de leur entrevue, les Présidents Solvita Ãboltina et Laurent Mosar ont été d'accord pour dire que les échanges commerciaux bilatéraux mériteraient d'être renforcés.

Pays baltes - Benelux

Les relations entre les Pays baltes et le Benelux ont constitué le principal sujet abordé au cours de l'entrevue de la Présidente du Parlement letton avec les membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil consultatif interparlementaire de Benelux. Les contacts entre celui-ci et le Conseil des États de la mer baltique reposent sur une tradition longue de plus de dix ans. M. Marcel Oberweis, Président du Conseil de Benelux, et M. Roger Negri, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil, ont souligné que les députés des deux assemblées participent régulièrement aux réunions de leurs collègues.

Rencontre avec des élèves du Lycée Technique Agricole



Échange de vues du Président Laurent Mosar avec des élèves du LTA.

Pour quelle raison y a-t-il 60 députés à la Chambre des Députés? En quoi consiste leur travail? Ont-ils suivi une formation? Tels sont des exemples de questions que les élèves du Lycée Technique Agricole (LTA) d'Ettelbruck ont posées au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, qui leur a rendu visite le 11 mars.

Après une brève présentation de la Chambre des Députés, des travaux parlementaires et de la procédure législative, la place fut donnée à un échange de vues avec les jeunes. Les élèves se sont notamment intéressés au chômage des jeunes, au secret bancaire, aux indemnités des parlementaires, au cumul des mandats et aux efforts de la Chambre des Députés pour réduire ses dépenses en temps de crise. M. Mosar a répondu aux questions des élèves qui se sont montrés très intéressés par les différents sujets.

C'est sur des thèmes comme le racisme et l'intégration des étrangers au Luxembourg que les discussions se sont terminées.



La délégation luxembourgeoise

Cattenom: une délégation luxembourgeoise à Paris

Une délégation luxembourgeoise comprenant notamment des représentants de la Chambre des Députés s'est rendue à Paris le 7 mars 2013 pour rencontrer la Ministre française en charge de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Mme Delphine Batho. MM. les Députés Roger Negri, Félix Eischen, Eugène Berger, Henri Kox et Serge Urbany ont participé à l'entretien sur la sécurité nucléaire et l'avenir de la centrale de Cattenom.

Ce déplacement a fait suite à la motion de la Chambre des Députés du 27 mars 2012 appelant le Gouvernement à entrer en contact avec les autorités françaises pour faire «comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française».

Ont encore fait partie de la délégation luxembourgeoise le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn, le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo, le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, M. Marco Schank, ainsi que des membres du Comité d'action contre Cattenom représentant la société civile.

La connaissance de l'espace et les étudiants



Mme Dominique Tilmans, présidente de l'Assemblée interparlementaire européenne de l'Espace, et M. Marcel Oberweis

Dans le cadre de la présidence belge de l'Assemblée interparlementaire européenne de l'Espace, les responsables avaient convoqué à une conférence ayant comme sujet «La connaissance de l'espace et les étudiants» à l'Euro Space Center et à la station de satellites à Redu.

La conférence portait sur les interconnections entre l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ainsi que le recrutement de jeunes scientifiques et ingénieurs pour un domaine économique hautement vital de l'Union européenne.

Dans son exposé le professeur Paolo Tortora de l'Université de Bologne a présenté le réseau de coopération ESEO entre dix universités et centres de recherche en étroite collaboration avec l'Agence spatiale européenne (ESA).

La politique industrielle spatiale de l'Union européenne se focalise sur la coopération entre les États européens dans les domaines de la recherche fondamentale et de la technologie spatiale ainsi que des applications spatiales à des fins pacifiques. Le but primordial en est de mettre en œuvre une base industrielle compétitive, efficace et soutenable en vue de garantir la non-dépendance technologique et avant tout un accès indépendant à l'espace.

Dans son intervention, M. le Député Marcel Oberweis, Président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias et de l'Espace, s'attachait au problème du manque ardent de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens dans ce secteur économique performant qu'est la recherche dans l'espace. Il a proposé de lancer une initiative concertée à échelle européenne auprès des jeunes lycéens et lycéennes afin de les rendre attentifs sur les chances qui peuvent découler d'une carrière «spatiale».

La visite de la station de Redu en Ardenne belge fut également à l'ordre du jour. Grâce à l'ESA, elle joue un rôle discret mais nécessaire dans les activités de l'Europe dans l'espace. Selon les dirigeants du centre, la station terrestre de Redu est équipée pour tester, manœuvrer et contrôler sur orbite tous les satellites géostationnaires de télécommunications et de télédiffusion. Elle est davantage impliquée dans les missions Artemis et Proba, deux satellites technologiques de l'ESA. Il fut mentionné que la station a été nommée site unique afin de gérer le suivi de la trentaine de satellites Galileo.

Afin de répondre aux multiples défis, l'Union européenne devra mettre à sa disposition un réservoir de capacités en matière de recherche et d'innovation ainsi que de développement technologique en vue de définir les technologies et infrastructures spatiales nécessaires. En repoussant les frontières de la connaissance, l'Union européenne développera l'innovation et accroîtra sa compétitivité tout en affirmant son ambition en matière spatiale.

2e Conférence interparlementaire sur la PESC et la PSDC

M. Ben Fayot, M. Fernand Boden, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la 2e Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), qui s'est déroulée à Dublin les 24 et 25 mars 2013.

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, abordant le thème de «La PESC et la PSDC - œuvrant pour la paix, la sécurité et le développement en Afrique», a discuté des avantages d'une approche intégrée visant à ce que les divers instruments et politiques à la disposition de l'Union européenne soient utilisés de façon cohérente et efficace en faveur des objectifs communs. La Vice-Présidente de la Commission européenne a notamment mis en exergue le soutien constant de l'Union européenne et de ses États membres dans le processus de transition commencé dans plusieurs États arabes en mettant l'accent sur le respect des spécificités de chaque pays.

La Conférence a souligné dans ses conclusions que «la force de l'UE réside dans la mise en place d'une approche globale, basée sur sa faculté unique de mobiliser l'ensemble de ses moyens politiques, économiques, humanitaires et de développement et - en dernier recours, et conformément à la charte de l'ONU - militaires, pour faire face aux menaces et aux défis mondiaux». Les parlementaires sont certains que «l'efficacité de cette approche n'est possible que par le biais d'une collaboration très étroite entre le Service européen pour l'action extérieure et la Commission et surtout du soutien et de la complémentarité qui découlent des actions des États membres».



(de gauche à droite) M. Félix Braz, M. Fernand Boden, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen

M. Alan Shatter, Ministre irlandais de la Justice, de l'Égalité et de la Défense, et M. Eamon Gilmore, Ministre irlandais des Affaires étrangères et du Commerce, ont tenu des discours sur le Conseil européen de défense 2013 respectivement sur le thème «Prévention des conflits - le rôle pacificateur de l'Union européenne». Dans ce contexte, la Conférence a invité «les diverses institutions de l'UE à développer les moyens qui sont à leur disposition pour assurer la prévention des conflits et, en particulier, la médiation qui est un instrument efficace et rentable pour la prévention des conflits, et à recourir à tous ces moyens d'une façon plus coordonnée».

La délégation luxembourgeoise a soutenu une demande d'inclure à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence le thème des exportations d'armes et a évoqué la position de l'Union européenne dans le contexte de l'éventuelle adoption d'un traité international sur le commerce des armes classiques au niveau des Nations Unies.

En visite chez Luxembourg Air Rescue

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a effectué le 26 mars 2013 une visite chez Luxembourg Air Rescue (LAR) au Findel.

À cette occasion, le président-fondateur de l'organisme de sauvetage aérien luxembourgeois, M. René Closter, lui a rappelé les étapes clés de l'histoire de cette a.s.b.l. créée il y a 25 ans et supportée aujourd'hui par plus de 185.000 membres.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Jeunes au pair

6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

3. le Code de la sécurité sociale

Le projet de loi a pour objet de fixer un cadre légal pour les accueils au pair au Luxembourg. Il s'agit en l'occurrence d'une initiative prévue par le programme gouvernemental de juillet 2009 qui prévoit de donner une base légale à l'accueil au pair.

Par une loi du 6 avril 1990, le Luxembourg avait ratifié l'Accord européen sur le placement au pair. Cependant, en mars 2003, suite à un jugement du Tribunal administratif en date du 13 mai 2002, le Luxembourg revint sur son engagement. Le jugement en question contestait l'interprétation restrictive que faisait le Grand-Duché de cet Accord européen, notamment en ce qui concerne les pays dont doivent être originaires les jeunes au pair. Ces jeunes gens ne devant pas nécessairement être issus d'un pays membre du Conseil de l'Europe et signataire de l'accord en question, le Luxembourg redoutait que, suite à ce jugement, le mode au pair puisse devenir un moyen de prolonger un titre de séjour venant à échéance ou aboutir à un accès détourné au marché de l'emploi national.

Le texte du projet de loi définit de manière précise l'accueil au pair, la nature du séjour et du travail des jeunes dans ce contexte, ainsi que les obligations qui incombent aux familles d'accueil (critères de bonne conduite), d'un côté, et aux jeunes au pair (qui doivent remplir des critères d'âge, de santé et de scolarité), de l'autre.

Le système mis en place par le projet de loi tourne autour de trois éléments essentiels, à savoir:

Un agrément: La famille d'accueil doit disposer d'un agrément écrit du ministre ayant la jeunesse dans ses attributions.

Une approbation: Parallèlement, le jeune au pair doit obtenir l'approbation du même ministre avant de pouvoir être accueilli au pair au Luxembourg.

Une convention: Enfin, une convention d'accueil au pair doit être conclue entre la famille d'accueil et le jeune au pair.

Finalement le texte instaure une intervention de l'État et charge notamment le Service National de la Jeunesse, par la création d'une cellule de coordination de l'accueil au pair, de coordonner l'accueil au pair, tout en informant et accompagnant les jeunes avant et pendant leur séjour au Luxembourg. Celui-ci devra également jouer le rôle de médiateur en cas de conflit et se réserve le droit de procéder à des contrôles administratifs au domicile des familles d'accueil. Cette cellule aura également comme mission de donner une formation «avant départ» pour les jeunes résidant au Luxembourg et désireux d'être au pair à l'étranger.

Le texte de loi s'inspire essentiellement de l'Accord européen sur le placement au pair du Conseil de l'Europe, ainsi que de la législation belge.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 14.09.2011

Rapportrice: Mme Tessy Scholtes

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

04.10.2011 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
18.09.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013
Loi du 18 février 2013
Mémorial A, 2013, n°44, p. 594

Pacte budgétaire européen

6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

Les nouvelles règles budgétaires européennes

Le Traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992, a obligé les États membres de coordonner leurs politiques économiques. Il a également institué un contrôle des déficits publics excessifs avec l'article 104 du Traité instituant la Communauté européenne complété par un protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs. Les critères de référence essentiels sont la limitation à 3% pour le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le PIB aux prix du marché et la limitation à 60% pour le rapport entre la dette publique et le PIB aux prix du marché.

Ce mécanisme a été complété en 1997 par ce qu'il est convenu d'appeler le «pacte de stabilité et de croissance» (PSC) qui repose sur un volet préventif et un volet correctif en cas de déficit excessif. Le volet préventif se présente sous la forme d'une surveillance multilatérale des trajectoires budgétaires des États membres, qui doivent mener une politique permettant d'atteindre leur objectif budgétaire de moyen terme (OMT) fixé dans leur programme de stabilité ou de convergence. Le volet correctif permet de déclencher une procédure pour déficit public excessif dans le cas d'un déficit public franchissant la limite des 3% ou celle de 60% du PIB pour la dette publique ne diminuant pas à un rythme suffisant.

Or, face à la crise, certains États membres n'ont pas réussi à respecter les règles strictes fixées par le pacte de stabilité et de croissance et se sont ainsi livrés à des excès d'endettement et de déficit préjudiciables à l'ensemble de la zone euro, respectivement ont dépassé la limite des 3% de déficit autorisé pendant plusieurs années.

En 2011, le pacte de stabilité et de croissance de 1997 a fait l'objet d'une réforme connue sous la dénomination de «six-pack», constituée par cinq règlements et une directive, textes entrés en vigueur le 13 décembre 2011. Ces textes ont introduit une réforme du pacte de stabilité et de croissance dans ses volets préventif et correctif, une nouvelle procédure concernant la surveillance des déséquilibres macroéconomiques et un mécanisme renforcé de mise en œuvre. Le but est de mettre en place des mécanismes visant à identifier et résoudre en amont les difficultés susceptibles d'affecter la stabilité de la zone euro.

Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire signé le 2 mars 2012 à Bruxelles complète les exigences du PSC et constitue le dernier en date des instruments financiers mis en œuvre par les États membres de l'Union européenne en vue de renforcer la discipline budgétaire.

Ces instruments de discipline budgétaire, dont le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire est l'aboutissement, ont été accompagnés par la mise en place de mesures financières, adoptées au niveau de l'Union ou de la zone euro, destinées à faire face à la crise des dettes souveraines qui a touché successivement la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Il s'agit en l'occurrence du Fonds européen de stabilité financière et du Mécanisme européen de stabilité dont les capacités d'intervention ont été progressivement renforcées.

De plus, l'instauration du semestre européen permet de donner corps à la coordination des politiques économiques et budgétaires des États membres en assurant notamment la cohérence des programmes nationaux avec les règles du pacte de stabilité et la stratégie «Europe 2020».

Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet de ratifier le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (ci-après le «TSCG») signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par 25 États membres de l'Union européenne (tous sauf la République tchèque et le Royaume-Uni).

Le TSCG vise à préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble en obligeant les parties contractantes à maintenir des finances publiques saines et soutenables grâce au respect de règles spécifiques visant à prévenir tout déficit public excessif pouvant entraîner une dynamique pernicieuse de leur dette publique.

Il prévoit notamment un dispositif imposant aux parties contractantes de présenter des budgets nationaux qui soient en équilibre ou en excédent grâce à la mise en place d'une règle d'équilibre structurel du solde budgétaire. Il contraint également davantage les États contractants franchissant la limite de 3% du PIB de déficit public en leur demandant de prendre des mesures détaillées pour corriger de façon effective et durable leur déficit public excessif.

Le TSCG renforce ainsi l'encadrement de la politique budgétaire des États membres de l'UE.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 10.07.2012
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
08.01.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.02.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013

Lutte contre fraude/évasion fiscale

6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant

1. modification de la loi générale des impôts;

2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

Le 15 février 2011, le Conseil de l'Union européenne a adopté la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE. L'actuelle directive 77/799/CEE concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs a été considérée comme n'étant plus appropriée pour lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales dans un contexte de mondialisation croissante.

La nouvelle directive s'appuie sur les acquis de la directive 77/799/CEE, mais prévoit, au besoin, des règles plus claires et plus précises régissant la coopération administrative entre les États membres.

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2011/16/UE en droit national.

Les éléments nouveaux de la directive et de la nouvelle législation sont notamment les suivants:

- extension substantielle du champ d'application de la coopération administrative, inclusion des informations bancaires dans le champ des informations à échanger sur demande,
- introduction de la règle de la communication entre bureaux centraux de liaison,
- introduction de l'échange automatique et obligatoire des informations disponibles,
- fixation de délais pour la communication d'informations,
- introduction d'autres formes de coopération administrative,
- utilisation de formulaires, de formats et de canaux de communication normalisés.

L'application de la coopération administrative n'est plus limitée aux impôts directs, mais s'étend à tous les types de taxes et impôts, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits de douanes, des droits d'accises et des cotisations sociales pour lesquels la coopération administrative est assurée par d'autres dispositions législatives de l'Union européenne.

Afin d'échanger des renseignements concernant ces taxes et impôts, la directive introduit la notion d'«informations vraisemblablement pertinentes» afin de justifier l'échange d'informations.

La norme dite de la «pertinence vraisemblable» vise à permettre l'échange d'informations en matière fiscale dans la mesure la plus large possible sans qu'il soit pour autant loisible aux États membres «d'aller à la pêche aux renseignements» ou de demander des renseignements dont il est peu probable qu'ils soient pertinents pour élucider les affaires fiscales d'un contribuable déterminé.

L'objet de la directive est un échange de renseignements le plus large possible et, à cet effet, elle reprend le standard international applicable en matière de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales en prévoyant expressément que l'autorité requise d'un État membre ne peut pas refuser de fournir des informations au seul motif que ces informations sont détenues par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

La directive assure également des contacts plus directs entre bureaux locaux ou bureaux nationaux des États membres chargés de la coopération administrative dans un souci d'efficacité et de rapidité de la coopération.

Elle renforce et encourage les échanges spontanés d'informations entre États membres.

Elle permet aux fonctionnaires de l'administration fiscale d'un État membre d'être présents sur le territoire d'un autre État membre moyennant accord entre les autorités de ces États membres et rend possible la réalisation de contrôles simultanés des assujettis à l'impôt par plusieurs États membres, en vertu d'un accord mutuel et sur la base du volontariat.

La directive énonce également les dispositions régissant l'échange des informations par voie électronique.

La directive prévoit à cet effet que certaines dispositions d'exécution sont arrêtées par la Commission européenne assistée par le «comité de la coopération administrative en matière fiscale», comité qui décide à la majorité qualifiée d'après l'article 5 de la décision 1999/468/CE «Comitologie» du Conseil.

La directive était à transposer pour le 1er janvier 2013 au plus tard.

Le texte de loi a pour objet de transposer les dispositions de la directive 2011/16/UE à l'exception de celles relatives à l'échange automatique des informations pour lesquelles la directive prévoit un délai de transposition jusqu'au 1er janvier 2015 et qui feront l'objet d'un projet de loi à part.

Au vu des modifications significatives apportées par la nouvelle directive et dans un souci de transparence et de sécurité juridique, il a été décidé d'abolir et de remplacer par le présent texte la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.07.2012
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
15.01.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.02.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A, 2013, n°59, p. 756

Facturation transfrontalière

6470 - Projet de loi

- **portant transposition**
- **de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;**
- **de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;**
- **modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

Le présent projet a pour objet de transposer deux directives européennes en droit national, à savoir:

- l'article 4 de la directive 2008/8/CE concernant le lieu des prestations de services;
- la directive 2010/45/CE concernant les règles de facturation.

Dans la foulée des transpositions, les auteurs du projet ont essayé de mieux aligner certains articles modifiés de la loi sur la TVA sur la structure et les dispositions correspondantes de la directive relative au système commun de la TVA, directive 2006/112/CE. En effet, les règles luxembourgeoises qui régissent en matière de TVA la facturation sont désormais subordonnées à des règles spécifiques déterminant la compétence des États membres. C'est pourquoi les auteurs du projet ont regroupé la matière de la facturation, qui jusqu'à présent était traitée à des endroits différents de la loi TVA, dans une section distincte y consacrée. Cette manière de procéder présente l'avantage, d'une part, de rendre plus transparente la comparaison entre les textes communautaires et les textes nationaux, et d'autre part, de faciliter à l'avenir la transposition des textes communautaires futurs.

Le projet de loi comprend quatre articles:

1) L'article I qui transpose dans la législation nationale l'article 4 de la directive 2008/8/CE régissant le lieu des prestations de location de longue durée de moyens de transport effectuées à des personnes non assujetties.

Les modifications portent uniquement sur les prestations fournies à des personnes non assujetties (B2C) et ne concernent que les locations de longue durée.

2) L'article II concerne la transposition de la directive 2010/45/UE relative aux règles de facturation. Cette directive vise à clarifier les règles relatives à l'exigibilité de la TVA sur les livraisons

et acquisitions intracommunautaires de biens et services. En même temps elle entend rendre plus attrayante pour les États membres la faculté d'offrir aux petites et moyennes entreprises un système de comptabilité de caisse en introduisant des règles en matière de déduction qui devraient réduire toute incidence négative sur le flux de trésorerie lié aux recettes de la TVA. Ainsi, les assujettis prenant part à un régime facultatif de comptabilité caisse (entreprises dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 500.000 euros, seuil pouvant être relevé à deux millions d'euros après consultation du Comité de la TVA) ont le droit de reporter le paiement de la TVA due sur livraisons de biens ou prestations de services jusqu'à la date du paiement effectif de la facture par leur client. Le corollaire de cette faveur réside évidemment dans le fait que l'entreprise concernée ne peut faire prévaloir de déduction de la TVA en amont jusqu'à la date du paiement effectif de la facture à son fournisseur.

La directive à transposer vise principalement:

- à simplifier et à harmoniser davantage les informations devant figurer sur les factures;
- à désigner clairement l'État membre dont les règles de facturation s'appliquent;
- à abolir les différences entre les factures papier et les factures électroniques;
- à clarifier et à harmoniser les règles relatives à l'exigibilité de la TVA sur les livraisons et acquisitions intracommunautaires afin de permettre un échange d'informations plus rapide entre États membres et lutter ainsi plus efficacement contre la fraude à la TVA.

Elle entraîne certaines modifications à la loi TVA:

- en matière de fait générateur et d'exigibilité de la taxe;
- en matière d'obligations des assujettis et de certaines personnes non assujetties ainsi que
- de mesures tendant à assurer le paiement de la taxe.

Ces modifications requièrent, comme il a déjà été relevé ci-avant, une adaptation structurelle adéquate des chapitres concernés de la loi TVA (chapitres III et IX), afin de mieux faire correspondre ceux-ci avec les structures afférentes de la directive. Ces réaménagements représentent l'avantage de rendre plus faciles les adaptations futures des articles au vu d'actuelles et futures propositions de directives.

Finalement, la transposition de la directive 2010/45/UE conduit à une modification des articles 37 (relatif au taux de change), 48 (relatif à la déduction de la taxe en amont) et 53 (relatif à la régularisation de la taxe en amont).

3) L'article III concerne une mesure transitoire devenue nécessaire du fait de la transposition en droit national des règles nouvelles en matière de déduction de la taxe en amont pour les assujettis au régime d'imposition d'après les recettes (régime comptabilité caisse).

4) L'article IV fixe la date de mise en vigueur.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

15.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.02.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°60, p. 764

Emploi des jeunes

6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

Au plan légal formel, le projet de loi propose une révision du chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail portant sur l'insertion des jeunes dans la vie active.

Depuis 2009, des lois spéciales annuelles ont prévu des dérogations temporaires aux dispositions figurant sous le Chapitre III sur l'emploi des jeunes. Ces mesures temporaires visaient à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes et concernaient les contrats d'appui-emploi (CAE), les contrats d'initiation à l'emploi (CIE) et les contrats d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP). Les mesures en question sont venues à expiration le 31 décembre 2012, de sorte que le dispositif figurant au chapitre III sur l'insertion des jeunes dans la vie active est de nouveau entièrement applicable depuis le 1er janvier 2013.

Le contrat d'initiation à l'emploi (CIE), le contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP) et le contrat appui-emploi (CAE) ont fait l'objet d'une évaluation scientifique par le Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques (CEPS-INSTEAD). Les enseignements se dégageant de cette évaluation ont abouti aux adaptations légales proposées par le présent projet de loi.

Les modifications essentielles par rapport aux dispositions actuelles sont les suivantes: Pour les deux instruments en cause, le projet pose le principe qu'il y a lieu d'abord d'épuiser toutes les possibilités qui pourraient permettre aux jeunes de trouver un emploi directement, c'est-à-dire sans devoir passer par une mesure pour l'emploi. Voilà pourquoi les mesures CIE et CAE sont dorénavant ciblées sur les jeunes demandeurs d'emploi qui en ont le plus besoin, ce qui est constaté par leur inscription à l'ADEM depuis au moins trois mois. Les deux mesures ne s'adressent donc pas aux jeunes qui ne sont qu'au début de leur recherche d'emploi. Par contre, elles sont prioritairement destinées aux jeunes qui, preuve à l'appui par leur durée d'inscription, connaissent de vraies difficultés de trouver rapidement un emploi.

La question de l'opportunité de la prolongation d'une mesure doit être appréciée en fonction de l'intérêt du jeune. À ce titre le projet propose que le directeur de l'ADEM, sur avis du délégué à l'emploi des jeunes, puisse autoriser une prolongation maximale du contrat de six mois du jeune auprès du promoteur, respectivement la conclusion d'un nouveau contrat pour la même période auprès d'un autre promoteur. La durée de la prolongation est donc ramenée de douze à six mois, durée qui en règle générale doit être suffisante pour combler encore d'éventuelles lacunes de compétences du jeune. L'intervention du délégué à l'emploi des jeunes permet de prendre la décision de prolongation sur base d'une évaluation individuelle et des conclusions d'un entretien entre le jeune et l'ADEM. À noter encore que la durée initiale du CAE est fixée à douze mois dans la mesure où il s'est avéré que la période minimale de trois mois actuellement prévue ne permet pas d'encadrer le jeune de façon permanente.

Pour les deux mesures en cause, la durée de travail de base sera dorénavant de quarante heures; jusqu'à présent elle était de trente-deux heures dans le cadre du CAE. La durée du travail du CAE est donc portée de trente-deux heures à quarante heures avec l'obligation pour le promoteur de permettre au jeune de participer à des formations internes et externes destinées à améliorer son employabilité. Ceci permettra de mieux encadrer le jeune et aussi de veiller à ce que la totalité de ses heures de travail soit affectée à l'augmentation de son employabilité.

Le projet propose également un alignement des deux mesures au niveau de l'indemnisation du jeune demandeur d'emploi bénéficiaire. À partir de dix-huit ans, ce dernier pouvant se prévaloir d'une formation inférieure ou égale au baccalauréat, touche une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum (SSM) pour salarié non qualifié. Cette indemnité est portée à cent-trente pour cent pour les jeunes demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme supérieur à celui de fin d'études secondaires.

En ce qui concerne le CAE, le remboursement pour les promoteurs, autres que les institutions étatiques, passe de quatre-vingt-cinq à soixante-quinze pour cent de l'indemnité pour les douze premiers mois. Il s'agit d'augmenter la participation financière du promoteur pour avoir plus de garanties qu'il s'agit d'un vrai engagement sur un poste à long terme, qui n'a pas simplement été créé pour bénéficier des aides étatiques. Pour la même raison, la prolongation n'est remboursée qu'à hauteur de cinquante pour cent de l'indemnité pour encourager le promoteur à procéder à un vrai recrutement plutôt qu'à une prolongation de la mesure.

Toujours dans cette même logique, pour le CIE le remboursement par le Fonds pour l'Emploi pendant les douze premiers mois au promoteur de la mesure est fixé à cinquante pour cent de l'indemnité touchée par le jeune demandeur d'emploi ainsi que la part patronale des charges sociales. Pour la durée de la prolongation, cette participation est réduite à trente pour cent de l'indemnité touchée ainsi qu'un remboursement de la part patronale des charges sociales.

Si le jeune stagiaire est engagé à l'issue du contrat, il en résulte que l'employeur est satisfait de ses prestations. Par conséquent, il n'y a plus lieu à partir de ce moment de prévoir une aide étatique supplémentaire et surtout il y a lieu d'écarter toute possibilité de cumul de différentes aides étatiques. Pour le CIE et le CAE, l'employeur en question bénéficiera dorénavant au titre d'aide étatique unique d'une prise en charge par l'État de la part patronale des charges sociales pendant douze mois. Ce remboursement n'est dû et versé que douze mois après l'engagement du jeune demandeur d'emploi sous contrat à durée indéterminée (CDI), sans période d'essai et à condition que le contrat soit toujours en vigueur au moment de la demande adressée au directeur de l'ADEM.

Le rôle de l'ADEM dans le déroulement des mesures est renforcé. Ainsi elle procédera à une évaluation du bénéficiaire de la mesure six mois après le début du contrat et huit semaines avant la fin du contrat, indépendamment qu'il s'agisse d'une prolongation ou non.

Les études précitées du CEPS ont révélé un certain risque de stigmatisation du jeune demandeur d'emploi non engagé par l'employeur promoteur à l'issue de la mesure. Par conséquent, il y a lieu de prendre des mesures permettant d'éviter que le bénéficiaire d'un CIE ou d'un CAE puisse souffrir de ce non-engagement et que la mesure dont il a bénéficié ait en fin de compte un effet contraire à celui espéré. À cet effet, le projet prévoit que le promoteur établit à la fin d'un contrat CAE ou CIE un certificat de fin de mesure à délivrer au jeune bénéficiaire sur la nature et la durée de l'occupation et sur les éventuelles formations accomplies.

Le CIE-EP dans sa forme spécifique actuelle est aboli pour être intégré dans le CIE avec des modalités spécifiques qui tiennent compte des jeunes demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme plus élevé. Il s'agit de continuer à favoriser l'insertion rapide des jeunes demandeurs d'emploi possédant un diplôme supérieur sur le marché du travail.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

21.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
	Échange de vues général
04.02.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°57, p. 746

Logement: subventions d'intérêt

6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le présent projet de loi a pour objet de modifier le champ des bénéficiaires des subventions d'intérêt allouées aux fonctionnaires et employés de l'État dans le contexte de prêts contractés dans l'intérêt du logement.

D'après l'article 29sexties de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État actuel, les fonctionnaires et employés de l'État en activité de service auprès des administrations et services de l'État ou des établissements publics (ci-après, les «bénéficiaires»), se voient allouer une subvention d'intérêt par le Ministère de la Fonction publique, à la condition d'avoir contracté un ou des prêts dans l'intérêt du logement.

L'alinéa 2 de cette même loi précise que les bénéficiaires qui continuent à jouir de cette allocation après leur mise à la retraite restent «éligibles pour son octroi aussi longtemps qu'ils ont au moins un enfant à charge pour lequel ils touchent des allocations familiales.»

Il s'ensuit que seuls les «élèves» de 18 ans ou plus, bénéficiaires d'allocations familiales de la CNPF, sont pris en considération pour les subventions d'intérêt, contrairement aux «étudiants» de 18 ans ou plus, bénéficiaires d'aides financières pour études supérieures.

Pour aligner la notion «enfant à charge» sur celle applicable dans le cadre des aides individuelles au logement, qui couvre également les étudiants bénéficiant d'aides financières pour études supérieures, le projet de loi reprend la définition y relative figurant dans le règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, telle que modifiée.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Haupert):

04.02.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.02.2013

Loi du 12 mars 2013

Mémorial A, 2013, n°49, p. 638

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira
- *M. Camille Gira*

2. 6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse
- *Rapport de la Commission juridique: M. Lucien Weiler*
- *Discussion générale: Mme Christine Doerner, Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Félix Braz*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry
- *M. Alex Bodry*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. Alex Bodry*
- *Vote (résolution adoptée)*

7. Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise
- *Exposé: M. François Biltgen, Ministre de la Justice (intervention de M. Xavier Bettel)*
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel (interventions de M. François Biltgen, Ministre de la Justice et M. Claude Haagen), M. Alex Bodry (intervention de M. François Biltgen), M. Félix Braz (interventions de M. Gast Gibéryen et M. François Biltgen), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Félix Braz), M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une documentation), M. Serge Urbany*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *M. Jacques-Yves Henckes (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

8. 6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

3. le Code de la sécurité sociale
- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Tessy Scholtes*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (dépôt d'une documentation; réponses aux questions de M. Jean Colombera)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
- *M. Jacques-Yves Henckes (présentation de la proposition de loi)*
- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur la proposition de loi (rejetée)*

10. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Den Här Camille Gira freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt hei am Numm vum François Bausch a vu mir selwer Iech eng Proposition de loi iwwerreechen. An deem Gesetzesvirschlag geet et ëm méi eng ëmweltgerecht, méi eng steiergerecht Besteierung vun de Betribs- a Leasingautoen.

6538 *- Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

M. le Président.- Merci dem Här Gira.

Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6444A géint d'Abus de faiblesse. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Dammen Doerner, Polfer, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

2. 6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse

Rapport de la Commission juridique

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet, dee mer haut de Mëtteg als Éischt hei an der Chamber diskutéieren, ass u sech, wann een en esou ukuckt, e klenge Projet. Et ass e Projet, wou et ëm een Artikel geet, en Artikel, dee mer wëllen an de Code pénal bäisetzen. Mä dëse klenge Projet huet et awer, wat seng Envergure a seng Tragweit ubelaangt, a sech.

Ëm wat geet et?

Mä d'Objektiv vum Projet, deen de Justizminister am Juni d'lescht Joer déposéiert huet, do geet et drëm, fir an eiser Strofgesetzgebung, dem Code pénal, d'Infractioun vum Abus de faiblesse anzeféiere respektiv auszeweiten an ze generaliséieren.

Wat ass en Abus de faiblesse?

Ech hu versicht, dat op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen. Am juristesche Langage, wéi d'Affekoten, déi gebrauchen nëmmen déi franséisch Terminologie, den „abus de faiblesse". Mä et geet ëm de Mëssbrauch vun dem Schwächezoustand vun enger Persoun, an dee jiddweree vun eis eng Kéier kann erakommen, e Schwächezoustand, deen ausgenotzt gëtt, vun deem abuséiert gëtt - dofir heescht et Abus de faiblesse - a wou Profit draus gezu gëtt, Profit, deen am Normalfall e finanzielle Profit ass.

Mënschen, déi an engem État de faiblesse sinn, där gëtt et eng ganz Rei. Jonker kënnen ënner Émstänn, deemno wéi se kënnen ausgenotzt ginn, an engem État de faiblesse sinn. Kranker si ganz oft an engem État de faiblesse. Eeler Mënschen, handicapéiert Mënschen, psychesch krank Mënschen, all déi kënnen zu engem gewëssene Moment an engem Zoustand sinn, wou se liicht beaflossbar sinn a wou Mënschen dovunner profitéieren, fir se auszenotzen.

Et ass dëst en Zoustand, dee leider, leider - an de Procureur huet eis e Lidd dovu gesongen - an deene leschte Joren Ausmoossen ugeholl huet, déi eis dozou bruecht hunn an déi de Justizminister dozou bruecht hunn, fir e Projet op den Instanzewee ze kréie fir deen dote Fléau - et ass e richtege Fléau! -, deen an eiser Gesellschaft besteet, en huet nach ëmmer bestanen.

Abus vu Mënsche gouf et ëmmer schonn. De Code Napoléon huet 1810 den Abus de faiblesse virgesi fir Mannerjähreger. Scho virun 200 Joer ass gesi ginn, dass jonk Mënschen dem Risiko ausgesat wären, dass kéint vun hinne profitéiert ginn. Duerno ass allerdéngs während de leschten 200 Joer, wat de spezifeschen Abus de faiblesse ubelaangt, net méi ganz vill geschitt, obschonns een net däerf vergiessen, dass de Schutz vun deene Schwaachen ëmmer eng Préoccupatioun war, sougutt bei deenen, déi um Code pénal Dispositiounen ergraff hunn, wéi och am Code civil.

Am Code pénal hu mer haut eng ganz Rei vun Infractiounen. Dat geet vum Abus de confiance iwwert d'Escroquerie, iwwert d'Tromperie. Dat sinn alles Infractiounen, déi een a spezifesche Fäll an déi Circonscriptioun vun deenen doten Infractiounen eraleeë kann.

Mä d'Éléments constitutifs, fir dass eng Dot eng Strofdot gëtt, dofir gëtt et eng Rei Éléments constitutifs, déi ganz genee opgelëscht sinn. A bei deenen doten Infractiounen, déi vum Code pénal virgesi sinn, do passe ganz oft déi Doten, déi haut gemaach ginn am Kader vun dem Abus de faiblesse, net an déi doten Éléments constitutifs vun deenen Infractiounen eran. Dofir musse mer en aneren Text hunn, e spezifeschen Text, deen eben dann den Abus de faiblesse ka sanktionéieren.

Och stellt sech ganz oft d'Fro a ville Fäll vun der Beweislaascht, d'Preuve. D'Preuve fir déi heiten Infractiounen, esou wéi ech se virdrun opgezielt hunn, den Abus de confiance, d'Escroquerie an esou weider, d'Beweislaascht dovunner ass a verschiddene Fäll extrem schwiereg. A well se esou extrem schwiereg ass, hu mer gemengt - ech kommen herno dorobber zréck - bei dëser Infractioun, déi mer haut décidéieren, fir d'Beweislaascht do net esou schwiereg ze maachen, fir dass et net och erëm bei deene Fäll ganz oft onméiglech géif ginn, fir déi Faiten ze sanktionéieren.

Mä et ass net nëmmen de Code pénal, dee schonn ëmmer erëm d'Suerg hat ëm déi méi schwaach Mënschen, mä och am Code civil gëtt et ganz vill Dispositiounen, déi ginn iwwert d'Erreur, d'Violence, den Dol, d'Lésioun, déi kënne sanktionéieren, wann eppes geschitt ass, wat net an der Rei ass. Also zivilrechtlech Regelen. Allerdéngs spillen déi am Kader, wéi gesot, vum Zivilrecht an zéien am Normalfall relativ laang a relativ komplizéiert an du point de vue Beweis och relativ schwiereg Prozesser no sech, sou dass och dat eng vun den Ursaachen ass, firwat dass mer hei mussen aktiv ginn.

Ech wëll och soen, dass et spezifesch Domäne gëtt, wou mer an deene leschte Jorzéngten ëmmer erëm de Schutz vun deene méi schwaache Bierger versicht hunn ze stäerken, sief et wat de Verbraucherschutz ubelaangt, sief et wat de Bail à loyer ubelaangt, wou mer de Locataire, dee par essence a méi enger schwaacher Positioun ass wéi de Propriétaire, wou mer dee schützen. An de Projet de loi iwwert d'Professions de santé, dee gesäit jo och eng Rei vun Dispositioune vir, wat d'Incapacitéit ugeet, fir Donatiounen oder Schenkungen ze kréie bei deenen, déi mat kranke Mënschen ze doen hunn.

Also, de Schutz vun deene Schwaache war ëmmer eng grouss Suerg. Allerdéngs, aus deene Grënn, déi ech virdru genannt hunn, geet dëse Schutz net méi duer. An de Procureur d'État huet eis, wéi e bei eis an der Kommissioun war, eng ganz Rei och vu Beispiller, konkrete Beispiller opgelëscht, wou e gewisen huet, wéi och duerch d'Evolutioun an eiser Gesellschaft an deene leschte Jore si ëmmer erëm mat méi konkrete Fäll konfrontéiert gi sinn, déi se einfach net an de Carcan vun deene penalen Infractiounen, déi mer hunn, erakruten.

Grënn, firwat dass dat esou ass, gëtt et eng ganz Rei. Ee vun den Haaptgrënn ass, dass et sech virun allem bei där Zilgrupp, déi mer hei viséieren, ëm eeler Mënschen handelt. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi al. D'Mënsche gi méi al, si gi ganz oft zu engem méi groussen État de dépendance, wéi dat fréier de Fall war, an dat eröffnet deenen, déi dorobber aus sinn, ganz vill Méiglechkeeten.

Deementspriechend gi mer dann elo hin a mir maachen et esou wéi d'Fransousen an d'Belsch - d'Fransouse scho virun iwwer 20 Joer, d'Belsch virun zwee Joer -, dass mer eng spezifesch Infractioun, nämlech déi vum Abus de faiblesse, hei aféieren.

D'Regierung huet sech, de François Biltgen huet sech beim Text, deen e proposéiert huet, un der franséischer Gesetzgebung inspiréiert, am Fong geholl de franséischen Text iwwerholl, esou wéi si e schonn zanter 20 Joer, mat awer verschiddene Verbesserungen an Émännerungen am Laf vun de Joren, haut hunn.

De Conseil d'État huet d'Fro gestallt, wéisou dass mer bei dësem Projet eis elo op eemol un d'Fransousen ulehne ginn, währenddeems mer normalerweis, wat d'Strofrecht ubelaangt, eis ganz enk un d'Belsch halen. An d'Kommissioun hat och an engem éischte Stadium..., d'Argumentatioun vum Conseil d'État war eis net onsympathesch. Allerdéngs si mer schlussendlech awer zréckkomm op dat, wat de Justizminister eis proposéiert hat, an dat aus enger Rei vu Grënn.

De Conseil d'État huet gesot, esou wéi d'Infractioun libelléiert ass am belschen Text, gëtt et u sech nëmmen ee generelle Kritär fir d'Infractioun, nämlech d'Situation de faiblesse physique ou psychique vun där betraffener Persoun. An d'Belsch hunn net, esou wéi d'Fransousen dat an hirem Text hunn, eng ganz Énumératioun vun deenen eenzelne Situatioune vu Faiblesse, nämlech déi, déi ech virdru schonn eng Kéier opgezielt hat: eeler Mënschen, jonk Mënschen, Mineuren, Kranker, Handicapéierter an esou weider.

De Conseil d'État hat och monéiert, dass d'Belsch, wat d'Circonstances aggravantes ubelaangt, méi e groussen Inventaire hätte vu Méiglechkeeten, fir Circonstances aggravantes geltend maachen ze loossen.

Mä ech muss soen, d'Kommissioun, nodeems dass mer och d'Argumentatioun vum Procureur d'État héieren haten - well et ass jo schlussendlech hien, deen an der Praxis konfrontéiert ass mat den Dossiere vun dësen Infractiounen -, dee sot: „Mir gi besser eens mat dem franséischen Text, wou mer prezis déi eenzel Kategorien opgelëscht hunn", d'Kommissioun huet dofir dann och gesot, dass mer hei emol eng Kéier eng Ausnahm maachen an eis net un d'Belsch ulehnen, mä un d'Fransousen ulehnen, fir dat ze maachen.

De franséischen Text huet och zwee weider Avantagen, notamment d'Fro vun der Preuve. Bei all deenen Infractiounen hei, wat jo keng agréabeler sinn, ass et ëmmer fir de Parquet, wann en en Dossier analyséiert a wann en eng Citatioun op d'Geriicht mécht, da muss en ëmmer kucken: Wéi wäit hunn ech e Beweis? Well de Parquet geet sech jo och net gäre bei d'Geriicht eng sichen, andeems dass et zu engem Acquittement kënnt.

D'Fro vum Beweis ass an dëse Froen essenziell. An ech hunn Iech virdru beschriwwen, wéi bei deenen eenzelnen Infractiounen, déi mer hunn - Abus de confiance, Tromperie, Escroquerie -, wéi do ganz prezis d'Éléments constitutifs, fir dass esou eng Infractioun ginn ass, opgelëscht sinn, an déi si ganz prezis. A wann Der do net all Éléments constitutifs zesummenhutt, da besteet d'Infractioun net.

D'Beweislaascht, déi de Parquet huet, ass a verschiddene Fäll extrem enk gefaasst, sou dass den Avantage, deen dësen Text huet, de franséischen Text par rapport zum belschen, dat ass, dass gesot gëtt, dass déi Situation de faiblesse, déi am belschen Text steet, dass déi muss vum Auteur: „elle doit être connue". Hie muss gewosst hunn, dass déi Persoun an engem Zoustand de faiblesse war.

Or, am franséischen Text - an et ass dat déi grouss Differenz, an déi dem Parquet d'Saach vill, vill méi einfach mécht - ass et net nëmmen de Fall, wou den Auteur gewosst huet, dass de Mënsch an enger Situation de faiblesse war, mä och, wa se apparent war, wann een also huet missen, wann ee sech deen ugekuckt huet, huet misse gesinn an denken a wëssen an iwwerleeën, ob deen doten, déi dote Persoun net an engem Zoustand vu Faiblesse wär.

An Dir kënnt Iech virstellen, wann de Parquet muss beweisen tëschent „il a connu l'état", oder e brauch nëmmen ze beweisen „l'état était apparent", sou dass d'Beweislaascht bei dësem Text vill méi einfach ass. An dat war och eng vun den Ursaachen, déi eis beweegt huet, fir op deen do Wee ze goen.

D'autant plus och, wou een anere praktesche Phenomeen derbäikënnt. Vu dass d'Fransousen zanter 20 Joer Experienz hu mat deem Text hei an et bei de Fransouse relativ vill Jurisprudenz an der Zwëschenzäit gëtt, ass et selbstverständlech fir de Parquet vill méi einfach, wann e konfrontéiert ass mat de Fäll, fir sech ze referéieren op dat, wat a gutt motivéierten Uerteeler an Arrêten a Frankräich an deene leschte Jore gesprach ginn ass.

D'Belsch, eis belsch Frënn, déi hunn och eréischt virun zwee Joer dat hei gemaach. Do gëtt et keng Jurisprudenz. An dofir ass et u sech fir de Parquet vill méi interessant, fir hei dee franséischen Text ze hunn. Op där enger Säit, aus deene Grënn, déi ech gesot hunn: Déi eenzel Situatioune sinn detailléiert opgelëscht. An op där anerer Säit hu mer d'Fro vun der Beweislaascht, déi hei ganz anescht ass.

Mir als Kommissioun hunn de franséischen Text tel quel iwwerholl, sauf dass mer awer op zwee Punkten e klengen Amendement gemaach hunn an deenen Étaten, déi am Text opgezielt waren. Do war nieft der Maladie, der Infirmité, der Déficience physique a psychique och den État de grossesse opgezielt.

An et ass op eng Interventioun vun der Madame Polfer hin, wou déi gesot huet: Mä mir kënnen awer an deem heiten Text, et kann ee jo awer net dovun ausgoen, dass eng Fra, déi en état de grossesse ass, dass déi doduerch esou vill méi vulnérabel wär an esou vill méi faible wär, sou wéi eben all déi aner Kategorië vu Mënschen, déi mer hei opgezielt hunn. An deementspriechend hu mer den État de grossesse gestrach.

Mir hunn och an eisen Amendementen d'Strofen, déi virgesi sinn, notamment d'Amenden, ajustéiert. D'Prisongsstrofen hu mer gelooss, wéi och d'Fransouse se hunn, mä bei den Amenden hu mer d'Amenden esou ajustéiert, dass se sech och an en Tableau vu d'Gravitéit vun den Infractiounen, an deen Tableau, dee mir hei hunn an deen Traditioun bei ons am Land ass, dass se sech doranner areien.

Wann Der gesitt, dass d'Fransousen zum Beispill kënnen a verschiddenen Hypotheesen eng Amende vun 250.000 Euro spriechen, dann hu mir als Kommissioun gemengt, dass dat net onbedéngt noutwendeg wär. Mir hunn déi Amenden do ajustéiert, well wann en Tribunal géif higoen an en Auteur zu dräi Joer Prisong an zu 250.000 Euro Geldstrof condamnéieren, da kann ee sech virstellen, dass an der Praxis déi dote Strof géif exekutéiert ginn, mä d'Victime, déi, nodeems deen hei Prozess gelaf ass, jo kann higoen an eng Aktioun maachen, fir hiert...

M. le Président.- Ech bieden Iech, nozelauschteren, wann ech gelift!

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- ...eng Aktioun maachen, fir hiert Geld erëmzekréien, dass den Auteur, andeems dass en eng Peine vun 250.000 Euro un de Stat bezuelt huet, iwwerhaapt kee Kapital méi hätt, fir d'Victime ze rembourséieren. An deementspriechend hu mer déi Amenden do ajustéiert.

Also ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat hei en Text ass, deen an eis Zäit passt, deen urgent ass, deen de Parquet dréngend brauch, fir enger Rei Leit, déi mengen, si kéinte vu schwaache Leit abuséieren, d'Handwierk ze leeën.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Abus d'ignorance et de faiblesse ass e Begréff vu grousser Wichtegkeet an der Aktualitéit. Net nëmmen déi Jugendlech ënner 18 Joer, mä och déi eeler, fragiliséiert Matbierger gëllen als besonnesch schützenswäert.

Nom honorabele Lucien Weiler sengem gudden a prezise Rapport...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Christine Doerner *(CSV).*- ...iwwert deen neien Delikt vum Altersmëssbrauch illustréieren ech elo kuerz, wéi dësen neie Strofartikel sech an der Praxis applizéiert.

Eng typesch Erscheinungsform vum Abus de faiblesse besteet doran, eeler, fragiliséiert Leit ze iwwerzeegen, oft onnéideg Commanden zu exorbitante Präisser ze ënnerschreiwen an héich Akkonten ze bezuelen. Eng Firma huet sech a Frankräich strofbar gemaach, well se engem 74 Joer ale Mann, komplett vereinsamt, mat Gehéierproblemer an ageschränkter Uerteelsfäegkeet, seng elektresch Installatioun integral erneiert huet, amplaz seng verbrannte Sécherung ganz einfach ze ersetzen.

Well dës Firma awer dorops nach aus war, e Maximum vun Aarbechten um selwechte Chantier auszeféieren, huet si dem Mann och nach...

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Doerner nozelauschteren!

Mme Christine Doerner *(CSV).*- ...eng Alarmanlag verkaaft. De Präis vun dësen Aarbechte war disproportionéiert par rapport zu den Aarbechten, mä och zu senge Revenuen a sengen Erspuernisser.

Och de Verkaf vun enger ganz komplexer Encyclopédie, komplett inadaptéiert fir eng Persoun iwwer 85 Joer mat Gedächtnisstörungen, déi d'Euroe mat Frange verwiesselt, fält ënnert den Abus de faiblesse.

Bei enger Plainte muss de Riichter dräi wesentlech Punkte feststellen: d'Verletzlechkeet vum Affer, déi dem Täter opgefall muss sinn, an e schwéiere Schued zulaaschte vum Affer. De Riichter appréciéiert dës dräi Konditiounen in concreto, dat heescht par rapport zu der Situatioun, am Kontext gekuckt, an de physeschen a mentalen Zoustand vum Affer an natierlech och senge Revenuen.

Oft gëtt de Schued als important agestuuft, wann eng Persoun mat engem klengen Akommes d'Halschent vun hire Revenuë verléiert duerch esou eng Arnaque.

Mä par contre fält net ënnert den Abus de faiblesse, wann eng 62-jähreg Fra, intelligent a bei klorem Verstand, sech vun engem schlauen Händler beaflosse léisst, e Produit ze kafen, dee si eigentlech ni wollt, well eng gewëssen Iwwerzeegungstaktik gehéiert zu de gängege Geschäftspraktiken.

Niewent dëse finanzielle Rücksichtslosegkeete vun Drëtte kënnen och Procuratiounen zu Mëssbrauch féieren. Dës Abusë ginn oft laang net opgedeckt, well d'Affer ofhängeg ass vum Abuseur a léiwer Geld verléiert wéi déi wéineg affektiv Bindungen.

D'Madame Schmit leit scho laang ënner Gedächtnisschwächt, wat an enger moderner Gesellschaft liicht zu enger grousser Vulnérabilitéit féiere kann. Op hirem Palier wunnt en héiflechen a frëndleche Mann. Well d'Madame Schmit öfters Problemer mat Geldautomaten hat, léisst si sech gäre vun deem jonke Mann hëllefen, deem si hir Geheimnummer uvertraut. No e puer Méint huet d'Bank gemierkt, dass ëmmer méi oft héich Zommen opgehuewe gi sinn.

Eng aner Erscheinungsform vum Abus ass, wann eng eeler an handicapéiert Persoun an d'Klinik geet an enger Vertrauenspersoun eng Bankprocuratioun ënnerschreift, fir déi gängeg Geldgeschäfter ze erleedegen an hirem Numm. De Vollmachtnehmer awer transferéiert, onberechtegt, héich Montanten op seng eege Konten. Oft ass et de Banquier, deen dës frauduléis Operatiounen detektéiert.

Wat riskéiert d'Bank, wa si dës Informatiounen un de Procureur communiquéiert? D'Revue vum Droit bancaire vum September 2012 schreift, dass de Banquier sech net der Verletzung vum Bankgeheimnis strofbar mécht, well - dat awer nom franséische Recht - e protegéiert ass duerch d'Irresponsabilité pénale an och den État de nécessité am Zivil. Et gëtt keng Jurisprudenz, et gëtt keng Doctrine, déi sech deem Problem momentan ugeholl huet. An déi meeschte vun eise Géranten op de Banke sinn öfters mat esou Affäre konfrontéiert.

Och e potenziellen Ierfschläicher kann elo mat dësem neie Gesetz strofrechtlech verfollegt ginn a selbstverständlech kënnen dann och um Zivil déi frauduléis Testamenter, gegebenenfalls Donatiounen annulléiert ginn.

Besonnesch eeler Leit, déi un der Grenz vun hirer Fäegkeet, fräi ze verfügen, stinn, kënnen, ënner méi oder mannerem Drock, zu engem Testament iwwerriet ginn. An engem gewësse Sënn hëlleft d'Gesetz den Ierfschläicher, well d'Capacité de disposer vum Testator ëmmer présuméiert ass. Et ass un deene legalen Ierwen, dëst Testament fir ongëlteg ze erklären an ze beweisen, dass den Testator zum Zäitpunkt vun der Ënnerschréft net seng Wëllensfräiheet hat, fir sech fräi a selwer ze entscheeden.

Den Abus de faiblesse ass hannerhälteg, well en am Ufank duerch Täuschungsmanöver d'Vertrauen, d'Frëndschaft mam Affer opbaut an esou d'Affer dozou brëngt, en Testament ze schreiwen, wat et spontan eigentlech ni gewollt hätt. Den Abus de faiblesse ass en Delikt géint d'Persoun, net géint de Patrimoine. An en ass eng perséinlech Verletzung, e Verrot.

M. le Président.- Madame Doerner, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Christine Doerner *(CSV).*- En ass strofbar, och wann de Schued sech ni realiséiert huet. Mä d'Captation d'héritage nom Doud ass awer ëmmer mat Virsiicht an Zréckhalung ze lancéieren. Net hanner all Gentillesse a Frëndlechkeet muss Ierfschläicherei présuméiert ginn. Wann den éiwege Jonggesell senger Nopesch e Geldbetrag vermécht, huet si et vläicht méi verdéngt wéi eventuell seng Neveuen an Niessen, déi sech ni ëm hie bekëmmert hunn.

Schlussendlech renforcéiert dësen neie Strofartikel och d'Preventioun an d'Repressioun vu sectairë Mouvementer a wëllt domadder wëllensschwaach Leit virun traumatesche Manipulatioune schützen.

Ech kommen elo zum allerleschte Saz: Dëse Projet ass en neie Baustee fir eng juristesch gerecht Handhab vum Altersmëssbrauch a fëllt eng Lück an eisem Code pénal.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Doerner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Weiler, Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport, deen en ons jo elo hei gemaach huet an dee mir et eriwwregt, nach eng Kéier op d'Detailer anzegoen, an natierlech och dem President vun der Kommissioun, well mir konnten hei an engem ganz sensibele Sujet, engem delikate Sujet - sou wéi déi Beispiller, déi d'Madame Doerner eis jo elo just gewisen huet, weisen - awer op eng ganz respektvoll Aart a Weis domat ëmgoen.

Ech wëll och dem Minister Merci soen, well de Minister erënnert sech...

Plusieurs voix.- Ahhh!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ...well de Minister erënnert sech, datt ganz am Ufank vun dëser Legislatur mer eng Kéier zesummen an der Kommissioun eng Liste de priorités opgestallt hunn, an hien huet all Säint gesot an ech hunn em do derbäi gesot: „Mä, Här Minister, mir missten awer onbedéngt och den Abus de faiblesse maachen, well ech si prett, eng Proposition de loi ze maachen." An do huet e mer versprach, hie géif elo ganz schnell mat esou engem Projet kommen, well dat wier och op hirer Lëscht an da géif dat op eng koordinéiert Aart a Weis am Code pénal virkommen.

Här Minister, ech hunn Iech dee Moment gegleeft. An duerfir sinn ech och elo zefridden, datt Der dat gemaach hutt an datt mer haut iwwert deen Text kënnen ofstëmmen.

Et ass en Text, deen effektiv am Zäitgeescht ass, well, wéi et am Exposé des motifs och steet, nun eemol d'Leit ëmmer méi al ginn an domat och riskéieren, eben a Situatiounen ze kommen, wou se méi dépendant ginn.

Ech muss soen, mir maachen et awer elo net aus egoisteschen Iwwerleeungen, obschonn am Exposé des motifs gëtt et op eng relativ krass Aart a Weis duergestallt. Neen, ech liesen lech een Artikel, ee Saz, deen awer zimlech krass ass. Här Weiler, ech hoffen, Dir hutt Iech deen och zu Häerz geholl. Et gëtt fir d'Éischt gesot, d'Leit ginn ëmmer méi al, an da steet do: «De plus la classe d'âge très nombreuse des „baby-boomers"...», zu deene mir jo gehéieren, «...de l'après-guerre va bientôt atteindre l'âge de la retraite et malheureusement pour une partie également de la dépendance et de la sénilité.»

Plusieurs voix.- Oh!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, ech wënschen ons zwar...

(Interruption)

Ech wënschen ons zwar, datt dat net onbedéngt muss esou sinn, an ech wëll duerfir direkt ee Saz opgräifen, deen d'Madame Doerner gesot huet: Et gëtt där Fäll, an doduerch, datt et vill méi al Leit gëtt, ëmmer méi. Mä Gott sei Dank ass awer och nach d'Majoritéit vun de Leit, déi eben d'Chance hunn, en héijen Alter ze erreechen, net an där Situatioun. Duerfir, mir maachen et net nëmmen aus eegenem Intérêt.

Mä Spaass beisäit, ech sinn also frou ganz einfach, datt mer de Projet de loi hunn. Ech sinn och ganz d'accord mat dem franséischen Text als Base, well och deen hat ech a menger Proposition de loi erausgewielt.

Awer ech si virun allem frou, datt mer eppes Klenges vum franséischen Text konnten änneren, an dat ass, als Faiblesse dohinnerzestellen den État de grossesse, well dat hätt kënnen, ob mer et wëllen oder net, zu ganz komeschen Interpretatioune féieren. An nodeems mer jo och de Vertrieder vum Parquet gefrot hunn, ob iergendwou an der franséischer Jurisprudenz et esou Fäll ginn ass, a wou deen dat verneent huet, war ech frou, datt déi ganz Kommissioun d'accord war, fir den État de grossesse als État supposé de faiblesse duerzestellen, fir dat erauszehuelen.

Duerfir kann ech haut nëmme mat ganz gudden Gewëssen dësem Text am Numm vu menger Fraktioun zoustëmmen an natierlech och mat deem Volet Réorganisation judiciaire.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Lucien Weiler Merci soe fir säi schréftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

Dat hei, mengen ech, war ee vun deene Sujeten, wou mer keng grouss politesch Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun haten, well mer eis alleguerte bewosst waren, dass eist Strofrecht vun Zäit zu Zäit a punktuell muss vervollstännegt ginn. Dat maache mer heimadder, well sech erausgestallt huet, dass et eng ganz Rëtsch vu moralesch verwerfleche Faitë gëtt, déi momentan strofrechtlech net prezis kënne gefaasst ginn an domadder och net verfollegt an zu Strofe bruecht ginn.

An duerfir kënnt et vir, an ech géif mer wënschen, dass mer ëmmer esou reagéiere wéi hei, dat heescht, net à chaud op e Fait divers reagéieren, mä eis e bëssen Zäit loossen, ier een da légiferéiert - da mécht een dat meeschtens besser -, an dass mer also hei elo reagéiert hunn, wéi gesot, net aus dem Bauch eraus, mä nodeem mer eis genuch Zäit geholl hunn, fir eis eenzel auslännesch Texter unzekucken, déi mer als Modell kënnen erunzéien.

Mir hunn eis no Diskussiounen eigentlech fir de franséische Modell entscheet, wat och den éischte Choix vun der Regierung war. De Conseil d'État hat éischter Faveuren, fir op de belschen Text ze goen. De franséischen Text huet de Virdeel, dass e scho méi laang en vigueur ass, dass also do schonn eng ganz konsistent Jurisprudenz besteet, wou dann och eis Geriichter sech kënne referéieren op déi Uerteeler, déi schonn a Frankräich op deemselwechte Stroftext geholl sinn.

Wichteg ass et vläicht ervirzesträichen, dass et sech heibäi, bei deem Abus de faiblesse, net ëm en onfräiwëllegen Delikt handelt. Et muss ëmmer eng béis Absicht, eng hannerhälteg Absicht virleie bei deemjéinegen, deen d'Schwaachheet vun enger Persoun ausnotzt. A virun allem awer och muss deen Akt, zu deem déi Persoun gedréckt ginn ass, respektiv deen Akt, dee se net geholl huet op Drock hin, hir awer schwéiere Schued zougefügt hunn. Och dat ass eng vun de Konditiounen, déi an deem heiten Text drastinn.

De Parquet huet eis selwer gesot an der Commission juridique, dass en dovunner iwwerzeegt ass, dass deen heiten Text him kéint an

eenzelne Fäll hëllefen, fir eng Strofverfollegung ze maache mat enger gewëssener Chance op Succès. An dat huet eis och schliesslech dann décidéiert, fir op deem franséischen Text eis festzehalen.

Ech wëll just nach ervirsträichen, dass natierlech bei esou engem Ausschluechte vun enger Schwächt vun enger Persoun et de penale Wee gëtt, mä et natierlech niewendrun och weider méiglech ass, zilvilrechtlech virzegoen. Ech mengen, eise Code civil gëtt eng Rei vu Méiglechkeeten, fir Verträg oder aner juristesch Akten ze annulléieren, wa gewësse Konditiounen erfëllt sinn.

An et besteet natierlech och d'Méiglechkeet, fir Schuedenersatz ze froen, wann een duerch en Akt vun engem aneren zu Schued komm ass, sou dass een also sech net brauch bei esou Faiten ze beschränken op dee reng penalen Aspekt, mä dass och deen zivilrechtlechen Aspekt spillt a sécherlech natierlech och en Zesummenhang elo besteet tëschent dem Wee vum Strofrecht an dem Wee vum Zivilrecht, well normalerweis jo och eigentlech, wann eng penal Prozedur leeft, zivilrechtlech kann definitiv tranchéiert ginn, wann och um penale Plang eigentlech eng Décisioun geholl ginn ass.

Dat gesot, wëll ech hei och ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun zu deem doten Text abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, ech wéilt fir déi gréng Fraktioun dem Rapporteur an och dem President vun der Kommissioun, wéi d'Madame Polfer dat och scho gemaach huet, Merci soe fir déi Diskussioun op dësem, wéi mir fannen, ganz wichtege Projet, deen eigentlech erstaunlech spéit kënnt.

Den Här Bodry huet recht, mir hunn eis fir d'Diskussioun vläicht déi Zäit geholl, déi noutwendeg war, mä et ass schonn erstaunlech, dass esou eng wichteg Notioun wéi déi vum Abus de faiblesse eréischt 2013 an de Lëtzebuerger Code pénal ageschriwwe gëtt. Gutt, dat gëtt haut heimadder gemaach. Dat ënnerstëtze mir ausdrécklech. An ech mengen, ech brauch dofir d'Wierder vun de Virriedner net ze widderhuelen, déi ware ganz exhaustiv.

Ech bréngen domadder och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Ech hu soss keng Wuertmeldung méi, mä da kritt nach de Justizminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Sou, Merci, Här President! Dir Dammen an Dir Hären, ech soen emol virun allem de Membere vun der Chamber, virun allem vun der Commission juridique, virun allem dem Rapporteur, Merci, dass mer dee Projet konnte relativ séier boucléieren. Politesch si mer eis all eens. Mä et war awer technesch net esou evident ëmmer am Detail. Dofir wëll ech nach eng Kéier dem Lucien Weiler Merci soen, dass en op déi eenzel Detailer agaangen ass.

Ech wëll och hei eppes soen, wat ech, hoffen ech, och zum Schluss vun dësem Dag ka soen, nämlech dass et eis geléngt, dat ass och ëmmer mäin Zil, an der Commission juridique ze kucken, net Majoritéit géint Oppositioun ze diskutéieren, mä all zesummen als Membere vun där Commission juridique zesumme mam Minister Texter ze maachen, déi mer gutt fannen, an Texter ze maachen, déi e largë Konsensus kréien.

Alles, wat mat Droit ze dinn huet, huet eppes mat Gesellschaftspolitik ze dinn. A mäi Souci ass et, ëmmer erëm ze kucken, dass mer zesummen diskutéieren, een op deen aneren aginn an herno Texter maachen, wou mer net ëmmer Unanimitéit kréien - hei ass emol Unanimitéit, et kritt een net ëmmer Unanimitéit, dat kann och net ëmmer sinn -, mä dass een awer kuckt, e largë Konsens ze kréien.

Ech sinn och an deem Sënn ganz frou, dass den Alex Bodry hei e Saz gesot huet, deen ech viru Kuerzem och gesot hunn,…

(Brouhaha)

…wéi ech gesot hunn, mir missten eng Debatt iwwert d'Waffen zu Lëtzebuerg féieren: dass ech ebe gären hätt, dass een d'Debatte féiert, net wann iergend e Fait divers geschitt ass an een da mengt, et misst een iergendeppes maachen, mä dass een d'Debatte féiert, well se wichteg sinn, net waart, bis dass se onëmgänglech sinn, mä se virzitt.

An an deem Sënn sinn ech natierlech - elo muss ech hei erëm e bësse laachen, awer gäre laachen -, sinn ech da frou, dass ech hei net op d'Madame Bettencourt, mä op d'Madame Polfer reagéiert hunn.

(Brouhaha)

Une voix.- Oh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- An et ass effektiv esou gewiescht, wéi d'Madame Polfer gesot huet, dass se gesot huet: „Ech hunn e Souci", an ech hir gesot hunn: „Ech deelen dee Souci, a kommt, mir kucken dat ze maachen!" Ech hunn net vun haut op muer aus der Hëft geschoss, mä mir hunn deen Text gemaach. An ech mengen, mir hunn hei eppes gemaach, wat wichteg ass, a mir hunn eben net opgrond vun engem Fait divers reagéiert. Mir hunn eis d'Méi ginn ze kucken: Wat huet d'franséischt Gesetz? Wat huet d'belscht Gesetz? Wat sinn d'Avantagen an d'Désavantagen? A mir hunn et, wéi esou oft, fäerdegbruecht, dann eng kleng lëtzebuergesch Solutioun ze fannen, wou mer positiv Saache vun deem engen an aneren iwwerholl hunn, awer net déi negativ Saachen.

An ech mengen, et ass och eng Aarbecht, déi d'Leit dobaussen net matkréien, déi an der Commission juridique geschitt, dat e bësselche méi kleng iwwer Kommaen diskutéieren, mä déi herno wichteg sinn, wann et drëms geet, en Text ze applizéieren.

Et ass evident, an et ass schonn oft hei ugeklongen, dass mir zu Lëtzebuerg, notamment bei deenen Eeleren e Problem hunn, dass een ausgeholl ka ginn. Mir sinn zu Recht ganz houfreg drop, dass mer kee Problem vun Altersaarmut hunn. Et gëtt och Eelerer, déi aarm sinn, mä mir hunn eigentlech kee Problem vun Altersaarmut. Mir hunn e Problem bei der Aarmut vun deenen Elengerzéienden. Bei Altersaarmut hu mer eigentlech kee Problem, wat awer mat sech bréngt, dass vill Leit wëllen déi Eeler, déi gutt Pensiounen hunn a gutt Ierfschaften nach gemaach hunn, wëllen aushuelen. An dofir ass et wichteg, dass mer hei e Rigel virschieben.

An et ass schonn e puermol haut ugeklongen, dass selbstverständlech zivilrechtlech Moossnamen do sinn. Mä eng vun deenen Iwwerzeegungen, déi ech hat, wéi ech den Text déposéiert hunn, ass, dass dat Zivilrechtlecht oft net duergeet. Mir sinn amgaangen an der Commission juridique, zum Beispill ze diskutéieren och iwwer e Regierungsprojet, dee seet, wat fir eng Professiounen net kënnen Donatioune kréie vu Leit, déi amgaange sinn ze stierwen, fir dat emol esou ze soen, wéi et ass: Ierfschläicherei.

Dat ass natierlech ganz schwiereg ze soen, et ass déi Professioun an déi aner. Ech mengen, mir diskutéieren nach weider iwwert deen Text. An dofir war ech der Meenung, dass, wa mer dat Strofrechtlecht maachen, dat Zivilrechtlecht zum Deel och méi einfach gëtt, well wann ee strofrechtlech condamnéiert ass, dann ass et méi einfach herno, zivilrechtlech eppes réckgängeg ze maachen.

Wéi gesot, dat dispenséiert eis net, déi zivilrechtlech Dispositioune weider ze diskutéieren, mä ech mengen, hei hu mer awer iwwert dat Strofrechtlecht e wesentlecht Element gemaach, fir ze kucken, dass net verschidde Leit wierklech - ech soen dat elo emol einfach esou, Här President - ugeschass ginn, well esou ass et an der Realitéit.

(Interruption)

Jo, mäin Exposé des motifs ass zitéiert ginn. Ech komme vun Esch, ech sinn net gewinnt, laanscht d'Problemer ze goen, an d'Problemer si leider, wéi se sinn. An och, Madame Polfer, ech gehéieren och zu de Babyboomer, och mir gi leider eng Kéier al, awer haut si mer et nach net.

(Brouhaha général)

Mä et kënnt. Et kënnt méi séier vläicht, wéi mer mengen. Sou.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Also, wa mer Chance hunn, hein!

(Interruption)

Well een, deen net wëllt al ginn, dee muss fréi stierwen, dee muss jonk stierwen. Dofir, loosse mer eis déi Chance nach oploossen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Voilà, also nach eng Kéier gesot, ech si frou, dass mer hei déi Unanimitéit hunn. Ech hoffen och, dass deen Text eng gewësse Publicitéit kritt, fir dass et eng Partie Leit ofhält, fir ze mengen, mat notamment - net nëmmen, mä notamment - eelere Leit onkauscher Geschäfter ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6444A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6444A ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech géif dann d'Wuert ginn dem Här Alex Bodry fir den Dépôt vun enger Resolutioun.

3. Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry

Exposé

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt en Text vun enger Resolutioun hei deponéieren, wou mer de Prinzip festgehalen haten an enger vun de leschte Sitzunge vun eiser Commission d'enquête iwwert de Service de Renseignement, wou mer da gemeinsam eigentlech an eestëmmeg der Meenung waren an där Kommissioun, dass mer eis initial Missioun, déi mer hei vum Plenum kritt hunn, eis selwer eigentlech ginn hunn am Dezember d'lescht Joer, dass mer déi missten à la fois komplettéieren an och preziséieren.

Dat probéiere mer dann hei ze maachen an engem Text, dee souwäit ofgeschwat ass mat de Membere vun der Kommissioun, deen also och eng ganz Rëtsch vun Ënnerschréften niewent menger hei dréit, e bëssen duerch all Fraktiounen, a wou mer géife virschloen, fir eis initial Missioun auszedehnen op d'Missiounen, d'Organisatioun an de Fonctionnementsmodus vum Service de Renseignement, dass mer ausdrécklech an d'Missioun vun der Commission d'enquête och d'Kontroll vun deem Service mat eranhuelen an dass natierlech déi dote Froen alleguerte solle gekuckt ginn zesumme mat eiser éischter Missioun, dat heescht am Fong d'Méthodes opératoires vun deem Service ze analyséieren an d'Legalitéit ze préiwen an engem eenheetleche Rapport, wou all déi Aspekter do géifen zesumme gekuckt ginn, mat deene Konklusiounen, déi vum Gesetz virgeschriwwe sinn.

Dat ass am Fong a kuerze Wierder den Inhalt vun där heiter Resolutioun, an ech wär frou, wa mer haut do kéinten driwwer ofstëmmen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- se référant à la résolution du 4 décembre 2012 relative à l'instauration d'une commission d'enquête au sujet de l'examen des méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création;

- considérant qu'il appartient en vertu de la loi à la Chambre des Députés de déterminer les faits qui sont à la base de l'enquête et de définir la mission de la commission d'enquête;

- considérant que les travaux menés par la commission ont fait apparaître la nécessité d'élargir et de préciser la mission d'enquête initiale;

- considérant qu'il est indiqué d'élargir le champ d'investigation de la commission d'enquête aux missions du service, à la collecte et au traitement des informations, au budget ainsi qu'au personnel du Service de Renseignement;

- considérant qu'il est également souhaitable que la mission d'enquête englobe la question du contrôle du Service de Renseignement;

décide

- de compléter la mission initiale de la commission d'enquête instaurée le 4 décembre 2012 en l'élargissant aux missions, à l'organisation et au mode de fonctionnement du Service de Renseignement;

- d'incorporer dans la mission d'enquête de la commission la question du contrôle dudit service;

- d'intégrer les conclusions de la commission d'enquête sur les aspects supplémentaires de la mission dans le rapport à soumettre à la Chambre des Députés.

(s.) Alex Bodry, François Bausch, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Paul-Henri Meyers, Serge Urbany.

4. Ordre du jour

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Ech géif proposéieren, datt mer am Laf vum Nomëtteg iwwert déi Resolutioun…

(Interruption)

Jo, se misst awer vläicht de Memberen ausgedeelt ginn. Mir kënnen och direkt ofstëmmen,…

(Interruption)

…mä ech géif awer proposéieren, mir solle fir d'Éischt den Text eng Kéier ausdeelen an dann am Laf vum Nomëtteg driwwer ofstëmmen.

Den nächste Punkt vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6408 géint d'Abus sexuels. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bodry, Braz an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6408 verschäerfe mer eis Strofgesetzer géint de sexuelle Mëssbrauch an déi sexuell Ausbeutung vun de Kanner. Mir verstäerken och de Kampf géint d'Kannerpornografie.

Eng éischt Serie vu strofrechtleche Moossnamen an dësem Beräich hu mir schonns am Juli 2011 geholl am Kontext vun der Emsetzung vun der sougenannter Konventioun vu Lanzarote iwwert de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner. Déi gesetzlech Upassunge vun haut huele mir opgrond vun enger europäescher Direktiv aus dem Joer 2011. Lëtzebuerg kritt domat weltwäit eng vun de strengste Législatiounen am Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner.

Här President, konkret geet et ëm folgend Upassungen an eisem Code pénal: Éischtens, bei dem sougenannten Attentat à la pudeur, engem Ugréff op d'Schimmt, deen ouni Gewalt oder Bedrohung ausgeübt gëtt, geet d'Prisongsstrof vun elo aacht Deeg bis zu engem Joer erop, fir an Zukunft bei engem Mount bis zwee Joer ze leien.

Als Attentat à la pudeur bezeechent een zum Beispill een onsittlecht Beréiere vun enger Persoun géint där hire Wëllen, zum Beispill enger Fra ënnert d'Jupe ze fueren. Gëtt esou eng onsittlech Handlung géintiwwer engem Kand vu manner wéi 16 Joer verübt, da stinn dorop bis zu fënnef Joer Prisong; wann d'Affer manner wéi eelef Joer huet souguer bis zu zéng Joer.

Zweetens, de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, féiert och zwou nei sougenannte Circonstance-aggravanten an, also schwéier Tatëmstänn, am Kontext vun dem Attentat à la pudeur a vu Vergewaltegungen. Et ass dat de Fakt, dass dës Strofdoten am Kontext vun enger krimineller Organisatioun geschéien, respektiv dass d'Affer ee Kand ënner 18 Joer ass, deem ee gravë Préjudice zougefügt gëtt, dass et also e schwéiere Schued erleit. Sou steet op enger Vergewaltegung, also engem sexuelle Geschlechtsakt géint de Wëlle vun enger Persoun, am Kontext vun enger kriminell organiséierter Band eng maximal Prisongsstrof

vu bis zu 20 Joer. Op enger Vergewaltegung vun engem Kand vu manner wéi 16 Joer, wat doduerch e schwéiere Schued erleit, stinn an Zukunft bis zu 30 Joer Prisong.

Drëttens, am Beräich vun dem Proxénétismus, der Zuhälterei, ginn nei Tatbestänn agefouert. De Fakt, dass e mannerjähregt Kand, also eng Persoun ënner 18 Joer, rekrutéiert gëtt oder forcéiert gëtt, engem pornografesche Spektakel bäizewunnen, zum Beispill op enger öffentlecher Bühn sech plakeg ze presentéieren, mat oder ouni sexueller Handlung, gëtt mat enger Prisongsstrof vu bis zu fënnef Joer bestrooft. Därselwechter Strof ënnerläit och deen, deen e Profit aus deem Spektakel zitt, zum Beispill Entréesgeld dofir kasséiert.

Ebenfalls strofbar - mat bis zu fënnef Joer Prisong - mécht sech déi Persoun, déi engem öffentleche Spektakel bäiwunnt, wou eng Persoun ënner 18 Joer sech plakeg ausdeet. Si bei deem Spektakel Kanner vu manner wéi 16 Joer bedeelegt, geet déi maximal Prisongsstrof op zéng Joer erop. Assistéieren ech engem öffentleche Spektakel, zum Beispill an engem Cabaret, wou e Kand vu manner wéi eelef Joer sech plakeg ausdeet, riskéieren ech an Zukunft bis zu 15 Joer Prisong.

An der Commission juridique ass iwwert d'Fro diskutéiert ginn, wéi wäit ee muss Kenntnis dovun hunn, dass et sech hei ëm e Mannerjähregen handelt, deen an dem Spektakel matwierkt. Hei spillen déi allgemeng Regele vun eisem Strofrecht. Wann ee wousst, dass et ee Mannerjähregen ass, deen de Spektakel opféiert, respektiv hätt misse wëssen, dass eng mannerjähreg Persoun deelhëlt, da spillt d'Strofdot.

Bis zu fënnef Joer Prisong riskéiert och deen, deen e Mannerjähregen zwéngt, sexuell Aktivitéite mat enger Drëttpersoun ze hunn, respektiv se bedroht, un esou Aktivitéite mussen deelzehuelen.

Véiertens, Persounen, déi sech der Zuhälterei oder anere Sexualdelikter op mannerjährege Kanner schëlleg gemaach hunn, kënnen niewent hirer Strof an Zukunft och e liewenslänglecht oder zäitlech begrenzt Verbuet ausgesprach kréien, fir eng berufflech oder bénévole Aktivitéit auszeüben, wou si a Kontakt mat Kanner sinn. Dorënner falen zum Beispill de Beruff vum Schoulmeeschter, dem Éducateur, Aktivitéiten an enger Crèche, grad wéi och en Traineramt an engem Sportsveräin, en Dirigent vun engem Jugendorchester, engem Kannerchouer oder zum Beispill e Scoutschef.

An der Commission juridique ass d'Fro opgeworf ginn, wéi et da mat der Responsabilitéit géif stoe vun dem Employeur oder dem Veräin, deen esou e virbestrooften Täter géif astellen. Hei spillt déi strofrechtlech Responsabilitéit vun dem Patron respektiv dem Veräin nëmmen, wa si au courant ware vun der Condamnatioun a wëssentlech déi virbestroofte Persoun awer agestallt hunn.

Konkret wäert déi Situatioun geregelt gi mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Reform vun dem Casier judiciaire, well domat an Zukunft all Patron, all Associatioun, déi eng Persoun rekrutéiert fir Aktivitéiten, déi e regelméissege Kontakt mat Kanner hunn, ka mam Averständnis vum Kandidat en Extrait aus dem Casier froen, wou all Strofdote géintiwwer Kanner opgelëscht ginn. De Projet de loi iwwert de Casier däerft am Februar dëst Joer, dat heescht den nächste Mount, an dem Plenum zur Ofstëmmung kommen.

Fënneftens, strofbar mécht sech och deejéinegen, dee wëssentlech Filmer, Fotoen oder aner Drocksaachen zum Beispill keeft, tauscht oder ausléint, wou pornografesch Duerstellunge vu mannerjährege Kanner ofgebilt sinn. Hei steet eng Prisongsstrof vun engem Mount bis zu dräi Joer drop.

Sechstens, d'Commission juridique hat eng Entrevue mat de Justizautoritéiten a Vertrieder vun der Police, fir iwwer eng speziell Exigenz vun der Direktiv ze befannen iwwert d'Verbreedung vu kannerpornografeschem Material am Internet. Konkret verlaangt déi europäesch Législatioun vun eis, dass Internetsäite mat pädophilem Material, déi hei am Land „gehost" ginn, wéi een dat op Neilëtzebuergesch seet, geläscht kënne ginn. Mir mussen och derfir suergen, dass Internetsäiten, déi am Ausland ugesiedelt sinn, och kënne geläscht ginn. Eng zweet Méiglechkeet ass do de Blocage vun esou Säiten.

D'Läschen oder d'Zerstéiere vu kannerpornografeschem Material op lëtzebuergeschen Internetsäiten ass haut ouni Weideres méiglech iwwert de Wee vun den Artikelen 31.(1) a 66. (1) vun dem Code d'instruction criminelle, déi betreffen d'Saisien. Ausserhalb vun eise Landesgrenze geet dat Läsche just iwwert de Wee vun enger Justizzesummenaarbecht, dat heescht enger sougenannter „entraide judiciaire". Als Iwwergangsléisung sollt et awer méiglech sinn, den Accès op esou Sitë vun hei aus ze blockéieren.

Duerfir musse mir op de Wee goen an d'Gesetz vum 14. August 2000 iwwert den elektroneschen Handel ofänneren, fir eise Justizautoritéiten et ze erlaben, besser op deem Niveau kënne virzegoen. An deem Sënn ënnerstëtzt d'Commission juridique de Justiz- a Kommunikatiounsminister a sengen Efforten, d'Gesetz iwwert den elektroneschen Handel unzepassen.

Fir de Rescht recommandéiert d'Justizkommissioun eestëmmeg, de Gesetzesprojet 6408 ze stëmmen. Ech soen alle Membere vun der Kommissioun an och eisem Justizminister Merci fir hir konstruktiv Interventiounen.

Mir hunn elo e strengt Gesetz, mä dat an deem sensibelen Domän, dem sexuelle Mëssbrauch vu Kanner, méi wéi jee justifizéiert ass. Ech ginn duerfir och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Roth Merci. Wéi e scho virdru gesot huet, et si verschidde Punkten, wou mer länger diskutéiert hunn. Dat wor déi ganz Informatiksproblematik. Et wor och de Problem vum Casier.

Wat ass d'Obligatioun vun enger Associatioun? Muss elo all Associatioun e Casier froen? Wat geschitt, wa se kee Casier freet? Mir sinn eis och eens ginn, an dat war berouegend, dass de Fait en connaissance de cause - dat heescht, dass d'Associatioun oder déi Persoun en connaissance de cause e Casier net gëtt an déi aner Persoun am Fong geholl Kompliz ass - ka bestrooft ginn, an net an anere Situatiounen.

Mir sinn eis eens och, Här President, dass en Acte sexuel, eng Aggressioun op engem Kand dat Schlëmmst ass, wat et an eiser Gesellschaft ka ginn, well dat sech meeschtens net ka verteidegen a Séquellen dréit, wou et keng Estimatioun ka ginn, well et mécht een engem d'ganzt Liewe futti, andeems ee sech un engem Kand vergräift. Ech mengen, dass streng Strofen hei scho wichteg sinn. Et muss dissuasiv sinn, et muss…

Leit, déi u Kanner ginn, brauchen awer selbstverständlech och e Suivi duerno. Et geet net nëmmen, fir se anzespären. Ech mengen, dass e Suivi médical och - a psychiatrique - immens wichteg ass virun der Sortie, well soss ass et eng Zäitbomm, déi tickt, wann Der esou Leit einfach esou erausloosst, ouni dass e Suivi organiséiert gëtt.

Wéi gesot, mat deene Garantien, déi mer vum Minister an och vum Rapporteur kritt hunn, dass et hei net drëms geet, dass e Fichage…, well, net dass et eng Présomptioun am Fong direkt gëtt an net, dass all Mënsch, dee gären e puer Stonnen an engem Turnveräin als Bénévole schafft, duerno scho mam Casier muss dohinner kommen. Dat heescht, et muss scho gutt erkläert ginn, firwat dat ass, an net, dass ee mengt, dass hanner all Bénévolen e Kriminelle sech verstoppt. Dat ass awer dee Message, deen op jidde Fall net vun hei dierf erauskommen.

Sou wéi ech et scho virdru gesot hunn, Här President, dat hei ass jo och nach en Text, dee mer jo vis-à-vis vun enger Direktiv hunn, a mir wäerten deen och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vusäite vun der sozialistescher Fraktioun den Accord zu deem heiten Text, wou et sech jo awer ëm eng Ëmsetzung och vun enger europäescher Direktiv handelt.

Méi interessant effektiv ass hei, op dat anzegoen, wat am Rapport och drasteet. De Conseil d'État huet dat bemängelt. Ech mengen, mir sollten oppassen - et si jo ëmmer nach déiselwecht national Regierungen, déi am Fong och déi europäesch Texter mat hëllefen négocéieren -, dass déi Konkurrenz, déi an eenzelnen Domäne besteet tëschent dem Conseil de l'Europe op där enger Säit, deen traditionell déi doten Theme behandelt huet, an der Europäescher Unioun, déi ëmmer méi och an déi heite Beräicher eigentlech awierkt, dass sech dat hei eigentlech net herno erëmspigelt an engem Wirrwarr vu Regelen, déi net honnertprozenteg openeen ofgestëmmt sinn.

Ech mengen, mir haten effektiv virun net allze laanger Zäit hei d'Konventioun vu Lanzarote ëmgesat an Nationalrecht. Dat war en Text vum Conseil de l'Europe. An hei hu mer zu engem ähnlechen Thema mat Iwwerschneidungen dann en neien Text vun der Europäescher Unioun. Duerfir, wéi gesot, mäin Appell un d'Regierung, fir matzehëllefen, derfir ze suerge mat deenen anere Regierungen, dass do eng gewësse Kohärenz an deenen internationalen Texter bleift, déi mer dann alleguerten hei mussen an Nationalrecht ëmsetzen.

Ech mengen, et ka keen haut dergéint sinn, opgrond och vun deene Gräisslechkeeten, déi ëmmer erëm geschéien, dass mer d'Strofmooss hei eropsetzen, deelweis verduebelen, wat gewëssen Infractioune géintiwwer vu Mannerjähregen a vu Kanner betrëfft. Dat ass sécherlech hëllefräich, och wann ech net dru gleewen, dass esou Strofen onbedéngt ofschreckend wierken.

Wichteg ass et virun allem awer, dass mer eis hei d'Mëttele ginn, fir kënnen zu enger Strofverfolgung ze kommen a fir kënnen och zu enger Bestrofung schlussendlech vum Täter ze kommen, mat all deene Moossnamen, déi ronderëm kënnen opgebaut ginn, och net ze vergiessen awer mat der Méiglechkeet, fir och déi doten Täter esou wäit wéi méiglech erëm eng Kéier ze resozialiséieren.

Wou mer laang driwwer diskutéiert hunn a wou mer sécherlech nach wäerten Diskussioune kréien, wa mer iwwert d'Gesetz iwwert de Casier judiciaire diskutéieren, dat ass déi Kontroll vun där Interdictioun, déi elo ka vu Geriichter an Zukunft gesprach ginn, wat elo net méiglech war, dass d'Geriichter eng Interdictioun eigentlech ausschwätze fir eng Persoun, fir ënner anerem och an engem soziale Beräich oder an enger éierenamtlecher Tätegkeet ze wierken, wou se an direktem a stännegem Kontakt mat Mannerjährege steet.

Dat ass also eng nei Form vu Strof, eigentlech Zousazstrof, déi ka verhaange gi vum Geriicht. Déi gëtt net einfach ze kontrolléieren. Déi kann de Parquet ganz schwéier kontrolléieren, an natierlech Aussestehender, déi hunn et nach vill méi schwéier, fir de Respekt eigentlech vun där doter Interdictioun ze kontrolléieren. An do muss een, mengen ech, gemeinsam diskutéieren - do bleift eis nach e bëssen Zäit, well esou Strofe jo momentan nach net verhaange gi sinn -, fir ze kucken, wéi een dat do praktesch ëmsetzt, och am Zesummenhang mat der Reform vum Casier judiciaire, fir effektiv net Responsabilitéiten op eis sëlleche Veräiner zoukommen ze loossen, déi se einfach net kënnen assuméieren, well se dat net fäerdegbréngen eigentlech, dat zu honnert Prozent ëmzesetzen.

Dat bleift also eng Fro, déi mer mussen hei an aller Rou gemeinsam diskutéieren, fir do och, mengen ech, eng pragmatesch an eng duerchsetzbar Léisung ze fannen. Dat gesot, mengen ech, wäert eis Fraktioun och deen heiten Text stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen och dëse Projet de loi. Et ass wéi gesot d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi awer op ganz ville Punkte sech iwwerschneit mat der Konventioun vum Conseil de l'Europe, der sougenannter Konventioun vu Lanzarote. Hei ginn eng ganz Partie Strofdoten ënner méi eng streng Strof gesat.

Mir sinn och domadder duerchaus d'accord an ënnerstëtze se, wëllen awer just eng Bemierkung trotzdeem maachen. Ze mengen, dass een an dëser Matière nëmmen iwwert d'Strofrecht de Problem ka léisen, ass an eisen Aen net richteg. Dat ass kee Grond, fir net en anstännegt Strofrecht ze hunn. Dat gi mer eis haut jo och op ville Punkten. Mä trotzdeem, de Fall, wou en Iwwergrëff op Kanner gemaach gëtt vun engem Wëllfriemen - dat ass jo déi Angscht, déi vill Elteren oft hunn -, ass net d'Regel. Et ass éischter d'Ausnahm.

Et muss ee rappeléieren, dass sexuell Iwwergréffer op Mannerjähreger, op Kanner ganz oft, meeschtens an engem familiären Ëmfeld, an engem erweiderte familiären Ëmfeld stattfannen. Et ass also net d'Angscht virum onbekannten Täter, deen op der Strooss wahllos géif zouschloen; et ass leider oft am Ëmfeld vum Kand, wou den Täter ze fannen ass, an duerfir kann et net eleng d'Aufgab si vum Justizministère, dëse Problem ze regelen. Hei sinn an eisen Aen och ganz kloer souwuel de Familljeministère wéi och den Erzéiungsministère gefuerdert, fir iwwert de Wee vun Informatioun, vun Opklärung an de Schoulen an op anere Plazen déi Informatiounen ze véhiculéieren, d'Kanner duerch Wëssen an duerch Informatiounen ze stäerken, also preventiv virzegoe mat deene richtegen Informatiounen op deene richtege Plazen, fir bäizedroen, déi Strofdoten hei ze évitéieren.

De penale Volet ass noutwendeg, mir ënnerstëtzen en och, mä e léist de Problem net. Leider ass et e Problem, dee wéi gesot am méi noen Ëmfeld vun de Kanner oft stattfënnt, an do musse mer geziilt hëllefen ze informéieren, fir informéiert a gestäerkte Kanner ze hunn, déi vläicht kënnen am richtege Moment déi richteg Reaktioun hunn, fir den Iwwergréff schlussendlech verhënnert ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Och vu mir aus e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Roth, deen déi ganz Problematik gutt explizéiert huet. Ech wéilt awer nach op zwee Problemer agoen.

Deen een ass dee vun der Assistance u Spectacles pornographiques. Ganz oft gesäit een, datt a verschiddene Länner - Frankräich, Belgien, fir déi ze nennen - et verbueden ass, datt Jonker assistéieren, wann deen Ablack iwwert d'Televisioun oder soss doheem pornografesch Filmer gespillt ginn. Dat schéngt mer hei am Fall och matabegraff ze sinn, mä et kann een nach e puer Doutten hunn. Duerfir wier et gutt, wann een och esou eppes géif verbidden.

Dann ass et och wichteg, datt een déi ganz Reglementatioun kuckt a praktesch duerchsetze kann, datt de Pädophilen, dee versicht, a Kontakt mat Jonker ze kommen, deen dat mécht iwwert d'Musek oder de Sport als Trainer, datt mer dat an de Grëff kréien, datt et effektiv kann duerchgezu ginn. Dat ass zumools de Fall, well ganz oft esou Leit an en anert Land schaffe ginn, well se an hirem Land schonn ënner Surveillance sinn. Duerfir musse mer e Wee fannen, datt mer dat Ganzt wierklech un d'Droe kréien.

Dat ass vläicht méi séier um Pabeier gesot wéi a Realitéit ëmgesat, well dat bedéngt jo natierlech och, datt de Casier vun eventuelle Condamnatiounen och international kann zur Dispositioun stoen. Or, dat ass a verschiddene Länner net de Fall, well déi kee Casier hunn, an duerfir wäert och deen Échange mussen da gemaach ginn.

Bref, dat dote gëtt fir den Här Justizminister a fir d'Regierung nach e bësselchen Aarbecht. Mä dat gesot, ass et awer e gutt Gesetz, zumools, well mer eng Unicitéit kréien an de Condamnatiounen an och an der Aart a Weis, wéi de Libellé vun den eenzelne Strofdoten ass.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Da kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer dëse Projet de loi hei kënnen haut stëmmen. Et geet ëm d'Ëmsetze vun enger Direktiv, wou ech och wëll drop hiweisen, dass mer mëttlerweil an dem Ministère de la Justice esou wäit sinn, dass mer d'Direktive virun der Zäit ëmsetzen. Mir hu vill nogeholl, elo gëtt et méi einfach, fir an Zukunft derbäizebleiwen, well der vill do waren, an et kommen der och nach vill.

Ech wëll och do der Chamberskommissioun an och dem Président-rapporteur, dem Gilles Roth, Merci soen, well d'Leit menge jo ëmmer, Direktiv, dat wär Copy-Paste! Esou einfach ass dat net ëmmer, a mir hunn eis vill Zäit drop ginn an ech mengen, mir hunn elo e gudden Text gemaach.

Ech hunn och hei drop gedrängt perséinlech, dass mer déi Direktiv esou séier wéi méiglech ëmsetzen, well jo eng Kéier virun e puer Méint esou wéinst enger klenger Ännerung, déi kengem opgefall ass an hirer Portée, déi awer direkt eng Incidence op e Fall hat, deen unhängeg war, esou erauskomm war, wéi wann d'Politik zu Lëtzebuerg, d'Chamber, d'Regierung sech net géife seriö asetze géint alles, wat Abus sexuel ass. Dir wësst, dass dat ee vu menge Chevaux de bataille ass, fir géint den Abus sexuel virzegoen. Ech si jo een, deen éischter liberal ass a strofrechtlecher Matière, mä hei, mengen ech, musse mer ganz strikt sinn, an ech sinn och dofir frou, dass mer hei ganz séier déi Direktiv konnten ëmsetzen.

Et sinn e puer Froe gestallt ginn an dofir wëll ech e bëssen op déi agoen. Ech fänken elo e bësse mat deene méi klengen un.

Den Här Henckes huet gefrot iwwert d'Interpretatioun vum „spectacle pornografique": Ech mengen, do mussen d'Parqueten och kënne

schaffen. An Dir wësst, dass awer zu Lëtzebuerg d'Parquete ganz, ganz vehement sinn, fir ze kucke géint alles, wat Abus sexuel ubelaangt, géint alles, wat Pädopornografie ubelaangt - ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zréck -, wat wierklech e Fléau ass a wou ech muss soen, wou mer ganz gutt zesummeschaffen.

An net nëmmen d'Parqueten, mä och d'Parquete mat aneren Instanzen, wéi LISA Stopline - dat heescht haut zwar, mengen ech, aneschters -, mä wou mer wierklech zu Lëtzebuerg ëmmer erëm zitéiert ginn als gutt Kollaboratioun, wann et drëm geet, fir op Internet esou Pädopornografie-Siten a -Réseauen d'Handwierk ze leeën. Ech mengen, dass dat scho wichteg ass, an ech mengen, hei maachen ech de Parquete Vertrauen zu Lëtzebuerg, dass se dat Gréisstméiglecht hei erauszéien, fir och all Schlëmmes ze verhënneren.

Ech bleiwen nach e bësselche bei deem dote Punkt vun och Pädopornografie, well do e Punkt war - ech hat zwee Punkten an der Direktiv, wou ech relativ vill am Europäesche Ministerrot geschwat hunn, deen aneren huelen ech zum Schluss, well en e puermol hei ugeschwat gouf -, ee war dee vun dem Blockéieren oder dem Läsche vu pädopornografesche Siten.

Do hunn ech zum Beispill mat menger däitscher Kolleegin, der Madame Leutheusser-Schnarrenberger, zu deene gehéiert, déi gesot hunn, mir dierften awer hei net iwwert d'Zil erausschéissen. Mir mussen oppassen, dass mer net aus dem Prätext, e Site kéint Pädopornografie sinn, dann iergendwéi alles blockéiere géifen, wat eis net gefält a wou mer dann d'Internetfräiheet a Fro stellen. Dat ass e ganz geféierlechen Exercice!

Dofir hu mer och gesot, dass et drëm geet ze läschen, a wann een net ka läschen, da kann ee blockéieren, wann een d'Motiver huet a wann een de Recours huet. Et kann een net einfach soen: Ech ginn elo duerch Google an alles, wou iergendwéi en Numm drop ass, wat iergendeppes domat ze dinn huet...

Iwwregens ass mer och scho virkomm, wëll ech soen - ech maachen eng Klammer op -, also, an der Fonction publique hu mer jo e bëssel-chen och Websense, dass mer kucken, dass een net un alles kënnt. Ech wollt och eng Kéier eng Recherche maachen iwwer Kriminalitéit a Pädopornografie, ech hunn dunn e Stéchwuert eraginn, do hunn ech mer selwer gesot als Fonction-publiques-Minister: „Dee Site dierfs de net kucke goen" - et war zwar e Site mat de Gesetzer -, well d'Stéchwuert „Pädopornografie" dra war. Mä dat ass jo gutt, dass mer dat mat Websense maachen, mä et kann net sinn, dass mer iergendwéi versichen, iwwert deen heiten Ëmwee d'Internetfräiheet a Fro ze stellen. Dat ass ëmmer deen Équiliber, deen ee muss maachen.

Dofir: Jo, blockéieren, wann een net ka läschen. Et kann een net ëmmer läschen, well ganz oft d'Serveren a Länner sinn, déi ausserhalb vun Europa sinn, da soll een an der provisorescher Prozedur blockéieren. Ech wëll nach eng Kéier soen: De Problem ass bei der Pädopornografie um Internet manner deen, dass een déi googlet. Déi fënnt een net iwwert d'Googlen.

De Problem ass, dass dat ganz oft verschlësselt ass an dass ee sech muss ganz vill Méi ginn, fir iwwerhaapt an déi Réseauen eranzekommen. Sou dass manner de Problem ass vum Googlen, mä neen, de Problem ass, emol iwwerhaapt erauszefannen, wéi déi Réseaue fonctionnéieren, well déi Leit, déi an deenen dote Réseaue schaffen - an zesummen, do gi ganz vill Sue gemaach, mat där Pädopornografie um Internet -, well déi absolut verschlësselt schaffen an dass et einfach drëm geet, fir och an déi Verschlësselung eranzekommen, fir déi Réseauen ze sprengen a fir dann och do deene Leit d'Handwierk ze leeën.

Dofir wëll ech dat nach eng Kéier soen, dass dat, wat ech op deem enge Punkt gemaach hunn, fir ze soen, mir dierfen net iwwert d'Ziler erausschéissen an d'Internetfräiheet a Fro stellen, näischt domat ze dinn huet, wann ech soen, mir musse radikal géint Pädopornografie virgoen, déi e reelle Phenomeen ass a wou reell kriminell Energie wierklech dran agesat gëtt.

Deen zweete Punkt, fir deen ech mech an Europa vill agesat hunn, wou den hollännesche Kolleeg zesumme mat mir en Amendement gemaach huet, deen zwar vum Conseil vun de Ministeren ugeholl gouf (veuillez lire: net ugeholl gouf), mä deen duerno vum Europaparlament - net gradesou hefteg, awer ëmmerhin - mat erëmgeholl gouf, dat ass deen, fir ze soen: Wann ee condamnéiert gouf wéinst Abus sexuel, da geet et net duer, dass een deem herno verbidde kann, fir an engem Beruff ze schaffen, dee mat Kanner eppes ze dinn huet, mä da muss een deem och verbidden, fir iwwerhaapt eng Aktivitéit, a sief se bénévole, ze iwwerhuelen, déi eppes mat Kanner ze dinn huet, well et hei net ëm eng Peine accessoire geet, mä well et hei ëm eng Preventioun geet.

Do si mer am Ministerrot net duerchkomm an éischter Lecture. D'Europaparlament huet dat erëm opgeholl, e bëssen nuancéiert, awer opgeholl, an dunn an zweeter Lecture ass dat an den Text komm. Mir haten zu Lëtzebuerg schonn en Text, deen e bëssen an där Richtung war, mä elo verstäerke mer dat.

Dat war eng hefteg Diskussioun an der Chamber ginn, der Chamberskommissioun ginn, fir ze soen, wat ass elo d'Obligatioun vun de Veräiner. Et ass manner d'Obligatioun vun de Veräiner - ech mengen, et ass e puermol hei och gesot ginn, och vum Gilles Roth -, mä de Veräin huet d'Méiglechkeet, de Casier ze froen!

An da kommen ech op déi Fro, déi den Här Henckes gestallt huet, déi reell ass, mat den europäesche Casieren. Well déi heite Fro, déi ass manner ze kucke mat de Lëtzebuerger Casieren, well mir sinn e klengt Land, do weess een oft, wien een astellt als Jugendtrainer. Sou, mä mir wëssen awer, ech war selwer - den „Feierkrop" huet mech ëmmer genannt „der kleinste Basketballpresident des Universums" -, ech hunn also och ganz vill där Kontrakter ënnerschriwwen a mir sinn der ganz vill, fir qualifizéiert Leit ze fannen, och an d'Ausland siche gaangen. Do weess een net, wat am Casier ass, dofir ass dëse Projet ganz streng oder ganz extrem liéiert mat engem, dee mer leider nach net fäerdeg hunn, well mer op dee leschten Avis vum Statsrot waarden, deen iwwert d'Vernetzung vun de Casieren.

Et geet also hei virun allem drëm, fir engem d'Méiglechkeet ze ginn, wann zum Beispill e Jugendtrainer sech mellt aus dem Ausland, fir do kënne gewuer ze ginn: Huet dee sech do eng Kéier eppes zuschëlle komme gelooss oder net? Et ass also dat, wat mer hei maachen. An dofir ass dëse Projet ganz liéiert mat deem Projet vun de Casieren a vum System ECRIS, dee mer an Zukunft kréien, dass ee wierklech an Europa d'Casiere ka matenee vernetzen an dass een dann effektiv dat gewuer gëtt.

Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, dass et hei net eppes ass, wou mer wëllen de Veräiner méi administrativ Schwieregkeete maachen, mä hinnen d'Méiglechkeet ginn, fir eben och ze soen: „Majo, mir kënnen noutfalls nokontrolléieren, wie mer astellen!", an doduerch och den Elteren eng gewësse Protektioun ze ginn an Assurance ze ginn, wa se d'Kanner an dee Veräin schécken.

Dat ass also eng Saach, nach eng Kéier, wou et eis wierklech drëm goung, dem hollännesche Kolleeg a mir, fir ze soen, komm mir kucken och, dass mer déi bénévole Aktivitéiten, dass mer och do kucken, dass mer do et kréien. Well ech soen Iech et, dass ech méi Angscht heiansdo hu fir déi bénévole Aktivitéiten, well jo och d'Veräiner, d'Leit am Comité si Bénévolen. Wa mer Crèchen hunn, wa mer offiziell Organer hunn, do hu mer Leit, déi professionell och kucken, wa se een astellen. An engem Veräin ass dat zu Lëtzebuerg esou: Déi Leit, déi am Comité sëtzen, dat sinn der, déi maachen dat niewelaanscht, an ech mengen, déi kréien hei eng Hëllefstellung, fir sou gewësse Garantien ze kréien. Dofir ass dat eng gutt Saach.

Dat lescht Wuert, dat war vum Félix Braz, fir ze soen: „D'Justiz, et ass net eleng e Justizproblem." Jo, selbstverständlech! Ech wëll awer dofir soen, dass d'Justiz notamment de Jugendparquet, dass déi alles maachen, fir mat all deenen aneren zesummenzeschaffen - dofir hunn ech LISA Stopline genannt -, dass op alle Fall d'Justizorganer do sinn, fir mat aneren zesummenzeschaffen, an dass et effektiv wichteg ass, preventiv ze schaffen a preventiv eis Kanner op eng Partie Saachen opmierksam ze maachen.

Ech erënneren un e Film - ech si jo och Filmminister -, ech erënneren un e Film, deen esou al ass wéi ech: „Es geschah am hellichten Tag" mam Heinz Rühmann, mam Heinz, schwaarzwäiss, mam Heinz Rühmann no engem Dréibuch vum Dürrenmatt. Herno huet den Dürrenmatt aus dem Dréibuch e Roman gemaach, „Das Versprechen", deen iwwregens an engem ganz interessante Remake mam Jack Nicholson virun e puer Joer erëm verfilmt gouf.

Dee Film, dat war deemools, just fir dat ze soen, den Dürrenmatt ass deemools vun der Schwäiz gefrot ginn, dat Dréibuch ze schreiwen, well se dovun ausgaange sinn, dass, wann een esou e Film mécht, méi bei de Kanner hänke bleift wéi bei all offiziell Avisen an all offiziell Déngen.

Dofir soen ech, et ass ganz wichteg, dass mer hei Campagnes préventives maachen an dass mer... Dat kascht net ëmmer alles, mir mussen och net ëmmer Filmer maachen. Mä ech mengen, dass et wichteg ass, dass ee matzäiten d'Kanner opmierksam drop mécht, dass se sech selwer musse schützen.

Da kommen ech op eng Fro zréck, déi mer haut net gestallt kruten, vun der Verjährung an esou weider, wou ech nach ëmmer soen: Wichteg ass, dass Kanner an Elteren, wann eppes geschitt ass, net waarden, net Angscht hunn, fir sech ze beschwéieren, mä de Courage hunn, encouragéiert sinn, accompagnéiert ginn, fir dat public ze maachen, wat hinne geschitt ass. Well wann ee wierklech wëllt engem eppes noweisen, da muss een esou séier wéi méiglech dat noweisen an esou mann wéi méiglech laang waarden. Och dat ass e wichtegt Element, wat mer mussen hunn, fir dass mer d'Abus sexuels verhënneren an net herno musse bestrofen.

Ech soen Iech awer duerfir Merci fir déi Unanimitéit, déi mer haut an der Chamber hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6408 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6408 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen...

(Interruption)

Jo, mir kënnen och elo direkt nach, dann ier mer zum Débat de consultation kommen, par...

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Jo, dann der Rei no.

(Interruptions diverses)

Här Kartheiser, Dir wollt elo nach zu der Resolutioun schwätzen, an den Här Henckes och nach?

Une voix.- Neen, neen!

M. le Président.- Just den Här Kartheiser.

Här Kartheiser, da kritt Dir d'Wuert.

6. Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Bodry Merci fir deen Text, deen en eis hei virgeluecht huet. Ech hunn dat do gelies an ech hunn awer do eng Rei Froen.

Dat hei geet ganz wäit. Ech fannen, natierlech kann e Parlament dann och froen an enquêteieren, dat steet jo iwwerhaapt hei guer net zur Debatt! Allerdéngs geet et hei och ëm esou Saache wéi d'Missioune vum Déngscht «collecte, traitement des informations», den «personnel du Service de Renseignement» an esou weider, wou ech mech da froen: Wéi eng Garantien hu mer dann nach, datt do keng Missiounen a Gefor komme respektiv keng Leit a Gefor kommen, déi un esou Missioune bedeelegt sinn, sief et, datt se direkt am Renseignement schaffen, sief et, datt se fir de Renseignement bei Missioune bedeelegt sinn?

An ech mengen, ier mer dat hei stëmmen, sollte mer wéinstens emol eng Garantie kréie vum President vun der Kommissioun, datt mer hei net onbeduecht Leit a Gefor bréngen doduerch, datt d'Parlament engem berechtegte Wëllen no Opklärung nogeet, awer vläicht doduerch aner Sécherheetsinteresse vum Land oder vu bedeelegte Persoune kéint a Gefor bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Bodry äntwert dodrop.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur.*- Jo, ech mengen, et ass kee Problem, fir dorobber ze äntwerten. Ech mengen, déi Aart a Weis, wéi d'Kommissioun, op jidde Fall bis elo, geschafft huet - dat mécht se schonn etlech Wochen -, weist, dass se hir Missioun seriö hëlt. Si weess, dass se an enger sensibeler Matière schafft, wou sech och Froe vu Confidentialitéit stellen. Dat ass, mengen ech, bis elo absolut respektéiert ginn.

A selbstverständlech gëllt och fir d'Enquêtekommissioun de Quelleschutz! D'Protection des sources ass ganz staark an eiser Gesetzgebung geschützt, an ech wäert och derfir suergen an all Member vun der Kommissioun wäert derfir suergen, dass dee Quelleschutz selbstverständlech an deem heite Fall respektéiert bleift.

Wa mer do schreiwen, mir wëllen och iwwer Personalfroen diskutéieren, dann huet sech dat erginn, well sech effektiv eng Rei vu Problematike ronderëm déi dote Froe stellen. Dat ass och ee Kapitel, en Titel vun engem Kapitel vum Gesetz vun 2004. Mir wollte ganz einfach eis Missioun esou large gesinn, dass mer och déi eenzel Punkten, déi am Gesetz vun 2004 beim Service de Renseignement geregelt sinn, dass mer déi och nach eng Kéier op de Leescht huelen an iwwerpréiwen.

Dat heescht net, dass mer verlaangen, dass mer elo eng Lëscht kréie vu sämtlechen Informante vum Service de Renseignement, dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn! Et huet och bis elo nach kee Member vun der Kommissioun eng ähnlech Demande och nëmme formuléiert. Also, ech menge schonn, dass mer wëssen, wéi mer un déi Aarbecht eruginn: op där anerer Säit mam Wëllen natierlech, eng uerdentlech, eng propper Enquête ze maachen, awer selbstverständlech am Respekt vun de Gesetzer, déi sech och de Membere vun enger Enquêtekommissioun imposéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Wa soss keng Wuertmeldung méi ass, géif ech proposéieren, dass mer à main levée iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

(M. Michel Wolter quitte la salle en vue de ne pas participer au vote.)

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Ech mengen, dat war e Vote à l'unanimité. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl.

Mir hunn dann als nächste Punkt d'Konsultatiounsdebatt iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech, wéi gesot, bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Bettel, Bodry, Braz, Kartheiser an Henckes.

Elo kritt fir d'Alleréischt de Justizminister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

7. Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise

Exposé

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, ech si ganz frou, dass mer de Mëtteg déi Debatt kënne féieren. Ech hunn héieren, dass ech 40 Minutten am Ufank hunn a 40 Minutten zum Schluss. Ech wäert déi 40 Minutten am Ufank net benotzen. Ech wäert se awer

vläicht zum Schluss musse benotzen, an ech hoffen, dass ech se kann utilement benotzen.

Ech wëll dofir, ier ech op de Questionnaire aginn an op déi Soucien, déi ech als Justizminister hunn, e bëssen op d'Method agoen, fir hei en Débat de consultation ze maachen, well dat mer och um Häerz läit. Et ass esou, dass een ëmmer kann zwou verschidden Zorte vun Debatte féieren. Déi eng ass déi, dass een eng Thees an d'Welt setzt an op d'Antithees waart an dann eng Lagerbildung kritt, an da muss ee kucken, ob een d'Majoritéit kritt oder ob deen aneren d'Majoritéit kritt huet.

Et ass, ech hunn et virdru scho gesot, net meng Method, an allem, wat Gesellschaftspolitik ass, Lagerbildung ze maachen. Et stéiert mech och ëmmer an engem klenge Land zu Lëtzebuerg, dass mer versichen, Lagerbildungen ze maachen, amplaz ze kucken, Konsensussen ze fannen. Et ass dofir, wou ech schonn am Virfeld ugekënnegt hat, awer während praktesch dräi Joer, dass ech dat Verspriechen, wat mäi Virgänger gemaach huet, de Luc Frieden, 2008, dass ech dat géif ophuelen, e Bilan zéie vum Gesetz an dann eng Debatt opgrond vun deem Bilan géif lancéieren.

Ech soen dat, well ech ëmmer erëm liesen, ech hätt déi Debatt eréischt gemaach opgrond vun deem Gesetz, wat mer hei am Oktober gestëmmt hunn. Dat ass net de Fall. Ech wëll drun erënneren, dass ech déi éischte Kéier vun där Debatt geschwat hunn am Mäerz d'lescht Joer - also bal e Joer hier - opgrond vun enger Question parlementaire vum Här Meisch, dee mech op ee vun de wesentleche Punkten ugesprach huet, nämlech de Problem vun dem Mariage a vun där Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn, wou ech gesot hunn, ech wär mer bewosst, dass mer eng Konventioun ënnerschriwwen hätten, déi mer net ratifizéiert hätten, a mir géifen eng Debatt féieren an am Kader vun där Debatt wéilt ech och déi dote Fro erëm ugoen.

Déi zweet Kéier, wou ech déi Debatt an der Press ugekënnegt hat, dat war am Abrëll/Mee am „Tageblatt", dat war opgrond vun der sougenannter „Affär Caiado". Do war ech e bëssen iwwerrascht, dass ech gëschter am „Tageblatt" gelies hunn, ech hätt déi Debatt eréischt duerno gemaach, am Oktober.

Ech hu se am „Tageblatt" ugekënnegt gehat, och scho viru bal engem Joer, dat war déi berühmten „Affär Caiado", wou e portugisesche Fussballspiller sech bei der FLF gemellt huet a gesot huet: „Lauschtert, ech si Portugis, mä ech hu meng Schoul zu Lëtzebuerg gemaach, ech schwätze fléissend Lëtzebuergesch, kann ech net Lëtzebuerger ginn?" De Sportsminister huet mech ugeschriwwen an huet gesot: „Kann dee Lëtzebuerger ginn?" Ech sot: „Här Sportsminister, liest d'Gesetz. Dee kann net Lëtzebuerger ginn, et sief dann, d'Chamber géif hei e Spezialgesetz stëmmen, wat ech mer net onbedéngt ka virstellen." „Mä", hunn ech dunn och gesot, „ech sinn der Meenung, dass een déi Fro soll seriö kucke vu Leit, déi eng Kéier zu Lëtzebuerg waren, déi eng ganz Partie Joren zu Lëtzebuerg gewunnt hunn a virun allem Lëtzebuergesch schwätzen."

An dat huet näischt mat Sport ze dinn, well mir hunn zënter 2008 keng Sportlerexceptioun, mir maachen och keng Sportlerexceptioun, dass dat och kloer ass! Mä d'Fro stellt sech awer: Leit, déi eng Kéier zu Lëtzebuerg waren an erëm fortgaange sinn a Lëtzebuergesch schwätzen, mussen déi erëm eng Kéier dee ganze Parcours du combattant maachen, fir Lëtzebuerger ze ginn, oder net?

Ech hunn dunn am Juli e längeren Interview ginn am „Lëtzebuerger Wort", wou ech méi nach op aner Punkten agaange sinn, déi ech wollt debattéieren, an ufanks September op RTL och - um Radio -, wou ech e längeren Interview ginn hunn, also laang ier dass aner Diskussioune komm sinn. Mir hunn och versicht, déi Debatt an aller Objektivitéit an Transparenz ze féieren. Dofir hunn ech och an dësem Fall, wat rar ass, zwou Pressekonferenze ginn, eng fir d'Debatt ze lancéieren an eng, fir elo eng Kéier och virun deem Hei-an-d'Chamber-Komme meng perséinlech Konklusiounen ze zéien.

D'Debatt hu mer lancéiert opgrond vun engem Bericht vum Ministère, vun deene Leit am Ministère, déi Dausende vun Dossiere kucken. Iwwregens deene Leit da villmools Merci fir déi vill Aarbecht, déi se kritt hunn an déi se nach ëmmer hunn an déi, wa mer haut eens ginn, wahrscheinlech nach méi grouss gëtt.

An déi Debatt wollt ech awer och féiere mat de Leit. Ech hunn ëmmer e Problem, wa bei esou gesellschaftspolitesche Froen d'Debatt just bei den Décideuren ass, Décideurs politiques, Décideurs économiques. Et soll een de Leit dobaussen och d'Méiglechkeet ginn, mat ze debattéieren.

Dofir hunn ech och den 19. September, wéi ech d'Debatt ugekënnegt hunn, en Internetsite ugekënnegt, wou d'Leit konnte ganz sécurisséiert - Dateschutzminister -, ganz sécurisséiert…

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* …mir hir Suergen, Iwwerleeunge matdeelen. Ech hu jiddwerengem drop geäntwert. Verschiddener hunn e puermol hin an hier gemaach. Ech hunn d'Leit och ëmmer gefrot: „Sidd Der d'accord, fir dass Är Stellungnahm anonymiséiert herno an d'Debatt afléisst?" Déi Allermeeschte waren d'accord. Ech mengen, dat ass och nach haut op Internet alles ze gesinn. Dir hutt et all kritt.

Wann Der déi Stellungnahme liest, mierkt Der och ee vu menge Soucien, fir ze soen, dat eent sinn d'Prinzipien, dat anert sinn d'Emsetzunge vun de Prinzipien. An et kann een absolut fir Prinzipien astoen, awer feststellen, dass ee vläicht heiansdo muss eng gewësse Flexibilitéit, Souplesse virgesinn, fir déi Prinzipien och esou ëmzesetzen, dass net Härtefäll entstinn, mä dass och d'Leit hir Chance kréien. An déi Stellungnahme sinn an deem dote Sënn ganz interessant. Ech ginn haut net drop an, ech hunn dat d'lescht Woch a menger Pressekonferenz gemaach.

Dir fannt och nach haut, soen ech, um Internetsite vum Ministère de la Justice net nëmmen d'aktuellt Gesetz, eise Rapport, de Questionnaire, op deen ech ganz kuerz aginn duerno, awer och déi Stellungnahme vun de Leit a sämtlech aner Stellungnahmen, déi komm sinn. Mä et sinn der nach iwwregens, déi hunn ech lech elo eréischt un d'Chamber weiderginn: eng Stellungnahm vun der Auslännerkommissioun vun der Stad Esch an eng Stellungnahm vum Conseil national pour étrangers, déi sinn eréischt en dernière minute komm. Dir hutt se awer alleguer kritt, dass Der déi och kënnt liesen.

A wéi gesot, d'Iddi war hei, fir ze kucken, keng Lagerbildung ze maachen, fir de Sprengstoff erauszehuelen a fir ze soen: „Kommt, mir kucken emol, mir stellen déi Froen, déi ze stelle sinn." Dat sinn insgesamt - oh Mamm! - an déi 40 Froe praktesch. Ech ginn och net op se all an, ech ginn op déi eenzel Kapitelen an, wou mir versicht hunn, eng Partie Froen ze stellen. Ech hoffen, dass mer d'Froen all gestallt hunn. Wa se net all dra sinn, da gi se haut opgeworf.

D'Iddi ass, dass ech kann zum Schluss vun dëser Debatt e gewësse Konsens spieren. Ech si mer hei bewosst, dass mer hei net Unanimitéit kréien. Mä wann ech awer feststellen, dass op där enger Fro e Konsens ass, deen iwwert d'Clivagë geet vun deem engen an deem anere Lager, iwwert de Clivage Majoritéit/Oppositioun erausgeet, da fillen ech mech méi à l'aise, e Projet de loi ze bréngen.

Well, dat wär jo déi aner Method gewiescht - ech hu scho meng Meenungen, an ech kommen nach op déi zréck -, déi aner Iddi wär gewiescht: Ech bréngen e Projet de loi, dee meng Meenunge brëngt, an da kréie mer do kontradiktoresch Diskussiounen.

Ech wëll - an dat ass och ganz kloer, dass ech dat wëll virun Ouschtere maachen -, ech wëll, wa mer haut dee largë Konsens spieren, dee mer awer méiglech schéngt ze sinn, nach virun Ouschteren e Projet de loi hei déposéieren, deen deem Rechnung dréit a wou dann de Sprengstoff eraus ass, wou mer dann an der Commission juridique nach eng Kéier an d'Detailer eraginn. Déi kréie mer doudsécher net haut all gekläert, d'Detailer, mä dass mer dann an der Commission juridique kënnen e Gesetz maachen, wou ech dann och soen, wat eng gewësse Longévitéit huet.

Ech hoffen - an ech ginn dovunner aus, dass all déi, déi schwätzen, dat gemaach hunn -, dass Der d'Buch vum Denis Scuto gelies hutt, wat beweist, wéi et ëmmer hin an hier gaangen ass, d'Nationalitéit, dass dat wierklech eng gesellschaftspolitesch Fro ass, eng wesentlech gesellschaftspolitesch Fro, wou et ëmmer hin an hier gaangen ass.

Wat fir mech wichteg ass - een, deen iwwregens all seng Studien a Frankräich gemaach huet, wou ech ëmmer erëm festgestallt hunn an där Zäit, wéi ech do war, wéi op eemol erëm hei geännert ginn ass, eng Kéier an déi eng Richtung, dann an déi aner Richtung -, et wär och mäi Wonsch, dass mer haut géifen e Gesetz virbereeden, wat eng länger Kontinuitéit hätt, wat opbaut op deem vun 2008, mä wat eng länger Kontinuitéit huet a wat net dann erëm eng Kéier muss an e puer Joer adaptéiert ginn. Dat ass och e Wonsch, deen ech haut hunn!

Op d'Froe ginn ech ganz kuerz an. Déi éischt Fro ass, ob mer der Meenung sinn, dass de Prinzip vun de multiples Nationalités, an ech soe bewosst „multiples Nationalités", well et kann een, also wann ee véier Grousselteren huet, déi all eng aner Nationalitéit hunn, do kann een och déi véier Nationalitéite kréien: Si mer der Meenung, dass dat richteg ass, oder net? Dat war déizäit - 2008 - hefteg diskutéiert.

Ech hu gespuert, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit, mat deenen ech geschwat hunn op deene Konferenzen, wou ech war, déi mer gemailt hunn, eigentlech dat net méi a Fro stellen. Ech mengen, dass dat och zu Lëtzebuerg mëttlerweil unerkannt ass. Mä dat ass déi éischt Fro, déi mer musse soen: Sti mer zu deem Prinzip vun 2008?

Déi zweet grouss Fro, dat ass déi, si mer d'accord… Also, d'Gesetz vun 2008 hat zwee grouss Paradigmewiesselen: Een ass deen, et huet een net nëmmen eng Nationalitéit, et kann een der e puer hunn. Deen zweete Paradigmewiessel ass: Et ass net méi d'Chamber, déi mat engem eenzelne Gesetz jiddwerengem Eenzelnen d'Nationalitéit gëtt, mä et ass de Justizminister, deen d'Nationalitéit gëtt opgrond vu prezise Kritären, a wa se erfëllt sinn, si se erfëllt, a wa se net erfëllt sinn, si se net erfëllt. A wann een net zefridden ass mat der Décisioun vum Minister, da kann een nach ëmmer bei d'Geriichter kloe goen. Fréier konnt een ni géint d'Chamber kloe goen! Wann d'Chamber Nee gesot hat, war et Neen, a wann et Jo war, war et Jo. Dat ass also déi zweet grouss Fro.

An deem Zesummenhang stellen ech dann och déi Fro, déi mer elo am Oktober diskutéiert haten. Am Gesetz steet, dass d'Chamber kann an exzeptionelle Fäll awer engem d'Naturalisatioun iwwert d'Gesetz ginn. Ech stellen déi Fro, wou ech awer mengen, dass mer relativ unanime sinn, dass d'Chamber ëmmer dat ka maachen, wat se maachen dierf. Dat heescht, et ass net e Gesetz, wat der Chamber d'Recht gëtt, e Gesetz ze maachen. Also sollte mer net méi an d'Gesetz schreiwen, dass d'Chamber dierf Spezialgesetzer maachen. D'Chamber muss just wëssen, dass, wa se e Spezialgesetz mécht an engem d'Nationalitéit gëtt, dass dat muss konform si mat eiser ganzer Jurisprudenz vun der Égalité devant la loi.

Dat war am Oktober bei der Prinzessin Stéphanie de Fall, well se eben d'Fra gëtt vum Grand-Duc Héritier a well se zum Beispill kann eng Roll als Verfassungsorgan kréien, eventuell als Régente. Mir haten ni e Régent, mä eng Régente, dat war d'Maria Ana de Bragança.

Bon, ech sinn also der Meenung - an dat ass eng Fro -, dass mer net méi sollen an d'Gesetz schreiwen, wéini d'Chamber kann eppes maachen, mä wann d'Chamber mengt, eng Kéier eppes missen ze maachen, da muss se sech un d'Verfassung halen. An d'Chamber ass ëmmer fräi. D'Chamber kann net sech selwer duerch e Gesetz aschränken.

Zu der Naturalisatioun ass déi Haaptfro: Bleiwe mer dobäi, dass Residenz, Sproochekenntnisser, virun allem vum Lëtzebuergeschen, Kenntnisser vum Funktionéiere vum Stat an d'Honorabilitéit, dass dat déi Haaptprinzipië sinn, oder sidd Der der Meenung, dass do Prinzipië bäikommen oder ewechkommen?

Dann ass eng Fro vun der Condition de résidence, wou mer froen: Bleiwe mer bei siwe Joer? Solle mer aner Conditions de résidence maachen? Solle mer déi differenzéieren? Ech kommen nach eng Kéier do e bëssen op meng Philosophie, Residenz a Sproochekenntnisser. Dat ass d'Fro: Wéi ootme Residenz a Sproochekenntnis mateneen? Mä dorop ginn ech herno nach an, wann ech duerch d'Froe gaange sinn. Dat ass also dee ganze Prinzip 4, vun der Fro, d'Question 4.

Dann all d'Cas spéciaux, dat ass déi Convention européenne iwwert d'Nationalitéit vum Conseil de l'Europe, déi ech virdru schonn ernimmt hunn. Déi hu mer signéiert, awer net ratifizéiert, dat war d'Fro deemools vum Här Meisch u mech. Majo, wann ee bestuet ass, wann ee gebuer ass, wann een Apatride ass, wann ee Réfugié reconnu ass - seet déi Konventioun -, soll ee spezifesch gehollef kréien.

Do ass et esou, dass ech gesot hunn, ma, mir stellen déi Froen haut, fir ze kucken, ob mer mat deem Gesetz, wat ech wëll deponéiere virun Ouschteren, kënnen och déi Konventioun ratifizéieren.

Ech wëll hei eng kleng Klammer opmaachen, déi mech interpelléiert: D'Chamber gëtt sech ganz vill Méi an d'Ministeren och, fir ëmmer erëm ze kucken, iwwert d'Direktiven ze schwätzen an d'Reglementer an Europa ze schwätzen, déi mer unhuelen. Mir ënnerschreiwen awer dauernd, d'Regierung, dat heescht den Ausseminister - deen ass zoustänneg dofir - ënnerschreift dauernd Konventiounen, ouni dass eng Debatt virdrun, zum Beispill an der Commission des Affaires étrangères oder an anere Kommissiounen, dat hänkt ëmmer dovun of, gefouert gi wär.

Eng Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Soll een net och do kucken eng Kéier - dat ass och un d'Chamber -, dass ee vläicht och Debatte féiert, ier dass d'Regierung eng Konventioun ënnerschreift, an net nëmmen, wann ee se ratifizéiert?

Mir hunn eng Partie Konventiounen, déi d'Regierung ënnerschriwwen huet, déi awer ni ratifizéiert goufen. Eigentlech ass dat e bësselchen e komeschen Exercice, fir ze soen: Ech ënnerschreiwen, mä d'Ratifizéiere kucke mer duerno!

Ech hunn eng Kéier den Exercice gemaach, wéi ech nach Aarbechtsminister war, fir eng Rallonge ze brénge vu Konventioune vum BIT, déi signéiert goufen an net ratifizéiert goufen. Ech weess net, wéi et elo haut ass, mä deemools huet d'Chamber dunn dat ofgeschloss. Ech mengen, haut sinn der net méi vill do, well déi lescht Zäit sinn do an dem BIT manner Konventiounen ofgeschloss ginn, oder net?

Well hei ass et esou: Mir hunn 2008 e Gesetz gemaach, wou mer zum Beispill dem Mariage net méi iergendeen Avantage ginn hunn. Gläichzäiteg hu mer 2009 déi Konventioun signéiert, déi seet: Majo, Dir musst awer deene Leit, déi bestuet sinn, en Avantage ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn oder net.

Den nächste Punkt ass dee vun der Lëtzebuerger Sprooch. Op dee ginn ech duerno nach eng Kéier a menge perséinlechen Iwwerleeunge mat an.

Dann ass déi Fro vun de Cours d'instruction civique. Do wëll ech soen, dass dat e grousse Succès ass an dass ech vu Leit geschriwwe krut, dass et eigentlech schued ass, dass nëmmen déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, an déi Cours d'instruction civique ginn, ob een net sollt kucken, dass och déi Leit, déi Lëtzebuerger sinn, d'Méiglechkeet hätten, an esou e Cours d'instruction civique ze goen.

Well effektiv ass et esou, dass jiddweree vun eis, mengen ech, eng Kéier esou e Cours d'instruction civique an der Schoul hat, deen hate mer méi oder manner gären. Mä ech stellen dann heiansdo fest, effektiv, wann ech mat Leit diskutéieren, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen, dass se méi Bescheed wëssen iwwert de Lëtzebuerger Stat wéi Verschiddener - an dat soen ech als Fonction-publiques-Minister -, déi de Concours matmaachen, fir Statsbeamten ze ginn, a ganz gäre just duerch déi dote Froen, wéi de Stat funktionéiert, duerchfalen.

Ganz vill Kandidaten, Lëtzebuerger, falen duerch bei dem Examen, fir Statsbeamten ze ginn, well se net genuch wëssen, wéi eise Stat funktionéiert, bei dem Droit public. Also ass dat schonn eppes, wou ech hei soen, dat ass net mäin Haaptpunkt - ech kommen herno op meng dräi Haaptpunkten zréck -, mä wou ech frou wär, wa mer do géifen dobäi bleiwen a wa mer dat géifen als Chance gesinn, an ebe kucken: Wéi wäit kéint een och Leit, déi net mussen eppes kréien, och soen, et gëtt Cours d'instruction civique? Ech mengen, et wäre vill Lëtzebuerger och interesséiert, emol eppes méi gewuer ze gi wéi dat, wat se wëssen.

D'Condition d'honorabilité, do ginn ech ganz kuerz driwwer. Do ass de Fait, dass fréier dat large war, haut ass et streng: De Minister kann nëmme refuséieren, wann een zu engem Joer feste Prisong condamnéiert gouf. Ech hunn net vill, ech soen dat och haut nach eng Kéier, net vill Fäll - dofir ass dat net meng Haaptfro -, net vill Fäll gehat, mä wou ech Bauchwéi hat. Zum Beispill: Violence domestique. Do gëtt seelen een zu engem Joer Prisong condamnéiert, mä d'Dossiere kommen awer regelméisseg zréck an d'Polizei geet regelméisseg dohinner, geheit regelméisseg Leit eraus. Ech muss deenen d'Nationalitéit ginn.

Meng Fro ass: Kann een dat net méi flexibel halen oder aner Konditioune fannen? Woubäi ech wëll soen, Flexibilitéit ass natierlech ëmmer gefëierlech, well et dann de Minister ass. Allerdéngs ass et esou, dass de Minister ënner engem double Appel steet - Recours en réformation - vun der Cour administrative, wat mer iwwregens gehollef huet. Et sinn heiansdo Doctrinen, déi ech hat, a wa se ëmgestouss goufen a leschter Instanz, da soen ech: „Okay, dann ass et elo esou. Elo häls de dech an Zukunft dorunner." Heiansdo hëlleft et och - Jurisprudenzen -, fir Interpretatiounen ze maachen, well mir hunn am Haus ëmmer Interpretatiounen.

Dann déi Fro vum Mariage, do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Déi Fro, déi vill diskutéiert gëtt, ass de Recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. Dat ass agefouert ginn, fir ze soen: Majo, mir hu Leit, déi hunn hir Nationalitéit missen opginn. Déi Fäll, un déi déizäit geduecht gouf 2008, waren der verschiddener, zum Beispill

dee vun der bestuetener Fra virun de 70er Joren, déi hir Nationalitéit verluer huet, wa se en Auslänner bestuet huet. All hir Kanner sinn dann Auslänner ginn an net Lëtzebuerger. Där sinn also eng ganz Partie Dossieren, déi do kommen.

Aner Recouvrementsfro: All déi Leit, déi wollte Carrière am Ausland maachen an déi hu missen, wéinst der Carrière, d'Nationalitéit unhuelen aus dem Ausland. Ech huelen de Professer Jules Hoffmann, dee sech ëmmer als Lëtzebuerger virkomm ass, deen och ëmmer op Lëtzebuerg zréckkomm ass, dee President vum Conseil scientifique vum CRP-Santé war, mä deen an de 70er Joren, wéi mer keng Recherche zu Lëtzebuerg haten, huet missen déizäit Fransous ginn, fir kënnen do Recherche ze maachen. D'Fransousen hätte kee Problem gehat, dass e Lëtzebuerger bliwwe wär, mä d'Lëtzebuerger Gesetz huet gesot: „Ah, du bass Fransous, also bass de deng Lëtzebuerger Nationalitéit lass." En hat keng Chance, dat aneschters ze maachen. An dat ass deen zweete Fall.

Deen drëtte Fall, wou mer ëmmer dru geduecht hunn - do gëtt jo vill de Geck mat mer gemaach, jo, mat eis gemaach, notamment mat mir gemaach -, dat sinn déi Amerika-Lëtzebuerger, et sinn der net vill, mä et sinn der eng Partie, déi massiv no hire Wuerzele sichen an och erëm eng Kéier wëllen d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Et gëtt haaptsächlech geschwat vun all deenen, déi aus der Province du Luxembourg kommen, déi ebe Virfahren haten, dat sinn déi meescht. Dat ass opgrond vun engem Article de presse am „Avenir" geschitt, dass op eemol déi Leit dat entdeckt hunn. Do soen ech, wann ech d'Dossiere kucken, do kënnt elo d'Fro vum Lëtzebuergeschen.

Do wëll ech emol fir d'Éischt soen, een, dee lëtzebuergesch gëtt duerch d'Naissance, an hei si mer lëtzebuergesch duerch d'Naissance différée, dee brauch net Lëtzebuergesch ze schwätzen. Wann ee säi Kand umelle geet, wat op d'Welt kënnt, freet den Officier d'état civil net: „Kann dat Kand Lëtzebuergesch?" Dat Kand ka selbstverständlech kee Lëtzebuergesch. Mä ech kenne ganz vill Lëtzebuerger, déi net Lëtzebuergesch kënnen, well se Lëtzebuerger de naissance sinn.

Déi Fro gëtt jo och bei deenen heiten hei gestallt: Kënne se Lëtzebuergesch? Duerch d'Bank gepeilt kann ech soen, gutt 40% kënne Lëtzebuergesch. Et huet vill mat de Generatiounen ze dinn. Déi Eeler jo, déi Jonk manner. Ganz vill schreiwen awer och, an dat ass vläicht e Punkt, wou ech herno nach eng Kéier, an där zweeter Phas, drop zréckkommen, dass se bei hirer Boma Lëtzebuergesch héieren hunn, dass se zu Lëtzebuerg schaffen, dass se sech Lëtzebuerg verbonne fillen an dass se och eng Affectioun mat Lëtzebuerg hunn.

Do wëll ech soen, zu där doter Fro ass eigentlech déi Fro, déi ech Iech stellen, folgend: 2008 gouf gesot, dat leeft 2018 of. Meng Fro ass dofir ganz einfach: Solle mer dat 2018 oflafe loossen, wéi d'Gesetz et virgesäit? Oder sollt een et éischter ofschafen - wat ech elo net onbedéngt géif virgesinn - oder soll een et verlängeren? Ech kéint mer virstellen, dass een einfach d'Gesetz hei si léisst, mä do sinn ech oppe fir dat, wat Der sot.

Dann dat lescht Kapitel, dat ass den Droit du sol. Ech wëll eng Explikatioun gi vum Droit du sol. Il y a droit du sol et droit du sol! Den Droit du sol, wéi ech en nach kennegeléiert hunn, wéi ech Student a Frankräich war, dat war den Droit du sol absolu: Du kënns op deem Territoire op d'Welt, also bass de, hues de déi Nationalitéit.

Ech war ëmmer dofir géint den Droit du sol absolu, sinn et nach haut, well ech genuch Kolleegen hat, deenen hir Elteren hu sech zu Paräis kennegeléiert, obwuel se Lëtzebuerger waren, si waren zesummen do op der Schoul, si hu sech kennegeléiert, d'Kand ass dunn zu Paräis op d'Welt komm, a mat 18 Joer huet d'Kand alles misse maachen, fir net an d'franséisch Arméi ze goen, mä just ze soen: „Ech sinn nëmme Lëtzebuerger."

Deen Droit du sol le plus absolu, deen ass agefouert ginn a Frankräich an duerno an anere Länner am 19. Jorhonnert, engersäits fir déizäit Steierzueler ze kréien, a virun allem, fir Zaldoten ze kréien. Dat war deen Droit du sol.

Dofir soen ech, wa mer haut iwwer Droit du sol , an dat hunn ech och bei all deene geschwat, déi matgeschwat hunn, ass et net deen doten Droit du sol - du bass zu Lëtzebuerg gebuer, also bass de Lëtzebuerger -, mä fir ze kucken, ob een dem Droit du sol, also der Gebuert zu Lëtzebuerg, net soll méi Rechnung droen, wann aner Konditiounen och erfëllt ginn. Wann zum Beispill ee vun den Elteren - dat ass eng vun de Froen, déi mer stellen - och schonn zu Lëtzebuerg gebuer ass, wann s de zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Jore gewunnt hues an esou weider, dass een da seet, da muss de net déi ganz Naturalisatiounsprozedur duerchmaachen, mä du kanns méi einfach bei den Officier d'état civil goen: „Ech erfëllen déi Konditiounen an ech maachen dat."

Dat sinn also déi fënnef Kapitelen. Ech wëll hei ofschléissend soen, wat fir eng dräi Sujete mir am meeschten um Häerz leien. Dat ass dee vun der Sprooch. Dat ass deen éischten. Deen zweeten ass dee vun der Residenz. An deen drëtten ass dee vum Mariage. Dat sinn eigentlech déi dräi Froen, wou ech mech perséinlech am meeschten agesat hunn.

Deen éischten ass dee vun der Sprooch. Ech bleiwen der Meenung, dass all Nationalitéitegesetz muss och akzeptéiert ginn dobaussen. An d'lëtzebuergesch Sprooch spillt do bei der Akzeptanz eng wesentlech Roll. Et muss een och wëssen, dëse Stat, wéi mir en haut kennen, ass duerch d'lëtzebuergesch Sprooch kreéiert ginn. Well 1839 ass deen Territoire, wéi mer en haut kennen, definéiert ginn opgrond vun der Sprooch vun deemools. Et ass also schonn eng Base, wou ee wuel muss wëssen, dass souguer 1839 et net Lëtzebuergesch eleng war, well Lëtzebuergesch ass iwwerhaapt net unerkannt ginn déizäit. Also, et kann een net esou maachen, wéi wa mer just d'Lëtzebuerger Sprooch hätten. Däitsch a Franséisch hu vun Ufank un, a scho vum Mëttelalter un eng Roll gespillt. Mä d'Lëtzebuerger Sprooch ass en Element vun dëser Nationalitéit. An d'Lëtzebuerger Sprooch ass ëmmer considéréiert ginn, just, si ass diffus considéréiert ginn.

Ech war laang Joren am Gemengerot, ech war e puer Joer hei an der Chamber, an ech weess, wéi dat gaangen ass. Dann hu mer Berichter kritt vun der Polizei oder der Gendarmerie, an déi hunn dat gesot: „Er spricht leidlich Luxemburgisch, aber ansonsten hat er sich nichts zuschulden kommen lassen." An dann hu mer eng Kéier esou décidéiert, eng Kéier esou décidéiert.

An déi grouss Avancée vum Gesetz vun 2008 ass, dass mer objektiv Kritäre fixéiert hunn iwwert d'Lëtzebuergescht, wou ech och soen, dass do den Institut national des langues eng immens gutt Aarbecht mécht, dat och ëmmer nofreet; dat ass mat der Uni zesummen ausgeklügelt ginn, fir ze kucken: Ass dat objektiv? Hunn d'Leit hir Chance? A grosso modo hunn d'Leit hir Chance.

Allerdéngs muss een och feststellen, dass fir verschidde Leit kënnen Härtefäll entstoen, wa Leit iwwerhaapt net aus engem…, deemno wou d'Leit geografesch hierkommen. E Germanophone huet méi Chance wéi e Romanophone, well en einfach méi no ass beim Lëtzebuergeschen. Deemno wéi al een ass! Deemno, wéi vill een ziddert, wann een an den Exame geet. Och dat ass eng Fro.

Do ass also d'Fro: Kann een net bei der Sproocheklausel beim Test bleiwen, awer kucken, Härtefäll ze évitéieren? Do soen ech nach eng Kéier déi Zifferen: 80% sinn dispenséiert, déi Sproocheklausel, dee Sproochentest ze maachen - net Sproocheklausel, sondern de Sproochentest ze maachen -, well se hir Schoul zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Dat sinn déi meescht. Do soe mer net: „Du muss nach en Test maachen am Lëtzebuergeschen", do gi mer dovun aus, du kanns Lëtzebuergesch.

Anerer sinn déi vu virun '84, op déi kommen ech nach eng Kéier zréck, déi virun '84 op Lëtzebuerg koumen.

An da vun deenen anere sinn dann nach 20%, déi maachen den Test. 70% packen en, 10% falen total duerch, wou den Institut des langues seet: „Mä déi Leit sinn och net virbereet do, déi wësse guer näischt." An ech mengen, dat muss een dann awer och…, et kann een déi net récupéréieren. 20% packen entweder dat Mëndlecht, also dat Verstoen oder dat Schwätzen - et ass ëmmer mëndlech, dat Verstoen an dat Schwätzen -, 20% packen eent vun deenen zwee. An do ass eben d'Fro: Kann een net do kucken, amplaz dass et dann definitiv eriwwer ass, dass een do de Leit eng Chance gëtt? Jiddweree kritt eng Chance, just hei bei deem Sproochentest ass dat e bësselche méi komesch.

Ech wëll iwwregens soen - Dir hutt dat och an Ären Dossieren -, dass et elo eng Etüd gëtt vun engem europäeschen Unisréseau, wou d'Uni Lëtzebuerg matgemaach huet, déi seet, dass mer eigentlech e liberaalt Gesetz hunn, mä dass, wat de Sproochentest ubelaangt, wat d'administrativ Prozedure vun der Residenzklausel ubelaangt a wat de Mariage ubelaangt, ënner anerem meng dräi Punkten, dass mer do misste kënnen nobesseren. Dat ass also zum Sproochentest, dofir soen ech hei meng Meenung.

Dann, dat Zweet, dat ass d'Residenzklausel. Do hunn ech zwee Soucien. Deen éischten ass dee vun där administrativer Prozedur. Mir verlaangen haut, dass de siwe Joer hannereneen hei wunns. An dat ass fir vill Leit ganz schwiereg, dat ze maachen. Well mir hunn nach am Kapp ëmmer gehat, en Immigrant ass een, deen ass eng Kéier a sengem Duerf, en hëlt seng Wallis an de Grapp an dann hëlt en den Zuch an e kënnt op Lëtzebuerg schaffen an e geet héchstens an der Vakanz heem.

Haut hu mer Migration circulaire, et ass een hei, et ass een dohannen. Ech hunn dee Fall Caiado geholl, well fir vill Leit vu portugisescher Ofstamung ass dat de Fall. Si sinn op Lëtzebuerg komm, si sinn erëm zréckgaangen, kommen erëm heihinner. Ech kennen och Leit, déi zu Lëtzebuerg Familljen hunn, an da komme se op Lëtzebuerg an da musse se siwe Joer heibleiwen.

Juste pour l'anecdote: Ech hu virun zwee Deeg am Institut Luxembourgeois de Régulation, en Organ, wat also Pouvoiren huet, déi bei der Souveraineté nationale sinn, e Fonctionnaire vereedegt, deen all seng Exame gemaach huet, deen och Lëtzebuergesch schwätzt, deen allerdéngs nach net d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Woufir? Ma well en eben eréischt am fënnefte Joer hei zu Lëtzebuerg wunnt. Eist Gesetz erlaabt deem, Fonctionnaire ze ginn. Mä do stelle sech awer Froen: Hien dierf Fonctionnaire ginn, en dierf hei d'Gesetzer iwwerwaachen, e schwätzt Lëtzebuergesch wéi mir alleguer heibannen, mä well en eréischt am fënnefte Joer ass, dierf en elo eréischt eng Kéier dann - bon, deemno wéi et geet - an zwee Joer säin Dossier stellen.

Et ass also do schonn, dass ee muss kucken, déi Residenzdénge méi flexibel ze maachen, virun allem d'Interruptions de séjour - dat ass mäin éischte Souci - ze respektéieren. An dat Zweet ass, wat méi ëmstridden ass, ginn ech gären zou, dat ass meng Propositioun, d'Lëtzebuerger Sprooch a Residenz ootmen ze loossen. Wat heescht dat fir mech? Ech soen ëmmer, ob siwen oder fënnef Joer, dat ass fir mech net déi Fro, un där halen ech mech net op. Fir mech ass wichteg, dass déi siwen oder fënnef Joer, oder wat och ëmmer, kënnen zesummegesat ginn an net mussen an engem Stéck sinn.

Fir mech ass, meng Propositioun wär: Majo een, dee wierklech säi Sproochentest packt, soll deen net schonn éischter kënne Lëtzebuerger ginn? Ech weess awer, dass dat ëmstridden ass, an dofir sinn ech emol gespaant, wat elo haut erauskënnt. A meng aner Propositioun ass, dass ee seet: Majo, wann s de 25 Joer hei zu Lëtzebuerg wars, da kucke mer net méi, ob s de Lëtzebuergesch kanns oder net, da gëss de deem Test net méi ënnerluecht, well mer soen, du hues aner Wuerzelen. Et si ganz vill Leit, déi hu Kanner hei, déi hei an de Schoule sinn, déi Haiser hunn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, déi net d'Chance haten, Lëtzebuergesch ze léieren, oder net.

Woufir 25 Joer? Majo, 2008 hu mer gesot, déi virun 1984 erakomm sinn, dat waren du praktesch 25 Joer, an dofir soen ech: Solle mer da net soen, no 25 Joer? Och dat ass ëmstridden. Ech hu mat ganz vill Interessi de Moien op RTL-Radio e Kommentar vun engem RTL-Journalist zur Kenntnis geholl, dee praktesch alles datselwecht seet wéi ech, deen awer zum Beispill seet: Neen, esou wäit soll een net goen.

Et sinn der och, déi soen, et soll een d'Residenzzäit si loossen an net drënnergoe mat der Lëtzebuerger Sprooch. Ech weess, dass dat also eng ëmstridde Propositioun ass, dat Ootmeloossen, oder net. Mä ech wollt déi einfach hei och op den Dësch leeën, opgrond vun där Erfahrung, déi ech als Justizminister gemaach hunn. Och well ech weess - ech hunn dat jo och gesinn, wéi ech als Fonction-Publiques-Minister mat der CGFP déi nei Gehälterreform zesumme mam Octavie Modert ausgehandelt hunn -, all Kéiers, wa mer gesot hunn, et muss een Exame maachen, hu mer ëmmer erëm vun där anerer Säit gesot kritt, mä wéi kanns de Leit, déi scho 40, 45, 50 Joer hunn, wéi kanns de déi nach zwéngen, en Examen ze maachen? Dat ass eng vun den Ursaachen, wou gesot gëtt: Majo, mat engem gewëssen Alter, da geess de net méi gär nach eng Kéier an en Examen. Bon, dat ass also déi zweet Fro.

Déi drëtt Fro ass déi vum Bestiednis. Do e puer Ausféierungen iwwert d'Vergaangenheet. Ech hunn et virdru scho gesot: Ganz fréier, bis, mengen ech, '74, '75 huet ee seng Nationalitéit verluer, eng Fra hir Nationalitéit verluer, wa se e Mann bestuet huet, deen net Lëtzebuerger war. Klassescht Beispill: eis fréier Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, do hu mir keen Akt am Ministère de la Justice, dass déi Lëtzebuergerin ass. Dat fanne mer net! Majo, hiert Gesetz, dat belscht, an dat Lëtzebuerger Gesetz hu gesot: Bestiits de een anere Mann vun enger anerer Nationalitéit, bass de deng lass an du hëls seng un.

Do waren also - den Denis Scuto ass dat anert Beispill; et ass dat Beispill, an dat ass dat, wat ech virdru gesot hunn, vum Recouvrement -, do si Leit, do huet d'Mamm eben d'Nationalitéit missen unhuelen an déi sinn all Lëtzebuerger ginn an hunn duerno misse kucken, de Recouvrement ze maachen. Dat hu mer also nach haut.

Dunn hu mer d'Gesetz geännert. An du si mer vun deem engen Extrem an dat anert gefall a mir hu gesot: Okay, du bestiits e Lëtzebuerger, Unicité de la nationalité, du bestiits e Lëtzebuerger, also gëss de automatesch Lëtzebuerger, mä du verléiers deng Nationalitéit. Dat war zum Beispill nach de Fall bei eiser aktueller Grande-Duchesse, der Maria Teresa. Doduerch, dass si de Grand-Duc bestuet huet, konnt si optéieren, fir Lëtzebuerger ze ginn.

Dunn hu mer gesot, mir mussen awer oppassen, dass keng Abusë kommen. Do ass gesot ginn: dräi Joer Optioun. An du mat 2008 hu mer gesot: Neen, mir maachen iwwerhaapt keen Avantage, mä wann s de dech bestiits, virun allem wéinst den Abusen, well do Leit kucken, fir sech ze bestueden - ech schwätzen ni gäre vu Mariages blancs, mä vu Mariages arrangés -, fir da kënnen iwwert dee Wee d'Nationalitéit ze kréien.

Ech mengen, dass d'Soucië vun deemools nach haut berechtegt sinn. Ech mengen allerdéngs net, dass d'Solutioun vun deemools nach haut berechtegt ass. An dofir stellen ech d'Fro, ob een net soll kucken, och fir där Konventioun Rechnung ze droen, eng Partie Avantagen ze ginn, ouni awer an d'Gefor erëm ze falen, dass de Mariage benotzt gëtt, fir engem d'Nationalitéit ze ginn.

Dat kënne mer iwwer zwee Weeër maachen. Deen éischte Wee ass deen, dee mer zesummen an der Commission juridique maachen, nämlech ze soen: Kommt, mir kucken, dass um État civil schonn esou Mariagë refuséiert ginn. An do hu mer eng ganz Partie Bestëmmungen, déi positiv vum Statsrot aviséiert goufen. Den nächste Mëttwoch komme mer an der Commission juridique jo dofir zesummen, an ech mengen, dass mer do relativ séier kéinten doriwwer eens ginn.

Dann ass et esou, dass ech soen: Wat ass eng Nationalitéit? Dat ass eppes à longue durée. Et ass ganz kloer, dass een eng gewëssse Stabilitéit brauch. Et kann net sinn, dass ee sech just bestit, fir d'Nationalitéit ze kréien. Mä de Mariage, och wann e ka gescheet ginn, ass awer par essence indéterminé, och wann een em kann en Enn setzen. Mä et kann een en net unilateral kënnegen!

Dofir soen ech: Kann een net dohinnergoen, dass een eng Partie Kritären hëlt, wéi zum Beispill eng Résidence amoindrie - net siwe Joer, firwat och net fënnef Joer, kéint ech mer virstellen? Kann een net dann zum Beispill soen: Majo, wann een zesumme bestuet ass eng gewëssen Zäit, wou ee jo dann dovunner ausgeet, dass dat méi laang hält, a virun allem, dat ass ee wesentlecht Element, wat ech hei wollt op den Dësch leeën, wann een zesumme Kanner huet - dat ass en Element, wou ech gesinn hu bei deene Leit, déi mer geschriwwen hunn, wat vill Misär mécht! -, wann ee Kanner huet zesummen, da geet ee jo awer dovunner aus, dass et zum Beispill net e Mariage blanc war! Wann een also zesumme Kanner huet, soll een do net kënnen Avantagë ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn?

Mir hu fréier ëmmer geschwat vun der „unicité de la nationalité dans la même famille". Haut hu mer jo d'multiple Nationalité. Mä soll een net haut schwätze vun der „unicité de la multiple nationalité dans les familles"? Wann Der déi Témoignagë liest, déi ech kritt hunn, ass dat ganz oft de Fall. Wou eng Thailännerin schreift oder hire Mann schreift: „Jo, meng Fra ass hei, mir hu Kanner hei zesummen, si geet ni méi zréck. Si wollt och eng Kéier den Exame packen, huet en net gepackt, huet elo Angscht, erëm zréckzegoen, obwuel se an esou vill Coursë gaangen ass. A si stéiert et, dass se net d'Nationalitéit vun hire Kanner huet."

Do kënnt dann nach derbäi - ech hunn elo déi Nationalitéit geholl, et sinn nach esou Témoignagen do -, wann et Leit vun Drëttstate sinn, dann huet déi ganz Famill - Mann, Fra, Kanner - Problemer, an d'Ausland ze reesen, eleng wéinst de Visaen. Dat heescht, wann déi eng Vakanz maachen - obwuel se bestuet sinn, eng Famill sinn! -, hu se e Problem wéinst dem Visa vun engem vun deenen.

Nach eng Kéier, mir sollen oppassen, dass mer hei net iwwert d'Zil erausschéissen, dass mer net vun deem engen Extrem ze vill an dat anert falen. Et ass dofir, wou ech och ganz däitlech, ech hunn dat jo scho gesot, net de Pacs virgeschloen hunn, well de Pacs ass par essence net à durée indéterminée, dee ka gekënnegt ginn. Et ass och keen État civil…

(Interruption)

...awer net unilateral, Här Bettel, net unilateral! Ech kommen nach op de Punkt. Esou, da kommen ech nach op de Punkt, well ech deen...

M. Xavier Bettel *(DP).-* ...et sinn net nëmmen..., Här Minister, dass mer eis awer eens sinn!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Jo, mä et kann een net unilateral deklaréieren: „Mir sinn net méi bestuet."

(Interruption)

Da brauch dat eng gewëssen Zäit.

An da kënnt dann nach eppes derbäi, wat ech awer och hei wëll soen. Ech weisen och hin op déi Diskussioun, déi mer dann den nächste Mëttwoch an der Commission juridique féieren. En Argument, wat ëmmer geholl ginn ass, fir ze soen, de Pacs muss déiselwecht Rechter kréien - awer net déiselwecht Flichten, mä déiselwecht Rechter kréien - wéi de Mariage, do ass ëmmer gesot ginn: Majo, well gläichgeschlechtlech Partner sech net kënne bestueden.

Ech ginn dovunner aus, dass mer den nächste Mëttwoch dat bestätegen an der Commission juridique, wat mer scho bestätegt hunn: nämlech dass mer de Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen nach aféieren, ouni 5.000 Amendementen! Mir mussen eis eens ginn iwwert d'Fro vun der Adoptioun. Ech mengen nach ëmmer, dass ech am Numm vun der Regierung eng räsonabel Propositioun gemaach hunn, déi doudsécher keng Unanimitéit fënnt, mä déi awer kéint e largë Konsens op d'mannst fannen.

A wa mer dat den nächste Mëttwoch maachen, mengen ech, hätte mer och do wierklech eppes gemaach, wou mer an der Gesellschaftspolitik no vir ginn, ouni hei d'Gesellschaft ouni Nout ze splécken.

Sou. Dat also zu deem drëtte Punkt, dee mer um Häerz läit, de Mariage. Ech weess, dass dat och wahrscheinlech déi Saache sinn, déi hei am meeschte kontrovers sinn.

Ech hoffen elo op eng flott Debatt, wou ech nach eng Kéier soen, dass et mer wichteg ass, dass mer och an d'Detailer eraginn, wou ech hoffen, herno Konsensussen ze fannen, wou ech selbstverständlech dervun ausginn, dass net jiddwereen dat esou gesäit wéi ech.

Mä ech hu léiwer, ech spieren dann haut, wéi wäit ech ka goen, wéi wäit ech net ka goen, an ech kann dann effektiv dat maachen, wat ech ugekënnegt hunn, nämlech e Projet de loi nach virun Ouschteren hei ze déposéieren, fir dass mer dann en temps utile en neit Nationalitéitegesetz kréien, wou d'Leit selbstverständlech am Ministère vill Aarbecht hunn, mä wou mer dann net méi mussen an dës Chamber zréckkommen.

Dofir am Viraus emol scho Merci fir déi Debatt, wou ech awer dervun ausginn, dass se gutt gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Justizminister. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Internationale Geriichtshaff definéiert 1955 a sengem bekannten Uerteel „Nottebohm" d'Nationalitéit folgendermoossen: «La nationalité est un lien juridique ayant à sa base un fait social de rattachement, une solidarité effective d'existence, d'intérêts, de sentiments, jointe à une réciprocité de droits et de devoirs.»

D'Nationalitéit ass deemno fir d'Alleréischt eng Gefillssaach. D'Nationalitéit berout eigentlech op véier Grondelementer: éischtens, e Gefill, zu engem méi grousse Grupp vu Leit an och zu engem Land ze gehéieren; zweetens, gemeinsam Interessen; drëttens, eng Solidaritéit, déi sech doraus ergëtt; a véiertens, och gemeinsam Rechter a Flichten. D'Nationalitéit, déi per Gesetz definéiert gëtt, ass a sech nëmmen de juristeschen Ausdrock vun enger sentimentaler Bindung vun de Leit un hiert Land.

Här President, wann ee wëllt d'Konditiounen, fir d'Nationalitéit ze kréien, gesetzlech ëmfaassen, da kann een dat net lassgeléist kucke vun der Geschicht vun engem Land a vu sengem Vollek. An dat zielt besonnesch am Fall vun eisem Land. Déi sentimental Bindung, d'Zesummegehéieregkeetsgefill, oder, fir et op de Punkt ze bréngen, d'national Identitéit, d'Bewosstsinn, ee Vollek vun engem Stat ze sinn, gëtt et eigentlech nach net esou laang hei am Land. Den Historiker Gilbert Trausch huet eng Kéier Lëtzebuerg als „État malgré lui" beschriwwen.

Erlaabt mer duerfir, op e puer Eckdate vun eisem Land zréckzekommen. Eisem Land seng Grenzen an d'Zesummesetzung vum Vollek, dat drop lieft, hunn an der Geschicht eigentlech permanent geännert.

1364: d'Herrschaft vum Venceslas I. Lëtzebuerg hat deemools e Gebitt vun 10.000 km², véiermol méi grouss wéi haut.

1659: den Traité vun de Pyrenäen. En Deel vun eisem Territoire ëm Thionville, dee geet u Frankräich.

1815: Wiener Kongress. Den östlechen Deel déisäit der Musel an der Our bis op Bitburg, dee gëtt un Däitschland ofgetrueden.

1838: den Traité vu London. Den Onofhängegkeetsstatut gëtt confirméiert. En Deel geet un d'Belsch. Eist Land kritt seng heiteg Grenzen.

All Verloscht un Territoire hat och ëmmer en Afloss op d'Zesummesetzung vum Lëtzebuerger Vollek. Eist Nationalgefill ass duerfir eréischt an der Period 1839 bis 1945 entstanen. D'Land ass an där Zäit an Etappen ëmmer méi autonom ginn, ëmmer méi politesch onofhängeg vu senge groussen Noperen.

D'Fro vun der Nationalitéit ass och an den eenzelne Verfassungen ugeschnidde ginn.

An der Constitutioun vun 1841 war d'Nationalitéit éischt Viraussetzung, fir wielen ze dierfen a gewielt kënnen ze ginn.

1848: déi méi liberal Constitutioun duerch d'Aféierung vun enger konstitutioneller Monarchie an d'Grënnung vun eiser Chamber. Dës Verfassung huet preziséiert, dass d'Nationalitéit duerch d'Zivilgesetzer geregelt gëtt.

Net zulescht d'Entwécklung vum Baurestat zu enger Industrienatioun huet zu engem gréisseren nationale Selbstbewosstsinn vum Lëtzebuerger Vollek gefouert. Am beschte verdäitlecht dat wuel den „Feierwon" vum Michel Lentz, dee grad 1859 fir d'Éischt gesonge gouf. An do heescht et ënner anerem: „Dat mir nun och de Wee hu fonnt, Zum éiweg grousse Völkerbond, Kommt hier aus Frankräich, Belgie, Preisen, Mir wëllen Iech ons Hémecht weisen."

Mä eréischt déi däischter Zäit vum Zweete Weltkrich mat dem memorabele Referendum vun 1941 huet eis als Natioun definitiv zesummegeschweesst. Jo, et ass eigentlech d'Resistenz vum Lëtzebuerger Vollek géint den däitschen Naziokkupant, déi de Prozess vun der nationaler Kreatioun hei am Land ofgeschloss huet.

Här President, Dir gesitt, no deem kuerzen Exkurs iwwert d'Geschicht vun eisem Land, dass d'Nationalitéit, also d'Verbindung, de Lien tëscht dem Vollek an dem Stat, per se evolutiv ass. Si hänkt vun de politeschen, awer och den ekonomeschen Emstänn of. An dat zielt besonnesch fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Et erkläert och, firwat déi jeeweileg Gesetzgebunge bei eis jee no Zäit ganz ënnerschiddlech Konditiounen, meeschtens restriktiv, fir den Erwerb vun der Lëtzebuerger Nationalitéit virgesinn hunn.

Den Historiker Denis Scuto schreift an deem Kontext a sengem Buch „La nationalité luxembourgeoise", dass d'Evolutioun vun der Législatioun iwwert d'Nationalitéit hin an hier gerass ass tëscht engersäits enger protektionistescher Approche an anerersäits enger pragmatescher, méi opgeschlossener Approche. Déi protektionistesch Approche geet Hand an Hand mam identitären Débat, während déi méi pragmatesch Approche sech drëms suergt, wéi d'Netlëtzebuerger am beschten an eis Communautéit kënnen integréiert ginn.

D'Nokrichszäit bis 1968 stoung ënnert dem Afloss vun engem éischter restriktive Gesetz. Et ass eigentlech drëms gaangen Aarbechtskraaft aus dem Ausland ze kréien, awer se net hei zu Lëtzebuerg ze halen. Esou huet eng lëtzebuergesch Fra, déi en Italiener bestuet huet, hir lëtzebuergesch Nationalitéit verluer. Et goung drëms, à tout prix déi duebel Nationalitéit ze évitéieren. Déi gefuerdert Residenzzäit war deemools zéng Joer.

D'Gesetz vum 22. Februar 1968 gouf am Kontext vun der europäescher Gemeinschaft ugeholl. Et setzt notamment d'Residenzklausel vu virdrun zéng op elo 15 Joer erop, an dat, fir d'Assimilatioun vun den Netlëtzebuerger besser ze garantéieren.

1975 koum dunn e méi liberaalt Gesetz. Et verschwënnt d'Diskriminatioun vun de Lëtzebuergerinnen, déi hir Nationalitéit duerch e Mariage mat engem Frieme verléieren. D'Gesetz vun 1975 ass ënnert dem Androck vum héijen Immigratiounstaux geholl ginn a gesäit deemools schonn e Paradigmewiessel vir. D'Residenzklausel geet vu 15 Joer op zéng Joer erëm erof. A verschiddene Fäll gi souguer fënnef Joer duer.

De Rapporteur Eugène Schaus hält als Grond duerfir deemools fest: «Comme en présence des besoins constants en main-d'œuvre étrangère nous devons avoir à coeur d'éviter la constitution de trop fortes minorités nationales préjudiciable à la paix sociale, nous avons tout intérêt à faciliter l'intégration de ceux des étrangers vivant chez nous et qui s'y sentent chez soi. Or, il n'y a pas de doute que l'intégration se fait le plus facilement à un âge relativement jeune. La commission juridique approuve l'objectif poursuivi par le Gouvernement et propose en conséquence d'abaisser la durée de la résidence exigée au pays pour l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise tant par voie de naturalisation que par voie d'option.»

D'Nationalitéit gëtt net méi ugesinn, fir déi, déi do sinn, ze protegéieren, mä fir déi, déi kommen, an eis Communautéit ze integréieren. D'Gesetz vum 11. Dezember 1986 mécht dann den Accès zu der Lëtzebuerger Nationalitéit weider op, andeem et zur Gläichstellung tëscht Fraen a Männer kënnt, wat d'Transmissioun vun hirer Nationalitéit un d'Kanner ugeet.

D'Gesetz berout awer och op enger nei entflaamter identitärer Debatt. Eise Sproocheregime vun 1984 gesäit vir: «La langue nationale des Luxembourgeois est le luxembourgeois.» Ënnert dësem Androck ass och den Débat ëm d'Gesetz vun 1986 gefouert ginn.

Soll d'Maîtrise vun der Lëtzebuerger Sprooch zur Konditioun ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn? Deemools ass dës Léisung opgrond vun engem minoritären Avis vum Conseil d'État net zréckbehale ginn. Gläichzäiteg ass eng aner Revendicatioun, nämlech d'Erofsetze vun der Residenzklausel vun zéng op fënnef Joer, och net zréckbehale ginn.

Mam Gesetz vum 24. Juli 2001 kënnt et zu enger weiderer Oplockerung vun der Naturalisatiounskonditioun. D'Residenzklausel geet vun zéng op fënnef Joer erof, a gläichzäiteg muss den Antragsteller op d'mannst eng vun den offizielle Sproochen - Däitsch respektiv Franséisch - beherrschen. Hie muss zousätzlech Basiswëssen am Lëtzebuergesche virweise kënnen.

Mam Vote vum Gesetz vun 2001 huet d'Chamber eng Motioun ugeholl, an där d'Regierung opgefuerdert gëtt, den Terrain virzebereede, fir en Débat iwwert déi duebel Nationalitéit. D'Resultat dovunner war de Rapport «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg» vun de Professeren Delpérée a Verwilghen, deen als Basis gedéngt huet fir d'Gesetz vun 2008, iwwert deem seng Evaluatioun mir haut debattéieren.

Am Verglach zu allen anere Reformen, déi am 20. Jorhonnert ënnerholl goufen, ass d'Gesetz vun 2008 sécherlech déi bedeitendst. Zënter jee huet de Lëtzebuerger Législateur versicht, de Phenomeen vun der duebeler Nationalitéit ze ënnerbannen.

2008 huet d'Chamber eng 180-Grad-Kéier geholl. Ënnert dem Androck vun der ekonomescher an der demografescher Evolutioun gouf den Zougang zu der Lëtzebuerger Nationalitéit weider opgemaach. Et goung politesch ëm d'Erhale vun engem ganz spezielle Lëtzebuerger Modell: de Modell vun engem klenge Land, an deem méi wéi 170 verschidden Nationalitéite beieneen a matenee liewen an zesummen zum Wuelstand vun eisem Land a vun eis all bäidroen.

Haut wunne méi wéi 524.000 Leit am Grand-Duché. Dovunner sinn der 295.000 Lëtzebuerger an 229.000 Netlëtzebuerger. Zënter der Industrialiséierung vun eisem Land si mer e Land vun der Immigratioun. Mir sinn e Land, dat nëmme kann duerch eng staark Immigratioun seng Ekonomie a säi Sozialmodell oprechterhalen.

D'Fro vun der Nationalitéit stellt sech do an engem ganz spezielle Kontext. Et geet drëms, d'Zukunft esou ze gestalten, dass d'Vollek, dat zu Lëtzebuerg lieft, och d'Lëtzebuerger Vollek ass. Et geet drëms, de Lien zwëschen dem Vollek an dem Stat oprechtzëerhalen, an dat op laang Zäit.

Här President, Dir selwer waart Rapporteur vum Gesetz vun 2008. Deemools hutt Dir an Ärem schréftleche Rapport den Deputéierte René Blum zitéiert, dee schonns 1939 gesot huet: «L'État a intérêt à accroître le plus possible le nombre de ses nationaux en assimilant tous ceux qui naissent sur son territoire afin d'empêcher la constitution de colonies d'étrangers dans notre pays.»

A genau dat ass d'Zil vun der duebeler Nationalitéit. Huet d'Gesetz vun 2008 dëst Zil erreecht? D'Äntwert ass kloer: Jo.

2008 hunn 1.215 Leit sech naturaliséiere gelooss. Dat Joer drop hu 4.022 Leit sech naturaliséiere gelooss. 2009 an 2010 woren d'Haaptinteressenten d'Portugisen, d'Italiener, déi Däitsch, d'Fransousen an d'Belsch.

Nach eng aner Zuel: 2008 sinn 2.470 Kanner als Lëtzebuerger gebuer ginn an 3.126 Kanner sinn als Netlëtzebuerger op d'Welt komm. 2011, also ënnert dem Afloss vum Gesetz vun 2008 sinn 3.000 Lëtzebuerger Kanner op d'Welt komm an 2.639 net lëtzebuergesch Kanner.

Wa mir haut iwwert d'Nationalitéitegesetz debattéieren, dann ass dat net an alleréischter Linn méi eng immigratiounspolitesch Debatt, mä eng integratiounspolitesch Fro. Haut si méi wéi dräi Véirel vun den Netlëtzebuerger, déi am Land liewen, Leit aus europäesche Memberstaten. Si profitéiere vun de Grondfräiheete vun der EU. Dat heescht, si kënne sech fräi zu Lëtzebuerg bewegen a si kënne sech hei etabléieren, fir ze schaffen.

Am Kloertext heescht dat, dass si d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwerhaapt net brauchen, fir bei eis ze liewen. Duerch déi europäesch Citoyennetéit kënnen d'EU-Bierger och eng Partie politesch Rechter hei zu Lëtzebuerg ausüben, wéi zum Beispill d'Recht, bei de Gemengen- an den Europawahlen ze wielen oder gewielt ze ginn. Si hunn och e Recht op eng diplomatesch Protektioun, wa se ausserhalb vun der EU e Problem hunn an zum Beispill bei der Lëtzebuerger Ambassade ëm Hëllef froen. Dës Rechter gëllen och fir Lëtzebuerger, déi am EU-Ausland oder soss op der Welt liewen.

Wat ass an deem Kontext dann iwwerhaapt nach den Intérêt, besonnesch fir en EU-Bierger, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen? D'Haaptgrënn fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen, sinn éischter praktescher Natur. D'Leit wëlle sech besser an der Aarbechtswelt integréieren. Si wëllen, wa se net EU-Bierger sinn, fräi reese kënnen. Si wëlle beim Stat eng Plaz fannen. Si wëlle sech besser an d'Veräinsliewen integréieren. Si wëllen hir Situatioun hei zu Lëtzebuerg ofsécheren a stabiliséieren, ouni awer d'Nationalitéit vun hirer Heemecht ze verléieren. Dat heescht net, dass déi Leit keen affektive Lien zu Lëtzebuerg hätten, mä si wëllen, grad wéi mir och, hir Wuerzelen net leugnen.

Am Rapport Delpérée/Verwilghen steet, dass: «La citoyenneté multiple est, dès à présent un fait. La nationalité multiple est un autre fait. Ni le Grand-Duché de Luxembourg, ni aucun autre État, européen ou non européen, ne sauraient lutter contre un phénomène tout à la fois politique et social qui caractérise des sociétés contemporaines de plus en plus perméables aux influences extérieures. Par contre, il revient sans aucun doute au Grand-Duché de Luxembourg, comme aux autres États, de reconnaître ce mouvement, de le canaliser pour que les effets pervers du système de citoyennetés et de nationalités multiples n'en perturbent pas le développement ou ne génèrent pas de tels inconvénients qu'ils en compromettraient l'équilibre.»

Aus all deene Grënn steet d'CSV-Fraktioun nach wie vor kloer hannert dem Prinzip vun der duebeler Nationalitéit, wéi se ënnert dem deemolege Justizminister, dem Luc Frieden, agefouert gouf.

Här President, wat ass dann elo d'Positioun vun der CSV-Fraktioun zu den eenzelne Konditiounen, déi fir den Erwerb vun der Lëtzebuerger Nationalitéit spillen? D'Gesetz vun 2008 verlaangt dräi Haaptkonditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn: d'Verstoen an d'mëndlecht Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch, ee Grondwësse vun de Lëtzebuerger Institutiounen an eng onënnerbrache Residenzzäit vu siwe Joer virun der Naturaliséierungsdemande.

Éischt Fro: d'Sproochekenntnisser am Lëtzebuergeschen. D'Sprooch ass e wichtegen Aspekt vun der qualitativer Integratioun, dat heescht, d'Bedeelegung un den ekonomeschen, sozialen a politesche Strukture vum Land. Lëtzebuergesch kënnen ass sécher keng Conditio sine qua non, fir hei ze schaffen an ze liewen. Mir sinn e Land, wat dräi offiziell Sproochen huet. Ekonomesch gesinn ass d'Haaptsprooch jo bekanntlech an deem Beräich d'Franséischt oder elo d'Englescht.

Wat de soziale Volet betrëfft, geet d'Integratioun jo oft iwwert d'Veräinswelt, wou d'Leit um lokalen Niveau mat hire Matbierger a Kontakt kommen. Een, dee Lëtzebuergesch kann, huet dann natierlech direkt eng Barrière manner.

Wat de politesche Volet ugeet, esou ass d'Lëtzebuerger Sprooch den Haaptkommunikatiounsvehikel vu politeschen Iddien, Rieden, Programmer, Débaten an esou weider.

Och wann d'Parteie vill Effortë maachen, fir d'Netlëtzebuerger an hir politesch Strukturen ze integréieren an och mat an d'Gemengewahle se huelen, geet awer kaum e Wee laanscht d'Lëtzebuergescht, dat jo nach ëmmer d'Sprooch vum Wieler ass.

Lëtzebuergesch ass net onbedéngt eng Viraussetzung, fir kënne wielen ze goen - d'Parteiprogrammer sinn oft op e puer Sproochen -,

mä et ass eng Konditioun, fir kënne gewielt ze ginn. Am Endeffekt a wäit iwwer all ekonomesch, sozial a politesch Considératiounen, ass et schliesslech den Effort, fir d'Sprooch ze léieren, deen d'Zeechen ass, fir sech wierklech wëllen an eis Gesellschaft ze integréieren.

Wéi sympathesch ass et dach, vun engem Amerikaner oder Hollänner ze héieren, dass dee wëllt mat lech Lëtzebuergesch schwätzen? Fir d'CSV-Fraktioun bleift duerfir d'Verstoen an d'Schwätze vun der Lëtzebuerger Sprooch am Sënn vun der Integratioun eng Konditioun, fir eis Nationalitéit ze kréien.

Här President, d'Gesetz vun 2008 verlaangt e gewëssen Niveau am Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch, deen duerch e Sproochentest gepréift gëtt. Fir d'Verstoen ass dat de Sproochenniveau B1 vum europäesche Referenzkader. Dat heescht, et muss ee sech am Alldeegleche kënnen débrouilléieren. Am Mëndleche muss een den Niveau A2 vum europäesche Referenzkader hunn. A2 entsprécht engem Niveau, wou ee kann a kuerzen an einfache Sätz seng eege Situatioun beschreiwen, an et muss een och e Gespréich kënne féieren.

En objektive Sproochentest gëtt duerch den Institut des langues organiséiert. A ronn 70% vun de Leit packen dee Sproochentest. 20% hunn een oder deen anere Rattrapage, an 10% packen den Test net.

Fir d'CSV-Fraktioun sinn déi zwee Sproochenniveauen aus der Gesetzgebung vun 2008 wichteg, fir op Lëtzebuergesch ze kommunizéieren. Mir wëlle se duerfir bäibehalen. Mir wëllen d'Niveauen net erofsetzen. Fir d'CSV-Fraktioun sollen d'Sproochekenntnisser och weiderhin duerch en objektive Sproochentest gepréift ginn.

Mir wëllen awer net, dass fir deen, dee wierklech wëllt Lëtzebuerger ginn, d'Sprooch zu enger definitiver Barrière gëtt, fir d'Nationalitéit ze kréien. Mir kënnen duerfir mat op de Wee goen, fir de Sproochentest an Zukunft méi labber ze gestalten an e Kompensatiounssystem tëscht mëndleche Kenntnisser an dem Verstoe vun der Sprooch anzeféieren.

Wann een hei zu Lëtzebuerg siwe Joer an d'Schoul gaangen ass, da brauch ee kee Sproochentest ze maachen. Leit, déi méi wéi 25 Joer am Land wunnen, sollen och kee Sproochentest musse maachen. Schwéierbehënnerter solle vun dem Sproochentest kënnen dispenséiert ginn.

Här President, zweet Fro: d'Grondkenntnisser vun den Institutiounen. D'Gesetz vun 2008 gesäit vir, dass deejéinegen, dee wëllt Lëtzebuerger ginn, op d'mannst muss dräi sougenannt „Civiquescoursen" maachen. D'CSV-Fraktioun wëllt dës Konditioun esou bäibehalen. D'Grondkenntnis vun de lëtzebuergeschen Institutiounen an de fundamentale Rechter, mä och de Flichten an eiser Gesellschaft ass fir eis eng Viraussetzung, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen ze kréien.

Här President, drëtt Fro, d'Residenzklausel. Fir kënne Lëtzebuerger ze ginn, muss een dem Gesetz vun 2008 no siwe Joer onënnerbrach virum Naturalisatiounsantrag am Land gewunnt hunn.

Ass dat haut nach ubruecht? Dozou eng éischte Bemierkung: Mam Nationalitéitegesetz vun 2001 si mer vun zéng…

M. le Président.- Ech bieden lech, dem Här Roth nozelauschteren, wann ech gelift!

M. Gilles Roth *(CSV).*- …op fënnef Joer erofgaange mam Argument, dass d'Residenzklausel fir d'Naturalisatioun der Residenzklausel vun der Optioun, also dem Choix, fir Lëtzebuerger kënnen ze ginn, sollt ugepasst ginn. Am Kontext vun der duebeler Nationalitéit si mer du mam Gesetz vun 2008 vu fënnef op elo siwe Joer Residenzzäit eropgaangen.

(Interruption)

Haut gëtt et keng Optiounsméiglechkeet fir d'Nationalitéit méi, just nach d'Naturalisatioun. D'Residenzdauer vu fënnef Joer ass awer elo an dem Wahlgesetz erëmzefannen, fir bei Gemengewahlen dierfe wielen ze goen.

Zweet Feststellung: D'Beruffswelt zu Lëtzebuerg beweegt sech an enger schnellliweger Zäit. Dee gréissten Deel vun Netlëtzebuerger, déi hei am Land wunnen a schaffen, sinn EU-Bierger. Déi Leit sinn och beruffsbedéngt mobil. Dat heescht, dass se oft scho virun dem Oflaf vu siwe Joer erëm an d'Ausland ginn, fir do zum Beispill eng aner Aarbecht ze fannen. Et kann och sinn, dass een ëmmer hei zu Lëtzebuerg gelieft huet, dunn awer fir e puer Joer huet missen an d'Ausland goen, fir do ze schaffen, an duerno erëm zréck op Lëtzebuerg komm ass. Dës Persoun muss haut, obscho se hir ganz Kandheet a Jugend zu Lëtzebuerg verbruecht huet, erëm siwe Joer waarden, fir eis Nationalitéit ze kréien.

D'CSV-Fraktioun ass duerfir gewëllt, dëse legale wéi och praktesche Considératioune Rechnung ze droen an d'Residenzdauer op fënnef Joer erofzesetzen. Fir d'CSV-Fraktioun kann een duerfir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, wann ee fënnef Joer am Land gewunnt huet a Lëtzebuergesch zur Genüge ka schwätzen a verstoen an déi néideg Kenntnisser vun eisen Institutiounen an elementare Biergerrechter, mä och -flichten huet.

Här President, de Minister proposéiert zousätzlech nach eng Rëtsch aner Adaptatiounen a besonnesch d'Aféierung vun enger Partie Regelen, déi aus dem sougenannte Ius soli kommen. Dat heescht, dass een d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, wann een hei am Land gebuer gouf.

De Moment spillt de sougenannten „ius soli", also den Droit du sol, zu Lëtzebuerg nëmmen a limitéierte Fäll. E Kand, wat hei gebuer ass an deem seng Elteren net Lëtzebuerger sinn, mä wouvunner awer een Elterendeel hei gebuer ass, ass Lëtzebuerger. Dat sinn déi sougenannten „Lëtzebuerger aus zweeter Generatioun".

Des Weideren ass e Kand, wat zu Lëtzebuerg gebuer ass an deem seng Elteren net bekannt sinn, och Lëtzebuerger. Oder e Kand, dat aus diverse Grënn keng Nationalitéit huet an dat hei gebuer ass, ass Lëtzebuerger. Lëtzebuerger ass och deen, dee virun 1920 hei am Land gebuer ass.

Prinzipiell ass d'CSV-Fraktioun éischter reservéiert géigeniwwer dem Prinzip vun dem Ius soli, dem Droit du sol. Mir kënnen awer mat op de Wee goen, fir Leit, déi zwar zu Lëtzebuerg gebuer goufen an awer net Lëtzebuerger sinn, den Accès zu eiser Nationalitéit ze erliichteren. D'Leit, déi déi gesetzlech Bestëmmung vun dem Ius soli erfëllen, sollen dann d'Nationalitéit kënnen ufroen iwwer eng einfach Deklaratioun beim Officier d'état civil, am Regelfall also dem Buergermeeschter vun der jeeweileger Gemeng.

Här President, d'Geschicht vun eisem Land weist, dass mir eist Nationalitéitegesetz mussen evolutiv betruechten. Et komme permanent Leit op Lëtzebuerg liewen a schaffen. Mir si gewollt oder ongewollt mat enger Integratiounsfro beschäftegt. Mir mussen eis där Fro am Geescht vun der Zäit stellen. Mir kënnen eis net vun Europa, vun der Welt ofkapselen, andeems mer eng restriktiv Politik maachen, andeems mer versichen, vun de Leit hirer Aarbechtskraaft ze profitéieren, ouni hinnen awer d'Méiglechkeet ze ginn, aktiv un der Gestaltung vun eiser Gesellschaft matzewierken.

Duerfir hu mir als Lëtzebuerger Land a Bierger en eegenen Intérêt, deene Leit, déi hei liewen a schaffen, déi wëllen déi Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, mat allen domat verbonnene Rechter, also och dem Wahlrecht, jo sech wëllen integréieren, den Zougang zur Nationalitéit méi onkomplizéiert ze maachen.

Dat heescht net, dass mir keng Exigenze méi mat der Nationalitéit verbannen. Duerfir ass fir d'CSV-Fraktioun niewent enger gewëssener Residenzdauer d'Haaptkonditioun déi vun eiser Sprooch. Eis Sprooch, d'Lëtzebuergescht, ass fir vill Leit, déi hei am Land liewen, d'Mammesprooch. Et ass fir vill vun eis dee wichtegsten Aspekt vun der Lëtzebuerger Nationalitéit an och hirer Identitéit. Net fir näischt gëtt op dem nationale Commémoratiounsdag all Joers grad un de Referendum vum 10. Oktober 1941, en Eckdatum vun der Geschicht vun eisem Land, geduecht, wou deemools 97% vun de Leit gesot hunn, hir Sprooch wier d'Lëtzebuergescht. An och haut, méi wéi 70 Joer duerno, schwätze mir hei an der Chamber grad wéi an eise Gemengeréit als Vertrieder vum Vollek Lëtzebuergesch.

Duerfir ofschléissend, Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun an am Telegrammstil folgend Positiounen zu de Kritären, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien:

Jo zur Lëtzebuerger Sprooch mat Sproochenniveau a Sproochentest, sou wéi se haut virgesi sinn, mä d'Méiglechkeet, fir ze kompenséieren tëscht d'Sprooch schwätzen a se verstoen.

Jo zu enger Residenzklausel vu fënnef Joer. Mir sinn op bei der Fro, ob dës Period kann zäitlech ënnerbrach si virum Antrag op d'Lëtzebuerger Nationalitéit.

Jo zu de Grondkenntnisser vun de lëtzebuergeschen Institutiounen a vun de Grondfräiheeten an -flichten an eisem Land.

Jo zu enger vereinfachter Prozedur, fir d'Nationalitéit opgrond vun dem Ius soli ze kréien. Prinzipiell muss den Droit du sol d'Ausnahm bleiwen, enger punktueller Upassung vun den aktuelle Bestëmmunge verschléisse mir eis awer net.

Jo, fir dem Justizminister ënnert der Kontroll vun de Geriichter méi Befugnisser ze ginn, fir d'Naturalisatioun ze refuséieren, wann den Antragsteller net déi néideg Honorabilitéit huet.

Jo, fir déi sougenannten „Virfahreregel" mam aktuellen Datum vum 31. Dezember 2018 auslafen ze loossen.

A Jo fir d'Sträiche vun den Artikelen 8 an 9 aus dem aktuelle Gesetz, déi virgesinn, dass een an aussergewéinleche Fäll am Interessi vum Land ka per Gesetz d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, well de legislative Pouvoir vun der Chamber ass souverän mat oder ouni gesetzlecher Habilitatioun.

Ech soen ofschléissend Merci dem Justizminister, dass en dëse gutt virbereeten Débat de consultation ugefouert huet. An als CSV si mer selbstverständlech op, fir en ähnlech gutt virbereeten Débat de consultation an engem anere Sujet, nämlech deem vum Wahlrecht fir d'Netlëtzebuerger, och an der Chamber ze féieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen lech Merci, och dem Minister Merci, dass mer iwwert dëse Sujet diskutéieren. Et gëtt esou verschidde Sujeten, wou ee weess, dass ee kann d'Leit direkt matrappen. Et si sensibel Sujeten, wou d'Leit da ganz tranchéiert Meenungen hunn, an et brauch een nëmmen op deen een oder deen anere Site kucken ze goen, da gesäit een, wéi deen ee sech défouléiert vis-à-vis vun deem aneren.

Dofir wor ech och e bëssen iwwerrascht, Här Minister, gëschter, wéi ech eise Chamberspresident gehéiert hunn, dee gesot huet, déi Fro soll an engem Referendum tranchéiert ginn iwwert d'Ouverture vun de Stëmmméiglechkeete fir d'Netlëtzebuerger. Ech wier och interesséiert, wann ech d'Positioun vun der Regierung vläicht kéint kréien, ob déi d'Meenung vum Chamberspresident dozou och dréit. Mä ech kommen dozou méi spéit.

Här President, et geet haut ëm d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wou - deemools d'Naturalisatiounen, Optiounen, Recouvrementer - et vill Méiglechkeete gëtt, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Den Här Minister huet eis och e ganze Froekatalog ginn, wou ech direkt soen iwwert d'Kompetenzen - well kommt, mir maachen et kloer a mir probéieren, op déi eng an op déi aner Fro eng Äntwert ze ginn -, wou d'Kompetenze leien: Ech mengen, dass et elo, wou se sinn, déi richteg Plaz ass. Et soll en Acte administratif sinn. Et geet och vill méi séier. Kommt, mir sinn eis eens!

Well an der Zäit - well mir schwätzen ëmmer, d'Chamber hätt d'Kompetenz -, mä et sinn och nach Avisë gefrot gi beim Statsrot. Et sinn Avisë gefrot ginn an de Gemengen. D'Dossieren hu bei deem engem oder bei deem anere méi laang… Iwwert den Distriktskommissär si se gaangen.

An, Här President, Dir selwer nach, wéi Der bei eis an der Commission juridique waart, an d'Madame Doerner, déi laang och Rapporteur war vun den Naturalisatiounen, mir hunn heiansdo Dossiere kritt, déi dräi oder véier Joer gebraucht hunn, fir bei eis an d'Kommissioun ze kommen, iwwerhaapt fir de Vote kënnen ze huelen. Dat wor en Délai, deen total net räsonabel war. Dat heescht, am Moment, do, wou d'Kompetenz ass, bei der Justice, ass déi richteg! A virun allem huet een elo an dësem Land och en Degré de juridiction, wou ee kann och déi Décisioun contestéieren, wat virdrun net de Fall war.

D'Situatioun bei eis am Land ass eng eemoleg Situatioun. Ech weess net, ob et aner Länner gëtt oder Haaptstied och, wou déi Situatioun esou ass, wéi se bei eis ass. Mir hunn am Moment an der Stad Lëtzebuerg 67% Netlëtzebuerger! Dat heescht, zwou Persoune vun dräi bei eis an der Stad hu kee Lëtzebuerger Pass. An een Drëttel huet e Pass.

Ech si frou, dass mer kee Front National hei hunn. Ech si frou, dass mer et fäerdegbréngen, ee mat deem aneren zesummenzeliewen, een nieft deem aneren, ee mat deem aneren.

Ech stelle mer och Froen awer a maache mer och awer verrschidde Suergen, wann ech gesinn, dass mer ëmmer méi Clibb kréien…, ech soen zum Beispill, bei eis an der Stad sinn Demandë gewiescht vu verschidde Clibb, fir e portugisesche Fussballsclub, e schwedesche Fussballsclub, francophone Scouten, portugisesch Scouten, englesche Fussball etc., etc., wat ech ganz schlecht fannen. Well wann een direkt scho bei deene Jéngsten ufänkt, bei de Scouten, bei de Schoulen, bei dem Sport, deen ee vun deem aneren ze trennen, kréie mer d'Integratioun net dès le plus jeune âge bei de Kanner. An dat fannen ech wierklech traureg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dofir si mir der Meenung, dass ee sollt och an de Gemengen, wou ee jo d'Méiglechkeet huet och, fir verschidden Initiativen där enger oder där aner Associatioun ze ginn, se incitéieren, dass mer Inklusioun maache schonn dès le plus jeune âge, an net au contraire schonn Associatiounen ënnerstëtzen, fir dass dann d'Kanner an hirer Sektioun an der Europaschoul, an der International School sinn, duerno an de Scouten de Weekend an am Sport déi ganz Woch. Esou maache mer op jidde Fall keng Integratiounspolitik. An dofir ass dat och immens wichteg, dass mer dat évitéieren. Mir hunn et jo och fäerdegbruecht, dass keng „gentrification" du point de vue Sozialschichten oder du point de vue Nationalitéiten an de Quartiere ass, eppes, wat och ganz wichteg ass, an do musse mer och weider dru schaffen.

Déi grouss Froen, déi ee sech stellt: Déi éischt ass elo emol den Délai. Dat ass dat, wat d'Fro ass. Ech ka mech erënneren, et woren zéng Joer, du woren et fënnef Joer, du woren et siwe Joer. Ech ka mech erënneren, dass den Här Fayot deemools véier Joer proposéiert hat. Do wor eng Enchère, eng Surenchère, wien elo am déifste géif goe bei deenen engen, a bei deenen aneren, wou een da géif nach dropsetzen, fir ebe verschidde Kritären ze hunn.

Ech muss lech soen, et ass deemools gesot ginn - fënnef Joer woren en Acquis, dee mer zesummen diskutéiert haten -, dass een do op siwe Joer eropgaangen ass, just well dann d'duebel Nationalitéit géif kommen, dowéinst misst een et da méi komplizéiert maachen.

Ech muss lech soen, dass fir eis den Délai vu siwe Joer e laangen Délai ass! An et gëtt nach ëmmer keen Argument, sou wéi mer et deemools och gesot hunn, fir vu fënnef op siwen eropzegoen, fir dee vu siwe Joer ze justifiéieren. Mir sinn iwwerzeegt, dass den Délai vu fënnef Joer dee richtegen ass! A mir sinn och der Meenung, dass bei engem Délai vu fënnef Joer een net ka kucken, dass et genau fënnef Joer zesumme sinn.

Et ass eng Propositioun komm - an ech sinn och ganz frou, dass d'Auslännerkommissioun bei eis an der Stad sech och d'Suerge gemaach huet, an och aner Gremien -, dass ee soll en Délai kucken, dee méi breet ass. Dat heescht, et muss ee soen, dass een zum Beispill déi lescht aacht Joer en Délai vu fënnef Joer huet missen hei am Land verbréngen. Et ka jiddwerengem virkommen, an d'Ausland ze goen. Dir hutt verschidde Leit, déi hunn da véier Joer hei gewunnt, da gi se sechs Méint an d'Ausland fir eng Missioun, fir e Studium, fir d'Aarbecht. Een, deen den Erasmus-Programm mécht, deen an d'Ausland geet, da kënnt en zréck, an et seet een: „Ah neen, du hues keng fënnef Joer! Elo geet den Délai nees bei null lass, an du muss déi nächst fënnef Joer dann nees hei wunnen." Dowéinst menge mer, dass et wichteg ass, dat an aacht Joer zesummen ze kucken.

Dann ass d'Fro och gestallt ginn am Katalog vun de Froe vum Minister: Wéi ass et da mat den Apatriden? Wéi ass et mat den Demandeurs d'asile? Wéini fänkt do den Délai un?

Ma, Här Minister, mir mengen, dass den Délai muss ufänke vun deem Dag un, wou se hei sech ageschriwwen hunn. Een, deen illegal hei ass, dee sech ni mellt, zielt net! Mä wann ee sech - well et huet nach keen dee Sujet abordéiert -, wann elo een awer heihinnerkënnt a sech aschreift…, an da kann ee soen: „Jo, mä seng Prozedur wor nach net fäerdeg." Mir kënnen awer net, wa säin Uerteel oder seng Prozedur fënnef oder sechs Joer dauert, him soen: „An elo fänkt den Délai da vu fënnef Joer un." Dat heescht, dass e bal zéng oder zwielef Joer muss hei am Land sinn, fir dass säin Délai ufänkt (veuillez lire: fir dass säin Délai erfëllt ass).

Dowéinst menge mer, dass den Délai soll ufänke vun deem Dag un, wou e legal hei ass, dat heescht, wou en op d'mannst sech deklaréiert huet op enger Gemeng, an net einfach soen: „Et ass eis egal." Also, d'Lenteur vun der Administratioun kann net eng Sanktioun si fir den Administré, egal vu wou e kënnt!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Délai also, wéi gesot, dat ass jo och e wichtegt Argument gewiescht, do si mer der Meenung, dass dee sollt da wéi gesot op fënnef Joer erofgoen, op engem Délai vun aacht Joer zesumme gekuckt.

D'Sprooch. Ech ka mech erënneren, wat gesot ginn ass déi leschte Kéier. Et ass vun Ängschte geschwat ginn am Numm vun der CSV, dass mer kee Pass-Tourismus wéilten, mir wëllen net,

dass Leit, déi en Deel vun hirem Liewen zu Lëtzebuerg verbréngen an dann nees an aner Deeler vun der Welt weiderreese bis un d'Längst, eise Pass als zweeten, drëtten oder véierte Pass och nach mat kënne féieren.

Dat si keng Argumenter, Här President!

(Interruption)

Jo, mä dat huet awer deemools den Här Wolter gesot. Ech hunn awer de Procès-verbal, ech hunn e matbruecht, Här Roth, ech kann Iech dat matginn, wat deemools awer gesot ginn ass.

Et soll een ni vergiessen, wat een…

(Interruption)

Et soll een ni vergiessen, wat een eng Kéier gesot huet. Ech fannen et jo gutt an ech ech si frou, dass den deemolegen - ech hunn et schonn eng Kéier gesot, Här President -, ech si frou, dass den deemolegen CSV-President Biltgen, deen deemools jo mam CSV-Minister Frieden averstane war, fir den Délai op siwe Joer eropzeschrauwen, haut de Justizminister Biltgen iwwerzeegt kritt huet, dass deen Délai vläicht e bësse laang wier. An dat, wat deemools d'CSV gesot huet, dass se e bëssen Angscht haten, dass d'Sprooch awer..., wierklech eng ganz nationalistesch Ried, dass mer haut awer eis eens sinn, dass mer bestëmmt net solle vun Ängschten oder vu Pass-Tourismus schwätzen. Et kënnt keen hei op Lëtzebuerg wunnen, just fir e Pass ze kréien an da fortzekommen!

(Interruption)

Well de Moien hat ech nach d'Diskussioun mat engem, dee sot mir: „Jo, mä et ka jo awer net sinn, dass een de Pass hëlt, just fir d'Korinthen ze kréien!" Da soll ee mir soen, wat d'Korinthe sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da soll ee mir soen, wat d'Korinthe sinn.

(Interruption)

Wann een d'Sprooch net kann - well da kritt ee gesot: „Da geet en an d'Fonction publique." Mir hunn nach ëmmer d'Conditions linguistiques. Dat heescht, wat ass den Avantage? Dass ee vläicht en Avantage huet, dass een, wann ee Pass net méi gutt ass, nach en aneren huet. Mä wann een esou wäit geet a wëllt sech mat engem Land identifizéieren, an deem e lieft, an deem e Lienen huet, an dowéinst eng Demande mécht fir eng Nationalitéit, da menge mer, dass mer net solle mat Ängschten oder mat Pass-Tourismus driwwer diskutéieren.

D'Sprooch, Här President, ass fir eis awer ee vun deene wichtegsten Integratiounsfacteuren. Mir mierken et selwer. Mir hu jo alleguerte Kolleegen, déi d'Lëtzebuerger Sprooch net kënnen. Dat hu mer alleguer. Da seet een, wann een ënner sech ass, da kommt, hie schwätzt Franséisch oder e schwätzt Englesch oder e schwätzt Däitsch, an da schwätzt een dat par politesse vis-à-vis vun där Persoun, déi do ass. Mä no zwou, dräi Minutten, kommt, mir sinn eis eens, da fuere mer nees op Lëtzebuergesch weider.

(Hilarité)

Dat heescht, dass déi Persoun, déi kee Wuert Lëtzebuergesch kann am Fong an déi Sprooch och guer net schwätzt, am Fong sech autoexcluéiert vun engem Zesummeliewen, dat se vläicht hei kéint hunn.

Dofir si mer der Meenung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch scho ganz wichteg ass. Si ass scho ganz wichteg. Si ass den Integratiounsfacteur.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- A mir sinn der Meenung, dass dowéinst och d'Lëtzebuerger Sprooch sollt weider eng wichteg Roll spillen.

Mir gesinn och, dass mer duerch den Text iwwert d'duebel Nationalitéit et fäerdegbruecht hunn, well virdrun ass jo eng vun deenen dräi administrative Sproochen duergaangen, dass duerch d'Wichtegkeet, déi een der Lëtzebuerger Sprooch ginn huet, mir et fäerdegbruecht hunn; ech soen Iech zum Beispill d'Zuele vun 2002, do woren deemools 322 Leit, déi Lëtzebuergesch-Coursë suivéiert hu bei eis an der Gemeng. Mir sinn 2009, wéi den Text geännert ginn ass mat der duebeler Nationalitéit, op 818 gewiescht. Dat heescht, bal eng Verdräifachung - bal, net dass Der mer sot, e kann och net rechnen -, bal eng Verdräifachung vun der Zuel vun de Participantë vun de Lëtzebuergesch-Coursen. Wat jo awer weist, dass, wann een d'Méiglechkeet gëtt, fir déi Coursen ze suivéieren, wann een den Effort ubitt, dass d'Leit och bereet sinn, deen ze maachen.

Dofir si mer der Meenung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch selbstverständlech ee vun de ganz wichtege Kritären ass, mä et dierf net d'Barrière sinn, déi alles bremst.

Ech soen zum Beispill, de Rapport d'évaluation seet jo ganz kloer: «Il est indéniable que pour bon nombre de candidats potentiels à la naturalisation, les niveaux, qui doivent être atteints en maîtrise de la langue luxembourgeoise, constituent un obstacle difficile à franchir.» Et steet net «impossible» do, ech si ganz averstanen, mä «difficile à franchir». Dir hutt verschidde Leit, déi kënnen net eng aner Sprooch mat engem gewëssenen Alter léieren an déi vläicht Schwieregkeeten hunn. An do si mir éischter der Meenung, dass…

Dir hutt jo virdru gesot, een, dee 25 Joer hei wunnt, ob deen en Exame brauch oder net brauch. Mir sinn der Meenung, dass ee sech déi Fro kann aneschters stellen. Et soll en Examen do sinn. Deen, deen e packt direkt - tant mieux! Deen, deen en net packt, deem soll een dann einfach soen, dass en eng Assiduitéit soll hu fir eng gewëssen Zuel vu Coursen. Dat heescht, dass ee seet, dass et eng Formatioun ass vun esou vill Stonnen, wou en da soll deelhuelen a wou da vläicht den Examen…, wou méi Coursë si wéi fir déi aner an dass duerch déi dote Formatioun am Fong een da seet: „Okay, a wann den Niveau net super ass, mä en huet sech awer déi Méi ginn, fir nach méi Coursen ze huelen", dass een dann am Fong ka kompenséieren dat eent vis-à-vis vun deem aneren.

Et sinn och eng ganz Rëtsch vu Froe gestallt ginn nach, Här President, wou ech nach wëll drop agoen. Dat ass déi vun der Hochzäit. D'Hochzäit ass e ganz delikate Sujet, e ganz, ganz delikate Sujet. Einfach, bon, ech wëll elo net op d'Mariages blancs agoen, och wann ech aus eegener Erfahrung Iech kann zielen, dass dat eng Realitéit ass. Dat huet ee regelméisseg.

Ech ka mech erënneren als jonke Gemengeconseiller ufanks Januar 2000, meng éischt Hochzäit, ech hu mech esou gefreet do drop. Dat wor e Mariage blanc! Dat wor e Mariage blanc! Déi zwou Persoune si mat anere Leit komm an deen een ass fortgaange mat enger anerer Persoun. An ech muss Iech soen, et ass een e bësse mains liées. Ech hunn och guer kee Problem mat Altersdifferenzen oder esou, mä ech hu mer… L'amour, hein, heiansdo gëtt et och keng Erklärungen, wie sech a wie ka verléiwen. Mä Dir hutt heiansdo verschidde Situatiounen, wou Der mierkt, dass déi Leit emol net zesumme kommen an emol net zesumme fort ginn. An dat deet wéi!

Da fannen ech et ëmmer gutt, dass ee seet: „Jo, mä da mussen d'Gemenge kucken." Also Här Minister, ech gi bei keen heem tocken, fir ze kucken, ob se zesummen am Bett leien an ob se dat Bett deelen an ob se d'Liewen zesumme gedeelt hunn oder net. Dat heescht, et ass immens schwéier, fir kënnen ze soen, dass e Mariage blanc misst vun engem Officier d'État civil kënne kontrolléiert ginn.

Well ech fannen, dass en Délit de sale gueule dat Schlëmmst wier, wou een da géif mengen als Politiker, dass dat dote kéint ee sinn. Ech fannen dat net gutt, dass mir da missten op d'mannst kënnen…, dass mir missten do jugéieren, wat e Mariage blanc kéint sinn oder net sinn. Well do riskéiert een, an den Arbitraire ze kommen. Ech hunn dat net gär. Ech hunn dat net gär! An dowéinst mengen ech net, dass et op jidde Fall eis Roll wäert sinn.

Mech stéiert einfach… Also, et stéiert net, mä et ass einfach déi delikat Fro, déi ech mer stellen: Ass et normal, dass, well ech bestuet ginn, ech en Avantage kréien, fir da Lëtzebuerger ze ginn? Ass et normal? Ass et normal, einfach de Fait, dass een als Célibataire déi Méiglechkeet net kritt, mä ech, well ech bestuet ginn, am Fong eng Prime au mariage kréien, andeem ech gesot kréien: „Wann s de Lëtzebuerger bass, gëss de favoriséiert vis-à-vis vun enger Persoun, déi net bestuet gëtt."

Den Här Minister huet gesot, de Pacs gëtt net mat abezunn. Ech sinn och frou, dass mer elo d'nächst Woch deen Text, deen aneren, kucken, well soss hätt een direkt scho kënnen d'Fro stellen. Et ass awer delikat, well et kann net jiddweree sech bestueden. Ech ginn emol net do op den Detail an. Ech ginn emol net do drop an. Ech gi emol net drop an!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech stinn zu mengem Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech weess. Ech kennen Är Richtung.

Wat awer ass, ass einfach: Dass de Fait, bestuet ze ginn, du coup en Avantage bréngt, ass delikat. Op där anerer Säit verstinn ech ganz gutt d'Beispill, dat Der gesot hutt, an deem Der gesot hutt: „Jo, wat maache mer dann, wann d'Kanner en anere Pass hu wéi d'Mamm oder wéi de Papp a wa se dann an d'Ausland musse reesen?"

Do ass wierklech eng Limite. Do muss ee sech d'Fro stellen: Ass et normal, dass et en Avantage ass, bestuet ze ginn, oder ass et net normal, en Avantage ze kréien, wann ee bestuet gëtt? Ass et net en Désagrément vis-à-vis vun enger Nationalitéit vu Kanner? Et soll een driwwer diskutéieren. Mä, wéi gesot, ech si perséinlech - perséinlech! - éischter der Meenung, dass eng Hochzäit net soll Avantagë bréngе vis-à-vis vun enger Nationalitéit. Mä, wéi gesot, wéinst deenen eenzelne Fäll an deem, wat Der selwer zitéiert hutt, muss een dat och kënne kucken.

Dir hutt vun der Honorabilitéit och geschwat. Mir sinn der Meenung, selbstverständlech, dass de Casier ee Kritär soll sinn. Mä jiddweree muss awer kënnen och eng Kéier fir säi Casier, esou wéi gesot gëtt: „eng zweet Chance kréien". An et ass net, well een eng Kéier eng Dommheet gemaach huet, dass een da muss soen: „Du kanns ni méi Lëtzebuerger ginn."

Dowéinst menge mer, dass et och scho wichteg ass, dass een d'Délaie kuckt an dass ee kuckt, wéi et geet. Dat ass jo schonn an den Texter och esou virgesinn. Mä fir eis ass et einfach wichteg, dass een och dat bäibehält, dass een… Et sinn aner Faiten. An Dir hutt et selwer gesot: Een, deen doheem seng Fra schléit. Et ass frustrant! Et ass frustrant, wann Der deem musst soen: „Jo, du gëss et, well du fäls net ënnert dee Kritär."

Mä wéi gesot, et ass eng Limite deemools festgehale ginn, déi esou ass. A wann et net fir d'Éischt, wann e jo Récidiviste ass, da kritt e jo och Prisong, Här Minister, an da wäert et no där zweeter oder drëtter Kéier jo awer eng Prisongsstrof sinn, déi da vläicht sec genuch…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo. Ee Joer ass vill.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech weess, ee Joer ass vill. Mä dat hu mer awer och.

Dann ass nach e Phenomeen, deen net onwichteg ass.

Ech hunn d'Zuelen elo vun 2011. 2011 hu mer zum Beispill d'Naturalisatiounen. Do hu mer am Ganze 597 Naturalisatioune bei eis an der Stad, wou déi meescht Naturalisatioune vun de Portugise sinn: 182 Stéck. De Recouvrement, deen duerch den Artikel 29 gemaach ginn ass, dat heescht Leit, déi aus der Grenzregioun oder emol ronderëm, well se iergendeen an der Famill haten, deen eng Kéier Lëtzebuerger war, de Lëtzebuerger Pass gefrot hunn, dat woren der 647. Dat heescht, mir maache méi Recouvrementer wéi Naturalisatiounen. An dat wor 2011, wéi gesot, 597 bei den Naturalisatiounen a 647 beim Recouvrement.

2012, do hu mer Naturalisatiounen: 570 Stéck; a Recouvrementer: 2.099. 2099! An do eleng bei de Belsch: 1.692 Belsch, déi e Lëtzebuerger Pass gefrot hunn. 312 Fransousen, 33 Amerikaner, 27 Däitscher, 2 Engländer, 7 Schwäizer, 2 Tunesier, 1 Hollänner. Also, et sinn der vun iwwerall: 1 Griich.

Also, dat heescht, et si Leit, déi dann iwwert de Recouvrement d'Demande gemaach hunn, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Dat heescht, et huet ee gesinn, dass eng Demande do war, eng Demande, op jidde Fall e Wonsch vun deene Leit, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze froen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze acquéréieren.

A ganz vill an der Belsch, wéi déi Kris war an der Regierung, hu mer gesot: „Mir wësse jo net, wéi et weidergeet, dofir froe mer emol e Lëtzebuerger Pass." An Dir dierft och ni vergiessen, dass verschidden Zeitunge sech eng Freed gemaach hunn, Artikelen ze schreiwe mam Mode d'emploi, wéi een dann d'Lëtzebuerger Nationalitéit géif kréien.

Mir sinn der Meenung, Här Minister - Dir hutt verschidden Optiounen zitéiert, ob een dat elo soll ad vitam aeternam halen oder net -, ech mengen, dass d'Volontéit vum Législateur bis 2018 déi war, fir déi Situatioune kënnen ze huelen. A mir mengen, dass dann 2018 d'Gesetz sollt auslafen, a bis dann awer… Mir sollen et elo net méi kuerz maachen. Wann een de Leit en Engagement geholl huet, da soll een elo net de Leit soen: „Elo wëlle mer net", oder: „Et sinn der ze vill gewiescht. Dofir zéie mer dat zréck." Neen! Mir hunn et bis 2018 décidéiert. Dofir solle mer et och bis 2018 halen.

Här President, et ass jo och geschwat gi vum Droit de vote elo vun den Netlëtzebuerger. Et gehéiert elo net direkt zum Sujet. Mir sinn net hermetesch zu all Diskussiounen, dass een dat direkt seet. Mä mir mengen, dass, wann een d'Naturalisatiounen an den Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit vill méi vereinfacht, dass ee sech da muss d'Fro stellen, ob dann dat anert muss gemaach ginn.

Et soll een oppe sinn. Et soll ee kënnen driwwer diskutéieren. Et soll ee sech déi Fro stellen. Well wat mécht en Netlëtzebuerger, deen den Droit de vote kritt? Well an deene meeschte Länner behale se och nach en Droit de vote vun hirem Pays d'origine. Kënne se do nach stëmmen? Kann een an zwou Chambere seng Leit wielen? Wa mir jo soen: „Si wunne jo hei, dat heescht, dofir musse se d'Wahlrecht hei kréien", verléiere se dann hiert an hirem Land? Dat si lauter Froen, déi ee sech muss stellen.

A fir eis ass et einfach wichteg, dass een elo net seet: „Deen ee géint deen aneren." Well dat dote sinn där Sujeten, wou een et wierklech fäerdegbréngt, ee géint deen aneren opzehetzen, andeem ee seet: „Mir wëllen net!", an déi aner wëllen. Mir solle wierklech do à tête reposée dat zesummen diskutéieren an net elo an deen heiten Débat huelen.

Ech fannen och perséinlech, Här Minister, meng Meenung ass, elo ze soen, dass dat soll per Referendum gemaach ginn. Ech mengen, an engem Joer si Wahlen. Et wier vläicht opportun, dass déi eng oder déi anerer Partei dat an hirem Programm schreift, wat se dozou wëllt soen, an dass d'Leit dann och kënne bei de Wahlen zum Ausdrock bréngen, wat se éischter wëllen oder wat se éischter net wëllen.

Well de Risiko ass, dass duerno déi ganz Reform, déi den Här Meyers elo säit Jore probéiert fir d'Constitutioun, just focaliséiert gëtt op déi Fro, ob Dir fir d'Auslännerwahlrecht sidd - jo oder net - bei Chamberswahlen oder net. An ech mengen, dass et nach aner Froe sinn, déi och mussen tranchéiert gi bei der Verfassungsännerung.

Also, Konklusioun, Här President: Mir sinn der Meenung, dass d'Residenzklausel vu siwe Joer sollt erofgoen op fënnef Joer; dass dat op en Délai vun aacht Joer sollt gekuckt ginn. Mir insistéieren iwwert d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch, mengen awer, dass et net eng Barrière däerf si fir den Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit.

Dat heescht, d'Exame musse gekuckt ginn. Well, wa mer hei eng Dictée géife maachen, Här President, ech weess net, ob jiddwereen eng Genügend géif kréien op Lëtzebuergesch.

(Interruption)

Jo, sot mer elo net „Allez!" Also, mir géifen…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här Bettel…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Da mécht d'Chamber déi nächste Kéier mat bei der Dictée, an dann…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech gesinn den Här Haagen, dee schonn de Kapp rëselt a fir mech schwätzt. Mä, Här Haagen, dann en Défi: Da maacht Dir eng Dictée sans fautes.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech sinn iwwerzeegt, dass déi meescht vun eis heibanne kee Sans-faute fäerdegbréngen, och net am Lëtzebuergeschen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wa mir den Text...

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dowéinst sinn ech der Meenung, dass mer… Eis Sprooch ass bestëmmt net déi einfachst,…

(Interruption)

…mä den Här Haagen, Här President, ass dann eben e Spezialist an der Lëtzebuerger Sprooch.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da soll en da mam Beispill virgoen. Dann ass e vläicht eng Ausnahm. Ech kennen net vill Lëtzebuerger, déi déi Arroganz an Iwwerhieflechkeet hunn, fir kënnen ze soen, dass se op jidde Fall an engem lëtzebuergeschen Diktat kee Feeler géife maachen. Op jidde Fall hu mer haut emol ee fonnt.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Voilà!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da gëtt et een.

(Interruptions)

Här President, ech wëll just soen, dowéinst soll ee vläicht mat der Lëtzebuerger Sprooch, do op deem Niveau, wou mer sinn, vläicht kucken, ob mer net sollen do eng Stuf drënner goen, esou wéi dat och deemools proposéiert gi war, a bei deene Leit, déi einfach Schwieregkeeten hunn, einfach den Délai verlängere vun de Coursen, déi se solle suivéieren. Dat wier och nach eng Alternativ.

Mir fannen och, dass déi Civiquescoursë wichteg sinn, well wann ee bis Lëtzebuerger ass an Obligatiounen huet, soll een och wëssen, wéi dat hei fonctionnéiert, wéi de Wahlsystem fonctionnéiert, wéi e Rechtsstat fonctionnéiert. Mä et soll een dat net soen, andeem ee mengt, dass déi Leit net aus engem Rechtsstat géife

kommen. Well et ass jo ganz oft dann dee Klischee, deen een dann éischter géif ginn.

Ech hoffen, dass dësen Débat op jidde Fall op eng - a bis elo geet et jo; et muss een et jo soen - peaceful Aart a Weis hei diskutéiert gëtt. Ech fannen, dass et kee Sujet ass, wou ee wierklech sollt ee géint deen aneren ophetzen. Mir solle frou sinn an houfreg sinn, wa vill Leit frou sinn, fir eis Nationalitéit kënnen ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bettel. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll mat engem positive Message ufänken, andeems ech soen, dass d'Regierung Wuert gehalen huet. Wéi mer d'Debatten hei de 15. Oktober 2008 gefouert hunn, déi et zum Gesetz, wat haut nach en vigueur ass iwwert d'Nationalitéit, bruecht hunn, war deemools vun enger Rei vu Vertrieder, och vun deenen zwee LSAP-Spriecher, gefrot ginn, dass d'Regierung sollt no zwee, dräi Joer iwwert d'Uwendung vun deem neien Nationalitéitegesetz e Bilan zéien an der Chamber dee virleeën, fir dass mer dorauser kéinten déi noutwendeg Schlussfolgerungen zéien.

Ech mengen, de Justizminister huet sech dat zu Häerz geholl an en huet esou en Tëschebilan schonn am September d'lescht Joer presentéiert. An ech wëll Merci soe fir dat komplett Zuelematerial, wat do virläit. Wat een elo nach vläicht kéint e bëssen à jour setze mat den Zuele vun…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Mir sinn amgaangen, dat ze maachen. Et ass…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Voilà! Kee Problem. Ech ka mer virstellen, dat ass e bëssen enk. Mä op jidde Fall, ech mengen, och déi éischt zwee, dräi Joer gi schonn Indikatiounen natierlech iwwert den Impakt eigentlech, deen dat neit Gesetz vun 2008 hat.

Ech fannen et och richteg, dass d'Regierung dohinnergeet a probéiert, eng breet Konsultatioun ze maachen zu där heiter Fro, net nëmme bei de politesche Parteien, mä doriwwer eraus och bei der Zivilgesellschaft. An déi lescht Deeg an nach haut si jo eng ganz Rei vu Stellungnahme vu Gremien, Associatioune bei eis eragaangen, déi sécherlech och interessant si matzeberücksichtegen, wa mer hei d'Konklusioune vun där Konsultatioun zéien.

Ech mengen, de Bilan, dee weist ganz kloer an eisen Aen d'Stäerkten, mä awer och d'Schwächte vun där Reform vun 2008, déi Reform vun 2008, déi mer als LSAP-Fraktioun deemools gestëmmt hunn, mä wou mer och ganz kloer gesot hunn, dass an där Reform e puer Punkten dra sinn, bei deene mer Reserven ugemellt hunn.

Wat wichteg ze si schéngt - an dat huet bis elo op jidde Fall déi Debatt hei erginn -, dat ass, dass déi Zilsetzung, déi 2008 festgeluecht ginn ass bei de Befürworter vun deem Gesetz, respektéiert ginn ass. Déi Ziler sinn eigentlech erreecht ginn!

Déi éischt Zilsetzung war: Et soll méi einfach ginn, Lëtzebuerger ze ginn. Dat heescht, d'Zil war et schonn, dass sollte méi Lëtzebuerger kommen. A besonnesch duerch eben d'Aféierung vun der Méiglechkeet vun enger duebeler oder vun enger multipler Nationalitéit, wéi och duerch déi an der zoustänneger Kommissioun duerchgesaten Ännerung, dass och Elementer vum Buedemrecht hei integréiert ginn an eis Gesetzgebung an dass déi Leit eigentlech duerch d'Immigratioun vun der drëtter Generatioun automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien.

Dat eleng huet derzou gefouert, dass Dausenden an Dausende Leit an deene leschte puer Joer d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt hunn, an engem Rhythmus, deen däitlech iwwert deem läit vun deene Jore virdrun, also virum Gesetz vun 2008. Dat heescht, déi éischt Zilsetzung, et eigentlech méi einfach ze maachen, méi Lëtzebuerger ze kréien, ass erreecht ginn, wann een de Bilan no deenen éischte Joren zitt.

Déi zweet Zilsetzung, déi och deemools fir eis wichteg war, war, dass mer et derzou bréngen, dass d'Prozedure beschleunegt ginn, dass mer ewechkomme vun deenen éiweg dauernde Prozeduren, wat d'Naturalisatiounen hei zu Lëtzebuerg ugeet, wou et alt Jore gedauert huet. Ech mengen, de Rekord war néng Joer. De Rekord war néng Joer! Bis zu néng Joer konnt et daueren, bis eng Prozedur iwwert d'Naturalisatioun hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss war. Dat ass eriwwer.

Mir hunn e maximalen Délai vun aacht Méint agesat. A mengen Informatiounen no gëtt och deen Délai an der Regel respektéiert. Dat ass, mengen ech, fir eis och e ganz wichtege Punkt: d'Beschleunegung also vun deene Prozeduren.

Déi drëtt Zilsetzung, déi 2008 zréckbehale ginn ass, ass och méi Rechtssécherheet ze kréien, ewechzekomme vun deem System, wou d'Chamber, ech wëll net soen, arbitraire, mä zumindest awer fräi décidéiert, wien da Lëtzebuerger gëtt a wien net, a wou kee Geriicht eigentlech d'Décisioun vun der Chamber kann an däerf a Fro stellen.

Mir sinn an en anere System eriwwergaangen, wou et de Justizminister ass, deen déi Décisioun hëlt. Mir hunn d'Optioun ofgeschaaft, d'Naturalisatioun beim Justizminister an d'Kompetenz ginn, ënnert der Kontroll vun eise Verwaltungsgeriichter, déi ze kucken hu bei Contestatiounen, ob de Minister sech un d'Gesetz gehalen huet oder net.

Also: méi Rechtssécherheet, méi Geriichtskontroll och. Dat war eng weider Zilsetzung vun deem Gesetz do. An déi Zilsetzungen do, déi gëlle fir eis och haut.

Och wa mer iwwer eng Reform vun deem Gesetz vun 2008 schwätzen, gëlle fir eis och déi doten Zilsetzungen: eng Oppenheet, d'Méiglechkeet ze erweideren, fir Lëtzebuerger ze ginn op där enger Säit; zweetens, d'Schnellegkeet vun de Prozeduren, och derfir ze suergen, dass et keng deier Prozedure ginn, och dat ass eigentlech respektéiert ginn; an drëttens, och d'Rechtssécherheet. Dat ass fir eis och e wesentleche Punkt.

Dofir wëlle mer eigentlech also och un der Grondausriichtung vun der Gesetzgebung, wéi mer se 2008 hunn, näischt Fundamentales änneren, an am Detail natierlech eng ganz Partie Ännerungsvirschléi och hei an d'Diskussioun erabréngen. Mir sinn also der Meenung, dass déi Stoussrichtung vum Gesetz vun 2008 richteg war. Déi ass vun der LSAP och deemools matgedroe ginn. An déi huet sech als och ganz wierksam gewisen.

Ech muss allerdéngs soen - wann een d'Zuele kuckt -, wann deemools sollt bei eenzelne Leit d'Iddi gewiescht sinn, doduerjer kéinte mer u sech den Undeel vun de Lëtzebuerger insgesamt par rapport zur Gesamtbevölkerung dauerhaft eropsetzen, dass dat sech als net richteg erwisen huet.

Net, well net vill nei Lëtzebuerger eigentlech bäikomm wären, net vill Leit d'Demande gemaach hätten, fir Lëtzebuerger ze ginn - effektiv kënne mer houfreg drop sinn, dass vill Leit esou eng Demande gemaach hunn -, mä awer, well mer och esou eng dynamesch Entwécklung vun der Gesamtbevölkerung haten an och iwwer laang Joren eng dynamesch Entwécklung vun eiser Wirtschaft a vun eisem Aarbechtsmaart gehat hunn, déi derzou gefouert hunn, dass ëmmer méi Leit, besonnesch och aus dem Ausland, sech zu Lëtzebuerg installéiert hunn an heihinner wunnen a schaffe komm sinn.

Dofir einfach e puer Zuelen insgesamt, well dat awer a mengen Ae ganz interessant ass. Mir hunn et fäerdegbruecht duerch dat Gesetz vun 2008, haaptsächlech, wéi gesot, duerch d'Aféierung vun enger duebeler Nationalitéit, der multipler Nationalitéit, duerch éischt Elementer vun Droit du sol, déi mer agefouert hunn, eben et derzou ze bréngen, dass no enger laanger Period vu Stagnatioun, wou d'Zuel vun de Lëtzebuerger an absoluten Zuele praktesch identesch bliwwen ass iwwer laang, laang Joren, et an deene leschten zéng Joer insgesamt zu enger Augmentatioun komm ass - besonnesch staark déi lescht dräi, véier Joer.

A mir zielen haut 295.000 Lëtzebuerger. Esou vill Lëtzebuerger ass et nach ni ginn an der Geschicht vun eisem Land!

Also keng Angscht: Mir stierwen net muer aus. Dofir, mengen ech, soll een un all déi Froen, all déi Debatte roueg erugoen, onopgereegt erugoen, ouni Angscht eigentlech, fir déi Diskussiounen ze féieren. Et ass nach ni esou vill Lëtzebuerger gi wéi haut.

Mä ech muss awer och soen, wann ech déi allerlescht Zuele kucken: Den Undeel vun de Lëtzebuerger un der Gesamtbevölkerung war nach ni esou kleng wéi haut, well u sech momentan hei zu Lëtzebuerg eigentlech just nach 56% vun de Résidenten haut d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, a knapps 44% sinn Netlëtzebuerger.

Wéi gesot, dat ass gebremst ginn. Dat Verhältnis ass relativ stabil bliwwen iwwert déi lescht véier Joer duerch den Effet vun deem heite Gesetz. Mä et gesäit een awer och, wann elo d'Effete vum Gesetz e bëssen noloossen - dat wäert sécherlech net ausbleiwen - an eventuell déi Dynamik vun der Immigratioun op Lëtzebuerg weider unhält, da wäert sech dat Verhältnis do weider veränneren.

A wann et an deemselwechte Rhythmus wär wéi déi lescht zéng Joer, da wäre mer an zéng Joer esou wäit, dass praktesch fifty-fifty Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg wären. Well ech hunn e bëssen d'Zuele verglach: 2001 an 2011, do ass d'Zuel vun de Lëtzebuerger an där Period ëm 5,4% an d'Luucht gaangen. An d'Zuel vun den Netlëtzebuerger ass ëm 35% an d'Luucht gaangen an där Period vun 2001 bis 2011.

Et ass also wichteg, dass mer weider déi dote Froen diskutéieren. A mir haten och an eisem Wahlprogramm 2008/2009 u sech eng ganz Rei vu punktuelle Verbesserunge gefrot, wat d'Nationalitéitegesetz ugeet. Ech wëll se opzielen, well se textuell och esou bei eis an eisem leschte Wahlprogramm drastinn.

Mir waren der Meenung - ech kéint och scho soen: Mir sinn och haut der Meenung; eis Meenung huet sech net geännert -, dass déi obligatoresch Residenzdauer sollt vun haut siwe Joer op fënnef Joer erofgesat ginn, mat nach méi kuerze Residenzdauere fir gewësse Kategorië vun Demandeuren.

Zweetens hu mer an eisem Wahlprogramm stoe gehat, dass mer fir eng large Ausleeung si vun den aktuelle gesetzleche Bestëmmungen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat gëllt besonnesch och fir d'Ausleeung vun der Sproocheklausel.

Drëttens hu mer eis staark gemaach an eisem Wahlprogramm fir d'Aféierung vun engem weideren Element vum Buedemrecht, dat sollt doranner bestoen, dass Kanner, déi hei gebuer sinn an deenen hir Elteren zéng Joer zu Lëtzebuerg liewen, sollten automatesch Lëtzebuerger ginn, also en neit Element vum Buedemrecht. Am Reflexiounspabeier vum Minister si jo och ähnlech Pisten opgewise ginn.

Ech mengen, fir mech ass iwwerhaapt déi ganz Fro vum Buedemrecht, ouni wëllen eise System total op d'Kopp ze geheien, awer déi interessantste Pist, fir ze diskutéieren, well se dee gréissten Effet natierlech direkt huet. Och wann ee muss wëssen, dass, wa mer eis méi opmaache fir Elementer vum Buedemrecht, doduerch natierlech vill Leit elo automatesch Lëtzebuerger ginn, déi et normalerweis iwwert d'Naturalisatioun gi wären. Dat heescht wahrscheinlech, d'Zuel vun den Naturalisatioune wäert dann ofhuelen, wat mer méi op sinn, fir automatesch Leit ënner gewësse Konditiounen d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze ginn. Ech kommen herno nach ganz kuerz op deen doten Aspekt zréck.

Mir vertrieden also elo no de Wahle keng aner Positioun, wéi mer dat virun de Wahle gemaach hunn. Et ass deen Optrag eigentlech, deen och d'sozialistesch Wieler eis ginn hunn, an déi Positioune wëlle mer och hei weider vertrieden.

D'Fro vum Nationalitéitegesetz wërft natierlech och, an den Här Roth huet dat och gemaach, d'Fro vun der Natioun op. Wat ass eng Natioun?

Et ass kloer, d'Natioun setzt sech aus, géif ech soen, enger Rei vu materiellen Elementer zesummen an natierlech och enger Rei vun ideellen Elementer, déi hei matspillen. Jee nodeem, wat fir eng politesch Usiicht een huet, ass d'Gewiichtung wahrscheinlech vun deem engen Element par rapport zum anere liicht verschidden. Meng Meenungen decke sech net onbedéngt mat deenen hei vum CSV-Spriecher an all deenen dote Punkten.

Nach muss et evident sinn, dass Leit, déi déiselwecht Nationalitéit hunn, eppes muss verbannen. An do hate mer laang zu Lëtzebuerg de Prinzip, dass et eigentlech d'Blutt war, wat verbonnen huet. Et ass u sech fir d'Éischt iwwert de Papp an duerno, vill méi spéit, och iwwert d'Elteren d'Nationalitéit eigentlech iwwert d'Gebuert weidergereecht ginn. A Lëtzebuerg war och besonnesch am leschte Jorhonnert iwwer laang, laang Jorzéngte ganz restriktiv, wat d'Méiglechkeet betraff huet, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn.

Praktesch vun 1940 bis 1968 hate mer eng absolut restriktiv Législatioun, wat d'Méiglechkeet ugeet, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. Ech si frou, dass bal bei alle politesche Bewegungen hei - vun enger gewësser Importenz zumindest - nei Iwwerleeunge sech awer breetgemaach hunn iwwert déi lescht Jorzéngten.

Nach haut stellen ech awer Mouvementer an de Positioune fest. Wann ech notamment awer elo d'CSV-Positiounen - vun haut duergeluecht - hei vergläiche mat där Positioun, déi d'CSV nach virun e puer Joer hat, wéi mer d'Gesetz 2008 hei diskutéiert hunn - esou laang ass dat jo nach net hier, dat ass also emol manner wéi fënnef Joer hier -, da gesäit een, dass do eng immens Entwécklung ass awer och am Bewosstsäin…

(Interruption)

…vun der Noutwendegkeet, och op eng real gesellschaftlech Situatioun ze reagéieren.

Nei Iwwerleeunge sinn déi, dass manner vläicht d'Blutt zielt, manner d'Gebuert eigentlech d'Nationalitéit weidergëtt als bal eenzege Kritär, mä dass awer, wat zielt, och ass, dass Leit eng länger Zäit zesummeliewen op enger gewëssener Plaz, gewësse Saachen deelen, well se eben zesumme liewen, zesumme schaffen, zesummen an d'Schoul ginn. An dat ass, mengen ech, och e ganz wichtege Punkt nieft natierlech engem Wëllen zur Integratioun, zu där Gemeinschaft ze gehéieren, wou een d'Nationalitéit wëllt unhuelen. Dat schéngt eis och selbstverständlech ze sinn. An dass dat muss dokumentéiert sinn, dass een dat muss kënnen iwwerpréiwen, schéngt eis och gradesou normal ze sinn.

De Wëllen also, de Wëllen, sech ënnereneen ze verstännegen, gutt zesummenzeliewen, dozou gehéiert natierlech och d'Sprooch. D'Kommunikatioun ass e wichtegt Element. Wa sech Memberen aus enger Gesellschaft net kënnen ënnerenee verstännegen, dann ass och keng Gemeinschaft eigentlech méi do. An dofir soe mir och, dass och d'lëtzebuergesch Sprooch e ganz wichtegt Element ass vum Zesummeliewen, vun der Integratioun, mä net dat eenzegt Element ass, wéi mer och nach eng Kéier hei betounen.

Dat ass eng Thees, déi ech gären hei beim Ben Fayot léine gi fir dës Demonstratioun, dass mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg net an engem Eng-Sprooch-System liewen, mä dass mer an engem Sproochesystem liewe vu verschiddene Sproochen, besonnesch natierlech déi dräi offiziell Sprooche vu Lëtzebuerg, mä net nëmmen. Och niewent deene kritt natierlech d'Englescht, an eenzelne Beräicher zumindest, och am Aarbechtsberäich, ëmmer méi eng grouss Bedeitung. Wann ee sech wierklech zu honnert Prozent zu Lëtzebuerg wëllt zurechtfannen, do si mer eis alleguerten eens, geet d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch eigentlech net duer. Do kënns de net onbedéngt an allen Domäne ganz, ganz wäit.

Dofir musse mer also d'Suerg och weider behalen, mat aller Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch, dass mer awer och déi zwou aner offiziell Sprooche vu Lëtzebuerg net vergiessen. Déi gi jo och erwähnt an eisem Gesetz vun 2008.

Als Buergermeeschter mierkt ee jo och, dass bei deene Fichen, déi ausgefëllt ginn op der Gemeng..., well d'Gemengen hunn eng wichteg Funktioun an deem neie System ze erfëllen, si iwwerpréiwen eigentlech, ob d'Dossiere komplett sinn. Do gëtt eigentlech net oft drop higewisen, mä eigentlech gëtt schonn eng Présélectioun vun der Demande e bëssen um Niveau vun der Gemeng gemaach. Wann do déi Beamten, déi d'Dossieren zesummestellen, feststellen, dass iergendeen Dokument feelt, wat zu de Bedéngungen zielt vum Gesetz, da geet deen Dossier net op den Amtswee. Da bleift en op der Gemeng stiechen. Da kréien d'Leit eigentlech den Dossier zréck.

Also, eng awer och ganz wichteg Funktioun gëtt an eiser aktueller Prozedur gemaach vun den zoustännege Gemengeservicer, an do gëtt och ëmmer da kontrolléiert, net nëmmen, wat d'Kenntnisser vum Lëtzebuergesche sinn, mä do gëtt och nach gekuckt - déi al Fiche ass bäibehale ginn, fir och ze soen: Wat sinn dann d'Kenntnisser vum Franséischen a vum Däitschen? An eisen Aen ass dat och immens wichteg, dass dat awer och berücksichtegt gëtt an deenen eenzelnen Dossieren.

Mir hunn als LSAP vläicht och eng aner Usiicht wéi munch aner Partei, wat elo de Stellewäert oder d'Bedeitung vum Erlaange vun der Nationalitéit ugeet. Eng ganz Partie Leit gesinn dat als esou déi ultime Etapp, d'Kréinung, d'Belounung vun enger gelongener Integratioun. Déi Vue, déi kann een hunn. Ech mengen awer éischter, dat ass d'Positioun och vu menger Partei, dass d'Erlaange vun der Lëtzebuerger Nationalitéit och kann eng Tëschenetapp duerstellen an engem Integratiounsprozess, dee mer, mengen ech, alleguerte wënschen, dass dat och kann eng Incitatioun duerstellen, fir sech nach besser ze integréieren, an net onbedéngt also d'Endstatioun ass vun enger Entwécklung.

Wat mer, mengen ech, musse verhënneren, wa mer iwwer en neit Gesetz oder eng Adaptatioun vum bestehende Gesetz schwätzen, dat sinn zwee Risiken, déi sech stellen: op där enger Säit de Risiko, fir den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit ze banaliséieren. Dat ass keen alldeeglechen Akt, et ass e schwerwiegenden Akt, deen eng staark Symbolik huet. Et ass ganz kloer, dass d'Lëtzebuerger Nationalitéit net däerf ausverkaaft ginn, jiddwerengem ouni Konditiounen, einfach wann en de Fanger weist, zougestane ginn. Dat wëlle mer net.

An op där anerer Säit wëlle mer awer och net an de Risiko verfalen, wéi dat laang Zäit hei zu Lëtzebuerg war, besonnesch wa Krisenzäite waren, do ass dat éischter nach ëmmer méi restriktiv gehandhaabt ginn, dass Lëtzebuerg sech ofkapselt, sech anigelt, eng Festung opbaut géint alles, wat vu bausse kënnt.

Ech mengen, déi zwee Risiken do, déi musse mer évitéieren, also eis gesetzlech Regelen esou festleeën, dass mer an déi doten duebel Fal net eraginn. Dofir plädéiere mer als LSAP-Fraktioun net derfir, fir eis aktuell Gesetzgebung 2008 einfach iwwer Bord ze werfen. Ech mengen, a senge Grondelementer, Grondausriichtungen, bleift et e richtegen Text. Mä et geet éischter drëm, en intelligent ze verbesseren a weiderzëentwéckelen: intelligent verbesseren a weiderentwéckelen, Erliichterungen do virgesinn, wou se ubruecht sinn, a Prezisiounen do ubréngen, wou d'Praxis gewisen huet, dass d'Texter onkloer sinn, ongenügend sinn, also Prezisiounen onbedéngt néideg sinn.

Lëtzebuerg soll sech weider opmaache fir nei Matbierger, fir nei Lëtzebuerger. Mir sinn der Meenung, dat stäerkt am Endeffekt d'sozial Kohesioun vum ganze Land an dat entsprécht eigentlech och den Interesse vun eis alleguer.

De Justizminister huet a senger Presentatioun, deene Kommentaren, déi e ginn huet zu deem Bilan, eigentlech schonn d'Richtung uginn, déi hie perséinlech favoriséiert. E war awer esou fair, dann ze soen, elo konsultéiere mer nach all politesch Kräften.

Mä ech mengen, et huet och gewisen, wann ech elo d'CSV-Positioun kucken, ech kucken d'Positioun vum Minister, wéi ech d'Lecture zumindest hat vun där Positioun, dass och do…

Une voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …Nuancen dra sinn, dass mer also hei, dat wënsche mer op jidde Fall,…

(Interruption)

…an eng echt Diskussioun kommen, fir dann eigentlech dat Richtegt wa méiglech ze maachen, mat méiglechst breede Majoritéiten och an dësem Haus respektiv och an der Gesellschaft.

De Minister, dat ass ganz kloer, huet zousätzlech Ouverturen an Aussiicht gestallt. E wëllt op jidde Fall d'Gesetz net méi restriktiv, mä éischter méi oppe maachen opgrond vun den Erfahrunge vun deene leschte Joren.

Ech si frou, dass dat d'Positioun vum Justizminister ass, an e wäert sécherlech an esou enger Politik an der LSAP en Alliéierte fannen, well dat doten déi Positioun ass, déi mir als Partei schonn ëmmer haten. Mir hate se bei de leschten Debatten 2008, mer hate se awer och scho bei den Debatten 2001, wou mer schonn deemools gäre gehat hätten, wa mer de Schratt hin op d'duebel Nationalitéit an d'multipel Nationalitéit gemaach hätten, wou deemools notamment d'CSV net wollt mat op deen dote Wee goen. Dat hu mer dann e bësse méi spéit gemaach.

Mir wären och schonn 2008 gären e bësse méi op gewiescht, wéi dat elo am Text festgehale ginn ass, an och deemools war d'CSV eigentlech déi, déi gesot huet: „Sou wäit si mir net bereet, momentan ze goen." Haut schéngt se do méi oppen ze denken, wéi dat nach viru véier Joer de Fall war. Tant mieux, dat erliichtert sécherlech och, e Reformvirhabe vun enger gewësser Envergure hei duerchzezéien.

Wichteg ass, dass mer Bewegung also hei duerch de Bilan an déi Konsultatiounsdebatt kréien, an de Minister war esou fäin, d'Debatten esou gutt ze preparéieren, dass en e ganze Froekatalog hei opgestallt huet. Ech erlabe mer, op déi wichtegst Froen anzegoen, fir mech hei och net am Detail ze verléieren.

Éischt Fro war: Wéi stitt Der zur duebeler respektiv zur multipler Nationalitéit? Do soe mir ganz kloer: Jo, dat sollt bäibehale ginn!

Zweet Fro ass: Sidd Der der Meenung, dass mer sollen den aktuelle System vun der Naturalisatioun bäibehalen? D'Optioun ewech, do soe mir Jo, well eigentlech déi Befierchtungen, déi Eenzelner och geäussert hunn, dass duerch d'Ewechfale vun der Optioun elo manner Leit géife kënne Lëtzebuerger ginn, déi hu sech als net richteg erwisen, wann ech emol de Bilan vun deenen éischte Jore kucken. Dofir menge mir, dass eigentlech dee Wee, dee mer gemeinsam décidéiert hunn 2008 ze goen - Naturalisatioun, Kompetenz vum Justizminister -, dass dat e richtege Wee ass, an dat soll och an Zukunft esou bäibehale ginn.

D'Residenzklausel. Ech hu gesot, als LSAP, dat war eis Positioun nach ëmmer, mir sinn der Meenung, fënnef Joer géifen duergoen am Prinzip, an der Regel fënnef Joer. Da kënnt natierlech jo d'Awierkung vun der Konventioun vum Conseil de l'Europe, déi jo och virgesäit, dass d'Länner sollen eigentlech fir gewësse Kategorië vun Demandeure méi liicht Konditiounen, also och méi liicht Residenzklausele virgesinn. Och do menge mir, dass ee soll vun där Geleeënheet profitéieren, fir dat doten ze maachen, déi Differenzéierung anzeféieren, déi mer 2008 net fäerdegbruecht hunn anzeféieren, obwuel se och schonn deemools an der Diskussioun war. Ech si frou, dass do sech schéngt e relativ breede Konsens ronderëm déi dote Fro ze maachen.

Ech menge schonn, entgéint deem, wat hei en DP-Vertrieder gesot huet, dass ee sollt op fréier Bestëmmungen erëm zréckkommen an dass ee sech ka virstellen, wa mer déi Reform vum Bestietnis gemaach hunn, wou jo och méi eng staark Kontroll sollt komme beim Ofschloss vum Bestietnis, dass een da ka méi fräi, mengen ech, erëm op al Dispositiounen zréckkommen, wéi zum Beispill ze soen, dass no dräi Joer, also net fënnef Joer, mä dann no dräi Joer ee ka Lëtzebuerger ginn, wann ee mat engem Lëtzebuerger bestuet ass. Wou jo och aner Klauselen dann nach ëmmer bestoe bleiwen. Dat setzt jo och déi Sproocheklausel zum Beispill net ausser Kraaft, déi bleift jo nach weiderhi bestoen.

Ech kéint mer och esou eng Regelung virstelle fir Leit, déi statelos sinn, déi wierklech an enger schwiereger Situatioun sinn, dass een deenen och géif entgéintkommen, mä och do gëllen dann déi aner Konditioune selbstverständlech vum Gesetz. An ech kéint mer et och virstellen, dat war jo fréier emol de Fall, dass mer bei unerkannte Réfugiéen och géifen do méi eng kleng Residenzdauer virgesinn, wéi dat haut de Fall ass, wou och do déi siwe Joer haut spillen, an eventuell och bei Leit, déi den Integratiounsvertrag respektéieren, dass een och do kéint gewëssen Aménagementer maachen, wat d'Residenzklausel ugeet.

Wéi gesot, dat sinn zum Deel Bestëmmungen, déi mer emol fréier a viregte Législatioune schonn drastoen haten. Mir géife préconiséieren, erëm eng Kéier deelweis op déi al Bestëmmungen dann zréckzekommen.

Wat d'Sproochekenntnisser ugeet, stellt sech an eisen Aen e gewëssene Problem vu Gerechtegkeet, vu Chancëgläichheet, well effektiv net jiddweree gläich ass, wat seng Méiglechkeeten ugeet a wat seng Capacitéiten ugeet, eng Friemsprooch schnell ze léieren an ze assimiléieren. Mir sollen also probéieren, eis Regelen esou ze differenzéieren an Zukunft, dass mer do déi Chancëgerechtegkeet erëm probéieren e bëssen hierzestellen.

Do kënne mer eis virstellen, dass dat geschitt doduerjer, dass mer de Sproochenniveau géifen am Lëtzebuergeschen op den A2 zréckstufen, besonnesch wat also d'Verstoe vum Lëtzebuergeschen ugeet, wat jo och eng Fuerderung ass vun enger ganzer Rei vu Gremien an Associatiounen.

Ech kéint mer och virstellen, dass een och probéiert, e Kompensatiounsmechanismus hei anzeféieren, deen haut net besteet, fir och do gewëssene Kategorië vu Leit entgéintzekommen, sou wéi et fir eis och richteg ass, dass een eng Rei vun Dispensméiglechkeete soll bäibehalen oder pérenniséieren, déi haut schonn drastinn. Ech kéint mer virstellen, dass Leit mat enger laanger Residenzdauer vu méi wéi zwanzeg Joer misste kënne vun esou enger Dispensméiglechkeet vum lëtzebuergesche Sproochentest profitéieren an dass eventuell och Leit, déi en Handicap hunn oder déi iwwer 70 Joer hunn, och kéinte vun esou enger Dispens profitéieren.

Par contre si mer der Meenung, dass dee Bürgerkundecours, deen agefouert ginn ass, seng Utilitéit huet. An och d'Echoen, déi een eigentlech kritt dobaussen, sinn éischter positiv. Dofir menge mer, dass et duerchaus Sënn mécht, déi dote Coursen, déi jo net mat engem Test verbonne sinn, dass een déi dote Coursë soll bäibehalen. Ech mengen, dat ka kengem schueden. An ech soen och ëmmer, e Minimum vun Effort kann een och vun all Mënsch verlaangen, deen eng nei Nationalitéit wëllt iwwerhuelen.

Wat de Recouvrement elo ugeet vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, do soll een déi Méiglechkeet bäibehalen, also eng permanent Dispositioun dorauser maachen. D'Fro stellt sech allerdéngs just do och, ob, wéinst dem Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz, een net och do misst awer d'Fro vum Sproochentest opwerfen. Et kann ee jo op där enger Säit soen: „Du kanns, wann s de eng Kéier Lëtzebuerger duerch däi Blutt waars, ob s de elo ee Wuert Lëtzebuergesch verstees oder net, kanns du ëmmer erëm Lëtzebuerger ginn, ouni dass dat kontrolléiert gëtt an iergendenger Form, ob s de iwwerhaapt nach dech kéints hei am Land am Lëtzebuergeschen ausdrécken." A bei deenen Neien, do gëtt gesot: „Jo, du muss de Sproochentest maachen."

Also, do misst een also och kucken, wéinst dem Gläichheetsprinzip, ob een do net en Ajustement mécht vun den aktuelle Bestëmmungen, fir do jiddwereen eigentlech virum Gesetz gläichzebehandelen, well do muss ee vläicht tëschent eenzelne Fäll och dann ënnerscheeden, déi sech an deem doten Zesummenhang vum Recouvrement vun der Nationalitéit kënne stellen.

Wat d'Fro vun der Kontroll vun der Honorabilitéit ugeet vun den Demandeuren, plädéiere mir éischter fir de Status quo. Ech maachen dat besonnesch aus Iwwerzeegung, well ech déi al Praxis kannt hunn. Do war zwar net de Justizminister zoustänneg, mä d'Chamber. An ech muss éierlech soen, wann ech kucken, wéi dat esou gaangen ass, wéi déi Dossiere gekuckt si ginn, wéi oft also an Ofstëmmunge vu Fall zu Fall et bal déi eng Säit gaangen ass an der Kommissioun, bal déi aner Säit! Wat an deenen Dossieren ass, oft, wéi gesot, Protokoller vun der Police, déi ni zu Prozesser gefouert hunn, opgrond vun esou Elementer, déi awer jo contestabel sinn, eng Décisioun ze huelen, engem d'Nationalitéit ze verweigeren, ouni dass wierklech Veruerteelunge virleien, dat huet mech ëmmer e bësse schockéiert, muss ech soen.

Dofir war ech eigentlech zefridde mam Text vun 2008, dee gesot huet: Neen, en objektive Kritär, et muss eng Veruerteelung virleien, eng bestëmmte Veruerteelung virleien, dee Moment gëtt refuséiert. A wann dat net de Fall ass, da gëtt eigentlech op deem dote Kritär zumindest dem Antrag stattgegeben.

Ech fäerten, dass, wa mer elo vill dorunner bruede ginn, dass mer da gewësse subjektiv Elementer ëmmer méi staark erakréien, wou dann och d'Kontroll eigentlech duerch d'Geriicht méi schwiereg gëtt. Also, mir wären do éischter virsiichteg, do vill ze änneren, wat den Ermessungsspillraum ugeet vum Minister, wat de Kritär vun der Éierenhaftegkeet vum Demandeur ugeet.

Par contre, ganz interessant an eisen Aen ass déi Diskussioun ronderëm de Jus soli, fir deen net zum Haaptprinzip ze maachen - ganz kloer - vun eisem Nationalitéitegesetz, mä deen awer ze stäerken an eiser Gesamtlégislatioun.

Iwwer eng Initiativ vun der Commission juridique war esou en Element, de sougenannten „double droit du sol", an eis Législatioun erëm eragerutscht. Deen ass et viru laanger, laanger Zäit ginn, e war entre-temps ofgeschaaft an ass erëm eng Kéier hei erakomm. Wéi gesot, dee viséiert éischter, géif ech soen, also Leit aus der drëtter Generatioun vun der Immigratioun. An d'Fro ass, ob een net elo och e Geste sollt hei maachen - a mir sinn derfir - fir déi zweet Immigratiounsgeneratioun, ähnlech wéi mer dat an eisem Wahlprogramm och festgehalen haten. Mir sinn awer op, fir do d'Detailer selbstverständlech mat anere Leit ganz gären ze diskutéieren.

Op jidde Fall ass evident, dass, wat mer méi wäit an deem heite Punkt gi vum Buedemrecht, wat déi Reform ëmmer méi e revolutionäre Charakter kritt, well et e Broch duerstellt mat deenen Traditiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, awer och, géif ech awer och soen, well et a Richtung Moderniséierung geet, wat d'Usiichte vun enger Nationalitéit ugeet. An dofir fanne mir dat doten eng ganz interessant Pist, wou et nach méi derwäert ass, fir weider dorobber ze diskutéieren.

Ech wëll zum Schluss e Wuert soe ronderëm Nationalitéiterecht a Wahlrecht: fir awer gläich ze soen, dass ech e gewëssene Lien natierlech net kann ofstreiden tëscht deem engen an deem aneren, well jo, wann ee Lëtzebuerger gëtt, da kritt een d'Wahlrecht fir d'national Wahlen.

Et ass also en direkte Lien do. Dee kann een net ofstreiden. Mä ech sinn awer frou, dass mer hei net eng Vermëschung vun den Diskussioune kréien: Nationalitéiterecht a Wahlrecht. Dat ass sécherlech net gutt. An eigentlech sinn och ni d'Diskussioune ronderëm d'Reform vun der Nationalitéit esou gefouert ginn an der Vergaangenheet. An ech géif et och net gutt fannen, wa mer déi zwou Saachen hei géife voll matenee vermëschen!

Op där enger Säit, wéi gesot, gëtt et d'Nationalitéit, an op där anerer Säit gëtt et d'Citoyennetéit. Dat sinn zwou verschidde Saachen an déi sollt een net andauernd matenee vermëschen. Mir sollen awer, ähnlech wéi d'Diskussioun haut iwwer eist Recht vun der Nationalitéit, an dat hate mer an eisem Wahlprogramm stoen, eng breet Debatt - och déi sachlech, onopgereegt - féiere ronderëm eng méiglech Ausbreedung vun deem Wahlrecht.

Mir hate schonn eng Deeldiskussioun, wou mer de Wahlalter diskutéiert hu virun engem gudde Joer hei an dëser Chamber. Bei där Geleeënheet hunn ech gesot, dass ech géif fannen, dass et sécherlech wichteg wär, iwwert de Wahlalter ze diskutéieren. Mä déi essenziell Fro awer och, déi ass, ob een net misst deene Leit, déi länger Zäit hei liewen, wunnen, och d'Méiglechkeet verstäerkt ginn, fir och bei de politeschen Deeldécisioune méi staark ze participéieren, wéi dat haut de Fall ass, ouni noutgedronge mussen an alle Fäll d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen.

Dat ergëtt sech eben aus der demografescher Situatioun, déi mer hei am Land hunn. Déi fënnt een esou an anere Länner kaum erëm. Dat muss ee wëssen. Ech hunn opgezeechent, dass, wann d'Tendenze vun de leschten zéng Joer fortschreiten, si mer an zéng Joer schonn - dat ass muer - an enger Situatioun, wou mer wahrscheinlech zu gläichen Deeler Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger hei op eisem Territorium erëmfannen.

An et stellt sech awer d'Fro an enger Demokratie, ob ee kann iwwer laang, laang Zäit hei wierklech demokratesch fonctionnéieren, wa just nach eng Minoritéit eigentlech kann décidéieren, wat geschitt, an eng Majoritéit vun deene Leit, déi hei wunnen, ausgeschloss ass aus deene wichtegsten Décisiounen.

Et freet sech och, wat dann d'Orientéierung vun der Politik am Land ass, wann d'Wahlbevölkerung an d'Landesbevölkerung net méi eng där anerer entspriechen; wann s de also eng soziologesch, eng Altersstruktur hues an der Wahlbevölkerung, déi relativ staark ofwäicht vun der Altersstruktur, der Sozialstruktur an der Landesbevölkerung. Dat ass keng gutt Situatioun.

Dofir ass et, mengen ech, wichteg, och kënnen doriwwer ze diskutéieren, wéi een déi zwou Saachen, de Pays légal an de Pays réel, erëm méi staark beieneefeiert. Dat ass, mengen ech, déi Diskussioun, déi mer wëllen ukéieren, wou mer wëssen, dass déi net muer eriwwer ass, wou mer wëssen, dass mer do eng breet Majoritéit musse fannen, well eis Verfassung muss ëmgeännert ginn.

Mä och, esou wéi ech sot, d'LSAP-Fraktioun fäert och kee Referendum iwwer esou eng Fro, wéi d'LSAP och schonn d'Offer gemaach huet: Anstatt dass mer e fäerdege Verfassungstext engem Referendum ënnerwerfen, wou kee méi kann een Deit un deem Text änneren - et muss ee Jo oder Neen zu engem komplexen Text soen -, kënne mir eis et virstellen, wéi dat an Island geschitt ass, dass een e puer wichteg, kontrovers Froen hélt, doriwwer de Leit hir Meenung freet an doropshin den Text vun enger Verfassung definitiv festhält.

Dat wär an eisen Ae méi demokratesch wéi en anere System, dee méi staark hei zu Lëtzebuerg diskutéiert gëtt. Och déi doten Offer maache mer nach gären. Wéi gesot, mir freeën eis op weider Diskussiounen zum Thema vun den Nationalitéiten oder zu anere Punkten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert. Den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Mutsch! Madame Presidentin, mäi Kolleeg Camille Gira seet ëmmer oder zumindest ganz oft, d'Politik, dat wär d'Buere vun décke Brieder.

(Interruption)

D'Politik ass d'Buere vun décke Brieder, dat heescht, dass ee laang muss bueren, laang muss bueren, bis een eng Kéier en Duerchbroch huet.

(Interruption)

Well ech dem Camille Gira senger Meenung och sinn, dass Politik d'Buere vun décke Brieder ass, hëlleft dat mer, fir heiansdo keng Frustratioun ze erliewen an der Politik. A grad bei deem heiten Dossier kéint een heiansdo och e bësse frustréiert sinn, wann ee kuckt, wéi d'Diskussioun virugeet.

Dat, wat mer haut diskutéieren, déi Debatt, déi mer haut féieren, ass eng, déi mer eigentlech net hätte mussen hunn, well mir diskutéiere keng nei Elementer. Et ass keng nei Diskussioun. Alles, wat mer haut diskutéieren, wat mer eestëmmeg gutt fannen, hu mer schonn 2008 eestëmmeg gutt fonnt. A mir wosste woufir a mir kréien dat haut just bestätegt. An dat, wat mer 2008 haten, wou mer eis net eens waren, zu all deene Punkten, wou de Minister haut wëllt diskutéieren, louchen 2008 Amendementen um Dësch, déi genau dat do proposéiert hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Genau!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et gouf also och deemools scho genuch Grënn, fir dat richteg ze fannen. An dat ass awer net gewollt gewiescht, well deemools - an dat ass e Virworf un dem Här Biltgen säi Virgänger, net un den Här Biltgen - am Kader vum Nationalitéitegesetz och mat der Nationalitéit vill Politik gemaach ginn ass!

A well mer op där enger Säit d'Notioun vun der duebeler Nationalitéit oder der multipler Nationalitéit agefouert hunn, hunn op där anerer Säit mussen och Saache mat u Bord geholl ginn, déi mat engem Fouss op der Brems stoungen. Mir si mam Fouss um Gas a mam Fouss op der Brems gefuer, 2008. Dat war eng politesch Monnaie d'échange fir eng Opinion publique, déi mer vläicht net genuch deemools agebonnen haten, mat där vläicht net genuch diskutéiert gi war am Virfeld; wat jo déi Kéier anescht probéiert gëtt ze maachen.

Mä d'Geschicht geet virun, d'Welt dréit weider. An haut, fënnef Joer méi spéit, schwätze mer an deeneselwechten Termen erëm iwwert dat, wat mer 2008 schonn alles um Dësch leien haten. A mir hoffen natierlech, dass mer elo déi Richtung, déi op deene meschte Punkte vum Minister mat ugedeit gëtt, déi mir schonn 2008 vertrueden hunn, dass mer déi effektiv dës Kéier hoffentlech zu engem Enn kënne bréngen an zu engem Gesetz iwwert d'Nationalitéit, wat dann, ech wëll net soen an alle Punkten, mä op deene meeschte Punkten awer kohärent ass.

Kohärent an deem Sënn, dass et d'Zil verfollegt, de Leit et méi liicht ze maachen, méi kohärent ze maachen, d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen, an net e Gesetz ze hunn, wat zum groussen Deel an déi Richtung geet an dann op verschiddene Punkten dann awer erëm eng Kéier de Réckgang wëllt ageheien. Wéi zum Beispill, dass mer deemools den Délai de résidence vu fënnef op siwen eropgesat hunn, nodeems mer e just e puer Joer virdru vun zéng op fënnef erofgesat haten. Et gëtt haut nach kee Grond dofir!

Ech ka mech erënneren, de Minister Frieden, wéi ech e gefrot hunn: „Wat ass dann Äre Grond fir…? Wéi erklärt Der: op siwen, an net op sechs oder op aacht? Wéi kommt Der op siwen?", war seng Äntwert: „Majo, mir hunn nawell heiansdo Leit hei, déi kommen…" - Banquieren huet e mam Numm genannt - „…op Lëtzebuerg. Si si just e puer Joer hei, an da si se erëm fort. An ech wëll net, datt déi Leit quasi…", dat si seng exakt Wierder, „…en passant de Lëtzebuerger Pass géife mathuelen."

Dat kléngt immens aliichtend. Ech hunn awer dunn dommerweis nach eng Fro gestallt. Ech hunn e gefrot: „Wéi vill sinn dat der, déi méi wéi fënnef Joer hei sinn a manner wéi siwen?" E wosst et net. Et war also en erfonntend Argument. E wosst net, wéi grouss dee Problem wär, deen en domadder wollt léisen.

Et war e reng politescht Argument. Mir hunn dat Gesetz deemools leider ganz vill politesch diskutéiert, an net nëmme saachorientéiert. De Minister Biltgen mécht haut de Virschlag - net haut, scho virun enger Zäitchen -, déi Punkten nach eng Kéier ze diskutéieren a méi saachorientéiert an enger Bilanslogik déi Punkten ze diskutéieren an eventuell haut zu anere Konklusiounen ze komme wéi viru fënnef Joer, wat mir géife begréissen, well dat wär déi Positioun, déi mir 2008 op all de Punkte vertrueden hunn, déi mer haut dann an dësem Gesetz kéinten erëmfannen; oder bal all zumindest.

An et wär och gutt, wa mer déi Kéier e Gesetz kéinte maachen, wat dann emol fir eng länger Zäit d'Strooss hält. De Minister Biltgen huet et a senger Introduktioun schonn ugedeit: de franséische Fall, wou d'Nationalitéitegesetz awer dauernd, dauernd op de Métier geholl gëtt a wou och do terribel vill Politik, Parteipolitik domadder gemaach gëtt. Mir wäerte jo awer net an deeselwechten Travers verfalen!

Dat hei gëtt elo a manner wéi zéng Joer - kommt, mir soen: an zwielef Joer, fir exakt ze sinn - déi drëtt Reform, déi mer maachen. D'Fransousen hunn der nach méi gemaach, mä et ass awer scho vill. An et wär wierklech gutt, wa mer um Enn vun dëser Diskussioun e Gesetz hätten, wat wierklech elo fir eng länger Zäit net méi muss geännert ginn, e Gesetz, wat wierklech kloer ass, wat kohärent ass op all de Punkten a wat mer déi nächst 20, vläicht 30 Joer net méi missten upassen, dann hätte mer gutt geschafft. An dat wënsche mir eis als gréng Fraktioun als Konklusioun vun deem modifizéierte Gesetz, wat de Minister da geschwënn op de Wee brëngt.

Mir hunn deemools bei deem Vote vun 2008 gesot, mir géifen e Gesetz schafen, wat fir d'Auslänner wuel eng Rei Diere géif opmaachen, mä wat deene Leit d'Äerm net géif opmaachen, fir se opzehuelen. An dat war e bësse wouer, dat war eng relativ treffend Beschreiwung. Haut hoffe mer, dass mer kënne méi wäit goen, awer net op all de Punkten, well eng Rei Saachen an deem Gesetz vun 2008 si jo gutt, an d'Demande vum Här Biltgen war jo, e Bilan ze maache vum Gesetz, eng Rei Froen, mä och e Bilan ze maachen: Wat fonctionnéiert gutt? Wat fonctionnéiert manner gutt? An eng Rei Saachen aus dem Gesetz sinn an eisen Aen 2008 e richtege Fortschrëtt gewiescht, an dat huet sech och bestätegt.

D'Gesetz ass op enger Rei vu Punkten e ganz gutt Gesetz. Éischtens déi prinzipiell Optioun vun der multipler Nationalitéit, fir déi méiglech ze maachen, dat war richteg, an d'Zuelen - ech kommen herno nach eng Kéier dozou - vun de Leit, déi elo eng Demande gemaach hunn an deene leschte Joren, beleeën dat. Et war déi richteg Optioun. Et war eng Optioun, déi op Lëtzebuerg zougeschnidden ass, déi op Lëtzebuerg passt. Et mécht Sënn an eisem Land, déi Méiglechkeet ze schafe vun der duebeler Nationalitéit. Dat solle mer festhalen an net méi drop zréckkommen.

E ganz wichtege Punkt och deemools fir eis schonn an der Diskussioun war déi administrativ Prozedur, dass mer ofgaange si vun där politescher Prozedur, wou d'Chamber op Avis vun der Commission juridique an der Plénière à huis clos Décisioune geholl huet. Den Alex Bodry sot dat och schonn: Et ass zum Deel onwierdeg gewiescht. Dat hat mat engem Rechtsstat näischt ze dinn. Dat war à la tête du client. Dat war vu Sitzung zu Sitzung anescht. Dorauser si mer glécklecherweis erauskomm.

Haut hu mer eng administrativ Prozedur, mat dem Recht, och eng Décisioun ze contestéiere virun den administrative Geriichter, an esou soll dat och sinn: e kloert Gesetz mat klore Kritären a klore Prozeduren. Dat solle mer bäibehalen.

Mir hunn och deemools wierklech e Paradigmewiessel gemaach, wou mer op déi administrativ Prozedur eriwwergaange sinn. Virdru gouf et e Recht iwwert d'Nationalitéit, en „droit sur la nationalité", wou e bësse beschriwwe war, wéi dat géif goen. Doduerch, dass mer eriwwergaange sinn op déi administrativ Prozedur mat exakte Kritären, si mer eriwwergaangen op en „droit à la nationalité". Een, deen d'Kritären erfëllt, kann d'Nationalitéit net refuséiert kréien.

An där viregter Prozedur, där politescher an der Chamber, wann d'Chamber Nee gesot huet, huet se et a) net musse begrënnen, an et konnt ee b) kee Recours dergéint maachen. Do konnt ee just froen. Haut ass et en Droit à la nationalité. Déi Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, hunn d'Recht drop, Lëtzebuerger ze ginn, a si kënnen et iwwert d'Geriicht och erwierken, wann d'Regierung et géif contrairement zum Gesetz wëlle refuséieren.

Dat ass an der Perceptioun an an der Handhabung vun der Nationalitéit e grousse Sprong no vir an engem rechtsstaatleche Sënn. Dat ass fir eis eppes, wat ee soll als positivt Element am Bilan vun deem Gesetz zréckbehalen.

Mir hunn och deemools eng Dosis Droit du sol agefouert. Et war en Amendement vun deene Gréngen, dee proposéiert hat, dass mer sollen den Droit du sol aféiere fir déi, déi zu Lëtzebuerg op d'Welt komme vun Elteren, déi legal zu Lëtzebuerg sinn. Deen Amendement ass vun der Majoritéit verworf ginn, an doropshin ass vun der LSAP e Sous-amendement gemaach ginn, dee gesot huet, da kommt, mer gesinn et vir bei Kanner, wou wéinstens ee vun den Elterendeeler selwer schonn hei gebuer ass, wat mir natierlech mat ënnerstëtzt hunn. Dat ass an eis Logik gaangen, net esou wäit.

An ech héiere gären, dass den Här Bodry seet, si wéilten déi Iddi, déi déi gréng 2008 proposéiert hunn, erëm och an dëst Gespréich erabréngen, dass mer also och elo diskutéieren iwwer eng méi grouss Dosis Droit du sol, net onbedéngt déi, déi den Här Minister och virdrun undiskutéiert huet, mä zumindest wierklech déi Logik, déi mir an eisem Amendement 2008 haten.

Wa mer dat kéinten diskutéieren, mengen ech, mécht dat och fir Lëtzebuerg ganz vill Sënn, well mer och do ganz ville Kanner zu engem ganz fréie Stadium och soen, dass se heihinner gehéieren. Do sinn der ganz vill, déi verbréngen hir ganz Jugend hei a froe sech bis 18 Joer, ob dat Land se dann als Kanner vun dësem Land ugesäit oder net.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An dat huet zum Deel am Alldag souguer Répercussiounen, souguer an de Sportsveräiner, wann et talentéiert Athlete sinn, déi e Landesmeeschtertitel net unerkannt kréien, obwuel se hei gebuer sinn, obwuel se an hirer Disziplin dee Beschte waren, mä da gëtt gesot: „Majo, et ass eng Eenzeldisziplin, an deng Elteren hunn ebe kee Lëtzebuerger Pass an du bass zwar hei gebuer, Pech fir dech, da kriss du eng Coupe, awer du kriss net den Titel."

(Interruption)

Dat si wierklech Saachen, déi maachen dach iwwerhaapt kee Sënn. Déi maachen dach guer kee Sënn!

Dofir kommt, mir diskutéieren déi Iddi vun enger weiderer, méi grousser Dosis Droit du sol, wéi se schonn 2008 um Dësch louch.

Leschte Punkt, dee mir am Bilan als e ganz positiven ugesinn - net de leschte Punkt, mä deen ech elo wëll erwähnen, et sinn der nach e puer weider dran -, dat ass d'Aart a Weis, wéi mer d'Connaissance linguistique préiwen. Op den Niveau kommen ech herno nach zréck.

Och do hate mer virun 2008 eng onméiglech, onwierdeg, kengem Rechtsstat wierdeg Prozedur. Do hu Leit dat gepréift, sécher mat vill guddem Wëllen, mä net mat spezifescher Kompetenz, déi se kritt hätten, fir déi do Missioun ze erfëllen. Dat war d'Police, déi dat gemaach huet, mat vill Engagement, a se hunn dat och probéiert, seriö ze maachen, mä deemno, op wien ee gefall ass, krut een attestéiert, et wär ee ganz gutt, an deemno, wien et war, deen huet dat méi streng gesinn, an dann hat ee keng Ahnung. Dat konnt jo alles net sinn!

2008 hu mer do de Schrëtt eriwwer gemaach op objektiv Kritäre vun de Sproochekenntnisser, och wann ech se ze héich fannen, mä et sinn zumindest objektiv Kritären. Dat solle mer bäibehalen. An et si qualifizéiert Leit, déi se jugéieren. Och dat solle mer bäibehalen.

Dat sinn déi grouss positiv Errungenschafte vum Gesetz vun 2008, a wa mer de Bilan maachen, da soe mir als Gréng: Un déi Saachen do solle mer net fréckele goen.

An ech muss et awer och eng Kéier lassginn, well et iergerlech ass an och e bësse frustrant ass, dass mer op deenen dote Froen, déi ronderëm d'Integratioun dréien, zënter 20 oder bal 30 Joer zu Lëtzebuerg net wierklech virukommen an deem Rhythmus, wéi mer hätte mussen an och hätte kënne virukommen, well et awer haaptsächlech eng Partei gëtt, déi do permanent an deene leschten zwee, dräi Jorzéngten op der Brems stoung, fir op all deene Positiounen e puer Joer drop anzelenken!

Une voix.- Richteg!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir hutt alles, alles, alles, wat Der an deene leschten 30 Joer gesot hutt, e puer Joer drop erëm selwer fale gelooss.

(Interruption)

Genau dat ass et! Zënter 30 Joer maacht Der Parteipolitik domadder.

(Interruption)

Genau! Neen, mir maachen Iech Äre Bilan, dat däerfe mer maachen! Wou si mer dann hei?

(Interruptions)

Wou si mer dann hei? Et däerf jiddweree mat senger Vergaangenheet konfrontéiert ginn, a wann een Iech de Spigel virun d'Gesiicht hält, dat däerf een net? Wat ass dat do da fir en Demokratieverständnis?

Dir héiert et net gären, mä ech muss et eng Kéier lassginn an Dir musst et eng Kéier héieren.

(Interruption)

Et ass zënter dräi Jorzéngten, wou alles, wat hei an deem Beräich gemaach gëtt, mat zéng Joer Retard däerf stattfannen, well Dir Bauchwéi hutt. An zéng Joer drop sot Der: „Am Fong ass et awer elo richteg." Ma, et war och scho virun zéng Joer richteg! Haalt dach op! Maacht dach endlech eng Politik an deem dote Beräich, déi dem Besoin vum Land zougeschnidden ass a wou mer wierklech mat Rationalitéit virukommen. Et ass dach iergerlech, dat doten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An da schwätzt Äre Minister nach vu Lagerdenken. Vu Lagerdenken! Wien huet dann hei d'Lagerdenken op deenen dote Froen zënter 30 Joer?

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Mir net.

(Hilarité)

Une autre voix.- Schummt Iech!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Zum Bilan vum Gesetz gehéiert och, Här Minister, dass mer och déi Zuelen eng Kéier analyséieren. Vill Leit, vill Virriedner hu gesot, d'Gesetz wär en Erfolleg, well mer zënter dem Akraafttriede vum Gesetz ronn 16.000 Leit hunn, déi iwwert dat neit Gesetz Lëtzebuerger gi sinn. Dat sinn der vill méi wéi virdrun. Virdru louche mer bei plus/minus 1.000 pro Joer, elo si mer bei 4.000 pro Joer. Dat sinn der natierlech vill méi.

Mä geet dat duer, fir ze soen, dass d'Gesetz e Succès ass? Den Här Bodry huet dat och ganz positiv gesinn, dee Bilan. Mir maachen awer do e puer Nuancen. Woufir?

Éischtens, well et ze erwaarde war, dass an deenen éischte puer Joer ganz vill Leit sech wäerte mellen, nämlech déi, déi zënter Joren drop waarden, wou sech den Drock opgestaut huet, déi nëmmen op d'Gesetz gewaart hunn, fir endlech iwwert de Wee vun der duebeler Nationalitéit kënne Lëtzebuerger ze ginn. Dass mer also an enger éischter Phas, an deenen éischten dräi, véier, fënnef Joer méi Demanden hunn, ass evident, mä d'Gefor ass natierlech grouss, dass dat erëm wäert offlaachen. Dat ass dat eent Argument.

Dat zweet, dat ass vläicht nach méi gewiichteg. De Succès vun deene 16.000 Leit, dee muss een awer a Relatioun stelle mat der Entwécklung vun der Populatioun an därselwechter Zäit. Mir hunn zu Lëtzebuerg e Solde migratoire, dat heescht d'Differenz tëschent deenen, déi all Joers op Lëtzebuerg awanderen, an deenen, déi d'Land och nees verloossen, well et ass net esou, dass jiddwereen op Lëtzebuerg wëllt kommen an onbedéngt hei wëllt bleiwen! Mir hunn iwwert d'Joren, kann ee soen, tëschent - allez - 10.000 an 12.000 Leit, déi kommen, a mir hunn der awer och tëschent 6.000 an 8.000, 9.000 pro Joer, déi och nees d'Land verloossen. Dat heescht, mir hunn e Sold, dee läit bei 3.000, 4.000 pro Joer - bon an, mal an.

Wa mer also e Solde migratoire net hunn, wann also d'Populatioun vun den Netlëtzebuerger ëm 4.000 Unitéite pro Joer wiisst, den Écart also tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger méi grouss gëtt, a gläichzäiteg wéinst deem neie Gesetz mer der elo 4.000 an den Ufanksjore vum Gesetz maachen, da stelle mer fest, dass mer domadder d'Zuel vun Auslänner bei 43% stabiliséiert hunn. Mä mir hunn awer a kengster Weis den Trend kënnen ëmdréien.

An et ka jo awer net duergoen, en Nationalitéitegesetz ze maache mat deenen Argumenter, déi eis deemools dozou beweegt hunn, an da soen, well mer do stabiliséiert hunn op engem Niveau vun 43%, wär et en Erfolleg. Dat ass awer net Ambitioun genuch an et entsprécht eigentlech och net deem, wat 2008 gesot gi war. Do war d'Ambitioun scho méi grouss.

Dofir mengen ech, d'Gesetz ass op enger ganzer Rei vu Punkte kee schlecht Gesetz, au contraire, mä et kann awer net dat lescht Wuert sinn, well et net e Succès ka sinn, wa mer déi Zuel stabiliséiert kritt hunn. Et misst eigentlech iwwer esou e Gesetz och eng Ëmkéierung vun där Tendenz kënne stattfannen, wann d'Gesetz méi kohärent vläicht méi wäit géif goen, op enger Rei Punkte méi liicht wär.

Dofir menge mer, et soll een de Bilan net ze fréi maachen. Déi éischt puer Joren, dat waren déi fett Jore vun dësem Gesetz, an den Trend hu mer net ëmgedréit kritt. Dat muss een awer zum Bilan kënne soen. Wat awer dofir net d'Gesetz op all deene Punkten do zu engem schlechte Gesetz mécht.

Am Detail zu de Froen, déi de Minister gestallt huet en vue vu sengem Gesetzesprojet, vu sengem Projet de loi, deen e wëllt maachen, d'Stéchwuert vun der Lëtzebuerger Sprooch: Dat ass eng ganz wichteg Fro. Et ass eng ganz wichteg Fro, an dofir hunn déi gréng och konstant plädéiert, dass een d'Sproochepoblematik zu Lëtzebuerg sollt probéieren ze léisen ausserhalb vun der Nationalitéitegesetzgebung.

Och do: Woufir? Well mer domadder just ee klengen Deel vun de Leit erfaassen. Wa mer der Meenung sinn, dass d'Lëtzebuerger Sprooch wichteg ass fir Lëtzebuerg, an déi gréng sinn där Meenung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch ganz wichteg ass fir d'Integratioun, da muss ee sech jo awer drëms beméien, net nëmmen déi 4.000 elo pro Joer, déi sech wëlle beméien, Lëtzebuerger ze ginn, ze erfaassen, mä da musse mer eis awer eng Politik ginn, déi - ech soen emol - d'„Auslänner", déi op Lëtzebuerg kommen, all probéiert ze erfaassen.

Ob dat eis dann ëmmer geléngt, dat ass eng aner Fro, mä d'Ambitioun an d'Moyenen, déi mer zur Verfügung stellen, missten awer déi sinn, fir jiddwereen, deen op Lëtzebuerg kënnt, ze erfaassen. Wa mer dat géife maachen an hikréien, da brauche mer eis d'Fro vun de Sproochekenntnisser beim Nationalitéitegesetz net méi ze stellen.

Wa jiddwereen, dee kënnt, seng Chance kritt an encadréiert gëtt an deenen éischte Méint, wou en am Land ass, während senger Aarbechtszäit, ënner spezifesche Konditiounen, fir dee Minimum, dee mer dann elo mussen nei definéieren, ze léieren, da brauche mer eis d'Fro net méi ze stellen no fënnef oder sechs oder siwe Joer am Kader vum Nationalitéitegesetz. Dann hu mer wierklech eppes derfir gemaach, dass vill Leit zu Lëtzebuerg séier déi Basis kréien, déi hinnen et erlaabt, de Rescht vun de Connaissancen an hirem normalen Alldag sech selwer unzeeegnen. An dat ass eise Plädoyer.

Dofir menge mir, dass an dësem Gesetz, am Nationalitéitegesetz d'Sproocheconnaissancë solle ganz anerer sinn an dass mer de Poids vun eisem politesche Wierke sollen éischter leeën op aner Gesetzgebungen, dass jiddwereen, deen op Lëtzebuerg schaffen a liewe kënnt, deen hei wunnt, erfaasst gëtt, an net just déi puer.

Well nach eng Kéier zu den Zuelen, gell: Et sinn 220.000 Auslänner hei an et ginn der 4.000 pro Joer Lëtzebuerger a gläichzäiteg komme 4.000 neier derbäi. Dat heescht, do gesitt Der, mir schwätze vun 1% bis 2% vun de Leit, déi mer mat dëser Method erfaassen. Wa mer éierlech sinn, ass net de Match vun der Sprooch hei ze féieren! Wat net heescht, dass een net soll Lëtzebuergesch a Franséisch oder Däitsch kënnen. Mir plädéiere jo ausdrécklech derfir. Mä kommt, mir leeën eis anescht dobäi un!

Dofir si mir nach ëmmer der Meenung bei der Sprooch, fir Är Fro prezis ze beäntwerten, dass deen ale Sproocheregime, dee mer während Jorzéngten haten, gutt op Lëtzebuerg gepasst huet. Et huet een no enger bestëmmter Residenzzäit sech an enger vun deenen dräi administrativen oder, zënter '84, och där enger nationaler Sprooch mussen erëmfannen. Dat war déi passend Léisung fir Lëtzebuerg a si war laang gutt. Si war gutt bis 2001. An et ass och kee Problem geléist gi mat där Ännerung, déi mer gemaach hunn. Mir hunn der, au contraire, éischter geschafen.

Dofir si mir eigentlech nach ëmmer Verfechter vun deem ale Regime. Mir wëssen, dass deen net erëm agefouert gëtt, mä dee war guer net esou schlecht, besonnesch wa mer eis da géife mat der Sproocheproblematik anerwäerts beschäftege fir all déi Leit, déi an d'Land kommen. Dat ass eis grondsätzlech Haltung.

Sollt dat awer net geschéien, menge mer natierlech - do gi mer dem Minister recht -, wa mer de Bilan maache vun de Sproochen: Dat huet net wierklech esou geklappt! En Drëttel packt et net. A fir mech, dee ganz wichtege Punkt, an deen hat ech och an der Kommissioun opgeworf, an den Här Bodry huet e virdrun och nach eng Kéier widderholl: Dat ass déi Saach vun der Gerechtegkeet.

Déi Leit, déi déi Sproochentester maachen, konnten d'Fro net beäntwerten: Wéi ass et da mat der Réussite par rapport zu der Origine? Wie packt den Exame besser, déi Sproochentester? Wie packt déi Tester net esou gutt? Mir hunn et net wëllen erausfannen. Mir hu keng Statistik doriwwer. Dat ass awer de Punkt.

Ech sinn nämlech zimlech sécher, dass mer natierlech géifen erausfannen, dass déi Leit, déi vun doheem aus mat méi Diplomer an Erfahrungen, schoulescher, op Lëtzebuerg komm sinn, eng méi grouss Liichtegkeet hunn, sech de Minimum Lëtzebuerger Sprooch unzëeegnen, dass déi Leit, déi dat net hunn, wahrscheinlech an der Moyenne tendenziell éischter wäerten do méi Schwieregkeeten hunn. An dat kann et jo awer net sinn. Mir kënne jo awer kee Gesetz hunn, wat bei der Abiergerung un der sozialer Origine zum Deel scheitert. Dann ass eist Gesetz falsch! A mir wëssen et emol net, mir hunn et net erausfonnt.

Dofir musse mer iwwert déi Sproochenaspekter diskutéieren. Mir mussen déi Niveauen a Fro stellen. Et kann net sinn, dass en Drëttel dru scheitert. A mir mussen eis intensiv mat der Fro beschäftegen: Wie sinn déi Leit, déi dru scheiteren? An eng Äntwert dorobber ginn, fir dass et net un der sozialer oder sozioprofessioneller Origine scheitert, ob een déi Sproochentester, fir Lëtzebuerger ze ginn, packt oder net packt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An am Moment lafe mer awer Gefor, dass et esou ass, Här Minister.

Den Aspekt vun de Kritären, ech si virdru scho kuerz drop agaangen. Zënter dass mer op déi administrativ Prozedur iwwergaange sinn, hu mer objektiv a prezis Kritären, notamment zu der Fro vum Casier. Dat war jo fréier an där aler Prozedur an der Kommissioun „du grand n'importe quoi". Dat war all Dënschdeg aneschters. Dat war keen ee wéi deen aneren. Elo hu mer et hikritt, dass et prezis drasteet.

Elo kann een dann driwwer streiden, ob et soll ee Joer sinn oder sechs Méint oder 18. Deemools hu mer déi Diskussioun och gefouert. A mir sinn net ouni Grond op dat komm, wat mer haut hunn. Mir hunn all déi Argumenter schonn ausgetosch. A mir sinn op deem Punkt do net bereet, fir eng Reform ze maachen! Mir fannen d'Gesetz - wéi d'Kolleege vun der LSAP -, esou wéi et elo ass, och richteg. Do soll an eisen Aen net erëm, och net e klengt Stéck Appréciatioun mat erakommen.

Mir sinn eis bewosst, natierlech Här Minister, dass et haut geännert huet duerch d'Prozedur an duerch de Recours, natierlech ass dat eng aner Situatioun. Mä mir wëllen nach ëmmer net, dass op där heiter Fro, egal wien de Minister ass, ee kann ufänken ze soen: „Jo, mä, op menger Liewer ass deen doten awer..., aus Grënn, déi ech als Minister eben hunn. Ech fannen, dat do ass wierklech, also esou wéi dee schwätzt a wat ech vun deem héieren hunn, dat ass wierklech kee Bongen, dat do!"

Dat ass net de Wee! Kommt, mir bleiwe bei deem, wat mer hunn, definitiv op där doter Fro: objektiv Kritären, Condamnatioun zu méi oder manner vun esou vill, exklusiv oder en ass derbäi.

Mir sollen och bei deem bleiwen - dat war och deemools en Amendement vun deene Gréngen, deen ugeholl gi war -, wou mer gesot hunn: Et muss een awer och déi Peinen no enger bestëmmter Zäit kënnen ignoréieren. Mir sinn eis op 15 Joer eens ginn. Et gehéiert fir mech och zu de positiven Elementer vum Gesetz, dat solle mer net änneren. Et spillt jo direkt an déi hei Fro mat eran, och dat géife mer gäre behalen, wéi et ass, souwéi och d'Kritären, déi solle strikt administrativ bleiwen, an do soll kee Pouvoir d'appréciatioun erakommen. Mir sinn domadder gutt gefuer. An och, wann Dir eis dräi Beispiller kënnt nennen, da sinn et der dräi vu 16.000.

Zu der Fro vun dem Recouvrement vun der Nationalitéit fir d'Descendanten en ligne directe. Dat ass och eng vun den Dispositiounen, wou Der d'Fro stellt, ob dat soll weidergoe mat de Joren. Mir mengen, dass dat net soll de Fall sinn, wéi aner Kolleegen och schonn. Dat soll an eisen Aen och éischter auslafen. Mir stellen eigentlech souguer d'Dispositioun éischter a Fro. Mir hunn d'Gesetz elo gehat während enger Rei vu Joren. Déi, déi drop gewaart hunn, hunn et wahrscheinlech genotzt. Mir hätten als Gréng och kee Problem, wann een déi Dispositioun géif sträichen. Mir kënnen awer och domadder liewen, wa se ausleeft. Mä mir sinn op jidde Fall net der Meenung, dass ee se soll adaptéieren a lafend bäibehalen. Dat ass fir eis ganz kloer.

Zum Droit du sol, dat hunn ech schonn duergeluecht, dat brauch ech also net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Dann déi Fro, déi Der och gestallt hutt mat der Konventioun vum Conseil de l'Europe, ob Lëtzebuerg déi soll ënnerschreiwen, déi Fro, déi den Här Meisch Iech deemools gestallt hat. Mir sinn der Meenung, dass an eisen Aen sech näischt opposéiert, fir déi Konventioun ze ënnerzeechnen.

Mir sinn der Meenung, dass notamment déi Dispositioun, wat soll mat de Conjointë geschéien, dat hate mer och deemools gesot, dass mer kee Problem hunn, dass een dat soll nees aféieren. Déi Regelung war gutt. Dat hätt eis och d'Episod vun der Comtesse de Lannoy erspuert, wa mer dat deemools net geännert hätten. Sou dass mir op dësem Punkt der Meenung sinn, do soll een eng Ännerung am Gesetz maachen, op dat zréckkommen, wat mer haten. D'ASTI proposéiert: no dräi Joer. Dat sinn Aspekter, déi kann een diskutéieren. Mä vum Prinzip hier, fanne mir als gréng Fraktioun, soll een dat do frësch diskutéieren an zu enger anerer Konklusioun kommen, dass een do eng Ouverture mécht.

Mir hoffen natierlech, dass dann och de Mariage pour couples homosexuels duerch ass, fir dass mer dann net do erëm eng nei Diskriminatioun géifen aféieren iwwert deen dote Wee, dass also déi do Fro vläicht virdrun tranchéiert ass, an dann ass dee Problem och aus der Welt geschaaft an dann ass an eisen Aen näischt, wat dergéint schwätzt, fir d'Conventioun, déi mer signéiert hunn, och ze ratifizéieren.

Bei mir leeft dommerweis d'Auer net mat, Här President, ech weess guer net, wou ech dru si mat menger Zäit.

M. le Président.- Dir hutt nach Zäit! Ech gesinn nach...., also, Dir hutt 24 Minutten elo geschwat an Dir hutt der 34 zegutt. Also, Dir kënnt nach virufueren!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Da misst et klappen! Da klappt et!

(Interruption)

Jo, ech weess, Här Kartheiser, mä Dir kënnt awer eppes bäiléieren.

Leschte Punkt: An de leschten Deeg gëtt vill geschwat och vun der Fro vun der demokratescher Participatioun. Mir si frou doriwwer. Et ass an eisen Aen eng positiv Entwécklung, dass dat Thema diskutéiert gëtt. Mir hunn als Gréng eis och schonn iwwer Joren derfir ausgeschwat, dass een déi Diskussioun féiert an dat och aféiert, d'Méiglechkeet fir Leit zu Lëtzebuerg, un de Parlamentswahlen deelzehuelen no Residenzkritären an net no Nationalitéitskritären.

Et ass also net direkt eng Diskussioun, déi eppes ze dinn huet mat der Nationalitéitsdiskussioun. Déi zwou Diskussioune si getrennt. Politesch Rechter kann een och ausserhalb vum Konzept vun der Nationalitéit diskutéieren. Dat war jo och fréier zu Lëtzebuerg esou, virun 1919. Do hu ganz aner Kritäre gegollt wéi de Pass, well do si vill Lëtzebuerger net mat wiele gaangen, notamment déi weiblech, obwuel se Lëtzebuerger waren, notamment déi, déi keng Steiere bezuelt hunn, obwuel se Lëtzebuerger waren.

Also, et huet och hei am Land net ëmmer eppes ze di gehat mat Nationalitéit. A si ass och getrennt ze féieren, déi Diskussioun, mä si gehéiert natierlech zu enger iwwergeuerdneter Diskussioun iwwer Integratioun. Do ass souwuel d'Nationalitéitegesetzgebung e wichtege Pilier wéi natierlech och d'politesch Participatioun. An deem Sënn gehéiere se fir eis an eng méi grouss Diskussioun.

Mir sinn als Gréng ganz kloer der Meenung, an dat zënter Joren, dass een déi Méiglechkeet do soll schafen. Lëtzebuerg huet en Demokratiedefizit. 43% vun de Leit, déi hei wunnen, kënne sech un deene Wahlen do net bedeelegen. Elo kann een natierlech soen: „Ma, si kënnen et jo maachen iwwert de Wee vun der Nationalitéit!" An dat ass och e gudde Wee. Mir verbidden a schwätzen a riede kengem dat gären aus. Dat ass e ganz gudde Wee, fir sech kënnen och un de Chamberswahlen ze bedeelegen, dat iwwert de Wee vun der Nationalitéit ze maachen.

Dat huet awer en Hoken! Dat huet awer en Hoken, nämlech deen, dass d'duebel Nationalitéit net jiddweree ka kréien! Wa mer also derfir plädéieren, dass d'politesch Participatioun bei de Chamberswahlen nëmme soll iwwert d'Nationalitéit goen, da verkennen a vergiesse mer een Element: Fir eng duebel Nationalitéit kënnen unzehuelen, muss net nëmme Lëtzebuerg domat averstane sinn, mä och deene Leit hire Pays d'origine. Wann also Leit zu Lëtzebuerg wunnen, an där gëtt et der ganz vill, déi hei wunnen, déi aus engem Land kommen, wat d'duebel Nationalitéit net kennt, da kënnen déi, wa mer eis géifen op dee Wee do eleng fokusséieren, natierlech ni u Parlamentswahlen deelhuelen.

An dofir geet dee Verweis, dat ass jo och d'Positioun...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Se kënnen awer d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, si kënnen d'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen, si mussen natierlech dann op hir Nationalité d'origine verzichten.

(Interruptions)

An dofir hu mer jo viru fënnef Joer, Här Gibéryen, hei an der Chamber mat praktesch all de Stëmmen ausser Ären, dat waren der deemools nach méi wéi haut, mä mir hunn deemools mat praktesch all de Stëmmen hei an der Chamber déi Méiglechkeet geschaf vun der duebeler Nationalitéit, well mer dat richteg fannen.

An ech hu mat Freed, wéi ech mat Ärem leschte verbleiwende Mohikaner, dem Här Kartheiser, op Chamber-TV eng Debatt hat iwwert d'duebel Nationalitéit - do hu mer eis och iwwert deen dote Punkt ënnerhalen -, do war ech also mindestens esou iwwerrascht wéi erfreet festzestellen, dass den Här Kartheiser mam Prinzip vun der duebeler Nationalitéit elo kee Problem méi huet.

Wann Dir also elo nach ëmmer bei 2008 stoe bliwwe sidd, da sidd Dir dee Leschte bei Iech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen! Neen! Neen!

(Interruption)

Neen, Neen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech wëll elo net Sträit och nach tëschent Iech an den Här Kartheiser hei erabréngen, well soss sidd Der wierklech eleng!

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat bréngt Dir och net fäerdeg! Dat bréngt Der net fäerdeg!

Une voix.- Exzellent!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Kommt, mir fuere weider, gell!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo!

Une voix.- Jo, fuert weider!

Dir hat Iech elo e bësse verrannt!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Oh, ech mengen, Här Kartheiser...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Neen! Dir hat Iech elo e bësse verrannt...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Gibéryen, hei ass kee verrannt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...war fir déi Leit, déi net d'duebel Nationalitéit kënnen huelen, déi kënnen d'Lëtzebuerger Nationalitéit awer huelen, fir kënne mat wielen ze goen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo! Mä heibannen, ausser Iech, ass keen där Meenung! Mir sinn all der Meenung, zënter fënnef Joer...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, dat ass jo och Äert gutt Recht!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, ech soen Iech, ech rappeléieren Iech dat just nach eng Kéier!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat anert ass eist gutt Recht!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir sidd eleng an Dir mierkt et net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir mierkt et net!

Une voix.- Vergiesst et!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och da muss een net falsch sinn, well een eleng ass!

(Brouhaha)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, dat ass jo an der Rei! Mä huelt einfach zur Kenntnis,...

(Brouhaha)

Huelt zur Kenntnis, Här Gibéryen, dass heibanne jiddwereen der Meenung ass, dass dat eng gutt Saach ass. Souguer Äre leschten...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. Félix Braz *(déi gréng).*-...Verbleiwenden ass der Meenung, et wär eng gutt Saach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu jo och elo d'duebel Nationalitéit net a Fro gestallt!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Haalt op, herno hutt Der nach Kaméidi! Herno hutt Der nach Kaméidi.

Dofir menge mer, et soll een definitiv op dee Wee do goen. An et ass natierlech och elo diskutéiert ginn am Kader vun der Prozedur, am Kader vun der Verfassungsrevisioun, well déi Fro, déi gehéiert do tranchéiert. D'Verfassung misst geännert ginn, wann een op deen dote Wee wëllt goen.

D'Fro vum Referendum ronderëm, dat ass mer awer net ganz kloer, wat do gemengt ass. Bis elo, fir dat awer och einfach nach eng Kéier ze rappeléieren: Referendum Jo oder Neen am Kader vun der Verfassungsrevisioun. Et gëtt zwou Parteien, déi haten dat am Wahlprogramm 2009, dat waren déi gréng an d'CSV. D'CSV huet herno do hir Meenung e bëssen elo a Fro gestallt, ass sech net méi ganz sécher, ob se soll oder net. déi gréng sinn nach ëmmer där Meenung. An aner Parteien, déi et net am Wahlprogramm haten, wéi d'DP, déi Lénk, ech mengen och d'ADR, hu sech deem mëttlerweil ralliéiert, et wär also eng Majoritéit do.

De Referendum, dee mer da solle maachen, dat kann an eisen Aen awer nëmmen ee sinn iwwert déi ganz Verfassung! Et kann een net à la carte soen...

(Interruption)

Neen, ech kommen dozou, Här Wilmes, ech hunn Iech och de Mëtteg um Radio gutt nogelauschtert. Ech äntwerten Iech elo e bëssen an engems mat.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Wat hunn ech dann esou gesot?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et kann nëmmen e Referendum sinn iwwert dat Ganzt! An et kann och net d'Fro gestallt gi bei deem Referendum, ob ee par ailleurs mat dësem oder deem Passus speziell averstane wär oder net. Well wann, dann ass et e Vote de confirmation vum éischte Vote vun der Chamber, an do ass d'Fro just: Sidd Der mam éischte Vote d'accord? Sidd Der mam Vote...

(Interruption)

Neen, esou ass et an der Verfassung, Här Wilmes.

Sidd Der mam éischte Vote, deen d'Chamber geholl huet, d'accord oder net d'accord? An do ass keng Plaz fir zousätzlech Froen. À ce stade de la procédure ass deen Zuch fort. Ech wëll dat just rappeléiert hunn, a mir wäerten als Gréng op jidde Fall derfir plaidéieren, dass een de Verfassungsreferendum mécht iwwert dat Ganzt, iwwer sämtlech Aspekter.

(Interruption)

Do si vill Saachen dran, do si vill Saachen dran, iwwert déi ee muss mat de Lëtzebuerger a Lët-

zebuergerinnen diskutéieren. Net just déi dote Fro, et sinn der ganz vill dran. Dofir muss e Referendum mat de Lëtzebuerger iwwer all déi Froe gemaach ginn, an net just iwwer eng oder zwou Froen. Déi Gesamtrevisioun gehéiert de Leit dohinnergeluecht a mat de Leit driwwer diskutéiert!

E lescht Wuert nach zu de Kommunalwahlen, wou mer lescht Ännerunge gemaach hunn 2011, gutt Ännerungen, well si haten als Resultat, dass zënterhier um kommunale Wahlrecht all d'Leit, déi hei wunnen, gläichgestallt sinn: Lëtzebuerger, EU-Auslänner, Net-EU-Auslänner, jiddweree ka sech wiele loossen, jiddweree ka wiele goen, dierf och Schäffe ginn, dierf och Buergermeeschter ginn. Dat hu mer fäerdegbruecht!

Et kann een driwwer diskutéieren, ob dee Succès héich genuch war vun der Participatioun. An déi Zuelen, déi ëmmer nees genannt ginn, heiansdo muss ee se och vläicht richteg verstoen. Ech hunn de Mëtteg nach um Radio héieren, d'Zuel an der Stad, et wären der nëmme 5.500 bei 70.000. Dat si keng 70.000. Bei deene 70.000 sinn iwwer 30.000 Mannerjähreger derbäi. Dat heescht, wann een et wëllt richteg soen, da muss ee soen: 5.500 bei eppes iwwer 30.000. Da leie mer ongeféier..., fir mech ass et net genuch!

Une voix.- Voilà!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Fir mech ass et net genuch, mä...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Entschëllegt, Här Braz!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Sot Dir, Här Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Datselwecht zielt awer och fir...

(Interruption)

...déi zu Lëtzebuerg sinn. Och do sinn déi Mannerjähreg derbäi. Also, et ass ëmmer...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, kënnt Der just widderhuelen? Ech hunn...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Pardon! Datselwecht zielt natierlech och fir déi Zuelen, déi Dir virdru gesot hutt…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo, kloer!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …vun all deenen Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Och do si Mannerjähreger derbäi,...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...also et ass ëmmer...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, a bei de 57% Lëtzebuerger och!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, jo! Jo, jo!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dofir kann een et vergläichen, dofir kann een et vergläichen.

Dofir menge mer, dass do natierlech mussen Effortë gemaach ginn, mä do si mer wéinstens um richtege Wee. Do scheitert et net méi un der Gesetzgebung, elo scheitert et nach vläicht un de Leit, un de Parteien, eis alleguerten, déi vläicht net genuch maachen, mä zumindest scheitert et net méi un der Gesetzgebung. An dat ass dat, wat mir eis wënschen, och fir d'Landeswahlen, dass mer eng Gesetzgebung zumindest hunn, déi kohärent ass, d'selwecht wéi bei der Nationalitéitegesetzgebung.

Dat gesot, freeën ech mech, Här Minister, op den Dépôt vun Ärem Projet an hoffen, dass en op ville Punkten dann déi Kohärenz wäert hunn, déi mer als gréng Fraktioun eis wënschen.

Ech soen Iech Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Och ech soen am Numm vun der ADR dem Minister Biltgen Merci fir déi Debatt, déi mer haut kënnen hunn u sech iwwert d'Reform vum Nationalitéitegesetz. Mä déi puer Kommentaren, déi elo grad gemaach goufen an déi och Referenz maachen op eng Reform vum Wahlgesetz, inspiréiere mech awer vläicht, fir e puer Kommentaren an déi Richtung ze maachen.

Den Här Bodry huet eng Ried gehalen, déi dialektesch ganz interessant war. Fir d'Éischt huet en etabléiert, datt e Lien besteet tëschent der Citoyennetéit an der Nationalitéit an der nationaler Communautéit, an da mécht en awer den Ënnerscheed tëschent der Nationalitéit an der Citoyennetéit, wat historesch u sech d'selwecht ass.

Mä ech wëll just opmierksam maachen hei op e puer Froen. Dat Éischt ass: Wann een esou e Wahlrecht géif afëiere fir Auslänner, dann hätte mir eng Kompositioun vun der Chamber, déi, wann ech d'Wierder vun der Presidentin vun der ASTI wëll huelen, enger Communauté d'intérêt vum Land géif entspriechen, esou wéi si se gesäit, awer net méi der Communauté de destin. Mir hätten dann eng Chamber, déi zesummegesat wär no Kritären, déi eis net méi géifen erlaben, wa mer Décisiounen huelen, déi Schicksalsfroen, Souveränitéitsfroe vum Lëtzebuerger Vollek géife betreffen, fir da kënnen hei an der Chamber Décisiounen ze huele fir d'Lëtzebuerger, déi awer de lëtzebuergeschen Elektorat géifen ausmaachen.

Dat heescht, d'Interesse vun deenen, déi u sech d'Statsvollek sinn, kéinten da vun der Chamber hei net méi an deem Sënn wouergeholl gi wéi virdrun. Dat géif einfach zesummenhänke mat der Kompositioun vun der Chamber, mat deenen Électeuren, déi d'Chamber da bestëmmen.

Ech wëll och warne viru falschen Debatten. Hei gëtt en Demokratiedefizit un d'Mauer gemoolt, an ech froe mech, ob net aner Grënn awer hannendrustinn: éischtens, den Interessi vun de Parteien, déi mengen, wann d'Auslänner d'Wahlrecht kriten, géife si selwer elektoral gutt ofschneiden; an zum Zweeten dat Argument, wat een och ëmmer héiert vu verschiddene Säiten, datt d'Ursaach, fir d'Wahlrecht auszedehnen, u sech d'Schwächung vun der Fonction publique hei am Land ass.

Ech mengen, dat sinn zwee Hannergrondinteressen, déi een net dierf vergiessen. An den Demokratiedefizit, dee gëtt et net. Dat diskutéiere mer eng aner Kéier. Ech hunn elo keng Zäit dofir. Dee gëtt et awer net. Mä ech wëll hei einfach virun enger falscher Debatt mat falschen Argumenter warnen.

Fir d'ADR ass kloer: Mir ginn net mat op dee Wee vun engem Auslännerwahlrecht. Et muss ee fir eis d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, fir kënne bei de Chamberswahle matzemaachen. Ech weess, wéi d'Sozialisten, déi Häre Schneider an Asselborn, dat elo Ufank… oder virun e puer Wochen opbruecht hunn, hunn direkt eng Partie Parteien dat ënnerstëtzt: déi Blo, déi gréng, déi Lénk.

Ech wëll awer och nach vläicht e Wuert soen hei iwwert d'Positioun vun der CSV. Den Här Braz hat d'CSV kritiséiert. En huet gesot, et ass eng Partei, déi iwwert déi lescht Jorzéngten an där Nationalitéitendebatt ëmmer erëm no e puer Joer hir Meenung geännert huet. Ech gi souguer méi wäit: Si huet sech an deene leschten Deeg an der Press ëmmer erëm kënnen duerstellen als eng Partei, déi u sech géint déi Iddi wär. Mä si ass et net! Si ass et net!

An och dat muss een hei de Lëtzebuerger soen. Well wann een de Communiqué vun der CSV kuckt, dee se erausgeschéckt hunn, do steet just dran: „Es geht also wirklich darum, die zu führende Debatte gut vorzubereiten. Da das Wahlrecht ein wesentlicher Bestandteil der nationalen Souveränität ist", dat seet och d'CSV, „gilt es vor allem auch die Luxemburger mit an Bord zu nehmen. Hauruckverfahren eignen sich nicht für große, zukunftsweisende Politik. Deshalb sollte man jetzt nicht aus der Hüfte schießen und das Wahlrecht für Ausländer auf ein einfaches Ja oder Nein reduzieren."

D'CSV seet net, datt se do dergéint wär. Déi eenzeg Partei, déi dat seet, souwäit ech et weess, ass d'ADR. Mir falen net ëm. Fir eis ass ganz kloer, datt dat Nationalitéitegesetz oder déi Lëtzebuerger Nationalitéit gebonnen ass…

(Brouhaha)

…un d'Wahlrecht.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Kartheiser nozelauschteren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll awer elo - mir hu leider net esou vill Zäit -, den Här Biltgen huet eis eng Rei vu Froe gestallt, an ech wëll him och dorobber Äntwerte ginn. Mä ech mengen, dat war eng Prezisioun, déi awer néideg war.

Wann hei - an dat wëll ech dann awer vläicht nach derbäisoen -, wann esou eng grondleeënd Ännerung iwwer iwwerhaapt d'Souveränitéit vun eisem Land sollt geholl ginn, wéi d'Aféierung vum Wahlrecht fir d'Auslänner, ouni datt se - also, wéi gesot, Auslänner am renge Sënn vum Wuert - d'Lëtzebuerger Nationalitéit hätten, keng duebel a keng aner, da kann dat nëmmen iwwert de Wee vum Referendum décidéiert ginn!

An déi Leit, déi dat beim Referendum décidéieren, dat ass selbstverständlech dat Wahlvollek, wéi mir et elo hunn an eiser Verfassung. Dat ass de Souverän, dat ass d'Lëtzebuerger Vollek, wat eleng doriwwer soll décidéieren, wien hei am Land d'Wahlrecht kann hunn a wien net.

Déi konkret Froen, Här Minister Biltgen, déi Dir eis gestallt hutt, dat sinn der och eng Partie.

Ech fänke vläicht u mat der Residenzklausel. Muss déi bei siwe Joer bleiwen? Eiser Meenung no, jo. Mä mir sinn awer d'accord, wann do eng gewësse Flexibilitéit agebaut gëtt. Dat ass eng Iddi, déi Dir eis proposéiert. Mir kënne mat op dee Wee goen.

Wann et da kloer ass, datt awer eng Gesamtresidenzdauer vu siwe Joer weider bestoe bleift, a wann et drëm geet, fir de Leit, déi aus berufflechen oder dréngende familiäre Grënn mussen eng Zäit an d'Ausland goen, fir deenen entgéintzekommen, fir datt se doduerch net d'Méiglechkeet fir d'Acquisitioun vun der Nationalitéit verléieren, da kënne se selbstverständlech do och op eist Versteesdemech zielen. Mä d'Residenzzäit, déi mer a Considératioun huelen, muss selbstverständlech eng integral legal Residenzzäit hei am Land sinn.

D'Instruction civique - dat ass och hei schonn e puermol diskutéiert ginn - ass effektiv eng ganz wichteg Fro. Un éischter Plaz géife mir awer derfir plädéieren, déi Coursen ze standardiséieren - et gëtt nach ze vill Duerjerneen -, ze kucken, datt d'Qualitéit verbessert gëtt.

An un zweeter Plaz géife mir awer och drun denken, fir emol ze kucken, wéi an den auslänneschen, an den Nopeschstate vun hei, eisen Nopeschlänner, déi Saach do geregelt ass. Et gëtt Examen an der Instruction civique an enger Rei vun deene Länner, wou souwuel de Fonctionnement vum Statsrecht, wéi d'Grondwäerter, wéi och d'Geschicht vun deene Länner gepréift ginn.

Et wär einfach elo emol fir eis interessant, fir eng Etüd ze maachen, Här Minister, tëscht der Instruction civique, wéi se hei gehandhaabt gëtt zu Lëtzebuerg - dat heescht, ouni Examen, just datt ee muss an e puer Coursë goen - an an eisen Nopeschlänner, an da vläicht en Tableau comparatif ze kréien. Well mir sinn do wäit ënnert deem, wéi et am Ausland gehandhaabt gëtt. Obschonn et hei net manner wichteg ass wéi am Ausland, datt déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn - déi aner och natierlech -, de Fonctionnement vum Stat awer gutt verstinn a wierklech dann och kënnen als éclairéiert Bierger um Stat matbestëmmen.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass fir eis selbstverständlech zentral. Den Niveau vun de Sproochentester, deen ass bei eis am Land net héich. Dat gëtt dacks esou virgestallt hei, als wär dat eng schrecklech héich Hürd oder als wär dat e soziale Selektiounskritär. Och hei muss ee soen, datt den A2 a B1, deen zu Lëtzebuerg gefrot gëtt, manner héich ass wéi dat, wat an eisen Nopeschlänner gefrot gëtt. An och an eisen Nopeschlänner gëtt et Immigranten, déi elo keen Universitéitsdiplom hunn oder net aus engem héich éduquéierten Elterenhaus kommen. An awer ass den Niveau vun de Sproochentester an eisen Nopeschlänner duerchgehend méi héich wéi dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg fuerderen.

Dat ass also en Argument, wat iwwerbeméit gëtt, dat soziaalt Argument. Selbstverständlech soll een de Leit, déi de Sproochentest vläicht net déi éischte Kéier packen, Méiglechkeete ginn, fir en nach eng Kéier ze maachen. Mä fir ze kompenséieren oder den Niveau nach méi wäit erofzeschrauwen oder vläicht d'Lëtzebuergescht ganz ewechzeloossen, wéi e bëssen déi gréng oder och d'sozialistesch Kolleege mat esou Gedanke spillen, dann…

(Interruption)

Oh dach! Dir wëllt déi ganz lëtzebuergesch Problematik ausserhalb vun dësem Gesetz regelen, hat Der gesot. Ech sinn och dermat d'accord… D'ADR hätt och guer näischt dergéint, wa mer jiddwerengem, deen hei an d'Land kënnt, géifen…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Voilà! Gesitt Der!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …d'Méiglechkeet ginn, am Kader vum Congé linguistique an anescht den Zougang zur Lëtzebuerger Sprooch nach ze erliichteren. Kee Problem!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Voilà! Gesitt Der!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mä fir am Nationalitéitegesetz, fir d'Acquisitioun vun der Nationalitéit onofhängeg ze maache vu Kenntnisser an der Lëtzebuerger Sprooch,…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- All Mënsch kann da Lëtzebuergesch!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …dat ass e Schrëtt, dee mir nimools géife matgoen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- All Mënsch kann da Lëtzebuergesch, Här Kartheiser. Kommt zum Punkt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An zemools - bedenkt dat, Här Braz -, ech ruffen Iech et och an Erënnerung, datt eng ganz Rei Leit déi Tester net packen, well se emol net an d'Coursë gaange sinn oder sech iwwerhaapt net virbereet hunn.

Dann d'Residenzdauer: Jo, ob dat kann ootmen, frot Der, Här Minister. Jo, dat kann ootmen. Wann ee wierklech ganz gutt Lëtzebuergesch kann, da brauchen et keng siwe Joer ze sinn, mä ech géif Iech awer da recommandéieren, datt déi och en Test maachen op engem Niveau méi héich. Och dat muss kënne gepréift ginn. Wann een en Niveau C packt, firwat dann net no fënnef Joer? Ech mengen, et geet net duer, fir ze soen: „Wie ganz gutt Lëtzebuergesch kann, dee brauch da keng siwe Joer heizebleiwen." Et muss bewise sinn. An dann hu mer kee Problem domadder.

25 Joer am Land an nach kee Lëtzebuergesch kënnen, dat ass kee Beweis vun enger Integratiounswëllegkeet hei am Land. Mir kënnen do net mat Iech goen. Och wa Leit 25 Joer hei am Land wunnen an nach ëmmer kee Wuert Lëtzebuergesch kënnen oder net genuch Lëtzebuergesch kënnen, da soe mir: Da kann en och d'Nationalitéit net hunn. Ech mengen, 25 Joer hei am Land wunnen, da muss ee sech scho wierklech ganz staark ustrengen, fir déi Sprooch net ze léieren! Dat muss fir jiddweree méiglech sinn.

A fir déi aner, an Dir hutt déi Fro gestallt fir déi Behënnert oder déi, déi wierklech seriö medezinesch Problemer hätten, datt mer deenen entgéintkommen: Wann dat sproochrelevant Behënnerunge sinn, selbstverständlech, datt mer deene Leit entgéintkommen, wann dat duerch staatlech Doktere certifiéiert gëtt, fir datt se kënnen op eng aner Manéier dee Sproochentest maachen oder e guer net musse maachen, bei Krankheetsfäll, dat schéngt mer ganz, ganz normal ze sinn.

Bestuete Leit: Do kënne mer eis selbstverständlech och vill méi niddreg Residenzklausele virstellen; soulaang de Sproochentest bestoe bleift natierlech. Et kann och do d'Nationalitéit net geschenkt ginn. Mir vertrauen drop, datt Dir eis geschwë Propositioune maacht, wou Der eis weist, mat wéi enger Determinatioun de Mariage arrangé oder de Mariage blanc bekämpft soll ginn.

A wann een dann d'Lëtzebuerger Nationalitéit wierklech krut duerch en Trick, da muss se och kënnen oferkannt ginn. Ech mengen, dat ass eng Saach, do muss ee sech logesch sinn. Wa mer feststellen, datt dat e Mariage blanc, e Mariage arrangé war, da muss een och, wat d'Nationalitéit ugeet, kënne Konsequenzen zéien.

Leit, déi am Ausland si fir Lëtzebuerg: Jo, dat ka gläichgestallt gi mat enger Residenz zu Lëtzebuerg, wann déi Leit dann de Statut diplomatique hunn. Dat entsprécht der üblecher Praxis am Droit international public, datt dann d'Résidence habituelle am Pays d'origine, am Pays accréditant ass. An deen Abléck, wann d'Leit e Statut diplomatique hunn, da kann d'Residenz gläichgestallt gi mat enger Residenz zu Lëtzebuerg.

Recouvrement de nationalité: Dat kann an eisen Ae bestoe bleiwen. Souwisou wäert d'Demande ofhuelen an der nächster Zäit.

Droit du sol: Do soe mir, do brauche mer keng weider Facilitéiten.

An e lescht Wuert: Mir kënnen als Chamber selbstverständlech ëmmer, och an Zukunft, Spezialgesetzer huelen iwwert d'Nationalitéit. Kee kann der Chamber dat Recht ofhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Allez, Jacques!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. 2012 hunn hei am Land 524.900 Leit gelieft, dovunner 44% Auslänner. Dëse Prozentsaz steigt konstant trotz dem Succès vum Nationalitéitegesetz vun 2008. Dësen Trend ass net gutt, well d'Lëtzebuerger op eng Kéier minoritär an hirem Land ginn. Dofir musse mer kucken, datt méi Leit sech zu Lëtzebuerg bekennen a Lëtzebuerger wëlle ginn.

D'Gesetz vum Oktober 2008 huet e grousse Succès kannt. Eng ronn 16.000 Leit hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit an deene véier Joer gefrot, géigeniwwer 4.500 an de véier Joer virdrun.

Dës Zuele schwätze fir sech. Ronn 40% vun de Leit, déi Lëtzebuerger gi sinn op Basis vun

deem neie Gesetz, haten d'duebel Nationalitéit scho virdrun - Portugal, déi nordafrikanesch - respektiv kënne keng duebel Nationalitéit kréien, wéi déi Däitsch.

D'Debatt iwwert d'duebel respektiv d'multipel Nationalitéit ass eriwwer. Haut heescht et ze kucken, wou dat ablacklecht Gesetz e puer Feeler huet a wou et muss reforméiert ginn. D'Zil muss et sinn, datt d'Zuel vun de Lëtzebuerger am Land steigt an net erofgeet. Et geet hei net ëm eng Braderie vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, mä et geet dorëms ze kucken, datt och déi kleng Leit, datt och déi Leit, déi an enger moderner, internationaler Welt liewen, datt déi kënne Lëtzebuerger ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Dës Debatt däerf dofir net mat Scheiklappe gefouert ginn.

Une autre voix.- Richteg!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Den Här Justizminister huet ons en interessante Questionnaire geschéckt. Ech wëll och direkt soen, datt, well ech nuren zéng Minutte Riedezäit hunn, ech do wäert dat schrëftlech nach déposéieren.

(M. Jacques-Yves Henckes dépose une documentation.)

Mir hunn, déi onofhängeg Deputéiert sinn der Meenung, datt d'Konditioune vun der Residenz...

(Hilarité et interruptions)

Jo, mä ech schwätzen am Numm vum Här Colombera mat. Gitt mer eng kleng Chance!

(Brouhaha)

...datt d'Konditioune vun der Residenz, d'Lëtzebuergesch-Schwätzen, d'Connaissance vun onsem Stat an d'Honorabilitéit, prinzipiell musse bäibehale ginn. Mä dës Konditioune musse reforméiert ginn an déi spezifesch Konditioune mussen adaptéiert ginn.

Éischte Punkt: Soll een der Persoun, déi mat engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuergerin bestuet gëtt, et méi liicht maachen, fir Lëtzebuerger ze ginn? Äntwert: Jo. Schonn 2008 hat ech bedauert, datt d'Méiglechkeet vun enger bestueter Persoun, fir iwwert d'Optioun Lëtzebuerger ze ginn, ofgeschaaft gouf. Déi Persoun, déi e Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuergerin bestit, muss fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit optéiere kënnen, an dat ouni d'Konditioun vu Residenz oder Sproochkenntnisser, esou wéi dat fréier wor.

Mir hu vill Lëtzebuerger, déi bestueden en Auslänner am Ausland, well se aus beruffleche Grënn do liewen oder well se do studéiert hunn. Am Bestietnis léiert de Conjoint séier, datt e muss Lëtzebuergesch schwätze léieren, speziell wann e Kanner an der Schoul huet. Ganz perséinlech hunn ech dat jo och materlieft. An de Jean Colombera, deen ass 1999 Lëtzebuerger ginn. Dräi Méint méi spéit wor en hei an der Chamber.

(Interruptions)

Dofir gesäit een, datt, wann iwwert de Mariage de Conjoint ka Lëtzebuerger ginn, datt d'Kanner Lëtzebuerger ginn, datt dat awer zur Integratioun bäidréit an datt op jidde Fall deen Ablack, wou Kanner op der Welt sinn, misst d'Nationalitéit méi einfach gemaach ginn.

D'Lëtzebuergeschkenntnisser: en zweete Punkt. D'Connaissance vum Lëtzebuergeschen ass eng normal Konditioun fir den Auslänner, deen zu Lëtzebuerg wunnt a wëllt Lëtzebuerger ginn. Mä déi meescht Auslänner schaffen am private Secteur an do gëtt oft d'Lëtzebuergescht net oder ganz wéineg als Aarbechtssprooch gebraucht. Do sinn Englesch, Franséisch, Portugisesch, Italienesch an Däitsch déi Haaptsproochen. Dofir däerf een d'Lat net ze héich setzen. An et muss een och wëssen, datt et oft der éischter Generatioun vläicht net gutt geet mam Lëtzebuergeschen, mä déi zweet kann et mat Sécherheet, well se hei an d'Schoul geet.

Dofir si mir d'accord, fir ze soen, datt den Niveau A2 vum europäesche Referenzkader fir Sprooche soll an Zukunft duergoen, fir Lëtzebuerger ze ginn. An deem Kontext wëll ech natierlech och drop hiweisen, datt, fir Fonctionnaire ze ginn, d'Lat villech méi héich läit. An et ass och evident, datt deen Ablack, wou een d'Méiglechkeet schaaft fir méi Leit, Lëtzebuerger ze ginn, dann natierlech och méi Leit d'Wahlrecht do kréien.

Wat d'Residenzzäit ugeet, si mir d'accord, fir déi Residenzzäit vu siwen op fënnef Joer erofzesetzen.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Mä mir mengen awer och, datt déi Residenzzäit net muss kontinuéierlech sinn, mä si muss kumulativ sinn. Dat heescht, datt eng Persoun net muss an deem leschten, dat lescht Joer hei zu Lëtzebuerg wunnen, mä si muss insgesamt fënnef Joer hei am Land gelieft hunn.

Ech ginn e Beispill, wat hei reell wor, wat passéiert ass ënnert der ablacklecher gesetzlecher Bestëmmung vun 2008: Eng italienesch Famill huet gefrot, fir Lëtzebuerger ze ginn ënnert deem ablackleche Gesetz. D'Elteren an zwee Kanner krute Jo gesot, deen zweete Fils krut Nee gesot, well en aus beruffleche Grënn am Ausland wor. Dat däerf et net méi ginn. Dat muss verhënnert ginn an do muss d'Gesetz geännert ginn.

Honorabilitéit: D'Konditioune vun der Honorabilitéit däerfe sech net nuren op de Casier judiciaire beschränken. Si mussen och de generelle Comportement vum Demandeur an onser Gesellschaft begräifen, esou wéi dat am Questionnaire als Optioun virgesi gëtt, a wou ech och gemierkt hunn, datt dat zum Beispill och eng Konditioun ass an Däitschland an a Frankräich, dat heescht, datt ee muss sech verfassungskonform behuelen.

En Auslänner, dee mat enger Décisioun net d'accord wier, dee ka jo deen Ablack och viru Geriicht goen an do seng Rechter verteidegen. Ech mengen, dat ass jo och, datt et op jidde Fall objektiv kann zougoen.

D'Cours d'instruction civique, déi mussen obligatoresch ginn, bleiwe villméi, an dat fir all Demandeur.

Mä ech mengen awer och, datt mer mussen eng Neierung aféieren an der Gesetzgebung iwwert d'Nationalitéit, an dat ass de Retrait vun der Lëtzebuerger Nationalitéit duerch e Geriichtsbeschloss, datt dat gesetzlech muss agefouert ginn.

Éischtens, fir den Demandeur, deen e Mariage blanc, dat heescht eng falsch Hochzäit gemaach huet respektiv deen am Ausland bestuet ginn ass an dann déi Affär hei transcrivéiert huet, deen Acte de mariage, a wou et manifestement just nuren drëm geet, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien.

Da muss och de Retrait méiglech gemaach gi fir deen, deen d'Donnéeë vun der Naturalisatiounsdemande bewosst gefälscht huet. Mir hunn där Fäll! An do ass et net an der Rei, datt een, deen Donnéeë gefälscht huet, well et zum Beispill am Ausland kee Casier judiciaire gëtt an Ähnleches, datt deen dann deen Ablack ka roueg hei zu Lëtzebuerg bleiwen an d'lëtzebuergesch Nationalitéit halen.

An dat anert, wat een och misst diskutéieren, dat ass, ob net een, deen zu enger fester Prisongsstrof, zum Beispill iwwer fënnef Joer, condamnéiert gëtt, op deen net och misst d'lëtzebuergesch Nationalitéit verléieren.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Wat den Droit du sol ugeet, do ass et esou, datt mer elo eng Situatioun hunn, déi, menger Meenung no, déi meeschte Problemer ganz gutt léist. Wann een och d'Reform vun de Mariage-Gesetzer, vun der Optioun nees erëm géif aféieren, kéinten och vill Problemer geléist ginn.

Wou mir op jidde Fall dergéint sinn, dat ass en Droit du sol wéi en a Frankräich ass, wou d'Leit, déi do gebuer ginn, op eng Kéier gezwonge ginn, fir eng Nationalitéit ze huelen. Dat däerf et op jidde Fall net ginn, well dat huet zum Beispill a Frankräich dozou gefouert, datt e Lëtzebuerger, deen do..., e Kand, wat do gebuer ginn ass, op eng Kéier huet missen an d'Arméi do agezu ginn, wéi de Service militaire obligatoire nach do wor.

Stellungnahm zu e puer méi spezifesche Problemer: D'Fro gouf gestallt vun enger Dispens vum Lëtzebuergeschen. Dat kann a verschiddene Fäll méiglech sinn, zum Beispill fir déi Handicapéiert.

Une voix.- Et ass och soss méiglech.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Mir mengen net, datt de Recouvrement misst nach weider bestoe bleiwen.

An d'Fro ass jo och gestallt ginn, ob d'Residenzdauer soll reduzéiert gi fir Apatriden, Réfugiéen, Bénéficiaires d'une protection subsidiaire, déi, déi e Contrat d'intégration ënnerzeechent hunn. Ech mengen, datt mer besser hunn, datt mer eng eenheetlech Residenzklausel hunn, eenheetlech Konditiounen hunn, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat mécht d'Saach villech méi einfach. Dat évitéiert Debatten.

Dofir wiere mer éischter, fir op de Wee ze goen, fir iwwerall déi fënnef Joer ze hunn, an als Kritär, wat d'Lëtzebuergescht ugeet, den A2, an eng eenzeg Ausnahm, dat ass fir déi, déi sech bestueden, datt déi kënnen ouni déi Konditioun do Lëtzebuerger ginn, dat och am Intérêt vun deenen hire Kanner.

Dat woren déi puer Bemierkungen, déi ech am Numm vun deenen zwee onofhängegen Deputéierte wollt maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Da kënnt elo dee leschten onofhängegen Deputéierten, awer net vun deem Grupp, nämlech den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Also, dat do muss ech awer richtegstellen! Ech sinn net hei als onofhängegen Deputéierten. Mir sinn nämlech mat volle Lëschten an d'Wahle gaangen.

(Brouhaha)

Här President, wann ee wëllt dës Debatt anuerdnen an den historesche Kontext, da kënnt een, wann een de Bilan mécht, forcément zu engem zimlech mitigéierte Constat. D'Gesetz vun 2008 vum Här Frieden, dat elo soll reforméiert ginn, ass entstanen an engem Klima, wou déi al Iwwerfriemungs- an Identitéitsängschte mat engem gewëssenen Erfolleg nach konnte mobiliséiert ginn, wat déi ganz Debatt beaflosst huet.

Esou si fir d'Éischt an der Geschicht zertifizéiert Lëtzebuergeschkenntnisser op engem Sekundarschoulniveau fir déi verlaangt ginn, déi hei net an d'Schoul gaange sinn. Dat zu engem Zäitpunkt, wou d'Lëtzebuergescht selwer am Schoulsystem eng ganz ënnergeuerdnet Roll spillt! Dat heescht, dass dee Sproochentest eng och sozial selektiv Roll spillt, net eng verbannend Roll spillt, wat eigentlech misst d'Missioun vun enger Sprooch sinn. An haut bedauere mIr vill negativ Konsequenze vun där Dispositioun.

Gläichzäiteg ass d'Residenzdauer bei der Nationaliséierung, à contre-courant vun den historeschen Noutwendegkeeten, vu fënnef op siwe Joer eropgesat ginn an d'Optiounsrecht fir de Conjoint ass ewechgefall. Hei gouf mat der Angscht vum Mariage arrangé operéiert, fir en allgemengt Recht ofzeschafen, wat duerch eng Konventioun garantéiert ass. Ausser et wëllt een natierlech d'Fro op engem aneren Niveau diskutéieren, dass d'Nationalitéit en individuellt Recht ass, wat een net sollt duerch de Mariage kréien. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Op jidde Fall huet d'Gesetz De Lannoy dës Diskussioun relancéiert, andeems et de facto - ech soen: de facto - d'Optiounsrecht fir eng privilegéiert Persoun agefouert huet, wat allgemeng als ongerecht emfonnt ginn ass. Dat anert ass dee juristeschen Artifice, fir et ze begrënnen.

Ausserdeem huet d'Gesetz vun 2008 den Droit du sang erëm opgewäert. Eng „Reethnisëierung", schreift den Denis Scuto a sengem Buch, doduerch, dass Leit, déi e lëtzebuergeschen Urahn vu virun 1900 konnten noweisen, ouni all Sproochen- an ouni all Residenzbedéngunge Lëtzebuerger kënne ginn. Wat, ech fannen, eng zimlech lächerlech an iwwerflësseg Bestëmmung ass an am Fong geholl e Schlag an d'Gesiicht vun all deene Leit, déi hei wunnen an deenen duerch nei Bedéngungen d'Lëtzebuerger Nationalitéit erschwéiert ginn ass!

Natierlech huet dat Gesetz och zwou positiv Neierungen agefouert, déi deem laange Reformstau op zwee wichtege Punkten en Enn bereet hunn. Éischtens, déi hei Gebueren an zweeter Generatioun kënnen elo Lëtzebuerger ginn, wann ee vun den Elteren och hei gebuer ass. Zweetens ass et elo net méi néideg, seng al Nationalitéit opzeginn, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat zesumme mat enger juristesch definéierter Prozedur ausserhalb vun all politescher Willkür, déi ganz gutt ass an och muss fortgesat ginn an och net soll am Kär geännert ginn!

Déi zwou Mesuren do hunn natierlech där neier Immigratiounssituatioun Rechnung gedroen, dass et zu Lëtzebuerg haut en Undeel vu 44% Netlëtzebuerger gëtt, vun deenen och déi meescht wëllen hir Nationalitéit behalen. Hei gouf mat engem wesentlechen Naturaliséierungskritär, och vun der liberaler Bourgeoisie iwwregens am 19. Jorhonnert, gebrach, deen am Fong geholl eng Allégeance ënnert déi nei Nationalitéit verlaangt huet an also och e Broch mat där aler Nationalitéit verlaangt huet.

Dat ass also elo ofgeschaaft. Et bleiwen also och nach Loyalitéitslienen zur Ursprongsnationalitéit. An ech mengen, och dat entsprécht deem neien europäeschen Nationalitéitsgefill, dat amgaangen ass ze entstoen. An ech mengen och, dass een do...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, och nach dem Här Urbany nozelauschteren!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen och, dass een do muss a kann usetze fir d'Zukunft. Sécherlech ënnerstëtze mir als déi Lénk all Bestriewungen, fir d'Restriktioune vum aktuellen Text wäitgehend opzehiewen - véier Joer si leider do verluer gaangen - an an déi Richtung ze schaffen, dass d'Nationalitéit erëm e méi universaalt Recht gëtt, wat och fir all Mënsch abordabel ass. Och mir wäerten eis Virschléi nach do schrëftlech eraginn, well et jo wierklech an deene fënnef Minutten hei net méiglech ass, dorop anzegoen.

Mä zu deene Virschléi gehéiert op jidde Fall, den Droit du sol op déi éischt Generatioun auszedehnen, déi hei op d'Welt kënnt an hei wunnt, och wann d'Elteren net hei gebuer sinn. Well et ass kloer, déi Kanner, déi hei gebuer sinn, si mat deemselwechte Recht Lëtzebuerger wéi eis eege Kanner. An dat kéint domat dee wichtegste Wee ginn, fir d'Nationalitéit ze kréien. An dat géif de Sproocheproblem iwwregens och wäitgehend mat léisen.

Mä och da riskéiert nach laang dee grondleeënden demokrateschen Defizit bestoen ze bleiwen, dee mécht, dass haut 44% vun der Wunnbevölkerung net iwwert de Wee vum Wahlrecht sech un de wirtschaftlechen a politeschen Décisioune vum Parlament kënne bedeelegen. Duerfir menge mir, dass d'Wahlrecht fir all Résidenten, no enger bestëmmter Openthaltsdauer, muss agefouert ginn an dass een net domadder soll waarden.

Wann e weidert Parlament 2014 hei soll gewielt ginn, wat nëmme representativ ass fir d'Halschent vun der Bevölkerung, da gëtt déi aktuell ongesond Politik fortgesat. An ech mengen, dass dat net ze toleréieren ass. Ech mengen och, dass d'Leit dobausse prett si fir eng Öffnung an déi Richtung. An ech froe mech, wéi laang een nach drop soll waarden, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen a fir ze erreechen, dass déi Notioun vun der Natioun och wäitgehend gläich wäert si mat der Notioun vum Stat.

Wann ech héieren, d'Lëtzebuerger wieren e Statsvollek, da muss ech soen, da si mer awer e Statsvollek an engem Apartheid-Regime,...

Une voix.- Oh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...e Statsvollek, wat ëmmer méi amgaangen ass, minoritär ze ginn. An duerfir mussen energesch Schrëtt endlech ënnerholl ginn a Richtung Droit du sol éischtens, an zweetens a Richtung Aféierung direkt vum Wahlrecht fir all déi Leit, déi hei eng gewëssen Zäit wunnen, fir dass dat endlech mat där ongesonder Situatioun ophéiert!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domadder wier d'Lëscht vun allen Orateuren erschöpft an et kéim dann elo nach eng Kéier de Justizminister François Biltgen zu Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt den Intervenanten hei Merci soen, well ech mengen, dass et awer duerch d'Bank eng grëndlech, eng objektiv an och eng fair Debatt war, déi mer et och wäert méiglech maachen, dat och anzehalen, wat ech ugekënnegt hunn, nämlech a relativ kuerzer Zäit e Projet de loi ze déposéieren.

Et si selbstverständlech nach eng Partie Detailer, wou ech da muss Propositioune maachen an nach am Detail kucken. Mä ech mengen awer, dass mer hei e relativ grousse Konsens kënnen op enger Partie Saache fannen.

D'Residenzklausel, fir dat ze huelen, do ass et evident, dass do déi meescht Leit hei d'accord sinn, Flexibilitéit ze bréngen. Engersäits fir zum Beispill op fënnef Joer erofzegoen, anerersäits awer fir virun allem net méi eng Kontinuitéit hei ze verlaange vun der Residenzzäit, wat eng ganz Partie Problemer wäert aus der Welt huelen.

D'Sprooch, do hunn ech festgestallt, dass awer e grousse Konsens do ass, fir de Sproochentest bäizebehalen, mat Aménagementer, wou ech verschidde Meenungen héieren hunn, wou ech awer och verstanen hunn, dass, och wann dat elo vläicht net dat allerbeschte Mëttel ass, mä dass awer vläicht meng Iddi vun der Kompensatioun kéint hei och ugeholl ginn, fir dann enger Partie Leit ze hëllefen.

Ech mengen nach eng Kéier, dass et net esou ass, dass deen Test esou ass, dass e géint gewësse sozial Milieuen ass. Et ass och vill, wëll ech soen, vum Institut des langues och mat der Uni dru geschafft ginn. Et ass evident, dass déi eng méi oder manner Chancen hunn. Dat ass ni aus der Welt ze schafen. Dofir mengen ech, dass déi Iddi vun der Kompensatioun awer kéint hëllefen, notamment deene Leit, déi wëllen och sech am Lëtzebuergesche behaapten, fir deene kënnen ze hëllefen.

Ech wëll dann op déi Remarquë vum Félix Braz zréckkommen, fir ze soen, mir musse kucken, dass d'Leit alleguer hei Lëtzebuergesch schwätzen. Ech wëll drop hiweisen, wat awer och villes an de Schoulen, wat och scho villes am Précoce, och souguer an de Maisons relais versicht gëtt, fir d'Lëtzebuergescht u se erunze-

bréngen.

Ech wëll awer och erënneren un eng Initiativ, déi mer geholl hunn als Regierung, déi ech selwer als Aarbechtsminister proposéiert hat, de Congé linguistique, wou ech mengen, dass een och eng Kéier do soll... Ech ka mer net virstellen, dass mäin Nofolger dergéint wär, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, well dat war nach, wéi ech ofgetruede sinn als Aarbechtsminister, war et nach relativ jonk. Ech mengen, et soll een eng Kéier kucken, dee Bilan ze zéien, fir eng Kéier ze kucken, wat do erauskënnt, och wéi d'Betriber, ob se et och respektéieren.

Dat war just deemools geduecht, fir dat ze maachen, wat Dir sot: Een, deen op Lëtzebuerg schaffe kënnt an an engem Secteur, an engem Betrib schafft, wou net Lëtzebuergesch geschwat gëtt, dee soll kënne Lëtzebuergesch léieren. Dat war och eng Diskussioun déizäit. Do ass gesot ginn: „Majo, da loosst d'Leit", dat ass vun de Wirtschaftskreesser komm, „da loosst bei eis d'Leit Englesch léieren, well si brauchen Englesch, oder bei eis Franséisch léieren, well si brauche Franséisch."

Do hu mir gesot: „Et ass nëmme fir d'Lëtzebuergescht, nëmme fir d'Lëtzebuergescht! Et ass net d'Integratioun am Betrib, mä et ass d'Integratioun am Land iwwert de Betrib."

Ech mengen, dofir soll een un dat och nach eng Kéier erugoen. Ech mengen, et sinn nach aner Ministèren. D'Madame Jacobs, déi ass hei schonn antichambréiert. Och si mécht vill Initiativen. Mir hu vun dem Contrat d'intégration geschwat. Ech menge schonn, dass mer eis Mëttele ginn. Mir sollen déi ausbauen, fir wierklech och an Zukunft de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, Lëtzebuergesch ze léieren, soubal se an d'Land kommen. Dat ass eng Remarque, déi ech och gären ophuelen.

Wéi ech mer dat geduecht hunn, ass déi ganz Fro vum Mariage eng méi quokeleg. Ech ka mech erënneren, wou ech elo e Méindeg den Interview ginn hunn op Chamber TV, war de Maurice Molitor u sech e bëssen iwwerrascht, dass ech gesot hunn, dat wär déi Fro, wou ech mer géif am meeschte Kontrovers hei erwaarden. A si ass och opgetrueden. Woubäi ech awer och mengen, hei kann een e Konsens fannen, fir dem Mariage awer erëm méi Bedeitung ze ginn, an deem Sënn, wann en do ass, fir eng Famill zesummenzefëieren.

Dofir mengen ech och nach eng Kéier dat, wat ech virdru gesot hunn: Do, wou Kanner do sinn, déi an engem Mariage sinn, ass dat awer vläicht schonn en Element, fir et ze facilitéieren. An ech soen och selbstverständlech, wa mer do méi liicht Konditioune maachen, wëllt dat net soen, dass een op deen alen Droit d'option zréckkënnt. Och do, mengen ech, muss d'Lëtzebuergescht eng Konditioun sinn an anerer och. Also, dat ass fir mech do scho ganz kloer.

Dat also zu mengen dräi Haaptfroen, déi ech hat, do mengen ech, dass mer hei kéinten en Text maachen, deen d'Strooss géif halen, deen, wann en net all Stëmme géif kréien, awer ganz vill Stëmme géif kréien.

Da ginn ech op déi puer aner Froen an, déi opgeworf goufen. Ech si ganz frou, dass d'Instruction civique net a Fro gestallt ginn ass. Och do hunn ech kee Problem, fir eng Kéier ze kucken: Wat kann ee verbesseren, wat kann een aneschters maachen? Mir si ganz frou, dass dat wierklech hei unanime esou ugesi gëtt.

Honorabilitéit, do sinn ech mer bewosst, dass dat schwiereg ass. Ech wëll nach eng Kéier soen, et ass och net mäin Haaptpunkt, well esou vill Fäll sinn net do. Ech wäert da versichen ze kucken, wat ee kann do proposéieren, wat awer vläicht e bësse méi streng ass, ouni an den Arbiträr ze goen. Dat musse mer kucken.

Ee Wuert zu enger Diskussioun, déi eréischt zum Schluss opkomm ass, déi vum Retrait vun der Nationalitéit. Also, mir hunn elo schonn am Gesetz d'Méiglechkeet, dass een, dee falsch Deklaratioune mécht, dass dee se ewechgeholl kritt. Ech wëll awer, Här Henckes, soen, wou ech e bësse Retizenz hunn - bon, e bëssen, dat ass ënnerdriwwen, wou ech Retizenz hunn: fir ze soen, een, deen elo op eemol an de Prisong kënnt während esou vill Joren, dee kritt seng Lëtzebuerger Nationalitéit ewechgeholl.

Also do soen ech, do sinn ech méi wéi retizent. An ech froe mech och, ob dat géif virun der Mënscherechtscour halen, fir ze soen: Also du gëss elo condamnéiert, du bass e Lëtzebuerger, mat oder ouni double Nationalité, du bass e Lëtzebuerger, du gees an de Prisong, an dann huele mer der och nach deng Lëtzebuerger Nationalitéit ewech. Do soen ech, do hunn ech awer vu Mënscherechtsiwwerleeungen hier Problemer.

Dat anert, dat hu mer schonn. Dat anert, dat hu mer schonn. Een, dee sech d'Lëtzebuerger Nationalitéit, deen d'Naturalisatioun erschwindelt, deem kënne mer se elo schonn ewechhuelen. Dat ass also eppes, wat schonn am Gesetz als Ouverture dran ass.

Recouvrement: Do hunn ech hei verstanen, wéi ech mer och erwaart hunn, dass éischter gesot gëtt: Loosst et auslafen, verlängert et net. Eng interessant Iddi war zwar vum Lex Bodry komm, déi och an eisem Questionnaire war, fir ze soen, majo, wa verlängert, dann ze soen, du muss och d'Lëtzebuerger Coursë maachen - neen, de lëtzebuergeschen Test maachen, pardon, de lëtzebuergeschen Test maachen.

Dat ass eng Iddi, déi ech gären och mat eranhuelen, well dat och eppes ass, wat vill Leit stéiert, dass déi net mussen de lëtzebuergeschen Test maachen, an anerer maachen et. Och do soen ech, et war ganz kloer, dass dat geduecht war, fir elo emol an engem éischte Schrëtt de Leit eng Chance ze ginn. Dat ass och elo net den Haaptpunkt. Och do, mengen ech, kéinte mer Saache fannen.

Ganz frou sinn ech och, dass mer hei en Accord fannen, fir e limitéierte Ius soli ze maachen. Also net de Ius soli, dee mer all net wëllen, dass de octroyéiert kriss: Du bass Lëtzebuerger! Mä dass de, wann s de Lienen hues, wann s de hei gebuer bass an du hues nach aner Lienen derbäi, dass de da muss eng Demande maachen. Also et ass net wéi a Frankräich, wéi fréier, do hues de e Pass kritt, fir an d'Arméi ze goen. Hei muss de dann nach eng Demande maachen. An ech mengen, hei sinn e puer Iddien, déi mer dann och kéinten ausdäitschen, déi net alles op d'Kopp geheien, mä déi et méi einfach maachen.

Ech mengen, et war den Här Braz, dee gesot huet, do sinn der esou vill, déi... Haut maache se d'Naturalisatioun. Där gëtt et der ganz vill, déi elo hei gebuer sinn an aner Lienen hunn, esou laang hei wunnen, déi maachen haut d'Naturalisatioun. Dat sinn also Leit, déi kee Problem hunn an déi och Lëtzebuergesch schwätzen, praktesch all. An do soll een dann och kënne vläicht eng Liichtegkeet maachen, fir dass déi méi einfach zu hirer Nationalitéit kommen.

Ech wëll och ee Wuert soen, de Lex Bodry hat dat gefrot, mat der Durée, wéi laang et dauert. Also, mir sinn nach däitlech ënner aacht Méint.

Dozou wëll ech och soen - ech weess net méi, wien et hei gesot hat, ech mengen, et war och den Här Braz: „Majo, mir hunn elo am Ufank esou vill nei Lëtzebuerger kritt, well mer Nohuelbedarf haten." Ech wëll hei däitlech soen, a mir publizéieren elo d'Ziffere vun 2012, mir hunn dat och geduecht. Dat huet iwwregens mat sech bruecht, dass mer e bëssen an Enkpäss gerode si mat de Leit. Mir hunn och geduecht, dat doten, dat geet elo zréck. An et ass esou, dass et eigentlech net zréckgeet. Also, mir sinn nach ëmmer an engem gewëssenen héijen Niveau, deen nach net zréckgeet.

Ech hunn och gemengt, dass dee géif zréckgoen. Dat ass net de Fall, sou dass een dat... Ech kommen herno nach bei deenen aneren Debatten e bësselchen iwwert d'Wahlrecht zréck. Also, et geet scho weider. An ech muss och soen, dass, wa mer dat Gesetz maachen, mer och kucken, wéi mer eis personalméisseg opstellen, fir dass mer déi Délaien, déi mer elo hunn, och an Zukunft kënne bäibehalen.

Dat bréngt mech dann dozou, fir e puer Wuert ze soen iwwert déi aner Debatt, déi och schonn hei ugeschnidde gouf, nämlech déi vum Wahlrecht fir Netlëtzebuerger, wou ech frou sinn, dass awer hei vill versicht ginn ass, elo emol Rou an d'Spill ze bréngen. Well hei ass déi lescht Deeg eigentlech bei der Bevölkerung dat entstanen, wat ech ëmmer fäerte bei esou Debatten a wat ech „Lagerbildung" genannt hunn, dass op eemol fir oder géint d'Wahlrecht fir Netlëtzebuerger diskutéiert gëtt, ouni sech d'Froen ze stellen, wat dat iwwerhaapt ka bedeiten, wat et net ka bedeiten.

An ech kommen nach eng Kéier op déi Froen zréck, well do gëtt et verschidden Elementer dovun. An dass et ëmmer schlecht ass, an do brauch een nëmmen op d'Internetsitë surfen ze goen, dass elo hei esou eng gespalte Bevölkerung erauskënnt!

Dofir mengen ech, dass ee soll déi Debatt och erëm eng Kéier objektivéieren - an ech sinn och frou, dass dat vill hei ugeklongen ass - an dass een net soll virun de Won lafen, dass een net déi Debatt soll scheien. Ech sinn ëmmer dergéint, wann ee seet, ech refuséieren d'Debatt. Et soll een d'Debatt matféieren an et soll een d'Argumenter de part et d'autre huelen.

Da kommen ech op den éischten Aspekt: Et gëtt gesot, mir brauchen d'Wahlrecht fir Netlëtzebuerger, fir dass all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg zum Räichtum bäidroen, kënne wiele goen, solle wiele goen heiansdo - ech kommen nach op dat „sollen" oder „wëllen" zréck -, an dass mer hei eng ganz aner Struktur hu vun der Wielerschaft, dass d'Wielerschaft der Réalité économique et sociale Rechnung dréit.

Elo soen ech emol, éischtens, an der Réalité économique et sociale hu mer 40% Frontalieren. Also, dat ass emol eppes, wat een einfach muss esou gesinn. Fir elo ze mengen, nëmmen deene résidenten Netlëtzebuerger d'Wahlrecht ze ginn, dann hätte mer den Déficit démocratique, économique et social geléist, ass emol schonn eng falsch Approche, muss ech einfach soen.

Dat Zweet ass: Wa mer wierklech wëllen - wa mer wierklech wëllen! - en Auslännerwahlrecht hunn, wat total déi Ziffere „boost" vu méi Wieler ze kréien, jo, da gëtt et nëmmen eng Zort vun Auslännerwahlrecht, dat ass dat opgezwongent! Dat ass dat, wat gëschter de Charles Margue vum ILReS gesot huet: Da muss ee virschloen, dass jiddwereen, deen hei ee Joer zu Lëtzebuerg wunnt, hei ageschriwwen ass, obligatoresch d'Wahlrecht kritt an obligatoresch d'Wahlflicht kritt, wat iwwregens e grousse juristesche Problem ass opgrond vum europäesche Recht. An dann hätt ee jiddwereen!

An do froen ech mech awer... Dofir, och wann ech déi Sondagen héieren: „D'Lëtzebuerger sinn zur Halschent fir d'Auslännerwahlrecht", jo, wat fir een Auslännerwahlrecht ass et? Ass et dat doten, wat opgezwongen ass, wat awer dat eenzegt wär - wat opgezwongen ass, do sinn ech kee Frënd dovun, wëll ech hei soen a priori -, mä dat wär dat eenzegt, wat géif d'Wielerzuelen aneschters maachen.

Wa mer op där anerer Säit soen, et ass e Wahlrecht fir Auslänner, déi sech fräiwëlleg aschreiwen an eng gewëssen Zäit hei wunnen, da muss ech mech awer deem ralliéieren, ech hunn et schonn eng Kéier zitéiert, wat de Frank Kuffer de Moien op RTL gesot huet: Dann ass kee groussen Ënnerscheed mat dem Zougang zu der Nationalitéit, well och deen ass fräiwëlleg, och do si Konditiounen, déi mer elo vill méi einfach maachen. Da wär deen eenzegen Ënnerscheed, dass een net misst e lëtzebuergeschen Test maachen, fir awer kënne mat wielen ze goen.

Dofir soen ech awer, da muss een awer och wëssen... Da kann een engersäits soen, da si jo d'Leit berouegt, wann et der net vill sinn. Op där anerer Säit muss ee soen: Wat bréngt et da méi? Ofgesi vun enger Debatt, déi vläicht...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Oh, ech erlaben alles,...

M. le Président.- Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...wann Dir et erlaabt, well Dir sidd de Chef.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Bon, mat Ärer duebeler Erlaabnis däerf ech da meng Fro stellen. Ech soen lech allen zwee Merci.

Ech wollt den Här Minister just froen, well en huet elo gesot, zwee Drëttel vun de Résidentë wär «ouvert à l'idée d'octroyer le droit de vote aux étrangers», dass dat bei där Ëmfro, déi dës Woch publizéiert ginn ass, jo erauskomm ass. Do wollt ech den Här Minister froen, ob en dann déi Froe kennt, déi de Leit do gestallt gi sinn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Neen. Majo, dofir soen ech jo, ech kenne se net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, mä ech kann lech awer soen, Här Minister, datt d'Leit d'Wiel haten tëschent u sech dräi Méiglechkeeten, fir ze soen, datt se fir d'Auslännerwahlrecht waren. Mat enger objektiver Ëmfro hat dat iwwerhaapt näischt ze dinn! An dat ass vläicht awer en Element vun Informatioun, wat Der sollt wëssen. Wann d'Lëtzebuerger d'Méiglechkeet gehat hätten, fir ze soen, ech sinn derfir oder dergéint, da wär dat hei aneschters ausgaangen. Mä dat hei, dat ass manipuléiert! Ech soen lech Merci.

Une voix.- War dat eng Fro?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hu gefrot, ob den Här Minister dat weess. A seng Äntwert wor: E wousst et net!

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, also ech soen nach eng Kéier, dass ech nach eng Kéier soen, an dat ass meng Fro, dass een d'Froen ëmmer muss auserneenhalen, wat wat ass, an dass et zwou Zorte gëtt. Dat eent ass dat, dass een - wéi 1919, wou d'Frae vun uewen erof d'Wahlrecht octroyéiert kruten an d'Flicht -, dass ee seet, mir wëllen den Netlëtzebuerger d'Wahlrecht octroyéiere vun uewen erof. Sou, an dat muss een da wëssen, wat dat alles bedeit am Positiven an am Negativen.

Déi aner Approche, dat ass déi, wou ech awer gespiert hunn, déi déi meescht Leit, déi derfir sinn, eigentlech préconiséieren: fir et fräiwëlleg ze maachen. Da muss ee sech awer déi Fro stellen, wat dat méi bréngt wéi den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit. Ech mengen, wann een déi zwou emol auserneegehalen huet, da kann een och nach iwwert dat Drëtt schwätzen, dat ass: D'Participation politique vun Netlëtzebuerger kann een och iwwer aner Weeër maachen.

Mir hunn déi leschte Kéier diskutéiert gehat - an dat si mer amgaangen, Här Meyers, an der Verfassungskommissioun och ze diskutéieren -, zum Beispill bei engem Referendum, e Referendum iwwer zum Beispill europäesch Froen, ob et do net zum Beispill ubruecht wär, fir Netlëtzebuerger matzehuelen.

Dofir muss een déi verschidde Froen auserneenhalen. A wat d'Zuelen ubelaangt - ech hu se elo op mengem Pult leie gelooss -, Här Braz, wa mer kucken, wéi vill Leit sech fräiwëlleg ageschriwwen hunn an deene leschte Joren, souwuel bei den Europawahle wéi bei de Kommunalwahlen, a wa mer kucken, wéi vill Leit Lëtzebuerger gi sinn an där leschter Zäit, jo, dann hält d'Zuel vun deenen, déi Lëtzebuerger gi sinn, largement d'Wo mat deenen, déi ageschriwwe goufen!

Dofir soen ech nach eng Kéier, mir solle kucken, emol déi Debatt erëm zréckzefëieren an ze objektivéieren an net hei falsch d'Lëtzebuerger auserneenzedividéieren, well dat ass och d'Gefor, wann ee géif e Referendum iwwert déi Fro - dat war awer net dat, wat, mengen ech, den Här President virgeschloen hat -, wann ee géif e Referendum maachen, wou just d'Fro wär: Derfir oder dergéint? Fir d'Éischt stellt sech emol d'Fro: Wat heescht dat eent an dat anert? An da kritt een natierlech déi Lagerbildung, déi ech net gutt fannen.

Ech mengen, mir sollen eis mat där Fro vu Participatioun auserneesetzen. Ech war den Auteur vum Gesetz, dat bei der Chambre des Salariés och tous azimuts och fir d'Frontalieren d'Wahlrecht agefouert huet.

Op där Konferenz bei der Chambre de Commerce huet de President vun der Chambre des Salariés, den Här Reding, och gesot, dass mitigéiert Resultater do wären, well och do zum Beispill d'Frontaliere respektiv och verschidde Kategorië vun den Immigranten, mä virun allem d'Frontalieren, net matgemaach hunn, obwuel se d'Wahlrecht do hunn.

Ech mengen, dofir soll een déi Debatt féieren, ouni awer elo aus der Hëft ze schéissen an ouni ze soen, hei, déi eng sinn an deem enge Lager, déi aner sinn an deem anere Lager. Ech mengen, dass och d'Regierung do eng Roll ze spillen huet. Bis elo ass déi Debatt jo eigentlech vun de Wirtschaftskreesser gefouert ginn. Si ass jo entstanen, well d'Wirtschaftskreesser elo eng grouss Konferenz haten. Am Virfeld dovunner hu verschidde Leit sech positionéiert.

Ech mengen, et wär och un der Politik, déi Debatt als Debatt ze féieren an net als Jo-oder-Neen-Fro ze féieren. An ech wéilt gäre muer de Moien och d'Regierung froen, ob net de Justizminister - et kann awer och en anere Minister sinn - och esou eng Debatt emol soll engagéieren an och esou e bësselchen dann emol sech Zäit huelen, fir verschidde Pisten, verschidden Elementer, verschidden Argumenter derfir an dergéint emol ze bréngen an doduerch och emol erëm Rou an d'Spill ze kréien. Well et ass net gutt, wa mer elo hei eens si largement, fir d'Nationalitéitegesetz ze erliichteren, dass mer dann awer erëm eng Kéier op enger ähnlecher Fro eng Spaltung kréie vun eiser Bevölkerung. Dat wéilt ech op alle Fall net.

M. le Président.- Här Minister, den Här Henckes stellt lech nach gären eng Fro.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech wollt just nuren eng kleng Prezisioun ginn, well den Här Minister…

M. le Président.- Neen, Här Henckes, also et geet elo net…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Da froen ech d'Parole après ministre.

M. le Président.- …hei nach eng Kéier…

(Interruption)

Neen. Et geet net elo nach eng Kéier, fir eng nei Interventioun ze maachen…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Da froen ech fir d'Parole après ministre.

M. le Président.- Jo, dat kënnt Der maachen. Mä hei geet elo just drëm, fir Froen ze stellen.

Okay, da fuert virun, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Sou. Ech kommen och zum Schluss. Ech hat am Ufank gemengt, ech hätt zum Schluss méi laang ze schwätze wéi virdrun, mä Dir gesitt, dass déi Debatten awer esou gelaf sinn, dass ech zefridde sinn an dass ech mech net muss ze vill mat deem engen oder aneren auserneesetzen. Ech wollt e puer Prezisioune ginn an ech wollt da soen, dass mer am Haus dann un engem neie Projet de loi schaffen, wéi gesot, an dass ech frou sinn, dass mer hei eng Debatt gefouert hunn, wou mer versicht hunn, mat den Argumenter eis auserneenzesetzen, an och, wa mer net op all Element eens sinn, dass mer awer hei eng grouss Schlëssegkeet hunn.

A virun allem, an dat wär da mäi lescht Wuert, virun allem gesäit een, dass et emol wichteg ass, duerno Debatten ze féieren an ze kucken, wat positiv an net positiv ass. Haut zum Beispill stellt kee méi de Prinzip vum 2008er Gesetz a Fro. Jiddwereen huet eigentlech gesot, et solle Saache bäibehale ginn, et solle Saache geännert ginn. An ech mengen, dat war den Zweck vun der Übung, fir hei eppes, wat gutt ass, nach besser ze maachen!

Ech soen Iech Merci an ech huelen da Parole après député.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Da kritt den Här Henckes d'Wuert fir Parole après ministre.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Voilà, Här Minister, Dir hat virdru gesot, datt et, wat d'Déchéance ugeet wéinst engem Crime, datt dat net méiglech wier. Ech wëll just nuren drop hiweisen, datt ech mech do op déi franséisch Gesetzgebung beruff hunn, déi déi Crimen énuméréiert wéi zum Beispill de Mord vun engem Polizist, Pädophiler, Terrorisme an esou weider, do hutt Der eng ganz Abberzuel vun esou Dénger, wou deen, deen do implizéiert ass, kann d'franséisch Nationalitéit verléieren. Et ass dorobber, wou ech wollt eng Allusioun maachen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also...

M. le Président.- Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...ech hu jo all meng Studien a Frankräich gemaach. Ech sinn nach haut e grousse Frënd vu Frankräich, virun allem mam gudde Liewen, awer net onbedéngt mat hire Gesetzer sinn ech ëmmer frou.

(Interruption)

Dat doten ass nämlech just dat, wat geféierlech ass, well wann ech dat nach gutt am Kapp hunn, ass et e Gesetz, wat seet, een, deen déi franséisch Nationalitéit krut,…

Une voix.- Voilà.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …dee ka se erëm verléieren, wann en an de Prisong kënnt. Do hunn ech awer e Problem. Wann een dat bis seet, da misst ee soen, een, deen d'Nationalitéit huet, och dès la naissance, an an de Prisong kënnt, ka se ewechgeholl kréien. An dat ass zum Beispill dat, wat mech awer stéiert, fir ze soen: Een, deen en cours de route Fransous gëtt, dee ka se ewechgeholl kréien, an deen anere ka se net ewechgeholl kréien.

An aus deene Grënn soen ech nach eng Kéier, Här Henckes, Dir hutt mer scho besser Iddië bruecht wéi déi doten, an déi dote wäert ech net opgräifen!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen zu eisem nächste Punkt, nämlech dem Projet de loi 6328 iwwert déi jonk Au-pair. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol an d'Madame Lorsché.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Tessy Scholtes. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

8. 6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant

1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

3. le Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

Mme Tessy Scholtes *(CSV), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, iwwert deen ech schwätzen, bedeit eng wichteg an noutwendeg Neierung fir eist Land. Et geet ëm jonk Au-pair-Jongen a -Meedercher, déi mat dësem Gesetz eng legal Basis fir hiren Openthalt hei zu Lëtzebuerg kréien. Mir hunn nämlech säit 2002 keng Gesetzgebung méi an dësem Fall.

Ech erkläre mech: Lëtzebuerg huet 1969 den Accord européen sur le placement au pair, eng Konventioun vum Conseil de l'Europe, ënnerschriwwen an dësen och 1990 ratifizéiert. Mat dëser Konventioun gouf versicht, gemeinsam Normen op d'Been ze setzen, fir de Phenomeen vum Au-pair ze encadréieren.

E Jugement vum Tribunal administratif vun 2002 huet awer dozou gefouert, dass den Accord erëm dénoncéiert ginn ass. Dëse war also nëmme ronn zwielef Joer a Kraaft a säitdeem hu mir keen Text méi, deen den Openthalt vun den Au-pair am Grand-Duché reglementéiert.

Zënterhier falen dës jonk Leit ënnert d'Konditioune vun engem normalen Aarbechtsvertrag, wat de Gegebenheete vun hirem Openthalt hei eigentlech net entsprécht.

Et ass eng Tatsaach, dass eng grouss Demande an dësem Beräich besteet, souwuel vu Familllen, déi en Au-pair ophuele wëllen, wéi och vu Jonken, déi dëse Service hei zu Lëtzebuerg ubidde wëllen. Schonn eleng déi verschidden Au-pair-Communautéiten an de sozialen Netzwierker um Internet souwéi och déi sëllech Demanden un déi verschidde Servicer vum Familljeministère a vum Immigratiounsministère beleeën dëst.

An dach gëtt et aktuell keng Informatiounen iwwert déi genau Zuelen. Et schéngt awer evident, dass eng ganz Rei Au-pair ouni Aarbechtsvertrag hei am Land sinn. Et ass also definitiv e Besoin do, fir déi aktuell Situatioun ze regelen. Duerfir gesäit de Koalitiounsaccord vun 2009 och d'Ausschaffe vun engem Gesetz vir, mam Objektiv, de Phenomeen vum Au-pair hei zu Lëtzebuerg legal ze encadréieren.

Esou geet et hei drëms, déi jonk Au-pair, déi op Lëtzebuerg kommen, ze schützen an iwwer hir Rechter a Flichten ze informéieren, eng Ulafstell ze schafe fir Jonker vun hei, déi als Au-pair an d'Ausland goe wëllen, ee Minimum u Qualitéit an dësem Beräich ze garantéieren, well mir dierfe jo net vergiessen, dass mir hei zum Deel och vun der Betreiung vu klenge Kanner schwätzen.

E weidere wichtege Punkt ass, sécherzestellen, dass de Statut vum Au-pair net als verstoppte Méiglechkeet ugesi gëtt, fir eng verlängert Openthaltsgenehmegung ze kréien an/oder iwwert dëse Wee Zougang op eisen Aarbechtsmaart ze kréien.

All dës Objektiver sinn un der Base vum virleiende Gesetzesprojet, deen déi zoustänneg Ministesch Marie-Josée Jacobs de 14. September 2011 an der Chamber déposéiert huet a fir deen ech de 4. Oktober 2011 an der Sitzung vun der Familljekommissioun als Rapportrice genannt gi sinn.

De Projet ass an dräi Réuniounen diskutéiert ginn, gouf zweemol vun der Regierung amendéiert, an de Rapport ass d'lescht Joer de 4. Oktober an der Familljekommissioun ugeholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz schaaft en eegene Statut fir de jonken Au-pair, dee vergläichbar ass mam Volontaire aus dem Gesetz vun 2007, mat deem et eng ganz Rei vu Parallele gëtt. Den Text inspiréiert sech souwuel um Geescht vum Accord européen sur le placement au pair, deen ech virdru schonn erwähnt hunn, an iwwerhélt och Elementer aus der belscher Legislatioun, mä et kann ee soen, dass en a verschiddene Punkte méi strikt a méi prezis ass, also insgesamt och méi wäit geet.

Zu de grousse Linnen ass ze soen, dass de Projet ganz kloer festleet, ënner wéi enge Konditiounen den Au-pair a senger Gaaschtfamill opgeholl gëtt a wéi eng Obligatioune souwuel hie selwer wéi och d'Famill ze erfëllen hunn.

Den Accueil au pair gëtt als «Séjour temporaire au sein d'une famille, en contrepartie de légères tâches courantes d'ordre familial, de jeunes venus de l'étranger en vue de perfectionner leurs connaissances linguistiques et d'accroître leur culture générale par une meilleure connaissance du pays de séjour» am Gesetz definéiert.

Dës Definitioun seet ganz kloer aus, dass den Au-pair net als Fulltime-Kannermeedchen oder -Haushaltshëllef ugesi gi kann. An duerfir ass zum Beispill festgeluecht, dass seng Aufgaben am Haushalt net méi wéi fënnef Stonnen an der Moyenne pro Dag an net méi wéi 30 Stonnen an der Moyenne pro Woch bedroe kënnen. Des Weidere muss hie genuch Zäit zur Verfügung gestallt kréien, fir Sproochecoursen ze beleeën a sech och kulturell weiderzebilden. Wichteg ze ënnersträichen ass, dass tëschent dem Au-pair a senger Famille d'accueil kee Lien de subordination besteet an d'Dispositiounen aus dem Code du Travail sech net applizéieren.

Här President, den neien Au-pair-System dréit ronderëm dräi Achsen:

1) den Agrément, d'Famill, déi den Au-pair ophëlt, brauch ee schréftlechen Agrément vum Familljeministère, dee verschiddene Konditiounen ënnerläit;

2) d'Approbatioun, dee jonken Au-pair muss bei deemselwechte Minister eng Approbatioun froen, ier hien op Lëtzebuerg kënnt, a fir dës Approbatioun ze kréien, muss hien déi definéiert Konditiounen erfëllen an och verschidde Piècen erareechen;

3) d'Konventioun, et muss eng Konventioun tëschent der Famill an dem Au-pair ofgeschloss ginn, déi verschidde Modalitéite festleet, wéi zum Beispill, wéi vill a woubäi dee Jonken am Haushalt hëllefe soll oder wéi eng Sproochecoursen hie wéini vun der Famill bezuelt kritt.

Souwuel den Agrément wéi och d'Approbatioun kënnen ewechgeholl ginn, wann d'Konditiounen oder d'Engagementer net agehale ginn.

Da kritt de Stat duerch de Gesetzestext d'Méiglechkeet, an de Prozess vum Accueil au pair anzegräifen, an zwar duerch den SNJ, de Service National de la Jeunesse. Innerhalb vun dësem Service gëtt eng Koordinatiounszell ageriicht, där hir Aufgab et wäert sinn, den Empfang vum jonken Au-pair ze koordinéieren, andeems si déi jonk Leit virun a während hirem Openthalt hei zu Lëtzebuerg informéiert a begleet. Dës Koordinatiounszell kann dann awer och eng Médiatiounsroll iwwerhuelen am Fall vu Konflikter a reservéiert sech zudeems d'Recht, fir administrativ Kontrolle bei de sougenannte Familles d'accueil duerchzeféieren.

Schliesslech wollt ech awer och nach e puer aner Punkten opgräifen, déi a mengen Ae wichteg sinn, fir ervirzesträichen. An zwar muss den Au-pair volljähreg sinn an däerf d'Alterslimit vun 30 Joer net iwwerschreiden. D'Dauer vum Accueil vum jonken Au-pair kann och net méi laang wéi ee Joer sinn a säin Täschegeld ass fix op ee Véirel vum soziale Mindestloun festgeluecht.

Dës zum Deel méi strikt Konditioune wéi déi an der Konventioun vum Conseil de l'Europe sollen allméiglech Abusë vum Au-pair selwer a senger Funktioun vu vireran ausschléissen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech mat mengem Rapport iwwert de virleiende Gesetzestext ofschléissen, wëll ech awer och nach kuerz vun de verschiddenen Avisë vun de Beruffskummeren a vum Statsrot schwätzen.

Esou ass hei ze ënnersträichen, dass souwuel d'Salariatskummer wéi och d'Handelskummer dëse Gesetzestext ausdrécklech begréissen, virun allem, well si der Meenung sinn, dass de proposéierten Text e kohärenten an ausgeglachene rechtlechen Dispositif schaaft, fir d'Phenomeen vum Au-pair ze encadréieren. Besonnesch d'Salariatskummer begréisst dee méi strikte Kader, deen d'Encadrement vum jonken Au-pair prezis ëmräisst.

Wat d'Handelskummer ubelaangt, hat si hir Reserve virun allem bei dräi Dispositioune vum Projet an hirem éischten Avis matgedeelt, deene finalement awer alleguerte Rechnung gedroe gouf.

A sengem Avis vum 26. Juni 2012 huet de Statsrot virun allem op eng a sengen Ae schwéierfälleg a komplizéiert Prozedur higewisen a fir d'Aféierung vun engem méi souple System plädéiert. Esou schwätzt hie sech fir en ähnleche System aus, wéi e fir d'Chercheuren, déi am Kader vum Gesetz iwwert d'Libre circulation des personnes et de l'immigration an eist Land kommen, funktionéiert.

Des Weideren huet de Statsrot d'Auteure vum Gesetzesprojet opgefuerdert, verschidde Punkten nach eng Kéier ze iwwerkucken, virun allem de System vum Agrément a vun der Approbatioun an huet och dräi formell Oppositiounen ausgeschwat. A sengem Avis complémentaire bedauert de Statsrot dann, dass seng Iwwerleeunge fir e méi souple System net zréckbehale goufen, a proposéiert een ofgeännerten Text ouni d'Approbatiounsprozedur.

An der Sitzung vum 18. September d'lescht Joer huet d'Familljekommissioun awer décidéiert, bei der initialer Versioun vum Projet ze bleiwen, well si keng wesentlech Vereinfachung vum Statsrot festgestallt huet.

Da ginn ech nach gären op ee méi problematesche Punkt an, an zwar dee vum Versécherungsschutz vum jonken Au-pair, deen an de Versammlunge vun der Familljekommissioun souwéi och am Avis vun der Handelskummer opgegraff gouf. An enger éischter Propos hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet ee System virgeschloen, wou d'Gaaschtfamill eng Assurance fir dee jonken Au-pair ofschléisse soll. Heivu gouf awer dunn ofgesinn an zwar zugonschte vum obligatoresche Bäitrëtt zum nationale System vun der Sécurité sociale. Sou gouf e Regierungsamendement presentéiert, deen d'Famill obligéiert, den Au-pair konform zum Code vun der Sécurité sociale an der Krankekeess an an der Assurance accident unzemellen. Wou ee Moment an der Kommissioun gefaart gi war, dass dës Assurancen eréischt dräi Méint no der Afiliatioun vum Au-pair a Kraaft triede géifen, woren dës Befierchtungen op Nofro hin awer net begrënnt, an d'Inspection générale de la sécurité sociale, d'IGSS, huet der Kommissioun matgedeelt, dass de Versécherungsschutz vun de jonken Au-pair ab dem Moment vun hirer Afiliatioun gëllt.

Dir Dammen an Dir Hären, souwäit zu mengem mëndleche Rapport. Ier ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Gesetzesprojet ginn, wëll ech Iech nach e puer grondsätzlech Iwwerleeungen zum Projet matdeelen. Mir si frou, dass duerch dëst Gesetz endlech eng Kloerheet am Dossier Au-pair geschafe gëtt, well mir der Meenung sinn, dass eng grouss Demande an eisem Land besteet. Dat schonn eleng duerch de Fait, dass mir vill auslännesch Matbierger hei wunnen hunn, ënner anerem duerch d'europäesch Institutiounen. Fir dës Leit ass et flott, ee jonken Au-pair an der Famill ze hunn, dee mat de Kanner an hirer Mammesprooch schwätzt a soumat och e gewëssene Lien zu hirem Heemechtsland duerstellt.

De Séjour au pair bedeit an den Ae vun eiser Fraktioun virun allem eng immens grouss kulturell Beräicherung an dëst souwuel fir de jonken Au-pair wéi och fir d'Gaaschtfamill. Wann een iwwert d'Erfahrunge vun de jonken Au-pair um Internet liest, falen engem déi vill Témoignagen op, déi beschreiwen, dass et keng besser Method gëtt, fir e friemt Land kennenzeléieren, wéi an enger Famill vun do ze liewen. Vill jonk Au-pair schwätze vun enger ganz beräicherender perséinlecher a kultureller Erfahrung, déi si gemaach hunn. Och wat d'Léieren oder d'Verbesserung vun de Sproochekenntnisser ubelaangt, ass d'Erfahrung vun engem Au-pair-Openthalt immens preziéis.

Ech wollt dann awer och nach e finanziellt Argument zugonschte vum Au-pair-Openthalt erwähnen, wat net ze ënnerschätzen ass. Esou bitt de Séjour au pair jonke Leit d'Méiglechkeet, nei Länner a Kulture kennenzeléieren, déi dëst an engem anere Kontext net hätte maache kënne wéinst finanziellen Aschränkungen. Mä och fir Familljen, déi een Au-pair ophuelen, deen aus engem anere Land, enger anerer Kultur wéi hirer kënnt, ass et eng Beräicherung, souwuel fir d'Entwécklung vun de Kanner wéi och fir d'Weiderbildung vun den Erwuessenen. Et bedeit deemno engersäits eng Stäip, fir de Familljenalldag ze meeschteren, an anerersäits eng Méiglechkeet, säi kulturellen Horizont ze erweideren.

Här President, ofschléissend wëll ech ënnersträichen, dass de virleiende Gesetzestext allgemeng vu grousser Wichtegkeet fir jonk Leit ass. An eiser globaliséierter Welt gëtt d'Mobilitéit ëmmer méi einfach an ëmmer méi natierlech, an dat ass och am multikulturelle Lëtzebuerg de Fall. Mir brauchen eis als klengt, awer interessant Land net ze verstoppen. An duerfir begréisse mir, dass d'Gesetz dem Jonken d'Méiglechkeet gëtt, seng Culture générale duerch d'Kenneléiere vum Grand-Duché ze erweideren.

Hautdesdaags ass et awer och méi wéi jee wichteg, dass déi jonk Leit mat engem zolitte Bagage a Background an d'Beruffsliewen eraklammen. D'Charaktereegeschafte wéi Selbstännegkeet, Zouverlässegkeet oder Verantwortung sinn hei vu Bedeitung. Des Weidere spille Sproochekenntnisser eng grouss Roll a bedeiten e wichtegen Atout fir hiert professionellt Liewen. D'Viraussetzungen, fir dësen Erausfuerderunge gerecht ze ginn, bitt de virleiende Projet de loi, an duerfir gëtt d'CSV-Fraktioun hiren Accord.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wäert mech kuerzhalen. Et ass e Modèle de base. Ech mengen, et sinn och eng

Rei Deputéierten, déi nach aner Verflichtungen hunn a frou sinn, wa mer fäerdeg sinn. Ech mengen, ech ka mech och kuerzhalen, well d'Rapportrice virdrun hei en détail op de Projet agaangen ass, do all d'Detailer erzielt huet. Ech wéilt hir och duerfir Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Bericht.

Vläicht ee klenge Fait divers, dee mer opgefall ass am schréftleche Bericht, do ass, ech weess et net, mä et ass mir opgefall, datt... oder an deene Rapporten, déi ech gelies hunn, datt déi éischte Kéier och Wikipedia als Source d'informations erwähnt gëtt. Mir hunn also déi Evolutioun, déi an der Schoul ass, dann och elo hei, déi ass an der Chamber ukomm.

Ech mengen, Au-pair ze sinn, et ass och elo scho virdru gesot ginn, dat ass fir vill jonk Mënschen eng Geleeënheet, fir kënnen nei Länner, nei Kulture kennenzeléieren, fir sech an de Sproochen ze verbesseren, weiderzebilden a virun allem och, fir sozial Erfahrungen ze maachen am Ausland. Ech mengen, et ass souwuel op där enger Säit fir den Au-pair, dee jonken Au-pair interessant an eng flott Erfahrung, awer och op där anerer Säit fir déi Familljen, déi dat am Accueil maachen, och ganz oft fir déi eenzel Familljememberen eng flott Erfahrung.

Ech mengen, et ass eigentlech eng Formule, déi fir dee Jonken och, ech géif soen, e bëssen zur Perséinlechkeetsbildung ka bäidroen. An et ass och mëttlerweil esou, wann een an engem CV, wann een op Jobsich ass, wann een do a sengem CV dat och stoen huet, datt een zum Beispill als Au-pair - wéi soll ech soen? - geschafft huet oder op alle Fall als Au-pair aktiv war, dann ass dat haut sécherlech och e Plus. Ech op alle Fall als Patron géif dat als e Plus ugesinn.

Am Ausland ass déi Formule zimlech populär. Do si ganz vill Jonker, déi dat maachen. Hei zu Lëtzebuerg feele vläicht e bëssen am Moment d'Zuelen, wéi vill der dat maachen. Och ëmgedréit ass hei zu Lëtzebuerg net genau de Moment gewosst, wéi vill Familljen interesséiert sinn, Demandeur sinn, fir e Jonken als Au-pair opzehuelen. D'Statistike feelen.

Dat ass jo zum groussen Deel doduerjer bedéngt, eng Ursaach, well 2002, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, deemools d'Regierung deen europäeschen Accord dénoncéiert hat an eben duerno eigentlech e Vide, ech géif och soen e Vide juridique entstanen ass. An hei haut mat deem Projet de loi wäerte mer dann endlech dee Vide erëm opfëllen. Dat ass gutt, dat ass noutwendeg.

Ech muss awer och soen, ech bedaueren e bëssen, datt et esou laang gedauert huet, fir datt mer do konnten dee Vide opfëllen, well eben, wéi gesot, op där enger Säit awer esou dat, wat een awer emol lénks a riets héiert, vill Familljen Demandeur sinn, fir kënnen en Au-pair opzehuelen. A well eben dann och eventuell déi Problemer entstinn, wann do kee juristesche Kader ass.

Wahrscheinlech sinn an der Vergaangenheet och Problemer emol gewiescht, wann esou Aupairen dann ouni legale Kader, géif ech soen, aktiv waren, datt do op alle Fall de Risiko war, datt emol Problemer entstane sinn oder eventuell do Grozone waren, wou vläicht net genuch bezuelt ginn ass, ze vill schaffe gedoe ginn ass an esou weider.

Ech mengen, elo hu mer dann hei e klore Kader, fir eben dann och Problemer oder Mëssbräich virzebeugen an op där anerer Säit deenen zwou Parteien och eng gewësse Rechtssécherheet ze ginn. Mat dësem Projet gi kloer Regelen, via Agrément, via Konventioun - ech ginn net méi drop an - festgeluecht. An hei ass et dann och esou, datt e Ministère respektiv e staatleche Service eng Mission d'autorité et de surveillance kritt.

D'DP kann also dës Démarche kloer approuvéieren, bedauert, datt et eng Zäitchen oder vläicht och ze laang gedauert huet, bis datt mer esou wäit sinn. Et soll een awer och oppassen, dat ass da mäi lescht Wuert, datt een an der Praxis déi Prozeduren do vun der Konventioun, Agrément, datt een déi awer trotzdeem einfach soll erleedegen an et dobäi beloossen. Net datt mer hei elo erëm een neie Pabeierbierg do opbauen, datt mer och am Hannerkapp sollen awer och d'Simplification administrative hunn.

An deem Sënn ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo d'Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2008 schonns hat ech mer erlaabt, eng Question parlementaire, deemools un den Aarbechtsminister, ze adresséieren, fir nozefroen, wéisou mer hei zu Lëtzebuerg kee Statut méi fir déi sougenannten Au-pair-Meedercher a -Jongen haten.

Mir war deemools zu Ouere komm, datt a Sproochecoursen eng ganz Rei jonk Leit ageschriwwe waren, an déi hu sech selwer als Au-pair bezeechent. Si hu bei Famillje gewunnt, wou d'Eltere vun de Kanner, déi se betreit hunn, meeschtens bei der EU respektiv bei auslännesche Banke geschafft hunn. An dat huet eigentlech bewisen, datt, och wa mir trotzdeem kee spezifesche Statut méi haten, datt et dee Phenomeen awer gouf an datt deen och net opzehale war.

Virun allem och wahrscheinlech, well an deenen engleschsproochege Länner Au-pair-Meedercher a -Jongen eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn a waren. An déi hu sech eigentlech keng richteg Gedanken doriwwer gemaach, wa se dat wollte maachen, datt mir hei zu Lëtzebuerg zënter Mäerz 2003 eigentlech kee Statut méi haten an et also net méi speziell gesetzlech geregelt war. Ech brauch lech jo sécher net ze soen, datt, wann eppes net geregelt ass, da kann dat ganz gären zu Abusë féieren.

Mir haten awer och effektiv schonn emol eng Kéier esou ee Statut tëschent 1990 an 2003, well mer en europäeschen Accord vun '69 iwwert de Placement au-pair ratifizéiert haten an och ëmgesat hunn. De Grond, firwat dunn am Mäerz 2003 mer deen erëm ofgeschaaft hunn, war am Fong, well Mëssbrauch respektiv Mëssbrauchsgefor och bestoung, virun allem am Beräich deemools, wat de Mënschenhandel ubelaangt huet.

Als Äntwert op meng Question parlementaire gouf mer deemools och e ganz krasst Beispill genannt. An zwar vun enger Dame, déi an engem Cabaret als sougenannten Artistin geschafft huet, a wou se do hire Visa net verlängert krut, dunn huet se doropshin eng Konventioun als Au-pair-Meedchen ënnerschriwwen. Bon, dat war jo net dat, wat mir wollten. Et ass also e Beispill, wéi et net soll goen.

Wou ech mech deemools fir déi Question parlementaire dokumentéiert hat, du sinn ech op en Artikel aus der Zeitung „woxx" vum 20. September 2002 gestouss. Deemools huet de Stefan Kunzmann, den Auteur vum Artikel, beschriwwen, wéi eng Koppel beim Aarbechtsamt an am Justizministère probéiert hat, de rechtleche Statut vun hirem Au-pair-Meedchen, enger jonker Polin, klären ze loossen.

A wat se deemools ze héiere kruten, dat huet mech schockéiert an et schockéiert mech eigentlech ëmmer erëm, wann ech et och zéng Joer duerno nach liesen. An deem Artikel stoung nämlech, an ech zitéieren elo, wat déi Leit gesot kruten, Ufank vum Zitat: „Dann hu mer déi Polacken a Russen hei am Land sëtzen an dann ass et e puer Méint bei Iech, bis et eng aner Plaz fonnt huet, an dann hu mer et illegal hei sëtzen." Enn vum Zitat.

Dat war d'Äntwert deemools vun engem Beamte vun der ADEM. Bon, ech mengen, dat schwätzt Bänn, wéi deemools, vläicht och nach haut, iwwert dës Meedercher a Jonge geduecht gouf!

Duerfir freeë mir als LSAP eis och, datt mer elo 2012, wa mer dëst Gesetz herno stëmmen, endlech Mission accomplie kënne soen an datt mer endlech erëm eng Base légale hu fir Au-pair-Leit.

Mir hu jo och probéiert, e Statut ze maachen, fir Jonker géint Abusen ze schützen, esou wäit dat méiglech ass, an hinnen, mä awer och de Leit, déi den Au-pair ophuelen, eng Rei Garantien ze ginn. Et däerf nämlech net nach eemol virkommen, datt mer de Statut erëm mussen ofschafen, a virun allem net aus deeneselwechte Grënn, wéi dat viru ronn zéng Joer de Fall war.

Ech mengen, mir hunn eis och vill Méi ginn. Den Text ass jo och amendéiert ginn, fir datt dësen Text elo d'Strooss hält. Vläicht muss e spéiderhin nach eng Kéier evaluéiert ginn. Mä kommt, mir kucken dat emol, wa mer d'Gesetz bis hunn!

Ech hunn elo nëmmen dovunner geschwat, datt jonk Leit dëse Statut kéinten ausnotzen, mä ech mengen awer, datt d'Gefor grouss ass a vläicht souguer nach méi grouss, datt och d'Famillje kéinten déi Jonk ausnotzen. En Au-pair-Jong oder -Meedchen ass net do, fir Sklavenaarbecht ze maachen, mä déngt als Ënnerstëtzung bei der Kannerbetreiung, am Haushalt.

A wann ech elo soen, Ënnerstëtzung, dann heescht dat net, datt een da keng Crèche méi oder keng Maison relais méi bräicht. Au contraire! Och dat, mengen ech, soll haart gesot ginn. An ech mengen, dat soll een och deene Leit, Familljen, déi een Au-pair wëllen ophuelen, nach eng Kéier soen, wann et esou wäit ass, fir datt déi Abusen net virkommen.

Ech hu mer awer och nach e puer praktesch Froe gestallt, an dat virun allem, wat d'Sproochecoursen ubelaangt. Mir soe jo, datt déi Leit mussen a Sproochecoursë goen, wa se an der Famill sinn. Et steet elo net explizit dran, dat misst Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch sinn. Ech huelen un, do kann och nach Englesch drënnerfalen. Mir wësse jo awer allegueren, datt hei am Land och e bësse méi exotesch Saachen ugebuede ginn. Vläicht muss een do och oppassen, datt et hei net zu Abusë kënnt.

A wann ech scho bei de Sproochecoursë sinn, da froen ech mech, ob dat musse Coursë sinn, déi am fréiere Centre des langues, also am Institut des langues gemaach ginn, oder geet et och duer, wann s de dech an enger Gemeng - mir wësse jo, datt een do eemol d'Woch zum Beispill a senger Gemeng kann e Sproochecours maachen -, geet dat och duer? D'Resultat, mengen ech, ass e ganz anert, wat déi Jonk do léieren.

Da wësse mer och, datt déi Coursen zum Beispill an de Gemengen ëmmer mat der Schoulrentrée ufänken. Beim Centre des langues, do gëtt et verschidde Semesteren. Mä och do, wa se bis eng Kéier ugefaangen hunn an du kënns an d'zweet Semester, da gëtt net nach eng Kéier vu vir ugefaangen, just well s du dann an d'Land komm bass. A mir kënnen natierlech net steieren, wéini dee Jonken hei ukënnt.

Duerfir muss ee kucken, well ech weess, wéi schwéier et ass, aus eegener Erfahrung, beim Institut des langues eng fräi Plaz ze kréien, ob mer net besser hätten, mat deenen ze schwätzen an ze kucken, ob et iwwerhaupt méiglech wär, fir jonk Au-pairen e puer Plazen opzehalen. Ech ka mer et selwer schwéier virstellen. Mä soss musse mer vläicht domadder rechnen, datt net jiddwereen direkt kann an déi Coursen ageschriwwe ginn.

Bon, esou vill zum prakteschen Deel. Ech wollt just nach drop opmierksam maachen, datt an eisen Nopeschlänner Däitschland a Frankräich wéi och an enger Rei aneren et Associatioune vun Au-paire gëtt, déi ënner engem weltwäiten Daachverband schaffen an déi souwuel de Familje wéi och deene Jonken am Virfeld an och während hirem Openthalt Hëllefstellung ginn. Vläicht fille jo och eng Partie Leit hei zu Lëtzebuerg sech ugesprach, fir esou e Gruppement ze grënnen. Ech mengen, de Besoin besteet.

Dat gesot, profitéieren ech, fir der Rapportrice Merci ze soen, déi sech ganz vill Méi ginn huet mat dësem Projet. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bis wäit an d'19. Jorhonnert eran haten d'Frae kaum Zougang zur öffentlecher Bildung. E wéineg pauschal ausgedréckt, huet hiren eenzege Choix dora bestanen, entweder an e Seminar anzetrieden, fir Léierin ze ginn, oder an e Klouschter, fir Nonn ze ginn.

(Interruptions)

Well dat d'Léisung net konnt sinn, jiddefalls net fir all Fra, ass a biergerleche Familljen no neie Méiglechkeete gesicht ginn, fir de Bildungshorizont vun hiren Duechteren, onofhängeg vum Schoulsystem, ze erweideren. An deem Kontext sinn eng ganz Rei jonk Fraen an d'Ausland geschéckt ginn, wou se wichteg sozial, kulturell a sproochlech Erfahrunge konnte sammelen. Als paritéitesch Géigeleeschtung hu si hirer Gaaschtfamill bei der Erzéiung vun de Kanner gehollef an hunn opgrond vun der Paritéit tëschent Ginn a Kréien den Numm Au-pair kritt.

Obschonn d'19. Jorhonnert längst eriwwer ass an d'Fraen haut e gläichberechtegten Zougang zu der Bildung hunn, konnten d'Au-pair-Openthalter sech behaapten a si weltwäit beléift. Och nach haut gëtt et vill Grënn, déi fir esou en Openthalt schwätzen, ëmsou méi, well en alle Gesellschaftsschichten zougänglech ginn ass. Ouni gréissere Geldopwand erlaabt en de jonke Leit, hiren Erfahrungshorizont ze erweideren an en neie Sprooch- a Kulturraum kennenzeléieren.

Ëmsou méi bedauerlech ass et dowéinst, datt Lëtzebuerg als eenzegt Land an Europa praktesch säit zéng Joer keen Au-pair-Statut méi huet. Obschonn eis Regierung déi europäesch Au-pair-Konventioun am Joer 1990 ratifizéiert hat, mat der Ënnerschréft vum Här Juncker als Aarbechtsminister deemools an dem Här Asselborn (veuillez lire: dem Här Poos) als Ausseminister, ass dat Gesetz zwielef Joer méi spéit nees ausser Kraaft gesat ginn, mat der Ënnerschréft vum deemolegen Aarbechtsminister François Biltgen.

De Grond vun där Décisioun war en Uerteel vum Verwaltungsgeriicht aus dem Joer 2002, wou ech eigentlech e puer Aussoen an der Madame Scholtes hirem Rapport vermëssen, déi net weider op dat Uerteel agaangen ass. Trotzdeem e grousse Merci fir de Rapport. Si huet net vun de Suitë vun deem Uerteel geschwat, mä huet déi nëmme just gesträift.

(Interruption)

Dee Volet schéngt awer net onwiesentlech ze sinn. En illustréiert nämlech, wéi grouss d'Mësstrauen an d'Angscht vun eenzelne Politiker géintiwwer Mënschen aus Drëttlänner ka sinn an zu wat déi Haltung ka féieren, natierlech wuel wëssend, datt och Mëssbrauch a Mënschenhandel domat verbonne kënne sinn. Et misst een déi Saach just e bëssen nuancéieren.

Den Hannergrond ass jo folgenden. Eng Fra aus engem Drëttland huet um Verwaltungsgeriicht geklot, well den Aarbechtsminister hire Kontrakt als Au-pair mat enger lëtzebuergescher Koppel refuséiert hat, nodeems hire Visa ofgelaf war. Si hätt also kënnen ee Joer méi laang am Land bleiwen, wat eigentlech net dramatesch gewiescht wier, wa kee Mëssbrauch a keen Abus am Spill gewiescht wieren.

Wéi d'Geriicht net dem Här Biltgen, mä der Fra recht ginn huet an hire Statut unerkannt huet, huet hien déi europäesch Au-pair-Konventioun kuerzerhand gekënnegt an näischt méi ënnerholl. En huet den Dossier leie gelooss, bis en en du virun de Wahle vun 2009 un de Familljeministère weidergereecht huet, an der gudder Hoffnung, datt dee Ministère méi aktiv wär wéi säin eegenen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Fazit, deen een aus där Geschicht kann zéien, ass bedenklech, jiddefalls fir eis. Souwuel vum mënschleche wéi och vum rechtleche Standpunkt hier ass et bedenklech, wann d'Angscht vun der Politik virun engem verlängerten Openthalt vun enger Fra aus engem Drëttland méi grouss ass, wéi d'Suerg vun der Politik, déi jonk Au-pair hei am Land virun Abusen a Mëssbrauch ze schütze während praktesch engem Jorzéngt. Duerfir hätt direkt missen en neit Gesetz geschafe ginn.

Nom Motto „Wat net explizit verbueden ass, ass erlaabt", sinn nämlech weiderhi vill Au-pair an d'Land komm, ouni datt se systematesch erfaasst konnte ginn an ouni datt d'Famillje kontrolléiert konnte ginn. E Gesetz huet ganz einfach gefeelt. Aus Angscht virum Verwaltungsopwand a virun de Käschten hunn nëmmen déi wéinegst Familljen en Aarbechtskontrakt mat deene Jonken ofgeschloss, wat jo och d'Madame Scholtes scho bestätegt huet.

Wéi vill Au-pair säit 2002 op Lëtzebuerg komm sinn an ënner wéi enge Bedéngunge se hei liewen, ass weder vum Centre Information Jeunes nach vum Service National de la Jeunesse nach vum Aarbechtsministère gewuer ze ginn. Méi gewuer gëtt een dann op Facebook, wou d'Au-pair-Frëndschaftsgruppe sech zesummefannen, an op Internet, wou et nëmmen esou vun Annoncë wimmelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, obgrond vun dëser ongeregelter Situatioun läit et op der Hand, datt souwuel d'Rechter an d'Obligatioune vun den Au-pair wéi och déi vun de Famillje mussen definéiert ginn. An deem Sënn ass d'Noutwendegkeet vun dësem Gesetzesprojet längst akut a kritt natierlech eisen Accord.

Fir méi Transparenz an de System ze bréngen, wier et an eisen Aen awer sënnvoll, nieft der Koordinatiounszell vum SNJ och eng Vermëttlungsagentur mat engem Gütesigel fir Au-pair-Familljen ze schafen, wéi eis däitsch Noperen dat gemaach hunn. Dat géif et erlaben, d'Offer an de Profil vun de Gaaschtfamilljen transparent no baussen hin duerzestellen, déi oft onprofessionell Approche iwwer Internetannoncen anzeschränken an d'Vermëschung vun de Begréffer „Au-pair" an „Nanny" ze verhënneren.

„Nanny" heescht jo op Lëtzebuergesch eigentlech näischt aneschters wéi Kannermod, déi ënner engem ganz anere Statut agestallt gëtt. Op Internet gi se meeschtens zesummen opgefouert. Dat sinn zwee verschidde Modeller, déi net an een Dëppe gehéieren.

Wat mir ausdrécklech begréissen, ass, datt d'Regierung vun dëser Geleeënheet profitéiert, fir d'Gesetz vum August 2008 iwwert d'Libre circulation des personnes et de l'immigration ëmzeänneren an domat och den Accueil vun Au-pair aus Drëttlänner ze erméiglechen, net nëmmen, fir de Spektrum vun der Kannerbetreiung an eisem Land ze erweideren, mä

virun allem, fir d'Kommunikatioun tëschent alle Kulturen ze förderen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt ee Merci un d'Rapportrice, d'Madame Scholtes.

Madame Minister, ech hätt fënnef Froen un lech ze stellen. Mir traitéieren haut hei e Projet, deen a bestëmmten Domäner eng ganz grouss Verbesserung mat sech bréngt, wat jo ze begréissen ass. D'Au-pair-Persoun gëtt méi geschützt, an dat ass jo luewenswäert.

Op där anerer Säit gëtt awer héich erwaart, dass d'Au-pair-Persoun sech näischt virzewerfen huet. An ech mengen, am Projet de loi steet geschriwwen, dass d'Famill, déi d'Au-pair-Meedche kritt, muss een Extrait vum Casier judiciaire virdroen. Ass dat och beim Au-pair-Meedchen oder Au-pair-Jong deeselwechten Zeenario? Muss déi och eng Pièce vum Casier judiciaire virbréngen, jo oder neen? Et kéint jo sinn, dass d'Honorabilitéit vun der Au-pair-Persoun net garantéiert wier, an dat wier schued.

Wat d'Täschegeld ugeet vun där Persoun, vun där Au-pair-Persoun, do gëtt gesot, ee Véirels vum Mindestloun muss d'Famill bezuelen. De Mindestloun ass 1.874,19 Euro, dat heescht, dat wäre 468,54 Euro. Derbäi kritt si Logement, d'lessen a si kritt och eng linguistesch Ausbildung garantéiert. D'Sécurité sociale, gëtt déi op de Mindestloun bezuelt, oder gëtt déi einfach op dee Véirel bezuelt, dee se als Täschegeld kritt? Dat ass meng zweet Fro.

Domadder kënne mer d'accord sinn, mä, Madame Minister, hutt Dir net den Androck, dass mat dësem Gesetz hei Inegalitéiten entstinn? Nämlech net jiddweree kann hei 468 Euro bezuelen; dat liicht Iech awer an. Grad déijéineg, déi de Mindestloun hunn, déi kënnen dat vläicht net bezuelen.

An dat ass déi Fro, déi ech stellen: Hätt Dir wierklech keng aner Alternativ wéi eng obligatoresch Rémunératioun oder een Täschegeld anzeféieren, well hei gi Schichten défavoriséiert, déi grad vläicht, Madame Minister, déi Hëllef gebraucht hätten.

Ech bedaueren, dass mir hei Gesetzer stëmmen, déi de Gruef tëschent bemëttelten a manner bemëttelte Leit ëmmer méi grouss maachen. Mir schafen Inegalitéiten, déi mir an enger zweeter Phas sécherlech punktuell behandele mat engem Office social, mat enger Aide au logement, mat enger Épicerie sociale - alles Mesuren, déi sécherlech nobel sinn, awer dat sinn nëmme Symptombekämpfungen.

Wier et net besser - dat ass meng fënneft Fro -, mir hätten op esou een Täschegeld vun der Au-Pair-Persoun verzicht, an de Stat hätt där Persoun eng Bourse ginn, esou wéi an der Héichschoul, esou eng Héichschoul-Bourse garantéiert, fir sech da sproochlech a kulturell weiderzebilden? Dat hätt sécherlech méi zur Qualitéit vun dësem Projet bäigedroen a vläicht net esou eng Inegalitéit geschaf.

Ech wier frou, Madame Minister, wann Der mer kéint op déi Froen do äntwerten, well dat ass enorm wichteg. Wéi gesot, ech hunn hei d'Impressioun, hei kréien nëmme verschidde Leit eppes, an déi aner kréien näischt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif och wëlle fir d'Éischt der Madame Tessy Scholtes félicitéiere fir hire ganz explizite mëndlechen a schréftleche Rapport, deen och dozou wäert féieren, datt ech dat alles e bësselche méi kuerz hei ka maachen. Duerfir nach eng Kéier villmools Merci.

Ech sinn och frou, selbstverständlech, datt d'Unanimitéit vun der Chamber, esou wéi ech dat hei gemengt hu festzestellen, wäert de Projet stëmmen.

Ech ka soen elo zu deene Bemierkungen och, datt dat während enger Zäitchen an enger Situatioun war, déi net esou kloer war, datt awer eigentlech hätte missen... Den Eugène Berger huet dorobber higewisen an nach anerer, datt dat net gekläert war. Eigentlech hätte missen d'Leit, gesetzlech gesinn, e Kontrakt maachen, en Aarbechtskontrakt maache mat hinnen. Et ass also net, datt et keng Base légale gouf, mä et war natierlech awer eng, déi manner appropriéiert war wéi déi, déi mer elo geschaf hunn.

Op d'Geschicht vun der Madame Lorsché kann ech net agoen, well, ech mengen, soss definitiv ech Sträit kréie mat allen Deputéierten, well et ze vill laang dauert, fir dat ze soen. Ech wëll just soen, datt bis elo och, a wa mir den Owend dat Gesetz gestëmmt hunn, fënnef Länner vu 47 aus dem Conseil de l'Europe iwwerhaapt nëmmen e Gesetz iwwert d'Au-pair hunn. Et ass also net, wéi wa mer hei an iergendenger Situatioun gewiescht wieren, wéi et dat soss néierewou op der Welt géif ginn.

Wéi gesot, ech wëll Iech Zäit spueren an net op den Historique agoen. Ech wëll just soen, datt et wichteg awer ass, datt mer dat Gesetz hei hunn, well eben, an dat ass och vu Verschiddenen hei elo gesot ginn, mer am Fong net wossten, wéi vill Demanden datt do sinn, mer och net wossten, wéi vill Au-pairen datt hei sinn. An duerfir, mir wossten dat, esou wéi et op deene spezialiséierten Internetsitë steet, wou Reklamm gemaach gëtt, respektiv bei Facebook an aneren, wéi zum Beispill, datt mer 15 Télefons-, bis 15 Télefonsuriff an enger Woch kréien, fir eben ze froen, wéi ee sech muss uleeën. Dat ass also eng Situatioun, wou et gutt ass, wa mer dat wëssen, wéi mer dat an der Zukunft besser kënnen handhaben.

De jonken Au-pair kritt en Täschegeld, Här Colombera, a wann Dir an d'Kommissiounssitzunge géift kommen, da kéint Dir och do matschwätzen a soen, wat wichteg wier a wat net wichteg wier. Da wier dat méi einfach, well da kéinte mer do all Kéiers och Är Bemierkunge mat eis zu Häerz féieren an dann dat och mat hei verschaffen. Amplaz, wa mer Iech elo hei d'Froe beäntwerten, domadder ass selbstverständlech awer näischt geännert.

Duerfir also, mir hunn net virgesinn a mir denken och net drun, datt mer solle Bourssen do bezuelen. Dat si Leit, déi eng Aarbecht maachen, och wann dat eng liicht Aarbecht muss sinn. Mä fir eng Aarbecht soll ee bezuelt ginn an duerfir soll ee keng Bourse kréien. Dat ass fir mech eppes, wat glaskloer ass. Domadder ass also och dorobber geäntwert. Et gëtt Saachen, wou een awer net kann einfach dat alles ëmmer nëmmen dem Stat opbrommen. Dat ass eppes, wat mer och net wollten.

De Statut, wéi gesot, vum Employé war den Aktivitéiten awer net gerecht, an duerfir ass am Regierungsprogramm... An dat ass net den Här Biltgen, deen der Familljeministesch dat eriwwerginn huet! Ech weess net richteg, wéi d'Leit sech heiansdo virstellen, wéi dat do fonctionnéiert...

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Minister nozelauschteren!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'intégration*.- Mä et war an dem..., an dem Regierungsprogramm steet dran, datt mir dat sollte maachen. An ech mengen, datt et wichteg ass, datt et en eegene Statut fir déi Jonk gëtt an domadder och d'Famillje wëssen, a wat fir engem Kader datt se kënne mat Au-pair-Jongen a -Meedercher fonctionnéieren.

D'Gesetz geet engersäits an op de Besoin vun deene verschiddene Familljen an op där anerer Säit awer och, fir ze kucken, datt - zum Deel wéinstens - besser kann och d'Aarbecht an d'Familljeliewe matenee verbonne ginn.

Mä virun allem, an dat ass dat Wichtegst hei an dësem Gesetz an dat war et och am Regierungsprogramm, dat ass de Schutz vun deene jonken Au-pair. Mir kommen do enger Rei vu Recommandatioune vum Conseil de l'Europe no, besonnesch am Kader vun der Lutte géint den Esclavage domestique, wou extra gefrot dra gëtt, datt een e Statut aféiert mat minimalen Normen a puncto vun Assurancen an Täschegeld, d'Obligatioun vun enger Konventioun tëschent Famill an Au-pair anzeféieren an och eng Kontroll virzegesinn. An et ass genau dat, wat mer am Gesetz maachen.

Dat sinn administrativ Schrëtt, déi an eisen Aen noutwendeg sinn, fir eben déi Abusen ze vermeiden, déi awer an der Vergaangenheet do waren. An ech mengen do besonnesch och awer, datt d'Immigratiounsgesetz sollt ëmgaange ginn.

Mir hu festgeluecht, fir dee Jonken an der Krankekeess unzemellen, an d'Famillje muss och déi zousätzlech, déi noutwendeg Assurancen ofschléissen. An do gëtt selbstverständlech op dee Montant cotiséiert, deen abezuelt gëtt, an net op iergendeen aneren.

D'Héicht vum Täschegeld ass festgeluecht, de Minimum vun der Héicht vum Täschegeld - kee verhënnert, datt een engem méi ka ginn, dat ass wéi an allem -, an dann och d'Obligatioun, fir dem Au-pair seng Sproochecoursen ze bezuelen.

Ech wëll just der Madame Dall'Agnol soen, datt et ganz schwiereg ass am Centre des langues. Mir gesi mam Contrat d'intégration, datt et ganz schwiereg ass fir déi Leit, déi also op Lëtzebuerg kommen a sech wëllen hei integréieren, fir iwwerhaapt eng Plaz do ze kréien. Wa mer elo nach zousätzlech wëllen do Obligatioune maachen, dann, mengen ech, packe mer dat net.

Mir hunn och festgehalen, wann e fréizäitegt Enn vum Kontrakt vum Accueil au pair eriwwer ass, datt se dann, amplaz datt déi Jonk dann hei op der Strooss sëtzen, musse vun de Familljen d'Heemrees bezuelt kréien. Ech denken och, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

A virun allem, an dat ass och hei gesot ginn, datt eng Instanz do ass, déi den Accueil vum Au-pair koordinéiert an och kontrolléiert, an dat ass de Service National de la Jeunesse, deen och eng laang Erfahrung huet mat engem anere spezielle Statut, an zwar deem vum Volontaire, deen net ze vergläichen ass mat engem Schüler oder mat engem Student an och net mam Aarbechtsrecht. Dir gesitt also, datt dat heiten eppes ass, wat bis elo mer an deem Ausmooss net haten.

Déi Jugendlech musse sech also beim SNJ enregistréieren, si mussen un enger obligatorescher Informatiounsversammlung deelhuelen. Mat där Informatiounsversammlung wëlle mer engersäits garantéieren, datt déi jonk Au-pair hir Rechter an hir Flichte kennen, mä datt se virun allem och wëssen, datt se en Uspriechpartner hunn, wann eng Kéier e Problem ass. Den SNJ kann och vermëttelen, wann et eng Kéier Sträit gëtt tëschent dem Au-pair an der Famill.

Ech hunn Iech, Här President, an domadder, denken ech, gesitt Der och, datt mer hei proaktiv virgaange sinn, och eng Konventioun matbruecht, déi konnt ofgeschloss ginn, wou Der och gesitt, datt dat net esou komplizéiert ass.

(Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Den Här Berger huet gesot, mir sollen dat alles net ze vill theoretesch maachen. Dir gesitt also, datt mer dat ausgeschafft hunn. Dat wäert och vun den Owend oder vu muer un um Internetsite sinn, soudatt jiddweree sech dat kann ukucken, fir datt och dat méi einfach ass fir d'Familljen a fir deen, deen heihinnerkënnt.

Wéi gesot, mir si mat den Aarbechten amgaangen, do op Héichtouren ze schaffen, an ech hunn och hei eng «Demande d'approbation comme jeune au pair» matbruecht, Här President,...

(Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

...da kënnen d'Leit sech dat alles a Rou ukucken a gesinn, datt mer do ewell vill geschafft hunn.

Dir kënnt op den Internetsite vum SNJ goen, dat ass dann www.accueil-aupair.lu. Dee Site ass op Franséisch an op Englesch, well mer dovun ausginn, datt virun allem eng ganz Rei vu Familljen aus Länner mat staarker Traditioun vun dem Au-pair kënnen dovunner profitéieren. Mir wäerten och extra Effortë maache justement, fir d'Gesetz an de Communautéite vun deene sougenannten Expatriés bekannt ze maachen.

Déi Familljen, déi elo ewell Leit hunn, déi bei hinne schaffen, déi kënne sech selbstverständlech bei dem SNJ mellen, fir den Agrément an d'Approbatioun ze kréien.

Här President, ech wëll ofschléissen domat, fir ze soen, datt mer frou sinn, datt mer dat Gesetz elo hunn an datt mer domadder deene Jonken och méi Sécherheet a méi Schutz kënne ginn. Vu datt dat Gesetz esou gutt ass, brauche mer emol kee Règlement grand-ducal ze huelen. Dee Moment, wou et am Rot gestëmmt ass an et ass publizéiert an dem Mémorial, ass et a Kraaft an et kann direkt dovunner profitéiert ginn.

Duerfir Iech alleguerte villmools Merci och fir Är Zoustëmmung!

M. le Président.- Merci, Madame Familljeministesch. Laaft awer nach net fort, den Här Colombera huet nach eng Fro!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Madame Minister, ech hunn d'Impressioun, Dir äntwert net op meng Froen!

(Hilarité et brouhaha)

Ech hat der fënnef gestallt, Dir hutt mer vläicht eng beäntwert!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'intégration*.- Ech hunn Iech wéinstens op zwou geäntwert. Ech hunn Iech gesot, op 468 gëtt, op déi Sue gëtt d'Cotisatioun bezuelt, an ech hunn Iech gesot, datt mer net d'accord wieren, fir eng Bourse anzeféieren, well soss hätte mer dat jo drageschriwwen.

Dat Drëtt, wat Der gefrot hat, dat ass d'Honorabilitéit vun deem Jugendlechen an déi ass net gefrot...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Vum Casier judiciaire? Eng Pièce vum Casier judiciaire fir d'Persoun gëtt net gefrot...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, gëtt net gefrot vun deem Jugendlechen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- A véiertens hat ech gefrot: Sidd Dir der Meenung, dass dat Gesetz hei Inegalitéite schaaft, jo oder neen?

(Brouhaha)

Dat wëll ech gär kloer hei gesot kréien: jo oder neen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här Colombera, wa mer géife mengen, mer géifen Inégalitéite schafen, da géife mer keen esou e Gesetz maachen.

(Brouhaha)

Déi fënneft Fro, Här President...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- A wat maachen ech als Aarbechter, wann ech en Au-pair-Meedche wëll an ech hu keng Suen?

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Dir sidd Dokter.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Wat maachen ech?

M. le Président.- Här Colombera, Dir sollt Froe stellen, an net…

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dat war eng Fro!

M. le Président.- Okay.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Wat maachen ech? Wat mécht mäi Papp als Aarbechter, wann deen en Au-pair-Meedche wëllt an en huet keng Suen? Madame Minister, wat maache mer dann?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Also, wat mécht Äre Papp, wann en Aarbechter ass, an en hätt gären eng Mercedes?

(Hilarité générale)

M. le Président.- Ech mengen, domadder sinn dem Här Colombera seng Froe beäntwert. D'Diskussioun ass eriwwer a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6328 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6328 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6328 est adopté par 56 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché) et Mme Josée Lorsché;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech hu mech gëiert, ech wollt Abstention maachen.

M. le Président.- Dat gëtt redresséiert, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech hat bei Jo gedréckt; ech hu mech dropgestierzt, mä et war falsch.

M. le Président.- Ech mengen, Dir hutt lech mat Äre ville Froe selwer e bëssen duerjerneebruecht.

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech hu mer selwer d'Bee gestallt.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur Proposition de loi 6111 iwwert d'Organiséiere vun engem Referendum iwwert de Choix tëschent engem City-Tunnel an engem Tram. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Braz a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

9. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 4. Februar 2010 huet den Deputéierte Jacques-Yves Henckes hei an der Chamber ee Gesetzesvirschlag abruecht, fir duerch e Referendum d'Fro, wéi een Tram an der Stad sollt verwierklecht ginn, duerch e Referendum ze décidéieren. All Wieler am ganze Land, déi an de Wahllëschte fir d'Gemengewahlen agedroe sinn, sollten duerch dee Referendum hir Preferenz ausdrécken, sief et fir de Projet City-Tunnel, sief et fir de Projet Tram, esou wéi e vun der Regierung a vun der Gemeng Lëtzebuerg virgesinn ass.

De Gesetzesvirschlag huet dann och virgesinn, dass d'Wieler sech en vue vun deem Referendum kéinten an Organisatiounen zesummeschléissen, fir eng Wahlcampagne ze maachen en vue vun deem Referendum. Bei der Organisatioun vun deem Referendum ass dann och virgesinn, an dem Gesetzesvirschlag, ee Kredit vun 150.000 Euro, deen een Deel vun de Käschte vun där Wahlcampagne finanzéiere soll.

De Gesetzesvirschlag N°6111 ass deen normale legislative Wee gaangen, esou wéi d'Reglement vun der Chamber et virgesäit, an en ass duerfir och haut um Ordre du jour vun der Plénière.

Den Text ass de 27. September 2011 vum Statsrot aviséiert ginn. D'Regierung huet den 8. Juni 2012 hir Positioun schréftlech duergeluecht. D'Institutiounskommissioun huet an enger Rei Sitzungen am Joer 2010, 2011 an 2012 a Präsenz vun dem Auteur vun der Proposition de loi den Text diskutéiert an d'Institutiounskommissioun huet dann den 13. Januar vun dësem Joer hire Rapport ugeholl.

An hiren Iwwerleeungen, déi ech och hei kuerz, op eng kuerz a prägnant Aart a Weis wëll duerleeën, huet d'Institutiounskommissioun sech zu engem ganz groussen Deel den Iwwerleeungen an de Kritike vum Statsrot ugeschloss.

De Statsrot bréngt haaptsächlech dräi Punkte vir, déi géint de Projet, géint d'Proposition de loi schwätzen. Zwou Kritike baséiere sech op d'Verfassung an déi drëtt, eng drëtt Kritik op d'Gesetz vum 2. Februar 2005 iwwert de Referendum selwer.

Den Artikel 51-7 vun der Verfassung, deen d'Fro vum Referendum virgesäit - dat ass e Referendum mat konsultativem Charakter -, gesäit vir, dass hei am Land d'Wieler fir d'Parlamentswahle kënnen zu engem Referendum duerch e speziellt Gesetz ëm hir Meenung gefrot ginn, fir dann och iwwer eng Fro, wou se mat Jo a mat Neen äntwerten, kënnen ze soen, wat se vun deem Problem, deen hinnen duergeluecht gëtt, hale wëllen, ob se d'accord sinn oder net. Déiselwecht Bedéngung steet och am Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwer e Referendum.

Elo huet awer den Auteur vun dem Gesetzesvirschlag N°6111 a sengem Text virgesinn, dass fir dee Referendum, deen hei proposéiert gëtt, déi Persoune gefrot ginn, déi an de Wahllëschte fir d'Gemengewahlen agedroe sinn, an net déi Persounen, déi op de Wahllëschte fir d'Parlamentswahle stinn.

Or, de Conseil d'État huet awer zum Ausdrock bruecht, dass dat net déiselwecht Leit sinn. Do ass e groussen Ënnerscheed tëschent den engen an den aneren an déi ginn och a verschidde Gesetzer kloer definéiert, wie bei de Parlamentswahlen a bei de Gemengewahle ka mat stëmme goen. Bei de Gemengewahle sinn dat och Leit, déi hei am Land schonn eng Zäitche gewunnt hunn, während bei de Chamberswahlen, esou wéi et elo ass - esou wéi et elo ass! - nëmme Lëtzebuerger kënne wiele goen.

Domat huet, esou de Statsrot, den Auteur vun dem Gesetzesvirschlag géint den Artikel 51-7 vun der Verfassung verstouss, dat heescht, den Text ass net konform zu dem Artikel 51-7 vun der Verfassung.

De Statsrot huet dann eng zweet verfassungsméisseg Fro opgeworf am Zesummenhang mam Referendum. De Gesetzesvirschlag vum Här Henckes gesäit vir, dass d'Wieler am ganze Land entscheede sollen, wéi an der Stad Lëtzebuerg den öffentlechen Transport geregelt géif ginn.

Wann och mat deem Tram vill Leit fueren, déi soss am Land wunnen oder déi an Nopeschlänner wunnen, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, dann ass et awer esou, dass d'Realisatioun, déi materiell Realisatioun vum Tram an der Stad geschitt an, esou wéi et virgesinn ass, einstweilen nëmmen an der Stad. Or, d'Organisatioun vum öffentlechen Transport an enger Gemeng gehéiert zu de Kompetenze vun där Gemeng, an där den öffentlechen Transport realiséiert soll ginn.

Doduerch, dass awer de Gesetzesprojet higeet an d'Wieler vum ganze Land elo freet, wéi an der Stad Lëtzebuerg een Tram soll realiséiert ginn, gëtt eigentlech een Deel vun de Kompetenze vun de Gemengenautoritéiten aus der Stad Lëtzebuerg iwwerdroen op d'Wieler aus dem ganze Land. Et sinn also och d'Wieler, wann ech emol den Extrem huelen, aus de Gemengen Ëlwen, Wäiswampech a Wëntger, déi matbestëmmen, wéi een Tram dass hei an der Stad soll realiséiert ginn, och wann déi Leit vläicht ni an d'Stad kommen, fir mam Tram ze fueren.

De Statsrot fënnt, dass dat eigentlech eng Violatioun wär vum Artikel 107-1 vun der Verfassung, deen d'Gemengenautonomie garantéiert.

(Interruption)

D'Fro ass net... Hei gëtt d'Fro gestallt vun engem Kolleeg, dee seet, wie bezilt. D'Fro vum Referendum geet net iwwert d'Finanzéierung. D'Fro geet nëmmen driwwer, wéi eng Aart vun Tram sollt realiséiert ginn, an et geet net drëm, wien et finanzéiert. Déi Fro gëtt hei net gestallt.

Wann dat de Fall wär, kéint een, dat huet de Statsrot och gesot, iwwer e Referendum op eng aner Aart a Weis diskutéieren. Et geet hei ëm dee Projet, an ech hale mech strikt un dat, wat am Gesetzesvirschlag drasteet. Ech wäert net, zu kengem Moment - zu kengem Moment! - auswäichen op en anere glëtschegen Terrain,...

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- ...wou ech, als neutrale Rapporteur, deen onparteiesch dat hei virdréit, op d'Nues kéint falen.

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Ah!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Dat maachen ech net. Dat maachen ech net! Provozéiert mech net op där doter Fro!

(Hilarité générale)

En drëtt Argument, wat de Statsrot virbréngt, ass d'Aart a Weis, wéi d'Froe gestallt sinn. Et sinn zwou Froen, déi gestallt sinn. Déi éischt Fro ass déi, ob de Wieler fir de Projet City-Tunnel ass, jo oder neen. An déi zweet Fro ass, ob de Wieler fir de Projet Tram ass, jo oder neen.

Nom Statsrot kënne sech aus där doter Froestellung eng Rei Resultater erginn. Wann een déi dote Froe stellt, kritt een, esou wéi d'Gesetz iwwer e Referendum et virgesäit, keng eendeiteg Äntwert. A well wahrscheinlech den Auteur vun dem Gesetzesvirschlag sech däers bewosst war, huet en eigentlech selwer eng Gebrauchsanweisung matgeliwwert, wéi dat dann ze verstoe wär. Or, dat ass awer net de Sënn vum Referendum.

Ech ginn dat erëm..., et ass net vu mir, et ass alles Statsrot...

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Et ass alles Statsrot, an ech bréngen - dat ass an der Kommissioun och gesot ginn - nëmmen déi Argumenter, déi de Statsrot hei virbruecht huet. An ech brauch och keng aner ze bréngen, well déi duerginn!

Déi Froestellung féiert dann zu ënnerschiddleche Resultater. Et ka sinn, dass d'Wieler, déi déi Froe gestallt kréien, bei där enger Fro: Sidd Der fir de City-Tunnel? mat „Jo" äntwerten a bei där zweeter Fro mat „Neen". Da wär et eendeiteg. Et kann och ëmgedréit sinn, dass se beim City-Tunnel „Neen" soen a beim Tram „Jo". Et kann awer och sinn, dass eng Rei Wieler zweemol mat „Jo" äntwerten. Dat géif bedeiten, wann dat d'Majoritéit wär, dann hätt d'Majoritéit gären an der Stad zwéin Trammen.

(Hilarité générale)

Wann awer...

(Brouhaha)

Une voix.- De City-Tunnel an den Tram!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- De City-Tunnel an den Tram! Dat wär awer däers Gudde wahrscheinlech, huet de Statsrot fonnt, e bëssen ze vill!

(Hilarité générale et interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg), auteur.*- A si kënnen och „Neen" soe fir déi zwee!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Si kënnen - richteg! -, si kënnen och zweemol „Neen" soen.

Une voix.- Da si mer bei der ADR!

(Brouhaha)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Et huet een also eigentlech dräi, wann net véier Resultater...

Une voix.- Do sidd Der der Realitéit am noosten, wa se zweemol „Neen" soen!

(Hilarité)

Une autre voix.- Wien huet deen Text do geschriwwen?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Dat géif natierlech zu enger ganz grousser Konfusioun féieren an dat, wat ee mam Referendum eigentlech wëllt erreechen, géif - ëmmer nach nom Statsrot! - net erreecht ginn.

(Hilarité)

Une voix.- Da muss een en zweemol froen.

(Interruptions)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Duerfir huet och de Statsrot ganz kloer zum Schluss gesot, wann d'Chamber - wann d'Chamber! - dee Projet an där Form géif stëmmen,...

Une voix.- Jo, sou domm si mer awer net.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- ...kéint e se net vum zweete Vote entbannen.

Plusieurs voix.- Oh! Abee merci!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Dat ass also eng Opposition formelle vum Statsrot iwwert dee ganze Projet.

Une voix.- Dat ass e staarkt Stéck!

(Hilarité et interruptions)

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Mä d'Kommissioun ass awer net dobäi bliwwen. D'Kommissioun huet sech gutt erënnert, dass am Joer 2012, am Juni 2012, schonn een Débat iwwert den öffentlechen Transport an der Stad Lëtzebuerg hei an der Chamber gefouert ginn ass...

Une voix.- An duerfir si se dergéint!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- ...an dass d'Fro gestallt ginn ass, wéi eng Form vun öffentlechem Transport op der Schinn da soll realiséiert ginn. D'Regierung huet sech do fir ee Projet ausgeschwat, an d'Chamber huet, no engem laangen Débat de consultation an enger Motioun, sech kloer fir de Regierungsprojet ausgeschwat.

Duerfir huet d'Institutiounskommissioun an hirer ganz grousser Majoritéit gemengt, et kéint een awer der Chamber elo net zoumudden, nach erëm eng Kéier op d'Fro zréckzekommen an de Wieler froen ze goen, wéi ee Projet hien da wéilt.

A mir hunn och gemengt, dass d'Institutiounskommissioun - dat geschitt net ëmmer -, dass d'Chamber, pardon, an där heiter Fro no annerhallwem Joer hir Meenung net géif changéiere goen, dass se also bei der Meenung vum Juni 2012 géif bleiwen! An an där weiser Viraussiicht huet dann d'Institutiounskommissioun d'Konklusioun geholl, fir der Chamber ze proposéieren, deen heite Projet net unzehuelen a mat „Neen" ze stëmmen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. Da kritt elo d'Wuert den Auteur vun der Proposition de loi, den Här Jacques-Yves Henckes.

(Hilarité et interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg), auteur.*- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur e grousse Merci, well en hei ganz gutt den Avis vum Statsrot résuméiert huet,...

(Hilarité)

...dee versicht huet, fir net op de Fong anzegoen, mä duerch juristesch Gepiddels dann...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg), auteur.*- ...hei eng Léisung erauszesichen.

(Brouhaha général)

An dobäi geet en hin an e gëtt en aneren Avis of, wéi en dat zu anere Projeten iwwert de Referendum ginn huet. Mä dat mécht näischt, dat ass ee gewinnt vum Conseil d'État, datt e seng Meenung permanent changéiert.

(Interruptions)

Déi aner Saach ass esou, datt d'Zuel vun..., well hei d'Wieler, déi ginn duerch e Spezialgesetz definéiert, a folglech ass et d'Spezialgesetz, wat géif soen, wien et ass. An ech mengen, et ass och keen heibannen, deen der Meenung wier, datt nuren d'Lëtzebuerger sollten hei wielen, mä datt och alleguerten déi Leit, déi den öffentlechen Transport huelen, an dat sinn déi, déi an de Gemenge wunnen, datt déi roueg sollten do un esou engem Referendum deelhuelen.

Dat heescht, mengen ech, iwwert de Prinzip wier jiddweree sech eens gewiescht. Dat war elo emol, wou mer déi juristesch Debatt esou haten. An ech wëll dann elo e bësse méi op d'Proposition de loi selwer kommen.

Mir sinn ons all bewosst, datt, wann d'Bevölkerungszuelen am Land, a speziell an der Haaptstad, weider steigen, a wann ons Ekonomie ëmmer méi Frontaliere brauch, et dann Enkpäss am privaten an am beruffleche Persounentransport wäert ginn. Et sinn am Ablack zwou Léisungsméiglechkeeten an der Diskussioun: den Tram, dee vun der Gare an den Zentrum a vun do iwwert de Glacis fiert, an eng ënnerierdesch Léisung, déi als RR- oder City-Tunnel bekannt ass.

Eng aner Alternativ ass zum Beispill den Tram Parking Bouillon bis Kierchbierg; déi gouf fale gelooss. D'Léisung fir e Lift vum Pafendall op de Kierchbierg wëll ech ernimmen, mä net drop agoen, well dat net de But ass vun dëser Proposition de loi.

Mä bei der City-Tunnel-Léisung gëtt et och eng Alternativ, déi méi bëlleg wier. Dat heescht, den Zuch, deen ënnerierdesch fiert, dee géif net ënnert der Péitruss erduerchgoen, mä just ënnert der Neier Bréck. Wat zwar méi Visibilitéit mécht, wat d'Käschten awer géif ganz staark reduzéieren a wou et héchstwahrscheinlech méi bëlleg géif ginn, wéi wann een de Wee vum Tram elo géif huelen. Oder op jidde Fall wieren déi zwee Budgeten net wäit ewech.

An der Debatt stinn d'Käschten, d'Dauer, fir vun der Gare respektiv vun Esch, Bartreng oder anere Stied op de Kierchbierg ze kommen, an d'Kamouditéit fir d'Bierger aus der Stad, déi elo zum Beispill mam Bus vun engem Quartier an deen anere kënne fueren.

An Zukunft, wann den Tram do ass, dann huele se de Bus, da fuere se bis do, wou den Tram ass, da steigen..., da waarde se, klamme se do eraus, si waarde bis den Tram kënnt, si fueren da weider bis eventuell op d'Gare, klammen do eraus an da waarde se, bis e Bus kënnt, dee se dann dohin, an dee Quartier wéi Bouneweg oder Zéisseng, féiert. Dat ass fir vill Leit net en Avantage, et ass e ganz staarken Désavantage.

Duerfir gesäit een och, datt lues a lues d'Mentalitéite changéieren. Ech erënnere mech, datt an der Éischt, wéi den Tram proposéiert ginn ass, du war eng ganz staark Majoritéit vu Bierger fir den öffentlechen Transport a fir den Tram. Wann ech awer elo déi rezent Sondagë kucken, déi publizéiert gi sinn, da gesäit een, datt fir den Ablack - dat war schonn am Joer 2012, den 3.10. -, do sinn nach 35% fir en Tram an der Stad a 65% dergéint. Dat sinn déi Sondagen, déi esou gemaach ginn, an de Prozentsaz an der Stad ass héchstwahrscheinlech, wat d'Stater Bierger selwer ugeet, ass dee Prozentsaz nach méi grouss.

Duerfir ass et dann och wichteg, datt eng Debatt soll doriwwer gefouert ginn, ob een esou eppes brauch oder ob een dem Bierger eppes imposéiere wëllt, well dat an enger Regierungserklärung oder an enger Schäfferotserklärung steet, a wou d'Bierger awer näischt dovunner wëlle wëssen,...

Une voix.- An d'Gemengewahlen?

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg), auteur.*- ...well et méi deier ass, well et hinnen näischt bréngt a well se héchstwahrscheinlech villech méi laang brauchen, wéi elo mam Bus vun der Gare op de Kierchbierg ze fueren, wéi elo mat deem Tram, wou et ongefeier dat Duebelt un Zäit wäert brauchen, wann een déi Etüde gesäit, déi publizéiert gi sinn.

Et ass also eng Debatt, déi misst mam Bierger gefouert ginn. An duerfir, mengen ech, soll een net hei op dat juristescht Gepiddels vum Conseil d'État agoen. Duerfir hat ech och Amendementë proposéiert, fir deene juristesche Problemer, déi de Conseil d'État opgeworf hat, Rechnung ze droen. Déi sinn net vun der Kommissioun zréckbehale ginn.

Mä op jidde Fall, mir geet et drëm, datt et hei e Vote soll ginn iwwert de Fong, datt soll eng Debatt mat de Bierger stattfannen iwwert de Fong, an net iwwer méi juristesch Saachen. Duerfir hoffen ech, datt, wa mer elo lauter onofhängeg Deputéierten hei an der Chamber hätten...

(Hilarité et interruptions)

...a wa mer e geheime Vote hätten, da wier ech zimlech sécher, datt hei eng Majoritéit vun Deputéierte géif derfir stëmmen.

(Interruptions)

An ech sinn och zimlech sécher, datt, wann alleguerten déi Leit, déi no méi Demokratie ruffen, déi soen, datt méi Demokratie hei an dësem Land misst geschéien, datt se deen Ablack sech misste konsequent sinn an deen Ablack och dës Proposition de loi ënnerstëtzen.

Mä ech weess, d'Kleeschenzäit ass eriwwer,...

(Brouhaha)

...mä et kann een awer nach ëmmer hoffen, datt et hei zu enger Debatt kënnt.

Ech wëll awer an deem Kontext nach eng lescht Bemierkung maachen, dat ass, datt ech der Institutiounskommissioun awer wollt Merci soen, datt si déi Proposition de loi hei op den Ordre du jour geholl huet, well souwäit wéi ech mech erënneren, ass dat déi éischt oder déi zweet,...

Une voix.- Dat ass d'Demokratie, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg), auteur.*- ...déi iwwerhaapt an dëser ganzer Legislatur an der Chamber zur Debatt kënnt. An ech hoffen, datt alleguerten déi aner Kommissiounen hei aus der Chamber sech dorunner e Beispill huelen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Well den Här Meyers esou iwwerzeegend war, brauch den Här Braz net méi ze intervenéieren.

(Hilarité)

Duerfir hu mer dann nach den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Discussion générale

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ganz kuerz. Ech mengen, et ass kloer, datt d'ADR vun Ufank u géint den Tram a fir de City-Tunnel war, well mer dovun iwwerzeegt sinn, datt den Tram d'Problemer weder vun de Pendler nach vun de Stater Bierger wäert léisen. Duerfir hu mer ëmmer verlaangt, datt sollt e Referendum kommen, an de Kolleeg Jacques-Yves Henckes huet duerfir och als ADR-Deputéierten déi Proposition de loi hei deponéiert.

Firwat hu mer gefrot, datt et sollt en nationale Referendum ginn? Ma ganz einfach, well mer soen, de Verkéiersproblem ass net en exklusive Problem vun de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg, mä et ass dee vun de Bierger aus dem ganze Land, déi hei an d'Stad mussen och kommen, fir ze schaffen oder fir hire Commerce ze maachen. Et ass och am Interessi vun de Pendler.

An awer och eng zweet Ursaach: E gëtt vun de Bierger aus dem ganze Land finanzéiert. Et ass also net, wéi den Här Meyers gesot huet, datt déi Leit vun douewen, vu Wëntger oder Gott weess wou vläicht ni domat fueren, mä wa se och net géifen domat fueren, zumindest hëllefe se, en ze finanzéieren. Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir déi Proposition de loi hei stëmmen.

An ech géif och mengen, datt ee muss averstane sinn, datt ee muss d'Bierger froen. Hei gëtt esou vill vu Referendume geschwat. Hei wier eng gutt Geleeënheet, quitte datt de Statsrot elo hei eng Rei vu Froen opgeworf huet, ob een domat averstanen ass oder net. Mä wann de Wëllen do wier, an dat ass jo déi grouss Fro: Ass de Wëllen do, fir d'Bierger an esou enger Fro ëm hir Meenung ze froen?

An do wier et flott gewiescht, wann hei all Parteien erauskomm wieren a se hätte gesot, mir sinn derfir, fir e Referendum ze maachen, a mir sinn dergéint, fir e Referendum ze maachen, amplaz datt sech elo hannert juristesche Froe verstoppt gëtt, awer zum Fong vun der Saach, ob e Referendum gemaach gëtt, äussert hei kee sech.

Och wat de Kolleeg Meyers gesot huet, datt d'Chamber, nodeems se am Juni 2012 hei mat enger grousser Majoritéit de Regierungsprojet ënnerstëtzt huet, géif net méi drop zréckkommen, dat wëllt net heeschen, well d'Chamber hei mat enger grousser Majoritéit de Regierungsprojet ënnerstëtzt huet, datt d'Chamber net kéint awer soen, mir froen an där doter wichteger Fro d'Vollek iwwert de Wee vum Referendum.

Et kann awer nach e Referendum kommen. Wann d'Chamber keen décidéiert, kéint nach op Initiativ vu Bierger aus der Stad Lëtzebuerg och nach iwwer eng Petitioun e Referendum um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg agefuerdert ginn. Déi Méiglechkeet steet de Bierger an der Stad Lëtzebuerg nach ëmmer op.

Mä déi wichteg Fro, ob all déi Parteien, déi sech esou vill hei fir d'Matsproocherecht, fir d'Demokratie-Versteesdemech vun de Bierger asetzen... An de Mëtteg bei der Debatt iwwert d'Nationalitéitegesetz ass och vill driwwer geschwat gi vu Referendumen. Hei stelle mir fest, datt bis elo keng Partei - kuck emol! - de Courage hat, fir iwwerhaapt ze soen, ob se fir oder géint e Referendum ass, mä sech just hannert juristesch, d'Justiz, neen,...

Une voix.- Juristesch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...juristeschen - entschëllegt! - Prozedure verstoppt.

Selbstverständlech wäerte mir d'Propositioun stëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Nohaltegkeetsminister brauch net méi, wëllt net méi intervenéieren. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur la proposition de loi 6111

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 6111 ass ofgelehnt mat 51 Nee- géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Claude Haagen), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. André Bauler) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché;

M. Serge Urbany.

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder wiere mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

10. Ordre du jour (suite)

Ah, ech wollt lech nach soen, déi zwou Questions élargies si mam Averständnis vum Froesteller a vum Minister op déi nächst Sitzungswoch verluecht. Merci.

(Fin de la séance publique à 19.49 heures)

SÉANCE 22

MARDI, 26 FÉVRIER 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire
- *M. le Président*

2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député
- *M. le Président*

3. Communications
- *M. le Président*

4. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

5. 6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

6. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

7. Ordre du jour
- *M. le Président*
- *Mme Anne Brasseur, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *M. Jean Colombera, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *Mme Marie-Josée Frank - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- *M. André Bauler - M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*

Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Marc Angel - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Marcel Oberweis - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État
- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture
- *Mme Anne Brasseur - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*

Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Alexandre Krieps - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. Jean Colombera - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (interventions de M. Jean Colombera et M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé)*

Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Fernand Etgen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé

- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Jean Colombera - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

9. Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise

- *M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

10. Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité

- *M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration - M. Robert Weber (question complémentaire) - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

11. Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics

- *Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Anne Brasseur (question complémentaire) - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

12. 6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes (interventions de M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter et M. François Bausch), M. André Bauler (intervention de M. Robert Weber), Mme Viviane Loschetter (intervention de M. Serge Wilmes), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Xavier Bettel)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen*
- *Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. 5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapports de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Votes sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedaueren hu mir den 13. Februar d'Noriicht kritt, datt ee vun eise fréiere Kolleegen, de Georges Wohlfart, eis am Alter vun 62 Joer vill ze vill fréi verlooss huet.

De Georges Wohlfart huet, nodeems hien an der Eecher Klinik geschafft huet an do och seng Fra kennegeléiert hat, e Medezinstudium ugefaangen, dat hien zu Léck ofgeschloss huet. 1978 fänkt hien als Assistenzdokter am Kreiskrankenhaus zu Merzeg un, bis hien 1980 säin eegene Cabinet médical als Generalist zu Housen opmécht.

Dem Georges Wohlfart seng politesch Carrière schéngt virgezeechent ze sinn. Säi Papp Jos war Buergermeeschter vu Luerenzweiler, duerno laangjähregen Deputéierten, Innenminister a schlussendlech Europadeputéierten. Mä obwuel de Georges vu klengem un an engem Ëmfeld vu Politik opgewuess ass a schonns der LSAP 1971 bäigetrueden ass, ass hien dach eréischt mat 30 Joer an der Politik aktiv ginn. Hien hat ënner anerem 1987 drop verzicht, sech a senger Gemeng fir d'Wahlen opzestellen.

Et ass da schlussendlech de Beruff als Generalist, deen dem Georges Wohlfart de Wee fir d'Politik opgemaach huet. Hien huet vill Parallellen tëscht sengem Beruff als Dokter an de Politiker gesinn, well béid Beruffer am Déngscht vun de Matbierger stinn.

1984 huet hie sech fir d'Éischt op der LSAP-Lëscht fir d'Chamberswahle presentéiert a gouf och direkt an d'Chamber gewielt. 1989 ass en erëmgewielt ginn an duerno och fir d'Éischt vu senger Partei an d'Regierung beruff ginn. Vun 1989 bis 1994 war hie Statssekretär fir d'Force publique, vun 1995 bis 1998 Statssekretär fir d'Travaux publics souwéi vun 1989 bis 1998 Statssekretär fir Aussenhandel a Kooperatioun.

Besonnesch d'Entwécklungshëllef louch dem Georges staark um Häerz, well hien hei ganz konkret konnt mat bilaterale Projeten eppes op der Plaz erreechen. Ech konnt mech selwer op enger Rees zesumme mam Georges Wohlfart iwwerzeegen, mat wat fir engem Engagement - awer och Freed - hien d'Projeten an der Entwécklungshëllef begleet huet. An déi Rees, déi ech mat him als Deputéierten deemools a Südamerika ënnerholl hat, gehéiert sécherlech perséinlech zu enger vu menge beschten Erënnerungen.

Nom Récktrëtt vum Johny Lahure ass de Georges Wohlfart 1998 Gesondheets- a Sportsminister ginn. 1999 gouf de Georges Wohlfart, dee sech ëmmer gréisster Beléiftheet bei senge Matbierger ganz besonnesch am Norde vum Land erfreet huet, erëmgewielt. Während der Period vun 1999 bis 2004 huet hie sech an der Commission des Travaux publics souwéi och an der Agrikulturkommissioun an dësem Haus staark engagéiert. Doniewent war hien awer och während enger Rei vu Jore Suppléant an der OSZE- an an der Benelux-Delegatioun.

An dësem Haus bleift hien eis an Erënnerung als kompetenten a virun allem als ganz joviale Mënsch, deen ëmmer erëm seng Kolleege mat engem gudde Witz zum Laache bruecht huet.

De Georges Wohlfart huet seng verschidde Mandater als Déngscht um Bierger emfonnt an dat huet e schonns esou a sengem éischte Beruff als Generalist gelieft, wou fir hien den alldeegleche Kontakt mat de Matbierger Prioritéit genoss huet. Hien huet ëmmer en oppent Ouer fir d'Belaanger ganz besonnesch vun de Mënschen do uewen am Norde gehat an huet gehollef, do wou hien nëmme konnt.

Säi Wierke war villsäiteg, a vill vun eis hunn hien ëmmer erëm bewonnert, wéi hien et fäerdegbruecht huet, bei all deem Uerdnung a senger Onuerdnung ze hunn. Opgeraumte Büroen hunn dowéinst och net zum Georges senge Prioritéite gehéiert an hien huet sech am wuelsten um Terrain bei senge Matbierger gefillt.

De Georges Wohlfart war awer och e Veräinsmënsch. Sou huet hien als Minister nach heiansdo d'Veteranenéquipe vum FC Housen verstäerkt a war doniewent am Tennisklub vu Clierf aktiv. An ouni de Georges wär et ni eng Housener Baurekiermes ginn, déi säit Jore sécherlech zu engem vun de kulturellen Héichpunkten am Norde vum Land gehéiert.

Schlussendlech wëll ech awer net de Vëlossport vergiessen, deen him ganz besonnesch um Häerz louch. Sou war hie vun 1996 bis 1998 President vun der Vëlosfederatioun a während zéng Joer den offiziellen Dokter beim Tour de Lëtzebuerg.

De Georges Wohlfart ass vun eis gaangen. Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déift Matgefill ausdrécken.

Ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Georges Wohlfart senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

A senger Réuniouun vum 21. Dezember 2012 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierter Vera Spautz den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Der neier Éierendeputéierter eis Félicitatiounen!

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 30. Januar vun der Familljeministesch de Projet de règlement grand-ducal 6537, eng Ofännerung vum Reglement iwwert d'Leit mat enger Behënnerung; den 1. Februar vum Justizminister de Projet de loi 6539 iwwert d'Faillite; de 5. Februar vum Statsminister de Projet de loi 6540 iwwert den Zougang zu administrativen Dokumenter; deeselwechten Dag vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6541 iwwert déi industriell Emissiounen; den 12. Februar vum Logementsminister de Projet de loi 6542 iwwert d'Aféiere vun enger Subventioun fir d'Loyeren; den 13. Februar vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6543, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur; den 20. Februar vum Statsminister de Projet de loi 6544, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Conseil économique et social, a schliesslech de 25. Februar vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6545, eng Reform vum Sozialdialog an de Betriber.

Communications du Président - séance publique du 26 février 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlements grand-ducaux et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6537** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées*

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.01.2013

***6539** - Projet de loi relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite et modifiant*

(1) le livre III du Code de commerce,

(2) l'article 489 du Code pénal,

(3) la loi modifiée du 8 janvier 1962 concernant la lettre de gage et le billet à ordre,

(4) la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

(5) la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance,

(6) la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,

(7) la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

(8) la loi générale des impôts («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2013

***6540** - Projet de loi relative à l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 05.02.2013

***6541** - Projet de loi*

a) relative aux émissions industrielles

b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 05.02.2013

***6542** - Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 12.02.2013

***6543** - Projet de loi relatif à l'archivage électronique et modifiant la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 13.02.2013

***6544** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil économique et social*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.02.2013

***6545** - Projet de loi portant réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.02.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, de Projet de règlement grand-ducal 6492 iwwert d'Indicatioun vum Energieverbrauch vun Haushaltsgeräter vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. 6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 22. Februar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6538, eng Ofännerung vum Steiergesetz, déi vum Här Camille Gira an der Sitzung vum 31. Januar 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

6. Changements de composition des commissions parlementaires

An hirem Bréif vun haut huet d'CSV-Fraktioun eis folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissioune proposéiert: An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt den Här Marc Spautz den Här Robert Weber, an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madame Diane Adehm den Här Lucien Weiler an an der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt den Här Robert Weber den Här Marc Spautz.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

7. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 22. Februar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Baufirma; duerno d'Question élargie N°31 vum Här Robert Weber iwwert d'Préretraite-solidarité; duerno d'Question élargie N°32 vun der Madame Anne Brasseur iwwert déi nei Affectatioun vu verschiddene staatleche Gebaier; duerno de Projet de loi 6521, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Modell 1; de Projet de loi 6526, eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut, nom Basismodell; dann d'Proposition de modification du règlement 5863 iwwert d'Deklaratioune vun der Regierung, nom Basismodell; a schlussendlech d'Proposition de modification du règlement 6528, eng Ofännerung vun der Annex 4 vun eisem Chambersreglement, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6449, eng Approbatioun vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der EU, nom Modell 2; duerno de Projet de loi 6455, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am fiskale Beräich, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6470, eng Direktiv iwwert d'TVA, nom Basismodell; a schlussendlech d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert den Tiefkühliesswuereskandal.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer d'Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfolgen; duerno de Projet de loi 6481, en Ofkommes tëscht de Benelux-Staten an dem Montenegro iwwert d'Réadmissioun, nom Basismodell; de Projet de loi 6482, en Zousaz zum Protokoll vu Cartagena iwwer biotechnologesch Risiken, nom Basismodell; de Projet de loi 6504, e Protokoll-Amendement zur Konventioun vun der Union économique vum Benelux, nom Basismodell; de Projet de loi 6505, e Protokoll zum Traité iwwert d'Cour de Justice Benelux, nom Basismodell; a schlussendlech de Projet de loi 6284 iwwert de Schutz vun de Schülerdaten, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

D'Madame Brasseur, wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Jo, Här President, ech froen d'Wuert zum Ordre du jour an ech referéiere mech op den Artikel 80(5) vun onsem Reglement. Ech hat viru méi wéi zwee Méint eng Question parlementaire un d'Madame Kulturminister gestallt, déi bis elo nach net beäntwert ginn ass, an opgrond vum Reglement kann ech dat haut mëndlech maachen.

Ech wollt Iech froen, ob ech dann och d'Wuert kréich, wa mer iwwert d'Questioune schwätzen, fir dass ech déi Fro da mëndlech kéint un d'Madame Kulturminister stellen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Selbstverständlech!

M. le Président.- Ech mengen, d'Madame Kulturminister ass hei! Ech huelen un, datt se disponibel ass, an ech géif da proposéieren, datt mer Är Fro géifen hannert déi Froen huelen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Dir kënnt se och gläich maachen!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech géif soen: Kann een dat net als Éischt traitéieren? Well wann ech den Datum kucken, Dir huelt jo d'Froe chronologesch a meng Fro ass vum 11. Dezember, déi aner sinn all vum Februar gestallt ginn, sou dass ech Iech och géif proposéieren, dass mer déi dann als éischt géifen huelen!

Une voix.- Oh, neen!

M. le Président.- Mir kucken, wou mer elo Är Fro huelen. Ech géif Iech op jidde Fall proposéieren, datt mer déi Fro huelen...

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Ech weess emol net, ëm wéi eng Fro et geet!

M. le Président.- ...well jo och d'Madame Kulturministesch disponibel ass.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Madame Brasseur, ëm wéi eng Fro geet et dann?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wat gelift?

(Hilarité et interruptions diverses)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Neen, mä d'Madame Brasseur huet bestëmmt hei ouni Virwarnung awer alles am Kapp, fir et elo ze soen, wouriwwer déi Fro ass.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech wëll just, Här President, Iech soen, dass am Reglement steet: «À défaut de réponse...»

M. le Président.- Jo.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Madame Brasseur, ech hu just gefrot: Ëm wéi eng Fro geet et?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- ...kann een déi froen. Ech maache vun deem...

(Interruptions diverses)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Madame Brasseur, ech hunn dräimol „Jo" gewénkt, datt Der dat ouni Virwarnung selbstverständlech däerft maachen. Ech hu just gefrot: Wéi eng Fro ass et?

(Interruption)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et ass déi iwwert de soziokulturelle Radio, well deen nach ëmmer kee President huet!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Maja, et ass gutt, da weess ech Bescheed! Tipptopp!

M. le Président.- Also, ech halen zréck, datt d'Madame Brasseur herno hir Fro stellt an d'Madame Kulturministesch dorobber äntwert!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Colombera huet nach eng Fro ze stellen zum Ordre du jour. Här Colombera, wann ech gelift.

Une voix.- Ahh!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Jo, Här President. Ech wëll gär drop hiweisen, mir hunn elo eng Heure de questions, an do sinn eelef Froe gestallt. An d'Reglement seet, dass den Auteur zwou Minutte brauch an d'Regierung véier Minutten. Do ass nach net do matberechent, wéi vill Zäit dass déi eenzel Deputéiert brauchen, fir vun hirer Plaz op d'Tribün a wéi vill dass den Här Minister brauch, fir vun dohanne bis op d'Tribün ze goen.

(Brouhaha)

A wann Der dat zesummerechent, Här President, da gëtt dat bei eelef mol sechs, da gëtt dat 66 Minutten.

Or, vu dass Dir elo déi lescht dräi Séancë permanent bei 60 Minutten opgehalen hutt, froen ech mech, Här President, ob dat heiten eng Farce ass, jo oder neen? Entweder huele mer hei en neie Modus vivendi a mir loossen déi eelef Froen alleguerten duerchfroen oder Dir musst eng Préselectioun maache vun aacht Froen. Well esou kann et net goen, dass mir hei eelef Froe kréien an déi dräi lescht, déi ginn net hei geholl!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Colombera, bis elo ass nach keng Fro refuséiert ginn.

(Interruption)

Mir kommen elo zu de Froen an am Prinzip kommen déi Froen och alleguerten drun!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Dat héieren ech gären!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här...

M. Jean Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat setzt zwar d'Fonctionnementskäschten an d'Luucht, mä et ass derwäert!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister.

Ass d'Chamber mam Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als éischt hu mer elo d'Fro N°201 vun der Madame Marie-Josée Frank un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert de Pilotprojet „Bëschkierfecht".

Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Rieder Bëschkierfecht ass jo deen éischte Bëschkierfecht hei am Lëtzebuerger Land an en ass eng Alternativ zu bestehende Begriefnisformen. De Pilotprojet vun der Gemeng Betzder ass 2010 zesumme mat der Naturschutzverwaltung, Omega 90 an natur&ëmwelt ausgeschafft ginn. De 14. Mäerz 2011 hu mer d'Autorisation ministérielle kritt.

Zur kuerzer Erënnerung: Deen Areal vum Bësch, deen huet 16 ha, an an enger éischter Phas sinn 2 ha virgesinn, wou 48 Beem ausgewise gi sinn. Wann een d'Demande stellt, muss een op d'Gemeng kommen, et kritt een d'Konditioune vun der Konzessioun matgedeelt, an deen Dag, wou dann d'Anäscherung soll stattfannen, bréngt de Corbillard d'Urn an d'Gemeng an da gëtt se entgéintgeholl vun de Mataarbechter.

D'Äschen, déi mussen aus der Urn erausgeholl ginn, et gëtt eng Muld an de Buedem gemaach, d'Äsche kommen an de Buedem, et gëtt zougedeckt an dobäi fënnt dee Betraffenen da seng Rou um Bëschkierfecht.

Wat ass dozou ze soen? Ronderëm ee Bam kënne maximal zéng Bäisetzunge gemaach ginn. All Bam ass nummeréiert, all Bam huet eng Plack, wou den Numm an de Virnumm dropstinn, respektiv, wann de Wonsch geäussert gëtt, kann och e reliéist Symbol bäigefügt ginn. Déi Anäscherung ass net anonym, d'Gemeng féiert e Regëster. Et dierf och kee Grafschmuck do déposéiert ginn. All déi Konditioune mussen d'Leit akzeptéieren, soss kënne se net vun dëser alternativer Form profitéieren.

Wéi gesot, et ass e Pilotprojet, an déi Pilotphas, déi leeft elo geschwënn aus, an zwar den 13. Mäerz vun dësem Joer. An där Zäit sollt jo eng Evaluatioun gemaach ginn, fir ze kucken, wéi d'Nofro a wéi d'Akzeptanz ass. Entre-temps hu 44 Leit dovu profitéiert, a wann een de Bilan kuckt, dann ass dat queesch duerch d'ganzt Land.

Ech wëll elo de Minister froen, wéi e gedenkt, ze dezentraliséieren, well mir hu jo bis elo d'Leit aus dem ganze Land kënnen ophuelen, an deemools ass gesot ginn, éischtens: dezentraliséieren no enger gewëssener Zäit. Gëtt dat elo op regionalem Niveau dezentraliséiert?

M. le Président.- Madame Frank, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ech kommen direkt zum Schluss!

Une voix.- Véier Minutten!

(Interruptions diverses)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Pardon! Zweetens geet et...

Jo, pardon!

M. le Président.- D'Madame Frank huet d'Wuert!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- D'Dezentraliséierung, wéi de Minister déi gesäit, an zweetens, ob et méiglech ass, datt an Zukunft vläicht awer eng Urn an dem Buedem ka bäigesat ginn. An drëttens, ob de Minister gedenkt, datt vläicht an Zukunft d'Leit am Viraus hire Bam kënnen eraussichen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt elo den delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen éischte Bëschkierfecht zu Lëtzebuerg, dee gouf et a gëtt et zu Rued-Syr, wéi mer elo grad héieren hunn, an der Gemeng Betzder. An de Projet pilote geet effektiv elo, no zwee Joer, am Abrëll op en Enn, an dann akzeptéiert och d'Gemeng Betzder kee Begriefnis méi vu Leit, déi net an hirer Gemeng gewunnt hunn.

Et gëtt en Aarbechtsgrupp, dee vun der Natur a Bëschverwaltung presidéiert gëtt, zesumme mat Omega 90 a mat natur&ëmwelt, fir sech - och zënter Laangem schonn - mat där Problematik auserneenzesetzen. De Moment gëtt et nach keng definitiv Evaluatioun vum Groupe de travail. Den Aarbechtsgrupp war e puermol zesummen, en huet och de 15. Mäerz nach eng Réunioun mam Syvicol, fir dat och mam Gemengesyndikat ze diskutéieren. An duerno fënnt dann déi eigentlech Bilansréunioun statt, dat ass dann Enn Mäerz, Mëtt Abrëll, also deemnächst.

Wat elo déi weider Entwécklung vu Bëschkierfechter zu Lëtzebuerg ubelaangt, denken ech, datt et sënnvoll ass, eng regional Démarche zu hunn. Mä et muss ee wëssen, datt d'Begriefnisser där kommunaler Kompetenz ënnerleien. Vläicht kann een awer drun denken, besonnesch am ländleche Raum, gemengeniwwergräifend an Zukunft sech ze organiséieren. Op alle Fall - dat ass och de Wonsch vum Minister - sollen déi Modalitéiten an déi Kritären, déi de Moment gëllen, agehale ginn. Dozou gehéiert ënner anerem och, datt d'Äschen inhuméiert ginn, an dat ouni Urnen.

Et ass och gefrot ginn no Projeten an anere Gemengen. Ech weess vun dräi Projeten, ouni datt dat elo muss komplett sinn. Virun allem d'Stad Lëtzebuerg huet e Projet zu Zéisseng effektiv, an do sinn d'Parzellen och schonn erausgesicht. Ech mengen, do feelt nach just e Reglement, e kommunaalt Reglement, dann ass dat prett. Dat geschitt och ëmmer, wéi gesot, mat den Agente vun der Natur- a Bëschverwaltung zesummen.

Kayl-Schëffleng huet e Projet, och deen ass, souwäit ech weess, gestëmmt. Deen ass à cheval vun der Grenz vun deenen zwou Gemengen: a Bettleng an an der Schleed, do mussen nach Infrastrukturaarbechte gemaach ginn.

Da gëtt et nach en drëtte Projet vun der Gemeng Ettelbréck, déi hu gefrot, fir e Projet niewent hirem bestehende Kierfecht ze maachen, an do si se amgaangen, mam Finanzministère ze kucken, fir en Terrain ze kréien, deen dem Stat gehéiert.

Wat elo d'Fro nach ugaangen ass vun deenen Urnen, déi sech kënnen zersetzen, wollt ech der Madame Frank soen, datt ech elo emol den Aarbechtsgrupp seng Aarbecht maache loossen, déi sollen hir Bilansréunioun hunn, an duerno komme mer och dorop ze schwätzen.

Ech muss soen, perséinlech sinn ech der Meenung, dass een am Fong déi Modalitéite soll esou loossen, wéi se am Moment an deem Kontext sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°207 vum Här André Bauler un de Minister vun der Fonction publique iwwert d'Unerkennung vun Unisdiplomer. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Minister François Biltgen stellen. Mir ass zu Ouere komm, datt et beim Stat Problemer gëtt mat der Unerkennung vun den Héichschouldiplomen:

Studenten, déi hiren Ofschloss an Däitschland op enger Fachhéichschoul gemaach hunn an do hannendrun nach en Doktorat an därselwechter Richtung gehaangen hunn, dee si dann och mat Erfolleg ofgeschloss hunn, krute vum Ministère vun der Fonction publique geschriwwen, hiren Diplom wier net op enger „université" oder engem „établissement à caractère universitaire" gemaach ginn a si géife soumat d'Konditioune fir en Examen-concours fir d'Carrière supérieure net erfëllen. Skurilerweis sinn déiselwecht Persounen awer fir de Proffeconcours zougelooss ginn!

An deem Zesummenhang wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Steet déi Décisioun net am Widdersproch zur Tatsaach, datt déiselwecht Persounen - déi net zu den Examenconcours acceptéiert ginn - awer zum Proffeconcours zougelooss ginn? Kann den Här Minister eis soen, ob hie bereet ass, sech dësem Problem unzehuelen an an dësem Dossier Kloerheet ze schafen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler, an d'Wuert kritt de Minister vun der Fonction publique.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Här President, ech hu mech schonn an d'Warteschleife hei gestallt, dann hunn ech dem Här Colombera e puer Sekonne gespuert!

Déi heite Fro ass eng, déi sech eigentlech haaptsächlech un den Héichschoulminister stellt.

Den Här Bauler schwätzt hei vun dem Zougang zu dem Statsexamen an zu de Concoursen. Déi si regléiert duerch e Règlement grand-ducal vum 30. Januar 2004. Dee Règlement grand-ducal ass awer den 19. Mee 2010 Bolognakonform gemaach ginn, an do ass eng Kommissioun, wou Leit si vun der Fonction publique, vum Héichschoulministère a vun dem Éducatiounsministère, déi déi Diplomer nokucken.

De Prinzip ass folgenden: Fir zougelooss ze ginn - hei schwätze mer elo vun där aktueller Carrière supérieure, do ass dann net de Bachelor derbäi - zur aktueller Carrière supérieure muss een entweder, wéi fréier an der Iwwergangsbestëmmung, en Diplom hu vu véier Joer Cycle complet d'études universitaires oder e Master. Dee kann zu Lëtzebuerg ausgestallt ginn, dat hu mer antëschent 2010 nei dragefouert, e kann och am Ausland sinn, allerdéngs muss en dann am Ausland als universitären Titel gefouert ginn!

An dat kann an dësem Fall, dee mer nach nokucken zesummen, déi zoustänneg Ministeren, dat kann an dësem Fall effektiv sinn, dass déi Diplomer vun enger Fachhéichschoul net an hirem Land als universitären Diplom unerkannt ginn. Duerfir kënne mir se dann och net als Enseignement supérieur unerkennen, an da kënne se och net an dem Examen-concours zougelooss ginn. Do ännert en eventuellt Doktorat näischt drun, well d'Doktorat net virgesinn ass, fir an en Examen-concours ze kommen.

Wat mer elo kucken, dat ass, wat mat deenen doten Diplomer ka sinn, ob et awer universitär Diplomer sinn, da missten se zougelooss ginn. Sinn et keng universitär Diplomer, kënne mer se net zouloossen. An dat ass eppes, wou mer ëmmer de Leit uroden, ier dass se studéiere ginn, notamment an Däitschland, dass se mussen nokucken, ob dat Haus, wuer se ginn - wat oft ganz gutt Haiser sinn -, ob deem seng Diplomer dann och bei hinnen - an duerfir bei eis och - als universitär Diplomer gefouert ginn.

Wat elo den Zougang zu der Proffecarrière ass, kann et sinn, dass do vläicht aner Konditioune sinn. Bei den Ingenieuren ass et zum Beispill esou, dass do allégéiert Konditioune sinn, dass een net onbedéngt en universitären Diplom muss hunn, fir kënnen an d'Proffecarrière ze goen. Dat ass awer dann eng Fro, déi mer da mussen a wäerte kucken, wa mer elo d'Reform vun der Fonction publique och am Enseignement deklinéieren.

Also, op alle Fall héiert Der nach e bësselche méi vun eis an där heiter Fro!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Héichschoulminister. Da komme mer elo zu der Fro N°208 vum Här Marc Angel, déi Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Aarbechten op der Place de la Constitution. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech eng Fro stellen, Här Minister, iwwert d'Place de la Constitution oder och „d'Gëlle Fra" genannt, an ech stellen dës Fro bewosst hei an der Chamber an net um Knuedler, well dës Plaz dem Stat gehéiert a well och Deeler vun dëser Plaz als Monument national klasséiert sinn a well dës Plaz awer och e wichtege Lieu de mémoire ass fir onst d'Land an och fir ons Lëtzebuerger, an en Denkmal ass fir d'Affer vum Éischten an Zweete Weltkrich.

Dës Plaz ass och eng Visitëkaart fir vill Touristen. An engem Joer kommen do 300.000 Touristen un. Et ass déi éischt Plaz, déi si gesinn, wa si zu Lëtzebuerg aus engem Bus klammen.

Här Minister, et ass mer zu Ouere komm, dass Ponts & Chaussées an den nächste Woche soll do de ganze Belag frëschmaachen. Elo si meng Froen: Firwat ginn dës Aarbechten elo gemaach, zumools wou den Zoustand vum Belag net schlecht ass?

Awer méi wichteg ass: Säit e puer Joer gëtt et jo Pourparleren an en Aarbechtsgrupp zwëschen der Stad Lëtzebuerg an dem Stat, an de Responsabele vun Ärem Ministère, fir dës Plaz, wéi dat vu ville Plaze verlaangt ginn ass, ze réamenagéieren an ze verschéineren. Do ass meng Fro: Wou sinn déi Planungen drun? Wéini gedenkt d'Regierung do, mat engem konkrete Projet ze kommen?

An drëttens: Ass et elo noutwendeg, Suen auszeginn, fir do op där Plaz Aarbechten ze maachen, wa souwisou an e puer Joer dës Plaz de fond en comble restauréiert gëtt?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Angel, an d'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Angel ass Folgendes ze äntwerten: Dat Éischt, dat ass, datt déi Aarbechten, déi zesumme mat der Stad Lëtzebuerg gemaach gi sinn, déi Virbereedungsaarbechten, fir eng Kéier gréisser Aarbechten un der Place de la Constitution ze maachen, zwëschen 2010 an ufanks 2012 gemaach gi sinn. Do huet d'Stad Lëtzebuerg zesumme mat dem Infrastrukturministère a mat Sites et Monuments u sech e Concours d'idées ausgeschafft, wéi an Zukunft, wa mer da wierklech wëllen eng schéi Place de la Constitution maachen, wéi dat alles kéint ausgesinn.

An dat ass e flotte Concours d'idées ginn, wou och eng ganz Rei Contrainten, déi mer an Zukunft iwwert d'Mobilitéit wäerten hunn - zum Beispill d'Déplacementer vu Busstatiounen, wann en Tram gebaut gëtt respektiv wann d'Organisatioun vun de Bussen duerch eng nei Organisatioun beim Hamilius oder bei der Bréck muss anescht gemaach ginn -, wou dat alles mat dran ass.

Elo ass et awer esou, datt, wann déi nei Plaz dann anescht gestalt gëtt, dann eng Suppressioun evidenterweis vun deene Parkingen uewe muss gemaach ginn, an op Wonsch vun der Stad Lëtzebuerg, mä en concertation mat eis zesummen ass gesot ginn, datt dee grousse Projet eréischt géif ugaange ginn, wann Ersatzparkplazen, notamment duerch d'Vergréisserung vum Parking Knuedeler, géife kënne gemaach ginn.

Dat heescht, dee Projet ass momentan zwar preparatiounsméisseg fäerdeg, mä e wäert an deenen nächste Joren net ausgeschriwwe ginn, well een einfach muss déi Reienfolg do wahren. Duerfir ass och geduecht ginn, elo eng Réfectioun vun der Plaz ze maachen. An deem Belag sinn eng Rei Lächer dran, seet Ponts & Chaussées mer, duerfir gëtt de Schwaarzbelag vun de Ponts & Chaussées frëschgemaach.

A mir hunn zousätzlech vun der Stad Lëtzebuerg eng Demande kritt, fir op der Place de la Constitution dann e ganze Réseau an Infrastrukuren ze maachen, well d'Stad déi Plaz och wëllt an Zukunft méi gebrauchen, zu aneren Zwecker, wéi just déi vum Parking.

Dir hutt verschidden Utilisatiounen vun där Plaz an deene leschte Méint scho gesinn. Déi Aarbechten - engersäits de Stat, Lëtzebuerg op där anerer Säit - ginn dann och gemeinsam gemaach a wäerten och natierlech eng Rei Jore Bestand hunn, ier dee grousse Projet da ka spéiderhin, wou ech Iech awer keen Datum kann nennen, an Ugréff geholl ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro, nämlech d'Fro N°209, riicht sech och un den Nohaltegkeetsminister, nämlech déi vum Här François Bausch iwwer Vëlospisten. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Am Konzept MoDu huet jo d'Mobilité douce e besonnesche Stellewäert kritt, wat mer och begréissen. Et ass och festgehale ginn, datt dat Gesetz vum 4. Juli 1999, wat de Réseau national vun de Pistes cyclables regléiert, soll reforméiert ginn. An et war am Pabeier vun der Strategie MoDu festgehale ginn, datt dat soll am Joer 2012 geschéien. Or, dat ass net geschitt. Duerfir wollt ech de Minister froen, wou dat Gesetz drun ass.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch, an d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Elo hat ech bal keng Zäit, sou kuerz war déi Fro, fir deen aneren Ziedel sichen ze goen. D'Äntwert op d'Fro ass awer relativ einfach. Dat ass e Projet, deen am Ministère fäerdeg do läit. Dat heescht, all déi juristesch Aufgabe sinn ofgeschloss. Et war eng relativ gréisser Viraarbecht, well mer ganz einfach eng ganz Rei Koordinatiounen hu misse maachen, do huet e méi laang Zäit geholl.

Mir haten e grousse Groupe de travail „Mobilitéit", wou vill Leit dra vertruede waren, ënner anerem d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, de Syvicol, de Mouvement écologique, d'Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, Ponts & Chaussées, d'Police, d'Sécurité routière, de Verkéiersverbond. An all déi Leit hu mer missen op e gemeinsamen Nenner kréien, wat ouni Problem gaangen ass, mä wat awer Zäit geholl huet. Duerfir huet et e wéineg méi laang gedauert, wéi initialement geduecht.

Elo ass et esou, datt dee fäerdegen Text nach deene verschiddene Ministèren, déi och Kompetenzen hunn, zum Avis virläit. Dat wäert an deenen nächste Wochen ofgeschloss ginn. A mir hunn eng Koordinatioun nach gemaach mat dem Text a mat dem Avant-projet de règlement grand-ducal vum Plan sectoriel «Transports», wou dat eent oder dat anert Element sech iwwerschnidden huet, a mir wollten déi Texter schéi propper mateneen trennen, oder matenee koordinéieren, loosse mer emol esou soen, datt se openee passen.

Do ass deen Text elo drun. Dat heescht, an den nächste Woche wäert deen dann an d'Procédure législative goen op eng koordinéiert Aart a Weis mat allen Administratiounen, Gemengen a mat allen aneren Texter, déi mer an deemselwechte Propos nach wäerten déposéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro, nämlech d'Fro N°210 vum Här Marcel Oberweis, adresséiert sech déi Kéier un den delegéierten Nohaltegkeetsminister, iwwer Ëmweltkompensatiounsmesuren am Uelzechtdall. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, Dir Damme Ministeren, an der Rumm vun dem Bau vun der Nordstrooss an de Joren 90, am Gesetz ass festgehale ginn, dass an de Gemengen tëschent Walfer a Miersch ongefeier 65 ha missten zréckgehale ginn als Kompensatiounsmesuren. Et si mëttlerweil 30 ha kompenséiert ginn, de Rescht nach net.

Dofir meng Fro un de Minister: Déi 30 ha, gëllen do och déi Renaturéierung Walfer-Steesel an aner Plazen dran?

Déi zweet Fro ass déi: Kéinte mer net nodenken driwwer, dass och déi Renaturéierung am Mamerdall als Fläch géif zréckbehale ginn? Da wär den Drock op d'Agrarflächen am Uelzechtdall méi kleng bei de Baueren.

Déi drëtt Fro: Kéint Dir Iech och virstellen, dass aner Plazen als Kompensatioun zréckbehale kéinte ginn, wéi zum Beispill Bëscher oder broochleiend Flächen? Ech soen dat mat den Agrarflächen, well mer e Problem hunn: Mir hunn 1,3 ha pro Dag, déi mer versigelen, déi ënner Bëton a Makadamm getässelt ginn, dat ass eng Fläch vu ronn bal dräi Fussballsterrainen. Mir mengen op alle Fall, et wär nodenkenswäert, an duerfir meng Froen un de Minister, wann ech gelift.

Merci och.

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. D'Wuert kritt elo den delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'modifizéiert Gesetz vum 27. Juli 2007 iwwert de Bau vun der Nordstrooss definéiert och déi ekologesch Moossnamen, fir ze kompenséieren. Dëst sinn niewent den Opforstungen an där grousser Wëldbréck um Réngelbuer virun allem Moossnamen am Mamerdall an am Uelzechtdall.

Am Mamerdall geet et ëm d'Restitution d'habitat naturel, esou steet et am Gesetz, an hei sinn all Projeten, kann ech elo soen, sprochräif a kommen am Laf vun den nächste Wochen an de Regierungsrot, fir do guttgeheescht ze ginn. Et sinn dëst Renaturéierunge vun der Mamer am Weidendall an am Dierendall, an derbäi kommen och gréisser landwirtschaftlech Projeten.

Ech mengen, dat ass wichteg och am Kontext mat der Fro, datt mer den Drock op d'Landwirtschaft do erofsetzen. Dat si Projeten tëschent Schëndels a Miersch. Hei geet et ëm extensiv Beweedungen, dat si Projeten och, déi schonn zum Deel ëmgesat goufen an d'Praxis.

Am Uelzechtdall definéiert d'Gesetz en Aménagement vun enger Zone humide vun insgesamt 64 ha. Do gouf den ONR viru Jore scho beoptragt, fir Terrain kafen ze goen. Mat deem deemools vum staatleche Comité d'acquisition festgeluechte Präis koumen dann am Endeffekt 16 ha zesummen.

Et muss een natierlech och derbäisoen, datt vill Propriétairen net wollte verkafe respektiv net zu deem Präis wollte verkafe respektiv dee Projet net wollten, dee vun där deemoleger Forstverwaltung ausgeschafft ginn ass. An och d'Gemeng Lëntgen huet ni en Heel draus gemaach, datt si géint eng Renaturéierung vun der Uelzecht wier. An Haaptkonfliktpunkt war eben, datt d'Uelzecht sollt an deen urspréngleche Talweg verluecht ginn.

Elo, fir virunzekommen, hunn ech wëlles, dës Kompenséierungsmoossnamen an e puer Etappen ze realiséieren, an zwar ouni datt d'Baachbett vun der Uelzecht verluecht gëtt. Dat hunn ech awer schonn ugekënnegt gehat, fir d'Akzeptanz vum Projet e gutt Stéck ze verbesseren. Mir fänken elo u mat deem Terrain, deen dem Stat integral gehéiert, op zwou Säite vum Viaduc vu Luerenzweiler, dat sinn eng ronn 15 ha, an déi Aarbechten, déi kënnen eigentlech direkt ugoen, op jidde Fall am Laf vun deenen nächste Méint. Dat ass dat eent.

Dat Zweet, wat mer wëlles hunn ze maachen: Mir hu wëlles, Terrain ze tauschen, deen am Besëtz vum Stat sech befënnt, Terrainen, fir ronderëm déi Zone humide zousätzlech derbäizekréien, wéi gesot, 12 ha hu mer do, déi, mengen ech, och valablement kënne getosch ginn. Op dës Manéier kann dann och d'Fiichtgebitt lues a lues méi grouss ginn.

An an enger drëtter Phas wäerte mer probéieren, mat deenen nach concernéierte Propriétairen am Uelzechtdall zousätzlech ze verhandelen. Zil ass selbstverständlech, an do halen ech och drop, fir d'Oplag, wéi se am Gesetz festgeschriwwen ass, ze erfëllen!

Fir komplett ze sinn, wollt ech awer och nach drop hiweisen, datt mer am Secteur Amber-Allënster e weidere landwirtschaftleche Projet amgaange sinn ëmzesetzen. Duerch dëse Projet kënne mer insgesamt 30 ha vun deem negativen Impakt längs der Schneis duerch de Gréngewald op eng flott an ekologesch effikass Aart a Weis kompenséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°211 vum Här Fernand Kartheiser un de Statsminister iwwert d'Commémoratioun vum Doud vum Henri VII. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Statsminister eng aktuell Fro aus dem Mëttelalter stellen, nämlech iwwert de Grof Henri VII, dee jo, ech mengen, als éischte Lëtzebuerger Keeser vum Hellege Réimesche Räich gewielt gouf.

En ass 1278 oder 1279 gebuer ginn zu Valenciennes, 1308 zum Keeser gewielt ginn an en ass an Italien gaangen, fir e Feldzuch ze maachen. Do ass en den 29. Juni 1312 och gekréint ginn an duerno ass e leider gestuerwen, de 24. August 1313 zu Buonconvento bei Siena, also elo geschwë viru 700 Joer.

Duerfir déi Fro, déi mir eis gestallt hunn, well et ass jo eng wichteg Perséinlechkeet an der Geschicht vun eisem Land: Wéi wëllt d'Regierung dësem Anniversaire gedenken? Bis elo hu mer just héieren, Här Statsminister, datt en Timber soll erauskommen. Dat ass net besonnesch vill. Et hätt ee kënnen un eng Ausstellung denken, wéi se beim Sigismund war, un eng Monografie vun internationaler Bedeitung, u wëssenschaftlech Colloquen, un eng Zeremonie op sengem Graf, alles dat ass et scho bei anere grousse Lëtzebuerger aus eiser Vergaangenheet ginn.

A meng Fro un Iech ass, Här Statsminister: Wat maache mir, wat wëllt d'Regierung maachen, fir dem Henri dem Siwenten an enger adequater a würdeger Form ze gedenken?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, eng Aktualitéitsstonn, déi bleift ni ouni Iwwerraschungen! Den Här Kartheiser replongéiert eis an d'Mëttelalter, wat eng net onwichteg Zäit war an der Geschicht vum Kontinent an an der Geschicht vun eisem Land.

Effektiv ass den Henri de Siwenten de 24. August 1313 zu Buenconvento, dat läit, wéi Der wësst, am Süde vu Siena, wéi Der gesot hutt, leider verscheet. Dat kënnt och deene Gréisste vir, Här Kartheiser! Ech weess net, um wéi vill Auer, mä dat fanne mer nach eraus. En ass dunn op Pisa iwwerfouert ginn, wou en an der Kathedral vun därselwechter Stad begruewen ass. Eng national Zeremonie op sengem Graf fënnt net statt! Well ech invitéiere weder d'Chamber nach d'Regierung nach mech selwer op een zweeten Italien-, eng zweet Lëtzebuerg-Italien-Rees wéi déi vum Henri de Siwenten, fir op sengem Grafsteen d'Reverenz ze erweisen.

Déi Läich, déi opgeboerte Läich vum Henri de Siwente gëtt op engem Timber vun der Lëtzebuerger Post, deen an Zirkulatioun ass, reproduzéiert. E weist nieft sengem opgeboerte Kierper de gutt bekannten Thomas vu Simmern, dee mat op der Rees war, plus zwou Fraen, déi gekrasch hunn, wéi dat üblech war déizäit.

(Hilarité)

An deen Timber, dee kënnt an Zirkulatioun, en Timber vun 1,10 Euro.

D'Lëtzebuerger Universitéit, iwwer hiren Zentrum fir mëttelalterlech Dokumentatioun a Studien, huet och gëschter Owend e Colloque mat brillante Lëtzebuerger an aneren Historiker notamment iwwert d'Italienrees vum Henri de Siwenten ofgehalen. An d'Lëtzebuerger Regierung huet doriwwer eraus net vir, weider Commémoratiounsfeieren ze organiséieren.

Mä fir déi, déi un der Geschicht, wat ech verstinn, interesséiert sinn, wëll ech d'Opmierksamkeet zéien op e Buch, wat am Joer 2008 an engem Tréirer Verlag erauskomm ass: „Der Weg zur Kaiserkrone", dat ass d'Italienrees vum Henri de Siwenten - ëmstriddene Voyage, well net vu jiddwerengem an Europa mat deem gläichen Enthusiasmus begleet. Lëtzebuerger Historiker hunn dorunner geschafft, Michel Margue a Michel Pauly ënner anerem. Dat Buch huet 60 Euro kascht, et ass entre-temps fir 19,80 Euro am Kliomedia-Verlag zu Tréier ze bezéien. Dat fir déi, déi där Fro aktuell Opmierksamkeet entgéintbréngen.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Ech géif dann elo proposéieren, datt mer déi Fro vun der Madame Brasseur géifen tëschent deenen anere Froen huelen. D'Madame Brasseur huet eng Fro un d'Kulturministesch. Madame Brasseur wann ech gelift.

- Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hat den 11. Dezember d'Madame Kulturminister gefrot, si soll ons matdeelen, firwat nach kee President vum 100,7 - Radio socioculturelle - genannt ginn ass. Dee President ass mengen Informatiounen no am August zréckgetrueden a säithier gëtt et nach kee President.

Ech hat och d'Fro gestallt, den Direkter géif a Pensioun goen, wéi et do mat der Successioun wier. Entre-temps hunn ech gesinn, dass de Posten ausgeschriwwe wor. Ech mengen, den Délai de candidature ass och ofgelaf, soudass déi Fro net muss beäntwert ginn. Do wäert jo dann deemnächst eng Décisioun geschéien.

Mä ech froe mech, wéi eng Décisioun awer ka vun engem Conseil d'administration geholl ginn en absence vun engem President. Duerfir Merci, Madame Minister, wann Der ons wéilt soen, u wat et géif leien, dass Der nach ëmmer keen neie President fonnt hutt fir den 100,7.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt d'Madame Kulturministesch.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President. Merci, Madame Brasseur, fir déi Fro, déi se effektiv un de Kulturminister gestallt huet. Bis elo huet de Mediëminister sech normalerweis dorëmmer gekëmmert gehat. Hie war awer esou gentil, fir mir déi Attributioun eriwwerzeginn.

Ech fannen, datt dat eng wichteg Entscheedung ass, eng Entscheedung, déi ee sech och soll gutt iwwerleeën a keng, déi ech à la va-vite wëll huelen, mä mer wierklech Gedanke wëll maachen, wien dat am beschte sollt ginn. Well ech mengen, et geet hei ëm e Presseorgan. Och d'Trennung tëschent Meenungsfräiheet, tëschent Pressefräiheet an tëschent administrativer Tutelle ass eng wichteg Fro, déi soll iwwerluecht ginn.

Eng Vacance besteet net, well den Interim selbstverständlech assuréiert ass, och gutt assuréiert ass vun enger Mataarbechterin vun dem Kulturministère. Mä ech hunn awer als Prinzip, fir a mengen Établissement-publicë kee vu menge Beamten oder e Beamten ze nennen als President, soss wär d'Entscheedung méi einfach gewiescht. Do sinn nämlech e puer gutt Leit do, mä dat hunn ech awer net wëlles ze maachen.

Duerfir hunn ech fonnt, et wär méi wichteg, ee Moment méi laang driwwer nozedenken, wéi an den Délaië séier ze schéissen, well dat eng Entscheedung ass, déi wichteg ass an déi ech net iwwert de Knéi wëll briechen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Kulturministesch.

Da komme mer elo zu der Fro N°212 vum Här Krieps...

(Interruptions diverses)

...un de Gesondheetsminister a Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Aféiere vun enger Passfoto op der Kaart vun der Sécurité sociale. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Ech si frou, dass Der Iech hei elo berouegt, hein. Meng Fro, déi ass net geschichtsträchteg, déi geet un de Gesondheetsminister. An et ass am Fong en oralë Complément zu där Fro, déi mäi Parteichef, den Här Xavier Bettel, den 30. November 2011 gefrot hat.

Deemools war eng Damm an engem Spidol gestuerwen ënner Agatha-Christie-like-Konditiounen, well si war ënner enger falscher Identitéit gestuerwen. Deemools koum dann natierlech eng Fro op, wéi dat méiglech wär. An de Minister hat och deemools eng ganz Säit geäntwert an där schréftlecher Äntwert, mä haut si mer nach net méi wäit.

En huet deemools mat Recht drop higewisen, dass et un ons Prestatairë wär, de Leit hir Identitéit ze klären. Dat ass heiansdo ganz schwiereg. Et ass schonn higewise ginn op d'Carte-d'identitéen oder Titre-de-séjouren. Dir wësst jo, ons Carte d'identité étrangère, déi huet haut keng Foto méi. Eng ganz Rei Dokumenter hu keng Foto méi. Ech si quasi obligéiert, dann dee Moment der Bomi eng Jumboskaart ze froen; do ass nach eng Foto drop.

(Hilarité)

Dat gesot; an da vill auslännesch Matbierger, déi hu guer keng Carte d'identité. Ech denken un d'Briten, d'Hollänner, déi meescht vun deenen hu Päss, an déi droe se net gären de ganzen Dag mat ronderëm.

An de Spideeler ass d'Situatioun e bësse méi einfach, well déi hunn all e Lien informatique, dee mir am ambulante Secteur nach net hunn. Dir kënnt an de Spideeler einfach eng Matricule aginn an dann de Patient erausfannen.

Meng Fro also, wéi de Minister deemools a senger Äntwert geschriwwen hat, mer hunn ëmmer méi Frauden. Mir gesi mat den nämlechte Kaarten och Fraudë bei der ADEM oder aneren sozialen Ariichtungen. Dat misst een awer e bëssen an d'A huelen. Mir hunn dat jo bewise mam neie Führerschäin, dee jo gutt fonctionnéiert an dee gutt identifizéiert ass. Et denkt jo heibanne keen drun, fir d'Foto vum Führerschäin erofzehuelen.

Mä ech mengen, mir sinn an onsem Beruff net am Fong veranlagt, fir eng polizeilech Fonctioun ze iwwerhuelen. An duerfir wär ech frou vläicht, Här Minister, wann Der an den nächste Joren an d'A faasst, well Dir hat och an Ärer Äntwert geschriwwen, Dir wëllt net all déi Krankekeesekaarten direkt ersetze missen, mä dass een dat progressiv kéint maachen.

Merci fir Är Äntwert!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo de Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem Alexandre Krieps éischtens Merci fir d'Fro an zweetens och Merci fir déi getrei Zitater aus der Äntwert vu menger Fro.

Richteg ass et, dass et engem géif op deen éischte Bléck aliichten, dass een déi Carte vun der Sécurité sociale géif ergänzen duerch eng Identitéitsfoto. Et ass awer esou, dass mer am Moment 700.000 där Kaarten am Ëmlaf hunn, dovu gutt 550.000 hei zu Lëtzebuerg an 150.000 iwwert d'Grenz bei de Frontalieren, soudass et richteg ass, dass et komplex wär an och opwändeg, wann ee se op ee Coup géif ersetzen a virun allem misst à jour halen. Et misst een also quasi datselwecht maache wéi bei enger Carte d'identité, bei méi enger héijer Zuel vun Assuréen.

Duerfir, vu dass dat mer aliicht, dass een esou wäit wéi méiglech soll verhënneren, dass et zu Fraudë kënnt an dass ee sech mat der Carte de sécurité sociale, mat der Identitéitskaart vun der Sécurité sociale (veuillez lire: mat der Identitéitskaart vun der Sécurité sociale vun engem aneren) traitéiere léisst, obwuel dass en hei zu Lëtzebuerg net assuréiert ass, ass et richteg, dass deen éischte Schrëtt beim Prestataire läit, deen am beschte Fall säi Patient kennt.

Duerfir jo och d'Promotioun vum Konzept vum Vertrauensdokter. Duerfir awer och déi Efforten, déi mer elo maachen an der Agence eSanté, fir och de Generalist, net nëmmen de Spezialist, deen am Spidol ass, iwwer Informatik, iwwert den Dossier partagé méi staark u säi Patient unzebannen.

Mir wäerten déi Fro, déi den Alexandre Krieps opgeworf huet, an deem Rahme vun der Informatiséierung vum Patientendossier traitéieren, net elo doduerch, dass mer aus der Hëft eraus eng nei Carte de sécurité sociale erausginn, mä dass mer déi Forme vun Identifizéierung vun den Assuréë méi sécher maachen an och besser identifiabel maache fir den Dokter.

Ech hunn och do déi schrecklechst Geschichten erzielt kritt. Meeschtens waren et awer Leit, déi Soine gebraucht hunn. A vläicht, vläicht géif den Opwand, wa mer elo, zu engem Zäitpunkt, wou d'Entwécklungen awer ganz séier ginn, eng nei Carte de sécurité sociale eraus géife gi mat enger Foto, déi mer dauernd missten aktualiséieren, wär den Opwand vläicht méi grouss wéi dat, wat mer drop musse bezuele wéinst deene sougenanntenen Abusen.

Also, mir suivéieren dat doten Thema ganz no an, wéi gesot, äntwerten am Rahme vun dem Projet eSanté.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°213 vum Här Jean Colombera un d'Erzéiungsministesch iwwer e Schüler, deen aus der Akerbauschoul verwise ginn ass. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Madame Ministerin, ech hoffen, dass mer haut zu engem Kompromëss kommen. Och ënner erwuessene Leit kann ee schwätzen. Ech mengen, ech hunn näischt dergéint, wann ee Reglementer duerchsetzt, dat ass normal. Wann Dir mengt, dass Leit, déi Cannabis geholl hunn, musse vun der Schoul fléien, dogéint hunn ech näischt.

Mä et gëtt éischter quokeleg, wann een an déi Situatioun kënnt, dass déi Persounen, déi Cannabis huelen, dass déi dat verschriwwe kritt hu vum Dokter, an dann dass Dir dohinner gitt an dann d'Souveränitéit vun der Medezin - d'Souveränitéit vun der Medezin, Här Di Bartolomeo! - einfach a Fro stellt...

Une voix.- Gutt!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- ...an déi Persoun einfach esou virun d'Dier stellt. Eng Persoun, déi 30 Joer huet, déi d'ganzt Liewe gekämpft huet mat hirer Krankheet, all Medikament probéiert huet, all klassescht Medikament, Här Minister, probéiert huet, bis mer zu deem Fall komm sinn, dass einfach de Cannabis dat eenzegt Medikament wor, fir déi Persoun fonctiounsfäeg ze maachen!

Déi Persoun kritt dann elo den Diplom, soll den Diplom kréie mat 30 Joer! Dir musst Iech virstellen, welche Parcours du combattant dass déi Persoun gemaach huet! An elo gitt Der dohinner an Dir geheit déi Persoun eraus, Dir bestrooft se, well déi Persoun elo fonctiounsfäeg ass. An déi Persoun kann ouni Medikament net liewen.

An ech stellen dann d'Fro hei: Wéi ass dat da méiglech, dass eng Persoun, déi vun engem Dokter Cannabis verschriwwe krut, dass déi da bestrooft gëtt, erausgehäit gëtt, ouni eng Schold ze hunn, Madame Minister? Ouni eng Schold ze hunn! Ass dat déi nei Logik vun der Inklusioun? Ech mengen net.

An da verlaangt Der, dass dee Schüler do no esou vill Méint, dräi Méint, véier Méint da mat enger Urinprouf kënnt a beweist, dass kee Cannabis méi am Urin ass.

Mä dat wëlle mir als Dokteren net, Madame Delvaux! Als Doktere wëlle mir, dass déi Persoun muss dat Medikament huelen, a wann déi Persoun dat Medikament net hëlt, gëtt se erëm réckfälleg. Also, wéi komme mer do eraus, wann ech gelift? Erkläert eis dat, wéi mir dee Problem do léisen!

Ech mengen, et muss een awer mënschewierdeg sinn. D'Politik muss beweisen, dass och dee Klengsten, deen Eenzelne respektéiert gëtt. Et geet net duer, fir Gesetzer, Reglementer ze maachen. Déi Reglementer mussen, le cas échéant, modifizéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Contrairement zum Här Colombera, dee jo Spezialist ass vu Cannabis, sinn ech dat net. Ech sinn net Dokter an ech kennen och näischt vun deene Substanzen.

Par contre sinn ech Erzéiungsministesch an ech suergen derfir, dass mer Regelen anhalen, déi an de Gesetzer, déi jo hei an der Chamber verabschit ginn, dass mer déi Regelen anhalen. An ech wëll just hei den Historique maachen, well vläicht ass eng kleng Konfusioun.

De Schüler aus der Ackerbauschoul, en Apprenti adulte, also groussjähreg, ass effektiv suspendéiert gi vum Conseil de classe, well en, nodeems e puer Incidentë waren, Verdacht bestanen huet, dass en ënner Droge gestanen...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, nozelauschteren!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- ...dass e Verdacht war, dass e géif ënner Droge stoen.

An effektiv ass da festgestallt ginn, dass e Cannabis consomméiert hat. Dat ass verbueden. Nom Gesetz vun 2004 ass e Schüler, kann e Schüler net, gëtt..., ka souguer ganz vun der Schoul verwise ginn, wann en Droge geholl huet. An d'Gesetz vun 2009, dat gesäit souguer vir, dass, wann ee Cannabis hëlt, een dann eng Sanction pénale huet, wann ee mat engem Gefier ënnerwee ass.

Or wësse mer, an der Ackerbauschoul ass, engersäits ass e Schüler, anerersäits muss e mat Gefierer operéieren, soudass ech, nodeems de Conseil de classe eng Exklusioun geschwat huet vum 18. Februar bis de 29. Mäerz, nodeems e Recours bei mir komm ass, dat nëmme ka confirméieren. Dat sinn d'Gesetzer, esou wéi se de Moment bestinn.

Ech wëll och nach drop hiweisen, dass dat Medikament, wat do vun engem auslänneschen Dokter dem Schüler verschriwwe ginn ass, zu Lëtzebuerg net zougelooss ass!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Dach, et ass ee Medikament.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Et ass pure Cannabis!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Et ass e Medikament.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Et ass, Här Colombera, medezinesch genotzte Cannabis, mä et ass kee Medikament!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Colombera, ech géif lech bieden,...

(Brouhaha général)

Här Gesondheetsminister, d'Madame Erzéiungsministesch...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Also, wann ech veruerteelt wär wéi Dir, da géif ech hei net...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, ech sinn net veruerteelt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Majo sécher, Dir sidd veruerteelt, mä net gestrooft!

M. le Président.- Ech géif lech bieden,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir sidd veruerteelt ginn, mä net gestrooft!

M. le Président.- Här Gesondheetsminister!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech wëll, dass Dir d'Gesetzer anhaalt! D'Gesetz vum 11....

M. le Président.- Här Colombera!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Verschreift Dir nach ëmmer Cannabis?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, ech halen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Verschreiwe mer nach ëmmer Cannabis?

(Brouhaha général)

Verschreift Der es nach?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ah voilà!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Mä d'nächst Joer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dann hutt Der wéinstens eppes bäigeléiert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- D'nächst Joer wäert ech verschreiwen.

M. le Président.- Här Colombera, sëtzt lech, wann ech gelift! An elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch, déi ganz eleng d'Wuert huet.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle.*- Ech hunn deem elo näischt dozouzefügen.

(Hilarité générale)

Ech hunn elo just d'Fro héieren, ob mir eis un d'Gesetzer halen. Ech wëll mech un d'Gesetzer halen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°214 vum Här Fernand Etgen un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Ursaache vun engem Accident um Findel. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, de 6. Februar ass um Findel wéinst de wanterleche Wiederverhältnisser ee Fliger un d'Rutsche komm. Gott sei Dank ass kengem eppes geschitt. Et gëllt awer, eng seriö Enquête iwwer méiglech Ursaache vun deem Tëschefall ze maachen.

D'Luxair huet hir Enquête gemaach. D'Direction de l'Aviation civile waart awer, fir hir Enquête ofzeschléissen, op de Rapport vun de Ponts & Chaussées, déi zoustänneg sinn, fir d'Pisten ze raumen.

An dësem Kontext wollt ech den Nohaltegkeetsminister froen, ob hie Bescheed weess iwwert dës Retarden an der Enquête? Ob hien net och der Iwwerzeegung ass, datt séier een Ursaachebericht misst virleien?

Kann de Minister eis schonn éischt Konklusiounen iwwert d'Ursaache vum Tëschefall matdeelen? Goufe schonn Dispositioune getraff, fir ähnlech Tëschefäll an der Zukunft ze verhënneren?

Stëmmt et, datt et all Wanter zu Problemer beim Schnéiraumen um Findel kënnt? Stëmmt et, datt hir rechtlech Situatioun tëschent der ANA an de Ponts & Chaussées net gekläert ass an datt et ëmmer erëm nees zu Reiwereien tëschent deenen zwou Administratioune kënnt? Ass de Minister gewëllt, hei eng Décisioun ze huelen?

Ëmmerhi geet et ëm d'Sécherheet vum Flugverkéier. Stëmmt et, datt et Iwwerleeunge gëtt oder ginn huet, fir d'Arméi beim Schnéiraumen um Findel anzesetzen, fir esou d'Ponts & Chaussées ze entlaaschten? Wa jo, wat ass aus dësen Iwwerleeunge ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Hei och op all déi Froen, déi den Här Etgen elo gestallt huet - dat war jo méi wéi eng -, probéieren ech, prezis a kuerz ze äntwerten.

Éischtens, d'Direction de l'Aviation civile huet d'Rapporten alleguer virleien, déi se brauch, souwuel déi vun der Luxair wéi déi vun der ANA wéi déi vun de Ponts & Chaussées. Dat ass haut finaliséiert ginn. De Freideg wäert eng gemeinsam Analys vun der Direction de l'Aviation civile mat deene concernéierten Acteure stattfannen, fir déi entspriechend Konklusiounen ze zéien.

De Minister huet all d'Acteuren opgefuerdert, esou séier wéi méiglech hir Konklusiounen ze zéien an der Direction de l'Aviation civile zoukommen ze loossen. Dat muss effektiv an deene schnellstméiglechen Délaië geschéien. An Tëschenzäit ass natierlech och sämtlechen Administratiounen an Opérateure gesot ginn, datt se sollen extrem enk sech u sämtlech Oplagen an Obligatiounen halen.

Et ass, mengen ech, momentan ze fréi, fir Spekulatiounen ze maachen, well ech wëll wierklech waarden, bis d'Direction de l'Aviation civile hir Konklusiounen zitt. Dat ass net um Ministère, dat ass nu wierklech un deene Leit, déi dee Métier kennen an déi genau wëssen, vu wat se schwätzen.

Et kann een awer e puer Saache festhalen. Dat ass emol éischtens, datt déi concernéiert Servicer mat hire Leit e Maximum gemaach hunn, fir an dësem Wanter, a mir hate jo vill Schnéi bis elo, de Flughafen operationell ze halen. An duerfir der ANA, der lux-Airport haaptsächlech an de Ponts & Chaussées, déi awer vill geschafft hunn, e grousse Merci, well dat ass net evident gewiescht.

Haaptsächlech, wann ee gesäit, wéi op anere Flughäfen, notamment grouss international Flughäfe wéi Frankfurt, awer ganz oft de Flughafen zou war an d'Piste gestéiert waren, wat dëse Wanter bei eis an engem wesentlech méi klenge Mooss de Fall war. Dat ass dat Éischt.

Dann op där anerer Säit muss een och soen, et kann net iwwerall zur selwechter Zäit gebotzt ginn. An d'Décisioun, fir eng Pist ze benotzen, déi läit am Prinzip leschtendlech bei dem Pilot. Dat muss een einfach esou gesinn, einfach esou wëssen, well dat ass d'Realitéit.

An hei ass d'Konstellatioun vun der Intersectioun, wou de Fliger an d'Wiss gerullt ass, am Gefäll effektiv. Duerfir muss ee sech vläicht aus de Konklusiounen eng Kéier an deenen nächsten Deeg d'Fro stellen, ob bei deem ähnlechen Zoustand, dat heescht, bei esou Wanterkonditiounen, och deen do Deel vun dem Flughafen nach sollt oder déi Pist nach sollt gebraucht ginn oder dee Wee nach sollt gebraucht ginn.

Wéi gesot, de Flughafen ass a bleift e schwieregen Terrain, fir vum Schnéi fräi ze halen. Dat hu mer gesinn. Mä déi Servicer maachen enorm gutt Aarbecht an deene leschte Wochen, a keng einfach Aarbecht an deene leschte Wochen, an deene leschte Méint.

Dir hutt d'Fro gestallt vun der Hierarchie tëschent der ANA an de Ponts & Chaussées. Do wëll ech ganz kloer soen, datt déi Administratioune vill an an deene leschte Woche sécherlech gutt matenee geschafft hunn. An déi Hierarchie, déi baséiert op dräi Saachen.

Déi baséiert sech fir d'Éischt op en Accord oder eng Konventioun, déi ënnerschriwwe ginn ass virun zwee Joer tëschent de Ponts & Chaussées engersäits an der ANA anerersäits, déi ganz kloer festleet, wie wat fir eng Aufgab huet. Déi zwou Administratiounen hunn déi ënnerschriwwen. De Minister, ech selwer, an d'Direction de l'Aviation civile hunn déi Konventioun contresignéiert.

Déi baséiert dann anescht op de Procédures techniques et opérationnelles vum Service hivernal. D'ANA huet eng Rei Conditions d'exploitation, wou am Kapitel G de Plan d'intervention Neige a Verglas virgesäit, wou och feststeet, wie wat fir eng Aufgab huet. A schlussendlech huet se och säit dem Wanter 2010, wou mer jo eng ganz Rei Schwieregkeeten haten, eng „winter operation cell" agefouert, wou se regelméisseg - d'ANA - sech mat de Gesellschaften zesummesetzt, fir ze kucken, wéi d'Previsioune solle gemaach ginn a wéi soll geschafft ginn.

An dann Är lescht Fro, wann ech déi elo richteg verstanen hunn, dat war déi vun der Arméi. Et ass effektiv, wa meng Souveniren elo esou sinn, esou richteg sinn, ass effektiv nom Wanter 2010 gekuckt ginn, wou mer Schwieregkeeten haten, gekuckt ginn, wéi kënne mer et maachen, datt déi Schwieregkeeten net méi solle kommen.

D'Arméi war effektiv eng vun deenen Méiglechkeeten, déi mer envisagéiert hunn, wou mer gesot hunn, majo, wann et net méi duergeet mam Personal vun de Ponts & Chaussées, da kann ee vläicht d'Arméi froen. Dat ass awer duerno tëschent deenen zwou Administratiounen, aus organisationelle Grënn, net zréckgehale ginn als Solutioun.

Par contre sinn zwou aner Saache gemaach ginn. Dat Éischt, dat ass, datt säit 2010 d'Effectiffe vun de Ponts & Chaussées um Flughafen aus deenen dote Grënn wesentlech opgestockt gi sinn. Mir si vun 13 op 17 Ouvrieren a vun zwee op dräi Cantonnieren eropgaangen. Dat heescht eng zolidd Verstäerkung vun deem Contingent, deen um Flughafe stationéiert ass.

Dann ass och 2010 respektiv 2011 gekuckt ginn, datt mer zousätzlech kënne Réckfalméiglechkeeten hunn op aner Ponts & Chaussées-Beamten, déi net vum Flughafen ofhänken, mä déi am Noutfall kéinten do agräifen. Do waren 2011 eng Rei Traininge vun deene Leit an déi sollen och 2013 nach eng Kéier widderholl ginn.

A schlussendlech wäert och en Aarbechtsgrupp iwwert d'Sécurité des aires de mouvement ënnert der Leedung vun der ANA déi ganz Operatiounen nach eng Kéier an deenen nächste Méint ënnert de Bléck huelen, fir ze kucken, ob mer nach aner zousätzlech Verbesserungen eventuell kënne maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°215 vum Här Jacques-Yves Henckes un de Gesondheetsminister iwwert de Verkaf vun Tubak an de Spideeler. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabacs dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wann een an e lëtzebuergesche Spidol erakënnt, da gesäit een, datt d'Leit do kënnen an e Geschäft goen an Zigarette kafen, esou vill wéi se wëllen. Dat ass zimlech schockant. Well dat ass dat eenzegt Land, mengen ech, wou et esou eppes gëtt. Et kann ee souguer Leit gesinn, déi mam engem Chariot mam Baxter do an d'Geschäft erakommen a sech dann hir Zigarette kafe ginn.

(Interruption)

Ech mengen, dat schéngt mer net an der Rei ze sinn. Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wat e wëllt gedenken, fir esou eppes ze ënnerbannen an esou eppes ze verbidden.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ass de Mikro un?

M. le Président.- Et ass alles un, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Villmools Merci, Här President. Bon fir d'Éischt wëll ech nuancéieren, dass dat, wat den Här Henckes seet, net bei alle Spideeler de Fall ass. De Gros vun de Spideeler bidde keng Zigaretten a keen Alkohol an de Verkafskiosken un, déi an hirer Enceinte dra sinn.

Richteg ass, dass dat eent oder dat anert Haus dat nach gemaach huet. Ech hu mer awer erlaabt, fir d'Fédération des Hôpitaux unzeschreiwen, well an deene Spideeler och Leit opgeholl ginn, déi e Problem mam Alkohol oder mam Tubak hunn, och krank gi sinn do derduerch, soudass et net gutt ass, wann ee Leit, déi hospitaliséiert sinn, doduerch, dass een en Ugebuet am Spidol mécht, erëm kéint a Versuchung bréngen. Ofgesinn dovun, dass een och déi aner net onbedéngt sollt a Versuchung bréngen.

Ech hu se also gebieden, dat doten an hirem Conseil d'administration ze thematiséieren, mat der Zilsetzung, dass bei Vertragserneierunge mat de Sous-traitanten dat dote rektifizéiert gëtt.

Wéi gesot, et muss een hei un de gudde Wëllen appeléieren, well et net formell verbueden ass, fir den Tubak oder den Alkohol an esou engem Point de vente ze verkafen. Ech ginn awer dovun aus, dass dee gudde Wëlle bei der Fédération des Hôpitaux do ass. A wa sech do sollt eppes änneren, halen ech d'Chamber selbstverständlech um Courant. Ech hu gespuert, dass dee gudde Wëllen, vun deem ech geschwat hunn, och do ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech där vum Här Jean Colombera un den Nohaltegkeetsminister, déi Kéier iwwert d'Cannabisanalys vun Hoer. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Här Minister, ech wäert Iech herno en Dossier gi vun engem Aids-Patient, dee vun Äre Servicer de Führerschäin ofgeholl kritt huet, well e medezinesche Cannabis gefëmmt huet. Et ass déi eenzeg Method, fir iwwer Waasser ze bleiwen. En huet de Führerschäin ofgeholl kritt. En ass Livreur an en huet seng Aarbecht verluer. Ech ginn lech herno den Dossier.

Mä säit geraumer Zäit muss een Drogekonsument hei am Land, meeschtens ee Cannabiskonsument, eng Hoerprouf ofginn, fir säi Führerschäin erëmzekréien. Et muss ee wëssen, dass d'UV-Strahlung - d'Sonn, d'Solarien -, d'Bleechmëttelen, d'chemesch Belaaschtung, d'Fierfmëttele Stoffer an den Hoer iergendwéi zerstéieren. Et muss ee wëssen, dass de Stoffwiessel vu Persoun zu Persoun verschidden ass an dass Leit mat brongen, donklen Hoer verschidden déi Drogen assimiléieren. Den Noweis vun engem eemolege Konsum hänkt awer och vun der Empfindlechkeet vun der Method of.

An duerfir, Här Minister, wéilt ech gären e puer Froe stellen iwwert deen Test, iwwert deen Hoertest. Wéi ënnerscheet Dir ee geleeëntleche Konsum mat héijer Expositioun vun enger chronescher Belaaschtung mat niddreger Konzentratioun? Wéi ënnerscheet Dir dat am Hoertest? - Wëll ech gär wëssen.

Welch Method wennt Dir un: eng Segmentanalys, eng quantitativ Analys oder eng qualitativ Analys? A wat ass de Käschtepunkt, Här Minister? Wat maacht Dir, wann déi Persoun keng Hoer méi um Kapp huet, Här Minister? Gitt Dir do d'Hoer iergendwou am Kierper sichen, wëssend, dass do d'Cannabis-Konzentratioun eng ganz aner ass? Oder wat maacht Dir? Déi Persoun kritt jo ni méi de Führerschäin erëm.

(Hilarité)

Muss dee supposé Drogéierte méintelaang waarden, well d'Hoer wuesse jo een Zentimeter pro Mount, Här Wiseler, fir säi Führerschäin erëmzekréien?

(Hilarité)

Well et jo awer gewosst ass, Här Wiseler, dass, wann een eng Zigarett fëmmt, dass dat eréischt no 14 Deeg am Hoer uweist. No 14 Deeg!

Firwat gëtt dann de geleeëntleche Cannabis-Fëmmer bestrooft, wou een, deen all Dag eng am Kanälli huet, deen owes d'Panz voll huet, moies an den Auto klëmmt, näischt méi huet, dass dee fir näischt do, iwwerhaapt net belaangt gëtt?

Wann dat de Fall ass, Här Minister, wëll ech gären, dass Dir och den Alkohol an den Hoer kontrolléiert, wann ech gelift.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech probéieren, dat elo ganz sachlech hei ze maachen, well...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech war och sachlech.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Dir

waart och sachlech. Ech probéieren, dat elo ganz sachlech hei ze maachen.

Also, éischtens kann ech iwwert déi wëssenschaftlech Froen iwwert d'Segmentanalys, d'quantitativ Analys a Method hei näischt aussoen. Ech maachen dat ganz gären, mä da musst Der mer effektiv d'Fro schréftlech stellen, datt ech kann de Laboratoire National de Santé, deen déi Analyse fir eis mécht, genau déi wëssenschaftlech Hannergrënn froen. Ech weess déi net. Mir wennen eis un de Laboratoire National de Santé, fir déi Analysen an d'Resultater ze kréien.

De Käschtepunkt dovunner, dee vun deenen eenzelne Persoune bezuelt gëtt, wa se esou eng Analys, eng Hoeranalys maachen, ass ronn 110 Euro, déi se mussen dofir bezuelen. Just fir Iech déi Fro emol ganz kloer ze beäntwerten.

Ech wëll Iech awer soen: Wéi geet dat elo, wa mer ähnlech Problemer, wa mer esou Problemer hunn oder wa mer déi do Froen hunn?

Dat Éischt, dat ass de Ministère, also den Infrastruktursministère, hei den Transportdepartement, d'Führerschäinsofdeelung, déi kritt u sech eng Rei Geriichtsuerteeler era respektiv medezinesch Rapporten iwwert d'Dokteren am Kader vun enger Führerschäinsanalys oder op Demande vun der Police. An da gëtt automatesch doropshin e Rapport vun der Commission médicale gefrot, esou wéi et am Gesetz steet. Mir halen eis hei strikt, wéi bei där Fro vu virdrun d'ailleurs, einfach un de gesetzleche Kader.

An deem Kontext gëtt dann deejéinegen, deen de Führerschäin gären hätt, zréck hätt oder wéi och ëmmer, gefrot, e soll en Test maache goen. An dann décidéiert hien, ob en e maache geet oder net maache geet. Mir kréien d'Resultater vun deem Test eran. An dann, och esou wéi d'Gesetz et virgesäit, ginn déi Resultater an eng Commission médicale, wou och en Dokter sëtzt, déi analyséiert dee ganze Fall, an déi mécht dann dem Minister eng Propositioun, wéi e soll mat deem Fall respektiv mam Führerschäin ëmgoen. An de Minister huet sech op jidde Fall an deene leschten dräi Joer an all Fall un déi Propositioun vun där Kommissioun gehalen.

Dat emol, fir eng Kéier ofzestiechen, wou mer gesetzlech dru sinn a wéi dat Ganzt passéiert. Ech probéieren, dat also nu wierklech mat der Objektivitéit vun der Commission médicale ze traitéieren.

Är zweet Fro, dat war vun deenen, déi keng Hoer hunn um Kapp, ob mer dann d'Hoer anescht siche ginn.

Neen, am Prinzip, hunn ech mer soe gelooss, well effektiv, wéi Der richteg sot, jee nodeem, wou een d'Hoer hëlt, dat anescht ausweist, net mateneen ze vergläichen ass. De Prinzip ass dann, datt ee Mount gewaart gëtt, bis dann erëm Hoer gewuess sinn, oder datt, wann dat an engem Mount net de Fall ass, duerno eng Bluttprouf ka gemaach gemaach ginn. Dat ass u sech esou, wéi d'Realitéit exercéiert gëtt vun där Kommissioun.

Wat dann déi Prozedure beim Alkohol uginn, do ass et esou, datt dat liicht anescht ass, well d'Situation juridique eng aner ass, well mer iwwert d'Geriichtsuerteeler an Ähnlechem keng där doter Rapporten oder ganz wéineg erakréien, also och net kënnen an deem Moment esou an d'Analys ginn. Par contre, wann awer Rapportë vun der Polizei do leien, déi een drop opmierksam maachen, datt et hei sech nu wierklech ëm ganz schwiereg alkoholesch Fäll handelt, déi fir d'Sécherheet op der Strooss... An dat ass jo meng Tâche, d'Sécherheet op der Strooss ze bewahren, dat hunn ech Iech d'lescht Kéier och erkläert. Et ass net, Drogepolitik ze maachen, mä et ass d'Sécherheet, d'Sécurité routière, fir dofir Garant ze stoen.

Wa mer also esou Rapportë vun der Polizei kréien och iwwer Alkoholfäll, da gëtt déiselwecht Prozedur, wéi ech elo virdru beschriwwen hunn, déclenchéiert. An do kënne selbstverständlech och Hoertester gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn. Mir kommen elo zu enger Rei vu Questions élargies. Fir d'Éischt d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Baufirma. Den Auteur vun der Fro huet hei fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

9. Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Inhalt vun der Fro ass u sech manner d'Faillite vun deem Betrib. Et dréit sech hei ëm d'Socimmo. Et ass e Baubetrib, mä et dréit sech u sech ëm déi aktuell Situatioun vum Personal. Den 28. Juli 2001 (veuillez lire: 2011) war eng Manifestatioun, wou d'Aarbechter an d'Beamte vun der Socimmo virum Ministère vun der Ekonomie manifestéiert hunn. Hire Betrib stoung virun der Faillite. Et waren zwee Ministeren, déi do bei d'Manifestantë gaange sinn, nämlech de Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké, an den Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit, a si hunn de Manifestantë versprach ze hëllefen.

Den Owend stoung do fest, dass d'Faillite do wär, an d'Faillite ass och de 5. August 2011 ugefrot ginn a si ass den 10.10.2011 gesprach ginn.

Betraff ware 477 Salariéen, dovunner 130 Intérimairen. 319 Leit hunn ënner engem CDI geschafft, 134 ënner engem CDD, an 13 Salariéen haten de Betrib scho virun der Faillite verlooss. 173 Leit hunn tëschent 40 a 50 Joer. 93 Leit sinn iwwer 50 Joer al.

Wéi gesäit haut d'Situatioun vun dësem Personal aus? Wéi vill hunn eng Aarbecht? Wéi vill hu keng Aarbecht kritt? Wéi vill sinn der also haut nach am Chômage? Wat fir Mesurë sinn ënnerholl ginn, fir déi Onqualifizéiert respektiv déi wéineg Qualifizéiert besser ze qualifizéieren?

A vläicht zousätzlech derbäi gesot: Wéi vill hu Baubetriber ausserhalb vun dem Arbeitsamt bis haut agestallt?

Ech weess net, ob de Minister elo op all déi Froen do kann esou am Detail äntwerten, well awer do eng Partie statistesch Geschichten dobäi sinn. Wann en déi eng oder déi aner Statistik net direkt bei Hand huet, géif ech mer dann awer erlaben, fir vläicht schréftlech an engem Bréif mat him eng Kéier déi Froen ze kucken an dann ze kucken, wéi eigentlech d'Prozedur mat deene Leit gaangen ass a wéi vill Situatiounen dass mer de Moment nach hunn, déi am Chômage hänken, well den 28. Juli 2011 bis den Dag vun haut, dat sinn awer eng Partie Méint, fir net ze soen iwwer ee Joer, dat vergaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Weber. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, op d'Fro vum honorabelen Här Weber kann ech déi heiten Informatioune ginn, an - wéi en dat och proposéiert huet - dat, wat elo vläicht net prezis ka beäntwert ginn, wäert ech gären da schréftlech nohuelen.

Ech mengen, den Här Weber huet d'Zuele genannt, wéi vill Leit vun där Faillite concernéiert waren. An en huet och besonnesch un dee relativ dramatesche Moment erënnert, dee mat sech bruecht huet, datt do e puer Honnert Leit virun engem Ministère stoungen an enger besonnesch spezieller Period fir de Bau, well et war just virum Ufank vum Congé collectif.

A wou et dann och kloer ginn ass, datt déi Firma net méi ze rette wier, datt eng Faillite inéluctable wier, huet sech fir déi Leit emol en éischte fundamentalen an dramatesche Moment gestallt. An déi Fro war: d'Salairen. Déi Leit hate schonn een oder zwee Méint kee Salaire méi kritt. An et war fir ons absolut noutwendeg, deene Leit eng Garantie ze gi schnell, dat, op dat se gezielt hunn, ze bezuelen.

Nu war et awer esou, datt ons Législatioun bei Failliten dat net einfach gemaach huet. A wa mer déi Législatioun tel quel esou applizéiert hätten, dann hätt dat nach eemol zwee, dräi, vläicht och véier Méint gedauert, bis déi Leit hir Salairen, Retarden, kritt hätten. An dat war ënner anerem d'Roserei vun deene Leit. An ech hunn deemools de Leit versprach, dee Problem unzegoen an dee Problem direkt ze léisen. An dat hu mer och gemaach mat Hëllef notamment vun enger Bank. Sou hu mer et fäerdegbruecht, deene Leit praktesch an zwou Wochen dat, op wat se recht haten, ze bezuelen. An dat huet zwar net hir Situatioun, dat heescht de Risque vum Chômage geännert, well jo d'Socimmo an d'Faillite gaangen ass, mä zumindest huet et deene Leit hir Pai regléiert a si konnten also op e Revenu zielen. Dat wëll ech emol ganz einfach erënneren. Dat war och fir mech e relativ dramatesche Moment.

Dat Zweet, wat den Emploi vun deene Leit, déi elo da Victime ware vun där Faillite, ubelaangt: Et muss ee wëssen, datt d'Socimmo schonn an deene leschte Méint op relativ vill CDDen zréckgegraff huet. Firwat? Well se zum Deel keen Interim méi kruten. Wann eng Entreprise a Schwieregkeeten ass, dann ass et jo esou, datt och d'Interimsfirmen eigentlech oppassen, well se net méi sécher sinn, datt se hir Sue kréien. An d'Alternativ war also och fir d'Socimmo, vill CDDen ze proposéieren. Mir haten also praktesch ee Véirel vun de ganzen Effectife vun der Socimmo, déi Leit waren an engem CDD.

Wéi gesäit Enn 2012 - well dat sinn déi Chiffferen, déi ech vun der ADEM krut - d'Situatioun vun de Socimmosleit aus? 56% vun de Leit, de Salariéë vun der Socimmo, haten um Enn vun 2012 eng Aarbecht. 56%. Dovun 81% an engem CDI. 10% e CDD. An déi aner, derbäi kommen 9%, déi an eng Retraite, eng Préretraite oder an eng Invaliditéit komm sinn.

40%, ëmmerhin nach, wat relativ jo vill ass, ware weider an der ADEM ageschriwwen. Dat heescht awer elo net alles. Vun deene 40% sinn 43% am Chômage. Déi hunn also bis dato, dat heescht Enn 2012, keen Job fonnt gehat. 31% waren zwar an der ADEM ageschriwwen, mä hunn iwwert d'ADEM an engem Interim geschafft.

Dir wësst alleguer, datt mer d'Leit eigentlech encouragéieren, besonnesch am Bau, Joben am Interim unzehuelen, besonnesch an dësen Zäiten, well ganz oft ass awer den Interim emol éischtens menger Meenung no besser wéi de Chômage an zweetens gëtt den Interim ganz oft d'Méiglechkeet fir Leit, wa se an enger Firma sinn, wann op eemol den Interim ersat gëtt duerch Astellungen, da sinn oft déi Leit, déi am Interim waren, och déi, déi dann agestallt ginn, well déi jo praktesch fir déi Firma geschafft hunn, den Employeur se kennt, a wa se hir Preuvë gemaach hunn, dann och ganz oft eng Offer kréien. Also, 31% sinn am Interim, mä natierlech weider an der ADEM ageschriwwen.

11% sinn an enger Mesure y compris an enger Initiative sociale. Et ass also considéréiert ginn, datt se schwéier vermëttelbar wieren, a se sinn elo emol an eng Initiative sociale geschéckt ginn, oder e puer och, méi Jonker, an e CIE.

11% sinn an engem Kontrakt, souwuel CDI wéi CDD, an awer weider an der ADEM ageschriwwen, wat méiglech ass. Dat heescht, déi hunn en Job ugeholl, mä considéréieren, datt se eigentlech weider sichen, vläicht no engem Job, dee méi hire hire Preferenze géif entspriechen. 3% vun de Leit hu sech eigentlech ni méi esou gemellt a sinn einfach an der Landschaft verluere gaangen.

Dat sinn also d'Résidenten, déi bei der Socimmo geschafft hunn. Wa mer also vun de Frontaliere schwätzen, bei Socimmo hu 54 Frontaliere geschafft. Dovun hunn 41% elo e CDI hei zu Lëtzebuerg. 24% schaffen am Interim och hei zu Lëtzebuerg. 9% hunn eng Invaliditéit oder eng Rente accident a sinn also net méi direkt fir den Aarbechtsmaart disponibel. A 26% vun de Frontalieren - Dir kënnt also ausrechnen, à peu près zeng, zwielef Leit -, déi sinn net méi opgetrueden a sinn och net der ADEM méi bekannt.

Een Element, wat e bësse regrettabel ass, dat ass, datt mer jo e Programm opgesat hunn, deen heescht „Fit 4 Génie Civil", zesumme mam Bau, wou de Leit d'Méiglechkeet gebuede gëtt, wa se hiren Job am Bau verléieren, eigentlech emol éischtens eng Evaluatioun vun hire Kompetenze gemaach ze kréien, fir ze wëssen, wat fir en Niveau se am Bau hunn, well de Bau jo eng Rei vun Niveauen huet, déi och natierlech liéiert si mam Kollektivvertrag. Duerch de Programm sinn 170 Leit vun der Socimmo gaangen, wat natierlech och facilitéiert huet, verschidde Leit relativ schnell op eng Plaz ze bréngen, well den Employeur, deen neien Employeur, gewosst huet, mat wat fir enge Leit en ze dinn huet. Mä nëmme véier - véier! - Stéck, dat ass net vill, hunn akzeptéiert, eigentlech eng Formation qualifiante ze akzeptéieren.

Voilà. Ech mengen, dat sinn déi Donnéeën, déi ech iwwer Socimmo ka ginn. Ech muss derbäi soen, datt de Bau natierlech global gesinn déi Kategorie vun Demandeurs d'emploi representéiert oder eng vun deene gréisste Catégories de demandeurs d'emploi op der ADEM. 3.433 Leit, dat sinn also praktesch 20% vun den Demandeurs d'emploi, déi op der ADEM ageschriwwe sinn, soen oder kommen aus dem Bau. Soen oder kommen aus dem Bau!

Och do muss ee soen, datt vun deenen 3.433 à peu près 2.000 indemniséiert sinn. Déi aner sinn net indemniséiert. Dat ka sinn, well se nach net laang am Land sinn, Verschiddener vläicht och, well se dat Joer oder déi zwee Joer schonn dépasséiert hunn oder well se net laang genuch hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt geschafft hunn, fir kënnen eng Indemnisatioun ze kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Här Weber, wëllt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Neen.

Da kéime mer zu der zweeter Question élargie nach eng Kéier vum Här Weber iwwert d'Préretraite-solidarité. Hei huet och den Auteur fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

10. Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer, Enn lescht Joer huet et geheescht an der Press, dass den Aarbechtsminister sech geäussert hätt, fir d'Préretraite-solidarité ofzeschafen. Ech hunn duerno an enger Informatiounsschréft vun der LSAP gelies - „Pluspunkt" heescht dat -, d'Préretraite-solidarité, déi wär net méi zäitgeméiss. An de Minister Schmit dee mécht eng Relatioun tëschent der Préretraite-solidarité an der Préretraite «postés».

Duerfir geet meng Fro eigentlech haut dohinner, wat de Minister gedenkt mat der Préretraite-solidarité eigentlech haut oder muer richteg ze maachen, ouni dass ee sech op d'Press berifft, mä dass een dat aus sengem Mond héiert.

Mir hunn an deenen Zäiten, wou héije Chômage ass, véier Préretraite-Instrumenter. Dat sinn d'Solidarité, den Ajustement, d'Préretraite pour des salariés postés et salariés de nuit, an dann d'Préretraite progressive.

Ech hunn emol eng Kéier de Käschtepunkt nogekuckt vun deene Préretraiten. Ech hunn och gekuckt, wéi vill Leit dran hänken. An der Préretraite-solidarité waren am Joer 2011 407 Leit, am Joer 2010 285 Leit, am Joer 2009 286 Leit an am Joer 2008 308 Leit. Dat sinn also awer iwwert déi Kriseméint an déi Krisejoren ee ganze Pak vu Leit, déi vun der Préretraite-solidarité profitéiert hunn, fir aus hirem Betrib erauszekommen, respektiv d'Betriber profitéiert hunn, fir déi Leit op eng aner Aart a Weis, wéi dass ee se an de Chômage setzt, aus de Betriber ze dégagéieren. D'Alternativ dozou wär ganz einfach eng Préretraite-ajustement gewiescht.

Duerfir soen ech, dass d'Préretraite-solidarité awer, onofhängeg dovun, dass de Minister gesot huet, se wär net méi zäitgeméiss, fannen ech, dass se nach ëmmer zäitgeméiss ass. An ech muss och soen, dass ech mat sengem Argument net kann averstane sinn, fir ze soen, mir fannen eng aner Léisung dermat, well u sech vill Abusë gemaach gi sinn. Wann Abusë gemaach ginn, da mengen ech, ass et um Ministère du Travail, fir dës Abusen ze sanktionéieren. An da sinn et am Prinzip Abusen, déi am Chef vun de Betriber gemaach gi sinn an net um Niveau vun de Leit.

Wann dat Instrument sollt ofgeschaf ginn, da mengen ech, da feelt eis e Solidaritéitsmodell an eiser Ekonomie, dee bis ewell sech bewährt huet an dee virun allem awer - géif ech soen - a schwéiere Krisejoren, wou et ganz schwiereg um Aarbechtsmaart ass, eis feelt als Instrument, wat dee Solidaritéitscharakter mat sech dréit.

D'Préretraite-ajustement ass ëmmer eng Affär, dass Entloossungen an engem Betrib gemaach ginn. Hei si Leit, déi u sech vu sech aus décidéieren, ob se an d'Préretraite-solidarité wëlle goen oder net. A si hunn de Virdeel vis-à-vis vun der Préretraite-ajustement, dass eng Création d'emploi domat verbonnen ass.

Ech sinn iwwerzeegt, dass bei deene Chifferen, déi ech elo iwwert déi véier Joer gesot hunn, awer eng ganz Partie Créations d'emploi, also Leit konnten als Ersatz an déi jeeweileg Betriber eragoen, an dass d'Abusen u sech sech awer méi a Grenzen halen. Mä vläicht kann de Minister eis méi Prezisioun dozou ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Weber. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert: den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, ech mengen, ech misst e puer Prezisioune ginn oder vläicht souguer Rektifikatiounen, wat d'Thema Préretraite-solidarité ubelaangt. Ech mengen, de Fait oder d'Décisioun, datt mer géifen d'Préretraite-solidarité ofschafen, ass net eng Décisioun vum Aarbechtsminister. Deen huet dee Pouvoir net. En huet vill Pouvoiren, mä deen doten, mengen ech, huet en eleng net. Dat ass d'ailleurs eng Annonce, déi hei gemaach ginn ass an der Chamber no den Deliberatioune vun der Regierung, wou décidéiert ginn ass, vun der Regierung décidéiert ginn ass,

d'Préretraite-solidarité ofzeschafen. An ech mengen, deen Éischten, deen dat annoncéiert huet, war hei de Finanzminister, fir ze soen, datt an deem Paquet effektiv mer géifen d'Préretraite-solidarité ofschafen.

Ech gesinn awer déi Ofschafung vun der Préretraite-solidarité net nëmmen als eng Mesure budgétaire. Sécher, 18 Milliounen - dat sinn déi Chifferen, déi ustinn, déi d'lescht Joer d'Préretraite kascht huet - waren e Montant, deen net total négligeabel ass. Mä mir mussen natierlech awer nodenken, wa mer kucke ronderëm ons, wa mer lauschteren op dat, wat och gesot gëtt, elo kann een domat averstane sinn oder net, wat vun der Kommissioun gesot gëtt, wat de Prinzip ass an der Strategie 2020, an dee Prinzip ass eigentlech deen, den Taux d'emploi eropzesetzen. A wann ech soen, den Taux d'emploi eropzesetzen, dann heescht dat, ënner anerem, net eleng, mä ënner anerem, datt ee muss probéieren, d'Leit e bësse méi laang an der Aarbecht ze halen.

An et ass e bëssen eng falsch Approche ze mengen, de Chômage oder d'Aarbecht, dat wier eng limitéiert Quantitéit, an et géif ee nëmme Plaze schafen, wann een anerer géif heemschécken. Den Aarbechtsmaart huet seng propper Dynamik. A wann ee wierklech eng Analys och vun deem Instrument Préretraite-solidarité géif maachen, da géif een erausfannen, datt déi Leit, déi vun der Préretraite-solidarité profitéiert hunn, déi éischter konnten also sech zréckzéien aus dem Beruffsliewen, vu Leit ersat gi sinn, déi souwisou zu engem groussen Deel an d'Betriber an den Job komm wieren.

Dat, mengen ech, ass eng éischt Reflexioun. Mir hunn also gemengt, datt déi Préretraite en soi e Signal wier, fir och onsen Aarbechtsmaart un d'Bedéngungen unzepassen, déi momentan op villen anere Plazen och realiséiert ginn.

Firwat ass déi Atténuatioun, déi ech proposéiert hunn, oder als eng Form vu Contrepartie zu der Abolitioun vun der Préretraite-solidarité, wat heescht déi?

Déi heescht, datt mer kucken: Wou gëtt et Situatiounen, wou Leit haut an eng Préretraite-solidarité gaange sinn, déi eigentlech très largement déi Konditiounen erfëlle vu Penibilitéit, vun Nuetsaarbecht, vu Schichtaarbecht, mä se net esou erfëllen, datt se an de Genoss kënne komme vun deene Regelen, déi momentan d'Préretraite «postés» determinéieren?

Et gëtt Leit an de Spideeler zum Beispill, déi e Partiel hunn, déi awer nuets schaffen. Well awer déi aktuell Dispositiounen et net erlaben, engem d'Préretraite «postés» ze ginn, deen am Partiel ass, obwuel vill Fraen, besonnesch Infirmièren, deen haarden Job vun Infirmière maachen, an oft fir eben ze kucken, Vie familiale a Vie professionnelle ënner een Hutt ze brëngen, sinn déi vun där Mesure, vun der Préretraite «postés» ausgeschloss.

Duerfir hunn dann d'Spideeler ganz oft, fir deene Leit awer d'Méiglechkeet ze bidden, och mat 57 an eng Préretraite ze goen, well mir wëssen alleguerten, datt weder Nuetsaarbecht, a besonnesch och déi haart Aarbecht vun enger Infirmière oder an de Maisons de soins an esou weider, et schwiereg ass, iwwer e gewëssenen Alter voll kënnen duerchzeféieren, si mer amgaang ze kucken: Wat kënne mer eigentlech maachen, andeems mer d'Préretraite «postés» ajustéieren oder adaptéieren, fir enger Rei Leit déi Méiglechkeet weider ze bidden?

Dat war de Sënn iwwregens vun där Réunioun, déi de Moie stattfonnt huet, wou ech jo anscheinend net derbäi war, well ech fonnt hunn, datt heiansdo och héich Fonctionnairë kënne mat héije Fonctionnairë vu Gewerkschaftler schwätzen. Well ech hu festgestallt, datt de President vun der Gewerkschaft iwwregens och net do war. An ech héieren dann um Radio, datt dat e Skandal wier, datt ech de Moien an enger technescher Réunioun net do war, wou driwwer gekuckt ginn ass, wat mer adaptéiere kënnen am Beräich vun der Préretraite «postés», fir dat ofzefiederen, wa mer d'Préretraite-solidarité ofschafen, fir ze kucken, wéi mer dat kënne maachen.

Bon, ech mengen, de Prinzip ass vun der Regierung décidéiert, datt mer déi Préretraite ofschafen. Dat heescht, fir déi Leit, déi elo an der Préretraite-solidarité sinn, changéiert dat strictement näischt. Déi bénéficiéiere weider vun deenen Dispositioune vun der Préretraite-solidarité.

D'Zuelen, déi sinn, ech mengen, Dir hutt se mentionnéiert. Mir haten Enn des Joers 417 Leit, déi eng Préretraite-solidarité haten. Dat ass jo elo net eng enorm Zuel. Bon, dat sinn natierlech Leit, déi den Avantage hunn, einfach kënne mat 57 Joer an eng Préretraite ze goen. Avantage, dee jo net da jiddweree par Definitioun huet, well trotz allem hu mer jo praktesch 300.000 Salariéen am Land a mir hunn eigentlech nëmme 417 Leit, déi an enger Préretraite-solidarité momentan sinn.

Duerfir mengen ech, datt, wa mer dat esou offiederen, andeems mer besonnesch d'Préretraite «postés» adaptéieren, andeems mer och kucken, wat bei der Préretraite progressive méiglech ass, well bei der Préretraite progressive ass jo och d'Nécessitéit, een anzestellen.

Dat heescht, do hale mer en Eeleren am Beruff, deen e bësse manner schafft, well oft Leit jo da gären e bësse manner schaffen, wa se eeler sinn, a mir huele gläichzäiteg e Jonken an de Betrib, wou deen Eeleren en plus d'Missioun kéint hunn, fir dee Jonken unzeléieren. An ech mengen, dat ass eigentlech déi richteg Approche, deene Jonken d'Dieren opmaachen, fir eng Aarbecht ze fannen, ouni awer absolut d'Leit ze fréi aus dem Aarbechtsprozess ze entloossen.

Et ass natierlech e bëssen eng Absurditéit, datt mer op där enger Säit eng Rentereform maachen, wou mer soen, datt jiddwereen oder eng grouss Zuel vu Leit, ausser déi, déi a spezielle Konditioune schaffen, e bësse méi laang musse schaffe goen, an op där anerer Säit en Instrument hunn, wou mer zu de Leit soen, an net nëmmen deenen, déi schwiereg Aarbechtsplazen hunn, mä och zu Leit, déi eigentlech net esou schwiereger hunn, mat 57 Joer kanns du einfach emol an eng Préretraite-solidarité goen.

Den Ajustement bleift bestoen, well et ass natierlech en Instrument, fir déi Schwieregkeeten a Betriber ze géréieren, well d'Alternativ dovu wier natierlech d'Entloossung. Duerfir musse mer den Ajustement halen.

Ech soen nach derbäi, datt mer jo probéiert haten, ee Joer mat der Sidérurgie den Ajustement duerch d'Solidarité ze ersetzen. Bon, dat huet net ganz laang gehalen, duerch d'Kris an der Sidérurgie. Do stellt sech also déi Fro vun der Préretraite-solidarité net. Mir hu missen do erëm iwwergoen an d'Préretraite-ajustement.

Voilà, Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Wëllt den Här Weber nach eng Zousazfro stellen?

(Assentiment)

Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Weber *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech fannen, dass et eng falsch Politik ass an Zäite vu Problemer um Aarbechtsmaart, wéi mer se kennen, fir eent vun den Instrumenter u sech ofschafen ze goen, mat dem Hiwäis, mir wëllen d'Ziler vun der Agenda 2020 erreechen, den Taux d'emploi an d'Luucht ze setzen.

Mir mussen emol fir d'Éischt de Chômage erofsetzen! Den Taux d'emploi an d'Luucht setzen, mengen ech, dat ass an Europa eng Politik fir d'Zukunft, mä dat ass eng Politik, déi menger Meenung no awer net op der Aktualitéit besteet. Mir hu 6, 7, 28 Millioune Chômeuren an Europa, mir hunn zu Lëtzebuerg der 22.000.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen.

M. Robert Weber *(CSV).*- 17, 18.000, wa mer déi net matzielen,…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, huelt dee richtege Chiffer!

M. Robert Weber *(CSV).*- …déi an de Mesurë sinn. Ob et dann elo, ob mer déi matzielen, déi an de Mesurë sinn oder net, dat…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Da kënne mer d'Mesurë jo och ofschafen.

M. Robert Weber *(CSV).*- …dat deet der Kaz kee Bockel aus. De Fait ass, dass mer e Chômage hunn, dee gewalteg ass,…

(Interruption)

…an dass mer e Problem hunn, fir déi Leit an den Aarbechtsmaart ze kréien.

Dofir, ech sinn net dergéint, dass ee soll méi laang schaffen, mä et muss een awer realistesch sinn. D'Zäite sinn awer net ubruecht, fir Diskussiounen ze féieren, dass d'Leit solle méi laang schaffen. Onofhängeg dovun, dass déi Rentereform, déi mer hei gestëmmt hunn, och zouléisst, dass een éischter an d'Pensioun geet, wann een en Ofschlag vu senger Rent mathëlt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat ass awer net bei der Préretraite.

M. Robert Weber *(CSV).*- Dofir fannen ech, dass dat Argument… Et ass net bei der Préretraite de Fall, dat ass richteg. Mä ech sinn awer der Meenung, dass dat dote sécherlech net esou richteg d'Politik ass. Mir wäerte gesinn, dass d'Ofschafung vun der Préretraite-solidarité wäert dozou féieren - an de Minister ka jo da soen, ob ech recht hunn oder net recht hunn -, dass dann d'Préretraite-ajustement wäert an d'Luucht goen.

Ech hu vu Patronatssäit aus gelies, dass si ganz oft op d'Préretraite-solidarité zréckgräifen, fir eben d'Ajustement ze verhënneren. Si hu jo och d'Méiglechkeet, fir domat net nëmmen eng fest Aarbechtsplaz ze schafen, andeems dass se een astellen. Si kënne jo och eng Léierplaz schafen, déi zäitlech da begrenzt ass an déi se mat Sécherheet manner kascht, wéi wa se géifen een astellen.

An et sinn och net nëmme Leit, déi keng esou schwiereg Aarbecht hunn, déi d'Préretraite geholl hunn. Ech mengen, dat ass eng Décisioun, déi jiddwereen…

M. le Président.- Här Weber, Dir misst awer elo zum Schluss kommen. Dir sollt eng Zousazfro stellen. Ech mengen, Dir kënnt net erëm eng Kéier elo d'ganz Problematik oprullen. Kommt vläicht zum Schluss, wann ech gelift!

M. Robert Weber *(CSV).*- Här President, et ass zwar eng interessant Problematik. Virun allem…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, mä mir sinn hei an enger preziser Prozedur, Här Weber, déi gesäit awer nun emol just fënnef Minutte vir, an Dir sidd iwwert déi fënnef Minutten eraus.

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech wollt dem Minister jo duerfir…

(Interruption)

Ech wollt dem Minister jo duerfir just ofschléissend d'Fro stellen, ob en net der Meenung ass, dass dann d'Préretraite-ajustement wäert zu ongonschte vun der Préretraite-solidarité an d'Luucht goen.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, ech mengen, den Här Weber ass och e bëssen an enger Kontradiktioun. Well e seet jo, d'Solidaritéit, dat wier eng Préretraite, déi Créatrice d'emplois wier. Dat heescht, e Betrib, dee Leit an d'Préretraite-solidarité entléisst, dee muss Leit astellen.

Elo stelle mer effektiv fest, datt eng Rei Betriber, déi zwar an de Benefiss komme vun der Préretraite-solidarité, eng Dispens sech froen. An déi Betriber ginn ëmmer méi zahlreich! Déi soen: „Bon, mir hunn zwar gären, mir hunn och ofgemaach, well mir hu jo d'Méiglechkeet, och am Betrib iwwert d'Préretraite-solidarité en Accord tëschent Sozialpartner ze maachen, mä mir applizéieren d'Préretraite-solidarité, mä mir stelle keen an."

Dann ass jo de facto schonn d'Préretraite-solidarité eng Préretraite-ajustement. Ech wëll elo keng Entreprise hei nennen, déi dat ganz op engem relativ héijen Niveau praktizéiert. Dann ass jo den Effet, vun deem Dir jo schwätzt, dat heescht, Aarbechtsplaze schafen, deen ass jo fort, well et gëtt keen agestallt, obwuel een an d'Préretraite- - soi-disant nach ëmmer - solidarité geet.

Ech mengen do, fir dat kloerzemaachen, fir déi, déi wierklech dat net maachen, a well et och net ëmmer evident ass, ze kucken, ob deen, deen agestallt gëtt, wierklech d'Kompensatioun ass fir deen, dee fortgaangen ass. Well och do gesi mer, datt Héichqualifizéierter duerch Botzpersonal ersat ginn, wat jo net am Sënn ass vun der Préretraite-solidarité. Absolut net! Well dat Botzpersonal zum Beispill, fir déi als Beispill ze ginn, déi wiere souwisou agestallt ginn. Mir hunn eng ganz Rei vu Fäll, wou Leit zwar agestallt ginn op de Kont vun der Préretraite-solidarité, mä déi Leit, déi wieren de toute façon agestallt ginn.

Wat den Apprentissage ubelaangt, effektiv gëtt d'Préretraite-solidarité déi Méiglechkeet. Mä ech sinn absolut fir den Apprentissage, a mir mussen an dësem Land den Apprentissage förderen. Mä den Apprentissage fördere mer net, andeems mer déi Eeler heemschécken an Apprentien an d'Betriber huelen. Dee fördere mer, andeems mer déi Eeler an de Betriber halen, eventuell mat enger verbesserter Préretraite progressive, an déi Eeler gebrauchen, fir déi Jonk, fir d'Apprentië richteg a gutt auszebilden.

Dat ass eng dynamesch Aarbechtsmaartpolitik, an net eng Politik, déi Aarbechtsplazen u sech zerstéiert, ouni sécher ze sinn, neier ze kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wiere mer och um Enn vun där Fro.

Da kéime mer elo zu der drëtter Question élargie vun haut de Mëtteg, déi vun der Madame Brasseur iwwert déi nei Affectatioun vu verschiddene staatleche Gebaier. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

11. Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. De Stat huet eng Rei Gebaier. Da ginn nei Infrastrukturen opgeriicht, an da sinn déi aner Gebaier disponibel. Ech hat virun enger Zäit - ech mengen, am Dezember wor et - der Madame Kulturminister d'Fro gestallt, wat géif mat der jetzeger Nationalbibliothéik geschéien oder mam ale Kolléisch. An dunn huet se mer gesot, et wier nach ze fréi, doriwwer ze diskutéieren.

Et ass eng aner Question parlementaire gestallt ginn iwwert de Campus Walfer. Do hunn dann den Héichschoulminister an den Nohaltegkeetsminister geäntwert, et wier eng Etüd amgaang, oder déi wier gemaach ginn, fir do eventuell zwee Lycéeën ze implantéieren. A grouss wor mäin Erstaunen, wéi ech héieren hunn, dass d'Madame Unterrechtsminister gesot huet, si wier iwwerhaapt net consultéiert ginn, si wéisst näischt dovun. Och sinn ech duerch d'Press gewuer ginn, dass d'Gemeng Walfer näischt dovu wosst.

Duerfir hunn ech dës Fro gestallt, fir vun der Regierung gewuer ze ginn, wellech Politik se da mécht, wat d'Réaffectatioun vu Gebaier ubelaangt, ob et do eng global Strategie gëtt an ob et och, wat d'Acquisitiounspolitik vun der Regierung ubelaangt, ob dat och mat an d'A gefaasst gëtt, fir ze kucken, wou wellech Administratioun ënnerbruecht gëtt.

Ech denken do och zum Beispill niewent der Nationalbibliothéik u Sankt Maximäin, wann do den Ausseministère erausplënnert. Ech ka mer zwar virstellen, wat do drakënnt, mä ech fannen, et misst eng Gesamtstrategie entwéckelt gi vum Stat. A fir dat ze maachen, missten natierlech méi Ministèren och dorun associéiert ginn.

Duerfir wollt ech da vun der Regierung wëssen, wéi se gedenkt dat unzegoen, well et wier jo awer wierklech net akzeptabel, wann esou Gebaier géifen eng Zäitchen eidel stoen, wou mer op där anerer Säit dach wierklech Pénurie hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Äntwerten och op déi do Fro.

Dat Éischt, dat ass fir ze soen, datt d'Kompetenz an der Regierung vun der Affectatioun vun deene Gebaier jo verschiddenaarteg gelagert ass. Et ass esou, datt normalerweis de Finanzminister a senger Responsabilitéit fir d'Domaines de l'État, natierlech fir sämtlech Domaines de l'État, dat heescht och fir d'Affectatioune vun de Gebaier zoustänneg ass.

Dat mécht en awer an enker Koordinatioun, well et einfach logesch ass, mat deemjéinege Minister, dem Infrastrukturminister, dee responsabel ass fir d'Infrastrukturen an dee Moment och fir déi Administratioun, d'Bâtiments publics, déi dat alles an der Rei hält an déi och d'Planifikatioun ka maachen, fir Saachen ëmzebauen, anescht ze bauen, anescht ze gestalten, fir hinnen en aneren Zweck ze ginn.

An och a Kollaboratioun mat deem Minister, dee responsabel ass fir den Aménagement du Territoire, well och eng Rei Froen, wou Implantatioune vun eenzelnen Administratiounen, Schoulen an Ähnleches, hikommen, natierlech iwwert den Aménagement du Territoire musse gemaach ginn. An noutgedrongenerweis och dann eenzel gekuckt mat den eenzelnen Departementer, déi concernéiert sinn. - Dat zur Organisatiounsfro.

Dat Zweet ass: Ass eng Strategie do hannendrun? Ech géif am léifste soen, et sinn e puer Strategien do, déi net kontradiktoresch sinn, mä déi sech komplementéieren, well et ass ganz schwiereg, wann een eng Rei Gebaier huet, déi eidel ginn, déi awer Objet-uniquë sinn, wou jiddwereent seng Particularitéiten huet, fir dann do hannendrun ze soen: Wat ass dann elo déi grouss Strategie hannendrun?

Ech wëll soen, datt ee vun de Punkten, déi mer an deene leschte Jore probéiert hunn ëmzesetzen, deen ass, datt mer déi stabil Administratioune vum Stat probéieren ze regruppéieren a Gebailechkeeten, déi och dem Stat gehéieren,

och aus finanzielle Grënn, well et ganz einfach logesch ass, datt mer deene stabel Adresse ginn an datt mer och probéieren, op där Säit eng ganz Rei Ekonomien ze maache vu Loyeren, déi de Stat net onbedéngt wëllt bezuelen, wann en d'Disponibilitéit vu sengen eegene Surfacen hei oder anzwousch anescht huet.

An dann natierlech probéiere mer awer vun der Strategie aus effektiv ze kucken, fir Administratiounen, déi op verschiddene Lieue verdeelt sinn, well dat historesch esou gewuess ass, aus administrative Grënn zesummen ze kréien, well mer einfach soen, datt de Fonctionnement vun den Administratiounen, wa se kënne fonctionnéieren an enger geografescher Gemeinsamkeet, méi sënnvoll a méi logesch ass.

Op där anerer Säit probéiere mer och am Kader vum Aménagement du Territoire eng ganz Strategie ze verfollegen, wou eng Rei vun den Administratiounen dezentraliséiert ginn. Dat bescht Beispill sinn elo déi Administratiounen, déi op Belval kommen, wéi d'Administration de l'Environnement, d'Administration de la Gestion de l'Eau respektiv déi, déi an d'Nordstad kommen, wou effektiv d'Dezentralisatioun da gemaach gëtt. Dat heescht, verschidden Type vun net kontradiktoresche Strategien, déi zesummekommen.

Dann awer op déi verschidde Punkten, déi Der ugeschwat hutt, well Dir hutt jo eng Rei Gebailechkeeten elo hei ugeschwat.

Dat Éischt, dat ass dat vun der Nationalbibliothéik. Do ass nach déiselwecht Äntwert, wéi d'Madame Kulturministesch lech ginn hat virdrun. Mir hu momentan nach net décidéiert, wat mat deene Gebailechkeete vun der aler Nationalbibliothéik, vun der aktueller Nationalbibliothéik geschitt.

Do gëtt elo emol fir d'Éischt nach eng ganz Faisabilitéitsstudië gemaach, fir ze kucken, wat kann iwwerhaapt soll geschéien. Dat si ganz particulier Säll, déi relativ laang gezu sinn, wou sech fir Bürosraum - dat sinn éischt Analysen, déi dat soen - awer méi schwiereg ass, dat ze maachen, ausser et mécht een eng ganz Réfectioun dran. Dat heescht, déi Froe sinn nach net alleguer gekläert. Do ass also nach keng Äntwert do.

Wat da Walfer ugeet, de Campus Walfer, do wonnert et mech, datt am Fong keen dat gewosst hätt, well et sinn awer vill Diskussiounen, déi do scho gelaf sinn, an et muss een d'Ausso vläicht e wéineg anescht verstoen, wéi Dir se elo hei relativ cru awer ausgedréckt hutt. Well wat kloer ass, dat ass, datt d'Affectatioun vum Campus Walfer fir d'Éducation nationale reservéiert ginn ass, an dat am gemeinsame Verständnis mat der Éducatiounsministesch.

Duerno huet eng Diskussioun stattfonnt op där Plaz, wou se am Fong sollt stattfannen. Am Fong hu mer déi Leit, déi de Plan sectoriel «Lycées» sengerzäit, an déi Zäit, wou Dir Éducatiounsministesch waart, ausgeschafft hunn, beoptragt, fir nach eng Kéier ze iwwerkucken, wat da kéint entstoen op deem Site. An do sinn zwou Saachen, déi lafen. Dat Éischt, dat ass, datt Bâtiments publics eng Analys vum Site gemaach huet, fir ze froen, fir ze kucken: Wat kritt Der hin? Dat war déi Etüd, vun där Dir selwer geschwat hutt.

An do ass festgestallt ginn, datt, wa mer wëllen all Plaz ausnotzen, mer en neit Gebai vu ronn 20.000 m² hikréien, datt mer am Schlass eng Surface brute vu ronn 7.700 m² kënne benotzen, datt mer och en Internat kéinten dramaache mat enger Surface brute vun 2.500 m² an datt mer och Bürosflächen hätte kënne kréien oder kënne kréien iwwer eng Surface brute vu ronn 3.000 m².

Déi Analys, déi ass ofgeschloss. Mir wëssen also, wat potenziell op deem Site geet. Doropshin huet eng zweet Analys ugefaangen, dat ass déi vun deem Groupe de travail, deen am Kader vun dem Plan sectoriel «Lycées» schafft an dee sech dann iwwerleet: Wéi kënne mer am Land déi eenzel Lycéeën esou aménagéieren, datt et sënnvoll ass an datt och dee richtege Lycée op déi Plaz kënnt?

A wann d'Madame Delvaux gesot huet, datt se nach net doriwwer informéiert war, ass dat richteg, well déi Informatioun hunn ech en définitive och nach net, well dee Grupp nach amgaang ass ze schaffen. Do waren zwar schonn eng Rei Saachen an der Press doriwwer, mä hei komme jo d'Saachen alleguer méi schnell an d'Press, wéi d'Ministere se heiansdo kréien. Do kann ech näischt drun änneren. Dat ass...

(Interruption)

Gelift? Neen, pardon.

(Interruption)

Jo, ech mengen, dat hei ass awer elo relativ komplett an deem, wéi ech de Bericht sollt gemaach hunn.

Do war eng Diskussioun, ob dann e klassesche Lycée, zwee Lycéeën, ob Administratioune sollen dohinnerkommen, en Internat soll dohinnerkommen. Déi Décisioun ass awer en fin de compte nach net kloer an däitlech geholl. - Dat zu där doter Saach.

Da kommen ech op d'Rotonden eriwwer. Par contre, do hate mer eng ganz Rei Diskussioune mat deene Leit, déi fréier an de Rotondë waren, an déi Rotondë sinn och geplangt, fir datt de CarréRotondes, wéi et dann elo haut heescht, erëm kann eriwwergoen an d'Rotonde 1. Do sollen d'Aktivitéite vum „Traffo" fir e jonke Publikum sinn, d'Récupératioun vun den hëlzene Strukturen vum „Cerf bleu" - esou gëtt dat genannt - fir de Konferenzprogramm „Open Square" an déi Élément-amoviblen an dem Expositiounssall, fir „Expo" ze maachen.

D'Rotonde 2, do soll esou e Konzept „box in the box" gemaach ginn, wou de Café am Concertssall fir den „Exit07" soll dohinnerkommen, an dat Ganzt soll nu wierklech op eng Aart a Weis gemaach ginn, déi extrem einfach ass, esou mann Käschte wéi méiglech, mä awer dann, datt et déi Fonctionnalitéite kann do hunn. Dat ass och zesummen, mengen ech, mat de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg esou geschwat ginn.

Dann hat Der nach d'Fro gestallt, déi lescht Fro, dat war, wat mam Centre..., also mat den aktuellen Affaires étrangères geschitt. Definitiv ass déi Décisioun och nach net geholl. Haut ass amgaange gekuckt ze ginn, ob mer kënnen an der Logik vum Regroupement eventuell eng Rei Servicë vum Ministère d'État an deem do Gebai maachen, well dat géif Sënn maachen, wann dat alles kéint regruppéiert zesummen do stattfannen. Déi Servicë sinn éparpilléiert momentan a verschiddene Gebaier an der Stad. Eng definitiv Décisioun ass awer eréischt geholl, wann déi Analys fäerdeg ass a wann ee gesäit, ob dat esou machbar ass oder net.

Ech mengen, do hätt ech op all Är Froe geäntwert. Mä d'Madame Brasseur kann nach eng Fro...

M. le Président.- Jo, d'Madame Brasseur mécht gären nach eng Zousazfro. Madame Brasseur, wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Den Här Minister huet elo grad gesot, ech hätt „cru" ausgedréckt, dass d'Madame Unterrechtsminister gesot hätt, si hätt näischt dovu gewosst. Ech mengen, et gëtt genuch Leit heibannen, déi datselwecht héieren hu wéi ech, an do huet et mer geschéngt, dass et awer un engem Mangel u Koordinatioun an der Regierung ass.

Den Här Minister huet elo gemengt, Explikatiounen ze ginn, firwat e mengt, dass d'Madame Minister dat gesot huet. Toujours est-il, dass ech mengen, dass et do awer u Koordinatioun an der Regierung feelt.

Mä da wollt ech awer eng Fro stellen: D'Gemeng Walfer, och dat ass bemängelt ginn, d'Gemeng Walfer wier do net consultéiert ginn, an dat ass meng Zousazfro, well d'Gemengen, op deenen hirem Territoire esou Réaffectatioune geschéien, musse selbstverständlech awer mat agebonne ginn!

Duerfir, Här Minister: Wéi ass et mat der Kooperatioun mat der Gemeng Walfer?

M. le Président.- Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Déi zwou Saache wëll ech esou beäntwerten, datt mer, éischtens, mat der Éducatiounsministesch eng gutt Koordinatioun a sämtleche Punkten do hunn. Anescht kéint dat jo am Prinzip och net sinn, well d'Implantatioun vun de Schoulen, déi gëtt evidenterweis gemeinsam gemaach, an d'Madame Delvaux an ech, mir maachen dat d'un commun accord.

Just, datt weder si nach ech d'Resultater vun deene Groupes de travail kennen, déi elo amgaange sinn, doriwwer ze schaffen, an déi och normalerweis eng Diskussioun féieren iwwer verschidden Alternativen, ier se eis da Konklusioune presentéieren, wat ech logesch an der administrativer Prozedur fannen. A vun deem Moment u setze souwuel d'Madame Brasseur wéi ech eis zesummen, fir ze kucken, wat fir eng definitiv Décisioun mer huelen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- D'Madame Delvaux!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- D'Madame Del..., jo, sorry, dat do war elo wierklech net gär geschitt! D'Madame Delvaux...

(Interruption)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech géif awer ganz gär mat lech zesummeschaffen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Majo!

D'Madame Delvaux setzt sech awer mat mir zesummen, fir datt mer dat kucken.

Datselwecht gëllt fir d'Gemeng Walfer. D'Gemeng Walfer ass informéiert, well se e puermol och bei eis oder bei mir am Büro waren, fir doriwwer ze schwätzen, datt et gewollt ass, fir do schoulesch Infrastrukturen ze maachen. Si ass awer net informéiert, aus deemselwechte Grond wéi virdrun, wat fir eng dohinnerkommen, well mir et selwer nach net wëssen. Soubal mer an deenen Décisiounsfindungen do weiderkomm sinn, ass et natierlech, datt d'Walfer Gemeng och wäert informéiert ginn, well mir implantéieren och net Schoulen, ouni datt mer dat wëllen a Kollaboratioun mat de Gemenge maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci! Domadder wär och deen dote Punkt ofgeschloss, an da kéime mer elo zum éischte Projet de loi fir de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6521, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wilmes, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert!

12. 6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Jugendchômage ass en Thema, dee während der aktueller Kris eng nei an ëmmer méi besuergniserregend Bedeitung kritt huet. Wann ee bedenkt, dass an der Europäescher Unioun am Dezember d'lescht Joer 5,7 Milliounen jonk Leit ënner 25 Joer am Chômage waren, dovunner 3,7 Milliounen an der Eurozon, sou gëtt engem d'Ausmooss vun dësem Problem richteg bewosst.

Besonnesch am Süde vun Europa, wou d'Jugendaarbechtslosegkeet sech a Spuenien, Portugal an Italien op 55%, 38,3% respektiv 36,6% beleeft, geet ëmmer méi Rieds vun enger „verluerener Generatioun" - eng Generatioun also, déi d'Kris net verschëllt huet an awer d'Konsequenzen dovunner op eng ganz tragesch Aart a Weis droe muss.

Dës jonk Leit, ob diplomëiert oder net, hunn de Moment keng Perspektiv an hirem Land. Ouni Aarbecht réckelt d'Gestaltung vun engem eegestännege Liewen oder enger Famill ëmmer méi wäit ewech. Keng Perspektiv ze hunn, keng finanziell an existenziell Sécherheet, dat ass eng ganz eescht Gefor fir de soziale Fridden an eiser Gesellschaft. Deemno gëllt et, esou séier wéi méiglech europawäit eng Strategie auszeschaffen, fir dësem Phenomeen vun der Massenaarbechtslosegkeet konsequent entgéintzewierken.

Och wa mir hei am Land zwar e gutt Stéck ënnert der europäescher Moyenne leie mat ronn 18% Jugendchômage, ass dësen esou héich hei am Land wéi nach ni!

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Am Dezember 2012 ware 4.160 jonk Leit ënner 30 Joer bei der ADEM ageschriwwen, derbäi kommen nach 1.308 jonk Leit, déi an enger Aarbechtsmoossnam sinn. Dat sinn also ronn 5.500 Jonker ouni fest Schaff hei am Land, eng erschreckend héich Zuel vu jonke Leit ouni fest Aarbecht!

Madame Presidentin, virun ongeféier engem Joer huet de Comité permanent du travail et de l'emploi e Jugendaktiounsplang, e Plan d'action pour la jeunesse presentéiert, deen duerch verschidden Aktiounen a Moossname méi geziilt jonke Leit eng Aarbecht beschafe soll.

Deen Aktiounsplang gesäit zum Beispill eng «garantie jeunes» vir. Dës Dispositioun garantéiert, dass all Jonken, dee bei der ADEM ageschriwwen ass, spéitstens no véier Méint eng konkret Propos gemaach kritt fir eng Aarbecht, oder wann net, eng Formatioun oder e Wee zréck an d'Schoul proposéiert kréie muss. Dës «garantie jeunes» soll spéitstens Enn des Joers vun der ADEM ugebuede ginn. Well deen heefegste Grond vun der Aarbechtslosegkeet bei Jonken nach ëmmer e Manktum un Ausbildung ass, soll verstäerkt op d'Weiderbildung, d'Evaluatioun an d'Formatioun gesat ginn.

Ganz besonnesch encadréiert sollen déi Jonk ginn, déi d'Schoul fréizäiteg ofgebrach hunn, dee sougenannten Décrochage scolaire. Si mussen esou séier, wéi et geet, opgefaange ginn, Alternative gebuede kréien oder motivéiert ginn, nees weider an d'Schoul ze goen. Wat si méi laang ouni Schaff sinn, wat et méi schwéier fir si gëtt, op deen éischten Aarbechtsmaart ze fannen, a si lafen domat d'Gefor, an de Laangzäitchômage eranzerutschen.

Madame Presidentin, deemno huet de Projet de loi vun haut als Haaptobjektiv, déi entspriechend Moossnamen am Kader vun der Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosegkeet un déi verschäerfte Situatioun vun der Kris vun haut ze adaptéieren an och méi effikass ze gestalten.

Prezis geet et ëm déi sougenannten CAE an CIE, Contrat d'appui-emploi a Contrat d'initiation à l'emploi, déi fir d'Éischt mam Gesetz vum 31. Juli 2006 zugonschte vun der Aarbecht vu jonke Leit agefouert goufen. Während der Weltwirtschaftskris an der domat konstant steigender Aarbechtslosegkeet vu jonke Leit sinn dës Moossnamen duerch d'Gesetz vum 11. November 2009 ëmgeännert an ugepasst ginn.

Dës Krisemoossname waren temporär a sollten urspréinglech fir ee Joer gëllen. Si haten als Zil, verstäerkt jonke Leit ënner 30 Joer, ouni an awer och mat Diplom, eng Aarbecht ze verschafen an esou d'Konsequenze vun der Kris op eng ganz Generatioun ofzeschwächen.

Déi deemools ëmgeännert Contrats d'appui-emploi, Contrats d'initiation à l'emploi an deen nei agefouerte Contrat d'initiation à l'emploi - Expérience pratique, de sougenannten „CIE-EP", sollten et engersäits méiglech maachen, jonke Leit ouni Qualifikatioun weider Formatiounen an Erfahrungen an der Beruffswelt ze bréngen, an anerersäits deene Jonken, déi en Diplom hunn, d'Méiglechkeet ze bidden, dësen duerch eng éischt professionell Erfahrung opzewäerten an esou hir eegen Attraktivitéit fir den Aarbechtsmaart ze steigeren.

Vu dass d'Konsequenze vun der Kris awer méi eng grouss Ampleur haten, wéi ufanks geduecht, sinn dës verschidde Moossnamen zweemol verlängert ginn a sinn den 31. Dezember 2012 ganz ausgelaf.

Madame Presidentin, de Lëtzebuerger Centre de recherche a Sozialwësseschafte CEPS/Instead huet d'lescht Joer am Optrag vum Aarbechtsminister eng Evaluatioun vun de Moossnamen iwwert de Jugendchômage gemaach, déi an de Projet de loi vun haut matagefloss ass.

De Bilan vun der Evaluatioun ass global positiv. Beim CIE hu 75 vun 100 Jonken an den éischte sechs Méint no der Mesure eng Aarbecht fonnt. Beim CAE ass d'Effikassitéit net esou grouss: 48 vun 100 Jonken hunn no sechs Méint eng Aarbecht fonnt. Vläicht zur Statistik: Am Dezember d'lescht Joer, 2012, waren 352 Jonker an engem CAE, 736 an engem CIE an 220 an engem CIE-EP.

Madame Presidentin, den Haaptobjektiv ass a bleift, deene Jonken op direktem Wee eng Aarbecht ze verschafen, ouni dass si vun enger vun deenen Aarbechtsmoossname Gebrauch maache mussen.

D'Moossname vum Projet de loi vun haut adresséiere sech also net u Jonker, déi eréischt just ugefaangen hunn, eng Aarbecht ze sichen, mä un déi, déi schonns länger ouni Erfolleg no enger Schaff sichen, an dat ass och den Haaptmessage vum Gesetz vun haut, a wou eis den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an der Kommissioun och eindringlechst drop higewisen huet.

An deem Sënn gëtt d'Dauer am Gesetz, während där déi Jonk musse bei der ADEM ageschriwwe sinn, fir kënne vun engem CIE oder CAE ze profitéieren, vun engem op dräi Méint eropgesat. Des Weidere gëtt mat dësem Projet de loi versicht, der fréierer Kritik Rechnung ze droen, dass d'Entreprisen, ob öffentlech oder privat, dës Moossname benotzen, fir déi jonk Demandeurs d'emploi als bëlleg Aarbechtskraaft op eng begrenzt Dauer anzestellen an esou vu staatleche Sanktiounen (veuillez lire: Subventiounen) ze profitéieren, ouni awer deene Jonken duerno eng reell Aarbechtsplazperspektiv unzebidden.

Erënnere wëll ech nach eemol drun, dass am Prinzip den CIE fir de private Secteur de Jonken eng Perspektiv op eng spéider fest Aarbecht bidde soll an den CAE am Prinzip am öffentleche Secteur eng weider Formatioun respektiv Erfahrung vermëttele soll, déi de Jonken hir Chancen, sech um Aarbechtsmaart ze integréieren an etabléieren, steigere sollen.

Duerfir huet de Gesetzestext och virgesinn, dass de Remboursement fir den Employeur, deen en CAE ubitt, vu 85% elo op 75% erofgesat gëtt. Domat soll dësen encouragéiert ginn, deem Jonken e richtegt Engagement unzebidden an net just dës Moossnam ze benotzen, fir vun de staatlechen Hëllefen ze profitéieren. An deem Sënn gëtt och d'Verlängerung vum Kontrakt just nach zu 50% vun der Indemnitéit, déi dee Jonke kritt, rembourséiert. Dëst soll de Patron incitéieren, dee Jonke fest anzestellen an net just d'Moossnam ze verlängeren.

Wat den CIE ugeet, esou bezuelt de Fonds pour l'Emploi dem Patron während deenen éischten zwielef Méint 50% vun der Indemnitéit, déi dee Jonken erhält, an zousätzlech och d'Part vun de Charges patronales. Dobäi gëtt dëse Remboursement och an der Verlängerungsphas vum Kontrakt op 30% erofgesat. Et geet een dovun aus, dass de Promoteur, deen dee Jonken no der Moossnam astellt, zefridde mat deem senge Leeschtungen ass.

De Patron kann also vun enger staatlecher Hëllef profitéieren, wann hien dee Jonken no der Moossnam ënner engem CDI an ouni Période d'essai astellt. Och muss de Kontrakt zum Zäitpunkt vun der Demande nach a Kraaft sinn. Dës finanziell Hëllef besteet, wéi gesot, aus der Prise en charge vun der Charge patronale, an dëst während zwielef Méint. Si gëtt awer eréischt zréckbezuelt zwielef Méint no der Astellung vun deem Jonken.

D'Etüd vum CEPS huet och des Weidere festgestallt, dass d'Unzuel vun den CIE-EP-Kontrakter relativ kleng ass, mat ongeféier 13 pro Mount an der Moyenne, an duerfir gesäit de Gesetzestext vir, dës Moossname mat an den CIE eranzeintegréieren.

D'Minimaldauer vum CAE gëtt vun dräi op zwielef Méint eropgesat, well en CAE vun nëmmen dräi Méint et net méiglech mécht, dee Jonken adequat ze betreien, an esou keng Plus-value fir hien duerstellt.

Weiderhi ginn d'Aarbechtsstonne pro Woch op 40 eropgesat, an dëst souwuel fir den CIE wéi och fir den CAE. Den CAE war bis elo op 32 Stonne begrenzt. Et ass eng Obligatioun fir de Patron, dass dee Jonke während deene 40 Stonnen elo un externen an interne Formatioune kann deelhuelen, dat am duale System deemno, fir domat seng Beruffstauglechkeet ze verbesseren. Mat dëser neier Dispositioun gëtt sech e verbesserten Encadrement vun deem Jonken erwaart, fir en op dës Manéier méi fit ze maache fir den éischten Aarbechtsmaart an esou seng Employabilitéit eropzesetzen.

De Projet de loi passt och d'Pai vum Jonken un. All Jonke vun 18 Joer u muss den net qualifizéierte Mindestloun kréien, dat si jo, wéi bekannt, ab dem 1. Januar 2013, 1.874,19 Euro. Fir déi Leit, déi en Diplôme de fin d'études secondaires oder en Unisdiplom hunn, beleeft sech dës Indemnitéit op 130% vum net qualifizéierte Mindestloun, dat sinn 2.436,45 Euro. Wat elo déi Jonk ënner 18 Joer ugeet, ass eng Indemnitéit vun 80% vum net qualifizéierte Mindestloun festgeluecht ginn, 1.499,35 Euro.

Bei der Evaluatioun vun de Moossnamen, déi de CEPS realiséiert huet, ass kloer ginn, dass e Jonken, deen no sengem CIE net vu sengem Patron agestallt ginn ass, et ganz schwéier huet, eng Aarbecht ze fannen. De Fait, dass de Patron dee Jonken also net a sengem Betrib gehalen huet, gëtt interpretéiert als Onzefriddenheet vum Patron iwwert d'Leeschtung vun deem jonken Demandeur d'emploi. Fir dëse Phenomeen esou wäit wéi méiglech anzeschränken, gesäit de Projet de loi vir, dass d'ADEM vill méi staark an déi ganz Prozedur matagebonne gëtt.

Zum Beispill mécht si zesumme mam Patron an deem Jonken eng Evaluatioun vun deem senger Aarbecht sechs Méint nom Ufank vun der Moossnam an awer och aacht Méint (veuillez lire: Wochen) virum Enn vum Kontrakt. Sou kënnen d'Schwächte behuewen a Fortschrëtter - oder och net - festgehale ginn. Um Enn vun der Moossnam gëtt e Certificat ausgestallt, sou huet dee Jonken en offiziellt Dokument, eng Zort Bilan, dee seng Kompetenzen oplëscht an esou wichteg fir hien ass a senge weideren Démarchen op der Sich no enger Aarbecht.

Fir dass dëse Certificat eenheetlech ass, setzt d'ADEM verschidde Punkte fest, déi do drastoe mussen. De Certificat gëtt deemno Auskunft iwwert d'Tâchen, déi während dem CIE oder CAE gemaach gi sinn, iwwer seng Dauer an iwwert déi Formatioune, vun deenen dee Jonke konnt profitéieren. De Patron muss deem Jonken dann dëse Certificat zum Schluss vun der Moossnam aushändegen.

Wat d'Verlängerung vun der Moossnam no zwielef Méint ugeet, sou muss dës am elengegen Intérêt vun deem Jonke geschéien. De Gesetzestext gesäit vir, dass den Direkter vun der ADEM op Avis vum Délégué à l'emploi des jeunes opgrond vun enger individueller Evaluatioun vun deem Jonken eng maximal Verlängerung vu sechs Méint kann erlaben. D'Dauer vun der Verlängerung gëtt mat dësem Projet de loi deemno vun initial zwielef op sechs Méint erofgesat, mam Argument, dass eng Verlängerung vu sechs Méint duergeet, fir eventuell Lacunë bei deem Jonken ze behiewen.

Här President, zum Schluss - pardon, Madame Presidentin! -, zum Schluss wëll ech nach ganz kuerz op d'Avisë vun de Beruffskummeren agoen. Mat Ausnahm vum Retard, mat deem de Projet de loi an der Chamber deponéiert gouf, ass dee virleienden Text am grousse Ganze guttgeheescht.

D'Chambre des Salariés huet proposéiert, dass e Patron, deen e Jonken nom Oflaf vun der subventionéierter Aarbechtsmoossnam zwar astellt, awer hien no zwee Joer nees entléisst, déi Prime, déi hie vum Stat kritt huet, nees zréckbezuele muss. Wat de Certificat ugeet, deen de Jonken no der Moossnam kritt, sou hätt d'Chambre des Salariés et wichteg fonnt, dass de Grond dropstoe géif, am Fall wou dee Jonken net bei dem Patron agestallt gi wär.

D'Chambre de Commerce fënnt et net gutt, dass d'Dauer, déi dee Jonke muss bei der ADEM ageschriwwe sinn, fir vun enger Moossnam kënnen ze profitéieren, vun engem op dräi Méint eropgesat ginn ass. Wann d'Iddi ass, dee Jonken esou séier wéi méiglech an d'Aarbechtswelt ze integréieren, ass et fir si - also d'Chambre de Commerce - éischter kontraproduktiv, d'Dauer vun der Aschreiwung eropzesetzen.

Zudeem hätt d'Chambre de Commerce sech och méi eng grouss Valorisatioun vun der Léier, dem Apprentissage erhofft.

Den Avis vun der Chambre des Métiers konnt leider net méi an de schréftleche Rapport vun der Kommissioun integréiert ginn, well e ganz einfach ze spéit opgestallt ginn ass an deemno och ze spéit an der Chamber ukomm ass.

Trotzdeem wéilt ech e puer Wuert dozou soen: Ebe grad wéi d'Chambre de Commerce kritiséiert och d'Chambre des Métiers d'Eropsetze vun der Aschreiwungsdauer vun deene Jonke bei der ADEM a fuerdert, der Léier e méi grousse Wäert zouzeschreiwen. Des Weideren ass d'Chambre des Métiers der Meenung, dass déi aktuell Remboursementer zugonschte vun de Patrone solle bestoe bleiwen an net solle gekierzt ginn, sou wéi de Projet et virgesäit.

Madame Presidentin, zum Schluss: Wéi mer all wëssen, stellt eis Jugend d'Zukunft vun eisem Land duer. Dowéinst musse mer alles drusetzen, dass trotz haarde Krisenzäiten deene jonke Mënschen dee beschtméigleche Start an d'Beruffsliewen erméiglecht ka ginn, well nëmmen esou gëtt et fir si méiglech, sech hiert eegestännegt Liewen opzebauen. An dat si mer och eiser jonker Generatioun schëlleg!

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léise mer mat dem CAE, mam CIE de Problem vum Chômage? Neen, dee léise mer natierlech net, well wann ee gär wëllt de Problem vum Chômage léisen, da muss een aner Saache maachen. Do sinn aner Facteure wichteg. Als Alleréischt emol, datt een Aarbechtsplaze schaaft, an natierlech och, datt mer eng gutt Ausbildung hunn, eng gutt Schoul hunn, fir dat déi Jonk mat engem Diplom erauskommen, mat deem se herno kënnen och um Aarbechtsmaart eng Plaz fannen.

Hu mer dat dann hei zu Lëtzebuerg? Zum Deel, well mir hunn nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun, datt mer Aarbechtsplaze schafen. Zwar elo vläicht manner dëst, d'lescht Joer wéi déi Jore virdrun, mä mir sinn an enger glécklecher Situatioun par rapport zu deenen anere Länner an Europa, bei eis ginn der alt nach wéinstens geschafen.

An trotzdeem hu mer awer eng Entwécklung beim Chômage, déi no uewe geet, an och bei deem vun deene Jonken. Dat heescht also, datt et e Problem gëtt! An deen ass och bekannt, wann een d'Ziffere kuckt, an de Roger Negri huet jo elo eng ganz Rëtsch Ziffere gesot - an deem Kontext wëll ech him och villmools Merci soe vun dëser Plaz fir de Rapport, deen e gemaach huet -, a wann een déi Zifferen also analyséiert, da gesäit ee kloer, datt e groussen Deel vun deene Jonken, déi am Chômage sinn, net déi néideg Qualifikatioun hunn, fir herno eng Aarbechtsplaz domadder ze fannen. Dat ass also de Problem.

Dat heescht, wa mer also wéilte wierklech de Chômage an de Gréff kréien, da musse mer do usetzen. Et gëtt, wéi gesot, zum Deel gemaach, et si jo scho Reformen an der Schoul gemaach ginn. Mir hunn d'Grondschoul, also d'Primärschoul reforméiert, also d'Grondschoul kritt, do ass och e Bilan presentéiert ginn, do sinn nach Kannerkrankheeten, déi mussen och vläicht nach geheelt ginn, mä do leeft awer eppes.

Mir hunn d'Formation professionnelle och op de Leescht geholl gehat nach virun de leschte Wahlen. Och do ass et nach um Terrain, wou et nach Problemer gëtt, fir et ëmzesetzen. Och do si Kannerkrankheeten nach do, déi mussen nach geheelt ginn. Mä och do leeft awer schonn eppes!

Mä dat ass de Problem mat de Reformen, datt se ëmmer eng Zäitche brauchen, bis datt se gräifen, an u sech hu mer hei als Politiker e Kampf, deen een net richteg ka gewannen, well mer nämlech der Zäit ëmmer e bëssen hannendrulafen, der Entwécklung hannendrulafen! Et sinn da schonn erëm Jore vergaangen, ier déi éischt Resultater sinn, an duerfir muss een awer probéieren, eppes ze maachen, fir alt ze kucken, datt déi Jonk, déi elo aus der Schoul erauskomm sinn ouni Diplom an déi dobausse sinn an déi keng Aarbechtsplaz fonnt hunn, datt déi net einfach lénks leie gelooss ginn.

An do hu mer ebe scho virun enger Rei Joren ugefaangen, nach mam François Biltgen, wéi hien Aarbechtsminister war, mir hu jo dës Mesuren hei agefouert. Déi sinn dunn och iwwerholl ginn, reforméiert ginn an och verlängert gi vum aktuellen Aarbechtsminister. A mat deene Mesurë wëlle mer jo gären deene Jonken, déi eben den Defizit hunn, datt se keng héich Qualifikatiounen hunn oder guer keng Qualifikatiounen hunn, wéinstens ënnert d'Aerm gräifen, fir datt se net einfach op der Strooss stinn a sëtze bleiwen. Well dat wär nämlech dat Dramateschst, wat mer kéinte maachen!

Den Här Negri huet hei vu Perspektive geschwat, dat ass ganz richteg! Wann een also iwwerhaapt keng Perspektiv kritt, da kann een och als Politik net higoen a soen, mir hätten eis Aufgab gemaach! An ech mengen, dat ass dat, wat déi Jonk vun eis verlaangen, datt mir wéinstens eis Aufgabe maachen. Hinnen ass dat egal, ob mir elo de CAE esou gesinn oder esou gesinn. Si hätte gären einfach eng Aktioun, eng Mesure, e Signe vun der Politik, datt mer u se denken a probéieren, alles, wat an eiser Muecht méiglech ass, ze maachen, fir hinnen ze hëllefen.

Beim CAE a beim CIE maache mer elo Reformen. Mir maache se éischtens emol definitiv. Den Här Negri huet elo am Detail erklärt, wat hei wäert geännert ginn. Loosse mer och e puer Wuert dozou soen.

Mir begréissen dat, datt déi Mesuren elo hei definitiv gemaach gi sinn, well mir hate jo awer d'Situatioun, datt se elo ëmmer provisoresch waren, an et war och u sech eng ganz onglécklech Situatioun, déi entstanen ass, nämlech datt se net den 1. Januar 2013 konnten definitiv eben agefouert ginn. Dat huet awer - och an den Avisen, ganz kloer, ass dat ëmmer erausgaangen - zu enger juristesch onsécherer Situatioun gefouert. Et sinn och eng ganz Partie Patronen, déi gesot hunn, datt se keng Kontrakter ebe méi geschloss hunn op där heiter Basis, well déi juristesch Basis eben net sécher war.

An do hätt ech awer eng konkret Fro och un den Aarbechtsminister: Kéint Der mer herno soen, wann ech gelift, wéi vill Betriber dann op deen ale System zréckgegraff hunn elo, an der Tëschenzäit da Kontrakter ofgeschloss hunn oder ob iwwerhaapt Betriber nach Kontrakter an där Zäit ofgeschloss hunn? Dat wär emol eng Fro, op déi ech nach wann ech gelift eng Äntwert herno gären hätt. Mä op jidde Fall war dat net ganz glécklech, datt mer esou laang gebraucht hunn, fir dat bis hei an d'Chamber ze bréngen an elo haut eréischt dann ze stëmmen.

Soss awer, ënnert dem Stréch, si mir als CSV-Fraktioun mat dëse Mesuren hei averstanen. Si sinn eng Plooschter op e Been, op eng Wonn, mä op d'mannst kënne mer awer déi Wonn domadder zoumaachen, amplaz datt se géif weider bludden. An duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Mir sinn domadder averstane virun allem, well wichteg Punkten awer geännert a verbessert wäerte ginn. Wat ganz wichteg ass hei beim CAE a beim CIE, ass jo, datt déi Jonk während där Zäit emol iwwerhaapt d'Méiglechkeet kréien, Erfahrung ze sammelen an eng Formatioun och ze kréien. Well dat feelt deene jo ganz dacks, net! Dat ass jo den Haaptproblem! Hei kréie se eng Méiglechkeet, fir kënnen déi Lacune do a relativ kuerzer Zäit probéieren, ebe méi kleng ze maachen. Si kréie se net ganz ewech, mä si kréien awer domadder schonn emol méi mat op de Wee wéi dat, wat se virdrun haten.

Wat awer wichteg ass, ass, datt wierklech och eng Bewäertung gemaach gëtt. Dat wäert jo elo geschéien. Mir maache se eng Kéier an der Mëtt a mir maache se eng Kéier bis zum Schluss. Kuerz ier de CAE oder de CIE ausleeft, gëtt dann eng Evaluatioun gemaach, an da gëtt herno e Certificat ausgestallt an op deem Certificat, do soll dann dropstoen, wat se an där Zäit genau gemaach hunn a geléiert hunn. An dat ass ganz wichteg, well awer och bei der Studie vum CEPS/Instead erausgaangen ass - bei där Etüd, entschëllegt! - erausgaangen ass, bei CEPS/Instead, datt et eben...

Une voix.- Da maacht eppes!

(Interruption)

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Ma mir maache jo elo hei eppes! Ah, ech hunn awer gesinn, Här Bettel, Dir maacht och eng ganz Rei Etüden an der Stad Lëtzebuerg. Gëschter nach hutt Der eng Etüd gemaach vum PAG...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Et sinn Dausende jonk Leit, Här Wilmes, déi am Chômage sëtzen,...

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- ...wéini ass déi dann, wéini ass déi da fäerdeg?

(Interruption)

Do maacht Der och eng Etüd iwwert déi aner. Ech mengen net, datt Dir do besser sidd wéi mir!

(Interruptions diverses)

A mir hunn also déi Etüd hei vum CEPS/Instead...

(Interruptions diverses)

...gemaach, an de Schluss dovunner ass, datt beim CIE an dem CAE ganz dacks, wa se net agestallt gi sinn duerno, datt se duerno nach stigmatiséiert gi sinn, dat heescht, datt se riskéiert hunn, doduerjer, datt se net agestallt gi sinn no engem CIE, CAE, keng Plaz och bei engem anere Patron ze fannen, well dee sech da gesot huet: „Ma wann s de net emol hei agestallt gi bass, firwat solle mir dech dann do herno iwwerhuelen?"

Also ass et gutt, wa mer elo e Certificat maachen, wou dropsteet, wat se während där Zäit geléiert hunn, an och d'Ursaach dropstoe kënnt, firwat datt se net agestallt gi sinn. Well da kënne se herno mat deem Certificat wéinstens, wa se bei en anere Patron fir eng Plaz wëlle sech virstelle goen, eng Plaz wëlle sichen, da kënne se weisen, wat se do geléiert hunn. Dat ass ganz wichteg, fir géint déi Stigmatiséierung ze wierken.

Dann ass och en anere wichtege Punkt, datt mer elo hei eropginn och vun 80% vum soziale Mindestloun op 100%, well mer jo och vun 22 Stonnen (veuillez lire: 32 Stonnen) op 40 Stonne ginn. Mir hunn deemools ëmmer gesot gehat, 80% schaffen, also 80% vum Loun. Wa se 100% schaffen, da solle se och 100% vum Loun selbstverständlech kréien.

Wat awer wichteg ass nach ze soen och bei enger vun de Mesuren, beim CAE, dat ass, datt mer beim CAE musse virun allem de Verwaltungen, de staatleche Verwaltungen och mat op de Wee ginn, datt se deene Jonken net sollen Hoffnunge maachen, datt se herno géifen agestallt gi bei der staatlecher Verwaltung. Well ech kenne méi wéi een esou e Fall: Déi kruten de CAE, déi sinn da beim Stat, bei de Gemengen ebe konnte se eng Aarbecht maache während e puer Méint, an dann hu se gesot kritt: „Ma elo hues de emol ee Been heibannen, hues de ee Fouss heibannen an der Dier, du kriss och deen zweeten, mir wäerten eis derfir asetzen, dass de herno agestallt gëss."

Mä natierlech konnte si herno net astellen, well de Rekrutement beim Stat ass iwwert dee Concours an déi kënnen also guer net esou agestallt ginn. Si kruten also eng falsch Hoffnung gemaach, an dat ass net richteg, wann een dat mat deene Jonke mécht. Do muss ee ganz kloer vun Ufank un de Verwaltunge mat op de Wee ginn: Et ass fir déi Jonk ze huelen a fir hinnen eng Erfahrung mat op de Wee ze ginn, eng Formatioun mat op de Wee ze ginn, an net, fir hinnen d'Hoffnung ze maachen, datt dat d'Méiglechkeet fir si wär, fir kënne bei de Stat schaffen ze goen. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

An dann, virun engem Joer, wou mer schonn iwwert d'Verlängerung geschwat hate vun dem CAE an dem CIE, hat ech och eng Kéier am Kader vun där Debatt gesot, datt een och misst driwwer nodenken, fir vläicht de CAE mat ze benotzen, fir ze kucken, fir déi sozial Kompetenzen, déi deene Jonke ganz dacks feelen, kënnen do ze verbesseren. Well niewent der schoulescher Qualifikatioun, déi se net hunn, feelen deenen och nach ganz dacks sozial Kompetenzen, wat et hinnen net erlaabt, fir kënnen herno iwwerhaapt sech bei enger Aarbecht ze integréieren oder an engem Grupp sech herno ze integréieren.

Duerfir wär et wichteg, datt mer hinnen déi och géife méi mat vermëttelen, an do kéint een och de CAE - do hat ech deemools proposéiert, et géif ee sech do zesummesetze mat der Éducatiounsministesch -, et kéint ee kucken, aus deem eben och eppes ze maachen, wou een

dann och kuckt, sozial Kompetenzen deene jonken Défavoriséierten dann do ze vermëttelen.

(Interruption)

Neen, mir kucken dat net, ech hat dat proposéiert, et ass net elo gemaach ginn, duerfir ginn ech et nach eng Kéier hei mat op de Wee, Madame Loschetter! Voilà!

Une voix.- Oh! Oh!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An et ass op jidde Fall wichteg, datt dat soll gemaach ginn, eiser Meenung no, well dat eben deen...

(Interruption)

...well dat eben, well de CAE dee Moyen ass, déi Mesure ass, wou een dat och kéint maachen.

Da wär awer och kloer wichteg, de Profil vun de Jonke kloer ze definéieren, wat kloer hir Defiziter sinn, fir datt mer eben och gesinn, wat niewent hire schouleschen Defiziter déi Problemer, déi Aspekter sinn, déi et hinnen net erlaben, fir kënnen eng direkt Aarbechtsplaz ze fannen.

Dat sinn déi Punkten, déi mir als CSV-Fraktioun eng Kéier wollte mat op de Wee ginn. Mir sinn ënnert dem Strëch domadder averstanen. Mä, wéi gesot, mir bedaueren, datt et esou laang gedauert huet, fir déi zwou Mesuren hei definitiv ze maachen, datt do juristesch eben...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir musse kucken, datt d'CSV onbedéngt nach eng Kéier an d'Regierung kënnt,...

(Interruptions et hilarité)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Datt et juristesch...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir dat ass alles ze maachen, wat...

Une voix.- D'CSV an der Regierung géif et doudsécher besser maachen, Här Wilmes, ne?

(Interruptions diverses)

Une seconde voix.- Dir hutt elo d'Sënne vu 50 Joer CSV-Politik...

Une autre voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Voilà! Datt mir juristesch eben déi Onsécherheet hei haten, dat war net gutt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Duerfir hu se Iech erausgeschéckt.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Duerfir hu se mech net erausgeschéckt, dat ganz kloer. Ech weess och net, firwat Dir elo hei d'Plaz gewielselt hutt. Normalerweis sëtzt Der dach do, déi ganzen Zäit ze soen.

Une voix.- Fir dass en Iech besser gesäit.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt méi no kommen; ech héieren net méi sou gutt!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Voilà! Jo, et geet besser, fir déi ganzen Zäit ze stéieren.

(Interruptions et hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En ass tout ouïe iwwer Är Proposen, fir ze kucken...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, mir hunn der jo grad hei gemaach! Dat ass jo eng konkret Propos.

(Interruption)

Wat ass dann Är Alternativ zum CIE, Madame Loschetter?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma ech zielen Iech se ganz geschwënn.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ech hunn Iech meng hei gesot. Ech hu konkret hei gesot...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech zielen Iech se.

(Brouhaha)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An ech hunn Iech konkret gesot, wat mir nach géife virschloen ze verbesseren. Wann dat net konkret ass, weess ech net, wat Der gär nach méi konkret wëllt wëssen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech zielen Iech se herno.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Ënnerscheed ass deen: Mir hunn näischt ze soen an Dir hutt eppes ze soen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Den Här Bausch wëllt sech och nach gären aschreiwen, Madame Presidentin. Hie wollt och nach seng Froe stellen.

Mme la Présidente.- Dat kann e gäre maachen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Voilà.

Une voix.- D'CSV hat 100 Joer dee Ministère. An elo hu se gemengt, elo kéinte se d'LSAP huelen, an elo ass et eriwwer.

(Interruption)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ah? Majo. Da si mer net méi laang an der Regierung, wéi Dir an der Stad un der Muecht sidd.

Op jidde Fall, dat ass dat, wat mer wollte soen. An...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...duerfir, mir ginn den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Wilmes. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Wa mer haut en neie Gesetzesprojet am Kontext vun der Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosegkeet stëmme sollen, ass dat sécherlech e Bewäis derfir, datt déi Moossnamen, déi am November 2009 hei am héijen Haus votéiert goufen, beschtefalls eng Drëps op de gliddege Stee waren. Deemools goufen dës Mesurë gestëmmt, fir ze vermeiden, datt de Jugendchômage drastesch klamme géif. Mir sinn an deene Joren duerno beléiert ginn, datt dës Moossnamen net wesentlech dozou bäigedroen hunn, datt Jugendlecher éischter an dauerhaft a Brout an an Aarbecht kommen.

CAE a CIE sinn alles, mä keng onëmstridde Moossnamen. Am Fall vum CAE si Jonker ganz dacks beim Stat a bei de Gemengen op Plaze komm, wou se kaum eppes bäigeléiert hunn. Ech wëll de Beamten, déi se do empfaangen hunn, bäiläiwen net ze no trieden. Si selwer hate weder d'Zäit nach d'Method, fir déi jonk Demandeurs d'emploi esou en charge kënnen ze huelen, datt fir si d'Beschäftegung am öffentlechen Déngscht zu enger regelrechter Weiderbildung mat Ausbléck op e festen Aarbechtskontrakt gi wier.

Et huet sech aus der Studië vum CEPS och erausgestallt, datt de CAE an nëmme ganz rare Fäll eng Weiderbildung ass, déi jonk Leit fit gemaach hätt, fir eng definitiv Aarbechtsplaz ze fannen. Dacks ass nach fälschlecherweis gemengt ginn, e CAE kéint op eng Ustellung beim Stat oder enger Gemeng féieren. Do goufe sech einfach falsch Hoffnunge gemaach.

Vill Jonker, déi am Kader vun engem CIE beschäftegt goufen, sinn net an definitiv Kontrakter erakomm, entweder well de Patron huet misse feststellen, datt dee Betraffenen net fir déi Plaz gëeegent ass, oder well de Patron sech bewosst gouf, datt säi Betrib aus wirtschaftleche Grënn keng weider Astellung kéint virhuelen. A wa mer éierlech sinn, musse mer och haart an däitlech soen, datt et Fäll gouf, wou Betriber Jonker zu gënschtege Konditioune vum CIE geholl hunn, ouni eeschthaft iwwer eng definitiv Astellung nozedenken.

De CEPS kënnt zur Konklusioun, datt de CIE guer keng Wierksamkeet huet, wann et drëms geet, fir d'Employabilitéit vun de Bénéficiairen ze verbesseren, déi um Enn vum Stage net agestallt kënne ginn. Dacks ass de CIE zur Belaaschtung ginn, nämlech dann, wann déi Jonk vun hirem Promoteur net agestallt gi sinn an dëst an hirem Curriculum de battere Bäigeschmaach oder Nogeschmaach hannerlooss huet, si hätten net zur Zefriddenheet vun der betraffener Entreprise geschafft. De CEPS huet do d'Fro vun enger eventueller Stigmatisatioun opgeworf. - Et ass elo d'éinescht gesot ginn.

Opgrond vun dëser Entwécklung hu mir als Demokratesch Partei bei der leschter Verlängerung vun dëse Moossnamen am Dezember 2011 dergéint gestëmmt. Mir hunn deemools hei an der Chamber drop higewisen, datt dës Mesurë beschtefalls eng Plooschter op en hëlzent Been sinn.

Als Demokratesch Partei hu mer schonn deemools betount, datt mir eng aner Aarbechtsmaartpolitik wëllen. Mir stinn zënter Joren a scho laang virun 2009 fir eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, den eenzelnen Demandeur d'emploi ze mobiliséieren, en individuell ze betreien an ze guidéieren. Et ass dat, wat den Här Schmit versicht ze maachen a wat en amgaangen ass plazeweis ze maachen. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vun enger Aarbechts- a Weiderbildungsagentur vill méi proaktiv wéi fréier gefördert gëtt.

Madame Presidentin, mir ginn als DP net midd, ze widderhuelen, datt et d'Zil muss sinn a bleiwen, fir déi Jonk direkt op den Aarbechtsmaart ze kréien. Moossname wéi de CAE an de CIE si gutt am akute Krisemoment, wa séier gehandelt, jo géigegesteiert muss ginn a wann nach Suen an der Keess sinn. Duerfir hu mer als DP am Ufank dës Moossnamen an engem Geescht vu Solidaritéit mat deene jéngere Generatioune matzen an engem Krisenzeenario gedroen.

Mä leschten Enns hu se sech, esou wéi mer dat schonn hei ënnerstrach haten, als Noutléisung erwisen. Si hu sech awer virun allem als nëmme begrenzt wierksam erwisen. Schlëmmer nach: Jonker goufen an etleche Fäll provisoresch agestallt, well de Betrib eng Subventioun dofir krut. Si goufen awer leider net agestallt, well et wierklech an der Absicht vum Betrib louch, dës jonk Leit dauerhaft am Betrib ze beschäftegen a si esou am Virfeld op de Beruff virzebereeden.

Soulaang d'Regierung et sech nach eenegermoosse leeschte konnt, mam Scheckheft ze operéieren, sinn d'Problemer um Aarbechtsmaart net un der Wuerzel ugepaakt ginn. Virun 2009 ass nëmme wéineg, wann iwwerhaapt, op d'Mobiliséierung oder d'Aktivéierung vum Chômeur Wäert geluecht ginn. D'Vermëttlungskultur war villfach schwéierfälleg an huet innovativ Weeër gescheit. D'Zuel vun de Vermëttler ass bäi Wäitem net duergaangen, fir op déi wuessend Zuel vu Chômeuren ze reagéieren.

Virun 2009 koum ee Vermëttler op 400 Demandeurs d'emploi. An Däitschland gëtt ee Ratio vun engem op 65 ugepeilt.

Den Ursprong vun der Jugendaarbechtslosegkeet läit awer, wa mer op de Kär vum Problem zréckginn, net beim Här Nicolas Schmit. E läit zu engem net onwesentlechen Deel un eiser Schoulpolitik, déi méi Wäert op Strukturelles leet wéi op Inhaltleches an op d'Léierkultur u sech. D'Schüler aus dem Préparatoire kréien et ëmmer méi schwéier, fir um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Honnerte vun hinne riskéieren, weder eng passend Aarbechtsplaz ze fannen nach eng Ausbildung, déi hir Chancen um Aarbechtsmaart spierbar verbessert.

Fir aus dëser Däiwelskichen erauszekommen, musse mer grad an eiser Schoul den Hiewel usetzen. Wéi gesäit eis Orientéierungspolitik momentan aus? Ech ginn Iech e Beispill aus der Coiffeursformatioun. Ech hätt och kënnen en anert Beispill ginn, well laut mengen Informatiounen ass et an deenen anere Beruffer net vill besser.

Zënter der Reform vun der Beruffsausbildung ginn d'Schüler aus dem Modulaire verstäerkt an eng Formatioun fir Coiffeur orientéiert, mam Resultat, datt aktuell ronn 450 Léiermeedercher a -bouwen an dësem Beruff an der Ausbildung sinn.

Et ginn awer no realistesche Schätzungen nëmme maximal 120 Aarbechtsplazen an dësem Beruff gebraucht. An anere Wierder: Fir méi wéi 300 Jonker besteet vu virera keng reell Perspektiv op eng Aarbechtsplaz. Mir zillen eis also quasi eis eege Chômeuren erun. Mat esou enger Orientatiounspolitik, déi net no de Bedierfnisser vum Aarbechtsmaart kuckt, ass jiddefalls kengem gehollef.

Ech kéint nach villes iwwert d'Zoustänn an der Formation professionnelle soen. A villen Ausbildungen, esou gëtt engem gesot, leien nach ëmmer keng Programmer vir. Convocatioune fir d'Exame ginn ze spéit an och etlech emol falsch eraus. D'Definitioun vu Kompetenzen ass nach net fäerdeg an esou virun an esou weider.

Ech wëll hei awer net op den Detail agoen, well et net an d'Kompetenz vum Här Schmit fält. Mä et ass awer dramatesch, wat sech momentan an der Beruffsausbildung ofspillt. A schold dorunner ass eenzeg an eleng den zoustännege Ministère, deen dës Reform schlecht preparéiert, schlecht virbereet huet an och hoffnungslos domadder iwwerfuerdert schéngt ze sinn oder ass, fir seng Feeler auszebesseren.

Soulaang dës Zoustänn an der Beruffsausbildung herrschen, brauche mer eis dann och net ze wonneren, wa kaum nach ee Jonke Loscht op eng Beruffsausbildung huet, a wa sech ëmmer méi Betriber schwéierdinn, fir e Jonken auszebilden. Dobäi sinn déi allermeescht Beruffer an dësem Beräich Beruffer mat Zukunft, Beruffer mat Perspektiv. Hoer schneide wäert ëmmer e Service de proximité bleiwen. An den Daach vun engem Haus wäert ëmmer vun engem Betrib aus der Ëmgéigend gefléckt oder nei gedeckt ginn.

Net méi spéit wéi gëschter huet ee jonke Lëtzebuerger Entrepreneur, fir Iech nach esou e Beispill ze ginn, mer gesot, datt en nees véier Aarbechtskräfte fir seng Bauentreprise agestallt huet. Et si Leit, déi héich motivéiert sinn a bereet sinn, sech am Betrib eropzeschaffen. Et si jonk Leit aus der Äifel an aus der Neibelsch an et si Russlanddäitscher, déi him gesot hunn: „Gitt mer de qualifizéierte Mindestloun! A wann Der feststellt, datt ech et um Chantier bréngen, da gitt mer méi!" Déi véier Aarbechtsplaze waren och heiheem an eiser Press ausgeschriwwen. Et huet sech net een Eenzege gemellt! Dat léisst déif blécken. Entreprisë schafen heiheem Plazen, a mir kréie se a ville Fäll net mat eisen eegenen Demandeurs d'emploi besat.

Madame Presidentin, ech hu scho virun etleche Méint...

Mme la Présidente.- Entschëllegt, Här Bauler, den honorabelen...

M. André Bauler *(DP).*- ...Här Weber wollt eng Fro stellen. Här Weber, wann ech gelift.

(Hilarité)

Mme la Présidente.- ...Här Weber wéilt lech gären eng Fro stellen.

M. Robert Weber *(CSV).*- Här Bauler, ech hunn elo just... Éischtens, wann ech mech richteg drun erënneren, gëtt et am Bausecteur e Kollektivvertrag. Déi, déi aus dem Ausland eriwwer schaffe kommen, mussen deen dann och hei applizéieren a bezuelt kréien.

Zweetens hunn ech héieren, dass den Aarbechtsminister elo just virdru gesot huet, dass - ech mengen - 2.000 Arbeitnehmer aus dem Konstruktiounssecteur, also och dem Bausecteur dann, um Marché de l'emploi sinn, beim Arbeitsamt ageschriwwen. D'Fro stellt sech da bei mir: Dee Betrib, deen Dir gemengt hutt, huet deen déi oppe Plazen net eleng an der Zeitung ausgeschriwwen, huet e se och um Arbeitsamt gemellt?

M. André Bauler *(DP).*- Also, Här Weber, ech ginn dovunner aus. Dat wäert och esou sinn, datt dee Betrib, deen déi Leit hei astellt, natierlech no de Regelen astellt, déi verlaangt sinn, an och esou bezilt, wéi dat virgesinn ass. Ech hu just gesot, hien huet hinne gesot: „Ech ginn Iech och nach méi, wann Der bereet sidd, hei déi Leeschtung ze bréngen, déi Der och ukënnegt." An ech ginn dovunner aus, datt déi Leit dat maachen, wat se soen.

Wat dat anert ugeet, do misste mer dann de Betrib froen. Ech ginn och dovunner aus, datt en dat gemaach huet, well en huet mer gesot, en huet se um Lëtzebuerger Marché deklaréiert. Si waren an der Press. Ech ginn och dovunner aus, datt e se bei der ADEM da gemellt huet. Ech kann dat gären nofroen. Mä ech kann Iech dat elo net hei aus dem Steg soen, well ech hunn déi Plaze jo net ausgeschriwwen.

Madame Presidentin, ech hu scho virun etleche Méint hei am Plenum op Beispiller am Ausland higewisen. Denke mer un eis neibelsch Noperen. Si bilde ganz schwaach Schüler, déi nëmmen e geréngen theoretesche Bagage hunn, esou praktesch wéi nëmme méiglech aus, fir datt si als Hëllefskräften am Handwierk oder am Bauwiesen agesat kënne ginn.

Ech wëll nach eemol un dat erënneren, wat ech scho virun zwee Joer hei op dëser Plaz gesot hunn: Mir mussen nees vir ufänken, nämlech am Alter vun zwielef bis 13 Joer, direkt no der Septième. Do musse grad eis Préparatoiresschüler direkt nom siwente Schouljoer op eng méi manuell ausgeriichte Schinn gesat ginn.

An der Neibelsch hu se ewell mat 16 Joer eng zolidd handwierklech Ausbildung. An déi Léierbouwe bezéiungsweis d'Léiermeedercher kennen eppes a si kënnen eppes. Am Géigesaz zu eise Préparatoiresschüler, déi villfach mat 16 Joer nach ëmmer net wëssen, wat si wëlle ginn a kaum Perspektiven um Aarbechtsmaart hunn. 53% vun deene Jonken, déi an engem CAE waren, haten een niddrege Bildungsniveau, wéi d'Etüd vum CEPS eis weist. Beim CIE sinn et der nach ëmmerhin 30%. Dës Zuele weisen, datt mer net nëmmen e Vermëttlungsproblem, mä och a virun allem e Bildungsproblem hunn.

Aarbechtsmaartpolitik ass eben och Schoulpolitik an ëmgedréit. Duerfir musse mer also ewell op Septième ufänke mat Atelieren, mat Flicht-a Wahlfach, jee no Kënnen a Wëllen. Eigentlech kucken der vill no, wéi mer eis mat eise Schüler verrennen. Mir mussen also an den Alter vun zwielef bis 16 Joer investéieren. Duerno, dat stelle mer etlechmol fest, ass et dacks ze spéit. An et gëtt vill méi deier, wa mer déi Schüler erëm musse mat 18 oder 20 Joer an eng École de la deuxième chance schécken.

Ee Message, deen déi professionell Milieuen engem ginn, ass deen, datt d'Meeschterprüfung - den Här Nicoals Schmit ass beschtens placéiert dofir, hie weess dat - déi beschten Anti-Chômage-Moossnam ass. Och déi dual Ausbildung, wou d'Formatioun souwuel an der Schoul wéi am Betrib stattfënnt, gëtt am Ausland villfach als onverzichtbar ugesinn, wann et heescht, déi jonk Demandeuren nohalteg ze

qualifizéieren. Mir kruten dat nach op eiser Koblenz-Visite bestätegt vum Professer Sell, dem däitschen Aarbechtsmaartfuerscher.

An deem Kontext wëll ech och drun erënneren, datt mer ëmmer erëm versiche mussen, fir nei Weeër an der berufflecher Ausbildung ze goen. Viru Méint hat ech schonn hei op nei Modeller higewisen, déi et iwwregens och scho laang am Ausland gëtt.

Mat engem Abitur oder enger Première stinn engem haut de loin net méi all Dieren op. A verschiddenen europäesche Länner gëtt et ëmmer méi Studenten, déi hiert Studium ënnerwee ofbriechen. Dacks, well se sech falsch orientéiert hunn oder well se einfach net dofir gemaach sinn an dann an de Chômage geroden. Hänkt een awer u säin Abitur, u seng Première eng handwierklech Ausbildung, déi op eng Meeschterprüfung hinziilt, da steigere sech engem seng Chancen um Aarbechtsmaart spierbar.

Natierlech muss ee sech am Virfeld vun esou enger Entscheedung berode loossen. Natierlech muss een dat berufflecht Ëmfeld genee kennen a mat Fachleit préiwen, wou Débouchée sinn. Natierlech muss ee mat sech zu Chouer goen a sech eeschthaft d'Fro stellen, ob engem seng berufflech Virstellung, seng berufflech Aspiratioune mat der Realitéit um Aarbechtsmaart, an der Wirtschaft iwwereneestëmmen.

D'Orientéierung spillt, wéi ëmmer, eng essenziell Roll an dësem Décisiounsprozess. Och hei hu mer ze laang gewaart an et drop ukomme gelooss. Och hei besteet deemno Handlungsbedarf an et gëtt d'Exigenz, fir eng nei Orientéierungskultur an eise Schoulen an tëschent hinnen an der Beruffswelt ze entwéckelen.

Madame Presidentin, mat dësem Gesetzesprojet soll nogebessert ginn an deem Sënn, datt déi Jonk net méi direkt an eng Moossnam kommen, mä datt mat hinnen emol fir d'Éischt gepréift gëtt, wou ee si geziilt mobiliséiert kritt. D'Aktivéierung soll also hei am Vierdergrond stoen. Dëst mécht sech, wann een un de CAE denkt, entweder ënnert der Form vun enger praktescher an theoretescher Formatioun oder enger spezifescher Initiatioun, fir d'Kompetenze vum jonken Demandeur ze verbesseren.

Déi finanziell Bedeelegung vum Promoteur, dat ass virdrun och e puermol gesot ginn, geet och erop. Datt och d'Betriber iwwert de Wee vun engem reforméierte CIE méi an d'Verantwortung geholl solle ginn, ass eng indispensabel, eng noutwendeg Saach, well si solle jo net vu bëllegen Aarbechtskräfte profitéieren, mä punktuell finanziell ënnerstëtzt ginn, ënnert der Bedéngung, datt si déi Jonk forméieren, fir se herno dauerhaft kënnen anzestellen.

Madame Presidentin, d'Demokratesch Partei wäert sech bei dësem Projet de loi enthalen, well mer trotz enger Rei vu Verbesserungen net gesinn, datt sech heimat tatsächlech eppes um Terrain ännert a jonk Leit wierklech fit gemaach ginn, fir an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen.

Ech wëll an deem Kontext nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer dëse ganzen Instrumentarium net an deem Ëmfang bräichten, wa mer en amont eng Bildungspolitik géife praktizéieren, déi de Realitéiten an de Bedierfnisser vun der Aarbechtswelt gerecht gëtt. Dat hei ass jo eigentlech just Gepléischters. Et ass en Nobesseren en aval, well an der Schoul selwer verpasst gëtt, d'Formatiounspläng, d'Léierkultur an d'Orientéierung esou ze veränneren, datt déi Jonk besser op d'Beruffswelt virbereet sinn.

Ofschléissend wëll ech mengem Kolleeg, dem Rapporteur Roger Negri, Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bauler. Als Nächst wier déi honorabel Madame Viviane Loschetter virgesinn. Dir hutt d'Wuert, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Här Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Bisenius, deen eis ëmmer alles schéi strukturéiert, och an dësem Projet de loi mat den Tableaux synoptiques an esou, a schlussendlech awer ons heibannen d'Aarbecht doduerch erliichtert, och emol eng Kéier e grousse Merci auszeriichten.

Dir kënnt Iech erënneren, am Dezember - Dir vläicht net, Här Wilmes -, am Dezember 2006, do hu mer fir d'Éischt iwwert déi Mesurë geschwat an deem ominéise Projet de loi 5611, huet dat geheescht. Dat war esou e Projet de loi fourre-tout, wou iwwer Kyoto bis hin eben zum Jugendchômage eng ganz Rëtsch, eng Hällewull vu Saachen dra waren, ënner anerem dann och fir d'éischte Kéier de CIE an de CAE.

Dat war bal esou duerchgaangen, ouni datt een driwwer geschwat hätt, wären do net Jugendlecher gewiescht, déi awer dunn herno sech dozou geäussert hunn. An hätt awer och net - an dat war virun der Kris, wëll ech Iech drun erënneren - de Premierminister deemools dësen Deel vum deemolege Gesetz op engem Briefing kommentéiert, an zwar sot en dozou: „Wësst Der, d'Jugend fiert bei Schoulofschloss léiwer an d'Vakanz wéi sech op d'Sich no enger Aarbecht ze maachen."

De Kolleeg Bausch, deen deemools hei op der Tribün war, huet dat dénoncéiert als Stammdëschparolen. An deemools ware mir och eben net eleng, déi ons op dëser Tribün entsat erklärt hunn iwwer esou wéineg Asiicht, Här Wilmes, iwwert d'Situatioun vun de Jugendlechen, déi eng Aarbecht sichen oder déi eng Léierplaz sichen. Ech erënneren eben un deels gutt besichte Manifestatioune vu Jugendlecher a Jugendorganisatiounen iwwert dëse Projet de loi 5611 an awer och iwwert déi esou skandaléis Behaaptunge vu Schüler, déi sech soi-disant foutéieren, an awer do hannendrun och implizit hiren Elteren, déi dann einfach géifen esou passiv deem nokucken.

An haut, firwat ech dat gesot hunn, ass et, well mer haut eigentlech, sechs Joer, bal siwe Joer duerno, Här Wilmes, e Revival erliewen. Virun allem erliewe mer e Revival, wat d'Stammdëschparolen ugeet, dës Kéier net op engem Regierungsbriefing, mä carrément virun engem volle Sall bei enger Konferenz, wou de Premier, ouni mat der Wimper ze zucken, behaapt huet, déi Jugendlech hei am Land wiere sech ze schued, fir verschidden Aarbechten unzehuelen.

Erlaabt mer hei d'Geleeënheet ze ergräifen, Madame Presidentin, fir Iech matzedeelen, datt mir Gréng ons definitiv vun esou Aussoen distanzéieren an datt et eis och penibel ass, wann e Politiker enger ganzer Generatioun esou d'Mësstraue verkënnegt. D'autant plus, wann de Politiker de Regierungschef ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wat hei um Spill steet, ass d'Gestaltung vun der Zukunft an de Liewensméiglechkeete vun der nächster Generatioun. A schlussendlech geet et och hei ëm d'Gestaltung vun onser Gesellschaft. Ëmmer méi héiert ee geféierlech Aussoen iwwer jonk Leit, déi als Schëllegen duergestallt ginn, well se keng Aarbecht hunn oder well se keen Diplom hunn. An ech froe mech ganz éierlech, wéi déi Elteren, wéi hir Eltere sech fille bei esou Aussoen.

Mir sinn der Meenung, datt mir keng Zäit méi hunn, fir esou Aussoen ze formuléieren, an datt mer schonns 2006 keng Zäit haten, fir esou Aussoen ze formuléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech muss och fairerweis ënnersträichen, datt ech mam Aarbechtsminister d'accord sinn, wéi hie gesot huet, wéi mer zesummen iwwert déi hei Mesuren, d'Mesures d'adaptation geschwat hunn, datt dës Mesuren zwar vläicht net déi bescht wären oder optimal wären, mä datt se op jidde Fall besser wäre wéi dat, wat virdru war. Dat stëmmt.

Effektiv huet déi wëssenschaftlech Evaluatioun op d'Schwächten higewisen, déi och virdru scho vum Rapporteur opgezielt gi sinn. An et sinn och deementspriechend Adaptatiounen dozou gemaach ginn. Ech fänken net erëm un, se hei ze ernimmen. Ech denken, déi, déi gemaach gi sinn, sinn och an där Logik vun där Beschreiwung vun deene Schwächte vun dëse Mesuren.

Et bleiwen awer fundamental Iwwerleeungen, déi ons feelen, fir dës Mesurë guttzeheeschen. Mir kënnen definitiv net de Jugendchômage bekämpfe mat soi-disant transitoresche Mesurë wéi CIE oder CAE, déi dann als lescht Initiativ definéiert ginn, wann e Jugendlechen no esou vill Zäit ebe keng Aarbecht fënnt.

Wou bleiwen déi aner Stécker vun der Offensiv géint de Jugendchômage? Wou sinn dës Stécker alleguerte matenee vernetzt? A wou sinn d'Brécken, déi de Jugendlechen et erlaben, vun engen Stéck eriwwer bei dat anert sech eropzeschaffen?

A weess déi lénks Hand aus der Regierung iwwerhaapt, wat déi rjets Hand an deem Kontext mécht? Weess d'Éducation nationale, wat den Aarbechtsministère mécht?

Une voix.- Neen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Gëtt de Wirtschaftsministère seng Donnéeë virun? Schafft de Wirtschaftsministère mam Bléck op d'Jugendbeschäftegung?

Dir Dammen an Dir Hären, éierlech gesot a mam beschte Wëllen, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen, de Jugendchômage ze bekämpfen, mä mir fanne keng kohärent Strategie an där Bekämpfung vum Jugendchômage. An deen ass hei héich zu Lëtzebuerg! An ze soen, datt de Jugendchômage Gott sei Dank net geklommen ass, datt e stabil bleift, kann ons net manner allertéiert maachen. De Jugendchômage ënner 25 Joer mécht awer bal 20% hei an dësem Land aus. An erlaabt mir, Iech kuerz awer einfach ze skizzéieren an deem Kontext, wéi dee vernichtende System hei an dësem Land fonctionnéiert.

An deene Joren, säitdeem et déi Mesurë gëtt - CIE, CAE -, sinn am Schouljoer 2008/2009 1.928 Schoulofbriecher gewiescht, dovunner 39% dauerhaft Schoulofbriecher. Dat heescht, net déi, déi sech dann dat Joer duerno réorientéieren. Am Joer 2008/2009 waren et der 1.660, dovunner 36% dauerhaft. Déi sinn derbäikomm natierlech, c'est à additionner. An am Joer 2009/2010 hate mer 1.660 Schoulofbriecher, dovunner 36% dauerhaft.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Fir Iech dat ze illustréieren, stellt Iech emol vir, Dir stitt virun engem Lycée, virun engem Kolléisch, virun engem Robert-Schuman an et schellt an d'Schüler lafen all eraus. Dat sinn ongeféier esou vill Schoulofbriecher pro Joer wéi Jugendlecher aus esou engem Lycée erauslafen, dovunner en Drëttel dauerhaft.

An dat sinn déi selbstverständlech, woubäi scho praktesch mat Empathie, ech muss soen, den Aarbechtsminister herno domadder beschäftegt ass! Deen ass op jidde Fall net am Chômage mat deene Jugendlechen. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg de Chômage a virun allem de Jugendchômage zur ieweschter Prioritéit maachen, ech hunn dat scho gesot, wa mer wëllen, datt ons Gesellschaft hei zukunftsfäeg ass, a wa mer wëllen, datt d'Cohésion sociale hei zu Lëtzebuerg en Atout bleift, a wa mer net wëllen zu enger Situatioun kommen, datt och hei zu Lëtzebuerg - Worst Case! - d'Autoen a Brand gestach ginn.

Duerfir fuerdere mir als Gréng, mat allem Respekt fir d'Effortë vum Aarbechtsminister, datt de Chef vun dëser Regierung sech endlech dëser Saach unhëlt a regierungsiwwergräifend de Jugendchômage „zur Chefsache" erklärt. Dat wären emol sënnvoll Saachen, déi hie kéint maachen.

D'Zil dovunner wär jo natierlech eng kohärent an effizient Bekämpfung vum Jugendchômage an e fundamentalen Invest a Politiken, déi onse Kanner a Jugendlech eng reell - eng reell! - Chance bidden, hire Choix de vie ze maachen an och duerchzezéien.

Mir musse vill méi an och méi prezis op d'Beruffsausbildung zilen, virun allem bei de Jonken, déi wéineg oder guer keng Qualifikatioun hunn. An do ginn ech Iech iwwerhaapt net recht, Här Wilmes! Et ass net fir déi, déi keng Qualifikatioun hunn, wou mer an de CIE an an de CAE sollen eng 13 Milliounen erapompelen. Well grad déi - grad déi - si mir der Meenung, datt déi solle qualifizéiert ginn.

Mir musse Léierplaze promouvéiere mat deene Suen, mir mussen d'Accessibilitéit op d'Léierplaze méi einfach gestalten. Mir mussen d'Employeuren doranner ënnerstëtzen a mir mussen den Encadrement vun de jonke Mënschen assuréieren.

A mir musse kucken, mir sinn nämlech der Iwwerzeegung, datt et méiglech muss sinn - grad bei deenen, net nëmmen, mä grad bei deenen -, datt déi Jugendlech, anstatt datt se e CIE- oder e CAE-Kontrakt aginn, op d'mannst kënnen e CCN, dat heescht, haut heescht et e CCP, e Certificat de capacité pratique maachen, dat heescht, mat den Hänn eppes léieren - mat den Hänn eppes léieren!-, an datt mer mussen doranner investéieren, an datt si kënnen op deem Wee eng Qualifikatioun kréien. Dat wier eng Donnant-donnant-Haltung, dat heescht, eng Haltung, wou en Employeur wierklech sech och beméit, een unzeléieren.

An et wär eng Méiglechkeet, wou een, dee keng Aarbecht huet, keng Qualifikatioun huet, vläicht och net déi intellektuell Fäegkeet, mä en huet awer zwou Hänn. Ma da soll en net e CIE-Kontrakt huelen, da soll en e CCP maachen! An doranner solle mer déi Milliounen investéieren. D'autant plus, wa mer wëssen - wa mer wëssen! -, an déi Donnéeën hu mer, datt mer mussen d'Handwierk revaloriséieren, well mer an Zukunft virun allem am Handwierk Leit mat Qualifikatioune brauchen. Mir vermëssen dës Iwwerleeung an der Bekämpfung vum Jugendchômage.

Mir sinn och ganz skeptesch vis-à-vis vum Certificat, deen dann ausgeschriwwe gëtt - CIE, CAE -: „Hei dee Jong, dee jonke Mënsch, déi jonk Damm huet elo esou vill gutt geschafft; mir kënnen en awer net huelen, aus där an där Ursaach." Dat ass erëm eng Alibi-Certificatioun méi. Dat ass kee qualifiantë Certificat an et wierkt, egal wéi, och nach ëmmer stigmatiséierend.

A wa mer iwwer eis Bildung schwätzen, sief et iwwert den éischte Wee, en zweete Wee, d'Erwuessenenausbildung, kommen ech och net derlaanscht, fir kuerz iwwert de Prinzip vun der Orientéierung ze schwätzen. Wéi vill investéiert dës Regierung an Orientatioun? Wou gëtt se gemaach? Ass d'Maison de l'orientation e richtege Projet oder bleift se en Haus, wou e puer Verwaltungen deeselwechten Ënnerdaach hunn? Dës verschidden Institutioune kënnen nëmmen esou gutt schaffen, wéi d'Politik hinnen d'Moyenen och dozou gëtt.

Fir dës Mesuren duerchzeféieren, Här Minister, Här President, wéi vill Besoinen en personnel brauche mer? Gëtt et dës Ressources humaines fir d'Begleedung, fir d'Evaluatioun vun deene knapp 5.500 Jugendlecher ënner 30 Joer? Gëtt et do e Programm vun enger Fiche financière, wat déi Ressources humaines géife kaschten, wa mer se esou hätten, wéi mer se eigentlech bräichten, fir effizient ze schaffen?

Wat ass de finanziellen Undeel vun deem Fonds pour l'Emploi fir dës Mesuren? Oder besser gesot, d'Estimatiounen?

Mir wëssen, datt 2011 eng ronn 13 Milliounen Euro an dës Mesurë gefloss sinn. Dat sinn enorm vill Suen! An déi wëssenschaftlech Evaluatioun beweist ons och, datt bei engem CIE vun honnert concernéierte Jonke 25 herno keng Aarbecht fannen, ee Véirel, d'Halschent, 50, eng Aarbecht fonnt hunn. Mä déi hätte se och fonnt, ouni dës Mesure. Déi hätte se och, dat steet...

(Interruption)

Dat ass Interpretatioun. Mä dat steet..., esou interpretéiere mir et, 50% hätte se och fonnt ouni dës Mesure. An dann natierlech 25% hunn eng Aarbecht fonnt grâce à cette mesure. Beim CAE, wéi gesot, ass d'Resultat nach manner concluant, fir fein ze bleiwen an net ze soen, nach méi schlecht.

Dir Dammen an Dir Hären, fir ons ass dës Fiche financière esou net tragbar. D'autant plus, datt den Encadrement, de professionelle Suivi vun dem Jonken an d'Ënnerstëtzung vun de Betriber, déi sech Jugendlecher unhuelen, de Moment zumindest nach, qualitativ a quantitativ nach ze wënschen iwwreg léisst. Da muss ee sech awer d'Fro stellen, déi gerechtfertegt Fro stellen, wiem dës 13 Milliounen notzen. Oder ob se iwwerhaapt engem schlussendlech notzen.

An et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi vill kéinte mer mat dësem Budget an d'Promotioun vun de Léierplazen investéieren? Mir sollen investéieren, mä an eng Politik, déi ons no sechs Joer e positive Bilan bréngt. Mir kënnen ons et net méi erlaben, eng Politik ze applizéieren, wou mer net sécher sinn, datt se net nohalteg gräift.

An duerfir, Här President, kënne mir dëse Projet einfach net stëmmen.

Ech géif och nach gären ee lescht Wuert hei just soen zu där «garantie jeunes». D'«garantie jeunes», dat ass e Projet, deen 2010 am Juli mat engem Rapport vun enger jonker, grénger, dänescher Europaparlamentarierin, déi sech do ganz vill agesat huet, ass dee Rapport am Parlament ugeholl ginn. An ech mengen, iwwermuer sollt en dann och vum Conseil ugeholl ginn. Dat ass eng gutt Saach.

Do ginn immens vill Sue fräigestallt.

(Interruption)

Mä do geet et net drëms, Suen ze pushen, dranzepushen, fir datt een transitoresch an temporairement eng Aarbecht huet. Do geet et drëms, fir deene Jugendlechen eng fest Aarbecht ze ginn.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- 50 Joer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Huelt Iech déi Zäit, Här Wilmes, vergläicht emol dee Rapport...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...200 Joer an der Stad Lëtzebuerg.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här Wilmes, huelt Iech déi Zäit, liest emol eng Kéier dee Rapport vun der jonker Madame Turunen...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ganz gären!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... an da liest Der d'Transkriptioun dovunner, ob de CIE, CAE..., do géif ech awer mengen, datt dat net grad dat ass, wat vun där jonker Parlamentarierin esou gemengt war.

(Interruption)

Voilà, dat gesot an dat richteggestallt, muss ech leider matdeelen, datt mer deen heite Projet net wäerte stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här

Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus och dem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëse Projet de loi huet als éischt Zil am Fong, dee provisoresche Charakter vun de Gesetzer vun 2009, déi den 31. Dezember ausgelaf sinn, fir déi an eng definitiv Bestëmmung ëmzeänneren.

Ech wëll direkt vun Ufank u soen, datt mir als ADR dësem Projet wäerten zoustëmmen. Och wann elo, wéi virdru gesot ginn ass, nëmme 25% vun deenen 1.300, dat sinn ëmmerhin awer 350 Leit, eng Plaz iwwert dëse Wee fonnt hunn. Dat schéngt eis net näischt ze sinn. An dat ass ëmmer derwäert, fir esou en Effort, esou eng Moossnam ze huelen.

An op där anerer Säit, déi 50%, déi och nach eng Aarbecht fonnt hunn, do kann een net sécher, net definitiv soen, ob se op dës Moossnam zréckzeféieren ass oder net, mä sécherlech ass och nach een Deel vun deem Prozentsaz op dës Moossnam zréckzeféieren.

Ech mengen, wichteg ass, datt mer deene Jonken eng Beschäftegung ginn hunn, och wann déi Beschäftegung nëmmen zäitlech limitéiert ass. Fir Jugendlecher, déi aus der Schoul kommen, ass dat wesentlech, datt se dann an den Aarbechtsmaart integréiert ginn an datt mer se net dobaussen op der Strooss stoe loossen.

Soudatt dëse Projet trotz allen Nodeeler, trotz alle Kritiken awer dach zum Deel e positivt...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...e positivt Resultat huet.

Här President, ech wollt, an där kuerzer Zäit, wou mer hei zur Verfügung steet, e puer Froen un den Här Aarbechtsminister stellen, wat méi mat praktescher Duerchféierung ze dinn huet. Zum Beispill déi Verträg, déi elo tëschent dem 1. Januar an dem Akraafttriede vun dem neie Gesetz elo sinn, op wat fir enger Basis sinn déi gemaach ginn?

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sinn dat der opgrond nach vun...

M. le Président.- ...opmierksam ze sinn, wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...deem ale Gesetz? Oder sinn déi schonn en vue vun deem neie Gesetz gemaach ginn? Oder ginn déi elo, no dësem Vote, einfach adaptéiert un déi nei gesetzlech Bestëmmungen?

Mir hunn ënner 30 Joer 5.468 Leit an der ADEM ageschriwwe gehat ausganks Dezember. Dat sinn 18%. Dat sinn der vill fir Lëtzebuerg. An dovun hu mer der 1.308, déi an enger vun deenen dräi am Gesetz virgesinne Moossnamen hei sinn.

Um Niveau vun Europa ass vun der «garantie jeunes» geschwat ginn, wou am Fong recommandéiert gëtt, datt all Jugendlechen, deen aus der Schoul kënnt, soll bannent véier Méint eng Offre d'emploi ugebuede kréien oder eng Weiderformatioun ugebuede kréien.

Och hei stellt sech d'Fro un den Här Minister, wéi wäit datt mer mat deem Zil sinn, wéi héich datt eise Prozentsaz ass. Sécherlech wäerte mer net honnert Prozent vun deene Betraffene kënnen eng Plaz oder eng Formatioun ubidden, mä wéi wäit si mer domadder komm?

Eng drëtt Fro, déi ech wëll mat an d'Diskussioun erabréngen: Eist Zil ass et jo, fir déi Jugendlech an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien. Dat muss ëmmer eist Zil bleiwen. An et kann net d'Zil sinn, datt mer no engem oder anerhallwem Joer, wann dës Moossnamen erëm sinn, ons géifen domat offannen, datt se erëm an der ADEM géifen ageschriwwe ginn!

Mir hu schonn héiere virdrun, datt ongeféier 25% iwwert dëse Wee eng Festustellung an deene Betriber kréien, 50% hu selwer eng fonnt a 25% géifen da bleiwen, déi erëm bei der ADEM mussen nei ageschriwwe ginn. Ech mengen, et ass kloer, datt mer mussen dat analyséieren, well mer hei de Betriber jo op där enger Säit eng Ënnerstëtzung ginn.

An dat ass einfach déi Schwieregkeet, déi mer bei dëse Moossnamen hunn, well mer engersäits de Betriber soen: „Hei, mir hëllefen als Stat, wann Der där Jugendlecher do astellt, iwwer eng finanziell Subventioun, fir déi Leit ze huelen.", fir datt net en Abus do entsteet, datt déi just geholl gi wéinst der finanzieller Subventioun an herno gi se erëm fale gelooss. Dat ass natierlech e schwéiere Wee, fir eben d'Betriber dozou ze bewegen, datt se eng Politik maachen, datt d'Zil soll sinn, vun Ufank un d'Zil soll sinn, fir déi jonk Leit do definitiv anzestellen.

25% ass sécherlech en niddrege Prozentsaz, deen zu enger definitiver Astellung féiert, an d'Fro, déi sech stellt, och un den Här Minister, dat ass, ob mer do och eng Moossnam kënnen..., eng Méiglechkeet hu fir Betriber, déi géife systematesch esou Leit astellen a se systematesch herno net astellen, wann d'Verträg ofgeschloss ginn, wéi laang datt déi Betriber nach kënne vun deene Moossname profitéieren. Oder ob mer net och eng Regelung kënne fannen, wou mer soen, wann d'Betriber systematesch just vun der Aide profitéieren a se duerno och erëm fale loossen, da kënne mer net an deene Betriber an déi Richtung fueren. Oder datt een eventuell, dat ass och eng Iddi, déi Subventiounen nach méi laang zitt a se degressiv zitt, mä awer mat der Obligatioun, datt eng Astellung misst herno kommen.

Wa mer elo higinn, datt mer e Certificat aféieren, dat ass ze begréissen! Mä, et ass gesot ginn, virun allem fir déi Leit, déi herno keng Aarbechtsplaz kréien, déi sollen awer e Certificat kréien, well wa se net an deem éischte Betrib eng kréien, wier dat negativ fir spéider Astellungen. De Certificat ass gutt, mä ech mengen, de Certificat wäert déi Problematik net léisen. Si hunn elo just schrëftlech, datt se keng Astellung kritt hunn, an normalerweis muss dee Betrib jo dann och nach drastellen - e ka jo net schreiwen, aus Raisons économiques hätte se en net geholl, e muss also draschreiwen: „Déi Persoun huet net menge Virstellungen entsprach."

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerfir, Här President, ass et jo gutt, datt mer esou e Certificat kréien, mä ech mengen, op där anerer Säit ass et awer net, datt ech mengen, datt duerch dee Certificat do wäert Wesentleches änneren.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eiser Säit bréngen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. An engem Land, wou all Joer méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, wéi Demanden do sinn, dierft et eigentlech keng esou Placementsmesurë ginn, déi niewent dem Aarbechtsrecht stinn.

Déi Mesuren an der aktueller Form hunn ugefaangen, et ass schonn hei gesot ginn, 2006 am Kader vum 5611-Gesetz. Si sinn deemools staark kritiséiert ginn, d'Schüler sinn op d'Strooss gaangen, well se sech als bëlleg Aarbechtskraaft behandelt gefillt hunn, net nëmmen heiwéinst, mä och wéinst anere Mesuren, déi an deem 5611-Gesetz virgesi waren.

Déi hei Mesurë sinn 2009 nach verschäerft ginn, do waart Dir och scho Minister. Et si méi Sue fir d'Patrone komm, et si méi laang Dauerzäite vun deene Mesuren agefouert ginn. D'Indemnitéite louchen duerchweegs ënnert dem Mindestloun. An de roude Fuedem vun där ganzer Gesetzgebung war ëmmer, dass d'Aarbecht muss méi bëlleg ginn, fir dass d'Patronen nach Leit iwwerhaapt astellen.

Duerfir, Här President, ass et am Prinzip begréissenswäert, dass haut eng Rei vu Konklusioune gezu ginn, och opgrond vun enger Etüd vum CEPS iwwert d'Effikassitéit vun deene Mesuren: Zum Beispill, well déi Mesuren entweder keng Perspektiv bidden - am öffentleche Secteur - oder keng wierklech Formatioun ubidden an dacks nëmmen als eng Art Période d'essai benotzt ginn, ass et natierlech am Prinzip richteg, fir d'Éischt emol ze kucken, d'Leit op eng definitiv Aarbechtsplaz ze placéieren.

Ech froe mech just: Firwat ass dat elo eréischt méiglech? Firwat war dat virdrun net scho méiglech? Wat sinn do eventuell fir zousätzlech Mesurë geplangt, fir den Drock opzebauen, neien Drock opzebauen op d'Chômeuren, fir egal wat fir eng Aarbecht unzehuelen, zum Beispill, ouni wierklech Formatioun an ouni gutt Aarbechtsbedéngungen?

Ech wëll och hei déi Aussoe vum Premierminister Juncker ganz schaarf kritiséieren, wou e gesot huet, déi Jonk wieren sech ze schued, fir eng Aarbecht unzehuelen. Esou Aussoe gi gemaach, fir dovun ofzelenken, sot de Jacques Drescher an enger Carte blanche op RTL, dass Chômage an Aarmut eng direkt Konsequenz vun enger bestëmmter Politik sinn, also vun der Spuerpolitik. De Public soll och drop agestëmmt ginn, dass geplangt ass, direkt op d'Käschte vun de Chômeuren ze spueren, also zum Beispill bei der Préretraite-solidarité, der Aide au réemploi oder bei der Verschäerfung vun der Zoumuttbarkeetsklausel bei der Sich no Aarbecht.

Et ass wuel ze begréissen, dass derfir soll gesuergt ginn elo, dass d'Leit net méi esou laang a Mesurë bleiwen, well se do stigmatiséiert gi sinn. Et ass och richteg am Prinzip, dass opgehale gëtt mat där Politik, fir déi Leit zum Nulltarif quasi unzebidden den Employeuren. Sou ginn d'Subventioune reduzéiert. An endlech kréien och jonk Erwuessener de Mindestloun fir eng Aarbecht, déi se ausfëllen, allerdéngs mat der klenger Reserv, dass qualifizéiert Leit awer manner wäerte kréie wéi bei där Gesetzgebung vu virdrun.

Ech mengen, dass mat dësem Gesetz, Här President, d'Kritiken um 5611-Gesetz nodréiglech als richteg erkannt ginn. Trotzdeem bleiwen awer déi Mesuren am Wesentlechen erhalen. Nach ëmmer si mer en marge vum Code du Travail, vun deem nëmmen e ganz klengen Deel applicabel ass. D'Kënnegungsschutzbestëmmunge sinn net applicabel.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat wäert ech och, mengen ech, fäerdegbréngen, Här President. Ech si geschwë fäerdeg.

D'Mesurë sinn zum Beispill nach ëmmer keng Aarbechtsverträg. D'Aarbechtsgeriichter sinn och net zoustänneg dofir.

Ech mengen, dass generell misst eppes geännert ginn un der Attitüd zum Chômage. An et misst endlech erkannt ginn, dass d'Chômeuren net schëlleg sinn um Chômage an et misste prioritär Mesurë geholl ginn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an Aarbechtsplazen auszebauen, mat anere gesetzleche Mëttelen. Et läit eng Proposition de loi vum André Hoffmann vir, déi seet, dass et misst méi schwéier gemaach ginn, Licenciements économiques ze maache bei Betriber, déi grouss Gewënner maachen.

De Minister selwer huet viru Kuerzem virgeschloen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, zum Beispill um Gebitt vum Logement, mat der Reserv vun der Sécurité sociale. Wat ech eng ganz gutt a konstruktiv Mesure géif fannen, ëmsou méi, well déi Lénk se jo och scho laang préconiséieren.

Also, ech mengen, dass deen heite Projet wuel keng zousätzlech nei grouss Verschlechterunge bréngt, duerfir wäert ech mech och nëmmen enthalen. Mä e wäert op jidde Fall awer net de Problem vum Chômage a vum Jugendchômage, deen e ganz wichtege Problem ëmmer nach ass an ëmmer méi gëtt, wierklech um Fong léisen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den zoustännegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, ech wëll natierlech och dem Här Negri fir d'Éischt emol Merci soe fir säi Rapport. Duerfir ginn ech net op déi allgemeng Observatiounen an iwwert de Chômage vun deene Jonken. Besonnesch an Europa - ech mengen, dat ass effektiv och ee vun deene schlëmmste Problemer, déi mer an Europa momentan hunn.

A wa mer gesinn, wat och erëm gëschter an Italien geschitt ass, wou eng Partei 25% einfach esou kritt, dann huet dat och eppes domat ze dinn, datt zum Beispill an engem Land wéi Italien de Jugendchômage extrem héich ass a vill Jugendlecher Joren a Joren drop waarden, bis si iwwerhaapt eng zolidd a stabel Aarbechtsplaz kréien.

Mä dat ass net den Objet vun eiser Diskussioun, och wa mer ëmmer, och hei am europäesche Kontext, dee Problem am A musse behalen.

Ech muss soen: Iwwer wat schwätze mer hei? Iwwer wat schwätze mer hei? Mir schwätzen hei Enn Dezember iwwer 1.500 jonk Leit, déi effektiv iwwert déi Mesuren do eng Chance kritt hunn, an eng Aarbechtsplaz ze kommen. Sécher net eng Aarbechtsplaz, déi definitiv an durabel war, mä déi trotz allem sollt de Wee opmaachen, fir esou eng durabel Aarbechtsplaz ze fannen.

Mir schwätze vun 13 Milliounen. Sinn 1.500 jonk Leit, déi de Wee opgemaach kréien, fir eng Expérience professionnelle ze kréien, déi endlech, heiansdo no längerem Waarden, eng Offer kréien, well momentan och d'Situatioun um Aarbechtsmaart net optimal ass, ass dat net 13 Millioune wäert?

Ech mengen net, datt mer hei vu Chiffere schwätzen, déi ons missten erféieren. Et gëtt ganz aner Chiffere fir ganz aner Saachen, wou ee kéint erféiert ginn.

E puer generell Remarquen.

Jo, d'Chambre de Commerce bedauert déi dräi Méint. Mä ech mengen, et ass gesot ginn och vu verschiddenen Intervenanten: Firwat hu mer déi dräi Méint dragesat? Mir hunn déi dräi Méint dragesat ebe grad aus deem Grond, fir net aus der Mesure, déi gutt ass an noutwendeg ass a verschiddene Situatiounen, d'Regel ze maachen.

Et gëtt vill jonk Leit, déi brauche keng Mesure, déi fanne relativ schnell en Emploi, déi débrouilléiere sech ganz oft selwer a fannen hiren Emploi. Duerfir soll net d'Reaktioun sinn, wann e Jonke sech an d'ADEM aschreiwe geet, datt d'Reaktioun ass: „Bon, ma deen huele mer, dee schécke mer elo séier an eng Mesure, dann hu mer deen ewech." Dat ass net den Objet vun der Mesure, well vill Jonker, nach eng Kéier, déi brauchen dat net. Déi maachen dat selwer an déi débrouilléiere sech ganz oft och ganz gutt selwer.

Mä déi Jonk, wou et kloer gëtt, datt d'Situatioun méi komplex ass, well se vläicht net déi Erfahrung hunn oder sech net esou gutt débrouilléieren, déi brauchen heiansdo e Push an déi brauchen eng Hëllef. Déi brauchen och eng Hëllef, fir bei engem Betrib, datt den Employeur seet: „Okay, ech ginn deem Jonken do eng Chance." An dat ass den Zweck vun deene Mesuren, datt jonk Leit, déi e bësse méi wäit ewech sinn, déi net ëmmer total onqualifizéiert sinn, mä trotz allem en dépit vun der Qualifikatioun méi wäit ewech vum Aarbechtsmaart sinn, eng Chance kréien, fir an e Betrib ze goe mat engem CIE oder an eng aner Aarbechtsplaz mat engem CAE.

Nun ass d'Fro gestallt ginn: Si mer elo an enger totaler Insécuritéit? Neen, mir sinn net an enger totaler Insécuritéit. Mir hunn effektiv, an ech bedaueren et, zwee Méint elo e bësse verpasst, wou effektiv eng Rei jonk Leit net vläicht direkt esou eng Mesure kruten. Mä da weist sech jo och während deenen zwee Méint, ob et och ouni Mesurë geet. Da weist sech jo, ob se dann normalerweis awer eng Aarbechtsplaz fonnt hunn. A wa se dat hunn, tant mieux. Wa se dat net hunn, dann ass et elo wichteg, datt mer am Mäerz dee System an dat Instrument erëm voll kënne gebrauchen.

Mir sinn also net an enger Situatioun vun Insécuritéit. Mir sinn an enger Situatioun, wou all Betrib weess, okay, wann et absolut muss sinn, da kënne mer op där aler Basis eng Mesure ginn, an déi gëtt transforméiert, soubal dat neit Gesetz do ass. Dat ass fir eng Rei Kontrakter geschitt, besonnesch wou d'Bedéngung ass, datt se herno an en Apprentissage ginn. Soss hu mer dat e bëssen différéiert.

Eng Fro iwwert d'Sozialkompetenz. Natierlech ass dat en Deel. Dir hutt vläicht Iech elo net am Detail an och um Terrain mat der Applikatioun vun deene Mesurë beschäftegt. Mä wann een dat mécht, an Dir hutt jo d'Geleeënheet och oft, wann Der wëllt, mat de Leit vun der ADEM, där neier Équipe vun der ADEM ze schwätzen, dann ass dat e wesentlechen Aspekt. Besonnesch bei Jonken, déi wäit ewech vum Aarbechtsmaart sinn, oft schlecht qualifizéiert, mä net ëmmer schlecht qualifizéiert, mä wou et ganz oft un deene Sozialkompetenze feelt.

An ech wäert nach op dee Problem zréckkommen, wann ech Iech iwwert de generelle Projet fir déi Jonk schwätzen, deen och verbonnen ass mat der Applikatioun vun deene Mesuren.

Natierlech gëtt et Patronen, déi Abus maachen, déi en Effet d'aubaine hei spillen, déi eben dat do mathuelen a vläicht duerno dem Jonken net eng Offer maachen. Mä Dir wäert jo awer net mengen, datt, wann ee sech ameséiert, dauernd jonk Leit iwwer eng Mesure ze huelen, an da seet, se wieren näischt, dat ka jo eemol virkommen, mä wann ee sech ameséiert, dauernd dat Spill mat der ADEM ze maachen, da geet eng rout Luucht un, an dee Patron wäert op jidde Fall keng Jonk méi an eng Mesure kréien. Dat gëtt elo applizéiert an dat wäert nach méi schaarf an der Zukunft applizéiert ginn.

Jo, mir musse jonk Leit aktivéieren. Ech kann net hei iwwert d'Schoul schwätzen. Okay, d'Schoul transforméieren, d'Schoul verbesseren, dat ass amgaang gemaach ze ginn, mä dat ass e laange Prozess. Dat ass en Tanker, deen net einfach ze dirigéieren ass. Déi Jonk, déi haut op den Aarbechtsmaart kommen, déi kënnen net soen: „Bon, Pech fir mech, ech war net an där optimaler Schoul, déi ass fir iwwermuer." Déi brauchen haut eng Äntwert. Déi brauchen haut eng Chance. Déi brauchen haut deen Accompagnement.

Déi brauchen och en Employeur, dee seet: „Ech huelen dech, obwuel d'Situatioun um Aarbechtsmaart, obwuel d'Situatioun vu menger Entreprise vläicht net esou gutt ass, datt ech einfach esou kéint Leit astellen." An dat ass dat, wat och duerch déi Mesuren hei bewierkt ginn ass, a wat jo och mäi Prédécesseur agefouert huet, well och deemools, soen ech Iech, war d'Situatioun um Aarbechtsmaart a besonnesch

fir déi Jonk guer net esou roseg!

Et gëtt ëmmer gesot, mir sinn elo an enger Phas, wou d'Aarbechtslosegkeet, de Chômage vun deene Jonken amgaang ass ze explodéieren. Dat hate mer nach ni! - Abee, ech soen Iech, 2006, wéi déi Mesuren hei fir d'Éischt agefouert gi sinn, hate mer 1.899 Jonker bis 25 Joer - well ech ginn dovun aus, datt een iwwer 25 Joer, ausser et huet ee Studië gemaach, am Prinzip awer hoffentlech schonn emol eemol geschafft huet -, bis 25 Joer hate mer 1.899 Jonker, déi am Chômage waren. Mir haten der an der Moyenne am Joer 2012 2.193.

(Interruption)

Dat sinn der e puer méi, mä dat sinn der net dramatesch vill méi.

Am Joer 2006 hunn déi Jonk bis 25 Joer 19,6% vun onse Chômeuren ausgemaach. Well de Chômage war deemools ronderëm 10.000. Haut ass e méi héich. Haut maache se 14% aus. Dat ass keng Excuse, dat ass och keng Verschéinerung, well all Jonken, do si mer jo all d'accord, all Jonken, deen eng Aarbecht sicht, all Jonken, dee keng Chance kritt, um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen, all Jonken, deen an der Précaritéit lieft, ass ee Jonken ze vill, well dat,...

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- ...déi Situatioun belaascht ouni Zweifel säi Liewen, net nëmme fir déi Zäit, wou en am Chômage ass, mä ganz oft och doriwwer eraus.

E Wuert iwwert d'«garantie jeunes». Jo, Madame, Dir hutt recht, d'«garantie jeunes» ass am Europaparlament gebuer a mir hu se iwwerholl. An ech wëll mech hei net rühmen, mir hu se als Sozialdemokraten an d'Kommissioun gedroen, an d'Kommissioun war d'accord, fir eng Propositioun ze maachen, iwwert déi mer dësen Donneschdeg da solle befannen.

Mä d'«garantie jeunes» ass eppes, wat een net kann dekretéieren, datt e Jonke muss eng Aarbechtsplaz kréien. Well wa keng do ass, mir kënnen net dekretéieren, datt all Jonke vun deene 50 oder 56% jonke Spuenier, déi elo am Chômage sinn, muer, wann d'«garantie jeunes» an Europa soll ëmgesat ginn, automatesch muss a Spuenien eng Aarbechtsplaz kréien, wa keng do sinn oder wann d'Patrone se net wëllen astellen.

D'«garantie jeunes» ass méi breet. D'«garantie jeunes» wëllt op jidde Fall eppes, an dat ass, datt kee Jonken op der Säit gelooss gëtt, datt kee Jonke vergiess gëtt, datt kee Jonken d'Gefill huet, datt d'Gesellschaft en eigentlech schonn ofgeschriwwen huet. An duerfir ass natierlech déi bescht Optioun, datt e Jonken eng stabel, net prekär, korrekt bezuelten, wat mer nennen décent, en décenten Emploi soll kréien. Dat ass deen éischten Objektiv.

Mä dat ass malheureusement och souguer hei zu Lëtzebuerg net ëmmer esou einfach an net ëmmer méiglech. An duerfir gëtt et nach Optiounen. An eng vun den Optiounen ass, datt mer dee Jonken erëm zréck an d'Schoul kréien. Dir hutt zu Recht vun deene geschwat, déi „Neets" sinn, dat schlëmmt Wuert „Neets" - N E E T -, dat heescht déi, déi d'Schoul ofgebrach hunn, déi weder an engem Emploi nach an enger Formatioun sinn.

Mir mussen et also och fäerdegbréngen, och en Deel vun deene Jonken erëm zréck an eng Schoul ze kréien. An ech kann Iech soen, ech war d'lescht Woch bei esou Jonker, déi mer momentan iwwerhuelen, déi mer iwwer e Projet zesumme mat der Applikatioun vu CAE huelen, eng Basis Sozial-, ënner anerem Sozialkompetenz-Formatioun ginn, an ech hu mech mat deene Jonke während e puer Stonnen ënnerhalen. An da mierkt een à la fois d'Hoffnung vun deene Jonken, endlech eng Hand gereecht ze kréien, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen, an awer och...

(Interruption)

Wat gelift?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sot Ärem Premierminister dat!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, mä ech hunn hei kee Problem.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir och net!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- ...an eng Chance ze kréien, fir eventuell an d'Schoul zréckzegoen.

A wat remarquabel ass, datt en Deel vun deene Jonken, d'ailleurs e groussen Deel, déi emol net Lëtzebuergesch schwätzen, déi eben aner oder d'Franséisch zumindest méi oder wéineger schwätzen, datt déi d'Gefill hunn, datt se effektiv eng Dier opgemaach kréien. Ob déi Dier CAE heescht, ob se CIE heescht, ils s'en foutent. Dat ass net de Punkt. De Punkt ass, datt se eng Chance wëllen. A mir sinn obligéiert, hinnen déi Chance ze offréieren.

Eh bien, mir maachen dat elo. Véiermol am Joer, mat 200 Jonker, wou mer der net 200 erreechen, mä wa mer der 70, 80 all Kéiers erreechen, déi gi geholl, déi kréien déi Chance.

An ech sinn extrem frou – extrem frou! -, datt besonnesch eng ganz Rei Patronen, eng ganz Rei Employeure soen: „Mir sinn d'accord, fir matzemaachen. Mir hëllefen deene Jonken do, eng Entrée ze kréien. Mir huele se!" Bon, net all wäerte gehale ginn, wahrscheinlech. Och wann ech dat kéint hoffen a géif hoffen. Mä e ganz groussen Deel wäerte gehale ginn. Well och déi Jonk no enger gewëssener schwiereger Phas verstinn, datt se hei eng Chance kréien, déi net esou einfach erëmkënnt.

An ech mengen, dat ass e Projet „Jeunes" - et gëtt vun Aktivéierung geschwat, et gëtt vu Formatioun geschwat -, dee Sënn mécht. Mä et kënnt nach eppes derbäi! Mir soen net: „Géi du bei de Patron an da vergiesse mer dech!" Neen! Mir soen: „Ah, du bass beim Patron. Wann s de Schwieregkeeten hues, do ass eng Persoun, déi weider däi Suivi mécht an der hëlleft, wann s de a Schwieregkeete bass." Dat ass dat Éischt. Dat ass den Accompagnement, vun deem och scho geschwat ginn ass.

Dat Zweet ass, datt mer dee Jonken an eng Schoul schécken, weider, obwuel e beim Patron ass, fir em eventuell d'Méiglechkeet opzemaachen, wat Dir gesot hutt, Madame Loschetter, e CCP ze maachen. Mir soen net einfach zum Jonken: „Du bass e schlecht Qualifizéierten. Kuck, dass de eens gëss!" Neen, mir maachen deem Jonken zesumme mat de CNFPCen elo d'Chance op, och deene schwaach Qualifizéierten, eng Basisformatioun ze kréien, déi em d'Dier opmécht, fir en Apprentissage ze maachen an, mindestens, e CCP ze kréien.

Mä da muss ech Iech awer och froen, Madame Loschetter, da muss ech Iech awer och froen: Firwat mécht d'Stater Gemeng net méi?

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruptions diverses)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dir hutt 25 Apprentien,...

(Brouhaha)

25 Apprentien!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dir schwätzt...

Neen!

Dir schwätzt vill vun Apprentissage an dat ass richteg. Ech sinn e Fan vum Apprentissage. Et sinn eng Rei Leit hei, déi ëmmer erëm och dorop zréckkommen.

Mä ech muss soen, den Apprentissage ass eng Saach vun de Betriber, den Apprentissage ass eng Saach vun engem Schoulsystem, dee flexibel ass, dee jonke Leit eng Chance gëtt. Mä den Apprentissage ass eng Saach, wou de Stat muss matmaachen, wou awer och d'Gemenge musse matmaachen.

(Interruptions)

An ech ginn net midd, ze soen, eng modern Beschäftegungspolitik, esou wéi se a ville Länner, an notamment an den nordesche Länner praktizéiert gëtt, ass eng Beschäftegungspolitik, wou déi lokal Autoritéiten, wou d'Gemengenautoritéiten absolut aktiven Undeel hunn.

An et ass net méi spéit wéi d'lescht Woch, wou ech zu Esch war, fir elo keng Gemeng ze nennen, ech war och schonn zu Dikrech, wou ech mat deenen Autoritéiten diskutéiert hunn: Wéi brénge mer et fäerdeg, där schwaacher Jonker an en Emploi ze bréngen? Wéi kéint d'Gemeng hëllefen, Projeten op d'Been ze setzen, fir schwaache Leit e Push ze ginn, datt se effektiv eng Formatioun kréien an dann eventuell an en Job kommen?

Ech hoffen, datt déi räich Gemeng Stad, déi jo zu Recht seet,...

(Brouhaha)

...déi räich Gemeng Stad, déi jo zu Recht seet, datt se vill Suen op der Säit huet - et c'est bien pour elle! - , datt déi och e bësse Suen investéiert an déi do Filière.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- An datt et net drëm geet, just hei ze kommen an ze soen, den Apprentissage ass wichteg, mä dann och ze maachen, datt Leit wierklech en Apprentissage och an der Gemeng kréien. An do fannen ech, datt 27 par rapport zu 3.700, oder 500, 700 Employéë vun der Gemeng e bësse mickreg ausgesäit!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt dann elo d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt? Madame Loschetter, wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt den Aarbechtsminister froen, ob hie weess, datt net méi spéit wéi den 8. Abrëll elo seng Servicer, dat heescht, d'ganz Direktioun vum Aarbechtsamt plus déi, déi sech ëm den Emploi Jeunes këmmeren, an - mir maachen dat, wat mer Iech eigentlech ëmmer virwerfen, net genuch ze maachen - och déi Leit aus der Formation professionnelle, déi Leit vum SNJ an déi Leit vun der ALJ sech all zesumme ronderëm en Dësch setzen an der Gemeng, fir e Projet „Léierplazen" auszeschaffen?

Une voix.- Ma en huet keng Ahnung, Madame Loschetter! Dir wäert dach net mengen... Hie mengt, et geet duer, d'Direktioun ze wiesselen!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, da lauschtert och elo no, wat de Minister äntwert!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech hu jo och net, ech hu jo och net...

(Brouhaha général)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den 8. Abrëll um 9 Auer! Wann Der do sidd, sidd Der wëllkomm an invitéiert!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Also, elo äntwert de Minister op déi Fro, déi d'Madame Loschetter gestallt huet.

(Brouhaha général)

Une voix.- ...an de Knéi geschoss!

M. Xavier Bettel *(DP).*- E wosst et net! E wosst et net! Fir den Här Schmit geet et duer, den Direkter ze wiesselen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Bon, ech soe just, ech weess jo och, datt ech keen Expert sinn an där Saach.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Gell Dir, Här Bettel! Well Dir sidd jo en Expert an näischt! Mä ech maache mäi Bescht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dach, Dir sidd Expert an der Police, gell!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat do ass eng ganz penibel Remarque, et geet wierklech duer! Dat ass Är Expertise! Mä loosse mer dat op der Säit!

Ech soen Iech just: Vaut mieux tard que jamais! Ech saluéieren dat, ech begréissen dat, datt och endlech déi grouss a räich Gemeng Lëtzebuerg dat wëllt maachen a sech bedeelegen. Well Dir hutt jo kee CAE, dat fannt Dir jo net gutt genuch. Dir hutt eng Rei Stagiairen, mä e Stagiaire ass nach vill méi fragile...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Léierplazen! Här Minister, mir wëlle Léierplaze fräi maachen! Mat Qualifikatioun, Här Minister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- 27, 25, 25, Madame!

M. le Président.- Här Minister, Dir misst och elo esou lues zum Schluss kommen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Voilà! Dat do weist, datt mer mussen effektiv eng aktiv Beschäftegungspolitik hunn, déi op déi Jonk zougeet, déi déi Kompetenze vun deene Jonke richteg erfaasst.

Une voix.- Voilà! Très bien, Här Minister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat ass wichteg. Well all Jonken, soen ech, all Jonken, souguer déi, déi wäit ewech si vum Aarbechtsmaart, souguer déi, déi duerch immens Schwieregkeete gaange sinn, an där hu mer och, well de Chômage vun deene Jonken, vun enger ganzer Rei vu Kategorië vu Jonken, dat ass net nëmmen eng Saach vum Aarbechtsmaart, dat ass eng Saach vun de soziale Bedéngungen, vum sozialen Ëmfeld. Déi maachen, datt Jonker an der Schoul ophalen, déi maachen, datt Jonker op eemol verluer ginn - verluer ginn! An duerfir musse mer do agéieren.

Lescht Remarque ass déi: Et gëtt ëmmer gesot, d'Servicer géifen net zesummeschaffen an duerfir, hunn ech jo héieren, misst de Premierminister elo definitiv agräifen. Ech begréissen natierlech, wann de Premierminister agräift, fir dat do nach ze verbesseren. Ech soe just, mir hunn nach ni, nach ni esou vill zesummegeschafft, esou vill koordinéiert tëschent Ekonomie... Mir hate virun e puer Deeg eng grouss Réunioun mat de Sozialpartner zesumme mat mengem Kolleeg, dem Etienne Schneider, zesumme mat der Madame Hetto aus de Classes moyennes.

(Interruption)

Mir sinn en permanence amgaange mat der Éducatioun, mat der ALJ,...

(Interruptions)

...mat der ALJ...

(Brouhaha)

Jo, ech soe just, dat ass absolut normal...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Il n'est jamais trop tard pour se lever!

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Mä da sot net, et géif net gemaach ginn, wann et absolut gemaach gëtt! Esou wéi et bei Iech normal gëtt, datt Dir Iech och mat Chômage an der Gemeng Lëtzebuerg ausenanersetzt.

M. le Président.- Sou, Merci dem Aarbechtsminister...

(Brouhaha général)

Merci dem Aarbechtsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6521 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6521 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6526, eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht.

(Brouhaha)

Ech géif Iech wierklech bieden, e bësselche méi opmierksam nozelauschteren!

Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

13. 6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. De Projet de loi 6526 modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ass den 11. Januar 2013 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 21. Dezember 2012, also virum Dépôt, ofginn, wat u sech den normale Werdegang sollt sinn. D'Statsbeamtekummer huet dëse Projet de 14. November 2012 aviséiert. De Rapport vun der zoustänneger Chamberskommissiouun, der Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative, ass den 18. Februar dëst Joer ugeholl ginn.

Ëm wat geet et an dësem Gesetzesprojet?

Hei geet et, fir unzefänken, net ëm d'Globalreform vum öffentlechen Déngscht, mä ëm eng punktuell Upassung vum virgenannten 63er Gesetz, an dat um Niveau vun de Persounen, déi an de Genoss vun enger Subvention d'intérêt am Kader vu Logementsprêtë kënne kommen.

D'Gesetz vun 1963 gesäit vir, datt d'Fonctionnairen an d'Statsemployéen eng Subvention d'intérêt kënne kréien, wa se e Prêt fir de Logement ofgeschloss hunn. Des Weidere gesäit d'Gesetz och vir, datt se dës Subventioun kréie kënnen, wa se an der Pensioun sinn, soulaang wéi se op d'mannst ee Kand à charge hunn, fir dat se nach Familljenzoulag kréien.

Dëst huet als Konsequenz, datt nëmme Schüler oder Studente vun 18 Joer oder méi, fir déi de Fonctionnaire d'Familljenzoulag vun der Familljekeess kritt, betruecht ginn, fir eng Subvention d'intérêt ze kréien. Fonctionnairen, déi Kanner hunn, déi 18 Joer oder méi al sinn an déi Studiëbäihëllefe kréien, si vun esou enger Subvention d'intérêt bis elo ausgeschloss. Duerch dëse Projet de loi sollen also och déi Fonctionnairen an d'Statsemployéen, déi an der Pensioun sinn an déi nach Kanner à charge hunn, déi eng Studiëbäihëllef kréien, vun der Subventioun d'intérêt fir Logement bénéficiéiere kënnen.

Am Ufank hat d'Regierung ugeduecht, dës Mesure am Kader vun enger Procédure d'urgence duerch Modifikatioun vum Règlement grand-ducal vum 28. Juli 2000 betreffend d'Subventions d'intérêt aux fonctionnaires et employés de l'État ayant contracté un prêt dans l'intérêt du logement ze änneren. Nodeem d'Statsbeamtekummer awer hiren Avis ofginn huet betreffend déi Modifikatioun vum Reglement, huet sech erausgestallt, datt d'Modifikatioun vum Reglement net géif de Problem léisen, an d'Regierung huet doropshi beschloss, e Gesetzesprojet virzeleeën.

Et hätt een dës Modifikatioun och am Kader vun der globaler Reform vum öffentlechen Déngscht kënne maachen, dat hätt awer den Nodeel gehat, datt et nach gedauert hätt, bis den Text hätt kënne gestëmmt ginn. An d'Subventioun muss spéitstens Enn Februar 2013 bezuelt ginn. De Projet de loi, dee mer hei solle stëmmen, soll dann och réckwierkend op den 1. Januar 2012 spillen.

Firwat dës Retroaktivitéit? Well vum 1. Januar 2012 un den Taux social vun 2% bei den individuellen Hëllefe fir de Logement ofgeschaaft ginn ass. Dozou sief bemierkt, datt de Statsrot mat dëser Retroaktivitéit kee Problem hat.

Ech ginn heimadder dann ofschléissend den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Den Här Etgen kritt d'Wuert.

(Interruption)

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur, dem Kolleeg Léon Gloden, Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport a selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ech mengen, domadder wär alles gesot. Wëllt d'Madame Minister nach d'Wuert ergräifen?

Mme Octavie Modert, *Ministre déléguee à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Just ganz kuerz e Merci un de Rapporteur fir säi rapiden an och säin explizitte Rapport. Hei war eng Moossnam, déi sech imposéiert huet, wou de Statsrot eis awer och seet, datt et eng kohärent Moossnam wär an eng kohärent Entscheedung wär. Et ass d'Suite vun zwou Décisiounen, déi geholl gi sinn, an ech mengen, et ass e wichtege Punkt, fir och weiderhin do virunzefueren, Mënsche beim Wunnengskaf ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6526 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Camille Gira) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Ännerungsvirschlag 5863 vun eisem Chambersreglement iwwert d'Deklaratioune vun der Regierung. D'Wuert kritt hei de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag, den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

14. 5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés

Rapports de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Reglementskommissioun vun der Chamber proposéiert, haut zwou Ännerungen un eisem Reglement virzehuelen. Déi éischt Ännerung, déi betrëfft effektiv den Artikel 80 vun der Constitutioun, laut där d'Regierung Zougang zur Chamber huet an ëmmer kann d'Wuert heibanne froen.

Dat ass eng Diskussioun, déi schonn, géif ech soen, Jorzéngten heibannen dauert, wéi d'Appréciatioun vun deem Artikel gemaach gëtt. Wann een 20, 30 Joer zréckkuckt, oder och vläicht net esou laang, da war am Fong eng Meenung heibannen, op jidde Fall vun der Regierungssäit, datt d'Regierung zu alle Momenter kéint den Artikel 80 invoquéieren an dann och esou laang schwätzen, wéi si dat fir richteg fënnt.

Wéi d'Chamber dee Reglement geännert huet virun enger Rei vu Joren, wat den Temps de parole ubelaangt, wou mer déi Modellen agefouert hunn, vun do un ass am Fong och den Temps de parole fir d'Regierung, fir d'Regierungsmembere mat festgeluecht ginn, an dat souwuel fir d'Projets de loi, fir d'Propositions de loi, d'Interpellatiounen, d'Débats de consultation, d'Débats d'orientation, d'Débats sur l'état de la nation an d'Débats sur la politique financière et budgétaire.

D'Diskussioun ass ëmmer virugaangen, an am Kader vun der Verfassungsrevisioun aus dem Joer 1997 ass deemools am Rapport eng méi kloer Definitioun, wat d'Riedezäit ubelaangt, festgehale ginn. Deemools war den Här Frieden President vun der zoustänneger Kommissioun an den Här Asselborn war Rapporteur. An deemools ass am Rapport festgehale ginn: «Les dispositions qui régissent l'organisation des travaux de la Chambre et en particulier les règles qui visent le temps de parole des débats en général et qui son fixés dans le Règlement de la Chambre, sont d'application aussi pour les interventions des membres du Gouvernement.»

Deemools ass am Fong am Kader vun der Verfassungsreform dann dunn am Rapport festgehale ginn, datt d'Riedezäit och iwwert d'Chambersreglement géif festgeluecht ginn, wat, wéi gesot, an all deene Fäll, déi ech elo éineschter opgezielt hunn, och d'Méiglechkeet oder de Fall scho war.

Wat nach net definéiert war an eisem Reglement, dat ass, wann d'Regierung den Artikel 80 invoquéiert niewent engem Projet de loi, Proposition de loi, Interpellatioun, Débat an esou virun, dat heescht, wann d'Regierung géif haut heihinnerkommen a géif soen: „Ma, mir géifen elo gären opgrond vum Artikel 80 eng Deklaratioun maachen." Dee Fall war nach net, wat d'Riedezäit ubelaangt, reglementéiert, an d'Reglementskommissioun hat duerfir am Joer 2008 schonn eng Propositioun gemaach, wou se am Fong gesot huet, datt, nodeem e Regierungsmember opgrond vum Artikel 80 eng Deklaratioun mécht, géif d'Chamber duerno en Temps de parole festleeë fir déi eenzel Parteien heibannen, fir op déi Deklaratioun ze reagéieren.

D'Reglementskommissioun ass awer elo zum Schluss zur Konklusioun komm, datt et besser ass, deen Temps de parole virun der Deklaratioun vum Regierungsmember ze fixéieren. An d'Praxis géif dann esou ausgesinn, datt e Member vun der Regierung, deen den Artikel 80 invoquéiert, datt deen dat géif beim Chamberspresident - och kann dat während enger Sitzung sinn - froen an datt en och géif soen, iwwer wat fir e Sujet a wéi laang datt e wéilt dozou schwätzen, an d'Chamber géif dann direkt opgrond vum Artikel 37 vum Chambersreglement en Temps de parole fixéieren, souwuel fir d'Regierung wéi fir déi eenzel Parteien.

Da géif also all Kéiers dann, wann d'Regierung géif den Artikel 80 invoquéieren, den Temps de parole virun der Deklaratioun fixéiert ginn, souwuel fir d'Regierung wéi fir déi eenzel Parteien heibannen. Et ass dat, wat elo an dem Chapitre 6 vun eisem Reglement am Artikel 91 geännert gëtt, souwuel am Alinéa 1 wéi am Artikel II, wou dann eben elo bei all déi Debatten, déi mer heibannen hunn, och d'Déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution géif bäigeschriwwe ginn.

Et ass also domadder, géif ech soen, no jorzéngtelaangen Diskussioune gëtt mat dëser Reglementsännerung elo definitiv déi Diskussioun ofgeschloss, wat den Artikel 80 ubelaangt. Elo ass fir an alle Fäll geregelt, datt d'Chamber en Temps de parole fir d'Regierung a fir d'Chamber selwer festleet.

Déi zweet Ännerung, dat ass opgrond vun enger Propositioun vum Chambersbureau, deen déi gemaach huet an déi vun der Reglementskommissioun och eestëmmeg mat ugeholl ginn ass. Dat ass am Fong eng Disposition transitoire, déi am Zesummenhang mat engem Fonctionnaire ze dinn huet, deen eng analog Situatioun vis-à-vis vun engem anere Fonctionnaire huet, deen opgrond vun dem neie Gehälterregime hei an der Chamber sengerzäit 2009 agestallt ginn ass. A fir datt déi zwee Fonctionnairë sollten d'selwecht behandelt ginn, well se an därselwechter Situatioun sinn, gëtt dann deementspriechend an eisem Reglement eng Bestëmmung matagebaut am Artikel 33, deen dann eben déi zwee Fonctionnairen och op déiselwecht Gehälterskala géif setzen.

Dat sinn déi zwou Ännerungen, déi d'Reglementskommissioun lech proposéiert ze stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Ech mengen, dat war méi wéi komplett, soudatt mer kéinten direkt zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Propositioune kommen. Fir d'Éischt stëmme mer elo of iwwert d'Propositioun 5863, also iwwert d'Deklaratioune vun der Regierung.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 5863

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Henri Kox) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer elo zu där zweeter Propositioun. Dat ass d'Propositioun 6528, also eng Ofännerung vun der Annex 4.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6528

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'Éischt. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dës Propositioun ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Henri Kox) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.14 heures)

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel

- *M. Xavier Bettel*

2. 6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Michel Wolter, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry (interventions de M. Serge Urbany), M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances (interventions de M. François Bausch)*
- *M. Jean Colombera (parole après ministre), M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant

1. modification de la loi générale des impôts;

2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6470 - Projet de loi

- portant transposition

- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale

- *Exposé: M. Henri Kox (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen (intervention de M. Lucien Clement), M. Roger Negri, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Lucien Clement et M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural), M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Jean Colombera)*
- *Motion 1: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass manifestement net de Fall.

D'Wuert huet gefrot den Här Bettel.

1. Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel

M. Xavier Bettel *(DP), auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech am Numm vum Här Klein a vu mir selwer, zwee Vizepresidente vum Syvicol, nodeems mer de Méindeg an der Intérieurskommissioun Diskussiounen haten iwwer en Text, dee mir mengen, dee misst geännert ginn - wou d'Regierung eis och recht gëtt, mä net gewëllt ass, direkt eppes ze maachen -, dann eng Proposition de loi eragi vum Här Klein a vu mir selwer fir an d'Commission des Affaires intérieures.

Ech soen Iech Merci.

***6546** - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988*

M. le Président.- Merci dem Här Bettel.

Den nächste Punkt vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 6449 iwwert d'Approbatioun vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der Europäescher Unioun. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

2. 6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv si mer de Mëtten zesummekomm, fir dem Projet de loi 6449 eis Zoustëmmung ze ginn. Et ass ee vun deenen, wéi ech géif soen, éischter wichtege Gesetzesprojeten, déi mer stëmmen, well d'Konsequenze vun deem Projet de loi, och wa se am Detail nach net fixéiert sinn a mer an deenen nächste Méint nach vun der Kommissioun eng ganz Rei vun Detailer mussen op den Dësch geluecht kréien, awer net neutral wäerte sinn: net neutral fir eist Land, net neutral fir Europa a virun allem och net neutral op d'Aart a Weis, wéi d'Finanz- an och d'Budgetspolitik virun allem an Europa an deenen nächste Jore wäert gemaach ginn.

Eng Rei vu Krisen, Dir Dammen an Dir Hären, hunn an deene leschte Joren déi Europäesch Wirtschafts- a Währungsunioun zolidd ënner Drock gesat. 2008 ass et mat enger Bankekris ugaangen, déi zu enger Finanzkris ginn ass. Aus der Finanzkris ass eng Wirtschaftskris ginn, an an enger ganzer Rei Länner si schliesslech d'Budgeten an den Déséquiliber geroden. Verschidde Memberstate waren net méi an der Lag, hir Schold selwer zréckzebezuelen, a wann ee sech haut ëm ee Joer zréckversetzt, da war duerch déi ganz Schiflag och de Fonctionnement selwer vun der Europäescher Unioun respektiv vum Euro ënner e gewëssenen Drock komm.

Et ass also komm, dass duerch d'Statsscholdekris déi Europäesch Wirtschafts- a Währungsunioun och an eng déif Vertrauenskris gerëtscht ass. Ursaachen, wéi et zur Situatioun konnt kommen, waren der eng ganz Rei, an d'Bewäertungen dovun, déi sinn och net eenheetlech. Dozou gehéieren onzoureechend strukturell Reformen, feelend Kompetitivitéit, zum Deel schlecht Haushaltspolitiken an eng ineffikass Reguléierung vun de Finanzmäert.

Fir d'Stabilitéit vum Euroraum laangfristeg ze sécheren, hunn déi verantwortlech Stats- a Regierungschefen an deene leschte Joren a Méint e ganze Pak vu Moossname geholl an op den Instanzewee ginn, déi zum Zil hunn, d'Vertrauen an der Eurozon, d'Vertrauen an den Euro, d'Vertrauen an Europa laangfristeg sécherzestellen: zum Beispill, éischtens, duerch eng gemeinsam Wuelstandsstrategie, e Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung, en Euro-Plus-Pak, deen d'Europa-Länner méi kompetitiv soll maachen.

Zweetens, och an der Finanzmaartreguléierung si Fortschrëtter ze verzeechnen. Esou ginn d'Iwwerwaachungsmechanisme fir de Moment ganz nei opgestallt; och wa mer bei deem dote Punkt wëssen, dass dat e ganz luesen an e ganz laangwierege Prozess ass.

En drëtte Punkt sinn divers Stabilitéitsmechanismen. Ech zitéieren do ESM, EFSF, EFSM, déi mer an deene leschte Joren och hei an der Chamber diskutéiert hunn an deene mer hiren Aval ginn hunn.

An e véierten a leschte Punkt, fir de Moment, ass dann e ganze Moossnamekatalog, dee mir mam virleiende Gesetzesprojet ëmsetzen, an dat ass dee vun enger méi strenger Budgetsdisziplin an dem sougenanntenen „Fiskalpak".

Et ass also haut net, dass mer innovéieren, mä et ass haut, dass mer weiderfueren an enger Strategie, fir ze kucken, eng Kris, déi de Kontinent ganz staark trëfft, fir déi ze bekämpfen, fir ze probéieren, Solutiounen ze fannen, fir méi Kompetitivitéit ze bréngen, ouni dass een de Sozialstat, deen d'Basis ass vun eisem Fonctionnement, a Fro géif stellen.

Fir genee ze sinn, handelt et sech also ëm den Traité iwwer d'Stabilitéit, Koordinéierung a Steierung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, esou wéi e viru bal engem Joer, den 2. Mee (veuillez lire: Mäerz) 2012, vu 25 Memberstaten zu Bréissel ënnerschriwwe ginn ass. Wann ech soe 25 Memberstaten, déi ënnerschriwwen hunn, dann heescht dat, dass der zwee net ënnerschriwwen hunn: Dat ware Groussbritannien an déi Tschechesch Republik, déi vun Ufank u gesot hunn, dass si net wéilten do matmaachen.

Den Traité verschäerft an ergänzt de reformiérte Stabilitéits- a Wuesstumspakt, iwwert deen ech elo net geschwat hunn an dee scho méi laang a Kraaft ass a successiv och reformiért ginn ass, mä mat deeneselwechten Zilsetzungen, wéi ech virdru gesot hunn. En ass d'Grondlag fir eng zousätzlech verstäerkte Finanz- a Wirtschaftspolitik an eng Koordinéierung an Europa.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat sinn dann elo déi grouss Neierungen, déi duerch de Fiskalpak sollen ëmgesat ginn?

Ech mengen, déi wesentlechst Ännerung ass déi, dass d'Länner sech verflichte fir d'Aféierung vu strikten nationale Scholderegelen, fir déi sougenannten „Scholdebrems" anzeféieren. Domat soll d'Statsverschëldung an de Memberlänner reduzéiert respektiv begrenzt ginn, respektiv solle strukturell Defiziter an Zukunft ausgeschloss ginn. Sou gëtt ënner anerem de gesamtstaatlechen Defizit, deen e Land all Joer däerf afueren, vun aktuell 1% op 0,5% vum PIB erofgesat.

An anere Wierder ausgedréckt: Déi strukturell Neiverschëldung däerf mëttelfristeg net méi wéi 0,5% vum PIB ausmaachen. Gëtt dës Uewergrenz vun 0,5% Defizit an engem Land iwwerschratt, gräife wäitgehend automatesch Korrekturen a Strofprozeduren, déi vun der EU-Kommissioun virgeschloe ginn. Wéi dat genau am Detail ausgesäit, wéi gesot, bei dësem Punkt wéi bei verschiddenen aneren, wäerten déi nächst Wochen a Méint eis weisen.

Sanktioune géint en Defizitstat kënnen nëmme verhënnert ginn, wa sech eng qualifizéiert Majoritéit géint en deementspriechende Virschlag vun der Europäescher Kommissioun ausschwätzt. Iwwerschreit d'Gesamtverschëldung vun engem Land deen am Traité vu Maastricht festgeluechte Wäert vu 60% PIB, da muss dat Land seng Ausgabe kierzen, an zwar pro Joer ëm 5% vun där Zomm, déi iwwert der Uewergrenz läit.

Als Lëtzebuerg, als eist Land, musse mer eis bewosst sinn, dass dat zwou Konsequenze fir eist Land huet, oder eng Konsequenz huet an eng net, déi ee verschiddentlech an der Diskussioun matkritt. Eng huet et ganz sécher, dat ass, dass mir eis bewosst musse sinn, dass déi Regelen och fir eis net neutral sinn, dat heescht, an enger Zäit, wou mer säit 2008 awer lues a lues, wat den Defizit vun eisem Budget ubelaangt, pro Joer Chiffere schreiwen, déi net wäit respektiv iwwert deene Seuile leien, déi mer elo hei diskutéieren, an zum aneren, well mer eis säit enger Rei vu Jore jo och an d'Richtung 60% Verschëldung amgaange sinn ze bewegen.

Mir wäerten an dëser Legislatur vu 7% op 25% Verschëldung goen. Do musse mer eis bewosst sinn, dass dat Regele sinn, wou mer vläicht virun enger Rei vu Joren nach gesot hätten: „Déi doten, déi packe mer ganz, ganz locker!", mä wou mer an där Zäit, an där mer elo sinn, eis musse bewosst sinn, dass dat och bei eis zu enger Politik muss féieren, zu där mer eis engagéieren, déi déi doten Zillinnen net iwwerschreit.

Op där anerer Säit ass et awer net esou, wéi een dat heiansdo d'Impressioun huet bei deem engen oder deem anere Kommentator, dass d'Autonomie vun de Budgete vun deenen eenzelne Länner a Fro gestallt gëtt. Dat ass net de Fall. Hei gëtt eng Rumm gesat, hei gëtt eng Uewergrenz gesat. An déi eenzel Länner, déi musse kucken, am Kader vun hirer Autonomie den Ausgläich tëschent Sozialpolitik, Investissementspolitik, Wirtschaftspolitik, Kulturpolitik, Schoulpolitik an alle Politiken ze maachen, déi si hire Bierger wëllen an hirem Land ubidden.

Dat heescht, déi dach e bëssen eesäiteg Duerstellung, fir ze soen, doduerch géif elo automatesch de Sozialofbau a ganz Europa ageleet oder weidergefouert ginn, déi kann een an där doter Form net stoe loossen.

Et ass allerdéngs kloer, dass, wann Der an enger Situatioun sidd, wou Der säit Joer an Dag als Land 1,5% oder 2% oder 2,5% emol locker méi ausgitt - PIB -, méi ausgitt wéi dat, wat Der erakritt, an Dir musst elo op 0,5% goen, dass dat zu enger Rei vun Aschneidungen an deene jeeweilege Politike wäert féieren. Wéi déi awer ausgesinn, wat fir eng Ausmoossen dass déi hunn, a wat fir enge Kapitele vun engem Budget dass déi sech widderspigelen, dat ass ausschliesslech d'Kompetenz vun deenen eenzelne Länner, fir ze kucken, fir dat ze regelen.

En zweete Punkt ass deen, dass dës Scholdebrems verbindlech an dauerhaft an déi national Gesetzgebunge verankert gëtt.

Een drëtten ass deen, dass d'Ëmsetzung vun der Scholdebrems an d'Nationalrecht virum Europäesche Geriichtshaff aklobar gëtt. Ech wëll do kloer an däitlech betounen, dass et just d'Aféierung vun der Scholdebrems ass, déi virum Europäesche Geriichtshaff aklobar ass, an net d'Ëmsetzen herno vun deem, wat ech ënner Punkt eent als Richtlinne ginn hunn. Och do héiert een dobaussen an de Kommentaren emol heiansdo deen een oder deen aneren Toun, deen eigentlech net deem entsprécht, ëm wat dass et geet.

Et geet also hei ausschliesslech drëm, dass den Europäesche Geriichtshaff eng Kompetenz kritt, dass d'Länner, déi dat heite ratifizéieren, och an engem gewëssen Délai - ech mengen, dat ass ee Joer -, an engem Délai vun engem Joer musse kucken, dass se déi Scholdebrems dann op hir Aart a Weis an hiert nationaalt Recht och agesat hunn. Maache se dat dann net, da kënne se verklot ginn um Europäesche Geriichtshaff. An do kënne Sanktiounen a Strofzuelungen an der Héicht vu bis zu 0,1% vun hirem PIB ausgeschwat ginn.

Véierte Punkt: D'Länner, déi en Defizitverfahren duerchlafen, musse sech en Haushalts- a Wirtschaftspartnerschaftsprogramm operleeën, dee vum Rot vun der Europäescher Unioun an der Kommissioun genehmegt an iwwerwaacht gëtt.

Fënneftens: Grouss wirtschaftspolitesch Reformen, déi d'Länner wëllen ugoen, ginn am Virfeld debattéiert an ënnertenee solle se méi staark op europäeschem Plang koordinéiert ginn.

A sechstens, wat d'Gouvernance vun der Eurozon ubelaangt, sou ass am Traité festgehalen, dass pro Joer op d'mannst zwee Sommeten iwwert d'Eurozon an op d'mannst ee Sommet iwwert d'Ëmsetzung vum Traité iwwert d'Stabilitéit, Koordinéierung a Steierung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun solle stattfannen.

Ausserdeem gesäit den Traité vir, an dat ass dann net neutral fir eis Chamber, dass et an deem Kader zu Konferenzen tëscht de Représentantë vum Europaparlament a vun den Nationalparlamenter soll kommen an dass do iwwert d'Budgetspolitiken an aner Froen aus dem Traité kann a soll debattéiert ginn. Sou dass mer eis mussen och an der Chamber drop astellen - an do plädéieren ech fir eppes, woufir vill Leit vun eis schonn eng Zäitche plädéieren -, dass mer eis mussen astelle lues a lues drop, dass och d'Membere vun eiser Chamber sech wesentlech méi an europapoliteschen Affäre mussen implizéieren, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

Här President, laut den Dispositioune vum Traité trëtt deeselwechten a Kraaft, soubal zwielef Eurostaten e ratifizéiert hunn. Och hei eng Prezisioun: En trëtt dann net fir alleguerten d'Signatairen a Kraaft, mä en trëtt fir déi Länner a Kraaft, déi e ratifizéiert hunn ënnerteneen. Zurzäit sinn dat der also zwielef aus der Eurozon, 13 hunn der en entre-temps aus der Eurozon ugeholl, dat sinn Däitschland, Frankräich, Éisträich, Estland, Finnland, Griichenland, Irland, Italien, Portugal, d'Slowakei, Slowenien, Schweden an Zypern. A véier EU-Memberstaten, deenen hir Währung net den Euro ass, hunn dësen Traité och schonns ratifizéiert - da sinn et der also insgesamt 17 -, an zwar sinn dat dann Dänemark, Lettland, Litauen a Rumänien.

Ze erwähnen ass och nach, dass de Fiskalvertrag ganz enk mam Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dem ESM, verknëppt ass. Well Hëllefen aus dem ESM kënne just nach an Zukunft déi Staten an Usproch huelen, déi de Fiskalvertrag bis zum 1. Mäerz 2013 ratifizéiert a spéitstens ee Joer nom Akraafttrieden d'Bestëmmungen iwwert d'Scholdebrems an hir national Gesetzgebung ëmgesat hunn.

Här President, léif Kolleegen, de Statsrot huet sech an engem ganz ausféierlechen Avis intensiv mat der Verfassungskonformitéit vun dësem Traité befaasst. Déi héich Kierperschaft huet engersäits d'Fro opgeworf, ob d'Aféierung vun neie Scholderegelen net déi national Virrechter a Saachen Haushaltsprozedur géif beschneiden. Ech hu probéiert virdrun, op deen Awand ze äntwerten.

Op där anerer Säit freet de Statsrot sech dann och, ob d'Scholdebrems verbonne mat deenen am Traité festgeschriwwene Korrekturmechanismen a Kontrollinstanzen net en Transfert vun nationale Rechter zugonschte vun engem nationalen (veuillez lire: internationalen) Ofkommes duerstellen. De Statsrot kënnt no laangen Erklärunge fir sech zur Konklusioun, dass et duerch den Traité effektiv zum Transfert vu Souveränitéitsrechter kënnt a recommandéiert der Chamber dofir, dass den Traité nom Artikel 114 vun der Verfassung mat enger qualifizéierter Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen an der Chamber soll ugeholl ginn.

Ech muss soen, dass mir gradesou intensiv an der Finanzkommissioun iwwert deen dote Punkt diskutéiert hunn, och zesumme mat de Vertrieder vun der Regierung. Mir hunn an net alle Punkten de Konklusioune vum Statsrot kënnen do Folleg leeschten oder se verstoen oder och deele kënnen. Et ware ganz vill Leit an eiser Kommissioun, déi der Meenung waren, dass et sech hei net ëm en Transfert géif handelen, mä dass et éischter an enger Linn ze gesi wär vun Transferten, déi scho stattfonnt hunn.

Mir sinn awer no Diskussioun zur Konklusioun komm, fir dass mer net do géifen en Hick iergendwann eng Kéier kréien an dann e Geriicht eis géif op de Punkt setzen, wou mer da géifen hikommen, dass mer der Chamber géife proposéieren, fir de Projet mat enger qualifizéierter Majoritéit ze stëmmen, wat den Här President jo och an der Aleedung vum Projet hei da matgedeelt huet. Dat bedeit praktesch fir eis, dass mer dësen Text fir eng zweet Liesung an dräi Méint nach eng Kéier hei an d'Chamber mussen huelen.

Här President, mam Ëmsetze vun dësem Traité sollen d'Feeler aus der Vergaangenheet fir d'Zukunft vermidde ginn.

(Interruption)

Neen, hunn ech mech do gëiert? Ech mengen et zwar net!

Lëtzebuerg, a mir mussen eis däers bewosst sinn, Lëtzebuerg ass e klengt Land. Mir si säit zwou Generatiounen Deel vun engem groussen Europa, wat ëmmer méi grouss ginn ass. Mir sinn als eent vun deene klengste Länner e Land, wat op Europa ugewisen ass. Mir sinn op Europa ugewisen, wat eis Wirtschaftspolitik ubelaangt, wat eis Sozialpolitik ubelaangt, an allerhéchstem Mooss. Mir wëllen eng gemeinsam Währung. Den Euro, deen ass eis Währung. An als Lëtzebuerger brauche mer och eng gemeinsam Währung, well mer eis net kënne virstellen, wéi mer ouni eng gemeinsam Währung als Lëtzebuerg kéinten iwwerliewen.

Mir mussen also e Beitrag dozou leeschten. Mir mussen eise Beitrag dozou leeschten, dass dat Europa, dass dat ka fonctionnéieren, dass déi Währung, an där mer sinn, dass déi ka fonctionnéieren. Well et ass duerch en Europa, wat wirtschaftlech sech weiderentwéckele kann, wat nei Wirtschaftskraaft ka schafen, et ass duerch en Europa, wat Sozialpolitike ka maachen an deenen eenzelne Länner, wou eis Gesellschafte sech kënne weiderentwéckelen.

Dofir géif ech Iech am Numm vun der Majoritéit vun der Finanzkommissioun bieden, dëse Projet de loi unzehuelen. An da misst ech Iech dann och nach Merci soe fir Äert Nolauschteren.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech dem President vun der Finanzkommissioun, dem Michel Wolter, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetz iwwert de Fiskalpak leeë mir e weidere wichtege Bausteen, fir der Vertrauenskris op de Finanzmäert entgéintzetrieden a fir d'Lag vun der europäescher Wirtschaft an um Aarbechtsmaart nohalteg ze verbesseren.

Ech wëll drun erënneren, dass an der Suite vun der Bankekris an de Joren 2007 an 2008 déi wuessend Statsverschëldung a bal allen Industrielänner vun de Finanzmäert op eemol als seriöe Risiko emfonnt ginn ass, wat zu enger deementspriechender Veronsécherung op de Finanzmäert gefouert huet.

Aus dëser Scholdespiral a verschiddene Memberstaten huet sech eng Gefor fir en nohaltege Wuesstum erginn, wat zu enger weiderer Veronsécherung op de Mäert gefouert huet an eis gemeinsam Währung, den Euro, staark ënner Drock gesat huet.

Zu dëser onsécherer Zäit ass ee sech awer europa- a weltwäit eens ginn, dass een dës Problemer nëmme ka léisen, wann een d'Ursaachen an de betraffene Länner un der Wuerzel upéckt an ugeet. Fir d'Kris an de betraffene Länner ze bekämpfen a laangfristeg ze léisen, ass décidéiert ginn, eng zweegleiseg Politik ze fueren, op där enger Säit iwwert de Wee vun der Reduzéierung vun den Defiziter an op där anerer Säit mussen d'Wuesstumsperspektiven an d'Kompetitivitéit duerch entspriechend Strukturreforme verbessert respektiv gestäerkt ginn.

Et ass ee sech dofir op europäeschem Niveau eens ginn, dass ee fir d'Zukunft eng ausbalancéiert Politik brauch aus wuesstumsfördernde Moossname bei enger gläichzäiteger Reduzéierung vun der héijer Statsverschëldung. Dëse Spagat vun enger wuesstumsfrëndlecher Defizitreduzéierung ass natierlech net einfach ëmzesetzen. Vill Memberstaten ënnerzéie sech jo grad haarde Reformen an Upassungsprogrammer, fir hir spezifesch Problemer wéi Statsverschëldung, Bankekris oder de Verloscht vun der Kompetitivitéit an de Grëff ze kréien.

Dass esou eng Politik an de betraffene Länner vun de Leit dacks net gedeelt a verstane gëtt, ass verständlech. Op europäeschem Niveau war ee sech awer eens, dass een esou eng Politik muss bedreiwen, wann een déi sougenannte Vertrauenskris wëllt hannert sech loossen. Esou eng Politik huet och näischt mat Sozialofbau oder mangelnder Solidaritéit ënnert de Memberlänner ze dinn. Dës Solidaritéit war an ass nach ëmmer ginn.

Sou huet zum Beispill all Land, wat a finanzielle Schwieregkeete war oder ass a Problemer hat oder huet, frësch Suen op de Kapitalmäert ze kréien, fir sech kënne frësch ze rekapitaliséieren, bis haut zäitlech limitéiert Finanzhëllefen zur Verfügung gestallt kritt ënnert der Konditioun, dass se an hire Länner Strukturreforme missten ugoen, fir där héijer Verschëldung entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Finanzhëllefe ware richteg, fir d'Kris an Europa Schratt fir Schratt ze bekämpfen. An déi lescht Zuele weisen eis: Mir sinn um richtege Wee! Dës Programmer fonctionnéieren a Länner wéi Portugal an Irland. Do gesäit een, dass et erëm biergop geet. Virun allem Irland ass erëm quasi um Niveau vu virun der Kris. Aner Länner, wéi Italien a Spuenien, hunn an deene vergaangene Méint seriö Ustrengunge gemaach, fir hir Defiziter ze reduzéieren an d'Kompetitivitéit duerch Strukturreformen ze verbesseren.

Och a Griichenland, wou et jo bekannterweis laang Problemer mat der Ëmsetzung vun de vereenbarte Moossname gouf, sinn och däitlech Fortschrëtter ze verzeechnen. Och duerch de sougenannte Scholdeschnëtt ass Griichenland um richtege Wee, fir längerfristeg erëm op de Wee vum Wuesstum zréckzefannen.

Natierlech versti mir, dass e groussen Deel vun deene jeeweilege Bevölkerungen opbruecht ass a sech géint all Form vu Reformen, déi zu hirem Nodeel sinn, wiert. Mä vill vun deene Problemer, déi an dëse Länner geléist musse ginn, sinn hausintern verursaacht a kënnen och nëmme bei hinnen doheem geléist ginn. Einfach d'Saache gewäerde loossen an näischt maachen ass weder gutt fir dat eenzelt Land nach fir Europa am Ganzen. Géife mir dat zouloossen, dann, menge mir, hu mer näischt aus der Kris geléiert. Ausserdeem hunn déi Programmer, déi dës Länner operluecht kruten, och zum Zil, d'Wirtschaft an d'Kompetitivitéit erëm unzekuerbelen. Et geet net exklusiv a mordicus ëm Scholdereduzéierung.

Här President, no allem, wat mir awer bis haut kënne feststellen, waren d'Entscheedungen, déi bis dato getraff goufen, déi richteg. D'Finanzmäert hu sech gréisstendeels berouegt. D'Risikoopschléi op Statspabeiere vun de Kriseländer sinn erofgaangen an déi wirtschaftlech Lag a ville Länner huet sech zumindest stabiliséiert, wann net verbessert. Souguer den Euro, dee virun engem hallwe Joer esou staark ënner Drock gerode war - et ass souguer Rieds gaangen, e géif zerbriechen -, huet sech erholl; wou zwar säit leschtem Weekend, mat de Wahlen an Italien, jo erëm aner Problemer elo un d'Daagesuerdnung komm sinn.

Derbäi kënnt awer och, dass um Niveau vun de Finanzmäert, déi virun der Kris net ausreechend reguléiert waren an och zum gudden Deel responsabel un der heiteger Situatioun sinn, grouss Efforten ënnerholl goufen. Nieft enger gemeinsamer Finanzmaartpolitik brauche mir dofir och eng ugekënnegt gemeinsam Bankenopsiicht, déi effizient an onofhängeg vun den Nationalstate kann operéieren a woubäi d'EZB eng zentral Roll soll spillen.

Här President, dat alles weist awer och ganz kloer, dass d'Strategie vun der schrëttweiser Bewältegung vun der Statsscholdekris déi richteg Strategie war a Wierkung gewisen huet. Ech mengen, et wier och elo liichtfankeg ze soen, elo hätte mer all Problemer geléist, d'Sonn géif erëm schéngen an d'Gefor vun all deene Problemer, déi mer virdru kannt hunn, wier definitiv aus dem Wee geraumt. Mir hunn eis awer Moyenë ginn, fir dëst Opflackere vun der Alarmluucht esou gutt wéi méiglech anzedämmen.

Den dauerhafte Rettungsschierm ESM ass an dësem Kontext e wichtegt Stéck am Puzzle, fir dass et net méi esou wäit kënnt. Et gëtt am Kader vum ESM dofir och net fir näischt vun enger Zort Brandschutzmauer bezeechent (veuillez lire: geschwat). Mam ESM hu mir och e wichtege Schratt a Richtung Stabilitéitsunioun gemaach. An et war an eisen Aen och richteg, de Rettungsschierm ee Joer méi fréi a Kraaft trieden ze loossen. Net nëmmen, dass doduerch de betraffene Länner konnt méi séier gehollef ginn, et war och e richtegt a wichtegt Signal an d'Richtung vun de Finanzmäert an e kloert Zeeche vun Europa, dass kee Land wäert fale gelooss ginn. De Rettungsschierm ass funktiounsfäeg a schlagkräfteg. En huet, wéi ee kloer gesäit, d'Vertrauen op de Finanzmäert erëmbruecht.

Den ESM ass awer nëmmen een Deel an där Krisebekämpfung. De Projet de loi, deen eis haut virläit, ass e weidere wichtege Punkt, dee bei dëser Bekämpfung vun der Scholdekris eis wäert e grousse Schratt no vir bréngen. Mir sollen de Mëtten den Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinéierung an d'Steierung vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, de sougenannten „Fiskalpak" ratifizéieren.

Dësen Traité ass den Ufank vun enger echter an dauerhafter Stabilitéitsunioun. Dat war bei der Schafung vun der Eurozon politesch nach net machbar. Et gëtt elo mam Fiskalpak Realitéit. All Länner aus der Eurozon an aacht weider Länner aus der Unioun hu sech verflicht, an hir national Rechtsspriechung eng Scholdebrems anzeféieren, e Virgang, dee viru Joren an Europa sécherlech nach ondenkbar gewiescht wier.

Dës Scholdebremse ginn also mam Traité agefouert an et gëtt och iwwerpréift, ob se deem entspriechen, wat am Fiskalpak festgehale gouf. Et kann ee gegebenenfalls och den Europäesche Geriichtshaff aschalten, fir dass d'Scholdebrems och iwwerall an déi national Gesetzgebung ageschriwwe gëtt. Gëtt deem net Rechnung gedroen, da sinn automatesch Sanktiounen am Traité verankert.

Här President, dëse Fiskalpak ass sécherlech net am Goût vun all Mënsch. Verschidde Leit hätte léiwer gesinn, dass een de verschëllte Länner Sue géif ginn, déi dann de Konsum géifen ureegen, an dass déi iwwer méi Konsum erëm zu méi héijem Wuesstum komm wieren, also d'Ëmsetze vun der klassescher Theorie vum Keynes.

Mir sinn awer op dësem Punkt anerer Meenung. Wat kuerzfristeg gutt ausgesäit, ass dauerhaft keng Léisung. Et muss een awer eiser Meenung no d'Problemer un der Wuerzel upaken. Dat heescht ganz kloer, dass een d'Iwwerverschëldung muss bekämpfen, andeems een op där enger Säit d'Budgete konsolidéiert an op där anerer Säit awer och Wuesstumsureizer schaaft. Dës zwee Punkte musse matenee lafen.

An op dëse Wee bréngt eis ënner anerem de Fiskalpak. De Fait, dass 25 vu 27 Memberstaten dëse Pakt ënnerschriwwen hunn, ass e kloert Bekenntnis vun Europa hin zu méi Stabilitéit, Koordinéierung, Kontroll an Transparenz. A genee dat brauch een, wann een eng gemeinsam Währung wéi den Euro huet. Wann eegestänneg Nationalstaten eng gemeinsam Währung hunn, da brauch een och e kloert Bekenntnis vun allen, dass déi ofgemaache Spillregelen och agehale ginn. Nëmmen esou kann eis gemeinsam Währung stabil bleiwen. A fir dës Stabilitéit oprechtzëerhalen, brauche mir dëse Fiskalpak mat der festgeschriwwener Scholdebrems.

Iwwregens ass de Fiskalpak och an der Rumm vun deem sougenannten „Six-pack" ze gesinn, deen Enn 2011 ëmgesat gouf a wou et zu verstäerkten Iwwerwaachungsméiglechkeeten an de Beräicher Budgets- a Wirtschaftspolitiken an alle Memberstate komm ass. Duerch de Fiskalpak plus Six-pack hu mir d'Mechanisme vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt verschäerft an eis en Instrument ginn, wat verhënnere soll, dass d'Feeler aus der Vergaangenheet sech wäerte widderhuelen.

Verschiddener am Haus si jo der Meenung, dass de Fiskalpak mat senger Scholdebrems de Länner géif ekonomesch schueden. Et ass richteg, dass den Niveau vu struktureller Neiverschëldung erofgesat gëtt. Domadder gëtt de Länner awer net d'Loft geholl, fir ze ootmen. Neen, si behalen och mat deenen neie Konditioune weiderhin déi Flexibilitéit, déi si brauchen, fir d'Kris an hire Länner ze iwwerstoen an hir Politik ze definéieren. An dës Flexibilitéit kann net op de Prinzip vun ëmmer méi Scholden opgebaut ginn. Dat kann et net sinn! D'Resultat vun esou enger Politik si mir jo grad amgaangen, um europäeschen Niveau ze léisen.

An do kënnt de Fiskalpak an d'Spill. Mir sinn der Meenung, dass trotz Scholdebrems d'Länner deen néidege Spillraum behalen, fir déi Politiken ze gestalten, déi d'Relance économique sollen erbäiféieren. Dat ass wichteg an och richteg. De Wee, dee mir awer virun eis hunn, fir aus dem gesamten Euroraum e Raum vu Stabilitéit a Soliditéit ze maachen, ass e laangen. De Fiskalpak ass dofir fir eis en éischte fundamentale Schratt op dësem Wee eraus aus der Scholdekris, e Wee, dee mir konsequent musse fortsetzen an deen dräi Komponenten ëmfaasst: Solidaritéit duerch den ESM, Soliditéit duerch de Fiskalpak a Wuesstum duerch de Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo quasi automatesch Sanktiounen, wann e Land aus der Rei danzt. Mir hunn d'Méiglechkeet, bei Feelentwécklunge preventiv täteg ze ginn an Ongläichheeten an der wirtschaftlecher Entwécklung an de Memberstaten entgéintzesteieren. All dës Instrumenter versetzen eis an d'Lag, dass mir eng wierklech Stabilitéits- a Wuesstumsunioun op d'Bee stellen.

All dës Moossname sinn natierlech kee Selbstzweck an hunn net nëmmen als Zil, d'Defiziter ze reduzéieren. Haushaltskonsolidéierung ass nëmmen eng Säit vun der Medail. Et geet och drëms, nohaltege Wuesstum sécherzestellen. Dozou gehéiert och d'Schafe vun neien

Aarbechtsplazen. Dat ass d'Aufgab an de Sënn vun der Politik. D'Kompetitivitéit an deenen eenzelne Länner muss gestäerkt ginn, fir dass mir Wuesstum a ganz Europa kënne generéieren. Wuesstum brëngt Stabilitéit, déi ee brauch, fir sech bestänneg kënne weiderzëentwéckelen, Stabilitéit, déi ee brauch, fir Reformen duerchzesetzen. Fir dass mir dës Ziler erreechen, läit awer nach vill Aarbecht virun eis.

Eent steet awer fest, wat mir musse maachen ass, dass mer mussen alles maachen, fir d'Scholden erofzekréien, an dass mer net kënnen eng nei, eng zousätzlech Scholdepolitik undreiwen. Méi Wuesstum duerch nei méi Scholden ass dofir och ganz kloer de falsche Wee. Nëmme stabil a gesond Statsfinanze bidden d'Viraussetzung fir Wuesstum, Wuesstum, dee mir brauchen, wann Europa an eist Land sech wëllen um politeschen, wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Plang weiderentwéckelen.

Dofir ass et wichteg, dass mir et fäerdegbréngen, eise Budget nohalteg ze konsolidéieren. Brénge mir dat net ronn, dann huet dat Auswierkungen op d'Gestaltung vun eiser Sozialpolitik, déi mir eis da sécherlech net méi an deem Mooss leeschte kënnen, wéi dat haut de Fall ass.

Ech wëll soen, dass et wichteg ass, mat der Ratifizéierung vun dësem Fiskalpak, dass domadder e kloert Signal an d'Welt gesat gëtt. Engersäits sinn all d'Eurostate fest entschloss, d'Statsverschëlding zréckzefeieren, an anerersäits si se bereet, eng wuesstumsfördernd Konsolidéierung ze bedreiwen. Et geet ëm d'Solidaritéit tëschent de Länner, ëm d'Zukunft vun Europa an ëm d'Zukunft vum Euro.

An dësem Sënn ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass, wa mer eng Finanzunioun hunn, eng Stabilitéitsunioun hunn, et dann och wichteg ass, dass mer e soziaalt Europa bauen. An do läit nach vill Aarbecht virun eis, well mir mussen et fäerdegbréngen, och d'Leit matzehuelen, net nëmmen d'Finanzmäert. Nëmmen da komme mer och zu deem Zil hin, wat d'Grënnerpäpp vun dem Euro, vun Europa wëlles haten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Den Här Wolter freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, et ass fir eng Rectificatioun vun der Ried ze maachen. Ech hat mech virdru verrannt a mengem Rapport, wéi ech gesot hunn, mir géifen en éischte Vote maachen an an dräi Méint misste mer zréckkommen. Ech si vun de Rechtsgeléierten drop opmierksam gemaach ginn, déi d'Verfassung wesentlech besser kenne wéi ech selwer, dass effektiv aus der kombinéierter Lecture vum Artikel 37 a vum Artikel 114 et kloer erauskënnt, dass mer eis hei exklusiv mam Abschnitt 2 vum Artikel 114 befaassen, sou dass dee Vote vun haut ënnert engem Quorum ass, a wann en dann ugeholl ass, dann ass en definitiv.

Ech wollt et awer soen, well ech am Rapport do eng falsch Informatioun gemaach hunn, a mech bei Iech entschëllegen, dass dee Feeler mer ënnerlaf ass.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Mir huelen Akt vun där Rectificatioun. Elo kritt d'Wuert deen nächste Riedner, den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Méint stounge mer hei an do hu mer de Stabilitéitsmechanismus diskutéiert an ofgestëmmt. Haut sti mer hei a mir diskutéieren a stëmmen duerno och wahrscheinlech fir de Fiskalpakt. Fir eis als Demokratesch Partei sinn dat eigentlech zwou Säite vun enger Medail, well Solidaritéit mat deene Länner, déi a finanziell Schwieregkeete gerode sinn, an op där anerer Säit awer och méi eng staark Budgetsdisziplin, dat geet fir eis zesummen.

Mir hunn dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus zougestëmmt, well mer deene betraffene Länner wëllen hëllefen, well mer der Meenung sinn, datt een och deene Länner nei Perspektive muss ophalen. Mir sinn awer och der Meenung gewiescht, datt dat bénéfique ass fir eis selwer, fir d'Stabilitéit an Europa. Mir brauchen eng Stabilitéit an Europa, mir brauchen och e stabilen Euro. Mir brauchen awer och staark Ekonomien a Südeuropa. Dat notzt finalement och eise Betriber an dat notzt finalement och den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

D'DP huet de Stabilitéitsmechanismus matgedroen. Duerfir ass et eigentlech eng logesch Konsequenz och, datt mer de Fiskalpakt matdroen. De Stabilitéitsmechanismus ka fir iwwerschëllte Länner eigentlech net de Grond sinn, fir weider Scholden ze maachen. An d'selwecht däerf de Fiskalpakt och net de Grond sinn, fir vun engem gemeinsamen Europa, enger gemeinsamer Währung an enger gemeinsamer europäescher Stabilitéit ewechzeréckelen.

An trotzdeem, d'selwecht eigentlech wéi bei mengem Discours hei zum Stabilitéitsmechanismus, wëll ech och haut hei eng ganz Rei vu kriteschen Iwwerleeungen ubréngen. Virun allem, an et ass zum Deel och de Mëtte schonn ugeklongen, stellt sech d'Fro: Wou bleiwen d'Wuesstumsimpulser? Wann e Véirel vun de Leit an Europa a ville Länner ouni Aarbecht sinn, da muss ee sech ustrengen, fir d'Wichtegkeet vun der Budgetskonsolidéierung nach vermëttelt ze kréien. Ouni Perspektive fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, wäerte mer och keng Akzeptanz kréie vun enger weiderer Konsolidéierungspolitik.

Déi europäesch Politik däerf net de Grondstee leeë vun enger weiderer Radikaliséierung an eenzelne betraffene Länner. An dat Wahlresultat, wat mer de Méindeg geliwwert kritt hunn aus Italien, dat ass jo scho genuch kommentéiert ginn an huet eis voll Opmierksamkeet a stellt eng ganz Rei vu Froen iwwert d'Regéierbarkeet vun eenzelne Länner an awer och d'Reformfäegkeet an d'Konsistenz vun deem ageschloene Reformprozess an eenzelne Länner, esou wéi en dann ugaange ginn ass.

Wat sinn d'Effekter op déi betraffe Länner? An do stellt sech nach ëmmer d'Fro, ob mer net dann awer riskéieren, all klenge wirtschaftlechen Hoffnungsschimmer direkt am Keim ze erstécken, datt mer mat enger nächster Spuerronn erëm direkt eng nei Rezessioun provozéiere respektiv déi Rezessioun, an där e Land drastécht, da gläichzäiteg dach nach e Stéck verlängeren.

Hei liest ee schonn eraus, datt eenzel Länner enorm Effortë musse maachen. Manner Lëtzebuerg, mä awer virun allem och déi Länner, déi iwwer 60% Scholdestand vum PIB haut hunn. Wann déi en Zwanzegstel vun der Differenz op 60% mussen ofbauen, da mécht dat fir e Land wéi d'Belsch zum Beispill 2% vum PIB aus, 2% musse se Scholdenofbau pro Joer maachen, wat en enormen Effort ass a wou ee sech schonn d'Fro muss stellen: Wéi packt e Land dat a wat sinn déi Kollateralschied, déi domadder net méi ze évitéiere sinn?

Zentral schéngt et eis dann nach wie vor ze sinn, datt mer iwwert d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit schwätzen a Gesamteuropa, awer ganz besonnesch an deene Länner, déi och duerch d'Scholdekris gerëselt goufen. Spueren eleng nämlech geet net duer. Mir mussen och déi Länner erëm, d'Entreprisen aus deene Länner erëm méi staark an den internationalen Handel integréieren, fir doduerjer fir neie Wuelstand ze suergen, fir nei Aarbechtsplazen ze suergen an och fir nei Steierrecettë kënnen ze suergen.

Mir mussen oppassen, datt mer net an eng Konsolidéierungs- an an eng Rezessiounsspiral kommen. An dat geet nëmme finalement mat Wuesstum. Dat geet awer och nëmme mat enger Rei vun, jo, richtege strukturelle Reformen, wou sécherlech eenzel Spuerefforten net kënnen als solch eleng gewäert ginn, wa se dann eleng gemaach ginn, strukturell Reformen, déi dann awer och zu engem Stéck méi Kompetitivitéit kënne bäidroen.

Ech si ganz d'accord mat deenen, déi soen, datt Länner, déi an der Vergaangenheet, jo, schluddereg mat öffentleche Gelder ëmgaange sinn, a Länner, déi, jo, déi niddreg Zënsen, déi se eigentlech doduerjer erméiglecht kritt hunn, duerch de Bäitrëtt zum Euroraum, déi déi net genotzt hunn, fir de Budget ze konsolidéieren, mä éischter nei Ausgabeprogrammer domadder lancéiert hunn, datt een deene Länner en enke Corselet an Zukunft muss uleeën, wat mer jo heimadder maachen. Allerdéngs däerf deen enke Corselet net esou enk gestréckt sinn, datt déi Länner keng Loft méi kréien a riskéieren, finalement ze erstécken.

Wa mer hinhuelen, datt Milliounе vun Aarbechtslosen an Europa d'Konsequenze vun enger falscher Politik um nationalen, awer och um europäesche Plang eleng mussen droen, wann ee weess, datt et scho bal e Wonner ass, datt et a Länner, wou de Chômage iwwer 25% geklommen ass an de leschte Joren, wou bal all zweete Jonke keng Aarbecht an domadder keng Perspektiven huet, datt et do awer nach relativ roueg bliwwen ass, a wann ee wierklech mengt, datt d'Ekonomie a ville Länner nees géif usprangen, wann een dann nëmmen zügeg géif konsolidéieren, da fäerten ech, datt dëse Fiskalpakt just eng Etapp op engem Wee wäert sinn, engem Wee, deen nach ganz laang, an engem Wee, deen nach ganz beschwéierlech wäert sinn!

Jo, mir musse konsolidéieren, dat och heiheem, an dozou wëll ech herno nach e puer Wuert méi soen, mä et gëtt richteg konsolidéieren an et gëtt och falsch konsolidéieren. Falsch konsolidéieren, dat ass, wann een de Konsum an d'Wirtschaftskraaft ofwierge geet. Falsch konsolidéieren, dat ass, wann ee secondaire Effekter wéi méi Chômage, manner Steierrecetten a méi Dépensë provozéiert, ënner anerem och doduerch e gewëssene Chômage erëm mat encouragéiert. Falsch konsolidéieren, dat ass och, wann ee bei deene falschen Investitiounen an d'Infrastruktur an domadder an d'Zukunft vun engem Land wëllt spuere goen.

Wuesstumsimpulser, Beschäftegungsimpulser ginn dann och zum ganz, ganz groussen Deel ausgeklamert an dësem Fiskalpakt an hunn eigentlech nach ëmmer net déi Plaz fonnt och an der europäescher, an der gesamteuropäescher Approche zu der Scholdekris, déi se géife verdéngen. An dat ass an eisen Aen e Konstruktiounsfeeler och vun dësem Fiskalpakt an e reit sech eigentlech domadder an an déi europäesch Politik aus de vergaangene Jorzéngten.

Oft kënnt et engem esou vir, wéi wa mer net alles geléiert hätten aus deenen Diskussiounen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg gefouert hunn iwwert de Verfassungsvertrag, wou d'Leit engem jo och gesot hunn, wat se vun Europa erwaarden. An oft schéngt et och esou, wéi wa mer nach net alles geléiert hätten aus deene rezente Wirtschaftskrisen.

An amplaz datt Europa grad elo e Bild vu Solidaritéit géif ofginn, amplaz datt Europa de Mënschen eng formidabel Visioun géif bidden, déi fir Wuelstand géif suergen, e Wuelstand, deen dësen an den nächste Generatiounen nach garantéiert wär, gëtt momentan eigentlech all Land dach zimlech fir sech eleng gelooss, si mer an enger Situatioun, wou een awer mierkt, datt déi national Economismen - Egoismen, pardon! - net ofgebaut ginn, mä dach éischter erëm méi staark zum Virschäi kommen.

Et gëtt a villen Domainë keng gemeinsam europäesch Démarcheregelen, Démarche méi, an eng Rei vu Spillregelen, jo, déi Europa grouss gemaach hunn, déi sinn dach iwwer Bord gehäit ginn, an ëmmer méi mierkt een, datt et awer oft déi Grouss géint déi Kleng sinn, déi probéieren hir Interessien duerchzesetzen. An et mierkt een awer och, datt ganz vill vun deenen europäeschen Institutioune sech dach dreiwe loossen, alle virop awer d'Europäesch Kommissioun.

All déi oppe Froen, déi sech trotz Stabilitéitsmechanismus a Fiskalpakt stellen, weisen, datt et just en Ufank vun engem Prozess däerf sinn. Mir musse konsolidéieren, fir net dat Geld vun der nächster Generatioun haut scho mat auszeginn. Mir brauchen eng stabil an eng eenheetlech Währung, well dann, wann d'Geld schlecht gëtt, da gëtt eigentlech alles soss och nach schlecht. A mir brauchen awer gradesou Aarbecht fir d'Mënschen an Europa. Mir brauche wirtschaftlech Perspektiven, an duerfir brauche mer e Wuesstum.

Ech hunn d'Impressioun, wéi wa mer dëst Gesetz, de Fiskalpakt, d'Ratifizéierung vum Fiskalpakt hei zu Lëtzebuerg eigentlech als eppes géifen ugesinn, wat eis net direkt géif concernéieren, wat Europa géif concernéieren, vläicht eng Rei vu Länner an Europa, besonnesch déi, déi duerch d'Scholdekris gerëselt goufen. Nun, esou ass et awer net. Och dëst Gesetz, wat mer hei stëmmen, dat betrëfft eis direkt!

Vill vun deenen Ziler, déi hei nach eng Kéier widderholl gi sinn am Fiskalpakt, déi sinn net nei, déi fanne mer ugeluecht schonn am Maastricht-Vertrag vun 1992, mir fanne se am „Six-pack" vun 2011. Mir hunn deenen dote Schrëtt eis Zoustëmmung ginn. Och dat ass nach eng Kéier e Grond, fir trotz enger Rei vu Kritikpunkten och haut dem Fiskalpakt zouzestëmmen, well mer awer an enger Kontinuitéit do wëlle stoen.

Mä dat wat ännert, dat ass, datt eng Rei vun deenen Zilsetzungen awer däitlech méi contraignant ginn, wéi dat bis ewell war, wat wichteg war, virun allem zu deem Zäitpunkt, wou de Fiskalpakt arrêtéiert ginn ass vun deene 25 concernéierte Länner, déi finalement matgemaach hunn, fir doduerjer ze weisen, datt jiddweree sech un eng Rigueur budgétaire an Zukunft wëllt halen, an doduerjer och e kloert Signal ze setzen, wat dozou sollt déngen, d'Vertraue vun de Marchéen op där enger Säit, awer och vun de Bierger an den Entreprisen op där anerer Säit nees zréckzegewannen.

Trotzdeem verwonnert et een awer, datt mer hei e Gesetzesprojet ofstëmmen, ouni datt d'Regierung eigentlech an engem Wuert gesot huet, wat dat da konkret fir Lëtzebuerg géif bedeiten, wéi mer op déi Ziler wëllen hischaffen, déi eis hei gesat ginn. Et bleift nämlech net dobäi, datt mer just mussen eis 60%-Scholdegrenz respektéieren, wou mer jo nach ganz gutt leien. Et bleift net nëmmen dobäi, datt mer déi 3%-Defizitlimite musse respektéieren aus dem Maastricht-Vertrag, mä den „mid-term objective", dee kritt awer hei méi e contraignantë Charakter.

An dat heescht eben, datt mer eis net méi däerfen zefridde gi mat engem Defizit vun 3% par rapport zum PIB pro Joer, mä datt mer d'Zil mussen erreeche vun engem Iwwerschoss vun 0,5% PIB pro Joer. A vun deem, jo, vun deem Iwwerschoss si mer momentan jo awer nach e ganzt, ganzt Stéck ewech! A mir kréien och gesot, datt mer d'Schrëtt dohinner an engem gewëssen Tempo musse maachen, nämlech an enger Vitesse vun 0,5% PIB pro Joer.

Elo kléngt dat alles ganz abstrakt, mä trotzdeem, wann een dat emol eng Kéier ausrechent an dann déi 0,5% applizéiert op eise PIB, da komme mer op e Montant vu ronn 220 Milliounen Euro, déi mer pro Joer u Konsolidéierungseffort am Sold musse maachen, wou mer dann de Budgetsdefizit géife verréngeren.

Wann een awer eis Budgetsmechanisme kennt, an aus der Erfahrung eraus kann een och do, mengen ech, op déi no Zukunft schléissen, datt mer pro Joer automatesch Croissancë bei den Dépensen hunn duerch d'Indexmechanismen, duerch eng Rei vun automateschen Augmentatiounen duerch eis Sozialpolitik, duerch eis Familljepolitik, wéi se nun eben emol strukturéiert sinn, da weess een, datt et net eleng mat engem Konsolidéierungseffort - dee jo dann heescht spuere respektiv Steieren erhéijen - vun 220 Millioune wäert duergoen, mä da kann ee ganz schnell op e Montant vu 400 oder 500 Millioune kommen.

Do verwonnert et een awer schonn, datt mer hei Engagementer aginn, ouni datt d'Regierung och heihinner kënnt a seet: „Dat ass eise Programm. Mat deem dote Programm wëlle mer dës Engagementer dann och mëttelfristeg erfëllen." A wat ass dann de Programm - déi Fro wëll ech hei nach eng Kéier widderhuelen - vun der Regierung, fir dës Ziler dann och selwer anzehalen? Wat sinn och déi contraignant Moossnamen, déi mer eis selwer musse gi fir am Fall, wou mer déi Ziler net géifen erreechen an och déi Schrëtt dohinner géife verpassen, déi dann eigentlech automatesch sollten a Kraaft trieden?

Bis ewell hu mer do vun der Regierung kaum eppes héieren. Ech hoffen, datt et de Mëtte vläicht e bësse méi däitlech bei deem Thema nach gëtt. Wann dat de Mëtten net de Fall ass, mir wëssen, datt mer deemnächst och nach hei am Haus Debatten hunn iwwert de Programme national de réforme, iwwert den Stabilitéitsprogramm, och iwwert den État de la nation, alles grouss Debatten, déi an den nächste Wochen hei ustinn, also alles Geleeënheeten, fir dem Land dann awer och eng Kéier ze soen: Wat heeschen déi Engagementer ganz konkret fir eis alljährlech Budgetspolitik a fir d'Gesamtpolitik hei zu Lëtzebuerg?

Wat fir Europa gëllt, dat gëllt gradesou nämlech fir Lëtzebuerg. Et kann een op eng gutt Aart a Weis konsolidéieren, et kann een awer och do falsch konsolidéieren a riskéieren, méi futtizemaachen, wéi een op där anerer Säit nees géif gewannen. Och hei zu Lëtzebuerg musse mer duerfir intelligent virgoen. Mir musse mat enger Rei vu punktuellen, awer sécherlech och couragéierte Reformen eis nei opstellen.

Mir musse kucken, datt mer déi Problemer, déi mer hunn, déi mer ze bewältegen hunn, mat manner Geld bewältegen, datt mer eng besser Politik eigentlech mat manner Geld kënne maachen. An do geet och déi reng Kontabelslogik, déi och an dësem Fiskalpakt erëm eng Kéier ugeluecht ass, wou mer eigentlech just ëm Budgetseckdaten diskutéieren, mä net ëm konkret Politiken diskutéieren, déi Kontabelslogik geet eigentlech net duer, fir der Situatioun gerecht ze ginn. A mir däerfen net, och an den nächste Joren net, fir dës Ziler ze erreechen, einfach higoen an eng Rei vun Ausgabe sträiche respektiv nei Recetten décidéieren, fir déiselwecht Politik weiderzemaachen, mä mir mussen och d'Politik méi grondsätzlech a Fro stellen.

Mir musse kucken - fir e Beispill ze ginn -, datt mer déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an Aarbecht kréien, amplaz datt mer Joer fir Joer higinn an d'Solidaritéitssteier nees ëm eng Rei vu Prozenter erophiewen, fir d'Aarbechtslosegkeet weider ze finanzéieren.

Mir musse kucken, datt mer de Logement nees bezuelbar maachen hei am Land, amplaz datt mer Milliounen a Millioune vu Subside pro Joer ausbezuelen an awer mierken, datt mer d'Präisser um Wunnengsmaart emol net stabil gehale kréien.

Et gëtt am Klimaschutz eng ganz Rei vun anere Mechanismen, wéi och do just eleng op Subventiounen ze setzen, fir och do méi eng intelligent Politik kënnen ze maachen, d'Ziler besser ze erreeche wéi mat där Politik, déi mer bis ewell ageschloen hunn.

A wann ech eleng an deenen doten dräi Themeberäicher kucken, da sinn dat dräi Themeberäicher, wou de Lëtzebuerger Stat, wou mir hei zesummen an deem Budget, deen hei an dëser Chamber décidéiert gëtt, eng Milliard, méi wéi eng Milliard Euro pro Joer ausginn, allerdéngs mat desastréise Resultater! An duerfir geet et eben net nëmmen duer, fir Geld beieneenzekrazen, fir déiselwecht Politik kënne weiderzefëieren, eng Politik, déi gescheitert ass!

Mä et geet drëms, déi Politik do am Fong ze änneren, an da brauch een och herno eng Rei vun Ausgaben net méi ze tätegen an et huet een och e Stéck zur Budgetskonsolidéierung bäigedroen. Wa mer dat nämlech net maachen a Joer fir Joer just probéieren, un der Steierschrauf ze dréinen, respektiv herno ënnert dem Drock vun der Realitéit dat eent oder dat anert mussen zréckstellen, da fäerten ech, da bewege mer eis ganz schnell a Richtung vun enger Logik vun der Ofwäertsspiral.

Mä nach ass Zäit, an dëse Fiskalpakt soll eigentlech en zousätzlechen Usporn si fir eis, fir eis Hausaufgaben ze maachen. A vill Beispiller aus dem Ausland weise jo, datt een esou en Usporn ganz positiv kann ugoen, datt ee ka réusséieren an deem doten Exercice. Mä leider gëtt et och aner Beispiller, och aus dem Ausland, déi weisen, datt een och ka falsch leien. A mir mussen hei déi richteg Décisiounen huelen, well soss fäerten ech, wann ee sech just op eng Scholdegrenz hei limitéiert, ouni konkret Reformpolitik hannendrun ze maachen, datt een da finalement an der Sakgaass riskéiert ze landen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse sougenannten „Fiskalpakt" dréit den e bëssen héichtrabenden Titel „Vertrag iwwert d'Stabilitéit, Koordinatioun a Gouvernance vun der Wirtschafts- a Währungsunioun". Et ass eng weider Reaktioun vun der Europäescher Unioun, vun der Eurozon op déi Kris, déi elo zënter Joren unhält, d'Reaktioun och op d'Nervositéit op de Finanzmäert, d'Verdeierung vun de Verschëldunge vun eenzelnen Eurolänner.

Esou ass och deen europäeschen Traité, deem mer haut sollen zoustëmmen, an eisen Aen net an éischter Linn d'Resultat vun enger laang iwwerluechtener, besonnesch besonnener Politik, déi géif gefouert ginn, mä deen heite Fiskalpakt dréit eng ganz Rëtsch vu Konstruktiounsfeeler a sech an dréit virun allem och de Stempel vun der Hektik, vun enger gewëssener Onausgegorenheet an och vun der Sich no engem staarke symboleschen Akt, dee sollt geholl ginn.

Och hei mierkt een, dat huet ee gemierkt während laanger Zäit an där Kris, dass d'europäesch Staten haaptsächlech Pompjee spillen a sech eigentlech dreiwe musse loosse vun den Entwécklungen op den internationale Finanzmäert. Et ass also e weideren Akt, fir ze probéieren, positiv anzewierken op eng onheemlech gereizte Stëmmung op deene Finanzmäert.

Virun allem awer och dréit dësen Traité, dat soll een och net verkennen - mä wann ee sech e bëssen an déi Zäit zréckversetzt vum Hierscht 2011, wéi d'Diskussioune lassgaange sinn -, dréit en och de Stempel vun Däitschland. En dréit de Stempel vun der Madame Merkel a vun deem Drock, dee vun Däitschland, ënnerstëtzt vun anere Länner, ausgeübt ginn ass, fir hir Zoustëmmung ze ginn, fir anere Länner weider ze hëllefen, fir matzemaache beim Europäesche Stabilitéitsmechanismus. An et ass opgrond vun deem doten Drock, wou och deen heiten Text entstanen ass.

Fir d'Éischt war jo d'Iddi, fir déi Dispositioun an d'europäesch Traitéen ze integréieren. Wéi dat net méiglech war, ass dann décidéiert ginn, op en Traité à part ze goen, deen dann a fënnef Joer soll Deel vun allen europäesche Verträg ginn. Ech bleiwen allerdéngs skeptesch, ob dat wäert och an deem Zäitraum do méiglech sinn.

Ech sinn och skeptesch, ob dat iwwerhaapt wënschenswäert ass. Well wann ee kuckt, wat alles scho vu Regelen, wat d'Budgetspolitik ugeet, an der Europäescher Unioun an deene leschte puer Joer geholl ginn ass, Regelen, déi mer schonn hei och diskutéiert an deelweis ëmgesat hunn, dann déi Regele vum „Six-pack", déi Regele vum „Two-pack", déi deemnächst wäerten derbäikommen, wou elo en Accord praktesch a gräifbarer Noperschaft ass, de Pacte Euro plus, vill aner Décisiounen, déi op europäeschem Plang geholl sinn, dat sinn eigentlech Regelen, déi et scho gëtt, déi verbindleche Charakter zu engem gudden Deel hunn, an dee Plus, deen eigentlech hei iwwert de Fiskalpakt kënnt, deen ass relativ geréng.

Ech wëll mech och herno beschränken a mengen Aussoen inhaltlech op déi puer Punkten, wou eigentlech Neierungen an deem heiten Traité si par rapport zu all deene Regelen, déi et zu engem gudden Deel an Europa och haut scho gëtt an déi haaptsächlech natierlech zesummenhänke mam Europäesche Stabilitéits- a Wuesstumspakt, mat deenen Normen a Mechanismen, och deene Sanktiounen, déi ewell an deem doten Deel virgesi sinn.

Dësen Text, dat muss ech och soen, ass och net optimal zustane komm, wat d'öffentlech Abannung ugeet, wat d'Abannung och vun den nationale Parlamenter ugeet. Hei sinn Décisioune gefouert ginn zu engem ganz gudden Deel hannert verschlossenen Dieren, wou dann der erstaunter Öffentlechkeet matgedeelt ginn ass, wat dann déi grouss Linne waren, op déi sech da gëeenegt ginn ass. An dat ass eigentlech net déi richteg Aart a Weis, fir virzegoen.

Ech mengen, wa mer d'Bierger, wa mer och d'europäesch Bierger an d'Lëtzebuerger wëlle mat am Boot behale vun Europa, ass et an eisen Aen immens wichteg, dass erëm méi op Transparenz gesat gëtt, dass et zu öffentlechen Diskussiounen am Virfeld kënnt, iert d'Texter definitiv festgehale ginn, anstatt dass sech an der Regel drop beschränkt gëtt, da Jo oder Nee mussen ze soen zu fäerdegen Texter, wou een net méi kann en Afloss op den Inhalt an d'Ausriichtung vun deenen Texter do huelen.

27 Länner hätte kënnen deem Traité zoustëmmen, 25 hunn et am Endeffekt gemaach. England an d'Tschechesch Republik maachen net mat bei deem heiten Traité. Si maachen dat, besonnesch wat England ugeet, ganz kloer aus antieuropäeschen Argumenter. Groussbritannien wëllt eigentlech keng koordinéiert Wirtschafts- a Budgetspolitik an Europa. Mir mengen awer, dass Europa, besonnesch d'Eurozon, esou eng méi koordinéiert Wirtschafts- a Budgetspolitik brauch, wat d'Zilsetzungen ugeet. Mä awer selbstverständlech, d'Nationalstate mussen d'Recht behalen, fir de Wee zu den Ziler kënne fir sech autonom ze determinéieren. Dat ass d'Vue, wéi mir se hunn. Dat ass net d'Vue, wéi England se huet.

An ech mengen, dass sech och Lëtzebuerg an dësem Stadium, wou mer awer eng Gouvernance économique an der Eurozon sécherlech brauchen, net kann där Solidaritéit tëschent de Staten hei entzéien an dass Lëtzebuerg net derlaanscht kënnt, mat deene 24 aneren, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, och deen heiten Text ze ratifizéieren, wa mer net wëllen an d'Boot vun England a vun anere Länner kommen, déi eng antieuropäesch Haltung hunn an déi eigentlech en eenegt Europa net wëllen.

Dësen Text, wéi gesot, iwwerhëlt munches, wat et scho gëtt, brëngt awer eng Rei vun Änneren. Dat, wat am meeschte jo diskutéiert ginn ass a wat jo och vun der Madame Merkel ëmmer grëffeg formuléiert ginn ass, dat ass déi berühmten „Schuldenbremse". Ech mengen, d'Madame Merkel konnt sech dohinnerstelle mat deem heiten Traité, do sot se: „Majo, elo hu mer déi Scholdebrems, déi mir an eiser Verfassung hunn, elo mussen och all déi aner Länner nom däitsche Modell dat dann och esou maachen!"

Bon, dat ka si fir hiert nationaalt Publikum maachen, do ka se esou Theese vertrieden. Mä wann een awer den Text selwer kuckt, ass d'Welt natierlech glécklecherweis vill méi nuancéiert wéi dat, wat an der politescher Argumentatioun a wat och an den däitsche Medien heiansdo iwwert deen heite Fiskalpakt ze liese war. Jo, et steet hei dran, dass soll d'Iddi vu Reduzéierung vun Neiverschëldung respektiv d'Iddi vum Budgetsgläichgewiicht verbindlech festgehale ginn. Mä dat muss net an engem Verfassungstext geschéien. Ech sinn och frou, dass - ech weess, dass do de Finanzminister e bëssen anescht denkt -, mä dass zumindest de Premier och eis Positioun do deelt, fir ze soen, dass fir Lëtzebuerg d'Verfassung net déi richteg Plaz ass, fir esou eng Budgetsregel ze verankeren.

Ech hu schonn d'Geleeënheet gehat, bei aneren Diskussiounen dorobber hinzeweisen, well an eisen Aen et ganz kloer ass, dass esou eng sougenannten „gëlle Regel" verfassungsrechtlech zu Lëtzebuerg eigentlech net an eise Verfassungstext passt, et ass verfassungsfriem eigentlech vum Wiesen hier, wann een den Inhalt vun der Lëtzebuerger Verfassung kuckt.

Zweetens mengen ech, dass et och politesch fragwürdeg ass, an engem Verfassungstext esou eng Regel festzeleeën. An et wär virun allem och juristesch ouni Effet, zousätzlechen Effet hei zu Lëtzebuerg! Well entgéint deem, wat vläicht d'Madame Merkel an den Här Sarkozy gemengt hunn, hunn net all Staten de Verfassungssystem an de System vun der Verfassungskontroll, wéi si en hunn.

Bei eis gëtt et keng sougenannten „abstrakt Normekontroll" duerch e Verfassungsgeriicht, wat also ka kontrolléieren, ob e Gesetz, wat vun der Chamber gestëmmt ass, konform zu der Verfassung ass. A well et dat net gëtt, bréngt och d'Aschreiwe vun esou enger Regel an eis Verfassung juristesch guer näischt. Et ass kee Mehrwäert par rapport zu deem, wann een da géif déi Regel einfach an engem normale Gesetz festhalen, wou d'Regierung jo och wëllt op deen dote Wee goen.

Falsch ass och déi Duerstellung, déi oft gemaach ginn ass, besonnesch och an Däitschland aus innenpoliteschen Ursaachen, fir ze soen, mä elo net nëmmen, dass mer déi gëlle Regel hunn, déi elo Verfassungsrang huet, mä elo ass och nach den Europäesche Geriichtshaff, dee kontrolléiert och nach an Zukunft, ob déi Regel respektéiert gëtt. Dat stëmmt esou net! Den Europäesche Geriichtshaff kontrolléiert just, ob déi Regel do richteg an engem Gesetzestext oder an engem Verfassungstext an de Länner iwwerholl ginn ass, mä ob herno déi Regel och respektéiert gëtt an deenen eenzelne Budgeten, dofir ass den Europäesche Geriichtshaff och mat deem heiten Traité net zoustänneg.

Dat ass och eng Irreführung, déi zum Deel vun der öffentlecher Meenung gemaach ginn ass, wann een den Androck wëllt ginn, dass heimadder elo eng geriichtlech Kontroll wär permanent praktesch, ob dann tatsächlech an de Fakte bei den eenzelne Budgetsgesetzer vun de Länner déi heite Regel géif respektéiert ginn. Do gëtt et eng Kontroll: eng politesch Kontroll! Mä et gëtt keng Kontroll iwwert den Europäesche Geriichtshaff!

A souwisou, och déi heite Kontroll, déi limitéiert Kontroll vum Europäesche Geriichtshaff, ob iwwerhaapt eng Transpositioun gemaach ginn ass vun där Regel an nationaalt Recht, kann nëmme geschéien op Klo vun engem anere Memberstat, vun enger anerer Vertragspartei. Do kann net iergende Bierger zum Beispill esou eng Klo areechen. Et muss also en aneren europäesche Stat esou eng Klo virum Europäesche Geriichtshaff virbréngen, sou dass een also gesäit, dass déi gëlle Regel net deen Impakt huet, wéi et oft an de Medien, besonnesch an Däitschland, esou duergestallt gëtt.

Eng interessant Neierung allerdéngs, an déi bewäerten ech perséinlech als positiv, dat ass hei, dass déi Iddi vun engem strukturelle Saldo vun den öffentleche Finanzen an de Vierdergrond gestallt gëtt vun deem heiten internationalen Traité. Et muss een e kloren Ënnerscheed maachen - dat ass mer bei dem Här Meisch sengen Ausféierungen net ëmmer esou kloer gewiescht -, ob ee vun engem strukturelle Saldo geschwat huet oder einfach vun engem nominelle Saldo vun den öffentleche Finanzen. Well wann een d'Zuele kuckt, dat ka pro Land eng ganz grouss Differenz sinn, dat eent an dat anert.

Beim strukturelle Saldo, wat elo hei e Bewäertungskritär gëtt, eng Norm, eng europäesch Norm gëtt duerch deen heiten Traité - an et ass och de strukturelle Saldo, wou den „mid-term objective" gemooss gëtt, an net deen nominelle Saldo vun den öffentleche Finanzen -, do ginn all déi konjunkturell Berengegunge virgeholl, dat heescht, wann een an enger Zäit ass, wou d'Konjunktur ganz niddreg ass, wou mer praktesch, wéi elo, an enger Stagnatiounsperiod sinn, dee Moment gëtt also den öffentleche Saldo manner streng gekuckt wéi an enger Zäit, wou eng héich Konjunktur ass.

Dofir brëngt hei déi Notioun vun engem strukturelle Saldo eng Flexibilitéit an d'Diskussioun eran, déi bis elo eigentlech an Europa an deenen traditionelle Kritäre vun dem Pacte de stabilité et de croissance e bësse gefeelt huet also, sou dass eis Fraktioun eigentlech déi doten Iddi, fir strukturell Defiziter ze moossen an net nëmmen nominell Defiziter ze kucken, eng positiv Iddi fënnt, déi iwwert deen heiten Text nach eng Kéier verstäerkt ginn ass. An esou muss een also och de mëttelfristegen Objektiv vun eiser Budgetspolitik kucken.

An do ass et vläicht awer och interessant, e puer Zuelen awer ze kucken. An déi weisen, dass mer momentan eigentlech guer net wäit - entgéint deem, wat een hätt kënne mengen, wann een den Här Meisch hei héieren huet -, guer net wäit zu Lëtzebuerg vun deem mëttelfristege Budgetszil ewech sinn, wéi déi europäesch Texter dat fir Lëtzebuerg virschreiwen. Momentan - dee kann allerdéngs nach eng Kéier…, dee gëtt och regelméisseg nei festgeluecht - läit dee jo bei 0,5% plus.

Wann ech d'Zuelen elo kucke vun der Europäescher Kommissioun vun dësem Februar, sou geet déi dovunner aus, dass mer 2013 zu Lëtzebuerg e strukturelle Saldo hätten, liicht positiv, 0,1%, also nëmme 0,4% ewech vun eisem mëttelfristegen Objektiv vun der Budgetspolitik. Plus 0,1, wann een déi nominell Zuele kuckt, da wär et minus 0,9, et ass also eng Differenz vun 1% praktesch, déi et ausmécht, wann een déi konjunkturell an déi exzeptionell Elementer erausrechent an der Berechnung vum Defizit. Sou dass ech also d'Situatioun net esou dramatesch gesinn, wéi se hei de Virriedner duergestallt huet, wann een effektiv de strukturellen Defizit kuckt.

Dat ass awer net vun näischt komm. Ech mengen, déi relativ positiv Zuele fir 2013 sinn awer och d'Resultat vun enger Rei vu politeschen Décisiounen, déi geholl gi sinn am Virfeld vun der Opstellung vum Budget 2013, eng Rei vu Spuermoossnamen, eng Rei vun zousätzlechen Einnahmen, déi politesch décidéiert gi sinn an déi et maachen, dass mer eigentlech relativ no un eisem mëttelfristege Budgetszil leien, och wuel wëssend, dass mer, wa mer déi Politik einfach esou géifen elo weiderlafe loossen, eis erëm vun deem Zil géife méi wäit ewechbewegen.

Nach mengen ech awer, dass mer also hei als politesch Verantwortlech, wat d'Majoritéit ugeet, eigentlech richteg leie mat deem Tram vun Décisiounen, déi mer hei festgehalen hunn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President!

M. le Président.- Den Här Urbany, Här Bodry, stellt lech gären eng Fro. Här Urbany.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat gëtt mir d'Geleeënheet, fir e bëssen ze drénken.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, ech wollt dem Här Bodry d'Fro stellen, wou dann déi Kritäre vun deem strukturellen Defizit festgehale sinn a wien déi festleet.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass effektiv e Schwaachpunkt, ech wollt och drop hikommen, et ass léif, dass Der dat maacht. E Schwaachpunkt effektiv an där europäescher Virgehensweis ass, dass et do keng gemeinsam festgeluechte Kritären nach gëtt, dass et do methodologesch Diskussioune gëtt tëschent de Länner, wéi se dat dote solle maachen. Mä et ass awer dann natierlech un deenen, d'Hütere si vum Respekt vun den europäeschen Texter, fir ze suergen, dass do harmoniséiert Methode fonnt ginn, fir dann eben och déi strukturell Berengegung vun den Zuelen do virzehuelen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Mä et ass jo awer d'Europäesch Kommissioun, déi schlussendlech wäert festleeën, wat ze geschéien huet?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass déi, déi normalerweis d'Richtlinne gëtt an deenen dote Froen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat heescht, also net en demokratesch gewieltent Organ.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'Kommissioun ass, indirekt natierlech,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...oder ganz beschränkt demokratesch...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …och en Organ…, et ass keen despotescht Organ, géif ech mengen! Eng Kommissioun muss jo awer och eng politesch Majoritéit hu viru Parlamenter, viru Staten, sou dass ech mengen, dass een do net déi Kommissioun och fir all Onheel an der Welt an hei an Europa ka responsabel maachen.

Ech wëll awer soen, wéi gesot, well dat oft - dat ass eng technesch Diskussioun - awer verluer geet, dass effektiv déi Fro vun engem strukturelle Saldo eppes anescht ass, eng aner Notioun ass, vill méi eng flexibel Notioun ass, déi och de reelle Problemer méi gerecht gëtt, wéi wann een einfach déi plakeg Zuele vum öffentlechen Defizit Joer fir Joer kuckt, wat mir d'Tendenz hunn, och hei zu Lëtzebuerg, eigentlech ondifferenzéiert ze maachen.

Do sinn also déi europäesch Texter, an och dësen Traité ass méi differenzéiert, wéi dat eigentlech op den éischte Bléck den Uschäin huet.

Mir stinn natierlech, dat wëll ech soen, awer och virun enger Rei vu wichtegen Hausaufgaben nach. Och wann deen Traité elo hei ratifizéiert gëtt, da spillen nei Délaien, well wann d'Regierung d'Instrumenter vun der Ratifikatioun elo deponéiert, da spillt en Délai vun engem Joer, wou mer dann deenen Obligatioune vum Traité hei musse gerecht ginn an notamment och dann déi eenzel Dispositiounen an eist Nationalrecht ëmgesat hunn. Dat gëllt fir d'gëlle Regel, dat gëllt awer och besonnesch fir déi automatesch Korrekturmechanismen, déi hei am Text virgesi sinn, déi national musse festgeluecht ginn opgrond,

zum Deel, vun europäesche Kritären, awer och vun nationale Kritären, déi sech déi eenzel Länner kënne ginn.

Dat gëllt awer och fir déi wichteg Fro, well hei gëtt och en neit Organ eigentlech an d'Spill bruecht an deenen eenzelne Länner, eng sougenannten Iwwerwaachungsinstitutioun, a mir mussen also och zu Lëtzebuerg festleeën, wie fir eist Land eigentlech déi Institutioun ass. Dat kann eng bestehend sinn, dat kann eng nei sinn, déi d'Iwwerwaachung eigentlech och vun der Anhalung vun deenen heite vertraagleche Bestëmmunge wäert virhuelen.

Woubäi dat keng Institutioun ass, déi eng Décisiounsgewalt huet, mä awer eng Institutioun ass, déi gewësse Kritäre muss entspriechen, déi natierlech awer eng staark Autoritéit och no bausse wäert hunn. An do gëtt et eng Rei vu Richtlinnen, déi d'Kommissioun scho festgehalen huet an engem Text vum Juni vum leschte Joer. Do soe se, dass déi Iwwerwaachungsinstitutioun pro Land muss eng funktionell Autonomie hunn, si muss rechtlech verankert sinn, si muss déi néideg fachlech Kompetenze kënnen noweisen a si muss och déi néideg Mëttelen a Ressourcë kënnen hunn, fir hir Aufgab ze maachen. Dat heescht, si muss virun allem awer och Zougang zu allen noutwendegen Informatiounen hunn, fir kënnen hir Iwwerwaachung och virzehuelen.

Dat kéint d'Cour des Comptes sinn, déi déi Aufgab kritt; dat kéint d'Banque centrale hei sinn zu Lëtzebuerg, déi déi Aufgab kritt. Dat kéint à la rigueur, mä mat Ofstrécher - dat géif awer bedeiten, dass mer dee misste gesetzlech verankeren - och eng Aart Comité de prévision ginn, dee jo informell funktionéiert an deen dann och misst awer mat der néideger Autonomie ausgestatt ginn, fir kënnen esou Aufgaben ze maachen.

Fir d'LSAP-Fraktioun geet fir de Moment d'Preferenz a Richtung Cour des Comptes, fir d'Cour des Comptes eigentlech mat där doter Aufgab vun der Iwwerwaachung ze betrauen, well d'Cour des Comptes huet déi néideg Kompetenzen, fir dat ze maachen, si huet déi néideg Autonomie, fir dat ze maachen, a si huet, dat ass och kee Feeler, awer och eng gewëssen Noperschaft zur Chamber, fir déi doten Aufgab ze maachen, ouni dass d'Chamber selbstverständlech iergendwellech Weisunge kéint un d'Cour des Comptes ginn. Dat ass also nach eng Fro, déi weider ze diskutéiere bleift.

Interessant ass och en aneren Artikel vun deem Traité, dat ass den Artikel 13. Den Artikel 13, dee mécht eng Referenz op aner europäesch Texter an dee gesäit vir, dass notamment och am Kader vun deem heite Vertrag eng Konferenz tëschent den Nationalparlamenter an dem Europaparlament, prezis gesot, tëschent de Fachkommissiounen, sou steet et am Text, tëschent de Fachkommissioune vum Europaparlament an de Fachkommissioune vun den Nationalparlamenter soll zesummegesat ginn - do muss also e politeschen Accord fonnt ginn -, an déi soll sech och abréngen an dee ganze Prozess vun dem Semestre européen respektiv vun der Ëmsetzung vun deem heiten Text mat senge verschiddene Mechanismen, déi hei virgesi sinn.

Dat ass fir eis e ganz wesentleche Punkt, well et zum Deel méiglech mécht - zum Deel méiglech mécht! - eng Rei vun Aflossverloschter, déi d'Nationalparlamenter noutgedrongenerweis duerch dee ganze System vum Europäesche Semester kréien, ze kompenséieren doduerjer, dass awer och op engem aneren Niveau d'Nationalparlamenter e Matsproocherecht kréien, sech huelen, géif ech bal mengen, fir kënnen Afloss ze huelen op d'Orientéierung och vun der Ausleeung vun den Texter, d'Orientéierung och vun der gesamter Budgets- a Wirtschaftspolitik an Europa.

Dat soll e gemëscht Gremium sinn, d'Texter gesinn et vir, wou et fir eis kloer ass, dass do d'Nationalparlamenter mussen däitlech an der Iwwerzuel si par rapport zu de Vertrieder vum Europaparlament, a wou et sécherlech och wënschenswäert wär, dass virun esou Sitzungen och eng Concertatioun géif stattfannen tëschent de Vertrieder vun den Nationalparlamenter ënner sech, fir dass se méiglechst och mat gëeente Positiounen, ofgestëmmte Positiounen an déi Verhandlunge mat de Vertrieder vum Europaparlament eraginn. Dat géif, mengen ech, och de Poids insgesamt vun den nationale Parlamenter an deem ganze Prozess do stäerken.

Mir hoffen, dass et an deem dote Punkt och Fortschrëtter gëtt an dass en Accord ka fonnt ginn tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter, wat déi Konferenz do ugeet.

Dëse Vertrag schreift sech an an eng europäesch Politik vun deene leschte Joer, mä ass awer gläichzäiteg och den Ausdrock vun enger an eisen Aen ze grousser Eesäitegkeet vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik, déi den Androck gëtt, an ech fäerten, dat entsprécht zu engem gudden Deel och der Realitéit, dass se sech wierklech bal ausschliesslech fixéiert huet op Froe vu Budgetsdefizitreduzéierung, vu Budgetséquiliber, vu Scholdebekämpfung, an dass eigentlech Impulser fir méi Wuesstum, Impulser fir déi richteg Investissementer an nohalteg Beräicher, fir d'Bekämpfung vun der Aarmut zum Deel an den Hannergrond geréckelt sinn an dass erëm eréischt no an no, no grousse Protester an eenzelne Länner - vläicht hëlleft do bei allem Negativen dat Resultat an Italien och dozou, d'Bewosstsinn ze schäerfen um Niveau vun Europa -, et muss zu enger gewëssener Korrektur vun der Ausriichtung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik kommen.

Mir soen et hei ganz kloer, mir vertrieden hei zu Lëtzebuerg an Europa d'Positioun, dass Europa och e Sozialpakt brauch! Wéi mer Accordë brauchen, fir eng Budgetskonsolidéierung duerchzezéien, brauche mer awer och Mindestregelen, Schutzregelen, brauche mer en europäesche Mindestloun, brauche mer europäesch Mindestnormen am soziale Beräich.

Och wann ech weess, dass d'Kompetenzen do net..., also op jidde Fall net esou kloer si wéi an anere Beräicher, ass dat awer immens wichteg, och am Hibléck op déi Rekordaarbechtslosegkeet, déi mer momentan an Europa hunn, a besonnesch am Beräich vun deene Jugendlechen, wou dramatesch Situatioune sinn, wann a Länner wéi Griichenland a wéi Spuenien iwwer 50% vun deene jonke Leit keng Aarbecht hunn an och wéineg Aussiicht hunn, a kuerzer Zäit eng Aarbecht oder eng uerdentlech Beschäftegung ze fannen.

Et ass also wichteg, dass een och erëm méi soll schwätzen iwwert déi Wuesstumsstrategie. Do ass jo och net vill duerchgesat, mä zumindest awer duerchgesat gi vum neie franséische President e Pacte de croissance, wou gesot ginn ass: Mir sinn d'accord, fir d'Kapital ëm zéng Milliarden opzestocke vun der Europäescher Investitiounsbank, d'accord, fir fënnef Milliarde sougenannten „project bonds" erauszeginn, d'accord, fir insgesamt praktesch 120 Milliarde Mëttelen zur Verfügung ze stelle sous forme vu Kreditter, fir Investissementer a grouss Infrastrukturen an nei Technologien an nohalteg Beräicher mat ze finanzéieren.

Ech bedaueren, dass praktesch net méi iwwert déi dote Froe geschwat gëtt an dass de politeschen Discours an Europa just nach ronderëm praktesch Froe vu Budgetséquiliber, vun Defiziter an Ähnlechem geet.

Wat mer och brauchen - dat brauche mer och zu Lëtzebuerg -, dat ass méi eng staark Verknäppung vun op där enger Säit dem Stabilitéitspakt an der Strategie „Europa 2020". Well ech sinn der Meenung, dass d'Strategie „Europa 2020" eigentlech déi richteg Elementer gëtt. Do ass och en Element öffentlech Finanzen dran. Mä niewent deem sinn awer gläichberechtegt eng ganz Rëtsch vun anere Prioritéiten dran: Investissementer am Beräich vun der Fuerschung a vun der Entwécklung; Investissementer am Beräich vun der Schoul, vun der Ausbildung, vun der Qualifikatioun vun de Leit; Investissementer fir a grouss Infrastrukturen, déi och zu méi Wirtschaftsentwécklung a méi Beschäftegung kënne féieren. Och d'Aarmutsbekämpfung ass eent vun den Ziler vun der Strategie „Europa 2020".

Mir mussen also kucken, dass mer net duerch eng Bevirdeelegung an eng ze staark Betounung op der Budgetskonsolidéierung op eemol all déi aner Objektiver vreckt maache vun där doter Strategie, déi mer eis gemeinsam fir eng Rei vu Jore ginn hunn.

Et ass also ganz wichteg, dass mer déi Verknäppung do vun der Budgetspolitik a vun der Strategie „Europa 2020" erëm eng Kéier kréien, dee Finanzéierungsvolet, awer och den inhaltleche Volet, dass mer déi méi staark erëm eng Kéier matenee verbonne kréien an do keng Widersprëch eigentlech an där Politik do kréien. An dat ass och, wéi gesot, wichteg, dass mer dat och um Plang vu Lëtzebuerg esou ronn kréien, well mer der Meenung sinn, dass mer erëm musse méi eng équilibréiert Ausriichtung vun der Gesamtpolitik hei an Europa kréien.

Eng zweet Etapp, hunn ech gesot, steet bevir. Bannent engem Joer musse mer eng Rei vun Hausaufgaben hei maachen, legislativer Natur. Do wäre mer dankbar, wann d'Regierung géif do d'Chamber relativ fréi an hiren Aarbechten associéieren, fir dass mer och am Virfeld kënnen eng Diskussioun kréien, wéi mer eigentlech déi Texter hei elo an Nationalrecht ëmsetzen, well do eng gewësse Marge natierlech besteet, fir et esou oder anescht ëmzesetzen.

Virun allem awer, mengen ech, ass et wichteg, an do ass d'Chamber amgaangen, Neel mat Käpp ze maachen, dass mer eis selwer och hei eng nei Budgetsprodzedur ginn, déi endlech also och deenen neie Regele vun Europa Rechnung dréit, dass mer et esou kucken, dass mer eis als Chamber och hei esou opstellen, nieft der Regierung als Chamber awer opstellen, dass mer am Virfeld preventiv eigentlech och kënnen Afloss huelen op déi Décisiounen, déi d'Regierung herno hëlt an déi herno wäerte vu Bréissel da bewäert a kommentéiert ginn.

Mir wäerten als LSAP also deen heiten Traité stëmmen, net, well mer iwwerzeegt sinn, dass dat heiten e perfekten Traité ass - sécherlech net! -, mä well mer der Meenung sinn, dass et vun der Zilrichtung eigentlech net falsch ass, fir ze soen: Mir musse méi eng grouss Konvergenz kréien am Beräich vun der Budgets- a vun der Wirtschaftspolitik an der Eurozon, well mer eng gemeinsam Zon sinn, do kann net jiddweree fir sech seng Politik maachen. Et muss also méi eng grouss Ofstëmmung kommen, awer och hannert der Hand natierlech mat der Hoffnung, dass och vläicht duerch aner politesch Mehrheetsverhältnisser no den nächsten Europawahlen et zu enger Korrektur kënnt vun der Gesamtausriichtung vun der europäescher Politik.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fiskalpakt ass am Mäerz 2012 festgehale ginn definitiv, en ass awer zustane komm duerch zwee grouss Länner an der Europäescher Unioun, ënnert der Federführung vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, déi heihinner gedréckt hunn an déi dat dote wollte kréien.

Et ass allerdéngs esou, datt och scho virun der Kris vun 2008 vill verlaangt ginn ass vu villen an Europa - Länner, Ekonomisten, Associatiounen, wien och ëmmer -, datt d'europäesch Haushaltspolitik misst méi openeen ofgestëmmt ginn, méi gestäerkt ginn an datt och eng wirtschaftlech a fiskal Zesummenaarbecht misst kommen. Dat war zu engem Zäitpunkt, wou net Irland, Spuenien a Portugal d'Konvergenzkritären, also déi, déi festgehale gi waren am Maastrichter Vertrag, net agehalen hunn, au contraire. Wann ech kucken, Länner wéi Irland a Spuenien, déi si virun 2008 betruecht ginn als Musterschüler vun de Maastrichter Kritären. Mä et ware par contre Frankräich an Däitschland, déi virun 2008 verstouss hu géint d'Maastrichter Kritären. An et huet misse vill gebéit a gedréit a gekéiert ginn, fir datt déi Länner net e Verfahre sollte kréie mat Strofen, well se an hirer Budgetspolitik net esou gehandelt hunn, wéi déi Kritären et virgeschriwwen hunn, déi si selwer an den 90er Jore mat ausgehandelt an och gestëmmt hunn.

Et ass duerfir cocasse, wa grad déi Vertrieder vun deenen zwee grousse Länner, déi, wéi gesot, virun 2008 just grad net als Musterschüler gegollt hunn, dann drécken, fir dat doten ze kréien a mam Fanger op Länner weisen, déi eigentlech bis 2008, also bis d'Kris, relativ gutt dostoungen.

Spuenien war eent vun deene Länner an der Europäescher Unioun, wat enorm seng Scholden ofgebaut huet tëschent 2000 an 2008, an ass eigentlech eréischt duerch d'Banken- an d'Finanzkris an déi Situatioun do geroden, wéi Irland iwwregens och, an dunn an déi katastrophal Situatioun och komm.

Duerch déi Banken- a Finanzkris ass also dunn e massiven öffentlechen Drock komm, wéi gesot haaptsächlech vu Frankräich an Däitschland, vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, déi Scholde missten elo ganz schnell begrenzt ginn, zréckgefouert ginn, an et ass insistéiert ginn, fir esou en Traité wéi deen, dee mer haut hei virleien hunn, ze kréien.

An et ass sécherlech richteg, dat muss ee soen, dat menge mir och als Fraktioun, datt eng nohalteg Politik eng ass, déi net kann op exzessive Scholden opbauen. Do si mer selbstverständlech mat d'accord. Et ass och richteg, datt eng nohalteg Politik net dierf op d'Käschte vun de kommende Generatioune goen, dat heescht, mir dierfen net haut liewen op d'Käschte vun de Generatioune vu muer.

Mä et ass awer och genausou richteg, datt mer eng Verflichtung hunn, fir zum Beispill an Infrastrukturen ze investéiere fir d'Wuel vun de kommende Generatioune respektiv, wann et e Konjunkturabroch gëtt, fir dann derfir ze suergen, datt deen ofgefiedert gëtt, datt mer net esou en héije Chômage kréie wéi deen, dee mer de Moment a ville Länner an der Europäescher Unioun hunn.

Mir hunn als Gréng am Fong siwe Punkten, firwat datt mer dësen Traité net wäerte stëmmen.

Deen éischten, dat ass, datt mer iwwert dee Fiskalpakt hei eng Aart Automatismus, e rigiden Automatismus aféieren, nämlech dee vun där 0,5%-Klausel vun der PIB-Neiverscholdung, also Defizit, pardon, am Joer, well mer der Meenung sinn, datt dee rigiden Automatismus do, dee jo nach vill schlëmmer ass wéi deen, dee mer zu Maastricht haten, datt dee grad an enger Krisenzäit eis eng antizyklesch Politik an Europa net erlaabt, a grad eng antizyklesch Politik an Europa am Moment wichteg wier, fir datt mer aus der Kris, aus der Aarbechtslosegkeet an och aus de Scholden erëm géifen erauskommen.

A wann den Här Bodry hei seet, datt et richteg ass, datt déi 0,5%, datt awer e groussen Ënnerscheed doran ze gesi wier, well eben hei vun engem strukturellen Defizit géif geschwat ginn, dat heescht, datt do kéint konjunkturberengegt den Defizit gekuckt ginn, dat heescht am Fong all déi Elementer - zum Beispill, kéint ee jo da soen, den héije Chômage an de Käschtepunkt dovunner - kéinten erausgerechent ginn, da wëll ech em soen, datt an deem Land, wou déi doten Approche scho laang gewielt gëtt, an Däitschland, dat zënter datt et se gëtt ëmmer an heftegst a staark ëmstridden ass an et haut nach net kloer ass, wat déi ze beobachtend Gréisst eigentlech ass, déi ee muss un den Dag leeën, fir datt een dozou kënnt, fir dee strukturellen Defizit ze definéieren.

D'Verfahren an d'Bestëmmung vum strukturellen Defizit, déi sinn éischtens methodologesch extrem usprochsvoll a si ganz schwéier ze maachen a sinn och heftegst ëmstridden. An Däitschland gëtt et eng ganz Rei Etüden, déi an deene leschte Jorzéngte gemaach gi sinn, awer virun allem och ganz rezenter souguer, déi sech natierlech nach méi domadder beschäftegt hunn, well et jo dann am Kader vun dem Fiskalpakt op den Dësch komm ass, déi dat och ganz gutt beschreiwen.

Ech wëll just d'Konklusiounen aus enger dovunner zitéieren, déi seet: „Die Umsetzung der Schuldenregel nach Maßgabe der Verfassung stellt Politik und Wissenschaft daher vor eine Herausforderung. Studien zur Wirkung der automatischen Stabilisatoren (der konjunkturellen Budgetreaktionen) werden daher voraussichtlich eine zunehmende Aufmerksamkeit erhalten." An eben datt: „Die Verfahren zur Bestimmung des strukturellen Defizits sind jedoch methodologisch anspruchsvoll und umstritten".

Duerfir si mir och ganz skeptesch - d'autant plus well, dat huet den Här Bodry och selwer hei gesot, nach net gekläert ass, wéi eigentlech déi Kritäre sinn, wou een do usetzt, wou een do moosse geet -, datt dat doten eppes ass, wat eis ka ganz hëllefräich sinn, wann et drëms geet, déi 0,5% ze definéiere par rapport zu da konjunkturelle Problemer, déi et da gëtt.

Dat wäert souwisou wahrscheinlech zu heftegste Sträitsituatiounen innerhalb vun Europa féieren. Wann et an Däitschland schonn esou ëmstridden ass, da kënnt Der Iech emol virstellen, wat dat bedeit, wann ech dat do muss uwenden an enger Europäescher Unioun vu 27 Länner mat esou ënnerschiddleche Situatiounen, wéi mer se do hunn: Griichenland, Portugal, Irland; Däitschland op där anerer Säit, wéi do wie wéi wat gesäit!

Mir sinn do äusserst skeptesch a mir bleiwen duerfir bei der Meenung, datt dat, dee rigiden Automatismus do, grad an där Konjunkturkris, wou mer eis de Moment befannen, datt deen extrem problematesch ass.

Zweete Punkt ass: Mir sinn och der Meenung, datt dat eng Illusioun ass, déi hei verschaaft gëtt, wéi wann deen Automatismus oder déi Scholdebrems oder nëmmen op d'Scholden ze kucken, datt dat de goldene Wee wier, fir déi erhéichte Schold ofgebaut ze kréien oder fir datt manner Schold an Zukunft géif gemaach ginn. Well natierlech huet déi dote Situatioun an de Fait, datt d'Scholden esou héich ginn, jo haaptsächlech mat konjunkturelle Grënn ze dinn.

Ech hunn d'Beispill vu Spuenien genannt, mä mir kéinten och Lëtzebuerg kucken. Lëtzebuerg huet natierlech och eng Rei strukturell Problemer a sengem Budget, an ech schwätzen hei net iwwert déi, déi bleiwen och bestoen. Zum Beispill hu mir e laangfristege strukturelle Problem an eisem Budget oder mer kënnen e kréien duerch eise Rentesystem. Duerfir hu mer iwwert deen zu Recht vill diskutéiert a leschter Zäit.

Mä dat huet näischt ze di mat dem Problem, mat deem mer elo hei kuerzfristeg befaasst sinn, mat deenen héije Scholden, mat deene mer kuerzfristeg befaasst sinn. Well wann Der emol Iech ukuckt, och an eisem Budget, wat zënter 2006 enorm an d'Luucht gaangen ass: Wann Der de Fonds pour l'Emploi kuckt, ech hunn hei d'Dépensë vum Fonds pour l'Emploi

2006: 363,4 - also opgeronnt - Milliounen; 2013: 682,6 Milliounen! Dat heescht, eng Verduebelung vun den Ausgaben am Fonds pour l'Emploi bannent sechs Joer!

An et geet emol duer, wann ech d'Zuelen elo kucke fir 2013, wat mer am Budget stoen hunn. Da ginn, trotzdeem datt mer d'Solidaritéitssteier zweemol substanziell gehéicht hunn, déi Recetten emol net méi duer, fir déi Dépensen op där anerer Säit ze kompenséieren. Mir hu 639 Millioune Recetten am Budget virgesi fir 2013 fir de Fonds pour l'Emploi. Dat heescht, souguer trotz zweemoleger Erhéijung vun der Solidaritéitssteier wäert de Fonds pour l'Emploi defizitär bleiwen. An dann, wéi gesot, wann Der déi Steigerung kuckt, dann ass dat relativ kloer. Dat heescht, mir hunn eng direkt Korrelatioun tëschent den Erhéijunge vun de Statsscholden an der Kris an dem héije Chômage.

Wann dat fir Lëtzebuerg wouer ass, da kënnt Der Iech jo virstellen, wat dat en Ausmooss huet fir Länner wéi Spuenien oder Griichenland. A Spuenien, wou mer am Moment beim Chômage op ganz aneren Tauxe si wéi zu Lëtzebuerg!

An da muss een och déi Zuele reell kucken, wat geschitt ass zënter 2008 an 2009, virun allem an deene Länner, déi jo eigentlech schonn ënnert deem staarken Drock stoungen, dee mer elo all solle gemaach kréien iwwert de Fiskalpakt. Dat heescht, wou duerch d'Troika, ech schwätzen elo net nëmmen, wéi gesot, vu Griichenland, mä och vu Länner wéi Irland a Portugal a Spuenien, wou immens staarken Drock gemaach ginn ass an déi eigentlech schonn déi Regelen hu missen uwenden, well se soss keng Hëllefe méi kritt hätten.

A wann Der da kuckt, wat do geschitt ass an deene Länner. Huet dat zum Ofbau vun de Scholde gefouert? Huet dat zu méi Wuesstum gefouert?

Wann ech hei - ech hunn hei den Tableau viru mer - d'Scholde kucke vun Irland zënter 2007: Ma d'Scholde vun Irland sinn net erofgaangen, si sinn nach eropgaangen! Vu Griichenland d'nämlecht, vu Spuenien d'nämlecht, vu Portugal d'nämlecht. Deenen hir Scholde si global net erofgaangen, si sinn an d'Luucht gaangen! Trotz den enormen Efforten, déi se gemaach hunn. Vu Wuesstum guer net ze schwätzen! Sämtlech Länner, vun deenen ech hei schwätzen, sinn am Negativen a souguer am staark Negativen. An déi lescht Prognosen, déi mer elo kritt hu virun e puer Deeg, wat Spuenien ubelaangt, do gëtt dovun ausgaangen, datt Spuenien nach déi nächst zwee, dräi, véier Joer wahrscheinlech an der Rezessioun stieche wäert duerch déi Politik.

Donc soll och kee mer ziele kommen, mir hätten do iergendee Resultat erreecht mat där Politik. Neen, mir hunn et fäerdegbruecht, dat ass ganz kloer, well mer déi lescht zwee Joer nëmme blann op de Scholdenofbau gekuckt hunn an eigentlech déi wierklech Ursaachen, d'Kris hannendrun net gekuckt hunn, hu mer et fäerdegbruecht, datt de Pendel esou lues iwwerall och nach zréckschléit an datt mer entretemps erëm an der ganzer Europäescher Unioun an der Rezessioun stiechen, dat heescht inklusiv och am leschten Trimester zum Beispill zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, et ass kloer, an dat ass eisen zweete Punkt, Ofbau vun der Schold, dee mécht een net nëmmen duerch blann Austeritéit, andeems een op d'Scholde kuckt. Zemools, wann een an der Rezessioun ass an zemools, wann et konjunkturell schifleeft, da muss ee fir d'Éischt kucken, datt een dat an d'Rei kritt. An dann natierlech sech selbstverständlech och ëm d'Scholde bekëmmeren.

Drëtte Punkt, Här President: De Fiskalpakt, dee regelt eiser Meenung no nëmmen d'Statsausgaben. An dat ass eppes, wat eis souwisou vun Ufank u gestéiert huet bei där Diskussioun hei. Wann et ëm Scholdenofbau gaangen ass an Europa, ass bis elo ëmmer nëmmen iwwert d'Ausgabesäit diskutéiert ginn, mä guer net iwwert d'Einnahmesäit!

An dat ass souguer esou pervers, datt e Land wéi Irland permanent oder nëmmen nach iwwerlieft huet duerch d'Hëllefsaktioune vun der Europäescher Unioun, Irland selwer awer, wann ech bei de Steiere kucken, Steierdumping mécht, datt et niwwelt a kraacht, a kee Mënsch derfir gesuergt huet zum Beispill, datt mer, wéi mat Irland diskutéiert ginn ass... Well dat ass jo och zum Beispill en Deel vun hirem Problem. Si hunn natierlech laang dovu profitéiert, mä haut ass et och en Deel vun hirem Problem ginn. Mä, wéi gesot, et ass net derfir gesuergt ginn, datt doriwwer misst diskutéiert ginn.

A mir fannen, datt, wann iwwer Scholdenofbau an och fir d'Zukunft diskutéiert gëtt, da muss och diskutéiert ginn iwwert de Steierwettbewerb an Europa, deen natierlech en Deel och d'Resultat ass vun där Situatioun, an där mer dra sinn, well soss maache mer eis eppes vir.

Véierte Punkt: De Fiskalpakt schränkt eiser Meenung no extrem d'Investitiounscapacitéit vun de Staten an. An ech schwätze bei den Investitiounscapacitéiten hei ganz geziilt natierlech un, datt mer mussen investéieren a Beräicher, wou et entweder strukturell Defiziter gëtt, mä virun allem och a Beräicher, déi mer a ganz Europa brauchen, fir datt mer erëm Wuesstum an Aarbechtsplaze kréien.

Mir huelen eis selwer d'Moyenen ewech, fir dat ze kréien, wat eigentlech d'Viraussetzung ass, fir datt mer och erëm eng Kéier Wuesstum an Einnahme kréien an donc och eng Reduktioun vum Chômage kréien. Wat natierlech och erëm als Resultat hätt, datt eis Ausgabe kéinten erofgoen, datt mer de Fonds pour l'Emploi zum Beispill an den Ausgaben, wann ech zu Lëtzebuerg kucken, erëm géifen halbéieren.

Wann Der dat kuckt, wat fir en Effekt datt dat huet, wa mer de Chômage bekämpfen, datt mer da relativ rapid 300, 400 Milliounen Euro jährlech am Statsbudget spueren. Dat si Spuermoossnamen, déi hunn en Effekt éischtens, an zweetens suerge se och nach derfir, datt mer kee soziale Misär produzéieren. Mä well mer eis hei nëmme mat rigide Moossnamen, rigide Spuermoossnamen a Spuerklausele beschäftegen, iwwersi mer dat alles.

Fënnefte Punkt: Mir sinn der Meenung, datt dee Fiskalpakt an déi rigid Regel hei, zemools an der Rezessioun an an der Kris, de Risiko vun enger Zerstéierung vum Sozialstat ganz kloer mécht. Virun allem, wann ech ëm d'Chômageentschiedegunge beispillsweis diskutéieren. Wann déi Situatioun sech net bessert a mir mussen dat doten uwenden, respektiv d'Rezessioun nach een, zwee Joer unhält, da soen ech Iech, da wäerte mer an deenen dote Konditioune relativ séier Diskussioune kréien, wäert Der gesinn, iwwer Kierzunge vun den Aarbechtslosenentschiedegungen an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, well soss geet natierlech déi Regel do net op.

Mir musse jo iergendwéi kucken, wéi mer budgetär spueren. Donc riskéiere mer hei, e wichtegt Element vun eisem Sozialstat ze zerstéieren. An och dat ass ee Grond, firwat mer natierlech net kënnen hei derfir sinn.

Mir sinn duerfir och der Iwwerzeegung, datt dee Sozialpakt (veuillez lire: Fiskalpakt) déi ganz Krisesituatioun och aus deene Grënn verschlëmmert an d'Scholden éischter erop wäert schrauwen, wéi datt e se erof wäert schrauwen.

Sechste Punkt: Mat dem Zustanekomme vun deem Traité kënne mer net d'accord sinn, wëlle mer och net d'accord sinn. Dat ass sécherlech elo net den inhaltlech wesentlechste Punkt - also inhaltlech mengen ech elo am Sënn vun ekonomesch a finanziell wichtegste Punkt -, mä awer ass et vun engem demokratesche Standpunkt hier en extrem wichtege Punkt.

Hei si weder d'EU-Parlament nach d'Nationalparlamenter agebonne ginn. Et ass en Diktat vun zwee Leit, vun zwee Länner op de Rescht vun Europa! An ech fannen, mir mussen deem endlech e Rigel virschieben. D'Méthode communautaire soll gëllen an Europa, eng demokratesch Method, wou d'Parlamenter agebonne sinn, an net dat heiten.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dann de siwente Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: De Fiskalpakt ass keng Léisung fir d'Eurokris. Mir sinn der Meenung, d'Scholdebrems, déi behandelt nëmmen Symptomer vun der Kris. Déi staark Verscholdung vun den öffentlechen Haushalter ass d'Resultat vun enger lasch reguléierter Finanzekonomie. Dat ass haut eng Analys, mengen ech, déi souguer am Finanzsecteur selwer ëmmer méi der deelen.

Ech recommandéiere jiddwerengem dat neiste Buch, wat erauskomm ass, „Ego: Das Spiel des Lebens", vum Erausgeber vun der „Frankfurter Allgemeine Zeitung", eng Zeitung, déi jo net am Verruff ka stoen, fir - wéi soll ech soen? - lénksradikal Theorien ze vertrieden. Mä liest dat! Ech kann Iech soen, ech sinn amgaangen, dat Buch ze liesen. Liest et! Ech mengen, da gesitt Der, wéi wäit datt och awer ukomm ass an de Käpp vu ville Leit, wéi, duerch wat déi Kris do entstanen ass a wéi schlëmm datt se eigentlech och ass.

A well mer déi lasch Regulatioun haten tëschent 2000 an 2008, doduerjer si vill Länner an Europa an déi Situatioun do geroden, zum Beispill, wéi gesot, och Länner wéi Spuenien, déi nach Musterschüler ware bis 2008.

Mir brauchen duerfir, wa mer gären d'Eurokris léisen, virun allem eng besser Reguléierung. Dat heescht, mir brauche Basel III, mir brauchen e Bankentestament, Einlagesécherung, Maarttransparenz. Alles Saachen, déi no 2008 op Nummer eent an der Agenda iwwerall stoungen a wou grouss Bereetschaft war, well natierlech op deem Schierbelekoup vun der Kris kee sech méi getraut huet vu verschiddene Lobbyen, fir de Contraire ze soen, mä déi elo erëm zënter véier Joer vun all deene Lobbye bekämpft ginn, a wou versicht gëtt, all Reformvirschléi, déi um Dësch leien, fir déi ze verwässeren, fir se ze blockéieren!

Dat verschaaft Vertrauen an d'Mäert zréck. An dat eleng bréngt eis déi richteg Rahmebedéngungen, fir datt d'Finanzekonomie esou fonctionnéiert an och fonctionnéiere kann, ouni datt se d'Staten duerch Finanzspekulatioun a Gefor bréngt. Dat ass besser a méi intelligent wéi rigid Scholderegelen, déi am Endeffekt um Grondproblem net ganz vill änneren.

Kuckt Iech emol nëmmen un: Wat huet dann eigentlech d'Finanzmäert berouegt? Majo, net der Madame Merkel an dem Här Sarkozy hir grouss Aktioun, déi dann zum Traité do am Mäerz 2012 gefouert huet. An och net, datt e puer Länner dat adoptéiert hunn.

Dat Eenzegt, wat d'Marchéë berouegt huet, dat war d'Décisioun vun der EZB, fir Statsobligatiounen opzekafen. Si huet dat zwar emol nach net am grousse Mooss gemaach, si huet et just ugekënnegt. Dat ass schonn duergaangen, datt d'Marchéë sech berouegt hunn, an net de Fiskalpakt. De Fiskalpakt, dat weess all Mënsch am Endeffekt och, dee sech méi oder dauernd domadder beschäftegt, datt deen do net vill derzou ka bäidroen.

Ech muss och soen, mir fannen och, datt dee Fiskalpakt och an deem Sënn net néideg ass, well an deene leschte Joren d'Europäescht Parlament gemeinsam mat der Kommissioun, mam Rot eng ganz Rei konkret Regelen opgestallt huet, wéi d'Kriselänner souwuel d'Scholde begrenze kënnen, mussen, mä dat awer och ëmmer gekuckt huet a gemaach huet ënnert dem Aspekt, datt zum Beispill awer nach Sozial- an Investitiounspolitik ka gemaach ginn.

An ech verstinn, mir verstinn och eigentlech net, nodeems am November 2011 den „Six-pack" koum an och elo kierzlech d'Europaparlament nach lescht wichteg Ännerungen erabruecht huet an d'Chancë gutt sinn, datt den „Two-pack" ugeholl gëtt, an deem mer déi Regelen alleguerte geholl hunn, datt mer dat doten nach misste maachen. Mir mengen au contraire, wéi gesot nach eng Kéier, et ass just, well d'Madame Merkel virun allem do och aus innenpolitesche Grënn dat duerchgesat huet, déi komplett falsch sinn, eiser Meenung no, datt dat heite gemaach gëtt, an dat et eis awer an eng Sakgaass eraféiert.

Et gëtt besser Alternativen. Eiser Meenung no sinn déi besser Alternativen, niewent deem, wat schonn alles gemaach ginn ass, elo och derfir ze suergen, datt op der Einnahmesäit emol endlech gekuckt gëtt, dat heescht, datt déi ganz Steierproblematik op de Leescht geholl gëtt. Zweetens, datt en Investitiounsprogramm lancéiert gëtt, fir erëm Wuesstum ze kréien an Europa, deen natierlech op där anerer Säit och eis eng Rei strukturell Problemer mat behieft, zum Beispill am ekologesche Beräich, Stéchwuert: gréng Technologien, mä awer och aner Infrastrukturprogrammer, déi noutwendeg sinn.

A mir brauchen e Scholdentilgungsfong. Well et ass richteg, mir mussen eis och ëm d'Scholderéckstänn an de Länner bekëmmeren, mir mussen déi am A behalen. A ganz sécher brauche mer och eng méi staark fiskalpolitesch Zesummenaarbecht an der EU. Mä säit Enn 2011 sinn d'Aarbechte vum Europaparlament gemeinsam mat der Kommissioun an dem Rot jo do e gutt Stéck weiderkomm.

Wéi gesot, ech hunn den „Six-pack" an den „Two-pack" zitéiert. A bannent deenen nächsten zwielef Méint soll jo elo eng Expertegrupp och Virschléi maache fir d'Aféierung vun engem Scholdentilgungsfong a fir kuerzfristeg Euro-Obligatiounen, dat gekoppelt natierlech mat strengen Oplage souwéi enger Verbesserung vun der Kontroll vun der europäescher Wirtschaftspolitik. Ugesiichts deem kann een eiser Meenung no an Europa total op d'Uwendung vun där starrer Scholdebrems, déi mer hei presentéiert kréien, verzichten. Au contraire, déi ass kontraproduktiv!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng stinn zu dem europäesche Projet. Mir waren a bleiwen der Meenung, datt et dee wichtegste Projet ass, dee mer hunn. Et ass och deen eenzegen, dee mer hunn. An et ass och deen, dee mer brauchen, fir datt mer kënnen an där globaliséierter Welt bestoen. Mir si fir eng Verdéiwung vun der europäescher Integratioun. An dëst betrëfft och natierlech d'Wirtschafts-, d'Fiskal-, d'Finanz-, awer och d'Sozialpolitik.

Mä grad well mer fir Europa sinn, stëmme mer géint dëse Fiskalpakt. Well dësen ass vu sengem Wiesen hier net nëmmen ekologesch a sozial schiedlech an onsënneg, mä en ass och zudéifst antieuropäesch an antidemokratesch. Et ass en Diktat, ausgeschafft am Virzëmmer duerch d'Koppel Merkozy.

Dësen Traité wäert weder déi vun him ugestrieften Ziler erreechen nach wäert en Europa stäerken. Au contraire, d'Wahlresultater an Italien vun de leschten Deeg hu bewisen, datt d'Populisten einfacht Spill wäerte kréien domadder an den europäesche Modell souguer riskéiert, duerch déi dote Politik futtigemaach ze ginn.

Mir wëlle weiderkämpfen als Gréng fir en europäesche Modell, deen den Numm verdéngt a wou d'Verdeelungsgerechtegkeet, d'Nohaltegkeet am Vierdergrond stinn. Dësen Traité geet eiser Meenung no an déi falsch Richtung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, quasi all puer Méint hu mer hei an der Chamber eng Debatt, wou mer iergendwéi e weideren europäeschen Traité diskutéieren an ofstëmmen. Virun zwee Joer hu mer schonn hei gemengt, et wier fir d'Lescht, datt mer esou eppes géifen diskutéieren, mä a regelméissegen Ofstänn kënnt dat erëm. An haut ass erëm esou e Moment, a sécherlech wäert dat haut och nach net dee leschte Moment sinn, mä et wäerten nach aner Traitéen nokommen.

Haut verléiere mer weider wichteg Souveränitéitsrechter, wat an Zukunft wäert schwéier Konsequenzen hu fir eis Finanz- a Sozialpolitik hei am Land. Fir eis als ADR ass et wichteg, a mir hunn dat ëmmer gesot, datt mir eis Hausaufgab heiheem musse maachen. A mir hunn dat méi wéi eng Kéier an der Vergaangenheet hei an der Chamber a fir d'Lescht bei de Budgetsdebatte gesot. Mir mussen den Defizit am Statsbudget an de Grëff kréien, net nëmme wéinst europäesche Kritären, mä ganz einfach, well et liewenswichteg ass fir d'Zukunft vun dësem Land, fir d'Zukunft vun de kommende Generatiounen, déi hei an dësem Land eng Kéier sollte liewen.

D'Politik awer vun der aktueller CSV/LSAP-Majoritéit, déi féiert direkt an e finanzielle Fiasko. D'Finanzpolitik vun dëser Regierung hypothéquéiert déi kommend Generatiounen esou massiv, datt se engem haut schonns musse leeddoen.

Am Joer 2013 wäert dëst Land Rekordscholde vu 4,5 Milliarden ophuelen, quasi an engem Joer esou vill, wéi an all deene Jore virdrun zesummen. Lëtzebuerg wäert och duerfir an deenen nächste Joren d'Kritäre vun 3% respektiv vu 60% net méi erfëllen. Dorunner ass déi ablécklech Finanzpolitik schold. D'Scholde klamme massiv: ufanks vun dëser Legislaturperiod vu bal 5% bis zum Schluss vun dëser Legislaturperiod no un d'Grenz vun 30%. 60%, si mer iwwerzeegt, ginn an der nächster Legislaturperiod iwwerschratt.

D'ADR war duerfir scho laang fir eng Scholdebrems, ob an der Verfassung oder an engem Gesetz, sief dohigestallt. Mä duerfir brauche mir keng europäesch Traitéen. Déi Brems hätte mir eis kënne selwer opleeë scho viru Joren. Mir hätten duerfir Europa net gebraucht. Dat kann ee selwer maachen, wann een et wëllt maachen. An et ass am Fong gelungen, datt jiddweree seet, mir bräichten dat, a mir soen dann awer gläichzäiteg: Musse mer dat vun Europa octroyéiert kréien, fir datt mer et maachen? Dat kann een och maachen ouni Traité, wann een et wëllt maachen.

3% ginn elo scho beim Zentralstat iwwerschratt. An nëmmen duerch d'Iwwerschëss an der Sécurité sociale bleiwe mer ënnert deenen 3%. Mä wann de Sozialminister recht huet, wéi e gesot huet bei der Reform vum Pensiounswiesen, datt ëm d'Joer 2020 déi annuell Recetten déi annuell Dépensen net méi géifen decken, da weess een, datt an deenen nächste sechs, siwe Joer deen Iwwerschoss an der Sécurité sociale lues a lues op null erofgeet.

An eleng duerch déi Tatsaach erreeche mer dann eis 3% net méi, well nëmmen duerch deen Iwwerschoss leie mer am Ablack ënnert deenen 3%. Net emol drun ze denken un déi moer Recetten, déi mer ab 2015 kréien, wa mer iwwert den E-Commerce tëschent 600 an 800 Millioune wäerte verléieren!

Wa mer also eis Hausaufgab net heiheem maachen, an dat huet einfach näischt mat Europa ze dinn, mä dat huet ganz einfach mat der Zukunft vun dësem Land ze dinn, da verléiere mer awer duerch déi vergaangen an duerch dësen Traité eis finanziell a politesch Souveränitéit.

Dann décidéieren net méi mir iwwert d'Politik, déi hei am Land gemaach gëtt, mä europäesch Technokraten, an am leschte Fall décidéiert d'Europäescht Geriicht dann iwwert dat, wat mir hei am Parlament net däerfen, mä mussen da stëmmen.

Déi rezent Beispiller vu Griichenland, Portugal, Spuenien, Italien an esou weider beweisen, wat fir Moossnamen da musse geholl ginn opgrond vun europäeschen Décisiounen: Sozialofbau an nach eng Kéier Sozialofbau!

Europa ass weder sozial nach demokratesch. D'Leit wieren all gäre fir Europa, mä si wëlle keen Europa, wat op d'Käschte vun der Sozialpolitik, wat op d'Käschte vun de Bierger geet. An d'Wahlresultater vum leschte Sonndeg an Italien, déi sécherlech a priori e Resultat si vun innenpoliteschen Décisiounen aus de leschte Joren an Italien, täuschen awer net doriwwer ewech, datt et awer och e Resultat ass vun enger ondemokratescher an onsozialer europäescher Politik.

An Italien war de Sonndeg net nëmmen e Vote géint hir Regierung, mä et war och e Vote géint déi europäesch Politik. An och dat muss ee sech virféieren: Wann Europa esou weiderfiert, nëmmen op d'Käschte vun de Bierger Sozialofbau ze maachen, da verléiert Europa europawäit an alle Länner d'Vertrauen an d'Zoustëmmung. An dat wier schued, wann deen europäesche Modell do géif verluer goen.

Wa mer dëse Projet kucken, muss een och d'Avisë vun de Chambres professionnelles kucken. Virun allem d'Chambre des Salariés huet sech wesentlech mat deem Punkt do zesumme beschäftegt. An ech géif och e puer Extraiten aus dem Avis vun der Chambre des Salariés duerfir hei wëlle virliesen.

D'Chambre des Salariés schreift: «Ceci pose évidemment de graves questions sur un recul de la démocratie et du pouvoir souverain des parlements nationaux de voter librement le budget… Du reste, l'élaboration du traité s'est faite sans la participation du Parlement européen et sans l'implication des parlements nationaux et des partenaires sociaux au niveau européen et national.» Mäi Virriedner, de Kolleeg François Bausch, huet och elo grad dorobber higewisen.

Wa mer mengen, datt Europa nach just hannert zouenen Diere vun Technokrate kann décidéiert ginn an datt da just d'Nationalparlamenter nach dat ze ratifizéieren hunn oder mussen, wat do décidéiert ginn ass, dann ass dat eben en immensen Demokratiedefizit, dee mer erliewen. Et kann net sinn, datt zu Berlin décidéiert gëtt, wat mir hei zu Lëtzebuerg décidéieren. Et kann net sinn, datt d'Lëtzebuerger Chamber eng Annex vum däitsche Bundestag ass. Mä dat ass awer, lues awer sécher gëtt dat Realitéit. Mir sinn nach just hei d'Hampelmänner, déi Jo an Ame mussen zu deem wénken, wat op europäeschem Niveau décidéiert gëtt!

Weider seet d'Chambre des Salariés zu dësem Traité: «C'est un formidable moyen d'imposer aux peuples des mesures d'austérité…».

«Le text soumis...», an do warnt se dann am Fong d'Politiker, «...le texte soumis à l'approbation de la Chambre des Députés se révèle être un sérieux frein pour tout pays qui souhaiterait mener des politiques sociales et de relance à un moment où le chômage se fait persistant.»

Mat dem Vote vum Traité gëtt, laut der Chambre des Salariés, de Sozialofbau a Marber agemeesselt.

«La Chambre des Salariés... souhaite avertir les élus et les citoyens des graves implications de ce texte et veut attirer l'attention des députés sur la responsabilité qu'ils s'apprêtent à prendre en s'exprimant sur ce traité.»

Duerfir muss ee sech d'Fro och stellen, wann een hei d'Virriedner vun de Majoritéitsparteien héieren huet, wou dann déi Sozialpolitiker, déi Gewerkschaftler stinn, déi jo deene Gewerkschaften, déi dat heite geschriwwen hunn, ugehéieren. Ech erënneren do un de Kolleeg Spautz, deen hei eng Ried gehalen huet. Ech erënneren un den Här Weber, den Här Kaes, den Här Lux, an ech kéint nach vill anerer heibannen opzielen, déi sech bei de Gewerkschaften an hire Manifestatiounen ëmmer an der éischter Rei ronderëmdrécken. Wa si haut dësem Traité zoustëmmen, hu se domadder automatesch dem Sozialofbau vu muer zougestëmmt. Dat solle se wëssen, wa se dëse Vote huelen.

Mä muer solle se net méi soen, si wiere responsabel, mä da geet et wéi an der Vergaangenheet: Fir d'Éischt gi mer e Pouvoir u Bréissel, a wa Bréissel dee Pouvoir exekutéiert, da soe mer hei am Parlament, ma mir hätten dat doten net gewollt, mir wollten dat do net maachen, mä mir kréien et vu Bréissel octroyéiert.

An esou wäert et och an deenen nächste Jore sinn. Dann héiere mer déiselwecht Leit, déi haut hei zoustëmmen, déi maachen dann hei Sozialofbau a gi Bréissel d'Schold, well se et vun do virgeschriwwe kréien.

Mir hate Kritären...

Här President, meng Auer leeft net hei, duerfir weess ech guer net, wou ech dru sinn.

M. le Présdent.- Dach, Är leeft - meng leeft: 9 min 25 s.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, maja!

Mir haten, Här President, d'Maastricht-Kritären, déi mer hätte kënne respektéieren. Mä an der Vergaangenheet sinn déi iwwer 80-mol net respektéiert ginn. D'Stats- a Regierungschefen, déi hu sech géigesäiteg d'Absolutioun ginn, fir déi Kritären net ze respektéieren. A well se hir Aarbecht net gemaach hunn, solle se elo als Merci, als Dank duerfir nach zousätzlech Pouvoire kréien!

Ouni Ënnerschrëft, heescht et vun dësem Traité, kann een och keng Hëllef kréien. Ma Lëtzebuerg huet nach keng Hëllef gefrot, also brauch Lëtzebuerg am Prinzip och den Traité net ze ënnerschreiwen. Well et si jo nëmmen déi Länner, déi am Fong geholl en Intérêt hunn, fir en ze ënnerschreiwen, déi gäre Suen hätten.

Mir hu Rekordchômage an Europa an hei zu Lëtzebuerg, an iwwert de Wuesstum gëtt hei iwwerhaapt net diskutéiert. Wuesstum brauche mer awer, fir de Chômage ze bekämpfen, fir de Sozialofbau ze bekämpfen. Dësen Traité wäert net zu méi Wuesstum bäidroen, mä dësen Traité dréit derzou bäi, datt garantéiert an deenen nächste Jore méi sozialen Ofbau gemaach gëtt.

An et ass e bëssen hypokritesch, wann hei vu Majoritéitsparteien, Deputéierten a Virriedner vu mir dann ëmmer gesot gëtt: Mir mussen awer sozial Mindestnormen an Europa kréien! Déiselwecht Leit hunn iwwer Jorzéngten europäeschen Traitéen zougestëmmt, déi just de Contraire vun deem bewierkt hunn, déi ni als Zil haten, dem Sozialofbau entgéintzewierken, mä déi ëmmer nëmmen als Resultat Sozialofbau haten. An dat geet och mat dësem Traité.

Duerfir soll een dann net ëmmer als Schlusssaz, wéi den Här Bodry a wéi den Här Spautz dat hei gemaach hunn, nach esou hypokritesch dann awer soen, si wiere fir e soziaalt Europa, wou sozial Mindestnorme wieren. Wa se derfir wieren, dierfte se net fir dësen Traité stëmmen a géife soen, mir stëmme kengem Traité méi zou, bis mer och déi sozial Mindestnormen an Europa kréien.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Duerfir, Här President, geet et net, fir Alibien ze maachen. Mir si fir Europa, awer fir e soziaalt an en demokratescht Europa. A well dësen Traité deem entgéintsteet, wäerte mir dergéint stëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Bierger an den Eurolänner hu sech vill Positives erwaart duerch den Euro, obwuel scho bei der Grënnung vum Euro op vill Onzoulänglechkeeten an den offiziellen Texter opmierksam gemaach gouf. A verschiddene Länner hu sech d'Politiker net un d'vertraaglech Bestëmmunge gehale respektiv hunn Ausnahme fir hiert Land négociéiert. A Griichenland ass et souguer esou wäit gaangen, datt d'Regierung déi statistesch Donnéeë gefälscht huet. Wann e Privatbetrib esou eppes géif maachen, wieren d'Dirigeanten am Prisong gelant!

Et ass kloer, datt déi ganz Blos do huet eng Kéier misse platzen. Dat ass jo och geschitt. De Wirtschafts- a politesche Pendel wor ze vill no enger Säit ausgeschloen a schléit elo natierlech déi aner Säit zréck. De Pacte budgétaire ass noutwendeg, well hien organiséiert endlech déi Kontroll, déi absolut noutwendeg ass, wann ee wëllt am Euro schaffen a wann ee wëllt net ze vill grouss Differenzen tëschent den europäesche Länner hunn.

A fir Lëtzebuerg ass et och ganz kloer: Lëtzebuerg brauch den Euro, Lëtzebuerg brauch e stabilt Wirtschaftsëmfeld, soss kann et, kënne mir als Land net méi bestoen. Et gesäit keen, datt mir ons nees engem belsche Frang géifen uschléissen.

De Rapporteur huet a sengem gudde Bericht ganz kloer gesot, wat d'Objektiver an d'Contraintë vum Pacte budgétaire sinn. Dës sinn noutwendeg, fir dem politesche Gewurschtels vun de leschte Joren en Enn ze setzen. Een Deel vun de Mesurë wor schonn am „Six-pack" zréckbehale ginn, mä do gouf et nach Onzoulänglechkeeten. An ech wëll dräi positiv Ännerungen ervirsträiche par rapport zum „Six-pack".

Éischtens, de strukturellen Defizit däerf net iwwer 0,5% vum PIB goen, dat heescht vum Wirtschaftskuch, deen e Land erwirtschaft. Dat ass elo obligatoresch, an et sinn automatesch Sanktioune virgesinn, wat ënnert dem „Six-pack" net virgesi wor. D'Transmissioun vun de Programmer vun den Eurolänner, fir Emprunten opzehuelen, ass och eppes Positives.

Wat d'Gouvernance vun der Eurozon ugeet, sou verbessert sech déi doduerjer notamment, datt déi national Parlamenter an d'Kontroll an an d'Ausaarbechtung vun de Spillregele vum Pacte budgétaire agebonne ginn. Dëst geschitt duerch d'Schafe vun der Konferenz vun den zoustännege parlamentaresche Budgetskommissiounen, eng Aart COSAC vun den öffentleche Finanzen.

Den Ausdrock „strukturellen Defizit", do stelle sech vill Leit d'Fro, wat dat da beinhalt. A wann een dann d'Definitioune kuckt, déi um Site Internet sti vun der Europäescher Kommissioun, dann heescht dat, datt d'Eurolänner e Budget mussen am Équiliber presentéieren, wat déi ordinär Recetten an Ausgaben ugeet. Net abegraff sinn d'Ausgaben, déi fir d'Relance vun der Ekonomie noutwendeg sinn, an déi sozial Ausgaben, déi zum Beispill fir de Chômage mussen agesat ginn. Dat si ganz kloer Definitiounen, wat do muss erausgoen.

D'Zil muss net direkt an net dëst Joer erfollegen, mä muss mëttelfristeg erreecht ginn. Bei de Staten ass et wéi bei de privaten Haushalter. Et kann ee sech laangfristeg verscholden, wann een en Haus keeft an dat lues a lues muss ofbezuelen, mä et ass awer falsch, wann een Investitiounen all Joers mécht, fir sech Luxusresen ze leeschten, an et herno net méi ka bezuelen. Dat muss ophéieren um Lokalen, bei de privaten Haushalter; dat muss och bei de Staten ophalen.

Ech wëll awer och nach op e puer méi politesch Froen an dësem Kontext agoen. Éischtens geet et hei ëm den Abandon vu Souveränitéitsrechter vun den Eurolänner. De Conseil d'État huet déi Fro do opgeworf, an dobäi ass et awer ganz kloer, datt déi Fro muss mat engem „Neen" beäntwert ginn.

De franséische Conseil constitutionnel huet den 9. August 2012 zu dësem Punkt gesot, datt d'Bestëmmunge vum Pacte budgétaire d'Dispositioune vum Europäeschen Traité iwwerhuelen, dee schonn iwwerall gestëmmt ginn ass an alle Länner, an datt keng Souveränitéitsrechter ofgetratt ginn.

Déi «stipulations du pacte budgétaire...» - Zitat - «...reprennent en les renforçant les dispositions mettant en œuvre l'engagement des États membres de l'Union européenne de coordonner leurs politiques économiques… et ne procèdent pas à des transferts de compétences en matière de politiques économique ou budgétaire et n'autorisent pas de tels transferts.» An d'Obligatioun, «de respecter ces nouvelles règles ne porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale.»

Et ass gutt, datt notamment d'franséischt Verfassungsgeriicht oder de Verfassungsconseil esou eng Feststellung mécht.

An d'Schafe vun enger Europäescher Finanzkommissioun, bestehend aus de parlamentaresche Vertrieder vun den nationale Parlamenter, ënnermauert dat jo och, datt hei déi national Parlamenter net einfach op d'Säit gekéiert ginn.

Zweetens: Wat gëtt um EU-Niveau gemaach, fir d'Wirtschaft nees unzekuerbelen? De Pakt fir de Wirtschaftswuesstum erlaabt 120 Milliarden Euro Investitiounen an dräi Joer verdeelt, an dat notamment iwwert d'„project bonds", déi vun der Europäescher Investitiounsbank bezuelt ginn.

Drëttens, déi sozial Problemer. Déi sozial Problemer, déi sech a verschiddene Länner duerch de Pacte budgétaire erginn, si reell. Mä d'Äntwerte mussen national gekuckt gi vun de Regierungen an de Parteien, déi jo de Gros vum Misär an der Vergaangenheet verscholt hunn.

Fir Griichenland bleiwen ech der Meenung, datt en Austrëtt aus der Eurozon vun der spezifescher Situatioun vun deem Land hier déi eenzeg Léisung a valabel Alternativ ass. Et muss fir verschidde Länner iwwer en deelweisen obligatoresche Scholdeschnëtt fir all Créancieren nogeduecht ginn. Nuren esou kann een deene Länner hëllefen an och kucken, datt déi sozial Problemer geléist ginn.

Véiertens: Wat muss um nationale Plang gemaach ginn? Wann een déi lescht ekonomesch Perspektive vun der Europäescher Kommissioun fir Lëtzebuerg kuckt, da stellt ee Folgendes fest: De Wirtschaftskuch, de BIP, soll 2013 liicht an d'Luucht goen ëm 0,5% an 2014 ëm 1,6%. D'Inflatioun soll erofgoen, mä de Chômage soll liicht eropgoen.

Wat d'Regierung zum jëtzegen Ablack nach net gesot huet, dat ass, wéi si d'Objektiver vum Pacte budgétaire wëllt erreechen. Do waarde mir op eng Äntwert. Dobausse gëtt gemunkelt, d'Äntwert kéim direkt no de Wahlen 2014 an datt bis dohi gemauschelt géif ginn. Dat wär awer e bësselchen ze spéit, wann een déi Attitüd do géif huelen, an ech hoffen, datt d'Regierung eng aner Attitüd hëlt, an och d'Majoritéitsparteien.

Ech wëll nëmmen ee Punkt eraushuelen: D'Schold vun de Pensiounen am öffentleche Secteur bleift am Raum. Ech hat eng parlamentaresch Fro dozou gestallt; ech krut eng Äntwert, déi ech kuerz als politesche Blabla ka bezeechnen. Et ass kuerz an däitlech eng Politique de l'autruche, an et wonnert ee sech, datt eng Regierung engem net ka soen, wéi vill d'Pensiounen am öffentleche Secteur an den nächste fënnef Joer wäerte kaschten.

Dat ass relativ batter, well fir de private Secteur ginn Etüde gemaach bis 40 Joer, an duerfir gesäit een, datt hei eng ganz Problematik net duerchdiskutéiert gëtt. Noutwendeg ass, datt mir hei an der Chamber eng Debatt féieren, wéi ons wirtschaftlech Politik a wéi ons aarbechtsrechtlech Politik an den nächste Jore sollen ausgesinn. Do sinn Debatten an der Chamber virgesinn. Duerfir brauch ech net drop anzegoen, mä mir missten och eng Debatt maachen iwwert d'Steiergesetzgebung, wou muss eng Reorganisatioun stattfannen.

Wat déi budgetär Politik ugeet, do gëtt et fir Verschiddener hei am Haus eng Haaptléisung: einfach d'Steieren héijen. Ech mengen, dat ass eng zimlech einfach an idiotesch Propositioun. Do brauch een net vill gescheit ze sinn, fir dat doten ze maachen. Villech méi komplex ass et, fir ze kucken, wou ee soll den Defizit reduzéieren, wou ee soll méi investéieren, méi sozial selektiv sinn, fir doduerjer eng nei Relance, nei Perspektive fir Lëtzebuerg, fir d'Betriber a fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, ze schafen.

Prinzipiell ass de Pacte budgétaire a mengen Aen absolut noutwendeg, well en deen Ablack endlech deene Länner, déi an Europa sinn an notamment an der Eurozon sinn, verschidde Contrainten operleet an engem d'Moyenë gëtt, de Regierungen d'Moyenë gëtt, fir ze intervenéieren, fir datt de Respekt vun deenen Obligatiounen agehale gëtt. Mä et bleift natierlech nach vill Aarbecht an den eenzelne Länner ze maachen, mä positiv ass de Pacte budgétaire awer, an duerfir wäert ech deem och meng Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Urbany op menger Lëscht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, dee sougenannte Fiskalpakt ass a Wierklechkeet e Pakt géint den demokratesche Budgetsspillraum an deenen eenzelne Staten. An déi Defizitbegrenzung, déi hei agefouert gëtt, féiert forcément zu enger Senkung vun den Ausgaben, well ouni Steiererhéijunge mussen d'Ausgaben heimadder begrenzt ginn. A Steiererhéijunge ginn an der allgemenger Wirtschaftspolitik vun der Europäescher Unioun aus Kompetitivitéitsgrënn an aus Standuertgrënn strikt ofgelehnt.

D'Ziffere vun där Austeritéitspolitik, wou dat hei d'Kréinung dovun ass, si schonn do. De geschafene Rächtum geet elo schonn zréck. Dat geet aus deem jéngste Rapport vun der Europäescher Kommissioun fir déi eenzel europäesch Länner ervir. An och hei am Land huet de Statec ausgerechent, dass dee leschten Austeritéitspak, deen hei gestëmmt ginn ass, zu engem Réckgang vum Wuesstum och zu Lëtzebuerg wäert féieren.

A wann dee Réckgang bis geschitt ass an et si keng Budgetsmëttele méi do, muss ee sech d'Fro stellen, wou dann déi Mëttele sollen hierkommen, fir d'Wirtschaft ze relancéieren oder fir de Konsum ze steigeren oder de Chômage ze bremsen, well dat ass bis elo ëmmer geschitt iwwer staatlech Interventiounen.

Zu deene staatlechen Interventioune gehéieren och déi sozial Transferten. Wann et heescht, ouni déi sozial Transferte géif d'Aarmut zu Lëtzebuerg bei 45% vun der Bevölkerung leien, wou se haut awer mat den Transferte bei 15% vun der Bevölkerung läit, da weess een, wat um Spill steet mat deem Traité hei!

„L'austérité à perpétuité" ass hei ageplangt, wéi d'Chambre des Salariés an hirem Avis schreift. Och d'europäesch Gewerkschaften, déi ëmmer eng ganz favorabel Zoustëmmung zu der euro-

päescher Konstruktioun haten, zu engem Zäitpunkt, wou se se eigentlech schonn net méi hätte sollen hunn, soen elo kloer an däitlech, dass deen Traité hei muss ofgelehnt ginn. Dat hei ass eng strukturell an definitiv Atteinte op de Sozialstat.

Den Här Bodry schwätzt vum Sozialpakt. Wou ass de Sozialpakt dann? Mir stëmmen hei kee Sozialpakt, mer stëmmen hei eng Austeritéitspolitik. Wou ass de Sozialpakt? Dat si Wonschvirstellungen, déi awer net an der Realitéit do sinn!

De Problem ass och dee vun der europäescher Sozialdemokratie. Den Hollande ass ugetratt an huet vill Hoffnungen erwächt domadder, e géif dee Fiskalpakt do vu Merkel a Sarkozy verhënneren, wann e géif gewielt ginn.

Wat huet en dann erreecht? Haut läit en eis zum Vote vir!

Ech wëll en Zitat hei bréngen, ulässlech vun der Regierungserklärung vum 30. Juli 2009: „Mir hu virun de Wahle Jo zum Sozialstat gesot. Bei de Verankerungen an de Prinzipië vum Sozialstat wäerte mir intraitabel sinn. Do gëtt et e Stréch, iwwert deen d'Sozialisten net wäerte goen."

Dat ass dem Här Lux seng Erklärung. Ech mengen, hei géif et drop ukommen, dat a Musek ëmzesetzen. Fir d'wéivillte Kéier huet d'LSAP dann hei schonn dee Stréch iwwerschratt?

Här President, deen Traité hei huet Auswierkungen op allen Niveauen, net nëmme beim Statsbudget. D'Sozialversécherung ass gradesou dovu betraff, well et geet ëm den Équiliber vun de gesamten öffentleche Finanzen. Am Rentegesetz hu mer viru Kuerzem esou e Budgetsautomatismus dragesat, wéi den Traité et virgesäit. All Parteie waren domadder d'accord, ausser déi Lénk.

Dat, wat mer hei stëmmen, wäert och Auswierkungen hunn op d'Gemengefinanzen. Ausgerechent d'Zentralbank huet den Optrag jo kritt vum Innenminister, fir Virschléi virzeleeën, wou drasteet, wéi de Budgetsspillraum vun de Gemenge soll an Zukunft begrenzt ginn, ënner anerem duerch eng Ausgabennorm och am Gemengesecteur, déi soll agefouert ginn. A bis Enn vum Joer muss laut Traité en neit Budgetsgesetz kommen, dat «des dispositions contraignantes, permanentes et de préférence constitutionnelles» soll aféieren, wéi eis Budgeten an Zukunft sollen ausgesinn.

A wann dobäi eng OECD-Etüd ëmgesat gëtt, déi de Finanzminister an Optrag ginn huet, da wësse mer, wat fir Grausamkeeten nach do wäerten dobäi erauskommen, deelweis souguer Grausamkeeten, déi iwwert d'Obligatioune vun deem heiten Traité erausginn.

An da soll och nach d'Zentralbank, héiere mer - wéinstens, wann et dem Här Wolter no geet, wat en an der Kommissioun gesot huet -, d'Zentralbank soll d'Chamber hei an hirer Budgetssouveränitéit an Zukunft kontrolléieren. E seet ausdrécklech d'Zentralbank, well déi autonom ass vis-à-vis vun der Chamber.

Dofir sinn ech net d'accord mam Här Gibéryen, wann en hei seet, mir riskéieren, ënnert d'Fuchtel ze gerode vum däitsche Bundestag. Dat hei ass keng national Fro, dat hei ass eng sozial Fro, wat fir Kräften an der Gesellschaft wäerten an Zukunft bestëmmen, wéi eis Politik soll ausgesinn. Mir si gewielt hei net vun Zentralbanker, mir sinn hei gewielt vun de Leit dobaussen, déi betraff wäerte si vun där Austeritéitspolitik, déi hei an d'Wee geleet soll ginn!

Wa mer dat Gesetz hei ratifizéieren, geet d'Debatt zwar weider, mä deen Traité hei, dee wäert eis dozou zwéngen, eng Budgetspolitik ze maachen, egal wéi déi wirtschaftlech a sozial Besoinen hei am Land sinn, déi ganz restriktiv an austeritär wäert sinn.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hu kee Compteur hei, dofir ass et mer schwéier anzeschätzen, mä...

M. le Président.- Duerfir soen ech Iech et elo.

Une voix.- De Compteur geet net.

Une autre voix.- De Compteur geet net. En ass scho gëschter net gaangen.

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, et ass wouer. Ech war jo och scho bal fäerdeg. Ech stelle fest, wann ee géif eng Statistik opstellen, Här President, meeschtens ginn ech am leschte Saz ëmmer ënnerbrach.

M. le Président.- Ma dajee, da kucke mer, ob dat och elo de Fall ass.

(Hilarité et interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat, wat mer haut stëmmen, huet eng bekannte Journalistin vun „Mediapart" als en „Verdun économique et social" bezeechent. A si huet geschriwwen: «Un siècle après avoir mené, en version militaire, un carnage sans raison ni fondement, l'Europe institue le Verdun économique.»

Abee, Här President, ech wëll Iech hei matdeelen, dass ech déi Krichskreditter hei net wäert stëmmen!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, mir stëmmen haut hei of iwwert dee sougenanntenen „Fiskalpakt". Deen Term gefält mir guer net an e reflétéiert och an der Lëtzebuerger Sprooch absolut net, ëm wat et geet, well „fiskal" ass am Lëtzebuerger Sproochgebrauch „Steieren". Hei geet et net ëm Steieren, hei geet et ëm Grondregele vun der Budgetspolitik. An duerfir géif ech och hei gären hunn, datt mer éischter géifen iwwert den „Budgetstraité" schwätze wéi iwwer eppes aneschters.

Ech géif wëllen dem President a Rapporteur vun der Finanzkommissioun, dem Här Michel Wolter, Merci soe fir déi Erklärungen, déi e ginn huet, déi et eis erlaben, hei eng Debatt ze féieren, ouni nach eng Kéier op all déi technesch Punkten zréckzekommen, déi hie souwuel schréftlech wéi mëndlech ganz gutt explizéiert huet.

Ech muss hei op d'Schäerfst zréckweisen dat, wat den Här Bausch an den Här Urbany quasi am nämlechte Wuertlaut gesot hunn, datt mer et hei mat engem antieuropäeschen, antidemokratesche Vertrag ze dinn hunn!

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass net an enger Diktatur iergendeppes imposéiert ginn! Hei hu Vertrieder vun de Länner, 27 Länner, verhandelt, wéi ëmmer bei Traitéen, a ville Sitzungen. Doriwwer ass ganz vill an den Zeitunge geschriwwe ginn, do muss ee sech just dat dann dee Moment uliesen. An dat ass no Diskussiounen ënnerschriwwe ginn. Dat ass vun all Land, 25 Länner, och Lëtzebuerg, ënnerschriwwe gi wéi all Traitéen, an da kënnt deen Traité an d'Parlament an d'Parlament ass souverän, ob et deen Traité unhëlt oder net. Do ass näischt antidemokratesch, well da si quasi all Traitéen, déi bis elo d'Ministeren ënnerschriwwen hunn, a wann d'Chamber...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Wann ech mäi Saz fäerdeg hunn, gären, Här President!

Et ass bei all Traité d'nämlecht: Wann d'Chamber de Mëtteg seet: „Mir wëllen dat do net!", dann ass d'Chamber souverän, fir dat ze maachen.

Ech soen herno och, datt dat an der Praxis an der Lëtzebuerger Budgetspolitik näischt soll an dierf änneren, mä ech kommen dorop zréck.

Et ass also net antidemokratesch, wa Ministeren op Bréissel ginn, am Numm vun der Regierung verhandelen, x-mol doriwwer geschwat hunn - an d'Zeitunge ware voll, d'Zeitunge ware voll! -, a wann dat dann ënnerschriwwe gëtt. An duerfir wieren ech mech also géint esou eng Descriptioun, déi net der Realitéit entsprécht an déi och dobaussen d'Impressioun gëtt, wéi wann do Diktatoren um Wierk wären. Et ass seele wéi iwwert dësen Traité esou geschwat ginn an an engem Kontext esou geschwat ginn, wéi dat stattfonnt huet.

Ech soen derbäi nach, datt et och net en Diktat vun Däitschland a Frankräich war. Ech wëll nach just eng Kéier soen, de Kontext war, datt Europa an d'Eurozon amgaange waren auserneenzefalen an an deem Moment e staarkt politescht Instrument gebraucht ginn ass, fir ze soen: „Mir halen un der Budgetsdisziplin fest."

Dat ass de Kontext, an deem dësen internationale Vertrag verhandelt ginn ass, ënnerschriwwe ginn ass, an ech kommen do no der Fro vum Här Bausch, déi ech ganz gären unhuelen, Här President, wann Dir se akzeptéiert, weider drop zréck.

M. le Président.- Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech wëll net agoen op déi Aschätzung, déi elo um Schluss gemaach ginn ass. Mä ech wëll just dem Här Minister d'Fro stellen: Vu datt mer jo awer wëssen, datt éischtens d'Madame Merkel drop insistéiert huet, datt dat Ganzt soll Verfassungsrang kréien, vu datt mer och wëssen, datt och grouss Bestriewunge waren, dat hei souguer an den europäeschen Traité constitutionnel ze schreiwen, vu datt mer donc wëssen, datt dat hei jo awer eng Klausel ass, déi net iergendeng ass, a vu datt mer wëssen, datt mer e laange Prozess haten, fir den europäeschen Traité constitutionnel ze kréien, mat souguer Referenden a verschiddene Länner, ob hien net der Meenung gewiescht wär, datt grad esou eng Bestëmmung wéi déi heiten, mat esou enger Implikatioun, datt déi hätt am Virfeld misse mam Europaparlament, mat den nationale Parlamenter diskutéiert ginn an datt et net normal ass, datt herno just nëmmen Drock opgebaut gëtt vu verschiddene Leit, éischtens op verschidde Länner - ech wëll nëmme just drun erënneren, datt och de Lëtzebuerger Premierminister guer net „amused" war iwwert déi Aktioun vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy -, datt et wierklech net normal ass an datt deen Traité do oder deen Text do hätt am Virfeld misse mat den eenzelnen nationale Parlamenter an dem Europaparlament diskutéiert ginn.

Mir fannen dat op alle Fall normal, fannt Dir dat net?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Dat ass eng aner Dimensioun vum Débat. Et ass och eise Wonsch gewiescht, dat hunn ech och als Lëtzebuerger Vertrieder am Conseil e puermol gesot, datt mir dat léiwer am Kader vun dem europäesche Recht gehat hätten, an d'europäescht Recht hätt mat sech gezunn, datt d'Europäesch Kommissioun Propositioune gemaach hätt an datt de Conseil an d'Europäescht Parlament doriwwer diskutéiert hätten.

Dat war awer net méiglech, dat rappeléieren ech nach eng Kéier, well net all Land wollt matmaachen, an d'Fro huet sech gestallt, well dat wär jo nëmme gaangen zu 27, an duerfir huet sech d'Fro gestallt, och ënner Finanzministeren, och ënner Ausseministeren an ënner Regierungschefen: „Maache mer dann näischt? Oder maache mer eppes an der Eurozon? Oder Eurozon plus?"

An duerfir ass dat hei - als eppes, wat juristesch sécherlech net perfekt ass, wat europapolitesch besser gewiescht wär am europäesche Recht - besser, wéi wa mer näischt gehat hätten.

Dat Zweet, dat ass, an ech kommen dorobber nach eng Kéier zréck: Fir mech ass dat heiten e Vertrag vum gesonde Mënscheverstand an der Budgetspolitik. An duerfir soen ech, och wa mir deen Traité hei net géifen…

(Interruption)

Och wa Lëtzebuerg deen Traité hei net géif approuvéieren, sinn ech der Meenung, datt déi Grondzich, déi an dësem Traité stinn, souwisou d'Grondlag vun der gesonder Finanzpolitik an eisem Land misste sinn.

An ech soen - ech soen! -, datt ech frou sinn, datt mer an Europa Grondregelen hunn. An dës Regele sinn iwwregens net fundamental anescht wéi déi, déi mer ugeholl hunn am Stabilitéitsprogramm an am sougenanntenen „Sixpack", wat verschidde Reglementer sinn, an deenen eng Rei Budgetsregele stinn.

A firwat soen ech dat? Wann nämlech jiddweree ka maachen, wat e wëllt, da komme mer erëm genau an déi Situatioun, an där mer waren Enn 2011, wou dëse Vertrag verhandelt ginn ass, wou duerch d'irresponsabelt Comportement vu Verschiddenen d'Stabilitéit an der ganzer Eurozon a Fro gestallt ginn ass.

Duerfir, bei allen Onzoulänglechkeeten, déi dëse Vertrag huet, mengen ech, datt et gutt ass, datt et esou Regelwierker gëtt. Mä ech soen nach eng Kéier, en droit hätt ech vill léiwer - an en termes de politique européenne -, datt dat hei en Deel wär vum europäesche Regelwierk.

Heimat gëtt, an dat huet den Här Wolter och dankenswäerterweis nach eng Kéier ënnerstrach, heimadder gëtt kee Budget gemaach! Heimadder gëtt net gesot, wéi vill d'Paien an engem Land sinn oder wéi vill Schoule gebaut ginn. Heimadder gëtt e Kader gesat, innerhalb vun deem d'national Parlamenter d'Budgete maachen.

An déi, déi hei opgetruede sinn, och nach déi, déi just viru mir hei geschwat hunn, fir hei ze soen, datt hei Austeritéitspolitik gemaach gëtt, streng Grausamkeete verankert ginn, déi muss een awer ëmmerhin drop hiweisen, datt déi Budgetspolitik, déi hei gefuerdert gëtt, en fait eng ass, déi zu Lëtzebuerg d'Grondlag war vu vill Erfolleg an de leschte Joren. Gesond Statsfinanzen, Budgetsdisziplin sinn net contraire zu Wuesstumspolitik.

En fait, dee ganzen Débat, fir ze soen, déi eng si fir Budgetsdisziplin an déi aner si fir Wuesstum, dat ass absolut falsch. Budgetsdisziplin, op eng responsabel Aart a Weis gemaach, dat heescht iwwer eng gewësse Period net méi ausgi wéi dat, wat een erakritt, ass d'Grondlag fir en dauerhafte Wuesstum.

Duerfir mengen ech, datt och kee Wee derlaanscht geet, fir och an deenen nächste Joren zu Lëtzebuerg - a mir hunn dat ugefaangen -, fir an deenen nächste Jore Budgetsdisziplin ze kombinéiere mat Wuesstum. A Wuesstum schaaft een net, andeem een einfach Suen ausgëtt, déi een net huet, mä Wuesstum schaaft een, andeem ee Rahmebedéngungen huet, innerhalb vun deenen d'Entreprisë sech entwéckelen, Aarbechtsplaze schafen an domadder kënnen de Leit Aarbecht a Loun bezuele fir déi Aarbecht, déi se leeschten.

Mir mussen also kucken, datt mer gutt Rahmebedéngungen hunn. An zu deene wëll ech och duerfir soen, och besonnesch de Kolleege vun der grénger Fraktioun, datt ech duerfir mengen, datt et keng Léisung ka sinn, Steieren ze héijen, well wann ee Steieren héicht, Dir hutt dat an Ärer Interventioun gesot, Här Bausch,…

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, neen, neen!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- ...dat heescht,...

Une voix.- Einnahmen!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- … dat heescht,…

M. le Président.- Här Bausch. Den Här Minister hëlt elo Stellung.

(Interruption)

Dir kënnt jo dann herno d'Parole après ministre huelen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Also, wann ech bei all Saz geäntwert hätt - den Här Bausch ka roueg nach eng Kéier schwätzen -, mä wann ech bei all Saz geäntwert hätt, wou hien eppes gesot huet, wou ech net d'accord gewiescht wär, wär en elo nach amgaangen!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ah, dat ass richteg! Dat ass richteg!

M. le Président.- Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech kéint dat nämlecht och elo bei Iech maachen!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Selbstverständlech! Duerfir ass et jo och en Débat démocratique. Dir sot jo, et wär antidemokratesch; mir sinn hei an engem Débat démocratique.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, ech wollt just soen, Här President, dat ass net richteg.

M. le Président.- Ech hat Iech zwar elo nach net d'Wuert ginn...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Den Här Minister huet gesot, en hätt...

(Hilarité)

M. le Président.- Neen, neen, mir fänken awer elo net u bei all Ried, déi hei gehale gëtt, op all Punkt, wou een net honnertprozenteg d'accord ass, dann d'Wuert ze froen, fir dat ze redresséieren. Ech mengen, jiddweree kann herno Parole après ministre froen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, wann Dir mer d'Wuert net gitt, dann huelen ech et natierlech net! Mä ech wëll Iech just soen, e liewegen Débat ass awer een, wou ee kann och mateneen diskutéieren. Bon, wann Dir dat net esou gesitt...

M. le Président.- Jo, mä et kann awer net sinn, datt mer hei all fënnef Minutten de Riedner ënnerbriechen!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Da stellt elo déi Fro, mä ech hoffen, datt et dann awer net esou virugeet!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wollt just eng Prezisioun ginn, Här President, zu deem, wat den Här Finanzminister elo just gesot huet.

Ech hunn net gesot, et misst een iwwerall, oder mir géife mengen, et misst een iwwerall d'Steieren erhéijen. Mä mir hätte gär, datt am Kader vun enger europäescher Politik och iwwert d'Einnahmesäit diskutéiert gëtt, iwwer Steierdumping diskutéiert gëtt, an datt et net méi ka sinn, datt eenzel Länner duerch déi Steierdumpingspolitik, déi se hunn, d'Budgetspolitik vun deenen anere kënnen ënnergruewen. Dat ass d'Fro, déi ech gestallt hunn a wou ech och mengen, datt ee misst handelen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, an duerfir sinn ech och frou, datt Der dat nach eng Kéier rappeléiert, well dat gesinn ech anescht. Dat Wuert „Steierdumping" fannen ech déplacéiert an dësem Kontext. Mä et ass eng Fro, awéifern een den Nationalstaten eng gewëssen Autonomie a Souveränitéit an der

Steierpolitik léisst, well - Dir hutt de Punkt vun Irland ugeschnidden - au contraire zu deem, wat Dir gesot hutt, ass den ireschen Dossier diskutéiert ginn a mir waren der Meenung, datt, wann een an dëser Kris elo och nach géif Irland, wat Verschiddener verlaangt hunn, forcéieren, d'Steieren ze héijen, da wär dat grad de Contraire vu Wuesstumspolitik an dat géif d'iresch Problemer méi grouss maachen.

Mir hunn also Irland an där dote Fro am ECOFIN-Conseil ënnerstëtzt, well mer net fannen, datt d'Steiere mussen automatesch no uewen ugepasst ginn an esou enger Situatioun wéi an Irland. Au contraire: Irland, wat iwwregens op eng ganz seriö Aart a Weis seng Kris mat europäescher Hëllef amgaangen ass ze léisen, huet gutt Argumenter,...

(Interruption)

...fir mat enger räsonabeler Steierpolitik Betriber an hiert Land - Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen - unzezéien.

Mä ëmmerhin, dëse Vertrag ass e Vertrag, dee setzt Rahmebedéngungen, déi och am Stabilitéitsprogramm, am Stabilitéitspakt stinn, déi am „Six-pack" stinn, wat also eng ganz Rei Detailregelunge sinn. A mir wëssen dozou, dat wëll ech och hei nach eng Kéier confirméieren, datt mir mussen eng Rei vun deene Regelen, déi hei am Traité stinn, elo an eis national Gesetzgebung ëmsetzen. Ech wäert dat bis den Hierscht maachen. Do ass och nach Geleeënheet, fir an der Finanzkommissioun doriwwer ze schwätzen, well do sinn eng Rei Detailer, déi net liicht ëmzesetze sinn, notamment och d'Definitioun vun deem Solde structurel, deen de Mëtte schonn hei zur Diskussioun komm ass.

Mir hunn eis op de Wee vu Budgetsdisziplin beginn. Duerfir ass eise Budgetsdefizit iwwert déi lescht Joren erofgaangen. Den Här Bodry huet hei rappeléiert, wat d'Kommissioun fir 2013 als Solde structurel virgesäit. D'Kommissioun seet awer och, datt dee Solde structurel d'nächst Joer erëm héchstwahrscheinlech wäert méi grouss ginn. Dat heescht, et muss een d'Trajectoire kucken, de Wee, fir deen Defizit weider ze reduzéieren, dat op eng intelligent Aart a Weis a kombinéiert, soen ech nach ëmmer, mat enger Wuesstumspolitik. An dat heescht fir eis net, méi Suen ausginn, dat heescht d'Rahmebedéngunge fir d'wirtschaftlech Entwécklung ze verbesseren.

An deem Gesetz, wat mer da maachen, musse mer dann och décidéieren, wat fir eng onofhängeg Autoritéit kuckt, ob mer déi Regele respektéieren. Firwat hu mer dat agefouert? Dat war keng Lëtzebuerger Iddi, mä et ass ebe just agefouert ginn, datt net ee ka soen: Majo, mir stëmmen deene Regelen do zou, mä mir maachen awer duerno egal wat, mir maachen, wat mer wëllen.

Duerfir soen ech, dat ass also och net en antidemokratescht Element! Dat steet am Vertrag, mir stëmmen deem Vertrag zou. Esou wéi mer an der Konkurrenzpolitik zum Beispill an Europa zougestëmmt hunn, datt d'Kommissioun an Europäesche Geriichtshaff kënne kucken, ob et a fairer Konkurrenz iwwert d'Bühn geet, esou soe mer hei: Hei muss all Land eng Autoritéit designéieren, fir dat ze kucken.

An eisen Ae kommen der zwou a Fro: d'Cour des Comptes, déi e méi normale Lien huet zu der Finanzpolitik, an d'Banque centrale, déi eng ganz Rei aner Saachen och nach kuckt. Mir wäerte mat deenen zwou Institutioune Gespréicher féieren, fir ze kucken, wat fir eng am adequatsten ass. Dat muss op jidde Fall dem Vertrag no eng Autorité indépendante sinn. An déi huet näischt ze décidéieren, sauf ze kucken, ob d'Regele respektéiert ginn. Mä wéi de Budget opgestallt gëtt, nach eng Kéier, ass d'Souveränitéit vum Lëtzebuerger Parlament.

Ech mengen, datt deen Exercice, deen hei héich emotional zum Deel diskutéiert ginn ass - nach eng Kéier -, am Fong einfach e Kader ass, fir datt mer Stabilitéit an Europa behalen. Wa jiddweree ka maachen, wat e wëllt, dann ass eng gemeinsam Währung net tragbar. Dann hu mer Situatioune wéi déi, déi mer an e puer Länner fir de Moment hunn, wou mer musse Rettungsoperatioune maachen. Wa jiddweree sech un d'Spillregelen hält, da brauche mer an Zukunft keng deier Rettungsoperatiounen en faveur vun anere Länner ze maachen. Da kënne mer a Stabilitéit eis wirtschaftlech a sozial Entwécklung garantéieren.

Et ass an deem Sënn, wou d'Regierung d'Chamber biet, dësen Traité unzehuelen. Et ass keng Revolutioun an der Budgetspolitik vun Europa a vu Lëtzebuerg, et ass eng Verbesserung, eng Prezisioun vum Stabilitéitspakt, deen d'Grondlag ass vun der Wirtschafts- a Währungsuniouun. Well et huet een entweder eng Währung mat enger Regierung, engem Parlament an engem Budget; well mir dat awer net hunn a well mer zu 17 a muer vläicht zu 18 sinn an Europa, an der Eurozon, an zu 27 an der Europäescher Unioun, musse mer eis gemeinsam Spillregele ginn.

Dat ass net méi an net manner wéi dat, wat mer hei maachen, mä et si Spillregelen, déi zur Stabilitéit an domadder och zu Wuesstum bäidroen. An an deem Sënn bieden ech d'Chamber, dësem Traité zouzestëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Här Colombera, stellt Dir gär eng Fro?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo.

M. le Président.- Da kritt Dir d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här President, ech wollt den Här Frieden froen, well d'Madame Merkel huet gesot: „Scheitert der Euro, dann scheitert Europa." Ass dat net e bësse simplistesch, fir ganz Europa op den Euro opzebauen? Hätt den Euro net missen um Enn vum Integratiounsprozess stoen, an net, wéi elo, um Ufank? Dat schéngt mer, dass d'Päerd vun hannen opgesuedelt ginn ass. Wat ass Är Meenung dozou?

(Interruptions et hilarité)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Den Euro ass méi wéi eng Währung, an duerfir hänkt och mat der Stabilitéit vum Euro vill méi zesummen, wéi just déi Währung.

Zweetens ass den Euro net am Ufank gewiescht, mä den Euro ass eng logesch Konsequenz vun enger ekonomescher Integratioun, déi 1950 ugefaangen huet, wou de Bannemaart komm ass. A fir dee Bannemaart an déi politesch Integratioun ze stäerken, ass an der drëtter oder véierter Etapp vun der europäescher Integratioun den Euro komm.

Duerfir mengen ech, datt villes vun deem, wat d'Madame Merkel gesot huet, wann ee seet, den Euro ass méi wéi eng Währung, datt dorunner ganz vill Wourecht ass. An e Land wéi eist, wat alles exportéiert an alles bal importéiert, huet e groussen Notzen dovun, wann et an enger stabeler Währung ouni Wiesselcoursschwankungen, ouni deier Kommissiounen an ouni Devaluatiounsméiglechkeet ka säin Export an Import organiséieren. Duerfir ass den Euro fir Lëtzebuerg, trotz alle momentane Schwieregkeeten, en enorme Gain fir eis wirtschaftlech a sozial Entwécklung.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister.

Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet. Mir kommen zur Ofstëmmung. Wéi ech dat schonn am Ufank gesot hunn, ass also hei eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6449 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6449 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, géint 10 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6455, eng Direktiv iwwert déi administrativ Kooperatioun am fiskale Beräich. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Meisch a Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant 1. modification de la loi générale des impôts; 2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dem Gesetzesprojet 6455 geet et ëm déi géigesäiteg Amtshëllef tëschent europäesche Memberstate bei dem Feststelle vun der Steierschold. Dës sougenannten „coopération administrative" am Steierberäich gëtt et europawäit schonn zënter enger Direktiv vun 1977, also méi wéi 35 Joer.

Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent de Steierverwaltungen, déi gëtt awer elo däitlech verbessert. Basis duerfir ass eng nei Direktiv aus dem Joer 2011, déi mir haut an nationaalt Recht ëmsetzen. Et geet virun allem drëms, d'Steierhannerzéiung ze bekämpfen. Duerfir gëtt den Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltunge vun den eenzelne Memberstaten ausgeweit.

Här President, wat sinn dann elo déi wichtegst Elementer vun der Direktiv?

Éischtens: Ëm wat fir eng Steierzorte geet et iwwerhaapt?

Mä all Steiere falen heidrënner. Dat sinn d'Taxen, déi souwuel vum Stat, mä och déi, déi vun de Gemengen erhuewe ginn. An dat geet vun der klassescher Akommessteier am wäiteste Sënn, also och d'Loyeren, d'Plus-valuen, iwwert d'Betribssteier, d'Ierfschaftssteier, d'Vermëigenssteier bis zur Grondsteier. Ausgeschloss vun dëser Direktiv sinn d'TVA, d'Akzisen an och d'Sozialbäiträg grad wéi d'Zënsbesteierung, well hei spillen nämlech eege Rechtsinstrumenter.

Zweetens: Wéi soll dat Ganzt dann elo an der Praxis oflafen?

Mä d'Regel ass déi vun engem sougenannten „échange d'informations sur demande", dat heescht also, vun engem Informatiounsaustausch op Ufro. Zum Beispill, d'Steierverwaltung zu Bréissel, déi ka bei der Lëtzebuerger Steierverwaltung all Zort Informatiounen nofroen, déi si fir néideg fënnt an engem Steierdossier. Eis Verwaltung muss dann am Prinzip deem nokommen, an dat spéitstens sechs Méint no der Ufro.

Drëttens: Kann dann elo eng auslännesch Steierverwaltung Informatioune froen, ob ee Steierflichtege Suen hei zu Lëtzebuerg stoen huet?

Jo, zum Beispill, wann eng Steierschold zu Tréier ufält, da kann dat däitscht Finanzamt eis Steierverwaltung froen, ob de Steierflichtegen hei zu Lëtzebuerg ee Bankkont huet. D'Bankgeheimnis kann net als Ursaach geholl ginn, fir der Informatiounsflicht net nozekommen. An dat ass eng wesentlech Neierung.

D'Bankgeheimnis spillt um Niveau vun dem Informatiounsaustausch tëschent lëtzebuergeschen an auslännesche Steierverwaltungen net méi. Fréier ass d'Bankgeheimnis just opgehuewe ginn, wann e Steierbedruch virlouch. Dann ass deen Informatiounsaustausch iwwer eis Geriichter am Kontext vun enger sougenannter „entraide judiciaire" gelaf. Elo gëtt d'Bankgeheimnis och bei der administrativer Amtshëllef opgehuewen.

Mä opgepasst! Viraussetzung ass, dass déi auslännesch Steierverwaltung bei sech, an ier se Informatiounen zu Lëtzebuerg freet, all Diligencë gemaach huet. An der Direktiv heescht et hei, dass een eng Ufro ka stellen, fir „informations vraisemblablement pertinentes" ze kréien. Dat heescht och, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënnt a berechtegt sinn. Et geet och deemno net, fir sougenannten „fishing expeditions" ze maachen, dat heescht, et geet net, fir e méiglechst breet Netz auszewerfen, an der Hoffnung, dass um Enn dann deen een oder anere Fësch drableift.

Véiertens: Wat ass den Impakt vun der Direktiv op Steierflichteger, déi hei am Land wunnen?

Do bleift u sech alles beim Alen. D'Bankgeheimnis bleift weiderhin duerch de Paragraph 178bis vun der Abgabenordnung geregelt, an dee seet: «Aucun renseignement aux fins de l'imposition du contribuable ne peut être demandé aux établissements de crédit.» Konkret heescht dat, dass fir d'Feststelle vun der Steierschold d'Steierverwaltung keng Informatioune géigeniwwer Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, bei enger Bank kann anhuelen.

Dat kann d'Steierverwaltung iwwregens och net maache bei engem Paschtouer, well do seet...

(Interruption)

Jo!

...well do seet de Paragraph 178 vun der Abgabenordnung: „Ein Geistlicher darf nicht über solche Tatsachen befragt werden, ohne die Pflicht der Verschwiegenheit, die ihm als Seelsorger...", soe se bei der kathoulescher Kierch, „...obliegt, zu verletzen."

(Interruptions)

Also, Dir gesitt, do ass alles ofgedeckt! Aneschters ass et natierlech, Här Braz, bei Strofdoten, well do spillt d'Bankgeheimnis selbstverständlech net.

Une voix.- A wéi ass et mam Beichtgeheimnis?

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Dat ass...

(Interruptions diverses)

Ech géif och mengen, dass mer dat géifen zum gegebenen Zäitpunkt maachen.

Une voix.- Här Roth, äntwert elo op d'Fro!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Jo, am Beichtgeheimnis ass de Seelsorger jo och.

Une voix.- Ma dofir hunn ech d'Fro gestallt!

Une autre voix.- Jo, awer wéi? Mä wéi? Dat ass en Dilemma, Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Ma dat ass d'Äntwert op Är Fro, och do spillt se. Mä, wéi gesot, net bei Strofdoten.

Fënneftens... Kommt, mir fueren elo virun, well soss leeft meng Zäit geschwënn of!

Plusieurs voix.- Är Riedezäit! Är Riedezäit, Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- D'Riedezäit, jo.

Gëtt et dann niewent dem Informatiounsaustausch op Ufro och nach aner Zorte vun Informatiounsaustausch?

Jo, an zwar de sougenannten „échange d'informations spontané". Hei geet et, wéi d'Wuert et seet, ëm e spontanen Informatiounsaustausch tëschent Steierverwaltungen, zum Beispill an engem Dossier vun engem multinationale Grupp, wou zu Lëtzebuerg gréisser Steierofschreiwunge gemaach ginn, déi am Ausland awer zu fiskale Méibelaaschtunge féiere kënnen. Hei kann eis Steierverwaltung dann op eegen Initiativ, dat heescht ouni Ufro, dës Informatiounen un hir auslännesch Kolleege weiderleeden. De Sënn ass hei eng gerecht Besteierung vun deem Grupp.

An da gëtt et natierlech niewent dem Échange sur demande an dem Échange spontané och nach dee faméisen automateschen Informatiounsaustausch. Dësen ass an der Direktiv virgesinn. D'Länner hunn awer, grad wéi Lëtzebuerg natierlech, bis den 1. Januar 2015 Zäit, fir deen ëmzesetzen. Am Gesetzesprojet gëtt den automateschen Informatiounsaustausch duerfir elo net agefouert. Dat musse mir awer spéider maachen.

Dat heescht awer net, dass mer elo Rou hätten, well d'Direktiv gesäit nämlech eng sougenannten „clause de la nation la plus favorisée" vir. Konkret heescht dat, wann eist Land géif virun 2015...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Roth nozelauschteren!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Dat heescht konkret, Här President, wann eist Land géif virun 2015 mat engem Drëttland ee bilaterale Steieraccord ofschléissen, dee méi favorabel wier, also um Niveau vun dem Informatiounsaustausch méi wäit géif goen, dann applizéieren dës Regele sech automatesch och am Kontext vun dem Informatiounsaustausch mat

deenen aneren europäesche Memberstaten. An do kéinte mer eventuell schweesseg Fangere kréien!

Et geet hei speziell ëm déi sougenannten „FATCA-Accorden" mat den USA, wou de Finanzminister Luc Frieden de Moment a schwierege Verhandlungen ass. Sollt sech doraus een automateschen Informatiounsaustausch tëschent Lëtzebuerg an den USA erginn, ënner enger Form oder där anerer, dann ass net auszeschléissen, dass dës Regele vun engem automateschen Informatiounsaustausch och mat aneren EU-Memberstate missten ugewannt ginn, an dat virun 2015 gegebenenfalls.

Wéi gesot, dat ass formell net Géigestand vun dësem Gesetzesprojet, mä et si méiglech Konsequenzen, op déi een awer vollstännegkeetshalber, mengen ech, haut sollt oder vläicht misst drop hiweisen.

Sechstens: Kënnen dann och grenziwwerschreidend Steierbescheeder zougestallt ginn?

Jo, dat ass mat där neier Direktiv a mat deem neie Gesetz och méiglech. Et gëtt et elo schonns ënner verschiddene Forme bei verschiddenen Duebelbesteierungsofkommessen. Sou kann zum Beispill déi Lëtzebuerger Steierverwaltung direkt op Bitburg e Steierbescheed schécken, deen och do seng Rechtsgültegkeet am vollen Ëmfang huet. Datselwecht zielt natierlech fir e Steierbescheed, deen zum Beispill vum däitsche Fiskus op Lëtzebuerg géif direkt geschéckt ginn.

D'Direktiv an d'Gesetz, déi erlaben och auslännesche Steierbeamten, hei zu Lëtzebuerg bei administrativen Enquêtë matzewierken. Dat setzt awer e bilateralen Accord tëschent deenen zwee Memberstate viraus. Also, ouni Accord vun dem Lëtzebuerger Stat kann hei zu Lëtzebuerg keen auslännesche Steierbeamten an engem Steierdossier eegemächteg operéieren.

Siwentens: Wat fir eng Verwaltunge sinn da fir dës Amtshëllef zoustänneg?

Mä formell läit d'Kompetenz vun der Verbindungsautoritéit an deem Kontext bei dem Finanzminister. Deen delegéiert awer iwwert de Gesetzesprojet dës Kompetenz un den Enregistrement, d'Douane an déi direkt Steierverwaltung fir déi jeeweileg Steieraarten, déi ënner hir Kompetenz falen. Well awer elo meeschtens déi direkt Steiere betraff sinn, kënnt der direkter Steierverwaltung d'Haaptroll zou. D'TVA an d'Akzise falen, wéi scho virdru gesot, bekanntlech net ënnert dëse Gesetzesprojet.

Här President, esou wäit zu den inhaltleche Bestëmmunge vun dësem Projet.

Ech brauch wuel net ze soen, dass mir eis hei an engem fir d'Finanzplaz dach nach ëmmer sensibelen Domän bewegen. Wéi déi éischt Direktiv am Beräich vun der administrativer Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen am Februar 1979 ënnert der deemoleger blorouder Regierung hei am Land ëmgesat gouf, an déi ass manner wäit gaange wéi d'Direktiv elo vun 2011, du gouf et keng Eestëmmegkeet an der Chamber.

Et gouf besonnesch ëm den Impakt vun dëser Direktiv op d'Bankgeheimnis gefaart. Dat war deemools den Haaptpilier vun där nach jonker Finanzplaz. An den Här Werner, deen huet als Oppositiounssprecher notamment eng ganz Rei vu rechtleche Grënn ugefouert gehat, firwat sech deemools d'CSV dann enthalen huet.

Den Deputéierten Aloyse Bisdorff, deen huet dorops festgehalen: „Ech hunn nach ni erlieft, dass d'CSV sech enthält bei engem Gesetzesprojet, deen op enger Direktiv vun der EWG berout. D'liberal Partei...", sou de kommunisteschen Deputéierte weider, „...huet iwwerhaapt keng Stellung dozou geholl. Mir gesinn doran eng bestëmmt Schwankung,...", sou sot den Här Bisdorff, gell, „...e bestëmmte Malaise, ee Widdersproch, deen dora besteet, dass eis Regierung,...", vun deemools, „...där hir Finanze just op der Finanzplaz Lëtzebuerg opgebaut sinn, mat hirem wëllen Integratiounsbestriewen a Vereenheetlechung vum europäesche Finanzwiesen, grad an der Richtung leeft vun engem Ënnergruewe vun der Finanzplaz Lëtzebuerg." Sou sot deemools den Här Bisdorff.

Mä d'Zäiten, déi hu sech, mengen ech, Gott sei Dank...

(Interruption)

Hien ass fortgelaf! Well ech hat em et virdu gesot. Mä d'Zäiten, Här Bausch, déi hu sech, Gott sei Dank, geännert. An dat, mengen ech, ass u sech eng gutt Saach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déizäit hu se nach ganz aner Saachen an d'Rei gesat.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Jo! D'Direktiv 2011, déi schreift sech elo an an d'Stäerkung vun dem EU-Bannemaart. Ech mengen, dat ass och e Plus u Steiergerechtegkeet. Deen, dee Steieren ze bezuelen huet, dee muss dat dann och maachen. An Zäite vu Kris a Statsverschëldung mussen och aus allen Ecke Steierscholde festgestallt ginn, déi dem jeeweilege Stat dann zoustinn. Suen, déi op engem auslännesche Kont stinn, déi kënnen do keng Ausnahm och maachen!

Zum Schluss nach de politeschen Ursprong vun dëser Direktiv. Dee läit dann och beim G20-Sommet vu London vun 2009, deen eisem Land nawell muncht Kappzerbrieches deemools gemaach hat, well déi sougenannte Grouss - net onbedéngt ëmmer an der Taille -, déi haten de Steierparadäiser de Krich erkläert an dobäi d'OCDE souzesoen iwwer Nuecht gezwongen, eist Land op eng verruffe gro Lëscht ze setze vun deenen net onbedéngt Kooperatiounswëllegen.

Mä well mir eise gudde Ruff vun enger zolitter a seriöer Finanz- a Bankeplaz net wollten op d'Spill setzen, hu mir a Rekordtempo - villméi de Finanzminister - an eng 20 Duebelbesteierungsofkommessen ee Passus dragesat, dass am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzéiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen higedroen huet, dozou ugehalen ass, all méiglech Informatiounen iwwert dee betraffene Bankclient erauszeréckelen.

Dat hu mir deemools ënner engem gewëssene politeschen Drock gemaach, an dëse Gesetzesprojet schreift sech och an dee politesche Kontext an. Dat Gesetz, wat mir elo stëmmen, huet sécher, an dat soll ee kloer soen, en Impakt op verschidde Clienten op der Finanzplaz, besonnesch an dem Privat Banking. De Projet de loi, dee bedeit awer elo net d'Enn vun eiser Finanzplaz an och net vun dem Privatbankegeschäft.

D'Finanzplaz, déi huet schonns virun enger Zäit d'Zeeche vun der Zäit erkannt. D'Bankgeheimnis spillt sécherlech weiderhin eng wichteg Roll um Niveau vun dem Schutz vun der Privatsphär. D'Aktivitéite vun der Finanzplaz hänken awer net méi ausschliesslech vun dem Bankgeheimnis of. D'Finanzplaz vun haut, déi sicht virun allem gutt Clienten, déi hiert Verméige mat Kompetenz a Vertraulechkeet wëlle géréiert kréien, an dat mat där néideger Transparenz géintiwwer de Steierautoritéite vun hiren Heemechtslänner. Duerfir hu mir jo och virun zwee Méint hei an der Chamber de Gesetzesprojet iwwert déi sougenannten „Familyofficen" gestëmmt.

Här President, dat ware méi oder manner kuerz illustréiert de Kontext vun dësem Gesetzesprojet an och seng praktesch Implikatiounen. Ech verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

D'Finanzkommissioun, déi recommandéiert jiddefalls, dësen Text ze stëmmen, an ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung, Här Minister, vun der CSV-Fraktioun, an ech soen Iech an de Kolleege Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert kritt elo den Här Claude Meisch.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Gilles Roth als Rapporteur vun dësem Projet de loi villmools Merci soe fir seng detailléiert Presentatioun vun deemselwechten.

Hie selwer huet drop higewisen, datt mer hei e Schratt maachen an eng weider Richtung vun engem automateschen Informatiounsaustausch. En huet och nach eng Kéier drop higewisen, datt mer de Risiko lafen, datt mer duerch d'Hannerdier op eemol den automateschen Informatiounsaustausch kombinéiert tëscht dësem Gesetz an awer och Verhandlungen, déi nach um Lafe sinn, kréien. Dat weist eigentlech, op wat mer eis mussen astellen, wat fréier oder spéider kéint kommen.

Hie selwer huet awer och gesot, datt mer eng gewësse Kultur zu Lëtzebuerg hu vun der Confidentialitéit vu Finanzgeschäfter, eng Kultur, déi mer eis sécherlech och mussen erhalen, well se en Deel Identitéit vläicht vun dësem Land ass, en Deel net nëmme Geschäftsbasis - manner sécherlech wéi fréier -, mä en Deel awer och Image de marque vun der Finanzplaz, an datt dee Prozess, deen op der Finanzplaz schonn zënter Längerem amgaangen ass, dee vun der Politik mat begleet gëtt, heiansdo mat ugestiwwelt gëtt, a virun allem a ville Finanzinstituter awer jo scho seng Friichte gedroen huet, fir ewechzekomme vun enger Finanzplaz, déi ganz staark vum Bankgeheimnis ofhänkt, hin zu enger Finanzplaz, déi einfach gefrot gëtt, och international réputéiert ass wéinst der Qualitéit vun deene Servicer, déi hei ugebuede ginn, datt dee Prozess muss weidergoen.

An duerfir, jo, gëtt heimadder, mengen ech, d'Noutwendegkeet, fir dee Prozess weiderzeféieren a fir weider Schrëtt an d'Neiausriichtung vun eiser Finanzplaz kënnen ze maachen, gëtt déi nach eng Kéier ënnerstrach. Duerfir kann ech nëmmen deenen Opriff do zoustëmmen, datt Regierung a Finanzsecteur selwer musse weider an déi dote Richtung schaffen, fir prett ze sinn, wa mer dann awer eng Kéier de kompletten Informatiounsaustausch missten akzeptéieren, wou dat heiten, wéi gesot, just e Schrëtt an déi dote Richtung wäert sinn.

Mir als demokratesch Fraktioun wäerten dësem Projet de loi dann och eis Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här President, fir d'Eischt emol wëll ech och dem Här Roth Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport. Et ass esou, datt deen hei Gesetzesprojet, mir hunn dee witzegerweis nom Fiskalpakt hei an der Diskussioun, an et ass jo e bëssen och en Element vun engem Punkt, deen ech virdru beim Fiskalpakt diskutéiert hunn, nämlech datt et och muss drëms goen, an de Länner an an der Europäescher Unioun derfir ze suergen, datt d'Einnahmesäit klappt.

Hei geet et ëm Steierhannerzéiung. An all Euro, deen an iergendengem europäesche Land feelt bei Steieren, déi geschëllt sinn, well Steierhannerzéiung gemaach gëtt, dee feelt herno och, wann et drëms geet, Schoulen ze bauen, wann et drëms geet, Infrastrukturen ze bauen oder Sozialprogrammer ze finanzéieren. Dat ass eben d'Essenz vun der Diskussioun, déi mer och am Beräich vun de Steieren an Europa dee Moment hunn. An an deem Sënn ass natierlech dee Projet hei e wichtege Projet, well et e weidere Schratt ass, fir ebe Steierhannerzéiung, also geschëllte Steieren, fir datt dat ënnerbonne gëtt.

Ech muss allerdéngs soen, ech hat awer e bëssen e Schmunzele gehat, wéi ech dat hei gesinn hunn, wéi mer virginn, well mir setzen de Projet jo net, déi Direktiv jo net ganz ëm, mä mir maachen dat hei an zwou Etappen, well natierlech déi zweet Etapp den Échange automatique virgesäit.

Op där anerer Säit wësse mer och, datt hei e Passus drasteet am Text, deen ebe seet, wa mer mat engem Drëttland Klauselen oder e Vertrag ofschléisse mat Regelen, déi méi wäit ginn, wéi déi, wat hei drasteet, da mussen déi och applizéiert ginn.

Bon, den Här Meisch seet, d'Bankgeheimnis kënnt an d'Diskussioun respektiv den Échange automatique kënnt an d'Diskussioun mat grousser Wahrscheinlechkeet duerch d'FATCA-Ofkommes, wat mer mat de Vereenegte State wäerten diskutéieren, an e seet, duerfir ass d'Méiglechkeet ginn, datt domadder den Échange automatique wäert kommen. Mir behaapten, datt net d'Méiglechkeet wäert gi sinn, mä datt se wäert kommen!

Den Échange automatique, wien nach dru gleeft, datt mer dee kënne retten, laangfristeg, do soen ech Iech, dee gleeft un de Kleeschen! Da kuckt Iech emol un, wat an der Schwäiz geschitt ass a wéi d'Schwäiz huet misse par rapport zu de Vereenegte Staten noginn, a kuckt Iech och emol déi Diskussiounen un, déi de Moment lafen am Kader vum G20. Do si jo nach aner Aspekter vu Betribsbesteierung, déi matkommen, vu Gesellschaftbesteierung, déi mat draspillen. Dann ass et relativ kloer, wann een dann nach ënnert dem Strëch den Drock kuckt, deen an deene meeschte Länner op der Welt besteet duerch d'Kris, an där mer dra sinn, an d'Verschëldung, déi et op där anerer Säit gëtt, ech menge wéi gesot, da muss ee just nach un de Kleesche gleewen, fir ze mengen, et kéinten net nach méi streng Regelen nokommen.

Duerfir menge mir eben, datt et wichteg wär a wichteg ass, datt een de Moment och - soit, datt ee vläicht hei nach e bëssen erëm Zäit fënnt -, mä datt een awer d'Finanzplaz drop astellt an hëlleft drop anzestellen, datt deen Ament wäert kommen, an datt mer net weider hauséiere gi mat enger Illusioun, déi mat der Realitéit, déi mat Sécherheet wäert op eis duerkommen, (veuillez lire: näischt ze dinn huet).

Mä dat gesot, Här President, kënne mir dësem Gesetzestext natierlech nëmmen zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hu mat dësem Gesetzesprojet e wichtege Projet virleien, well en dem Secret bancaire, wat déi steierlech Saachen ugeet, nun definitiv en Enn setzt. An dat gëtt nach méi kloer 2015, wa mer den Text, d'Direktiv an der zweeter Etapp ëmsetzen. Mä elo scho muss ee festhalen, datt mer den total..., also alles, wat de Secret fiscal ugeet, wat d'Amerikaner ugeet, datt mer dat schonn opginn hunn. De FATCA-Accord ass vu Lëtzebuerg guttgeheescht ginn an en ass hei scho bei de Lëtzebuerger Banken applicabel.

Dat heescht datt, wann en Amerikaner hei Avoiren huet oder Virementen iwwer säi Kont ginn, da mussen 30% vun där Zomm zréckbehale ginn, et sief dann, datt den Amerikaner kann noweisen, datt en eng Steiererklärung an Amerika ofginn huet. An dat gëtt elo scho vun de Banken hei zu Lëtzebuerg applizéiert. Souguer bei deenen, déi duebel Nationalitéiten hunn, gesäit een, wéi dat an der Praxis elo scho geet.

Et ass also ganz wichteg, datt mer d'Banken, mä och d'Clienten doriwwer informéieren, wat elo hei soll geschéien. Mä nach gëtt et verschidde Saachen, déi relativ onkloer sinn. Dat eent ass zum Beispill - ech ginn nuren e puer Beispiller un -, datt e Sportler oder e Sänger, deen hei zu Lëtzebuerg optrëtt an deen e Concert hei ofhält oder soss eng sportlech Manifestatioun, do muss den Organisateur 10% vum Revenu zréckhalen. An anscheinend elo vum 1. Januar 2013 u soll dat dann automatesch am Pays de résidence matgedeelt ginn, wat déi Persoun do verdéngt huet.

Do ass et awer ënnerschiddlech, ob et elo e Sportler ass oder soss eng Persoun aus dem Milieu artistique, mä wann et e Politiker ass, deen aus dem Ausland heihinnerkënnt a fir eng Konferenz 10.000 oder 20.000 Euro kritt, da gëtt dat net mat 10% zréckbehalen an et gëtt net am Ausland matgedeelt. An ech mengen, do musse mer op verschidde Plazen awer méi Kloerheet hunn, ob déi Retenue à la source da generell ass an ob dat automatesch an all Kéiers dem Herkunftsland soll matgedeelt ginn.

Déi zweet Saach, déi ech bedaueren, dat ass, datt mer net eng Iddi iwwerholl hunn, déi am däitsche Steierrecht besteet. Dat ass, datt, wann eng Enquête administrative leeft wéinst Steierfroen aus dem Inland oder aus dem Ausland, datt dann awer déi Persoun, déi viséiert ass, doriwwer muss informéiert ginn an da kann iwwert d'Référésgeriicht intervenéieren a kucken, wat da genau lass ass.

Dat ass eng Méiglechkeet, wou ech frou wier, wann d'Regierung déi géif envisagéieren, fir an engem nächste Gesetz virzegesinn. An ech wëll drop hiweisen, datt och d'Lëtzebuerger Bankenassociatioun an deem Sënn intervenéiert ass.

Et sinn nach eng etlech Saachen, déi an dësem Text relativ onkloer sinn. Well iwwerall a verschiddene Gesetzestexter steet: „L'administration fiscale peut intervenir", duerfir géif ech wënschen, datt d'Steieradministratioun eng Circulaire d'application vun dësem Gesetz géif erausginn, fir datt ee méi sécher ass, wéi se dëst oder dat interpretéiert, an datt et net à la tête du client geet oder wéi just e Fonctionnaire aus der Administratioun dat just deen Ablack gesäit.

Dat ass dat, wat ee muss um steierleche Plang als Rechtssécherheet virgesinn. Mä soss, mengen ech, geet de Projet de loi awer an d'Rei.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech géif alle Kolleegen a besonnesch och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roth, Merci soe fir säi Rapport, an och deenen, déi heizou geschwat hunn, well dëse Gesetzesprojet en fait renforcéiert d'Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen, wat näischt Anormales ass an enger Welt, déi vill, déi enk zesummenhänkt. An engem Deel vun der Welt, deen zesummeschafft - mir hunn doriwwer beim Fiskalpakt geschwat, mir schwätzen hei driwwer -, ass et och net anormal, datt ee Weeër sicht, wéi déi Informatioune kënne richteg échangéiert ginn.

Ech deelen awer och d'Aschätzung, déi notamment den Här Meisch hei gemaach huet, datt mer hei an engem Prozess sinn. E Prozess, deen en fait ugefaangen huet, géif ech soen, besonnesch am Beräich vun dem Informatiounsaustausch bei de Bankdonnéeën - wat hei net an dësem Traité, an dësem Gesetz direkt concernéiert ass, mä wat awer dozou spillt -, 2003, wou mer am Fong an Europa den Informatiounsaustausch, den automateschen, agefouert hunn. An zwee Länner kruten eng Ausnahm, nämlech Lëtzebuerg an Éisträich.

2009, rappeléieren ech, hu mer den Informatiounsaustausch op Ufro gemaach an deem Kontext, dee virdru vum Här Roth beschriwwe ginn ass: G20, OCDE. Elo kommen nei Elementer derbäi, déi een net onbedéngt 2003 konnt virausgesinn, mä déi awer och Deel si vun enger Evolutioun.

Dat eent, dat sinn effektiv d'Accordë mat Amerika. An do muss e Land sech froen: Wëlle mer mat där gréisster Ekonomie vun der Welt Relation-économiquen hunn oder net? Ech mengen, mir brauchen déi, notamment eis Fongenindustrie, well an der Fongenindustrie si ganz vill Avoiren, déi aus Amerika kommen oder déi an Amerika investéiert ginn. Et ass also eng Fro vun ekonomeschem Wëllen, ob mer dat mat Amerika maachen oder net. An eis Aschätzung ass, well dat esou eng wichteg Ekonomie ass, datt mir wëlle mat Amerika dat maachen. An duerfir féiere mer déi Verhandlungen.

Déi aner Dimensioun, déi een net dierf vergiessen, ass, datt dee Modell, deen ee Moment..., deen eis Preferenz huet, vun der Quellesteier, datt deen och an der Relatioun tëschent Däitschland an der Schwäiz an engem Vertrag festgeschriwwe ginn ass, datt dee Vertrag awer am däitsche Parlament bei der däitscher Oppositioun, déi awer noutwendeg war am parlamentaresche System vun Däitschland, fir zouzestëmmen, net duerchgaangen ass. An doduerch stellt sech d'Fro, wéi deen Dossier generell an Europa an am Kontext vun Amerika evoluéiert.

Et ass richteg, well dat hunn ech viru Jore scho gesot, datt mir mussen eng Finanzplaz hunn, wou d'Clientë komme wéinst der internationaler Dimensioun, wéinst de Produkter, déi hei méi sophistiquéiert sinn a méi international ausgeriicht sinn, wéi op villen anere Plazen.

Ech erënneren u Strukture wéi spezialiséiert Investmentfongen, wéi d'Sociétés de patrimoine familial an aner Strukturen, och e Gesetz iwwert d'Fondation patrimoniale, wat ech an deenen nächste Woche wëll an de Regierungsrot erabréngen, fir sécherzestellen, datt mer vill Instrumenter hunn, déi Leit op Lëtzebuerg unzéien, fir do an engem legalen a steier-éierleche Kader hir Bankgeschäfter ze maachen.

Ech begréissen och ausdrécklech, datt de Bankesecteur selwer an enger fundamentaler Restrukturatioun ass zënter Joren. De Bankesecteur huet viru Méint eng Charta virgestallt fir verschidde Regelen, déi dozou féieren, fir ethesch ze handelen a fir steieréierlech Clienten ze hunn, datt se selwer sech beweegt hunn, fir esou eng Charta op de Wee ze ginn, eng sougenannt „ICMA Charter" mat internationale Standarden.

An d'CSSF huet och eng Circulaire erausginn, wou se de Banke recommandéiert, där Charta bäizetrieden. Do leeft also ganz villes. An déi Clienten, déi haut op Lëtzebuerg kommen, kommen aus anere Grënn op Lëtzebuerg vläicht wéi déi, déi virun 30 Joer komm sinn.

An deem Sënn ass dëst eng Evolutioun, déi net duerch dëse Vertrag, duerch dëst Gesetz, wat eng Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, ännert. Den Här Roth huet op d'„clause de la nation la plus favorisée" higewisen, déi net automatesch spillt am Fall vun Amerika, mä déi kéint spillen. An duerfir, mengen ech, ass et en Débat, dee mer musse weider enk suivéieren.

Eng Ëmstellung vun der Bankeplaz ass noutwendeg. A mir musse kucken, och en tenant compte vun de soziale Gegebenheeten op der Finanzplaz, vun den Aarbechtsplazen, wéi vill a wéi schnell mer Ännerunge kënne maachen.

Dee leschte Saz ass vläicht deen an dësem Kontext, fir ze soen - an dat ass eng generell Fro, déi mer eis musse stellen, och an der Regierung: Waart een, an eppes gedréckt ze ginn, oder gestalt ee selwer d'Zukunft? An dëst ass en Thema, wou mer mussen all zesumme mat eis nach eng Kéier kucken, och an enger internationaler Finanzplaz ass net nëmmen d'Fro: Wat fir e Modell fanne mir besser? Mä: Wat fir e Modell kréie mer am beschte verkaaft, fir neie Wuesstum ze schafen, notamment mat Clienten, déi vu méi wäit kommen, wéi aus den dräi Nopeschlänner?

An do kommen nei Clienten, notamment aus Asien, aus dem Mëttleren Orient, wou déi Froen eng aner Dimensioun hunn, wéi dat an der Vergaangenheet mat de Clienten aus den dräi Nopeschlänner de Fall war.

An dësem evolutive Prozess hoffen ech, datt ech kann op Gespréicher mat der Chamber zielen. An duerfir wëll ech och, och opgrond vun där Diskussioun, déi mer virdrun haten... D'Regierung ass net méi wéi Demandeur, fir an der Chamberskommissioun och an der Élaboratioun vun de Verträg mat der Chamber ze diskutéieren. Meng Offer steet also, fir och iwwer FATCA, d'Fiscalité de l'épargne, weider Kooperatioun tëschent de Steierverwaltunge mat der Finanz- a Budgetskommissioun vun der Chamber an deenen nächste Wochen a Méint Gespréicher ze féieren.

Fir de Rescht soen ech Merci, datt hei eng breet Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet schéngt ze bestoen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Finanzminister.

Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6455 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6455 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6470, eng Direktiv iwwert d'TVA. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

4. 6470 - Projet de loi
- portant transposition
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6470 gesäit d'Transpositioun vun zwou europäeschen Direktiven an eis national Gesetzgebung vir.

Et handelt sech engersäits ëm den Artikel 4 vun der Direktiv aus dem Joer 2008 iwwert den Uert oder besser gesot d'Land, wou eng Déngschtleeschtung no den TVA-Bestëmmunge stattfënnt a wou mathin dann och d'TVA ze bezuelen ass, an anerersäits ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv aus dem Joer 2010 iwwer gemeinsam Regelen an der Europäescher Unioun, wat d'Ausstelle vu Rechnungen am intercommunautairë Wueren- an Déngschtleeschtungsverkéier betrëfft.

Mat der Ëmsetzung vun der leschter Direktiv hunn d'Auteure vum Projet profitéiert, fir d'Dispositiounen iwwert d'Facturatioun, déi an eiser TVA-Gesetzgebung op verschidde Plazen traitéiert ginn, fir déi an enger eenzeger Sektioun ze regruppéieren, fir esou eng besser Iwwersiicht iwwert dës Matière ze schafen an d'Géigeniwwerstellung vun eisem Gesetz mat den europäeschen Direktive méi einfach ze gestalten.

Den Artikel I vum Projet bestëmmt d'Plaz oder an anere Wierder d'Land, wou déi laangfristeg Locatioun vun Transportmëttelen u Persounen, déi net der TVA ënnerworf sinn, dat heescht un d'Ennkonsumenten, stattfënnt a wou déi Déngschtleeschtungen do der TVA ënnerworf musse ginn.

Bis elo war dat dat Land, wou den Déngschtleeschtungsbetrib etabléiert war. An Zukunft soll et awer dat Land sinn, wou de Konsument säi Wunnsëtz huet oder säi gewéinlechen Openthaltsuert. Eng Derogatioun gesäit d'Direktiv fir d'Locatioun vu laanger Dauer vu Vergnügungsschëffer un Ennkonsumente vir. Dës Locatioune fannen do statt, wou se dem Konsument zur Verfügung gestallt ginn, ënnert der Konditioun, datt dat och den Uert oder d'Land ass, wou den Déngschtleeschtungsbetrib seng Aktivitéiten ausübt.

Här President, et ass dëst eng vun de leschten Dispositioune vun der sougenannter Direktiv „Paquet TVA" aus dem Joer 2008, déi mer an eis Gesetzgebung ëmsetze mussen, eng Ëmsetzung, déi keng allze grouss Répercussiounen op eis TVA-Recettë wäert hunn.

D'Transpositioun vun der leschter Dispositioun vun där Direktiv wäerte mer spéitstens an zwee Joer hei diskutéieren. Et ass dat d'TVA-Dispositioun iwwert d'Bestëmmung vun deem Land, wou d'TVA vun de Liwwerungen aus dem Beräich vun dem elektronesche Commerce un d'Ennkonsumenten erhuewe soll ginn. Dës Dispositioun wäert eis méi interesséieren a beréieren, well den Handel an deem Beräich eis haut ëmmerhin eng 700 Milliounen Euro un TVA-Recetten an d'Statskeess brëngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel II vun dem Projet gesäit d'Transpositioun vun der Direktiv 2010/45/UE vir. Dës Direktiv soll kloer Regelen iwwert d'Ausstelle vun de Rechnungen an d'Akloe vun der TVA op den tëschecommunautairë Liwwerungen an Acquisitioune vu Gidder an Déngschtleeschtunge festleeën.

D'Direktiv huet besonnesch als Zil, éischtens, d'Informatiounen, déi op enger Rechnung musse stoen, ze harmoniséieren an ze vereinfachen; zweetens, kloer festzeleeën, wat fir engem Land seng Regelen iwwert d'Facturatioun sech applizéieren; drëttens, den Ënnerscheed tëschent der materieller Rechnung, dat heescht, der traditioneller Rechnung op Pabeier, an der elektronescher Rechnung ofzeschafen, a véiertens, d'Regelen iwwert d'Akloe vun der TVA op tëschecommunautairë Liwwerunge kloerzestellen an ze harmoniséieren, fir den Austausch vun Informatiounen tëschent de Länner ze beschleunegen a soumat méi effikass géint de Bedruch am Beräich vun der TVA virzegoen.

Donieft mécht d'Direktiv de Memberlänner d'Méiglechkeet, fir hire Kleng- a Mëttelbetriber e Système de comptabilité de caisse unzebidden, méi attraktiv duerch nei Regelen, wat d'Déduction vun der Virsteier ubelaangt. Déi Betriber, déi esou e System wielen, hunn d'Recht, déi fälleg TVA eréischt dann ze bezuelen, wa se hir Rechnung och vum Client bezuelt kréien. Well dee System deene Kleng- a Mëttelbetriber entgéintkomme soll, däerfen déi Betriber, déi sech fir dee System entscheeden, keen Ëmsaz vu méi wéi 500.000 Euro d'Joer opweisen.

Den Artikel III gesäit Iwwergangsmoossname fir déi Betriber vir, déi sech ebe fir de Système de comptabilité de caisse entscheet hunn. Den Artikel IV gesäit vir, datt dëst Gesetz vum 1. Januar vun dësem Joer a Kraaft triede soll.

D'Beruffschamberen an de Conseil d'État hunn en Avis favorable zum Projet ginn. De Conseil d'État huet eng Rei Textëmännerunge proposéiert, deenen d'Kommissioun wäitgehendst entgéintkomme konnt.

Opgrond vun den Avisë vun de Chamberen a vun dem TVA (veuillez lire: Conseil d'État) huet d'Kommissioun dräi Amendementer zum Projet proposéiert, déi och am Avis complémentaire vum Statsrot guttgeheescht goufen.

D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport an der Sitzung vum 19. Februar unanime approuvéiert a schléit dem Plenum vir, den Text esou, wéi en am Rapport hei unhänkt, ze stëmmen.

Ech brëngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Ech mengen, dat war méi wéi komplett. Mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6470 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6470 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dee leschte Punkt fir haut de Mëtteg ass eng Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert den Tiefkühlieswuereskandal. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Etgen, Negri, Gibéryen an Urbany.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'industriell Liewensmëttelbranche ass ëm e weidere Skandal méi räich ginn. Queesch duerch ganz Europa gouf Päerdsfleesch an enger Rëtsch vu Färdegprodukter fonnt, wou keen esou e Päerdsfleesch hätt dierfen dra sinn. Säit de Skandal an England opgedeckt gouf, kommen all Dag nei Produkter derbäi, déi falsch deklaréiert Inhaltstoffer enthalen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Anstatt puert Rëndfleesch ass systematesch an deelweis souguer haaptsächlech Päerdsfleesch verwannt ginn. Lasagne, Penne, Ravioli, Tortellini, net nëmme vun No-Name-Firmaen, mä och vu ganz bekannte Marken - Findus oder Buitoni, eng Mark, déi vun Nestlé verdriwwe gëtt - sinn dovu betraff. Nudelzorten, Bologneeszooss an och souguer den „Köttbullar" vun IKEA si belaascht ginn duerch net deklaréiert Päerdsfleesch.

Dëst si keng Kavaléiersdelikter méi, mä regelrecht mafiéis Virgäng, déi sech do ofspillen. Hei steet d'Gewënnmaximéierung ganz kloer am Vierdergrond an et gëtt bewosst op d'Täuschung vum Konsument gesat. Dëst léisst sech net duerch léif gemengte Rotschléi aus der Welt schafen, wéi: Et soll ee regional kafen oder selwer kachen. D'Verharmlosung ënnerstëtzt dës…

Une voix.- Sidd Dir do dergéint?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …illegal Praxis vun Etiketteschwindel an der Täuschung vun dem Verbraucher.

(Interruption)

Ganz kloer, esou kriminell Machenschafte gehéiere bestrooft. D'Upassung vun den europäesche Reglementer iwwert d'Traçabilitéit,

den Étiquetage, d'Kontrollen an och d'Héicht vun de Sanktiounen - an dat ass ee vun de sprangende Punkten -, d'Héicht vun de Sanktiounen ass onëmgänglech.

Dëse Skandal weist, dass d'industriell Liewensmëttelbranche sech ähnlech wéi d'Finanzwelt verselbststännegt huet. Et huet eng physesch Entkoppelung vun de Liewensmëttel an de finanztechneschen Ofwécklunge stattfonnt. Duerfir sinn d'Kontroll an d'Réckverfolgung vun den Inhaltstoffer ëmmer méi schwéier. D'Illustratioun vun dësem „Pferdekarussell", wéi d'Magazin „Spiegel" a senger viregter Ausgab treffend geschriwwen huet, ass méi wéi bezeechnend. An d'Firma Tavola, mat Sëtz zu Capellen, steet do um Enn vun der Produktiounskette vun dësen déifgefruerene Produkter.

De Konsument muss sech kënnen zu honnert Prozent op d'Etikette verloossen. Och wann an dësem Fall - bis elo emol nach net - keng sanitär Konsequenzen ze befierchte sinn, sou weist dëse Skandal op en Neits d'Schwaachstelle vun de Liewensmëttelkontrollen, souwuel an der EU wéi och hei zu Lëtzebuerg, op.

Et stelle sech also zwee Niveaue fir Lëtzebuerg, engersäits den europäeschen an zweetens de Lëtzebuerger, nämlech bei der Ëmsetzung vun den EU-Reglementer an -Direktiven, der Upassung vun de Liewensmëttelkontrollgesetzer an der Kontroll vun der Anhalung vun dëse Gesetzer um Terrain.

Duerfir stelle sech déi gréng eng ganz Rëtsch vu Froen, an ech hunn och déi Froen zesummegeschriwwen, déi ech lech gären herno wéilt iwwerreechen, well et sinn der eng Abberzuel. An ech wëll se awer eenzel opzielen an derbäi och eis Meenung dozou deels soen.

Fir d'Éischt wëlle mer wëssen natierlech, wéi wäit dee Skandal hei a Lëtzebuerg dann och nach weider…, oder wéi wäit Lëtzebuerg dermat betraff ass. Gëtt et aner Firmae wéi just Tavola? Wéi vill Produite sinn dann elo effektiv och betraff hei am Land? Et héiert ee vun enger ganzer Rei vu Produkter.

An dann nach eppes, wat e bësse stéiert, wat och an der Press ze liesen ass: Firwat huelen d'Ministèren an eisen Nopeschlänner alleguerten zousätzlech Mesuren a lancéieren Aktiounspläng, währenddeem hei zu Lëtzebuerg net direkt eppes geschitt an näischt ze héieren ass?

Ass da bei eis alles an der Rei? Schliesslech war Lëtzebuerg jo zimlech fréi als Ursprongsland vun der Lasagne identifizéiert ginn. Si bei eis keng zousätzlech oder méi streng Kontrollen, méi streng Normen a méi streng Sanktiounen néideg?

Et gouf vun lech, Här Gesondheetsminister, och gesot oder behaapt, d'Firma Tavola, dass dat eng vun de meeschtkontrolléierte Firmaen ass. D'Fro stellt sech: Wéi oft gëtt dann hei a Lëtzebuerg pro Joer esou eng Firma kontrolléiert? Wéi eng Échantillone ginn ënnersicht, fir och ze wësse vis-à-vis vum Client, wat alles do kontrolléiert gëtt? Wéi eng Aarbechtsschrëtt ginn zousätzlech do kontrolléiert? A fir d'Kontroll an de Kontext vun dësem Skandal ze setzen: ob déi Fleeschprodukter, esou wéi se hei ugeliwwert ginn, och entspriechend da kontrolléiert ginn.

Wéi vill Liewensmëttelproduktiounsbetriber sinn dann nach am Fall, oder gi mer hei dovun aus, dass just Tavola hei eng betraffe Firma duerstellt? Ginn déi all regelméisseg kontrolléiert? Vu dass d'Tavola laut Iech jo mat am meeschte kontrolléiert gëtt, wéi vill méi niddreg ass dann d'Kontrollfrequenz bei deenen anere Firmaen?

An dann hu mer jo och eng Abberzuel vu Kontrollorganer. Wéi ee Kontrollorgan mécht da schlussendlech d'Kontroll um Terrain? Ass et de Service vun der Sécurité alimentaire? Sinn et d'Veterinären? Oder ass et den Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire? Wéi oft gi si mat op den Terrain, fir dat ze maachen?

Hu mer dann och iwwerhaapt déi néideg Leit an och Moyenen, fir déi Kontrollen um Terrain duerchzezéien? Och do héiert een an de Kulissen, dass dat am Endeffekt net de Fall ass. E weidere Fall ass, wa mer da kontrolléieren a wëllen testen, hu mer d'Moyenen, fir déi Tester hei a Lëtzebuerg duerchzeféieren? Wa jo, wou a wéi?

Mir gesinn nieft dem ugangs erwähnte feelenden Aktiounsplang nach eng weider flagrant Diskrepanz par rapport zu eisen Nopeschlänner: Iwwerall goufe séier zousätzlech Analysen, speziell och DNA-Analysen, duerchgefouert an eng Rëtsch Produiten doduerch aus dem Handel geholl, ausser - wann ech den Aussoe vun der Veterinärinspektioun gleewen -, ausser hei zu Lëtzebuerg. Da kann een da froen: Firwat goufe keng esou Genanalysen duerchgefouert? A wann der elo duerchgefouert ginn, wou sinn d'Resultater a wie mécht dann déi um Terrain?

Firwat ginn an deenen eenzelne Firmaen, well dat och am Ausland de Fall ass..., an deene grousse Firmaen an Däitschland goufen eegestänneg Kontrollen duerchgefouert, ginn och bei Tavola ähnlech Kontrollen duerchgefouert?

Dann, wa festgestallt gouf, ob eng Kontroll…, ob e Produit da mat iergendengem oder fälschlech verseuchte Produit bäigemëscht gouf, do gëtt et och Grenzwäerter: Wéi ass de Grenzwäert hei a Lëtzebuerg? Gëtt et e Grenzwäert 0%? Gëtt et en 0,5%, oder wéi an Däitschland, wou se 1% net deklaréierten Undeel kënnen erlaben?

Dann huet sech an der leschter Zäit eng Firma oder en Institut ganz staark gemaach, dee mëttlerweil Tester ka virweisen. Dat ass den Fraunhofer-Institut für Molekularbiologie und Angewandte Oekologie, déi et fäerdegbréngen, net nëmmen eng Déierenzort oder eng Fleeschzort ze identifizéiere bei enger Kontroll, mä déi maachen et méiglech, dass gläichzäiteg bis zu 50 Déierekontrolle kënnen duerchgefouert ginn. Si mir à même, déi Kontrolle kënnen ze iwwerhuelen?

De Gesondheetsminister sot och, engersäits selwer kachen - do hutt Der scho virdru kuerz drop reagéiert -, an den Här Schneider sot, mir sollte regional kafen. Ech denken,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Jo.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …Dir hutt direkt en Alliéierten un eis, fir déi regional Produite kënnen ze maachen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Voilà! Voilà!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …mä kommt, mir sinn awer net naiv. Mir wësse ganz genau, dass mer all eis Liewensmëttel…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Richteg!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …hei a Lëtzebuerg guer net kënne liwweren, insbesondere am Geméis. Ech mengen, do ass et jo defizitär sonnergläichen! Knapps 2% produzéiere mer selwer hei a Lëtzebuerg vun deem, wat mer verbrauchen. Ech mengen, a verschidden anere Produite si mer Exporteur, mä am groussen Deel kënne mer net eleng op déi regional Produiten zréckgräifen, also si mer gezwongen, op e System zréckzegräifen, dass mer awer vis-à-vis vum Konsument dat néidegt Vertraue kënnen opbauen. Also ass Kontroll gutt.

Och datselwecht: kachen. Ech mengen, Dir kacht gären, ech kache gären, awer eleng och do, mengen ech, si mer mëttlerweil als Gesellschaft op ville Punkten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Et hëlleft awer e bëssen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et hëlleft villes! Mä Dir wësst ganz kloer, dass der ganz vill musse mëttes zréckgräife vläicht op Fäerdegprodukter, an da muss och dee Moment d'Garantie gi sinn, dass déi néideg Produiten och zréckzefanne sinn am Produit,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Richteg! Richteg!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …an da musse mer och déi néideg Kontrolle maachen.

An dat geet just iwwer verstäerkte Kontrollen aus eisen Déngen, an net just Selbstkontroll. Och dat huet sech erëm erwisen, dass d'Vertraue vun der Politik a ville Beräicher, dass d'Firmaen hir Selbstkontroll solle maachen, seng Grenzen huet. Mir gesinn dat am Beispill vun der FEDIL, zum Beispill beim CO_2. Och do hu mer erausfonnt, dass dat net dee richtege Wee ass.

Also, mir brauchen onofhängeg staatlech Kontroll, an da mat passenden, ofschreckende Sanktiounen! Wann nämlech d'Gewënnmaximéierung vill méi, eng dausendfach méi héich ass wéi d'Kontroll oder d'Strof, déi bei engem Vergehen do ass, kréie mer net dat néidegt Resultat um Terrain.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Da musse mer awer och erwähnen, dass d'Kontroll vun de Liewensmëttel jo nach ëmmer op engem Gesetz berout aus dem leschte Jorhonnert, vun 1953. Dat ass eng Zäitchen hier. Dat war souguer virum Réimesche Vertrag. Mëttlerweil huet sech an der Europäescher Unioun ganz vill gedoen. An och do verlaange mer eng Upassung vun den néidege Gesetzgebungen.

Da bleift awer och d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 1169/2011.

(Interruption)

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll nämlech duerno eng Motioun déposéieren, wou ech op all déi Punkten zréckkommen, déi ech hei an der Ried erwähnt hunn, sou dass ech och den Dépôt dann duerno vun der Motioun maachen. Ech erlabe mer dann, zwou Minutten dovunner ze huelen.

Ech kommen nach eng Kéier just op dat Reglement. Dat Reglement, dat muss onbedéngt ëmgesat ginn. Dat ass, wéi gesot, d'Reglement 1169/2011 iwwert d'Informatiounsflicht fir de Konsument am Beräich vun de Liewensmëttel. Wann et eréischt sollt Enn 2014 ëmgesat ginn, géif ech mengen, dass mer dat sollte virzéien.

Dann zum Schluss ee vun de wichtegste Punkten awer vun eis, een, vun deem mir erkannt hunn, dass et dee gréisste Problem hei zu Lëtzebuerg ass: dass mer keng ganz kloer Prioritéit bezüglech dem Konsumenteschutz hunn.

De Moment sëtze mer elo (veuillez lire: zu dräi do): Dir sëtzt zu zwee Ministeren, zwee Ministèren, en drëtten, dee gradesou en cause ass, vläicht net souguer dee wichtegsten, nämlech dee vum Handelsministère, also vun der Ekonomie. Mir hunn also op ville Schëlleren e Konsumenteschutz. Dee muss regruppéiert ginn. Dat ass eiser Meenung no just do déi eenzeg Äntwert drop, dass mer endlech op de Wee gi vun engem Lëtzebuerger Verbraucherschutzministère, wou mer sämtlech Kompetenzen, sämtlech Iwwerpréiwungen, sämtlech Organer zesumme regruppéieren.

An dat wär d'Top-Prioritéit. Net fir déi nächst Regierung, mä dat ass an eisen Aen schonn déi wichtegst Prioritéit. Well dat ass d'Konsequenz aus dësem Skandal, nämlech hinzeschaffen net nëmmen op eng Opstockung vun de Gesetzméissegkeeten (veuillez lire: gesetzleche Méiglechkeeten), mä d'Ëmsetzung um Terrain schéngt fir eis dat wichtegst Uleies ze sinn!

Wéi gesot, ech wëll dann eng Motioun déposéieren, wou mer op déi eenzel Punkten nach eng Kéier drop zréckkomm sinn, insbesondere wat d'Zesummeschloe vun de Kompetenzen an ee Ministère ubelaangt respektiv d'Verstäerkung an d'Ëmsetzung vun den néidege Reglementer a Gesetzer, déi de Moment en vigueur sinn. An ech erlabe mer dann och, Iech dee Froekatalog vun deene sëlleche Froen, déi mer eis gestallt hunn, ze iwwerreechen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la répartition des responsabilités actuelles en matière de contrôles alimentaire et sanitaire sur plusieurs ministères et organismes, qui ont parfois des objectifs différents;

- vu la globalisation et la complexité croissante du commerce agroalimentaire de même que les difficultés des autorités publiques pour mettre en place une structure de contrôle efficace sur le terrain;

- considérant que le catalogue actuel des sanctions en cas de fraudes dans le domaine alimentaire est partiellement flou et insuffisamment dissuasif;

- considérant que le règlement européen n°1169/2011 sur l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires ne va élargir qu'à partir de décembre 2014 l'étiquetage des aliments au-delà des viandes bovines, poissons, fruits, légumes, œufs, miel et huile d'olive actuels;

- rappelant que ce règlement étendra les règles d'étiquetage à la viande fraîche de porc, de mouton, d'agneau, de chèvre et de volaille, tandis que ces viandes utilisées comme ingrédients dans d'autres produits échapperont aux nouvelles règles;

demande au Gouvernement

1) de regrouper tous les services en charge de la sécurité alimentaire et de la protection des consommateurs sous la tutelle d'un seul ministère, voire de créer à cette fin un nouveau Ministère de la Protection des consommateurs;

2) de mettre en œuvre dès à présent une réforme des sanctions applicables en matière de fraude afin d'aboutir à un catalogue complet, graduel et dissuasif;

3) de renforcer aussi bien les ressources humaines des services de contrôle sanitaire et alimentaire que les capacités d'analyses des laboratoires publics nationaux;

4) de faire pression au niveau européen afin d'aboutir le plus rapidement possible à un renforcement des règles d'étiquetage aussi bien pour les aliments frais que pour les ingrédients de produits composés ou transformés.

(s.) Henri Kox, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Mme le Président.- Merci dem Här Kox. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. An dëser neier traureger Episod vun enger endlos laanger Lëscht vu Liewensmëttelskandaler geet et, wa mer dat e bësse méi am Detail kucken, guer net ëm d'Päerdsfleesch selwer, mä et geet ëm deen dacks onduerchsiichtege Maart vun der Alimentatioun, ëm eng absolut Profitmaximiséierung an awer och ëm d'Iwwerliewensstriewe vun de Betriber um Marché, engem Marché, deen ëmmer méi haart gëtt a wou dann de bekannten „Konsumentenuschass", fir et emol esou ze soen, dobäi erauskënnt, un deemselwechten awer de Konsument och dacks net onschëlleg ass.

De Problem ass, wéi gesot, net d'Päerdsfleesch selwer. Ënnert deenen etlechen heibannen an och dobaussen, déi elo jäitzen, déi sech ugëeekelt spieren, sinn der awer och schonn eng etlech derbäi, déi e Päerdsbifdek mat Fritten an Zalot giess hunn. Dat ass jo net schlecht, wann een dat gären huet a wann een net grad Vegetarier ass. Et si jo net nëmme Vegetarier heibannen.

An dann: Firwat si mer all esou schockéiert, froen ech mech och an de leschten Deeg, bei engem Päerd? Well et esou schéin ass? Well mer drop reiden? Bei Kou, Hong, Schwäin oder Kanéngche wiere mer alleguerte sécherlech e bësse méi roueg. Et wier sécher keen esou e Gedäisch dobaussen, wa Pouletsfleesch an der Lasagne fonnt gi wier. Mä Kou, Hong, Schwäin oder Kanéngchen hunn ebe keng esou eng Lobby wéi d'Päerd, mä grad wéi dëst si se och net doutgeheemelt ginn, wa se da bis um Teller leien!

Mä de Problem, Dir Dammen an Dir Hären, ass e ganz aneren. Duerfir, kommt, mir halen op, just iwwert de Päerdsfleeschskandal ze schwätzen. Mir mussen och iwwer all déi aner Skandaler schwätzen, déi et an der Vergaangenheet gouf an déi et och an der Zukunft wäert ginn. Dovu sinn ech iwwerzeegt - leider!

Well bis elo hu mer jo näischt aus deene Geschichten do geléiert, an Dir wäert gesinn, esou wéi d'Vergaangenheet dat weist, dass déi Skandaliwwerschréften hei nach e puer Wochen an der Press sinn, an da gëtt sech ëm aner Sujete gekëmmert. Entre-temps si mer jo och scho bei den Eeër.

Hätte mer net scho missen no BSE léieren, no Gammelfleesch, Pestiziden um Uebst a Melamin an der Mëllech, no dem Dioxin-Skandal am Kalleffleesch, fir nëmmen dës ze nennen? Hu mer awer net! Firwat? Ma well et bëlleg muss sinn! Bëlleg, ëmmer erëm an ëmmer méi. Alles däerf eppes kaschten, do gëtt sech der Decken no gestreckt, just bei de Liewensmëttel net. Déi däerfen näischt kaschten. Dat huet sech an deene leschte Joren an eis Käpp agebrannt.

Wa soss de Poulet, eng Schwéngskotlett, e Bifdek oder e gutt Stéck Brot mat Respekt an net ze dacks opgedëscht gouf, mussen et haut all Dag Filetsstécker sinn, awer wann ech gelift aus der Promotioun! Dausend Gramm Lasagne fir 2,99 Euro, 500 Gramm Gehacktes fir 1,79 Euro, 150 Gramm gekachten Ham fir 1,49 Euro an dann och nach eng Dosen Eeër drop fir 99 Cent.

Hei misst et dach jiddwerengem aliichten, dass eppes net ka stëmmen. Mech perséinlech, Dir Dammen an Dir Hären, eekelt et, et eekelt mech, wa Fleesch an de Reklammebliedercher bradéiert gëtt!

Une voix.- Très bien!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Ass dat ethesch ze vertrieden? Egal wéi, d'Haaptsaach et gëtt kaaft!

An d'Politik, jo, d'Politik, Dir Dammen an Dir Hären, déi leeft dës Kéier wéi déi aner Kéieren och schonn erëm der Saach hannendrun. Haut maache mer en Zéng-Punkte-Plang fir eng besser Kontroll, eng Direktiv géint falschen Étiquetage, muer dëst an iwwermuer dat.

Net, dass Der mech falsch verstitt: Et ass enorm wichteg, dass reagéiert gëtt, mä et ass ëmmer en Hannendrulafen. De pervers haarden Drock vum Maart no ëmmer méi bëlleg, no forcément ëmmer méi Parts de marché mécht d'Dieren op fir ëmmer nei Gangstereien. Am Endeffekt sinn der krimineller Énergie keng Grenze gesat. Et ass e bësse wéi bei der Dopingbekämpfung am Sport, do si se och ëmmer hannendrun.

Dir Dammen an Dir Hären, et heescht, endlech de Konsument, an am beschte vu Klengem un, opzeklären an ze sensibiliséieren. Mir musse ganz sécher eng Traçabilitéit aféieren, déi sécher an novollzéibar ass, en Étiquetage maachen, deen net méi ka gefälscht ginn. Do ass sécher mat der Technik haut villes méiglech. Mä et heescht virun allem, an d'Käpp vun de Leit kréien, dass e Bifdek, een uerdentlechen, wou d'Béischt och zäit senges Liewens eppes vu senger Zäit hat, net fir näischt ze kréien ass.

Ech froen Iech: Musse mer eis Steaken aus Argentinien iessen, Pouleten aus China, Strauss aus Australien? Muss et Ham sinn, wou d'Schwäin, ier et geschluecht gëtt, Dausende vu Kilometeren duerch Europa gefouert gëtt, fir et da mat engem südeuropäesche Label hei an der Promotioun ze hunn?

Muss et, an da kommen ech zum Schluss och erëm bei eis Päerd, amerikanescht Päerdsfleesch sinn, geschluecht a Mexiko oder Kanada, dat via d'Belsch an Holland op den europäesche Marché kënnt? 25.000 Tonnen am Joer 2011!

Mir mussen eise Kanner, Dir Dammen an Dir Hären, bäibréngen, dass dat, wat an der Barquette dran ass, emol eng Kéier e liewegt Stéck Véi war an dass mer eis solle bewosst sinn, dass et dat net zum „Geiz ist geil"-Tarif ka ginn.

Mir schëdde jo gären deieren Uelech an eis schéin Autoen, da kommt, mer stiechen och héichwäerteg Wuer, am beschten aus eise Géigenden, an eis eran. Dat misst eis jo op d'mannst esou vill wäert si wéi de Vehikel an der Garage.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Eischen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, de Skandal mam Päerdsfleesch huet breet Kreesser gezunn. Den eigentleche Skandal ass awer, datt de Konsument sech net op d'Liewensmëttelindustrie verloosse kann.

Den Etiketteschwindel, deen éischter duerch Zoufall opgefall ass, weist eis, wéi mat eis als Konsument gespillt gëtt. D'Leit hunn d'Kontroll iwwer hiert lesse verluer. Et weess een net méi, wat een ësst. A jiddweree weess, deen nächste Skandal kënnt bestëmmt. Mä mat all Skandal kréien d'Fraudeuren d'Liewe méi schwéier gemaach, wann nei Kontrollen a besser Kontrolle geschafe ginn.

Haaptfuerderung muss awer eng obligatoresch Herkunftskennzeechnung fir all Veraarbechtungsprodukter sinn. Bei Fäerdegprodukter muss dat dra sinn, wat dropsteet. Mä och da bleift Spillraum, fir ze fuddelen, well d'Wueresträim ze vill oniwwersiichtlech sinn. Et gëtt net genuch Kontrollen, et feelt un haarde Sanktiounen, et dauert ze laang, déi verschidden Organer sinn net gutt genuch vernetzt.

Dat gëllt och fir Lëtzebuerg. Am Alldag léisst d'Zesummenaarbecht vu Veterinärinspektioun an de Servicer vun der Santé ze wënschen iwwreg. Déi finanziell a personell Ressourcë ginn net duer. Den heitegen Handelsdickicht ass zu engem System vu feelender Responsabilitéit verkomm. De Schwaarze Péiter gëtt hin an hier gereecht, vun dem Discounter zu den industrielle Veraarbechtungsbetriber zum rumänesche Päerdsmetzler. Et gëtt genuch Regelen. Si musse just à cent pour cent respektéiert ginn. Den Handel muss awer méi liicht haftbar gemaach kënne ginn.

Fir d'Demokratesch Partei ass et wichteg, effikass Kontrollmechanismen anzeféieren an op EU-Niveau méi zesummenzeschaffen, besser ze communiquéieren, fir méi Informatiounsaustausch tëschent de Länner ze kréien, sou datt iwwert de Schnellwarnsystem vun der Europäescher Gemeinschaft, den RASFF, bedenklech oder gesondheetsschiedlech Produkter direkt vum Maart kënne geholl ginn.

Wann duerch kriminell Machenschaften oder duerch d'Geldgier vun dubiéise Geschäftsleit Mäert abriechen, Akommesabousse fir ganz Branchen niewent de gesondheetleche Risike fir eis Konsumenten d'Resultater sinn, da mussen déi Responsabel och zur Rechenschaft gezu ginn an deementspriechend bestrooft ginn.

D'DP betount, datt fir d'Fleeschindustrie mindestens esou streng Regelen agefouert musse ginn a selbstverständlech och kontrolléiert ginn, wéi se vun de Bauere schonn zënter Joren agehale ginn. All Këllefchen, wat op d'Welt kënnt, muss direkt an eng Sanitel-Datebank agedroe ginn, a beim Verkaf mussen d'Béischte registréiert ginn, mat der Angab och vum Keefer. Dat gëllt fir all Bauer, fir all Kallef, Rand oder Kou. Bei feelerhaften Angabe muss de Bauer...

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien! Très bien!

Une autre voix.- Keng Ausnahmen!

Une troisième voix.- Wie mengt Der domadder?

(Brouhaha général et hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Bei feelerhaften Angaben…

Mme le Président.- Ech bieden Iech…

Une voix.- Keng Nimm!

Une autre voix.- Da loosst den Här Etgen schwätzen!

Mme le Président.- Loosst wann ech gelift den Här Etgen weiderfueren!

M. Fernand Etgen *(DP).*- All Bauer huet déi Obligatiounen. Bei feelerhaften Angabe muss de Bauer mat finanzielle Sanktioune rechnen. Dëse System ass opwendeg, mä wéi gesot zënter Jore Standard an der Landwirtschaft. Wéisou gëllt dat net fir d'Fleeschindustrie?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Kann ech dem Här Etgen eng Fro stellen?

Mme le Président.- Här Etgen, sidd Der d'accord, datt Der vum Här Clement eng Fro gestallt kritt?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Ech woll Iech emol just froen, ob Der schonn eng Kéier d'Méiglechkeet hat, an eng Metzlerei ze kucken oder am Cactus d'Fleesch ze kucken. Och do steet drop, wou et hierkënnt. Dat ass d'Fleeschindustrie zu Lëtzebuerg. Wéi et a Mexiko ass, kann ech net soen. Mä dat wäert Dir och wahrscheinlech net wëssen. An der Fleeschindustrie zu Lëtzebuerg steet och op deene Stécker, wou d'Véi geschluecht ginn ass, wou et op d'Welt komm ass a wou et hierkënnt.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo. Dat ass genau dat, wat den Här Clement elo gesot huet, wat ech am Fong geholl wollt soen. D'Landwirtschaft huet am Fong geholl déi Verflichtung. Mä do geet dat da bei d'Fleeschindustrie, d'Industrie, déi déi Verflichtung am Fong geholl net huet, fir am Fong eng ganz genau Herkunftsbezeechnung sollen ze hunn.

Duerfir soen ech och als Demokratesch Partei, datt all Wuerebewegungen, net nëmmen am Fong geholl vum Béischt selwer als Ganzt, awer och vun de Produkter hannendrun, mussen transparent dokumentéiert ginn, wou een de Wuerefloss zu all Moment zréckverfollege kann. Soss si jo all déi Efforten, déi de Moment musse vun der Landwirtschaft gemaach ginn, soss sinn déi jo fir d'Kaz.

(Hilarité générale et brouhaha)

Une voix.- Elo hu mer geschwënn en Zoo hei!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Madame Presidentin, mir brauchen e leidenschaftleche Plädoyer fir Qualitéit a Regionalitéit. Wier et net esou lues un der Zäit, endlech d'Regionalitéit vun eisen héichwäertege Produkter aus Lëtzebuerg oder aus der Groussregioun - quasi aus der Regioun fir d'Regioun - ervirzehiewen?

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt all d'Efforten, datt mer méi transparent Qualitéits- an Herkunftskritäre vun eise Liewensmëttel kréie mussen, mat enger klorer Kennzeechnung.

Madame Presidentin, et gëllt, op verschiddenen Niveauen déi richteg Konklusiounen aus dem leschte Skandal ze zéien: éischtens, eng méi staark gesetzlech Verflichtung zu Eegekontrolle fir d'Liewensmëttelwirtschaft; zweetens, eng bindend Informatiounsflicht fir d'Betriber; drëttens, méi Kontrollen, fir d'Sécherheet an d'Qualitéit vun der Chaîne alimentaire ze garantéieren; véiertens, méi haart Sanktioune fir d'Fuddeler.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Etgen. Dann ass den nächste Riedner den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat een um sougenannte Päerdsfleeschskandal am meeschte beonrouegt, ass, dass en eigentlech éischter zoufälleg un d'Dagesliicht komm ass an dass d'Dimensioun an

d'Ausmooss dovunner nach guer net ofzegesinn ass.

De 16. Februar goung Rieds vu 750 Tonne Fleesch, 4,5 Millioune Platen, déi an 13 verschiddene Länner verkaaft gi sinn. An au fur et à mesure wéi d'Ënnersichunge viruginn, sinn déi Zuelen amgaangen, wéi Der alleguerte wësst, permanent ze klammen.

An Amerika gëtt et och elo e Fleeschskandal, an am Norde vun Däitschland ee mat Bio-Eeër. Dës Skandaler, d'Analys dovunner an d'Iwwerleeung, wéi een esou eppes an Zukunft ka verhënneren, ëmfaasst fir mech verschidden Aspekter oder Beräicher: éischtens, d'Responsabilitéit vun de Produzenten an all deenen, déi bei der Hierstellung, der Vermaartung an dem Transport intervenéieren, bis de Produit beim Konsument ukënnt; zweetens, d'Responsabilitéit vum Konsument an d'Konditiounen, fir dass en déi Responsabilitéit ka voll a ganz iwwerhuelen, an drëttens, de legale Kader dovun natierlech.

Wat dee leschte Punkt ugeet, wëll ech gläich betounen, dass mengem Verständnis no hei kee Problem vun der Traçabilitéit ass, esou wéi se am EU-Recht definéiert ass. Vun deem Moment un nämlech, wou d'Päerdsfleesch fonnt gouf, wat eigentlech sollt Rëndfleesch sinn, huet et net schrecklech laang gedauert, bis gewosst war, vu wou dat Fleesch koum, vu wiem et bestallt a verkaaft gouf, wou et verschafft gouf a wéi e Wee dat Fleesch gemaach huet, bis et an de Regaler louch.

An deem Sënn war d'Traçabilitéit garantéiert, net awer d'Kontroll, fir dat ze verhënneren, wat et leider iwwerall gëtt, nämlech ganz einfach Bedruch. A wat d'Weeër méi wäit sinn a wat méi Tëschenhändler optrieden, wat d'Méiglechkeete fir esou e Bedruch nach méi grouss ginn. Net nëmmen de Risiko vu Bedruch geet erop, mä och allméiglech aner negativ Auswierkungen, well deemno vu wou déi Wuer kënnt an duerch wéi eng Länner se transitéiert ass, gëllen zum Deel och aner Regelen, zum Beispill wat d'Sécurité sanitaire ugeet, mä och, wat d'sozial Rechter an Ëmweltkritären ugeet.

Gläichzäiteg ass och kloer, dass net all eenzel Fleeschliwwerung oder aner Iesswuer ka kontrolléiert ginn. An deemno sinn och an Zukunft weider Fäll vu Bedruch an deem Beräich net ausgeschloss. Wat awer net heescht, dass näischt ka gemaach ginn, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Do, wou muss ugesat gi menger Meenung no, dat ass beim legislative Kader, dem europäeschen an och eisem nationale Regelwierk, dat iwwerschafft muss ginn an deem Sënn, dass de Konsument eng gréisstméiglech Transparenz gebuede kritt, fir kënnen en connaissance de cause opgeklärte Choixen an Entscheedungen ze huelen.

De franséischen Universitéitsprofesser François Collart-Dutilleul huet an engem Artikel am „Monde" vum 18. Februar sënngeméiss geschriwwen: D'Matière première agricole an och déi weiderverschafften Iesswuere wiere Produiten, déi all Mënsch géif brauchen, fir ze liewen, an dierften deemno net wéi aner Wuere gesinn a behandelt ginn. Eise System awer géif fir d'Alleréischt déi fräi Wirtschaft an d'Realisatioun vu Profitter grad wéi déi fräi Zirkulatioun vun de Gidder an de Mëttelpunkt stellen, ouni awer dem Consommateur effikass Méiglechkeeten ze ginn, fir sech doran erëmzefannen a bewosst a fräi d'Choixen ze maachen opgrond vun Informatiounen iwwert den Ernährungswäert, de Goût, d'Ëmweltbelaaschtung an de sozialen Hannergrond vun den Iesswueren.

Als Beispill: Et wier vläicht och interessant ze wëssen, wou de Weess hierkënnt, mat deem den Deeg vun der Lasagne gemaach gouf. Et géif sécher enger Rei Leit hir Décisioun beaflossen, wa se op d'mannst wéissten, ob dëse Weess aus engem räiche Land kënnt oder aus engem aarme Land, wou d'Leit selwer net genuch ze iessen hunn. Dat Bewosstsäin ass bei der Majoritéit vun de Leit net onbedéngt ganz ausgeprägt, well dat am Fong vum Maart och net wierklech esou gewollt gëtt. Bis elo goung et just drëms, dass de Produit esou bëlleg wéi méiglech ass.

De franséischen Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) huet festgestallt, dass zënter 1960 an 2007 den Undeel vun den Ausgabe fir d'Iesswueren am Budget vun den Haushalter vun 38% op 25% erofgaangen ass. An do muss och de Konsument sech bewosst ginn: Wat d'Präisser méi niddreg sinn, wat de Risiko méi héich ass, dass d'Qualitéit net déi allerbescht ass.

Ech denken, do muss en Ëmdenke kommen. Et kann net weider just drëms goen, esou vill wéi méiglech fir esou mann wéi méiglech Käschten ze produzéieren. An dobäi sollen dann och nach ëmmer méi déck Profitter offalen. Dat betrëfft all déi Aspekter, déi ech uganks opgezielt hunn.

De Konsument, an dat si mir jo alleguerten, sollt seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Dofir brauche mir kloer an transparent Informatioune vun de Produzenten an dowéinst sinn och déi entspriechend Regelen néideg op europäeschem Niveau, mä awer och op nationalem Niveau muss dat geschéien.

Mme le Président.- Här Negri,...

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Jo.

Mme le Président.- ...ech géif Iech och bieden, wann ech gelift zur Konklusioun ze kommen.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin, ech fläisse mech.

An deem Sënn ass d'Décisioun fir de Gebrauch vun Déieremieler an der Fëschzuucht an Europa an duerno och an der Zuucht vu Schwäin a Gefligel fir de Konsument net nozevollzéien. Dat ass alles anescht wéi eng aartgerecht Fidderung. Ech denken, et wier sënnvoll, fir dës Décisioun nach eng Kéier ze iwwerleeën.

Erënnere wëll ech och ganz einfach un dee rezenten Opruff vum Lëtzebuerger Metzleschverband, fir national a regional Produiten ze kafen, wou de Metzler nach perséinleche Kontakt zum Bauer huet a wou d'Transportweeër kuerz bleiwen.

A wann ee sech déi Odyssee vun esou enger Lasagne duerch ganz Europa virun Ae féiert, ass dat och ganz sécher net am Sënn vun engem nohaltege Klimaschutz. Wat awer natierlech guer kee Grond ass, déi Leit, déi sech industriell fabrizéiert Iesswuere kafen, duerch organiséierte Bedruch bewosst falsch ze informéieren! Do, wou Rëndfleesch dropsteet, muss och Rëndfleesch dra sinn.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Negri. Da komme mer un den nächste Riedner, dat ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. An deenen zwou Minutten, wou mer bleiwen, wëll ech just am Fong zwou Froe stellen. Ech mengen, mir sinn alleguer traureg a skandaliséiert iwwert deen internationale Fleeschskandal, deen an deene leschte Wochen an Deeg d'Ronn gemaach huet an dee selbstverständlech dann och leider säi Wee no Lëtzebuerg gemaach huet.

Ech hunn am Fong zwou Froen un den Här Minister, wou déi éischt am Fong ass, ob et iwwerhaapt méiglech ass opgrond vun den europäesche Bestëmmungen, fir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt nach däerfe flächendeckend Kontrollen ze maachen, wa Fleesch importéiert gëtt, wou d'Certificate schonn derbäi sinn. Eis ass gesot ginn, do däerft een nëmme méi hei zu Lëtzebuerg punktuell Kontrolle maachen, wann d'Certificaten derbäi wieren.

An dat Zweet ass, ob et iwwerhaapt méiglech wier. Ech mengen, wa mer wëssen, wat mir hei am Land importéieren, dann ass dat jo praktesch net méiglech, fir datt mer alles kéinte kontrolléieren. Och dat ass eng Realitéit, datt ee muss wëssen, datt mer déi honnertprozenteg Garantie ni wäerte kënne kréien, well dat och praktesch net duerchzeféieren ass.

An deem Zesummenhang wëll ech dann och wëssen, wa mer kéinte Kontrolle maachen, Här Minister, kënne mir iwwerhaapt hei am Land déi Analyse maachen oder musse mer déi an d'Ausland ginn? A kënne mer spéiderhin, wa mer deen neie Statslaboratoire hunn, kënne mer se dann hei zu Lëtzebuerg maachen?

Dann huet de Kolleeg Clement eis och drop opmierksam gemaach, datt, wann een hei zu Lëtzebuerg Fleesch keeft, hei beim Metzler an esou virun, datt een dann am Fong weess, wou dat Fleesch hierkënnt.

Menger Meenung no - ech weess dat elo net, den Här Clement kann eis awer do beléieren - gëtt et zwou Zorten: Et ass eng Kéier d'Marque nationale an et ass de Produit du terroir.

Et ass mir gesot ginn, de Produit du terroir, dat wieren am Fong Béischten, déi hei am Land op d'Welt komm wieren an dann och heibliwwe wieren, bis se geschluecht géife ginn. Par contre, fir d'Marque nationale géif et duergoen, wann eng Kou zum Beispill 100 Deeg hei am Land wier, da kéint se als Marque nationale klasséiert ginn. Dat heescht, an anere Wierder, wann dat esou wier, kréich se no 100 Deeg d'duebel Nationalitéit an dat Ganzt och nach ouni Sproochentest!

(Hilarité)

Mme le Président.- Ech froen d'Chamber, ob d'Chamber dem Här Clement erlaabt, dozou eng Explikatioun ze ginn. Et ass net am Reglement virgesinn, mä duerfir froen ech d'Chamber.

(Assentiment)

D'Chamber ass d'accord. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Madame Presidentin, wann ech dat däerf soen: D'Marque nationale gëtt et am Prinzip net beim Rëndfleesch. Do gëtt et de Produit du terroir.

D'Marque nationale gëtt et beim Schwéngefleesch.

Une voix.- Bei de Kotletten.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Produit du terroir gëtt et beim Rëndfleesch, an dee muss zu Lëtzebuerg gebuer, gefiddert a geschluecht sinn.

(Interruption)

An d'Cactus-Rëndfleesch ass deen nämlechten, vill méi strenge Cahier de charges, mä do däerf och aus dem Ausland e Béischt importéiert gi bis zu gewëssen...

Une voix.- 100 Deeg?

M. Lucien Clement *(CSV)*.- ...100 Deeg, jo. Dee kann als Cactus-Rëndfleesch verkaaft ginn.

(Interruptions)

Dann hutt Der allerdéngs nach d'Marque nationale beim Hunneg a bei deene Geschichten. Ech wollt dat just soen, well den Här Gibéryen d'Fro gestallt huet.

Mme le Président.- Merci dem Här Clement.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Den Här Clement huet ganz recht!

Mme le Président.- An da komme mer op deen nächste Riedner, op den Här Colombera.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Brouhaha général)

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Une voix.- Et kënnt ee Lénke vu lénks an ee vu riets!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Här Urbany, ech kann Iech awer d'Plaz ginn, wann Der wëllt!

Bon, Här President, mir brauchen eis net opzereegen, well iwwerall, wou ekonomesch Interessien am Spill sinn, do wäert et ëmmer zu Dérapagë kommen. Mir ginn hei permanent ugeschmiert. Et muss ee sech just bewosst sinn dovunner, dass et esou ass.

An ech mengen, déi ganz Saach, déi muss ee ganz global gesinn. Mir sinn och géint den Etiketteschwindel, dat ass jo normal. Et kann ee keng Äppel fir Bire verkafen. An d'Hoffnung, déi mer hunn, ass, dass dat Fleesch, dat Päerdsfleesch net ewechgehäit gëtt, well et si ganz vill Leit, déi Honger hunn. Ech mengen, wann een d'Fleesch ewechgehäit, dat wär awer eng Schan! Et misst een awer, well et jo gesond Fleesch ass, dat weidervermëttelen.

Bon, fir op d'Ursaach ze kommen, den Här Eischen huet hei en Deel vun der Ursaach zitéiert. Ech mengen, Här Eischen, Dir leit richteg, awer ech muss Iech soen, an de Situatiounen, wou mer haut sinn, ass et awer ganz schwéier fir Familljen, déi e ganz klenge Revenu hunn, dass déi sech do Fleesch kënne leeschten, dat méi deier ass. Dir wësst jo, dass verschidde Leit an d'Épicerie sociale ginn, an do kann ech mer net virstellen, dass déi Leit do awer dee Revenu hunn, fir sech dat leeschten ze kënnen.

An dann, wann een dat méi global kuckt, da muss een och wëssen, wou kënnt dat Fleesch elo hier. Well elo beim Päerdsfleesch, do gëtt da Rumänien zitéiert. Rumänien läit an Europa, dat wësst Der jo alleguerten. Ech mengen, do verdéngen d'Leit 300 Euro de Mount a si hunn eng Rent vun 150 Euro de Mount.

Do ginn Nische kreéiert, an hei ass eng Nisch, do ass Päerdsfleesch, dat gëtt einfach en masse produzéiert. An et ass jo awer kloer, dass déi Leit ënner ganz schlechte Konditiounen dat produzéieren an dann och verkafen. Do gëtt e Kilo Fleesch fir 0,80 Euro de Kilo verkaaft. Do kënnt Der Iech jo virstellen, dass déi Firmaen, déi do wëlle gäre Mënz maachen oder Goss maachen, déi stierze sech dodrop, well dat kascht jo manner wéi Rëndfleesch.

An ech mengen, do läit jo de Problem, et ass dat kapitalistescht Denken, wat mer hunn. Dass mer hei als Europa - wou mer virdru vun Europa geschwat hunn -, wou mer hätte missen normalerweis fir d'Éischt déi sozial Kritären héichdreiwen, kucken, dass déi ekonomesch Konditiounen an de verschiddenen europäesche Regioune garantéiert ginn, déi Kritäre muss Europa, dat muss Europa einfach duerchzéien, dass do aner ekonomesch Konditiounen an där Géigend herrschen! An da wäert lues a lues, wann déi Leit richteg bezuelt ginn, wa se fir hir Aarbecht och dee richtege Loun kréien, da wäert de Präis da klammen an da wäerten esou Skandaler wéi dat heiten net méi virkommen.

An ech mengen, den Här Kox schwätzt vu Sanktiounen. Ech mengen, Här Kox, do leit Der awer och vläicht falsch, dat trëfft ëmmer dee Falschen! Dir kënnt jo net hei iergendeng Firma do ukräiden a soen, okay, Dir waart et, an da ginn do 300 Leit entlooss. Sécherlech ass et antiethesch, mä trotzdeem, Dir musst awer wëssen, dee Richtegen trefft Der ni!

Dat gesot, Här President, wéi gesot, mir sinn eben derfir, dass hei besser Kontrolle gemaach ginn. Ech froen den Här Minister dann, ob hei am Land och alleguerten d'Kontrolle gemaach ginn. Et gëtt jo gemunkelt, dass a verschidde Restauranten do och verschidde Fleeschzorten ugebuede ginn, déi weder Rëndfleesch nach Schwéngefleesch an esou weider sinn, dass och Etiketteschwindel do besteet.

Dat sinn eenzel Restauranten hei am Land, déi mer alleguerte kennen - ech wëll d'Nimm net soen. Mä ginn déi Restauranten do kontrolléiert a gëtt do och den ADN-Test gemaach bei deem Fleesch do? Do wär ech awer frou, wann Der mer do géift eng Äntwert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, dëse Skandal, vun deem vill geschwat gëtt, ass natierlech méi wéi en eenzelne kriminelle Fait, mä e weist, dass an Europa an deene leschte Joren a Jorzéngten e Kader geschafe gouf, deen esou Skandaler op d'mannst net verhënnert.

Mir sinn dëser Deeg als Bierger gewuer ginn, dass mer bei engem gudden Deel vun de Liewensmëttel guer net wëssen, wou se hierkommen. Mir si gewuer ginn, dass et eng héich komplex Kette vun Intermédiairë gëtt, vum Bauer iwwert d'Schluechthaus, iwwer e ganzt Netz vu Verwäertungsindustrien, iwwer Tëschenhändler, iwwer multinational Eenzelhandelschaînen, dann iergendwann eng Kéier bei dee sougenannte Konsument.

Mir sinn och gewuer ginn, dass d'Bestanddeeler vun enger einfacher Lasagne zum Deel Dausende vu Kilometeren Transportweeër hannert sech hunn, mat enger desastréiser CO_2-Bilanz, guer net ze schwätze vun der sozialer Dimensioun, vu Loundumping an Delokaliséierung vun der Produktioun vu Liewensmëttel.

An hannert deem Ganze stécht net de Gedanke vun der effikasser an nohalteger Versuergung mat Liewensmëttel, mä déi reng kommerziell an héich spekulativ Logik vum maximale Benefiss!

Dëst alles sinn awer Konsequenze vun der Dereguléierung vun den europäesche Marchéen. Dofir menge mir, dass een emol eng wesentlech méi fundamental Debatt misst iwwer eis Liewensmëttelversuergung féieren. An ech mengen net, dass ee sech kann op eng reng „Konsumentenschelte" baséieren oder beschränken, wéi den Här Eischen se virdrun hei gemaach huet, well et muss ee sech awer och dann emol vläicht d'Fro stellen, firwat grad a Krisenzäiten ëmmer méi Leit an den Aldi ginn, wéi mer dat gewuer gi sinn an der Finanzkommissioun vum Direkter vun der TVA-Verwaltung.

Wesentlech Schrëtt, mengen ech, mussen éischter um Niveau vun der Produktioun geholl ginn: éischtens, méi eng streng a konsequent Kennzeechnung vun de Liewensmëttel, wou se hierkommen, wou se traitéiert ginn an duerch wat fir eng Kette vun Tëschenhändler se gaange sinn; zweetens, méi dacks a méi konsequent staatlech Kontrollen, wat natierlech och heescht méi Moyenen a méi Personal, an drëttens, déi lokal a regional Produktioun a Verwäertung vu Liewensmëttel konsequent ënnerstëtzen an domadder och déi regional Wirtschaftskreesleef.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den zoustännege Minister, ee vun den zoustännege Ministeren. Deen anere kënnt duerno, huelen ech un.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass wichteg, datt mer dës Debatt hei féieren an datt mer effektiv d'Point-de-vuen eriwwerkréie vun deenen eenzelne Fraktiounen. Well genausou gutt wéi Dir, an dat huet een an deenen eenzelnen Interventiounen héieren, ass och d'Regierung dëse Problem ugaangen, ze-

summen ugaangen, an huet virun allem probéiert, och Léisungen ze fannen an och ze kucken, Analyse vu grad dësem Päerdsfleeschskandal ze maachen.

Ech kommen op eng Rei vu Froen, déi hei ugedeit goufen, zréck. Ech hu selbstverständlech an dëser kuerzer Zäit d'Méiglechkeet net, op se all ze äntwerten, mä probéieren, déi meescht ze ëmräissen. Ech mengen, et sollt een och vläicht eng Kéier kuerz drop zréckkommen, fir ze kucken, wéi direkt Lëtzebuerg hei betraff war mat dësem Skandal.

Bei dësem Päerdsfleeschskandal, mengen ech, ass et esou, an de Schema gouf schonn hei ëmschriwwen: engersäits Päerdsfleesch, dat aus Rumänien komm ass iwwert den Zwëschenhändler Zypern, an Holland virugaangen ass un den Akeefer vu Rëndfleesch, deen dat Rëndfleesch gefrot hat, eng Firma a Frankräich, d'Firma Spanghero. Dann de Grupp Comigel a Frankräich, och zu Metz ugesiedelt, déi och d'Rëndfleesch bestallt haten.

Dann d'Veraarbechtung - an do kënnt Lëtzebuerg mat an d'Spill - bei der Firma Tavola, déi zum Grupp Comigel gehéiert. An dann, wéi mer matkruten, d'Liwwerung an d'ganz Welt, a ganz vill Länner vun dësem Fleesch, dat an der Tëschenzäit an där ganzer Kette vu Päerd op Rënd eriwwergaangen ass.

Wou elo genau dësen Etiketteschwindel stattfonnt huet, do sinn d'Ënnersichungen nach amgaang ze lafen. Et si relativ kloer Indicatiounen do, op wéi enger Plaz dat ass, mä ech mengen, et soll een déi ganz Enquête vun Europol ofschléisse loossen, fir ganz genau ze determinéieren, wou déi Responsabel sinn.

An ech mengen, et ass dat virun allem den éischte Message, datt et drëm geet, dëse Fall vun A bis Z ganz kloer opzeklären. Well et ass effektiv esou, et gouf vun eenzelne Riedner ugeschwat, datt virun allem de Konsument veronséchert ass, datt och deen, dee produzéiert, mat Sécherheet kee Gewënn mécht, eng Perte och hei erëm eng Kéier huet, och erëm eng Kéier domat befaasst ass, an och den Handel zum Deel hei keng Benefisser dovundréit, mä éischter och erëm muss kucken, d'Vertrauen an de Keefer, an de Konsument eriwwerzebréngen.

Dëse Skandal huet sech awer an deene leschten Deeg, an deene leschte Wochen ausgebreet op aner Länner, sou datt net nëmmen eng Schinn gefuer ginn ass an dësem Bedruch, mä mer méi Schinnen erëmfannen. Mir hu Päerdsfleesch fonnt an der Schinn Irland/England, mir hunn es fonnt an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch an an Éisträich. Dir gesitt also, dës Fraude commerciale, eng nei Fraude, déi mer bis elo an dësem Beräich hei nach net kannt hunn, ass europawäit a vläicht och, wann een herno all d'Investigatioune gemaach huet, weltwäit organiséiert gewiescht.

Wat hu mer op nationalem Plang gemaach? Ech kommen herno op den europäesche Plang ze schwätzen.

Um nationale Plang hu mer, soubal mer déi europäesch Alerte kritt hunn, direkt reagéiert. Déi zwee Ministere goufen informéiert, an zesumme mat deene Responsabelen, all deenen eenzelne Verwaltunge gouf direkt d'Firma opgesicht, fir och hei de Constat ze maachen. An et muss ee soen, datt d'Firma och kollaboréiert huet, fir eng Léisung ze fannen. An ech mengen, déi éischt Schrëtt goufen direkt gemaach. Et goufen direkt Analyse gemaach. Et goufen derniewent direkt och Produkter zréckgezunn. Alles dat, mengen ech, relativ schnell a richteg.

Et war och vun Ufank u gewosst, datt et sech net ëm e gesondheetleche Problem hei géif handelen, mä datt ee ganz kloer e Problem vu falscher Etikettéierung vun de Wuere géif feststellen.

Derniewent ass et virun allem awer och wichteg gewiescht, datt mer direkt Analyse gemaach hunn. Mir hu sechs DNA-Analyse gemaach an der Firma selwer. Mir hunn och sechs Analyse gemaach, ob medikamentös Réckstänn am Fleesch selwer wieren. D'Resultater dovun, déi sinn och an der Tëschenzäit eraus: An deem Fleesch gouf effektiv 100% Päerdsfleesch fonnt. Derniewent ass et awer och esou, datt keng Medikamenteréckstänn an deene betraffene Liewensmëttel ze fanne waren, sou datt an deem Beräich en Deel vun der Fro beäntwert ginn ass, wéi d'Kontrollen zu deem Zäitpunkt gemaach goufen.

Vläicht eng Äntwert och op Är Froen, déi gestallt goufen: Wéi ginn d'Betriber kontrolléiert? A vläicht eng Kéier hei generell: Wéi gouf dëse Betrib kontrolléiert?

An deene leschten dräi Joer gouf de Betrib hei 17-mol kontrolléiert, op eenzelne Kontrolle selbstverständlech. Dat sinn Hygièneskontrollen, dat si Bakteriëkontrollen, dat si Waasserkontrollen, Infrastrukturkontrollen a virun allem Dokumentatiounskontrollen, déi gemaach goufen hei.

Et ass richteg, et goufe keng DNA-Analyse gemaach, well mir virun allem och hei net déi néideg Routine hunn a virun allem, mengen ech och, ausser bis elo an nächster Zukunft och hei zu Lëtzebuerg net an de Laboen dës DNA-Analyse gemaach hunn a se bis elo am Ausland gemaach hunn, wat awer eng gewëssen Zäit ëmmer dauert, bis mer d'Resultater hei kréien.

Mä ech mengen, hei hu mer ganz einfach erëm een neie Fall vu Fraude, eng Fraude commerciale fonnt, déi bis elo net gängeg war an deem dote Beräich. Et muss een och kloer soen, datt niewent de Kontrollen och de Betrib zertifizéiert ass, datt en eng Kéier zertifizéiert ass IFS, eng Kéier zertifizéiert ass BRC. An do och: All Kéiers an deem Beräich ginn Audite gemaach, wou Kontrolle gemaach ginn, wou déi eenzel Dokumentatiounen nokontrolléiert ginn. An och do, mengen ech, gouf näischt fonnt.

Genausou gutt wéi och d'Clientë vun deem Betrib och all Kéiers Auditen ënnerworf sinn. An och si ginn direkt bei de Produzent, fir ze kucken, ob alles an der Rei ass, vun der Certificatioun bis hin zu deene leschte Kontrollen. Och do ass keng Anomalie direkt opgetratt.

Et ass awer ganz kloer, an et gouf hei schonn ugeschwat, datt mer an der Zukunft mat Sécherheet wäerten op dës nei Form vu Fraude kucken, nei Kontrolle wäerte maachen.

Eppes ass awer och kloer: Et wäert een net all Liewensmëttel kënne kontrolléieren. Dat ass onméiglech bei deene Milliounе vu Liewensmëttel, déi hei och zu Lëtzebuerg am Ëmlaf sinn. Mä ech mengen, geziilt Kontrollen, déi elo scho gemaach ginn an de Schluechthaiser direkt, awer virun allem och am Handel an an deenen eenzelne Veraarbechtungsindustrië wäerte gemaach ginn, wäerten an Zukunft nach méi punktuell gemaach ginn.

Mir kéinte se mat Sécherheet nach méi grouss uleeën, nach besser maachen, wa mer nach méi Personal hätten, wa mer méi Moyenen hätten, fir dat kënnen ze realiséieren.

Op europäeschem Plang hunn och déi zoustänneg Ministeren, virun allem d'Kommissioun selwer an den zoustännege Kommissär, niewent der ieweschter Présidence sech dem Dossier ganz schnell ugeholl. Et gouf ganz séier en Échange de vues tëschent deene concernéierte Ministeren, dat an Télefonsgespréicher. Duerno gouf ganz schnell eng Réunion informelle ageruff zu Bréissel, wou d'Présidence sech zesumme mam Kommissär an zesumme mat deene siwe concernéierten, zu deem Moment concernéierte Länner zesummegesat huet, fir éischt Proposen ze maachen.

An et goufen do scho Propose proposéiert, déi, mengen ech, stéchhalteg waren an déi och bewisen hunn, datt d'Kommissioun an déi eenzel Länner ganz schnell dorop reagéiert hunn. Et gouf eng Propos gemaach, déi deen Dag drop dem Comité permanent vun der Chaîne alimentaire virgeluecht gouf, dat war, datt supplementär Tester géife gemaach gi vum 1. Mäerz bis den 31. Mäerz; dat sinn DNA-Tester, 2.500 an deene 27 Länner, natierlech proportionell op d'Land ausgeriicht.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat fënnef supplementär Tester während deem dote Mount, an dann, wou och direkt e Bilan wäert gemaach ginn de 15. Abrëll - fir ganz einfach ze weisen, wat d'Ausmooss effektiv vun deem Skandal ass - iwwert dat, wat elo de Moment bekannt ass, fir effektiv eng kloer Opdeckung vun de Faiten ze bréngen.

Derniewent wäert dann dës Period vum Essai supplémentaire zwee Méint verlängert ginn, vum 1. Abrëll bis den 31. Mee. Do wäert nach eng Kéier esou eng Serie vun Tester an deenen eenzelne Länner gemaach ginn.

Wat d'Koordinatioun betrëfft vun deene juristesche Suiten dovun, lafen Enquêten an alle Länner, och hei zu Lëtzebuerg. Iwwert de Parquet, iwwert d'Police judiciaire sinn zesumme mat eise Verwaltungen dës Enquêten an dem Betrib, dee concernéiert ass hei zu Lëtzebuerg, amgaangen a wäerten ofgeschloss ginn. D'Koordinatioun vun deem Ganze wäert Europol maachen an deenen eenzelne Länner, fir da sech och e Bild ze maachen op europäeschem Plang, fir kloer Resultater, kloer Indizien herno erauszefannen, wéi dëse Skandal gelaf ass, wat déi eenzel Schinne sinn a wie betraff dovunner ass.

Derniewent huet och d'Kommissioun versprach, datt se de Rapport iwwert den Étiquetage d'origine de la viande dans les produits transformés wäert virzéien, e Rapport, deen ugeschwat gi war. Bis Enn des Joers wäert dat gekuckt ginn. Am fréien Hierscht dann, September, Oktober, wäert deen dem Conseil respektiv dem grand Public kënne presentéiert ginn, fir dann och doraus déi néideg legislativ Schrëtter ze maachen.

Net méi spéit wéi de Méindeg a gëschter hu mer zu Bréissel och de Problem vum Päerdsskandal nach eng Kéier diskutéiert, hunn nei Pisten nach eng Kéier opgeluecht, dat unhand vu Fréiwarnsystemer, déi kéinte kommen, virun allem awer och Sanktiounen, déi sollte verstäerkt ginn, a virun allem awer och, fir d'Kooperatioun tëschent deenen eenzelne Länner ze verbesseren.

Ech mengen, bei Fréiwarnsystemer kann een dat sécher ëmmer soen, datt dat ëmmer ee Moyen ass, mä ech ka mer awer virstellen, datt, wann een esou ee System huet, wou ee gesäit: Hei ass op enger Plaz eng rise Mass vu Fleesch, déi kéint... Wou geet déi hin? Do misst op d'mannst dann eng rout Luucht ugoen, fir och déi aner Länner ze informéieren: Kommt, mir passen emol op, wou déi dote Stréimungen histeieren! Respektiv, wann een och mierkt op verschiddene Plazen: Hei ass eng gewëssen Zort vu Fleesch immens bëlleg an den Handel komm. Firwat ass et ënnert dem Präis elo op eemol erauskomm? Alles dat, mengen ech, sinn awer Saachen, déi ee méi séier muss remarquéieren a virun allem och muss virundreiwen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Colombera Iech eng Fro stellt?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Selbstverständlech!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Här Minister, mir si jo ëmmer ee Krich hannendrun. Ech mengen, kéint Dir Iech virstellen, dass Der Preventivkontrolle maacht, einfach esou an e Betrib eragitt, an da kontrolléiert Der do, ouni Virumeldung, kontrolléiert Der einfach deem een oder zwee Produkter, an da kritt Der d'Resultat eraus? Ass dat méiglech? Ass dat eng Possibilitéit fir Iech? Kéint een dat duerchsetzen hei am Land?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Also, dat gëtt elo scho gemaach! Ech mengen, dat gëtt souwuel an deenen eenzelne Betriber gemaach, dat gëtt engersäits am Schluechthaus regelméisseg gemaach, dat gëtt derniewent an de Veraarbechtungsbetriber gemaach an dat gëtt selbstverständlech och am Handel gemaach vun deene Verwaltungen, déi duerfir zoustänneg sinn.

An ech mengen, do ass et engersäits d'Liewensmëttelsécherheet, déi kontrolléiert gëtt, op där anerer Säit natierlech och de Bien-être animal. Dee ganze Volet also vun de Kontrolle gëtt elo scho gemaach. An da mengen ech, virun allem deen heite Volet, dee jo elo de Moment am Fokus ass, ass dee vun: Ass dat och wierklech dran, wat dropsteet? An dat geet nëmmen iwwer eng DNA-Analys, déi Der maacht. Ass dat Fleesch effektiv dodran? An an deem Beräich wäerten d'Kontrolle mat Sécherheet an der nächster Zäit méi intensiv ginn, wéi se et bis elo waren.

Gutt, ech war hänke bliwwe beim Conseil vu gëschter, wou mer also eng nächste Kéier iwwert dës Problematik geschwat hunn, och e flotte Konsens fonnt hunn, fir nach méi zügeg an deenen eenzelne Projete virunzegoen.

Et muss een awer och, mengen ech, festhalen dat, wat och schonn hei gesot gouf, zum Deel ugedeit als een negative Punkt. Ech gesinn et als e positive Punkt, datt eigentlech d'Traçabilitéit um europäeschen Niveau exzellent funktionéiert huet, well mir konnte ganz schnell zréckverfollegen: Wou ass d'Béischt gebuer, wou gouf et geschluecht, wou gouf et verschafft? Dee ganze Wee vun der Kette vun A bis Z konnt zréckverfollegt ginn. Also dëse System huet op jidde Fall funktionéiert.

An datt dertëschent en Etikettenaustausch gemaach gouf, ass ganz kloer fir mech e kriminellen Akt. An ech soen et hei nach eng Kéier, ech hunn et ewell méi dacks gesot: Et ass ganz kloer eng Fraude commerciale, déi hei wichteg ass.

Et ass awer wichteg, mengen ech, zu dësem Zäitpunkt, datt mer déi richteg Léieren aus esou engem Skandal zéien. An ech mengen, och hei geet et engersäits éischtens drëm, nach eng Kéier, déi Responsabel kloer ze identifizéieren an ze strofen. Mat Sécherheet, de Moment, de Katalog vu Strofen, deen do ass, dee wäert net duergoen. Duerfir muss d'Législatioun adaptéiert ginn um europäeschen Niveau, och um nationalen Niveau.

Zweetens, mengen ech, duerch déi supplementär Kontrolle misste mer dat ganzt Ausmooss vun dësem Skandal am Prinzip ënnersiche kënnen, dat misste mer och feststelle kënnen.

An drëttens, mengen ech, de System vun de Kontrolle soll een nach eng Kéier iwwerpréiwen - EU-Niveau, hunn ech scho gesot, awer och nationalen Niveau.

An da virun allem fir mech och eng Fro, déi och hei ugeschnidde gouf, déi och ganz wichteg ass, ass am Beräich vum Handel, ass am Beräich vun der Fraude économique. An hei ass och eng Kéier kloer festzestellen: Wat ass dann de Fonctionnement an de Statut vun esou Zwëschenhändler? Wéi si se opgebaut? Wat sinn d'Intérêten? Och hei ass virun allem eng Aufgab op legislativer Basis ze maachen, fir och hei eng Kéier ganz kloer deenen hir Roll, virun allem och deenen hiert Profitdenken ze iwwerschaffen.

Et kann, wéi de Félix Eischen et richteg gesot huet, net sinn, datt en Déier duerch ganz Europa muss transportéiert ginn, fir herno erauszekommen an dann engem Label ze ënnerleien. Och hei, mengen ech, ass et evident, datt déi Traçabilitéit och an deem Beräich muss ganz kloer definéiert ginn.

Um nationalen Niveau, mengen ech, stinn eng Rei vu Projeten un. Dir hutt zitéiert d'53er Gesetz, dat muss iwwerschafft ginn; dat gëtt iwwerschafft, dat wäert an deenen nächste Méint déposéiert ginn. Hei ass de Minister zesumme mat deenen eenzelne Verwaltungen, och am Zesummeschloss mat deenen eenzelne Ministèren amgaang, dëst Gesetz fäerdeg ze maachen, mat och do derbäi enger Iwwerschaffung net nëmme vum ganze Liewensmëttelgesetz, mä och mat de Sanktiounen, mat de Kontrollen an esou weider.

A virun allem awer och, nach eng Kéier bedéngt, wa mer dat wëlle maachen am Endeffekt, brauche mer Moyenen, brauche mer Personal, fir dat kënnen duerchzezéien.

Wat den Étiquetage betrëfft, dat sougenannt europäescht FIC-Reglement, och dat, mengen ech, ass hei zu Lëtzebuerg amgaang, op nationalem Plang ëmgesat ze ginn, an och dat wäert e wichtegt Element sinn, fir och hei kënne ganz kloer Kontrolle respektiv och hei kënnen e Suivi ze maachen iwwert de Wee vun deenen eenzelne Liewensmëttel.

Dann ass et och kloer, datt een an dësem Volet Transparenz par rapport zum Consommateur soll weisen. An et sollt een och, an dat och virun allem, fir d'Entreprisen ze berouegen, all déi Kontrollen, déi gemaach ginn, öffentlech maachen. Et sollt ee se op den Internetsite setzen an et sollt ee weisen: An dëse Betriber goufen esou an esou vill Analyse gemaach, déi ware positiv, déi waren negativ, fir datt een och en transparent Bild no bausse wäert gesinn.

Zum Schluss wéilt ech vläicht nach kuerz op zwou, dräi Saachen agoen. Ech hu probéiert, Här Kox, duerch Är vill Froen ze goen. Et feelen der nach e puer, déi kënne mer ganz gären nach eng Kéier klären. Mä eng wichteg Notioun, déi awer och hei nach gesot gouf, war déi vun dem Schafe vun engem Verbraucherschutz-Ministère, eng Iddi, déi mat Sécherheet ëmmer erëm opkënnt, wa virun allem an deem ganze Volet iergendwéi Problemer optauchen oder net genau eigentlech definéiert ass, wéi oder wat. Mä ech mengen, hei ass et virun allem duerch e gutt Zesummeschaffen tëschent de Ministèren an de Verwaltungen, datt mer dëse Problem net nëmme konnte géréieren, mä op eng propper Aart a Weis no baussen och kommunizéieren.

Mä et ass esou, datt och d'Schafe vun esou engem Ministère net all Problemer wäert léisen. Dir gesitt, a Frankräich hu mer esou ee Verbraucherministère mat souguer engem Secrétaire d'État derbäi, an Dir hutt gesinn, wéi vill awer de Landwirtschaftsminister hei mat implizéiert war, fir awer och no Léisungen ze sichen.

Fir mech geet et drëm, datt eng gutt Koordinatioun an der Regierung ass tëschent deene betraffene Ministèren, da fanne mer och déi richteg Weeër. An ech mengen, mir brauchen net nëmmen drun ze gleewen, mir wëssen, datt dat an der Praxis funktionéiert, a mir wëssen och, datt et sech hei ëm eng nei Zort vu Fraude handelt, déi mer an Zukunft selbstverständlech och mat wäerte suivéieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir dee flotten Débat. Mir wäerten all déi flott Pisten, déi flott Rotschléi wuelwëllend mat ophuelen.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Ech kucken den Här Gesondheetsminister. Ech weess net, ob en nach d'Loscht verspiert, eppes ze soen. Well a sech ass d'Zäit vun der Regierung ofgelaf.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, d'Kolleege kënne sech berouegen, ech wollt just zwee Wierder zu der Motioun soen.

Sommaire des séances publiques nos 21, 22 et 23

Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira p. 233

6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse p. 233-235

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry p. 235

Ordre du jour p. 235

6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal p. 235-237

Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement p. 237

Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise p. 237-250

6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant
1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
3. le Code de la sécurité sociale p. 250-253

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger» p. 253-254

Ordre du jour (suite) p. 254

Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire p. 255

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 255

Communications p. 255

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 255

6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 256

Changements de composition des commissions parlementaires p. 256

Ordre du jour p. 256

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 256

- Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 256-257

- Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257

- Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257

- Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 257

- Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État p. 257-258

- Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture p. 258

- Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 258

- Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 258-259

- Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259

- Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 259

- Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259-260

Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise p. 260

Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité p. 260-261

Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics p. 261-262

6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail p. 262-267

6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 268

5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution

et

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés p. 268

Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel p. 269

6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012 p. 269-277

6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant
1. modification de la loi générale des impôts;
2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs p. 277-279

6470 - Projet de loi
- portant transposition
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 279

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale p. 279-284

Plusieurs voix.- Ooh!

Motion 1

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Wéi de Landwirtschaftsminister, mäi Kolleeg, de Romain Schneider, richteg gesot huet, ergänze mer eis an deem heite Beräich ganz gutt. Wann deen een emol am Ausland ass, da spréngt deen aneren an, an ëmgedréit.

An ech mengen, mir hätten och an dëser Kris ganz gutt zesummegeschafft a mir hätten och fréizäiteg eriwwerbruecht, dass hei kee Risiko fir de Konsument do war, mä dass mer et mat organiséierter Kriminalitéit ze dinn hunn, mat Etiketteschwindel, wat ganz grave ass, wou een awer weess, dass, wann Etiketteschwindel ass a wann ee bewosst de Konsument wëllt täuschen, een déi éischt Ronn wënnt, mä dass mer amgaang sinn, eis opzestellen um nationale wéi och um internationalen europäesche Plang, fir dass se nëmmen déi éischt Ronn wannen an dann déi zweet Ronn säfteg gestrooft ginn.

Ech wollt och soen, dass ech e Gespréich hat mam Auteur vun der Motioun an him och kloergemaach hunn, wat fir eng Punkten - niewent deenen, déi konsensuell sinn, well där sinn der eng ganz Rei derbäi - mer net kënnen akzeptéieren. Vu dass den Auteur mer gesot huet, dass déi Punkten, déi mir net kënnen erfëllen, well mer an enger lafender Legislaturperiod sinn an net einfach, wa mer eng Motioun kréien, d'Regierung kënnen ëmorganiséieren, well e gesot huet, e kéint dat vun eis net akzeptéieren, muss ech leider, bei alle gudden Usätz, déi an der Motioun sinn a wou mer eis och eens sinn, d'Chamber bieden, fir d'Motioun ofzelehnen. Sou leed wéi et mer och deet!

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen dann zum Vote iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion 1

Kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt. Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Une voix.- Hei geet et ëm d'Wurscht!

M. le Président.- De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 37 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Serge Wilmes (par M. Marc Spautz);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Roger Negri).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2363	Fernand Kartheiser	Terrain du «Waassertuerm + Pomhouse» à Dudelange
2484	André Bauler	Analyse budgétaire critique du projet de construction d'un lycée à Junglinster
2487	Félix Eischen	Prise en charge par la sécurité sociale de personnes hospitalisées en état d'ivresse
2495	Jean Colombera	Herbicide Roundup
2496	Jean Colombera	Déchets de construction
2497	Camille Gira	Composition des commissions cynégétiques régionales
2499	Fernand Etgen	Production d'électricité à base de biogaz
2502	Serge Wilmes	Consommation d'alcool des jeunes
2504	Félix Braz et Camille Gira	Avertissements taxés des agents municipaux
2507	André Bauler	Lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg
2508	Eugène Berger	Attaque de cyberespionnage du réseau «Red October»
2509	Marcel Oberweis	Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables
2510	Fernand Etgen	Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale
2511	Alexandre Krieps	Chômage dû aux intempéries
2512	Viviane Loschetter	Garantie à l'emploi pour les jeunes
2514	Jean Colombera	«Droit à la santé»
2515	Jean Colombera	Réserves d'or
2516	Fernand Etgen	Futur site du Lycée technique Agricole
2517	Claudia Dall'Agnol	Travail à temps partiel
2518	Marcel Oberweis	Mémoire à Pierre Werner
2519	Henri Kox	Interdiction des produits phytopharmaceutiques et semences aux néonicotinoïdes
2520	Camille Gira	Protection du sol
2521	Ben Scheuer	P&R Wasserbillig/Mesenich

Question 2363 (17.10.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **terrain du «Waassertuerm + Pomhouse» à Dudelange:**

Deslescht ass zu Diddeleng de Waassertuerm ageweit ginn, deen als Annex vum Centre national de l'audiovisuel (CNA) d'Photosausstellung „The bitter years" vum Edward Steichen weist. Den Tuerm an d'Pompelhaus, déi elo vum CNA verwalt ginn, stinn op engem Industrieterrain, deen ArcelorMittal gehéiert, respektiv gehéiert huet.

Dowéinst géif ech der Madame Kulturministesch gären dës Froe stellen:

1. Wiem gehéiert den Terrain op deem de Waassertuerm an d'Pompelhaus stinn?

2. Wann den Terrain nach ArcelorMittal gehéiert, gëtt et en notariellen Akt, oder op d'mannst eng Konventioun, an där d'Nëtzungsrecht vun den Terraine kloer festgeluecht ass? Wa jo, kann d'Madame Ministesch der Chamber dës Texter virleeën?

3. Wann den Terrain op de Stat iwwerdroe ginn ass, sinn dann Dispositioune virgesinn, déi eng eventuell Sanéierung vum Industrieterrain virgesinn?

4. Wéi ass den Terrain ëm de Waassertuerm am Bebauungsplang vun der Stad Diddeleng ausgewisen? Muss et hei net zu enger neier Klassifizéierung kommen?

Réponse commune (12.3.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

1. De Waassertuerm an d'Pompelhaus stinn op engem Terrain, ageschriwwen am Kadaster vun der Gemeng Diddeleng, Sektioun C vun Diddeleng, ënnert der Nummer 3062/9452. Dësen Terrain gehéiert der ArcelorMittal S.A. Luxembourg.

2. Am Bebauungsplang vun der Stad Diddeleng ass den Terrain ëm de Waassertuerm als Zone de bâtiments et d'aménagements publics klasséiert.

3. De 25. Abrëll 2006 huet ArcelorMittal S.A. dem Stat en Droit de superficie an en Droit d'occupation temporaire fir e groussen Deel vum Site LDD ginn. Esouwuel de Waassertuerm ewéi och d'Pompelhaus sinn am Droit de superficie mat abegraff.

4. De 17. Juli 2006 huet de Stat déi komplett Droit de superficie an Droit d'occupation temporaire, déi e vun ArcelorMittal S.A. kritt huet, un de Fonds pour le développement du logement et de l'habitat weiderginn.

5. An Zesummenaarbecht mat der Stad Diddeleng ass de Fonds du Logement amgaang e Masterplang auszeschaffen.

6. Aktuell lafe Verhandlunge mat ArcelorMittal S.A. wéinst dem definitive Verkaf vum Site LDD. Ier de Site verkaaft gëtt, mussen allerdéngs nach d'Responsabilitéite betreffend d'Sanéierung vum Industrieterrain, gekläert ginn. D'Administration de l'Environnement ass amgaang, zesumme mat ArcelorMittal S.A. an dem Fonds du Logement, un deem Dossier ze schaffen.

Question 2484 (2.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**analyse budgétaire critique du projet de construction d'un lycée à Junglinster:**

Il me revient que le projet de construction d'un lycée à Junglinster aurait été soumis à une analyse budgétaire critique qui pourrait déboucher sur la réalisation de mesures d'économies.

Le Gouvernement ayant déclaré ne pas pratiquer une politique d'austérité dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer cette information? Dans l'affirmative, quel a été le coût estimatif initial des travaux d'infrastructure et d'équipement? Et quel serait le montant approximatif des économies à réaliser?

- Madame et Monsieur les Ministres pourraient-ils indiquer le cas échéant les éléments du projet qui seraient soit supprimés soit soumis à des économies budgétaires?

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en aurait-il été informé au préalable afin d'estimer l'impact de ces mesures éventuelles sur les aspects pédagogiques du projet? Si tel était le cas, quelle aurait été sa réaction face aux mesures proposées?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir dans ce contexte des précisions concernant l'utilisation possible des infrastructures sportives par les citoyens de la commune de Junglinster en dehors des heures de cours?

Réponse commune (5.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du nouveau lycée à Junglinster.

Nous nous permettons tout d'abord à renvoyer l'honorable Député à la réponse formulée le 3 janvier 2013 à la question parlementaire n°2449 de l'honorable Député Monsieur Léon Gloden *(cf. compte rendu n°4/2012-2013)*.

En effet, nous pouvons affirmer que le projet est exécuté comme prévu et aucun élément ne saurait confirmer les informations relatives à une quelconque réduction du budget disponible.

Toutefois, il est important de préciser que l'Administration des Bâtiments publics effectue en permanence une analyse critique par rapport à l'évolution des projets, dans l'optique notamment de pouvoir garantir la réalisation des constructions sans dérapage budgétaire.

Il ne peut donc être question d'une politique d'austérité, mais plutôt d'une gestion prudente des fonds disponibles. Ceci implique également des efforts au niveau des frais d'équipements spéciaux et didactiques du bâtiment. Ces applications tendent vers une gestion consciencieuse des budgets prévus à cet égard afin de pourvoir l'établissement du matériel nécessaire.

Cette gestion consciencieuse des budgets n'entravera en rien le bon fonctionnement du lycée. Le choix du matériel didactique se fera dans le but d'offrir un enseignement de qualité aux élèves.

Dès le début des projets de construction d'un lycée à Junglinster, il a été retenu que les installations sportives puissent être utilisées par les citoyens de la commune. Cette option est toujours d'actualité. Les conditions et modalités de l'utilisation devront être fixées avec les responsables de la commune par la voie d'une convention.

Question 2487 (7.1.2013) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **prise en charge par la sécurité sociale de personnes hospitalisées en état d'ivresse:**

Aux dires d'un médecin urgentiste, le nombre d'hospitalisations liées à des excès d'alcool augmenterait en effet fortement à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Sans vouloir dénier à ces personnes l'accès aux soins médicaux, la prise en charge de ces personnes par les services d'urgence pourrait se faire au détriment d'autres personnes aussi nécessiteuses et au comportement plus responsable.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Vu que la législation actuelle prévoit le remboursement «normal» des frais exposés par les personnes transférées à l'hôpital en raison d'un état d'alcoolisation avancé, sachant aussi que des assureurs privés appliquent dans de telles circonstances au moins une franchise, le Ministre ne voit-il pas la nécessité de modifier les textes légaux et réglementaires dans ce sens et envers une plus grande responsabilisation des assurés?

- Est-ce que d'autres situations, p. ex. le traitement en milieu hospitalier d'instigateurs de rixes eux-mêmes blessés, n'exigeraient pas un traitement similaire?

Réponse (4.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député suggère que les personnes transférées à l'hôpital en état d'ébriété avancée et les blessés, instigateurs de rixes, prennent eux-mêmes en charge, du moins en partie, les frais d'hospitalisation.

Si je suis en mesure de comprendre la motivation, pour ne pas dire l'exaspération de Monsieur le Député devant de tels faits déplorables, je me dois toutefois d'attirer son attention sur les effets d'une telle démarche qui risquerait de remettre en question le principe de solidarité, fondement même de notre système de sécurité sociale.

L'idée de vouloir imputer à l'auteur ces dépenses au motif qu'il a provoqué, sinon du moins participé à des faits ayant nécessité une prise en charge hospitalière soulève d'ailleurs inévitablement la question des limites applicables à une telle approche. Le cas échéant, la question reste posée de savoir s'il y a lieu d'adopter le schéma identique en ce qui concerne la prise en charge des frais de traitement d'un cancer du poumon ou d'un infarctus du myocarde chez le fumeur, celle relative au traitement du diabète chez l'obèse, voire la prise en charge des frais d'accident de ski…

Il va sans dire que je ne saurais me rallier aux arguments développés par Monsieur le Député que je voudrais toutefois rassurer alors que les médecins et les professionnels de santé des services d'urgences des établissements hospitaliers sont parfaitement en mesure de prioriser l'accès aux soins en fonction de l'urgence médicale, sans toutefois léser les «patients au comportement plus responsable».

Question 2495 (10.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**herbicide Roundup:**

Das N-(phosphonomethyl)glycine, ein glyphosathaltiges Breitband-Herbizid, besser bekannt unter dem Namen Roundup, von Monsanto kommerzialisiert, ist sehr umstritten, nicht zuletzt auf Basis der von Professor Eric Seralini aufgedeckten Tatsache, dass dieses Mittel krebserregend ist. Da dieses Mittel sehr viel in der Landwirtschaft gebraucht wird, besteht Grund zur Sorge. Dänemark hat anscheinend die TVA für dieses Mittel auf 56% erhöht.

Fragen:

1) Wie viel Roundup wird jährlich in der luxemburgischen Landwirtschaft verbraucht?

2) Gedenkt der Minister auch, eine TVA-Erhöhung für dieses schädliche Produkt vorzusehen, so wie es Dänemark getan hat?

3) Ist die Werbung für dieses schädliche Produkt in den gängigen Bauernzeitungen erlaubt? Wenn ja, warum?

4) Gibt es eine biologische Alternative zu Roundup?

Réponse (1.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Vorab möchte ich darauf hinweisen, dass die Studien von Herrn E. Seralini von der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) evaluiert wurden. Da diese Studien jedoch aus wissenschaftlicher Sicht als qualitativ unzureichend eingestuft wurden, konnten sie nicht als Sicherheitsevaluierungen berücksichtigt werden (siehe hierzu eine Veröffentlichung der EFSA:

http://www.efsa.europa.eu/fr/efsajournal/pub/2986.htm).

Es gibt in Luxemburg eine gewisse Anzahl von zugelassenen Produkten, deren Handelsname das Wort „Roundup" enthält: Roundup, Roundup ++, Roundup Force, Roundup Max, Roundup PowerMax, Roundup PowerTurbo, Roundup Ultra.

Ich gehe daher davon aus, dass Sie mit der Bezeichnung „Roundup" im Allgemeinen die Mittel auf Basis von Glyphosat meinten. Eine Liste

dieser Mittel finden Sie unter der Internetadresse:

https://saturn.etat.lu/tapes/tapes_de_lst_mlt.jsp?mac=GLYPHO&fam=_&c1=_&o1=_&tox=1

Momentan gibt es keine verlässlichen Statistiken betreffend die ausgebrachten Mengen an diesen Mitteln. Laut unseren Informationen organisiert die luxemburgische Statistikbehörde (Statec) zurzeit eine betreffende Umfrage bei allen betroffenen Parteien; deren Ergebnisse werden allerdings frühestens in einigen Monaten erwartet.

Ihre Aussage betreffend eine TVA-Erhöhung in Dänemark für diese Produkte entspricht nicht der Realität. Auf Anfrage bei der dänischen Botschaft in Luxemburg wurde uns versichert, dass Dänemark keine TVA-Erhöhung auf solchen Produkten vorgenommen hat und dass dies auch nicht vorgesehen ist.

Da das Produkt „Roundup" sowie die anderen Produkte auf Basis von Glyphosat in Luxemburg offiziell zugelassen sind, darf auch dafür geworben werden.

Eine „biologische" Alternative im Sinne des biologischen Landbaus gibt es nicht, da in der biologischen Landwirtschaft sämtliche Herbizide verboten sind und dort zur Unkrautkontrolle nur auf mechanische Methoden und Fruchtfolgegestaltung zurückgegriffen wird.

Im konventionellen Landbau gibt es zur Unkrautvernichtung ebenfalls die mechanischen Methoden (Pflug, Hacke, Striegel…), die von den meisten konventionellen Betrieben als wichtige Ergänzung zu den chemischen Mitteln benutzt werden.

Eine weitere Alternative ist die thermische Methode (Abflammgeräte), welche jedoch eher kleinflächig, z. B. im Gemüsebau, zu benutzen ist.

Question 2496 (10.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **déchets de construction:**

Es wird viel über die Bauschuttdeponien geredet. So ist die Debatte über die Deponie Folkendingen noch in bester Erinnerung und die neu einzurichtende Deponie in Beidweiler ist auch umstritten, nicht zuletzt, weil kein Abkommen mit dem Grundeigentümer vorliegt. Erstaunlich ist, dass eine immer größere Nachfrage nach Deponien besteht.

Fragen:

1) Warum steigen die deponierten Tonnagen? Wird auch ausländischer Bauschutt in Luxemburg deponiert?

2) Wie viel verdient durchschnittlich ein Deponiebetreiber pro Tonne deponiertem Bauschutt?

3) Wie viel kostet durchschnittlich eine Tonne Bauschutt, die recycelt wird?

4) Wie viel kostet durchschnittlich eine Tonne Bauschutt, die exportiert wird?

5) Was tut der Minister, um die Recyclingquote zu erhöhen, da diese seit 2007 stagnierend ist?

6) Warum veröffentlichen Statec und Umweltverwaltung unterschiedliche Daten? Zum Beispiel für 2007 soll die Tonnage laut Statec 4,997 Mio. Tonnen gewesen sein und laut Umweltverwaltung 5,736 Mio. Tonnen.

Réponse (1.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Die deponierten Tonnagen sind direkt an die ökonomischen Aktivitäten im Bausektor gekoppelt und steigen respektive sinken somit als Folge dieser Begebenheit.

In den Jahren 2007 und 2008 wurden jeweils nur geringe Mengen Bauschutt importiert. In den Jahren danach wurde kein Bauschutt mehr aus dem Ausland in Luxemburg deponiert. Diese Zahlen beziehen sich auf die beim Umweltamt eingegangenen Notifizierungen von Abfalltransporten.

Die Deponiepreise reichen von ungefähr 3,8 bis 6 Euro pro Tonne deponiertem Material. Die Annahme von recyclingfähigem Material ist in der Regel kostenlos. Die Gewinnspanne der jeweiligen Betreiber unterliegt ausschließlich deren spezifischer Kostenberechnung und ist dem Umweltamt daher nicht bekannt. Das Gleiche gilt auch für die Kosten exportierter und recycelter Mengen.

Die in der Frage erwähnte Recyclingquote scheint zu stagnieren, da diese sich ausschließlich auf die auf den Deponien angelieferten recyclingfähigen Materialien bezieht. Diese Menge ist in der Tat relativ konstant und kann nicht verbessert werden, da das Recycling von Baumaterialien sich hauptsächlich außerhalb der Deponien abspielt. Die Recyclingquote für Bauabfall, außer Erdaushub, beläuft sich landesweit für das Jahr 2010 auf etwa 95% (provisorische Zahl).

Was den Erdaushub betrifft, ist festzustellen, dass ein Großteil der recyclingfähigen Böden auch tatsächlich wiederverwertet wird. Aufgrund der geologischen Situation in den verschiedenen Regionen des Landes verbleiben jedoch immer Mengen an Böden, insbesondere Lehmböden, die nicht weiterverarbeitet werden können. Wie viel jedes Jahr dem Recycling zugeführt werden kann, hängt im Wesentlichen davon ab, in welcher geologischen Formation sich die Bauvorhaben befinden.

Tatsächlich befindet sich zurzeit der größte Teil der Bauvorhaben in den Regionen, in denen die ausgehobenen Erdmassen schwierig bis gar nicht wiederzuverwerten sind.

Für 2007 haben Statec und Umweltamt unterschiedliche Daten geliefert, da die Daten vom Umweltamt im Rahmen des jährlichen Tätigkeitsberichts früher veröffentlicht werden müssen und somit teilweise auf Schätzungen basieren. Die vom Statec gelieferten Daten beruhen auf den dem Umweltamt später vorliegenden definitiven Zahlen. Allerdings beinhalten die Daten vom Statec, wie in dessen Bericht in der Fußnote angegeben, nicht alle Verfüllungen.

Question 2497 (10.1.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **composition des commissions cynégétiques régionales:**

Par la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse furent instituées cinq commissions cynégétiques régionales en conformité avec les arrondissements de l'Administration de la Nature et des Forêts. Leur mission est purement consultative et porte sur l'élaboration et les modifications subséquentes des plans de tir tels que prévus par cette loi. Chaque commission cynégétique régionale est composée de sept membres nommés par le ministre, comprenant: un délégué de l'administration; trois délégués des associations de la chasse; deux représentants de la Chambre d'Agriculture et un représentant des propriétaires forestiers.

Par arrêté ministériel du 14 décembre 2012, Monsieur le Ministre a nommé les membres des cinq commissions cynégétiques régionales. Or, force est de constater que deux personnes sont membres dans toutes les cinq commissions régionales et qu'une personne est membre dans trois commissions régionales.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Développement durable et aux Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer le but poursuivi par la nomination des mêmes personnes dans plusieurs des cinq commissions cynégétiques régionales?

2. Est-ce que ces nominations multiples sont conformes à l'esprit de la loi relative à la chasse ou est-ce que Monsieur le Ministre a changé d'avis et pense éventuellement qu'une seule commission cynégétique nationale soit mieux appropriée pour effectuer la mission souhaitée?

Réponse (1.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse institue cinq commissions cynégétiques régionales, géographiquement superposées aux arrondissements de l'Administration de la Nature et des Forêts, au lieu d'une seule commission nationale. L'objectif est de prendre davantage en considération les spécificités régionales au niveau de la densité du gibier pour l'établissement des plans de tir. Dès lors, il serait opportun et souhaitable d'avoir des représentants au niveau des commissions qui possèdent ces connaissances régionales et qui y sont sensibles.

Force est de constater que la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL) a proposé, en tant que délégués des associations de la chasse, des nominations multiples (deux personnes sont par exemple membres dans toutes les commissions), ce qui peut paraître contraire à l'esprit de la loi.

Néanmoins, vu l'urgence des nominations et du fonctionnement des commissions, le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures a dans son arrêté ministériel du 14 décembre accepté la proposition de la FSHCL.

Toutefois, le Ministre a l'intention de rendre la FSHCL attentif à ce fait et de leur signaler de proposer des nouveaux représentants au cours des prochaines semaines reflétant davantage une composante régionale.

L'Administration de la Nature et des Forêts, la Chambre d'Agriculture ainsi que l'a.s.b.l. Privatbësch pour les propriétaires ont tous respecté l'esprit de la loi en nommant des délégués différents au niveau des cinq commissions.

Question 2499 (10.1.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **production d'électricité à base de biogaz:**

Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les énergies renouvelables vient de faire l'objet d'une modification par le biais du règlement grand-ducal du 15 novembre 2012. Avant cette modification il a été fait état des contradictions que ledit règlement grand-ducal présente au niveau des dispositions concernant les centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz. En effet, d'après ce règlement grand-ducal, les centrales de biogaz sont désavantagées au niveau de leur rémunération pour l'électricité qu'elles ont injectée à partir du moment où elles ne sont pas en mesure d'augmenter leur capacité. Les producteurs d'électricité à partir de biogaz sont ainsi contraints d'avoir recours à la culture de plantes énergétiques ou de procéder à une modification de leurs centrales pour répondre aux exigences du règlement grand-ducal du 8 février 2008. Les deux solutions précitées s'avèrent non seulement très coûteuses mais ne répondent aucunement à une approche durable. Bien conscient de cette situation le Ministre a déclaré en réponse à des questions parlementaires qu'il allait prendre les critères à la base de la rémunération de l'électricité injectée sur le métier à l'occasion de l'élaboration du règlement grand-ducal destiné à modifier le règlement grand-ducal du 8 février 2008.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Ministre peut-il m'expliquer pour quelles raisons les critères à la base de la rémunération de l'électricité injectée pour les producteurs d'électricité à partir de biogaz n'ont pas été modifiés par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2012?

- Le Ministre n'estime-t-il pas qu'il existe une contradiction patente entre les objectifs de développement durable poursuivis par une politique promouvant les énergies renouvelables et des critères qui sont diamétralement opposés à ces derniers?

- En 2010 une partie des producteurs d'électricité à partir de biogaz n'ont pu atteindre l'augmentation de la production en électricité demandée de 40% étant donné que le gestionnaire de réseaux d'électricité et de conduites de gaz naturel a effectué des travaux sur le réseau. Le fait que les quotas n'aient pas été atteints n'était donc pas à imputer aux producteurs. Monsieur le Ministre entend-il dédommager les producteurs pour les pertes encourues?

- Dans certains pays les exploitations agricoles obtiennent un bonus pour le lisier. Le Ministre peut-il me renseigner pour quelles raisons un tel bonus n'est pas introduit au Luxembourg vu qu'il serait regrettable que les centrales de biogaz de première génération devaient arrêter leur production?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (6.3.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen concernant la production d'électricité à base de biogaz, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La réglementation du 8 février 2008 relative à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables a été modifiée par le règlement grand-ducal du 15 novembre 2012 pour revoir à la baisse les rémunérations accordées aux centrales photovoltaïques. Cette intervention s'est avérée nécessaire suite à la baisse spectaculaire des coûts des modules photovoltaïques au cours des dernières années.

Cette modification ponctuelle précède donc une refonte plus généralisée de toutes les rémunérations accordées à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, refonte qui se trouve en phase de finalisation. L'augmentation de la majorité de ces rémunérations est censée donner un nouvel élan au développement des énergies renouvelables au Luxembourg. Il est prévu de soumettre cette réforme au Conseil de Gouvernement à brève échéance, réforme qui englobe de nouvelles catégories et de nouveaux concepts de rémunération. Ces modifications doivent être autorisées par la Commission européenne qui statue en matière d'aides d'État afin d'éviter des rémunérations excessives et indues.

Pour ce qui est de la prétendue incompatibilité de la réglementation du 8 février 2008 prémentionnée avec les objectifs de développement durable, il y a lieu de préciser que l'approche poursuivie par cette réglementation est entièrement en ligne avec le plan d'action national en matière des énergies renouvelables approuvé par le Conseil de Gouvernement. Ledit plan prévoit en 2020 le recours (par les installations de biogaz) à des surfaces agricoles cultivées avec des plantes énergétiques de quelque 2% des surfaces agricoles disponibles. Actuellement, ces surfaces sont loin d'être utilisées. Sans le recours à ces surfaces, il y aurait lieu de développer davantage d'autres potentiels d'énergie renouvelable au Luxembourg, comme par exemple l'énergie éolienne, pour pouvoir compenser les quantités manquantes dans le respect du plan d'action national en matière des énergies renouvelables.

Étant donné que les rémunérations de l'électricité produite à partir de biogaz sont des aides d'État autorisées par la Commission européenne et que les rémunérations sont accordées pour une durée de 15 ans, il n'est pas facile de les adapter a posteriori. En principe la planification d'une installation avec une rémunération garantie sur 15 ans devrait permettre à un exploitant de prendre une décision en fonction des opportunités et des risques liés à son investissement. Néanmoins, je suis enclin d'introduire dans la procédure réglementaire une modification des critères relatifs aux extensions pour les assouplir dans la mesure du possible.

Suivant les informations dont je dispose, le non-respect des seuils prévus en matière d'extensions d'installations de biogaz n'est pas dû à des circonstances qui sont occasionnées par un tiers. Si tel était le cas, une solution aurait pu être trouvée pour les deux cas de figure dont j'ai connaissance. Mes services ont essayé, en étroite collaboration avec les acteurs et autorités impliqués, de solutionner ces cas concrets. Comme le respect des textes réglementaires s'impose, les discussions se poursuivent dans cet esprit en fonction de la plus grande indulgence possible envers les exploitants concernés.

En ce qui concerne la prime de lisier, il est prévu d'instituer une telle rémunération dans le projet de règlement grand-ducal prémentionné qui sera introduit dans la procédure réglementaire à brève échéance, prime qui devra également être autorisée par la Commission européenne.

Question 2502 (14.1.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **consommation d'alcool des jeunes:**

Eng Lëtzebuerger Televisiounschaîne huet d'lescht Woch an hiren Noriichten ee Reportage iwwer Jonker an den Alkohol gemaach. Hei gëtt gesot, datt ëmmer méi Jonker scho ganz fréi an ënnert dem legalen Alter vu 16 Joer, de Weekend a viru Feierdeeg Gedrénks mat Alkohol dran drénken. Eng sëlleche vun hinnen iwwerdreiwen esou staark, datt se mussen an d'Klinik bruecht ginn. Am Spidol vun der Stad Lëtzebuerg, dem CHL, sollen eleng am Mount Dezember, op zwielef Deeg Garde, 20 Jonker an d'Urgence komm sinn, déi ze vill gedronk haten. An der Kannerklinik niewendru gouf et 2012 esouguer 16 Kanner mat enger Alkoholsvergëftung! Déi jénkst Patiente sollen zwielef Joer al gewiescht sinn!

A leschter Zäit sollen och Caféë bei de Schüler Reklamm gemaach hunn, fir bei si ze kommen a Partyen ze organiséieren, wou se esou vill drénke kënnen ewéi se wëllen. Déi Jonk bräichten nëmmen Entrée ze bezuelen an duerno wär dann d'Gedrénks mam Alkohol fir näischt.

D'Regierung versicht elo schonn zënter enger Rei Joren derfir ze suergen, datt net ze vill Gedrénks mat Alkohol dra soll gedronk ginn. Gesetzer si gemaach a geännert ginn, fir datt d'Leit net méi mat ze vill Alkohol am Blutt sollen Auto fueren an datt Jonker ënner 16 Joer keen Alkohol solle kréien. Campagnë si gemaach gi fir d'Leit ze informéieren an d'Preventioun besser ze maachen. An awer schéngt dat

alles net géint den Abus vum Alkohol ze wierken. An engems wëllt d'Regierung déi nächste Méint een nationale Plang géint den Alkohol virstellen.

Dofir wëll ech dem Gesondheetsminister gären dës Froen hei stellen:

- Kennt de Minister déi Zuele vu Jonker, déi am CHL am Mount Dezember 2012 an an der Kannerklinik d'lescht Joer behandelt gi sinn, well se ze vill Alkohol gedronk haten? Wa jo, kann hien dës Zuele confirméieren? Ginn et iwwerhaapt an den eenzelne Spideeler hei am Land prezis Zuelen iwwer Jonker, déi wéinst ze villem Alkohol d'lescht Joer behandelt gi sinn? Wa jo, kann de Minister dës Zuele soen? Wann net, wéisou ginn et da keng Zuelen iwwert dës Fäll?

- Weess de Minister Bescheed, datt et Caféën am Land ginn, déi bei Jonke Reklamm maachen, fir bei hinne fir een niddrege Präis kënnen esou vill Gedrénks mat Alkohol ze kréien ewéi se wëllen? Wa jo, missten déi Caféën net méi genee kontrolléiert ginn? Wéi gëtt iwwerhaapt gekuckt, datt d'Gesetz vun 2006 respektéiert gëtt? Gëtt an de Caféë kontrolléiert ob si sech, éischtens, drun halen, datt keen ënner 16 Joer Alkohol kritt an datt, zweetens, een, dee schonns ze vill gedronk huet, net nach weider ze drénke kritt? A wéi ginn déi aner Plaze wou een Alkohol ze kafe kritt, ewéi zum Beispill Butteker a Bensinstatiounen, kontrolléiert?

- Wat ass dem Minister säi Bilan vu Campagnen ewéi «Keen Alkohol ënner 16 Joer»? A kann de Minister soen, wat déi grouss Linne vum nationale Plang géint den Alkohol sinn? Wéini ass dëse fäerdeg? Wäert ee Gesetzesprojet déposéiert ginn oder Gesetzer/Reglementer geännert ginn?

Réponse (1.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Bien que l'honorable Parlementaire ait formulé sa question en langue luxembourgeoise, je me permets de rédiger en langue française ma réponse, alors que celle-ci comporte l'utilisation de termes techniques que la langue luxembourgeoise ne connaît pas.

Mes services disposent de données sur les intoxications alcooliques aiguës des jeunes de moins de 16 ans suivis dans le service d'urgence de la Kannerklinik pour la période située entre mai 2011 et mars 2012, ainsi que de données sur les jeunes de 16 à 18 ans admis aux urgences du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) pendant la même période. Ces données proviennent d'une enquête commanditée par mon Ministère et menée au sein de la Kannerklinik et de l'Hôpital Municipal du CHL.

Il en ressort que les cas hospitalisés se présentaient souvent avec des taux d'alcoolémie supérieurs à 2g/l. Ces états éthyliques étaient surtout dus à l'absorption en grande quantité d'alcools forts. Ces cas n'étaient toutefois pas seulement limités aux weekends, voire aux soirées de weekend, mais une partie de ces jeunes se trouvaient dans cet état en cours de journée. Pour les trois quarts de ces adolescents il s'agissait de la première intoxication. Concernant les circonstances de la consommation ayant mené à l'intoxication, 56% des jeunes concernés ont affirmé avoir consommé de l'alcool entre amis du même âge.

Le phénomène du «binge drinking», à savoir la consommation de grandes quantités d'alcool, qui concerne aussi les plus jeunes, est surtout observé à l'extérieur du foyer familial ou d'autres structures encadrées empêchant de la sorte toute possibilité de contrôle par des adultes. Ce phénomène, qui est plus particulièrement observé dans le cadre du groupe social des amis et des copains, a surtout lieu à l'extérieur des locaux destinés à la consommation d'alcool et concerne essentiellement l'alcool fort.

L'origine de cet alcool fort n'a pas pu être déterminée par l'enquête précitée. Il peut toutefois provenir du commerce ou du foyer familial.

Étant donné que l'intoxication alcoolique aiguë constitue un diagnostic médical, celui-ci apparaît dans les dossiers médicaux des urgences du CHL et des autres établissements hospitaliers participant au service des gardes. Toujours est-il que ces dossiers sont confidentiels et que les informations sont essentiellement limitées à l'usage médical curatif intrahospitalier.

Selon les informations fournies par le CHL, la quasi-totalité des cas d'intoxication alcoolique aiguë chez les jeunes requièrent toutefois une hospitalisation. Sur base de la loi hospitalière, le Ministre de la Santé peut avoir recours aux données anonymisées des diagnostics ayant nécessité une hospitalisation. Ces données sont disponibles auprès de la CNS et de l'IGSS.

La problématique de la consommation de boissons alcooliques chez les jeunes constitue une cible prioritaire dans la lutte contre les méfaits de l'alcool. Je tiens à rappeler qu'un premier pas contre ces méfaits a été franchi avec l'adoption du règlement grand-ducal du 28 décembre 2005 relatif aux boissons alcooliques confectionnées, qui introduit une taxe sur les alcopops. Cette taxe a d'ailleurs fortement contribué à la disparition presque intégrale de ces produits du marché luxembourgeois.

Une étape décisive a ensuite été atteinte avec l'adoption de la loi qui interdit la vente de boissons alcooliques à des mineurs de moins de 16 ans, dont fait référence Monsieur le Député.

Je viens par ailleurs de charger le groupe interdisciplinaire, qui traite de la problématique de la consommation d'alcool chez les jeunes, et que j'avais mis en place dès 2005, d'élaborer un plan national alcool. Ledit groupe a identifié les jeunes consommateurs comme étant une cible prioritaire des efforts préventifs actuels et futurs. Une information et une mise en garde devant les effets souvent rapides et incontrôlables de la consommation d'alcools forts, ainsi qu'un contrôle plus sévère de la mise à disposition de boissons alcooliques en général aux jeunes sont ainsi, parmi d'autres mesures, prévus et partiellement déjà en cours d'être mis en place.

Ce plan national, qui détermine une stratégie pluriannuelle, résulte d'un travail d'experts interdisciplinaire et multisectoriel. Les quatre champs d'actions prioritaires sont consacrés à:

- la prévention chez les femmes enceintes et allaitantes,

- la prévention et la protection des enfants et des adolescents,

- la prévention sur le lieu de travail,

- la sécurité routière.

Dans chaque domaine d'intervention des actions de prévention, de détection précoce et d'intervention brève, de traitement et de monitoring sont prévues.

Le plan d'action devrait pouvoir être finalisé d'ici l'été.

Dans le cadre de la lutte contre les effets néfastes de l'alcool, et surtout contre les pratiques de consommation ciblant l'ivresse chez les adultes, mais encore davantage chez les jeunes, ce groupe a encore identifié la pratique du «flat rate» (i. e. consommation à volonté d'alcool contre paiement d'une indemnité fixe dans un établissement destiné à la vente d'alcool pour consommation sur place) comme une cible évidente et hautement prioritaire. En effet, ces pratiques qui ciblent essentiellement la clientèle jeune, voire très jeune, sont condamnables d'un point de vue déontologique. De surcroît, elles risquent également d'être en conflit avec la loi du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets qui prévoit que le tenancier d'un tel établissement est tenu d'en interdire l'accès à tout mineur de moins de 16 ans non accompagné par un adulte et, plus particulièrement en ce qui concerne le «flat rate», de ne pas servir de boissons alcooliques à une personne qui montre des signes manifestes d'ébriété.

Il appartient aux forces de l'ordre d'assurer le respect de la législation.

Les actions de «street marketing» par les acteurs de la prévention sont également utiles aux fins d'information, de sensibilisation et de réduction des risques.

Enfin sont également à recommander des contrôles effectués par les organisateurs à l'entrée lors d'évènements festifs, de fêtes ou de bals, pour vérifier l'âge des consommateurs et/ou leur état d'ivresse.

La campagne pluriannuelle «Keen Alkohol ënner 16 Joer» a été évaluée. Le processus d'évaluation s'est étendu sur trois années (2010 à 2012). L'étude d'évaluation vient d'être publiée: «Lokale Netzwerkbildung als strategisches Konzept in der Prävention: Evaluation einer Sensibilisierungskampagne zum Alkoholkonsum im Jugendalter» (Springer VS; 2013).

Il en ressort que la responsabilisation des adultes et la formation de réseaux d'intervention et d'action constituent une stratégie de prévention efficace contre l'abus d'alcool chez les adolescents et les jeunes adultes.

Les personnes interrogées lors de cette étude d'évaluation accordaient une grande importance aux mesures législatives et à la politique des prix et des taxes, mais relevaient également l'effet de renforcement de la campagne médiatique d'information et de sensibilisation. Les multiplicateurs auprès des différentes communes ayant participé à la campagne ont été des éléments-clefs pour le succès de la campagne.

Les enquêtes ont également montré que les infractions à la loi portant réforme du régime des cabarets étaient plus nombreuses que celles concernant l'interdiction de la vente d'alcool aux mineurs de moins de 16 ans en dehors des débits de boisson. Les infractions étaient surtout nombreuses lors d'évènements publics ou de fêtes sans contrôles d'entrée.

Étant donné que les jeunes s'attendent à ce que les adultes jouent un rôle de modèle social et qu'à ce titre, ils prennent également leurs responsabilités dans ce domaine, il est important d'insister sur le rôle constructif d'un dialogue intergénérationnel sur les facteurs de risques concernant l'abus d'alcool.

Ce constat souligne l'importance de la formation d'adultes engagés et bénévoles, mais également de l'implication accrue des parents et des éducateurs.

Question 2504 (16.1.2013) de **MM. Félix Braz** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **avertissements taxés des agents municipaux:**

Dans le cadre de leurs attributions légales (fixées par la loi communale) les agents municipaux concourent, sous l´autorité du collège des bourgmestre et échevins et en accord avec le commandant du commissariat de police, à la constatation des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés.

Or, force est de constater que les avertissements taxés établis par les agents municipaux ne sont pas traités de la même façon que ceux délivrés par les agents de la Police grand-ducale. En effet, ce n'est qu'après le troisième avertissement taxé non payé d'un agent municipal qu'un procès-verbal est dressé contre un contrevenant, tandis que cette procédure est déclenchée après le non-paiement du premier avertissement taxé délivré par un agent de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer sur quelle base légale les différentes procédures susmentionnées sont appliquées?

2. Est-ce que Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que cette façon de procéder risque de désavouer le travail des agents municipaux?

Réponse commune (18.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Aux termes de l'article 99 de la loi communale, chaque commune peut avoir un ou plusieurs agents municipaux qui concourent sous l'autorité du bourgmestre et des échevins, en accord avec la police, à la constatation des infractions en matière de stationnement en décernant des avertissements taxés conformément aux alinéas 1er, 2 et 3 de l'article 15 de la loi du 14 février 1955 sur la circulation routière.

Le propre d'un avertissement taxé est qu'un agent habilité à ce faire, après avoir constaté lui-même une infraction, peut inviter le contrevenant à verser immédiatement entre ses mains la taxe due, soit, lorsque la taxe ne peut pas être perçue sur le lieu même de l'infraction, qu'il s'en acquitte dans le délai lui imparti par sommation. Dans cette deuxième hypothèse, le paiement peut notamment se faire dans le bureau de la Police grand-ducale ou par versement au compte postal ou bancaire indiqué par la même sommation.

Or, en l'occurrence le versement direct de la taxe n'est pas permis aux agents municipaux.

En droit strict à l'heure actuelle les agents municipaux ne dressent pas d'avertissements taxés mais se limitent à inviter les contrevenants à payer une amende et dénoncent le fait constaté à la police qui continue la procédure.

Les agents municipaux ne dressent donc pas d'avertissements taxés, le «papillon» qu'ils apposent à l'avant de la voiture contient uniquement le numéro d'immatriculation de la voiture, mais non pas le nom du propriétaire, ni celui du conducteur du véhicule.

Il s'agit donc en l'espèce plutôt d'une dénonciation à la police.

On ne saurait soutenir à l'heure actuelle que les agents municipaux dressent effectivement des avertissements taxés.

Il s'y ajoute que la loi relative à l'accès des magistrats et officiers de police judiciaire à certains fichiers ne permet en rien aux agents municipaux d'avoir accès à ces fichiers. Or, à défaut de consulter ces fichiers, il est impossible de dresser un avertissement taxé, étant donné qu'on ne peut pas identifier le propriétaire d'une voiture mal garée, etc.

Les agents municipaux ne dressant pas d'avertissements taxés, on ne saurait affirmer que les infractions constatées par eux seraient traitées différemment de celles constatées par la police. La question posée manque donc en fait de pertinence.

Il est exact qu'au début des années 1990 il fut convenu entre le parquet de Luxembourg et la direction générale de la police que la police ne réserverait à ces dénonciations des agents municipaux aucune suite au niveau policier et ne dresserait un procès-verbal que dans les situations où le contrevenant n'aurait pas mis de ticket, où l'heure du stationnement payé aurait été dépassée mais en aucun cas dans les situations où le stationnement illicite aurait constitué une contravention plus grave en matière de stationnement tels les stationnements sur un endroit réservé aux handicapés, sur un passage pour piétons, tout près d'un carrefour ainsi qu'en cas de gêne manifeste de la circulation.

À l'époque il fut convenu que si un contrevenant dépassait durant un laps de temps supérieur à un an deux ou trois contraventions du chef d'infractions minimes en matière de stationnement, procès-verbal serait dressé pour toutes les infractions commises.

Au moment où cet accord, purement verbal, est intervenu entre la direction de la police et le parquet, les deux parties étaient d'accord pour dire que l'accord s'imposait étant donné que le parquet faisait valoir que si la police courait derrière chaque contravention minime en matière de stationnement, le principe de la proportionnalité ne serait pas observé.

Il importe encore de relever qu'à l'époque de cet arrangement on craignait une avalanche de procès-verbal alors que le nombre des agents municipaux venait d'être augmenté sensiblement et ceux-ci s'étant vu accorder de nouveaux pouvoirs.

Cet accord oral sera réexaminé par les deux parties prochainement pour voir s'il est opportun de le maintenir.

Question 2507 (17.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg:**

La presse quotidienne belge a annoncé que, selon le plan Infrabel pour le rail dans les provinces de Namur et de Luxembourg, la ligne ferroviaire de Rivage-Gouvy (ligne 42), qui relie les villes de Luxembourg et de Liège, risque d'être fermée à (très) court terme, tout comme d'autres lignes du réseau wallon, à savoir les lignes 43, 165 et 167. À en croire un responsable de la province du Luxembourg ce plan serait «imbuvable pour les Luxembourgeois!» Et il le serait «tout autant pour les Namurois et les Liégeois dans la mesure où il met en péril les liaisons entre la province de Luxembourg et ses voisines» (Le Soir du 12/13 janvier).

Qui pis est, la ligne Namur-Libramont-Arlon (ligne 162), qui relie Luxembourg à Bruxelles, serait encore entretenue durant cinq ans, puis elle risquerait également la fermeture «si rien ne change en matière de moyens». Il n'est donc point étonnant que les Luxembourgeois belges aient mis en place un «comité de vigilance» appelé à mener des négociations avec les ministres fédéral et régional de la mobilité en vue d'organiser un plan d'actions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces mesures proposées par la société Infrabel, en charge de l'infrastructure ferroviaire du Royaume de Belgique? Dans l'affirmative, le Gouvernement grand-ducal a-t-il contacté le Gouvernement belge, la SNCB ou les dirigeants de la société en question afin d'obtenir des informations précises en la matière?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il procéder pour éviter que ces mesures nuisibles pour le Grand-Duché ne se concrétisent à la fin du compte?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2507 du 17 janvier 2013, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet de l'avenir des lignes ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg.

Suite aux annonces informelles qu'un plan d'économie serait en cours de discussion en

Belgique, ayant notamment pour objet d'arrêter l'entretien de certaines lignes ferroviaires en Belgique, j'ai adressé un courrier à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité de la Belgique, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Entreprises publiques, tout en situant ce dossier dans le cadre de nos opérations ferroviaires transfrontalières avec la Belgique.

Dans ce contexte, les stipulations du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946, le Memorandum of Understanding entre le Ministre des Communications du Royaume de Belgique et le Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage du 20 juin 1991, ainsi que le 2e Memorandum of Understanding du 8 décembre 1992 ont été rappelés.

Ainsi, l'article 4 du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946 stipule que:

«Article 4. Les Parties contractantes veillent à des infrastructures ferroviaires insérées au mieux dans les réseaux de transport transeuropéens et assurant la continuité du service par chemin de fer au-delà des frontières communes.

Elles assurent la maintenance et le développement de ces infrastructures en sorte à permettre au trafic international de voyageurs et de fret de transiter dans les meilleures conditions par le réseau luxembourgeois, comme si ce réseau faisait partie intégrante du réseau belge ou du réseau français.

Dans l'intérêt de l'intégration des parties belge, française et luxembourgeoise de la région transfrontalière, de la mobilité des personnes qui y résident et travaillent, et des échanges entre les différents pôles d'activités qui y sont établis, les Parties contractantes favorisent les relations transfrontalières par chemin de fer à des conditions appropriées de desserte, de cadence, de temps de parcours et de confort, notamment lorsque ces relations revêtent sur tout ou partie de la liaison un caractère de service public.»

À noter enfin que la SNCFL, de leur côté, est également intervenue auprès de leurs homologues du groupe SNCB afin de souligner l'importance de ce réseau ferroviaire.

Question 2508 (17.1.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**attaque de cyberespionnage du réseau «Red October»:**

Le Luxembourg a été cité dans la presse comme un des pays visés par l'attaque de cyberespionnage du réseau «Red October». Une information qui a été confirmée par le CERT (Computer Emergency Response Team). D'après le CERT seule une machine du réseau informatique de l'État aurait été touchée et le transfert illicite de données qui fut engagé aurait immédiatement été arrêté grâce à des mesures de protection.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le département qui a été visé par l'attaque?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la date d'activation et le début de la transmission d'informations au réseau «Red October»?

3. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les informations transmises au réseau «Red October»?

4. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces informations sont liées directement ou indirectement à la sécurité du pays ou à la protection du patrimoine économique du Luxembourg?

5. Monsieur le Ministre peut-il m'informer si l'on peut conclure de la façon de procéder de «Red October» sur les informations recherchées dans le réseau informatique de l'État?

Q100

Réponse (15.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

1. La machine du réseau informatique de l'État contre laquelle l'attaque était dirigée, a été très rapidement identifiée par le CERT gouvernemental (les équipes en charge de la sécurité informatique de l'État) lequel a mis en place des mesures pour neutraliser les effets de l'attaque. L'information concernant le département de l'État visé est une information qui ne peut être divulguée pour des raisons de sécurité. Cette information n'est par ailleurs pas de nature à apporter des éclaircissements supplémentaires pertinents.

2. Grâce au professionnalisme des équipes en charge de la sécurité du système d'information (CERT et CTIE) le début de l'attaque a pu être déterminé et fixé au 13 août 2012.

3. Pour des mêmes raisons de sécurité, la nature des informations interceptées illégalement ne sera pas dévoilée. Cependant les informations interceptées ne relevaient pas de la catégorie de données classifiées conformément à la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité.

4. L'attaque a permis de rendre accessibles des documents de travail d'un agent de l'État qui ne contiennent pas des informations susceptibles de mettre en danger la sécurité du pays ou son patrimoine économique.

5. Les analyses détaillées du code malicieux utilisé sur la machine infectée sont en cours et il est dès lors prématuré de tirer des conclusions sur la nature des informations recherchées.

Question 2509 (17.1.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **plan d'action national en matière d'énergies renouvelables:**

Suivant la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 de la Commission européenne visant à promouvoir l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (20% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE d'ici à 2020), le Grand-Duché de Luxembourg a opté pour un taux de 11% (ce taux s'élevait à 2,8% en 2010 et a grimpé à 4% en 2012).

Le Grand-Duché a mis en service des centrales de production d'énergies électrique et thermique décentralisées. En ce qui concerne l'énergie éolienne, six nouvelles centrales de dernière génération d'une capacité de 2,3 MW chacune ont été installées au nord du pays. Outre les éoliennes, on met également l'accent sur l'énergie solaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement des différents projets d'installation de nouvelles centrales éoliennes?

- Le «repowering» (de 500 kW à 2.000 kW par éolienne) des quatre centrales éoliennes situées sur le plateau de Mompach, quadruplant ainsi la capacité du parc éolien de 2 MW à 8 MW, se trouve-t-il sur l'agenda?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quant au suivi des deux centrales éoliennes défectueuses du plateau de Putscheid? Est-il d'avis qu'il serait préférable de les remplacer directement par deux nouvelles centrales d'une puissance accrue de 2 MW?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel du projet «mur antibruit équipé de panneaux photovoltaïques» le long de l'autoroute A1 (Luxembourg-Trèves)?

Réponse (7.3.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne l'état d'avancement des différents projets d'installation de nouvelles centrales éoliennes sur le territoire national, j'aimerais préciser, en me référant à la réponse à la question parlementaire n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)* que mes compétences incluent notamment la définition des objectifs nationaux quant au développement des énergies renouvelables sur le territoire national et la proposition de mesures pour atteindre ces objectifs. Il appartient cependant aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Sur demande, la société Soler S.A., une joint-venture des sociétés Enovos Luxembourg S.A. et SEO S.A., qui est impliquée dans bon nombre de projets éoliens sur le territoire national, m'a confirmé que plusieurs projets sont à différents stades de la procédure d'autorisation sur le territoire national. Les projets qui sont les plus avancés sont l'extension du parc éolien «Kehmen-Heischent» (puissance totale: 6,9 MW), le parc éolien «Rulljen-Géisdref» (puissance totale: 16,1 MW) et le parc éolien «Huldang» (puissance totale: 11,5 MW).

En ce qui concerne la question du «repowering» des quatre installations situées sur le plateau de Mompach, j'aimerais me référer à la réponse à la question parlementaire n°1311 du 11 mars 2011 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu n°12/2011-2012)* pour réitérer le fait que le développement du potentiel en matière d'énergies renouvelables en général et d'énergie éolienne en particulier (y inclus le «repowering» des centrales sur le plateau de Mompach) appartient aux acteurs économiques. Il revient au Gouvernement de créer un cadre adéquat et des incitatifs suffisants pour le développement des potentiels techniquement réalisables. Néanmoins, la société Soler S.A. m'a informé sur demande qu'elle envisage de remplacer les installations existantes et que différents scénarios sont actuellement à l'étude.

Pour ce qui est de la question du «repowering» concernant les deux centrales éoliennes défectueuses du plateau de Putscheid, j'aimerais me référer aux réponses aux questions parlementaires n°0408 du 22 janvier 2010 des honorables Députés Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf *(cf. compte rendu n°10/2009-2010)* et n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis dans lesquelles j'ai soulevé que les décisions quant à un «repowering» ou une autre croissance de rendement ou de puissance de centrales éoliennes relèvent de la seule responsabilité des propriétaires respectivement exploitants de ces installations. Ceci inclut également les éoliennes situées sur le territoire de la commune de Putscheid. Néanmoins, sur demande la société Soler S.A. m'a encore fait part qu'elle envisage de remplacer les deux installations existantes et que les différentes variantes sont actuellement étudiées.

Le projet des «murs antibruit équipés de panneaux photovoltaïques», première initiative pour la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le réseau de la grande voirie, a été abandonné par manque de sites potentiels et à cause de problèmes d'emprise pour la mise en place de digues de terre offrant des versants orientés sud. Il en est de même pour les dispositifs antibruit sous forme d'écrans verticaux plats ou disposés en zigzag. La solution qui reste d'actualité est celle de profiter des talus d'autoroute orientés sud pour y mettre en place des panneaux photovoltaïques.

Une première analyse sommaire dans cette variante avait été entreprise sur initiative de la Fédération des Artisans.

L'étape suivante était de concrétiser ce projet en examinant ses opportunités sur les plans technique, économique et politique. Sachant que de toutes les énergies renouvelables la photovoltaïque était celle avec le plus mauvais rendement, il fallait assurer le financement du projet et désigner un maître d'ouvrage délégué pour s'occuper de sa réalisation.

En date du 20 juillet 2012 le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures se sont prononcés en faveur d'un financement à charge de l'État et ont proposé de confier la maîtrise d'ouvrage de ce projet à une entreprise externe.

Lors de plusieurs réunions de travail, il a été convenu qu'il fallait approfondir les études sommaires déjà entreprises par une étude plus appuyée des sites potentiels, en prenant en considération des critères techniques et économiques de l'installation proprement dite ainsi que ceux du raccordement au réseau de distribution du courant électrique.

En cas de confirmation du projet après cette analyse approfondie, des calculs de rentabilité détaillés seront réalisés pour les sites retenus.

L'adjudication des études, expertises et travaux se fera en conformité avec la loi sur les marchés publics.

Question 2510 (18.1.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale:**

Récemment l'Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale s'est adressée en désespoir de cause au public en publiant un communiqué de presse où elle explique qu'il lui est impossible d'obtenir du Ministre de tutelle une réponse satisfaisante quant aux interrogations qu'elle et ses ressortissants se posent dans le cadre des réformes projetées dans la fonction publique. En effet, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative se serait déclaré incompétent pour les questions ayant trait à l'administration gouvernementale et aurait invité les responsables de l'ACFAG à s'adresser au Premier Ministre. Or, l'Association des Cadres Fonctionnaires de l'Administration Gouvernementale n'aurait obtenu aucune réponse à ses courriers successifs demandant une entrevue avec le Premier Ministre.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'a en effet aucune compétence en matière d'organisation de l'administration gouvernementale?

- Messieurs les Ministres jugent-ils qu'il est normal qu'une association défendant les intérêts de ses ressortissants soit d'abord renvoyée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative auprès du Premier Ministre afin de pouvoir exposer ses doléances pour par la suite n'obtenir aucune réponse de ce dernier quant à ses demandes d'entrevue itératives?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que toute réforme demande d'abord de la part de ses instigateurs une oreille ouverte pour les interrogations que les premiers concernés, à savoir les agents publics, sont en droit de se poser?

Réponse (14.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'honorable Député Monsieur Fernand Etgen se réfère à un communiqué de presse de la part de l'ACFAG dans le contexte des réformes dans la fonction publique, en reprenant à son compte une plainte de cette dernière de ne pas avoir eu de réponse à ses courriers respectifs demandant une entrevue auprès du Premier Ministre. Monsieur le Député demande maintenant si le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'aurait pas de compétence en matière d'organisation de l'administration gouvernementale, pourquoi une association ne serait pas invitée à exposer ses doléances auprès du Premier Ministre et si tant le Premier Ministre que le Ministre de la Fonction publique ne devraient pas d'abord avoir une oreille ouverte pour les questions que les agents publics se posent.

En réponse, permettez-moi d'attirer d'abord l'attention de l'honorable Député au fait qu'il ne m'appartient pas de commenter un communiqué de presse qui engage unilatéralement une association professionnelle représentant et défendant au sein d'une administration les intérêts d'une seule carrière, à savoir celle des rédacteurs au service des départements ministériels.

Ensuite il n'est certainement pas exact de prétendre que le Gouvernement n'aurait pas eu l'oreille ouverte aux questions que se posent ses agents publics. En effet, je me dois de préciser, d'une part, qu'après de longues discussions et négociations qui se sont prolongées sur près de trois ans, et pour ce qui est de l'intérêt général de la fonction publique, deux accords ont pu être signés le 15 juillet 2011 entre le Gouvernement et la CGFP, l'un sur les réformes, l'autre en matière de politique salariale, accords suivis par un avenant le 27 avril 2012 après l'accord de conciliation du 30 mars de la même année. D'autre part, il m'est tout aussi important de rappeler que, pour ce qui est des sous-organisations de la fonction publique, j'avais organisé ensemble avec Madame la Ministre déléguée à trois reprises, et avec chacune d'entre elles qui en avait fait la demande, au cours de l'année 2012 des entrevues particulières, entrevues consacrées à une consultation sur leurs mémoires de revendications et au-delà sur les réformes projetées. Les trois réunions avec l'ACFAG ont eu lieu les 2 février, 30 avril et 5 juin 2012.

Je tiens enfin à assurer à l'honorable Député que le Gouvernement compte strictement respecter les termes des différents accords conclus avec la CGFP. Ai-je besoin d'ajouter que le Gouvernement a pris ses responsabilités et tenu ses engagements par le dépôt en date du 26 juillet 2012 des projets de loi relatifs aux réformes dans la fonction publique, accompagnés de celui de la mise en œuvre de l'accord salarial et d'une trentaine de projets de règlements grand-ducaux. Il incombe maintenant aux

membres de la législative d'organiser ses travaux et d'entendre dans ce contexte le cas échéant les organisations syndicales qui en feraient la demande.

Question 2511 (18.1.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **chômage dû aux intempéries:**

Les conditions météorologiques actuelles font en sorte que beaucoup d'entreprises, notamment celles du bâtiment et du génie civil, ont dû déclarer du chômage dû aux intempéries pour une partie de leur personnel auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM).

Dans ce cas, les dispositions légales prévoient que le Fonds pour l'Emploi intervient à partir de la 17e heure perdue à raison de 80% de la rémunération horaire moyenne brute effectivement touchée par le travailleur au cours des trois mois ayant précédé le mois de la survenance du chômage.

Il me revient toutefois que le versement de l'indemnité compensatoire de rémunération du chômage dû aux intempéries connaît des retards importants de sorte que certaines entreprises ne touchent leur indemnité que des mois après la déclaration auprès de l'ADEM.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, combien d'entreprises sont touchées par ces retards? Quelles sont les sommes qui tardent d'être versées aux entreprises concernées?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation? Est-il prévu de mettre en place une prise en charge directe de l'indemnité par le Fonds pour l'Emploi afin d'éviter que des entreprises ne connaissent des difficultés financières dues aux retards susmentionnés?

Réponse (27.2.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Par sa question parlementaire n°2511 l'honorable Député Alexandre Krieps a demandé des renseignements en relation avec le paiement de l'indemnité compensatoire de chômage dû aux intempéries.

Voici les informations demandées:

En 2012, 1.458 dossiers relatifs au chômage involontaire dû aux intempéries ont été introduits à l'ADEM.

598, soit 41% de ces dossiers étaient incomplets et ont dû être retournés aux entreprises pour être complétés.

La durée moyenne entre l'entrée du dossier et le moment où l'entreprise touche le chômage est de 32,7 jours. Pour les dossiers incomplets, cette durée est de 57,9 jours.

Au vu de ces informations, je laisse à l'appréciation de l'honorable Député si les informations qui lui sont parvenues correspondent à la réalité.

À noter que 831 entreprises et 17.949 salariés étaient concernés pour un total de 1.101.032 heures indemnisées.

Les dossiers reçus au courant du mois de décembre 2012 ont été liquidés au 1er février 2013.

3,5 postes de l'ADEM sont en charge du traitement de ces dossiers.

Le tableau ci-annexé regroupe les principales données chiffrées quant au chômage dû aux intempéries.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2512 (18.1.2013) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant la **garantie à l'emploi pour les jeunes:**

La Commission européenne a demandé aux États membres de mettre en œuvre une garantie à l'emploi pour les jeunes. À travers ce programme, les jeunes de moins de 25 ans devraient être intégrés dans l'emploi ou dans des mesures de formation au plus tard quatre mois après leur accession au marché de l'emploi. En clair, il s'agit de réduire la durée maximale de chômage des jeunes à moins de quatre mois.

La responsabilité pour la mise en œuvre et le financement du programme réside selon les traités européens auprès des États membres. Au Luxembourg le taux de chômage des jeunes se situe aux alentours de 20%.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre compte mettre en œuvre la garantie à l'emploi pour les jeunes au Luxembourg et dans quel délai?

2. Quelles seront les modalités de coordination et d'intégration entre les politiques «emploi» et «formation professionnelle» des dispositifs mis en œuvre en vue de la garantie à l'emploi pour les jeunes?

Réponse (22.2.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La Commission européenne a présenté le 5 décembre 2012 une proposition de recommandation du Conseil sur l'établissement d'une Garantie pour la jeunesse. Depuis lors, cette proposition a été discutée dans différents groupes de travail au niveau communautaire et sera sur l'agenda du Conseil «EPSCO» du 28 février 2013 pour adoption. Ce ne sera que par la suite que cette recommandation sera applicable.

Toutefois, je n'ai pas attendu une telle proposition de la part de la Commission pour développer une «garantie jeunes», cette idée figurant notamment dans un rapport du Parti Socialiste Européen (PSE) sur le chômage des jeunes que j'ai co-rédigé. J'ai présenté le 27 mars 2012 un plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes aux partenaires sociaux lors d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi. Ce plan d'action, qui est annexé à la présente réponse, prévoit que tout soit mis en œuvre pour «(…) proposer à tout jeune endéans des premiers quatre mois, soit un emploi, soit une mesure lui permettant de s'insérer professionnellement ou d'améliorer sérieusement son employabilité, soit une formation professionnelle ou une qualification, soit un retour à l'école pour ceux notamment qui ont interrompu leur scolarité prématurément».

Pour permettre la mise en œuvre de cette garantie avant le mois de juin 2014 au plus tard, le service emploi des jeunes de l'Agence pour le développement de l'emploi est en train d'être renforcé.

De même, la collaboration entre les différents services de l'orientation est améliorée. Les services de l'Agence pour le développement de l'emploi, le service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle et des représentants du Centre national de Formation professionnelle continue se réunissent régulièrement au sein d'une commission qui accompagne l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi inscrits.

La Maison de l'orientation, qui a été inaugurée le 26 septembre 2012, regroupe sous un même toit différents services gouvernementaux, à savoir:

- le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi,

- l'Action locale pour jeunes,

- le Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

- la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants,

- l'antenne régionale Centre du Service national de la Jeunesse,

- et le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement supérieur.

La coopération entre les services est réalisée aussi au niveau de différents projets, dont le projet en faveur des jeunes demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail. Un premier projet-pilote a été réalisé en 2012 avec 51 jeunes qui ont terminé la formation et ont été orientés vers les voies les plus appropriées dont le retour à l'école, une formation complémentaire pour effectuer par la suite un apprentissage ou vers un emploi. Un deuxième projet a été lancé en janvier 2013 avec 56 jeunes. La volonté de favoriser le retour des jeunes vers l'école fait partie intégrante du concept de ce projet.

Le Comité permanent du travail et de l'emploi, dont font partie les partenaires sociaux et les ministres concernés, se réunit régulièrement afin de discuter, entre autres, des propositions de mesures dans la lutte contre le chômage, comme ce fut le cas le 26 mars 2012 pour le plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes. Un CPTE spécial sur la situation de l'emploi, dont l'emploi des jeunes, se tiendra le 20 février 2013. Une évaluation de la mise en œuvre du plan d'action qui comprend la «garantie jeunes» y est effectuée tous les trimestres.

En outre, j'ai introduit un projet de loi afin d'adapter les mesures en faveur de l'emploi des jeunes de l'Agence pour le développement de l'emploi, à savoir le contrat d'initiation à l'emploi et le contrat d'appui à l'emploi. Ce projet vise une meilleure adaptation de ces contrats aux besoins des jeunes demandeurs d'emploi en mettant l'accent sur une formation adaptée et une insertion professionnelle durable.

Annexe: Plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes (mars 2012)

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2514 (21.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **«Droit à la santé»:**

L'article 11 (5) de la Constitution dispose que «la loi règle quant à ses principes la sécurité sociale, la protection de la santé, les droits des travailleurs, la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale des citoyens atteints d'un handicap». Or, partant de cette constatation, la Constitution ne définit pas la notion de droit fondamental. Les droits fondamentaux sont des obligations garantissant à l'individu, selon les hypothèses, une faculté d'agir, de faire, de s'opposer, de s'abstenir ou même d'exiger. Les droits fondamentaux apparaissent ainsi comme des «normes de permission», qui autorisent directement certains comportements humains.

Donc l'article 11(5) de la Constitution n'énonce pas de «norme de permission», ni de «faculté» au profit de l'individu, mais il a uniquement comme objet d'être purement organisationnel.

En conclusion la Constitution ne prévoit même pas de «droit à la santé».

Questions:

1) Pourquoi n'y a-t-il pas de «droit à la santé»?

2) Quelles implications juridiques et pratiques aurait le fait de remplacer la terminologie «protection de la santé» par la terminologie «droit à la santé» dans la Constitution?

Réponse (25.1.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La question soulevée par l'honorable Député ne concerne pas le Ministre de la Justice qui la considère partant comme irrecevable, alors qu'elle concerne l'interprétation de la Constitution, qui ne peut être interprétée, voire modifiée que par le Constituant. Il y a dès lors lieu de renvoyer la question à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Question 2515 (21.1.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **réserves d'or:**

L'Allemagne a décidé de rapatrier son or stocké à l'étranger notamment à New-York et à Paris d'ici l'an 2020. Ceci m'amène à poser les questions suivantes:

1) Quelles sont les réserves d'or du Luxembourg?

2) Ces réserves sont-elles situées au Luxembourg ou à l'étranger?

3) Si elles sont situées à l'étranger, pourquoi sont-elles situées à l'étranger, combien de réserves sont localisées à l'étranger et seront-elles également rapatriées?

4) Quelle est la contrevaleur en euros des réserves d'or appartenant au Luxembourg?

5) Est-ce que pour des raisons de dette publique, le Gouvernement n'a pas pensé à vendre ses réserves en or?

6) Quelles sont, d'après l'opinion du Ministre, les raisons qui ont poussé l'Allemagne à rapatrier son or? Est-ce dû aux turbulences de la zone euro avec difficultés de respecter ses engagements pour sauver les pays en détresse financière?

Réponse (15.2.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a transféré les avoirs en or de l'État luxembourgeois d'une valeur de 460.000 onces troy, soit environ 14,8 tonnes, à l'Institut Monétaire Luxembourgeois (IML) respectivement à la Banque centrale du Luxembourg (BcL) à titre de dotation financière/capital (Loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut Monétaire Luxembourgeois et Loi du 22 avril 1998 portant modification des lois relatives à l'Institut Monétaire Luxembourgeois et au statut monétaire du Grand-Duché de Luxembourg).

Par conséquent, depuis 1998, le Gouvernement ne détient plus de réserves en or. Au 31 décembre 2012, la situation financière de la BcL renseigne des avoirs et créances en or pour une valeur de 91 mio. d'euros.

Question 2516 (21.1.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **futur site du Lycée technique Agricole:**

Il ressort d'un article de presse («tageblatt» du 19 janvier 2013) que des glissements de terrain se sont produits récemment en aval du futur site du Lycée technique Agricole (LTA) à Gilsdorf.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces faits?

- Est-ce qu'une étude géotechnique a déjà été faite pour le site en question? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Est-ce que l'étude mentionne un risque de glissement de terrain?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu des évènements susmentionnés une étude géotechnique du site devrait être réalisée dans les meilleurs délais?

Réponse (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du terrain sur lequel le futur Lycée technique Agricole doit être érigé à Gilsdorf alors qu'il ressort d'un article de presse («tageblatt» du 19 janvier 2013) que des glissements de terrain se sont produits apparemment récemment en aval du futur site du Lycée technique Agricole (LTA) à Gilsdorf.

En effet, j'ai également pris connaissance des faits sur base des informations publiées dans la presse.

Par la suite, j'ai chargé mes services de m'en faire rapport. Quant aux glissements de terrain proprement dits, il est à noter que ceux-ci se sont produits sur des terrains privés et déboisés, situés à quelques centaines de mètres du site du futur Lycée technique Agricole.

L'on note aussi de manière générale que tout versant raide peut être affecté par de tels éboulements, voire des glissements de terrain ou des coulées de boue. Cela s'observe généralement en période de pluviométrie accrue. L'élimination de la couverture végétale et le déboisement inconsidéré peuvent affecter également la stabilité d'un versant.

Au vu de la situation géologique et hydrogéologique du site, des investigations par forage carotté et par observation directe ont été faites sur le site dès 2008 avec pour but la détermination du substrat du plateau et du versant du point de vue géologique, géotechnique et hydrogéologique. En complément, des études ciblées concernant les constructions mêmes et le système de collecte et d'évacuation des eaux sur le plateau ont été réalisées.

Les bâtiments à réaliser tiennent évidemment compte du contexte géologique notamment en ce qui concerne les types de fondations choisis. Du fait que les bâtiments se situent à plus de 65 mètres du versant nord en direction des infrastructures sportives de Diekirch, la construction du lycée n'aura pas d'influence directe sur la stabilité du ravin.

Concernant les collectes et les évacuations des eaux superficielles des zones non construites du plateau, il est prévu que toutes les eaux de surface seront récoltées et guidées à travers un bassin de rétention vers la Sûre. Les zones d'infiltrations d'eaux de surface sur le plateau ont été limitées.

En conclusion, il y a lieu de retenir que le plateau est constructible, les études géotechniques réalisées confirmant et précisant les modalités. Les précautions envisagées pour la collecte et l'évacuation des eaux de surface sur le plateau, à la hauteur des constructions et des aires de plantations, améliorent la stabilité et réduisent le risque inhérent. De même, les infrastructures telles que chemin piétonnier et canalisations d'évacuation des eaux usées et de surface dans le versant seront adaptées à l'orientation du versant et à leur localisation en pente raide.

Chamber TV och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

Question 2517 (21.1.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **travail à temps partiel:**

L'augmentation du taux d'emploi féminin et l'amélioration des conditions permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle tant pour les femmes que pour les hommes figurent depuis des années parmi les buts affichés des gouvernements successifs.

Or, beaucoup d'employeurs restent réticents pour autoriser leurs salariés à travailler à temps partiel afin qu'ils puissent s'occuper de leurs enfants en bas âge. Il s'avère même que dans la fonction publique, il n'est pas toujours facile de pouvoir travailler à temps partiel. Alors qu'il paraît relativement aisé d'obtenir l'autorisation de travailler à mi-temps par le biais du congé pour travail à mi-temps (art. 31 du statut général de la fonction publique), il peut être autrement compliqué de se voir accorder un temps partiel à raison de 75% ou de 25% d'une tâche complète.

Selon l'article 31,-1. du statut général des fonctionnaires de l'État (loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) «le fonctionnaire peut assumer un service à temps partiel (...) si l'intérêt du service le permet». Par ailleurs, il est précisé que «la décision d'accorder un service à temps partiel appartient au Ministre du ressort, sur avis du chef d'administration (...)». Par ailleurs, le point 2. b) du même article exclut d'office du bénéfice d'un service à temps partiel les fonctionnaires de bon nombre de carrières supérieures.

Selon mes informations, pour ce qui est plus particulièrement de l'armée luxembourgeoise, les femmes et hommes des carrières moyenne et supérieure ne sont guère autorisés à travailler à temps partiel, même s'ils sont parents d'enfants en bas âge. Alors que dans d'autres pays, tel que l'Allemagne, des lois définissent clairement le droit à un service à temps partiel pour ses militaires (Soldatinnen- und Soldatenteilzeitbeschäftigungsverordnung - STzV du 18 novembre 2005).

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre et à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'en référence au but affiché d'une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle, la fonction publique devrait donner le bon exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord avec moi pour dire que la condition posée selon les termes «si l'intérêt du service le permet» est extrêmement vague et sujet à interprétation - de sorte qu'en pratique l'autorisation donnée ou refusée de travailler à temps partiel dépend plutôt du bon vouloir du ou des chefs de l'administration concernée?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord pour dire que cette façon de procéder peut s'avérer très subjective et profondément injuste?

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que même le personnel des carrières moyenne et supérieure, y compris celles au sein de l'armée, devraient avoir le droit de mieux concilier vie familiale et vie professionnelle?

- Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser et promouvoir l'exercice effectif de ce droit au sein de la fonction publique en général et dans l'armée luxembourgeoise en particulier?

- Messieurs les Ministres ont-ils des indications sur le taux d'agents féminins par catégorie de personnel à la fonction publique et à l'armée? Messieurs les Ministres sont-ils satisfaits de ce taux?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre de demandes de travail à tâche partielle à 75% respectivement à 50% depuis l'introduction du service à temps partiel dans le statut du fonctionnaire pour les différentes catégories de personnel (militaire de carrière, personnel commissionné, personnel civil,...) de l'armée et selon qu'il s'agit de femmes ou d'hommes?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer de la proportion des réponses positives et négatives selon la catégorie de personnel, ainsi que le motif en cas de refus?

Q102

Réponse commune (20.2.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose plusieurs questions relatives au service à temps partiel. Elle voudrait savoir si la fonction publique ne devrait pas donner l'exemple et autoriser autant que possible son personnel à travailler à temps partiel. Elle demande dans ce contexte, si la condition de l'intérêt du service pour décider de l'octroi ou du refus d'un service à temps partiel n'est pas trop vague, subjective et injuste. L'honorable Députée aimerait encore savoir si les agents de l'État des carrières moyenne et supérieure ne devraient pas également avoir le droit de mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. Finalement, elle voudrait connaître le taux d'agents féminins par catégorie de personnel dans la fonction publique et au sein de l'armée, le nombre de demandes pour l'octroi d'un service à temps partiel de 75% et de 50% au sein de l'armée ainsi que la proportion de réponses positives et négatives à ces demandes avec, le cas échéant, les motifs des refus.

En réponse, nous voudrions tout d'abord informer l'honorable Députée que le critère de l'intérêt du service pour apprécier la possibilité ou non d'accorder un service à temps partiel est nécessaire pour pouvoir tenir compte de la situation concrète de chaque service et garantir le fonctionnement du service public. S'il est évident que les possibilités de pouvoir bénéficier d'un service à temps partiel ne peuvent dès lors pas être exactement les mêmes dans tous les services de l'État, ceci est particulièrement vrai pour l'armée dont les activités sont directement déterminées par les contraintes militaires typiques comme par exemple, les missions à l'étranger, les exercices, les formations et les autres activités nécessitant un encadrement étroit et permanent de la troupe ce qui entraîne qu'une part très significative des cadres de l'armée est en permanence déployée. À cela s'ajoute que les effectifs prévus par la loi, tant pour les officiers que pour les sous-officiers accusent des vacances à hauteur de 38% pour les officiers et 28% pour les sous-officiers.

Le Gouvernement tient à souligner qu'il soutient dans la plus large mesure toutes les possibilités dont disposent les agents de l'État pour concilier leur vie professionnelle avec leur vie familiale. Ainsi, les congés sans traitement et les congés pour travail à mi-temps, que les agents de l'État peuvent demander sans y avoir un droit (article 30, paragraphe 2a et article 31, paragraphe 2a du statut général des fonctionnaires de l'État), ainsi que les services à temps partiel demandés pour l'éducation des enfants sont dans la très grande majorité des cas accordés.

Le statut général des fonctionnaires de l'État exclut actuellement certains agents du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel, à savoir ceux occupant des fonctions de directeur, de directeur adjoint, de chef de division ou de chef de service. Il faut encore relever que l'exclusion précitée ne vaut pas pour le congé pour travail à mi-temps auquel un agent a droit, à savoir celui qui est accordé jusqu'à ce que l'enfant fréquente la première année du deuxième cycle de l'école fondamentale (anciennement: première année de l'école primaire).

Ceci étant, les Ministres en charge de la fonction publique et de la réforme administrative, soucieux de concilier le plus possible la vie professionnelle avec la vie familiale, proposent dans le cadre des réformes en matière salariale et statutaire, et plus particulièrement dans le projet de loi n°6457, de limiter l'exclusion du bénéfice d'un congé pour travail à mi-temps et d'un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants visés par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. Cela signifie donc qu'à l'avenir les agents occupant la fonction de chef de division ou de chef de service pourront demander à bénéficier d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un service à temps partiel.

Ensuite, quant à la question de l'honorable Députée relative au taux d'agents féminins par catégorie de personnel dans la fonction publique, nous voudrions relever que selon les chiffres au 1er janvier 2012, la situation auprès de l'État s'est présentée comme suit:

Statut	Hommes	Femmes	Total
Fonctionnaires	9.047 *(54,2%)*	7.650 *(45,8%)*	16.697
Employés	1.795 *(30,5%)*	4.097 *(69,5%)*	5.892
Salariés	1.412 *(52,5%)*	1.277 *(47,5%)*	2.689
Total:	12.254 *(48,5%)*	13.024 *(51,5%)*	25.278

Actuellement, le nombre total de fonctionnaires de l'État bénéficiant d'un service à temps partiel est de 723 et se répartit comme suit:

Degré de la tâche	Hommes	Femmes	Total
25%	1	11	12
50%	30	165	195
75%	79	437	516
Total:	110	613	723

Concernant les employés de l'État engagés à tâche partielle, la situation se présente comme suit:

Degré de la tâche	Hommes	Femmes	Total
< 25%	20	35	55
≥ 25% et < 50%	25	128	153
≥ 50% et < 75%	159	1.193	1.352
≥ 75% et < 100%	119	584	703
Total:	323	1.940	2.263

Tous les chiffres indiqués ci-dessus ne comprennent pas les agents de l'État bénéficiant d'un congé pour travail à mi-temps ou d'un congé sans traitement qui sont le plus souvent accordés pour l'éducation des enfants et participent donc également à une meilleure conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale.

Auprès de l'armée luxembourgeoise, la situation se présente comme suit:

- Taux d'agents féminins par catégorie de personnel à l'armée:

Catégorie	Total Personnel	Personnel féminin	Pourcentage
Officiers de carrière	67	3	4,47
Officiers commissionnés	7	2	28,57
Sous-officiers	167	4	2.39
Sous-off. de la Mus. Millit.	55	12	21,81
Caporaux	41	1	2,43
Soldats-volontaires	525	25	4,76
Personnel civil	136	38	27,94
Total	998	85	8,51

- Demandes de travail à tâche partielle à 75% respectivement 50% depuis l'introduction du service à temps partiel:

Catégorie (Personnel masculin)	Demandes initiées	Demandes annulées	Réponses favorables	Réponses négatives
Militaire de carrière	2	2	0	0
Personnel commissionné	0	0	0	0
Personnel civil	1	0	1	0
Total Personnel masculin	3	2	1	0
(Personnel féminin)				
Militaire de carrière	2	0	0	2
Personnel commissionné	0	0	0	0
Personnel civil	2	0	2	0
Total Personnel féminin	4	0	2	2
Grand total	7	2	3	2

Question 2518 (23.1.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **mémoire à Pierre Werner:**

Pierre Werner, ancien homme d'État et Premier Ministre luxembourgeois, également considéré comme précurseur et cofondateur de l'édification européenne, nous a quitté le 23 juin 2002. Ce grand humaniste reste sans doute une, sinon la figure la plus influente pour l'aboutissement de l'Union européenne et de la monnaie unique. Son défi initial était la mise en œuvre d'une Union économique et monétaire, aboutissant au fameux «rapport Werner» et qui fut présenté en l'an 1970. Avec son enthousiasme et sa conviction, il a également intégré les dimensions politiques, sociales et culturelles à sa conception d'une Europe unie.

C'est notamment grâce à Pierre Werner que le Luxembourg occupe une importance cruciale dans le fonctionnement et la structure de l'Union européenne, en abritant de nombreuses institutions sur son territoire, à savoir sur la «Place de l'Europe» au Kirchberg. Après sa mort, un centre culturel portant son nom (Institut Pierre Werner) a été créé à Luxembourg sur l'initiative des gouvernements français, allemand et luxembourgeois. Cet institut promeut la construction durable d'une citoyenneté européenne et représente ainsi l'idéologie et les ambitions de Pierre Werner.

Or, je constate avec un fort regret que sur la «Place de l'Europe», aucun monument n'ait été érigé à son nom, ni aucune rue ou place publique ne lui aient été dédiées à cet endroit.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre d'État est-il d'avis que Pierre Werner mériterait un monument ou qu'une place publique serait baptisée en son nom (rue, avenue, giratoire) à l'occasion de l'aménagement actuel de la Place de l'Europe à Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer un projet à cet effet?

Réponse (26.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député regrette que sur la «Place de l'Europe» située au Kirchberg, aucun monument, ni aucune rue ne soit dédié à Monsieur Pierre Werner, Premier Ministre honoraire et précurseur de l'édification européenne. La question de Monsieur le Député prend son origine sûrement dans le fait que le 29 décembre 2013, on fêtera le 100e anniversaire de Monsieur Werner.

Je voudrais cependant attirer l'attention de Monsieur le Député sur le fait qu'il existe un Boulevard Pierre Werner au Kirchberg, à savoir la rue longeant l'Hôpital du Kirchberg.

Je voudrais ensuite rappeler que tant un centre culturel, évoqué par Monsieur le Député dans sa question parlementaire, qu'un centre administratif (au Kirchberg) portent le nom de Monsieur Werner.

Quant à un monument (buste) dédié à Monsieur Pierre Werner, je voudrais faire remarquer qu'un monument érigé sur la Place de l'Europe risque, vu la configuration et les dimensions des édifices à cet endroit, de ne pas être mis suffisamment en valeur.

Le cas échéant, la mise en place d'un monument dans le centre-ville pourrait être envisagée. Il faudra se concerter avec la ville de Luxembourg à ce sujet. Pour l'instant, aucun projet allant dans ce sens n'est prévu.

Question 2519 (24.1.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**interdiction des produits phytopharmaceutiques et semences aux néonicotinoïdes:**

Par un avis publié le 13 janvier 2013, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) vient enfin de reconnaître certains effets néfastes de pesticides sur les abeilles, effets dénoncés de manière croissante et depuis les années '90 par des scientifiques indépendants et les apiculteurs d'abord français puis de nombreux pays européens, y inclus les apiculteurs luxembourgeois. Hier, l'Agence européenne de l'environnement a fait le même constat dans le «EEA Report N°1/2013: Late lessons from early warnings: science, precaution, innovation». Voilà pourquoi, je tiens à thématiser de nouveau l'interdiction des pesticides à base de néonicotinoïdes, à la fois pour protéger les pollinisateurs et la santé humaine, notamment celle des agriculteurs et travailleurs exposés aux substances visées.

Dans leur réponse à ma question parlementaire n°2184 du 5 juillet 2012 *(cf. compte rendu n°1/2012-2013)*, Messieurs les Ministres avaient expliqué qu'il n'y avait actuellement pas de produits phytopharmaceutiques à base de néonicotinoïdes destinés au traitement des semences agréés au Luxembourg. Leur utilisation serait donc interdite vu que d'anciens agréments furent retirés et une nouvelle demande serait maintenue en suspens.

Toutefois, le Ministre de l'Agriculture avait déjà avoué à d'autres occasions ne pas posséder de données complètes et fiables quant à la mise en culture de semences au Luxembourg, vu qu'il reste possible d'acheter ces semences dans nos pays voisins. En raison du principe de la libre circulation des marchandises, il lui semblait a priori impossible d'interdire la commercialisation des pesticides concernés sans pour autant violer la législation communautaire, mais ses experts seraient néanmoins en train de vérifier au niveau juridique la possibilité d'instaurer cette interdiction.

Finalement, Messieurs les Ministres précisaient brièvement le fait qu'il existe bel et bien quatre produits «amateurs» agréés, mais destinés au traitement de plantes intérieures et donc sans lien direct avec la problématique de la mort des abeilles.

Vu que l'utilisation de ces produits et substances ne se limite pas uniquement aux semences de maïs ou de colza, mais peut aussi concerner des semences de lin, de betteraves et de certains légumes commercialisés dans nos pays voisins, et suite à l'avis de l'EFSA et du rapport de l'Agence européenne de l'environnement, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Est-ce que l'étude juridique sur les moyens d'interdictions de la commercialisation des produits concernés a abouti? Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

2) Est-ce que la demande d'agrément mentionnée dans ma question parlementaire du 5 juillet 2012 est toujours tenue en suspens ou est-ce qu'elle a été entre-temps refusée?

3) Est-ce que Messieurs les Ministres partagent mon appréciation que les rapports de l'EFSA et de l'EEA modifient définitivement la donne et que des mesures d'interdiction à la fois des produits phytopharmaceutiques et des semences traitées devraient être immédiatement prises au Luxembourg, à défaut d'une interdiction immédiate dans l'UE?

4) Est-ce que la confirmation des effets néfastes sur les abeilles ne devrait pas également mener - par principe de précaution en matière de santé humaine - à une interdiction complète des produits à base de néonicotinoïdes destinés à une pulvérisation à l'extérieur ou à l'intérieur (habitations et bureaux)?

5) Est-ce que le Gouvernement va agir au niveau européen pour prévenir à l'avenir l'autorisation de tels produits dangereux en améliorant l'évaluation scientifique des produits avant leur commercialisation?

6) Est-ce que Messieurs les Ministres partagent ma conviction qu'il faudrait recourir systématiquement à des études sur les expositions à faibles doses et, sur le long, terme, travailler aussi sur des données indépendantes et analyser systématiquement les effets cumulés de plusieurs substances et leurs interactions éventuelles?

7) Vu le dépôt très tardif du projet de loi transposant la directive européenne 2009/128/CE visant «une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable» à la Chambre des Députés (11 janvier 2013) et vu l'importance d'aboutir rapidement à des résultats en matière de contrôle et de réduction de l'utilisation des pesticides, Monsieur le Ministre de l'Agriculture entend-il présenter et discuter, ensemble avec le projet de loi, le plan d'action national exigé par la directive, un plan d'action qui devra notamment fixer les objectifs quantitatifs, les cibles, les mesures et le calendrier en rapport avec les objectifs de la directive?

Réponse commune (4.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les constats concernant les produits à base de néonicotinoïdes agréés au Luxembourg sont toujours corrects, c'est-à-dire que seuls des produits pour utilisation sur plantes d'intérieur et de balcon sont autorisés, mais qu'aucun produit n'est actuellement agréé pour le traitement des semences au Grand-Duché. Des semences traitées en provenance d'un autre État membre peuvent cependant être achetées et utilisées conformément aux législations nationale et communautaire.

Question 1:

La Commission européenne a présenté un projet de décision en vue de l'interdiction des produits à base de néonicotinoïdes. Cependant le comité permanent compétent n'a pas encore procédé à un vote. Ce retard est dû aux demandes de certains États membres qui voulaient une rédaction plus détaillée des conditions de l'interdiction (liste des plantes attractives pour les abeilles, périodes de l'année visées selon les cultures), mais aussi en raison de l'industrie qui conteste actuellement l'étude faite par L'EFSA et sur laquelle est basée la proposition de la Commission.

Question 2:

La demande est toujours en suspens.

Question 3:

La législation communautaire ne permet pas une décision unilatérale de la part d'un État membre. Le Ministère de l'Agriculture se propose cependant d'émettre une recommandation dans ce sens. Vu l'avancement de la saison et puisque les commandes de semences ont déjà été effectuées par les agriculteurs, il sera cependant difficile d'atteindre une réduction pour la saison de printemps 2013. Si la proposition précitée de la Commission est adoptée, elle pourra avoir une incidence au plus tôt pour les semis d'automne.

Question 4:

En l'état actuel des connaissances, les néonicotinoïdes sont caractérisés par une toxicité mammaire aiguë modérée (voie orale) et ne sont ni sensibilisants, ni irritants.

Ce profil de toxicologie mammaire est notamment attribué à une affinité sélective des néonicotinoïdes pour les récepteurs nicotiniques de l'acétylcholine des insectes[1].

Même si l'application par pulvérisation de solutions est, si comparé aux autres méthodes d'emploi, effectivement une méthode d'application avec un potentiel d'exposition de l'opérateur accru, le suivi des prescriptions d'usage, des mesures de précaution et de gestion du risque (comme p. ex. le cas échéant la mise en œuvre de mesures de protection individuels comme le port de gants) ramène l'exposition de l'utilisateur à un niveau très réduit.

Des risques mis en évidence pour les abeilles ne se prêtent donc pas à une extrapolation vers les humains et ne sauraient donc à eux seuls justifier une interdiction.

Questions 5 et 6:

Toutes les procédures d'évaluation des matières actives en vue de leur autorisation sont réglementées au niveau européen, et l'EFSA joue un rôle prépondérant à ce niveau pour tout ce qui touche à la mise en question de ces évaluations. Il est dès lors très difficile pour un État membre de remettre en question tout le système s'il ne dispose pas d'études approfondies, faites par des instances scientifiquement reconnues qui arriveraient à la conclusion que le système actuel est insuffisant pour assurer la protection de la santé de l'utilisateur (cf. suite donnée à l'étude de Monsieur Séralini concernant le glyphosate).

Les études demandées de la part des firmes (qui sont des études réalisées par des institutions indépendantes, mais financées par les firmes) en vue de l'autorisation d'une substance active sont régulièrement revues et adaptées au niveau UE en fonction des progrès et des connaissances dans les différents domaines de la santé ou de l'environnement, ce qui vient encore d'être le cas cette année.

Des études concernant les effets cumulés et les interactions entre produits sont des études très intéressantes, mais hélas extrêmement complexes et de trop longue durée pour être acceptables pour les firmes, dont les droits sur les substances actives expirent après dix ans en général, ce qui ne leur laisserait guère le temps de mettre de nouveaux produits sur le marché et d'en tirer profit.

Question 7:

Les services du Ministère de l'Agriculture sont en train d'élaborer le plan d'action national évoqué. Il est prévu qu'il sera présenté aux acteurs concernés avant son envoi à la Commission européenne.

[1] /Selective toxicity of neonicotinoids attributable to specificity of insect and mammalian nicotinic receptors/, Tomizawa and Casida, Annu.
Rev. Entomol. *2003*. 48:339-64

Question 2520 (28.1.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **protection du sol:**

Le 29 juillet 2009, la déclaration du programme gouvernemental a été présentée. Dans cette déclaration, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures s'est engagé dans le domaine de l'environnement comme suit: «Afin d'assurer la protection du sol, il élaborera une législation spécifique en matière de protection du sol, tout en adhérant aux développements en la matière au niveau communautaire. Il se dotera des moyens nécessaires pour maintenir la protection du sol à un niveau élevé. Il s'attachera à réaliser une politique cohérente en matière d'assainissement d'anciens sites industriels et décidera, au cas par cas et sur base d'une analyse coût-efficacité, de leur destination future.»

L'engagement d'élaborer une loi pour protéger le sol a d'ailleurs déjà été manifesté dans les déclarations gouvernementales de 2004 et de 1999.

Les questions suivantes se posent:

1. Après 13 années d'annonce, est-ce que la législation spécifique est élaborée?

2. Si oui, quand la présentation du projet de loi aura-t-elle lieu? Quels seraient les moyens pour assurer la protection du sol? Est-ce qu'une évaluation de l'impact financier pour respecter les contraintes de la loi a été réalisée?

3. Si non, quelles sont les raisons du retard?

Réponse (1.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Des travaux concrets concernant l'élaboration d'une législation spécifique de protection des sols sont en cours. En 2011 et 2012, l'Administration de l'Environnement s'est investie dans l'analyse des options de fonctionnement de la future loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués. En 2012, durant neuf journées de travail, un groupe de travail d'experts internationaux a permis de finaliser une première version d'un avant-projet de loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués.

En ce qui concerne les aspects de la protection des sols proprement dits, le concept de fonctionnement est en ligne avec les idées de la proposition de directive de 2006. Pour le volet de la gestion des sites pollués, par contre, un concept de fonctionnement spécifiquement adapté à la situation luxembourgeoise a dû être élaboré. Ce concept contient un volet destiné aux modalités relatives à la prise en charge des sites contaminés orphelins. En outre, un catalogue d'idées pour le financement de ces prises en charge a été élaboré.

Ce texte est désormais analysé d'un point de vue juridique avant d'être présenté et discuté avec les autres acteurs concernés.

Question 2521 (29.1.2013) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant le **P&R Wasserbillig/Mesenich:**

In der Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1010 vom 16. November 2010 bezüglich des P&R Wasserbillig/Mesenich *(cf. compte rendu n°8/2009-2010)* hieß es, „dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur dabei ist, eine nationale und grenzüberschreitende P&R-Studie durchzuführen."

Erste Erkenntnisse dieser Studie legten bereits Ende 2010 den Schluss nahe, dass die P&R-Anlage an der A1 bei Wasserbillig an einem normalen Wochentag stark ausgelastet sei, so dass ein Ausbau durchaus in Erwägung gezogen werden müsse. Eine endgültige Aussage dazu ließe sich jedoch erst nach Vorlage des P&R-Konzepts treffen, da die Anlage nicht isoliert betrachtet werden könne.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur folgende Fragen stellen:

- Ist die oben erwähnte Studie inzwischen abgeschlossen, und wenn ja, welche Schlussfolgerungen ergeben sich daraus für die zukünftige Nutzung und Entwicklung der P&R-Anlage am Grenzübergang Wasserbillig/Mesenich?

- Welche Initiativen zur Ausweitung des P&R-Angebots haben die zuständigen deutschen Behörden vorgesehen, und inwiefern wird sich der luxemburgische Staat an deren Umsetzung beteiligen?

Réponse (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Auf die parlamentarische Frage Nr.2521 bezüglich des P&R Wasserbillig/Mesenich möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten Ben Scheuer mitteilen, dass das Ministerium für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur die nationale und grenzüberschreitende P&R-Studie Anfang Dezember 2012 abgeschlossen hat.

Diese Studie hat für den Korridor B ergeben, dass am Grenzübergang Wasserbillig/Mesenich ein Bedarf von rund 900 Plätzen besteht.

Die praktische Ausführung der Ausweitung dieser Park&Ride-Anlage wird demnächst mit den deutschen Behörden in einem Gesamtkonzept von einem SMOT (Schéma de mobilité transfrontalier), das in den nächsten Wochen unterschrieben wird, erarbeitet.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op **www.chd.lu**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

24e séance	Jeudi	28 février 2013
25e séance	Mardi	19 mars 2013
26e séance	Mercredi	20 mars 2013

1er sommet des Présidents de Parlement de l'Union pour la Méditerranée

Soutien prioritaire aux parlements dans les pays en transformation



Mme Lydie Polfer et M. Martin Schulz

Préoccupé par la lenteur des réalisations des grands projets envisagés par l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Président du Parlement européen et actuel Président de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, M. Martin Schulz, avait invité les Présidents de Parlement des États membres de l'UpM à Marseille les 6 et 7 avril 2013.

L'intention de la rencontre, rappelée dans la déclaration finale adoptée à l'issue de la réunion, était de lancer un signal politique fort en direction des gouvernements afin d'honorer les engagements pris dans le cadre de l'UpM. Au final, 42 Présidents et Vice-Présidents de Parlement ont participé au sommet. La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydie Polfer, Vice-Président.

Les participants étaient d'accord pour affirmer que des démocraties représentatives avec des parlements forts sont le meilleur garant pour répondre aux défis politiques et économiques et éviter la fracture entre dirigeants.

Voilà pourquoi il est nécessaire de mettre en place un soutien prioritaire aux parlements dans les pays en transformation. À plusieurs reprises, les participants ont souligné l'importance de créer des sociétés inclusives et participatives dans ces pays en transformation qui ne sont possibles qu'à travers des institutions et des parlements inébranlables.

La coopération dans le cadre de l'UpM n'a pas encore amené les réalisations escomptées; l'UpM a vocation à proposer des solutions à travers des projets d'infrastructure, d'environnement, d'énergie, de création d'emploi, de jeunesse et d'éducation. Cependant, davantage de détermination politique et un financement solide sont nécessaires si l'UpM veut préserver sa crédibilité.

Les participants ont également souligné la place centrale que prend l'enseignement dans la transformation démocratique des pays. Dans la déclaration finale, la création d'un espace euro-méditerranéen de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche est considérée comme prioritaire. Le soutien aux programmes de mobilité, envisagés pour faciliter la circulation des personnes, a été reconduit.

Le sommet s'est tenu en parallèle avec le Forum Anna Lindh qui est une fondation créée en 2005 pour contribuer au rapprochement des populations des deux côtés de la Méditerranée en vue d'améliorer le respect mutuel entre les cultures. S'articulant autour du slogan «Citoyens pour la Méditerranée», le Forum a réuni plus de mille représentants d'organisations et institutions de la société civile provenant des quarante-deux pays de l'Union pour la Méditerranée pour mener une réflexion nécessaire sur le dialogue interculturel et la coopération pour faire face aux défis auxquels la région est confrontée après le Printemps arabe et la crise en Europe.

Le programme du Forum a été conçu avec une approche bottom-up, partant de la base vers le haut, grâce à une série de réunions impliquant les réseaux nationaux de la Fondation Anna Lindh et des groupes issus de la société civile sur les thématiques «Jeunesse», «Femmes», «Migration», «Coopération institutionnelle» et «Media». Quelques participants du Forum ont ainsi eu la possibilité de faire part aux Présidents de Parlement de leurs expériences dans les pays touchés par le Printemps arabe.

Entretien avec le Ministre de la Justice saoudien



M. Mohammed Al Issa et M. Laurent Mosar

Dans le cadre de sa visite au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministre de la Justice du Royaume d'Arabie saoudite (RAS), M. Mohammed Al Issa, a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les deux interlocuteurs ont souligné les excellentes relations entre le Luxembourg et l'Arabie saoudite qui devraient permettre d'intensifier les échanges économiques entre les deux pays.

Le Président a félicité le Ministre du fait que la première femme saoudienne a récemment été admise au barreau du RAS. Le Ministre a noté que 30 femmes siègent à la Majlis Ash-Shura (Conseil consultatif), composée de 151 membres au total, et que, de manière générale, beaucoup d'efforts sont faits pour améliorer la situation des femmes au RAS.

En réponse aux questions de M. Laurent Mosar sur les moyens mis en œuvre pour assurer l'autonomie du système judiciaire saoudien, le Ministre a mis en avant la grande réforme de la justice en cours depuis 2007. Il a également évoqué la modernisation informatique du système judiciaire du RAS. Il espère que cette évolution constituera une réponse efficace au défi de surmonter le problème de la lenteur des procédures judiciaires dans son pays.

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Attaques syriennes, liberté des media et missions d'observation des élections

Comment est-ce que les parlementaires de l'espace de l'OSCE peuvent réagir face aux crises en Syrie, au Mali et au Nord de l'Afrique? Un débat spécial sur ce sujet a clôturé la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Vienne en présence de 240 parlementaires. En condamnant les attaques syriennes contre la ville turque Akçakale, les parlementaires ont constaté que les pays limitrophes comme la Jordanie et le Liban ont de grandes difficultés à gérer le flux des réfugiés syriens et que même un pays fort comme la Turquie peut difficilement abriter un nombre aussi élevé de réfugiés. D'où l'appel d'un parlementaire de suivre l'exemple de la Suède qui accepte actuellement une cinquantaine de réfugiés syriens par jour sur son territoire.

La différence de niveau de la liberté des media dans les pays membres de l'OSCE a été débattue au sein de la Commission de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires.

En Allemagne, un magazine satirique a mis à la une une caricature du Pape. Dans d'autres pays, cette publication n'aurait pas seulement suscité de vives critiques, mais aussi des poursuites judiciaires et des sanctions sévères. Un autre aspect discuté dans le contexte de la liberté des media était le contrôle de l'accès à l'Internet dans certains pays et le contrôle des contenus diffusés par les nouveaux media électroniques.

Le Comité permanent de l'Assemblée parlementaire a, en outre, donné la mission à une commission spéciale de résoudre le différend entre l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et les responsables de l'ODIHR (Office for Democratic Institutions and Human Rights) au sujet de la coopération des deux organisations lors des missions d'observation des élections, missions jugées élémentaires par les membres de l'Assemblée parlementaire.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry, Raymond Weydert, Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter.



La délégation du Luxembourg composée de M. Eugène Berger, M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry avec le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OSCE, S.E.M. Hubert Wurth (de gauche à droite)

DANS CE NUMÉRO

- Données personnelles d'élèves p. 290
- Sauvetage de Chypre p. 308
- Casier judiciaire p. 311

Sommaire des séances publiques nos 24-26 p. 316
Sommaire des questions parlementaires p. Q104

Visite du Ministre turc Egemen Bağış



(de gauche à droite) M. Serge Wilmes, M. Laurent Mosar, M. Egemen Bağış M. Félix Braz et M. Marcel Oberweis

L'amélioration des relations commerciales entre la Turquie et le Luxembourg a constitué un des sujets abordés au cours d'une entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avec le Ministre des Affaires européennes et négociateur principal de la République de Turquie, M. Egemen Bağış.

Des liens forts unissaient déjà le Luxembourg à la Turquie. Ils ont encore été renforcés depuis 2011 par l'ouverture d'une ambassade du Grand-Duché à Ankara. Concernant les négociations menées avec l'Union européenne dans le but de son intégration, la Turquie est activement soutenue dans ses démarches par les autorités luxembourgeoises même si l'interlocuteur de M. Mosar a quelque peu regretté la lenteur du processus d'adhésion.

MM. Bağış et Mosar ont en outre salué la mise en place récente de vols directs entre Luxembourg et Istanbul.

Le Président de la Chambre a finalement fait part de sa préoccupation que certaines dispositions de la convention bilatérale de non double imposition entre les deux pays risquent de désavantager le Luxembourg.

Renforcer les capacités des parlements de la rive sud de l'Ap-UpM

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée se sont retrouvés les 11 et 12 avril 2013 à Bruxelles où s'est tenue la session plénière organisée par le Parlement européen. 280 députés des deux rives de la Méditerranée sont membres de cette assemblée dont le but est de renforcer la coopération entre les pays européens et les pays nord-africains et du Proche-Orient. La Chambre des Députés était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Martine Mergen et M. Xavier Bettel.

Les transformations démocratiques en cours au sud et à l'est de la Méditerranée étaient au centre des débats. Les membres estiment en effet que ces révolutions offrent une opportunité historique pour remettre les politiques publiques en phase avec les besoins des populations, répondant ainsi aux exigences de paix sociale, et créer des sociétés ouvertes dans lesquelles la société civile peut jouer tout son rôle et participer activement à la formulation des politiques. Ceci présuppose la création d'institutions démocratiques fortes et un cadre législatif adapté.

Les députés ont mis en avant que les réformes démocratiques doivent être menées par des parlements forts dotés de ressources humaines et d'infrastructures suffisantes. Les députés invitent donc les institutions de l'Union européenne et des États membres européens de multiplier les offres d'échange de bonnes pratiques, de partenariats et de soutien technique en vue de renforcer les capacités des parlements de la rive sud. La nécessité de créer des mesures incitatives pour assurer la pleine représentation des femmes sur les listes électorales et dans les organes parlementaires, mais également l'ouverture des partis politiques aux jeunes et ainsi la saisie de l'engagement politique dont ils ont fait preuve pendant les révolutions ont été soulignées. Les députés ont insisté sur la répétition de formations et de séminaires pour les femmes parlementaires des pays en transformation.



Mme Martine Mergen, Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel

Durant le débat, le Président M. Martin Schulz a rappelé l'opportunité historique pour construire une «communauté euro-méditerranéenne de l'énergie» ou encore une «université euro-méditerranéenne de l'innovation». À condition que les gouvernements ne s'enferment pas dans des logiques nationales et ne voient dans la Méditerranée qu'une frontière d'insécurité, des défis communs pourraient être attaqués: la paix, le réchauffement climatique, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, la dévitalisation rurale, la pollution des côtes et l'approvisionnement énergétique.

La session plénière était également l'occasion pour le Président du Parlement européen de passer le flambeau au Président de la Chambre des Représentants jordanienne, M. Saad Hayel Srour, qui lui succédera en tant que président de cette assemblée parlementaire.

Application de la législation européenne sur l'environnement

Le 26 mars 2013, la Commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Sécurité alimentaire du Parlement européen (PE) a invité les membres des parlements nationaux pour débattre des questions liées à la mise en œuvre uniforme et efficace de la législation européenne sur l'environnement qui constitue, comme l'a rappelé M. Matthias Groote, président de ladite commission, l'un des plus anciens domaines d'intervention du législateur européen. L'Union européenne peut, selon le député européen, apporter ici une véritable valeur ajoutée, puisque les atteintes à l'environnement et la pollution ne connaissent pas de frontières.

Le président de la commission en charge de l'environnement du Parlement irlandais, M. Michael McCarthy, a rappelé que le succès de cette politique dépendait en grande partie de la bonne application de sa législation dans les États membres. La croissance verte soulèverait d'ailleurs la question du lien entre le développement économique, l'environnement et le changement climatique.

Quant à la Commission, celle-ci souhaite qu'on arrête de considérer le développement économique et le développement durable comme étant des opposés. Selon M. Janez Potočnik, Commissaire européen à l'Environnement, une politique plus efficace de recyclage pourrait créer 400.000 emplois à travers l'Union d'ici 2020. Le secteur de l'eau représente déjà aujourd'hui 600.000 emplois à travers l'Union.

En matière d'eau, des progrès significatifs auraient été réalisés grâce à la directive-cadre sur l'eau, mais l'application de la directive concernant la mise en décharge des déchets resterait insatisfaisante. Seules 11 des 27 capitales européennes ont un système de traitement des déchets en accord avec la directive et 57 procédures d'infraction sont actuellement engagées à ce sujet.

De nombreux députés de parlements nationaux ont exprimé leur préoccupation quant à la mise en œuvre pleine et entière dans leur pays de la législation européenne en matière d'eau et de déchets. À plusieurs reprises, des députés ont regretté l'absence de sanctions efficaces pour garantir la bonne application de la législation. Le verdissement de la Politique agricole commune, pour soutenir des initiatives favorables à l'environnement, a également été défendu.

Les participants ont évoqué le rôle des différents acteurs et niveaux de gouvernement, en mettant l'accent sur la coordination entre l'échelon local et territorial et les entreprises. Les entreprises joueraient un rôle primordial dans le développement d'une Europe plus durable.

Pour le député luxembourgeois Fernand Boden, membre de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Luxembourg est meilleur élève dans le domaine du traitement des déchets que dans celui de l'eau, où la création d'une administration spécifique ne date que de 2004 et où la coopération avec les autorités locales et les entreprises reste perfectible. La coopération transfrontalière devrait également être améliorée dans ces domaines. Le député a également souligné que le PIB ne constitue pas l'indice adéquat pour refléter les questions liées au respect de l'environnement, pourtant nécessaire au bien-être de l'homme.

En conclusion de la session et en réponse à l'intervention d'un député autrichien, le Commissaire Potočnik s'est engagé à réfléchir à la question comment mieux informer et soutenir les parlements nationaux dans leur contrôle de la bonne application de la législation européenne au niveau national.



(de gauche à droite) M. Fernand Boden, M. Roger Negri et M. Fernand Etgen

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op **www.chd.lu**

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Données personnelles d'élèves

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

L'École a un rôle important à jouer dans la future réussite professionnelle des élèves, et la société lui a, au fil du temps, conféré des missions de plus en plus complexes, dépassant largement le simple rôle de transmission de savoirs. Afin de mieux contrôler le respect de l'obligation scolaire, l'assiduité de l'élève, l'organisation et le fonctionnement de l'École, ainsi que pour gérer le parcours scolaire de l'élève, il s'est avéré nécessaire de collecter et de regrouper un certain nombre de données concernant les élèves. Le regroupement de ces données permettra d'améliorer encore la gestion administrative et pédagogique des élèves.

Ainsi, le projet de loi sous rubrique vise à créer une base de données intégrant grosso modo deux bases déjà existantes, en l'occurrence le fichier «Scolaria élèves» consacré aux élèves de l'enseignement fondamental et le «Fichier élèves» relatif aux élèves de l'enseignement postprimaire.

Pour ce qui est du contenu de la base de données prévue, elle peut comprendre les données relatives à l'identification et l'authentification des élèves, à l'inscription, l'admission, la fréquentation, la répartition dans les classes, à l'acquisition des compétences des élèves, au suivi de leur parcours scolaire à travers les différents ordres d'enseignement et au passage à la vie active, ainsi que des informations relatives au milieu culturel, familial et professionnel dont proviennent les élèves.

En termes de finalités, la base de données sert au contrôle du respect de l'obligation scolaire et de l'assiduité des élèves, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement de l'École. Elle permet de gérer et de suivre les parcours scolaires des élèves et d'effectuer des analyses et des recherches statistiques à des fins de planification et d'évaluation de la qualité de l'enseignement après dépersonnalisation des données afférentes. Elle est aussi censée permettre l'identification et l'authentification des élèves moyennant une carte d'élève.

La collecte de données au-delà des simples coordonnées de l'élève et de ses représentants légaux traditionnellement recueillies est à mettre en relation avec le constat que de nombreuses études scientifiques ont fait ressortir l'existence d'un lien entre le milieu culturel, familial et professionnel d'où provient l'élève, d'une part, et ses performances scolaires, d'autre part. Ce fait justifie la prise en compte des données précitées dans le cadre de l'évaluation du système scolaire, et il va de soi que le pilotage du système qui se déduit de l'analyse des résultats ne peut être efficace que si les caractéristiques pertinentes de la population sont prises en compte.

Le projet de loi règle par ailleurs la collecte et le traitement des données, l'accès aux données, ainsi que la communication de données à des tiers, et il prévoit des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des données, afin de ne pas empiéter sur la sphère privée des élèves et des familles et d'éviter des abus dans l'utilisation ultérieure des données collectées.

Certes, la communication à des tiers de données à caractère personnel n'a pas été exclue. Mais elle a été entourée de conditions strictes. Ainsi, le droit à la protection de la vie privée doit toujours primer sur des sollicitations ou démarchages de tiers intéressés pour lesquels une base de données est susceptible de livrer des informations stratégiques sur une clientèle potentielle.

À souligner que si les données sont utilisées à des fins d'analyses ou de recherches statistiques, elles seront dépersonnalisées, pour qu'elles ne permettent pas l'identification des personnes auxquelles elles s'appliquent.

Il est clair que le nombre important de données en jeu et le caractère sensible de certaines commandent que le cercle des personnes pouvant y avoir accès se définisse par l'intérêt légitime qu'elles ont à être reconnues comme utilisateurs autorisés. Ainsi, l'accès ne pourra être autorisé que pour les seules données nécessaires à l'exécution des missions confiées aux utilisateurs autorisés, ceci en vertu des principes de proportionnalité et de nécessité établis à l'article 4 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il est ainsi prévu que l'accès aux données et la possibilité de les traiter sont gérés par un système de gestion des identités et des droits d'accès. Est en outre déterminée la durée de conservation des différents types de données collectées.

En vertu du principe de transparence, le projet de loi dispose que les représentants légaux de l'élève ou l'élève majeur sont informés individuellement par écrit des finalités du traitement des données, des destinataires des données, de leur droit d'accès aux données, de leur droit de rectification des données, ainsi que des conséquences du refus de fournir les renseignements obligatoires relatifs à l'identification et l'authentification des élèves et de leurs représentants légaux.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.05.2011

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

29.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen des avis des chambres professionnelles
12.01.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.01.2012	Continuation de l'examen du Conseil d'État
26.04.2012	Continuation des travaux
24.05.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.06.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.11.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.01.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 18 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°55, page 726

Titres dématérialisés

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Le projet de loi a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

À l'heure actuelle le droit des sociétés luxembourgeois n'envisage que l'émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l'exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'État qui permettent explicitement l'émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Par ailleurs, une doctrine considère également que l'émission de titres dématérialisés est permise au Luxembourg sur base du principe de l'autonomie de la volonté.

La pratique a tenté de s'accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation de facto des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n'est cependant pas réalisée à l'émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d'inscription.

Ces techniques, dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d'émission de titres, mais l'évolution va clairement dans le sens d'une dématérialisation des titres.

Dans la mesure où la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale et au vu du fait que la France a introduit les titres dématérialisés en 1981 et la Belgique en 1995, il est essentiel pour le Luxembourg, en tant que place financière de premier plan, de se doter d'une législation moderne en matière de titres.

À l'instar du droit belge, dont notre droit en la matière est historiquement plus proche, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire, mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Le projet de loi reprend également un certain nombre de principes figurant dans la Convention internationale sur les titres, signée à Genève le 9 octobre 2009 aux fins d'augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres.

Le texte proposé prend en outre en compte les travaux de la Commission européenne en vue de l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive, qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention internationale sur les titres.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.09.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

27.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Loi du 6 avril 2013

Mémorial A: 2013, n°71, page 890

Casier judiciaire

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi n°6418 poursuit quatre objectifs:

- Il vise en premier lieu à transposer la décision-cadre 2009/315/JAI du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres (ci-après la décision-cadre 2009/315/JAI).

- En second lieu, le projet de loi étend le casier judiciaire aux personnes morales qui, depuis la loi du 3 mars 2010 introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, sont pénalement responsables.

- Le projet de loi entend ensuite simplifier le système du casier judiciaire en réduisant le nombre des bulletins de trois à deux bulletins.

- Enfin, le projet de loi tient compte d'une exigence découlant de la directive 2011/93/UE re-

lative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants[1] (ci-après la directive 2011/93/UE) qui tient à ce que les employeurs, lorsqu'ils recrutent une personne pour des activités professionnelles ou des activités bénévoles organisées impliquant des contacts directs et réguliers avec des enfants, aient le droit de demander des informations relatives à l'existence d'éventuelles condamnations pénales pour abus ou exploitation sexuels d'enfants.

[1] Directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.03.2012
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

03.10.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants de la Commission nationale pour la Protection des Données (CNPD)
06.11.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.12.2012	Présentation et adoption d'un projet d'amendements parlementaires
27.02.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.03.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Retards de paiement

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Cette directive renforce la lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales, y compris les transactions entre entreprises et pouvoirs publics, afin d'assurer le bon fonctionnement du marché unique et de renforcer la compétitivité des entreprises.

La directive 2011/7/UE reprend les dispositions de la directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales et abroge celle-ci.

Le projet de loi porte modification de la plupart des dispositions de la loi modifiée du 18 avril 2004 qui a transposé la directive 2000/35/CE.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.05.2012
Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

27.06.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.02.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A: 2013, n°67, page 862

Accord de réadmission Benelux-Monténégro

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États du Benelux a été signé le 4 juillet 2012 à Bruxelles. Il comporte 16 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et le Monténégro. Le Protocole définit les autorités compétentes responsables pour l'application de l'Accord, précise la procédure de réadmission et certains aspects techniques y afférents.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A: 2013, n°70, page 880

Risques biotechnologiques

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

Le Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a été adopté le 15 octobre 2010 à Nagoya. Il fait suite au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques qui trouve, quant à lui, ses origines dans la Convention sur la diversité biologique, qui est entrée en vigueur en 1993.

L'objectif du Protocole de Cartagena est d'assurer que le transfert, la manipulation et l'utilisation des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne n'ont pas d'effets négatifs sur la diversité biologique, ni sur la santé humaine. Il a été adopté le 29 janvier 2000 en tant qu'accord complémentaire à la Convention sur la diversité biologique et est entré en vigueur le 11 septembre 2003.

Le Protocole est basé sur le principe de précaution et met l'accent sur les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés. En date du 11 mai 2011, le Protocole a été signé par 15 États, dont le Luxembourg, et par l'Union européenne. Le Protocole, qui a été ouvert à la signature jusqu'au 6 mars 2012 au siège des Nations Unies à New York, a été signé par 50 États et l'Union européenne. Il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Jusqu'à présent, dix pays ont ratifié le Protocole additionnel, respectivement y ont adhéré.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012
Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

21.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.01.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A: 2013, n°69, page 874

Union économique Benelux

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012.

Le traité du 17 juin 2008 portant révision du traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er janvier 2012. Dans ce contexte, un nouvel accord de siège a été élaboré entre le Royaume de Belgique et l'Union Benelux. Cet accord réforme le statut des fonctionnaires du Benelux qui ne verseront plus d'impôt sur le revenu à l'administration fiscale belge, mais directement au budget de l'Union Benelux. C'est dans ce cadre que les contributions obligatoires des États membres au budget de l'Union Benelux ont été revues: la part des Pays-Bas passe de 48,5% à 53%, celle de la Belgique baisse de 48,5% à 41% et celle du Luxembourg augmente de 3% à 6%.

La décision sur la nouvelle clé budgétaire fait partie intégrante d'un ensemble d'avantages et de concessions entre les trois États membres. Dans le cadre de la renégociation du traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, il a été décidé que le siège permanent de la Cour de Justice Benelux est au Luxembourg où elle tient audience. Toute structure d'appui administratif ou judiciaire et notamment le greffe, sera, à terme, également implantée à Luxembourg. Dans le cadre d'une politique d'archivage commune pour le Secrétariat général du Benelux, les archives historiques du Benelux seront confiées aux Archives nationales de Luxembourg et compléteront ainsi de manière fort utile les archives sur l'histoire européenne conservées actuellement au Ministère des Affaires étrangères et aux Archives nationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013	Désignation d'un rapporteur
04.02.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A: 2013, n°72, page 904

Cour de Justice Benelux

6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

La Cour de Justice Benelux a été créée en vertu du traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux pour promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure préjudicielle. En outre, la Cour a pour mission de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des États contractants et de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Les auteurs du projet de loi remarquent que les procédures existantes ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. Ce serait entre autres le cas lorsque des considérations de fait jouent un rôle important dans l'appréciation de l'affaire. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un forum shopping. Afin de remédier aux problèmes précités, le protocole sous rubrique étend les compétences de la Cour de Justice Benelux par une nouvelle compétence juridictionnelle. Pendant les négociations sur la modification du traité, il a été décidé de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013 Désignation d'un rapporteur
04.02.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013
Loi du 29 mars 2013
Mémorial A: 2013, n°68, page 866

www.chd.lu

Nouvelle BnL

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg dans le quartier de Kirchberg, au lieu-dit Bricherhaff, au croisement de l'avenue John Fitzgerald Kennedy et du boulevard Konrad Adenauer. Ce nouveau bâtiment regroupera sur un site unique tous les dépôts et tous les services de la BnL, répartis actuellement sur quatre sites différents. Il permettra de résoudre les problèmes structurels de la BnL liés aux déficits de ses infrastructures.

Étant donné que le coût des investissements prévus est de 112.171.000 euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012
Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

16.01.2013 Désignation d'un rapporteur
30.01.2013 Présentation du volet architectural du projet de loi
07.02.2013 Examen du concept de la Bibliothèque nationale et présentation du nouveau bâtiment
06.03.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
13.03.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

07.02.2013 Examen du concept de la Bibliothèque nationale et présentation du nouveau bâtiment

Vote en séance publique: 21.03.2013
Loi du 18 avril 2013
Mémorial A: 2013, n°77, page 942

Échange de pièces classifiées

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers. Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés les accords concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec la République tchèque, le Royaume de Suède, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Belgique, la République de Slovénie, la République d'Estonie et la Géorgie. Les accords sous rubrique visent à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés, notions d'ailleurs clairement définies dans les articles introductifs. Ils se limitent généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural, et renvoient expressément aux législations nationales respectives des États parties relatives à la protection des informations classifiées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

04.03.2013 Désignation d'un rapporteur
18.03.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.04.2013

Coproductions cinématographiques

6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver deux accords de coproduction audiovisuelle signés, d'une part, avec la Suisse, et de l'autre, avec l'Irlande.

Une trentaine de sociétés de production sont actuellement présentes au Luxembourg au niveau de la création d'œuvres de fiction, d'animation et de documentaires, dont une quinzaine sont actives au niveau international. Plus de 600 techniciens et professionnels vivent des métiers de l'audiovisuel et il existe au Grand-Duché cinq studios d'animation et trois plateaux de tournage. L'industrie audiovisuelle luxembourgeoise a réussi à se forger une image de secteur créatif et professionnel tant au Grand-Duché qu'à l'étranger, ce qui est en partie dû à la politique audiovisuelle volontariste.

Conscient du fait que la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles est sujette à des coûts considérables, et que ces frais ne peuvent le plus souvent être couverts par les aides étatiques d'un seul pays, le Luxembourg a conclu un certain nombre d'accords dans ce domaine. À côté de la convention européenne sur la coproduction cinématographique, signée le 2 octobre 1992 à Strasbourg, et approuvée par une loi du 2 mai 1996, le Luxembourg est désormais partie à sept accords bilatéraux de coproduction audiovisuelle, à savoir ceux conclus avec le Québec en 1994, le Canada en 1996, la France en 2001, l'Allemagne en 2002, l'Irlande et la Suisse en 2011.

Les accords de coproduction visés par le présent projet de loi officialisent les bonnes relations qui existent depuis de longues années entre les professionnels du Luxembourg et les professionnels de l'Irlande respectivement de la Suisse. Les accords en question devraient non seulement permettre d'intensifier ces relations et par conséquent d'engendrer une augmentation du volume de production, mais ils devraient également favoriser les échanges dans les domaines de la promotion, de la diffusion, de la distribution et de la formation.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013
Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

04.03.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose
tous les ***lundis***
entre 20.00 et 22.00 heures
les ***moments forts*** *de*
l'actualité parlementaire.

L'émission est ***rediffusée***
du ***mardi au vendredi***
de 20.00 à 22.00 heures,
à l'exception des jours de séance.

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. Félix Braz, M. Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

2. 6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et
6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel), M. Léon Gloden*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

5. 6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, et Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer elo zur Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfollegen. Bis elo hu sech zu där Motioun ageschriwwen: d'Madame Brasseur an den Här Kartheiser an den Här Urbany.

Da kritt elo emol als Éischt d'Wuert den Här Braz, deen Auteur vun der Motioun ass.

An den Här Henckes schreift sech och nach gären an.

1. Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm eng Motioun, déi mer am Oktober 2012 déposéiert hunn an déi och e bësse méi laang ënnerwee war, well se och nach an der Kommissioun a Präsenz vum Ausseminister diskutéiert ginn ass.

Et ass eng Motioun iwwer e Land, vun deem mer alleguerte wëssen, dass et onendlech vill méi grouss ass wéi eist Land. An Zuelen ausgedréckt: 7.000-mol. Et ass e Land mat 143 Milliounen Awunner, et ass e ganz wichtegen Handelspartner vu Lëtzebuerg, notamment wéinst der Fongenindustrie, awer net eleng. An et ass e Land, mat deem Lëtzebuerg ganz vill politesch Kontakter huet um allerhéchsten Niveau.

Ech wëll der just e puer hei erwähnen: D'Visite vun eisem Premier a vum Wirtschaftsminister am September 2012, d'Visite vum Här Sergej Lawrow bei eisem Ausseminister am Oktober 2012, d'Visite vun eisem Wirtschaftsminister am Abrëll 2012. Alles dat an engem Joer. De Besuch vum Vizepremier Dmitri Rogosin zu Lëtzebuerg am Dezember 2012, d'Visite vum Vizeausseminister Gatilow am Januar 2012, a last but not least d'Visite vun eisem Chamberspresident, dem Här Mosar, a Russland. Dat war allerdéngs schonn am Joer 2010. Elo rezent virun dräi Wochen hate mer eng Visite och hei an der Chamber nees vun enger Delegatioun ënnert der Féierung vum President vun der Duma, dem Sergej Naryschkin.

Mir hunn also mat Russland wäit méi politesch Kontakter um héije politeschen Niveau wéi mat iergendengem anere Land hei um europäesche Kontinent. Et ass schonn eng beandrockend Zuel vu Kontakter a relativ kuerzer Zäit.

Dernieft hu mer nach aner Relatioune mat deem Land, zum Beispill am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise, wou sech all zwee Joer am Kader vun der Commission mixte gesi gëtt a wou och virun zwee Joer, e bësse méi wéi zwee Joer, nach ënnert dem deemolege Wirtschaftsminister, dem Jeannot Krecké, souguer eng Sous-Kommissioun Russland-Lëtzebuerg kreéiert ginn ass, fir déi speziell bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze begleeden. Derbäi kënnt dann och nach, dass Russland zënter dem August 2012 Member ass vun der OMC, der Organisation Mondiale du Commerce.

Et ass also e ganz wichtege Partner fir Lëtzebuerg, et ass e ganz wichtegt Land um europäesche Kontinent. An duerfir, mengen ech, ass et och erlaabt, dass ee Suergen ausdréckt, déi ee sech mécht, wat den Zoustand vun der Demokratie a Russland betrëfft.

Well Russland e wichtege Partner ass, muss Russland och e berechebaren an zouverlässege Partner sinn, an dat huet vill mat der Rechtsstaatlechkeet ze dinn, wéi se an deem Land do praktizéiert gëtt. A grad do maache mer eis ebe Suergen.

Dräi jonk Meedercher, d'Nadeschda Tolokonnikowa vun 22 Joer, d'Jekaterina Samuzewitsch vun 30 Joer an d'Marija Aljochina vu 24 Joer, besser bekannt ënnert dem Numm Pussy Riot, sinn am August 2012 zu zwee Joer Camp condamnéiert gi fir Hooliganissem a fir Incitation à la haine religieuse. An dat, well se an enger Kathedral zu Moskau eng sougenannte Punk-Priedegt gemaach hunn, wou se der Sainte Vierge nogeluecht hunn, si soll de President Putin vun der Muecht verjoen.

Dat war de Message, deen déi dräi Damme bei hirem Optrëtt vu sech ginn hunn. Dat huet dem Pouvoir natierlech guer net gefall, a si sinn, wéi gesot, zu zwee Joer Camp condamnéiert ginn. Et ass eng Strof, déi am Appell reduzéiert ginn ass, mä déi trotzdeem an eisen Aen eng inakzeptabel Envergure huet.

Ganz vill Parlamenter hu reagéiert. Mir si frou, dass d'Lëtzebuerger Parlament dat haut de Mëtteg och wäert maachen. Ganz vill europäesch Parlamenter hu reagéiert, fir ze soen, wat se dovunner halen. Mir sinn eis och bewosst, dass et där do Zort Gesetzer, wéi se bei deem Prozess applizéiert ginn, och an anere Länner gëtt.

Notamment zu Lëtzebuerg gëtt et och en Artikel am Code pénal, dee seet, wéi et ass, wann ee mat Symboles religieux, mat Symboles du culte an esou weider op eng net respektvoll Aart a Weis ëmgeet. Och bei eis stinn do Strofen drop. Déi gi bei eis, wann ech mech net iren, bis zu sechs Méint, wat scho wesentlech manner ass wéi dat, wat a Russland ass. Mä ech woen d'Behaaptung, dass, wann zu Lëtzebuerg esou eppes géif geschéien, da wär d'Strof hei beschtefalls eng Geldstrof an nach wahrscheinlech mat Sursis.

Dat, wat a Russland natierlech geschitt ass, ass duerfir iwwerhaapt net vergläichbar mat der Gesetzgebung hei vu Lëtzebuerg. An et beschreift en Ëmstand, deen net akzeptabel ass, wat den Zoustand vun der russescher Justiz, wat d'Onofhängegkeet vun der russescher Justiz betrëfft, a wat d'Aart a Weis vum russesche Pouvoir betrëfft, fir mat Protest a Widderstand ëmzegoen.

Mir wëssen, dass, an dat hu mer an der zoustänneger Kommissioun vun eisem Ausseminister erkläert kritt, am Kader vum Pussy-Riot-Prozess scho Kontakter waren an och Échangë waren, wou eisen Ausseminister eis erkläert huet, dass hie selwer an awer och eise Premier schonn de russeschen Autoritéite matgedeelt hunn, wat se dovunner géifen halen. De Premier, deen hat der Lëtzebuerger Press matgedeelt, dass e carrément proposéiert hätt zu Moskau, Pussy Riot eng Zort politeschen Asyl zu Lëtzebuerg ze ginn.

Mir waren natierlech iwwerrascht iwwert dee Virschlag, deen de Premier do formuléiert huet. Mir wëssen och net, ob deen am Kader vun den normalen diplomatesche Relatioune stattfonnt huet oder am Kader vun der Männerfrëndschaft tëschent dem Här Juncker an dem Här Putin. Mä op jidde Fall krute mer matgedeelt, dass d'Regierung schonn op där doter Fro aktiv ginn ass.

Allerdéngs ass dat net deen eenzege Fait, deen eis Ulass gëtt zur Suerg. Au contraire! Leider gëtt et eng vill méi laang Rei vu rezente legislativen Initiativen a Russland, notamment d'Gesetz vum Juni 2012 iwwert...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Just, dass ech nach déi fënnef Minutte vun...

M. le Président.- Huelt Der déi nach mat bäi? Dann ass et gutt.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Ech hunn also nach véier Minutten, bis ech zum Schluss muss kommen. Merci, Här President.

Dat Gesetz iwwert d'Réunions publiques, wat däitlech verschäerft ginn ass. D'Kriminaliséierung, d'Rekriminaliséierung vun der Diffamatioun, notamment, wa se op d'Polizei soll ugewannt ginn, wat praktesch engem Maulkuerfgesetz gläichkënnt an d'Polizei an d'Autorités publiques praktesch ënner en integrale Schutz stellt, fir net kritiséiert ze ginn.

Et gëtt och eng Rei Gesetzer iwwert d'ONGen, Gesetzer och iwwert d'haute Trahison an den Espionnage, déi zum Deel kopéieren, wat an amerikanesche Gesetzer steet, awer zum Deel däitlech verschäerft doriwwer erausginn. Et ass also net ze soen, si hu just datselwecht gemaach wéi d'Amerikaner. Dat geet schonn däitlech doriwwer eraus. A virun allem geet et an der Applikatioun ganz wäit doriwwer eraus, wat an Amerika geschitt. Et weist och virun allem, dass do eng Strategie derhannert ass.

Et ass e Bündel vu Mesuren, déi a kierzester Zäit a Russland geholl gi sinn, déi eigentlech alleguerte just een Zil hunn, d'Kritiker monddout ze maachen, Kritik um Pouvoir, Kritik un den exekutiven Autoritéite praktesch generell ënner Verbuet ze stellen an et och nach systematesch duerch de Riichter verfollegen ze loossen. Déi Artikele bleiwen net Lettres mortes, mä si ginn tatsächlech applizéiert op eng Aart a Weis, déi natierlech engem Rechtsstat an eisen Aen net wierdeg ass.

Drëtten a leschte Punkt, an dat ass eng rezent Gesetzgebung, déi nom Dépôt vun dem Gesetz hei, vun der Motioun, pardon, a Russland diskutéiert ginn ass. Dat ass d'Gesetzgebung iwwert déi sougenannten homosexuell Propaganda. Et ass e rezent Gesetz, wat am Januar an éischter Lecture an der Chambre basse vun der Duma approuvéiert ginn ass mat 388 Stëmmen derfir, nëmmen enger eenzeger Enthalung an nëmmen enger eenzeger Nee-Stëmm, wat och bestierzend eigentlech ass.

Mir hate jo och eng Entrevue ufanks Februar als zoustänneg Kommissioun mat enger russescher Delegatioun, hu se op déi Gesetzgebung ugeschwat. Ech muss Iech soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer do vun eise russesche Kolleegen als Äntwert kritt hunn, war zum Deel erschütternd. Do ginn Argumenter invoquéiert iwwer homosexuell Leit, déi hei alleguerte méi wéi ee Skandal géifen ausléisen. Dat ass haarsträubend, wat do gesot gëtt!

Dat gëtt duergestallt, wéi wann et eng Krankheet wier, géint déi ee misst geschützt ginn. Eppes, wat ee géif oprafen duerch schlechten Emgang a schlechte Kontakt. Dat ass haarsträubend, op Lëtzebuergesch gesot, wat do vun Argumentatiounen développéiert ginn, an dat kann an eisen Aen net ugeholl ginn.

Et gëtt och Uerteeler vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff vu Stroossbuerg, déi kloermaachen, och rezent Uerteeler vum Joer 2010, zum Beispill en Arrêt Alexejew géint Russland, wou ganz kloer gesot gëtt, dass et a kenger Weis tolerabel ass, dass ee Gesetzer mécht, déi d'Orientatioun, déi sexuell Orientatioun vun de Leit als Basis géifen huelen, fir kënnen Distinctiounen ze maachen an de Rechter vun eenzelne Bierger. Do gëtt et also Jurisprudenzen.

Mä et gëtt awer och eng Resistenz vu Russland, fir déi Arrêten och ëmzesetzen. Dat gëtt net respektéiert. An do gëtt et och um Niveau vum Conseil de l'Europe méi wéi eng Diskussioun a rezenter Vergaangenheet, déi sech mat deem dote Behuele vu Russland beschäftegt huet.

Dat alles gesot, Här Ausseminister, hu mer eng Motioun preparéiert, déi vläicht kuerz ass, déi awer an der Haaptfuerderung exakt dat erëmgëtt, wat, mengen ech, d'Lëtzebuerger Positioun soll sinn. Nämlech déi, dass et bei all de Kontakter, déi et mat Russland gëtt, mat deem wichtege Partner fir Lëtzebuerg, och muss eng Strategie ginn, fir d'Mënscherechter, och an all de Wirtschaftsmissiounen, ze évoquéieren, dass een och d'Mënscherechter wëllt stäerken.

Zum Beispill um Niveau vum Europäesche Parlament, wou jo och am Dezember 2012 eng Iwwerpréiwung vun der EU-Mënscherechtsstrategie par rapport zu Russland gemaach ginn ass, wou déi Kritiken, déi mir an der Motioun an haut och hei mëndlech formuléiert hunn, och Géigestand si vun deem Dokument, wat d'Europäescht Parlament ugeholl huet.

Et muss ee Russland ëmmer nees drun erënneren, dass Russland selwer décidéiert huet, dem Conseil de l'Europe bäizetrieden, dass et am Conseil de l'Europe Regele gëtt, an dass op all de politeschen Niveauen, bei all de Kontakter, déi Lëtzebuerg huet, Russland muss drun erënnert ginn, dass et do Engagementer agaangen ass an dass grad Russland soll mam Beispill virgoen an déi Engagementer respektéieren. Et ass wichteg fir all d'Länner vum europäesche Kontinent, wa grad Russland déi Engagementer respektéiert.

A mir fuerdere selbstverständlech mat der Motioun d'Regierung op, fir do, wou se et scho gemaach huet, weider, an do, wou se et nach net gemaach huet, och elo deen Austausch ëmmer mat der Fro vun de Mënscherechter ze verbannen. Notamment wéinst deene rezenten Entwécklungen, déi gebündelt an eng Richtung ginn, dem Museléiere vun der politescher Positioun, vun der Kritik. Russland ass do op engem schlechte Wee.

A mir wiere frou, Här Ausseminister, wann Dir datselwecht géift maachen, wat Ären däitsche Kolleeg, den Här Westerwelle, Enn Januar gemaach huet am Kontext vun där Gesetzgebung géint déi sougenannten Homo-Propaganda. En huet den...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst zwar awer elo wierklech zum Schluss kommen!

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- En huet den Ambassadeur zu Berlin bei sech bestallt, fir him dat och an aller Däitlechkeet matzedeelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz beonrouegend, a wellech Direktioun d'Politik a Russland geet. An der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ass am Oktober eng Resolutioun ugeholl ginn am Kader vum Monitoring vu Russland an déi huet opgewisen, wellech... (veuillez lire: wellech Fortschrëtter vu Russland gemaach si ginn) - si hu Progrèse gemaach a verschiddene Gebidder -, mä wellech Progrèse se nach misste maachen a wou d'Faillë leien a wou se net en accord si mat de Standarde vum Conseil de l'Europe.

Doropshin huet de President vun der russescher Delegatioun bei der Assemblée parlementaire an engem Interview Folgendes gesot: „The resolution is not quite realistic. (...) It puts forward demands that Russia cannot fulfil, so it regards the resolution as a collection of wishes reflecting the West's general position, but on which we will not find a common language." Fin de citation.

Et ass jo awer grave, wann ee Member ass am Conseil de l'Europe an do eng Resolutioun ugeholl gëtt, dass ee seet: „Ah, mir fannen dat net realistesch a mir wäerten ons net dorun halen."

D'selwecht ass et och mat Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. Do hat ech virun enger Rei Joren dem Ausseminister Lawrow, dem Här Asselborn sengem Homolog, d'Fro gestallt, wéi et da wier mat der Ëmsetzung vun den Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. Dunn huet e gesot: „Déi juristesch, déi setze mer ëm, dat anert si politesch Décisiounen, déi setze mer net ëm." An domat erkenne se wierklech d'Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme net un. Dat kënne mer an dat däerfe mer net toleréieren!

Duerfir sinn ech dem Här Braz dankbar fir seng Initiativ, déi e geholl huet, déi Resolutioun (veuillez lire: déi Motioun) hei op den Ordre du jour ze setzen. Et sinn esou vill Manquementer, wou d'Grondrechter wierklech mat Féiss getrëppelt ginn. Dat ass d'Pressefräiheet. D'Reporters sans frontières, déi hunn en Index, wou se gewisen hunn, dass elo Russland op 147. Plaz steet ënner 178 Länner.

An engem Rapport, deen am Januar dëst Joer an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ugeholl ginn ass, do ass e Passage iwwer Russland dran, wou zu Recht enorm kritiséiert gëtt, dass Reporteren net nëmme gehënnert ginn un hirer Aarbecht, dass d'Pressefräiheet net besteet, mä dass se physesch agresséiert ginn, tabasséiert ginn, agespaart ginn. Doropshin huet d'russesch Delegatioun unisono deen do Rapport an déi Resolutioun iwwert d'Mediëfräiheet an Europa net gestëmmt.

Net ze schwätze vun den ONGen, déi an hirer Aktivitéit och permanent gebremst ginn, well se keng Suen däerfen aus dem Ausland kréien a soss gläich den terroristeschen Aktivitéite gläichgestallt ginn.

An dann, wat wierklech inakzeptabel ass, dat ass dat Gesetz, wat d'Duma elo gestëmmt huet iwwert d'Propaganda vun der Homosexualitéit. A wann een hir Argumentatioun héiert, da mussen d'Schudderen engem wierklech de Réck eroflafen! Esou eppes kënne mer net an Europa zouloossen, well domat trëppele mer wierklech d'Grondrechter esou mat Féiss an dat däerfe mer einfach net akzeptéieren.

D'Lëscht ass also laang. An ech mierken am Conseil de l'Europe, dass Russland och mat hirer Delegatioun elo eng Schinn fiert, déi virdru vill méi oppe wor wéi elo, an ech mengen, mir misste wierklech e seriöen Dialog mat hinne féieren.

An, Här President, Dir hat Ären Homolog vun der Duma empfaangen. Leider hate mer net d'Méiglechkeet, genuch ons do auszetauschen. Mä ech mengen, et ass wichteg, wa mir hinne soen, wéi d'Norme sinn. An dat sinn net ons Normen. Et gi keng Norme vum Westen oder vum Osten. Et ginn einfach Normen, fir d'Mënscherechter ze respektéieren, an dass do jiddweree sech muss drun halen an dass dat och fir Russland gëllt.

Selbstverständlech wäerte mir als DP-Fraktioun där Motioun vum Här Braz zoustëmmen.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci der Madame Anne Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Braz Merci, datt en déi Initiativ geholl huet, fir déi Motioun hei op den Dësch ze leeën. Ech mengen, et ass sécher, datt mir alleguer heibannen eis der Wichtegkeet vun eise Relatioune mat der Russescher Federatioun bewosst sinn. Mir alleguer hätte gäre gutt Relatioune mat der Russescher Federatioun. Mir brauchen déi gutt Relatiounen, souwuel um politesche wéi um ekonomesche wéi och um kulturelle Plang. Do si mer eis eens.

Mir sinn eis zweetens och eens, datt Russland Obligatioune geholl huet doduerch, datt et adhéréiert ass zu verschiddenen internationalen Organisatioune respektiv se mat gegrënnt huet, wéi beim Conseil de l'Europe oder bei der OSZE, déi jo aus dem fréieren Helsinki-Prozess erauskomm ass, wou jo och ëmmer den drëtte Cours vun de Mënscherechter mat derbäi war. Och do si mer eis eens. Mir erwaarden eis, datt all Memberstat seng Obligatiounen erfëllt.

Wou mer auserneeginn, dat ass, wann déi gréng elo hei speziell de Fall vu Pussy Riot ernimmen a gläichzäiteg verharmlosen. Ech mengen, Pussy Riot waren net invitéiert, fir an déi Kierch ze goen. Si hu sech selwer invitéiert. Si hu Leit op d'Säit gedréckt. Si hunn en „Gebiet" gemaach, wéi den Här Braz et mengt. Ech hunn den Text grad nach eng Kéier eraus...

(Hilarité)

Jo, dat ass, well den Här Braz et mengt; dat war awer kee Gebiet. Well si hunn zum Beispill gesot: „d'Gespenst vun der Fräiheet am Himmel", „...kommen déi Gleeweg sech vernäipen... " - an dann - „Göttlechen Dreck, Dreck, Dreck! Göttlechen Dreck, Dreck, Dreck!"

An ech verstinn, wa Leit esou eppes an enger Kierch jäizen, déi net invitéiert waren, an net, wéi déi gréng et zu Paräis gesot hunn, e Concert, datt do Plaintë gemaach gi wéinst Blasphemie, an datt déi Leit, déi se op d'Säit gedréckt hunn, och Plainte maachen, an datt déi russesch Justiz dann intervenéiert.

déi gréng zu Paräis haten iwwregens gefrot, fir déi dräi zu Éierebiergerinne vun der Stad Paräis ze ernennen. An déi Saach ass ënnert den Dësch gefall, wou viru Kuerzem Feministinnen an d'Kathedral Notre-Dame agedronge sinn, do d'Gebietsrou gestéiert hunn, op d'Klacke geschloen hunn, an do och Plainte gemaach gouf. An zënterhier sinn déi gréng zu Paräis an där Saach roueg ginn.

Ech mengen, et gëtt einfach an all Stad Plazen, déi geschützt sinn. Dozou gehéieren och Kierchen. An ech mengen, mir als ADR, mir enthalen eis.

Ech wëll awer och soen, mir sollten och, zemools hei als Lëtzebuerger, heiansdo, wat de Justizsystem ugeet, bescheide sinn. Wann ech Russ wär am Ableck an ech géif héieren, datt a Westeuropa Prozesser geféiert ginn, wou zwee Drëttel vun de Beweiser verschwannen, da géif ech an der Duma eng Resolutioun abréngen a meng Suerg iwwert d'Rechtsstaatlechkeet a Westeuropa ausdrécken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Rieder ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dat has de awer och schéi gesot!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Félix Braz Merci fir déi Resolutioun (veuillez lire: déi Motioun), well et ass ganz vill doriwwer diskutéiert ginn an der Press, mä och zu Lëtzebuerg bei onse Bierger iwwert déi Affär vu Pussy Riot a vu verschidden anere Saachen, déi a leschter Zäit duerch d'russesch Duma gaange sinn als Gesetzer respektiv wou Uerteeler geschwat gi sinn.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt mer oft déiselwecht Gesetzer hunn, sief et hei zu Lëtzebuerg, sief et an Amerika, wéi a Russland, just, datt d'Strofen a Russland e bësselche méi héich si wéi ons. Ech wëll just nure kucken, datt zum Beispill fir déi Affär, wou siwe Meedercher plakeg an der Kathedral gedanzt hunn, datt deen Ablack a Russland eng maximal Strof vu siwe Joer Prisong drop ass an datt déi Meedercher, déi Fraen, pardon, ee bis zwee Joer kritt hunn.

Mä ech wëll och drop hiweisen, datt mir an onsem Code pénal eppes dostoen hunn ënner: «Des crimes et des délits qui portent atteinte aux droits garantis par la Constitution». Do sinn d'Artikelen 144 an 145, déi gesi Prisongsstrofe vu sechs Méint, bis sechs Méint respektiv souguer bis zwee Joer vir. Elo kann een unhuelen, datt bei ons vläicht d'Geriichter dann net, grad wéi a Russland, ee Joer Prisong geschwat hätten oder zwee. Mä et gesäit een awer, datt d'Législatioun awer relativ no steet an datt just d'Applikatioun dovunner anescht ass.

Et muss een och ervirsträichen, datt d'Atmosphär dohannen eng ganz aner ass wéi bei ons, well de Patriarch vun der orthodoxer Kierch huet gesot, déi Fraen, déi do gedanzt hätten an der Kathedral, dat wier schlëmmer gewiescht, wéi wa se Persounen ermort hätten. Do gesäit een also, datt eng ganz aner Atmosphär do ass wéi hei. An ech mengen, ech verstinn och doduerjer, datt d'Politiker dann eben Aussoe maachen - dat ass och bei ons heiansdo esou -, wéi d'Opinion publique et gären hätt.

Déi aner Problematik, déi mer hunn, dat ass déi mat den ONGen. An och do muss ee soen, an den Här Braz hat et virdru richteg ervirgestrach,...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- ...dat ass, datt déi ONGen e Gesetz iwwerholl hunn aus Amerika, wou et verbueden ass, datt russesch, also ONGe russesch Fonge kréien. An do hu si gesot: Dann däerfe se och keng amerikanesch Fonge kréien! Bref, do kommen, also fir hir Gesetzgebung, do ass also e ganzen Hickhack dorëmmer gaangen.

Ech mengen, datt mer en Dialog solle féieren. Do si Saachen, déi net gutt sinn, déi musse verbessert ginn. Dat ass ganz evident. An ech mengen, datt dat am Dialog soll geschéien.

Perséinlech wäert ech mech op jidde Fall bei dëser Motioun enthalen, well ech mat den Objektiver d'accord sinn, mä wou ech awer Douten hunn, datt mer iwwert d'Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun) dat sollen huelen, mä besser am Dialog mat deene Regierunge respektiv mir mat de Parlamenter.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Duerch hir politesch Konschtaktioun a virun allem duerch déi brutal a repressiv Reaktioun vun de staatlechen Autoritéiten a Russland si Pussy Riot zu engem internationale Symbol gi fir Meenungsfräiheet. Si si mat hirer enormer Zivilcourage, well déi muss een hunn, fir dat ze maachen, besonnesch an esou engem repressive Kader, si si mat hirer Zivilcourage zum Symbol gi fir de Widderstand géint d'Allianz vu reaktionären a klerikale Kräften a Russland. A grad duerfir, mengen ech, sti Pussy Riot fir Prinzipien, déi eng international Vocatioun hunn. An dëst erklärt och iwwregens déi grouss international Solidaritéit mat hinnen.

Lëtzebuerg ass net Russland. Mä et bräicht ee sech effektiv nëmme virzestellen, wat passéiert wier, wa feministesch Aktivistinnen hei an der Kathedral demonstréiert hätten. A wann een hei d'Aussoen héiert vum rietsen a vum lénke Fligel vun der ADR,...

(Hilarité)

...da kann ee sech virstellen, wat d'Reaktioune gewiescht wieren.

(Interruptions)

Déi eigentlech Symbolik vu Pussy Riot ass d'Symbolik, a mengen Aen, vun der Rebellioun. A si behält duerfir och hire volle Wäert an eiser Gesellschaft.

Ech sinn awer d'accord mat der Resolutioun, déi hei dee besonnesche Fall vu Pussy Riot, dee fir grouss international Opmierksamkeet gesuergt huet, an de Kontext stellt vun der bedenklecher Mënscherechtssituatioun an der bedenklecher legaler Situatioun a Russland mat deene Gesetzer, déi hei opgezielt gi sinn.

An am Iwwregen, Dir Häre vun der CSV, Dir schwätzt hei, mir schwätzen hei vu Gesetzer, déi villes a Fro stellen. Wann ee kuckt, wéi d'Definitioun vum Terrorismus zum Beispill zu Lëtzebuerg ass, da muss ech soen, mat där Definitioun wier och villes méiglech vun deem, wat elo a Russland geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech weess elo net, ob ech dee richtegen Toun hei fannen, no där Debatt iwwert déi Interpellatioun (veuillez lire: déi Motioun) vum Här Braz.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech wann ech gelift, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Oh, si mussen net.

Ech wollt soen, dass Russland jo dat gréisste Land vun der Welt ass, a mir net grad nach. Duerfir géif ech mengen, dass ee vläicht déi Diskussioun hei och soll an e Kader stelle mat engem historeschen Hannergrond.

Dir wësst, dass d'Russesch Federatioun ee vun deene jéngste Staten ass op der Welt. Virun 20 Joer, Här Braz, Dir gitt mer bestëmmt recht, Dir kënnt Iech erënneren, 1993 stoungen nach Panzere virun der Duma. An d'90er Joren a Russland, dat ass jo nach net laang hier, waren eng schwiereg Zäit, eng Zäit, déi vum Chaos geprägt war an och vun der Instabilitéit. An et muss een trotzdeem als positiv ugesinn, dass nom Zesummebrieche vum sowjetesche Regime dee Chaos sech net installéiert huet, mä dass awer a Russland grouss Effortë gemaach ginn, fir dee richtege Wee ze fannen zur Demokratie.

Dat ass kee lineare Prozess. Dat ass e Prozess mat Fortschrëtter an et ass e Prozess mat Réckschléi. An ech ginn natierlech Iech, Här Braz, an och der Madame Brasseur ganz recht, dass déi Réckschléi heiansdo ganz staarker sinn. Ech soen och, dass ech absolut net kann d'accord sinn, esou wéi all meng Kolleegen Ausseminister an der Europäescher Unioun och, wa mer iwwer Russland schwätzen, zum Beispill dat Gesetz iwwert d'Enregistréiere vun den ONGen oder vun den Droits de réunion.

Mir mussen awer och feststellen, dass hei net alles an déi falsch Richtung geet. Zum Beispill ass de Wahlsystem jo geännert gi kierzlech, fir dass an de Regiounen erëm d'Gouverneure gewielt ginn. Et ass och d'Enregistréiere vun de politesche Parteien erëm vill méi liicht gemaach ginn. Saachen also, déi awer trotzdeem duerchblécke loossen, dass an deene leschten 20 Joer an och fir d'Zukunft eng demokratesch Uerdnung ugepeilt gëtt.

A wa mer Russland vergläiche mam nom Zesummebroch vun dem Sowjet, also dem Kommunismus, an et kuckt een haut, wéi verschidde Länner an Nordafrika ze kämpfen hunn, fir och erëm hire Wee ze fannen, hoffen

ech wierklech, dass och déi Länner sech mindestens um Wee an der Richtung zur Demokratie kënne bekennen. A Russland, mat aller Kritik, déi ee kann ubréngen, ass dat awer geschitt, an dat däerf een net vergiessen.

Ech mengen och, dass, wat de Respekt vum Rechtsstat ugeet, souwuel de Premierminister wéi och meng Wéinegkeet, op eisem Niveau, mam President oder mam Ausseminister, dat ass jo och ugeklongen an der Motioun, dass mer eis do wierklech Méi gi fir dat, wat an der Europäescher Unioun vun alle Länner och gemaach gëtt, fir Russland ze encouragéieren, wierklech de Wäert vun de Mënscherechter an enger Demokratie vill méi no ze bréngen.

Wat Pussy Riot ugeet, erlaabt mer, Här President, do immens kuerz ze sinn. Ech zitéieren ee Mann, deen ass Premierminister a Russland, deen huet gesot: „Déi Frae vun de Pussy Riot sollten eigentlech fräi kommen." Oder „misste fräi kommen". Dat ass och meng Astellung. An duerfir musse mer hei op deem Punkt dat maachen - ouni op den Tribünen elo ze vill eis do ze défouléieren - do, wou mer et kënne maachen, wou d'Autoritéite vun der russescher Regierung sëtzen a wierklech och dee Message do eriwwerbréngen.

Ech géif vläicht och do soen, dass ee Russland net ka vergläiche mat eisen europäesche Länner, wat d'Rechtssprechung ugeet, wat d'Geriichtsgewalt ugeet, wat d'Juridictiounen ugeet. Russland war nach ni eng Demokratie, weder bei den Zaren nach bei de Sowjets. An Dir wësst, mir wëssen alleguerten, och wa mer d'Gesetzgebung liesen a Russland, dass déi Strof, also d'Strofgesetzgebung extrem vill méi héich ass wéi dat, wat mer hei an der Europäescher Unioun kennen, an dass och d'Interpretatioun, déi d'Riichter maachen, absolut eng aner ass, wéi se bei eis Usus ass.

Ech wëll just soen, d'lescht Woch sinn d'Ambassadeuren a Russland, zu Moskau informéiert gi vun de russeschen Autoritéiten, dass trotzdeem och hei Bewegung ass. An der Zäit tëschent 2008 an 2012 ass d'Zuel vun de Leit, déi a Russland am Prisong sëtzen, vun 980.000 op 720.000 erofgaangen. Et ass also eng Tendenz, déi an déi richteg Richtung geet.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech soen, dat, wat den Egon Bahr gemaach huet - dat ass jo de Papp vun der Ost-Politik vum Willy Brandt -, deen hat ee Leitmotiv, deen huet jo geheescht, op Däitsch: „Wandel durch Annäherung". An ech mengen, dee Prinzip gëllt haut och nach, och...

Madame Brasseur, Dir hutt recht, Russland huet décidéiert, Member ze gi vum Conseil de l'Europe. Mä virdrun huet Russland och akzeptéiert, fir d'Schlussakt vun Helsinki, och vun der KSZE, oder haut d'OSZE, fir dee Prinzip unzehuelen. An ech mengen, dass mer virun allem hei op dëser Tribün vun eisem Land keng Konfrontot..., keng Konfra..., oh Mamm!

(Interruptions)

...keng Approche, déi nëmmen op Konfrontatioun opgebaut ass, sollen anhuelen - scho méi einfach -, mä dass mer eng Approche sollen hunn, déi an deem Sënn ass,...

(Interruption)

Ech hunn dat verléiert.

...déi an deem Sënn ass, wéi den Egon Bahr dat gesot huet.

An als lescht Wuert: Ech mengen, an der Regierung... An d'Chamber huet selbstverständlech d'Recht, der Regierung ze soen, wat se soll maachen. Dat maache mer och ëmmer, wat Der sot.

Wann ech Iech däerf eppes Klenges soen, da géif ech mengen, Här President, dass deen Niveau, deen Dir och kënnt beackeren, um Niveau vun dem Parlament, vun der Duma ass. Ech hunn nach wéini mat enger héijer russescher Autoritéit geschwat, an déi sot, zu all Moment sinn d'Lëtzebuerger Deputéierte wëllkomm an der Duma.

An ech mengen, et ass och op deem Niveau, wou muss weidergefuer ginn, fir d'Russen, Russland ze sensibiliséiere mat eisem Emfannen, dat mir vun der Rechtsstaatlechkeet hunn. Och dat kann déngen.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Den Här Braz nach eng Kéier kuerz, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Här Ausseminister, ech wollt Iech nach just un eng Fro erënneren. An zu Ärer leschter Remarque: Ech mengen, dass d'Chamber dat gemaach huet, wou déi russesch Delegatioun hei war. Mir hu se och op déi dote Froen ugeschwat an och eis Meenung kloer artikuléiert.

Ech hat Iech awer nach eng Fro gestallt. Ären däitsche Kolleeg, den Här Westerwelle, huet wéinst deene Gesetzer, déi iwwert déi sougenannten Anti-Homo-Propaganda, de russeschen Ambassadeur Enn Januar bei sech bestallt, fir him kloer ze soen, dass dat an den Ae vun der däitscher Regierung net geet.

D'Fro un Iech ass: Maacht Dir datselwecht? Rot Dir dem Ambassadeur dat och? Sot Dir him dat och an där Däitlechkeet? Well déi Faiten, ëm déi et geet, dat Gesetz huet d'Dier opgemaach fir eng grouss a laang Rei vun Iwwergrëffer, vu Violencen op oppener Strooss vun homosexuelle Leit, op engem Niveau, deen een eigentlech net méi fir méiglech gehalen hätt um europäesche Kontinent.

Maacht Dir datselwecht wéi Ären däitschen Homolog a bestellt Dir de russeschen Ambassadeur an?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Also, den Här Westerwelle, dee mécht net alles, wat ech maachen. Ech maachen net alles, wat den Här Westerwelle mécht. Mä ech géif awer soen, dass effektiv ech an der Substanz dat deelen, wat Der sot. Mä ech hunn e konstante Kontakt mam russeschen Ambassadeur hei zu Lëtzebuerg an ech maachen dat permanent.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Da géife mer elo iwwert d'Motioun ofstëmmen. Ech mengen, mir kënnen dat à main levée maachen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- estimant que les verdicts en première instance et en appel rendus lors du procès des membres du groupe punk Pussy Riot sont disproportionnés;

- inquiète que la nouvelle législation sur les ONG et sur le droit de réunion mais aussi la loi dite «sur l'extrémisme» puissent servir à museler toutes les formes d'opposition et que les libertés politiques, les droits de l'Homme et l'État de droit soient graduellement remis en question en Russie;

- considérant qu'en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la Fédération de Russie a affirmé vouloir respecter les droits de l'Homme, l'État de droit et la démocratie;

- prenant acte des explications fournies par le Ministre des Affaires étrangères devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration lors de sa réunion du 14 janvier 2013 au sujet de son entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, et de celle du Premier Ministre avec le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine;

invite le Gouvernement

- à souligner avec constance auprès des autorités de la Fédération de Russie l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE;

- à insister auprès de ces mêmes autorités pour qu'elles s'engagent à renforcer l'État de droit et notamment l'indépendance de la justice et la liberté d'expression.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

(La motion modifiée est adoptée à main levée avec les abstentions de la sensibilité politique ADR et celle de M. Jacques-Yves Henckes de la sensibilité politique députés indépendants «Onofhängeg».)

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6481, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten a Montenegro iwwert d'Réadmissioun. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et also ëm e Protokoll, deen de 4. Juli 2012 zu Bréissel ënnerschriwwe gouf tëschent den dräi Benelux-Länner a Montenegro. An et geet iwwert d'Applikatioun vun engem Accord de réadmission, deen tëschent der EU a Montenegro ofgeschloss ginn ass. Also hei mécht de Benelux e Protocole d'application iwwer en Accord de réadmission tëschent der EU a Montenegro.

Mir haten där Accords de réadmission schonn eng ganz Rei hei an der Chamber, déi entweder national oder intergouvernemental oder um communautairen Niveau ofgeschloss gi sinn. De Sënn an den Zweck vun esou engem Accord de réadmission ass et, am Beräich vun eben der Réadmissioun vu Leit, déi sech illegal op engem Territoire vun engem Land ophalen, ze kooperéieren an de Retour vun deene Persounen ze erliichteren.

Dat heescht emol an éischter Linn ze garantéieren, dass e Stat bereet ass, Persounen zréckzehuelen, déi sech illegal um Territoire vun deem anere Stat ophalen. Viséiert sinn net nëmme Persounen, déi d'Nationalitéit vun deem Stat hunn, dee gefrot gëtt, eng Persoun zréckzehuelen, mä och Persounen aus Drëttlänner oder Statenloser, déi virdrun do gelieft hunn oder duerch dat Land transitéiert sinn.

Déi Accords de réadmission enthalen doriwwer eraus eng ganz Rei vu Bestëmmungen, déi regelen, wéi esou eng Réadmissioun oder eng Reprise ofzelafen huet. Et gëtt natierlech och d'Méiglechkeet, nodréiglech e Protocole d'application iwwer esou en Accord de réadmission auszeschaffen. An et ass genau dat, iwwert dat mer haut hei ofstëmmen.

Den Objet vun esou engem Protocole d'application ass et, déi ganz praktesch Modalitéiten, déi technesch an déi operationell Kritäre vun esou engem Accord de réadmission festzeleeën. Zum Beispill gëtt gesot, wéi eng Autoritéiten, Ministèren a Servicer an deene jeeweilege Länner zoustänneg sinn, op wéi enge Grenziwwergäng d'Leit iwwergi musse ginn, d'Konditioune vun engem Rapatriement, wann eng Eskort derbäi ass. Et gëtt och definéiert, wéi en Transit, wéi an Transitsituatiounen dat Ganzt ofzelafen huet. An och en Detail, den Artikel 11, seet zum Beispill, dass d'Kommunikatiounssprooch Englesch ass.

De Protokoll, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass vun der hollännescher Regierung ausgehandelt gi fir déi dräi Benelux-Länner, beinhaltet 16 Artikelen, fënnef Annexen, an de Protokoll huet als Basis den Artikel 19 aus dem Accord de réadmission tëschent der EU a Montenegro.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 21. Dezember 2012 keng weider Remarquë gemaach an dëse Projet approuvéiert. Duerfir ginn ech zum Ofschloss den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci, deen esou detailléiert war, datt keen anere Riedner sech huet missen aschreiwen. Ech géif da proposéieren, ausser den Ausseminister wéilt nach onbedéngt intervenéieren, datt mer kéinten ofstëmmen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Ech wéilt nach eppes soen, Här President. Wann ech dat elo hei erëmfannen. Mir hu mat Montenegro, just wat Iech kéint interesséieren: Am Joer 2010 ass keen Demandeur de protection internationale vu Montenegro op Lëtzebuerg, huet keen ugefrot. Du waren awer néng Retours volontaires an ee Retour forcé.

2011 hunn 108 Persounen aus Montenegro hei eng Demande gemaach. Dat ware 5% vun den Demandeurs de protection internationale. Do sinn der fënnef volontaire zréckgaangen an ee Retour forcé.

2012 sinn 298 Persounen, dat ware 14% vum Total vun den Demandeurs de protection internationale, aus Montenegro komm, 152 sinn der volontaire zréckgaangen a 56 Retours forcés.

Juste pour information.

M. le Président.- Merci fir déi Prezisioun, Här Ausseminister.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6481 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6481 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6482, en Zousaz zum Protokoll vu Cartagena iwwert d'biotechnologesch Risiken. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Marcel Oberweis. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Esou wéi Dir et gesot hutt, geet et hei ëm en Zousazprotokoll, an zwar zu enger bestehender Konventioun, déi sech ëm biologesch Sécherheet këmmert. An dësem Zousazprotokoll ginn am Besonnesche Froe vun der Responsabilitéit a vun der Haftung gekläert.

D'Zil vun deem Zousazprotokoll ass d'Opstelle vun internationale Regelen iwwert d'Haftung an d'Reparatioun vu Schied un der Biodiversitéit, déi duerch Organismes vivants modifiés entstane sinn. Mir heibanne gebrauche méi geleefeg den Term vun OGMen an an der Praxis sinn déi zwee Begréffer, och wat d'Envergure ubelaangt a wat d'Bedeitung ubelaangt, matenee gläichzesetzen.

Den Zousazprotokoll huet seng Originen also am Protokoll vu Cartagena, deen en Accord complémentaire vun der Biodiversitéitskonventioun vun 1992 ass. Dëse Protokoll regelt de grenziwwerschreidenden Handel mat OGMen. En ass 2002 an der Chamber approuvéiert ginn an 2003 a Kraaft getrueden. D'Zil vun deem Protokoll war et, fir sécherzestellen, a bleift et och weiderhin, dass den Transfert, d'Manipulatioun an d'Benotzung vun OVMe keng negativ Effekter op d'Biodiversitéit an op déi mënschlech Gesondheet kënnen hunn.

Deemools, wou de Cartagena-Protokoll verhandelt gouf, dunn ass och schonn zimlech vill iwwert den Aspekt vun der Haftung an der Reparatioun geschwat ginn, mä et konnt awer deemools nach keng Eenegung doriwwer erziilt ginn. Et ass duerfir am Artikel 27 vum Cartagena-Protokoll deemools festgehale ginn, dass d'Konferenz vun de Vertragsparteien, déi als Réunioun vun de Vertragsparteie vum Protokoll siégéiert, op hirer éischter Réunioun e Prozess engagéiere sollt, fir e verbindlecht internationaalt Regelwierk an Zesummenhang mat ebe grad der Haftung an der Reparatioun fir Schied,

déi duerch OGMe respektiv OVMen entstane sinn, opzestellen. Dat war dann och de Fall, an zwar am Februar 2004 zu Kuala Lumpur. Dohier och den Numm vun dësem Protocole additionnel: Nagoya-Kuala Lumpur.

Et huet bis 2010 am Oktober gedauert, bis eng Eenegung fonnt ginn ass, déi d'Plénière vun der Konferenz vun de Vertragsparteien op hirer fënnefter Réunioun dann och ugeholl huet. Dës Réunioun war eben zu Nagoya. Duerfir dann deen duebelen Numm. 50 Länner plus d'EU hunn den Zousazprotokoll tëschent dem Mäerz 2011 an dem Mäerz 2012 ënnerschriwwen.

Den Zousazprotokoll féiert, wéi gesot, international Regelen a Prozeduren an, fir d'Haftung an d'Reparatioun vu Schied, déi duerch OVMe verursaacht goufen. Am Fall vu Schied gëtt vum Bedreiwer verlaangt, déi national zoustänneg Autoritéiten ze informéieren, de Schued ze bewäerten an déi néideg Mesuren ze ergräifen. Gläichzäiteg sinn déi national kompetent Autoritéite gefuerdert, fir de Bedreiwer, deen de Schued verursaacht huet, ze ermëttelen, wann en net sollt bekannt sinn, a si sollen dann och de Schued bewäerte respektiv festleeën, wat fir Moossnamen de Bedreiwer muss ergräifen.

Dat héiert sech elo esou ganz einfach un. Dat ass awer net esou ganz einfach. Wann de Bedreiwer selwer net déi néideg Mesuren hëlt, da kann déi zoustänneg Autoritéit dat och selwer maachen. Si huet dann och d'Recht, fir d'Käschten zréckzefroen, déi duerch d'Bewäertung vum Schued oder duerch Mesuren, déi getraff goufen, ugefall sinn.

Den Zousazprotokoll setzt also virun allem op administrativ Prozeduren. Sou muss et och sinn, genau wéi dat och bei der EU-Direktiv zur Responsabilité environnementale virgesinn ass.

Bon, ech nennen déi elo net alleguerten am Detail, well déi, déi sech derfir interesséieren, kënnen dat noliesen. Mä d'Dispositioune vum Protokoll si schonn duerch d'Rechtslag an der Unioun ofgedeckt, och duerch déi hei zu Lëtzebuerg, well déi indirekt och da fir eis gëllt.

E gudden Deel vun de Bestëmmungen am Zousazprotokoll ginn dem nationale Recht iwwerlooss, zum Beispill d'Definitioun vun den Exceptiounen, Fristen, déi anzehale si bei den Interventiounsmesuren, d'Fro vun de Garanties financières oder och vun der Responsabilité civile. Wat d'Responsabilité civile ubelaangt, hunn iwwregens d'State vereinbart, wa se dat net schonn hunn an hiren nationale Législatiounen, adequat Regelen a Prozedure fir materiell oder Persouneschied virzegesinn.

Den Zousazprotokoll muss vu 40 State ratifizéiert ginn, fir kënnen iwwerhaapt a Kraaft ze trieden. Bis elo hunn zéng State ratifizéiert oder sinn dem Protokoll bäigetrueden, siwen dovunner si Memberstate vun der Europäescher Unioun: Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Irland, Lettland, Litauen, Mexiko, Norwegen, Spuenien, Schweden a Syrien.

D'Europäescht Parlament huet den Zousazprotokoll dëse Januar, de 16. Januar, mat grousser Majoritéit ugeholl. 647 Deputéierte waren derfir an nëmme 15 dergéint, bei 31 Enthalungen. An tatsächlech handelt et sech ëm e sougenannten Accord mixte, deem souwuel d'Europäesch Unioun wéi och hir Memberstaten zoustëmme mussen.

Den Zousazprotokoll ass an eisen Aen e wichtegen Accord, besonnesch fir d'Entwécklungslänner, déi dacks nëmme wéineg Moyenen hunn, fir am Fall vu gravéierende Schied un der Biodiversitéit ze reagéieren. Et sinn och besonnesch déi Länner, déi sech am Virfeld fir den Accord staarkgemaach hunn an déi och ënner anerem vu Lëtzebuerg Gehéier fonnt hunn. Dat mécht Sënn - leider, muss ee soen -, well et si besonnesch d'Entwécklungslänner, déi ëmmer méi staark op d'OGMen an der Landwirtschaft zréckgräifen an heiansdo mat onméigleche Situatiounen um Terrain ze kämpfen hunn.

Den Zousazprotokoll ass iwwerdeems e wichtegt Signal un déi, déi OVMe produzéieren an exportéieren, dass si fir eventuell Schied och tatsächlech mussen opkommen.

Wat fir eng Bedeitung den Accord kréie wäert, hänkt awer och dovunner of, wéi vill Länner e schliesslech ratifizéieren oder dem Protokoll nach bäitrieden. Wat méi, wat besser, dat ass evident. Et sief dorunner erënnert, dass de Cartagena-Protokoll 103 Ënnerschréfte krut a mëttlerweil méi wéi 160 State bënnt, während den Zousazprotokoll, iwwert dee mer hei schwätzen, nëmmen 51 Ënnerschréfte bis zum heitegen Dag op sech konnt verbuchen.

Et ass awer op alle Fall positiv, dat sollt een och hei ervirsträichen, dass Lëtzebuerg hei derfir war, fir schnell dësen Accord ze ratifizéieren. Dat ass am Aklang mat eiser kritescher Haltung an der Fro vun den OGMen. Do hu mer eigentlech eng konsequent Linn déi ganz Zäit ëmmer gehat.

Lëtzebuerg verweist ëmmer erëm op méiglech Risiken am Zesummenhang mat den OGMen a berifft sech dobäi op de Principe de précaution. Soulaang Laangzäitwierkunge vun den OGMen net bekannt sinn oder net alleguerte bekannt sinn oder net alleguerten an hire Wiesselwierkunge bekannt sinn, soulaang soll och net op si zréckgegraff ginn an äusserst Virsiicht geltend gemaach ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a géif och op dëser Plaz den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun mat op de Wee ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Elo kritt d'Wuert den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'Éischt soen ech der honorabeler Madame Lydia Mutsch Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi befaasst sech mat dem Zousazprotokoll Nagoya-Kuala Lumpur, wéi se gesot huet, an et geet hei ëm déi biologesch Sécherheet op dem Planéit. Wéi et schonn ënnerstrach ginn ass, gëtt et e wichtege Punkt hei fir d'Biodiversitéit, déi jo net grad d'Steckenpferd vu munche Politiker ass. D'Erhale vun der Villfalt vun de genetesche Ressourcen an den Ökosystemer ass niewent dem Klimaschutz ee vun de gréissten Défië vun der internationaler Ëmweltpolitik.

Erlaabt mer just vläicht e puer Wuert ze verléieren iwwer eng Etüd, déi rezent erauskomm ass an dësem Zesummenhang. Dat war déi vun der „BirdLife International - Cambridge" vum Oktober vum leschte Joer. Do steet dran, dass den aktuelle Verloscht vun der Biodiversitéit haut all Dag e puer Dose sinn, déi all Dag verluer ginn, an dat duerch déi mënschlech Aktivitéiten op alle Pläng.

D'Wëssenschaftler bekloen an där Etüd, dass dëse Verloscht dee schlëmmsten ass zënter der Zäit vum Ausstierwe vun den Dinosaurier viru 65 Millioune Joer. Wa mir dësen néfasten Trend net stoppen, soe si, da missten no där Etüd ronn 57 Milliarden Euro pro Joer opbruecht ginn, fir iwwerhaapt déi aktuell Biodiversitéit ze erhalen.

Dat schéngt muncherengem heibannen an och dobausse vill ze sinn. Mä wa mir näischt ënnerhuelen, dann dierften dës Joreskäschten op eng Zomm vun 1.500 bis 4.500 Milliarden Euro am Joer eropklammen. An déi Suen hu mer net méi.

Mat dësem Zousazprotokoll gëtt duerfir d'Responsabilitéit fir d'Feeler als e wichtege Meilesteen an der weltwäiter Ustrengung ugesinn, d'Liewensgrondlagen ze schützen. Et ginn endlech Regele fir de grenziwwerschreidenden Handel mat de genetesch modifizéierten Organisme festgeluecht, huet d'Madame Rapportrice dat elo ganz gutt gesot. Esou erhalen d'Länner endlech deen international verbindlechen Usproch, dass fir méiglech Schied, déi hinnen duerch importéiert genetesch modifizéiert Organismen entstinn, d'Entreprisen am Hierstellungsland responsabel gemaach kënne ginn.

An hei wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen: Virun allem erhalen d'Entwécklungslänner endlech déi Rechtssécherheet, do wou ëmmer méi OGMen ugeplanzt ginn.

Et ass festgeschriwwe ginn, dass am Fall, wou duerch en Ubau vun OGMen déi lokal Biodiversitéit, notamment am Entwécklungsland, e Schued erleit an domat eng Reduktioun vun der wirtschaftlecher Produktioun bei aneren Zorten entsteet, dat betraffent Land e finanziellen Ausgläich verlaange kann.

An deem Zesummenhang kuerz nach gesot, dass eist Land sech duerch e Gesetzestext virun e puer Joer kloer géint den Ubau vun OGMen ausgeschwat huet. An do si genuch Barrièren agesat ginn, dass do näischt ka passéieren.

Mat dësem Ofkomme kënnt et zu enger méi grousser Rechtssécherheet am Fall vun opkommende Schied un eiser Biodiversitéit.

E lescht Wuert nach just gesot. An deem Zesummenhang wëll ech hei nach ervirhiewen, dass d'Vereenten Natiounen den 22. Dezember 2010 beschloss hunn, d'Joren ´11 bis ´20, dës Dekad also, zu der UN-Dekad vun der Biodiversitéit ze erklären, an dat op eng Ufro hi vun der Konferenz vun Nagoya am selwechte Joer.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Domadder hunn ech kee Riedner méi op der Riednerlëscht. Ech weess net, den Ausseminister wëllt nach vläicht e Wuert derbäifügen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- D'Madame Lydia Mutsch war an hirem Rapport extrem prezis, an och den Här Oberweis, soudass alles gutt ass!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Da kënne mer also elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6482 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6482 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu zwee Projeten, déi mer an enger Diskussioun an och an engem Rapport behandelen, nämlech d'Projete 6504 a 6505. De Projet de loi 6504 ass e Protokoll-Amendement zur Konventioun vun der Union économique vun der Benelux, an de Projet de loi 6505 e Protokoll zum Traité iwwert d'Cour de Justice Benelux. D'Riednerzäit ass fir déi zwee Projeten nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Kartheiser an den Här Gloden. D'Wuert huet elo de Rapporteur vu béide Projeten, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012

6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 6505

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Wuert. Ech wollt, ier ech ufänken, dem Ausseminister awer och Merci soen, dass e bei deem Projet, deen ech virdru presentéiert hunn, dem 6481, wou et ëm Réadmissioun gaangen ass, a wat en Exercice ass, dee mer jo oft hei an der Chamber maachen, an dass do awer och Realitéiten dohannerstinn, dass en eis Zuele genannt huet an erkläert huet, wéi déi Saachen oflafen. Ech hunn dat ganz interessant fonnt a wollt him do Merci soen.

Ech wollt och Merci soen, dass ech déi zwee Projeten hei zesumme ka presentéieren. Ech wäert mat deem zweete Projet, mam 6505, ufänken.

Dëse Projet de loi handelt iwwer e Protokoll, d'Modifikatioun vum Traité vum 31. Mäerz 1965 iwwert d'Institutioun an de Statut vun der Cour de Justice Benelux. De Protokoll ass de 15. Oktober 2012 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Deen Traité vu 1965 definéiert d'Haaptzil vun der Cour de Justice Benelux, an zwar d'Uniformitéit an der Applikatioun vun de gemeinsame juristesche Regelen ze promouvéieren.

Bis elo huet d'Cour de Justice Benelux dat haaptsächlech mat enger sougenannter „Procédure préjudicielle" gemaach, eng Prozedur, déi et jo och bei der Cour de justice européenne gëtt. An an der Praxis gesäit dat esou aus, dass en nationaalt Geriicht der Cour am Kader vun enger lafender Affär eng oder méi Froen zu gemeinsame Rechtsvirschréfte stellt. D'Cour de Justice Benelux interpretéiert dës Rechtsvirschréften, an et ass dann um nationale Geriicht, fir dat a säin Uerteel afléissen ze loossen an dann ze tranchéieren.

Wuelgemierkt: Et handelt sech net nëmmen ëm eng Empfehlung, mä déi national Geriichter si bei hirer Rechtsspriechung un d'Interpretatioun vun der Cour de Justice Benelux gebonnen.

Aner Missiounen, déi d'Cour de Justice Benelux huet: Si gëtt Avis consultatifs iwwert d'Interpretatioun vun enger Rechtsvirschréft op Demande vun enger vun deenen dräi Regierungen - dat gëtt awer nëmme ganz wéineg gebraucht -, a si entscheeden och iwwer Recours administratifs vum Personal vun der Union Benelux an der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Et huet sech am Laf vun der Zäit erausgestallt, dass déi bestehend Prozeduren net ëmmer duergaange sinn, fir dass d'Cour hir Missioun komplett erfëlle konnt. Et goufen Differenze festgestallt an de Jurisprudenzen tëschent de Geriichter an de Memberstaten, an déi hunn de Phenomeen vum „Forum-Shopping" begënschtegt. Dat heescht, zum Beispill, dass een, deen eng Décisioun vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ufechte wëllt, sech un déi Cour an deem Land wennt, wou e sech dat beschte Resultat fir sech erhofft.

Derbäi kënnt och nach, dass d'Dauer vun de Prozeduren ënnerschiddlech ass an de verschiddene Länner an dass d'Procédure préjudicielle selwer als ze laang ageschat gouf. Dat huet erëm dozou gefouert, dass d'national Riichteren, wann et nëmme méiglech war, évitéiert hunn, fir op d'Procédure préjudicielle zréckzegräifen. Kuerz gesot, déi aktuell Situatioun ass charakteriséiert duerch ze laang Prozeduren an duerch eng divergéierend Jurisprudenz.

Et ass also duerfir décidéiert ginn, dass mer där Cour de Justice Benelux eng Compétence juridictionnelle attribuéieren. Am neie Protokoll steet, dass dës Kompetenz exercéiert gëtt an de spezifesche Beräicher, déi zu dësem Zweck an enger Konventioun genannt ginn. Dës Formule erlaabt Flexibilitéit an deem Sënn, dass déi nei Kompetenz au cas par cas der Cour accordéiert ka ginn, ouni dass den Traité iwwert d'Cour de Justice nach eng Kéier geännert muss ginn. Déi éischt Konventioun, an där d'Cour de Justice Benelux dës nei Kompetenze kréie soll, ass d'Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle, déi drop an drun ass, geännert ze ginn.

Déi nei Compétence juridictionnelle wäert an zwou Instanzen exerzéiert ginn, wat zur Schafung vun zwou Chambere gefouert huet, déi onofhängeg vunenee fonctionnéiere sollen. Déi zweet Chamber wäert eng Affär am Fong jugéieren. Si exerzéiert dës nei Compétence juridictionnelle an éischter Instanz. Géint d'Décisioun vun dëser zweeter Chamber kann e Pouvoir en cassation formuléiert gi bei där éischter Chamber, déi sech dann op Rechtsfroe limitéiert. Déi éischt Chamber kontrolléiert also, ob déi zweet Chamber eng Erreur en droit an hirer Décisioun gemaach huet oder net. D'Faitë stinn an dëser zweeter Instanz net méi zur Dispositioun.

Déi éischt Chamber wäert doriwwer eraus an Zukunft kompetent si fir dat, wat bis elo gemaach gouf, dat heescht d'Procédure préjudicielle an Avisen op Ufro vu Regierungen ze erstellen.

Fir iwwert d'juridictionnel Recoursë vum Personal vun der Union Benelux oder vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ze befannen, dofir wäert dann eng drëtt Chamber vun der Cour zoustänneg sinn.

Fir e Maximum vun Onofhängegkeet vun der éischter a vun der zweeter Chamber vun der Cour ze erreechen, ass virgesinn, dass d'Magis-

traten aus verschiddene Kategorië vun den nationale Rechtssystemer kommen. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, an esou steet dat och am Protokoll, dass d'Conseilleren an d'Conseillers suppléants vun der éischter Chamber vun der Cour supérieure de justice a vun der Cour administrative kommen, während d'Riichteren an hir Suppléanten, déi déi zweet Chamber vun der Cour de Justice Benelux forméieren, vun der Cour d'appel sinn. An hei huet de Statsrot eng interessant Remarque gemaach an e weist och zu Recht drop hin, dass déi Trennung fir Lëtzebuerg net esou schaarf ass, well d'Membere vun der Cour d'appel organesch en Deel vun der Cour supérieure de justice sinn, déi aus enger Cour de cassation an enger Cour d'appel besteet.

Wat ass awer elo wesentlech fir Lëtzebuerg? Ech zitéieren e wichtege Saz: «Le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience.» Sou steet dat am Protokoll, et steet awer och doniewent: «La Cour peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays.»

An der aussepolitescher Kommissioun hu mer dat och diskutéiert, an ech war frou, dass de Generalsekretär vum Ausseministère, den Här Jean-Paul Senninger, och do war an op eng Rei Froen agaangen ass. Ech kommen dorop herno nach eng Kéier zréck.

Am Zesummenhang mam Siège Lëtzebuerg ass awer och de Greffe vu Bedeitung. De Greffe ass am Moment zu Bréissel, d'Greffieren an d'Greffiers adjoints cumuléieren hir Funktioune mat deene Funktiounen, déi si am Benelux-Generalsekretariat hunn, an am Protokoll steet, dass vun deem Moment un, wou d'Zuel vun den Affäre vun der Cour dëse Cumul net méi méiglech mécht, dass dann de Greffe bei de Siège vun der Cour op Lëtzebuerg kënnt.

An do si mer gewuer gi vum Här Senninger a vun deene Responsabelen, déi un deem Projet geschafft hunn, dass ongeféier geschat gëtt, dass déi Zuel bei 35 géif leien. D'Cour wäert och, an dat steet och hei an deem Text, all Joer e Rapport maachen iwwert d'Evolutioun vun der Zuel vun den Affären. An dee Bericht gëtt da vum Conseil Benelux examinéiert, dee sech da spéiderhin iwwert den Transfert vum Greffe prononcéiere soll.

D'LSAP-Fraktioun begréisst natierlech, dass déi Cour de Justice Benelux op Lëtzebuerg kënnt. Ech mengen, dat ass eng sënnvoll Saach am Kader vun der allgemenger Siège-Politik, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Wann een de Sëtz vun der Cour de justice européenne stellt, dann ass et jo och logesch, dass ee sech drëm beméit, och de juristeschen Aarm vun aneren Organisatiounen hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 6504

An domadder si mer scho beim zweete Projet de loi, dem 6504, a wéi Der wësst, huet op Benelux-Niveau vill bougéiert am Laf vun de leschte Joren. Mir hunn en neien, vill méi einfachen Traité - an den Numm ass och changéiert - iwwert d'Union Benelux, deen hei 2009 hei am Parlament ugeholl ginn ass an 2012 a Kraaft getrueden ass. Mir hunn dee Protokoll, deen ech elo grad virgestallt hunn, iwwert d'Cour de justice.

Elo an dësem Projet handelt et sech ëm d'Elaboratioun vun engem neien Accord de siège tëschent der Belsch an der Union Benelux, an deem notamment festgehale gouf, dass d'Lounsteier vum Personal, dat an der Union Benelux schafft, net méi wéi virdrun un de belsche Stat geet, mä direkt an de Budget vun der Union Benelux fléisst.

Dozou ass och nach eng Diskussioun iwwert de Verdeelungsschlëssel vun den obligatoresche Contributiounen un d'Union Benelux komm, an dorëms geet et also wierklech konkret bei dësem zweete Projet de loi. Et ass décidéiert ginn, dass den Undeel vun Holland um Budget vun der Union Benelux eropgeet, an zwar vun 48,5 op 53%, den Undeel vun der Belsch geet erof vun 48,5 op 41%. Ech hu jo virdru gesot, se verzichte jo och op d'Lounsteier vun all deene Leit, déi am Kader vum Benelux schaffen. An den Undeel vu Lëtzebuerg verduebelt sech vun dräi op 6%, an dat Ganzt retroaktiv op den 1.1.2012. Als Gesamtcontributioun vu Lëtzebuerg fir d'Union Benelux stinn am Statsbudget 2013 477.408 Euro.

Et handelt sech awer net ëm eng isoléiert Décisioun, dass just dat hei geännert ginn ass. Et ginn och Concessiounen u Lëtzebuerg gemaach. Wéi gesot, et ass dat, dass de Sëtz vun der Cour de Justice Benelux op Lëtzebuerg kënnt, y compris de Greffe a méi enger mëttelfristeger Zukunft.

An, zweetens, déi Lëtzebuerger Archives nationales kréien déi historesch Archive vun der Benelux. Dës Archive komplettéieren, mengen ech, duerfir sënnvoll déi bestehend Archiven iwwert d'europäesch Geschicht, déi mer am Ausseministerium hunn an déi och an den Nationalarchive scho sinn. Mir hunn an den Nationalarchiven iwwregens och d'Archive vun der UEO kritt. Ech mengen, dat ass interessant fir Historiker, Chercheuren aus ganz Europa, fir dann hei op Lëtzebuerg ze kommen an do hir Recherchen ze maachen.

Mir haten eng Kommissiounssitzung, wéi gesot, de 4. Februar, wou mer eng Rei Froe behandelt hunn, ob och scho Raimlechkeete fir esou eng Cour de justice virgesi wären. Den Här Senninger huet eis gesot, dass en dat amgaang ass ze plangen, an en huet eis och scho konkret Iddie ginn, dass dat kéint sinn um Kierchbierg. A mir hunn op all deenen eenzelne Froen, déi mer an enger flotter Diskussioun mat de Kolleeginnen a Kolleegen an där Kommissioun haten, länger iwwert dës zwee Projeten diskutéiert, an dofir wëll ech de Kolleeginnen a Kolleegen och Merci soen.

Vläicht nach eng lescht Remarque ass, dass opgrond vun enger Recommandatioun, déi d'Benelux-Parlament virun e puer Joer gemaach huet iwwert déi Lenteur an där Cour de Justice Benelux fir déi Questions préjudicielles, dass do… - dat war eng Recommandatioun vum Benelux-Parlament, an ech fannen, et ass hei och flott fir déi Kolleegen, déi am Benelux-Parlament sinn, dass ee gesäit, dass do och eppes geschitt.

Et huet zwar laang gedauert, et huet zwar ganz, ganz laang gedauert, mä ech hunn do awer vollt Vertrauen an de Marcel Oberweis, deen elo President ass vun deem Benelux-Parlament, an an de Roger Negri, deen eise President ass vun der Lëtzebuerger Delegatioun, dass mer an Zukunft drop oppassen, dass déi Recommandatiounen, déi do gemaach ginn, vläicht e bësse méi schnell Gehéier fanne bei deenen dräi Regierungen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësen zwee Projeten.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel fir déi zwee Rapporten. Als éischte Riedner ass den Här Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, Här Minister, fir d'Éischt soen ech dem Marc Angel wéi ëmmer e grousse Merci fir säi ganz interessanten, ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck. Well Lëtzebuerg d'Présidence, wéi gesot ginn ass, vum Benelux-Parlament fir dës Joren huet - ´13 a ´14 -, erlaben ech mer, e puer Gedanken zu dësem Gesetz ze soen.

Et ass op alle Fall primordial, d'Wichtegkeet vun der Zesummenaarbecht tëschent den dräi Länner vum Benelux ervirzesträichen. Historesch si mer jo scho ganz laang beieneen, stounge mir ënner hollännescher Obregkeet tëschent de Joren 1815-1830, dunn huet awer de revolutionäre Gedanken an der Belsch ons och befall, a mir sinn dunn am Joer 1839 onofhängeg ginn. Awer, am Benelux-Parlament gëtt dacks drop higewisen, a mat Stolz, dass sech déi dräi Länner zu London am Exil am Joer 1944 scho fir eng enk Zesummenaarbecht op wirtschaftlecher Plaz ausgeschwat haten. A säit dem Joer ´58 vum leschte Jorhonnert besteet dës Union Benelux.

Vill Leit dobausse wëssen dat net, obwuel dës enk Zesummenaarbecht vill Succèsen hat an nach huet. Et ass duerfir un eis, de Leit dobaussen an der Benelux, dat sinn ronn 27 Milliounë Mënschen, d'Benelux méi no ze bréngen.

Am Ufank gouf op de wirtschaftleche Volet an der Kooperatioun gesat. Doduerch awer, dass d'Europäesch Unioun am Laf vun de Joren dëse Credo iwwerholl huet, méi besat huet, huet sech d'Union Benelux mat anere politesche Beräicher befaasse mussen, an dat, fir a munche Beräicher déi gemeinsam Politiken ze verdéiwen. Esou zielen d'Kultur, d'Fuerschung an den Enseignement säit dem Joer ´95 zu den neie Vecteure vun dëser Kooperatioun. A wann ech op déi lescht Joren zréckkucken, wou ech d'Éier hunn, am Parlament ze sinn, da fale mir och nach aner Beräicher wéi d'Ambulanzwiesen iwwert d'Grenzen, de Katastropheschutz bei gréisseren Incidenten, de Gewässerschutz, d'Drogeproblematik an déi transfrontalier Naturparken an.

Den Här Rapporteur huet de Punkt vun de Benelux-Archiven ugeschwat, déi an déi Nationalarchiven iwwerféiert solle ginn. Lëtzebuerg kritt domat d'Vokatioun vun dem Archiv vun der europäescher Geschicht. Déi domat zesummenhänkend Recherche bréngt wuel keng direkt wirtschaftlech Retombéeën, dréit awer dozou bäi, d'Geschicht vun eisem Land a sengen direkten Nopeschlänner besser ze verstoen. An notamment de Centre d'études sur la connaissance de l'Europe, de CVCE, gëtt hei méi staark an d'Recherche agebonnen.

Et ass am schréftleche Rapport ze liesen, dass mir dem Generalsekretariat vun der Benelux een Datazenter hei zu Lëtzebuerg à disposition stelle sollen. Kann den Här Minister eis vläicht soen, wou dësen Datenzenter ugesiedelt gëtt? Oder kéint hei souguer op ee vun deenen, déi mer elo gebaut hunn, deen nach eidel ass oder deelweis eidel, zréckgegraff ginn?

Här President, de Protokoll, iwwert dee mir ofstëmmen, enthält u sech nëmmen een Artikel. Dat huet den Här Rapporteur grad gesot. Dat war en Deel Opschlësselung. Mir bezuelen elo méi an d'Keess eran. Mir freeën eis awer, dass de permanente Sëtz vum Benelux-Geriichtshaff, dee momentan zu Bréissel ass, op Lëtzebuerg verluecht gëtt. A wéi de Marc Angel et scho gesot huet, mir hunn eis am Benelux-Parlament des Öfteren derfir ausgeschwat, dass dat sollt eriwwerkommen op Lëtzebuerg. Mir hu munch Recommandatioun an där Richtung matgedroen.

D'CSV begréisst duerfir dëse Schrëtt, d'autant plus wou de permanente Sëtz vum Europäesche Geriichtshaff zënter dem Joer ´65 hei am Land schonn ugesiedelt ass.

Erlaabt mir awer zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, notamment deene Kolleegen Deputéierte Merci ze soen, déi mat mir am Benelux-Parlament aktiv sinn. Mir zesumme wëlle probéieren, déi nächst zwee Joer, wou mer d'Benelux-Présidence dann hunn, dës Présidence zu enger Success Story ze féieren.

Domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Benelux ass natierlech fir eis eng ganz wichteg international Organisatioun, wou Lëtzebuerg selbstverständlech jo vun Ufank un derbäi war an e ganz aktive Rôle gespillt huet. Den Här Oberweis huet och elo nach eng Kéier rappeléiert, datt mer och am Ableck nach ganz aktiv sinn. Et ass also…, déi zwee Rapportë begréisse mer, an ech soen dem Här Angel wierklech Merci fir d'Kloerheet an déi Komplettheet, mat där en dat virgedroen huet, wat mer elo hei haut ratifizéieren.

Zwou Froe vun eiser Säit. Dat Éischt ass de Verdeelungsschlëssel. Mir wëssen alleguer heibannen… Bon, ech sinn net sécher, ob d'Koalitioun et weess, mä ech mengen, an der Oppositioun huet sech erëmgeschwat, datt mer finanziell Problemer hei am Land hunn. An et ass ëmmer interessant, fir ze gesinn, wann d'Regierung nei finanziell Engagementer op sech hëlt, wéi déi da gestalt sinn, wéi se gerechent ginn. Elo gi mer vun dräi op 6% an der Benelux-Contributioun mat erop. Wéi gesot, mir droen dat mat, mir kréie jo och d'Archiven, de Geriichtshaff an esou weider.

Mä et freet ee sech awer: Wéi gëtt dat gerechent? Et ass d'Fro vum Schlëssel. Ech mengen, ech hunn eng wëssenschaftlech Fuerschung gemaach an dräi Regeldetrien. Mir hu vun der Populatioun vun der Benelux 1,86% als Lëtzebuerg, 3,46% vum Territoire, 4,11% vum Bruttoinlandsprodukt. Do si mer nach net op 6%!

An ech soen dat hei, well mer einfach als ADR ëmmer erëm soen, d'Regierung soll oppasse bei internationale finanziellen Obligatiounen. Mir gi jo dovun aus, datt mer de PIB wahrscheinlech mat Krämpes kënnen halen an nächster Zäit. Mir wësse jo, wéi d'wirtschaftlech Entwécklung vu Lëtzebuerg wäert ausgesinn.

Firwat geet d'Regierung vun dräi op 6% erop?

M. le Président.- Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Angel Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A wann en iwwert d'Zäit geet dann?

M. le Président.- Ma da kritt Dir Zäit. Lauschtert emol fir d'Éischt, wat den Här Angel Iech wëllt froen!

Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Den Här Kartheiser, déi Fro, déi hie stellt, ass effektiv eng berechtegt Fro, an ech ka mech elo net méi erënneren, Här Kartheiser, ob ech dat an der Kommissioun erzielt hunn oder net. Dat sot Der mer dann herno, jo oder neen. Mä ech kann Iech awer soen, dass ech déi Fro och ugeschwat hat mat Leit vum Ministère.

Et muss ee wëssen, dass, wéi d'Benelux gegrënnt ginn ass an de 50er Joren, Lëtzebuerg du vun deenen dräi Länner wierklech dat war, wat am mannste wirtschaftlech entwéckelt war, wat am mannste Revenuen hat, an dass deemools duerfir eng ganz niddreg Cotisatioun, Bäitrag, festgehale gouf.

An der Zwëschenzäit wësse mer jo awer all, dass Lëtzebuerg eng enorm wirtschaftlech Entwécklung hat an dass mer déi Länner, wat de PIB a wat aner Facteuren ubelaangt, wäit iwwerholl hunn an dass doduerch deen neie Schlëssel komm ass.

D'autant plus hunn ech gesot, dass d'Belsch jo manner muss bezuelen, well se déi Steiereinnahmen net méi kritt huet. Et ass gesot ginn, an Holland ass d'Populatioun enorm gewuess. Am Ufank waren d'Belsch an d'Hollänner jo gläich. Elo ass et awer esou, dass d'Hollänner méi Awunner hunn, an duerfir…

M. le Président.- Här Angel, Dir musst awer elo bal Är Fro stellen!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Meng Fro un den Här Kartheiser ass: Hat ech dat an der Kommissioun net gesot, oder hat Dir dee Moment net opgepasst?

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, ech sinn…

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Dat ass meng Fro an zugläich eng Äntwert op dem Här Kartheiser seng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …ech si kee Medeziner…

M. le Président.- Här Kartheiser, dann äntwert elo op dem Här Angel seng Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech si fir Fäll vun Amnesie u sech net zoustänneg, also fir dem Här Angel do ze soen, u wat e sech erënnert oder net. Mä ech kann awer den Här Angel fir seng Ausféierunge vläicht, ech weess net, wéi vill Zäit ech kréien,…

M. le Président.- Ma dann äntwert elo emol! Dir kritt déi Zäit, déi Der braucht, fir dem Här Angel ze äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ouni et ze mierken huet den Här Angel - oder vläicht huet en et gemierkt, dat kann ech net beuerteelen - eng Schlësselfro opgeworf an deem do Kontext, nämlech: Wéi dacks ass et néideg, bei deenen internationalen Organisatiounen déi Schlësselen nei ze evaluéieren? Dir hutt jo recht, et ass ëmmer eng historesch Entwécklung dran.

Bei der UNO, mengen ech, wou mer vun Ufank u bei 0,07%…, ech mengen, Här Minister, Dir wësst dat vläicht am Ableck besser, Dir hutt dat vläicht präsent. Mir mussen einfach kucken, datt mer regelméisseg déi Réévaluatioun maachen.

Et ass och richteg, wa mer méi räich ginn, datt mer méi bezuelen. Mä et ass awer och richteg, datt, wa mer a finanziell Schwieregkeete kommen, mer eis mussen déi Fräiheet eraushuelen, fir eise Schlëssel och kënnen no ënnen ze drécken.

Mir hunn einfach géigeniwwer internationalen Organisatiounen ëmmer de Reflex gehat, datt mer méi musse bezuele proportional, wéi dat néideg gewiescht wier. A mir denken, datt eng Spuermoossnam an dësen Zäiten och muss sinn, fir déi international Contributioune vu Lëtzebuerg ze evaluéieren an, wann et néideg ass, dat heescht, wann et och gerecht ass géigeniwwer deenen aneren, dann dat och no ënnen unzepassen.

Mir wëlle keng Schmarotzer si vun aneren. Mir soe just, als Lëtzebuerg solle mir dat bezuelen, wat effektiv eiser Gréisst, eiser Wirtschaftsleeschtung entsprécht.

Am Ableck ass et souwisou an den internationalen Organisatiounen esou, datt déi kleng Staten dacks iwwerproportional vill bezuelen. An heiansdo, an dat hu mer och nach viru Kuerzem gehéiert, iwwerhëlt souguer Lëtzebuerg nach Contributioune fir aner Länner.

Mir haten an der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, vum Contrôle vun der Exécution budgétaire elo viru Kuerzem héieren, datt Lëtzebuerg nach Contributioune fir Lettland bei verschiddenen Organisatiounen iwwerhëlt. Do kann ee sech dach nëmme wonneren, datt mer net nëmme selwer méi bezuelen, wéi mer missten, mä och nach fir aner Länner Contributiounen iwwerhuelen! Ech mengen, do kann ee

sech als Steierzueler wierklech nëmme wonneren!

Mä ech kommen zréck op elo dee Punkt, deen ech nach wollt maachen. Also, dat eent ass dann de Schlëssel. An dat Zweet ass, datt mer wierklech eis freeën, wéi anerer och, datt mer eng Rei vun internationalen Archiven hei op Lëtzebuerg kréien. Den Här Angel hat déi mentionnéiert, d'Westeuropäesch Unioun an och elo Benelux-Archiv.

Eisen Appell, Här Minister, ass awer, datt mir souwuel um Niveau vum Droit international public wéi och reng um Niveau vum Archivage dat kompetent maachen hei zu Lëtzebuerg, datt mer déi Archive professionell schützen, professionell lageren a professionell der Fuerschung opmaachen.

Dat heescht, den Appell, a wou mer och politesch Ënnerstëtzung ubidden hei - an ech sinn iwwerzeegt, do ass jiddwereen heibannen d'accord -, dat ass, wann d'Land Personal brauch, fir historesch international Archiven hei professionell ze géréieren, ech mengen, da sollte mer, wien A seet, och B soen an Iech déi Leit zur Verfügung stellen, déi mer brauchen, fir datt mer eis géigeniwwer eisen auslännesche Partner, déi wëlle fuerschen, net blaméieren, an datt dat richteg a korrekt a sécher gemaach gëtt.

Villmools Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt soen ech dem Marc Angel Merci fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport zum Gesetzesprojet 6505.

Schonn 1955 gouf sech mat der Fro vun der Unificatioun vu Recht am Benelux-Raum beschäftegt. Verschidde Piste goufen exploréiert, fir dat ze erreechen. Déi politesch Responsabel ware sech awer eens, datt d'Unificatioun nëmmen erreecht kéint ginn, wann d'Regelen och uniform interpretéiert géife ginn. Aus där Motivatioun eraus gouf dunn d'Cour de Justice Benelux an d'Liewe geruff.

Bis elo war et awer esou, datt dës Cour, ähnlech wéi eist Verfassungsgeriicht, eigentlech nëmmen par voie préjudicielle konnt saiséiert ginn. Mir wëllen haut e Schrëtt méi wäit goen, andeems mer dem Benelux-Geriicht direkt Kompetenze ginn.

Ee Beräich, an deem d'Benelux-Geriicht an Zukunft esou eng direkt Kompetenz soll iwwerdroe kréien, ass dee vum geeschtegen Eegentum. Do si mer awer nach net! Dofir muss emol fir d'Éischt d'Benelux-Konventioun iwwert de geeschtegen Eegentum aus dem Joer 2005 ofgeännert ginn.

An Zukunft wäert also derfir gesuergt ginn, datt d'Recoursë géint d'Décisioune vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle direkt virun d'Benelux-Geriicht bruecht ginn an net méi virun déi national Geriichtsbarkeeten. Bis elo hunn d'national Juridictiounen, hei bei eis doheem ass et d'Cour d'appel, d'Kompetenz, fir iwwert d'Décisioune vum Office Benelux ze jugéieren.

Mir sinn der Usiicht, datt eng direkt Kompetenz vun der Cour Benelux de richtege Wee ass. Et kann nämlech net sinn, datt mir op där enger Säit op Benelux-Niveau en Office vum geeschtegen Eegentum schafen, fir eenheetlech Décisiounen am Beräich vum Marken- a Modellrecht ze huelen, an op där anerer Säit dës Décisioune fir gutt befonnt oder verworf ginn, an dat ofhängeg dovun, wat fir een nationaalt Geriicht domat saiséiert gëtt.

Wann ee sech nämlech d'Statistiken ukuckt - ech baséiere mech hei op déi vun den Appelatiounsgeriichter vu Bréissel an Den Haag -, da stellen ech fest, datt vun 22 Affären, déi vun der Cour d'appel vu Bréissel tranchéiert goufen, 15 Stéck, 15 Décisioune vum Office verworf gi sinn. Am Géigesaz zu der Cour d'appel vun Den Haag, wou sämtlech Décisioune vum Benelux-Office confirméiert goufen.

Net nëmme statistesch, mä och interpretativ leien déi Décisiounen net ëmmer ganz no beieneen. Dës Divergenze stinn dem Grondgedanke vun enger uniformer Rechtsspriechung am Benelux-Raum entgéint.

Zil ass et awer net nëmmen, fir d'Uniformitéit vum Droit ze suergen, och anere Gesiichtspunkten ass Rechnung gedroe ginn. Sou zum Beispill geet et drëm, d'Prozeduren ze accéléréieren - d'Moyenne an Holland läit bei bal zéng Méint, déi zu Bréissel bei iwwer 30 Méint - an och selbstverständlech d'Käschten ze drécken.

Mir wëllen also iwwert de Wee vun den direkte Kompetenze fir d'Benelux-Geriicht Rechtssécherheet erreechen an doduerch och déi wirtschaftlech Aktivitéit schützen. Et sief hei bemierkt, datt dat net nëmme fir déi grouss Acteure wichteg ass, mä och am Interessi vu klengen a mëttlere Betriber. Sou ziele vill Coiffeuren, informatesch Betriber, Konfektiounsgeschäfter zu de Clientë vum Office Benelux fir geeschtegen Eegentum an déi kommen dann och an de Genoss vun enger eenheetlecher Rechtsspriechung.

Des Weidere geet et och ëm de Prinzip vum „double degré de juridiction". De Marc Angel ass dorobber agaangen; ech mengen, ech brauch dorobber hei elo net méi anzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen och, datt de Protokoll, deen duerch dëse Gesetzesprojet approuvéiert gëtt, elo schonn d'Méiglechkeet virgesäit, Kompetenzen, och an anere Beräicher, direkt op d'Benelux-Geriicht kënnen ze iwwerdroen. De Procureur général beim belsche Kassatiounsgeriicht huet zum Beispill eng méiglech Extensioun vun de Kompetenzen op d'Traitéen tëschent de belsche Regiounen an anere Benelux-Länner a Betruecht gezunn.

Mir leeën haut d'Wäichen am Sënn vun enger Vereenheetlechung vun eise Gesetzer am wäiteste Sënn vu méi Rechtssécherheet an och vu méi Integratioun. An Zäiten, wou d'Integratioun op globalem Niveau ëmmer méi schwiereg gëtt, si mir der Meenung, datt mir op regionalem Plang eng Virreiderroll sollen a kënnen unhuelen.

Ech ginn dann och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Gloden Merci. Et ass soss keen ageschriwwene Riedner méi op menger Lëscht. Da froen ech den Ausseminister, fir nach Stellung ze huelen. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Jo, Merci, Här President. Also, ech wéilt ganz kuerz och selbstverständlech dem Här Angel fir d'Alleréischt Merci soe fir säi Rapport, deen en, wéi ëmmer, mat vill Engagement gemaach huet.

Déi Froen, déi gestallt gi sinn, ech mengen, fir d'Éischt wëll ech drop hiweisen, dass et schonn e wéineg aussergewéinlech ass, dass mer am Joer 2013 elo d'Présidence hu vum Parlament vun der Benelux an och d'Présidence hu vum Comité des Ministres. Mir hunn also do eng héich Aktivitéit, wou mer och als Land da weisen, dass mer wierklech och gutt sinn. Voilà!

Sou, dann, wat déi ominéis Suen ugeet. Also, ech war vun Ufank un do derbäi. Den Här Angel huet héchstwahrscheinlech ganz recht, wat en do wollt soen. Mä wat ech wëll soen, dat ass dat hei: D'Belsch, déi hunn e wéineg verluer, an d'Hollänner waren eigentlech net esou séier ze bewegen, fir dee Verdeelungsschlëssel do weiderzefëieren. Dat war eng Tractatioun, déi ass... Dir wësst, just Lëtzebuerg ass stabil, wat den Ausseminister ugeet, während déi zwee aner e wéineg manner stabil sinn, déi zwee aner Länner, an dann all Kéier, wann en neie Belsch oder Hollänner komm ass, ass et erëm nei ugaangen. An ech kann Iech soen, dass mer awer do net esou schlecht ofgeschnidden hunn!

D'Belsch sinn effektiv erofgaangen, well se manner Steiere kréien, vun 48,5% op 41%. Mä d'Hollänner sinn eropgaange vun 48% op 53%. Si hunn natierlech d'Garantie vläicht och elo net méi esou fest, dass si de Generalsekretär hunn. Dir wësst, dass et och nach zwee Adjointë gëtt, den Här Alain de Muyser ass eise Secrétaire adjoint vun der Benelux; an déi 6%, déi mer elo bezuelen, musse mer natierlech relativéieren. Mir hunn 240.000 Euro an der Moyenne bezuelt, déi Budgete sinn agefruer. Mir bezuelen der also elo d'Joer 480.000.

Ech mengen, dat ass elo d'Welt net all fir ee Verdeelungsschlëssel, dee mer awer kritt hunn, an eng Institutioun, déi eis awer trotzdeem heiansdo vill méi wäert muss si wéi dat, wéi se heiansdo duergestallt gëtt. Duerfir ass dat awer eng Verhandlung, déi, wéi gesot, ganz laang gedauert huet, mä wou awer eis Diplomaten eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Dat war déizäit nach de Paul Dühr, dee Generalsekretär war, an ech mengen, dat sollte mer unerkennen. Wann ech de Chiffer huelen - ech brauch en net nach eng Kéier elo ze soen -, do gesitt Der, dass mer awer do a Paragë sinn, déi absolut akzeptabel sinn.

Dann d'Archiven, okay, ech mengen, dat ass richteg, wat gesot ginn ass, dass dat e Virdeel ass, dee mer do kritt hunn. Och de Siège jo vum Parlament - pardon! -, vum Geriichtshaff ass och en Avantage, dee mer kritt hunn. A wa mer d'Archiven hunn, musse mer dat och anstänneg maachen, domadder sinn ech d'accord!

Wat deen Datazenter ugeet, dat hu mer am A. Dat ass nach net décidéiert, wéi dat alles elo verleeft, mä mir hunn dat am A. An ech géif och mech freeën drop elo schonn, de 15. September (veuillez lire: 15. Mäerz), freides mëttes, fir einfach bei Iech ze kommen hei an d'Chamber, fir mat Iech ze schwätzen an Ärem Parlament, Benelux-Parlament, och mat der Lëtzebuerger Regierung dann ze schwätzen.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Ausseminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun, a mir stëmmen elo iwwert déi zwee Projeten of. Fir d'Éischt iwwert de Projet 6504.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6504 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6504 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 6505.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6505 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. An och hei ass de Vote ofgeschloss an d'Resultat datselwecht wéi virdrun.

De Projet 6505 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem heitegen Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6284 iwwert de Schutz vun de Schülerdaten. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Berger, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

5. 6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, während Honnerte vu Joren hunn d'Schoulen hir Schüler a Klassebicher an a Kartongsfichieren ageschriwwen, an déi Klassebicher an déi Kartongsfichieren, déi sinn op de Späichere vun de Schoulen dorëmmer, si hu sech opgekéipt. An ech erënnere mech, wéi mer 1964 aus dem sougenannten „Ale Kolléisch" an de sougenannten „Neie Kolléisch" geplënnert sinn, do sinn d'Stagiairen, ënnert deenen ech deemools war, op de Späicher geschéckt ginn, fir ze kucken, wat do nach vun Interessantem wier, an do waren och vill Fichieren a vill Klassebicher aus deene vergaangene Jorzéngten a Jorhonnerten.

Haut ass dat elo anescht. Dir wësst, dass an den 80er Joren d'Informatik opkomm ass, an ouni d'Informatik geet haut an der Gestioun, an der Organisatioun vun de Schoulen näischt méi. De Projet, vun deem mer haut schwätzen, de Projet 6284, huet mam informateschen Ëmgang mat Schülerdaten ze dinn, do heescht „Ëmgang" esou vill wéi „Traitement".

Et gëtt eng Datebank geschaaft, an där all d'Schüler vun alle Schoulen am ganz breede Sënn vum Wuert enthale sinn. Den Artikel 1 vum Gesetz definéiert den Ausdrock Schüler: Dobäi handelt et sech ëm déi vun der öffentlecher Schoul wéi déi vun der privater, et sinn d'Schüler aus der Grondschoul, de Lycéeën, der Beruffsausbildung, dem Enseignement différencié, mä och aus der Erwuessenebildung an och de Privatschoulen, déi Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen an am Ausland an d'Schoul ginn. Et geet also ëm eng méiglechst komplett Bestandsopnahm.

De Projet betrëfft den Ëmgang mat de Schülerdaten, och „Traitement" genannt. Dorënner versteet een d'Sammelen, d'Späicheren, d'Versuergen, de Gebrauch vun den Date grad wéi d'Iwwermëttelen, dat heescht d'Transmissioun, d'Ofsécherung an d'Zerstéiere vun deenen Daten.

D'Tatsaach, dass mer e Gesetz dofir maachen an net einfach e Règlement grand-ducal, ënnersträicht d'Sensibilitéit vun där Matière, an d'Entstehungsgeschicht vum Gesetz, déi sech iwwer bal zwee Joer hinzitt, ass dofir ganz opschlussräich. De Ministère de l'Éducation nationale hat fir d'Éischt en Avant-projet de règlement grand-ducal ausgeschafft, deen der Commission nationale pour la protection des données virgeluecht gi war, déi hirersäits gemengt huet, et misst e Gesetz kommen.

Den Avant-projet de loi gouf och vun der CNPD aviséiert, ier en déposéiert gouf. Nom Dépôt vum Gesetz huet dann d'CNPD nach eng Partie Observatiounen zum Inhalt vum Gesetz gemaach, déi bei der Aarbecht um Gesetz respektéiert goufen.

De Gesetzesprojet selwer war net oncontestéiert. De Beweis dofir sinn déi vill a kritesch Avisen, déi dozou erakoumen, souwuel vun de Beruffschambere wéi vun der Commission consultative des droits de l'Homme.

Och de Statsrot huet de 6. Dezember 2011 ganz kritesch zum Projet Stellung geholl, wourop ons Kommissioun 17 Amendemente virgeluecht huet. Zwee Avis complémentaires vum Conseil d'État vum 13. November a vum 21. Dezember 2012 waren néideg, ier mer den definitiven Text ofgeschloss hunn, sou dass d'Documents parlementaires, an deenen dann och de Rapport vun der Kommissioun dran ass, bis zur Nummer zwielef gaange sinn, wat Iech weist, wéi vill dass dozou geschriwwen a gesot ginn ass.

Vill kritizéiert gouf ënner anerem déi laang Dauer, während där d'Date sollten ursprénglech erhale bleiwen, nämlech 15 Joer. Och gouf bemängelt, dass d'Terminologie net déi vum Gesetz vun 2002 iwwert de Schutz vun de Persoune beim Ëmgang mat perséinlechen Daten iwwerholl huet. De Statsrot huet d'Sammele vu soziokulturellen a familiären Daten am Hibléck op de Schutz vun der Privatsphär kritesch betruecht. En hat och Problemer mat der Zentraliséierung vu perséinleche Schülerdaten.

Mir hu schlussendlech, mengen ech, en Text produzéiert, mat der Regierung an och mat der Kommissioun, dee ville vun deene Bedenke Rechnung dréit a vill Garantië fir de Schutz vun der Privatsphär, e riguréisen Ëmgang mat per-

séinlechen Daten an eng ganz prezis Beschreiwung vun de Virgäng enthält.

Här President, an der neier Datebank ginn zwou bestehend Datebanke fusionéiert, nämlech den „Fichier Scolaria élèves", deen d'Schüler aus dem Fondamental betrëfft, an den „Fichier élèves" fir de Postprimaire.

D'Gesetz soll der Schoul erlaben, hir Missioune besser ze erfëllen, an déi Missioune ginn a fënnef Ënnerandeelungen deklinéiert: fir d'Éischt, de Respekt vun der Schoulflicht ze kontrolléieren; dann, d'Organisatioun an de Fonctionnement vun de Schoulen ze erméiglechen an esou effikass wéi méiglech ze maachen; drëttens, d'schoulesch Carrière vun de Schüler nozevollzéien a festzehalen; véiertens, déi gesammelt Daten, déi virdru mussen dépersonnaliséiert ginn, fir Analysen a Fuerschungen iwwert d'Schoul ze gebrauchen; an da fënneftens, eng wichteg Komponent dobäi ass d'Schülerkaart, déi iwwert dës Datebank méiglech gemaach gëtt.

An der Schülerdatebank, fir dat virwechzehuelen, si véier grouss Kategorië vun Donnéeën enthalen, an zwar: éischtens, Donnéeën iwwert d'Identitéit vun de Schüler an hire legale Vertrieder; zweetens, Donnéeën iwwert d'Carrière vun de Schüler an der Schoul wéi d'Inskriptioun, d'Admissioun, d'Klassen, an deenen e war, an alles, wat d'Evaluatioun an d'Zertifikatioun vun de Schoulresultater vun de Schüler betrëfft; drëttens, Informatiounen iwwert de Milieu, aus deem d'Schüler kommen; a véiertens, Donnéeën iwwert de Passage vun de Schüler an d'aktiivt Liewen.

Besonnesch diskutéiert gouf d'Kollekt vun Donnéeën iwwert de Familljemilieu. D'Ursaach, fir esou Donnéeën ze sammelen, läit an der Erkenntnis, dass de sozialen a kulturelle Milieu vum Kand grad wéi seng Sproochesituatioun e groussen Afloss op seng schoulesch Laufbahn huet. Et gëtt Chancenongläichheet ënnert de Kanner jee nodeem, wou se hierkommen. An et ass duerfir legitim, déi Ongläichheeten ze erkennen, fir kënne fir Chancegläichheet an der Schoul ze suergen.

Fir d'Privatsphär vun de Schüler an hire Familljen ze schützen, mussen esou Donnéeën no strikte gesetzleche Bestëmmunge gesammelt, traitéiert an ofgeséchert gespäichert ginn. Och wann esou Donnéeën un Drëttpersoune weidergereecht ginn, zum Beispill fir Etüden, muss dat ënner strikte Konditioune geschéien, well bekanntlech d'Gesetz vun 2002 iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeë virschreift, dass schoulesch Donnéeën nëmmen un Drëttpersounen iwwermëttelt kënne ginn, wann eng gesetzlech Bestëmmung dat erlaabt. A wann déi Donnéeë fir Analysen a statistesch Recherchë gebraucht ginn, musse se selbstverständlech anonymiséiert ginn.

Vill diskutéiert an hannerfrot gouf och an deem Zesummenhang déi Strofbestëmmung am Artikel 9 vum Gesetz. Duerfir muss een drop hiweisen, dass den Artikel 3 Paragraph 2 d'Donnéeë preziséiert, déi fir d'Identifizéierung an d'Authentificatioun vun de Schüler zielen.

D'Kommunikatioun vun esou Donnéeën ass opgedeelt ginn an Donnéeën, déi fakultativ sinn, anerer, déi obligatoresch sinn. Souwuel d'Schüler wéi d'Représentants légaux vun de Schüler musse folgend Donnéeën obligatoresch matdeelen: fir d'Schüler den Numm, de Virnumm, de Sexe, de Gebuertsdatum, d'Matricule, de Gebuertsuert, d'Nationalitéit, eng Foto an d'Privatadress; fakultativ sinn E-Mail-Adress an Tëlefon. A fir d'Représentants légaux ass et den Numm, de Virnumm, de Sexe, d'Matricule, den État civil, d'Nationalitéit, d'Adress an d'Tëlefonsnummer.

Am Artikel 9, wéi ech gesot hunn, ass eng Strofbestëmmung enthalen, déi eng Amende vu 25 bis 250 Euro enthält fir de Refus, déi Donnéeën ze liwweren, oder fir se wëssentlech falsch oder onvollstänneg ze liwweren. Déi Strofbestëmmung bezitt sech nëmmen op deen Artikel 3 Paragraph 2 an nëmmen op déi am Gesetz als obligatoresch indiquéiert Donnéeën.

Dëst entsprécht dem Gesetz vum 2. August 2002, an deem den Artikel 30 seet, dass all Persoun d'Recht huet, sech zu all Moment géint den Traitement vun Donnéeën, déi si betreffen, ze wieren, et sief dann, et géif eng diesbezüglech gesetzlech Bestëmmung, déi deen Traitement express virgesäit. An duerfir deen Artikel 3 Paragraph 2 iwwert déi obligatoresch Donnéeën.

Aner Donnéeë kënnen nom Artikel 3 Paragraph 3 erhuewe ginn, déi de Milieu culturel, familial et professionnel vun de Schüler betreffen, ënner anerem och d'Sproochesituatioun, d'Ursprungsland, de Schoulniveau vun de Représentants légaux, an déi Kommunikatioun ass net obligatoresch.

Aner méi ëmstridden Dispositioune sinn am Laf vun onser Aarbecht ausdiskutéiert an och ëmgeännert ginn. Eng éischt Diskussioun goung ëm d'Zentralisatioun oder d'Dezentralisatioun vun Datebanken. Soll een déi zentral Datebank net op déi allgemeng a manner sensibel Date beschränken an déi méi spezifesch a sensibel Donnéeën an de Schoulgebaier während enger relativ kuerzer Zäit halen? Dat war d'Fro, déi gestallt ginn ass.

Bei där Iwwerleeung muss et kloer sinn, dass och dezentral Datebanken an de Schoulen duerch strikt legal Dispositioune musse geregelt ginn, wat héich spezialiséiert Personal verlaangt, fir all déi Dispositiounen ëmzesetzen. Eng zentral Datebank huet den Avantage, dass déi bescht Konditioune vu Sécherheet an Technizitéit geschaaft kënne ginn. D'Responsabel vum Ministère hunn och drun erënnert, dass bis virun enger Rei Joren dezentral Datebanken iwwerall an de Schoulen entstane sinn, déi am Ufang ouni seriö Kontroll vun Zougang zu den Daten a vun der Iwwermëttlung vun Date fonctionnéiert hunn. Et war eréischt de Règlement grand-ducal vum 20. Juni 2001, deen e geregelte Kader geschaaft huet.

Et bleift natierlech, dass et weider Fichieren an de Lycéeën an an de Schoule gi wäert, wou méi spezifesch lokal Donnéeë gesammelt ginn, déi nëmme fir déi Schoule vun Interessi sinn. Et wäert och weider perséinlech Schülerdatebanke ginn, zum Beispill vun Enseignantë fir hir Klass. Och bei deene muss séchergestallt ginn, dass se deene strenge Regelen zum Schutz vu perséinlechen Donnéeën entspriechen, déi an dësem Projet an an anere gesetzleche Bestëmmungen enthale sinn.

Eng zweet Diskussioun goung iwwert de Risiko vun Abusë beim Zougang a beim Traitement vun de stockéierten Daten. Den Artikel 4 vum Gesetz gëtt all déi Quellen un, bei deenen Daten iwwer Schüler collectéiert kënne ginn. D'Gesetz beschreift genee, wat fir Quelle fir wat fir am Artikel 3 enthalen Zwecker Date gefrot kënne kréien. Esou kann am Fichier vun der Inspection générale - fir nëmmen dat Beispill ze ginn -, am Fichier vun der Inspection générale de la sécurité sociale fir d'Finalitéit 5 vum Artikel 3 Paragraph 1 d'Catégorie professionnelle vun de Représentants légaux vun de Schüler gefrot ginn, dat heescht fir Analysen a Fuerschung, awer nëmmen no Dépersonnalisatioun vun deenen Donnéeën.

Et soll och drun erënnert ginn, dass d'Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz bestëmmt, dass déi Leit, déi Donnéeë gefrot kréien, iwwert d'Finalitéit an den Traitement vun den Donnéeën, déi se liwweren, informéiert musse ginn.

Den Artikel 4 Paragraph 5 vun onsem Gesetz seet och, dass Donnéeën iwwer Leit, iwwert déi Persounen, déi d'Donnéeën traitéieren oder traitéiert hunn, d'Informatioune selwer, déi traitéiert goufen, den Datum an d'Auer vum Traitement enregistréiert ginn an dräi Joer laang gehale ginn, fir op déi Manéier och retracéiert kënnen ze ginn.

Artikel 4 Paragraph 7 seet weider, dass, wann de Schüler an eng Schoul vum Fondamental kënnt oder wann en an e Lycée ageschriwwe gëtt an dobäi perséinlech Donnéeë gesammelt ginn oder wann an engem anere Kontext Donnéeë vun him collectéiert ginn, d'Représentants légaux respektiv dee groussjährege Schüler individuell a schrëftlech informéiert ginn iwwert d'Finalitéit vum Traitement vun den Donnéeën, vun den Daten, d'Destinataires, d'Recht op Zougang dozou an och iwwer hiert Recht, déi Daten ze berichtegen.

Den Transfert vun Daten un aner Institutiounen an Organisme soll an Zukunft duerch eng ofgeséchert Kommunikatioun zwëschen informatesche Systemer geschéien. An deem Zesummenhang kann ee soen, dass d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz an der Logik vum Virgoe vun der Regierung leien, fir déi 700 besonnesch sensibel Datebanke vun der öffentlecher Hand ofzesécheren, esou wéi de Cyber Security Board vum Lëtzebuerger Stat dat zréckbehalen huet. Et ass och vun Interessi ze wëssen, dass de Stat a seng Datebanken net iwwert de gewéinlechen Internet fonctionnéieren, mä iwwer eegen, staark ofgeséchert Réseauen.

Här President, eng besonnesch sensibel Fro ass déi vun der Schülerkaart, déi eng Foto begräift niewent dem Numm a Virnumm vum Schüler, dem Lycée, an deem en ageschriwwen ass, dem Gebuertsdatum, der Adress, wann d'Kaart fir de Bus gebraucht gëtt, dem Identifiant an der Matricule vun der Sécurité sociale a Form vun engem Code-barres.

Déi Schülerkaart ass eng offiziell Pièce d'identification fir Secondairesschüler, déi eng Aart Passe-partout fir all Lycéesschüler duerstellt. De Schüler kann domat Bicher an der Schoulbibliothéik léinen, Zougang zu gewësse Säll kréien oder och Zougang zu der Schoul oder zum Parking, Accès zur Fotokopie, d'Bezuele vu Kopien, Accès zum Schoulrestaurant an esou weider.

De Ministère de l'Éducation nationale wollt d'Foto vun de Schüler an der Schülerdatebank mat stockéieren. Souwuel de Conseil d'État wéi d'Commission nationale pour la protection des données hu sech dogéint gewiert, well dat biometresch Donnéeë wären. D'Kommissioun huet sech dorop gëeenegt, dass d'Foto zwar op d'Kaart gesat ka ginn, mä innerhalb vun zwee Méint no dem Ausliwwere vun der Kaart automatesch an onwidderrufflech aus der Datebank verschwënnt.

Här President, eng wesentlech Fro bei all zentralen Datebanken ass den Ëmgang domat, dat heescht den Accès zu den Daten an d'Erlaabnis, Daten ze traitéieren. D'Regierung huet an deem Zesummenhang der Kommissioun matgedeelt, dass an de leschte fënnef Joer de Ministère de l'Éducation nationale e Système d'identification et d'accès fir déi insgesamt 80.000 Schüler an Enseignanten agefouert huet. Jiddwereen huet den Identifiant unique mat engem Nom d'utilisateur an engem Passwuert.

Fir déi ongefeier 10.000 Enseignanten ass den Identifiant un eng LuxTrust-Zertifikatioun gebonnen, a lues a lues soll déi ganz Schoulgemeinschaft esou e Certificat kréien, soudass den Accès zu den Applikatiounen, zu deenen déi eenzel Utilisateure per Gesetz e Recht hunn, duerch eng staark Authentificatioun geséchert an doduerch och d'Traçabilitéit vun den Accèsen zu den Date kloer nozevollzéien ass.

Den Artikel 5 vum Gesetz leet fest, dass e System vu Gestioun vun den Identitéiten an dem Zougangsrecht d'Aarbecht mat den Date per Règlement grand-ducal festleet.

Den Artikel 6 bezeechent all déi Institutiounen an Drëttpersounen, fir déi de Ministère de l'Éducation nationale autoriséiert ass, perséinlech Schülerdate weiderzeginn. Dëst sinn an der Haaptsaach Verwaltungen an öffentlech Établissementer.

D'Finalitéit vun der Kommunikatioun vun Date muss ugi ginn. E Règlement grand-ducal soll genee d'Donnéeë beschreiwen. Och bei dësem Artikel ass ganz restriktiv virgaange ginn.

Esou kritt den Transportministère zum Beispill fir d'Organisatioun vum Schülertransport nëmmen Donnéeën, fir den Transport scolaire individualisé ze organiséieren, an net fir de Schülertransport allgemeng.

D'Gemenge kréien nëmmen Donnéeën, fir d'Schoulflicht ze kontrolléieren, awer net zum Beispill fir aner Zwecker, wéi zum Beispill Bourssen ze verdeelen.

An och de Service National de la Jeunesse gouf an där Lëscht vun all deenen Institutioune gestrach, grad wéi d'Uni Lëtzebuerg, well d'Finalitéit dovunner net kloer genuch war. D'Uni huet allerdéngs d'Méiglechkeet, nom Artikel 8 an Zesummenaarbecht mam Ministère de l'Éducation nationale perséinlech Daten ze gebrauchen, déi esou traitéiert ginn, dass et onméiglech ass, déi betreffend Persounen ze identifizéieren.

Op Wonsch vum Conseil d'État gouf och festgehalen, dass d'Donnéeën iwwert d'Nationalitéit an de Pays d'origine oder iwwer e Statut de protection internationale oder de Placement vun engem Mineur an enger Structure d'accueil net un Drëttpersoune communiquéiert däerfe ginn.

Wéi laang schlussendlech däerfen d'Donnéeë gespäichert bleiwen?

Am Ufank, wéi gesot, sollt dat 15 Joer laang méiglech sinn. De Statsrot huet sech deem opposéiert, och am Hibléck op d'Konventioun fir de Schutz vum Traitement vu Persounendate vum 28. Januar 1981, déi duerch d'Gesetz vum 19. November 1987 transposéiert gouf. Duerfir goufen d'Daten a verschidde Kategorien opgedeelt.

Fir sougenannt Études longitudinales kënnen d'Donnéeë siwe Joer laang nom Ofschloss vun der Schoul gehale ginn. Déi Donnéeë ginn dépersonnaliséiert.

All Donnée - zweet Kategorie -, all Donnée iwwer Remédiatioun, Dispensen, Absencen, spezifesch Aménagementer an der Schoul gi beim Ofschloss vun der Schoulzäit vum Schüler geläscht.

Méiglech an noutwendeg bleift selbstverständlech, drëttens, den Archivage vun Informatiounen iwwert d'Diplomer an d'Zensuren, déi fir eng Zertifikatioun gebraucht ginn.

Dëst sinn, Här President, déi wesentlech Bestëmmunge vun deem Gesetz. D'Kommissioun zesumme mat der Regierung huet déi Aarbecht intensiv duerchgefouert an, ech mengen, ass zu engem gudde Resultat komm, wat kann engersäits déi Datebank esou sécher wéi méiglech maachen, dee gréisstméigleche Schutz vun der Privatsphär garantéieren an och en effikasst Instrument fir d'Organisatioun vun der Schoul sinn.

Dat gesot, Här President, géif ech selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet bréngen an ech bieden och d'Kolleegen an d'Kolleeginnen, deem zouzestëmmen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, Merci fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Ech félicitéieren dem Här Fayot awer och virun allem fir seng kompetent, roueg a gedëlleg Aart a Weis, wéi hien d'Sitzunge vun der Éducationskommissioun an dësem Dossier, grad wéi iwwregens all Woch, leet.

Zum éischte Punkt: Den Dossier Schülerdatebank ass sécher ee ganz sensibele Gesetzesprojet. Et handelt sech ëm perséinlech Donnéeë vu meeschtendeels mannerjährege Leit, vu Kanner. Et ass u sech och näischt komplett Neies, wat mir haut maachen, well, wéi de Rapporteur virdru gesot huet, den „Fichier Scolaria", dee gëtt et schonns zënter méi wéi zéng Joer an der Grondschoul grad wéi och d'Fichiers élèves an den eenzelne Lycéeën. An déi Fichieren, déi ginn elo an enger Datebank zesummegefouert.

D'Schülerdatebank gëtt elo mat engem Gesetz geregelt an net, wéi bis elo, mat engem Règlement grand-ducal. Et geet och net méi, dass all Schoul, verschidden Enseignanten aus duerchaus ëmmer gutt gemengte Grënn hir eege Fichieren dann opstellen. D'Sécherheet vun de Schülerdate gëtt mat dësem Gesetzesprojet sécherlech méi grouss. Dat begréisst d'CSV-Fraktioun och ausdrécklech.

D'Chamber décidéiert nämlech haut mat, wat fir eng perséinlech Donnéeën zu wat fir engen Zwecker kënne gespäichert an och genotzt ginn. A jiddwereen, an dat ass wichteg, huet sech an Zukunft och un dee gesetzleche Kader ze halen. Mécht een dat net, da riskéiert ee Sanktiounen, och strofrechtlech Bestëmmungen.

Zweete Punkt: D'CSV deelt och d'Finalitéit, also de Sënn an Zweck vun esou enger Datebank. Éischtens d'Verbesserung vun der administrativer a pädagogescher Gestioun vun de Schüler, besonnesch an engem Schoulkontext, deen, wéi de Rapporteur et virdrun och preziséiert huet, vill evoluéiert. An zweetens d'Schafe vu bessere Rahmebedéngungen, fir d'Qualitéit vun dem Enseignement an Zukunft kënnen ze plangen an och ze préiwen.

Drëtte Punkt, Här President: An Zukunft gi méi Schülerdate gespäichert. Dat soll een och kloer soen. Et kënnen och méi Acteuren dës Donnéeën, wéi bis elo, kucken. Dat Ganzt muss an engem strikte Kader duerfir oflafen. An do spillt de Schutz vun der Privatsphär, ee Recht op Privatliewen, wat an eiser Verfassung verankert ass. De Schutz vun de perséinlechen Donnéeë gëtt och ausdrécklech an der EU-Grondcharta grad wéi iwwert déi europäesch Mënscherechtskonventioun garantéiert.

De Schutz vun dem Privatliewe kann nëmmen duerch ee Gesetz limitéiert ginn, wann dës Aschränkung noutwendeg ass, fir engem héijeren Intérêt vun der Gesellschaft ze déngen. An et spillt ëmmer, bei all deene Saachen, de Prinzip vun der Verhältnismëssegkeet.

Aus deene Grënn huet och d'Lëtzebuerger Dateschutzkommissioun gefuerdert, dass d'Schülerdatebank misst duerch e Gesetz geregelt ginn an och huet se op de Prinzip vun der Verhältnismëssegkeet higewisen. D'CSV deelt déi kritesch, mä ëmmer konstruktiv Avisen, déi an dësem Dossier vun der Dateschutzkommissioun, der CNPD, erakomm sinn.

Véierte Punkt: Déi ganz sensibel Elementer vum Gesetzesprojet si virun allem d'Späichere vun enger Foto vum Schüler grad wéi d'Informatiounen iwwert de kulturellen, sozioekonomesche Milieu vun der Famill vum Schüler. Ob d'Akommeskategorie vun den Eltere muss erfaasst ginn, do si mir als CSV-Fraktioun net esou iwwerzeegt. Duerfir hate mir mat der urspréngleche Fassung vun dem Projet de loi och eenzel Bedenken. Ech soen herno dozou méi.

Dës Donnéeë ginn nämlech wäit iwwert dat eraus, wat am Gesetz vun 2009 iwwert d'Grondschoul virgesi war, nämlech de Respekt

vun der Schoulflicht, der Assiduitéit vun dem Schüler an der Kontroll vun dem Erfëlle vun de Missiounen, déi d'Schoul nun eben emol huet.

D'CSV ass awer d'accord mat dem Gesetzesprojet, esou wéi en elo virläit.

Mir deelen d'Usiicht vun der Regierung, fir méi Donnéeën ze späicheren. D'Missioune vun der Schoul haut gi méi wäit, wéi dat nach fréier de Fall war. Et geet duerfir net méi duer, fir einfach nëmmen d'Coordonnéeë vun dem Schüler ze hunn. D'Schoul muss haut der soziokultureller Diversitéit vun hire Schüler Rechnung droen. Eventuell Inegalitéite musse kënnen opgedeckt an och behuewe ginn. All Schüler muss eng fair Chance kréien, fir seng Schoul ze packen. De Schüler muss kënnen individuell begleet ginn, a mir sinn och duerfir als CSV mat enger méi breeder Datenoplëschtung averstanen.

Mä an der Contrepartie muss den Droit de regard, wat mat den Donnéeë geschitt, awer och séchergestallt ginn, jo, e muss verstäerkt ginn. D'CSV begréisst duerfir, dass am Kontext vun dësem Gesetzesprojet ausdrécklech op d'Applikatioun vun dem gesamten Dateschutzgesetz higewise gëtt.

Fënnefte Punkt: Ee Grondprinzip vun dem Dateschutzgesetz ass, dass all Traitement vu perséinlechen Donnéeën nëmme mat dem Accord vun der concernéierter Persoun ka geschéien. Obligatoresch mussen duerch dëse Projet geliwwert gi vun den Elteren an dem Schüler déi klassesch Donnéeën, wéi den Numm, de Gebuertsdatum, d'Adress, d'Télefonsnummer, d'Nationalitéit. An derbäi kënnt nach fir de Schüler, wéi virdru gesot, och eng Foto.

Wat awer elo d'Informatiounen iwwert de familiäre Kader vum Kand an de Revenu vun den Elteren ugeet, esou mussen dës Informatiounen net obligatoresch geliwwert ginn. De Refus vun Indicatiounen iwwert de kulturellen, familiären a professionelle Milieu kann net strofrechtlech sanktionéiert ginn. Liwwert eng Famill also keng Informatiounen iwwer hir Akommeskategorie, dann zitt dat keng Konsequenze mat sech. D'Eltere sinn also fräi, ze décidéieren, ob si wëllen dës Informatioune ginn oder net. Dat ass fir d'CSV e wesentleche Punkt. An den urspréngleche Gesetzestext gouf och op deem Punkt geännert. Well et sech ëm e fräiwëllegt Liwwere vun dëse sensibelen Donnéeën handelt an net ëm eng Flicht, kann d'CSV där Bestëmmung och ouni Zweifel zoustëmmen. D'Verhältnismëissegkeet ass op deem Punkt erfëllt.

Här President, sechste Punkt: d'Identifikatioun am Gesetz vun de Persounen, déi Zougang zu dësen Donnéeën hunn. D'Gesetz iwwert d'Schoulflicht vun 2009 schwätzt vun Donnéeën, déi zwëschen dem Éducatiounsministère, de Schoulen an de Gemengen ausgetosch ginn. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, erweidert de Krees vu Leit, déi mat dësen Donnéeën a Verbindung kommen. Dat sinn déi klassesch Verwaltungen a Servicer wéi d'Pensiouns- a Krankekeesen, den Éducatiounsministère, de Familljeministère, d'Sozialversécherungen. Si kréien all Donnéeën an dës Donnéeë sinn net dépersonnaliséiert. Ob dozou och de CEPS/Instead muss derzougehéieren, dat sief dohinnergestallt.

D'CSV begréisst, dass kloer am Gesetz festgeluecht ass, wien iwwerhaapt bannent dem Stat Accès zu den Donnéeën huet an zu wat fir engen Zwecker. Et ass och gutt, dass d'Gesetz festleet, dass muss während dräi Joer kënnen notracéiert ginn, wie wéini wat fir eng Donnéeë vu wiem gekuckt huet. D'CSV wëllt, dass all Moossname getraff ginn, fir dass et net zu eventuellen Abusë kënnt. Dofir mussen all Acteure mat dësem System a senge Sécherheetsbestëmmunge vertraut gemaach ginn. D'Sécherheetsmoossname mussen och an der Praxis applizéiert ginn. Mir brauchen eng Kultur vun dem Dateschutz an der Verwaltung, an dat zielt besonnesch fir d'Schülerdatebank.

Et däerf keng zweet Geschicht „médico-sportif" méi ginn! E Verstouss géint den Dateschutz, dat ass kee Kavaléiersdelikt. Wann esou eppes géif virkommen, besteet d'Dénonciatiouns-, dat heescht d'Meldeflicht geméiss dem Artikel 23 vun dem Code d'instruction criminelle an dem Parquet mussen dann och, bei egal wiem, Ross und Reiter genannt ginn. Administrativ mussen dann och déi néideg Konsequenze gezu ginn an eng eventuell Affär, déi däerf net ënnert den Teppech gekiert ginn.

D'CSV geet och dovun aus, dass geméiss dem Prinzip vun der Extensioun vun dem Droit d'accès mëttelfristeg den eenzelne Schüler zu jiddwer Moment Ableck kann hunn, wat fir eng Donnéeë vun him zu wat fir engen Zwecker vu wiem consultéiert goufen.

Siwente Punkt, elo méi fein: Fir d'CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass de Gesetzesprojet festleet, dass d'Donnéeën un Drëttpersounen - zum Beispill fir Etüdenzwecker - nëmmen dépersonnaliséiert weidergi kënne ginn. D'Date mussen esou dépersonnaliséiert ginn, dass et net méiglech ass, d'Leit ze identifizéieren, op déi sech dës Donnéeën iwwerhaapt bezéien.

Aachten a leschte Punkt: D'CSV-Fraktioun begréisst et, dass de Stockage vun der Foto vum Schüler net iwwert deen néidegen Zäitraum vun zwee Méint, wou d'Schülerkaart „myCard" an der Maach ass, méiglech ass. Och hei gouf nogebessert an déi Endfaassung vun dem Projet de loi, esou wéi se haut virläit, dréit alle Bedenke vun der Dateschutzkommissioun an dem Statsrot op deem Punkt Rechnung.

D'Dateschutzkommissioun hat an hirem Avis kloer ënnerstrach, dass dat ee sensibele Punkt wier, well heizuland a kenger anerer Datebank eng Foto vu Leit stockéiert gëtt oder vill méi däerf ginn. D'Gemengen däerfen dat also och net maachen, obschonn dat an enger oft gutt gemengter Absicht an eenzelne Populatiounsbüroe bis elo de Fall war.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf net zu Onrecht am Ufank kritiséiert, well en iwwert d'Zil erausgeschoss huet. De Projet gouf awer opgrond vun den Avisë vun dem Statsrot an der Dateschutzkommissioun adaptéiert. De Projet entsprécht a senger Endfaassung elo de Standarde vun dem Dateschutz. D'Éducatiounsministesch war an dësem Dossier ganz kompromëssbereet. Dat sollt och gesot ginn an dat verdéngt, Madame, eis Unerkennung. D'CSV stëmmt och duerfir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, deen effektiv hei déi Aarbechte mat ganz vill Feingefühl an och ganz vill Rou geleet huet. Bei deem Projet, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, geet et ëm e ganz sensibele Sujet, nämlech d'Sammele vu ganz perséinlechen Daten an Informatiounen iwwer Mënschen, jonk Mënschen, an och iwwert déi Fro, wéi de Stat mam Schutz vun dësen Daten a letztendlech mat dem Schutz vun der Privatsphär vun de Bierger an de jonke Mënschen ëmgeet.

Ech mengen, deen éischten Text, deen d'Regierung virgeluecht hat viru bal zwee Joer, war extrem kontroverséiert an huet eigentlech, fir et emol esou ze soen, de Geck awer gemaach mat ville Prinzipen an Dispositioune vum Dateschutz och vum entspriechende Gesetz vun 2002.

D'Avisë vum Statsrot a besonnesch och vun der Commission nationale de la protection des données, mä awer och aner Avisen, déi mer kruten, waren deementspriechend ganz kritesch a méi wéi eng Kéier ass ebe gesot ginn, datt d'Dispositiounen am Gesetz inakzeptabel wieren. Den Text ass opgrond vun deene ville Kritiken op där enger oder anerer Plaz nogebessert ginn. Dat muss een unerkennen. Mä nach bleift fir d'DP den Text mat villen, ze ville Problemer a Risike behaft.

Dësen Text an d'Uleeë vun der Datebank gëtt vun der Regierung jo domadder argumentéiert, datt een doduerjer eng besser administrativ Gestioun vun de Schüler kritt - jo, domadder kann een averstane sinn -, mä datt een awer och iwwert dee Wee kann e bessere Bléck op d'Schoul an hir Problemer werfen. Och do kann een am Prinzip domadder averstane sinn.

Et ass jo esou: D'DP ass wierklech net géint besser a méi pertinent Statistiken am Beräich vun der Schoul. Au contraire, mir hu méi wéi eng Kéier bedauert, datt et zum Deel u brauchbaren Donnéeë feelt, wann ee wëllt Analysen a méi pousséiert Recherchen iwwer eise Schoulsystem maachen, besonnesch och, wann et ëm Études longitudinales geet. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei Schwaachpunkten, wat de Monitoring vun dem Enseignement ugeet. Et feelt op där enger oder anerer Plaz u fiabelen a repräsentativen Donnéeën, déi ee bräicht, fir och zum Beispill Reformen dorobber kënnen opzebauen.

D'Fro ass awer dann: Brauch een da wierklech elo esou eng flächendeckend a massiv Datenerhiewung vun allméiglechen Informatiounen iwwer all Schüler hei am Land? Ass dat wierklech d'Solutioun da vun all de Problemer? Kënne mer mam „gliesenen" Schüler, fir et emol esou ze soen, kënne mer domadder all eis Problemer erkennen an dann och deementspriechend eis Schoul dorobberhi veränneren?

Brauche mer wierklech vun der Matricule iwwert d'Pai vum Papp bis hin zur Foto vun de Schüler all déi sëllech privat Donnéeën, fir méi kloer ze gesinn an eisem Schoulsystem, fir dee besser kënnen ze verwalten? Ech ziele se elo net alleguerten op, mä wann ee kuckt am Gesetz, ech mengen, et sinn iwwer 50 Donnéeën, déi do gesammelt ginn, respektiv nach méi - ech hunn elo a Kategorië gezielt -, dat sinn enorm vill Donnéeën, déi hei digital stockéiert ginn.

Wéi gesot, et gëtt sécher Donnéeën, déi sënnvoll si fir Laangzäitetüden. Et gëtt awer och Donnéeën, déi hei gesammelt ginn, déi net onbedéngt derzou wäerte bäidroen, datt eise Schoulsystem ka besser duerchliicht ginn a Bezuch op seng spezifesch Problemer. Well wat d'Experten ëmmer erëm soen, dat ass, datt een, wann ee spezifesch Problemer vun eiser Schoul wëllt analyséieren, dann eigentlech soll oder muss iwwer méi kleng Échantillone fueren, déi engem et dann erméiglechen, och vill méi differenzéiert ze analyséieren, méi pousséiert ze analyséieren an och méi differenzéiert Konklusiounen ze zéien. Besonnesch ass dat de Fall, wann et ëm soziokulturell Aspekter an der Schoul geet.

Méi cibléiert Etüden, méi punktuell Etüden erméiglechen och, datt ee méi schnell ka virgoen an datt déi Donnéeën och méi einfach kënnen anonymiséiert ginn an och méi einfach kënne geläscht ginn a virun allem, datt déi Donnéeën net herno an engem Zentralcomputer mat x aneren Donnéeë kënne weidervernetzt ginn.

An deene leschte Joren hu mer jo awer iwwert dee Wee och eng Rei Erkenntnisser an eiser Schoul gesammelt. Mir wësse mëttlerweil, datt Kanner aus sozial défavoriséierte Milieue méi Schwieregkeeten an der Schoul hunn. Mir wësse mëttlerweil, datt Kanner mat Migratiounshannergrond éischter Schwieregkeeten hu mat der däitscher Alphabetiséierung. Mir wësse mëttlerweil och, datt vill lëtzebuergesch Kanner méi Schwieregkeete mat der däitscher (veuillez lire: franséischer) Sprooch hunn. Dofir hu mer keng „Big-Brother-Datebank" vun de Schüler gebraucht, mä dat ass, wéi gesot, iwwer méi cibléiert Etüde bei concernéierte Schoulpopulatioune gemaach ginn.

An ech mengen, et ass och eng Illusioun, fir ze mengen, wann een elo esou eng enorm Datebank huet, herno bräicht een einfach dann nëmmen e Knäppchen ze drécken, fir dann och déi fäerdeg Solutiounen do erauszekréien, wéi een eis Schoul kéint verbesseren. Virun allem, de Risiko ass, datt een hei eng enorm Datebank kreéiert, ech géif soen, bal eng digital Deponie hei opbaut, mat all deene Risikoen an Niewewierkunge fir de Schutz vun de Privatdonnéeë vun de Bierger hei am Land.

De Statsrot, de Conseil national de la protection des données, d'Chambre des Salariés, d'Studentenorganisatiounen, och ënner anerem d'Commission consultative des droits de l'Homme hunn déi Bedenke gedeelt an och kritiséiert, datt ebe mat dësem Projet ze vill perséinlech Donnéeë gesammelt ginn, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, fir en appropriéierte Monitoring oder fir eng noutwendeg Gestioun vun eise Schoulen ze maachen.

Besonnesch an der Kritik stinn eben déi Informatiounen, déi iwwert de sozioprofessionellen an de soziokulturellen Hannergrond gesammelt ginn: Wat schaffen d'Elteren? Wat verdénge se? Si se bestuet, gescheet, wou komme se hier? Hei geet et ëm ganz privat, sensibel Donnéeën, déi, wa wierklech esou Donnéeë misste gebraucht ginn, eventuell a punktuelle Studien, wéi gesot, kéinten erhuewe ginn anonym, mä awer net, datt se solle flächendeckend gesammelt ginn an och iwwer e laangen Zäitraum gespäichert ginn.

Sécherlech, déi eng oder aner Donnéeën - mä Virriedner huet et gesot - kéinte fakultativ sinn. Mir wëssen, wéi dat geet, datt herno awer do eng Rei Eltere Formulairen ausfëllen, sech net bewosst sinn, wat se eventuell do..., firwat datt se do ënnerschreiwen, an datt herno awer vu ganz villen, vläicht net vu jiddwerengem, mä vu ganz ville Leit, vu ganz villen Elteren déi Donnéeën dann awer zentral géréiert ginn. Ech mengen, d'Pai oder d'Akommes vun den Elteren, ob fakultativ oder net, ass a mengen Aen eng Donnée, déi iwwerhaapt guer keng Relevanz an enger Analys iwwert d'pädagogesch Problemer an der Schoul huet.

Mir kënnen e Kand hu vun engem Immigrant, deen, ech soen emol, eng Pizzeria oder soss e Restaurant opmécht, deen immens gutt fonctionnéiert a wou also d'Elteren éischter e ganz héije Revenu hunn, wou d'Kand awer eng ganz Rei Problemer vläicht kéint mat der Sprooch hunn. Mir kënnen och ëmgedréit Kanner hunn aus lëtzebuergesche Familljen, déi vläicht an engem Akommes leien, dat net ganz héich ass, mä wou sech vill ëm d'Kand gekëmmert gëtt, dat gutt encadréiert ass, dat vläicht och nach mat deenen néidege groen Zelle vun Ufank un ausgestatt ass, dat dann also e ganz anere Parcours mécht, wéi dat vläicht op den éischte Bléck kéint sinn, wann een awer seet: Eng héich Pai ass automatesch e Schüler, deen et méi einfach huet, eng niddreg Pai oder en niddregt Akommes ass de Géigendeel.

Ech mengen, esou Donnéeën, déi ginn eigentlech keen eppes un, ausser vläicht d'Steieramt, mä soss awer net an iergendenger Form eng administrativ Verwaltung an der Schoul. Firwat brauch een d'Matricule vun engem Schüler an den Elteren? Wat bréngt et der Etüd zum Beispill, wann een déi Matricule kennt, wann een eng Etüd wëllt maachen iwwert d'Verbesserung vun dem Wëssen an de Sciences naturelles?

Wéi gesot, sécher gëtt et och an all deenen Donnéeën, déi een hei sammelt, der, déi fir reng administrativ Zwecker gebraucht ginn. Dat ass besonnesch um Niveau vun de Schoulen: Déi eenzel Schoule brauchen zum Beispill Adressen, fir Bulletinen ze verschécken, fir d'Circulairen ze verschécken, déi Schoule brauchen och eventuell eng Foto. Mä an eisen Ae sollen dann esou Donnéeën, déi wierklech fir d'Administratioun gutt sinn an der Schoul, déi sollen dezentral um Niveau vun der Schoul ugeluecht ginn a géréiert ginn. An de Stat, dee soll, neen, dee muss sech dann awer drop beschränken, datt awer ganz kloer Virgaben un d'Schoule ginn, wat fir eng Donnéeë se dierfen ophiewen a wéi da kloer mat deenen Donnéeë verfuer gëtt, besonnesch am Respekt vum Dateschutz.

Ech mengen, dat ass jo och dat, wat ëmmer erëm an deene kriteschen Avisë virkomm ass, besonnesch och an deem vun der Commission nationale de la protection des données. Si hu sech wierklech besuergt gewisen, datt ze vill Donnéeën eben zentral gesammelt ginn an datt een do eben op eng Aart a Weis virgeet, déi awer ganz oft am Konflikt zu verschiddenen Dispositioune vum Dateschutzgesetz vun 2002 steet.

Als Beispill kann een dat huele vun der Foto vun de Schüler. D'CNPD huet jo wierklech missen drop insistéieren, datt eng Foto eng «donnée biométrique et personnelle sensible» ass an datt déi net dierft permanent an engem zentrale Computer am Éducatiounsministère stockéiert ginn, wéi dat jo awer am éischte Worf vum Projet virgesi war.

Sécher, et ass nogebessert ginn, mä awer nëmmen hallefhäerzeg. Et ass dobäi bliwwen, datt awer d'Fotoe kënne während enger Zäit zentral gespäichert ginn. An och, wann dat nëmmen zwee Méint sinn, dat ass eng Zäit, wou ee weess, wann ee wëllt an e Computer eran, wann ee wëllt Mëssbrauch maachen, dann ass een do an zéng Sekonnen, an enger hallwer Minutt dobannen. Do sinn eigentlech zwee Méint och scho vill ze laang. An dat gëtt et och fir keng aner - ech soen elo emol - Kaarten, déi hei am Land gemaach ginn, och emol net fir d'Carte d'identité!

Här President, et muss ee sech bewosst sinn, datt mer hei mat dësem Gesetz eppes opbauen, wat et och bis elo nach net am Land ginn ass. Hei gëtt elo wierklech systematesch vun all Schüler, wierklech all Schüler, systematesch eng detailléiert digital Fiche mat ville wäitreechenden Informatiounen opgestallt an zentral gelagert, ouni datt een hei definitiv kann d'Confidentialitéit vun deenen Donnéeën an de Schutz vun deenen Donnéeë sécheren.

Hei ass et jo: Am Fong geholl fänke mer hei bei de Schüler un, mä herno hu mer eng Datebank, wou mer hei net nëmme vun all Schüler - mä dat sinn herno déi erwuesse Persounen - en ëmfaassende Fichier hunn, mä vun all Bierger hei am Land praktesch een hunn. An et gëtt keng Datebanken, déi honnertprozenteg sécher si géint Geforen, géint Ugréff an Hacking.

Virun allem och: Et sinn a bleiwen d'Mënschen, déi hannert deene Computere sëtzen, déi déi Donnéeë géréieren, mat hire Stäerkten a Schwächten, déi esou Bases de données verwalten, déi dann och e Risiko oder Schwaachstellen duerstellen. Mir wësse jo spéitstens säit der Affär „Médicoleak", datt et besonnesch beim Stat a senge Verwaltunge bis haut keng richteg Sécherheetskultur am Verwalte vun de Bases de données gëtt.

An och hei muss ech soen, de System LuxTrust, op dee gäre verwise gëtt, deen den zoustännege Minister jo och gären an d'Vitrine stellt, dat ass keng absolut Garantie, datt net awer vu baussen ee kann an de System erakommen an u sensibel a perséinlech Donnéeë kommen. Och wann ee beim Stat en interne Réseau huet, ass dat keng absolut Garantie: Wann de Beamten un engem Computer sëtzt an dee Computer ass awer un den Internet, un de weltwäite Réseau ugebonnen, heescht dat och, datt dee Computer op där anerer Säit mat dem interne Réseau verbonnen ass, datt awer do eigentlech d'Schwaachstell och dee Computer ass, dee souwuel un den Internet wéi och un den interne Réseau ugebonnen ass.

An ech mengen, déi rezent Attacke vun „Red October" - net méi spéit wéi elo haut hu mer dat jo an der Zeitung gelies vun „Italduke", fir et emol esou ze nennen, oder ech weess net, ob ech et elo richteg ausgeschwat hunn - op Computere vun Département-ministériellen

hunn dat jo nach eng Kéier ganz däitlech gemaach. Wat fir e Mëssbrauch kéint esou eng Attack uriichten, wa se géif zum Beispill an deen enormen Zentralfichier, dee mer hei elo schafen, wann een do géif eragoen! Do hätt ee jo wierklech um Zerwéierplateau all d'Informatiounen oder enorm vill Informatioune vun all Schüler, ebe vun der Foto bis iwwert de Beruff an eventuell d'Krankegeschicht vun den Elteren, bei deene Kanner eben, oder vun den Eltere vun de Kanner.

Ech mengen awer, dee gréisste Problem mat dësem Gesetz - ech mengen, hei si jo nach Saachen, wou ee kéint soen, okay, mat e bësse guddem Wëlle kéint een do mat deene Saachen d'accord sinn; wéi gesot, et sinn awer ze vill Donnéeën! -, dee gréisste Problem mat dësem Gesetz ass awer bestëmmt, datt et och nach méiglech gëtt, datt déi Schülerdatebank mat anere Fichiere ka vernetzt ginn, an och, datt ze vill Leit hei Zougréff op eenzel Fichieren hunn oder se kënne matenee vernetzen.

D'Experten, déi warnen ëmmer erëm virun de Gefore bei den Transmissiounen oder der Vernetzung vu verschiddene Base-de-donnéeën. Zentralfichiere mat vernetzten Datebanke si Gefore vu baussen ausgesat, mä maachen awer och ëmmer erëm d'Dieren op fir Mëssbrauch vu bannen. Ech wéilt wierklech kengem Beamten am Viraus hei eppes ënnerstellen, mä de Risque vun inappropriéierte bis béiswëllegen internen Zougréff op dës Daten oder op d'Kombinatioun vun Daten herno aus verschiddene vernetzten Datebanken ass ni ganz ausgeschloss. Do kann ëmmer iergendwou ee sëtzen, deen op de Knäppchen dréckt, dee kann ofruffe respektiv Mëssbrauch domadder maachen.

D'Expertë soen, de Facteur Mënsch ass a bleift dee gréisste Risiko bei der Gestioun vun Datebanken. Mir hunn dat hei kannt zu Lëtzebuerg. Ech hu virdrun „Médicoleak" genannt, mir kennen dat och am Privatsecteur. Ech wëll nëmmen erënneren drun, datt eng grouss Bank hei zu Lëtzebuerg an der Zäit enorm, enorm Problemer krut, well do ee Beamten och virun engem Computer Zougréff hat op ganz vill Donnéeën, déi eigentlech net geduecht ware fir no baussen.

An hei eben, dat ass jo de Problem besonnesch hei an dësem Text, hei kritt den Éducatiounsministère, hei kréie Beamte mat dësem Text d'Erlaabnis, fir sech a mengen Aen an erschreckend vill Datebanke vum Stat anzeloggen a fir sech do eben och d'Donnéeën ze huelen. Den Éducatiounsministère an d'Beamten, déi kréien d'Erlaabnis, fir an net manner wéi eelef staatlech Base-de-donnéeën eranzegoen. Si kréien domat Zougréff op de Registre général des personnes physiques et morales, op d'ADEM, op de Fichier vun de Studentebourssen, op Fichiere vun der Sécurité sociale, vun den Allocations familiales - ech misst elo de Projet de loi huelen, fir se all opzezielen - bis hin zum Fichier vum Service des immigrés.

Also, hei kréien den Éducatiounsminister respektiv seng Delegéiert Accès op esou Fichieren zougestanen. Hei kéint een eigentlech soen, hei kritt den Éducatiounsminister eng Lizenz fir d'Konsultatioun vu Fichiere vun ënnerschiddleche staatleche Stellen ausgestallt, wou een eigentlech kéint soen, de SREL wier souguer neidesch, well e keng esou eng Lizenz huet, fir an d'Computeren an d'Systemer vum Stat eranzegoen.

Ech mengen, esou e Fräischäin fir den Éducatiounsministère, fir Zougréff op x verschidden aner sensibel Base-de-donnéeën ze hunn, steet och eigentlech guer net méi an der Relatioun mat den Objektiver vun dësem Gesetz, fir Etüden iwwer eise Schoulsystem ze maachen.

Et versteet een awer elo wéinstens, firwat datt een och d'Matricule vun all Schüler wëllt sammelen a vun den Elteren. Dat hunn ech mech jo virdru gefrot: Firwat brauch een déi? Jo, déi Matricule, déi gëtt virun allem hei gebraucht als Schlëssel, fir un déi aner Donnéeën erunzekommen, well dat ass jo e bëssen esou, déi Matricule ass de Schlëssel, fir an déi digital Pandora-Box eranzekommen. Well et ass jo gewéinlech, datt een hei duerch déi Matricule an der digitaler Welt identifizéiert ass, a mat deem Schlëssel kann een also dann iwwerall an aner Fichiere sech schnell eng Persoun erausfëschen.

Fir eis ass et awer och gradesou bedenklech a praktesch inakzeptabel, datt et och méiglech ass, datt ëmgedréit Informatiounen aus der Schülerdatebank un net manner wéi 14 aner Verwaltungen a Ministèrë kënne weidergereecht ginn.

Firwat sollen iwwerhaapt eng Rei aner Departementer perséinlech Donnéeën aus där Schülerdatebank kënne kréien? Wat bréngt dat der Étude longitudinale iwwert d'Qualitéit vun der Schoul, oder der administrativer Gestioun vun de Schüler an hirem Lycée?

Wann de Schülertransport soll besser organiséiert ginn, da soll een dem Transportministère soen, wéi vill Schüler vun A a B an e Lycée solle gefouert ginn, awer net fir perséinlech Daten ze ginn. Wann de Schüler wëllt e perséinlechen Transporttitel kréien, da soll en dat wéi an der Vergaangenheet och selwer kënne maachen a selwer décidéieren.

An dann, stutzeg gëtt een awer och, sinn ech och do ginn an deem Text, wann dann op eemol dosteet, datt och de Gesondheetsministère soll däerfe perséinlech Daten aus där Schülerdatebank huelen, fir zum Beispill Analysen iwwert d'Gesondheet vun de Schüler ze maachen. Do kann ee sech jo da virstellen, wat een do ka matenee kombinéieren. Gesondheetsparcoursë mat soziokulturellen Donnéeë vun de Bierger kann ee kombinéieren. Dat si jo awer wierklech héich perséinlech Profiler, déi do iwwert d'Bierger kënnen erstallt ginn, ouni datt se vläicht herno emol iwwerhaapt eppes dovunner wëssen.

Dëse Projet de loi, deen erméiglecht och zum Beispill, datt den Éducatiounsministère de Privatschoulen am In- an Ausland Donnéeën iwwert de Schoulparcours gëtt. Dat ka vläicht vun der Zensur bis awer och hin zu Disziplinarverfahren, oder wat weess ech, sinn.

Dierf de Stat Provider aus där zentraler Datebank vu perséinlechen Date sinn u Privatorganisatiounen, u Privatschoulen?

Doriwwer eraus muss ee jo wëssen, bei deem Computer vun enger Privatschoul, déi do déi Donnéeë kréien, do sëtze jo keng vereedegt Beamten. Do sëtzen dann einfach Beamten, déi dës Donnéeën da benotzen a kënne weiderbenotzen oder weiderkombinéieren

Ech kéint hei eigentlech nach weiderfueren, firwat nach e sëllechen aner Verwaltungen, also insgesamt 14 Verwaltungen, Gremien, dat geet also och Privatschoule bis CEPS/Instead, déi kréien eigentlech erlaabt mat dësem Text, datt se kënne sech Donnéeë froe respektiv datt se eventuell sech och kënnen dann an där Datebank - ech soen emol salopp - zerwéieren.

An hei gëtt jo och dann de Risikofaktor vum Mënsch mat 14 multiplizéiert, wann och nëmmen all Kéiers ee sech do an deenen engen oder anere Verwaltungen ëm déi Traitementer vun deenen Donnéeë bekëmmert. Ech mengen, hei ass et kloer, hei an deene Punkten, do schéisst d'Gesetz wäit iwwer seng Objektiver eraus a bréngt wierklech grouss, grouss Geforen a puncto Dateschutz mat sech.

Och d'CNPD, d'Commission nationale pour la protection des données, huet insistéiert, datt «un nombre très, très restreint» vu Persounen nëmmen dierften Zougang zu all deene sëllechen Date kréien. Dëse Projet, an eisen Aen, respektéiert déi Fuerderungen net.

Letztendlech ass an eisen Aen och, datt en do net nëmmen d'Philosophie, mä och d'Grondprinzipië vu verschidden Dispositioune vum Dateschutzgesetz vun 2002 net respektéiert.

Här President, ech kommen zum Schluss, ech gesinn, datt meng Riedezäit esou lues ofgelaf ass. Ech mengen, fir d'Demokratesch Partei, Här President, ass a bleift de Schutz vun de perséinlechen Date vum eenzelne Bierger e fundamentaalt a wichtegt Recht, dat mat alle Moyenë muss verteidegt ginn. De Stat huet hei eng wesentlech Roll ze iwwerhuelen a muss sech eigentlech dobäi als ieweschten Dateschützer ervirdoen. Hie muss alles ënnerhuelen, fir dëse Schutz optimal ze garantéieren.

Mat dësem Projet de loi mécht d'Regierung dat an eisen Aen awer net. Au contraire, hei gëtt eng enorm Datebank geschaf, wou all jonke Mënsch massiv fichéiert gëtt. Virun allem duerch d'Gestioun an d'Vernetzung vun der Base de données mécht d'Regierung hei d'Diere grouss op fir eventuell e Mëssbrauch vu perséinlechen Daten an domadder letztendlech der perséinlecher Integritéit vun de Bierger.

D'Demokratesch Partei wäert duerfir dëse Projet net stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet, dee mer haut diskutéieren, huet nach ëmmer d'Nummer 6284 an heescht och nach ëmmer Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves.

Dat ass genau déiselwecht Nummer a genau deeselwechten Numm wéi dee Projet, deen de 17. Mee 2011 déposéiert ginn ass, mä dee Projet, dee mer haut votéieren, huet eigentlech net méi vill mat deem Projet ze dinn, deen déposéiert gi war. An dat glécklecherweis, well dee Projet - an dat ass vläicht deen eenzege Punkt, wou ech mam Président-rapporteur net ganz averstane sinn a sengem Virtrag hei -, dee Projet, deen déposéiert war, dee war mer do ze frëndlech an ze fein.

Dee Projet, wéi en hei déposéiert war, deen hat wierklech grave Lacunen. Mir haten dee laang a breet, och als Gréng an eise Gremien diskutéiert, a mir hätten deen net kënne matdroen, aus enger ganzer Rei Ursaachen, déi zum Deel hei opgefouert gi sinn, ugefouert gi sinn.

Zum Beispill war do dran, datt d'Donnéeë 15 Joer laang géife versuergt ginn, an zwar all Donnéeën. Do stoung dran, datt et eng Kommunikatioun mat Drëtte géif ginn, zum Beispill mat der Uni Lëtzebuerg, mam SNJ, mam CEPS/Instead, ouni datt missten déi Donnéeën dépersonnaliséiert ginn - oder dat stoung wéinstens net genügend am Gesetz.

Déi Terminologie, déi an deem éischte Projet verwennt ginn ass, déi war net d'selwecht wéi déi am Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. D'Finalitéite vun der Kreatioun vun där Base de données, déi waren och net genau genuch festgehale ginn. Et war eigentlech e Projet, deen an deem Geescht geschriwwe war: Mir sammele méiglechst vill a wëlle méiglechst vill domadder maachen. Dat wär fir eis net akzeptabel gewiescht.

D'Recht op Informatioun an Asiicht op déi gesammelt Date war och net fest genuch verankert. An och d'Recht, fir falsch Daten ze redresséieren, stoung net tel quel an deem éischte Projet. An et war och net kloer, wéi eng Donnéeën datt missten obligatoresch gi ginn a wéi eng datt fakultativ wieren. An duerfir huet...

An da sinn ech awer erëm am Fridde mat dem President vu menger Kommissioun, deen hei zu Recht gelueft ginn ass. Mir hunn an der Kommissioun laang iwwert dat Gesetz diskutéiert. Mir hunn eng éischt Serie vu 17 Amendementer gemaach, fir aus deem Gesetz hei e bessere Projet ze maachen, fir och op déi Awänn, déi vum Statsrot komm sinn, an op déi Abwänn, déi vun der Commission nationale pour la protection des données komm sinn, anzegoen. Mir hunn nach eng zweet Serie vun erëm eng Kéier siwen Amendementer gemaach, an du si mer schlussendlech dann zu engem Gesetzesprojet komm, deen ech kann als ganz akzeptabel bezeechnen.

Ass dat akzeptabel oder ass et ee gutt Gesetz, wat mer dann haut virleien hunn?

Et ass wierklech schued, datt den éischte Projet awer esou vill Lacunen hat, well dat huet all déi Avisen, déi waren negativ an déi hänke mer elo, déi zéie mer ëmmer nach mat ronderëm, mä déi bezéie sech op eng ganz Rei Kritiken, déi mer redresséiert hu mat dësem Projet.

Ech sinn der Meenung, datt dee Projet, wéi mer en elo hei virleien hunn, ee ganz grousse Virdeel huet par rapport zu der aktueller Situatioun. An ech géif mer och wënschen, datt mer a ganz villen anere Beräicher vun der Protection des données déiselwecht Standarden hätten, wéi mer se elo hei fir d'Schoule kréien.

Et ass jo gesot ginn, d'Schoulen hunn nach ëmmer Donnéeë vun hire Schüler opgeholl, dat ass noutwendeg. Eng Schoul mécht eng Gestioun vun de Klassen, vun den Noten, vun den Adresse vun hire Schüler. Ech ka mech nach un Zäiten erënneren, wou mer am Registre de classe opgeschriwwen hunn, wéi eng Relioun datt d'Kanner hätten. Déi Zäite si scho laang eriwwer. Den Här Fayot huet gezielt vun Ziedelen, déi a Këschte gesammelt gi sinn.

Ech soen awer och, datt et hei zu Lëtzebuerg eigentlech eng Onkultur vun Datesammele gëtt, selbstverständlech dépersonnaliséierter, well wann ee probéiert, d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Schoul zréckzetracéieren, dann huet ee Problemer. Ech hunn dat scho studiéiert, also dee Wiessel zum Beispill vun eisen Duerfschoulen op d'Zentralschoulen, et ass ganz schwéier, do Dokumentatiounen ze fannen, fir iwwerhaapt ze erklären an ze verstoen, wéi eis Schoul sech entwéckelt huet.

Natierlech muss een, ëmmer wann een Date sammelt, d'Devis hunn: Mir däerfen nëmmen dat sammelen, wat mer onbedéngt brauchen, a mir sollen esou vill wéi..., esou mann wéi méiglech sammelen. Et ass och kloer, datt mer, wa mer dat da sammelen, ee kloert Zil mussen hunn, an dat Zil muss och prezis beschriwwe sinn, firwat mer déi Date sammelen. Et ass och kloer, datt mer déi Daten net méi laang sollen däerfen halen, wéi et muss sinn. An et ass och kloer, datt, wann déi Daten net méi gebraucht ginn an no där Zäit, déi gesetzlech festgehalen ass, déi da musse komplett vernicht ginn.

Genausou wichteg ass et, datt den Accès zu deenen Donnéeë muss ageschränkt sinn a sécuriséiert sinn. An et ass och wichteg, datt déi Persoun, déi concernéiert ass, net nëmmen informéiert muss ginn iwwert dat, wat an hirem Dossier ass, mä och muss kënnen nokucken, wie sech da fir hir Donnéeën interesséiert huet a wéini datt dat geschitt ass.

Ech sinn der Meenung, mir sinn der Meenung als Gréng, datt de Projet de loi, dee mer haut virleien hunn an där leschter Versioun, déi mer dann och haut zum Vote hunn, deenen Exigenzen nokënnt. Mir sinn der Meenung, datt dëst Gesetz eng Noutwendegkeet ass, well mer jo iwwerall schonn d'Bases de données hunn an eise Schoulen, awer déi net op enger adequater legaler Basis berouen. Dat war iwwregens och e Fait, dee vun der Commission nationale pour la protection des données ugefouert ginn ass.

Et ass hei schonn e puermol ugeschwat ginn: Natierlech stellt ee sech d'Fro, ob déi Kollekt vun Donnéeën aus dem kulturellen, familiären a professionelle Milieu, ob déi Donnéeën noutwendeg sinn, ob een déi iwwerhaapt muss froen, an ob dat dann de Stat misst sinn, deen esou eppes freet, oder ob dee sech dann do eventuell schonn ze wäit an d'Privatliewe vun de Schüler a vun den Elteren amëscht.

Da muss een awer emol fir d'Éischt kucken: Wat sinn dann dës geheimnisvoll privat Donnéeën, déi mer froen? Ech zitéieren aus dem Gesetz. Et sinn déi Donnéeën «1. première langue et, le cas échéant, autres langues parlées au domicile; 2. rang des frères et sœurs;…» 3. d'Land vum Origine a wéini datt d'Leit an d'Land komm sinn; «…4. niveau d'études, catégorie professionnelle et niveau de revenus des représentants légaux de l'élève».

Et gëtt eng Rei Deputéierten, déi soen, datt et einfach net néideg ass, esou eng Donnéeën ze sammelen. Virun allem d'CSV huet sech ë bësse schwéiergedoen domat, datt mer froen nom Verdéngscht vun den Elteren.

Ech weisen awer drop hin, datt am Artikel 3 vum Gesetz steet, datt déi Donnéeë mussen dépersonnaliséiert ginn, déi lescht hei, vun deenen ech geschwat hunn, ier se kënnen u weider Leit virugi ginn. An zwar kënne se jo nëmmen u Leit virugoen „pour des raisons d'analyses et de recherches", fir datt mer kënnen am Enseignement eng intelligent Éducatiounspolitik hei am Land maachen.

déi gréng sinn der Meenung, datt et einfach wichteg ass, Données de base fiables ze hunn, fir kënnen eng intelligent Éducatiounspolitik ze maachen. Mir hunn op ville Plazen an op villen Niveaue bedauert, datt mer keng besser Statistiken zur Verfügung hunn. Duerfir si mer frou, datt mer elo endlech eng gesetzlech Basis kréien, wou mer déi Donnéeë kënnen asammelen, déi mer brauchen.

Mir hu jo och schonn zum Deel där Donnéeën agesammelt, wou och hei ugeschwat gëtt. Mir si frou driwwer, datt mer zum Beispill Donnéeën hunn iwwert déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt. Zënter zwee, dräi Joer hu mer an de Chiffres clés vum Ministère effektiv dann den Hiwäis drop, datt mer bei eis an de Spillschoule mëttlerweil däitlech méi Kanner hunn, déi net als Mammesprooch Lëtzebuergesch hunn, mä déi eben dann eng aner Sprooch hunn.

Mir wëssen awer, datt mer zu Lëtzebuerg zënter ëmmer an éiweg Däitsch par assimilation léieren. An do stellt sech natierlech, wann een déi Donnéeën hei huet an et weess een, majo, méi wéi d'Halschent vun de Kanner hunn net méi Lëtzebuergesch als déi Sprooch, déi se am beschte kënnen, da musse mer och eng Kéier bereet sinn, dorauser Konsequenzen ze zéien a mir mussen eisen Unterrecht anescht organiséieren. Duerfir ass esou ee Wëssen einfach wäertvoll; dat brauche mer, fir kënnen eng Éducatiounspolitik ze plangen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- En anert Beispill, wat seet, datt mer déi Donnéeën iwwert d'Catégorie professionnelle an iwwert den Niveau de revenus vun de Schüler hiren Eltere brauchen, ass d'Rechnung vum Contingent. Elo kann ee kritiséieren, datt mer... Dee Contingent, dee gëtt jo och öfters kritiséiert. Mir hunn en 2009 mam Schoulgesetz agefouert. Et kann ee kritiséieren, datt de Contingent ze vill rigid ugewannt gëtt. Et kann ee kritiséieren, datt vläicht d'Kritären ze streng sinn.

Ech stellen emol einfach an de Raum, mir ginn dovun aus, 16 Schüler sinn an enger Klass, an d'Majoratioun fir Schoulen an engem sozial defavoriséierte Milieu ass bei engem Maximum vun 20%. Et kéint ee jo och soen, dat misst méi sinn. Ech sinn awer der Meenung, a mir sinn als Gréng der Meenung, datt d'Iddi vun engem Contingent, deen et erméiglecht, d'Stonnenzuel pro Schoul eropzesetzen op Basis vun engem Indice social, datt dat eng Iddi ass, déi richteg ass an déi valabel ass. An duerfir brauch een dann och d'Donnéeën, fir esou ee Contingent kënnen ze rechnen.

Et gëtt nach weider gutt Ursaachen, fir esou Donnéeën ze froen. Et ass och scho vun der Etüd MAGRIP geschwat ginn. Natierlech sinn där Donnéeën och scho virun deem Gesetz hei opgehuewe ginn. Ech froe mech allerdéngs heiansdo, op wéi wackelege Fouss datt esou Donnéeë waren, déi mer an der Zäit gefrot hunn oder froe gelooss hunn. Dann ass et mir awer schonn e bessert Gefill, wann ech weess, datt mer elo dat geregelt hunn.

Weider Etüden, PISA a PIRLS, déi kann een och kritesch kucken. Ech mengen, mir sollen eis et awer net leeschten, fir einfach déi Resultater oder déi Erkenntnisser, déi mer do kritt hunn, carrément ze ignoréieren.

An nach ee lescht Beispill, wat ech hei wëll uféieren: Mir hunn am Joer 2009/2010 1.660 Schüler gehat an eise Statistiken, déi d'Schoul ouni Diplom verloossen. Dovu sinn der ronn 600 Décrocheurs permanents. An - dat muss een och soen - 398, déi hu mer trotz allen Efforte vum ALJ net erëmfonnt. Mir ginn dovun aus, datt d'Majoritéit vun deene Schüler wahrscheinlech net méi am Land ass.

Mir sinn der Meenung, och wann een den Décrochage scolaire wëllt bekämpfen, da muss ee wëssen, wien déi Décrocheurs scolaires sinn, wie riskéiert, d'Schoul opzeginn. A mir sinn och der Meenung, datt, wann ee Véirel vun deene Schüler, déi als Décrocheurs permanents gefouert ginn, wann een net weess, wou déi dru sinn, dat ass och wéineg zefriddestellend.

Duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier: déi gréng sinn der Meenung, datt mer eng Base de données fiable brauchen, fir eng intelligent Éducatiounspolitik ze maachen.

Elo ass dann natierlech och d'Fro opgeworf ginn, virun allem vum Här Berger och: Mussen dann déi Donnéeën alleguerte bei engem Ministère de l'Éducation nationale zentral gelagert ginn?

Mir hunn eis als Gréng déi Fro och gestallt. Aus dem Bauch eraus hätte mer gesot: Neen, dat gëtt jo eng ganz geféierlech Saach. Mir hunn eis awer informéiert. Net nëmmen d'Spezialiste vum Ministère, och aner Spezialisten an der Matière hu gesot, wann Der wëllt séchergoen, dann ass de Wee vun enger zentraler Späicherung dee Wee, dee méi Sécherheet garantéiert, wéi wann dat...

An ech kommen och net derlaanscht, dat, wat den Här Berger beschriwwen huet, mir brauchen Donnéeën a mir gi se e bëssen hei sammelen, e bëssen do sammelen, dat ass fir mech éischter een Horrorzeenario, wéi een net soll mat sensibelen Daten ëmfueren.

(Interruption)

Duerfir si mir schonn der Meenung, déi Zentralisatioun erlaabt eng Professionalisatioun. An déi Sécherheeten, déi verlaange mer. Et ass eis natierlech och, gradesou wéi, mengen ech, all deenen anere Riedner, déi hei geschwat hunn, läit d'Sécherheet vun deenen Daten eis als Gréng natierlech och um Häerz.

An duerfir ass jo eben den Accès un déi Donnéeën an d'Méiglechkeet, fir déi Donnéeën ze verschaffen, dat ënnerläit enger strikter Reglementatioun. An et ass och ganz kloer, déi Donnéeën iwwert d'Nationalitéit an iwwert de Pays d'origine an och iwwer en eventuelle Statut de protection internationale oder iwwer e Placement, déi däerfen iwwerhaapt net weiderkommunizéiert ginn.

Den Accès un déi Donnéeën ass natierlech déi Schwaachstell, wann een et esou hëlt, vun esou engem zentraliséierte System. Duerfir mussen hei och besonnesch Regelen agefouert ginn. Mir mengen och, datt dat an dësem Gesetz zur Genüge gemaach ginn ass. Et ass emol éischtens der Persoun hiert Recht, gewuer ze ginn, wie sech fir hir Daten interesséiert, an et muss een och kënne retracéieren, bis wie wéi eng Donnéeë gefrot huet.

D'Kommunikatioun vun de perséinlechen Donnéeën dierft eigentlech net iwwer Mail oder iwwer Pabeier lafen. Dat ass awer nach net am Gesetz festgehalen, well mer nach net wäit genuch équipéiert sinn.

Ech géif mengen, mir kommen net derlaanscht, fir éischtens d'Enseignanten eng Kéier alleguerten ze sensibiliséieren. Ech mengen, datt dat och ee vun de grousse Problemer ass, wa mer iwwert d'Protektioun vun den Donnéeë schwätzen. Et ass mir nach rezent geschitt, datt ech mat Enseignanten am Zuch war, déi hu mir fein Fotoe vun hire Schüler gewisen. Ech mengen, datt dat eigentlech haut net méi méiglech ass.

Ech hu mech ëmfrot. Et gëtt och Lycéeën, do kritt een déi Fotoen net, mä et gëtt et nach ëmmer. Ech mengen, dat ass déi grouss Erausfuerderung och, wa mer dat Gesetz hei votéiert hunn, datt mer och alleguerten d'Leit sensibiliséieren, datt dat net vu Muttwëll ass, datt mer déi Regelen hei aféieren, mä datt mer eis mussen un déi halen an net méi... Donnéeën, déi bis eng Kéier an enger Mail circuléieren, déi si jeglecher Kontroll entgaangen (veuillez lire: entzunn). An dat si Saachen, déi am Fong geholl an eisen Aen net ze veräntwerte sinn.

De Projet de loi mécht dann och schlussendlech eng kloer Differenz tëschent den Donnéeën, déi mussen obligatoresch ginn, an den Donnéeën, déi fakultativ musse ginn. Obligatoresch Donnéeë sinn esou einfach Saache wéi den Numm, Virnumm, Geschlecht, Gebuertsdatum, d'Matricule, de Gebuertsuert, d'Nationalitéit, d'Foto an d'Privatadress.

Iwwert d'Foto ass scho villes hei gesot ginn. Et ass, wéi gesot, fir vill Lycéeën en Usus, datt et Billerkarteie gëtt vun hire Schüler. Do musse mer dann ebe soen, dat ass zwar bequem, mä et ass contraire à la loi. Domat musse mer dann ophalen. Dat ass besonnesch fir Schoulen, wou zum Beispill Proffe sinn, déi just eng Stonn an engem Cours sinn, dat ass fir déi eng Problematik, mä dat kann een awer léisen.

Op der Uni ass en ähnleche Problem, déi sinn och eens ginn domat. Da musse mer emol vläicht kucke goen, wéi si sech do arrangéiert hunn. Soudatt schlussendlech festgehale ginn ass, datt déi Fotoe maximal zwee Méint gespäichert ginn. Do si mer konform mat ähnleche Situatiounen. Ech mengen, den Här Roth hat et och gesot: Bei de Gemengen ass et d'selwecht, do däerfe se och nëmmen zwee Méint gehale ginn. Dat ass richteg a gutt esou.

Eng Rei aner Donnéeën, do ass et fakultativ, ob een... Wann een net wëllt drop äntwerten, dann äntwert een eben net drop an da riskéiert een och net, eng Amende ze kréien, wann een op déi Froe keng Äntwert gëtt.

Da war nach e leschte Punkt, wou mer och mat deem éischte Projet, wéi mer e presentéiert kritt hunn, guer net zefridde waren, well deen hat einfach gesot, all Donnéeë gi 15 Joer versuergt. Hei kënnt dann dat, wat mir vun Ufank un eis erwaart hunn a verlaangt hunn: Hei ginn déi meeschten Donnéeë ganz kloer just eng kuerz Zäit gehal.

Selbstverständlech mussen d'Schoulen d'Zensure laang halen, soss wieren heiansdo Leit schlecht drun, wa se och no 15, 20 Joer nach eng Zensur brauchen. Mä esou Saache wéi Mesures de remédiation oder Aménagements particuliers oder Régime linguistique spécifique, Dispensen, Absencen, dat gëtt net méi laang gehalen, wéi de Schüler an der Schoul ass, soudatt mer och do fannen, datt dat eng gutt Léisung ass.

Ech ginn dem Här Berger recht, wann e seet, ee Verstouss géint den Dateschutz ass kee Kavaléiersdelikt, an duerfir si mer och frou, datt mer elo hei eng Législatioun kréien.

M. le Président.- Här Adam, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ma ech maachen lech déi Freed, Här President. Ech sinn u mengem leschte Saz.

Mir sinn der Meenung, datt, wa mer dat, wat mer elo hei fir d'Schoule schafe fir d'Datebanke vun de Schüler, wa mer do bei deenen anere 700 öffentlechen Datebanken, déi och schonn hei ugeschnidde gi sinn, ähnlech Mesuren hunn, da si mer ee ganze Schratt méi wäit an deem ganzen Dossier „perséinlechen Dateschutz". Duerfir brénge ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och fir d'Éischt e Merci un den Här Fayot fir déi ganz korrekt Manéier, wéi en den Historique vun engem Projet de loi gemaach huet, dee ganz komplizéiert war a ganz contestéiert.

Ech soen och direkt, datt ech mech an der Problematik ëm d'Sécherheet vun den Date ganz gär référéieren op dat, wat d'DP hei virdru gesot huet. Ech mengen, déi Analys ass richteg an et ass eng vun deenen Ursaachen, firwat och d'ADR dëse Projet net wäert stëmmen.

Mä ech mengen, grondsätzlech, wa mer iwwert d'Datesammele sichen (veuillez lire: schwätzen), musse mer eis eens sinn: Wat ass d'Missioun vun der Schoul? Well dovunner hänkt jo of, wéi eng Donnéeën ee brauch. An dat steet och hei am Projet de loi eigentlech direkt als Erklärung, firwat datt d'Missiounen a Schoule sech geännert hätten an ëmmer méi komplex gi wieren. Mä dat ass eng Fro vu Prioritéiten.

Sécher, do iwwerschneide sech Saachen. Mä wann ee seet, d'Schoul ass un éischter Plaz eng Saach vu Wëssens-, vu Bildungsvermëttlung, vu Kënnevermëttlung, da brauch een aner Daten, wéi wann een an enger Optik schafft vun enger Sozialfabrik oder vun enger gesellschaftsveränderender Institutioun. Natierlech muss ee sensibel sinn op dat, wat geschitt, mä awer d'Prioritéit, d'Aschätzung vum Rôle vun der Schoul an der Gesellschaft determinéiert déi Daten, déi ee brauch.

Wat ass dann d'Utilitéit eigentlech vun deenen Etüden, déi mer hei wëllen? Ma ech zitéieren einfach, wat am Rapport steet a wat, mengen ech, e Regierungstext ass: „L'exploitation de données à caractère personnel à des fins de recherches et d'analyses à mener avec des partenaires externes viendra souvent confirmer ce que l'on sait déjà d'expérience." Mir maachen also ganz vill Etüde fir Saachen, déi mer wahrscheinlech souwisou schonn aus Erfahrung wëssen. Dat seet de Projet de loi selwer, dat ass elo keng Erfindung vu mir.

An da muss een also, éischtens emol, a Fro stellen: Ass dat iwwerhaapt néideg, wat mer hei alles an deem Ëmfang froen? An da muss een et zweetens och a Relatioun setze mat der Praxis vum Ministère a mat der Praxis vun der Regierung allgemeng. An do kann een net genuch warnen!

Ech mengen, mir sollten eis drun erënneren, datt de Ministère Questionnairen dorëmmer schéckt mat der Zuel vun de Bicher, déi d'Leit doheem hunn, mat der Zuel vun de Buedzëmmeren an de Stéit. Datt eventuell och elo nach dëst Gesetz erméiglecht, datt Questionnairen, net am Gesetz, net an deem, wat hei am Gesetz virginn ass, mä datt awer Questionnairë kënnen erausgeschéckt ginn, wou de Revenu vun de Leit erfrot gëtt. Am Gesetz steet zwar nëmmen den Niveau oder d'Categorie professionnelle, mä dat schléisst net aus, datt d'Regierung op aner Manéier probéiert dann, esou sensibel Informatiounen aus dem Liewe vun de Famillje gewuer ze ginn. An dergéint wiere mir eis!

An et ass d'Regierung allgemeng! Et ass net nëmmen Äre Ministère, Madame Minister, deen do no de Buedzëmmeren an no de Bicher freet. De Chancëgläichheetsministère huet d'Leit gefrot, wien doheem den Dreckseemer erausdréit! Ech mengen, iergendwou muss et Grenze ginn, wat d'Verletzung vun der Privatsphär duerch de Stat ugeet. An dat heite geet definitiv ze wäit!

An da muss ee sech froen, niewent deenen Etüden, an déi Zesummenhäng, an déi Multitude tëschent deem, wat gesetzlech virgesinn ass, an tëschent zousätzlech vun de Questionnairen, wat dann nach eventuell d'Effete sinn. Wat brauch ee wierklech?

Brauche mir déi Étude longitudinale vun der Universitéit oder vun engem aneren? Mir hunn e Feedback! Mir hunn de Feedback vum Aarbechtsmaart, vun der ADEM, vun de Patronatsorganisatiounen, vun de Gewerkschaften, vun de Chambres professionnelles, déi eis soen, wéi déi Leit, déi aus de Schoule kommen, sech bewähren um Aarbechtsmaart. Dat sinn alles Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, wou mer net mussen zousätzlech Saache froen, déi an d'Privatsphär eraginn. Mir brauchen einfach nëmmen dat ze huelen, wat eis zur Verfügung steet, a mir kréien e Bild vun der Schoul a vun deem, wat se haut nach leescht, dat fiabel ass an dat getest ass an der Realitéit vum Terrain.

Natierlech si mer net d'accord, wa CEPS/Instead oder d'Universitéit Lëtzebuerg mat Donnéeën, sensibelen Donnéeën ëmginn, déi entweder dépersonnaliséiert oder net dépersonnaliséiert sinn, mä déi awer alt erëm eng Kéier eng ganz Rei Froe stelle vum Schutz vun der Privatsphär.

Wéi laang sollen déi Donnéeë stockéiert bleiwen? Majo, am Prinzip, wat brauche mer dann? Mir mussen de Leit kënnen en Diplom ausstellen, wa se hire verléieren. Mir mussen deene Leit, déi ze fréi aus der Schoul erausginn ouni Diplom, kënne certifiéieren, wat hire leschten Niveau war. Mä doriwwer eraus brauche mer näischt ze behalen, wann d'Leit aus der Schoul bis eraus sinn.

A mir brauchen net... Déi Donnéeë musse mer natierlech, déi Diplomer oder Saachen, déi schoulniveausrelevant sinn, déi musse mer kënne laang halen, mä de ganze Rescht ka gelöscht ginn, wann d'Schüler aus der Schoul bis eraus sinn.

An da muss een och nach een anere Punkt däitlech ënnersträichen, dat ass wéi d'Schoul ëmgeet mat de Rechter vun den Elteren. Mir hunn ëmmer erëm kritiséiert, datt déi zwee Elteren - an et gëtt ëmmer méi Leit hei am Land, déi a Scheedungssituatioune sinn oder a getrennt liewende Situatiounen - net gläich behandelt ginn, wat d'Schoul ugeet, datt deen een, deen den Droit de garde huet, méi Informatiounen oder all Informatioune kritt, an deen aneren näischt. Domat musse mer endlech Schluss maachen!

An dësem Gesetz gëtt erëm deen Ënnerscheed gemaach, datt just de Représentant légal d'Donnéeë kritt. Mä mir hätte gär a mir fuerderen dat all Kéiers, datt domadder Schluss gemaach gëtt, datt déi zwee Eltere gläich behandelt ginn an datt jiddweree kann... En huet jo och d'Verantwortung, och wann e gescheet ass, fir weider un der Éducatioun vu sengem Kand matzewierken. Ma dee brauch d'Donnéeën, perséinlech Donnéeën, nämlech zum Beispill d'Zensure vu senge Kanner, oder wann e muss informéiert ginn, wa medezinesch Problemer an der Schoul opdauchen, an dat gëtt net geleescht!

Dat Elementaarst, dat Wichtegst fir d'Liewe vun de Famillje gëtt net gemaach! Dergéint geet awer de Stat sech an d'Privatliewe vun de Leit amëschen. A mir sinn net d'accord!

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Dat heite Gesetz werft ganz vill Froen op.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Muss ee statistesch Donnéeën hunn, fir erauszefannen, dass sozial schwaach Schüler méi schlecht Resultater hunn? Mir wëssen dat alleguerten, dass d'Schüler (veuillez lire: d'Kanner) vun Immigranten oder vu sozial schwaache Leit net ganz vill an der Schoul bréngen. Dat wësse mer alles, mir hunn déi Donnéeën alleguerten. An d'Fro stellt sech: Wat wëllt Dir iwwerhaapt do erausfannen?

Eng zweet Fro ass: Firwat ass do eng Strof agefouert ginn, 25 bis 250 Euro, wann een déi obligatoresch Daten net ugëtt? Dir musst awer wierklech fäerten, dass Dir net un déi Donnéeë kommt, well soss hätt Der déi Strof do net ausgeschwat. Dir hätt roueg kënnen drop verzichten. Ech mengen, an der Schoul, do gëtt ëmmer versicht fir d'Kanner, dass déi keng Strof kréien, egal wellech Dommheet dass se maachen. An hei, wann een hei eng Kéier esou ee Formular net richteg ausfëllt, da kritt een eng Strof.

A welcher Logik si mir do? Ech fäerte ganz, hei ginn erëm eng Kéier déi sozial schwaach Familljen, déi wierklech vläicht den Ziedel net richteg ausfëllen, déi ginn erëm bestrooft mat esou enger Zomm.

Wat ass dat heite Gesetz da wäert, wann déi net obligatoresch Donnéeën net iwwermëttelt ginn? Ech mengen, hei gëtt spekuléiert, dass d'Leit, déi net richteg informéiert ginn, dass déi alleguerten hir Donnéeë wäerte ginn. Ech hunn d'Impressioun, dass déi net obligatoresch Donnéeën enges Dags awer obligatoresch wäerte ginn. Dat ass ganz meng Impressioun, déi ech hunn. An dat heiten ass eng eidel Hüls, ee Rahmen zur totaler Kontroll vum Schüler a vum Bierger, esou wéi mer dat elo scho gewinnt sinn an nach an Zukunft wäerte gewuer ginn.

Beispill: Installatioune vu Kameraen am Numm vun Terroristen, Pseudo-Terroristen, déi et vläicht net gëtt. Elektronesch Dossiere vum kranke Patient, dat geet och an déiselwecht Richtung. Handyen, déi ee ka kontrolléieren. Kreditkaarten, déi ee suivéiere kann. Fichiere beim SREL. Ech mengen, mir hu ganz vill Beispiller, wou mer zum glieserne Bierger ginn.

An duerfir ass dat heite Gesetz wierklech fir mech e schlëmmt Gesetz. Alles, wat de Bierger a senger „Privacy" aschränkt, dat ass fir mech net zoumuttbar. An ech wäert perséinlech net fir dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dee Projet hei werft sécher eng Rei vun Dateschutzproblemer op. Den Här Berger huet der eng Rei opgezielt, déi nach ëmmer bestoe bleiwen. Ech gesinn och net d'Noutwendegkeet an, fir eng Vernetzung ze maache vun deene Karteien hei mat der ADEM, mam Héichschoulministère oder mat der Kannergeldkeess, fir flächendeckend, wierklech flächendeckend d'Obligatioune vun de Schüler an de fréiere Schüler ze iwwerwaachen.

Et geet mer doriwwer eraus awer virun allem hei och a menger kuerzer Riedezäit drëm, fir d'Finalitéit och ze kritiséiere vun deem Text hei am Éducatiounssecteur selwer, also net a Relatioun mat aneren Administratiounen.

Ech si sécher dee Leschten, dee géif hei a Fro stellen, dass allgemeng sozioprofessionell Kritäre mussen erfaasst ginn, zum Beispill iwwert d'Präsenz vun Aarbechter, Ugestallten oder Beamten an deenen eenzelne Forme vu Lycée, Lycée technique, op der Uni an esou weider. Ech sinn och dee Leschten, dee wëllt a Fro stellen, dass Donnéeë sollen erfaasst ginn och

iwwert d'Revenuskategorië vun de Leit, déi an deenen eenzelnen Ordres d'enseignement sinn.

D'MAGRIP-Studië, déi hei scho genannt ginn ass, huet scho viru Jorzéngten déi Donnéeën erfaasst an huet Informatiounen driwwer geliwwert zum Beispill, dass et am Lycée ganz wéineg Aarbechterkanner gëtt, ouni dass awer, dat muss een awer derbäisoen, déi néideg Konsequenzen do gezu gi wieren an der Schoulpolitik, fir den Accès zum Lycée zum Beispill méi accessibel ze maache fir Aarbechter, fir d'Schoul am Allgemenge méi égalitaire ze gestalten. Dat ass trotz Statistiken ni geschitt.

Statistike sinn elo scho méiglech an déi Richtung. Ob se méiglech wäerte bleiwen, dat ass iwwregens nach eng Fro. Wann ech héieren, wann den Här Roth hei seet, dass ausdrécklech op Wonsch och vun der CSV gesot ginn ass, dass déi Donnéeën do iwwert de Beruff vun den Elteren oder iwwert de Revenu vun den Elteren net méi obligatoresch mussen erfaasst ginn, stellen ech mer d'Fro, ob iwwerhaapt nach esou Statistiken da wéi déi MAGRIP-Studië an Zukunft wäerte méiglech sinn.

Ech mengen, et muss een och d'Fro stellen: Ëm wat geet et hei leschten Enns nach hannendrun? Geet et net hei och ëm Ranking vu Schoulen? Geet et net och ëm eng Evaluatioun vun den Enseignanten ënner sech, no gewësse Kritären? No Taux de réussite vun de Kanner? No den Absencë vun de Schüler? No hiren Noten oder no pädagogesche Methoden eventuell? Wann ech hei gesinn, dass Bilans de compétence, Remédiatiounsmesuren an esou weider sollen do evaluéiert kënne ginn an national verglach kënne ginn.

Et geet jo hei ëm d'„organisation et le fonctionnement de l'école". Et steet do net dran, op wat fir engem Niveau a wien déi Décisiounen hëlt. Dat heescht, ech mengen och, dass do de Ministère nei Instrumenter kritt, och zum Beispill a Richtung vun de Promotiounskritäre vun den Enseignantë selwer.

Ass do net vläicht e Lien mat deem neie Gesetz iwwert d'Fonction publique? Dat jo och soll applicabel ginn am Enseignement a wat ganz staark kritiséiert gëtt vun de Gewerkschaften SEW an APESS a wou de Moment déi Gewerkschaften an der Médiatioun sinn, well se net wëllen hunn, dass dat Gesetz sech och applizéiert am Enseignementssecteur.

Fir zum Schluss ze kommen, mengen ech, wann ee wëllt eng Schoul hunn an en Enseignement hunn, déi ee wëllt féieren e bësse wéi e Betrib vun uewen erof, no gewësse Rationalitéitskritären, wat jo och d'OECD-Studien eis dauernd soen, da brauch een natierlech déi doten Instrumenter. Da brauch een esou sophistiquéiert Statistiken, déi net méi vill ze dinn hu mat enger allgemenger Evaluatioun vun der sozialer Zesummesetzung vun der Schoul.

Domat sinn ech scho wäit erëm, Här President, iwwer meng Riedezäit ewech…

M. le Président.- Jo, dat wollt ech elo grad an Erënnerung ruffen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech kann da just nach soen, dass ech meng Zoustëmmung net ka ginn zu deem Projet hei.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. Hien huet dat Gesetz esou gutt erkläert, dass ech net brauch op alles anzegoen. Ech mengen, et war fir all déi, déi wollten nolauschteren, relativ kloer, wat an deem Gesetz steet. Déi, déi et falsch interpretéieren, dat ass sécher net dem Rapporteur seng Schold.

Da wollt ech dem Rapporteur, dem President, dem Ben Fayot awer och als President Merci soen, well an där Kommissioun hu mer effektiv ganz vill iwwert dat Gesetz diskutéiert, an ech mengen, dass mer zesummen Amendemente gemaach hunn, déi sécher d'Gesetz - a mengen Ae jiddefalls - verbessert hunn.

Ech sinn net iwwerzeegt, dass jiddwereen am Ministère vun der Éducation nationale iwwerzeegt ass, dass d'Gesetz besser ginn ass. Mä mir hunn et awer fäerdegbruecht, en Équiliber ze fannen zwëschen engersäits der Noutwendegkeet vun enger effikasser Gestioun, och der Méiglechkeet, fir Recherche ze maache mat deenen Donnéeën, déi mer hunn, déi dann ëmmer anonymiséiert si selbstverständlech, dass een net kann zréckverfollegen, op wéi eng eenzel Persounen dat geet, an op där anerer Säit der Noutwendegkeet vum Dateschutz, vun der Protektioun vum Privatliewen.

An ech wëll Iech soen, mir hu jo laang un deem Gesetz do geschafft. Et ware vill Navetten zwësche Conseil d'État a Parlament. Mir hu vill Avisen erakritt. D'Dateschutzkommissioun ass e puermol gefrot ginn. Ech sinn immens erliichtert, dass mer e Gesetz hunn! Well et ass jo net esou, dass mir elo eréischt Datebanke schafen. De Ministère vun der Éducation nationale, deen huet Datebanke säit 2001. Déi baséieren op engem Règlement grand-ducal, an dat Gesetz hei, dat mécht eng Verbesserung, dat bréngt ganz kloer eng Verbesserung a méi eng grouss Protektioun fir deen Eenzelnen.

An duerfir kann ech Iech soen, ech si frou, dass mer haut eng Majoritéit an dësem Parlament fanne fir méi Sécherheet am Émgang mat den Daten, wéi mer der bis elo haten.

Ech mengen, mir hunn d'Finalitéite preziséiert. Et steet ganz kloer am Gesetz, firwat däerfen Daten opgehuewe ginn - net fir egal wat, mä nëmme fir déi Zwecker, déi am Gesetz stinn - a wéi eng Kategorië vun Daten däerfe fir wéi eng Finalitéit erhuewe ginn. An da geet de Règlement grand-ducal nach ganz an den Detail, wat den Accès ugeet.

Wat däerf de Ministère vun der Éducation nationale am Fichier vun anere Ministèrë kucke goen? Dat ass net einfach, wéi den Här Berger elo hei erkläert huet, dass déi dann do mam Scheinwerfer duerch d'Datebanke ginn, mä déi hunn Accès op verschidde Kategorien, limitativ opgezielt.

Datselwecht ëmgedréit: Wéi eng Daten däerfe mir weiderginn un aner Ministèren? Och do ass et net esou, dass mir eise ganze Fichier an déi aner Ministèrë ginn, mä déi kréien eenzelner, si däerfen zu eenzelne Kategorien Accès hunn. An dat ass am Sënn, wëll ech awer soen, vun enger Simplification administrative, dass mer net dem Mënsch, eise Bierger dauernd déiselwecht Froe stellen, well d'Leit si genervt, wëll ech Iech soen, wa se dauernd musse Fichieren ausfëllen, wou deen ee Ministère an dann deen anere Ministère erëm déiselwecht Informatioune vun hinne wëllt hunn.

Dann hu mer e ganz strikte Contrôle vum Archivage. Dat ass elo ganz kloer, wien huet Accès zu wéi engen Donnéeën. Et ass net, dass all Beamten, all Proff, all Direkter Accès zu sämtlechen Donnéeën huet, déi an engem Fichier sinn, mä do gëtt et e Relevé vu Persounen, wien nëmmen zu deenen Donnéeën Accès huet, déi ee selwer, entweder selwer erstallt huet oder mat deenen ee muss schaffen. Dat ass also och ganz kloer geregelt.

An den Utilisateur, dee kann novollzéien, wien zu wéi engen Donnéeën, déi hien uginn, en Accès hat. Dat ass eng ganz kloer Verbesserung, wat d'Informatioun vun eis alleguerten ugeet.

Da kréie mer e Chargé vun der Protection des données, deen also zoustänneg ass, kontrolléiere geet, ob déi Regelen och an allen dezentralen Dépendancë respektéiert ginn.

Mir maachen eng Informatioun un d'Elteren an un d'Schüler, fir hinnen ze soen, wéi eng Donnéeë mer erhiewen a wat mer domadder maachen. Déi Bréiwer, déi si mer amgaang ze preparéieren, well déi nei Schüler komme jo elo bei der Rentrée oder wahrscheinlech scho virun der Rentrée, schreiwe sech an an d'Lycéeën, dass se dann direkt dee Bréif do matkréien.

Also, an et ass richteg, an ech si frou, dass dorobber higewise ginn ass, dass mer natierlech eng grouss Sensibiliséierungsaktioun musse maache bei de Schüler a bei den Enseignanten, dass ee mat den Date vun de Schüler net ka liichtfankeg ëmgoen, weder informatesch nach soss. Well et ginn och ausserhalb vun der Informatik oft Abusë gemaach mat Donnéeën, déi een huet. Also, déi Sensibilisatioun gëtt gemaach, an ech denken, dass den Débat vun haut sécher dozou bäigedroen huet.

Also, duerfir wëll ech Iech villmools Merci soen: deenen, déi dat Gesetz stëmmen, deenen, déi gehollef hunn, dass mer zu engem Text komm sinn, deen, wéi gesot, d'Qualitéit vum Dateschutz an der Éducatioun jiddefalls verbessert. Ech sinn och, ech fille mech eigentlech e bëssen als Pionéier. Mir hunn et fäerdegbruecht, hei e Gesetz ze maachen, wat, mengen ech, eng modern Gestioun erlaabt an zur gläicher Zäit den Dateschutz.

Ech wëll Iech soen, ech perséinlech, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass a wa mer dat alles ëmgesat hunn, ech schlofen da méi roueg. Ech sinn da rassuréiert.

Villmools Merci alleguerten!

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6284 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6284 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 25

MARDI,
19 MARS 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire

- M. le Président

2. Communications

- M. le Président

3. 6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

- Déclarations de recevabilité: M. le Président

4. Ordre du jour

- M. le Président

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°217 du 19 mars 2013 de wMme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Marie-Josée Frank - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Alexandre Krieps - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Roger Negri - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture

- M. Fernand Kartheiser - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture

Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- M. Claude Meisch - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Jean Colombera - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer

- Exposé: Mme Claudia Dall'Agnol

- Débat: Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedaueren hu mir de 4. Mäerz d'Noriicht kritt, datt ee vun eise fréiere Kolleegen, den Aly Schroeder, eis am Alter vun 68 Joer verlooss huet.

Den Aly Schroeder ass an eng Handwierker- a Wënzerfamill eragebuer ginn. No sengem Studium zu Nanzeg an zu Bonn ass hien 1971 Enseignant an der École des Arts et Métiers ginn. Duerno huet hie seng Beruffserfahrung an den Déngscht vum Éducatiounsministère gestallt, an deen hien détachéiert gouf. 1989 ass hien Directeur adjoint an der Formation professionnelle ginn an huet 1994 d'Direkteschfonctioun iwwerholl.

Den Aly Schroeder huet sech ganz besonnesch a seng Aarbecht investéiert an huet mat vill Engagement un der Ausaarbechtung vun diverse Gesetzer deelgeholl.

1970 ass den Aly Schroeder der LSAP bäigetrueden. Hien ass ganz séier immens aktiv an der Partei ginn, an dat souwuel op Gemengenniveau, wou hie vun 1976 bis 1989 d'LSAP-Sektioun vu Jonglënster geleet huet, wéi och op nationalem Niveau, wou hien d'Amt vum Vizepresident vun der LSAP vun 1976 bis 1982 souwéi vun 1985 bis 1989 bekleet huet.

Et ass deemno net verwonnerlech, datt den Aly Schroeder sech 1982 bei de Gemengewahlen opgestallt huet an och direkt an de Gemengerot gewielt ginn ass, wou en duerno éischte Schäffe ginn ass.

1984 huet hie sech dann de Chamberwahle gestallt an ass och direkt an dëst Haus gewielt ginn. Den Aly Schroeder war och hei en extrem aktive Mënsch a konnt seng divers Kompetenzen an de Kommissiounen zunotze maachen. Sou war hie Member an der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Tourisme, an der Commission des Affaires étrangères souwéi an der Commission de l'Économie et des Classes moyennes.

Den Aly Schroeder huet d'Chamber awer och an internationalen Delegatioune vertrueden. Sou war hien zum Beispill President vum Benelux-Conseil.

Mä den Aly Schroeder huet sech net nëmmen an der Politik staark engagéiert, de joviale Politiker hat och e grousst Interessi un allem, wat d'Kultur an den Tourismus betrëfft. Sou war hie Grënnungsmember vun der Union Luxembourgeoise pour l'Histoire et le Patrimoine, vun de Frënn vun der Donver Geschicht a vun de Frënn vum Bierger Schlass.

Um Veräinsniveau huet den Aly Schroeder vill geleescht, dat ganz besonnesch am Tennisclub vu Jonglënster an an der Fondatioun Lydie Schmit. Et däerf een dann awer och net vergiessen, datt hie sech an den 90er Joren agesat huet fir d'Schafe vun engem regionale Foyer, dem Foyer „Päiperlék", deen duerno eng Maison relais gouf.

Den Aly Schroeder ass vun eis gaangen. Mir wäerten eis un dësen engagéierte Mënsch erënneren a sollte säi Liewensmotto „La vie, passionnément", den Titel vum Edmond Israel senge Memoiren, mat op de Wee huelen.

Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der ganzer Chamber mäin déift Matgefill ausdrécken, an ech géif Iech e Moment bieden opzestoen, fir dem Aly Schroeder senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 4. Mäerz vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6547, eng Derogatioun zum Gesetz iwwert den CO_2-Emissiounshandel; de 5. Mäerz vum Ausseminister de Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iresche Vollek zum Lissabon-Traité, an de Projet de loi 6549, deen d'Décisioun 8123/07 vum Conseil an de Vertrieder vun de Regierunge vun den EU-Memberstate mat Argentinien, Australien, Brasilien, Kanada, China, Taiwan, Kolumbien, Kuba, Ecuador, Hongkong, Indien, Japan, Korea, Neuseeland, de Philippinen, der Schwäiz an de Vereenegte Staten iwwert d'Kompensatiounsmesurë säit dem EU-Bäitrëtt vum 1. Mee 2004 approuvéiert; de 7. Mäerz vum Justizminister de Projet de loi 6550 iwwert de Beruff vum Affekot; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6551, eng Rei Ofännerunge vun direkte Steieren, an de Projet de loi 6552, en Accord tëschent de Steierverwaltunge vu Lëtzebuerg an Taiwan; den 8. Mäerz vum Här Jacques-Yves Henckes d'Proposition de loi 6553, eng Ofännerung vum Wahlgesetz an dem Parteiefinanzéierungsgesetz; de 14. Mäerz vum Gesondheetsminister a vum Minister fir d'Sécurité sociale de Projet de loi 6554, eng Direktiv iwwert d'Patienterechter am Ausland; deeselwechten Dag vum Gesondheetsminister a vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6555, eng Ofännerung vum Code du Travail a vum Code de la sécurité sociale, wat de Reclassement ugeet, a schliesslech de 15. Mäerz vum Finanzminister de Projet de loi 6556, eng Ofännerung vum Steiergesetz.

Communications du Président - séance publique du 19 mars 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6547** - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.03.2013

***6548** - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

***6549** - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

***6550** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2013

***6551** - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:*
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

***6552** - Projet de loi portant approbation de l'accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

***6553** - Proposition de loi visant à modifier*
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, Député, le 08.03.2013

***6554** - Projet de loi portant*

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la sécurité sociale;
3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;
4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.03.2013

***6555** - Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 14.03.2013

***6556** - Projet de loi portant modification*
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.03.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Déclarations de recevabilité

An hirer Réunioun vum 14. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech éischtens ëm d'Proposition de loi N°6546, eng Ofännerung vum Gemengegesetz, déi vum Här Xavier Bettel a sengem eegenen Numm an an deem vum Här Jean-Pierre Klein an der Sitzung vum 27. Februar 2013 deponéiert gouf. An et handelt sech zweetens ëm d'Proposition de loi N°6553, eng Ofännerung vun der Loi électorale an dem Parteiefinanzéierungsgesetz, déi vum Här Jacques-Yves Henckes den 8. Mäerz 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz fir béid Propositions de loi un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 14. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung an duerno d'Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert den Audit vun der Santé au travail.

Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Schülervertriedungen an de Schoulen a Lycéeën, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6327 iwwert d'Titres dématérialisés, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6437 iwwert d'Verspéidunge beim Bezuele vu kommerziellen Transaktiounen, och nom Basismodell; de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau, nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6534, en Accord mat der Schwäiz an Irland iwwert d'Koproduktioun am audiovisuelle Beräich, nom Basismodell.

Den Donneschden de Mëtten um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6516 iwwert de Bau vun enger Nationalbibliothéik um Kierchberg, nom Modell 1, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wäibau, och nom Modell 1.

Ech wollt Iech och nach drop hiweisen, datt proposéiert ginn ass, d'Question urgente N°2618 vum Här François Bausch iwwert d'Rettungsmesurë fir Zypern de Mëttwoch no der Interpellatioun op den Ordre du jour ze huelen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°217 vun der Madame Marie-Josée Frank un de Gesondheetsminister an un de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert déi fräiwëlleg Versécherung am Kader vun der Pensiounsreform. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 iwwert d'Pensiounsreform, dat mer de 5. Dezember hei an der Chamber gestëmmt hunn, ass jo den 1. Januar 2013 a Kraaft getrueden an huet eng Neierung, déi ech ausdrécklech begréissen: D'Mammen oder Pappen, déi hir berufflech Carrière während maximal fënnef Joer ënnerbriechen, fir sech ausschliesslech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren, kënne mam neie Gesetz fräiwëlleg 100 Euro de Mount abezuelen. Domat ass garantéiert, datt si während deene Jore keng Carrièresënnerbriechung hunn, a si cotiséieren op eng minimal Rent.

Meng Fro un de Minister ass: All déi, déi iwwert dës Mesure sech telefonesch informéiert hunn, kréien d'Äntwert, datt et nach net méiglech ass, eng deementspriechend Demande ze maachen, well et nach keng Ausféierungsbestëmmungen zu dësem Punkt gëtt. Kann den Här Minister mir dat bestätegen a soen, wourunner datt et läit a fir wéini ee kann domat rechnen, datt déi Mammen oder Pappen, déi während deene Joren net ausser Haus schaffen, kënne vun dëser Mesure profitéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Fro, déi mer et erlaabt, déi lescht Nouvellë vum Reglement der Chamber als Prioritéit, awer och de Leit dobaussen ze ginn.

Et ass richteg, wéi d'Marie-Josée Frank gesot huet, dass dat e wichtegt Element vun der Pensiounsreform ass, well et deenejéinegen, déi hir Beruffstätegkeet zäitweileg ënnerbriechen, d'Méiglechkeet gëtt, zu abordabele Konditiounen eng Weiderversécherung ze maachen. Dat ass net nëmmen de Fall, wann ee sech fir d'Kannererzéiung deelweis oder ganz aus dem Beruffsliewe während enger gewëssener Zäit zréckzitt. Et gëllt och zum Beispill, wann een, nodeem een an d'Beruffstätegkeet iwwergaangen ass, seng Beruffstätegkeet ënnerbrécht, fir Studien erëm opzehuelen, an och fir aner Situatiounen.

Et ass richteg, dass et zäitlech begrenzt ass, fir net eng „Billigflaggenversécherung" ze promouvéieren, mä fir eng Iwwergangszäit ze garantéieren, wou ee seng Rechter integral ka sécheren.

Bis elo war et scho méiglech, fir op Basis vum Mindestloun ze cotiséieren. Do sinn eng ganz Rei vu Leit, déi sech dat net konnten erlaben an dann nëmme während engem Drëttel vum Joer cotiséiert hunn. Dat huet dann och nëmmen en Drëttel Versécherungszäite bruecht. Hei kann een elo fir deeselwechte Montant vun 1.200 Euro ëmgerechent am Joer sech e ganzt Joer garantéieren. Mä Dir hutt richteg ënnerstrach, dass et eng Iwwergangszäit ass.

Nu war de Règlement grand-ducal, deen déi genee Modalitéite soll regelen, de 15. Februar am Conseil de Gouvernement. En ass gëschter vum groussherzoglechen Haff erëmkomm, sou dass et iminent ass, dass en am Mémorial veröffentlecht gëtt, an dee Moment ginn d'Leit dann och genee informéiert, wéi se sech sollen uleeën, fir vun där doter Formule kënne Gebrauch ze maachen.

Wéi gesot, wann der d'Fro zwee Deeg méi spéit gestallt hätt, da wär et méiglecherweis schonn am Mémorial gewiescht. Sou wësse mer dann eng Kéier eppes zwee Deeg virdrun, wéini dass et an de Mémorial kënnt.

Villmools Merci, Här President, an ech mengen, ech wär an der Zäit gewiescht.

M. le Président.- Exakt! Merci, Här Minister. Mir kommen zu der nächster Fro, nämlech där vum Här Alexandre Krieps, d'N°218 un d'Erzéiungsministesch, iwwert d'Menüen an de Schoulkantinnen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert!

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Iddi vun där Fro ass mer am Fong komm iwwert déi Onsécherheeten an der Iessensketten a verschidde Gerüchter, déi elo zirkuléieren iwwer Petitiounen, notamment um Geesseknäppchen, wat d'Qualitéit an de Kantinne vun de Schoulen ugeet. Ech schwätzen hei vun de Kantinnen an der Grondschoul natierlech, an der École fondamentale, am Secondaire, mä par extension kann een och d'Foyer-scolairen uschwätzen oder d'Maison-relaisen, dofir sinn ech frou, dass d'Familljeministesch och hei ass.

Et gëtt zwëschen de Gemengen uechter d'Land extrem Ënnerscheeder an där Qualitéit. E gutt Beispill, natierlech, vun deene Problemer gëtt et an der Stad Lëtzebuerg. Wéi ëmmer sinn déi natierlech wäit vir, well se natierlech och d'Moyenen hunn.

(Interruptions)

Dir gleeft dat net, mä ech widderhuelen Iech et gären: Also, d'Stad Lëtzebuerg huet eng Volonté politique, déi seet, dass se gesond an équilibréiert Iessen de Kanner zerwéiert an de Kantinnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Also, ech widderhuelen Iech dat elo nach e puermol! Mä dofir huet se och eng Diététicienne agestallt, ech soen hiren Numm net, si heescht mam Virnumm Lise, an ëmmer méi Kanner hunn...

(Interruption)

Ja, soll ech et soen? Neen, ech soen et net, Här Meyers!

Ëmmer méi Kanner hu Problemer mat den Allergies alimentaires, mat den Arachiden, aner Laktos- a Glutenintoleranzen, verschidde Kanner musse Medikamenter verofreecht kréien an der Schoul. Déi gréisste Problemer, déi d'Diététicienne huet, dat ass net mat den Instanzen, mä mat de Firmen, déi dat Iesse liwweren an de Schoulen. Déi Firmen hale sech net ëmmer un d'Virgaben. Gutt geregelt ass awer um nationale Plang d'Kollaboratioun mat der Kannerklinik, wat déi zockerkrank Kanner ugeet an déi Kanner, déi neurologesch Krankheeten hunn.

An der Stad ass och ëmmer méi elo d'Tendenz, fir mat deenen neien Iddien eng Cuisine de proximité ze schafen, wou frësch gekacht gëtt a wou Nopeschfoyeren hikomme kënnen.

Meng Froen also un d'Ministesch: Madame Delvaux, sidd Dir bereet, fir e Groupe de travail an d'Liewen ze ruffen, wou d'Médecine scolaire agebonne gëtt, de Ministère vun der Santé, vun der Famille, fir national Kritären ze schafe vun de Besoins alimentaires vun de Kanner en fonction vun hirem Alter? An dann, wat ee kéint och soen, dat ass, dass déi Campagne „Gesond iessen - méi bewegen" muss e bësse belieft ginn. A leschtlech soll d'gesond Iessen net ofhängeg si vum Räichtum oder vun der Aarmut vu verschiddene Gemengen am Land.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Krieps, an d'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech kann dem Här Krieps op déi dräi Froen „Jo!" äntwerten.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech kommen drop zréck!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. A mir kommen elo zu der Fro N°219 vum Här Roger Negri, un d'Familljeministesch déi Kéier, iwwert d'betreit Wunnen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madame Familljeministesch eng Fro stellen iwwert déi zukünfteg Ausriichtung vun de Strukturen am Beräich vun der Altersversuergung. Wéi mer all wëssen, geet d'Altersmoyenne vun de Mënschen ëmmer méi an d'Luucht an den natierleche Besoin, fir esou laang wéi méiglech autonom ze bleiwen, wandelt sech mat der Zäit.

Déi eeler Leit ginn aus verständleche Grënn am léifsten eréischt an e CIPA, en Altersheim, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, just éier se sech net méi eleng hëllefe kënnen, an dat oft, wa se iwwer 80 Joer sinn. Do dertëschent sinn awer vill Leit zwësche 70 an 80 Joer, déi nach net an e CIPA goe wëllen, mä awer hiert Haus oder hir Wunneng net méi wëllen oder net méi kënnen an der Rei halen.

Fir dës Period, wou d'Leit awer hir voll Autonomie nach notze wëllen an zugläich op verschidden Déngschter zréckgräife wëllen, gëtt ëmmer méi dat sougenanntent „betreit Wunnen" gefuerdert an deelweis och ugebueden.

Dofir wollt ech froen: Wéi gesäit d'Strategie vun der Regierung aus, fir dem verstäerkte Besoin vum betreite Wunnen nozekommen, d'Projete vum Stat selwer oder fir d'Gemengen entspriechend ze subventionéieren?

An dann, Madame Ministesch, wann Der erlaabt, wollt ech nach eng aner Fro am Kader vun der Altersversuergung stellen, déi op déi erschreckend Biller aus der däitscher Televisioun vun eppes méi wéi virun engem Mount zréckgeet, wou eeler Leit aus Altersheemer an Hospicen, déi komplett op Hëllef ugewise sinn, zimlech rau behandelt, jo, effektiv maltraitéiert ginn.

Wann een och dovun ausgeet, dass dat op Lëtzebuerg net ze iwwerdroen ass, esou interpelléiert een dat awer, an dofir wollt ech d'Familljeministesch froen, ob esou eventuell Mëssstänn kontrolléiert ginn duerch zum Beispill Auditen, wou béid Partner gehéiert ginn, fir d'Dignitéit vun den eelere Leit respektéiert ze wëssen. Hei wollt ech d'Fro opwerfen, ob et net Sënn géif maachen, en Ombudsmann fir d'Rechter vun eelere Leit ze schafen, sënngeméiss wéi den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri, an d'Wuert kritt d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, ech wëll dem Här Negri Merci soe fir seng zwou Froen, déi eigentlech allen zwou géife méi wéi dräi Minutten hei froen, fir drop ze äntwerten.

Logement encadré ass eppes, wat mer probéieren am Land auszebreeden, wou mer awer gesinn, datt dat eppes ass, wat an anere Länner besser funktionéiert wéi zu Lëtzebuerg, well d'Lëtzebuerger eeler Leit - mir hu Gott sei Dank keng Altersaarmut zu Lëtzebuerg! - net gären hunn, wa se net an hirem Eegene sinn, mä wa se musse loune goen. A vun dohier ass et méi komplizéiert fir eis Leit, fir ze akzeptéieren, datt se dann op eemol sollen en Appartement lounen. Wat dann awer ëmmer alles komplizéiert, dat ass, wann een da seet: „Dir musst dat dann erëm duerno an der Ierfschaft...", wann dann déi eeler Persoun net méi do ass, „...da musst Der dat viruginn un en aneren."

Dat ass also ee vun de Problemer, déi mer hunn, an dee féiert derzou, datt d'Demande manner grouss ass, wéi se bis elo ass. Ech wëll just soen, mir hu ganz rezent eng Demande kritt aus der Gemeng Kielen fir och esou „betreutes Wohnen", vun engem Privatanbieter. Dat ass also net wäit ewech aus der Gemeng Mamer, wou den Här Negri hierkënnt, fir och ze kucken, wann dat méiglech ass, datt een also och Angeboter, wéi gesot, fënnt.

Mä ech recommandéieren am grousse Ganzen net de Gemengen, datt se op dee Wee solle goen, well ech gesinn, datt et net déi grouss Demande ass an dëser Zäit, vun deenen eelere Leit, déi elo do sinn. A wann ech dat alles esou soen, dann ass dat, fir ze weisen, datt dat méiglecherweis an der Zukunft eng Kéier aneschters gëtt, mä an dësem Moment sécher net dat ass, wat de grousse Renner ass a wat am meeschte géif gefrot ginn.

Ech weess awer och, datt et an den Haiser heiansdo schwiereg ass, well ee Leit do huet, déi ganz schwéier fleegebedürfteg sinn, aner Leit do sinn, déi zwar al sinn, mä awer dofir net schrecklech fleegebedürfteg sinn, an datt dat derzou féiert, datt déi eng an déi aner dat net ganz liicht aushalen, och fir dat dee ganzen Dag do ze gesinn.

Mä wéi gesot, dat sinn awer eben d'Realitéiten an ass op där anerer Säit och dat, wat ee vläicht kéint maachen, mä wat awer och net ka vun uewen erof diktéiert ginn.

Zweet Fro, dat ass déi, ech hunn déi Sendung do net gesinn, well ech kucken net gären esou Schauersaachen, mä ech denken, datt et dat ass, a mir hunn de Moment eng Etüd, déi amgaang ass gemaach ze ginn iwwert d'Commission consultative des droits de l'Homme, justement iwwert d'Mënscherechter vun de Leit an de CIPAen, an de Maisons de soins, an ech denken, datt an deenen nächste Wochen dee Rapport do erauskënnt.

Mir héieren am grousse Ganzen net - Gott sei Dank! -, datt et Maltraitancen an deem Sënn gëtt. Wa mer et héieren, da gëtt et et gradesou gutt an de Familljen an da gëtt et et haaptsächlech ebe vu Leit, déi iwwerfuerdert sinn, ob dat Familljemembere sinn oder ob dat och Personal ass.

A vun dohier hu mer gesot, mir halen drop, datt eng gutt Formatioun gemaach gëtt, an dofir steet am Agrément zu Lëtzebuerg dran, datt mer 80% qualifizéiert Personal hunn - an Däitschland sinn et 50% -, op d'Présence vun engem Infirmier 24 Stonnen op 24, an och dorop, datt e Konzept do ass fir eben eng Prise en charge vun där Persoun, déi eben do ass.

Mir hunn eng ganz Partie och vu Formation continue, an ech mengen och, datt dat eppes ass, wat enorm wichteg ass, déi jo och zum Beispill ugebuede gëtt vun dem RBS, iwwert d'Burn-out-Prophylax, iwwer Stress-Management, iwwert d'Mise en place vu Coaching a Supervisioun, fir ebe just och d'Personal an deenen dote schwéiere Froen - an dat si schwéier Froen! -, fir se och do ze begleeden, fir eben ze verhënneren, datt esou Saache virkommen.

Mir hunn de Moment en Aarbechtsgrupp bei eis am Ministère zesumme mat dem RBS a mat den Träger, fir och ze kucken, datt mer e standardiséierte Modell fannen an der Psychogeriatrie fir eben och d'Institutioune fir de Maintien à domicile, fir eben de Leit déi Méiglechkeeten ze ginn, fir datt se dat kënne maachen.

Extern Evaluatioune maache mer an extrae Situatiounen, zum Beispill wéi déi „Oasen", déi ugebuede ginn a verschiddene Fleegeheimer bei demente Leit, ech denken zum Beispill un d'Oas zu Ettelbréck wéi och bei der ALA, datt do och Evaluatioune vu bausse gemaach ginn, wou also net nëmme just gekuckt gëtt, wéi gesinn ech et selwer, mä och, wéi et vu bausse gesi gëtt.

Mir hunn d'lescht Woch an der Regierung de „Plan démence" ugeholl, an ech denken, datt mer och an eenzelne Fäll, wou eben d'Leit do bei eis reklaméieren, deene Plainten do noginn an an eenzelne Fäll, awer wierklech a ganz raren, eenzelne Fäll, och da kucken, datt d'Leit op aner Plazen hikommen. Well wa bis d'Situatioun esou degradéiert ass, dann huet et och kee Sënn méi, fir nach virunzefueren op där Plaz, mä dann ass et méi gescheit, datt een da kuckt, datt d'Leit éierens aneschters ënnerdaach kommen, well da gëtt dat näischt méi, weder mam Personal nach mat deene Persounen, déi betraff sinn, respektiv och mat hire Familljen. An ech denken, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

Zum Schluss vläicht nach just och, datt virgesinn ass vun dem Justizminister, eng Revisioun ze maache vun dem Code civil, eben iwwert d'Majeurs protégés, fir och ze kucken, wat ee mat deene Leit ka maachen, well mer ebe wëssen, datt et ëmmer méi Leit gëtt, déi dement ginn, datt et ëmmer méi Leit gëtt, déi och kee méi hunn dann, dee bei hinnen ass, a wou keng Famill méi do ass, wou et also wichteg ass, datt ee vläicht elo am Viraus seet: „Wann ech bis an déi Situatioun kommen, dann hätt ech gären, datt dee fir mech d'Tutelle hätt, an net nëmme just iwwer meng Suen, mä och iwwert dat, wat da mat mir geschitt, als Fleeg an esou virun."

Dat, mengen ech, sinn ewell Saachen, déi wichteg sinn, an déi ëmmer méi wichteg si bei enger Gesellschaft, déi awer ëmmer méi al gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Da komme mer zu der Fro N°220 vum Här Henri Kox, déi Kéier un de Gesondheetsminister, iwwert déi öffentlech Consultatiounen zu zwou Propositioune vun der Autorité de sûreté nucléaire. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Viru 14 Deeg ware mir jo op Paräis, eng Lëtzebuerger Delegatioun, fir eis Bedenke vis-à-vis vun der Atomkraaft kundzedoe bei der franséischer Regierung. Mir wëssen, dass mer grouss Divergenzen hunn, wat Cattenom betrëfft. Gläichzäiteg, oder neen, virun enger Woch huet den Direkter gesot, dass se wéilten op 60 Joer verlängeren.

Elo ass zoufälleg a Frankräich eng öffentlech Prozedur amgaangen, wou d'Autorité de sûreté nucléaire zwee Reglementer wëllt iwwerkucken. Dat eent ass iwwert den «impact sur la santé et l'environnement des installations nucléaires de base», an dat zweet, déi zweet Décisioun vun der ASN ass a sech iwwert d'Publikatioun vun deem Dossier, fir Asprochméiglechkeeten am Beräich vum Nucléaire ze kréien.

Meng Fro ass, an dat ass dat Wichtegst, wat och Cattenom ubelaangt: Wéi eng Moyenë kënne mer eis nach ginn, fir déi Lafzäitverlängerungen ze verhënneren? Hei an dësem Projet schéngt et jo éischter ze si fir nei Installatiounen. Mä inwiefern gouf d'Lëtzebuerger Regierung an dëser spezieller Problematik informéiert?

An denkt d'Regierung, vläicht op Basis vun deenen zwee Reglementer, op Basis vun deenen Ännerungen, déi hei kommen, ob et net awer eng Ouvertür gëtt bezüglech der Lafzäitverlängerung vu Cattenom, fir do en Hiewel ze fannen, fir Moyenen ze hunn, fir och juristesch nach eng Kéier trotzdeem ze intervenéieren, wëssend dass de Moment eis d'Hänn do gebonne sinn?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox, an d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wat d'Haaptfeststellung ugeet, trennt eis hei an der Chamber an an der Regierung näischt: dass mer alles musse maachen, fir dee Message kloer eriwwerzebréngen an all Direktiounen a Frankräich, dass mer net weider wëlle mat Cattenom konfrontéiert sinn, schonn iwwerhaapt net iwwer méi wéi déi bishereg Lafzäit eraus - am léifste muer ouni!

Mir hunn dat och esou kloer eriwwerbruecht bei där Ministesch, déi sech eis gestallt huet, mä dee Message, dee schéngt net bis op Cattenom erofkomm ze sinn, well ech war gradesou, wéi soll ech soen, net... (veuillez lire: net amused,...)

(Interruption)

Jo!

...wéi ech den Direkter vu Cattenom héieren hunn, dee mat där gréisster Selbstverständlechkeet erausposaunt huet, dass hien net u sech géif zweifelen a schonn iwwerhaapt net u Cattenom. Sou dass et fir mech keng Alternativ dozou gëtt, dass mer all Geleeënheet notzen, och wann dat onbequem ass an och wann eis franséisch Kolleegen dat net gär héieren, fir den Drock ze verstäerke fir déi direkt Moossnamen, wat an eisen Aen am beschten d'Schléissung wär, a fir virun allem och eng Fin de non-recevoir vis-à-vis vun enger Verlängerung ze ginn.

Et gëtt do keng Alternativ zu deem Wee, dee mer bis elo gaange sinn. Ech mengen och net, dass déi öffentlech Consultatiounen, déi mer detektéiert hunn, elo e groussen Hiewel ginn, mä et soll een och déi kleng Instrumenter gebrauchen.

Déi éischt Consultation publique geet ëm d'Modalitéiten, wéi d'Ausstréimungen - Waasser, Gas, soss aner Flëssegkeeten -, déi vu Cattenom kënnen ausgoen oder vun Atomzentralen insgesamt kënnen ausgoen, wéi déi solle gemiess ginn. Dat sinn Instruktiounen, déi vun der ASN kommen.

D'ASN, an hirer Approche, gefält mer besser wéi d'Approche vun de Responsabele vu Cattenom, well se sech Méi gëtt, fir Instrumentarien ze verbesseren. Hei ass et awer net, fir sech ganz grouss Illusiounen ze maachen, dass duerch déi nei Modalitéiten elo muer Cattenom net méi géif de Konditiounen, déi si festleeën, entspriechen. Et ass net esou, wéi wa mer elo d'Radaren, fir Feeler ze detektéieren, dass mer déi géifen ersetzen a méi feinfühleg maachen, mä et ass éischter esou, wéi wann d'ASN de Bedreiwer vun den Atomzentrale seet: „Wiesselt emol Ären Tachometer, da gesi mer weider." Also et ass net esou, wéi wa mer eis do kéinten drun unhänken.

Déi zweet Prozedur, déi ass e bësse méi Erfolleg verspriechend, well se d'Modalitéite regelt, wéi bei enger Rei vu Reglementer déi Populatioun soll gefrot ginn, déi an engem direkten Ëmfeld ass vu fënnef Kilometer. Mir ginn do konsultativ mat associéiert, mir ginn also eng Rei vu Saache gewuer. Mä wa mer iwwert deen dote Reglement eppes wéilte bewierken, da musse mer drop hoffen, dass déi Populatioun, déi an engem direkten Ëmkrees vu Cattenom wunnt, nach e bësse méi kritesch gëtt an dann hir Rechter gebraucht.

Ënnert dem Stréch ass et ëmmer ze begréissen, wann d'ASN probéiert, e bësse méi demokratesch oder e bësse méi feinfühleg an hirer Detektioun ze ginn, mä domat eleng kréie mer Cattenom net ausgehiewelt, do musse mer vläicht nach déi eng oder aner Kéier Kloertext vis-à-vis vun der franséischer Regierung schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°221 vum Här Fernand Kartheiser un d'Kulturministesch iwwert d'Expo „iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg". Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, ech wollt Iech uschwätzen op eng Ausstellung op den Dräi Eechelen, fir déi Dir jo déi politesch Verantwortung drot. Dir erënnert Iech, datt mer 2010 hei eng Diskussioun haten, ob dee Musée sollt iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit goen oder iwwer Identitéiten, wéi d'Regierung et deemools proposéiert hat.

Ech war déi Ausstellung elo kucken a si besteet aus dräi Deeler, wéi Dir et jo wësst. Dat eent si Filmer, dat anert ass eng Ausstellung an dat Drëtt, dat si Konferenzen, déi organiséiert ginn.

Bei deene Filmer, do si mer eng Rei Saachen opgefall. Do gëtt zum Beispill Lëtzebuergesch a Kombinatioun natierlech mat de Biller an dem Text als „Exklusiounssprooch' duergestallt - méi subtil, wéi ech dat elo maachen. Et gëtt gesot, eng Sprooch, déi net als Kommunikatiounssprooch considéréiert gëtt, gëtt zur Exklusiounssprooch, woubäi de Lëtzebuerger Fändel gewise gëtt.

Da gëtt de Lëtzebuerger ënnerstallt, datt se rassistesch wieren, och ganz subtil, well do gëtt sech beruff op d'Remouen, gëtt gesot, déi d'Asylanten hei causéiert hätten, an dat Asylrecht wier vun de Lëtzebuerger schlecht gesi gewiescht.

Neen, Madame, et war just de Mëssbrauch vum Asylrecht, dee schlecht gesi war!

An da gëtt, an dat ass eng ganz seriö Saach, am lëtzebuergeschen Text, net am franséischen Text, praktesch ënnerstallt, d'Verfollegung vun de Judden am Zweete Weltkrich, dat wier eppes anescht wéi déi vun deene jonke Lëtzebuerger, well et gëtt gesot, wou d'Judde verfollegt gi sinn, hätten d'Lëtzebuerger net vill reagéiert, mä wou dunn déi jonk Lëtzebuerger hätte missen an d'Wehrmacht goen, du wier reagéiert ginn.

An et ass jo natierlech kloer, datt och d'Judden, wéinstens zu engem groussen Deel d'Judden, déi deemools hei am Land waren - et goufen och auslännesch Judden -, mä datt déi net kënnen anescht considéréiert gi wéi Lëtzebuerger Statsbierger.

An der Ausstellung selwer gëtt et och eng Rei vu ganz komesche Saachen, komesch net am Sënn vu witzeg, mä vun „merkwürdeg", wou ee sech och muss froen: Wéi ass dat méiglech?

Et gëtt zum Beispill eng Fënster hei gewisen, ech zitéieren Iech dat, wou och den Thema Rassismus ugeschwat gëtt: „Heutzutage ist das gängige Schönheitsmodell:..." - heescht et an der Ausstellung -, „...jung und schlank, gerade weiße Zähne und weiße Haut. Die Grenzen zwischen Körperkult und Rassismus sind fließend." Et mengt ee bal, wann een dat liest, et kéint net sinn!

An dann och, Är Ausstellung huet eng Referenz op d'Ofdreiwung. Och dat schéngt zu den Identitéiten ze gehéieren. An do ass déi net méi aktuell - dat wollt ech Iech och soen, Madame Minister -, well an der Ofdreiwung, do gëtt monéiert: „Der Schwangerschaftsabbruch..." Neen, pardon, ech fänken un: „Die Diskriminierung fängt schon vor der Geburt an. Der Schwangerschaftsabbruch ist in Luxemburg nicht allein die Entscheidung der schwangeren Frau." Dat musst Der vläicht korrigéiere goen. „Der Embryo steht im Mittelpunkt." Der Embryo steht im Mittelpunkt! „Wird er als «anormal» angesehen, ist eine Abtreibung eher möglich."

Alles dat an enger Ausstellung iwwer Lëtzebuerger Identitéiten an ënnert der politescher Verantwortung vun der CSV!

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech weess, ech weess, Här President. Dat maachen ech ganz gären.

Duerfir meng zwou Froen un d'Madame Minister. Madame Minister, mengt Dir net, déi temporär Ausstellung, déi hätt elo hiren Déngscht laang genuch gemaach a mir sollten eng richteg, eng anstänneg Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit dohinnerkréien? Wier et net héich Zäit derfir?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Här President, d'Ausstellung ass temporär. D'Wëssenschaft ass onofhängeg. An d'Kultur ass keng Statskultur (veuillez lire: keng Statskultur hei am Land) an ass och domadder eng aner Zort Amëschung wéi dat, wat den Här Kartheiser gären hätt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Modert.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°222 vum Här Claude Meisch un den Aarbechtsminister iwwert de Centre de formation professionnelle ArcelorMittal zu Déifferdeng. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Virun enger Rei vu Wochen hu mer an der Press gelies, ech mengen, dat war opgrond vun engem Communiqué vun dem LCGB, datt ArcelorMittal plangt, sech aus dem Centre de formation, der „Léierbud" zu Déifferdeng, wéi mer se nennen, zréckzezéien.

Dat ass eng Schoul, wou zënter 1913 Formatiounen ugebuede goufen, also scho méi wéi 100 Joer, déi eigentlech gutt fonctionnéiert huet, virun allem eng Formatioun ugebuede gouf, déi bei ArcelorMittal selwer, awer och bei anere Patronen, déi d'Chance haten, Leit anzestellen, extrem gutt ugesi war. Virun allem och duerch den Tatbestand, datt d'Formateuren aus der Industrie selwer komm sinn, dat heescht extrem no un der Praxis, un der berufflecher Praxis, um berufflechen Alldag dru waren.

Viru ronn zwou Woche konnte mer och iwwert d'Medië gewuer ginn, datt de Minister Schmit mat der FEDIL geschwat huet iwwer eng eventuell Schafung vun enger Industrieschoul op deem dote Site als Nofolgeprojet. Dat wier eng Iddi, déi sécherlech Sënn géif maachen an och am regionale Kontext vun der Südregioun ze gesi wier.

Iwwerrascht selwer war ech allerdéngs, als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng musse festzestellen, datt d'Gemeng, obscho jo deen Dossier do net eréischt gëschter vum Himmel gefall ass, bis haut nach net informéiert gouf, datt et eng Rei vu Problemer gëtt, obschonn d'Gemeng am Conseil d'administration vertrueden ass, obschonn d'Stad Déifferdeng Enn de 70er Joren awer considérabel finanziell Effortë gemaach huet, fir dat Gebai vun der École professionnelle kënnen opzebauen.

An eigentlech nach méi iwwerrascht war ech awer och ze liesen, datt haut den Owend soll eng Veranstaltung zu Déifferdeng sinn, vun der LSAP organiséiert - ech mengen, d'LSAP aus dem Kordall -, wou zwee Ministeren, d'Madame Delvaux an och nach den Här Schmit,...

(Brouhaha)

...datt déi do da wäerte Kloertext schwätzen, wat dann d'Zukunft vun der Léierbud soll sinn.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Meisch nozelauschteren!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Sécherlech eng ganz begréissenswäert Initiativ. Allerdéngs hätt ech dach gemengt, den éischte Wee, deen hätt awer solle bei d'Gemengenautoritéite féieren, déi bis ewell ëmmer Partner waren an deem Projet do an et vläicht och net ausgeschloss hätten, fir fir d'Zukunft kënne matzediskutéieren.

A wann den éischte Wee bei de Buergermeeschter gefouert hätt, dann hätt ech mer eng Freed doraus gemaach, den Owend den Éierewäin ze ginn. Merci!

Meng Fro ass allerdéngs...

(Hilarité générale)

Meng Fro ass allerdéngs, Här Minister, wat geschitt dann elo mat der Léierbud?

Une voix.- Si hunn Iech net invitéiert!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Op déi do Fro, déi jo bal scho vergiess ginn ass, kann ech Iech ganz schnell äntwerten.

Éischtens si mir net responsabel fir d'Décisioun, déi vun ArcelorMittal geholl ginn ass. Effektiv si mer dovun informéiert ginn am Kader vun enger Réunion tripartite, wou Arcelor ons dat gesot huet. Mir wëssen, datt Arcelor an engem Prozess ass, wou extrem gespuert gëtt. Mir hunn annoncéiert kritt, datt am Grupp weider dräi Milliarde solle gespuert ginn. An dat heiten, dat passt natierlech och an dat ganzt Spuerkonzept, dat déi Entreprise momentan duerchféiert.

Wat ech ka soen - an ech ginn elo net op déi kleng Déifferdenger Affären tëschent Déifferdenger hei an -,...

(Brouhaha)

...ech kann Iech soen, datt mir natierlech alles bis ewell an d'Wee geleet hunn, fir datt déi Schoul bestoe bleift. Ech weess net, wat d'Pläng, de Masterplang vun Déifferdeng fir déi Schoul virgesäit. Ech mengen, do sinn Hypotheesen, déi eigentlech dovunner ausgaange sinn, datt déi Schoul géif anscheinend verschwannen. Mä dat ass Lokalpolitik, dora mëschen ech mech net.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Da sidd Der falsch informéiert! Duerfir sollt Dir vläicht eng Kéier laanschtkommen, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Voilà, ech sinn den Owend do! Ech soen Iech just, datt déi Schoul also eng Zukunft huet mat engem neie Konzept. Datt se souwuel...

(Brouhaha)

Jo, wëllt Der nach d'Äntwert héieren oder net?

M. le Président.- Här Meisch, da lauschtert dach dem Här Schmit no! Dir stellt hei Froen, an da lauschtert keen no!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Hien huet u sech keng Fro...

(Brouhaha général)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech si ganz Ouer, Här President. Ech si ganz Ouer, Här President!

Une voix.- Ech mengen, d'DP war schonn um Éierewäin!

(Hilarité générale)

Une autre voix.- Sidd Dir och net invitéiert?

M. le Président.- Sou, Här Minister, fuert virun!

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Voilà! Éischtens, datt effektiv déi Schoul e bëssen eng nei Orientéierung kritt. Dat heescht, aus der Schoul soll eng Schoul, en Institut de formation industrielle ginn, déi net fir eng Entreprise méi soll eleng ausbilden, mä fir de ganze Secteur industriel.

An d'Träger vun där Schoul ass d'FEDIL, dat heescht, d'ganz Lëtzebuerger Industrie, déi sech och un deem Projet associéiere wëllt, an d'Chambre de Commerce. Firwat, ënner anerem, d'Chambre de Commerce? Här Buergermeeschter, Dir wësst et! Dat ass, well den Terrain der Chambre de Commerce gehéiert.

Zesummen och mam Ministère de l'Économie si mer amgaangen - a mat dem Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle -, d'Formation continue an där Institutioun wëllen ze verstäerken, zesumme mat allen Industrien, déi och bereet sinn, do matzeschaffen.

An en drëtte Volet ass dat, wat de Wirtschaftsminister proposéiert, an deem Komplex eng „learning factory" ze maachen, déi haaptsächlech orientéiert ass op d'Économie d'énergie.

Dat heescht, déi Schoul huet absolut eng Zukunft. Hir Orientatioun gëtt geännert, well natierlech och d'Industrie hei zu Lëtzebuerg änert, well d'Siderurgie net méi dat ass, wat se emol virun zéng, 20, 30, 40 oder Dir schwätzt vun 1903 war. Also musse mer ons och do upassen.

Mä op jidde Fall, souwuel déi Leit, déi elo momentan do schaffen, wéi déi, déi elo do léieren, well et sinn nach 50 Apprentien, déi do hiren Apprentissage maachen, wéi och fir d'Zukunft ass fir déi Déifferdenger Schoul do garantéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Da kéime mer elo zu der Fro N°223 vum Här Jean Colombera, déi Kéier un de Wirtschaftsminister, iwwert de Marshall-Plang, fir Lëtzebuerg ze dynamiséieren. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Här Minister, Dir hat ugekënnegt, fir e Marshall-Plang hei a Lëtzebuerg anzeféieren, fir d'Wirtschaft erëm nei ze beliewen. Ech war ganz erstaunt an och e bësse besuergt, well éischtens ass dee Marshall-Plang, wat jo eng ganz grouss Envergure ass - mir schwätzen hei, fréier hu se vun 13 Milliarden Dollar geschwat -, an och e bësse besuergt, well dat eben eng gewëssen Ideologie hat.

D'Amerikaner hunn dee Marshall-Plang entwéckelt, fir Europa opzebauen, mä mat der Absicht, géint déi béis Russen ze kämpfen, well soss wären déi hei an Europa komm an dat wär vläicht eng ganz geféierlech Situatioun ginn. An dofir, vun där Ideologie hier,...

(Interruption)

...vun der Ideologie hier ass dat fir mech net grad fir Lëtzebuerg gëeegent. An ech hätt léiwer gehat, Här Minister, Dir hätt vum Etienne-Schneider-Plang geschwat.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Mä ech weess awer, dass Der ganz bescheide sidd...

(Interruption)

Ech weess, dass Der ganz bescheide sidd, Dir wëllt Ären Numm net nennen. Mä erlaabt mir dann, dass ech awer dovunner, vum Etienne-Schneider-Plang schwätzen.

(Hilarité)

A meng Froe sinn: Wéini gëtt mat dësem Etienne-Schneider-Plang ugefaangen, Här Minister? A wéi vill Geld ass d'Regierung bereet, ze investéieren an de Beräicher Biotechnologie, Ecotechnologie, ICT a Logistik? Huet d'Regierung scho Kontrakter mat private Partner ausgehandelt? A wat ënnerhëlt d'Regierung, fir ganz friemt Kapital hei an d'Land ze kréien?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Une voix.- De Marshall.

Une autre voix.- „Vun" Marshall!

(Brouhaha)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt, Här Colombera, maacht Iech keng Gedanken, ech hu keng Ideologie!

(Hilarité et brouhaha)

Ech wosst nämlech, dass et soss vun engem anere kéim.

Ech hunn och kee Problem mat de Russen. Et ass jo esou, dass ech elo méi oft bei d'Russe ginn, wéi dass d'Russe bei eis kommen. Mä Dir hutt recht, ech si voller gudder Iddien, mä ech sinn awer net esou pretenziéis, mengen Iddien och nach mäin Numm ze ginn. - Vläicht awer e puer seriö Wierder.

Ech wollt hei drop hiweisen, dass mer als Regierung trotz Kris am Budget fir dëst Joer ëmmerhin nach Investitioune festgehalen hu vun 3,7% vum PIB an domat eng gëlle Regel respektéieren, déi international gëllt, nämlech méi ze investéieren, wéi mer Defizit maachen. An ech mengen, dass dat eng ganz positiv Geschicht ass. Et ass en enorme Montant, 1,7 Milliarden Euro, deen de Lëtzebuerger Stat eleng dëst Joer wäert an Infrastrukturen investéieren.

Ech hu mer awer geduecht, vu dass Lëtzebuerg den Avantage huet, ni de Feeler gemaach ze hunn, seng Participatiounen a staatleche Betriber respektiv a private Betriber ze verkafen, déi mer zunotzen ze maachen, fir ze soen: Ma kommt, mir setzen eis zesummen a mir kucken, wéi mer nach kënnen e supplémentaires Investitiounsprogramm bündelen an deen dann zesummen duerchféieren! An do hu mer e Montant zesummegesat vun 2,5 Milliarden Euro, déi mer iwwert déi nächst fënnef Joer investéieren. Dat si Firmen ewéi Enovos, Creos, Post, LuxConnect an d'SEO.

Derbäi kommen déi Aide-d'Étaten, déi mer jo iwwert de Statsbudget nach ginn, fir Investitiounen zum Beispill an d'Recherche ze investéieren. Do hu mer, just fir Iech de Bilan ze maachen, an deene leschte fënnef Joer 251 Milliounen Euro investéiert. Dat huet zu direkten Investitioune gefouert vun 1,1 Milliarden Euro, huet 1.900 nei Aarbechtsplaze geschaf a virun allem vill anerer kënnen ofsécheren.

Elo hutt Der mech gefrot an Ärer zweeter Fro: Wéi vill investéiert de Stat an déi verschidde vun deene véier Domänen, déi mer jo wëllen développéieren? Ech mengen net, dass et vill Sënn huet, Chifferen ze nennen; dat sinn Honnerte Milliounen an deene verschiddenen Domänen. Ech soen Iech just, wat geschitt ass.

Fir den Ecotech-Beräich hate mer zwou Start-up-Infrastrukturen - déi eng 2004, déi aner 2007 - geschafen. Ech hunn elo am Juli 2012 en Incubateur national um Site Belval a Betrib geholl, deen elo fonctionnéiert. Mir hunn d'lescht Joer Technopol S.A. gegrënnt, déi ebe just all deene Start-upe soll hëllefen an all hiren Démarchen. Mir hunn natierlech Luxinnovation, déi hëlleft Business-Pläng an all Méigleches opzestellen. An deemnächst gëtt den Incubateur Ecotech ugefaange mat bauen um Site, Luxsite. Dir wësst, dass dat op der Kockelscheier eng Zone d'activités ass, déi just dédiéiert ass fir d'Ecotechnologien. Dat zu deem Beräich.

De Biotech-Beräich, do hu mer de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine gegrënnt, wou entre-temps ënnert dem Professor Balling honnert Leit schaffen, deen awer nach bis Enn dëst Joer weider honnert Leit wëllt astellen, Chercheure wëllt astellen, fir an deem Domän virunzekommen. Do gesitt Der, dass d'Dynamik immens grouss entre-temps an deem Beräich ass. Mir hunn d'Biobank geschafen. Mir hunn...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech wierklech bieden, e bësselche méi attentivement dem Här Wirtschaftsminister nozelauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Villmools Merci, Här President.

An dann hu mer eng ganz Rei international Kooperatiounen, wou ech Iech gären eng Kéier den Detail ginn, mat auslänneschen Universitéiten, mat Laboratoiren, mat Centre-de-recherchen. Ech hunn d'lescht Joer de Grondstee geluecht vum House of Biohealth, wat och en Incubateur soll gi fir Start-upen an deem dote Beräich, awer och fir auslännesch Entreprisen, déi wëllen hei Fouss faassen. An dann, net ze vergiessen, hu mer den Advent Life Sciences Fund opgeluecht, wou d'S.N.C.I. 25 Milliounen Euro dragestach huet, fir ebe just an esou Gesellschaften ze investéieren.

ICT-Beräich, mengen ech, kann ech soen, dass mer virun zéng Joer en „nowhere" waren an deem dote Beräich. Mir hunn dunn décidéiert, oder déi deemoleg Regierung huet décidéiert, dass mer dee Beräich wéilten ausbauen, an et ass massiv investéiert ginn an d'Infrastrukturen am ICT-Beräich, souwuel vun der Post wéi och vun der LuxConnect, déi jo och e staatleche Betrib ass. An haut si mer top, wat d'Infrastrukturen ugeet.

Wann eng Rei vun den Entreprisen am Commerce électronique an der Zäit d'Décisioun haaptsächlech dorop baséiert hunn, op Lëtzebuerg ze kommen, well eis TVA interessant ass, da muss een awer haut feststellen, dass, wann d'TVA muer fält, se bleiwe wéinst der Infrastruktur.

Mir hu Gesellschaften, just fir Iech dat nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, déi hei grouss international Nimm sinn, wéi Amazon, Skype, iTunes, eBay, Jilbee, Trendiction, iNUI Studio an nach eng ganz Rei anerer.

Mä wat hu mer nach fäerdegbruecht? Well eise Réseau esou gutt ass, wéi en ass, huet en Effets positifs op d'Bankeplaz, op d'Bourssen an en huet immens Effeten...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, mä ech sinn direkt fäerdeg.

...op déi ganz Gaming-Industrie, well mer och masseweis Entreprisen hunn, déi zu Lëtzebuerg sinn.

Dann dee leschte vun de Secteuren, d'Logistik. De Site WSA ass d'lescht Joer endlech ugefaange gi mat bauen, de Freeport ass am Bau, CFL Multimodal fänkt un, SOLEIL gëtt deemnächst ugefaangen ze bauen, den Train combiné an d'Türkei ass ënnerwee. Transalliance sinn op Lëtzebuerg komm. Expeditors International sinn op Lëtzebuerg komm. En immens wichtege Secteur, well mer Dausenden Aarbechtsplazen do wäerte schafe fir manner qualifizéiert Leit, duerfir ass dat mer ganz wichteg.

An Är lescht Fro: Wat maache mer, fir auslännescht Kapital op Lëtzebuerg ze kréien? Mä dofir maache mer permanent Mission-économiquen, Promotiounsreesen. Dofir hu mer e Réseau vu Luxembourg Trade and Investment Offices, zwee Stéck an den USA, een zu Dubai, een an Israel, een a China, Taiwan, Südkorea a Japan.

An dann, last but not least net ze vergiessen eis Ambassaden, déi en extrem wichtege Rôle an der Promotion économique spillen. An ech wëll och vun där heite Plaz all deenen Ambassaden e grousse Merci soen, well se si mir als Wirtschaftsminister eng ganz grouss Hëllef.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister.

A mir kommen dann zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nach eng Kéier eng Fro vum Här Jean Colombera, déi Kéier un de Gesondheetsminister an de Minister fir d'Sécurité sociale, iwwer en Aktiounsplang Demenz. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech hunn eng Fro u mäi Kolleeg, den Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

Une voix.- Sidd Dir ewell gutt Kolleegen?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Jo, mir si ganz gutt Kolleegen.

(Interruptions et hilarité)

Ugesiichts vum nationalen Aktiounsplang vun Demenzkrankheeten, dee verschidde Moossnamen empfeelt, wat d'Diagnos an d'Betreiung ugeet, muss ganz staark gehandelt ginn. Déi neurodegenerativ Krankheete si mat 20% déi éischt Ursaach vun der Ofhängegkeet géigeniwwer vun der Fleegeversécherung.

An da rechent een am Prozentsaz 8,8% vun de Krankheete bei den eelere Leit, déi iwwer 65 Joer hunn, an dat gëtt dann an der Zukunft bis 2022, 2025 pardon, 8.000 nei Fäll, mat neie Fäll gerechent. Dat heescht, wann een hei kuckt, d'Deputéierten, d'Ministeren zesummen, wann déi da 65 Joer kréien, dat gëtt da siwen, aacht Deputéierten oder Ministeren, déi dement sinn. Dat misst eis Suerge maachen.

(Brouhaha et hilarité)

Quitte...

Une voix.- Dir sidd awer erëm esou intentionnéiert!

Une autre voix.- Wann et nach esou laang dauert, dann ass dat positiv.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Quitte dass verschidde Gesetzer hei heiansdo ee Status op Prédémence virweisen. Bon.

D'Froen, déi ech wëll stellen, Här Minister: Ass am Endbericht och mat den Ursaache sech befaasst ginn, Alzheimer, bedéngt zum Beispill duerch Medikamenter, Émweltvergëftungen? A wat gëtt da preventiv gemaach, fir net an déi Situatioun vun den Demenzen ze kommen?

Déi zweet Fro, déi ech wéilt stellen, ass: Wéi ass et mat der Fleegeversécherung? Ass déi nach amstand, dëse Méiwäert vu fleegebedürftege Persounen ze betreien? A wéi stellt de Minister sech dës Finanzéierung vir?

Drëtt Fro: Kënnt et zu enger Erhéijung vun der Cotisatioun an den nächste Méint oder Joren?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt nach eng Kéier de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, effektiv huet d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, an hir Servicer mat mir an eise Servicer a mat ganz villen anere Leit de Virentworf fir en Demenzplang ausgeschafft, deen och déi lescht Woch duerch de Conseil de Gouvernement gaangen ass. Dat weist, wéi mer där Entwécklung Rechnung droen an och d'Wichtegkeet, déi mer enger proaktiver Approche zu deem dote Phenomeen bäimoossen.

Ech wëll direkt soen, dass net bis 2025 8.000 nei Fäll derbäikommen, mä dass et insgesamt 8.000, tëschent 8.000 an 9.000 Fäll wäert ginn. Dat sinn der méi wéi genuch, och wann et net 8.000 Fäll sinn, déi derbäikommen.

Elo ass et esou, dass e wichtegt Element vun deem Aktiounsprogramm d'Preventioun ass. Kann ee soen: Gëtt et eng allgemenggélteg Preventioun fir Demenzen? Sécher gëtt et deen Aha-Effekt. Déi allgemeng Léisung oder déi Zauberformel, fir Demenzen ze verhënneren, gëtt et net, soss wäre se laang applizéiert ginn.

Mä bei der Demenz gëllen ähnlech Preventiounsmoossname wéi bei ganz villen anere Krankheeten: Gesond ernieren, bewegen, am Alter mental a physesch aktiv bleiwen, sozial agebonne bleiwe si wichteg Preventiounselementer, déi mer och wëlle promouvéieren.

Do derniewent gëtt et bei éischte Signaler vun der Demenz eng ganz grouss Wichtegkeet bei der précocer Diagnos, fir dass ee mat Zäit kann dorop reagéieren.

Bon, d'Experte streide sech nach ëmmer drëm, wat genee d'Ursaache fir Demenze sinn. Ob et, wéi den Här Colombera gesot huet, en direkten Zesummenhang gëtt mat Medikamenter oder jee nodeem, wat fir eng Medikamenter a Schuedstoffer; sécher ass, dass d'Haaptursaach, fir dement ze ginn, déi vill méi grouss Liewenserwaardung ass, déi mer haut hunn.

Ech kann also net soen, dass mir elo eng spezifesch Preventioun hätte fir Alzheimer, also medikamentebedéngten Demenzen, mä insgesamt och fir de bon Usage vum Medikament plädéieren. Abusë vu Medikamenter sinn net nëmme bei alzheimer- oder demenzgefährdete Persounen näischt Guddes, mä insgesamt bei alle Leit.

Wat elo déi zweet an déi drëtt Fro ugeet: Dir wësst, mir sinn amgaangen, d'Fleegeversécherung, wat eng Success Story ass a se och wäert bleiwen, fir déi ze bilanzéieren. De Rapport d'évaluation, dee wäert bis uganks Abrëll fäerdeg sinn, mat Analys an enger Rei vu Propositiounen. Mir wäerten déi Analys da breet diskutéieren, fir och ze kucken, wat mer vu Modifikatioune kënne maachen.

Dir wësst, dass et déi Assurance dépendance net zum Nulltarif gëtt, dass mer 2005 och eng seriö Bäitragserhéijung schonn eng Kéier gemaach hunn, déi awer opgrond vun deenen exzellente Leeschtungen, déi d'Fleegeversécherung gëtt, net zu engem groussen Tollé gefouert huet, mä awer bei de Leit akzeptéiert ginn ass.

Ech kann Iech elo, ech wäert Iech elo net soen, ob mir an deenen nächste Méint - sécher net! - d'Bäiträg wäerten erhéijen. Ech wäert Iech awer och net soen, dass mer ni méi wäerten d'Bäiträg bei der Fleegeversécherung erhéijen. Dat bedéngt fir d'Éischt d'Diskussioun iwwert d'Bilanzéierung, d'Akzeptanz vun deene Leeschtungen do, wou mer kënne méi rationell schaffen, an do, wou vläicht d'Geld kéint méi wierkungsvoll agesat ginn, dat maachen. An dann eréischt, wann et dann noutwendeg ass, doriwwer diskutéieren, ob mer Bensin mussen noschëdden.

Also, am Moment ass dat jiddefalls net op der Agenda. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Froestonn a mir kommen elo zu der Aktualitéitsstonn, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet, iwwert den Audit vun der Santé au travail. Hei ass d'Riedezäit, laut Artikel 84 zweeten Alinéa, festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Madame Claudia Dall'Agnol als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun.

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer

Exposé

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Audit iwwert d'Santé au travail, do ass eigentlech dat gemaach ginn, wat vill méi dacks misst gemaach ginn, nämlech datt mer kucken, eis aktuell Gesetzer, déi mer hunn zu eenzelnen Themen, ze analyséieren no enger gewëssener Zäit - an dësem Fall sinn et ëmmerhin 18 Joer -, fir ze kucken, ob déi eigentlech nach ëmmer de Gegebenheete vum Terrain entspriechen oder ob mer eben als Chamber musse Remedur schafen.

An duerfir wéilt ech emol virun allem am Numm vun de Sozialisten och dem Minister Merci soen, datt en dëse wichtege Schratt gemaach huet.

Alles an allem koum jo och eis Organisatioun, wéi se bis elo war vun der Santé au travail, gutt ewech, mä d'Auditeuren, déi maachen natierlech eng Rei Virschléi, déi mer och sollen diskutéieren, a wa mer fannen, datt se gutt sinn, se dann och ëmsetzen.

Virun allem ass et awer wichteg ze betounen, well ech jo schonns virdru sot, eis Organisatioun ass net esou schlecht ewechkomm, datt mer d'Rad net brauchen nei ze erfannen. Well déi éischt Feststellung, déi et gëllt ze maachen, dat ass déi, datt eis Aarbechtsmedezin déi Ziler, déi se sech gesat huet, zum gréissten Deel och erfëllt, nämlech ze kucken, datt de Salariéen hir Gesondheet op der Aarbechtsplaz geschützt gëtt.

Wa mer hautdesdaags vun Aarbechtsplaz schwätzen, dann ass dat natierlech eng aner Welt, eng aner Aarbechtswelt wéi déi, wou eis Pappen an eis Grousspappen dra geschafft hunn. Sécher ass ganz vill do geschitt. Ech denken elo zum Beispill un de Knascht, de Kaméidi, deem déi Leit vill Jore laang ausgesat waren.

Natierlech gëtt et sécherlech hautdesdaags och nach där Fäll - leider, géif ech soen! Mä ech tippen awer emol drop, datt déi gréisste Problemer, wa mer haut kucken, dat Psychosoziaalt ass, wéi Depressiounen, wéi Burn-out, eventuell souguer Suiciden, déi op d'Onzefriddenheet, de Stress, de Mobbing, etc. op der Aarbechtsplaz zréckzefëiere kënne sinn.

D'Aarbechtswelt, déi verlaangt ëmmer méi vun deem Eenzelnen; Stéchwuert Flexibiliséierung. An hei, mengen ech, ass eis Législatioun, fir et op Franséisch ze soen, „dépassée par les événements". Iwwregens huet och de Conseil Économique et Social 2006 schonns e Rapport iwwert dëse Facteur op der Aarbecht gemaach.

Vun den Auditeure vun dësem Audit ginn dann natierlech och eng ganz Rei Verbesserungsvirschléi gemaach. Ech wëll awer direkt emol virausschécken, datt ech eng Feststellung net esou am Raum wëll stoe loossen, nämlech déi, datt vum System géif massiv profitéiert ginn.

Sécherlech kann een ëmmer deen een oder deen anere Fall erausfilteren. Mä ech mengen och, datt dat näischt direkt mam Thema vum Audit ze dinn huet. Dat heescht, datt mer solle kucken, datt déi Leit, ëm déi et hei geet, déi hei am Land schaffen, datt déi ebe gesond solle bleiwen, datt se emol iwwerhaapt net op d'Iddi kommen, vum System wëllen ze profitéieren.

An ech mengen, hei sti mir virun allem als Chamber, als Politiker alleguerten an der Flicht, mä awer och d'Dokteren, an dat wäit iwwert déi traditionell Aarbechtsdokteren eraus.

Ech hu virdru vun Depressiounen, vu Burn-out geschwat. An do si mer dann och matzen dran an de Verbesserungsvirschléi, nämlech datt d'Maladies professionnelles un d'Zäit vun haut ugepasst ginn.

Wichteg fir eng weider Diskussioun wär et menger Meenung no awer och ze wëssen, wéi d'Dispense vun de schwangere Frae sech zueleméisseg entwéckelt hunn an de leschte Joren an ob eben hei Abusë festgestallt goufen. Well ech mengen, och heiriwwer misst am Intérêt vun alle Betraffenen eng Diskussioun gefouert ginn.

Dann ass et jo och allgemeng bekannt, datt et net genuch Aarbechtsmedeziner gëtt. De Moment féiere 65 Aarbechtsdoktere ronn 110.000 Ënnersichunge pro Joer duerch! Dat ass méi wéi dat, wat een als räsonabel kéint ugesinn. Ech mengen, déi Zuelen, déi schwätze fir sech. An den Audit, dee stellt dann och fest, datt de legale Ratio vun engem Dokter op 5.000 Salariéen iwwerschratt gëtt an datt d'Situatioun eben amgaangen ass, sech weider ze degradéieren.

Schonns haut feelen ongefëier zwielef Aarbechtsdokteren. An an den nächste Jore wäert déi Situatioun sech nach weider degradéieren, well vun deenen, déi haut do sinn, déi haut also schaffen, sécherlech eng ganz Partie wäerten och nach an d'Pensioun goen.

Anscheinend ass et esou, datt de Beruff vum Aarbechtsmedeziner net schrecklech attraktiv ass. Kommt, mir nennen et emol esou! An en ass anscheinend och esou onattraktiv, datt et och net méi méiglech ass, Aarbechtsdokteren aus dem Ausland derfir ze begeeschteren, fir hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Dat, wat een an deem Beruff verdéngt, steet a kengem Verglach mat deem, wat en Dokter, e Generalist zum Beispill, am Duerchschnëtt verdéngt. An op alle Fall schéngt de Salaire och net der Dauer vun de Studië Rechnung ze droen.

Natierlech huet een de Virdeel, datt een, wann een Aarbechtsdokter ass, geregelt Aarbechtszäiten huet, datt een och keng Gardë muss maachen. Mä trotzdeem muss de Beruff awer finanziell méi interessant ginn. Do muss ee kucken, wat iwwerhaapt dran ass, wat ee ka maachen. Soss lafe mer d'Gefor, datt mer an der nächster Zäit nach manner Aarbechtsdoktere wäerten um Terrain hunn an datt déi, wa se bis iwwerfuerdert sinn, hir Aarbecht och net méi optimal kënne maachen.

An deem Kontext vläicht och nach e Wuert zu de Käschte vun der Médecine du travail. Déi leien hei zu Lëtzebuerg wäit ënnert de Käschte vun der Aarbechtsmedezin vun den Nopeschlänner. Mir leien de Moment bei 0,11% vun der Masse salariale, d'Käschten, déi vun de Patronen iwwerholl ginn. Am Verglach, eis Nopeschlänner, déi leien ëm déi 0,2% a souguer méi.

Dat däerf net bedeiten, datt op d'Käschte vun der Gesondheet hei eis Cotisatioun net ugepasst gëtt. Wann et néideg ass, soll an däerf dat keen Tabu sinn, well genau do kéint een dee finanzielle Sputt fannen, zum Beispill, fir eben de Beruff vum Aarbechtsmedeziner méi attraktiv ze maachen. Ëmmerhi profitéiert um Enn jiddwereen dovunner, wa mer eng héichwäerteg, eng performant Aarbechtsmedezin hunn, net nëmmen d'Salariéen, mä awer och d'Patronen.

Wat d'Organisatioun vun der Médecine du travail ubelaangt, do scheede sech jo d'Geeschter. D'Gewerkschaftler, déi fuerderen net eréischt zënter haut a gëschter een nationale Service. D'Patronen, déi si scho gradesou laang der Meenung, anerer Meenung a féieren als Argument un, datt jee no Beräich aner Besoinë bestinn, déi vun engem nationale Service nëmme schwéier kéinten erfëllt ginn, a wann, da just mat engem enormen Opwand.

Ech huelen un, datt de Minister herno jo wäert e puer Explikatiounen zu deenen eenzelne Varianten, wéi se vun de Patrone respektiv vun de Gewerkschafte propagéiert ginn, wäert kënne ginn.

Egal awer, ob et elo ee Service oder méi ass, e muss deem, wat ech ganz am Ufank schonns sot, Rechnung droen am Zesummenhang virun allem och mat der Santé mentale, nämlech datt zum Beispill e Psycholog do ass. Respektiv kommt, mir soen einfach, datt alles an allem et muss e Service sinn, dee multidisciplinaire ka schaffen!

An deem Text gëtt och proposéiert, datt an Zukunft soll d'Obligatioun ofgeschaf gi fir d'Betriber vun iwwer 3.000 Salariéen, fir en eegene Service op d'Been ze setzen.

E weidere Verbesserungsvirschlag ass, datt d'Services Santé au travail nëmmen nach en zäitlech limitéierten Agrément kréichen, deen da muss no fënnef Joer erneiert ginn a wou dann ebe géif gekuckt ginn, ob dee Service dann och entspriechend personell a materiell ausgerüst ass, fir eben déi generell Konditiounen, déi gi sinn, fir datt en déi erfëllt an datt en och seng Aarbecht uerdentlech ka maachen.

Mir hunn an de leschte Jore jo och ëmmer dee Gedanke vun der Preventioun an all eis Gesondheetspolitike mat afléisse gelooss. An ech sinn der Meenung, datt dat och hei de Fall muss sinn. Bei enger Reform vun der Médecine du travail däerf dëse Facteur net vergiess ginn. Ech géif soen, au contraire souguer.

An ech denken hei elo net nëmmen u Réckwéi oder aner kierperlech Boboen, mä virun allem och un Tubak, Medikamenter, Drogemëssbrauch. Well hei huet och d'Aarbechtsmedezin eng wichteg Roll ze erfëllen, nämlech déi vun der Opklärung an eventuell souguer déi vun der Hëllefstellung.

Wann ech héieren, datt elo schonn an 10% vun de Fäll ëmmerhin eng Pathologie diagnostizéiert gëtt, vun där de Patient bis dohinner näischt wousst, dann denken ech och, datt d'Aarbechtsmedezin wäertvoll ass, datt se eng positiv Missioun erfëllt an datt mer ebe mat eiser Médecine du travail och um richtege Wee sinn.

A fir datt dat esou bleift an datt mer eis och op deem dote Wee richteg a sënnvoll weiderentwéckelen, do proposéiere jo dann och d'Auditeuren, loosse mer soen, méi selektiv virzegoen. Dat heescht zum Beispill net méi d'office fir all Aarbechtsplaz en Examen d'embauche virzeschreiwen. D'Fro stellt sech, ob et néideg ass, wann et ebe kee Poste à risque ass, an a wéi enger Frequenz dann d'Leit, déi ebe kee Poste à risque hunn, sollte bei den Aarbechtsdokter goen.

Op där anerer Säit ass et d'Recommandatioun, fir en Examen de préreprise anzeféieren, dat heescht d'Leit, déi méi laang krank waren, ze kucken, ier se dann erëm eng Kéier ufänke mat schaffen.

Dat alles bedeit awer natierlech, datt déi personell Ressourcë mussen do sinn. An domadder wär ech bal erëm am Ufank vu menger Interventioun ukomm, nämlech datt genuch Aarbechtsdoktere missten do sinn. Ech hunn dat, wéi gesot, jo schonns ausgiebeg hei erläutert.

D'Auditeure proposéieren duerfir och, eng Bestandsopnahm ze maachen. Eng Bestandsopnahm ze maachen, wat d'Demografie an d'Alterspyramid vun den aktuellen Aarbechtsdokteren hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Si recommandéieren dann och, datt eng Rei vun Aufgabe sollten un Infirmieren an Infirmièrë kënnen,...

M. le Président.- Madame Dall'Agnol,...

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo.

M. le Président.- ...Dir musst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, kee Problem, Här President.

...missen delegéiert ginn. An ze soen, ech zitéieren elo, datt d'Aarbechtsdokteren, d'Bezuelung vun deenen „très sensiblement" misst eropgesat ginn.

Voilà! Mir sollen net vergiessen, datt gesond Salariéen dozou bäidroen, datt eis Entreprisen an eis Ekonomie gesond sinn. An dat heescht, datt muss gekuckt ginn, wann et nëmme méiglech ass, datt eis Aarbechtskonditiounen, d'Konditiounen op der Aarbecht, dat, wat d'Leit schaffen an och d'Relatiounen ënnerenee vun de Leit a virun allem och mat hire Virgesetzte gutt sinn. Well soss, mengen ech, ass all Diskussioun, déi mer iwwer eng Verbesserung vun eisem aktuelle Gesetz féieren, bréngt déi näischt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et war eng richteg Freed, fir deen Auditsrapport ze liesen zu engem Sujet, deen am ganze Gesondheetskapitel vun onsem Land net onwesentlech ass. Dee Rapport ass exzellent geschriwwen, an ech mengen, et kann ee souwuel dem Minister gratuléiere fir de Choix vun den Experten, déi e geholl huet, wéi och der Madame Dall'Agnol haut fir hir Initiativ, fir dëse Sujet op de Leescht ze huelen.

Global hunn déi zwee Spezialisten der Aarbechtsmedezin hei zu Lëtzebuerg an den Acteuren um Terrain eng exzellent Zensur ausgestallt. Si soen, dass se iwwert déi Ufanksproblemer mat relativ gerénge Moyenë ganz gutt, dass se dat Bescht dorauser gemaach haten.

Mir erkennen awer och un der Lecture vum Audit d'Komplexitéit vum Sujet. An déi puer Minutten, déi mer haut zur Verfügung hunn, wäerten net duergoen, fir déi verschidden ugeschwaten Aspekter ze beliichten. Den Avantage ass, dass mer als Riedner alleguerte kënnen aner Aspekter aussichen aus dem Audit.

Wéi e roude Fuedem zitt sech duerch d'Dokument d'Constatatioun, dass de System zwee Ministres de tutelle huet, nämlech den Aarbechtsminister an de Gesondheetsminister: d'Gesondheet mat der Division de la Santé au Travail vun der Direktioun vun der Santé mam Contrôle médical, d'Sécurité sociale mat den Interaktioune vun der Assurance accident, an de Ministère du Travail souwuel vun engem

groussen Deel vun der Législatioun wéi och duerch d'Interventioun vun der Inspection du travail et des mines.

Den Audit analyséiert dann d'Missioune vum System a stellt fest, dass, wann en Deel dovunner kënnen zur allgemenger Zefriddenheet erfëllt ginn an och déi Ziler erfëlle kënnen, déi virgesat sinn, en aneren Deel net ka realiséiert ginn, sief et aus Mangel un Disponibilitéiten oder awer aus Mangel un Zesummenaarbecht tëschent de Services de santé au travail an den Travailleurs désignés.

Och en anere roude Fuedem an deem Audit schwätzt ëmmer erëm iwwert de Mangel un Zesummenaarbecht vun den Travailleurs désignés, also vun de Syndikater an de Betriber, déi méi d'Kultur vun der Sécherheet op der Aarbecht propagéieren, an de Services de santé au travail, déi sech haaptsächlech op de Gesondheetsberäich konzentréieren an net esou an de Sécuritéitssystem agräifen. Woubäi et wichteg wier, dass déi zwee e Gesamt wieren, zum Wuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Sou wichteg Sujete wéi den Inventaire des postes à risque, d'Iwwerwaachung vun de Facteuren, déi der Gesondheet kënne schueden, also eng primär Preventioun an de Betriber, kënnen net vun alle Services de santé au travail berücksichtegt ginn. Déi eigentlech Preventioun bleift a ville Fäll e Korrekturmechanismus respektiv e punktuellt Geflécks.

Aus deene ville Punkte sief der nach e puer erauszegräifen. D'Auditeure stellen e Mangel un Harmonie am Fonctionnement vun deene verschiddene Servicer fest. An och, dass keng Harmonie bei de Moyenë besteet, dass d'Moyenë ganz ënnerschiddlech sinn. Si bedaueren, dass keng Structure de concertation nationale besteet.

Et gëtt zwar e Conseil supérieur de la Santé et de la Sécurité au travail um nationalen Niveau. Deen ass awer haaptsächlech aktiv gewiescht an der Élaboratioun vun de Règlements grandducaux a misst, wéi d'Experte mengen, drëngend réaniméiert ginn, fir dass en eng Missioun zur Kontroll, Evaluatioun an awer och Standardisatioun vun de Moyenen, fir d'Missiounen ze erfëllen, kéint ausaarbechten.

Esou fuerdert den Auditeur dann och bei enger Reform eng Agrémentéierung vun de Services de santé au travail, net fir Kontroll oder Kritik eleng, mä vläicht fir verschidde Praktiken zréck op d'Schinnen ze bréngen an och zu enger besserer Standardiséierung vun deene verschiddene Prozeduren ze féieren.

Nach e grousse Sujet am Audit ass d'Zouhuele vun der Problematik vu psychosoziale Risiken, déi zur Zäit, wéi d'Gesetz geschriwwe gouf, nach net an esou engem Ausmooss zu de Problemer vun der Gesondheet op der Aarbecht bäigedroen hunn. Si si schlecht definéiert, gehéieren net spezifesch an e Cadre légal vun de Missiounen an erfuerderen eng Prise en charge multidisciplinaire, also och eng psychologesch, déi déi meescht Servicer net kënnen opbréngen.

Si gräifen dann oft zu externe Méiglechkeeten, zu externem Personal, wat awer d'Auditeuren net am Sënn vun der Prise en charge globale op der Aarbechtsplaz halen, well déi extern Psychologen oft d'Situatioun op där spezifescher Aarbechtsplaz net kennen.

Dann huet d'Madame Dall'Agnol scho vun de Moyenë geschwat, déi dem Service de santé au travail zur Verfügung stinn. Et gëtt festgestallt, dass déi finanziell Disponibilitéiten un der ënneschter Schmäerzgrenz leien hei zu Lëtzebuerg, dass doriwwer ewech och massiv Problemer beim Rekrutement vun Doktere leien. D'Madame Dall'Agnol huet vun der Attraktivitéit vum Beruff geschwat.

M. le Président.- Madame Mergen, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Hie proposéiert virun allem, dass, fir den Dokter op déi méi prioritär Schinnen ze setzen, eng Rei vun Aktivitéiten un anert Personal soll delegéiert ginn. Hie proposéiert och eng Mutualisatioun vu verschiddene Kompetenze vun deenen ënnerschiddleche Servicer.

E ganz sensibelt Kapitel gëtt dem Système vum Reclassement professionnel gewidmet, mä deen ass jo an enger anerer Kommissioun an der Diskussioun.

Ech wëll och nach kuerz den Exkurs op d'Problematik vun den Dispense vun de schwangere Fraen ernimmen, dee quasi no enger Thematiséierung jäizt. Wat mir feelt am Audit, dat ass den Interface mat de Médécins traitants, mat de Médecins référents, deen absolut an total an deem ganzen Audit feelt.

Voilà! Ech konnt also elo just eng kuerz Opzielung maache vu méi sensibele Sujeten am Audit, e puer vu villen Aspekter. Mä ech géif am Numm vun onser Fraktioun d'Demande un de Gesondheetsminister stellen, dass mer sollten den Audit an der Gesondheetskommissioun op de Leescht huelen, fir e kënne méi am Detail ze diskutéieren a fir déi fälleg Reformen zesummen an d'Weeër ze leeden.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Et wäert lech net wonneren, dass ech eng e bësse méi nuancéiert Attitüd zu dësem Audit hei anhuelen, well d'Gesetz datéiert ëmmerhi vun 1994, an deemools war an de Missioune vun deem Gesetz guer net virgesinn, dass déi Examens fir d'Reklassementer kéimen oder souguer d'Femmes enceintes.

Et ass ugeklonge vun de Virriedner, dass de Rekrutement vun de Médecins du travail ganz schwiereg ass. Déi jonk Lëtzebuerger op alle Fall interesséiere sech guer net méi fir deen Domän. Eng Organisatioun huet d'lescht Joer fir 10.000 Euro Annoncë gemaach an hir eenzeg Kandidature koumen aus Iwwerséi, aus der Karibik.

Wéi aganks gesot, ginn d'Aarbechtsmedeziner ënner villen Ënnersichungen ënner, déi am Fong net noutwendeg wären. All Student, deen an der Vakanz een, zwee Méint schaffe geet an eng Wallis bei der Luxair dréit, dee muss ënnersicht ginn. Mir hunn 20.000 Frontalieren. 20.000 Frontaliere ginn all Joers ënnersicht, och wa se nëmmen zwou Woche schaffe ginn.

De Contrôle médical vun der Sécurité sociale gëtt den Aarbechtsmedeziner ëmmer méi Aarbecht, well d'Patienten dohinnergeschéckt ginn. Ech hu Leit gesinn, déi kruten op der Aarbechtsmedezin eng Dispens, fir fënnef Kilo ze hiewen. Si ginn awer dräi Stonnen den Dag an e Fitness Studio duerno. An der Fonction publique sinn d'Délaie fir e Contrôle esou laang, dass et heiansdo Méint brauch, bis déi kënnen ënnersicht ginn.

De Stress op der Aarbecht, dat ass natierlech e Vécu individuel. Ech hu mech a menger Carrière ni vill stresse gelooss. Bei ons ginn déi Leit systematesch erëmbestallt, an an der Kuerzfaassung vun deem Rapport steet op der Säit 20, dass dat misst souguer an de Cadre légal geschriwwe ginn, dass do e Suivi périodique kënnt. Ech géif mengen, dass déi Gestresste sech e Rendez-vous op hir Initiativ froe solle bei der Aarbechtsmedezin. Dat wär méi einfach.

An et misst ee vill besser d'Risikopatienten definéieren. En Inventaire geet net duer. Well den Inventaire och vun de Postes à risque, dat geet och net duer. Déi Postes à risque, déi mussen definéiert ginn. Et geet jo net duer, dass eng Sekretärin als Poste à risque definéiert gëtt oder een, deen an engem Guichet sëtzt; dat geet e bësse wäit.

Et hätt een och besser gehat, e bëssen an den däitsche Modell kucken ze goen, fir deen ze betruechten, well déi ënnerscheeden tëschent deene Leit, déi mussen ënnersicht ginn, an deenen, déi kënnen ënnersicht ginn. Mussen ënnersicht ginn, mussen natierlech all déi Leit, déi am extreme Kaméidi oder a schwierege chemeschen oder ënner physesche Belaaschtunge schaffen. An dann hutt Der all déi aner, déi kënnen ënnersicht ginn. Dann hätten ons Aarbechtsmedeziner - da brauche mer keng bäizekréien - vill méi Zäit, fir déi Leit uerdentlech ze ënnersichen.

Dat hänkt also vun der Natur vun der Aarbecht of a vum Alter vun de Leit och, deene misst méi Rechnung gedroe ginn. Wat och nach Rechnung misst gedroe ginn, dat ass d'„Evidence-based medicine", déi geet an der Aarbechtsmedezin ganz oft verluer.

D'Ofschafe vun deene Quoten am neie Reklassementsgesetz, dat wäert zu engem Desaster féieren, well d'Experten hunn an dësem Rapport scho gesot, dass déi Quote vum Reclassement interne total irrealistesch sinn.

D'Dispense bei de Femmes enceintes, d'Madame Mergen huet dovunner geschwat, dat ass e schwiereg verstobare Phenomeen. D'Partenaires sociaux gleewen nach ëmmer un d'Décisions médicales. Ech mengen, do misst een och zréckkommen op d'Décisions médicales, an déi sozial Kritären, déi an deem Expertebericht hei considéréiert ginn, kënne vläicht do zielen. Mä se schwätze vun Infrastrukture fir déi kleng Kanner, wou d'Demokratesch Partei ëmmer richteglouch.

Aner Dénger: Den Taux de cotisation 0,1%, deen ass faible. Mä d'Experte soen, mat deem schwaache wär et eng „très bonne couverture médicale" mat deem „très faible niveau de moyens". Also, ech mengen, mir missten déi Frequenz vun deenen Examen erofsetzen an d'Populatioun besser definéieren, da géif een och indirekt Sue spueren, da bräicht een d'Cotisatioun net ze hiewen.

Déi Iddi vum Rattachement vun dem Service de Santé au travail un de Ministère de la Santé, perséinlech fannen ech dat keng ganz gutt, well dat gëtt eng oniwwersehbar Struktur. Déi Separatioun privé/public ass jo nach ëmmer an der Diskussioun. Wat ech géif mengen, an dann déi Structures paritaires, déi och elo duerch dat neit Cogestiounsgesetz och nach do aschloen, schéngt mer ganz gelungen ze sinn.

Den Agrément, domat ka jiddwereen d'accord sinn.

Leschtlech muss ech awer am Numm vun der Demokratescher Partei soen a bedaueren, dass mir dat Dokument, dat kuerz gefaasstent Dokument eréischt de leschte Freideg kritt hunn. Do muss iergenden Impair geschitt sinn. An dat ass awer net gutt. Mir hu keng Annexë kritt an esou. Mir kommen nach eng Kéier dorobber da vläicht méi extensiv zréck.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech direkt mengem Virriedner un a bedaueren eigentlech och, datt net fir d'Éischt d'Geleeënheet gebraucht ginn ass, fir vläicht och an enger zoustänneger Kommissioun doriwwer ze schwätzen, wou mer vläicht méi einfach mam Minister iwwer les points forts et les points faibles aus deem Audit hätte kënnen do diskutéieren.

En ass ganz interessant, deen Audit. E weist op eng Rëtsch Points forts hin, déi jo dann och begréissenswäert sinn. Ech mengen, dat war mat Sécherheet och den Ulass vun der Madame Dall'Agnol, fir esou séier hei och vläicht déi Heure d'actualité unzefroen. Anerersäits muss een och, wéi Dir richteg gesot hutt, Madame Dall'Agnol, ënnersträichen, datt dat gutt esou ass, datt dee System awer fonctionnéiert an datt schlussendlech och de System awer eng gewësse Sécherheet gëtt an der Santé.

Néanmoins sinn awer och eng ganz Rëtsch Points faibles dran, déi eigentlech normal sinn, wann een no esou vill Joren emol esou en Audit mécht. An da mierkt een, datt een där Saach eigentlech e bëssen hannendruleeft. Effektiv huet d'Aarbechtswelt sech geännert a si ännert sech och rasant virun, eigentlech exponentiell. Ganz vill Saachen, déi notamment och mat der globaliséierter Welt, an där mer liewen, ze dinn hunn, an där mer net nëmme liewen, mä virun allem och schaffen.

Ech schwätzen do d'Flexibilitéit un, ech schwätzen do aner Aarbechtszäiten un. Ech denken u parat sinn an online si mat aneren Deeler vun der Welt zu aneren Zäiten. Ech denken awer och un déi nei Technologien, déi vläicht eng ganz aner Form vu Belaaschtung mat sech bréngen, wéi dat vläicht nach viru 40, 50 Joer war, wou mer am Fong geholl méi iwwert déi physesch Aarbecht geschwat hunn a wou och déi physesch Gesondheet vun der Persoun gecheckt ginn ass.

D'Leit, déi haut schaffen, déi musse multitask sinn. Oft steet och dee Multitasking an der Definitioun vun hirem Profil, vun där Missioun, vun där Aarbecht, déi se hunn. An dat féiert ganz oft zu Stress, dat féiert zu psychologescher Belaaschtung, dat féiert och zu ganz villem Burn-out; Stéchwuert: Télécom a Frankräich.

Dat sinn effektiv Santésproblemer op der Aarbecht an dat sinn nei Problemer vun der Santé op der Aarbecht. An ech denken, deene gi mer och hei zu Lëtzebuerg net genuch gerecht. A wéi d'Madame Dall'Agnol och richteg gesot huet, d'Santé au travail ass och net deementspriechend opgesat, gestaffelt,...

(Interruption)

Wat soll ech maachen? Ech fueren einfach emol weider.

(Interruption)

Okay.

...fir deem entgéintzewierken.

An ech denken, datt dat e Point faible ass, de ganze Stress op der Aarbecht, déi psychologesch Belaaschtung op der Aarbecht, wou een deem net genuch gerecht gëtt a virun allem net genuch gerecht gëtt an der Preventioun. Well dat ass och eppes, wou mer net genuch driwwer schwätzen, an dat steet och am Audit, datt eigentlech gekuckt gëtt, ob alles an der Rei ass, mä et gëtt net genuch gekuckt, wat mer kënne maachen, fir datt alles an der Rei bleift. Dat heescht, Stéchwuert Preventioun, Här Minister.

An der Preventioun, do kéint ee sech ganz vill Saache virstellen. Et kéint ee sech notamment virstellen, wéi een eng Rëtsch vu Recommandatioune kéint un déi concernéiert Persoun weiderginn. Et kéint ee sech awer och virstellen, an dat wär mat Sécherheet eng Missioun vum Santésminister, voire vum Aarbechtsminister: Wéi kéint een d'Zesummenaarbecht, d'Kollaboratioun tëschent deenen zoustänneg fir d'Garantie vun der Santé a vun der Sécuritéit op der Aarbecht engersäits an de soziale Partner anerersäits verbesseren, domadder a) mat Sécherheet d'Delegatiounen an d'Gewerkschaften.

Do gëtt et eng Rei Delegéierten. Ech denken un déi Aarbecht, déi si do maachen, d'Délégués à la sécurité, souguer de Gläichheetsdelegéierten, dee vill och mat Stress oder mat Mobbing, wat schlussendlech och zu Burn-out féiert, concernéiert ass. Awer op där anerer Säit och mat den DRHe vun de Betriber. Och déi droen eng Verantwortung, wat d'Preventioun vun dem Wuelbefannen a vun der Santé vun hire Salariéen ugeet.

An do stellt sech och d'Fro, wat mer ënner Santé verstinn. Geet et duer, datt ee gesond ass, gesondgeschriwwen ass, esou wéi en Dokter dat gesäit, oder ass d'Santé au travail eppes, net aneschters, mä eppes méi wéi déi d'Gesondheetskritären, déi d'Medezin virschreift? An ech denken, do ass e Point faible vun deem, wéi mer haut opgestallt sinn, datt mer eigentlech méi misste kucken: Wat ass Santé au travail? Ass de Bien-être och vläicht en Deel vun der Santé au travail? An ass och schlussendlech...

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- ... an ass schlussendlech den Employeur net mat verantwortlech?

An deem Sënn a fir ofzeschléisse wollt ech soen, datt deen „Prix Santé en entreprise", wéi en zum Beispill muer erëm vergi gëtt, eng gutt Saach ass an datt dat och eng proaktiv Saach ass, wou d'Employeure sech kënnen och responsabiliséieren. Ech selwer freeë mech drop, well ech gi muer als Employeur erëm e Präis sichen. Et ass fir d'Zweet. Just als Beispill.

Als Ofschloss, Här President, déi éischte Kéier, wou d'Gemeng Lëtzebuerg dee Präis kritt huet, dat war an der Preventioun vum Alkoholismus. Muer ass et an der Preventioun - e ganz anert Thema - vun de Botzmëttelen. Wéi eng Botzmëttele si gesond, wéi eng sinn net gesond? Ech denken, dat si vläicht Klengegkeeten, mä déi hunn eng riseg Répercussioun schlussendlech op d'Santé an de Bien-être vun de Salariéen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wa mer iwwert d'Aarbechtsgesetzgebung, d'Gesondheet hei zu Lëtzebuerg op der Aarbecht schwätzen, da muss ee generell soen, datt mer do net alles kënne kritiséieren, mä datt mer trotzdeem hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngten e gudde System opgebaut hunn, deen awer ëmmer erëm muss nei a Fro gestallt ginn.

Duerfir mengen ech, wann elo en Audit gemaach ginn ass, da kann een dat nëmme begréissen, fir ze kucken, wou een un der aktueller Situatioun kann eppes verbesseren, wou een erëm kann nei Akzenter setzen, well mir jo och wëssen, datt d'Evolutioun an der Aarbechtswelt enorm séier virugeet.

Wa mer fréier, wa mer 20, 30 Joer zréckdenken, am Fong méi gekuckt hunn, datt Leit schwéier geschafft hunn, datt se knaschteg geschafft hunn, datt se vill op Schichte geschafft hunn, sou huet dat sech an der Zwëschenzäit méi reduzéiert, an déi Geforepunkten, déi an deenen Industriesecteuren, virun allem an der Stolindustrie an esou viru waren, déi sinn haut gréisstendeels reduzéiert duerch déi technesch Evolutioun, déi an der Industrie stattfonnt huet.

Haut schwätze mer méi vu Schwächt, vu Mobbing, deene ganze Konsequenze vun der Flexibiliséierung, vun der Mondialiséierung, déi d'Leit ëmmer méi ënnert Drock setzen a wou dann eben eng nei Well vu Gesondheetsproblemer op d'Leit duerkommen. Duerfir schéngt et eis wichteg ze sinn, datt mer dat nei evaluéieren, datt mer och versichen, dann et nei ze strukturéieren, national Strukturen ze maachen,

un deenen d'Medeziner, d'Betriber an d'Gewerkschafte mat integréiert sinn, datt net jiddweree fir sech schafft, mä datt mer dat méi koordinéiert op nationalem Plang kréien.

Ech mengen, et wier och wichteg, an et ass schonn hei virdrun ugeschwat ginn, datt een net all Salarié kann iwwer ee Leescht zéien. Mir hu Leit, déi schaffen nun emol eben op Aarbechten, wou trotzdeem, géif ech mengen, net onbedéngt den Aarbechtsgesondheetsrisiko esou grouss ass wéi bei anere Leit. Ech mengen, do kann ee kucken, éischtens, wou schaffen déi Leit, wat schaffen déi Leit, wat fir eng Schichte schaffen déi Leit, wat fir eng Aarbechte sinn déi eleiten, an da gesäit een, datt een do kann trotzdeem villes vläicht och aspueren a méi Akzenter setzen do, wou et wierklech noutwendeg ass.

Generell ofschléissend wëll ech soen, datt mer en Intérêt drun hunn, fir e Maximum un der Aarbechtsmedezin ze maachen. Gesond Leit sinn e wichtege Facteur fir déi eenzel Leit selwer, et ass e wichtege Facteur fir de Betrib. Déi Leit bréngen de Betriber méi.

Et ass awer och e wichtege Facteur fir eben de Käschtepunkt op där anerer Säit, dee mer als Gesamtekonomie ëmmer musse kucken. Duerfir, all Initiativ, fir d'Gesondheet op der Aarbecht ze verbesseren, ass ze begréissen a fënnt och duerfir ëmmer eis Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Wat déi verschidde Recommandatiounen ugeet, huet mech eng getraff, an dat war déi vun der Rémunératioun vum Aarbechtsdokter, déi wär ze niddreg. Ech ginn lech awer éierlech zou, wann ech och zweemol oder dräimol oder véiermol méi géif verdéngen, da géif ech déi Plaz awer net unhuelen, well dat ass eng Plaz, déi ass absolut net dankbar, dat heescht, si demotivéiert den Aarbechtsdokter, well dee ka guer näischt maachen.

Ech hunn näischt dergéint, wann den Aarbechtsdokter seet: „Du däerfs net op dee Poteau do klammen, du hues ze héije Bluttdrock." Dat ass eng preventiv Missioun. Mä wann elo en Aarbechter bei den Aarbechtsdokter kënnt an e seet: „Ech sinn demotivéiert. Ech wëll net méi hei schaffen. Ech hunn d'Flemm. Ech hunn Depressiounen, well den Drock ze vill staark ass!", wat mécht den Aarbechtsdokter do? Ma dee seet dann: „Da géi emol bei de Psycholog." An dee schwätzt him: „Majo, du muss positiv denken. Du muss moies opstoen, dech motivéieren. Du muss soen, ech hunn eng Aarbecht an déi aner hu keng Aarbecht, also muss de schaffen. Du hues eng Famill. Du kriss awer Suen..."

Jo, dat geet eng gewëssen Zäit, awer méi geet et net. Da gees de bei de Psychiater, dee gëtt der e Medikament, en Antidépresseur. An da kënns de op d'Aarbecht, zwou, dräi Woche bass de gutt, an da fänkt et erëm un. Da kënns de erëm bei den Aarbechtsdokter an dee seet: „Jo, ech kann näischt maachen. Du muss der eng aner Aarbecht sichen." Mä et ass awer keng aner Aarbecht do.

Also, dee ganze Problem ass d'Aarbecht u sech, déi mer elo haut hunn, dat ass eng Aarbecht, déi bezuelt gëtt, déi gëtt ëmmer méi rar an do muss jiddwereen egal welch Aarbecht unhuelen. An eis Ministeren, déi gi jo net midd, wa se soen, och en Universitär, dee muss kënnen an e Schongbuttek goen an do schaffen.

Mä da ginn ech awer de Ministeren de gudde Rot: Gitt Dir emol fir d'Éischt dohinner ee Mount, da schafft Der emol ee Mount an engem Schongbuttek, an no engem Mount braucht Dir emol keen Aarbechtsdokter, mä da kommt Der erëm op Är Ministeschplaz zréck an da maacht Der nei Gesetzer!

Dat ass dann déi ganz grouss Situatioun, dat musst Der verstoen. Dat ass eng ganz grouss Demotivatioun, well kee méi ebe mat senger Aarbecht eens gëtt. An do läit de Feeler am System. Et ass ze vill Spannung an dësem System, e System, deen duerch seng ekonomesch Ausriichtung mat enger besserer Produktivitéit ëmmer méi Krankheet favoriséiert a provozéiert.

Sécherlech muss een eng méi grouss Qualitéit an d'Aarbecht integréieren, zum Beispill Actionnariat salarié, Revenu de base - ganz wichteg -, d'Zoustëmmung, fir d'Plaz ze behalen, wann d'Entreprise Gewënner mécht.

Ech mengen, de Médecin de travail kann nëmme Pompjee spillen, dee behandelt d'Symptomer, an et ass net um Médecin de travail, fir hei d'Problemer ze léisen. D'Ursaach muss vun der Politik geléist ginn. Si muss d'Primat iwwert déi brutal Form vun der Ekonomie zréckgewannen, dat ass dee wichtege Message!

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, déi negativste Konsequenz vun deem Gesetz vu '94, wat jo e Kompromiss war, ass, dass keen nationale Service vun Aarbechtsmedezin geschafe ginn ass, mä dass d'Méiglechkeet bäibehale ginn ass, dass déi eenzel Betriber eleng oder mat e puer zesumme kënnen hir Aarbechtsmedeziner astellen, wat awer, mengen ech, gravement d'Onofhängegkeet vun den Aarbechtsdokteren a Fro stellt, net nëmmen doweinst, och well se generell net genuch Pouvoiren hunn.

Si hunn zwar um Pabeier eng ganz Rëtsch vu Pouvoiren. Wa se feststellen, dass en Aarbechtsposten net méi gëeegent ass fir eng Persoun, kënne se, ier se d'Incapacité de travail op deem Poste feststellen, eng Visite am Betrib maachen, kënnen och konkret Propositioune maachen, wéi deen Aarbechtsposte kéint verbessert ginn, ouni dass dat awer eng Konsequenz hätt. An dat ass net verbonne mat Obligatiounen a mat Sanktiounen eventuell fir deen eenzelne Betrib.

Et gëtt just eng Obligatioun, fir en Aarbechtsposten ze schafe fir en Aarbechter, deen net méi, fir eng Persoun, déi net méi op deem Poste ka schaffen: Dat ass a Betriber, déi méi wéi 50 Leit hunn, bei enger Anciennetéit vun iwwer zéng Joer a wann et sech ëm e Poste à risque handelt, dat heescht also, a ganz wéinege Fäll.

An deene meeschte Fäll féiert d'Onfäegkeet, op engem Aarbechtsposten aus deene verschiddensten Ursaache weiderzeschaffen, zu enger Entloossung mat Préavis, féiert eventuell nach zu engem Reclassement interne am beschte Fall, wann nach en Aarbechtskontrakt dee Moment besteet, féiert awer ganz dacks zu engem Reclassement externe, wann iwwerhaapt.

Meng Konklusiounen aus deem Ganze sinn: Mir brauchen eng wierklech onofhängeg Aarbechtsmedezin vis-à-vis vum Patron, dee jo Maître de son entreprise ass, deen och Maître ass iwwert deen Aarbechtsdokter, deen en astellt, an och Weisungsbefugnis huet vis-à-vis vun deem Dokter. Mir brauchen e wierklechen Afloss vun der Aarbechtsmedezin op d'Aarbechtsëmfeld a Méiglechkeeten, och do konkret anzewierken an och Ännerungen ze proposéieren, wa se noutwendeg sinn.

A mir brauchen e wierkleche Maintien dans l'emploi an engem Aarbechtsëmfeld, wat och kann evoluéieren, wat och d'Méiglechkeet kritt, sech ze verbesseren an och déi Leit, déi Schwieregkeeten hu weiderzeschaffen, kann ouni Problem weiderschaffe loossen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol e grousse Merci un all d'Virriedner, well, mengen ech, den Tenor ëmmer deeselwechte war, dass et gutt ass, dass ee regelméisseg d'Gesetzer op de Leescht hëlt, fir ze kucken, ob se den Erwaardunge gerecht ginn a well d'Zäit ebe viruleeft, nei Entwécklunge kommen, op déi ee sech muss astellen.

Hei war keen Drock, fir mussen d'Aarbechtsmedezin ze auditéieren, well keng grouss Onzefriddenheet dobaussen artikuléiert ginn ass, a mir hunn an eisem Haus - eisen aarbechtsmedezinesche Service zesumme mat eise Servicer - d'Initiativ geholl, fir deen Audit ze maachen. An ech ginn dann och ganz gär dat Luef, wat d'Selektioun vun eisen Experten ugeet, un déi Responsabel vun eisem Departement vun der Aarbechtsmedezin am Haus weider, well si et waren, déi déi zwee Proffe vun der Uni Léck proposéiert haten.

An ech kann dat just bestätegen, si hunn dat op eng gutt Aart a Weis maîtriséiert, och wann een déi eng oder aner Bemierkungen, déi sech am Audit erëmfannen, duerchaus kann hannerfroen. Den Avantage vum Bléck vu baussen ass ëmmer ginn, mä de Bléck vu bausse kennt net ëmmer d'Realitéiten esou genee, soudass de Bléck vu baussen och heiansdo unecke kann, heiansdo zu Recht, heiansdo zu Onrecht.

Ech géif och soen, dass dat heiten, den Audit, den éischte Schratt ass an dat hei (veuillez lire: an eis Diskussioun vun haut) eng zweet Etapp an der Diskussioun duerstellt, well mer eng éischte Kéier, ier mer den Audit lancéiert hunn, mat deene verschiddene Partner zesummekomm sinn, dass mer elo eng éischt Diskussioun hei an der Chamber konnte féieren an dass ech ganz gär an d'Chamberskommissioun kommen, wéi dat vun eenzelne Riedner suggéréiert ginn ass, dee Moment, wou d'Reaktioune vun de Partner virleien.

Dat wäert nach zwou, dräi Wochen, maximal e Mount daueren, dann hu mer d'Avisen alleguer virleien an da wär ech ganz frou, wa mer en Échange kéinten hunn an der zoustänneger Kommissioun, fir eis och déi eng oder aner Richtlinn ze ginn, wéi mer, wou mer sollen d'Prioritéite setze bei deene Reformen, déi mer awer wëlle maachen. Well deen Audit ass kee Selbstzweck. En ass geduecht, fir Verbesserungen erbäizeféieren an der Praxis, mä awer och do, wou et noutwendeg ass, um reglementaresche Plang, an hei wäerten eng Rei vun Ännerungen um Gesetz noutwendeg sinn.

Ech si mat ganz ville Bemierkungen, déi de Mëtteg gemaach gi sinn, d'accord: schwéier Aarbecht, heiansdo onméiglech Aarbecht vum Aarbechtsmedeziner; déi Problemer, déi sech stellen, wat d'Zuel ugeet vun den Aarbechtsmedeziner; d'Konditiounen, d'Aarbechtskonditiounen; d'Demografie am A behale vun den Aarbechtsmedeziner, fir net eng Kéier an eng Situatioun ze kommen, déi krisenaarteg wär, wou mer net méi kéinten d'Besoinen, iwwerhaapt net méi kéinten d'Besoinen ofdecken. Dat muss een am A behalen, virun allem awer och déi gutt Iwwerleeungen, dass den Aarbechtsmedeziner net alles muss maachen, net alles ka maachen, an dass mer dru wannen, wa mer eng gewësse Multidisziplinaritéit an deen heite Beräich erabréngen.

Och d'accord sinn ech, dass een d'Periodizitéit an och iwwerhaapt d'Utilitéit vun enger Rei vun Ënnersichunge soll hannerfroen. Mir hunn datselwecht an der Schoulmedezin gemaach, wou mer Reihenuntersuchungen haten an eigentlech déi, déi et am meeschte gebraucht hunn, dann net méi d'Zäit kruten, fir anstänneg suivéiert ze ginn.

An hei kann ech mech absolut domat ufrënnen, dass een do, wou een et mécht, nëmmen well een et muss maachen, dass een do vläicht méi selektiv gëtt, wou awer net direkt eng Ursaach ass, dass een et muss maachen, an dass een op enger anerer Säit, do wou seriö Risquë sinn, dat méi am Fong soll maachen am Virfeld, awer och am Suivi. Wat net wëllt heeschen, dass mer elo sollte schlechthin den Examen d'embauche a Fro stellen - sécher net! -, mä awer kënnen hannerfroen, ob eng Ënnersichung, déi am Grenzgebitt gemaach ginn ass, vun Aarbechtsmedeziner am Grenzgebitt, ob déi net gradesou gutt ass wéi déi, déi bei eis gemaach ginn ass, an ob ee se net ka gëlle loossen.

Merci och fir Är Ënnerstëtzung bei engem „Prix Santé en Entreprise", well en ee Bausteen an deem Ganzen ass. An ech mengen, wann haut déi Diskussioun am Parlament ass, muer deen „Prix Santé en Entreprise" iwwerreecht gëtt, da weist dat awer, dass eng méi staark Bewosstsinnsbildung do ass fir d'Wichtegkeet vun dem Konzept „Gesondheet an de Betriber", deen ee sécher méi wäit muss gesi wéi just déi physesch Gesondheet, wou een déi psychesch Gesondheet muss derbäihuelen a sécher och sech préoccupéieren, wat d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter ugeet, well et en oppent Geheimnis ass, dass gesond Mataarbechter, zefridde Mataarbechter dem Betrib wäitaus méi brénge wéi Mataarbechter, déi um Buedem leien an déi sech op d'Aarbecht schleefen an déi all méiglech Problemer hunn.

Dat ass ganz kloer, wann ee preventiv op déi dote Problematik awierkt, da bréngt dat sécher eppes. Ganz kloer also, dass mer no deem Audit eng ganz Rei vu weideren Etappe musse maachen.

Bon, ech wëll haut net laang op déi Fro „een eenheetleche Service oder méi Servicer?" agoen, do wäerte mer sécher an der Diskussioun nach drop zréckkommen. Sécher, wann een haut vu vir géif ufänken, da géif ee vläicht eng Rei vu Saachen aneschters maachen. Mä déi aarbechtsmedezinesch Servicer, déi sinn awer an deene leschten 18 Joer gewuess an et kann een awer wierklech net alles an deene Servicer hannerfroen.

Sécher gëtt et ënnerschiddlech Approchen, sécher gëtt et och ënnerschiddlech Qualitéit. Dat muss een esou soen an dat kënnt och aus dësem Rapport eraus. Duerfir ënnerstëtzen ech ganz staark déi Iddi vun engem Agrément vun den aarbechtsmedezinesche Servicer, wou ee soll sech eng Guideline ginn, eng perfektionéiert Guideline ginn, wat en aarbechtsmedezinesche Service soll bréngen, an dat och als Laaschtenheft un déi eenzel Servicer ginn. Ech ënnerstëtzen dat also ganz nodrécklech.

Wann een elo d'Resultater vum Audit kuckt: sécher duerchweegs eng gutt Zensur, mat enger Rei vu Schwächten. Mir kréie gesot, dass mer mat deene Mëttelen, déi mer hunn, ganz gutt schaffen. Mer kréien och gesot, dass mer bei deene Mëttelen, déi mer asetzen, éischter bescheide sinn am Verglach zu aneren. Et muss ee kucken, wou mer net zefriddestellend sinn a wou mer net genuch Moyenen hunn, an do muss een nobesseren.

Ech sinn net ee vun deenen, déi soen, et muss een elo emol direkt méi Moyenë ginn an da kucken. Ech sinn éischter der Meenung, et soll ee fir d'Éischt kucken, wat ass gutt, wat ass manner gutt, an dann iwwert d'Moyenen diskutéieren, déi ee brauch, fir nach besser ze ginn.

Et ass e puermol drop higewise ginn, dass déi méi klassesch Risiken, dass déi sech zréckgebilt hunn an dass nei Risiken op der Aarbechtsplaz entstane sinn. Dee ganze psychosoziale Beräich iwwregens ass dat haut. Wa mer d'Ursaache fir d'Feelzäiten an de Betriber kucken, sinn et haaptsächlech déi psychosozial Krankheeten, déi zouhuelen an déi zu Laangzäitkrankeschäiner féieren. Am Intérêt vun deene Betraffenen, am Intérêt och vun de Betriber ass et wichteg, dass een dat an de Grapp hëlt.

An do ass ganz richteg gesot ginn, dass dat net d'Aufgab ass eleng vun aarbechtsmedezinesche Servicer, mä dass dat d'Aufgab ass vun der ganzer Communautéit an der Aarbechtswelt, ugefaange bei de Responsabele vun de Betriber, weider bei der Ressources humaines an da weidergefuer bei de Salariéë selwer an accessoirement selbstverständlech och bei de staatlechen Instanzen. Dee richtege Message muss vun uewe kommen! Dat muss Chefsaach sinn, dass ee bereet ass, sech an deen dote Wee ze engagéieren.

Ech sinn och absolut d'accord mat deene Propositiounen, déi eng besser Associatioun, eng besser Konzertatioun vun de Sozialpartner proposéieren. Dat fonctionnéiert ënnerschiddlech gutt. Et gëtt aarbechtsmedezinesch Servicer, wou dat tipptopp fonctionnéiert, et gëtt anerer, wou et manner fonctionnéiert, et gëtt anerer, wou ech bal géif soen, dass et nëmme sporadesch fonctionnéiert.

Mir sinn effektiv amgaangen, iwwer en neie Lancement vum Dialogue social ze diskutéieren. Ech mengen, dass hei ee vun deenen Elementer ass, wou méi Dialogue social eigentlech vu kengem contestéiert dierft ginn, well et dem Ensembel vun der Aarbechtswelt eppes bréngt, de Salariéë selbstverständlech, mä dem Betrib och. Duerfir huet de Betrib all Intérêt, fir esou oft wéi méiglech déi doten Thematik ze beréieren.

An déi Erfahrungen, déi mer beim „Prix Santé en Entreprise" gemaach hunn: dass do, wou eng Gesondheets- a Sécherheetskultur ass, och eng Qualité-de-vie-Kultur ass, dass dat ganz séier a Fleesch a Blutt iwwergeet an dass dat wäitgehend gedroen ass vun der ganzer Communautéit vum Betrib an dass et do seele Sträit gëtt an dass ee jiddefalls den Dialogue social an deem dote Beräich net ze fäerte brauch, well e munches bréngt.

Ech sinn och der Meenung, dass een net laang brauch ze waarden, fir déi Konzertatiounsgremien ze relancéieren. Déi sinn ageschlof. De Conseil supérieur, dee besteet nach um Pabeier. Ech weess net, wat d'Ursaache sinn, firwat dass en an deene leschte 15 Joer lues awer sécher ageschlof ass. Dat huet mech vun Ufank u gestéiert an et ass elo déi richteg Geleeënheet, fir en ze relancéieren an e gegebenenfalls ze ergänzen. Do gëtt et och eng Rei vu Kandidaturen, déi derbäi wëlle sinn.

Selbstverständlech: Formatioun, ëmmer wëllkomm an deem heite Beräich!

An ech mengen, dass och déi Suggestioun, dass een d'Lëscht vun de Beruffskrankheeten, déi zënter 20 Joer, mengen ech, net adaptéiert ginn ass, dass een déi muss op de Leescht huelen, dass dat eng gutt Suggestioun ass.

Iwwregens ass d'Commission nationale fir d'Maladies professionnelles elo kierzlech nei zesummegestallt ginn, soudass ee vun hei ka soen: Et waart Aarbecht op lech, huelt se op de Leescht, well do gëtt et Besoinen. Mir hippen a Saache Beruffskrankheete ganz seriö hanner eenzelne Länner hier, déi déi nei Evolutioune méi fréi erkannt hunn. Mä et ass awer ni ze spéit, fir et gutt ze maachen.

Ënnert dem Strëch géif ech soen, dass dat hei e gutt Basisdokument ass, fir d'Aarbechtsmedezin an deenen nächste Méint seriö op de Leescht ze huelen. Déi nächst Etappe si virgezeechent. Et ass en Dokument, wat an Interviewe vun eisen Experte mam Terrain zustane komm ass. Mir hunn opgrond vun dem Audit dat un d'Partner weiderginn. Déi sollen elo reagéiere bis no Ouschteren. Da sammele mer dat Ganzt, wäerten och en Debriefing maache mat de Partner zesummen, sichen d'Diskussioun mat der Chamberskommissioun, an da wäerte mer eis op de Wee maachen, fir déi Saachen, déi mer direkt kënne maachen ouni Gesetzesännerungen, direkt ze maachen.

An déi Saachen, déi reglementaresch Änne-runge brauchen, do loosse mer eis dann déi noutwendeg Zäit, géif ech soen, bis Enn des Joers, fir e kohärente Gesetzesprojet op den Dësch ze leeën.

Ech wëll Iech e ganz, ganz häerzleche Merci soe fir déi konstruktiv Diskussioun an Iech och versécheren, dass mer bei der Zesummesetzung vun deenen neien, adaptéierte Regele wäerten och op den Dialog mat der Chamber setzen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wäre mer och um Enn vun dësem Punkt a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.20 heures)

SÉANCE 26 MERCREDI, 20 MARS 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois

- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: Mme Tessy Scholtes, M. André Bauler, M. Ben Scheuer, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Xavier Bettel), M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), Mme Mady Delvaux-Stehres*

2. Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne

- *M. François Bausch - M. Luc Frieden, Ministre des Finances (intervention de M. François Bausch)*

3. 6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal;

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: Mme Diane Adehm (intervention de M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Schülervertriedungen an de Schoulen a Lycéeën. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Bauler, den Här Scheuer an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

1. Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Bedeelegung vun eise Schüler an hir Representatioun an eise Grondschoulen a Lycéeën ass an eisen Aen e ganz wichtegen Thema, an duerfir si mer och frou, datt dës Interpellatioun an engem relativ schnellen Zäitraum hei op den Ordre du jour komm ass.

Firwat ass d'Participatioun an eisen Aen esou wichteg? An enger Demokratie ass déi fräiwëlleg Bedeelegung vun de Biergerinnen a Bierger um politesche Liewen am wäiteste Sënn eng Noutwendegkeet. Doduerch, datt de Bierger um politesche Liewen deelhëlt, kann hien Afloss op Décisiounen huelen. De Bierger kann d'Plus-value vun enger demokratescher Gesellschaftsuerdnung vis-à-vis vun enger anerer Statsform selwer erliewen.

Mir stelle fest, datt et net gesond fir eng Gesellschaft ass, wa grouss Deeler vun dëser Gesellschaft vun de politesche Prozesser ausgeschloss ginn. Dat ass de Fall bei den Netlëtzebuerger, an duerfir féiere mer jo och hei an der Chamber regelméisseg Debatten iwwert d'Wahlrecht vun Netlëtzebuerger respektiv iwwer eng Erneierung vum Nationalitéitegesetz.

Dat ass och de Fall fir Kanner a Jugendlecher ënner 18 Joer, an duerfir hate mer och scho méi wéi eng Kéier hei iwwert d'Erofsetze vum Wahlalter debattéiert. An och wa mer do kee Konsens hunn, da stellen ech awer fest, datt eng ganz Rei Parteien, ënner anerem meng Partei, d'Erofsenke vum Wahlalter op 16 Joer an hirem Wahlprogramm stoen haten.

Wat heescht dann d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen? Engersäits huet dat schonn eppes mat Wahlen a Wahlalter ze dinn. Doduerch, datt e Mënsch u Wahlen deelhëlt, iwwerhëlt hie seng Verantwortung am politesche Prozess. Wann hien net dierf deelhuelen, dann dierf hien ebe keng Verantwortung iwwerhuelen.

Sou ass dann och eist Jugendparlament der Meenung, datt et wichteg wier, der Jugend eng Stëmm ze ginn an deene Jonken hire politeschen Interessi ze këddelen. Sou schwätzt d'Jugendparlament sech fir d'Erofsetze vum Wahlalter vun 18 op 16 Joer souwuel bei de Gemengewahlen wéi bei de Landeswahlen aus.

Domat kéinte mer engersäits de jonke Leit d'Gefill ginn an hinne weisen, datt mer hir Suergen a Projete seriö huelen, a mir kéinten e Géigegewiicht opbauen zu der Tatsaach, datt d'Leit hei am Land, wat jo u sech positiv ass, ëmmer méi al ginn, sou datt d'Verhältnis vun der Populatioun tëschent Jonk an Al sech méi zugonschte vun deenen Ale beweegt.

D'Jugendparlament seet och ganz zu Recht, datt d'Erofsetze vum Wahlalter vu verschiddene Changementer an eisem Schoulsystem begleet muss ginn. Zum Beispill froe si, datt Aktualitéitssujete méi oft missten am Sproochenunterrecht diskutéiert ginn an datt d'Instruction civique méi fréi misst als Fach um Stonneplang vun de klassesche Lycéeë stoen. Dat si Fuerderungen, déi mir gäre mat ënnerstëtzen.

Mir hunn och mat Freed zur Kenntnis geholl, datt mer ee fonkelneit Schoulbuch fir d'Instruction civique am Secondaire technique hunn: „Éducation à la citoyenneté".

Mir fuerderen, an dat wëll ech och kloer ënnersträichen, awer net een neit Schoulfach an eise Schoulen. D'Zil vun dëser Interpellatioun ass jo och net, sech just mam Wahlalter auserneenzesetzen, mä iwwert d'Participatioun vun eise Kanner a Jugendlechen an eise Schoulen ze debattéieren.

Wat heescht dat dann, d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen? An der Pädagogie versteet een ënnert dem Begréff „Participatioun" d'Abezéie vu Kanner a Jugendleche bei méiglechst allen Décisiounen a Prozesser, déi hiert Zesummeliewe betreffen. Dat kann zoutreffen op Jugendclibb a Jugendhaiser, gëllt awer och, an do hu mer jo haut de Mëtteg de Fokus drop, fir schoulesch Strukturen.

„Wat hunn Erwuessener sech net schonn alles ausgeduecht, fir Jugendlecher zu méi Engagement ze bréngen?" - oder muss ee soen: ze verféieren? -, schreift d'Ines Kurschat am Leitartikel vum „Lëtzebuerger Land" vum leschte Freideg, an d'Journalistin zielt verschidden Ini-

tiativen op: „Trau dech“, „Fit for Life“, „Fräi, well ech wëll!“, „Genial.lu“, an et gëtt der bestëmmt nach. Alles Initiativen, déi Jongen a Meedercher opfuerderen, sech dach aktiv an d'Aarbechtswelt, d'Fuerschung oder aner gesellschaftlech Beräicher anzebréngen. An d'Journalistin freet och nach, wou dann déi Schoul wier, wou d'Kanner géife Risikobereetschaft, Participatioun, Kreativitéit an Autonomie léieren.

An domat wiere mer da beim Schwéierpunkt: Participatioun an der Schoul. Wéi gesot, mir wëlle keen neit Schoulfach, mir brauchen och keen neit Schoulfach. Mir mengen, datt mer e bësse méi demokratesch Strukturen an der Schoul géife brauchen.

D'Iddi, fir d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen a schoulesche Strukturen anzeféieren an ze fuerderen, ass net nei. Do gëtt et zum Beispill de Janusz Korczak, een Numm, deen hei am Land net onbekannt ass, well d'Fondatioun Kannerschlass hir Eltereschoul no him benannt huet. Et ass och emol e Präis Korczak ginn, ech weess net, ob et deen haut nach gëtt. Et géif mech zwar interesséieren, en ass scho laang net méi verliehe ginn.

De Janusz Korczak huet sech ganz fréi fir d'Participatioun vun de Kanner agesat an hien huet a senge Weesenheemer an den 20er an 30er Jore vum 20. Jorhonnert Kannerversammlungen agefouert. Hien huet och ëmmer däitlech gemaach, datt praktesch Erfahrunge vu Participatioun méi wäertvoll fir d'Kanner wiere wéi theoretesch Erkenntnisser.

De Korczak - just zur Informatioun - ass am August '42 an de Gaskummere vun Treblinka ëmbruecht ginn.

En anere Klassiker op dem Gebitt vun der Bedeelegung vu Kanner ass de Freinet, dee sech ëmmer derfir agesat hat, datt och d'Kanner solle Verantwortung am schouleschen Alldag iwwerhuelen, an hien hat duerfir eng Klasseversammlung oder e Klasserot agefouert, wou d'Zesummeliewen an der Klass a wat do alles derzougehéiert, zesumme sollt thematiséiert a geregelt ginn.

Well ech net wëll mëssverstane ginn: Participatioun vu Kanner a Jugendlechen ass wichteg, mä dat schléisst natierlech net d'Léierpersounen als Haaptautoritéitspersounen aus. Et ass fir eis kloer, datt keen zum Beispill d'Responsabilitéit vun den Enseignanten ewech kann huelen an un d'Schoulkanner kann delegéieren.

Wat hu mir dann hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich bis elo geleescht? Bei der ganzer Diskussioun iwwert d'Schoulreform hu mer den Elteren zum Beispill méi Matsproocherecht ageraumt. Nodeems mer d'Eltere jorzéngtelaang aus der Schoul erausgehalen haten, ass dat net ëmmer einfach. Dat ass ee Prozess, deen net vum selwe geet. Dat gesäit een zum Beispill, an aller Däitlechkeet huet een dat rezent nach zu Dippech an der Gemeng gesinn, wou an engem Artikel vum „Wort“ ze liese stoung, wéi schwéier eng Zesummenaarbecht tëschent Léierpersonal an Eltere ka sinn oder ka gemaach ginn.

An eisen Aen ass méi en intensiivt Abezéie vun den Elteren an d'Diskussiounen an der a ronderëm d'Schoul awer eng Noutwendegkeet. Mir begréissen et, datt d'Elteren eng Plaz an der Schouldiskussioun kruten. Et gëtt kee Wee zréck op dësem Gebitt.

Am Gesetz iwwert d'Obligation scolaire, ee Gesetz, wat d'Rumm fir de Schoulbesuch vun de Schüler vu 4 bis 16 Joer setzt, steet bei de Missioune vun der Schoul ënner anerem: «La formation scolaire prépare l'enfant à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique.»

Dat ass jo bestëmmt eng flott Formulatioun, leider hu mer awer néierens festgehalen, wéi d'Schoul déi Missioun, déi hei beschriwwen ass, soll erfëllen. Am Enseignement fondamental hu mer keng Zeil iwwert d'Participatioun vun de Kanner an hirer Schoul verluer, an dat ass schued! Ech kommen zum Schluss nach eng Kéier dorop zréck.

Wat de Secondaire ugeet, do sti mer besser do, wat net wëllt heeschen, datt mer gutt genuch dostinn. An der Préface vum Guide fir d'Comités des élèves, deen 2008 vum Ministère publizéiert gouf, schreift d'Éducatiounsministesch iwwert déi Comitéen, deenen hir Base légale haut scho méi wéi 15 Joer al ass - ech zitéieren: «Or, je constate dans mes contacts avec les écoles que les comités d'élèves fonctionnent variablement, qu'ils sont plus ou moins bien lotis et qu'ils suscitent un intérêt varié auprès des élèves des lycées.»

Duerfir wier ech natierlech frou, haut vun der Madame Minister ze héieren, wéi et dann haut, fënnef Joer no där Préface, ëm d'Aarbecht vun de Schülercomitéë steet, wéi eng Andréck datt se elo aus hire Schoule matbréngt.

Da gëtt et d'CNEL, d'Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg, d'Federatioun vun de Schülercomitéen. Do hat ech mer erlaabt, am Numm vu menger Partei hei am Haus de 4. Dezember 2012 ze froen - an dann zitéieren ech mech emol eng Kéier selwer:

„Mir hunn als Gréng gemengt ze héieren, a mir géifen op alle Fall och selwer vun deem Wonsch ausgoen, datt ee misst d'CNEL reforméieren. Mir hunn do eng ganz Rei Argumenter héieren, déi eis aliichten. Et misst een d'CNEL dynamiséieren, d'Vereinfache vun der Aarbecht misst een erméiglechen. Den ale CNELs-Comité huet op alle Fall gemengt, si géife sech duerch de Règlement grand-ducal vum Mäerz 1998 paralyséiert spieren. Si froe méi Onofhängegkeet vum Éducatiounsministère, besonnesch wat d'Aberuffen an d'Ofhale vun de Réunioune betrëfft. Mä si froen awer och méi Moyenen, wéi zum Beispill e Coach, deen iwwer eng neutral Jugendorganisatioun der CNEL géif zur Dispositioun stoen.“

Dat war meng Fro viru véier Méint un Iech, Madame Minister. Ech hat gefrot: „Wéi gesitt Dir dat? Mengt Dir och, datt mer sollen an déi do Richtung goen an d'CNEL reforméieren?“

Ech hat och gesot, ech géif mech op d'Äntwert freeën, wat awer dunn net agetraff ass. Déi Äntwert war e flott Beispill vun enger Participatiounsverweigerung vun der Säit vun engem Minister vis-à-vis vun engem Volleksvertrieder.

Eng Deeläntwert krut ech dunn dräi Méint méi spéit, wou dann d'Madame Minister an enger Äntwert op eng Question parlementaire geschriwwen huet, datt si schonns e puermol mat de Vertrieder vun der CNEL zesumme war an iwwer méiglech Verbesserungen diskutéiert huet. Vläicht ass et dann haut och méiglech, e puer Unhaltspunkten ze kréien, a wéi eng Richtung datt déi Verbesserunge ginn.

Ouni wëllen am Detail op déi Geschicht vum Lycée Mathias Adam zréckzekommen, wëll ech awer zwee Aspekter dovunner opgräifen.

Éischtens, an der Äntwert op déi Question parlementaire, déi ech elo grad erwähnt hunn, stoung: «Il n'y a pas de droit de manifestation spécifiquement prévu pour les élèves des lycées.» An dat fanne mer net zefriddestellend.

Mir sinn natierlech mat der Ministesch averstanen, datt ee sech ëmmer muss bewosst sinn, datt et bei de Schüler zu engem groussen Deel ëm Mannerjähreger geet an duerfir d'Direktioun vun engem Lycée souwuel hir Autoritéit wéi och hir Responsabilitéit net kann ouni Weideres delegéieren. An awer mussen d'Schüler d'Méiglechkeet kréien, hir Meenung auszedrécken, och wa se eventuell konträr zu där vun der Direktioun oder den Enseignanten ass.

Misst net och all Schoulcharta derfir suergen, datt déi Méiglechkeet virgesinn ass?

An zweetens, fir eis ass och nach ëmmer net ganz kloer, wéi wäit de Schutz vu Memberen am Schülercomité viru Sanktiounen aus dem Conseil de classe geet. Engersäits kann och eng Memberschaft am Schülercomité net als Fräifahrtschäi fir onverantwortlecht Handele gëllen. Anerersäits muss awer och kloer sinn, datt den Asaz an engem Comité fir d'Schülerschaft net dierf bestrooft ginn.

Eng ganz Rei Jonker sinn no där Péitenger Geschicht an hirem Engagement veronséchert, an dat ass net gutt!

Eng aner interessant Pist, méi politescht Liewen an d'Schoulen ze kréien, ass et, fir Politiker an d'Schoulen ze invitéieren an Diskussioune mat de Schüler iwwer aktuell politesch Themen net nëmmen zouzeloossen, mä systematesch ze organiséieren an ze förderen.

Duerfir misste mer eis Regelen opstellen. Mir wëlle jo net, datt ëmmer déiselwecht an d'Schoule ginn an anerer net erandierfen.

Mir haten an der Éducatiounskommissioun viru Kuerzem eng Instruction ministérielle diskutéiert iwwert d'Interventioun vu Perséinlechkeeten aus der Politik an eise Lycéeën a Lycée-techniquen. Mir haten net direkt e Konsens fonnt an der Kommissioun.

Mech hat zum Beispill de Saz gestéiert: «Tout personnel d'un lycée ainsi que les élèves sont tenus à respecter une stricte neutralité dans l'expression ouverte et publique de leurs opinions et convictions politiques dans l'exercice de leur fonction.»

Wann een esou eng Direktiv géif an d'Schoule ginn, da géife mer all Diskussioun - net nëmmen déi politesch - praktesch verbidden, an dat ka jo net d'Zil sinn.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Gëtt et mëttlerweil eng nei Versioun vun dëser Direktiv a wat steet dran?

Et lount sech och, e Bléck op eis Pilotschoulen ze werfen, wat de Beräich Demokratie a Participatioun betrëfft. Am Règlement grand-ducal vum 10. August 2005 iwwert de Fonctionnement vum Lycée-pilote Ermesinde gëtt et een Artikel 3 iwwert d'Participatioun vun de Schüler an den Elteren um Liewen an der Schoul. An do sti Bestëmmungen, déi iwwert d'Lycéesgesetz vun 2004 erausginn.

Ech liesen zwee Artikelen doraus vir: «Les élèves participent activement à l'élaboration de leur projet scolaire et personnel. Ils s'informent continuellement de leurs progrès, de leurs faiblesses et de leurs points forts. Ils ont le droit de demander à être entendus à ce sujet par l'équipe pédagogique.» An en zweete Punkt: «Ensemble avec l'équipe pédagogique et plus particulièrement les éducateurs gradués, les élèves d'une classe élaborent un code de vie visant à fixer les droits et devoirs de chacun dans un contexte de vie lycéenne fondée sur la coopération et la participation.»

Sinn déi Erfahrungen, déi am Pilotlycée Ermesinde gemaach gi sinn, positiv? A kënne mer eppes dorauser léiere fir déi aner Schoulen, respektiv si mer eventuell bereet, positiv Elementer an dësem Beräich och op aner Schoulen ze iwwerdroen?

Am Fondamental gëtt et dann nach eng Schoul, déi scho méi laang net méi „eis Schoul“ ass, obscho se nach ëmmer esou heescht. Do gëtt et direkt op der Internetsäit e Link „Démocratie“, an da gëtt och direkt de Freinet beméit: «La démocratie de demain est préparée par la démocratie à l'école. Une école autoritaire ne peut pas former des citoyens démocratiques.»

Dës Schoul misst jo ee Schlaraffeland a puncto Demokratie a Participatioun sinn. Si soen, datt op hirem Site, an der demokratescher Gesellschaft „Eis Schoul' d'Zesummeliewe vun alle Bedeelegte gemeinsam gestalt g'tt an der Rumm vu festgeluechte Versammlungen, an déi heeschen „Klasserot“, „Schülerparlament“, „Schoulrot“. Dat sinn d'Institutioune vun „Eis Schoul“, do ginn „d'Gesetzer“ - wat awer trotzdeem nach tëschent Anführungszeeche steet - mat de Kanner zesummen ausgehandelt, an da gëtt fir d'Anhalen dovunner gesuergt.

Et geet souguer nach weider do: All Kand dierf eegestänneg Décisiounen treffen am Beräich vun der Unterrechtsorganisatioun, zu mengem Erstaunen och zu der Unterrechtsmethod an zum Deel och am Beräich vum Unterrechtsinhalt, awer dann nach an der Rumm vum Léierplang vun der öffentlecher Schoul.

Madame Minister, dat do sinn Aussoen, déi erënnere mech staark un den A. S. Neill vu Summerhill. Wéi gutt klappt dat dann elo an där do Schoul? Dierf een do och Zweifel umellen? Kënnt Dir eis vläicht eppes iwwert d'Schülerparlament vun dëser Schoul erzielen? De leschte Rapport vum Schülerparlament op dem Internetsite vun där Schoul ass vum 18. Abrëll 2012, dat ass also scho bal e Joer hier.

Kënne mer aus den Experimenter vun der Ganzdagsschoul um Kierchbierg eppes léieren am Beräich Participatioun an Demokratie an der Grondschoul?

Et kann ee jo och aus eventuell negativen Erfahrunge ganz vill léieren. Sidd Dir och bereet, eventuell positiv Elementer an dësem Beräich op aner Schoulen ze iwwerdroen?

An da gëtt et nach eng schéi Publikatioun vun 2010, déi heescht: „Demokratie lernen und leben“. Do geet et ënner anerem ëm Schoulcharta, Schülerparlament a Klasserot, an et gëtt och de Lien gemaach tëschent Matsproocherecht an der Schoul an engem gesonde Schoulklima als wichtegt Mëttel fir d'Gewaltpreventioun.

Am Oktober 2008 hunn 19 vun 69 Grondschoule gesot, bei hinne géif et Klasse ginn, wou regelméisseg Kreesgespréicher oder e Klasserot organiséiert géife ginn. A kenger Schoul gouf et e Schoulparlament, wou Elteren, Kanner a Léierpersonal zesummen diskutéieren. A just zwou Schoule gouf et e Schülerparlament, wou Delegéierter aus alle Klasse sech mat schoulinternen Themen auserneesetzen.

Ech ka mech nach drun erënneren, datt et zu Luerenzweiler an zu Hiefenech esou eppes wéi e Kannergemengerot ginn ass. Mä déi Initiative si scho laang entschlof. De Problem vun esou Institutiounen ass bis elo nach ëmmer, datt se mat der Energie vun eenzelne Persounen entstinn an eben och mat dësen zu Enn ginn.

Participativ Strukture sinn néierens institutionaliséiert. Wann déi Initiative vu Schülerparlamenter esou regelméisseg ënnerginn, wéi se opstinn, da kann een zur Konklusioun kommen, datt se eventuell iwwerflësseg sinn.

Mir kommen als Gréng zu enger anerer Konklusioun: D'Participatioun ass schwiereg a muss geléiert ginn. An déi rar Beispiller, wou Participatioun funktionéiert, an déi gëtt et glécklecherweis och zu Lëtzebuerg, weisen e positiven Afloss op d'Verhalen, op d'Motivatioun vun eise Schoulkanner an op de Schoulklima.

Duerfir freeën déi gréng sech op Zäiten, wou erëm an eise Schoulen Zäit a Plaz ass fir aner Diskussioune wéi Socles de compétences a Bilans d'évaluation. Mir freeën eis drop, wa mer erëm kënne Gespréicher féieren, zum Beispill iwwert d'Matsprooch an demokratesch Organisatiounen an eise Schoulen.

Wann et dann esou wäit ass, da fanne mer vläicht Leit, déi un enger Weiderbildung an déi Richtung interesséiert sinn, oder eng Schoul, déi d'Participatioun als Zil an hire PRS schreift. Madame Minister, vläicht gëtt et schonn eng Schoul, déi d'Participatioun am PRS stoen huet. Dir kënnt eis jo dann eventuell doriwwer informéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Eng Stäerkung vun de Schülercomitéen an der Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg schéngt eis noutwendeg. Eng Direktiv, déi net nëmmen d'Interventioun vu Politiker an de Lycéeë regelt, mä och esou e politeschen Dialog encouragéiert, ass wichteg. Déi positiv Beispiller aus eise Projetsschoulen am Beräich Schülerbedeelegung solle beschriwwe ginn a schrëttweis an aner Schoulen importéiert ginn. De Klasserot als Participatiounsinstrument soll promouvéiert ginn duerch eng Sensibiliséierungscampagne vum Ministère, duerch d'Méiglechkeete vun der Weiderbildung.

D'Erfahrunge mat der Schoulreform missten eis jo alleguer encouragéieren, an déi Richtung matzegoen. Mir hate jo ganz vill positiv Resultater vun de Schüler kritt, wéi mer se bis ëm hir Meenung gefrot hunn. Mä mir hate se eréischt gefrot, wéi se sech selwer manifestéiert haten. Mir haten eise Schüler d'Wuert eréischt ginn, wéi se sech et erstridden haten.

An dann, ganz zum Schluss, nach ee Beispill aus dem Ausland, wat weist, wéi wäit d'Schülerbedeelegung goe kann. An enger klenger Stad an Nordrhein-Westfalen, Rietberg, kréie véier Schoulen en zousätzleche Budget vu 7.000 Euro, wou d'Schüler kënne selwer ofstëmmen, wat si mat deene Sue wëlle maachen. D'Zil vun deem Projet ass, fir Jugendlecher ze responsabiliséieren, si fir Demokratie a Wahlen ze begeeschteren. Dat ass och néideg!

An där leschter „Shell“-Jugendetüd vun 2010 heescht et, datt de politeschen Interessi bei de Jugendlechen zwar liicht an d'Luucht gaangen ass par rapport zu deene Jore virdrun, a virun allem bei deene méi Jonken. Bei deenen 12- bis 14-Jähregen interesséiere sech haut 21% fir Politik, an dat waren 2002 nach nëmmen 11%. A bei de 15- bis 17-Jähregen, steet an der Etüd, géife sech 33% fir Politik interesséieren. 2002 waren dat nach nëmmen 20%. Do bleift awer nach vill Sputt no uewen. An trotz der allgemenger Politik- a Parteieverdrossenheet si Jugendlecher duerchaus bereet, sech u politeschen Aktivitéiten ze bedeelegen, wann hinnen eng Saach perséinlech wichteg ass. 77% vun alle jonke Leit wiere bereet, bei enger Ënnerschrëftenaktioun matzemaachen, an ëmmerhi 44% kënne sech och virstellen, bei enger Demonstratioun matzemaachen.

Här President, d'Schoul kann net all gesellschaftlech Problemer léisen. D'Schoul kann awer hire Bäitrag leeschten, Jonker fir demokratesch Prozesser ze begeeschteren. Mir sollten deene Jonken an eis selwer méi an där Richtung zoutrauen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Här President, Madame Ministesch, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi ech mech mam Sujet vun der Participatioun a vun der Representatioun vun de Schüler an eise Schoulen ausenanergesat hunn, war et fir mech fir d'Alleréischt emol wichteg, genee nozekucken, wéi eng Mëttelen de Schüler haut an de Lycéeën zur Verfügung stinn, fir iwwerhaapt kënnen ze participéieren, a wéi si an hir Interessien haut an der Schoul an doriwwer eraus wouergeholl ginn.

Wéi ech dëst gemaach hunn, ass mer fir d'Alleréischt an de Sënn komm, dass op dësem Plang iwwert déi lescht 16 Joer vill geschitt ass. Esou verfüge mir zënter dem Gesetz vum 27. August 1997 respektiv zënter den Ausféierungsreglementer vum 17. November 1997 iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen a vum 12. Mäerz 1998 iwwert d'Organisatioun vun der nationaler Schülerkonferenz iwwert déi néideg Strukturen, déi d'Schülerrepresentatioun an a vun de Schoule gesetzlech erméiglechen a strukturéieren.

Zënterhier ass nogebessert, verdéift a complémentéiert ginn, an dëst notamment duerch

d'Reglement vum 1. August 2001 iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen, wou d'Reglement aus dem Joer 1997 iwwerschafft gouf, souwéi och duerch d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an technesche Lycéeë vum 16. Juli 2004. Duerch dës Gesetzer a Reglementatioune verfüge mer haut iwwer eng Partie Strukturen, fir d'Representatioun vun de Schüler ze gewährleeschten, esou dass si fir hir Interessien antrieden an dës och verteidege kënnen.

Esou gëtt et um Niveau vun all Schoul, éischtens, zwee Klassendelegéierter, déi d'Interessië vun de Schüler um Niveau vun der Klass verteidegen a fir dës antrieden, an zwar vis-à-vis vun den Enseignanten, dem Régent an der Direktioun, souwéi si och d'Verbindung mam Schülercomité maachen.

Zweetens hu mer de Schülercomité, op deem seng Fonctiounen ech spéider nach am Detail agoe wäert. Zwee Delegéierter vum Schülercomité vertrieden d'Intérête vun de Schüler am Kader vun de sougenannte Representatiounsstrukturen, wéi am Conseil d'éducation, am Conseil de sécurité oder och an anere Comitéen, déi an de Schoulen entstoe kënnen.

Iwwert déi eege Schoul eraus gëtt vun all Schülercomité aus ee Member designéiert, fir um nationale Plang an der nationaler Schülerkonferenz, der sougenannter Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg, der CNEL, matzewierken. Doriwwer eraus fanne mer dann och nach zwee Schülervertrieder am Conseil supérieur de l'Éducation nationale erëm.

Här President, et ass wichteg, fir sech kuerz mat den Attributioune vum Schülercomité, deen all zwee Joer gewielt gëtt an deen tëschent 7 an 13 Memberen zielt, ofzeginn. Esou steet am Artikel 34 vum Gesetz aus dem Joer 2004, dass de Schülercomité d'Schüler bei der Direktioun souwéi och bei alle Comitéen, déi innerhalb vun enger Schoul entstinn, sief dëst um Niveau vun den Enseignantë wéi och vun den Elteren, vertrëtt. Et ass um Schülercomité, fir aner Schüler iwwer hir Rechter an Aufgaben innerhalb vun der Schoulcommunautéit ze informéieren, an dëst duerch d'Klassendelegéiert. An et gehéiert och zu den Attributioune vum Schülercomité, seng Stellungnahme fir an de Conseil d'éducation virzebereeden, kulturell, sportlech a sozial Aktivitéiten ze organisiére souwéi och Propositiounen ze formuléieren, wat d'Schoulliewen an d'Aarbecht vun de Schüler ubelaangt. Hei steet dann och, dass den Direkter sech mam Schülercomité versammelt, wann dësen dëst ufreet.

Am Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéë gëtt am Artikel 19 iwwert d'Attributioune vum Schülercomité preziséiert, dass dësen e Rapport annuel iwwer seng Aktivitéiten a seng Projeten opsetzt an dass de Schülercomité op enger bestëmmter Plaz an der Schoul, wou vill Passage ass an dee vun der Direktioun designéiert gëtt, all seng Rapporten, Communiquéen an aner Dokumenter ophänkt. De Schülercomité kann dann och nach ausserhalb vun de Schoulklassen eng Permanence ariichten, fir de Schüler ze erméiglechen, Kontakt mam Schülercomité opzehuelen. An dëse kann och Spezialkommissiounen iwwer verschidden Themen entstoe loossen.

Nieft dem Schülercomité an der Schoul spillt de Conseil d'éducation eng wichteg Roll fir d'Schüler, wou nieft dem Direkter, de Proffen, den Elteren, och si, d'Schüler also, zu zwee vertruede sinn. Dës Enceinte ass schonns bal e bësse wéi d'Häerzstéck vum Fonctionnement vun der Schoul u sech, un deem d'Schüler dann och bedeelegt sinn.

D'Attributioune vum Conseil d'éducation sinn, fir d'Schoulcharta ze adoptéieren, den Accord fir autonom Aktiounen am pädagogesche Beräich an an deem vun der administrativer Organisatioun ze ginn oder an dëse Beräicher selwer Propositiounen ze maachen, de sougenannten „Projet d'établissement" ze adoptéieren, de Budgetsprojet vun der Schoul ze aviséieren an och den Accord zur Répartitioun vum Budget fir d'Schoul ze ginn.

De Conseil gëtt dann och nach säin Accord zur Organisatioun vun de wöchentleche Schoulstonnen, aviséiert déi intern an extern Evaluatiounsrapporte vum Lycée, organiséiert déi gemeinsam Versammlungen a Manifestatioune vun de Schoulpartner, stimuléiert an organiséiert kulturell Aktivitéiten a formuléiert Propositiounen iwwer all d'Froen, déi d'Schoulliewen interesséieren an d'Organisatioun vum Gebai betreffen.

Déi lescht Struktur am Kader vun der Representatioun an der Participatioun vum Schüler, op déi ech wollt agoen, déi iwwert déi eege Schoul erausgeet, ass déi national Schülerkonferenz, kuerz gesot d'CNEL. Och hei wollt ech déi eenzel Attributiounen ënnert d'Lupp huelen.

D'CNEL, déi sech op d'mannst eemol am Trimester sur convocation vum Minister versammelt oder och soss all Kéiers, wann de Minister oder déi einfach Majoritéit vun de Memberen aus der Konferenz et fir néideg halen, huet folgende Kompetenzberäich: Si huet d'Recht, d'Schüler beim Minister souwéi och bei all aneren nationale schoulesche Partner ze representéieren. Si designéiert d'Vertrieder fir an de Conseil supérieur de l'Éducation nationale a si ka Memberen aus hirem Gremium designéieren, déi an Aarbechtsgruppe matwierken, déi vum Minister geschafe ginn oder wou de Minister d'Schüler wëllt associéieren.

Doriwwer eraus kann d'CNEL zu all Fro, déi d'Schülerliewen an hir Aarbecht an der Schoul betreffen, Propositioune formuléieren. Si gëtt vun der Ministesch iwwer Projeten, déi d'Schüler interesséieren, informéiert. Si ka vun der Ministesch saiséiert ginn, fir Avisen zu verschiddene Froen, déi d'Schüler interesséieren, ze formuléieren. Si leet der Ministesch en alljährleche Bilan iwwert de Fonctionnement vun de verschiddene Schülercomitéë vir a si ka speziell konsultativ Kommissiounen op d'Bee setzen a sech mat verschiddene schoulrelevanten Thematiken ausenanersetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro, déi sech eis awer haut stellt, ass, ob déi Gesetzer a Reglementatiounen, aus deenen ech elo zitéiert hunn, et dann och de Schüler an der Praxis erlaben, fir hir Representatioun a Participatioun um Terrain kënnen effektiv an effikass ëmzesetzen. Wichteg ze ënnersträichen ass emol iwwerhaapt d'Daseinsberechtegung vun dëse Strukturen, duerch déi d'Schüler um Schoulgeschéie participéiere kënnen.

Do hu mer zum Beispill un éischter Stell, wéi scho gesot, dass et et drëms geet, fir Léisungen zu Problemer ze fannen, déi sech am Kader vun der Schoul an hirer Communautéit stellen. Esou kënnen d'Schüler sech an de geschafene Strukture concertéieren, fir zesummen hir Intérêten ze verteidegen an no vir ze bréngen, fir an hiren Aen onzefriddestellend Situatiounen ze verbesseren.

Zweetens geet et awer och dorëms, an dat dierf een net vergiessen ervirzesträichen, dass dës Méiglechkeet, fir méi um Schoulliewen ze participéieren, ee wichtege Bäitrag ass fir eng „éducation à une citoyenneté active et responsable", déi et de Schüler erlabe soll, sech zu mündege Bierger ze entwéckelen. Ech wollt, wann Der mir et erlaabt, e bësse méi am Detail op dësen zweete Punkt agoen.

De Conseil de l'Europe huet schonn am Joer 1989 affirméiert, dass dat bescht Enseignement vun der Demokratie nëmmen an engem Kader kann dispenséiert ginn, wou d'Participatioun encouragéiert gëtt, wou déi verschidde Standpunkte kënnen oppen ausgedréckt ginn, wou d'Ausdrocksfräiheet vun de Schüler a vun de Proffe garantéiert ass a wou allgemeng Gläichheet a Justiz gëllen.

A sengem Projet „Politiques de l'enfance"aus dem Joer 1996 verstäerkt den Europarot dann och nach eng Kéier seng Entschlossenheet, fir dass d'Kanner als vollwäerteg Bierger solle considéréiert ginn, als aktiv Uspriechpartner, an dëst an alle Beräicher, déi de Bierger interesséieren. Esou kann een hei liesen, dass d'Méiglechkeet fir d'Kanner, op hir eege Liewenskonditioune kënnen anzewierken, ausschlaggebend fir hir Entwécklung ass an dass de Fakt, fir de Kanner nozelauschteren, mat hinnen zesummen d'Problemer unzegoen, hir Meenung ze akzeptéieren souwéi och sech Zäit ze huelen, hinnen ze explizéieren, firwat hir Iddien net ëmmer kënnen akzeptéiert ginn, wichteg Mëttele sinn, fir hir Undeelnahm ze förderen.

Esou gëtt et och sëllechen Etüden, déi weisen, dass an deene Schoulen, wou d'Kanner d'Méiglechkeet hunn, fir sech auszedrécken a fir un den Décisiounen, wat hir Schoul ubelaangt, ze participéieren, dass do d'Gewalt an deene Schoulen allgemeng ofhëlt. En oppent Ouer fir dem Schüler seng Suergen am Schoulalldag a bei allem, wat d'Schoulliewen ubelaangt, ze hunn, ass deemno immens wichteg.

Wéi et am spéidere Liewen och wäert sinn, hunn d'Schüler Rechter a Flichten, iwwert déi si sech musse bewosst ginn. Si musse léieren, dass si déi Rechter, déi hinnen zoustinn, an engem konstruktiven Dialog afuerdere kënnen, mä dass si sech och un hir Aufgaben a Contrainten hale mussen, fir den Ufuerderunge vun enger participativer Demokratie kënne gerecht ze ginn. Wäerter an Eegeschafte wéi Verantwortung, Solidaritéit, een deem aneren hëllefen, Autonomie oder och Zesummenaarbecht ginn duerch participativ Prozesser, wéi et d'Schülercomitéë sinn, wou gemeinsam festgesaten Objektiver erreecht ginn, geléiert a verdéift.

Wann also eis Schoul eng Plaz soll sinn, wou de Schüler dobäi begleet gëtt, fir dass hie sech zu engem fräien, autonomen a responsabele Mënsch entwéckele kann, musse mir him och déi néideg Méiglechkeeten a virun allem Mëttele ginn, dëst och kënnen ze erreechen. Et kann ee souguer soen, dass d'Schoul eng Plaz ass, wou d'Mënscherechter geléiert ginn, andeems de Kanner hir Rechter a Flichten net nëmmen an der Theorie mä och konkret am Schoulalldag solle vermëttelt ginn, an zwar andeems si hir Rechter ganz no de Prinzipië vun der internationaler UNO-Konventioun vun de Rechter vun de Kanner aus dem Joer 1989 am Alldag ausübe kënnen.

Esou seet den Artikel 12 aus der UNO-Konventioun vun de Kannerrechter: «Les États parties garantissent à leur enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité». Och wann duerch Grënn vum Schutz vun de Schüler, hirer Éducatioun an dem reibungslose Fonctionnement vun der Schoul de Kanner d'Limitë vun der Ausübung vun hirem Recht musse gesat ginn, dierfen d'Rechter vum Schüler net ignoréiert, mä musse ganz au contraire explizit gefördert ginn.

Här President, fir dës e bësse méi philosophesch Iwwerleeung iwwert d'Wichtegkeet vun enger Responsabilisatioun vum Schüler an Interaktioun mat senger direkter Ëmwelt ofzeschléissen, wollt ech awer kuerz nach op e puer Iwwerleeungen dozou vum Professer Dokter Wolfgang Edelstein, dem ehemolegen Direkter vum Max-Planck-Institut für Bildungsforschung, agoen, déi mir an dësem Kader besonnesch pertinent erschéngen.

Esou seet hien, dass selbstverantwortlecht Handelen a Kooperatioun mat aneren am héije Mooss gesellschafts- a virun allem wirtschaftsbestëmmend sinn. De Professer Edelstein ass der Meenung, dass d'Participatioun eng funktionell Noutwendegkeet vun der Virbereedung vum Schüler op eng Welt ass, an där selbstverantwortlecht a kooperatiivt Handelen entscheedend Viraussetzunge fir den ekonomeschen an de gesellschaftleche System sinn.

Här President, no dësem e bësse méi philosopheschen Exkurs wollt ech awer elo nees méi konkret ginn a mech mat der Realitéit um Terrain, also vun de Schoule befaassen. De Célestin Freinet huet an engem Artikel an der Revue „Clarté" am Joer 1923 geschriwwen: «L'énoncé théorique des droits et des devoirs de l'individu dans la communauté ne suffit plus: c'est la pratique sociale qu'il faut développer afin que l'homme sache plus tard se conduire librement dans les diverses occasions de sa vie».

Mir, d'CSV, sinn der Meenung, dass d'Gesetzer an d'Reglementatiounen, déi et schonn um Terrain gëtt, musse mat Liewe gefëllt ginn, fir dass hir Essenz och zum Droe kënnt.

Wann ee sech d'Schülercomitéen an deene verschiddene Lycéeën ukuckt, gesäit ee séier, dass et an deenen enge Schoule ganz lieweg Schülercomitéë gëtt, woubäi an anere Schoulen op dësem Niveau net gradesou vill leeft. Wichteg ze soen ass hei, dass d'Konditiounen, fir e gutt funktionéierenden a gutt besichte Schülercomité ze garantéieren, d'Facteuren Zäit, Wëllen an zesummen un engem Strang zéie sinn. Nëmmen dann, wann all déi concernéiert Acteuren den néidege Wëllen hunn, fir zesummen eppes opzebauen, a sech dofir och déi néideg Zäit ginn, ass et méiglech, dass an de Schoule flott Projete kënnen entstoen. Dëst betrëfft souwuel d'Direktioun an d'Enseignanten, well d'Opstelle vu Schülercomitéen an hiert Umliewenhale brauchen nun eemol méi oder manner Begleedung an Ënnerstëtzung vun Erwuessenen souwéi awer och vun de Schüler.

Dëst ass net ëmmer evident mat all de Contrainten, déi souwuel d'Proffen an d'Schüler an hirem Liewen hunn, well all dëst soll jo am Fong ausserhalb vun de Schoulstonne stattfannen. Dëst ass eng supplémentaire Charge, iwwert déi ee sech muss bewosst ginn, déi vu ville concernéierten Acteuren a priori net onbedéngt kann oder wëllt assuméiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Texter u sech ubelaangt, kann ee soen, dass si de Schüler op den éischte Bléck nawell vill Méiglechkeete ginn, fir hir Interessien ze vertrieden an ze verteidegen, souwuel an der Schoul duerch d'Klassendelegéiert an d'Schülercomitée wéi och op nationalem Plang duerch d'CNEL.

Wann ee sech déi eenzel Texter awer méi genee ukuckt, kann een zur Konklusioun kommen, dass dës dach awer relativ rigide an d'Fräiheete vun deene Jonken e bëssen ageschränkt sinn. Natierlech hänkt alles vun der Ëmsetzung um Terrain of. D'Theorie entsprécht net ëmmer onbedéngt och der Praxis.

Esou schéngt et och am Fall vun de Schülercomitéen a vun der CNEL ze sinn. Et schéngt, wéi wann net alles genee à la lettre géif esou applizéiert ginn, wéi et an deene verschiddene Reglementer virgeschriwwen ass, an doduerch och méi Fräiraum fir d'Schüler entsteet. An awer kann ee verstoen, dass si och op legaler Basis méi Matsproocherecht fuerderen, well hir Problemer, fir gutt ze funktionéieren, si villfälteg.

Dee wichtegste Punkt schéngt mir dee vum Abannen, vum Matabezéie vun alle Schüler aus enger Schoul ze sinn. Dozou gehéiert virun allem d'Diffusioun vun den Informatiounen. An hei mussen eben all d'Acteure matspillen, dat heescht, d'Enseignanten, d'Direktioun, déi verschidde Servicer aus der Schoul an net zulescht d'Schüler selwer duerch hir Klassendelegéiert a Vertrieder aus dem Schülercomité. Nëmmen esou ass et méiglech, eng flott Dynamik vun enger demokratescher Schoulpopulatioun ze entwéckelen an d'Schüler ze motivéieren, fir sech ze engagéieren. Esou kéint dann och an de Schoule selwer, entweder vum SPOS oder vum Service éducatif, eng gewësse Begleedung en cas de besoin offréiert ginn.

Mir wëssen awer och all selwer - virun allem heibannen, denken ech -, wéi schwéier et ass am Allgemengen haut an eiser Gesellschaft, fir Leit ze fannen, déi sech bénévole asetzen a sech fir eppes engagéiere wëllen. Dat kann Angscht maachen, virun allem, wann een nach net vill Erfahrung an deem Beräich gesammelt huet. An en plus ass et jo bekannt, dass déi Leit, déi sech asetzen, meeschtens och déi sinn, op déi geklappt gëtt, wa si Décisiounen huele mussen, déi zwar och soss keen huele wëllt, mä déi awer vläicht net jiddwerengem gefalen. Abee, ëmsou méi ass et verständlech, dass et deene Jonken heiansdo u Motivatioun feele kann, wat deen do Beräich ugeet.

E weidere Problem ass - an ech hunn et virdru scho kuerz ugeschwat - dee relativ strikte gesetzleche Kader, wat de Fonctionnement vun de verschiddene Schülerorganisatiounen ugeet an deemno d'Ëmsetze vun hire Rechter.

Ech nennen Iech e puer Beispiller: D'Wahle fir de Schülercomité si just all zwee Joer, wat e relativ figéierte System kreéiert. D'Kommunikatioun erweist sech als schwiereg, well just e Groupe restreint vu siwe bis dräizéng Schüler sech regelméisseg gesäit, beréit an Décisiounen hëlt, déi am Fong jo déi ganz Schülerpopulatioun awer betreffen. D'Schülercomitéé kréien och a priori keng Hëllefstellung an der Schoul, ausser et sief dann d'Zurverfügungstelle vun engem Sall, fir sech ze réunéieren.

D'CNEL huet och e ganz spezielle legale Statut. Si ass weder eng onofhängeg Associatioun nach en offiziellt Organ vum Stat. Si ass eigentlech just eng berodend Kommissioun vum Unterrechtsministère. Ausserdeem huet d'CNEL net wierklech vill Moyenen. Si hänkt vum Éducatiounsministère of, och wat d'Aberuffe vun hire Versammlungen, den Ordre du jour an d'Redigéiere vun de Rapportë betrëfft, wat et hir schwéier erméiglecht, sech fräi ze entwéckelen an eng neutral Ulafstell fir d'Schüler ze sinn.

Här President, d'national Schülerkonferenz fuerdert, fir eng neutral Ulafstell fir all Schüler ze sinn. An dat ass an eisen Aen och legitim. Dofir ass d'Iwwerschaffe vun der aktueller groussherzoglecher Veruerdnung iwwert d'CNEL wichteg, fir se un d'Besoinë vun deene Jonken ze adaptéieren. Esou sollte si zum Beispill op eegen Initiativ och kënne Versammlungen aberuffen an d'Dagesuerdnung festleeën.

Iwwer eng onofhängeg professionell Hëllefstellung am administrativen an am organisatoresche Beräich ass et sécher och derwäert nozedenken. Dat géif et der CNEL erlaben, d'Aarbechten an deene verschiddene Schülercomitéë besser ze koordinéieren an och vläicht eng Roll als Médiateur bei Problemer tëschent Schülercomité an Direktioun ze iwwerhuelen. Dës Aufgabe misste jo am Fong par définition an den Attributioune vun enger nationaler Schülervertriedung leien. Dëst verlaangt natierlech e gewëssene Budget, deen hinnen am Moment net ginn ass, mä wou zum Beispill ähnlech Léisunge wéi bei anere Jugendorganisatiounen unzedenke wieren.

Da wëll ech awer net vergiessen ze erwähnen, dass mir a verschiddene Schoule ganz engagéiert Schüler, Proffen an Direktiounen hunn, déi flott Projeten an d'Liewe geruff hunn an déi als Modell dénge kënnen, wéi participativ Demokratie an Zukunft an eise Schoulen ausgesi kéint.

Esou funktionéiert am Lycée Aline Mayrisch säit dräi Joer e Schülerparlament, wat aus all de Klassendelegéierte besteet an eemol am Trimester zesummekënnt, fir iwwer allméiglech Sujeten, déi si betreffen, ze diskutéieren an ofzestëmmen. Dëst Schülerparlament ass e grousse Succès an ass zu engem feste Bestanddeel vun der Schoulkultur am LAML ginn.

Am Lycée des Arts et Métiers leeft e Pilotprojet zurzäit mat engem méi oppene Schülercomité, wou all Schüler kënnen un de Versammlungen deelhuelen an d'Décisioune vu jiddwerengem geholl ginn, deen op der Versammlung ass.

Dës zwou Initiativen, an et gëtt bestëmmt och nach anerer, sollten en Usporn sinn, fir d'Schüler méi eescht ze huelen, well si hunn eng Meenung a si wëllen, dass een hinnen nolauschtert. Mä et geet natierlech net alles vum selwen an déi jonk motivéiert Leit wëssen dacks net, wéi si sech uleeë sollen.

Dofir ass et wichteg, si an hirem Bestriewen, eppes ze bewegen, och ze guidéieren, zum Beispill ënnert der Form vun engem professionelle Coaching an de Schoulen, eppes, wat d'CNEL och ganz kloer revendiquéiert.

Här President, d'CSV ass der Meenung, dass d'Opklärungsaarbecht an de Schoulen eng ganz wichteg Roll spillt, wann een eng dynamesch Schülerparticipatioun wëllt. Hei gëtt et e puer Outilen, gréisstendeels vum SNJ initiéiert, déi vill méi systematesch genotzt misste ginn:

- de Guide fir d'Schülercomitée vum SNJ, en Heft, wat de Schüler op 62 Säiten nëtzlech Tipps an Informatioune gëtt, fir sech ze organiséieren.

- Den SNJ bitt och all zwee Joer eng Formatioun fir déi nei gewielte Schülercomitéen un. Den SNJ zielt hei bis zu 60 Schüler, déi sech dann de Weekend vu freides op samschdes fräihuelen, fir hei matzemaachen.

- D'Journée «Comités des élèves», déi am Schouljoer 2007/2008 vum Éducatiounsministère, dem SNJ, dem CPOS an der CNEL organiséiert gouf, ass eng super Initiativ gewiescht, déi leider awer keng Regelméissegkeet fonnt huet.

Wéi Der gesitt, ass effektiv eng Basis do, op där een och an Zukunft opbaue kann. Mä net nëmme bei de Schüler mussen d'Informatioune fléissen, och d'Enseignantë musse sensibiliséiert ginn, well hir Participatioun an hiert Versteesdemech sinn d'Viraussetzung, fir dass d'Meenung vun de Schülervertrieder en Automatismus an eng Selbstverständlechkeet an all Schoul gëtt.

Am Allgemenge si mir also derfir, de Schüler e bësse méi Matsproocherecht ze ginn. Allerdéngs ass dat eppes, wat een net vun haut op muer afëiere kann. Et muss, wéi alles, lues a lues opgebaut ginn, virun allem, well mir hei zu Lëtzebuerg am Fong keng esou eng Kultur hunn an deemno och net an de Schoule gewinnt sinn, ëmmer matzeschwätzen.

Mir begréissen dofir, dass, obwuel et an der Grondschoul am Fong keen Abezéie vun de Schüler gëtt, op verschiddene Plaze Projeten, wéi zum Beispill Schülerparlamenter, lafen. Esou kënnen och méi jonk Schüler eng Fäegkeet an eng Sensibilitéit fir Demokratie entwéckelen. Esou Projete sinn deemno ausdrécklech ze förderen.

An deem Sënn ass och d'Responsabilisatioun vun de Schüler e wichtegt Element, wat derzou bäidréit, dass si vill méi selbststänneg a selbstbestëmmt handelen. Um Niveau vum Lycée gëtt et Initiativen, wou Schüler responsabiliséiert ginn, andeems si zum Beispill selwer de Schlëssel vun hirem Sall hunn a kucke mussen, dass en owes zougespaart ass. Mir fannen, dass dat ganz flott Initiative sinn.

An awer muss e Gläichgewiicht oprechterhale ginn, fir e gudde Fonctionnement vun der Schoul ze garantéieren. D'Schüler engersäits an d'Proffen op där anerer Säit hunn hiren eegene Kompetenz- an Handlungsberäich. Dëse Balanceakt muss och bestoe bleiwen. Esou sinn zum Beispill Fuerderungen, fir als Schüler beim Conseil de classe oder am Conseil de discipline derbäi kënnen ze sinn, an eisen Aen net gerechtfertegt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wollt ech soen, dass mir iwwer eng zolidd Base verfügen, déi et de Schüler erlaabt, fir hir Interessien anzetrieden an dës och ze verteidegen. Wann een emol all dës Méiglechkeeten, déi sech de Schüler elo scho bidden, géif effektiv an effikass notzen, kéinte landeswäit an alle Schoulen esou flott Projeten entstoen, wéi mir se elo schonn a verschiddene Lycéeë kennen.

An dach bleift nach Verbesserungsbedarf: Déi verschidde Strukture mussen esou adaptéiert ginn, dass si de Schüler erlaben, méi autonom an onofhängeg vun hinne benotzt kënnen ze ginn. Wéi wichteg et ass, de Schüler an der Schoul een zolitte Bagage matzeginn, fir spéider mat zwee Féiss kënnen an hirem Liewen ze stoen, ass eis all hei bewosst.

Dofir ass hei net nëmmen d'Politik gefuerdert, mä och alleguerten d'Acteuren, déi op déi eng oder aner Aart a Weis an der Schoul intervenéieren. Ech soe just: Wou e Wëllen ass, ass och e Wee!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Madame Minister, léif alleguer, ech kann zwar elo hei net mat Zitater vum Professer Edelstein an dem Célestin Freinet opwaarden, ech kann awer ganz gären an dësem Kontext mäi Kolleeg Eugène Berger zitéieren.

Plusieurs voix.- Ahh!

M. André Bauler *(DP)*.- Déi Jonk fir demokratesch Prozesser begeeschteren, dat ass nämlech en Uleies, wat mäi Kolleeg Eugène Berger an enger Gesetzespropositioun zum Ausdrock bruecht huet, wéi hie virgeschloen huet, dat aktiivt Wahlrecht op 16 Joer erofzesetzen. Déi Jonk fir d'demokratesch Kultur a fir d'Froe vum gesellschaftleche Liewen ze sensibiliséieren, dat ass aus der Siicht vun der Demokratescher Partei e Must. Dozou gehéieren och d'Aarbecht an d'Aktivitéit an de Schülercomitéen. Iwwregens war et Mëtt den 90er Joren den Eugène Berger - ee vun deenen Éischten -, deen heizuland gefuerdert huet, gesetzlech verankert Schülercomitéen anzeféieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass sécher richteg, dass d'Gesetz iwwert d'Schülercomitéen zu engem Deel e Pabeiertiger bliwwen ass. Et ass och sécherlech wouer, dass an etleche Schoule kaum bis guer keen Interesse vusäite vun de Schüler un engem dynamesche Schülercomité besteet. D'Ursaachen, firwat dat an där enger Schoul besser fonctionnéiert wéi an där anerer, si ganz ënnerschiddlecher Natur. Eent ass awer sécher: Zu Lëtzebuerg feelt et ganz einfach un där néideger „Kultur" a Saachen aktiv Participatioun vun de Schüler an de Schoulen.

Firwat ass dat esou? Dat huet ganz vill domat ze dinn, dass déi Jonk sech schwéierdinn, fir sech an eisem Schoulsystem zurechtzefannen an net ëmmer déi Uspriechpartner fannen, déi si sichen. Si gesinn am Schülercomité net onbedéngt en Instrument fir d'Léisung vun hire Froen an hire Problemer. An dat huet och domat ze dinn, dass si mat zeg Erausfuerderunge konfrontéiert ginn, déi méi brennend si wéi d'Fro vun der Participatioun an engem Comité.

Ëmmer méi Jonker hu Problemer mat der Dräisproochegkeet vun eisem Schoulsystem. D'Fonctioun vum soziale Lift fonctionnéiert net an eiser Schoul. Sozial Ënnerscheeder ginn éischter verstäerkt wéi ofgebaut. Mir hunn eng mangelhaft Orientatiounskultur, eng schwéierfälleg Beruffsausbildung, déi nach ëmmer vill Froen opwerft, en ze héije Prozentsaz u Schüler, déi op d'mannst eng Kéier an hirer schoulescher Carrière duerchfalen, ronn 300 Jonker, déi all Joer aus dem Régime préparatoire ofginn ouni Diplom an esou weider. Wéi soll ënner esou Ëmstänn e Schüler dozou animéiert ginn, sech nieft dem Unterrecht och nach fir seng Schoul mat Begeeschterung ze engagéieren?

D'Schüler kommen ëmmer méi an e Schoulsystem eran, wou zënter Joren op allen Ennen an Ecke Chantieren opgemaach goufen, déi den Androck vun enger riseger Baustell mat ongewëssem Ausgang vermëttelen an op déi si kaum, wann iwwerhaapt, een Afloss hunn. Ass et do net verständlech, dass vill vun deene jonke Leit d'Energie an d'Loscht net méi hunn, fir sech an hirer respektiver Schoul ze engagéieren a fir sech mat hirer Schoul ze identifizéieren? Dofir muss de Schüler erëm d'Gefill kréien, dass hien an engem stabelen Ëmfeld léiert, wou e sech erëmfënnt. E System, deen em d'Gefill vun Zouverlässegkeet vermëttelt. E System, an deem e Gehéier fënnt, unerkannt gëtt an an deem en hëllefe kann, eppes ze veränneren, eppes ze bewegen.

Ouni de Punkt vun der Schülerparticipatioun wëllen ze vernoléissegen oder klengzerieden, menge mir als Demokratesch Partei, dass eise Schoulsystem aktuell mat méi groussen an dréngende Problemer konfrontéiert gëtt. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass, wa mer dës Problemer an de Gréff kréien, mir quasi als positiven Nieweneffekt och d'Basis géife schafe fir eng méi aktiv a begeeschtert Participatioun vun de Schüler.

Här President, d'Meenungsbildung innerhalb vun der Schoulgemeinschaft an d'Zesummenaarbecht tëschent de Schoulpartner sinn zwee Facteuren, déi d'Schoulqualitéit beaflossen. Do, wou Meenungen an Iwwerleeungen net fräi geäussert ginn, do entsteet Onzefriddenheet. Wann ech mech a mengem Ëmfeld ëmhéieren, da stellen ech fest, dass a ville Lycéeë Schülercomitéë fonctionnéieren, an deene Schüler vertruede sinn a sech och regelméisseg austauschen. Hir Vertrieder sinn am Conseil d'éducation, am Comité de restauration vun der Schoul an an der nationaler Schülerdelegatioun.

Villes hänkt, wéi esou dacks, vum Engagement an der Perséinlechkeet vun den Acteuren of. Sou gëtt et Direktiounen, déi sech absolut net iwwer hire Schülercomité bekloe kënnen. D'Zesummenaarbecht klappt an deem Sënn, dass d'Élèven an deene respektive Gremien aktiv sinn. D'Schüler kréien och materiell an organisatoresch ënnert d'Äerm gegraff, wa si zum Beispill e Schoulfest organiséiere wëllen. Etlechmol mierkt een awer, dass déi Jonk zwar vill Iddien am Kapp hunn, mä wann et dann ëm déi konkret Ëmsetzung geet, dann happert et. D'Ursaache kënnen och do ënnerschiddlech sinn: net genuch Zäit, Examensstress fir déi Grouss, aner Interesse bei deene méi jonke Schüler, net wëssen, wéi ee sech soll uleeën, fir zesummen ze schaffen a fir eppes ze bewegen.

Et gëtt och Sekundarschoulen, an deenen de Schülercomité quasi inexistent ass, obwuel d'Direktioun an d'Enseignanten d'Schüler encouragéieren, fir sech ze engagéieren.

Mengen Informatiounen no schéngt d'Aarbecht vun de Schülercomitéë vu Gebai zu Gebai staark ze variéieren. Et gëtt wuel Gebaier, wou de Schülercomité aktiv a motivéiert um Wierk ass a seng Aarbecht souwuel e groussen Notze fir d'Schüler wéi och e flotte Moyen fir d'Identifikatioun vun de Schüler mat hirem Gebai, mat hirer Schoulcommunautéit duerstellt. Et gëtt awer och Schoulen, do besteet déi eenzeg Aktivitéit vum Schülercomité an e puer Kontakter mat der Direktioun an an der Organisatioun vum Schoulfest.

Här President, d'Demokratesch Partei ass fir d'Schülercomitéen an d'Participatioun vun de Schüler. D'Schüler brauchen eng Representatioun a si mussen och, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass, hir Meenung, hir Opiniounen dierfen äusseren, ouni dass si sech dem Risiko vu Strofen oder enger Benodeelegung aussetzen. Wéi kënne mer eng besser Kultur fir eng aktiv Participatioun vun de Schüler an eise Schoule schafen? Mir mengen net, dass een d'Gesetz soll a muss dofir änneren, mä dass et mat e puer konkrete Mesurë scho geschéie kann, dass ee mat e puer konkrete Moossname schonn eng ganz Rei Saachen um Terrain ka bewegen.

1. D'Direktioune solle regelméisseg mat de Schülercomitéen zesummekommen, fir sech besser kennenzeléieren, awer och fir een deen anere besser ze verstoe respektiv een deem anere seng Erwaardunge besser ze kennen. D'Direktioun muss en oppent Ouer fir de Schülercomité hunn a muss sech och bewosst sinn, dass et sech ëm Schüler, ëm jonk Leit handelt. Et däerf ee si net mat der Organisatioun vun engem groussen Event iwwerfuerderen. Vill méi soll een dem Schülercomité am Laf vun engem Schouljoer e puer, wann och méi kleng an iwwersiichtlech, Geleeënheete ginn, wou si sech kënne manifestéieren.

2. D'Schülercomitéë brauchen an eisen Aen eng Aart Begleedung, eng Zort Hëllefstellung, zum Beispill bei der Organisatioun vu gréisseren Events, beim Opstellen an Iwwerwaache vum Planning, awer och zum Beispill beim Oflaf an der Organisatioun vun hire Réuniounen. Well bei allem, wat mir a puncto Engagement vun de Schüler verlaangen, däerfe mer net aus den Ae verléieren, dass déi Schüler, déi sech am Schülercomité engagéieren, dat nieft der Schoul an nieft hire Fräizäitaktivitéite maachen. Wa si dat maachen, solle si dat ënner gudde Viraussetzunge kënne maachen.

3. Mir géifen et begréissen, wann den Éducatiounsministère ee- bis zweemol am Joer Informatiounsversammlunge fir d'Schülercomitéë géif organiséieren iwwer aktuell bildungspolitesch Froen, fir esou ze vermeiden, dass d'Schüler als Lescht iwwer iergendwellech Ännerungen oder Reformen informéiert ginn. Hei drängt sech d'Iddi vun enger Aart Schülerforum op, dee regelméisseg zesummekënnt a wou brennend Froen, déi breeden Deeler vun der Schülerbevölkerung um Häerz leien, zur Sprooch kommen.

4. Doriwwer eraus géife mir et och begréissen, wann de Schülercomité zum Beispill kéint punktuell Ëmfroen an der Schoul maachen, fir esou d'Meenung vun de Schüler zu bestëmmten an aktuellen Themen ze kennen a fir dann, och wann et vläicht nëmme kleng Saache sinn, aktiv d'Schoulliewe kënne matzegestalten.

5. Dacks feelt et de Schülercomitéen un der néideger Akzeptanz ënnert de Schüler. An anere Wierder: Ganz vill Schüler si sech der Wichtegkeet an de Kompetenze vun dësem Instrument net voll bewosst. Dofir brauche mer eng besser a méi regelméisseg Informatioun vun de Schüler zum Sujet vun der Schülerbedeelegung an de Gebaier.

Här President, wéini kooperéieren d'Schüler fräiwëlleg an enger Schoul? Ënner wéi engen Ëmstänn bedeelege si sech konstruktiv a mat Begeeschterung? Mat dëse Froe befaasst sech och zurzäit den Atert-Lycée zu Réiden, wou et och a grad ëm eng Vernetzung vun Talentförderung, Beruffsorientéierung a Regioun geet.

Wat sinn also d'Bedéngunge fir eng aktiv Schülerbedeelegung? Experte weisen hei op véier Elementer hin:

1) E positivt Schoulklima: authentesch, éierlech a stabil Relatiounen tëschent den eenzelne Schoulpartner.

2) Unerkennung: De Schüler muss d'Gefill hunn, dass hien eescht geholl gëtt, dass seng Iddien, säin Engagement fir d'Schoul vu Bedeitung sinn.

3) Selbstwierksamkeet: Dat heescht, de Schüler muss erkenne kënnen, dass hien eppes an der Schoul, a senger Schoul verännere kann.

4) Sënnhaftegkeet: De Schüler muss an deem, wat en an der Schoul léiert an erlieft, e Sënn gesinn.

Dës véier Punkte si wesentlech, wa sech e Schüler mat senger Schoul identifizéiere soll. Geléngt dës Identifikatioun, kënnt et quasi zwangsleefeg zu enger adequater Schülerbedeelegung.

De Problem, dee mir allerdéngs hei zu Lëtzebuerg hunn, ass deen, dass mir trotz engem entspriechende Gesetz keng wierklech Kultur vun der Schülerbedeelegung entwéckelt hunn. Et feelt un der néideger Sensibilitéit fir dëse Sujet. D'Pisa-Etüd weist dann och, dass d'Lëtzebuerger Schüler dacks en negativt Bild vun hirer Schoul an hiren Enseignanten hunn. Dëst Bild ass zum Deel bedeitend méi schlecht wéi dat vu Schüler an anere Länner.

Déi feelend Kultur vun der Schülerparticipatioun ass awer net nëmmen eleng op d'Schüler zréckzeféieren. Mir ass nämlech zu Ouere komm, dass déi sougenannten „CNEL", also déi national Schülerkonferenz, schonn Enn 2011 eng Propositioun an de Ministère erageréecht hat, fir dat entspriechend groussherzoglecht Reglement esou ofzeänneren, dass si méi onofhängeg vum Ministère hir Versammlunge kënnen organiséieren, dass net ee Mataarbechter vum Ministère e Bericht an den Ordre du jour vun hire Sitzunge mécht. Bis haut, sou gouf mir gesot, hätte si keng Äntwert aus dem Ministère op hir Demande kritt.

Dat weist - d'Madame Minister kann awer elo gären herno de Géigendeel behaapten, da si mer berouegt -, dat weist, dass offensichtlech och am Ministère nach net wierklech d'Mentalitéit do ass fir eng reell an autonom Schülerparticipatioun um nationalen Niveau. Dem Schüler gëtt eréischt da grëndlech nogelauschtert oder de Schüler gëtt grëndlech nogelauschtert, wann op eemol e puer Honnert vun hinnen op der Strooss virum Ministère stinn an do demonstréieren. Da ginn an aller Hektik Informatiounsversammlungen organiséiert, amplaz schonn am Virfeld vu geplangte Reformen en Dialog mat hinnen ze féieren.

Här President, den Image vun der Schoul bei de Schüler ze verbesseren, dat ass bal esou, wéi wann een op Däiwel komm eraus wéilt versichen, en ausgewisenen Atheist fir eng Houmass oder eng Schlusspréssessioun ze begeeschteren.

(Brouhaha)

De Wonsch no méi an no enger besserer Schülerbedeelegung ass dofir zu Lëtzebuerg eng Erausfuerderung. Et ass awer keng onméiglech Aufgab. Et gëtt Schoulen am Land, wou mat interessanten Usätz probéiert gëtt, dësem Zil e Stéck méi no ze kommen. Ech wëll als Beispill nach eemol den Atert-Lycée nennen, wou probéiert gëtt, mat enger neier Zort vun Talentförderung deen dofir noutwendege Mentalitéitswiessel ze erreechen. Projeten, déi iwwert dee klasseschen Unterrecht erausginn, sinn tatsächlech e wichtegt Instrument, dat een notze muss, fir d'Schüler verstäerkt ze aktivéieren a méi ze motivéieren.

Déi véier Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn - e positivt Schoulklima, Selbstwierksamkeet, Sënnhaftegkeet an Unerkennung -, loosse sech ëmsetzen. Et brauch een dofir vun alle Partner e verstäerkten Asaz a méi Versteesdemech fir d'Situatioun vun deem jeeweileg aneren.

Dofir, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun eise Lycéeën aus dem Joer 2004 muss a puncto Representatioun vun de Schüler endlech mat richtegem Liewe gefëllt ginn. D'Schülerparticipatioun ass e wichtegt Element, wann et ëm d'Motivatioun an d'Begeeschterungsfäegkeet vun de Schüler geet.

Et wier an den Ae vun der Demokratescher Partei bedauerlech, wa mir d'Chance vun enger aktiver Schülerparticipatioun net géifen notzen.

Au Contraire, kommt, mir notzen dës Chance, fir aus eiser Schoul eng besser Schoul ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ausgeléist ass dës Interpellatioun ginn duerch den Tëschefall am Lycée Technique Mathias Adam zu Péiteng, en Tëschefall, dee vun der Press opgegraff ginn ass.

Hei soll awer an der Chamber éischter prinzipiell diskutéiert ginn. Ech wëll net an den Detail goe vun där Péitenger Kontrovers. De Kolleeg Adam stellt seng Interpellatioun jo och op e generellen Niveau. Mä ech wëll e puer Remarquen a Suggestioune maachen zu de Comités des élèves an de Lycéeën an zu der Conférence Nationale des Élèves.

Déi Fro, déi sech stellt, ass déi hei: Erfëllt d'Gesetzgebung iwwert dës zwou Institutiounen no bal 15 Joer haut nach hiren Zweck?

Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn nach net esou laang vun der Schoulbänk fort, datt ech mech net méi kéint an d'Haut vun de Schüler versetzen. Ech hunn, fir meng Interventioun ze preparéieren, mat Membere vun engem Schülercomité geschwat, an ech zitéieren dat, wat ech an engem Mail geschéckt krut: „De Schülercomité ass eng gutt Saach, eng gutt Iddi, mä et mussen him méi Rechter an och vläicht méi Flichte gi ginn. Et huet absolut kee Wäert, wann e Schülercomité näischt ze soen huet." Schluss vum Zitat.

Dann entwéckelt de Student säi Frust iwwer eng ganz Rëtsch vu Problemfelder, iwwert déi si mat der Direktioun geschwat haten, iwwert d'Gedrénksautomaten, iwwert d'Sportsterrainen, iwwert d'Dreckskëschten an esou weider. An da schreift hien: „Et ass wierklech näischt duerchgesat ginn!" Konklusioun fir de Student: Frust, d'Flemm a kee Bock op e weidert Engagement am Schülercomité. An dat ass absolut verständlech.

Ech hu mer d'Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen vum 1. August 2001 ugekuckt: Dat ass eng administrativ Meeschterleeschtung, keen organisatoreschen Detail ass ausgelooss. Mä am Virspann vum Artikel 19 steet dat hei: «Sans préjudice des attributions de la direction de l'établissement, de la Conférence des Professeurs, du Conseil d'Éducation, des conseils de classe, des régents ou des délégués de classe, le comité a les attributions suivantes:…».

Ech ziele se net op, mä ech ginn emol d'Interpretatioun, déi d'Studenten aus dem Lycée ginn, an dat ass déi hei: Här ass Här a Max ass Max, an d'Maxe sinn ëmmer d'Schüler!

Zu Péiteng huet elo net d'Direktioun, déi am Konflikt mat dem Comité läit, d'Sanktiounen décidéiert, mä de Conseil de classe huet kloer demonstréiert, datt eng Schoul anescht organiséiert ass wéi e private Betrib, datt eng Schoul eng eege Juridictioun huet, datt e Schülercomité keng Gewerkschaft ass, datt d'Membere vun deem Comité kee besonnesche Schutz hunn, wa si Aktioune maachen, déi reglementaresch net an der Rei sinn.

D'Madame Minister seet an hirer Äntwert op eng Question parlementaire, datt eng Schoul e Milieu ass, deen net ouni eng seriö Reglementatioun verbonne mat Sanktioune funktionéiere kann, an datt eng Hierarchie ze respektéieren ass bei all Aktioun, déi vun deem Comité des élèves geplangt an organiséiert gëtt. Zu Recht, an anere Wierder, d'Aktioune vum Comité dierfen net aus dem Rudder lafen, a wéi si ze lafen hunn, dat décidéiert net de Comité des élèves.

Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetz iwwert d'Grondschoul ass e grousse Wäert op Partenariat am Schoulbetrib geluecht ginn.

Ech weess net, wat an deem neie Secondairesgesetz virgesinn ass, mä et ass ouni Zweifel noutwendeg, fir all Schoulpartner an de Lycéeë besser an de Schoulbetrib matanzebannen a si domadder och ze responsabiliséieren. D'Schoulpartner sinn an de Lycéeë selbstverständlech och d'Schüler. Si sinn ëmmer an enger Position d'infériorité vis-à-vis vun der Direktioun a vis-à-vis vun de Professeren. An enger Kraaftprouf zitt de Schüler oft de Kierzeren.

D'Konscht, fir e Schoulpartenariat opzebauen a funktionéieren ze doen, besteet menger Meenung no doran, datt esou Kraaftprouwe verhënnert ginn, andeem d'Élèven informéiert ginn an agebonne ginn, wa bestëmmt Décisioune geholl ginn. D'Schüler fille sech am beschten an enger Schoul, wou si d'Gefill hunn, datt op si gelauschtert gëtt an datt si d'Méiglechkeeten hunn, fir d'Zesummeliewe matzegestalten. Etüden hunn och gewisen, dass, wat d'Schoulklima besser ass, wat d'Wuelbefanne vun de Schüler besser ass, de schouleschen Erfolleg och besser ass.

Et ass gewosst an et ass net verwonnerlech, datt d'Schüler an de Lycéeë sech net drëm räissen, fir an de Schülercomité ze kommen. Duerch de Wiessel an der Schoulpopulatioun gëtt et och keng grouss Kontinuitéit an der Besetzung vun de Comitéen. Ech kéint mer virstellen, datt dës Kontinuitéit besser garantéiert wier, wann nach een oder zwee fréier Membere fir een oder zwee Joer sech kéinten dem Vote fir de Schülercomité stellen.

Interessant fannen ech och d'Propos, fir een oder zwee Professeren duerch d'Schüler wielen ze loossen, déi de Comité des élèves betreien a beroden. Si sollten, wéi gesot, vun alle Schüler gewielt ginn.

Wann d'Comités des élèves an der Praxis ofhängeg si vun der Direktioun vum Schoulgebai, dann ass d'Conférence des élèves och ofhängeg vum Ministère. D'Reglement gesäit vir, datt e Mataarbechter aus dem Ministère d'CNEL betreit an domadder selbstverständlech och kontrolléiert. Et ass ze verstoen, datt d'CNEL dës Ofhängegkeet net wëllt a léiwer en onofhängege Mataarbechter hätt.

Wie kann dat sinn? Op jidde Fall misst hien de Schoulsecteur gutt kennen.

Och wann d'Schülercomitéen eng wichteg Roll spillen, wat d'Schülerparticipatioun ugeet, kann een awer och iwwer aner Usätz nodenken, fir d'Schoulklima ze verbesseren, andeems een d'Participatioun vun alle Schüler aus engem Gebai encouragéiert. Et ass nämlech net onbedéngt jiddwerengem seng Ambitioun, an de Schülercomité gewielt ze ginn an do mam Schouldirekter oder mam Schoulcomité ze diskutéieren.

D'Demokratie an d'sozial Kompetenze kann een och duerch kleng an och méi grouss Projete léieren, déi ënnert der Responsabilitéit vun de Schüler lafen. Et gëtt vill Méiglechkeeten a vill gutt Usätz, virun allem an deene Gebaier, wou Schoulprojete realiséiert ginn, zum Beispill d'Gestioun vun engem Schoulgaart, en Aarbechtsgrupp iwwert d'Verbesserung vun der Qualitéit vum Schoulrestaurant, d'Organiséiere vu Manifestatiounen an esou weider.

Wann d'Schüler d'Méiglechkeet kréien, Verantwortung ze iwwerhuelen an engem Projet, da wiisst och d'Motivatioun, fir an d'Schoul ze goen a sech mat der Schoul ze identifizéieren.

D'Madame Minister huet gesot, datt si wëllens ass, fir d'Gesetzgebung souwuel fir d'Conférence Nationale des Élèves wéi fir d'Schülercomitéen ze reforméieren, a si huet schonns Gespréicher gefouert. Ech ginn dovun aus, datt déi Erfahrungen, déi an de Pilotprojete fir d'Grondschoul a fir de Lycée gemaach gi sinn, dobäi verwäert wäerte ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ganz vill Strukturen an de Schoulen. Ech mengen, d'Madame Scholtes huet sech jo do vill Zäit geholl, fir se all opzezielen an ze erklären, wat hir Kompetenze sinn. Et ass also net esou, datt mer hei eis kéinten histellen a soen, et géif keng Strukturen, déi de Schüler et géifen erlabe matzebestëmmen.

Natierlech kann een ëmmer iwwer kleng Verbesserungen an iwwer Evolutiounen nodenke wéi och am LAML - d'Madame Scholtes hat och dat Beispill gesot -, mä mir brauchen hei net d'Rad nei ze erfannen. Mir kënnen einfach op deem opbauen, wat do ass, a kucken, wou ee punktuell Saache ka verbesseren.

Mä déi Fro, déi mer eis haut stellen, ass: Brauche mer iwwerhaapt esou Strukturdebatten am Ableck? Ass dat do de Problem vun der Schoul? Verléiere mer eis net am Institutionellen - jo, Här Bauler, Dir hat dat och schonn uklénge gelooss -, ass dat net eng Debatt, déi iwwerhaapt net an d'Zäit passt?

Well dat ass net de Problem vun der Schoul. D'Schüler, déi haut an de Schoule sinn, déi wëssen, datt se eng gewësse Chance hunn, eventuell an de Chômage eranzerutschen. Si si sech bewosst, datt den Niveau vun de Schoule fält. Mir sinn an enger Zäit vu Kompetenzen attestéieren, déi d'Schüler net méi hunn. Mir sinn an enger Zäit vum Kompenséieren, an herno gëtt gesot, déi wichtegst Kompetenz, déi d'Kanner hunn, dat ass d'„Inkompetenzkompenséierungskompetenz", wéi dat esou schéi genannt gëtt, an dat kann et net sinn!

D'Schoul brauch keng grouss Debatten am Ableck iwwer Strukture vu Matbestëmmung; d'Schoul brauch eng Debatt iwwert d'Verbesserung an d'Eropschrauwe vum Lycée, vum Niveau - pardon.

Et gëtt Grenze vun der Matbestëmmung. Ech hu mer de Communiqué vun deene jonke Gréngen hei ugekuckt, opgrond vun deem den Här Adam d'Interventioun gemaach huet. Also, dat Éischt, wat ech wëll soen - Här Adam, huelt mer et net iwwel -, mä ech mengen, Dir hutt gesot, an de Schoulfächer Däitsch, de Sprooche soll ee méi Aktualitéitsdebatte féieren: Wann ech de Communiqué vun deene jonke Grénge liesen, dann denken ech, datt e bësse Grammaire an Orthographie an esou Saachen awer nach wichteg sinn, well ech liesen hei Saachen, datt se och ënner anerem wëlle kollektiv Entschlëss an de Schoule féieren, mä dat féiert, dat féiert zu guer näischt!

Mir hunn einfach eng Situatioun, wou d'Kanner emol eng Kéier erëm musse léiere léieren; léieren, sech ze konzentréieren, well se vill ofgelenkt sinn. Dat sinn d'Problemer vun der Schoul!

An ech halen och déi gréng Interventioun eigentlech fir hypokritesch, well si soen eis hei…

(Interruption)

Neen, et ass Hypokrisie! Well déi gréng soen eis, mir sollen eis domat beschäftegen, wéi d'Schüler kënne méi matbestëmmen, a gréng Politik ass u sech eng Politik, déi drop ofzilt, fir de Schüler Wielméiglechkeeten ewechzehuelen. Ech ginn Iech just dräi Beispiller heifir:

Dat éischt ass, déi gréng soen eis ëmmer erëm, och an de Kommissiounssitzungen: „Firwat hu mir nach iwwerhaapt en Ënnerscheed zwëschen engem klassesche Lycée an engem technesche Lycée?" D'Konklusioun ass: déi gréng wëllen ee Schoulsystem fir jiddwereen.

Ass dat de Respekt vun der Fräiheet vun der Décisioun vum Schüler, fir alles wëllen an een Dëppen ze geheien an all Differenzéierungsméiglechkeeten ewechzehuelen?

Zweet Beispill: déi gréng wëllen de Schüler d'Méiglechkeet ewechhuelen, eng fräi Décisioun ze huelen, ob se wëllen an de Reliounsunterrecht goen oder an en allgemenge Wäerte- oder Ethikunterrecht.

(Brouhaha général)

Ass dat de Respekt virum Schüler, wann déi gréng wëllen de Leit verbidden, an e Reliounsunterrecht ze goen, wou se wëllen higoen, am Kader vun der öffentlecher Schoul? Dat ass eng Aschränkung vun der Fräiheet an e Manktum u Respekt.

Drëtt Beispill - do ass heibannen net jiddwereen d'accord, mä tant pis! -, dat ass, wann e Meedche wëllt e klassesche Meederchersberuff léieren an e Jong e klassesche Jongeberuff: Ass dat e Grond, fir se ze kritiséieren a vu Stereotypen ze schwätzen, fir se ëmzeorientéieren? Mä respektéiert dach d'Wiel,…

(Interruption)

…déi d'Schüler wëllen huelen. Här Bettel, dat gëllt och fir Iech.

(Interruption)

Mä loosse mer emol hei, well ech net vill Zäit hunn…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da sot eis! Wat ass e Fraeberuff?

M. le Président.- Neen, ech bieden Iech elo! Dir kënnt dem Här Kartheiser eng Fro stellen…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà, ech hu fënnef Minutten, loosst mech déi fënnef Minutte schwätzen, wann ech duerno Zäit hunn…

(Interruptions)

Wann ech dann eng Fro hunn, also, wann Dir eng Fro hutt, an ech kréien Zäit, da kënnt Der se gäre stellen, Här Bettel.

(Interruption)

Mä zwou Saachen nach, déi ganz wichteg sinn: Instruction civique. Natierlech ass dat dat Fach, wou d'Leit sollen op hir zukünfteg Mataarbecht an der Gesellschaft virbereet ginn. Mä dat ass eng Saach, do muss ech awer soen, a speziell als Vertrieder vun der ADR, do monéieren ech awer hei ganz kloer, datt vill Proffen an der Instruction civique - bon, vill, ech weess et net, mä et gëtt ëmmer erëm Fäll, déi eis rapportéiert ginn - op eng wierklech net neutral Manéier déi verschidde Parteien de Schüler virstellen.

Ech hat der Madame Minister nach viru Kuerzem e Bréif geschriwwen, wou ech mech beschwéiert hunn iwwer e Professer an engem Lycée technique hei an der Stad, deen de Schüler erklärt huet, d'ADR wär eng rassistesch Partei. Dat geet an enger Schoul net!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech hunn… Jo, Här Bettel, probéiert wann ech gelift, an Ären Interventiounen och den Niveau e bëssen eropzeschrauwen, well dat doten…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ären ass esou déif, ech kann net drënnerfalen!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir sollt am Géigendeel frou sinn, datt mir hei…

(Interruption)

…datt mir hei am Parlament keng rassistesch Partei hunn.

(Interruption)

An dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass e Message also un Iech, Madame Minister: Kuckt, datt esou Saachen an de Schoulen ophalen, well mir hunn hei eng Situatioun am Land, wou mer dee Problem Gott sei Dank net hunn!

An dann nach e lescht Wuert: Den Här Adam hat geschwat iwwert d'Interventioune vun de Politiker an de Schoulen. Dat hat och d'ADR opbruecht, well mer e Schüler haten, dee gewielt ass an enger Gemeng am Süden an dee vu sengem Direkter dru gehënnert gouf, fir kënnen am Kader vun enger Schouldiskussioun opzetrieden. Wann dat vun enger anerer Partei gewiescht wär, wär dat wahrscheinlech net. A mir haten déi Diskussioun och ugestiwwelt, well d'Madame Minister mat Projete vu Reglementer an d'Unterrechtskommissioun komm ass, wou mer sollten iwwert d'Politiker an de Schoule schwätzen. Mir waarden och drop, Madame Minister, datt Der mat engem neie Projet erëmkommt.

Ech wëll just soen, mir haten den Här Asselborn an de Schoulen, an hei ass och en Artikel, wou den Här Parlamentspresident mat enger schéiner Foto vertrueden ass, am „Lëtzebuerger Wort" viru Kuerzem, wou och den Här Parlamentspresident an enger Schoul war, an ech wëll lech just als Beispill zitéieren, wéi den Artikel ufänkt, fir d'Aktualitéit vun der Fro ze ënnermolen.

An den Artikel fänkt un: „Rund ein Jahr vor den Parlamentswahlen im kommenden Jahr…" wor dann den Här Parlamentspresident an der Chamber (veuillez lire: an enger Schoul). Elo kommen d'Wahle méi no, a mir hätte gär, datt dat reglementéiert ass, wéini e Lëtzebuerger Politiker kann an d'Schoule goen, a wann ech gelift op Basis vun enger Netdiskriminéierung och géintiwwer deenen anere Parteien!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Bei Iech kënnt keen!

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Adam Merci soen, datt en déi Debatt hei provozéiert huet, well et ass jo awer richteg, datt mer d'Participatioun vun de Schüler, datt mer déi promouvéieren an datt mer déi verbesseren. Mä et gesäit een awer och, an dat muss ee festhalen, datt et e groussen Ënnerscheed gëtt tëscht der Theorie an der Praxis.

An der Theorie leeft alles picobello, et misst organiséiert sinn. Mä an der Praxis gesäit een zum Beispill am Enseignement fondamental, datt a verschiddene Gemengen de System ganz gutt leeft. Ech hunn hei e puer Rapportë gesinn, wou all dräi Méint esou Schülerparlamenter zesummekommen a Rapportë maachen. Mä an anere Gemenge leeft guer näischt. Do steet et just nuren um Pabeier.

An ech verstinn net, Madame Ministerin, firwat d'Regierung net higeet a sech Rapportë freet, kuckt, ob do eng Aktivitéit ass, ob déi net ass, an dann eventuell den Enseignantë seet, si missten do op deem Gebitt méi aktiv sinn an déi gesetzlech Bestëmmunge respektéieren.

Dofir wollt ech och froen, Madame Ministerin: Ginn esou Rapportë gemaach? Sidd Dir au courant, wat leeft? Wësst Dir, ob an all Gemeng esou Schülercomitéë fonctionnéieren? Wéi vill fonctionnéieren der? Ech mengen, et wär wichteg, datt een awer hei déi Differenz tëscht Theorie a Praxis kënnt gesinn.

Da muss een och bedaueren, Madame Ministerin, datt Der a verschiddene Fäll, wou et interessant wär, fir eng Debatt ze hunn iwwert d'Problemer an de Schoulen, wéi zum Beispill dee vun den neie Bilanen, datt Der deen Ablack higitt a verbitt, datt esou Dokumentatiounen an de Schoule verdeelt ginn an datt doriwwer kéinten Debatte stattfannen. Ech muss éierlech soen, datt ech dat net gutt fannen, well et ass justement an de Schoulen, wou esou eppes sollt geschéien. An ech brauch hei just nuren

op déi gewerkschaftlech Punkten hei hinzeweisen, déi dat jo an der Press ganz gutt bekannt gemaach hunn.

Am Système postfondamental, do ass et evident, datt mer och do tëscht Theorie a Praxis ganz grouss Differenzen hunn. Dofir wollt ech och do froen, Madame Ministerin: Hutt Dir Rapportën? Wësst Dir, wou esou Saache gutt fonctionnéieren? Wou leien d'Schwieregkeeten?

Och do hunn ech d'Impressioun, an ech hunn op Ärem Site vum Ministère keng Rapportë fonnt iwwert dat, wat an deenen eenzelne Lycéen do soll lafen, dat schéngt mer och eng vun de Problematiken ze sinn.

Deen zweete Problem, dee sech stellt - an deen ass hei scho vun etleche Kolleegen ugeschwat ginn -, dat ass, datt mer ganz oft Politiker am Postprimaire gesinn, an do kommen dann Debatten op. Mä ech géif et éischter méi richteg fannen, wann all Parteie periodesch zu verschiddene Sujete kéinte participéieren an den Dialog och sollt mat de Schüler geschéien.

Déi aner Problematik, déi mer oft hunn, dat ass, datt déi Schülerparlamenter ganz oft zesumme schwätzen, mä datt d'Débate selwer iwwert d'Politik, iwwer gesellschaftspolitesch Froen, iwwer aner Aktualitéitsfroen, datt déi a mengen Aen net nuren däerfen an der CNEL, an der nationaler Konferenz, stattfannen, mä datt se och sollten an deenen eenzelne Klasse stattfannen.

Ech hunn do gesinn, datt zum Beispill a Frankräich se higaange sinn an a verschiddene Lycéeë pro Klass Debatte féieren op Franséisch, Däitsch oder Englesch, alternativ zu verschiddene Sujeten, wou dann och déi Jonk sech an där Sprooch kënnen ausdrécken. Dat ass positiv fir den Débat selwer, mä awer och, fir verschidde Sproochen ze léieren.

Dat waren déi puer Suggestiounen, déi ech lech wollt maachen, Madame Ministerin. Dat heescht: Theorie a Praxis op een Niveau setzen an net méi differenzéieren, an da kucken, net nuren d'Schülercomitéen ze implizéieren, mä och kucken, datt d'Debatten ënnert de Schüler an an de Klasse stattfannen, an dat a verschiddene Sproochen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. A menger kuerzer Zäit wëll ech mech op den eigentlechen Ausléiser vun där Debatt hei e bësse beschränken. Et kann ee vill vu Participatioun schwätzen, mä Schülerprotester wéi zu Péiteng gehéieren nun ebe fir vill Leit zu den éischten Erfahrunge vun engem gesellschaftlechen Engagement. A Schülerprotester a Schülerstreiker hunn an der Geschicht, och vun eisem Land, scho vill bewierkt.

Nom Mee '68 ass et géint déi autoritär Schoulstrukture gaangen. Dat waren Zäiten, wou Meedercher a Jongen nach am Lycée getrennt waren. Mir wëssen, wéi vill sech zënterhier geännert huet. A mir kennen och déi reaktionär Politiker, déi deemools dat verteidegt hunn, géint dat d'Schüler ugekämpft hunn, an nach haut verteidegen. Dat hu mer jo un der Interventioun vum Här Kartheiser ganz gutt gemierkt.

Viru méi wéi zéng Joer hunn d'Schüler géint den Irak-Krich demonstréiert, massiv an der Stad géint den Irak-Krich demonstréiert, viru méi wéi fënnef Joer hu se massiv géint de 5611 demonstréiert, wou et drëm gaangen ass, se méi op den Aarbechtsmaart ze zwénge wéi se op den Aarbechtsmaart ze begleeden. An haut huelen d'Schüler Stellung zur Schoulreform, net nëmme mat Protester, mä och zum Beispill mat Avisen, wéi zum Beispill deem, dee vun der Conférence Nationale des Élèves dozou ausgeschafft ginn ass.

D'Schüler an hir Organisatioune fuerderen haut wéi ëmmer wierklech Matbestëmmungsrechter. Si fuerderen och zum Beispill Schülercomitéen, wou all d'Schüler sech kënnen dru bedeelegen, och no de Wahlen nach.

An do, wou d'Demokratie net funktionéiert, wéi dat anscheinend zu Péiteng de Fall war, mussen d'Schüler och kënne manifestéieren a streiken. Kee Schüler, deen op d'Strooss gaangen ass, Madame Ministesch, huet bis haut nach d'Autorisatioun vum Direkter gebraucht oder gefrot, och net, wann e Mineur war, wéi an Ärer Äntwert op eng parlamentaresch Fro drastoung. Ech hat iwwregens geduecht, d'LSAP wier fir d'Wahlrecht vu 16 Joer un.

Och wa Schüler keng Salariéë sinn, wéi och an där Fro do steet: Mä et ass och schonn an der Schoul, wou se léieren, sech ze behaapten. An ech mengen, dass déi Bestrofung, déi do zu Péiteng geschitt ass vun enger Schülervertriederin stellvertriedend fir all déi aner, déi awer ganz massiv do och demonstréiert hunn, dass déi Bestrofung leider den Ausdrock ass vun därselwechter autoritärer Mentalitéit, déi mer schonns nom Mee '68 kannt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt allen Intervenantë Merci soe fir déi interessant Debatt, déi mer hei de Mëtteg haten, hei mat Momenter jo passionéiert. Ech hunn elo ausser enger Ausnahm eigentlech nëmmen héieren, dass jiddwereen der Meenung ass, dass d'Participatioun wichteg ass. Dat weist, dass mer säit Mee '68 awer grouss Progrèse gemaach hunn.

Dann hunn ech och vill gutt Wierder héieren, dass een dat scho bei de Kanner soll encouragéieren. Ech fannen dat och. Dofir si jo och am Plan d'études vum Fondamental schonn e ganze Koup Akzenter gesat ginn op déi sozial Kompetenzen, op déi transversal Kompetenzen, déi solle vu Klengem u geübt ginn. An ech si frou, dass dat dann awer elo d'Zoustëmmung fënnt vun deem Plenum hei, dass mer esou Saachen an de Plan d'études gesat hunn, an net nëmmen d'Connaissancen an d'Wëssen, déi een am Däitschen, am Franséischen an am Rechne muss accumuléieren.

Da wéilt ech eppes soen, wat och hei ënnerstrach ginn ass: D'Partenariat, dat ass opwändeg. Dat bedéngt, dass een Zäit huet, jiddweree sech Zäit hëlt. A mir stelle fest, dass déi eng méi Zäit hu wéi déi aner. Dat heescht awer och, dass vun alle Parteien, déi do concernéiert sinn, muss och e Wëllen zur Partnerschaft bestoen: vun deenen, déi professionell an der Schoul sinn, an deenen, déi mussen an d'Schoul goen, an deenen Elteren, déi hir Kanner, déi mussen an d'Schoul goen, begleeden.

A mir hunn effektiv zu Lëtzebuerg keng laang Traditioun vun där Partnerschaft, well ganz laang war et jo esou, dass d'Schoul sech zougemaach huet, an d'Eltere sollen dobausse bleiwen an d'Kanner sollen dat maachen, wat den Här Lehrer oder d'Joffer seet, an dann ass d'Welt an der Rei. A fir do ëmzedenken an ëmzebauen, do stellen ech einfach fest, dass dat e laange Wee ass, dee sech och net vun engem Moment op deen anere mécht.

Vläicht eppes zur rechtlecher Situatioun, fir dass dat kloer ass, well ech hat bei verschiddenen Interventiounen den Androck, dass dat net esou ass: Am Fondamental, also an eise Grondschoulen, do gëtt et keng Vertriedung vun de Schüler. Do ass näischt legal virgesinn. Mir hunn an eisem Gesetz vum Fondamental eng Vertriedung vun den Elteren, déi eréischt säit 2009 obligatoresch ass. Virdrun ass et wuel Associatioune ginn, mä keng Représentants vu Parents.

An och do denken ech, dass een eng Kéier muss nobesseren, fir där Representatioun vun den Eltere méi eng zolidd Assise ze ginn. An och do stellen ech fest, dass dat immens vun de Schoulen ofhänkt. Et gëtt Schoulen, do geet dat immens gutt, an et gëtt aner Schoulen, do geet dat ganz schwiereg. An dat läit natierlech och un de Leit.

Et gëtt ganz vill Projete vun... Also, et gëtt e puer Projete vu Schülerparlamenter, also Kannerparlamenter. En revanche gëtt et ganz vill Schoulen, déi e Klasserot hunn, e Moieskrees, wou also och mat de Kanner vu fréi u geübt gëtt, fir sech do auszedrécken a fir Konflikter och op déi Manéier ze meeschteren. Ech wëll soen, dass ganz vill Schoulen an hirem Plan de réussite scolaire esou eppes virgesinn hunn. Mir hunn och déi Rapporten.

Ech hu mech allerdéngs engagéiert vis-à-vis vun de Schoulen, dass mir dat elo net un d'grouss Glack hänken, well mer an engem Prozess si vun Opbau an d'Schoule sech musse fannen. Et ass also net esou, dass ech de Schoule soen: „Dir musst e Klasserot maachen!", oder: „Dir musst e Kannerparlament maachen!". Dat ass net am Gesetz, also besteet keng Obligatioun. Do, wou et funktionéiert, läit et och um Know-how vun den Enseignanten, déi kënnen déi Saache géréieren.

Dann, wat de Lycée ugeet, do hu mer e Gesetz, wou ganz kloer festgeluecht ass - an d'Madame Scholtes huet dat hei an allen Detailer erklärt, esou dass ech net nach eng Kéier dorobber aginn -, dass et e Comité d'élèves an all Lycée gëtt. Wat deenen hir Attributioune sinn: All Schüler muss dorunner... De Vote ass obligatoresch. D'Schüler si vertrueden am Conseil d'éducation. Mir hunn eng Conférence Nationale des Élèves, wou all Gebai dra vertrueden ass. Och där hir Missioune sinn am Gesetz definéiert. Do gëtt et also eng Obligatioun, fir dat ze maachen.

Och gesäit de Minister regelméisseg - dat wollt ech awer hei ënnersträichen - d'CNEL, also d'Conférence National des Élèves. Och éier se op der Strooss manifestéiert hunn, ware regelméisseg Réuniounen. Ech wëll awer soen, dass déi Réunioune ganz schwaach besat waren, well all Delegéierte gëtt jo invitéiert. An déi, déi wëllen, déi kommen. A wann näischt an der Aktualitéit ass, da komme relativ wéineg Schüler op engem fräien Nomëtteg op eng CNELs-Versammlung.

Ech hat alleguerten déi Texter, déi ech an de Lycéeë presentéiert hat, eisen Document d'orientation, eisen Document-cadre, déi sinn alleguerten an der CNEL virgestallt ginn. Alleguerten! Ech wëll dat just hei ënnersträichen. Et ass awer elo... Ech wëll och kengem e Virworf maachen. Ech stelle just fest, dass et ganz vill vun der Aktualitéit ofhänkt, ob elo en Intérêt do ass, fir sech ze organiséieren oder net.

Ech stellen och fest, dass et ganz ënnerschiddlech ass. Ech mengen, den Här Adam huet mech gefrot: „A wéi vill Schoule funktionéiert de Comité?" Et gëtt iwwerall ee gewielt. Et gëtt an all Schoul e Schülercomité. Wéi regelméisseg se zesummekommen, dat ass ganz ënnerschiddlech. Ech géif soen, an der Halschent - mir hu jo 35 Lycéeën - vun de Lycéeë funktionéieren déi Comitéë ganz gutt. An an där anerer Halschent funktionéiere se plus ou moins.

Datselwecht kann ech soen - ech hu mat der CNEL och diskutéiert, wéi da si, déi eenzel Comitéen, vertruede sinn -, an der CNEL, do ass et d'selwecht, also, e bësse méi, zwee Drëttel vun de Lycéeë si regelméisseg vertrueden an der Conférence National des Élèves, an een Drëttel ass net weider aktiv an der CNEL.

Dann ass gefrot ginn: Experienzen, déi positiv sinn an de Schoulen. Där gëtt et der e ganze Koup. Ech mengen, et ass hei gefrot ginn iwwert de Lycée Ermesinde. Ech wëll Iech soen, dass ech net wëlles hunn, dat ze generaliséieren, well mir mierken, dass déi Participatioun vun all de Partner gutt funktionéiert, wann all Partner laang an der Schoul sinn. Si brauche gemeinsam Zäit op enger Plaz, fir dass se Plagë fannen, fir dat ze organiséieren. An de Moment ass et net esou, dass eis Schoulen Demandeur sinn - an och d'Schüler net, wëll ech awer hei ënnersträichen -, fir d'Plage horaire am Dag auszedehnen. Well soss kritt een déi Saachen do alleguerten net organiséiert.

Dir hutt Froe gestallt iwwer „Eis Schoul". Ech mengen, „Eis Schoul" ass nu wierklech e ganz oppene Kader, wou d'Participatioun dat iewescht Gebot ass a wou och offenen Unterrecht gemaach gëtt. Jiddweree kann déi Charte do diskutéieren. An dat ass och net e Modell, deen ech mer virstellen, fir ze generaliséieren am ganze Land.

Da waren nach Froe gestallt ginn iwwert dat, wat ech dann denken an d'Gesetz ze setzen. An do sinn ech eigentlech e bësse frustréiert no där Interventioun vun de Mëtteg, well ech hat gehofft, dass d'politesch Parteie mer elo géife soen, wou et soll higoen. Ech héieren hei, déi eng Partei seet: „Mir hunn alles am Gesetz, mir mussen dat just beliewen." Eng aner Partei seet: „Mir brauchen e bësse méi Participatioun", wou ech net weess, wat dat ass „e bësse méi". Eng aner seet: „Mir wëllen iwwerhaapt näischt méi", esou dass et natierlech ganz schwéier gëtt.

Ech kann Iech just soen, dass d'CNEL Demandeur ass, a si hu mer dat a ville Versammlunge gesot, fir haaptsächlech méi eng grouss Autonomie. Et ass also guer net an déi Richtung, dass mer déi paternalistesch Participatioun do solle maachen, wou se gutt encadréiert gi vun Enseignanten, fir dass se an en demokratesche Prozess erawuessen. D'Demande vun der CNEL, vun der Conférence National des Élèves, ass, dass si gären autonom wieren.

A wa si sollen autonom sinn - ech mengen, den Här Bauler huet mech dat gefrot -, dann implizéiert dat, dass mir e Posten hunn, dee mer hinnen zur Verfügung stellen. An dofir brauch ech Budgetsmoyenen, fir eng Konventioun ze maachen an e Posten dohinnerzestellen.

Si refuséieren, oder si hätte gären, dass deen, dee si begleet - dat ass de Moment ëmmer e Beamten aus dem Ministère, deen dann eng gewëssen Zäit zur Verfügung ass, fir déi administrativ Aarbecht ze maachen -, hir Demande ass, dass si esou wéi aner Jugendorganisatiounen e Permanent hunn, dee fir si eleng do ass. An dat heescht - an de Ministère de l'Éducation nationale huet net d'Traditioun, fir mat konventionéierte Posten ze fueren -, dass mir missten e Poste kréien, fir hinnen deen zur Verfügung ze stellen.

Wann dat den unanimë Wonsch ass hei vum Parlament, dann huelen ech dat esou mat an d'Regierung, wou ech awer net ka garantéieren, an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, dass ech dee Posten do ka kréien. Mä dat ass déi richteg Demande vun der CNEL, well si soen: „Mir wëllen net ënnert der Tutelle si vun engem Ministère."

Ech wollt awer hei den Débat ganz kloer maachen, dofir kann ech och nach net soen, wat ech elo genau am Gesetz wäert änneren. Ech mengen, dat ass nach eng Fro, déi sech stellt.

Déi aner Fro ass déi: Mir hunn effektiv ganz flott Projet-piloten, an déi sinn och hei genannt ginn. De Lycée technique des Arts et Métiers an de Lycée Aline Mayrisch hunn am Fong vill méi eng lieweg Participatioun, wou d'Delegéiert aus de Lycéen och valoriséiert ginn, déi sech dann als Conférence vum Lycée zesummefannen. Och dat implizéiert e groussen Investissement vu Schüler. Dat ass eng Pist, déi mer kënne goen, wou ech awer - wëll ech soen - de Moment meng ofschléissend Meenung nach net derzou gemaach hunn.

Dat gesot, soen ech Iech villmools Merci fir deen interessanten Débat.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Parole après ministre.

M. le Président.- Jo, Merci der Madame Minister. Jo, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech villmools Merci. Mä et sinn zwou Parteien, déi gréng a mir, déi spezifesch déi Problematik ugeschwat hu vun der Präsenz vun de Politiker an de Schoulen. An ech géif d'Madame Minister frëndlechst invitéieren, fir eis vläicht dozou och nach e puer Wuert ze soen.

Villmools Merci.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Entschëllegt,…

M. le Président.- Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …effektiv hat ech vergiess, dass déi Fro gestallt ginn ass. Ech mengen, et war d'Demande, dass mer géifen eng Instruktioun vum Ministère aus maachen, fir de Schoulen, de Lycéen ze soen, wéi se sollten dat regelen, wann d'Parteien, wa Leit vu baussen an d'Lycéen invitéiert ginn.

Ech hat dunn eng éischt Propositioun gemaach, déi ech och mat Schoulleit ofgeschwat hat. An ech sinn domadder an d'Chamberskommissioun komm. Ech wëll awer soen, dass dat relativ inhabituel ass, dass Instruction-ministériellen an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn.

Mä vu dass mir all donneschdes eng Kommissioun hunn an ech Iech alles bréngen, wat ech amgaange sinn auszehecken - wéi den Här Kartheiser géif soen -, hunn ech selbstverständlech dat an der Kommissioun diskutéiert. Dunn hunn ech - wann ech géif a Schoulterme schwätzen -, eng Datz kritt a se hu mer gesot: „À refaire!", an dofir si mer elo amgaangen, dat frëschzeschreiwen. Mä de Moment gëtt et keen neien Text.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun. An éier mer dann elo op deen nächste Punkt kommen, hu mer nach eng Question urgente, nämlech d'Question urgente N°2618 vum Här François Bausch iwwert d'Rettungsmesurë fir Zypern. Den Här Bausch huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten.

Här Bausch, Dir hutt d'Wuert!

2. Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, no der Kris vun 2008, wéi d'Finanzkris ausgebrach war, do huet d'Europäesch Unioun décidéiert, hunn d'Regierungen an der Europäescher Unioun décidéiert, fir als vertrauensbildend Moossnam an Europa Einlage bis 100.000 Euro ze sécheren. Dat heescht, et ass drëms gaangen, fir en „bank run" ze évitéieren, fir ze évitéieren, datt d'Leit a Panik hir Suen ophiewe ginn, well se géife mengen, datt hir Sue soss verluer wären.

A wann een dat 2008 gemaach huet, da kann ee sech nëmme wonneren, wa Finanzministeren dee leschte Weekend higinn an eng ähnlech Mesure am ëmgedréintene Sënn décidéieren, nämlech fir hinzegoen an d'Bankekris

an Zypern domadder wëllen ze léisen, mat enger Mesure, wou se soen, datt d'Spuerer insgesamt missten e gewëssene Prozentsaz ofgi vun hirem Erspuerten, wou zwar dann en Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent deenen, déi manner wéi 100.000 Euro um Kont stoen hunn, an deenen, déi iwwer 100.000 Euro do stoen hunn. Mä Fait ass, datt se all misste bezuelen.

Et kann een nëmmen doriwwer staunen an et muss een och soen, datt dat Signal, wat do d'Finanzministere ginn hunn, desastréis ass, datt doduerjer eng enorm Vertrauenskris ausgeléist ginn ass, an et freet ee sech heiansdo, ob en Europa nach mat Politiker ze dinn huet oder ob et net nëmmen nach mat rengen Technokraten ze dinn huet, déi hir Décisiounen huelen ouni Häerz an ouni Verstand a sech guer net bewosst sinn, wat fir eng Décisiounen datt se geholl hunn.

Elo héieren ech natierlech och déi lescht 24 Stonnen e bëssen a ganz Europa, an och haut hunn ech de Finanzminister héieren um Radio: Et schéngt kee méi de geeschtege Papp gewiescht ze si vun där ganzer Iddi. Jiddwereen distanzéiert sech dovunner a kee méi hat déi Iddi. Et huet een e bëssen d'Impressioun, wéi wann d'zypriotesch Regierung eleng dat verlaangt hätt.

Ech wëll awer soen, och wa kee méi sech wëllt hannert där Iddi erëmfannen, déi de Weekend gebuer ginn ass: De Schued an den Desaster ass ugeriicht an d'Vertrauenskris ass domadder ageleet gewiescht, an dat ass wierklech net gutt! An doriwwer muss ee sech och froen, firwat net eng Rei aner Weeër gesicht gi sinn, déi een awer hätt eiser Meenung no kënne sichen.

Zum Beispill: Firwat ass net eng Differenz gemaach ginn tëschent Kleng- a Groussspuerer? Mä zum Beispill kann ee sech awer och d'Fro stellen, firwat net versicht ginn ass, fir ze ënnerscheeden tëschent Résidenten an Zypern an Non-résidenten. Mir wësse jo, datt an Zypern e grousse Problem besteet mat villen Dépôten, déi do si vun Non-résidenten, haaptsächlech aus Russland.

Et kann ee sech awer och d'Fro stellen, firwat datt net aner Weeër gewielt gi sinn, fir Garantien ze kréien. Dir wësst, datt Zypern neierdéngs natierleche Gas huet an dat wahrscheinlech een ekonomesche Secteur gëtt fir dat Land an deenen nächste Joren. An d'zypriotesch Regierung huet jo och eng Propos gemaach, ob se net kéinte Kreditgarantië ginn op Basis vun hire Recetten, déi se vun do géifen erakréien, ob déi net géifen duergoen.

Och dat ass net als Wee gewielt ginn an et muss ee sech och d'Fro stellen, wann d'EU-Finanzministeren esou virgaange si par rapport zu Zypern, ob mer net déi nämlecht Risike lafen an déi nämlecht abenteuerlech Propose kënne komme par rapport zu anere Länner.

An ech wëll drun erënneren, datt et zum Beispill ee Land gëtt, dat och elo gläich an den Euro erakënnt, nämlech Lettland, a wou mer och wëssen, datt vill russesch Fongen zum Beispill placéiert sinn, et gëtt souguer behaapt, d'russesch Mafia, déi hätt hir ganz Suen do déposéiert, wat dat bedeit fir esou Länner!

Et kann ee sech och d'Fro stellen, wat dat an de Käpp ausgeléist huet vu Bierger an Italien, a Portugal, a Spuenien, dat heescht a Länner, déi fragiliséiert sinn, a wat fir eng Risiken datt een do ageet.

Dat heescht, e ganze Pak Froen, déi ech dem Minister schréftlech geschéckt hunn a wou mer gären eng Äntwert hätten dorobber a wou ech och frou wär ze héieren, ob dann dat, wat de Minister de Mëtteg um Radio gesot huet, ob een dat dann och ka beleeën. Hien huet jo behaapt de Mëtteg bei RTL um Radio, hie selwer wär och net där dote Meenung gewiescht, hien hätt déi Mesuren net terribel gutt fonnt, mä et hätt keen him nogelauschtert.

Ech mengen, e Minister, e Finanzminister vun engem Land, wat eng vun deene bedeitendste Finanzplazen huet, misst sech eigentlech bewosst sinn, hätt vläicht da misse mat méi Nodrock do sech queeschleeën, fir esou eng dernieft Mesure ze proposéiere wéi déi doten.

Bon, mir si gespaant, wat de Minister eis dann haut de Mëtteg drop äntwert!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An d'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, gäre beäntwerten ech hei déi Fro vum Här Bausch, déi och ouni déi Fro vum Här Bausch selbstverständlech haut huet missen en Thema an der Chamber sinn, well Europa ass an enger schwiereger Situatioun duerch déi Situatioun an Zypern.

Europa war an enger schwiereger Situatioun d'lescht Joer, a mir hunn et fäerdegbruecht, duerch eng Rei vu Moossnamen, déi an deene leschte Méint geholl gi sinn, eng Rei Länner ze stabiliséieren. An dat nämlecht Zil hu mer bei Zypern.

Zypern kennt ganz schwéier finanziell Problemer zënter dem Summer vum leschte Joer, an et war duerfir eist Zil, esou wéi an deenen anere Länner, Zypern ze hëllefen, well mer domadder Zypern hëllefe wëlle mat engem Acte de solidarité. Mä et ass net nëmmen en Acte de solidarité, et ass och en Akt, fir eis selwer ze hëllefen, well an der Eurozon hänkt ee vun deem aneren of a wann ee Land rutscht, wann ee Land gréisser Problemer huet, dann huet dat en Effet op d'Stabilitéit vun all deenen anere Länner.

An dat zweet Zil ass natierlech, ze hëllefen der zypriotescher Ekonomie, esou wéi virdru bei Portugal, bei Irland, bei Griichenland, ze hëllefen deem Land, erëm op eege Féiss ze kommen, datt et erëm Accès op d'Finanzmäert kritt a kann normal Sue léine goen.

Am Virfeld ass dee Finanzbesoin vun Zypern op 17 Milliarden Euro ageschat ginn. Dee Chiffer kënnt vun der Troika, also Kommissioun, EZB an Internationale Währungsfong.

An där Diskussioun, déi mer an der Nuecht vun e Freiden op e Samschden haten, hunn eng Rei Länner gesot, ugefëiert vun Däitschland an Holland, datt net méi wéi zéng Milliarden a Fro kéimen, fir Zypern aus dem europäesche Rettungsschierm ze ginn. Zéng Milliarden, dat muss ee gesinn och an engem Kontext vun engem Land wéi Zypern, wat e PIB huet vun 18 Milliarden. Also de Besoin financier, dee war geschat ginn op 17 Milliarden, dat ass also grosso modo hire PIB, dat ass d'Halschent vum PIB vu Lëtzebuerg, just fir sech e bësse kënnen eng Iddi ze maachen.

Et ass derbäigesot ginn, da muss Zypern och, wa se déi zéng Milliarden aus dem ESM kréien, eng Rei eege Bäiträg leeschten. Deen Eegebäitrag vun Zypern, dee limitéiert sech net op déi hei vill diskutéiert Stabilitéitstax, mä dee gesäit och vir, ënner anerem, datt Zypern säin Defizit ëm 4,5% vum Bruttoinlandsprodukt muss reduzéieren, datt Zypern muss seng Kierperschaftssteier, Betribssteier ëm 2,5% héijen, datt Zypern soll eng zousätzlech Quellesteier op Zënsen aféieren an - an dat war eng aner Diskussioun - fir ze kucken, datt eng sechs Milliarde kéinten nach zousätzlech generéiert ginn, well déi do Suen net géifen duergoen, fir dee Gesamtvolume vu 17 Milliarde vollzemaachen.

An du war eng Optioun um Dësch. Dat war déi, déi notamment och virun der Sitzung vun Däitschland staark gepusht ginn ass, nämlech e sougenanntenen „bail-in", dat heescht en „haircut", datt d'Leit net géife vun hiren Dépôten d'Gesamtzomm erëmkréien, mä datt e Stéck net géif rembourséiert ginn. Dat war iwwregens och eng Positioun, déi vum Internationale Währungsfong an der Sitzung ënnerstëtzt ginn ass.

Déi aner Positioun, déi um Dësch louch, ënnerstëtzt ënner anerem vun der Europäescher Kommissioun a vun der EZB, war eben eng eemoleg Stabilitéitstax anzeféieren, déi géif op den Dépôte vun de Leit ageklot ginn. An et ass an deem Kontext, wou eng Rei Länner dat als eng manner gutt Optioun wéi den „bail-in" fonnt hunn.

Ech hunn dat als eng besser Optioun wéi den „bail-in" fonnt. Ech hunn et zu kengem Moment eng perfekt Solutioun fonnt, mä opgrond vun all deenen Optiounen, déi um Dësch louchen, hunn ech dat nach besser fonnt wéi en „haircut".

Déi aner Optioun wär natierlech och nach gewiescht, mir géife méi Sue ginn un Zypern. Déi Optioun wollten awer eng Rei Länner net!

An eng véiert Optioun, reng theoretesch, wär gewiescht, mir hätten direkt gesot, et ass eriwwer, Zypern geet an d'Faillite. Déi huet en Fait keen an där Sitzung direkt envisagéiert, well dat Répercussiounen hätt, net nëmme fir Zypern an déi Leit, déi an Zypern wunnen, mä och op d'ganz Stabilitéit vun der Eurozon.

Duerfir wëll ech dem Här Bausch soen, datt d'Problematik also méi breet war an datt, wann een Neen zu deem Plang seet, da muss ee gesinn, datt, wann een en anere Plang presentéiert, an et sinn eng Rei Diskussioune gefouert ginn, datt een op deenen anere Pläng keng Majoritéit fonnt hätt an datt bei der Optioun keen Accord oder en Accord et fir mech besser war, mir hätten en Accord wéi keen Accord. Ech hunn en net perfekt fonnt. Ech hunn dat an der Sitzung gesot.

Et ass awer net grad, Här Bausch, wéi wa kee mer nogelauschtert hätt. Mä et muss ee wëssen, de President vum Eurogroup, den Här Dijsselbloem, de Finanzminister vun Holland, de Finanzminister vun Däitschland, d'Finanzministerin vu Finnland an eng ganz Rei anerer gesot hunn: „Mir halen drop, datt och d'Spuerer e Bäitrag ginn." Dat ass och ënnerstëtzt ginn an enger separater Sitzung, déi stattfonnt huet tëschent Däitschland, Frankräich an dem zypriotesche President.

Et war also par rapport zu all deenen dote Positiounen, wou och Lëtzebuerg sech positionéiert huet mam Zil, wéi gesot, d'Stabilitéit vun der Eurozon ze assuréieren, fir en Accord deen Owend ze fannen a fir déi siwe Milliarden - sechs, siwe Milliarden - zesummenzebréngen, déi net anescht zesummekomm waren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Mä dat Zil ass jo awer total verfeelt ginn! Do gitt Der mer jo awer Recht?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, dat ass richteg.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Weder d'Stabilitéit nach d'Zil nach iwwerhaapt eppes ass erreecht ginn. Au contraire!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, ech wëll just, wann... Also, éischtens emol ass d'Stabilitéit nach net a Fro gestallt, well si ass nach ëmmer do. Mä ech ginn zou, datt deen Accord net gutt ukomm ass. Mä ech soe just, ech wëll erklären: Et ass jo net en Accord, dee just Lëtzebuerg gemaach huet. Deen Accord ass an zéng Stonnen diskutéiert ginn, an et ass ganz schwiereg, Alternativen zu deem Accord ze fannen, well all Plang, deen do war, hat eng ganz Rei negativ Konsequenzen.

Da wëll ech e Punkt soen an deem dote Kontext iwwert déi vill gefouert - an zu Recht gefouert! - Diskussioun ronderëm déi 100.000 Euro. Do ass vill Falsches an deene leschte Stonnen an Deeg gesot ginn.

Fir d'Éischt emol eng Kéier: Déi 100.000 Euro, déi stinn an enger Direktiv an déi si selbstverständlech assuréiert a jiddwer Fall - an Zypern, zu Lëtzebuerg, iwwerall, an Däitschland -, wann eng Bank faillite geet. Dat ass an all Situatioun de Fall. Ech wëll och hei nach eng Kéier relevéieren, datt dat och zu Lëtzebuerg de Fall ass an datt do kee sech brauch Suergen ze maachen.

Mä d'Fro war jo bei Zypern ebe just, fir d'Faillite vun de Banken ze évitéieren. A fir d'Faillite vun de Banken ze évitéieren, waren déi Optiounen do, esou datt déi Fro vun den 100.000 an enger anerer Perspektiv sech gestallt huet. En fait, déi Direktiv, déi och de Mëtten nach dee gréngen Deputéierten am Europaparlament mentionnéiert huet a wou e gesot huet, mir hätten déi Direktiv net respektéiert, dat ass natierlech absolut falsch, well déi Direktiv spillt am Fall vun enger Faillite.

Ech weess awer, datt d'Leit den Ënnerscheed tëschent Faillite an Netfaillite net maachen. An duerfir sinn ech och der Meenung, an eng Rei Ministere waren der Meenung, et soll een déi ënner 100.000 net ënner esou eng Verméigenssteier - well et ass dat en fait: eng eemoleg Verméigenssteier - werfen.

D'Zypriote selwer hu gesot: „Wa mir dat awer maachen, da musse mer d'Steier op deenen aneren Zommen, fir op sechs Milliarden als Total ze kommen, esou vills méi héich maachen, datt dat zum Effet huet, datt héchstwahrscheinlech déi Leit alleguerte vun deem Dag un, wou d'Banken erëm opmaachen, hirer Wee ginn." Dat heescht, mir hunn zwar déi Kleng geschützt, mä déi Déck si fort. An dann hu mer keng Banke méi duerno.

An doduerch hunn d'Zypriote selwer gesot: „Mir mussen en Équiliber fannen, datt mer déi Kleng manner ënnert déi Steier maachen an déi Grouss méi." Et war also net esou, wéi wa jiddweree gesot hätt: „Et ass eis egal, wat mat deene Klengspuerer geschitt." Et war eng verständlech oder novollzéibar zypriotesch Demande, fir dat anescht ze strukturéieren.

An där Sitzung, déi mer e Méindeg den Owend haten, huet den zypriotesche Finanzminister de Wonsch ausgedréckt, mat den Deputéierte vum zypriotesche Parlament selwer kënnen ze décidéieren, wéi si déi Steier géife strukturéieren, well e gesot huet: „Eis Deputéiert, déi wëllen dat net vu baussen imposéiert kréien, mä déi wëllen dat selwer fixéieren." Zypern huet décidéiert an deem Vote, deen awer herno schifgaangen ass, fir dat ze limitéieren op 20.000 Euro.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt d'Finanzministere vun der Eurozon der Meenung sinn, datt ee soll bei deenen éischten 100.000 Euro weder an enger Faillite - do kann ee souwisou näischt änneren, do si se protegéiert -, mä och, wann eng Bank weiderlieft, déi éischt 100.000 Euro en tout état de cause net extra belaaschten duerch eng Steier. Dat ass also keen Dissens, mä dat ass eng praktesch Applikatioun, wéi Zypern dat gesäit.

Deen Accord, wëll ech also nach eng Kéier soen, ass net perfekt gewiescht. En hat eng Rei Risquen, mä d'Alternative sinn och alleguerten: Entweder hu se keng Majoritéit fonnt, notamment d'Optioun, fir méi Suen ze ginn, oder d'Optioun vun engem „bail-in", engem „haircut" respektiv d'Faillite, dat heescht, vun deene véier Optiounen, déi do waren, do war dat do déi eenzeg, déi ee Konsens an deem Moment konnt fannen.

Et ass en extrem schwieregen Dossier a mir hunn hallefhäerzeg Jo gesot; well ech hunn lech hei nach eng Kéier erkläert, wat déi aner Optioune waren. Jo, mir wollten en Accord an där Nuecht, well mir mengen, datt d'Stabilitéit vun der Eurozon, dat heescht d'Sécherstellen, datt d'Banken net faillite ginn, datt Zypern net faillite geet, méi wichteg ass wéi dat anert. Well dat hänkt net nëmme mat Zypern zesummen, do hu mir alleguerten en Intérêt drun, datt kee Land an der Eurozon ënnergeet. Well wann d'zypriotesch Banke ganz faillite ginn, da stellen d'Leit sech vill méi Froen nach wéi bei deem Plang, dee mer elo haten, deen awer elo net méi do ass.

Da wëll ech an deem Kontext ee Punkt erwerfen, deen, mengen ech, och net onwichteg ass aus enger Lëtzebuerger Perspektiv. Well oft gesot gëtt: „Mä gëtt et net och eng Rei Elementer, déi d'selwecht sinn tëschent Zypern a Lëtzebuerg, wat d'Importenz vun der Finanzplaz an d'Gréisst vum Land ubelaangt?" Ech wëll hei soen, datt ech mengen, datt dat déi eenzeg Similitude ass tëschent Zypern a Lëtzebuerg.

Jo, mir sinn allen zwee kleng Länner a mir hu grouss Finanzplazen. Ech mengen awer, datt et fundamental Ënnerscheeder gëtt tëschent Zypern a Lëtzebuerg, wat d'Finanzplaz ubelaangt. Mir hunn eng aner Struktur vun der Clientèle. Eis Clientèle op der Finanzplaz Lëtzebuerg kënnt vu ganz villen ënnerschiddleche Länner.

Mir hu vill international Banken. Zypern huet virun allem véier, fënnef national Banken. Bei eis kommen déi 150 Banken als Duechtergesellschafte vu ville Länner a ville grousse Bankhaiser.

Drëttens hu mir vill Produkter op där Finanzplaz. Mir si méi breet opgestallt: Fongenindustrie, Private Banking, Bourse, Clearing a Settlement an Ähnleches méi. Mir hunn dann och derniewent bewisenermoossen eng positiv Approbatioun vun internationalen Autoritéite kritt, wat d'Applikatioun vun internationale Standarden ubelaangt, notamment och am Beräich vun de Moossname géint d'Geldwäsch.

Esou datt et eng ganz Rei Elementer gëtt, déi mer soen, wann ech dat och nach kombinéiere mat enger gudder Surveillance, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz zwar an der Gréisst eng Similitude huet par rapport zur Datei vum Land, datt awer an der Ausstattung, an der Struktur, an der Fassong, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Bankgeschäft gemaach gëtt an d'Finanzwelt generell, well et ass méi breet wéi d'Bankewelt, datt do gréisser Ënnerscheeder bestinn.

Ech kann also hei och rappeléieren, datt all déi Dépôten, déi zu Lëtzebuerg sinn, souwuel vun auslännesche Clientë wéi vu Résidents-clienten, datt déi Dépôten absolut sécher sinn, datt net nëmmen déi 100.000-Euro-Garantie-de-dépôt ni a Fro gestallt ginn ass an och net kann a Fro gestallt ginn, mä ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Déi Garantie de dépôt huet zu Lëtzebuerg bis elo nach ni misse spillen.

An ech wëll och hei renouveléieren d'Engagement vun der Lëtzebuerger Regierung, fir d'Stabilisatioun vum Lëtzebuerger Finanzsecteur an all Situatioun ze garantéieren. Mir hunn dat 2008 gemaach, mir hunn dat 2011 gemaach. Mir hunn also keng systemesch relevant Bank a keng Bank, mat där d'Lëtzebuerger Bankgeschäfter maachen, an d'Faillite fale gelooss. An duerfir kënnen d'Leit och an Zukunft dem Lëtzebuerger Finanzsecteur Vertraue schenken.

Och mir mengen, datt een, wéi gesot, hei och d'Vertraue vun de Klengspuerer, mä och generell vun den Déposanten an och vun auslännesche Déposanten net dierf a Gefor bréngen.

Et gëtt keng einfach Äntwert op d'Fro, wéi een elo an Zukunft do weiderfiert. De Ball ass gedeelt an de Campe vun dem Eurogroup an Zypern. Dir wësst, datt den zypriotesche Finanzminister och mat Russland Gespréicher féiert, wat net anormal ass, well Russland ass e wichtege Wirtschaftspartner vun Zypern. Russland huet Zypern e Prêt gi vun 2,5 Milliarden. An et ass normal, datt se och iwwert de Remboursement an d'Modalitéite vun deem Prêt a vläicht och nach aner Saachen diskutéieren.

Mir bleiwen der Meenung als Lëtzebuerger Regierung, datt mer alles mussen ënnerhuelen, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze assuréieren, och wann dat zousätzlech Effortë kascht. An duerfir menge mer och, datt et gutt wär, datt

ee mat der zypriotescher Regierung am Gespréich bleift.

Dat wäert zu Perturbatiounen och nach an deenen nächsten Deeg féieren, mä mir gesi fir de Moment keng Perturbatiounen, déi esou grouss sinn, datt d'Vertrauen an de gesamten europäesche Finanzsystem esou ënnergruewe wär. An et mécht och kee Sënn, mat senge Suen aus der Eurozon erauszegoen, well wann an der Eurozon eppes geschitt, da sinn déi Répercussioune gradesou grouss ausserhalb vun der Eurozon wéi an der Eurozon.

Ech mengen also grosso modo, datt déi Décisioun, déi mer do geholl hunn, wann een déi im Nachhinein kuckt, wäitaus net perfekt war, datt se grouss Risike comportéiert huet, datt eng Rei vun de Ministeren - dont ech - déi Risiken och an der Sitzung gesinn hunn, mä datt eng aner Solutioun net machbar war, fir déi à l'unanimité ze maachen.

Nach eng Kéier: Mir sinn zu 17. Et ass eng Décisioun, déi muss zu 17 eestëmmeg geholl ginn. Dës Décisioun ass mam Accord vun Zypern geholl ginn. An et war déi eenzeg, déi vun alle Memberstaten a vun deenen dräi präsenten Institutiounen, Kommissioun, EZB an IWF, gedroe ginn ass. An et ass duerfir, wou mer se ënnerstëtzt hunn, well mer gesot hunn, keng Décisioun ass méi schlecht wéi eng Décisioun.

Mir sinn oppen an deene Gespréicher, déi héchstwahrscheinlech elo musse stattfannen, fir aner Solutiounen ze envisagéieren. Mä ech weess net, ob aner Länner sech bereet weisen, fir weider Négociatiounen, déi an eng gewësse Flexibilitéit ginn, ze diskutéieren. Mä dat mussen déi nächst Deeg weisen. Fir de Moment ass och nach keng nei Sitzung vum Eurogroup aberuff, esou datt et fir de Moment méi um Niveau vläicht vu bilaterale Consultatiounen ass, fir ze kucken, wéi ee weiderkënnt.

D'Situatioun ass eescht. Mir brauchen an dëser Situatioun net ze paniquéieren. D'Dépôten zu Lëtzebuerg, op der Lëtzebuerger Finanzplaz si sécher. An duerfir wäerte mer och alles maachen, datt vu bausse keng Perturbatioune kommen, fir Onstabilitéit an der Eurozon duerch d'Operatioun mat Zypern ze schafen. Dat wat geschitt ass, ass geschitt. Mir hoffen, datt mer eng aner, besser Solutioun zu 17 kënne fäerdegbréngen. Dat läit net nëmmen a Lëtzebuerger Hand. Loin de là!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen elo zum nächste Punkt, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6327 iwwert d'Titres dématérialisés. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech just ageschriwwen: den Här Meisch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Gesetzesprojet 6327 moderniséiere mir eist nationaalt Recht iwwert d'Wäertpabeieren.

Lëtzebuerger Kapitalgesellschafte kréie konkret d'Méiglechkeet, fir Titren, also hir Aktien, ënner enger dematerialiséierter Form auszestellen. An d'Rechter vun den Investisseuren, déi ginn dobäi och nach geschützt.

Éischt Fro: Wat ass eigentlech een Titre dématérialisé?

Ee sougenannten Titre dématérialisé ass een Titre, deen ausschliesslech duerch eng Aschreiwung an engem Kont erstallt gëtt.

Mir schafen heimat, niewent de klasseschen Titres nominatifs an den Titres au porteur, carrément eng drëtt Kategorie vun Titren. Den Zweck dovunner ass eng vereinfacht, mä och eng méi effikass Verwaltung vun den Titren duerch eis Fongenindustrie an duerch eis Banken. De Risiko vun Iertümer - dee bei enger physescher Manipulatioun vun Titres nominatifs oder Titres au porteur ëmmer besteet - gëtt reduzéiert.

Natierlech gi mat der Dematerialisatioun och d'Frais de garde respektiv d'Fraisë fir den Transfert vun den Titren erof. An dëse Gesetzesprojet, dee steet deemno och am Zeeche vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

Eis Nopeschlänner kennen d'Dematerialisatioun vun den Titrë schonns méi laang, d'Fransousen zanter 1981 an d'Belsch zanter 1995.

De Gesetzesprojet inspiréiert sech och um belsche Législateur. An deemno stellen déi sougenannten Titres dématérialisés formell eng drëtt Kategorie vun Titres duer, getrennt vun den Titres nominatifs an den Titres au porteur.

Zweet Fro: Dir kënnt soen, dat doten ass awer näischt Neits, well meng Titrë stinn elo schonns an engem sougenannte Compte-titres.

Mä do gëtt et ee subtilen Ënnerscheed. Et handelt sech hei an der Regel ëm klassesch Titres au porteur, déi als solch ënner materieller Form ausgestallt goufen, mä wou just duerno d'Inskriptioun am Kont dematerialiséiert ass.

Abee, mat der neier Kategorie vun Titres dématérialisés geschitt och d'Emissioun schonns, also d'Ausstellung vun den Titren, duerch eng Aschreiwung an engem Kont.

Bis elo waren zu Lëtzebuerg eigentlech just d'Statspabeieren - esou den Emprunt aus dem Joer 2002 - ënner enger dematerialiséierter Form erausginn, ouni dass awer dofir eng spezifesch Regelung bestanen huet.

Drëtt Fro: Wie kann dann esou en Titre dématérialisé ausstellen?

Konkret kënnen dat Lëtzebuerger Kapitalgesellschafte wéi eng Société anoyme, eng Kommanditgesellschaft, mä och Investmentfonge wéi SICAVen, ee Fonds commun de placement, eng Titrisatiounsgesellschaft maachen.

Véiert Fro: Wat sinn déi praktesch Ufuerderungen, fir esou Titres dématérialisés auszestellen?

Mä d'Statute vun der Handelsgesellschaft mussen dat ausdrécklech virgesinn. Dës Titrë musse bei engem sougenannten Organisme de liquidation ageschriwwe ginn. Dat heescht konkret een Opérateur, dee vun der CSSF extra agréiert ass, fir e sougenannte Compte d'émission mat allen Titrë vun där Gesellschaft ze féieren.

Dës Funktioun iwwerhëlt an der Regel eng Bank. Den Numm an d'Adress vun dësem Opérateur mussen och duerch d'Zeitung an duerch den Internet bekannt gemaach ginn.

Fënneft Fro: Wéi ginn dës sougenannten Titres dématérialisés da verkaf oder iwwermëttelt?

Mä dat geschitt ganz einfach iwwer ee Virement vun engem Kont zu engem Kont. An deemselwechte Sënn gesäit de Gesetzesprojet och ausdrécklech vir, dass ee sougenannten Don manuel - dat ass eng vereinfacht Form vun enger Schenkung - duerch e Virement en compte ka gemaach ginn.

Sechst Fro: Wat geschitt dann elo mat de bestehenden Aktië vun Handelsgesellschaften, déi décidéieren, nëmme méi Titres dématérialisés ze hunn?

Mä éischtens mussen d'Statute vun der betraffener Gesellschaft dat emol ausdrécklech virgesinn. Dat heescht, et muss zu enger Statutenëmännerung kommen. Da ginn all Titren, déi am Ëmlaf sinn, ob se au porteur oder nominativ sinn, an déi vun hiren Titulairë presentéiert ginn, an Titres dématérialisés ëmgewandelt. Déi al Titrë ginn dobäi zerstéiert. Hei kënnt et zu enger sougenannter Konversioun.

Den Titulaire vun den Aktien huet awer nëmmen zwee Joer Zäit, fir dës Konversioun ze froen. Duerno sinn d'Stëmmrechter vun deenen Titrë suspendéiert. Bréngt den Titulaire vun den Aktien dës net bannent aacht Joer, fir ëmgewandelt ze ginn, da kann d'Gesellschaft dës Titrë verkafen an de Verkafspräis consignéieren.

Dat sinn natierlech drastesch Moossnamen. Mä de praktesche Sënn dovunner ass: Wann eng Assemblée générale vun der Gesellschaft d'Ëmwandlung vun den Titren décidéiert huet, dass dëst net endlos ka blockéiert ginn.

Här President, dëst ass eigentlech een typesche Finanzprojet: komplex an technesch an der Matière, mä d'Implikatioun fir eis Finanzplaz ass awer substanziell. Bis dass esou ee Projet zur Ofstëmmung kënnt, sinn op Verwaltungsniveau, a Konzertatioun mat de Fachleit aus dem Secteur, onzähleg Viraarbechte geleescht ginn.

Ech wëll als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet all deene Leit ausdrécklech Merci soen.

Et gëtt wuel ëmmer gesot vun Affekoten, Leit aus Fiduciairen, de Banken, dass déi jo och en eegenen Interessi drun hunn, fir mat der Verwaltung bei der Ausaarbechtung vun esou Projete matzeschaffen, well se herno domat Sue verdéngen. Dat ass och net ganz falsch. Mä et ass och net ganz onlegitim. Mä och de Stat, an domat mir alleguerten, profitéiere letztendlech vun esou Innovatiounen, déi een op legislativem Plang ganz sécher net einfach aus der Hand ka réselen.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport. D'Finanzkommissioun recommandéiert eestëmmeg, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen, an ech ginn och dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gilles Roth. Ech mengen, dat war ganz komplett. Ech ginn och net dervun aus, datt de Minister nach eppes wëllt dozou bäifügen.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6327 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6327 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Géigestëmm, vum Här Urbany.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6418, de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau. Hei hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Kartheiser an Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Et feelt nach een, Här President.

M. le Président.- Hunn ech nach ee vergiess? Entschëllegt. Entschëllegt, ech hunn nach ee vergiess. Pardon. Mir komme fir d'Éischt zum Projet de loi 6437 iwwert d'Verspéidunge beim Bezuele vu kommerziellen Transaktiounen, e wichtege Projet, wou d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. An hei sinn och ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein an Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, dës Kéier den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

4. 6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg stëmme mer de Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. D'Chambre de Commerce huet de Projet den 10. Juli d'lescht Joer aviséiert, d'Chambre des Métiers de 14. September. An de Statsrot huet säin Avis de 5. Februar dëst Joer ofginn. De Statsrot huet weider keng fundamental Remarquen zu dësem Projet de loi gemaach. A mir hunn de Rapport an der Kommissioun vum 6. Mäerz dëst Joer ugeholl.

Mat dësem Projet setze mer d'Direktiv 2011/7 vum 16. Februar 2011 iwwert de Retard de paiement an den Transactions commerciales ëm. D'Matière ass net nei. Mir hu schonn 2004 e Gesetz gestëmmt, wat den Entreprisen erlaabt, Intérêts de retard ze froen, wann hir Clienten, déi Entreprisen oder öffentlech Autoritéite sinn, net an engem gewëssenen Délai bezuelen.

Am Kader vum „Small Business Act" vun der Kommissioun huet sech awer erausgestallt, datt déi Mesuren, déi an der Direktiv 2005/35 vum 29. Juni 2000 an déi duerch d'Gesetz vun 2004 ëmgesat gi sinn, net duerginn, well besonnesch an den aktuellen Zäiten et wichteg ass, wou d'Ekonomie méi lues leeft, datt d'Entreprisen an engem räsonabelen Délai hir Facturë bezuelt kréien. Och Entreprisen, déi strukturell fiabel sinn, kënne soss a Faillite falen. Ech erënneren drun, datt 2012 1.021 Betriber zu Lëtzebuerg an d'Faillite gaange sinn.

Et ass virun allem wichteg, datt d'öffentlech Hand d'Facturë vun de Betriber esou schnell wéi méiglech bezilt, fir mam gudde Beispill virzegoen. D'Gesetz vun 2004 hat schonn en Délai vun 30 Deeg virgesinn, innerhalb vun deem d'Rechnunge bezuelt musse ginn, wa keen aneren Délai duerch d'Parteie kontraktuell festgehale gouf.

De Point de départ vun dësen 30 Deeg ka verschidde sinn. Ënnert dem 2004-Gesetz war den Intérêt de retard op siwe Punkten iwwert dem Taux de référence vun der BCEE festgeluecht ginn.

Wat soll also elo mam neie Gesetz änneren?

Éischtens gëtt en Ënnerscheed gemaach tëscht den Transactions commerciales: tëscht Entreprisen op där enger Säit, an tëscht Entreprisen an der öffentlecher Hand op där anerer Säit. Bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen - ech maachen eng Klammer op: dëst Gesetz applizéiert sech net, wann e Consommateur eppes bei engem Geschäftsmann keeft; ech maachen d'Klammer zou - ass den Délai, innerhalb vun deem eng Facture bezuelt muss ginn, 30 Deeg, wa keen aneren Délai de paiement tëscht de Parteie festgeluecht ginn ass.

Den Artikel 3 vum Projet de loi gesäit verschidde Point-de-déparde vir, vun deem den Délai vun 30 Deeg uleeft. Ech weisen drop hin, datt wann eng Procédure de vérification virgesinn ass, den Délai vun 30 Deeg eréischt dann ufänkt mat Lafen, wann dës Vérificatioun geschitt ass.

D'Entreprisë kënnen awer och expressis verbis ee méi laangen Délai virgesinn, deen am Prinzip awer net soll iwwer 60 Deeg goen. Wëlle se en Délai iwwer 60 Deeg virgesinn, fir eng Rechnung ze bezuelen, da muss dëse méi laangen Délai extra am Kontrakt justifizéiert ginn.

Bei Transaktiounen tëscht der öffentlecher Hand an Entreprisen ass den Délai och 30 Deeg, wann näischt aneschters virgesinn ass. D'Parteie kënnen awer och hei kontraktuell ee méi laangen Délai festleeën. Dee kann awer net méi laang wéi 60 Deeg sinn. Hei muss schonns bei engem Délai vu 60 Deeg speziell justifizéiert ginn, firwat esou ee laangen Délai am Kontrakt virgesi gëtt.

An dësem Kontext weisen ech drop hin, datt d'Direktiv de Memberstaten d'Méiglechkeet

gëtt, fir am Kader vun Transaktiounen tëscht Entreprisen an der öffentlecher Hand, déi eng Activité économique à caractère industriel ou commercial ausübt, den Délai vun 30 Deeg op 60 Deeg eropzesetzen, ouni datt een dësen Délai muss expressis verbis justifizéieren. D'Auteure vum Projet de loi hunn dës Méiglechkeet net wollten zréckbehalen, well se de Prinzip „think small first" rigouréis applizéieren.

Souwuel bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen, wéi bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen an der öffentlecher Hand, brauch de Geschäftsmann keng Mise en demeure méi ze schécken, fir datt d'Intérêts de retard ufänke mat Lafen.

Wéi héich ass dann elo den Intérêt de retard? Ma den Intérêt de retard beleeft sech op 8% iwwert dem Taux de référence vun der Banque centrale européenne. De Créancier kann och nach e Montant forfaitaire vu 40 Euro froen als Frais de recouvrement. Ech weisen drop hin, datt dëse Montant vun der Chambre des Métiers als ze niddreg ugesi ginn ass. D'Kommissioun huet awer um Montant forfaitaire vu 40 Euro festgehalen, well am Gesetz och nach virgesinn ass, datt een déi aner Fraisen notamment d'Affekotefraisë beim Débiteur zréckfroe kann.

Wéi schonns ënnert dem 2004-Gesetz: Wann an engem Kontrakt een ze laangen Délai de paiement virgesinn ass, deen abusiv kéint sinn, kann eng Action en cessation beim Geriicht agereecht ginn. Dës Action judiciaire ka souwuel vum Créancier wéi och vun enger Organisatioun, déi offiziell unerkannt ass als Représentant vun den Entreprisen oder en Intérêt légitime huet, agereecht ginn.

Dëse Projet de loi setzt also dach een zimlech strenge Kader fir d'Bezuele vun de Facturen. Et ass wichteg, datt besonnesch d'Verwaltungen an also och eis Gemenge mat dësem Gesetz vertraut gemaach ginn. Duerfir een Appell un de Ministère de tutelle an un de Syvicol, déi néideg Schrëtt ze huelen, fir datt d'Gemengen iwwert d'Konsequenze vun dësem Gesetz informéiert ginn a vläicht och e Katalog mat Klausele virbereeden, déi d'Gemenge kënnen utiliséieren.

Heimat ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Gloden Merci fir de Rapport. Deen heite Projet... Mir hu jo de Rapport och kritt. Et wor wichteg. Ech mengen, et ass eng Direktiv a mir sollen eis och drun halen. Mä virun allem ass et fir d'Betriber eng Garantie, dass se och net mussen éiweg waarden an dass dann en Incident ka sinn, fir dass och eng Administration publique sech senger Responsabilitéit bewosst ass.

Ech wollt just soen, am Rapport stoung am Ufank dran, dass de Syvicol jo sollt och deen anere Gemenge soen, wéi dat sollt goen, well déi eng oder déi aner Gemeng, do kann et méi schwéier sinn. Virun allem a Vakanzenzäiten, wann e puer Ënnerschréfte gebraucht ginn an e puer Servicer kënne gebraucht ginn, ass et matériel heiansdo schwéier, fir déi Délaien eranzekréien. An doweinster ass et wichteg, dass d'Gemengen iwwert déi heiten nei Dispositioun informéiert ginn.

Mä ech bleiwen a sinn der Meenung, dass et net um Syvicol ass dat matzedeelen. A selbstverständlech soll do den Innenminister, deen de Ministre de tutelle vun de Gemengen ass, seng Aarbecht iwwerhuelen, seng Verantwortung iwwerhuelen, an dann och déi Informatioune weiderginn un all déi concernéiert Gemengen. A bestëmmt net de Syvicol, dee selbstverständlech bereet ass, deem engen oder deem aneren ze hëllefen, mä deen net e Substitut vun der Regierung ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Jo, Här President. Selbstverständlech géif ech och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, schréftlech a mëndlech Rapporten. Dat hei ass e Projet de loi, deen am Intérêt ass vun den Entreprisen, vun de Geschäftsleit, vun de Fournisseuren, besonnesch an enger Zäit vu méi engem schwéiere wirtschaftlechen Émfeld, dass och d'Entreprisen e gudde Fonds de roulement kréien, dass deen zolidd bleift.

A selbstverständlech sinn elo, wat de Xavier Bettel elo gesot huet, d'Gemengen an de Stat gefuerdert, fir eventuell méi séier ze bezuelen, wéi dat fréier de Fall war, dass se méi diligent ginn, mä awer och, dass a verschiddenen Aarbechten a bei aussergewéinleche Projeten d'Bureau-d'étudë méi aktiv musse ginn. An duerfir ass et un de Gemengen, derfir ze suergen, dass och do Drock dohannert gemaach gëtt, dass se d'Rechnunge séier kréien, fir bezuelt ze ginn, dass se net an e Retard kommen, well et ass eng déck Sanktioun drop.

An ech mengen awer och, wann iergendwéi Grenzfäll kommen oder Konfliktfäll, dass d'Gemenge mat de Fournisseuren oder mat de Commerçanten ënner verstännegen Termë sech kënnen eenegen, fir eng Léisung do ze fannen. Fir de Rescht géif ech soen, et wär e gudde Projet, an duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. D'Wuert kritt nach den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Mä et ass effektiv eng wichteg Neierung, déi mer hei aféieren. Dat ass déi, datt d'Gemengen an de Stat, deen Ablack, wou et ëm Marchés publics beispillsweis geet, mä net nuren déi, well do huet schonn eng Gesetzgebung bestanen, datt deen Ablack automatesch no enger gewëssener Zäit Taux d'intérêt ufalen, déi hei an der Gesetzgebung virgesi sinn. An dat kann déck Répercussiounen hunn. Dat bedeit, datt a verschiddene Gemengen an och beim Stat mussen aner Dispositioune geholl ginn, an datt zum Beispill Beispill net, wann een e Betrag huet vun 10.000 Euro, dee contestéiert ass, datt een dann eng Facture vun 100.000 net bezilt. Mä da muss een déi 90.000 awer bezuelen, well soss Taux d'intérêt dorobber géife lafen.

An déi zweet wichteg Saach, déi scho besteet, mä déi hei nach preziséiert gëtt, dat ass, datt déi Taux d'intérêt automatesch lafen an datt jiddweree se zegutt huet. Bis elo wor et bei verschiddene Gemengen esou, datt den Adjudicateur heiansdo gezéckt huet, fir esou eng Demande ze froen, mä datt dat awer net d'Méiglechkeet wor.

(Bruit dû à des interférences magnétiques)

M. le Président.- Här Henckes, maacht wann ech gelift Ären Handy aus!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ma en ass aus. En ass aus. Ech hunn... En ass aus. Also, ech...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass den Här Kartheiser!

(Hilarité)

Negativ Wellen!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech hu meng Aen net am Réck, mä ech mengen...

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Dir hätt besser!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hätt awer besser mat deenen doten!

(Interruptions)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Henckes, dréit Iech ëm a kuckt, wéi e strahlt!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech wollt hei just nure soen, datt mer hei awer op enger wichteger Positioun sinn, an et wier effektiv gutt, wann de Minister vum Intérieur, den Innenminister, mä awer och de Minister vun den Travaux publics hei géifen de Gemenge praktesch Uweisunge ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt den Här Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei ass elo ee vun deene Projeten, vun deenen net vill geschwat gëtt, well eigentlech jiddwereen d'accord ass a well se och gutt an der Chamberskommissioun virbereet goufen. Ech wëll och do dem Rapporteur Léon Gloden Merci soen.

Ech wëll awer op d'Wichtegkeet vun deem Projet hei hiweisen. Dir wësst, dass ech e grousse Gesetzesprojet oder Gesetzespak déposéiert hunn, fir d'Faillitë virun allem ze verhënneren. Hei ass een Element dovunner. Ech hu ganz oft, a besonnesch an där Zäit, wou ech nach Aarbechtsminister war, ëmmer erëm Betriber héieren, déi mer ugeruff hunn a gesot hunn: „Ech ginn elo Faillite, well de Stat oder well d'Gemeng net bezilt."

Meeschtens ass dat net de Fall. Meeschtens ass et esou, dass de Betrib awer souwisou Schwieregkeeten huet. Wann 90% vun de Failliten déclenchéiert ginn duerch staatlech oder parastaatlech Instanzen, wëllt dat net soen, dass déi d'Ursaach sinn dovunner. Trotzdeem, mengen ech, ass et wichteg, dass dat aalt Argument och verschwënnt, fir ze soen, mä well de Stat oder d'Gemeng e Betrib net bezilt, muss dee Betrib Faillite goen.

Hei ass also e Projet, deen natierlech spillt, e spillt jo net mat de Consommateuren, mä e spillt ënnert de Betriber. Mä e spillt virun allem och tëschent de Betriber an dem Stat an de Gemengen, also der öffentlecher Hand. An dass déi Betriber hir Suen éischter kréien, wéi dat awer heiansdo de Fall ass. An ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer emol eng Kéier hei weisen, dass mer hei de Stat an d'Gemengen, d'öffentlech Hand, vill méi staark an d'Zigelen huelen, fir hiren Obligatiounen nozekommen.

Dat Zweet ass, dass natierlech, et ass schonn ugeklongen, ech wäert och gäre mat menge Kolleege schwätzen, dass ee muss d'Gemengen drop opmierksam maachen, dass se kënne méi staark Zënse bezuelen an dass se dat mat Zäite wëssen, ier dass iergendwou an enger Trésorerie net opgepasst gëtt an op eemol kënnt d'Facture no.

Well, wat ass hei wesentlech? Hei brauche mer net méi wéi normalerweis eng Mise en demeure ze schécken. Wann déi 30 Deeg oder wat och ëmmer, si kënne bis op 60 goen, kënnen och zum Deel driwwer goe bei der öffentlecher Hand, wann déi eriwwer sinn, da lafen d'Zënsen un. An dat ass 1% plus 8%. Also 1%, dat ka variéieren, mä dat ass den aktuellen Taux vun der Banque centrale, plus 8%. Dat ass vill. An da kënnen nach Fraisën derbäikommen.

Duerfir mengen ech schonn, ass et wichteg, dat eng Kéier hei ze soen. A mir mussen och kucken, ech schwätze gäre mat mengem Kolleeg a Frënd Innenminister, dass mer d'Gemengen drop opmierksam maachen, dass hei nei Obligatiounen op se duerkommen.

An duerfir wëll ech soen, dass mer hei schonn eppes Wesentleches maachen, fir notamment ville klenge mëttelstännege Betriber ze hëllefen, net nëmme vum Stat a vun de Gemengen, mä och vun anere Betriber hir Sue mat Zäiten ze kréien. Well Zuelen zréckstellen, dat ass nach ëmmer e schwierege Problem, wann een op Suen ugewisen ass, fir säi Betrib ze féieren. Dat heiten ass also e juristesche Projet, deen awer fir eis Wirtschaft dobausse ganz wichteg ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6437 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6437 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann ass deen nächste Punkt elo de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau, wou d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht ass a wou sech schonn ageschriwwen hunn: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Kartheiser, Henckes an Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal;

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, mat dem Gesetzesprojet 6418 moderniséiere mir de Casier judiciaire. De Casier, wéi en eigentlech am Volleksmond heescht, gëtt de Moment vun engem Règlement grand-ducal vun 1976 geregelt. Mir schafen dann elo fir de Casier eng gesetzlech Basis a si dréit och de moderne Standarde vun dem Dateschutz Rechnung. De Casier, dee gëtt an Zukunft net méi op Fichen, mä elektronesch gefouert. Mir komme mat dem neie Gesetzesprojet och eis Verflichtungen an der Justizzesummenaarbecht op europäeschem Plang no.

Här President, éischt Fro: Firwat brauche mer eigentlech e Casier? Mä de Casier judiciaire ass esou eppes wéi dat strofrechtlecht Gediechtnis vun engem Bierger. Sinn ech strofrechtlech verueerteelt ginn, da kënnt dës Condamnatioun, wa se dann an engem definitive Geriichtsuerteel festgehalen ass, a mäi Casier stoen. Dat geet vun enger schwéierer Strofdot, wéi dem Mord, bis zu engem Verstouss géint de Code de la route. De Casier ass deemno ee ganz wichtegt Dokument. Quasi all Bierger gëtt emol eemol a sengem Liewen domadder konfrontéiert.

Dozou kuerz dräi Beispiller: Stinn ech viru Geriicht als Récidiviste, also Wiederholungstäter, jo dann ass meng Strof an der Regel méi héich, wéi wann ech mir nach ni eppes zuschëlde komme gelooss hätt. An duerfir plädéieren d'Affekoten oft, dass de Casier vun hirem Client eidel oder „vierge" ass, fir eng méi mëll Strof ze kréien oder ganz einfach ee Sursis.

Anere Kontext, wann ech wëll wiele goen oder gär gewielt géif ginn, dann däerf ech net zu engem Verbriechen condamnéiert gi sinn. D'Wahlrecht ka mir och bei eenzelnen Delikter oferkannt ginn. Abee, dës Informatioune kommen duerch de Casier iwwert de Wee vun dem Parquet op déi jeeweileg Gemeng, déi dann hir Wielerlëschten aktualiséiert.

A schliesslech kréien ech, wann ech eng Aarbecht sichen, oft vum Patron en Extrait aus dem Casier gefrot, fir kënnen nozeweisen, dass ech virdru strofrechtlech net negativ opgefall sinn.

Zweet Fro: Wat gëtt dann elo an de Casier ageschriwwen? Mä wéi dat bis elo de Fall war, gi weiderhin an de Casier ageschriwwen all rechtskräfteg Uerteeler, déi eng sougenannt Peine criminelle, also eng Strof wéi e Verbriechen oder eng korrektionell Strof, an der Regel also fir en Delikt zréckhalen. Am Kloertext heescht dat: all definitiv Verueerteelung vu méi wéi aacht Deeg Prisong oder méi wéi 251 Euro Geldstrof. Derbäi komme verschidde sougenannt Kontraventiounen, also méi liicht Strofdoten, grad - a lauschtert gutt no! - wéi gréisser Verstéiss géint de Code pénal militaire. Verkéiersdelikter gi weiderhin och opgehuewen. Fueren ech also an engem alkoholiséierten Zoustand a ginn dowéinst veruerteelt, kënnt dat a mäi Casier stoen.

Net méi ageschriwwe gëtt an Zukunft eng geriichtlech Verueerteelung wéinst Falschparken. Nei ginn ageschriwwen déi sougenannt Me-

sures de placement am Kader vun dem Artikel 71 aus dem Code pénal, dat heescht déi Fäll, wou een Täter net zourechnungsfäeg war an duerfir net strofrechtlech verantwortlech ass fir seng Strofdot.

Et ginn net nëmme Veruerteelunge vu Lëtzebuerger Strofgeriichter an de Casier ageschriwwen, mä och Veruerteelunge vu Lëtzebuerger duerch auslännesch Geriichter. Dat spillt fir Geriichter aus europäesche Memberstaten, mä och fir Geriichter aus Drëttlänner.

Nei ass, dass fir eng Strof, déi duerch ee Geriicht aus engem aneren europäesche Memberstat ausgesprach gouf, keng sougenannten „double incrimination" muss bestoen. Konkret heescht dat, dass, wann ech zum Beispill an Däitschland wéinst Steierhannerzéiung veruerteelt ginn, dat och a mäi Casier stoe kënnt, obscho mir strofrechtlech bei eis just de Steierbedruch kennen, also eng sougenannten Escroquerie fiscale.

Nei ass och, dass Strofdoten, déi vun enger Handelsgesellschaft begaange goufen, och an de Casier stoe kommen. Mir kenne jo bekanntlech zanter dem Joer 2010 déi sougenannt Responsabilité pénale vun de Personnes morales.

Drëtte Punkt: Wat gëtt bei enger Strofdot konkret an de Casier ageschriwwen? Mä d'Strofdot selwer, d'Strof, déi gesprach gouf, den Datum vun dem Geriichtsuerteel, mä och eng eventuell fréizäiteg Entloossung oder eng Grâce respektiv eng Amnistie. Bei enger Rehabilitatioun gëtt d'Aschreiwung ganz einfach gestrach.

Véierte Punkt: De Casier, dee gëtt och vereinfacht. Wéi ass dann d'Situatioun haut? Mä haut ënnerscheede mer tëschent dräi verschiddene Bulletinen am Casier. De Bierger, deen haut en Extrait aus dem Casier freet, kritt dee sougenannte Bulletin Numero 3. Dat ass zum Beispill de Fall, wann ech mech op eng Aarbechtsplaz virstelle ginn. Nëmmen déi concernéiert Persoun kann een Extrait froen, also kee Friemen. Am Bulletin Numero 3 sinn nëmme Prisongsstrofen ouni Sursis opgelëscht, déi fir e Verbriechen oder Delikt, also fir méi schwéier Strofdoten, gesprach goufen.

Wéi geet et dann elo an Zukunft virun? An Zukunft fält de Bulletin Numero 3 ewech. Et gëtt deemno nëmme méi de Bulletin Numero 1 an de Bulletin Numero 2. Konkret ginn an Zukunft, wéi bis elo, op de Bulletin Numero 1 all Strofen ageschriwwen, déi am Casier stinn. Dëse Bulletin ass awer nëmme fir d'Justiz zougängeg, fir eise Member bei Eurojust a fir d'Autoritéiten aus EU-Memberstaten oder Drëttstaten.

Op dem Bulletin Numero 2 stinn all Condamnatiounen drop, mat Ausnahm vun Décisiounen, déi eng Prisongsstrof vu manner wéi sechs Méint mat Sursis zréckbehalen.

Jo, wat ass dann d'Konsequenz elo fir de Bierger dovunner? Mä wann de Bierger an Zukunft een Extrait aus dem Casier freet, da kritt hien de Bulletin Numero 2 ausgehännegt. Dat heescht, dass op deem Extrait, deen hie freet, an Zukunft ënner Émstänn méi Strofen dropstinn.

Konkret heescht dat, wann ech bis elo néng Méint mat Sursis krut, war dat net op dem Extrait vun dem Casier ze gesinn. Elo steet dat op dem Extrait, deen een ausgehännegt kritt. Datselwecht gëllt fir Verkéiersdelikter. Sinn ech also am alkoholiséierten Zoustand gefuer a gouf ech dowéinst veruerteelt, da war dat bis elo net um Extrait vun dem Casier ze gesinn. Abee, elo steet dat och op dem Extrait vun dem Casier drop. De Sënn dovunner ass eng méi grouss Transparenz.

Fënnefte Punkt: Wien huet an Zukunft Zougang zu dem Casier? Abee, hei fannen natierlech déi nei Standarde vun dem Dateschutz hiren Néierschlag. De Casier judiciaire gëtt an Zukunft elektronesch ënnert der Autoritéit vun dem Procureur général gefouert. Asiicht an de globale Relevé hunn an Zukunft nëmmen nach d'Justizautoritéite fir Zwecker vun enger strofrechtlecher Prozedur. An et muss dofir och ee formellen Untrag gestallt ginn op Basis vun dem Bulletin Numero 1. Dat heescht, dass een Zivilriichter zum Beispill an enger Scheedungsaffär keng Asiicht an de Casier huet.

Mä och eng Justizautoritéit aus engem europäesche Memberstat kann hei zu Lëtzebuerg de Casier vun engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuerger Gesellschaft, déi hei hire Sëtz huet, an Zukunft froen, virausgesat, et leeft eng strofrechtlech Prozedur am Ausland géint de Lëtzebuerger. Dat heescht, fir e Lëtzebuerger, deen zu Bréissel virun engem Strofgeriicht steet, verfügt de Parquet zu Bréissel iwwer sämtlech strofrechtlech Donnéeë vun där betraffener Persoun.

A wat ass dann elo mat dem Bulletin Numero 2, also dem Extrait aus dem Casier, deen all Bierger ka selwer ufroen? Majo, hei gëtt et och eng fundamental Ëmännerung. Bis elo konnte verschidde Ministèren, Statsverwaltungen, jo souguer d'Eisebunn an d'Spuerkeess de Bulletin Numero 2 ufroen, zum Beispill wann eng Persoun sech op eng fräi Plaz bei hinne gemellt huet. Dat ass gaangen ouni Accord vun der betraffener Persoun.

Dat geet an Zukunft net méi. D'Justizkommissioun huet op dësem Punkt op Urode vun der Dateschutzkommissioun och den urspréngleche Text vun dem Projet de loi ëmgeännert. An Zukunft huet nach just déi betraffe Persoun Zougang zu dem Bulletin Numero 2. Dat heescht konkret, wann ech mech op eng fräi Plaz beim Stat mellen, muss ech an Zukunft selwer een Extrait aus dem Casier bei meng Demande bäileeën.

Eenzeg Ausnahm: de Statsminister. Hien huet Accès zum Bulletin Numero 2 fir sougenannten Distinctions honorifiques. Wann ech also e Gielche kréien, brauch ech net virdrun dem Statsminister en Extrait vu mengem Casier ze schécken.

(Interruption)

Jo, d'Justizautoritéiten aus Drëttlänner, zum Beispill der Schwäiz, hunn och op Ufro Zougang zu dem Bulletin Numero 2, wa si mat enger Strofprozedur géint ee Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuerger Entreprise befaasst sinn.

Sechste Punkt: Wéi ass et dann elo bei engem Astellungsgespréich am Privatsecteur? Mä och hei huet d'Justizkommissioun op Urode vun der Dateschutzkommissioun eng gesetzlech Basis geschafen. Ee Patron ka bei der Astellung, mä och bei der spéiderer Gestioun vu sengem Personal, een Extrait aus dem Casier verlaangen. Dat ass dann an Zukunft de Bulletin Numero 2, wou, wéi gesot, méi Informatiounen dropstinn.

Zum Beispill gesäit ee Patron, eng Busentreprise, mä och d'Eisebunn, déi ee professionelle Chauffeur astellt, an Zukunft op dem Extrait vun dem Casier, wat fir eng Verkéiersdelikter de Salarié begaangen huet. Dat war bis elo net de Fall.

Anert Beispill: Eng Bank, déi zum Beispill ee Verdacht huet, dass e Mataarbechter wéinst Fälschung veruerteelt gouf, souguer an engem anere Land, kann een Extrait vun dem Casier vun der betraffener Persoun froen. De Gesetzesprojet gesäit awer ausdrécklech vir, an dat ass ganz wichteg, dass en Extrait vun dem Casier, respektiv d'Informatiounen, déi dropstinn, vum Patron kënne maximal 24 Méint gehale ginn, an dat och ënnert der Form vun enger Kopie.

Siwente Punkt: Méi Sécherheet géintiwwer Delikter op Mannerjähreger. De Casier soll och zum Schutz vu méigleche Strofdote bäidroen. Dat zielt besonnesch um Niveau vun der grenziwwerschreidender Justizzesummenaarbecht. Opgrond vun enger europäescher Direktiv steet an dem Gesetzesprojet eng speziell Bestëmmung dra beim Astelle vu Persounen, déi mat Kanner ze dinn hunn.

Ausléiser war hei déi bekannte Personalaffär a Penalaffär Fourniret. Hei handelt et sech ëm ee Fransous, dee veruerteelt gouf, op d'mannst zéng Morden a Vergewaltegungen u jonke Meedercher begaangen ze hunn. Hien huet an der Belsch an enger Schoulkantin geschafft, an dat obschonns e virdrun a Frankräich wéinst sexuellen Aggressiounen op Mannerjähreger condamnéiert gouf.

Wann an Zukunft eng Persoun sollt agestallt gi fir eng Aktivitéit, wou se regelméissege Kontakt mat Kanner huet, da kann de Patron, mat dem Accord vun der betraffener Persoun, ee Relevé froen aus dem Casier vu sämtleche Condamnatioune fir Infractioune géintiwwer vu Mannerjähregen. Dës Bestëmmung, déi zielt net nëmme bei professionellen Aktivitéiten, wéi zum Beispill enger Crèche, mä och bei bénévolen Aktivitéiten, wéi zum Beispill engem Traineramt bei engem Sportsveräin, engem Dirigent bei engem Jugendorchester, engem Verantwortleche vun enger Scoutstrupp.

Aachte Punkt: Huet deen eenzelne Bierger Asiicht a säi Casier? Jo, dat ass zu jiddwer Zäit méiglech. De Gesetzesprojet garantéiert enger Persoun Zougang zu den Aschreiwungen, déi si an dem Casier betreffen. Et ass och d'Méiglechkeet vun engem Recours géint eng Aschreiwung virgesinn, an dat geschitt mat enger einfacher Requête bei der Chambre du conseil vun der Cour d'appel.

Néngte Punkt, a mir komme lues zum Schluss: De Gesetzesprojet regelt och den Informatiounsaustausch vun de Casieren tëschent den europäesche Memberstaten. Dofir informéiert de Procureur général déi jeeweileg auslännesch Zentralautoritéit vun all Condamnatioun, déi géint een Auslänner vun engem lëtzebuergesche Geriicht gesprach gouf.

Zum Beispill, wann ee Belsch hei zu Lëtzebuerg condamnéiert gëtt, da kritt de belsche Parquet dës Informatioun. Datselwecht zielt natierlech fir ee Lëtzebuerger, deen zu Bréissel condamnéiert gouf. Dës Informatioun kënnt op Lëtzebuerg a kann dann hei an de Casier ageschriwwe ginn.

De System besteet zum Deel elo schonn op Basis vu bilateralen Accorden. Elo gëtt dat mat enger europäescher Kaderdécisioun EU-wäit geregelt. Mir setze si och mat dësem Gesetzesprojet ëm. D'Zil dovunner ass, an engem gemeinsamen europäesche Rechtsraum méi Sécherheet ze schafen.

Zéngten a leschte Punkt: Wéi ass et dann elo mat Bierger, déi am Laf vum Joer d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien? Mä do gëtt de Justizminister dem Parquet général all Joer eng Lëscht mat deene concernéierte Leit an dem Extrait vun dem Casier aus hirem Heemechtsland, dee si bei den Naturalisatiounsantrag bäileeë mussen. Esou ginn déi Leit dann och mat hirem eventuelle Passé judiciaire zu Lëtzebuerg a vun déisäit der Grenz hei an eisem lëtzebuergesche Casier répertoriéiert.

Här President, dat ware vereinfacht a méi praktesch duergestallt déi Haaptpunkte vun dësem Gesetzesprojet. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport. D'Organisatioun vun dem Casier judiciaire ass eng ganz sensibel Matière. D'Justizkommissioun hat net manner wéi eelef Sitzungen iwwert dëse Gesetzesprojet. D'Endfassung, iwwert déi mir haut ofstëmmen, dréit den Objektioune vun dem Statsrot an de Recommandatioune vun der Dateschutzkommissioun Rechnung.

Ech soen alle Membere vun der Justizkommissioun Merci fir hir ganz konstruktiv, awer och ëmmer fouilléiert Interventiounen. Datselwecht géllt natierlech och fir eise Justizminister a seng Conseilleren.

Ech ginn heimat d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Här Roth an och dem Minister Merci soen. Dat heite war e Projet de loi, wou vill Diskussioune waren. Et geet hei drëm, dass et e Casier judiciaire ass - ob dat elo en Dokument ass, ob ee ganz einfach dru kënnt oder méi komplizéiert dru kënnt, wat dra kënnt... Et ass awer sécher e Casier, wann do jiddwereen egal wat kéint froen, da wier dat sécher eng Atteinte u verschidde Rechter. An dowéinst ass et scho wichteg, dass et Garantië gëtt, dass genau encadréiert gëtt, e legale Kader gemaach gëtt, wien, wat, op wéi eng Expositioune ka kommen.

Mir fannen et och wichteg, dass een, wann een als Betrib ee wëllt astellen, dass een d'Demande bei der Persoun mécht, fir ze soen: „Hei, mir hätte gären Äre Casier!", an dass déi Persoun et dann och mécht an dass et net en Automatismus gëtt, dass ee lénks a riets einfach d'Casieren op Demande verschéckt, woubäi een emol net weess, ob wierklech eng Persoun do fir ee schafft oder net. Dat heescht, dat doten ass scho ganz, ganz wichteg.

Et ass och wichteg, dass déi Kollaboratioun leeft. Et kann net sinn, dass virun allem bei der Pädophilie - wann dat net dee schlëmmsten Akt ass, wou een engem e ganzt Liewe scho ka verdierwen -, dass een dann „impuni" ass, well een et am Ausland net wosst, sou dass et scho wichteg ass, dass do en Échange d'informations kënnt.

Et dierf awer och net sinn, wann een eng Présomptioun huet da bei verschiddene Leit, wann ee wëllt een astellen an enger Associatioun, ze soen: „Lo wëlle mer fir d'Éischt de Casier hunn! An deen en elo net presentéiert huet, dee wäert dann doudsécher eppes ze verstoppen hunn."

An ech mengen, dass mer hei an dësem Text awer dee richtegen Équiliber fonnt hunn tëschent der Garantie vun de Rechter vun deem engen an der Sécherheet awer vun der Allgemengheet, vun deem aneren. Duerfir wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësen Text, mat de Verbesserungen, déi mer geholl hunn, stëmmen. An ech wëll och dem President Merci soe fir seng vill Gedold, déi en huet an där Kommissioun, an dem Minister...

Une voix.- De Minister awer och.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Meeschtens och! Jo, dach!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci villmools dem Rapporteur, deen explizit Rapportë mëndlech a schréftlech hei virgeluecht huet an deen och während deenen eelef Sitzungen, déi mer hate just an deem heite sensibele Beräich, déi Problematik ëmmer ganz gutt am Gréff hat.

Vill Leit ware schonn am Fall, fir e gefrotenen Extrait aus hirem Casier judiciaire ze presentéieren, dat ganz besonnesch am Fall vun enger Kandidatur, fir eng Aarbecht ze kréien, sief dat am Domaine public oder am private Secteur. Dee Concernéierten déplacéiert sech mat enger Pièce d'identité an de Casier judiciaire, deen ugesiedelt ass um Parquet général, a freet den Extrait, deen en da kritt, entweder mat Inskriptiounen, wann en eng gestiicht hat virdrun, oder e kritt en Extrait, deen d'Mentioun „néant" dréit.

Deen noutwendegen Extrait kann haut och um elektronesche Wee gefrot a kritt ginn. Den Demandeur muss sech dann net méi onbedéngt déplacéieren. Dat ass och am Sënn vun der Simplification administrative am Interessi vum Bierger.

De Casier judiciaire ass also um Parquet général ugesiedelt; do ass d'Kartei - haut de Fichier - vu bestëmmte Bierger, déi vun engem Geriicht strofrechtlech veruerteelt gi sinn. Dat ass dann den Historique vun hirem Passé judiciaire. Et ass e Service, dee seng Base légale huet am Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire, am Artikel 75, wou tout court drasteet: «Un règlement grand-ducal détermine le mode et la forme de la tenue du casier judiciaire ainsi que les conditions de la délivrance des extraits du casier judiciaire.»

Dee Règlement grand-ducal, deen awer scho vun 1976 ass, regléiert esou vill substanziell Punkten, déi eigentlech missten an engem Gesetz stoen, wéi zum Beispill, wat fir Strofen an de Casier ageschriwwe ginn, wien en Extrait aus dem Casier ka froen, wéi vill Zorte vun Extraiten et gëtt, wéi ee kann d'Inskriptiounen am Casier contestéieren, wat fir Rechtsmëttelen dass den Demandeur oder deen Ageschriwwenen dogéint huet. Dat si jo awer wichteg Bestëmmungen, déi iwwert de Kader vun engem Règlement grand-ducal erausginn an déi mussen an e Gesetz ageschriwwe ginn. Dat maache mer elo bei dëser Geleeënheet. D'Existenz an de Fonctionnement vum Casier judiciaire kréien also elo eng legal, eng gesetzlech Basis.

Ausléiser vun deem Gesetz ass d'Ëmsetzung an eis Gesetzgebung vun enger Décision-cadre vun der Europäescher Unioun. An där Décisioun geet et ëm den Échange vun Informatiounen aus de Casieren tëschent de Mitgliederstaaten. Déi Informatioune si virun allem emol wichteg, fir d'Récidive vun deemselwechten Délinquant festzestellen.

Wat d'Kommunikatioun tëschent europäesche Länner ugeet - et gëtt jo awer och Konventiounen, déi d'Relatioun op deem Plang tëschent Lëtzebuerger oder deenen anere Länner an engem drëtte Land festleeën -, huelen ech un, dass dës Kommunikatioun an der Sprooch vum Herkunftsland verfaasst ass. D'Inskriptioun am Casier zu Lëtzebuerg erfollegt gegebenenfalls no enger Iwwersetzung. Et muss jo dann och virgesi sinn, dass an Zukunft eventuell en Traducteur agréé mat aspréngt, fir déi néideg Iwwersetzungen do ze maachen, ier d'Donnéeën hei ageschriwwe ginn. Fir den Espace de liberté, de sécurité et de justice konkret ze gestalten, ass et wichteg, dass d'Staten dës Informatiounen, wat de Casier judiciaire ubelaangt, échangéieren.

Dës Moossnamen, déi droe selbstverständlech dozou bäi, fir nach eng méi effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze garantéieren. Dës Zesummenaarbecht, wat den Échange vun den Antécédents judiciaires betrëfft, besteet schonn de facto tëschent ville Länner a Lëtzebuerg an tëschent villen aneren europäesche Länner ënner sech.

Wat jo all Ulooss zu Iwwerleeungen an Diskussioune ginn hat, dat sinn d'Extraiten, wat se enthale sollen oder net enthale sollen, wat agedroen oder net agedroe gi soll. An, wéi gesot, elo ass dat ganz genee festgeluecht an deem neie Gesetz, wat mer haut sollen hei verabschieden.

Opgrond vun de Propositioune vum Statsrot an der Commission nationale pour la protection des données hunn d'Commission juridique an d'Regierung den urspréngleche Text vum Projet de loi redresséiert an ugepasst. Dem Gesetz vun 2002 iwwert den Traitement des données à caractère personnel ass Rechnung gedroe ginn. Och huet de Statsrot bei sengem Avis Remarquë gemaach am Hibléck op déi ustehend Neibestëmmungen iwwert d'Prisongsreform an d'Exécution des peines.

Wichteg ass et festzestellen, dass net en x-Beliebege kann en Extrait aus engem sengem Casier

kréien, och net den eventuellen oder reelle Patron. Et ass schonn där concernéierter Persoun iwwerlooss, dee gefrotenen Extrait ze produzéieren oder net. Et wier allerdéngs verdächteg, wann een en Extrait gefrot kritt, dass deen deen net bréngt. Sou kéint also den Demandeur och éischter negativ op eng eventuell Astellung, zum Beispill, reagéieren.

Et ass net ëmmer am Intérêt vun engem senger Saach, fir eng stur Haltung ze weisen a prinzipiell keen Extrait ze produzéieren, sief et bei engem, wou näischt ageschriwwen ass, oder bei engem, wou Inskriptiounen drop sinn.

Bei engem, deen hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland eng gestiicht huet, ass et wichteg fir de Riichter ze wëssen, wat dat war, fir eng Récidive festzestellen a fir dorobberhin d'Strof auszeriichten. Dat ass wichteg fir d'Justiz, déi am Sënn vun der Protektioun vun der Gesellschaft, am Sënn vun hirer Sécherheet handelt a jugéiere muss.

Et gëtt gesot, de Casier ass d'Mémoire vun engem sengem Passé judiciaire. Et gëtt awer och gemengt, dass een, dee seng Strof purgéiert huet, erëm räif misst sinn, fir als normale Bierger an der Gesellschaft ze fonctionnéieren. Ech deelen och déi Meenung. D'Moossname bei der Exekutioun vun enger Haftstrof mussen esou ausgeriicht sinn: Réinsertioun, Resozialisatioun. Dat wäerte mer jo och bei der Diskussioun iwwert d'Projete 6381 a 6382 méi genee ënnert d'Lupp huelen. Do geet et jo drëms, fir d'Exécution des peines an d'Prisongen ze reforméieren.

Verständlech ass et, dass zum Beispill en zukünftegen eventuellen neie Patron en Extrait aus dem Casier judiciaire vum Demandeur d'emploi freet, sou dass deen da scheitere kann, wann en eppes dropstoen huet, wat dem Patron net grad passt. De Patron wëllt net onbedéngt de Bock zum Gäertner maachen, duerfir muss ee kucken, wéi an Zukunft no den Effete vun de bevirstehende Reformen et nach opportun ass, den Extrait weider fonctionnéieren ze loossen an ënner wat fir enge Konditiounen.

En anere Problem: De Certificat de bonne conduite, de Certificat de moralité, dee vum Buergermeeschter vun der Residenz vum Demandeur ausgestallt gëtt. En Dokument, wat, souwäit ech weess, keng legal Basis huet. Et ass esou d'Usage. Dee gëtt opgrond vun engem Extrait vum Casier judiciaire ausgestallt oder net ausgestallt. Do ass de Buergermeeschter ganz oft compromettéiert am Fall, wou Inskriptiounen am Extrait stinn.

Wou ass d'Limite, fir esou en Zertifikat auszestellen oder en net auszestellen? Muss net gekuckt gi bei der Appréciatioun, bei der Evaluatioun, a wat fir engem Zesummenhang dat Dokument gefrot a gebraucht gëtt, fir wat fir ee Beruff auszeüben? Da sinn déi Iwwerleeungen oft ganz relativ par rapport zu der Grondastellung vun deem, deen en auszestellen huet. Hien huet och e puer Méiglechkeeten: Entweder e refuséiert, en accordéiert en, a wann en auswäiche wëllt, a Fäll vun der Limite: «bonne conduite, sauf renvoi aux inscriptions du casier judiciaire».

Wat fir Recoursë besti géint esou en Dokument? All dat misst ganz genau ënnersicht ginn. Do hu mer wierklech Problemer, déi kënnen zu Komplikatioune féieren. Elo kann ech mech erënneren, viru Jorzéngte war do e graven, e grave Contentieux mam Buergermeeschter an dem Sekretär an där deemools nach net esou räicher Gemeng Nidderaanwen. An dat war wierklech e schlëmme Fall, wéi do... wat fir e Jugement, dass do geholl ginn ass.

Am Mäerz 2013 huet och d'Ligue des droits de l'Homme hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn. En ass allerdéngs eréischt am leschte Moment, ganz kuerz virun der Ofstëmmung vum Rapport, un d'Kommissioun komm. Den Avis huet ganz sécher Diskussiounspunkten opgeworf, déi een hätt kënnen am Kader vun den Aarbechte mat behandelen.

Anere Propositiounen ass deelweis Rechnung gedroe ginn, besonnesch nom Avis vum Statsrot an der Commission nationale de la protection des données, och Problemer, déi vun der Ligue des droits de l'Homme ervirbruecht gi waren. Bei der Diskussioun iwwert d'Reforme vun der Exécution des peines an iwwert d'Reform vun de Prisonge sinn dann aner Propositioune vun der Ligue ze iwwerleeën an eventuell déi Problematiken, déi do opgeworf gi sinn, mat ze léisen.

Dëse Projet de loi sollte mer also, senger Zilsetzung entspriechend, hei stëmmen. An dozou ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir wëllen och dem Rapporteur Merci soe fir dee schrëftlechen an och dee mëndleche Rapport. E war ganz exhaustiv. Et brauch een also, mengen ech, doriwwer näischt méi ze soen.

Eis Aschätzung ass déi, déi de Kolleeg Bettel och scho gesot huet. Mir hunn an der Kommissioun, menge mer, eng gutt Aarbecht gemaach. Mir hunn e Projet, deen op enger Rei vu Punkten duerchaus verbesserungswierdeg nach war, verbessert, esou dass mer en Text haut hunn, deen u sech kee schlechten Text ass. Duerfir kënne mer eis Zoustëmmung ginn.

Mir mussen awer och soen, dass deen Avis, dee komm ass vun der Ligue des droits de l'Homme, tatsächlech eng Rei Froen opgeworf huet an och gläichzäiteg déi Froen an eng Perspektiv gesat huet, nämlech d'Perspektiv vun de Reformen, déi de Minister par ailleurs amgaang ass mat der Kommissioun ze maachen iwwert d'Administration pénitentiaire an iwwert de Strofvollzuch. An an deem Kontext do, kann een duerchaus nach eng Rei zousätzlech Iddien an eng Reform vum Casier mat erabréngen.

D'Ligue weist ënner anerem drop hin, an et ass, wéi den Här Klein zu Recht gesot huet, en Avis, dee leider wierklech ze spéit komm ass, fir nach an dëse Projet kënnen erageholl ze ginn. Mä déi Punkten, déi se opwerfen, sinn an eisen Aen awer absolut pertinent a bedéngen och enger Äntwert an deem Kader, deen de Minister gesat huet mat der Reform vum Strofvollzuch. A si setzen notamment eng, stellen notamment eng oder zwou wichteg Froen.

Déi eng Fro ass déi, datt et esou e Glissement gëtt, dass de Casier ëmmer méi benotzt gëtt als eng Zort „Certificat de moralité". E gëtt à tort et à travers gefrot, e gëtt och ganz oft dann och tatsächlech presentéiert. An dat ass net de Sënn dovun, ausserhalb vun enger Procédure judiciaire oder anere limitativ erwähnte Fäll, kënne gebraucht, ech géif bal soen, mëssbraucht ze ginn. Dat ass eng reell Fro, mat där mer eis sollte beschäftegen, well dat och eng ganz Rei Schwieregkeete matbréngt, notamment fir déi betraffe Leit, oft souguer en vue vun hirer Réinsertioun. Do gëtt en Däiwelskrees geschafen. A mat där Fro musse mer eis definitiv am Kader vun der Reform vum Strofvollzuch beschäftegen.

Déi zweet Fro, déi d'Ligue opwerft, déi an eisen Aen och pertinent ass, dat ass déi, dass de Casier och gefrot gëtt, ëmmer méi oft, a Kontexter, déi mat der originairer Aufgab näischt ze dinn haten. Aner Länner hunn do Léisunge fonnt, déi de Casier variabel ausstellen an zwar en fonction vum Usage, fir deen e geduecht ass.

Dat mag eng Rei Schwieregkeete schafen an der Gestioun an an der Ausstellung. D'Grondiddi hale mer awer fir eng Pist, déi eng seriö ass, dass also déi Informatioune vum Casier ausgestallt ginn, déi fir dee bestëmmten Usage, fir deen e gebraucht gëtt, relevant sinn. Aner Informatiounen, déi wuel am Casier stinn, awer fir deen Usage net relevant sinn: A si ginn d'Beispill vun enger Bank, déi wëllt rekrutéieren. Wann do am Casier steet, dass ee fir Malversations condamnéiert ginn ass, ass dat duerchaus eng relevant Informatioun fir deen Usage. Wann awer dosteet, dass eng Persoun condamnéiert ginn ass, well se hir Alimenter net bezuelt huet, dann ass déi Informatioun net onbedéngt relevant am Kontext vun der Relatioun Employeur-Employé an enger Bank. An déi Iddi, mengen ech wierklech, dass mer se sollten opgräifen an diskutéieren.

Mir ginn duerfir eis Zoustëmmung haut fir den Text, wéi en ass, well mer mengen, dass et fir dat, wat mir haut hei leien hunn, ass et eigentlech en akzeptablen Text. Mä et si Froen, déi pertinent gestallt sinn an déi eng Äntwert musse kréien. A mir wäerten als Gréng, am Kader vun der Debatt iwwert d'Projeten 6381 an 6382 déi dote Froen och nach eng Kéier opwerfen an hoffen, dass mer do gutt Äntwerte kënne fannen.

M. le Président.- Merci dem Här Braz, an d'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, fir dem Rapporteur, dem Här Roth, villmools Merci ze soe fir e ganz gudden a kompetente Résumé vun deem Gesetz.

Mir wéilten als ADR dëst Gesetz u sech begréissen. Et sinn och eng Rei Saachen dran, déi gutt sinn: datt moralesch Persounen opgeholl ginn, dat eng Simplificatioun ass.

Op där anerer Säit hu mer awer eng ganz Rei vu Froen, Här Minister, déi ech Iech och elo wéilt stellen. A wa mer do awer keng Satisfaktioun kréien, da wäerte mer eis bei deem Projet enthalen.

Et sinn eng ganz Rei Saachen, déi eis opgefall sinn. Do ass zum Beispill déi Fro, ob e Lëtzebuerger kann eng Inskriptioun a säi Casier kréie fir Saachen, déi hei am Land net strofrechtlech Konsequenzen hätten. Dee Prinzip vun der double Incrimination ass a Fro gestallt, wann am Ausland eng Condamnatioun kënnt, déi am Ausland stroffälleg ass, an déi e Lëtzebuerger betrëfft, gëtt déi hei op säi Casier ageschriwwe fir Saachen, déi hei am Land net géifen zu enger Condamnatioun Ulass ginn. Do wäre mer frou, wann Der eis dat kéint erklären.

Dat Zweet, wat ech wéilt froen, dat si Saachen, déi mat den duebelen Nationalitéiten ze dinn hunn. Nom Artikel 12 musse mir matdeelen, wann ee Ressortissant vun engem anere Land hei am Land condamnéiert ginn ass. De Problem, dee sech stellt, ass dee vun der duebeler Nationalitéit. Ëmgekéiert och. Wann e Lëtzebuerger, deen zum Beispill déi spuenesch Nationalitéit och huet, a Spuenien condamnéiert gëtt, da misste jo u sech déi spuenesch Autoritéiten eis dat och matdeelen, well en och d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet. Ass dat iwwerhaapt praktikabel?

A virun allem, déi Matdeelungsflicht verstéisst och e bësse géint den Devoir de protection consulaire vun de Länner, déi u sech esou Informatiounen iwwer hir Ressortissanten net sollte matdeelen.

Dat heescht, ass deen Artikel 12 net e bëssen en contradiction, wa mer Leit hunn, déi zwou Nationalitéiten oder méi Nationalitéiten hunn? Ass garantéiert, datt déi aner Länner, wann eng duebel Nationalitéit Lëtzebuerg virläit, eis dat matdeelen? A virun allem, maache mir et, wann eng duebel Nationalitéit virläit? Ass eise Justizsystem net einfach an enger Situatioun, wou e seet: Et ass e Lëtzebuerger, an domadder brauche mer et soss net matzedeelen. Ech mengen, dat ass och eng Fro, déi mer sollten diskutéieren.

Eng aner betrëfft den Artikel 14. Wann dann eng Persoun e Bulletin ufreet, et ass virun allem hei - den Här Roth huet dat e bësse presentéiert am Liicht vun enger Persoun, déi wëllt d'Lëtzebuerger Nationalitéit -, d'Fro stellt sech awer och allgemeng, wann e Bulletin Numero 2 ugefrot gëtt vun enger auslännescher Persoun hei am Land, da gëtt déi Demande weidergeleet un d'Autorité du pays d'origine. An d'Fro ass: Gëtt dat..., wéi eng Implikatioun huet dat? Muss dat net all Kéiers gemaach ginn?

A wéi wësse mer, wéi weess de Parquet ëmmer, datt dat eng Persoun ass, déi déi double Nationalité eventuell huet? A virun allem, huet dat keng Implikatiounen op den Exercice vum Wahlrecht och um kommunale Plang? Well, wann eng Condamnatioun, wann dat ageschriwwe gëtt a verschiddene Länner, datt zum Beispill den Exercice des droits politiques net garantéiert wär opgrond vun enger Condamnatioun, steet dat an all Land op deem Bulletin Numero 2 a géif eis dat matgedeelt ginn?

Dat heescht, misste mer dann, an esou engem Fall, wou e Land dat och aschreift op de Bulletin, net higoen a soen, e Ressortissant vun esou engem Land, deen hei wëllt bei de Kommunalwahle matmaachen, misst esou e Bulletin presentéiere vu Länner, wou eventuell e Retrait vum Droit de vote virgesi wier wéinst iergendenger Condamnatioun?

Dann hu mer nach Froen, am Artikel 9 zum Beispill. Et ass jo eng gutt Saach, datt mer der Pädophilie wëllen do, datt mer dat wëlle prévenéieren. An hei am Land ka jo dann esou en Zertifikat gefrot ginn, awer ënner gewësse Konditiounen. En däerf nëmme 24 Méint gehale ginn. Wann awer elo een an d'Ausland plënnert, dann hu mer déi Garantie net. Dat heescht, dann ass, mir kënnen zwar esou en Zertifikat ausstellen, e Bulletin, deen elo spezifesch seet, ob elo eng Condamnatioun wéinst iergendwéi engem Abus sexuel oder esou eppes virläit; mir hunn awer net déiselwecht rechtlech Garantien, wat am Ausland da mat deem Zertifikat gemaach gëtt par rapport zu engem Employeur, deen deen hei zu Lëtzebuerg presentéiert kritt.

Et gëtt nach eng ganz Rei vun anere Froen, zum Beispill: Wat sinn d'Sécherheetsstandarden? Gëtt et do eng Diskussioun, wéi déi verschidden national Kontaktpunkte musse mat deene Bulletins Numero 1 ëmgoen, déi se matgedeelt kréien, déi auslännesch Justizautoritéiten?

Dann ass geschwat gi vun deem Projet pilote, deen zënter 2003 leeft, wou Lëtzebuerg zënter 2007 matmécht, tëschent eelef Memberstaten an der Europäescher Unioun. An do stelle mir eis d'Fro, wa schonn de Casier judiciaire just op engem Règlement grand-ducal besteet vu 1976, wéi eng Base légale gouf et da fir déi international Zesummenaarbecht, fir eng elektronesch Interconnexioun vun de Casiers judiciaires a wéi eng Garantië sinn et gi fir déi Leit, déi eventuell betraff gi wieren?

Där Froe kënne mer eis der nach eng ganz Rei stellen. Et misst een och kucken, wéi den Accès vun der Polizei geséchert ass op de Casier judiciaire, datt dat séier geschitt, wann dat néideg ass.

Mir mussen eis och vläicht allgemeng d'Fro stellen iwwert d'Voies de transmission vun esou Dokumenter. Ech erënnere mech nach, zum Beispill bei konsulareschen Aufgaben, wa mer d'Lëschte vu Prisonnéier ausgetosch hunn, zum Beispill, wann ech d'Lëscht krut vu Lëtzebuerger Prisonnéier a Länner wéi Zypern, Griichenland, Rumänien, dann ass dat ëmmer par voie diplomatique gaangen. An d'Fro stellt sech, wéi ginn déi Genres vun Informatioune geregelt? Wéi eng Sécherheet gëtt et bei der Voie de transmission électronique, oder muss dat op konsulareschem Wee gemaach ginn? Och do stelle sech eng Rei Froen.

Also, mir sinn am Prinzip mat deem Projet d'accord, mä, wéi gesot, mir hunn och eng ganz Rei Zweifel, ob d'Rechtssécherheet ëmmer garantéiert ass. A wann Dir eis net ganz gutt Explikatioune gitt, Här Minister, wäerte mer eis enthalen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Och dem Rapporteur e grousse Merci. Mir hate ganz laang Diskussiounen iwwert dee Projet de loi hei, an en huet a mengen Aen awer ganz wesentlech Problemer, déi e léist. Dat ass, datt mer heimadder den éischte Schratt ginn zu engem Casier judiciaire européen. Mir wäerten och elo schonn eng besser Zesummenaarbecht hunn a méi Informatioune kréien, well et ass wichteg, datt Leit, déi sech hei fir e Poste bewerben, déi eng Aktivitéit wëllen hei am Land hunn, datt een do weess, ob se net am Ausland kriminell Aktivitéiten haten.

Dat war bis elo ënner verschiddene Circonstancë ganz schwéier erauszefanne fir de privaten Employeur, esou datt dat Gesetz op deem Punkt op jidde Fall e Fortschrëtt duerstellt. An ech hoffen, datt et also nach op de Wee geet vun engem Casier judiciaire européen intégral. Et gëtt just nach eng kleng Differenz, dat ass, datt a verschiddene Länner keng zwee Casiere sinn, mä nëmmen een, esou datt awer do gegebenenfalls verschidden Informatiounen net onbedéngt déiselwecht si wéi hei zu Lëtzebuerg.

Wat ech och begréissen, dat ass, datt mer endlech, wat de Beruff ugeet, mer keng Differenze maachen tëschent dem Employeur. Bis elo konnt den Employeur public, dat heescht de Stat, d'Gemengen, d'Spuerkeess an esou weider, déi konnten e Casier direkt froen, ouni mussen den Demandeur ze consultéieren. An Zukunft muss och deen, deen eng Plaz freet bei der Gemeng, hie muss deen Ableck de Casier bréngen, an et ass net de Stat, deen e ka consultéiere goen.

Eng wichteg Solutioun ass och déi vun der Pädophilie, datt ass, datt mer do effektiv méi staark Regelen hunn, notamment wat verschidden A.s.b.l.en ugeet, an datt mer also do e regelrechte Kampf géint deen Typ vun Aktivitéite maachen, déi ganz oft sech iwwer verschidde Länner verdeelen. An duerfir ass dat heiten e ganz gudde Projet, deen total an déi richteg Richtung geet.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. De Rôle vun engem Casier judiciaire ass jo fir Geriichtszwecker evident: Et geet drëms, fir eng Récidive festzestellen, also d'Widderhuelung vun enger Strofdot. Vill méi problematesch ass awer de Gebrauch vum Extrait vum Casier, wou d'Strofen drastinn, ausserhalb vu Geriichter. Hei kann eng Strofdot, déi jo normalerweis, geriichtlech gesinn, scho beglach ass, eventuell scho laang beglach ass duerch eng Amende oder duerch eng Prisongsstrof, hei kann esou eng Strofdot an der Gesellschaft am Fong geholl nach eng Kéier „bestrooft" - tëschent Guillemets - ginn a Form vun enger double Peine, vun Auteuren, déi ausserhalb vun de Geriichter stinn.

Dat stellt iwwregens och d'Réinsertioun a Fro. Et ass zu Recht hei virdru gesot ginn, dass dat och e Problem opwerft vu Réinsertioun vun Détenuen zum Beispill. Hei gi mer op eng extensiv Aart a Weis, menger Meenung no, aussergeriichtlechen Acteuren d'Méiglechkeet, Konsequenzen ze zéien. Déi eng wäerten et maache mat emol méi Nosiicht, déi aner mat emol

manner Nosiicht, wou emol schonn direkt Inégalitéiten dann entstinn. Uwendung fënnt deen Extrait vum Casier judiciaire virun allem an der Aarbechtswelt. D'Patronë kënnen en Extrait froen a Konsequenzen draus zéien, och wann zum Beispill op deem Extrait Strofdote stinn, déi näischt mam Beruff ze dinn hunn.

Si kënnen en zu all Moment ufroen, net nëmmen, fir een anzestellen, wéi dat bis elo üblech war, mä och seet d'Gesetz elo ganz däitlech: «dans le cadre de la gestion du personnel». Dat heescht, dat hei Gesetz encouragéiert am Fong geholl, an et ass och doweinst kritiséiert ginn, och vum Statsrot, d'Patronen, fir dee Strofregëster, wéi et am Gesetz drasteet, als Gestiounsmethod unzewennen. A gesäit et och ausdrécklech, dat seet et selwer, an engem disziplinaresche Charakter, dat schwätzt vu Vertrauensbroch vis-à-vis vum Patron, wat jo op Licenciement erausleeft an esou weider.

Dat heescht, wann ech emol ee wëll entloossen, da froen ech emol einfach en Zertifikat u vum Strofregëster, vläicht fannen ech dann eppes drop, fir eng Ursaach ze hunn, een ze entloossen. Dat ass am Fong geholl déi Konsequenz, déi een hei muss zéien. An et ass wierklech bedauerlech, dass Är Kommissioun eelef Sitzunge gebraucht huet, fir zu deem dote Resultat ze kommen. A bedauerlech ass et och...

(Interruptions diverses)

A bedauerlech ass et och, dass dee fondéierten Avis...

Une voix.- Dir kënnt näischt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...dass dee fondéierten Avis vun der Ligue des droits de l'Homme, wéi et och hei gesot ginn ass vun engem vu menge Virriedner, net berücksichtegt ginn ass. An dee weist awer op ganz gravéierend Saachen hin! E weist och no, dass eist Gesetz vill méi bedenklech ass wéi vill Gesetzer am Ausland.

An och, wann en ze spéit erakomm ass, mengen ech, hätt en nach missen eng Kéier diskutéiert ginn an der Kommissioun, ier en heihinner komm ass. An ech sinn der Meenung, wann deen Débat hei net op en aneren Datum verschobe gëtt an dat Ganzt nach eng Kéier diskutéiert gëtt, ënnert deenen Aspekter do, déi och virun allem an deem Avis opgeworf ginn, da kann ech hei nëmme mat Nee stëmmen. Well nom Vote ass et souwisou ze spéit!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären... Wéi vill Minutten hunn ech?

M. le Président.- Dir hutt eng Véirelstonn, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Bon, fir d'Éischt wëll ech awer trotzdeem, obwuel ech nëmmen eng Véirelstonn hunn, de Membere vun der Commission juridique, virun allem dem Rapporteur Merci soe fir déi ganz gutt Aarbecht, déi hei gemaach gouf. Ech mengen, et ass villes geännert ginn. Et sinn och ganz vill Saachen aneschters, wéi zum Beispill dat, wat elo den Här Urbany opgeworf huet, ganz aneschters wéi et am urspréngleche Text vun der Regierung war. Mä ech mengen, dass déi Leit an der Kommissioun wierklech versicht hunn, alles am Detail duerchzediskutéieren.

Ech sinn duerfir e bësselchen iwwerrascht, dass den Här Urbany an den Här Kartheiser elo - den Här Kartheiser besonnesch - mat enger Hällewull vu Froen, déi ech all net méi opschreiwe konnt, wou ech wahrscheinlech eng hallef Stonn brauch, fir drop ze äntwerten, elo heihinnerkommen, well déi meescht vun Äre Froe sinn technescher Natur. Et sinn e puer politesch Déngen. Do musst Der ebe wëssen, ob Der dat politesch unhuelt, wat am Text steet, oder net. Mä et sinn esou vill technesch Froen dra gewiescht, dass et kee Problem gewiescht wier, wa mer dat zesummen an der Commission juridique gekuckt hätten.

Also, et wär méi einfach gewiescht, Dir wäert dohinnerkomm a mir hätten dat do diskutéiert, wéi elo en dernière minute dem Minister esou vill Froen… Zwar, ech hu se einfach net méi all opgeschriwwe kritt. Bon.

Une voix.- Här Bettel, elo hutt Der de Moment verpasst.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Minister fuert viru wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also, ech muss awer äntwerten hei op den Här Urbany. Ech hu bis elo nach, ob ee Member war vun der Kommissioun oder net Member war vun der Kommissioun, Memberen, déi net Membere waren an déi dohinnerkomm sinn an eng Fro gestallt hunn, hunn ech ëmmer versicht, och deenen eng Äntwert ze ginn. Ech mengen, et ass jo awer besser, wa Froen do sinn, mir diskutéiere se aus an der Kommissioun. Dofir si jo d'Kommissiounsaarbechten do, fir ze kucken, och am Detail ze kucken, ob kann e Problem do sinn, an da mat Zäiten drop ze reagéieren.

Ech wëll och duerfir d'Geleeënheet benotzen, well ech hat mech de Moie virbereet an der Commission juridique, fir de Kalenner vun deenen nächste Méint a Wochen ze kucken, fir emol awer hei ervirzehiewen, dass aus där Commission juridique dat heiten den 42. Projet ass, dee mer hei stëmmen, deen an der Commission juridique duerchgeschafft gouf, zënterdeem ech Justizminister sinn. Ech wëll net soen, dass net nach vill Aarbecht doläit.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd en Turbo-Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat ass och eng Turbo-Kommissioun, Här Bettel, an Dir sidd en Turbo-Deputéierten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nach sechs Stéck, da kënnt Der eng akademesch Sitzung maachen.

(Interruption et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also. Duerfir mengen ech, wëll ech dat einfach emol eng Kéier hei soen, dass ech mech net kann erënneren, dass eng Kéier esou vill Projeten aus enger Kommissioun komm si wéi aus där doten. Dat wëllt awer net soen, dass mer der net nach doleien hunn an Dir kritt der vu mir deemnächst nach dobäi.

Et deet mer och e bësse leed, dass deen Avis vun der ALOS och elo eréischt koum, deen och un d'Kommissioun gaangen ass, net un de Minister. Hätt een deen éischter gehat, wären effektiv eng Partie Saache gewiescht, déi een och hätt kënne matdiskutéieren. Et sinn eng Partie Saachen, wou ech d'Vuen net deele vun der ALOS, mä et sinn awer Saachen, déi ee ka kucken.

Ech wëll zwou Saachen ervirhuelen, wou ech effektiv der Meenung sinn, dass een déi ka kucken. Dat eent ass, wann elo Exécution-de-peines-Dossiere kommen, kann ee jo verschidde Saachen effektiv vum Casier nach eng Kéier frësch kucken.

Mir dierfen och net vergiessen, dass déi Haaptursaach vun dësem Projet war, net eng generell Reform vum ganze System vum Casier judiciaire ze maachen, mä virun allem zwou europäesch Direktiven ëmzesetzen. Ech kommen nach eng Kéier op déi zréck.

Mä et si Saachen, déi ee ka kucken. Och eng Suggestioun, déi d'ALOS mécht, wat d'Verfassung ubelaangt, wësst Der, dass ech perséinlech als Justizminister ëmmer erëm gesot hunn, dass ech ganz gutt kann drop verzichten, dass een eigentlech engem den Droit de vote ewechhëlt. Also, ech wär do ëmmer bereet, souguer nach méi wäit ze goen. Mä déi Diskussioun kréie mer an der Verfassungskommissioun. Ech mengen, dass do e Citoyen e Citoyen ass, an et soll een deem den Droit de vote loossen. Also do, maja, wa mer dat kënnen esou maachen, dann hu mer dat gemaach. Ech fannen, dass dat richteg ass.

Also d'Grondphilosophie, also wéi gesot, ech deelen net alles, wat an deenen ALOS-Reflexioune steet. D'Grondphilosophie bleift awer déi vun hinnen, fir ze soen, majo, duerch de Casier prolongéiere mer d'Peine, obwuel se schonn eigentlech ofgesiess ass.

Dat bréngt eis dann zum ganze Prinzip: Brauch een iwwerhaapt e Casier oder brauch ee kee Casier?

An et ass do, wou ech net alles deelen, wat d'ALOS seet, well ech awer léiwer hunn, mir hunn e Casier, wéi mir hunn aner Jugementer. Den Här Klein ass hei besonnesch op ee vu senge Lieblingssujeten agaangen, déi en och schonn an der Kommissioun virbruecht huet: de Certificat de moralité. Ech muss soen, ech hu léiwer mir ginn eraus e Bulletin, zwee, vum Casier, wéi mir schreiwe Certificats de moralité, déi awer oft sur une base douteuse sinn. Do ginn ech och der ALOS…, déi geet och an hirem Avis drop an, also: Wat heescht dat, e Certificat de moralité?

Do gi mer zréck op déi Zäit vum 19. Jorhonnert, wou och jiddweree jiddweree kannt huet, an dann ass ee bei de Buergermeeschter gaangen, wann een an eng aner Gemeng gaangen ass, fir d'Schoulmeeschteren an d'Léierinne war dat ëmmer ganz wichteg, dass een do e Certificat de moralité hat, wat manner gesot huet, dass ee kriminell wär, mä dass ee schéin a fein a brav ëmmer war.

Ech perséinlech si scho mat Iech der Meenung, dat huet näischt mam Casier hei ze dinn. Mä et misst een eng Kéier kucken, et gëtt do net vill Bases légales. Mä do wou keng Base légale do ass, sinn ech och der Meenung, dass een net muss e Certificat de moralité erausginn.

An do wou eng Base légale do wär, d'ALOS weist op ee Punkt hin, da muss een och soen, wat ee gären dran hätt, wat dat méi gëtt wéi effektiv de Casier. Also, dat si Punkten, wou et schonn eng Kéier der Méi wäert wär, fir do eng Vue ze ginn. Well et gëtt ee jo dann eng gewësse Responsabilitéit als Buergermeeschter, wann een eppes ënnerschreift, seet: „Ech kennen en, et ass e feine léiwe brave Jong.“, an e war et herno net.

Also, nach eng Kéier, dat huet näischt mam Casier ze dinn. Déi Fro vun de Certificats de moralité huet näischt mam Casier ze dinn, mä et ass schonn der Méi wäert, eng Kéier dat ze kucken an ze soen, ma do wou se keng Base légale huet, soll een och net esou eppes als offiziellt Dokument dann erausginn. A wann een et gären hätt, da muss een och an der Base légale - dat gëtt et jo zum Beispill bei Handelsermächtegungen an esou weider, et gëtt jo eng ganz Partie Definitioune vun de bonnes Mœurs - muss een dat och dann draschreiwen, wat dat ass.

Wéi gesot, et sinn also eng Partie Iwwerleeungen do, wou ech ebe frou gewiescht wär, wann een déi éischter och hätt kënnen an der Chamberskommissioun diskutéieren. Ech soen nach eng Kéier, et ass elo net, dass ech mengen, dass deen heite Projet schlecht wär, mä mir wäerte schonn d'Geleeënheet fannen, fir nach eng Kéier op d'Casieren zréckzekommen.

Déi Haaptursaach vum Casier, d'Gesetz, wat mer haut hunn, dat ass eben déi al Décision-cadre nach, fir op de Wee ze goen - et gëtt der e puer -, op de Wee ze goen nach net grad vun engem Casier européen, wéi den Här Henckes gesot huet, do si mer nach wäit ewech, dofir hu mer nach keng Harmoniséierung vun dee ganze Casieren, do kommen ech och nach eng Kéier op eng Fro vum Här Kartheiser zréck, mä d'Iddi ass schonn, dass mer méi nokommen. An dat Wichtegst ass déi aner Décision-cadre, den ECRIS-System, dass mer elo an Europa kënnen d'Casiere mateneen échangéieren.

Dat ass awer e wesentlecht Element trotzdeem, soen ech, fir ze wëssen, an enger libre Circulatioun, dass een awer och eng libre Circulatioun vun de Casieren huet. Dat bréngt natierlech mat sech, ech soen dem Här Kartheiser, mer schreiwen hei an d'Casieren d'Strofen dran, déi ee kritt huet, mir kucke manner wou d'Strofen hierkommen - also mir kucken heiansdo schonn, verschidde Strofe kommen net dra wéi zum Beispill d'Zirkulatiounscontraventioune vum Parking an esou weider, mä fir de Rescht kucke mer dat net -, mä soen: Zu wat ass een an deem Land condamnéiert ginn? Dat schreiwe mer dran. Duerfir ass dat heiten och keng Fro vun double Incrimination. Et ass einfach eng Saach, du bass do condamnéiert ginn zu där Strof, also gëtt se och an de Casier geschriwwen.

Wat d'Nationalitéit ubelaangt, ass dat evident, dass all Land nëmme seng Nationalitéit kennt. D'double Nationalité ass kee juristeschen Term. Mir hunn och net d'double Nationalité agefouert. Mir hunn de Prinzip ofgeschaf, dass ee seng aner Nationalitéit verléiert oder muss ofginn, wann ee Lëtzebuerger gëtt.

Nom Lëtzebuerger Gesetz, dat steet och zënter 2008 an eisem Gesetz, kucke mir nëmmen d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat heescht, wann ee Lëtzebuerger ass, dann ass een net méi Auslänner. Dat bréngt zum Beispill an den Auslänner-Kommissiounen an de Gemenge Problemer mat sech, wann eng ganz Partie klassesch sougenannt Auslänner mëttlerweil Lëtzebuerger sinn, an da gi se als Lëtzebuerger gefouert an net méi als Auslänner gefouert, obwuel se doudsécher nach d'Sensibilitéit oft hu vun där Communauté, wou se hierkommen.

Duerfir zu Lëtzebuerg kucke mir d'Lëtzebuerger Nationalitéit. A Spuenie gëtt gekuckt d'spuenesch Nationalitéit. Dat ass en allgemenge Prinzip vun der Nationalitéit.

Ech wëll Iech dann och hei soen, dass mer de leschte Mëttwoch an der Chamberskommissioun, an der Regierung - pardon -, ier dass mer an d'Chamberskommissioun kommen, an der Regierung de Projet de loi ugeholl hunn, fir d'Nationalitéitegesetz ze änneren. Ech hat jo gesot, dass mer dat nach géife virun Ouschtere maachen. Dat hu mer elo agehalen. An dee geet dann elo op den Instanzewee an da kéinte mer dat och esou séier wéi méiglech kucken. Mä nach eng Kéier: Mir kennen nëmmen - fir op déi dote Fro zréckzekommen, déi hunn ech nach am Kapp -, nëmmen d'Lëtzebuerger Nationalitéit.

Mir hunn also dofir nach net eng Harmoniséierung vun de Casieren an Europa. Dat heiten ass en Element, fir dohinner ze goen, mä mir hunn et nach net, an trotzdeem mengen ech awer, dass dat heite wichteg ass notamment wéinst den Échangen.

An dat bréngt mech op déi aner Direktiv, déi mer déi leschte Kéier hate vun den Abus sexuels - ech hat jo ee Moment gehofft, déi zwee Projete kéinte mer zesummen huelen, mä d'Chamberskommissioun wollt op dësem nach méi laang schaffen, wat och richteg war -, dass mer och hei eben d'Méiglechkeet hunn, wann een een astellt, fir mat Kanner ze schaffen, ob een dofir Sue kritt oder net Sue kritt, dat hat ech jo déi leschte Kéier schonn erkläert bei der Directive Abus sexuels, dass een do kann en Extrait kréien, awer net en Extrait iwwert déi ganz Inskriptioune vum Casier, mä nëmmen déi, déi eppes mat Abus sexuels par rapport zu de Kanner ze dinn hätten, fir d'Limitatioun och do nach eng Kéier ze soen, déi dran ass. An och nëmme mam Accord vum Concerné.

Natierlech ass et da kloer, wann de Concerné net d'accord ass, dass een da muss als Employeur oder als Veräin sech Froe stellen, ob een deen elo astellt oder net astellt.

Dat bréngt mech, also zu deene Froen ze kommen, déi den Här Urbany opgeworf huet, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt. Do wëll ech awer éischtens soen, dat war e Wonsch vun der Chamberskommissioun, an ech hat awer gespuert, dat war en unanimë Wonsch, fir dat doten ze regelen, deen awer also net an eisem Projet virgesi war vun der Regierung, mä deen awer och net déi allgemeng Prinzipie vum Aarbechtsrecht ausser Kraaft léisst, ausser Kraaft setzt.

Also, et ass net, wéi den Här Urbany hei gemengt huet, dass nëmmen, dass een, well deen aneren e Refus géif maachen, fir de Casier ze ginn, dass dat schonn en trëftegen Entloossungsgrond wär. Dat sécher net! Also, ech mengen, do muss een awer dat ganzt Aarbechtsrecht trotzdeem do zréckgoen.

Dëse Projet huet dann och, niewent deenen europäeschen Elementer, huet en och zwee nationalpolitesch Elementer dran. Dat eent ass dat, dass mer elo endlech och d'Personnalité morale als Personne morale an de Casier setzen. Ech mengen, et ass schonn zwee Joer hier, dräi Joer hier, dass mer d'Responsabilité pénale des personnes morales gestëmmt hunn. Hei maache mer déi dann och elo an e Casier. Wat och an Europa wichteg ass, dass een och weess, wat fir eng Gesellschaften als Gesellschafte condamnéiert ginn, an net nëmmen de Geschäftsführer vun der Gesellschaft oder den Haaptaktionär vun der Gesellschaft. Dat ass also och e wichtegt Element vun nationaler Politik, wou mer no vir ginn.

An dann dee leschte Punkt vun nationaler Politik, deen ëmmer erëm hei ervirgehuewe ginn ass: d'Simplification administrative. Woubäi ech da wëll awer soen, well deen Avis, deen hutt Der elo nach net kritt, mir hu jo en Amt vun der Simplification administrative beim Stat, déi hunn hei villes begréisst, hunn allerdéngs et net als Simplification administrative gesinn, wat mir hei als Netdiskriminatioun gemaach hunn.

Wat hu mer hei gemaach? Mir hu gesot, et kann net sinn, dass de Privatemployeur, dass deen net en Zougang huet zum Casier, während deen öffentlechen Employeur huet en Zougang zum Casier. Dat war e Wonsch vun enger ganzer Partie Instanzen, fir ze soen, esou kann dat net sinn. An och de Wonsch vun der Chamberskommissioun, fir ze soen, kommt, mir schafen dat of. Dat heescht, de Stat huet hei keng Privilegie méi. D'Simplification-administrative-Amt vum Stat seet awer, jo, dat mécht et dem Stat awer méi schwiereg, an Zukunft ze schaffen. Well virdru war et méi einfach, dass een einfach gesot huet, ech hätt gär de Casier. Elo muss een dee froen, en ze brëngen.

Déi eenzeg Exceptioun, déi jo komm ass, dat ass, wann ee seng Dekoratioune kritt, dass mer gesot hunn, ma wann s de schonn eng Dekoratioun kriss, wëlle mer dech net zwéngen, fir dann am Virfeld op däi Casier kucken ze goen, ob s de drageschriwwe bass oder net. Et ass jo déi eenzeg Ausnahm, déi hei gemaach ginn ass. Fir de Rescht ass et hei, elo maache mer et dem Stat méi schwiereg, un de Casier ze kommen - och dat muss een einfach wëssen an dann ass een entweder derfir oder dogéint -, mer maachen et dem Stat méi schwiereg, un de Casier ze kommen, well mer soen, deen Eenzelne muss dann ebe mat sengem Extrait kommen. Doduerch schütze mer awer och deen Eenzelne méi an net manner, well doduerch de Stat manner einfach kann och esou ee Casier ufroen.

Dann hunn ech nach eng Fro vum Här Kartheiser am Kapp iwwert d'Sécherheet vun den Transmissiounen. Do hu mer kloer Regelen an der Direktiv. Dofir gëtt jo déi Autorité centrale fixéiert, dass net jiddwer Administratioun do einfach kann een deem aneren eppes

eriwwerschécken, ouni dass dat sécher ass. Also, do gesäit d'Direktiv schonn eng ganz Partie vun Obligatioune vir, déi jo net nëmme fir eis zielen, mä déi och fir déi aner Länner zielen, esou dass ech awer do zimlech Vertrauen hunn, dass mer eben hei schonn dat hikréien, dass net egal wat hei transferéiert gëtt an Europa.

Ech mengen also, dass mer hei e Projet hunn, deen eng wesentlech Verbesserung mat sech bréngt an deem Sënn, dass mer nach just zwee Extraiten hunn, deen och den Zougréff vum Stat dann zréckfiert, wat dem Stat ka Suerge maachen, wat awer, mengen ech, fir deen Eenzelne besser ass.

Dat soll eis net dovunner ofhalen, fir effektiv am Kader vun der Exécution des peines op verschidde méi Fongproblematiken zréckzekommen an do, wou et néideg ass, Här Klein, Dir kënnt jo vläicht emol eng Kéier zesummestellen, op wat fir enge Legislatiounen oder feelende Legislatiounen Dir da regelméisseg zu Steesel Certificats de moralité ausstellt, dass do emol eng Kéier géif e Relevé gemaach ginn an do och vläicht a Simplification administrative gekuckt gëtt, wou een dann nach esou Certificats de moralité effektiv bräicht oder net.

Voilà, ech wär dann awer frou, wann esou vill wéi méiglech Stëmme kéinte fir dëse Projet kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6418 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint zwou Nee-Stëmmen an zwou Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6418 est adopté par 56 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 6534, en Accord mat der Schwäiz an Irland iwwert d'Koproduktioun am audiovisuelle Beräich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an ech hu just een ageschriwwene Riedner: den Här Berger. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Diane Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

6. 6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi, iwwert dee mir de Mëtteg ofstëmme wäerten, ass fir eis Lëtzebuerger Filmindustrie vu grousser Wichtegkeet. Et geet drëms, fir zwee Accordë fir audiovisuell Koproduktiounen ze approuvéieren.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng 30 Gesellschaften, déi am Filmgeschäft aktiv sinn. Si produzéiere Fiktiounsfilmer, Animatiounsfilmer an Dokumentarfilmer. D'Halschent vun dëse Gesellschafte sinn och international aktiv. Iwwer 600 Leit liewen hei zu Lëtzebuerg eleng vun den audiovisuelle Beruffer. Mir hu fënnef Animatiounsstudioen an dräi Tournageplateauen hei am Land. Well d'Produktioun vu Filmer zimlech deier ass, gëtt meeschtens mat auslännesche Partner zesummegeschafft fir d'Finanzéierung vun de Filmer. Fir dës Zesummenaarbecht ze vereinfachen, huet d'Lëtzebuerger Regierung schonn eng Partie bilateral Ofkommessen ënnerschriwwen. Dëst ass de Fall mat dem Québec, mat Kanada, mat Frankräich, mat Éisträich a mat Däitschland.

Dank dësen Accordë konnten an de leschte Joren e puer Honnert Koproduktioune produzéiert ginn. Ech géif der stellvertriedend just e puer ernimmen: Boule et Bill, deen de Moment den Nummer eent am franséische Box Office ass mat 1,4 Milliounen Entréeën an zwou Wochen. Hannah Arendt ass eng däitsch/Lëtzebuerger Koproduktioun vun Amour Fou Luxembourg. Perl oder Pica ass eng éisträichesch/Lëtzebuerger Koproduktioun vu Red lion.

Haut de Mëtteg huele mir engersäits den Accord un tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der Schwäizer Regierung, deen de 15. Mee 2011 ënnerschriwwe gouf. Den zweeten Accord, dee mir de Mëtteg unhuelen, gouf den 9. Juli 2011 tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der iescher Republik ënnerschriwwen. Laut dësen Accordë kréien d'Filmer, déi gemeinsam produzéiert ginn, an Zukunft déi lëtzebuergesch Nationalitéit souwéi déi iresch oder Schwäizer Nationalitéit a si ginn dann och an de respektive Länner wéi national Filmer behandelt a kënnen och vun deeneselwechte Virdeeler profitéieren.

Dës Virdeeler bezéie sech op d'Promotioun vun de Filmer iwwert de Lëtzebuerger Filmfong. Des Weidere kënnen dës Filmer hei zu Lëtzebuerg och vun engem zäitlech begrenzte Steierregime profitéieren. D'Konditioun ass, dass déi verschidde Koproduzenten tëschent 20% an 80% vum Film finanzéieren.

Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat der Schwäiz hunn 20 Filmer vun dësem Accord profitéiert, dorënner och de Film „La petite chambre", deen 2010 um Filmfestival vu Locarno selektionéiert war.

(Hilarité et interruptions diverses)

Dir kritt e bestëmmt iergendwou op DVD.

Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat Irland...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Am Film ass manner ze laache wéi hei. De Film ass relativ ergräifend.

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat Irland hu fënnef Filmer dovunner profitéiert. Als CSV fanne mir et wichteg, dass den audiovisuelle Secteur hei am Land ënnerstëtzt gëtt, well en eng wichteg Nisch vun eiser Wirtschaft ass.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An d'Wuert kritt elo deen eenzegen agedroene Riedner, den Här Berger.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et ass e bësselchen Oprou, mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt een och e puer Wuert heizou seet, well hei geet et net nëmmen eleng ëm Film, Filmproduktioun, mä ech mengen, dat ass och en Aspekt vun eiser Kultur respektiv en Aspekt och vun eiser Ekonomie.

Ech wéilt fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir hire Bericht. Si huet do eng...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Si hat e schéine Rapport.

M. Eugène Berger *(DP).*- E schéine Rapport. Si huet eng Rei Elementer gesot. Ech wëll mech beschränken, ech sinn net ganz laang, Här President, wa se sech nach e bësse wëlle gedëllegen, ier se all da wäerte bei d'Police goen. Mä ech wollt zwou, dräi Remarquë maachen.

Ech mengen, zum enge begréisst d'Demokratesch Partei, datt esou Accorden ausgeschafft ginn, a mir begréisse virun allem, datt et d'Politik vun der Regierung ass, fir net tous azimuts esou Accorden auszeschaffen. Mä dat wier jo dann éischter eng tourismusfördernd Approche. Mä hei gëtt geziilt mat deene Länner Accordë gemaach, wou jo och eng direkt Kollaboratioun ze erwaarden ass.

Als Beispill den Accord mat Irland: Do kréie mer vum Filmfong gesot, datt säit der Signature vun dësem Accord net manner wéi sechs Koproduktiounen, Longs-métrages de fiction, d'animation ugeleiert goufen. Ech kennen elo net alleguerten d'Nimm vun deene Produktiounen, mä dat ass awer eng interessant Entwécklung, well virun allem duerch Koproduktioune mat dem engleschsproochege Raum ginn do nei Dieren opgemaach, och fir eis Filmer dann herno ze vermaarten.

Bon, dat heescht och an dësen Accorden, datt den Haaptinteressi ass, fir Relatiounen tëschent Länner am Filmsecteur ze promouvéieren. Dat heescht d'Leit, d'Kënschtler zesummebréngen, d'Producteuren zesummebréngen, Filmer ze kreéieren an doduerch och awer eng gewëss Businessbranche ze relancéieren.

Da musse mer awer och op där anerer Säit dorobber oppassen, datt mer och also déi Filmer no bausse kënne weisen, a mussen och kucken, dat no bausse verstäerkt ze promouvéieren. Dofir wier et och gutt, wann d'Regierung op hire Promotiounsreesen, déi se jo am Laf vun de Jore ganz vill mécht duerch d'Welt, och vläicht méi eis kreativ Elementer an hir Wierker géif bei esou Promotiounsreesen an de Vierdergrond stellen. Dat géif eisem Land, mengen ech, dobausse guttdoen, och an deem Sënn, fir e bësselchen en anert Bild vu Lëtzebuerg ofzeginn, e Bild, dat jo ganz vill geprägt ass am Ausland dovun, datt mer eng Banken- a Finanzplaz wieren. Hei kéint een also och an deem Sënn méi Reklamm maachen, fir och ze soen, datt Lëtzebuerg och ganz, ganz staark an der Branche vun de Filmer ass, an eben och doduerch eng Imageverbesserung maachen.

Nach zwou kleng Bemierkungen zum Schluss. Dësen Traité huet keng finanziell Implicatioun oder dësen Text huet elo keng direkt finanziell Implicatioun op de Statsbudget, well keng extra Sue fir Koproduktiounen an dësem Kader virgesi sinn. Mä awer, et muss ee wëssen, dës Koproduktioune wäerten awer Subside via de Filmfong kënne kréien.

An dann dat Lescht: Mir wësse jo och, datt d'Regierung eng Reform vun de staatlechen Aiden an eng Modifikatioun vun der Gouvernance vum Filmfong op den Instanzewee ginn huet. Mir wäerten da bei der Diskussioun vun deem Projet d'Geleeënheet kréien, nach méi am Detail op d'Evolutioun vum lëtzebuergesche Filmsecteur anzegoen.

Dës puer Remarquë gemaach, géif ech awer den Accord vun der DP-Fraktioun heizou ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an d'Wuert kritt den zoustännege Minister.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwou Konventioune muss een...

Och fir d'Éischt eng Kéier Merci der Madame Adehm fir de Rapport an dem Här Berger, fir e puer Froe gestallt ze hunn, op déi ech dann och wëll agoen. Déi zwou Konventioune reie sech engersäits an an e ganze System vu Konventiounen, déi mer gemaach hu respektiv maachen. Si reie sech awer och an an eng Reform vun der Lëtzebuerger Filmförderung, déi mer amgaang sinn ze maachen an déi mer effektiv an der Chamberskommissioun kucken.

D'Konventiounen: D'Konventioune sinn do, fir et ze erméiglechen, dass de Koproduzent an deenen anere Länner ka mat eis zesummeschaffen. Mir hunn eng ganz Partie vu Konventiounen ënnerschriwwen. Ech hu se praktesch all ënnerschriwwe bis op eng: Déi éischt vu Kanada, déi gëtt awer elo deemnächst eng Kéier frësch ausgehandelt. D'Kanadier wëllen déi frësch aushandelen. Mir hunn eng ni ënnerschriwwen, dat ass mat der wallounescher Communautéit, well do funktionéiert et, ouni ënnerschriwwen ze hunn. Mir hunn allerdéngs ënnerschriwwen: Däitschland, Frankräich, Éisträich, Italien an elo Schwäiz an Irland. Dat erlaabt eis, eise Produzenten, mat de Produzenten aus anere Länner zesummenzeschaffen. An et erlaabt och deene Produzenten, dann och bei eis ze kommen.

Wéi Der gesitt, sinn déi meescht kleng, méi kleng Länner. Dat huet och eppes u sech, well eis Produzente si kleng Produktiounsfirmen, dat ass och am Ausland oft de Fall, an do si ganz vill perséinlech gutt Verbindungen. An dat bréngt och da mat sech, dass, wann deen een eng Iddi huet, en deem aneren hëlleft an esou weider, an do sinn och scho ganz flott Produktiounen entstanen.

Ech sinn och ganz frou, dass mer elo mat Irland déi éischte Kéier an den engleschsproochege Raum kommen. An ech ka mech erënneren, wéi mer do an Irland zu Galway ënnerschriwwen hunn - do war de Brendan Gleeson derbäi, e groussen iresche Schauspiller, dee selwer e Film och zu Lëtzebuerg wëllt produzéieren -, déi waren extrem frou, dass mir mat hinnen do zesummeschaffen. Well Irland war déizäit nach - elo méi wéi haut, an och haut si se net aus alle Problemer eraus - wierklech an enger Situatioun, wou et ganz schwiereg war, och nach Suen ze fannen, esou dass déi dote Koproduktioun fir eis wichteg ass, fir an den engleschsproochege Raum eranzekommen, a fir si wichteg ass, fir och e Partner ze hunn, fir op de Kontinent ze kommen.

Ech soen dat vum Engleschsproochegen och, well mer feststellen, dass ëmmer méi jonk Leit studéiere ginn, Kino an all déi Métieren, an do ginn der och ëmmer méi an den engleschsproochege Raum. Et ass also och gutt, dass mer Däitsch, Franséisch an Englesch elo hunn.

Mat grousse Länner ass et méi schwiereg, well déi Länner och méi grouss Firmen hunn. An Däitschland versiche mer awer dofir, och an d'Länderförderung eranzekommen. Mir hu mat Nordrhein-Westfalen 1999 een ofgeschloss, wou mer elo deemnächst vläicht eng Kéier kucken, dat ze ravivéieren. Do kann een nach eng Partie Saache maachen.

Mat Frankräich war et am schwieregsten. Ech wëll dat hei soen, well, wann Der d'franséisch Press liest, eis do virgeworf gëtt, mir géifen hei Concurrence déloyale maachen, Délocalisation fiscale an ech weess net wat nach alles. Mat Frankräich war et ganz schwiereg. Mir hunn et deemools fäerdegbruecht, 2001 hunn ech mam Catherine Tasca zu Cannes ënnerschriwwen, an deemools schonn hu mer missen déi franséisch Techniker an esou weider iwwerzeegen, dass mir net hei e Bëlleglounland sinn - au contraire, mir hunn och e staarkt Aar-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques nos 24, 25 et 26

Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 285-287

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 p. 287

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010 p. 287-288

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et
6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012 p. 288-290

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 290-295

Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 297

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 297

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 297-298

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 298

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 298

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 298-299

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 299

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 299-300

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer p. 300-303

Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois p. 303-308

Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne p. 308-310

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation p. 310

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales
- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard p. 310-311

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:
1) le Code d'instruction criminelle;
2) le Code pénal;
3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;
4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;
5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 311-315

6534 - Projet de loi portant approbation
1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et
2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011 p. 315-316

bechtsrecht a mir hunn derfir gesuergt, e staarkt Aarbechtsrecht och am Filmsecteur ze hunn, wat respektéiert gëtt -, mä dass mer hei och wëlle mat deene Produzenten zesummeschaffen.

An ech muss och soen, dass ech relativ rose sinn iwwert dat, wat och an der franséischer Politik an an de franséische Milieuen do och elo bei der César-Iwwerreechung iwwer Lëtzebuerg gesot gouf. Ech hat d'Geleeënheet virun e puer Deeg, de President vun der ULPA, den Nicolas Steil, op RTL ze héieren, dee sech zu Recht driwwer opgereegt huet, dass zum Beispill e Film wéi Pinocchio, wat e ganz schéine Film ass, e Film d'animation, deen ass... Dat war eng italienesch Iddi, mat engem Réalisateur, deen zu Lëtzebuerg wunnt, deen an Italien 50% fonnt huet, deen dunn iwwert de Lëtzebuerger Administrateur délégué, deen eigentlech hei wierklech d'Aarbecht gemaach huet, de Produzent, 30% zu Lëtzebuerg fonnt huet vu Suen, nach 10% an der Belsch an 10% a Frankräich, wou ganz vill Leit zu Lëtzebuerg an de Firmen dru geschafft hunn un deem Film. Also, et ass net, wéi a Frankräich gesot gouf, et wär just wéinst fiskalesche Grënn, wou deen hei produzéiert gouf, dass do vun héije franséischen Autoritéiten aus einfach gesot gouf, ma dat ass e franséische Film, a Lëtzebuerg, dat ass just do fir d'Délocalisatioun.

Also, mir halen net drop, dass franséisch Produzenten, déi bei sech keng Sue fannen, onbedéngt op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mir si frou, wa mer uerdentlech Koproduktioune maachen. An hei ass eng Koproduktioun, déi eis och eppes bruecht huet, well vill Leit dorunner geschafft hunn a well et e schéine Film ass. Mä mir sinn net einfach hei eng Kolonie, just dass et emol hei Sue gëtt, wann d'Produzenten a Frankräich net genuch Suen do vun hiren Instanze fannen, a mir lafen net deene Produzenten no!

An dat bréngt mech och dozou, op dat nächst Gesetz ze kommen. Déi Certificats d'investissement audiovisuel, déi loosse mer jo elo auslafen. Déi waren effektiv méi aus fiskalesche Grënn an do hu mer och manner déi kulturell Inpute gekuckt vum Film. Dat leeft jo elo aus. Mir kréien dat neit Gesetz a mir ginn d'Suen nach just iwwer direkt Hëllefen, an do ass et evident, dass mir och wäerten derfir suergen am Filmfong, dass haaptsächlech déi Lëtzebuerger Elementer do honoréiert ginn.

Dat wëllt net soen, dass mer keng Koproduktiounen och an Zukunft wëlle maachen - ganz gären! Mir hätten awer gären, dass dann déi Koproduktioun, de lëtzbuergeschen Deel vun där Koproduktioun, och honoréiert gëtt. Well e Film wéi Pinocchio, ech weess net, ob deen ouni de Lëtzebuerger Koproduzent iwwerhaapt d'Liewe gesinn hätt. An dofir soll een dat och eng Kéier hei op eiser Chamberstribün soen. Dat hëlleft eis net, da ginn awer a Frankräich nach ëmmer vun deeneselwechte Leit déiselwecht Dommheete gesot, mä mir wäerten net midd ginn, hei ze soen, dass mir hei eng reell Produktioun an e reellt Filmschaffen hunn.

An, wéi gesot, nach eng Kéier, d'Schwäiz ass och duebelsproocheg, an Irland bréngt Englesch eran. Dat heiten ass e klenge Meilesteen, fir weider gutt Filmer ze maachen.

Et waren der jo eng Partie vun Iech, déi konnten dëst Joer op den Discovery-Festival goen. Wann Dir do gesinn hutt, wat engersäits och e Publikumsandrang war fir richteg Lëtzebuerger Filmer, mä awer och eng ganz Partie vu ganz gudde Koproduktiounen, déi Lëtzebuerg gemaach huet mat anere Länner, dann, mengen ech, si mer um richtege Wee. An all déi Suen, déi Dir och ëmmer an de Budgeten der Filmförderung zur Verfügung gestallt hutt, mengen ech, hunn et do zur Folleg, dass mer eng kleng, awer ganz reng a gutt Filmproduktioun zu Lëtzebuerg hunn.

Wa mer eng Kéier kucken, dat soll mäi leschte Saz sinn, Här President, wa mer emol eng Kéier kucken, wéi vill Filmer mer zu Lëtzebuerg produzéieren a wéi vill Präisser déi Filmer kréien, dann, mengen ech, mussen nach verschidde Länner eis dat nomaachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6534 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6534 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6534 est adopté par 58 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer (par M. Roger Negri) et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2522	Claudia Dall'Agnol	Soins dentaires pour des personnes handicapées
2523	André Bauler	Initiatives pour l'emploi
2524	André Bauler	Allongement de la période de remboursement du prêt «étudiant»
2526	Lydie Polfer	Vente d'appartements par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville
2527	Jean-Paul Schaaf	Impact du contrat de partenariat sur le mariage civil
2528	Martine Mergen	Fonds de compensation commun au régime général de pension
2529	André Bauler	Règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental
2530	André Bauler	Problèmes auditifs
2531	Jean Colombera	Indemnités des présidents des conseils d'administration des initiatives pour l'emploi
2532	Jean Colombera	Informatisation dans le secteur de la santé
2533	Fernand Etgen	Résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé
2534	Claude Adam	Recrutement des remplaçants au sein des services de l'Éducation différenciée
2535	Alexandre Krieps	Retards de paiement des cotisations sociales
2536	Josée Lorsché	Laboratoire National de Santé
2538	Marie-Josée Frank	Échographies obstétricales
2539	Marcel Oberweis	Pollution de l'air au Luxembourg
2540	Roger Negri	Éclairage nocturne des commerces et bureaux
2541	Félix Eischen	Libération d'un navire battant pavillon luxembourgeois
2542	Claude Adam	Contrôle et classification des limites d'âge pour les films de cinéma
2543	Eugène Berger	Pneus d'hiver
2544	Claude Adam	Lycée technique Mathias Adam
2545	Félix Braz	Année européenne du citoyen 2013
2546	Ben Scheuer	Lignes d'autobus dans le Mullerthal
2547	Alexandre Krieps	Nombre d'IRM au Luxembourg
2550	Jean Colombera	Admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation à l'Université du Luxembourg
2551	Jean Colombera	Recyclage des accumulateurs et batteries utilisés dans l'électromobilité
2552	Josée Lorsché	Mutilations génitales féminines
2553	Fernand Etgen	Difficultés du service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord à recourir aux services de médecins spécialistes
2554	Marc Spautz	Plans sociaux
2555	Alexandre Krieps	Dysfonctionnements dans des initiatives pour l'emploi
2556	Claude Adam	Progression du coût d'investissement par élève dans l'enseignement fondamental
2557	Fernand Kartheiser	Implantation d'un lieu de culte dans une résidence
2559	Ben Fayot	Invitations à des manifestations syndicales transmises par des élèves
2560	Roland Schreiner	SMS4Ticket
2561	Roland Schreiner	Violence croissante auprès des enfants et adolescents
2562	Marc Lies	Irrégularités concernant les aides sociales et les allocations familiales
2563	André Bauler et Fernand Etgen	Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch
2565	Jean Colombera	Risque de diabète dû à la consommation de boissons «light»
2566	Ben Scheuer	Réduction du taux de la bonification d'intérêt
2567	Diane Adehm	Dispositions du Code du Travail concernant le sexe sous-représenté
2568	Diane Adehm	Congé parental
2569	Claudia Dall'Agnol	Accès à la conduite aux motos 125 cm³
2571	Diane Adehm	Actions positives prévues par le Code du Travail
2573	Fernand Etgen	Émissions sonores des pompes à chaleur
2574	Fernand Etgen	Recrutement dans la fonction publique
2575	Fernand Etgen	Scandale de la viande de cheval
2576	Fernand Kartheiser	Ingestion de médicaments prescrits dans les maisons relais et les écoles
2578	Diane Adehm	Logib-Lux
2581	Josée Lorsché	Dopage
2582	André Bauler	Service placement de l'ADEM
2583	Eugène Berger	Fermeture du château d'eau à Dudelange
2584	Fernand Kartheiser	Constatation de l'identité de personnes en provenance de l'Algérie
2586	Serge Urbany	Étude sur les Roms au Luxembourg
2587	Josée Lorsché	Statines
2588	Marc Lies	Nouveau plan hospitalier
2589	Nancy Arendt, Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Mères porteuses
2590	Fernand Kartheiser	Mères porteuses
2591	Jean Colombera	Achat en ligne de médicaments
2592	Fernand Kartheiser	Organisation scolaire
2593	Fernand Kartheiser	Réserve de suppléants
2594	Fernand Kartheiser	Législation en matière de gestation pour autrui
2595	Roland Schreiner	Heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants
2596	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Adoptions au Luxembourg
2597	Ben Fayot	Nouveau bâtiment du CRP-Santé
2599	Gast Gibéryen	Menaces à l'encontre du Premier Ministre
2600	André Bauler	Règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental
2602	Fernand Kartheiser	Portail «culture.lu»
2604	François Bausch	Réforme bancaire CRD-IV
2605	André Bauler	Contournement de Hosingen
2606	Fernand Kartheiser	Jeu eMemory à l'école fondamentale
2607	Claudia Dall'Agnol et Marc Angel	Équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse
2609	Henri Kox	Réforme de la PAC
2615	Fernand Kartheiser	Heures d'ouverture des magasins
2616	Jean-Paul Schaaf	Signalement à la justice des enfants scolarisés en danger
2621	Gast Gibéryen	Finances communales
2631	Fernand Kartheiser	Service volontaire
2633	Xavier Bettel	Munition utilisée par les agents de police

Question 2522 (30.1.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **soins dentaires pour des personnes handicapées:**

Récemment un reportage dans la presse autrichienne a fait état des difficultés que rencontrent les personnes souffrant d'un handicap, et notamment les personnes souffrant d'un handicap mental, pour pouvoir obtenir des soins dentaires adéquats.

En effet, certaines de ces personnes ne peuvent guère s'exprimer et ont des difficultés à comprendre la nécessité de se soumettre à des traitements souvent effrayants et parfois douloureux. Tous les dentistes ne sont ni formés, ni équipés pour dispenser des traitements à ces patients qui ont des besoins très spécifiques. Il s'avère même que dans de nombreux cas, il est recommandé de recourir à une anesthésie générale puisque ces patients, de par leur handicap, n'arrêtent pas de bouger, ce qui rend impossible tout traitement.

Pour toutes ces raisons, dans de nombreux pays étrangers, il existe une pénurie de dentistes voulant ou pouvant traiter les personnes souffrant d'un handicap mental. Ainsi, celles-ci doivent souvent attendre plusieurs mois, en dépit de douleurs aiguës, avant de pouvoir être traitées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance des problèmes que rencontrent les personnes souffrant d'un handicap mental pour pouvoir obtenir des soins dentaires dans des délais raisonnables?

- Existe-t-il des cabinets ou hôpitaux dispensant des soins dentaires à des personnes souffrant d'un handicap?

- Au cas où le médecin-dentiste juge nécessaire d'appliquer une anesthésie générale pour les raisons évoquées ci-dessus, est-il prévu de la prendre en charge ou de procéder à un remboursement par la Caisse Nationale de Santé?

Réponse commune (4.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Nos services ne disposent pas d'informations quant aux difficultés que rencontreraient des personnes souffrant d'un handicap mental pour pouvoir bénéficier de soins dentaires dans un délai raisonnable. Au cas où l'honorable Députée aurait connaissance de telles difficultés, nous la prions de bien vouloir nous transmettre ces informations.

En principe, aucune limitation à la dispensation de soins dentaires à des personnes souffrant d'un handicap mental par rapport à des personnes valides n'est prévue.

Il appartient dès lors au médecin-dentiste prestataire de déterminer, en fonction de l'état du patient et des soins à dispenser, les conditions et les modalités les plus appropriées à la dispensation de ces soins.

Une liste officielle de cabinets et/ou d'hôpitaux dispensant de tels soins de manière spécifique à des personnes souffrant d'un handicap mental n'est donc pas prévue.

Par ailleurs, au Luxembourg, les interventions sous anesthésie générale doivent obligatoirement se faire dans un établissement hospitalier.

La prise en charge par l'assurance maladie des frais supplémentaires pour un traitement médico-dentaire sous anesthésie générale dans un établissement hospitalier par rapport au même traitement dans un cabinet est possible dans certains cas de figure et sous certaines conditions (article 39 alinéa 9 et article 142 alinéa 6 des statuts de la CNS).

Ainsi en cas de traitement dentaire (soins gingivaux, extractions dentaires et extractions chirurgicales) d'un handicapé physique ou psychique chez lequel, du fait de son handicap, une anesthésie locale est impossible, le médecin dentiste peut solliciter l'autorisation du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) pour la prise en charge du traitement en milieu hospitalier.

En cas d'accord du CMSS tant les frais relatifs au séjour et au traitement en milieu hospitalier que les frais relatifs à l'intervention du médecin spécialiste en anesthésie-réanimation sont pris en charge par l'assurance maladie.

Nous n'avons pas connaissance de ce que des personnes en situation de handicap mental rencontrent des difficultés pour avoir accès à des soins dentaires.

Certaines personnes handicapées accueillies dans des services agréés au sens de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 et conventionnés par le Ministère de la Famille, sont également soutenues dans l'organisation de visites médicales. En cas de besoin, elles sont accompagnées par un membre du personnel d'encadrement.

Question 2523 (31.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **initiatives pour l'emploi:**

Dans une interview publiée en date du 24 janvier 2013 dans le quotidien «Luxemburger Wort», Monsieur le Ministre a annoncé vouloir réformer les initiatives pour l'emploi („Auch bei den Beschäftigungsinitiativen, die in der Folge der Audits stark unter Beschuss geraten waren, will Nicolas Schmit nachbessern. Immerhin bezuschusste der Staat die Initiativen im vergangenen Jahr mit mehr als 50 Millionen Euro.").

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre entend-il faire réaliser un audit pour les initiatives qui n'ont pas encore été soumises à une pareille évaluation?

- Monsieur le Ministre se propose-t-il de faire analyser l'efficience des efforts déployés par les initiatives pour l'emploi en vue de la réintégration des personnes encadrées dans le marché du travail?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à faire gérer toutes les initiatives par des administrateurs, agissant sous la seule responsabilité du ministère compétent?

Réponse (4.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La réforme des initiatives sociales sera poursuivie au cours de 2013 afin de recentrer leurs activités sur un encadrement efficient des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail.

Dans un premier temps, aucun audit ne sera réalisé auprès des autres initiatives sociales, initiatives qui sont beaucoup plus petites et dont la gestion est contrôlée par les services du ministère.

L'efficience des efforts déployés par les initiatives sociales sera à l'avenir soumise à un exercice d'évaluation, tel que cela a déjà été fait pour d'autres mesures en faveur de l'emploi (CIE, CAE, mesures de formation). Cet exercice ne sera toutefois réalisé qu'une fois la réorganisation interne finalisée.

Il n'est actuellement pas prévu de faire gérer les initiatives par des administrateurs agissant sous la seule responsabilité du ministère compétent. La réorganisation des initiatives permettra de garantir une gestion efficace des différentes structures par les conseils d'administration respectifs et qui sera soumise à un contrôle du ministère. Par ailleurs le nouveau système de financement assure une transparence beaucoup plus grande.

Question 2524 (31.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**allongement de la période de remboursement du prêt «étudiant»:**

Un nombre croissant de jeunes, ayant achevé leurs études universitaires ou supérieures, éprouvent des difficultés à trouver un emploi rémunéré au terme de leurs études.

Il me revient que les personnes concernées, au vu de leur situation précaire, se verraient obligées de demander un allongement de la période de remboursement de leur prêt «étudiant» ou bien un moratoire supplémentaire en matière de remboursement.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, combien de jeunes ont formulé une demande en ce sens?

- Quelles sont les disciplines d'études qui sont les plus concernées par ces demandes?

Réponse (6.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n° 2524 de Monsieur le Député André Bauler.

1. Suivant la convention signée entre les banques et l'État, l'étudiant peut proposer un autre plan de remboursement que celui proposé par la banque au début de la phase de remboursement. L'État n'est pas informé des arrangements du moment que la durée maximale de garantie du prêt (sur dix ans) n'est pas dépassée.

Uniquement si l'étudiant propose un plan de remboursement qui nécessite une prolongation de la phase de remboursement et donc une extension de la garantie de l'État, la banque transmet la demande de l'étudiant au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui saisit la commission consultative prévue à l'article 8 de la loi modifiée du 22 juin 2000, en annexant à la demande toutes les pièces justificatives et en apportant ses observations éventuelles.

2. En 2012 la commission précitée a siégé quatre fois et m'a soumis les décisions suivantes pour approbation:

12 demandes de délai de remboursement à accorder;

8 demandes de délai de remboursement à refuser.

En 2011 la commission a siégé également quatre fois et m'a soumis les décisions suivantes pour approbation:

9 demandes de délai de remboursement à accorder;

5 demandes de délai de remboursement à refuser.

3. Le très faible nombre de demandes de délai en cause ne laisse pas apparaître des disciplines d'études qui seraient plus concernées que d'autres.

Question 2526 (31.1.2013) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant la **vente d'appartements par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville:**

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville vient de vendre par adjudication publique plusieurs de ses appartements situés dans l'ancien complexe judiciaire au centre de la Vieille Ville.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le prix moyen par m^2 auquel les appartements ont été vendus?

- Quelles ont été les conditions sous lesquelles ces appartements ont été vendus?

- Était-il permis pour une personne d'acquérir plusieurs appartements? Si oui, combien de personnes ont profité de cette possibilité et pour en acheter combien?

- Quant aux acquéreurs, quel est le pourcentage entre résidents du Grand-Duché et non résidents?

Réponse (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite s'informer au sujet de la vente aux enchères des logements réalisés par le Fonds de la rénovation de la Vieille Ville (ci-après le «Fonds»).

Dans le cadre de la rénovation de l'îlot D, le Fonds a procédé en janvier 2013 à la vente aux enchères publiques de 17 appartements le long de la côte d'Eich. À rappeler que 25 appartements le long de la rue du Nord et dans la cour intérieure de l'îlot D, ont déjà été vendus en juillet 2012 et ont fait l'objet d'une question parlementaire n° 2299 du 19 septembre 2012.

Le prix moyen d'adjudication par m^2 a atteint 6.844 €/m^2, contre un prix de mise à l'enchère, équivalent au prix de revient, de 4.652 €/m^2, TVA de 15% comprise. Cette TVA est remboursable aux acquéreurs jusqu'au taux super-réduit de 3% dans les limites et les conditions de la législation de la TVA logement. À noter qu'au prix de vente proprement dit s'ajoutent les frais de vente, comprenant notamment droits d'enregistrement, surtaxe communale et honoraires de notaire.

Les logements ont été adjugés avec les conditions suivantes:

- Le terrain est cédé par bail emphytéotique de 99 ans. Après expiration de cette période, le Fonds, respectivement l'État, a la possibilité de racheter les immeubles.

- Sont exclues comme acquéreurs, les sociétés et personnes morales.

- Le Fonds bénéficie d'un droit de préemption pendant dix ans. Le prix de rachat serait dans cette hypothèse le prix de vente indexé.

La loi organique du Fonds ne définissant pas de critères d'attribution pour des objets à vendre, des mises aux enchères combinées avec les clauses précitées ont permis au Fonds d'attribuer les appartements de façon transparente, selon une procédure ouverte à tout le monde, et d'enrayer en même temps la spéculation.

Une personne physique a été en droit d'acquérir plusieurs appartements lors des ventes aux enchères.

Pour les 42 appartements cédés en juillet 2012 et janvier 2013,

- 28 personnes ont acheté un appartement,

- quatre personnes ont acheté deux appartements et

- deux personnes ont acheté trois appartements.

Parmi les acquéreurs, 86% sont des résidents et 14% sont des non-résidents du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2527 (31.1.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**impact du contrat de partenariat sur le mariage civil:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, conférant un cadre légal aux deux partenaires ayant choisi de vivre ensemble sans se marier, le nombre des partenariats au Luxembourg a explosé.

Selon le portail public du Grand-Duché, le nombre de mariages civils par an est resté relativement stable depuis le milieu des années 1990, se situant à environ 2.000 contrats par année.

Or, selon la base de données du Statec, on observe un recul assez net des contrats de mariage depuis l'année 2009 (moins que 1.750 par an) et ce nombre est resté plus ou moins stable depuis.

Il y a lieu de se demander s'il existe un rapport entre l'évolution du mariage civil et celle du partenariat.

C'est dans ce cadre que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques renseignant le nombre de partenariats contractés depuis son introduction légale en 2004?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques permettant de cerner l'impact du contrat de partenariat sur celui des mariages civils (p.ex. corrélation positive ou négative)?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques qui montrent le taux de personnes qui, avant de se marier civilement, ont vécu sous le régime du partenariat légal?

Réponse (8.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le répertoire civil tenu auprès du Parquet général dispose des données statistiques suivantes:

Partenariats luxembourgeois:

2004:	55	(Début: 04/11/2011)
2005:	227	
2006:	213	
2007:	298	
2008:	584	
2009:	670	
2010:	967	
2011:	1.852	
2012:	1.877	
2013:	75	
Total:	6.818	

Partenariats étrangers:

2010:	47
2011:	232
2012:	317
2013:	46
Total:	642

En dehors des statistiques ci-avant indiquées, le Ministère de la Justice ne dispose pas de statistiques qui permettraient de cerner l'éventuel impact du partenariat sur le mariage.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Question 2528 (31.1.2013) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant le **Fonds de compensation commun au régime général de pension:**

En effet, ces fonds, qui investissent les capitaux de la caisse du régime général de pension, sont soumis à un certain nombre d'exclusions, qui sont basées sur des règles éthiques internationales, excluant notamment les industries à armement, les industries qui menacent les droits humains et civils ou de l'environnement.

Or, en lisant la liste des portefeuilles d'investissements classés suivant les secteurs, il ressort qu'en 2011 quelque 4,73% des fonds furent investis dans l'industrie du tabac.

À une époque où les efforts investis dans le combat du tabagisme ont pris une envergure de plus en plus grande afin de diminuer les risques pour la santé des populations par voie législative, il semble pour le moins incongru que des fonds de nos caisses nationales de pension soient investis dans ce secteur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de tels investissements vont à l'encontre d'une politique transversale dans le domaine de la protection contre les méfaits du tabac?

- Dans l'affirmative, quels sont les moyens et les actions que Monsieur le Ministre peut mettre en œuvre afin d'exclure ces investissements dans le futur?

Réponse (25.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

La politique d'investissement socialement responsable du conseil d'administration du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) qui, rappelons-le, revêt la forme d'un établissement public, a été définie dans la lettre du 27 mai 2011 adressée par le président du FDC au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre des Finances et qui retient, en ce qui concerne les exclusions thématiques, ce qui suit:

«Finalement, le conseil d'administration ne s'estime pas habilité à accepter, au-delà des restrictions imposées par les dispositions légales et les conventions internationales en vigueur, l'exclusion d'entreprises de l'univers d'investissement selon des choix non dictés par des critères de gestion financière appliqués par la profession, mais inspirés de considérations thématiques particulières. En effet, le conseil d'administration ne se sent nullement habilité, ni mandaté pour prendre position dans des questions faisant l'objet de controverses philosophiques, religieuses, politiques ou sociétales.

Au cas où le législateur ou le Gouvernement entend imposer de telles restrictions, le conseil d'administration estime que ces restrictions doivent être fixées par voie légale ou réglementaire.

En effet, une telle modification du cadre légal ou réglementaire peut mettre en cause un élément fondamental du modèle de gestion arrêté par le Fonds dans sa stratégie, à savoir la gestion passive (mandats indexés) à raison de 50% de ses compartiments d'actions et obligataires.»

Étant donné que tant la production que la commercialisation et la vente du tabac restent des activités légales, le Ministre, voire le Gouvernement, n'auraient pour seule faculté que de recommander au FDC d'exclure les titres financiers relevant du secteur de la production du tabac.

Ainsi, à défaut de procéder à une adaptation du Code de la Sécurité sociale, et plus particulièrement des dispositions relatives au FDC, celui-ci ne saurait être contraint d'arrêter tout investissement dans le secteur lié à l'industrie du tabac.

Je tiens aussi à signaler le risque de nouvelles revendications d'interdiction d'investissement dans divers autres domaines.

Finalement, je voudrais attirer l'attention de Madame la Députée sur le fait que parmi les grands fonds d'investissement existant à l'échelon européen, et qui sont comparables au FDC, seul le fonds norvégien («The Government Pension Fund») applique, selon les informations de mes services, une exclusion pour les firmes produisant du tabac. Toujours est-il que cette exclusion se limite aux seuls producteurs de tabac et ne concerne ni les entreprises qui commercialisent des produits de tabac, ni celles qui produisent des ingrédients ou des additifs utilisés dans la production du tabac.

Cela étant, je suis tout à fait disposé à discuter avec la commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale respectivement dans le cadre des discussions sur le projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac de l'opportunité d'une recommandation allant dans le sens des réflexions de l'honorable Députée à l'adresse du FDC.

Question 2529 (1.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental:**

Il me revient que plusieurs établissements scolaires de l'enseignement postfondamental viennent de se donner de nouveaux règlements internes. D'aucuns critiquent que ces règlements auraient été élaborés sans que les comités des élèves des établissements en question n'aient été concertés au préalable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont récemment modifié leurs règlements internes? Ces modifications doivent-elles être avisées et approuvées par le Ministère?

- Est-il exact que des élèves ont été punis dans le cadre de l'exécution de leurs fonctions au sein des comités d'élèves? De telles mesures disciplinaires sont-elles conformes aux dispositions de la loi du 27 août 1997 portant création des comités d'élèves?

Réponse (5.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves.

Dans le cas de la présidente du comité des élèves du Lycée technique Mathias Adam, la direction n'a décidé d'aucune sanction à son encontre.

C'est le conseil de classe qui a décidé de sanctionner cette élève. Il siégeait en l'absence de l'élève et de ses parents, convoqués mais non présents. La direction informait l'élève et ses parents des sanctions prises.

L'élève a été exclue des cours pendant trois jours pendant lesquels elle a fait à la bibliothèque du lycée des devoirs imposés par le conseil de classe. Elle a nettoyé le préau pendant trois après-midis, chaque fois de 16.00 heures à 17.00 heures.

Les motifs de cette sanction ont été les suivants: l'appel à une manifestation non autorisée, la coercition envers de jeunes élèves de participer contre leur gré à cette manifestation, l'inobservance des consignes de la direction, notamment des consignes de sécurité.

Il ne serait pas pertinent que la présidente ou un autre membre élu du comité d'élèves fût sanctionné pour une action relevant de sa fonction.

Dans le présent cas, l'élève a été sanctionnée puisque, selon les témoignages d'autres élèves et de membres du personnel de l'école, elle aurait personnellement incité d'autres élèves à participer à une manifestation qui n'avait pas été autorisée par la direction et puisqu'elle aurait recouru à la coercition physique pour empêcher de jeunes élèves de 7e de sortir dans la cour afin de les contraindre à participer à la manifestation.

Question 2530 (1.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes auditifs:**

Il me revient qu'un nombre croissant de citoyens sont confrontés à des problèmes auditifs. Des études européennes révèlent en effet qu'environ un quart des jeunes sont confrontés à des problèmes d'hypoacousie.

Ainsi, il est démontré que l'écoute excessive de musique agressive sur une longue période accroît la probabilité de développer des acouphènes ou un bourdonnement d'oreilles. Dans ce contexte, le Ministère de la Santé avait lancé en 2010 une campagne appelée «Save your ears» afin de sensibiliser les personnes qui assistent régulièrement à des concerts de musique rock ou qui fréquentent les discothèques et les établissements de danse. Je me permets d'évoquer la brochure associée à cette campagne. Ses auteurs remarquent entre autres que la loi luxembourgeoise est trop restrictive et non appliquée. «Une législation sensée et respectée est une protection très efficace. Une proposition de modification est actuellement en instance de validation.»

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- La reformulation du règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 a-t-elle déjà pu être finalisée?

- Les normes DIN 15905 (Allemagne) ou SLV 2007 (Suisse), qui tiennent notamment compte de la protection du système auditif dans le domaine des loisirs, constituent-elles la base du règlement modifié?

- Quels sont les critères et les valeurs-limites assurant l'application de cette base juridique tout en réduisant sensiblement ce nouveau fléau médical?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à se concerter avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour sensibiliser les jeunes aux nuisances du bruit excessif?

Réponse (14.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Comme évoqué dans la réponse à la question parlementaire n°1919 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)*, les niveaux acoustiques pour la musique qui sont autorisés à l'intérieur des établissements de danse sont prescrits par le règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l´intérieur des établissements et dans leur voisinage. Ce règlement prévoit ainsi des limites pour la musique à l'intérieur de l'établissement ainsi que dans les bâtiments d'habitation avoisinants.

Or, les analyses menées par le Ministère de la Santé ainsi que les informations obtenues par les acteurs concernés du terrain ont démontré que la législation actuellement en vigueur nécessite une analyse approfondie et le cas échéant une adaptation. Quitte à ce que la législation relative à la lutte contre le bruit relève de la compétence du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, elle concerne en l'espèce plus particulièrement la santé publique. Cela étant, les deux ministères vont élaborer un projet de modification de la réglementation, en y associant les autres ministères et administrations concernés.

Il y a d'ailleurs lieu de rappeler que depuis le début de l'année 2010, une campagne de sensibilisation et d'information au sujet des effets nocifs de la musique amplifiée à outrance est menée par le Ministère de la Santé. Cette campagne prévoit une présence ciblée lors de concerts, la distribution de bouchons auriculaires et de dépliants ainsi que la sensibilisation directe auprès des jeunes.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé a aussi entamé des actions et des concertations à ce sujet avec le Ministère de l'Éducation nationale, aussi bien au niveau de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire.

Question 2531 (4.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **indemnités des présidents des conseils d'administration des initiatives à l'emploi:**

Il circule des rumeurs malsaines au niveau de la population dans le sens que les présidents des conseils d'administration des différentes initiatives à l'emploi recevraient des indemnités assez substantielles. Ceci est de nature à déstabiliser les relations entre travailleurs en situation actuelle précaire vu les licenciements prévus et les dirigeants de ces initiatives. Il faut rappeler que 35 personnes sont menacées de licenciement au sein de l'Objectif Plein Emploi.

Questions:

1) Est-ce que le Ministre est au courant de ces rumeurs?

2) À combien se chiffre la rémunération des différents Présidents?

Réponse (21.2.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Bien que je n'aie pas l'habitude de répondre à des rumeurs, je crois pouvoir confirmer que les présidents des conseils d'administration d'a.s.b.l. représentant des initiatives sociales ne touchent aucun salaire ni indemnité.

Question 2532 (4.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**informatisation dans le secteur de la santé:**

Im Kontext der Informatisierung im nationalen Gesundheitswesen möchte ich folgende Fragen stellen.

Fragen:

1) Wird es ein nationales Programm geben, das die Fragen des Datenschutzes im Rahmen der Informatisierung der Berichterstattung zwischen Dienstleistern regelt?

2) Gibt es Standards, die von allen Dienstleistern eingehalten werden müssen?

3) Sind Broschüren des Ministeriums vorgesehen, die den einzelnen Patienten die Fragen und Antworten zum Datenschutz im Gesundheitswesen näherbringen?

4) Muss der Patient prinzipiell seine Zustimmung geben, um zu erlauben, dass Berichte zwischen Dienstleistern übermittelt werden?

5) Welche Agentur ist hier in Luxemburg zuständig für die Erstellung der Leitlinien in diesem Bereich?

6) Gibt es in den Kliniken spezialisierte Fachkräfte, die juristische sowie datenschutzrechtliche Fragen, die mit der elektronischen Dokumentation einhergehen, aufarbeiten können?

7) Gibt es ein Qualitätslabel, das die Dienstleister erwerben können nach erfolgreicher Auditierung ihrer Informationssysteme?

Réponse (19.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Zurzeit begleiten das Gesundheitsministerium und das Ministerium für soziale Sicherheit die Einführung einer verstärkten elektronischen Dokumentation sowie die Verbesserung der elektronischen Vernetzung der Akteure des Gesundheitswesens.

Die sogenannten neuen Informations- und Kommunikationstechnologien bieten im Gesundheitswesen interessante neue Möglichkeiten zum Vorteil für den Patienten, den Leistungserbringer, für das Gesundheitssystem insgesamt sowie für die Forschung.

Gesundheitsinformationssysteme können zum Beispiel dazu beitragen, dass lebenswichtige Gesundheitsinformationen schneller und zuverlässiger am richtigen Ort zur Verfügung stehen. Sie unterstützen anerkanntermaßen die Sicherheit und die Qualität von Prävention, Diagnose, Behandlung des Patienten. Sie tragen auch zur allgemeinen Effizienz, Nachhaltigkeit und Transparenz des Gesundheitswesens bei und erschließen neue Möglichkeiten für die Forschung.

Ziel der aktuellen nationalen Bemühungen in diesem Bereich ist es, diese Vorteile durch angepasste und datenschutzkonforme Instrumente verstärkt zu erschließen.

Trotz der anerkannten Vorteile muss selbstverständlich beachtet werden, dass medizinische Patientendaten besonders empfindliche Daten sind, welche einen besonderen Schutz erfordern. Es gilt die mit der elektronischen Verarbeitung von Gesundheitsdaten verbundenen Risiken durch den Einsatz adäquater technischer Lösungen zu minimieren und einen möglichst hohen Datenschutz zu gewährleisten.

In Luxemburg werden die allgemeinen Bestimmungen betreffend die Fragen des Datenschutzes durch das abgeänderte Gesetz vom 2. August 2002 zum Schutz personenbezogener Daten bei der Datenverarbeitung festgelegt („Datenschutzgesetz"). Laut Datenschutzgesetz obliegt die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen des Datenschutzgesetzes der Nationalen Kommission für den Datenschutz („Datenschutzkommission").

Das Datenschutzgesetz legt unter anderem die genauen Bedingungen fest, die erfüllt werden müssen, damit eine Verarbeitung empfindlicher Daten im Gesundheitsbereich rechtmäßig ist. Es regelt die möglichen Zweckbestimmungen (Erbringung von Gesundheits- und Pflegedienstleistungen; wissenschaftliche Forschung und Verwaltung der Gesundheitsdienste) sowie die Personengruppen, die diese Verarbeitungen von Gesundheitsdaten durchführen dürfen (medizinische Instanzen, Sozialversicherungseinrichtungen; Personen, die im sozialen, familiären und therapeutischen Bereich tätig sind).

Eine Übermittlung von Gesundheitsdaten an andere Gesundheitsdienstleister kann auch prinzipiell nicht gegen den Willen des Patienten geschehen. Das Gesetzesprojekt über die Rechte und Pflichten des Patienten sieht in diesem Zusammenhang vor, dass die Übermittlung von Gesundheitsdaten im Interesse der Behandlung nicht gegen die Schweigepflicht verstößt, sofern der Patient hierüber informiert ist und der Übermittlung nicht widersprochen hat.

Prinzipiell obliegt es in erster Linie jedem Leistungserbringer sicherzustellen, dass in seinem Wirkungsbereich die Bestimmungen des Datenschutzes eingehalten werden. Das Datenschutzgesetz bestimmt klar Verpflichtungen für die verantwortlichen Stellen (u. a. Krankenhäuser), welche eine Datenverarbeitung vornehmen (ob in Papier- oder elektronischer Form). Dies beinhaltet unter anderem sicherzustellen, dass die Daten durch den Einsatz adäquater technischer und organisatorischer Maßnahmen gesichert sind, und dafür Sorge zu tragen, dass ihre Mitarbeiter die Daten unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen verarbeiten und deren Schutz gewährleisten.

Zurzeit haben alle Luxemburger Krankenhäuser intern Verantwortliche für Fragen des Datenschutzes eingesetzt, welche in ihrem Wirkungsbereich die Einhaltung des Datenschutzes unter Aufsicht der Datenschutzkommission gewährleisten sollen.

Gemäß Artikel 60ter und 60quater des Sozialgesetzbuches („Code de la sécurité sociale") ist die eHealth-Agentur („Agence eSanté") mit der Umsetzung einer nationalen elektronischen Infrastruktur für den Austausch von Gesundheitsdaten beauftragt.

In diesem Rahmen erfolgt zurzeit die technische Detailplanung zur Umsetzung der elektronischen Austauschakte des Patienten („dossier de soins partagé"). Auch plant die eHealth-Agentur die Bereitstellung einer besonders abgesicherten Lösung für den direkten elektronischen Datenaustausch zwischen den Gesundheitsdienstleistern. Für die ersten Bausteine der zukünftigen nationalen Infrastruktur wurde mit der öffentlichen Ausschreibung begonnen.

Als verantwortliche Stelle für diese wichtigen neuen Instrumente ist die eHealth-Agentur gemäß Bestimmungen des Sozialgesetzbuches zur Einhaltung besonders hoher Sicherheitsmaßnahmen verpflichtet. Sie wird die Sicherheit ihrer Infrastruktur vor Inbetriebnahme testen und durch eine externe, spezialisierte Firma auditieren lassen.

Die eHealth-Agentur hat Arbeitsgruppen eingesetzt, welche sich mit den technischen Fragen der Infrastruktur sowie mit der Einhaltung der ethischen, deontologischen und rechtlichen Fragen befassen. Diese Arbeitsgruppen behandeln insbesondere auch die Fragen des Datenschutzes und die der Patientenrechte. Dabei wird auch darauf geachtet, die Grundsätze des „privacy by design" (Datenschutz durch Technik) und „privacy by default" (datenschutzfreundliche Voreinstellungen) zu berücksichtigen.

Vor Inbetriebnahme der nationalen elektronischen Infrastruktur für den Austausch von Gesundheitsdaten ist eine Informationskampagne durch die eHealth-Agentur geplant, anhand von Broschüren, aber auch über das Internet und andere Medien. Ziel ist es, den Patienten und den Leistungserbringer über Fragen zum Datenschutz, aber auch zur generellen Funktionsweise zu informieren.

Artikel 60ter (1) des Sozialgesetzbuches beauftragt generell die nationale eHealth-Agentur mit der Förderung der Interoperabilität und Datensicherheit, unter anderem durch die Erarbeitung von Leitlinien und Standards für Gesundheitsinformationssysteme. Ein erster Vorentwurf ist in Vorbereitung und wird in den Arbeitsgruppen der eHealth-Agentur weiter beraten werden.

Die Akteure des Gesundheitswesens, das Gesundheitsministerium, das Ministerium für soziale Sicherheit, die Gesundheitskasse sowie die Datenschutzkommission sind in die Arbeitsgruppen der eHealth-Agentur durch Vertreter eingebunden und begleiten die vorerwähnten laufenden Arbeiten konstruktiv.

Die Einführung eines nationalen Qualitätslabels nach Auditierung von Gesundheitsinformationssystemen ist zurzeit jedoch nicht geplant.

Question 2533 (4.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé:**

Il me revient que les résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé (LNS) se font de plus en plus attendre, de sorte que les médecins et les patients concernés

restent longtemps dans le flou concernant le diagnostic. En effet, des délais d'attente de plusieurs semaines seraient plutôt la norme que l'exception.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards?

- Est-ce qu'un délai d'attente de plus de dix jours dans le cas d'un diagnostic de cancer impliquant éventuellement des traitements lourds, comme par exemple une chimiothérapie est, de l'avis de Monsieur le Ministre, encore tolérable en 2013?

- Est-il exact que le laboratoire éprouve des difficultés en ce qui concerne le recrutement de certains spécialistes, notamment dans le domaine de la pathologie?

Réponse (19.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En ce qui concerne les résultats d'analyses effectuées par le LNS en matière d'anapathologie, l'analyse statistique des délais de réponse des examens anatomo-pathologiques du mois de janvier 2013 (n=4.540 cas) a montré que 61,6% des réponses (n=2.796 cas) étaient réalisées endéans les six jours après l'entrée des prélèvements au service et que 95,5% des examens (n=4.334 cas) étaient répondus endéans les douze jours. Le délai de sortie moyen des comptes rendus anatomo-pathologiques était de six jours ouvrables.

Je tiens à rappeler que depuis le 1er janvier 2013, le LNS est constitué en établissement public géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé, qui de surcroît jouit d'une autonomie tant en matière administrative que financière.

Cette nouvelle situation juridique offre au LNS des facilités au niveau de la procédure de recrutement et des modalités d'engagement notamment de médecins.

Ainsi, le conseil d'administration du LNS a mis en place un comité ad hoc chargé du recrutement de médecins spécialisés en anapathologie. Les candidats retenus par ce comité seront proposés au conseil d'administration du LNS.

Question 2534 (4.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **recrutement des remplaçants au sein des services de l'Éducation différenciée:**

Le Service de l'Éducation différenciée, un département du Ministère de l'Éducation nationale, est en charge de l'éducation s'adressant aux élèves avec des besoins éducatifs spéciaux.

Par ma question parlementaire n°0917 du 15 février 2006 *(à consulter dans les archives sur le site Internet de la Chambre - www.chd.lu)*, je m'étais informé sur le recrutement des collaboratrices et collaborateurs motivés à effectuer des remplacements à durée déterminée au sein des services de l'Édiff. Dans sa réponse, Madame la Ministre avait répondu: «Il est vrai que pour les remplacements de courte durée, la disponibilité d'agents qualifiés est beaucoup plus restreinte. Il arrive que dans des cas exceptionnels, les remplacements doivent être effectués par des agents qui ne se prévalent pas de l'ensemble des qualifications exigées.»

En outre, Madame la Ministre a avoué à l'époque que «l'indemnisation revenant aux remplaçants de l'Éducation différenciée est moins avantageuse pour les remplacements de courte durée» et que son département, ensemble avec le Ministère de la Fonction publique, était en train d'élaborer un règlement grand-ducal «afin d'améliorer les conditions de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Est-ce qu'il est toujours aussi difficile de trouver des remplaçants qualifiés pour l'Édiff?

2) Existe-t-il un «pool de remplaçants» pour l'Édiff? Dans l'affirmative, quelles sont les qualifications spécifiques des remplaçants du pool?

3) Est-ce que les remplaçants de l'Édiff sont toujours moins bien payés que leurs collègues de l'enseignement fondamental? Dans l'affirmative, quelle est cette différence et quelle est la justification de cette discrimination?

4) Quelles furent les mesures effectivement mises en place depuis votre annonce, en mars 2006, d'élaborer un règlement grand-ducal visant à «améliorer les conditions de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée», dans votre réponse à ma question de février 2006?

Réponse (11.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Au vu des nombreux candidats qui viennent d'achever leurs études en pédagogie, pédagogie spéciale ou curative, il est devenu bien plus facile de trouver des remplaçants qualifiés pour effectuer des remplacements de moyenne et de longue durée dans les écoles et les équipes multiprofessionnelles de l'Éducation différenciée.

Ces remplacements permettent aux ressortissants des universités de se familiariser avec le domaine de la pédagogie spéciale.

En ce qui concerne les remplacements de courte durée l'Éducation différenciée se voit confrontée aux mêmes contraintes que l'Enseignement fondamental.

Ad 2) Il n'existe pas de base légale qui institue un pool de remplaçants pour le service de l'Éducation différenciée. Chaque école spécialisée et chaque équipe multiprofessionnelle collaborent avec des remplaçants provenant de la région concernée du pays.

Étant donné que le nombre des élèves de l'Éducation différenciée est beaucoup plus restreint que celui de l'enseignement ordinaire et que par conséquent son champ d'action est d'une envergure sensiblement moins importante, un engagement à durée indéterminée de remplaçants n'est guère justifiable au vu de la masse critique.

Le renforcement substantiel en personnel des deux dernières années permet de couvrir les besoins les plus urgents par des moyens de réorganisation interne dans le cas d'absences.

Le relevé des dernières années du renforcement en personnel du service de l'Éducation différenciée et du Centre de Logopédie illustre les efforts du Gouvernement en la matière:

Année	Poste(s)
2007	2
2008	-
2009	2
2010	12,5
2011	22,5
2012	30
Total:	69

Ad 3) Les agents pouvant se prévaloir d'une qualification déterminée sont rémunérés selon le barème officiel de l'État. Dans le cas où les remplaçants peuvent se prévaloir d'études universitaires, les modalités de paiement en tiennent compte.

Ad 4) L'élaboration d'un règlement grand-ducal visant à ajuster les conditions de travail et de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée se fera dans le contexte de la réforme de l'Éducation différenciée.

Question 2535 (5.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **retards de paiement des cotisations sociales:**

Dans le cas de bon nombre de faillites le Centre commun de la sécurité sociale est créancier de sommes plus ou moins importantes. En effet, le non-paiement répété des arriérés auprès du Centre commun est souvent le signe précurseur d'une faillite d'une entreprise.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien d'entreprises affichent actuellement des retards en ce qui concerne le paiement des cotisations sociales? Parmi les entreprises débitrices, y en a-t-il des récidivistes?

- Quels sont les secteurs économiques les plus concernés par ces retards de paiement?

- À quelle somme s'élève la totalité de ces retards?

- À quel moment et sous quelle forme le Centre commun réagit-il respectivement commence-t-il à intervenir pour recouvrer les cotisations dues?

- Existe-t-il des différences entre des grandes et des petites entreprises pour ce qui est de la qualité de la réaction du Centre commun? Dans l'affirmative, quelles sont ces différences et quelles en sont les raisons?

- Y a-t-il actuellement des entreprises qui profitent d'un traitement de faveur de la part du Centre commun? Dans l'affirmative, combien d'entreprises profitent d'un tel traitement?

- Parmi les entreprises débitrices, y en a-t-il qui bénéficient ou ont bénéficié de subventions étatiques?

- Combien des entreprises débitrices prennent part à des soumissions publiques et à combien des entreprises concernées ont été accordées des soumissions?

Réponse (11.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les employeurs sont tenus de se libérer des cotisations leur réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale dans le délai légal de dix jours à compter de l'émission des extraits de compte-cotisations mensuels. Comme cet extrait est émis avant le 15e jour de chaque mois, le Centre commun considère comme retardataire l'employeur qui n'a pas payé ses cotisations à la fin du mois. À la fin du mois de janvier 2013, 7.928 employeurs accusaient un retard dans le paiement de leurs cotisations pour un montant total de 190.056.248 euros. Ces chiffres concernent uniquement les employeurs occupant du personnel et ne comprennent ni les exploitations agricoles ni les non-salariés en retard de paiement de leurs cotisations.

À partir du mois de février 2013, le Centre commun met en œuvre systématiquement la procédure du recouvrement forcé des cotisations si les arriérés atteignent le seuil de quatre mois de retard, alors qu'auparavant elle ne débutait que si le débiteur n'avait pas payé les cinq derniers extraits de compte mensuels échus.

Ladite procédure commence par une sommation adressée par lettre recommandée au retardataire l'invitant à s'acquitter des cotisations échues dans la quinzaine de la réception de ladite sommation ou à accepter le délai de paiement proposé par le Centre commun. Ces délais sont déterminés automatiquement à l'aide d'un algorithme ne distinguant pas en fonction de la taille de l'entreprise et conçu de façon à faire réduire progressivement le solde débiteur. Aussi le retardataire bénéficiant d'un délai de paiement reste-t-il tenu au paiement des cotisations courantes ainsi que des intérêts moratoires au taux annuel de 7,2%.

Si le débiteur ne respecte pas le délai de paiement qui lui a été accordé ou s'il n'a pas accepté le délai de paiement proposé, le Centre commun procède au recouvrement forcé des créances, au moyen d'une contrainte administrative rendue exécutoire par le président du comité directeur du Centre commun et notifiée au débiteur par lettre recommandée. L'exécution de ce titre est poursuivie par voie d'huissier de justice. Lorsque l'huissier de justice constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible faute d'actif dans le chef du débiteur, le Centre commun transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite.

Le Centre commun applique donc une procédure de recouvrement forcé entièrement automatisée destinée à assurer l'égalité de traitement de tous les cotisants. Si un employeur sollicite un délai de paiement plus long que celui proposé automatiquement par le Centre commun, la demande est soumise, sous certaines conditions, au comité directeur qui en décide. Il convient de relever que les délais ainsi accordés restent exceptionnels, le comité directeur ne se prononçant lors de ses réunions ayant lieu tous les deux mois que sur quelques dossiers isolés dont quatre concernent actuellement des entreprises ayant bénéficié de subventions étatiques.

Le tableau suivant indique la répartition, selon les secteurs économiques, des employeurs retardataires et de ceux soumis à la procédure du recouvrement forcé.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

CODE NACE	TOUS LES EMPLOYEURS		EMPLOYEURS EN RETARD DE PAIEMENT		EMPLOYEURS SOUMIS AU RECOUVREMENT	
	NOMBRE	COTISATIONS MENSUELLES	NOMBRE	SOLDE DÉBITEUR	NOMBRE	SOLDE DÉBITEUR
A - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	92	560.387 €	30	432.796 €	6	180.089 €
B - INDUSTRIES EXTRACTIVES	10	309.710 €	2	21.363 €	0	- €
C - INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	678	33.520.197 €	252	15.808.646 €	53	3.297.288 €
D - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, ETC.	29	2.479.854 €	2	7.120 €	0	- €
E - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, ETC.	62	1.428.990 €	5	44.498 €	1	11.154 €
F - CONSTRUCTION	2.493	31.185.021 €	1.313	75.689.557 €	302	13.116.794 €
G - COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES, ETC.	4.562	35.471.831 €	1.652	18.278.684 €	383	4.731.846 €
H - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	891	22.340.169 €	377	20.414.585 €	90	4.731.050 €
I - HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	2.200	9.465.657 €	1.318	16.174.984 €	406	4.600.530 €
J - INFORMATION ET COMMUNICATION	979	18.202.303 €	318	7.182.708 €	63	1.133.118 €
K - ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	3.673	65.205.628 €	485	3.389.510 €	116	873.033 €
L - ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	879	1.911.666 €	286	3.347.603 €	83	786.012 €
M - ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	3.020	34.029.085 €	769	11.457.725 €	197	3.188.850 €
N - ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	989	14.885.588 €	330	9.454.174 €	80	1.067.544 €
O - ADMINISTRATION PUBLIQUE	201	60.367.455 €	14	250.105 €	6	57.457 €
P - ENSEIGNEMENT	162	3.981.418 €	32	260.290 €	3	22.965 €
Q - SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	1.415	29.568.512 €	103	2.819.439 €	17	841.166 €
R - ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	356	1.605.682 €	75	581.579 €	18	232.221 €
S - AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1.207	4.337.504 €	277	2.325.106 €	80	622.188 €
T - ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ETC.	1.574	261.141 €	65	28.340 €	6	5.340 €
U - ACTIVITÉS EXTRATERRITORIALES	242	959.994 €	54	471.968 €	16	203.881 €
NON CLASSÉS AILLEURS	378	406.006 €	169	1.615.469 €	37	237.329 €
TOTAL	26.092	372.483.798 €	7.928	190.056.248 €	1.963	39.939.853 €

Le Centre commun n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'entreprises ayant participé à des soumissions publiques. Toutefois, il peut fournir une indication sur le nombre d'entreprises ayant demandé et obtenu une attestation conformément à la législation sur les marchés publics qui exige que le soumissionnaire soit en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations sociales à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission. Au cours de l'année 2012, 1.484 entreprises ont effectué une demande de certificat pour soumission publique parmi lesquelles 251 n'ont pas reçu de réponse favorable.

Question 2536 (5.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Laboratoire National de Santé:**

La loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire National de Santé» définit entre autres les missions de l'établissement.

Considérant que dans ce cadre, l'établissement doit développer des activités d'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- En quoi consistent les activités d'enseignement organisées par l'établissement?

- Les étudiants des professions de santé ou en médecine ont-ils la possibilité de suivre des stages pratiques dans le Laboratoire National de Santé et quel est, le cas échéant, le nombre d'étudiants pouvant profiter de cette option?

Réponse (4.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les activités d'enseignement auxquelles participent les agents de l'établissement public LNS intéressent surtout le domaine médical, c'est-à-dire celui des professions de santé. Le LNS fait fonction de terrain de stage aussi bien pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement supérieur du pays.

Ainsi, en 2013 au total 29 étudiants ont réalisé différents types de stages au LNS (stages d'orientation, stages d'observation, stages dans le cadre de travaux de diplômes universitaires, stages de développement de compétences professionnelles). Les domaines sollicités sont l'anatomie pathologique, la toxicologie, la microbiologie, le contrôle des médicaments et des denrées alimentaires, l'hématologie, la cytologie et la surveillance biologique.

Le nombre d'étudiants pouvant profiter de cette option jusqu'à présent n'a pas été limitatif. La proposition du LNS de figurer comme terrain de stage pour la formation des assistants techniques médicaux de laboratoire n'a pas été retenue par les autorités compétentes, en raison du manque de débouchés professionnels.

Question 2538 (5.2.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **échographies obstétricales:**

La nomenclature des actes et services des médecins comporte deux actes pour l'échographie obstétricale. Les statuts de la CNS prévoient la prise en charge de trois échographies obstétricales, sauf en cas d'hospitalisation stationnaire pendant une durée d'au moins trois jours.

Au vu de ce qui précède et me référant à la réponse à ma question parlementaire n°2409 du 13 novembre 2012 *(cf. compte rendu n°5/2012-2013)*, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de contrôles échographiques (actes 8E21, 8E22 et 8E25) ont été effectués par grossesse en 2011?

- Combien de ces contrôles ont été effectués dans le cadre d'une hospitalisation stationnaire et quelle en est la moyenne par grossesse?

- Quelle est la moyenne des contrôles stationnaires et ambulatoires par grossesse?

- Combien de femmes enceintes ont eu plus de trois échographies et pour quels motifs?

- Le gynécologue doit-il informer les patientes que la CNS ne rembourse que trois échographies?

- Combien de cardiotocogrammes sont en moyenne réalisés par grossesse?

Réponse (12.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Remarque préliminaire:

Il importe de préciser que les données présentées ont été recensées d'après la considération qu'une «grossesse en 2011» est:

- une grossesse débutée en 2010 et venue à terme en 2011;

- une grossesse débutée et venue à terme en 2011;

- une grossesse débutée en 2011 et venue à terme en 2012.

Dans cette considération, le nombre total de grossesses pris en compte pour l'appréciation du nombre des échographies par grossesse se chiffre à 9.095.

Ad 1) Le tableau ci-après indique le nombre moyen des échographies facturées sous les codes 8E21, 8E22 et 8E25 par le médecin traitant par grossesse en milieu stationnaire et ambulatoire.

Nombre moyen d'échographies facturées sous les actes précisés ci-dessous, par grossesse	2,91
dont 8E21	1,73
dont 8E22	0,80
dont 8E25	0,38

Ad 2) Le tableau ci-après indique le nombre d'échographies par grossesse en milieu stationnaire par rapport au nombre total des échographies réalisées au cours des grossesses en 2011.

Nombre d'échographies par grossesse en milieu stationnaire par rapport au nombre total des échographies réalisées au cours des grossesses en 2011	0,091
dont 8E21	0,045
dont 8E22	0,005
dont 8E25	0,042

À noter que parmi les 9.095 grossesses en 2011, le nombre de grossesses au cours desquelles au moins une échographie a été effectuée en milieu stationnaire est de 560. Si l'on considère uniquement ces grossesses, le nombre moyen des échographies réalisées par grossesse en milieu stationnaire est de 4,55.

Nombre moyen d'échographies facturées par grossesse	4,55
dont 8E21	2,93
dont 8E22	1,49
dont 8E25	0,13

Ad 3) Le tableau ci-après indique le nombre moyen des échographies par grossesse en milieu ambulatoire.

Nombre moyen d'échographies en milieu ambulatoire par grossesse	2,819
dont 8E21	1,695
dont 8E22	0,785
dont 8E25	0,338

Concernant les contrôles échographiques 8E25 uniquement ceux liés à une grossesse ont été retenus. Ont également été exclus les contrôles échographiques réalisés au cours de la période de grossesse par un médecin dont la spécialité n'a en principe pas eu de rapport direct avec celle-ci (p. ex.: un rhumatologue).

Ad 4) Le tableau suivant reprend le nombre de grossesses au cours desquelles plus de trois échographies ont été facturées sous les codes 8E21, 8E22, 8E25 pendant leur grossesse.

Nombre de grossesses avec plus de trois échographies facturées sous les codes 8E21, 8E22, 8E25	2.202

Si on ne considère dans ce contexte que le nombre de grossesses au cours desquelles au moins une échographie en milieu stationnaire a été faite (560), la proportion de grossesses avec plus de trois échographies (396) est évidemment beaucoup plus élevée.

Ad 5) L'obligation pour les médecins d'informer les patients sur les limitations des prestations qui sont prises en charge par l'assurance maladie n'est pas reprise à l'heure actuelle dans une disposition légale, réglementaire ou conventionnelle. En principe en cas de prescription d'une prestation ou d'une fourniture dont la délivrance est à faire par un autre professionnel de santé, c'est le prestataire exécutant la prestation qui a une obligation conventionnelle d'informer préalablement à la délivrance le patient sur le volet de la prise en charge.

En l'espèce, la limitation des prestations est en principe spécifique aux médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique qui sont au courant de cette disposition et qui en informent leurs patientes. Il convient toutefois de noter que le projet de loi sur les droits des patients contient notamment dans son article 9 (2) alinéa 3 une disposition qui a la teneur suivante: «L'information préalable du patient inclut une estimation des aspects financiers pour le patient, inhérents aux soins de santé proposés et aux modalités de prise en charge envisagées. Sur demande du patient, une information claire sur les prix pratiqués est donnée par écrit.»

La Caisse Nationale de Santé envisage également d'intégrer une obligation similaire dans la convention avec l'Association des médecins et médecins-dentistes actuellement en cours de négociation.

Question 2539 (5.2.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pollution de l'air au Luxembourg:**

Plusieurs rapports réalisés récemment en France ont démontré que la pollution atmosphérique présente des effets néfastes sur la qualité et l'espérance de vie notamment dans les grandes agglomérations. Il a également été prouvé que l'exposition constante à une concentration de particules PM 2,5 (particules fines, incluant les particules très fines et ultrafines), même si pas très élevée, est plus périlleuse qu'une courte exposition à des pics de pollution élevés. Il découle en outre de ces rapports que la population entière est concernée par cette menace sanitaire, et plus particulièrement les enfants, les personnes âgées, les souffrants d'une maladie chronique, tout comme les résidents le long des principaux axes routiers.

Selon un article paru le 8 janvier 2013 dans «Le Monde», un collaborateur de l'Institut français de veille sanitaire (InVS) remarque par ailleurs que si la France ramenait la concentration moyenne des particules PM 2,5 à dix microgrammes par mètre cube dans ses villes, «(…) les personnes de 30 ans gagneraient de quatre à huit mois d'espérance de vie (…)».

Un autre rapport du Haut conseil de santé publique de France, appuyé scientifiquement par l'InVS, souligne entre autres qu'un dépassement des valeurs guides de l'OMS pour les PM 2,5 au sein de l'agglomération de Strasbourg se traduirait par 148 décès anticipés chaque année, et près de huit mois de vie perdus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Le Ministre est-il en mesure de me confirmer que les plans d'action pour la réduction des émissions (bus, installations de chauffage, etc.) ainsi que le nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion, tel que prévu par l'Administration de l'Environnement, ont pu contribuer à la réduction de la concentration en particules PM 2,5?

- Le Ministre estime-t-il utile de renforcer les moyens afin de remédier à cette réalité inquiétante, mettant en péril l'espérance de vie de nos jeunes générations, des personnes âgées et de nos résidents les plus sensibles? Dans l'affirmative, quelles mesures concrètes seraient envisagées à court et à long terme?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Tel que cité par le «Luftqualitätsplan für den Großraum Stadt Luxemburg, Aktualisierung für den Zeitraum 2010-2020» et afin d'améliorer la qualité de l'air et de respecter les valeurs li-

mites définies par la Commission européenne, une série de mesures ont déjà été mises en œuvre, d'autres sont ou seront mises en œuvre tandis que d'autres sont encore à l'examen.

Mesures déjà mises en œuvre jusqu'en 2010:

- Mesures pour la réduction du trafic individuel;

- Promotion du trafic non motorisé;

- Modernisation continuelle des bus circulant sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- Réorganisation du réseau des autobus de la ville de Luxembourg;

- Adaptation des feux de circulation de manière à augmenter la fluidité du trafic;

- Remplacement des locomotives au diesel par des locomotives électriques;

- Aides financières lors de l'achat de véhicules utilitaires à faibles émissions;

- Utilisation de l'autoroute ferroviaire pour le transport de marchandises;

- Utilisation de centrales de cogénération en combinaison avec un réseau de chauffage urbain;

- Conseil en matière d'énergie et aides financières;

- Information et sensibilisation de la population;

- Mise en place de «zones 30» dans les quartiers résidentiels;

- Vérification de la qualité de l'air;

- Végétalisation de la ville;

- Aides financières pour inciter des consommateurs à acheter des voitures moins polluantes.

Mesures supplémentaires à mettre en œuvre:

- Réalisation du projet du tramway;

- Mise en œuvre des projets d'infrastructures dans l'intérêt du trafic ferroviaire;

- Promotion continuelle du trafic non motorisé;

- Déplacement d'une partie du trafic de voitures et de camions vers la route du Nord;

- Restriction de la circulation de livraison;

- Réaménagement du Centre Hamilius avec optimisation de la circulation;

- Réglementation pour les chauffages au bois afin de réduire les émissions;

- Développement du réseau de chauffage urbain;

- Car-pooling et car-sharing;

- Création de quartiers résidentiels sans voitures;

- Électromobilité;

- Affichage des valeurs de polluants de l'air pour sensibiliser la population.

Mesures à examiner:

- Remplacement plus rapide de bus anciens par des véhicules pauvres en émissions;

- Optimisation des lignes d'autobus;

- Prise en compte de critères environnementaux lors de marchés publics;

- Restrictions de circulation pour voitures, camions et bus ne respectant pas une certaine norme de pollution EURO;

- «Eco-Driving»;

- Prise en compte des aspects de la qualité de l'air dans la planification urbaine.

Les mesures précitées ont été prises ou le seront afin de respecter à la station de Luxembourg-centre et dans le centre-ville en général la valeur limite définie par la directive 2008/50/CE pour le NO_2 (40µg/m^3 en moyenne annuelle). Ces mesures ont aussi un effet bénéfique incontestable sur les poussières fines (PM 10 et PM 2,5). Toutefois, on verra dans ce qui suit que la situation pour les particules en suspension est moins critique.

Les particules en suspension sont:

- soit d'origine naturelle: éruption volcanique, érosion éolienne, feux de forêt, embruns maritimes,...

- soit d'origine anthropique: Chauffage au bois, combustion de matières fossiles (pétrole, charbon, gaz,...), transport, sidérurgie, incinération, agriculture...

Une partie d'entre elles, appelées particules secondaires, se forment par réactions chimiques dans l'air à partir de polluants précurseurs (principalement les oxydes de soufre, les oxydes d'azote, l'ammoniac et les composés organiques volatils).

Les effets sur la santé dépendent essentiellement de leur taille (diamètre aérodynamique) et de leur composition chimique. Plus les particules sont fines et plus elles pourront pénétrer loin dans le système respiratoire et y séjourner longtemps. Selon leur source, elles peuvent contenir des métaux lourds ou des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Pour rendre compte au mieux de la situation, le service Surveillance et contrôle de la qualité de l'air de l'Administration de l'Environnement a mis en place le réseau d'analyse en différé sur filtre qui mesure notamment les polluants suivants:

- PM 10 & PM 2,5: particules en suspension dont le diamètre aérodynamique est respectivement inférieur à 10 et 2,5 µm;

- les métaux lourds dont les principaux sont l'arsenic (As), le cadmium (Cd), le Nickel (Ni) et le Plomb (Pb), métaux lourds analysés dans les PM 10;

- le benzol(a)pyrène, B(a)P, choisi comme traceur du risque cancérigène de l'ensemble des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP); B(a)P analysé dans PM10;

Ces polluants sont mesurés à travers six stations qui par leur localisation se caractérisent de la manière suivante: Luxembourg-centre (urbaine trafic), Walferdange (suburbaine), Schifflange (milieu industriel), Luxembourg-Bonnevoie (urbaine de fond), Esch-sur-Alzette (urbaine de fond), Beckerich (rurale).

Les valeurs moyennes des concentrations des PM 2,5 et PM 10 sont calculées sur base de données transmises par le laboratoire jusqu'au 12 novembre 2012. Les moyennes calculées pour 2012 sont donc provisoires et non validées définitivement. Les valeurs de référence sont définies conformément au règlement grand-ducal du 29 avril 2011 portant application de la directive 2008/50/CE. Sur base de ces chiffres, il résulte que les valeurs limites imposées par la réglementation communautaire sont respectées pour les particules fines.

Question 2540 (6.2.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**éclairage nocturne des commerces et bureaux:**

Comme cela a été relayé par la presse, le Gouvernement français a publié un arrêté restreignant l'éclairage nocturne des commerces et bureaux, et notamment des vitrines de magasins, à partir du 1er juillet 2013, l'objectif étant de réduire la consommation d'électricité et les émissions de gaz à effet de serre. L'arrêté en question précise qu'à l'extérieur, «les illuminations des façades des bâtiments sont éteintes au plus tard à 01.00 heures» du matin et «les éclairages des vitrines de magasins de commerce ou d'exposition sont éteints au plus tard à 01.00 heures ou une heure après la fin de l'occupation de ces locaux si celle-ci intervient plus tardivement». Des dérogations sont prévues pour les périodes de fêtes comme Noël ou dans les zones touristiques ou d'animation culturelle permanente.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures s'il ne trouve pas opportun d'appliquer des restrictions semblables en matière d'éclairage nocturne au Luxembourg afin d'éviter un trop plein de consommation d'énergie, mais aussi d'améliorer le bilan énergétique des bâtiments en question?

Réponse commune (26.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'arrêté du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels aux fins de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie introduit pour le territoire français des horaires précis pour l'extinction des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel, les illuminations des façades des bâtiments et les éclairages des vitrines de magasins de commerce ou d'exposition.

Pour ce qui est de la question quant à des mesures semblables au Luxembourg, il y a lieu de souligner que, comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n°1804 du 19 décembre 2011 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser concernant les enseignes commerciales *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)*, les actions actuelles et futures du Gouvernement en matière d'efficacité énergétique sont reprises dans le 1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 datant d'avril 2006 et dans le plan national en matière d'efficacité énergétique, dont le premier plan date de février 2008 et le deuxième de septembre 2011. Le choix des mesures dans les plans respectifs est généralement opéré en fonction du potentiel d'économies d'énergie des différentes mesures d'une part et de la faisabilité technique et organisationnelle d'autre part. Actuellement, une mesure concernant l'extinction des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel et autres ne fait pas partie du bouquet de mesures retenues par le Gouvernement.

Dans le cadre de l'établissement du troisième plan national en matière d'efficacité énergétique en 2014 et de la transposition de la directive 2012/27/CE relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, les services concernés du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur vont évaluer les mesures mises en place au cours des dernières années, identifier de nouvelles mesures et analyser leur faisabilité technique, économique et organisationnelle. Dans ce contexte, des mesures portant sur l'extinction des enseignes commerciales et des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel seront également prises en considération.

Finalement, il est important de souligner que la méthodologie de calcul prévue par la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments fonctionnels, entrée en vigueur en 2011, prend en compte, pour les bâtiments fonctionnels neufs et existants, l'énergie consommée pour l'éclairage des bâtiments. Ainsi, les consommations respectives sont considérées dans les certificats de performance énergétique des bâtiments concernés et donnent ainsi de manière transparente des indications claires sur les consommations énergétiques liées à l'éclairage.

Question 2541 (6.2.2013) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **libération d'un navire battant pavillon luxembourgeois:**

La nouvelle de la libération du tanker Gascogne, appartenant à une société française et battant pavillon luxembourgeois, a ce matin déferlé dans la presse internationale. Deux hommes d'équipage, pris en otage dimanche dernier, ont apparemment été blessés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?

2. Est-ce que le Luxembourg est intervenu auprès des ravisseurs du tanker? Sous quelle forme cette intervention s'est-elle faite?

3. Est-ce que le Luxembourg a offert aux pirates des avantages en nature ou autres, voire des services pour obtenir leur départ du navire? Le Ministre peut-il me fournir tous les détails à cet égard?

Réponse (26.2.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1. Après la libération du navire, l'armateur avait informé les autorités luxembourgeoises que deux marins avaient été blessés mais qu'heureusement leurs jours n'étaient pas en danger. Le Commissariat aux affaires maritimes a demandé un état de santé de l'équipage en général et des deux blessés en particulier. Cette information pourra être fournie lorsqu'elle sera disponible.

2. et 3. Dans l'intérêt de la protection nationale, les informations sollicitées ne peuvent pas être divulguées alors que le domaine de la lutte contre la piraterie maritime constitue une matière complexe et hautement sensible, susceptible de porter atteinte à la sécurité du Grand-Duché et des États auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune, voire aux relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2542 (6.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **contrôle et classification des limites d'âge pour les films de cinéma:**

Le dernier long-métrage (170 min.) de Peter Jackson «Le Hobbit - un voyage inattendu» passé en salle de cinéma en décembre et janvier, a été très contesté au niveau de son accès pour enfants eu égard aux scènes de violence et de massacre. Le film est cependant accessible au Luxembourg aux enfants à partir de six ans tandis qu'en Allemagne le film est interdit aux enfants de moins de douze ans.

Selon la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, les exploitants de cinéma sont libres de déterminer eux-mêmes les limites d'âge pour chaque film en parallèle d'un mécanisme de contrôle étatique assuré par la Commission de surveillance de la classification des films (CSCF).

- Est-ce que les membres de la Commission de surveillance de la classification des films (CSCF), parmi lesquels se trouvent des représentants du Ministère de la Culture, du Ministère des Communications et des Médias, du Ministère de la Famille, de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK), des experts en psychologie, en pédagogie ou en sciences éducatives ainsi que des critiques de cinéma, ont contrôlé l'examen de ce film en particulier et vérifié si la publication du classement était appropriée et suffisante?

- Est-ce que la CSCF depuis son mandat du 11 avril 2010 a déjà procédé à un reclassement de films suite à des réclamations et plaintes du grand public?

Réponse (11.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Pour répondre à la première partie de la question parlementaire posée par Monsieur le Député Claude Adam, à savoir si la Commission de surveillance de la classification des films (ci-après la «CSCF») a contrôlé la classification donnée par les exploitants de cinéma du film «Le Hobbit-un voyage inattendu» dans la catégorie six ans et plus, il convient d'abord de clarifier si la CSCF a été saisie respectivement s'est autosaisie puisqu'un tel contrôle avec une éventuelle décision de reclassement du film ne peut intervenir que suite à une telle saisine ou auto saisine.

À cet égard je tiens à vous informer que, concernant le film susmentionné, la CSCF n'a pas été saisie par l'une des institutions énumérées à l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques (Ministres ayant en charge respectivement la Famille et Ministre de la Culture, Procureur d'État ou «Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand»). En ce qui concerne l'autosaisine, aucune réclamation n'a été adressée à la CSCF par une personne extérieure à la CSCF, en revanche un membre de la CSCF a transmis une telle réclamation en date du 21 décembre 2012 estimant effectivement que la classification de six ans et plus n'était pas appropriée au regard des nombreuses scènes guerrières.

Étant donné le court délai de diffusion des films et le fait qu'un grand nombre d'entrées au film se fait dans les jours qui suivent sa sortie dans les salles de cinéma, la CSCF a essayé de donner suite à cette réclamation de manière rapide. Ainsi les membres de la CSCF ont été consultés suivant la procédure écrite prévue à l'article 5 du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 déterminant les missions, la composition et le fonctionnement de la Commission de surveillance de la classification des films et un délai de trois jours ouvrables leur a été imparti pour donner leur avis. Mais aucune décision concernant l'auto saisine de la CSCF et celle d'un éventuel reclassement du film susmentionné n'a pu être atteinte dans un délai jugé suffisamment bref (à noter que les décisions de la CSCF sont prises à la majorité des voix selon l'article 4 du règlement grand-ducal susmentionné).

Afin d'apporter néanmoins une réponse aux craintes exprimées et toujours dans un souci de réagir dans un délai le plus bref possible, le président de la CSCF a pris l'initiative de s'adresser de manière informelle au président de la Fédération des exploitations de cinéma afin qu'un avertissement concernant les scènes de violence soit apposé au film.

Ainsi l'attention des parents et personnes accompagnant des enfants au cinéma a été attirée au fait que le film contient des scènes violentes qui peuvent choquer ces derniers. Cet avertissement a donc permis aux accompagnants de décider en connaissance de cause et par eux-mêmes d'un accès éventuel des enfants au film susmentionné, de sorte que l'objectif de la loi a été respecté.

Il convient par ailleurs de noter que la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques a laissé le soin aux exploitants de régler l'accès aux salles à l'aide d'une signalétique de catégories d'âge mais que ceci n'est quelquefois guère aisé. En effet, pour classer un film les exploitants de cinéma s'orientent d'après les classifications données dans nos trois pays voisins qui sont la France, la Belgique et l'Allemagne. Néanmoins il existe régulièrement de grandes différences de classification entre ces pays. Ainsi de manière constante l'Allemagne semble être beaucoup plus stricte que

les deux premiers pays. Ces grandes différences de classification de nos pays voisins et l'obligation de classer dans une catégorie d'âge précise ne facilite pas le choix des exploitants de cinémas de sorte que dans certains cas, comme celui en l'occurrence, une classification dans une catégorie d'âge avec un avertissement semble le moyen le plus adapté.

Concernant la deuxième partie de la question parlementaire, à savoir si la CSCF a déjà pris des décisions de reclassement de films, il convient de préciser qu'en effet depuis sa création la CSCF a reclassé plusieurs films dans une autre catégorie d'âge.

Question 2543 (6.2.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **pneus d'hiver:**

Les conditions météorologiques des derniers jours ont perturbé de façon considérable le trafic sur notre réseau routier. Dans différents incidents étaient impliqués soit des poids lourds soit des autobus ou autocars. En effet, la réglementation actuelle dispose que ces véhicules doivent seulement être équipés de pneus portant le sigle M&S (Mud&Snow) en période hivernale. Or, il s'avère que cette condition est également remplie par de nombreux modèles de pneus d'été.

D'autre part, les services de dépannage constatent que de plus en plus de véhicules sont équipés de pneus d'hiver dont le profil est largement inférieur à 3mm, valeur qui est considérée par les experts comme nécessaire pour que les pneus soient efficaces en conditions de neige.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à revoir la réglementation actuelle concernant l'usage de pneus d'hiver, notamment en ce qui concerne les poids lourds et autobus?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un profil minimal de 1,6 millimètre est suffisant pour des pneus d'hiver? Dans la négative, Monsieur le Ministre serait-il prêt à revoir cette limite?

Réponse (14.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les dispositions de la réglementation routière en matière de pneus d'hiver.

Tout d'abord, il convient de relever que l'article 160 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques stipule que dans des conditions météorologiques hivernales définies, les véhicules automoteurs peuvent seulement être conduits sur la voie publique avec des pneus répondant aux caractéristiques des «pneumatiques neige», telles que définies par la réglementation internationale, et comportant le marquage M+S, M.S., M&S ou le pictogramme alpin (3PMSF), tout en différenciant à cet égard entre les différentes catégories de véhicules.

À noter qu'à l'heure actuelle, la réglementation concernant l'équipement obligatoire de pneus d'hiver varie fortement d'un pays européen à l'autre. Certains pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, prescrivent une telle obligation, alors que d'autres, tels que la France et la Belgique, n'ont introduit aucune exigence générale quant au montage de pneus d'hiver. Parmi les réglementations nationales qui prescrivent l'utilisation de pneus d'hiver, certaines imposent en plus une profondeur minimale des rainures sans que cette profondeur soit pour autant harmonisée d'un pays à l'autre.

Devant cette toile de fond très variée, la réglementation luxembourgeoise s'est inspirée largement de la législation allemande, qui est reprise quasi littéralement. Il en découle que le Luxembourg s'est aligné sur les dispositions légales appliquées par le pays voisin disposant d'une réglementation générale en matière de pneus d'hiver, également pour ce qui est des véhicules lourds qui peuvent être conduits avec des pneus d'hiver montés sur tous les essieux-moteurs seulement et en ce qui concerne la profondeur minimale des rainures.

Vu la situation géographique du Luxembourg, en tant que pays de transit, le Gouvernement plaide en faveur d'une harmonisation européenne en matière d'équipement de pneus d'hiver, tout en veillant à ce que les dispositions réglementaires en vigueur au Luxembourg ne s'écartent pas outre mesure des dispositions appliquées dans les pays limitrophes. Il va sans dire que le Luxembourg suit avec beaucoup d'intérêt les études menées par les autorités allemandes avant de revoir leur réglementation, pour décider le moment venu de l'opportunité d'adapter la réglementation luxembourgeoise.

Question 2544 (6.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Lycée technique Mathias Adam:**

Suite aux dissensions grandissantes entre le comité d'élèves et la direction du Lycée technique Mathias Adam (LTMA) de Pétange, une action de grève des élèves et les sanctions infligées à la présidente du comité d'élèves du lycée mentionné, il se pose non seulement la question de la justification, de la légalité et de l'adéquation des mesures décidées dans ce cas précis, mais aussi la question plus fondamentale des droits et devoirs des représentants des élèves, de leur marge de manœuvre pour défendre les intérêts des élèves ainsi que des moyens mis à leur disposition et enfin de la gestion des conflits en cas de divergences de vues plus profondes.

Vu l'invocation de raisons de sécurité et de difficultés de surveillance par la direction pour justifier l'obligation de sortir pendant les pauses, il se pose également la question de la sécurité liée à celle de la taille du lycée (2.244 élèves prévus à la rentrée 2012/2013) et de l'adéquation des bâtiments/équipements pour ce nombre d'élèves (conçus pour 1.500 à 1.800).

En complément à la question n°2529 du député André Bauler *(cf. ci-dessus)* et en attendant la mise à l'ordre du jour de mon interpellation au sujet de la participation et de la représentation des élèves à l'école, je souhaite avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre:

1) Selon des statistiques prévisionnelles présentées pour la rentrée de septembre 2012, le LTMA serait le lycée le plus peuplé du pays. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette information?

2) Quel est le nombre exact des élèves fréquentant actuellement le LTMA et quelle est la ventilation pour chacun de ses sites?

3) Est-ce que la loi prévoit un droit de manifestation pour les élèves du post-fondamental au sein/sur le terrain des établissements scolaires? Dans l'affirmative, quelles sont les conditions pour l'exercer?

4) Est-ce que les élèves du LTMA ont le choix de rester sous un préau couvert en dehors des cas d'intempéries et est-ce que les régents du LTMA peuvent faire des exceptions conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal 23 décembre 2004 sur l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques?

5) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que la sanction complète décidée par la direction à l'encontre de la présidente du comité d'élèves était composée d'une suspension de l'école pour une durée de trois jours et d'une «retenue» de trois jours de travaux de nettoyage de l'école? Quelle était la justification exacte que la direction a fournie à l'élève?

6) Est-ce que Madame la Ministre juge cette sanction appropriée par rapport aux faits reprochés?

7) Est-ce que Madame la Ministre estime que la sanction d'une présidente élue d'un comité des élèves pour une action qui relève de sa fonction, soit légitime? Dans l'affirmative, pourquoi ne pas sanctionner tout le comité des élèves?

8) Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre quant à la recommandation à peine cachée de la direction à l'adresse de l'élève de démissionner en tant que présidente du comité des élèves? Est-ce qu'une telle recommandation est permise et acceptable pour Madame la Ministre? Est-ce que, dans de tels cas, le comité des élèves voire tous les élèves ne devraient pas discuter et trancher cette question eux-mêmes?

9) Les élèves ont-ils le droit de choisir librement et indépendamment leurs représentants ou est-ce que la direction d'un lycée possède un certain droit de regard voire d'immixtion au niveau du choix des représentants de classe et du comité des élèves?

Réponse (5.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire reprise sous rubrique concerne une manifestation des élèves au Lycée technique Mathias Adam et des sanctions infligées à la présidente du comité des élèves.

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves. Je n'ai pas connaissance de modifications de règlements internes qui auraient été contestées par les élèves.

Les récents incidents au Lycée technique Mathias Adam appellent les précisions suivantes:

1. Le Lycée technique Matias Adam (LTMA) est effectivement le lycée le plus peuplé du pays.

2. Au LTMA il y a eu 2.189 élèves inscrits au 15 novembre 2012, date à laquelle mon département arrête les chiffres «officiels» des effectifs des lycées. 1.893 élèves fréquentent le bâtiment principal, une nouvelle construction ouverte en 2008 à Lamadelaine sur le territoire de la commune de Pétange. 296 élèves sont scolarisés à l'annexe dite «Jenker» à Differdange, dans un bâtiment entièrement rénové.

Il est à noter que la population scolaire du LTMA a fortement augmenté depuis l'ouverture du nouveau bâtiment. En 2007-2008, il y eut 1.400 élèves au LTMA dont 193 à l'annexe qui, à ce moment, était délocalisée à Bascharage pour rendre possible la réfection de l'annexe dite «Jenker» à Differdange.

La population du site principal du LTMA a donc augmenté de 1.207 à 1.893, c'est-à-dire de 57% en cinq ans, ce qui correspond à un accroissement annuel de 9,4%.

Le LTMA a ainsi absorbé ces dernières années l'accroissement de la population scolaire au sud du pays et a maintenant atteint ses capacités d'accueil.

Cette croissance rapide du LTMA a été gérée par la direction sans qu'il y ait eu d'incidents et de troubles majeurs. Il va de soi que la gestion d'une population scolaire aussi vaste demande de tous les membres de la communauté scolaire le respect d'autrui et l'observation des règles de la vie en commun.

3. Il n'y a pas de droit de manifestation spécifiquement prévu pour les élèves des lycées.

Le comité d'élèves est appelé à représenter les élèves auprès de la direction et des autres partenaires. Il peut aussi stimuler et organiser des activités. La condition préalable de toute activité dans l'enceinte du lycée est l'accord du directeur.

4. Les élèves du LTMA sont priés de se rendre pendant les pauses à l'air libre, dans la cour. En cas d'intempéries, signalisées par une sonnerie spécifique, ils ont le droit de rester à l'intérieur. Des dérogations à ces règles sont évidemment possibles avec un motif valable, notamment pour des raisons de santé.

5. La direction n'a décidé d'aucune sanction à l'encontre de la présidente du comité d'élèves.

C'est le conseil de classe qui a décidé de sanctionner cette élève. Il siégeait en l'absence de l'élève et de ses parents, convoqués mais non présents. La direction informait l'élève et ses parents des sanctions prises.

L'élève a été exclue des cours pendant trois jours pendant lesquels elle a fait à la bibliothèque du lycée des devoirs imposés par le conseil de classe. Elle a nettoyé le préau pendant trois après-midis, chaque fois de 16.00 heures à 17.00 heures.

Les motifs de cette sanction ont été les suivants: l'appel à une manifestation non autorisée, la coercition envers de jeunes élèves de participer contre leur gré à cette manifestation, l'inobservance des consignes de la direction, notamment des consignes de sécurité.

6. Au vu des reproches qui n'ont pas été contestés selon mes informations, la sanction ne me paraît pas excessive.

Il est défendu d'appeler à une manifestation quelconque au sein d'une communauté scolaire d'une telle envergure sans que la direction n'en ait été prévenue au préalable afin qu'elle prenne les mesures et donne les directives nécessaires.

Tel est le cas d'ailleurs pour toute manifestation sur la voie publique qui nécessite une autorisation de la part des autorités compétentes. Le responsable d'une manifestation publique qui appellerait à passer outre aux directives des autorités compétentes serait certainement sanctionné.

Il est inacceptable que des élèves adultes usent de menaces voire recourent aux voies de fait pour contraindre de jeunes élèves à se joindre à eux.

7. Il ne serait pas pertinent que la présidente ou un autre membre élu du comité d'élèves fût sanctionné pour une action relevant de sa fonction.

Dans le présent cas, l'élève a été sanctionnée puisque, selon les témoignages d'autres élèves et de membres du personnel de l'école, elle a personnellement incité d'autres élèves à participer à une manifestation qui n'avait pas été autorisée par la direction au préalable et puisqu'elle a recouru à la coercition physique pour empêcher de jeunes élèves de 7e de sortir dans la cour afin de les contraindre à participer à la manifestation.

8. Je n'ai pas connaissance d'une recommandation de la part de la direction envers l'élève pour démissionner en tant que présidente du comité des élèves. Toutefois, j'ai été informée que le conseil de classe a recommandé que l'élève démissionne de son poste. J'estime que le conseil de classe a dépassé ses attributions et qu'il n'appartient à personne d'autre qu'aux élèves de choisir les membres du comité d'élèves.

9. J'estime que les élèves ont le droit de choisir librement leurs représentants. La direction a évidemment un droit de regard. Au cas où la direction estimerait que la tâche d'un tel poste nuisît à l'apprentissage de l'intéressé, elle aurait certainement le droit et le devoir d'en faire part à l'élève et ses parents.

D'une façon générale, j'estime que la situation des élèves au lycée n'est pas identique à celle des salariés d'une entreprise ou des employés de la fonction publique. Les élèves sont en grande partie mineurs, ce qui implique une attention et une responsabilité particulières des enseignants et de la direction. En principe, il faut s'assurer de l'accord des parents avant qu'un mineur ne soit autorisé à participer à des activités autres que celles expressément prévues par l'apprentissage scolaire et la mission d'éducation de l'école.

J'estime que les élèves doivent être autorisés à exprimer leur opinion, fût-elle divergente de celle des enseignants et/ou de la direction. Une manifestation peut se faire dans le respect des règlements et des directives de la direction.

Je suis bien d'accord qu'il est possible d'améliorer les dispositions légales en vigueur, à savoir celles portant sur la conférence nationale des élèves inscrites à la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue et celles concernant les comités d'élèves de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

J'ai rencontré à plusieurs reprises la conférence nationale des élèves afin d'examiner dans quelles mesures de telles modifications pourront être inscrites à la loi portant réforme de l'enseignement secondaire.

Question 2545 (7.2.2013) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**Année européenne du citoyen 2013:**

Sur initiative de la Commission de l'Union européenne, 2013 a été déclarée année européenne du citoyen, consacrée aux droits qui résultent de la citoyenneté de l'Union. Tout au long de l'année, la Commission voudrait encourager le dialogue, à tous les niveaux, entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises lors d'événements et de conférences organisés partout en Europe. Il s'agit de débattre de ces droits et de déterminer quelle sera l'Union européenne à l'horizon 2020 sur ces questions.

Au Luxembourg, une alliance s'est mise en place comprenant de nombreuses associations, des syndicats, des associations confessionnelles ainsi que l'université (voir sous www.alliance2013.lu) afin de promouvoir l'idée et les activités liées à l'année européenne du citoyen. L'Alliance2013.lu s'est adressée au Gouvernement fin novembre 2012 afin de savoir qui serait leur interlocuteur gouvernemental.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Quel est le membre du Gouvernement en charge de la mise en œuvre de l'année au Luxembourg?

2. Quelles sont les activités prévues d'ores et déjà par le Gouvernement dans le contexte de l'année européenne des citoyens, qu'elles soient mises en œuvre par le Gouvernement lui-même ou en collaboration avec des initiatives citoyennes telles que l'Alliance2013.lu?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu un article budgétaire pour soutenir des initiatives particulières au cours de cette année 2013?

Réponse (25.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député s'intéresse à l'organisation de l'année européenne du citoyen au Luxem-

bourg, ainsi qu'aux activités prévues dans le cadre de celle-ci.

1. Le Ministère des Affaires étrangères coordonne pour le compte du Luxembourg la mise en œuvre de l'année européenne des citoyens 2013, conjointement avec la Représentation de la Commission européenne et le Bureau d'Information du Parlement européen au Luxembourg.

2. Je prie Monsieur le Député de trouver un aperçu sur les activités prévues jusqu'à présent sur le tableau annexé à ma réponse.

Ce programme provisoire a été élaboré conjointement entre la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, le Bureau d'Information du Parlement européen au Luxembourg et le Ministère des Affaires étrangères. Il a été officiellement présenté par les représentants de ces derniers lors d'une conférence de presse ayant eu lieu en date du vendredi 22 février à 10.00 heures à la Maison de l'Europe.

Afin de garantir que l'Alliance 2013 pourra participer activement aux différentes manifestations, le programme lui a été présenté lors d'une réunion commune en date du 18 janvier.

3. À cette même réunion, l'Alliance 2013 a été informée du fait que le Ministère des Affaires étrangères pourrait soutenir, par le biais de la ligne budgétaire d'«Europaforum», des activités pour lesquelles il recevra des demandes de soutien à concurrence de 4.000 à 6.000 euros. La Commission européenne n'a quant à elle pas débloqué de budget pour cette année du citoyen.

Question 2546 (7.2.2013) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant les **lignes d'autobus dans le Mullerthal:**

Par sa lettre du 18 décembre 2012, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait connaître la décision d'arrêter le fonctionnement des lignes d'autobus MT1 et MT2 qui desservent tous les points d'entrée au sentier pédestre «Mullerthal Trail».

Ces deux lignes de bus permettent aux randonneurs de se déplacer plus aisément dans la région du Mullerthal et de combiner la randonnée avec un aller ou un retour en bus, avec ou sans vélo, vers leur lieu d'hébergement. Elles cadrent parfaitement avec l'un des objectifs du «Mullerthal Trail» qu'est celui de relancer le tourisme en régression dans cette région dotée d'un magnifique patrimoine naturel.

En raison du chantier routier «Vogelsmühle», une modification du trajet a temporairement réduit l'attractivité du «Mullerthal Trail».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons qui ont motivé l'arrêt abrupt des deux lignes susmentionnées?

2. Une reprise des courses est-elle envisagée?

3. Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait une période d'essai plus longue en vue du bon fonctionnement et de l'efficacité d'un tel projet innovateur?

Réponse commune (5.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer sur des lignes d'autobus dans le Mullerthal.

En effet, dans le cadre des adaptations annuelles du réseau RGTR ainsi qu'au vu des contraintes budgétaires actuelles, le département des Transports a évalué plusieurs lignes RGTR.

À ce moment, l'on a constaté que les lignes MT1 et MT2 ont été nouvellement introduites en 2012 et étaient destinées aux randonneurs du «Mullerthal Trail». Or, au cours de cette année, le département des Transports a reçu un certain nombre de réclamations exposant que les bus des lignes MT1 et MT2 roulaient toujours à vide. Après des contrôles du service RGTR sur les courses en question, il a été observé que le taux d'utilisation était en réalité effectivement très faible voire dérisoire.

Par conséquent et au vu de ce qui précède, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a pris la décision de supprimer ces deux lignes.

À noter encore que dans des situations similaires, l'on constate durant la première année d'exploitation au moins une légère demande et une tendance positive de l'évaluation du nombre d'usagers, ce qui ne s'est nullement confirmé dans le cas précis des lignes MT1 et MT2.

Afin de trouver une meilleure solution aux problématiques de la région «Mëllerdall» en ce qui concerne l'offre des transports publics en général et les besoins spécifiques des touristes en particulier, le département des Transports a proposé lors de la conférence régionale du 14 janvier 2012, de réorganiser l'offre du service RGTR dans la région susmentionnée. Cette réorganisation devra se faire avec les responsables des communes concernées, ainsi qu'avec l'office régional de tourisme.

L'objectif du département des Transports est d'améliorer le service déjà en place et de mieux répondre aux besoins des usagers réguliers et des touristes. Un groupe de travail ad hoc va être institué par le département des Transports à ce sujet prochainement.

Question 2547 (7.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **nombre d'IRM au Luxembourg:**

Dans sa réponse à une question parlementaire afférente, Monsieur le Ministre avait écrit en date du 4 mars 2008 *(cf. compte rendu n°11/2007-2008 - question parlementaire n°2277)*, que le nombre total d'installations IRM «s'élèvera dès lors à brève échéance à sept voire à huit, ce qui se soldera logiquement par une réduction des délais d'attente». Monsieur le Ministre chiffrait à l'époque les délais d'attente entre six et huit semaines pour les patients ambulatoires.

Cinq ans plus tard, la situation n'a, malgré l'acquisition d'appareils supplémentaires, guère changé, de sorte qu'il faut toujours attendre en moyenne plus de trois mois pour faire réaliser un IRM.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des délais actuels pour faire réaliser un IRM dans les hôpitaux luxembourgeois?

- Combien de patients font réaliser un IRM dans les pays limitrophes, où les délais d'attente sont, d'après mes informations, beaucoup moins importants?

- Monsieur le Ministre ne trouve-t-il pas que nos délais soient trop longs?

- Quelles solutions Monsieur le Ministre entend-il préconiser en vue de réduire les délais d'attente en matière d'IRM?

Réponse (22.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Actuellement, sept installations d'imagerie par résonance magnétique (IRM) sont exploitées au Luxembourg.

Le temps d'ouverture hebdomadaire de ces installations est de 421 heures.

En 2011, 40.000 examens ont été réalisés avec ces équipements.

Tout d'abord il faut préciser que tous les services réservent des plages spéciales pour les urgences motivées. Tous les hôpitaux traitent aussi, avec un certain degré de priorité, les demandes non urgentes d'examens cliniquement motivés, après intervention (p. ex. appel téléphonique) du médecin-prescripteur auprès du médecin-radiologue.

Chaque hôpital dispose de plages journalières ou hebdomadaires pour les patients hospitalisés.

D'autre part, et suite à une enquête réalisée par mes services en collaboration avec les départements d'imagerie médicale des différents établissements hospitaliers, les délais d'attente pour IRM chez des patients ambulatoires non urgents sont, pour tous les hôpitaux, de trois à dix semaines. La moyenne se situe autour de six semaines. Ces délais dépendent de l'hôpital et de l'organe du patient à examiner. Pour la majorité des hôpitaux, les rendez-vous sont donnés sans procédure d'attribution par le secrétariat du service d'imagerie médicale.

En outre, et conformément aux dispositions de l'article 6 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec une IRM, une évaluation qualitative annuelle est réalisée sous l'autorité du directeur de l'établissement hospitalier. Cette évaluation prend en considération l'analyse des délais entre la date de prescription et la date d'examen. Il incombe aux directeurs des établissements hospitaliers et aux médecins-spécialistes en radiodiagnostic de prendre les mesures nécessaires en termes d'organisation, notamment la justification des examens IRM et des plages horaires.

D'un point de vue statistique, le nombre d'IRM réalisées au Luxembourg est de 79,6 par 1.000 habitants, soit l'un des plus élevés d'Europe, après la Grèce et l'Allemagne, et largement au-dessus de la France (60,2/1.000), du Danemark (57,5/1.000), de la Belgique (52,8/1.000) ou des Pays-Bas (49,1/1.000)[1].

Conscient du fait que le nombre d'examens demandés et réalisés au Luxembourg est très important, il sera difficile de réaliser encore davantage d'examens par installation IRM existante. Afin d'assurer au patient un accès équitable et en temps approprié aux équipements, ceci tout en tenant compte de la pathologie suspectée et de sa gravité, j'entends proposer aux services d'imagerie médicale des différents hôpitaux d'adopter des procédures de validation et de priorisation des examens IRM. En l'espèce, il s'agit de procédures transparentes et fondées sur les recommandations du «Guide du bon usage des examens d'imagerie médicale», telles que validées par le Conseil Scientifique. Concrètement, et à l'instar de dispositions similaires adoptées dans nos pays limitrophes, des règles propres à une utilisation raisonnée des équipements d'imagerie médicale devront être mises en place, ceci en concertation avec les médecins radiologues et les médecins prescripteurs.

En vertu de l'article 25 alinéa 4 des statuts de la Caisse Nationale de Santé, celle-ci n'accorde pas d'autorisation de traitement à l'étranger pour subir uniquement une imagerie par résonance magnétique (IRM), à moins que l'examen serait effectué au cours d'un traitement autorisé par le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ou que l'examen pris isolément ne serait pas possible au Luxembourg pour un motif bien déterminé. À titre d'exemple on pourrait citer le cas de figure des personnes pour lesquelles le CMSS autorise la prise en charge d'une IRM à l'étranger du fait que le patient est claustrophobe.

Les patients souhaitant toutefois faire effectuer leur IRM dans un autre pays limitrophe ou dans l'Espace économique européen (EEE) peuvent se faire rembourser le coût de l'acte médical tel que prévu dans la nomenclature des actes et services des médecins. Il s'agit des actes 8E61 à 8E66, selon la partie du corps à explorer.

Dans ce cas les frais accessoires aux frais médicaux restent à charge de la personne protégée.

Le tableau ci-dessous reprend le total des actes médicaux 8E61 à 8E66 pris en charge par l'assurance maladie pour des IRM réalisées en dehors du Luxembourg.

	Nombre de patients	Nombre d'examens
2011	282	327
2012	287	319

Pour le détail par pays, il y a lieu de se reporter au tableau ci-dessous:

2011	Nombre de patients	Nombre d'examens
Pays hors EEE	21	23
Autres pays EEE	49	56
Allemagne	120	151
Belgique	54	58
France	38	39

2012	Nombre de patients	Nombre d'examens
Pays hors EEE	16	16
Autres pays EEE	43	49
Allemagne	112	134
Belgique	57	60
France	58	59

Question 2550 (11.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation à l'Université du Luxembourg:**

Concernant la formation des instituteurs il s'avère qu'un test préliminaire est effectué avant la fréquentation des cours universitaires à l'Université du Luxembourg. Ensuite après réussite de la carrière scolaire, un examen-concours est effectué pour le placement utile.

[1] Source OCDE - Health at a glance Europe 2012, November 2012

Questions:

1) Combien d'élèves se sont présentés les trois dernières années au test préliminaire et quel était le résultat?

2) De quel type d'enseignement (classique ou technique) étaient-ils issus?

3) Combien ont passé définitivement le concours et quel pourcentage a pu bénéficier d'un poste d'instituteur?

Réponse (11.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2550 de Monsieur le Député Jean Colombera.

Il s'agit d'un «examen-concours d'admission» par lequel l'admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation auprès de l'Université du Luxembourg se fait.

Réponse à la question 1:

	2012	2011	2010
total	302	307	284
admis	86	134	134
%admis	28	44	47

Réponse à la question 2:

Les candidats ont été issus de l'enseignement secondaire (ES), de l'enseignement secondaire technique (EST) ou autres: national (≠ ES/EST) & international

	2012		2011		2010	
	admis	total	admis	total	admis	total
ES	70	206	108	218	107	193
EST	9	79	22	78	18	75
autres	7	17	4	11	9	

Réponse à la question 3:

Après avoir obtenu leur diplôme de Bachelor en Sciences de l'Éducation auprès de l'Université du Luxembourg les candidats doivent se présenter à un examen, lequel est organisé par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Après réussite de cet examen, les candidats sont nommés à un poste d'instituteur/trice. Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne dispose pas de chiffres quant aux résultats de cet examen.

Question 2551 (11.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **recyclage des accumulateurs et batteries utilisés dans l'électromobilité:**

Le concept de l'électromobilité a été salué par les décideurs politiques comme étant une grande étape dans le combat contre l'émission de CO_2. Or, il s'avère que les batteries et les accumulateurs contiennent des métaux lourds tels les accumulateurs au plomb, au nickel-cadmium, nickel-zinc et au lithium. Ceux-ci doivent également être recyclés.

Questions:

1) Comment ces métaux lourds sont-ils recyclés?

2) Quel est le bilan écologique d'une voiture fonctionnant à l'électricité?

3) Est-ce que le bilan écologique d'une voiture fonctionnant à l'énergie électrique par rapport aux déchets difficilement recyclables est positif en ce qui concerne l'équivalent en CO_2 d'une voiture traditionnelle?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La gestion des déchets de piles et accumulateurs est réglementée par la loi du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Cette loi transpose en droit national la directive européenne 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006.

Cette loi s'applique à tous les types de piles et d'accumulateurs. On distingue trois grandes catégories de piles et d'accumulateurs: piles et accumulateurs portables, piles et accumulateurs automobiles et piles et accumulateurs industriels.

Depuis le 26 septembre 2008, cette directive interdit la mise sur le marché européen:

a) de toutes les piles et de tous les accumulateurs, intégrés ou non dans des appareils, qui contiennent plus de 0,0005% de mercure en poids;

b) de piles et d'accumulateurs portables, y compris ceux qui sont intégrés dans des appareils, qui contiennent plus de 0,002% de cadmium en poids.

Les producteurs/importateurs de piles et accumulateurs, y compris ceux qui sont intégrés dans des véhicules ou des appareils, sont responsables de la collecte et du traitement des déchets de piles et d'accumulateurs qu'ils ont mis sur le marché luxembourgeois. Les producteurs/importateurs ont aussi la possibilité de charger un organisme agréé qui endosse leurs obligations envers la loi du 19 décembre 2008. Pour le moment, seule l'a.s.b.l. Ecobatterien est un organisme agréé au Luxembourg qui peut prendre en charge ces obligations.

Les déchets de piles et d'accumulateurs collectés au Luxembourg sont traités dans des usines spécialisées en la matière en Belgique, Allemagne et en France.

Depuis le 26 septembre 2011, un taux de recyclage d'au moins:

- 65% du poids moyen de déchets de piles et d'accumulateurs plomb-acide,

- 75% du poids moyen de déchets de piles et d'accumulateurs nickel-cadmium, et

- 50% du poids moyen des autres déchets de piles et d'accumulateurs doit être atteint.

Le taux de recyclage et de valorisation des déchets de piles et d'accumulateurs collectés était en 2011:

- 73,41% pour les piles et accumulateurs plomb-acide;

- 81,4% pour les piles et accumulateurs Ni-Cd;

- 57,96% pour les autres piles et accumulateurs.

Les taux fixés par la directive européenne ont donc été atteints en 2011 par le Luxembourg.

Il n'existe pas de réponse unique au bilan écologique d'un véhicule électrique (VE). En effet, celui-ci dépend de nombreux paramètres techniques, géographiques et sociétaux. Ainsi, la source d'électricité, le type de véhicule et de batterie, les conditions extérieures (en particulier la température), le type de roulage rencontré (route, autoroutes, embouteillages…) et les distances parcourues influencent fortement le bilan écologique du véhicule électrique, qui est par conséquent dépendant de son utilisation et du lieu où il est utilisé.

En analysant le bilan écologique d'un véhicule de plus près, ce dernier peut se décomposer en trois phases: production, utilisation et fin de vie.

- Production du véhicule: matériaux constituants du véhicule, extraction des matières premières nécessaires, acheminement de celles-ci, fabrication du véhicule et distribution de ce dernier;

- Utilisation (véhicule conventionnel): maintenance, consommation de carburant, type de carburant utilisé, conditions de conduite;

- Utilisation (véhicule électrique): maintenance, consommation d'électricité, origine de l'électricité utilisée;

- Fin de vie du véhicule: réutilisation de composants, taux de recyclage/incinération/mise en décharge.

L'impact environnemental de chacune de ces étapes est lié à différents facteurs, mais la plus grande différence au niveau de l'impact environnemental se fait certainement au niveau de la batterie et de la phase d'utilisation du véhicule.

L'impact environnemental de la batterie du véhicule électrique, de par l'aspect novateur de celle-ci, est complexe à appréhender. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, la batterie (production, maintenance et recyclage) représente selon différentes études entre neuf et 20g de CO_2-éq./km. Ces émissions de gaz à effet de serre supplémentaires ne sont pas de nature à remettre en cause les gains apportés par le véhicule électrique associé majoritairement dans le contexte luxembourgeois à de l'électricité renouvelable. Ceci est prioritairement lié au fait que l'attribution de la prime Car-e pour véhicules électriques se fait sous condition de souscrire un contrat d'électricité verte. Toutefois, si l'on considère d'autres impacts environnementaux, le bilan de la batterie semble plus mitigé. Cette dernière est ainsi associée à des impacts toxiques significatifs, une augmentation de l'eutrophisation ou encore à une augmentation de l'acidification atmosphérique.

Concernant la phase d'utilisation, par rapport à des véhicules thermiques, le véhicule peut permettre des gains en termes de santé. En effet, l'absence de gaz d'échappement permet de limiter les émissions polluantes (particules, hydrocarbures imbrûlés et NO_x). Cet effet est d'autant plus significatif si l'on considère des véhicules circulant en milieu urbain. Il s'agit également de souligner que le rendement du moteur électrique est supérieur à celui d'un moteur thermique.

Plusieurs études ont été menées pour comparer le bilan en termes d'émissions de CO_2 entre un véhicule thermique conventionnel (essence ou diesel) et un véhicule électrique. Une revue de la littérature existante tend à montrer que le bilan du véhicule électrique est positif, bien que sur les 51 études retenues, aucune ne couvre parfaitement tous les aspects du véhicule électrique.

Toutefois, ces études mettent en garde contre l'utilisation d'électricité fossile comme celle issue du charbon, qui peut présenter un bilan CO_2 équivalent à un véhicule conventionnel ou supérieur. A priori cela concerne moins le Luxembourg, compte tenu du fait que l'attribution de la prime Car-e est conditionnée à la souscription à un contrat d'électricité renouvelable.

De plus, outre la production de la batterie et son recyclage, son réemploi potentiel peut permettre de diminuer son impact environnemental. En effet, après dix ans/150.000 km, la batterie du véhicule électrique possède encore selon différentes études entre 70 et 80% de sa capacité originale. Toutefois, cette réutilisation n'a pas encore été mise en pratique car les batteries de véhicules ne représentent pas encore un marché important et, par conséquent, aucune étude n'a été menée pour confirmer les conséquences environnementales d'une telle pratique.

Enfin, il est important de garder à l'esprit que la comparaison entre un véhicule électrique et un véhicule thermique est complexe et selon les différentes hypothèses retenues, les conclusions sont susceptibles de fortement varier. Par conséquent, si le bilan CO_2 d'un véhicule électrique est probablement positif au Luxembourg, seule une étude adaptée au cas luxembourgeois permettra de déterminer dans quelles conditions ce bilan est positif ainsi que de quantifier les diminutions ou augmentations d'émissions de CO_2 par rapport à l'emploi de véhicules conventionnels. Afin de creuser plus en détail cette question, le CRP Henri Tudor, dans le cadre de son programme d'innovation focalisé sur la mobilité, a récemment lancé le projet HELCAR, visant à réaliser le bilan environnemental des politiques de déploiement du véhicule électrique appliquées aux résidents luxembourgeois et aux transfrontaliers.

Q112

Question 2552 (11.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mutilations génitales féminines:**

La lutte contre les mutilations génitales féminines sur le territoire luxembourgeois a récemment fait l'objet d'une lettre ouverte de l'UNICEF Luxembourg ainsi que d'une conférence publique organisée par le Conseil National des Femmes Luxembourgeoises.

Bien que le Code pénal luxembourgeois prohibe toute lésion corporelle volontaire et que la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille stipule que les mutilations génitales sont interdites, la législation luxembourgeoise ne tient toujours pas compte du danger d'excision dans un pays autre que le Luxembourg à l'encontre d'une personne résidant habituellement sur le territoire luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de compléter le Code pénal luxembourgeois à l'instar du Code pénal français en stipulant que pour les mutilations génitales commises à l'étranger à l'encontre d'une personne résidant habituellement sur le territoire luxembourgeois, la loi luxembourgeoise est applicable par dérogation?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des exceptions au secret médical devraient être introduites pour dénoncer une mutilation génitale dont un médecin a pris connaissance et quelles seraient, le cas échéant, les conditions à respecter lors d'une dérogation au secret médical?

Réponse (22.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) L'honorable Députée suggère une extension des règles sur la compétence universelle du Luxembourg pour des faits de mutilation génitale.

Le Gouvernement reste a priori d'avis qu'il échet de limiter la compétence universelle à des faits d'une exceptionnelle gravité. Néanmoins, vu la sensibilité du sujet et avant toute décision sur cette question, il propose de discuter du principe de la compétence universelle avec la Chambre des Députés.

2) La question sur des exceptions éventuelles au secret médical devrait en principe être adressée à Monsieur le Ministre de la Santé.

Il est toutefois rappelé qu'en vertu de l'article 458 du Code pénal, un médecin peut dénoncer une mutilation génitale lorsqu'il est appelé à rendre témoignage en justice.

En vertu de ce texte, les personnes astreintes au secret professionnel peuvent, lorsqu'elles sont citées comme témoin, déposer en justice mais ne peuvent pas être forcées à le faire.

Par ailleurs, il est également rappelé que le bénéficiaire du secret médical (à savoir le patient) peut délier le médecin de son obligation au secret.

En cas d'accord de la personne qui a subi une mutilation génitale, le médecin peut dès lors dénoncer ces faits.

Question 2553 (12.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **difficultés du service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord à recourir aux services de médecins spécialistes:**

Selon mes informations, le service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord éprouve des difficultés à recourir de façon systématique aux services de médecins spécialistes, notamment en ce qui concerne les pédiatres et les médecins-dentistes.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation susmentionnée?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la disponibilité de médecins spécialisés devrait être garantie en permanence afin d'assurer un traitement de qualité dans le service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord?

- Dans l'affirmative, comment et dans quels délais entend-il remédier à la situation?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Face à la difficulté consistant à assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie au Centre Hospitalier du Nord (CHdN), la Société Luxembourgeoise de Pédiatrie (SLP) vient de proposer diverses solutions en vue de garantir, tant pour la région du Nord que pour l'ensemble du territoire, un accueil sécurisé des urgences pédiatriques. Ces propositions sont en cours d'examen par mes services et elles peuvent être résumées comme suit:

- le recours aux maisons médicales pour les consultations urgentes, avec l'offre d'une participation des pédiatres. Le Gouvernement a d'ailleurs tenu compte de cette proposition dans le budget de l'État pour l'année 2014;

- l'élargissement de la charge de la permanence pédiatrique à l'ensemble des pédiatres installés au Luxembourg;

- la mise en place d'un triage pédiatrique professionnalisé dans les services d'urgences des établissements hospitaliers.

Par ailleurs, un élan spontané de solidarité des médecins spécialistes en pédiatrie s'était manifesté en octobre 2012, afin de disposer d'un recours à des pédiatres non attachés à un établissement hospitalier pour participer à la couverture des gardes pédiatriques du CHdN, dans le cadre d'un projet pilote de la SLP. Or, selon les informations qui m'ont été communiquées, cet élan de solidarité n'est pas suffisant pour assurer de manière pérenne le recours systématique à un pédiatre pour les consultations urgentes au CHdN.

C'est pourquoi des échanges menés entre la SLP et mes services sont en cours et ce afin de formuler des propositions visant à réorganiser les gardes pédiatriques de la région Nord, dans une perspective nationale offrant aux enfants et adolescents une réponse adaptée, sûre, efficace et efficiente à leurs besoins en matière de soins de santé urgents.

À cet endroit, je voudrais également indiquer que l'article 6 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire prévoit que «le médecin établi au Luxembourg en qualité de médecin spécialiste est tenu de participer au service de permanence médicale à l'intérieur de l'établissement hospitalier auquel il est attaché, conformément aux dispositions de la législation en matière d'aide médicale urgente».

À noter que le Code de déontologie médicale reconnaît également dans son article 69 l'obligation du service de garde pour les médecins généralistes, les médecins spécialistes et les médecins-dentistes, comme suit:

«Les services de garde, de remplacement et d'urgence fonctionnent dans l'intérêt de la continuité des soins.

Chaque médecin inscrit au registre professionnel est autorisé à exercer la médecine en tant que médecin-généraliste, médecin-spécialiste ou médecin-dentiste et chaque médecin fonctionnaire traitant des malades au sein d'institutions particulières est tenu de participer à ces services, conformément aux modalités de fonctionnement mis en place sur base légale, réglementaire ou conventionnelle…».

En ce qui concerne les urgences dentaires, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse du 4 avril 2012 à la question parlementaire n°1962 concernant les urgences dentaires *(cf. compte rendu n°8/2011-2012).*

Question 2554 (12.2.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **plans sociaux:**

Pour certains, les dernières nouvelles désastreuses diffusées par RBC Investor Services Bank S.A. et Clearstream Banking S.A. ont sonné le glas des espoirs considérant le secteur financier comme locomotive, à jamais, de l'activité salariale.

S'y ajoute que, depuis mars 2008, 1.585 personnes (y compris les licenciements annoncés par les deux entités précitées) auraient été/seraient licenciées dans le secteur financier sur base de plans sociaux et 143 personnes aux termes de licenciements individuels pour raisons économiques.

Pour sa part, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) note que depuis la fin du mois de décembre 2007, l'emploi total dans le secteur financier a augmenté de 3.644 unités pour s'établir à 44.306 postes au 30 septembre 2012.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Existe-t-il des chiffres fiables concernant les plans sociaux (nombre de plans sociaux, nombre de personnes concernées,…) dans le secteur financier? Ces mêmes chiffres sont-ils disponibles dans d'autres secteurs d'activité, tel le secteur de la construction, du commerce, de l'HORECA etc.? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces chiffres?

2. Combien de personnes licenciées dans le secteur financier à partir de l'année 2008 ont depuis lors retrouvé un emploi dans ce même secteur?

3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de licenciements individuels requalifiés par la suite en plan social?

Réponse (3.4.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Selon les chiffres dont dispose l'ADEM, il y a eu en 2012 neuf plans sociaux concernant le secteur financier avec 365 personnes concernées pour un total de 16 plans sociaux et 785 personnes concernées tous secteurs confondus.

Selon ces données, 42 plans sociaux ont été établis de 2008 à 2012 dans le secteur financier concernant 1.931 salariés.

2. Il n'est pas possible de retracer combien de personnes licenciées dans le secteur financier à partir de 2008 ont depuis retrouvé un emploi dans ce même secteur. En revanche le programme Fit4 Financial Markets s'est également adressé aux personnes ayant perdu leur emploi à la suite d'un plan social. À ce stade, 205 salariés du secteur financier ont bénéficié de ce programme. Ce programme cofinancé par le

Fonds social européen et organisé en étroite collaboration avec le secteur financier est actuellement dans son sixième cycle.

3. Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas connaissance de telles pratiques dans des cas concrets.

Question 2555 (12.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **dysfonctionnements dans des initiatives pour l'emploi:**

L'annonce de la part d'une initiative pour l'emploi de devoir licencier, au vu de sa mauvaise situation financière, presque la moitié de son personnel encadrant, a fait la une des médias ces dernières semaines.

À part cette annonce, plusieurs audits externes ont révélé, depuis plus de dix ans, des irrégularités au niveau de la comptabilité de différentes initiatives pour l'emploi. Monsieur le Ministre s'est vu contraint à mettre en place un nouveau système de financement pour ces associations, prétendument sans but lucratif. En effet, les audits externes ont montré que les associations concernées doivent des sommes importantes à l'État luxembourgeois.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de moyens de sanctions envers les responsables de ces dysfonctionnements chroniques? Dans l'affirmative, lesquels? Monsieur le Ministre entend-il s'en servir?

- Est-il vrai qu'un membre du comité national d'un syndicat a siégé au conseil d'administration d'une de ces associations jusque dans un passé très récent, alors que son organisation syndicale nie tout lien avec l'initiative en question?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà engagé des négociations avec les associations concernées en vue du remboursement des montants dus? Si oui, quel en est le résultat chiffré et le plan de remboursement?

- Les associations en cause sont-elles décidées à rembourser à l'État les deniers publics, qui leur ont été attribués de façon indue? Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre va-t-il engager en vue de récupérer les sommes dues?

- Monsieur le Ministre est-il décidé à demander des comptes aux responsables de ces organisations et à ses prédécesseurs au Ministère du Travail et de l'Emploi?

Réponse (22.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

- L'initiative pour l'emploi à laquelle vous faites référence est actuellement en négociations avec ses membres pour évaluer la situation organisationnelle et financière. Des efforts sont déployés des deux côtés pour trouver des solutions. La question des sanctions ne se pose pas à l'heure actuelle, il est évident que toute association, pour continuer à bénéficier de subventions publiques, doit respecter les règles d'une bonne gestion et de la transparence.

- Je ne vais pas commenter la position des organisations syndicales. Quant à la composition des conseils d'administration des associations, vous disposez des mêmes informations que moi, étant donné que la liste des membres des conseils d'administration est publique.

- Les associations ont été avisées d'inscrire les montants dus comme une dette à long terme dans leur comptabilité. Il s'agit ici d'une décision du Conseil de Gouvernement. Lors de l'établissement du budget pour 2014 la question d'un échéancier sera évoquée. Ce plan de remboursement sera définitivement mis en œuvre dès lors que la situation financière des associations s'avère assez stable pour pouvoir procéder à un tel remboursement sans remettre en cause la pérennité financière des associations ainsi que leur action en faveur de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

- Je ne dispose pas d'éléments qui me feraient penser que les associations ne compteraient pas honorer le remboursement de ces montants qui, je le répète, ont été inscrits comme dette à long terme dans leur comptabilité.

- La gestion de l'association revient en premier lieu aux membres des conseils d'administration respectifs. Toutefois, pour pouvoir suivre les développements et décisions de plus près, j'ai demandé aux associations d'inviter un observateur du Ministère du Travail et de l'Emploi dans les réunions de leur conseil d'administration. Il s'agit maintenant avant tout de trouver des solutions à la situation difficile dans laquelle se trouvent actuellement certains salariés de l'association en question qui risquent de perdre leur emploi. La Chambre des Députés dispose de tous les droits pour exercer son contrôle et demander des comptes à qui elle veut.

Question 2556 (13.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **progression du coût d'investissement par élève dans l'enseignement fondamental:**

Le rapport sur le 1er bilan portant sur la réforme de l'école fondamentale présenté le 24 janvier par Madame la Ministre précise que «le coût d'investissement par élève de l'enseignement fondamental dans lequel intervient également la revalorisation de la carrière de l'enseignant a connu une progression spectaculaire: il est passé de 12.856 euros en 2008 à 20.821 euros en 2010, soit une augmentation de 62%».

1) Madame la Ministre peut-elle communiquer la ventilation exacte de cette progression du coût d'investissement?

2) Outre la revalorisation de la carrière de l'enseignant et l'engagement de personnel supplémentaire, d'autres facteurs jouent-ils un rôle, comme par exemple la prise en charge des salaires du personnel enseignant par l'État depuis la réforme?

Réponse (12.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) La ventilation du coût d'investissement dans l'enseignement fondamental se compose de la rémunération du personnel enseignant, de la rémunération du personnel non enseignant, des dépenses de fonctionnement (frais de bureau, loyers et charges, matériel pédagogique, frais de documentation et de fonctionnement des bibliothèques, frais courants d'exploitation et d'entretien des bâtiments scolaires, frais occasionnés pour l'organisation d'activités péri- et parascolaires ainsi que les assurances) et des dépenses en capital qui représentent la valeur des biens mobiliers et immobiliers durables, acquis ou créés au cours de l'année.

La rémunération du personnel enseignant intervient pour quelque 66% du coût d'investissement par élève, 15% sont des dépenses en capital et 16% sont des dépenses de fonctionnement. 3% concernent la rémunération du personnel non enseignant dans l'enseignement fondamental.

Ad 2) Avant l'année scolaire 2009/2010 (date de l'entrée en vigueur de la reprise du personnel enseignant par l'État), le coût du personnel communal intervenant dans l'enseignement fondamental (éducation précoce et préscolaire, enseignement primaire) était comptabilisé au niveau des communes. Dans le calcul des coûts et financements de l'enseignement public luxembourgeois, ces dépenses ont toujours été prises en compte dans les calculs, indépendamment de l'affectation du budget. Partant ces changements d'affectations n'influent pas sur les variations constatées.

L'augmentation du coût d'investissement par élève dans l'enseignement formel entre 2008 et 2010 peut par ailleurs s'expliquer de la façon suivante:

1. le reclassement de carrière des instituteurs et institutrices de l'enseignement fondamental;

2. la hausse des leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil;

3. la prise en compte de situations particulières dans certaines écoles (élèves présentant des difficultés d'apprentissage et/ou de comportement);

4. la hausse des leçons hebdomadaires d'enseignement pour l'animation et la gestion des bibliothèques et médiathèques scolaires;

5. l'introduction de la coordination des activités pédagogiques à l'intérieur des différents cycles d'apprentissage;

6. la participation du personnel des écoles aux comités d'école ou aux comités de cogestion.

La publication annuelle «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois» développe en détail la méthodologie de calcul en différenciant les ordres d'enseignement, les institutions responsables du financement et les catégories de dépenses. Celle-ci peut être téléchargée à l'adresse suivante:

http://www.men.public.lu/publications/etudes_statistiques/etudes_nationales/121126_couts_systeme_scol_10/121126_couts_2010.pdf

Question 2557 (14.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation d'un lieu de culte dans une résidence:**

D'Association Islamique „Le Juste Milieu" huet an enger Résidence zu Bouneweg eng gréisser Moschee ageriicht, dëst a Raimlechkeeten, déi fir Büroen oder kommerziell Aktivitéite virgesi waren. Do komme regelméisseg e puer honnert Leit zesummen, d'Fraen däerfen net déiselwecht Entrée benotze wéi d'Männer. Et kommen och vill Kanner dohinner.

Et stelle sech eng Rei vun allgemenge Froen, zum Beispill iwwert d'Sécherheet vun de Benotzer vun der Moschee, der Législatioun géint d'Diskriminatioun an den Agrément fir den Accueil vu Kanner.

Dowéinst erlaben ech mer, de Membere vun der Regierung dës Froen ze stellen:

1. Wéi eng Démarche muss ee maachen, fir eng gréisser reliéis Ariichtung anzeriichten?

2. Wéi eng Bestëmmunge muss eng Associatioun anhalen, fir Raimlechkeete fir e puer honnert Leit anzeriichten?

3. Ass an dësem Fall e Kommodo/Inkommodo ugefrot ginn? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

4. Kann de Stat toleréieren, datt et am Land Gebaier gëtt, an deene Fraen a Männer net déiselwecht Entrée däerfe benotzen? Stellt dëst net e Verstouss géint d'Gesetzer géint d'Diskriminatioun duer?

5. Huet d'Associatioun en Agrément, fir vill Kanner an dëse Raim ze betreien? Wann neen, huet d'Associatioun en Agrément ugefrot?

Réponse commune (8.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

De Kultusministère huet keng Kompetenz fir d'Ariichte vu reliéise Gebailechkeeten.

Op Basis vum Prinzip vun der reliéiser Fräiheet, wéi en duerch den Artikel 19 vun eiser Constitutioun definéiert ass, ginn et, zousätzlech zum allgemenge Recht (ënner anerem d'Associatiounsrecht an de Respekt vun der öffentlecher Uerdnung) keng gesetzlech Bestëmmungen, déi eng reliéis Communautéit misst erfëlle par rapport zu reliéisen Ariichtungen.

All Aktivitéit, déi sech am bebaute Milieu ofspillt, muss konform zu den Dispositioune vum kommunale Bebauungsplang (PAG) an dem Bautereglement sinn.

Déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser ugeschwate Résidence zu Bouneweg „um leschte Steiwer" läit dem PAG no an enger Zone mixte.

An dëser Zon ass niewent Wunnen a Schaffen och d'Méiglechkeet ginn, Säll anzeriichten, déi fir all Zort vu Versammlunge benotzbar sinn, ënner anerem och fir reliéis Versammlungen.

Heibäi schränke weder de PAG nach dat kommunaalt Bautereglement d'Zuel vun de Notzer vun dëse Säll an. Dat geschitt, wann noutwendeg, iwwer Dispositioune vum Kommodo/Inkommodogesetz, ënnert der Zoustännegkeet vum Aarbechtsminister.

Wat den Accès zu engem Gebai ugeet, steet et der Regierung weder zou, déi Praxis, op déi den honorabelen Deputéierten uspillt, ze kommentéieren nach ass et hir Aufgab gesetzlech Bestëmmungen ze interpretéieren. Et si vill méi d'Geriichter, déi, am Fall vun enger Plainte, tranchéieren ob hei eng Diskriminatioun am Sënn vun der nationaler Gesetzgebung ginn ass oder net.

Question 2559 (14.2.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **invitations à des manifestations syndicales transmises par des élèves:**

Il me revient que des invitations à des réunions organisées par les syndicats SEW-OGB-L et SNE-CGFP pour les parents d'élèves ont été transmises à ceux-ci par leurs enfants. Ces invitations étaient accompagnées de considérations politiques sur l'enseignement de l'école publique tel que défini par les lois et règlements officiels en vigueur.

1) Madame la Ministre estime-t-elle que l'appel à des manifestations syndicales en utilisant les enfants comme porteurs de messages politiques est conforme à la neutralité de l'école publique et à la déontologie de l'enseignant?

2) Les syndicats ont-ils demandé et obtenu une autorisation pour transmettre des messages via les enfants?

3) Quelles sont par ailleurs les règles généralement en vigueur dans l'enseignement public à cet égard?

Réponse (25.2.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Conformément aux articles 9 et 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, les enseignants sont tenus de se conformer consciencieusement aux lois et règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de leurs fonctions leur impose.

Je désapprouve que les enfants soient instrumentalisés comme porteurs de messages politiques ou syndicaux.

2) Par courrier du 18 janvier 2013, les syndicats SNE et SEW ont sollicité auprès de mon département l'autorisation pour distribuer dans les écoles fondamentales une brochure à l'attention des parents d'élèves annonçant une série de réunions d'information au sujet de l'évaluation dans l'enseignement fondamental.

Par lettre du 28 janvier 2013, j'ai répondu aux syndicats que je ne réservais pas de suite favorable à leur demande sous rubrique en les informant que je venais de charger le professeur Dr Daniel Tröhler de l'Université du Luxembourg de procéder, ensemble avec son équipe et en concertation avec des représentants de différents partenaires scolaires qu'il choisirait d'associer à ses travaux, de réexaminer l'outil que constituent les bilans intermédiaires en vue de l'adapter, pour en améliorer la lisibilité, à la fois par une simplification et une clarification des messages à transmettre.

Après une première adaptation des bilans intermédiaires pour l'année 2011/2012, décidée en concertation avec les syndicats d'enseignants en juin 2011, il ne me paraissait en effet pas opportun d'autoriser la présentation à des parents d'élèves d'un 3e modèle de bilans intermédiaires élaboré par des représentants de syndicats, alors que je venais justement de faire appel à l'expertise de l'Université du Luxembourg pour adapter l'outil en place comme décrit ci-dessus.

3) Tout organisme qui désire diffuser des messages à l'intérieur des écoles doit bénéficier, dans le cadre de l'enseignement fondamental, de l'accord préalable du Ministre de l'Éducation nationale et des communes concernées, et dans le cadre de l'enseignement postprimaire, de l'accord préalable de la direction concernée.

Question 2560 (14.2.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **SMS4Ticket:**

Le service SMS4ticket permet d'acheter électroniquement un titre de transport de courte durée via téléphone mobile. Il suffit pour ce faire d'envoyer un SMS au 64222 avec comme texte la lettre A, correspondant au billet de courte durée. La confirmation est assurée par le renvoi d'un SMS à partir du système et le paiement est imputé sur la facture téléphonique.

Il est donc possible d'acheter un billet via SMS en rentrant dans le bus et disposer ainsi d'un titre de transport valable en très peu de temps. Selon mes informations, la rapidité avec laquelle on peut obtenir un billet via SMS n'encouragerait pas les usagers à acheter des billets papier ou des abonnements, étant donné que les contrôles dans les bus sont plus rares et que le système SMS4Ticket permet une réaction rapide dans le cas où un contrôle est imminent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur l'usage du service SMS4Ticket et le nombre d'utilisateurs, ainsi que l'évolution de la vente de tickets et d'abonnements en parallèle?

2. Avec les récentes augmentations de tarifs, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le service SMS4Ticket pourrait décourager les usagers d'acheter des tickets et des abonnements pour se tourner vers ce système performant qui, d'une part, constitue certes une avancée en matière de service au client mais qui, d'autre part, permet aux usagers de ne payer qu'à la seule vue d'un contrôleur?

3. Monsieur le Ministre compte-t-il adapter le service SMS4Ticket de façon à éviter les abus et les manques à gagner qui peuvent en découler?

Réponse (3.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au SMS4Ticket.

Tout d'abord, il échet de préciser que le système SMS4Ticket est un système mis en place et exploité exclusivement par la ville de Luxembourg. En effet, le service des autobus de la ville de Luxembourg (AVL) a introduit en septembre 2007, lors de la semaine de la mobilité, le service SMS4Ticket permettant d'acquérir un billet «courte durée» via le téléphone mobile.

À l'époque, le Ministère des Transports ne fut pas favorable à l'introduction de ce support comme titre de transport.

Cependant, étant donné que les clients utilisaient ce titre de transport également sur les autres réseaux (ferroviaire, RGTR et TICE), le département des Transports avait accepté finalement cette forme de billet au niveau national et a émis une information dans ce sens le 3 janvier 2008.

À l'heure actuelle, seule la ville de Luxembourg offre ce billet tout en encaissant également seule les recettes afférentes.

Ainsi, le département des Transports ne dispose d'aucune statistique sur l'utilisation de ce billet.

En ce qui concerne la problématique des abus évoqués par l'honorable Député et notamment de l'acquisition d'un titre par SMS uniquement lors d'un contrôle de billets; le département des Transports en est bien conscient. D'ailleurs, ceci fut à l'époque une des raisons pour lesquelles mon département n'avait pas soutenu l'introduction de ce ticket.

À noter cependant qu'une mesure contre cet abus vient d'être prise lors de la modification du règlement tarifaire et du changement des tarifs au 1er janvier 2013. En effet, l'on a précisé qu'un voyageur se trouve en situation irrégulière «s'il n'acquiert un titre de transport qu'après le début de son voyage».

Enfin, dans le cadre du projet global de télématique dans les transports publics, le projet de modernisation de la billettique «e-go» prendra aussi en considération la mise en œuvre d'une billettique pour les Smartphones. Cette réalisation est coordonnée avec tous les opérateurs des transports publics et permettra d'éviter des abus dans le futur.

Question 2561 (14.2.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **violence croissante auprès des enfants et adolescents:**

Selon les professionnels, on peut constater chez les enfants et adolescents une tendance à la violence croissante au cours des dernières années - et ce indépendamment de leur âge ou de la couche sociale dont ils proviennent. Il s'agirait non seulement d'agressivité verbale mais également physique, entre eux et envers les adultes.

Ainsi, parmi les quelque 500 éducateurs de 71 maisons relais questionnés dans le cadre d'un projet de recherche entrepris par l'Université du Luxembourg, 80% disent avoir des enfants présentant des «troubles du comportement» - chiffre pour le moins préoccupant, même si les scientifiques soulignent que le terme n'est pas défini de façon précise.

Les professionnels - éducateurs, éducateurs gradués, instituteurs et pédagogues - se sentent souvent dépassés et sans ressources pour répondre à des situations difficiles. Les familles de leur côté n'ont pas non plus, ni le temps, ni les moyens de prendre les problèmes en main.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Mesdames les Ministres les questions suivantes:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer une tendance croissante à la violence et au «comportement troublant» chez les enfants et adolescents au cours des dernières années?

- Quelles mesures dans le domaine de la politique familiale et de l'éducation peut-on envisager pour remédier à ces problèmes?

- Quel support, quelle aide concrète peut-on proposer aux professionnels travaillant avec des enfants et adolescents?

Réponse commune (12.3.2013) **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il n'existe pas de statistiques permettant de mesurer l'évolution de la violence ou de troubles de comportement chez les enfants et les adolescents. Ceci est dû au fait que ces termes et leur perception ne sont pas définis de façon précise. Il faut noter qu'au niveau de l'éducation nationale, les différents acteurs, dont les directions des lycées, les membres de l'inspectorat et beaucoup d'enseignants, décrivent une recrudescence d'actes et de comportements non désirables qui entravent le bon fonctionnement de l'école. Il y a certainement aussi un lien direct à faire avec la croissance de la population au Luxembourg.

Il est important aussi de voir le contexte social pour éviter de faire de nos enfants et de nos jeunes une population qui nécessiterait thérapie médicale et intervention de psychothérapeutes. L'expression de la violence et l'expression par la violence au niveau culturel, dans les médias, jeux vidéo et autres moyens de communication, TV et Internet, cyberbullying et autres formes de mobbing, la violence dans la famille, tout ceci fait que pour les enfants le comportement violent constitue une partie du vécu quotidien. La violence d'une façon générale est extrêmement présente dans notre société. La violence n'est pas un phénomène lié spécifiquement aux enfants ou aux jeunes et ils n'en sont certainement pas la cause.

En 2010, le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a publié les actes d'une conférence «Jugend mit und ohne Gewalt» qui montrent qu'un certain nombre de données empiriques recueillies lors d'enquêtes autour de la violence scolaire depuis 2008 semblent indiquer la nécessité de mettre en place une double stratégie autour de la thématique:

1. premièrement intervenir auprès des parents, des enfants et des jeunes pour aider au mieux la famille dans son rôle éducatif, investir dans la sensibilisation et la prévention de la violence, mettre en place des mesures et des structures dans les écoles et des institutions externes pour les cas de troubles de comportements qui nécessitent une prise en charge spécialisée, intervenir d'une façon générale le plus tôt possible auprès des enfants et des jeunes qui risquent l'exclusion sociale

2. deuxièmement intervenir auprès des institutions éducatives pour, d'un côté, les aider à trouver les réponses et mesures adaptées au niveau des infrastructures ou du fonctionnement, et pour, d'un autre côté, soutenir au mieux le personnel éducatif notamment par des formations continues, des supervisions et accompagnements scientifiques etc.

Concernant le premier champ d'action le Ministère de la Famille a mis en place des interventions à différents niveaux:

- Des services de consultation peuvent soutenir aussi bien les parents que les professionnels, (Erzéiongs- a Familljeberodung AFP - Solidarité-Famille a.s.b.l.; École des parents Janusz Korczak; Erwuessebildung, Familljencenter CPF; Planning familial etc.).

- Afin de tenir compte aussi bien de l'augmentation du nombre de la population que de la variété des défis sociaux, de nouvelles institutions ont été créées (Schneiderhaff, maison Dolto, Péitrusshaus pour jeunes mineurs en fugue p. ex., Sauerwiss Jongenheem p. ex.) ou sont en planification.

- Notons qu'aussi bien les maisons relais, que les crèches conventionnées peuvent à tout moment appuyer des parents face à des problèmes éducatifs. Des projets pilotes spécifiques ont été développés dans ce sens.

- Rappelons aussi que le développement du chèque service accueil a permis à de nombreux parents de travailler et de ne pas être forcés à recourir à des solutions de fortune pour la garde de leurs enfants ou pire d'en faire des «Schlëssselkanner». Le Ministère s'est résolument engagé dans une voie d'assurance qualité des structures d'accueil dans le cadre du projet de loi enfance et jeunesse.

- Une collaboration étroite entre l'école et les maisons relais fait que des élèves nécessitant un accompagnement spécifique à l'école profitent du même encadrement spécialisé durant leur séjour en structure d'accueil afin de garantir la cohérence de l'approche pédagogique.

- Les internats ont aussi développé des initiatives permettant d'accueillir des enfants et des jeunes qui nécessitent un accompagnement plus structurant pour améliorer leurs chances de réussite scolaire.

Il y a lieu de rappeler dans ce contexte toutes les mesures d'aide telles que retenues dans la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

En ce qui concerne l'élaboration de projets spécifiques au sein des écoles, il convient de mentionner qu'un règlement grand-ducal permet aux lycées d'organiser des activités pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves. Pour la durée d'un tel projet des ressources supplémentaires sous forme de leçons d'enseignement ou sous forme de mise à disposition d'éducateurs gradués peuvent être attribuées. Un nombre croissant de lycées a recours à ce type de projets souvent intitulés classes «MOSAIK». Un cadre conceptuel pour ces classes a été publié en octobre 2012. Des projets à objectifs similaires comme le projet «Time Out» ont été mis en place dans d'autres lycées.

Pour les élèves qui, à la suite d'un séjour en classe «MOSAIK», présentent toujours des comportements perturbant le fonctionnement de l'école, l'offre de prise en charge en dehors de leur école est actuellement limitée aux infrastructures spécialisées existantes (notamment le Centre d'observation d'Olm, le Centre d'intégration de Cessange (Édiff), le Kannerschlass à Sanem, le Kannerhaus Jean à Berg, le Kannerhaus an der Le'h).

Beaucoup de jeunes concernés ont été placés dans des instituts à l'étranger. Un tel changement est difficile à vivre pour le jeune non seulement au niveau émotionnel et socioculturel, mais aussi au niveau scolaire. La réintégration ultérieure dans l'enseignement régulier au Luxembourg est souvent difficile, notamment en raison des niveaux requis en langues.

Voilà pourquoi le projet visant à mettre en place une structure d'accueil temporaire, sise à Itzigerstee, dans des infrastructures louées à la ville de Luxembourg, permettra à des classes d'accueillir une douzaine de jeunes de onze à 15 ans qui mettent leur parcours scolaire en danger par des comportements inadaptés, au détriment de leur entourage ou d'eux-mêmes. Pourront y être affectés par les écoles d'origine et avec le consentement parental, les élèves en provenance du cycle 4 d'une école fondamentale ou du cycle inférieur d'un lycée pour lesquels une prise en charge spécifique s'avérera nécessaire.

Le but est d'offrir aux élèves concernés un enseignement et un encadrement adaptés à leurs besoins qui leur permettront de réintégrer, après un séjour maximal de deux ans, l'enseignement régulier. Tout au long du séjour, les élèves restent inscrits dans leur école d'origine avec laquelle un contact soutenu est maintenu.

Concernant le deuxième champ d'action destiné à soutenir les institutions éducatives, le Ministère de la Famille et de l'Intégration

- a revu toute sa législation enfance et jeunesse pour déposer des projets de loi notamment la loi sur l'enfance et la jeunesse, soulignant notamment l'importance de la formation des éducateurs auprès des jeunes enfants, l'âge où tout se joue pour le développement ultérieure de l'enfant;

- le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille est en train de se réorienter dans un grand effort collectif en concertation avec une nouvelle administration: l'Office national de l'enfance;

- une formation continue obligatoire de 16 heures pour les secteurs de l'enfance et de la jeunesse a été retenue pour appuyer cette démarche;

- un site Internet spécialisé pour la formation continue du personnel éducatif a été créé afin de regrouper, mais aussi de coordonner et de planifier l'offre de formation continue pour tout le secteur de l'enfance et de la Jeunesse. www.enfancejeunesse.lu

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a mis en place un certain nombre de projets ainsi que des formations continues qui permettent de répondre à une demande croissante et diversifiée des acteurs de l'école.

Les mesures proposées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle vont de la sensibilisation à la problématique aux mesures de prévention en passant par l'élaboration de solutions spécifiques pour écoles et à la mise en place de structures nationales pour accueillir des enfants et des adolescents à troubles comportementaux.

Au niveau de la formation continue, il existe une offre spécifique en relation avec les troubles de comportement qui aborde la prévention de la violence (Gewaltpräventionstraining, Graines de médiateurs, Faustlos) à l'intervention en classe après un incident (Mobbing in der Schule - erste Hilfe im Ernstfall). Actuellement 45 formations en relation avec cette thématique sont offertes sur le site Internet www.formation-continue.lu. En 2007, le Service National de la Jeunesse a édité une publication «Jugend- und Gewalt» à l'adresse de toutes les personnes travaillant avec les jeunes. Des offres de formation continue pour le secteur enfance et jeunesse reprennent régulièrement le sujet. www.enfancejeunesse.lu

Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) coordonne des activités à l'attention des membres des Services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) des différents établissements pour pouvoir assurer la mise en place de méthodes de travail pour animer des séances de prévention et de prise en charge des auteurs d'actes de violence et des victimes. Le CPOS a développé un «Anti-Gewalt-Konzept für alle Sekundarschulen», avec des interventions à trois niveaux: prévention primaire: ateliers de sensibilisation pour les classes (deux à quatre heures); prévention secondaire: programme d'intervention de groupe pour élèves à risque, le «Coolness-Training» (20h); prévention tertiaire: prise en charge d'élèves devenus auteurs de violence ainsi que le travail avec les victimes, le «Anti-Gewalt-Training» (60 heures).

Le SCRIPT est en train d'élaborer un projet intitulé «Stop-Mobbing» qui a pour objectif l'intervention à l'école d'une personne médiatrice externe pour intervenir d'urgence en cas de mobbing entre élèves.

Le projet «Peer-Mediation im Schulalltag», coordonné par les services du Service National de la Jeunesse (SNJ) et du SCRIPT, se déroule dans les écoles fondamentales et les lycées de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Actuellement onze lycées publics et quatre lycées privés ainsi que deux écoles fondamentales participent au projet. L'idée de base du projet est de créer une structure de médiation dans les écoles où la médiation est offerte par les jeunes qui essaient lors d'un conflit de dépasser le rapport de force et de trouver une solution dans l'intérêt mutuel. Le projet envisage la promotion d'un comportement social positif en sensibilisant aux problèmes de violence et en développant chez les jeunes les aptitudes qui leur permettront de réagir dans des situations conflictuelles.

Question 2562 (14.2.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **irrégularités concernant les aides sociales et les allocations familiales:**

Dans le cadre du développement explosif du budget de l'État au cours de ces dernières années dans le domaine des aides sociales et des allocations familiales, j'aurais aimé savoir:

1. Combien de cas de fraudes/d'abus ont été constatés concernant le paiement de RMG, de prestations familiales et de chômage?

2. Est-ce que ces paiements ont été effectués à des clients résidents ou non résidents luxembourgeois?

3. Est-ce que des contrôles du lieu de résidence sont effectués en cas de doute...? Ne serait-il pas envisageable de demander systématiquement des preuves de résidence (acte notarié, contrat de bail) et de se procurer des preuves de conformité des logements quant à l'affectation, la sécurité et à la salubrité auprès des administrations communales.

Réponse (18.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. En 2012, l'ADEM a procédé par le biais de son service chômage à 650 rôles de restitution, c'est-à-dire a tenté de récupérer des indemnités auxquelles les bénéficiaires n'avaient pas ou plus droit.

On ne peut cependant pas assimiler tous ces dossiers à des fraudes ou tentatives de fraude.

L'ADEM a constaté 110 cas où l'on peut clairement parler de fraudes/tentatives de fraude. Le nombre de fraudes est cependant sûrement plus élevé.

Dans la plupart des cas, les personnes visées ont sciemment remis des documents qui contenaient de fausses informations à l'ADEM ou n'ont pas informé l'ADEM d'un changement fondamental (e. a. transfert du domicile à l'étranger), dans leur situation de sorte à amener celle-ci à payer des indemnités qui ne sont pas ou plus dues.

L'ADEM ne dispose que de 2,5 contrôleurs, ce qui est insuffisant face aussi bien au nombre croissant de dossiers qu'à la complexité des dossiers. Vu le nombre croissant des demandeurs d'emploi, une demande de renfort a été introduite.

Par ailleurs, la loi du 18 janvier 2012 portant création d'une Agence pour le développement de l'emploi a prévu la création d'un service des questions juridiques et du contentieux. La mise en place de ce service est devenue concrète avec l'entrée en fonction de la nouvelle direction début septembre et devrait permettre

d'optimiser le traitement du volet «contentieux».

2. Ces paiements, si des paiements ont eu lieu, concernaient aussi bien des résidents (dans la plupart des cas) que des non-résidents.

3. En cas de doute des contrôles sont évidemment effectués.

Réponse (18.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les questions posées par le député Marc Lies donnent lieu aux réponses suivantes en ce qui concerne le volet des aides sociales et des allocations familiales.

Le Fonds national de solidarité (FNS) a créé au courant de l'exercice 2012 un «Service Répression des Fraudes» doté de deux fonctionnaires assermentés de la carrière moyenne du rédacteur. Les agents du FNS, dans l'exercice de leur mission, se rendent au domicile des personnes bénéficiaires d'une prestation du revenu minimum garanti (RMG) afin de procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugés nécessaires pour déterminer si les conditions d'octroi de ces prestations se trouvent toujours remplies. Dans les affaires sensibles ils se font accompagner par la Police grand-ducale (chambres de cafés, hôtels, cabarets, pensions de famille etc.).

1) et 2) Quant à la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF), un service similaire n'a pas encore été mis en place, mais six personnes ont été assermentées pour effectuer des contrôles sur place. Par ailleurs, tant le FNS que la CNPF ont établi des liens avec l'Administration de l'Emploi et le Service d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale pour détecter - toujours dans le respect des dispositions relatives à la protection des données - d'éventuels cas de fraude au niveau de leur population commune.

En considération de la récente mise en place du service auprès du FNS, il n'est pas encore possible de fournir des chiffres sur le nombre de fraudes ou d'abus. La seule donnée fiable est celle que dans 25% des 190 enquêtes réalisées à ce jour une seule malversation a été détectée. Au courant de la même période d'observation le FNS a déposé à dix reprises plainte auprès du procureur d'État pour escroquerie à subvention d'État et le cas échéant pour faux et usage de faux.

Pour ce qui est des prestations familiales, une difficulté de chiffrer les abus consiste notamment dans le fait que dans une grande partie des dossiers, les bénéficiaires ne se rendent pas compte qu'un changement de leur situation peut affecter leur droit à des prestations: ainsi, les ressortissants du Luxembourg qui - pour une raison ou une autre - décident de s'installer au-delà des frontières luxembourgeoises ne sont souvent pas conscients qu'ils risquent de ne plus tomber sous le champ d'application de la législation luxembourgeoise. Une omission de signaler un changement ne signifie ainsi pas toujours qu'il s'agit d'un cas de fraude ou d'abus. Il en est de même des travailleurs frontaliers qui ne savent souvent pas que le divorce et la non-cohabitation avec les enfants dans un même ménage peut entraîner la déchéance de leur droit.

En chiffres absolus, la CNPF a détecté moins de dix dossiers dans lesquels une fraude peut être présumée; elle a porté plainte et s'est constituée partie civile dans un seul dossier. Le paiement indu a été effectué dans ce dernier cas à un résident.

3) Outre les 16 gestionnaires au service du RMG, le FNS dispose de deux assistant(e)s sociales dont la mission se détermine principalement par une enquête au domicile du demandeur avant l'attribution de la prestation RMG et dans nombre de cas également en cas de changement d'adresse. Conformément aux dispositions du chapitre Ier du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, la condition de résidence doit être certifiée par la ou les communes ou le requérant majeur réside ou a résidé au Grand-Duché de Luxembourg. En outre un certificat de composition de ménage est à fournir par le demandeur ainsi que pour chaque enfant pour lequel une prestation est demandée, une attestation de la CNPF certifiant que l'enfant a droit à des allocations familiales et précisant l'attributaire.

Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, elle doit fournir une copie du contrat de bail et une preuve de paiement du loyer.

Les immeubles appartenant aux bénéficiaires du RMG sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le FNS en vue d'une garantie en restitution des prestations versées. En étroite collaboration avec le Centre commun de la sécurité sociale, les adresses des bénéficiaires sont contrôlées et mises à jour mensuellement par voie informatique.

Pour le bénéfice des prestations familiales, il y a lieu de noter que - contrairement à l'octroi du RMG - le domicile et la résidence au Luxembourg ne sont pas les seuls critères qui créent un droit: la réglementation européenne et la libre circulation des travailleurs prévoient l'ouverture d'un droit aux prestations familiales à travers une affiliation à titre obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise. Ainsi, pour la moitié des dossiers de la CNPF, le domicile/la résidence respectivement leur preuve ne sont pas des facteurs déterminants pour le paiement des prestations familiales. Par contre, pour les dossiers «résidents» la preuve du domicile est toujours rapportée par le certificat de composition de ménage. Malheureusement, la résidence effective est beaucoup plus difficile à constater. En cas de doute, la CNPF demande des pièces à l'appui comme p. ex. des certificats scolaires des enfants.

Les administrations et établissements visés par la question de Monsieur le Député ne sont pas compétents pour se prononcer sur la conformité des logements en ce qui concerne l'affectation, la sécurité et la salubrité. Néanmoins, si les agents qui contrôlent sur le terrain prennent connaissance d'une situation non conforme, ils informent immédiatement l'inspection sanitaire auprès du Ministère de la Santé ou tout autre organisme compétent en la matière (services communaux ou judiciaires).

Question 2563 (14.2.2013) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch:**

D'après nos informations, une seule personne occuperait le poste d'enquêteur auprès du Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch. Cet enquêteur serait en charge de 34 communes qui relèvent de la compétence territoriale de la circonscription régionale de Diekirch. Les dossiers, dont les services régionaux de polices spéciales sont en charge, font légion. En effet, il s'agit notamment de faillites frauduleuses, de détournements de TVA et d'escroqueries fiscales. À noter que les sociétés du type «boîtes aux lettres» se sont multipliées ces dernières décennies dans la région nord du Luxembourg.

Aussi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le principe de sécurité par binôme au sein de la Police grand-ducale est garanti lors de perquisitions, d'interrogatoires et de visites des lieux? Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un seul enquêteur en charge de 34 communes ne puisse s'acquitter de sa tâche avec la diligence nécessaire et qu'un travail de prévention digne de ce nom relève dans ces conditions de l'utopie?

Réponse (1.3.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch fonctionne avec un fonctionnaire affecté.

Néanmoins importe-t-il de souligner que le service est régulièrement renforcé par des détachements de longue durée, et surtout ponctuellement par un analyste du Service de Police Judiciaire.

À partir du 1er avril 2013, le directeur général de la police a prévu un détachement régulier d'enquêteurs du Service de Police Judiciaire au Service Régional des Polices Spéciales.

Dans ce contexte, j'ai invité le directeur général de la police à dresser bilan de l'évolution des affaires en cours.

Je souligne que la répartition des effectifs, surtout dans des domaines spécialisés, doit être décidée au niveau national, en tenant compte de tous les besoins en personnel formés.

Les missions du Service Régional de Polices Spéciales s'inscrivent prioritairement dans un cadre judiciaire.

Question 2565 (18.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **risque de diabète dû à la consommation de boissons «light»:**

In den Medien war die Rede von einer Studie, die von Forschern des französischen Medizin-Forschungsinstituts INSERM angestellt worden war und mittlerweile in der US-Fachzeitschrift „Journal of Clinical Nutrition" veröffentlicht wurde.

Die Studie will herausgefunden haben, dass süßstoffhaltige „Light"-Getränke das Risiko für Diabetes entgegen einer weitverbreiteten Überzeugung nicht verringern, sondern unter Umständen noch steigern.

Fragen:

1) Inwieweit wurde diese Studie von den nationalen Gesundheitsbehörden zur Kenntnis genommen? Inwieweit wird es konkrete Aktionen geben, um auf mögliche Gefahren des überhöhten Konsums von „Light"-Getränken hinzuweisen?

2) Gehört die Prävention und Versorgung von Diabetes im nationalen Gesundheitssystem weiterhin zu den Prioritäten des Ministers?

3) Wie steht es mit der konkreten Umsetzung von innovativen Pilotprojekten, einem nationalen Projekt einer einheitlichen Diabetes-Versorgung begründet auf einer nationalen Leitlinie, nachdem ja bekanntlich eine spezifische EHCI-Studie im Jahr 2008 im Bereich Diabetes sehr enttäuschende Werte für Luxemburg aufwies?

4) Wie weit sind die Umsetzungsarbeiten für ein Diabetes-Register gediehen?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Bei der vom Abgeordneten erwähnten Studie handelt es sich um die von Dr. Fagherazzi und Dr. Clavel-Chapelon, INSERM, im American Journal of Clinical Nutrition (Am J Clin Nutr - Januar 2013) publizierte Studie: Consumption of artificially and sugar-sweetened beverages and incident type 2 diabetes in the „Étude épidémiologique auprès des femmes de la Mutuelle Générale de l'Éducation nationale"- European Prospective Investigation in Cancer and Nutrition cohort E3N.

Diese Studie stellt ohne Zweifel einen wichtigen Ansporn dar, weitere Untersuchungen in diesem Bereich durchzuführen, um aussagekräftige Schlussfolgerungen zu ermöglichen.

In dieser Studie wurde der Zusammenhang zwischen dem Konsum von zuckerhaltigen Getränken beziehungsweise „Light"-Getränken (d. h. mit Süßstoff versehenen, zuckerfreien Getränken) und dem Risiko, an einem Diabetes Typ 2 zu erkranken, untersucht. Die Studie wurde bei 66.118 Frauen der Kohorte E3N durchgeführt, die zwischen 1925 und 1950 geboren sind und seit 14 Jahren erfasst werden.

Die Studie zeigt folgende Resultate:

- „Light" trinkende Konsumentinnen tranken im Durchschnitt wesentlich größere Mengen als die Frauen, die zuckerhaltige Getränke tranken (vermutlich in der Annahme, diese seien nicht schädlich für die Gesundheit).

- Bei gleicher Menge konnte ein erhöhtes Risiko für die Entwicklung eines Typ-2-Diabetes bei den Frauen festgestellt werden, die „Light"-Getränke konsumierten, gegenüber denjenigen, die zuckerhaltige Getränke getrunken hatten.

- Es bestand kein erhöhtes Risiko bei den Frauen, die naturbelassene Obstsäfte konsumierten.

Beim derzeitigen Wissensstand erlaubt diese Studie jedoch keinen kausalen Zusammenhang zwischen dem Konsum von „Light"-Getränken und der Entstehung von Diabetes, besonders auch deshalb nicht, weil andere Studien zur gleichen Fragestellung entgegengesetzte Resultate zeigten. (Am J Clin Nutr 2011;93:1321–7).

Die Entstehung von Diabetes ist multikausal und hängt von vielen verschiedenen, sich gegenseitig beeinflussenden Faktoren ab. So gehen die Wissenschaftler davon aus, dass das Zusammenspiel der allgemeinen Lebensweisen, wobei Ernährung und Bewegung insgesamt eine große Rolle spielen, maßgebend für die Entstehung von Diabetes ist.

Sowohl die Prävention als auch die Versorgung gehören nach wie vor zu den Prioritäten des nationalen Gesundheitssystems.

Seit 2008 wurden verschiedene Studien im Bereich Diabetes vom CRP-Santé in Zusammenarbeit mit ärztlichen Fachkräften sowie dem Gesundheitsministerium durchgeführt, die eine detaillierte Bestandsaufnahme der Problematik aufzeigten. Aufgrund dieser Erkenntnisse ist es möglich, gezielte Verbesserungsdomänen zu erkennen, wie beispielsweise die Verbesserung der Früherkennung von Diabetes, die Qualität der Überwachung von Diabetes-Patienten, die therapeutische Erziehung von diabetischen Patienten.

Unter der Koordination des CRP-Santé hat vor wenigen Wochen ein Seminar stattgefunden zur gemeinsamen Beurteilung der Erkenntnisse und zur Erarbeitung von gemeinsam getragenen Verbesserungsvorschlägen. Die Auswertung dieses Treffens soll ein Beitrag zur Erarbeitung einer nationalen Diabetes-Strategie sein.

Als besonders wichtige Elemente wurden u. a. zurückbehalten:

- die regelmäßige Überwachung der diabetischen Patienten entsprechend international anerkannten Kriterien,

- die verbesserte Erfassung von Diabetes-Patienten, ihrer Therapie und der Evolution ihrer Krankheit,

- die Harmonisierung von Diabetes-Fortbildungen für Pflegepersonal.

Die Erstellung eines Diabetes-Registers wird derzeit nicht erwogen.

Question 2566 (18.2.2013) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **réduction du taux de la bonification d'intérêt:**

En date du 18 janvier 2013, le Conseil de Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal ayant notamment comme but la réduction du taux de la bonification d'intérêt de 0,75% à 0,50% par enfant à charge et l'introduction d'un tableau d'amortissement.

Dans le résumé des travaux de ce Conseil de Gouvernement du 18 janvier 2013, publié sur le site Internet du Gouvernement, il est précisé que le taux de la bonification d'intérêt sera réduit «principalement pour tenir compte de l'évolution à la baisse des taux d'intérêt sur le marché en 2012». Si mes informations sont correctes, le règlement grand-ducal est censé entrer en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2013. En outre, il me revient dans ce contexte que le paiement de la bonification d'intérêt aurait pris du retard.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le payement de la bonification d'intérêt est effectivement en retard? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'entrée en vigueur rétroactive du règlement grand-ducal précité au 1er janvier 2013? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette façon de procéder respecte pleinement les règles de notre État de droit et que le règlement ne risque pas d'être contesté auprès des juridictions administratives? Pourquoi a-t-on eu recours à l'option de la rétroactivité au lieu de continuer à appliquer l'ancien règlement grand-ducal en la matière jusqu'au moment de l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement?

- Il a été précisé que la réduction des moyens financiers accordés dans le cadre de la bonification d'intérêt compense le coût de la subvention de loyer dont l'introduction fait l'objet d'un projet de loi déposé le 12 février 2013 à la Chambre des Députés. Dès lors, je voudrais savoir pourquoi la réduction de la bonification d'intérêt est maintenant liée «principalement» à la baisse des taux d'intérêt sur le marché en 2012. Cela signifie-t-il que Monsieur le Ministre est disposé à raugmenter le taux de la bonification d'intérêt si les taux d'intérêt vont augmenter à l'avenir?

Réponse (19.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le retard de paiement de la bonification d'intérêt est dû au seul fait qu'un dépassement de crédit a été demandé pour le mois de décembre 2012. À noter que non seulement les bonifications d'intérêt étaient impactées, mais également les subventions d'intérêt.

En effet, le règlement grand-ducal du 18 février 2013 prévoyant notamment la réduction de la bonification d'intérêt stipule que le nouveau taux de la bonification d'intérêt de 0,5% s'applique avec effet au 1er janvier 2013. Cette réduction était annoncée depuis longtemps déjà, étant donné que les taux hypothécaires sur les marchés se trouvent depuis un laps de temps sur un niveau historiquement bas.

Cette façon de procéder est légitime et respecte pleinement les règles de notre État de droit. En effet, le Conseil de Gouvernement a autorisé le recours à la procédure d'urgence dans sa séance du 18 janvier 2013.

L'avant-projet de règlement grand-ducal en question avait déjà été transmis au Conseil de

Gouvernement le 4 juin 2012, mais avait été mis en suspens par la suite, étant donné que le Conseil de Gouvernement estimait que ce projet devait être présenté en même temps que le projet sur l'introduction de la subvention de loyer, en raison du fait que cette nouvelle aide est partiellement financée par la réduction de la bonification d'intérêt. Le projet sur l'introduction de la nouvelle bonification de loyer a pu être finalisé en décembre 2012, et a ainsi pu être présenté au Conseil de Gouvernement ensemble avec le projet réduisant le taux de la bonification d'intérêt.

Il convient de souligner qu'en 2010, il a été même déjà question de supprimer totalement la bonification d'intérêt (projet de loi n°6187 visant à abroger la bonification d'intérêt).

En fin de compte, les bénéficiaires de l'aide au logement ont donc pu profiter plus longtemps que prévu de l'ancien taux de 0,75% de la bonification d'intérêt.

La modification du taux de la bonification d'intérêt ne dépend pas seulement de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché, mais également d'autres facteurs, à savoir contraintes budgétaires, priorités politiques, redistribution des aides au logement.

Question 2567 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **dispositions du Code du Travail concernant le sexe sous-représenté:**

L'article L.242-1 du Code du Travail qualifie de sexe sous-représenté dans une profession ou un métier déterminé le sexe dont la représentation est égale ou inférieure à 40% de l'ensemble des salariés exerçant cette profession ou ce métier sur le territoire national.

Le Code du Travail prévoit également que l'employeur qui désire engager une personne du sexe sous-représenté peut obtenir le remboursement d'une quote-part à charge du Fonds pour l'Emploi.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Combien de demandes de remboursement sont adressées par année au Fonds pour l'Emploi?

- À quel montant s'élèvent ces demandes?

- Quels sont les secteurs concernés par de telles demandes?

- Sous quel poste des dépenses du bilan du Fonds pour l'Emploi figurent les contributions du fonds à l'engagement des personnes du sexe sous-représenté?

Réponse (18.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'Agence pour le développement de l'emploi a reçu en 2012 deux demandes basées sur l'article L.543-21 qu'elle a continuées pour compétence au MTE et qui, apparemment, n'ont pas donné lieu au remboursement demandé, alors que les conditions d'un remboursement n'étaient pas données.

Question 2568 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **congé parental:**

Le nombre des demandes donnant droit à l'indemnité du congé parental ne cesse de croître depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998 introduisant le congé parental en droit luxembourgeois. Le congé parental est également pris de plus en plus par les hommes reflétant une certaine évolution de mentalités chez les pères qui souhaitent s'investir davantage dans l'éducation de leurs enfants. Le congé parental témoigne aussi de manière générale des attentes nouvelles des parents.

Force est cependant de constater que de plus en plus souvent le congé parental est présenté, notamment à l'étranger, comme une arme anticrise. Il est vrai qu'au départ, le congé parental avait également chez nous un double objectif: concilier vie familiale et professionnelle et réduire de manière significative le chômage. Or, il s'est avéré très tôt, dès 2002, que le deuxième objectif n'était pas atteint. L'introduction du congé parental n'a pas produit les effets escomptés au niveau du marché de l'emploi.

À noter encore que chez nos voisins, notamment belges, l'augmentation du montant des indemnisations du congé parental semble aller de pair avec une diminution du taux de chômage temporaire ce qui laisse penser qu'en Belgique le congé parental a effectivement un effet positif sur le chômage du moins temporaire.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de l'Emploi et du Travail:

- Est-ce que les conclusions de 2002 relatives au congé parental, à savoir que cette mesure n'a pas eu d'effets positifs significatifs sur le marché du travail, sont toujours d'actualité ou bien le congé parental est-il devenu à sa manière une mesure anticrise?

- Dans cette dernière hypothèse, combien d'emplois tant temporaires que définitifs et pouvant être imputés à la prise d'un congé parental ont été créés ces dernières années? Dans quels secteurs, branches ou domaines ces emplois ont-ils été créés?

- Est-ce qu'il n'y a pas de risque de voir le congé parental devenir une mesure anticrise mais sans effets bénéfiques sur le marché du travail, en d'autres termes, n'y a-t-il pas de risque que cette mesure finisse par devenir en temps de crise un moyen pour les employeurs de faire des économies sans création d'emplois corrélative?

- Quelle est l'attitude des employeurs face à cette mesure sachant qu'au départ ils étaient plutôt réservés quant à l'introduction du congé parental? Y a-t-il eu une évolution dans leur approche?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'éventuelles pressions exercées par certains employeurs sur leurs salariés notamment masculins à prendre un congé parental dès lors que l'entreprise connaît des périodes difficiles?

- Dans l'affirmative, existe-t-il des moyens de contrôle et que compte faire le Gouvernement pour prévenir de telles situations?

Réponse (11.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Rien ne permet à l'heure actuelle de remettre en cause les conclusions datant de 2002 et soulevées par l'honorable Députée, qui avaient retenu que le congé parental n'a pas eu d'effets positifs significatifs sur le marché de l'emploi.

Néanmoins, il est évident que dans certaines entreprises le congé parental a été plus souvent utilisé pendant les années 2009 et 2010, alors qu'il a servi à surmonter des mois difficiles sans devoir procéder à des licenciements pendant cette période.

Dans ce contexte, il est à relever que la mesure a eu un effet positif indirect sur le marché de l'emploi alors qu'elle a permis d'éviter des licenciements.

Par contre, le Gouvernement ne dispose pas d'éléments indiquant que certains employeurs exerceraient des pressions sur leurs salariés à prendre un congé parental.

Question 2569 (18.2.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**accès à la conduite aux motos 125 cm³:**

Depuis le 19 janvier 2013, les détenteurs d'un permis de conduire de la catégorie B peuvent, sous certaines conditions, conduire une moto de 125 cm³. Le règlement grand-ducal du 8 décembre 2011 transpose la directive européenne 2006/126/CE et ouvre l'accès à la conduite aux motos 125 cm³ dans les conditions suivantes:

- avoir le permis de catégorie B depuis deux ans au moins;

- suivre un cours de formation théorique et pratique de sept heures dans une moto-école;

- le permis est limité au territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- le permis ne donne pas un accès progressif à la catégorie A2 (motos de plus de 125 cm³).

Selon mes informations, les demandes pour les sept heures de formation théorique et pratique, et, plus particulièrement, pour le carnet d'apprentissage, nécessaire à cette fin, ne seraient toujours pas délivrées par le ministère en raison d'une absence de positionnement au niveau du système informatique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Étant donné que le règlement grand-ducal précité a été publié il y a plus d'un an maintenant, Monsieur le Ministre peut-il me dire si et, le cas échéant, pourquoi l'administration rencontre toujours des problèmes de nature informatique qui empêchent la mise en œuvre pratique de cette nouvelle réglementation?

Réponse (22.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la mise en œuvre pratique de la nouvelle réglementation applicable à partir du 19 janvier 2013 en matière de permis de conduire.

Tout d'abord, il convient de relever que cette réglementation apporte d'importants changements en matière de permis de conduire, dont notamment l'introduction du nouveau permis de conduire sous forme de «carte de crédit», qui remplacera progressivement le «papier rose».

La mise en œuvre pratique des nouvelles dispositions a requis notamment la mise en place d'une nouvelle infrastructure technique de l'environnement de production des permis de conduire. En parallèle, l'ancienne application informatique gérant le permis de conduire a été remplacée par une nouvelle application dont les fonctionnalités sont basées sur la nouvelle réglementation. La reprise des données et la mutation vers le nouveau système informatique ont dû être minutieusement planifiées et ont été suivies d'une phase test avant la mise en production.

Néanmoins, au vu de l'ampleur et de la complexité des travaux de mise en place du nouvel environnement de production et de gestion informatique des permis de conduire, certaines incongruités se sont glissées dans le système et sont résolues dans les meilleurs délais, par ordre de priorité.

Dans cet ordre d'idées, les adaptations nécessaires pour la délivrance du certificat d'apprentissage requis en vue de l'obtention de l'extension du permis B à la conduite de motocycles à 125 cm³ dont fait état la question de l'honorable Députée, ont été finalisées et sont actuellement opérationnelles.

Question 2571 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **actions positives prévues par le Code du Travail:**

Conformément à l'article L.243-1 du Code du Travail «(O)n entend par actions positives, des mesures concrètes prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle»[1].

Les projets d'actions positives doivent recevoir l'aval du Ministre compétent avant de pouvoir être mis en œuvre et avant de pouvoir profiter d'une subvention de l'État. Pour l'année 2013, le budget du Ministère de l'Égalité des chances réserve un montant de 90.000 euros aux mesures positives.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Combien de demandes en obtention d'une subvention pour mesures positives sont adressées par année au Ministère de l'Égalité des chances?

- Dans quels secteurs d'activités les mesures positives sont-elles prises?

Réponse (15.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives aux actions positives telles qu'elles figurent à l'article L. 243-1 du Code du Travail.

Les actions positives se présentent sous forme d'un programme que le Ministère de l'Égalité des chances présente chaque année aux entreprises qui y sont intéressées. La participation des entreprises au programme des actions positives se fait sur base volontaire, et dépend dans une large mesure de la publicité qui est faite du programme auprès du public cible.

Ainsi le programme des actions positives vise les trois thèmes prioritaires suivants:

- l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans la vie professionnelle avec égalité de salaire pour un travail égal ou de valeur égale, égalité au niveau recrutement et engagement, égalité au niveau formation et qualification professionnelles, égalité en matière de culture d'entreprise,

- l'égalité des femmes et des hommes dans la prise de décision avec égalité dans la formation et la promotion professionnelles et accès égal des femmes et des hommes aux postes à responsabilité,

- l'égalité des femmes et des hommes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

Au cas où l'entreprise intéressée par le programme souhaite y participer, elle sera appelée à suivre une démarche précise qui se subdivise en plusieurs phases, à savoir:

Phase préparatoire

L'entreprise qui veut s'investir dans une démarche d'actions positives soumet une lettre de motivation au Ministère de l'Égalité des chances avec un aperçu de la situation actuelle concernant l'égalité hommes/femmes dans l'entreprise, une fiche portrait de l'entreprise ainsi que des certificats de conformité aux obligations vis-à-vis des organismes de la sécurité sociale, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, de l'Administration des Contributions directes.

Le dossier de l'entreprise est soumis pour avis au comité des actions positives qui se compose de représentants de différents ministères et administrations et de représentants des chambres professionnelles.

En cas d'avis favorable, une convention, définissant les conditions de collaboration dans le cadre de l'élaboration d'un projet d'actions positives, est conclue entre le Ministère de l'Égalité des chances et l'entreprise.

1) Phase d'analyse

Des experts conseils sont chargés de faire, aux frais du Ministère de l'Égalité des chances, une analyse scientifique des données de l'entreprise ainsi qu'une enquête auprès du personnel.

2) Phase d'élaboration d'un projet d'actions positives

Un groupe de projet est créé, qui se compose, d'une part, pour l'entreprise, de membres de la direction, du responsable des ressources humaines, de la délégation du personnel, le cas échéant du comité mixte de l'entreprise ainsi que du délégué à l'égalité et, d'autre part, de fonctionnaires de l'État et d'experts conseils associés. Le groupe de projet est chargé de sensibiliser et d'informer le personnel de l'entreprise concernant le projet d'actions positives, de l'encourager à participer à l'enquête. Les résultats de l'enquête et de l'analyse sont communiqués à la direction de l'entreprise, au groupe de projet et au personnel. Le groupe de projet élabore, en fonction des résultats de l'enquête et de l'analyse, un projet d'actions positives comprenant des mesures en faveur de l'égalité.

3) Phase de réalisation du projet d'actions positives

L'entreprise fait une demande d'obtention d'agrément ministériel et de subvention pour le projet d'actions positives finalisé qui est présenté pour avis au comité des actions positives.

En cas d'approbation, l'entreprise obtient l'agrément ministériel et une subvention pour les actions mises en place.

4) Phase d'évaluation

Toutes les mesures réalisées sont documentées et évaluées afin de pouvoir être transférées à d'autres entreprises.

L'agrément ministériel est valable pour une durée de deux ans et peut être renouvelé après une réévaluation du projet d'actions positives par le Ministère de l'Égalité des chances.

Une liste des entreprises ayant participé au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances est jointe en annexe.

Cette liste peut en outre être consultée sur le site du Ministère sous le lien suivant http://www.mega.public.lu/actions_projets/network/network3_AP/index.html

Pour en revenir aux questions formulées par l'honorable Députée, je peux fournir les réponses suivantes:

- Étant donné que l'obtention d'une subvention par l'entreprise est rattachée à sa participation au programme des actions positives, il va de soi que le nombre de demandes de subvention par année dépend du nombre de demandes de participation au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances pour l'année en question.

Ainsi le Ministère s'est fixé comme but de convaincre chaque année au moins dix entreprises de participer au programme des actions positives.

[1] Ces mesures sont: la mise en œuvre d'une nouvelle organisation du travail; les mesures concrètes en matière de recrutement se situant avant ou/et après l'embauche; les actions de formation spéciales; les mesures relatives à des changements de métier; les actions de promotion; les actions favorisant l'accès du sexe sous représenté aux postes de responsabilité et de décision; les mesures tendant à une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle.

Dès lors si nous partons du principe que ce nombre est maintenu, l'on peut dire qu'au moins dix demandes de subvention sont soumises au ministère chaque année.

- Le programme des actions positives vise en principe tous les secteurs d'activités, même si jusqu'à présent les entreprises participantes sont principalement issues du secteur des services et de l'industrie.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2573 (19.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **émissions sonores des pompes à chaleur:**

Le besoin croissant d'énergie et la hausse afférente des prix des matières premières, notamment celui du pétrole, ont favorisé l'essor de nouvelles technologies en matière d'approvisionnement en énergie. Les pompes à chaleur constituent une de ces nouvelles technologies de plus en plus utilisées.

Il s'avère toutefois que l'installation de telles pompes pose certains problèmes, notamment en ce qui concerne le bruit et les émissions sonores. En effet, les pompes à chaleur émettent des sons à basse fréquence qui ne sont guère atténués par des moyens d'isolation acoustique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les dispositions légales concernant la réglementation des émissions sonores des pompes à chaleur?

- En cas de défaut de telles dispositions, Monsieur le Ministre est-il disposé à élaborer un règlement grand-ducal en la matière? Dans quels délais pourra-t-on, le cas échéant, s'attendre à la publication de ce règlement?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En effet, les pompes à chaleur connaissent récemment un certain essor, vu qu'elles s'apprêtent à être intégrées dans un concept énergétique de bâtiment plus élaboré et que les pompes à chaleur sont subventionnées par l'État dans le cadre des aides étatiques en matière d'économies d'énergie.

En ce qui concerne l'acoustique du bâtiment et l'ambiance sonore dans les alentours de celui-ci, les pompes à chaleur sont à considérer comme des équipements techniques, c'est-à-dire des sources de bruit fixes. Ces équipements génèrent en effet un certain niveau acoustique qui peut être gênant selon les circonstances aussi bien à l'intérieur du bâtiment que dans son voisinage immédiat.

S'il est vrai qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de réglementation nationale spécifique aux pompes à chaleur, certains textes réglementaires existent qui peuvent fournir une base pour une gestion du bruit de ces pompes.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement, les valeurs limites prévues par le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers sont d'application, même si ces valeurs limites ne sont pas spécifiques aux installations fixes. À cela s'ajoute que les autorisations concernant les établissements classés établies dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés peuvent prévoir des valeurs limites spécifiques pour les sources fixes.

Dans le cas de figure d'un bâtiment d'habitation, les contraintes à respecter découlent généralement de la réglementation nationale en matière d'aménagement communal et des règlements communaux, notamment du règlement des bâtisses et des autorisations de bâtir. Ainsi, la législation[1] en matière d'aménagement communal dispose que «en ce qui concerne les constructions, bâtiments et installations, il (le règlement sur les bâtisses) contient au moins des prescriptions relatives au dimensionnement, à l'affectation et à l'aménagement des locaux et ouvrages, à l'éclairage naturel et aux vues directes, à la ventilation et à l'aération, au chauffage, aux installations sanitaires et électriques, à la protection contre l'incendie et le bruit, à l'efficience énergétique, à la résistance des matériaux et la stabilité des structures, aux matériaux de construction et à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite».

À noter encore que le nouveau régime d'aides financières pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement («prime House») met l'accent avant tout sur la promotion des pompes à chaleur géothermiques, ceci moyennant une augmentation des aides de 40% à 50% des coûts effectifs. Par contre, en raison entre autres du fait que la réduction de la consommation en énergie primaire d'une pompe à chaleur air/eau par rapport à une chaudière à condensation au gaz est limitée à environ 10% dans une maison existante, le nouveau régime d'aides restreint l'éligibilité de ces pompes à chaleur aux seules maisons individuelles passives, et diminue l'aide y relative à 25% des coûts effectifs (avec un maximum de 2.500 €), contre 40% respectivement un plafond de 3.000 € sous l'ancien régime d'aides financières. Il faudra dès lors s'attendre à ce que le nombre de nouvelles pompes à chaleur air/eau, à l'origine des nuisances sonores précitées, diminue sensiblement au profit des pompes à chaleur géothermiques.

Enfin, citons en tant qu'exemple la «Sechste Allgemeine Verwaltungsvorschrift zum Bundes-Immissionsschutzgesetz» Technische Anleitung zum Schutz gegen Lärm (TA Lärm), texte réglementaire allemand qui traite certaines questions générales de bruit et qui est aussi d'application pour les pompes à chaleur. En Suisse, le texte réglementaire applicable est la «Lärmschutz-Verordnung» et en France, le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique est d'application, documents eux aussi non spécifiques aux pompes à chaleur.

Question 2574 (19.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **recrutement dans la fonction publique:**

Le dernier rapport d'activité du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative pour l'exercice 2011 en ligne relate sous son Titre I (La Fonction publique) à l'endroit du Chapitre A (Personnel en activité) au point 3 (Recrutement) qu'un nombre total de 251 fonctionnaires-stagiaires a été admis au stage. La répartition par candidats féminins et masculins ainsi que celle concernant les carrières y est également indiquée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Quel est le nombre de fonctionnaires et d'employés de l'État féminins et masculins par carrière, par ministère et administration de l'État travaillant au sein de notre fonction publique?

- Quelle est la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées?

Réponse (9.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2574 du 19 février 2013, Monsieur le Député Fernand Etgen désire savoir quel est le nombre de fonctionnaires et employés de l'État féminins et masculins par carrière travaillant au sein de la fonction publique luxembourgeoise ainsi que la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées.

En réponse à sa première question, je voudrais fournir à l'honorable Député les chiffres actuels concernant les grandes carrières représentatives des fonctionnaires et des employés de l'État:

Fonctionnaires:

Carrières supérieures

	Femmes	Hommes	Total
Attaché de Gouvernement	140	208	348
Ingénieur:	26	111	137
Professeur:	1.100	1.082	2.182
Instituteur:	3.276	1.010	4.286

Carrières moyennes

	Femmes	Hommes	Total
Assistant social:	63	14	77
Rédacteur:	431	528	959
Ingénieur technicien:	12	230	242
Éducateur gradué:	322	88	410

Carrières inférieures

	Femmes	Hommes	Total
Expéditionnaire administratif:	188	229	417
Expéditionnaire technique:	58	200	258
Éducateur diplômé:	349	42	391
Inspecteur de police:	162	1.269	1.431

Employés:

	Femmes	Hommes	Total
Carrière S (supérieure):	280	225	505
Carrière D (moyenne):	418	233	651
Carrière C (inférieure):	415	207	622

La deuxième question de l'honorable Député se rapporte à la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées. Une réponse précise est plus difficile dans ce contexte faute de chiffres complets et actualisés.

Je voudrais cependant renvoyer, en ce qui concerne les établissements publics, à la dernière analyse effectuée par le Gouvernement (voir à ce sujet la réponse de Mme la Ministre Françoise Hetto à la question parlementaire n°1231 de l'honorable Députée Viviane Loschetter) *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)* qui remonte au mois de mars 2011. À cette date, et dans 14 des 53 établissements publics analysés, aucune femme (haut fonctionnaire ou membre d'une société privée) ne faisait partie ni d'un conseil d'administration ni d'un comité directeur tandis que dans les autres 39 au moins une femme faisait partie de l'organe de gestion. Ceci correspondait pour cette même époque à un pourcentage de 15,63%, pourcentage qui a très probablement augmenté au cours des deux dernières années.

En ce qui concerne la situation dans les sociétés privées, une étude du CEPS avait encore au mois de mars 2011 conclu à un pourcentage de 10% de femmes dans les organes de gestion respectifs, encore une fois hauts fonctionnaires de l'État ou autres.

Question 2575 (20.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **scandale de la viande de cheval:**

Le scandale relatif à la viande de cheval retrouvée dans des produits estampillés «pur bœuf» concernant 15 pays européens soulève un certain nombre de questions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner dans quelle mesure le Luxembourg est touché par ce scandale?

- Est-ce que les services de la sécurité alimentaire et de la division de l'Inspection vétérinaire ou l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire procèdent à des contrôles auprès d'entreprises de transformation alimentaire ou de sociétés utilisant des produits de l'industrie de la transformation alimentaire installées au Luxembourg? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur le nombre de contrôles effectués par an? Quels types d'entreprises ont fait l'objet de contrôles ces dernières années et quels ont été les résultats?

- Dans la négative, pour quelles raisons il a été omis d'effectuer des contrôles?

- D'une manière générale l'on note que la traçabilité notamment des bovins est garantie depuis le producteur jusqu'à l'abattoir mais que le système de traçage n'est plus assuré par la suite ou démontre des failles manifestes. Quelles suites Messieurs les Ministres entendent-ils donner aux questions soulevées par ce scandale afin de parer aux failles détectées dans le système de traçage et comment la sécurité alimentaire et la véridicité du traçage pourront être assurées à l'avenir?

Réponse commune (14.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg est touché par le scandale en tant que fournisseur par l'intermédiaire de la société «Tavola» qui fait partie du groupe «Comigel» ayant son siège à Metz en France et qui produit des plats cuisinés sur son site de production situé à Capellen. Ces plats cuisinés, produits pour le compte de marques distributeurs, sont commercialisés par le groupe «Comigel» aux différentes enseignes dans plusieurs États membres de l'U.E. ainsi que dans certains pays en dehors de l'U.E. (p. ex. Norvège, Suisse, etc.). La société «Tavola» a été livrée en viande étiquetée «bœuf» par la société «Spanghero» située en France.

D'un autre côté le Luxembourg est touché en tant que consommateur de plats cuisinés, produits par la société «Tavola» et vendus dans certaines enseignes établies au Luxembourg, ainsi que de plats cuisinés et de produits à base de viande provenant de filières autres que celle de «Tavola» et dans lesquels de la viande de cheval non mentionnée sur l'étiquette a été détectée.

L'Administration des Services vétérinaires, qui comprend le Service d'Inspection et le Laboratoire de médecine vétérinaire, effectue les contrôles pour le secteur des denrées alimentaires d'origine animale au niveau des différents stades (production, transformation, stockage, mise sur le marché). Au niveau des contrôles, on différencie deux types d'établissements:

- les établissements agréés: abattoirs, ateliers de traitement du gibier, ateliers de découpe, ateliers de fabrication, entrepôts frigorifiques, laiteries. Ces établissements vendent leurs denrées alimentaires à des revendeurs au niveau national voire international;

- les établissements enregistrés: boucheries, poissonneries. Ces établissements vendent leurs denrées alimentaires directement au consommateur final.

Les contrôles des établissements sont réalisés par le biais d'une inspection qui prend en compte différents points (hygiène des infrastructures et des équipements, hygiène du personnel, hygiène de la production) et d'un audit des autocontrôles effectués par la société et qui se basent sur les principes de l'H.A.C.C.P. À côté des inspections, des échantillons sont prélevés par les vétérinaires-inspecteurs en vue de leur analyse au Laboratoire de médecine vétérinaire. Certaines analyses sont effectuées en sous-traitance dans d'autres laboratoires nationaux voire des laboratoires situés dans d'autres pays.

En outre il faut signaler que les activités de l'Administration des Services vétérinaires sont accréditées suivant la norme ISO 17020 pour la division «Inspection» et suivant la norme ISO 17025 pour la division «Laboratoire».

La fréquence de contrôle varie suivant la taille et le type de l'activité de l'établissement entre une et quatre visites par an, ce qui correspond à 259 visites pour 2011 et 237 visites pour 2012. Pour les abattoirs et les ateliers de traitement de gibier, il faut signaler que les inspections se font en continu puisqu'au niveau des premiers des vétérinaires sont sur place durant toutes les activités d'abattage et pour les derniers chaque carcasse de gibier rentrant dans l'établissement est inspectée par un vétérinaire officiel.

Il a été constaté que le pourcentage des non-conformités au niveau des infrastructures et des équipements est en diminution. Au niveau d'un certain nombre d'établissements, des efforts sont à consentir au niveau de l'hygiène de la production. Le plus gros effort à effectuer par les entreprises est celui concernant leur autocontrôle et la mise en place de la documentation y afférente. Cette tâche est surtout un défi, pourtant essentiel, pour les établissements qui possèdent des ressources faibles en personnel.

La traçabilité à mettre en place par les sociétés est un moyen fiable de localiser l'origine d'un

[1] Loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

problème sanitaire ou autre dans le secteur alimentaire et de restreindre le retrait du marché. Cette dernière a fonctionné dans le cas qui nous préoccupe actuellement puisqu'elle a permis à partir d'un résultat d'analyse dans un plat préparé de retracer l'origine de la viande qui a été incorporée dans ce dernier.

À l'heure actuelle, la traçabilité la plus efficace est celle de la viande bovine puisque les mentions obligatoires sur son étiquetage permettent le retraçage vers un animal ou un groupe d'animaux dont l'origine est connue jusqu'au lieu de naissance. La nouvelle réglementation communautaire, qui entrera en vigueur fin 2014, appliquera cette dénomination d'origine à d'autres viandes. Quant à l'obligation d'indiquer l'origine des viandes incorporées dans les produits, la Commission européenne présentera un rapport en décembre 2013 auquel pourraient succéder de nouvelles initiatives législatives dans le domaine.

Néanmoins si au niveau de la législation on s'accorde à introduire une obligation de la mention de l'origine de la viande au niveau des produits, il faudra définir de façon précise ce qu'on entend par origine (lieu de production de la viande, lieu d'élevage de l'animal, lieu de naissance de l'animal).

Toutefois, il faut signaler qu'aucun système de traçabilité, aussi précis qu'il soit, ne pourra donner une garantie de 100% pour pouvoir éviter des pratiques frauduleuses par lesquelles des personnes malveillantes, en modifiant une étiquette ou en introduisant une substance indésirable voire dangereuse, puissent tromper le consommateur.

Question 2576 (20.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ingestion de médicaments prescrits dans les maisons relais et les écoles:**

Zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer méi e groussen Deel vun de Kanner a Jugendlechen de ganzen Dag iwwer an der Zäit vu 7.00 Auer moies bis 7.00 Auer owes an de Grond- a Sekundarschoule respektiv an de Maisons relais betreit, soudatt d'Eltere sech drop verloosse mussen, datt hir Kanner an dëser Zäit, déi souwuel Schoulzäite wéi Iwwergangszäiten (moies virun der Schoul, Mëttespaus, nomëttes no der Schoul) ëmfaasst, gutt versuergt ginn.

Zu dësem vun der Regierung geschafene globale Betreiungskonzept gehéieren also net nëmmen den éducative Beräich, mä och d'Beräicher vum gesonden Iessen, vun der Sécherheet am Allgemengen a vun der Gesondheet am Speziellen.

Dee preventive Gesondheetsberäich betrëfft natierlech all Kanner, deen therapeutesche Gesondheetsberäich betrëfft nëmmen déi Kanner an eise Schoulen, déi un enger Krankheet leiden an déi dowéinst a regelméisseger medezinescher Betreiung stinn.

En Deel vun dëse Kanner ass drop ugewisen, an deenen Zäiten, wou entweder d'Schoul oder d'Gemeng an de Maisons relais fir si verantwortlech sinn, Medikamenter opgrond vun enger „ordonnance médicale" entweder regelméisseg no engem vum Dokter festgeluechtene Schema oder bei Bedarf no enger vum Dokter kloer schrëftlech definéierter Situatioun vun enger erwuessener Betreiungspersoun ausgedeelt ze kréien.

Vill Elteren hunn awer an der leschter Zäit uechter d'ganzt Land Problemer gemellt am Ëmgang vun de Schoul- oder Maisons-relais-Verantwortleche mat dëse spezielle Bedierfnisser vun de kranke Kanner, soudatt d'Léierpersonal oder d'Personal vun de Maisons relais sech trotz klorer „ordonnance médicale" vis-à-vis vun den Eltere geweigert huet, de betraffene Kanner zum Beispill an der Mëttesstonn hir Medikamenter ze ginn, wat e grousse gesondheetleche Risiko an eng net akzeptabel medezinesch Diskriminatioun vun dëse souwisou scho benodeelegte Kanner a Familljen duerstellt.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch an der Madame Familljeministesch dës Froe stellen:

1) Wéi ass hei de gesetzleche Kader fir dëse Problem definéiert? Wat fir eng Roll spillt hei d'Legislatioun zum „encadrement périscolaire"?

2) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir déi gesondheetlech Rechter vun de betraffene Kanner ze garantéieren?

3) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais fir dëse Problem ze sensibiliséieren, respektiv iwwert dëse Problem ze informéieren?

4) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais bei engem Problem an dësem Beräich rechtlech ofzesécheren?

5) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais bei engem Problem an dësem Beräich um Versécherungsplang ze schützen?

6) U wie kënnen d'Eltere sech bei Problemer wennen?

Réponse commune (22.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Zu der parlamentarescher Ufro N°2193 vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert d'Medikamenter an der Schoul fir krank Kanner gi mir no Ofsprooch mat der Divisioun vun der Schoulmedizin vum Santésministère déi heite Prezisiounen:

1) Am Fall wou e Kand wéinst enger chronescher oder akuter Krankheet an der Schoul e Medikament brauch, froen d'Elteren ëm Hëllef fir en elterlechen Akt, dee si dee Moment net selwer kënne leeschten. Et handelt sech ëm eng „Dérogation parentale". D'Membere vum Léier- oder Erzéiungspersonal sinn net forcéiert, déi Hëllef ze leeschten. Mä si kënne sech bereet dozou weisen, wann déi heite Konditiounen erfëllt sinn:

- D'Eltere riichten eng ënnerschriwen „Demande d'attribution de médicaments" un déi responsabel Léierpersoun, wou dorop steet:

- den Numm an de Gebuertsdatum vum Kand

- den Numm, d'Adress an d'Telefonsnummere vun den Elteren

- den Numm an d'Telefonsnummer vum zoustännegen Dokter;

- d'Elteren hunn déi Léierpersoun dofir mat hirer Ënnerschrëft autoriséiert;

- d'Schoul huet eng Telefonsnummer vun den Elteren, wou se permanent erreechbar sinn (Handy);

- eng Ordonnance vum Dokter muss virleien, wou den Numm, d'Posologie an d'Manéier vun der Attributioun vum Medikament däitlich benannt sinn.

D'Medikament muss an der Schoul eng Etikett mam Numm vum Kand kréien an an e Schaf agespaart ginn.

2) Déi gesondheetlech Rechter vun de Kanner, souwéi vun den Erwuessenen, sinn ofgeséchert iwwert déi normal Prise en charge vun de Krankekeesen. Esou gesäit den „Code du Travail" och nach den „Congé pour raisons familiales" vir. Dëse Congé erlaabt et dem Salarié bei Krankheet vum Kand doheem ze bleiwen, wann d'Kand manner wéi 15 Joer al ass an eng schwéier Krankheet oder en Accident hat. De Service „Krank Kanner doheem" bitt och ee Service un, fir op krank Kanner doheem opzepassen, wann dëst den Elteren oder dem Entourage vun der Familljen net méiglech ass.

3) D'Informatioun an de Schoule geschitt eweí gewinnt iwwert d'Inspekteren, a spezifesche Fäll och iwwert de Service vun der Schoulmedizin, iwwer geziilten Informatiounen um lokale Plang, awer och national z. B. mat Brochuren, eweí rezent zum Thema vun de Lais.

4) D'Personal vun der Schoul ass an deem heite Beräich eweí och soss ofgeséchert, als Fonctionnaire oder Employé, soulaang et sech un d'Regelen an d'Instruktiounen hält.

5) Et ass déi normal Assurance vum Stat, déi opkënnt fir d'Personal vun der Schoul.

6) Fir d'Schoul adresséieren d'Eltere sech un den Enseignant, den Inspekter, de Schouldokter.

Question 2578 (21.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Logib-Lux:**

L'outil Logib-Lux, qui est un logiciel Excel permettant d'évaluer l'égalité salariale entre femmes et hommes dans les entreprises comptant plus de 50 employés, a été présenté en 2009 par le Ministère de l'Égalité des chances. Cet instrument, élaboré initialement par le Bureau fédéral suisse de l'égalité entre femmes et hommes a été ensuite optimisé par la société allemande PersonalMarkt. Le logiciel a comme objectif d'identifier et de combattre les cas de discrimination de genre en matière de rémunération.

Même si l'écart salarial entre les sexes a pu être réduit, cette inégalité demeure une actualité. Au Luxembourg cet écart se situe actuellement en moyenne entre 10% et 12%.

Le logiciel Logib-Lux a été mis en place pour la première fois en 2009. Il y a en effet lieu, quatre ans après, de faire un premier bilan sur les résultats de ce logiciel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre d'entreprises ayant recouru à cet instrument?

- Madame la Ministre peut-elle me communiquer les conclusions des entreprises ayant utilisé cet outil, ainsi que sur les décisions prises par après?

- Madame la Ministre peut-elle m'affirmer que l'instrument en question a permis une réduction de l'écart salarial entre femmes et hommes?

- Madame la Ministre reste-t-elle convaincue de l'efficacité de cet outil informatique?

Réponse (25.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au logiciel Logib-Lux.

Tout d'abord j'aimerais renvoyer aux réponses fournies à la question parlementaire de Madame la Députée Viviane Loschetter du 25 septembre 2012 sur le même sujet *(cf. compte rendu n°2/2012-2013 - question parlementaire n°2319)*.

- Étant donné que le Ministère de l'Égalité des chances a décidé en 2009, date de la mise en place du logiciel Logib (nom donné à l'époque au logiciel), d'intégrer le prédit outil dans son programme des actions positives, le consultant externe qui mène l'enquête au sein des entreprises participantes est obligé d'utiliser entre autres ce logiciel pour mesurer une éventuelle différence de salaire entre les salariés masculins et féminins.

Il s'ensuit que depuis 2009, 17 entreprises ont utilisé l'outil dans le cadre du programme des actions positives. Ces entreprises, comme toute autre entreprise d'ailleurs qui n'a pas spécialement participé au prédit programme, ont évidemment le libre choix de réutiliser l'outil à leur guise en le téléchargeant depuis le site internet du Ministère.

Le Ministère ne peut malheureusement pas retracer le nombre d'entreprises qui ont téléchargé le logiciel, à part celles bien sûr qui ont utilisé l'outil à travers le programme des actions positives.

C'est la raison pour laquelle je ne peux renseigner sur le nombre exact d'entreprises ayant recouru à cet instrument.

- Les entreprises sont obligées de prendre des mesures adéquates afin de remédier à l'écart de salaire existant.

Pour ce faire elles disposent d'un délai de deux ans à partir du moment où elles auront déposé leur plan d'actions dans le cadre du programme des actions positives pour prendre les mesures qui s'imposent. Dans ce contexte, il leur est généralement conseillé d'utiliser une grille de salaire pour le futur.

- Jusqu'à présent l'on doit constater que l'écart de salaire se situe toujours entre 10% et 12%. Cependant je suis convaincue que le logiciel Logib-Lux permettra à moyen et long terme d'atteindre des résultats plus satisfaisants.

En tous les cas il a déjà permis de réduire sensiblement les écarts de salaire constatés au sein des entreprises participant au programme des actions positives.

Pour que ce progrès se fasse ressentir au niveau national, je suis en train d'analyser la possibilité de rendre obligatoire l'utilisation du logiciel par toute entreprise installée au Luxembourg, au-delà de celle participant au programme des actions positives, et devant déposer un bilan en fin d'année.

- Je reste bien évidemment convaincue de l'efficacité de cet outil informatique dans la mesure où il permet à ses utilisateurs de prendre conscience d'un éventuel écart de salaire existant au sein de leur entreprise. L'expérience a en effet montré que l'existence d'un écart de salaire n'est pas forcément le résultat d'une intention délibérée. L'outil se présente donc ainsi comme un moyen efficace d'avertir les dirigeants d'entreprises de cet état de fait. Par ailleurs l'utilisation du logiciel est un premier pas vers une responsabilisation des dirigeants d'entreprises qui seront amenés à prendre des mesures adéquates pour remédier à l'éventuelle discrimination salariale existante, que cette discrimination ait été voulue ou pas.

Question 2581 (25.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **dopage:**

La publication récente d'une interview avec un athlète luxembourgeois anciennement affilié à la Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme (FLA) a soulevé la question du dopage dans le milieu de l'athlétisme au Luxembourg et a suscité de vives réactions du côté de divers mandataires ou athlètes.

Considérant que la problématique du dopage ne se limite ni aux cadres d'élite, ni aux équipes nationales, ni aux sportifs professionnels mais que ce phénomène peut également toucher les compétiteurs amateurs de tous niveaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les critères qui déterminent l'obligation d'un sportif affilié à une fédération sportive luxembourgeoise de se soumettre à un contrôle de dopage?

- Existe-t-il des statistiques et des banques de données officielles informant sur les personnes soumises à un contrôle de dopage ainsi que sur le nombre de contrôles effectués au sein des différentes fédérations sportives luxembourgeoises au cours des années 2011 et 2012? Dans l'affirmative, qui peut avoir accès à ces données?

- Combien d'années les résultats des contrôles de dopage sont-ils généralement stockés auprès de l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) ou d'autres instances compétentes en la matière?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile de lancer une enquête visant à éclaircir la situation de dopage dans le milieu de l'athlétisme luxembourgeois pendant les années 1986 à 2004, c'est-à-dire pendant la période mentionnée par l'ancien athlète?

Réponse (22.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

D'emblée, il importe de rappeler qu'en exécution de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport, la lutte contre le dopage dans le sport est assurée sur le plan national à travers l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD), créée en tant que fondation par le mouvement sportif et l'État.

À bon escient Madame la Députée relève que le phénomène du dopage touche les sportifs à tous les niveaux: l'élite, les équipes nationales, les professionnels et les sportifs amateurs.

Dans ce contexte, il faut d'ailleurs signaler que l'Union européenne (UE) est très impliquée dans la problématique du dopage et elle peut se prévaloir de la présence de trois délégués ministériels dont le Ministre des Sports luxembourgeois (du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2015), au sein du Conseil de fondation de l'Agence mondiale antidopage. L'UE en fait une question générale de santé et vient d'instituer tout récemment un groupe d'experts pour étudier les apparitions préjudiciables et déjà très fréquentes du recours à des produits dopants dans le domaine désigné comme le sport récréatif.

Quant aux questions précises posées par Madame la Députée:

1. L'obligation d'un sportif de se soumettre à un contrôle antidopage résulte tout simplement de la souscription à une licence auprès d'une fédération sportive, le cas échéant, avec la précision qu'il s'agit d'une licence de compétition.

Cette obligation a de nouveau été formalisée et généralisée à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 2004 du COSL lorsque, en matière de lutte contre le dopage, les fédérations sportives nationales se sont soumises avec toutes leurs sociétés membres et tous leurs licenciés à l'autorité de l'ALAD. Elles reconnaissent à cet organisme, en particulier, le droit de procéder aux contrôles antidopage des licenciés, de fixer le programme des contrôles et de désigner les sportifs à contrôler.

2. Les bilans des contrôles antidopage sont annuellement publiés et détaillés par l'ALAD sur son site www.alad.lu. Ils sont accessibles à tout un chacun et peuvent actuellement être retracés jusqu'en 2001, ce qui n'empêche toutefois pas de rechercher ces informations également pour les années antérieures. Dans le rapport d'activité du département ministériel des Sports, sous le chapitre du service médico-sportif, les données et développements relatifs à la lutte contre le dopage sont de même reproduits chaque année à l'intention des membres de la Chambre des Députés.

En raison d'un oubli d'ordre administratif, les données de 2011 et 2012 n'étaient pas enre-

gistrées sur le site de l'ALAD, oubli fâcheux révélé fort opportunément par la question de Madame la Députée et immédiatement redressé.

La désignation du sportif qui doit se soumettre à un contrôle antidopage est faite sous différentes formes, à savoir d'office selon les classements ou par des tirages au sort lors d'une compétition. Ensuite il y a les contrôles ciblés inopinés, en compétition ou hors compétition. Il est préconisé de procéder prioritairement aux contrôles inopinés de tous genres. À ce titre, il importe de relever en particulier les contrôles lors des séjours des sportifs à l'étranger, ces services étant assurés réciproquement sur des bases conventionnelles de collaboration entre les organisations antidopage des pays respectifs.

Actuellement l'ALAD exécute aussi une part importante de contrôles qui sont imposés aux fédérations sportives luxembourgeoises par leurs instances internationales de pair avec les autorisations données pour l'organisation d'événements sportifs.

Du côté des laboratoires accrédités, les progrès sont constants et rapides pour détecter les produits nouveaux et les substances illicites dans leurs plus infimes proportions. Il est devenu la règle, à l'occasion d'événements sportifs majeurs (JO, Tour de France, championnats mondiaux et européens de certaines fédérations internationales, …), de garder les échantillons afin d'être en mesure de les analyser une nouvelle fois après des laps de temps plus ou moins longs. Il s'agit en l'occurrence d'une épée de Damoclès qui pend et pèse sur les fautifs, l'effet de prévention en étant indéniable. Cependant les coûts de ces stockages sont trop élevés pour que la mesure puisse être généralisée.

3. Le stockage des échantillons de l'ALAD est assuré pendant trois mois après les résultats et d'éventuelles procédures de sanction ou d'appel.

4. Sans préjudice de la question de la compétence du Ministre des Sports à ouvrir une enquête telle que suggérée par Madame la Députée, la presse a rapporté que une, voire plusieurs plaintes ont été déposées, de sorte que la Justice ne manquera pas de procéder à une enquête pénale s'il s'avère qu'il y a des indices confortant les rumeurs relatées dans la presse.

Toutefois le département ministériel des Sports et ses services insistent, et ce depuis des années, sur la sensibilisation des sportifs et de leur encadrement sur les méfaits du dopage.

Ainsi la prévention antidopage est enseignée depuis des années dans la formation des entraîneurs à l'ENEPS. Le «savoir antidopage» est contrôlé lors des examens pour l'obtention des diplômes. De même tous les sportifs peuvent se renseigner sur le site électronique de l'ALAD. Depuis quelques années, les médicaments autorisés sont publiés sur un dépliant de l'ALAD à la disposition de tout intéressé. Aussi des campagnes de sensibilisation ont eu lieu à plusieurs reprises par des fiches, dépliants, conférences, etc.

Ce travail de prévention et de sensibilisation prévaut largement sur une hypothétique enquête administrative à issue incertaine concernant une période plus ou moins longue et révolue d'une discipline sportive, en l'occurrence ici l'athlétisme.

Question 2582 (25.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **service placement de l'ADEM:**

Il ressort d'un article de presse que, malgré certains efforts en matière de recrutement de personnel, le fonctionnement du service placement de l'ADEM laisserait à désirer.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de placeurs ont été engagés depuis la réforme de l'ADEM? Quel est le profil des nouveaux placeurs (âge, formation, expérience professionnelle, etc.)?

2. Est-ce que les personnes engagées ont reçu une formation spécifique en vue de leur nouvelle activité professionnelle? Dans l'affirmative, quels en sont le contenu et la durée? Qui est responsable de l'organisation de cette formation?

3. Des études internationales préconisent un ratio de 100 demandeurs d'emploi par placeur afin d'assurer un travail performant de ce dernier? Quel est actuellement ce ratio au sein de l'ADEM? L'ADEM calcule-t-elle des ratios spécifiques par domaine d'activités économiques?

4. Existe-t-il des liens directs entre les différents services de placement de l'ADEM et les entreprises à la recherche de nouveaux collaborateurs?

5. Monsieur le Ministre envisage-t-il le recrutement de placeurs supplémentaires? Dans l'affirmative, dans quelle envergure et dans quels délais?

Réponse (22.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Dans le cadre de la réforme de l'ADEM 33 conseillers professionnels plein temps ont été recrutés entre 2010 et 2012 de sorte que l'ADEM dispose actuellement d'un total de 67 cp (anciennement appelés placeurs). La moyenne d'âge de ces nouveaux cp est de 37,6 ans.

Leur niveau de formation est le suivant:

diplôme universitaire	3 agents
BAC +2	2 agents
diplôme d'éducateur	2 agents
niveau BAC	22 agents
CATP ou maîtrise (dont deux agents reclassés dans la carrière par le biais de la VAE)	4 agents

Leur expérience professionnelle:

Les agents recrutés ont une expérience d'au moins cinq années en ressources humaines ou dans une fonction d'encadrement telle que par exemple celle de responsable d'équipe ou chef de service.

Ils ont été sélectionnés de divers secteurs d'activité notamment les

- secteur financier (banque, assurance, fiduciaire,…)
- secteur du travail intérimaire
- secteur social
- secteur de l'artisanat (restauration, imprimerie,…)
- secteur de la construction
- secteur du tourisme
- secteur manufacturier
- secteur de l'industrie
- secteur du transport (aéroport, communauté des transports,…)
- secteur du commerce
- secteur de la communication

2. La formation initiale dispensée aux conseillers professionnels nouvellement recrutés entre 2010 et 2011 s'étendait sur six semaines avec un total de 122 heures de cours dans les matières ci-après:

1) Formations théoriques

- Économie du travail
- Sociologie du travail
- Droit du travail: les grands chapitres du droit du travail
- La formation professionnelle

2) Formations pratiques

- Les missions de l'ADEM et la présentation de ses différents services
- La collecte des offres d'emploi
- Les procédures
- L'indemnisation des chômeurs
- Formations aux outils informatiques

3) Formations aux compétences méthodologiques

- Techniques d'entretien
- Soft skills

4) Le Statut général des fonctionnaires de l'État

3. Le ratio à lui seul ne reflète pas la réalité du travail quotidien d'un conseiller professionnel. Les demandeurs d'emploi disponible pour lesquels un suivi mensuel auprès du conseiller professionnel référent est obligatoire s'élèvent à 17.408 demandeurs résidents et 2.119 non résidents ainsi que 724 personnes affectées à une activité d'insertion professionnelle, soit 20.251 personnes. La moyenne par conseiller professionnel s'établit ainsi à 302 personnes.

L'ADEM ne calcule en principe pas de ratios spécifiques par domaine alors que les petites agences de l'ADEM travaillent par ordre alphabétique tandis que les grandes agences travaillent par cellule en fonction du secteur d'activité de l'employeur.

Il faut également prendre en compte les agents affectés aux services spécialisés (p. ex. service emploi des jeunes etc.). Les personnes affectées à une mesure pour l'emploi, qui sont au nombre de 4.743 fin janvier, bénéficient également d'un suivi régulier.

4. La loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi prévoit la création d'un service «employeurs». Actuellement, l'ADEM travaille à la mise en place de ce service. Ce service est destiné à améliorer encore davantage les relations avec le monde économique. Des liens directs entre le service développement de l'emploi et les entreprises à la recherche d'un emploi ont existé depuis longtemps et notamment depuis la fin des années 1990 où l'ADEM a été renforcée par un certain nombre de consultants provenant du monde économique et dont la mission était/est toujours de constituer un lien entre l'ADEM et les entreprises. Actuellement ces consultants sont au nombre de dix et couvrent les domaines de l'industrie, du commerce, du travail intérimaire, de la restauration, des banques et assurances, du bâtiment, de l'informatique et de l'artisanat. Par ailleurs, lors de la création des nouvelles agences de l'ADEM, le rôle des chefs d'agence a été redéfini qui ont désormais e. a. un rôle de représentation de l'ADEM auprès du monde économique, c'est-à-dire travaillent «sur le terrain».

5. Une évaluation des besoins en personnel a été soumise par l'ADEM au Ministère. Dans le cadre du «numerus clausus» une proposition visant le recrutement de 25 agents supplémentaires a été soumise. Il s'agit là d'un renforcement indispensable des effectifs de l'ADEM dicté à la fois par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, la nécessité d'offrir un service de qualité ainsi que le développement de nouveaux projets visant un meilleur accompagnement et une insertion appropriée des demandeurs.

Question 2583 (26.2.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **fermeture du château d'eau à Dudelange:**

Il ressort d'un article de presse que le château d'eau à Dudelange, hébergeant actuellement l'exposition «Bitter Years» d'Edward Steichen a dû être fermé pour le public, alors qu'il avait seulement été inauguré fin septembre 2012.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la nature des dégâts qui ont causé la fermeture du château d'eau? À quel montant s'élèvent les coûts des travaux de réfection?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la réouverture de l'exposition «Bitter Years»?

- En attendant la réfection du site à Dudelange, Madame la Ministre envisage-t-elle l'organisation d'une exposition temporaire dans la commune de Roeser, terre natale de l'artiste?

Réponse (29.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

- Une fuite d'eau, résultant d'un vice de manipulation d'un joint métallique liant deux tubes dans la galerie technique en dessous du socle du château d'eau a, dans la nuit du 23 au 24 janvier 2013, provoqué des dégâts aux nouvelles installations. Les armoires électriques et informatiques, tout comme les appareils de sécurité ont été partiellement inondés et doivent de ce fait être remplacés. La réparation intégrale des dégâts, qui se chiffre à 58.421,98 euros, est entièrement assumée par l'entreprise responsable de l'installation défectueuse, respectivement son assureur.

- Après sa pause d'hiver, le site était censé rouvrir le 1er mars 2013. Tous les travaux de réparation sont actuellement en cours et on a raisonnablement pu s'attendre à redécouvrir l'exposition vers la fin mars 2013. Elle rouvrira dès lors pour Pâques.

- Compte tenu de la réouverture imminente, il n'est pas envisageable d'exposer les œuvres seulement pour quelques jours hors de leur site qui a été spécialement étudié et créé pour assurer les normes internationales d'une sauvegarde patrimoniale.

L'hommage rendu à Edward Steichen à travers cette installation est unique et significatif. Je m'associerai volontiers au Centre national de l'audiovisuel, gestionnaire de l'exposition, pour présenter aux responsables de la commune de Roeser les résultats de tous nos efforts à travers une visite guidée commentée et illustrée qui leur sera spécialement dédiée sur le site du château d'eau.

Question 2584 (27.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **constatation de l'identité de personnes en provenance de l'Algérie:**

D'Belsch Press bericht, bei der Geleeënheet vun enger offizieller Visite an Algerien, datt d'Autoritéiten aus Algerien sech bis elo net kooperativ gewisen hunn, wann et dorëms geet, d'Identitéit vun engem vun hire Landsleit festzestellen. Dëst kann de Fall si bei Persounen, déi an Europa Asyl froen, oder wa Veruerteelter nom Ofsëtze vun hirer Strof sollen an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn. Well dëst bekannt ass, géifen och Bierger aus anere Länner aus dem Maghreb sech als Algerier ausginn, wa se eng Demande fir Asyl stellen.

Bei der offizieller Visite vu Membere vun der Belscher Regierung an Algerien war och d'Statssekretärin fir Asyl an Immigratioun derbäi. Si huet bei där Geleeënheet d'Basis fir eng „nei an effikass Kollaboratioun" an dëse Froen tëschent der Belsch an Algerien geluecht.

Dowéinst géif ech dem Här Ausseminister an dem Här Minister fir Immigratioun dës Froe stellen:

1) Huet Lëtzebuerg och Problemer mat den Autoritéiten aus Algerien, fir d'Identitéit vu Bierger festzestellen, déi behaapten, aus dësem Land ze kommen?

2) Wa jo, ass d'Regierung gewëllt, am direkte Kontakt mat den Autoritéiten aus Algerien oder mat der Hëllef vun der Belscher Regierung fir och e „point de contact" ze kreéieren, fir d'Identitéit vu Bierger aus Algerien kënne festzestellen?

3) Sinn an dësem Dossier schonns konkret Kontakter geholl ginn?

Réponse commune (26.3.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En tant que remarque liminaire, il y a lieu de rappeler que le Luxembourg et l'Algérie n'ont pas signé d'accord de réadmission, ni bilatéralement, ni dans le cadre Benelux, ni dans le cadre de l'UE. L'objet d'un accord de réadmission est notamment de définir les conditions d'identification des ressortissants d'une des parties signataires de l'accord se trouvant en séjour irrégulier sur le territoire de l'autre partie contractante, de même que les délais dans lesquels une réponse doit être donnée à une demande de réadmission, afin de faciliter la reprise des personnes en question.

Aux différents aspects de la question parlementaire, il y a lieu de répondre comme suit:

1) L'identification de personnes se déclarant être de nationalité algérienne par les autorités algériennes ne pose pas de problèmes insurmontables, si les personnes sont effectivement de cette nationalité. Or, nombre de personnes originaires d'autres pays du Maghreb, voire du Proche Orient déclarent être de nationalité algérienne, sachant que les autorités algériennes ne donneront pas leur accord pour un retour forcé vers l'Algérie.

2) et 3) L'objectif du Gouvernement luxembourgeois n'est point de créer des «points de contact» nationaux en vue de la facilitation de l'identification des personnes en séjour irrégulier. L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est plutôt d'entamer avec la République algérienne démocratique et populaire les négociations d'un accord de réadmission et de son protocole d'application. À cet effet, le Ministre des Affaires étrangères, malgré le fait que la Commission européenne dispose d'un mandat de négociation pour un accord communautaire, a demandé moyennant note verbale du 1er octobre 2010 aux autorités algériennes de lui faire connaître leur position quant à cet objectif. Une réponse est toujours en attente.

Question 2586 (27.2.2013) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**étude sur les Roms au Luxembourg:**

Le 6 janvier 2012, j'avais posé une question parlementaire concernant la soumission luxembourgeoise au programme PROGRESS qui n'avait pas été retenue par la Commission européenne *(cf. compte rendu n°6/2011-2012 - question parlementaire n°1841)*. Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration avait énuméré plusieurs projets dont une étude sur les Roms au Luxembourg qui avait été proposée par l'a.s.b.l. Chachipe.

Cette étude figurait également dans la liste des projets dont Madame la Ministre affirmait que le Gouvernement allait la réaliser par ses propres moyens.

Suite à l'intervention de la médiatrice sur demande de l'association, vous avez répondu, au mois de septembre que «le Gouvernement est actuellement en train d'analyser la faisabilité d'une étude sur les Roms et ne manquera pas d'informer en tant utile le grand public des résultats de celle-ci voir de l'évaluation qui en résulte».

Ceci m'amène à m'interroger sur les réponses que vous m'avez données le 6 février, notamment concernant les projets que le Gouvernement entendrait réaliser à partir de ses fonds propres:

- Pourriez-vous m'indiquer pour tous ces projets, à savoir, un projet de réflexion autour du testing, une étude portant sur la situation des Roms vivant au Luxembourg, et l'organisation d'un rallye citoyen intergénérationnel portant sur les motifs de discriminations visés dans les traités européens, qui ont été soumis suite à un appel à soumissions de la Commission européenne, au printemps 2011, le stade de réflexions ou de réalisation?

- Est-ce que les promoteurs de ces projets ont été impliqués dans leur réalisation? Dans le cas contraire, comment le Gouvernement a fait le choix des sous-traitants? Est-ce que les promoteurs initiaux ont été informés et indemnisés pour leur propriété intellectuelle?

- Étant donné que les projets européens sont toujours très exigeants tant au niveau des informations qui sont à fournir à la Commission européenne que de l'apport financier (participation financière, paiement d'une avance, etc.), je souhaiterais également savoir, ce que le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère de la Famille fait pour permettre aux associations luxembourgeoises de participer à ces projets.

Réponse (25.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Même si le projet du Luxembourg proposé à la Commission européenne pour un cofinancement dans le cadre du programme PROGRESS n'a pas été retenu, un certain nombre d'activités ont été soutenues par le biais de fonds nationaux.

Ainsi les trois projets envisagés ont été réalisés:

Le 5 décembre 2012, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a organisé une journée de réflexion sur le testing, intitulée: Comment utiliser des tests de discrimination? En invitant des experts européens et nationaux, le CET a voulu lancer un débat global sur l'opportunité du testing au Luxembourg, en débattant les avantages et les désavantages de la méthode, ceci en partageant les expériences des autres pays européens en la matière.

Un deuxième projet soutenu dans ce cadre en 2012 était le Rallye Citoyen intergénérationnel 2012.

Vu le potentiel du Rallye comme projet de sensibilisation pédagogique dans une multitude de domaines, les porteurs de projet ont, pour l'édition 2012, décidé de créer des synergies avec l'OLAI et le RBS-Center fir Altersfroen afin d'élargir le concept et le public cible, pour offrir une activité dans le cadre de «l'Année européenne du vieillissement actif» ne s'adressant non uniquement à un public jeune, mais basée sur une approche intergénérationnelle de coopération mixte avec des seniors. En groupes «juniors-seniors» les participants ont eu comme mission de visiter sept stations (le CID-Femmes; le Konviktsgaart; la Synagogue; la Flamme éternelle; le Glacis; l'OLAI; la Maison de l'Europe) sur lesquelles les groupes étaient confrontés à des épreuves, des activités pédagogiques qui leur ont fait appréhender de façon ludique les six principaux motifs de discriminations.

Au cours de ces différentes journées, 180 jeunes et 42 seniors ont participé à l'activité, soit un total de 222 personnes.

Le Rallye Citoyen a eu lieu aux dates suivantes: les vendredis 4 mai, 25 mai, 15 juin et 22 juin de 10.00 à 15.30 heures.

Le troisième projet visait une étude portant sur la situation des Roms installés légalement au Luxembourg. Ce projet diffère du projet soumis pour une demande de cofinancement initiale à la Commission européenne dans son champ de définition. En effet, l'étude soumise pour un cofinancement avait pour objectif d'analyser le profil des demandeurs de protection internationale et migrants Roms. La présente étude avait pour objet essentiellement de répondre à la Commission européenne qui, suite aux stratégies nationales d'intégration des Roms présentées par la plupart des États membres de l'Union européenne (dont le Luxembourg), leur a demandé de prouver les constats effectués. Ainsi, la présente étude a eu comme cible uniquement les Roms visés par la stratégie nationale et exclut notamment les demandeurs de protection internationale.

Concernant l'étude portant sur la situation des Roms au Luxembourg, je puis vous informer qu'en septembre 2012, le Gouvernement a chargé une experte indépendante de la réalisation de celle-ci.

L'experte indépendante a été sélectionnée en application des dispositions de l'article 8 de la loi du 25 juin sur les marchés publics.

Cette étude est accompagnée, d'un point de vue scientifique, par un comité de pilotage composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), de la Commission consultative des droits de l'Homme, du Conseil national pour étrangers, de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), du Centre de recherche CEPS/INSTEAD et de l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché du Luxembourg (Statec).

Une des missions de l'experte consistait dans la conduite d'entretiens avec des responsables de diverses organisations et associations.

Une a.s.b.l. n'a pas souhaité donner de suite favorable à cette demande.

Afin de soutenir la participation des associations luxembourgeoises au programme PROGRESS, le Ministère de la Famille et de l'Intégration retravaille le projet développé par chaque association et tente de s'assurer qu'il réponde aux conditions exigées par la Commission européenne. En même temps, dans le cadre de ce programme précis, il a toujours tenté d'orienter le document cadre exigé autour des projets soumis plutôt que de fixer un cadre rigide. Dans le cadre d'autres programmes européens, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, par le biais d'une convention avec le CLAE, soutient le CLAE Services a.s.b.l. qui propose une formation à destination des associations, qui vise à acquérir et à consolider des connaissances théoriques et pratiques sur le développement d'un projet associatif. Ladite formation est organisée en quatre modules: construction de son projet associatif, fonctionnement associatif, élaboration d'un projet d'action et initiation à la comptabilité.

Question 2587 (28.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **statines:**

Les statines sont des molécules souvent prescrites à titre préventif ou curatif pour baisser le taux du cholestérol sanguin des patients. Les effets secondaires des statines sur le cœur de même que leur toxicité hépatique et musculaire amènent un nombre croissant de médecins à mettre en doute l'intérêt et l'utilité de ce médicament. De plus, le taux de cholestérol considéré par la plupart des médecins comme optimal ne correspondrait pas à des critères scientifiquement prouvés et conduirait à une prescription exagérée de médicaments anticholestérol dont profiterait uniquement l'industrie pharmaceutique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Parmi les médicaments prescrits au Luxembourg contre le cholestérol, quel est le pourcentage contenant des statines comme molécules actives?

2) Quel a été en 2012 le coût pour la CNS résultant du remboursement de médicaments contre le cholestérol?

3) Quel est le pourcentage de ce type de médicaments dans le remboursement total des médicaments de la part de la CNS?

Réponse (28.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Pour les données de facturation enregistrées par la Caisse Nationale de Santé (CNS) en 2012, 87,3% de la quantité (exprimée en DDD defined daily dose) des hypolipidémiants sont des médicaments qui contiennent comme principe actif, seul ou en association, une statine.

Ad 2) et 3) Pour 2012, le montant pris en charge par l'assurance maladie pour les médicaments hypolipidémiants s'élève à 13,9 mio d'euros, ce qui représente environ 8,3% de l'ensemble des dépenses médicamenteuses de la CNS en milieu ambulatoire. Il est à noter qu'en vertu de l'article 101 des statuts de la CNS, ces médicaments sont pris en charge au taux normal de 80%.

Les données quantitatives fournies ne prennent en compte que le marché ambulatoire des produits facturés à la CNS. Les chiffres facturés ne correspondent pas nécessairement à la quantité prescrite, ni à la consommation effective du patient. Étant donné toutefois que la prise en charge par l'assurance maladie des médicaments hypolipidémiants n'est assortie d'aucune limitation, il est à supposer que les chiffres représentent une partie significative de l'ensemble de la consommation nationale.

Question 2588 (28.2.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **nouveau plan hospitalier:**

Dans le cadre du nouveau plan hospitalier qui sera présenté au courant de cette année, le Ministère de la Santé a fait appel à une société suisse pour analyser la situation actuelle du secteur hospitalier et de faire une proposition quant à l'organisation et au fonctionnement futur de nos hôpitaux.

La situation de la Clinique Sainte-Marie (CSM) à Esch-sur-Alzette n'est traitée que superficiellement dans le rapport des experts suisses. Les experts mentionnent cependant que l'infrastructure de la CSM serait inadaptée pour offrir un service correct de réhabilitation gériatrique.

Dans ce contexte, et parce qu'il règne une certaine crainte auprès du personnel de la CSM de pouvoir perdre leur emploi, je voudrais bien poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Y a-t-il une éventualité que la CSM devra fermer ses portes dans un proche avenir?

2. En cas de non-fermeture, quelle sera l'affectation future de la CSM?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures dispose dans son article 7 «qu'aucune autorisation d'exploitation pour un hôpital de proximité ne peut être délivrée ou prolongée pour une période dépassant le 31 décembre 2013».

La Clinique Sainte-Marie (CSM) est actuellement le seul établissement hospitalier qui est encore classé en tant qu'hôpital de proximité.

Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal précité, je n'entends pas prolonger l'autorisation d'exploitation de la CSM en tant qu'hôpital de proximité.

Je n'envisage pas pour autant de «fermer les portes» de la Clinique Sainte-Marie dans un proche avenir.

En conséquence, j'ai demandé à mes services, ainsi qu'aux experts qui participent à l'élaboration du nouveau plan hospitalier, d'examiner une nouvelle affectation de la CSM de même que les types de prise en charge correspondant à un besoin réel de la population luxembourgeoise qui pourraient y être offerts.

Les conclusions qui se dégageront de ces réflexions par rapport à la CSM vont se répercuter au niveau du nouveau plan hospitalier.

Question 2589 (1.3.2013) de **Mmes Nancy Arendt**, **Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **mères porteuses:**

Depuis hier circule dans les médias, notamment luxembourgeois, la nouvelle que 600 femmes d'origine marocaine se seraient fait inséminer au Luxembourg où elles auraient accouché d'un enfant pour le compte de couples luxembourgeois, et ce contre rémunération.

Le Ministre de la Santé a déclaré ce matin à la radio qu'il s'agissait d'une histoire à dormir debout. Il n'en demeure pas moins que cette affaire pose le problème de la réglementation de la gestation pour autrui. En effet au Luxembourg, contrairement à d'autres pays qui ont légiféré en la matière, il n'existe pas de législation concernant la gestation pour autrui. À noter encore que le programme gouvernemental de 2009 prévoit que le Gouvernement fixe un cadre légal cohérent et flexible et entend notamment réglementer strictement voire interdire la maternité pour autrui.

Au-delà du fait que la mise en place d'un cadre législatif adéquat en la matière constitue sans aucun doute une nécessité pour éviter tout dérapage, il est un fait que les différentes approches qui existent de par le monde et qui concernent la gestation pour autrui ont permis la mise en place d'un tourisme procréatif lequel est source de problèmes juridiques majeurs notamment de transcription d'actes de l'état civil effectués à l'étranger. L'absence de règles de droit international privé concernant les différentes techniques d'assistance médicale à la procréation ne rend pas les choses plus simples.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir des Ministres de la Santé et de la Justice:

1. Quand bien même la gestation pour autrui n'est pas réglementée au Luxembourg, existe-t-il des cas de femmes ayant porté un enfant pour autrui au Luxembourg ou de couples domiciliés au Luxembourg ayant fait porter leur enfant par autrui? Existe-t-il des données ou des statistiques en la matière?

2. Où en est-on au niveau des travaux préliminaires concernant la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire de la gestation pour autrui?

3. Dans quel délai le Gouvernement entend-il déposer un texte de loi sur le sujet?

4. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit utile que ce problème soit discuté dans des instances européennes et internationales afin de disposer de réglementations cohérentes et de trouver des solutions adéquates permettant ainsi d'éviter le tourisme procréatif?

Réponse commune (8.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La gestation pour autrui - un phénomène à dimension mondiale - a conduit à de nombreux aléas pour toutes les personnes concernées par une convention de maternité de substitution, ainsi qu'a un véritable tourisme procréatif. Suivant les informations que le Gouvernement a obtenues auprès des autorités luxembourgeoises et étrangères compétentes, aucune situation où une femme aurait porté un enfant pour autrui, respectivement où de telles naissances seraient inscrites ou transcrites sur les registres de l'état civil ou les registres de population du Grand-Duché, ne s'est présentée à ce jour.

L'évolution de la gestation pour autrui est essentiellement attribuée aux progrès accomplis en matière de techniques médicales d'assistance à la procréation, au nombre croissant de personnes souhaitant recourir à la méthode de la maternité de substitution ainsi qu'à la conjugaison d'une approche restrictive adoptée par de nombreux États et d'une approche libérale d'une petite minorité d'États. Le Luxembourg fait partie du groupe d'États où la gestation pour autrui n'est pas réglementée. Bien que non expressément interdite, les conventions de maternité de substitution sont a priori nulles et sans effet, et ce en vertu du principe de l'indisponibilité de l'état des personnes. Elles sont également problématiques au regard de la Convention de biomédecine du Conseil de l'Europe (faite à Oviedo en 1997) que le Gouvernement a proposé de ratifier (voir projet de loi n°5528 déposé en 2006).

Le Gouvernement «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)» (extrait du programme gouvernemental de 2009). Considérant que la pratique des conventions de maternité de substitution est incompatible avec la dignité de la mère porteuse et les intérêts de l'enfant, le Gouvernement partage des doutes exprimés par la Commission Nationale d'Éthique (ci-après CNE) et ceux des États ayant récemment légiféré afin de réguler la maternité d'autrui. Vu le risque de l'exploitation des mères porteuses, de la commercialisation des conventions de maternité de substitution et des autres aléas auxquels toutes les parties à une telle convention sont exposés, le Gouvernement entend régler la question de la gestation pour autrui, conformément au programme gouvernemental et sur base notamment des réflexions faites par la CNE, et ceci dans le cadre d'un projet de loi portant en général sur la filiation et qui sera prochainement engagé dans la procédure législative.

Le sujet figure également dans l'agenda politique de plusieurs organisations internationales. Conscientes de l'insécurité juridique dans laquelle l'enfant, la mère porteuse et les parents demandeurs se trouvent à l'heure actuelle, la Conférence de La Haye de droit international privé (avec siège à La Haye) et la Commission Internationale de l'État Civil (avec siège à Strasbourg) ont intensifié leurs efforts depuis 2011 en vue de l'élaboration de solutions à ces questions très complexes.

Question 2590 (1.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mères porteuses:**

D'Medien a Marokko berichten, datt eng 600 Fraen aus dësem Land Kanner fir Lëtzebuerger Koppelen ausgedroen hätten. Och wann dës Informatioune kaum ze gleewe sinn, stinn dach eng Rei Froen am Raum. Lëtzebuerg huet keng Législatioun iwwer „geléinte Mammen" (mères porteuses, gestation pour autrui), genausou wéineg wéi e Gesetz, dat déi kënschtlech Befruchtung encadréiert.

Dowéinst wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister d'Informatioune vun de Medien aus Marokko formell dementéieren? Ass eng Enquête doriwwer zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2) D'Fro vu Fraen, déi fir friem Koppelen e Kand ausdroen, stellt sech ëmmer méi akut. Wëllt d'Regierung op dësem Punkt légiféréieren? Wa jo, a wéi eng Richtung soll dës Gesetzgebung goen an a wéi engem Délai kéint esou e Gesetzprojet an der Chamber deponéiert ginn?

3) Ass d'Regierung bereet, déi kënschtlech Befruchtung gesetzlech ze encadréieren? Wa jo, a wéi eng Richtung soll dës Gesetzgebung goen an a wéi engem Delai kéint esou e Gesetzprojet an der Chamber deponéiert ginn?

4) Ginn et zu Lëtzebuerg Statistiken oder Etüden iwwert d'Kanner, déi iwwert de Wee vun der kënschtlecher Befruchtung oder vun enger Mère porteuse op d'Welt koumen?

Réponse (12.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1) Den Informatiounen no, déi d'Regierung bei lëtzebuergeschen an auslänneschen Autoritéiten krut, ass kee Fall bekannt, wou e Kand vun enger geléinter Mamm op d'Welt gesat gouf an um lëtzebuergeschen „Registre de l'État Civil" oder „Registre de la Population" agedroen oder iwwerschriwwe gouf.

Laut Medieberichter[1] huet d'Madame Rachida El Uriagli, déi Persoun, op déi sech déi marokanesch Zeitung „El Akhbar" als Quell vun hire „Révélatiounen" beruff huet, dës Informatioune mëttlerweil dementéiert.

2) De Regierungsprogramm vun 2009 gesäit vir, d'Regierung «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)».

Vu d'Risike vun enger Ausbeutung vun der geléintener Mamm, der Kommerzialisatioun vun dëser Method an all den Ongewëssheeten, deenen d'Leit ausgesat sinn, huet d'Regierung wëlles dës Fro gemäss dem Regierungsprogramm an den Iwwerleeunge vun der CNE ze regelen.

De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun, deen deemnächst op den Instanzewee wäert goen, wäert d'Problematik vun de geléinte Mamme behandelen.

3) De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun wäert déi zivilrechtlech Froen, déi mat enger kënschtlecher Befruchtung verbonne sinn, klären, besonnesch wat d'Filiatioun an domadder verbonnen och d'Ierfrechter ugeet.

Weider Aspekter vun der kënschtlecher Befruchtung ginn duerch d'Konventioun vun Oviedo vum Europarot geregelt, déi d'Regierung proposéiert ze ratifizéieren (Gesetzprojet n°5528).

A sengem Avis 23 «Aspects éthiques de la médicalisation de la conception humaine» huet d'CNE festgehalen: «La façon bien rôdée dont s'effectue actuellement la PMA au Grand-Duché associe de façon suffisante souplesse et esprit d'ouverture avec le respect de valeurs déontologiques élaborées, en l'absence de textes légaux, par une pratique constante pour que les pouvoirs publics puissent juger pouvoir s'y fier sans fixer des cadres législatifs qui risquent à la fois de heurter des sensibilités en un domaine forcément délicat et de se voir dépasser par le développement rapide du savoir et de la pratique médicale.»

D'Regierung deelt dës Aschätzung. Iwwert déi virgenannte Mesuren eraus plangt d'Regierung dofir och net kuerzfristeg e Gesetzesprojet iwwer kënschtlech Befruchtung an der Chamber ze déposéieren.

4) Dem Gesondheetsminister leie keng esou national Etüden oder Statistike vir.

[1] Contactée par «Wort.lu», Rachida El Uriagli, membre du Centre marocain des droits humains «s'est dite consternée par la façon dont ses propos ont été déformés par la presse marocaine» et a «insisté sur le fait qu'elle n'avait jamais parlé de couples luxembourgeois» «Zeitungsente über 600 marokkanische Leihmütter in Luxemburg», paru le 28 février 2013 sur Wort.lu, disponible en ligne:
http://www.wort.lu/de/view/zeitungsente-ueber-600-marokkanische-leihmuetter-in-luxemburg-512f884fe4b024584d32c395

Question 2591 (4.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**achat en ligne de médicaments:**

Es gibt keinen Grund, dass in Luxemburg angesiedelte Apotheken auf Rezept online oder telefonisch bestellte Medikamente nicht versenden dürfen, außer dass es bisweilen verboten ist und dieser Dienst untersagt bleibt, bis das Gesetz, auf dem dieses Verbot basiert, den Begebenheiten des Gesundheitswesens im 3. Millennium angepasst wird. Interessant ist es, immer zu hören, dass Luxemburg eine Vorreiterrolle im E-Commerce spielen will.

Fragen:

1) Müsste es nicht für eine ältere Person ein Patientenrecht sein, von ihr kontinuierlich benötigte Medikamente von einer luxemburgischen Apotheke auf Anfrage hin (Telefon oder Internet) und nach Hinterlegung der ärztlichen Verordnung durch einen Paketdienst persönlich zugestellt zu bekommen?

2) Wie steht es mit dem nationalen Prestigeprojekt der elektronischen Verschreibung von Medikamenten durch den behandelnden Arzt und der elektronischen Übersendung dieser Verordnung an die gewohnte Apotheke des Patienten?

3) Ist es dem Apotheker untersagt, eine kostenlose pharmazeutische Beratung über Telefon, Internet oder E-Mail zu erteilen?

4) Wie gedenkt der Minister in seiner verbleibenden Amtszeit das Apothekenwesen zu reformieren, um ihm den Konkurrenzkampf mit der Großregion zu erleichtern?

5) Kann der Minister bestätigen, dass kein Pharma-Versand hier in Luxemburg von einer Apotheke angeboten wird?

Réponse (12.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans mes réponses aux questions parlementaires n°1700 et n°1757 de l'honorable Député *(cf. comptes rendu n°2/2011-2012 et n°3/2011-2012)*, j'ai déjà eu l'occasion de souligner que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont actuellement illicites au Luxembourg.

Les motifs de santé publique du législateur ont été exposés dans ma réponse aux questions parlementaires précitées, de même que déjà antérieurement dans ma réponse du 17 mars 2007 à la question parlementaire n°1633 *(cf. compte rendu n°10/2006-2007)*.

Le plan stratégique de l'Agence eSanté, validé par son conseil de gérance en novembre 2012, définit les actions priorisées par celle-ci pour la période 2013-2015.

La mise en place du dossier de soins partagé et l'e-prescription (la création par un médecin de prescriptions électroniques et leur transmission électronique à des tiers) font partie des composants de la plateforme priorisés pour la période 2013-2015 et une procédure de marché public est en cours, ceci en vue de sa mise en place dans des délais rapprochés.

Le pharmacien tenant une officine ouverte au public joue, au moment de la dispensation du médicament, un rôle de premier ordre pour la sécurité et la qualité de la délivrance. En son officine, il analyse et contrôle en présence du patient les ordonnances et il lui apporte au besoin un conseil personnalisé approprié.

Il n'est bien évidemment pas interdit au pharmacien de compléter le conseil pharmaceutique donné en son officine par une disponibilité par d'autres moyens de communication, tel que par téléphone ou e-mail.

J'ai chargé mes services d'élaborer d'ici la fin de l'année un avant-projet de loi tendant à procéder à une refonte du droit pharmaceutique et à déterminer le régime de fonctionnement des pharmacies ouvertes au public.

Ledit avant-projet de loi sera soumis à une large consultation du secteur concerné.

Question 2592 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**organisation scolaire:**

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul an de groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 gesi vir, datt fir all Gemeng e Kontingent vu Stonne festgeluecht gëtt. Iwwert dëse Kontingent ginn dann, iwwert d'Schoulorganisatioun an de respektive Gemengen, d'Zuel vun den Enseignantë respektiv d'Zuel vun de Schoulklasse festgesat.

De Kontingent variéiert vu Gemeng zu Gemeng, a soll der sozioekonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung vun der jeeweileger Gemeng ugepasst sinn. D'Upassung vun der Zuel vun den Enseignanten tëschent der Situatioun vu virun dem neie Schoulgesetz an der neier Situatioun soll iwwer zéng Joer geschéien, woubäi all Joer d'Upassung no ënne bei 10% läit.

Schonns elo, zwee Joer no der Publikatioun vum groussherzogleche Reglement, hu gewësse Gemenge Schwieregkeeten, fir bei der Schoulorganisatioun hir Klassen esou ze organiséieren, datt d'Effektiver pro Klass net ze grouss ginn.

E weidere Problem läit doranner, datt de Kontingent pro Gemeng festgeluecht gëtt, an net der sozioekonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung pro Quartier, respektiv pro Anzugsgebitt vun der eenzelner Schoul, gerecht gëtt.

Dowéinst wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1) Wéi vill Gemenge verléieren, iwwert d'Festleeung vum Kontingent, Schoulstonne vis-à-vis vun der initialer Situatioun? Wéi vill Stonne sinn am Schouljoer 2012/2013 schonns verluer gaangen?

2) Wéi eng Gemenge si betraff?

3) Ass d'Madame Ministesch gewëllt, dëse Kontingent pro Quartier respektiv pro Anzugsgebitt vun der eenzelner Schoul ausrechnen ze loossen an de Gemengen dës Etüd matzedeelen?

4) Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt e Moratoire op eng weider Reduktioun vun de Schoulstonne muss geluecht ginn, bis datt d'Etüd, déi am Artikel 9 vum Reglement vum 18. Februar 2010 virgesinn ass, virläit?

5) Wann esou e Moratoire net ugewannt gëtt, wéi vill Stonne ginn am Schouljoer 2013/2104 par rapport zum Schouljoer 2012/2013 verluer?

Réponse (10.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) an Ad 5) Laut Artikel 38 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht begräift de Kontingent:

1) Schoulstonne fir de Basisunterrecht ze assuréieren am Respekt vum festgeluechten Duerchschnëttsklasseneffektiv;

2) Schoulstonne fir der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun der jeeweileger Schoulpopulatioun Rechnung ze droen;

3) Schoulstonne fir d'Duerchféierung vum «Plan de réussite scolaire» ze garantéieren;

4) Schoulstonne fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht.

De Kontingent gëtt iwwert d'Berechne vun engem Taux d'encadrement de base fixéiert. Dësen Taux ergëtt sech aus der Divisioun vun de Stonnen, déi eng Schoulwoch begräift[2] an der Duerchschnëttsschülerzuel pro Klass.

Am Schouljoer 2009/2010 huet den Taux d'encadrement de base tëschent 1,26 (20,6 Schüler pro Klass) an 2,64 (9,8 Schüler pro Klass) bei den eenzelne Gemengen a Schoulsyndikater variéiert. Bei esou groussen Ënnerscheeder war eng vun den Zilsetzunge beim Aféiere vum Kontingent d'Ressourcë progressiv esou gerecht wéi méiglech iwwert d'ganzt Land ze verdeelen.

Dofir ass am groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010, deen d'Modalitéite regelt vum Opstelle vum Kontingent vun de Stonnen, déi un d'Gemengen an d'Schoulsyndikater verdeelt ginn, fir de Grondschoulunterrecht ze organiséieren, eng Moyenne vu 16 Schüler pro Klass festgehale ginn, wat engem Taux d'encadrement de base vun 1,625 entsprécht (26: 16 = 1,625). Ronn 20% vun de Gemengen a Schoulsyndikater haten en Duerchschnëttseffektiv, deen iwwer 16 Schüler pro Klass louch, bei ronn 80% louch en drënner.

Fir der spezifescher, sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun der Schoulpopulatioun vun de jeeweilege Gemengen a Schoulsyndikater Rechnung ze droen, hält dat nämlecht groussherzoglecht Reglement ausserdeem fest, dass den Taux d'encadrement de base bis zu 20% erhéicht ka ginn. Dës zousätzlech Ressourcë gi berechent opgrond vun engem «Indice socioéconomique/socioculturel», deen de CEPS (Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques) all dräi Joer pro Gemeng respektiv Schoulsyndikat berechent no de Modalitéiten, déi am Artikel 5 vun dem uewe genannte groussherzogleche Reglement fixéiert sinn.

Ausser de Stonne fir de Basisunterrecht ze assuréieren an de Stonnen, déi iwwert den «Indice socioéconomique/socioculturel» verdeelt ginn, si fir d'Schouljoer 2012/2013 nach dës Stonnen «hors contingent» verdeelt ginn:

- 553 Wochestonne fir d'Duerchféiere vu «Plans de réussite scolaire»;

- 4.128 Wochestonne fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht;

- +/-2.018 Wochestonne fir Kanner, déi nei an d'Land koumen a keng vun deenen dräi gängegen Unterrechtssprooche kannt hunn;

- 522 Wochestonne fir speziell Situatiounen, wat d'Schoulorganisatioun, besonnesch a méi klenge Gemengen, ubelaangt, Rechnung ze droen;

- 542 Wochestonne fir d'Léierpersonal, fir mat Schüler mat spezielle Léierschwieregkeeten oder Verhalensopfällegkeeten ze schaffen.

D'Zuelen aus de jährleche Rapporten, déi d'Expertskommissioun, déi agesat ginn ass, fir déi néideg Etüden zur Personalplanifikatioun an der Grondschoul duerchzeféieren, opstellt, weisen aus, dass bei enger quasi stagnanter Grondschülerpopulation (tëschent 46.000 a 47.000 fir déi öffentlech Schoul) déi zur Verfügung gestallte Ressourcen an deenen dräi leschte Joren net erofgaange sinn. Wann een also d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht als Ganzt kuckt, ass et éischter ubruecht, fir vun engem Ëmverdeele vun Unterrechtsstonnen ze schwätze wéi vun engem Verléieren.

Ad 2) All Gemeng oder Schoulsyndikat ass vum Aféiere vum Kontingent betraff, well den Taux d'encadrement de base (cf. supra) während enger Period vun zéng Joer ugepasst gëtt entweder no uewen oder no ënnen, esou wéi den 3. Abschnitt vum Artikel 38 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht dat virgesäit.

Ad 3) Den Artikel 1 vum groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010, deen d'Modalitéite regelt vum Opstelle vum Kontingent vun de Stonnen, déi un d'Gemengen an d'Schoulsyndikater verdeelt ginn, fir de Grondschoulunterrecht ze organiséieren, schreift vir, dass dëse Kontingent all Joer virum 15. Abrëll vum Minister pro Gemeng respektiv pro Schoulsyndikat bestëmmt gëtt. Selbstverständlech kënne Gemengenautoritéiten hire Kontingent vu Schoulstonnen op déi verschidde Gemengegrondschoulen esou verdeelen, wéi si dat fir richteg halen an dofir och Modalitéiten opstelle loossen, déi dës Verdeelung regelen.

Ad 4) Am Artikel 9 vum dem uewe genannte groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 ass festgehalen, dass no dem 3. Joer vun der Aféierung vum Kontingent d'Expertskommissioun, déi agesat ginn ass, fir déi néideg Etüden zur Personalplanifikatioun an der Grondschoul duerchzeféieren, en Avis ofgëtt iwwer:

- d'Implementatioun vum Kontingent,

- d'Pondératioun tëschent der Zuel vu Stonnen, déi d'Gemengen an d'Schoulsyndikater kréien, fir de Basisunterrecht ze assuréieren, an d'Zuel vun de Stonnen, déi se zousätzlech kréien fir der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun hirer Schoulpopulatioun Rechnung ze droen,

- d'Duerchschnëttsschülerzuel pro Schoulklass.

D'Aarbechte vun dëser Kommissioun, an déi Vertrieder vu verschiddene Ministèren, vum Statec, vum Syvicol a vum Léierpersonal genannt sinn, huet hir Iwwerleeungen heizou nach net ofgeschloss.

Ech ginn ze bedenken, dass déi Zuel vu 16 Kanner pro Schoulklass, déi am Artikel 4 vum uewe genannte groussherzogleche Reglement festgehalen ass, eng ganz niddereg Zuel ass am europäesche Vergläich an dass d'Qualitéit vum Unterrecht sécherlech net eleng duerch d'Zuel vum Klasseneffektiv bestëmmt gëtt.

[2] D'Ausgangsbasis si 26 Stonnen, dat heescht 28 Stonnen, déi eng Schoulwoch zielt, minus zwou Stonnen, fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht, déi all Gemeng oder Schoulsyndikat pro Klass zougerechent kritt, zousätzlech zum Kontingent fir de Basisunterrecht ze assuréieren.

Question 2593 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réserve de suppléants:**

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal an der Grondschoul gesäit am Kapitel 15 vir, datt de Stat d'Reserv vum Ersatzpersonal (réserve de suppléants) organiséiert. Dës Reserv vun Enseignanten huet d'Missioun, Schoulpersonal ze ersetzen, wat punktuell feelt, oder Posten ze besetzen, déi keen Titulaire fonnt hunn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1) Wéi vill Enseignantë ware fir d'Schouljoer 2011/2012 a si fir d'Schouljoer 2012/2013 am Asaz, opgeschlësselt no de verschiddene Qualifikatiounen, wéi se am Artikel 16 virgesi sinn?

2) Wéi vill Schoulstonne konnte pro Trimester an dëse Schouljoren net ersat ginn? Gëtt et do eng Opdeelung pro Gemeng?

3) Aus wéi engen Ursaache kënne Stonnen an der Schoul net ersat ginn?

4) Wann ee vun de Grënn doranner läit, datt net genuch Ersatzpersonal zur Verfügung steet, wéi eng Efforte wëllt d'Regierung dann ënnerhuelen, fir méi Leit an dëser Reserv ze mobiliséieren?

5) Wat ass virgesinn, fir Kanner aus der Grondschoul ze betreien, wa keen Titulaire an och keen Ersatz ka Schoul halen?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Am Artikel 16 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal ginn déi verschidde Kategorie vu Léierpersounen aus der Réserve de suppléants opgezielt:

1) Schoulmeeschteren;

2) Chargé-de-coursen, déi e Schoulmeeschterdiplom hunn a sech net am Concours, deen den Accès zur Schoulmeeschterfunktioun regléiert „en rang utile" klasséiert hunn;

3) Chargé-de-coursen, déi e Schoulmeeschterdiplom hunn an déi d'Sproochekonditiounen erfëllen, fir zum Concours, deen den Accès zur Schoulmeeschterfunktioun regléiert, zougelooss ze ginn;

4) Chargé-de-coursen, déi e „Certificat de qualification de chargé de direction" hunn, laut den Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Juli 1991, dat ënner anerem d'Modalitéiten zu där Formatioun fixéiert;

5) Chargé-de-coursen, déi eng „Attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants" hunn, laut dem ofgeännerte Gesetz vum 25. Juli 2002 betreffend de Remplacement vun de Schoulmeeschteren aus der Spill- a Primärschoul;

6) Chargé-de-coursen, déi e „Certificat de Formation" hunn, deen am Artikel 19 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal definéiert gëtt;

7) Chargé-de-coursen, déi op onbegrenzt Dauer agestallt sinn, mat enger kompletter oder Deeltâche;

8) Chargé-de-coursen, déi fir eng begrenzt Dauer agestallt sinn, mat enger kompletter oder Deeltâche.

Am Schouljoer 2011/2012 hat d'Réserve de suppléants 27 Memberen an der Kategorie 1, 22 an der Kategorie 2, 116 an der Kategorie 3, 21 an der Kategorie 4, 231 an der Kategorie 5, 107 an der Kategorie 6, 306 an der Kategorie 7 a 15 an der Kategorie 8.

Am Schouljoer 2012/2013 hat d'Réserve de suppléants 29 Memberen an der Kategorie 1, 36 an der Kategorie 2, 143 an der Kategorie 3, 20 an der Kategorie 4, 231 an der Kategorie 5, 122 an der Kategorie 6, 299 an der Kategorie 7 a 26 an der Kategorie 8.

Ad 2) a 5) Am Schouljoer 2011/2012 konnten an deenen dräi Trimestere vun engem Total vun 3.406.994 geplangte Schoulstonnen 3.937 Stonnen net ersat ginn, esou dass déi betraffe Kanner während dëse Stonnen opgedeelt gi sinn op verschidde Klassen; am Schouljoer 2012/2013 konnte während deenen zwee éischten Trimestere vun engem Total vun insgesamt 2.238.937 geplangte Schoulstonne 4.479 Stonnen net ersat ginn, esou dass déi betraffe Kanner während dëse Stonnen op verschidde Klassen opgedeelt gi sinn.

Ad 3) Wa Stonnen net konnten ersat ginn, ass dat well zu gewësse Momenter net genügend Ersatzpersonal zur Verfügung stoung. Dat kënnt vir zum Beispill bei Grippewellen; dobäi muss ee feststellen, dass am Wanter 2012/2013 vill Membere vum Léierpersonal mat besonnesch hartnäckegen Erkältungen ze kämpfen haten.

Et bleift ze bemierken, dass nieft dem Personal aus der Réserve de suppléants och nach „Remplaçanten" agesat ginn, déi eng Attestatioun hunn, déi hinnen erlaabt, an der Grondschoul Léierpersonal ze ersetzen.

Ad 4) Et gëtt probéiert esou wäit ewéi méiglech genügend Chargé-de-coursen an/oder Remplaçanten ze formëieren, déi dat brevetéiert Léierpersonal ersetze kënnen.

Question 2594 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **législation en matière de gestation pour autrui:**

Lëtzebuerg huet keng Legislatioun iwwer „geléinte Mammen" (mères porteuses, gestation pour autrui). Dës Method fir Puppelcher op d'Welt ze setze schéngt an anere Länner erlaabt ze sinn. Nom Rapport vum franséische Senat aus dem Joer 2008 ass et erlaabt, datt geléinte Mamme Puppelcher a Griichenland an am Vereenegte Kinnekräich fir friem Koppelen op d'Welt setzen. Och a Länner wéi de Vereenegte State vun Amerika schéngt dës Praxis erlaabt ze sinn, woubäi do déi geléinte Mamm och nach ka fir dës „Déngschtleeschtung" bezuelt ginn.

Et ass deemno net auszeschléissen, datt Koppelen, déi zu Lëtzebuerg wunnen a vläicht soss keng aner Méiglechkeet gesinn hunn, iwwert dëse Wee Kanner kritt hunn.

Dowéinst wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1) Sinn zu Lëtzebuerg Fäll bekannt, an deenen eng Koppel een oder méi Kanner um „État civil" wollt umellen, respektiv an de „Régistre de la Population" wollt androe loossen, woubäi dëst Kand oder Kanner vun enger geléintener Mamm op d'Welt gesat goufen?

2) Gëtt et eng Prozedur oder eng Praxis, déi an esou engem Fall ugewannt gëtt? Kënnen esou Fäll iwwert de Wee vun der „adoption plénière" geregelt ginn?

3) Wéi eng Rechter huet eng geléinte Mamm, déi e Kand zu Lëtzebuerg ausgedroen huet an/oder op d'Welt bruecht huet, respektiv déi dat Kand u Leit ginn huet, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn?

4) Wéi eng Rechter huet eventuell e Kand, fir déi Mamm kennenzeléieren, déi et ausgedroen an op d'Welt bruecht huet?

Réponse commune (5.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Geléinte Mammen (gestation pour autrui op Franséisch) ass a weltwäite Phenomeen, deen etlech Problemer fir déi betraffe Persoune mat sech bréngt an deen an Zwëschenzäit zu engem regelrechte Befruchtungstourismus gefouert huet.

Den Informatiounen no, déi d'Regierung bei lëtzebuergeschen an auslänneschen Autoritéiten krut, ass kee Fall bekannt, wou e Kand vun enger geléintener Mamm op d'Welt gesat gouf an um lëtzebuergeschen „Registre de l'État Civil" oder „Registre de la Population" agedroen oder iwwerschriwwen gouf. Deemno gëtt et betreffend der Method vun den geléintene Mamme weder eng lëtzebuergesch Prozedur nach eng lëtzebuergesch Praxis.

D'Method vun de geléinte Mammen ass an deene meeschte Länner verbueden an nëmmen an enger klenger Minoritéit vu Staten erlaabt. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, wou dës Method net geregelt ass. Och wann et net ausdrécklech verbueden ass, esou ass d'Method vun de geléinte Mammen dach net legal - an dat wéinst dem Prinzip vun der Indisponibilitéit vum mënschleche Kierper a vum Stand vun de Persounen. Et kënnt derbäi, datt dës Method och vum Standpunkt vun der Konventioun Biomedezin problematesch ass. 1997 vum Conseil de l'Europe zu Oviedo adoptéiert, huet d'Regierung 2006 proposéiert, dës Konventioun ze ratifizéieren (Gesetzprojet n°5528).

D'Regierung «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)» (Auszuch aus dem Regierungsprogramm vun 2009). D'Regierung ass der Meenung, datt dës Method net mat der Dignitéit vun der geléintener Mamm an den Intressie vum Kand zesummegeet. Si deelt d'Bedenke vun der Commission Nationale d'Éthique (CNE) an och déi vun deene Länner, déi dës Method verbueden hunn. Vu d'Risike vun enger Ausbeutung vun der geléintener Mamm, der Kommerzialisatioun vun dëser Method an all den Ongewëssheeten, deenen d'Leit ausgesat sinn, huet d'Regierung wëlles dës Fro gemäss dem Regierungsprogramm an den Iwwerleeunge vun der CNE ze regelen. De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun, deen deemnächst op den Instanzewee wäert goen, wäert och d'Problematik vun de geléintene Mammen behandelen.

Vu d'Problemer ëm d'Rechter vun de geléintene Mammen, dëse Kanner an dësen Elteren, hu sech international Organisatiounen der Problematik ugeholl. Zënter 2011 schaffen d'Conférence de La Haye de droit international privé (mat Sëtz zu Den Haag) an d'Commission Internationale de l'État Civil (mat Sëtz zu Stroossbuerg) un der Ausschaffung vu méigleche Léisungen an dëse komplexen Froen.

Question 2595 (4.3.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants:**

Face à l'augmentation du chômage et en particulier du chômage des jeunes, il a souvent été question ces derniers temps de demandeurs d'emploi qui se refuseraient à accepter des emplois jugés moins «confortables», tels des emplois dans le secteur de l'Horeca, qui demandent une très grande flexibilité des salariés.

Pourtant, tous les chômeurs n'ont tout simplement pas la possibilité de travailler dans ce domaine.

En effet, les horaires de travail de ce secteur demandent une grande disponibilité en fin de journée et pendant les fins de semaine - à des moments où la majorité des structures d'accueil pour enfants sont fermées.

J'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Madame la Ministre de la Famille dispose-t-elle d'informations précises sur les heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants au Luxembourg?

- Madame la Ministre encourage-t-elle une extension des heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants ou la création de structures spécifiques à horaire étendu?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre de crèches ou structures d'accueil d'entreprises et/ou de crèches sectorielles? Le Ministère de la Famille encourage-t-il la création de telles crèches adaptées aux horaires des salariés d'une entreprise ou d'un secteur spécifique?

- Dans ce contexte, quel est le rôle de l'assistance parentale? L'offre dans ce domaine est-elle suffisante en termes de places disponibles et en ce qui concerne les plages horaires?

- Quelles autres mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour trouver des solutions aux problèmes décrits ci-dessus?

Réponse (11.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les informations relatives aux heures d'ouverture des services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, foyers de jour et maisons relais) font partie intégrante de la demande d'agrément. Les règlements grand-ducaux régissant à l'heure actuelle l'éducation et l'accueil des enfants en dehors des heures de classe, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 (sans hébergement) et le règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants) limitent l'accueil socio-éducatif des enfants à un accueil de jour respectivement à un accueil «sans hébergement» et ceci aussi bien dans le cadre du règlement grand-ducal modifié de 2001 (article 1) que dans le cadre du règlement grand-ducal modifié de 2005 (article 2). Les heures d'ouverture d'une crèche/foyer de jour ou bien d'une maison relais sont de la seule compétence du gestionnaire sous réserve de respecter - en cas d'une maison relais - le seuil prévu par le règlement grand-ducal de 2005 qui présume une «ouverture du service … pendant au moins 200 jours et 500 heures par année civile».

Il va sans dire que la grande majorité des services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) offrent un accueil hebdomadaire allant de 7.00 heures à 19.00 heures pendant cinq jours de la semaine. Cependant il y a de plus en plus de gestionnaires qui étendent leurs offres au-delà des heures précitées de sorte que les parents travaillant en dehors des heures de bureau ont plus de chances de nos jours de concilier leur vie familiale et professionnelle. Les heures d'ouverture des SEA agréés par le Ministère de la Famille vont de 5.00 heures à 23.00 heures pendant six jours de la semaine (le samedi inclus). Cependant il y a lieu de noter que la demande en vue d'un accueil en dehors des heures de bureau ne semble pas être aussi élevée qu'on pourrait le croire. Ainsi plusieurs SEA qui avaient prévu un accueil à horaire étendu ont revu les heures d'ouverture faute d'une demande suffisante.

Quant aux crèches d'entreprise, le nombre de crèches d'entreprise agréées jusqu'à nos jours est de dix pour un total de 400 chaises. En ce qui concerne la création de SEA, le Ministère de la Famille mise davantage sur la collaboration avec les communes qui sont le mieux placées pour assurer une continuité dans l'éducation (formelle et non formelle) et l'accueil des enfants allant de la petite enfance jusqu'à l'âge des jeunes.

En ce qui concerne l'activité d'assistance parentale, il va sans dire que l'accueil d'enfants auprès de l'assistant parental est plus flexible qu'au niveau des SEA. En effet, contrairement aux règlements grand-ducaux précités la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale prévoit à l'article 1: «Une période de prise en charge continue de jour et de nuit d'un enfant déterminé ne doit pas excéder trois semaines.» Les plages horaires sont fixées par l'assistant parental qui aux termes de la loi précitée bénéficie du statut d'indépendant. Les plages horaires de l'assistant parental ne font pas partie intégrante de la demande d'agrément de sorte que le Ministère de la Famille ne dispose pas d'informations précises quant à leur utilisation. L'activité d'assistance parentale est en croissance permanente à l'instar des SEA. Quant à la répartition régionale de l'offre des assistants parentaux, il y a lieu de noter que certaines régions sont bien couvertes contrairement à d'autres. Pour toute information quant à l'offre régionale, je me permets de vous référer au site Internet: www.kannerbetreiung.lu.

Question 2596 (4.3.2013) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **adoptions au Luxembourg:**

Le processus d'adoption au Luxembourg semble connaître une évolution ces dernières années, notamment due aux relations bilatérales spécifiques avec les pays concernés, mais aussi en raison de la situation géopolitique en permanente mutation.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de candidatures d'adoption ont été déposées au Luxembourg en 2012 et combien d'enfants (y compris sexe et âge) ont été adoptés pendant cette même année?

- Quels sont les pays d'origine relatifs aux demandes d'adoption en 2012 au Luxembourg, respectivement quels sont les pays d'origine des enfants adoptés?

- Quel est le bilan de l'évolution au cours des dernières années des pays demandeurs et du nombre, de l'âge et du sexe des enfants adoptés au Luxembourg?

Réponse (5.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Selon les statistiques des adoptions nationales et internationales de l'année 2012, un nombre total de 222 (dont 169 demandes pour une adoption internationale et 53 demandes pour une adoption nationale) demandes écrites de candidats à l'adoption ont été enregistrées auprès des quatre services d'adoption agréés. Ce chiffre indique que les services ont donné une suite administrative à ces demandes, lesquelles n'ont par la suite pas nécessairement toutes abouties à un projet d'adoption pour différentes raisons.

Au cours de l'année 2012, un total de 14 enfants sont arrivés au Luxembourg suite à une adoption internationale et deux enfants ont été accueillis en famille suite à une adoption nationale. De ces 16 enfants, quatre enfants avaient moins d'un an et douze enfants avaient entre un et quatre ans. De ces 16 enfants, quatre enfants sont de sexe féminin et douze enfants sont de sexe masculin.

Un total de 40 adoptions ont été finalisées (36 adoptions internationales et quatre adoptions nationales), c'est-à-dire transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption sur les registres de l'État Civil de la ville de Luxembourg.

- En 2012, les pays d'origine relatifs aux demandes d'adoption étaient principalement les pays suivants: Bulgarie, Cap Vert, Corée du Sud, Colombie, Haïti, Inde, Luxembourg, Portugal.

Dans le contexte des adoptions internationales, les enfants qui sont arrivés au Luxembourg au cours de l'année 2012 provenaient des pays d'origine suivants: Corée du Sud, Colombie, Haïti, Népal.

- Lorsqu'on entend par «pays demandeurs» les pays des candidats demandeurs d'une adoption internationale, les statistiques des dernières années du Luxembourg et d'autres pays d'ac-

cueil illustrent que le nombre de demandes de candidats adoptants excède le nombre d'enfants adoptables en adoption internationale. Ce phénomène s'explique entre autres par des développements socioéconomiques et des changements de politique des gouvernements dans certains pays d'origine, ayant pour conséquence une augmentation du nombre d'adoptions nationales, conformément à l'esprit des conventions internationales et au principe de subsidiarité (à savoir, la responsabilité en tant que pays d'origine d'avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine avant de pouvoir envisager une adoption internationale). D'autant plus, les pays d'origine expriment un besoin en adoption internationale concernant de plus en plus des enfants dits à besoins spéciaux, c'est-à-dire des enfants plus âgés, des enfants en fratrie ou encore des enfants porteurs de maladies ou d'handicaps.

Cette réalité changeante du profil des enfants est reflétée au niveau du nombre et de l'âge des enfants adoptés au Luxembourg et dans d'autres pays d'accueil.

Voici les statistiques reprenant l'évolution des trois dernières années (2010 à 2012) au Luxembourg:

Adoption internationale:

Année	Enfants arrivés au Luxembourg suite à une adoption internationale	Âge et sexe des enfants adoptés							
		< 1		1-4		5-9		>10	
		M	F	M	F	M	F	M	F
2010	40	9	5	15	7	1			
2011	24	2	1	16	5				
2012	14	1	1	9	3				

Veuillez noter qu'en 2010 le nombre d'enfants arrivés au Luxembourg était exceptionnellement élevé. En effet, 14 enfants haïtiens, dont la procédure d'adoption avait déjà été entamée et l'apparentement achevé, sont arrivés ensemble au Luxembourg en date du 21 janvier 2010 par procédure d'évacuation suite au tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010. Les adoptions entre le Luxembourg et Haïti sont bloquées depuis dans l'attente que le pays soit de nouveau en mesure d'effectuer des adoptions internationales en bonne et due forme.

Adoption nationale:

Année	Enfants accueillis en famille suite à une adoption nationale	Âge et sexe des enfants adoptés							
		< 1		1-4		5-9		>10	
		M	F	M	F	M	F	M	F
2010	4	3	1						
2011	2	1	1						
2012	2	2							

Question 2597 (5.3.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **nouveau bâtiment du CRP-Santé:**

La loi du 12 juin 2004 a décidé la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Cette construction est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour permettre à ce CRP de travailler dans de bonnes conditions et de continuer à se développer de façon dynamique.

Le CRP-Santé est actuellement installé dans des constructions provisoires et ses services sont éparpillés dans des locaux sis aux alentours du CHL. Si la Chambre a adopté cette loi en 2004, c'était en connaissance de cause de la situation d'un centre de recherche qui a besoin, pour avoir le meilleur rendement possible, de la proximité et de la synergie avec un grand hôpital public et les acteurs de cette institution.

Presque dix années après le vote de la loi le CRP-Santé devrait pouvoir enfin planifier son développement et être assuré définitivement de son implantation auprès du CHL.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'exécution de la loi du 12 juin 2004 et quand les travaux pourront enfin commencer au site inscrit dans la loi?

Réponse commune (4.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives à la loi du 12 juin 2004 qui a autorisé la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Il est vrai que le CRP-Santé est actuellement installé dans des constructions provisoires et ses services sont éparpillés dans des locaux sis aux alentours du CHL.

En effet, la loi du 12 juin 2004 relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé a prévu un montant de 73.000.000 euros (indice semestriel des prix de la construction 569,61 octobre 2002). Le projet était basé sur un avant-projet sommaire selon l'ancienne procédure en vigueur.

Suite à une décision du Conseil de Gouvernement fin 2005, les études d'exécution ont été suspendues.

En mars 2008, lors d'une entrevue avec le Ministre des Travaux publics, le conseil d'administration du CRP-Santé a demandé la levée du moratoire avec l'accord de son Ministre de tutelle.

Par la suite, le programme des besoins en surfaces et en effectifs a été analysé et le projet entièrement revu en 2009, afin de réduire le budget de 7% par rapport au budget voté.

Les diverses autorisations (autorisation de construire, commodo-incommodo) pour le projet adapté ont été demandées entre 2010 et 2012, afin de pouvoir débuter les travaux.

Finalement en septembre 2012, le projet a été suspendu une seconde fois pour des raisons budgétaires.

En attendant la levée de ce nouveau moratoire et conscients du fait que le manque de locaux et l'éparpillement actuel de ses services sont de nature à freiner le développement du CRP-Santé, le Ministre des Travaux publics et le Ministre de la Recherche rechercheront, de concert avec le Ministre de la Santé, des solutions permettant la mise à disposition rapide de locaux appropriés dans l'intérêt du CRP-Santé à des conditions compatibles avec les décisions du Gouvernement en matière des dépenses publiques.

Question 2599 (5.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **menaces à l'encontre du Premier Ministre:**

Wéi aus Presseinformatiounen ze erfueren ass, war haut e grousse Polizeiasaz bei der privater Wunneng vum Här Statsminister. Géigeniwwer der Press hätt d'Madame Juncker deklaréiert, et géif sech ëm eng seriö Menace géint hire Mann handelen, déi am Zesummenhang mat der SREL- respektiv Bommeleeër-Affär kéint sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Innenminister den Asaz konfirméieren?

2) Wa jo, ass den Asaz op eng eechtlech Menace op d'Persoun vum Här Statsminister zréckzeféieren?

3) Wa jo, ass déi Menace am Zesummenhang mat der Affär SREL oder Bommeleeër ze gesinn?

Réponse (7.3.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Am Kader vun enger permanenter Evaluatiounsaarbecht iwwer méiglech Menacen huet d'Police Informatioune kritt, déi op méiglech Drohunge vis-à-vis vum Premierminister an dem Ausseminister kënnen hiweisen.

Dës Informatioune ginn iwwerpréift. Des Weideren huet d'Police d'Moossnamen zum Persouneschutz vis-à-vis vun deenen zwee Ministeren erhéicht.

Dës Moossname gi permanent evalueiert an de Polizeiasaz deementspriechend ugepasst.

Wat d'Originë vun der Menace kéinte sinn, muss déi ordonnéiert Enquête erweisen.

Question 2600 (6.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental:**

Il me revient que plusieurs établissements scolaires de l'enseignement postfondamental viennent de se donner de nouveaux règlements internes. D'aucuns critiquent que ces règlements auraient été élaborés sans que les comités des élèves des établissements en question n'aient été concertés au préalable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont récemment modifié leurs règlements internes? Ces modifications doivent-elles être avisées et approuvées par le Ministère?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je renvoie l'honorable Député à la réponse que j'ai fournie en date du 27 février 2013 à sa question parlementaire n°2529 *(cf. compte rendu n°7/2012-2013)* qui a trait au même sujet.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que:

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves.

Je tiens à préciser que la loi actuellement en vigueur ne prévoit pas que la Ministre de l'Éducation nationale n'avise ou n'approuve ces règlements internes.

Question 2602 (6.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **portail «culture.lu»:**

Viru Kuerzem ass am Spaweck de Portail „culture.lu" zougänglech gemaach ginn. Dëse Site hänkt direkt vum Kulturministère of a gëtt och vun dësem finanzéiert.

Wann een de Prinzip vun esou engem Portail nëmme ka begréissen, esou bleift dach ze bemängelen, datt de Site nëmmen op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel ass.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass vergiess ginn, wat ëmsou méi ze bedaueren ass, datt ons Sprooch en integrale Bestanddeel vun der nationaler Kultur ass.

Dowéinst wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1) Wéisou ass op dësem Site d'Lëtzebuerger Sprooch net fir d'Navigatioun zréckbehale ginn?

2) Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt besonnesch op Siten, déi Lëtzebuerg a Kultur verbannen, d'Lëtzebuerger Sprooch misst op d'mannst gläichberechtegt behandelt ginn?

3) Ass d'Madame Ministesch bereet, fir um Portail „culture.lu" d'Lëtzebuerger Sprooch gläichberechtegt nieft dem Franséischen, Däitschen an Engleschen anzeféieren?

Réponse (29.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

1) Ech versécheren dem Här Deputéierten, datt et virgesinn ass, fir deen neie Kulturportail an enger zweeter Phas och a Lëtzebuerger Sprooch ze presentéieren. Als Kulturministesch ass et mer wichteg, fir de Kulturacteuren een hire Bedierfnesser ugepassten, evolutiven a partizipativen Internetsite zur Verfügung ze stellen, dee regelméisseg de Realitéiten an Ufuerderunge vum Terrain ugepasst gëtt. Wéinst dem groussen Ausmooss vum Portail gouf aus verschiddene Grënn, dorënner budgetär a personell Ursaachen, entscheet, fir an enger éischter Phas fir de Lancement vum Site déi Sprooche fir d'Navigatioun zréckzebehalen, déi onëmgänglech sinn, fir datt de Site der gréisstméiglecher Unzuel vu Kulturschafenden a Konsumenten hei am Land an iwwert d'Grenzen eraus zougänglech ass.

2) De Portail „culture.lu" versteet sech och als Spigel vun der kultureller Villfalt, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Sou ass et alle Kulturschafenden och elo schonns méiglech, fir hir Annoncen, Artikelen oder Texter an där Sprooch eranzeginn, déi si fir richteg empfannen. D'Texter ginn deemno an där Sprooch publizéiert, wéi d'Auteuren se eraginn, dat heescht och op Lëtzebuergesch. Et ass aus budgetäre Grënn net méiglech, all Offer an Text an all Sproochen iwwersetzen ze loossen, dofir gëtt de Visiteur vum Site da beim Navigéieren drop higewisen, datt deen Text just an där jeeweileger Sprooch zur Verfügung steet.

De Respekt an d'Promotioun vun eisem kulturellen Ierwen a senger ganzer Villfalt a sengem Räichtum, dorënner och eis Sprooch, läit mir als Kulturministesch besonnesch um Häerz. Duerch de Kulturportail ginn ech menge Beméiungen Ausdrock, fir engersäits zur Professionaliséierung vun eise Kënschtler an der Verbreedung vun der Kreatioun bäizedroen, an anerersäits eis kulturell Villfalt an eist kulturellt Ierwen ze förderen.

3) An Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Online Dictionnaire LOD ginn an enger zweeter Phas d'Navigatiounsläischt vum Kulturportail souwéi d'Haapttexter, déi d'Kultur zu Lëtzebuerg virstellen, op Lëtzebuergesch iwwersat. Et ass doriwwer eraus virgesinn, fir no an no och nach aner Sprooche mat bäizehuelen.

Question 2604 (6.3.2013) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **réforme bancaire CRD-IV:**

La semaine passée, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à sceller un accord provisoire sur la réforme bancaire (dénommée «CRD-IV») la plus importante depuis l'éclatement de la crise financière de 2008 et qui porte essentiellement sur l'imposition de fonds propres supplémentaires pour les banques systémiques. Les négociations ont porté en outre sur le plafonnement des bonus des directions de banques et la transparence des activités bancaires.

En matière de transparence, le Conseil et le Parlement se sont accordés sur l'obligation pour les banques de diffuser certaines informations pour tous les pays où elles sont actives, dont notamment: les profits avant impôts, les impôts payés, le chiffre d'affaires, le nombre d'employés et les subventions reçues.

Selon nos informations, tous les pays membres de l'UE étaient d'accord de réclamer cet effort de transparence de la part des banques, tous, sauf le Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-il correct que le Luxembourg se soit positionné contre la demande du Parlement européen d'introduire une plus grande transparence dans les rapports annuels des banques?

2. Le cas échéant, quelles en sont les raisons?

3. Est-ce que le Luxembourg compte maintenir cette position lors des discussions et décisions au sein du Conseil des Ministres?

4. En matière des fonds propres, le Parlement européen n'est pas parvenu à obtenir de la part du Conseil un ratio de levier contraignant, pourtant un instrument de régulation jugé essentiel pour limiter l'endettement excessif dans le secteur. Quelle est la position du Luxembourg dans ce domaine?

5. En outre, les nouvelles règles en matière de liquidité - cruciales pour obliger les banques à détenir des actifs liquides et à réduire leur dépendance au financement à court terme - ont été fortement affaiblies par le Conseil. Est-ce que le Luxembourg fait partie des pays qui réclament un tel affaiblissement des mesures de sécurisation des banques?

Réponse (14.3.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Lors de l'ECOFIN du 5 mars 2013, la Présidence a informé les ministres des résultats du trilogue du 27 février dernier où un accord a pu être trouvé sur certains points clés. La Présidence a demandé à l'ECOFIN d'entériner les résultats de ce trilogue en vue de trouver un accord en première lecture avec le Parlement européen (PE).

En ce qui concerne les questions contenues dans la question parlementaire, la Présidence avait suggéré aux trilogues de régler la question de la transparence fiscale de manière horizontale dans la directive comptable plutôt que dans des dossiers services financiers individuels (dont la CRR/CRD4). Cette approche a été soutenue par le Luxembourg quant au principe afin d'éviter que les questions fiscales soient traitées dans des dossiers services financiers, court-circuitant ainsi la procédure et les règles de vote applicables dans des dossiers fiscalité. Or, le PE a fait de l'inclusion dans la CRR/CRD4 de dispositions sur la transparence fiscale une conditio sine qua non à un accord en première lecture avec le Conseil. Dans un esprit de compromis, le Luxembourg s'est rallié par la suite à cette proposition.

Le ratio de levier limite le volume de l'activité d'une banque par rapport à ses fonds propres. Le Luxembourg compte parmi les États membres qui ont souhaité dans un premier temps évaluer durant une phase test à l'aide du reporting si le ratio de levier convient pour tout type de banque et pour tout type d'activité avant de prendre une décision définitive sur l'opportunité de transformer ce ratio en une obligation contraignante en 2018.

Les nouvelles règles de liquidités contribueront au renforcement de la résilience du secteur bancaire aux crises financières. Tout comme pour le ratio de levier, le Luxembourg fait partie des États membres qui ont souhaité d'abord tester les nouveaux ratios de liquidité sur base d'un reporting harmonisé pendant une période d'observation avant que la composition et l'étalonnage exacts de ces ratios ne soient déterminés en 2015. Il faut en effet garder à l'esprit que les réflexions du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire sur les ratios de liquidité continuent, de sorte qu'il paraît prématuré de figer ces ratios dès à présent dans le droit de l'Union. Le Luxembourg favorise une démarche prudente qui tient pleinement compte des développements au niveau du G20.

Lors de l'ECOFIN, le Luxembourg s'est finalement rallié à la proposition de compromis dans son ensemble.

Question 2605 (7.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Hosingen:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 2 mars 2011 (n°1290) *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que le projet du contournement de la localité de Hosingen ferait partie de la phase 2 de l'avant-projet du plan sectoriel «transports». Les éléments du corridor à réserver à cette route seraient à intégrer dans ce plan sectoriel. Et Monsieur le Ministre avait également ajouté que l'étude du contournement de Hosingen serait complétée en vue d'une réorientation éventuelle ultérieure du projet vers une route à 2x2 voies.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations nouvelles sur l'avancement des travaux préparatoires concernant la construction de ce contournement?

- Est-il envisagé de faire ranger le contournement de Hosingen parmi les projets de la première priorité du plan sectoriel «transports»?

Réponse (3.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au contournement de Hosingen, en complément à sa question parlementaire 1290 du 2 mars 2011 à ce même sujet.

Le contournement de Hosingen est un élément prioritaire de l'optimisation et de la sécurisation de la route E421/N7 sur la section Fridhaff-Schmëtt, dont l'idée de base est la réalisation d'une route pour véhicules automoteurs à 2+1 voie avec carrefours dénivelés et la réalisation d'un réseau secondaire spécifique en vue de garantir les liaisons existantes, interrompues par la suppression de croisements avec la N7 sécurisée.

Dans ce contexte, les études d'avant-projet sont poursuivies sur base de la variante retenue tout en tenant compte d'une compatibilité avec une mise à 2+2 voies de la N7 en fonction du développement futur de la région et de l'évolution du trafic routier en résultant.

Vu que les incidences sur l'environnement doivent être analysées au niveau des différentes étapes du projet de contournement, les zones du réseau Natura 2000 et plus spécifiquement les zones «Habitat» avoisinant le projet du contournement, à savoir la «Vallée de l'Our d'Ouren à Wallendorf-Pont», les «Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach» ainsi que la zone «IBA» «Région Kiischpelt» font l'objet d'une telle analyse. La première étape de cette étude d'impact, qui consiste dans le screening, étant réalisée, l'étude d'impact proprement dite est actuellement en cours pour obtenir ainsi la ligne de conduite à suivre dans ce projet d'envergure.

Le screening des incidences sur l'environnement naturel n'ayant relevé aucun impact significatif sur l'environnement, le corridor nécessaire à la réalisation du projet du contournement de Hosingen pourra être réservé dans le cadre du plan directeur sectoriel «transports» figurant à la phase 2.

Question 2606 (8.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **jeu eMemory à l'école fondamentale:**

An engem Zeitungsartikel iwwert de sougenannten «Girls' Day - Boys' Day» vum 26. Februar 2013 stoung, datt d'Kanner schonns an der Primärschoul sollen «Schnupperlehrgänge» kréien, fir den «traditionnelle Beruffsbiller» Äddi ze soen. D'Gemenge Suessem an Diddeleng hätten zu deem Zweck e Memory-Spill an de Primärschoule benotzt.

An deem Zesummenhang wollt ech den Damme Ministeschen dës Froe stellen:

1. Ëm wéi e Memory-Spill handelt et sech dobäi? Ass dat e speziellt Spill fir deen uewe genannten Zweck? Wa jo, kënnen d'Damme Ministeschen dëst Spill den zoustännege Chamberkommissioune weisen?

2. Wéi dacks an op wéi enge Klasse gouf dat Spill benotzt? Vu wiem ass d'Initiativ ausgaangen? Wéi vill Zäit ass fir dat Spill geholl ginn an a wéi engem Fach?

3. Goufen d'Eltere virdrun ëm Erlaabnis gefrot?

4. Wéi hunn d'Kanner reagéiert?

5. Ass geplangt fir esou Experimenter ze widderhuelen oder dat och nach an aneren Uertschaften ze maachen?

Réponse commune (5.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Objektiv vun der Gläichstellungspolitik ass et, d'Gläichheet an alle Beräicher vum Liewen ze förderen.

Fir datt dës Gläichheet eng Realitéit gëtt, brauche mir e Mentalitéitswiessel, an dee verwierklecht sech nëmmen, wann een esou fréi eweí méiglech mat der Informatioun an der Sensibilisatioun um Niveau vun der Gläichstellung ufänkt.

Fir e konkret Beispill vu Sensibilisatioun ze nennen, ass déi Initiativ MEGA on Tour e grousse Succès. Leider sinn d'Studenten do an engem Alter, wou si scho festgeluechte Meenungen am Beräich vun der Gläichstellung hunn.

Dëst huet eis dozou bruecht, d'Sensibilisatiouns- an d'Informatiounsaarbecht an d'Grondschoulen auszebreeden, oder villméi vir ze verleeën.

D'Iddi ass e Pilotprojet an Zesummenaarbecht mat enger Rei Partner (Jong Handwierk Lëtzebuerg, Jonk Entrepreneuren, Ministère vum Mëttelstand an Tourismus) ze schafen, dee sech mat den atypesche Beruffer befaasst.

Am Moment befënnt de MEGA sech nach an der Planungsphas, mä soubal de Projet méi konkret gëtt, wäert d'Regierung d'Chamber doriwwer informéieren.

Mir invitéieren och nach den honorabelen Deputéierten, wann hie gutt Iddien huet an deem Kontext, eis déi gären ze ënnerbreeden.

Question 2607 (8.3.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse:**

Selon des articles parus dans la presse nationale et internationale, le Gouvernement allemand se serait prononcé contre la proposition de directive relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes. Rappelons que cette proposition de directive a pour objet d'accroître le nombre de femmes dans les conseils des entreprises, notamment en fixant un objectif minimum de 40% des membres du sexe sous-représenté parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse.

- Quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne le contenu de cette directive?

- La directive contient-elle des dispositions qui posent problème pour le Luxembourg?

- Le Gouvernement soutient-il l'objectif des 40%?

Réponse (4.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Par l'adoption, le 14 novembre 2012, de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes, la Commission européenne vise «un accroissement sensible, dans l'ensemble de l'Union, du nombre de femmes dans les conseils des entreprises, en fixant un objectif minimum de 40% des membres du sexe sous-représenté pour les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et en faisant obligation aux sociétés dans lesquelles la proportion des membres du sexe sous-représenté parmi ces administrateurs est inférieure à ce pourcentage d'appliquer, en vue d'atteindre cet objectif, des critères préétablis, clairs, univoques et formulés en termes neutres dans le cadre de la procédure de sélection visant à pourvoir ces postes.

Le pourcentage de 40% est à atteindre au plus tard le 1er janvier 2020 ou, pour les entreprises cotées constituées en entreprises publiques, le 1er janvier 2018.»

Je partage entièrement l'objectif de la proposition en question, à savoir promouvoir un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans les conseils d'administration.

En ce qui concerne les stratégies et méthodes pour atteindre ce but, j'ai soutenu, dès le début de mon mandat, des mesures volontaires pour faire progresser l'égalité des femmes et des hommes, en général, et la mixité, à tous les niveaux, dans la prise de décision et aux postes à responsabilité, en particulier. C'est dans ce contexte que j'ai mis en place un réseau dénommé «DivBiz - Diversity in Business» ainsi que des partenariats avec la Fedil, l'ABBL et diverses autres organisations.

La mise en pratique des engagements pris est suivie de manière très rigoureuse. C'est dans ce sens que j'ai mis au courant tous les partenaires impliqués que si, fin 2013, une évaluation des progrès réalisés ne montre pas une amélioration sensible de la situation, en l'occurrence de la présence de femmes aux postes à responsabilité, je ne manquerai pas à soumettre au Gouvernement un projet de loi prévoyant l'introduction de quotas légaux flexibles et pouvant varier en fonction du secteur d'activité des entreprises concernées.

Pour revenir aux questions posées par les honorables Députés, le Gouvernement luxembourgeois a décidé, dans sa séance du 21 décembre 2012, d'adopter une attitude bienveillante par rapport aux propositions de la Commission européenne.

Par la même occasion, le Gouvernement a constaté que la proposition de directive n'aura qu'un impact très limité au Luxembourg, notamment en raison du fait que seulement une vingtaine de sociétés sont cotées sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg.

Finalement, j'ai invité les membres du Gouvernement à anticiper l'effet recherché par la proposition de directive et à privilégier, à compétences égales, la nomination de candidats du sexe sous-représenté, en l'occurrence de femmes, dans les conseils d'administration tombant dans leur champ de compétences.

Question 2609 (12.3.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **réforme de la PAC:**

Suite au Traité de Lisbonne, le Parlement européen aura cette semaine pour la première fois la possibilité de se prononcer sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Lors du vote, prévu pour mercredi, les députés auront notamment à se prononcer sur l'introduction d'une limite maximale annuelle pour les subventions directes à une seule exploitation. La Commission européenne propose actuellement une limite de 300.000 euros par exploitation. L'objectif est d'attribuer moins d'argent aux très grandes exploitations agricoles et de prendre cet argent pour soutenir davantage les petites exploitations. Une injustice liée à la PAC actuelle est en effet le fait que 20% des exploitations accaparent 80% des subventions.

Malheureusement, la proposition de la Commission ne concernerait que 0,12% des exploitations européennes et le montant à redistribuer aux «petits» agriculteurs ne serait même pas de 1,5 milliards d'euros. Voilà pourquoi, le groupe des Verts/ALE au Parlement européen a proposé un amendement pour un seuil maximal de 100.000 euros de subventions directes par année et par exploitation. Ce seuil toucherait 3,5% des exploitations européennes et les petites exploitations pourraient déjà profiter de presque cinq milliards d'euros à redistribuer. Enfin, un troisième seuil, fixé à 200.000 euros, pourrait être voté en tant que compromis.

Les statistiques liées aux subventions versées aux exploitations luxembourgeoises ne sont pas publiées de manière complète ni sur le site de la Commission européenne ni sur celui du Gouvernement. Partant, il est très difficile pour les députés européens, mais aussi pour les associations et les citoyens intéressés par le vote, à évaluer l'impact de ces différents seuils sur l'agriculture luxembourgeoise. Je voudrais donc avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Selon mes informations, un seul exploitant luxembourgeois perdrait des subventions directes en cas de montant maximum fixé à 300.000 euros. Il n'y aurait donc quasiment aucune redistribution aux petits exploitants. Ces informations sont-elles exactes? Dans l'affirmative, quel serait le montant à redistribuer?

2) Quel serait l'impact du seuil maximal de 100.000 euros au Luxembourg? Combien d'exploitations seraient concernées? Quel est le montant des subventions qui pourraient le cas échéant être redistribué aux exploitations plus petites?

3) Quel serait l'impact du seuil de compromis de 200.000 euros et combien d'exploitations seraient concernées au Luxembourg? Quel est le montant qui pourrait, le cas échéant, être redistribué aux exploitations plus petites?

Réponse (18.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

En premier lieu, il convient de préciser l'objectif du plafonnement du paiement unique.

Les propositions législatives de la Commission européenne du 12 octobre 2011 prévoient que les sommes provenant de la réduction progressive et du plafonnement des paiements en faveur des gros bénéficiaires restent dans les États membres et soient utilisées pour des projets contribuant, de manière significative, à l'innovation dans le cadre du soutien au développement rural.

Par ailleurs, lesdites propositions législatives retiennent dans l'article 11:

«Réduction progressive et plafonnement du paiement

1. Le montant des paiements directs à octroyer à un agriculteur au titre du présent règlement au cours d'une année civile donnée est réduit comme suit:

- de 20% pour la tranche supérieure à 150.000 euros et ne dépassant pas 200.000 euros,

- de 40% pour la tranche supérieure à 200.000 euros et ne dépassant pas 250.000 euros,

- de 70% pour la tranche supérieure à 250.000 euros et ne dépassant pas 300.000 euros,

- de 100% pour la tranche supérieure à 300.000 euros.»

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que ces niveaux maximaux s'appliquent à la somme des paiements directs du premier pilier, à l'exception des paiements accordés en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement («greening» ou «verdissement»), étant donné que les effets bénéfiques recherchés pourraient s'en trouver réduits en conséquence. Autrement dit, le plafonnement ne concerne pas le verdissement.

En vertu des propositions législatives, 30% des paiements directs seraient consacrés au verdissement. Nous constatons que sur base des chiffres des paiements effectués selon le régime

de paiement unique actuel, il n'y a pas une seule exploitation agricole au Luxembourg qui serait affectée par ledit mécanisme de plafonnement.

En appliquant les propositions législatives de la Commission européenne et les plafonds nationaux actuellement prévus sans préjudice des négociations budgétaires en cours et dans le cadre d'un modèle entièrement régional, le montant total des paiements directs du premier pilier s'élèverait à environ 270 euros par hectare (division de l'enveloppe nationale par la surface agricole nationale éligible).

Lorsqu'on diminue le montant total précité de la partie résultant du verdissement (environ 82 euros par hectare), les exploitations disposeraient d'un montant correspondant à environ 188 euros par hectare au titre du paiement de base.

Cela signifie qu'une exploitation devrait disposer de presque 800 hectares (150.000 euros/18 8 euros = 797,87) pour tomber sous le mécanisme du plafonnement précité.

Par ailleurs, selon les chiffres de l'Administration relatifs à la dimension des exploitations et en appliquant le montant de 188 euros, aucune exploitation agricole ne serait touchée par un plafonnement de 100.000 euros tel qu'évoqué par Monsieur le député.

Ainsi, même avec un plafonnement à 100.000 euros, aucune redistribution du premier au second pilier n'aurait lieu au Luxembourg.

Question 2615 (14.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **heures d'ouverture des magasins:**

Zënter Jore gëtt regelméisseg iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter diskutéiert. Déi eng plädéiere fir eng Liberaliséierung; déi aner fäerten en negativen Impakt vu méi laangen Öffnungszäiten op d'Aarbechtskonditioune vun de Salariéën.

Besonnesch problematesch sinn an deem Kontext d'verkafsoppe Sonndeger a Feierdeeg.

Dowéinst wéilt ech der Madame Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi kënnen d'Geschäfter op Ouschtersonndeg respektiv Ouschterméindeg ophunn? Brauchen déi Geschäfter, déi op deene Feierdeeg wëllen ophunn, eng extra Erlaabnis?

2. Ass et richteg, datt eng Rei vu Geschäfter op Ouschtersonndeg ophunn, datt awer um Ouschterméindeg all Geschäfter zou sinn?

3. Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt besonnech och op Ouschtersonndeg d'Geschäfter missten zou sinn, fir datt all Leit, déi do schaffen, de Weekend kéinte mat hire Famillje verbréngen?

4. Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt déi Banaliséierung vun de Sonndeger, a besonnesch vun de Feierdeeg, als normal Aarbechtsdeeg misst gestoppt ginn?

Réponse (12.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Wat d'Fro zu de verkafsoppene Sonndeger a Feierdeeg fir d'Geschäfter aus Commerce an Handwierk betrëfft, musse folgend Bemierkunge formuléiert ginn:

1. an 2. D'Öffnung vun de Geschäfter op Ouschtersonndeg an Ouschterméindeg reit sech selbstverständlech an de Gesetzeskader an, wéi d'modifiéiert Gesetz vum 13. Juni 1995 et virgesäit.

Fir unzefänke muss een drun erënneren, dass de Régime de droit commun, also ouni Derogatioun, d'Méiglechkeet virgesäit, fir déi betraffe Geschäfter all Sonndeg a legal Feierdeeg tëschent 6.00 Auer an 13.00 Auer opzemaachen.

Ausserdeem si vill Betriber souwisou net vun den Öffnungszäiten, déi am Gesetz vum 13. Juni 1995 virgesi sinn, betraff, esou sinn zum Beispill ausgeschloss: Restauranten an Hotelen, Gedrénksausschank, Traiteur Servicer, Zeitungsan Tubaksbutteker, Metzlereien, Bäckereien, Pâtisserien, Blummen- a Souvenirsgeschäfter, all d'Geschäfter um Flughafen, Taxien an Ambulanzen, souwéi Tankstelle fir motoriséiert Gefierer.

Fir déi aner Geschäfter, déi net opgezielt gi sinn, muss effektiv eng Derogatioun vum Ministère accordéiert ginn, fir Sonndes oder op engem Feierdag méi laang wéi 13.00 Auer opzemaachen.

Dës Derogatioun trëtt a Kraaft, nodeems d'Ufro vun de Beruffskummeren oder de Gemenge gemaach gëtt a nodeems erwisen ass, dass dës Ufro de Konditioune vun enger gréisserer wirtschaftlecher Bedeitung entsprécht.

Allerdéngs ass et keng ministeriell Derogatioun ginn, fir den ernimmte legale Kader um Ouschtersonndeg oder Ouschterméindeg ze iwwerschreiden.

Schlussendlech muss och drun erënnert ginn, dass déi Öffnungszäiten, déi vum Législateur fixéiert gi sinn, keng Obligatioun duerstelle fir d'Geschäfter opzemaachen, mä eng fakultativ Öffnung erméiglechen. Verschidde Geschäfter, a gewësse Gemengen an a gewësse Branchen, wäerten deemno ophunn, anerer net.

3. Ech sinn der Meenung, dass un éischter Plaz muss d'Gesetz respektéiert ginn.

Et kann een onendlech iwwert déi - legitim - Argumenter fir eng Fermeture vun de Geschäfter op Sonndeger a Feierdeeg diskutéieren, an och generell iwwer Öffnungszäiten, déi gewëssen Iddie vu sozialem a familiärem Liewe respektéieren, grad esou wéi iwwert déi - net manner legitim - Argumenter fir eng total Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten.

Fakt ass, an dat ass kee Jugement, mä e Constat, dass eist Gesetz am internationale Verglach eent vun deenen ass, dat d'Individuen an hiert Familljen- a Privatliewen am meeschte protegéiert.

Dat ass sécherlech keen Argument fir all Diskussioun iwwert de Fong an de Prinzip vum Thema ze refuséieren, mä et huet awer de Mérite fir den Débat an e manner polemeschen a méi relative Kader ze setzen.

Ausserdeem profitéieren déi Leit, déi ausserhalb vun den «konventionellen» Öffnungszäite schaffen, vun allen Dispositiounen am Beräich vum Aarbechtsrecht, déi, och wa se de Regime net ofschwächen, op d'mannst Kompensatioune garantéieren, déi meeschtens ganz appréciéiert sinn. Dacks ginn dës Aarbechtszäiten souguer vu verschiddenen Employéë gesicht, déi keng familliär oder privat Verflichtungen hunn.

Ech erënneren och nach drun, dass vill vun de betraffene Betriber vun onofhängegen Entrepreneure bedriwwe ginn, vu Familljen a Frënn begleet oder net, déi deemno all Fräiheeten hu fir ze wielen, ob si dës Deeg wëlle schaffen oder net.

4. Et kann een net vun enger Banaliséierung vun de Sonndeger an de Feierdeeg als normal Aarbechtsdeeg schwätzen. Ausserhalb vun den Öffnungszäiten, un déi ech heiriwwer erënnert hunn, ginn et der eigentlech ganz wéineg. Déi sinn dann op eng Demande vun de Vertrieder vun de Geschäfter zréckzeféieren, déi - an dat muss een dann och soen - am Endeffekt op eng Demande vun de Consommateure selwer baséiert.

Ausserdeem wier et illusoresch och nëmmen eng Sekonn ze gleewen, dass d'Geschäfter, a besonnesch d'«Grandes surfaces», vereenzelt Sonndeger a Feierdeeg - sechs am Joer, wéi den Accord ënnert de betraffene Partner et virgesäit - aus renger Ideologie oder opgrond vun enger abstrakter Iddi hir Dieren opmaachen.

Et stellt sech eraus, dass dës Öffnungszäiten a Wierklechkeet enger intensiver Akafsperiod entspriechen an dass d'Konsumente genéiert wieren, wa si net kéinten déi gewënschten Akeef besuergen. Dës Öffnungszäite sinn och gerechtfäerdegt, well se an engem spezielle Kalenner abegraff sinn. Et soll een och net vergiessen, dass d'Konsumenten, am Fall wou zu Lëtzebuerg d'Geschäfter zou sinn, net zécken, fir hir Kommissiounen déi aner Säit vun der Grenz ze maachen.

Dëst Kafverhalen ass reell! Et ass e soziale Fakt, deen ee ka bedaueren oder luewen, mä et muss een en op alle Fall considéréieren.

Oft kann een iwwregens eng Inkohärenz tëscht den Aussoe vu verschidde Géigner a Kritiker vu verkafsoppene Sonndeger a Feierdeeg an hirem Verhale feststellen: Ass et zum Beispill net fir eis alleguer ganz normal a selbstverständlech, all Dag vum Joer e Restaurant ze besichen? Déi Leit, déi e Gebuertsdag, en Evenement, oder fir beim ugeschwate Beispill vun der Ouschterperiod ze bleiwen, eng Kommioun an engem Restaurant oder mat Hëllef vun engem Traiteur organiséieren, denke si un d'Öffnungszäiten, wa si, berechtegterweis, déi wichteg a wäertvoll Momenter vu familliärem, sozialem oder religiésem Liewe feieren?

Verzichte mir drop, Kinoen, Schwämmen oder Hoteler ze besichen, Taxien, Bussen oder Fligeren ze notzen, e medezinesche Service oder eng Apdikt an Usproch ze huelen, Televisioun ze kucken oder Radio ze lauschteren, bref, op d'Aarbecht vun enger grousser Unzuel vu Leit zréckzegräifen, an dat sonndes, d'Feierdeeg oder nuets?

Question 2616 (14.3.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **signalement à la justice des enfants scolarisés en danger:**

Les enseignants des établissements de l'école fondamentale et postfondamentale sont souvent parmi les premiers à s'apercevoir du malêtre des enfants et élèves qui leurs sont confiés.

D'après mes informations, les enseignants qui se rendent compte des cas de situations de négligence, de violence à domicile, de maltraitance et de dégradation au sein des familles de leurs élèves, se sentent des fois dépassés par celles-ci et font usage de stratégies souvent fort différentes en vue d'apporter de l'aide. Il s'ensuit que dans certains cas isolés, le signalement à la justice de ces situations de détresse, en application de la loi sur la protection de la jeunesse, n'a pas toujours lieu dans des délais raisonnables.

Devant cette problématique sensible et difficile à gérer pour tous les professionnels, je désire poser ces questions à Madame la Ministre:

1. Quelles sont les consignes du Ministère pour le personnel enseignant de l'enseignement fondamental respectivement postfondamental dans les situations décrites ci-dessus?

2. À l'école fondamentale, le signalement éventuel passe-t-il par l'inspecteur, par le service médical scolaire ou relève-t-il directement de l'appréciation de l'enseignant?

3. Et qu'en est-il de la procédure de signalement dans les écoles secondaires? Passe-t-elle ici nécessairement par la direction, par le SPOS, ou est-ce que l'enseignant agit directement?

4. Les enseignants ont-ils été sensibilisés à la problématique et informés des différents moyens d'action à leur disposition respectivement de leur obligation d'assistance à personne en danger? Sont-ils familiers avec le réseau social existant en la matière?

5. Le Ministère organise-t-il des formations dans ce domaine?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire concernant le signalement à la Justice d'élèves en danger appelle les réponses suivantes:

1. Les consignes pour le personnel enseignant recommandent à l'enseignant lorsqu'il constate un danger immédiat pour l'élève, de contacter la police et/ou le médecin scolaire voire des services d'urgence, tout en informant aussi rapidement que possible l'inspecteur de l'enseignement fondamental ou le directeur du lycée.

Dans les situations non urgentes, il doit s'adresser à l'inspecteur ou au directeur avant toute autre démarche.

2. À l'enseignement fondamental, l'inspecteur décide en concertation avec l'équipe pédagogique des suites à donner, à savoir saisir le médecin scolaire, le service d'assistance sociale, d'autres experts, l'équipe multiprofessionnelle, la commission d'inclusion scolaire, la commission médico-psycho-pédagogique nationale, les autorités communales voire le service de police judiciaire en charge de la protection de la jeunesse ou le ministère public.

3. À l'enseignement secondaire, le directeur du lycée en concertation avec l'enseignant, le régent, le psychologue et l'assistant social du Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS), peut saisir le médecin scolaire, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), la commission médico-psycho-pédagogique nationale, le service de police judiciaire ou le ministère public.

4. Le volet de la sensibilisation à la problématique est une des exigences principales du métier d'enseignant. Tout professionnel en contact avec des élèves se doit d'être attentif à la situation des élèves et de signaler, suivant les cas, aux parents ou aux professionnels compétents les symptômes de maladie, de dépendance ou de maltraitance.

L'enseignant n'est pas censé se familiariser avec tous les volets du réseau social, mais il doit savoir à qui s'adresser en cas de besoin.

5. Les formations continues offertes par l'Institut de formation continue du ministère à l'attention des enseignants et personnels psychosocio-éducatifs qui sont en relation avec le bien-être des élèves sont publiées sur le site Internet de l'Institut: www.formation-continue.lu.

Actuellement les formations suivantes sont offertes:

- Depression bei Kindern und Jugendlichen

- Et ass besser, wann ech net méi do sinn...

- Je suspecte qu'un élève de ma classe est abusé!

- L'anorexie

- Mes élèves sont-ils témoins et/ou victimes de la violence conjugale?

- Sterben - Tod - Trauer: Kinder und Jugendliche trauern lassen

- «Was ist los mit dir?» - Wenn die Sorgen meiner Schüler mir Sorgen bereiten. Welche Möglichkeiten habe ich als Lehrer Kinder zu unterstützen und zu stärken?

- La maltraitance... et si on en parlait...!

- L'enfant face à la séparation / au divorce de ses parents: comment agir en tant qu'enseignant...?

- Quelle place, quels droits pour les enfants dans les «nouvelles» structures familiales?

- Austauschtreffen - Kooperation und Vernetzung mit außerschulischen Diensten der Familienberatung und -hilfe

Ces formations sont offertes chaque année par des personnes issues du milieu associatif qui sont en contact direct avec des enfants, adolescents et/ou familles ayant vécu de telles situations de détresse.

Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires organise régulièrement des réunions et des formations pour le personnel psycho-socio-éducatif des Services de psychologie et d'orientation scolaires des lycées.

La direction de la médecine scolaire, qui est une division du Ministère de la Santé, organise en outre des formations régulières pour les membres des équipes médico-scolaires.

Question 2621 (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **finances communales:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwert d'Reform vun de Gemengefinanze schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatioune brauch. Fir d'Finanzsituatioun vun enger Gemeng am beschte kënnen ze analyséieren, brauch een d'Chiffere vum ordinäre Budget.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Kéint den Här Minister en Tableau opstellen, op deem fir all eenzel Gemeng a fir d'Joer 2011 d'Recettes ordinaires, d'Dépenses ordinaires an den Iwwerschoss erëmzefanne sinn?

Réponse (3.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande à connaître les recettes et les dépenses ordinaires des communes de même que le solde de l'exercice 2011.

Le tableau joint en annexe renseigne les données demandées par commune et inclut également des informations supplémentaires relatives aux recettes et dépenses extraordinaires ainsi que les reports des communes des exercices précédents.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2631 (21.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **service volontaire:**

Zu Lëtzebuerg hunn déi jonk Leit, wat de Fräiwëllegendéngscht ugeet, de Choix tëscht véier verschiddene Programmer: de Service volontaire d'orientation (SVO), de Service volontaire européen (SVB), de Service volontaire de coopération (SVC) an de Service volontaire civique (SVCi). Jiddwer Programm huet seng Spezifissitéiten, mä schéngt ëmmer als Zil ze hunn, datt déi jonk Leit sech an e gemengnëtzege Projet investéieren an doduerjer och wäertvoll Erfahrunge sammelen.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill jonk Leit hu sech zënter 2007 fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer gemellt?

2. Wéi vill Demandë goufe fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer ugeholl? Wéi vill goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

3. Wéi grouss ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, d'Demande géingeniwwer der Offer? Fannen all déi jonk Leit, déi sech fir ee vun deene Programmer interesséieren, eng adequat Organisatioun, an där se sech kënnen an e Projet investéieren? Hunn déi betraffen Organisatioune Schwieregkeete fir Fräiwëlleger ze fannen?

4. Wat fir eng Organisatioune komme fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer iwwerhaapt a Fro? Gëtt et eng Lëscht mat deenen Organisatiounen an, wa jo, wou ass déi ze fannen? A wat fir engen Organisatiounen ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, zënter 2007 e Projet duerchgeféiert ginn?

5. Wat fir konkret Aufgabe kommen am Kader vun deene Programmer fir déi jonk Leit a Fro?

6. Wéi héich sinn, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, d'Täschegeld an déi sougenannten Indemnité de subsistance, op déi déi jonk Leit Recht hunn?

7. Wéi héich ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, déi zousätzlech finanziell Hëllef, op déi déi erwuesse Fräiwëlleger Recht hunn?

8. Wéi vill Fräiwëlleger hunn un de gratisse Formatiounen deelgeholl, déi hinnen ugebuede ginn? Ëm wat fir Formatiounen handelt et sech?

9. Ass zënter der Aféierung vun deene Programmer schonns e Bilan gezu ginn? Wa jo, wat fir Konklusioune kënne gezu ginn? Wann neen, wéini gedenkt d'Madame Ministesch e Bilan ze zéien?

Réponse (2.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Aux différents aspects de la question parlementaire, il y a lieu de répondre comme suit:

1) Nombre de candidats aux différents programmes de service volontaire

Programmes de service volontaire:

- Service volontaire de coopération (SVC); existe depuis 2009

- Service volontaire civique (SVCi); existe depuis 2011

- Service volontaire européen (SVE); existe depuis 1999

- Service volontaire d'orientation (SVO); existe depuis 10/2007

Jeunes inscrits en tant que candidats au service volontaire

Année	SVC	SVCi	SVE - envoi	SVE - accueil	SVO	Total/année
2007			non disponible	non disponible	118	118
2008			non disponible	non disponible	260	260
2009	40		32	non disponible	320	392
2010	40		33	non disponible	363	436
2011	47	9	25	non disponible	467	548
2012	49	54	42	non disponible	658	803
2013[1]	15	33	12	non disponible	212	272
Total	191	96	144		2398	2.829

Au total, 2.829 candidatures ont été enregistrées depuis 2007.

2) et 3) Nombre de jeunes ayant participé aux différents programmes de service volontaire

Année	SVC	SVCi	SVE - envoi	SVE - accueil	SVO	Total/ année
2007			7	22	40	69
2008			11	37	96	144
2009	14		9	34	79	136
2010	16		13	34	72	135
2011	21	2	18	51	161	253
2012	26	42	19	34	168	289
2013[2]	11	21	31	31	56	150
Total	88	65	108	243	672	1.176

Les chiffres reprennent les jeunes ayant démarré leur service volontaire au cours de l'année respective.

En tout, 933 jeunes résidents ont participé à un service volontaire (au 25/03/2013), c'est-à-dire 33% des jeunes inscrits trouvent une organisation d'accueil et un projet.

La différence entre demandes et offres s'explique par plusieurs facteurs:

- Une partie des jeunes se tournent vers d'autres activités et dispositifs qui leur semblent plus propices (études, contrat de travail, stage en entreprise,…).

- La capacité d'accueil au niveau des organisations éligibles au Luxembourg et à l'étranger est limitée.

- Le budget pour les frais de fonctionnement des services volontaires et les capacités d'encadrement du SNJ est limité.

Toutefois, on peut constater que chaque jeune qui est vraiment motivé pour s'investir dans un projet en tant que volontaire trouve une organisation prête à lui offrir cette opportunité.

Les organisations n'éprouvent pas de difficulté à trouver des jeunes volontaires correspondant aux projets qu'elles proposent.

4) Organisations d'accueil

L'alinéa (1) de l'article 3 de la loi sur le service volontaire des jeunes précise que peuvent être agréés comme organisation d'accueil proposant aux jeunes des services volontaires au Luxembourg, des organismes de droit public ou privé implantés au Luxembourg.

L'organisme requérant doit en outre justifier sa capacité d'organiser des services volontaires.

La liste des organisations agréées comme organisation de service volontaire est publiée sur le site Internet du Service National de la Jeunesse www.snj.lu/publications/service-volontaire. Les listes correspondent aux différentes années et précisent dans quel programme l'organisation a été active.

5) Tâches des volontaires

Les tâches des volontaires dépendent des projets de service volontaire.

Les projets de service volontaire relèvent des domaines suivants: travail social et éducatif, culture, tourisme, sport, engagement pour la paix et réconciliation internationale, protection de l'environnement et coopération au développement. (article 1 de la loi sur le service volontaire des jeunes). Le service volontaire ne peut ni porter préjudice ni se substituer aux emplois rémunérés (article 2).

Des témoignages de jeunes, décrivant leurs tâches au sein des organisations, sont publiés sur le site Internet www.volontaires.lu.

6) et 7) Aides aux volontaires

Le montant des aides est fixé par la loi sur le service volontaire des jeunes et par le règlement grand-ducal y relatif.

Les volontaires effectuant leur service volontaire au Luxembourg ont droit à un argent de poche s'élevant à 25 euros (indice 100) et une indemnité pour frais de subsistance s'élevant à 33 euros (indice 100).

Les volontaires effectuant un service volontaire à l'étranger ont aussi droit à de l'argent de poche et une indemnité pour frais de subsistance dont les montants dépendent cependant du coût de vie du pays en question.

Depuis 2010, les jeunes résidents, qui sont majeurs et effectuant un service volontaire ont en plus droit à une aide financière d'un montant de 52 euros (indice 100).

8) Formations gratuites pour volontaires

Dans le contexte du service volontaire, il convient de distinguer différentes catégories de formation, à savoir:

- Les sessions d'information et de recrutement, qui sont facultatives et qui servent surtout à informer jeunes (et parents) sur leurs possibilités en termes de formation, d'emploi et de service volontaire.

- Les formations préparant les jeunes à leur mission sont obligatoires pour les candidats au service volontaire. Ils y participent avant que le statut de volontaire ne leur soit reconnu.

- Les formations pendant le service volontaire ciblent le développement et la valorisation des compétences acquises lors de l'exécution des missions et l'échange entre les volontaires. La participation est obligatoire.

- Les formations après retour, mises en œuvre depuis 2012 seulement, pour les jeunes qui ont participé à un SVC. Il s'agit de faire un débriefing en groupe de leurs vécus et expériences dans le cadre de la coopération au développement.

Nombre de formations pour jeunes volontaires

Année	sessions d'information	formations de préparation	pendant SV	formations après retour SVC
2007		4	4	
2008		6	20	
2009		7	24	
2010	8	8	56	
2011	20	13	60	
2012	20	23	66	1
2013[3]	6	4	15	1
Total	54	65	245	2

Nombre de participations aux formations

Année	Participants - sessions d'information	Participants - formations de préparation	Participants - formations durant SV	Participants - formations après retour SVC	Total/année
2007		46	40		86
2008		108	200		308
2009		126	240		366
2010	130	144	560		834
2011	300	234	600		1.134
2012	525	414	660	4	1.603
2013[4]	364	72	150	4	590
Total	1.319	1.144	2.450	8	590

9) Bilan et conclusions

Conformément à la motion adoptée le 11 octobre 2007 par la Chambre des Députés, un rapport sur l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre de la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes a été transmis à la commission parlementaire compétente le 31 mai 2011.

En outre, il y a eu une présentation des statistiques actualisées dans la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances le 14 février 2012.

Le bilan a été dressé sur base de rapports réalisés par des évaluateurs externes qui confirment la plus-value du service volontaire pour les jeunes.

1 Chiffres provisoires au 25/03/2013
2 Chiffres provisoires au 25/03/2013
3 Chiffres provisoires au 25/03/2013
4 Chiffres provisoires au 25/03/2013

Question 2633 (21.3.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **munition utilisée par les agents de police:**

Il me revient que la Police grand-ducale serait actuellement confrontée à des problèmes de qualité avec la munition utilisée par les agents de police. Une analyse technique aurait été demandée à des spécialistes allemands.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer depuis quand il est au courant de ces problèmes?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les résultats de l'analyse des experts sont déjà disponibles?

- Dans l'affirmative, les problèmes ont-ils pu être confirmés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment il entend, le cas échéant, remédier à la situation actuelle?

Réponse (16.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Syndicat national de la Police grand-ducale a soulevé le problème de munitions utilisées lors des entraînements de tir de la Police grand-ducale lors d'une réunion du groupe de travail en matière d'école de police et de formation le 14 novembre 2012. Le 15 novembre 2012, j'ai demandé des comptes à Monsieur le Directeur général de la Police.

En conclusion des réponses du Directeur général, il a été retenu qu'une expertise technique des lots livrés par le fournisseur de la Police serait faite. Cette analyse m'est parvenue le 26 mars 2013. L'analyse confirme des problèmes techniques avec un lot de 95.000 pièces livrées le 21 novembre 2012 et a été transmise au Syndicat national de la Police. Ce lot est dès lors réservé à des fins d'entraînement. Les autres lots analysés ont été déclarés conformes et des certificats de qualité ont été délivrés.

Le Gouvernement souligne que dans le cadre de la politique sécuritaire menée, l'équipement du personnel policier doit répondre aux critères de qualité afin d'être non seulement un garant de sécurité pour la population, mais également pour le personnel policier engagé. J'ai dès lors chargé le Directeur général de la Police à établir une analyse détaillée des problèmes soulevés et à me proposer des solutions envisageables à court et moyen terme.

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un
d'Chamber online op
www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

27e séance	Jeudi	21 mars 2013
28e séance	Mardi	9 avril 2013
29e séance	Mercredi	10 avril 2013
30e séance	Jeudi	11 avril 2013

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Luxembourg



La session de printemps de l'AP-OTAN a eu lieu au Centre de conférences à Kirchberg.

257 représentants des 28 pays d'Amérique du Nord et d'Europe, membres de l'Alliance, et 66 délégués des 14 pays associés: du 17 au 20 mai 2013, la Chambre des Députés a accueilli à Luxembourg la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN). Vu l'envergure de l'événement, les réunions ont eu lieu au Centre de conférences à Kirchberg. La Chambre a été représentée par M. Norbert Haupert (président de la délégation), M. Marc Angel (vice-président), Mme Lydie Polfer, Mme Nancy Arendt, M. Félix Eischen et M. Claude Adam.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker, ont souligné l'attachement du Luxembourg aux principes défendus par l'Alliance. Actuellement, dix soldats luxembourgeois participent à la mission de paix en Afghanistan, 22 font partie de la KFOR.

Les questions d'actualité traitées en séance plénière ont tourné autour de l'utilisation des moyens en temps de crise financière et de coupes budgétaires. Le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le Britannique Hugh Bayley, a rappelé que les engagements de l'Alliance dans les domaines de la défense et de la sécurité des pays membres, mais également les engagements de l'OTAN dans des pays en crise nécessitent la mise à disposition des moyens adéquats. Les parlementaires des États membres étaient nombreux à s'exprimer sur les interventions de l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo. Dans son discours, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, a vigoureusement défendu l'engagement de l'Alliance en Afghanistan.

Après la séance plénière, les parlementaires des pays membres se sont réunis conjointement avec les délégués du Conseil de l'Atlantique Nord.

Les journées du samedi 18 et du dimanche 19 mai ont été consacrées aux réunions des cinq commissions de l'AP-OTAN: politique, défense et sécurité, sciences et technologies, dimension civile de la sécurité et économie et sécurité. Dans la commission sur la dimension civile de la sécurité, Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne, a exposé les initiatives de la Commission européenne contre la cybercriminalité, un des fléaux modernes qui menacent la sécurité en Europe et dans le monde.

Plusieurs experts luxembourgeois du monde politique, du gouvernement et du milieu universitaire sont intervenus devant les délégués.

Le Ministre luxembourgeois de la Défense, M. Jean-Marie Halsdorf, a illustré l'engagement de soldats luxembourgeois comme démineurs au Liban auprès des soldats de l'ONU et comme formateurs des soldats maliens (intervention de l'Union européenne).

M. Pierre Decker du Ministère de la Recherche luxembourgeois a présenté la politique spatiale du Grand-Duché à la commission des sciences et des technologies, informant sur la mise à disposition à l'OTAN de capacités satellitaires ou la mise en place de la plate-forme www.emergency.lu.

L'exposé du Général Mario Daubenfeld, chef d'état-major de l'Armée luxembourgeoise, a entre autres porté sur les unités de disponibilité opérationnelles (UDO) mises en place à la suite de la réforme de l'Armée luxembourgeoise de 2007.

À l'ordre du jour des commissions ont encore figuré des exposés sur la défense antimissile, les avions de combat, la situation au Sahel ou encore l'avenir de l'Afghanistan. Chaque commission permanente de l'AP-OTAN a également examiné ses projets de rapport qui seront adoptés en automne lors de la prochaine session qui aura lieu en Croatie. Il s'agissait de la 4e réunion du Parlement de l'OTAN au Luxembourg.



Mme Ulla Schmidt, députée allemande, et Mme Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne



M. Norbert Haupert, président de la délégation luxembourgeoise, M. Hugh Bayley, Président de l'AP-OTAN, et M. David Hobbs, Secrétaire général de l'AP-OTAN (© Charles Caratini)



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Anders Fogh Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN, et M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État



Mme Lydie Polfer, membre de la délégation luxembourgeoise, et S.E.M. Jean-Jacques Welfring, Ambassadeur et Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OTAN



M. Félix Eischen et Mme Nancy Arendt, membres de la délégation luxembourgeoise



M. Claude Adam, M. Norbert Haupert et M. Marc Angel, membres de la délégation luxembourgeoise; Mme Rita Brors de l'administration parlementaire.

«Jeunes» et «moins jeunes» se retrouvent à la Chambre

Promouvoir le dialogue intergénérationnel



Dialogue intergénérationnel à la Chambre des Députés

À une époque où l'opposition de sentiments, de motivations et d'opinions entre jeunes et moins jeunes semble flagrante, la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL) et le Centre Information Jeunes (CIJ) avaient invité à la Chambre pour un dialogue intergénérationnel autour de cinq sujets.

Les conclusions des ateliers (travail-emploi; pénurie de logements; vivre ensemble; inégalités des chances; environnement) ont été présentées conjointement par des porte-parole des «14-22 ans» et des «50+», en présence des mandataires publics.

Ils ont émis un certain nombre de propositions: l'organisation d'une journée et d'une plate-forme intergénérationnelles, une meilleure orientation des jeunes et plus d'informations sur les professions, maintenir le savoir-faire des anciens grâce à un système de tutorat et une revalorisation des métiers et professions. Les critiques ont notamment porté sur l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, la lenteur administrative, l'absence d'un cours d'éthique à l'école, la pénurie de logements ou la nouvelle date des examens de fin d'études secondaires. Ils ont suggéré que le luxembourgeois reste la langue d'intégration de tous les habitants du Grand-Duché, que les entreprises acceptent davantage de stagiaires, que les parents éduquent leurs enfants au respect de la nature.

Les réflexions et suggestions ont généré de nombreuses réactions de la part du Premier Ministre et des Ministres Marie-Josée Jacobs, Marco Schank, Nicolas Schmit et Romain Schneider qui ont expliqué les efforts du Gouvernement actuel pour faire face à certaines situations.

Le mot de clôture de la Convention était réservé au Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker.

Pour cette 9e édition de la Convention des Jeunes («Jugendkonvent») la CGJL et le CIJ s'étaient associés au RBS-Center fir Altersfroen afin d'offrir aux jeunes des espaces d'information, de participation et d'échange avec leurs pairs plus âgés.

Conférence Benelux sur la cybercriminalité

La sécurité des communications en ligne et la sensibilisation du public aux risques de la cybercriminalité constituaient les sujets de la Conférence du Conseil Benelux qui s'est tenue fin avril à la Chambre des Députés. En juin 2012, le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux avait décidé d'accorder une priorité à la lutte contre la cybercriminalité. Les exposés de différents experts devraient servir à approfondir la coopération internationale en matière de lutte contre la cybercriminalité.

M. Luc Beirens de la Federal Computer Crime Unit (Belgique) a exposé quelques-unes des méthodes criminelles utilisées par les escrocs pour arnaquer personnes privées et entreprises. L'expert belge a donné des exemples de moyens que la Police belge a mis à la disposition des victimes pour signaler des contenus illicites ou pédopornographiques ou pour demander de l'aide en cas de chantage ou de harcèlement. Les experts recommandent aujourd'hui d'impliquer davantage les opérateurs de réseaux qui se retrouvent souvent aussi victimes d'attaques.

Au Luxembourg, il existe une équipe spécialisée (le CERT - Computer Emergency Response Team), dont le chargé de direction, M. Patrick Houtsch, est intervenu pour expliquer les nouvelles formes de cybercrime, comme le vol d'identité, l'interception de communications et les virus qui s'ajoutent aux crimes plus classiques «à composante cyber», comme le mobbing, le stalking, le vol à l'aide d'une fausse identité.

L'exposé de M. Fred Streefland, expert néerlandais du European Network for Cyber Security, a porté sur les dangers potentiels et les possibilités de sensibiliser le public à la sécurisation des réseaux et des communications. La présentation du Luxembourgeois Gérard Hoffmann a eu comme sujet l'organisation des entreprises face à la cybercriminalité.

Le rapport concernant la cybercriminalité sera présenté lors de la prochaine séance plénière du Parlement Benelux, qui se tiendra le 15 juin à la Chambre des Députés, par Mme Ingrid de Caluwé, présidente de la Commission de la Justice. La présentation pourrait être suivie d'un débat sur les aspects pénaux. À la Chambre des Députés, la Commission juridique discute actuellement sur l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe de 2001 contre la cybercriminalité et du Protocole additionnel de 2003.



La délégation luxembourgeoise

Pierre Mellina assermenté comme député

M. Pierre Mellina, bourgmestre de Pétange, a été assermenté comme député lors de la séance publique du 14 mai 2013. Il intègre les rangs du groupe chrétien-social et occupe dorénavant le siège laissé vacant par M. Marc Spautz, appelé aux fonctions de ministre.

Le nouveau député souhaite plus spécifiquement se concentrer sur les dossiers à cheval sur les compétences communales et nationales, comme p. ex. la réforme des services de secours, la réorganisation des finances communales, la politique du logement et la mobilité. Pierre Mellina représentera son groupe au sein de trois commissions parlementaires, en l'occurrence celles de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police.

M. Mellina est actuellement encore vice-président du Syvicol, mais compte démissionner de ce poste.



Prestation de serment de M. Pierre Mellina

Visite de maisons témoins à Luxembourg-Cents



Visite de maisons témoins à Cents

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité à la début mai deux maisons unifamiliales à basse consommation d'énergie réalisées à Luxembourg-Cents. Le projet Carmel couvre un ensemble de quelque 18 hectares de terrains et comprend environ 800 logements. Il est réalisé grâce à la collaboration de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché et du Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat.

Les maisons disposent d'une surface habitable d'environ 140 m^2 (trois chambres à coucher), d'un jardin privatif et d'une cave. Certaines sont de construction bois, d'autres de construction massive. Elles sont chauffées par un système de pompe à chaleur combiné à la photovoltaïque.

Les terrains sont cédés par emphytéose. 60% des maisons seront vendues à des familles bénéficiant de la prime de logement, sur base de critères sociaux, 40% seront mises en vente libre.

La procédure de vente devrait débuter en juin. D'autres grands chantiers de la SNHBM et du Fonds du Logement sont en cours ou en planification, notamment à Cessange et à Itzig.

Afin de pallier à la pénurie de logements, la Chambre a adopté en 2008 le projet de loi 5696 communément appelé «pacte logement». Par le biais de ce pacte, l'État et les communes signataires s'engagent à unir leurs efforts pour augmenter l'offre de logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat.

DANS CE NUMÉRO

État de la nation
- Déclaration p. 344
- Débats p. 348

État actuel de la viticulture p. 325

Sommaire des séances publiques nos 27-30 p. 358

Sommaire des questions parlementaires p. Q127



Les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace visitent les studios de production à Contern.

Sur le set du tournage du film «Le dernier diamant»

«Silence, on tourne!» Les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont, au cours de leur réunion du 29 avril, à plusieurs reprises dû rester immobiles et tranquilles. Ils ont observé le tournage d'une scène du long-métrage «Le dernier diamant» dans un hôtel de luxe à Luxembourg.

Après y avoir rencontré les responsables de la société de production Bidibul, Mmes Christel Hénon et Lilian Eche, ils se sont déplacés sur Contern au «Studio Luxembourg», où sont actuellement montées les coulisses pour d'autres scènes de ce film. Le «village des media» offre en location des locaux de production et des bureaux.

La descente sur les lieux a servi à se rendre compte des dernières évolutions dans le secteur de la production médiatique. Le régime de soutien à la production audiovisuelle, jadis basé sur les certificats d'investissements audiovisuels (CIAV), est en pleine révision. Les représentants de l'Union luxembourgeoise de la production audiovisuelle (ULPA) ont salué les modifications législatives envisagées. Les demandes en obtention d'une aide financière seront évaluées par un comité sur base notamment de critères de qualité artistique et culturelle, de critères de production et de l'impact sur le développement du secteur de la production audiovisuelle et des perspectives de distribution, de circulation, de commercialisation et d'exploitation, tant sur le plan national qu'international.

«Carton jaune»: la Commission retire un texte

À la suite de l'adoption d'avis motivés de la part de douze parlements nationaux (soit 19 voix), la Commission européenne a décidé de retirer une proposition de texte élaborée par ses soins. Le Président de la Chambre vient d'informer les députés que, dans un récent courrier à son adresse, la Commission européenne a justifié sa décision par le fait que la proposition de règlement en question était dès lors peu susceptible de recueillir le soutien nécessaire.

Le mécanisme du «carton jaune» avait été déclenché en mars 2012 à l'encontre de la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM (2012) 130 final).

La Chambre des Députés avait adopté son avis motivé le 15 mai 2012.

L'UGDA accueille le Président de la Chambre



Le Président de la Chambre reçu par des membres du Comité central de l'UGDA.

Dans le cadre du 150e anniversaire de l'Union Grand-Duc Adolphe (UGDA), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité le 3 mai 2013 les locaux du siège de la fédération de sociétés musicales et chorales à Strassen. Il a rencontré les collaborateurs et a eu un échange de vues avec les membres du Comité central de l'UGDA concernant les difficultés de survie de certaines sociétés de musique, notamment dans la Ville de Luxembourg.

Le 6 septembre 1863 fut fondé le premier groupement de sociétés musicales, pour fédérer 26 associations de musique autour de Luxembourg. Aujourd'hui, l'Union Grand-Duc Adolphe regroupe 329 associations affiliées et compte plus de 14.000 membres. 4.900 élèves sont inscrits à l'école de musique de l'UGDA.

Le Président rencontre les bénévoles du Cent Buttek



Visite du Cent Buttek à Beggen

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, est parti à la rencontre des 67 volontaires qui assurent le fonctionnement du Cent Buttek à Beggen. Créé en 2010, le magasin pour familles dans le besoin accueille en un an quelque 400 familles et a enregistré plus de 11.000 passages pour un total de quelque 33.000 personnes.

Le Président a remercié les dizaines de collaborateurs pour leur engagement et leur disponibilité au service de celles et ceux qui sont dans le besoin. La situation économique plus difficile et la montée du chômage font que le nombre des personnes qui ont recours au Cent Buttek croît en permanence. Le bourgmestre de la Ville de Luxembourg, M. Xavier Bettel, a rappelé qu'il suffit qu'une personne perde son emploi pour qu'elle se retrouve dans une situation précaire.

Le principe du Cent Buttek est simple: distribuer aux nécessiteux les surplus des boulangeries, supermarchés ou magasins d'alimentation qui ne peuvent plus être vendus, mais qui sont toujours de bonne qualité. Les 67 bénévoles du Cent Buttek assurent la collecte de ces aliments. Les aliments et produits de première nécessité sont redistribués aux personnes détentrices d'une carte spécifique de l'Office social de la Ville de Luxembourg ou de Walferdange, contre un don de deux euros. Après un premier magasin à Bettembourg, ouvert en 2009, le Cent Buttek de Beggen est la deuxième structure de ce genre.

Entente à toute épreuve entre Chambre et presse

«La collaboration entre le Conseil de Presse et la Chambre des Députés est bonne, les conditions de travail des journalistes au parlement sont très satisfaisantes», a ainsi pu rapporter le Président du Conseil de Presse, M. Fernand Weides, à l'occasion d'une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les interlocuteurs ont saisi l'occasion pour évoquer un certain nombre de dossiers qui posent problème, dont la loi du 19 juin 2012 sur le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. En effet, le Conseil de Presse craint une possible atteinte à la liberté de la presse, notamment lors d'une application à la lettre de certaines dispositions de la nouvelle législation. Étant donné l'existence d'un Code de déontologie pour les journalistes, le Conseil de Presse estime qu'il n'est ni opportun ni nécessaire d'inclure le domaine relatif au contenu des médias dans la loi du 19 juin 2012.

D'autres sujets préoccupant le Conseil de Presse furent également évoqués tels que l'accès à l'information des journalistes dans les administrations et la «presse à l'école».



Échange de vues du Président Laurent Mosar avec des membres du Conseil de Presse



Le Président de la Chambre et les membres de la Commission du Développement durable visitent les locaux de lux-Airport.

La sécurité à l'aéroport

À l'aéroport de Luxembourg, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan global de sécurité et de sûreté ont été confiées à lux-Airport. Le Président de la Chambre des Députés et les membres de la Commission du Développement durable s'y sont déplacés le 2 mai 2013 pour se rendre compte de la mise en place des mesures prises pour prévenir des problèmes de sûreté. Ils ont pu visiter le terminal A, le centre de contrôle et le «tri-bagages». De plus l'organisation de la sûreté (prévention d'actes intentionnels) et de la sécurité (prévention d'actes non intentionnels) ainsi que les mesures et procédures y relatives leur ont été expliquées.

Selon le directeur général de lux-Airport, M. Fernand Brisbois, lux-Airport occupe 178 agents de sûreté. Ce personnel est renforcé par 100 agents venant de sociétés externes. Tous ces agents assurent entre autres le contrôle de 95.500 personnes par mois (chiffres de mars 2013); s'y rajoutent les contrôles du staff et des postes d'accès routier. Selon le Ministre du Développement durable, M. Claude Wiseler, «l'aéroport de Luxembourg est au top en ce qui concerne la sûreté».

La société lux-Airport exploite la nouvelle aérogare ainsi que le «terminal petits porteurs». Le département de la sécurité fait, selon le ministre, régulièrement l'objet de divers audits externes de la part des autorités nationales et internationales.

Laurent Mosar rencontre André Azoulay de la fondation Anna Lindh

M. André Azoulay, Président de la Fondation Anna Lindh, a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, le 14 mai 2013. Les interlocuteurs se sont prononcés en faveur d'un développement de la dimension parlementaire du dialogue interculturel à travers l'Europe et la Méditerranée. Ils ont rappelé les défis qui se posent pour la région autour de la Méditerranée et se sont montrés particulièrement concernés par le drame palestinien et la situation en Syrie.

Les deux Présidents ont évoqué le Forum Méditerranéen de la Fondation Anna Lindh qui représente une occasion unique pour des représentants de la société civile venant de la région euro-méditerranéenne d'échanger leurs avis dans le respect de leurs cultures et croyances respectives.

M. Azoulay a exprimé le souhait de voir se transformer en actions concrètes les nouvelles idées formulées au cours du Forum.



M. André Azoulay et M. Laurent Mosar

D'importantes délégations africaines à la Chambre



M. Younoussi Touré signe le Livre d'or de la Chambre

48 heures à peine après la Conférence des bailleurs internationaux pour la reconstruction du Mali à Bruxelles, M. Laurent Mosar a accueilli à la Chambre des Députés le Président de l'Assemblée nationale malienne, M. Younoussi Touré. Les deux homologues ont pu s'entretenir des derniers développements dans la crise malienne qui, il y a quatre mois, avait vu la France déclencher une opération militaire afin de donner un coup d'arrêt à l'avancée terroriste djihadiste vers le sud du Mali, sécuriser le pays et lui permettre de retrouver son intégrité territoriale.

Depuis lors, la situation institutionnelle et sécuritaire du Mali qui menaçait la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest a heureusement bien évolué, même si tout n'est pas encore parfait. Aux yeux de M. Touré, il faut absolument en terminer avec la période de transition actuelle qui n'est pas bonne pour son pays. D'où l'importance qu'il accorde aux prochaines échéances électorales (présidentielle en juillet et législative en septembre), même s'il sera difficile de les respecter, étant donné qu'à l'heure qu'il est 500.000 Maliens déplacés ou réfugiés ne sont toujours pas rentrés au pays et seraient dès lors dans l'impossibilité de déposer un bulletin de vote dans les urnes.

M. Touré a aussi signifié à M. Mosar que, une fois la sécurité et la paix retrouvées, il s'agira aussi d'initier un processus de redéveloppement de son pays pour que les jeunes, désœuvrés au sud et au nord du Mali, résistent aux sirènes djihadistes.

Aux yeux du Président de l'Assemblée nationale malienne, il faudra aussi tout mettre en œuvre pour aboutir à une réconciliation nationale. Les rebelles, parmi lesquels de véritables assassins, doivent être punis pour les exactions commises. Il faut mettre fin à une impunité qui n'a que trop duré. C'est la raison aussi pour laquelle les tribunaux maliens ont été saisis (une dizaine de parlementaires seraient même dans le collimateur de la justice pour avoir pactisé avec les insurgés) et une requête a été déposée auprès de la Cour pénale internationale de La Haye pour crimes contre l'humanité. M. Touré a aussi tenu à remercier le Président de la Chambre des Députés du soutien que le Grand-Duché a bien voulu accorder au Mali durant la crise et bien au-delà. Il s'est notamment félicité du formidable fonctionnement de l'hôpital luxembourgeois érigé au Mali, qui en l'espace de peu de temps est devenu une véritable vitrine.

Avant la visite de son homologue malien, M. Mosar a eu l'occasion de s'entretenir avec le chef d'État d'un pays attenant au Mali, à savoir M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger. Là aussi, la crise malienne a constitué le principal point à l'ordre du jour. Mais il fut aussi question d'autres crises, notamment celle qui enflamme la Syrie et dans une moindre mesure celle qui impacte la Libye, n'ayant pas encore réussi à se doter d'une véritable assise démocratique.

Concernant ces deux foyers, le Président nigérien a mis en garde devant un embrasement régional qui à terme pourrait se prolonger à tout le Proche- et Moyen-Orient ainsi qu'à l'entière région sahélo-saharienne allant du Nigeria jusqu'à la Somalie.

Furent aussi évoquées les relations bilatérales entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Niger qualifiées de très bonnes par M. Laurent Mosar.

M. Issoufou a donné l'assurance appuyée au Président de la Chambre que les aides versées par le Grand-Duché au Niger dans le cadre du financement de projets de coopération arrivent à bon port, ceci d'autant plus que depuis son arrivée au pouvoir il y a deux ans, le Niger a fourni d'énormes efforts en faveur d'une meilleure gouvernance économique et politique.



M. Mahamadou Issoufou et M. Laurent Mosar

Coopération parlementaire dans le cadre de l'UEM

La Conférence des Présidents de Parlement de l'Union européenne qui s'est déroulée du 21 au 23 avril 2013 à Nicosie était focalisée sur la création de la conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire permettant aux Parlements nationaux et au Parlement européen de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies dans ledit traité.

M. Marcel Oberweis, qui a représenté la Chambre des Députés, a souligné dans son intervention qu'«il importe surtout et avant tout de ne pas perdre de temps alors qu'il s'agit d'une matière cruciale qui touche à l'autonomie budgétaire. Il faut absolument trouver rapidement une solution qui puisse donner satisfaction à tous les parlements».

Les Présidents ont retenu que la conférence se composera de représentants de tous les Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen, chaque Parlement déterminant la composition et la taille de sa délégation. La conférence se réunira deux fois par an, en coordination avec le cycle du semestre européen. Au cours du premier semestre de chaque année, la conférence se tiendra à Bruxelles et sera co-organisée et coprésidée par le Parlement européen et le Parlement du pays assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne, alors que durant le deuxième semestre, la Conférence sera organisée et présidée par le pays assurant la présidence semestrielle du Conseil.

La solution préconisée par la Conférence des Présidents s'est en fait rapprochée de la proposition du document de travail élaboré lors de la réunion informelle des Présidents de Parlement des pays fondateurs de l'Union européenne et du Parlement européen que la Chambre des Députés avait organisée à Luxembourg en date du 11 janvier 2013.

D'autres sujets à l'ordre du jour de la Conférence des Présidents étaient le rôle des Parlements nationaux dans le renforcement de la démocratie et des droits de l'Homme dans les pays tiers, en particulier dans la région méditerranéenne, ainsi que le rôle des Parlements nationaux dans la cohésion sociale en période d'austérité.



M. Marcel Oberweis

À propos du renforcement de la démocratie dans les pays tiers, les Présidents ont encouragé les Parlements nationaux et le Parlement européen à poursuivre leurs activités dans ce domaine, y compris les programmes d'assistance technique, d'échange et de jumelage, le soutien aux défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie, l'adoption des résolutions pertinentes et la ratification de traités et de conventions. Ils ont souligné que toute aide apportée doit s'effectuer dans un esprit de respect mutuel avec des élaborations conjointes de projets, de manière à assurer une coopération véritablement efficace.

En ce qui concerne le rôle des Parlements nationaux dans la cohésion sociale en période d'austérité, les Présidents ont estimé que les Parlements nationaux devraient être associés de façon étroite à l'élaboration et à la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des réformes économiques et sociales au niveau national. Ils ont reconnu également que le processus du semestre européen, introduit par le «Six Pack», est un outil destiné à améliorer la coordination des politiques de l'Union européenne concernant les questions macroéconomiques et structurelles.

Cohérence et coordination des politiques de développement

Le 23 avril 2013, la Commission du Développement du Parlement européen (PE) a accueilli à Bruxelles les députés des parlements nationaux pour débattre de la cohérence et de la coordination des politiques de développement. La présidente de ladite commission, Mme Eva Joly, a rappelé qu'il était essentiel, plus particulièrement dans un contexte de crise économique, de coordonner les efforts en la matière et d'assurer leur cohérence tant au niveau national qu'au niveau de l'Union européenne (UE).

Le commissaire Andris Piebalgs a souligné que la coopération au développement constituait un outil essentiel pour atteindre la prospérité, la paix et le développement durable mondial. La cohérence des politiques pour le développement (CPD) pouvant avoir un effet multiplicateur sur l'aide publique au développement (APD), l'UE cherche à réduire au minimum les contradictions et à construire des synergies avec les autres politiques qui ont un impact sur la politique de coopération.

C'est ainsi qu'en 2005, l'UE a décidé d'appliquer cette approche dans douze domaines d'intervention susceptibles d'accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Des résultats positifs en termes de CPD ont pu être observés dans certains domaines, entre autres avec la Directive sur les exigences d'information visant l'industrie extractive et les exploitants de la forêt primaire et des obligations d'information financière simplifiées pour les PME. Cette directive devrait pouvoir rendre plus transparente une industrie qui a souvent agi de manière opaque, et devrait contribuer à lutter contre la fraude fiscale et la corruption ainsi qu'à créer un cadre où à la fois les entreprises et les gouvernements peuvent être amenés à rendre des comptes quant à l'usage des revenus issus des ressources naturelles. Des efforts importants restent néanmoins à fournir et la Commission a appelé les États membres à honorer leurs engagements d'APD. Le député européen Louis Michel a souligné que les États membres s'étaient engagés à atteindre 0,56% pour 2010 et 0,7% du PIB en 2015, et que ces objectifs étaient loin d'être atteints.



M. Marc Angel

D'autres sujets ont été débattus, comme la diminution de l'APD dans un contexte de crise économique mondiale; la nécessité d'une source de revenu global après l'occasion manquée de la taxe sur les transactions financières; l'importance de flux financiers prévisibles et transparents; la coopération Sud-Sud et l'avenir de l'accord de Cotonou. Plusieurs députés ont appelé à une spécialisation des donateurs en matière de développement.

Le député luxembourgeois Marc Angel a félicité le commissaire pour son engagement au sein des Nations Unies dans le groupe qui prépare l'après-2015 dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et pour vouloir fusionner les OMD avec les objectifs du développement durable (ODD). La communication de la Commission «Une vie décente pour tous: éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable», qui propose un cadre global pour traiter de ces questions, dans le but de parvenir à une position commune de l'UE qui permettra d'alimenter le débat aux Nations Unies et dans le monde entier, constitue un grand pas selon le député.

Ce dernier a d'ailleurs rappelé que le Luxembourg consacrait depuis plus de dix ans 0,7% de son PIB à l'APD, et 1% du PIB depuis deux ans. Le Grand-Duché a par ailleurs modifié sa loi sur la coopération au développement en 2012 pour y inscrire la cohérence des politiques pour le développement instituant, entre autres, un comité interministériel qui se réunit régulièrement pour débattre des questions de développement.

Le député européen Charles Goerens, rapporteur sur la CPD au Parlement européen, a défini la CPD comme le cadre nécessaire pour «ne pas démolir dans un secteur ce qui a été construit dans un autre». Afin d'améliorer la CPD, le député a proposé de répéter ce type de réunions interparlementaires sur la cohérence et a invité les parlements nationaux à lui faire part de leurs avis sur le sujet qui pourront alimenter le rapport dont il est chargé au sein du PE.

La réunion s'est terminée sur un débat autour de la nécessité de coordonner les politiques de développement entre la Commission et les États membres afin d'augmenter l'efficacité de l'aide et de réduire les coûts de transaction pour contribuer à un développement plus efficace et durable.

Conférence internationale

Coopération - Aide au développement



M. Andris Piebalgs et M. Marcel Oberweis.

La conférence internationale, organisée par l'Assemblée Balte à Riga du 9 au 11 mai 2013 et à laquelle furent invités le Conseil Nordique, le Parlement Benelux et les pays de Višegrad et du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), se focalisait sur les résultats obtenus quant aux défis de l'aide au développement, tout en tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le développement 2015 (OMD).

Cette aide représente une partie importante de la politique étrangère de l'Union européenne. Il fut souligné que seulement cinq pays européens dépassent le taux demandé de 0,7% du PIB. Quoique les crises financière et économique n'aient pas encore trouvé de solution, les efforts envers les plus démunis de ce monde ne doivent pas être réduits.

La politique européenne de développement a amélioré la qualité de vie de millions de citoyens dans les pays en voie de développement, et surtout celle des femmes et enfants. À travers une plus grande cohérence, la coopération entre les autres politiques sur le terrain a été achevée et ceci en supportant les initiatives aux niveaux bilatéral et international.

Dans son discours, M. Andris Piebalgs, membre de la Commission européenne et responsable pour le volet de la coopération humanitaire, a souligné que l'Union européenne, puissance commerciale et industrielle, est restée le premier pourvoyeur public en faveur des pays en voie de développement. L'Union s'efforce d'aider de manière financière et matérielle afin d'éradiquer la pauvreté, soutenir la croissance et favoriser le développement durable. De plus, les 27 États membres s'efforcent à protéger les droits de l'Homme en encourageant la bonne gouvernance.

Les exploits non réussis en faveur des OMD 2015 ont été commentés par les différentes délégations et il fut demandé à l'Union européenne d'entreprendre tous les efforts afin que des résultats soient obtenus en 2015. Il fut énoncé que tant que la faim règne sur la planète, il y n'aura pas de paix. Dans ce cadre il fut mentionné que l'Union européenne entretient des relations privilégiées avec les pays ACP (ensemble des pays et entités d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et des exploits ont été réalisés dans les domaines de l'irrigation, de la santé et de l'éducation des femmes.

Un autre élément de la conférence fut le changement climatique et la mise à disposition d'énergie. Dans ce cadre on a souhaité que l'Union européenne mette en exergue ce dossier lors du sommet mondial sur l'environnement des Nations Unies à Varsovie fin de cette année.

Dans son intervention, M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux, a expliqué la coopération entre les trois pays du Benelux tout en soulignant les relations avec l'Assemblée Balte, le Conseil Nordique et les pays de Višegrad et du GUAM. Le nouveau Traité sur le Benelux porte sur trois domaines, entre autres le développement durable, l'aide humanitaire et le respect des droits de l'Homme. Dans ce contexte le Parlement Benelux organisera prochainement une conférence sur «L'immigration vers la forteresse européenne».

En guise de conclusion, la conférence s'est prononcée pour que les «best practices» présentées par les différents intervenants soient mises à disposition des trois milliards d'individus démunis afin d'améliorer leur qualité de vie.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Du 22 au 26 avril s'est tenue à Strasbourg la 2e partie de la session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y fut représentée par M. Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise, Mmes Anne Brasseur, Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

Parmi les points figurant à l'ordre du jour et ayant fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- la lutte contre le «tourisme sexuel impliquant des enfants» et le bilan à mi-parcours de la campagne «1 sur 5», initiée par les parlements pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants;

- la discrimination envers les enfants roms ainsi que la violence subie par les communautés religieuses;

- l'accès des jeunes aux droits fondamentaux et l'éducation des jeunes européens, un défi qu'il s'agit de relever d'urgence;

- l'éthique dans la science et la technologie, y compris la mise en balance des avantages et des risques que constitue la nanotechnologie pour la santé publique et l'environnement;

- la gestion des défis en matière de migrations et d'asile au-delà de la frontière orientale de l'Union européenne.

Cette 2e session a vu se tenir un seul débat d'actualité. Il y fut question des citoyens syriens contraints de quitter leur pays à cause de la guerre civile y sévissant et qui ont trouvé refuge dans les pays voisins de la Syrie que sont la Jordanie, la Turquie, le Liban et l'Iraq. Leur prise en charge et l'aide internationale pour les soutenir furent notamment débattues.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Boden, S.E. M. Ronald Mayer, Ambassadeur et Représentant permanent du Grand-Duché auprès du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert ainsi que Mme Toiny Thommes-Gerbec, secrétaire de la délégation luxembourgeoise.

Parmi les discours prononcés à la tribune de l'assemblée, celui de Joachim Gauck, Président de la République fédérale d'Allemagne, intrigua un grand nombre de parlementaires. À la question de Mme Anne Brasseur, Présidente du groupe ADLE (Alliance des démocrates et libéraux pour l'Europe), de savoir comment il voit le «vivre ensemble» des diverses confessions en Europe, M. Gauck répondit que le «vivre ensemble» pourrait mieux se réaliser si tout le monde était au fond de lui-même davantage convaincu de ses propres valeurs. Et d'ajouter: «J'ai parfois l'impression que les catégories de la population qui penchent le plus vers l'intolérance sont surtout celles qui doutent de leur propre identité. Dès lors, elles ont littéralement besoin des différences incarnées par les autres afin de pouvoir mettre l'accent sur leurs propres valeurs».

Au cours de la 2e partie de la session ordinaire de 2013 de l'APCE, dix résolutions, cinq recommandations et un avis furent en tout et pour tout adoptés.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

SÉANCE 27

JEUDI,
21 MARS 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen (Mme Lydie Polfer intervient), Mme Lydie Polfer (M. Gast Gibéryen intervient), M. Ben Fayot (Mme Lydie Polfer intervient), Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany, M. Xavier Bettel (M. Michel Wolter intervient; Mme Martine Mergen pose une question)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *M. Jean Colombera (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture

- *Exposé: M. Raymond Weydert*
- *Débat: M. Léon Gloden, M. Carlo Wagner, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera*
- *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (M. Henri Kox pose une question)*

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen

- *M. Gast Gibéryen*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6516 iwwert de Bau vun enger Nationalbibliothéik um Kierchbierg. D'Riednerzäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Fayot, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

1. 6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut iwwert de Gesetzesprojet fir de Bau vun enger neier Nationalbibliothéik um Kierchbierg hei an der Stad. Et ass e Projet, deen eng grouss Bedeitung huet fir dat kulturellt, fir dat intellektuellt a soziaalt Liewen zu Lëtzebuerg. Et ass e Projet, iwwert dee scho ganz vill Joren diskutéiert ginn ass an op dee vill Leit säit Laangem waarden.

Wat d'Geschicht, d'Entwécklung an d'Missioun vun der Nationalbibliothéik ugeet, verweisen ech fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll just drun erënneren, datt d'Wuerzele vun der Nationalbibliothéik op 1798 zréckféieren, also d'Zäit vun der franséischer Besatzung. A bis an d'60er Jore war si eng éischter modest Institutioun mat wéineg Mëttelen. E puer Faiten hunn hir zu engem groussen Opschwong verhollef. 1958 ass den Dépôt légal agefouert ginn, dat heescht d'Obligatioun vun den Éditeuren, fir hir Publikatiounen der Nationalbibliothéik zouzestellen. An 1973, also viru genee 40 Joer, ass d'Nationalbibliothéik an deem speziell dofir renovéierte Gebai vum Ale Kolléisch niewent der Kathedral installéiert ginn.

Virun allem dëst neit Gebai am Zentrum vun der Stad an och nach d'Gesetzer vun '88 an 2004 iwwert d'Reorganisatioun vun de staatleche Kulturinstituter hunn der Nationalbibliothéik eng schnell Entwécklung erméiglecht. Et sinn no a no nei Servicer geschafe ginn, wéi d'Informatisatioun vum bibliographesche Katalog, d'Schafung vum Centre d'études et de documentation musicales, enger Mediathéik an engem photographesche Service. D'Kollektiounen hu sech erweidert, an och d'Zuel vun de Besucher ass no an no ganz staark gewuess.

D'Nationalbibliothéik huet virun allem véier grouss Missiounen ze erfëllen:

Éischtens ass si eng Bibliothèque patrimoniale. Dat heescht, si konservéiert a valoriséiert hir al Fongen, déi sougenannte Réserves précieuses. Si sammelt, si konservéiert a katalogiséiert all déi hei zu Lëtzebuerg editéiert Publikatiounen, déi sougenannten „Luxemburgensia", an och déi Publikatiounen, déi am Ausland erschéngen an déi am Zesummenhang sti mat Lëtzebuerg. Méi wéi 1,5 Milliounen Dokumenter op materiellem Support sinn hei an der Nationalbibliothéik stockéiert.

Zweetens ass si zënter hirem Bestoen déi Haaptwëssenschafts- a Fuerschungsbibliothéik hei am Land. D'Zesummesetzung vun hire Fongen ënnerstäicht dëst och. Ongefëier zwee Drëttel vun de Fonge stamen aus dem Ausland, fir der grousser Nofro vum Léierpersonal, de Fuerscher an de Studente gerecht ze ginn.

Drëttens ass si awer net eng Bibliothéik, déi enger gewëssener Elite virbehalen ass, mä si ass virun allem eng öffentlech Lies- an Ausléinungsbibliothéik fir de grousse Publikum. D'Popularitéit vun der Nationalbibliothéik ass iwwregens stänneg gewuess. Si hat 2012 ronn 88.000 Visiteuren, an dat obschonn déi numeresch Medien ëmmer méi wichteg ginn. 2011, zum Beispill, ass de Site eLuxemburgensia.lu 659.134-mol consultéiert ginn.

Véiertens erfëllt d'Nationalbibliothéik d'Aufgab vun enger Déngschtleeschtungs- a Koordinatiounsstell fir déi öffentlech Bibliothéiken hei am Land. Dës Aufgab huet sech zënter dem Opschwong vun der Numerisatioun, déi eng méi grouss Standardisatioun erfuerdert, staark entwéckelt.

Dës véier Haaptmissioune vun der Nationalbibliothéik wäerten och an deenen nächste Jore wuel déi nämlecht bleiwen, mä si fannen an engem geännerten Ëmfeld statt, deem ee beim Neibau muss Rechnung droen.

Wat sinn dës Ännerungen?

Éischtens, d'Konsequenze vun der numerescher Revolutioun op d'Aarbechte vun der Bibliothéik si villfälteg a si änneren zimlech radikal déi intern Fluxen an och d'Aarbecht vum Personal. Nei Erausfuerderungen an Erwaardunge kommen op d'Bibliothéik duer. D'Aufgab, dee gedréckten nationale Patrimoine ze numeriséieren an en dem breede Publikum zur Verfügung ze stellen, wäert méi e grousse Stellewäert kréien.

An deem Mooss, wou eis Bevölkerung hei am Land ëmmer méi international gëtt, gëtt hir Roll als Kohäsiounselement fir eis Gesellschaft och ëmmer méi wichteg duerch d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur an och vun anere Sproochen a Kulturen.

An enger Zäit, wou Kënnen a Wëssen an eiser Gesellschaft ëmmer méi u Bedeitung gewannen, wou „lifelong learning" ëmmer méi zouhëlt, kann d'Nationalbibliothéik dozou e wichtege Bäitrag leeschten, an dat komplementar zur schoulescher Bildung a Weiderbildung.

Esou wéi viru 40 Joer brauch d'Nationalbibliothéik nei Infrastrukturen op engem neie Site, fir hir Missioune kënnen erfollegräich an zefriddestellend ze erfëllen a fir déi nei Erausfuerderungen, déi op si zoukommen, ze meeschteren.

Et ass säit Laangem gewosst, datt d'Verbesserung an den Ausbau vun den Infrastrukturen net Schrëtt gehalen huet mat dem Opschwong vun der Nationalbibliothéik a mat der Entwécklung vun hiren Aktivitéiten a Missiounen.

Am Laf vun de Jore sinn d'Defiziter an d'Mängel vun den Infrastrukturen ëmmer méi grouss ginn: net genuch an net méi ugepasste Raimlechkeeten; inadequat Méiglechkeete fir de Stockage an d'Conservatioun vun den Dokumenter; keng zäitgemëiss Liessäll; e Mangel u Sécherheet fir d'Kollektiounen. Folglech ass d'Zil vum virleiende Projet, fir dës Mësselen ze behiewen an der Nationalbibliothéik endlech déi néideg Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen.

D'Haaptobjektiver vum Bauprogramm sinn: e méiglechst direkten Accès un d'Dokumenter an de Liessäll; eng grouss Aménagéierungsflexibilitéit fir déi Beräicher, wou d'Dokumenter kënne consultéiert ginn; rationell Circuite vun den Dokumenter; kloer definéiert an hierarchiséiert Sécherheetskritären, an eng rigouréis preventiv Conservatioun.

No de virleiende Schätzunge wäerten d'Käschte vum Neibau vun der Nationalbibliothéik sech op 112.171.000 Euro belafen, esou datt mir hei an der Chamber gréng Luucht musse gi fir de Bauprojet. Et ass scho laang a vill iwwert de Site vun der neier Bibliothéik diskutéiert ginn. Et ass kloer, datt een eng Nationalbibliothéik net egal wouhi ka setzen. Si muss do stoen, wou d'Leit sinn a wou se liicht accessibel ass.

Säit ronn 20 Joer ass no engem gëeegente Site gesicht ginn. Nodeems d'Méiglechkeet fale gelooss ginn ass um aktuelle Site, nieft der Kathedral an d'Déift ze bauen, huet d'Regierung sech `98 fir de Bau vun enger Annex um Kierchbierg ausgeschwat. Dëse Choix ass awer erëm fale gelooss ginn, well esou en Opsplécken op méi Sitë sécherlech méi Nodeeler wéi Virdeeler mat sech bruecht hätt. D'Optioun, d'BNL op Esch Belval ze plënneren, ass net zréckbehale ginn. An et war och alle Responsabele relativ schnell kloer, datt et kaum Méiglechkeete géif ginn, en adequate Site an der Alstad oder am Garer Quartier ze fannen.

2003 ass en Architekteconcours lancéiert gi mam Zil, d'BNL op der Place de l'Europe am Robert-Schuman-Gebai ze installéieren, dat speziell dofir sollt renovéiert ginn. Dëse Projet wier allerdéngs ganz deier ginn an et hätt och wuel nach bis 2020 gedauert, bis eppes geschitt wier, well jo nach d'Servicer vum Generalsekretariat vum Europaparlament an deem Gebai ënnerbruecht sinn an déi fir d'Éischt hätte misse relogéiert ginn.

Schlussendlech ass dann 2010 d'Entscheedung gefall, fir eng nei BNL um Bricherhaff um Kierchbierg ze bauen. Den Terrain mécht den Eck Avenue John F. Kennedy - Boulevard Konrad Adenauer a bréngt eng ganz Rei vu Virdeeler mat sech: En ass liicht ze erreeche mam öffentlechen Transport, en ass no beim groussen Akafszentrum an dem Kino, gradesou wéi bei der Europaschoul. Esou datt eng grouss Mixitéit vu Leit do virzefannen ass.

Um neie Site, deen eng Gréisst vu ronn 1,6 ha huet, ginn dann all d'Servicer an all d'Dépôte vun der BNL ënnerbruecht. Och de Bicherbus, deen am Moment zu Dikrech ass, wäert am neie Gebai seng Plaz fannen. Duerch de Regruppement op dësem Site unique kann et zu enger Rationaliséierung vun der Aarbechtsorganisatioun kommen an och zu enger Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune vum Personal.

Selbstverständlech wäert de Stat och nach Geld doduerch spueren, datt déi Loyeren, déi haut fir d'Annexë bezuelt ginn, ewechfalen, gradesou wéi d'Käschte fir d'Astandhalung vum Site um Boulevard Roosevelt.

Ech wéilt och nach bemierken, datt am neie Gebai, no Récksproch mat alle Concernéierten, och d'Bibliothéiksservicer vum Institut grandducal a vun der Société préhistorique ënnerbruecht ginn.

Fir datt esou eng Situatioun, wéi mer se haut am aktuelle Gebai kennen, ka vermidde ginn, gesäit de Projet de loi vir, an der neier BNL genuch adequat Raimlechkeeten ze schafen, fir de gudde Fonctionnement vun enger moderner Bibliothéik ze garantéieren. D'Berechnunge fir déi néideg Surfacen hu verschiddene Facteure Rechnung gedroen. Sinn haut 40.000 Bicher an Dokumenter direkt accessibel fir de Public, esou sollen dat der am neie Gebai 300.000 ginn. A bis 2045 solle ronn 3,2 Milliounen Dokumenter an de Magasinë stoen; also duebel esou vill ewéi haut.

Et gi Raimlechkeete geschaaft, déi am aktuelle Gebai ganz feelen, zum Beispill: Ausstellungssall; Konferenzraim; Formatiounssäll; nei gemütlech Liessäll; Aarbechtsemplacementer, fir eenzel a fir a Gruppen ze schaffen; e Beräich fir Eltere mat Kanner, an och eng Cafeteria.

Eng Evolutioun vun der Demande, déi zesummenhänkt mat der Entwécklung vun eiser Bevölkerung an och vum Bildungsniveau, ass a Betruecht gezu ginn. D'Entwécklung vum Bestand vun de Fongen ass no engem Schlëssel, deen och am Ausland ugewannt gëtt, berechent ginn.

Duerch dat rasant Uklamme vun den digitalen Dossieren ass et natierlech am Moment ganz schwiereg anzeschätzen, wéi vill Plaz ee laangfristeg fir de Stockage brauch. Et wier allerdéngs sécherlech e Feeler dovun auszegoen, datt et zu engem allgemenge Réckgang vu Pabeierpublikatioune géif kommen. Momentan ass et jo esou, datt obschonn déi digital Publikatioune staark wuessen, och d'Publikatiounen op Pabeier nach klammen. Souwisou gehéiert et zu den obligatoresche Missioune vun enger Nationalbibliothéik, d'Printmedien a méi engem grousse Mooss nach méi laang ze konservéieren, wéi dat fir aner Bibliothéiken de Fall ass.

Aus dësem Grond ass och d'Sécherheet vun de Kollektiounen, a besonnesch d'Luxemburgensia, eng vun de Prioritéite beim Ausschaffe vum Programm a vun der Architektur vun der neier BNL. Am neie Gebai gëtt grousse Wäert op den direkten Accès zu de Bicher geluecht, gradesou wéi zu den audiovisuellen Toun- an digitalen Dokumenter.

Eng vun den Ambitiounen ass et, eng sougenannte Wohlfühlbibliothéik ze schafen. Dat heescht eng Bibliothéik, wou de Client a senger Fräizäit gären hikënnt, fir sech beim Liese weiderzebilden, sech mat aneren auszetauschen an Neies ze entdecken.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Basisiddi hannert dësem Projet ass e fonctionnellt a representatiivt Gebai ze schafen, dat qualitativ héichwäerteg ass a puncto Confort an Energieeffizienz. Et soll ganz flexibel aménagéiert kënne ginn, fir eng einfach an effikass Exploitatioun ze erméiglechen. Et sinn dofir innovativ Léisunge gesicht ginn, fir déi architektonesch an technesch Choixen ze maachen.

Wat d'Architektur selwer ugeet, do wäert ech probéieren, an e puer Wierder ze erklären, wat ee sech awer vill besser op engem Plang ukucke kann. Aus dësem Grond verweisen ech op d'Pläng, esou wéi se um Projet de loi drunhän-

ken. Da kënnt Der Iech e bessert Bild iwwert déi nei Bibliothéik maachen.

D'Entréesfassad, déi a Richtung Avenue Kennedy orientéiert ass, ass duerchsiichteg a representativ. Et soll ee scho vu Wäitem erkennen, datt et sech ëm d'Gebai vun der Nationalbibliothéik handelt.

Wat d'Gebai selwer ugeet, esou kann een dräi raimlech Zonen ënnerscheeden: d'Entréeszon mat engem oppene Forum iwwer zwee Stäck; dann d'Mëttelzon mat Consultatiounsterrassen, déi sech no baussen opmaachen duerch eng Fassad aus Glas, déi op eng Gréngzon nördlech vum Gebai orientéiert ass; dann d'Zone Magasin Akropolis mat fënnef Stäck fir de Stockage vun de Kollektiounen an de Fongen, dovunner dräi ënnerierdeg. An dodriwwer kënnt dann um Niveau 3 dee grousse Liessall.

De Bauprogramm, dee reflétéiert déi functionell Organisatioun vun der Nationalbibliothéik, déi sech a siwe Secteuren opdeelt. Déi siwe Secteure sinn:

Éischtens emol, den Accueil, dat heescht de Foyer, d'Cafeteria, d'Boutique, d'Konferenz- a Formatiounssäll, Raim fir Ausstellungen. Dësen Accueil huet eng Gesamtfläch vun 2.220 m².

Zweetens, de Beräich fir d'Consultatioun vun de Bicher an Dokumenter mat 6.332 m².

Dann drëttens, d'Magasiner, wéi gesot op fënnef Stäck, fir de Stockage vun den Dokumenter. Dat sinn 11.800 m².

Véiertens, den interne Service mat allen Aktivitéite fir d'Veraarbechtung vun den Dokumenter an de Kollektiounen op 1.772 m².

Fënneftens, den administrative Beräich op 508 m²;

Sechstens, de Logistikberäich op 907 m², an da sinn nach 490 m² virgesi fir den Institut grandducal an d'Société préhistorique.

Domadder komme mer dann op en Total vu 24.029 m² Notzfläch. Also eng grouss Fläch, déi hei zur Verfügung steet. A sollt et emol eng Kéier néideg sinn, fir d'BNL ze vergréisseren, da kann een dat a Richtung Gréngzon laanscht de Boulevard Konrad Adenauer maachen.

Ech invitéieren Iech och alleguer, a mengem schréftleche Rapport nozeliesen, op wéi eng flott a wéi eng effikass Aart a Weis d'Bicher transportéiert ginn an da mat engem Lift an engem Monte-charge dispatcht ginn. Dëse sophistiquéierten Transportsystem huet eng duerchschnëttlech Capacitéit vu 500 bis souguer 1.000 Dokumenter pro Dag.

Erlaabt mer nach e puer Wuert zum energetesche Konzept vun der neier BNL. Et handelt sech ëm en extrem energieeffizient Konzept, dat op enger héich qualitativer Enveloppe, enger effikasser Thermik vun der Struktur vum Gebai baséiert. Doduerch ginn et kuerz Phase vun Erhëtzung am Wanter, vun Ofkillung am Summer, an duerno laang Phasen, wou keng zousätzlech Energie muss genotzt ginn. D'Sonneliicht spillt och eng grouss Roll, wann et drëm geet, d'Gebai opzehëtzen.

Doniewent gëtt och op erneierbar Energien zréckgegraff: Wärmetausch a Kollekteren am Buedem, Reewaasseropfänken. An da ginn och souwäit wéi méiglech d'Wärmequellen am Gebai selwer genotzt, fir ze hëtzen, wéi zum Beispill d'Wäermt, déi vun de Computerserveren ausgestrahlt gëtt. Et ass also hei konsequent probéiert ginn, den CO_2-Verbrauch, souwäit wéi et geet, erofzesetzen an dobäi ass op innovativ, mä ganz einfach an natierlech Methoden zréckgegraff ginn.

Déi nei BNL kritt och eng ganz modern Brandschutzanlag, fir fir eng beschtméiglech Sécherheet, souwuel fir d'Clienten an d'Personal wéi och fir d'Bicher an d'Dokumenter, ze garantéieren.

Bei esou engem grousse Projet ass natierlech de Finanzvolet vun enger gewëssener Envergure. Ech hu schonn drop higewisen, datt de Gesamtkäschtepunkt sech op 112.171.000 Euro beleeft. Hei sinn awer dräi Milliounë fir Imprévuë mat abegraff. Déi jährlech Ënnerhalts- a Fonctionnementskäschte wäerten zirka 7.293.000 Euro bedroen. Wann dat neit Gebai vun der BNL och bis ageriicht ass, gëtt en zousätzleche Besoin u Personal néideg, wat nei Käschte vu ronn 1.060.000 Euro pro Jahr mat sech brëngt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, well dëst e wichtege Projet ass, hu mer eis an der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen ausgiebeg domat auserneegesat. A well de Volet Organisatioun, Missioun an Aktivitéit vun der BNL schwéier vum Bauprojet selwer ze trennen ass, hate mer och eng Réunioun mat der zoustänneger Kulturkommissioun. Et versteet een d'Konzept vum Gebai am beschten, wann een och d'Missioune vun der BNL mat a Betruecht zitt.

E puer zousätzlech Informatiounen oder Diskussiounspunkten aus der Kommissioun erausgepickt: D'Käschte vun der Transformatioun vum Bâtiment Robert Schuman hätte sech 2004 op ronn 150 Milliounen Euro belaf. D'Käschte vum aktuelle Projet si staark reduzéiert ginn op 212 Milliounen. Et muss een awer och wëssen, datt de Bauprogramm ëm ronn 20% reduzéiert ginn ass par rapport zu deem deemoolege Programm.

De Bau vum neie Gebai soll 2017 fäerdeg sinn. Den Ëmzug an dat neit Gebai, dee muss awer an Etappe geschéien, esou datt d'Diere vun der BNL wäerten 2018 opgoen.

Et ass nach keng Décisioun geholl ginn, wéi déi véier Siten, déi momentan vun der BNL besat sinn, solle genotzt ginn. An eis Madame Kulturminister huet sech och bereet erklärt, eng méi profund Analys ze maachen, ob et sënnvoll wier, en Établissement public Bibliothèque nationale ze schafen oder net.

Här President, ofschléissend nach e Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft ass absolut averstane mam Projet de loi. Si huet just insistéiert, datt am Artikel iwwert d'Dépensen eng Formulatioun erausgestrach gëtt, déi net kompatibel ass mam Artikel 99 vun der Verfassung. D'Kommissioun ass dëser Opfuerderung nokomm.

An doniewent huet de Statsrot virgeschloen, mat dem virleiende Gesetzprojet explizit och d'Gesetz vum 20. Juli 1998 iwwert de Bau vun enger Annex vun der BNL um Kierchbierg ze abrogéieren. Och hei ass d'Kommissioun mat der Propos vum Statsrot averstanen.

Also, no ville Jore vun Diskussioun, vu villem Hin an Hier kritt d'BNL elo endlech en neit Gebai, dat hire Missioune gerecht gëtt an dat der Nationalbibliothéik nei Perspektiven opmécht. Dofir bieden ech Iech alleguer, dëse Projet ze stëmmen.

An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Schockéier deng Elteren, lies e Buch." Dat ass den Numm vun engem vill besichten Internetforum, deen haaptsächlech d'Jugend usprécht. Dëse Sponti-Sproch zitt sech wéi e roude Fuedem duerch d'Essenz an duerch eng... pardon, iwwer eng ganz Rei Joren duerch d'Diskussioun ëm déi nei Nationalbibliothéik. Nämlech dass Liesen trotz den neie Medien net un Intérêt a Wichtegkeet verluer huet.

A wann ee Curricula vitæ liest, déi een esou ze liese kritt oder zougeschéckt kritt, da weess een och, dass liese vun enger ganz grousser Majoritéit vu Leit nach ëmmer eng wichteg Fräizäitbeschäftegung ass. Dat grad an och am Zesummespill mat de neie Medien, sou wéi och de Succès vun esou Konzepter aus dem Ausland beleeën an och net zulescht den neie Konzept vun der Stater Bibliothéik.

Dass déi nei Bibliothéik... Dass den Neibau vun der Nationalbibliothéik e Must war, ass bekannt a gëtt och net ëmstridden. Mir ware mat der Kulturkommissioun net nëmmen d'Gebai vum Ale Kolléisch um Boulevard Roosevelt besichen, mä och d'Annexen, a konnten eis e Bild maachen, a wat fir fierchterleche Konditiounen d'Mataarbechter geschafft hunn an ënner wat fir Ëmstänn déi Schätz, déi si verwalten, ënnerbruecht waren.

De Verglach mat dem Statslabo läit hei no, wou jo eng Léisung fonnt gouf, esou wéi leider och de Verglach mat der Administratioun vun de Statsarchiven, fir déi ebenfalls an den nächste Joren onbedéngt misst eng Léisung fonnt ginn. Mä ech hunn do vollt Vertrauen an eis Kulturministerin, dass dës Administratioun, déi och e wichtege vun eise Patrimoinë géréiert, deemnächst op de Leescht geholl gëtt. Et kéint ee sech zum Beispill och ganz gutt virstellen, datt et méiglech wier duerch Synergië mat der neier Nationalbibliothéik eng Rei vun Double-emploien mat den Archiven ze vermeiden.

Déi grouss Chance, déi mer haut hunn, ass ganz sécher déi, ee Bau ze erlaben, deen déi ganz Nationalbibliothéik op engem Site zesummebréngt. D'Madame Polfer hat an hirem Interview op Chamber-TV gemengt, et wier schued, dass de Kierchbierg eigentlech dezentral geleeë wier an der Stad an dass een als Stater Politiker d'Bibliothéik besser am Zentrum vun der Stad gesinn hätt.

Mä ofgesi vum Fait, datt et esou eng Plaz am Zentrum vun der Stad net gëtt, eng Plaz, déi wéi op der grénger Wiss, wéi et elo leeft, esou e Gebai géif erlaben, dat sämtlech Missiounen an Inhalter ënner engem Daach vereenege géif, wat Tabula rasa mécht mat deem ganze Getässels vun den Annexen. A wann et en dat gi wier, esou e Site, dann hätten déi Gemengeresponsabel e jo kéinte scho säit Jore proposéieren. Mir hate jo eng Diskussioun, déi iwwer zéng Joer gedauert huet.

Ofgesinn dovun, fannen ech et awer pour le moins komesch, dass d'Gemeng Lëtzebuerg de Kierchbierg fir dezentral hält. Schliesslech ass de Quartier Kierchbierg mat senge schéine Gebaier, mat de Muséeën...

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Madame Mergen, entweder Dir hutt net nogelauschtert oder et huet een Iech falsch ënnerriicht. Ech hunn dat do net an de Mond geholl, well mäi Choix, dee war um Kierchbierg, an zwar bei der Philharmonie. Dat ass also net en aneren. Do huet een Iech falsch ënnerriicht.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Also e bësse manner zentral.

(Interruption)

M. le Président.- Esou, elo huet ganz eleng d'Madame Mergen d'Wuert.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Bon. Jiddefalls ass de Kierchbierg an onsen Aen e Fleuron vun onser Stad an e gëtt och a sämtlechen Touristebroschüren als dat erausgeschielt. De Kierchbierg ass och mat sengen europäeschen an internationalen Institutioune wéi geschafen dofir, d'Verbindung ze maachen tëscht europäeschen an nationale Vergaangenheeten.

De Kierchbierg ass a voller Entwécklung a wäert mat dem Bevölkerungszouwuess, mat der Diversifikatioun vun der Fräizäit- a Geschäftswelt, déi ze erwaarden ass, mat enger besserer Accessibilitéit, wou de Bauteminister jo och dru schafft zesumme mat de Gemengeverantwortlechen, et och iergendwa verdéngen, vum Knuedler aus gedanklech an d'Stad integréiert ze sinn. Wann de Kierchbierg net attraktiv wier - an en ass et! -, da géife weder de Geschäftszentrum, nach de Kinoszentrum, nach de Sportszentrum dee Succès hunn, dee se hunn.

Mä fir awer nach ee Moment bei der Sitendiskussioun ze bleiwen. Domadder war et net gedoen. D'ACEL, d'Associatioun vun de Studenten, huet an engem Communiqué gefuerdert, dass een dës Nationalbibliothéik dach hätt sollen op d'Uni Belval setzen. Do wier et da méi kamoud fir Studenten a Proffen, hir Etüden a Recherchen do ze maachen. Dat zeugt onser Meenung no vun engem bedauerlechen Egoismus, well ech wëll hei ganz däitlech un d'Adress vun der ACEL an och un déi vläicht vum Här Adam soen, deen an engem Interview eng ähnlech Meenung zum Ausdrock bruecht huet, dass d'Nationalbibliothéik net eleng fir d'„Uni Lu" geduecht ass, mä fir déi ganz Bevölkerung vum ganze Land.

Si huet eben net nëmmen d'Missioun vun enger Fuerschungsbibliothéik, mä soll a muss och hir aner Missioune kënnen erfëllen. Dës Missioune si scho vum Rapporteur beliicht ginn. Ech wëll awer just nach déi eng oder déi aner uspriechen, well si hunn net..., jiddweree fir sech hu se all eng grouss Bedeitung, mä wichteg ass, dass se alleguerte wichteg sinn. A si hänken zesummen.

Esou soll weiderhin d'Nationalbibliothéik hir Missioun als Lecture- a Locatiounsbibliothéik behalen. Déi nei Strukturen erlaben dat. Si si méi convivial. An et ass och proposéiert, fir d'Öffnungszäite vun der Bibliothéik ze verlängeren.

Si soll weiderhin de Patrimoine littéraire vun onsem Land verwalten. Och dat erlaben déi nei Strukture vill besser. Si ass domadder e Symbol vun nationaler Identitéit a vu Souveränitéit a gehéiert onser Opfaassung no, esou wéi dat bei all onsen Nopeschlänner och de Fall ass, an d'Haaptstad.

Si ass och Tête de réseau. Si huet eng national Missioun och hei ze erfëllen. Si géréiert déi elektronesch Publikatiounen, déi se kofinanzéiert mat der „Uni Lu" an de Centres de recherche publics. Si géréiert net nëmmen de Bicherbus, deen ernimmt gëtt, mä si féiert an hirem Réseau och déi ënnerschiddlech Bibliothéiken zesummen: d'Schoulbibliothéiken - zum Beispill, d'Bibliothéik vu menger aler Schoul, dem Kolléisch, war eng vun deenen éischte Schoulbibliothéiken, déi an dësem Reseau waren -, d'Kulturinstituten, d'Gemengebibliothéiken, d'Bibliothéik vun der Zentralbank, d'Commission des droits de l'Homme. An och de Mouvement écologique ass interesséiert un enger Zesummenaarbecht mat där neier Bibliothéik, déi den Neibau vun hirer Zentral am Pafendall wäert erlaben.

Alles an allem sinn et ongeféier 40 Memberen, déi vum Réseau profitéieren an déi op déi Aart a Weis der ganzer Populatioun vun onsem Land eng Offer kënne brëngen, déi se an deenen eenzelne klenge Strukture sécher net hätten.

Schliesslech bleift ze soen, dass d'Universitéit zwar zwou Fakultéiten op Belval kritt, mä dass eng dovunner, a sécher net déi mat deem mannste Rayonnement, an der Stad wäert bleiwen. Pour rappel.

D'CSV-Fraktioun wäert also mat grousser Begeeschterung dësem Projet zoustëmmen, deem seng Realiséierung sécher net zulescht duerch den Engagement vun der Kulturministesch a vun der Direktioun an dem Personal vun der Nationalbibliothéik erfollegt gëtt. Domadder wéilt ech awer net de Mérite vum Bauteministère a Fro stellen. De Projet ass mat exemplarescher Vitesse duerch d'Prozedure vun de Kolleegen an der Bautekommissioun gaangen.

Ech wëll nach e Message vun engem Frënd vu mer brëngen, deen an der Nationalbibliothéik schafft. E schafft do säit 21 Joer, an e kritt säit 18 Joer versprach, dass se geschwë géife plënneren. An en hofft, dass et dës Kéier klappt. Domadder wëll ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun brëngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'Alleréischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz interessanten a ganz ausféierleche Bericht zu dësem Projet, souwuel dee schréftleche wéi och dee méndlechen. Dat erlaabt ons am Fong wierklech, net méi an den Detail, souwuel vun der Virgeschicht ze goen, där laanger, an déi gutt Zesummenaarbecht.

Dat gëtt besonnesch an deem schréftleche Rapport wierklech ausdrécklech ënnerstrach. An ech wéilt do nëmmen hiweisen, an dat och nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Stater Bibliothéik déi beschte Relatioune mat der Nationalbibliothéik ënnerhält an datt déi Opdeelung am Fong vun den Aufgaben zënter laange Joren zesummen ofgeschwat ass. An ech wënsche mer och, datt déi gutt Zesummenaarbecht och nach laang esou bleift.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäerten elo gläich 20 Joer hier sinn, wéi mer et gehéiert hunn, datt fir d'éischte Kéier festgestallt gouf, datt déi aktuell Raimlechkeete vun der Nationalbibliothéik ze kleng géife ginn. Et huet ee missen op Annexen zréckgräifen, fir deen ëmmer méi grousse Volumen u Stockage ënnerzekréien. An ënnert de Plazproblemer an den Nodeeler vun deem aktuelle Gebai hunn d'Aarbechtsbedéngunge vun de Leit ganz besonnesch gelidden.

Awer och d'Bicher hu missen zum Deel ënner ganz schlechte Bedéngunge stockéiert ginn. Zoustänn, déi ee sech an engem Land wéi Lëtzebuerg eigentlech net hätt kënnen esou virstellen. D'Mataarbechter schwätzen dervun, datt ganz wäertvoll Fongen um Späicher stinn a Bananneksten, datt se do stockéiert ginn an datt net genuch Personal do ass, fir se och nëmmen ze répertoriéieren.

Derbäi kënnt awer och, datt d'Missioune vun enger Bibliothéik sech am Laf vum leschte Jorzéngt ausgebreet hunn. Do denken ech zum Beispill un d'Konsequenze vun der sougenannter Révolution numérique, déi de Bibliothéiken eng ganz aner Aarbechtsopdeelung opzwéngt. An och sinn d'Erwaardunge vum Public immens gewuess. An all deem soll eben déi nei Nationalbibliothéik gerecht ginn.

D'Noutwendegkeet also vun neie Raimlechkeete steet hei guer net zur Fro. A well sech dëse Projet elo schonn iwwer esou vill Joren hinzitt an elo endlech ee Projet um Dësch läit, wëll ech och direkt ënnersträichen, fir datt et kee Suspense méi gëtt: D'Demokratesch Partei wäert fir dëse Projet stëmmen.

(Interruptions)

Awer net ouni Bedenken.

Plusieurs voix.- Aaahhh.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An déi, déi an der Kommissioun waren, déi kenne se jo och schonn. Ech wëll se awer dofir hei nach eng Kéier soen. Eis Bedenken, déi sinn effektiv... déi bedrinn de Site. An zwar wéinst dem Site, op deem déi nei Nationalbibliothéik soll gebaut ginn, hu mir echt Bedenken.

Wéi den Här Rapporteur et scho gesot huet, ass also dee Site um Bricherhaff, uewen um Kierchbierg um Eck vun der Avenue Kennedy an dem Boulevard Adenauer. An de Projet de loi, dee

seet eng Rei Avantagë vun deem Site, wann dann och emol eng Kéier den Tram do wier, wat d'Accessibilitéit ubelaangt.

Fir mech gëllt een...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi laang dauert et?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Fir mech gëllt effektiv een Avantage, an dat ass deen, datt en direkt disponibel ass. Dat ass effektiv en Avantage vun dësem Site op eng Rei anerer. Mä, mä...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Der wëlles, d'Bibliothéik do ze bauen?

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä de Bricherhaff ass awer - an ech soen et ganz kloer -, fir mech net de premier Choix. De Site u sech vun enger Bibliothéik spillt nämlech eng ganz, ganz grouss Roll fir de Succès vun enger Bibliothéik, sief dat eng Gemengebibliothéik oder sief dat eben eng Stadbibliothéik.

An ech géif do, wéi ech et effektiv op Chamber-TV scho gesot hunn, d'Beispill vun der Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg..., déi jo virun e puer Joer vun dem zweete Stack um Aldringen op d'Place d'Armes geplënnert ass an de Cité a wou d'Besucherzuelen enorm - awer wierklech enorm - an d'Luucht gaange sinn. Wa mer fréier esou eng 80 Visiteure pro Dag haten, da si mer haut bei op engem normale Schaffdag zwësche 400 a 500 - dat ass also scho fënnefmol méi -, an de Weekend, samsdes, komme mer gäre bis op 1.000. Dat ass also bal méi wéi eng zéngmol méi.

An dat eben duerch e Site, deen zentral geleeën ass, deen net nëmmen direkt accessibel ass, mä wou eben einfach sech e grousst gesellschaftlecht Liewe ronderëm och entwéckelt. Ech wollt dat hei nach eng Kéier kloer ënnersträichen, well dat e bëssen aneschters duergestallt ginn ass.

De Site ass also scho ganz wichteg. E puer sinn der duerchgekuckt ginn. Bon, datt de Site beim Parvis, d'Ënnerbuddele vun dem Parvis vun der Kathedral net deen ideale Site war a ganz schwéier an och ganz deier gewiescht wier, och dat steet net zur Fro. Mä et ass vun engem anere Site geschwat ginn an engem anere Projet, an zwar deen och um Kierchbierg - Madame Mergen, um Kierchbierg -, wou mer 2003 - do war ech nach méi no mat den Aarbechten an der Regierung befaasst -, 2003 war do een Architekteconcours organiséiert ginn, fir d'Nationalbibliothéik um Terrain vum Schuman-Gebai ze bauen. Dat heescht also an direkter Proximitéit, souwuel vun der Philharmonie, wéi eben och dem Mudam.

Et läit jo op der Hand, datt sech duerch esou eng Konzentratioun vun dräi grousse kulturellen Institutiounen sech ganz einfach Synergien net nëmmen opgedrängt hätten, mä offréiert hätten. An déi hätte fir déi dräi Haiser nëmme kënne positiv sinn. Et ass wouer, datt dee Projet dunn ausgesat ginn ass herno, fir d'Éischt aus finanziellen Ursaachen, duerno well gesot ginn ass, de Schuman wier nach net disponibel, et wieren do nach Sektioune vun dem Parlament dran.

Mä ech wëll dat hei nach eng Kéier soen: Et deet mir leed, datt dee Projet effektiv fale gelooss ginn ass. An den Här Boden huet selwer schonn drop geäntwert: E war effektiv méi deier, dee Projet, mä e war och méi grouss. Et ass also souwisou um Programm gefréckelt ginn. An et hätt een och kënnen un deem nach schaffen, fir de Präis erofzedréien. Dat ass dat, wat ech op Chamber-TV gesot hunn a wat ech hei wollt nach eng Kéier ënnermaueren.

Ech wéilt d'ailleurs och froen an deem Kontext - et ass opgeworf gi vu menger Virriednerin -: Wéi ass dann do, wéi gëtt déi Kollaboratioun, déi sech, wéi gesot, ugebueden hätt op dem ënneschte Kierchbierg mat der Philharmonie a mat dem Mudam? Wéi leeft déi Kollaboratioun elo mat deenen zwou... also mat der Unisbibliothéik eben zu Belval? Mä do wäert d'Madame Minister eis bestëmmt drop äntwerten.

Mä da war nach en anere Site. Vun engem anere Site war geschwat ginn. An zwar 2010, den Här Minister wäert sech vläicht dorun erënneren, an der Kommissioun vum Développement durable, wou geschwat ginn ass iwwert de finanzielle Suivi vu groussen Infrastrukturprojeten, do ass op d'Villa Louvigny higewise ginn. An et ass souguer gesot ginn an et ass versprach ginn, et géif eng Faisabilitéitsetüd an d'Weeër geleet ginn, fir eben ze kucken, ob dat eng Alternativ wier.

Mir hunn dovun awer net méi héiere schwätzen. Och dat wier effektiv en extrem, net nëmmen eng zentral Plaz gewiescht, mä wou ee sech also - do huet d'Imaginatioun elo guer keng Grenze méi - wonnerbar Saache hätt kënne virstellen: mam Buch, ronderëm d'Buch am Park. Mä ech sinn... Wann ech den Här Minister kucken, da wäerte mer doriwwer nach méi Donnéeën herno a sengem Exposé kréien.

Sou! Nun ass et awer esou wäit. D'Bibliothéik soll eben op de Kierchbierg kommen. An ech wollt awer och nach d'Madame Kulturminister froen: Ass éieren oder ass eng Etüd gemaach ginn oder eng Ëmfro, wéi d'Usagere vun der Nationalbibliothéik zu esou engem geplangten Ëmzuch stinn? Ass déi am Virfeld gemaach ginn? Et ass nëmmen eng Fro.

Bon, een Argument, wat ëmmer nees an der Diskussioun ëm d'Nationalbibliothéik opkënnt, ass dat vun der Digitaliséierung, vun de Medien a vum Internet. Et gëtt gefrot: Wie brauch dann haut nach eng Bibliothéik, wann ech jo alles vun doheem aus iwwert den Internet ka sichen? Huet vläicht d'Zäitalter vum Internet eng Bibliothéik net ganz einfach iwwerflësseg gemaach?

An do ass awer meng Äntwert an ons Äntwert vun der Demokratescher Partei ganz kloer. An déi ass: Neen. D'Nationalbibliothéik huet eng villsäiteg Daseinsberechtegung. Mir hunn d'Fonds anciens, wou d'Nationalbibliothéik derzou bäidréit, eise Patrimoine culturel ze ënnerhalen. An datselwecht gëllt fir d'Luxemburgensia, wou d'Nationalbibliothéik all déi Publikatiounen dokumentéiert an der Öffentlechkeet zur Verfügung stellt.

D'Nationalbibliothéik ass dofir wéi eng Mémoire vun onsem Land, déi mer fleege mussen, well et ass ganz einfach e wichtegen Deel vun onser Identitéit.

An dann ass d'Nationalbibliothéik awer och eng modern Maison du savoir, déi am 21. Jorhonnert ukomm ass. Vill spezialiséiert an deier Abonnementer vu Fachzäitschréfte kënnen an der Nationalbibliothéik zum Deel iwwert digital Medië consultéiert ginn. An ouni dës Offerte - dat ass ganz kloer - géife mer den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft ganz sécher verléieren.

Mä, an de Rapporteur huet et och gesot, d'Nationalbibliothéik ass awer och do, wou d'Mammen hir Kanner mathuelen, fir hinnen hir éischt Geschichte virzeliesen.

Une voix.- An d'Pappen! D'Pappen och.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An natierlech. An natierlech. An déi zwee zesummen nach besser.

La même voix.- Nach besser.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An et ass och do, wou d'Schüler an d'Studenten hikommen, fir ze léieren, a wou se den Internet solle kënne benotzen oder Recherchë maachen. Wat ëmmer méi verschidden Nationalitéiten d'ailleurs hei zu Lëtzebuerg liewen, wat d'Nationalbibliothéik ëmmer méi wichteg gëtt, well eng Bibliothéik dréit nun einfach zur Kohäsioun bäi, ënnerstëtzt souwuel déi lëtzebuergesch Kultur a Sprooch wéi all déi aner Sproochen a Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg zesumme vertruede sinn, a Gott sei Dank nach op eng harmonesch Aart a Weis zesummeliewen.

An eng Bibliothéik ze goen, bedeit fir jiddwereen eppes aneschters. Mä de Rôle an d'Bedeitung vun enger Nationalbibliothéik ass doduerjer an deene vergaangene Joren ëmmer méi wichteg ginn, jo, ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, wéinst all dëse Grënn spillt eng Bibliothéik eng immens wichteg Roll an enger Gesellschaft, an enger Kultur vun engem Land. A bei dësem Projet stounge mir - ech hunn et am Ufank ugedeit - virun engem richtegen Dilemma, well mir an enger Situatioun sinn, wéi se weider ganz sécher net ka weiderbestoen.

D'Nationalbibliothéik brauch - mir sinn eis et bewosst - dréngend nei Raimlechkeeten. D'Bicher sollen esou séier wéi méiglech weider adequat stockéiert kënne ginn. Déi nei Nationalbibliothéik soll och sengem Personal de beschte Kader bidden an der Demande vun den Utilisateure gerecht ginn.

Datt dës Wohlfühlbibliothéik, wéi et och am Projet beschriwwe gëtt, datt dëse Projet deem gerecht gëtt, steet och net zur Debatt. An an deem Sënn ass ons Zoustëmmung als Jo fir d'Weiderbestoe vum lëtzebuergesche Patrimoine culturel ze verstoen, awer och als Merci fir deen onermiddlechen Asaz vun der Directrice, der Madame Monique Kuffer, an all... Kieffer, an all hire Mataarbechter, déi oft a laang ënner schwierege Konditiounen elo hu misse schaffen, mä - an dat bleift - mat awer deem ongudde Gefill, datt de Site net deen éischte Choix ass.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, dëst ass d'Lëtzebuerger grande Bibliothèque, déi éischt, déi de Lëtzebuerger Stat a senger ganzer Geschicht baut. Ech fannen de Werdegang vun de Lokaler vun der Nationalbibliothéik zu Lëtzebuerg symptomatesch fir d'Entwécklung vun onsem Land.

Fir d'Éischt war d'Bibliothéik, oder si huet deemools emol net esou geheescht, an engem Schloff vum Athénée vu 1798 un.

Duerno war se an enger fréierer Bank um Boulevard Royal, och e verstëbstent Lokal. Ech ka mech nach souguer erënneren: Wann d'Leit komm sinn an no engem Roman gefrot hunn, hu se e Koup dohinnergestallt kritt an hu sech dat erausgewielt.

An 1973 si se dann an den Ale Kolléisch erëmkomm. An et wäert 2018, `19 - loosse mer soen 2017, `18 -, sinn, bis se um Kierchbierg an e Gebai op siwe Stäck mat zwee Sous-solë kënnen anzéien.

Dofir ass dëse Projet e Meilesteen an der Geschicht vum Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg an och an der kultureller Geschicht. An ech wëll soen, dass d'Konzeptioun vun deem Ganzen, vun deem Bau do an och d'Plaz an engem neie Quartier vun der Stad, d'Roll am kulturellen an intellektuelle Liewe vum Land dat zu engem Projet maachen, deen ee mat Begeeschterung muss begréissen.

Ech wëll ee Wuert soen iwwert de Site, dee jo d'Madame Polfer hei kritiséiert huet. Sécher war d'Iddi, et do op den Terrain vun dem Bâtiment Schuman vum Europaparlament ze setzen, an dat ass jo schonn an där Regierung vu 1999 bis 2004, wou d'Madame Polfer Member war, an deem Projet vun dem Bolles+Wilson, ass dat jo konkretiséiert ginn.

Et huet sech awer gewisen, an ech hunn dat 2008 bei menger Interpellatioun kloer ënnersicht, dass dee Bâtiment Schuman nach soubal net fräi géif ginn. Ech ka mech erënneren, dass mer 2009 nach Sécherheets-, Sécurisatiounsmoossnamen hu misse maache vun Honnerte vun Dausende vun Euro.

An ech froe mech, wat déi Regierung vu 1999 bis 2004 wierklech ënnerholl huet, fir ze wëssen, ob een an enger räsonabeler Zäit op deen Terrain do kéint bauen. Dat ass menger Usiicht no e bëssen eng Illusioun gewiescht, fir do e Projet ze maachen, ouni dass een d'Zoustëmmung oder den Accord vum Europaparlament hat, fir an enger räsonabeler Zäit ewechzegoen. Ech kommen iwwregens nach eng Kéier dorobber zréck.

Dofir sinn ech der Meenung, dass déi Plaz, wou mer déi Bibliothéik do bauen, eng exzellent Plaz ass. Et ass eng Plaz an engem neie Quartier vun der Stad Lëtzebuerg. An et ass e Quartier, deen elo vläicht net vu Kultur strotzt, mä et ass e Quartier, deen extrem lieweg ass, wou et Banke gëtt, wou et den Auchan gëtt, wou et also ganz vill Mënsche gëtt, déi vun enger Bibliothéik kënnen ugesprach ginn.

Also, ech versti wierklech éierlech gesot meng Virriednerin net, dass se esou kritesch mat deem Terrain do ass. D'autant plus, wou et e schéine kompakten Terrain ass, op deen ee kann eng schéi Konstruktioun setzen an deen och nach e bëssen Extensiounsméiglechkeete gëtt. Dat ass meng Meenung zu deem Quartier. Ech kann also der Madame Polfer hir Meenung dozou absolut net deelen, au contraire.

Ech wollt dann och nach soen, Här President, dass elo dat sécher laang gedauert huet, bis mer déi Bibliothéik wäerte kréien: 2017/`18. Et ass eigentlech net nozevollzéien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, firwat dass mer an engem Land, wou an deene leschte Jorzéngten esou enorm vill gebaut ginn ass - ech wëll dat net alles opzielen, mä mir hu jo riseg Investissementer gemaach -, dass do ni Geleeënheet war, fir esou eng geeschteg Infrastruktur ze schafen.

An ech wëll dozou och d'Archiven zielen. Dat ass en anert Instrument, wat indispensabel ass fir e Land a fir seng kulturell a geeschteg Entwécklung. Dass mer et och do nach net fäerdegbruecht hunn, an all deene Jorzéngten, wou mer déi Investissementer gemaach hunn, fir eppes Anstänneges ze bauen. An ofgesinn dovunner, huet et jo bis 2003 gedauert, bis mer eng Uni zu Lëtzebuerg kruten.

Här President, eng Fro, déi an deem Zesummenhang, säit der Grënnung vun der Uni eng Zäit laang am Raum stoung, war déi vun enger National- an Unisbibliothéik zesummen. Dat ass jo och schonn hei évoquéiert ginn. Dat war 2005, ier décidéiert gouf, d'Uni bal ganz op Belval ze zentraliséieren.

Dass elo niewent der Nationalbibliothéik an der Stad och eng Unisbibliothéik op Belval gebaut gëtt, ass an der Logik vun där Zentralisatioun. Et ass logesch, dass eng Bibliothéik als wichtegt Aarbechtsinstrument op d'Uni zougeschnidde gëtt. An déi Unisbibliothéik soll jo véier verspreete Bibliothéike vun der Uni zesummen an engem moderne Bau mat och engem moderne Konzept, wat der Uni ugepasst ass, gebaut ginn.

Déi nei Nationalbibliothéik um Terrain vun der Stad erlaabt et, deen Duercherneen, dee mer elo vun Haaptgebai, Dépôten an Annexen hunn, fir doraus erauszekommen, doduerch Suen ze spueren, Iwwersiicht an Effikassitéit am Service an am Bestand vun den Dokumenter ze kréien. An och derbäi komme jo déi Bibliothéike vun de véier Sektioune vum Institut grand-ducal, an och do leie wichteg Bicherschätz, déi op déi Manéier revaloriséiert kënne ginn.

A mech stéiert et net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer dann herno eng grouss Nationalbibliothéik hei an der Stad hunn, an eng anstänneg, effikass a gutt ugepasste Bibliothéik op Belval fir d'Uni kréien. Ech mengen net, dass e Land wéi Lëtzebuerg sech muss schummen, fir herno zwou Bibliothéiken ze hunn, eng an der Stad an eng op dem Site vun der Uni. Ech gesinn net, wou do de Problem ass.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech mengen och, fir dat ganz kloer ze soen, dass et logesch ass, dass déi nei Nationalbibliothéik als national Institutioun an der Haaptstad gebaut gëtt. Si mécht d'Koordinatioun vun alle Bibliothéiken aus dem Land, si huet selwer déi gréisst Kollektioun vu Luxemburgensia. Si huet eng Réserve précieuse mat wichtegen Archiven opgebaut. Si gëtt de Site fir de Bicherbus, deen am ganze Land circuléiert. Si ass d'Instrument fir d'Fuerschung, net nëmme fir d'Uni, mä och vun de CRPen an all de Fuerscher, déi et zu Lëtzebuerg gëtt. A si ass doniewent déi gesetzlech Institutioun fir den Dépôt légal, a si ass eng grouss öffentlech Mediathéik.

Dat ass alles an de leschte Jorzéngten opgebaut ginn, ënner oft ganz schwierege Bedéngungen, an et gëtt elo duerch den Neibau méiglech, all déi Servicer an engem logesch opgebauten Ensembel zesummenzebréngen an dem Publikum ze offréieren. Dat ass also déi Konklusioun, déi ech aus deem Projet zéien.

Här President, de 5. Mee 2010 war fir mech e ganz bedeitenden Datum. Do huet de Statsminister a senger Ried zur Lag vum Land am Numm vun der Regierung kloer an däitlech deklaréiert, déi nei Bibliothèque nationale géif um Kierchbierg um Terrain beim Bricherhaff gebaut ginn, an en huet och gesot, dass d'Aarbechten 2014, nach an dëser Legislatur, ufänke géifen.

Et gëtt seelen esou kloer Aussoe vun enger Regierung, wann et ëm en zukünftege Bau geet, an dat huet dann och derzou gefouert, dass déi kloer Zousoe gehollef hunn, vill Obstakelen ze iwwerwannen. Sécher, et huet vu Mee 2010 bis Mäerz 2013 gedauert, bis mer esou e Projet hei an der Chamber hunn, mä d'Haaptsaach war, dass déi Ausso do war an dass op déi Ausso konnt opgebaut ginn, fir bis zu dësem Gesetz ze kommen.

Ech wëll och drun erënneren, dass déi Ausso deemools vum Premierminister 2010 um Enn vun enger laanger Entstehungsgeschicht war. Et ass schonn un dee Projet vun der Madame Hennicot vun 2003 erënnert ginn, deen den Architektebüro Bolles+Wilson ausgeschafft huet, deen de Concours gewonnen hat, an et ass natierlech deemools an der Diskussioun an der Haaptsaach drëm gaangen, fir sech op de Bâtiment Schuman ze konzentréieren.

Ech hunn ufanks vu menger Interventioun hei scho gesot, dass dat eigentlech schlecht ugepaakt gi war, oder vun Ufank u keng gutt Iddi war, well d'Europaparlament net esou séier géif do erausgoen.

Ech kennen e bëssen d'europäesch Institutiounen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an ech weess, wann een do net... An den Här Minister Wiseler huet jo och vill Erfahrung mat deene Leit do, mat sengem Centre européen an all deenen anere Konstruktiounen, déi en amgaangen ass um Kierchbierg ze maachen, fir ze wëssen, dass et net esou liicht ass, do kloer Zousoen ze kréien an och kloer Datumen ze kréien, wann eppes soll fräigemaach ginn, an dat war beim Bâtiment Schuman sécher bis elo nach ni erreecht ginn.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här Fayot, Dir wësst jo awer och, datt d'Europaparlament, wann et aner Lokalitéiten zur Verfügung gestallt kritt hätt, datt dat guer net esou schwéier gewiescht wier, fir déi ze bewegen, an aner, an nei Lokalitéiten ze goen, dass also den Terrain disponibel gewiescht wier.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Sécher, sécher. Ech weess net, ob dat probéiert ginn ass vun der Regierung, wou Dir dra waart, oder deene Regierungen duerno, mä sécher hunn all déi Regierungen all Kéiers gesot, dass dat héchstwahrscheinlech ze deier géif ginn.

Ech hat dat a menger Interpellatioun 2010 (veuillez lire: 2008) hei gesot, dass et um Kierchbierg vill Bürosraim géif ginn, wou ee kéint déi Leit logéieren, mä d'Regierung, déi wollt net op dee Wee goen. An ech fanne finalement och, dass et gutt ass, dass se net op dee Wee gaangen ass, well de FUAK, deen hat jo Terrainen, deen huet jo Terrainen, an déi Terrainen, déi de Fonds pour l'urbanisation de Kirchberg huet, dat si jo Terrainen, ech wëll Iech dorun erënneren, dat si Felder, fir déi Bauere vum Kierchbierg an de 60er Joren expropriéiert gi sinn, an déi Terrainen, déi Felder, déi ware geduecht fir öffentlech Bauten. An dofir ass et gutt, wann eng öffentlech Institutioun wéi de FUAK Terrainen um Kierchbierg huet, dass déi Terrainen dann och fir öffentlech Baute kënne profitéiert ginn, an dofir, wann ee mam Europaparlament net eens ginn ass, à moins dass een iwwerhaapt net mat em verhandelt huet, fannen ech dat hei gutt, dass mer deen Terrain geholl hunn.

Ech fannen et och gutt, dat wëll ech derbäi soen, dass d'Regierung an der Zwëschenzäit d'Décisioun geholl huet, dass deen Terrain ganz fir d'Nationalbibliothéik reservéiert gëtt, souguer wann en elo net ganz verbaut gëtt, well en och dann nach d'Méiglechkeete gëtt fir nach eng kleng Extensioun, wann dat de Fall sollt sinn.

Ech wëll awer och niewent dem Verdéngscht vun der Regierung - et ass jo d'Regierung, déi dat hei virubruecht huet -, wëll ech och de Mérite vun der Direktesch vun der Nationalbibliothéik, der Madame Monique Kieffer, ervirhiewen, hiren Asaz, och selbstverständlech dee vun de Leit, déi do schaffen, koum aus der rationaler Virstellung vun deem, wat e modernt Land haut a muer als Bibliothéik brauch,...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...engersäits, a vun deene villen Onzoulänglechkeete vun deem heite Gebai, dem sougenannten Ale Kolléisch.

Dat Gebai, wou jo d'Nationalbibliothéik 1973 agezunn ass, war vun Ufank un ze kleng. Et huet keng Klimaanlag, fir d'Bicher gutt ze versuergen; wéineg Plaz, fir de Publikum ze empfänken. D'Bicher stinn a Këschte jorelaang; d'Leit, déi do schaffen, maachen dat an den onméiglechsten Ecker; d'Bestänn sinn a verschidden Dépôten ënner oft schlechte Konditiounen uechtert d'Land ënnerbruecht.

Ech wëll och soen, dass d'Chamber selwer eng Roll gespillt huet, öfters an den 90er a bis haut huet zum Beispill d'Kulturkommissioun d'Nationalbibliothéik besicht, ech war selwer e puermol derbäi, an an all Kéier alarmistesch Rapportë verfaasst.

De Kolleeg Claude Adam huet am November 2005 eng Aktualitéitsstonn ugefrot, an um Enn dovunner waren all d'Fraktioune mat dem Constat averstanen, dass eppes misst geschéien.

Ech hu selwer den 23. Oktober 2008 eng Interpellatioun un d'Regierung geriicht - e bëssen extraordinär, e Majoritéitsdeputéierten, dee seng Regierung interpelléiert! An et ass natierlech eng Motioun och herno erauskomm, déi eestëmmeg vun alle Fraktiounen ugeholl ginn ass, fir eben eng nei Nationalbibliothéik ze bauen.

An dozwëschent, dat wëll ech awer och nach soen, ass dann an der Kulturkommissioun iwwert déi alldeeglech Problemer vun der Nationalbibliothéik geschwat ginn, vill parlamentaresch Ufroen hunn d'Regierung mat de Fiichtegkeetsproblemer konfrontéiert, déi ganz Kollektioune beschiedegt hunn, an déi dann opwenneg restauréiert hu misse ginn. Ech mengen, et wär emol interessant erauszefannen, wat dat alles kascht huet.

Här President, mir stëmmen haut kee Prunkbau, mä e fonctionnellen an architektonesch schéine Bau. D'Flächen an d'Volumen an d'Parkplaze goufen a laangen an zéie Verhandlungen zwësche Bâtiments publics an dem Kulturministère an de Leit vun der Nationalbibliothéik op dat Néidegst festgeluecht. Op dat Néidegst! Well et ass jo Kris, an an der Kris muss jo méiglechst bëlleg gebaut ginn.

An deem exzellenten Exposé des motifs ginn d'Erausfuerderunge fir eng Nationalbibliothéik an der Wëssensgesellschaft vun haut beschriwwen. Et ass och scho gesot ginn, d'Informatik verännert dat ganzt Bibliothéikswiesen. Bicher an Zäitschréfte gi gedréckt oder erschéngen ëmmer méi elektronesch. D'Nationalbibliothéik verfügt haut schonns iwwer eng riseg Zuel vun numeriséierten Zeitungskollektiounen a wëssenschaftleche Bicher a Revuen, an dës Entwécklung wäert weidergoen an d'öffentlech Bibliothéike vum 21. Jorhonnert radikal verännere-ren.

An eng vun de wichtegsten Ännerunge wäert an dëser Nationalbibliothéik sinn den Iwwergang vun enger Bibliothéik, an där d'Bicher a Magasénge stinn, zu enger Bibliothéik mat offenem Zougang zu de Bicherreien. D'Konzept gesäit d'Bibliothéik un als eng Plaz, déi fir d'Leit alleguer op ass, an ech zitéieren do den Exposé des motifs: «…un lieu de détente-lecture, de recueillement, de rencontre et d'échange d'idées, de récréation et de découverte intellectuelle.»

Et fënnt een an deem Haus an Zukunft Bicher, Biller, audiovisuell Dokumenter, eng Mediathéik, agréabel Säll, fir sech opzehalen an ze schaffen, also e richtege Lieu de vie, an ech mengen, esou wéi de Projet dosteet, ass en e quantitativen an e qualitative Sprong vun enger vun onse wichtegste Kulturinstitutiounen.

Här President, wa mer also dee Projet mat Begeeschterung begréissen, da kann ee jo vläicht awer déi eng oder déi aner Fro stellen.

Éischt Fro: Mir bauen also elo eng Nationalbibliothéik fir 112 Milliounen, wat jo eng staark Reduktioun vis-à-vis vum ursprüngleche Projet vun 150 Milliounen aus dem Joer 2003 ass. D'Fro stellt sech: Wat ass dobäi u Wichtegem fale gelooss ginn? Hoffentlech ass net fale gelooss ginn dee Sputt, deen esou een Institut néideg huet, fir ze ootmen, dat heescht, fir niewent de villen heitegen Aktivitéiten och nach neier am Laf vun den Zäiten unzegoen.

Zum Beispill: Fir d'Bicher ze versuergen, anstänneg opzestellen, alles aus de Këschten ze huelen a Plaz ze hu fir nei Acquisitiounen, ass elo duebel esou vill Fläch an engem Horizont vu 35 Joer bis 2045 virgesinn. Déi Projektioun gouf 2010 gemaach. A wa mer dovun ausginn, dass de Bau 2018 bezuchsfäerdeg wäert sinn, muss ee schonn aacht Joer ofzéien, da bleiwen nach 27 Joer Sputt fir déi Verduebelung. Ob dat duergeet? Bon, dat soen déi nächst Generatiounen ons.

Mä sécher kann een och argumentéieren, dass duerch d'Numérisatioun vill Plaz gespuert gëtt, a jee nodeem, wéi dat sech entwéckelt, kann déi Reserv méi oder manner duergoen. Et bleift awer natierlech e klenge Risque.

Déi zweet Fro ass ähnlech. Mir gesinn d'Plazen an de Liessäll vir: 450. Den Exposé des motifs gëtt zou, dass mer verglach mat ähnlech grousse Bibliothéiken am Ausland relativ wéineg Plaze virgesinn. Dat ass bedauerlech. Nun ass dat awer haut eng wesentlech Charakteristik, fannen ech, vun enger moderner Bibliothéik, well duerch d'Mobilitéit schaffen ëmmer méi Leit an de Liessäll an net doheem, ëmmer méi Standardwierker si fräi zougänglech an ëmmer méi schnell sinn all Plaze besat. An haut si jo 40.000 Wierker direkt zougänglech, an der neier Nationalbibliothéik sollen et der 300.000 ginn.

An dofir, ech kommen nach eng Kéier drop zréck, ass ze begréissen, dass den Terrain, deen d'Nationalbibliothéik kritt, eng kleng Extensioun erlabe kann, wann dat sech dann als néideg wäert erginn, wéinst de Plazen an de Liessäll an och de Plazen, fir Bicher an aner Saachen opzehuelen.

Déi drëtt Fro ass och eng wichteg Fro, déi elo näischt mat dësem Projet direkt ze dinn huet, mä indirekt: Den Neibau bréngt mat sech, dass d'Personal ëm 21...

Ech weess net, ob ech Iech stéieren...

M. le Président.- Jo, ech bieden Iech wierklech, e bëssen nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech si bal, ech si geschwë fäerdeg.

(Interruptions diverses)

Ech wollt soen, Här President, dass duerch den Neibau d'Personal ëm 21 Unitéite muss opgestockt ginn, fir de Betrib op deem Niveau ze halen, wéi en elo ass. Well wann d'Liessäll méi grouss ginn an d'Öffnungszäite méi laang ginn, muss méi Personal fir den Accueil, d'Hëllef, bei der Recherche a fir d'Surveillance zur Verfügung stoen.

An deem Zesummenhang iwwregens just en Detail, Här President: Et ass eigentlech net ze verstoen, firwat d'Nationalbibliothéik net och Studente fir kleng Aarbechten asetze kann, zum Beispill fir ze raumen, wéi dat an der Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt.

Virun allem awer wäert an Zukunft méi speziali-séiert Personal fir d'Numérisatioun, de Catalogage an aner informatiséiert Aarbechte gebraucht ginn.

D'Nationalbibliothéik ass haut en héich spezialiséierten a sophistiquéierte Betrib, an d'Fro, ob d'Nationalbibliothéik en Établissement public anstatt eng staatlech Verwaltung soll ginn, gouf schonn oft diskutéiert, och an der Kommission. Den Établissement public géif erlaben, méi einfach un déi Spezialisten erunzekommen, déi mer einfach zu Lëtzebuerg net ëmmer hunn, an dofir, mengen ech, soll d'Chamber an hirer Kulturkommissioun emol seriö mat der Regierung iwwert déi Fro diskutéieren an zu enger politescher Konklusioun kommen.

Dat gesot, Här President, wollt ech selbstverständlech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wollt och all deene Leit Merci soen, déi heirunner geschafft hunn, der Regierung selbstverständlech, de Leit vun der Nationalbibliothéik.

An ech wollt soen, dass d'LSAP dëse Projet mat vill Begeeschterung wäert stëmmen. A virun allem bieden ech d'Regierung, keng Zäit ze verléieren, fir dass mer ufanks 2014 d'Baggere kënne gesinn um Kierchbierg rullen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- déi gréng kommen erëm an den Turnschlappen, dat ass scho laang net méi de Fall.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, néierens léiert een d'Kultur vun enger Stad esou séier kennen, wéi an hirer Bibliothéik. Dee Saz kënnt net vun der Kulturministesch an e kënnt och net vum Nohaltegkeetsminister, mä vum Heinrich von Kleist an en ass iwwer 200 Joer al. E staamt aus där Zäit, wou d'Bibliothéikswiesen ugefaangen huet, sech massiv weiderzëentwéckelen a méi wéi jee den Usproch erhuewen huet, net nëmmen elitär Kreesser, mä och aner Bevölkerungsschichten, souzesoen all Bevölkerungsschichten unzeschwätzen.

Dat Zil gëtt och mat dësem Projet de loi ugestrieft. Aus der Nationalbibliothéik soll eng sougenannten „Wuelfillbibliothéik" entstoen, en Uert, an deem d'Mënsche sech schonn eleng wéinst der agréabeler Atmosphär gären ophalen a gäre begéinen.

Nodeems déi Lëtzebuerger Bibliothéikskultur der internationaler Entwécklung laang hannendrugelaf ass a jorelaang just un den aktuelle Siten erëmgepléischtert ginn ass, geet et bei dësem Projet awer fir d'Éischt emol drëms, de Mangel u Raimlechkeeten duerch de Bau vun enger neier Infrastruktur ze behiewen. Dat ass elo schonn e puermol ugeklongen, an dat ass och gutt.

Datt déi aktuell Situatioun den Ufuerderunge vun enger moderner Bibliothéik net méi gerecht gëtt, ass scho laang gewosst. Scho säit 20 Joer huet den däitschen Expert Rolf Fuhlrott vun engem Zerstéierungsprozess geschwat, deen net méi opzehale wier, wann um Niveau vun de Gebailechkeeten näischt géif geschéien. Et féiert also kee Wee laanscht en neit Gebai, e Gebai, wat et endlech erlaabt, eise Patrimoine culturel dauerhaft ze schützen an nei Weeër am Bibliothéikswiesen anzeschloen.

Aus deem Grond si mir frou, datt no laangem Stillstand endlech Bewegung an d'Spill kënnt. Och wa mir de Choix vum Site, dee leider net ganz no bei der Philharmonie läit, och éischter als zentral geleeën Noutléisung emfanne wéi als territoriale Glécksfall, wäerte mir dësem Projet zoustëmmen, mat engem Merci un den Här Boden fir säin interessanten an ausféierleche Rapport, mat engem Merci awer och un d'Madame Kieffer fir hir Ausdauer an dësem kulturelle Marathon.

D'Fro, firwat de Projet vun enger neier Nationalbibliothéik eréischt haut konkret gëtt an net scho viru Jore realiséiert ginn ass, ass schnell beäntwert. Et brauch een d'Diskussioune aus der Vergaangenheet nëmmen e wéineg verfollegt ze hunn, fir ze wëssen, wéi holpreg de Parcours vun dësem Dossier war.

D'Iddi fir d'Nationalbibliothéik mat der Universitéitsbibliothéik ze verbannen, stoung laang am Raum an huet fir vill Polemik gesuergt, mat onverkennbaren Divergenzen tëschent den implizéierten Acteuren. Déi ëmstridde Fro, ob eng gemeinsam oder zwou getrennten Infrastrukture sollten entstoen, huet och en Afloss gehat op d'Décisioune vun der Regierung, an deem Sënn, datt laang Zäit iwwerhaapt keng Décisioun geholl ginn ass, nodeems och de Site vun Esch/Belval an d'Gespréich koum.

Fir net direkt op d'Nues ze falen, sinn d'Koalitiounsparteien am Regierungsprogramm vun 2009-2014 zimlech zréckhalend bliwwen. Wat awer festgehale gouf, war, datt d'Nationalbibliothéik och de Statut vun der Universitéitsbibliothéik ka kréien, dëst well déi zwou Institutioune gemeinsam Funktiounen hunn a well d'Synergien tëschent der Nationalbibliothéik, der Universitéitsbibliothéik an de Centres de recherche onbedéngt misste verdéift ginn.

Kuerz duerno ass d'Iddi vun där gemeinsamer Bibliothéik op Esch/Belval awer nees fale gelooss gi mam Argument, datt et deem Site un der néideger Accessibilitéit géif feelen, wat eigentlech net déi beschten Zensur ass fir e Site, dee vun därselwechter Regierung als Modell fir eng nohalteg Landesplanung an eng nohalteg Mobilitéit duergestallt gëtt.

Nodeems d'Haaptstad - zu Recht vun deenen engen, vläicht zu Onrecht vun deenen aneren - als klore Gewënner aus där Diskussioun ervirgaangen ass an d'Nationalbibliothéik definitiv vun der Universitéitsbibliothéik getrennt wäert bleiwen, besteet an eisen Ae Klärungsbedarf: fir d'Éischt emol an der Fro vun der konkreter Zesummenaarbecht mat regionalen a kommunale Bibliothéiken, mat anere kulturellen Institutiounen, mat de Centres de recherche a virun allem mat der Uni.

E wichtege Schrëtt an déi Richtung ass ënner anerem de Réseau „bibnet" mat 34 ugeschlossene Bibliothéiken, gradesou wéi déi international Zesummenaarbecht, déi de kulturelle Pluralismus wäert förderen. Dat ass an eisen Aen duerchaus wënschenswäert.

Fir d'Potenzial vun de Synergien awer voll a ganz auszeschöpfen, mussen eiser Meenung no nach aner Effortë gemaach ginn, net nëmmen am Beräich vun der Bündelung vun de finanziellen an informatesche Ressourcen, mä och am Beräich vun de mënschleche Ressourcen, mat engem liewegen a kreativen Austausch vun de Kompetenzen vun de Leit.

Dat geet natierlech net vum selwen. Schliesslech läit Esch/Belval jo net nëmmen e Kazesprong vum Kierchbierg ewech. Och wann d'Benotzer vun der Bibliothéik fréier oder spéider mam Tram op de Kierchbierg kënne fueren an déi öffentlech Verbindungen ronderëm d'Stad verbessert ginn,...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ...dann heescht dat nach laang net, datt och d'Studenten eemol mam Tram tëschent Esch/Belval an dem Kierchbierg hin an hier pendele kënnen. Oder iren ech mech do, Här Ministeren? Ech weess et net.

(Interruption)

An deem Sënn war d'Argument vun enger mangelhafter Accessibilitéit vun Esch/Belval net aus der Loft gegraff. Wat an anere Wierder awer och heescht, datt d'Accessibilitéit vun deem Site verbesserungswürdeg ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Fro, déi un d'Zesummenaarbecht mat der Uni uknäppt, ass och déi vun der Gestioun vun der Bibliothéik. A sengem Rapport weist den Här Boden drop hin, datt d'Madame Minister sech net géint d'Schafung vun engem Établissement public gewiert huet an datt et derwäert wier, fir iwwert déi Fro méi déif gräifend nozedenken.

Datt déi Fro awer op Initiativ vum Kolleeg Claude Adam scho virun aacht Joer op dëser Plaz diskutéiert ginn ass a souguer beäntwert gi war, dat steet net am Rapport. Wann ee liest, wat d'Spriecher vun der CSV an der LSAP deemools hei gesot hunn, mengt een haut, et wier een an engem anere Film.

(Interruption)

Während de Spriecher vun der CSV sech vehement, dat war den Här Fred Sunnen, deen huet sech vehement fir eng gutt funktionéierend, vollstänneg a modern National- an Universitéitsbibliothéik breetgemaach, während deen dat gesot huet, huet mäi Virriedner, den Här Ben Fayot, vun alle Säite recht kritt, wéi hie gemengt huet, datt déi nei Nationalbibliothéik onbedéngt als Établissement public misst institué-iert ginn. Nëmmen da wier et méiglech, méi flexibel mat anere kulturellen Institutiounen an CRPen zesummenzeschaffen a Synergien ze schafen.

A schlussendlech konnt och den Här Biltgen als deemolege Kultur- a Fuerschungsminister sech net virstellen, datt d'Nationalbibliothéik anescht kéint funktionéiere wéi als Établissement public. Als direkt Dépendance vum Ministère wier et der Nationalbibliothéik nämlech net méiglech, effikass mat der Uni Lëtzebuerg zesummenzeschaffen.

Wuel wëssend, datt nach ëmmer keng kloer Kritären doriwwer opgestallt gi sinn, wéini en Établissement public Sënn mécht a wéini net, a wuel wëssend, datt déi Zort vu Personnalité juridique schnell zu Ongerechtegkeeten an der Bezuelung vum Personal an domat zu engem schlechten Aarbechtsklima ka féieren, si mir als Gréng net d'office fir d'Schafung vun engem Établissement public. Allerdéngs géif et eis interesséieren, wéi d'Regierung dann elo gedenkt, déi zukünfteg Gestioun auszeriichten, fir scho beim Start eng maximal Plus-value aus dësem héijen Investissement zéien ze kënnen.

Domat sinn ech beim Käschtepunkt. Dat Mannst, wat een dozou ka soen, ass, datt de

Stat sech déi nei Bibliothéik eppes kaschte léisst, esou wéi eng Journalistin dat schonn d'lescht Joer op RTL ausgedréckt huet. Als bëlleg géif ech de Projet jiddefalls net bezeechnen. Iwwer 112 Milliounen Euro schonn eleng fir de Bau ouni d'Folgekäschte si kee Pappenstiel. De Präis entsprécht ongefeier deem vun der Philharmonie a läit bal 25 Milliounen iwwert dem ëmstriddene Präis vum Mudam.

„Fir dat, wat mir bauen, sinn 112 Milliounen en normale Präis.", géift Dir elo soen, Här Minister. An Dir hutt och recht, wann Der behaapt, datt de Käschtepunkt vun de Lycéeën an deeneselwechte Proportioune läit. Wat dobäi awer vergiess gëtt, ass, datt d'Lat hei am Land trotz steigendem Statsdefizit an unhalender Wirtschaftskris nach ëmmer vill méi héich ugesat ka gi wéi am Ausland, wou beim Bau vun öffentleche Gebaier nach just vun esou héijen Investissementer gedreemt ka ginn.

Fir ofzeschléisse wéilt ech nach just kuerz op den zimlech knapp bemoossenen Espace parents um drëtte Stack agoen, mat der Fro, firwat net och en Espace enfants geplangt ginn ass, an anere Wierder, en Espace, deen de Kanner virbehalen ass a sech un de bewährten auslännesche Modeller vu sougenannte Kannerbibliothéiken inspiréiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et steet eppes fest: All Kand léiert liesen, mä nëmmen déi wéinegst hu Freed dorun. Souguer an Akademikerkreesser gëtt sech beklot, datt d'Kanner léiwer e Bou ronderëm d'Bicher maachen, wéi datt se se opschloen. De sougenannten „Leseknick", wéi eis däitsch Noperen de Verloscht vun der Freed um Liesen nennen, huet sech längst op d'Notzung vun de Bibliothéiken ausgewierkt.

Och wann déi Evolutioun net direkt aus de Statistiken ervirgeet, et geet aus enger fundéierter Etüd ervir, déi net méi spéit wéi d'lescht Joer am Optrag vun der Leipziger Héichschoul fir Technik, Wirtschaft a Kultur duerchgefouert ginn ass. D'Resultat war kloer an och net ganz verwonnerlech a widderleet e wéineg dat, wat d'Madame Mergen virdru gesot huet. D'Bibliothéiken entspriechen nëmmen nach bedéngt den Interesse vun der eropwuessender Generatioun a leiden ënner engem groussen Imageverloscht bei de jonke Leit.

Den entscheedende Facteur fir de Besuch vun enger Bibliothéik ass bei Kanner a Jugendlechen net d'Quantitéit vun der Offer oder d'Prächtegkeet vum Gebai, mä d'Qualitéit vum Openthalt a vum Empfang. D'Méiglechkeet, d'Bicher an d'Medië gemeinsam an autonom mat Frënn ze entdecken an ze erliewen, spillt dobäi eng wichteg Roll. Fir d'Kanner a Jugendlecher als nei a virun allem als dauerhaft Clienten ze gewannen, mussen d'Bibliothéiken als modern Fräizäit-, Léier- an Erliefniswelt wouergeholl ginn. Nëmmen esou geléngt et de Bibliothéiken, hiert eegent Iwwerliewen laangfristeg ofzesécheren.

An der Hoffnung, datt dësem Aspekt Rechnung gedroe gëtt, wënsche mir eis, datt aus der Nationalbibliothéik en Uert vun der Begéinung gëtt, dee souwuel d'Generatiounen wéi och d'Kulturen an eisem Land matenee verbënnt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem ganz häerzleche Merci un de Rapporteur fir déi Wierder, déi hie fonnt huet, fir de Projet ganz interessant virzestellen.

An ech relevéieren och, wat d'Madame Mergen gesot huet, datt dat heiten e Projet ass, deen an enger exemplarescher Vitesse geschitt ass, ech soe just: „exemplaresch" fir d'CSV!

Deen éischte Projet, wann ech mech richteg erënneren, dat ass 1988 an d'Diskussioun komm, dat sinn elo 25 Joer. Dann hate mer 1997 eng Diskussioun - dat missten elo 16 Joer hier sinn - iwwert d'Konstruktioun vun enger Annex deemools fir 24 Milliounen Euro, ëmgerechent vun de Lëtzebuerger Frangen. Dann hate mer 2003 de Projet, dee schonn e puermol ernimmt ginn ass. Also, déi exemplaresch Vitesse, déi gesinn ech an dësem Projet eigentlech net!

Mä et gëtt héich Zäit, datt mer esou eng Bibliothéik bauen. Mir hate jo vill Schued, jo, et ass héich Zäit, datt mer deen hei elo bauen an och wierklech bauen, well mir hate ganz vill Schued! Ech mengen, mir erënneren eis alleguer, datt virun enger gewësser Zäit nach geschwat ginn ass vun 30.000 endommagéierte Bicher, vu Renovatiounskäschten - wou ech hoffen, datt dat och da Wierkung gehat huet! - an Héicht vun 200.000 Euro. Dat sinn alles Reportagen an Artikelen, déi mer nach am Gedächtnes hunn, an et ass wierklech héich Zäit ginn, datt eppes geschitt, fir d'Nationalbibliothéik op eng anstänneg Zukunft virzebereeden an nei ze bauen.

Wat sinn d'Missioune vun der Nationalbibliothéik?

Oder vläicht nach e Wuert iwwert de Site: De Site ass effektiv net ideal. Mä an där Diskussioun, déi mer elo de Mëtteg hei héieren hunn, wëll ech awer relevéieren, datt verschidden Intervenantë gesot hunn, well dat heiten eng Missioun ass, déi un d'national Souveränitéit an un d'national Identitéit - déi Kéier am Singular - réiert, misst de Site an der Haaptstad sinn.

Déi Leit, déi dat gesot hunn, déi wëll ech awer da just drop opmierksam maachen, datt deeselwechte Räsonnement och fir d'Archive gëllt. Ech mengen, wann dat d'Argument ass, da mussen d'Archiven och an d'Haaptstad. Wann et awer eng aner Opdeelung ass oder aner Argumenter, da kann een och en anere Site fir d'Archiven envisagéieren, mä ech mengen, do muss eng Kohärenz an der Argumentatioun bestoen.

Wouer ass, datt d'Nationalbibliothéik eng Missioun vun nationaler Souveränitéit an Identitéit erfëllt, iwwert d'Luxemburgensia notamment. E Fragezeiche setzen ech awer hannendrun, wann et heescht, datt d'Nationalbibliothéik niewent der nationaler Identitéit an der nationaler Sprooch och misst aner Sproochen a Kulture förderen. Dat ass eigentlech d'Aufgab vun auslännesche Kulturinstituter zu Lëtzebuerg.

An dat ass och en Optrag fir d'national Kulturpolitik. Mir hunn ëmmer méi grouss auslännesch Communautéiten an ëmmer méi villfälteg auslännesch Communautéiten am Land, an eng Regierung wär gutt beroden, och eng Kulturministesch wär gutt beroden, wa se géif déi aner Länner encouragéieren, fir auslännesch Kulturinstituter hei opzemaachen, fir datt eben déi respektiv Sproochen, déi an deene Communautéite vill benotzt ginn, hei gefördert ginn, an datt déi mat der Nationalbibliothéik mussen zesummeschaffen. Dat ass dee richtege Räsonnement!

Datt déi Lëtzebuerger Nationalbibliothéik awer elo fir déi iwwer honnert auslännesch Communautéiten, oder wéi vill et der sinn, jeeweils déi Sprooche misst förderen, ech mengen, dat iwwerfuerdert se, dat kann och net hir Haaptmissioun sinn.

Da sollte mer kucken, datt mer och emol e Gesamtkatalog vläicht kréie vun allem, wat hei am Land existéiert. Do gëtt et jo Usätz duerch den „findit", duerch den „bibnet", mä et muss een och kucken, datt ee wierklech probéiert, all méiglech Ressourcen, déi mer hei am Land um intellektuelle Bicherniveau hunn, datt mer déi kënnen zesummefaassen.

Dat gëllt natierlech och fir de Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe, et gëllt fir d'Muséeën, et gëllt fir verschidde spezifesch Muséeën, déi interessant Kollektiounen hunn, wéi zum Beispill den Dikrecher Militärmusée. An et muss ee sech och froen, ob et néideg ass, ob et nach akzeptabel ass, datt verschidden Doubleemploien existéieren, Madame Minister.

Zum Beispill fält op, datt an der Nationalbibliothéik eppes ganz Interessantes ass, dat ass dee Centre de documentation iwwert d'Musek, de Cedom, an deen huet jo eng ganz Rei interessant Kollektiounen, notamment iwwer Lëtzebuerger Komponisten, dont d'Lou Koster. Gläichzäiteg gesi mer, datt d'Regierung awer de CID-Femmes staark ënnerstëtzt, deen och mam Centre Euterpe spezifesch just weiblech Komponisten da collectionnéiert, an dat ass einfach d'Fro vum double Emploi. Ech mengen, datt d'Kollektioune vu Lëtzebuerger Komponiste sollten an der Nationalbibliothéik sinn, do gehéiere se hin, an net verspreet op x aner Instituter, déi sech beruff fillen, fir eege Kollektiounen do ze maachen.

Déi gréng Kolleegen hu vun enger „Erliefniswelt" geschwat, nodeem se gesot hunn: „Et ass jo schued, dass net méi gelies gëtt! Da muss eng Bibliothéik eng Erliefniswelt ginn." U sech, wat déi gréng soen, ass: „Kommt, mir maachen eng Bibliothéik, déi eigentlech d'Leit erëm vum Liesen oflenkt." Neen, d'Bibliothéik brauch keng Erliefniswelt ze sinn! Et soll eng Plaz sinn, wou ee sech natierlech wuelfillt a wou ee gär hikënnt, mä si soll sech op d'Buch konzentréieren, op d'Liese konzentréieren, a si brauch kee Fräizäitpark fir déi gréng ze sinn.

(Interruption)

D'Archiven, bei den Archiven, do musse mer och kucken, datt mer virukommen. Et ass, géif ech soen, Madame Presidentin vun der Kulturkommissioun, néideg, dass d'Kulturkommissioun sech an nächster Zukunft mat där Problematik auserneesetzt nees eng Kéier, fir datt mer och vun eiser Säit aus deen néidegen Drock ausüben, datt den Dossier vun den Archive virugeet.

Schlussendlech wëll ech och der Direktioun an dem Personal vun der Nationalbibliothéik Merci soe fir hiren Engagement, dee wierklech net ëmmer einfach ass. An un déi Responsabel vun der Stad Lëtzebuerg riichten ech den Appell, dach wann ech gelift d'Bauerlaabnis fir déi nei Nationalbibliothéik ganz séier auszestellen an op kee Fall op den Tram ze waarden, fir déi Bauerlaabnis do auszestellen, well soss kréie mer ni eng nei Nationalbibliothéik, an dat wär jo awer wierklech schued!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Déi éischt Statioun, déi mer aweien, gëtt „Kartheiser".

Une voix.- Neen, d'Endstatioun!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- D'Endstatioun, jo! Beim Abattoir!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Colombera!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt vläicht hei nëmmen e puer Froen, Madame Ministerin. Ech hätt vläicht e puer Froen, wann Der kéint heibleiwen? Et sinn nëmme véier Froen! Okay, Här Minister, dann un Iech!

Wéi ass et mat den Öffnungszeiten, Här Minister? Bis elo ass et esou, dass méindes ëmmer zou war an dann déi aner Deeg vun 10.30 Auer op. An ech gi jo dovunner aus, mat deem neie Gebai, do missten och d'Öffnungszäiten dann aneschters sinn. An do sollt jo am drëtten Trimester 2012 eng Lieserëmfro an eng Machbarkeetsstudië virgeholl ginn. Wéi ass dat Resultat do ausgefall? Kënnt Dir eis do soen, wéi dat Resultat do ass? Dat war déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass jo...

(Interruption)

Jo, d'Madame Ministerin ass elo do, okay, Merci! Déi zweet Fro ass...

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Ech war guer net fort, Här Colombera!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Déi zweet Fro ass: Gëtt och méi Personal agestallt, well d'Bibliothéik jo méi grouss gemaach gëtt, ass do da méi Potenzial elo do, oder wéi sti mer do?

An drëttens, déi drëtt Fro: 2011, vun de Studente vun der Uni Lëtzebuerg, do ware 14% vun deene Studenten, déi d'Lieser ausgemaach hunn, 12% ware Studente vun aneren Universitéiten an 11% ware Schüler. Dat schéngt mer net vill, an d'Madame Mergen huet gesot, d'Nationalbibliothéik wär d'Bibliothéik vun der ganzer Natioun. Domat sinn ech jo d'accord. A kann d'Ministerin mer soen, wéi elo d'Proportioun vun de Leit ass, bezunn op d'Regioune vum Land, vum Norden, vum Osten, déi hei an d'Stad kommen an d'Bibliothéik frequentéieren? Dat wär ganz interessant ze wëssen, wéi vill Leit dass vun deene Regioune kommen.

An déi véiert a lescht Fro - dann halen ech op: Mir hu jo elo matkritt, dass d'ARBEDs-Gebai, dass dat elo fräi gëtt. Wär dat net eng Optioun gewiescht, fir d'Nationalbibliothéik do eran ze integréieren? Wär dat méi bëlleg ginn? Wär et net e bessere Look gewiescht fir d'Lëtzebuerger, haaptsächlech fir den Här Bettel, zum Beispill? Dat wär méi zentral gewiescht. Wat haalt Der vun där Propositioun, wann Der elo d'Wiel hätt, fir d'Bibliothéik do dran ze maachen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An da kritt nach d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass sécher begréissenswäert, dass eng nei Nationalbibliothéik an engem neie Gebai entsteet. Ech fannen de Projet och gutt. Ech fannen awer de Standuert äusserst bedenklech. Wéi de Rapport vun der Kommissioun selwer seet, ass d'Nationalbibliothéik ëmmer haaptsächlech eng wëssenschaftlech a Recherchebibliothéik gewiescht an hirer Fonctionnalitéit. Zwee Drëttel vun de Bicher, steet an deem Rapport, kommen aus dem Ausland a sinn do wéinst de Bedierfnesser vun den Enseignanten, vun de Chercheuren, vun de Studenten.

De Rapport seet och, dass déi Roll nach an Zukunft wäert doduerch verstäerkt ginn, dass déi universitär a Fuerschungsstrukturen zu Lëtzebuerg wäerten ausgebaut ginn. Emsou méi onverständlech ass et, dass de Site vu Belval hei net zréckbehale ginn ass. E gëtt mat engem Saz, senger angeblecher Inaccessibilitéit, ofgedoen, déi awer absolut net begrënnt gëtt - an och falsch ass!

E Site, deen nei gebaut gëtt, deen un den Zuch, un d'Autobunn ugebonnen ass, e Site, op deen all Dag wäerten Dausende vu Studenten, Chercheuren an Enseignantë fueren, e Site, deen an enger dicht bevölkerter Géigend läit, dee soll also schlecht accessibel sinn? Dat ass jo net glaubhaft! An dat ass och sachlech net begrënnt! Dat hei ass eng politesch Décisioun, déi geholl ginn ass, fir net ze soen e Kouhandel!

„Unter den heutigen Umständen ist eine Nationalbibliothek in Esch/Belval denkbar, logisch, eigentlich zu hundert Prozent sinnvoll.", schreift de President vun der Associatioun vun de Bibliothécairen an Archivaren, den Här Jean-Marie Reding, schonn am Joer 2011. Et ass also net nëmmen d'ACEL, déi där Meenung ass, also d'Studentevertriedung.

Wann een eng „Wohlfühlbibliothek" wëllt, Här President, da soll ee se do maachen, wou d'Leit wunnen. Den Utopolis an den Auchan brauche keng Quartiersbibliothéik. Den Här Reding schwätzt vun eidele Liessäll, déi do wäerte wahrscheinlech ze erwaarde sinn.

An ech mengen, dass hei eng historesch Chance verpasst gëtt, fir de Studentinnen a Studenten an och all deenen anere Leit eng modern Bibliothéik éischtens an engem moderne Studiëkader an zweetens an enger geschichtsträchteger, bevölkerungsräicher Géigend zur Verfügung ze stellen. Eng Bibliothéik hei wier an duebeler Hisiicht e gesellschaftlecht Symbol gewiescht. A well de Bau a seng Zweckméissegkeet a mengen Aen awer ontrennbar verbonne si mam Standuert, kann ech deem Projet hei meng Zoustëmmung net ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo nach den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng ganz kuerz Fro stellen, Dir verstitt, als interesséierte Buergermeeschter ass dat Gebai, wou elo am Moment d'Bibliothéik ass, selbstverständlech eng grouss Superficie a vill Meter-carréen, an dowéinst ass och meng Fro direkt un d'Regierung, wat se wëllen da mat deem Gebai och maachen. Well et wier selbstverständlech net gutt,…

(Interruption)

…wann do nëmme Büroe géife kommen. Mir wiere selbstverständlech och frou, wann do Wunnengen oder en Internat, eng Schoul, mä op jidde Fall eppes géif och mat deem Gebai geschéien. Et si jo Demanden och do vun Internater. Dat heescht, et gëtt verschidde Méiglechkeeten. Mir wieren op jidde Fall interesséiert ze wëssen, wat mat där Superficie och geschitt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(Brouhaha général)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Niewent der Gemeng, an deem Gebai, wat Der kaaft hutt vun der Kongregatioun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- De Biergerzenter?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Do hutt Der lauter Wunnengsbau dra gemaach.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Ass d'Gemeng drun interesséiert?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen, do sinn och Wunnengen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ënnert dem Späicher!

M. le Président.- Här Minister! Ech géif lech bieden, dem Här Minister nozelauschteren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Fernand Boden als President vun der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie mat senger Kommissioun hei geleescht huet. Deen Dossier hei huet, wéi d'Riedner et alleguer gesot hunn, eng ganz laang Geschicht, a ganz vill Diskussiounen hate mer schonn doriwwer.

Mä bei all deenen, déi hei geschwat hunn, haut respektiv an deene Jore virdrun, sinn ëmmer zwou Saachen erëm ganz kloer erauskomm. Dat Éischt, dat war, datt mer eng nei Nationalbibliothéik brauchen. Dat stellt keen a Fro. An dat Zweet, dat ass, datt et sollt eng Nationalbibliothéik gi fir déi nächst Jorzéngten, datt se also zukunftsträchteg ass an datt se sollt op engem Site unique sinn. An dovunner si mer am Fong ausgaangen, wéi dee ganzen Dossier hei ugaangen ass.

An dann och, normalerweis wéi bei villen esou Projeten wéi deem hei, kommen haut erëm déiselwecht Type vun Diskussiounen op. Dat eent, dat ass déi iwwert de Site, an dat anert ass déi iwwert de Käschtepunkt. D'klassesch Diskussiounen, wann et sech ëm grouss Bauten an ëm grouss Chantieren handelt.

Mä iergendzwousch eng Kéier muss een, wann een ëm de Site schwätzt, an ech gi ganz gär dorobber an, iergendzwousch eng Kéier muss een eng Décisioun huelen. Iergendzwousch eng Kéier huet een Alternativen, mä zwëschen deenen Alternativen, déi alleguer hir positiv an hir negativ Punkten hunn, do kann ee jorelaang diskutéieren, mä et muss een awer eng Kéier soen, elo maache mer dat do. Wëssend, datt een et net iwwerall ka maachen. A wëssend, datt een eng Kéier muss ufänken, fir eng Kéier eppes ze hunn.

An ech sinn elo frou, an ech diskutéieren duerno och iwwert déi eenzel Alternative ganz gären, mä ech sinn elo frou, datt mer hei fäerdeg sinn an datt mer emol eng Kéier kënnen ufänken an datt deen Dossier weidergeet.

Wann ee kuckt an der leschter Zäit, wéi sech déi Froe gestallt hunn: Den 22. Februar 2002 huet d'Regierung eng Décisioun iwwert de Site unique geholl, deen ass am Juni 2004, also vun der virviregter Regierung nach confirméiert ginn, woubäi awer scho sengerzäit e Projet do war, fir an de Centre Schuman ze goen, déi viregt Regierung awer gesot huet, datt dee Projet sech misst…, also datt dee Projet sech soll urban integréieren an de Projet vum Ricardo Bofill sengerzäit an d'Place de l'Europe, an op där anerer Säit, datt onbedéngt eng Optimisatioun vum Programm misst gemaach ginn. Dat war esou, wéi ech deen Dossier 2004 als Travaux-publics-Minister iwwerholl hunn.

Déi nächst Etapp, dat war, fir dat do alles en musique ze setzen. An do ass kloer an däitlech relativ fréi festgestallt ginn, datt d'Europaparlament nach eng ganz Rei Joren géif drableiwen. Notamment hate mer do eng Diskussioun mam Europaparlament, wien iwwerhaapt déi nei Lokalitéite vum Europaparlament sollt bauen, an d'Europaparlament sengerzäit décidéiert huet, datt et et selwer wéilt bauen. Dat ass also e Gebai, wat d'Bâtiments publics net baut, also wou mer och net de Kalenner esou kënne bestëmme wéi bei anere Gebaier.

Selbstverständlech wëll ech der Madame Polfer soen, datt Diskussioune waren, fir transitoresch Solutiounen ze fanne mat dem Europaparlament. Et war souguer eng Diskussioun ee Moment gefouert ginn, fir de Robert Schuman, déi Leit, déi do dra wären, déi Beamten, fir déi an dat frësch gemaachtent Héichhaus eriwwerzehuelen. Dat hätt awer bedeit, datt een dat Ganzt hätt anescht missen aménagéieren. Et wär souwisou net ganz dodranner gaangen, an et hätt een da missen zweemol plënneren, wat natierlech zousätzlech Käschte bruecht hätt. A schlussendlech si mer zesumme mam Europaparlament zur Konklusioun komm, datt dat wierklech net sënnvoll wär.

Also, déi Alternativ ass envisagéiert ginn, diskutéiert ginn, mä ass duerno net zréckgehale ginn. Duerno sinn nach eng Rei aner Plazen an der Stad Lëtzebuerg gekuckt ginn. Notamment eng, vun där net geschwat gi war. Mir haten d'Propositioun gemaach, fir eng nei Nationalbibliothéik op d'Gare an der Stad ze bauen niewent d'Gebai vum Centre informatique de l'État, wou nach een Terrain fräi war, wou dat och plaazlech dohinner gaange wär. Do war eng grouss Diskussioun driwwer, schlussendlech hu mer dat och net festgehalen aus enger ganzer Rei Grënn, well een d'Alentouren net hätt kënnen esou gestalten a well et net als positiv dee Moment emfonnt ginn ass.

Duerno hate mer och eng Diskussioun, wou et dann um Kierchbierg nach kéint entstoen. An de Fonds de Kierchbierg huet eng laang Etüd gemaach, wou siwe Méiglechkeete gekuckt gi sinn, an zwar op hir urbanistesch Kritären, op hir Disponibilitéitskritären, op hir Accessibilitéitskritären an op d'Kritären, wien da Propriétaire wär a wéini ee kéint den Terrain benotzen.

Do sinn zwou Méiglechkeete sengerzäit zréckgehale ginn. Dat eent, dat war de Bricherhaff, an dat anert, dat war eng aner Plaz hannert dem Héichhaus, do, wou momentan de Parking ass zwëschen dem „Kueb" an dem Héichhaus. Déi Plaz ass och net zréckgehale ginn, well mer do eng ganz aner Konzeptioun, architektonesch Konzeptioun méi an d'Héicht hätte misse bauen, wéi et awer gewënscht war, a schlussendlech ass aus deem Grond, also urbanistesche Grënn, Disponibilitéitsgrënn, Accessibilitéitsgrënn an d'Grënn vum Propriétaire -, de FUAK war sengerzäit Propriétaire vun deenen Terrainen -, déi hei Méiglechkeet zréckgehale ginn.

Och iwwer Belval sinn eng ganz Rei Reflexioune gefouert ginn. Ech brauch se net nach eng Kéier ze widderhuelen, well et ware genau déi Reflexiounen, déi de Ben Fayot virdrun an d'Feld gefouert huet, déi zur Konklusioun komm sinn, datt mer sollten eng Nationalbibliothéik, dann och, wann eng Unisbibliothéik op Belval géif kommen, eng Nationalbibliothéik hei an der Stad virgesinn.

Duerno huet d'Madame Brasseur och nach eng Propositioun gemaach, fir d'Villa Louvigny duerchzekucken. Dat hu mer an der Chamber effektiv duerchdiskutéiert, an ech wëll do och der Madame Polfer soen, datt dat net einfach esou am Sand verlaf ass, mä datt mer dat selbstverständlech gekuckt hunn an da jo och an der Kommissioun nach eng Kéier kuerz évoquéiert hunn.

D'Konklusioune vun där Etüd, dat war awer relativ kloer, datt mer vill Schwieregkeete mam Klassement vum Terrain hätten, datt haaptsächlech eng ganz Rei Froen iwwert d'Konflikte mat Vestigen, déi, wann een do baut an där Géigend, nach do wären, an dat natierlech zu erhebleche Retarden a Problemer kéint féieren. A schlussendlech datt de Volume, dee mer géife brauchen awer an enger Parkanlag, sou wéi e misst dohinnerkommen - ech ka mech nach erënneren, datt ech eng Kaart gewisen hunn, wou mer an de Park de Grondrëss agezeechent hunn -, deen awer e groussen Deel vum Volume vum Park ewechgeholl hätt, a wou mer dunn am Fong jugéiert hunn, datt dat zwar eng gutt Iddi war, mä an der Realisatioun extrem schwiereg.

Soudatt villes analyséiert ginn ass, fir déi hei Plaz zréckzehalen. Et kann een alles positiv, alles negativ fannen. Se huet eng Rei positiv, se huet eng Rei manner positiv Argumenter, mä ech mengen, et ass eng Plaz, déi mer elo gemeinsam zréckgehalen hunn.

D'ailleurs huet dës Chamber am November 2010 an deene Sitzungen, déi mer ëmmer hunn, wou Der d'Autorisatioun der Regierung gitt, fir déi grouss Projete weider ze studéieren, d'Autorisatioun ginn no Diskussiounen, fir genau dat do ze maachen. Dat heescht, mir hate schonn hei am Plenum déi Diskussioun dodriwwer am November 2010.

Dann e puer Wuert zum Käschtepunkt. Dat war jo och eng Diskussioun, well mer effektiv beim éischte Projet ware bei ronn 150 Milliounen Euro, déi dee kascht hätt. E Projet, deen 2003 oder 2004 entwéckelt gi war, sengerzäit zu 150 Milliounen. Wann ee wëllt erofkommen an e Projet méi bëlleg maachen, dann huet een am Fong nëmmen zwee Choixen. Deen éischte Choix, dat ass, méi rationell ze bauen, mä säit där Zäit do si mer wierklech amgaang, bei alle Bauen esou rationell wéi méiglech ze maachen. Du kanns awer nëmme bis e gewësse Quantum kommen, wann s de einfach rationaliséiert, wann s de anert Material hëls. Da kënns de e wéineg méi déif, mä du kanns net alles domadder maachen. Do, wou s de wierklech…, wann s de de Programm wëlls manner käschtenintensiv bauen, da muss en Deel vum Programm reduzéiert ginn.

A mir hunn effektiv, an déi Zuele sinn eloquent, 2003 30.000 m² virgesinn, déi sinn 2008 op 26 an nach eng Kéier op 24.200 m², dat heescht 20% manner Surface au sol erofgesat ginn. Dat a laangen Diskussiounen zesumme mam Ministère vun den Travaux publics oder dem Departement vun den Travaux publics an de Responsabele vun der Bibliothéik, fir ze kucken: Wat ass dann elo dat Essenziellt, wat mer brauchen? Wat ass zwar sënnvoll, mä brauche mer net onbedéngt? A wéi kënne mer käschtegënschteg dee Projet hei ugoen? Dat waren net ëmmer einfach Diskussiounen, mä se hunn awer zum Schluss gefouert kënne ginn.

Den Här Fayot huet gefrot: „Wat ass dann elo ewechgelooss ginn?" E puer Beispiller: Mä et ass eng Diminutioun gemaach gi vun deene Bicher, déi en accès direct sinn. Mir sinn awer nach ëmmer an deene Kritären, déi d'Nationalbibliothéik fir sënnvoll fënnt dofir. D'Ratio/Surfacë vun de Surfacë mat de Place-assisen, mat de Places usagers sinn iwwerkuckt ginn. D'Reduktioun vun de Surface-d'expositionen ass gemaach ginn. Et ass eng Optimisatioun vun de Salle-d'accueilen, de Formatiounssäll, de Konferenzsäll gemaach ginn, wou natierlech manner Plaz gebraucht ginn ass, mä an engem optimiséierte Gebrauch dovunner geet dat awer elo, wat de Besoin ass vun der Nationalbibliothéik, duerchaus duer.

Et ass eng Limitatioun vun den Espacen am Restaurant, an der Restauratioun gemaach ginn. Et ass eng Suppressioun vun de Surfaces tampons gemaach ginn.

Par contre, mir hu keen Espace enfants, wéi d'Madame Lorsché gefrot huet. Mir hunn awer en Espace parents, dat heescht, wou d'Eltere kënne mat hire Kanner dohinnergoen, wa se da wëllen eppes liesen. Dat heescht, et ass esou en Typ Surfacen natierlech do dran.

Elo kann een ëmmer op där enger Säit soen, an dat ass jo, wou dann déi politesch Responsabilitéit ass, et ass ze deier, an op där anerer Säit héieren ech, et feelt awer nach dat hei, dat hei an dat hei! Jo, dat geet awer net zesummen! Entweder et ass ze deier oder mir brauchen nach méi, mä da gëtt et méi deier.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech fannen et net ze deier!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir net, mä anerer!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass e bësse méi deier wéi am Ausland!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass zwar net richteg! Mir hu Projeten am Ausland gekuckt mat deeneselwechte Meter-Kibb- a Meter-carré-Zuelen, wou mir duerchaus an de Präisser sinn a wou et am Ausland duerchaus méi deier gebaut gëtt.

D'ailleurs wëll ech och dorobber zréckkommen, well dat mer och…, well ech et wëll riichtstellen. Dir hutt gesot, et ass ongeféier deeselwechte Präis wéi e Lycée. Jo, et ass deeselwechte Präis wéi e Lycée, et ass ongeféier déiselwecht Meter-carré-Zuel wéi e Lycée.

Mä fir et da mat dem Mudam a mat der Philharmonie ze vergläichen a fir ze soen, de Mudam, deen huet awer 80 Millioune kascht an d'Philharmonie 107 Milliounen an dat hei ass also elo vill méi deier! Dat ass virdru gesot ginn. Dat hei ass elo méi deier wéi ähnlech Gebaier!

Dat kann een awer net esou soen. Well, et ass op de Präisser, Dir sot, déi Präisser gitt Der do un, déi Präisser vu '97 sinn. Op jidde Fall ass dat esou grouss a verschiddene Presseorganer komparativ gewise ginn. 80 Milliounen am Mudam, dat ass e Präis vu '97! 107 Milliounen d'Philharmonie, dat ass e Präis vun 2001! Wann een déi Präisser op den Index vun haut héichrechent, da gesäit een, datt de Mudam mam heitege Präis, mam heitegen Index 118 Milliounen an d'Philharmonie der 142 kascht hätt!

Dat heescht, u sech ass dës Nationalbibliothéik méi bëlleg, wann een de Präis op dee richtegen Index rechent, vergläichbaren Index rechent wéi déi aner, well mer ganz einfach oppassen; well mer amgaange sinn, anescht ze bauen, a well mer kucken, datt mer fir déi Suen, déi mer investéieren, de Maximum um Produit erausschloen.

Ech si frou, datt hei déi iwwerwältegend Majoritéit vun der Chamber dee Projet hei stëmmt, hannendrusteet. An ech ginn dovunner aus, datt mer an dëser Legislaturperiod dëse Projet kënnen ufänken an datt en an dräi Joer ofgeschloss ass, datt dann déi nei Bibliothéik bezuchsfäeg ass.

Op d'Fro vum Här Bettel, wat dann an déi al Nationalbibliothéik kënnt, do wëll ech Iech just erënneren, datt ech éischtens an der Kommissioun selwer der Madame Brasseur schonn dorobber geäntwert hunn an zweetens och hei an dem Plenum, virun engem Mount, dorobber geäntwert hunn, fir ze soen, datt mer dat nach net wéissten, wat géif dodranner…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass also d'selwecht.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass bis elo nach ëmmer d'selwecht. A mir musse ganz genau kucken, wat fir eng Usagen effektiv derfir sënnvoll wieren oder net. Mä dofir hu mer nach eng gewëssen Zäit, fir dat ze maachen a fir eis do ze décidéieren. Et sinn eng Rei Gebaier hei an der Stad, déi wäerte fräi ginn, wou aner Usagë musse fonnt ginn, an ech mengen, dat musse mer an engem ganzen Ensemble décidéieren, datt mer eng sënnvoll Utilisatioun dovunner fannen.

Ech si sécher, Här Buergermeeschter, datt Dir och Är Iddien nach dozou hutt, déi Der eis dann zu gegebener Zäit matdeelt!

(Interruption)

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. An da kritt d'Wuert d'Madame Kulturminister Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Här President, och ech wëll dem Här Rapporteur Merci soe fir säin detailléierten an extensive Rapport, wou alles dra war.

Laang ass duerno geruff ginn, no enger neier Nationalbibliothéik! Elo kréie mer se, déi nei Nationalbibliothéik! An eigentlech hunn der vill, och vun lech heibannen heiansdo, dat net gegleeft a geduecht, et géif um politesche Wëlle feelen, a gemengt, dee wier net do. Awer mäi Kolleeg Claude Wiseler an ech selwer, mir hunn et elo wouer gemaach.

40 Joer, nodeems déi heiteg Nationalbibliothéik um Boulevard Roosevelt opgaangen ass 1973, stëmmt d'Chamber haut, 2013, de Projet vun der Regierung, fir eng nei Nationalbibliothéik ze bauen. Et ass dacks drop gedréckt ginn, et waren Interpellatiounen heibannen, Kommissiounssitzungen, Visiten, also soll elo de Projet net klenggeriet ginn, well et ass eent vun deene grousse Gesetzer vun dëser Legislaturperiod.

Et ass ee Gesetz, wat eis hëlleft, op Kompetenznischen ze setzen hei am Land. D'Nationalbibliothéik stellt eng wichteg Wettbewerbsnisch duer, well si ass e wichtege Bestanddeel vun der Wëssensgesellschaft. An hir Innovatiounskraaft ass net ze ënnerschätzen! Mir setzen heimat op Kompetenznischen, déi eisem Land nach zu neiem Wuesstum verhëllefe kënnen. A grad an Zäite vu Kris muss een op d'Kapital „Mënsch" an op déi gro Zelle setzen, an dat heescht gutt gebilten an ausgebilte Personal ze hunn, wat immens wichteg ass an den Zäite wéi déi heiten. Dat ass dat Eenzegt, wat eis heiansdo nach virunhëllefe kann.

D'Kompetitivitéit ass och kulturell, huet de Professer Hautcœur vun der EHESS Paräis dëslescht gesot gehat. An dofir ass a muss et och sinn, datt déi Bibliothéik hei eng Bibliothéik ass fir all Publikum a fir all Typ vu Lieser, egal aus wéi enger Schicht, egal vu wéi engem Ursprong, egal vu wéi enger Nationalitéit, a grad an ëmsou méi an eisem Zäitalter vun der Wëssensgesellschaft. Et ass méi wéi nëmmen eng Studentebibliothéik oder eng Fuerschungsbibliothéik. Si huet en enzyklopädeschen an universelle Charakter.

Här President, ouni d'Kollektioune vun der Nationalbibliothéik kann een d'Geschicht vu Lëtzebuerg net novollzéien. Dofir wëlle mir méiglechst vill Leit unzéie kënnen. Dofir wëlle mir och Leit vun allen Nationalitéiten dohinnerkréien. Dofir si mer och haut scho frou, datt mer vill Grenzgänger dobannen hunn. Dofir hu mer haut awer och en Deel jonk Leit, déi dohinnerkommen, an natierlech wëlle mer d'Bibliothéik nach méi attraktiv maache fir si. Dofir war et wichteg, datt mer se (veuillez lire: dat neit Gebai) kréien, dofir war et och ganz wichteg, datt mer attraktiv Liessäll kréien, wou genuch Plaz ass, fir Bicher an den direkten Accès ze setzen, wou se net am Magazin verstoppt sinn, dofir ass et och wichteg fir genuch Plaz fir Computeren, fir elektronesch Publikatioune ze hunn, well haut feelt béides an der Nationalbibliothéik, a mir brauchen dat, fir aus hir ëmmer méi e Bildungs- an e Wëssensinstrument ze maachen. Et ass net nëmmen e Kulturinstitut, wann och ee ganz wichtegt Kulturinstitut, et ass e Stéck vun där esou wichteger Wëssensgesellschaft vun haut.

D'Bibliothéik vun haut a vun der Zukunft ass also en Instrument vun der Demokratie, fir alle Bierger optimalen Zougang zu Wëssen, Kultur an Informatioun unzebidden. An dofir mussen d'Raimlechkeeten och attraktiv sinn. Elektronesch a Printmedië musse matenee verbonne sinn.

Ausserdeem, déi heiteg Infrastruktur mat deene villen Annexen an Dépôten erlaben der Nationalbibliothéik et net, rationell a produktiv ze schaffen. D'Annexë kaschten ausserdeem de Stat ganz vill Suen. Eng funktionell Nationalbibliothéik ass e komplext Gebai, dat wësse mer, dat hutt Der gesinn an der Kommissioun, an dat kritt een nëmmen duerch e Neibau garantéiert.

An da féiere mir, wéi sou dacks hei am Land, eng Diskussioun iwwer Standuerter. Mä d'Nationalbibliothéik ass, wann och, esou net nëmmen, do fir Fuerscher a Studenten, mä fir jiddwereen. Déi zwou Bibliothéiken, Unisbibliothéik a Nationalbibliothéik, ergänze sech awer optimal a schaffen haut scho gutt zesummen an och an Zukunft weider.

Déi Bibliothéik dierf och net als Gebai op hire Präis reduzéiert ginn, wéi dat heiandso gesot gëtt, wat awer e bësse populistesch ass, grad bei engem Instrument vun enger Wëssenschaftsgesellschaft oder vun enger Wëssensgesellschaft. Kultur dierf net nëmmen op de Präis vu Gebaier reduzéiert ginn, mä de Wäert dovu muss gekuckt ginn.

Ech wëll, Här President, vläicht nach kuerz op déi Froen agoen, déi gestallt waren, souwäit wéi ech mech nach un se alleguerte erënnere kann. De Bricherhaff ass eng exzellente Plaz fir déi Nationalbibliothéik. D'Mixitéit ass optimal geséchert, déi sozial Mixitéit, et si Schoulen do, Fräizäit ass ronderëmmer, wou d'Leit vill higinn, an d'Kinoen an och akafen. De générationnelle Mix ass do.

A wa mer kucken, d'Bibliothéik an der Stad, déi läit och op esou enger Plaz an esou engem Ëmfeld, wat ganz gemëscht ass, wou vill Zirkulatioun am Dag ronderëmmer ass, an dofir ass de Bricherhaff exzellent. An Ëmfroen, déi mer amgaange sinn ze finaliséieren, awer och aus Reaktioune vu virdrun, wësse mer, datt et de Leit wichteg ass, datt eng Nationalbibliothéik op eng Plaz kënnt, wou si e gudden Accès hunn, wou se liicht dohinnerkommen a wou se och gutt mam öffentlechen Transport dohinnerkommen. Dat ass um Bricherhaff nach besser garantéiert wéi op anere Plaze vum Kierchbierg. Dat (veuillez lire: Déi Fuerderung) hu mer ëmmer erëm festgestallt an ass ëmmer erëm erauskomm.

Dat, Här President, fir d'Riednerzäit net ze vill ze strapazéieren, a Kuerzform. Falls nach aner Froe bleiwen, ech si gäre bereet, herno nach eng Kéier individuell drop anzegoen, well ech denken, datt d'Riedezäit fir zwee Ministeren net ze laang war a mer probéiert hunn, net ze vill ze iwwerzéien.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Kulturministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

(Interruption)

Ah, entschëllegt, den Här Colombera. Här Colombera, hutt Der eng Fro oder wat...?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, mä ech wollt soen, d'Madame Kulturministesch huet mer gesot, si géif mer d'Froen herno beäntwerten.

Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir huelen Akt dovunner, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, ech ka se awer stellen, well...

M. le Président.- Neen, mä Dir hutt se jo scho gestallt.

(Interruptions)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, neen, ech hu jo nach keng Äntwert kritt.

M. le Président.- Majo, d'Madame Minister gëtt lech dann déi Äntwerte schréftlech.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, et ass gutt.

M. le Président.- Voilà! Also mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6516 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass 6516 ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 20. Mäerz 2013 huet d'Commission du Développement durable décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Nohaltegkeetskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Dokumenter COM(2013)29 final a COM(2013)28 final iwwert de véierte Paquet ferroviaire. D'Nohaltegkeetskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement durable läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 5, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne;

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable a été saisie (i) d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) (ci-après la «proposition de directive»), et (ii) d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final) (ci-après la «proposition de règlement»), deux propositions législatives émanant de la Commission européenne faisant partie du quatrième paquet ferroviaire et relevant du contrôle de subsidiarité;

- prenant acte du fait que le délai du contrôle de la subsidiarité arrive à son terme en date du 3 avril 2013;

- constatant que la Commission du Développement durable a adopté, lors de sa réunion du 20 mars 2013, à l'unanimité un avis motivé au sujet des initiatives législatives précitées;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission du Développement durable ayant la teneur suivante:

«La Commission du Développement durable exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

I. Remarques préliminaires

(i) Sur la situation atypique du Luxembourg

1. La Commission du Développement durable souhaite attirer l'attention sur la petite taille du pays et, partant, de son réseau ferroviaire. Celui-ci ne comporte en effet que 274 km de voies ferrées. La Commission du Développement durable souhaite donc mettre en avant que, sur plusieurs points qui seront développés ci-dessous, cette situation atypique du Grand-Duché a servi de fil conducteur aux réflexions ayant abouti au présent avis.

(ii) Sur l'absence de mention du principe de subsidiarité dans le corps des propositions de directive et de règlement et leur insuffisance de motivation au regard de ce principe

2. La Commission du Développement durable constate que, en contradiction avec l'article 5 du Protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le respect du principe de subsidiarité n'est aucunement motivé dans l'exposé des motifs ou les considérants des propositions de directive ou de règlement.

En effet, ledit article 5 du Protocole n°2 dispose clairement que:

„Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre."

En l'espèce, les développements relatifs au principe de subsidiarité figurent uniquement dans les „impact assessment" annexés à la proposition de directive[1] et à la proposition de règlement[2].

3. En outre, la Commission du Développement durable relève que ces documents ne traitent de la question de la subsidiarité qu'en l'espace de quelques lignes et en termes généraux qui ne sauraient être considérés comme suffisants, comme elle va à présent le démontrer.

De plus, lorsque la Commission européenne („Commission") apprécie dans les impact assessment précités l'incidence que peut avoir chacune des différentes options à sa disposition, elle ne se prononce pas sur les conséquences du choix d'une option ou d'une autre en ce qui concerne le respect du principe de subsidiarité.

II. Sur la proposition de directive modificative de la directive 2012/34/UE

4. À titre liminaire, il est souligné que le principe de subsidiarité revêt une exigence particulière dans le cadre d'une proposition de directive qui porte principalement sur l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer.

5. Les critiques au titre de la méconnaissance du principe de subsidiarité sont, dans l'état actuel de la proposition, limitées à l'article 7, intitulé „Séparation institutionnelle du gestionnaire de l'infrastructure". À cet égard, il est rappelé que le principe de subsidiarité doit être observé à propos de toute disposition d'une proposition d'acte de droit dérivé.

6. L'article 7 de la proposition se rattache formellement au deuxième objectif poursuivi par celle-ci, à savoir l'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure, l'objectif étant de garantir l'égalité d'accès à l'infrastructure. Cet objectif devrait être réalisé par la suppression des conflits d'intérêts qui pèseraient sur les décisions du gestionnaire de l'infrastructure en matière d'accès au marché (dans la mesure où elles devraient tenir compte des intérêts commerciaux de la structure intégrée) et l'élimination des risques de subventions croisées qui existent dans les structures intégrées. Plus largement, cet objectif-relais poursuit l'objectif plus général et principal de la proposition de directive de plus grande ouverture des marchés ferroviaires.

7. Or, l'action envisagée (la séparation juridique du gestionnaire de l'infrastructure et d'une entreprise ferroviaire) aux fins de la poursuite des objectifs de garantie de l'égalité d'accès à l'infrastructure et de plus grande ouverture des marchés ferroviaires a été jugée inutile par la très récente directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen. Plus précisément, celle-ci a déterminé soigneusement les éventuelles étapes ultérieures de l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs, assigné une méthodologie précise à la Commission européenne et mis des limites à l'étendue et à la teneur de ses éventuelles propositions législatives. En conséquence, le Parlement européen et le Conseil, dans une disposition finale de la directive 2012/34/UE - l'article 63, paragraphe 1er -, ont épuisé le pouvoir discrétionnaire des institutions européennes dans l'appréciation du respect des exigences du principe de subsidiarité des initiatives ultérieures susceptibles d'être prises.

Tout d'abord, la Commission doit présenter au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport concernant la mise en œuvre du chapitre II de la directive 2012/34/UE. Celui-ci, consacré au développement des chemins de fer de l'Union, comporte notamment une section 1 relative à l'indépendance de gestion et une section 2 relative à la séparation entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport et entre les différents types d'activité de transport.

Dans la mesure où les États membres disposent d'un délai expirant le 16 juin 2015 pour transposer la directive, on imagine mal le rapport être présenté avant cette date.

Ce rapport doit aussi porter sur le développement du marché, en ce compris l'état de préparation en vue d'une ouverture supplémentaire du marché ferroviaire.

Il est également assigné à la Commission la mission d'analyser dans ce rapport les différents modèles pour l'organisation de ce marché, ainsi que l'impact de la directive 2012/34/UE sur les contrats de service public et leur financement.

Sur ce point, le Parlement européen et le Conseil ont précisé la méthodologie à suivre par la Commission européenne. Celle-ci devra tenir compte, d'une part, de la mise en œuvre du règlement (CE) n°1370/2007 et, d'autre part, des différences intrinsèques entre les États membres (densité des réseaux, nombre de passagers, distance moyenne parcourue).

Il est donc fait obligation expresse à la Commission européenne de tenir compte des spécificités et particularismes nationaux[3].

En quatrième et dernier lieu uniquement, donc après s'être acquittée des trois premières missions présentées ci-dessus, celle-ci proposera, si nécessaire, des mesures législatives à l'ouverture du marché intérieur du transport ferroviaire de voyageurs et à la mise en place des conditions nécessaires pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure. À cet effet, la Commission devra en outre s'appuyer sur les exigences de séparation existantes entre la gestion de l'infrastructure et l'activité de transport. En outre, elle devra évaluer l'impact de ces mesures.

Il convient de souligner le terme s'appuyer (sur les exigences de séparation existantes). Les versions allemande et anglaise de la directive sont plus contraignantes encore pour la Commission européenne. La première indique que „wobei sie auf den bestehenden Anforderungen einer Trennung zwischen Infrastrukturbetrieb und Verkehrsleistungen aufbaut"; la seconde utilise l'expression „building on the existing separation requirements between infrastructure management and transport operations".

En d'autres termes, les éventuelles propositions que la Commission européenne ne peut déposer que (i) après s'être acquittée de trois missions d'analyse, dont (ii) l'une doit prendre en considération les spécificités nationales des réseaux, (iii) en cas de nécessité avérée, doivent (iv) prendre appui, se fonder, être érigées sur la base des dispositions existantes en matière de séparation entre la gestion de l'infrastructure et les activités de transport.

8. Force est de constater en l'occurrence que:

- les missions d'analyse préalable (mise en œuvre du chapitre II sur l'indépendance, développement du marché, analyse des différents modèles pour l'organisation de ce marché) n'ont pas encore été menées et qu'elles ne peuvent pas l'être avant la transposition de la directive 2012/34/UE;

- partant, les différences intrinsèques entre les États n'ont pas pu être étudiées;

- la Commission n'a pas établi la nécessité de présenter des propositions législatives relatives à l'ouverture du marché intérieur;

- sa proposition va bien au-delà de la directive 2012/34/UE qui retient uniquement l'exigence d'indépendance entre le gestionnaire de l'infrastructure et des entreprises ferroviaires sur le plan juridique, organisationnel ou décisionnel, laquelle peut être réalisée par la mise en place de divisions organiques distinctes au sein d'une même entité juridique.

Sur ce dernier point, le Scenario 2, envisagé dans l'impact assessment, qui passe seulement par une „clarification, dans le droit de l'UE, des implications concrètes des obligations de séparation existantes"[4], mais qui n'a pas été retenu par la

[1] Document SWD (2013) 12 final, et SWD (2013) 13 final (Résumé).

[2] Document SWD (2013) 10 final, et SWD (2013) 11 final (Résumé).

[3] Voir, à cet égard, notre remarque préliminaire sur la modicité du réseau ferroviaire luxembourgeois.

[4] Document SWD (2013) 13 final.

Commission européenne, est plus en phase avec la finalité de l'article 63, paragraphe 1er, de la directive 2012/34/UE.

9. L'article 7 de la proposition de directive méconnaît donc les exigences du principe de subsidiarité, telles qu'appréciées et précisées par le Parlement européen et le Conseil eux-mêmes en novembre 2012 lors de l'adoption de la directive 2012/34/UE.

Notamment, l'initiative législative de la Commission européenne est prématurée. La directive 2012/34/UE doit sortir ses effets avant que puisse être appréciée l'opportunité d'une nouvelle proposition de directive.

Cette précipitation est d'autant plus contraire au principe de subsidiarité que la directive 2012/34/UE comporte dans le chapitre IV une section 5, détaillée, qui renforce les pouvoirs des organismes de contrôle nationaux, notamment aux fins de prévenir toute discrimination entre les candidats. Les objectifs de l'action envisagée peuvent donc être atteints d'une manière suffisante par les États membres à leur niveau. En conséquence, une initiative supplémentaire au niveau européen en la matière apparaît superflue et, en tous cas prématurée, au vu du renforcement des structures de contrôle nationales réalisé par la directive 2012/34/UE et des obligations qui en découlent pour les États membres.

L'initiative de la Commission européenne méconnaît donc tout à fait l'esprit de l'approche „better legislation" qu'elle avait initiée à la suite de l'inscription du principe de subsidiarité dans le traité et des rapports annuels sur l'application de ce principe qu'elle a publiés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le Luxembourg à tout le moins, la proposition de directive ne tient pas compte de la nécessité de faire en sorte que les charges financières découlant de l'objectif d'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure soient le moins élevées possible et à la mesure de cet objectif. Une scission du gestionnaire d'un réseau aussi réduit que le réseau luxembourgeois occasionnerait en effet des coûts hors de proportion.

On remarquera à cet égard que, dans l'impact assessment mené par la Commission concernant les mesures à prendre, l'option d'une séparation institutionnelle est considérée comme l'option la plus coûteuse[1].

10. Il est également rappelé que les mesures de l'Union doivent laisser une marge de décision aussi grande que possible au plan national, dans les limites de ce qu'exige l'objectif de la mesure. Sans préjudice de la législation européenne, il convient de veiller au respect des pratiques nationales bien établies ainsi que de l'organisation et du fonctionnement des systèmes juridiques des États membres. Dans les cas appropriés, et sous réserve de la nécessité d'une exécution adéquate, les mesures européennes doivent offrir aux États membres des solutions différentes pour réaliser les objectifs de la mesure.

Force est de constater une fois encore que ces exigences du principe de subsidiarité ne sont pas respectées. L'obligation de scission découlant de l'article 7 de la proposition de directive ne laisserait aucune marge de manœuvre à l'État luxembourgeois. Par ailleurs, la taille réduite du réseau ferroviaire luxembourgeois n'est aucunement prise en compte, contrairement à ce que prévoit le point 7 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité d'Amsterdam, une exigence confirmée et précisée par l'article 63, paragraphe 1er, de la directive 2012/34/UE.

11. Par ailleurs, dans la mesure où il s'agit de prévenir des distorsions de concurrence dans l'accès au réseau ferroviaire national du fait du comportement du gestionnaire de celui-ci, on ne voit pas, au vu du régime découlant de la directive 2012/34/UE, en quoi une action supplémentaire menée au niveau européen présenterait des avantages manifestes par rapport à l'action que les États membres doivent mener à leur niveau en vertu précisément de cette directive. On relèvera que la Commission s'abstient d'une telle démonstration dans sa proposition de directive et l'exposé des motifs qui la précède.

12. On soulignera aussi le lien extrêmement ténu entre l'objectif d'amélioration de la gouvernance du gestionnaire de l'infrastructure et les dispositions du TFUE relatives à la politique commune des transports sur lesquelles se fonde la proposition de directive. Il doit être rappelé à cet égard que l'Union européenne ne dispose pas d'une compétence générale en matière de gouvernance. En conséquence, il lui incomberait, en tout état de cause, de démontrer la nécessité aux fins des objectifs poursuivis d'une ingérence aussi radicale dans la configuration d'entités soumises au droit national d'un État membre.

III. Sur la proposition de règlement modificatif du règlement (CE) n°1370/2007: l'accès effectif et non discriminatoire à du matériel roulant adapté au transport public de voyageurs par chemin de fer

13. L'article 5bis du projet de règlement modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 aboutit à mettre à charge des États membres en cas d'absence d'offre de location appropriée une partie du financement de l'accès à du matériel roulant.

14. En premier lieu, cette mesure va frontalement à l'encontre de l'article 5 du Protocole n°2 du TFUE, lequel, pour rappel, dispose in fine que „les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre".

Or, en l'espèce, il est manifeste que la Commission sait pertinemment que les mesures qu'elle propose sont financièrement les plus lourdes pour les États membres afin d'atteindre l'objectif poursuivi. En effet, dans l'impact assessment portant sur la proposition de règlement modificatif, la Commission a envisagé six différentes options de garantir un accès effectif et non discriminatoire au matériel roulant („Rolling stock")[2]. Parmi ces options, figurait l'option „RS4", conseillée par la Commission et reprise à l'article 5bis de la proposition de règlement.

Cette option était alors libellée comme suit „Obligation for the competent authority to take the financial risks (where leasing companies do not exist). The competent authorities are obliged to provide or procure residual value guarantees on rolling stock if a bidder has no other means of avoiding residual value risk. This would not preclude Member States and competent authorities applying a mix of options RS1 (leasing companies), RS2 (competent authorities own rolling stock) and RS4 (competent authorities provide guarantees) as considered appropriate. It would leave it to competent authorities to decide the 'least bad' approach to improving accessibility to rolling stock achievable with the funds available"[3].

Dans l'analyse de cette option, à savoir de ses avantages et ses inconvénients, la Commission a toutefois expressément considéré que, d'un point de vue financier, cette option méritait une note „ - -" , soit la plus mauvaise note, et était donc l'option la plus attentatoire aux finances publiques de toutes les options plausibles retenues. Plus précisément, selon les propres termes de la Commission[4]:

„Option RS4 puts the burden of the financial risk of residual value on public authorities, which have to provide guarantees as to the residual value of rolling stock. There are disincentives to the competent authority to terminate a poorly-performing contract and there are principal-agent problems (the railway undertaking has no incentives to maintain the rolling stock in good condition). Contracting may also lack the expertise to estimate the value of rolling stock.

Option RS4 also affects the public budget of local authorities, and ultimately Member States, as it may require competent authorities to dispose the whole book value of the trains - as the contract might be called off at any moment by the operator. However, it is important to underline that the procurement of rolling stock is currently part of public expenditure (and is covered by public procurement rules)."

Si la Commission considère que cette option RS4 retenue est la plus à même de favoriser la concurrence, en lui octroyant une note „ + + ", le poids qu'elle fait peser sur les finances publiques est incompatible avec l'adoption d'une telle option. De plus, la Commission reconnaît que, si cette option devait être choisie, „les entités adjudicatrices pourraient choisir d'utiliser du vieux matériel roulant pour minimiser les coûts, ce qui nuirait à l'innovation"[5].

La Chambre des Députés est d'ailleurs d'avis qu'il existe dans un tel cas de figure un risque de nuire ainsi à la qualité du service de transport ferroviaire de voyageurs et qu'un problème de sécurité est susceptible de surgir sur les réseaux ferroviaires.

Par contre, l'option RS3, qui consiste en l'imposition à l'ancien opérateur de revendre ou louer son matériel roulant au nouvel opérateur choisi, est considérée par la Commission comme seulement légèrement attentatoire aux finances publiques („ - ").

15. En deuxième lieu, l'application du principe de subsidiarité doit respecter les dispositions générales et les objectifs du traité, ainsi que le requiert le point 2 du Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé au traité d'Amsterdam. L'article 119 TFUE énonce à cet égard que, aux fins énoncées à l'article 3 TUE, l'action des États membres et de l'Union comporte, dans les conditions prévues par les traités, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché.

Il est manifestement contraire au principe d'une économie de marché d'obliger les États à subventionner des activités économiques privées.

Cette obligation compromet également le respect par les États du principe directeur de finances publiques saines, visé à l'article 119, paragraphe 3, TFUE, spécialement dans une période de crise économique aiguë, telle que celle qui est traversée actuellement.

Elle compromet en outre le bon fonctionnement des services d'intérêt économique général et, par voie de conséquence, l'article 14 TFUE. En effet, l'obligation de subventionnement est de nature à détourner des ressources publiques du financement du service d'intérêt économique général que constitue le transport de voyageurs par voie ferroviaire et à entraîner la fermeture de lignes, au détriment de la cohésion sociale et économique d'un État membre. Or, l'article 14 TFUE dispose que, eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union, l'Union et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application des traités, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

Plus généralement, c'est un principe fondamental du traité, découlant des règles en matière d'aides d'État, qu'un État membre peut intervenir en cas de défaillance du marché. En revanche, le droit européen ne lui impose pas d'intervenir à ses frais pour mettre fin à une défaillance du marché.

Une nouvelle fois, la mesure envisagée aboutit à mettre à charge des États membres un poids financier sans proportion avec les éventuelles retombées positives en matière de degré de concurrence.

À cet égard, on peut même s'interroger sur l'effet contreproductif de la mesure envisagée. Dans la mesure où le choix d'un opérateur qui n'est pas en mesure de financer seul l'utilisation de matériel roulant occasionnerait un coût supplémentaire à l'État, pourquoi celui-ci le choisirait-il?

Par ailleurs, les effets positifs sur la concurrence invoqués par la Commission sont uniquement postulés. Est-il raisonnable de penser que des lignes ferroviaires régionales ou d'importance nationale secondaire suscitent l'intérêt de nouveaux entrants?

16. En troisième lieu, dans la lignée des développements figurant sous „II" en ce qui concerne „better legislation", la dernière question qui se pose est celle de l'opportunité de la modification du règlement (CE) n°1370/2007, moins de quatre années après son entrée en vigueur (décembre 2009).

En effet, comme il l'a déclaré dans un avis datant de fin 2012, le Comité économique et social européen „s'inquiète de la volonté de la Commission européenne de réviser le règlement 1370/2007/CE (services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route), produit d'un compromis difficile au niveau institutionnel. Il précise que ce règlement donne beaucoup de possibilités d'organisation aux États membres, en respect des principes de proportionnalité et de subsidiarité"[6].

En outre, l'on rappelle que dans le cadre de l'actuel règlement (CE) n°1370/2007, une certaine liberté de choix quant au mode d'organisation des obligations de service public est accordée aux autorités compétentes. Or, la proposition de modification de ce règlement vise à supprimer cette liberté, contrairement à l'article 1er du Protocole 26 du traité qui dispose que:

„Les valeurs communes de l'Union concernant les services d'intérêt général au sens de l'article 14 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comprennent notamment:

- Le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services d'intérêt économique général d'une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs

- La diversité des services d'intérêt économique général et les disparités qui peuvent exister au niveau des besoins et des préférences des utilisateurs en raison de situations géographiques, sociales ou culturelles différentes

- Un niveau élevé de qualité, de sécurité et quant au caractère abordable, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs."

17. Il y a encore lieu de noter que la proposition de modification du règlement (CE) n°1370/2007 néglige le volet social alors que le traité sur l'Union européenne dispose en son article 9 que „dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine".

En effet, aucun élément de la proposition ne prend position sur les conséquences sociales d'un changement de prestataire du service public. Or, la Chambre des Députés est d'avis que le risque de conséquences sociales négatives est réel en cas d'adoption des propositions de la Commission.

IV. Remarques finales

18. En ce qui concerne les autres textes du quatrième paquet ferroviaire, et notamment la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne (COM(2013)30) ainsi que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la sécurité ferroviaire (Refonte) (COM(2013)31), la Chambre des Députés est d'avis qu'il est prioritaire, avant d'entamer toute autre réforme, de réaliser en premier lieu des progrès substantiels dans les domaines de l'interopérabilité et de la sécurité. Dans ce contexte, le Luxembourg appuie le principe énoncé par la Commission européenne selon lequel il échet de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de la normalisation technique. Ceci est d'autant plus important pour le Luxembourg étant donné qu'il est entouré de trois réseaux à spécifications techniques différentes.

19. En dernier lieu, la Chambre des Députés se permet de rappeler les observations qu'elles avaient émises dans le cadre d'un avis motivé relatif à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM(2010)475 final), observations qui restent totalement d'actualité notamment dans le cadre de la séparation institutionnelle du gestionnaire de l'infrastructure:

„Ces exigences sont disproportionnées face à la poursuite de l'objectif d'un accès non discriminatoire à ces installations de service, et mettent en péril les structures et activités actuelles alors qu'elles répondent à un besoin et ont donné entière satisfaction dans un pays de petite taille qu'est le Luxembourg.

Par ailleurs, elles ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité, car la législation nationale prescrit déjà aujourd'hui aux termes d'un règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 qu'en leur qualité de gestionnaire d'infrastructure ferroviaire, 'les CFL s'engagent à exercer ce rôle dans le respect de la réglementation européenne ainsi que des critères d'indépendance y prévalant, afin de garantir un accès équitable et non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire et d'assurer l'utilisation optimale de celle-ci.' L'Union ne devra en effet agir que si les objectifs ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres (critère de la nécessité) et s'ils peuvent être mieux réalisés par l'Union (critère de la valeur ajoutée ou efficacité comparée).

Nul besoin dès lors d'imposer cette indépendance juridique, organisationnelle et décisionnelle, exigence qui ne se retrouve même pas dans d'autres secteurs autrement plus libéralisés, à savoir celui de l'aviation, et qui mènerait d'ailleurs à une restriction de la liberté du commerce. Or, l'article 11 de la Constitution dispose en son paragraphe (6) que: 'La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.' La Constitution garantit donc la liberté du commerce, sauf les restrictions établies par la loi. Ces restrictions étant l'exception, elles sont, d'après le tribunal administratif, d'interprétation stricte."»

(s.) Fernand Boden, Fernand Etgen, Camille Gira, Ali Kaes, Roland Schreiner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

[1] Document SWD (2013) 12 final.

[2] Voir page 50 du Document SWD(2013) 10 final.

[3] Ibid, page 51.

[4] Ibid, page 95.

[5] Document SWD (2013) 11 final.

[6] Comité économique et social européen, Avis du 13 décembre 2012, TEN/495/La qualité des services ferroviaires dans l'UE, point 1.7.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär d'Resolutioun ugeholl. Ech soen lech Merci an ech leeden deen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer dann elo eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wäibau. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Gloden, Wagner, Scheuer, Kox a Gibéryen.

Als Éischt héiere mer den Här Raymond Weydert als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture

Exposé

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Lëtzebuerger Wäibau huet an de leschten zwee Jorzéngten e grousse Wandel matgemaach, an dat besonnesch a puncto Topqualitéit vun eise Wäiprodukter. Ënnert dem Motto „Klass anstatt Mass" hunn eis Wënzer de richtege Wee ageschloen, fir der staarker internationaler Konkurrenz d'Stir ze bidden a fir de selektive Wënsch an Usprëch vun den heitege Wäindrénker a Wäiliebhaber entgéintzekommen.

De Konsument tendéiert haut zu qualitativ héichwäertege Wäiner. Am Allgemenge gëtt manner gedronk, mä duerfir awer bessere Wäin, a folglech sinn d'Leit och bereet, en ugemiessene Präis ze bezuelen.

An dach, Kolleeginnen a Kolleegen, stinn eis Wënzer virun enger Rei vun Hürden, déi mussen iwwerwonne ginn, fir de Betriber eng sécher Zukunft kënnen ze garantéieren. Am Laf vu menger Interventioun kommen ech och op déi Problemer zréck.

Erlaabt mer awer, datt ech fir unzefänke kuerz op eise Lëtzebuerger Wäibau aginn. An der Europäescher Unioun stelle mir mat 1.300 ha Ubaufläch eng vun de klengste Wäibauregiounen duer. Eist Wäibaugebitt erstreckt sech iwwer 42 km laansch d'Musel vu Schengen bis op Waasserbëlleg. Ech wëll Iech awer och net virenthalen, datt mir och e puer Hektar Wéngerten un der Ënnersauer virfannen.

Déi 1.300 ha Ubaufläch verdeele sech op ronn 375 Wäibaubetriber.

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Vun dësen 375 Betriber sinn 206 haaptberunfflech Wënzer an 169 Nieweberuffler oder sougenannt Feierowendwënzer. De Wäibau zu Lëtzebuerg ass ëmmer nach, wéi soll ech et ausdrécken, Handwierk, well de Gros vun eise Betriber a senger Gréisst überschaubar ass. A wann een d'Statistike kuckt, dann hu mir just néng Betriber, déi méi wéi 15 ha bewirtschaften.

Wann ech awer e Bléck op d'Altersstruktur an de Betriber werfen, da gëtt déi eis awer ze bedenken: Zwee Drëttel vun de Betribsleiter hu méi wéi 50 Joer a bewirtschafte 57% vun eisem gesamte Wäibauareal. Duerfir muss ee sech allgemeng d'Fro stellen, ob mir an Zukunft nach genuch Leit hei am Land fannen, déi Wäibau wëlle bedreiwen.

De Wäibau ass e Stéck vun eiser Kulturlandschaft, déi sech am Laf vun zwee Jordausenden entwéckelt huet. D'Wéngerte prägen d'Landschaftsbild op der Musel a sinn d'Markenzeeche vun der ganzer Regioun. Et ass duerfir wichteg, datt mir genuch Wënzer hunn, déi dëse schéine Paysage fleegen an erhalen. De Kolleeg Léon Gloden wäert duerno am Detail op d'Successioun an de Betriber agoen.

An der Lëtzebuerger Wäibranche fanne mir dräi verschidde Gruppementer, an zwar d'Genossenschaftswënzer, déi hir Drauwen un d'Vinsmoselle ofliwweren, d'Privatwënzer, déi nieft hirer eegener Drauweproduktioun och hiren eegene Wäinausbau an hir eege Vermaartung maachen, de Wäinhandel, deen d'Drauwen aus eegener Produktioun souwéi zoukaaften Drauwe vu Lëtzebuerger Wënzer zu Wäi verschafft a verkeeft. Vun eiser gesamter Wäiproduktioun entfalen 61% op d'Genossenschaften, 24% op d'Privatwënzer a 15% op de Wäinhandel.

Hei zu Lëtzebuerg hu mir 13 Riefzorten, an zwar déi éischter Konsumwäiner Elbling a Rivaner, d'Edelzorten Auxerrois, Pinot Blanc, Chardonnay, Pinot Gris, Riesling, Sylvaner, Gewürztraminer a Muscat, an an engem klenge Mooss Rosé a Routwäiner, Gamay, Pinot Noir a Saint Laurent. An de vergaangene Jorzéngte stelle mir eng kontinuéierlech Ëmorientéierung am Wéngert vun de sougenannte Konsumwäiner hin zu den Edelzorte fest.

Kolleeginnen a Kolleegen, all dës Opzielungen an Zuele soen awer nach näischt iwwer eis top Wäibauprodukter aus, an do muss een einfach soen, datt virun allem déi lescht 20 Joer eng immens Success Story sinn. Eis Wäiner sti qualitativ deenen aus alle grousse Wäibaugebidder vun dëser Welt an näischt no, a vill Leit, déi nach ni Lëtzebuerger Wäi geschmaacht haten, si begeeschtert vun deem, wat se do zerwéiert kréien.

De Succès vun de leschten 20 Joer ass ganz kloer och mam Crémant verbonnen, dee säit 1991 op der Musel produzéiert gëtt a wou den Undeel un der Gesamtproduktioun mëttlerweil bei ronn 15% läit, Tendenz nach weider no uewen.

Souguer hei an dësem héijen Haus hu mir jo säit geraumer Zäit erausfonnt, datt e gudde Crémant dem Schampes an näischt nosteet. Ech fannen dat nëmme richteg, datt a Lëtzebuerger Institutiounen och Lëtzebuerger Produiten zerwéiert ginn.

Une voix.- Majo sécher!

Une autre voix.- Très bien!

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Wäibau zesumme mat eiser Landwirtschaft nëmmen e ganz klenge Prozentsaz an eisem Bruttoinlandsprodukt ausmécht, esou spillt a behält en trotzdeem eng wichteg Roll an eiser Ekonomie. De Wäibau beschäftegt e sëlleche Leit, och an deenen de Wënzerbetriber vir- an nogelagerte Stufen, an ass en unabdingbare Facteur fir déi zwee wichteg Wirtschaftszweiger vun der Kultur an dem Tourismus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et grad beschriwwen, eise Wäibau ass momentan a puncto Qualitéit a kenger schlechter Positioun. Fir datt dëst awer esou bleift, musse mir op e puer Problemer an Erausfuerderungen, déi kuerz-, mëttel- a laangfristeg op eis Wënzer duerkommen, reagéieren.

Kuerzfristeg besteet direkt de Problem vun der niddreger Récolte vun 2012. Duerch Wiederkapriolen, wéi zum Beispill extrem déif Temperaturen am Februar an nach eemol e spéide Frascht Mëtt Abrëll, ass et plazeweis zu grousse Fraschtschied komm. Doduerch ass den Ausdriff ganz ongläichméisseg gewiescht an och d'Bléi war méi spéit, wéi dat an normale Joren de Fall ass.

Doduerch, datt et am Juni extrem vill gereent huet, ass et op ville Plazen zu Peronospora-Befall komm, a Peronospora ass eng Pilzkrankheet, déi grad bei ze vill fiichtem Wieder optrëtt an d'Drauwen an d'Blieder ugräift an domadder schwéier Ertragsverloschter mat sech bréngt.

Fir de Raum Greiweldeng, Éinen, Wuermer ass dann zousätzlech e fermt Wieder mat Knëppelsteng Enn Juli derbäikomm. E spezifesche Problem gëtt et dann am Haff Réimech, wou an de Wéngerte ronderëm d'Naturschutzgebitt relativ héije Wëldschued entstanen ass.

Et sinn also verschidde Facteuren, déi zesummekomm si fir déi niddreg Récolte vum Joer 2012. Mat 85.000 hl war den Ertrag dann och just 63% vun der Moyenne vun de leschten 10 Joer. An dat ass just eng Moyenne. Mä a verschiddenen Uertschaften op der Musel waren et knapp 50% vun enger normaler Récolte, wat fir déi betraffe Wënzer awer dramatesch ass.

Allgemeng positiv ass, datt de Joergang 2012 awer trotz allem eng exzellent Qualitéit virweist. Dat heescht awer net, datt de Wënzer säin Ertragsausfall duerch déi gutt Qualitéit verbonne mat enger Augmentatioun vun de Präisser kann ausgläichen.

Souwisou, wat d'Präisser vum Wäin ugeet, si mir, laut den Aussoe vun de Wënzer, esou lues op engem ieweschte Limit ukomm. Et kann een duerfir net vill méi Sue fir de Wäin aus der Récolte 2012 froen. Duerfir ass et mäin an der CSV-Fraktioun hiert Uleies, de Minister ze froen, wéi héich den Ertragsausfall a Geld ausgedréckt fir d'Récolte 2012 estiméiert gëtt. Kann een Deel vun der Perte de récolte iwwert d'Hagel- a Fraschtschutzversécherung vun de Wënzerbetriber ofgedeckt ginn?

A wéi steet et mat enger Wëldschuedentschiedegung an de betraffene Wéngerten? An ass geduecht, bei anerem Ausfall, bedéngt zum Beispill duerch Pilzbefall, ze intervenéieren, fir do d'Ausfäll fir d'Wënzer ze kompenséieren?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problempunkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Ëmsetze vun der europäescher Wäimaartuerdnung aus dem Joer 2008. E wichtege Punkt fir de Wäibau ass heibäi d'AOP, d'„Appellation d'origine protégée", déi eis „Appellation d'origine contrôlée" ersetze wäert. Also AOP bezeechent een e Qualitéitsprodukt, dat an engem bestëmmte geografesche Gebitt geméiss engem unerkannte Verfahren hiergestallt gëtt. Eist Wäibaugebitt op der Musel ass als solcht op EU-Niveau unerkannt an ass duerch de Wäibauperimeter délimitéiert.

D'AOP fir eis Lëtzebuerger Qualitéitswäiner spigelt sech an Zukunft an enger Pyramideform zréck. Ënnen an der Basis vun der Pyramid stinn all eis Riefzorten. Do driwwer steet de Premier Cru, dee fir Edelzorten an de Rivaner geduecht ass, do driwwer steet dann de Grand Premier Cru fir d'Edelzorten. Un der Spëtzt vun der Pyramid fanne mer déi sougenannt „Charta-Wäiner". Hei kréie verschidde Labelen, déi et zum Deel scho laang gëtt, wéi „Domaine et Tradition", „Charta Schengen Prestige" oder „Charta Privatwënzer", eng gemeinsam Basis. E Charta-Wäin ass also eendeiteg en Topqualitéitsprodukt, dat sech am ieweschte Segment usetzt.

Ee vun de wichtegste Kritären, fir eng AOP ze kréien, nieft dem Fait natierlech, datt de Wäi muss feelerfräi sinn, ass, datt pro Stuf an der Pyramid e maximalen Hektarhéchstertrag festgeluecht ass. Esou däerfe fir e Charta-Wäi maximal 60 hl pro Hektar gelies ginn.

Des Weideren däerfen de Charta-Wäin an de Grand Premier Cru eng Lagebezeechnung droen, e Lieu-dit, wou e gewuess ass. Et sinn also just déi ganz héichwäerteg Wäiner, déi däerfe mat der Bezeechnung vun hirer gudder Lag och verkaaft ginn. Esou däerf zum Beispill just en Haut-de-gamme-Riesling de Lieu-dit Riesling „Wormer Koeppchen" droen, wann en och do gewuess ass.

Fir zu enger vun de Qualitéitsstufen ze kommen, muss de Wënzer unhand vun engem Formulaire spéitstens 14 Deeg virun der Lies am Institut Viti-Vinicole uginn, wéi eng Parzellen hie fir wéi eng Qualitéitsstuf virgesäit, detailléiert nom Cépage, der gewënschter Mentioun, dem Hektarertrag an der Lag.

Dir gesitt, déi nei Qualitéitspyramid dréit derzou bäi, och weiderhi fir eng exzellent Qualitéit vun eise Wäiner ze suergen. Als CSV-Fraktioun wëlle mir de Minister encouragéieren, zesumme mam Wënzerstand deen ageschloene Wee weiderzegoen. Dëst geet natierlech just a Kollaboratioun mat de Wënzer, wuel wëssend, datt mer bis 2013 an enger Testphas sinn an d'Pyramid 2014 zum Droe kënnt.

Ech wollt de Minister froen, wéi e Feedback hien um Terrain kritt huet a wéi d'Akzeptanz bei de Wënzer ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann een „europäesch Wäimaartuerdnung" seet, gi bei ville Wënzer d'rout Luuchten un, well heimat och d'Liberaliséierung vun de Planzrechter verbonnen ass. Déi nach bestehend Regelung vun de Planzrechter leet kloer fest, wou Wéngerten däerfen ugeplanzt ginn. Dat sinn op eiser Musel déi Parzellen, déi am Wäibauperimeter leien.

D'Ophiewe vun de Planzrechter huet zur Folleg, datt iwwerall däerfe Wéngerten ugeplanzt ginn, déi och ausserhalb vun der geschützter geografescher Regioun leien. Dëst géif evidenterweis zu méi Quantitéit vu Wäi féieren, awer sécherlech net zu méi Qualitéit.

Et sief an dësem Kontext ënnerstrach, datt 2008, wéi d'Wäimaartreform ausgehandelt gouf, Lëtzebuerg an deen deemolege Wäibauminister Fernand Boden sech vehement mat aneren Agrarministerkolleegen zesumme géint eng Liberaliséierung agesat hunn. De Maximum, deen awer konnt erausgeschloe ginn, war e Kompromiss. Dat heescht, d'Planzrechter lafen Enn 2015 aus. Do konnt een awer, esou wéi ënner anerem Lëtzebuerg dat gemaach huet, eng Derogatioun bis 2018 ufroen.

Et ass am Moment nach net ganz kloer, wéi et fir duerno ausgesäit. D'Aarbechten un där neier Agrarreform si jo amgaang. Ee Moment huet et jo esou ausgesinn, wéi wann d'Planzrechter, esou wéi se elo bestinn, iwwer 2018 eraus verlängert sollte ginn. Et liest een awer och, datt et soll zu enger méi gemässegter Liberaliséierung kommen.

D'Fro ass also, wat mir eis hei fir d'Zukunft erwaarde kënnen. Sollt et zu enger totaler Liberaliséierung kommen, kéint och Lëtzebuerg mat Bëllegwäiner aus anere Länner iwwerschwemmt ginn, wou eis Wënzer vum Präis hier sécherlech net mathale kënnen. Ech gleewen net drun, datt hei zu Lëtzebuerg op ville weidere Plazen ausserhalb vum Wäibauperimeter géif massiv ugeplanzt ginn. Mä an aneren europäesche Länner, wou masseg potenziell Ubaufläch besteet, wär dat méiglech. Mat der Liberaliséierung kéint dann, wéi scho gesot, iwwerall Wäin ugeplanzt ginn.

D'AREV, d'Assemblée des régions européennes viticoles, war an ass an dësem Dossier a stännegem Dialog mam Agrarkommissär Cioloş. Selbstverständlech verteidegt d'AREV d'Interessië vun der Wäibauregioun a wäert sech weiderhin och géint d'Liberaliséierung wieren.

No den Décisioune vum jéngsten Agrarconseil dës Woch zu Bréissel schéngt et, wéi wann hei kéint eng Croissance vun engem Prozent Ubaufläch pro Joer ab Januar 2019 virgesi ginn. Duerfir meng Fro, Här Minister, ob Dir eis do scho weider konkret Informatioune kënnt ginn, wéi et mat dem Problem Liberaliséierung vun de Planzrechter wäert weidergoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere Punkt, deen de Wënzer um Häerz läit, ass dee vun der Enveloppe nationale. D'Länner hu mat der Wäimaartuerdnung vun 2008 alleguer eng Enveloppe budgétaire kritt a kruten de Choix gelooss, ënner méi Optiounen dës Sue kënnen an hirer Wäiregioun ze verdeelen. Lëtzebuerg huet décidéiert, de System op Jetons pro Hektar ëmzeleeën. Et war eendeiteg déi richteg Entscheedung, well mir domat d'Sue gerecht op déi dräi Gruppementer am Wäibau verdeelt hunn.

Ech mengen elo gelies ze hunn, datt d'Wäimaartuerdnung vun 2008 elo an déi gemeinsam Agrarmaartuerdnung integréiert ginn ass. Dat heescht, datt do ënner anerem vum „jeton unique" pro Hektar fir Baueren a Wënzer geschwat gëtt. Dëst géif een Nodeel fir eise Wäibau mat sech bréngen. Hei musse mir eis asetzen a flexibel bleiwen, fir datt net alles iwwer ee Kamp geschuer gëtt, fir datt eise Wënzer keen allze groussen Nodeel bei der Héicht vun den aktuelle Jetons pro Hektar entsteet an datt déi beschlosse Mëttel aus der Enveloppe nationale vun 2008 kënnen esou wäit wéi méiglech fir de Wäibau oprechterhale bleiwen.

Iwwert dëse Problem kéint den Här Minister Schneider eis och vläicht Informatioune ginn.

Am Kader vun der neier Agrarreform gëtt d'EU och ee Finanzrahmen a leet Richtlinne fest, unhand vun deenen déi eenzel Memberlänner hire Plan de développement mussen opstellen. De PDR gëtt dann d'Handbuch fir eist neit Agrargesetz 2014-2020. Duerfir ginn e puer grouss Objektiver verfollegt: Wettbewerbsfäegkeet, Ëmweltschutz, Nohaltegkeet, Klimawandel, ländlech Entwécklung. Elo kann ech net am Detail op all déi Prioritéiten agoen, mä Dir gesitt, datt do awer schonn e puer gutt Usätz derbäi sinn.

Eppes musse mir awer, Här Minister, am A behalen, wat de Wënzer och ganz uewe läit: Mir mussen oppassen, datt mir op EU-Niveau net ze vill administrativ Hürde fir si abauen, déi et hinnen ëmmer méi schwéier maachen, sech op hir wesentlech Aufgaben ze konzentréieren.

Ech ginn Iech duerfir e Beispill, dat elo relativ akut ass. Mir sinn amgaang, eng Direktiv iwwert d'Sprëtzmëttel ëmzesetzen. Hei musse mir e sougenannte Planzeschutzprogramm opstellen, wou ech mengen, datt mir deen einfach a praxisno solle gestalten. An deem Kontext ass et positiv, datt ëmweltfrëndlech Sprëtzmëttel ugewannt ginn an dobaussen um Terrain och ausbruecht ginn. Och ass et richteg, datt d'Geräter, mat deenen déi Mëttel ausbruecht ginn, op hir Genauegkeet a Funktionalitéit regelméisseg iwwerpréift ginn. Ech mengen, dat sinn och scho Kritären, déi an der Landschaftsfleegeprime drastinn.

Mä wat vill Kappzerbrieches mécht, ass de Fait, datt an Zukunft kee Mënsch méi ouni speziell Formatioun mat Sprëtzmëttel a Kontakt däerf kommen. Bis elo ass et duergaangen, datt ee Responsabelen am Betrib eng Formatioun hat an datt d'Mëttelen och no bestëmmte Sécherheetsnorme gelagert waren. Mat der Ëmsetzung eent zu eent vun dëser Direktiv dierft elo emol keen Aarbechter oder Familljemember méi Sprëtzmëttel fir de Betrib akafe goen, geschweige denn och am Wéngert ausbréngen, wann hien net eng speziell Formatioun derfir huet. Esou Schikane maachen et de Betriber schwéier, gutt an effikass ze fonctionnéieren.

En anere wichtegen Thema, Dir Dammen an Dir Hären, ass den „greening". An hei wëll ech dem Minister Merci soen, datt hien zesumme mat ville vu senge Kolleegen aus aneren EU-Memberstate sech derfir agesat huet, datt fir de Gros vun de Wäibaubetriber an der EU Sonderan Ausnahmeregelungen - zum Beispill fir Steillagen - beim „greening" agefouert solle ginn. Ech wëll och net weider dorop agoen, an den Här Minister kann eis vläicht och do zousätzlech Informatioune ginn.

Ech hu scho gesot, datt mat der EU-Agrarreform an dem EU-Budget eist nationaalt Agrargesetz enk verbonnen ass. Mir si jo momentan am Agargesetz vun 2006, dat nach bis 2013 leeft. Dowéinst wëll ech op dëser Plaz kuerz op dat nach lafend Gesetz kucken an en Ausbléck op dat kommend Agrargesetz 2014-2020 maachen.

De Wäibausecteur war frou, datt mam momentan nach lafenden Agrargesetz d'Plaffonge fir d'Finanzéierung vun Investitiounen opgehuewe

gi waren. Et wär gutt, wann och am neien Agrargesetz den Déplafonnement géif bleiwen. Mä hei wär et ubruecht, datt d'Investissementer méi cibléiert un de Produktiounsprozess am Betrib gebonne ginn, dat heescht ze kucken, datt d'Bäihëllefe strikt fir déi wierklech noutwendeg Betribsgebaier agesat ginn an och fir eng rationell an ëmweltfrëndlech Technik benotzt ginn.

Domat kann éischter garantéiert ginn, datt d'Gesamtenveloppe vum PDR zilorientéiert agesat gëtt an net just fir iwwerdimensionéiert Projete verausgaabt gëtt, well wann d'Gesamtenveloppe zum Enn tendéiert oder eidel ass, komme mir an déi Situatioun, wou d'Betriber manner respektiv iwwerhaapt keng finanziell Ënnerstëtzung méi kënne kréien.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Eppes, wat de Wënzer och nach um Häerz läit, ass dat vun de Bäihëllefe fir d'Maschinnen a Geräter. Do gi par Règlement grand-ducal Eenheetswäerter festgeluecht, ouni datt awer de reellen Uschafungswäert vun deenen Investissementer berücksichtegt gëtt. An deene leschte Jore sinn d'Präisser fir déi Objeten awer rasant geklommen, sou datt et wënschenswäert wär, fir de System ze iwwerdenken a vläicht méi realitéitsno ze maachen.

An dësem Kontext wollt ech och de Minister froen, ob hien eis ka matdeelen, wéi vill Wënzerbetriber ënnert dem lafende Gesetz an nei Infrastrukturen investéiert hunn. An da wollt ech de Minister froen, wéi wäit d'Viraarbechte vum neie PDR an deem domat verbonnenen neien Agrargesetz fortgeschratt sinn.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, e weidere wichtegen Aspekt vun eisem Wäin ass de Marketing. E Produit kann esou gutt si wéi e wëllt, wann en net mat Erfolleg un de Konsument bruecht gëtt. Dowéinst ass am Joer 2002 d'Commission de Promotion des Vins & Crémants de Luxembourg am Kader vum Fonds de Solidarité viticole an d'Liewe geruff ginn. Hir Missioun an d'Zil war an ass et, den Image vun eisem Produit um nationale wéi um internationale Maart ze verbesseren. Hei geet et och dodrëms, engersäits nei Clientë fir de Wäin ze gewannen an ze iwwerzeegen, an anerersäits Stammclienten ze behalen, fir d'Lëtzebuerger Wäibranche an eiser Ekonomie ze festegen an nach ze stäerken.

Mir kennen eng Panoplie vun Events - d'Fréijoersfoire, de Festival des vins et crémants, d'Presentatioun vu Charta-Wäiner, d'Wäifester op der Musel, Pressebäiträg a Broschüren, international Concoursen an esou weider -, déi derzou bäidroen, eise Wäi méi bekannt ze maachen an ze promouvéieren. A souguer eise Wäi figuréiert am Guide Hachette. Ech wëll hei och ervirhiewen, datt mir dëst Joer op der Musel zu Gréiwemaacher de Concours des Crémants de France et du Luxembourg organiséieren.

Wéi ech virdru festgestallt hunn, stëmmt jo d'Viraussetzung vun der exzellenter Qualitéit vum Produit. Nieft dem Fait, datt vill Wënzer a flott Schmaachstuffen an hire Betriber investéiert hunn, ass d'Restauratioun de wichtegste Partner vun de Wënzer. Si sinn d'Ambassadeure vum Wäin a Crémant.

Fir déi Restauranten auszezeechnen, déi eng besonnesch grouss Auswiel un nationale Wäiner a Crémanten op der Kaart hunn, verdeelt d'Commission de promotion den Titel „Ambassadeur Vins et Crémants de Luxembourg". Dëst ass eng gutt Initiativ, a mëttlerweil gëtt et 53 Restauranten, déi deen Titel däerfen droen. Et gëtt awer och Restauranten dohier am Land, a virun allem och hei an der Stad, wou ee muss feststellen, datt awer nach vill Sputt no uewen ass. Oft muss ee laang sichen, bis een e Lëtzebuerger Wäin op der Kaart fënnt, geschweige dann am Glas.

Une voix.- Très bien!

M. Raymond Weydert *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, de Wäikonsum zu Lëtzebuerg läit de Moment bei ronn 50 l pro Kapp pro Joer. Mä den Undeel vum Lëtzebuerger Wäin erreecht dovun een Drëttel, also 16,5 l pro Kapp. Mir importéieren also vill Wäiner, fir eise Konsum ze decken. Mat 21 l pro Kapp sinn de Gros dovu Rosé- a Routwäiner. Hei ass also och nach Sputt dran, a mir mussen déi vill Netlëtzebuerger, déi bei eis wunnen, vun eise Produiten iwwerzeegt kréien.

Des Weideren ass den Institut Viti-Vinicole amgaang, Versich mat hei zu Lëtzebuerg gangbare Routwäiner ze maachen. Vläicht kréie mir dann och enges Dags d'Méiglechkeet, wéinstens e klengen Undeel vun dësem Marché ze kréien. Besonnesch de Rosé ass momentan eng interessant Nisch fir de Summer, well eis Rosée méi aromatesch si wéi d'Roséen aus de waarmen a südleche Wäibaugebidder.

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Ah!

M. Raymond Weydert *(CSV)*.- Ee weidere Volet, deen ech wëll uschwätzen, ass dee vum Export. Hei ass virun allem d'Belsch e wichtege Marché. Wéinst Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach gi waren, huet de Lëtzebuerger Wäi missen u sengem gudde Ruff an eisem Nopeschland abéissen. Hei gëllt et, eng Relance an Ugrëff ze huelen an ze weisen, datt mir Spëtzewäiner hunn.

Fir datt mir hei eppes beweegt kréien, sinn ech awer och der Meenung, datt Accordë mat Fournisseure vun der Gastronomie dohannen unabdingbar sinn. Donieft muss ee sech iwwerleeën, ob een net zu Bréissel eng Maison du vin luxembourgeois opmaache soll. Dann hätte mer do eng Präsenz. Natierlech muss ee virdrun eng streng Kostennutzenanalys maachen. Mir kommen awer net derlaanscht, eise Wäin am Export laangfristeg opzestellen. Dowéinst soll een och kucken, wat aner Nopeschlänner fir den Export hierginn.

Een anere Beräich am Marketing ass dee vum Önotourismus. An dorop wäert de Léon Gloden och nach am Detail agoen.

Eppes, wat generell ëmmer méi beléift gëtt, sinn d'Bioprodukter. De Moment ass d'Nofro no Biowäin hei am Land méi grouss wéi d'Offer, sou datt een als Wënzer duerchaus kann op dee Wee goen. De Moment gëtt et eng eelef Biowäibaubetriber hei am Land. Och heizou wäert den Här Gloden e puer Wuert soen a wäert an deem Zesummenhang och op déi interspezifesch Zorten agoen. Dëst sinn Zorten, déi am Versuch am IVV lafen an déi wéineger ufälleg haaptsächlech fir Pilzkrankheete par rapport zu deene konventionellen Zorte sinn. Mä fir awer an d'Gamme vun de Lëtzebuerger Wäibauprodukter eranzekommen, mussen de Goût an d'Qualitéit stëmmen.

Ech wëll awer nach op ee Punkt agoen, nämlech dee vum Étiquetage vum Wäin. Mat der neier AOP sinn och nei Regele fir den Étiquetage agefouert ginn, déi mat sech bréngen, datt de Konsument an Zukunft nach besser wäert informéiert sinn iwwert de Produit, deen en drénkt oder keeft. Esou gëtt hien net nëmme beispillsweis iwwert de Joergang, de Cépage, de Produzent, den Alkoholgehalt a gegebenenfalls d'Lag informéiert, mä mëttlerweil och iwwert déi sougenannt Allergenen. Dëst féiert och zu enger besserer Liewensmëttelsécherheet.

Da wëll ech, ier ech op dee leschte Punkt vu menger Interventioun kommen, och nach e puer Wuert iwwert de Remembrement verléieren. Am Wäibau si ronn 85% vun den Ubaufläche remembréiert, an domat steet de Wäibau wäit virun der Landwirtschaft. Hei ass ze ënnersträichen an ze begréissen, datt déi lescht Jore beim Remembrement ökologesch an ökonomesch Kritäre besser matenee verbonne gi sinn. Déi puer méi kleng Remembrementen, déi nach am Wäibau ustinn, sollen an de kommende Jore realiséiert ginn.

Ofschléissend dann nach eppes, wat an de leschte Wochen a Méint vill diskutéiert ginn ass a wat selbstverständlech och eng Répercussioun op de Wäibau huet: de Waasserpräis. Wéi a ville Beräicher vun der Liewensmëttelproduktioun gëtt am Wäibau zäitweis an och saisonal bedéngt vill Waasser gebraucht an et entsteet och dobäi vill staark belaaschtent Ofwaasser.

Vill Drénkwaasser ka verbëtzelt ginn, wa beim Ofkille vun den Tanke während dem Gärungsprozess d'Waasser net an engem Circuit fermé zréckbehale gëtt, mä einfach an den Ofwaasserkanal leeft. Eng Spëtzt vun héich konzentréiertem Ofwaasser fanne mir am Wäibau am Hierscht, dat ufält ab dem Zäitpunkt vun der Drauwelies bis hin zum Ofstéch vum neie Wäin.

Heibäi muss een awer den Ënnerscheed maachen tëschent de groussen a klenge Betriber. Eng Vinsmoselle fält als Groussabnehmer mat engem Verbrauch vun iwwer 8.000 m³ an iwwer 300 Einwohnergleichwäerter fir d'Ofwaasser ënnert d'Tarificatioun vum Secteur industriel an huet domadder e Virdeel vis-à-vis vun de klenge Privatwënzer, déi net op dës industriell Wäerter kommen.

Wat de Wënzer virun allem Kappzerbrieches mécht, ass d'Fro, wéi de Berechnungsmodell speziell fir d'Ofwaasser soll ausgesinn. Eng Zäitchen ass gesot ginn, datt sollen Einwohnergleichwäerter pro Hektar Wéngerten agefouert ginn a verrechent ginn. Esou wéi et awer elo ausgesäit, sollen awer d'Einwohnergleichwäerter op de produzéierte Volume Wäin am Betrib berechent ginn. Hei ass also nach vill Klärungsbedarf noutwendeg, an ech wollt de Minister froen, ob Dir hien weider Informatiounen huet, wéi de Secteur ze rechnen hätt, wuel wëssend, datt de Waasserpräis net zu sengem Ressort geheiert.

Ech mengen, datt muss e Modus Vivendi fonnt ginn, fir de Wënzer ze incitéieren, d'Waasser rationell ze notzen. Och op der Säit vum Ofwaasser muss bei der Verrechnung eng gerecht a finanziell tragbar Léisung fonnt ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt Iech mat menger Interventioun e klengen Iwwerbléck verschafen iwwert déi gutt Säiten, awer och d'Problemsäite vum Lëtzebuerger Wäibau. Et ass e Secteur, deen ass de Moment op deem richtege Wee, an ech hunn Iech och Schwaachstellen an Elementer, un deene mir nach musse schaffen, virgestallt.

Mir wëlle jonke Wënzer d'Dieren opmaachen, nach weiderhin hei zu Lëtzebuerg Qualitéitswäibau ze bedreiwen, an ech hoffen, datt mir nach laang kënne soen, wat de Charles de Gaulle schonn eng Kéier gesot huet: «Le Luxembourg, petit pays des grands vins».

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Weydert. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt dann domadder d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Kolleeg Weydert Raymond Merci fir säi Bäitrag. Ee bekannt Spréchwuert seet: In vino veritas. An dat trëfft jo besonnesch op dës Debatt zou. Et ass vun Zäit zu Zäit noutwendeg, esou Debatten hei an der Chamber ze féieren, well jo och fir d'Wënzer d'Regelen, unhand vun deene si hire Beruff ausüben, ënneren.

Domat ass et eis Aufgab, regelméisseg ze iwwerpréiwen, wéi et dem Secteur geet an ob d'Politik hinnen dee richtege Kader bitt, fir hiren Job auszeüben. Well mir mussen eis eent bewosst maachen: D'Wënzer sinn net nëmme Geschäftsleit, déi probéieren, hire Wäin oder hire Crémant ze verkafen. Duerch hir Aarbecht am Wéngert si si wichteg Landschaftsfleeger, déi entscheedend zum Erscheinungsbild vun der Muselgéigend bäidroen.

Aus dësem Grond ass et wichteg, datt de Wënzerberuff och an Zukunft Bestand huet. An domat mengen ech d'Wënzer aus allen dräi Secteuren: déi privat, d'Genossenschaft a Wäinhandel.

De Raymond Weydert huet et ugeschwat: Wann een d'Altersstruktur vun eise Betriber kuckt, da fält et op, datt déi grouss Majoritéit vun de Betribsleiter iwwer 50 Joer al sinn an et der souguer vill gëtt, déi méi al wéi 65 Joer sinn. Wann een dann awer den Detail kuckt, stellt ee fest, datt de Problem zwar net ze verkennen ass, mä awer nach net dramatesch ass. Ee Gléck!

Virun allem sti bei ville Privatwënzer d'Nofolger an de Startlächer respektiv ass d'Betribsiwwernahm zum Deel scho vollzun. Wann een dann nach feststellt, datt bal ëmmer gutt forméiert jonk Leit prett sinn, fir d'Betriber ze iwwerhuelen, da soll et engem net baang ginn.

Et ass effektiv esou, datt déi jonk Wënzer souwuel bei de Privatwënzer wéi bei der Vinsmoselle niewent dem „learning by doing" doheem am Betrib haut e ganz héijen Ausbildungsniveau hunn, duerch deen eis Wäiner och an Zukunft gutt kënnen evoluéieren. Quasi alleguer déi Jonk, déi an de Betriber an de Startlächer stinn, sinn diplomiéiert Önologen. Si gi ganz oft an d'Ausland, op Geisenheim, Bordeaux oder souguer bis an Amerika oder Südafrika, fir hir Studien ze maachen.

De Wënzerberuff besteet jo haut net nëmme méi aus de klassesche Wënzeraarbechten. De Wënzer muss e richtege Betribsmanager sinn. E muss administrativ Hürde kënne meeschteren. E muss Ahnung vu Marketing hunn a senge Clienten, ob Privatclienten oder Restaurateuren, en exzellente Service kënne bidden. Mir schwätzen also vun engem extrem villsäitegen an interessante Beruff, deen eng Zukunft muss hunn.

Wann ee sech um Terrain e bëssen ëmhéiert, schéngt et, wéi wann d'Wënzer méi oder wéineger zefridde mat den Hëllefen an der Begleedung bei enger Betribsiwwernahm wieren. Heirun ass eis als CSV-Fraktioun vill geleeën a mir encouragéieren de Minister, weiderhin dëse Wee ze goen, fir datt mir och an Zukunft genuch Wënzer hunn.

Ech hu bis elo vill vun de Privatwënzer geschwat. Et gëtt jo och ganz vill Genossenschaftswënzer, déi hire Wäi bei der Vinsmoselle ofliwweren. An dëser Kategorie muss een nach eemol ënnerscheeden tëschent deene Betriber, déi dat professionell maachen, an deenen, déi et am Nieweberuff maachen. Mengen Informatiounen no kennt déi éischt Kategorie vun de professionelle Wënzer, deenen hir Betriber eng gewëssen Envergure hunn, och keng gréisser Successiounsproblemer. Well, wat bei de Privatwënzer gëllt, trëfft och hei zou.

Duerch déi vill Oplage kéint dat awer anescht si bei de sougenannte Feierowendwënzer, déi dat niewent hirem reguläre Beruff maachen. Et gëtt aktuell ronn 170 Wënzer am Nieweberuff. Wann dës Leit awer, wéi gesot, duerch d'Reglementatiounen hir Aktivitéit ëmmer méi verkomplizéiert kréien, ass d'Wahrscheinlechkeet méi grouss, datt verschidde vun dëse Betriber wäerte verschwannen.

Ech mengen, et ass am Allgemenge wichteg, datt mir, egal ob et elo Privatwënzer oder Genossenschaftswënzer sinn, eis Subsidestrukture regelméisseg iwwerpréiwen, ob se nach den Ufuerderungen, déi mir u se stellen, gerecht ginn, an da reagéieren.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, ontrennbar mat de Wënzer a mat der Muselregioun ass den Tourismus verbonnen. Eise Wäin, de Wënzer an d'Musellandschaft si sonner Zweifel ee vun de groussen Attraktivitéitspunkten an eisem Tourismus an an eiser Kultur. An dësem Beräich ass villes amgaang, sech ze bewegen, an dat ass an den Ae vun der CSV-Fraktioun och deen eenzege richtegen a séchere Wee. Dat geet awer just, wann déi ganz Regioun als Pôle d'attraction dohigestallt gëtt.

Wann een den Experten nolauschtert, hu mir jo all Viraussetzungen: exzellent Qualitéit vun de Wäiner, eng wonnerschéi Regioun, eng relativ gutt Offer an der Restauratioun. Wat eis awer feelt, ass eng Önotourismuskultur. Donieft vermëssen d'Experten eng sougenannten „Service-Mentalitéit", an d'Kooperatioun soll net nëmmen op dëser Säit vun der Musel stattfannen. Mir schwätze vill vun der Groussregioun, da kommt, mir realiséieren dat och grad op eiser Musel, wou d'Groussregioun direkt op där anerer Säit vun der Musel ufänkt.

A mir hunn Argumenter: den „Terroir Moselle" ass e gudden Ophänkert fir den Önotourismus. Den europäesche Museldall ass eng eenzegaarteg Regioun, déi sech touristesch nach vill méi exploitéiere léisst, a mir sollten dëse Label verstäerkt notzen, fir Touristen op d'Lëtzebuerger Musel ze lackelen.

An dësem Sënn ass dat grousst Wäinevent op der Lëtzebuerger Musel Mëtt Juni niewent deenen aneren traditionelle Wäifester eendeiteg als Schrëtt an déi richteg Richtung ze begréissen. Dovunner profitéieren eis Wënzer, well se méi Clientë kréien, a wann d'Leit bis do sinn, gi se och an d'Restauranten do iessen.

Mir mussen eis och bewosst sinn, datt dat e positiven Impakt op de ganzen Tourismus am Land huet. En Tourist, deen op d'Musel kënnt, ass bannent maximal 30 Minutten an der Stad an an enger knapper Stonn am Éislek. De Wäibau an all senge Facetten ass e wichtegen Deel vum Tourismus, eiser Kultur, jo eiser Wirtschaft. Hei sollt nach méi vernetzt agéiert ginn.

E wichtege Standuert, ronderëm dee mir d'Méiglechkeet hunn, den Tourismus am Miseler Land auszebauen, ass d'Maison an de Musée du Vin zu Éinen. Als Siège vun der Entente touristique vun der Musel ass deen ale Wënzerdomän an der Wuermer Gemeng eng flott Visitëkaart vun der Musel a fir d'Musel. D'Touriste kënnen am Musée d'Aarbechte vum Wënzer kenneléieren. Am grousse Keller kënne Soiréeën organiséiert ginn, wou bis zu 200 Leit kënne bekäschtegt ginn. An dat sinn Offeren, déi wichteg sinn, wa mer den Önotourismus wëlle förderen.

D'Aarbechte vu LEADER+, ORT, der Entente a villen Idealisten hunn an de leschte Joren och vill zum Ervirhiewe vun der Attraktivitéit vun eiser Regioun bäigedroen. Hei muss een awer regelméisseg préiwen, ob d'Strukturen nach ëmmer adequat sinn a wéi ee se besser ka vernetzen.

Wann ech vun Attraktivitéit schwätzen, kommen ech natierlech net laanscht déi schéinsten Aushängeschëlder vun der Musel an dem Wäin, déi mer hunn: eis Wäin- a Rieslingskinniginnen. Dës jonk Meedercher, zesumme mat hire Prinzessinnen, si charmant a sympathesch Ambassadricë vun der Regioun an hire Produiten…

(Brouhaha)

…am In- an am Ausland.

Ech wéilt deene jonken Damme villmools Merci soen, datt si e groussen Deel vun hirer Fräizäit hiergi fir dës wichteg Missioun.

Och den zukünftege Wäipavillon zu Gréiwemaacher wäert heizou bäidroen, wéi iwwregens déi vill flott Plazen, wou ee laanscht d'Musel kann agéieren. Doniewent ass och d'Marie-Astrid scho säit laange Joren en Aushängeschëld vun der Musel, gradesou wéi déi aner grouss Touristeschëffer, déi op der Musel fueren.

Iwwerhaapt spillt jo och d'Musel als Floss eng Roll fir d'Promotioun vun der Regioun. Waassertourismus ass hei d'Stéchwuert, a sämtlech Etüde beleeë jo, datt dat eppes ass, wat d'Leit unzitt. An et huet ee vun niergendwou esou eng flott Vue op eis Géigend wéi vum Schëff aus.

Ofschléissend zu dësem Punkt wéilt ech och nach de Leit aus de Confrérië Merci soen, ob der Confrérie St. Cunibert oder der Confrérie Palmbierg. Hei gëtt säit laange Jore bénévole vill fir d'Promotioun vum Miseler Wäi gemaach.

Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, als leschte Punkt vu menger Interventioun wëll ech op de Biowäibau agoen. Sonner Zweifel besteet hei am Land nach Bedarf u Biowäiner, a mir sollen och déi Wënzer, déi op dee Wee wëlle goen, ënnerstëtzen a begleeden. Momentan hu mer eng ronn 35 ha Biowéngerten, dovunner 24 ha zertifizéiert an 11 ha an der Konversioun zum Bio.

Dat kann ee jo net vun haut op muer maachen! Ech denken un de Projet vum Remembrement zu Langsur, wou jo och de Minister Marco Schank staark dru bedeelegt war a wou eng Rei Hektare Biowéngerte bäikomm sinn. De Minister hat hei als Konditioun fir de Subventionnement gesat, datt misst Biowäibau bedriwwe ginn. Dëst ass eng sënnvoll Initiativ, fir esou op enger Rei zesummenhängende Parzelle biologesche Wäibau ze bedreiwen.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt et net sënnvoll ass, datt mir elo probéieren, all Wënzer zum Biowäibau ze bekéieren. Déi meescht Wënzer bedreiwen dat, wat ee kann „integrative Wäibau" nennen. D'Wënzer bewirtschaften am gréisstméiglechen Aklang mat der Natur hir Wéngerten. An de leschte Joren ass jo esou vill geschitt, datt d'Benotzung vu Pestiziden an Herbiziden op e Minimum reduzéiert ginn ass. Duerch d'Benotzung vun de sougenannten „Racken" sinn déi déieresch Krankheete quasi ganz verschwonnen.

An a puncto Vinificatioun erfëllt de ganze Lëtzebuerger Wäibau souwisou Biostandarden, well deen eenzege Kritär, deen et hei gëtt, ass dee vum Schwiefelgehalt, an hei si mir souwisou mat 120 mg de Liter wäit ënnert dem Bioseuil vun 220 mg de Liter.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Wäibau heescht bio awer leider och, datt, well kee grousse Choix u Sprëtzmëttel do ass, fir géint Peronospora virzegoen, een nach ëmmer muss op Koffer zréckgräifen. Koffer als Schwéiermetall belaascht de Buedem natierlech, sou datt een e sécherlech als Nodeel vum Biowäibau kann ugesinn. Effektiv ass dat och esou, datt ab 2014 e Mëttel, dat et erlaabt, den Asaz vu Koffer op e Minimum ze reduzéieren, verbuede gëtt. Dëst stellt de Biowënzer natierlech virun eng Rei vu Problemer, wou et gëllt, Léisungen ze fannen.

Ech hunn elo grad vum integrative Wäibau geschwat. An dësem Kontext stellt sech d'Fro vum Asaz vum Sprëtzhelikopter. A ganz Europa gëtt am Sënn vun der Nohaltegkeet opgehalen, mam Helikopter ze sprëtzen. Am Biowäibau ass den Asaz vum Helikopter och net méiglech. Hei zu Lëtzebuerg ginn 90% vun de Wéngerte vum Helikopter gesprëtzt. Laut deem, wat soll kommen, wier dat zukünfteg da just nach an de Steillage méiglech.

Laut der Direktiv iwwert d'Produits phytopharmaceutiques, déi mer grad amgaang sinn ze transposéieren, muss Joer fir Joer eng nei Genehmegung fir den Helikopter ausgestallt ginn. Souwäit ech am Bild sinn, kéint Lëtzebuerg awer duerch d'Steillagen argumentéieren, datt mir den Helikopter kéinte bäibehalen.

Domat wier dann eng politesch Décisioun ze huelen, déi mir mussen huelen. De Sprëtzhelikopter ass e Moyen, fir relativ prezis an homogen eis Wéngerten ze behandelen. Ass d'Wahrscheinlechkeet, datt et, souguer ongewollt, zu Abusë kënnt, net méi grouss, wann all Wënzer muss säi Sprëtzmëttel uréieren an da selwer mam Trakter an de Wéngert fueren? A wat geschitt duerno mam Rescht, deen nach am Sprëtztank ass? Ass et net méi einfach ze kontrolléieren, wann déi Responsabel vum Helikopter dat maachen? Natierlech muss gekuckt ginn, datt kloer Ofstänn zu Wunnengen, Schoulen a Bioparzelle gehale ginn.

Ee weideren Aspekt, deen een am Kader vum Biowäibau muss uschwätzen, ass dee vun de pilzresistenten Zorten. Hei ass et um Beruffsstand, dës Drauwenzorten op d'Lëscht vun de Cépagen ze setzen, déi fir d'AOP zougelooss sinn. An natierlech muss d'Qualitéit vum Wäi stëmmen, da gesinn ech net, datt deem soll eppes am Wee stoen. Dëst si Froen, déi ee sech an dësem Domän muss stellen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt den Débat vun haut e puer Leit weider fir d'Problemer vum Wäibau ka sensibiliséieren, an ech hoffen, datt och déi Lescht elo vun eisem exzellente Wäin a Crémant iwwerzeegt sinn.

Mir hunn elo vill iwwert de Wäibau a Wäi geschwat; et geet awer näischt driwwer, e gutt Glieschen ze drénken. Dofir hoffen ech, datt ech Iech alleguerten de 5. Abrëll um Wäimaart zu Gréiwemaacher gesinn.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Gloden. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Carlo Wagner. Dann huet den honorabelen Här Wagner och elo d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, ech muss oppassen, dass ech net nees „Här President" soen.

Mme la Présidente.- Ganz gutt oppassen, jo!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Léif Kolleegen a Kolleeginnen, virop wëll ech dem Kolleeg, dem Raymond Weydert, Merci soe fir seng Initiativ zu dësem Débat d'orientation. Et ass wichteg, dass mer grad no der Reform vun 2008 d'Evolutioun vum Lëtzebuerger Wäibau am A behalen.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, dass d'Demokratesch Partei schonn am Virfeld vun der 2008er Reform, méi genee am Januar 2007, am Kader vun enger Interpellatioun op eng Rei vu kritesche Froen a Punkten opmierksam gemaach hat.

De 26. Juni 2006 hat d'Kommissioun dem Europaparlament an dem zoustännege Conseil des Ministres eng Propositioun fir eng déif gräifend Reform vum europäesche Wäimarché virgeluecht. An dësem Pabeier huet d'Kommissioun deemools eng Rei vu Virschléi gemaach, wéi den europäesche Wäimaart hirer Meenung no an Zukunft sollt geregelt an organiséiert ginn. Munch vun den deemolege Proposen hu fir Beonrouegung a Veronsécherung bei de Betraffenen am Wäibausecteur a fir deelweis hefteg Reaktioune bei deene Concernéierte gesuergt.

Här President, Madame Presidentin,…

Mme la Présidente.- Majo!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- …de Wäikonsum geet zënter Joren an den traditionelle Wäilänner, haaptsächlech an Europa zréck. Et ass schonn drop higewise ginn. D'Offer ass weltwäit gekuckt méi grouss wéi d'Demande, och wann an de leschte Joren dësen Trend réckleefeg ass. Dat heescht, dass d'Demande a verschiddene Länner wéi zum Beispill an Amerika staark klëmmt.

Fir dësem Trend entgéintzewierken hat d'Kommissioun viru Joren e Plantatiounsverbuet an der EU décidéiert. Dëse Verbuet sollt 2015 eventuell opgehuewe ginn. D'Verhandlungen doriwwer, ob dëse Verbuet bäibehale soll ginn oder net, dës Décisioun ass eréischt an der Nuecht vun dem Dënschdeg op de Mëttwoch zum Ofschloss komm. Erauskomm ass, wéi esou oft, en typesch europäesche Kompromëss. De Plantatiounsverbuet gëtt opgehuewen, awer d'Flächen däerfen nëmmen ëm 1% pro Joer maximal erweidert ginn.

Fir Lëtzebuerg wären dat ëmgerechent ongeféier 13 ha, sou dass dës Décisioun fir d'Lëtzebuerger Produktioun kee groussen Impakt huet. Derbäi kënnt, dass mir zu Lëtzebuerg quasi keng Fläch méi hunn, wou mer zousätzlech qualitativ Wéngerte kéinten uleeën. Mir riskéieren awer duerch dës nei Mesure, dass eise Marché ëmmer méi vu bëllegen auslännesche Wäiner iwwerschwemmt gëtt.

Madame Presidentin, ech wëll awer net nëmmen iwwert de globalen europäesche Kontext vum Wäibau schwätzen, mä och op e puer Punkten agoen, déi méi spezifesch de Lëtzebuerger Wäibau betreffen.

Den honorabele Kolleeg Raymond Weydert huet a senger Ufro fir dësen Débat vun enger schlechter Récolte 2012 geschwat. Dëst ass effektiv de Fall. De Wäibau ass a bleift extrem vum Wieder ofhängeg, an en Iwwerschoss sollt een éischter als eng Marge de manœuvre ugesinn, fir méi schlecht Jore kënnen ze iwwerbrécken, an net als e strukturellen an dauerhafte Problem.

Wéi enge Schwankungen dës Zuelen ënnerleien, léisst sech ganz einfach mat den Zuelen aus deene leschte Jore beleeën. De Kolleeg Raymond Weydert ass schonn dorobber agaangen, sou zwar dass ech Iech net wéilt hei langweilen, fir déiselwecht Chifferen nach eng Kéier ze widderhuelen.

2012 ass awer net nëmmen eng ertragsschwaach Lies gewiescht, mä och eng komplizéiert, well während der Lieszäit vill Drauwen zu ënnerschiddleche Momenter dee richtege Räifegrad erreecht hunn an domadder dee soss üblechen Zäitplang zimlech iwwert de Koup gehäit ginn ass.

Privatproduzente kënne Perten an der Récolte eventuell vläicht deelweis ausgläichen, andeem se um Präis vun hire Produkter schrauwen. E Betrib, deen awer de gréissten Deel vu senger Produktioun exportéiert oder a grousse Supermarchéé verkeeft, huet méi Problemer, well de Präis bei him e ganz wichtegt Verkafsargument ass.

Madame Presidentin, de Wäibau huet an deene leschte Joren e grousse Wandel matgemaach, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och global. Op där enger Säit hu mer a Länner wéi beispillsweis Australien, Chile oder Südafrika quasi industrielle Wäibau, wou Wäin a Risequantitéite vu Literen - oder kann ee bal soe Milliounen? - bëlleg produzéiert gëtt, an op där anerer Säit hu mer kleng Familljebetriber, wou op d'Qualitéit gesat gëtt.

Och dem Client seng Gewunnechten hu changéiert. Fakt ass, dass de Wäikonsum an Europa an deene leschte Joren awer ofgeholl huet. Dorobber muss een natierlech als Produzent reagéieren. Et gëtt keng honnert Méiglechkeeten, wéi een als Produzent ka reagéieren.

D'DP gesäit haaptsächlech zwee Weeër, fir deem Trend vum réckleefege Wäikonsum entgéintzewierken. Deen ee Wee besteet doranner, fir weider selbstverständlech verstäerkt op d'Qualitéit ze setzen. Dëst ass an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg ouni Zweifel gemaach ginn. Heibanne ka bestëmmt kee bestreiden, dass sech de Lëtzebuerger Wäin an deene leschten zéng, fofzéng Joer ganz positiv qualitativ verbessert huet.

Nieft der Qualitéit gëtt et d'Méiglechkeet, dass ee kann an der Produktioun nei Weeër aschloen. Genee wéi an der Landwirtschaft huet sech och am Wäibau an de leschte Joren den Trend zum Biowäi staark entwéckelt. De Moment hu mer hei zu Lëtzebuerg - ech mengen, d'Chiffere ware scho gesot ginn - mengen Informatiounen no eng zéng Betriber, Biobetriber mat enger Fläch vun zirka 30 ha.

Grad wéi an der Landwirtschaft ass d'Demande fir Bioprodukter och am Wäibau quasi méi grouss wéi d'Offer. D'Demokratesch Partei steet dëser Entwécklung ganz positiv géintiwwer. Mir mengen, dass ee sollt kucken, fir dësen Trend esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen.

Madame Presidentin, ee Problem am Wäibau, an dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, ass selbstverständlech d'Fro vun de Successiounen, déi hei schonn ugeschwat ginn ass. Wann een d'Altersstruktur vun de Lëtzebuerger Wënzer kuckt, da gesäit een, dass mer eng ganz Rei vu Betriber hunn, wou de Patron tëscht 45 a 60 Joer al ass.

Dës Betriber, déi meescht dovunner an enger Genossenschaft, wäerten déi nächst zéng, fofzéng Joren och nach gutt fonctionnéieren. Awer wéi gesäit et duerno aus?

Grad an de Genossenschafte sinn ëmmer manner Jonker, déi bereet sinn, de Betrib weiderzeféieren. Wann ee sech d'Situatioun vun de Revenuen am Wäibau ukuckt, da gesäit een och, dass d'Revenue bei de Privatwënzer déi lescht Jore liicht an d'Luucht gaange sinn, während se bei de Genossenschaftswënzer leider liicht erofgaange sinn. Dofir stellt sech de Problem vun der Successioun och bei de Privatwënzer net an deem gläichen Ausmooss. Et brauch ee sech nëmmen d'Zuel vun deene jonken, deelweis top ausgebilten Nowuesswënzer unzekucken.

Wa mer zu Lëtzebuerg de Wäibau an all senge Facettë privat a genossenschaftlech wëllen erhalen, da musse mer kucke selbstverständlech, fir Weeër ze fannen, fir nees méi Leit fir dësen interessanten a mat dach awer gudde Perspektive verbonnene Beruff ze interesséieren.

Zousätzlech awer och musse mer allem iwwerdriwwenen administrativen Opwand endlech en Enn setzen. Stéchwuert: Remembrement. Beim Remembrement sinn eisen Informatiounen no an deenen nächsten zéng bis fofzéng Joer nach e puer Projete mat enger Fläch vun ongeféier 200 ha geplangt. Dat betrëfft Stadbriedemes, Wëntreng a Remerschen 2 an 3.

Et muss ee soen, dass de Remembrement absolut noutwendeg war an och nach ass. Ouni Remembrement, dat kann een elei roueg soen, géif et e gudden Deel vum Lëtzebuerger Wäibau hei zu Lëtzebuerg net méi ginn.

De Präis vum Ofwaasser ass en net onwesentleche Käschtepunkt am Wäibau, grad wéi och an der Landwirtschaft. De Moment leeft am Land eng Diskussioun iwwert de Waasserpräis. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass déi Léisung, déi fir de Wäibau fonnt ginn ass a wou mer hoffen, dass se sech duerchsetzt, nämlech fir de Präis op de produzéierten Hektoliter ze berechnen, dass dëst also eng ganz gutt Léisung ass.

Déi féiert dozou, dass e klenge Privatbetrib nëmme liicht méi muss fir säi Waasser bezuele wéi an der Vergaangenheet. Ech hu mer notamment ausrechne gelooss, fir e méi klenge Betrib, dee bis elo 2.800 Euro Käschten d'Joer hat, géife sech d'Käschten deem neie Modus no op ongeféier 3.000 Euro belafen, also nëmmen eng liicht Hausse.

En anere Punkt an deem Kontext ass de Problem vum sougenannten „Trub", dat heescht déi Matière, déi sech nom Pressen ofsetzt. Bis ewell konnten d'Wënzer sech dësem Offall relativ einfach entleedegen. An deene Géigenden op der Musel, wou et eng Kläranlag gëtt, ass dat awer an Zukunft net méi méiglech. Hei muss dat elo a Kläranlage gefouert ginn. Déi meescht Kläranlage packen dat awer net, well an deem Moment ze vill organescht Material an d'Kläranlage gekippt gëtt, dat heescht, dee Moment kann d'Kläranlag dat net satisfaisant verschaffen.

Wann elo, e Beispill ass et just, e Wënzer vu Réimech den Trub an d'Biogasanlag op Maacher wëllt féieren, da misst en theoretesch eng spezifesch Autorisatioun froen, well et sech ëm en Transport de déchets handelt. Dat muss ee sech emol virstellen! Hei mengen ech, dass de Ministère an haaptsächlech de präsente Minister gefuerdert ass, fir eng pragmatesch an onkomplizéiert Léisung ze fannen.

(Interruption)

Madame Presidentin, ech wéilt nach op ee Punkt kommen, an zwar d'Problematik vum Sprëtze mam Helikopter. Laut der urspréngleche Versioun vun der Bréisseler Pestizideveruerdnung hätt den Helikopter iwwerhaapt net méi däerfen hei am Wäibau agesat ginn. Op de Protest vu verschiddenen EU-Parlamentarier hi gouf den Asaz vum Helikopter ënner bestëmmte Konditiounen awer bis elo nach zougelooss.

Fakt ass awer, dass duerch déi nei Bréisseler Veruerdnung duerch d'Ofstänn, déi zu Wunnengsgebidder, Waasserschutzgebidder a Biowéngerte mussen agehale ginn, den Asaz vum Helikopter an Zukunft kaum bis guer net méi wäert méiglech sinn. Dëst wäert derzou féieren, dass eng Rei vu Wënzer nees selwer misste sprëtze goen. Et wäert sech mëttelfristeg erginn - vläicht! -, et muss ee sech drop astellen, dass d'Sprëtze vun de Wéngerten zu enger sougenannter Déngschtleeschtung kéint ginn. „Outsourcing" ass dat englescht Wuert dofir. De Wënzer wäert also e Betrib chargéieren, fir seng Wéngerten ze sprëtzen, wat natierlech och nees e Käschtepunkt wäert duerstellen, deen net geréng ass.

Madame Presidentin, ofschléissend wëll ech soen, dass et richteg ass, dass de Wäibausecteur sech enger ganzer Rei vun Erausfuerderunge wäert ausgesat gesinn. Europäesch a staatlech Reguléierunge si néideg a sënnvoll, awer si däerfen och net zu enger Zort „Gängelung" ausaarten. Wéi bei all anerem Handwierk brauch et och am Wäibau e gewëssene Fräiraum fir nei innovativ Iddien, fir Kreativitéit a fir individuell Entscheedunge vum Wënzer.

Wa mir um europäeschen Niveau mengen, mir kéinten alles mat Regulatioun, Normen a Vereenheetlechunge regelen, da si mir ouni Zweiwel um Holzwee. Zil muss et sinn, e staarken europäesche Wäibau ze behalen.

(Interruption)

Eise Lëtzebuerger Wäibau ka sech nëmmen am Kader vun engem europäesch gesonden a stabile Wäibausecteur weiderentwéckelen. D'Kommissioun muss de verschiddene Wäibauregioune méi Flexibilitéit erlaben, fir esou eng besser Wettbewerbsfäegkeet, eng besser Vermaartung an domadder insgesamt besser Perspektive fir de Wäibau ze garantéieren.

Wa mer eis awer munch jonken, innovatiounsfreedegen an awer trotzdeem och traditiounsbewosste Wënzer op der Musel ukucken, dann ass et mir trotz enger Rei vu Froen, trotz enger Rei vun Erausfuerderungen, trotz enger verstäerkter Konkurrenzsituatioun, trotz heiansdo zweiwelhaften europäesche Mesuren, trotz enger periodesch net esou gudder Récolte awer trotzdeem net wierklech baang ëm d'Zukunft vum Lëtzebuerger Wäibau.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Wagner. Als nächsten agedroene Riedner hu mer den honorabelen Här Scheuer. Dann huet de Ben Scheuer d'Wuert!

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi steet et haut ëm de Lëtzebuerger Wäin an ëm de Lëtzebuerger Wënzerberuff? Dat wëllt de fréieren Direkter vum Institut Viti-Vinicole vum Wäibauminister wëssen.

Virewech e Wuert zum europäesche Volet vun der Diskussioun: Et gëtt keng total Liberaliséierung vum Uplanzrecht. Lëtzebuerg hätt sécher net dovu profitéiere kënnen. Et ka bei eis kee weidert Wéngertland ausgewise ginn, op deem Qualitéitswäiner kéinte produzéiert ginn. Riewen op manner guddem Buedem an a manner gudde Lage bréngen och manner gutt Wäiner, déi dann awer wéinst den héije Produktiounskäschten hei zu Lëtzebuerg net bëlleg verkaaft kënne ginn. Jiddweree weess et, eise Marché gëtt schonns mat Wäiner iwwerschwemmt, déi fir manner wéi zwee Euro am Regal stinn an déi vu wäit hier iwwert d'Weltmierer importéiert ginn.

D'Liberaliséierung hätt eisem Wënzerstand näischt bruecht, au contraire. Op eisem klengen Areal musse mir héich Qualitéit op de Maart bréngen, eng Qualitéit, déi hire Präis dann och rechtfertegt.

Déi allerwichtegst a wichtegst Fro: Gëtt zu Lëtzebuerg genuch Wäi gedronk? An déi zweet Fro: Wéi steet et mat dem Export? De Pro-Kapp-Verbrauch u Wäi läit zu Lëtzebuerg bei e bësse méi wéi 50 l, statistesch gesi beleeë mir déi véiert Plaz weltwäit.

Eise Wäin an eise Crémant sinn net nëmme gutt, si sinn exzellent, och am internationale Vergläich. Et kënnt net vun ongeféier, datt eis Wäiner an eis Crémante bei internationale Concoursen esou gutt ofschneiden. D'Qualitéit huet an deene leschten zwee Jorzéngten enorm zougeholl, dat beleeën déi vill Medailen, déi mir gewannen.

De Lëtzebuerger Wäibau ass also erfollegräich. Firwat? Eng vun den Ursaachen ass sécher, datt mir am Laf vun deenen zwee leschte Jorzéngte gutt Joergäng haten. Et ass mir gesot ginn, et wär kee richteg schlechten drënner gewiescht. Ech hu gelies, datt eiser Härgott zu 40% d'Verantwortung dréit fir d'Qualitéit vum Wäin, hie soll jo Här iwwert d'Wieder sinn. Mä déi aner 60% hänke vum Kënne vum Wënzer a vum Kellermeeschter of.

(Interruptions et hilarité)

Op der Musel hunn d'Betriber hir Kellerwirtschaft op den neiste Stand vun der Technik bruecht, dat heescht, datt beim Ausbau vun de Wäiner propper a fachgerecht, feelerfräi geschafft gi kann. Et gëtt ëmmer méi op Qualitéit wéi op Quantitéit gesat, den Hektarshéchstertrag, dee per Gesetz virgeschriwwen ass, gëtt kaum erreecht. De Wënzer offréiert dem Client haut net nëmmen eng oder e puer Zorte Wäin, haut fënnt de Client eng breet Gamme vu Produkter: wäisse Wäin, roude Wäin, Crémant, Spezialitéite wéi Äiswäin, Vendange tardive a Stréiwäin.

D'„Strausswirtschaft", e Begréff, deen zu Lëtzebuerg virun engem Jorzéngt nach quasi onbekannt war, ass vun de gréissere Betriber zu engem gastronomesche Betrib ausgebaut ginn, op deen d'Lëtzebuerger Leit zréckgräife kënnen, wa si Wäi wëlle schmaachen a kafen, awer och, wa si eng gréisser Feier hunn. Wien haut op d'Musel fiert, dee muss also net méi laanscht de Wënzer fueren, mä dee fënnt eng Plaz fir anzekéieren, wéi et op der Musel heescht. Et sollt vläicht e Basiskonzept ausgeschafft ginn, fir dës Wäistuffen op der Lëtzebuerger Musel nach ze typiséieren.

D'Promotioun huet sech professionaliséiert fir de ganze Secteur a fir déi eenzel Produzenten. Dir kennt d'Spotten op der Televisioun, d'Publikatiounen an der Press, op den Déplianten, an de Broschüren, déi vun de Genossenschaftswënzer, déi vun de Privatwënzer. Et si Reklammen, déi uspriechen.

Den Institut Viti-Vinicole leescht eng exzellent Aarbecht an der Berodung, op alle Pläng, déi de Wënzer interesséieren, an och an der Formatioun vum Wënzerstand.

An der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform schwätze mer net méi vun „Marque nationale", mä vun „AOP-Wäiner", wat d'Referenz fir d'Qualitéit vum Lëtzebuerger Wäin ass. Et gëtt klasséiert no Lagen an no den Hektarhéchsterträg.

Déi jonk Wënzer, déi d'Relève vun den Elteren geholl hunn, bidden eng exzellent Qualitéit un, si stäipe sech selbstverständlech op d'Erfahrung vun hire Virgänger, mä si sinn awer och duerch exzellent Schoulen am Ausland gaangen an hunn och do praktesch Erfahrunge gesammelt.

D'Vente vum Crémant mécht ronn 25% vum Chiffre d'affaire aus. Vun 1991 bis 2011 ass de Verkaf vu Collerettë vu 500.000 op 2.300.000 geklommen, dat ass eng Erfollegsstory.

De Wënzerverband a Symbios mat der LEADER-Regioun Miseler Land mécht d'Muselregioun mat dem Produkt Wäin, mat de Manifestatiounen, mat der Landschaft esou attraktiv, datt den Tourismus an domadder de Mëttelstand wirtschaftlech profitéieren. Dat beweist menger Meenung no och d'Zuel vun den Hotelszëmmeren an der Muselgéigend, déi an deene leschten 20 Joer vu ronn 571 op 851 geklommen ass.

D'Lobby fir d'Lëtzebuerger Musel ass an deene leschte Jore vill méi staark ginn an dovu profitéiert och de Wäibausecteur. Esou ass d'Musel opgestallt an de grousse Linnen, mä et gëtt Schwächten an et gëtt Geforen, déi d'Politik an och de Beruff selwer am A mussen hunn.

Just e puer Bemierkungen a Froen. Prinzipiell ass dat hei ze soen: De Wënzerstand ass permanent erausgefuerdert. Vu Joer zu Joer kënnen d'Donnéeë fir dem Wënzer säi Betrib sech änneren duerch d'Naturgewalten: duerch Wanterfrascht, fir dee keng Assurance opkënnt, duerch Fréijoersfrascht, duerch witterungsbedéngt Kränkten, souguer duerch Wëldschued.

Zum Konsum: Et ass eng Tatsaach, datt de Gesamtkonsum vu Lëtzebuerger Wäi liicht an de Pro-Kapp-Konsum méi staark erofgaangen ass. Mä Lëtzebuerg huet méi Awunner kritt an deene leschten zéng Joer. D'Fro, déi de Marketing sech stelle muss, ass déi hei: Wéi brénge mer d'Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, derzou, fir nach méi eise Wäin a Crémant ze drénken?

Zur Alterspyramid an de Betriber: Et gëtt ronn 375 Betriber. Nëmme 4% vun de Propriétairë si manner wéi 35 Joer al a 60% hu méi wéi 50 Joer. Wéi gesäit dës Struktur an 20 Joer aus? Gi mer a Richtung vu Groussbetriber?

D'Demande, fir Wéngerten ze kafen oder ze pachten ass grouss, mä de Marché ass blockéiert an de Perimeter kann net erweidert ginn. Mir hunn nach eng kleng Reserv, ech menge vun 12 ha. D'Präisser, déi bezuelt musse ginn, sinn héich. Wie kann nach kafen? D'Bereetschaft, fir e Betrib ze iwwerhuelen oder nei unzegoen, ass sécher ofhängeg vun der wirtschaftlecher Situatioun vun de Betriber.

An dat féiert zur kruzialer Fro: Wéi wäit kann d'Präisspiral klammen, fir datt eis Wäiner kompetitiv bleiwen an de Wënzerberuff sech rentéiert? Vläicht bräichte mer och nach eng gréisser Offer vun Ausbildungsméiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg, speziell fir de jonke Wënzer. De Beruffsstand an den Institut Viti-Vinicole mussen der Demande, wa si da kënnt, Rechnung droen.

Ech hunn d'Entwécklung vun der Promotiounsaarbecht gelueft. D'Promotioun vun eisem Wäin am Ausland ass haaptsächlech op d'Belsch fokusséiert. Firwat sollte mer se net op Frankräich an op Däitschland erweideren? D'Zesummenaarbecht mat den däitsche Wënzer kann och nach ausgebaut ginn. Et ass fir mech net ze verstoen, datt op den Tourismusfoirë keng Promotioun fir de Lëtzebuerger Wäi gemaach gëtt. De Wäin ass dach e staarkt Stéck Lëtzebuerg.

E puer Wuert dann awer och zum Biowäin. D'Konsumente vum Biowäi mengen oft, datt den Netbiowäi belaascht wär vu Schuedstoffer. E Wënzer sot mer, ech zitéieren: „Et soll emol ee Mënsch behaapten, hie géif e Biowäi vun engem anere Wäin ënnerscheeden." Et war selbstverständlech kee Biowënzer, deen dat gesot huet. D'Sprëtze vun de Riewen an den Drauwe mat phytosanitäre Produkter a Pestiziden ass elo scho vill méi selektiv ginn. Déi meescht Wënzer bedreiwen integréierte Wäibau.

An dem Kellerwiese sinn d'Differenzen net esou, datt een en typeschen Ënnerscheed am Goût erauskritt. Mä de Biolabel ass och am Wäibau e Label, dee sech gutt vermaarte léisst an dee seng Amateuren huet. De Kaf vu Biowäin ass éischter eng ideologesch gesteiert Décisioun, eng weltanschaulech Fro. Mir sollten der Demande nokommen. Et léisst sech gutt dovu liewen. Um Marché ass nach Plaz fir méi wéi aacht Betriber hei zu Lëtzebuerg.

Firwat produzéiere mir eigentlech kee gudde fruuchtege Rosé? De Rosé ass amgaangen, ëmmer méi opzekommen, an zwar och a Versiounen, déi hir Präisser hunn.

Wann déi nei Kläranlage funktionéieren, da stelle sech eng Rei vun neie Problemer, déi dann am Kader vum Syndikat musse geléist ginn. Eng vun de Froen ass, ob den Hektar Wéngert mat zéng Einwohnergleichwäerter berechent muss ginn.

D'Planzeschutzdirektiv sollt bis 2012 ëmgesat ginn. Dat ass nach net geschitt. Da gëtt den Drock op d'Betriber nach méi grouss, fir zougeloosse Sprëtzmëttelen ze bestëmmen an domadder dann d'Wéngerte viru Kränkten ze schützen. Anscheinend kann dann den Helikopter nëmmen nach a Steillage fléien. Da stelle sech der Sprëtzgenossenschaft nei Problemer.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wënzerberuff ass e Beruff, dee wierklech Satisfaktioun gi kann duerch d'Resultat vun aller Aarbecht, nämlech de Wäin, de Crémant, e Produkt, dat ëmmer nees nei geschafe muss ginn an dat vu Joer zu Joer anescht ass.

Et géif nach vill Aspekter ginn, iwwert déi et sech lount ze diskutéieren, zum Beispill iwwert de Projet d'appellation d'origine protégée. Dat geschitt sécher nach hei.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Martin Kox.

Une voix.- Ohhh!

Mme la Présidente.- Henri Kox! Et gëtt der esou vill mat deem Numm. Ech hat mech e bësse gëiert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Deen ass zu Esch am Gemengerot.

(Interruptions et hilarité)

Ech probéieren dann och, richteg unzefänken: Madame Presidentin! Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, an Zäite vun der Transparenz an dem Code de déontologie oder de conduite, wéi mer dat nennen, wéilt ech direkt am Ufank vun dëser Debatt mäin Interessekonflikt umellen, deen et awer net gëtt a mengem Fall, mä meng grouss Verbonnenheet...

(Interruption)

...mä meng grouss Verbonnenheet mat de Wënzer umellen, éischtens, well ech e Wënzerjong jo sinn, an zweetens, well ech an e Wënzerbetrib abestuet sinn, dee säit zwielef Joer biologesche Wäibau och mécht.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech soen dem Interpellant oder dem Initiator vun dëser Debatt och Merci. Mä, Här Weydert, ech hat mer e klenge Mea culpa awer vun Iech och erwaart, well als fréieren Direkter vum Wäibauinstitut vu Réimech... Et sinn eng Rei Problemer, déi mer haut och hei diskutéieren, scho méi laang op dem Leescht, an déi hätten och kënnen éischter vläicht ugepaakt ginn, awer och scho vläicht ëmgesat sinn.

Den Zäitpunkt vun der Debatt, mengen ech, ass awer wichteg an och richteg haut, well eng ganz Rei vun neie Reglementatiounen op eis duerkommen. Dat ass fir d'Éischt emol déi europäesch Agrarpolitik. A fir d'Zweet, mengen ech, hunn ech just zwee Punkten erausgeholl, déi mir awer wichteg sinn: Dat ass engersäits dat Remembrementsgesetz, wat dach munches bewierkt huet op der Musel, awer och d'Pestizidegesetz, wat ënnerwee ass, wou och eng Rei nei Kritären erakommen.

Fir d'Éischt ass et awer emol wichteg ze froen, an déi Fro stelle mir eis natierlech och als Gréng: Wéi eng Wäibaupolitik wëlle mer dann iwwerhaapt op der Musel hunn? Ech denken, d'Ausriichtung ass eis alleguerte kloer: „Qualitéit statt Quantitéit", ass gesot ginn, „Klasse statt Masse!"

Wäiner aus aller Häre Länner gi mëttlerweil hei a Lëtzebuerg ugebuede mat engem exzellente Präis-Leeschtungs-Verhältnis, dat däerf een net verkennen. Mä besonnesch am ënneschte Präissegment verléiert d'Lëtzebuerger Musel leider awer nach ëmmer weider un Terrain. Dëst net aus dem Grond, well eis Wäiprodukter schlecht wieren! D'Konkurrenz an deem Segment ass einfach ze grouss an eis Produktiounskäschten hei zu Lëtzebuerg sinn einfach ze héich. Et kann een elo iwwerspëtzt soen: Et sief, mir raséieren eis Miseler Koppen nach méi ewech a mir loossen eis Wënzer nach méi mam Trakter duerch d'Wéngerte fueren - wat jo och schonns deelweis de Fall ass -, ouni awer de Réckgang vum Lëtzebuerger Wäikonsum, also vu Lëtzebuerger Wäiner am Wäikonsum opzehalen!

Also, niewent der Käschtefro stellt sech dann eng zweet Fuerderung, wou mer och en Nohuelbedarf hunn: Dat ass d'Promotioun. Déi läit fir mech hanner eisen Erwaardungen zréck. Ee Konsument loosse mer ze vill op der Säit, dat sinn eis auslännesch Matbierger, well do hu mer et nach net fäerdegbruecht, deenen de richtege Wee op d'Musel ze weisen. Do heescht et, vill méi Efforten ze ënnerhuelen.

An dann den Önotourismus, dat ass sécherlech ganz wichteg. Ech mengen, dass mer do awer och nach e ganz groussen Nohuelbedarf hunn, wann een déi aner Regiounen am Ausland kuckt.

Wann d'Musel et nämlech net fäerdegbréngt, an den ieweschte Qualitéitswäiner sech zréckzefannen an de Wäibau oder de Wäiverkaf méi uewen ze stabiliséieren, mengen ech, dass et och mam Wäibauareal vun 1.300 ha an der Zukunft méi schwéier wäert ginn. Dëse Flächeréckgang, deen nach vläicht ka kommen, soll een awer net am Viraus scho mat engem Tabu beleeën, well e Strukturwandel wäert sech weiderhi maachen.

An insbesondere - et si scho meng Virgänger drop zréckgaangen - d'Successiounsfro ass bei ville Betriber awer net gestallt. Do soll ee sech nei Projeten, sënnvoll Projeten, déi zesumme mam Önotourismus kënne gemaach ginn, ausdenken, fir dee Réckgang dann entspriechend ze kompenséieren.

Mir hunn, an dat ass och scho gesot ginn, eng ganz Rei vu gudde Beispiller an de leschte Jore kritt, insbesondere de Lëtzebuerger Crémant. Dat ass e Beweis, dass mer et fäerdegbréngen, op der Musel e Méiwäert ze kreéieren, dee souwuel dem Wënzer zeguttkënnt wéi och dem Konsument, well en huet en exzellent Präis-Leeschtungs-Verhältnis, wat e mam Lëtzebuerger Crémant presentéiert kritt.

Mir mussen awer oppassen, d'Qualitéit vun dem Crémant op engem héijen Niveau ze halen an net unzefänken, dëst Produkt onnéideg ze bradéieren, wat deels awer scho geschitt ass. Domat ass schliesslech kengem gehollef, well och d'Produktiounskäschte vum Crémant sinn dann däitlech vill méi héich wéi déi beim Wäin.

Bei de Stëllwäiner ass och munches passéiert, mä et ass awer net séier genuch passéiert. Dofir hoffen ech, dass deen néidege Wandel mat der qualitéitsorientéierter Klassifikatioun, déi jo elo ausgeschafft gouf, och vum Wënzer ugeholl gëtt an esou séier wéi méiglech och am Verkaf entspriechend Nidderschléi fënnt, sou dass de Verkafspräis kann an d'Luucht goen.

Éischt Viraussetzung fir eis vun der Qualitéit ass awer déi europäesch Agrarpolitik, déi sougenannt GAP. An do muss ech awer aus eiser Siicht soen, dass mer enttäuscht sinn iwwert dat, wat am Europaparlament zu Stroossbuerg passéiert ass an dass net déi Reform a méi e „greening" gaangen ass. Mä ech ginn d'Hoffnung net op, d'Hoffnung, dass de Minister mécht, wat en ugekënnegt huet, dass mer probéieren, méi cibléiert Agrarpolitik ze maachen an och dat hei a Lëtzebuerg wëllen ëmsetzen, sou dass mer do eng Rei vun Ëmännerungen nach kënnen erakréien.

Mir mussen awer och ophale vläicht, eis a Widdersprëch ze verzettelen. Beispill fir mech ass de Remembrement. Mir hunn elo 80% vun der Musel remembréiert a fänken awer elo eréischt un, op eemol vum Terroir ze schwätzen. Ech stelle mir do d'berechtegt Fro, an ech stellen déi an de Raum: Vu wéi engem Terroir schwätze mer dann do?

Dir wësst alleguer, an dat kritt een awer bestätegt, och vun deenen Hären, déi uewen op der Tribün sëtzen, dat dauert 15, 20 (veuillez lire: 15, 20 Joer), wann net méi muss vergoen, bis aus dem Buedem erëm eng eenegermoosse gesond Buedemstruktur entstanen ass.

Dass e Remembrement Sënn ka maachen an och deels berechtegt ass, wëll ech hei net ofspriechen. D'Kulturlandschaft ass jo näischt aneschters wéi vu Mënschenhand modelléiert Landschaft. Mä esou wéi mir en, ënner anerem an deene leschte Joren, nach ëmmer gemaach hunn, ass et a bleift et fir mech eng Feelinvestitioun.

Et gëtt sëlleche Beispiller, ech wëll déi hei net onbedéngt ernimmen, mä gitt elo nach haut op Remerschen kucken, wou e gudden Deel vum Bierg erëm rutscht, wat vu virera gewosst war, well et voller Waasseroderen ass, dass dee Bierg do géif rutschen. Gitt Iech awer d'Landschaft och ukucken a vergläicht se mat der Vergaangenheet. Also fir mech, an och fir déi gréng, ass et eng schläichend Banaliséierung e bësse vun der Kulturlandschaft.

An ech soen, Här Minister, do muss eng aner Remembrementskultur agefouert ginn!

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Dir hutt et nämlech elo an der Hand. Huelt Är Responsabilitéit an deblockéiert d'Diskussioun ëm dat neit Remembrementsgesetz, well do si mer schonn e Joer amgaang ze blockéieren.

Et geet och anescht! Et muss anescht goen, wann een Terroir a Wäi wëllt verbannen. Wann ee flott Kulturlandschafte mat Tourismus wëllt verbannen, wann ee Biodiversitéit mat kompetitivem Wäibau wëllt verbannen. Beispiller gëtt et och op der Musel, ech wëll nëmmen dat vu Langsur soen, och wann do eng Rei Feeler ge-

maach ginn, awer och dee vun der Ëmweltverwaltung, déi do nach net richteglouchen.

Et gëtt ganz flott Beispiller am Ausland, déi et opweisen, e Remembrement ze maachen am Aklang mat der Biodiversitéit, an dat ass och Önotourismus. E gutt Beispill kann ee sech ukucken, dat ass den Delinat-Institut für Ökologie und Klimafarming aus der Schwäiz, déi eng ganz Rei vu flotte Projete gemaach hunn an deem Zesummespill vun allen dräi Komponenten.

Zu der Récolte 2012: Fir mech ass dat och e Spigelbild vum Dilemma tëschent der Quantitéit an der Qualitéit. D'Resultat war erschreckend, besonnesch am Elbling an am Rivaner, am Elbling bis 50% Aboussen an am Rivaner knapp 50% vis-à-vis vum 20-jähregen Duerchschnëtt. Den Undeel vun deenen Zorten ass zwar an deene leschten 20 Joer zréckgaange vu 60%, mengen ech, op haut 33%, ass awer net séier genuch gaangen aus menger Siicht - wëssend awer och, dass mer net op alle Parzellen op der Musel kënnen Edelzorten uplanzen.

Den Abroch awer bei deenen aneren Zorten, wéi Edelzorten, ass vergläichbar, dee läit an den normale Joresschwankungen. An hei genau leie mer säit Joren awer falsch, an dofir, Här Weydert, virun 20 Joer hate mer schonn eng Etüd iwwert dësen Dilemma, wou mer d'Ausriichtung vun dem Wäibau sollte maachen, nämlech deen Dilemma tëschent deene Produkter an der ënneschter Präiskategorie an den héije Mehrwäerter an den Edelzorten.

Och déi rezent Etüd, déi d'lescht Joer um Wäibaudag zu Wuermer presentéiert gouf, ass erëm an déiselwecht Richtung gaangen an huet et opgewisen: Nëmmen da packe mer de Marché, wa mer d'Spart vun de Spëtzewäiner ausbauen.

Dramatesch ass et - an dat ass hei och -, wann deen Abroch grad bei deenen Zorte kënnt, wou um Marché net esou vill méi kann erausgeholl ginn. An dat ass grad bei Rivaner an Elbling, an déi ginn haaptsächlech da vun den Drauweproduzenten ugebaut. A wann een dann och nach weess, dass den Drauwepräis säit Joren, säit Jorzéngte praktesch net an d'Luucht gaangen ass, dann ass et eng Käschtefro fir deen eenzelne Wënzer, deen do net méi ka mathalen.

Wa mer dann och nach d'Akommesstrukture vergläichen, nämlech dat vun engem Privatwënzer, also deen, deen och de Fläscheverkaf mécht, mat deem vun engem Drauweproduzent, da soe se am SER ganz kloer, déi hunn dräimol méi Akommes um Hektar wéi den Drauweproduzent.

Wéi kann deen dat kompenséieren? E kann et nëmme kompenséieren, andeem en natierlech muss an d'Fläch goen. E muss, fir déi Produktivitéit opzefannen, ëmmer méi Fläche bewirtschaften, an dat huet eng natierlech Grenz. E kann net vu moies bis owes duerch d'Reie rennen, well dat packt en net méi, an dofir musse mer en anere Wee do aschloen.

Bis elo kritt de Wënzer, den Drauweproduzent seng Qualitéit bezuelt vum Kilopräis mol Öchsle gëtt d'Akommes, an ech denken, dass mer do eppes mussen iwwerdenken. Mir mussen e finanziellen Ureiz schafe fir déi Drauweproduzenten, déi op Qualitéit setzen. An da muss awer deejéinegen, deen d'Qualitéit och ofliwwert, honoréiert gi fir seng Aarbecht am Wéngert, well soss packe mer dat net.

Do ass besonnesch de Wäinhandel gefuerdert, well deen oft d'Präisser virgëtt, awer da sinn och direkt d'Genossenschaftskellereien hannendrun, fir dee Präis kënnen dann eropzemaachen. Da gëtt de Wënzer och erëm honoréiert an e brauch net ëmmer dauernd der Produktivitéit nozelafen.

Verständlech, dass eben déi Drauweproduzenten da vum Marché net méi d'Gewënner sinn. Mä verstitt mech awer net falsch do! Et muss e gesonden Équiliber tëschent engersäits den Drauweproduzenten an de Privatwënzer ginn, an och tëschent Genossenschaftskellerei a Wäinhandel.

(Interruption)

Da stellt sech awer d'Fro, ob déi sëlleche Remembrementen dann elo un där Situatioun eppes geännert hunn all déi Jore virdrun, well mir sti virun därselwechter Situatioun wéi virun 20, 30 Joer. Weder si mer bei der ënneschter Präiskategorie och kompetitiv, den Drauweproduzent, do hunn der vill keng Perspektive méi, an d'Successioun - dat ass virdru schonn ugeschwat ginn - ass och nach net geléist.

Ech denken, dass d'Politik hei méi wéi jee gefuerdert ass, fir zesumme mam Secteur, a besonnesch bei den Drauweproduzenten, no neie Successiounsmodeller ze sichen. An do, vläicht musse mer och iwwert de Wäisecteur eraus nei Leit uschwätzen an och motivéiere vläicht, an de Wéngert, spriech an de Wäibau ze investéieren. Wann een an d'Ausland kucke geet, sinn der eng ganz Rei, wou de Marché opgemaach gëtt, an déi bréngen eng nei Dynamik och do eran.

Wann de Lëtzebuerger Wäin och am ënneschte Präissegment um Marché soll präsent sinn, dann hunn ech nach méi e radikale Schnëtt, deen onbedéngt muss duerchgefouert ginn: Statt nëmmen op traditionell Zorten ze setzen, sollte mer direkt op PIWIs-Zorte setzen.

Wat sinn d'PIWIs-Zorten? Dat si pilzresistent Zorten, déi eng immens gutt Entwécklung déi lescht 20 Joer gemaach hunn. Soss hu mer vun engem Regent a Johanniter geschwat, haut schwätze mer vun engem Cabernet Blanc oder engem Pinotin, dee ganz uspriechende Wäi kann ervirbréngen.

De grousse Virdeel awer vun deene PIWIs-Zorten ass, dass se net brauche méi gesprëtzt ze ginn, praktesch guer net méi. An dann hu mer schonn eng Käschtenaspuerung vun 1.000 Euro pro Hektar, déi mer normal hu bei enger Helikoptersprëtzung. An, wat derbäi kënnt, an engem reeräiche Joergang, wéi dat 2012 de Fall war, sinn d'Verloschter an deene wierklech ganz minim, dat heescht, mir kéinten e konstanten, proppere Wäi produzéieren, deen um Marché, mengen ech, ganz kompetitiv ass.

An do mengen ech, musse mer d'Reglement iwwerdenken, Här Minister, do ass akuten Handlungsbedarf. Et gëtt eng ganz Rei vu Wënzer, déi sech op deem Marché wëlle betätegen. Dat ass och eng Méiglechkeet, d'Biodiversitéit och mat Produktivitéit am Wéngert ze verbannen.

Stéchwuert Helikopter, dat ass schonn hei virdrun ernimmt ginn. Besonnesch fir déi Betriber, déi op biologesche Wäibau wëllen ëmstellen, ass et e grousse Problem. Duerch déi traditionell kleng Parzelléierung, déi mer hunn op der Musel, ass et ganz schwéier, e Wéngert aus dem Helikopter erauszehuelen, ouni Gefor ze lafen, dass e matgesprëtzt gëtt.

Mir stellen awer d'Fro, ob et dem eenzelne Wënzer, deen ëmstelle muss, seng Verantwortung ass, fir vis-à-vis vun enger Kontroll anzestoen an ze soen, ech sinn deen, deen elo falsch ass, well ech elo vun engem Helikopter matgesprëtzt ginn, an dofir ginn ech erëm deklasséiert.

Ech denken, dass do munches krommläit. Et muss net um Biowënzer sinn, deen d'Responsabilitéit huet, an dofir hunn ech kee Problem, derfir anzestoen, fir ze soen, dass dat an d'Pestizidegesetz muss drastoe kommen, dass eng Grenz - sief et an de Règlement grand-ducal, wéi et herno ausgesäit -, dass eng Grenz tëschent dem Biowënzer muss agehale ginn, well soss kréie mer dat Signal net, an dat ass e wichtegt Signal, och wa mer ëmmer soen, Bio wëlle mer, awer déi richteg Signaler musse mer do setzen, wou déi meeschten Hürde sinn, an dat ass eng ganz grouss Hürd. Well bis elo hunn déi Wënzer, déi d'Ëmstellung gemaach hunn, déi hunn deen Effort gemaach iwwer eng laangjähreg Ëmstellung - a mir hunn dat selwer doheem materlieft -, iwwer eng laangjähreg Ëmstellung, fir Parzellen zesummenzeleeën, fir do eben net grad de Virworf gemaach ze kréien.

Da stellt sech awer och d'Fro: Firwat fuere mer nach oder fléie mer mam Helikopter? Muss da weiderhin esou massiv mam Helikopter gesprëtzt ginn?

Et stellt sech och d'Fro vun der Koordinatioun. Dir wësst, dass déi Helikoptersprëtzung an deenen eenzelnen Helikoptergenossenschaften an den Dierfer nach ëmmer ugesiedelt ass, awer d'Koordinatioun tëschent deenen Helikoptergenossenschaften nach vill méi misst verbessert a souguer, mengen ech, misst an d'Gesetz ageschriwwe ginn, fir dass dat och real de Fall ass.

Wat ass de Moment de Fall? Niewent dem Helikopter, deen iwwert de Wéngert flitt, gëtt deels och nach mam Trakter duerch deen eegene Wéngert gefuer, well d'Vertrauen dee Moment an den Zäitpunkt net korrekt waren.

Ech froen net déi ekologesch Fro hei, ech froen hei ganz kloer den ekonomesche Wäert. Wann den Helikopter driwwerflitt a gläichzäiteg fuere mer mam Trakter, dat ka jo och ekonomesch net opgoen. Dofir mengen ech, musse mer do mat dem Secteur zesummekommen, fir dat entspriechend richteg an och wichteg ze maachen.

Et gi jo Versich mam Helikopter och am Biologesche gemaach, déi hu ganz gudden Erfolleg gehat dëst Joer. Si sollen och weiderfuere mat deem Prinzip, well et geet. Well, wann nach eng Akzeptanz fir en Helikopter soll sinn, an deenen Ausnahmen, déi virdru scho genannt gi sinn, dann ass do ee Moyen, fir jiddefalls vis-à-vis vun der Gesellschaft dat éischter kënnen ze kréien.

D'Resultat am biologesche Wäibau, mengen ech, ass en général ganz villverspriechend. Et brauch ee just d'Joer 2012 ze huele mat ganz ville Kränkten, et ass virdru gesot ginn. Mä d'biologesch Wéngerten hunn deels besser ausgesinn, mat manner Krankheetsbefall wéi dat bei de konventionelle Parzelle war, well se vill méi eng Identifikatioun mat hire Wéngerten hunn, vill méi no erëm bei de Wéngert kommen.

Biologesch sprëtzen also ass eng Saach, mä de biologesche Wäibau reduzéiert sech net nëmmen op d'Sprëtzen, ganz oder gradesou wichteg, wann net vill méi wichteg ass d'Buedemfruchtbarkeet. An dofir hu mer e Problem, wa mer dee Remembrement esou duerchféieren, wéi mer deen nach erëm duerchféieren…

M. le Président.- Här Kox, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Oh, ech hu keng Auer hei, et deet mer leed, hei ass nach ëmmer null.

(Interruption)

Ech hunn nach fir zwou, dräi Minutten.

M. le Président.- Da kuckt, datt Der esou lues zum Schluss kommt.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech komme just nach op d'Buedemfruchtbarkeet. Dat ass eppes ganz Wichteges, well do huet sech erausgestallt, dass grad doriwwer besser Drauwen, awer och e besser strukturéierte Wäin erauszefannen ass. Ech hoffen, dass déi Versich - am Ufank ass de biologesche Wäibau belächelt gi mat senger Düngung -, ech hoffen, dass dat…, mëttlerweil si jo aner Wënzer, déi an déi Richtung ginn, fir eben eng Begrünung, Leguminosen an esou weider kënnen eranzeginn. An en optimiséierte Buedemmanagement ass e ganz gudde Wee.

Ech wollt just, wa mer vu biologeschem Wäibau hei schwätzen, zwee Wierder iwwert de Koffer soen, ouni ze wäit an déi Richtung do ze goen. Et muss ee wëssen, dass och déi Konventionell mat Koffer fueren. Et muss een och d'Gréisst vun deem Kofferantrag nach ëmmer kucken. Dat sinn homeopathesch Dosen, déi mer haut fueren. Dat sinn 100 g op 1.000 l, wa mer an de Wéngert erausfueren. Et ass jo net…, dat ënnerscheet villes zum Konventionellen, et sinn déi stänneg Beobachtung am Wéngert an déi méi Präsenz, déi et ausmaachen, fir wéineger Krankheet ze kréien, an do gëtt den Dosage ganz kleng.

Ech wëll awer just ee Punkt zum Schluss, Här President, zu der Waasserproblematik soen. Also, ech beschäftege mech jo elo scho siwen, aacht Joer mat där Kläranlag, éischtens zu Besch, an zweetens mat den Ofwaasser, déi zu Réimech ufalen an déi dann an déi Kläranlag…, déi säit dräi Joer a Betrib ass zu Besch op där anerer Säit, op där däitscher Säit.

Ech muss soen, dass mer mat eise fënnef Wënzer, grousse Kellereien, déi deels zu Réimech sinn, e ganz gudde Versuch gemaach hunn. Mir konnten dat och ausschaffen an den 20. Februar, Här Weydert, konnte mer de Wënzer e Projet presentéieren, dee mer zesummen, d'Gemengen zesumme mam Waasserwirtschaftsamt ausgeschafft hunn, deen hinnen awer weist, mir schwätze schlussendlech vun engem Cent pro Liter, wou hei den definitive Präis wäert si fir d'Ofwaasser an d'Waasser. Ech denken, dass dat awer en harmoniséierten, keen eenheetlechen, en harmoniséierte Präis ass, wou se ganz gutt domat kënne liewen, an och d'Gemengen.

Firwat leeë mer dat haut op den Hektoliter an net op den Hektar? Ech huelen nëmmen de Fall Réimech. Réimech huet 60 ha Wéngerten, importéiert awer nach eng Kéier op Réimech duerch Wéngerten, déi net zu Réimech leien, nach eng Kéier 60 ha op Réimech. Domadder hu mer vill méi Quantitéit Wäin an dofir ass et wichteg, op d'Quantitéit vum Wäin ze goen, an déi ass direkt identifizéierbar beim Wënzer, do wou e produzéiert gëtt, an do kréie mer e gerechte Präis fir jiddwereen, fir d'Gemengen novollzéibar a fir de Wënzer transparent. An domadder kënne mer ganz gutt liewen op der Musel, an ech denken, duerch déi Gespréicher, déi mer tëschent de Gemengen haten, dass mer do zesumme wäerten dee Modell kënnen hinne presentéieren - hu mer och - an och ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir verstitt, datt et fir een, deen net vun der Musel kënnt, an no deenen Interventiounen, déi de Mëtteg hei waren, datt et do ganz schwéier ass, fir nach iergendwéi eppes Neies…

(Interruption)

…nach iergendwéi eppes Neies bäizedroen.

Ech mengen, déi Debatt, déi de Kolleeg Raymond Weydert duerch seng Interpellatioun hei ugefouert huet, ass sécherlech eng nëtzlech Debatt, a wann ech de Mëtteg de Kolleegen hei nogelauschtert hunn, da stellt een och fest, datt an enger ganzer Rei vu Punkte praktesch eng Eestëmmegkeet heibanne besteet, mat verschiddenen Nuancë vläicht, wat d'Ausriichtung ubelaangt.

Mä wann ech awer zum Beispill um Niveau vun de Regierungsparteie kucken, da géif ech soen, déi Debatt hei, déi ass gutt, déi war gutt, mä ech géif einfach soen: Maacht et! Maacht dat, wat Der de Mëtteg hei verlaangt hutt, dat, wat Der proposéiert hutt!

Ech denken hei virun allem un d'Majoritéitsparteien, wou ech jo scho praktesch aus den Interventiounen hei keng Differenz eraushéieren hunn. Et ka jo net sinn, datt dat hei eng Debatt ass fir d'Kuliss, eng Alibidebatt: „Mir mussen och emol eng Kéier iwwert d'Wënzer an de Wäin an der Chamber schwätzen." Mä wichteg ass, datt eppes erauskënnt!

An eraus kënnt eppes, wann een dat ëmsetzt, wat een de Mëtteg hei diskutéiert huet. A vu datt d'Majoritéitsparteie jo hei gutt Iddien haten an een deem anere Froe stellt, ech mengen, Dir hutt Iech se jo selwer och géigesäiteg beäntwert: Maacht eppes!

Dat ass dat, wat déi Leit op der Musel gären hätten,…

(Interruption)

…déi wëllen net laang Diskussiounen, Debatte vu Stonnen,…

(Interruption)

…all puer Méint, all puer Joer, mä et soll eppes geschéien. An dofir, wéi gesot, fuerderen ech alleguerten déi Leit op.

Vläicht sollte mer, Här Minister, an engem Joer nach eng Kéier kuerz virun de Chamberswahlen eng Debatt heibanne maachen an d'Konklusiounen zéien, wat haut gesot ginn ass a wat dann nach virun de Chamberswahlen ëmgesat ginn ass. A wann da vill ëmgesat ginn ass, dann hat déi Debatt och doudsécher e Wäert.

Här President, ech hunn nëmme fënnef Minutten zu dëser Debatt, dofir huet et kee Wäert méi, datt ech all déi Punkten nach eng Kéier opdroen, déi elo schonn zwee- an dräimol hei opgedroe gi sinn. Ech wëll just e puer Punkten, méi Froen erausstellen, déi awer och scho gestallt gi sinn, well et kann een näischt Neies méi hei an déi Debatt erabréngen, mä ech wëll se awer trotzdeem stellen: Engersäits ass dat, wat d'Liberaliséierung op europäeschem Niveau ubelaangt, do hätte mer gäre kloer d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, wéi se sech zu deene Problematiken do stellt.

Eng zweet Fro, dat ass, datt mer eiser Meenung no de Risiko lafen, datt mer ëmmer méi reglementéieren, datt mer ëmmer méi de Betriber Problemer maache mat de Reglementéierungen, datt se ëmmer méi administrativ Aarbechte kréien an datt een do soll och vun der Regierung emol gewuer ginn, wat da gemaach gëtt, fir manner ze reglementéieren, fir datt manner Aarbecht op d'Betriber zoukënnt.

An ech wëll och doranner aschléissen, datt mer viru Joren eng Kéier, an dat interesséiert d'Wënzer och, d'Promillegrenz vun 0,7 op 0,5 erofgesat hunn. Dat huet am Fong just geschuet! Dat huet kengem eppes bruecht, dat huet de Wënzer näischt bruecht. An ech mengen, statistesch gesinn hu mer och dofir net manner Accidenter op de Stroossen, well déi, déi ëmmer Accidenter hunn, a mir hunn dat och festgestallt, déi an där leschter Zäit do condamnéiert si ginn, well se ze vill gedronk hunn, déi louchen net tëschent 0,5‰ an 0,7‰, mä déi louche ganz héich, déi louche souguer iwwer 2‰, sou datt mer soen, och do hu mer deemools eng Décisioun geholl, déi sécherlech der Musel net zeguttkomm ass, datt déi esou décidéiert ginn ass.

Eng weider Fro, déi ech wollt stellen, dat ass och op europäeschem Niveau, well mer ebe wëssen, datt aus Länner wéi Chile oder aus Australien Wäiner importéiert ginn, déi sécherlech net déi sozial Norme brauchen ze respektéieren, wéi eis Wënzer se musse respektéieren - wat och normal ass, datt se se respektéieren -, an och déi ekologesch Normen net onbedéngt esou musse respektéieren, wéi dat hei bei eis virgeschriwwen ass.

Ech mengen, hei misst dann och d'Regierung op europäeschem Plang intervenéieren, datt

mer do Konventioune maachen a Kontrolle maachen, datt, wann déi Wäiner hei an d'Land importéiert ginn, datt déi dann och mussen deene Kritären entspriechen, well dat ass eng déloyal Konkurrenz, déi mer vis-à-vis vun eise Betriber maachen.

Dann nach eng lescht Fro, déi ass och vum Raymond Weydert schonn ugeschnidde ginn, an ech mengen, de Kolleeg Kox huet et och gesot, mä de Kolleeg Raymond Weydert huet d'Fro gestallt, wa mer op d'Récolte vun 2012 zréckginn, déi jo nëmme 70% ausmécht vun der Moyenne vun deene leschten zéng Joer, plazeweis souguer nëmme 50%, wat mer do kënne maachen, fir de Betriber konkret Hëllef unzebidden, wat fir eng Ënnerstëtzung datt d'Regierung bereet ass, deene Betriber zoukommen ze loossen.

Ech mengen, do hätte mer gäre konkret Äntwerten, a wa mer eleng op déi Fro de Mëtteg eng konkret Äntwert kréichen, da wier déi Debatt hei net fir d'Kuliss gewiescht, dann hätt se schonn e Wäert gehat. An dofir erwaarden ech mer zumindest op där Fro, wann och net op deenen aneren alleguer,…

(Interruption)

…vum Minister kloer Äntwerten, an ech géif proposéieren, datt mer da sollten d'nächst Joer ëm dës Zäit heibannen e Bilan vum Resultat vun dëser Debatt zéien. Dat géif d'Wënzer bestëmmt ganz vill interesséieren!

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mech interesséiert méi déi administrativ Situatioun. Et gëtt am Wäibau souwéi och an der Landwirtschaft verschidden Oploen, déi respektéiert musse ginn an eng grouss administrativ Aarbecht mat sech zéien. Soss gëtt een net ausbezuelt. Dat ass jo bekannt.

Den Antrag muss spéitstens bis den 1. September am Institut Viti-Vinicole agereecht ginn. D'Planzen, d'Eckpéil, d'Zwëschepéil, mindestens zwee Dréit, fir d'Rumm ze garantéieren - dat alles muss fachgerecht ubruecht ginn. Da gëtt kontrolléiert, ob alles exemplaresch duerchgefouert ginn ass. Den Terrain vun enger Parzell muss mindestens 5 a bedroen, an esou weider. Wéi gesot, lauter Contrainten, fir eng Prime ze kréien.

De Wäibauer, de Wënzer also ass en Almosenempfänger. Seng Rémunératioun hänkt vun der Laun vu verschiddenen Technokraten of, dat wësse mer jo alleguerten, an dat ass jo himmelschreiend ongerecht!

Et wëllt ee jo gäre schaffen! Awer dat heiten ass eng Zoumuddung, en Diktat vun uewen.

Ausser a Fäll vun héijer Naturgewalt oder aussergewéinlechen Ëmstänn gëllt fir d'Wäibauhëllefregelunge Folgendes: Wann de Wënzer seng Deklaratioun iwwert de Flächenantrag net fristgeméiss areecht, da gëtt eng Kierzung vun 1% pro Aarbechtsdag ugewannt. Déi héchst Kierzung ass 25%. D'Kierzung gëllt fir een Drëttel vum Gesamtbetrag vun den Ëmstrukturéierungsbäihëllefen oder vun der Stilllegungsprime. A wann d'Parzellen net gemellt ginn, da ginn d'Bäihëllefen ëm 3% gekierzt.

Also, Här Minister, wa mir elo a Griichenland wieren oder an Italien, a Spuenien oder a Portugal, an déi hätten esou Contraintë wéi déi heiten, da géift Dir nëmmen dräi Méint um Landwirtschaftsministère sëtzen, da misst Der demissionéieren, well Dir wësst jo, déi Leit, déi hunn eng ganz aner Kultur. Dat wësse mer jo vun der Eurozon. A Griichenland kréien d'Leit zum Beispill eng Pensioun, wa se scho gestuerwe sinn. An Italien, do kennen ech en Duerf, do sinn 100 Leit, a vun deenen 100 Leit kréien 125 Leit d'Pensioun.

(Hilarité)

An an engem anere Fall, do si 70% vun deenen italienesche Leit, déi blann sinn, déi kréien een Dag no hirer Invaliditéit, déi fueren een Dag no hirer Invaliditéit mam Auto.

(Brouhaha)

Also, dat sinn aner Konditioune wéi hei bei eis, an ech mengen, mir misste kucken emol, fir déi Contrainten do e bësse méi ze lockeren!

Elo kënnt Der jo soen, dat hei kënnt vu Bréissel, dat hu si do bestëmmt, mä ech mengen, déi Technokrate vu Bréissel, et schéngt, wéi wann déi d'Wäissheet mam Läffel giess hätten.

(Hilarité)

Oder anerefalls kann ech dat net verstoen! Ech mengen awer, déi plausibel Äntwert ass, dass déi Häre vu Bréissel eise Wënzer an eise Baueren d'Flemm wëllen andreiwen, dass déi net méi solle matmaachen.

An dofir, Här Minister, hätt ech eng Fro un Iech: Wat ass Är Meenung géigeniwwer vun deene Contrainten hei? Ass et net méiglech vläicht, en A zouzedrécken? Ech mengen, wann eng Parzell minus 5% oder plus 5% ass, do misst et awer méi locker sinn, fir eise Wënzer a Baueren nach vläicht ze erlaben, fir ze iwwerliewen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Domadder wär meng Riednerlëscht erschöpft. D'Wuert kritt elo den zoustännege Minister Romain Schneider.

Une voix.- Här Minister, sidd locker!

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Här Colombera, ier ech selbstverständlech op Är Froen a Suggestioune wäert agoen, géif ech probéieren, eng Kéier kuerz duerch déi aner eenzel Punkten ze goen. Well ech mengen, och wann den Här Gibéryen gesot huet, dësen Débat hätt een net misse féieren, da gesinn ech et schonn esou, datt et en Débat ass, dee wichteg gefouert ass…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass e gudden Débat, wann eppes géif erauskommen derbäi!

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Richteg! Ech hat Iech do och richteg verstanen, ech hat et vläicht schlecht ausgedréckt elo.

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, et ass esou, datt dësen Débat soll gefouert ginn, well mer virun allem - an Dir hutt et selwer gesot a vill hei och selwer ernimmt - de Moment an engem Zäitpunkt sinn, wou ganz wichteg Entscheedunge falen.

Mir sinn de Moment an engem Beräich, wou mer Entscheedunge fällen an där neier PAC, wou mer dëser Deeg, de Méindeg an den Dënschdeg, eng éischt Bestandsopnahm gemaach hunn, en éischte Mandat ginn hunn der Présidence, mat dem Parlament a mat der Kommissioun ze verhandelen, fir déi nei PAC auszeschaffen an dat ze probéieren, bis den 30. Juni vun dësem Joer eriwwerzekréien.

Dat an anerer, déi och ustinn: Mir hunn ugeschwat hei d'Pestizidegesetz, wat an där nächster Zäit an der Kommissioun wäert diskutéiert ginn. Mir sinn amgaang ze diskutéieren iwwer wichteg Ausleefer, wichteg Resultater am Kader vun der Waasserpolitik. Alles dat si Beräicher, wou een de Mëtteg awer Interessantes an Neies a virun allem och Ausriichtunge kritt huet vun deenen eenzelne Fraktiounen.

Dofir soen ech och Merci dem Här Weydert, datt hien dësen Débat d'orientation ugefrot huet, an och un all d'Riedner, déi hei hir Meenung mat eriwwerginn hunn, a wëll och nach eng Kéier betounen, datt och vun alle Riedner eigentlech dee gudde Fonctionnement tëschent dem Beruff an tëschent dem Ministère, der Verwaltung a virun allem och dem IVV ëmmer erëm erausgestrach gouf. Ech mengen, dat ass och gutt esou, well den IVV sech ëmmer méi zu engem Guichet entwéckelt, deen eng Ulafstell gëtt fir d'Wënzerinnen an d'Wënzer, fir séier kënnen ze reagéieren, wa Problemer do sinn. An ech mengen, hei gëtt eng flott Aarbecht gemaach, déi ech als Minister ganz, ganz schätzen.

Wa mer hei en Débat féieren, dann, mengen ech, muss een déi dräi Voleten eriwwerginn. Engersäits deen, selbstverständlech, ier een eppes vermaart, ier een eppes an den Handel bréngt, muss een d'Produktioun dovunner maachen. All déi Konditiounen, déi also dorëmmer sinn, sief et vun der Lag vun de Riewen, sief et vum Traitement dovun, sief et dann duerno och vun der Veraarbechtung, mengen ech, dat ass ee vun de Punkten. Dat heescht d'Installatiounen, dat heescht déi eenzel Techniken, dat heescht d'Aiden, dat heescht d'Klassifizéierungen, an dat heescht virun allem och, d'Produktiounskäschte probéieren op engem niddregen Niveau ze halen, fir och virun dem Beruff vum Wënzer eng gewësse Rentabilitéit ze ginn, well et ass keen, deen et nëmmen als Hobby mécht. Selbstverständlech ass de Wënzerberuff e flotten Hobby dobäi, mä ass selbstverständlech och ee Beruff, deen ekonomesche Wäert huet.

Ech géif vläicht den éischte Punkt ugoen, well e virun allem vu méi Riedner ugeschwat ginn ass, dee vun der Récolte 2012. An hei, mengen ech, déi Zuelen, déi hei genannt gi sinn, déi brauch ech net ze widderhuelen, mat par rapport zur Moyenne nëmmen enger Récolte vun 63%, do feelen eng Rei Prozenter.

Et gouf hei gesot, vu wou se géife kommen: engersäits vun de Knëppelsteng, anerersäits vum Frascht en Deel, anerersäits vu Pilzkrankheeten an anerersäits awer och vun der Verrieselung. An dann ass nach een derbäikomm, dee méi punktuell war, dee vum Wëldschued. Alles dat huet dozou gefouert, datt effektiv d'Récolte vun 2012, wat d'Quantitéit ubetrëfft, wierklech an den Hektolitere wäit erofgaangen ass a bei 83.000 hl läit, dat also wäit ënnert der Moyenne vun deene leschten zéng Joer.

Wéi gesäit et aus mat deenen eenzelnen Entschiedegungen? Ech mengen, hei ass et esou, datt op zwee vun deene Fäll, wat de Frascht a wat d'Knëppelsteng ubetrëfft, Assurancë kënne gemaach ginn, souwuel vun de Bauere wéi och an dësem spezifesche Fall vun de Wënzer. An ech mengen, hei wësst Der, datt am Budget virgesinn ass, datt mer hei 50% vun deenen Assurancen och bezuele säitens vum Ministère aus, esou datt mer hei also eng direkt Entschiedegung all Joer eigentlech ginn an eigentlech eng Versécherung matbezuelen, déi all Wënzer kann ofschléissen.

Wann een d'Dégâte kuckt, déi effektiv hei entstane sinn - a mir hunn eng Kéier kuerz chiffréiert, ouni eigentlech déi lescht Zuelen ze wëssen, well een de Moment jo nëmmen den End-Déchet eigentlech net kennt, well do muss ee jo nach ofwaarden, wann een elo d'Resultater vum Verkaf kritt -, et kann ee schätzen, datt e Minimum vu fënnef Milliounen Euro wäert verluer goen. Dorënner falen natierlech och all déi, déi ofgeséchert sinn iwwert d'Assurancen. Dee Bilan muss een eng Kéier maachen.

Ech mengen awer säitens vun der Regierung, datt mer hei mussen déi Situatioun och iwwer eng länger Period kucken an datt een hei muss e Suivi maachen iwwert déi nächst dräi Joer, fir ze kucken, ob de Beruff nach an deenen nächste Joren esou schwiereg Situatioune kritt mat esou ekonomesche Verloschter, an datt een dee Moment dann d'Entscheedunge muss huelen, fir ze kucken, ob ee mat agräift.

Mir hunn och schonn an deene Jore virdru mat agegraff, dann, wann d'Wënzerschaft net direkt betraff war. Dir wësst, wéi mer agegraff hu wéinst der Dréchenheet, do, wou net direkt en Afloss op d'Wënzerschaft war. Och do kruten d'Wënzer déi Décheten, déi deemools fir d'ganz Landwirtschaft waren, och mat, esou datt een also ka soen, datt mer do eng Verdeelung am Viraus schonn eigentlech mat iwwerholl hunn.

De Suivi also dovu wäerte mer maachen iwwert déi nächst Joren a mer hoffen, datt och an Zukunft mer net esou schwéier meteorologesch Konditiounen hunn an datt de Wënzer net muss, wéi dëst Joer, mengen ech, op virun allem säi groussen Know-how a seng Experienz zréckgräifen, fir eng Topqualitéit vu Wäin och 2012 kënne festzehalen.

Et gouf och schonn hei ugeschwat, an domat kommen ech op mäin zweete Volet, dee vum Setzen op d'Qualitéit. Ech sinn och der Meenung, datt mer hei zu Lëtzebuerg mussen ëmmer méi op d'Qualitéit setzen. Dat ass de Wee, fir an Zukunft Lëtzebuerg um groussen internationale Wäimaart ze positionéieren. An dofir ass et och richteg bei der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform 2008, datt mer zesumme mat dem Beruff décidéiert hunn, d'AOP anzeféieren, d'Appellation d'origine protégée anzeféieren.

An dat ass e wichtege Facteur, do, wou ee virun allem gesäit, an och un der Pyramid, déi opgestallt ass do, wou mer eng flott Pyramid an der Qualitéit vun de Wäiner bis hin zu de Charta-Wäiner kréien, an déi eis dann och wierklech eng flott Qualitéit par rapport zu anere Qualitéitswäiner gëtt an eis eigentlech gutt positionéiert. Well ech mengen, et ass kloer, mir wëllen hei zu Lëtzebuerg keng Wäiner, a virun allem net konkurrenzéiere mat industrielle Wäiner, déi een an de Supermarchéë fir een oder zwee Euro erëmfënnt. Mir wëlle Qualitéitswäiner hei zu Lëtzebuerg produzéieren.

Dës AOP wäert an Zukunft virun allem Änneurungen um Rendement bréngen. De Rendement, mengen ech, war bis elo un d'Zorte gebonnen. An Zukunft wäert duerch d'Ëmsetze vun der neier Reform de Rendement un de Cru direkt gebonne ginn, wou een also, mengen ech, och direkt deen ënnerschiddlechen Ëmgank gesäit mat deenen eenzelne Cépagen, déi do ustinn. Mir wäerten dës AOP eng éischte Kéier 2013 an der Testphas hunn an et wäert probéiert ginn, se 2014 dann ëmzesetzen.

Dat wäert dann och heeschen, datt mer virun allem an Zukunft och Ännerunge kréie selbstverständlech, wat d'Marque Nationale ubetrëfft. D'Marque Nationale, souzesoen als Begréff selwer, wäert verschwannen, well mer jo eng AOP hunn, wou déi eenzel Wäiner da klasséiert ginn an d'AOP, wat jo e Cahier de charges ass, dee selwer vun de Wënzer, selwer vum Beruff opgestallt gëtt a wou si sech Kritäre ginn, fir déi eenzel Segmenter vum Wäin ze kréien.

An hei, mengen ech, steet et eis an där ganzer Vermaartung… an ech kommen herno op déi Vermaartung zréck, déi Vermaartung, déi ech iwwert de Wäin eraus gesinn. Mir sollen net nëmmen de Wäin als Produkt verkafen, mä mir sollen eist Land mat senge Produkter, mat senger Géigend, mat sengem Tourismus, mat all deem, wat zu Lëtzebuerg gehéiert, als eng Unitéit viru vermaarten, fir och no baussen ze weisen, datt mer hei villes ze bidden hunn an eng Combinaisoun kréien, ob et elo Önotourismus ass, ob et Kulturtourismus ass, ob de Sport mat agebonnen ass, och all déi Faiten, all déi Atouten, déi mer hunn als Lëtzebuerg, solle mer als een Eenzegt maachen.

An ech mengen, mir sinn och hei an der Regierung amgaang, eng Image de marque nationale ze maachen, eng Plattform, wou een dat alles zesumme ka géréieren, fir déi ganz Produkter dann als Lëtzebuerg och gemeinsam ze verkafen. An deem Sënn, mengen ech, soll och déi nei Etikettéierung hire Wee goen. An och hei, mengen ech, soll ee ganz kloer weisen, virun allem och hei d'Iddi, déi opkomm ass, fir eis Wäiner an Zukunft mam Roude Léiw ze versinn, fir no baussen ze weisen, hei ass e Lëtzebuerger Produkt, esou wéi och all aner Länner et maachen, wéi d'Fransousen et maachen, wéi d'Italiener et maachen. Ech mengen, dat ass och am Kader - indirekt - vun der Wäimaartreform e flotte Wee, dee mer kënnen an dee mer wëlle goen.

Wat de Beräich ubetrëfft, deen hei ugeschwat ass, wat de Fonctionnement ubetrëfft vun der Commission de Promotion des Vins & Crémants, mengen ech, ass et esou, datt mer - ech brauch se net opzezielen, déi eenzel Promotiounen, déi eenzel Marketingen, déi eenzel Aufgaben, déi hei geleescht ginn, wat eng exzellent Aarbecht ass -, datt mer hei all Dag, all Woch, all Mount dru schaffen, fir eis Lëtzebuerger Wäiner ze presentéieren, op deenen eenzelne Foiren, an der Press selwer.

Ech mengen, et ass och gutt, datt mer och am Fonds de Solidarité viticole eng gewësse Rou erëm drakritt hunn, déi, déi 2009 e bësse méi nervös war, mä déi an der Tëschenzäit, mengen ech, erëm op d'Bunn komm ass, wou e flott Zesummeschaffen ass tëschent deenen eenzelne Branchen, deenen enzelne Beräicher am Wäibau. An ech mengen, dat hëlleft dann och, datt och d'Kommissioun roueg a konstruktiv viruschafft a virun allem och hir Roll vum Marketing vum Lëtzebuerger Wäin no baussen exzellent eriwwergëtt.

Et gouf ugeschwat, datt mer am Biowäin eigentlech vun 2000 vun null an der Tëschenzäit - null Etablissementer, 2000 goung et eng éischte Kéier un -, an der Tëschenzäit awer tëschent aacht bis eelef - d'Zuelen, déi kann ee kucken, déi eng sinn do, déi aner sinn an der Entwécklung -, eelef Biowäibetriber hei zu Lëtzebuerg hunn. Mä wat fir mech, mengen ech, méi wichteg ass, ass dat, wa mer d'Hektare kucken: An der Tëschenzäit hu mer 35 ha, also ongefeier 3% vun der Fläch, déi am Biowäin de Moment bedriwwe ginn.

An an deem Beräich mengen ech, et gouf schonn ugeschwat, datt virun allem de Remembrement vu Laser gewisen huet, datt een hei e ganz flotte Projet ka maachen, wou ee virun allem am Härebierg a Rousebierg eng ganz flott Surface erëmfënnt, wou entièrement biologique ugebaut gëtt a wou een och, mengen ech, wierklech e Pilotprojet opgebaut huet, wou engersäits der Natur, anerersäits awer virun allem och der Ausriichtung vum Wäi Rechnung gedroe gëtt.

An deem Kader, mengen ech, kann een och d'Remembrementsgesetz uschneiden, an ech mengen, Här Kox, Dir hutt gesinn, am Projet de loi hunn ech net gewaart bis elo dësen Débat d'orientation, fir d'Ausriichtung vun deem neie Remembrement ze weisen. Dee geet souwuel ekonomesch a virun allem ökologesch an eng Richtung, mengen ech, déi awer deem entsprécht, wat Der gesot hutt. An ech mengen, mir sinn amgaang ze kucken an deenen…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Firwat komme mer dann net weider, Här Minister?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Majo, dorop kommen ech, Här Kox, sidd gedëlleg, mir hunn nach Zäit, fir ze debattéieren hei.

Am Remembrementsgesetz hu mer ugefaangen ze analyséieren, mir hunn dem Conseil d'État seng Remarquen opgeschafft, an ech mengen, mir haten zwee, dräi Artikelen, déi mer an dem juristesche Volet virun allem mussen duerchkucken, wou mer awer och virun allem musse kucken, datt mer kohärent bleiwen tëschent deenen eenzelne Ministèren.

Ech mengen, hei wäerte mer an deenen nächste Woche mat deem Remembrement zréck an d'Kommissioun kommen, fir och déi Entscheedunge respektiv déi Positiounen, déi souwuel vum Landwirtschaftsminister wéi vum Ëmweltminister geholl goufen an dësem Projet, och kënnen an dëse Projet de loi afléissen ze loossen. Ech mengen, da si mer duerno relativ séier derduerch, well mir haten déi eenzel Artikelen eigentlech schonn zügeg diskutéiert. Mir kënne se zréckginn, sou datt ech unhuelen, datt mer dëst Remembrementsgesetz nach bis Enn vun dësem Joer kënnen an dëser Chamber stëmmen.

An ech mengen, d'Fro vum Remembrement am Wäibau stellt sech net méi, well mer bal alles remembréiert hunn, a mir hunn dat Remembrementsgesetz jo virun allem och gemaach, fir virun allem am Bëschremembrement virunzekommen. Selbstverständlech ass d'Remembrementsgesetz, dat neit, och hei, fir déi ausstehend Projeten nach an Zukunft duerchzeféieren an och hei mat deenen néidegen neien Ausriichtungen ze versinn.

Am Bioberäich, ee Punkt, deen Iech sécher interesséiert, a wou mer och, mengen ech, als Regierung an als Ministère drop halen: datt mer kucken, datt mer virun allem, wat d'Interdictioun vun de Phosphat-Phosphonaten elo an deem neie Reglement betrëfft, wou se aus der Lëscht erausgefall sinn, datt mer probéieren, déi erëm eranzekréien.

Ech weess, datt am Biolandbau d'Alternativ wier, mam Koffer ze schaffen. Ech weess awer och, wat dat fir d'Biedem géif bedeiten, an hei, mengen ech, solle mer probéieren, datt mer dëse Produkt erëm an d'Lëscht vum Reglement 889/2008 erakréien, sou datt dëse Problem misst geléist ginn.

Mä ech verschléisse mech awer och net deem, datt een nei Cépagë mat an eng Diskussioun erabréngt; Cépagen, déi Der kennt, déi gréisstendeels pilzresistent sinn an déi een, mengen ech, soll an dem Fonds de solidarité eng Kéier diskutéieren, fir ze kucken, wat fir eng Entscheedungen een an dësem Beräich ka maachen.

Wat d'Successioun vun den Exploitatiounen ubetrëfft, mengen ech, ass et richteg, datt mer hei an enger Phas sinn, wou effektiv mer an enger Spart sinn, wou ee virun allem eng Konzentratioun erëmfënnt bei de Betriber tëschent 50 bis 65 Joer. Dat heescht, mir kommen an eng gewëssen Alterspyramid eran, an dofir hu mer och, net nëmme fir d'Wënzer, mä och fir d'Landwirtschaft an de Gaardebau, virun allem um leschte Conseil drop gepocht, datt eppes an där neier PAC fir d'Jongbaueren an d'Jongwënzer virgesinn ass.

A mir hunn extra en neie Passus drakritt, deen zousätzlech dragesat ginn ass, fir och an Zukunft eng linear, forfaitaire Hëllef fir d'Jongbaueren kënne mat eranzekréien, wou virun allem d'Jongwënzer wäerten dovunner profitéiere kënnen. Et war dat fir eis eng vun eise Prioritéiten, fir dat an där neier PAC mat an den Text eranzekréien.

D'Problematik, déi ugeschwat gouf, vum Waasser, do mengen ech: Och hei leien eng Rei Pisten do. Ech muss soen, datt ech net zoustänneg sinn, direkt, fir d'Waasser. Dat ass den Innenminister, dat ass d'Waasserwirtschaftsamt. Ech muss soen, datt ech awer meng Meenung dozou hunn an datt ech, wann een déi zwou Optioune gesäit, op där enger Säit op den Hektoliter an op där anerer op den Hektar, eigentlech och Preferenzen hunn, fir dat Ganzt op den Hektoliter ze gesinn direkt.

Selbstverständlech soll een awer och virun allem dee Pilotprojet, deen elo scho gelaf ass zesumme mam IVV - wat virun allem och elo schonn dee sougenannten „Trub" betrëfft, dee mer erëmfannen, fir deen elo schonn ze verwenden, sief et an de Biogasanlagen, sief et, mer féieren en eriwwer an déi eenzel Kompostanlagen -, et soll een do virufueren an et soll ee kucken, och déi richteg Analys aus deem dote Projet ze maachen. Dat kann eng Analys sinn, fir effektiv d'Schmotzwaasser méi propper ze kréien an an d'Kläranlage virunzeginn. An ech mengen och, datt mer hei dann an deem Moment effektiv en Opwand vu méi respektiv e Käschtepunkt kriten, deen och gérabel wier, fir d'Wënzerinnen an d'Wënzer an d'Zukunft ze féieren.

Wat d'Planzrechter ubetrëfft, déi hei ugeschwat goufen, mengen ech, wësst Der, datt mer als Lëtzebuerg zu deene Länner gehéiert hunn, déi sech géint eng Liberaliséierung ausgeschwat hu ganz kloer. Ech mengen, mir hunn och erreecht, selbstverständlech gehéiert dat heiten an de ganze Pak vun der PAC mat dran. Do waren och d'Droits de plantation dran, an Dir hutt gesinn, datt d'Décisioun bei der Verlängerung vun de Planzrechter gefall ass: bis den 31. Dezember 2018. Ab dem 1. Januar 2019 solle sougenannten Autorisatioune gi ginn, fir datt maximal do - et ass op eng fakultativ Manéier -, maximal 1% vun der Fläch kann derbäikommen.

Mä et muss een awer soen, datt, mengen ech, och dat nach wäert diskutéiert ginn! Dat ass nëmmen e Mandat, deen ausgeschwat gouf vun deene 27, respektiv - minus zwee - 25 Ministeren aus dem Conseil. Mä hei gëtt et eng Verhandlungsbasis mam Parlament a mat der Kommissioun, wou ee muss kucken, wat erauskënnt. Dir kennt eis Positioun ganz kloer do: Am Kader vun deem Ganzen, am Kader vum Kompromiss hu mer deem heiten zougestëmmt.

Gewosst och, datt vill an dësem Beräich duerjerneegehäit gëtt, well ganz dacks hu mer hei vun Iwwerschwemmunge vum Maart geschwat mat südamerikanesche Wäiner. Dat huet näischt mat dem Droit de plantation op europäeschem Niveau hei ze dinn. Mir steieren dat och net heimadder, an all déi Saachen, déi ugeschwat goufen och hei, wat déi eenzel Kritären ugeet, och hei gëtt et international Accorden, och hei gëtt et WHO-Ofkommesse fir ganz kloer Regele vu Qualitéit an Hygiène, déi esou Produkter, wa se um Maart sinn, musse respektéieren. Alles dat, mengen ech, kann een net lasseisen.

Ech mengen awer, datt dat hei..., an ech weess, datt hei eng ganz Rei vu Leit matgekämpft hunn, fir datt mer deen heiten Droit de plantation, wierklech déi heite Positioun op jidde Fall emol kruten an elo vläicht nach kënne méi wäit goen, gehollef hunn, dat mer op där heiter Positioun wäerte sinn.

Ugeschwat gouf dann och dat neit Gesetz iwwert d'Pestiziden, d'Ëmsetzung vun der Direktiv eigentlech, déi scho laang hätt misse geschéien, dat ass richteg. Mir hunn elo de Projet de loi eragereecht, wat eng Ëmsetzung eent zu eent vun der Direktiv ass. Méi ass et de Moment net. A mir sinn amgaang, drun ze schaffen de Moment, och den Aktiounsplang, deen un dësem Gesetz, un dëser Direktiv hänkt, opzestellen an dann esou schnell wéi méiglech op Bréissel ze ginn, fir virun allem och hei keng Sanktiounen ze kréien, déi eis géife wéidinn. Mir wäerten dat maache mat allen Acteuren, déi hei implizéiert sinn.

Mir wäerten och kucken, wat d'Helikoptersprëtzen ubetrëfft, dat an der Direktiv genau ze verfollegen. Mir wäerte probéieren, et esou pragmatesch wéi méiglech ze notzen, mä awer och dem Sënn vun der Direktiv selbstverständlech ze entspriechen. Do sinn all Länner d'selwecht, dofir wäerte mer och hei net do derlaanschtkommen. Mir haten och hei Kontakter gehat souwuel mam Beruff wéi och mat Protvigne, fir ze kucken, fir d'Applikatioun heivunner eriwwerzekréien.

Wat d'Formatiounen ubetrëfft, déi den Här Weydert ugeschwat huet, och dat ass eng Ëmsetzung vun der Direktiv eent zu eent, an dat ass och an alle Länner d'selwecht. An da musse mer virun allem kucken, datt mer d'Leit esou ausbilden natierlech, well et jo och eng gefäierlech Uwendung ass, datt een dat och esou ofgeséchert kritt.

Zum Schluss vläicht ee Punkt, deen nach opsteet an dee vill hei ugeschwat gouf, deen ech zum Deel eigentlech och schonn ugeschwat hunn, dat ass dee vun der Vermaartung vun eisem Wäin no baussen. Ech mengen, datt mer, wa mer d'Pist hunn, datt mer op d'Qualitéit setzen - an do si mer eis, mengen ech, heibanne ganz kloer eens -, da musse mer kucken, déi Qualitéit och no baussen ze droen.

An da musse mer virun allem probéieren, datt mer d'Produkt Wäin och eriwwerbréngen als en nobelt, als en edelt Produkt, a mir musse virun allem probéieren, datt mer dat Produkt net entkoppelt gesinn zu anere Produkter, mä datt mer et gesinn am Kader, wéi ech et gesot hunn, vum Tourismus an am Sënn vun der Kultur, am Sënn vum Land selwer. Well, ech mengen, et ass ee Produkt, dat mer no bausse kënne weisen an dat sech méi wéi weise léisst!

Dofir mengen ech zum Schluss, et stinn eng Rei vu flotten Débaten och an Zukunft un. Et stinn eng Rei vun Entscheedungen och weider un, an ech mengen, datt mir virun allem opgrond vun de gudde Lagen, gudde Biedem, déi mer awer hei hunn, fir déi eenzel Wäiner ze produzéieren, virun allem awer och opgrond vun de gudden an expérimentéierte Wënzer a virun allem och Kellermeeschteren, déi mer an eise Betriber hunn, datt mer virun allem och vill jonk Wënzerinnen a Wënzer hunn, déi motivéiert sinn, fir dëse Beruff unzegoen, an datt mer dofir als Regierung - an dat ass e bëssen d'Konklusioun, déi een heiraus kann zéien - eis ganz selbstverständlech Rendez-vouse solle ginn, och am Kader vun der PAC, an herno virun allem am Kader vum PDR, dee jo elo usteet.

Nodeem d'PAC souzesoe scho bal ficelléiert ass, si mer parallell amgaangen, de PDR auszeschaffen. Mir wäerten eis deemnächst mam Beruff treffen, fir Eenzelheeten doraus ze ginn, an ech mengen, do wäerte mer virun allem och bei den Investissementer, bei den Aiden awer och virun allem cibléiert virgoen. Mir wäerte virun allem d'Innovatioun förderen a wäerte virun allem all déi Invester, déi an d'Zukunft geriicht sinn, förderen, fir och an Zukunft souwuel an der Agriculture wéi am Wäibau eis opzestellen, datt mer an Zukunft och kënnen eng Landwirtschaft hei presentéieren, déi konkurrenzfäeg ass par rapport zu Europa, par rapport awer och zur Welt, wou et ni ophält mat dréien. An dofir musse mer och an Zukunft gutt opgestallt sinn, fir hei kënne prett ze sinn.

An deem Sënn Merci fir dee flotten Débat, a wann de Rendez-vous gefrot ass, ech wäert präsent sinn, fir och e Bilan ze maachen zu deem, wat geschitt ass, an deenen nächste Méint.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wär dës Diskussioun ofgeschloss, an ech géif nach d'Wuert ginn un den Här Gibéryen fir en Dépôt vun enger Proposition de loi.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt heimadder eng Proposition de loi deponéieren, déi virgesäit, datt all Kéiers virun de Chamberswahlen, sechs Méint virdrun, déi 60 Mandater vun den Deputéierte géifen nei berechent ginn tëschent deene véier Wahlbezirker am Verhältnis zu den Électeuren.

6558 *- Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale*

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An domadder wäre mer och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 9., 10. an 11. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance à 18.01 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 28

MARDI,
9 AVRIL 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications

- *M. le Président*

2. Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

- *M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias

- *Mme Diane Adehm - M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias*

Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. André Bauler - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- *M. Ben Fayot - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*

Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Camille Gira - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Félix Eischen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Roger Negri - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Jean Colombera - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports

- *M. Alexandre Krieps - M. Romain Schneider, Ministre des Sports*

Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau

- *Exposé: M. Georges Engel*
- *Débat: M. Marc Spautz (MM. Camille Gira et Félix Braz interviennent), M. Fernand Etgen, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Gast Gibéryen intervient)*
- *M. Camille Gira (parole après ministre), M. Jean-Marie Halsdorf*
- *M. François Bausch (parole après ministre), M. Jean-Marie Halsdorf*

6. 6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Jean Asselborn*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne

- *Exposé: M. Xavier Bettel (dépôt d'une résolution et d'une motion)*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes (M. François Bausch intervient), M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 20. Mäerz vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6557 iwwert den Energieverbrauch vu verschiddenen Haushaltsgeräter; den 29. Mäerz vum Sportsminister de Projet de loi 6559 iwwert den zéngte Programme quinquennal d'équipement sportif, a schliesslech den 3. Abrëll vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6560, d'Ëmsetzung vun zwou Direktiven am Beräich vun den Équipements marins.

Communications du Président - séance publique du 9 avril 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducaux et le projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6557** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant:*

- le règlement grand-ducal du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des sèche-linge à tambour;

- le règlement grand-ducal du 14 janvier 2000 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lampes domestiques;

- le règlement grand-ducal du 28 février 2006 concernant l'indication de la consommation d'énergie des climatiseurs à usage domestique

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 20.03.2013

***6559** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre des Sports, le 29.03.2013

***6560** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.04.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

D'DP-Fraktioun huet eis folgend Ännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht ugeet, proposéiert: D'Madame Lydie Polfer ersetzt den Här Xavier Bettel.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun der Enquêtëkommissioun ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 21. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Risike vun enger Liberaliséierung an enger Privatiséierung vum Waassersecteur; duerno de Projet de loi 6519, en Accord iwwert den Austausch vu klassifizéierten Informatiounen, nom Basismodell, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'EU-Sanktiounen.

Muer de Moien um zéng Auer hu mer Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, nom Modell 7, an den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°225 vun der Madame Diane Adehm un de Justizminister an un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Recht op d'digitaalt Vergiessen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt dem Justiz-, Medien- a Kommunikatiounsminister eng Fro stellen iwwert den Droit à l'oubli numérique. Den Droit à l'oubli numérique gëtt haaptsächlech am Kontext vum Internet benotzt. Et ass d'Recht vun enger Persoun, dass all hir Donnéeën, egal ob richteg oder falsch oder net méi aktuell, no enger gewëssener Zäit net méi en ligne si respektiv vill méi schwéier zougänglech sinn.

Am Januar 2012 huet d'Europäesch Kommissioun ugekënnegt, eng gréisser Reform vum Dateschutz ze maachen an de Verbraucher méi eng grouss Handhab iwwer hir Donnéeën ze ginn. A schonn am Dezember 2010 huet déi deemoleg franséisch Statssekretärin fir Prospective et Développement de l'économie numérique d'Ënnerschrëfft vun zwou Chartes du droit à l'oubli numérique initiéiert fir Frankräich.

Déi éischt Charte betrëfft den «droit à l'oubli numérique dans la publicité ciblée». Hei han-

delt et sech ëm perséinlech Donnéeën, déi gesammelt ginn, ouni dass den Internetbenotzer dat onbedéngt matkritt. Déi zweet Charte betrëfft den «droit à l'oubli numérique dans les sites collaboratifs et moteurs de recherche». Dës Donnéeë si vun den Internetbenotzer selwer publizéiert ginn.

Zu dëser zweeter Charte ass allerdéngs ze soen, dass Facebook a Google se net ënnerschriwwen hunn. An dësem Zesummenhang wéisst ech gäre vum Minister, ob mir hei zu Lëtzebuerg eng Législatioun hunn, déi den Droit à l'oubli numérique mat aschléisst.

Wa mir keng Gesetzgebung an deem Beräich hunn, huet de Minister wëlles, hei ze légiféréieren, oder waart hien of, wat d'Europäesch Kommissioun mécht?

An drëttens: Ass de Minister gewëllt, fir eng breet ugeluechten Opklärungscampagne ze maache betreffend d'Geforen, dass verschidden Donnéeën ni um Internet geläscht ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. D'Wuert kritt elo den zoustännege Justiz- a Kommunikatiounsminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass elo schonn esou, dass - am Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz - jiddweree kann, notamment iwwert d'Kommissioun vum Dateschutz, froen, fir dass en déi Donnéeën, déi vun him public sinn, dass en déi kann entweder richteggestallt kréien, wa se falsch sinn, ewechgeholl kréien, da si mer am Droit à l'oubli, oder dass se och blockéiert ginn. Allerdéngs ass do am aktuelle Gesetz eng Konditioun, dat heescht, dat, wat do publizéiert gëtt, dat muss contraire sinn zum Gesetz. Dat ass dat, wat elo ass. Wann et net contraire zum Gesetz ass, dann huet een net d'absolut Recht, fir dat ewechzekréien.

Et ass esou, dass mer um europäeschen Niveau eng nei Propositioun hunn, eng Reglementspropositioun vun der Kommissärin Viviane Reding, fir eng ganz nei Dateschutzreglementatioun ze maachen, wou dann de sougenannten „droit à l'oubli" ee Punkt ass. Ech kommen nach op de sougenannten „droit à l'oubli" zréck, a wat och seng Problemer sinn.

Do ass effektiv an der Propositioun vun der Kommissioun virgesinn, dass jiddwereen, deen net méi wëllt, dass iergendeppes (veuillez lire: dass iergendeppes vun him do steet), ob et géint d'Gesetz verstéisst oder net, vun him muss kënnen definitiv geläscht ginn. Allerdéngs gesäit och d'Propositioun vun der Kommissioun do nëmmen eng Obligation de moyens vir. Dat heescht, do gëtt deen, deen d'Donnéeën huet - deen huet awer nach eng gewësse Latitude -, forcéiert, dat Beschtméiglecht ze maachen, mä en absolut Recht ass et net. Dat ass och dat, wat vu verschiddene Säiten där Propositioun reprochéiert gëtt.

Op där anerer Säit sinn eng Partie Leit, déi där Propositioun vun där anerer Säit aner Reprochë maachen, nämlech: Wat ass dann, wa Rechter vun anere betraff sinn? Elo huele mer un, et ass eng Foto do, do sinn ech drop an et sinn nach zwee anerer drop. Kann ech soen, déi Foto muss ganz geläscht ginn, oder net?

Dat ass eng Fro. Déi zweet ass déi zum Beispill vun de Journalisten: Kann e Journalist net méi eppes zitéieren, wat virdrun eng Kéier op Internet publizéiert war? Wéi wäit setze mer et an? Dat ass déi Fro, déi dann erëm anerer opwerfen, d'Liberté d'expression erfroe respektiv d'Recherche historique erfroen. Et sinn also eng ganz Partie Froen, déi sech do stellen.

Dofir wëll ech och elo net zu Lëtzebuerg ze fréi virpreschen. Ech kann Iech awer soen, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung, déi ech, mengen ech, och schonn an der zoustänneger Chamberskommissioun exposéiert hunn. Et muss een den néidegen Équiliber hei fannen tëschent effektiv dem Internet an awer och virun allem hei der Protektioun vun de Privatleit. An do musse mer kucken, wéi mer dat eraushuelen. Mir stinn also prinzipiell deem Droit à l'oubli positiv géintiwwer.

Ech wëll just soen: Ze mengen, en Droit à l'oubli définitif géif et ginn, dee gëtt et net! Och wann eng Kéier eppes publizéiert gouf, e Buch publizéiert gouf, wat duerno viru Geriicht verbuede gouf, fir ze verkafen, da gëtt et dat Buch awer nach an den Archiven! Also alles, mengen ech, ewechzehuelen, dat kritt een net. Mir si fir d'Propositioun vun der Madame Reding a mir maachen och an den Aarbechtsgruppe konkret Virschléi, wéi een déi verschidde Geforen, déi ech elo gesot hunn, déi déi eng hunn, déi déi aner gesinn, wéi mer déi kënnen ënnert d'Kontroll kréien.

Dat Drëtt ass, zu Ärer drëtter Fro Folgendes: Ech mengen, dass dës Regierung - an dat ass emol net an éischter Instanz de Justizminister, mä de Kommunikatiounsminister, d'Familljeministesch, de Wirtschaftsminister, nach vill anerer - schrecklech vill Initiativen ënnerhëlt, fir notamment déi Jonk, well do ass d'Gefor ganz, ganz grouss, notamment déi Jonk drop opmierksam ze maachen, dass eigentlech d'Recht, eppes ze läschen, nëmmen déi lescht Solutioun muss sinn, mä dass et virun allem drëm geet, dass een net egal wat iwwer sech op Internet publizéiert.

Ech wëll och dofir soen, dass mer och an dëser Chamber zum Beispill e Gesetz gestëmmt hu viru Kuerzem, wat de sougenannten „grooming" um Internet verbitt, wat nämlech déi Leit bestrooft, déi sech - entschëllegt, ech halen direkt op - als Mineuren ausginn an a Wierklechkeet Majeure sinn, déi wëlle mat Mineuren a Kontakt kommen, wat aner Länner nach net hunn.

Also, mir hunn eis do ganz vill Méiglechkeete ginn. Ech bleiwen och ëmmer der Meenung, dass et nach ëmmer besser ass, et geschitt näischt, wéi et muss een herno eppes riichtbéien, wat falsch gaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Da komme mer elo zu der zweeter Fro, där vum Här André Bauler un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'Industriebroochen zu Wolz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister a Wunnengsbauminister. Viru sechs Méint ass mer vum Här Minister matgedeelt ginn, datt den Dossier vun der Sanéierung vun den Industriefrichen zu Wolz nëmme schleefend weidergeet. Am „Jeudi" stoung de 15. November ze liesen: «Le ministre Marco Schank est bien obligé d'avouer au député André Bauler qu'aucun investisseur ne s'est manifesté jusqu'à présent pour s'établir sur les anciennes friches industrielles de Wiltz.» Ier d'Gebaier iwwerhaapt ofgerappt kënne ginn, misste se emol fir d'Éischt vun Asbest befreit ginn. Duerno kéint also eréischt ofgerappt ginn.

Et geet also alles net esou séier, wéi den Här Minister nach 2009 am September an engem Interview geduecht hat.

De Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat ass an Tëschenzäit Besëtzer vun den Tarkett-Terraine ginn, esou krut ech geschriwwen, an e wier elo mat der Gemeng Wolz amgaangen ze verhandelen, fir och nach Propriétaire vun hiren Terrainen, déi dernieft leien, ze ginn, dëst, fir en neie Stadquartier ze realiséieren. Et ass mer deemools matgedeelt ginn, datt de Planning ronderëm d'Entwécklung vun dësem Site an der Ausaarbechtung wier.

An deem Kontext wollt ech Folgendes froen: Wéi steet et mat dësem ugekënnegte Planning? Kann den Här Minister eis no engem hallwe Joer méi dozou soen? Wéini kënnen déi al Gebaier fréistens ofgerappt ginn? Wéi konzentréiert soll spéiderhin op dësem Site gebaut ginn? Wéi gedenkt den Här Minister virzegoen, fir spéideren eventuellen Investisseuren Appetit op dëse Standuert ze maachen? A wat fir enge Beräicher sollen déi Investisseure schaffen? An eng lescht Fro: Sinn och Sportsinfrastrukturen op dësem Standuert virgesinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Sout, Här President, fir d'Éischt emol wollt ech soen, datt zënter op d'mannst 15 Joer d'Gemeng Wolz probéiert huet, mat ganz vill Idealismus virzegoen, an iergendwann huet awer de Stat sech missen décidéieren, sech méi wäit ze engagéiere wéi iwwert d'Kofinanzéierung vun engem urbanistesche Masterplang, an dat ass och geschitt.

2010 huet den Departement vun der Landesplanung am MDDI décidéiert, e Projet ze maachen, an d'Kärstéck vum Projet war engersäits d'Dépollutioun, den Assainissement um Site a virun allem och, fir et herno esou hinzekréien, datt ee mat rouegem Gewësse kann do Aarbechtsplazen a virun allem och Wunnenge schafen. Dat war de Prinzip!

A fir nach eng Kéier ze rekapituléieren, well déi Fro och gestallt ginn ass, also den Terrain, wann een dee ganzen Terrain kuckt, engersäits deen nördlech vun der Gare an anerersäits dee südlech vun der Gare - nördlech ass deen, wou de Fonds du Logement elo aktiv gëtt -, dat sinn insgesamt 470 Wunnengen an 130 Aarbechtsplazen nördlech vun der Gare an da 730 Wunnenge mat 550 Aarbechtsplaze südlech vun der Gare.

De Regierungsrot huet am September 2011 décidéiert, datt dee Projet e Projet vun nationalem Intérêt wier, wat jo wesentlech war, fir och kënnen den Assainissement vum Site ze iwwerhuelen, engersäits iwwert den Ëmweltschutzfong, awer zum Deel och iwwert de Waasserschutzfong. An tëschent dem „worst case" an dem „best case" ass e Montant vu 4,1 Milliounen an 13,6 Milliounen evalueiert ginn, fir op deem Site ze investéieren. An de Fonds du Logement gouf beoptraagt, zesumme mat der Gemeng, fir dee Projet ëmzesetzen.

Sou, wou ass dee Projet elo drun? D'Autorisatioune leien alleguerte vir, mir waarden nach op eng Permission de voirie, mä dat ass éischter eng Klengegkeet par rapport zu dem Schinnennetz, dat hält de Projet och net op. An et ass esou, datt bis elo um Site geschafft gouf, de Site gouf sécuriséiert, wat jo wichteg ass. Den Accès gouf sécuriséiert, et goufe Clôturen opgeriicht, da sinn d'Öffnungen an de Gebaier zougemaach ginn. D'Gebaier si geraumt ginn, gebotzt ginn, also eidel gemaach ginn, an och ronderëm ass de Site fäerdeg gemaach ginn, fir kënnen do ze schaffen.

De 25. Januar dëst Joer, de 25. Januar 2013, ass en Appel d'offres gemaach gi fir d'Aarbechte fir d'Dépollutioun, d'Démolitioun an eben och d'Sanéiere par rapport zum Asbest, fir dat alles virzehuelen. De 5. Februar dëst Joer war eng Visite des lieux mat 18 Entreprisen, déi wollten eng Soumissioun maachen. De 27. Februar war d'Ouverture vun de Soumissiounen, fënnef Entreprisen haten en Dépôt gemaach, an den 18. Mäerz gouf dann och Courrier erausgeschéckt, fir nach Prezisiounen ze froen am Kontext vun deene Soumissiounen.

Den 8. Abrëll 2013, dat ass nach net ganz laang hier, gouf d'Réceptioun vum Tableau comparatif gemaach vun deene verschiddenen Offeren, an de Marché gëtt mat grousser Wahrscheinlechkeet enger Association momentanée iwwerginn, wou ech Iech elo d'Nimm vun den Entreprisen net soen, mä wou ech awer ka soen, datt nach just eng lescht Iwwerpréifung vun enger Entreprise, déi a Sous-traitance schafft, muss gemaach ginn. Nach eng Formalitéit!

An da kéint et dann, sous réserve vun där definitiver Approbatioun, Ufank Mee um Site ugoen, dat heescht, de Fonds du Logement ass prett, a wann dann déi lescht Iwwerpréifung do gemaach ginn ass, da geet et mat den Aarbechten um Site un, Ufank Mee.

Da wollt ech zum Schluss soen, fir och déi Fro ze beäntwerten, datt de Fonds du Logement mat der Gemeng zesumme wäert eng Promotioun maachen, fir och de Site interessant ze maachen, fir och ze kucken, datt een Investisseure fënnt, fir um Site aktiv ze ginn.

Mä et si jo net nëmmen Investisseuren, déi gebraucht ginn, et gëtt e groussen Deel Logemente gemaach, wéi ech virdru gesot hunn. Och Fräizäitinfrastrukturen, fir op déi Fro ze äntwerten, sinn um Site virgesinn, Betreiung vu Kanner an, an, an: Alles, wat déi Mixitéit vun den urbane Fonctiounen op esou engem Site noutwendeg mécht, alles dat ass een Deel vun den Investitiounen.

An e leschte Saz: De Montant vun dëser éischter Soumissioun, fir d'Démolitioun an d'Dépollutioun ze maachen, läit bei zwou Milliounen Euro, TVA comprise.

Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann zu der Fro N°227 vum Här Ben Fayot un den Ausseminister iwwert den Traité, deen d'UNO iwwert de Waffenhandel ugeholl huet. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ufanks Abrëll gouf an der Generalversammlung vun der UNO dee Vertrag iwwert de Waffenhandel an der Welt ugeholl. Dat huet jorelaang, Jorzéngte gedauert, bis et esou wäit war, an et war och eng enorm Majoritéit vun de Länner, déi dee Vertrag ugeholl hunn.

Dir wësst, dass duerch de Waffenhandel onwahrscheinlech vill Misär an der Welt dorëmmer geschitt, well skrupellos Waffenhändler a Waffestate mat hirem Handel an der Welt déi Konflikter schüren. Ech brauch nëmmen drun ze denken, wat elo a Westafrika geschitt: Dee Konflikt am Mali ass direkt verursaacht ginn duerch e blühenden Handel vu Waffe vu Libyen an dem Mali.

Dofir ass et sécher absolut ze begréissen, dass deen Traité esou wäit ass. Mir wëssen awer, dass en nach net en vigueur ass: E muss nach ënnerzeechent ginn an e muss ratifiéiert gi vun op d'mannst 50 Länner, fir dass en a Kraaft trëtt.

Dofir wollt ech den Ausseminister froen, wéini dass Lëtzebuerg gedenkt, dee Vertrag do ze ënnerzeechnen, éischtens; an zweetens wollt ech en och froen, ob Lëtzebuerg bereet ass, fir esou schnell wéi méiglech déi Ratifikatioun weiderzedreiwen.

Ech hunn nach eng weider Fro dozou, an dat ass déi vun der Haltung vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, déi 27 Länner hunn alleguerten dee Vertrag matgedroen. Et wär och gutt, et géif och der Europäescher Unioun gutt zu Gesiicht stoen, wa se als eng gëeent politesch Kraaft dorëmmer an der Welt géif derfir suergen, dass méiglechst vill Länner dee Vertrag do ënnerzeechnen, well d'Europäesch Unioun jo bei sech selwer probéiert huet, de Waffenhandel intern vun der Europäescher Unioun ze regelen iwwer e System vu Lizenzen. Dat geet alles an d'Richtung vu méi Transparenz vun deem Waffenhandel an à terme och vun enger Reduktioun vun deem Waffenhandel op dat Wesentlecht.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot, an d'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Kann ech och heibleiwen, Här President?

M. le Président.- Jo, dat kënnt Dir maachen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Also, Här President, ech wollt Iech just soen, dass ech, wat den Här Fayot als Introductioun gesot huet, absolut deelen. Vun deenen 193 Länner hunn der 155 derfir gestëmmt, dräi eleng - Iran, Nordkorea a Syrien - hunn dergéint gestëmmt an 22 Länner hu sech enthalen. Dir wësst, dass d'Konferenz selwer net zu engem Resultat komm ass, mä direkt no der Konferenz, den 2. Abrëll, ass jo an der Assemblée générale vun der UNO dann dat Resultat do erauskomm.

Et ass eng Verbesserung erabruecht ginn, am Artikel 22, nämlech et sinn haut keng 65 Länner méi, déi musse ratifiéiert hunn, ier den Traité a Kraaft trëtt, mä nëmme méi 50.

Bon, den Här Fayot huet kloer gefrot: Wat mécht Lëtzebuerg? Den Traité gëtt elo opgeluecht, fir ze ënnerschreiwen, den 3. Juni dëst Joer. Lëtzebuerg wäert den 3. Juni och ënnerschreiwen, an dann ass et jo un der Chamber, fir dann och esou séier wéi méiglech ze ratifiéieren, wann Der dat esou wëllt.

Zur Europäescher Unioun, Här Fayot, Här President, do ass et esou, dass mer eis zwou Missioune ginn hunn: Dat Eent, déi 27, praktesch 28 Länner, déi esou séier wéi méiglech och ratifiéieren, dat ass dat Eent. An dat Zweet, dat ass: Länner, déi net wëlles hunn, déi sech enthalen haten, fir déi ze iwwerzeegen, fir trotzdeem ze ratifiéieren.

Wann Der vun de Länner schwätzt, ech mengen, China, Russland, Indien, dräi wichteg Länner hunn net Jo gestëmmt, mä awer och net Neen, si hu sech enthalen. An et huet een erausgespuert, dass bei Russland eng Chance ass, dass Russland kéint domadder d'accord sinn.

D'Vereenegt State vun Amerika si mat, hu coparrainéiert, déi wäerten op jidde Fall d'Signature maachen, an dann, d'Ratifikatioun an Amerika, wësst Der, ass komplizéiert: Et musse 67 Stëmmen am Senat Jo soen, dat heescht, d'Filibusterei, déi muss dee Moment iwwerwonne ginn.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech mengen, dass Lëtzebuerg sech vill engagéiert huet, net nëmmen um Niveau vun der Chamber a vun der Regierung, mä och vun der Société civile, a mir musse bei deenen Éischte sinn, déi dat doten a Musek ëmsetzen!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Da komme mer elo zu der Fro N°228 vum Här Camille Gira, déi Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Gestioun vum Stauwaasser zu Esch-Sauer. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hat dës Fro un den Nohaltegkeetsminister gestallt, well mer dovun ausgaange sinn, dass hie kompetent wier, well d'Ponts & Chaussées eigentlech d'Gestioun vum Stausee mécht. Ech krut awer elo am Virfeld gesot, dass den Energieminister Schneider mer géif äntwerten, mä dass awer nach Négociatiounen amgaange wieren, dass och nach de Waasserminister Kompetenzen an deem Secteur hätt respektiv géif kréien.

Vläicht si mer do och scho bei engem Deel vun der Erklärung vun deem Problem, deen ech wollt opwerfen.

Dir wësst, dass regelméisseg gréisser Quantitéite Waasser aus dem Stausee beieneen ofgelooss ginn, fir Saachen ze regléieren am Virfeld vum Wanter, och duerno, och wéinst der Energieproduktioun. Et kënnt awer regelméisseg dann en aval vum Stausee zu gréissere Problemer. Et ass scho méi wéi eng Kéier virkomm, dass Infrastrukturen zumindestens deelweis iwerschwemmt si ginn: Campingen, och aner Infrastrukturen hu scho Schued kritt.

Anscheinend ass et och nach esou, dass déi Acteuren, déi eventuell betraff kënne sinn, op jidde Fall net ëmmer a regelméisseg informéiert ginn, wann da gréisser Quantitéite Waasser ofgelooss ginn.

Duerfir meng Fro u wien och ëmmer da kompetent ass fir dee Problem: Gëtt et kloer Richtlinnen, no deenen den Niveau vum Stausee regléiert gëtt? A wa jo, wat sinn déi Kritären? A wier et dann awer net un der Zäit, fir e kloren Informatiounsplang opzesetzen, fir dass déi Leit, déi méi déif am Sauerdall leien, kënnen hir Dispositiounen huelen, fir Schied ze evitéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister - ah, net den Här Nohaltegkeetsminister!, den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Äntwert op d'Fro vum Här Gira ass eigentlech déiselwecht, déi mäi Virgänger nach kuerz viru sengem Oftrieden hei ginn huet op eng Question écrite vum honorabelen Deputéierten Ali Kaes vum 9. Januar 2012, déi ech deemools fir mäi Minister geschriwwen hunn, beäntwert hunn...

(Interruptions)

Dofir kann ech Iech elo nach eng Kéier zielen, wat do drastoung: Et ass esou, dass…

(Interruptions)

Elo hunn ech Iech e grousst Geheimnis verroden: Hien huet se net selwer geschriwwen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musst Der eis nach just soen, wien Är haut schreift.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, fir op d'Äntwert ze kommen, vu dass ech nëmmen e puer Minutten hunn: D'Exploitatioun vun der Retenue zu Esch-Sauer, déi ënnerläit der Soler. D'Soler ass eng Gesellschaft, déi zu 50% der SEO gehéiert an zu 50% der Enovos gehéiert.

Et gëtt géréiert iwwer eng Konventioun tëscht dem Lëtzebuerger Stat an der Soler, an do sinn eng Rei Consignes d'exploitation virgesinn an och eng Rei Conditions techniques. Allerdéngs gesinn déi Consignen an déi Conditions techniques net vir, dass d'Soler misst iergendeen informéieren, wéini se wéi vill Waasser ofgëtt. Dat zum Historique.

Elo ass et awer esou, dass ech déizäit, wéi déi Fro do koum, och President vun der SEO war an du meng Leit ugewisen hunn, dass se dat sollen ännéren an d'Gemenge sollen informéieren. Dofir gëtt et zënterhier en Accord mat deene concernéierte Leit, fir dass se informéiert ginn. Et ass op där enger Säit d'Gemeng Esch-Sauer, op där anerer Säit sinn et d'Exploitantë vun dräi Campingen, nämlech de Camping Bissen, de Camping Le Moulin zu Heiderscheid-Grond an de Camping Toodlermillen zu Tadler-Moulin. Voilà!

Elo ass et esou, dass all Kéiers, wa verschidde Seuilen iwwerschratt gi vum Waasser, dat oflafe gelooss gëtt, nämlech bei 16,5 m³/s am Summer a 65 m³/s am Wanter. Also wann déi iwwerschratt ginn, ginn déi dräi Campinge plus d'Gemeng informéiert.

Elo ass et awer esou, an ech mengen, et ass dorop, wou Dir uspillt, dass eben och nach aner Campinge froen, fir informéiert ze ginn. An do ass de Problem einfach deen, dass entre-temps, bis mer bei déi Campinge kommen, och nach d'Clierf an d'Wolz an d'Sauer lafen an dass et do relativ schwéier ze géréieren ass, fir ze wëssen, wéini muss een dann elo wien informéieren, well wa Cruë vun do kommen, domat huet d'Soler näischt ze dinn.

Et gëtt relativ vill Konfusioun, an d'Soler wollt bis dohinner déi Responsabilitéit net huelen, well se herno all Kéiers da responsabel gemaach gëtt, wa Cruë kommen, ouni dass si iwwerhaapt eppes domat ze dinn huet.

Et ass awer esou, dass deen Accord, deen de Moment besteet, dass deen nei verhandelt gëtt, an zwar tëschent der Soler an der Gestion de l'eau. Do ass et esou, dass d'Soler nach op lescht Informatioune waart, fir dat do kënnen ofzeschléissen, an da probéiere mer doriwwer, iwwert déi nei Konventioun, och deene Leit entgéintzekomme respektiv deenen ze hëllefen, dass se informéiert ginn.

Ech wëll just hei op dëser Plaz driwwer informéieren, dass et e Site gëtt, deen heescht www.inondations.lu, do ka jiddwereen zäitgläich all Kéiers kucken, zumindest emol, wat déi Cruen ugeet. Ech weess, dass dat net duergeet, mä dat anert probéiere mer, iwwert déi nei Konventioun dann ze regelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Mir kommen dann elo zu der nächster Fro, nämlech där vum Här Félix Eischen un den Nohaltegkeetsminister iwwer e Warnsystem bei Geeschterfuerer. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Här Minister, an de leschte Woche war de Problem vun de Geeschterfuerer erëm an aller Mond, well et kierzlech erëm e schwéiert Accident op der Autobunn gouf, wat eben duerch esou en Ëmstand provozéiert ginn ass. Trotzdeem dass déi schwaarz Stopphänn mam Sens interdit opgeriicht goufen, soll ee wëssen, dass den Informatioune vun der Verkéierspolice no all Woch hei zu Lëtzebuerg een esou e Virfall ze notéieren ass. Een d'Woch, deen zwar meeschtens gutt ausgeet, dofir fënnt en dann och keen Néierschlag an der Press!

An deem Kontext wollt ech awer dem Minister säin Avis zu engem Fréiwarnsystem froen, deen den Ament am Ruhrgebitt seng Uwendung fënnt an deen absolut um Lëtzebuerger Territoire ze applizéiere wär. Zesumme mat der technescher Uni Dortmund ginn hei op enger Testautobunnopfahrt elektronesch preparéiert Kazenaen opgeriicht, déi sech net groussaarteg vun deenen üblechen ënnerscheeden. E funkgesteiert Detektiounsfeld kann hei an Honnertstelsekonnen d'Fuerrichtung vum Auto detektéieren a schléit direkt Alarm, wann een da sollt den ëmgedréite Wee erëm op d'Autobunn eropfueren.

E Sender gëtt dann d'Informatiounen un eng Warnzentral. Dat kéint hei zu Lëtzebuerg de CITA sinn, wou dann op de Panneauen esou en Dräieck mat engem entgéintkommende rouden Auto ageblennt gëtt, zum Beispill. An engems gëtt d'UCPR, d'Police de la Route avertéiert, d'Info geet weider un d'Radiostatiounen an un d'GPSe vun den Autoen, déi an der Ëmgéigend sinn. Den Alarm gëtt zäitgläich als SMS verschéckt a kann och als App um Smartphone opdauchen.

Op der Teststreck blénken dernieft och nach LED-Luuchten op a signaliséieren dem Falschfuerer, wat en amgaangen ass ze maachen.

D'Käschten hale sech dëser Etüd no an de Limiten, heescht et weider. Pro Opfahrt misst ee mat ëm déi 10.000 Euro rechnen. Ech mengen, e minimalen Opwand, wann ee bedenkt, wéi vill Misär hei kéint gespuert ginn!

Ech soen am Viraus Merci fir den Avis a fir Är Meenung. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. An den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler huet elo d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Et ass effektiv esou, wéi den Här Eischen et beschriwwen huet, datt dee Phenomeen vun de Geeschterfuerer hei zu Lëtzebuerg wéi a ganz villen, an allen aneren europäesche Länner e Problem ass, also och hei zu Lëtzebuerg.

Et ass u sech festzestellen, datt et ze dinn huet ganz oft mat sief dat Inattentioun, sief dat Alkohol, sief dat souguer heiansdo - am Ausland ass dat och méi festgestallt ginn - Leit, déi express als Erausfuerderung, fir Courage ze beweisen, wéi och ëmmer, op d'Géigerichtung vun der Autobunn fueren. Wéi och ëmmer d'Originnen dovu sinn, hu mer e Problem domadder!

Et si scho vun de Ponts & Chaussées an deene leschte Joren eng ganz Rei Saache gemaach ginn. Dir hutt et virdrun évoquéiert: aussergewéinlech grouss, faarweg Schëlter an d'Entréeën opgestallt, en extrae Marquage horizontal gemaach, deen am Fong schwiereg ass ze verpassen.

Da sinn d'Interventiounen esou gemaach ginn, datt probéiert gëtt, wierklech extrem rapid d'Interventioun ze organiséieren, wann e Geeschterfuerer op der Autobunn duerch aktuell scho bestehend Systemer detektéiert gëtt, an dat gëtt duerch d'Kamerae vum CITA, wann de falsche Wee gefuer gëtt, respektiv duerch Boucle-de-comptagë kann dat scho repéréiert ginn, respektiv wann iwwer Télefonsuruff dat gemellt gëtt, da gëtt e Geeschterfuererzeenario op der Autobunn déclenchéiert, wou de CITA, den 112, den 113 sech direkt matenee konzertéieren, Patrouillë lassgeschéckt ginn, deemno wéi och d'Fermeture vun der Autobunn ka gemaach ginn respektiv natierlech och d'Affichagë sofort op deene Panneau-messagen, déi momentan zur Dispositioun stinn.

Dat ass esou, wéi et haut funktionéiert, dat heescht mir hu schonn e System, deen en place gesat gëtt. Natierlech probéiere mer och nach nei Systemer, sou wéi se an Etüde sinn, ze suivéieren. 2012 hu Ponts & Chaussées eng nei Étude pilote gemaach, wou se notamment d'Comptage-Équipementer getest hunn a kucke gelooss hunn. An dobäi hu se gefrot, fir och nei Équipementer vun Detektiounen, wann Autoen am contrairë Sens fueren, mat kucken ze loossen. Dat heescht, si sinn ëmmer hannendrun, fir nei Systemer ze fannen. An och dee System, den FFW-System, deen Dir beschriwwen hutt, ass een, dee gekuckt gëtt. Momentan ass en awer nëmmen an enger Testphas, och an Däitschland, sou datt mer déi Resultater nach net kennen an datt mer déi suivéieren.

Mir gesinn, datt dat Konzept natierlech en interessant Konzept ass, mä dat, wat Dir genannt hutt, dat ass just de Präis vum Équipement, deen op de Bretellë selwer ze maachen ass, fir am Fong, wann ee falsch erafiert, fir deen ze repéréieren. Et ass also kee System, deen de Fuerer stoppt, ier en erafiert. An dat, wat och net an deem Ganzen dran ass, dat ass awer deen enorm wichtege Mechanismus vum Avertissement op den Autobunnen. Elo detektéieren ech een, deen erafiert, a wéi maachen ech dann, datt déi aner Fuerer dovunner kënnen informéiert ginn, respektiv hunn ech nach ëmmer dee Moment kee System, fir déi, déi schonn op der Autobunn sinn, zur Zäit ze avertéieren.

Sou datt de System, esou wéi en elo um Pabeier ausgesäit - loosse mer dat kucken -, och natierlech muss complétéiert gi mat enger ganzer Rei - an Dir hutt se genannt - Warnsystemer un déi Leit, déi op der Autobunn fueren. A mir mussen och haaptsächlech kucken, ob den Entretien vun esou engem System bei schlechtem Wieder a bei Schnéi, well dat ass jo wesentlech, och honnertprozenteg fiabel ass. Well soss stelle sech natierlech extrem Responsabilitéitsfroe fir déi Leit, déi de System ze géréieren hunn. Alles dat gëtt gekuckt.

Mä ech wëll awer soen: Ponts & Chaussées kucken deen do, mä kucken awer och nach eng ganz Rei aner Systemer, déi momentan am Développement sinn an déi prett si fir op de Marché. Momentan kucke se zum Beispill e System, deen doranner géif bestoen, relativ grouss Blëtzen oder faarweg LED-Luuchten op den Afaarte vun den Autobunnen esou anzestellen, datt déi automatesch dann opliichten, opblëtzen, wann e Fuerer an déi falsch Richtung géif fueren an d'Warnsystemer déclenchéieren. Dat heescht, déi ginn alleguer gekuckt, fir do e sënnvollen erauszefannen aus den Experienzen am Ausland an dann och ähnlech Saachen ze maachen, wéi am Ausland gemaach ginn.

Et ass schonn eng grouss Suerg, déi mer alleguerten hunn. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. A mir kommen dann zu enger nächster Fro, nach eng Kéier un deeselwechten Nohaltegkeetsminister, déi Kéier vum Här Gast Gibéryen iwwer en Uerteel am Dossier „Saarautobunn". Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President! No zéng Joer Geriichtsprozeduren, no enger Verfassungsännerung, nodeem datt den Dossier oder de Projet „Saarstrooss" eng zweete Kéier hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, hu mer elo dann eng definitiv Décisioun kritt, wou de Stat d'Expropriatiounsprozedur kann duerchzéien.

Ech hunn zwou Froen un den Här Minister: Déi éischt ass, wat de Bypass Helleng ubelaangt, an deem sengem Kader déi Décisioun geholl ginn ass: Wéi gesinn elo konkret déi weider Schrëtt aus, wat d'Expropriatioun ubelaangt? Zweetens, wéini kann een domat rechnen, datt de Stat definitiv an de Besëtz kënnt vun deenen Terrainen? An drëttens wollt ech froen, wéini datt déi Aarbechte kënnen ulafen, ob d'Dossiere fäerdeg sinn, fir déi Soumissioune kënnen auszeschreiwen, an da selbstverständlech, wéini datt se dierfte fäerdeg sinn.

Déi zweet Fro, déi geet net iwwert de Bypass Helleng, méi iwwert de Rond-point Fréiseng. Mir hu jo nämlech zwou Expropriatiounen, déi de Stat do muss maachen: Um Rond-point Fréiseng ass d'Opfaart Richtung Saarbrécken gebaut, mä de Stat ass nach net am Besëtz vun den Terrainen, dofir kann een nach net dropfueren. An ech mengen, sengerzäit ass ëmmer gesot ginn: „Mir kucken, datt mer als Stat eng Kéier mat der Prozedur duerchkommen an dann, wa mer duerch sinn, da loosse mer déi Expropriatioun zu Fréiseng och ulafen, wat de Rond-point a wat d'Opfaart Richtung Saarbrécken ubelaangt."

Dofir meng Fro un den Här Minister, wéi wäit datt deen Dossier elo konkret ass, fir déi Expropriatioun zu Fréiseng um Rond-point Richtung Saarbrécken ulafen ze loossen? Wann een do mat der Prozedur duerch ass an de Stat kënnt an d'Propriétéit, kann déi jo direkt opgoen, well déi net méi gebaut brauch ze ginn, well déi gebaut ass. Dat si meng Froen, déi ech un de Minister hunn.

Ech wëll just ofschléissend nach eng Kéier soen, datt déi Leit, déi zu Helleng, wat de Bypass ubelaangt, dem Stat deen Terrain net fräiwëlleg ginn hunn, datt dat net aus finanzielle Grënn war, wou déi Leit dat gemaach hunn, mä datt dat sech einfach aus aneren, prinzipielle Froen erginn huet, déi ech schonn eng Kéier am Kader vun esou enger Diskussioun hei ernimmt hat. Ech wollt dat awer fairerweis soen, sou datt net alles falsch ass, wat déi Leit gemaach hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll mech net op d'Grënn vun de Leit aloossen; ech wëll just feststellen, datt mir deen Terrain do brauchen an datt mer déi Autobunn musse fäerdeg maachen. An dofir hu mer probéiert, wierklech an deem Dossier weiderzekomme mat all deene Problemer, déi mer doran haten.

Dir hutt gefrot: „Wou si mer elo drun?" Als en Netjurist probéieren ech dat elo relativ einfach auszedrécken, wat an der Prozedur geschitt ass. Dat heescht an anere Wierder, mir hate schonn eng Décisioun vun dem Bezierksgeriicht, wat am Prinzip décidéiert hat oder gekuckt hat - dat war seng Aufgab -, datt déi Prozedur, déi Expropriatiounsprozedur, déi mer bis dohinner gemaach hunn, datt déi korrekt wier. Dat Geriicht hat dat décidéiert an dat war no eisem Lëtzebuerger Gesetz am Prinzip déi lescht Décisioun, déi huet misse geholl ginn.

Doropshin huet awer den Affekot vun der Géigesäit Asproch erhuewen an en huet gesot: „Mä Äert Gesetz ass net konstitutionell, well mir missten u sech nach en Asproch hunn." D'Lëtzebuerger Gesetz huet awer kee virgesinn, dofir ass dat bei d'Cour d'appel gaangen, an d'Cour d'appel huet et weidergeschéckt op d'Verfassungsgeriicht, fir ze décidéieren, ob dann eist Gesetz actuellement verfassungskonform wier. Dat Uerteel, dat elo vum Verfassungsgeriicht komm ass, dat seet, datt eisen Text okay ass, dat heescht, datt eis Legislatioun verfassungskonform ass an datt déi Prozedur och an deem Sënn korrekt war, déi mer gemaach hunn.

Wat geschitt elo? Elo geet u sech natierlech dat Uerteel hei zréck bei d'Cour d'appel, déi jo d'Verfassungsgeriicht gefrot hat, da misst theoretesch d'Cour d'appel op Basis vun deem Uerteel vum Verfassungsgeriicht sech als net kompetent erklären, well jo do gesot ginn ass, datt keen Appel ka gemaach ginn, an d'Cour d'appel misst dann den Dossier erëm weiderginn un d'Bezierksgeriicht, an d'Bezierksgeriicht, dat

misst décidéieren, datt seng éischt Décisioun dann déi richteg war, an den Envoi en possession direkt kënne spriechen. Dat heescht, da kann de Stat direkt vum Terrain disposéieren, och wann nach duerno Diskussiounen iwwert de Präis géife kommen.

Mä duerch déi Gesetzesännerungen, déi mer au préalable gemaach hunn, ass et esou, datt dann de Stat awer direkt kann den Terrain kréien, mä datt an enger zweeter Etapp dann eventuell nach Oppestoendes mam Präis ka geregelt ginn. Dat ass also u sech déi juristesch Prozedur, wou mer elo dra sinn.

Dot mech elo keng prezis Datumen avancéieren! Dir hutt gesinn, datt nach e puer Etappen do sinn. Dat sinn zwar a priori a mengen Aen nëmme formell Etappen, déi awer selbstverständlech musse korrekt gemaach ginn, déi elo nach e puer Méint wäerten huelen, an da kann de Stat Besëtz vun deem Terrain huelen.

Wat geschitt dann? Dann ass et esou, datt mir mussen natierlech déi Fouille-archéologiquë maachen, déi nach opstinn. Déi ginn och direkt, wa mer den Terrain hunn, sofort ugefaangen. Elo si mer nach eng Kéier amgaangen, an déi Saachen hu schonn ugefaangen, mat de Büroen de Recalcul vun dem Käschtepunkt ze maachen, fir deen neien Deel elo ze bauen. Well dat muss jo alles aktualiséiert ginn, déi Dossiere ware fäerdeg, déi ginn elo nach eng Kéier iwwerschafft, datt mer och an den aktuellen Zuelen dra sinn, an da mussen natierlech nach eng Kéier déi Genehmegungen, déi awer säit deene leschte Jore schonn ofgelaf sinn, frësch gemaach ginn. Och dat wäert eng Rei Méint huelen, a mer checken nach, wa mer déi nei Zuelen hunn, ob mer dann e Gesetz brauchen oder ob mer keent brauchen.

Well am aktuellen „Saarautobunn" (veuillez lire: Gesetz „Saarautobunn") ass nach e wéineg Sputt dran. Ob et awer elo duergeet, dat musse mer da gesinn, wa mer déi Calculen elo mat den heitegen Zuelen definitiv fäerdeg gemaach hunn. Da kënnen d'Ausschreiwunge gemaach ginn, an d'Bauzäit wäert zwëschen engem an zwee Joer brauchen, ier mer et da kënnen opmaachen. Dat sinn elo déi nächst Etappen.

Wat elo mat dem Fréisenger Dossier geschitt, dat leet sech e wéineg eraus aus deem, wat ech am éischten Deel vun der Äntwert gesot hunn. Wat elo kloer ass, dat ass, datt mer eng Enteegnungsprozedur hunn, wou mer elo genau wëssen, wéi se duerchzegoen ass, an allen Etappen, well quasiment all Etappe sinn ugesicht ginn a mir hunn iwwer all Etapp vun där Enteegnungsprozedur quasiment en Uerteel kritt, dat eis elo genau seet, wéi mer et kënne maachen.

Dat heescht, elo wësse mer genau, wéi mer dee Fréisenger Dossier oder aner Dossieren, déi nach eventuell ustinn, sollen upaken. An déi Dossieren, déi ginn dann elo an d'Prozedur weider, an da ginn ech dovun aus, vu datt hei all technesch an theoretesch Froe juristescher Natur mat deenen Texter, déi mer hei hunn, gekläert, geléist sinn an Uerteeler virleien, datt mer schnell duerch déi aner Dossiere wäerten an deenen nächste Méint kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da komme mer elo zu der Fro N°231 vum Här Roger Negri, déi Kéier un den Innenminister, iwwert de Schutz vum ënnerierdesche Waasser. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, eist Grondwaasser ass déi eenzeg Buedemreserv, déi mer nach hei zu Lëtzebuerg hunn. De Schutz vum Grondwaasser an domat vun eisem Drénkwaasser ass deemno eng vun deenen essenziellste Missiounen, déi mer hunn. De Mouvement écologique huet an engem Pressecommuniqué monéiert, dass mer e grousse Manktum un ausgewisene Waasserschutzgebidder hunn.

De facto gëtt et nëmmen hei zu Lëtzebuerg eng Schutzzon ronderëm de Stauséi, wéi mer wëssen, zu Esch-Sauer, vu wou mer ronn 60% vun eisem Drénkwaasser bezéien. En entspriechende Règlement grand-ducal ass ausgeschafft ginn, wou och de Statsrot scho seng Remarquen dozou gemaach huet. Et geet ënner anerem drëm, dass, bei Iwwerschreide vu 75% vum Belaaschtungswäert, geziilte Moossnamen ënnerholl musse ginn. Hei stellt sech d'Fro vun den Anzuchsgebidder, vun de landwirtschaftleche Fläche mat hire Problemer vun Dünger, Pestiziden an esou weider, an anersäits de Rapport vun de Bëschgebidder.

Duerfir d'Fro: Wéi eng Waasserschutzgebidder sinn nach zousätzlech zu deem engen an Ausaarbechtung? A wéi eng Zeenarioe virun allem bestinn och zum Schutz an zur Sanéierung vu belaaschte Quellen?

Zesummefaassend wëll ech deemno den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf froen, wéi hie gedenkt an der Waasserschutzpolitik weider ze agéieren, an ob a wéi e gedenkt, den entspriechende Règlement grand-ducal ze änneren am Sënn vun enger nohalteger Ofsécherung vun eisem Drénkwaasser.

An domadder soen ech Iech Merci, Här Minister, fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. An d'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci, dass ech hei kann zu där Interventioun vum Här Negri Stellung huelen. Ech deele seng Appréciatioun, déi déi ass, dass mer mussen hei zu Lëtzebuerg eng nohalteg Waasserpolitik maachen. Dat hu mer net méi spéit wéi um Waasserdag virun e puer Wochen och nach eng Kéier rappeléiert.

An déi ganz Politik hei zu Lëtzebuerg am Waasserberäich soll duerch Nohaltegkeet geprägt sinn, ëmsou méi mer wëssen, dass nëmme 7% vun eisen Iwwerflächegewässer an engem gudden Zoustand sinn, an zwee vun eisen dräi geologesche Corpsen am Buedem, dat heescht déi Biedem, déi mer hunn, déi sinn an engem schlechten Zoustand, also, wa mer wëssen, dass dat deen eenzegen natierleche Rohstoff ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, d'Waasser, ass et evident, dass mer alles musse maachen, fir do eis déi Garantien ze ginn, dass eis Kanner an eis Kandskanner och kënne proppert Waasser hei zu Lëtzebuerg kréien.

Duerfir hu mer och an deem Beräich eng kloer Démarche. Mir hunn am Juli, den 8. Juli 2010, e Règlement grand-ducal erausginn, deen d'Protection des masses d'eau souterraine soll garantéieren. Och déi diffus Contaminatiounen, do ass et effektiv esou, wéi Der gesot hutt, dass 50 mg pro Liter Nitraten zoulässeg sinn an 0,1 µg pro Liter am Beräich vun de Pestiziden. Dat sinn, effektiv, d'Héchstwäerter. A wa 75% vun deenen Héchstwäerter erreecht sinn, da muss effektiv reagéiert ginn, oder souguer schonn, wann een eng Tendance gesäit à la hausse, dat heescht, wann ee gesäit, dass et biergop geet, muss reagéiert ginn. Mir maachen do Monitoringen. Déi Quelle ginn, oder déi Punkte gi regelméisseg gekuckt, an do hunn ech keng Angscht, dass mer do um Ball bleiwen.

Ech hunn och keng Angscht, wat elo d'Ausweise vun deene sougenannten Zones de captage, wou mer also d'Waasser aus dem Buedem huelen, dat Grondwaasser, fir déi och ofzesécheren. Do si mer och an enger Démarche, déi deemnächst wäert fäerdeg ginn. Mir hunn e sougenannte Règlement relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones, dat ass fir den administrative Volet vun där ganzer Gestioun vun deene Protektiounszonen, do hu mer en Avis vum Statsrot do. Ech wäert de 25. Abrëll, also dat ass dann a knapps zwou Wochen, an enger Réunion jointe zesumme mam Ministre de l'Agriculture, dee jo och hei ass, awer haut als Sportsminister, mam Här Schneider, wäerte mer Iech an d'Bild setzen, wéi dat genau ausgesäit mat deem Reglement.

An och dat anert Reglement, wat Der ugeschwat hutt, wat déi sougenannten Zone soll, wou captéiert gëtt, ausweisen, do si mer um richtege Wee. Et sinn am Ganzen 80 Règlements grand-ducaux hei zu Lëtzebuerg, déi musse geholl ginn, fir déi Zonen ze schützen, wou mer Waasser hierkréien. 80% vun deene Punkten, wou captéiert gëtt, do sinn Études de délimitation amgaangen. Et sinn nëmmen aacht Exploitantë bis elo vun de Gemengen, déi eis nach keng, déi nach näischt ënnerholl hunn. Dir gesitt also, mir sinn awer do bis elo gutt weiderkomm.

Deemnächst wäert ech véier Projete vun engem Règlement grand-ducal op den Instanzewee ginn, déi wäert ech och de 25. Abrëll an der Kommissioun virweisen, an dräi anerer sinn an der Maach. Dir gesitt also, mir sinn, wat d'Schutzzonen hei am Land ugeet, um richtege Wee. Mir maachen dat zesummen, a wierklech zesummen, an enker Zesummenaarbecht mat dem Agrikulturminister. Mir versichen do déi néideg Kompromisser ze fannen: op där enger Säit Nohaltegkeet, op där anerer Säit awer och eng Landwirtschaft, déi muss liewen. An do versiche mer dann, déi spezifesch Moossnamen esou ëmzesetzen.

Wéi ech Iech gesot hunn, et si Monitoringen do. Mir kucken op all Beräich spezifesch, wéi d'Buedemverhältnisser sinn, an da passe mer déi Situatiounen un, esou dass ech am Fong geholl nëmme ka concluéieren, dass déi Ängschten, déi do sinn - et ass gutt, datt et se gëtt -, mä mir wäerten als Politiker alles maachen, fir dass mer eng nohalteg Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg kënnen an deenen nächste Jore maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. An da komme mer un d'Fro N°232 vum Här Fernand Etgen, nach eng Kéier un den Innenminister, iwwert déi schwéier arméiert Kriminalitéit. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, am September 2012 sinn an der Grenzregioun bei enger Autoskontroll sechs vollautomatesch Maschinnegewierer vum Typ AK-47 fonnt ginn. Waffe vun dësem Typ sinn 2012 a Frankräich benotzt ginn ënner anerem, fir eng Rei vu Geldtransporter ze iwwerfalen. Dës Faiten hu mäi Parteikolleeg Xavier Bettel deemools dozou verulasst, fir eng Question parlementaire ze stellen, an där hien den Innenminister gefrot huet, wéi hien d'Gefor vun esou enger schwéier bewaffneter Kriminalitéit fir Lëtzebuerg géif aschätzen an ob eis Forces de l'ordre op esou eng nei Qualitéit vun der Kriminalitéit virbereet wieren.

Op dës Froen huet de Minister deemools keng kloer Äntwert ginn. Sechs ganzer Zeilen! No der Attack op de Siège vun engem Transporteur de fonds virun e puer Deeg stellt sech dës Fro awer méi wéi jee, well d'Briganden hunn dobäi eng besonnesch Brutalitéit gewisen an och net virdrun zréckgeschreckt, fir d'Police an enger Embuscade mat Mitrailletten ënner Beschoss ze huelen.

Duerfir wëll ech d'Froen haut nach eng Kéier stellen: Sinn eis Polizisten adequat ausgerüst an ausgebilt, fir dëser neier Qualitéit vun der Kriminalitéit ze begéinen? Wéi kënne mer mat eisen Nopeschlänner dogéint virgoen? Wat kënne mer maachen, fir dës Waffen aus dem Verkéier ze zéien?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. An d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, wéi den Här Etgen gesot huet, dass ech dem Här Bettel den 13. September 2012 op eng Question parlementaire betreffend effektiv Krichswaffen, Typ Kalaschnikow, eng Äntwert ginn hunn. Ech fannen, dass déi Äntwert awer ganz prezis war. Ech liese se duerfir nach eng Kéier vir: «La Police confirme par ailleurs qu'aucune ramification d'un marché noir éventuellement existant n'a pu être constatée jusqu'à présent.» Dat heescht, mir hu manifestement keng Preuven dee Moment gehat, an och haut hu mer keng Preuven, dass mat esou Waffe gehandelt gëtt.

An och am zweeten Deel hunn ech geschriwwen: «Il convient de souligner que dans le cadre de la coopération policière internationale, les services d'enquête de la Police grand-ducale entretiennent des contacts réguliers avec leurs homologues des services de police de la Grande Région.» Et ass also kloer, dass d'Spillregelen do opgestallt sinn, a mir hu regelméisseg Kontakter mat eisen Noperen, ob dat d'Fransouse sinn, ob dat d'Belsch sinn, souguer iwwert de CCPD, de Centre commun policier douanier, hu mer direkt Kontakter. An och am judiciairë Beräich, dorop wëll ech insistéieren, hu mer eng kloer Strategie, an do schafft Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner ganz gutt zesummen.

Ech mengen, d'Instrument, wat do amgaang ass, sech ze maachen, dat ass jo dee sougenannten „Programm vu Stockholm", wou d'Coopération policière internationale soll gemaach ginn, am judiciairë Beräich an am policièrë Beräich, an do ass et ganz kloer, dass do jiddweree seng Responsabilitéiten hëlt an dass do Échangë vun Informatioune sinn.

Tatsaach ass, dass ee muss feststellen, dass an den 80er, 90er Joren, bis 2000 an nach e bëssen doriwwer eraus, do hate mer wierklech grouss Iwwerfäll hei am Land. Dee leschte war 2008, dee leschte richtegen Hold-up. Duerno hate mer nach Hold-upen op Tankstellen oder op Geschäfter, mä et waren der nach net vill, well ech hunn dat nokucke gelooss: Tëschent 2008 an 2012 hate mer am Joer 2008 zwielef esou Iwwerfäll op Tankstellen an op Commercen, 2009 waren et der sechs, neen, ëmgedréint, 2012 waren et der zwielef, 2011 waren et der sechs, 2010 waren et der véier, 2009 zwanzeg an 2008 zéng, fir Iech ze soen, et ass eng gewësse Kontinuitéit dran, mä et mierkt een net, dass do aussergewéinlech vill ass.

Wat ee mierkt, dat ass, dass d'Iwwerfäll elo anescht gemaach gi wéi fréier. Fréier sinn d'Banken attackéiert ginn, dat geet elo net méi. Duerno hu se d'Convoien attackéiert, dat geet och elo net méi. Elo ginn d'Headquarters vun de Convoien attackéiert, well do Schwaachstelle sinn. Et ass kloer, dass do och reagéiert wäert ginn, dass mir och déi Dispositioun huelen, fir dat ze iwwerwaachen, wéi et soll sinn. Well et war jo esou, dass mer relativ séier konnte reagéieren, well jo och Leit déi ganz Saachen iwwerwaacht hunn.

Sou dass ech mengen, dass mir um Ball bleiwen, dass eis Police sech bewosst ass, dass do e Risikopotenzial ass, a mir wäerten e Maximum maachen, mat eisen Nopeschlänner, fir do déi richteg Décisiounen ze treffen.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, dass d'Politik décidéiert huet virdrun, et ass schonn eng gutt Zäit hier, deen Helikopter fir d'Polizei anzeféieren, deen och dozou gefouert huet, dass de grand Banditisme konnt zréckgoen, zréckgaangen ass, well do kann ee jo och dann direkt d'Leit verfollegen. Ech mengen, mir hunn déi Moyenen och am Sënn vun der Astellungspolitik, vum Recrutement, do hu mer qualitativ gutt agestallt. Och am Budget hu mer gutt geschafft, géif ech mengen, an deene leschte Joren.

Sou dass ech mengen, dass mir alles maache vu Lëtzebuerger Säit aus, fir deem Fléau ze begéinen, deen et gëtt, an deen et elo scho gëtt, an Däitschland gëtt et schonn esou Iwwerfäll, am Benelux ass et esou Iwwerfäll ginn, a mir si keng Insel. Et ass elo deen éischten hei komm, an ech hoffen, dass der net nach kommen. Mir wäerten alles maachen, fir dat ze verhënneren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°233 vum Här Jean Colombera un den Nohaltegkeetsminister, déi Kéier erëm eng Kéier iwwer zwee Audite beim TICE. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Minister eng Fro stellen iwwert déi zwee Audite beim TICE, bei den Transports intercommunaux du canton d'Esch. Ech weess, Här Minister, dass Der herno wäert soen, Dir wäert net zoustänneg dofir. Dat ass an der Rei. Mä trotzdeem...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä, wann Der dat scho wësst, firwat...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Mä, Här Minister, dach, ech weess et, mä ech stellen lech eppes aneschters als Fro. Ech...

(Hilarité)

Ech weess, Här Minister, dass Dir awer eng richteg Äntwert gitt. An dofir, Dir sidd awer indirekt ëmmer responsabel, Här Minister!

Plusieurs voix.- Oh! Ah!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dir sidd jo Transportminister, an alles, wat am Beräich vum Transport ass, Här Minister, dat ënnerläit Ärer Obhut. An ech mengen, et ass an Ärem Intérêt, wann näischt do passéiert, wa guer näischt passéiert, da sidd Der jo frou. An ech mengen, dofir muss ee jo suergen. An dofir sidd Der awer, fir mech trotzdeem responsabel, an Dir misst hei intervenéieren.

Am Audit, do gëtt gesot, dass 18 Chauffeure feelen an déi aner maachen Iwwerstonnen. Et gëtt geschwat vun 9.500 Deeg, déi ze wéineg geschafft gi sinn, oder ze vill geschafft gi sinn, pardon. An d'Aarbechter sinn dann onzefridden an onmotivéiert. Déi kréie kee Congé. Firwat? Well, wann déi Congé kréien, da feelen déi erëm, an Iwwerstonne wëlle se och net gär ausbezuelt kréien, well soss musse se herno erëm vill Steiere bezuelen. An de facto da musse se herno éischter an d'Rent kommen, an dat gëtt e Cercle vicieux, deen herno net méi ze behiewen ass.

Dofir ass meng Fro déi heiten, Dir musst awer Kontakt mat deene Leit hunn: Hutt Dir mat deene Leit scho geschwat? Wat ass do de Schlëssel, wéi kann een déi Saach do reguléieren? Ech mengen, Dir hutt jo déi Macht, fir hinnen awer ee Wuert ze soen. An ech wär frou, wann Der mer do kéint eng Äntwert ginn, ob Der scho mat deene geschwat hutt a wat d'Léisung ka sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Da kritt elo d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

Une voix.- Elo si mer gespaant!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, Här Colombera, hätt ech all déi Macht, wéi Der mer elo gesot hutt, déi Der mer hei beschriwwen hutt, da kéint ech villes maachen. Mä esou ass déi Saach awer leider net. A wéi Der ganz kloer selwer gesot hutt, ass den TICE e Gemengesyndikat. An de Stat huet e Kontrakt mat engem Gemengesyndikat, wou a sech dëse Gemengesyndikat, d'selwecht wéi den RGTR oder d'selwecht wéi d'CFL, fir de Stat eng Rei Linne fiert an dorop op de Kilometer bezuelt gëtt. An déi Käschten, déi op de Kilometer bezuelt ginn, dat sinn déi vun de Salairen, vun dem Bensin respektiv vun dem Matériel roulant respektiv d'Frais fixes.

Dat ass dat, wat bei eis am Kontrakt steet. An do steet néierens, op kengem Punkt d'Méiglechkeet fir den Transportminister, iwwert dat, wat kontraktuell mat engem Gemengesyndikat festzehalen ass, de Contrôle ze maachen, wéi den TICE intern seng Gestioun bei sech mécht.

Dat heescht, wann Der déi do Fro wëllt stellen, da musst Der selbstverständlech déi Fro un déi Gemengeresponsabel stellen, déi an der Gemengenautonomie hir Gemengesyndikater géréieren. Et sinn déi eng oder déi aner heibannen. Da misst Der eng Froestellung, eng Froestonn maachen, wou een Deputéierten deem anere kann eng Fro stellen, fir déi Äntwerten esou ënnert der Responsabilitéit kënnen ze kréien. Dat emol kloer gesot.

Also, et ass net u mir. Ech kann net, ech wëll net Äntwerte ginn, déi net a menger Zoustännegkeet sinn. Par ailleurs, dat wat ech awer weess, dat ass just ee Punkt: Déi zwee Auditen, déi Der do ugeschwat hutt, dat sinn Auditen, wou deen een ëm den Atelier an d'Organisatioun vum Fuhrpark a vum Atelier geet, wat en normalen Audit ass, dee vun engem Syndiakt respektiv vun enger Autorité de gestion vu Busse gemaach gëtt, fir sech besser ze organiséieren.

An deen zweeten, dee geet ëm d'Optiméierung justement vun de Fuerstonne respektiv vun der Organisatioun vum Fuerdéngscht, fir e bessert Asetze vun de Chauffeuren, dee gemaach gouf. Dat fannen ech also normal, datt regelméisseg deen Typ vun Audit vun den eenzelne Syndikater gemaach gëtt, fir sech ze optiméieren a fir sech besser ze organiséieren.

Ech weess och, well mer dat gelies hunn, datt eng Rei Recrutementer bei dem TICE amgaang sinn, esou datt en eventuell Problemer, déi en huet, probéiert, duerch zousätzlech Recrutementer an de Grëff ze kréien. Méi ass et awer net u mir. Méi kann ech net driwwer soen. Dir musst Är Froen un déi richteg Responsabel wennen. Méi däerf ech d'ailleurs net driwwer soen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Da kéime mer zu der Fro N°234 vum Här Alexandre Krieps, déi Kéier un de Sportsminister, iwwert déi medezinesch Untersuchunge vu Schiedsrichteren. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hunn déi Fro wéinst Ärer gestallt, well Dir sidd jo e Futtballsfan. Virun e puer Wochen hate mer leider e brutalen Doud bei engem vun onse beléiftsten Arbitteren, an ech hunn duerno en Arbitter bei mir am Beichtstull gesinn, dee gesot huet, hie wier 44 Joer al, hie géif ni ënnersicht ginn. Dofir kënnt déi Fro hei. Mir kënnen natierlech ons international Arbitteren..., d'FIFA-Arbitteren, déi hunn eng Obligatioun, fir dat ze maachen. Den Adrenalin hautdesdaags op den Terrainen an ausserhalb vun den Terrainen, dee gëtt ëmmer méi staark, och am Beruff bei Verschiddene vun deenen, déi hu vill Enthusiasmus. An ech weess, dass Preventioun wichteg ass.

Mä, wann Der an de franséischen Internetsitë kuckt, dann hunn déi franséisch Futtballsfederatioun an d'Basketsfederatioun, well dat ass net nëmmen, wat de Futtball betrëfft, déi hu richteg Schemae vu 35 Joer un, wou d'Leit en fonction zu hire Risikofacteuren - jo, Här Gira, ech hat den Handball vergiess, dee kënnt och drun -, mä ech mengen, en fonction zu de Risikofacteure vun de Leit gi se dann all zwee, dräi, véier Joer ënnersicht. An och d'Examen, déi si verschidden: Épreuves d'effort an esou virun, Analysen.

Ech wëll elo net, dass all Arbitter hei all sechs Méint muss an en Test goen. Mä et wär vläicht ubruecht, dass och déi Leit, déi gewéinlech jo méi spéit ufänken ze päifen, dass déi ënnersicht ginn. An ech wëll net, dass se um leschte Lach päifen.

Jo, Merci, Här Gibéryen. Awuer.

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. D'Wuert kritt elo den Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och op d'Fro vum honorabelen Deputéierten Alexandre Krieps äntwerten an och d'Basis, d'legal Basis dovun eng Kéier kucken, wourop iwwerhaapt déi medezinesch Sport-Checke baséieren. Ech mengen, dat ass den Artikel 11 vum Sportsgesetz, dat jo dann ëmgesat gouf, preziséiert gouf am Règlement grand-ducal, e Règlement grand-ducal, dee mer frësch geschriwwen hunn 2012, de Règlement grand-ducal vum 8. Februar 2012, wou geregelt gëtt, wat d'Kompetitiounssportler musse vu verschiddenen Tester maache fir eng éischt Lizenz, an datt se duerno och periodesch gesi ginn, fir déi Lizenz kënnen ze behale respektiv ze erneieren.

Alles dat gëllt och a verschiddene Sportaarte fir d'Arbitteren. Den Artikel 4 preziséiert, datt, wat de Fussball ubetrëfft, wat den Handball ubetrëfft, wat de Basket ubetrëfft, wat den Äishockey a wat de Rugby ubetrëfft, eng Sportaart, déi Der ganz gutt kennt, do sinn och déiselwecht Tester ugesot wéi fir normal Kompetitiounssportler.

Dir hutt ugeschwat, datt bei verschiddene Sportaarten, an ënner anerem de Fussball ass eng... An ech mengen, do muss ech soen, datt déi Persoun, déi bei lech am Beichtstull war, schlecht informéiert war oder op jidde Fall wahrscheinlech dann net derzou komm war, fir zu deenen Tester, déi d'FLF virschreift, do convoquéiert ze sinn, well d'FLF huet nämlech e FIFA-Reglement iwwerholl, wat souwuel supplementar Tester beinhalt, fir engersäits selbstverständlech d'FIFA-Arbitteren an d'UEFA-Arbitteren, mä och déi national Arbitteren ënnerleie periodeschen Tester.

An hei, mengen ech, ass virgesi fir national Arbitteren, niewent deem normalen Test, datt also niewent deenen normalen Examens médico-sportifs iwwer 40 Joer och nach en EKG gefrot gëtt. Iwwer 50 Joer gëtt och en Attest vum Hausdokter gefrot a vum Kardiolog. An doriwwer eraus ginn och d'Arbitteren, wat d'FLF elo ubetrëfft, also opgrond vum Reglement vun der FIFA, och regelméisseg convoquéiert, am Prinzip dat all zwee Joer, bei Risikofacteure ass et souguer all Joer, wou se convoquéiert ginn. An derniewent gëtt dann och automatesch an deem Moment bei kardiovaskulären Erkrankungen an deem Moment och en neie Leeschtungstest verlaangt.

Mir gesinn also, datt, wat d'Sportaart vum Fussball jo ubetrëfft, datt si doriwwer erausginn, wat eigentlech d'Basislegislatioun ubetrëfft, souwuel wat d'Sportsgesetz wéi och d'Reglement ubetrëfft. Aner Federatiounen hunn ech elo net nogekuckt, well Der, mengen ech, genau preziséiert hutt, datt et hei ëm de Fussball goung.

Mä eppes ass och ganz kloer: Ech mengen, et ass esou, datt, wat dee ganze Kompetitiounssport ubetrëfft, mengen ech, mir hei zu Lëtzebuerg - niewent Italien - an Europa dat eenzegt Land sinn, dat esou eng Gesetzgebung am Médico-sportif huet. All déi aner Länner hunn nëmme Médicoen, wat hir Kadersportler ubetrëfft. Mir hu se generell fir all Sportlerinnen a Sportler hei zu Lëtzebuerg, déi Sport maachen.

An dann, prinzipiell muss gesot ginn, datt souwuel am Kompetitiounssport wéi och am Fräizäitsport jiddweree selbstverständlech Sport soll maachen, fir sech gutt ze bewegen, gesond ze iessen. Dofir och eis preventiv Aktioune vum GIMB, vum „Gesond iessen, méi bewegen". Mä driwwer eraus selbstverständlech och regelméisseg bei den Dokter goen, fir sech ze ënnersichen, wann ee Sport mécht.

Bon, an deem Sënn mengen ech, ass et gutt, datt et supplementar och fir Arbittere virun allem déi Checke gëtt. Déi gi gemaach an der FLF, wéi Der ugeschwat hutt. A selbstverständlech fir mech och, mengen ech, deet et mer och leed, datt ee vun eise beschten Arbitteren, virun allem och mënschlech, awer och am Gesellschaftsliewe ganz vill engagéiert, leider duerch esou en trageschen Onfall vun eis gaangen ass!

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister. An da kéime mer elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°235 vum Här Fernand Kartheiser un den Innenminister iwwert d'Evolutioun vun der Gewalt géint Persounen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Jo, ech wollt den Här Minister Halsdorf froen iwwert déi Gewaltakten, déi mer vun de Samschdeg op de Sonndeg an der Nuecht haten, wou dräi brutal Iwwerfäll an der Stad waren. An dat rappeléiert eis natierlech och, wat d'Police an der leschter Zäit nach eng Kéier gesot hat, och wou se hire Rapport annuel virgestallt hat, an notamment datt den Taux de criminalité relativ séier wiisst, am leschte Joer nach eng Kéier ëm 2,81%, a virun allem och, datt d'Délinquance, d'Gewalt géint Mënschen ëmmer méi staark gëtt.

Déi ass geklomme vum leschte Joer op dëst Joer oder vun 2011 op 2012, fir genee ze sinn, ëm 12,7%, wat natierlech enorm ass, d'Vols avec violence vun 398 op 458. Och wat d'Handyen ugeet, sinn déi ganz staark an d'Luucht gaangen. An d'Coups et blessures volontaires, déi sinn och ëm 9,1% geklommen. Dat sinn déi Statistiken, déi d'Police gemaach huet bei der Presentatioun vum leschte Rapport annuel.

Dat sinn natierlech ganz, ganz staark Augmentatioune bei der Gewalt géint Persounen, an déi Brutalitéit vun deenen Iwwerfäll de leschte Weekend interpelléiert eis alleguer.

Dofir dräi Froen un den Här Minister, dee jo och fir d'Polizei zoustänneg ass:

Éischtens, wat kann d'Police maachen, fir där do Saach entgéintzewierken? Wat mécht se, fir där Saach entgéintzewierken?

Zweetens, wann een déi Täterbeschreiwunge liest, déi vun der Police an den Zeitunge stoungen, da läit déi Vermutung awer ganz no, datt dat Leit eventuell aus der Grenzregioun waren oder aus dem Ausland, sou wéi se beschriwwe waren, sproochlech, wéi se ausgesinn hunn an esou weider.

Sou datt also d'Fro ass: Kann ee mat Grenzkontrolle vläicht eppes maachen? Wéi ass d'Zesummenaarbecht mat de Polizeien am Ausland, wann esou Iwwerfäll geschéien?

A schlussendlech nach eng Fro, fir déi den Här Minister net direkt zoustänneg ass, awer wou ech en trotzdeem drop uschwätzen: Mengt hien, datt legislativ oder datt all Gesetzer, datt mer déi hunn, déi mer brauchen, fir wierklech eng Repressioun an eng Ofschreckung och an deem doten Domän kënnen ze garantéieren?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen d'Appréciatioun vum Här Kartheiser, dass d'Gewaltbereetschaft an d'Luucht geet. Ech mengen, wéi mer d'Statistike mat der Polizei zesumme virgestallt hunn, hu mer dat och festgestallt, et ass vill méi eng grouss Gewaltbereetschaft do. Net nëmmen eleng géint d'Polizei; och zum Beispill an den CFL, an den Eisebunnen, un allen Enne sinn d'Leit also vill méi opgedréit, kann ee bal soen.

A mir hunn eis natierlech - an d'Statistiken, Dir hutt dat jo elo nogekuckt, déi ginn dat och erëm -, a mir hunn eis natierlech och an der Polizei deementspriechend opgestallt. Sou ass et zum Beispill esou, dass d'Effektiver de Weekend besonnesch op deene Plazen, wou et da méi flaamt, wann ech dat däerf esou soen, hei an der Stad, zu Esch an och deelweis an der Nordstad, do ginn d'Effektiver da vergréissert. Et gi méi Leit agesat, och wann d'Patrullen erausginn, ginn e puer Patrouillen zesummen op d'Plaz. Also, dat ass kloer, do si mer am Fong geholl, géif ech soen, vill méi massiv opgestallt, wéi mer dat an der Woch sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, fir drop ze äntwerten.

Dir hutt d'Fro opgeworf effektiv, dass d'Zuelen an d'Luucht ginn. Ech hu se nach eng Kéier nogekuckt, ech wollt se nach eng Kéier hei soen, da kann een déi och nach eng Kéier dobaussen diskutéieren. Et ass richteg, dass bei Violence envers des personnes effektiv 3.617 Fäll am Joer 2012 waren. Effektiv 21,6% vun allen Infractioune sinn am Fong geholl da Violences envers des personnes. Et ass also all fënneft, kann ee praktesch soen.

A wann ee kuckt, wéi dat gestiegen ass, et ass effektiv gestiegen. Wann ech op 2008 kucken, do hate mer effektiv nëmmen 2.518 där Violencë géint Leit. Et geet an d'Luucht. Ech hunn och nogekuckt, ob et Mineure sinn oder Majeure sinn, ob et erwuesse Leit sinn: Effektiv manner, knapps 10% vun den Infractioune géint Leit si Leit, dat Mineure sinn. Dat anert si lauter Majeuren. A wann een da kuckt mat den Nationalitéiten - ech hu mer geduecht, dass Der mer déi Fro géift stellen, well déi och ëmmer dobaussen diskutéiert gëtt op der Place publique -, wann ech d'Violence envers des personnes kucken, si 46,3% Lëtzebuerger a 54,2%, dat sinn Auslänner. Dat ass, wann ech dat kucken.

Dir gesitt also, et ass fifty-fifty. Mir hunn och 43% vun eiser Bevölkerung, déi sinn och Auslänner, sou dass ech net weess, ob, wann ee géif do op de Grenze Kontrolle maachen, dat géif vill änneren.

Ech weess, dass mer vun deem Ganzen e Monitoring maachen, dat heescht, et gëtt permanent gekuckt, wéi déi Situatiounen evoluéieren, wien do wat mécht. Do ass e gudden Échange mat eisen Noperen. D'Coopération transfrontalière oder d'Coopération policière transfrontalière ass gutt. Ech widderhuelen nach eng Kéier dat, wat ech beim Här Etgen gesot hunn: De CCPD, de Centre commun policier douanier ass e Beispill, wéi ee ka gutt zesummeschaffen iwwer Infractiounen am Beräich vun der Groussregioun.

Ech mengen, dass mer eise Maximum maachen. Eis Polizei huet d'Instrumenter, wou d'Diskussiounen driwwer geféiert ginn, ob déi duerginn oder net duerginn. Si hunn e Kader, e gesetzleche Kader, dee mer och schonn diskutéiert hunn. An ech sinn och iwwerzeegt, wa mer elo an deenen nächste Méint nees eng Kéier iwwert d'Waffegesetz schwätze respektiv iwwert d'zukünfteg Aufgabe vun der Polizei, wäerten do nees eng Kéier Froen opgeworf ginn. Ech mengen, dës Plaz wär net déi, fir dat doten am Detail ze kommentéieren.

Ech mengen, dass eis Polizei eng gutt Aarbecht mécht, wierklech eng gutt Aarbecht. Hei zu Lëtzebuerg ass nach eng sécher Plaz, wou ee ka liewen, an et ass net hei wéi an eisen Nopeschlänner, wou et Géigenden, wou et Regioune gëtt, wat Non-lieue sinn, wou ee guer net méi kann higoen, wou een effektiv net méi sécher ass. Hei zu Lëtzebuerg ass dat de Fall nach net. A mir maachen och alles an der Polizei, dass dat esou bleift.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn vun haut de Mëtten. Mir kéimen dann elo zu där éischter Aktualitéitsstonn, nämlech där, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet iwwert d'Risike vun enger Liberaliséierung an enger Privatiséierung vum Waassersecteur.

Hei ass d'Riedezäit am Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Etgen, Gira, Gibéryen, Colombera an Urbany.

D'Wuert huet elo den Här Georges Engel als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau

Exposé

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP huet dës Heure d'actualité ugefrot, well d'Thema Waasser méi wéi jee an der Aktualitéit ass. D'Debatte lafen op europäeschem a lokalem Niveau an op nationalem Niveau op Héichtouren.

D'Waasser ass e Grondstee vum Liewen. Ouni Waasser gëtt et iwwerhaapt kee Liewen. Eist Drénkwaasser ass eng wäertvoll Ressource, déi emol net 1% vun dem gesamte Waasserbetrag representéiert.

Et ass och eng Ressource, déi ongläich op der Welt ze fannen ass. Bei enger steigender Weltdemografie an de konstanten Ännerungen am Émweltberäich ass d'Waasser ganz oft an der Mëtt vu wichtegen Enjeuen a Konflikter ze fannen.

Wann een och bedenkt, dass eis Nappe-phréatiquen ofdréchne respektiv duerch all méiglech schiedlech Produite gestéiert ginn, ass et wichteg, dass mer mam Waasser net nëmme spuersam ëmginn, mä och Konditioune schafen, fir eis Biedem ze schounen. Mir sinn eis heibannen, denken ech, alleguer eens, dass d'Waasser eng liewenswichteg Wuer ass, déi eenzeg, déi mer hei am Land net importéiere mussen...

(Interruption)

...an dat ass och gutt esou.

Eng liewenswichteg Ressource ass, pardon, dat ass méi richteg!

(Interruptions)

Jo, jo, richteg och. Mä et ass awer eng liewenswichteg Ressource, dat wollt ech nach eng Kéier preziséieren.

Nieft dem Zougang zum Waasser ass och d'Qualitéit eng wichteg Variabel. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net esou evident, wéi een dat vläicht denke kéint. Nëmme 7% vun eisen eenheemesche Gewässer sinn an engem gudden Zoustand!

National huet sech dës Debatt iwwert d'Waasser op de Präis, leider nëmmen op de Präis pro Meter carré fokusséiert.

(Interruption)

Hei goufen d'Gemengen… Pro Meter Kibb, pardon, fokusséiert. Hei goufen d'Gemengen, d'Syndikater, d'Parteien an och déi aner Interesséiert gefrot, hir Meenung ze soen. Dës Prozedur huet den Innenministère lancéiert an hie sammelt och iwwert de Wee vu Versammlungen a Befroungen elo d'Informatiounen an ass och amgaange mat dësem Prozess vun der Meinungsfindung.

D'Debatt vun haut geet awer net ëm de Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg. Do gëtt et, wéi virdru gesot, aner Moyenen, seng Meenung ze soen.

An dësem Débat haut geet et ëm dräi Direktivprojeten, déi am Moment um europäeschen Niveau diskutéiert ginn. Et geet ëm d'Konzessiounen an de Marché public. De Kommissär fir de Bannemaart a fir d'Servicer, de Michel Barnier, proposéiert unhand vun dräi Propositions de directive, en eenheetleche Kader ze schafen, fir d'Konzessiounskontrakter an d'Marchés publics ze organiséieren.

D'Iddi dohannert ass engersäits, de Konzessiounskontrakter an den Ausschreiwungen en eenheetleche Kader ze schafen, wou d'Spillregele kloer sinn, am Fall wou Aarbechte respektiv Servicer ausgeschriwwe ginn, an och anererséits eng gewëssen Transparenz an der Prozedur ze schafen an de Kleng- a Mëttelbetriber eng gréisser Ouverture op dës Marchéen ze bidden.

An Zäiten, wou mer ëmmer méi virsiichteg mat eisen öffentleche Budgeten ëmginn, besonnesch bei de Gemengen, sinn dës Virschléi zum Deel novollzéibar. Doriwwer eraus ass et nach ëmmer dem öffentleche Beräich iwwerlooss, ob en iwwerhaapt verschidde Bauten oder Servicer wëllt ausschreiwe loossen oder net. Et besteet also keng Obligatioun, fir auszeschreiwen, zumindest net fir all Secteur.

Et kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass d'Konzessiounen am Déngschtleeschtungssecteur, déi bis elo net vum europäesche Recht erfaasst waren, et elo solle ginn. Den Europäesche Geriichtshaff huet nämlech schonn e puermol entscheet, dass d'zentral Grondsätz vum EU-Primärrecht, wéi d'Transparenz, d'Netdiskriminéierung an d'Verhältnismëissegkeet, och fir Déngschtleeschtungskonzessioune gëllen. Öffentlech Ubidder musse sech also scho laang un dës Grondsätz halen. D'Fro vun de Kritiker vun dëser Direktiv, firwat dass also dat elo soll kommen, ass also berechtegt.

Erlaabt mer elo emol, méi spezifesch op déi dräi Texter anzegoen:

Deen éischten, dat ass eng «Proposition de directive sur l'attribution de contrats de concession», déi reng iwwert d'Konzessiounskontrakter am Beräich vun de Bauten, déi iwwer fënnef Milliioune leien, geet, an awer och fir Kontrakter am Beräich vun de Servicer, an do sinn d'Seuile schonn ab 2,5 Milliounen Euro dëser Direktiv ënnerstallt.

Deen zweeten ass d'«Proposition de directive sur la passation des marchés publics», wou et iwwert d'Ausschreiwunge geet. Hei geet et besonnesch drëms, d'Prozedur vun enger Ausschreiwung ze optimiséieren, eng besser Käschten-Notzen-Relatioun also ze hunn.

An dann den drëtten Text, deen eis hei besonnesch interesséiert, ass d'«Proposition de directive relative à la passation des marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux».

Am Kader vum Waasser huet dës Direktiv fir vill Opreegung gesuergt. An et leeft momentan och eng Biergerinitiativ, déi „right2water" heescht, déi géint d'Privatiséierung vum Waasser Ënnerschrëfte sammelt an déi nawell wahrscheinlech déi éischt erfollegräich Biergerinitiativ laut de Regele vum neie Lissabon-Traité wäert ginn. Aktuell si mer bei 1,340 Milliounen Ënnerschrëften, an zu Lëtzebuerg sinn am Moment ronn 3.300 Ënnerschrëfte gesammelt ginn, a gebraucht ginn der 4.500. Mir hunn also scho quasi 75% vum Objektiv erreecht. A bis September ass jo och nach e bëssen Zäit.

Haut wier iwwregens e gudden Dag, fir dës Initiativ ze ënnerstëtzen, well haut ass den „European Citizens' Initiative Day". Also, sidd net nëmme Leit, déi mam Kapp Jo oder Nee rëselen, also Verneiger. Teamaarbecht, also „all zesummen" ass hei ugesot, an dat als fräien, mündegen europäesche Bierger.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst eis emol kucken, wat an där Propositioun drasteet. Am Beräich vum Waasser kommen d'Artikele 7 an 21 a Fro. Den Artikel 7 schaaft de genaue Kader fir d'Ausschreiwungen am Beräich vum Waasser. Do kënnt net nëmmen d'Exploitatioun an den Transport vum Drénkwaasser a Fro, mä och d'Ofwaasser an och allméiglech hydraulesch Systemer. An den Artikel 21, dee konzentréiert sech op d'Exceptiounen, dat heescht, déi Fäll, wou eng Ausschreiwung net obligatoresch ass, an dat dierft notamment d'Gemengen an de Stat éischter interesséieren.

Et ass nämlech streng geholl keng Obligatioun dra fir d'Gemengen, fir de Waassersecteur ze privatiséieren, an dat awer nëmmen, wa se verschidde Konditiounen erfëllen. Also, et besteet awer en Drock an déi Richtung a verschidde Problemer kënne sech stellen. Zum Beispill, wann e Land ënnert de Rettungsschierm kënnt, ass d'Tendenz grouss, fir d'Scholde séier ofzebauen, andeem ee Leeschtunge privatiséiert. Och wat d'Gemengen an aner lokal Gremien ubelaangt, besteet d'Gefor, fir d'Waasser engem private Bedreiwer ofzeginn.

Doriwwer eraus entstinn e puer Froen, wat eis Organisatioun hei am Land ugeet. Wéi leeft d'Zesummenaarbecht an de Syndikater weider, wann eng Gemeng hir Waasserversuergung privatiséiere wëllt? Wat geschitt, wann d'Gemengen a finanziell Schwieregkeete kommen a séier Sue fir an hir Keess sichen?

Dir gesitt also, firwat dass dësen Text ënnerschiddlech interpretéiert gëtt. Déi eng soen, dass keng Privatiséierung oder Liberaliséierung forcéiert gëtt, mä dass d'Méiglechkeet erhale bleift a verschidde Regele soll ënnerstallt ginn. An déi aner, an dorënner och d'Biergerinitiativ „right2water", gesinn an dësem Text eng grondsätzlech Gefor, dass d'Waasser eng Marchéswuer gëtt, esou wéi dat de Fall och beim Stroum a beim Gas ass.

Doriwwer eraus, an Zäiten, wou d'Staten an och déi lokal Instanze viru finanzielle Schwieregkeete sinn, kéint esou eng Privatiséierung oder eng Liberaliséierung vun der Waasserversuergung reizend sinn, fir d'Scholden ofzebauen. D'Biergerinitiativ „right2water" freet dann, den Artikel 7 ze sträichen, dass et ganz einfach verbuede gëtt, d'Waasser ze privatiséieren.

D'LSAP an och aner Parteien heibannen ënnerstëtzen d'Initiativ „right2water", well mer eng Gefor dra gesinn, dass d'Waasser eng Wuer op engem fräie Marché gëtt. Den Accès zu propperem Waasser ass fir eis e Grondrecht, dat natierlech wäertvoll ass a mat deem een dofir och suergsam soll ëmgoen. Mir sinn dofir kloer der Iwwerzeegung, dass d'Waasserversuergung an öffentlecher Hand soll bleiwen.

E Kader ze schafe fir eng méiglech Privatiséierung respektiv d'Obligatioun, d'Waasserversuergung ze privatiséieren - d'Obligatioun, d'Waasserversuergung ze privatiséieren! -, wann een net verschidde Konditiounen erfëllt, dat wëlle mir net.

Hei am Land ass et esou, dass eis Waasserversuergung an öffentlecher Hand ass, nämlech an der Hand vun de Gemengen an de Syndikater. An an deem Sënn kënnt fir eis och keng Privatiséierung a Fro. Laut de ville Motiounen a Stellungnahmen, déi an deene leschte Wochen a Méint an deenen eenzele Gemengeréit uechtert d'Land gestëmmt gi sinn, schéngt et och hei zu Lëtzebuerg op kommunalem Plang eng grouss Majoritéit ze gi géint esou eng Liberaliséierung oder eng Privatiséierung.

Déi ganz Debatt huet natierlech en Opdriff kritt mat der Froestellung vum Minister un d'Gemengen, wou den Innenminister ënner anerem d'Gemenge gefrot huet, si sollen hir Äntwerten op verschidde Froen am Waasserberäich matdeelen.

Privat Ubidder soen, si kéinten d'Waasserbetriber méi effikass an och méi käschtegënschteg maachen. Dat bezweifele mir ganz staark. D'Waasser kéint quasi onbezuelbar gi fir verschidde Leit. Paräis a vill aner franséisch Stied hunn d'Waasserversuergung erëm an eegen Hänn zréckgeholl, nodeems d'Präisser bei der Versuergung a privaten Hänn ganz staark geklomme sinn. An och Berlin wëllt den Deelverkaf u privat Entreprisen erëm réckgängeg maachen. Do sinn d'Präisser nom Eraklamme vun de privaten Entreprisen ëm een Drëttel an d'Luucht gaangen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Waasserversuergung bis elo ganz gutt an der öffentlecher Hand geregelt ginn ass, dat mat faire Präisser, gudder Qualitéit a korrekten Aarbechtsbedéngungen. D'Versuergung vun alle Leit aus eisem Land ass assuréiert. Net nëmmen déi Partien, wou et méi rentabel ass, Waasser ze liwweren, goufen zerwéiert, mä och déi méi entleeën Ecker goufen a gi versuergt. De Risiko, dass sech de privaten Ubidder d'Filetsstécker hélt an dass fir d'öffentlech Hand just nach d'Grimmele bleiwen, ass ganz akut, wa mer op de Wee vun der Privatiséierung ginn.

Ausserdeem wier et e weidere Verloscht vun der kommunaler Autonomie. An och déi interkommunal Zesummenaarbecht, déi hei säit Joren de Garant fir eng flächendeckend Versuergung ass, wier a Gefor.

D'öffentlech Hand garantéiert ganz streng Qualitéitsstandarden...

M. le Président.- Här Engel, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hunn nach fir eng 30 Sekonnen.

D'öffentlech Hand garantéiert ganz streng Qualitéitsstandarden, déi op kee Fall - an hei passt den Ausdrock wéi d'Fauscht op d'A - dierfe verwässert ginn. Mir wëllen op kee Fall, dass eis Leit méi deier musse bezuele fir manner Qualitéit a fir méi schlecht Aarbechtsbedéngunge vun de Leit, déi do schaffen.

Mäi leschte Saz: E Sujet d'actualité also souwuel an Europa wéi och zu Lëtzebuerg! An an deem Sënn war et der LSAP-Fraktioun wichteg, dës Heure d'actualité unzefroen, well mer wësse wëllen, wéi eng Lecture d'Regierung vun dësem Thema mécht, an natierlech och, wat hir Positioun an dësem Dossier ass a wéi se sech do am Conseil positionéiert huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Engel. An als éischte Riedner ass den Här Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit Wochen, Méint a Jore leeft d'Diskussioun Privatiséierung vum Waasser, emol ënnerschwelleg an der Press, emol Diskussiounen am Netz. Ob dat en Netz ass, wat méi hei zu Lëtzebuerg ass oder och op anere Plazen, wann iwwert d'Waasser, iwwert d'Qualitéit vum Waasser an iwwert d'Versuergung vum Waasser geschwat gëtt, dann héiert een och ëmmer erëm: Privatiséierung a Kontroll spillen eng grouss Roll. An d'EU huet zwou Richtlinnen do op de Wee bruecht - de Georges Engel huet dat elo grad eng Kéier zitéiert -, dat ass d'Waasserdirektiv an d'Konzessiounsdirektiv.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et muss een - oh, Här Braz! -, et muss ee wëssen, dass d'Drénkwaasserversuergung säit 1795 zu de féierende Grondaufgabe vun de Gemenge gehéiert. Dobäi muss een och wëssen, dass den Ëmgang mat der Waasserversuergung och gewëssermoossen historesch gewuess ass hei zu Lëtzebuerg, awer och besonnesch an der Groussregioun. An do stellt ee jo och fest, an der Groussregioun, dass iwwer Lëtzebuerg eraus scho plazeweis privatiséiert ginn ass, zu wat fir enge Katastrophen dat féiert.

Firwat gëtt awer elo vehement esou driwwer diskutéiert? Dat ass de Punkt vun der EU-Waasserrummerichtlinn, déi gären hätt, dass et eng Verbesserung vun der Waasserqualitéit gëtt an déi sech fir de Schutz vum Waasser asetzt, wat jo eppes ass, wat ee positiv ka bekucken. Awer beim Rescht ass et e bësse méi schwiereg. Dofir war et och gutt, dass den Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Initiativ geholl huet, an hie wäert och sécherlech herno nach drop agoen, fir eng Kéier ze ënnersträichen, wéi wichteg a wéi schützenswäert d'Waasser och ass.

Dernieft steet awer och déi Konzessiounsrichtlinn, déi iwwert d'Vergaberecht schwätzt, ëmmer erëm am Mëttelpunkt. An do gëtt et jo zwou Lecturen, déi vun der EU-Kommissioun a virun allem vum Kommissär Barnier ëmmer erëm diskutéiert ginn. Dat ass, an dat ass och aus sengen Erklärungen ervirgaangen, wou e géif soen: Dat hat och dermat ze dinn, dass kéint mat Wasserversuergung Korruptioun gemaach ginn an dass et kéint plazeweis zu Zwangsprivatiséierunge féieren.

An dat kann et net sinn. An dofir wëll ech och eng Kéier soen - soss gi se ëmmer méi negativ duergestallt -, d'Aussoe vum CSU-Deputéierten am Europaparlament, dee gesot huet: „Et kann einfach net sinn...", an en huet dat gemaach am Binnenmarktausschuss, wou e gesot huet: „Et kann einfach net sinn, dass esou eng Richtlinn géif ëmgesat ginn, déi zu der Privatiséierung vun dem Waasser kéint féieren", an dass och si sech géife carrément dofir (veuillez lire: do dergéint) ausschwätzen.

(Interruption)

D'Waasser ass en öffentlecht Gutt. D'Waasser dierf net zu Spekulatiounsobjekter degradéiert ginn.

(Interruption)

All Mënsch huet d'Recht op proppert Waasser an deemno op eng adequat garantéiert...

(Interruption)

Här Gira, ech mengen, Dir sidd ageschriwwen, dofir...

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Et ass gutt!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dann ass et méi einfach.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Ech stellen lech d'Fro dann…

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- ...garantéiert eng optimal Versuergung. Den Zougang zum Waasser dierf net duerch Profitbedreiwen ëmmer ënnerminéiert ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Net esou aggressiv!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här Braz, aggressiv? Ech sinn ëmmer esou!

(Hilarité et interruption)

Et geet dofir drëm ze suergen, dass net op eemol mam Waasser e multinationale Konzern d'Soe géif kréien. Et geet drëm, fir opzepassen, dass net probéiert gëtt, still und heimlich iwwert deen dote Wee d'Waasser ze privatiséieren.

Wann dat och hei zu Lëtzebuerg keng Roll spillt, well mir alleguerten eis jo eens sinn, dass mer géint eng Privatiséierung vum Waasser sinn, esou kann dat awer an Europa zu enger Diskussioun féieren. An dofir ass et och wichteg, dogéint virzegoen, dass et zu enger Privatiséierung vum Waasser kënnt.

An et ass och ganz kloer, dass mer mussen eng Diskussioun féieren iwwer alles dat, wat d'Qualitéit vum Waasser ausmécht, wat de Stat muss maachen, wat d'Gemenge musse maachen, wat wichteg ass, wa mer vum Drénkwaasser schwätzen, dass mer och iwwert d'Problemer vun der Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg schwätzen. An dofir, wéi gesot, ass et och gutt, dass den Innenminister Jean-Marie Halsdorf déi Initiative geholl huet, fir dat ze maachen.

An nach eng Kéier ganz kloer, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister: Fir d'CSV kënnt eng Privatiséierung vum Waasser net a Fro! D'CSV hält drop, dass d'Waasser an öffentlecher Hand bleift!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. An als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech begréissen et, datt mer no deenen emotionalen Diskussiounen iwwert de Waasserpräis vun deene vergaangene Wochen a Méint eis haut éischter mam ideellen a materielle Wäert vum Waasser ofgi wéi mam präisleche Wäert. D'Diskussioune ronderëm d'Privatiséierung vum Waasser sinn awer net manner emotional. D'Waasser gehéiert zu eise wichtegsten natierleche Ressourcen: ouni Waasser kee Liewen.

D'Waasser gëtt awer hautdesdaags wéi all aner Wuer behandelt, kaaft a verkaaft. Dogéint huet sech zu Recht e Widderstand formeiert. An der Diskussioun gëtt eis erëm méi staark bewosst, wéi wichteg datt d'Waasser fir d'Natur, Reliounen, Kulturen, Ernierung a Gesondheet ass. Duerch dee rasante sozialen an technesche Fortschrëtt ass den Drock op d'Waasserreserven immens an d'Luucht gaangen. Op ville Plazen op der Welt ass d'Natur amgaang, sech wéinst dem mënschleche Mëssbrauch ze rächen.

D'Waasserknappheet huet derzou gefouert, datt versicht gëtt, mam Waasser Geschäfter ze maachen, mat der Konsequenz, datt Leit mat niddreger Kafkraaft den Zougang zum Waasser verléieren. Et ass erschreckend, mat wéi enger Liichtegkeet hei öffentlecht Gutt zur Dispositioun gestallt gëtt.

Här President, well mer eis beim Waasser am sensibelste Beräich vun de kommunalen

Déngschtleeschtunge befannen, muss een awer drop hiweisen, datt d'Waasser ni eng Handelswuer däerf ginn, mat där Profit gemaach gëtt. D'Waasserversuergung muss an öffentlecher Hand bleiwen.

Et ass eng vun de Kärdéngschtleeschtunge vun de Gemengen, déi e maximaalt Verantwortungsgefill vun de politesche Responsabele verlaangt. Bierger a Betriber erwaarde sech gläichermoosse Versuergungssécherheet, wat d'Quantitéit an d'Qualitéit ubelaangt, an dat zu engem verstännege Präis.

Mir brauchen eng Waasserkultur, déi e Virbildcharakter huet, an och - an dat besonnesch - an den Entwécklungslänner. Mir mussen de Wäert vum Waasser bewosst maachen. Net nëmmen d'Natur am Allgemengen, mä all Mënsch als Individuum lieft vum Waasser. Mir all sinn engem ekologesch nohaltegen Ëmgang mam Waasser verflicht a mussen alle Forme vu Verschwendung, Verschmotzen a Verknappen entgéintwierken. Dozou gehéiert och d'Informatioun, d'Sensibilisatioun an d'Opklärung. Dat kann nëmmen zilstrebeg an der öffentlecher Hand geschéien.

D'Waasser ass keng normal Handelswuer, kee gewéinlecht wirtschaftlecht Gutt, a kann deemno net mat Stroum, Gas, Tëlefon oder mat soss engem Liewensmëttel oder Haushaltsprodukt verglach ginn. D'Waasser ass e Grondbedürfnis an en elementaart Mënscherecht, an duerfir ass et politesch, juristesch a moralesch gekuckt net ze akzeptéieren, datt d'Waasserversuergung de Prinzipie vun der öffentlecher Ausschreiwung soll ënnerworf ginn.

Här President, fir d'Demokratesch Partei gëtt et also absolut keen Handlungsbedarf. An der Préambule vun der Waasserdirektiv steet geschriwwen: «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel.» An och d'Waassergesetz vun 2008 huet kloer fir en integralen öffentleche Service optéiert, deen an der Hand vun eise Gemenge läit.

D'Schluecht vu Waterloo war dem Napoleon seng lescht Schluecht a steet haut als Synonym fir total Nidderlag a Katastroph. Esou eng Katastroph hunn d'Leit vu Grenobel virun 20 Joer erlieft, wéi déi kommunal Waasserversuergung privatiséiert gouf. Et huet een du vun „Waterleau" geschwat. An dësem Sënn wär eng Privatiséierung d'Drëps, déi d'Faass vun enger kohärenter sozialer, ekologescher an transparenter Waassergestioun definitiv géif iwwerlafe loossen.

Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grouss- an Urgrousselteren erierftent proppert Waasser an intakter Form weiderreechen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och déi gréng si frou, dass d'LSAP dës Heure d'actualité ugefrot huet. Vläicht gi mer da gewuer als Chamber, ob d'Lëtzebuerger Regierung eng kloer Positioun an deem Dossier huet, notamment par rapport zu deenen Direktiven, déi zu Bréissel amgaange sinn, ausgeschafft ze ginn, a wa Jo, wéi dann déi Positioun ass.

Mir fannen nämlech als Gréng, dass ënnerschiddlech Signaler aus der Regierung kommen. De Waasserminister Halsdorf betount bei all Geleeënheet, dass fir hien an, mengen ech, dann och fir d'Regierung a fir déi meescht Acteuren - dat hu mer de Mëtten anscheinend jo dann hei och erëm héieren - zu Lëtzebuerg eng Privatiséierung vum Waasser net a Fro kënnt. Ech kann Iech awer soen, dass mir als Gréng duerch eis Relatioune mat eisem Europadeputéierten awer bis elo net konnten erausfannen, wat dann d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an deene Verhandlungen zu Bréissel ass.

Eis Informatioune si folgend: dass d'Lëtzebuerger Regierung bis elo net kloer Positioun an deem Dossier geholl huet, andeem se sech strieft, fir dass d'Waasser an déi Konzessiounsdirektiv soll materageholl ginn.

Duerfir hu mir eng ganz kloer Fro an dëser Debatt, Här President: Trëtt d'Lëtzebuerger Regierung zu Bréissel dofir an, d'Waasser aus der Konzessiounsdirektiv erauszehuelen? A wa sech fir déi Positioun do éiere keng Majoritéit fënnt, wat gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung ze maachen, dass d'Texter vun där Direktiv oder deenen Direktiven esou waasserdicht ginn, wann ech dat esou däerf soen, dass zu Lëtzebuerg och keen am Dram nëmme kann op d'Iddi kommen, fir d'Waasser ze privatiséieren?

Ech mengen, dass mir géint d'Liberaliséierung an d'Privatiséierung sinn, dat ass evident. Beim Waasser gëtt et fir eis een Haaptkritär, an dat ass d'Qualitéit, an den zweete Kritär ass deen, dass een déi Qualitéit vum Waasser zu engem käschtendeckenden, awer transparenten an abordabele Präis ka liwweren. A fir eis kënnt et wierklech net a Fro, dass ee Privatprofit op Käschte vum Waasser ka maachen!

Well néierens, an dat ass schonn erwähnt ginn, hu bis elo privat Acteure bewisen, dass se d'Organisatioun vun der Waasser- an der Ofwaasserversuergung besser kënnen, a si hunn och nach néierens bewisen, dass se et méi bëlleg kënne maachen. Am Géigendeel, do wou privatiséiert gëtt, do ass d'Qualitéit erofgaangen an de Präis an d'Luucht gaangen. Duerfir soe mir als Gréng: „Wehret den Anfängen!", och wann ëmmer erëm vu Bréissel behaapt gëtt, et géif net drëm goen, d'Waasser ze privatiséieren, dat wier net den Objet an et géif kee forcéiert ginn.

Ech war gëschter nach op enger Table ronde iwwert d'Année citoyenne, wou nach e Vertrieder vun der Kommissioun datselwecht erëm behaapt huet. Wéi ech awer nogehaakt hunn, konnt en awer och net beweisen, dass et net den Ufank wier vun enger schläichender Privatiséierung vum Waasser.

Erlaabt mer awer och trotz allem eng Bemierkung am Kontext vun der Diskussioun iwwert den nationalen Eenheetspräis. Mir sinn der Meenung, Här President, dass onofhängeg vun allen Texter zu Bréissel déi beschte Garantie, dass keng grouss multinational Firma Appetit op Lëtzebuerger Waasser kritt, déi ass, wa mer eis kleng strukturéiert, staark segmentéiert Waasserversuergung zu Lëtzebuerg bäibehalen. Duerfir soe mir kloer an däitlech: D'Fangeren ewech vun enger nationaler Struktur am Beräich Waasserversuergung! D'Fangeren ewech vun engem nationale Kompenséierungsfong, well domat bereet een den Terrain, fir dass dann awer eng Firma kéint entdecken, dass op deem Marché hei zu Lëtzebuerg fir eng hallef Millioun Leit et interessant wier, vläicht aktiv ze ginn.

Duerfir kommt, mir huelen déi Zäit, fir iwwert déi do Saachen ze diskutéieren, an déi Energie, a mir këmmeren eis endlech ëm d'Qualitéit vum Waasser, wou esou munches, jo esou munches, Här President, am Uergen hei läit!

An dat bescht Argument als Lëtzebuerger Regierung, wat mer zu Bréissel kënnen hunn, dat ass, wann eis Lëtzebuerger Gemengen zesumme mam Lëtzebuerger Stat beweisen, dass mir amstand sinn, gutt Qualitéit vun Drénkwaasser an Ofwaasser zu Lëtzebuerg ze garantéieren zu engem verstännege Präis. Dat sinn déi bescht Argumenter, déi mer zu Bréissel hunn, an duerfir plädéiere mir derfir: Kommt, mir schwätzen endlech vun der Qualitéit a mir huelen eng kloer Positioun zu Bréissel géint déi eenzel Direktiven!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sollten dem Kolleeg Georges Engel wierklech Merci soen a félicitéieren, fir déi Initiativ fir dës Debatt haut de Mëtten hei an der Chamber op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass wichteg, well et gëtt an deene leschte Woche ganz villes geschwat, an ech mengen, an esou enger wichteger Fro wéi d'Waasser ass et och wichteg, datt e Parlament sech kloer do ausdréckt a seet, wat d'Meenung vun engem Parlament ass.

Ech ka mech praktesch alle Virriedner uschléissen. Ech mengen, de Georges Engel huet a sengen zéng Minutten Interventioun am Fong d'Wichtegkeet an alles opgezielt, wat opzeziele war, fir datt mer d'Wasser ënner kengen Ëmstänn däerfte privatiséieren. Ech mengen, wann een haut hei feststellt, datt all Parteien, déi bis elo hei d'Wuert ergraff hunn, sech strikt géint eng Privatiséierung ausdrécken, da stellt natierlech d'Fro sech, an de Camille Gira huet se elo grad opgeworf: Wéi ass dann d'Positioun vun eiser Regierung?

An d'Fro stellt sech och, ob et dann net wichteg wär, wa mer hei an der Chamber an esou engem wichtegen Domän eis esou eens sinn, ob d'Chamber net soll hei eng Motioun da stëmmen, wou se seet, mir géifen d'Lëtzebuerger Regierung opfuerderen, fir ënner kengen Ëmstänn an déi Richtung ze goen an déi Texter an déi Richtung ze amendéieren, wéi d'Lëtzebuerger Parlament et gären hätt. Dann hätt och eis Regierung eng Réckestäip vum Lëtzebuerger Parlament, wou se kéint, wa se an d'Négociatioune geet, soen: Ma mir hunn hei eng Richtlinn vun eisem Parlament kritt a mir mussen och als Lëtzebuerger Regierung eis un d'Meenung vum Lëtzebuerger Parlament halen.

Dat schéngt mir wichteg, et ass mer elo eréischt agefall, soss hätt ee kënnen esou eng Motioun preparéieren. Mä mir kënnen dat nach ëmmer parteiiwwergräifend maachen, fir emol eng Kéier hei esou eng Décisioun an der Chamber festzeleeën.

Firwat soen ech dat? Ma éischtens, well d'Regierung bis elo nach net kloer Faarf bekannt huet, well een net weess: Wat négociéiert d'Regierung? Zu wat huet se sech bis elo engagéiert? Zu wat huet se Jo an zu wat huet se Nee gesot? Mir wëssen, datt am Januar am Europaparlament den zoustännegen Ausschoss d'Rapporten ugeholl huet an datt déi nach solle virun der Summervakanz zum Vote am Europaparlament kommen.

Ech war frou, haut hei ze héieren, datt de Kolleeg Marc Spautz am Numm vun der CSV sech hei, wéi all aner Parteien, enger Privatiséierung opposéiert huet, well nuets, wann een net gutt schlofe kann, da kuckt een alt den „.dok", an ech hunn déi leschte Kéier do d'Madame Lulling gesinn,...

(Interruptions diverses)

...déi hat extra en däitschen CDU- oder CSU-Politiker invitéiert, fir d'Lëtzebuerger ze invitéieren, emol nozelauschteren, a virun allem deene Gréngen eng Lektioun ze erdeelen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi ëmmer!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...well déi géifen hei zu Lëtzebuerg Panik maache mat Privatiséieren, fir ze soen, datt mat deem, wat elo géif virleien, absolut kee Risiko géif bestoen. Duerfir géif ech mengen, datt dann déi Parteien, déi hei zu Lëtzebuerg elo hei an der Chamber alleguer soen, si wäre géint d'Privatiséierung, déi wäerte jo dann zumindest suergen, datt hir Europaparlamentarier,...

Une voix.- Ah jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wann déi Direktiven oder déi Rapporten zum Vote kommen,...

(Interruption)

...datt déi dann awer och massiv...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...massiv dergéint stëmmen.

Här President, ech kann Iech soen, alles wat ech ze soen hat, hunn ech elo gesot!

Merci!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer gesot, dass Waasser e Mënscherecht ass. Da fillen ech mech als Bierger bedrunn, Här Minister, well et jo ëmmer mat engem méi héije Präis verbonne gëtt.

De Stat huet d'Leit einfach vum Waasser ofhängeg gemaach. Firwat ass et verbueden, fir en eegene Pëtz ze bueren? Oder eng Quell unzezapen? Sot mir dat emol! Firwat däerf eng Gemeng net hir eege Quellen notzen?

Eng Persoun drénkt maximal dräi Liter Waasser, Drénkwaasser pro Dag, mä dat ka se och an eng grouss Surface siche goen.

An dann, ech hunn net gefrot, ech hunn de Stat oder d'Gemeng net gefrot, fir Drénkwaasser ze kréien, fir ze spullen, fir ze wäschen oder fir nach aner Saachen. Do geet einfacht Waasser duer, wat net virbereet ass, an do misst de gerechte Prinzip vun den zwou Leitunge gëllen, eng Leitung mat Drénkwaasser an déi aner Leitung mat normalem Waasser, wat net opbereet ass.

Et misst och e Compteur beim Ofwaasser installéiert ginn, well net all Waasser, wat gebraucht gëtt, dat fléisst erëm an de Kanal. Wann ech meng Blummen netzen oder mäin Auto wäschen, da muss ech dat awer bezuelen, wéi wann dat erëm an de Kanal zréckgaange wier.

Dat sinn och Considératiounen, déi de Präis héichdreiwen, Här Minister. Wat geschitt bei engem, deen eng perséinlech Kläranlag huet oder säi Waasser selwer kläert? Firwat muss déi Persoun eng Kläranschlusstax bezuelen?

An dann ass nach déi aner Fro vun deene Frontalieren, déi all Dag heihinnerkommen, 150.000, déi awer d'Waasser gebrauchen. Et gëtt ëmmer gesot, déi komme schaffen heihiner, déi bezuele Steieren hei, mir musse fir si eng Infrastruktur opbauen, Schoulen a Stroossen. Mä hei misst een dat och kënnen neutraliséieren a soen: „Okay, Dir gebraucht eist Waasser!", nëmmen als Input.

Firwat gëtt keen zweete Stauséi geschafen,...

(Interruption)

...wann net iwwerierdesch, da vläicht ënnerierdesch?

Et gëtt jo ëmmer gesot, d'Waasser gëtt knapp. Ech ka mer et net virstellen, well et reent jo dräi Deeg op véier hei, an dat kann ech mer guer net virstellen.

An eng Constatatioun ass déi, datt d'Waasser an de Parken, Grénganlagen oder an de Piscinen och vun der Allgemengheet bezuelt gëtt. Firwat muss ech als Hobbybauer, als Hobbygäertner da méi bezuele wéi e Bauer oder Gäertner? Firwat däerf deen Eenzelnen net d'Waasser vum Hydrant unzapen, an d'Gemeng dach?

Dat sinn alles Froen, déi musse beäntwert ginn; dat sinn alles Froen, déi de Präis awer, Här Minister, an d'Luucht dreiwen. A wat mir wëllen, mir wéilte gär eng Agence de l'eau hunn, déi reforméiert muss ginn nom franséische Modell. Déi muss beroden, kontrolléieren an informéieren.

Esou wéi et elo leeft, ass et net richteg! Mir hunn dräi Ministèren: d'Agrikultur, den Innenministère an den Environnement, wou een deen aneren ausbremst. Dat ka jo net d'Léisung sinn!

An dann, fir op d'Direktiv zréckzekommen: Muss déi Direktiv majoritär oder unanime geholl ginn, Här Minister? A wéi géif dat da praktesch fir eist Land ausgesinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Auteur vun där Debatt, deem ech och wëll Merci soen dofir, warnt zu Recht virun der Privatiséierung vun der Waasserversuergung. Seng Warnung kënnt spéit, menger Meenung no, awer si kënnt net ze spéit.

Den Här Gira sot: „Wehret den Anfängen!". Ech mengen, dat betrëfft net nëmmen déi aktuell europäesch Politik, mä dat betrëfft och d'Politik vun der Regierung, an ech sinn net esou iwwerzeegt, ob de Wëlle ganz kloer do ass, fir eng Privatiséierung vum Waasser ënner allen Ëmstänn ze verhënneren.

Wann ech nämlech d'Tendenz kucken am CSV-Innenministère zënter laanger Zäit, da geet déi awer ganz kloer a Richtung Kommerzialiséierung vum Waasser. Ugefaangen huet et bei der Oflehnung vum gestaffelte Waasserpräis, deen awer a verschiddene Gemengen, ënner anerem an der Gemeng Suessem, an den 90er Jore bestanen huet. Déi Gemenge sinn erëm forcéiert ginn, de gestaffelte Waasserpräis ofzeschafen. Well den Innenministère dat net wollt!

Firwat? Mä kloer ass et jo: E subventionéierte Präis bei enger klenger Quantitéit entsprécht net enger kommerzieller Logik. Déi verlaangt éischter, dass ee Rabatt gëtt bei enger grousser Quantitéit vu Waasser, wou ee keeft.

Weidergaangen ass et mam Gesetz vun 2008, wat, dat muss een awer och hei soen, vill méi wäit gaangen ass wéi déi entspriechend europäesch Direktiv, andeems et de volle Präis vum eenzelne Bierger als Consommateur verlaangt huet, egal ob e Waasser verbëtzt oder spuersam domat ëmgeet.

Firwat, hei och erëm eng Kéier? Natierlech well eng Käschtendeckung beim Waasser eng Viraussetzung ass fir eng eventuell spéider kommerziell Ubiddung vun deem Waasser.

Schlusspunkt ass a mengen Aen hei déi Fuerderung vum nationale Waasserpräis, dee soll regéiert ginn ënner enger nationaler Waasseragence, wou och net ausgeschloss gëtt, iwwregens, am Text vum Minister, dass déi eng kommerziell Natur soll kréien.

Am Zesummenhang och mat der europäescher Direktiv gesäit een awer, menger Meenung no, hei eng kloer Tendenz laangfristeg zur Privatiséierung vum Waasser. Mir begréissen de Widderstand, dee sech de Moment amgaangen ass ze maachen op kommunalem Plang géint deen eenheetleche Waasserpräis, géint déi Politik vum Minister. Mir hunn do matgehollef, dat ze initiéieren an ze ënnerstëtzen. Wou mer präsent waren, hu mer Motiounen eraginn, déi och ugeholl gi sinn, déi sech géint en eenheetleche Waasserpräis ausgeschwat hunn.

Doriwwer eraus menge mer, dass een och de gestaffelte Waasserpräis erëm muss seriö an d'öffentlech Diskussioun erabréngen. Domadder gëtt och d'Diskussioun iwwer eng nohalteg Waasser- an Netzpolitik an der Gemengenhand erëm eng Kéier méiglech, dat heescht, sou no

wéi méiglech beim Bierger. Mir hunn do och eis Virschléi als déi Lénk gemaach, wat eng Staffelung vum Waasserpräis ugeet.

Mir sinn der Meenung, dass verschidde Landgemenge mat aussergewéinlech héijen Netzkäschten oder mat aussergewéinlech héije Waasserschutzmoossnamen, déi erfuerdert sinn, solle staatlech subventionéiert ginn an dass dee Problem soll iwwert dee Wee geléist ginn.

Natierlech muss déi Direktiv, déi a Preparatioun ass, verhënnert ginn, a mir verlaangen och do vum Minister hei eng däitlech Ausso an déi Richtung. A mir mengen och a mir ënnerstëtzen och als déi Lénk déi Petitioun op europäeschem Plang,...

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...déi verlaangt, dass d'Waasser muss en öffentlecht Gutt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci. Da kritt elo zum Schluss vun der Diskussioun d'Regierung an den zoustännegen Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Waasser ass a bleift, mengen ech, dat bescht iwwerwaachte Liewensmëttel an d'Waasser wäert och an Zukunft ëmmer nees Diskussioune bréngen. Ech erënnere mech drun, wann ech all zwee Joer - ech war elo dräimol derbäi - op de Weltwaasserforum ginn, do gëtt et all Kéier iwwert d'Waasser Gestreits.

E Recht op Waasser, eng Majoritéit ass derfir, mä et sinn der och, déi do dergéint sinn, wat ech katastrophal fannen. An do wëll ech ganz kloer zum Beispill soen, dass do d'Regierungs-, d'Lëtzebuerger Regierungshaltung déi ass, dass all Mënsch e Recht op Waasser huet; wou awer nach laang net all Land op der Welt déi Astellung huet.

An och hei, mengen ech, wëll ech all deene Leit, déi hei d'Interventioune geholl hunn, soen, dass d'Positioun vun der Regierung, mengen ech, net zweedeiteg ass, mä eendeiteg!

Dat Gesetz vum 19. Dezember 2008, wat ech eragereecht hunn, dat ass kloer an däitlech, an dat seet, d'Waasser gehéiert an d'öffentlech Hand. Et ass net, dass ech dat einfach esou gesot hunn, ech hunn dat och an der Regierung gesot, an d'Regierung weess genau, dass d'Waasser an déi öffentlech Hand gehéiert.

A wann ech d'Artikelen huelen, 42 a 46, dat sinn déi Artikelen, déi hei spillen - 42 ass fir d'Drénkwaasser, 46 ass fir d'Ofwaasser -, do steet ganz kloer dran, dass d'Gemengen den Approvisionnement an esou weider mussen assuréieren, wat d'Ofwaasser ugeet a wat d'Drénkwaasser ugeet.

An et steet kloer dran, an ech liesen et dofir vir: «Les activités d'entretien et de surveillance à l'exception de l'exploitation peuvent être soutraitées à des entreprises spécialisées.» Also, dat ass kloer an däitlech: Den Entretien an d'Iwwerwaachung vun där Anlag, déi kënnen an eng drëtt Hand gi ginn. D'Exploitatioun bleift beim Stat!

Dofir mengen ech, wann hei Leit wëllen dat Gefill opkomme loossen, dass d'Regierung hei keng kloer Haltung huet, d'Regierung huet hei eng ganz kloer Haltung: Mir si fir d'Waasser an der öffentlecher Hand!

An dofir ass fir mech do guer keng Diskussioun, dofir brauche mer och net eng „Réckestäip", wéi den Här Gibéryen gemengt huet. Ech mengen, dat ass kloer an däitlech,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass awer besser.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- ...déi ganz Regierung, an ech mengen, eise Vizepremier ass och hei, dat ass kloer an däitlech, mir sinn do dergéint.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dass d'Waasser géif privatiséiert ginn!

(Interruption)

Elo si Leit, déi gemengt hunn, mir sollen d'Waasser eraushuelen aus där Direktiv, déi elo hei virläit, déi Konzessiounsdirektiv, an ech mengen, dat mécht kee Sënn.

Well déi Konzessiounsdirektiv, firwat ass déi agefouert ginn? Nun, et ass eng Direktiv, dat wëll ech emol soen, déi ass am Conseil compétitivité diskutéiert ginn, an et ass gekuckt ginn, dass am Banneraum, dem Marché intérieur, dass do sollen déiselwecht Spillregelen un allen Enne spillen, fir justement ze vermeiden, dass do gemauschelt gëtt.

Well et esou ass, dass - et gëtt keng kloer Regelen, déi eng hu Regelen, déi aner hunn iwwerhaapt keng -, dass, wa Marchéë vergi ginn, dass dann do net gemauschelt gëtt!

Tatsaach ass awer, dass d'Saarland, dass déi net alleguerten d'Waasser an öffentlecher Hand hunn! Tatsaach ass, dass a Frankräich d'Waasser net an öffentlecher Hand ass! Also muss een deene Länner d'Méiglechkeet ginn, fir dat anstänneg ze maachen, an dass do wierklech d'Code-de-déontologien, wann ech dat Wuert wëll huelen, wat esou aktuell ass, dass déi do respektéiert ginn!

An dofir fannen ech et awer normal, dass een esou eng Direktiv ënnerstëtzt. An dofir ënnerstëtze mer déi Direktiv och hei, wéi se elo ass. Ëmsou méi, ëmsou méi déi Direktiv kloer, déi Propositioun kloer expressément soulignéiert - ech soen et nach eng Kéier -,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir mussen awer eng Motioun maachen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- ...si soulignéiert, dass se net do ass, fir d'Fräiheet vun deenen eenzelnen Adjudicatairen, fir déi anzëengen, dass, wa si wëlle selwer Missiounen halen, déi en Intérêt public hunn, an dësem Fall ass et dann d'Waasser, an déi an hirer Kompetenz sinn, dass se do hir eege Ressourcen huelen.

Also, dat ass kloer an däitlech! An iwwerhaapt kenger Form steet an där Direktiv iergendwou dran, dass d'Privatisatioun, dass een där sech misst ënnerleeën oder dass een elo géif dozou gedrängelt ginn. An dofir, mengen ech, ass dat eng Diskussioun, déi mer hei féieren, déi an deem Sënn praktesch iwwerflësseg ass, well déi Direktiv kloer an däitlech hire Champ d'application, hiert Objektiv festleet. An do kann all Stat, all Land maachen, wat et wëllt.

An dofir mengen ech, dass et gutt ass, dass mer déi Direktiv kréien, dass an anere Länner, dass dann do och seriö an deem Beräich geschafft gëtt.

Ech widderhuelen och nach eng Kéier, e Communiqué de presse, deen erauskomm ass vun der Kommissioun vum 23. Januar 2013, deen huet och ganz kloer gesot, d'Autonomie vun de Pouvoirs locaux, déi existéiert, an: «il appartient aux autorités publiques de décider de la privatisation et non du secteur».

Et ass ganz, ganz kloer, an dofir mengen ech, dass eis Haltung kloer ass, dass déi Direktiv an deem Sënn och kloer ass. Dass een natierlech eppes kann do siche goen, an dass een och muss d'Aen drop halen, do ginn ech lech recht. Et muss een um Ball bleiwen. Et muss een oppassen, net dass do eng gedréit gëtt. Et muss een um Ball bleiwen, dat ass fir mech ganz kloer.

An där Diskussioun iwwert d'Tarificatioun vum Waasser, wou ech jo och ëmmer bemängelt hunn, dass mer nëmmen iwwert de Waasserpräis geschwat hunn an ni iwwert d'Qualitéit vum Waasser, dat hu jo och Leit hei gesot, den Här Etgen hat dat ugeschwat, sinn ech frou, dass mer elo emol iwwert dee Volet schwätzen, well d'Waasser kritt een net fir näischt!

A wann eng Direktiv gutt war, da soen ech Iech dat éierlech, dat ass fir mech déi Waasserrahmenrichtlinie, dat ass eng wonnerbar Saach. Si huet als Objektiv, éischtens, dass mer propper Gewässer kréien op d'Horizonten 2015, 2021 an 2027 - Iwwerflächegewässer a Grondgewässer. Et sinn nëmme 7% vun eisen Iwwerflächegewässer an engem gudden Zoustand! 93% sinn an engem schlechten Zoustand! Ass dat dann normal?!

Am Buedem dat Waasser, deen eenzege Räichtum, dee mer hunn, nationale Räichtum, eist Waasser am Buedem: Do sinn zwee Corpse vun der Geologie vreckt, oder sinn net gutt, an dräi sinn an der Rei. Do musse mer dach eppes maachen, nondikass nach emol! An déi Direktiv schreift dat vir.

(Interruptions)

Une voix.- Mir maachen eppes!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir maachen eppes, mer maachen eppes!

(Brouhaha général)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Hei, sot Äre Leit dat!

(Interruptions diverses)

Sot Äre Leit dat, Här Halsdorf. Mir wëssen et.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir hunn e Gesetz, mir hunn e Gesetz gestëmmt am Dezember 2008 a mir exekutéieren dat Gesetz, genau dat maache mer. Mir hu Moossnameprogrammer, Här Gibéryen, mir hu Moossnameprogrammer, mir hu Moossnameprogrammer a Gestiounsprogrammer, dat hu mer alles op d'Bee gesat. Dat leeft alles, dat geet säi Wee.

An deem Gesetz ass et virgesinn, dass d'Bierger mussen abezu ginn, wat ech immens wichteg fannen. An et ass virgesinn, dass een de Pollueur-payeur an den Utilisateur-payeur muss applizéieren, dat heescht, wie vill méi Knascht mécht, bezilt och méi.

Ech loosse jo nofroen, fir deenen dat ze soen, déi hei gemengt hunn, den degressive Präis oder dee Präis, deen dann a Fonctioun vun der Consommatioun kéint änneren, dat loossen ech jo nofroen zu Bréissel, ob dat méiglech ass oder net méiglech ass. Wann dat méiglech sollt sinn, da muss ee kucken, wéi een dat kann eventuell aféieren. Dat ass fir mech ganz kloer.

(Interruption)

Dat ass fir mech ganz kloer, sou dass dat Gesetz, dat mer hunn, e ganz gutt Gesetz ass, well et eis d'Méiglechkeet gëtt, eng nohalteg Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass dat, wat mer brauchen, an dofir setzen ech mech an. Ech hu mech déi leschte Joren derfir agesat an ech wäert mech an Zukunft derfir asetzen, an dofir mengen ech, dass déi Diskussioun, déi mer hei geféiert hunn, dass et gutt ass, dass mer déi Diskussioun geféiert hunn. Et ass wichteg, dass d'Chamber in globo an och d'Regierung in globo seet, mir sinn net fir eng Privatiséierung vum Waasser, mir sinn dergéint - dat fannen ech eng gutt Saach -, mä am Fong geholl war et fir mech awer scho kloer, wéi ech an dee Sall hei erakomm sinn, dass déi Situatioun esou ass, wéi se ass. Dat heescht, dass mir alles wäerte maachen, dass keng Privatiséierung vum Waasser hei zu Lëtzebuerg kënnt.

Merci.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Den Här Gira wëllt nach eng Kéier...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, ech sinn awer elo relativ iwwerrascht, gewuer ze ginn, dass d'Lëtzebuerger Regierung anscheinend dann déi Direktiven an där textueller Form, wéi se elo zu Bréissel proposéiert ginn, ënnerstëtzt.

Plusieurs voix.- Jo!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass dann eenzel Saachen an Zukunft net méi méiglech sinn!

Et ass dann net méi méiglech, dass eng gréisser Gemeng, zum Beispill huele mer d'Stad Lëtzebuerg, géif Nopeschgemenge mat Waasser versuergen, wann do net eppes entgéintkënnt. Ech weess net, ob keen déi Texter gelies huet! Do geet et un. Dat ass net méi machbar. Et kënnen da gréisser Gemenge klenge Gemengen nëmme méi Waasser liwweren, wa géigesäiteg Flichten a Rechter do sinn. Wat an esou engem Fall zum Beispill net de Fall ass.

Ech hunn dat Gefill, Här President, dass hei awer e bësse labber iwwert déi Texter do ewechgaange gëtt an dass et héich Zäit gëtt, dass dat geschitt, wat mir scho méi laang gefuerdert hunn, dass de Minister wierklech mat senge Conseilleren an d'Kommissioun kënnt an dass mer am Detail awer dann déi Texter duerchginn.

Mir maachen nämlech zesumme mat eisem Europadeputéierten eng ganz aner Interpretatioun vun deenen Texter, wéi se elo zu Bréissel virleien, an op jidde Fall kënne mir dat hei elo net esou am Raum stoe loossen. Ech si wierklech hei schockéiert, muss ech ganz éierlech soen!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Den Här Innenminister nach eng Kéier.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech weess net, ob den Här Gira mer gutt nogelauschtert huet. Ech widderhuele mech nach eng Kéier.

Une voix.- Ganz gutt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dofir widderhuelen ech mech nach eng Kéier: Et ass ganz kloer, dass déi Direktiv hei ënner kengen Ëmstänn wäert Länner wéi Lëtzebuerg an och anerer, déi wëllen d'Waasser an öffentlecher Hand halen, an iergendenger Form derzou forcéieren, dass se mussen d'Waasser aus der öffentlecher Hand ofginn an e Privatdéngen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat ass net richteg!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dat ass dach eng Ënnerstellung, dat doten! Et steet kloer an däitlech dran, et geet just drëm, an deene Länner, wou d'Waasser vun enger drëtter Hand gemaach gëtt, dass do net gemauschelt gëtt - da kommt, mir soen et op Lëtzebuergesch! Et geet drëm, dass an deene Länner, wou d'Waasser vergi gëtt iwwer e Marché public, dass et do kloer Regele gëtt. Et gëtt Länner, do gëtt et iwwerhaapt keng Regelen. Et gëtt aner Länner, do gëtt et aner Regelen. A mir hätte gären am Marché intérieur ähnlech Regelen, fir dass déi lénks Hand weess, wat déi riets Hand mécht.

(Interruption)

An et soll een näischt hei eraninterpretéieren, wat net hei eranzeinterpretéieren ass! Ech soen et nach eng Kéier: Déi Direktiv gëtt ënner kengen Ëmstänn iergendwéi der Kommissioun d'Méiglechkeet, e Land derzou ze verféieren, fir d'Waasser aus der öffentlecher Hand ofzeginn an eng privat Hand. An dat ass fir mech dee sprangende Punkt.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Domadder wär dës Diskussioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wollt just soen,...

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...mir hunn eng Demande als gréng Fraktioun gehat, scho méi laang, fir dat do eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert ze kréien. Mir halen déi awer, soulaang dat opsteet, oprecht. Mir hätte gären, dass de Minister an d'Kommissioun eng Kéier kënnt.

M. le Président.- Ech mengen, dat ass kee Problem. All Fraktioun huet jo d'Méiglechkeet, de Minister ze froen, datt deen eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun kënnt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eis Demande ass do, si ass do.

(Interruption)

M. le Président.- Dann ass kee Problem. Ech mengen, da wäert de Minister dat maachen.

(Interruptions)

Une voix.- Neen, de Bréif läit jo do.

Une autre voix.- En ass schonn do?

La première voix.- Dee läit schonn do!

M. le Président.- Dat schéngt mer kee Problem ze sinn.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Wa mer sollen esou eng Réunioun maachen, Här President, da musse mer déi mat deene Ministeren, déi concernéiert sinn, maachen. An dësem Fall, ech hu jo gesot, et ass e Conseil compétitivité, dat heescht, et ass den Nohaltegkeetsminister, dee muss och mat invitéiert ginn, fir dass vun deem Ministère eng Persoun... Obschonn et eng Regierung gëtt, sinn et verschidden Departementer vun där Regierung, déi hei concernéiert sinn. An deem heite Fall ass concernéiert dann, wéi ech gesot hunn, de Ministre du Développement durable, well et am Kompetitivitéitsconseil ass. Den Économieminister ass och concernéiert. Well et Konzessioune sinn, ass en och an deem Sënn concernéiert. An de Waasserminister, well et ëm d'Waasser geet,...

(Brouhaha)

...also et sinn dräi Ministeren, déi hei concernéiert sinn.

M. le Président.- Ech mengen, dat ass jo kee Problem, datt dann all déi Ministeren, déi direkt oder indirekt heimadder ze dinn hunn, datt déi dann och an déi dofir zoustänneg Kommissioun kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! Kommt Der mam Bus?

M. le Président.- Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss. Mir kéimen zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 6519, e Projet de loi iwwert den Austausch vu klassifizéierten Informatiounen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Häre Haupert a Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a

Kolleegen, bei dësem Projet geet et effektiv ëm d'Approbatioun vun aacht Accorden tëschent onsem Land an aacht anere Länner iwwert den Échange an och iwwert déi géigesäiteg Protektioun vu klasséierten Informatiounen a klassifizéiertem Material. Ech ziele kuerz déi aacht Länner op: dat ass d'Tschechesch Republik, et ass Schweden, d'Slowakesch Republik, Finnland, onst Nopeschland Belgien, Slowenien, Estland a Georgien.

Ech ka mech och kuerzfaassen, well mer där heiten Accordë schonn eng ganz Rëtsch hei gestëmmt hunn: am Joer 2009, 2008 mat Däitschland, Frankräich, Lettland; 2010 an 2011 Portugal a Spuenien.

Bei dësen aacht Accordë geet et also och drëms, e rechtleche Kader ze schafen, an dee sech den Austausch an och de Schutz vun deenen Informatiounen aschreiwen. Dës aacht Accorden an och déi fënnef viregt Accordë waren nëmme méiglech, well dës Chamber sech den 19. Mee 2004 e Gesetz gestëmmt huet iwwert d'Protection des pièces an iwwert d'Habilitation de sécurité. A mir hunn eis doduerch e Kader ginn, fir sensibel Informatiounen ze klassifizéieren an och iwwert d'Habilitéierung vun deene Leit, déi Zougang zu esou Informatiounen hunn, e Gesetz ze maachen.

Déi Autoritéiten, déi dat maachen däerfen, sinn am Artikel 5 vun deem 2004er Gesetz genau stipuléiert, an et sinn och genau déi Autoritéiten, déi an deenen aacht Accorden och genannt ginn.

Déi aacht Accordë vun haut sinn all d'selwecht opgebaut. Si zielen all respektiv 14, 15 oder 16 Artikelen, an an deenen éischten Artikele geet et ëmmer ëm eng Rei Definitiounen. Aner Artikele beschäftege sech mat de verschiddene Grade vu Klassifikatioun an och mat den Equivalenzen. Dann ass och nach geregelt, wéi d'Autoritéiten, déi fir d'Sécherheet vun esou Informatiounen zoustänneg sinn, kënnen hiren „counterpart" am Ausland besichtegen, fir ze kontrolléieren, wéi do den Aarbechtsoflaf an d'Aarbecht gemaach ginn. Aner Artikele beschäftege sech mat Traduktiounsfroen, mat der Fro vu Reproduktioun vun esou Dokumenter an awer och mat der Fro vun der Destruktioun vun esou Dokumenter.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 26. Februar just eng Observatioun gemaach a gemengt, mir sollen am Intitulé aacht Ënnertitele maachen an all Kéiers déi aacht Länner opzielen. Fir de Rescht huet e keng Observatioune gemaach. D'Commission des Affaires étrangères huet den 18. Mäerz sech där Propositioun vum Conseil d'État net ralliéiert. Mir hu fonnt, et ass besser, den Intitulé esou ze loossen, wéi d'Regierung e proposéiert huet, well dee méi einfach a méi kloer ass. A mäi schréftleche Rapport gouf och an där Sitzung unanime ugeholl.

Ech ginn elo also heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Den Här Haupert huet sech zréckgezunn. Da géif just nach den Här Kartheiser iwwreg bleiwen. Här Kartheiser, da kritt Dir d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et si vläicht zwee Kommentaren ze maachen, mä virun allem wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi Rapport. En ass jo ëmmer ganz zouverlässeg an deenen heite Saachen, fir dat ganz verständlech ze presentéieren.

Zwee Kommentaren…

(Interruption)

Dat wëll ech net soen, mä zwee Kommentare wëll ech awer hei maachen. Deen éischten ass déi Unerkennung vun den nationale Sécherheetszertifikater duerch déi auslännesch Länner. Et gëtt jo eng Rei Leit, déi zumools am Kontext vun der Aktualitéit a leschter Zäit schwätze vun enger Ofschafung vum Service de Renseignement oder esou weider. Wa mir wëllen an internationale Kontakter weiderhin Zougang zu klassifizéierten Dokumenter hunn, da brauche mer eng Autorité nationale de sécurité, déi habilitéiert ass, fir esou Saachen auszestellen a kredibel hir Aarbecht ka maachen, och datt et am Ausland als kredibel ugesi gëtt. Mir kënnen eis net als Land an eng Situatioun eramanövréieren, wou mer net méi Zougang zu klassifizéierten Dokumenter hätten. Dat ass deen éischte Kommentar.

Deen zweeten: Här Angel, ech hunn e bëssen eng aner Lecture gehat vum Avis vum Statsrot wéi Dir. De Statsrot huet nämlech eng ganz wichteg Bemierkung nach gemaach. En huet gesot, a verschiddene vun deenen Accorden, déi kënne jo duerch administrativ Arrangementer tëschent de State modifizéiert ginn, an do seet de Statsrot, wann dat gemaach gëtt, da musse mir awer déi legislativ Prozedur anhalen a mir mussen déi parlamentaresch Prärogativen anhalen.

Fir eis als Chamber ass dat doten eng ganz wichteg Saach. Och déi technesch Accordë mam Ausland musse ratifizéiert ginn. An dat ass eppes, wat de Conseil d'État schonn e puermol gesot huet, och an anere Kontexter. En huet et och hei erëm eng Kéier gesot, an ech rappeléieren, och bei deene Programmes indicatifs de coopération an der Entwécklungshëllef, mir missten normalerweis déi Accorden all eenzel hei ratifizéieren, well et international Accordë sinn.

Dat gesot, ginn ech och gären den Accord vun der ADR. Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt nach den zoustännegen Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Jo, Här President,…

M. le Président.- Ah, entschëllegt! Pardon, Här Urbany. Jo, den Här Urbany kritt nach d'Wuert!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Merci. Mir sinn eis jo bewosst, Här President, dass mer hei iwwer e Gesetz diskutéieren, wat ganz enk zesummenhänkt mat där allgemenger Diskussioun, déi mer amgaange sinn ze féiere virum ganze Land iwwert de Geheimdéngscht, wou et eng Enquêtëkommissioun gëtt, déi als Zil huet ze ënnersichen, wéi de Fonctionnement vun deem Geheimdéngscht ass a wat fir Konklusiounen een doraus zéie soll.

An et ass ganz kloer vun Ufank u gesot ginn, och vum President vun där Kommissioun, vum Här Bodry, dass et drëm geet, fir alles ënnert d'Lupp ze huelen, bis zur Fro iwwerhaapt vun der Existenz vun engem Geheimdéngscht.

Ech hunn och nach um Blog vum Här Bausch elo gelies, dass hien och derfir antrëtt, fir ouni Tabu iwwert d'Existenzberechtegung souguer vun engem Geheimdéngscht ze diskutéieren.

An ech fannen, et ass wierklech virun de Won gelaf, dass mer hei elo, anscheinend da mam Accord vun alle Parteien hei, sollen déi Gesetzer unhuelen, déi awer regelen e wesentlecht Aufgabegebitt vun deem Geheimdéngscht, nämlech den Ëmgang mat de klassifizéierten Dokumenter, woufir en och zoustänneg ass a wou sech awer, menger Meenung no, eng ganz Rei vu Problemer och erginn; ech mengen, och souguer, wat d'Natur vu verschiddene Klassifizéierungen, déi ongerechtfertegt sinn, an esou weider ugeet.

An ech mengen och - eng ganz wichteg Fro -, wat den Zougang vun de Leit zu hiren Dossieren ugeet: Mir kréien do ëmmer gesot an der Enquêtëkommissioun vum aktuellen Direkter vum Geheimdéngscht, déi Piècen, déi draleien, déi vun anere Länner kommen, zum Beispill vun der Belsch, mat deene mer hei en Accord solle maachen, déi kritt keen eraus. Déi gi mer net eraus, well dat dierfe mer net, mir si gehalen, duerch international Accordë wéi déi hei, déi mer elo frësch solle stëmmen.

An ech fannen, dat ass awer ganz problematesch, well den Zougang vun de Leit zu deene Piècen do, deen ass zum Beispill net geregelt hei an deene Gesetzer, an deenen Accorden, déi d'Basis vun deene Gesetzer hei sinn.

Also, ënnert deenen Ëmstänn do kann ech op jidde Fall meng Zoustëmmung heizou net ginn, an ech géif et gutt fannen, wann een déi ganz Diskussioun do no eise Konklusioune vun der Enquêtëkommissioun géif setzen an da frësch nach eng Kéier iwwert dat hei alles diskutéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Also, Här President, ech mengen, heibanne gëtt et Leit, déi méi Bescheed wësse wéi ech iwwert de SREL. Mä ech wëll Iech just hei soen, dass et eng Traditioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung, fir Accorden ze maache mat ville Länner op der Welt, fir eben déi Sécherheet am Zougang zu oder am Iwwerdroe vun Dokumenter ze kréien. An ech mengen net, dass mer awer elo sollen hei an eng Phobie verfalen an alles, wat Dokumenter sinn, déi e wéineg ee partikulare Charakter hunn, déi awer och mat der Sécherheet vun eisem Land ze dinn hunn, dass mer dat elo an eng Vitrine stellen, wou mer net méi sollen derduerch gesinn.

Dofir géif ech mengen, Här President, d'Chamber, nom Rapport vum Här Angel, sollt effektiv, wa se dat wëllt, hei dat positiv begleeden. Ech mengen, dass d'Regierung op kee Fall wëllt Abus heimadder maachen, an déi Klassifizéierung, wat den Här Urbany ugeschnidden huet, do gëtt et international Regelen, wat a wéi d'Saachen ënnert déi Klassifizéierung falen. Och natierlech iwwert d'Clearance, wat fir Leit déi Dokumenter hei zur Verfügung gestallt kréien. Déi Leit, déi keng Clearance hunn - dat musse mer wëssen -, déi kënnen effektiv déi Dokumenter hei net kréien, well soss verstousse mer géint internationaalt Recht oder géint international Konventiounen, déi mer mat anere Länner oder mat aneren Organisatiounen ofgemaach hunn.

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froen nach eng Kéier Parole après ministre kuerz.

M. le Président.- Jo, Här Urbany!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, ech wëll awer dorobber kuerz äntwerten. Mir hunn dat Gesetz 2004 ugeholl iwwert de Geheimdéngscht. Mir si kuerz virun de Konklusiounen, bon, kuerz net, menger Meenung no, mä mir sinn awer, loosse mer soen, e puer Méint virun de Konklusioune vun där Enquêtëkommissioun. An ech gesinn net an, firwat elo net kann e puer Méint gewaart ginn, bis een iwwert déi hei Saachen ofstëmmt. Mir haten elo zënter 2004 Zäit, doriwwer ofzestëmmen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Okay, Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Ech mengen, dat ass net ganz richteg! Dat hei si jo Accorden, déi no 2004 signéiert gi sinn! An déi mer elo hei solle guttheeschen. Dat huet jo näischt mam Gesetz vun 2004 ze dinn. Mir hunn opgrond vun der Gesetzgebung, déi mer hunn, nei Accordë mat anere Länner ofgeschloss an déi wëlle mer elo hei guttheeschen. Méi ass et net!

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et sinn Accordë vun 2011, gesinn ech hei…

M. le Président.- Ech mengen, Här Urbany, Dir hat elo eng Kéier d'Parole après ministre, Dir konnt nach eng Kéier Är Meenung soen, den Här Ausseminister huet geäntwert, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6519 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6519 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtteg, an zwar huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer EU-Sanktiounen ugefrot. Hei ass och d'Riedezäit erëm nom Artikel 84 zweeten Alinéa vun eisem Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Fayot, Braz, Kartheiser an Henckes.

D'Wuert huet elo den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne

Exposé

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Mir hunn alleguerten déi lescht Zäit regelméisseg an der Press kënne liesen, dass an Ungarn déi eng oder déi aner Mesure législative, déi geholl ginn ass, fir vill Kritiken an op vill Kritike gestouss ass. Mir hunn och festgestallt, dass, ob dat europäesch Institutioune sinn a souguer méi wäit, dat heescht, déi amerikanesch Regierung zum Beispill, bei deene leschten Dispositiounen, déi am Mäerz 2013 geholl gi sinn, och…, an ech zitéieren: «…pourraient menacer les principes d'indépendance institutionnelle et de freins et contrepoids qui sont la marque d'une gouvernance démocratique.»

Dat heescht, dass op jidde Fall mat deene leschten Dispositiounen, déi den Här Orbán mat senger Partei an Ungarn geholl huet, en op vill Kritik gestouss ass an déi vill Suerge maachen.

Et ass net fir d'Éischt, wou dës Regierung Texter hëlt, déi op international Kritike stoussen. Schonn 2010 war jo deen Text iwwert d'Medien, wou och jo Problemer waren, wou am Fong eng Kommissioun sollt kreéiert ginn, déi hätt kënnen indépendamment der Press, ob dat elo Zeitunge sinn, ob dat Radio, ob dat d'Televisioun gewiescht wieren, Sanktioune kënne spriechen. Ganz héich Sanktiounen. Et war och een Organ, dat politesch besat gi war an am Fong kee Geriicht, an dunn, deemools, op Pressioun vun der Europäescher Unioun - an do muss ee soen, dass ee frou ass, dass ee gesäit, dass een awer och en Drockmëttel huet - huet deemools dann och de Victor Orbán, nodeems e vill kritiséiert ginn ass, décidéiert zréckzegoen.

D'Gesetzer si ganz wäit gaangen an d'Press huet missen hir Sourcen divulgéieren. Et huet ee keng…, et huet een Texter misse schreiwen, déi hu misse politesch équilibréiert sinn. Dat heescht, et war am Fong en Text, dee libertícide war vis-à-vis vun der Press. A wéi gesot, am Februar 2011 si se méi no komm.

Nun, 2013, ass elo dee leschten Text komm, dee geet iwwert d'Cour constitutionnelle, wou am Fong eng ganz Rëtsch vu Leit gesot kréien, si missten a Pensioun goen, wou d'ganz Jurisprudenz annuléiert gëtt, wou gesot gëtt, dass d'Kompetenze vun der Cour constitutionnelle missten annuléiert ginn. An dunn ass, wéi gesot, um internationalen Niveau ganz vill Diskussioun driwwer gewiescht, wat dat mat sech géif bréngen.

Ech zitéieren zum Beispill den «Nouvel Obs.», deen och wierklech do… Also, kommt, mir fänken elo mat anere politeschen Organer un. De franséische Senat seet: «Le groupe d'amitié France-Hongrie exprime ses inquiétudes à l'annonce de la récente réforme constitutionnelle.»

Am «Nouvel Obs.» konnt een och liesen, dass et wierklech ganz schlëmm wier, an den Orbán huet du gesot, dat wier fir hie kee Problem an dass 95% vun deenen Texter, déi si géifen huelen, konform zu den europäeschen Texter wieren.

Ech muss Iech soen, wann een awer d'Reaktioun gesäit, ob dat vun der Kommissioun ass, ob dat vum Conseil de l'Europe ass, mierkt een, dass dat net de Fall ass.

Wat gëtt et dann an Europa? Am Moment gëtt et den Artikel 7. Den Artikel 7 gëtt dann eng Méiglechkeet, dee jo duerch den Traité vun Amsterdam vu `97 komm ass, fir dass ee kann zum Beispill den Droit de vote blockéieren, dass ee kann déi eng oder déi aner Dispositioun huelen. Mä fir dass den Artikel 7 a Kraaft trëtt, ass et zimlech komplizéiert. Et ass eng schwéier Prozedur. Et soll een och soen, d'Sanktioune sollen och net esou einfach geholl ginn. Mä et ass eng Prozedur, déi zimlech schwéierfälleg ass.

An dowéinst muss ee sech d'Fro stellen, ob et net opportun wier, fir vläicht Sanktioune kënnen ze hunn, déi net esou solennel, net esou prozedural schwéier wieren. A wann ech

mech net ieren, war jo géint Éisträich, wéi dem Haider seng Partei jo och an d'Koalitioun komm ass an Éisträich, déi éischte Kéier, wou och d'EU jo déi eng oder déi aner Sanktioun décidéiert hat.

Mir mengen, dass Europa, virun allem déi europäesch Institutioun, de Garant muss vu Wäerter sinn, e Garant vu Mënscherechter, dass d'Mënscherechter fundamental misste si vun där ganzer Unioun, déi mer kreéiert hunn. A wann ee kuckt, dass de den Här Barroso an den Här Generalsekretär vum Conseil de l'Europe, den Här Jagland, hir Préoccupatioune hunn vis-à-vis vun deem leschten Amendement an den Dispositiounen, vum ungaresche Parlament geholl, a sech vill Suerge maachen!

Ech liesen, dass d'Kommissioun, Däitschland, Holland, Dänemark, de Conseil de l'Europe, Amerika Texter scho gestëmmt hunn, wou se justement hiert Bedenken hunn. An et feelt op dëser Lëscht: Lëtzebuerg.

Dowéinst, Här President, hu mer eis och erlaabt, eng Resolutioun ze preparéieren. Eng Resolutioun, wou mir och froen, fir dass eist Parlament dem ungaresche Parlament seng Inquiétudë matdeelt an och seet, dass selbstverständlech immens wichteg ass, dass d'Bierger an d'Rechter vun de Bierger an Ungarn respektéiert ginn conformément zu den europäeschen Dispositiounen, an dass d'Valeuren, déi mir alleguerten deelen, déi fundamental Wäerter, déi mer och an Europa hunn, musse respektéiert ginn.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant la révision constitutionnelle adoptée par le Parlement hongrois le 11 mars 2013;

- relevant que les amendements apportés à la Constitution hongroise retirent à la Cour constitutionnelle une grande partie de ses pouvoirs s'agissant notamment de jurisprudences se référant à la Cour européenne des droits de l'Homme ou en réintroduisant des dispositions annulées par la Cour constitutionnelle;

- rappelant qu'il s'agit de la quatrième modification de la constitution hongroise sous le gouvernement actuel;

- rappelant que suite à la précédente révision constitutionnelle, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, la Commission européenne avait entamé des procédures d'infraction contre la Hongrie en raison d'inquiétudes à propos de l'indépendance de la banque centrale et des instances nationales de protection des données et des mesures affectant le système judiciaire;

décide

- de faire part au Parlement hongrois de ses graves inquiétudes quant au respect des règles régissant un État de droit;

- de demander au Parlement hongrois, dans l'intérêt commun des citoyens hongrois et de l'Union européenne, de se conformer aux recommandations, objections et demandes de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe relatives aux questions susmentionnées et de modifier les lois concernées en conséquence, dans le respect des valeurs fondamentales et des normes de l'Union européenne.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Félix Eischen, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser.

Op där anerer Säit hu mer och eng Motioun preparéiert, wou mer justement op déi ganz Punkten aginn a wou mer och d'Regierung invitéieren, dass de Respekt vun de Kopenhagener Kritäre muss agehale ginn an dass mer wierklech, dass d'Regierung och mat aller Fermetéit géint all Dérive kéint sinn, déi géint d'Libertés fondamentales sinn.

An dann dee leschte Punkt ass: «…à demander à la Commission européenne d'élaborer des mécanismes de prévention et de sanction garantissant le respect des critères de Copenhague.»

Mir sinn eis eens, mir soen elo net, dass mer sollen dee ganze Kopenhagener Traité, also d'Kritären, déi zu Kopenhagen zréckbehale gi sinn, op d'Kopp geheien. Mä et soll ee sech einfach d'Fro stellen, ob et net aner Mesurë kéint ginn. An hei ass jo och net, andeem mer hei elo stëmmen, andeem mer elo gären en Traité wëlle frësch négociéieren, mä et misst ee sech awer Garantië ginn, dass ee kéint als Institutioun och deem engen oder deem anere Land soen: „Dat dote geet net." An net, dass een nëmmen den Artikel 7 huet, fir do entgéintzekommen.

Am Moment op der Resolutioun, Här President, an op der Motioun, hutt Der d'Ënnerschréfte vu mir, vum Här Fayot an och vum Här Braz. Den Här Eischen ënnerschreift se och fir d'CSV. Ech wier frou, wann..., ech weess net, wien een nach ka froe vu Sensibilitéiten, vun Indépendanten, vun…

(Interruption)

Et ass komplizéiert am Moment, mä wann deen een oder deen aneren nach wëllt ënnerschreiwen, wéi gesot eis geet et wierklech drëms, dass een hei weist, dass mir als europäesch Länner insistéieren, dass d'Mënscherechter, de Respekt vun de Libertés individuelles, de Respekt vun de Rechter an all Land e Grondsteen si vun dëser Unioun, déi mer wëllen och verteidegen, an dass et net geet, dass een am Fong eng Marche arrière mécht.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la révision constitutionnelle adoptée par le Parlement hongrois le 11 mars 2013;

- relevant que les amendements apportés à la Constitution hongroise retirent à la Cour constitutionnelle une grande partie de ses pouvoirs s'agissant notamment de jurisprudences se référant à la Cour européenne des droits de l'Homme ou en réintroduisant des dispositions annulées par la Cour constitutionnelle;

- notant que ces amendements soulèvent des préoccupations concernant les fondements mêmes d'un État de droit et par extension le principe de la primauté du droit de l'Union européenne et des normes du Conseil de l'Europe;

- considérant que la Constitution telle qu'elle a été adoptée par le Parlement hongrois enfreint les critères de Copenhague;

- rappelant qu'il s'agit de la quatrième modification de la constitution hongroise sous le gouvernement actuel;

- rappelant que suite à la précédente révision constitutionnelle, entrée en vigueur le 1er janvier 2012, la Commission européenne avait entamé des procédures d'infraction contre la Hongrie en raison d'inquiétudes à propos de l'indépendance de la banque centrale et des instances nationales de protection des données et des mesures affectant le système judiciaire;

- notant que le recours à l'article 7 du traité sur l'Union européenne prévoyant le déclenchement d'un mécanisme de sanction en cas de risque clair de violation grave par un État membre des valeurs de l'UE (article 2), s'avère être une procédure lourde requérant déjà dans la première phase une majorité nette au sein des trois institutions, Conseil (1/3 des États membres), Commission et Parlement européen;

- relevant que le volet préventif de l'article 7 du traité sur l'Union européenne n'a pas su empêcher l'introduction des amendements en question;

invite le Gouvernement

- à intervenir en faveur du respect des critères de Copenhague au sein des États déjà membres à part entière de l'Union européenne;

invite le Gouvernement à s'opposer avec fermeté à toute dérive tendant à restreindre les libertés fondamentales dans les pays membres de l'Union européenne ou souhaitant y adhérer;

- à demander à la Commission européenne d'élaborer des mécanismes de prévention et de sanction garantissant le respect des critères de Copenhague.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz, Félix Eischen, Ben Fayot, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser.

Europa ass net eppes wéi eng Brioche, wou ee sech d'Korinthen erauspickt. Mir si frou, an ech muss lech soen, ech si frou, dass haut Ungarn an Europa ass. Well wann Ungarn net an Europa wär: Wie kéint haut Ungarn soen, wat d'Regele wieren? An dowéinst soll ee sech och bewosst sinn, dass déi Grondregelen, déi se deemools akzeptéiert hunn, wéi se d'Demande gemaach hunn, fir an Europa ze goen, net à la carte sinn. Et ass en Ensemble, deen unzehuelen ass. A mir si frou an houfreg, dass bei eis an eisem Land déi Rechter och bestoe bleiwen. A mir wieren och frou, wann dat an all deenen anere Länner och de Fall wär.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Ungarn, Dir Dammen an Dir Häre, befënnt sech an engem Prozess vun déif gräifender konstitutioneller Reform. Deen dauert elo schonn eng Zäit - zwee Joer - an ass wuel nach net ganz ofgeschloss. D'Fidesz, déi aktuell Regierungspartei, krut bei de leschte Wahlen eng Sëtzmajoritéit vun iwwer zwee Drëttel. Fir si ass dat schéin. Domadder kann een nämlech alles maachen, och eng nei Verfassung. Ob et dauerhaft fir Ungarn a fir Europa och schéin ass, wat do mat der Verfassung gemaach gëtt, dat bleift dann ze beweisen. An doriwwer sollte mer dann haut e wéineg schwätzen.

Et ass net déi Lëtzebuerger Chamber, déi determinéiert, wéi eng Verfassungsuerdnung Ungarn huet a soll hunn. Ëmgedréit jo och net. Datt mer an dësem Haus iwwert déi ungaresch Verfassung an déi ungaresch Gesetzer diskutéieren, läit dodrun, datt op ville Plazen an Europa an an allen europäeschen Institutiounen Zweifel doriwwer bestinn, ob den ungareschen Ëmgang mat Wäerter an Normen dee richtegen ass. Deen europäesch richtegen, wuelgemierkt. A wat europäesch richteg oder falsch ass, dat geet eis an der Europäescher Unioun, alleguerten eppes un. Et geet ëm eis gemeinsam Logik vu Rechtsstaatlechkeet.

D'nächst Woch debattéiert dat europäescht Parlament iwwert déi lescht Verfassungsännerungen an Ungarn. Dat Parlament ass och amgaangen, e Rapport iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter a Grondfräiheeten an Ungarn auszeschaffen. En Text vun deem Rapport läit nach net vir. Mä ech hu mat Eenzelner vun deene geschwat, déi dorunner bastelen, an déi soe mir dat heiten: „Ob de Buschtaf vun all Eenzelnem neiem ungareschem Verfassungsartikel a virun allem vun all ungareschem Kardinalgesetz europäesch an d'Rei geet, doriwwer kann ee juristesch streiden." Déi ungaresch Majoritéit seet Jo - dat dierf een och net wonneren. D'Europäesch Kommissioun an d'Venedeg-Kommissioun vum Europarot soen, neen, eben net, op d'mannst net ganz. Mä wat ass dann elo wouer?

Anescht ausgedréckt: Wat ass dann dat, woumat Ungarn kéint de Kader vun der gemeinsamer europäescher Normenopfaassung verloossen? Sinn dat eenzel Gesetzer? Eenzel Verfassungsartikelen, deenen hiren Inhalt zwar fir eis heiansdo gelunge kléngt, mä meeschtens hu mer se jo och nach net op Ungaresch gelies? Oder ass dat e System, en Trend vu Rechtssëtzung, dee mer europäesch net kënnen esou akzeptéieren?

Déi eenzel Texter, gëtt mir vu Juriste gesot, sinn debattéierbar. Villes hänkt och dovunner of, wat een dann do elo eraliest, an dann ass et och eng Fro vun der Iwwersetzung, well jo déi mannsten Europäer Ungaresch verstinn.

Dat sollt, soen déiselwecht Juristen, awer och d'Ungarn endlech dozou inspiréieren, Texter ze schreiwen, déi kënnen eendeiteg iwwersat ginn, ouni Angscht ze maachen. Et kann ee sech net hanner senger sproochlecher Eenzegaartegkeet verstoppen, fir ongestrooft konstitutionell graffen Unfug ze dreiwen.

Dee wierkleche Problem ass de System vun der Rechtssëtzung. An Ungarn, an dat ass net nei, dat war och an der aler Verfassung esou, ier déi heiteg Majoritéit eng nei gebastelt huet, si schrecklech vill Matière vun der Geriichtsorganisatioun iwwert d'Wahlgesetz an d'Gemengenorganisatioune bis zum Statut vun de Parlamentarier Géigestand vu sougenannter „kardinaler Gesetzgebung". Mä all dat brauch eng Majoritéit vun zwee Drëttel, fir ugeholl oder geännert ze ginn.

D'Fidesz huet haut esou eng Majoritéit. Vläicht hu si, vläicht hunn och all déi aner Parteien an Zukunft keng esou eng Majoritéit méi, mä da wier dat, wat d'Fidesz haut beschléisst, op éiweg a Bëton gegoss a rechtsméisseg och net méi ze änneren. An dat ass de Problem. Dat mécht villen an Europa Angscht, mä och villen an Ungarn. An do läit den Usaz dovun an derfir, datt mir eis baussen Ungarn mam konstitutionellen a gesetzgeberesche Prozess an Ungarn musse beschäftegen.

D'Gesetzer musse kënne vun zukünftege Parlamenter op konstitutionell a rechtlech korrekt Manéier geännert ginn. A wann eng aner Majoritéit regéiert, muss déi kënne Saachen aneschters gesinn an och aneschters maachen. An dofir muss zesumme mat Ungarn gekuckt ginn, wéi dat kann organiséiert ginn.

Wann déi aktuell Majoritéit wëllt op éiweg hire Stat an hir Siicht vu Wäerter a Gesetzer zementéieren, andeems se hir Zwee-Drëttel-Majoritéit resolut notzt, dann ass dat en zimlech bedenkleche Virgang, well domadder ginn net nëmme Gesetzer beschloss, mä och Leit op déi héchste Posten am Stat genannt, Leit, déi am Regelfall Mandater vun néng Joer hunn, fir zum Beispill d'Medien ze iwwerwaachen, Riichter ze nennen an esou weider. Domadder bleift d'Fidesz praktesch un der Muecht, och wann zum Beispill anerer géife regéieren. An dat geet net.

Zu esou enger Démarche muss och d'Lëtzebuerger Chamber soen, als Deel vun engem groussen europäesche parlamentaresche Ganzen, dat der Rechtsstaatlechkeet verflicht ass: „Maacht dat net, well Dir riskéiert den europäesche Wee ze verloossen." Déi meescht Ungarn wëllen dee Wee net verloossen. Mir wëllen och net, datt Ungarn e verléisst.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, säit de leschte Wahlen ass an Ungarn eng Majoritéit vun enger Partei, déi een als Rietspartei ka bezeechnen. Déi ka mat där Majoritéit, déi se huet, all Regelen, all Gesetzer, all Verfassung an Ungarn änneren, esou wéi se dat wëllt. Si ass och amgaangen, dat ze maachen. An déi Änneruge vun där Verfassung, déi ruffe ganz vill Inquiétuden iwwert d'Struktur vum Stat, iwwert d'Rechtsstaatlechkeet ervir an Europa, souwuel am Europarot wéi och an der Europäescher Unioun.

Et muss een och derbäisoen, dass et an Ungarn och faschistesch, rassistesch Tendenze gëtt, déi extrem inquiétant sinn, déi zum Deel dem Pouvoir nostinn an déi ee wierklech a kengem anere Land mat där Heftegkeet gesäit erschéngen. An dat ass och eng Inquiétude, déi mer hunn.

Nun huet den Här Bettel hei eng Heure d'actualité gefrot fir de Respekt vun de Critères de Copenhague, déi jo bekanntlech vun 1993 sinn an déi solle bestëmmen, wat fir Länner kënnen an d'Europäesch Unioun kommen.

Den Traité vun der Union européenne, also den Traité vu Lissabon, dee seet a sengem Artikel 2, wat fir Wäerter, wat fir Regelen d'State vun der Europäescher Unioun musse respektéieren. An den Artikel 7, en ass vum Här Bettel zitéiert ginn, dee seet och, wat fir Prozeduren et gëtt, wann e Stat déi Regelen net anhält.

Ech wëll awer soen, an dat ass allgemeng unerkannt an Europa, dass deen Artikel 7 extrem schwéierfälleg ass. Ech wëll just rappeléieren, dass an deem Artikel steet, dass eng Majoritéit vu véier Fënneftel vun de Staten iwwerhaapt ka konstatéieren, dass et e Risiko gëtt, dass d'Wäerter net respektéiert ginn. An et muss eng Eestëmmegkeet bestoen, fir dass ee ka géint e Stat virgoen, sou dass deen Artikel 7, an ech erënnere mech dat aus dem Konvent, wéi mer deen iwwerkuckt hunn, eigentlech inpraticabel ass an net ka gebraucht ginn.

A firwat kann en net gebraucht ginn? Mä well d'Europäesch Unioun eng Unioun vu souveräne Staten ass a well kee Stat d'accord ass, dass aner Staten intern bei him intervenéieren, souguer wann et ëm d'Applikatioun vun den demokratesche Regelen an de Mënscherechter geet, soudass ee sech muss iwwerleeën, wat een en absence vu wierklech engem effikasse Mëttel, Instrument, fir géint esou Dérivë virzegoen, dass ee sech muss iwwerleeën, wat ee ka maachen.

Ech mengen, dat eenzegt Mëttel, wat een huet, dat ass e politescht Mëttel. E politescht Mëttel, natierlech, ass jo gebraucht gi vun der Kommissioun, vum Här Barroso, vum Här Jagland vum Europarot, fir mat den Ungarn, mat der ungarescher Regierung ze verhandelen, hinnen ze soen: „Passt op, wat Der do maacht. Dat do gëtt net akzeptéiert!" Wann dat net duergeet, da muss ee sech bewosst sinn, dass een och a bilaterale Relatiounen, multilaterale Relatiounen an der Europäescher Unioun den Ungarn kloer an däitlech seet, dass mer net domat d'accord sinn, zum Beispill ënnert de Ministeren am Ministerrot, an der Kommissioun an och natierlech am Europaparlament.

Ech erënneren drun, dass de Fidesz eng Partei ass vun der Europäescher Vollekspartei an dass et natierlech d'Responsabilitéit ass och vun der Europäescher Vollekspartei, sou wéi et d'Responsabilitéit vun anere Gruppéierunge vun den europäesche Parteien ass, wann do eng Partei ass, déi aus der Rei schäert, dass et also d'Responsabilitéit vun der Europäescher Vollekspartei ass, fir hiren ungaresche Kolleege kloer an däitlech ze soen, dass dat do Tendenze sinn, déi net akzeptabel sinn.

Mir mussen ons bewosst sinn, dass mer also an Europa an engem politesche Raum sinn, mir sinn net nëmmen an engem Bannemaart, mir sinn an engem politesche Raum. Dee politesche Raum, dee berout op Wäerter, op Verhaltensregelen, déi jiddweree muss respektéieren, deen an der Europäescher Unioun ass, net nëmmen, wann en an d'Europäesch Unioun erakënnt, mä permanent, wann en do ass, well d'Europäesch Unioun ass eng Unioun, déi soll wuessen, déi soll zesummewuessen, déi net nëmme fir een oder zwee Joer gemaach ass, an dass een duerno ka maachen, wat ee wëllt, mä et muss ee permanent an där Unioun déi Regele respektéieren.

An dat solle mer also den ungaresche Politiker besonnesch soen, well ech wëll och kloer soen, dass et selbstverständlech an Ungarn ganz vill Leit gëtt, déi absolut näischt mat deenen Tendenzen um Hutt hunn. Mir sollen net hei an déi Dérive verfalen, fir alles an ee Kuerf ze puchen. Ech menge schonn, dass et bei den Ungarn, ob dat an der Kulturzeen ass, bei den Intellektuel-

len, bei den einfache Leit, bei de Gewerkschaften, dass et Leit gëtt, déi dat do net akzeptéieren.

Et muss een awer trotzdeem rappeléieren, dass et eng parlamentaresch Majoritéit ass, déi dat do mécht. Et ass also e Vollek, wat déi Majoritéit gewielt huet. Dofir muss een och oppassen, wéi een déi Situatioun do beuerteelt.

Mä dat gesot, mengen ech schonn, ass et gutt, dass d'Lëtzebuerger Chamber an enger Resolutioun an och an enger Motioun op déi Situatioun hiweist an de Fanger hieft, fir den ungaresche Kolleegen ze soen, dass dat do net geet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll och aganks dem Här Bettel an der DP-Fraktioun Merci soe fir d'Initiativ, déi se geholl hunn, fir hei iwwert dat Thema ze diskutéieren. D'Europäesch Unioun soll jo och eng Wäertegemeinschaft sinn, „soll" eng Wäertegemeinschaft sinn, mä dat funktionéiert net ëmmer.

D'Diskussioun haut iwwer Ungarn hätte mer och schonn éischter kënne féieren. An Ungarn gëtt et scho méi laang souwuel vusäite vun der Regierung, vum Viktor Orbán a senger Partei, der Fidesz, wéi awer och am Parlament scho méi laang méi wéi nëmmen Dérapagen, mä et gëtt konkret Décisiounen, déi geholl ginn, déi ganz oft Minoritéiten an der ungarescher Bevölkerung treffen, ob dat de jüddeschen Deel vun der Bevölkerung ass, ob dat déi homosexuell Leit an Ungarn sinn, awer och d'Pressefräiheet, déi och scho méi wéi eng Kéier an Ungarn an der Visée vun der Exekutiv war.

Dee leschten Héichpunkt, dat war elo den 11. Mäerz mat deenen Ännerunge vun der Verfassung, iwwregens déi véiert Verfassungsännerung schonn an Ungarn un där neier Verfassung, déi knapps ee Joer huet, wou probéiert ginn ass vu Regierungssäit, d'Gesetzer, déi annulléiert gi si vum Verfassungsgeriicht, iwwert den Ëmwee vun der Verfassung awer dann zur Wierksamkeet ze bréngen. Wat natierlech och d'Fro opwërft vun der Gewaltentrennung an deem Land, wann dat d'Interpretatioun ass, déi eng Regierung ka maache vun Uerteeler vun engem Verfassungsgeriicht!

Déi Gesetzer hunn och dozou gefouert an déi Verfassungsännerung, dass et massiv Kritik iwwer Ungarn gëtt am Europaparlament, awer och am Conseil de l'Europe. Véier Länner, véier Ausseministeren hunn eng Initiativ geholl, deen däitschen, deen däneschen, dee finneschen an och deen hollänneschen, fir e Mechanismus ze proposéiere fir d'Sauvegarde vun de Valeurs fondamentales, wéi se am Traité vu Lissabon beschriwwe sinn. A souguer d'Vereent Natiounen iwwer hiren Héije Kommissär fir d'Mënscherechter, de Rupert Colville (veuillez lire: bzw. den UHNCR-Spriecher Rupert Colville) hu sech och mat dëser Fro beschäftegt. Et sinn also net déi Mannst, déi hei Kritik un Ungarn geäussert hunn.

Vill Kritik op där enger Säit, awer op där anerer Säit och vill Machtlosegkeet. Wann een éierlech ass, huet ee keng adequat Äntwert bis elo fonnt, déi hätt kënnen eng Inflexioun vun der ungarescher Regierungspolitik bewierken. Den Artikel 7 vum Traité ass en fait, an eenzel Kolleege si schonn drop agaangen, déi eenzeg Sanktiounsméiglechkeet, praktesch d'Maximalstrof vun der Sanktioun vun der Suspensioun vu bestëmmtene Rechter, y compris dem Stëmmrecht am Conseil.

Verschiddener hunn dat esou ausgedréckt: En théorie, mat de bestehenden Texter, kéint e Land, e Memberland, wat zu enger Militärdiktatur géif mutéieren, weiderhi Member bleiwe vun der Europäescher Unioun, et hätt just kee Stëmmrecht méi am Conseil. Dat kéint geschéien a mir kéinten am Moment näischt drun änneren!

Dat ass natierlech e Constat, deen net erbaulech ass. D'Fro ass natierlech awer elo: Wat maachen? Et ass net einfach. Et kann een natierlech op de Wee goe vun de Sanktiounen. Et ass a mengen Ae kloer, dass genuch um Dësch läit, fir kënnen d'Maximalstrof vum Artikel 7 ze verhänken, mat där Prozedur, wéi de Ben Fayot se richteg beschriwwen huet, dat ass als „net praticabel". En fait, et ass kaum virstellbar, dass eng Décisioun géif kënnen opgrond vun deem Artikel zustane kommen.

Mä d'Fro wier och, wa se kéint zustane kommen, ob se wierklech déi bescht an déi zilführend Äntwert wier. D'Fro vun der Sanktioun, vun der maximaler Sanktioun an der Urgence, déi kuerzfristeg misst verhaange ginn, dorunner, mengen ech, däerf een zweifelen.

Verschiddener warnen och virdrun, op deen dote Wee ze goen. Et ass eng Stëmmung an Ungarn, déi drop erausleeft, dass all Kritik, déi un der ungarescher Regierung formuléiert gëtt, en fait eng Konspiratioun vu lénken Europäer wier, a méi wier et net. Dat heescht, do muss ee wierklech oppassen, dass een net bei dem eegene Virgoen och nach eng Rei Leit ënnerstëtzt, objektiv ënnerstëtzt an alimentéiert an hiren internen Démarchen.

An dat mécht et natierlech schwéier. Wéi geet ee mat deem Inakzeptabelen ëm, ouni och gläichzäiteg en fait Uelech op d'Feier ze schëdden? An dat ass déi schwiereg Fro, där sech d'europäesch Dirigenten am Europaparlament awer och um Niveau vun de Ministere musse stellen.

Mir mengen, dass eng vun de Leçonen, déi een heirauser muss zéien, déi soll sinn, dass ee sech e Mechanismus soll ginn, deen eben net nëmmen an der Urgence soll spillen. D'Kritäre vu Kopenhagen sinn opgeworf ginn. Déi Kritäre spille beim Bäitrëtt! An nom Bäitrëtt ass alles eriwwer, da spillt just nach deen normale volle Programm. Do ass an eisen Aen eng Lacune. Mir sinn der Meenung, dass een och muss eng Zort permanente Post-Bäitrëtt-Monitoring envisagéieren.

Déi Iddi kënnt net vun eis, déi läit schonn um Dësch. Dat ass déi sougenannten Iddi vun der „Kopenhagen-Kommissioun", wéi se emol scho genannt ginn ass, fir vill méi fréi, wéi de Ben Fayot zu Recht gesot huet, e politescht Instrument sech an de Grapp ze ginn, wat méi fréi ka reagéieren, wat méi fréi ka politeschen Drock opbauen, wat méi fréi ka politesch Kontrovers an Diskussioun provozéieren. Wann ee bis waart, dass de Misär geschitt ass, gëtt et mat den europäeschen Instrumenter ganz schwéier.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- An déi maximal Sanktioun erreecht och net onbedéngt dat maximaalt Zil. Dat ass also ee Virschlag.

An zweeten a leschte Virschlag, Här President, dat ass déi Iddi, déi ech elo just genannt hunn ebe vun deem Post-Bäitrëtt-Monitoring an dass dat och soll vun engem onofhängege Gremium, engem sougenannten „Democratie-Conseil" ausgeübt ginn. Dat ass eng Iddi, déi um Dësch läit an déi och wäit iwwer Ungarn erausgeet. Et ass jo och net dat eenzegt Land, wou mer Problemer hunn. D'Beispill vu Griichenland léisst och ganz vill Froen opkommen. Och do gëtt et offe rassistesch a faschistesch Tendenzen, déi genausou inakzeptabel sinn, och wann déi nach net all a staatlech Décisioune gefloss sinn.

Lescht Wuert, just an engem Saz: Natierlech wier et och besser, wann déi onendlech laang Diskussioun tëschent der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe doriwwer, wéi eng Chartae vu wéi enge Mënscherechter vu wiem solle kontrolléiert ginn, wann och déi Diskussioun en Enn hätt! Déi Rivalitéit, déi et am Moment gëtt, an déi ongekläerte Fro vun der Opdeelung vun den Tâchen tëschent der Unioun an dem Conseil de l'Europe, och dat wier sécherlech e positive Bäitrag, fir an Zukunft dee méi permanente Post-Bäitrëtt-Monitoring kënnen ze maachen.

Dat gesot, Här President, wäerten déi gréng och d'Motioun an d'Resolutioun, déi agereecht gi sinn, matstëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President, och Merci un den Här Bettel, datt en dee Sujet hei an d'Chamber bruecht huet. Mir deelen och d'Suergen, wat d'Situatioun an Ungarn ugeet, och notamment wat gewëssen - dat ass zwar elo net direkt de Problem vun der Regierungspartei -, mä och wat gewëssen antisemitesch Tendenzen an deem Land ugeet, dat ass effektiv eppes, wat eis all Suerge mécht.

Trotzdeem géif ech mengen, wann een Ungarn kritiséiert, da sollt een net vergiessen, fir verschidde Parallellen och ze maache mat deem, wat hei am Land am Ableck lass ass. Et ass nämlech ganz interessant, dat ze vergläichen.

Huele mer emol zum Beispill de Justizsystem. Den Här Bettel huet rappeléiert, datt d'Verfassungsgeriicht an Ungarn a senge Kompetenze beschnidde gëtt, datt nëmmen nach d'Form kann iwwerpréift ginn an net méi de Contenu vun de Moossnamen, déi dem Verfassungsgeriicht virgeluecht ginn. Mä hei am Land huet den Här Biltgen elo proposéiert, d'Cour constitutionnelle ganz ofzeschafen an duerch eng Cour suprême ze ersetzen, där hir Prozeduren esou komplizéiert sinn, datt och hei de Contrôle constitutionnel vun de Gesetzer vill méi schwéier gëtt.

Oder en anert Beispill, fir ze soen, datt mir och net ëmmer ganz perfekt dostinn: Mir hu géint den Artikel 91, d'Inamovibilitéit vun de Riichter, hei temporär soi-disant verstouss mat engem Gesetz, wat mer zejoert gestëmmt haten. Et gëtt eng Proposition de loi vum Här Braz, fir dat ze redresséieren, a mir hoffen, datt dat och ganz geschwënn erëm geschitt.

Oder mir hunn eng Propositioun, fir e Conseil national de la Justice ze kreéieren, deen awer op eng ganz liicht Manéier ka politiséiert ginn. Also, mir sinn och net an enger Situatioun, wou mir honnertprozenteg propper dostinn.

Genausou mat de Medien: Déi ungaresch Mediëkontrollkommissioun, den MNHH, dee gëtt kritiséiert, well e kann...

(Interruption)

... - jo, oder Hasch Hasch (HH), wéi Der wëllt, Här Braz! -, dee gëtt kritiséiert, well e kann d'Lizenz vu Medien entzéien. Elo ass awer hei am Ableck eng Diskussioun ëm d'Kreatioun vun enger Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, déi déiselwecht Kompetenze soll kréien: e Sanktiounskatalog mat relativ héije Geldstrofe bis hin zum Entzuch vu Lizenzen, Konzessiounen u privat Medien, sou datt mer och do an eng Situatioun riskéieren eranzegeroden, déi direkt parallell ass mat där, déi mer am Ableck an Ungarn kritiséieren.

An nach en allerlescht Wuert, well ech weess, Här President, meng Zäit ass ganz kuerz. Mir hunn och hei am Land Gesetzer geholl, oder ee Gesetz, den 6127, wou mer dat gestëmmt haten hei, wat an de Contenu vun de Medien agräift. A mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, dat bis elo e Gesetz gestëmmt huet, wat an de Contenu vun de Medien agräift, an de Conseil national de la presse hat dogéint protestéiert oder op jidde Fall seng Kritiken ugemellt. Et ass awer gestëmmt ginn.

Also, mir kënnen Ungarn kritiséieren, mir mussen Ungarn kritiséieren, mä och hei zu Lëtzebuerg gëtt et a genee deeneselwechten Domänen eng ganz Rei vu grousse Problemer.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An als nächsten a leschte Riedner - pardon, dem Här Kartheiser Merci! - ass den Här Henckes agedroen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här Braz, Dir gitt fir Fait personnel...

(Hilarité)

Une voix.- An den Här Urbany!

M. le Président.- Jo, den Här Henckes an dann den Här Urbany.

La même voix.- Der Rei no.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lech och vläicht aschreiwen! Ech mengen, et huet jiddwereen d'Méiglechkeet, sech anzeschreiwen. Dir schreift lech ni an, an da weist Der ëmmer de Fanger, dann ass et relativ schwéier!

Une voix.- Et ass, wéi an der Schoul, do...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech mengen, wann e Land Member gëtt vun der Europäescher Unioun, dann ass et natierlech, datt et sech engagéiert, fir verschidde Prinzipië vu Rechtsstaatlechkeet, déi an onsen europäesche Verträg sinn, fir déi ze respektéieren. Ech mengen, dat ass eng Basis, wéi ee Member gëtt; an egal wat fir engem Club muss een d'Statute respektéieren!

Mä mir hunn e Problem an Ungarn, mä net nuren do, och a Rumänien an a Bulgarien.

An Ungarn an och an deenen zwee anere Länner gëtt de Rechtsstat duerch verschidde Gesetzer a Fro gestallt. Mä et kann ee sech awer och d'Fro stellen: Ass et nuren d'Gesetz oder d'Praxis, déi sech aus dem Gesetz ergëtt? Do lafen oft Debatten ausenaner, well déi ungaresch Gesetzer ganz oft Kopië si vun eenzelne Gesetzestexter, déi se a verschiddenen europäesche Länner fonnt hunn.

Et ass also eng Differenz ze maachen tëschent deem, wat mer um Pabeier hunn a wat als Ensembel verschidde Froen opwërft, an deem, wat herno d'ungaresch Regierung wäert dorauser maachen. An dofir wier et wichteg, datt do e Suivi gemaach gëtt, datt déi Gesetzer net zu kategoreschen, virulente Violatioune vun de Mënscherechter a vun de Rechtsstatprinzipië féieren.

Dat notamment op de Gebidder vun der Onofhängegkeet vun der Justiz duerch déi duebel Reform vun der Verfassung, déi elo gestëmmt ginn ass, och d'Froen, déi d'Press uginn, do sinn och verschidden Dispositiounen, déi ganz wäit ginn, déi ganz negativ Auswierkunge kënnen hunn. An et stelle sech och an deene Länner, an notamment an Ungarn, ganz vill Froe vu Korruptioun. An eng vun deene Begrënnungen, déi d'ungaresch Regierung huet, dat ass, datt dat hinnen hëlleft, fir géint d'Korruptioun bei de Riichter virzegoen.

Dat si lauter Saachen, déi kann een héieren, déi muss ee just a Fro stellen, an et muss e Suivi gemaach ginn a gegebenenfalls mussen och Sanktioune geholl ginn. Well mir kënnen et net zouloossen, datt hei an Europa eng „Demokratur" entsteet, wéi mer se an Nopeschlänner vun der Europäescher Unioun kennen!

Mä et muss een awer och soen, datt et politesch net einfach ass, fir hei ze handelen, sauf iwwert déi Motioun an déi Resolutioun, déi mer elo hei solle stëmmen, well mir musse feststellen, datt déi ablacklech ungaresch Regierung 68% vun de Votë vun der Bevölkerung kritt huet, datt den Euro-Barometer vum Dezember 2011 ausweist, datt 63% vun den Ungarn en vue vun de Kritiken un hirem Land eng negativ Meenung iwwer Europa hunn, géigeniwwer 47% bei de Griichen. Do gesäit een also, datt een net nure muss en Dialog féieren hei an onser Chamber, mä och vis-à-vis vun der griichescher Bevölkerung. An ech wënschen der Lëtzebuerger Regierung an notamment onsem Ausseminister, datt en an där Richtung do ka bei senge Kolleegen intervenéieren.

A mir wäerten, esou wéi mer et kënne maachen, och bei onse Bekannten an Ungarn intervenéieren, fir datt mer do e Changement de mentalité kréien. Mä soss, et sinn awer déi...

(Interruptions)

Ben, mir alleguerten hei, d'Bierger alleguerten...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech hu geduecht, Dir géift lech schonn an der Mehrzahl gesinn. Dir hutt zwar en dräifachen Numm, mä dat geet awer net grad duer!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ma gesitt Der! Ech si frou, datt Der dat esou festgestallt hutt, Här Bausch,...

(Interruption)

...Här „Aufgebauscht"!

(Hilarité)

Mä et mécht näischt. Ech géif...

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass och eppes!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Majo, gesitt Der!

Une voix.- De Jang an ech!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat gesot, wollt ech awer och dem Här Bettel Merci soen, datt en d'Initiativ ergraff huet fir dës Debatt a fir déi Motioun an déi Resolutioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Da kritt elo nach d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Ech sinn och der Meenung - an ech soen och dem Här Bettel Merci fir déi Motioun an déi Resolutioun, déi en hei erabruecht huet -,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...dass et extrem grave ass, wat an Ungarn de Moment passéiert, an dass dat wäit iwwert dat erausgeet, fir hei nëmme seng Suerg auszedrécken, mä dass et wierklech verlaangt, dass och d'Parlament hei an enger Motioun an an enger Resolutioun déi Suerg och konkret ausdréckt an och konkret Schrëtt verlaangt vis-à-vis vun den Autoritéiten an Ungarn.

An ech mengen och, et ass dat am Kader vun der europäescher Logik, op déi awer schlussendlech d'europäesch Verträg baséieren, dat heescht, Wäerter wéi - ech zitéieren aus de Verträg: „Achtung der Menschenwürde, Freiheit, Demokratie, Gleichheit, Rechtsstaatlichkeit und die Wahrung der Menschenrechte einschließlich der Rechte der Personen, die Minderheiten angehören", dass dat alles hei op eng flagrant Aart a Weis verletzt gëtt vun där Regierung do. Dat begräift Aschränkung vun de Rechter vum Verfassungsgeriicht, Aschränkunge fir d'Oppositioun, Sanktioune géint d'Leit, déi kee feste Wunnsëtz hunn, Sanktioune géint Romaën a Sintiën, géint Homosexueller an esou weider. Et sinn och do esou Auswüchs dobäi vu Leit, déi zum Beispill iwwerall an Ungarn Monumenter opriichte fir den Horthy, dat war den Diktator virum Krich, dee mam Hitler e Bündnis hat an deen iwwregens och verantwortlech war fir déi éischt Juddegesetzer an Ungarn.

A wéi ech héieren hunn a gelies hunn, huet e perséinleche Frënd vum Viktor Orbán a Matbegrënner vun där Fidesz-Partei - den Här Zsolt Bayer erkläert: „Ein bedeutender Teil der Zigeuner ist nicht geeignet, unter Menschen zu leben. Sie sind Tiere. Diese Tiere sollen nicht sein dürfen, in keiner Weise. Das muss gelöst werden, sofort und egal wie."

Do si mer natierlech schonn no bäi bei där historescher Period, an där verschidde Leit och hir Referenzen hei huelen.

Ëmsou méi grave ass et awer, dass de Viktor Orbán sech net distanzéiert huet vun deenen Aussoen do bis elo, souwäit ech dat héieren hunn. De Viktor Orbán ass ëmmerhin awer Vizepresident vun der europäescher Partei vun de Chrëschtlech-Sozialen.

Dofir ass et ëmsou méi begréissenswäert, dass hei d'Parlament eestëmmeg, wéi et ausgesäit, déi Dokumenter do unhëlt. Ech mengen och, dass een do net soll Vergläicher zéie mat der Situatioun zu Lëtzebuerg. Ech fannen, dass déi mat den Hoer erbäigezu sinn, wann ee gesäit, ëm wat et wierklech do geet; esou kritikabel och verschidden Aspekter vun der Politik zu Lëtzebuerg kënne sinn. Ech mengen, dat hei ass aussergewéinlech grave. Dat knäppt un historesch Erënnerungen un – déi, wou och gëlle muss: „Wehret den Anfängen!", an dat maache mer heimadder.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Här Bettel Merci soen. Ech mengen, déi Debatt passt hei an eist Parlament.

Ech wëll awer vläicht ufänke mat enger Remarque, déi mer eis och als Europäer musse maachen oder kënne maachen, dat ass: Bei aller Kritik, déi Europa verdéngt, ass dat heiten awer..., ass d'Europäesch Unioun eng Unioun, wou just mer jo Stäerkt beweisen, dass mer kënne Feeler, déi an anere Länner vun der Europäescher Unioun geschéien, dass mer déi kënne flagrant uprangeren. Dass mer hei kënnen eng Debatt driwwer maachen, dass mer kënnen eng Resolutioun huele vun der Chamber an déi och dann de Kolleegen an Ungarn zur Verfügung stellen, eis Meenung äusseren, eis Meenung artikuléieren, an dat ass e groussen, grousse Mérite trotzdeem, dee mer als Europäer hunn an eiser Unioun.

Ech géif och mengen, dass mer mussen oppassen, wa mer..., d'Thema ass selbstverständlech Ungarn, dass mer nëmmen hei eis fokusséieren op Länner, déi an der Lescht an d'Europäesch Unioun erakomm sinn.

Ech wëll hei elo kee Land direkt nennen, mä denkt och un d'Grënnerlänner, wou zum Beispill an engem vun deene Grënnerlänner, wou eng ganz schéi Sprooch geschwat gëtt, mä wou eng terribel Konzentratioun vun de Medië stattfonnt huet an nach ëmmer ass. Och dat ass e Punkt a mengen Aen, dee mer also an der Europäescher Unioun, wa mer iwwert d'Fräiheet vun de Medië schwätzen, effektiv mussen uschneide kënnen.

Ech géif och mengen, dass et wierklech, wéi den Här Urbany elo gesot huet, liicht en „nitty-gritty" ass, wa mer krampfhaft versichen, d'Situatioun an Ungarn elo mat Lëtzebuerg ze vergläichen.

Just ee Punkt, deen, Här President, hei ugeschnidde ginn ass, ech mengen, kee wëllt, an och den Här Biltgen net, selbstverständlech, hei d'Cour constitutionnelle ofschafen. Wat mer wëllen, dat ass, dass all Geriicht op all Niveau ka kucken, ob ee Gesetz verfassungsméisseg ass oder net, an d'Cour suprême mécht natierlech dann herno eng Koordinatioun vun deenen Décisiounen, déi geholl ginn. Dat ass also vill méi déif nach, wéi dat, wat mer elo hunn. Duerfir géif ech Iech bieden, dass mer hei awer net op alles sprangen an alles dénigréieren, wa mer wëlle Reforme maachen an eisem Land an déi da vergläichen, krampfhaft vergläiche mat der Situatioun an Ungarn.

An Ungarn, Här President, ass d'Situatioun zënter dem Abrëll 2010 fundamental geännert ginn, wéi d'Partei Fidesz eng absolut Majoritéit kritt huet, eng Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen. D'Verfassung ass e puermol geännert ginn. Déi éischt Kéier den 1. Januar 2012, an do sinn dräi Punkte virun allem an der Kritik gewiescht.

Dat eent, dat ass d'Onofhängegkeet vun der ungarescher Zentralbank. Dann déi Geschicht vum Alter vun de Riichter.

M. le Président.- Ech bieden Iech, e bëssche méi opmierksam dem Ausseminister nozelauschteren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- An dat Drëtt, dat ass de Geriichtshaff, also d'Onofhängegkeet vun der Autorité de protection des données personnelles.

D'Mediëgesetz vun 2011, wat jo hei ugeschnidde gouf, meng Wéinegkeet, ech hunn deemools wierklech am Dezember 2010 schaarf Kritik geübt, well d'Meenungsäusserung ganz staark ageschränkt war mat deem Gesetz.

Der wësst, wat geschitt ass, dass dee Moment d'Kommissioun sech agemëscht huet, dass och d'Ungaren dunn zréckgaange sinn. Se hunn d'Gesetz nei op de Leescht geholl, an dat wat elo erauskomm ass, theoretesch op jidde Fall, ass konform zum europäesche Recht.

Wat awer d'Applikatioun ugeet vum Mediëgesetz an Ungarn, behalen ech awer Zweifelen, ob dat korrekt ass.

De Problem ass deen, Här Bettel, géif ech mengen, dass mer hei net nëmme just dee politesche Contrôle hunn oder de Contrôle, wéi Der dat ugedeit hutt, vläicht iwwer eng nei Procédure, mä mir hu virun allem awer och deen EU-juristeschen oder -juridictionnelle Contrôle, dee jo awer ganz staark ass.

De Moment sinn d'Europäesch Kommissioun grad wéi och de Conseil de l'Europe amgaang ze kucken, all Dispositioune vun der Verfassung, déi Neierungen ënnert d'Lupp ze huelen. A wann déi Aarbecht ofgeschloss ass, da gëtt décidéiert, ob se den Normen entspriechen, déi Modifikatiounen, oder net. An d'Europäescht Parlament, den Här Félix Eischen huet dat jo och ugeschnidden, de 17. Abrëll, huet eng grouss Debatt iwwert déi Punkten.

Ech wëll hei vläicht och nach kuerz an d'Detailer goen, Här President: d'Onofhängegkeet vun der Ungarescher Zentralbank. Effektiv ass do eng Procédure d'infraction agelaut ginn. An d'Ungare sinn zréckgaangen op deem Punkt. Firwat si se och zréckgaangen? Well 15 Milliounen Euro dee Moment och zur Verfügung gestallt goufen, an dat war d'Drockmëttel, fir op deem Punkt Ungarn erëm an de Lot ze kréien.

Dat Zweet, dat ass, do ass eng Procédure, ee Recours en manquement géint Ungarn bei der Cour de justice iwwert d'Autorité de protection des données personnelles. Déi leeft de Moment nach. Déi Prozedur leeft an et muss also ofgewaart ginn. Et gëtt gerechent, dass en Arrêt um Enn vum Joer kënnt an och da muss Ungarn Fuerf bekennen an dat Gesetz esou änneren, déi Dispositioun vum Gesetz esou änneren, wéi eben dann dee Recours en manquement ausgeet.

Dat Drëtt, dat ass d'Erofsetze vun dem Alter vun de Riichter. Bon, et kann ee soen, dass et normal ass, dass d'Riichteren an d'Notairen an d'Procureuren net bis 70 Joer schaffen, mä bis 62 Joer. Mä, den Hannergedanke war kloer, d'Leit vun deem Regime, deen hinnen net gepasst huet, dem Fidesz, sollten alleguerten ewech an duerch nei Riichteren ersat ginn. Dat war de Punkt, an och do ass d'Regierung zréckgaangen. Dat heescht, hei huet d'Cour constitutionnelle am Juli 2012 dat Gesetz annuléiert. Dat besteet also net méi, soudass ech awer géif mengen, mat all deenen Aflëss, déi mer och um juridictionnelle Plang hunn an um juristesche Plang hunn, dass do villes konnt erëm réckgängeg gemaach ginn.

Mä de System - do hutt Der recht, Här Bettel - ass ëmmer deen nämlechten. Si stëmme Gesetzer, gewéinlech Verfassungsgesetzer, da gi se an Europa an da kréie se an Europa gesot, dat do geet net, an da gi se zréck. Mä et bleift ëmmer eppes hänken do dovunner a se behalen ëmmer do een Avantage, dee se eigentlech wollte vu vireran hunn.

Dat anert, dat ass déi Geschicht vun der Presidentin vum ungareschen Office national de la Justice. Dat wier eng Persoun gewiescht, natierlech aus dem Regime vum Fidesz, déi dann eigentlech een onheemleche Pouvoir gehat hätt, fir all Décisiounen, déi d'Justice uginn. Och hei gëtt nokontrolléiert vum Conseil de l'Europe an och vun der Kommissioun, ob dat doten a Concordance ass mat der Europäescher Gesetzgebung. Wann net, da gëtt eng Prozedur agelaut.

Här President, an der Verfassungsännerung elo vun 2013 si ganz komesch Saachen dran. Zum Beispill steet do dran, dass Studenten, déi eng Bourse kréien, déi däerfen Ungarn net verloosse während e puer Joer, wa se eng Bourse kréien. Ass dat kompatibel mat der Libre circulation des travailleurs oder vun der Liberté d'établissement? Dat muss analyséiert ginn.

Da steet dran, dass keng Publicité politique däerf gemaach ginn an de private Medien. Dat gëtt et och an anere Länner, an enger Form, mä hei huet dat, wéi an Ungarn ëmmer - an Dir hutt et gesot, Här Eischen -, ëmmer Caractère constitutionnel. Dat heescht, et kann nëmme geännert gi mat enger Zwee-Drëttel-Majoritéit do derno.

D'Réglementatioun iwwert d'Sans-abri, do steet dran, an der Constitutioun, dass Leit kënnen expulséiert gi vun engem Lieu public wéinst Ordre-public-Verstoussen, d'Sécurité publique net respektéieren, d'Santé publique net respektéieren oder d'Valeur culturelle. Dat heescht, wann een d'Valeur culturelle vun Ungarn net respektéiert, da kann een effektiv erausgehäit ginn.

D'Liberté d'expression, do steet dran, dass en cas de violation de la dignité humaine d'un individu, de la dignité de la nation hongroise, also d'Dignitéit vun der Nation hongroise, déi net definéiert ass, doropshi kann een zum Beispill ënnersot kréien, sech an de Medien auszedrécken.

Dat heescht, Dir gesitt, dat do si Punkten, déi extrem déif ginn a grave sinn, an ech soen Iech als Ausseminister, wann een an Asien ass oder a Latäinamerika oder an Afrika an et gëtt ee gefrot iwwert d'Wäerter vun der Europäescher Unioun an et seet een, dass mir wierklech opbauen op Wäerter, déi mer alleguerte kennen, da kann een emol d'Fro an de Kapp gehäit kréien, ob mer net mat „double standards" operéieren, ob mer net hinnen eppes anescht priedege wéi dat, wat an Europa praktizéiert gëtt.

An duerfir géif ech mengen, dass et extrem wichteg ass, dass och eist Parlament..., a mir maachen dat och am Conseil. Ech muss zwar soen, dass am Conseil och a Saache vum Artikel 7 et immens schwéier ass, fir do zu Chouer ze kommen. Den Drock gëtt vun der Kommissioun gemaach. Dir wësst, dass d'Kommissioun d'Aufgab huet, fir effektiv d'Traitéen ze respektéieren. Mä ech mengen, hei muss och een Débat - et ass dës Kéier d'Europäesch Vollekspartei, et kéinten och aner politesch Parteie sinn, wann ech zum Beispill un, dat muss ee soen, u Rumänien denken, sinn et éischter d'Sozialdemokraten, déi als Famill och mussen Drock maachen op déi Länner, dass hei wierklech dat, wat Europa kennzeechent, nämlech seng Wäerter, dass déi net mat de Féiss gerannt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Résolution 1

Fir d'Éischt hu mer hei eng Resolutioun, déi vum Här Bettel eraginn ass, iwwert déi mer ofzestëmmen hunn. Ech mengen, hei herrscht grouss Unanimitéit, soudatt mer déi à main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Motion 1

Da géif ech Iech Merci soen, an ech mengen, eppes wat ähnlech wär, et wär richteg, fir d'Motioun och à main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech Iech Merci soen, an domadder wär, wéi gesot, dëse Punkt definitiv ofgeschloss a mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zéng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.24 heures)

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 10.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir héieren haut de Moien d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt dës Deklaratioun an der Gebäerdesprooch iwwersat gëtt a wollt den Här Premierminister dowéinst bieden, e bësse méi lues ze schwätzen.

(Hilarité)

Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, näischt ass méi, wéi et war. Et ass net alles anescht ginn, mä villes huet sech geännert a munches huet sech verännert. Aner Saache musse sech änneren, soss gëtt alles anescht.

Et ass ni liicht ze regéieren. Et gesäit just heiansdo esou aus. Déi, déi schonn eemol regéiert hunn, déi wëssen, datt et emol méi liicht an emol méi schwéier ass. Mä ganz einfach ass et ni.

De Moment ass et besonnesch schwéier. D'Regéieren ass extra schwéier ginn - grad an engem klenge Land, dat d'Achse vun der Welt net réajustéiere kann -, well eist Jorhonnert an engem Moment ukomm ass, wou een deen nächste Moment net richteg gesäit. Al Gewëssheete klappen zesummen: Den Dram vum konstanten, vum kontinuéierleche Wuesstum, deen ass ausgedreemt, d'europäesch Integratioun verléiert un Tempo, un Intensitéit a verleeft sech an nationalen Niewen- an an nationale Sakgaassen.

Nei Konflikter entstinn. Déi eng, wéi de Konflikt op der koreanescher Hallefinsel, wuessen op dem Buedem vun enger Geschicht, déi ni ganz ausgedroe ginn ass. An déi aner brieche vun haut op muer aus, wéi d'Geraibers am Mali oder wéi dat net ëmmer geschécktent Taaschten no Demokratie an Nordafrika weisen. All dës Virgäng belaaschten och eis Wierklechkeet, déi en plus de Wierkungen an den Nowierkunge vun där globaler a kontinentaler Wirtschafts- a Finanzkris net aus de Féiss kënnt.

Déi allgemeng Veronsécherung gëtt heiheem duerch eng hausgemaachte Vertrauenskris an d'Institutioune vun eisem Stat verstäerkt. Et muss ee blann an daf sinn, fir net ze mierken, datt vill Leit eenzel Institutioune fir net iwwer all Zweifel erhabe spieren. Mir hu keng Statskris, mä et kriselt am Stat. D'Bommeleeëraffär an hir Opklärungsëmstänn, d'Affär ëm de Geheimdéngscht an dat partiellt Feelverhale vun e puer vu senge Mataarbechter hu Vertrauen zerstéiert.

Et gëtt dacks vun „Statsaffären" geschwat. Ech wëll mech do mam Kommentéieren zréckhalen. Spekulatiounen a Mutmaassunge bréngen eis net virun. Déi iwwerloossen ech aneren. Mä erlaabt mer, Iech iwwert de Stat selwer eppes ze soen.

Am Stat lafen d'Ambitioune vun engem Land zesummen. De Stat organiséiert d'Ëmsetze vun den Aspiratioune vun der Natioun. Hien ass zoustänneg fir de konkreten Oflaf vun all senge Funktiounen. Hien ass net kompetent fir dat, wat schifleeft, ze verstoppen, zouzedecken an ze vertuschen. En däerf sech duerch säi Behuelen och net dem Verdacht aussetzen, d'Statsorganer géife vertuschen, zoudecken, verstoppen, a si géifen dat souguer bewosst maachen. De Stat verléiert seng Kredibilitéit - an déi ass essentiel fir den nationalen Zesummenhalt -, wann e seng Organer do schützen an decke géif, wou dës géint Statsinteresse verstoussen.

D'Statsraison, dat ass e seltent Gutt a mat dësem däerf ee kee Schindluder dreiwen. Vun der Statsraison gëtt dacks geschwat, mä et gëtt se nëmme ganz seelen. Ech sinn hir nach bal ni begéint. A wann een hir begéint, muss een, wann d'Grënn fir d'Statsraison eriwwer sinn, erklären, firwat datt et zu engem bestëmmte Moment Grënn fir d'Statsraison gi sinn.

D'Bommeleeëraffär huet näischt mat Statsraison ze dinn. Mä op eng bestëmmten Aart a Weis dach awer ganz vill: D'Statsraison wëllt nämlech, datt d'Bommeleeëraffär opgeklärt gëtt.

Déi, déi regéieren, sinn der Kredibilitéit an der Irréprochabilitéit vum Stat a besonneschem Mooss verflicht. Dofir hunn d'Ministere sech e Verhalenskodex ginn, an ech si frou, datt d'Chamber déiselwecht Exigenzen an Normen an hiert Regelwierk wëllt ophuelen.

Dofir huet d'Regierung e Gesetzesprojet iwwert den Zougang zur öffentlecher Informatioun virgeluecht. Dee Gesetzesprojet huet Kritik provozéiert, an natierlech, wéi kéint et och anescht sinn, ass de Statsminister beschëllegt ginn, hie wéilt mat dësem Gesetz den Accès zur Informatioun blockéieren a boykottéieren.

Dee Gesetzesprojet ass e Projet vun der Regierung. Ech hunn en an hirem Numm heibannen deponéiert. Ech stinn zu deem Projet, mä ech si bereet, d'Informatiounsflicht vum Stat méi breet unzegoen, wéi de Projet dat mécht. Wann Dir als Chamber Är Aarbechten an déiselwecht Direktioun orientéiert, da sinn ech Ären Alliéierten. Dir bréngt et manifestement besser fäerdeg wéi ech, déi méi zréckhalend Ministere vun der Richtegkeet vun enger flächendeckender Transparenz ze iwwerzeegen, a wann Der se an Är Kommissiounen invitéiert, da bréngt Der et ouni all Zweifel fäerdeg, hir Argumenter ze widderleeën.

Well d'Kredibilitéit an d'Irréprochabilitéit wichteg sinn, wäerte mer d'Chamber mat enger Reform vum Geheimdéngscht befaassen. De Regierungsprogramm gesäit dës Reform iwwregens vir. D'Chamber bereet dës Reform mat vir. Si muss de Perimeter vun de Geheimdéngschtaktivitéite kloer ofstiechen a seng politesch a parlamentaresch Kontroll verstäerken.

Dës an aner Initiative sollen d'Vertrauen an de Stat ënnermaueren. Bei all deem däerfe mer nämlech net vergiessen, datt een d'Vertraue lues a lues, drëpseweis gewënnt. Et verléiert een et vill méi séier! Et verléiert een et vill méi séier, wéi een et opbaut, net Drëps fir Drëps, mä liter- a fudderweis.

Här President, näischt ass méi, wéi et war.

D'öffentlech Finanze sinn och net méi déi al. Verglach mat deene vun eisen Nopeschlänner si se nach zolidd. Mä si wackelen, wann ee se mat fréier vergläicht. Also musse mer se restabiliséieren.

Dat ass net einfach an enger Zäit, wou eng Wirtschaftsprognos déi aner jot an dës sech am Laf vun engem Joer méi wéi widderspriechen. Et gëtt net nëmmen de Spread vun den Zënsen, et gëtt leider Gottes och de Spread vun de Prognosen. Ech begéinen hinnen dofir mat engem Mësstrauen, wat wiisst, a loosse mech vun den Estimatiounen, déi dauernd wiesselen, och net iwwerméisseg nervös maachen.

Den Op an Of vun de Prognosen a vun den Estimatiounen, dee war am Joer 2012 op eng extra Aart a Weis beandrockend. Wéi mer de Budget fir dat Joer opgestallt hunn, fir d'Joer 2012, si mer vun enger Croissance, déi vun der Europäescher Kommissioun fir d'Eurozon virausgesot gi war, vun annerhallwem Prozent ausgaangen. D'Joresresultat an der Eurozon am Joer 2012 war awer e Wuesstumsminus vun 0,6%, bal dräimol méi schlecht wéi prognostizéiert.

Bei der Ausschaffung vum Lëtzebuerger Budget hu mer op eng previsibel Croissance vun 2% heiheem gesat. Zwëschenzäitlech, am Laf vum Joer 2012, hunn national an international Prognostiker gemengt, si kéint, déi Croissance, op 1,1% eroffalen. Duerno hu se hir Aschätzung op e Plus vun 0,5% ugehuewen.

Haut wësse mer, datt eis Wirtschaft trotz engem gudde véierte Quartal am Joer 2012 nëmmen ee klenge Sprong vun 0,3% no vir gemaach huet. D'Estimatioun war e Plus vun 2%, d'Resultat e Plus vun nëmmen 0,3%. De Finanzminister an d'Regierung, déi vun eenzelne Säiten ëmmer erëm virgeworf kréien, iwwert d'Moosse pessimistesch ze sinn an dat bewosst wëllen ze sinn, waren also fir d'Joer 2012 däitlech ze optimistesch, mä si waren dat onbewosst.

Wann een dem errateschen Danz vun de Prognosen nokuckt, da gëtt et engem dronken. Dronke gëtt et engem och, wann een an deem Budgetszueleballet, dee sech zwielef Méint dréint an dréint, wann een an deem Ballet muss matdanzen, ouni de Schrëtt ze verléieren.

Erënnert Iech: De Budgetsprojet fir 2012 hat e gesamtstaatlechen Defizit vun 330 Milliounen - ass gläich 0,7% vum PIB - virgesinn. An en hat den Defizit vum Zentralstat op 1.143 Milliounen ageschat, 2,6% vum PIB. D'Zuelen an den éischte Méint vum Joer 2012 hunn eis am Abrëll derzou bruecht, d'gesamtstaatlech Defizitaschätzung op 805 Milliounen, 1,8% vum PIB, an am Oktober op 860 Milliounen, 2% vum PIB, unzehiewen. Den Defizit vum Zentralstat huet sech bei der Opstellung vum Budget 2012 op 1.143 Millioune belaf, am Abrëll ass en op 1.470 Milliounen, 3,1% vum PIB, an am Oktober op 1.640 Milliounen estiméiert ginn, 3,8% vum PIB. Et war, fir de Kapp ze verléieren!

Mä de Finanzminister huet Gott sei Dank keen Torticolis kritt an e klore Bléck behalen. En huet et fäerdegbruecht, de gesamtstaatlechen Defizit op 359 Milliounen - ass gläich 0,8% vum PIB - ze begrenzen, statt op 2%, wéi an engem bestëmmte Moment gefaart. Den Defizit vum Zentralstat konnt bei 1.157 Milliounen, 2,6% vum PIB, gestoppt ginn, statt eréischt, wéi ee Moment an Aussiicht gestallt gi war, bei 3,8% vum PIB. No all deem Hin an Hier, no deem incroyable Slalomlaf duerch d'Joer 2012, huet den Ofschloss vum staatleche Finanzgebaren - trotz deem net prognostizéierte Wuesstumsabroch vun 2% op 0,3% - sech ganz no bei deenen Zuelen opgehalen, déi mer am Oktober 2011 fir d'Joer 2012 heibanne virgeluecht haten.

Ech muss eppes drénken, entschëllegt. Ech weess zwar net, wéi dat an der Gebäerdesprooch iwwersat gëtt, Här President, mä et gesäit een et jo.

(Hilarité)

Ech widderhuele mech: Am Oktober 2011 si mer vun engem Totaldefizit vun 330 Milliounen ausgaangen, wat 0,7% vum PIB sinn. D'Resultat beleeft sech op 359 Milliounen, 0,8% vun eisem PIB. Am Oktober 2011 si mer vun engem zentralstaatlechen Defizit vun 1.143 Milliounen fortgaangen, 2,6% vum PIB, fir op e Minusofschloss vun 1.157 Milliounen ze kommen, punktgenau 2,6% vun eisem PIB.

Mir sinn also genau an där Zon gelant, wou mer d'Landung programméiert haten. Trotzdeem, de gesamtstaatlechen Defizit ass vun deenen 0,7%, déi mer am Oktober 2011 virausgesat haten, op ee vun 0,8% am Dezember 2012 an d'Luucht gaangen. Mä weist mer een anere Budget an der Eurozon, deen trotz dramatescher Wirtschaftswuesstumsdifferenz tëscht den initialen Hypotheesen an der effektiver Entwécklung esou wéi eisen an der Bunn gehale ginn ass. Dir braucht en net ze sichen. Et gëtt en net!

D'Finanzresultater vum Joer 2012 si besser wéi déi vum Joer 2010, mä si si méi schlecht wéi déi vum Joer 2011: 0,7% géint 0,2% fir de Gesamtstat, 2,6% géint 2,4% fir den Zentralstat. Mir haten 2012 e Finanzlach vun 1.157 Milliounen am Zentralstat. Suen, déi mer musse léine goen. Dës Verschlechterung, déi ech elo beschriwwen hunn, déi riskéiert, an de Joren 2014, 2015 an 2016 leider virunzegoen, wann een dann de Prognose gleewe kann. Et muss ee se net gleewen, mä et muss ee vun hinnen ausgoen.

Ier ech mech mat de Prognose fir déi nächst Jore beschäftegen an Iech déi bekannt maachen, wollt ech Iech mat e puer Iwwerleeunge kënneg maachen, déi Iech zwar misste geleefeg sinn, mä déi et awer verdéngen, a kompakt Erënnerung geruff ze ginn.

D'Leit froe sech dacks, wat de Stat mat hire Sue mécht. A well se dat net genau wëssen, gleewe se nawell ganz gären deenen, déi hinnen erzielen, de Stat bräicht ze vill Sue fir sech selwer an e géif net an d'Zukunft investéieren. Si gesinn, datt ënnert dem Strëch eng déck Milliard feelt, an doriwwer rësele se heiansdo de Kapp. Wann een awer net nëmmen e quantitative Bléck ënnert de Strëch werft, mä e qualitative Bléck op dat werft, wat iwwert dem Strëch steet, da stiechen engem déi Milliarden an d'An, déi der Virbereedung vun der Zukunft déngen.

Vun 2009 bis 2013 inklusiv gëtt de Stat 62 Milliarden Euro aus. Dës Zomm enthält en Zukunftsblock, vun deem ech soen, datt en impressionnant ass.

Esou loosse mer der Schoul - der Zukunftsfabrik par excellence - 9,7 Milliarden Euro zoukommen. 9,7 Milliarden Euro fir d'Schoul, ouni d'Käschte fir hir annexe a konnex Aktivitéiten. Op der Bildung kënnen an däerfe mer och an den nächste Joren net spueren. De Budgetsposte fir d'Schoul, dee kann een net ofsenken.

Esou investéiere mer an der Period 2009-2013 aacht Milliarden; aacht Milliarden, wann een déi direkt an déi indirekt Investissementer beieneeleet. Et wier keng falsch Politik, wa mer dës Investissementer, vun deene jo och déi nächst Generatioune profitéieren, integral iwwer Scholdenophuele géife finanzéieren. Mir huelen awer bis Enn 2013 nëmme ronn - nëmme ronn - fënnef Milliarden Euro Emprunt op, investéieren also méi, aacht Milliarden, wéi mer eis verschëlden, fënnef Milliarden.

Mir investéiere vill, am Schnëtt Joer fir Joer 3,8% vum PIB. An der Moyenne ginn d'Eurostaten awer nëmmen 2,3% vun hirem PIB fir Investissementer aus. Wa mer hinnen et géifen nomaachen, da kéinte mer zack, zack 500 Milliounen Euro d'Joer spueren. Wa mer et géife maache wéi déi Däitsch - si ginn nëmmen 1,1% fir Investissementer aus -, da kéinte mer souguer eng Milliard spueren, dann hätte mer keen Defizit méi. Mä da géife mer haut spueren, mä muer ee Stéck Zukunft verléieren.

Esou bezuele mer, wann ee sech mat den Elementer vum Zukunftsblock beschäftegt, iwwert de Budget, dat heescht iwwert d'CNPF, 5,3 Milliarde familljepolitesch Leeschtungen. Eis Kanner sinn eis Zukunft, gëtt dacks gesot. Mir loossen eis déi Zukunft eppes kaschten.

Esou hu mer vun 2009 bis 2013 der Recherche hei am Land 1.245 Milliounen Euro öffentlech Gelder zoufléisse gelooss, 250 Milliounen Euro am Joer. Eise resoluten Zukunftswëllen huet eis souguer am décke Krisejoer 2010 net verlooss, well am Budget 2010 sinn d'Kreditter fir d'Fuerschung ëm 21% geklommen. Keen anert Land huet seng Fuerschungsausgaben an der Krisenzäit esou ausgebaut wéi mir. Vun 2004 bis 2008, also an där leschter Legislaturperiod, huet de Fuerschungsbudget 592 Milliounen Euro bedroen, 118 Milliounen d'Joer, zweemol manner wéi déi lescht fënnef Joer. D'Fuerschung weist de Wee an d'Zukunft a mir däerfen dee Wee och net verloossen.

Esou hu mer, Här President, tëscht 2009 an 2013 der Uni Lëtzebuerg insgesamt 515 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, 100 Milliounen d'Joer. Am Krisejoer 2010, vun deem ech scho geschwat hunn, hu mer de Budget fir d'Universitéit ëm 19,1% ugehuewen. Keen anert Land huet an der Kris esou en Effort gemaach. Am Géigendeel: D'Budgete fir d'Universitéite falen iwwerall. An der leschter Legislaturperiod krut d'Uni 202 Milliounen zougewisen, 40 Milliounen d'Joer géint 100 Milliounen Euro pro Joer zanter 2009. 100 Milliounen elo, 40 Milliounen an där Period virdrun: Den Unisbudget gouf also och verduebelt, grad eweí dee vun der Fuerschung.

Firwat soen ech Iech dat? Firwat erënneren ech un e puer Saachen, déi iwwert dem Strëch stinn? Well ech Iech an de Leit wëll weisen, datt

mer och an der Kris d'Zukunft preparéiert hunn, an net, wéi dat vun Zäit zu Zäit behaapt gëtt, blann an ouni Verstand gespuert hunn.

Hätte mer ouni Verstand wëlle spueren, dann hätte mer pro Joer 500 Milliounen Euro Investissementer manner gemaach, mir hätten d'Fuerschung an d'Uni an dëser Period net esou behandelt, wéi mer se behandelt hunn. An dann hätte mer duerch d'Gläichbehandlung vun der Recherche an duerch d'Gläichbehandlung vun der Uni eleng op deenen zwee Posten 190 Milliounen Euro gewonnen. Ënnert dem Stréch: 500 Milliounen Euro Investissement manner wéinst dem Duerchschnëtt an der Eurozon an 190 Millioune manner fir d'Uni a fir d'Recherche. Ënnert dem Stréch hätte mer dann e Budgetsdefizit vu 690 Millioune manner. Iwwert dem Stréch awer hätte mer dat Falscht gemaach, well mer op d'Käschte vun der Zukunft gespuert hätten.

Här President, ech hu virun e puer Minutte gesot, d'Finanzperspektive géife sech opgrond vun de Prognosen, déi eis virleien, weider verschlechteren.

Wéi gesinn déi Prognosen aus?

Eis Wirtschaft - ech widderhuele mech - ass 2012 ëm 0,3% gewuess. Dat ass e schwaacht Wuesstum, dat weist, datt mer nach laang net iwwert de Bierg sinn. Mir sinn 2013 net méi räich wéi mer et 2008 waren. Mir trëppelen zanter fënnef Joer op der Plaz. Aner Länner sinn 2012 no hanne gaangen, Holland zum Beispill: 0,6%; déi gesamt Eurozon hat ee Minuswuesstum vun och 0,6% am Joer 2012.

Et ass dervun auszegoen, datt d'Eurozon am Joer 2013 an der Rezessioun stieche bleift. E Wuesstumsrepli, ee Minus vun 0,3% gëtt hir virausgesot. Fir 2014 gëtt da mat engem Plus vun 1,4% gerechent a fir 2015 an 2016 mat engem vun 2% respektiv 1,6%.

Ech halen dës Zuele fir relativ optimistesch. Si kënnen, wann iwwerhaapt, nëmmen dann erreecht ginn, wa mer deene Länner, déi sech an engem europäeschen Upassungsplang bewegen, méi Zäit fir d'Erreeche vun hiren Ajustementsobjektiver zougestinn. D'Leit a Griichenland, op Zypern, a Portugal a soss doruechter packen deen aktuelle Konsolidéierungsrhythmus net méi. Een ze extreemt Konsolidéieren an de Programmlänner an an anere Staten, déi divergéieren, wéi Frankräich zum Beispill, an e stuert Festhalen un den Ajustementsprogrammer géif d'Croissance ofwiergen. Déi Objektiver, déi gesat goufen, bleiwe richteg, an déi Objektiver mussen och erreecht ginn.

Vun 2008 op 2013 ass d'öffentlech Schold an den Eurostate vu 70,2% op 95,1% ugeklommen. Et ass kloer, datt se muss zréckgedréckt ginn, awer net an deem séiere Rhythmus wéi geplangt. D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech fir eng Tempodrosselung vun den Ajustementsprogrammer an de Kriselänner an. Wann dat net geschitt, da kënnt et zu enger sozialer Explosioun do, an duerno och hei. Schonn haut besteet d'Eurozon net, wéi mer mengen, aus 17 Memberstaten, mä effektiv aus 18: déi 17, déi den Euro hunn, an deen 18. Stat, deen dat Land ass, an deem déi 19 Milliounen Aarbechtsloser wunnen.

2013 bleift d'Croissance zu Lëtzebuerg - fir et frëndlech ze soen - phlegmatesch. Eise PIB schéngt nëmmen ëm 1% am Joer 2013 kënnen ze klammen an net 1,7%, wéi nach beim Vote vum Budget am Dezember gemengt ginn ass. Mä 2014, 2015 an 2016 gi Realwuesstumszuele vu respektiv 2,3%, 1,9% an 3,8% erwaart.

Den Emploi géif 2013 mat 1,6%, 2014 mat 1,2%, 2015 an 2016 mat 2,2% expandéieren. De Chômage géif am Joer 2013 6,7% ausmaachen, an der Lëtzebuerger Aart a Weis, fir de Chômage ze berechnen, fir dann 2016 op 6,4% erofzegoen.

Dat verfügbart Akommes vun de Leit, wat mer op Lëtzebuergesch den „Revenu disponible" nennen, géif 2013 ëm 1,3% an an deenen dräi Joer duerno ëm 2% an d'Luucht goen. D'Inflatioun wäert 2013 1,8% bedroen an an deene kommenden dräi Joer ënner 2% bleiwen. Wann den Indexautomatismus am Joer 2015 reaktivéiert gëtt, da géif déi nächst Indextranche, no där vum Oktober 2014, am Juni 2016 erfalen.

Déi europäesch an déi national Prognosen, déi musse mer uräicheren duerch eng Rei vun externe makroekonomeschen Donnéeën, déi fir all d'Eurolänner déiselwecht sinn. All Eurolänner schaffen op der Basis vun enger konstanter Uelechpräis- a Wiesselkursentwécklung Dollar/Euro iwwert den Zäitraum 2014-2016. Si tabléieren hir Finanziwwerleeungen op eng graduell Augmentatioun vun de kuerz- a laangfristegen Zënse vun 2014 un an op eng „Normaliséierung" vun de Verhältnisser op de Finanzmäert, in concreto vun engem Uklamme vum EuroStoxx 50 vu 4,7% am Joer 2014, vun 12,9% am Joer 2015 an 9,8% am Joer 2016.

Compte tenu vun deene Prognosen, Estimatiounen, Hypotheesen entwéckelen d'öffentlech Finanze sech an eng Richtung, déi esou ass, datt mer se mussen ëmdréinen.

Ee kuerze Rappel fir d'Éischt: D'gesamtöffentlech Finanze schléissen 2012, ech hunn et gesot, mat engem Gesamtdefizit vu ronn 360 Milliounen of - 0,8% vum Bruttoinlandprodukt. Den Zentralstat schléisst mat engem Defizit vu ronn 1.150 Milliounen Euro oder 2,6% vum PIB of. Nom Vote vum Budget 2013 beleeft den Negativsaldo beim Gesamtstat sech op 340 Milliounen - 0,7% vum PIB - an op ronn 1.025 Milliounen am Zentralbudget, ass gläich 2,2% vum PIB. Dës Resultater, déi fir d'Joer 2013 haut ze erwaarde sinn, déi si besser wéi déi vum Joer 2012, haaptsächlech well mer fir 2013 ee Konsolidéierungspak vun iwwer 900 Milliounen Euro opgeluecht haten.

Ënner Berücksichtegung vun der inévitabler Tatsaach, datt vun 2015 un d'TVA-Recette op dem elektroneschen Handel ronn 700 Milliounen Euro ofhuele wäert, a wann een des Weidere géif unhuelen - wat ech net maachen -, d'Politik géif genau déiselwecht bleiwen ewéi haut, da wier de Profil vun de Statsfinanzen net schéin unzekucken. 2014 hätte mer dann een totale Minus beim Gesamtstat vun 1,3%, a vun 2,6% beim Zentralstat. 2015 wieren dat 3% respektiv 4,1% an 2016 hätte mer e gesamtstaatlechen Defizit vun 2,8% an en zentralstaatlechen Defizit vun 3,7%.

Dës Zuele weisen - an hir Evolutioun weist et och -, datt mer d'Zil, d'Gesamtfinanzlag bis 2014 an den Équiliber ze bréngen, net erreeche kënnen. Dat ass haaptsächlech op dat extrem schwaacht Wirtschaftswuesstum zréckzeféieren.

An de kommenden dräi Joer beweegt d'Croissance sech awer däitlech no uewen. Mir mengen dofir, datt mer gutt Chancen hätten, de gesamtstaatlechen Équiliber fir fréistens 2016 a spéitstens 2017 ze packen. Mir packen en awer nëmmen, wa mer vun 2015 un déi TVA-Recette, déi am Beräich vum E-Commerce ewechbrécht, duerch eng Augmentatioun vun eisen TVA-Sätz kompenséieren.

Mir hunn déi niddregsten TVA-Sätz an Europa. Si hu vun 1993 un net méi bougéiert. Mir sinn dat eenzegt Land an Europa, dat d'TVA esou laang agefruer hat. Mä 2015 wäert de Moment komm sinn, fir se unzehiewen, awer ëmmer esou, datt mer déi niddregsten TVA-Sätz an Europa behalen. Et recommandéiert sech, dës TVA-Reform an eng méi breet Steierreform anzekleeden, déi eis Tarifstruktur esou ëmbaut, datt déi sougenannte Mëttelschicht - ee schrecklecht Wuert, wéi ech fannen - net penaliséiert gëtt. Mä virun 2015 bleift alles esou, wéi et ass. Et wier nämlech net klug, am aktuelle konjunkturellen Émfeld d'TVA-Struktur ze reartikuléieren.

Mä fir d'Finanze vum Gesamtstat ze équilibréieren an den Defizit vum Zentralstat ze diminuéieren, brauch et méi wéi eng nei Ausriichtung vun der TVA. Mir mussen an de Joren 2014, 2015 an 2016 weider konsolidéieren.

Weider konsolidéieren: Dat ass liicht gesot an et ass schwéier ze maachen. Et wier liicht ze maachen, wann ee sech et wéilt liicht maachen. Il n'y a qu'à...! Dat gesäit een um Beispill, dat ech lech elo éinescht ginn hunn. Mir kéinten d'Investitioune vum Stat, déi direkt an déi indirekt, ëm 500 Milliounen Euro ofsenken, fir se op den Niveau vum Duerchschnëtt vun der Eurozon ze bréngen. Mä da géif een, géif een dat elo maachen, d'Wuesstum schaarf ofbremsen an d'Zuel vun de Failliten, déi géif explodéieren. An dofir maache mer dat net. Mir beschränken eis drop, fir den aktuellen Investitiounsvolumen nominal ze stabiliséieren. Mir wäerten investitiounspolitesch verstäerkt mat der Europäescher Investitiounsbank zesummeschaffen. Dat versprécht eis Investitiounsprojete méi bëlleg ze maachen.

D'Kreditter fir d'Recherche, fir d'Innovatioun a fir d'Uni musse weider wuessen, mä ech wëll haut soen: Si kënnen net virufueren, zweestelleg ze wuessen.

Wann ee sech et liicht wëllt maachen, da kann een de staatleche Bäitrag zur Finanzéierung vun eise soziale Versécherungssystemer - dee mécht 45% vun de Recettë vun deemselwechten aus - op den Niveau vun eisen Nopeschlänner erofzéien - dee mécht 33% aus. Da géife mer net 10,5% vun eisem PIB, mä nëmme 7,8% vun eisem PIB fir d'Finanzéierung vun eise soziale Versécherungssystemer opbrénge mussen. Erspuernis: eng Milliard! Eng Milliard manner Defizit am Zentralbudget. Mä logescherweis misste mer jo déi Milliard duerch méi héich Cotisatioune vun de Patronen an den Assuréen ersetzen. Da wier eis Kompetitivitéit am Eemer. Stattdesse wëlle mer d'Cotisatiounen, déi op de Betriber leien, bis 2016 op hirem aktuellen Niveau stabiliséieren.

Et kann een d'Fonctionnementskäschte vum Stat weider drosselen. Dat maache mer och. Dat hu mer och an deene leschten zwee Joer gemaach. Mä vill Sputt bleift no deenen Effortë vun de leschte Joren net.

Mir sinn amgaang, déi finanziell Hëllefe fir de Logement op hir Effikassitéit hin ze iwwerpréiwen. Hei gëtt et Aspuerungsméiglechkeeten, déi et fir d'Zukunft ze notze gëllt. Fir d'Zukunft, net fir d'Bénéficiairë vun deene Moossnamen, déi haut lafen. D'Bonification d'intérêt gëtt ofgeschaaft. En plus menge mer, datt eng méi staark Besteierung vun de Plus-valuen, déi op den Terraine realiséiert ginn, ugesot ass.

Am Sozialberäich musse mer, doduerch datt mer festgefueren ideologesch Barrièren iwwersprangen, déi Leeschtungen op de Métier huelen, déi no jéngster Jurisprudenz verstäerkt an den Export musse goen. Net alles, wat juristesch stéchhalteg ass, ass materiell a sachlech nozevollzéien. Och hei kënnt et zu Aspuerungen.

Mir mussen eis och d'Finanzéierung vun der Fleegeversécherung nei ukucken. Et kommen all Joer vill Bénéficiairë bäi. Dat ass net verwonnerlech bei eiser demografescher Struktur. D'Käschte klammen, mä mir wëllen d'Qualitéit vun der Fleeg bäibehalen. Mä mir mussen hire Coût nees an de Gréff kréien, entweder duerch d'Agrenze vum Uklamme vun de Prestatiounskäschten, oder awer, falls dat net geet, duerch eng Erhéijung vun den Assuréen hire Cotisatiounen, ouni awer datt d'Finanzlaascht fir de Stat dobäi zouhëlt.

Mir waarden op een Uerteelssproch vum Europäesche Geriichtshaff a Saache Studentebourssen a mir wäerten déi am Liicht vun deem Arrêt a mat klorer Aspuerungsabsicht reformuléieren.

Mir wäerten d'Préretraite-solidarité op en Enn féieren an d'Aide au réemploi verschlanken.

Mir wäerten derfir suergen, datt déi Kritären - déi iwwregens nach musse genee iwwerkuckt ginn -, no deenen den Innenministère seng Subsiden un d'Gemengen organiséiert, och vun allen aneren Departementer applizéiert ginn.

Bref, et muss weiderhi Fouss bei Mol gehale ginn, op alle Pläng. Am Budget 2014 wëlle mer op d'mannst 250 bis 300 Milliounen Euro konsolidéieren. Wann ech soen: „op d'mannst", dann ass de Wonsch de Papp vum Gedanken. Mir wäerten en fait 250 bis 300 Millioune konsolidéieren. Mir mussen d'Defiziter fir 2014 par rapport zu deene vun 2013 erofkréien. A mir mussen 2016 a spéitstens 2017 de gesamtstaatlechen Équiliber realiséieren an dofir grouss Konsolidéierungsustrengungen 2015 an 2016 och nach maachen.

Da sti mer, géif déi Trajectoire opgoen, spéitstens 2016, 2017 - finanziell betruecht - erëm do, wou mer 2005 stoungen. An ech hunn deen Opruff an deene leschten Deeg vun e puer Leit héieren, dat misst d'Zil vun der Politik sinn. D'Zil allgemeng heescht: null Defizit am Gesamtstat, een Defizit vun ënner 1% am Zentralstat. Deen Defizit vun 1% am Zentralstat ass dann erëm am Liicht vun deem Investitiounsvolumen ze gesinn, deen op d'mannst an deene Joren 2017, 2018 3% vum PIB erwaardungsgeméiss bedroe wäert. Och an Zukunft ass et net anormal, een Deel vun den Investissementer, vun deene jo ganz nächst Generatioune profitéieren, partiell iwwer Emprunten ze finanzéieren.

Ech weess, et gëtt Leit, déi hu sech erwaart, gefaart, gewënscht, ech géif hei Blutt an Tréine fir d'Joer 2014 iwwert dem Land ausschëdden. Ech weess och, datt vill Leit et couragéiert géife fannen, wann ech haut Budgetsaspuerunge vun enger Milliard Euro fir d'Joer 2014 géif annoncéieren. Dat wier vläicht couragéiert, mä dat wier awer total konterindiquéiert. Den aktuelle Kurveverlaf vum Konjunkturzyklus léisst eng Konsolidéierung vun iwwer 250 bis 300 Milliounen net zou. D'Eurozon ass an der Rezessioun, d'Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg ass mickreg. No engem Konsolidéierungseffort vun iwwer 900 Milliounen Euro fir d'Joer 2013 wier e Konsolidéierungspak vun iwwer 300 Milliounen Euro fir d'Joer 2014 kontraproduktiv fir eist Wirtschaftswuesstum, fir d'Evolutioun vum Chômage a fir de Konsum hei am Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen net derlaanscht, Iech e bëssen iwwert den Niveau vun der öffentlecher Schold ze schwätzen. Si beweegt sech tendenziell an déi falsch Richtung, obschonn ee muss drun erënneren - wat kaum nach ee weess; mä et ass och keen heibannen, deen al genuch ass, fir et nach ze wëssen -, obschonn ee muss drun erënneren, datt eis Scholdestänn an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert méi héich ware wéi déi, déi mer haut hunn. A mir hunn eis duerno nawell gutt erkrabbelt kritt.

Si - d'Statsschold - ass, vun hirer Evolutioun hier, spektakulär. 2007, virun der Kris, louch se bei 2,5 Milliarden Euro - 6,7% vum PIB. Si läit elo bei 11,4 Milliarden - 25% vum eisem Bruttoinlandprodukt. Ouni den Emprunt fir d'Rettung vun der Banque Générale chiffréiert se sech op 9,4 Milliarden Euro - 20,6% vum PIB.

Am europäesche Verglach awer huet se en Niveau erreecht, deen net spektakulär, mä éischter ordinär ass: Eis 25% respektiv 20,6% entspriechen engem Scholdenniveau an der Eurozon vun insgesamt - ech hunn et gesot - 95% vum PIB, engem belsche Scholdenniveau vu ronn 100%, engem franséische vun 93,4%, engem däitschen - tiens! - vun 80%, engem éisträichesche vu 75%, engem hollännesche vu 74% an engem finnesche vu 57%. Déi aner Triple-A-Staten aus der Eurozon - Däitschland, Holland, Finnland - leien also däitlech méi héich an hire Scholdestänn, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Mä eis Schold, och wa se sech international nach ëmmer presentéiere léisst, klëmmt fir eis Verhältnisser ze séier. A wann ee Scholde mécht, da geet et séier, wéi d'Beispill vun der Eurozon weist, wou vun 2008 bis 2013 d'Schold sech ëm 25 Prozentpunkten no uewen, an déi falsch Richtung, beweegt huet.

Dat weise jo och déi Eurozonenzuelen: déi gefëierlech Explosiounsdynamik, déi an enger inconsidéréierter oder vun den Ëmstänn opgezwongener öffentlecher Verschëldung läit. Eng héich Verschëldung zitt en héije Scholdendéngscht no sech, an en héije Scholdendéngscht, dee bréngt eng Verengung vun de budgetäre Manövréierfräiheete mat sech.

Aus all deem ergëtt sech, datt mer d'Entwécklung vun der öffentlecher Schold a vum Scholdendéngscht am Gréff behale mussen. Sech verschëlde statt ze konsolidéieren ass e séisst Gëft, zréckbezuelen awer ass ganz sauer. An dofir soll een, wann ëmmer et geet, seng öffentlech Schold duerch intelligent Verhalen no ënne korrigéieren.

De Lëtzebuerger Stat huet 2008 d'Banque Générale gerett - anescht kann een dat net soen -, andeems mer en Emprunt public vun zwou Milliarden opgeholl hunn, dee mat 3,75% verzënst ginn ass. Mir hunn eis Banke selwer gerett. Mir hu keng Hëllef vun deenen aneren Eurostaten dofir gefrot an och net dofir gebraucht. De Stat huet op deem Emprunt, dee mer fir d'BGL opgeholl hunn, 450 Milliounen Zënse bezuelt. Si sinn an d'Täsche vun deene Lëtzebuerger gefloss, déi sech um Rettungsplang fir d'BGL bedeelegt hunn.

Doduerch datt mer Aktionär an der Banque Générale gi sinn an net einfach Suen iwwert d'Téik geworf hunn, mä verlaangt hunn, datt mer géifen Aktionär ginn, doduerch datt mer Aktionär an der Banque Générale gi sinn, wäert de Stat bis Enn 2013 alles an allem Dividenden an Dépôtzënse vu 508 Millioune kasséieren.

Mir hunn also op där Operatioun, déi d'Bank gerett huet an déi d'Spuerer an d'Clienten indemne gehalen huet, méi gewonnen, wéi mer ausginn hunn, nämlech 58 Milliounen Euro. Op där paralleller Aktioun d'BIL betreffend hu mer en Zënsgewënn vu 27,3 Millioune gemaach. Déi zwou Operatiounen zesummen - BGL a BIL - hunn dem Budget en Netto-Plus vu 85 Milliounen Euro bruecht. Statt Konkurs vun zwou Banken ee Gewënn fir de Stat!

Dee BGL-Emprunt, dee leeft am Dezember 2013 aus. De Lëtzebuerger Stat ass bereet, sech dann als Aktionär bei der Banque Générale zréckzezéien. Net, well mer eis zréckzéie missten: Eis Scholdelaascht vergläicht sech konfortabel mat där vun eisen Nopeschlänner. Mä wann de Präis um Enn vum Joer oder um Ufank vum nächste Joer oder méi spéit stëmmt, wa mer also vu BNP-Paribas déi Zomm kréien, déi eis ugemiessen erschéngt, da verkafe mer.

Mir verkafen net, well mer mussen, mä well mer dat vläicht an engem bestëmmte Moment zu gudde Konditioune kënne maachen. Mä wann d'Konditiounen net stëmmen, verkafe mer net. Wa se stëmmen, da maache mer et. A wa mer et maachen, da géife mer eis Statsschold ëm zwou Milliarden Euro reduzéieren a géife se vu 25% vun eisem PIB op 20,6% ofsenken.

D'Bank gerett, d'Aarbechtsplazen erhalen, d'Clienten net geschiedegt, Gewënn gemaach an duerno d'Schold reduzéiert: Dat kann een och méi schlecht maachen! Mä et muss nach verhandelt ginn…

M. Xavier Bettel *(DP).*- An net verkafen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä et muss nach verhandelt ginn, an dofir halen ech och elo hei op.

Här President, ech war elo grad bei enger, voire zwou Banken. Ech kommen elo bei d'Banken alleguer: Ech komme bei d'Bankgeheimnis. Mä ier ech dohinner kommen, bleiwen ech bei der Finanzplaz generell.

Eis Finanzplaz steet fir 36% vun eisem Bruttoinlandprodukt a fir Dausenden, jo Zéngdausenden direkt an indirekt Aarbechtsplazen. Si huet sech hir Plaz an der Welt eruewert duerch hiren Know-how, duerch d'Breet vun hirer Produktpalett - groussen Ënnerscheed iwwregens zu Zypern -, an duerch d'Expertise vun hiren Dirigenten a vun hire Mataarbechter.

Et wier e verhängnisvollen Trugschluss, net weiderhin op d'Finanzplaz ze setzen. Mir mussen hir international Ausriichtung weider développéieren. Mä et wier awer och e grousse Feeler, dervun auszegoen, d'Finanzplaz, dat wier ee Geldautomat, deen eis öffentlech Keese ganz einfach esou zum Iwwerspruddele brénge géif. Dofir brauche mer, fir datt et spruddelt, och aner Revenusquellen.

Wa mer d'Zukunft vun eiser Finanzplaz wëlle sécheren, da musse mer eis aktiv un der Festleeung vun deene Regele bedeelegen, déi dat internationaalt Finanzgeschäft encadréieren. Eis Plaz als féierende Finanzzentrum an der Welt, déi ass net am Motzeck! Mir gehéieren an d'Mëtt vum Terrain. Mir mussen an der Mëtt vun deem Spillfeld stoen, wou d'Soliditéitsregele vun de Banken opgestallt ginn. Mir mussen eis um Kampf géint d'Geldwäschen an un der Lutte géint d'Steierhannerzéiung bedeelegen, Steierhannerzéiung, déi jo en Akt vun nationaler a vun internationaler Desolidaritéit ass.

Am Joer 2000 huet déi deemoleg Lëtzebuerger Regierung am portugisesche Feira de Wee ewech vum Bankgeheimnis a Richtung automateschen Informatiounsaustausch ageschloen - mam Accord vun der Chamber iwwregens! Deen Zuch dohinner, deen ass virugefuer. Ënner anerem ënnert dem Androck vun der Finanzkris huet sech fir d'Éischt den Informatiounsaustausch op Ufro duerchgesat.

D'USA hunn dunn duerch Gesetz - d'USA, net d'Europäer, net déi Däitsch -, d'USA hunn duerch Gesetz alle Länner, mat deene si Finanzgeschäfter maachen, den automateschen Informatiounsaustausch virgeschriwwen. De Quellesteiermodell, deen eis éischt Preferenz hat, huet sech international weder behaapt nach duerchgesat.

Mir kënnen eis doriwwer bekloen, well mer gemengt hunn, d'Quellesteier géif méi Erträg bréngen, wéi deen dach komplizéierten automateschen Informatiounsaustausch. Et ass awer esou komm, erbäigefouert an éischter Linn wéinst där radikaler Positioun, déi d'Amerikaner bezunn hunn.

Wa mer elo eis Positioun änneren, da geschitt dat net ënner europäeschem Drock, deen et selbstverständlech och gëtt, well 25 State vu 27 sinn däitlech fir den automateschen Informatiounsaustausch. D'Amerikaner, déi jo just nach Finanzgeschäfter wëlle maache mat deene Länner, an deenen den automateschen Informatiounsaustausch gëllt, hunn eng Positioun bezunn, déi mer mussen zur Kenntnis huelen, ansonste mer keng Finanzgeschäfter méi mat den USA kënne maachen. Eng international Finanzplaz ka sech awer net vum amerikanesche Finanzcircuit ofschneiden.

Nun ass et Gott sei Dank esou, datt eis Finanzplaz sech resolut zanter Jore schonn enger Wäissgeldstrategie verschriwwen huet. Eis Finanzplaz lieft net vu Schwaarzgeld a vu Steierhannerzéiung. Hir Repräsentante gi jo och net midd ze soen, d'Finanzplaz wier propper a si géif op déi Clienten, déi vum Schwaarzgeld an déi vun der Stéierhannerzéiung, verzichten. Dofir kënne mer ouni gréissere Schued den automateschen Informatiounsaustausch op den 1. Januar 2015 aféieren.

Et si vun dësem automateschen Informatiounsaustausch d'Revenue vun deenen EU-Bierger betraff, deenen hir Revenuen aner Revenuen hei zu Lëtzebuerg géréieren. Mir kënnen den Europäer net alles dat verweigeren, wat mer den Amerikaner an engem bilaterale Vertrag musse ginn.

Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ännert sech näischt. Si behale wéi bis elo d'Bankgeheimnis an hir Zënsrevenue ginn un der Quell besteiert. D'EU-Bierger, déi hir Dépôten hei zu Lëtzebuerg hunn, falen ënnert den automateschen Informatiounsaustausch, soufern hir Dépôten an hir Geschäfter an de Champ d'application vun der europäescher Zënsdirektiv falen. Bierger aus Drëttstate ginn nach wie vor am Regime vun den Duebelbesteierungsofkommesse behandelt. Dat zielt net fir d'Amerikaner, mat deene mer en extraen Accord mussen treffen.

De Schrëtt an den automateschen Informatiounsaustausch - ech wëll dorop insistéieren -, dee kënnt net iwwer Nuecht. En ass alles anescht wéi eng hektesch Reaktioun vun der Lëtzebuerger Regierung op déi rezent Publikatioune vu richtegen a vu vermeintleche Steiersënnerlëschten. Am Géigendeel, e fänkt 2000 zu Feira un, e gëtt vun engem dach irrésistiblen internationalen Trend a Richtung automateschen Informatiounsaustausch pousséiert. E gouf iwwer Méint a Gespréicher a Verhandlungen a Kontakter tëscht dem Finanzminister an den Acteure vun der Finanzplaz diskutéiert a virbereet.

Dem Finanzminister seng Äusserungen iwwert de Weekend reflétéieren déi, déi en zanter enger gewëssener Zäit schonn an der internationaler Press gemaach huet. An déi sinn insofern och näischt Neies. An engem Gespréich mat der „Neuen Zürcher Zeitung" vum 6. Februar 2013 - dat war virun zwee Méint -, huet e seng Iwwerzeegung zum Ausdrock bruecht, datt a Saache Verméigensverwaltung d'Bankgeheimnis ëmmer manner wichteg géif ginn. E wier zwar fir de Schutz vum Bankgeheimnis Drëtte géintiwwer, mä net fir säi Schutz, wann et ëm d'Bezéiungen tëscht de Banken an de Steierverwaltunge geet.

En huet sech och der Lëtzebuerger Press géintiwwer an deem Sënn geäussert. Am Januar vun dësem Joer huet en an engem RTL-Interview zu Protokoll ginn, datt d'Bankgeheimnis vun der Zukunft e Bankgeheimnis bleiwe wäert, dat de Schutz vun der Privatsphär géintiwwer Drëtte garantéiert, mä dat awer kee Schutz géintiwwer den internationale Steierverwaltungen implizéiert.

Ech hu bei enger anerer Geleeënheet am Mäerz gesot, d'Bankgeheimnis wier um Enn ukomm. Dat war op engem Parteikongress, an ech versti ganz gutt, datt aner Saachen do méi spannend waren zréckbehalen ze gi wéi déi zentral Ausso, déi do gemaach ginn ass.

Mir maachen also eng global Entwécklung mat. Dës Entwécklung war ënnerwee, mir hu se opmierksam an aktiv begleet a mir knécken net, wéi dat an e puer Lëtzebuerger Zeitunge steet, ënnert dem däitschen Drock an, oder ënnert dem „preiseschen Drock", wéi eis Internaute schreiwen. 25 EU-Länner plus d'USA wëllen den automateschen Informatiounsaustausch. Mir kënnen en elo ab dem 1. Januar 2015 matmaachen, well eis Finanzplaz am Wëssen ëm déi international Entwécklung sech prett dofir gemaach huet.

Wéi mer viru Joren d'Quellesteier agefouert hunn, do hunn der vill den Doud vun der Finanzplaz virausgesot; iwwregens och heibannen! Et héiert een déi Doudesglacken emol net méi bimmelen. Mir hunn d'Quellesteier agefouert, nodeem mer fir hir Aféierung prett waren. A mir hate recht, fir se anzeféieren.

Ech liesen an opgereegten Zeitungskommentaren heiheem an an interesséierten Zeitungskommentaren dobaussen, den automateschen Informatiounsaustausch, dee géif d'Enn vun der Finanzplaz Lëtzebuerg bedeiten. Mä d'Finanzplaz hänkt net existenziell vum Bankgeheimnis of, an d'Regierung knipst och der Finanzplaz d'Luuchten net aus. Et ka sinn, datt et zu marginalen Upassungsproblemer kënnt. Wéi kéint et och anescht sinn? Mä mir wëssen eppes, wat vill anerer net wëssen oder vun deem vill anerer maachen, wéi wa se et net wéissten: Déi, déi eis Finanzplaz féieren, an déi, déi op hir schaffen, déi gehéieren zur absoluter Weltspëtzt! An dofir gi se och domat eens.

Alles gëtt anescht, hat ech gesot, a villes verännert sech. Dat stëmmt och fir dat globaalt Ëmfeld, an deem eis Finanzplaz muss liewen. Gleeft mer es: Wa mer den automateschen Informatiounsaustausch elo net géifen aféieren, géif et eis an e puer Joer näischt hëllefen, fir en op eemol iwwer Nuecht ouni Virbereedung missen anzeféieren. Mir setzen op eis Fäegkeet, eppes fäerdegzebréngen, an net op eis Fäegkeet, eppes verhënneren ze kënnen.

Här President, ech sinn e Frënd vun den Zuelen an dofir hunn ech Iech der elo éinescht vill genannt, fir Äre Goût ze vill, fir den Appetit vun de Leit och. Mä ech war 25 Joer laang Budgetsa Finanzminister, an dann huet een et ebe mat den Zuelen. Et kann een och net ouni Zuelen iwwer Budget an iwwer Finanze schwätzen. Mä dat kléngt dann esou technokratesch, esou wäit ewech vum Liewen, esou wäit ewech vun de Leit. Mä passt op: Hannert den Zuelen do sti Leit an d'Zuelen, déi beschreiwen d'Liewen. Och Dir musst Iech mat deene Chiffren, déi ech Iech - an dat war jo gewënscht - an aller Transparenz op den Dësch geluecht hunn, Dir musst Iech mat deenen Zuelen nach beschäftegen.

Virun Enn Abrëll muss d'Regierung hire Stabilitéitsprogramm fir d'Joren 2014, 2015 an 2016 zu Bréissel areechen. Dofir schwätzen ech och, obschonn dat eng aner Regierung wäert si wéi dës Regierung, iwwert d'Jore '15 a '16, well mir mussen zu Bréissel matdeelen, wat mer an de Jore '15 a '16 wëlles hunn ze maachen. Dee Stabilitéitsprogramm, dee gëtt der Kommission zu Bréissel zougestallt. Deen enthält dat Endzil vun der Équilibréierung vun de gesamtstaatleche Finanzen a beschreift d'Zwëschenziler vun de Jore '14, '15 a '16. Wann dee Stabilitéitsprogramm bis virläit, gëtt e jo heibannen diskutéiert. Mir wëllen en och mat de Sozialpartner diskutéieren; am beschten am Kader vun enger Tripartite, déi gutt muss virbereet ginn.

Da gëllt et, wa mer déi Gespréicher féieren, da gëllt et fir jiddwereen, Jo oder Neen ze soen zur budgetärer Etappentrajectoire, déi d'Regierung virschléit. Jo oder Neen, et kann ee Jo soen, et kann een Nee soen oder et muss een eng aner Propositioun maachen. Jiddweree muss awer soen, wéi en d'Statsverschëldung an domat d'Belaaschtung vun den nächste Generatioune gesäit.

D'Oppositioun seet, d'Lag vun der Natioun wier schlecht. Ech soen: Si war scho besser, wéi och d'Lag an deenen anere Länner ronderëm eis schonn däitlech besser war. Mä ech soen Iech och: Mir hunn - an dat kann nun eemol keen ofstreiden - déi déckste Paien a Pensioune wäit a breet, mir hunn deen zweetniddregste Chômage wäit a breet, mir hunn deen héchste Prozentsaz vun onbefristeten Aarbechtsverträg wäit a breet, mir hunn déi niddregste Sozialaaschte wäit a breet, déi niddregste Statsverschëldung an déi niddregsten Defiziter wäit a breet. Mir bezuele manner Steiere wéi eis Noperen.

Wa mer déi décksten Defiziter, deen héchste Chômage, déi niddregst Paien a Pensiounen, dat niddregst Kannergeld an déi héchste Lounniewekäschten a Steieren hätten, da kéint ech d'Reprochë vun der Oppositioun an d'Kritike vu Gewerkschaften a Patronatsorganisatioune wiesentlech besser novollzéien. Esou awer muss ech Iech soen, datt déi Larmoyanz, déi eist Land iwwerzitt, esou wéi wa mir déi Schlechste vun en alleguer wieren, mer ongerechtfertegt, suspekt, dubios virkënnt.

Mir kënne villes besser maachen, dat weess ech, mä mir hätten awer och villes méi schlecht kënne maachen! A mir hätte villes méi schlecht gemaach, wa mer et esou gemaach hätte wéi eis Noperen.

Et feelen eis en fait zwou Saachen hei am Land: Mir sinn net houfreg genuch op dat, wat mer fäerdegbruecht hunn, a mir hunn net genuch Courage virun der Zukunft. Wann ee gutt ass, trotz Schwächeufall, trotz autobiografesche Faiblessen, da soll een net lamentéieren a Selbstmord aus Angscht virum Doud maachen, da soll een d'Äerm eropstréppen a sech druginn, fir weiderzekommen. Net nëmme wirtschaftlech!

Mir kënne souwisou net méi esou wuesse wéi an der Vergaangenheet. An ass dat da wierklech eng Katastroph? Oder läit net och eng Chance fir aner politesch Zilsetzungen doran? Mir kënnen net méi esou wuesse wéi an der Vergaangenheet.

Mä wann et ëm d'Zukunft geet, da musse mer och heiheem léieren, eist Mateneen ënnereneen anescht unzegoen. Net d'Solidaritéit menacéiert eis. Den Egoismus, an zwar deen individuellen an dee korporatisteschen, dee bedroht eis. Den Egoismus an dee stupide korporatisteschen Näid zerstéieren d'sozial an d'national Kohäsioun. D'Solidaritéit awer, déi festegt se. Mä d'Solidaritéit mat allen ass méi ustrengend wéi deen exklusiven Egoismus, dee sech am eegene Krees dréit.

Mir brauchen eng fair Gesellschaft, wou een op deen anere kuckt an eréischt eppes gëtt duerch de Bléck, deen deen aneren op hie werft. Dat bréngt eis derzou, do ze spueren an do ze konsolidéieren, wou mer alleguer betraff sinn, an eis do zréckzehalen, wou déi, déi méi schwaach sinn, als Eenzeg d'Pan misste klaken. Dat ass keng Invitatioun, fir sozialromantesch oder fir naiv ze ginn; et ass just een Appell fir méi sozial a gesellschaftlech Fairness!

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war scho mäi Motto an der Erklärung zur Lag 2011. Ech hat Iech deemools gesot, mir missten 300 supplementar Poste schafen, fir déi Kanner an déi Familljen, déi besonnesch Schwieregkeeten hunn, ze ënnerstëtzen. Mir hunn der dovun 232 kreéiert a mir fueren och virun domat.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war eis Suerg, wéi mer d'lescht Joer décidéiert hunn, d'Famillje mat niddregem Akommes mat 800 Euro pro Kand Subsid- a Schoulbichergeld ze ënnerstëtzen. 5.000 Familljе kréien déi Hëllef, déi iwwer f'nnef Milliоune kascht.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat war de Grond, firwat mer déi staatlech Bedeelegung un de Käschte vun der betriblecher Weiderbildung vu 14,5% op 20% fir all Salariéen a vu 14,5% op 35% fir d'Mataarbechter iwwer 35 Joer an d'Luucht gesat hunn. De staatleche Bäitrag, deen d'Betriber kréien, wa se Weiderbildung maachen, deen huet sech verduebelt. E läit haut iwwer 40 Milliounen Euro. 51% vun de Salariéen am Privatsecteur, 72% vun de Salariéen an de klenge Betriber ënner 20 Beschäftegter profitéiere vun dëser Moossnam, déi derfir suergt - an dat war den Zweck -, datt keen a senger Aarbechtsbiographie zu sengem Nodeel hänke bleift.

- Eng méi fair Gesellschaft: 2004 hate mer nach 17,2% vun de Schüler, déi d'Schoul ouni Qualifikatioun verlooss hunn. 2011 waren et der nëmme méi 9%. Dat sinn der nach vill. D'Schoul vun der zweeter Chance, déi fänkt - an dat ass e Bäitrag zu méi Liewensfairness - ëmmer méi Jonker an heiansdo och méi Eelerer op.

- Eng méi fair Gesellschaft: Déi Absicht huet bewierkt, datt tëscht 2004 an 2012 d'Plazen an de Crèchen, an de Foyeren, an de Maisons relais an esou viru sech verfënneffacht hunn. D'Halschent vun de Kanner ënner zwielef Joer huet haut Zougang zu de Strukturen, déi d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe méi kompatibel maachen. Mir hu méi Sue fir d'Kannerbetreiung ausginn, wéi mer Suen duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld agespuert hunn.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een dorunner, datt mer d'Deierechtzoulag ëmmer dann erhéicht hunn, wann d'Pëtrolspräisser geklomme sinn, a se net erofgesat hunn, wann d'Pëtrolspräisser gefall sinn.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een och dorunner - wann ech ka bis an déi lescht Legislaturperiod zréckgoen, mä d'Politik vun enger Koalitioun, déi sech aus deenen zwou selwechte Parteien zesummesetzt, ass jo ee Ganzt - dat mierkt een och dorunner, datt mer de Kannerbonus agefouert hunn, deen ee Kand wéi dat anert behandelt, onofhängeg vun der Revenussituatioun vun der Famill.

- Eng méi fair Gesellschaft: Dat mierkt een och un der Aféierung vum Statut unique - grouss Reform -, a kuckt emol, wéi d'Belsch sech ploen, fir dat net fäerdegzebréngen. Dat mierkt een och, d'Fairness an der Gesellschaft - wann ech ganz wäit zréckginn -, un der Pensiounsreform am öffentlechen Déngscht - déi eng waren derfir, déi aner waren dergéint -, déi dem Land méi Gläichheet bruecht huet. Dat mierkt een och - fir nach méi wäit zréckzegoen - un der Steierreform vun 1971 - déi eng waren derfir, déi aner waren dergéint -, déi méi Gerechtegkeet...

(Interruption)

...1991! Eng Reform, eng grouss Reform, déi vun 1991, déi méi Gerechtegkeet tëscht de Steierklassen an domat tëscht de Mënschen zur Folleg hat.

- Eng méi fair Gesellschaft - ech ginn nach méi wäit zréck: Wat war d'Schafe vum Mindestakommes a vun der Fleegeversécherung, zwou grouss Fairnessleeschtunge vun LSAP an CSV, dann anescht wéi e supplementare Bléck op deen Nächsten?

Ech kéint mat där Opzielung virufueren, ënner anerem fir ze beweisen, datt dës Koalitioun, an dëser Period an an deene Periode virdrun, d'Land verännert a weiderbruecht huet, och doduerch, datt mer de Perimeter vun der Fairness no an no an ëmmer erëm erweidert hunn. Ech wëll net alles opzielen. Mat där Politik awer a Richtung méi Fairness, mat där wëlle mer allerdings virufueren.

Dat Sichen no méi Fairness, no méi Gerechtegkeet, no méi Chancenoptiméierung zitt sech wéi e schwaarz-roude Fuedem duerch eis vergaangen, aktuell an zukünfteg Politik. Ech kann am Kader vun dëser Debatt leider net op all Segmenter vun eiser zukünfteger Politik agoen. Dofir feelt mer ganz einfach d'Zäit.

An ausserdeem, d'Ministeren hale jo dauernd Pressekonferenzen - ech sinn deen, deen der am mannsten hält -, d'Ministeren hale Rieden - do kann ech nach mathalen -, d'Ministere beäntwerte parlamentaresch Froen, Dir organiséiert Aktualitéitsdebatten iwwert d'Kompetitivitéit an iwwert de Chômage an iwwer dëst an iwwer dat: Manifestement ass de Wonsch, deen Der hutt, fir mat de Ministeren, déi zoustänneg si fir en Dossier, ze schwätzen, méi grouss, wéi mir an enger laanger Erklärung zur Lag vun der Natioun zu deene Punkten nozelauschteren. Mä dat erlaabt et jo och, datt méi konzentréiert Debatten iwwert déi ugesprachen Theme kënne gefouert ginn. An déi mussen och intensiv gefouert ginn. Mä ech brauch se haut net ze féieren, well Dir wëllt se jo souwisou mat engem anere féieren.

De Wonsch no méi inklusiver Fairness, jo, dee beinhaltet och d'Sichen no méi Zäertlechkeet an der Gesellschaft, verlaangt, datt mer eis ëm déi bekëmmeren, déi net méi wëssen, wie se sinn, an déi net méi wëssen, wou se sinn. Déi Leit, déi liicht oder staark dement sinn, déi Alzheimer-Krank an alleguer déi, déi verluer sinn, brauchen eist tatkräftegt Matgefill. Demenz- an Alzheimer-Krankheet huelen zuelemëisseg enorm zou. Mir ginn dervun aus, datt

mer am Joer 2025 méi wéi 8.000 Demenz- an Alzheimer-Kranker hei am Land hunn. Dofir lancéiert d'Regierung een nationalen Alzheimer-Plang. Hie wäert den Akzent op primär Preventiounscampagnen, op d'Ausschaffe vun nationalen Diagnostikstandarden an op d'Qualitéit vun der Prise en charge leeën. Dee Plang muss finanzéiert ginn, an e gëtt et och!

Ee Beräich, wou däitlech méi Fairness ugesot ass, dat ass dee vum Wunnengsbau a vum Logement. An den nächste Jore ginn Zéngdausende Wunnenge gebaut. Dir wësst dat, Dir kennt d'Chifferen; ech brauch se net ze widderhuelen. D'Terrains- an d'Wunnengspräisser sinn ze héich. Si sinn dat net, well de Stat den Zougang zum Logement mat ongenügende finanzielle Mëttele géif begleeden, et ass éischter esou, datt mer d'Demande no Wunnenge finanziell vill ze vill ënnerstëtzen. Dofir orientéiere mer eis Politik nach méi staark a Richtung Vergréisserung vun der Offer. Well Dausende Wunnengen am Land eidel stinn, suerge mer mat de Gemengen derfir, datt déi Wunnenge mat enger Tax beluecht ginn. Bis elo hu just e puer Gemengen dat gemaach. All Respekt! All Respekt fir si!

(Interruption)

Et gëtt wierklech keen Thema, esou eescht wéi et och ass, wou Iech näischt afält, wat géint d'CSV a fir déi gréng géif schwätzen.

Une voix.- Dat ass d'Realitéit...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Herno... Mir kréien...

Une voix.- Hutt Dir schonn Alzheimer?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mat Alzheimer mécht een net de Geck, Madame!

Plusieurs voix.- Ganz richteg. Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir orientéieren eis Politik a Richtung Vergréisserung vun der Offer. Mir hoffen, datt aner Gemengen - sou wéi Biekerech an anerer - déi Taxen aféieren, déi anzeféiere sinn. Do läit ee Kadertext vir, deen amgaangen ass, vum Syvicol gekuckt ze ginn. Ech hätt mer dee fir méi fréi gewënscht, mä ech sinn iwwerzeegt, an dat ass jo och esou, datt all Gemengen am Prinzip do matmaachen. Dat ass jiddefalls dat, wat mer bei all Geleeënheet zu deem Punkt gesot hunn.

Mir féieren och iwwert de Wee vun engem neie Gesetz déi sougenannten „gestion locative sociale" an: D'Gemenge kréien d'Méiglechkeet, eidel Wunnenge vu Privatleit ofzelounen a se dann u Stéit mat klengem Revenu weiderzeverlounen. Mir wëllen d'Leit mat niddrege Revenuen aus der Energiefal befreien. Dofir wäert en neit Gesetz d'Méiglechkeet vun engem Prêt zum Nullzënssaz aféiere fir den Energieassainissement vu Wunnengen. D'Leit kënnen en Hypothekarprêt ophuelen, dee bis zu 50.000 Euro ka goen an deem säi Kapital an deem seng Zënse vum Stat garantéiert ginn, Stat, deen och d'Käschte vun der Energieberodung iwwerhëlt. Dës nei Moossname komme bei déi iwwert de Mietzuschuss bäi, dee mer agefouert hunn an dee 15 Milliounen Euro kaschte wäert.

Méi Mateneen - ech hu vu Matenee geschwat -, dat brauche mer och an der Schoul. D'Reform vun der Grondschoul ass an déi richteg Richtung gaangen. Verschidden Upassunge sinn néideg. Den Ëmgang mat deene sougenannten „Bilanen", dat sinn d'Zensure vu fréier, dee gëtt iwwerpréift, an d'Ministesch wäert do, wou et néideg ass, modifikativ Propositioune maachen.

D'Reform vum Lycée ass noutwendeg! D'Reformvirbereedungen hunn 2009 ugefaangen. Et gëtt intensiv mat Enseignanten, mat Direkteren, mat Elteren a mat Schüler diskutéiert. D'Schoulministesch wäert ëm d'Päischten e Gesetzesprojet op den Instanzewee bréngen. D'Parlament huet dann dat lescht Wuert. Dës Reform viséiert net d'Diminutioun vum Effort, mä si viséiert d'Augmentatioun vun de Chancë vu jiddwerengem. D'Liewen ass och Schaffen an Ustrengung, vu klengem un! Mä all Form vu Starthandicap muss eliminéiert ginn, och wat d'Startkompetenz an d'Ennkompetenz an deene verschiddene Sproochen ubelaangt. D'Ennkompetenz muss net an alle Sprooche genau déiselwecht sinn.

Den Aarbechtsmaart, deen ass wäit dervun ewech, fir jiddweree fair ze funktionéieren. Ze vill Leit, besonnesch ze vill jonk Leit, kucken him vu baussen no. D'Politik an d'Tarifparteie mussen derfir suergen, datt wiesentlech méi Leit den Aarbechtsmaart erëm vu banne kenneléieren, an zwar duerch Aarbecht vu banne kenneléieren. Dofir menge mer et eescht mat der Jugendgarantie. All Jonke soll no Ausscheeden aus dem Bildungssystem innerhalb vu véier Méint eng Beschäftegung, e Stage oder eng Formatioun ugebuede kréien.

Eis Absicht ass et net - just fir eis ee gutt Gewëssen ze maachen -, jonk Leit a Stagen oder a Beschäftegung ouni Perspektiv regelrecht ze „stiechen"; dës jonk Leit musse suivéiert ginn. An déi, déi se suivéieren, déi musse fonnt an agestallt ginn. Dat kascht Geld an dat, wat et kascht, dat musse mer eis et kaschte loossen! D'Contrats d'initiation à l'emploi an d'Contrats d'appui-emploi gi lafend evaluéiert an an hirer Ausriichtung ugepasst. Déi verschidde Pilotprojete fir aarbechtsmaartfriem Jonker, déi ginn ausgebaut. Déi progressiv Préretraite gëtt réaménagéiert. D'Zumutbarkeetsregele fir d'Unhuele vun enger Aarbechtsplaz ginn iwwerpréift. Et ass haut scho kloer, datt eng ze grouss Distanz tëscht dem Wunnengsuert an der Schaff keen Argument méi ka bleiwen, fir eng Aarbecht ze refuséieren.

An der Hôtellerie an an der Restauratioun sinn tëschent 2011 a Januar 2013 2.450 Leit agestallt ginn, ënnert hinnen awer nëmmen 327 Lëtzebuerger. Et muss jiddwerengem aliichten, datt een onqualifizéierte jonke Lëtzebuerger muss bereet sinn, och wann et nëmme vorübergehend ass, an der Hôtellerie an an der Restauratioun ze schaffen. Et ass schliesslech keng Onéier, fir an engem Restaurant oder an engem Hotel ze schaffen. Et ass eng wäertvoll an interessant Aarbecht.

D'Zuel vun den RMG-Bezéier ass an deene leschte sechs Joer vun 8.700 op 11.300 Leit eropgaangen. Hir Zuel weist, an d'Entwécklung vun där Zuel weist et virun allem, datt mer een effektiven an eescht ze huelenden Aarmutsproblem hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech hunn et och dofir net gär, wann iwwer RMG-Bezéier domm geschwat gëtt an op si erofgekuckt gëtt. Ech hunn awer och net gär, wa mer mengen, mer hätten eis Flicht hinne géintiwwer gemaach, wa mer se an där staatlech finanzéierter Aarmut sëtze loossen. Zil an Zweck vum RMG-Gesetz war net d'sozial Ënnerstëtzung liewenslaang, Zil an Zweck war, fir d'Leit aus der Aarmutsfal zréck op den Aarbechtsmaart ze bréngen. An dofir wëlle mer, a vill méi groussem Mooss wéi bis elo, d'RMG-Bezéier zu allgemengnëtzlechen Aarbechte beim Stat a bei de Gemengen erunzéien. Aarbechtslosegkeet bekämpft een nämlech am beschten duerch Aarbecht!

D'Aarbechtsrecht gëtt net flexibiliséiert. Méi Flexibilitéit bedeit net automatesch méi Aarbecht. Ech wëll keng däitsch Verhältnisser zu Lëtzebuerg! An Däitschland gi Millioune Leit schaffen, déi um Enn vum Mount net genuch hunn, fir ze liewen. D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech an Europa fir ee gesetzleche Mindestloun an. Déi Mindestléin an Europa - déi et net iwwerall gëtt - kënne selbstverständlech net déiselwecht iwwerall sinn, mä zum europäesche Modell - Sozialmodell - gehéiert zwéngend, datt all Land prinzipiell iwwer e gesetzleche Mindestloun verfügt.

D'Regierung huet een duebele Wonsch un eis Sozialpartner: Mir hätte gär, datt déi europäesch Arrangementer zum Kampf géint de Stress op der Aarbecht vun de Sozialpartner zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. A mir hätte gär, datt d'Sozialpartner um Verhandlungswee all Méiglechkeeten ausloten, fir d'Aarbechtszäitorganisatioun am Interesse vu méi Beschäftegungsméiglechkeete manner rigid ze gestalten.

Ënner anerem wier ech frou, wa géif driwwer nogeduecht ginn - just driwwer nogeduecht ginn -, ob et wierklech clever ass, am Summer, wann d'Wieder gutt ass, net ze schaffen, am Wanter, wann d'Wieder schlecht ass, och net ze schaffen, a sech dat Netschaffen zu engem zolitten Deel vum Stat bezuelen ze loossen. Ech wier einfach frou - alles ass jo anescht ginn an alles huet sech geännert, a villes muss sech änneren, fir datt net alles anescht gëtt -, ech hätt gären, datt an aller Rou emol doriwwer nogeduecht gëtt, ob een dee Congé collectif, dee viru Jorzéngten agefouert ginn ass, och fir déi nächst Jorzéngten nach soll halen. Ech mengen, datt een dat net soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung an dës Koalitioun kënnen op d'Realisatioun vu wichtege Strukturreformen zréckblécken: wichteg Strukturreformen am Beräich vun der Steierpolitik, an der Familljepolitik, am Schoulwiesen, och am Beräich vun der Sozialpolitik. D'Krankekeesereform, déi hat et a sech. Ech hunn der e puer a mengem Liewe matgemaach. An d'Pensiounsreform, déi gëtt eisem Rentewiesen eng nei Richtung, well se déi éischt Rentereform ass, déi d'Leeschtungen net no uewe schrauft, mä déi Instrumenter enthält, déi mer brauchen, fir am gegebene Moment géigesteieren ze kënnen.

Et ass d'Absicht vun der Regierung, nieft der Lycéesreform eng weider Strukturreform ënnerdaach ze bréngen. Et ass d'Strukturreform am Beräich vum öffentlechen Déngscht. Dës Strukturreform, op där hiren Inhalt ech d'lescht Joer agaange sinn, wäert villes ëmänneren a munches regelrecht ëmkrempelen. Si wäert mëttelfristeg d'Lounmass vum Stat net uwuesse loossen, ganz am Géigendeel.

Wien e faire Sozialstat wëllt, wie méi sozial Gerechtegkeet wëllt, wien eng kontinuéierlech Upassung vum Mindestloun beispillsweis wëllt - an dat wëlle mer -, dee muss derfir suergen, datt d'Viraussetzungen, fir dat maachen ze kënnen, stëmmen; dee muss derfir suergen, datt d'Wirtschaft funktionéiert, datt si déi Erträg produzéiert, déi mer brauchen, fir d'Fairness kënnen ze organiséieren.

Mir setzen dofir weider op d'Expertise vun der Finanzplaz. Ech hunn dat gesot. Mä mir dierfen eis net... Gelift?

(Interruptions)

Zu menge groussen Ambitiounen am Liewe gehéiert et ëmmer, den Här Bettel zefriddenzestellen.

(Hilarité)

Wann dat mer mat dëser Ried sollt gelengen, da kéint...

(Interruptions)

Ech hunn Iech awer elo schonn heiansdo ganz verzückt do sprange gesinn, dofir mengen ech net, datt mer datselwecht mengen. Mir si jiddefalls net géint dat, wat Dir mengt.

(Hilarité)

D'Finanzplaz muss weider wuesse gelooss ginn. Mä mir kënnen eis net eleng op si verloossen. Mir mussen do diversifizéieren, wou mer nach Lacunen hunn, a mir mussen do stäerken, wou mer nach méi staark kënne ginn.

Eise Mëttelstand, deen ass haut scho staark. Hien zielt 20.000 Betriber, dovu 6.300 am Handwierk, a stellt 180.000 Aarbechtsplazen, dovun 80.000 am Handwierk, op d'Been. Et ginn netto bal all Joer 1.000 nei Betriber gegrënnt. Et gëtt vill méi Neigrënnunge wéi esou, mä korrekterweis muss ee jo awer d'Zuel vun de Failliten aus der Nettokreatioun vu Betribsgrënnungen ofzéien, an da kënnt een op 1.000 Neigrënnungen netto d'Joer.

De Mëttelstand investéiert. En investéiert fir seng Verhältnisser vill. An de Joren 2009 bis 2012 huet d'Handwierk 400 Milliounen, de Commerce 200 Milliounen an den Horesca-Beräich 170 Milliounen Euro investéiert. Dës Investissementer goufe selbstverständlech vum Mëttelstandsministère finanziell begleet. Well dat esou ass a well dat funktionéiert, musse mer de Mëttelstand, dee jo d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft an och vun eisem Aarbechtsmaart ass, weiderhi massiv ënnerstëtzen.

Dofir brénge mer nach dëst Joer de 4. Fënnefjoresprogramm fir de Mëttelstand op de Wee. Dofir fuere mer virun, de mëttelstänneschen Entreprisen déi Terrainen zur Verfügung ze stellen, déi se fir hir Expansioun brauchen. An do bleift nach, wéi ech fannen, villes ze maachen. Dofir accéléréiere mer d'Prozeduren, déi mëttelstännesch Entreprisë betreffen. D'Kommodosdossiere ginn haut scho wiesentlech méi séier traitéiert wéi fréier. 2008 nach hu mer 178 Kalennerdeeg an der Moyenne gebraucht, fir een Dossier vun der Kommodosklass 1 ze traitéieren. 2011 waren et nach just 127 Kalennerdeeg. D'nächst Joer wäerten et der nach däitlech manner sinn.

Zum Mëttelstand, Här President, gehéiert och den Tourismus. Am Schnëtt hu mer méi wéi zwou Milliounen Iwwernuechtungen d'Joer. Den Tourismus beräichert den Aarbechtsmaart mat 16.500 Aarbechtsplazen, däers ass ee sech net ëmmer bewosst. Hien dréit 5,4% zu eisem Bruttoinlandprodukt bäi, däers ass ee sech och net ëmmer bewosst. Et ass also kee klenge Secteur, deen ee kéint négligéieren. Et ass e Secteur, dee vill Potenzialitéiten huet, notamment de Geschäfts- an de Kongresstourismus, deen haut scho 55% vun den Iwwernuechtungen zu Lëtzebuerg ausmécht. Den 9. Fënnefjoresplang fir den Tourismus ass vun der Regierung approuvéiert ginn. En huet e Finanzvolume vu 45 Milliounen Euro.

Mä, wann ech gelift, ënnerschätzt mer d'Landwirtschaft net! Hir Wichtegkeet kann een net un hirem Bäitrag zum Bruttoinlandprodukt festmaachen. Hire Bäitrag geet wäit doriwwer eraus. Net nëmme solle mer net vergiessen, datt mer alleguer, iergendwéi, duerch d'Generatioune vum Bauer hierkommen, an dat huet jo den nationale Charakter mat geformt. Virun allem solle mer de Bäitrag vun der Landwirtschaft zur Erhalung vun der Natur als een Déngscht vun de Baueren an de Wënzer um Land begräifen, deen, misste mer e selwer finanzéieren, net ze bezuele wier. Dofir hu mer, grad am Beräich vum Développement rural, eis zu Bréissel bei Geleeënheet vun der Décisioun iwwert déi mëttelfristeg Finanzperspektive fir d'Substanzerhalung vun der Gemeinsamer Agrarpolitik agesat. Mir bréngen nach an dëser Legislaturperiod en neit Agrargesetz op de Wee.

Här President, mir däerfen eis - hunn ech et gesot? -, ech mengen, ech hat et schonn e puermol gesot, op d'Finanzplaz net verloossen a mir mussen eis Wirtschaft weider diversifizéieren. Déi Diversifikatioun, déi brauche mer.

Mir bauen de Secteur vun der Logistik weider aus. Ouni d'Cargolux geet dat net! Mat der Cargolux geet et awer och nëmmen, wann d'Cargolux sech a méi wéi enger Hisiicht op déi nei Bedingungen am internationale Loft-Fret-Transport astellt. Mir bauen zu Beetebuerg/Diddeleng eng multimodal Plattform fir Logistik - iwwer 250 Milliounen Euro Invest. 50 Milliounen Euro ginn an den „Luxembourg Freeport" um Findel investéiert.

De Wirtschaftsminister huet d'Pläng virgestallt, déi mer wëlle mat den öffentleche Betriber a mat deene Betriber, wou de Stat ee groussen, wann net den Haaptaktionär ass, ëmsetzen. Si investéieren, dës Betriber, méi wéi zwou Milliarden Euro an de Joren 2013 bis 2018. An domat beweisen d'Regierung an déi Betriber, datt do, wou de Stat nach präsent ass, de Stat eng aktiv, zukunftsorientéiert Roll wëllt spillen. Mir hate recht hei am Land, net alles dat ze privatiséieren, wat déi Verréckten iwwerall zu Bréissel an op anere Plazen eis virgeschloen hunn, onbedéngt missen ze privatiséieren.

Den „Luxembourg Future Fund", dee mat 150 Milliounen dotéiert ass, dee kënnt un d'Lafen. ICT, Cleantec an aner Beräicher sinn déi Secteuren, op déi ee sech konzentréiere wäert. De Secteur vun de Gesondheets- a Liewenswëssenschafte gëtt duerch e Sonderfong vu 25 Milliounen Euro ënnerstëtzt.

D'Cyber Security, den ultraséieren Internet, d'Vernetzung vun den Datenautobunnen, d'Accéléréiere vun der Zirkulatiounsvitesse vun den Daten, Datenzentren a Cloud Computing sinn aner Achsen, an déi mer eis wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land wëllen dreiwe loossen.

Ech wollt hei eng speziell Lanz fir d'Industrie briechen. Net all Industriebetrib ass maximal kompetitiv. Mä generell steet eis Industrie guer net esou schlecht do, wann ech hir Stonneléin an hir Lounniewekäschte mam Ausland a mat eisen direkten Nopere vergläichen. Ech wëll fir si, fir d'Industrie, eng speziell Lanz briechen, well ech heiansdo den Androck hunn, d'Lëtzebuerger hätten d'Industrie net gär. Si ire sech fundamental! Well d'Roll vun der Industrie an der genereller Wäertschöpfungsketten, déi ass net klengzeschreiwen. Dofir plädéieren ech fir méi Industriefrëndlechkeet hei am Land. Wann eis Virgänger esou industriefeindlech gewiescht wiere wéi mir, da géif et eis alleguer däitlech méi schlecht goen.

Méi generell awer musse mer déi Standuertvirdeeler halen, déi mer hunn, respektiv déi mer nach hunn.

Mir hunn am internationale Vergläich mëttelméisseg héich oder mëttelméisseg niddreg Betribssteieren - Dir sicht Iech dat Wuert, wat Iech am beschten an de Krom passt, eraus! Ech schwätzen net nëmme vun den nominalen, mä virun allem och vun de reale Steiersätz. Mir däerfen déi net „nach Kassenlage", wéi déi Däitsch soen, arbiträr hin- an hierbewegen. D'Industrie, d'Banken an iwwerhaapt all internationalen Investor, déi brauche Besteierungsprévisibilitéit. Mir kënnen a mir wäerten d'Betribsbesteierung och net no uewen upassen.

Mir hunn déi niddregste Persounesteier wäit a breet. Ech weess, wann d'Statsgeld knapp gëtt, da mengen der vill, et géif duergoen, de Spëtzesteiersaz ze erhéijen, fir d'Statskeesen ze fëllen. Mir hunn de Spëtzesaz jo och an dëser Legislaturperiod gehéicht, okay! Mä mir musse wëssen, datt mer vital, vital drop ugewise sinn, déi beschte Fachkräfte fir eis Banken, fir eis Recherche, fir eis Industrie ze rekrutéieren. Mir wuessen - wa mer da wëlle wuessen - just nach an dem Haut-de-gamme-Beräich, an de Spëtzentechnologien, am Qualitéitsdelta. Dofir brauche mer déi beschte Leit. An déi kommen aus dem Ausland, an déi kommen net op Lëtzebuerg, wa se hei méi Steiere bezuele wéi soss éierens! Well dat esou ass, sinn der Erhéijung vun de Spëtzesteiersätz natierlech Grenze gesat.

Een anere Plazvirdeel, dee mer hunn, besser gesot, dee mer kéinten hunn, dat ass dat prozeduraalt Ëmfeld, an deem eis Wirtschaft plangen, investéieren, realiséiere kann a muss.

Mir waren ëmmer d'Land vun de kuerze Weeër a vun de séieren Entscheedungen. A mir mussen dat erëm ginn. Fir et erëm ze ginn, brauche mer en fait kengem seng Hëllef. Mir brauche just eis selwer. Mä mir stinn eis méi wéi eemol selwer am Wee, well mer de Konflikt tëscht Ëmwelt, Natur a Wirtschaft net iwwersprange kënnen oder well mer eisen eegene Schiet net Meeschter ginn. Kommunal a staatlech Kompetenzen hu Sträit mateneen. Ministeren, Ministèren a Verwaltunge wëlle bleiwen, wat se sinn, an halen ouni Rücksicht openeen

an op de wirtschaftleche Schued stur un där Wourecht fest, déi kee Widdersproch a kee Kompromëss verdréit.

A Saache Simplification administrative hu mer - dank dem Asaz vun der Madame Modert - grouss Progrèsen an deene leschte Jore gemaach. Mä dat ass eng aner Saach an dat ass eng aner Debatt.

A Saache Beschleunigung vun de Genehmegungsprozeduren awer si mer net esou gutt virukomm. Ech hat zejoert op dëser Plaz eng Table ronde zu deem Thema envisagéiert. Déi huet, wéi Der richteg bemierkt a wéi ech et och muss zouginn, net stattfonnt. Déi huet net stattfonnt, well d'Meenunge mat an tëscht den Acteuren dacks auserneeginn, trotz konsensuelle Pabeieren, déi publizéiert ginn. Déi huet net stattfonnt, well och op innerstaatlecher - muss ech zouginn - an op kommunaler Säit d'Zeechen net alleguer an déiselwecht Richtung weisen.

Mir haten, meng Mataarbechter am Ministère d'État an ech selwer, vill Gespréicher - ech manner wéi si - mat der UEL, mat dem Uerder vun den Architekten an den Ingénieurs-conseils, mat de Kolleege vum Syvicol. Déi Gespréicher gi weider a si si geschwënn ofgeschloss an da musse mer alleguer zesummen zu Konklusiounen an zu Décisioune kommen.

Elo awer scho stinn eng Rei vun Décisioune fest:

- Nach dëse Mount setzt de Regierungsrot eng „cellule de facilitation" an. Un déi kënnen d'Initiatoren, d'Porteure vu Projete sech wenden, wann d'Délaien net respektéiert ginn, wa verschidden Administratioune sech iwwer een an deeselwechten Dossier net eens ginn, wa verschidde Verwaltunge strikt incompatibel Virschréften - incompatibel ënnereneen - maachen, bref, wann et net rutscht. Anstatt viru Geriicht ze zéien, fir virunzekommen, anstatt virum Geriicht Décisiounen unzefechten, déi engem arbiträr erschéngen, kënnen d'Betriber sech un déi Zell wenden, déi sech dann hirer Saach unhëlt.

- D'Investisseure brauchen och besser préalabel Informatiounen. Iwwert den „guichet.lu" kritt den Investisseur an Zukunft gesot, wat fir Autorisatiounen e genau brauch. An iwwert den „geoportail.lu" seet de Kadaster him, ob déi Parzell, déi gebraucht gëtt, am Bauperimeter läit, e seet him, wou do ka gebaut ginn, wat do ka gebaut ginn, informéiert en iwwer Schutzzonen, iwwer Waasserquellen, iwwer Biotopen an iwwer Iwwerschwemmungsgeforen.

All Prozedur kritt e Kalenner, dat heescht en Délai. A bestëmmten Dossieren intervenéiert den Ëmweltminister nach just eemol, an zwar am Ufank, wann een Terrain zum Beispill am Kader vun engem PAG aus der Gréngzon an de Bauperimeter kënnt, an net eng zweete Kéier, wann et drëm geet, op där Parzell effektiv ze bauen.

- D'juristesch Sécherheet, déi ass e grousst Thema. Mir kënnen - zum Beispill a grad an der Kommodosprozedur - genau, prezis an onverréckbar Norme virschreiwen. Mir kënnen awer och doduerch, datt mer keng esou prezis Norme virschreiwen, Raum loosse fir Verhandlungen tëscht den Investisseuren an deenen zoustännege Verwaltungen. Déi Fro hunn ech net gekläert kritt, well déi eng soen esou, an déi aner soen esou. Mir mussen an e puer Méint soen, wéi et an Zukunft geet.

- Fir d'Regierung ass et haut scho kloer, datt Suerg derfir gedroe muss ginn, datt d'Commission d'aménagement am Innenministère sech mat de Gemenge muss berachelen, ier se a méi komplizéierte Fäll hir Avisen ofgëtt, déi par ailleurs - déi Avisen - och net der Regierungspolitik am Beräich vum Logement beispillsweis kënne widderspriechen. Regierung ass Regierung. Chamber ass Chamber. Verwaltung ass Verwaltung an eng Kommissioun ass eng Kommissioun. Och d'Waasserwirtschaftsamt muss sech méi mat de Gemenge concertéieren.

- D'Tutelle vum Innenminister iwwert d'Gemenge gëtt méi soupel gestalt. D'Gemengenopsiicht gëtt reforméiert. D'Regel ass haut, datt den Innenminister praktesch all kommunal Décisioune muss approuvéieren. D'Regel muer wäert sinn, datt e se net méi brauch ze approuvéieren, mä datt d'Décisiounen dem Innenministère nach just matgedeelt ginn. Da verfügt den Innenminister iwwer ee kuerzen Délai, fir ze reagéieren, a wann e bannent deem Délai net reagéiert, da gëtt d'Décisioun vun der Gemeng rechtswierksam: Le silence vaut accord. Just nach eng ganz kleng Zuel vu wichtegen Décisiounen - Steieren, PAG, PAP - musse vum Innenminister approuvéiert ginn.

- D'Distriktskommissariater ginn ofgeschaaft a ginn an enger Verwaltungsstruktur am Innenministère zesummegefaasst. Dat erliichtert d'Tutelle, dat spuert Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Erklärung, hat ech gemengt, wier net esou laang wéi hir 18 Virgänger, mä ech hu jo méi lues musse schwätzen. Dës Erklärung war net esou laang, Här President, wéi hir 18 Virgänger. Dir hutt mer jo och ëmmer gesot, ech géif ze laang schwätzen.

Am längsten hunn ech iwwert d'Statsfinanze geschwat. Dir gitt zou, datt et noutwendeg war, Iech an och eise Leit ze weisen, datt mer d'Statsfinanzen zwar net total am Gréff hunn, mä datt se eis awer net aus den Hänn gerode sinn. Mir musse spueren, mir musse konsolidéieren, mä mir mussen dat an engem Tempo maachen, dee bei d'Konjunktur passt an deen dëser net den Otem hëlt.

Mä egal wéi laang oder wéi kuerz datt dës Erklärung ass, d'Reaktiounen drop sinn ëmmer déiselwecht: D'Regierungsparteie fanne se, mat Nuancen, wéi ech muss zouginn, éischter treffend a gutt, d'Oppositioun hält se prinzipiell fir dernieft, fir enttäuschend, fir wäit vum grousse Worf ewech a fir schlecht.

(Interruptions)

Et sief dann...

Une voix.- Den Här Bettel huet Iech scho gelueft!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et sief dann! Mä ech hu gespuert, dës Kéier ass et ganz genau anescht: D'Regierungsparteie kritiséieren d'Regierung an d'Oppositioun lueft se!

Une autre voix.- Neen, iwwerdreift elo net!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- Do erlieft Der vläicht nach eng Iwwerraschung!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mat Nuancen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Näischt ass méi wéi et ass!

(Interruptions diverses)

Näischt ass méi wéi et ass! An alles muss sech veränneren, soss gëtt alles anescht. An och do...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass éischter ëmgedréint.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...den Ëmgang mateneen heibanne muss sech änneren.

Wéini datt d'CSV an d'Oppositioun kënnt, wat keng Schreckensvirstellung ass, scho guer net fir Iech...

(Interruption)

Dat hate mer schonn an dat deet eis bis haut gutt.

(Hilarité)

Dofir ass dat näischt, wat eis géif Angscht maachen. Ech wëll soen, egal wat ech hei soen, d'Reaktioune sinn ëmmer déiselwecht.

Dës Erklärung, Här President, war méi kuerz wéi soss, méi konzentréiert, méi fokusséiert. Et wier awer nach villes ze soen. An ech soen dat och an deenen nächste Méint. Ech hu mech vun enger schwéierer europäescher Aufgab befreit. Ech hunn elo méi Zäit!

Une voix.- Dat ass jo eng Drohung.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net méi Zäit fir d'Politik a fir d'Problemer heiheem, un deene sinn ech an all deenen Euro-Jore ganz no drubliwwen. Mä ech hunn elo méi Zäit, fir ze explizéieren, fir ze argumentéieren a fir ze plädéieren. An dat wäert ech och maachen! Mat därselwechter Begeeschterung iwwregens wéi deen éischten Dag. A mat deenen zesummen, mat deenen ech gären zesumme regéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun a soen him Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mir muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun diskutéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.36 heures)

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- *M. Marc Spautz (Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen et M. Xavier Bettel interviennent), M. Claude Meisch (MM. Luc Frieden et Lucien Lux interviennent), M. Lucien Lux (M. Jean-Claude Juncker intervient)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänken also haut de Moien d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Colombera, Urbany, Bodry an Henckes. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat ass eng Männerronn, Här President.

M. le Président.- Do kann de President awer leider näischt drun änneren, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dir braucht mech awer net anzeschreiwen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass awer nach ëmmer d'Méiglechkeet, Madame Brasseur, fir sech anzeschreiwen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech lauschteren Iech fir d'Éischt no, Här Spautz.

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da sinn ech frou.

Débat

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Alleréischt wëll ech op dëser Plaz dem Premier, dem Jean-Claude Juncker, fir seng ausféierlech Deklaratioun vu gëschter félicitéieren. D'Introduktioun an déi Thematik eran, wéi d'Situatioun vum Land ass, huet hie gëschter zoutreffend beschriwwen, wéi wichteg et ass, wat sech alles geännert huet a wat alles aneschters ginn ass, wéi et soss emol war.

Den État de la nation stellt säit Joren d'Geleeënheet duer, fir d'Analys ze maachen iwwert déi politesch Akzenter a Moossnamen, souwuel de Réckbléck ze maache vun deene leschten zwielef Méint, wéi och awer ze kucken, wat kuerz-, mëttel- an net mëttelfristeg a souguer laangfristeg op eis zoukënnt. D'Bestandsopnahm, wa mer déi maache beim État de la nation, ass déi lescht Joren... leider musse mer eis ëmmer och mat der Kris beschäftegen, well dat ass zënter sechs Joer eng Realitéit an do gëllt et och näischt, fir schéinzerieden.

Wann een da kuckt, wat elo geschitt innerhalb vun Europa, wat geschitt ass zum Beispill an Italien, wou do no de Wahlen an Italien, déi jo déi Resultater bruecht hunn, déi Iech alleguerte bekannt sinn, wou déi drëttgréisst europäesch Wirtschaft an enger politesch prekärer Lag ass, wat eis heiansdo an Otem hält. Well, soulaang Italien keng stabil Regierung huet, soulaang mer net wëssen, wat d'italienesch Politik wëlles huet, ass et och schwiereg fir d'Europäesch Unioun, well, wéi gesot, d'Italiener sinn déi drëttgréisst Kraaft, wirtschaftlech gesinn, innerhalb vun der EU.

An dofir ass et och wichteg an et ass net, fir et einfach ze négligéieren, dass Italien schnellstméiglech eng funktiounsfäeg Regierung kritt, fir dass och d'EZB an all déi aner ronderëm wëssen, an all déi aner EU-Länner wëssen, wat fir eng Positioun Italien wëlles huet ze maachen. Gi se weider op dem Wee vun der Regierung Monti, wou jo do Arrangementer fonnt gi waren, déi och vun der EU akzeptéiert gi sinn, oder hu si wëlles, nei Weeër anzeschloen? Dofir ass et wichteg, dass een och dat vun Italien ënnersträicht.

An den europäesche Kontext däerf een awer net nëmmen da vun Europa insgesamt kucken, mä et muss een och kucken, wat mat der Kris vun Zypern lass ass, wou mer jo wëssen, dass an Zypern déi Rettung net grad beispillhaft gelaf ass.

Ech wëll hei elo net op all Detailer agoen, mä Dir wësst jo, dass innerhalb vun e puer Deeg zwee verschidde Päck hu misse geschnürt ginn. Et ass net gutt gewiescht, dass fir d'Éischt an engem éischte Pak eng Diskussioun gefouert ginn ass, zwee Deeg drop war déi net méi do. Dat ass net grad e positiivt Signal gewiescht, wat dat domat an Europa ausgeléist huet. Dat ass schued fir den EU-Image an dat war och net gutt.

Et wier vläicht besser gewiescht, wann déi Négociatioune vill méi fréi ugefaangen hätten, wann Alternativen ausgeschafft gi wieren a wann net nëmmen déi zypriotesch Regierung agebonne gewiescht wier, mä och d'zypriotescht Parlament, wat jo den éischte Pak herno och un d'Fale bruecht huet. Et huet een e bëssen d'Gefill gehat, dass déi Rettung vun der Zypern-Kris e bëssen iwwert de Knéi gebrach gi war.

Ech wonnere mech och do e bëssen iwwert d'Verhandlungsféierung vum neien Eurogroup-Chef. Well, wann ee weess, dass Holland eent vun deene Länner war, wat gesot huet, d'Bedeelegung vun de Bankeclientë wier ganz wichteg an deem Rettungspak, da versteet een och vläicht d'Haltung vum Här Dijsselbloem, dass en esou drop gedréckt huet, dass et och misst esou séier iwwert d'Bühn goen. Wann een awer bedenkt, zu wat dat hätt kënne féieren a wat duerno alles geschitt ass, dass d'zypriotescht Parlament deen Accord ofgeleent huet, dass dat och net grad gutt war fir den Euro, fir eis Währung innerhalb vum Weltmarché.

Et däerf een och an deem Ganzen net Äppel mat Bire vergläichen. An do hat een heiansdo d'Gefill - an dat ass jo virun allem an de Medien héichgespillt ginn, no der Ausso vun Zypern, dass dat e Modell wier, deen een och an anere Länner kéint iwwerhuelen -, dass dat och net grad gutt war, dass esou e Message no bausse komm ass, well dat, fir dann ze deklaréieren, dass och Lëtzebuerg an anerer an der Eurozon och krisenufälleg wieren, wann een déi an absoluten Zuele géif mat Zypern vergläichen, ech hunn dat, an net nëmmen ech, mä eis Fraktioun huet dat net gutt fonnt.

An et muss ee jo och den Här Dijsselbloem eng Kéier drun erënneren, hien ass jo Hollänner, dass déi zënter fënnef Joer d'3%-Defizit-Grenz iwwerschreiden. Fir d'Joer 2012 ass e Minus vu 4,1% virausgesot an hir Schold läit bei 71,2% vum PIB fir 2012!

An esou Zuelen, Dir Dammen an Dir Hären, fënnt een net hei zu Lëtzebuerg am Budget an huet een nach ni am Budget fonnt. Dofir fannen ech et scho komesch, wann dann deen neien Eurogroup-Chef dat esou gemaach huet. Ech behaapten op alle Fall vun dëser Plaz aus, wann de Jean-Claude Juncker nach Eurogroup-Chef gewiescht wier, wiere weder esou Aussoen nach esou e Pak, wéi deen, deen elo vum Här Dijsselbloem komm ass, zustane komm.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, an da muss een och kucke bei Zypern, wat dat bedeit. Wat ass dat Kapital, wat do läit? Et gëtt ëmmer geschwat vun Zyprioten, et wiere virun allem russesch Oligarchen, déi hiert Geld do géife placéieren, a wat dann alles mat deem Geld géif geschéien. Ma et stellt een awer fest, wann een de System e bësse kuckt, dass et virun allem Russe sinn, déi Joint Venturen hunn, fir erëm a Russland selwer zréckzeinvestéieren, well se gär eng Plaz gesicht hunn, als Extern, dass et méi einfach ass do a Russland, well do jo och nach ëmmer d'politesch Verhältnisser - zwar vill besser gi si wéi an der Zäit - awer och nach net déi Allersécherst sinn, dass et dofir fir déi Leit wichteg war, hiert Geld iwwer Zypern erëm zréck a Russland ze investéieren, fir domadder hire Verloschtrisiko klengstméiglech ze halen.

A wann ech dat soe fir Zypern a fir Russland, da kann een dat och iwwer aner Länner ausdenken. Et gëtt elo de Moment ganz vill vun den „BRICS-Staten' geschwat. Mir wëssen och, dass nach aner Offshore-Zentren a Südostasien sinn. Mir wëssen, dass ähnlech Saachen zu Hongkong an zu Singapur geschéien, wou Leit dohinner Sue placéieren, fir kënnen a China an de Marché eranzegoen, well dat eng méi sécher Finanzplaz ass wéi déi aner.

Et ass jo och emol eng Kéier en däitschen, fréieren däitsche Finanzminister ginn, dee wollt d'Kavallerie schécken an d'Offshore-Zentren, fir do ze soen, dass et elo wichteg wier, dass een elo emol géif endlech ophale mat deene Finanzplazen, mat deenen „Steieroasen", huet en dat deemools genannt. Do muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass d'Definitioun vun enger Steieroas?

Mä ech wäert och dorop nach zréckkommen, well et däerf een och net d'Lëtzebuerger Finanzplaz mat där vun Zypern vergläichen. Et däerf een och d'Lëtzebuerger Finanzplaz net mat Hongkong vergläichen an et däerf een och d'Lëtzebuerger Finanzplaz net mat Singapur vergläichen. Et ass richteg, Lëtzebuerg huet eng gutt an eng stabil Finanzplaz mat gudden a proppere Produiten, déi et scho laang gëtt, och wann dat bei eisen däitsche Kolleegen heiansdo zu Jalousie féiert, an net nëmme bei deenen däitschen, dass se dann heiansdo och do vläicht iwwerreagéieren.

Ech hunn och an der Press vill gelies an och ganz vill héieren, dass och vill Auslänner hir Kapitalrevenuen zu New York leien hunn, an Amerika, der Finanzplaz Nummer eent: d'Wallstreet. An ech hunn awer weider do nach ni héieren, dass dat eng Steieroas wier, obwuel och do ganz vill auslännescht Kapital läit. Ech ka just soen, esou Aussoen, dass mir hei an Europa Steieroase wieren, dat ass keng gutt Reklamm fir Europa, dat ass keng gutt Reklamm fir den Euroraum.

A wann ech dat och richteg an Erënnerung hunn, wa meng Mémoire gutt ass, ass d'Finanzkris, oder den Ufank vun der Finanzkris 2007, dee war net an Zypern, dee war net zu Lëtzebuerg, dee war net zu Zürich, mä wann ech dat nach richteg an Erënnerung hunn, dee war zu New York. An dat ass jo d'Bankeplaz Nummer eent. An et ass jo awer och esou gewiescht, dass dat komm ass, ënner anerem, well d'Amerikaner iwwerschëllt waren, well se hire Budget net an der Rei haten, well d'„Fed' deemools bereet war, mat immens niddregen Zënssätz de Leit déi Suen ze ginn zwëschen 2002 an 2004 an domadder extrem niddreg Zënstauxen hat. An op eemol, wéi d'Zënsen an d'Luucht gaange sinn, ass d'Subprime-Kris komm!

Dofir misst een och do vläicht eng Kéier kucken an och nach eng Kéier dat awer an de richtege Kader setzen: D'Kris ass net ugaangen um europäesche Marché, mä d'Kris ass ugaangen op der Finanzplaz Nummer eent vun dëser Welt, zu New York. An et ware si, déi ugefaangen hunn, et ware si an da solle se och net onbedéngt all Kéiers deenen anere Länner wëlle Lektiounen erdeelen, wéi et ze goen huet.

A wann een da schwätzt vum Bankesecteur an et wëllt ee soen, Lëtzebuerg säi Bankesecteur wier och ähnlech wéi Zypern opgebaut, wat jo och verschidde Leit soen, ech fannen, dat ass éischtens eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi hei op der Bankeplaz schaffen, well dat ass net richteg. Déi Lëtzebuerger Finanzplaz ass e performanten a professionelle Finanzzentrum, wou qualifizéiert Leit schaffen, a keng Finanzjongleuren.

Eis Finanzplaz huet de Rôle, dee se haut huet, well se matzäiten d'Wichtegkeet vun de Finanzproduiten erkannt huet wéi d'Fongen, well mer eng vun deenen éischte waren, déi d'Direktiv iwwert d'Fongen 1989 ëmgesat hunn, an dofir hate mer e Leadership an deem Beräich. Dat ass alles am Kader vun europäesche Regele geschitt an dat ass kloer geschitt ënner Dispositiounen, déi legal waren. Dat huet näischt mat Oasen ze dinn, mä dat ass just am Kader vun enger Reglementatioun ze gesinn.

Wann ee kuckt, wéi d'Finanzplaz haut ass, dann huet dat och domadder ze dinn, dass si sech permanent weiderentwéckelt huet, nei Produiten développéiert huet. Oft spille mir hei zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz Virreider. Déi Leit, déi do schaffen, hunn en enormen Know-how, an ech wëll do nëmmen u mäi verstuerwene Frënd a Virgänger erënneren, de Luss Thiel, deen ëmmer erëm gesot huet, wéi séier d'Finanzplaz Lëtzebuerg sech un all déi modern an nei Saachen ugepasst huet, an dass dofir deen Erfolleg op där Finanzplaz war, dee se hat.

An dofir fannen ech et net gutt, dass do elo verschidde Länner, grousser an och klenger…, ech ginn d'Gefill net lass, dass dat eng Jalousie just ass iwwert dat, wat mir hei op där performanter Finanzplaz zu Lëtzebuerg maachen, an dass se eis dofir an de Medien an an den Erklärungen heiansdo komesch dohinnerstellen an eis vergläiche mat esou Situatioune wéi an Zypern.

Ech sinn der Meenung, dass dat e falsche Wee ass, eng falsch Duerstellung ass no baussen, an ech muss einfach soen, ech komme mer heiansdo vir, wann ech verschidden Talkshowen am auslännesche Fernseh déi lescht Wochen an Deeg gekuckt hunn..., dass dat einfach dégoûtant war, wat do verschidde Leit iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg an och iwwer eist Land gesot hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och d'Offshore-Leaks-Affär - et brauch ee jo net nëmme vun Zypern ze schwätzen, och wann ee vun där schwätzt -, och do gëtt ëmmer erëm alles dohinnergestallt wéi Steierhannerzéiung. Jiddwereen, deen am Ausland e Kont huet, ass jo een, deen dat just mécht, fir Steieren ze hannerzéien. Dorënner si jo och vill Studenten, déi emol am Ausland sinn, déi maachen och e Kont am Ausland op. Ech wousst awer ni, dass dat war, fir Steieren aneschters unzeleeën, mä dass dat war, well et ebe wichteg war, an deem Land, wou ee schafft, an deem Land, wou een an d'Schoul geet, dass een och do d'Méiglechkeet huet, déi Bankbewegungen ze maachen.

Mä et muss een och do soen, dass et grad a Krisenzäite wichteg ass, dass een och proaktiv virgeet. An dofir kann ech nëmme soen, dass ech positiv konnt reagéieren op d'Ausso vum Finanzminister, dass mer elo wëlle méi kooperativ mat Steieradministratiounen am Ausland zesummeschaffen. Éischtens, well mir keng Steieroas sinn an och ni eng waren. Ech wëll just drun erënneren, dass jo d'OECD Standarde festgeluecht huet, wat eng Steieroas ass oder net. An der OECD hire Standarden no si Steieroase Länner, wou et keng oder bal keng Steieren ze bezuele gëtt, wou de System onduerchsiichteg ass a wou keen Informatiounsaustausch praktizéiert gëtt. A kee vun deene Kritären trëfft op Lëtzebuerg zou.

Mir bezuelen hei Steieren, eise System ass transparent, mir hunn all eis international Obligatiounen ëmgesat, fir géint de Blanchiment ze kämpfen. Wéi de Premier richteg gesot huet, poursuivéiert Lëtzebuerg eng strikt Politik vum wäisse Geld, a mir liewen net vu Steierhannerzéiung, wéi dat gäre vu verschiddenen anere Finanzzentren duergestallt gëtt.

Net fir näischt sinn d'Effortë vu Lëtzebuerg international unerkannt ginn. 2010 huet d'OECD eist Land vun där groer Lëscht vun net kooperative Finanzplazen erofgeholl.

Wat ass dann d'Aarbecht vun der OECD nach wäert, wann een trotz allen Efforten, wann een trotz all Unerkennung ëmmer erëm beschëllegt gëtt, Blanchiment ze bedreiwen?

Ausserdeem huet Lëtzebuerg eng Hällewull vu bilateralen Accordë mat anere Länner ofgeschloss. Mat Däitschland, mat Frankräich, mat der Belsch, mat England, fir nëmmen déi ze nennen, hu mir e Steierofkommes, an dat ass och op Basis - dat Steierofkommes - vun dem OECD-Modell gemaach ginn. Déi nei Konventioun, déi mer mat Däitschland ofgeschloss hunn, gesäit souguer explizit en Informatiounsaustausch vir, fir Steierhannerzéiung ze verhënneren.

Här President, et huet een d'Impressioun, wann een d'Press liest oder auslännesche Politiker nolauschtert, wéi wa Lëtzebuerg bis d'lescht Woch eng Insel gewiescht wier, wou et keng Regele gouf, wou ee konnt maachen an doen, wat ee wollt, an elo wier op eemol „Schluss mit lustig", wéi et an enger däitscher Table ronde gesot ginn ass.

Ech mengen, et wier vläicht besser gewiescht, si wiere fir d'Éischt op Lëtzebuerg kucke komm, wéi et hei zu Lëtzebuerg ass, ier se esou Behaaptungen an d'Welt gesat hunn.

Et dierf een och net vergiessen, dass d'Aussoe vum Finanzminister keen neie Moment duerstellen. Hien huet déi lescht Woch näischt aneschters gesot wéi dat, wat hie schonn zënter enger gewëssener Zäit seet, an de Premier huet et gëschter nach eng Kéier a senger Ried kloer widderholl: De Schratt zum automateschen Informatiounsaustausch, deen ass net iwwer Nuecht komm, mä dee reit sech an eng ganz Entwécklung an, déi ugaangen ass virun zwielef Joer mam Kompromëss vu Feira. Zwielef Joer sinn eng laang Zäit, an dofir, all déi Leit, déi elo soen, dat wier eng „Nacht- und Nebelaktioun", do kann ee just staunen!

An eis Bankeplaz - an dat huet ee jo un de Reaktioune gemierkt, do hate jo verschidde Leit sech en Zesummefalen an eng Kräischaktioun virgestallt -, eis Finanzplaz huet jo och elo säit Feira sech dodrop virbereet gehat an ass net um „Boden zerstört", wéi dat nach verschidde Leit de Sonndeg gemengt hunn. Mä si hu gesot, si wiere schonn deelweis preparéiert, si wieren zwar net ganz glécklech driwwer, mä si kéinten awer duerchaus domadder liewen an dat wier och net esou problematesch, wéi et géif duergestallt ginn.

Ech hoffen elo just, dass déiselwecht Leit, déi dat elo alles bei de Finanze gemaach hunn, dass mer dann och elo jo alles gemaach hunn, fir Steierdumping an Europa ze bekämpfen, well dat jo déloyal Konkurrenz ass, dass déi dann och elo de Sozialdumping esou attackéieren an Europa, well och dat ass déloyal Konkurrenz, wann een an anere Länner kuckt, wat een do plazeweis vu Sozialleeschtungen huet.

Well och dat ass Sozialdumping! All Aarbecht, déi ee leescht, misst jo finanziell Unerkennung hunn a muss dem Mënsch et erlaben, fir dovun ze liewen. A Frankräich gëtt et e Mindestloun, dee läit bei 1.430 Euro de Mount. An der Belsch gëtt et e Mindestloun, dee läit, jee no Secteur, zwëschen 1.501 an 1.559 Euro. An da gëtt et Länner wéi Däitschland, do streide se nach ëmmer, ob elo e flächendeckende Mindestloun kënnt oder soll kommen.

An Däitschland kréien awer iwwer eng Millioun Leit fir Aarbecht e Stonneloun vu fënnef Euro! Brutto, wuelverstanen! Et ass e Skandal, dass am 21. Jorhonnert Leit an Europa op d'Ënnerstëtzung vun der öffentlecher Hand ugewise sinn, obwuel se 40 Stonnen d'Woch schaffe ginn, an dass se et net fäerdegbréngen, mat deene Suen iwwert d'Ronnen ze kommen, mä nach musse Sue siche goen, Sue léine goen op den Office social, op d'Gemengen. Dat ass e Skandal!

A wann ech dat soe bei Däitschland, da ginn ech jo elo dovun aus, dass se elo sech beim G7, nodeems elo d'Problemer am Finanzsecteur geléist sinn, well hei zu Lëtzebuerg mir fir den Informatiounsaustausch sinn, dass se sech dann och elo wäerte weltwäit asetzen, fir och déi Schiflag am Sozialen ze behiewen.

Ech denken, dass och dann d'amerikanesch Salariéen eng gesetzlech Krankekeess an eng gesetzlech Pensiounskeess wäerte kréien an dass mer dann och an Däitschland ewechkomme vum Fënnef-Euro-Job, dass mer et och fäerdegbréngen, d'Klimaziler ze erfëllen, dass mer och an der Entwécklungshëllef et fäerdegbréngen, dass alleguer déi Länner, déi sech dozou engagéiert hunn, op déi 0,7% vum Budget kommen, dass sech dann do mat därselwechter Vehemenz elo derfir agesat gëtt, wéi sech de Moment agesat ginn ass fir dat vun der Finanzplaz.

A wann ech scho bei Amerika sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, da muss ech nach just eng Remarque maachen: Wann ee vu Bankeplaze schwätzt a kritiséiert, da misst een och emol vläicht virun der eegener Dier kieren. Et gëtt eng Plaz an Amerika, do sinn an engem Gebai 6.800 Betriber. Och där esou, déi dat Séisst hierstellen, wat mer heiansdo alleguerte gären drénken; och do, wou heiansdo emol deen een oder deen aneren Handy hierkënnt, wou esou en Apel drop ass, déi sëtzen alleguerten…

(Interruption)

Ma jo, Här Gibéryen, ech kommen drop, ech kommen dorop. Dofir wollt ech Iech soen, och am Delaware...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kann et net erwaarden!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …och am Delaware ass e Steierparadäis, wat och offiziell unerkannt ass, an ech gi jo elo dovun aus, dass d'Amerikaner, nodeems se esou mat den Europäer diskutéiert hunn an dass se jo elo ëmmer esou Drock gemaach hunn, dass se dann och elo datselwecht wäerte maachen. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass den Ausseminister bei der nächster Entrevue mat sengem amerikaneschen Homolog och dat nach eng Kéier wäert ënnersträichen an dass dat och ëmmer erëm ugeprangert muss ginn. Well et kann een net eppes vun deenen anere Leit verlaangen, wat een net selwer bei der eegener Dier mécht!

An aus deene ganze Krisen, ob dat Zypern ass, ob dat dat ass mam Euro, ass et wichteg, dass mer et erëm fäerdegbréngen, eng nei, eng aner Kommunikatioun no baussen ze maachen, well d'Leit brauche Vertrauen an d'Finanzplazen an d'Leit brauchen och Vertrauen an d'EU an an d'europäesch Politik.

Firwat schwätzen ech an dësem Débat sur l'état de la nation esou vill iwwer Italien, esou vill iwwer Zypern an esou vill iwwert d'Finanzplaz?

Ma, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, well dat eng ganz wichteg Saach ass, déi an eis national Politiken erakënnt. Alles wat mir hei décidéieren, alles wat mer maachen, huet och en Afloss op d'europäesch Politik, an alles wat zu Bréissel décidéiert gëtt, huet och en Afloss op dat, wat mir hei national maachen.

An ech wëll nëmmen un d'Geschicht vun de Recommandatiounen erënnere vum Semestre européen, wou mer jo wëssen, wa mer dat bis ofginn hunn, dass mer och duerno eng Reaktioun kréie vun der EU, wou se eis soen, wat gutt ass a wat net gutt ass, a wou se eis hir Recommandatioune wäerte virleeën, wou ech dovunner ausginn, dass se net wäerte vill aneschters sinn am Juni, Juli, wa mer se kréien, wéi déi vun de Jore virdrun. Mä dodrop komme mer jo nach an deenen nächste Wochen hei an der Chamber ze schwätzen.

Mir mussen d'Politiken net nëmmen unhand vun europäesche Kritären a Parameteren definéieren, wat jo nach relativ einfach ass, neen, all Moossnam, déi getraff gëtt, all Akzent, dee gesat gëtt, muss sech an déi national a makroekonomesch Gegebenheeten afügen. Déi erlaben zënter e puer Joer net méi vill Spillraum.

D'Joer 2013 stellt sech als schwiereg duer mat engem Wuesstum vu viraussiichtlech just nach 1%, no engem schwaache Wuesstum 2012 vun 0,3%. Mir bleiwen an enger Defizitsituatioun. Och wann de Wuesstum zu Lëtzebuerg an de positive Beräich fält, si mir längst net iwwert de Bierg. 1% Wuesstum geet net duer, fir déi budgetär Lag wesentlech ze änneren. Mir bleiwen an enger Defizitsituatioun, mir schléissen d'Joer 2012 mat engem Gesamtdefizit vun 0,7% vum PIB a mat engem Zentralstatsdefizit vun 2,6% of. Nom Vote vum Budget 2013 läit de Saldo vum Gesamtstat bei 0,7% an dee vum Zentralstat bei 2,6%.

Mir haten 2012 en Defizitlach vu ronn 1,2 Milliounen am Zentralstat, an no de Prognose wäert sech dës Situatioun an den nächsten dräi Joer net ganz grouss verbesseren. Mir mussen also weider Sue léine goen, a wann ee vu Scholde schwätzt, da muss een och vun Zënse schwätzen. Eis Scholdzënsen hu sech zënter 2009 bal verduebelt. Si si vun 128 Milliounen am Budget 2009 op 219 Milliounen am Budget 2013 eropgaangen.

Et ass dowéinst och noutwendeg, Objektiver an den Équiliber ze maachen, dass mer net méi déi Moossnamen ze bezuele kréien. Fir dass mir och a sechs Méint oder an engem Joer nach ëmmer an der Trajectoire si respektiv an enger neier Trajectoire - wéi de Premier et gëschter genannt huet, a senger Ried gesot huet - an den Équiliber solle kommen, musse mir eis un de Spuer- a Reformkurs halen.

Wann ech soe Spuer- a Reformkurs, war ech dach awer iwwerrascht, wann ech gëschter héieren hu vun Austeritéit. Ech sinn net där Meenung, dass hei zu Lëtzebuerg Austeritéit gemaach gëtt. Mir hu weder d'Renten nach den RMG nach de Mindestloun an deene leschte Méint ëm 20% oder 30% erofgesat - Beispill Griichenland. Au contraire, de Mindestloun ass ab dem 1. Januar 2013 ëm 1,5% an d'Luucht gaangen. De Rentenajustement fir 2013 ass fale gelooss ginn, jo, dat stëmmt, mä et dierf een awer net vergiessen, dass d'Renten 2011 an 2012 all Kéiers ajustéiert si ginn.

Mir hunn an der Indexdiskussioun festgeluecht fir d'Joren 2013 an 2014, dass all Kéiers do eng Indextranche kënnt. Sou kruten d'Betriber déi néideg Prévisibilitéit, fir kompetitiv ze bleiwen, an d'Kafkraaft vun de Leit an de Familljen ass gläichzäiteg erhale bliwwen, wat indirekt och nees der Wirtschaft zeguttkomm ass.

D'Investitioune bleiwen trotz Kris héich mat 1,88 Millarden Euro am Joer 2012 an 1,7 Milliarden Euro am Joer 2013, wou mer awer musse wëssen, dass mer bei all deenen Investitioune fir 2013 jo e klengen Décalage wäerte kréien an d'Suen och net an deene Méint wäerte fortgoen, well mir hu jo am Bau - an do soen ech Iech näischt Neits heibannen - duerch déi Intempérien vun deene leschte Méint eng Verlagerung kritt, sou dass d'Chantieren do wäerten no hannen auslageren.

Firwat wollt ech dës Beispiller ginn? Et kéint een do och nach ënnersträichen, wat d'Familljenzoulagen ubelaangt, mir hunn de Chèque-service, deen eis eleng d'lescht Joer 223 Milliounen Euro - also de Stat - kascht huet, wat also beweist, dass een hei net ka schwätzen, wéi wa mer näischt géife maachen, wéi wa mir Austeritéit géife maachen.

Mir mussen zréck op de Wee vun engem nohaltege Wuesstum, an dee féiert eben net laanscht eng Konsolidéierung vum Budget bei gläichzäitege Wuesstumsimpulser.

Nohaltege Wuesstum kritt een awer net zum Nulltarif. Et wier eng Illusioun, dat ze mengen. Entweder et mécht ee weider nei Scholden an et lieft een iwwer seng Verhältnisser, bis dass de System wéi e Kaartespill zesummefält, nom Motto «après moi le déluge», an dat op d'Käschte vun de künftege Generatiounen - an dat ass genee dee Wee, dee mir net bereet sinn ze goen! -, oder et versicht een, sech déi néideg finanziell Mëttelen ze ginn, déi ee brauch, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen, fir déi wichteg zukunftsorientéiert Investissementer ze finanzéieren a wesentlech politesch Akzenter ze setzen, andeem een all Dépensen hannerfreet.

En intelligenten a verantwortungsvollen Ëmgang mat den öffentleche Suen, dat ass dat, wat mer wëlle maachen, dat ass dat, wat mer wëlle praktizéieren. D'CSV huet sech kloer fir eng Politik ausgeschwat, déi eist Land aus der Kris soll manövréieren an d'Weiche fir d'Zukunft stellen. Et ass eng verantwortungsvoll Budgetspolitik, déi et erlaabt huet, während dem Héichpunkt vun der Finanz- a Wirtschaftskris Konjunkturmoossnamen ze huelen, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen.

Et ass och dëser Politik «en bon père de famille», wéi d'Fransouse géife soen, ze verdanken, dass Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt dosteet. Op jidde Fall vill, vill besser wéi all déi Länner, déi mat eis an der EU zesumme sinn, bis vläicht op eng Ausnahm.

D'CSV-Fraktioun huet zesumme mam Koalitiounspartner och net gezéckt gehat d'lescht Joer, wou mer gesot hunn, mer missten nach eng Kéier zousätzlech Moossnamen nom Dépôt vum Budget mat huelen. An dat ass jo och duerno mat ëmgesat ginn, zesumme mat der Regierung, an et war och wichteg, dat ze maachen, an dat huet sech agereit an d'Konsolidéierungsmoossname vun de Budgeten 2010 an 2011.

D'Propose vum Premier vu gëschter, wou en ugekënnegt huet, dass mer och nach weider 250 bis 300 Millioune fir déi nächst Jore mussen aspueren an dass dat och wichteg ass, fir dass mer op der Trajectoire bleiwen, dës Konsolidéierungsbeméiunge schénge mir au vu vun de makroekonomeschen Donnéeë räsonabel. Et muss ee konsolidéieren, mä et dierf een net esou wäit spueren, dass ee kontraproduktiv gëtt, dass een domadder laangfristeg de Wuesstum blockéiert.

Wat hu mir dovunner, wa mer kuerzfristeg mat engem Nulldefizit glänze kënnen, wa mëttel- a laangfristeg duerch oniwwerluechte Konsolidéierungsmoossnamen d'Croissance zum Stocke kënnt?

De Premier huet a senger Ried gëschter eng Rei vun Iwwerleeungen, Pisten a Moossnamen ugekënnegt, déi dozou wäerte bäidroen, de Budget an den Équiliber ze kréien, dorënner zum Beispill d'Iwwerpréiwe vun de finanziellen Hëllefe fir de Logement, d'Ofschafe vun de Bonifications d'intérêt, an et kommen nach aner Pisten hannendrun.

Ech war dofir e bëssen iwwerrascht driwwer, wéi verschidde Leit gëschter dem Premier nogelauschtert hunn an dat duerno zitéiert hunn: Wann ech nämlech héieren, dass de Premier gesot hätt, de Congé collectif misst ofgeschaaft ginn - wat ech gëschter Owend an engem gréissere Lëtzebuerger Medienimperium héieren hunn -, ech hunn dat net héieren!

(Interruption)

Ech souz zwar awer heibannen an dësem Sall. Den Här Junker huet gesot, si sollen driwwer nodenken, fir beim Congé collectif eppes ze änneren. An dat ass eppes aneschters, wéi wann een dann ukënnegt, de Premier hätt gesot, de Congé collectif misst ofgeschaaft ginn!

Datselwecht kann ee soe bei der Bonifikatioun. Et war een nach net hei aus der Chamber eraus, do huet et geheescht, d›Leit géifen d›Bonifikatioun ewechgeholl kréien. De Premier huet gesot, dass un der Bonifikatioun geännert gëtt fir déi künfteg, an dofir wier et dann heiansdo och net schlecht, wa verschidde Leit entweder besser géifen nolauschteren oder richteg dat noliesen, esou wéi et gesot ginn ass.

Datselwecht gëllt bei der Banque Générale, wou och de Moien erëm iwwert d'Antenne gaangen ass, d'Banque Générale géif verkaaft ginn. De Premier huet gesot, et soll een driwwer nodenken, a wann de Präis stëmmt, géif dat gemaach ginn. An et ass dofir net richteg, wéi dat elo dobaussen duergestallt gëtt, wéi wann déi Décisioune scho geholl wieren.

Dofir wier et heiansdo net schlecht, wa verschidde Leit richteg géifen nolauschteren. A wa se et net verstanen hunn, dann ass et jo och kee Problem a keng Schan, wann een dat dann noliest, wat de Premier gesot huet.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et geet drëm, dass mer déi Konsolidéierung maachen an dass mer eis Finanze laangfristeg ofsécheren. Mir brauchen eng Steierreform an dësem Kontext, a wa mer vu Steierreform schwätzen, et ass gëschter och ugeklonge vun der TVA, dass eppes bei der TVA muss geschéien, well mer wëssen, dass mer Sue verléieren am Commerce électronique. A mir wëssen och, dass vun deem, wat mer bei der Quellesteier erakritt hunn, wann ab dem 1. Januar 2015 deen automateschen Austausch ass, dass do och nach eng Kéier zwësche 40 a 50 Milliounen eis géifen am Budget feelen.

Och dozou wëll ech zwou Saache soen: Gëschter an och haut an de Reaktiounen, déi een dorëmmer liest, dat wier eng grouss Neiegkeet gewiescht, dass een do kéint nodenken iwwer eng TVA-Erhéijung!

Une voix.- Den Här Lux war ëmmer dergéint.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den Här Fernand Etgen, Député-maire…

Plusieurs voix.- Ah! Oh!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- …vu Feelen,…

(Interruption)

…huet eng Question parlementaire gestallt de 16. Oktober 2012, ob et géif stëmmen, dass d'Regierung géif beabsichtegen, wann de Commerce électronique géif ewechfalen, eng TVA-Erhéijung ze maachen.

Ech wëll Iech just soen, Här Etgen, Dir hutt d'Fro selwer gestallt, well mäi Frënd Gilles Roth hat schonn a sengem Budgetsrapport eng Kéier eng Gläichung gemaach, wat dat géif bedeiten, wann de Commerce électronique vun haut op muer ewechfält, a wat dat an der TVA géif mat sech bréngen.

An Dir, Här Etgen,…

(Interruption)

Majo, dass Der net kënnt soen, Dir wéisst näischt, mä dass schonn driwwer geschwat ginn ass. Méi war et net.

(Interruptions)

Ech hunn net gesot, et wier seng Schold! Ech hu just e Problem domat, wann ee seet, et wier een Neiegkeete gewuer ginn, wat aus der Loft gegraff wier, wann ee scho selwer am Oktober eng…

(Interruptions)

…Fro dozou gestallt hat, dann ass dat scho komesch.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här Spautz, mir wéissten am Fong gären déi Inzidenzen, déi eng méiglech TVA-Erhéijung hätt, éischtens…

M. le Président.- Här Etgen, stellt keng Froen, mir kënnen elo net hei ufänken…

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den Här Etgen, dee kënnt jo de Mëtteg nach eng Kéier drun! De Premier huet a senger Ried…

M. le Président.- Här Spautz, den Här Etgen wëllt Iech dann elo offiziell eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord, datt den Här Etgen Iech…?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Majo, den Här Etgen ka mir eng Fro stellen!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här Spautz, sidd Dir net och der Meenung, datt ee fir d'Éischt misst kucken, wann ee vun enger Augmentatioun vun der TVA schwätzt, datt ee fir d'Éischt misst ënnersichen, wéi eng Inzidenz dat op d'Inflatioun huet an domadder op den Index, wéi eng Inzidenz datt dat huet op d'Konsumverhale vun de Leit, wéi eng Inzidenz datt dat huet op den ekonomesche Wuesstum a wéi eng Inzidenz datt leschten Enns dann nach bleift op d'Statsrecetten?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir hutt ganz recht! Mä dat hu mer awer och gemaach an dat ass gemaach ginn, an et ass ugekënnegt fir 2015, dass dat kënnt!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Den Här Frieden huet an der Fro geäntwert, dat wier net gemaach!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dir däerft net nëmmen d'Fro liese vum Här Etgen, Dir musst och d'Äntwert vum Minister liesen, Här Spautz! Dir musst alles liesen! Soss kënnt Der näischt bäiléieren!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Majo, ech liese jo och alles! Ech liesen och alles, Här Meisch!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech dann elo, den Här Spautz huet eng Fro gestallt kritt, da gitt och elo dem Här Spautz d'Méiglechkeet, op déi Fro ze äntwerten!

(Brouhaha et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Also, nach eng Kéier: Et ass gëschter gesot ginn, an et ass och nach eng Kéier vun der Demokratescher Partei ënnerstrach ginn, dat wier net iwwerluecht, wat do gemaach géif ginn, fir esou eng Ukënnegung ze maachen.

Dir hutt am Oktober eng Question parlementaire gestallt gehat un de Finanzminister, Dir kënnt och elo nach eng Kéier eng stellen un de Premier an un de Finanzminister, an da wäert Der déi Äntwert kréien, déi néideg ass an déi richteg ass, fir dass mer zu där TVA-Erhéijung kommen. An et kënnt eng, a fréier oder spéider, an dat ass och gëschter ënnerstrach ginn, wäert Lëtzebuerg, wat d'TVA ubelaangt, nach ëmmer déi déifsten TVA behalen, déi an der Europäescher Unioun ass. An déi aner Detailer wäert Der dann an deenen nächsten Deeg kréien, wa mer déi Diskussiounen iwwert d'TVA féieren.

An elo féieren ech net mat Iech eng TVA-Diskussioun, mä ech fueren elo weider a menger Ried zum État de la nation. Ech hunn awer kee Problem, dass mer um Schluss vun der Sitzung dann nach eng Kéier zesummen doriwwer diskutéieren.

Une voix.- Ma dat wier flott!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- De Premier huet a senger Ried vu gëschter esou eng Reform ugekënnegt, awer net virun 2015. Et ass effektiv net ubruecht, haut, an engem Moment vu schwaacher Konjunktur, esou eng Moossnam ze stëmmen. De Risiko, de Wuesstum am Keim ze zerstéieren, ass grouss.

Déi wirtschaftlech Prognose fir 2014 an 2015 si besser wéi déi vun dësem Joer. Si gi vun engem Wuesstum vun 2,3% respektiv vun 1,9% aus. 2016 soll de Wuesstum souguer bei 3,8% leien. D'Konditioune wieren deemno dee Moment besser wéi haut, fir esou Adaptatiounen ze maachen.

Wann een dovu schwätzt, wat mer misste maachen, hunn ech ëmmer de Prinzip geléiert: «Voir, juger, agir». Ech mengen, beim „voir", an dat huet mech gefreet bei deene leschte Méint, si mer eis jo alleguerten eens, dass eppes muss geschéien. Beim „juger", fir ze verteelen, a wat fir eng Richtung et muss goen, do si mer eis nach leider net hei an deem Haus alleguerten eens, a beim Handelen kann ech Iech op alle Fall soen, ass d'Koalitioun sech eens, dass mer eppes handelen an dass mer déi Saache mussen an de Gréff kréien.

Et ass och dofir wichteg, dass mer all déi Problemer zesummen a seriö uginn. An all déi Saachen, déi direkt kënne gemaach ginn, maache mer direkt. Bei all deem anere steet et jo alle politesche Parteie fräi, an hire Wahlprogrammer dat unzekënnegen, wat si fir 2015 an 2016 wëlles hunn.

An et ass och net, dass Lëtzebuerg dee Wahltermin dohinner geluecht huet, well mer ëmmer schwätzen, och am europäesche Kader, '14, '15, '16, dass Lëtzebuerg mat Absicht an d'Mëtt vun där Period eng Wahl geluecht huet, mä dat ass eis esou vun der Constitutioun - all fënnef Joer Wahlen ze maachen - virgeschriwwen.

D'Reform vum Dezember: Am leschte Joer hu mer zum Beispill eng Reform gemaach gehat bei de Pensiounen. Do si verschidde Saache geschitt, an ech wëll och do nach eng Kéier higoen: Déi Pensiounsreform war noutwendeg an et war wichteg, an et ass déi éischt, wou net am „vollen Bade" ausgeschöpft ginn ass an ausgedeelt ginn ass, mä wou och emol gekuckt ginn ass, wéi et mat der Zukunft ass a wat ee kéint maachen, well mer jo och wëssen, dass d'demografesch Situatioun eng aner ginn ass.

Wann, wéi de System agefouert ginn ass, d'Leit mat 15 Joer ugefaangen hu mat Schaffen a mat 65 Joer an d'Rent gaange sinn an da mat 72 Joer eis verlooss hunn, sou ass dat haut anescht. Sou ass et haut esou, an der Moyenne fänkt ee mat 21 Joer un ze schaffen, a statistesch gesi geet ee mat 59 Joer an d'Pensioun. An do huet dann d'Chancëgläichheetsministesch nach eng Aarbecht, well d'Männer ginn 78 Joer al an d'Fraen der 84. Do misst jo och am Kader vun der Égalité des chances eppes gemaach ginn, dass d'Männer genausou al kënne gi wéi d'Fraen.

Mä all déi Reformen…

(Interruptions)

Gelift?

(Interruptions et hilarité)

Neen, d'Chancëgläichheetsministesch ass net d'Madame Jacobs, mä d'Madame Hetto, Här Braz. D'Reform…

Une voix.- Bravo!

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- D'Reform kann een net lassgeléist vun enger Rei vu sozialen a beschäftegungspoliteschen Aspekter kucken. Et ass a mengen Ae ganz kloer, dass d'Rentereform net lassgeléist ka gi vun de sozialen a beschäftegungspoliteschen Aspekter. An et ass och wichteg, dass een dann op den Aarbechtsmaart ageet.

Ech hunn och an dem Sozialalmanach gelies, dass do geschwat gëtt vun enger maximaler Pensioun vun 2.811 Euro zum Beispill. Ech hu mer do just d'Fro gestallt, wann een esou eng Pensioun géif kréien, wéi een dann en Zëmmer am CIPA géif bezuelen, well dat ass e bësse méi héich wéi dat, wat do als Pensioun definéiert ginn ass. Sou dass een, och wann et gutt Iddië sinn, dass een och do muss kucken, a wat fir eng Richtung ee muss goen.

Mir brauchen eng proaktiv Aarbechts- a Beschäftegungspolitik, well et ass nëmmen iwwert déi Aart a Weis, wéi mer et fäerdegbréngen, de Chômage an de Gréff ze kréien. 22.000 Leit op der Sich no enger Aarbechtsplaz, 7.000 nei Aarbechtsplaze gi pro Joer geschafen, dat ass am Fong e Paradox. Well wann ee seet: 22.000 minus 7.000, dann dierfte mer jo de Chômage net ëmmer hunn, deen an d'Luucht geet, mä e misst erofgoen. Mä dat wier och nëmmen eng Mëllechmeedcherechung, déi do gemaach gëtt.

Et ass wichteg, dass mer Wuesstum am Emploi kréien. De Wuesstum war 2014 virgesi fir 1,6, an déi Joren duerno, 2015 an 2016, soll de Chômage fir d'Éischt op 6,7 eropgoen, fir dann erëm op 6,4 erofzegoen.

Aarbechtslosegkeet ass e komplexe Problem, an et ass wichteg, dass een do net nëmme vu Prognose schwätzt, mä dass mer och do zesummen dat ënnerhuelen, fir esou vill Leit wéi méiglech erëm an d'Beschäftegung ze kréien.

D'Chamber huet jo do de 15. Mee en extraen Débat, deen amgaangen ass virbereet ze ginn, iwwert d'Auswierkungen a wat mer alles kënne maachen, fir hei zu Lëtzebuerg och méi Leit kënnen an d'Beschäftegung ze kréien. Et muss een nämlech deene Leit, deenen 22.000, eng Perspektiv ginn. Et muss een deenen 22.000, wou och ganz vill Jonker derbäi sinn, och do ass et wichteg, fir deenen déi Perspektiv ze weisen, dass si och nach eng Chance hunn, fir op den Aarbechtsmaart zréckzekommen.

An dësem Kontext sinn ech och frou ze héieren, dass d'Sozialpartner an d'Regierung jo och erëm de Wee fonnt hunn - sou hunn ech dat emol verstanen -, fir dass et eventuell erëm zu enger Tripartite kënnt, dass et no de bilateralen Diskussioune vun der leschter Woch do kéint zu enger Tripartite kommen, dass et wichteg wier, dass se do am Sozialdialog all zesummen - d'Regierung, d'Patronat an d'Gewerkschaften - un engem Strang zéien, fir dass mer esou vill wéi méiglech Leit erëm zréck op den Aarbechtsmaart kréien.

Virun allem eis Jugend, déi jonk Leit, déi do dra sinn, déi brauchen eng Perspektiv, an de Chômage kann een net als Fatalitéit ofdinn, an de Jugendchômage scho guer net. Well, wann et am Ufank schwiereg ass, fir Leit an de Marché ze kréien, wéi soll ee se da spéiderhin eng Kéier an de Marché erakréien?

Do si jo och eng ganz Panoplie vu Mesuren am Beräich vun der Jugend getraff ginn, wou och ganz vill dran investéiert gëtt, an do musse mer kucken, wat déi Mesurë bruecht hunn, ob mer se solle weiderféieren oder ob mer net missten nei Mesurë maachen. Do ass et och wichteg, fir dass mer doriwwer d'Jugend mat abannen, net nëmmen, dass mer diskutéieren, wat d'Jugend soll maachen, mä dass mer och d'Jugend aktiv mat abannen.

A vu dass et eng Kéier e Rentendësch ginn ass, wou Resultater erauskomm sinn, soll een och driwwer nodenken, e Jugenddësch ze maachen, an och déi jugendlech Leit mat abannen, fir och mat hinnen zesummen no Léisungen an engem Wee ze sichen.

(Interruption)

A wa mer schwätze vu Jugendaarbechtslosegkeet...

(Interruptions)

…a Jugendbeschäftegung, muss ee sech awer och d'Fro stellen…

(Interruption)

…muss een och sech d'Fro stellen: Stage a Vakanzenjob. An deene Schoulprogrammer si ganz vill Stagë virgesinn, déi d'Schüler mussen a Betriber maachen, an do ass a verschidde Betriber eng grouss Resonanz, fir déi Leit ze huelen. Et sinn awer och anerer, déi ganz vill Schwieregkeeten hunn, an do ass et da gutt, wann heiansdo d'Gemengen déi an de Stage eranhuelen. Ob dat awer ëmmer dat allerbeschte Beispill ass, fir déi Jugendlech op d'Beruffsliewe virzebereeden, dat wier awer eng aner Fro. Mä wa keen aneren do ass, dee se hëlt, solle mer de Gemenge Merci soen, dass se et iwwerhaapt maachen.

Mä et ass awer schued, dass et net méiglech ass, déi Leit an d'richtegt Beruffsliewen eranzekréien. Déi Offer läit um Dësch, den Éducatiounsministère seet dat all Joer erëm, an et ass ze bedaueren, dass et net méiglech ass, fir déi Plazen all ze fannen. Well wa mer se géifen an e Stage erakréien, an e Betrib an an e Rhythmus kréien, ass et duerno och méi einfach, se allgemeng a Beschäftegung ze kréien.

An datselwecht ass mat de Vakanzenjobben. Do si jo Leit, déi kréien elo déi éischt Courrieren erëm. Si hunn am November eng Demande gemaach, an da kréie se elo eng Äntwert. Do gesäit een och, mat wat fir engem Interesse verschidde Betriber do druginn: Et wier awer schued, si misste matdeelen, d'Demande wier ze spéit erakomm. D'Demande war fortgaangen den 3. November, a si kréien elo, am Abrëll, eng Äntwert, hir Demande wier ze spéit eragaangen, d'Plaze wiere schonn all besat. Wou ee sech dann éischter d'Fro muss stellen, ob dat net en Nullachtfünfzehn-Bréif ass, dee jiddwereen elo geschéckt kritt huet.

An och do ass et wichteg: Et kann een net ëmmer nëmme soen, eis Jugend wëllt näischt maachen, an da kréie se d'Méiglechkeet an d'Chance net, fir an e Betrib eranzegoen. Do wier et och wichteg, dass do en Emdenke kënnt. Wa mer se nëmmen a Stageplazen erakréien a wa mer se an d'Studentenjobs erakréien, ass et och duerno vill méi einfach, sech ze familiariséiere mam Beruffsliewen, wéi dat ass.

Wann ech schwätze vu Jugendchômage, kommen ech awer och net derlaanscht, fir ze schwätzen iwwert de Schoulsystem, iwwert d'Beruffsausbildung, wou et och do wichteg ass, dass eis Beruffsausbildung sech der verännerter Gesellschaft an der Aarbechtswelt upasst. Mir hu bis elo als CSV all Reforme matgedroen, déi op deem Wee ugekierpt gi sinn 2008, 2009, an déi ginn och weidergeféiert.

De Bilan vum Fondamental läit vir. Um Bilan vum Fondamental musse verschidden Adaptatioune gemaach ginn. De Bilan vun der Reform vun der Beruffsausbildung ass noutwendeg, virun allem bei deenen, wou elo deen éischten Zyklus fäerdeg ass, fir dann ze kucken, welch Adaptatiounen a welch Verbesserunge mer misste maachen a wat genau sënnvoll ass. An dofir wier et onbedéngt wichteg, dass esou eppes géif gemaach ginn. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass kee Kand fale gelooss gëtt, dass mer jiddwerengem eng Chance bidden.

Dat heescht net, dass mer eis Diplomer solle bradéieren, mä dass mer et awer solle fäerdegbréngen, all Mënsch senger Kompetenz no och eng Chance ze ginn, fir am Beruffsliewen duerno kënnen ze bestoen.

An dofir wëll ech hei gären eng Lanz brieche fir d'Revalorisatioun vun der Formation professionnelle. Mir maachen ëmmer eng grouss Propaganda, wéi wichteg et ass fir Studenteplazen, wéi wichteg et ass, dass zu Lëtzebuerg d'Studentenzuel an d'Luucht geet, wat och gutt ass, wat och wichteg ass, dass mer dat maachen an dass mer dat soen. Mä mir sollen eis awer aus de Käpp schloen, dass mer et géife fäerdegbréngen, dass jiddwereen hei zu Lëtzebuerg e Bac kritt an dann nach e Master an e Bachelor. Mir wäerten och wéi all déi aner Länner op der Welt ëmmer där enger Leit hunn, déi besser si mam Kapp, an anerer, déi besser si mat den Hänn. A mir mussen och deenen d'Chance ginn, fir eppes kënnen ze maachen.

Dofir begréissen ech ausseruerdentlech d'Schafung vun der Maison de l'Orientation, wou déi zoustänneg Ministèren a Servicer zesummeschaffen. Mä mir mussen nach vill méi eng grouss Dynamik hannendrukréien.

Mir mussen och den negativen Image vun der Beruffsausbildung a vun den handwierkleche Beruffer ewechkréien, dass mer do eng Image-Campagne maachen, fir och drop hinzeweisen, wéi wichteg déi Beruffer sinn.

An all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi heibanne sinn, déi och ëmmer op der Diplomiwwerreechung, ob beim CATP - esou ass et haut - oder bei der Meeschterprüfung, derbäi sinn: Et sinn der ëmmer manner, déi nach do sinn, an de Besoin fir d'Lëtzebuerger Ekonomie ass awer nach ëmmer do! Dass mer och do et fäerdegbréngen, eng Image-Campagne ze maachen, net nëmmen an de Schoulen a bei de Kanner - well ech mengen, et sinn net eleng si, déi décidéieren -, mä virun allem eng Image-Campagne maache bei den Elteren a bei de Grousselteren, fir och déi emol drop hinzeweisen, dass et haut nach ëmmer wichteg ass, e qualifizéierten Handwierker ze hunn.

An Däitschland, gëtt jo dann ëmmer gesot, jo, do hu se dee Problem net. Ma, do sinn der ganz vill, ier se op d'Uni kënne goen, well se musse waarden, bis se eng Unisplaz kréien, da maache se an der Zwëschenzäit eng Gesellepréfung an da léiere se en Handwierk. An duerno sinn der e puer, déi hänke bleiwen am Handwierk, an et sinn anerer, déi weiderginn an dann Ingenieur an deem System ginn.

Dass mer et do zesummen uginn, fir eng Image-Campagne ze maachen, net nëmmen an de Schoulen, mä och bei den Elteren, well et muss een d'Elteren an d'Boot kréien, well soss gëtt dat näischt, well awer nach ëmmer och d'Eltere matschwätzen, wat d'Kand, wat hire Jong oder hiert Meedche soll léieren, dass mer et do fäerdegbréngen, dat op de Wee ze kréien! An da wäerte mer et och fäerdegbréngen, am Chômage eng aner Politik ze kréien.

A wa mer schwätze vun der Formatioun a vun de Betriber, da muss een och schwätze vun der Kompetitivitéit. Och do ass et wichteg, dass mer eis Finanzen an de Gréff kréien. Do ass et wichteg an och gutt, dass de 4. Fënnefjoresplang vum Mëttelstand ënnerwee ass, dass mer d'Kadergesetz vun de PME iwwerschaffen, well ausser dem Finanzsecteur brauche mir virun allem e stabille Mëttelstand, well dat ass d'Réckgrat vun eiser Ekonomie, an dofir ass et wichteg, dass dat geschitt.

Dëser Deeg ass den „Haut Comité pour l'industrie" gegrënnt ginn, wat ech eng gutt Saach fannen. An ech wëll dorun erënneren - vill Leit hunn dat vergiess -, d'EU, d'Europäesch Unioun, wéi se haut heescht, geet aus eppes ervir, nämlech aus der Zesummenaarbecht vun der Stolindustrie. Well d'CECA ass gegrënnt gi viru 60 Joer, an dat war, fir eng Zesummenaarbecht ze maache fir „Kohle und Stahl". Ganz vill Leit hunn et vergiess, an dofir hunn ech et gutt fonnt, dass och elo do d'Décisioun gefall ass an dass mer och an Europa erëm de Courage hunn, dozou ze stoen, dass d'Basis vun Europa geluecht ginn ass duerch d'CECA-Accorden an dass d'CECA-Accorden do waren, fir och an dem Industrieberäich, virun allem am Stol an an der Kuel, zesummenzeschaffen.

En neie Secteur ass amgaangen ausgebaut ze ginn, dat ass dee vun der Logistik. Do ass et wichteg, dass mer déi néideg Plattformen hunn, déi néideg Investissementer hunn, an do ass et och wichteg, dass d'Cargolux an d'Luxair an eise Flughafen eng ganz grouss Roll spillen an deem Kader, genausou wéi dee Site zu Beetebuerg a wéi eis Eisebunn, dass et wichteg ass, dass mer do virukommen. Do si mer administrativ net esou séier virukomm wéi erhofft, mä et ass awer elo op deene richtege Schinnen, well et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, och eng logistesch Politik ze maachen.

Et ass wichteg, dass mer an der Agrarpolitik och weider déi Akzenter maache fir déi Agrarbetriber an déi Jonk, déi do wëlles hunn ze investéieren, déi do sech wäerten drasetzen, dass och si déi Méiglechkeeten hunn an déi Hëllefe kënne kréien, fir do kënne matzemaachen.

Ganz wichteg an der Kompetitivitéit ass och, dass mer eng effikass, wirtschaftsorientéiert Fuerschung bedreiwen, well dat ganz wichteg ass, fir och déi néideg Saachen an de Vierdergrond ze setzen, wéi wichteg dat ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee schwätzt vun Industrie, wann ee schwätzt, wat mer alles musse maachen, wou mer hikommen, da brauche mer virun allem och e Plang, wou mer wat kënne maachen.

An den nächste Wochen - ech hoffen, dass ech do net eng Kéier bestrooft gi fir dat, wat ech elo gesot hunn - wäerte mer en neit Gesetz kréien iwwert den Aménagement du territoire, a wa mer dat nach virun der Vakanz kënne stëmmen, wäerte gläich no der Vakanz véier Pläng op den Dësch kommen: nämlech de Plan Logement, de Plang vun den Industriezonen, de Plang vum Transport an dee vun de Grénggürtelen. Dofir ass et wichteg, dass mer endlech dat Gesetz stëmmen, well déi Pläng si scho laang an den Tiräng. Zwee hate mer der jo och schonn eng Kéier gewise kritt, an dass et da wierklech ass, dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir och dann do schnellstméiglech ëmzesetzen.

A wa mer schwätzen: Firwat brauche mer dat? Mir brauchen dat fir en Zesummeliewen, mir brauchen dat fir eng Integratioun, well mer mussen et fäerdegbréngen an eiser multikultureller Gesellschaft, wat e Räichtum fir eis ass, dass mer och déi Akzenter setzen, déi mer brauchen.

An dat fänkt och un ënner anerem bei der Integratioun. Do ass et gutt, dass bei der Integratioun um Wee de Précoce an d'Chèques-services gemaach ginn, fir dass déi jonk Kanner d'Méiglechkeet hunn, vun den auslännesche Familljen, dass déi ënnerdaach kommen.

Et ass super, dass mer do d'Gesetz vun der duebeler Nationalitéit hunn, wat de François Biltgen op de Wee bruecht hat, dass mer do déi Leit kënnen hei integréieren, dass se och duerno an der Schoul integréiert ginn.

A wa mer schwätze vun der Schoul a vun der Integratioun a vum Wunnen, da muss een och schwätze vun der Familljen- an der Sozialpolitik. Do ass et wichteg, dass mer wëssen, dass mer net méi dat Familljebild hunn, wat mer fréier haten. Och do sinn Dossieren an der Pipeline, déi och nach wäerten, ech wëll net soe virum Summer, mä spéitstens nach dëst Joer hire Wee goen: Dat ass d'Bestietnis vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, d'Modifikatioun vum Adoptiounsrecht, well déi Projete misste jo séier gestëmmt ginn, d'selwecht wéi d'Violence domestique an d'Reform vun der Autorité parentale.

Dës legislativ intensiv Aarbecht dierf eis awer net dozou féieren, dass mer d'Familljepolitik net hannerfroen. Wéi steet et effektiv mat eiser Familljepolitik? Ass se nach ëmmer attraktiv fir d'Leit? Ënnerstëtze mir genuch d'Familljen, déi et brauchen? Oder gi mer jiddwerengem?

D'Sozialtransferten am Familljeberäich maache 35% vun de Gesamtdépensen aus, Tendenz steigend, well vill vun dëse Mesuren op Automatisme baséieren. Laangfristeg ass dat doten also net onendlech ze finanzéieren. Do gëllt et, dat ze hannerfroen, an dofir fannen ech et och gutt, dee Choix, dee geholl gi war mat de Chèque-servicen. A wa mer héieren hunn, dass d'Madame Ministesch gesot huet, ee Mount, de Januar, eng Millioun manner Ausgaben, wat d'Chèque-servicen ubelaangt, sou war dat schonn dee richtege Wee.

Mir brauchen eng Ausriichtung vun der Familljepolitik, wou mer deene Leit hëllefen, déi et onbedéngt brauchen, an dass mer och bei deenen anere kënne kucken, wat fir eng Strukture mer brauchen. A mir kënnen net gläichzäiteg soen, mir hiewen d'Kannergeld ëmmer méi héich a mir maachen nach Strukturen, fir d'Kanner ronderëm opzefänken, well du kanns net alles bezuelen! An et sinn déi Diskussioun an deen Débat, déi mer eng Kéier musse féieren.

Et ass och wichteg, wa mer schwätze vun der Familljepolitik, da musse mer och schwätze vum Kär vun eiser Gesellschaft. Et soll ee schwätze vun de Gemengen. Eis gesamt Gemengelandschaft muss sech änneren, fir dass d'Gemenge sech der Erausfuerderung vum 21. Jorhonnert stelle kënnen. Mir brauchen eng Reform vun de Gemengefinanzen.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Wéi mer déi Diskussioun ugefaangen hunn, hate mer hei zu Lëtzebuerg 74 - oder mer hunn haut nach 74 - vun 106 Gemengen, déi manner wéi 3.000 Awunner hunn. Do ass et wichteg, dass mer kucken: Wat brauch all Gemeng?

Mir mussen och der Gemeng déi Méiglechkeet ginn, all Bierger déi Déngschtleeschtung unzebidden, an dass et do keng Ënnerscheeder méi däerf ginn. Do musse mer souwuel de Fusiounsprozess weiderdreiwe wéi och déi néideg finanziell Moyenen de Gemenge ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Mir mussen den Ëmverdeelungsschlëssel änneren. Deen Ëmverdeelungsschlëssel, deen an den 80er Jore richteg war, stëmmt haut net méi mat der Realitéit, an dofir ass et ze begréissen, dass am Intérieur déi néideg Diskussiounen och mam Conseil supérieur des finances communales gefouert ginn, fir dass mer do zu enger Ännerung kommen.

Da wëll ech och soen, wann een dovu schwätzt, muss een och nach eng Kéier schwätze vun der Territorialreform. An do war ënnert dem Michel Wolter, dee jo de Moment fir d'Chamber am Ausland an dofir net hei ass, eng Kéier e Rapport gemaach ginn, wéi een dat kéint ugoen. Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass de Gilles Roth a sengem Budgetsrapport och do nach eng Kéier verschidde Propositioune gemaach hat, wéi och zum Beispill d'Deckelung vum Pro-Kapp-Akommes um Niveau vun der Gewerbesteier, dass all déi Moossname schonn eng Kéier diskutéiert gi sinn an dass elo den Innenminister zesumme mat dem Conseil supérieur dat amgaangen ass unzegoen.

Et muss een och eng Diskussioun féieren iwwert d'Grondsteier, well d'Gesamteinnahme vun der Grondsteier maachen emol net d'Halschent aus vun de Gesamteinnahme vun der Autossteier. Do kéint een iwwert d'Meter-carréë schwätzen, et kéint een iwwert d'dicht Besiedlung schwätzen, well mer jo do nach ëmmer e Gesetz hunn an op Basis vun 1941 déi Berechnunge maachen, och wat d'Haiser ubelaangt, ob mer net do och mussen en neie Wee goen. An dat ass ënnerwee, an dat ass och gutt esou!

Am Logement: De Premier ass gëschter a senger Ried och op d'Problematik vum Wunnengsbau a vum Logement agaangen. Et ass bekannt, dass den Haaptproblem op der Offersäit läit. Nodeems den Appell vum leschte Joer net all Friichte gedroen huet, huet de Premier eng Partie vun neie Mesuren ugekënnegt, fir d'Vergréisserung nach méi grouss ze maachen.

Mir deelen d'Meenung vum Premier, dass och d'Gemenge wichteg Acteuren am Wunnengsbau sinn an och eng Verantwortung hunn an dësem Beräich. Dofir ass dat gutt mat der Gestion locative sociale, wou d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, eidel Wunnenge vu Privatsäit ofzelounen, fir se dann u Stéit mat klenge Revenue weiderzeverlounen.

Mir begréissen och, dass en Text an der Finalisatioun ass, deen de Gemenge wäert d'Méiglechkeet ginn, eidel stoend Wunnenge mat enger Tax ze beleeën. Domadder gëtt sécher, dass en uniformen Text kënnt, deen an all Gemeng d'selwecht gehandhabt gëtt. Elo läit et nach just un de Gemengen, dass en och vun en alleguerten an an all Gemeng applizéiert gëtt. Mir begréissen natierlech och nieft dem Aféiere vum Mietzuschuss d'Aféiere vun engem Prêt vun null Zënssaz fir Energieassainissementer vun ale Wunnengen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Saach ass…

(Interruption)

…an dass dat och op deem richtege Wee ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Klima! Albausanéierung!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Zu gudder Lescht…

Ah, Dir sidd och schonn hei, Här Bettel? Merci, dass Der komm sidd!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech félicitéieren Ärer Partei, dass Der mat 26 Sëtz endlech entdeckt, dass et och Problemer hei an dësem Land gëtt. Bravo! Dir sidd elo hei eng 55 Minutten amgaangen…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bettel, dofir hu mir lech awer net gebraucht!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Bravo, Här Spautz! Bravo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Zu gudder Lescht si mer iwwerzeegt…

(Interruption)

Gelift?

M. Xavier Bettel *(DP).*- 26 Sëtz!

M. Fernand Boden *(CSV).*- …mam gudde Beispill virgaangen...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, déi lescht Joren am Wunnengsbau, ah, okay!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Boden, sot Dir näischt iwwert de Wunnengsbau! Dir sidd dee schlechste placéiert...

(Interruptions)

M. le Président.- Hei ass net geduecht, fir Diskussiounen ënnereneen ze féieren. D'Wuert huet nach ëmmer den Här Spautz.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Zu gudder Lescht sinn ech iwwerzeegt, dass sech d'Lag um Wunnengsmaart endlech wäert entspanen, wann d'Gesetz vum Aménagement du territoire gestëmmt ass an de Plan Logement kënnt. Mä fir d'Éischt muss dat eent Gesetz gestëmmt ginn, fir dass dat anert kann a Kraaft gesat ginn, an da wäert och d'Offer deementspriechend an d'Luucht goen, wéi de Minister dat och ugekënnegt huet.

Mir brauchen och modern Institutiounen, déi de Realitéite vum 21. Jorhonnert Rechnung droen. Dofir ass et och gutt, dass déi Ännerungen, wéi de Premier se ugekënnegt huet, vun den Distriktskommissariater, wat nach aus enger Zäit hierkënnt, wou Lëtzebuerg nach aneschters an d'Weeër aneschters waren, dass déi solle reforméiert ginn. Et ass gutt, dass mer awer e Conseil national de la Justice an eng Cour suprême wäerten aféieren. Dat sinn déi richteg Weeër, well mer brauchen Institutiounen, déi un d'Gegebenheete vum 21. Jorhonnert ugebonne sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dat all zesummen uginn, d'Regierung an d'Chamber, wäerte mer et och zesumme packen, dass Lëtzebuerg un der Spëtzt am gemeinsamen Europa bleift.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Spautz huet opgelëscht elo grad, wat nach alles ze maache bleift, iwwer wat een nach alles misst nodenken. Et hätt een och 2009, am Ufank vun der Legislaturperiod, kënnen nodenken, dann analyséieren, décidéieren, an elo hätte mer schonn e gudden Deel dovunner ëmgesat. Elo unzefänke mat Nodenken, dat schéngt mer dach e bësse spéit ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, gëschter, wéi ech dem Premierminister nogelauschtert hunn, do hat ech ee Moment e bëssen d'Impressioun kritt, wéi wann een den Zoustand vun eisem Land kéint beschreiwen, andeems een d'Zomm géif oprechne vun all deene staatlechen Dépensen, déi mer maachen.

Et ass gesot ginn, wéi vill mer fir d'Schoul, fir d'Fuerschung, fir d'Uni a fir vill aner Politikberäicher géifen ausginn. Et ass net duergaangen, andeems een dat fir ee Joer hei dokumentéiert huet, mä et ass souguer opgerechent ginn op fënnef Joer, wat een dann do alles u staatlechen Dépensë ginn hätt. Jo, wéi wa méi Geld automatesch géif heeschen, et wär eng besser Politik gemaach ginn!

An ech hu mer d'Fro gestallt: Jo, zielt dann eigentlech nëmmen d'Geld? Zielt nëmmen d'Héicht vun deene Montanten, déi mer an eis Budgete schreiwen? Oder ass et net méi wichteg, och Resultater ze kréien? Gi mer Geld aus, fir nëmme Geld auszeginn? Oder gi mer dat Geld, wat mer fir d'Schoulen ausginn, dann net éischter dofir aus, fir datt mer de Kanner déi beschtméiglech Zukunft kënne bidden?

Misste mer dat Geld, wat mer fir d'Fuerschung ausginn, net dofir ausginn, fir de Betriber ze erlaben, hir Produiten ze verbesseren oder nei Produiten ze entwéckelen, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren an nei Aarbechtsplazen ze schafen? Gi mer dat Geld, dat mer an d'Universitéit stiechen, net dofir aus, fir datt mer méiglechst vill héich qualifizéiert Mataarbechter zu Lëtzebuerg kënnen ubidden, well ganz vill Entreprisen, déi schonn hei sinn an déi awer och nach solle kommen, déi géife brauchen?

Da kommt, mer bretzen eis net mat deem ville Geld, dat mer ausginn, zum Beispill am Logement, wa gläichzäiteg awer d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Oder mat deem ville Geld, dat mer an en Aarbechtsmaart investéieren, wa mer pro Joer iwwer dausend Leit zousätzlech an de Statistike vun den Demandeur-d'emploien erëmfannen. Oder dat villt Geld, dat mer an Infrastrukturen investéieren, amplaz ze kucken, wéi déi Infrastrukturen d'Zesummeliewen haut a muer da wierklech an der Realitéit kënne verbesseren.

Gradesou ass et mer gaangen, wéi ech den neie Slogan vun dëser Majoritéit héieren hunn, nämlech dee vun der fairer Gesellschaft. Do ass eigentlech opgezielt ginn, wat d'CSV an d'LSAP net nëmmen dës Legislaturperiod, mä déi lescht Legislaturperioden, wou se jo an der Regel zesumme regéiert hunn, alles gemaach hunn, fir dës Gesellschaft méi fair ze maachen. Mä wat da wierklech zielt, jo, ass net dat, wat ee gemaach huet, mä wat et da finalement wierklech bruecht huet deene Leit, déi drop ugewise sinn.

Ass dat eng méi fair Gesellschaft, wann ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg ouni Aarbecht sinn? Ass dat eng méi fair Gesellschaft, wann ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg sech d'Wunne kaum nach kënne leeschten? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wa mer an der Éducatioun zum Beispill nach ëmmer Ausbildungsweeër hunn, déi an der Sakgaass landen? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wann de soziale Lift hei zu Lëtzebuerg noweislech net méi fonctionnéiert? Ass et eng méi fair Gesellschaft, wa mer ëmmer méi Scholde maachen, Joer fir Joer, déi déi nächst Generatioun muss zréckbezuelen?

Ass dat da wierklech méi fair?

Neen, ech mengen, datt et net op d'Héicht vun de Milliounen ukënnt, mä et kënnt dorobber un, wat mer domadder maachen. Et kënnt op déi konkret Politik un. Et kënnt op d'Resultater vun där Politik un. A soulaang sech eng Politik och net ännert, léise mer déi Problemer och net, déi mer momentan awer alleguerten hei zesumme musse feststellen, da kënne mer nach esou vill Milliounen an Abbermilliounen an eenzel Programmer stiechen!

Mir investéieren als Lëtzebuerger Stat iwwer eng Milliard Euro d'Joer zesumme fir de Logement, fir de Chômage a fir de Klimaschutz. Nun, wann een awer kuckt, wat de Bilan vun deene villen Investitiounen do ass, esou ass en dach jo awer ganz, ganz moer.

Trotz all deene Mesuren an trotz all deem ville Geld, dës Gesellschaft ass net méi fair ginn, an „fair Gesellschaft", dat war och dës Kéier eigentlech erëm eng Kéier just en eidele Slogan. An ech ka mech u vill aner Sloganen erënnere vun Deklaratiounen, sief et fir de Budget, sief et fir den État de la nation, déi vun der Regierung hei an dësem Haus produzéiert goufen. Een deet mer eigentlech besonnesch wéi a weist, datt et awer heiansdo wierklech nëmmen ëm eidel Floskele geet, dat war dee vun 2009, wou gesot ginn ass, mir solle méi staark aus der Kris erauskommen, wéi mer eragaange sinn.

Nun, mir gesinn haut d'Resultat, wou mer do mat deem Slogan hänke bliwwe sinn. Et war wierklech net méi wéi eng eidel Floskel.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Natioun kann een natierlech net analyséieren, wann ee sech just op Lëtzebuerg, op deen dach relativ reduzéierte Perimeter vun eisem Land a vun eisem Aflossgebitt beschränkt. Natierlech musse mer iwwert d'Grenzen eraus kucken, natierlech musse mer den internationale Kontext kucken, natierlech musse mer d'Weltkonjunktur analyséieren, natierlech musse mer iwwert d'Eurokris schwätzen. An ech wëll hei net nach eemol all déi Analysen do maachen, well dat, wat international geschitt, jo eigentlech net dat ass, wat eis an dësem Haus hei auserneendividéiert.

Wat awer, mengen ech, wichteg ass, dat ass, datt mer och iwwert déi international Evenementer déi richteg Konklusiounen hei zu Lëtzebuerg zéien. Zum Beispill iwwer Zypern. Jo, ech si mat all deenen d'accord, déi soen, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz net mat der zypriotescher Finanzplaz ze vergläichen ass.

Lëtzebuerg ass net Zypern, net als Land an net als Finanzplaz. Mir si vill méi breet opgestallt, wat d'Aktivitéiten op eiser Finanzplaz ubelaangt. Mir hu Filiale vu ganz villen internationale Bankenhaiser hei zu Lëtzebuerg, mir hunn eng ganz breet opgestallten international Clientèle och op der Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg.

Et ass deene mannste Geldinstituter zu Lëtzebuerg agefall hei, fir Clientë mat méi héijen Zënsen ze lackelen an duerfir e ganz risikoräicht Geschäft ze maachen. Mä déi allermeeschten hu virun allem an deene leschte Joren, an ech géif bal soen, zéng, zwanzeg Joer, probéiert, duerch eng gesond Kompetenz, duerch eng Qualitéit vu Servicer d'Clienten ze iwwerzeegen, zu Lëtzebuerg ze bleiwe respektiv op Lëtzebuerg ze kommen.

Zypern a Lëtzebuerg sinn zweeërlee, och wann am Ausland nach net jiddwereen dat begraff schéngt ze hunn.

Mä trotzdeem, dat, wat mer jo awer gemeinsam hunn: Mir sinn e relativ klengt Land mat enger grousser Finanzplaz. An, jo, et wär ze fäerten, datt, wa Lëtzebuerg eng Kéier an eng ähnlech Situatioun géif komme wéi Zypern, dann déi aner Eurolänner och den ähnleche Reflex hätten, nämlech deen, fir och déi Finanzplaz hei dach zesummenzestutzen, esou wéi se et mat der zypriotescher Finanzplaz gemaach hunn. An datt dat an de Käpp vun de Leit a villen anere Länner ronderëm eis schwieft, dat hu mer jo awer an deene ville Commentairen iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg par rapport zur Gréisst vun der Lëtzebuerger Ekonomie, zur Gréisst vum Lëtzebuerger Land méi wéi oft gesot kritt am Laf vun deene leschte Wochen a Méint.

An duerfir ass et esou wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer eben net an eng Situatioun kommen, wou mer Hëllef vun deenen anere brauchen. Duerfir ass et esou wichteg hei zu Lëtzebuerg, datt mer eis selwer kënnen hëllefen, datt mer déi Marge de manœuvre halen, datt mer, wann op der Finanzplaz oder anzwousch aneschters eppes virkënnt, selwer kënne reagéieren an datt mer net bei déi aner fir Hëllef musse froe goen. Well déi Hëllef, déi géif eis ganz deier ze stoe kommen a mir géife batter Konditiounen an déi Programmer do eranditéiert kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerfir hunn ech och déi Ukënnegung, fir dann eventuell eis Participatioun an der BGL nees ze verkafen, ofzestoussen, e bëssen zwar éischter tëschent den Zeilen héieren, wéi wann et an där Optik wär, fir eis eng nei Marge de manœuvre ze verschafen, fir eis erëm e bësse Loft ze verschafen, wat de Verschëldungsstand ubelaangt, fir vläicht dann duerno, wann et noutwendeg sollt sinn, an anere Gebidder nees nei kënnen ze intervenéieren. Mir wëssen, datt virun allem an der Aviatioun - net bei de Banken, mä an der Aviatioun - nach Interventioune wäerten noutwendeg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert och zum Bankgeheimnis, zum allgemengen Informatiounsaustausch. Ech wëll dem Statsminister Merci soen, datt en hei virun der Chamber eng Rei vun Explikatioune ginn huet. Et ass elo e bësse méi kloer, wéi et eis Enn der leschter Woch oder de Weekend war. Ech mengen, datt awer nach eng ganz Rei vu Froen opbleiwen.

An ech wëll awer och hei nach eng Kéier soen, datt ech et net begréisst hunn, datt mer déi Informatioun do, datt Lëtzebuerg dee Schratt do, datt d'Lëtzebuerger Regierung bereet ass, dee Schratt do ze maachen, wat awer eng nei Informatioun war par rapport zu deenen éischter allgemeng gehalenen Iwwerleeungen, déi virdrun och hei am Haus an op anere Plazen dobaussen an an de Medië geäussert goufen, datt een dat huet missen iwwert d'däitsch Medië gewuer ginn. Ech hätt mer wierklech gewënscht, datt ee sech hei, wann och nëmme kuerz, hätt kënnen eng Kéier gesinn, fir en Austausch doriwwer ze hunn. Well, jo, Steiere sinn eng national Kompetenz, eng, déi eis selwer betrëfft. An et gëtt kee Grond, fir dat op iergendenger anerer Plaz ze annoncéieren an net hei am Haus. An ech mengen, datt déi meescht hei, déi 60 Deputéiert, sech doriwwer eigentlech missten eens sinn.

(Interruption)

Ech mengen, den Här Frieden wëllt eppes soen dozou.

M. le Président.- Här Minister.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, den Här Meisch weess sécherlech, datt mer an der Finanzkommissioun, wou den Här Meisch Member ass, iwwert d'Verhandlunge mat Amerika iwwer FATCA geschwat hunn. An dat, wat ech an deem Interview gesot hunn, datt mir eis net méi strikt géint dee Prinzip wenden, hunn ech och an där Finanzkommissioun - a méi wéi enger, mengen ech souguer - gesot am Kontext vun de Verhandlunge mat Amerika. Insofern huet och op d'mannst op deem Volet en Échange mat den Deputéierten an och mat Iech, Här Meisch, stattfonnt.

Ech wollt dat just korrektheetshalber awer soen, well déi ganz Diskussioun, sou wéi den Här Statsminister et och gëschter gesot huet, huet sech am Kontext vun de Verhandlunge mat Amerika - an och d'Reflexioun an d'Evolutioun - ofgespillt. An doriwwer ass an der Chamber an der Finanzkommissioun geschwat ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ben, ech hu jo grad gesot, datt mer schonn hei an dësem Haus och doriwwer eis ausgetosch hunn, datt mer doriwwer nogeduecht hunn. Allerdéngs schéngt mer awer eng nei Qualitéit an deem Dossier agetratt ze sinn, andeems d'Regierung elo offiziell eng Positioun ageholl huet. An dat ass awer eppes aneschters, wéi wann ech allgemeng driwwer nodenke respektiv en Dossier explizéieren an och iwwer e Verhandlungsstand, souwuel mat de Kolleegen aus der Europäescher Unioun wéi och mat den US-amerikaneschen Autoritéiten, berichten. Ech bleiwen do derbäi, datt et sënnvoll gewiescht wär, datt d'Parlament d'Primautéit vun där doter Informatioun gehat hätt.

Mä dat ass awer net mäin eenzegen…

(Interruption)

Dat ass awer net mäin eenzege Punkt, Här President. Den Zäitpunkt, wéini mer dat doten op déi doten Aart a Weis dann no bausse communiquéieren, dee schéngt mer awer och schleierhaft ze sinn: nämlech déi doten Informatioun grad an deenen Deeg international ze lancéieren, wou awer d'Steieroase weltwäit an der Diskussioun waren duerch déi sougenannten Offshore-Leaks-Affär a mir eis doduerjer selwer als Lëtzebuerger Finanzplaz an eng Rei vun anere Finanzplazen, wéi d'Kanalinselen, wéi d'Cayman Islands, agereit hunn, wou mer wierklech alleguerte wëssen, datt mer net higehéieren. Dat hunn ech kaum konnten novollzéien, wéi esou eng Kommunikatiounspann konnt geschéien.

Dat war dee falschen Zäitpunkt. Et war eng schlecht Kommunikatioun. Si huet d'Clienten op der Lëtzebuerger Finanzplaz veronséchert. Si huet déi Leit veronséchert, déi op de Banken zu Lëtzebuerg schaffen. Si huet d'Décideuren an de Finanzinstituter veronséchert. An et war jo och ze liesen - ech kann et net confirméieren an ech kann och net de Contraire behaapten -, datt Geld awer och doduerjer ofgefloss ass an de leschten Deeg. Et war eng onnéideg Veronsécherung, déi duerch dee schlechten Zäitpunkt an eng schlecht Kommunikatioun do provozéiert ginn ass.

Ech hätt mer eigentlech och dozou - a grad dowéinst - gëschter aus dem Mond vum Premierminister méi kloer Wierder nach gewënscht iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, fir ebe grad neit Vertrauen ze stäerken, fir ebe grad op déi Stäerkte vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, déi mer muer wëllen halen, déi mer wëllen ausbauen, anzegoen, jo, fir deene Banken hei op der Plaz Vertrauen ze maachen, datt mer se nach wie vor brauchen hei zu Lëtzebuerg, datt mer eng Finanzplaz weider wëlle bleiwen, fir deene Clienten, déi hiert Geld hei investéiert hunn, kënnen ze soen, datt hiert Geld och an Zukunft hei gutt investéiert a gutt géréiert ass, fir och deene Leit, déi op der Finanzplaz schaffen, e kloert Signal ze ginn, datt, jo, d'Politik hei zu Lëtzebuerg zu där Finanzplaz weiderhi wäert stoen an datt et eng Finanzplaz ass, déi nach ëmmer ganz vill Potenzial huet, e Potenzial allerdéngs, wat nach muss développéiert ginn.

Esou bleift eigentlech den Androck, datt mer awer finalement op internationalen Drock hin - ob deen elo vun den europäesche Partnerlänner komm ass, ob en aus den USA komm ass, mä awer opgrond vun internationalem Drock - opginn hunn an datt mer net opgrond vun enger neier Strategie deen dote Schratt virgeholl hunn. Eng Strategie, déi een eigentlech bei der Regierung, wat d'Finanzplaz ubelaangt, net richteg kann erkennen.

Ech selwer hat am Numm vu menger Fraktioun eng Kéier 2010 e Pabeier hei diskutéiere gelooss, wou mer, mengen ech, 31 Punkte fir d'Stäerkung an d'Neiausriichtung vun der Finanzplaz proposéiert haten. Eenzelner, mengen ech, sinn dovunner ëmgesat gi bis ewell. Et huet een och iwwer anerer héieren, aus dem Mond vum Finanzminister, datt een dorunner géif denken. Mä déi generell Ausriichtung vun der Lëtzebuerger Finanzplaz fir d'Zukunft, doriwwer ass d'Regierung bis ewell awer nach eng kloer Ausso schëlleg bliwwen.

Wou d'Regierung och eng kloer Ausso schëlleg bliwwen ass, dat ass awer, jo, iwwert d'Chifferen, iwwert d'Analys, iwwert d'Hannergrënn. Ech selwer hat och op dëser Plaz - ech mengen, et war de Januar 2012 - eng Motioun proposéiert, an dat ganzt Haus huet déi ugeholl, fir emol eng Analys ze maachen, fir d'Donnéeë beieneenzebréngen an deem gesamte Kontext, wat déi europäesch Steierdossieren ubelaangt. Dat fir ze évitéieren, datt mer Décisiounen opgrond vun internationalem Drock huelen, opgrond vun engem gewëssene Bauchgefill, wat mer vläicht alleguerten an deem engen oder anere Sujet hunn, mä datt mer fir d'Alleréischt sollen analyséieren, dann diskutéieren an dann décidéieren. A jo och beim Bankgeheimnis, och beim allgemengen Informatiounsaustausch, jo, ass jo hei elo décidéiert ginn - a wat dat heescht, wat dat dote bedeit!

De Lucien Thiel, de Regrettéierten, hat viru véier, fënnef Joer eng Kéier hei gesot, datt, wa mer d'Bankgeheimnis an där doter Form géifen opginn, da géif dat 6.000 Aarbechtsplaze kaschten. Ass dat analyséiert ginn? Ass dat gekuckt ginn? Wat heescht dat dote fir d'Aktivitéiten op der Finanzplaz? Wat heescht et herno fir eis Steierrecetten? Wat wär d'Alternativ gewiescht, hu mer och dat eng Kéier duerchgerechent, wa mer stur um Bankgeheimnis géife festhalen? Wat, mengen ech, och net déi richteg Solutioun gewiescht wär, ech wëll dat och hei ganz kloer ënnersträichen! Mä mir sollen an all deenen dote Froen dach vläicht eis e bësse besser mat Chifferen outilléieren, fir eng fachlech, eng sachlech Diskussioun kënnen ze féieren, an da wäerte mer scho ganz schnell gesinn, wat dee richtege Wee doriwwer ass.

Wat jo och nach bis ewell net ganz kloer ass, an och aus de Wierder vum Statsminister war et net kloer ze erkennen: Ass dat doten elo eng unilateral Propos vun der Lëtzebuerger Regierung? Ass et d'Resultat vun enger Négociatioun? Gëtt et eng Rei vu Géigeleeschtungen, déi Lëtzebuerg wäert kréien, eng Rei vu Garantien, déi mer wäerte kréien, wat dann och d'Zukunft vun eiser Finanzplaz ubelaangt? Doriwwer hunn ech bis ewell nach näischt héieren. Mä vläicht kann een dat jo dann haut och nach do nohuelen.

Mir hunn hei, oder esou schéngt et mer op jidde Fall, eppes opginn, ouni datt mer richteg kënne soen, wat mer amplaz kënne kréien. Et ass eent vun deene ville Réckzuchsgefechter, déi dës Regierung amgaangen ass ze maachen. Mä si bréngt et net fäerdeg, nei Perspektiven opzezeechnen an neit Potenzial kënnen ze entwéckelen.

Iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz, mengen ech, ass awer gradesou wichteg oder méi wichteg wéi déi doten Décisioun an Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis an ëm den allgemengen Informatiounsaustausch och dann ebe grad, wat fir eng Finanzplaz mer wëlle sinn, wat fir, jo, wat fir eng nei Piliere mer da wëllen an Zukunft weider opbauen. An do huet ee Saz mech dach e bëssen iwwerrascht, vläicht besser gesot souguer schockéiert, vum Finanzminister, deen ech de Sonndeg an der „Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung" gelies hunn, wéi e gesot huet, datt hien der Meenung wär, datt Lëtzebuerg kee Land dierft sinn, dat deenen anere Clienten hëlleft, Geld ze spueren, Steieren ze spueren.

Ech hätt dee Saz mat zwou Hänn kënnen ënnerschreiwen, wann e gesot hätt, mir sollte kee Land sinn, wat anere Clienten hëlleft, fir Geld ze hannerzéien. Dat schéngt mer evident ze sinn, datt mer esou e Land net wëlle sinn.

Mä wann ee seet, et wëllt een net méi hëllefen, datt d'Leit Steiere kënne spueren, da schéngt dat mer dach awer eppes ze sinn, wou mer éischtens eng grouss Kompetenz opgebaut hunn, wou d'Finanzinstituter op der Lëtzebuerger Finanzplaz sech déi lescht Jore vill Méi ginn hunn, fir ebe geziilten nei Produiten ze entwéckelen, ee geziilte Conseil ze ginn en Fonctioun vun der Résidence fiscale vun hirem Client, fir eben eng gewësse Steieroptiméierung kënnen ze maachen. A fir mech ass dat näischt aneschters eigentlech, wéi wa mer alleguerten, wa mer eis Steiererklärung maachen, eis Primen ofsetze vun eisem Bausparvertrag oder eis Scholdzënsen ofsetzen, dat ass näischt aneschters, wéi wann ech bei e Kontabel ginn als kleng Entreprise, dee mer de Bilan mécht, fir ze kucken, datt ech net méi Steiere soll bezuelen, wéi et misst sinn.

Ech ginn dovunner aus - woubäi ech zwar mengen, datt esou een Interview wéi deen doten, dee schéngt mer jo preparéiert gewiescht ze sinn -, ech ginn dovunner aus, datt deen autoriséiert war vum Finanzminister, mä datt et sech awer hei ëm e Lapsus géif handelen. Allerdéngs sinn ech zanter gëschter Owend net méi esou sécher, well de Lucien Lux, de Fraktiounspresident vun der LSAP, awer gemengt huet, jo, hie géif dat awer novollzéien, datt een op der Finanzplaz eigentlech déi doten Aktivitéit net méi sollt kënne maachen, fir eben de Clienten eng gutt Berodung kënnen ze ginn, a wat fir eng Produite se sollen investéieren, fir datt se och an hirem Land esou mann wéi méiglech héich besteiert ginn...

(Interruption)

...absolut legal héich besteiert ginn!

Ech froe mech, wien denkt eigentlech dann do an där doter Diskussioun un déi Dausende vu Leit, déi zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz schaffen, un hir Familljen, déi do schaffen an hiert Geld do verdéngen, net hiert Geld, well se et do investéiert hunn, mä hiert Geld verdéngen, well se do eng Pai kréien? A si kréien do eng Pai, well se hire Savoir-faire all Dag an den Déngscht setze vun deene Geldhaiser, déi hei täteg sinn, dat op eng absolut legal Aart a Weis maachen.

Wa mer och nach dat dote Standbee wëllen ewechhuele bei der Lëtzebuerger Finanzplaz, dann ass et mer wierklech baang, da fäerten ech, da kritt dat vill méi grouss Auswierkungen, wéi déi Opgab vum Bankgeheimnis jee kéint hunn. Dann ass et mer baang ëm deen Drëttel vun eisem PIB. Et ass mer baang ëm ganz vill Steierrecetten an et ass mer baang fir Zéngdausende vun Aarbechtsplazen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- D'Lag vun der Natioun, mengen ech, muss dann natierlech awer och méi si wéi déi Diskussioun, déi elo éischter par hasard jo zesumme gefouert ginn ass iwwert d'Bankgeheimnis, och méi si wéi eng Analys vun der Eurokris an den Auswierkungen op Lëtzebuerg. Natierlech, mengen ech, wann en Embroch an deem gréisste Wirtschaftssecteur, nämlech deem vun de Finanzen zu Lëtzebuerg, inévitabel ass a vläicht souguer eng Chance fir Lëtzebuerg kann duerstellen, da muss dat en Thema sinn.

Mä en Thema muss natierlech och sinn: déi zwou Milliarden Defizit pro Joer, déi mer dann ab 2015 riskéieren ze maachen. Thema muss och sinn dee steigende Chômage, dee vu Rekord zu Rekord klëmmt. Thema muss och sinn déi Rekordzuel vu Failliten, déi mer 2012 hei zu Lëtzebuerg haten. Thema muss och sinn d'Desindustrialiséierung vun eisem Land, déi jo heiansdo nach als schläichend bezeechent gëtt, mä eigentlech guer net méi esou schläichend ass.

Thema muss sinn: déi Finanzéierungsproblemer bei der Gesondheet, bei der Fleegeversécherung, bei der Renteversécherung. Well déi Reformen, déi gemaach goufen, déi loosse jo kaum Hoffnung opkommen, datt dat alles gewiescht wär, wat do noutwendeg gewiescht wär, fir déi Systemer laangfristeg ofzesécheren. An Thema, mengen ech, mussen dann awer och sinn déi schlecht Wirtschaftsprognosen an Europa a ganz besonnesch och heiheem.

An eleng, wann een dat dote kuckt, da gesäit een an dann, mengen ech, misste mer eis alleguerten eens sinn, datt d'Lag vun der Natioun alles aneschters ass wéi gutt!

Ech hätt mer dann an der Deklaratioun vu gëschter och, jo, eng Rei vu konkreten Äntwerten op déi dote Problemer erwaart - déi ass de Premierminister awer a ganz groussen Zich schëlleg bliwwen -, well et sinn d'Problemer vun de Leit hei am Land.

Stattdessen hu mer virun allem héieren, wéi de Stat dann déi nächst Joren déi Lächer, déi Budgetslächer do wëllt mat Steiererhéijunge stoppen. E Politikwiessel, dee gouf da vläicht emol esou um Rand eng Kéier beim Logement erwähnt. Vläicht och beim Chômage, awer alles ganz, ganz vag, wat do hei skizzéiert ginn ass, ganz wéineg konkret. An et huet een och net richteg eraushéieren: Fir wéini ass dat doten dann? Ass dat nach fir dës Legislaturperiod oder ass dat dann och ee vun deene ville Punkten, déi no 2014 eréischt sollen ugepaakt ginn? Soss hu mer eigentlech just driwwer héieren, wéi d'Regierung gedenkt, fir, jo, méi Geld nach kënnen eranzekréien, fir déiselwecht Politik nach kënnen eng Zäitche weiderzefëieren.

E Wuert dann och zu deene bis zu 700 Milliounen, déi eis riskéieren duerch d'Ewechfale vun de Recettë vun der TVA aus dem Commerce électronique ze feelen am Budget ab 2015. Och wann déi 700 Milliounen net dat éischt Joer, 2015, wäerte feelen, esou riskéiere mer dach, datt an de Joren duerno dat Lach sech op déi doten Envergure kéint vergréisseren. Dat wësse mer jo net eréischt zanter gëschter, dat wësse mer zanter Längerem. An trotzdeem ass d'Regierung higaangen an huet fest Ausgaben opgrond vun deenen dote Recetten décidéiert. Amplaz dat Geld, wou mer woussten, datt et iwwer 2015 net méi do wär, op d'Säit ze setzen, fir vläicht e Stéck méi wäit ze kommen, huet de Stat den Train de vie einfach ausgedehnt. An elo gesäit et dann esou aus, wéi wa missten d'Steieren erhéicht ginn, fir deen Train de vie do kënne weiderhin ze halen.

(Interruptions)

Elo schéngt dann och wierklech näischt aneschters méi iwwreg ze bleiwen, wéi dat Lach vu 700 Millioune mat enger, jo, wahrscheinlech net onbedeitender TVA-Erhéijung ze stoppen, d'TVA unzehiewen, fir dat Lach do kënnen ze fëllen.

Gewonnert huet mech eigentlech do och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun. Well wann ech der LSAP an de leschte Wochen, wann ech deene richteg nogelauschtert hunn, dann ass gesot ginn, dat kéim fir si jo ni a Fro an dat wär alles ganz schlecht. All Prozent, dee bei der TVA méi géif bezuelt ginn, dat wär mat hinnen net ze maachen. Elo schéngt et ze maachen ze sinn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Aha!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Wat mer...

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...Legislaturperiod.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...sechs Méint?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo, Här Lux, ech weess net...

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- An dëser, an dëser Legislaturperiod!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Majo, Här Lux, Dir hutt gesot,...

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ja?

M. Claude Meisch *(DP)*.- ...datt, wann eng Prozenterhéijung bei der TVA schlecht wär..., do hutt Der ganz vill Argumenter, iwwert déi Argumenter kann een diskutéieren, déi si vläicht richteg oder falsch, mä wa se richteg si fir virun 2015, da si se och richteg fir no 2015, Här Lux! An elo kommt dach net an Dir zielt..., schläicht Iech dach hei net eraus, datt Der de Leit dat doten...

(Interruption)

...am Klenggedréckten hätt nach ënne gestanen, Dir wäert vläicht awer no den nächste Wahlen domadder d'accord. Domadder kommt Der net wäit. Mä Är Memberen, Här Lux, Är Membere wäerten Iech scho soen, wat se dovunner...

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Mat deenen hunn ech doriwwer diskutéiert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- ...wat se dovunner wäerten halen.

(Brouhaha)

Si wäerten nach e puermol, fäerten ech, mat Iech...

Une voix.- Këmmert Iech emol ëm Är Memberen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Si wäerten nach e puermol, Här Lux, mat Iech doriwwer wëllen...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Meisch nozelauschteren! Et kann nach jiddwereen herno intervenéieren.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech zielen Iech herno eppes iwwer Är Virschléi!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo, Är Membere wäerten nach déi eng oder déi aner Kéier wëlle mat Iech doriwwer diskutéieren, dat schéngt mer elo scho kloer ze sinn.

(Interruptions)

Wat mer begréissen, dat ass de Wonsch vun der Regierung an d'Asiicht vun der Regierung, dann awer op de Wee vun enger méi grousser Steierreform wëllen ze goen. Si ass an eisen Aen noutwendeg, a mir hunn et och hei scho gesot, well am Beräich vun de physesche Persounen d'Forme vum Zesummeliewe sech geännert hunn iwwert déi lescht Joren. Si ass och noutwendeg bei der Betribsbesteierung, fir awer ze kucken: Wat geschitt an de Länner ronderëm a wéi kënne mer do attraktiv bleiwen?

Jo, ech wëll do awer dann nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer, éier mer eng Diskussioun hei kënne féieren, Zuelematerial brauchen. An et war jo och déi Fro, déi den Här Etgen iwwerhaapt iwwert d'TVA-Erhéijung gestallt hat a senger Question parlementaire: Fir sech kënne Gedanken zu eppes ze maachen, fir eng Positioun vläicht kënnen zu eppes anzehuelen, bräicht ee jo awer emol geséchert Zuelematerial. An dat gëllt sécherlech och fir méi eng grouss Steiererhéijung.

Duerfir wär ech frou, wann d'Regierung an deem Sënn eng gewësse Viraarbecht kéint maachen. Wann ee gäre mam Parlament esou Saache seriö wëllt diskutéieren, da kann et awer net esou sinn, dat d'Zuelen alleguerten op der Säit vun der Regierung sinn an d'Parlament sech alles hei muss aus de Fangere suckelen! Da kritt ee keng konstruktiv Zesummenaarbecht!

Mä et stelle sech eng ganz Rei vu Froen, wat esou eng Steierreform ubelaangt. Et däerf an eisen Aen net nëmmen drëms goen, fir méi Geld an d'Keess ze kréien. Dat huet sech gëschter e bëssen als primären Objektiv vun der Regierung esou unhéieren.

Mir mussen eis d'Fro stellen: Awéiwäit a wéi considéréiere mer an Zukunft de Mariage, steierlech gesinn? Wéi considéréiere mer d'Kanner, steierlech gesinn? Wéi, bon, besteiere mer dann den Auto, wa mer op där anerer Säit amgaange sinn, den öffentlechen Transport permanent auszebauen? Wéi fanne mer den Équiliber tëschent enger Héicht vun Tauxen, déi mer iergendwou musse festschreiwen a vläicht nei festschreiwen, an awer Abattementsméiglechkeeten, déi jo och sollten analyséiert ginn? An eben och generell: Wat fir eng Gesamtsteierlandschaft brauche mer fir eis Betriber, fir en attraktive Standuert kënnen ze bleiwen? An nach vill ganz aner Froen, déi zanter Längerem am Raum stinn, ech wëll just déi vun der Grondsteier a vun de Gemengefinanzen hei nach drunhänken.

Et däerf also hei net nëmmen drëms goen, fir iwwer Steiererhéijunge méi Geld an d'Keess ze kréien an d'Budgetslächer ze stoppen. Mir brauchen duerfir eng éierlech Diskussioun. Fir déi ze féiere brauche mer awer d'Donnéeën, an déi mussen op den Dësch kommen.

Wa mer déi Diskussioun do wëlle féieren a mir wëlle se transparent féieren, an Transparenz war jo awer och gëschter eent vun de Wierder an der Ried zur Lag vun der Natioun vum Statsminister Jean-Claude Juncker, datt en der Meenung wär, datt d'Politik e Stéck méi transparent och par rapport zum Bierger wéilt ginn, da mengen ech, ass et eng Selbstverständlechkeet, datt, wann d'Parlament eng Rei vun Donnéeë freet, fir Basismaterial, fir Zuelematerial ze kréien, fir doriwwer kënne sech Gedanken ze maachen iwwer eventuell Reformen, och am Beräich vun de Steieren, datt et selbstverständlech misst sinn, datt d'Regierung alles drusetzt, fir dat dann och ze beschafen.

An ech wëll menger Enttäuschung nach eng Kéier Ausdrock ginn, datt mer zanter Januar 2012 ebe keng Suite gesinn hunn op déi Motioun, déi d'Parlament hei gestëmmt huet, wat déi international Steierdiskussiounen ubelaangt.

Et gëtt nieft Steiererhéijungen, mengen ech, och eng aner Method, fir de Budget ze konsolidéieren. Well eenzeg an eleng op Steiererhéijungen ze setzen, dat schéngt eis dee falsche Wee ze sinn. An dat hu jo eigentlech och déi leschte Joren hei zu Lëtzebuerg bewisen. Well dat, wat d'Regierung an deene leschte Joren ëmmer Spuerpak genannt huet, dat war jo eigentlech ëmmer zum ganz, ganz groussen Deel e Steierpak, an d'Resultat dovunner ass, datt mer nach ëmmer deeselwechten Defizit hunn a just d'Steierlaascht haut vill méi héich ass, wéi dat nach virun enger Rei vu Joren de Fall war.

Datt eleng Steiererhéijungen de Wee net sinn, dat gesi mer och a ganz villen aneren europäesche Länner oder och international, wa mer méi wäit kucke ginn. Mir gesinn awer och, datt déi Länner d'Kéier am beschte kritt hunn, déi dee richtege Mix vun der Politik fäerdegbruecht hunn. Nieft enger Rei vu steierleche Mesuren eben och eng ganz Rei vu Spuerefforten, eng Rei vu strukturellen Upassungen an awer och e Wirtschaftswuesstum net aus den Aen ze verléieren, dat schéngt eis éischter de Mix ze sinn, dee mer an der Politik brauchen, fir aus der Kris erauszeféieren.

Eleng d'Steieren ze erhéijen, fir eng Politik, déi eigentlech gescheitert ass an deenen Haaptdomäne vun der Politik, fir also eng schlecht Politik kënne weiderzefëieren, dat ass an eisen Ae keng Alternativ.

Et freet ee sech eigentlech och, wou de Wuesstum soll hierkommen. De Statsminister huet gesot, datt mer um europäesche Plang musse kucken, datt mer jo och virun allem a Südeuropa, an deene Länner, déi staark betraff waren duerch d'Eurokris an duerch eng Rei vun dach dramateschen Aspuerungsmoossnamen, déi se hu missen huelen, datt mer do dem Wuesstum eng Chance musse ginn. Mä d'Fro stellt sech awer och zu Lëtzebuerg, wéi mer dem Wuesstum eng Chance kënne ginn, wa mer eenzeg an eleng probéieren, eis Budgetssituatioun ze konsolidéieren iwwer Steiererhéijungen. Steiererhéijungen, esou massiv Steiererhéijungen, wéi se och gëschter ugeklonge sinn, a Wuesstum, dat passt an eisen Ae ganz, ganz schwéierlech zesummen.

Mir brauchen duerfir virun allem e Politikwiessel. Et kann net ugoen, just Geld beieneenzekrazen, fir déiselwecht Politik weiderzefëieren.

An Dir kennt, Dir Dammen an Dir Hären, eis Proposen. Ech wëll Iech elo net hei fir d'47. Kéier de Prinzip vun der Klimabank erklären a vu ganz villen anere Punkten, déi mer ëmmer erëm hei diskutéiert hunn, wou mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt een och mat manner Geld ka souguer besser Politik fir d'Leit maachen.

Ech wëll op een Thema vläicht e bësse méi wäit agoen, nämlech dat vun der Selektivitéit. Et huet mech gewonnert, datt ech an de Wierder vum Statsminister kaum eppes iwwer Selektivitéit an der Familljepolitik, an der Sozialpolitik héieren hunn, well et waren d'Majoritéitsfraktiounen, déi eis nach Enn d'lescht Joer gesot hunn, datt se sech quasi vum 1. Januar géife

beieneesetzen, fir da wierklech emol konkret d'Politik ze definéieren, wat da Selektivitéit an den Ae vun dëser Majoritéit, no dëser Majoritéit wär. A mir hate gemengt, datt mer dat da géifen découvréiere beim État de la nation.

Mä vläicht diskutéiere se nach ëmmer, vläicht hu se och erausfonnt, datt se sech net eens ginn, mä op jidde Fall hu mer doriwwer kee Wuert héieren. An et schéngt dann esou weiderzegoen, datt d'Selektivitéit och eent vun deene ville Schlagwierder bleift.

Mir hu jo eng enorm selektiv Reform vun de Studiëbäihëllefe gemaach, wou mer vu Selektivitéit ewechkomm sinn, déi mer eigentlech haten, a wou elo jiddwereen datselwecht kritt, onofhängeg dovunner, wat de Portmonni ausseet vun den Elteren, vum Student, onofhängeg dovunner, wéi vill Geld datt een eigentlech brauch opgrond vun de Käschten, déi een huet, fir an där enger oder an där anerer Stad, op där enger oder där anerer Uni ze studéieren. Esou Panne wéi do, déi schéngen da weiderhin och virprogramméiert ze sinn.

Ech wëll nach drun erënneren, datt mer - bon, dat, wou de Statsminister sech zum Deel derfir gebretzt huet gëschter hei am Numm vun der CSV an der LSAP - de Kannerbonus net matgedroen hunn, well mer schonn deemools der Meenung waren, méi Geld a Sachleeschtungen an eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ze investéieren, wéi de Leit nach méi Geld kënnen an d'Hand ze ginn; well mir och méi wéi skeptesch waren an dat net matgedroen hunn, d'Aféierung vun de Chèques-services. Net, well mer der Meenung waren, datt een nach méi sollt froe fir d'Kannerbetreiung, mä well een der Meenung war, datt een deen administrative Monstrum, deen do geschafe ginn ass, datt een deen net gebraucht huet. Dee jo och geschafe ginn ass, fir en duerno generell op quasi déi ganz Elementer vun eiser Gesellschaft, am Sport, an der Kultur, auszedehnen, wou jo elo selwer op eemol dann awer festgestallt ginn ass, och op der Säit vun der Majoritéit, datt een do vläicht e Stéck zréck misst rudderen, well een ze wäit iwwert d'Zil erausgeschoss ass.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt mer eng ganz selektiv Propos haten, wat en neie Mix vu Kannergeld a Wunngeldleeschtung ubelaangt. An an deem Kontext, jo, do hunn ech awer och e Wuert gëschter vum Premierminister héieren, nämlech datt d'Regierung amgaange wär ze iwwerleeën, fir den Export vun enger Rei vu Leeschtungen nei ze analyséieren a vläicht d'Systemer dorops hingehend ze änneren, datt deen Export soll ofgebremst ginn.

Ech weess, Här Statsminister, mir zwee haten zimlech penibel Diskussiounen heiriwwer. Duerfir hutt Der dat wahrscheinlech gëschter och esou kuerz gehalen an Ärer Ried. Mä et géif mech awer interesséieren, wat Der da prezis domadder gemengt sollt hunn.

Ech erënneren och nach eng Kéier drun, datt mir der Meenung waren a sinn a bleiwen, datt déi Rentereform, déi d'lescht Joer gestëmmt ginn ass, net dat lescht Wuert däerf sinn, datt dat virun allem ze spéit gräift, datt mer méi fréi hätte missen eng Rei vu Mesuren huelen, datt een net kann novollzéien, datt een haut mat engem System vum Ajustement nach weiderfiert, d'Renten an d'Luucht ze dreiwen, fir duerno deene jonke Leit vun haut, deene künftege Generatiounen erëm eng Kéier méi mussen ewechzehuelen.

Wann een haut vläicht och mat méi geréngen Interventiounen ugefaangen hätt, dann hätt de System herno méi wäit gereecht an et hätt een duerno dee groussen Hummer vläicht eng Zäit méi laang kënnen an der Täsch halen. Duerfir mengen ech och, brauch keen eis mangelnde Courage virzewerfen, datt mer an deene leschte Joren de Rentenajustement hei net matgedroen hunn, well déi laangfristeg Ofsécherung eis do méi wichteg war.

Mir hunn och an der Vergaangenheet, an do kann ee relativ wäit zréckkucken, gesot, datt mer net nëmmen eng Reform vun der ADEM brauchen, mä och d'Aarbechtsmaartpolitik sech generell misst änneren. An och de Statsminister huet sech gëschter domadder beschäftegt. Mir sinn der Meenung, datt ee prioritär op d'Weiderbildung muss setzen, well an engem Land, wat lafend nach ëmmer Aarbechtsplaze schaaft a wou awer de Chômage klëmmt, do gëtt et jo iergendwou eng Inéquatioun tëschent deem, wat d'Patrone gären hätten, där Formatioun, deene Capacitéiten, déi se sichen, an deem, wat déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, kënne bidden. Also musse mer probéieren, se esou wäit ze forméieren, wéi et dach nëmme geet.

Mir sinn och der Meenung, datt ee vun deene Leit, wou d'Öffentlechkeet d'Hand reecht, sief et iwwert de Chômage, dee se bezuelt kréien, sief et iwwer eng aner Ënnerstëtzung, wéi den RMG, datt een och eng Géigeleeschtung do däerf froen a Form vun engem Effort, deen ee mécht, fir sech zum Beispill weiderzebilden, a Form vun engem Effort, deen ee mécht, fir och vläicht eng Aarbecht am öffentlechen Interessi unzehuelen. Mir soen dat zanter 2006. Ech hunn et hei x-mol widderholl.

De Premierminister huet mer eng Kéier dunn eng Geschicht gezielt vun enger Eech an engem Buch, wou ech dat hei développéiert hunn, mä e schéngt awer mëttlerweil och vun deene Gedankegäng do lues a lues méi iwwerzeegt ze ginn. Mir sinn awer gespaant, wat konkret herno wäert derbäi erauskommen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Et muss een dann och e klore politesche Choix maachen an enger Rei vu Politikberäicher, amplaz weiderhin ze probéieren, esou laang wéi méiglech dat eent a gläichzäiteg quasi de Géigendeel ze subventionéieren, ze finanzéieren, staatlech ze ënnerstëtzen. Jo, mir sinn amgaangen, den öffentlechen Transport massiv auszebauen. Mä et huet eigentlech nach keen esou richteg doriwwer nogeduecht, ob dann déi Förderung fir den Individualverkéier an deem Mooss nach ëmmer muss sinn, wéi se haut nach ëmmer Bestand huet.

Mir bleiwen der Meenung, datt, wa mer Familljepolitik maachen, et virun allem och Kannerpolitik soll sinn an datt mer do manner mat Geld sollen intervenéieren, mä méi mat héich qualifizéierten Déngschtleeschtungen, virun allem mat enger ganz, ganz gudder Kannerbetreiung, well dat d'Startchancë fir d'Kanner einfach verbessert, well dat de Kanner méi mat op de Wee gëtt, wéi wann een d'Elteren nach e bësse finanziell e Stéckelche besserstellt.

Mir gesi jo eigentlech och an all de Statistiken, wou déi Politik bis elo do higefouert huet: De soziale Lift ass net nees ugesprongen hei zu Lëtzebuerg, e blockéiert nach ëmmer. An duerfir menge mir, datt d'Prioritéit an der Familljepolitik net weider Geldleeschtungen, mä virun allem qualitativ héich Betreiungsleeschtunge solle sinn.

Mir si weiderhin der Meenung, an dat ass net nei, dat wësst Der och, datt ee muss méi bauen a méi schnell bauen, fir der Demande um Wunnengsmaart Rechnung ze droen. All déi aner Mesuren, déi mer hunn, wou mat ganz vill Geld de Wunnengsbau ënnerstëtzt ginn ass, souwuel déi Leit, déi bauen, ënnerstëtzt ginn, wéi och déi Leit, déi kafen an déi lounen, ënnerstëtzt ginn, dat lant herno, riskéiert herno an den Täsche vun deenen ze landen, déi Appartementer an déi Haiser hunn, wa mer net en Equiliber um Wunnengsmarché hunn tëschent Offer an Demande.

Mir si belächelt gi virun enger Rei vu Joren, wou mer eng Kéier ausgerechent hunn, datt en Immobiliëprojet kann hei zu Lëtzebuerg bis zu aacht Joer dauere vun deem Moment un, wou ee säin Terrain verkaaft huet, bis dee Moment, wou eng jonk Koppel de Schlëssel an de Grapp kritt, fir eranzeplënneren.

Nun, ech hu gëschter an de Wierder vum Statsminister héieren, datt och hien der Meenung ass, datt een eppes fir d'Offer misst maachen. Mir si gespaant. Mir hunn allerdéngs eis Zweifel, ob déi nei grouss staatlech Wunnengsbaugesellschaft an Urbanismusgesellschaft, déi elo do soll geschafe ginn, dat richtegt Instrument ass, fir da méi schnell an och vill méi kënne Wunnengen ze realiséieren an op de Marché ze ginn. Do hu mer eng gewësse Skepsis.

Mir waren och der Meenung, virun allem am Ufank vun der Kris hätt een dat, mengen ech, jiddwerengem am Land erkläert kritt, datt een eng Indextranche sollt ausfale loossen, well et sozial gerecht ass, well jiddwereen en fonction vu sengem Revenu e Bäitrag hätt kënne leeschten a well virun allem déi Mesure, entgéint där, déi de Statsminister viru Kuerzem nach eng Kéier op engem Parteikongress widderholl huet, och eng Äntwert gewiescht wär op de Besoin vu méi Kompetitivitéit an der Industrie an am Handwierk. Well et ass virun allem och an deenen Domänen, wou den Index ganz besonnesch staark dréckt a wou e riskéiert, Aarbechtsplazen ze gefährden, wou e Patron, wann en den Index muss bezuelen, seet, da probéieren ech herno vläicht, deen een oder deen aneren, deen an d'Pensioun geet, net méi ze ersetzen.

Bon, d'Regierung ass net mat op deen dote Wee gaangen, huet en aneren, faule Kompromëss bis 2014 ausgehandelt. A wat doriwwer eraus kënnt, dat schéngt jo och nach keen esou richteg ze wëssen.

Doriwwer eraus ware mer der Meenung a sinn och der Meenung, datt een am Wuerekuerf misst d'Energie aneschters pondéréieren, well et kee Sënn mécht, datt ech dat, wat ech op der Pompel méi bezuelen, och vum Patron nach eng Kéier matbezuelt kréien. Dann ass jo kee bereet, herno op de Vëlo ëmzeklammen, ze Fouss ze goen, den Zuch oder de Bus ze huelen.

Mir stinn och zu deem Engagement, dat mer am Ufank vun der Legislaturperiod hei geholl hunn, fir, soulaang d'Statsfinanzen deen doten Déséquiliber ausweisen, keen Accord salarial mat der Fonction publique ofzeschléissen, well mer Schwieregkeeten hunn nozevollzéien, datt mer op där enger Säit Scholde maachen, op där anerer Säit d'Steieren erhéijen, an dann engem Deel vun der Gesellschaft awer nach Lounaugmentatiounen zougestinn, dee sécherlech net deen Deel vun der Gesellschaft ass, deen am meeschte bis ewell ënnert der Kris gelidden huet.

Dat war jo eng Argumentatioun, déi d'Regierung iwwerzeegt hat virun zwee Joer, deen Accord salarial zréckzestellen. D'Situatioun huet sech a mengen Aen, a menger Liesaart awer net verbessert. Wann ech den Defizit kucken an de Besoin, fir weider Steieren ze erhéijen, deen och gëscht bei eis skizzéiert ginn ass vun der Regierung, da froen ech mech, firwat dann elo op eemol deen Accord salarial do eng gutt Saach soll sinn, wann e virun zwee Joer net an d'Landschaft gepasst huet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Eng aner...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hat et mat de Wahlen ze dinn? Ech weess et net.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Bon, ech mengen, villes hätt eppes mat de Wahlen ze dinn. Mä dorobber, Här Gibéryen, kommen ech och nach a menger Interventioun.

Et ass also eng aner Politik hei zu Lëtzebuerg méiglech, an et gëtt genuch Propositiounen, déi zanter Joren um Dësch leien, an et gëtt kee Grond, fir länger ofzewaarden.

An der Deklaratioun allerdéngs vu gëschter huet ee kaum konkret Propose fir de Rescht vun dëser Legislaturperiod héieren. Et hätt ee jo kënnen an eigentlech missen erwaarden, opgrond vun där Analys, déi gemaach ginn ass, opgrond vun där Situatioun, an där d'Land stécht, datt d'Regierung wierklech hei gewisen hätt, datt se bereet wär, d'Äerm eropzestrëppen an alles drunzesetzen, esou vill wéi méiglech nach ëmzesetze virun deenen nächste Wahlen. Mä dat Meescht, hu mer héieren, dat betrëfft eis souwisou eréischt no den nächste Wahlen.

Och d'Ambitioun, fir e gesamtstaatlechen Nulldefizit ze kréien, ass op no deenen nächste Wahle verréckelt ginn, ouni datt awer gesot ginn ass, wéi dat da ganz konkret soll organiséiert ginn.

Déi TVA-Erhéijung, déi am Raum steet, déi geet jo emol net duer, si geet emol bei Wäitem net duer, fir déi 700 Milliounen, déi ausfalen iwwert d'TVA am Commerce électronique, fir déi nëmmen ze kompenséieren.

Mir hunn des Weideren e risegt Lach vun 1,1 Milliard haut schonn an eisem Joresbudget, dat muss finanzéiert ginn, an dann héiere mer, datt ee momentan der Lëtzebuerger Ekonomie net méi wéi e Konsolidéierungseffort vun 250, 300 Millioune pro Joer dierft zoumudden, wat jo awer dach ëmmerhin eng gewësse considérabel Zomm ass. Mä wann ech awer elo emol kucken, wat konkret genannt ginn ass, an ech stellen dat géint déi doten Zomm, da muss iergendzwousch awer nach eppes an der Pipeline sinn, wat gëschter hei net genannt ginn ass. Well dat schrëttweist Auslafeloosse vun der Bonification d'intérêt, d'Ofschafe vun der Préretraite-ajustement - a fir de Rescht ass eigentlech just analyséiert ginn an et soll diskutéiert ginn, mä ebe ganz wéineg Konkretes ass genannt ginn -, do kann ech mer net virstellen, datt dat 250 bis 300 Millioune pro Joer Konsolidéierungseffort sollt ausmaachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Préretraite-solidarité!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Pardon, Préretraite-solidarité. Merci fir déi Korrektioun, Här Statsminister.

Mä et huet een d'Impressioun, datt d'Regierung eenzeg an eleng weider drop hofft, datt d'Wieder nees besser gëtt, datt d'Wolleke sech verzéien, datt deen een deem aneren erëm eng Kéier mat breeder Broscht ka soen, d'Kris wär eriwwer a se wär gutt gemeeschtert ginn, an d'Recettë beim Stat, déi géifen dann elo erëm esou richteg usprangen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass extrem fahrlässeg. Well, wann et net esou ass, da wäerte mer weider eng Milliard oder weider méi wéi eng Milliard pro Joer Scholde musse maachen, mir wäerte weider d'Laaschten op déi nächst Generatioune musse verréckelen. De Reformbedarf gëtt vu Joer zu Joer méi grouss an et gëtt vu Joer zu Joer net méi einfach, fir d'Problemer hei am Land ze léisen. An d'Problemer wäerten nach vill méi Leit ganz konkret treffen, wéi dat haut leider schonn de Fall ass.

Wat denkt, Dir Dammen an Dir Hären, wat denkt eng jonk Famill zu dëser Deklaratioun, déi mer gëschter héieren hunn? Wat denkt e jonke Mënsch, deen nach an d'Schoul geet, dee seng Zukunft wëllt virbereeden? Wat denkt eng Mamm? Wat denkt e Familljepapp, deen all Dag ëm seng Aarbecht muss fäerten? Wat denkt e Selbststännegen, dee säi Betrib, seng Mataarbechter iwwert d'Ronne wëllt bréngen?

Bitt dës Politik, bitt déi Deklaratioun, déi mer gëschter héieren hunn, deene Leit do nei Perspektiven? Kënne si mat deene Wierder, déi mer gëschter héieren hunn, neit Vertrauen an d'Zukunft vun eisem Land hunn? Maache mir hinnen domadder nees Loscht op d'Zukunft? Wuel kaum!

Si kréie gesot, datt alles plus ou moins esou wäert weidergoen, wéi et bis ewell war. Datt nach just muss Geld opgedriwwe ginn, fir déi Politik do esou kënne weiderzeféieren. Datt déi grouss Décisiounen eréischt no 2014, also no den nächste Wahlen, solle geholl ginn. An ech mengen, datt dat jo net eppes ass, wat d'Leit am Land iergendwéi kéint berouegen, wou éischter gefaart gëtt, da gëtt et vill méi schlëmm no den nächste Wahlen, wéi wann een elo schonn d'Wourecht géif soen.

Wa se gëschter gutt nogelauschtert hunn, da kënne se sech domadder vläicht nach just tréischten, datt et zwar hei am Land ëmmer weider biergof geet an ëmmer schlëmmer gëtt, mä datt aner Länner nach e Stéckelche méi schlecht dru si wéi mir.

Nun, fir all déi dote Leit, déi sech déi dote Froe gestallt hunn a vläicht jo och Hoffnung an eng Deklaratioun haten, ass dat dach e ganz, ganz schwaachen Trouscht.

Si hunn net héieren, wéi neie Wuesstum soll entstoen. Si hunn net héieren, wéi sech d'Finanzplaz och mam allgemengen Informatiounsaustausch soll weiderentwéckelen. Si hunn net héieren, wéi mer aus der Scholdepolitik sollen erauskommen. Si hunn net héieren, wéi mer eis sozial Systemer op déi demografesch Veränneru ng, op eng alternd Gesellschaft weider sollen ëmstellen. Si hunn net héieren, wéi all Kand an der Schoul déi beschten Ënnerstëtzung ka kréien. Si hunn net héieren, firwat et sech grad elo géif rentéieren, hei zu Lëtzebuerg e Betrib opzemaachen, Aarbechtsplazen ze schafen, ze investéieren.

Dat Eenzegt, wat se héieren hunn, dat ass, datt et weider esou geet wéi bis ewell an datt et just e Stéckelchen nach méi deier wäert ginn. An dat geet nu wierklech net duer, dëst Land huet Besseres verdéngt, Dir Dammen an Dir Hären!

Ofschléissend wëll ech ganz einfach nach eng Kéier soen: Jo, d'Regierung wëllt Geld ausginn, d'Regierung wëllt och vill Geld ausginn, d'Regierung bretzt sech och domadder, datt se vill Geld ausgëtt, mä d'Regierung bréngt et net fäerdeg domadder, mat deem ville Geld, wat se an de Grapp hëlt, d'Problemer vun de Leit hei am Land ze léisen. An elo soll da weider konsolidéiert ginn an der Héicht vun 250 Milliounen Euro d'Joer. Mä dat, wat mer héieren hunn, do wësse mer, datt et vir an hannen net wäert duergoen, fir déi doten Ziler ze erreechen.

An och bei engem Effort, wann een en Effort net méi ka maache wéi déi 250 bis 300 Milliounen d'Joer, dann hënnert dat kee Mënsch drun, eng Politik ze iwwerdenken. Et hënnert kee Mënsch drun, eng Rei vun anere strukturelle Reformen ze maachen, déi eis besser géifen opstellen, déi eis méi performant géife maachen, déi eis méi effizient géife maachen, déi eis Systemer méi op de Besoin vun haut géifen ausriichten. Mä doriwwer, Dir Dammen an Dir Hären, gouf gëschter an dësem Haus leider net geschwat!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Toile de fond an Europa bei eisen Debatten an deene leschte Joren ass leider Gottes och dëst Joer net besser: Vertrauenskris an der Politik, Glafwierdegkeetskris par rapport zu deem, wat a ville Länner an Europa am Moment geschitt, Wirtschaftskris, kee Wuesstum, Augmentatioune vum Chômage, eng Schéier tëschent Aarm a Räich, déi op ville Plaze weider auserneegeet, eng Aarmut, déi an d'Luucht geet, eng Toile de fond, déi also keng gutt ass.

Par rapport dozou huet de Premier gëschter hei e Bild gezeechent, dat kloermécht, dass Lëtze-

buerg souwuel an den direkte wéi an den indirekten Auswierkunge vun der Kris se däitlech besser bewältegt huet wéi all aner Länner an der Europäescher Unioun oder an der Eurozon.

An ech sinn, Här Meisch, mat Iech d'accord, wann Der sot, dass och zu Lëtzebuerg net alles Gold ass, wat glänzt, dass et zu Lëtzebuerg an der Tëschenzäit bal 20.000 Leit gëtt, déi den RMG kréien, iwwer 50.000 Leit, déi um Mindestloun schaffen. Awer trotzdeem, Här Meisch, muss ee feststellen, dass déi politesch an och déi sozial Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg awer mat kengem anere Land ze vergläichen ass.

An ech wëll zwee Parameteren huelen, déi, mengen ech, och gëschter gebraucht gi sinn, fir ze weisen, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg eng relativ komesch Situatioun heiansdo hunn: wann ee gesäit, dass de Chômage zwar an d'Luucht geet, mä dass mer och an deene Jore vun der Kris, säit 2008, Dausende vun neien Aarbechtsplaze geschafen hunn an eent vun deene wéinege Länner sinn, wat eng positiv Entwécklung vu sengem Emploi intérieur huet par rapport zu deenen aneren, an och, dass de Revenu disponible hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren, och an der Kris, de Revenu disponible moyen an d'Luucht gaangen ass, wat net vill aner Länner vu sech kënne behaapten.

Ech wëll fir eis Fraktioun dräi méi prinzipiell Remarquë maachen zu der Ried an zu der Beschreiwung vun der Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi de Premier gëschter gemaach huet. Déi Eischt, fir festzestellen, dass dës Koalitioun déi Erausfuerderunge vun deene leschte Joren ugepaakt huet an dass inhaltlech dat Bild, wat gëschter gezeechent ginn ass mat der Terminologie vun der fairer Gesellschaft - mir géifen dat éischter eng gerecht, eng solidaresch Gesellschaft nennen - genuch Kompass duerstellt, genuch Betounung gëtt op dat, wat de Feinschléff an der Gesellschaft fir d'Mënsche konkret Dag fir Dag duerstellt, also genuch Virstellunge vu Solidaritéit a sozialer Gerechtegkeet duerstellt, fir eng gemeinsam Politik ze maachen.

An ech wëll dat konkret duerstellen, dass gëschter dach awer, méi wéi jee, däitlech vum Premier gemaach ginn ass, dass souwuel an Europa wéi hei zu Lëtzebuerg et keng eesäiteg Politike ka ginn. Et ass ëmmer eng Politik vum Gläichgewiicht: Gläichgewiicht tëschent Wuesstum op där enger Säit - d'Kafkraaft héich halen, d'Investitiounen héich halen, op där enger Säit - an op där anerer Säit awer och d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen, an dass och eng aner Balance wichteg ass tëschent der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie op där enger Säit an der sozialer Kohäsioun op där anerer Säit, déi noutwendeg ass.

Ech wëll och deem Androck entgéinthalen, an de Premier huet dat gëschter méi wäit nach ausgeholl an der Zäit, fir kloerzemaachen, dass dës Regierung an dës Koalitioun handlungsfäeg a virun allem och reformfreedeg waren a Reformen, och strukturell Reformen, ugepaakt hunn.

Ech wëll déi nenne vun der ADEM, ech wëll déi nenne vun der Krankeversécherung, ech wëll drun erënneren, dass dat eng Reform war, déi ënner schwieregen Emstänn - e Streik vun den Dokteren - duerchgefouert ginn ass. Ech wëll déi nenne vun der Renteversécherung, déi vun der Fonction publique, déi mer am Moment amgaang sinn hei an der Chamber ze diskutéieren. Ech wëll de Kompromëss an der Koalitioun iwwert den Index, nom Scheitere vun der Tripartite, nennen, déi Reformen, déi an der Schoul gemaach gi sinn, an der Grondschoul, an déi elo amgaang sinn definitiv preparéiert ze ginn, wat de Secondaire ubelaangt.

Ech wëll déi gesellschaftlech Reformen nennen am Zesummenhang vun dem IVG, awer och vun deem, wat mer nach ze maachen hunn, dem Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Koppelen an der Adoptioun dozou. Ech wëll déi nenne vum Surendettement an ech wëll och eng nennen, déi fir eis als LSAP extrem wichteg ass, dass an engem Moment an der Kris, wou iwwerall de Sozialdialog, d'Matbestëmmung an den Entreprisen an deenen anere Länner Lettre morte sinn, dass do hei zu Lëtzebuerg eng Koalitioun an eng Regierung e Projet de loi virleeën, fir d'Matbestëmmung, fir d'Cogestioun, de Sozialdialog ze verstäerken an ze verbesseren, an net de Géigendeel ze maachen. Ech mengen, dat ass eng ganz grouss symbolesch Reform, och fir ze weisen, wat fir e Wee a wat fir e Fundus dës Koalitioun zesummen huet.

Deen drëtte Punkt ass dee vun der Method. An ech si frou, dass d'Regierung an deene leschten Deeg sech Zäit geholl huet, fir mat de Sozialpartner och iwwert d'öffentlech Finanzen ze diskutéieren a vläicht de Moment erëm do ass, fir eng Tripartite-Ronn ze maachen. Ech géif se éischter gesinn, amplaz um Niveau vun den öffentleche Finanzen, wat awer e bëssen och d'Hoheitsgebitt vun der Chamber ass, géif ech mengen, dass d'Theme vun der Kompetitivitéit an den Thema vun der Zukunft vum Sozialstat besser Themen nach wären, fir an der Tripartite ze diskutéieren.

Et bleift, dass et eng Konditioun gëtt, dat ass déi, dass se gutt virbereet ass, natierlech, mä et ass awer och noutwendeg, dass d'Sozialpartner och mat Kompromëssbereetschaft dohinnerkommen, dass se sécherlech hir essentiell Fuerderungen do verteidegen - dofir si se do -, mä dass se awer mat engem Esprit kommen, deen et erlaabt, och zum Schluss, „at the end of the day", wéi haut gesot gëtt, dann och zu gudde Kompromësser ze kommen.

Déi zweet prinzipiell Bemierkung ass, an dat soen ech hei fir eis Fraktioun säit véier Joer ëmmer erëm a meeschtens eleng - an der Tëschenzäit Gott sei Dank net méi -, dat ass, dass d'Konsolidéierung vun öffentleche Finanzen a Wuesstum zesummeginn, dass dat net Saache sinn, déi sech ausschléissen, dass een net nëmmen op deem engen A ka blann sinn oder op deem aneren, mä dass een dat zesumme muss kucken.

An et muss een haut feststellen, dass déi eesäiteg Spuer- a Kierzungspolitik, déi an Europa gemaach ginn ass an deene leschte Joren, gescheitert ass, mat deelweis katastrophale konjunkturellen, sozialen a politesche Konsequenzen, mat enger Rezessioun, déi dozou féiert, dass mer en dramateschen Ustig vun der Aarbechtslosegkeet, besonnesch vun der Jugendaarbechtslosegkeet hunn, mat enger politescher Instabilitéit an eenzelne Länner.

Wa mer d'Situatioun a Griichenland kucken, wa mer se an Italien kucken, wa mer se a Portugal kucken, wou an der Tëschenzäit d'Verfassungsgeriicht décidéiert, wat soll gemaach ginn, net méi d'Chamber an net méi d'Regierung, wann een an Zypern kuckt, wann een a Spuenien kuckt, da gesäit een dat, wat vill Leit, an ënner anerem mir, säit Laangem soen, dass déi Politik do eng Politik ass, déi vläicht deene Länner, deenen et gutt geet, déi eng gutt Situatioun hunn, kann hëllefen, mä déi déi Länner, déi a Schwieregkeete sinn, jiddefalls definitiv an de Ruin féiert.

Absurd ass iwwregens och, wëll ech soen, dass, wann ech mer fest virstellen, dass 16 vu 27 Länner hir Kritären net kënnen erfëllen, fir d'Stabilitéitskritären anzehalen, wann ech mer elo virstellen, dass déi opgrond vun deene Regelen, déi mer haut eis ginn hunn, elo Millioune Sanktioune solle vu Bréissel kréien, dat heescht, dass gläichzäiteg zu dem Misär, an deen déi Länner schonn an hiren öffentlechen Haushalter kommen, elo nach Milliounen Euro Strofe sollen derbäikommen, eng absurd Situatioun, wann ee sech virstellt, wat dat fir déi Länner bedeit!

An ech wëll bei där Geleeënheet och soen, dat wat och mäi Virriedner, de Kolleeg Marc Spautz gesot huet, dass et an där Spiral, an där mer dra sinn, och noutwendeg ass, och endlech an Europa de soziale Volet, dat soziaalt Europa ze entwéckelen. An dofir wëll ech ausdrécklech déi Efforten (veuillez lire: déi Efforten ënnersträichen), déi d'Ministeren Nicolas Schmit a Mars Di Bartolomeo an Europa gemaach hunn, fir endlech kloerzemaachen, dass mer net nëmmen eng Eurozon vun de monetären an de wirtschaftleche Politike brauchen, mä dass mer och eng Eurozon vum sozialen Europa brauchen.

Ech géif och d'Regierung froen, eis emol ze soen, wa virun e puer Méint gesot ginn ass, mir hätten elo niewent där Konsolidéierung, de Konsolidéierungsefforten och e Wuesstumspakt vun 120 Milliarden, deen, mengen ech, fräigemaach ginn ass aus enger Rei vu Moyenë vun der Europäescher Unioun, da wär ech frou ze héieren, wou mer dann an der Ëmsetzung vun deene Wuesstumsimpulser um Niveau vun de groussen Aarbechten an Europa dru sinn. Ech hunn heiansdo d'Gefill, dass et do vill manner, vill manner schnell a vill manner tough zougeet, wéi et zougeet um Niveau vun deenen anere Politiken.

Ech hunn och gëschter héieren hei - an et huet eis gefreet -, dass de Premier, vläicht befreit vum Corselet vun dem President vun der Eurozon, däitlech gesot huet, dass een eng Tempodrosselung soll maachen an der Anhalung vun de Stabilitéitskritäre fir eng Rei vu Länner. Dat ass allerdéngs, ech wëll dat hei soen, dat ass allerdéngs par rapport zu deem, wat de Finanzminister virun engem Mount bei sengem éischten Optrëtt als Finanzminister an der Eurozon gesot huet, just de Géigendeel, well hie ganz däitlech erausgaangen ass a gesot huet, et däerft iwwerhaapt keng Kompromësser ginn, et misst een hei tough derduerchgoen.

Ech hoffen, dass mer hei elo gëschter de Mond gespëtzt hunn an der Fro vun der Tempodrosselung an och bereet sinn, an de Gremië vun der Eurozon, an der Europäescher Unioun bereet sinn ze päifen, fir kloerzemaachen, dass mer deene Länner do méi Méiglechkeete musse ginn, fir erauszekommen, an dass déi Austeritéitspolitik do net zu deem féiert, wat mer gären hätten, nämlech och Wuesstum, nämlech och Bekämpfung vum Chômage, nämlech och Reizer um Niveau vun deem, wat um Niveau vum Wuesstum ka geschéien.

Mir hunn zu Lëtzebuerg, an dat soen ech, och wann deen Deputéierten, deen eis dat ëmmer ënnert d'Nues reift, elo de Moien net hei ass, mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik gemaach. Ech wëll dat vergläiche mat deem, wat an anere Länner geschitt ass. Ech hu virdru gesot, mir hunn och zu Lëtzebuerg an de Jore vun der Kris eng positiv Akommespolitik - iwwert d'Augmentatioun vum Mindestloun, iwwert d'Indextranche vum 1. Oktober, iwwert d'Ajustementen an deenen eenzelne Joren an och am nächste Joer -, eng Erhalung vun der Kafkraaft gemaach. Wann ee gesäit, dass inflatiounsberengegt d'Akommes, de Revenu disponible vun de Stéit 2013 ëm 1,3% an d'Luucht geet an an de Joren 2014 bis 2016 ëm 2%, dat weist, mengen ech, dass mer do en anere Wee gaange sinn.

Datselwecht gëllt och, wann ee seet Austeritéitspolitik, do sinn a ville Länner, déi wierklech Austeritéitspolitik gemaach hunn, an der Fonction publique Dausende vun Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Hei zu Lëtzebuerg stellen ech fest, dass mer och do eng kontinuéierlech Astellungspolitik an deene leschte Jore gemaach hunn an dass mer elo zu deem Accord an der Fonction publique - deen elo no vill Méi, déi d'Ministere Biltgen a Modert sech gemaach hunn, fir beim drëtte Worf, ech mengen, den drëtte Worf war et, en Accord mat der CGFP ze kréien -, dass mer do der Meenung sinn, dass een deen Accord salarial och elo soll honoréieren, well mer der Meenung sinn, dass no fënnef Joer, an dat muss ee jo awer och emol soen, dass no fënnef Joer Stëllstand um Niveau vun den Augmentatiounen an der Fonction publique och hei eng kontinuéierlech Lounpolitik (veuillez lire: Lounpolitik soll kommen), och am Rahme vun dem Stäipe vun der Kafkraaft an der Noutwendegkeet, Wuesstumsimpulser och ze ginn.

Mä mir gesinn dat awer och gläichzäiteg als Signal, dat ee sollt ginn an enger Rei vun Niddreglounsecteuren am Privatsecteur, wou et, mengen ech, och noutwendeg ass, dass een dozou kënnt, fir positiv Signaler ze ginn, déi dem Wuesstum och hëllefen. A wann ech virun e puer Deeg gelies hunn, dass an der Tëschenzäit souguer d'Madame Lagarde, Chefin vum FMI, plädéiert huet, fir an deene Secteuren do och Lounerhéijungen ze maachen, déi sollen hëllefen, där Impulser ze ginn, dann ass een a gudder Gesellschaft, fir dass mer deen Accord no all deenen Tergiversatiounen, déi mer do haten, och elo sollen honoréieren.

Datselwecht gëllt - an de Premier huet gëschter dach awer e puer Zuelen hei genannt, déi jo awer villes aussoen iwwert déi Politik, déi an deene leschte Jore vun dëser Koalitioun gemaach ginn ass - virun allem och, fir d'Investitiounen op engem héijen Niveau stabil ze halen. Bal 4% Investitiounen an deene leschte Jore vum PIB, dat weist eis, an d'Zuele si gëschter genannt ginn, dass mer do largement un der Spëtzt vun deene Länner leien, déi de richtege Wee nennen.

A well de Wirtschafts- an Energieminister elo hei ass, wëll ech soen, eleng wann ech an deem Beräich vun den Investitioune gesinn déi staatlech, direkt an indirekt, géif ech och hei wëllen nennen déi 2,5 Milliarden, déi ausserhalb vun deenen 1,7 an deenen Entreprisë gemaach ginn, wou de Stat Meeschter ass. Dat heescht bei Enovos, dat heescht bei Creos, dat heescht bei der SEO, dat heescht bei der Post, dat heescht bei LuxConnect ginn an deenen nächste fënnef Joer 2,5 Milliarden investéiert, fir eis do besser nach opzestellen an all deene Beräicher, fir eis Infrastrukturen ze stäerken.

Ech géif och bei där Geleeënheet soen, dass dat, wat mer bei der Cargolux net direkt elo maachen, mä awer indirekt, iwwert d'SNCI an iwwert d'Spuerkeess - mä ech mengen, dat ass jo awer am wäite Sënn och d'öffentlech Hand -, dass och dat, wat mer an der Rekapitaliséierung vun der Cargolux maachen, jo zum Zweck huet, fir eis Ekonomie ze stäerken, fir an deem bal systemesche Secteur vun der Aviatioun, och am Kontext vun der Logistikpolitik, dass dat, mengen ech, och e wesentleche Beitrag ass, fir Wuesstumsimpulser ze ginn, mä och d'Zukunft virzebereeden. Ech mengen, dat si konkret Décisiounen a konkret Virhaben, déi do gemaach ginn.

An ech wollt och zum Schluss soen an deem, wat d'Handlungsfäegkeet vun dëser Koalitioun ubelaangt, dass et mech awer heiansdo wonnert, virun all deem, wat ech elo opgezielt hu vu konkrete Realiséierungen an deene leschten dräi, véier Joer, dass och d'Efforten an der Konsolidéierung vun den Defiziter jo awer net geréng waren. Et gëtt heiansdo gemaach, wéi wann dat Lappalie gewiescht wären!

Wann ee gesäit, dass mer an de Joren 2011 an 2012 678 Milliounen Effortë vu Konsolidéierung gemaach hunn, dass mer fir 2013 en Effort maache vu 952 Millioune Konsolidéierung, dat bedeit jo och politesch Décisiounen, déi net ëmmer ganz populär sinn a fir déi eng Koalitioun an déi zwou Parteien, déi se droen, och dobausse musse riichtstoen. Mir waren an all deene Beräicher do handlungsfäeg, awer mir hunn dat ausgewogen an deene Balancë gemaach, déi ech genannt hunn. Mir hunn dat sozialgerecht a gutt doséiert gemaach. Mä et ass de Géigendeel vum Laisser-aller, et ass de Géigendeel vun enger Handlungsonfäegkeet, déi mer gehat hätten, fir an deene Beräicher do virunzekommen!

Mir hätten als LSAP och léiwer gehat, an ech huelen als Beispill den Index, mir hätten och léiwer gehat, mir hätten an der Tripartite am Dezember 2011 do en Accord fonnt. Dat wär an alle Fäll besser gewiescht fir d'soziaalt a politescht Liewen hei zu Lëtzebuerg. Mä virun der Incapacitéit vun de Sozialpartner, hei iwwerhaapt emol ze diskutéieren an zu enger Eenegung ze kommen, huet d'Koalitioun eng Décisioun geholl a gewisen, dass se capabel ass, déi och ëmzesetzen.

Ech mengen, dass 2014, an ech wëll dem Claude Meisch dat soen, natierlech gëtt dat eng Ausenanersetzung a ville Froen inhaltlecher Natur, déi mer elo ze féieren hunn. An ech mengen, de Premier war jo do an der Schwieregkeet, engersäits hei e konkreten, detailléierte Moossnamekatalog iwwert de Wahldag ewech dohinnerzeleeën, mat der Gefor ze soen: „Majo, denkt Dir net drun, dass jo do Wahle sinn?", a mat op där anerer Säit awer natierlech der Fro: „Wéi gi mer dann ëm...", déi Fro, déi hei schonn oft gestallt ginn ass, „Wéi gi mer ëm mat dem Ausfall vun der TVA um E-Commerce a wéi huet d'Regierung da wëlles, an d'Koalitioun wëlles, sech deene Froen do ze stellen?" Dat war also e bëssen eng Balance, déi ee geet, fir hei eng Rei vun Äntwerten ze ginn.

Dir hutt als Demokratesch Partei, esou hunn ech et an deene leschten Deeg verlauschtert, Dir hutt eng Rei vun Äntwerte ginn, zum Beispill, dass Dir den Accord salarial an der Fonction publique net géift maachen. Dat huele mer zur Kenntnis, d'Statsbeamte wäerten dat och zur Kenntnis huelen. Dir hutt nach eng Kéier proposéiert, dass Der der Meenung sidd, dass een eng Indextranche ganz soll ausfale loossen. Dir hutt proposéiert, dass een den Ajustement, wann ech dat gutt verstanen hunn, d'nächst Joer och nach eng Kéier soll ausfale loossen. Dat éiert Iech, dat sinn éierlech Bekenntnisser zu enger Rei vu Politiken.

Dat sinn net déi Politiken, déi mir wëlle maachen, well mir mengen, dass hei an där Balance vun op där enger Säit Konsolidéierung an op där anerer Säit Wuesstum een och déi ganz kleng Friichten, déi do sinn, fir nees zu Wuesstumsraten ze kommen, dass een déi net soll kapottmaachen an dass een also hei balancéiert Äntwerte gëtt zu deem, wat hei usteet.

Ech wëll eng drëtt prinzipiell Remarque maachen zu deem méi Atmosphäreschen oder zu der Gouvernance, wéi een et wëllt huelen. De Premier ass gëschter drop agaangen. Ech mengen, mir kommen aus enger Zäit - ech soen elo schonn optimistesch, dass mer aus der Zäit erauskommen, ech hoffen, dass et esou ass! -, wou mer eis vill beschäftegt hu mat vermeintlechen an echten alen an neie Skandaler an Affären. Ech mengen, dass een heiansdo wierklech sollt emol ufänken, „la part des choses" ze maachen tëschent deem, wat hei onnéidegerweis opgebauscht gëtt - dat ass elo kee Jeu de mots gewiescht…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Loosst mech do eraus.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat war jo wierklech kee Jeu de mots fir de Kolleeg Fränz Bausch! Ech mengen, dass mer alleguer en Intérêt hunn, dem Androck eis entgéintzestellen, dass mer eis heibanne méi beschäftege mat deene Saache wéi mat den eigentleche Problemer dobaussen, ouni - an ech soen dat an engem Saz - ouni awer op dat, an ech huelen zum Beispill d'Diskussioun iwwert de SREL, déi mer amgaang sinn ze féieren, ouni op dat, wat reell schifgelaf ass, och mam Fanger ze weisen an et ze benennen. An dat si mer am Moment amgaang ënnert där, mengen ech, gudder Leedung vun eisem Kolleeg Alex Bodry wierklech do ganz genau opzeweisen, an der Zäit an um Punkt, wat schifgelaf ass, an ze kucken, wéi et an Zukunft ka besser goen. Dat solle mer maachen!

Mä ech sinn e bëssen awer frou, wann ech op d'Chambersaarbechte vum nächste Mount kucken, dass mer eis de 15. Mee an enger Debatt hei e ganze Mëtteg Zäit huelen, fir iwwert d'Beschäftegungspolitik ze diskutéieren, dass mer deen Dag drop, de 16. Mee, eng Debatt hunn iwwert d'Kompetitivitéit. Dat bréngt eis awer an d'Häerz vun deem, wat d'Suerge vun de Leit dobaussen am Moment an esou onséchere wirtschaftlechen a sozialen Zäite sinn. An doriwwer sinn ech net onfrou, dass mer dat maachen.

Datselwecht gëllt atmosphäresch fir dat, wat no Zypern an no der Aart a Weis, wéi dat inhaltlech gelaf ass, an dorobber wëll ech net méi agoen, mä och no deem, wat elo „offshore leaks" genannt gëtt, dat, wat atmosphäresch dozou féiert, dass d'Leit dobaussen dat Gefill kréien - an ech mengen, dass dat extrem schlecht ass -, dat Gefill kréien, dass si, jiddweree vun hinnen, Mount fir Mount brav hir Steiere musse bezuelen op den Euro ganz genau, esou wéi se hiert Gehalt verdéngen oder hir Pensioun kréien, an dass se d'Gefill hunn, dass et eng Kast vu Leit gëtt, déi iewescht Zéngdausend, fir se emol einfach dann esou ze nennen, déi ëmmer iergendwou Nische fannen, ëmmer iergendwou Beroder fannen, déi hinnen dozou verhëllefen, fir en fin de compte net dat ze leeschten u solidareschem, och fiskalem Bäitrag an enger Gesellschaft, déi deen Apport do brauch, fir dass se am Gemeinwohl ka funktionéieren.

Dofir hunn ech, Här Meisch, an dozou stinn ech ausdrécklech, dofir hunn ech och gëschter gesot, dass déi Fro vun der... no där Fro vun dem Bankgeheimnis an der Ouverture, déi mer fir den 1. Januar 2015 ugekënnegt hunn, wat den automateschen Informatiounsaustausch ubelaangt - an eise Kolleeg Alex Bodry wäert de Mëtteg am Detail eis Positioun zu där Fro do ginn -, mä ech hunn an der Fro vun der fiskaler Optimiséierung ganz kloer gesot, dass dat net däerf sinn, dass mer hei - wéi soll ech et soen? - déi legal Steierhannerzéiung maachen.

Fiskaloptimiséierung: Wann et drëm geet, dass eng Berodung stattfënnt fir Entreprisen oder Persounen, fir dass se net méi Euroe Steiere musse bezuelen, wéi dat opgrond vun de Gegebenheeten de Fall ass. Mä wa mer hei och erëm eng Kéier ausrutschen, an dat si mer an eenzelne Beräicher amgaang, dass et dozou féiert, dass deen eigentleche Mehrwäert net méi richteg besteiert gëtt par rapport zu deem Ganzen, dann, mengen ech, gi mer op e Wee, deen och kee gudden ass.

An ech huelen ee Beispill, wat ganz aktuell ass, well mer 2013 eppes do gemaach hunn, dat waren déi sougenannten „stock options". Dass do Spëtzeverdénger, Spëtzemanager net méi iwwert d'Akommessteier, hir normal Akommessteier bezuelt hu wéi jiddwer Mënsch, mä sech dann iwwert de Betrib, fir awer eppes dropgesat ze kréien, da Promessë maache gelooss hunn, déi zu 7% besteiert gi sinn! Dat ass jo awer...

Also wann dat Fiskaloptimiséierung ass, da soen ech, et deet mir leed! An ech hunn heibanne keen een héieren, deen - wéi mer deemools zur Halschent zougemaach hunn, mat enger zousätzlecher Recette fir de Stat vu 50 Milliounen -, ech hu keen heibannen héieren, deen iergendwéi dat kritiséiert huet, dass mer déi dote sougenannte Fiskaloptimiséierung (veuillez lire: Fiskaloptimiséierung ënnerbonnen hunn), déi ech awer éischter géif eng legal Steierhannerzéiung nennen, well et effektiv e Mehrwäert, dee geschafe gëtt, a Mehreinnahmen, déi Leit hunn, an esou virun, net propper an uerdentlech besteiert a glafwierdeg besteiert par rapport zu deem, dass de Commun des mortels dobausse fir seng Pai a fir seng Pensioun, déi e kritt, op den Daler genau muss bezuelen.

Ech wollt u sech haut de Moie soen, dass niewent deene villen Aarmutsberichter, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt an déi et och am Ausland gëtt, et emol vläicht gutt wär, dass mer och géife Räicheberichter maachen, Verméigensberichter maachen, fir dass mer emol méi genau géife gesinn, wat an deene Beräicher do wierklech geschitt.

An do sinn ech bedéngt ginn, scho gëschter, well d'Europäesch Zentralbank déi éischte Kéier e Verméigensbericht, un deem se elo sechs Joer geschafft huet, virgeluecht huet, an déi Resultater och gëschter publizéiert gi sinn. Et muss een déi elo emol eng Kéier am Detail kucken - mir haten nach net d'Zäit, fir dat ze maachen -, wat sech da wierklech mécht, wat fir eng Transparenz mer dann duerno wierklech kréien a wat fir eng politesch Äntwerte mer dann dorauser ginn.

Jiddefalls, op der éischter Plaz, dat wäert Iech net wonneren - ech huelen nach eng Schlupp an da soen ech Iech et -, op der éischter Plaz vun dem héchsten Nettoverméige pro Stot läit natierlech Lëtzebuerg mat 797.000 Euro Nettoverméigen an der Moyenne. Ech weess op jidde Fall emol, wou ech mech elo do situéieren! An ech hunn och festgestallt, dass Zypern, dat wëll ech mech net enthalen, Iech ze soen, dass Zypern op der zweeter Plaz läit. Zypern op der zweeter Plaz mat 670.900 Euro, wat natierlech vill mat Propriétéiten ze dinn huet. Mä, ech mengen, dat ass och Verméigen.

An et muss een dann awer och gesinn, dass d'Slowakei, mengen ech, mat 79.000 Euro, do gesäit een och d'Gefälle innerhalb vun der Europäescher Unioun, u leschter Plaz ganz wäit ewech ass; Däitschland mat 195.000 Euro. Ech mengen, dass dat wéinstens emol en Usaz gëtt, fir d'Méiglechkeeten ze kréien, genau ze kucken, wat och um Niveau vun de grousse Verméigen an Europa an och zu Lëtzebuerg geschitt.

Dat zu deenen dräi prinzipielle Remarquen, déi ech wollt maachen. Ech wollt fënnef Prioritéiten, fënnef Chantiere kuerz beliichten aus der Ried vum Premier gëschter an och aus den Diskussiounen, déi mer wéinstens de Moie schonn haten. Fënnef Prioritéite fir d'LSAP, woubäi déi éischt ganz kloer ass, an ech rappeléieren hei - dat däerf ech jo, mengen ech, bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier maachen -, ech rappeléieren och dat, wat ech als Budgetsrapporteur gesot hunn, dass dee politesche Projet, deen eis am Prinzip alleguer misst eenegen heibannen an och dobaussen, dass dat deen ass, all Chancen erauszehuele fir eis Jonk, fir eis Kanner, fir Bildung a fir Beschäftegung. Dofir hu mer och op engem Kongress virun engem Mount zu Diddeleng als LSAP eleng iwwert dee Sujet do diskutéiert an eis eng Marge de manœuvre vu ganz konkrete Virstellunge fir déi nächst Legislaturperiod och ginn.

De Constat ass ganz kloer: Deene jonke Leit hei zu Lëtzebuerg - mir sollen net maachen, wéi wa se alleguerten a Schwieregkeete wären -, deene jonke Leit, mengen ech, geet et gutt. Ech mengen, si hunn an eise Schoulen, an eiser Formatioun vill Méiglechkeeten, fir zu engem gudden Épanouissement intellektuell an duerno och sozial ze kommen. Mä Tatsaach ass awer och, dass een hei zu Lëtzebuerg, wann een d'Aarmutsstudie kuckt, ëmmer erëm gesäit, dass Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg do entsteet, wou Kanner sinn. An ech mengen, dat ass eng Tatsaach, wou mer net derlaanscht kommen.

An déi Beispiller, déi gëschter vum Premier genannt gi sinn, hunn awer, mengen ech, heibannen deen een oder deen anere jo awer alarméiert: festzestellen, dass - wéi vill? - 5.000 Leit déi Ënnerstëtzung kréien, déi am Beräich vun de Schoulen nei agefouert ginn ass, 5.000! Ech hu gesot, an der Tëschenzäit liewen 20.000 Leit ënnert dem Regime vum RMG, 52.000 Leit, déi de Mindestloun kréien, déi also schonn den Euro dräi- a véier- a fënnefmol mussen ëmdréinen, fir iwwert de Mount ze kommen.

An dat gesäit een och, dass den Aarmutsrisiko bei jonke Leit virun allem grouss ass. Do, wou de Chômage och dréckt. Do, wou natierlech och Logements- a Loyerskäschten extrem héich sinn an zu Problemer féieren. An dofir, mengen ech, sinn déi bal zéng Milliarden, déi investéiert gi sinn an dëser Legislaturperiod an eise Schoulsystem, extrem wichteg.

An et ass och wichteg, déi Reformen, déi ech virdru genannt hunn, déi d'Madame Delvaux fir d'Éischt am Beräich vun der Grondschoul gemaach huet mat der Aféierung vum kompetenzorientéierte Léieren an deenen Erfahrungen an och Upassungen, déi an engem groussen, vasten Dialog an deene leschte Wochen a Méint gemaach gi sinn a fir eis dee richtege Wee sinn an och vun eis eng grouss Ënnerstëtzung och weider wäerten hunn, grad wéi déi Reformdynamik, déi fir innovativ Rahmebedéngungen an der Schoul gemaach ginn ass: École de la deuxième chance.

An natierlech hoffe mer, dass mer dach awer vläicht nach, och mat deem Schwamp, deen op all deenen Diskussioune läit, wat d'Strukturännerunge sinn um Niveau vum Secondaire, bei Proffen a Schoulmeeschteren am Zesummenhang mat der Reform vum Statut an der Fonction publique, dass mer och hei e minimaalt Zil fannen, fir d'Reform am Secondaire och ze réusséieren. A mir ginn der Madame Delvaux Akt vun hirem Asaz, inhaltlech an och soss perséinlech, fir déi Reformen do à bon port ze bréngen. Si huet eis proposéiert, jo Enn Abrëll e Projet de loi virzeleeën, an ech mengen, et ass dann och un der Chamber wéi un den Acteuren dobaussen, fir ze kucken, dass mer kohärent no der Reform vun der Grondschoul och elo déi Reform am Secondaire maachen.

Eng Rei vun Erfolleger muss ee jo awer och kënnen nenne bei allen Diskussiounen, déi problematesch an deem Beräich do sinn. Wann ech gesinn, dass den Taux de décrochage scolaire am Schouljoer 2003-2004 bei 17,2% louch an dass en 2010-2011 bei 9% louch, dat weist awer, mengen ech, dass mer och an den Zuelen, an de Bilane konkret, positiv Resultater hunn, déi op eng gewësse Politik och zréckzeféiere sinn.

An ech géif och der Madame Delvaux an dem Aarbechtsminister wënschen, dass déi Efforten, déi gemaach ginn am Moment, fir déi al Léierbud vun Déifferdeng ze retten, fir domadder ee wichtege Pion och ze setze fir eng iwwerbetriiblech Ausbildung, déi gemaach gëtt, dass déi och zu engem gudde Resultat kéinte gefouert ginn. Et wär e wichtegt Zeechen, fir ze weisen, dass och d'Sozialpartner hei hiren Apport ginn, fir do zu engem gudden Enn ze kommen.

Ech wëll net ze vill laang aushuelen iwwert d'Problematik vum Chômage. Mir sinn an eiser Kommissioun amgaang, säit Wochen a Méint, a well ech niewebäi President vun där Kommissioun sinn, wëll ech de Memberen och heibanne wierklech Merci soe fir deen Asaz, deen an der Kommissioun ass, fir dee Sujet do wierklech seriö bis an de Fong mat den Acteuren ze diskutéieren. An eis Kolleegen André Bauler a Roger Negri si jo, mengen ech, amgaang elo, och zu hirem Rapport ze kommen. Mir hunn nach zwou Réuniounen ze maachen, och nach eng mam Aarbechtsminister, a wäerten dann de 15. Mee hei doriwwer diskutéieren.

Jiddefalls déi Inadéquatioun, an ech soen Iech näischt Neies, déi Inadéquatioun, dass mer eng Tatsaach hunn, dass an de Krisejoren hei an dësem Land Dausende vun neien Aarbechtsplaze geschafe gi sinn a gläichzäiteg de Chômage an d'Luucht geet, dat ass eng verréckt Situatioun. A wa mer et fäerdegbréngen an deem Débat grad wéi an den Efforten, déi den Aarbechtsminister mécht, fir nach méi proaktiv eng Beschäftegungspolitik ze kréien, fir déi Jonk iwwert d'Formation sur le tas oder awer och iwwert d'Formatioun generell zu deenen Aarbechtsplazen ze kréien, déi an deenen eenzelne Secteure geschafe ginn, mengen ech, dann hu mer dee richtege Wee hei gemaach.

Derbäi kënnt jo och, dass vun europäescher Säit déi sougenannten „Garantie jeunes" jo dozou féiert, dass mer eis verflichten, fir deene Jonken eng Ausbildungs- oder eng Aarbechtsplazméiglechkeet ze ginn, fir se an de Créneau ze kréien, fir se an e soziaalt Liewen ze kréien, fir se dozou ze kréien, dass se wierklech och sech derwäert fillen, dass se eng gewësse Würd spieren als Member vun där Gesellschaft.

Et ass de Moie schonn e puermol, och zum Schluss elo vum Kolleeg Claude Meisch, iwwert d'Fro vun der Familljepolitik a vun der Kannerbetreiung gesot ginn. Ech wëll hei soen, mir hunn 2006 - an ech wëll dat och de Sozialpartner, virun allem och de Gewerkschaften an Erënnerung ruffen -, mir hunn 2006 en Accord an der Tripartite fonnt, dee jiddwereen ënnerschriwwen huet, fir d'Desindexéierung ze maache vum Kannergeld a fir déi Suen do ze huele fir eis Infrastrukturen, wou mer am europäesche Verglach ganz wäit hanne waren, fir an engem

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

wierklech groussen Effort eis Betreiungsstrukture fir Kanner ze verbesseren. An ech wëll hei soen, mir hunn dee Paradigmewiessel fäerdegbruecht!

Sécher huet d'Desindexéierung dozou gefouert, dass eng 400 Millioune manner Kannergeld an deene leschte Joren ausbezuelt gi sinn - weist iwwregens och do d'Handlungsfäegkeet vun dëser Koalitioun -, mä ëmgedréint, par rapport zu deene 400 Milliounen, mam Accord vun de Sozialpartner, hu mer iwwer 500, vläicht souguer 600 Milliounen an deeneselwechte Joren investéiert, fir d'Betreiung vun de Kanner ze verbesseren, fir d'Vereinbarkeet tëschent Famill a Beruff fir d'Familljen a virun allem fir d'Fraen, déi heiansdo duebel- an dräifach belaascht sinn an engem Stot, ze verbesseren. Mir hunn dee Paradigmewiessel fäerdegbruecht!

Dat war eng grouss Politik, déi mer gemaach hunn. An ech soen och, an den Iwwerleeunge fir d'Zukunft, fir 2015 an 2016, ass och hei eent vun de Spannungsfelder, iwwert dat mer weider mussen diskutéieren, wéi mer méi effikass nach a méi gestäerkt och déi Transferten do an Zukunft wäerte maachen. Ech soen awer och, an ech mengen, mir wëssen dat, dass - ech huelen d'Chèques-services - et net gutt ass, wann een an engem Joer zweemol d'Tariffer innerhalb vun de Chèques-services ännert. Dat ass och fir d'Famillje keng Planungssécherheet, an ech mengen, mir mussen och do wëssen, wéi wäit dass mer ginn.

Mir hunn emol eng Kéier den Usaz alleguerte gehat, fir ze mengen, dass een déi Kannerbetreiung an engem gesamte Modell vu grousser öffentlecher Schoul gratis sollt maachen. Mir sinn e Strapp dovunner nach ewech. Mä ech mengen, mir mussen och oppassen - an d'Caritas, mengen ech, huet dat virun e puer Deeg nach richtegerweis gesot -, dass mer an deene Strukturen och eng gewësse Mixitéit garantéieren, dass mer et net dozou féieren, dass mer de Coût esou maachen, dass aus deenen aiséierte Familljen d'Kanner alleguerten erausgezu ginn an ewechgezu ginn an erëm a Privatstrukture gestach ginn an dass mer an den öffentleche Betreiungsstrukture just déi ënnescht sozial Schichten hunn. Ech mengen, e grousst pädagogescht Konzept brauch Mixitéit, an dofir, mengen ech, musse mer ganz gutt oppassen, höllesch oppassen, wat mer an deem Beräich an Zukunft maachen.

Ech wéilt en zweete Chantier, eng zweet Prioritéit nennen, dat ass déi, dass mer e staarke Sozialstat brauchen. Mir si Gott sei Dank aus deene Joren erauskomm, wou mer gemengt hunn, mir hate jo esou eng Phas gehat, esou eng Phas vu Liberaliséierung, wou gemengt ginn ass, de Sozialstat, dat wär esou eppes Almoudesches, dat wär „Old Europe", „Old Labour", a Gott sei Dank gouf et der eng Rei, déi têtu genuch waren, fir ze soen, dass et och besonnesch an de Jore vun der Kris sech elo erweist, wéi wichteg dee Sozialstat, wéi wichteg d'Sozialtransferte sinn, fir dass d'Leit net an Aarmut, an d'Aarmutsfal falen.

An ech mengen, et ass och um Niveau vun deene groussen Aggregater - an ech si frou, dass de Sozialminister do ass, fir festzestellen, ech wëll net nach eng Kéier drop zréckkommen, wat mer bei der Krankekeesereform, Pensiounsreform an esou virun...

Mä ech wëll ee Punkt awer ervirhiewen, deen an der Diskussioun iwwert d'Larmoyanz - dat war jo d'Wuert gëschter -, d'Larmoyanz, dat permanent Gekräischs, wat een héiert, och vun de Patronatsvertrieder, do wëll ech emol eng Kéier soen: Et ass am Beräich vun deene groussen Aggregater do, wéi stabil mer d'Lounniewekäschten an deene leschte Joren, et kann ee scho bal soe Jorzéngte gehalen hunn! An déi Studie, déi mer d'lescht Woch gesinn hunn iwwert d'Lounniewekäschten an Europa, huet jo gewisen, dass mer, mengen ech, op der zweetbeschter Plaz louchen, mat deenen zweet- oder drëttniddregste Lounniewekäschten an der Europäescher Unioun.

A wann een dat am Prezise kuckt, da gesäit een, dass mer bei de Krankekeesen, wou mer 2004 en Defizit vun engen 150, 160 Milliounen iwwerholl hunn, dass mer deemools déi leschten Augmentatioun gemaach hu vun 0,13% bei der Cotisatioun, duerno nach eng Kéier, mengen ech, eng kleng hate vun 0,1%, mä dass mer do eng extrem Stabilitéit um Niveau vun de Lounniewekäschten hunn.

A wann ech déi kucken um Niveau vun de Pensiounen, an ech kucken, wat an deenen anere Länner bei Pensiounsreforme gemaach ginn ass, wou oft de Choix vun der Voie de facilité geholl ginn ass, fir einfach ze soen: Ma, dann erhéije mer d'Cotisatiounen! Mir hu säit bal 40 Joer déiselwecht 8% Cotisatioun fir d'Pensiounswiesen, also och fir d'Entreprisen an hir Kompetitivitéit!

A wann ech als drëtt Sail vun de Lounniewekäschte fir d'Entreprisen nach d'Assurance accident, d'Onfallversécherung derbäi hunn, dann ass do souguer d'Cotisatioun zréckgaangen, zréckgaange vun 1,5% op nach 1%! Et soll also keen eis ziele kommen, dass de Stat, dass déi jeeweileg Regierungen an d'Politik net Suerg haten, fir, wa se iwwer Lounniewekäschten an iwwer Reformen an der Sécurité sociale geschwat hunn, dass se net Suerg haten, fir déi grouss Kompetitivitéitstromp, déi mer do hunn, och an deene leschte Joren héichzehalen an dorobber opzepassen!

Ech wëll eng Bemierkung maachen zu der Diskussioun RMG a Mindestloun. Ech hu gëschter gären héiere vum Premier, dass en der Meenung ass, dass ee beim RMG soll ganz gutt oppassen, net d'Béierdëscher ze bedéngen. Ech hat um Kongress vun der CSV scho bal gemengt gehat, ech géif mäi Juncker net méi erëmerkennen, well do jo awer och déi Diskussioun e bëssen ugestiwwelt ginn ass, fir eng Diskussioun ze féieren, wéi héich den RMG misst sinn, wéi d'Verhältnis ass par rapport zum Mindestloun. Ech mengen, dass een do e ganz rouege Kapp soll behalen an einfach och emol d'Zuele kucken. Wann een e Stot hëlt vun zwee erwuessene Leit mat zwee Kanner, dann ass den Ënnerscheed tëschent deem, wat den RMG fir déi duerstellt, an deem, dee fir de Mindestloun schaffe geet, nach ëmmer tëschent 600 a 700 Euro.

Elo kann een der Meenung sinn, dass dat net héich genuch ass, a mir hu jo dofir och, well mer do esou ee Gefill awer hunn, mir hu jo dofir och fir d'éischte Kéier - et ass och vun hei, vu kengem heibannen iwwregens iergendwéi kritiséiert ginn -, mir hu bei der leschter Mindestlounerhéijung vun 1,5% fir d'éischte Kéier den RMG net ugepasst ëm 1,5%, wat mer ëmmer soss gemaach hunn, fir kloerzemaachen, dass et eis a Wierklechkeet am Sozialstat an alle Fäll ëmmer drëm geet, souwuel ze fördere wéi awer och ze fuerderen an, ech mengen, an där Balance do derfir ze suergen, dass d'Solidaritéit spillt, mä dass mer awer och derfir musse suergen, dass mer d'Leit fuerdere mussen, fir och hiren Input ze ginn, wa se e kënne ginn.

Mä ech muss soen, beim RMG, wann ech d'Situatioun konkret kucken, dann hu mer hei ganz vill Frae virun allem, déi en Divorce hanner sech hunn, déi mat Kanner an der Onméiglechkeet sinn, fir iwwerhaapt schaffen ze goen, an dofir frou sinn, dass se op d'Solidaritéit kënnen zielen.

An ech froe mech och heiansdo, an déi Analys misst dann awer och gemaach ginn, ech froe mech dann heiansdo och, wéi vill Angeboter wierklech vum Stat, vun de Verwaltungen, vun de Gemengen iwwerhaapt kommen, fir de Leit am RMG d'Méiglechkeet ze ginn, fir dann och eng Mise au travail ze hunn. Och do mengen ech, dass dat net esou fantastesch ass. Ech hat net d'Zäit, fir dat nach eng Kéier nozekucken, mä et misst een awer och emol eng Kéier kucken, ob mat deene Rieden, déi mer do halen, et wierklech dann um Terrain och déi néideg Apporte gëtt, fir dass d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, fir dorobber da kënnen eng Äntwert ze ginn.

Eng lescht Bemierkung an deem Beräich zu der Fro vum Index: Ech hu virdru gesot, mir hunn eng Léisung fonnt fir dës Legislaturperiod, fir eng Indextranche ze garantéieren, a bis 2014 inclus. An ech mengen, et gëtt och do, wéi bei villen anere Punkten, dann eng Debatt, déi mer ze féieren hunn an der Wahlcampagne. Dat ass jo eng inhaltlech Ausenanersetzung och, fir ze kucken, wat fir eng Iddien do sinn. Ech mengen, et gëtt Virschléi, déi gemaach gi sinn iwwert d'Deckelung vun den Indextranchen. Mir hunn dozou gesot, wat eis Meenung an deem Beräich ass.

Mir hunn déi grouss Angscht, dass dat den Ufank vum Enn vun der automatescher Indexéierung vu Léin a Gehälter a Pensioune wäert sinn. Mir hu ganz kloer gesot, dass mer der Meenung sinn, dass dat fir ganz vill Secteure vun eiser Ekonomie, déi ënner 2- oder 2,5-mol de Mindestloun an hire Lounfächere leien, dass dat fir déi keng Äntwert ass. An ech mengen, dofir diskutéiere mer an deene Méint vum Januar bis de Mee dann doriwwer, wat déi gutt Léisunge sinn.

Fir eis ass et jiddefalls kloer, dass déi Léisung, déi mer elo hu bis 2014, eng Léisung ass, déi mir fir gutt befannen. An ech mengen, nodeem d'Gesetz dann ausleeft, komme mer emol am Prinzip an deen ale Regime zréck an et ass un enger neier Regierung, fir, wa méiglech, erëm eng Kéier mat de Sozialpartner ze kucken, dann zu Léisungen ze kommen, wa se opgrond vun der wirtschaftlecher oder konjunktureller, der finanzieller Situatioun noutwendeg sinn. An ech mengen, mir hoffen dann, och do zu Décisiounen ze kommen.

De leschte Punkt ass dee vum Logement. Ech weess, dass mer do alleguerten eis schwéierdinn, fir zu Konkretem ze kommen.

Ech wëll och fir d'LSAP-Fraktioun soen, mir hu laang d'Prioritéit ëmmer gesat och op d'Förderung vun der Demande. An an der Tëschenzäit gi mer eng hallef Milliard Aiden an de Beräich vun de Logementen, wou mer an den Aarbechte vun dem Budget fir 2013 an der Finanzkommissioun, ech soen et hei nach eng Kéier, wou mer eis an der Finanzkommissioun eens ware mat allen Experten, déi mer do konsultéiert hunn, dass mer mat där hallwer Milliard méi de Wunnengsbau, de Villa-Bau op der Côte d'Azur fördere fir eenzel Promoteuren, wéi mer do vläicht eng Hëllef maachen, déi konkret en Afloss, en Impakt huet op d'Entwécklung vun de Präisser vun den Terrainen a vun de Loyeren.

Dofir mengen ech, et ass och e Paradigmewiessel an eise Käpp, um Niveau vun der LSAP, dass mer an der Tëschenzäit der Meenung sinn, et ass vläicht deen eenzege Wee, fir zu konkrete Resultater ze kommen, d'Offer méi ze stimuléieren, wierklech derfir ze suergen, dass Bauland ausgewise gëtt, dass mer um Niveau vu PAG-Ännerungen, PAPen net siwen, aacht, néng an zéng Joer brauchen, fir zu konkrete Resultater ze kommen, fir dass um Terrain en Angebot stattfënnt, wat et vläicht erméiglecht, fir d'Präisser e bësse besser an de Gréff ze kréien. Ech mengen, et ass e Paradigmewiessel, dee mer, mengen ech, alleguerten droen an eis dozou bekennen, dass mer do vläicht an eng aner Richtung méi musse goen, mä dat awer wierklech dann och mat deem néidegen Impakt och solle maachen.

Eng drëtt Prioritéit ass déi vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie. Mir sinn - ech gi schnell doriwwer ewech, déi Zuele sinn an der Tëschenzäit bekannt - mir sinn an enger ganz schwaacher Croissance, 0,3% 2012, d'Previsioune fir 2013: 1%, an da geet et erëm an d'Luucht op 2% an 3%. Ech weess net, wéi déi Leit dozou kommen, fir zu deenen Zuelen do ze kommen. Ech sinn ëmmer iwwerwältegt, wann ech gesinn, dass mer nach... bei all deenen Experten do, déi eis beim Statsbudget gesot hu virun e puer Méint, mir géife mat 1,6 Milliarden Defizit am Joer 2012 zu Enn kommen, si hu sech ëm eng hallef Milliard gëiert, mä si sinn awer elo schonn erëm capabel, eis ze soen, wéi am Joer 2016 d'Croissance ass. Si wäert ganz gutt sinn, mir freeën eis dorobber, wäerten da gesinn, wéi dat sech an deenen nächste Joren dann och wierklech entwéckelt.

Ech hu gesot, mir hu säit 2008, Joer vun der Kris, zu Lëtzebuerg 40.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. Dat weist, mengen ech, wëll ech och de Patronatsvertrieder hei am Land soen, dat weist vläicht och, dass dëst Land awer vläicht eng besser Kompetitivitéit huet, wéi dat no bausse gemaach gëtt. Mir sollte vläicht och ophalen, eis méi schlechtzerieden, wéi mer dat heiansdo dobausse maachen.

Ech hunn och d'lescht Kéier d'Geleeënheet gehat an der Commission du Travail, wou mer och d'Patronsvertrieder zum Emploi héieren hunn, do hunn ech deene genannt, dass an der weiderveraarbechtender Industrie déi lescht Studie vu virun dräi Wochen de Coût salarial ausgerechent huet vun enger geschaffter Stonn, awer mat allem, net nëmmen de Loun, mä och Lounniewekäschten, fiskaalt Ëmfeld an esou virun, a Lëtzebuerg lant do fir eng geschaffte Stonn an der weiderveraarbechtender Industrie bei 29,7 Euro d'Stonn. Däitschland bei 35,6, Frankräich bei 35,9 an d'Belsch bei 40,6! Ech hunn hinnen déi Zuele virgelies. Den Écho, deen ech kritt hunn, war Null, keng Reaktioun dorobber!

Mä dat sinn awer kloer Zuelen, déi weisen, dass, wann een zu Lëtzebuerg all Elementer kuckt, och kuckt, dass mer eng héich Aarbechtszäit zu Lëtzebuerg hunn an der Grousssregioun par rapport zu deenen anere Länner, déi een emol misst vergläiche mat Däitschland oder mat Frankräich, wann een also all Elementer kuckt, dass mir och ganz kompetitiv Secteuren hunn an ee scho méi eng prezis Feinanalys misst maachen an deenen eenzelne Secteuren. An eis Banque centrale, déi jo och keen Hort ass vu Gauchisten,...

M. Jean-Claude Junker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...och net no deem neie President, deen an der Tëschenzäit do seng Responsabilitéit iwwerholl huet,...

M. Jean-Claude Junker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Heiansdo ass ee Gauchiste, fir eppes ze ginn, mä wann een et bis ass, dann hält een op domat!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Jo, just! Ech kucken... Et war net fir lech, mengen ech.

(Hilarité et interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech mengen, et war net fir den Här Mosar.

(Hilarité)

Bei der Banque centrale, wann een de Rapport vun der Banque centrale gutt kuckt, da seet se an der Kompetitivitéit ganz kloer, dass de Problem net deen ass um Niveau vun den Ustiger vun de Léin, mä si seet ganz kloer, dass dat e Réckgang vu Produktivitéit an eenzelne Secteuren, an der Industrie, am Finanzberäich ass, dass dat och Präisverfall, zum Beispill am Stolberäich, ausmécht, eng gewëssen „Aarbechtskräftehortung", wéi se dat nennt, e schwieregt Wuert, dat och mat Reklassementsproblemer ze dinn huet. Ech mengen, et muss een also méi genau a méi fein analyséieren, wat op deem Gebitt do ze maachen ass.

E lescht Wuert an deem Beräich ass dat vun de Prozeduren. Ech hunn de Wirtschaftsminister virun e puer Deeg op enger anerer Plaz héiere soen, dass an där ganzer Zäit, wou hie säit engem Joer Entreprisë begéint huet, heiheem an och am Ausland, dat Wuert „Index" an deenen Diskussiounen iwwerhaapt ni gefall ass, mä dass dat, wat gefall ass a wat eise Problem Nummer eent um Niveau vun der Kompetitivitéit ass, déi Fro vun de schnellen Décisiounen, déi Fro vun de laangwieregen, schwéierfällege Prozeduren ass.

An ech war frou, gëschter ze héieren, dass, och wann d'Table ronde, déi grouss, d'Houmass, nach net stattfonnt huet, an dem État vill geschafft ginn ass - an ech héieren dat och vun enger ganzer Rei vun Acteuren, déi do laanschtgepilgert sinn an der Tëschenzäit -, fir ze kucken, wierklech erauszefannen: Wou fanne mer, wou kënne mer dee Big Bang do realiséieren um Niveau vun de Prozeduren, fir dass mer do déi Tromp, déi mer do haten, erëm zréckfannen an dann un deem ronnen Dësch och vläicht zu konkrete Resultater kommen?

Ech wëll e véierte Chantier, eng véiert Prioritéit soen, déi um Niveau vun den öffentleche Finanzen. Ech huelen net déi Zuelen nach eng Kéier alleguerten eraus, déi de Premier gëschter hei genannt huet, déi dozou féieren, dass mer eng grouss Suerg mussen hunn, eng grouss Suerg! Et gëtt eng Tabell, déi, wann ech se ëmmer erëm kucken, déi mer am meeschte Suerge mécht: Dat ass déi vun der Verschëldung hei am Land.

Wann ee gesäit, dass mer 2006, fir déi Zuelen nach eng Kéier ze nennen, dass mer am Joer 2006 eng Verschëldung hate vu ronn 6% vun eisem PIB, an elo, wa mer näischt maachen an näischt gemaach hätten, bei enger Verschëldung vu 35% landen; wa gläichzäiteg d'Charge de la dette am Joer 2006 bei 67 Millioune louch d'Joer...

(Interruptions)

Wann ech gelift!

...dass d'Charge de la dette bei 67 Millioune louch 2006 an, wa mer näischt gemaach hätten an näischt maachen, am Joer 2016 bei 335 Millioune lant: Dat ass déi Hypothéik, déi mer net däerfen op déi zukünfteg Generatioune leeën!

Dat ass déi Verantwortung, déi mer hunn, an dofir hunn ech - wann den Här Meisch mécht, wéi wann dat hei eng Laisser-aller-Politik gewiescht wär an deene leschte Joren -, um Niveau vun der Konsolidéierung gesot, dass déi Effortë vun 2012 - iwwer 600 Milliounen! -, déi Effortë vun 2013 - iwwer 900 Millioune Konsolidéierung! - wierklech an déi Richtung do ginn!

A wann ech mer virstellen, dass mer d'lescht Joer, och mat dem Apport vun der Chamber hei, et net fäerdegbruecht hunn, dee Pak opzeleeën, an ech rechnen dann aus, wou mer géife lande mam Ewechfale vun der TVA um E-Commerce, wann ech do nach eng hallef Milliard géif derbäirechnen, wou mer da géife landen, da weess een, dass dat en irresponsabele Wee gewiescht wär!

Mir hunn dofir versicht, fir ausgeglach a gerecht eng Verdeelung vun Efforten ze maachen, an ech mengen, dat ass eis och gelongen, fir d'öffentlech Schold do ofzebremsen. Mir haten emol ëmmer, och wann dat néierens geschriwwen ass, mä mir haten emol an de Käpp, mengen ech, alleguerten, dass een d'Verschëldung zu Lëtzebuerg net iwwer 30% vum PIB soll uwuesse loossen. Mir hunn dofir eng Responsabilitéit, derfir ze suergen - wa mer näischt maachen, dass dat dozou féiert -, dass mer also scho sollten Efforten an deem Beräich maachen.

Ech wëll e puer Saache kommentéieren, zum Beispill déi um Niveau vun der TVA. Den Här Etgen an och den Här Meisch, gëschter op enger anerer Plaz, hu gefrot, wéi mer dann als LSAP un déi Froen do eruginn, un dat Ewechfale vu 500 Milliounen, an där Perspektiv, dass

mer bei enger Verschëldung lande vun 1,6 Milliarden an de Joren 2016 an doriwwer eraus, wéi mer déi da wëllen upaken.

Ech wëll dozou ganz kloer soen: Mir bleiwen och weiderhin, wat TVA-Erhéijung ubelaangt, ganz skeptesch. Mir mengen net, dass dat de Kinnekswee ass, fir Recetten an der Zukunft ze generéieren. Ech wëll och ganz däitlech soen, dass mir déi Eenzeg heibanne sinn, déi eenzeg Partei heibanne sinn, déi virun engem Mount öffentlech an transparent op hirem Kongress iwwert déi Fro vun der TVA diskutéiert huet an eestëmmeg eng Resolutioun dofir och ugeholl huet.

Mir hunn also mat eise Memberen, mat eisen Delegéierten doriwwer geschwat, an eis Positioun ass ganz kloer, dass mer déi Skepsis behalen, dass mer awer der Meenung sinn, dass et wichteg ass par rapport zu deenen Ewechfäll, déi do nach kommen, déi op eis zoukommen, an der Perspektiv vun Defiziter vun zwou Milliarden am Zentralstat, dass mer dorobber Äntwerte musse ginn um Niveau vun den Dépensen an och um Niveau vun de Recetten. An dofir war meng Meenung hei am Numm vun der LSAP-Fraktioun ëmmer déi, dass mer an dëser Legislaturperiod keng TVA-Erhéijung wëllen, mä dass mer awer bereet sinn, ze diskutéieren am Rahme vun enger gesamter Steierreform.

An ech mengen, dat hu mer elo gëschter am Numm vum Premierminister och héieren, déi éischte Kéier héieren, dass mer am Rahme vun enger gesamter Diskussioun iwwer eist Steierwiese bereet sinn, och iwwert d'TVA ze diskutéieren, en sachant bien, dass mer jo do iwwert de Regelsaz diskutéieren, mä dass mer eng Diskussioun och ze féieren hunn iwwert déi Tauxe vun 3% a vu 6% a vun 12%, wou Der Iech kënnt virstellen, dass mir der Meenung sinn, dass ee bei deenen Tauxen do soll bleiwe fir all déi elementar wichteg Konsumgidder, déi d'Leit hunn.

A wa gëschter gesot ginn ass, mir wëllen och an Zukunft, egal wat mer do maachen, dee kompetitiivsten TVA-Saz an Europa behalen, a wann ee weess, dass deen nächsten zu 15%, deen nächste Malta, mengen ech, ass mat 18%, wa mer also dee kompetitiivste wëlle behalen, da weess een also ongeféier, a wat fir enger klenger Marge sech dat beweegt, wat mer an der Koalitioun diskutéiert hunn, en sachant bien, dass et fir eis wichteg ass, och iwwert déi niddreg Säz ze diskutéieren.

Dat ass fir eis eng wesentlech Debatt, a mir sinn der Meenung, dass an enger grousser Steierreform - an ech war ganz frou ze liesen de Moien, dass de President vum OGB-L an deem Zesummenhang och seet, dee jo och nach President vun der Chambre des Salariés ass, och gesot huet, dass een dat natierlech muss gesinn am Rahmen och vun Diskussiounen iwwert de Spëtzesteiersaz, iwwert d'Besteierung vum Kapital, iwwert déi Froe vun der Mindestbesteierung, déi mer elo agefouert hunn, vun den Entreprisen -, dass een do also eng grouss Diskussioun muss féieren iwwer all déi Elementer do.

Ech mengen, eis gréng Kolleege sinn net déi Eenzeg, déi säit Laangem soen, dass mer dann och déi ökologesch Lenkungsinstrumenter mussen analyséieren, op de Métier huelen a vläicht anerer aféieren, fir wierklech och do zu Resultater ze kommen. Leider ass jo d'Klimaschutzdiskussioun am politesche Raum e bëssen dout an der Tëschenzäit, erdréckt duerch Wirtschafts- a Sozialproblemer. Si ass awer nach ëmmer reell. Si ass awer nach ëmmer reell do, an et gëtt ëmmer nach d'Noutwendegkeet, och an enger Energiewend, iwwert déi Elementer do ze diskutéieren.

Wat d'Dépensëséit ubelaangt, mengen ech, sinn d'Chantiere bekannt: Frais de fonctionnement, Effikassitéit vum Stat, gutt Asetze vun de Gelder an de Verwaltungen, d'Diskussioun iwwert déi grouss Transferten, déi gemaach ginn, um Niveau och vun de Familljentransferten, um Niveau vun den Aidë beim Logement, wou ech de Moien hei eng ganz kloer Ausso gemaach hunn, wat mer mengen iwwert déi Aiden an hir Wierksamkeet op dat, wat mer u sech wëllen erreechen.

An och bei den Allocations familiales, beim Kannergeld, beim Kannerbonus, mengen ech, hu mer e Paradigmewiessel gemaach. Mir hu jo do net näischt gemaach! Wann ech déi Zuele kucken, déi ech virdru genannt hunn, déi weisen, dass mer dee Paradigmewiessel do och wierklech fäerdegbruecht hunn.

Ech wëll ganz kuerz, an zwee Sätz, fir de Minister vun der Nohaltegkeet, deen hei ass, soen, dass déi fënneft Prioritéit fir eis all déi Efforten um Niveau vun der Nohaltegkeet sinn. Mir héiere mat ganz vill Satisfaktioun, dass am Joer 2014 ënnert déi Projeten, déi nei kommen - also net nëmmen nei als Iddi, mä och nei mat finanziellen Oplagen a mat enger Perspective de réalisation - och den Tram gehéiert. Den Tram net als dat Instrument, wou mir der Meenung sinn, dass dat all d'Problemer vum öffentlechen Transport wäert léisen an d'Problemer, déi mer um Niveau vum Verkéier hunn, mä als ee wichtegt Element vun deem gesamten Investitiounspak, deen all fënnef Joer en aneren Numm kritt als Konzept, mä awer ëmmer iergendwou, Gott sei Dank, an der Tëschenzäit an déiselwecht Richtung geet.

Mir géifen eis wënschen - wann ech de Kolleeg Roger Negri an och de Kolleeg Roll Schreiner kucken, déi allen zwee sech och Suerge maachen, wéi mir alleguerten -, dass een endlech och um Niveau vun der Streck, där neier Streck, déi mer musse bauen tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, virukënnt, an de Prozedure virukënnt, endlech och zu engem Projet de loi kënnt. Well dat ass fir d'Eisebunn an der Iwwerlaaschtung vun där Streck säit Joren eng vun de ganz wichtegen Investitiounen, déi muss gemaach ginn.

Ech hu grad och gesot, an der Fro vun der Steierreform, dass et do noutwendeg ass, och d'Energiefro, d'Fro vun der Energieeffizienz mat all deenen Iddien, déi et do gëtt - an et si jo och gëschter eng Rei vun neien Iddien hei opgeluecht ginn -, dass et och noutwendeg ass (veuillez lire: noutwendeg ass, déi ze kucken).

Ech hätt mer gewënscht, an eis Fraktioun och, dass mer déi Plans sectoriels, déi véier, déi mer am Oktober 2008, viru fënnef Joer, virgestallt hunn...

Une voix.- Dat ass scho laang hier!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...déi mer viru fënnef Joer virgestallt hunn, déi véier, déi do sinn dee vun de grousse gréngen Zonen, dee vum Transport, vum Logement a vun de Zones d'activités, dass mer um Enn vun dëser Legislaturperiod déi Plans sectoriels och wierklech als juristesch Instrumenter hätten. Ech fäerten, wann ech gesinn, wéi laang mer gebraucht hunn, och mir am héijen Haus hei, mä och anerer, fir d'Reform vum Aménagement du territoire zu Enn ze féieren an an d'Prozedur ze kommen - dat gëtt eng laang, grouss Prozedur mat alle Gemengen, mat der Chamber, mat den Acteuren dobaussen -, ech fäerten, dass mer bis zum Enn vun der Legislaturperiod leider net à bon port wäerten ukommen.

Dat ass schued, well dat, mengen ech, wichteg Instrumenter gewiescht wäre fir all aner Décisiounen, déi mer och a groussen Investitiounen heiansdo do ze huelen hunn. Mä mir schwätzen heiansdo - ech sinn och verwonnert, well d'Leit heiansdo schwätzen -, wéi wann déi schonn do wären. Et gëtt da gesot: „am Plan sectoriel...". Mir hu bis elo nëmme Projets de plan sectoriel, an ech mengen dofir nach eng Kéier un all déi Acteuren, déi do mat betraff sinn, dass se wierklech kucke weiderzekommen, fir dass mer do zu Enn kommen.

Ech wëll eng kuerz Konklusioun zéien, fir ze soen, dass dës Regierung gutt gehandelt huet an deene leschte Joren. Ech hunn a ville Beispiller opgewisen, wou konkret an deenen eenzelne Politikfelder e Weiderkommen ass, dass dëst Land gutt duerch d'Kris gefouert ginn ass, bei allem - ech soen dat ëmmer erëm! - bei allem, wat et och u Grozonen hei an dësem Land gëtt.

Ech sinn deen Allerleschten, deen der Meenung ass, dass hei am Land alles gutt ass. Ganz am Géigendeel! Et gëtt ganz vill Aarbechten, och am soziale Beräich, am Beräich vun dem Aarbechtsrisiko, déi mer och an Zukunft ze maachen hunn. Dofir ass dat och, mengen ech, esou wichteg, dass mer déi Sujeten do héichhalen.

Mä ech soen nach ëmmer: Wann ech kucken - fir och ze soen, wou mer an Europa an der Tëschenzäit gelant sinn -, dass d'Belsch Däitschland op d'Geriicht hëlt wéinst der Niddregloun-politik, déi et mécht, an domadder deem Dumping, deen et mécht par rapport zu der Kompetitivitéit vun aneren, a wann ech heiansdo Talkshowen an Däitschland kucken an ech gesinn, dass do Leit sëtzen, eng Coiffeuse do sëtzt, déi eis dann do zielt, dass se fir 600 Euro de Mount 40 Stonnen an der Woch, an heiansdo mat Iwwerstonnen, muss schaffe goen, da sinn ech frou, dass mer zu Lëtzebuerg de Mindestloun an dëser Legislaturperiod zweemol gehéicht hunn! Net erofgesat hunn, mä gehéicht hunn, fir, mengen ech, kloerzemaachen, wat fir eng Politik mer och dobausse wëllen: dass mer do keen Export a Wettbewerbsfetischismus maachen, mä och drun denken, dass et ëm Mënsche geet, déi do derhannertstiechen, hanner all deenen Décisiounen, déi mer mussen huelen!

Dofir ass déi Politik vun de Gläichgewiichter par rapport engersäits zu der Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen, wat mer fir d'Hypothéik vun de jonke Leit musse maachen, an neien an ale Wuesstumsimpulser, tëschent der Wettbewerbsfäegkeet, déi mer brauchen, awer och sozial Gerechtegkeet, tëschent Solidaritéit, déi mer brauchen, awer och Effizienz, déi mer brauchen, an an engem Sozialstat net nëmme Rechter, mä och Flichten, déi mer brauchen, an där Politik fënnt d'LSAP sech erëm an huet dofir mat Satisfaktioun d'Erklärunge vum Premier gëschter hei zur Kenntnis geholl.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Mir wären dann elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. De Mëtteg fuere mer viru mat als éischtem Intervenant dem Här François Bausch.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.44 heures)

Sommaire des séances publiques nos 27, 28, 29 et 30

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg p. 317-323

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 323-325

Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture p. 325-331

Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen p. 331

Communications p. 332

Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 332

Ordre du jour p. 332

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 332-333

- Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 333

- Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 333

- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334-335

- Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 335-336

- Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports p. 336

- Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 336

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau p. 336-339

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées p. 339-340

Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne p. 340-343

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 344-348

Débat sur l'état de la nation p. 348-358

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2333	Eugène Berger	Problématique de l'amiante
Session ordinaire 2012-2013		
2415	Gilles Roth	Taxes à percevoir par la CSSF
2427 cf. 2436 et 2438	Serge Wilmes	Ancien siège de l'ARBED
2436 cf. 2427 et 2438	Fernand Kartheiser	Ancien siège de l'ARBED
2438 cf. 2427 et 2436	Roger Negri	Ancien siège de l'ARBED
2498	Gast Gibéryen	Commissariat aux assurances
2525	Fernand Etgen	Direction de l'Administration des Douanes et Accises
2558	Claudia Dall'Agnol	Masse maximale des ambulances
2564	Marc Lies	Pacte logement
2570	Marcel Oberweis	Distance minimale entre des lignes électriques et des maisons privées
2572	Ben Fayot	Réduction de la vitesse de circulation dans le quartier de la gare
2577	Claude Meisch	«Stay behind»
2579	Gast Gibéryen	Rénovation de l'ancien CIPA à Sanem
2580	Eugène Berger	Activités auxiliaires effectuées par des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes
2585	Fernand Kartheiser	Confection d'un catalogue du Musée National d'Histoire et d'Art
2598	Jean Colombera	Maladies chroniques
2601	Emile Eicher	Construction d'un nouveau Lycée technique Agricole (LTA)
2603	Sylvie Andrich-Duval	Panneaux signalant des hameaux et lieux-dits
2610	Carlo Wagner	Fusion des hôpitaux du Kirchberg et de la Zithaklinik
2611	Nancy Arendt	Sport à l'école
2614	Fernand Kartheiser	Frais d'inscription à l'Université du Luxembourg
2617	Marc Spautz	Mesures antibruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette
2619	Tessy Scholtes	Accidents causés par des conducteurs roulant à contresens
2620	Claude Adam	Rencontre internationale pédagogie & psychologie
2622	Gast Gibéryen	Plafonnement de l'index
2624	Gast Gibéryen	Plafonnement de l'index
2625	Ben Fayot	Obligation scolaire
2626 cf. 2643	Lucien Lux	Luxembourg Air Rescue
2627	Marcel Oberweis	Métiers techniques
2628	Fernand Kartheiser	Contrôles effectués par une société privée à l'Aéroport de Luxembourg
2629	Gast Gibéryen	Emprunt contracté en décembre 2008
2630	André Bauler	Nouveau site pour la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture
2632	André Bauler	Ancien couvent de Eisenborn
2634	Alexandre Krieps	Transferts de patients à des centres de phlébologie étrangers
2636	Fernand Etgen	Impôt spécial dans l'intérêt du service incendie
2637	André Bauler	Agence régionale de l'ADEM
2638	Alexandre Krieps	Tramadol
2639	Marcel Oberweis	Amiante au Luxembourg
2640	Jean Colombera	Hébergement web de sites commerciaux à caractère pornographique
2641	Jean Colombera	Transit de poids lourds le long de la Moselle
2642	Jean Colombera	Le «précédent chypriote» et la confiance des épargnants
2643 cf. 2626	Jean Colombera	Problèmes de l'Air Rescue avec le service de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg
2644	André Bauler	Éventuelle fermeture du centre de distribution de l'entreprise des P&T à Ingeldorf
2646	Léon Gloden	Répartition entre l'État et les communes des recettes générées par les agents municipaux
2648	Jean Colombera	Audit de la santé au travail et codification des incapacités de travail
2649	Jean Colombera	Droit d'asile pour les collaborateurs du contingent luxembourgeois au cours des missions de l'ISAF
2650	Fernand Kartheiser	Entrevue de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères avec son homologue brésilien
2651	Jean Colombera	Pension d'orphelin
2658	Fernand Etgen	Réfection du mur du pont traversant la Sûre au lieu-dit «Heischtergronn»
2692 urgente	Viviane Loschetter	Licenciements auprès de l'OPE

Session ordinaire 2011-2012

Question 2333 (1.10.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **problématique de l'amiante:**

Régulièrement la problématique de l'amiante ressurgit dans l'actualité. À noter que le danger émanant de cette substance diffère selon son mode d'utilisation (amiante en vrac, ciment d'amiante, amiante blanc). Sachant que cette substance est présente dans bon nombre de bâtiments publics, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

a) Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il existe un inventaire, une base de données ou un cadastre concernant la présence d'amiante ou d'autres substances dangereuses dans les bâtiments publics?

b) Dans l'affirmative, quels bâtiments en sont concernés et à quel degré?

c) Existe-t-il un programme de travaux de désamiantage pour les bâtiments publics? Quels en sont les échéances et les coûts prévisibles?

Réponse (16.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur une éventuelle présence de l'amiante dans les bâtiments publics.

En effet, il n'existe pas d'inventaire, de base de données ou un cadastre regroupant les informations sur la présence d'amiante ou d'autres substances toxiques dans les bâtiments publics.

Cependant, une étude étendue de détection d'amiante avait été lancée en 1997 par l'Administration des Bâtiments publics, en collaboration avec un bureau spécialisé de Karlsruhe, dans le but d'identifier les bâtiments affectés par la problématique de l'amiante apparente, respectivement de l'amiante potentiellement en contact avec les utilisateurs. Vingt-trois bâtiments jugés à risque avaient été repérés. Trois bâtiments avaient nécessité une intervention immédiate, les autres bâtiments touchés ont profité de petites interventions lors de travaux d'entretien courant.

En ce qui concerne un éventuel programme de travaux de désamiantage pour les bâtiments publics, je me permets de préciser que les agents concernés de mes services jouissent de formations continues dans la matière et sont bien conscients de la problématique. Lors des visites habituelles des bâtiments, les responsables de l'Administration des Bâtiments publics sont instruits à lancer une étude ciblée dès qu'un doute sur la présence éventuelle d'amiante dans un matériel se présenterait.

Ainsi, mes services ont investi au cours des dernières dix années environ 2,7 millions d'euros pour des interventions de décontamination de petite envergure réalisées dans le contexte d'un entretien courant dans une centaine d'immeubles appartenant à l'État.

Par contre, des analyses approfondies, nécessitant la destruction de matériaux afin d'accéder à des couches éventuellement contaminées par l'amiante, ne sont réalisées que dans le cadre de travaux d'assainissement de fond. Des études approfondies sont systématiquement lancées lors des projets d'envergure d'extension, de transformation ou de rénovation avant le début du chantier afin de minimiser le risque pour les travailleurs engagés sur le site et d'éviter des retards dans le déroulement des travaux. L'ancien Palais de justice des Communautés européennes au Kirchberg, le bâtiment de la Cour des comptes, le Lycée technique Mathias Adam, annexe Jenker à Differdange, et actuellement l'Athénée et le Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette sont des exemples de tels projets.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2415 (16.11.2012) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **taxes à percevoir par la CSSF:**

Dans le cadre de la modernisation de la législation de la place financière, le Grand-Duché de Luxembourg a promu la titrisation d'actifs à partir du Luxembourg en confectionnant un cadre législatif performant, compétitif et attrayant en vue de l'exercice de cette technique financière. Il existe à l'heure actuelle plus de 900 véhicules de titrisation au Luxembourg, dont une bonne trentaine sont réglementés par la CSSF.

Il me revient que dans le cadre du règlement grand-ducal du 29 septembre 2012 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF les taxes destinées à couvrir les frais de l'exercice de la surveillance des activités liées aux marchés de capitaux et surtout à la titrisation vont considérablement augmenter à partir de l'exercice 2013.

À titre d'exemple, le montant total de taxes dues pour la mise en place d'un véhicule de titrisation agréé à compartiments multiples suivie d'une émission d'obligations va passer de 13.500 euros, selon les taux actuels, à 43.000 euros prévue, soit une augmentation des taxes de 29.500 euros.

En plus, le montant des taxes prévues va être supérieure aux taxes perçues par les autorités des juridictions étrangères avec lesquelles le Luxembourg est en concurrence directe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Une analyse a-t-elle été menée quant à l'impact potentiel dudit règlement sur les véhicules de titrisation et les marchés des capitaux luxembourgeois en général et, le cas échéant, quelles en sont les conclusions?

- Quel est l'impact de l'augmentation des coûts d'approbation des prospectus sur le nombre de cotations à la Bourse de Luxembourg et ceci par rapport aux autres places boursières concurrentes?

Réponse (25.4.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Conformément à l'article 24 de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier, les frais de l'exercice de la surveillance du secteur financier et de la supervision publique de la profession de l'audit doivent être couverts par des taxes à percevoir auprès des entités sujettes à la compétence de la CSSF. Étant donné qu'il s'avérait depuis un certain moment qu'il n'y avait plus moyen d'assurer cette couverture sur base du régime de taxation en vigueur, une révision des taxes vers le haut s'imposait.

Lors de la révision telle qu'elle a été retenue par le règlement grand-ducal du 29 septembre 2012 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF, le Gouvernement a appliqué le principe fondamental qui consiste en une adaptation des tarifs sans déroger au principe général selon lequel les coûts engendrés par la surveillance du secteur financier sont couverts par les taxes forfaitaires à prélever sur ce secteur.

Il a également été tenu compte des coûts de la surveillance sur des places concurrentes, bien qu'une comparaison directe ne soit pas possible au vu de la diversité des régimes ainsi que de l'impact potentiel d'une hausse des tarifs, même si pareil impact ne se laisse pas exprimer de façon chiffrée. Le projet de règlement grand-ducal a été discuté et approuvé au sein du Conseil de la CSSF, au niveau duquel le secteur financier est représenté.

En ce qui concerne plus particulièrement les organismes de titrisation, il convient d'abord de relever que le législateur n'a soumis à la surveillance de la CSSF qu'une petite minorité de ces organismes (32 à l'heure actuelle) et que la hausse du coût de la surveillance ne touche donc qu'une population réduite. Cela étant, le Gouvernement a, par un règlement grand-ducal du 18 février 2013, ramené la taxe de surveillance annuelle prévue pour les organismes de titrisation de 20.000 à 12.000 euros, rencontrant ainsi les préoccupations de l'honorable Député.

En ce qui concerne les frais de la surveillance des prospectus boursiers, le Gouvernement n'a pas manqué de prendre en compte le caractère très international des émetteurs qui cotent des valeurs mobilières en Bourse de Luxembourg et partant leur faculté de choix de place de cotation. À ce sujet, la CSSF a procédé à des études comparatives détaillées en analysant les régimes de taxation applicables dans différents États membres disposant de marchés réglementés comparables à celui du Luxembourg.

Dans ce contexte, il faut néanmoins souligner que les régimes de taxation des États membres servant de base pour l'établissement de cette comparaison, ne tenaient pas encore compte des nouvelles exigences communautaires en matière de prospectus. Certains de ces États membres vont devoir réviser leurs régimes de taxation, tandis que le nouveau tarif luxembourgeois a déjà été établi au regard de ces nouvelles exigences.

En ce qui concerne la taxe à percevoir dans le cadre de la surveillance des émetteurs soumis à la «Loi Transparence», il convient de noter que le marché de la Bourse de Luxembourg compte, par rapport aux autres marchés européens, une proportion faible d'émetteurs d'actions qui constituent à l'étranger le cœur de la surveillance et contribuent ainsi majoritairement au règlement des taxes prélevées dans ce contexte.

L'honorable Député évoque le risque qu'une diminution du nombre d'approbations de prospectus par la CSSF ou du nombre des émetteurs tombant sous la surveillance de la CSSF en matière de transparence n'ait des conséquences négatives sur les activités de cotation en bourse. Or, en application de la définition de l'État membre d'origine et de la procédure de notification en matière de prospectus ainsi qu'en application de la définition de l'État membre d'origine en matière de transparence, grand nombre des émetteurs, qui voudraient faire admettre leurs valeurs mobilières sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg, n'ont pas besoin de faire approuver leurs prospectus par la CSSF ou ne tombent pas nécessairement sous la surveillance de la CSSF en matière de transparence. L'ampleur du risque évoqué devrait donc rester limitée.

La CSSF devra néanmoins suivre l'évolution de l'activité d'approbation ainsi que du nombre des émetteurs se soumettant à sa surveillance en matière de transparence en vue de pouvoir, dans la mesure du possible, procéder à une évaluation de l'influence du nouveau régime de taxation.

Q128

Question 2427 (23.11.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**ancien siège de l'ARBED:**

Verschidde Lëtzebuerger Medien hunn haut d'Noriicht bruecht, datt de Stolproduzent ArcelorMittal wëlles huet säi Gebai an der Neier Avenue eidel ze maachen, well d'Käschten, fir et ze ënnerhalen, ze héich wieren. Vun engem Verkaf gëtt offiziell net geschwat, mä déiselwecht Medie schwätzen an engems vu Sourcen, déi soen, datt dëst geschwënn de Fall kéint sinn.

Wéi Dir wësst, handelt et sech bei deem Gebai net ëm irgendeent. Et ass den historesche Sëtz vun der ARBED, dem fréieren, grousse Lëtzebuerger Stolproduzent, dee wuel wéi soss keng aner Entreprise d'Geschicht vun onsem Land bestëmmt huet. D'Gebai selwer ass ee vun deene rare momumentale Gebaier, déi et an der Stad ginn.

Gebaut gouf et ufanks den 1920er Joren, zu enger Zäit, wou an der Stad Lëtzebuerg de Plateau Bourbon no an no urbaniseiert ginn ass. Deemools war den Terrain, wou d'ARBEDs-Gebai haut steet, nach an den Hänn vum Stat. An deen hat u sech virgesinn, fir op der Plaz een öffentlecht Gebai ze bauen, wéi z. B. een Nationalmusée oder ee Justizpalais. Zu gudder Lescht ass et dunn awer un d'ARBED verkaaft ginn, déi hei hire Sëtz gebaut huet.

Dat impressionnant Gebai huet allerdéngs niewent senger privater Funktioun am Laf vun der Zäit och eng gewëssen „öffentlech" Funktioun iwwerholl. Esou gëtt et bis haut um Nationalfeierdag vum Stat „gelount", fir kënnen d'Éierentribünen opzeriichten, laanscht déi dann d'Militärparad geet. Doriwwer eraus, ass dat Gebai an den Häerzer vun de Leit eng Zort „öffentlecht" Gebai, well et de Sëtz vun enger Entreprise war, an där aus praktesch all Famill hei am Land ee Member geschafft huet. D'ARBEDs-Gebai gehéiert deemno net nëmmen zum architektoneschen, urbanistesche Patrimoine vu Stad a Land, et „gehéiert" och an engem gewëssene Mooss sengen Awunner.

An deem Kader wéilt ech gären dës Froen un d'Madame an déi Häre Ministere stellen:

- Här Statsminister, an Ärer Ried zur Lag vun der Natioun vun dësem Joer, hutt Dir ënner anerem - an ech zitéieren - dëst gesot: „(...) Ech jiddefalls sinn der Meenung, datt ArcelorMittal, ee Betrib, dee 55 Milliounen Euro kritt fir Préretraite-Ajustement ze bezuelen, als Géigeleeschtung dem Stat sollt gratis Terrainen zur Verfügung stellen, op déi mer kënne mëttelständeg Betriber ënnerbréngen oder awer Wunnenge kënne bauen. Déi grouss Patrone kënnen net nëmmen huelen. Si mussen och kënne ginn. Besser gesot: zréckginn, well ArcelorMittal huet vill vun de Lëtzebuerger kritt. (...)"

- Dofir froen ech Iech, Här Statsminister, ob Dir net menger Meenung sidd, datt dat historescht Gebai vun der ARBED absolut zu Ären Aussoe passt an de Lëtzebuerger Stat dofir mat der Direktioun vun ArcelorMittal verhandele soll, fir dat Gebai kënnen ze kréien?

- Här Finanzminister, wär de Stat prett, fir an Zäiten, wou de Statsbudget een Defizit huet, dat historescht Gebai vun der ARBED ze kafen, falls d'Direktioun vun ArcelorMittal et net fir näischt un de Stat wéilt ginn? Deelt de Finanzminister meng Meenung, datt et sech hei ëm méi wéi just „een" Gebai handelt an datt sech elo fir de Lëtzebuerger Stat eng eemoleg Geleeënheet bitt, déi net méi esou séier zréckkomme wäert, fir Propriétaire dovunner ze ginn? Kéint an esou engem Fall net eng Ausnahm vun der allgemenger Defizitreduzéierung gemaach ginn?

- Madame Kulturministesch, kéint Dir mir soen, wéi dat historescht Gebai vun der ARBED geschützt ass a wat fir eng Bedingunge mussen erfëllt ginn, falls een Aarbechten um an am Gebai maache wëllt?

- Madame an Dir Häre Ministeren, deelt Dir meng Meenung, datt dat historescht Gebai vun der ARBED eng öffentlech, representativ Funktioun sollt kréien, wéi z. B. de Sëtz vun enger öffentlecher oder kultureller Institutioun?

Question 2436 (27.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ancien siège de l'ARBED:**

D'Gesellschaft ArcelorMittal huet bekannt ginn, datt si hiert representatiivt Gebai an der Neier Avenue net weider wëllt notzen. Dëst Gebai steet leider net um Inventaire vun den «Immeubles classés monument national».

Dowéinst wëll ech der Madame Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Ass d'Madame Minister gewëllt, de fréiere Siège vun der ARBED esou séier wéi méiglech an den Inventaire vun den nationale Monumenter opzehuelen?

2. Wéi schnell kann esou eng Prozedur goen?

3. Kann d'Madame Minister versécheren, dat de Patrimoine, deen dëse Siège duerstellt, och duerch en eventuelle Verkaf vun ArcelorMittal kann erhale ginn, dëst iert d'Prozedur fir de Klassement duerch ass?

4. Wär et net sënnvoll, d'Gebaier an der Neier Avenue, vun der Paräiser Plaz bis zur Metzer Plaz, an en Inventaire vun de schützeswäerte Monumenter opzehuelen?

Question 2438 (27.11.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**ancien siège de l'ARBED:**

Comme cela a été largement recensé dans la presse, le groupe sidérurgique ArcelorMittal a annoncé vouloir fermer temporairement les bureaux de son siège social sis à Luxembourg, 19, avenue de la Liberté. Le groupe explique cette décision par les coûts élevés qu'entraîne la maintenance de ce bâtiment historique.

Le bâtiment fut le siège historique de l'ARBED depuis 1922 et à partir de 2006 le siège international du groupe ArcelorMittal. Depuis lors, le bâtiment n'a essentiellement qu'une vocation administrative. Indéniablement, ce bâtiment constitue un patrimoine culturel et national des plus importants pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Le groupe a également avancé qu'une vente du bâtiment ne serait pas étudiée. Or, d'après les informations de RTL, le bâtiment sera vraisemblablement mis en vente et un prix aurait même été cité par un haut responsable du groupe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de s'assurer d'ores et déjà, et malgré les temps de crise, un droit de préemption pour l'État luxembourgeois auprès du groupe ArcelorMittal pour le cas où la mise en vente serait décidée?

Réponse commune (18.4.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

D'Froe vun den Deputéierte betreffen d'Ukënnegung vun der Gesellschaft ArcelorMittal, datt si hiert Gebai an der Neier Avenue net weider wëllt notzen.

Wat d'Kompetenze vun der Kulturministesch ubelaangt, esou ass Folgendes festzehalen:

1. Fir e Klassement als nationaalt Monument ze erreechen, gouf den Dossier vum Siège vun der ARBED der Denkmalschutzkommissioun ënnerbreet. De Propriétaire vum Gebai an d'Stad Lëtzebuerg si gefrot ginn, fir hir Gutachten ofzeginn, wat si och gemaach hunn. Dat gesäit d'Gesetz esou vir, wa keng Urgence besteet.

2. Wann all Avisen ofgi sinn, kann en «Arrêté proposant le classement» geholl ginn. Mat där Décisioun ass d'Gebai effektiv geschützt. An den zwielef Méint no dësem Arrêté muss dann de Regierungsrot des Entscheedung bestätegen, fir datt de Klassement definitif ass.

3. An engem dréngende Fall kann de Kulturminister zu all Moment e Klassement duerchsetzen.

4. D'Gebaier vun der Metzer bis op d'Paräiser Platz leien an der „Zone tampon" vum UNESCO Kulturierwen.

Wat dee finanziellen Aspekt vun deene verschiddene Froen ugeet, ass d'Regierung der Meenung, datt et net responsabel wär, fir an Zäite vu Kris dëst Gebäi ze kafen. D'Regierung wëllt dorop hiweisen, datt et net nëmmen drëms geet, fir dat Haus ze kafen, mä et muss och nach ëmgebaut an a Stand gesat ginn. Niewent dem Präis fir den initialen Invest an den Onkäschte fir d'Embauaarbechte muss een och nach d'Fonctionnementskäschten dobäi rechnen.

Op d'Froe vum Här Députéierte Serge Wilmes, déi sech op Aussoen aus der Ried zur Lag vun der Natioun vun 2012 referéieren, wëllt d'Regierung bemierken, datt dës Aussoen am Zesummenhank mat Terraine stungen, déi vun der Arcelor zur Verfügung gestallt géife ginn an op déi e kéint Betrieber usiedlen oder Wunnenge bauen. Et war manner dru geduecht e Gebäi geschenkt ze kréien, deem säin Ënnerhalt mat grousse Käschte verbonnen ass.

Question 2498 (10.1.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **commissariat aux assurances:**

Den 20. Dezember vum viregte Joer huet de Conseil de la Concurrence mat der Décisioun 2012-Fo-08 enger Rei Assurancen eng Strof operluecht wéinst illegaler Ofsprooch bei den Autosassurancen, méi prezis iwwert d'Ausleeung vum Bonus-Malus-System.

Aus der Décisioun gëtt ervir, datt d'Associatioun vun den Assureuren ACA unerkennt, datt de Commissariat aux Assurances d'Assureuren am Konflikt mat der UCL ënnerstëtz, a weider geet an dem Text vun enger «certaine connivence» tëscht ACA a Commissariat aux Assurances Rieds.

An dësem Kontext géif ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1) Ass dem Minister d'Décisioun vun dem Conseil de la Concurrence bekannt?

2) Wat war d'Reaktioun vum Finanzminister op dës Décisioun?

3) Kann de Minister confirméieren, datt déi enk Relatioun (certaine connivence) tëscht den Assureuren an hirer Associatioun engersäits an dem Commissariat aux Assurances anerersäits besteet?

4) Wat wëllt de Minister ënnerhuelen, fir d'Onofhängegkeet vum Commissariat aux Assurances vis-à-vis vun den Entreprisen aus dem Secteur ze garantéieren?

5) Misst de Minister net derfir suergen, datt de Commissariat aux Assurances d'Neutralitéit tëscht den d'Interesse vun de Konsumenten an de Bedierfnesser vu gesécherten Assurancë garantéiert?

Réponse (17.5.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'aspect cité de la décision du Conseil de la Concurrence a été examiné en présence du directeur du Commissariat aux Assurances lors d'une réunion de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés. À la suite des explications du directeur, les membres de ladite Commission n'ont constaté aucun comportement inapproprié de la part du Commissariat.

Question 2525 (31.1.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **direction de l'Administration des Douanes et Accises:**

Il ressort des médias que le bâtiment, situé sur la place de la gare, qui héberge actuellement la direction de l'Administration des Douanes et Accises sera démoli et remplacé par un nouvel immeuble.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels locaux il est prévu d'installer la direction de l'Administration des Douanes et Accises pendant la période des travaux?

- Est-il prévu d'installer à nouveau la direction de l'Administration des Douanes et Accises à l'endroit susmentionné après la reconstruction du bâtiment en question?

Réponse (18.4.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Différents services de l'État occupent actuellement, en tant que locataire une partie d'un bâtiment situé sur la place de la gare. Il est envisagé par le propriétaire de démolir cet immeuble pour y ériger un nouvel immeuble.

La Commission des Loyers du Ministère des Finances est en contact avec les services étatiques concernés pour veiller au relogement de ces services.

Différentes solutions sont envisagées actuellement tant dans le quartier de la gare qu'à d'autres lieux.

Le choix se fera notamment en considérant les contraintes de délais, l'impact budgétaire, l'accès, etc.

Question 2558 (14.2.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **masse maximale des ambulances:**

Depuis 2010 l'Administration des Services de Secours a fait l'acquisition de nouvelles ambulances de la marque Mercedes Benz, modèle Sprinter, mises à disposition des centres d'intervention du pays. Ces véhicules sont identifiés comme «véhicule N1», c'est-à-dire un «véhicule à moteur conçu et construit pour le transport de choses et ayant au moins quatre roues et dont la masse maximale ne dépasse pas 3.500 kg» suivant l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. À l'heure actuelle, ce type de véhicule présente une masse propre de 3.340 kg, c'est-à-dire «la masse du véhicule sans équipage, ni passagers, ni chargement, mais avec le plein de carburant et l'outillage normal de bord.»

Lors d'un transport de cinq passagers (prenant en considération un poids individuel d'une moyenne de 80 kg par personne) et en comptabilisant également le matériel médical à bord, la masse maximale autorisée est ainsi dépassée ce qui a pour conséquence que le permis de conduire de la catégorie B est insuffisant et que le véhicule n'est plus assuré convenablement. Le scénario se complique davantage en cas d'accident, notamment pour le chauffeur responsable devant la loi.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Messieurs les Ministres, ont-ils connaissance de ce problème?

2. Combien d'ambulances de ce type ont été acquises à travers le pays?

3. Comment Messieurs les Ministres envisagent-ils de régler ce problème?

Réponse commune (23.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la catégorie de permis de conduire requise en vue de la conduite des ambulances dont la masse maximale dépasse 3.500 kg.

Tout d'abord il convient de relever que les différentes catégories du permis de conduire se trouvent harmonisées au niveau européen par la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Ainsi l'article 76 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, appelé communément Code de la Route, prévoit que «la catégorie B autorise la conduite de véhicules automoteurs, autres que les motocycles, les tracteurs et les machines automotrices, dont la masse maximale autorisée n'excède pas 3.500 kg et conçus et construits pour le transport de huit passagers au maximum, outre le conducteur».

Au vu des informations du fichier national des véhicules routiers, 128 ambulances se trouvent actuellement immatriculées et en service au Luxembourg (Protection civile, Service d'incendie et d'ambulances de la Ville de Luxembourg et ambulances privées). En ce qui concerne plus particulièrement les ambulances de la marque Mercedes du type Sprinter utilisées par la division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours et visées par l'honorable Députée, il y a actuellement 55 véhicules en service au Luxembourg répondant auxdits critères.

Il ressort encore du fichier national des véhicules routiers que la masse propre des ambulances visées se situe entre 2.960 kg et 3.210 kg. Il en résulte que la charge utile desdits véhicules est fort limitée, surtout dans les cas où toutes les places disponibles sont occupées par des personnes, sachant que celles-ci sont mises en compte, selon les règles usuelles en cette matière au plan international, et prévues également au paragraphe 4 de l'article 12 du Code de la Route, à raison de 75 kg par personne.

Pour régler ce problème, l'Administration des Services de Secours est actuellement en train d'étudier des pistes pour réduire la masse des ambulances concernées par l'enlèvement d'équipements non indispensables. Par ailleurs, une note de service demandant de limiter l'équipage à deux ambulanciers pour les véhicules concernés sera envoyée aux centres de secours. Pour les futures générations d'ambulances, l'Administration des Services de Secours effectue actuellement une analyse de marchés afin de d'acquérir à l'avenir des types d'ambulances disposant d'une charge utile plus élevée.

Question 2564 (15.2.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **pacte logement:**

L'État et les communes ayant une responsabilité partagée dans la réalisation du droit à un logement convenable des citoyens, et s'étant engagés à unir leurs efforts pour augmenter l'offre de logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat, j'aimerais savoir:

1. Quelle est la croissance de la population dans les communes ayant signé le pacte logement?

2. En ce qui concerne la participation aux équipements collectifs, quel montant a été versé aux communes impactées depuis l'entrée en vigueur du pacte logement?

3. Combien de logements subventionnés ont été mis en vente et combien de logements ont été donnés en location depuis la création du pacte logement par les promoteurs publics (Fonds du Logement, SNHBM), respectivement combien de logements sont en phase de planification?

4. Combien de logements sociaux ont été construits, achetés et transformés depuis la création du pacte logement par les communes, respectivement combien de logements sont en phase de planification?

Réponse (18.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Concernant la croissance de la population dans les communes ayant signé le pacte logement, il y a d'emblée lieu de noter que le pacte logement fait état de quatre types de communes:

1) Les 30 communes ayant opté pour la rétroactivité

Sur la période de référence 2003-2013, la progression globale de la population pour les communes en question dans son ensemble a été de 25%. Une seule commune (12,61%) n'a pas atteint le seuil minimal de 15% de progression sur dix ans.

2) Les communes «standard»

Communes signataires en 2007 (14), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 12,80%.

Communes signataires en 2008 (3), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 10,73%.

Communes signataires en 2009 (5), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 6,44%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2010-2013 (3 ans): progression globale de 5,65%.

3) Les communes «IVL»

Communes signataires en 2007 (18), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 10,29%.

Communes signataires en 2008 (1), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 4,44%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 9,38%.

Communes signataires en 2009 (1), période 2010-2013 (3 ans): progression globale de 1,40%.

4) Les communes «CDA»

Communes signataires en 2007 (11), période 2007-2013 (6 ans): progression globale de 13,26%.

Communes signataires en 2008 (1), période 2008-2013 (5 ans): progression globale de 10,38%.

Communes signataires en 2009 (3), période 2009-2013 (4 ans): progression globale de 7,27%.

Pour ce qui est des montants liquidés en faveur des communes signataires du pacte logement durant la période des exercices budgétaires 2008 à 2012 (5 ans), il y a lieu de retenir les chiffres suivants:

1) Type communes «rétroactivité»: total de 21.797.190 €

2) Type communes «standard»: total de 16.254.315 €

3) Type communes «IVL»: total de 34.086.488 €

4) Type communes «CDA»: total de 81.095.751 €.

Au total, un montant de 153.233.744 €, à savoir une moyenne de 30.646.749 € par exercice budgétaire, a été liquidé.

Concernant le développement des activités des promoteurs publics en termes de logements subventionnés réalisés par le Fonds du Logement, la SNHBM et les communes durant la période 2008 à 2012, les chiffres suivants peuvent être fournis:

- depuis 2008, un total de 1.189 unités de logements ont été produits par les différents promoteurs publics, à savoir 491 logements par le Fonds du Logement (276 logements vendus et 215 logements locatifs), 518 logements vendus par la SNHBM et 180 logements par les communes (30 logements vendus et 150 logements locatifs);

- à l'heure actuelle, le Fonds du Logement est actif sur 22 chantiers avec 297 logements, dont 127 logements locatifs et 170 logements destinés à la vente; 8 chantiers démarreront d'ici quelques semaines alors que 10 chantiers supplémentaires démarreront encore cette année; 38 projets se trouvent en phase de planification, 23 projets sont soumis à un PAP en phase d'élaboration, 32 projets se trouvent en phase d'acquisition des terrains et 23 projets sont bloqués pour diverses raisons;

- pour ce qui est de la SNHM, elle prévoit la construction de 1.616 unités d'ici l'an 2020;

- les communes construisent pour le moment 36 logements destinés à la vente et 80 logements locatifs; près de 80 logements à vendre sont en cours de planification et 500 logements destinés à la location, dont 150 logements pour étudiants, sont en train d'être préparés;

- une prochaine extension du 9e programme de construction d'ensembles de logements prévoit 32 nouveaux projets.

Question 2570 (18.2.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **distance minimale entre des lignes électriques et des maisons privées:**

Die elektrische Energie wird mittels Drehstrom-Hochspannungsfreileitungen und Erdkabel zu den Verbrauchern transportiert. Durch die Übertragung wird ein elektromagnetisches Feld erzeugt. In der technisch-wissenschaftlichen Literatur wird vielfach darauf hingewiesen, dass es nicht auszuschließen ist, dass dieses Feld in unmittelbarer Nähe der Freileitungen zu schädlichen Umwelteinwirkungen in Form von gesundheitlichen Gefährdungen für die sich in diesem Bereich aufhaltenden Menschen führen kann.

Es sei des Weiteren darauf hingewiesen, dass es keine allgemein gültigen Vorschriften bezüglich Abstand von Hochspannungsleitungen in der Europäischen Union gibt.

In einer Feldstudie des Kinderkrebszentrums der englischen Universität Oxford wurde im „British Journal of Cancer" im September 2010 unter anderem Folgendes publiziert: „(…) die Wahrscheinlichkeit, im Umfeld von Hochspannungsleitungen an Leukämie zu erkranken, ist 1,14 Mal höher als ohne Hochspannungsleitung. Im Gefahrenbereich von 100 m unter einer Hochspannungsleitung verdoppelt sich das Risiko, an Leukämie zu erkranken, bei unter 15-Jährigen. (…)".

Im Rahmen der Ausarbeitung des kommunalen „Plan d'Aménagement Général" (PAG) kommt es nunmehr zu Konfliktsituationen bezüglich der Mindestabstände zu Hochspannungsfreileitungen. Am 3. Februar 2012 wurde die Mitteilung C1/99-1-2012-GS betreffend die Feldstudie der Universität Oxford vom Ministerium für Gesundheit an ein Beratungs- und Planungsbüro zugeteilt, welche auf die erhöhten Gefahren für Kinder in unmittelbarer Nähe zu den Freileitungen hinwies. In dieser Mitteilung wurden Mindestabstände von mehreren 100 Metern angegeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Herren Minister für Gesundheit und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Wie decken sich die genannten Hinweise der Mitteilung mit den Informationen der „Circulaire aux administrations communales" vom 11. März 1994 (seitens des Innenministeriums) betreffend die Einhaltung von Mindestabständen zur Achse der Hochspannungsfreileitungen von mindestens 30 Meter mit Blick auf mögliche Bauten?

- Müssten nicht bindende Empfehlungen hinsichtlich der Mindestabstände von Hochspannungsfreileitungen unterschiedlicher Spannung ausgewiesen werden, damit hier Rechtssicherheit besteht?

Réponse commune (21.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Der Gesundheitsminister und der beigeordnete Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen berufen sich auf ihre ausführliche Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.2068 *(cf. compte rendu n°11/2011-2012)* des ehrenwerten Abgeordneten, in welcher sie bereits in Bezug auf die Oxford-Studie auf deren geringe Signifikanz aufgrund der geringen Fallzahlen hingewiesen haben.

In der erwähnten Mitteilung handelt es sich um eine Stellungnahme der Sanitärinspektion des Gesundheitsamtes des Gesundheitsministeriums in Bezug auf ein Bauvorhaben in unmittelbarer Nähe zu drei bereits vorhandenen 220.000 Volt (220 kV) Hochspannungsleitungen.

Da diese Konstellation jedoch nicht von dem ministeriellen Rundschreiben vom 11. März 1994 an die Gemeinden vorgesehen ist, stellt die vorerwähnte Mitteilung deren Anwendung auch prinzipiell nicht in Frage.

Wissenschaftliche Studien im Zusammenhang mit intensiven Magnetfeldern von Hochspannungsleitungen lassen zum heutigen Zeitpunkt noch keine verbindlichen Schlüsse zu, dies umso mehr, da die Weltgesundheitsorganisation erst damit begonnen hat, wissenschaftliche Daten zu erfassen, die jedoch noch ausgewertet werden müssen.

Question 2572 (18.2.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **réduction de la vitesse de circulation dans le quartier de la gare:**

La ville de Luxembourg s'est décidée depuis deux ans à introduire une réglementation dans le quartier de la gare afin d'y réduire la vitesse de la circulation à 30 km/h. C'est le dernier quartier de la ville à être concerné par cette mesure bénéfique pour les habitants.

Parmi les rues concernées se trouvent deux chemins repris, soit le boulevard de la Pétrusse et le boulevard Charles Marx pour lesquels la ville a demandé l'autorisation de l'État.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si et quand l'État entend accorder cette autorisation afin de rendre la circulation plus paisible et plus sûre dans ce quartier encore largement résidentiel.

Réponse (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à une limitation de la vitesse de 30km/h applicable au boulevard de la Pétrusse et le boulevard Charles Marx à Luxembourg-gare.

Par règlement communal du 24 janvier 2011, la ville de Luxembourg a prévu d'étendre les zones 30km/h au quartier gare. Dans ce contexte, les autorités communales se sont concertées avec la Commission de Circulation de l'État, laquelle a avisé favorablement l'introduction desdites zones en date du 27 mai 2011.

Lors de la concertation en question, les autorités communales se sont engagées de prévoir les démarches nécessaires en vue de l'obtention des permissions de voirie éventuellement requises.

Or, il échet de préciser que les deux boulevards (sur le CR222) dont question font partie de la voirie de l'État et sont à considérer comme voies de 1er ordre dans la hiérarchisation du réseau routier pour lesquelles l'article 139 du Code de la Route fixe la vitesse maximale, à l'intérieur des agglomérations, à 50 km/h pour tous les véhicules. Une vitesse de 30 km/h n'est prévue sur la voirie de l'État que dans le cadre d'un chantier et encore seulement sous certaines conditions «par dérogation et à titre exceptionnel».

Il est à relever que dans un réseau routier étatique moderne, structuré et hiérarchisé, les chemins repris doivent remplir des fonctions de connexion entre localités et l'organisation de la circulation entre les quartiers et les routes principales sur le plan local reprenant aussi bien les principaux flux des voitures privées et des véhicules assurant les transports en commun.

Au cas où une vitesse de 30 km/h serait de mise, il faudrait considérer le déclassement du chemin repris en voirie communale et dans ce cas, il ne suffirait pas de mettre en place des panneaux indiquant la limitation de vitesse, mais il faudrait également prévoir un réaménagement de la rue. Pour garantir la sécurité de tous les usagers il faudrait adapter l'espace-rue (gabarit, bordures, emplacements de stationnement, plantations etc.) pour que les automobilistes perçoivent le caractère résidentiel de la voirie et réduisent leur vitesse.

Le tronçon émargé du CR222 constitue cependant une voie de liaison importante entre l'avenue de la Liberté et l'autoroute d'Esch de sorte que cette route est à maintenir dans la voirie étatique.

Question 2577 (21.2.2013) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **«Stay behind»:**

Il me revient par voie de presse que le «Stay behind» luxembourgeois aurait disposé d'une unité spécialisée dans les actions de sabotage et de guerre psychologique. Les membres de cette unité auraient été recrutés dans l'armée luxembourgeoise et se seraient entraînés aux côtés d'unités spéciales néerlandaises, britanniques et américaines. Le reportage en question fait d'ailleurs mention d'exercices qui auraient eu pendant la période des attentats à la bombe qui ont touché le Luxembourg de 1984 à 1986 sur le territoire luxembourgeois et pendant lesquels cette unité aurait simulé des actions de sabotage sur des infrastructures critiques du pays. Pour cela, l'unité aurait été infiltrée dans l'exercice par avion, en provenance de l'Écosse aux côtés d'unités américaines spécialisées dans ce domaine.

Ces informations contrediraient néanmoins les informations fournies par le Gouvernement tant sur le «Stay behind», que sur les exercices «Oesling» qui se sont tenus de 1984 à 1989 au Luxembourg. En 1990, Monsieur le Premier Ministre Jacques Santer avait exposé aux membres du Parlement que les missions du «Stay behind» luxembourgeois «ne comportaient pas de sabotage», que le réseau n'aurait «jamais participé à des exercices de sabotage» et que les agents n'auraient pas «été impliqués dans des activités de sabotage». Monsieur le Premier Ministre tenait même à préciser en réponse à une question parlementaire que «nos agents n'avaient jamais quitté notre territoire».

Ces informations contrediraient également les informations fournies par le Gouvernement sur une éventuelle participation du «Stay behind» aux exercices «Oesling».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés dans la presse?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que des ressortissants luxembourgeois ont été infiltrés à partir de l'étranger dans une manœuvre «Oesling» aux côtés des «special forces» américaines?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner de façon exhaustive sur les missions et les activités de ces personnes ainsi que de leur unité tant sur le territoire luxembourgeois qu'à l'étranger?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer, si la guerre psychologique ainsi que les opérations derrière les lignes ennemies faisaient partie de leurs missions?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si cette unité existerait encore de nos jours?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer quand cette unité aurait été dissoute?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pourquoi l'existence d'une telle unité aurait été gardée au secret par le Gouvernement?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer, si cette unité faisait partie du dispositif «Stay behind» susceptible d'être activé en cas d'occupation du pays par les troupes du pacte de Varsovie?

Réponse commune (18.4.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Monsieur le Député fait état d'informations véhiculées par la presse qui contrediraient les informations fournies dans le passé par le Gouvernement sur le réseau «Stay behind» et les exercices militaires «Oesling» de 1984 et sur une éventuelle participation du réseau aux exercices en question. Le réseau aurait disposé d'une unité spécialisée dans les actions de sabotage et de guerre psychologique qui aurait participé aux exercices militaires de 1984. Les membres de cette unité auraient été recrutés dans l'armée luxembourgeoise et se seraient entraînés aux côtés d'unités spéciales néerlandaises, britanniques et américaines.

Il importe de rappeler que les exercices militaires «Oesling» auxquels Monsieur le Député fait référence se sont déroulés dans les années 80, dans un contexte de Guerre froide. À cette époque, l'appréciation de la menace militaire que représentait le Pacte de Varsovie pour l'Europe de l'Ouest était à la base d'entrainements militaires destinés à préparer les Alliés de l'OTAN à contrer cette menace. Parmi les nombreux scénarios examinés à cette époque figurait la crainte d'une invasion par les armées du bloc soviétique et il était tout à fait approprié que l'armée participât à une série d'exercices dont des infiltrations et la conduite d'opérations de sabotage derrière les lignes ennemies. Ainsi l'exercice «Oesling 84», qui était basé sur le scénario d'un Gouvernement luxembourgeois en exil, prévoyait d'une part la simulation d'actes de sabotage contre des objectifs militairement importants et d'autre part la prévention de tels actes. Des unités non spécifiquement constituées de l'armée luxembourgeoise ont participé à ces entraînements qui à l'époque pouvaient être considérés comme rentrant dans le cadre normal des missions d'une armée. La fin définitive de la période de la Guerre froide avec la chute de l'Union soviétique et l'adoption graduelle de nouvelles priorités par la défense luxembourgeoise, dont les opérations de maintien de la paix dès le début des années 90, ont rendu ces entrainements obsolètes.

Il convient également de rappeler qu'en 2008, les organes compétents de la Chambre des Députés ont pu étudier dans tous ses détails les exercices «Oesling», dont celui de 1984 et en particulier la participation de membres de l'armée luxembourgeoise. Dans son rapport relatif aux activités du réseau «Stay behind» luxembourgeois en date du 7 juillet 2008, la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État consacre un chapitre entier aux manœuvres de l'OTAN et à l'exercice «Oesling 84».

En ce qui concerne plus particulièrement la participation de ressortissants luxembourgeois à l'exercice «Oesling 84», il est également fait référence à la réponse des Ministres Frieden et Schiltz à la question n°2204 (2008) *(cf. compte rendu n°8/2007-2008)* de Monsieur le Député. Dans son rapport de 2008, la Commission parlementaire conclut notamment qu'elle a pu se rendre compte de la véracité des réponses fournies par les Ministres de la Défense et de la Justice à Monsieur le Député quant à ladite participation.

Les exercices n'ont donné lieu, à aucun moment, à la création d'une unité spécialisée au sein de l'armée luxembourgeoise.

Si donc des exercices d'infiltration et de sabotage ont eu lieu pendant les manœuvres dont question ci-dessus, ils ont été effectués par des unités militaires normalement constituées de l'armée qui n'avaient aucun lien avec le réseau «Stay behind», réseau qui au moment de la tenue des manœuvres était rattaché au Service de Renseignement de l'État et confiné au périmètre décrit dans le rapport du 7 juillet 2008 de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État. Les conclusions de ce rapport ont d'ailleurs été récemment étayées et confirmées par les recherches et analyses supplémentaires diligentées par la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État. La mission du réseau en question était ainsi limitée à la collecte de renseignement et à l'infiltration/exfiltration en temps de guerre. Les membres du «Stay behind» n'ont pas reçu de formation en matière de sabotage et de maniement d'explosifs. Les exercices du réseau furent tous autorisés par écrit par le Ministre de tutelle du Service de Renseignement de l'État et organisés de manière distincte des manœuvres militaires nationales ou internationales du type «Oesling 84».

Question 2579 (22.2.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **rénovation de l'ancien CIPA à Sanem:**

Fir déi allermeescht Studenten ass et onméiglech, um normale Marché eng Wunneng ze fannen, déi si sech kënne leeschten. Aus deem Grond ass et wichteg, datt déi öffentlech Hand deene jonke Leit adequat Offeren ubitt. Betraff si virun allem d'Studenten, déi aus dem Ausland kommen an déi zum internationale Rayonnement vun der Uni Lëtzebuerg bäidroen, mä och eng Rei Residenten, déi aus wéi engem Grond och ëmmer net kënnen oder wëlle bei der Famill liewen.

Ee vun den ugekënnegte Projeten ass an deem Kontext d'Renovéierung vum ale Suessemer CIPA. Dat Gebai sollt vum Stat opkaaft ginn, fir an eng Studenteresidenz ëmgebaut ze ginn. Den neie CIPA huet scho méi laang seng Dieren opgemaach, mä d'Renovatiounsaarbechte vum ale schéngen net virunzekommen.

Aus deem Grond wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1) Ass dat Gebai schonns vum Stat opkaaft ginn?

2) Wat fir en Zäitplang ass fir d'Renovatiounsaarbechte vum ale Suessemer CIPA virgesinn? Fir wéini ass den Ofschloss vun deenen Aarbechte virgesinn? Wéini wäerten déi éischt Studente kënnen an där Residenz ënnerbruecht ginn?

3) Fir wéi vill Studenten ass déi Residenz virgesinn?

4) Wien iwwerhëlt, wann et esou wäit ass, d'Gestioun vun där Residenz, d. h. ënner anerem d'Zoudeelung vun de Wunnengen un d'Studenten?

Réponse commune (15.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

D'Gebai ass am Statsbesëtz a soll iwwer en „acte authentique" un de Fonds du Logement cédéiert ginn. Dësen Établissement public wäert dann zesumme mat de Verantwortleche vun der Uni Lëtzebuerg e räumlechen, zäitlechen a finanzielle Programm ausschaffen, fir kënne mat der Restrukturatioun vum Gebai unzefänken.

Et kéint ee sech virstellen, datt eng Partie vum Gebäi relativ séier schonns ronn 70 Studenten ophuele kann, während an enger zweeter Phas nach eemol ronn 50 Studentewunnengen derbäikomme kéinten.

Genaues kann awer eréischt da gesot ginn, wann de Fonds du Logement seng Preparativaarbechten ofgeschloss huet.

Eppes steet awer schonns fest: Et wäert d'Uni Lëtzebuerg sinn, dei d'Gestioun garantéiert.

Question 2580 (25.2.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **activités auxiliaires effectuées par des fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes:**

Il ressort d'articles de presse qu'au moins huit fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes ont conseillé entre 2008 et 2010 des membres d'une organisation syndicale en matière d'imposition.

Selon le témoignage du directeur de l'Administration des Contribution directes, ces activités auraient été conformes aux dispositions du statut des fonctionnaires de l'État, étant donné qu'elles auraient été effectuées au cours du temps libre des fonctionnaires concernés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de fonctionnaires ont effectivement conseillé l'organisation syndicale incriminée? Est-il exact que ces activités n'ont pas été effectuées pendant les heures de service des fonctionnaires en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre a-t-il été contacté par les fonctionnaires concernés en vue de leur autoriser ces activités?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que les déclarations d'impôts des personnes conseillées par les fonctionnaires n'ont pas été traitées par ces derniers?

- Est-ce que les fonctionnaires concernés ont déclaré les revenus respectifs dans leurs propres déclarations d'impôts?

Réponse (18.4.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux questions soulevées par Monsieur le Député, je tiens à préciser que je ne connais pas l'article de presse dont fait état le Député.

De manière générale, il est formellement interdit aux fonctionnaires des administrations fiscales de se livrer à des travaux d'expert-comptable et fiscal contre rémunération. Tout manquement à ces règles déclenche la procédure disciplinaire à l'égard du ou des fonctionnaires trouvés en faute.

L'Administration des Contributions directes (ACD) est chargée de l'exécution de la législation en matière des divers impôts directs et de certains impôts indirects.

Mise à part cette mission principale, il revient à l'ACD d'améliorer les informations sur la législation fiscale, et, d'être à l'écoute des contribuables afin d'optimiser le service au public.

Ainsi, le site Internet de l'ACD - accessible sous l'adresse www.impôtsdirects.public.lu - est actualisé jour après jour. Les alias suivants permettent également d'accéder à la page d'accueil du site: www.lir.lu, www.rts.lu, www.fiscal.lu, www.steier.lu et www.einkommensteuer.lu. En 2012, 48 «newsletters» ont été publiées et envoyées en ligne aux 4.072 abonnés.

En collaboration avec le «guichet.lu», l'ACD assiste les contribuables à la recherche d'une réponse fiscale d'ordre général, et ceci de manière complémentaire aux rapports traditionnels.

Cette charge ne se substitue pas aux attributions de l'ACD, mais donne des facilités aux citoyens et aux entreprises, pour permettre l'accomplissement de leurs démarches administratives obligatoires.

Le nombre des courriels répondus par le secrétariat de la direction de l'ACD en collaboration avec le helpdesk du «guichet.lu» en 2012 s'est élevé à 1.900.

Par ailleurs, l'ACD participe depuis quelques années à la semaine nationale du logement, offrant aux visiteurs des informations en matière d'impôts directs et coopère avec la Maison du Luxembourg à Thionville en tant que partenaire opérateur méthodologique.

À côté de cette collaboration au niveau étatique, l'ACD est régulièrement sollicitée par les «Internetstuffen», les commissions consultatives communales, les établissements publics (comme la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers), les organisations patronales, syndicales et celles représentant la société civile, pour tenir des cours ou des exposés ou pour participer à des séances d'information afin de donner des explications sur la législation fiscale en général, ou, plus particulièrement, sur la déclaration d'impôt.

À l'exception des cours enseignés à l'Institut national d'administration publique (INAP) et à l'École supérieure du travail (EST), les activités se déroulent en dehors des heures de travail.

Les revenus touchés pour ces activités accessoires sont évidemment à imposer suivant le droit fiscal commun.

Finalement, il y a lieu de préciser que, suivant le principe général de droit de la suspicion légitime ancré également dans la loi générale des impôts, un fonctionnaire d'une administration fiscale n'est pas habilité à traiter les dossiers fiscaux dans lesquels il est directement ou indirectement impliqué.

Question 2585 (27.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **confection d'un catalogue du Musée National d'Histoire et d'Art:**

Den nationale Musée fir Geschicht a Konscht MNHA huet eng aussergewéinlech räich Kollektioun vun engem Niveau, deen och kierzlech Fachleit a réimescher Geschicht an Archeologen a Staune gesat huet.

Leider waren dës Experten enttäuscht, datt de Musée kee Katalog vun dësen Ausstellungstécker konnt ubidden. Esou e Katalog, deen och déi eenzel kleng Fondstécker a Gebrauchsgéigestänn aus dem deegleche Liewen opzielt, beschreift an den Uert ugëtt, wou se fonnt goufen, ass net nëmmen eng wäertvoll Erënnerung un eng Visite am Musée, mä och e wichtegt Instrument fir déi international Fuerschung.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1) Gëtt e Katalog vun den Ausstellungsstécker aus dem MNHA ausgeschafft?

2) Wa jo, wéini ass dëse Katalog respektiv Katalogen iwwert déi verschidde Kollektioune fäerdeg?

3) Wann neen, ass d'Regierung gewëllt, d'Moyene bereetzestellen, fir esou Katalogen ze editéieren?

4) De Site um Spaweck vum MNHA, deen déi allerwichtegst Objete beschreift, ass ausschliesslech op Franséisch. Wär et net sënnvoll, datt dëse Site och op Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch géif iwwersat ginn?

5) A wéi enge Sproochen a mat wéi enge Mëttele ginn d'Informatiounen am Musée selwer vermëttelt?

Réponse (24.4.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

D'archeologesch Sammlunge vun eisem nationale Musée fir Geschicht a Konscht (MNHA), déi zënter 2002 an enger ganz neier Presentatioun am Muséesgebai um Fëschmaart gewise ginn, spigelen den iwweraus räichen historesche Patrimoine op eisem klengen nationalen Territoire erëm.

Wann den Ursprong vun de Muséessammlungen och schonn op d'19. Jorhonnert zréckgeet, esou ass et virun allem awer d'Aarbecht vun de professionellen Archeologen aus dem Musée respektiv zënter Juli 2011 vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) vum MNHA, déi déi national Sammlungen an de leschte 40 Joer an engem Mooss uwuesse gelooss huet, dass mer vum Ausland dacks dofir beneit ginn.

Wann een da gesäit, wéi vill bedeitend Entdeckungen zënter der Réouverture vum MNHA am Joer 2002 schonn nees derbäikomm sinn (Altréier, Bartreng, Duelem, Mamer, Tëtelbierg, fir nëmmen déi ze nennen), da versteet ee liicht, dass mer et hei mat engem „work in progress" ze dinn hunn. Déi grouss archeologesch Retrospektiv „Sous nos pieds - 15 ans d'archéologie au Luxembourg", déi vum 20. Oktober 2011 bis zum 2. September 2012 am MNHA um Fëschmaart gewise gouf, war e wonnerbaren Témoignage vun der formidabeler Aarbecht, déi eis Archeologen Dag fir Dag leeschten.

1) + 2) Gëtt e Katalog vun den Austellungsstécker aus dem MNHA ausgeschafft? Wa jo, wéini ass dëse Katalog respektiv Katalogen iwwert déi verschidde Kollektioune färdeg?

Den zweesproochege Katalog vun der Ausstellung „Sous nos pieds - 15 ans d'archéologie au Luxembourg", dee vun den Archeologe vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) ausgeschafft gouf, weist déi wichtegst Neientdeckungen aus der Archeologie aus de leschte 15 Joer.

En Iwwersiichtskatalog vun de prä- a protohistoresche Sammlunge vum MNHA ass schonn 2005 mam Titel „Les collections du Musée National d'Histoire et d'Art. Préhistoire et Protohistoire au Luxembourg" erauskomm.

An därselwechter Serie soll als nächst de Katalog vun de gallo-réimesche Kollektiounen erauskommen. D'Publikatioun vun deem Band ass virun allem doduerch no hanne geréckelt, well déi responsabel Auteure vum CNRA nach onbedéngt déi wichteg nei Entdeckunge vun de leschte Jore mat verschaffe wollten. De Band misst awer ugangs 2014 fäerdeg sinn.

Duerno sollen dann déi mëttelalterlech an neizäitlech Kollektiounen drukommen. Am Moment gëtt awer och déi permanent Ausstellung vun der mëttelalterlecher an neizäitlecher Archeologie am Kader vun de Renovatiounsaarbechten am Gebai Wiltheim komplett iwwerschafft. Et mécht also Sënn, dee Katalog eréischt nom Enn vun dësen Aarbechte fäerdegzestellen.

D'Publikatioune vun dräi anere Kataloge vum MNHA sinn a Virbereedung a fir 2015 virgesinn: „Konscht", „Ugewante Konscht" an „Musée Dräi Eechelen". Aktuell gëtt och déi permanent Ausstellung vun de Sektioune Konscht an Ugewante Konscht am Kader vun den uewe genannte Renovéirungsaarbechten iwwerschafft.

3) Wann neen, ass d'Regierung gewëllt d'Moyene bereetzestellen, fir esou Katalogen ze editéieren?

D'Moyenen, fir déi Katalogen erauszeginn, sinn an der Budgetsenveloppe vum MNHA virgesinn an disponibel.

4) De Site vum Spaweck vum MNHA, deen déi allerwichtegst Objete beschreift, ass ausschliesslech op Franséisch. Wär et net sënnvoll, datt dëse Site och op Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch géif iwwersat ginn?

Den Nationalmusée fir Geschicht a Konscht zielt zu de Pionéier vun de Lëtzebuerger Verwaltungen am Internet. Leider bitt déi deemoleg Programméirung vum Site keng aner Méiglechkeete wéi nëmmen eng Sprooch fir d'Navigatioun. De Musée stellt awer do, wou et méiglech ass (z. B. bei den temporären Ausstellungen), Informatiounen um Site an zwou Sproochen zur Verfügung.

D'Kontakter mam CTIE sinn opgeholl, fir e komplett neien Internetsite vum Musée auszeschaffen, deen och den neie Komponenten no der Renovatioun vum Wiltheim-Fligel wäert Rechnung droen.

Ech weisen zousätzlech op meng Äntwert op Är parlamentaresch Ufro N°2606 *(cf. compte rendu n°8/2012-2013)* hin.

5) A wéi enge Sproochen a mat wéi enge Mëttele ginn d'Informatiounen am Musée selwer vermëttelt?

Wat de Gebrauch vun de Sprooche betrëfft, erlaben ech mer op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2364 *(cf. compte rendu n°3/2012-2013)* vum 29. November 2012 vum honorabelen Deputéierte Fernand Etgen ze verweisen, wou dës Problematik ausféierlech behandelt gëtt.

Question 2598 (5.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **maladies chroniques:**

Das Durchschnittsalter der Bevölkerung, auch der Mediziner, wird in nächster Zukunft steigen. Parallel steigen die Krankheitsbilder der chronischen Affektionen und dementsprechend die Ausgabenlasten im Gesundheitswesen. In den USA redet man von 75% Mehrbelastung.

Fragen:

1) Gibt es ähnliche Trends in Luxemburg betreffend die Altersentwicklung und das Auftreten von chronischen Krankheiten und wie sieht es mit der Entwicklung der medizinischen Berufe aus? Wie viele Mediziner und Pflegefachkräfte müssen eingeplant werden, um die chronischen Krankheiten betreuen zu können? Wie werden die Trends sich auf die Ausgaben der Gesundheitskasse auswirken?

2) Gibt es einen nationalen Strategieplan, um den neuen Anfordernissen, die durch das weitere Ansteigen der chronischen Erkrankungen hervorgerufen werden, begegnen zu können? Wo können die Eckdaten dieses Strategieplanes eingesehen werden?

3) Welche Rolle werden Informations- und Kommunikationstechnologien in der Versorgung von chronischen Krankheiten hierzulande zukünftig spielen?

4) Denkt der zuständige Minister nicht, dass ein neues Modell, das in der Erstversorgung angesiedelt ist, hierzulande umgesetzt werden muss? Welche konkreten Maßnahmen wurden in den letzten Jahren in dieser Hinsicht umgesetzt?

Réponse (16.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

1) Der Anteil der älteren Bevölkerung (65 Jahre und darüber) bleibt in Luxemburg über die letzten 30 Jahre relativ konstant bei ca. 14%. Ebenfalls konstant sind die Anteile der beiden anderen Bevölkerungsgruppen 15- bis 64-Jährige und 0- bis 14-Jährige mit ca. 68% respektive 17%, wobei ein sehr geringer Anstieg in der Altersklasse 15-64 und ein sehr geringer Rückgang bei den Kindern zu verzeichnen ist.

Zur Entwicklung und dem Auftreten von chronischen Krankheiten wird auf den europäischen Gesundheitsbericht 2009[1] verwiesen, dessen Aussagen prinzipiell so auch auf Luxemburg angewandt werden können.

Betreffend die Entwicklung der medizinischen Berufe wird auf den „Rapport général sur la Sécurité sociale" verwiesen[2].

Hier einige Kernaussagen betreffend die Ärzte: höchste Anzahl von 45- bis 54-Jährigen bei Spezialisten. Generalisten: höchste Anzahl von 50- bis 59-Jährigen[3]. Konstanter Anstieg der Zahl der Ärzte seit 2003 Generalisten, Spezialisten, Zahnärzte und Krankenhausärzte[4]. Konstante Steigerung der Gesamthonorarkosten Ärzte seit 2003[5] (S. 85)

Zu dem genauen Bedarf an Medizinern und Pflegekräften können aufgrund der oben gemachten Aussagen zur demografischen Entwicklung, des medizinischen Fortschritts usw. keine verlässlichen Angaben gemacht werden. Aufgrund der Entwicklung der Ärztezahl dürfte es im Allgemeinen keine Engpässe geben.

Zu den Trends bei den Ausgaben der Gesundheitskasse wird wiederum auf den obengenannten europäischen Gesundheitsbericht 2009 verwiesen[6], dessen Aussagen prinzipiell so auch für Luxemburg gelten.

2) Grundsätzlich gilt, dass die aktive Beteiligung von Patienten an ihrer Behandlung dazu beitragen kann, die negativen Auswirkungen chronischer Erkrankungen auf den physischen und psychischen Gesundheitszustand und die Funktionsfähigkeit zu verringern. Patientenaufklärung, -schulungen, kontinuierliche Information lassen Eigenverantwortlichkeit des Patienten zu und verlagern die Rolle der Gesundheitsfachkräfte von Autorität zu gemeinschaftlichen Entscheiden in Fragen der adäquaten Therapie bei Auftreten einer chronischen Erkrankung.

Diese Neuausrichtung in der Therapie des Patienten, die auch als nationaler Strategieplan zur Behandlung chronischer Krankheiten angesehen werden kann, fand 2010 mit der Einführung des Referenzarztes die entsprechende gesetzliche Regelung im Gesetz zur Gesundheitsreform[7].

3) Aus der Antwort zu Frage 2 ergibt sich, dass dem Patienten zukünftig vermehrt Informationen zu seiner Erkrankung zur Verfügung gestellt werden müssen. Einen Beitrag dazu können die verschiedenen Informations- und Kommunikationstechnologien leisten.

Das Portail Santé ist bereits ein Beispiel hierfür: Unter der Rubrik Krankheiten und Behandlungen finden sich unter anderem vielfältige Informationen zu einigen der häufigsten chronischen Erkrankungen, wie z. B. Schlaganfall, BPCO, Diabetes.

4) Der Begriff „Erstversorgung" ist in diesem Zusammenhang, der von chronischen Erkrankungen handelt, missverständlich. Erstversorgung im deutschen Sprachgebrauch bedeutet: das Leisten Erster Hilfe, Beispiel: die Erstversorgung von Unfallverletzten.

Geht man davon aus, dass hier mit Erstversorgung die Gesundheitsförderung, Prävention, Zugang zu medizinischer Diagnose, Beratung und Behandlung usw. von chronischen Krankheiten gemeint ist, so kann wiederum auf die entsprechende gesetzliche Reglung im Gesetz zur Gesundheitsreform, Art. 7 Absatz 1-2, verwiesen werden.

Question 2601 (6.3.2013) de **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau Lycée technique Agricole (LTA):**

C'est en 1927 que la Chambre des Députés a donné son feu vert pour la construction de l'école agricole, qui au moment de son inauguration en 1932 comprenait 122 élèves répartis en cinq classes. Aujourd'hui l'école devenue entre-temps le Lycée technique Agricole compte 650 élèves répartis sur une cinquantaine de classes différentes. Ces élèves sont logés dans des infrastructures datant de la première construction, auxquelles on a dans la mesure du possible ajouté de nouvelles salles. Malgré ces efforts, on a finalement été forcé de recourir à des locaux se situant à l'extérieur du site. Pour remédier à cette situation peu tenable et pour permettre au LTA de pouvoir se développer à sa guise, la Chambre des Députés a voté le 27 mars 2012 avec une large majorité en faveur de la construction d'un Lycée technique Agricole à Gilsdorf (LTA). Force est de constater que, depuis cette date, le collège échevinal des bourgmestre et échevins de la Ville de Diekirch s'oppose à la réalisation du projet en question et ceci pour différentes raisons. Reste à souligner que d'après mes informations, les capacités structurelles et fonctionnelles du lycée sont dépassées de manière à ce qu'elles risquent d'empêcher le fonctionnement tout court de l'école.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quels moyens le Ministre dispose-t-il pour pouvoir débloquer la situation actuelle?

- Au cas où cette situation de blocage perdurerait, comment le Ministre envisage-t-il de pouvoir garantir à court terme le fonctionnement du lycée et préconise-t-il une solution alternative pour la construction du lycée?

- Monsieur le Ministre, dans le scénario actuel, qu'en est-il des projets d'implantation de nouveaux bâtiments pour les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) et pour les locaux administratifs pour la Chambre d'Agriculture, qui étaient prévus d'être construits ultérieurement sur le même site?

- Finalement Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les coûts que ce projet a déjà engendrés au stade actuel?

Réponse (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au nouveau Lycée technique Agricole planifié à Gilsdorf.

En effet, en date du 27 mars 2012, la Chambre des Députés a voté en faveur de la construction du Lycée technique Agricole à Gilsdorf.

Il est à noter que la commune de Diekirch ne doit pas être sollicitée pour l'octroi d'une autorisation de bâtir relative aux bâtiments du fait que le nouveau Lycée technique Agricole est prévu d'être construit exclusivement sur le territoire de la commune de Bettendorf. De plus, la plupart des constructions se situent sur une partie de terrains actuellement déjà classée en «zone réservée pour éducation et équipements sportifs» dans le PAG de Bettendorf. Une modification ponctuelle du PAG est en cours de manière à intégrer les parties des bâtiments dépassant la zone constructible actuelle de la commune de Bettendorf.

Un deuxième moyen d'avancer avec le projet consisterait à établir un plan d'occupation du sol (POS). Il s'agit d'un plan d'aménagement qui porterait sur les parcelles cadastrales constituant l'aire du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf en définissant une affectation précise et détaillée.

Il est à noter qu'une autorisation de bâtir devra toujours être délivrée par la commune de Diekirch pour toute construction se situant sur son territoire. Pourtant, le bourgmestre ne peut refuser l'octroi de l'autorisation que lorsque les travaux envisagés ne seraient pas conformes au POS.

Par ailleurs, des solutions alternatives concernant tant l'accès au site que l'évacuation des eaux de pluie et des eaux usées ont été élaborées.

Le Lycée technique Agricole fonctionne actuellement sur plusieurs sites à savoir:

- le site central à Ettelbruck, regroupant notamment ateliers, serres, sport et pensionnat,

- la ferme Scholtes pour dépôt et travaux pratiques à Bettendorf,

- le hall pour travaux pratiques à Colmar-Berg.

En ce moment, il est prévu de continuer à faire fonctionner le lycée dans des infrastructures existantes tenues en bon état, en attendant la mise en service du nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf. Bien que la situation ne soit pas optimale, une solution alternative pour la construction du lycée n'est pas envisagée.

Quant à la Chambre d'Agriculture et l'ASTA, l'on précise que dans le cadre de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, les deux communes concernées, Diekirch et Bettendorf, ont revendiqué de voir diminuer l'impact du site sur le paysage par l'implantation des nouveaux bâtiments pour les laboratoires et bureaux précités à un endroit autre que celui du site «Kriewinkel». Plusieurs autres options d'emplacement sont actuellement sous analyse mais aucune décision n'a, pour l'instant, été prise.

Au stade actuel les coûts que le projet du nouveau Lycée technique Agricole a engendrés se situent à environ 2.700.000 € TTC, comprenant travaux de sondages et honoraires pour études d'avant-projet et d'exécution.

Question 2603 (6.3.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **panneaux signalant des hameaux et lieux-dits:**

Dans notre pays il existe, à côté des villes, villages et autres agglomérations plus ou moins grandes des hameaux et autres lieux-dits qui se caractérisent par une dénomination spécifique.

Ainsi, à titre d'exemple, à la ville de Dudelange sont attachés deux quartiers ayant un nom historique particulier, à savoir Budersberg (Butschebuerg) et Burange (Bireng).

En ce qui concerne le quartier de Budersberg, ce dernier a toujours été signalé par un panneau routier spécifique, portant l'inscription Budersberg - Butschebuerg.

Or, depuis plusieurs mois, ce panneau de signalisation a été enlevé par l'Administration des Ponts et Chaussées.

[1] Gesundheit und Gesundheitssysteme, Teil 2 Gesundheitssituation in der Europäischen Region, Derzeitige und künftige Herausforderungen S. 57 ff.

[2] Rapport général sur la Sécurité sociale au Grand-Duché de Luxembourg 2011, Kapitel 2 Les Ressources Humaines du Secteur de la Santé, S. 77 ff.

[3] Idem S. 81

[4] Idem S. 84

[5] Idem S. 85

[6] Gesundheit und Gesundheitssysteme, Teil 2 Gesundheitssituation in der Europäischen Region, Derzeitige und künftige Herausforderungen S. 82 ff.

[7] Art. 7 Absatz 3-6 der Loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0242/a242.pdf#page=2

À ce sujet, je désire interroger Monsieur le Ministre sur les points ci-après:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant que ce panneau a été enlevé par l'administration concernée?

2. Si oui, Monsieur le Ministre peut-il m'en indiquer les raisons, respectivement m'éclairer sur les critères appliqués généralement en la matière?

3. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convient de replacer le panneau en question à son emplacement initial pour des raisons historiques et culturelles bien fondées d'après les recherches du syndicat d'intérêt local (I.V.Q.B.)?

Réponse (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions relatives aux panneaux de signalisation des hameaux et lieux-dits.

En effet, les panneaux de localisation (E,9a, E,9aa, E,9b et E,9ba) indiquent le début d'une agglomération ou d'un lieu-dit assimilé à une agglomération. Sur la voirie étatique ils sont posés par les services des Ponts et Chaussées en conformité avec le Code de la Route qui dispose à l'article 2 que «1.31. 1. Agglomération: espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe de trois maisons qui sont distantes les unes des autres de moins de 100 mètres; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 mètres de la première et de la dernière maison ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations.»

En ce qui concerne les noms inscrits sur les panneaux, l'Administration des Ponts et Chaussées se réfère à la liste publiée par l'Institut Grand-Ducal et plus spécialement à la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique. À noter que cette liste a déjà généré dans le passé quelques discussions du point de vue de l'orthographe utilisée pour écrire les noms.

En ce qui concerne en l'occurrence la situation exposée par l'honorable Députée, mes services n'estiment pas qu'il convient de replacer le panneau du fait que le caractère de l'agglomération prédomine nettement sur le lieu-dit. En effet, dans le cas relevé par Madame la Députée Andrich-Duval, il s'agit de l'agglomération de Dudelange, «Butschebuerg» étant un quartier de Dudelange. Il n'est pas dans les habitudes de mes services de signaliser les quartiers d'une agglomération à l'aide de panneaux de localisation.

Enfin, une autre raison pour laquelle mes services ont choisi de ne pas utiliser ni «Butschebuerg» ni «Budersberg» est le fait qu'aucun des noms n'est repris sur la liste mentionnée ci-dessus.

Question 2610 (14.3.2013) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **fusion des hôpitaux du Kirchberg et de la Zithaklinik:**

L'Hôpital du Kirchberg et la Zithaklinik ont récemment signé un accord de principe visant à moyen terme la fusion des deux établissements hospitaliers.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire à quel stade se trouvent les différentes fusions et/ou projets de fusion dans le paysage hospitalier luxembourgeois?

- Le Ministère de la Santé est-il impliqué dans les négociations entre l'Hôpital du Kirchberg et la Zithaklinik? Dans l'affirmative, en quoi consistent les premiers résultats et conclusions de ces négociations?

Réponse (13.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La décision d'entamer une collaboration plus étroite entre la Fondation François Elisabeth (FFE) et la Zithaklinik devant aboutir à une fusion relève des Conseils d'administration de ces deux entités juridiques.

En effet, aussi bien la Zithaklinik que la FFE, qui est le gestionnaire du Centre hospitalier du Kirchberg (CHK), sont des personnes morales de droit privé qui ne sont pas soumises à ma tutelle et qui sont organisées selon les seules règles du droit privé.

Le CHK est également déjà né d'un processus de fusion qui avait pour objectif de réunir les Cliniques Sacré-Cœur, Ste Elisabeth et St François au sein d'un nouvel établissement hospitalier géré par la FFE qui, par la suite, a encore repris les activités de la Clinique Sainte-Marie et repris la Clinique Privée Dr E. Bohler.

Néanmoins, en tant qu'établissements hospitaliers, le CHK et la Zithaklinik sont également soumis à la planification hospitalière et j'ai dès lors été informé par les organismes gestionnaires de ces deux établissements hospitaliers de leur volonté de rapprochement qui a pour finalité de fusionner les prédits établissements.

Par ailleurs, la convention de collaboration entre la FFE et la Zithaklinik m'a également été transmise.

Mes services ne sont pas directement impliqués dans les négociations entre la FFE et la Zithaklinik et ils ne disposent dès lors pas de détails ni sur l'état actuel des travaux de rapprochement entre ces deux établissements ni sur leur contenu.

Je voudrais rappeler à cet endroit les fusions récentes entre établissements hospitaliers que j'ai toujours encouragées car elles ont abouti à une concentration de certaines activités médicales tout en garantissant une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

Ainsi, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) est également né de deux processus de fusion consécutifs qu'à traversés l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, d'abord en 2004 avec l'Hôpital de Dudelange et, ensuite début 2008, avec l'Hôpital Princesse Marie-Astrid de Niederkorn (HPMA).

En effet, depuis le 1er juillet 2004, l'activité hospitalière de l'Hôpital de la Ville de Dudelange est exploitée par le Centre Hospitalier Emile Mayrisch, qui a maintenu son statut d'établissement d'utilité publique.

Suite à cette première fusion de deux structures hospitalières du sud du pays, une démarche de rapprochement entre l'HPMA et le CHEM avait débuté fin 2005.

Le 12 mars 2007, un accord de collaboration avait été signé entre le CHEM et l'HPMA pour aboutir en date du 17 décembre 2007 à la signature officielle de la convention de fusion entre ces deux établissements.

Depuis le 1er janvier 2008, le CHEM a repris l'exploitation hospitalière de l'HPMA, tout en conservant son statut de fondation ainsi que sa dénomination, et organise son exploitation hospitalière sur trois sites, à savoir Esch, Niederkorn et Dudelange.

Pour les régions du Nord, la démarche de rapprochement entre l'Hôpital St Louis d'Ettelbruck et la Clinique St Joseph de Wiltz a abouti, suite à l'adoption de la loi du 20 avril 2009, à la création d'un nouvel établissement public dénommé «Centre Hospitalier du Nord» qui a pour mission l'exploitation des hôpitaux d'Ettelbruck et de Wiltz.

Ces exemples de fusions récentes constituent la preuve qu'une concentration de certaines activités médicales par des synergies stratégiques entre établissements hospitaliers est bénéfique lorsqu'elle a comme finalité de garantir une meilleure prise en charge des patients en milieu hospitalier.

Question 2611 (12.3.2013) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **sport à l'école:**

Lors de l'assemblée générale du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) du 2 mars 2013, le président de l'Association des Professeurs d'Éducation Physique (APEP) Claude Schumacher a ouvertement critiqué la décision prise par le Ministère de l'Éducation nationale de réduire de deux heures à une heure hebdomadaire l'éducation physique dans le programme des 12e et 13e de l'Enseignement secondaire technique.

Dans les trois à quatre années scolaires à venir, pas moins de 3.500 élèves seront concernés par cette mesure. Soulevons que la surcharge pondérale et l'obésité chez les jeunes et adolescents (dépassant les 20% au Luxembourg!) ne cesse d'être un phénomène plus qu'inquiétant dans notre société et qu'il est indispensable de réagir, en particulier dans le cadre de l'éducation nationale.

Le président de l'APEP tenait à rappeler que la Ministre de l'Éducation nationale s'était justement engagée en faveur d'un renforcement de la place du sport au sein de l'enseignement scolaire dans le cadre du plan d'actions publié il y a un an et demi.

La décision prise par le Gouvernement semble pourtant être en contradiction avec ses objectifs. C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Comment la Ministre explique-t-elle cette divergence entre l'objectif fixé par le plan d'actions quant à la place du sport à l'école d'un côté et la décision récente de réduire l'éducation physique dans l'Enseignement secondaire technique de l'autre côté?

2. La Ministre n'est-elle pas d'avis que la réduction de l'éducation physique dans le programme scolaire est le mauvais message pour la promotion de la mobilité et la lutte contre l'obésité chez nos enfants?

3. La Ministre serait-elle prête à revenir sur sa décision et réfléchir à une autre solution, s'alignant sur les objectifs du plan d'actions gouvernemental?

Réponse (29.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Pour les classes de 10e et 11e de la formation de technicien, deux leçons hebdomadaires d'éducation physique et sportive sont actuellement dispensées, ce qui correspond au quart du temps disponible pour toutes les disciplines de l'enseignement général.

Lors de la révision curriculaire des différentes formations professionnelles pour les classes de 12e et de 13e, il s'est avéré qu'au niveau de l'enseignement général il ne restait plus que 6 heures disponibles dans la grille horaires. De ce fait une révision à la baisse, en terme d'heures, pour certaines disciplines n'a pas pu être évitée. Il est à signaler que dans le cadre de la formation professionnelle, les équipes curriculaires fonctionnent en partenariat avec l'État luxembourgeois et les chambres professionnelles patronales et salariale.

Afin de compenser la perte d'une leçon d'éducation physique dans les classes de 12e et 13e de la formation de l'EST, le Ministère a proposé d'introduire une 3e leçon d'éducation physique et sportive pour les classes de 8e du cycle inférieur de l'EST. Par cette mesure de compensation, le statut de l'E.P.S. au lycée serait rehaussé. Une prise de position de la part de la commission nationale concernée ne m'est pas encore parvenue.

Je me permets de rappeler aussi l'introduction d'une 3e leçon d'éducation physique et sportive dans le régime préparatoire afin de mieux pouvoir agir contre la sédentarité des jeunes.

L'importance de l'enseignement physique et sportif n'est donc nullement négligée de façon généralisée tout au long de l'EST, mais est au contraire renforcée dans les cycles inférieurs.

Je regrette qu'on persiste de refuser de reconnaître les multiples efforts concrets de mon département en faveur de la promotion de l'éducation physique et sportive dans les écoles et lycées au Luxembourg.

Ad 2) Lors d'une réunion entre les départements concernés de mon ministère et plusieurs membres de la commission nationale concernée, l'offre de parler avec les différentes équipes curriculaires sur la possibilité d'intégrer le volet de la manutention et de la santé au travail dans les différents modules de l'enseignement professionnel a été faite. Le directeur à la formation professionnelle est disposé à organiser une réunion en la matière.

Par ailleurs, la proposition faite par les professeurs d'éducation physique et sportive quant à l'implémentation du projet MOBAQ dans les classes de 7e de l'enseignement secondaire technique a trouvé mon soutien en encourageant l'introduction d'outils d'évaluation permettant de mieux connaître la situation de la santé motrice de nos élèves en début de leur scolarité dans l'enseignement secondaire.

Ad 3) Compte tenu des réponses aux questions ad 1) et ad 2), je confirme la politique du Gouvernement qui vise à mettre l'accent sur une bonne hygiène de vie, une alimentation saine et une activité physique dès le plus jeune âge.

Question 2614 (14.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **frais d'inscription à l'Université du Luxembourg:**

D'Uni Lëtzebuerg huet dëslescht eng Erhéijung vun den Aschreiwungskäschte bekannt ginn. Betraff sinn d'Studenten, déi vun der nächster Rentrée un am éischten oder zweete Semester vun engem Bachelor-Programm ageschriwwe sinn. Fir dës Studente belafe sech d'Aschreiwungskäschten net méi op 200 Euro, mä op 400 Euro pro Semester. D'Uni Lëtzebuerg huet dës Erhéijung domadder begrënnt, datt duerch déi zousätzlech Recetten eng Rei Studenten am Kader vun hirem obligatoreschen Auslandsemester solle finanziell ënnerstëtzt ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwe sinn oder waren, hunn zënter 2009 a pro Joer eng Demande fir eng Erasmus-Bourse agereecht?

2. Wéi vill vun deene Studenten hunn hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg?

3. Wéi vill vun deenen Demandë goufen accordéiert, respektiv refuséiert?

4. Wat fir Grënn goufe bei de Refuse genannt?

5. Wéi vill Studenten, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn oder haten, si vun deene Refuse betraff? A wéi vill Studenten, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn oder haten, si betraff?

6. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwe sinn oder waren, hunn eng Erasmus-Bourse accordéiert kritt, obwuel fir si d'Méiglechkeet bestoung, eng Dispens ze kréien oder obwuel si vum obligatoreschen Auslandsemester exemptéiert waren?

7. Wéi vill Studenten, déi op der Uni Lëtzebuerg ageschriwwe sinn oder waren, hu keng Erasmus-Bourse accordéiert kritt, obwuel fir si den Auslandsemester en obligatoresche Charakter hat?

8. Wéi vill Studenten, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, mä op enger auslännescher Uni ageschriwwe sinn oder waren, hunn zënter 2009 a pro Joer eng Demande fir eng Erasmus-Bourse agereecht?

9. Wéi vill vun deenen Demandë goufen accordéiert, respektiv refuséiert?

10. Wat fir Grënn goufe bei de Refuse genannt?

11. Mat wat fir enger finanzieller Ënnerstëtzung kënnen d'Studente rechnen, déi hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, op enger auslännescher Uni ageschriwwe sinn an eng Erasmus-Bourse refuséiert kréien?

Réponse (15.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2614 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser.

Réponse aux questions 1, 3, 7:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
demandes	542	575	549
accordées	457	505	473
refusées	85	70	76

Réponse à la question 2:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
demandes LU	488	502	480
accordées LU	412	441	410
refusées LU	85	61	70

Réponse à la question 4:

Les étudiants auxquels la bourse Erasmus n'a pas été accordée ne présentent pas un profil académique permettant un départ financé; ils n'avaient pas acquis suffisamment d'ECTS et/ou leur moyenne de notes était trop faible comparativement à d'autres étudiants, l'attribution des bourses Erasmus étant faite de manière compétitive, sur critères académiques. Ceci est réalisé en pleine conformité avec la Charte Erasmus signée entre l'Université du Luxembourg et la Commission européenne, qui assure le financement de cette mobilité Erasmus à travers l'agence ANEFORE.

Une bourse Erasmus a également été refusée à un étudiant pour fraude en 2012-2013.

Réponse à la question 5:

	2010-2011	2011-2012	2012-2013
refus	85	70	76
résidents LU	76	61	70
résidents à l'étranger	9	9	6

Réponse à la question 6:

Aucun étudiant exempté n'a bénéficié d'une bourse Erasmus dans ces conditions. Les étudiants ayant obtenu une dispense de mobilité

n'ont pas obtenu de bourse Erasmus non plus; cependant, seuls les étudiants ayant effectivement fait une demande de dispense sont comptabilisés. Il n'est pas possible de dénombrer les étudiants éligibles à une dispense et qui n'en font pas la demande.

Réponse aux questions 8, 9:

	2009-2010	2010-2011
demandes	113	92
accordées	99	83
annulées	4	5
refusées	10	4

À partir de l'année académique 2011-2012, les étudiants domiciliés au Luxembourg et inscrits à une université à l'étranger, n'ont plus la possibilité de faire une demande de bourse Erasmus auprès d'ANEFORE, mais doivent adresser cette demande auprès de leur «université d'envoi».

Réponse à la question 10:

Année académique 2009-2010 - demandes refusées: 10

1: date limite de l'envoi de la demande de la bourse Erasmus non respectée

1: mobilité en Suisse, à ce moment la Suisse ne faisait pas partie du programme Lifelong Learning

1: pas dans les attributions d'ANEFORE

7: étudiants à l'Université du Luxembourg qui doivent faire leur demande de bourse d'Erasmus auprès du SEVE de l'Université du Luxembourg

Année académique 2010-2011 - demandes refusées: 4

1: non-résident luxembourgeois

1: pas dans les attributions d'ANEFORE

1: pour l'année académique 2011-2012

1: demande envoyée deux fois

Réponse à la question 11:

Dans le cadre du programme Erasmus ces étudiants ne peuvent pas avoir une aide financière sauf si leur université d'envoi leur accorde la bourse Erasmus.

Question 2617 (14.3.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **mesures antibruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette:**

En vertu de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et transposée en droit luxembourgeois par la loi du 2 août 2006 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, l'Administration de l'Environnement a élaboré des cartes de bruit stratégiques et des plans d'action de lutte contre le bruit pour les infrastructures de transport majeures du Grand-Duché dont la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures de lutte contre le bruit envisagées sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette?

- Quelles sont les priorités pour la mise en œuvre de ces mesures de réduction du bruit?

- La mise en œuvre de ces mesures est-elle assurée par la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ou bien des tiers?

Réponse (23.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2617 du 14 mars 2013, l'honorable Député Marc Spautz souhaite s'informer au sujet des mesures antibruit sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette.

En vertu de la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, un plan de lutte contre le bruit ferroviaire, fondé sur les résultats de la cartographie du bruit présentant plus de 60.000 mouvements de trains par an, a été établi par l'Administration de l'Environnement pour la ligne Luxembourg-Bettembourg-Esch-sur-Alzette. Ce plan d'action identifie les zones exposées aux niveaux de bruit les plus élevés. Dans ce contexte la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, ci-après les CFL, avec l'accord du groupe de travail «Réduction des nuisances sonores sur le Rail», dont des représentants du MDDI et de l'Administration de l'Environnement font partie, a traité l'arrêt ferroviaire de Noertzange comme projet-pilote. Actuellement en cours de finalisation, ce projet servira dans un premier temps de base pour fixer les technologies utilisées pour la construction des écrans antibruit sur d'autres sites fortement urbanisés. Ainsi, les CFL ont développé, de concert avec un bureau spécialisé en la matière, un écran semi-vitré permettant de garantir un grand pouvoir d'absorption tout en préservant un sentiment de sécurité et de visibilité aux clients. La mise en œuvre d'une partie des écrans acoustiques est déjà achevée (écran en béton-bois) ainsi que les éléments semi-vitrés seront mis en place au courant du deuxième semestre 2013.

Compte tenu que l'arrêt de Noertzange a fait l'objet d'un projet architectural afin de s'intégrer au mieux avec le projet de résidence universitaire élaboré par le Service des Sites et Monuments dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien Bâtiment Voyageurs, les CFL ont développé des auvents en béton dont les sous-faces vont être enduites d'un matériau hautement absorbant afin de limiter la réverbération des ondes sonores vers le voisinage lors du passage des trains.

Complémentairement aux mesures précitées et afin d'optimiser le gain sonore auprès des habitations avoisinantes, les CFL sont en train d'analyser la mise en œuvre de «raildampers» (absorbeurs de rail). Pour des raisons de sécurité ferroviaire, cette dernière mesure sera uniquement mise en œuvre lorsqu'un fournisseur sera en possession d'un agrément de la part d'un autre réseau ferroviaire européen.

Pour ce qui est des efforts entrepris sur l'agglomération de Schifflange, les CFL ont finalisé une étude de dimensionnement acoustique des protections à mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire de Schifflange en y intégrant d'ores et déjà les éléments de projets des suppressions des trois passages à niveau 91, 91a et 92. Dès finalisation des concepts architecturaux communaux et étatiques et consécutivement à l'accord des instances concernées quant à l'échéancier de réalisation, ce projet pourra être entamé.

Complémentairement à ces projets, les CFL ont également traité le point critique que représente le viaduc d'Esch-sur-Alzette de par sa localisation acoustiquement inappropriée. En effet, cet ouvrage se situe en plein site urbain avec des immeubles d'habitation directement contigus et de hauteur largement supérieure. Des travaux de modernisation pour remplacer la fixation directe du rail par une pose ballastée ont été réalisés en 2011. Ces mesures ont déjà contribué à réduire l'émission de bruit solidien. Est prévue comme mesure antibruit supplémentaire la mise en place d'écrans acoustiques sur les corniches du tablier. Ces travaux étaient prévus pour fin 2012, mais l'administration communale d'Esch-sur-Alzette a demandé d'étudier une variante qui vient d'être approuvée et qui permettra aux CFL de finaliser cette mesure pour fin 2013.

En complément à ces projets, les CFL de leur côté ont également mis en place:

- un programme de «meulage acoustique» des rails. En effet, depuis quelques années, les CFL organisent le passage d'un train de meulage qui permet de meuler le plan de roulement avec des meules spécialement conçues à cet effet. Cette mesure permet de diminuer les nuisances sonores provenant du contact rail roue,

- ainsi qu'un programme de mise en place de graisseurs de rail utilisant un produit biodégradable et qui permet de diminuer les tonalités aigues lors de la circulation ferroviaire dans des courbes de faible rayon. Ce type d'installation a déjà été mis en place sur le viaduc d'Esch-sur-Alzette.

Suivant le plan d'action, un des points critiques restant à traiter est l'agglomération de Bettembourg. Dans le cas de la nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg, comprenant à moyen terme la reconstruction de la gare de Bettembourg, les CFL ont entamé les études acoustiques et vibratoires pour la planification des mesures antibruit en consultation avec l'Administration de l'Environnement.

À noter que la totalité des mesures antibruit énumérées ci-avant et planifiées par les CFL sont à charge du Fonds du rail.

Question 2619 (18.3.2013) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant les **accidents causés par des conducteurs roulant à contresens:**

De nos jours, à en juger le nombre de cas cités dans la presse, de plus en plus d'accidents routiers semblent être causés par des automobilistes conduisant à contresens.

En 2005, une question parlementaire ayant un objet similaire avait été soumise aux Ministres des Transports et des Travaux publics. Dans leur réponse de l'époque, les ministres avaient indiqué que d'une part, les systèmes d'exploitation n'étaient pas encore suffisamment sophistiqués pour détecter les conducteurs roulant à contresens en rase campagne. Les ministres relevaient d'autre part que les installations sur les portiques permettant la détection de tels conducteurs ne donneraient pas entière satisfaction, mais que l'Administration des Ponts et Chaussées ferait continuellement des essais pour améliorer leur fonctionnement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Sur base des statistiques policières ou autres peut-on conclure à une augmentation de tels accidents routiers?

2) Quelles en sont les raisons (conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants, suicide, conditions atmosphériques, mauvaise signalisation routière...)?

3) Est-ce que des améliorations notables ont pu être réalisées sur les systèmes d'exploitation aussi bien en rase campagne que sur les portiques? Qu'en est-il des aménagements sur les bretelles relatés dans la réponse des ministres précitée?

4) Combien d'accidents ont pu être évités grâce aux systèmes de détection de conducteurs roulant à contresens?

5) Est-ce que les ministres peuvent fournir des informations détaillées sur le fonctionnement de ces systèmes de détection et le déroulement ultérieur d'interceptions des conducteurs concernés?

6) Comment les ministres entendent-ils lutter à l'avenir contre ce «fléau»?

Réponse commune (14.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations sur les mesures susceptibles d'être prises à l'encontre des conducteurs roulant à contresens.

Les conducteurs qui roulent à contresens sont souvent soit sous l'influence de drogues et/ou d'alcool, soit des personnes pour lesquels il s'agit apparemment d'un défi ou d'une épreuve de courage de circuler à contresens, soit des personnes âgées qui sont rapidement désorientées dans le trafic.

Depuis 2005, il n'y a pas eu d'améliorations notables dans les systèmes d'exploitation. Néanmoins, nos services ont relancé en 2012 une nouvelle étude-pilote pour tester plusieurs équipements de comptage, mais des solutions viables de détection d'un contresens n'ont pas été présentées par les fournisseurs sollicités.

Il est impossible de déterminer combien d'accidents de ce type ont été évités grâce au système de détection du fait que ces données sont trop imprécises (détection du contresens, validation du contresens, arrêt du véhicule en contresens par les forces de l'ordre, nombre de véhicules sur l'autoroute potentiellement en danger, temps disponible afin de pourvoir réagir, etc.).

À part un cas où un usager de la route avait personnellement remercié les responsables du CITA d'avoir été averti rapidement à travers les panneaux à message variables de la présence d'un contresens, le CITA n'a pas de retour des usagers de la route avertis de la même manière.

Il faut aussi dire que les systèmes de détection automatiques restent un moyen de détection parmi d'autres (appels des usagers de la route, détection par les forces de l'ordre ou le CITA). La concomitance de ce système avec les messages et les scénarios déclenchés par les opérateurs CITA, la rapidité de réaction de tous les concernés ainsi que la concentration de tous les intervenants sont d'autant plus importantes pour arrêter un véhicule en contresens respectivement avertir les conducteurs roulant sur le tronçon concerné.

En principe, une intervention sur alerte contresens se déroule comme suit:

Alerte contresens par:

- un système automatique du CITA (caméras de comptage ou boucles de comptage dans la chaussée)

- appel téléphonique d'un usager de la route au CIN 113 ou au CSU 112

- recherche du véhicule sur les caméras de surveillance pour validation par le CITA

- lancement des scénarios «contresens» par les opérateurs CITA et affichage des messages variables sur les panneaux

- concertation entre les dispatchings du CIN/CITA/CSU

- envoi des patrouilles de police sur place

- fermeture d'autoroute si nécessaire.

En France, les instances officielles considèrent que 1% du nombre total des accidents survenus sur des chaussées à voie séparée sont des accidents dus à des prises à contresens (chiffre datant de 2008).

En Allemagne, une moyenne de 20 morts par an dus à des prises à contresens s'oppose à environ 4.000 morts par an sur toutes les autoroutes, donc 0,5 %. Dans ce même pays, huit alertes de contresens par jour sont notées sur un réseau de plus de 12.000 km d'autoroute.

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'Administration des Ponts et Chaussées a renforcé la signalisation réglementaire prévue par le Code de la Route par une signalisation verticale supplémentaire, à savoir le panneau «STOP autoroute». Cette signalisation est renforcée par un marquage horizontal.

Aujourd'hui, une détection de conducteurs à contresens n'est à 100% efficace que si elle est accompagnée d'un système d'avertissement des usagers de la route qui soit quasiment immédiate. L'Administration des Ponts et Chaussées suit de près les développements technologiques en la matière.

La Police grand-ducale ne dispose pas d'outil statistique fiable permettant de déterminer exactement le nombre exact d'accidents routiers causés par des automobilistes roulant à contresens. Il est donc impossible de confirmer une augmentation de tels accidents routiers. La police estime que la conduite en état d'ivresse peut être considérée comme raison d'accident.

Question 2620 (19.3.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **Rencontre internationale pédagogie & psychologie:**

La semaine passée, du 14 au 15 mars, l'Éducation différenciée et le SCRIPT ont organisé au Campus Geesseknäppchen la 10e Rencontre internationale pédagogie & psychologie avec comme thème «Intégration-Inclusion».

Les 8e (Gewalt an Schulen), 9e (Lehren und Erziehen heute) et 10e éditions de ces rencontres internationales ont été brièvement documentées par des numéros spéciaux du Courrier de l'Éducation nationale. Dans ce contexte, je souhaite avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre:

1. Quels étaient les sujets des rencontres antérieures?

2. Existe-t-il des documents relatifs aux bilans et aux contenus de ces rencontres antérieures? Sont-ils accessibles au public?

3. Quel était l'impact budgétaire de la 10e Rencontre internationale? Quel montant a été dépensé en tant que gages/cachets et en tant que frais de voyage/séjour des orateurs?

4. Quel fut le budget alloué au remplacement du personnel de l'Éducation nationale invité en tant que participants?

5. Comment est-ce que ces Rencontres internationales s'intègrent dans la politique générale de formation continue, notamment en ce qui concerne les domaines prioritaires définis par le MENFP et l'importance des formations internes (Schulinterne Lehrer/-innen-Weiterbildung ou SchiLW) organisées sur demande d'une école ou d'une équipe pédagogique?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1.

La 10e Rencontre internationale pédagogie & psychologie a clôturé un cycle de dix colloques concernant les sujets suivants:

2004 «Hyperactivité»: Penser la complexité

2005 Troubles des apprentissages

2006 Troubles des comportements: Au-delà d'une normalisation

2007 Dyslexie: Zwischen Mythos und Wirklichkeit

2008 Rechen-Schwierigkeiten

2009 Lernen und Emotionen

2010 Abenteuer Lesen

2011 Gewalt an Schulen

2012 Lehren und Erziehen heute

2013 Integration-Inklusion

Les intervenants ont sensibilisé les partenaires scolaires aux facteurs qui sous-tendent les troubles des apprentissages et du comportement et ont montré des voies et moyens pour améliorer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs spécifiques.

Ad 2.

Comme la 10e Rencontre internationale pédagogie & psychologie fut organisée en rétrospective des manifestations des années précédentes, il est envisagé de publier les exposés sous forme d'une brochure à l'attention du public intéressé. Les négociations afférentes avec les différents intervenants sont en cours. Le Centre de Technologie de l'Éducation a enregistré les séances des colloques des années 2010, 2011 et 2012 sur support informatique accessible au public sous http:/ediff.cte.lu. L'enregistrement de l'édition 2013 sera prochainement en ligne.

Ad 3.

Les crédits réservés à l'organisation des manifestations en question sont imputés sur l'article 10.7.12.190 Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation des budgets des dépenses et des recettes de l'Éducation différenciée, voire du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

L'impact budgétaire de la 10e Rencontre internationale fut plus important que celui des manifestations des années précédentes. En effet, le 14 mars 2013 a coïncidé avec le 40e anniversaire du service de l'Éducation différenciée et de l'introduction du droit à la scolarité des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Ainsi cette dernière rencontre fut réservée à une rétrospective des années précédentes sous le concours d'un nombre plus important d'orateurs et s'est substituée à d'autres festivités.

Le tableau suivant reprend la ventilation des frais:

Intervenants (honoraires)	8.855 €
Frais de transport	7.200 €
Matériaux, équipements	1.000 €
Hôtels	2.435 €
Catering à l'attention des 300 participants du colloque	3.960 €
Déjeuners des intervenants	448 €
Total	23.898 €

Il faut relever dans ce contexte que les intervenants luxembourgeois n'ont pas touché d'indemnités.

Ad 4.

Les frais de remplacement ne peuvent pas être calculés étant donné que les formulaires d'inscription pour le colloque ne renseignent pas sur l'envergure de l'engagement éventuel de remplaçants. Certaines des absences ont probablement pu être compensées par des mesures d'organisation internes à l'école, ou l'échange de plages d'enseignement entre collègues assumant des demi-tâches. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose pas non plus de renseignements sur les taux de paiement qui peuvent varier en fonction de la qualification des remplaçants. Une telle analyse, qui devrait se faire en collaboration avec l'Administration du personnel de l'État du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, engendrerait un investissement considérable en ressources humaines et de ce fait des coûts supplémentaires.

Ad 5.

Les objectifs des Rencontres internationales lors desquelles les intervenants tiennent des cours magistraux peuvent différer de ceux de la Schulinterne Lehrer-innen-Weiterbildung ou SchiLW, mais ils ne se trouvent certainement pas en contradiction avec les domaines prioritaires définis par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

L'école inclusive ne se construira pas sans l'apport d'enseignants formés dans le domaine de la pédagogie spéciale.

Une manifestation organisée sous le concours d'experts à haute renommée peut motiver les enseignants à se perfectionner dans leur métier, soit par des études personnelles, soit par l'organisation de formations au sein de leur école.

Plusieurs des sujets traités lors des colloques ont été approfondis dans le cadre de formations continues consécutives. Ainsi le colloque Rechen-Schwierigkeiten a abouti à l'offre de séminaires dirigés conjointement par le Professeur Jens Holger Lorenz et Michael Gaidoschick. Le Professeur Bernd Ahrbeck, intervenant au colloque «Troubles des comportements: Au-delà d'une normalisation» a offert un module d'approfondissement sur le sujet en question dans le cadre de la formation «Grundlagen der Sonderpädagogik».

Les Rencontres internationales «pédagogie & psychologie» ont donc donné des impulsions pour l'organisation de cours de perfectionnement au sein des différents ordres d'enseignement.

Elles ont par ailleurs favorisé les échanges entre les partenaires scolaires, tant dans le cadre des discussions menées lors des colloques que dans le cadre des formations continues consécutives.

Question 2622 (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **plafonnement de l'index:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer e gedeckelten Index, schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatioune brauch.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill géif de Stat als Patron bei sengem Personal, aktiv a pensionéiert, duerch e gedeckelten Index (zweemol de soziale Mindestloun) op ee Joer aspueren?

2. Wéi vill géif de Stat als Patron bei sengem Personal, aktiv a pensionéiert, duerch e gedeckelten Index (dräimol de soziale Mindestloun) op ee Joer aspueren?

Réponse (17.4.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2622 du 18 mars 2013, l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen demande de connaître les répercussions sur les dépenses de l'État d'un plafonnement des tranches d'indice à deux fois et trois fois le salaire social minimum dans le cas de figure de l'échéance d'une tranche d'indice par an.

En réponse à sa question, je puis l'informer qu'un plafonnement d'une tranche d'indice de 2,5% à deux fois le salaire social minimum appliqué sur l'indemnité barémique et l'allocation de fin d'année des agents de l'État et sur la pension des retraités de l'État réduirait les dépenses annuelles de personnel de l'État de l'ordre de 23,6 millions d'euros.

Un plafonnement d'une tranche d'indice de 2,5% à trois fois le salaire social minimum appliqué sur l'indemnité barémique et l'allocation de fin d'année des agents de l'État et sur la pension des retraités de l'État réduirait les dépenses annuelles de personnel de l'État de l'ordre de 11,8 millions d'euros.

Question 2624 (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **plafonnement de l'index:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer e gedeckelten Index schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatioune brauch.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Cotisatioune géifen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (2-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensiounskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung manner erakommen?

2. Wéi vill Cotisatioune géifen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (3-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensiounskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung manner erakommen?

3. Wéi vill géif bei de Leeschtungen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (2-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensiounskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung agespuert ginn?

4. Wéi vill géif bei de Leeschtungen op ee Joer duerch de gedeckelten Index (3-mol de soziale Mindestloun) bei der Pensiounskeess, bei der Gesondheetskeess a bei der Fleegeversécherung agespuert ginn?

Réponse (2.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1. Explikatiounen iwwert d'Methodologie, déi de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) ugewannt huet, fir auszerechnen ëm wéi vill d'Recetten u Cotisatioune géinge falen, wann den Index op 2- oder 3-mol de soziale Mindestloun (SML) gedeckelt géing ginn

D'Berechnunge si gemaach ginn op Basis vun der Zuel u schaffende Leit vum Joer 2012. Déi jährlech geschëlte Cotisatioune ginn a Fonctioun vun de Salairë ventiléiert, déi deelweis indexéiert sinn. Den indexéierten Deel bedréit entweder 2- oder 3-mol den SML. Eng Indextranche ass agerechent ginn.

Den CCSS huet en plus de Prinzip applizéiert, dass de Plafond cotisable, deen equivalent zu 5-mol den SML ass (ausser bei der Fleegeversécherung), net duerch déi deelweis Indexéierung touchéiert gëtt, vu dass en direkt vum SML ofhänkt an integral ze indexéieren ass.

Fir d'Perte u Cotisatiounen ze évaluéieren, déi aus engem gedeckelten Index erfollegt, gëtt d'Differenz tëscht der Zomm vun den integral indexéierten, beitragsflichtege Salairen an där vun den nëmmen deelweis indexéierte Salairë gerechent.

2. Chiffere betreffend d'Reduktioun vun de Cotisatiounsrecettë bei Pensiounsversécherung, Krankeversécherung a Fleegeversécherung

Den Tableau résuméiert d'Resultater vun der Simulatioun. D'Perte an absolute Chiffere pro Joer ass uginn, wann den Index op 2- oder 3-mol den SML limitéiert ass. Des Weideren ass d'relativ Moins-value ugi par rapport zu de Cotisatiounen, déi geschëlt wieren, wann den Index net op 2- oder 3-mol den SML limitéiert wier.

Moins-value u Cotisatiounen op ee Joer bei enger partieller Indexéierung (a Milliounen Euro)		
	Limitatioun vum Index op 2 SML	Limitatioun vum Index op 3 SML
Pensiounsversécherung	14,81	7,12
Krankeversécherung - Soins	6,62	3,19
Krankeversécherung - Krankegeld	0,33	0,14
Fleegeversécherung	1,66	0,92
Gesamt Moins-value	23,42	11,38
Total vun de Cotisatiounen	3.723,12	3.723,12
% vun der Perte	0,63%	0,31%

3. Auswierkunge vun enger Deckelung vum Index op d'Prestatiounen

a) Krankeversécherung

Bei den Dépensë muss een tëscht folgende Kategorië vu Prestatiounen ënnerscheeden:

1. Prestatiounen am Spidolsberäich, déi budgetéiert sinn;

2. Prestatiounen, déi iwwerholl ginn a fir déi d'Tariffer indexéiert sinn (Dokteren, Zänndokteren, verschidde Gesondheetsberuffer);

3. Prestatiounen, déi iwwerholl ginn a fir déi d'Tariffer net indexéiert sinn (Apdikteschkäschten, Laboratoireskäschten ausserhalb vum Spidol, medezinesch Hëllefsdéngschter).

Fir den 1. Punkt ass d'Aféierung vun engem Plaffong theoretesch méiglech opgrond vun de reelle Personalkäschten, déi mat agerechent ginn, mä de Plaffong kann net évaluéiert ginn, ouni dass een d'genee Répartitioun vun de Salairë vum Personal am Secteur kennt.

Wat de Punkt 2 ugeet, muss ee festhalen, dass de Sozialcode d'Applikatioun vun enger Indextranche virgesäit. De proposéierte Plaffong schéngt schwéier realiséierbar. Eng subsidiaresch Léisung, wéi e globalen Taux moyen op d'Tariffer unzewenden oder en Taux moyen pro Gesondheetsberuff unzewenden, géing eng Ofännerung vum Sozialcode noutwendeg maachen, ouni vun de Schwieregkeeten ze schwätzen, déi eng objektiv Festleeung vun dem Taux mat sech brénge géif.

Op de Punkt 3 huet d'Aféierung vun engem gedeckelten Index keen Afloss.

b) Fleegeversécherung

D'Indextranche huet keen Afloss op d'Fleegeversécherung. Et handelt sech quasi ëm e Parallellismus op Säite vun de Recetten a vun den Dépensen.

Wat allerdéngs d'Prestatioune vun der Fleegeversécherung iwwer Hëllefsréseauxen an d'Alters- a Fleegeheimer ugeet, esou muss ech do op de Punkt 2 hei virdru verweisen, well d'Geldwäerter vun deenen eenzelne Kategorien u Prestatairen och indexéiert sinn. Déiselwecht technesch Iwwerleeunge sinn also ubruecht.

c) Pensiounsversécherung

D'Aféierung vun engem Plaffong fir d'Applikatioun vum Index (sief et 2- oder 3-mol den SML) op d'Pensioune bréngt munch theoretesch a praktesch Problemer mat sech, well doduerjer d'strikt Proportionalitéit, déi bis elo bestanen huet, ofgeschaaft géing ginn.

Ouni dës Problemer ze vergiessen, kann een à titre indicatif soen, dass eng Deckelung vun der Indexadaptatioun während zwielef Méint fir d'Pensioune vum Régime général géing zu enger Moins-value un Dépensë vun 3,6 Milliounen (Plaffong bei 2-mol den SML) oder 0,1 Milliioun (Plaffong bei 3-mol den SML) fir e jährleche Gesamtmontant u Pensioune vun 3.255 Milliioune féieren.

Question 2625 (19.3.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**obligation scolaire:**

L'article 7 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire prévoit que tout enfant habitant le Luxembourg, âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école et que cette obligation s'étend sur douze années consécutives.

Par ailleurs, une procédure est prévue selon laquelle cette obligation scolaire est contrôlée et cette mission incombe soit au collège des bourgmestre et échevins, soit au bureau du syndicat scolaire intercommunal. Ainsi, pour le 1er octobre de chaque année, il est dressé une liste de tous les enfants résidant dans la commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire. Lorsque le collège des bourgmestre et échevins ou le bureau du syndicat scolaire informé par le président du comité d'école ou le directeur du lycée constate par la suite une infraction à l'obligation scolaire, il est censé mettre en demeure les parents concernés qui devraient prendre position dans un délai de huit jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'il existe pour chaque commune un relevé détaillé reprenant chaque élève de l'enseignement fondamental qui réside dans la commune et qui y fréquente ou non l'école avec l'indication où chaque enfant (commune et établissement scolaire) est scolarisé?

- Est-ce qu'un relevé chiffré et anonyme est disponible et public, qui renseigne pour chaque commune le nombre d'enfants qui fréquentent soit un établissement scolaire dans une autre commune du Luxembourg, soit une école à l'étranger?

- À défaut de relevé ou de registre, combien d'enfants de l'enseignement fondamental de chaque commune du pays sont scolarisés dans une autre commune luxembourgeoise, combien à l'étranger et dans quels pays?

- Est-ce que les raisons qui amènent les parents à scolariser leurs enfants en dehors de leur commune de résidence sont connues?

- À combien s'élève le «minerval» qui est payé par chaque commune à chaque autre commune pour les élèves qui fréquentent une école en dehors de leur commune de résidence?

Réponse commune (30.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad 1) et 2)

La loi relative à l'obligation scolaire impose aux autorités communales de veiller au respect de l'obligation scolaire, c'est-à-dire de veiller à ce que tous les élèves âgés d'au moins quatre ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours fréquentent l'école pendant douze années consécutives à partir du 1er septembre qui

suit leur quatrième anniversaire. Les autorités communales doivent intervenir lorsque le président du comité d'école ou, le cas échéant, le directeur du lycée leur signale qu'un élève ne fréquente pas régulièrement l'école sans excuse valable.

Cette surveillance se fait moyennant collaboration entre les services communaux qui disposent des fichiers renseignant sur les enfants résidant dans la commune en âge de scolarité obligatoire et les services du ministère qui disposent du fichier élèves renseignant sur les enfants inscrits à des écoles publiques.

La loi autorise l'échange de fichiers entre les services concernés. Pour l'année scolaire 2013/2014, la collaboration sera mise en place de la manière suivante:

- l'autorité communale communique, pour le 15 septembre au plus tard, à chaque titulaire la liste des enfants inscrits à sa classe. Cette liste contient, pour chaque enfant, le nom et les prénoms, le matricule, le lieu de naissance, l'adresse, les noms des parents et éventuellement le nom du tuteur;

- les titulaires transcrivent ces données complétées par des informations d'ordre pédagogique et ensemble avec les renseignements de service dans la base de données du ministère.

Au plus tard le 30 octobre 2013, le service compétent du ministère communique aux administrations communales les noms des enfants de la commune qui sont inscrits à une école ou un lycée publics ainsi que le nom de l'établissement et la classe. Le fichier communal, mis en relation avec le fichier du ministère, permet de constater quels enfants de la commune ne sont pas inscrits à l'école publique. Il appartient alors aux autorités communales de faire vérifier comment ceux-ci suffisent à l'obligation scolaire, en exigeant la remise d'un certificat d'inscription scolaire.

Par ailleurs nos départements ne disposent pas d'informations détaillées quant aux relevés éventuellement établis dans ce cadre par les services administratifs des autorités communales.

Ad 3)

Grâce à la saisie des données des élèves mentionnées sub 1) dans les fichiers afférents, le relevé en annexe 1 de la présente a pu être établi. Il renseigne, pour l'année scolaire 2012/2013 et pour chaque commune ou syndicat de communes chargé de la mise en œuvre de l'enseignement fondamental, sur le nombre d'élèves scolarisés dans une autre commune luxembourgeoise.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne dispose pas en ce moment d'informations communales exhaustives concernant la scolarisation d'enfants résidant au Grand-Duché et fréquentant l'enseignement fondamental dans un pays étranger.

Ad 4)

Selon l'article 20, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental les parents d'élèves de l'enseignement fondamental peuvent demander l'admission de leur enfant dans une école d'une autre commune en adressant une demande écrite dûment motivée au collège des bourgmestre et échevins de la commune où ils entendent inscrire leur enfant.

Celui-ci donne suite à la demande si l'organisation scolaire de la commune d'accueil le permet et après vérification des motifs par les services compétents.

Sont considérés comme motifs valables:

1. la garde de l'enfant par un membre de la famille jusque et y compris le 3e degré;

2. la garde de l'enfant par une tierce personne exerçant une activité d'assistance parentale agréée par l'État;

3. la garde de l'enfant par un organisme œuvrant dans le domaine socio-éducatif agréé par l'État;

4. la situation du lieu de travail d'un des parents.

Dans le cas où la commune d'accueil accepte la demande, la commune d'origine prend en charge les frais de scolarité de l'enfant dans la commune d'accueil.

Ad 5)

Par règlement grand-ducal du 28 avril 2011, celui du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité a été modifié dans le sens que la redevance annuelle pour frais de scolarité que le conseil communal de la commune d'accueil détermine ne peut dépasser 600 euros par élève. Le relevé en annexe 2 de la présente établit la liste des montants des redevances fixés par les différentes communes.

Pour les élèves admis à l'enseignement luxembourgeois et ne résidant pas au Grand-Duché, les communes peuvent fixer un minerval à régler par les parents de ces élèves lors de leur inscription à l'école.

Annexes: nombre d'élèves scolarisés résidant dans une autre commune, minerval scolaire perçu par les communes

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2626 (20.3.2013) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant la **Luxembourg Air Rescue:**

La mission de la Luxembourg Air Rescue (LAR) est de sauver des vies humaines et de préserver la santé de personnes en détresse par le biais d'hélicoptères de sauvetage et d'avions sanitaires au Luxembourg, dans la Grande Région et à travers le monde entier.

Or, le fonctionnement et le travail quotidien de la LAR à la station de l'Aéroport de Luxembourg s'avèrent, comme il ressort entre autres d'une interview avec le président de la LAR dans le Luxemburger Wort du 20 mars 2013, être entravés par des mesures de sécurité relatives aux accès dans l'enceinte aéroportuaire de plus en plus poussées, à tel point que des vies humaines seraient mises en péril.

Ainsi, par exemple, des pièces indispensables au bon fonctionnement des hélicoptères ne seraient, suite aux contrôles précités, pas arrivées, respectivement arrivées en retard avec comme conséquence la fermeture de la station de Luxembourg-ville pour la journée. Certains fournisseurs refuseraient même les livraisons suite aux procédures longues et fastidieuses.

Aussi des patients rapatriés, même dans des états très critiques, auraient dû supporter des attentes excessivement longues avant de pouvoir entrer dans l'enceinte de l'aéroport, avec toutes les conséquences pour les patients concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer, voire préciser les informations évoquées ci-dessus?

2) Les directives appliquées en matière de contrôle de sécurité sont-elles en phase avec les exigences légales applicables?

3) Si les problèmes rapportés s'avéraient exacts, quelles solutions le Ministre envisagerait-il afin d'y remédier?

4) Existe-t-il une possibilité afin d'adapter les contrôles de sécurité, certes nécessaires, aux besoins et activités de la LAR? La LAR et ses fournisseurs ne pourraient-ils pas, le cas échéant, bénéficier d'une priorité adaptée à la situation?

Question 2643 (25.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **problèmes de l'Air Rescue avec le service de sécurité de l'Aéroport de Luxembourg:**

Der Präsident der „Luxemburger Air Rescue" hat sich beklagt, dass seine Mitarbeiter Tag für Tag vom Sicherheitsdienst am Flughafen daran gehindert werden, ihre Arbeit zu verrichten. Unnütz verlorene Zeit kann dramatische Folgen haben. Ein Schreiben an den Transportminister hat die Situation nicht verändert. Es wird gesagt, dass Reglements da sind, um eingehalten zu werden. Diese gesetzlichen Auflagen sind aber in einem dringenden Fall kontraproduktiv.

Fragen:

1) Was sieht der Minister vor, um diese Situation zu verbessern?

2) Wie kann die Kontrollprozedur vereinfacht werden?

Réponse (6.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés s'enquièrent des mesures de sûreté entravant selon les dires de LAR son fonctionnement quotidien.

Les mesures de sûreté en question sont imposées par la réglementation européenne en la matière et la législation luxembourgeoise ne saurait y déroger. Il est cependant connu que l'application de la nouvelle réglementation concernant le contrôle des fournisseurs d'aéroports en même temps que la préparation de deux audits consécutifs de la Commission européenne en la matière ont empêché temporairement toute modification substantielle du dispositif de sûreté en place et ont ainsi créé des surcharges ponctuelles à certains postes d'inspection-filtrage.

Les procédures applicables en matière de contrôle de sûreté sont conformes aux exigences légales européennes et nationales. La récente inspection de l'Aéroport de Luxembourg par la Commission européenne en février 2013 a d'ailleurs confirmé une application conforme aux normes européennes en question.

À l'avenir, les entraves opérationnelles pourront être amoindries par l'amélioration concomitante des infrastructures inhérentes aux postes de contrôle, l'instauration d'une zone délimitée permettant d'alléger les contrôles de sûreté et une adaptation de la gestion des flux d'accès à l'aéroport.

Les procédures récemment introduites prévoient déjà un traitement prioritaire pour les cas d'intervention urgente (ambulance et personnel médical) voire pour les fournitures afférentes. La mise en place d'une zone délimitée permettrait à LAR de gérer l'accès de ses fournisseurs à cette zone, ce qui ne signifie pas pour autant que ces derniers seraient dispensés de tout contrôle.

Question 2627 (20.3.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **métiers techniques:**

Alors que le taux de chômage atteint toujours de nouveaux pics, y compris chez les jeunes, le secteur industriel est, aux dires de certains, créateur de nouveaux emplois. Selon la Fédération des industriels luxembourgeois (FEDIL), les postes déclarés sont toutefois loin de trouver preneur alors que les qualifications des demandeurs d'emploi laissent souvent à désirer.

Pour ce qui est des métiers techniques, les représentants de la FEDIL indiquent qu'ils cherchent surtout des personnes disposant du diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), l'ancien CATP, mais aussi des candidats du niveau bachelor/master.

Une formation solide dispensée par des enseignants motivés constitue à cet égard une base importante pour l'obtention des qualifications requises.

Dans son rapport d'activité pour l'année 2012, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche note toutefois que 344 candidats-professeurs n'étaient pas à même de terminer leur travail de candidature dans le délai imparti de 18 mois. Ce même rapport note que sur les 90 travaux de candidature remis durant l'année 2012 seulement 8 avaient une connotation technique alors qu'ils concernaient entre autres les domaines de l'électrotechnique, de la mécanique, de l'architecture et de la physique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Comment expliquer la morosité des candidats-professeurs en ce qui concerne le travail de candidature? Les ministres sont-ils toujours convaincus de l'utilité de ce travail de candidature?

2) Le nombre peu élevé de professeurs s'intéressant aux métiers techniques ne présage-t-il pas sur le nombre d'élèves de niveau DAP aptes à occuper les postes dans le secteur industriel? Comment les ministres entendent-ils revaloriser et orienter les élèves vers ces métiers?

3) Ne serait-il pas opportun de promouvoir davantage les sciences afin de préparer au mieux les jeunes au marché du travail ou pour débuter les études universitaires avec les connaissances indispensables?

Réponse commune (25.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et de* **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ad 1)

Après avoir passé avec succès la période du stage pédagogique, les stagiaires-fonctionnaires sont nommés à la fonction de candidat et nominés soit à la carrière de professeur de lettres, de sciences, d'ingénieur, d'architecte… (grade E7), soit à la fonction de maître d'enseignement technique (grade E2), de maître de cours spéciaux (grade E3ter), ou soit de professeur d'enseignement technique (grade E5).

Le travail de candidature est une activité aboutissant à la rédaction d'un mémoire. Il constitue un «examen de promotion» permettant au fonctionnaire nominé à la fonction de candidat d'accéder à la carrière de professeur, de maître d'enseignement technique, de maître de cours spéciaux ou de professeur d'enseignement technique.

Le traitement des candidats est réduit de 18 points indiciaires (p.i.) pour les maîtres d'enseignement technique (grade E2), de 22 p.i. pour les maîtres de cours spéciaux (grade E3ter), de 26 p.i. pour les professeurs d'enseignement technique (E5) et de 30 p.i. pour les professeurs de lettres, de sciences… (grade E7). Les réductions de traitement sont supprimées dès que ces candidats présentent avec succès leur travail de candidature et ils peuvent bénéficier des coefficients prévus par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

On distingue trois sortes de mémoires:

- le mémoire de recherche axé sur la spécialité disciplinaire du candidat,

- le mémoire pédagogique axé sur les sciences de l'éducation et

- le travail à objectifs pédagogiques. Ce travail constitue en général un projet d'élaboration de matériel didactique avec la présentation et l'analyse d'applications pratiques et concerne les maîtres d'enseignement technique (E2) ainsi que les maîtres de cours spéciaux (E3ter).

Le mémoire doit, soit porter sur un sujet qui relève de la première spécialité du candidat ou des sciences de l'éducation, soit documenter, sous la forme d'un rapport, la participation individuelle de l'auteur à un projet de recherche mené par un ou plusieurs des organismes mentionnés à l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2000.

On peut en effet constater que 344 candidats sont actuellement sursitaires, car ils n'ont pas remis leur travail de candidature endéans le délai de 18 mois. Huit candidats doivent présenter un nouveau travail étant donné que leur travail avait été jugé insuffisant et qu'il avait donc été refusé.

130 candidats de la promotion 12 pourront remettre leur travail de candidature en mai, respectivement en novembre 2013. En 2013, 482 candidats seront donc susceptibles de remettre leur travail de candidature.

Nous constatons effectivement que bon nombre de candidats-professeurs n'élaborent pas leur travail de candidature dans la période de candidature qui suit immédiatement le stage pédagogique. Seul un tiers des candidats élabore ce mémoire dans le délai imparti.

Les raisons invoquées par les candidats professeurs sont, soit d'ordre professionnel, c'est-à-dire la volonté de se concentrer sur les activités d'enseignement, soit d'ordre personnel et familial.

On peut cependant constater que l'intention de réaliser ce travail de candidature augmente avec les années qui passent et que les candidats des promotions plus anciennes ont réalisé leur travail de candidature à plus de 80%.

Suivez la Chambre des Députés
sur FACEBOOK
et TWITTER

Promo	suspens	dispense	réussite	refus	Total	% réussites
3	2	0	23	0	25	88,46153846
4	9	0	85	2	96	88,54166667
5	20	0	93	0	113	82,30088496
6	24	1	89	0	114	78,07017544
7	31	1	85	2	119	71,42857143
8	49	1	76	0	126	60,31746032
9	36	0	99	2	137	72,26277372
10	74	3	64	2	143	44,75524476
11	98	8	49	0	155	31,61290323
12	130	10	0	0	140	0
Total	473	24	663	8	1168	

Beaucoup de candidats-professeurs sont intéressés à élaborer un travail de candidature en relation avec les sciences de l'éducation, étant donné que leur recherche peut leur apporter de meilleures connaissances dans leur domaine. L'élaboration de cours ou de webfolios sont des éléments qui sont utiles à leur enseignement et sert également à d'autres professeurs.

Certains de ces mémoires ont même fait l'objet de publications scientifiques, d'autres ont constitué un premier pas à la réalisation d'une thèse de doctorat.

Tous ces travaux sont publics et transmis à la bibliothèque nationale où ils peuvent être consultés sous forme papier et depuis 2009 sous forme électronique.

Nous estimons donc que le travail de candidature constitue un travail de recherche précieux aussi bien dans le domaine pédagogique que dans le domaine de la recherche.

Ad 2)

Nous estimons qu'il est difficile de conclure du faible nombre de mémoires avec connotation technique que les professeurs ne s'intéressent pas aux domaines du secteur industriel. Ainsi en formation professionnelle, les sections à haute technicité menant ou bien au diplôme de technicien ou bien au DAP connaissent toujours un vif afflux d'élèves en classe de 10e. Aussi la réforme de la formation professionnelle qui est mise en œuvre depuis 2009 entend-elle mieux former les élèves qui s'apprêtent à entrer sur le marché du travail.

Ad 3)

Le Gouvernement fait de nombreux efforts pour promouvoir les sciences. Ainsi, depuis 2008 une leçon supplémentaire est prévue dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique pour les sciences naturelles. Le Gouvernement soutient également des activités parascolaires telles que des clubs de sciences. Cette année, le Luxembourg a organisé l'olympiade européenne des sciences rassemblant 135 élèves et 85 enseignants de 26 pays européens.

Question 2628 (20.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **contrôles effectués par une société privée à l'Aéroport de Luxembourg:**

Um Findel kontrolléiere Membere vu private Sécherheetsfirmen eng Rei vu vereedegte Beamte vu verschiddenen Administratiounen. Dat stellt natierlech eng Rei vu Froen, och wat d'Vertraue vum Stat a seng eege Beamten ugeet.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Minister vun der Fonction publique dës Froe stellen:

1. A wiem sengem Optrag schaffen déi privat Sécherheetsfirmen, déi um Findel d'Personal kontrolléieren? Wat ass déi legal Basis dofir a wéi eng genee Rechter a Flichten hunn déi Leit? Wéi vill kaschten déi Kontrollen am Joer? Gouf et eng Soumission publique an, wa jo, fir wéi een Zäitraum gouf wéi en Optrag verginn?

2. Ass et an den Ae vun der Regierung korrekt, datt vereedegt Beamten net vun anere Beamten, mä duerch Membere vun enger privater Firma kontrolléiert ginn? Ginn déi statutaresch Rechter vun de Beamten net doduerch verletzt?

3. Ass et an den Ae vun der Regierung korrekt, datt dat privat Personal, dat um Findel d'Kontrolle mécht, dacks nëmme Franséisch kann? Goufe Kenntnisser am Lëtzebuergeschen an an anere Sproochen net am Cahier des charges vun der Ausschreiwung gefuerdert? Wann neen, firwat gouf eis Nationalsprooch net berücksichtegt?

4. Wéi eng legal Basis gëtt et fir déi Fouilles corporelles, déi do gemaach ginn? Wéi eng Kritäre musse bei Kierperduerchsichunge respektéiert ginn?

Réponse commune (16.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Den honorablen Deputéierte stellt d'Fro vum Vertraue vum Stat a seng vereedegt Beamten, déi sech och de Kontrollen um Findel mussen ënnerleeën.

Et ass keng Fro vu Vertrauen a seng Beamten, mä eng strikt an einfach Uwendung vun der europäescher Reglementatioun a Saachen «sûreté aéroportuaire». De Stat dierf do keng Exceptioune maachen.

Wat elo déi prezis Froe betrëfft, déi den honorablen Deputéierten ons stellt, wëlle mer folgend Äntwerten dozou ginn:

Déi privat Sécherheetsfirmen um Flughafen hunn ee Kontrakt mat lux-Airport a sinn agréémiert vun der DAC. Hir Rechter a Flichte sinn am Artikel 39 quater vum Gesetz vum 31. Januar 1948 iwwert d'Navigation aérienne festgehalen. Do steet ganz kloer, datt déi Leit an hirer Missioun dierfen eng Identitéitskaart froen an dann dierfen d'Kontrollen duerchféieren, wann een an déi reglementéiert Zone vum Flughafen era wëll. Wann eng Persoun sech weigert esou eng Kontroll matzemaachen, kann hir den Zougang vun de Sécherheetsbeamte verweigert ginn.

D'Kontrolle kaschten aacht Milliounen Euro d'Joer un Eegepersonal vu lux-Airport an 3,5 Milliounen Euro un externe Sécherheetsbeamten. Et handelt sech bei deem leschtgenannten ëm een négociéierte Marché.

Dovunner ofgesinn, datt et an dësem Kontext keng speziell statutaresch Rechter fir de Beamte gëtt, steet hei driwwer eng europäesch Reglementatioun, déi net duerch national Bestëmmunge kéint ëmgaange ginn.

Do spillen och erëm d'Qualifikatiounskritären, déi europäesch virgeschriwwe sinn. D'DAC dierf just déi Kritäre benotzen, fir ze kucken, ob een den Agrément kritt oder net. Wann de Stat do elo ee Sprochekritär derbäigesat hätt, wär en net konform zur europäescher Reglementatioun. Dovunner ofgesinn, melle sech ebe bal exklusiv franséischsproocheg Leit, mä déi kréien awer intern bei lux-Airport Coursen am Lëtzebuergeschen.

Eng Annex vum Règlement (CE) n°300/2008 vum 11. März 2008 an d'Artikelen 23 a 24 vum Règlement grand-ducal vum 18. September 2012 applizéiere sech op d'Fouilles corporelles. Iwwregens huet d'europäesch Kommissioun déi korrekt Applikatioun vun de Kontrollen ufanks des Joers an engem Audit iwwerpréift a fonnt, datt de Flughafe konform zur Reglementatioun géif schaffen.

Question 2629 (20.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**emprunt contracté en décembre 2008:**

Am Dezember 2008 huet de Lëtzebuerger Stat - am Kader vun der Rettung vun enger systemescher Bank zu Lëtzebuerg - iwwer eng öffentlech Souscriptioun en Emprunt vun zwou Milliarden Euro opgeholl, deen zu 3,75% verzënst ass. Vill Lëtzebuerger hu bei dëser Souscriptioun matgemaach. Dësen Emprunt leeft de 4. Dezember vun dësem Joer aus.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister vum Trésor dës Froe stellen:

1) A wéi enger Form wëllt de Stat dësen Emprunt verlängeren?

2) Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Spuerer iwwert d'Verlängerung oder eng nei Opleeung vun der öffentlecher Souscriptioun sollen un dësem Emprunt bedeelegt ginn?

3) Wann de Lëtzebuerger Spuerer soll un dësem Emprunt bedeelegt ginn, kann een dann dovunner ausgoen, datt den Zënssaz vun 3,75% bäibehale gëtt?

Réponse (23.4.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre du Trésor:*

L'emprunt public de deux milliards d'euros émis en 2008 et venant à échéance le 4 décembre 2013 a été contracté pour financer l'acquisition de la BGL dans le cadre de la résolution ordonnée du groupe bancaire Fortis.

Le 10 avril 2013, le Premier Ministre, dans le cadre du discours sur l'état de la nation, a annoncé que si les conditions sont appropriées, l'État luxembourgeois est prêt en principe à céder sa participation dans BGL BNP Paribas d'ici la fin de l'année.

Au cas où l'État céderait sa participation dans BGL BNP Paribas avant l'échéance du 4 décembre, il n'y aura pas lieu de procéder au refinancement de cet emprunt. Si ce n'est pas le cas, les modalités d'émission de l'emprunt ainsi que le taux d'intérêt dépendront des conditions de marché.

Question 2630 (21.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **nouveau site pour la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture:**

Le Gouvernement a décidé, il y a quelques années, d'ériger les nouveaux bâtiments du Lycée technique Agricole (LTA) au lieu-dit «Kriewinkel» près de Gilsdorf dans la commune de Bettendorf. Au départ il avait été envisagé d'y implanter également le siège de la Chambre d'Agriculture et des laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA). Ces deux projets de construction n'ont finalement pas été retenus. Seule la construction des nouveaux bâtiments du Lycée technique Agricole (LTA) a été votée à la Chambre des Députés.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ses services sont en train de chercher un site alternatif pour le nouveau siège de la Chambre d'Agriculture et pour les locaux destinés à héberger les laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture?

- Dans l'affirmative, la Chambre d'Agriculture et les laboratoires de l'ASTA seront-ils établis sur le territoire de la «Nordstad»? Dans la négative, quels autres sites éventuels seraient visés par le Gouvernement?

Réponse (18.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au nouveau siège de la Chambre d'Agriculture et des laboratoires de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) qui, initialement, étaient prévus d'être réalisés ensemble avec le nouveau Lycée technique Agricole à Gilsdorf.

Dans le cadre de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, les deux communes concernées, Diekirch et Bettendorf, ont revendiqué de voir diminuer l'impact du site sur le paysage par l'implantation des nouveaux bâtiments pour les laboratoires et bureaux précités à un endroit autre que celui du site «Kriewinkel». Au vu de cette demande, un nouveau site d'implantation alternatif pour les bâtiments administratifs devra être déterminé.

Une nouvelle implantation des laboratoires pour l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) avec les bureaux de la Chambre d'Agriculture devrait faire l'objet d'une analyse plus globale dans le cadre des discussions menées autour des sites disponibles dans la «Nordstad». Dans ce contexte, deux options sont actuellement sous analyse mais une décision n'a, pour l'instant, pas encore été retenue.

Question 2632 (21.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**ancien couvent de Eisenborn:**

Il me revient que l'État, en l'occurrence le Fonds du Logement, est propriétaire de l'ancien couvent de Eisenborn dans la commune de Junglinster.

Cette vieille demeure, ainsi que son parc, sont classés dans la catégorie des «monuments nationaux». Y résidaient, vers la fin des années 1990, des réfugiés venant de l'ex-Yougoslavie. Depuis leur départ, les bâtiments en question, d'un charme évident, ont été délaissés si bien qu'ils risquent de devenir vétustes selon les craintes de certaines gens.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quels ont été les travaux que l'État a fait réaliser durant l'été 2012?

- Le Fonds du Logement compte-t-il remettre en état la demeure pour y créer des logements sociaux dans un avenir proche? L'ancien couvent pourrait-il accueillir, le cas échéant, des étudiants de l'Université du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, le hangar adjacent ferait-il également l'objet des travaux de rénovation?

- Dans la négative, le Fonds du Logement pourrait-il s'arranger avec la commune de Junglinster en vue de créer des unités d'habitation sur le site de l'ancien couvent? Les bâtiments et le parc pourraient-ils dès lors être cédés à la commune?

Réponse (10.5.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat - qui est propriétaire de l'immeuble en question - a procédé en 2012 à des travaux de désamiantage. Actuellement, le Fonds du Logement est en train d'analyser, ensemble avec les instances concernées, à savoir les autorités communales et le Service des sites et monuments nationaux, les différentes possibilités d'affectation des alentours du corps principal qui lui sera transformé en logements locatifs.

À l'heure actuelle, Madame la Bourgmestre n'est pas en mesure d'autoriser les travaux envisagés, étant donné que la transformation du bâtiment en logements n'est pas conforme aux dispositions du plan d'aménagement général de la commune de Junglinster, de sorte que toute activité sur le chantier a dû être arrêtée.

Il n'est pas prévu d'y loger des étudiants de l'Université du Luxembourg, ni de céder les immeubles avec le parc à la commune de Junglinster. Cependant, il a été envisagé d'ouvrir le parc - réaménagé par le Fonds - au public en journée, dans la mesure où l'entretien ne sera pas à charge du Fonds.

Question 2634 (21.3.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **transferts de patients à des centres de phlébologie étrangers:**

Il me revient que le nombre de patients transférés à des centres de phlébologie étrangers a augmenté sensiblement ces dernières années.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de patients pris en charge en 2011 et 2012 par la CNS dans des centres de phlébologie étrangers (consultations et interventions)? Quels en étaient les coûts?

- Monsieur le Ministre ne croit-il pas utile de créer un centre d'excellence dans ce domaine au Luxembourg?

Réponse (6.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Santé:*

Il convient de rappeler tout d'abord, qu'en ce qui concerne les centres dans lesquels les patients se sont faits traiter, les transferts à l'étranger se font en principe uniquement dans des milieux universitaires ou des institutions spécialisées en vertu de l'article 25 des statuts de la Caisse Nationale de Santé.

Au courant de l'année 2011, 604 patients à charge de l'assurance maladie sont allés se faire traiter à l'étranger pour des cas de phlébologie, c'est-à-dire pour des maladies des veines.

Le coût y relatif s'est élevé à 324.955,90 EUR.

Pour l'année 2012, le nombre de patients s'élevait à 556. Cependant, et pour des raisons liées

à la procédure de remboursement des prestations entre institutions compétentes, la somme des frais pris en charge par la Caisse Nationale de Santé reste inconnue pour la prédite période.

Suivant les dispositions tant du règlement CE 883/2004 du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et son règlement d'application 987/2009 du 16 septembre 2009 que des statuts de la Caisse Nationale de Santé, les consultations et traitements dûment autorisés par le Contrôle médical de la sécurité sociale sont pris en charge intégralement aux taux des tarifs applicables aux assurés sociaux de l'étranger.

Pour ce faire, le montant effectif des dépenses exposées pour les prestations en nature, tel qu'il ressort de la comptabilité de l'institution qui les a servies, est remboursé à cette dernière institution par l'institution compétente et ce par l'intermédiaire des organismes de liaison nationaux.

Pour l'année 2012, les décomptes afférents n'ont pas encore été définitivement traités par la Caisse Nationale de Santé, de sorte qu'il est à ce jour impossible de se prononcer quant aux coûts engendrés.

Je tiens finalement à informer l'honorable Député que la question relative à l'opportunité de créer un centre d'excellence sera traitée dans le cadre du futur plan hospitalier.

Question 2636 (22.3.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**impôt spécial dans l'intérêt du service incendie:**

La loi du 22 avril 1905 concernant l'établissement d'un impôt spécial dans l'intérêt du service incendie prévoit que le produit de cet impôt est destiné à garantir le bon fonctionnement des services incendie et sauvetage. Cet impôt qui s'élève à 6% est prélevé sur les assurances incendie des particuliers. L'assureur étant celui qui doit s'en acquitter. Chaque corps de sapeurs pompiers bénévoles reçoit une prime d'encouragement et l'assurance accident des bénévoles est financée par ce biais tout comme l'acquisition de nouveau matériel et la formation des sapeurs pompiers. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a ainsi engrangé 4,5 millions d'euros pour l'exercice 2012.

Par circulaire du 28 février 2013 Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a prononcé un moratoire concernant l'allocation de subventions aux communes dans le cadre de l'acquisition de véhicules d'intervention pour les besoins des services de secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Les recettes de l'impôt incendie sont-elles suffisantes pour satisfaire les besoins en assurance des bénévoles, de primes, de formation et d'acquisition de matériel?

- Quelles sont les recettes que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a engrangé ces cinq dernières années et quelle a été leur affectation?

- Quel a été le produit de l'impôt incendie pour l'exercice 2013 jusqu'à présent?

- Les communes profiteront-elles des recettes non affectées lors des exercices futurs?

Réponse (8.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives à l'emploi du produit spécial dans l'intérêt du service incendie.

Tout d'abord, je tiens à préciser que le moratoire concernant l'allocation de subventions aux communes dans le cadre de l'acquisition de véhicules d'intervention pour les besoins des services de secours, que j'ai prononcé pour l'exercice 2013, n'est pas dû à une diminution des recettes du produit spécial ou à des restrictions budgétaires au niveau des services de secours. Cette décision est motivée par la nécessité d'instaurer dans le contexte de la réforme actuelle des services de secours une période de réflexion permettant d'analyser de façon critique les plans pluriannuels d'investissement en fonction d'une approche nationale basée sur une analyse des risques et de promouvoir, d'un commun accord avec les autorités communales, une politique cohérente de couverture des risques au Grand-Duché. Par ailleurs, la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours profitera de cette phase de réflexion pour l'élaboration de nouveaux modèles de cahiers de charges standardisés pour l'acquisition des véhicules d'intervention usuels.

En ce qui concerne les recettes de l'impôt spécial dans l'intérêt du service incendie, je peux affirmer que celles-ci sont suffisantes pour satisfaire les besoins en assurance des volontaires, des primes, de formation et d'acquisition de matériel.

Le tableau en annexe renseigne sur les recettes de l'impôt spécial au cours des cinq dernières années, ainsi que sur leur affectation.

Le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région ne connaîtra le produit de l'impôt spécial qu'à la fin de l'exercice 2013, c'est-à-dire au 1er trimestre 2014.

Le produit de l'impôt spécial est affecté chaque année dans son intégralité pour les besoins du service incendie, de sorte que la question des recettes non affectées lors des exercices futurs ne se pose pas.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2637 (22.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**agence régionale de l'ADEM:**

Lors d'une visite des locaux de l'ADEM à Luxembourg-Bonnevoie en novembre dernier, il m'a été signalé que les capacités de cette agence auraient atteint leurs limites, et au niveau du personnel administratif respectivement des conseillers professionnels et en ce qui concerne l'accueil des demandeurs d'emploi à proprement parler. À cette occasion il a été proposé d'envisager la création d'une nouvelle agence régionale à Mersch en vue de délester l'agence de Bonnevoie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il informer si ses services sont en train de réfléchir à l'ouverture d'une éventuelle agence régionale de l'ADEM à Mersch?

- Dans l'affirmative, le Ministère du Travail et de l'Emploi a-t-il déjà pu détecter des locaux appropriés? Combien de personnes devraient travailler dans cette nouvelle agence afin qu'un service de qualité puisse être assuré?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de chercher un site alternatif?

Réponse (2.5.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Lors d'une visite des locaux de l'ADEM à Luxembourg-ville en date du 19 novembre 2012 par la Commission du Travail et de l'Emploi de la Chambre des Députés, la création d'une agence régionale de l'ADEM à Mersch a été évoquée.

Cette option avait été envisagée en raison du nombre élevé de demandeurs traité par l'agence de Luxembourg et de l'exiguïté des locaux de Diekirch, devenus trop petits suite à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits.

Il n'y a cependant actuellement pas de projet concret concernant la création d'une agence à Mersch alors que des pourparlers sont en cours aussi bien avec l'Administration des Bâtiments publics qu'avec l'Administration du Cadastre et de la Topographie pour trouver une solution à Diekirch, et qu'une solution pour l'agence de Luxembourg doit être rapidement trouvée. La direction de l'ADEM a été chargée de faire des propositions en ce sens.

Question 2638 (22.3.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **Tramadol:**

Suite au doublement du nombre de prescriptions pour l'opioïde synthétique Tramadol au cours des dernières cinq années, les experts britanniques viennent de proposer de mettre la substance incriminée sur la liste des stupéfiants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution du nombre de prescriptions de l'opioïde en question au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'usage de cette substance comme stupéfiant?

- Monsieur le Ministre entend-il également, à l'instar des autorités britanniques, inscrire le produit en question sur la liste des stupéfiants?

Réponse (25.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

1) Suivant les renseignements fournis par la Caisse Nationale de Santé, le nombre de délivrances en officine ouverte au public de médicaments facturés et pris en charge par la Caisse Nationale de Santé ayant comme principe actif seul ou en association du Tramadol a évolué comme suit au cours des dernières années:

Année	Nombre de prescriptions	Variation en unités	Variation en %
2008	55.686	-	
2009	59.413	3.727	7%
2010	63.317	3.904	7%
2011	67.323	4.006	6%
2012	67.993	670	1%

2) Le Tramadol est un analgésique morphinique de puissance modérée, le potentiel d'abus du Tramadol est toutefois plus faible que celui de la morphine.

Cet opioïde synthétique n'est actuellement pas classé comme stupéfiant en vertu de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, qui est régulièrement amendée.

Cette convention, approuvée par une loi du 3 juillet 1972, a pour objectif de limiter la production et le commerce de substances interdites en établissant une liste de ces substances, qualifiées de stupéfiants.

Lors de la 56e session de la Commission des Stupéfiants de l'ONU, qui s'est récemment tenue à Vienne et à laquelle mon département a été représenté, le renforcement de la coopération internationale en matière de lutte contre le mésusage et le trafic d'opioïdes synthétiques non placés sous contrôle international, notamment de Tramadol, a été discuté.

Au moment des discussions au sein de la Commission des Stupéfiants, la délégation du Royaume-Uni a signalé qu'elle envisagerait de mettre le Tramadol sous contrôle en le soumettant aux mêmes mesures de contrôle que, par exemple, la morphine.

Aucun de nos pays voisins n'a placé le Tramadol sous un tel contrôle.

Mes services continuent à suivre de près l'évolution de ce dossier et aucune décision concernant un éventuel classement du Tramadol n'a été prise à ce stade.

Question 2639 (22.3.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**amiante au Luxembourg:**

Comme le relate un article du «Journal» du 19 mars 2013, l'amiante, interdit dans toute l'Europe depuis 2005, n'a pas disparu. L'amiante a été utilisé dans l'industrie et la construction à cause notamment de ses caractéristiques réfractaires. Des études avaient pourtant démontré ses effets toxiques (l'amiante en vrac en particulier) sur l'organisme humain, pouvant provoquer des maladies cancérigènes. Au Luxembourg, neuf personnes sont décédées suite à une maladie professionnelle liée à l'amiante entre 2005 et 2010.

Le 21 mars 2013, le journal «L'essentiel.lu» a, quant à lui, publié un article racontant le mauvais sort vécu par un propriétaire qui a découvert la présence d'amiante dans son immeuble à Luxembourg. Son assurance n'a pas pris en charge les frais de désamiantage qui se sont avérés exorbitants, et le Ministère de la Santé a exclu une aide aux personnes privées.

Au Grand-Duché, l'utilisation d'amiante est prohibée depuis 2001. En me référant à la question parlementaire n°0313 du 14 décembre 2009 et à la réponse fournie le 18 janvier 2010 *(cf. compte rendu n°8/2009-2010)* par le Ministère de la Santé, il a été retenu entre autres qu'en France la loi impose à chaque propriétaire de procéder à une expertise ou à un inventaire d'amiante avant la mise en location ou la mise en vente de son logement (décrets 96-97, 97-855, 2001-840 et 2002-839).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres de la Santé et du Logement:

- Les Ministres seraient-il prêts à proposer une loi allant dans le sens de celle adoptée en France concernant l'inventaire obligatoire d'amiante pour les logements privés avant leur mise en location ou vente?

- Dans le cas d'une propriété privée construite avant l'interdiction de l'amiante en 2001 mais acquise après cette date, qui est responsable du désamiantage et des frais y reliés lorsqu'une présence d'amiante est détectée?

- Comment les déchets engendrés par le processus de désamiantage sont-ils traités?

Réponse commune (16.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les ministres soussignés tiennent à préciser que la réglementation française, dont fait référence l'honorable Député, fait obligation aux propriétaires de tous les immeubles bâtis, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou à des personnes publiques, de rechercher la présence de flocages contenant de l'amiante dans les immeubles.

Ladite réglementation ne s'applique toutefois pas aux immeubles à usage d'habitation qui ne comportent qu'un seul logement.

Une telle pratique, qui doit être réalisée par des experts spécialisés, est très complexe. Par ailleurs, la présence d'amiante ne constitue pas nécessairement un risque sanitaire. En effet, il faut distinguer entre le ciment d'amiante où les fibres sont incorporées dans le ciment et ne peuvent être libérées que suite à une détérioration du matériau (percement, cassures, effritements) et l'amiante en flocage, qui présente un risque beaucoup plus important. La mise en place d'un inventaire obligatoire semble beaucoup plus complexe que d'indiquer la simple présence ou absence d'amiante.

Par rapport au système français plus restrictif, la Belgique dispose d'un système de certification ou d'attestation volontaire pour qualifier les bâtiments de «asbestos-free» et «asbestos-safe». Les certificats sont délivrés par des laboratoires agréés.

En application des dispositions de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets, la responsabilité de procéder à l'évacuation des déchets revient au Grand-Duché de Luxembourg au producteur de déchets initial ou au détenteur de ces déchets. Par producteur, il faut entendre la personne dont l'activité a produit le déchet. Cette personne doit également supporter les frais qui en résultent. Il s'ensuit que les frais d'évacuation et d'élimination des déchets d'amiante reviennent à la personne qui prend l'initiative de procéder à l'enlèvement des produits contenant de l'amiante.

En ce qui concerne les procédés de traitement des déchets d'amiante, il convient de distinguer entre les différentes formes selon lesquelles ces produits se présentent:

- Les déchets d'amiante-ciment ainsi que les déchets de construction et de démolition solides contenant de l'amiante ou contaminés par de l'amiante sont éliminés par une mise en décharge. Les décharges en question disposent d'une zone spécialement autorisée pour ce type de déchets. Les décharges où sont éliminés ces déchets d'origine luxembourgeoise se trouvent surtout en Allemagne.

- Les déchets d'amiante qui ne sont pas intégrés dans une matrice cimentée mais qui se présentent plutôt sous forme de fibres libres compactées ou non comme p. ex. du matériel d'étanchement ou de l'amiante floculé sont éliminés par mise en décharge souterraine dans des anciens dômes de sels en Allemagne.

- Les appareils électriques contenant de l'amiante («Nachtspeicheröfen») sont démontés dans des installations spécialisées à l'étranger et les différents composants contenant de l'amiante sont éliminés en décharge.

Question 2640 (25.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**hébergement web de sites commerciaux à caractère pornographique:**

Es gibt Hinweise, dass der IT-Standort Luxemburg sehr gut als Hosting-Plattform für Webseiten mit kommerziell verwerteten Pornoinhalten fungiert. Dies wurde meines Erachtens nie in

den wirtschaftlichen Plänen öffentlich diskutiert. Auf der anderen Seite gibt es strenge Auflagen für Webinhalte mit dem nationalen Domainnamen .lu und es stellt sich die Frage einer Zuwiderhandlung mit gerichtlichen Folgen.

Fragen:

1) Kann die Ministerin bestätigen, dass solche Inhalte über eine .lu-Domain-Webseite nicht zugelassen sind und dass hier strafrechtlich verfolgt werden kann?

2) Wie können dann bei solchen strengen nationalen moralischen Vorgaben dennoch Server diese Inhalte ungehindert hosten und im Internet zur Verfügung stellen?

3) Will die Ministerin in diesem Bereich etwas ändern oder dies zulassen im Namen eines positiven Steuereinkommens?

4) Wie steht es mit den moralischen Grundsätzen, zu denen sich die Regierung verpflichtet fühlt, wenn es um das Generieren von Steuereinkommen geht, auch angesichts der Tatsache, dass es sich um eine vermeintliche Ausbeutung von Frauen handelt?

Réponse (30.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias:*

Ich erlaube mir, darauf hinzuweisen, dass man zwischen Domainname und Inhalt der Webseiten unterscheiden muss, umso mehr, da bei der Namensregistrierung oftmals der Inhalt noch nicht bekannt ist beziehungsweise der Name nicht unbedingt in direkter Verbindung zu dem Inhalt stehen muss. Dieses entspricht internationaler Praxis in freiheitlichen Rechtssystemen.

Ein .lu-Domainname kann unter folgenden Bedingungen nicht registriert werden:

1) Die beantragte Adresse existiert bereits.

2) Der Name enthält ein „-„ an dritter und vierter Stelle.

3) Der Name ist sittenwidrig oder widerspricht der öffentlichen Ordnung.

Ich möchte auch unmissverständlich klarstellen, dass die Diversifizierung des Medien- und IT-Standortes in keiner Hinsicht darauf abzielt, den Vertrieb und/oder die Lagerung von pornografischen Inhalten in und aus Luxemburg zu fördern.

Allerdings muss auch auf das in unserer Verfassung verankerte Prinzip der Handelsfreiheit hingewiesen werden.

Ist jedoch der Inhalt eines Internetauftritts gesetzeswidrig, so werden die Anbieter von den zuständigen Instanzen nach der bestehenden Gesetzeslage verfolgt und bestraft. Die Grundlagen, welche unseren Gerichten hierbei zur Verfügung stehen, wurden kürzlich erweitert. (Loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal)

Question 2641 (25.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **transit de poids lourds le long de la Moselle:**

Noch immer wird von betroffenen Anrainern darauf hingewiesen, dass sich die Situation des Schwerverkehrs an der Mosel nicht gebessert hat, trotz vermehrter Bußgelder, die den Fahrern des Transitverkehrs aufgebürdet werden. Um Zeit und Geld zu sparen, wird gegen die nationale Gesetzgebung, die vor Jahren im Rahmen von stringenten Transitvorschriften für schwere Lastwagen festgelegt wurde, verstoßen.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Praxis bestätigen?

2) Sind dem Minister von Seiten der Sicherheitskräfte Verstöße auf dieser Strecke gegen die seit langem in Kraft gesetzten nationalen Transitbestimmungen mitgeteilt worden?

3) Bleibt die eingeführte nationale Gesetzgebung zum Transitverkehr durch Lastwagen über 3,5 Tonnen auch heute noch vollumfänglich in Kraft oder gab es in der Zwischenzeit eine Verwässerung durch Urteile des Europäischen Gerichtshofs?

4) Wäre die Einrichtung auf den Grenzposten einer automatischen Kameraeinrichtung für das Ablichten ausschließlich von Lastwagen eine Option für den zuständigen Minister?

5) Wie ist die Beibehaltung des Tanktourismus, der unter anderem durch Lastwagen bedient wird, mit den Vorgaben zum obligatorischen Transitverkehr auf den nationalen Autobahnen zu vereinbaren?

Réponse (10.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'application et le contrôle du respect de la réglementation relative à la circulation de transit des poids lourds.

Tant dans l'intérêt de la sécurité routière que par souci de réduire les incommodités des riverains dues au trafic lourd, les autorités luxembourgeoises ont pris l'habitude, depuis le début des années 80, d'obliger le trafic de transit des poids lourds à emprunter, dans la mesure où l'infrastructure routière requise est en place, les itinéraires autoroutiers et d'interdire l'utilisation d'itinéraires parallèles via la voirie normale. De nombreux règlements grand-ducaux pris depuis lors ont mis en pratique cette approche au rythme de l'extension du réseau autoroutier national.

Suivant les prescriptions prévues au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique en vigueur, le trafic de transit (i. e. le trafic international traversant le Grand-Duché sans rupture de charge sur le territoire luxembourgeois) des véhicules d'une masse maximale autorisée supérieure à 3,5 t (nonobstant leur immatriculation luxembourgeoise ou autre) est tenu d'emprunter l'itinéraire autoroutier. Ledit règlement grand-ducal fixe également les tracés des itinéraires de transit.

Il en découle qu'un camionneur en transit est en infraction, dès qu'il quitte les itinéraires ainsi définis pour s'approvisionner sous quelque forme que ce soit.

Une jurisprudence européenne telle que mentionnée par l'honorable Député, susceptible d'atténuer les dispositions précitées, est inconnue à mes services.

Enfin, il relève de la compétence de la Police grand-ducale de veiller que les dispositions réglementaires relatives au transit de poids lourds, qui sont d'ailleurs applicables dans toute leur ampleur, soient respectées.

Question 2642 (25.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **«précédent chypriote» et la confiance des épargnants:**

In dem Inselstaat Zypern ist es durch den europäischen Lösungsvorschlag zu einem gefährlichen Präzedenzfall gekommen, der als symbolcharakteristisch für die nächste Zukunft angesehen werden darf. Der Begriff Enteignung liegt in aller Munde und die Entscheidung der Finanzminister wurde als unverantwortlich eingeschätzt.

Fragen:

1) Wurde das Abstimmungsverhalten des Luxemburger Finanzministers mit der Regierung abgestimmt?

2) Kann die Regierung bestätigen, dass es im Fall eines Falles niemals eine Steuer auf Sparguthaben geben wird, die dazu verwendet würde, um in Not geratene etablierte Banken zu retten, auch wenn dies von europäischen und internationalen Instanzen so eingefordert würde?

3) Dieselbe Frage in Bezug auf die Einzahlungen auf Rentenkonten im Rahmen der privaten Rentenvorsorge („prévoyance vieillesse").

4) Was will die Regierung tun, um das Vertrauen der Kleinsparer und Kleinanleger in Bankenprodukte, unter anderem das Sparkonto, wieder herzustellen?

5) Die britische Regierung hat den UK-Bürgern und Geschäftsfirmen eine Garantie in Aussicht gestellt, die Kapitalsteuer, sollte sie von der zypriotischen Regierung erhoben werden, integral zurückzuerstatten. Wie würde die luxemburgische Regierung mit luxemburgischen Firmen und Staatsbürgern vorgehen, die in Zypern Bankkonten betreiben?

6) Wird sich die luxemburgische Regierung fortan dafür einsetzen, dass dieser Präzedenzfall der zwangsweisen Besteuerung von Spareinlagen für die Rettung von maroden Finanzinstituten auf europäischer Ebene sich nicht mehr wiederholen darf?

Réponse (17.5.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Ziel der Beschlüsse der Eurogruppe war, die Stabilität der Eurozone zu bewahren und den finanziellen Zusammenbruch Zyperns zu verhindern. Um das finanzielle Hilfspaket der Eurozone zu begrenzen, wurde auch ein Beitrag der Kunden der notleidenden Banken vorgesehen. Die Eurogruppe hat mehrmals bestätigt, dass Guthaben auf Konten, die 100.000 Euro nicht überschreiten, hiervon ausgenommen sind und bleiben.

Die generelle Frage der eventuellen Einbeziehung von Kundendepots über 100.000 Euro bei Restrukturierungen von Banken wird derzeit in der EU im Rahmen der Diskussionen über Bankenabwicklung diskutiert. Luxemburg steht einer solchen Einbeziehung aus Gründen des Vertrauens in das Bankenwesen zurückhaltend gegenüber.

Question 2644 (27.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**éventuelle fermeture du centre de distribution de l'Entreprise des P&T à Ingeldorf:**

Il me revient que le centre de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications à Ingeldorf, commune d'Erpeldange, pourrait fermer ses portes d'ici l'an 2015 pour être établi au Roost dans le canton de Mersch.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons d'une éventuelle fermeture du centre de distribution, installé actuellement dans la zone industrielle de Ingeldorf?

- Monsieur le Ministre pourrait-il d'ores et déjà fournir, le cas échéant, des informations sur la réaffectation des bâtiments de ce centre qui ont été rénovés il y a à peine quelques années?

Réponse (7.5.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur André Bauler concernant la fermeture éventuelle du centre de distribution de l'EPT à Ingeldorf, je peux vous confirmer que l'Entreprise des Postes et Télécommunications envisage l'acquisition (sous réserve de l'accord du conseil d'administration de l'EPT) d'un terrain à Roost (Bissen) en vue de la construction d'un centre de distribution, en remplacement du centre actuellement implanté à Mersch.

En effet, le centre de distribution actuel à Mersch ne correspond pas aux besoins de l'Entreprise des P&T de par sa localisation au centre de la localité et de ses surfaces limitées.

Pour l'analyse préliminaire de la future construction projetée, diverses options sont envisagées pour l'organisation et la répartition des services de distribution des envois postaux et des colis dans les régions concernées en vue des infrastructures disponibles à Ingeldorf et envisageables à Roost. Il est en effet nécessaire d'adapter au mieux les infrastructures aux besoins futurs dans le contexte d'un volume postal en régression et d'un volume colis en progression.

Sans pouvoir prévoir les résultats des analyses et l'organisation à moyen et long terme, les centres de Mersch/Roost et Ingeldorf resteront des bases importantes pour les réseaux de distribution de l'Entreprise des P&T, et un abandon du centre à Ingeldorf n'est pas prévu.

Question 2646 (29.3.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **répartition entre l'État et les communes des recettes générées par les agents municipaux:**

Conformément à l'article 99 alinéa 2 de la loi communale du 13 décembre 1988, les agents municipaux concourent, sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins, en accord avec le commandant du commissariat de police concerné, à la constatation d'infractions en matière de stationnement. Ce faisant, ces derniers génèrent pour ainsi dire des recettes pour le budget de l'État.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1) Quel est le montant annuel généré par les agents municipaux en rapport avec la constatation des infractions en matière de stationnement depuis 2009? Le ministre peut-il me fournir des statistiques détaillées par commune?

2) Le ministre peut-il me confirmer qu'une partie des recettes engendrées par les agents municipaux sont reversées aux communes? Dans l'affirmative, quel est le montant global alloué aux communes depuis 2009? Le ministre peut-il par ailleurs me fournir des statistiques détaillées par commune?

3) Le ministre peut-il enfin m'expliquer le mécanisme de calcul servant de base à la détermination de ces divers montants?

Réponse (6.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'article 5 sous 3 alinéa 4 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques stipule:

«Les communes peuvent soumettre le stationnement et la parcage sur certaines voies publiques au paiement d'une taxe; ces taxes ont le caractère d'impôts communaux. Elles sont dédommagées sur base forfaitaire pour le déchet de recettes résultant du non-paiement des taxes de stationnement et de parcage sur leur territoire respectif. L'assiette de ce dédommagement est constituée par le montant des avertissements taxés décernés en matière de stationnement et de parcage payants. Le montant du dédommagement correspond à 75% du taux réglementaire appliqué aux termes du catalogue des avertissements taxés; les modalités de calcul des parts revenant aux différentes communes concernées sont déterminées par règlement grand-ducal».

Le deuxième paragraphe du premier article du règlement grand-ducal du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points précise:

«La détermination des parts des communes dans le montant total des avertissements taxés décernés du chef des infractions reprises aux rubriques 107-38 à 107-44 du catalogue annexé se fait annuellement au prorata des avertissements taxés de l'espèce décernés sur le territoire des communes concernées par les membres de la Police grand-ducale; la Police grand-ducale tient à cet effet la statistique afférente et en adresse à la fin de chaque année une copie comportant des données dépersonnalisées au ministre ayant les Finances dans ses attributions».

Étant donné que les articles 107-38 à 107-44 se basent sur le stationnement payant, la liste «Parts des communes» ne concerne que les communes disposant d'une réglementation de parking payant tandis que la liste «Montant annuel des avertissements taxés émis par agents municipaux et par année» comprend les infractions constatées en matière de stationnement de toutes les communes disposant d'un service parking.

Les statistiques demandées sont jointes en annexe de la présente.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2648 (2.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**audit de la santé au travail et la codification des incapacités de travail:**

Betreffend das Dokument „Audit de la santé au travail au Luxembourg" wurde dies weder vom das Audit beauftragenden Ministerium (www.sante.lu) noch im Parlament (www.chd.lu) einem breiten Publikum zugänglich gemacht. Nur ein Gutachten durch die Gewerkschaft OGB-L wurde in diesem Zusammenhang direkt auf dem Internet gefunden.

Zudem wird auf der Internetseite des Ministeriums weiterhin die Liste der Kodierungen für Pathologien, die zu einer Arbeitsunfähigkeit führen, aufgelistet, aber hier wird offensichtlich, dass psychosoziale Problematiken wie beispielsweise Burn-out nicht aufgelistet werden, da diese Liste bereits 1998 veröffentlicht wurde.

Fragen:

1) Warum wird das Dokument über das Audit nicht einem eventuell interessierten Publikum zugänglich gemacht?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass die Kodierungen, die auf dem Formular „Constat d'Incapacité de Travail" eingetragen werden, detaillierter ausgelegt werden müssten, insbesondere was die Erkrankungen aus der Arbeitsmedizin mit psychosozialem Charakter anbetrifft? (Burn-out, Depressionen durch Arbeitsdruck, Mobbing, Angstzustände wegen imminentem Arbeitsplatzverlust…)

3) Denkt der Minister nicht auch, dass es eine ganz neue Rubrik auf diesem Formular geben müsste, welche sich auf „Pathologies en rapport avec la relation au travail" bezieht?

Réponse (13.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** Ministre de la Santé:

Am 14. Dezember 2012 habe ich zusammen mit der arbeitsmedizinischen Abteilung der „Direction de la Santé" das „Audit de la santé au travail" sämtlichen Partnern vorgestellt, also sowohl den Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen als auch den arbeitsmedizinischen Diensten und den staatlichen Dienststellen, die an der Ausarbeitung beteiligt waren. Am selben Tag fand darüber hinaus eine Pressekonferenz statt, über die in der Tagespresse und in einer Fernsehreportage berichtet wurde.

Im Vorfeld der am 19. März 2013 organisierten Aktualitätsstunde im Parlament wurde jedem Abgeordneten ein Exemplar des Audits in elektronischer Form zugestellt.

Das Audit, welches auch auf der Internetseite[1] (Portail Santé) konsultiert werden kann, ist demnach einem breiten Publikum bekannt und zugänglich gemacht worden.

Für die vom Abgeordneten aufgelisteten Fragen im Zusammenhang mit Berufskrankheiten werde ich zu gegebenem Zeitpunkt die „Commission supérieure des maladies professionnelles" befassen.

Question 2649 (2.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **droit d'asile pour les collaborateurs du contingent luxembourgeois au cours des missions de l'ISAF:**

Im Rahmen der ISAF NATO-Mission ist ein Luxemburger Kontingent in Afghanistan stationiert. Bei Einsätzen wird auf die Dienste lokaler Kräfte zurückgegriffen, beispielweise Afghanen, die als Übersetzter dienen. Diese werden von den Taliban gerne als „ungläubige Spione" betrachtet und sind Revancheakten ausgesetzt, hauptsächlich nach Abzug der ausländischen Truppen. Sie arbeiten auch als Übersetzer für Journalisten und Hilfsorganisationen. Es stellt sich die Frage, aus moralischen Gründen diesen Personen Asyl anzubieten.

Fragen:

1) Gibt es afghanische Mitarbeiter, die dem nationalen Luxemburger Kontingent ihre Hilfsdienste angeboten haben oder auf deren Hilfsdienste die Luxemburger Armee bei ihrem Einsatz in Kabul/Kandahar zurückgreifen musste?

2) Sind bei der Regierung Asylanträge von afghanischen Mitarbeitern unserer Armee eingegangen, und wenn ja, wie viele?

3) Wie viel afghanische Mitarbeiter insgesamt mitsamt ihren Angehörigen könnten von einem Asylrecht in Luxemburg profitieren?

4) Für wann ist der endgültige und restlose Abzug der verbleibenden Luxemburger Armeeangehörigen aus Afghanistan vorgesehen?

Réponse (15.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

D'Kontingente vun der Lëtzebuerger Arméi, déi säit 2003 an Afghanistan am Asaz waren, sief et bis d'lescht Joer zu Kabul oder säit September 2012 zu Kandahar, hu kee lokaalt Personal agestallt, wéi dat aner Arméie gemaach hunn. D'Missioun vun eisen Zaldoten huet ëmmer doranner bestanen, Deeler vu Militärlageren ze bewaachen. Contrairement zu aneren Alliéierte sinn eis Zaldoten ni um Terrain agesat ginn, wat effektiv d'Noutwendegkeet mat sech bruecht hätt, op lokaalt Personal zréckzegräifen, wéi zum Beispill Interprèten an Iwwersetzer. Eis Kontingente sinn och, wat d'Logistik ugeet, ëmmer a méi grouss auslännesch Eenheeten ageglidderd gewiescht, esou dass all materiell Organisatioun vun deenen Eenheete matgedroe ginn ass. Och do ass et net zu direkte Kontakter tëscht eisen Zaldoten an den afghaneschen Autoritéiten an der Bevölkerung komm. Eis Arméi ass doweinst net an esou eng Situatioun komm wéi aner Arméien, déi lokaalt Personal agestallt hunn, géint dat et heiansdo Menacë gëtt.

Question 2650 (3.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**entrevue de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères avec son homologue brésilien:**

Bannen e puer Wochen ass den Här Minister Asselborn zweemol a Brasilien geflunn, fir säin Homolog zu Brasilia ze treffen. Den Ausseministère huet an där Saach bis well dräi Communiquéë publizéiert: een de 16. Mäerz, dann een de 17. Mäerz an elo nees een den 1. Abrëll.

Op déi Manéier gouf d'Öffentlechkeet doriwwer informéiert, datt dem Här Minister Asselborn säi Rendez-vous mat sengem brasilianeschen Homolog a leschter Minutt ofgesot gouf. Déi éischt Rees huet also schlussendlech nëmmen dozou gedéngt, fir zwee lëtzebuergesch Honorarkonsulen a Brasilien ze besichen, een zu São Paulo an een zu Rio de Janeiro. Den Här Asselborn ass den 2. an 3. Abrëll nach eemol a Brasilien geflunn, fir dee Rendez-vous nozehuelen.

Als Ursaach fir de geplatzte Rendez-vous mat Senger Exzellenz dem Här Antonio de Aguiar Patriota goufen «circonstances exceptionnelles» genannt an d'Annulatioun wär an der leschter Minutt geschitt. Et ass an der Diplomatie méi wéi aussergewéinlech, datt e Gaascht, dee vun esou wäit kënnt, net empfaang gëtt. Wann dat dann esou gewiescht wär, da wär et och éischter un dem brasilianesche Minister gewiescht, fir de Geste ze maachen an op Lëtzebuerg ze kommen.

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Minister Asselborn dës Froe stellen:

1. Wat waren déi «circonstances exceptionnelles», déi a leschter Minutt zu der Annulatioun vum Här Minister Asselborn sengem Rendez-vous mat sengem brasilianeschen Homolog geféiert hunn?

2. War déi Rees gutt genuch preparéiert? Hätt et gehollef, wa mir e residenten Ambassadeur zu Brasilia gehat hätten, amplaz datt probéiert gëtt, fir esou Rendez-vouse vu Lëtzebuerg aus ze arrangéieren?

3. Wéi vill Leit ware bei där éischter Rees dobäi (Politiker, Fonctionnairen, Journalisten, Vertrieder vun der Ekonomie, eventuell nach anerer)? Wéi vill huet déi Rees am Ganze kascht (Fligerbilljeeën oder Locatioun vun engem Fliger, Hotelen, aner Fraisen)?

4. Wéi eng Konsequenze ginn aus dëser Affär gezunn?

Réponse (19.4.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Ad 1) D'«circonstances exceptionnelles» waren d'Amtsaféierung vum Poopst François an d'Nouvelle, dass de Minister Patriota mat der Presidentin Rousseff misst e ganzen Dag éischter reese wéi geplangt.

Ad 2) D'Rees war ganz gutt preparéiert.

Ad 3) Dräi Leit hu mech begleet, an zwar eisen Ambassadeur, den Directeur politque adjoint a mäin Attaché de presse. D'Rees huet am Ganzen 33.918,05 Euro kascht.

Ad 4) Ech hu mech agesat, fir d'Interesse vu Cargolux a Brasilien ze verdeedegen. D'Konsequenz ass, dass d'Gespréicher elo scho mat de brasilianeschen Autoritéiten ugelaf sinn.

Question 2651 (8.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **pension d'orphelin:**

Betreffend die Waisenrente gibt es Fälle, wo verwaiste Kinder keine Rente bekommen. Ich kenne einen Fall, wo das überlebende Elternteil zwei Jahre lang keine „cotisation" einbezahlt hat und deshalb nach seinem Tod das Kind nicht in den Genuss der Waisenrente kommen konnte. Die frühere Ombudsfrau für Kinder hat dies auch schon angeprangert.

Fragen:

1) Warum bekommt das Kind keine Waisenrente ausbezahlt, wenn nicht einbezahlt wurde?

2) Wie viele solcher Fälle sind bekannt?

3) Ist hier nicht eine Abänderung des Gesetzes im Sinne des Kindes notwendig?

Réponse commune (14.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1) Das Recht auf eine Hinterbliebenenrente und somit auch das Recht auf eine Waisenrente gilt als abgeleitetes Recht (oder Drittrecht), welches sich auf den Versicherungsverlauf des verstorbenen Versicherten stützt.

Damit für die Hinterbliebenen ein Anrecht auf Rente besteht, müssen aus dem Versicherungsverlauf des Verstorbenen, der zum Zeitpunkt des Todes noch keine persönliche Rente bezogen hat, Versicherungszeiten von mindestens zwölf Monaten während der letzten drei Jahre vor dem Ableben nachgewiesen werden können. Es muss sich hierbei um Zeiten aus der Pflichtversicherung, der Weiterversicherung oder der freiwilligen Versicherung handeln.

Die Erfüllung der Wartezeit von zwölf Monaten ist nicht erforderlich, falls der Tod während der Versicherungszeit eingetreten ist und auf einen Unfall oder auf eine anerkannte Berufskrankheit zurückzuführen ist.

Pflichtversicherung, Weiterversicherung und freiwillige Versicherung unterliegen der Zahlung von Beiträgen. Pflichtversicherungszeiten, Weiterversicherungszeiten und freiwillige Versicherungszeiten, für welche Beiträge ausstehen, werden nicht als Versicherungszeiten anerkannt.

Ad 2) Abgelehnte Anfragen auf Waisenrenten, bei denen die Ablehnung auf Nichterfüllung der Wartezeit wegen ausstehender Beiträge zurückzuführen ist, werden nicht gesondert statistisch erfasst. Es ist der nationalen Pensionsversicherungsanstalt somit nicht möglich herauszufinden, wie viele Waisen betroffen sind. In Anbetracht der gesetzlichen Regelungen, welche äußerst vorteilhaft für potenzielle Anwärter auf Überlebens- und Waisenrenten sind, kann es sich jedoch nur um Ausnahmefälle handeln. Zudem besteht in bestimmten Fällen die Möglichkeit, dass nicht beglichene Beiträge im Todesfall des Versicherten rückwirkend durch Drittpersonen eingezahlt werden (siehe liberale Berufe) und auf diese Weise die Überlebenden in den Genuss einer Rente kommen.

Es ist schwierig, Stellung zu einem spezifischen Fall zu beziehen, wenn nicht alle wichtigen Daten bekannt sind, und demzufolge ist es auf jeden Fall angebracht, bei den kompetenten Sachbearbeitern der Pensionskasse (CNAP) nachzufragen, welches die genauen Gründe sind, aus denen in dem vom geehrten Abgeordneten angesprochenen konkreten Fall keine Waisenrente ausbezahlt wird.

Ad 3) Eine diesbezügliche Abänderung des Rentensystems würde zu einem Paradigmenwechsel führen, also zum Ausstieg aus einem beitragsbezogenen Rentensystem zu Gunsten einer Volksversicherung. Für einen diesbezüglichen Regimewechsel hat es in den vergangenen Jahrzehnten in Luxemburg jedoch nie eine politische Mehrheit gegeben.

Allerdings gibt es im Bereich der Familien- und Integrationspolitik Möglichkeiten, diese spezifischen Härtefälle aufzufangen.

Question 2658 (16.4.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **réfection du mur du pont traversant la Sûre au lieu-dit «Heischtergronn»:**

En date du 7 mars 2013 un accident mortel s'est produit sur la N12 au lieu-dit «Heischtergronn». Un poids lourd avait rompu le mur du pont traversant la Sûre et la route avait dû être barrée pendant des heures.

Force est de constater que cinq semaines après cet accident, les travaux de réparation du mur n'ont pas encore été entamés.

L'absence d'un mur de sécurité sur le pont en aval d'une pente et derrière un virage sur un tronçon de route présentant un taux d'accidents élevé présente un réel danger. Ceci est d'autant plus déplorable que l'endroit en question constitue un point dangereux, notamment pour les motocyclistes à l'approche de la saison estivale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quand est-ce que les travaux de réfection du mur sont prévus?

- Quelle sera la durée de ce chantier?

- Est-il dans le cadre de ces travaux également prévu de greneler le tapis avec la mise en œuvre d'un revêtement antidérapant dans le virage en question?

Réponse (15.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives aux travaux de réparation du mur d'un pont traversant l'Alzette, sur la N12 au «Heischtergronn», endommagé suite à un accident mortel le 7 mars dernier.

Le lendemain de cet accident, les services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont procédé à la mise en place de barrières de sécurité massives ancrées directement au pont et surmontées de clignotants pour avertir de loin les usagers de la route. À noter aussi que du côté des barrières temporaires, le trottoir a été fermé aux piétons pour des raisons de sécurité.

Parallèlement, des offres ont été demandées auprès différentes entreprises pour ériger un nouveau mur de sécurité sur le pont. En plus, d'importants blocs de mur restent à être enlevés du lit de la Sûre. Le temps nécessaire pour tous ces travaux, surtout manuels, est difficile à estimer.

À partir du moment où l'offre avec le meilleur rapport qualité/prix aura été retenue, l'Administration des Ponts et Chaussées fera procéder au plus vite aux réparations qui s'imposent. En attendant, le système de retenue monté sur le pont à titre provisoire présente toutes les caractéristiques techniques nécessaires pour remplir sa fonction de sécurisation de cet emplacement.

À remarquer enfin qu'à la suite de deux campagnes durant ces dernières années pour greneler le revêtement actuel de la N12 au «Heischtergronn», peu d'accidents y ont été enregistrés. Ainsi le nombre des camions gravement accidentés endéans les trois dernières années s'élève à deux accidents. Comme le revêtement est mis à rude épreuve par un trafic de poids lourds croissant et a souffert outre mesure après un long hiver, son renouvellement complet cette année est inévitable. Pour des raisons techniques et pour ne pas compromettre sa durabilité, le nouveau tapis ne pourra être grenelé qu'après un an, ceci aux endroits critiques, c'est-à-dire dans les virages dangereux. Une optimisation du marquage routier et de la signalisation verticale est prévue de même que la réalisation d'une étude pour vérifier l'opportunité de la mise en place de voies de détresse aux endroits où cela devait s'avérer faisable.

Question urgente 2692 (30.4.2013) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant les **licenciements auprès de l'OPE:**

D'après nos informations, OPE aurait licencié quelque 40 personnes avec effet immédiat et sans indemnités légales et extra légales. De plus, pour des raisons procédurales, ces personnes n'auraient pas le droit actuellement de s'inscrire à l'ADEM.

D'une manière générale il faut souligner que la gestion de cette crise par la direction respectivement les membres du conseil d'administration manque de professionnalisme à tous les niveaux. Plus spécialement, l'absence de communication de la part de l'OPE ne fait que contribuer à l'opacité générale qui enveloppe cette affaire et représente une source d'insécurité supplémentaire pour tous les salariés de la structure.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin de clarifier les diverses rumeurs qui ne cessent de se répéter?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin que l'a.s.b.l. adhère aux mesures courantes d'aide au réemploi?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de mesures de réemploi qui se trouveraient dans un plan social?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il apporter enfin de la transparence dans cette affaire et ceci plus spécialement quant aux salariés qui risquent un licenciement collectif ainsi qu'aux fonds publics «disparus».

Réponse (10.5.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Ministère ne réagit pas par rapport à des rumeurs. Il a procédé à une résiliation de la convention avec OPE aussitôt que la situation financière et les problèmes de gestion internes au réseau l'ont requis, tout en prenant les mesures pour assurer aux personnes occupées dans les CIG la sécurité de l'emploi.

Les personnes licenciées par l'a.s.b.l. OPE (centre de ressources) peuvent avoir, d'après la loi, droit à l'aide au réemploi. Le Ministère a prévu d'organiser un «job day», permettant aux anciens salariés d'OPE de rencontrer des employeurs potentiels, y compris les responsables des CIG.

Les salariés licenciés vont bénéficier des droits réservés à toutes les personnes ayant perdu leur emploi dans des circonstances semblables tel que l'inscription à l'ADEM, l'indemnité de chômage, l'aide au réemploi et l'accompagnement en vue de trouver un nouvel emploi. La transparence pour les fonds provenant du Fonds pour l'emploi a été assurée grâce au nouveau système de financement mis en place en 2012. Un état exact de la situation financière sera établi en collaboration avec les CIG, respectivement les communes engagées dans le réseau.

[1] http://www.sante.public.lu/publications/impacts-milieu-vie/sante-travail/audit-sante-travail-luxembourg-2012/audit-sante-travail-luxembourg-2012.pdf

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

31e séance	Jeudi	11 avril 2013
32e séance	Mardi	14 mai 2013
33e séance	Mercredi	15 mai 2013

L'Association des Anciens Députés fête son 30e anniversaire



Anciens Députés avec conjoints et membres du Bureau de la Chambre des Députés à l'occasion du 30e anniversaire de l'AAD

Le 7 juin dernier, l'Association des Anciens Députés (AAD) a fêté le 30e anniversaire de sa constitution par un déjeuner-conférence au cours duquel M. Paul Heuschling, professeur à l'Université du Luxembourg, a pris la parole pour référer sur les défis et perspectives de l'Université du Luxembourg.

L'association a été constituée sous forme d'a.s.b.l. le 24 mai 1983 par une poignée d'anciens députés. Le premier comité de l'Association des Anciens Députés était composé comme suit: Antoine Wehenkel, Président; Tony Biever, Vice-Président; Albert Bousser, secrétaire; Georges Hurt, caissier; Joseph Herr, Marcel Knauf et Alphonse Osch, membres.

Le 19 janvier 2002, le comité de l'association entreprit une révision des statuts et reformula les principaux objectifs qui sont repris à l'article 2 des statuts, à savoir:

- cultiver l'amitié et les bonnes relations entre ses membres et leurs conjoints;
- défendre les intérêts moraux et matériels de ses membres;
- maintenir les relations avec la Chambre des Députés.

Le comité mis en place à ce moment comprenait les députés suivants: Léon Bollendorff, Président; Nic. Eickmann, Vice-Président; Pol Wagener, trésorier; Camille Dimmer, secrétaire; Carlo Meintz, René Hubsch et Marcel Schlechter, membres.

Depuis cette époque, l'association compte régulièrement entre 70 et 90 membres qui suivent les activités proposées par le comité.

La date de l'assemblée générale annuelle de l'AAD constitue à chaque fois l'occasion de se déplacer dans une commune différente du pays. Un déjeuner-conférence est également organisé annuellement, permettant ainsi d'aborder des sujets politiques d'actualité, ceci sous l'angle de vue d'un expert choisi. Enfin, une excursion commune, en bus ou en bateau, permet à son tour de découvrir à chaque fois le Grand-Duché ou encore la Grande Région sous d'autres aspects (culturels, industriels, etc.).

L'AAD est membre de l'Association européenne des Anciens Parlementaires, réunissant une vingtaine de pays. Les relations nouées entre les délégués des différents pays jouent un rôle important dans l'objectif d'améliorer l'amitié et la bonne entente entre les différentes associations nationales.

Un président, élu à chaque fois pour deux ans, dirige et organise les activités. Cette fonction était occupée par le président de l'association luxembourgeoise, M. Camille Dimmer, de février 2008 à mars 2010. De même, sur une base bisannuelle, un colloque international traite d'un sujet européen d'intérêt commun et donne lieu à une déclaration commune.

À l'heure qu'il est, le comité de l'AAD se présente comme suit: Camille Dimmer, Président; René Hubsch, Vice-Président; John Schummer, trésorier; Aloyse Bisdorff, Mario Castegnaro, Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Camille Weiler, membres.

Des jeunes de «5 vir 12» plébiscitent les présidents des groupes politiques



Les délégués de l'initiative «5 vir 12» avec des membres de la Conférence des Présidents de la Chambre

Dans le cadre d'une table ronde organisée au mois d'avril par l'initiative «5 vir 12», 120 élèves de lycées luxembourgeois avaient collecté leurs points de vue et fait état de leurs préoccupations en relation avec l'avenir du Luxembourg. Le 21 juin, leurs délégués ont pu exposer la synthèse de leurs travaux aux membres de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés (présidents des groupes politiques).

Au cours de leur entrevue avec les mandataires publics, les jeunes ont notamment abordé des sujets tels que le marché du travail, la solidarité intergénérationnelle et l'intégration des étrangers. Certains aspects plus spécifiques comme la réforme du système des pensions, le droit de vote pour les jeunes à partir de 16 ans ou encore l'ouverture du droit de vote aux citoyens étrangers résidant au Grand-Duché ont par la suite été discutés avec les députés.

Les participants à l'initiative ont encore plaidé pour une meilleure orientation professionnelle dans les lycées, une interaction plus concrète entre mondes scolaire et professionnel et souligné l'importance de la prise en compte de la langue luxembourgeoise comme facteur d'intégration.

Au vu de la spécificité de certaines des propositions avancées, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a souhaité que le dialogue désormais entamé puisse se poursuivre au sein des commissions parlementaires compétentes.

DANS CE NUMÉRO

- Hommages à F. Biltgen, M.-J. Jacobs et M. Spautz p. 371,372,373
- Politique en matière d'emploi p. 383
- Lycée Clervaux p. 378

Sommaire des séances publiques nos 31-33 p. 407

Sommaire des questions parlementaires p. Q140

Le Président du Parlement turc en visite à la Chambre

La Turquie ne remet pas en cause le droit de ses citoyens à manifester leurs opinions dans la rue. Mais elle ne tolère et ne tolérera pas la violation de ce droit fondamental par des organisations illégales, dans le seul but de perpétrer des actes de violence et de vandalisme.

Ce fut en substance le message véhiculé par le Président de l'Assemblée nationale turque, M. Cemil Çiçek, en déplacement officiel à Luxembourg, à son homologue luxembourgeois Laurent Mosar au sujet des événements qui venaient de secouer son pays.

La situation en Syrie fut un autre point abordé au cours de l'entretien des deux Présidents. En tant que pays voisin, la Turquie est particulièrement préoccupée par ce conflit que «le reste du monde semble observer comme un match de foot à la télé», a tenu à rappeler Cemil Çiçek, non sans indignation.

M. Mosar a par ailleurs confirmé au Président du Parlement turc le soutien du Grand-Duché à une adhésion de son pays à l'Union européenne.

Il lui a également signalé l'intention du Luxembourg de plaider pour une approche plus pragmatique en matière de «politique de visas» à l'intention des citoyens turcs. Du côté luxembourgeois, on a positivement accueilli la liaison régulière entre Luxembourg et Istanbul assurée depuis fin juin par Turkish Airlines.



M. Cemil Çiçek signe le Livre d'or de la Chambre.

Visite du Ministre des Affaires étrangères marocain



M. Saad-Eddine El-Othmani et M. Laurent Mosar.

Se déplaçant au Luxembourg à l'occasion d'une visite de travail, M. Saad-Eddine El-Othmani, Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Maroc, a été reçu par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Les interlocuteurs, tout en se félicitant de l'excellence des relations politiques existant entre les deux pays, furent d'accord pour reconnaître que leurs échanges économiques et commerciaux mériteraient d'être intensifiés.

Le Président Mosar a aussi insisté sur l'importance d'un développement des relations parlementaires entre le Grand-Duché et le Royaume chérifien.

Les discussions ont en outre porté sur la situation au Maghreb ainsi que sur l'état des relations du Maroc avec l'Union européenne. À côté de l'engagement du Maroc et du Luxembourg en faveur du processus euro-méditerranéen, Saad-Eddine El-Othmani et Laurent Mosar ont également évoqué les derniers développements dans la crise syrienne.



Le Président de la Chambre des Députés entouré de S.E.M. Xianqi Zeng, Ambassadeur de la République Populaire de Chine, et des représentants de la communauté chinoise

Laurent Mosar accueille la communauté chinoise du Luxembourg

Dans un souci de mieux connaître les préoccupations des femmes et des hommes de nationalité étrangère qui habitent au Grand-Duché de Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avait invité des représentants de la communauté chinoise à la Chambre des Députés. Suite à une visite des locaux, les représentants chinois ont pu discuter avec le «premier citoyen du pays». Leurs doléances portaient notamment sur les investissements chinois au Luxembourg, l'intégration des immigrants chinois à la société locale, la promotion de la médecine traditionnelle chinoise ainsi que l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

Une délégation tchèque reçue par la Commission du Règlement



Parlementaires tchèques et luxembourgeois

La Commission du Règlement de la Chambre des Députés a eu une entrevue avec une délégation parlementaire de la Commission du Mandat et de l'Immunité du Parlement tchèque, présidée par M. Bohuslav Sobotka. Les travaux de cette dernière portent notamment sur les questions en relation avec l'immunité des députés tchèques.

À part la question du traitement de l'immunité des mandataires publics, les députés luxembourgeois et tchèques se sont aussi échangés sur les temps de parole en séance publique, la publication des rémunérations et revenus des parlementaires, l'opportunité de publier leur patrimoine personnel ainsi que la rédaction d'un code de déontologie concernant les mandataires publics.

Le cinéma européen à l'ordre du jour d'une réunion interparlementaire

Le financement du cinéma européen s'est trouvé au centre des préoccupations d'une réunion interparlementaire qui a eu lieu à Paris le 18 juin dernier. Mme Claudia Dall'Agnol y a participé en tant que membre de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace.

Des membres de différents parlements européens (Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Italie, Malte, Portugal et Roumanie) ainsi que des représentants du Parlement européen ont discuté pendant deux jours du projet de communication de la Commission européenne sur les aides d'État en faveur des œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles.

Aux dires du parlement français - celui-ci a pris une résolution à l'unanimité en sa défaveur -, le projet de communication avancé par l'exécutif bruxellois fait peser un risque majeur sur l'existence et le financement du cinéma européen. Celui-ci remet en effet en cause le principe de territorialisation des aides au cinéma, principe sur lequel repose le maintien d'industries techniques d'un cinéma de qualité.

La désindustrialisation territoriale qui s'ensuivrait aurait dès lors pour conséquence de priver les États membres d'industries cinématographiques fortes induisant par ailleurs une concurrence artificielle entre États membres en la matière.



Mme Claudia Dall'Agnol, déléguée luxembourgeoise

50e séance plénière du CPI à Metz

Une Grande Région plus intégrée à travers un renforcement de la coopération sur des thématiques concrètes



(de gauche à droite) M. Roger Negri, M. Claude Frieseisen, Mme Marie-Josée Frank, M. Emile Eicher, M. Fernand Diederich, Mme Tessy Scholtes

La politique climatique, les énergies renouvelables, les services de secours et la coopération entre bibliothèques figuraient au cœur des débats de la 50e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) qui s'est réuni à Trèves le 21 juin dernier.

La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, Mme Marie-Josée Frank, M. Alexandre Krieps, M. Roger Negri et Mme Tessy Scholtes à l'occasion de cette séance plénière qui a réuni les Assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie pour une première réunion sous présidence du Landtag de Rhénanie-Palatinat qui a repris cette tâche pour deux ans en janvier de cette année.

Suite à leurs débats, les Assemblées parlementaires de la Grande Région ont voté une recommandation adoptant collectivement la mise en place d'un dispositif de formation professionnelle transfrontalière au service de la mobilité des jeunes et des actifs dans la Grande Région en vue d'un marché du travail plus intégré et d'une économie plus compétitive.

De même, les membres du CPI ont voté une recommandation concernant la reconnaissance transfrontalière rapide du «permis de conduire pour sapeurs-pompiers» allemand et le renforcement de la mise en réseau de l'aide médicale d'urgence dans la Grande Région. Après avoir débattu du développement et de l'extension du Centre commun de Coopération Policière et Douanière, basé à Luxembourg, les parlementaires de la Grande Région ont en outre adopté une recommandation appelant les exécutifs à renforcer la coopération entre bibliothèques dans la Grande Région.

Le CPI a enfin voté unanimement une recommandation au sujet du rôle des acteurs locaux dans la mise en œuvre des politiques climatiques proposée par M. Emile Eicher en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI.

Cette recommandation fait suite à une réunion de ladite Commission du 3 mai 2013 à Morbach en Rhénanie-Palatinat (voir encadré).

La recommandation propose dans un premier temps d'exploiter davantage le potentiel énergétique endogène de la Grande Région et de miser sur la promotion tant des économies d'énergie que de l'efficacité énergétique, en s'appuyant sur le dynamisme des acteurs locaux. Il s'agit en outre de favoriser les échanges d'expériences entre acteurs locaux pour la mise en œuvre de politiques climatiques au niveau de la Grande Région ainsi qu'une réelle coopération transfrontalière, éventuellement financée par des fonds européens, afin de valoriser davantage le potentiel combiné existant.

Enfin, le CPI a demandé à la présidence de la Grande Région de produire un rapport comparatif sur base des évaluations de potentiel énergétique et des études d'impact en matière de production d'énergies renouvelables qui ont été élaborées par les différentes parties de la Grande Région et de présenter les résultats au CPI au plus tard au printemps 2014. De même, le CPI recommande au Sommet de la Grande Région de faire des propositions concrètes sur une stratégie commune en matière d'énergies renouvelables.

À cette même occasion, le Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes, a en outre annoncé la tenue d'une conférence en coopération avec M. Emile Eicher au sujet de la politique énergétique et des énergies renouvelables au sein de la Grande Région. L'objectif de cet exercice sera de faire le point sur les travaux menés par la Commission «Environnement et Agriculture» au cours des dernières années et de travailler sur de nouvelles pistes afin de transformer la Grande Région en «région modèle» pour les énergies renouvelables, tout en recourant à la politique énergétique comme instrument d'une coopération transfrontalière approfondie en vue d'intégrer davantage les membres de la Grande Région.

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis les distinctions honorifiques suivantes à deux membres de l'Administration parlementaire:

- Médaille de Grand-Officier de l'Ordre de Mérite: M. Martin Bisenius, responsable du Service des Commissions, et

- Médaille de Commandeur de l'Ordre de Mérite: Mme Toiny Thommes-Gerbec du Service des Relations internationales.

Furent également nommés:

- Médaille de Chevalier de l'Ordre de Mérite: Mme Marianne Weycker du Service des Commissions (excusée), et

- Médaille de Vermeil de l'Ordre de la Couronne de Chêne: M. Marc Thoma du Service Logistique et Technique (excusé).



Mme Toiny Thommes-Gerbec



M. Martin Bisenius

Le rôle des communes dans la mise en œuvre des politiques climatiques: une énergie nouvelle pour l'avenir

Le 3 mai dernier, M. Emile Eicher avait invité à Morbach en Rhénanie-Palatinat les membres de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI à un échange de travail avec des experts allemands et luxembourgeois sur le rôle des acteurs locaux, en particulier des communes et collectivités territoriales, dans la mise en œuvre des politiques climatiques définies au niveau national et européen.

Le point de départ de la réunion était un constat très simple: les investissements dans les énergies renouvelables et la rationalisation de la consommation d'énergie constituent un investissement dans l'avenir de la Grande Région. Il va de soi que la protection du climat et la production de richesses sont deux processus complémentaires qui vont de pair, dans la mesure où les énergies renouvelables recèlent un fort potentiel d'économies en CO_2 et de croissance économique pour la Grande Région.

Dans ce contexte, les acteurs locaux, en particulier les communes et regroupements de communes, sont un élément clé pour garantir le succès de ce processus. Au cours de cette réunion à laquelle ont également participé M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis, il a en particulier été question d'inciter tous les acteurs locaux à prendre rapidement des mesures pour réduire leur consommation d'énergie, telles que le dressement de bilans énergétiques et la gestion intelligente de la consommation d'énergie («smart metering», comptabilité énergétique), en particulier en ce qui concerne le chauffage d'immeubles publics. De même, il faudrait dans ce contexte également renforcer l'autonomie des acteurs locaux et développer leur rôle environnemental et économique décisif à travers un allégement des procédures administratives.

À la suite du débat et des présentations d'experts, dont le Prof. Dr. Peter Heck, Directeur de l'«Institut für angewandtes Stoffstrommanagement (IfaS)» de la Hochschule Trier, et M. Jean-Marc Staudt de «myenergie Luxembourg», les participants ont visité le Parc des Énergies de Morbach.



Les participants à la réunion de la Commission «Environnement et Agriculture» en Rhénanie-Palatinat

Intégration européenne

La 49e COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Européennes), qui s'est réunie du 23 au 25 juin 2013 à Dublin, a focalisé ses travaux notamment sur la gouvernance économique, la légitimité démocratique, l'élargissement de l'Union ainsi que le dialogue politique avec la Commission européenne. La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, Président de la délégation, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, M. Eugène Berger, M. Fernand Boden, M. Gast Gibéryen

Gouvernance économique

La COSAC remarque la participation croissante des parlements au semestre européen, mais reconnaît qu'un grand nombre de parlements ne sont pas encore satisfaits de leur participation au processus.

Elle encourage ces parlements à s'engager davantage dans le semestre européen en 2014 à un stade plus précoce et à accepter la proposition de dialogue de la Commission européenne sur l'analyse annuelle de la croissance, les recommandations par pays et les recommandations pour la zone euro.

La Conférence se félicite des progrès considérables réalisés dans le renforcement de l'UEM (Union économique et monétaire). Les membres prennent note de l'adoption des paquets législatifs appelés «two-packs» en vue d'une meilleure surveillance budgétaire pour la zone euro et saluent particulièrement les dispositions relatives au droit pour un parlement national de demander à la Commission de lui présenter son avis sur un projet de budget.

Légitimité démocratique

La COSAC apprécie l'initiative de la Commission visant à préparer les élections européennes des 22-25 mai 2014, mais elle reste toutefois très inquiète du niveau de déconnexion des citoyens de l'Europe avec l'Union européenne. Les parlements devraient s'engager davantage en facilitant des débats sur les questions européennes et améliorer la prise de conscience des citoyens sur leurs droits.

La Conférence demande par ailleurs à la Commission européenne et au Conseil européen de mettre au point des propositions concrètes visant à établir une légitimité démocratique plus forte avec le même souci d'urgence et la même ambition que pour l'accomplissement des autres phases de l'UEM.

Élargissement

Les parlementaires estiment que la dynamique de l'élargissement devrait être maintenue et que l'on doit continuer à offrir aux pays candidats et candidats potentiels une perspective réaliste de leur adhésion éventuelle afin d'encourager les réformes nécessaires.

La COSAC demande d'ailleurs aux parlements nationaux, en tant qu'institutions informées des demandes d'adhésion à l'Union européenne selon l'article 49 du traité sur l'Union européenne, de s'engager pleinement dans le débat sur l'élargissement, contribuant ainsi à l'amélioration du débat public sur cette question.

Dialogue politique avec la Commission européenne

La Conférence considère que les parlements nationaux devraient être impliqués de manière plus efficace dans le processus législatif de l'Union, non seulement comme gardiens du principe de subsidiarité mais aussi comme contributeurs actifs du processus.

Les participants demandent en outre à la Commission européenne de prendre en considération, dans le contexte du dialogue politique, toute demande des parlements nationaux pour de nouvelles propositions législatives. De même, la Commission est invitée à accorder une attention particulière aux avis sur une proposition législative spécifique qui sont émis dans le contexte du dialogue politique par au moins un tiers des parlements nationaux.

Identification des personnes physiques

6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire

Le projet de loi a pour objet:

- d'introduire un nouveau numéro d'identification pour les personnes physiques;

- d'adapter les règles en vue de l'introduction de la carte d'identité électronique;

- de créer un registre national des personnes physiques;

- de créer un registre communal des personnes physiques appelé à remplacer l'actuel registre de la population.

À souligner que le projet de loi ne vise pas les personnes morales.

Le nouveau numéro d'identification des personnes physiques

En vertu d'une loi du 30 mars 1979, le Luxembourg s'est pour la première fois doté d'un instrument permettant l'identification des personnes physiques par le biais d'un numéro à onze chiffres. À l'époque, l'accroissement de la population, l'augmentation des relations entre les citoyens et les administrations ainsi que la multiplication des fichiers administratifs ont plaidé en faveur d'un moyen d'identification des personnes plus efficace que les seuls nom et prénoms. Le «numéro matricule» garantissait une identification univoque de tous les citoyens et aboutissait par ailleurs à une harmonisation des procédés d'identification à travers les administrations.

Depuis lors, le nombre de citoyens n'a cessé de croître, de sorte que la structure actuelle à onze chiffres n'est plus appropriée. Il y a en effet lieu de noter que pour certains jours, le «numéro matricule» actuel est épuisé et il est probable que de telles situations risquent de se poser encore davantage à l'avenir.

C'est ainsi que le présent projet de loi prévoit d'attribuer à chaque citoyen un nouveau numéro d'identification à treize positions comportant comme par le passé la date de naissance du titulaire.

Le projet de loi règle également des cas particuliers. Ainsi, en cas d'adoption plénière, la personne adoptée se voit attribuer un nouveau numéro d'identification pour marquer la rupture de tout lien avec ses parents par le sang.

L'introduction d'une carte d'identité électronique

En vue de l'introduction de la carte d'identité électronique, il est prévu de maintenir en place le système actuel qui consiste pour l'État à déléguer la délivrance des cartes d'identité, une fois émises par le Centre des technologies de l'information de l'État (ci-après, le «Centre»), aux communes. Ainsi, l'État restera chargé de l'établissement des cartes d'identité, tandis que les communes seront amenées à délivrer ces cartes. Les Luxembourgeois résidant à l'étranger et inscrits sur le registre national pourront maintenant se faire délivrer une nouvelle carte d'identité par l'intermédiaire de missions diplomatiques ou consulaires respectivement par le Centre.

Par analogie aux passeports, les photos des personnes seront prises par le personnel des bureaux de la population des communes. Lorsqu'une personne souhaite cependant recourir aux services d'un photographe professionnel, elle pourra le faire, mais devra se rendre au guichet du Centre qui disposera d'un scanner adapté pour enregistrer ces photos.

Conformément au projet de loi sous revue, il est envisagé de créer un registre des cartes d'identité ayant pour objet de rassembler les demandes de cartes d'identité et leur émission ainsi que de permettre leur délivrance.

Les registres communaux des personnes physiques

Ces registres remplacent les registres de la population actuels créés en vertu de la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale (ci-après, la «Loi de 1886»). Ces registres ne sont pas à confondre avec les registres d'état civil.

Jusqu'à présent les registres de la population ne servaient qu'à la détermination de la population en tant que base de calcul pour la fixation du nombre de députés par circonscription, du nombre de conseillers par commune et section, et du nombre de cabarets admis par section de cabaretage. Les objectifs de la présente loi sont plus ambitieux. Ils permettront le recensement de la population de chaque commune et donc de l'État et faciliteront toute action politique et administrative, y compris la détermination des besoins d'une population.

Afin de garantir à tout citoyen le même traitement peu importe la commune où il doit demander son inscription, il est indispensable d'imposer à toutes les communes de tenir un registre communal suivant les mêmes règles et pour les mêmes finalités.

Le projet de loi prévoit la subdivision des registres communaux en un registre principal et un registre d'attente. Sur le registre principal sont inscrites les personnes répondant aux conditions et ayant accompli toutes les formalités requises pour établir leur résidence habituelle sur le territoire d'une commune. Ces personnes pourront ainsi obtenir p.ex. un certificat de résidence ainsi qu'un certificat de composition de ménage. Certaines personnes peuvent être inscrites au registre principal sans avoir une résidence habituelle dans une commune, à condition de démontrer une adresse de référence.

Sur le registre d'attente sont inscrites entre autres les personnes qui au moment de leurs demandes ne remplissent pas toutes les conditions ou n'ayant pas accompli toutes les formalités pour être admises sur le registre principal.

Deux problèmes majeurs ont été amplement discutés dans ce contexte:

La première question concernait les personnes «habitant sur un camping». La loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping n'interdit pas formellement un séjour de plus longue durée sur les campings. Une résidence habituelle à de tels endroits peut toutefois se heurter notamment aux dispositions en matière du plan d'aménagement général d'une commune et nombreuses communes refusent à bon droit d'enregistrer ces personnes.

La deuxième question discutée fut celle de savoir si l'inscription sur un registre d'attente serait créatrice de droits notamment dans le domaine social. Or, l'objet du présent projet de loi n'est pas d'attribuer des droits sociaux à des personnes. La question de savoir si une personne peut bénéficier d'une aide sociale est régie par la loi qui instaure cette aide.

Le registre national des personnes physiques

Avec la création d'un registre national des personnes physiques en remplacement de l'actuel répertoire général des personnes, les auteurs du projet de loi visent à garantir la qualité des données enregistrées et à permettre aux administrations d'avoir accès à des données fiables. Les auteurs du projet de loi s'attendent également à une réduction des charges administratives pour les citoyens qui ne sont désormais plus obligés de transmettre de manière répétitive aux différentes administrations des informations figurant au registre national.

À l'instar des registres communaux à créer, le registre national est scindé en un registre principal et un registre d'attente. Sont inscrites sur le registre d'attente les personnes figurant sur un registre d'attente communal, de même que les personnes dont les données nécessaires pour une inscription sur le registre national ne sont pas complètes ou non justifiées.

Interaction entre les registres national et communaux des personnes physiques

L'interaction entre les futurs registres national et communaux de personnes physiques s'opère conformément au principe des vases communicants.

Ainsi, le fonctionnaire communal ayant reçu une demande d'inscription, saisit le numéro d'identification de la personne concernée. Si cette personne se trouve déjà inscrite sur le registre national des personnes physiques, les données la concernant s'affichent et le fonctionnaire communal pourra vérifier l'exactitude de ces données avec la personne concernée. Afin d'assurer la véracité des données ainsi saisies, toute modification aux données se fera uniquement sur base de pièces justificatives pouvant légalement témoigner de l'exactitude de la donnée.

Au cas où une personne n'est pas inscrite sur le registre national, le fonctionnaire communal s'assurera de la véracité des données sur base de pièces justificatives.

Dans ce même ordre d'idées, le registre national des personnes physiques communiquera à la commune de résidence toute modification de donnée effectuée au niveau national.

La simplification administrative

Les nouveautés introduites par le projet de loi œuvrent dans un sens de simplification administrative sans pour autant compromettre la protection des données à caractère personnel.

L'introduction d'un nouveau numéro d'identification est la première marque de cette simplification administrative qui pourra être utilisée entre autres dans les relations entre l'État et les communes.

Ensuite, la création d'un registre national des personnes physiques permettra aux administrations concernées d'accéder à des données fiables. À l'avenir, les administrations ne seront donc plus amenées à exiger des citoyens des pièces justificatives pour des données figurant déjà sur le registre national.

Enfin, le principe des deux déclarations d'arrivée et de départ en cas de changement de résidence n'est plus d'application. Il suffira à l'avenir d'une simple déclaration d'arrivée auprès de la nouvelle commune de résidence.

Protection des données à caractère personnel

La création de registres sur lesquels seront inscrites des données relatives à des personnes physiques exige l'ancrage dans le texte de loi de dispositions protectrices des données à caractère personnel.

C'est ainsi que le présent projet de loi prévoit que le ministre ayant le Centre dans ses attributions est le responsable du traitement loyal et licite des données figurant au registre national. Ce dernier s'assure également que leur collecte se fasse conformément aux finalités légales. Dans ce contexte, il convient de souligner que toutes les administrations n'ont pas accès à toutes les données répertoriées au registre national des personnes physiques. Il appartiendra en effet au ministre ayant le Centre dans ses attributions d'autoriser l'accès sur demande des administrations concernées.

Au niveau communal, le bourgmestre est chargé de s'assurer à ce que les données soient collectées conformément aux finalités prévues par le projet de loi.

Conformément à l'article 8 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, les dispositions du projet de loi permettent aux personnes inscrites sur ces registres de consulter et d'obtenir communication des données les concernant. Elles pourront également demander, sous certaines conditions, à ce que ces données soient rectifiées.

Il y a enfin lieu de souligner que le projet de loi identifie clairement les personnes pouvant recourir aux nouveaux numéros d'identification ainsi que les finalités pour lesquelles ces numéros peuvent être utilisés.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 15.09.2011

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes) et de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Haupert):

05.06.2012	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.06.2012	Examen du projet de loi et des avis y relatifs
21.06.2012	Examen du projet de loi et des avis y relatifs
02.07.2012	Examen du projet de loi et des avis y relatifs
05.07.2012	Suite de l'examen des articles
12.07.2012	Suite de l'examen des articles
16.07.2012	Suite de l'examen des articles
17.09.2012	Examen et adoption des propositions d'amendements
22.10.2012	Examen et adoption définitive des propositions d'amendements
07.03.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2013

Loi du 19 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°107, page 1582

Congé parental

6467 - Projet de loi portant modification

- du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2010/18/UE du Conseil du 8 mars 2010 portant application de l'accord-cadre révisé sur le congé parental conclu par Businesseurope, l'UEAPME (European Association of Craft, Small and Medium-Sized Enterprises), le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) et la CES (Confédération européenne des syndicats) et abrogeant la directive 96/34/CE.

La directive 96/34/CE avait été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales. Les auteurs du projet de loi sous rubrique prennent soin de relever que lors de la transposition de cette directive, le législateur luxembourgeois était allé au-delà des exigences minima que cette directive prévoyait, puisque la durée du congé parental prévue dans la législation luxembourgeoise était de six mois, tandis que la durée minimale proposée par la directive n'était que de trois mois.

L'objet de la directive 2010/18/UE consiste à conférer des effets juridiques à l'accord-cadre révisé sur le congé parental, conclu en date du 18 juin 2009 par les partenaires sociaux interprofessionnels européens susmentionnés. Cet accord-cadre remplace celui conclu en date du 14 décembre 1995, dont les effets juridiques étaient réglés par la directive 96/34/CE.

L'accord révisé allonge d'un mois le congé parental des travailleurs des deux sexes en le faisant passer de trois mois minimum à quatre mois minimum. Par ailleurs, l'accord-cadre révisé tend encore à faciliter le retour des travailleurs au travail après la fin du congé parental en leur accordant un droit de demander l'assouplissement de leurs conditions de travail, soit par un aménagement de l'horaire, soit par un aménagement du rythme de travail.

Le projet de loi entend intervenir à deux niveaux:

- porter de trois à quatre mois la durée du droit à congé non indemnisé du parent qui n'a pas pris le congé parental consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil, mais remplissant par ailleurs les autres conditions du congé parental;

- attribuer au salarié du secteur privé, aux agents de l'État et à ceux du secteur communal le droit de demander à son employeur l'aménagement de son horaire et/ou de son rythme de travail pendant une durée déterminée. L'employeur doit examiner cette demande et y répondre en tenant compte de ses propres besoins et de ceux du demandeur. Si la demande est rejetée, ce rejet doit être motivé.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.08.2012

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

20.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.01.2013	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
09.04.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.05.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.05.2013

Loi du 19 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°104, page 1566

Centre de Gestion Informatique de l'Éducation

6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi a pour objet principal de créer une nouvelle administration, dénommée «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation» (ci-après: CGIE), en fusionnant le Service informatique du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (ci-après: MENFP), d'une part, et le Centre de technologie de l'Éducation (ci-après: CTE), d'autre part. Cette nouvelle structure est censée améliorer les procédures et l'utilisation des ressources informatiques. C'est ainsi que pourra être garantie une gestion plus efficace de l'informatique et des systèmes d'information de l'Éducation nationale, en vue de mieux répondre aux attentes des utilisateurs internes et externes.

La nouvelle entité ainsi créée reprendra en grande partie les activités antérieures du Service informatique du MENFP et du CTE. Une structure unique est en effet la formule la plus rationnelle pour gérer l'ensemble des projets informatiques. Elle facilitera l'accès aux prestations et permettra d'optimiser les coûts annuels d'exploitation.

En ce qui concerne les deux entités visées par la fusion, il convient de retenir les précisions suivantes:

Le Service informatique du MENFP

Le Service informatique du MENFP a été créé dans les années 1980, essentiellement suite aux besoins en informatique de gestion qui se sont fait ressentir à ce moment. À partir de 1988, la gestion informatisée des enseignants et des élèves a connu un développement rapide (cf. logiciel UNTIS pour la gestion des tâches des enseignants, «Fichier élèves» aux fonctionnalités de plus en plus nombreuses et adaptées aux besoins des lycées, etc.).

En 1989, le parc des stations de travail a été renforcé et l'ensemble des ordinateurs de bureau interconnectés en réseau local.

Outre sa contribution à la planification des besoins en personnel enseignant et à la gestion des établissements postprimaires, le Service informatique coordonne les projets d'acquisition en équipements informatiques pour les administrations scolaires et le ministère, à charge du budget du Centre des Technologies de l'Information de l'État (ci-après: CTIE).

Le Centre de Technologie de l'Éducation

Créé en 1993, le CTE comprend un service informatique, une cellule audiovisuelle et une médiathèque. Le service informatique est aujourd'hui composé d'une cellule d'études et de développements informatiques au service de l'enseignement postprimaire ainsi que d'un service d'assistance technique en informatique dans les lycées et lycées techniques.

La nouvelle structure, le CGIE, comprendra deux divisions, à savoir:

- une division «Études et développements», chargée de la réalisation d'études et d'analyses ainsi que du développement de nouvelles applications pour les besoins de l'Éducation nationale;

- une division «Informatique distribuée et support», chargée de l'acquisition et de la gestion des équipements informatiques, de la sécurité des réseaux et du support aux utilisateurs. En ce qui concerne les lycées et lycées techniques, cette division aura comme mission le conseil et l'assistance technique, non seulement en ce qui concerne le volet pédagogique des établissements scolaires, mais également pour ce qui est du volet administratif. Ce dernier était assuré jusqu'à présent par le CTIE.

Une disposition transitoire du projet de loi sous rubrique prévoit que les fonctionnaires et employés de l'État nommés ou détachés au Service informatique du MENFP et au CTE à l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception des agents nommés ou détachés à la médiathèque et à la cellule audiovisuelle du CTE et des agents du CTIE, sont repris dans le cadre du personnel du CGIE avec le même statut et le même grade que celui qu'ils détiennent actuellement. Les fonctionnaires et employés de l'État nommés ou détachés à la médiathèque et à la cellule audiovisuelle du CTE sont repris dans le cadre du personnel du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) avec le même statut et le même grade que celui qu'ils détiennent actuellement.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 23.11.2012

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

06.12.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07.03.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
18.04.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.05.2013
Loi du 13 juin 2013
Mémorial A: 2013, n°101, page 1472

Immigration et asile

6507 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit national trois directives en matière d'immigration et d'asile, à savoir:

- la directive 2011/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil afin d'étendre son champ d'application aux bénéficiaires d'une protection internationale,

- la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection,

- et la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre.

Pour ce faire, une modification de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection et de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration s'avère nécessaire.

Le principal objectif de la directive 2011/51/UE est d'étendre le champ d'application de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée aux bénéficiaires d'une protection internationale. Ainsi, les bénéficiaires d'une protection internationale, à savoir les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire, peuvent acquérir le statut de résident de longue durée et, s'ils l'obtiennent, pourront bénéficier pleinement des droits et avantages y liés.

La directive 2011/95/UE est une refonte de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, dite «directive qualification». L'objectif principal de cette directive est, d'une part, d'assurer que tous les États membres appliquent des critères communs pour l'identification des personnes qui ont réellement besoin de protection internationale et, d'autre part, d'assurer un niveau minimal d'avantages à ces personnes dans tous les États membres.

La directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011, dite «directive permis unique», établit une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établit un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre.

La directive n'établit pas de nouvelles conditions d'admission au séjour. Il s'agit, d'une part, d'un instrument horizontal accordant des droits à tout travailleur issu d'un pays tiers qui réside légalement dans un État membre, indépendamment du titre auquel il a été admis sur le territoire de cet État membre et autorisé d'y travailler. D'autre part, elle innove sur le plan procédural en prévoyant la délivrance d'un permis unique à l'issue d'une procédure de demande unique, qui est censée alléger considérablement les formalités administratives exigées des travailleurs issus de pays tiers et des employeurs.

Comme la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration a déjà introduit le permis unique pour les travailleurs salariés, la transposition de la directive ne nécessite que peu de modifications.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11.2012
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
21.01.2013 Désignation d'un rapporteur
08.04.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2013
Loi du 19 juin 2013
Mémorial A: 2013, n°106, page 1572

Lycée à Clervaux

6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux

Le projet de loi vise à créer un lycée sur le site de la commune de Clervaux. Cette création se fonde sur l'organisation scolaire telle qu'elle a été définie dans le plan directeur sectoriel «lycées». Le plan sectoriel a été élaboré dans le contexte de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Il vise à régionaliser l'offre scolaire de manière à réduire les distances des transports scolaires, notamment des élèves des classes inférieures. Il établit quatre pôles d'enseignement sur le territoire national: Centre, Sud, Est et Nord. Le pôle d'enseignement Nord comprend les cantons de Clervaux, Wiltz, Vianden, Diekirch, Redange et de Mersch sans les communes de Lorentzweiler, Heffingen et Larochette. Suivant le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «lycées», le pôle d'enseignement Nord comprend six lycées, dont quatre lycées techniques, un lycée mixte à dominante classique avec une annexe à dominante technique et un lycée mixte à dominante technique.

Les élèves des communes suivantes sont visés prioritairement pour s'inscrire dans le futur lycée: les communes de Clervaux, du Parc Hosingen, de Troisvierges, de Weiswampach et de Wincrange ainsi que la commune de Kiischpelt du canton de Wiltz.

Le lycée à Clervaux est le premier de trois lycées de la deuxième phase prévus par décision gouvernementale en date du 1er décembre 2006. Le plan directeur prévoit jusqu'en 2010 un accroissement annuel de 1.000 élèves pour l'ensemble de l'enseignement secondaire et secondaire technique du pays.

Le groupe de travail du plan directeur sectoriel «lycées» a montré dans son étude «Opportunité de la création d'un lycée dans la zone de recrutement prioritaire Clervaux» qu'un lycée à Clervaux délestera les établissements scolaires de Wiltz et d'Ettelbruck tout en permettant aux élèves habitant au nord du pays de profiter d'une offre scolaire à proximité de leur domicile.

En concordance avec le plan directeur, l'offre scolaire du nouveau lycée comprendra la division inférieure de l'enseignement secondaire et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire. Afin d'intégrer des élèves à besoins éducatifs spécifiques, l'offre scolaire comportera deux classes de cohabitation du Centre d'éducation différenciée. En fonction de l'évolution démographique, l'offre du lycée pourra être élargie aux élèves des classes supérieures.

Le projet de loi détermine les besoins en personnel de la nouvelle école, y compris le psychologue, l'assistant social ou d'hygiène sociale et les éducateurs qui travailleront au Service de Psychologie et d'Orientation scolaires. Les postes d'employés, d'artisans et d'ouvriers correspondent à ce qui est prévu dans d'autres lycées techniques avec des effectifs comparables.

Il incombera à l'équipe d'enseignants qui prépareront le démarrage du nouveau lycée de définir, dans le cadre de l'autonomie accordée aux établissements scolaires, le projet pédagogique et l'identité qui lui seront propres.

L'offre d'une prise en charge qui va au-delà du temps d'enseignement est prévue dès le départ. Ainsi, le lycée à Clervaux offrira un encadrement scolaire de 7.30 à 18.00 heures. L'encadrement comprendra, d'une part, des cours d'appui et des mesures de remédiation, et, d'autre part, des activités culturelles, sportives et scientifiques ainsi que des apprentissages complémentaires facultatifs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 09.01.2013
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):
21.02.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
21.03.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
18.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.05.2013
Loi du 13 juin 2013
Mémorial A: 2013, n°102, page 1478

Profession d'avocat

6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Le projet de loi sous avis est destiné à répondre aux critiques dont a fait l'objet le Luxembourg de la part de la Commission européenne qui a considéré dans un avis motivé émis dans le cadre d'une procédure d'infraction au titre de l'article 258 TFUE, à propos des conditions d'admission des avocats européens inscrits au tableau d'un Ordre des avocats sur la liste IV, que le Luxembourg manque «aux obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 10 de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise en liaison avec les articles 45 et 49 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, en maintenant en vigueur des dispositions telles que celles que l'article 6.(1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, qui impose la connaissance du français, de l'allemand et du luxembourgeois, sans permettre aux avocats, qui limitent leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des trois langues du pays, d'accéder à la profession, sous le titre professionnel luxembourgeois, sans devoir faire preuve de la maîtrise des trois langues».

Le présent projet de loi entend donner suite à cette procédure d'infraction en adaptant l'article 6. (1) d) de la loi sur la profession d'avocat, en précisant les dispositions concernant les niveaux de connaissances des langues nécessaires pour les avocats et en complétant les dispositions sur les droits et devoirs des avocats.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2013
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):
10.04.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
08.05.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.05.2013
Loi du 13 juin 2013
Mémorial A: 2013, n°102, page 1478

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

- *M. François Bausch (interventions de M. Robert Weber, M. Marc Spautz, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Fernand Kartheiser, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Fernand Boden et M. Jacques-Yves Henckes), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Jean-Claude Juncker), M. Jean Colombera (M. Jean-Claude Juncker et M. Félix Braz interviennent), M. Serge Urbany, M. Alex Bodry (M. Jean-Claude Juncker et Mme Marie-Josée Jacobs interviennent), M. Jacques-Yves Henckes (interventions de M. Serge Urbany et Mme Marie-Josée Jacobs)*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Gast Gibéryen et M. Alex Bodry interviennent)*

2. Déclaration de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes

- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes*

3. Hommage à M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President, nach ëmmer net!

M. le Président.- D'Chamber fiert haut de Mëtteg weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Bausch, Gibéryen, Colombera, Urbany, Bodry an Henckes. An d'Wuert kritt elo den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befannen eis als Gesellschaft an enger schwéierer Kris. 2008, den Ausléiser, d'Finanzkris ass fir eis nëmmen een Element vun där Kris, an där mer eis befannen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt mer eng Kris hu vum Wuesstumsmodell. Mir sinn der Meenung, datt mer eng Kris eigentlech vum System hunn, dat heescht, eng systemesch Kris, an datt et eng Verzahnung gëtt vun der Wirtschafts- a Finanzkris mat der Kris vun der - ech nennen et emol esou - Ressourcëknappheet.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

A leider, et muss ee soen an et muss ee feststellen, datt net verstane gëtt, datt eigentlech d'Finanz- an d'Wirtschaftskris nëmmen dat direkt Visibelst den Ament ass an datt d'Ressourcëknappheet wäert dozou bäidroen an den nächste Joren, datt mer an där Wuesstumskris, eiser Meenung no, nach laang wäerte stieche bleiwen.

Et ass en immensen Impakt op déi wirtschaftlech Entwécklung, ech mengen, dat hu mer an deene leschte Joren erlieft. An d'Léisung vun där Kris muss een och duerfir fir eis op deene verschiddensten Niveaue gesinn: op där enger Säit natierlech am wirtschaftlechen a finanzielle Beräich, do spillt natierlech d'Reguléierung vun der Finanzwelt eng grouss Roll, an op där anerer Säit, d'Ressourcëknappheet, do musse mer méi effizient ginn a mer mussen eise Konsummodell, eiser Meenung no, ganz staark iwwerdenken.

An et sinn och nëmmen déi Länner, déi dat verstinn, datt een déi Kombinatioun do muss hikréien, et sinn nëmmen déi Länner, déi d'Gewënner wäerte sinn aus där Kris respektiv déi net d'Verléierer wäerte sinn aus där Kris. Mä well déi Kris esou komplex ass a well et vill Interaktiounen zwëschen deene verschiddenen Niveaue gëtt, wäert se och nach esou bal net eriwwer sinn. Mir mussen eis drop astellen, datt den Auswee aus der Kris relativ laang wäert ginn.

An deem Zesummenhang, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, muss een natierlech och d'Situatioun vu Lëtzebuerg kucken, sougutt déi finanziell wéi déi wirtschaftlech wéi och déi sozial.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass 2009 an d'Wahle gaange mat engem ganz groussen Zil. Si hat hire Wahlkampf och quasi ausschliesslech dorobber opgebaut, nämlech datt si d'Partei wär vum Garant fir équilibréiert Statsfinanzen, an dat virun allem natierlech an der Kris, déi jo bekanntlech 2008 duerch déi Turbulenzen am Finanzsecteur, op de Finanzmäert ugefaangen huet.

A wann een hire Wahlprogramm vun 2009 emol nach eng Kéier kuckt, da stellt een dann och fest, wéi däitlech datt dat op de Fändel geschriwwe gi war. An ech soen och ganz kloer, d'CSV huet et fäerdegbruecht 2009, déi Wahlen ze gewanne mat deem Slogan. D'CSV ass no engem ganz gudde Resultat 2004 2009 nach eng Kéier vu 24 op 26 Sëtz gaangen. Dat heescht, si war nach fënnef Sëtz ewech vun der absoluter Majoritéit. Dat war en enormen Optrag, dee se do kritt huet, an dee krut se haaptsächlech wéinst deem, wat se an hirem Programm stoen huet, an ech zitéieren ënnert dem Kapitel „CSV-Finanzpolitik: virsichteg, ëmsiichteg, nohalteg", do steet geschriwwen…

Une voix.- Dat ass nach ëmmer richteg!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- „Die CSV…"

Jo, dat ass nach ëmmer richteg. Mä mir kucken elo emol, wa mer fäerdeg sinn, ob dee Bilan dann och esou opgaangen ass.

„Die CSV steht seit jeher für eine solide und kontinuierliche…"

Här President,…

Mme la Présidente.- Madame!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Pardon, Madame Presidentin, entschëllegt! Ech wär frou, wann Der den Deputéierte géift soen, si kënne mer Froe stellen, heiansdo och eppes dertëscht soen, mä datt et awer esou ass, datt ech mech nach selwer hei um Pult verstinn, wat ech soen, well et ass soss ganz schwiereg ze diskutéieren.

Mme la Présidente.- Är Kolleege wäerten Iech elo nolauschteren!

M. Robert Weber *(CSV)*.- Här Bausch, zitéiert eis de Wahlprogramm vun deene Grénge!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Also, nach eng Kéier: „Die CSV steht seit jeher für eine solide und kontinuierliche Haushaltspolitik, ohne die es letztendlich keine politische, keine wirtschaftliche und keine soziale Stabilität gibt. Diesen Eindruck an Zuverlässigkeit und Sicherheit, den die von der CSV verantwortete Finanzpolitik über Jahre vermittelt, ist weltweit anerkannt und wird vor allem von jenen geschätzt, die wir als Investoren ins Land bringen wollen. Es kommt nicht von ungefähr, dass ausgeglichene Budgets längst zur Tradition bei uns geworden sind,…" - ausgeglichene Budgets längst zur Tradition bei uns geworden sind! - „…dass die Verschuldung des Staates sich seit Jahrzehnten auf niedrigem Niveau bewegt, und dass immer genug Reserven vorhanden waren, um eventuelle Rückschläge abzufedern."

(Interruption)

„Ohne…"

Jo, ech weess, Dir héiert dat esou gär, Här Spautz, duerfir zitéieren ech Iech et och nach eng Kéier!

(Interruptions)

Jo! Gedëllegt Iech emol nach e bëssen, ech sinn nach net fäerdeg! Ech wollt Iech nach zitéieren.

(Hilarité et interruption)

Jo, Här Gibéryen, dat ass eng gutt Fro, déi ee sech ka stellen!

„Ohne die vorsichtige und verantwortungsvolle Haushaltspolitik der CSV wäre bei der jüngsten Krise wohl nur der Ausweg in eine sofortige massive Verschuldung geblieben!"

Wéi gesot, dat war de Wahlprogramm vun der CSV a mat deem huet se och d'Wahle gewonnen 2009. Dat war d'Kärstéck vun der Wahlcampagne vun 2009.

Wann een elo d'Realitéit da kuckt, do si jo dann déi zwee Elementer, déi wichteg sinn, den équilibréierte Budget op där enger Säit, an op där anerer Säit d'Statsschold, déi net dierf an d'Luucht goen.

Wann een da kuckt, wat an deene leschte fënnef Joer geschitt ass: 2008 - ech huelen elo haaptsächlech d'Statsschold, well dat ass dat, wat eis am meeschten um Mo läit als gréng Fraktioun -, 2008 louche mer do nach bei 14,4% vum PIB, 2013 si mer bei 24,4% gelant. Dat heescht, d'Statsschold huet sech bal verduebelt, a wann een dann déi Perspektiven nach kuckt bis 2016, déi an d'Haus stinn, da gesäit et nach vill méi erschreckend aus.

Also, fir eis op alle Fall kee Grond, fir hei ze strahlen, a kee Grond, fir ze behaapten, dat, wat versprach gi war 2009, datt dat agehale ginn ass!

D'Sozialisten hate sech als hiert Haaptzil op de Fändel geschriwwen, de Chômage ze reduzéieren.

Här Spautz, jo?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Däerf ech just eng Fro stellen, ob déi gréng Partei der Meenung gewiescht wier, mir hätten net solle bei der BIL a bei der Banque Générale als Stat intervenéieren?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dach, Här Spautz. Mä ech wäert Iech elo beweisen, datt d'öffentlech Schold net nëmmen doduerjer kënnt oder ganz aner Ursaachen nach huet wéi de Fait, datt mer bei zwou Banken hu missen agräifen, wou mer jo och, wéi mer gëschter gesot kritt hunn, souwisou ënnert dem Strëch keng schlecht Affär gemaach hunn. Mä et sinn aner Saachen, déi de Grond sinn, firwat datt d'Statsscholden an d'Luucht ginn, an ech kommen nach dorobber ze schwätzen, wann Der Iech nach e bësse gedëllegt.

D'LSAP…

Mme la Présidente.- Här Bausch, sidd Der och d'accord, dass den Här Weber Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Selbstverständlech! Ech hu gutt Zäit, Madame Presidentin!

M. Robert Weber *(CSV)*.- Här Bausch, Dir wësst jo awer, dass mer an enger Wirtschaftskris sinn, déi weltwäit ass, an dass Lëtzebuerg net eng Insel an där Wirtschaftskris ass an dass d'Auswierkunge vun esou enger Kris sech och op de Statsfinanze bemierkbar maachen.

Ech hätt léiwer, Dir géift eis de Wahlprogramm vun deene Grénge virliesen, wat Dir virgeschloen hat, mat Ausnahm vun der ekologescher Steierreform, mat där kee Mënsch awer eppes ufänke kann,…

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Dat do war 2009, net 2000…

M. Robert Weber *(CSV)*.- …fir déi Kris ze iwwerwannen a fir dann d'Land fit a flott ze maache fir d'Zukunft.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, et war zwar keng Fro an dem Här Weber senger soi-disant Fro, mä ech äntwerten em awer dorobber.

Ech wëll him soen, dat ass jo typesch fir d'CSV, datt déi gutt Saachen, wann d'Konjunktur gutt geet an d'Statsfinanze gutt stinn an d'Plus-valuë gutt sinn, dann ass dat de Mérite vun der CSV! A wann et schlecht geet, da waren et déi aner: d'Noperen, déi aner Parteien,…

(Brouhaha général)

Dat ass typesch, wéi Dir funktionéiert…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat ass typesch esou, wéi Dir et gesitt! Jo!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat ass typesch, wéi Dir funktionéiert, typesch, wéi Dir funktionéiert!

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir och! Dir sidd e richtegen Typ!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat…

M. Robert Weber *(CSV)*.- Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Also, ech versti jo, ech versti jo…

M. Robert Weber *(CSV)*.- Här Bausch, d'CSV huet d'Regierung gefouert an anere Krisenzäite wéi déi heiten!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Oh, Här Weber! Madame Presidentin, ech versti jo, dass een dat net gären héiert, mä et ass eise Rôle, fir dat awer hei ze soen!

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

(Interruptions)

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- An et ass d'Wourecht!

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- D'LSAP hat sech als Haaptzil op de Fändel geschriwwen d'Reduktioun vum Chômage. Wéi mer haut kënne feststellen, ass dëst Zil och net erreecht ginn. Au contraire, de Chômage ass weider gestiegen.

A wann ech kucken, wat fir eng Implikatiounen datt d'Aarbechtslosegkeet op de Budget huet - an dann, Här Weber, kommen ech bei deen éischte Punkt, deen natierlech wichteg ass, wann een iwwert d'Statsfinanzen an d'Resultater vum Budget diskutéiert -, da stellt ee fest, datt haut de Chômage en immensen Impakt huet op d'Dépensë vum Stat.

Mir hunn, wann Der d'Zuelen am Fonds pour l'Emploi kuckt, dann hu mer 2006 eng Dépense am Fonds pour l'Emploi vun 363,3 Milliounen, a mir sinn 2013 bei 682,6 Milliounen. Dat heescht, et ass eng Verduebelung vun den Dépensen eleng am Fonds pour l'Emploi. A wann ech dann op där anerer Säit d'Recettë kucken am Fonds pour l'Emploi, déi si vu 488 Milliounen op 639 eropgaangen, dat heescht, trotzdeem datt mer d'Solidaritéitssteier massiv gehéicht hunn, brénge mer et haut net méi fäerdeg, fir d'Dépensen am Gréff ze behalen, déi mer iwwert de Fonds pour l'Emploi hunn.

Duerfir si mir och der Meenung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Bekämpfung vum Chômage eng vun deenen absolute Prioritéite muss sinn a muss ginn oder hätt scho misse sinn, well all Chômeur, dee mer manner hunn, ass net nëmmen eng Dépense manner am Budget, mä bedeit jo och op där anerer Säit zousätzlech Recetten, well dat huet en Impakt op d'Steiersituatioun vum Stat an et kommen och sozial Cotisatiounen do eran.

Dës Regierung wäert et also, wéi et ausgesäit, net anhalen, dat, wat d'CSV an hirem Wahlprogramm versprach huet duerchzeféieren, nämlech en équilibréierte Budget hinzekréien. An dës Regierung wäert et och net fäerdegbréngen, fir d'Statsschold niddreg ze halen. Op alle Fall, wann ee kuckt, wéi d'Zuele vun der Statsschold sech entwéckelen, da stellt ee fest, datt dat galoppant ass, datt dat wierklech ga-

loppant ass. Och wa mer natierlech zu Lëtzebuerg nach ëmmer eng gesamtstaatlech Schold hunn, déi vill méi niddreg ass wéi an anere Länner, ass se bei eis dach proportional enorm gestiegen an deene leschte Joren.

(Interruption)

Bon, a wa mer dann diskutéieren iwwer 2012: De Premier huet gesot, mir hunn et fäerdegbruecht, trotzdeem datt mer eng… - mer haten eng wirtschaftlech Prognos, wou mer de Budget opgestallt hunn, vun 2%, d'Realitéit war herno, datt mer bei 0,3% ukomm sinn -, da seet en, mir hunn et awer fäerdegbruecht, datt d'Budgetsvirlag konnt agehale ginn, datt den Defizit vum Gesamtresultat nëmme bei 0,8% louch, an am Zentralstat louche mer bei 2,6%, dat heescht, am Fong seet en domadder, trotzdeem datt mer e Wuesstum haten, deen nëmmen emol en Drëttel war vun deem, wat prognostizéiert gi war, hu mer et fäerdegbruecht, dat anzehalen.

Dat ass sécherlech richteg, mä op där anerer Säit musse mer awer och wëssen, datt mer an eisem Statsbudget strukturell Problemer hu bei de Recetten an och bei den Dépensen, a virun allem am Zentralstat. Déi hate mer och scho virun der Kris. Et ass just kloer, datt se duerch d'Kris vill méi duerchschloen, dat heescht, se komme vill méi zum Virschäin.

An eigentlech - den Här Weber ass zwar elo net méi do -, mä wann en eis Programmer gelies hätt vun 2009 respektiv och vu virun 2004, respektiv wat mer an der Phas souguer 1999-2004 gesot hunn, sou hu mer ëmmer drop higewise bei enger Rei Mesuren, déi dës an déi viregt Regierung geholl hunn, datt d'Konsequenzen dovu kéinte sinn, datt d'Finanzcapacitéit vum Stat a Fro gestallt gëtt, kuerz- a mëttelfristeg, spéitstens dann, wa mer an eng wirtschaftlech méi schwiereg Situatioun kommen.

An ech wëll just nach eng Kéier soen - ech hunn et schonn x-mol hei gemaach, wëll et awer nach eng Kéier maachen -, um Niveau vun de Recetten, dat waren déi grouss Steierreduktiounen, déi mer gemaach hu vun 2001 an 2002, gewalteg Steierreduktiounen, wou mer eng enorm grouss Verdeelungsaktioun gemaach hunn.

Ech fannen et iwwregens och interessant, den Här Frieden huet an engem Interview am Forum eng nei Versioun gi vun der Argumentatioun oder vun der Rechtfertegung vun de Steierreduktioune vun deemools. Bis elo war et nach ëmmer esou, datt ech erkläert kritt hunn hei, dat wär aus antizyklesche Iwwerleeungen eraus gemaach ginn. Am Interview am Forum seet en: „Mir konnten deemools net anescht, den Drock op der Strooss war esou grouss an d'Fuerderunge waren esou grouss, mir hunn dat misse maachen."

Dat fannen ech zimlech eng nei Erkenntnis, mä déi erschreckt mech awer, wann ech esou eppes héieren, an déi beleet mer eigentlech och, datt mer deemools recht haten als gréng Fraktioun, wéi mer dat och an där do Richtung monéiert hunn, wéi deemools déi Steierreduktioune gemaach gi sinn.

An och op der Dépensësäit, op der Dépensësäit sinn eng Rei oniwwerluechten, ech géif et emol nennen „Wahlcadeauen" gemaach ginn an de Joren 1995-2005, déi haut natierlech am Budget immens zu Gewiicht falen. Een dovunner ass - ech wëll dat och elo net méi am Detail diskutéieren, well ech dat och scho méi wéi eng Kéier hei a Sträitdiskussioune gemaach hunn -, dat ass zum Beispill déi berühmte Mammerent, wou mer mat der Géisskan d'Sue verdeelt hunn, wat haut e ganz grousse Bäitrag, eng ganz grouss Belaaschtung fir de Budget ass.

Dat heescht, et sinn eng Rei Décisioune geholl ginn…

(Interruption)

Si läit no bei honnert Milliounen am Statsbudget pro Joer, jo.

(Interruption)

Jo, mä wësst Der, Dir hätt sollen, wéi Der dat agefouert hutt, vläicht besser iwwerleeën, an dann hätt Der dat kënnen och aneschters opdeelen.

Et gëtt eng ganz Rei esou Mesuren, déi geholl gi sinn tëschent 1995 an 2007, déi wéi gesot mat der Géisskan geholl gi sinn, déi och eigentlech mam Sozialstat fir eis net vill ze dinn hunn, mä déi ganz kloer och aner Hannergrënn haten.

An duerfir, wéi gesot, kann ee sech et net esou einfach maachen a soen, datt den Defizit, dee mer elo pro Joer produzéiert hunn, ausschliesslech nëmmen op d'Konjunktur zréckzeféieren ass, mä en huet och, wéi gesot, de strukturellen Hannergrond vun Décisiounen, déi virdru geholl gi sinn.

An da kommen ech op eng Problematik, wann een dann an Zesummenhäng vun engem déséquilibréierte Budget schwätzt, och iwwert d'Perspektiv 2014 eraus, déi huet awer ganz sécher mat der Kris näischt ze dinn: An dat ass de Verloscht vun deene 700 Millioune Recettë bei der TVA ab 2015 an e puer Etappen.

An do muss ee soen, dat schockéiert eis am meeschten, well déi Regierung hei weess zënter datt se am Amt ass, datt ab 2015 an dräi Etappe 70% vun de Recettë vum Commerce électronique ewechfale respektiv datt déi Suen da ginn an déi Länner, wou och wierklech den Handel stattfonnt huet.

An ech muss och soen, wann een dann a sengem Wahlprogramm esou eppes schreift, wéi d'CSV dat geschriwwen huet 2009, da kann een dach net fënnef Joer waarden a soen: „Ma déi Échéance ass eréischt 2015, a wéi mer déi 700 Milliounen do kompenséieren, dat kuckt dann eben déi nächst Regierung", an et deit ee just, wéi gëschter, nach hei un, datt een d'TVA wëllt erhéijen, dat zwar dann agebonnen an eng grouss Steierreform - dat fanne mir wierklech net seriö!

Bei esou engem finanzielle Lach, wat bei de Recetten do zousätzlech wäert entstoen, hätt vun dëser Regierung missen um Niveau vun der Diskussioun iwwert d'Budgetskonsolidéierung eng Strategie, e Masterplang ausgeschafft ginn, wéi een dann ab 2015 dat Lach do wëllt kompenséieren. Dat ass, wéi gesot, fir eis net ganz responsabel.

An déi Propos, déi gëschter gemaach ginn ass vun der Erhéijung vun der TVA, elo neierdéngs dann - an dat begréisse mer - agebett an eng grouss Steierreform, do muss ech soen: Et muss ee sech emol virstellen, wéi dat elo soll oflafen! Mir hunn, wann dat schleeft - also, dat gesäit jo elo esou aus, datt dat schleefe gelooss gëtt -, da sinn 2014 am Juni d'Wahlen, am Mee - pardon - d'Wahlen, dat heescht, déi nächst Regierung, déi kënnt, déi huet ganzer fënnef Méint Zäit, fir dat doten ze diskutéieren.

An eng grouss ugeluechten, seriö ugeluechte Steierreform, déi mécht een net a fënnef Méint. Do brauch een Zäit. Do muss ee vill diskutéieren, well do si jo vill Elementer, déi matspillen.

Et muss een uerdentlecht Zuelematerial hunn, an ech war am Dezember jo och duerfir schockéiert, wéi ech héieren hunn, datt op Basis vun där Motioun, déi mer ugeholl kritt haten dat Joer virdrun, wou mer verlaangt haten, datt eng seriö Analys emol gemaach soll ginn iwwer eise Steiersystem, datt ech do gesot kritt hu vum Budgetsminister, et géif em leed dinn, en hätt déi net hikritt, well en hätt net Leit genuch gehat an der Steierverwaltung, fir déi ze maachen.

Dat ass, et deet mer leed, fir eng Partei oder fir eng Regierung, déi sech dat do op de Fändel geschriwwen huet, wierklech net schrecklech seriö!

An da muss ee jo och soen, et wäert jo awer kee sech der Illusioun higinn, datt déi 700 Milliounen, datt mer déi eleng iwwert d'Erhéijung vun enger TVA géifen erakréien - emol onofhängeg vum Fait, datt natierlech eng Erhéijung vun der TVA sozial Konsequenzen huet an och wirtschaftlech Konsequenzen huet, haaptsächlech zum Beispill am Mëttelstand, Handel, déi jo net ohne sinn -, datt een do iwwer eng TVA-Erhéijung déi erakritt!

Den Här Lux huet de Moie gesot, d'Regierung hätt doriwwer diskutéiert a si wéilt op alle Fall an d'Richtung goen, fir ënnert deenen 18% ze leien, dat heescht, dat ass am Fong déi Barre fatidique vun deem éischte Land, wat déi niddregst TVA dann no eis huet, dat ass da Malta, datt ee misst do drënnerbleiwen. Dat heescht, da kann ee jo héchstens 2% eropgoe mat der TVA. Datt dat géif duergoen, fir déi 700 Milliounen ze kompenséieren, dat ass wierklech eng Illusioun.

A wann ech da kucken, wat dann och gëschter hei ugekënnegt gëtt, et soll eng grouss Steierreform gemaach ginn, a wat alles schonn d'office ausgeklammert gëtt mat där Steierreform, wat gëschter hei diskutéiert ginn ass!

Et gëtt op där enger Säit souguer nach gesot, de Mëttelstandsbockel, do misst een da kucken, deen ze analyséieren, do schwätzt ee jo nach éischter vun Entlaaschtung, wann een dee wëllt ewechkréien. Dat heescht, dat sinn net méi Recetten, éischter nach manner Recetten! Da gëtt gesot, bei de Betriber dierfe mer näischt maachen, mussen awer och oppasse ganz uewen an der Steiertabell, well mir dierfen d'Fachkräften net ofschrecken.

Jo, wat bleift da schlussendlech nach, wann een alles ausklammert d'office, wann ee bei enger Steierreform wëllt diskutéieren?

Ech wëll iwwregens doriwwer eraus soen, datt bei där Diskussioun doriwwer, Fachkräften op Lëtzebuerg unzeéien, wann ee sech natierlech nëmme focaliséiert oder haaptsächlech focaliséiert op d'Fro vu wéi héich d'Besteierung zu Lëtzebuerg ass, da läit een eiser Meenung no do zimlech falsch, well Fachkräften - virun allem a verschidde spezifesche Beräicher - op Lëtzebuerg, déi kritt ee virun allem heihinner, andeem ee gutt Infrastrukturen huet, an deene se jo wëlle schaffen oder fuerschen, andeem d'Liewensqualitéit funktionéiert, andeem een e gudde Bildungssystem huet, eng gutt Kannerbetreiung huet. Alles dat si Facteuren, déi sinn eiser Meenung no vill méi wichteg wéi de Fait, ob een 1% méi oder manner Steiere bezilt, fir esou Leit hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Mä wann een, wéi gesot, alles wëllt ausklammeren - an duerfir ass dat jo och net extra konkret gewiescht, wat mer gëschter hei héieren hunn, et hätt ee mindestens missen eng Richtung hei uginn, a wéi eng Richtung et soll goen -, da froen ech mech, wéi een dat wëllt fäerdegbréngen.

A wann ech da liesen, datt… Engersäits fannen ech et jo gutt, datt d'Regierung endlech, oder de Premierminister endlech unerkannt huet, datt deen Austeritéitswahn op europäeschem Niveau an ze mengen, et misst een d'öffentlech Verschëldung an den europäesche Länner matzen an der Kris bannent kierzester Zäit erofsetzen, datt dat net haltbar ass an zu sozialen Explosioune féiert.

Mä wann dat awer als Argument geholl gëtt, fir dann ze soen: „Mir maachen elo méi e luesen Tempo", a wann ech da kucken, wéi dee luesen Tempo ausgesäit, a wann ech da feststellen, datt den Effort, deen 2012 gemaach ginn ass vun der Majoritéit, 952 Milliounen ausgemaach huet fir d'Budgetsréequilibréierung an datt 2013 deen Effort nach tëschent 250 an 300 Millioune soll leien, da muss ech awer net nëmmen hei vun engem Verlangsame vum Tempo schwätzen, mä dann ass dat scho bal eng Vollbremsung.

Wann ech dann och nach gesinn - wann ech dann och nach gesinn! -, wou déi Effortë solle gemaach ginn. Et steet jo net allze vill Konkretes dran, mä et steet awer op engem Punkt Konkretes dran, an dat ass virun allem bei deene Sozialleeschtungen, déi mer géifen anscheinend exportéieren. Dat heescht, hei geet et dann drëms, driwwer ze diskutéieren, fir virun allem de Frontalieren eng Rei Sozialleeschtungen ewechzehuelen. Dat passt awer da voll an d'Logik vun deem, wat a ville Kommentaren haut geschriwwe ginn ass, am „Lëtzebuerger Wort" an och an aneren Zeitungen, datt een hei de Verdacht net lassgëtt, datt éischter d'Wahléchéance vun 2014 an de Käpp war, wéi déi Lag vun der Natioun hei virbereet ginn ass, wéi eng seriö Diskussioun iwwert de Rééquilibrage vum Budget.

Well et ass relativ kloer, wann een natierlech och dat bësse vun Effort, dat een da mécht, och nach wahrscheinlech mécht um Bockel vun deenen, déi kee Wahlrecht hu respektiv déi net kënne sanktionéiere bei de Wahlen 2014, da gëtt dat eiser Meenung no nach méi däitlech.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- An da muss ech och soen, wann ech dann d'Investitiounspolitik kucken, da seet d'Regierung hei: „Mir sinn an der Investitiounspolitik nach ëmmer ganz gutt. Mir leie wäit iwwert dem Niveau vun eisen Nopeschlänner, respektiv mir leie souguer iwwert dem Niveau vun dem EU-..., dem Euroraumduerchschnëtt" - pardon! -, dann ass dat sécherlech richteg.

Op där anerer Säit soe mir awer ganz kloer: Grad fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass d'Investitiounspolitik, den Innovatiounsgeescht, d'Zukunft virbereeden dat Essenziellt, wat mer musse maachen a wou mer mussen investéieren. An duerfir musse mir e vill méi groussen Effort maache wéi all aner Länner, haaptsächlech wéi eis grouss Nopeschlänner, wa mer wëlle wirtschaftlech an och gesellschaftlech weider bestoen. Duerfir ass dat awer elo en Argument, wat mech net an deem Sënn - wéi soll ech elo soen? - vum Stull fale léisst, well ech mengen, datt dat eng absolut Evidenz misst sinn.

Dat Eenzegt, wat eis awer stéiert, dat ass, datt mer bei der Investitiounspolitik nach ni kloer iwwert d'Prioritéiten diskutéiert hunn. Wann ee kloer iwwert d'Prioritéite wëllt diskutéieren, dann hätt ee missen en Débat féieren iwwert d'Zukunft vun deem Land hei. Dann hätt ee missen emol eng Kéier diskutéieren: Wat fir e Land, wat fir e Lëtzebuerg wëlle mer iwwerhaapt fir d'Zukunft? Wou wëlle mer histeieren? Wat sinn déi Secteuren? Mat wat fir enge Moyene fördere mer déi?

Dës Diskussioun - mir hu se e puermol gefuerdert -, et war ni de Wëllen do, fir se ze féieren. An déi Diskussioun huet sech elo aus dem politesche Raum ausgelagert an d'Initiativen, déi doriwwer diskutéieren. Déi spréisse wéi Pilzen aus dem Buedem: 5vir12, SOLEP, Caritas, Lëtzebuerg 2030 an an an. Et gëtt der eng ganz Rei, wou een och gesäit, datt vill Leit interesséiert sinn ze diskutéieren, mä am politesche Raum huet se net stattfonnt. An dat fanne mir wierklech, wierklech bedauerlech!

A wann dann déi Diskussioun - déi sécherlech berechtegt muss gefouert ginn a wou och endlech muss gehandelt ginn - ronderëm dee sougenannten „Future-Fong", dee jo och gëschter ugeschwat ginn ass, op den Dësch kënnt, da gëtt dat nach méi evident, wéi falsch eigentlech d'Investitiounspolitik an iwwerhaapt d'Finanzpolitik vun deene leschte 15 Joer an deem Land hei war.

Fir e Future-Fong anzeféieren, dat ass absolut richteg a berechtegt. Mir hunn als Gréng schonn an den 90er Joren eng Motioun eng Kéier gemaach, wou mer gesot hunn: „Kommt, mir huelen en Deel vun den Iwwerschëss", déi mer déizäit haten, entweder aus dem Finanzsecteur oder vum Tanktourismus, „an da grënne mer e Fonds souverain an da leeë mer déi Suen do op d'Säit. An déi dierfen nëmme benotzt ginn, fir d'Wirtschaft ze diversifiéieren, fir Infrastrukturen am Land ze schafen am Intérêt vun der Weiderentwécklung vum Land."

Mir hunn dat deemools och argumentéiert a justifiéiert, well mer eis ugekuckt hunn, wat a verschiddene Länner, haaptsächlech a Skandinavien, geschitt ass, a virun allem an Norwegen. Norwegen ass e Land, wat als Ressource jo haaptsächlech de Pëtrol hat an och elo nach huet, awer net méi laang. An d'Norweger waren esou intelligent, déi hu sech gesot: „Dat doten, deen enorme Räichtum, dee mer am Moment erakréien duerch déi do Ressource, deen ass eng Kéier eriwwer. A mir wëllen duerfir net déi Suen einfach ëmmer erëm verdeelen. Do gëtt en Deel vun deene Suen op d'Säit geluecht an e Fong, an deen dierf nëmme benotzt ginn, fir d'Zukunft vum Land virzebereeden."

Mir hunn dat net gemaach an den 90er Joren. Eis Motioun ass deemools ofgelehnt ginn. Et ass net gemaach ginn. A paradoxerweis ass bei eis d'Iddi vum Future-Fong op den Dësch komm zu deem Zäitpunkt, wou d'Recettë gefall sinn, wou d'Keesen ugefaangen hunn, eidel ze ginn. Dat muss ee wierklech fäerdegbréngen an engem Land, wou mer tëschent 1995 an 2007 an der Europäescher Unioun Rekordwuesstumszuelen haten, bis zu 9% am Joer 2000! Dat heescht, während deene Joren ass dat eis net agefall a mir hunn déi Sue verdeelt. An et fält eis an zu deem Zäitpunkt, wéi gesot, wou d'Keese méi eidel ginn, wou d'Recetten ufänken ze falen.

Mä et bleift awer, datt mer nach der Iwwerzeegung sinn, datt mer et elo solle maachen. D'Fro, déi sech just stellt, an do hu mer keng Äntwert kritt, oder hu mer am Discours gëschter näischt gesot kritt: Wéi gëtt dee Fong da gespeist finanziell? Well dat huet jo dann och erëm ze di mat rééquilibréiertem Budget. Mir musse jo da kucken, wou mer Suen hierhuele fir dranzestiechen.

A wann ech gëschter héieren hunn, datt dru geduecht gëtt, fir zum Beispill d'Aktië vun der BGL ze verkafen, an da kucken ech, wat dann dorauser argumentéiert gëtt, da gëtt gesot: „Wa mer dat maachen, da reduzéiere mer direkt d'öffentlech Schold ëm bal 5%." Dat heescht, et gëtt jo dann dru geduecht, fir einfach déi Suen (veuillez lire: déi Aktien) ze verkafen an déi just ze notzen, fir d'Schold erëm ofzebauen.

Dat gëtt natierlech gemaach mat der Argumentatioun, well gesot gëtt: „Jo, mä d'Schold ass jo nëmmen esou wäit gestiegen, well mer hu missen déi Banke retten. An duerfir ass et och nëmme logesch, datt mer duerfir déi Suen notzen, fir déi Schold elo erëm ofzebauen."

Ech hunn hei virdru gesot, datt ech der Iwwerzeegung sinn, datt déi Scholden net nëmmen entstane sinn, well mer Banke gerett hunn, mä well mer och eng Rei strukturell Problemer an eisem Budget hunn, déi vun Décisioune vu virdrun entstinn. Donc si mer och der Meenung hei, datt een net dierf déi Suen do integral huelen, fir d'Scholden ofzebauen, mä datt zum Beispill mer eis kéinte virstellen, datt mindestens en Deel vun deene Recettë vum Verkaf vun de BGL-Aktië misst an dee Future-Fong gesat ginn, fir, wéi gesot, d'Land op méi eng aner Zukunft virzebereeden, fir ze diversifiéieren.

Da kommen ech bei d'wirtschaftlech Diversifizéierung. Eng ganz Rei Créneaue si schonn zënter enger Rei Joren zu Lëtzebuerg an der Diskussioun, international Créneauen, vun deene gemengt gëtt, datt se attraktiv wären, datt mer och eis kéinten entwéckelen. Dat sinn: Ëmwelttechnologien, Biotechnologien, den IT-Secteur zum Beispill. Déi sinn all richteg, dat ënnerstëtze mer och.

Et ass zwar e véierten derbäi, dee vun der Regierung als fördernswäert an interessant detektéiert ginn ass, dat ass de Logistikzenter. Do soen ech ganz kloer, ech widderhuelen dat nach eng Kéier hei: Do si mir als Gréng vill méi skeptesch, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt am Transport an am Handel - wéi d'Wueren hin- an hierzetransportéiere sinn - an donc och an der Logistik wäerten esou gewalteg Änneruge kommen, déi ënner anerem och ze dinn hu mat der Ressourcëknappheet, déi ech virdrun am Ufank beschriwwen hunn, datt mer net mengen, datt dat ee Secteur ass, deen eis vill wäert bréngen an der Zukunft.

Mä, bon, et mag jo sinn, datt mer eis iren. Mir sinn iwwerzeegt, datt do op e falscht Päerd gesat gëtt an datt déi Sue besser agesat wären, déi mer do asetzen, fir aner Saachen ze développéieren.

Mä wat eis awer nach vill méi stéiert, dat ass, datt d'Regierung eiser Meenung no nach ëmmer verkennt, datt et wichteg ass, datt mer net nëmmen déi international Aspekter, déi international Beräicher gesinn, fir déi op Lëtzebuerg unzezéien, ze förderen, mä datt et vill méi interessant ass a vill méi wichteg ass, fir d'Regioun ze kucken, fir d'Groussregioun ze kucken, well Aarbechtsplazen, déi mer schafen, déi an der Groussregioun agéieren, wou Betriber an der Groussregioun handelen, déi si vill méi nohalteg. Déi ginn net esou séier fort.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Déi schafen och meeschtens méi Aarbechtsplaze wéi grouss international Affären, déi mer siche ginn, déi dann aus steierleche Grënn oder aus verschiddenen anere Grënn op Lëtzebuerg vläicht kommen, mä vill méi volatil sinn, vill méi séier och kënne verschwannen.

Duerfir ass eiser Meenung no d'Stäerkung vu mëttelstännesche Betriber an der Groussregioun extrem wichteg. Mir sinn iwwerzeegt, datt dat och am Sënn haaptsächlech, fir Aarbechtsplazen ze schafen, e ganz zentraalt Handlungsfeld muss si vun den nächste Joren.

Da kommen ech zu engem Punkt, deen natierlech fir déi Betriber extrem wichteg ass. Dat ass d'Réforme administrative. Ech muss Iech soen, Här Premierminister, ech sinn awer wierklech entsat driwwer, wann ech Är Argumentatioun liesen, wou Der sot: „Déi Table ronde hunn ech net zustane kritt, well d'Meenungen esou immens wäit auserneeginn an dat ganz schwiereg ass." Also, ech mengen, ech ginn dervun aus, wann een eng Table ronde wëllt aruffen, dann ass et jo, well een natierlech dervun ausgeet, datt d'Meenunge ganz ënnerschiddlech sinn! An da rifft een déi jo an, fir datt déi ënnerschiddlech Meenungen op enger Table ronde sollen zesummen diskutéiert ginn. An duerfir kann dat jo awer keen Argument sinn, firwat datt d'Table ronde net zustane komm ass!

Mä doriwwer eraus, Dir hutt dat 2009 zur Chefsaach erkläert an Dir hutt gesot, et wär wichteg, datt an deem Beräich an deenen nächste Joren Neel mat Käpp géife gemaach ginn. A leider ass dat net passéiert.

Elo hu mer nach ee Joer Zäit. An elo ginn eng Rei Mesuren ugekënnegt, wouvun der en Deel dervun derbäi sinn, wou ech emol da gespaant wäert sinn, ob mer déi nach an där leschter Ligne droite wäerten iwwert d'Bühn kréien. Da geet et haaptsächlech ëm Verkierzunge vu Prozeduren. An eng Rei anerer ginn hei virgezeechent, haaptsächlech betreffe se de Ministère de l'Intérieur, déi si jo awer wierklech net nei. Déi hätte mer scho laang kënnen ëmsetzen.

Ech wëll drop hiweisen, datt de leider vill ze vill fréi verstuerwene Lucien Thiel a sengem Spezialrapport 2009 schonn e ganzt Kapitel hat iwwert d'Réforme administrative an iwwert d'Schwéierfällegkeet an der Zesummenaarbecht tëschent den Administratioune respektiv vum nationalen op de lokalen Niveau eriwwer. Also dat si Saachen, déi hätt een an deene leschte Jore kënnen eiser Meenung no maachen. An déi komme wierklech elo ganz spéit a se sinn och also wierklech näischt revolutionär Neies.

Da kommen déi Punkten, déi awer och wichteg sinn, wann et drëms geet, iwwer wirtschaftlech Diversifizéierung oder fir ze kucken, eise Standuert méi effikass ze maachen, datt mer déi brauchen: Dat ass haaptsächlech dee ganze Kader, dee mer brauchen, fir datt d'Betriber méi Planungssécherheet kréien.

Ech schwätzen natierlech virun allem do engersäits d'Plan-sectorielen un an d'Landesplanungsgesetz. A wat kréie mer dann nach dëst Joer do ze gesinn? Den Här Lux huet gesot - nodeem den Här Spautz de Moien dann en Notrag gemaach huet zum État de la nation a gesot huet, am Hierscht kéimen déi Plan-sectorielen alt, also da kéimen déi Texter endlech an d'Chamber an da misst een do eng rechtlech Basis dorobber setzen -, den Här Lux seet zu Recht, datt dat natierlech wahrscheinlech heftig Diskussioune wäert ginn an datt et immens enk wäert ginn, fir dat an deene leschten aacht Méint nach hei duerch d'Chamber ze kréien.

Et ass fir mech och net verständlech, firwat esou laang gewaart ginn ass, fir déi Plan-sectorielen öffentlech ze diskutéieren, fir deen do Schratt ze maachen. Dat ass e wichtege Punkt eiser Meenung no, wann et drëms geet, och de Betriber zum Beispill Planungssécherheet ze ginn. An deen ass leider, leider och verpasst ginn.

De Chômage. Mir wäerten eng Debatt kréien hei an e puer Wochen, duerfir wëll ech dozou net allze vill soen. Ech wëll just soen, datt mer sollen ophale mat där Culpabiliséierung. Natierlech kann een ëmmer erëm diskutéieren iwwer eenzel Fäll vu Leit, déi déi eng oder déi aner Aarbecht hätte kënnen unhuelen oder net wollten unhuelen, mä kommt, mir halen dach op ze culpabiliséieren an ze maachen, wéi wann dat d'Majoritéit vun de Leit wär a wéi wann dat eis géif de Chômageproblem léise respektiv wéi wann dat eis géif iergende Problem léisen um Niveau vun der Indemnisatioun. Dat ass dach eng Minoritéit vu Leit, déi dat wëllen.

Et ass kee gär am Chômage. An d'Leit, déi am Chômage sinn, firwat se dra sinn a firwat se esou schlecht Chancen hunn, dat huet éischter ze dinn domat, datt virdrun d'Chancëgläichheet fir si schlecht war. An do schwätzen ech natierlech haaptsächlech un engersäits d'Beruffsorientéierung, eng schlecht Vernetzung vun der Aarbechtswelt mat der Schoul an d'Problematik vun eisem Schoulsystem mat den zwou Sproochen, wou Leit souguer fir e Beruff zum Beispill duerch den Zwee-Sprooche-System d'Erléiere vum Beruff carrément blockéiert kréien an dat natierlech herno mécht, datt se um Aarbechtsmarché Schwieregkeeten hunn.

Kommt, mir schwätzen iwwert déi Saachen. A kommt, mir halen op, och wa mer Drock hunn am Budget duerch steigend Ausgaben am Fonds pour l'Emploi, kommt, mir halen op ze mengen, et misst een d'Chômeure culpabiliséieren. Dat ass sécherlech net dee richtege Wee.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dann d'Kannerbetreiung. Et ass gëschter net vill hei gesot ginn. Et ass nëmmen ugedeit ginn. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt d'Kannerbetreiung - an ech soe ganz kloer: Mir hätte gär eng gratis qualitativ (veuillez lire: gratis qualitativ héichwäerteg) Kannerbetreiung - wichteg ass aus dräi Grënn.

Dat Eent ass e soziale Facteur. Et ass haut esou, datt a villen Haushalter Leit souwisou mussen zu zwee schaffen, fir datt se kënnen uerdentlech liewen. Do spillt natierlech eng qualitativ héichwäerteg gratis Kannerbetreiung eng wichteg Roll, datt Revenuen... Well dat sinn oft natierlech, vun deenen ech elo hei schwätzen, Leit mat klenge Revenuen. Wa mer gären hätten, datt mer déi Leit net sozial ofrëtsche loossen, ass et wichteg, wéi gesot, aus dem soziale Facteur eraus, datt mer eng qualitativ héichwäerteg gratis Kannerbetreiung musse kréien.

Dat Zweet ass e familljepolitesche Grond. D'Entwécklung vum Kand an deenen éischte Joren ass extrem wichteg an do spillt d'Kannerbetreiung eng ganz grouss Roll. A wa mer investéieren haut an esou Infrastrukturen an, wéi gesot, och se gesinn als en Element vun der Gesamterzéiung vun der Gesellschaft, da spuere mer eis vill Onkäschte spéiderhin, well dann hu mer ville Kanner eng aner Chance, eng aner Zukunft ginn, besser Chancë ginn doduerjer och. An, wéi gesot, dat spuert eis herno Käschten.

Dat kann een natierlech, dat muss ee géigerechnen, wann een iwwert dat do diskutéiert.

M. le Président.- Här Bausch, den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här President. Ech weess zwar schonn, wat kënnt, Här President. Mä bon, e kann awer d'Fro stellen.

M. le Président.- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir kënnt mer och direkt äntwerten, wann Der d'Fro scho kennt, Här Bausch. Mä ech wollt Iech awer...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, stellt se. Ech maachen Iech awer de Pleséier, datt Der mer se kënnt stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, Dir hutt elo grad gesot, Här Bausch - a Merci dann, dass ech déi Fro awer elo ka stellen -, well Dir hutt elo grad gesot, déi éischt Jore vun engem Kand, déi wäre besonnesch wichteg an dofir wär d'Kannererzéiung also praktesch an öffentlecher Hand esou wichteg. Haalt Dir dann d'Mammen oder d'Pappe respektiv net fir kompetent, fir d'Kanner nach vill besser ze erzéien, wéi eng öffentlech Struktur dat kann? Merci.

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, genau dat do hunn ech mer erwaart, Här Kartheiser.

Éischtens wëll ech Iech just soen: Et denkt kee Mënsch drun, kee Mënsch, mengen ech, hei am Haus an och soss néierens, drun, datt mer géifen eng Obligatioun aféieren, datt d'Leit missten hir Kanner an eng Kannerbetreiungsstruktur ginn. Do denkt kee Mënsch dorunner!

Mä ech soen Iech awer ganz kloer: Et gëtt awer ganz vill Situatiounen, an do gëtt et ganz vill Situatiounen, dat geet souguer vu sozial défavoriséierte Milieue bis och op iewescht Schichten, wou ech Iech awer ganz kloer soen, wou d'Kanner ganz sécher besser géifen erzu ginn an enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiungsstruktur, wéi oft dat, wat se doheem kréien.

Dat ass och e Fait, mat deem mer eis mussen auserneesetzen. An dat ass eng Realitéit.

(Interruption)

Dat ass eng Realitéit! An ech mengen duerfir, de Stat ass just duerfir do, net, fir de Leit virzeschreiwen, wéi se hiert Liewe sollen organiséieren, mä de Stat muss awer derfir suergen, datt d'Kanner - d'Kanner, wat dat wichtegst Gutt ass an eiser Gesellschaft! -, datt déi alleguer déi nämlecht Chancë kënne kréien. An déi kréie se doduerjer, wa mer öffentlech qualitativ héichwäerteg Betreiungsstrukturen ubidden.

Dann huet nach ëmmer jiddwereen de Choix ze maachen, wat e wëllt. Déi da wëllen doheem bleiwen an doheem hir Kanner versuergen, solle selbstverständlech dat kënne maachen. Mä, wéi gesot, de Stat huet de Rôle, fir dat ze maachen.

Da kommen ech zum drëtte Punkt. Dat ass deen ekonomesche Facteur, deen hannendrustécht. Wa mer net op de Wee gi vun enger gratis flächendeckender qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung, da maache mer d'Situatioun méi schwéier, fir datt zum Beispill - an et sinn an der Regel d'Fraen, déi betraff sinn -, Frae kënne beruffstäteg bleiwen oder méi fréi beruffstäteg ginn, och wa se eng kuerz Zäit ophale mat schaffen. Well si kréien dat soss net hin, fir hiert Liewen ze organiséieren.

An dann huet dat natierlech - ech hu virdru gesot -, dat huet schonn emol souwisou e sozialen Aspekt fir déi Famill selwer, mä et huet och en ekonomeschen Effekt. Dat huet en Effekt op d'Pensiounssystemer, well dann hu mer herno Persounen do, déi mat onkomplette Carrièren an der Pensiounsfal sëtzen. Et huet en Impakt op d'Steierrecettë vum Stat an och op d'Sécurité sociale. Et huet en Impakt op eis gesamt Ekonomie, well mer och doduerjer, datt mer d'Fraesituatioun méi schwéier maachen, eigentlech an der Ekonomie engem wichtegen Deel vun der Gesellschaft et méi schwéier maachen, fir beruffstäteg ze sinn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Firwat dann nëmmen de Fraen, Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hu gesot, Madame Minister, ech hu gesot, et si leider - virdrun, wann Der mer gutt nogelauschtert hutt -, leider an eiser Gesellschaft nach ëmmer haaptsächlech d'Fraen, déi betraff sinn. Mä Dir hutt awer vollkomme recht. Et misst eigentlech genausou gutt d'Männer betreffen. Mir mussen eng Kéier op eng Gesellschaft erauskommen, wou Männer a Frae genausou responsabel handele par rapport zu de Kanner an net nëmmen een dat mécht. Do hutt Der honnertprozenteg recht, mä ech hu gesot...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da musse mir dat och selwer esou transportéieren als Message an net awer dann ëmmer erëm vun de Frae schwätzen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn, wann Der mer gutt nogelauschtert hutt...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann Der mer gutt nogelauschtert hätt, ech hu gesot am Ufank: „Et si leider nach ëmmer d'Fraen, déi am meeschte betraff sinn."

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, Dir hutt awer elo erëm gesot: d'Fraen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo neen! Ech hunn... Ma lauschtert mer no, entweder mäi ganzen Discours...

(Interruption)

Neen, Dir hutt net ganz nogelauschtert!

Da kommen ech zum Punkt Logement. Am Logement sinn an deem, wat ech an der Deklaratioun gëschter héieren hunn, fir mech oder fir eis déi erfreelechst Nouvellen dra gewiescht, éischtens, well mer feststellen, datt d'Regierung an der Logementsproblematik, an der Logementsfro wierklech endlech agesäit, datt den Haaptproblem beim Logement den Terrain ass, d'Spekulatioun ass, an do och wëllt usetzen, fir dem Problem entgéintzetrieden. Dat ass ee ganz wichtege Punkt.

Ech sinn och frou driwwer, datt d'Regierung wëllt eng Rei Mesuren ënnerhuelen, haaptsächlech fir der Energiefal entgéintzewierke vu ville Leit an eiser Gesellschaft.

Mä enttäuscht sinn ech awer driwwer, datt iwwert... D'Regierung erkennt jo un, datt dee wichtegsten Aspekt och ass, fir d'Offer ze verbessere bei de Wunnengen. An da gëtt gesot, d'Regierung wéilt Zéngdausenden nei Wunnenge schafen. Bon, wou dat soll konkret geschéien, dat hu mer bis elo nach net gesot kritt.

Mä virun allem ass awer nach ëmmer eppes net verstane ginn. Dat ass, datt mer net méi ausschliesslech kënnen an dierfen drop setzen, fir einfach Dausende Wunnengen zum Verkaf op de Marché och ze bréngen, mä datt och d'Locatioun zum Beispill eng Roll spillt, a virun allem, datt mer méi Wunnenge brauchen, déi souwisou am Besëtz bleiwe vum Stat. Do gëtt et vill Formen, wéi een dat ka regléieren.

An ech hunn eng Tabell hei, Här President, fir ze vergläiche Lëtzebuerg mam Ausland. Ech hu se hei. Herno maachen ech eng Kopie, da ginn ech se och ronderëm. Dat ass d'«Part des logements sociaux dans le parc des habitations en Union européenne». D'Tabell ass vun 2008, mä huet sech awer net wesentlech geännert an deene leschte Joren. An do steet Lëtzebuerg, soen ech Iech, op der fënneftleschter Plaz! Hanner eis si just nach Estland, Litauen, Griichenland an Zypern. Zypern...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Ass dat de Locatif oder ass et de ganze Park?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gelift? Dat ass de Parc logements sociaux, de ganzen.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Locatif...?

M. François Bausch *(déi gréng).*- De ganzen, de ganze Parc logements sociaux. Jo, locatif!

M. Fernand Boden *(CSV).*- Ah ben, eben! Dat ass e groussen Ënnerscheed!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä Här Boden, dat ännert awer näischt un der Realitéit. Dat ännert awer näischt un der Realitéit!

Une voix.- Dach!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir sinn der Meenung...

(Interruptions)

Also, ech wëll Iech just soen: Zypern läit bei 0%, Griichenland bei 0%, Litauen bei 4% an Estland bei 1%.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, wann ech gelift e bësselche méi opmierksam nozelauschteren. Et ka jiddwereen eng Fro stellen oder sech herno nach zu Wuert mellen. Fuert emol virun, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- A Lëtzebuerg läit bei 2%. Hanner eis kënnt direkt Spuenien mat och 2%.

(Interruption)

Jo, gutt esou, Här Henckes. Ech soen Iech awer...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- ...déi meeschte Propriétairen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo neen, Här Henckes, duerfir sinn esou vill Leit, déi zu Lëtzebuerg keng Wunneng méi fannen. Dat ass de Problem.

(Interruption)

Wann Der da kuckt, wien d'Spëtzereider sinn:...

Une voix.- Lauschtert emol no!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...Holland mat 32%!

Une voix.- 32%!

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Éisträich mat 23%, Dänemark 19%. Dat si jo ganz aner Dimensiounen. Dat si ganz aner… Dat si jo awer...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- A wou steet dann…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dänemark, Éisträich an Holland, dat si jo awer Länner, Här Henckes, mat deene mer eis soss nawell gär identifizéieren, déi eis soss nawell gär ganz no stinn. Ech verstinn net, firwat mer eis hei esou schwéierdinn, fir dat hei net esou ze maachen!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ma neen,… huelt d'Propriétairen,… da sëtze mer mat Zypern vir!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei, Här Henckes, schreift Iech an an da sot Der herno, wat Der ze soen hutt!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Kee Problem!

(Hilarité)

Une voix.- Maacht dat net!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, duerfir, mir sinn der Meenung, datt de Stat muss aktiv ginn an deem dote Beräich. An et gëtt och, et sinn och Usätz ginn. De Logementsminister huet och eng Rei Usätz gehat, mä en huet keng Ënnerstëtzung fonnt, och net a senger Regierung, fir deen dote Wee. Mir wëssen dat jo ganz genau.

Et ass och eng Motioun an déi Richtung vum Claude Adam, pardon, vum Camille Gira - virun annerhallwem Joer, mengen ech, war et - hei ugeholl ginn.

(Interruptions)

Also, dat heescht: Huelt Äre Courage zesummen, ënnerstëtzt de Logementsminister, fir an déi do Richtung ze goen. Well do läit vill Potenzial dran, fir de Logementsproblem zu Lëtzebuerg och ze léisen.

Här President, ech wëll dann och nach e puer Wuert soen zum Bankgeheimnis. Ech muss soen, also fir eis koum déi Nouvelle iwwerhaapt net iwwerraschend. Guer net, mir waren net fir fënnef Sou iwwerrascht.

Firwat? Majo, dat kënnt Der an eise Rieden noliesen, well mer zënter Joren an dësem Parlament soen, datt mer eis mussen dorop astellen, datt et souwisou aus Steiergerechtegkeetsgrënn par rapport zu deenen aneren europäesche Länner richteg ass, deen do Wee ze goen, an datt den Dag kënnt - a méi séier, wéi et eis vläicht léif ass - wou mer deen Échange automatique d'informations kréien. Mir waren also guer net iwwerrascht iwwert dat, wat do komm ass.

Et ass och ganz kloer komm ënnert dem Drock vun deenen Evenementer vun deene leschte Wochen. An ech muss soen, do hunn ech eng aner Meenung wéi verschidde Leit heibannen. Wann de Finanzminister - mir kritiséieren e jo oft -, mä wann en dat dote gemaach huet, fir an d'Offensiv ze goen an elo dat op den Dësch ze bréngen, fanne mir dat richteg!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Well ech soen Iech ganz kloer, déi Saachen, déi an der Press stoungen Enn leschter Woch, a fir déi, déi soen, Offshore Leaks, dat wär net richteg, do wiere mer a Verbindung bruecht gi mat Saachen, wou net berechtegt ass: Ech weess net, ob d'Leit net d'Zeitunge liesen! Mä ech hunn d'„Süddeutsche Zeitung" gelies, déi jo ee vun den Haaptträger war vun der Publikatioun vun där Etüd, do stoung ganz vill iwwer Lëtzebuerg dran, a ganz konkret Beispiller iwwer Lëtzebuerg dran. An ech mengen, datt et duerfir - haaptsächlech, well mer jo och wëssen, datt Däitschland eise wichtegsten Handelspartner ass, och virun allem fir d'Finanzplaz eng wichteg Roll spillt -, datt et richteg war, hei an d'Offensiv ze goen an ze soen, mir sinn der Meenung, Lëtzebuerg ass der Meenung, datt mer dat elo wëllen diskutéieren, an och e Stéchdatum ze nennen, wou een dee Schratt wëllt maachen.

Et ass richteg. Et ass, wéi gesot, och näischt Neies. Et ass näischt Iwwerraschendes. Ech mengen och, datt de Finanzsecteur dovun am Endeffekt profitéiert. Well ech soen Iech, wa mer dee Schratt do net gemaach hätten, da wär de Schued fir d'Finanzplaz enorm grouss ginn. Da wäre mer ënner Beschoss gewiescht, Wochen a Wochen a vläicht Méint a Méint.

Deen hei bunkert, deen huet angesichts vun deene Fakten, déi um Dësch leien, keng Chance an dee schuet senger Finanzplaz enorm. An déi Finanzplaz huet och am Beräich vun der Banque privée ganz sécherlech Potenzialer, mä se soll se do siche goen op Basis vun den Atouten, déi se huet. Dat ass, datt mer zu Lëtzebuerg eng politesch Stabilitéit hunn, déi vill aner Länner net hunn, datt mer an der Législatioun ganz schnell sinn, ganz séier légiféréiere kënnen, datt mer Qualitéit kënnen ubidden, gutt ausgebilte Leit. Alles dat sinn d'Atouten, mat deenen och Clienten eiser Meenung no ze fanne sinn.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen duerfir an där do Fro ganz kloer d'Virgoensweis vum Finanzminister. Si war eiser Meenung no richteg. An d'Resultat gesitt Der jo och: Lëtzebuerg ass aus der Schosslinn erauskomm doduerjer, an dat war och gutt esou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill geschwat gi vun der „fairer Gesellschaft", déi ech awer léiwer „gerecht Gesellschaft" wéilt betitelen. Eng gerecht Gesellschaft ass dat, wat mer onbedéngt mussen ustriewen. Déi lescht 25 Joer huet eis Gesellschaft, an dat net nëmmen zu Lëtzebuerg, um internationale Plang sech net gerecht entwéckelt. D'Verdeelung vum Räichtum: deen huet sech zugonschte vun enger Schicht, enger 1%-Schicht, uewe verdeelt an zuongonschte vun net nëmmen deene ganz ënnen, mä generell vun der Mëttelschicht bis ganz ënnen.

An déi Tendenz, déi huet en éischten..., déi huet eis och - iwwregens ass dat en Deel vun der Kris vun 2008, firwat datt mer dohinner komm sinn -, déi Tendenz, wou mer 2008, wéi d'Kris ausgebrach ass, waren, do huet et op eemol zum gudden Toun gehéiert, dat och esou ze thematiséieren, ze diskutéieren, a leider ass vill ze vill séier erëm vun deenen nämlechten, déi d'Kris verschëllt hunn, gemengt ginn, et kéint een zur aler Agenda zréckgoen.

An an engem Punkt ginn ech dem Premierminister recht, wann e gëschter hei gesot huet, wa mer et net fäerdegbréngen, déi gerecht Gesellschaft do ze kréien, fir an den Ae vun de Leit gerecht virzegoen, da kréie mer sozial Explosiounen. An da brauche mer, soen ech Iech, iwwer Wuesstum net méi ze diskutéieren. Kuckt Iech un, wat an Italien geschitt ass, wéi do gewielt gëtt. Wéi schwiereg et ass an eenzelne Länner iwwerhaapt nach, datt d'Demokratie funktionéiert. Dat sinn d'Konsequenzen, wa mer déi gerecht Gesellschaft net kréien!

An et ass och net richteg, wa gëschter hei behaapt ginn ass - ech war iwwregens ganz iwwerrascht doriwwer -, datt d'Oppositioun d'Lag vum Land ëmmer nëmme géif schlecht gesinn. Au contraire! Dat kënnt Der och - zumindest, ech schwätzen elo fir meng Fraktioun -, dat kënnt Der an eise Rieden noliesen. Nach ëmmer, wann d'Regierung eppes gemaach huet, wou mer richteg fonnt hunn, hu mer et gesot, a keng Regierung mécht alles falsch, an där Beispiller kéint ech Iech genuch liwweren. Et gëtt och Punkten, wou mer der Meenung sinn, datt Lëtzebuerg sech gutt erausgezunn huet. Mä et gëtt der awer leider och vill, wou mer fannen, datt politesch mer an deene leschte Jore falsch a schlecht gehandelt hunn, an där Period tëschent 2009 an 2013. An et ass dat, wat mer wëllen hei zum Ausdrock bréngen.

Effektiv si mir och net déi gewiescht, déi während véier Joer Larmoyanz nëmme propagéiert hunn a vu moies bis owes just vun Austeritéit geschwat hunn. Dat waren net mir! Mä dat war awer éischter, Här Spautz, Är Partei, déi dat gemaach huet. Mir hunn ëmmer gesot, datt selbstverständlech dës Generatioun net op d'Käschte vun där nächster dierf liewen an datt een natierlech d'Verschëldung, eng exzessiv Verschëldung vum Stat muss évitéieren.

Mä mir hunn awer op där anerer Säit ëmmer gesot, datt dat muss équilibréiert geschéien an datt een net soll mam Bulldozer duerch d'Landschaft fueren. Mä leider, muss ech awer soen, si vun Ärer Partei aus vill Signaler komm, net vun allen d'nämlecht, net vun allen d'nämlecht...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, a wou hunn ech da gesot...? Dir hutt ëmmer gesot, et géif Austeritéit gemaach ginn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä gëschter huet de Premier jo gesot, a sengem Schluss huet e gesot, d'Oppositioun géif just hei Larmoyanz maachen a mir géifen hei d'Lag vun der Natioun nëmme schlechtrieden. Dat ass um Schluss vun der Ried gesot ginn. An ech soen: Dat hu mir ni gemaach! Au contraire, dat hunn anerer gemaach.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt et richteg ass, datt ee muss d'öffentlech Schold - virun allem d'öffentlech Schold! - am A behalen, well dat ass dat, wat deenen nächste Generatioune wéideet, datt een natierlech muss sech d'Moyene gi fir ze kucken, déi no an no ofzebauen, datt een dat soll maachen an engem Rhythmus a mat Verstand. An datt een op där anerer Säit virun allem muss derfir suergen, datt d'Land fit gemaach gëtt op deene Punkten, déi ech virdrun och all beschriwwen hunn, fir d'Zukunft. Dat ass dat, wat eisen Hannergrond war, an dat bleift en och bis zum Schluss vun der Legislaturperiod.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert Iech net iwwerraschen, wann den Discours vu gëschter eis net iwwerzeegt huet a mer en éischter an der Kontinuitéit gesi vun deem, wat dës Regierung an deene leschte Jore gemaach huet: nämlech d'Gestioun ze maachen an engem Sënn, fir vu Joer zu Joer iwwert d'Ronnen ze kommen. An dëst Joer war et nach méi krass wéi soss, well dëst Joer ass méi geschwat gi vun deem, wat no de Wahle soll kommen, wéi vun deem, wat virun de Wahle soll kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ufank vu menger Interventioun wëll ech fir d'Éischt offiziell hei protestéieren, datt gëschter Owend op Chamber-TV eng Table ronde diffuséiert ginn ass, bei där nëmme véier vun deene sechs hei an der Chamber vertruedene Parteien invitéiert waren. Dat beweist, wéi eescht dëst Parlament et mat der Demokratie hei am Land hélt a wéi dëst Parlament fonctionnéiert. D'Zensur vun der Demokratie, déi fänkt hei zu Lëtzebuerg am Parlament un. E Parlament, wat grad am Fong sollt esou eng Zensur bekämpfen!

Mir hunn Iech dat och schréftlech matgedeelt, Här President, an elo kuerz, virun enger hallwer Stonn, hunn ech d'Äntwert vun Iech schréftlech kritt, wou Der eis matdeelt, datt Dir Iech net géift als President oder als Presidentekonferenz an d'Aarbecht vun deene Leit, déi Chamber-TV maachen, amëschen, datt déi kéinte ganz fräi do entscheeden, wéi esou Sendunge stattfannen.

Ech wëll Iech just soen, datt d'lescht Joer déi Leit décidéiert haten, datt déi sechs Parteien un där Table ronde géifen deelhuelen an datt d'Presidentekonferenz dunn décidéiert huet, datt se nëmme wéilten, datt der véier Stéck sollten drun deelhuelen. An du sinn déi Leit forcéiert ginn d'lescht Joer, de Kolleeg Urbany a mech auszelueden. An opgrond vun eiser Oppositioun si mer dunn erëm derbäikomm. A gelungenerweis trëtt dëst Joer genau dat direkt a Kraaft, wat d'Presidentekonferenz d'lescht Joer wollt deene Leit octroyéieren.

Souwäit zum Afloss vun der Politik op déi Leit. Op jidde Fall, dat beweist am beschten, wéi d'Demokratie an d'Zensur parallell hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren.

Här President, d'Statsfinanze si sécherlech gëschter beim Här Statsminister senger Interventioun den Haapt- an de wichtegsten Deel gewiescht. Ech mengen, dat ass och richteg, well vun de Finanzen hänkt d'ganz Politik of, déi mer kënnen am Gudde wéi am Schlechte vun eisem Land maachen.

D'öffentlech Finanze sinn net méi déi al, sot den Här Statsminister, an en huet dunn och eng ganz Rei vun Zuelen hei opgefouert. Zuelen, déi sécherlech kee verhalen huet, mä wat awer flott ass, wann ee se eng Kéier muss noschloen, wann ee weess, wou ee se ka sichegoen.

Den Här Statsminister huet vill Vergläicher hei gemaach mat Nopeschlänner an ëmmer erëm duerfir Argumenter fonnt, datt et ëmmer am Ausland iergendwéi fir egal wat fir eng Situatioun ee gëtt oder e Land gëtt, wat méi schlecht ass wéi Lëtzebuerg. Dat ass awer fir eis keen Argument, wann een iwwerall ee fënnt, dee méi schlecht ass, fir dann ze soen, mir wieren nach gutt.

Et hätt een och kënnen an d'Ausland kucke goen - do huet den Här Statsminister zum Beispill vill sech mat Däitschland gëschter befaasst: An Däitschland zum Beispill geet d'Statsschold, déi nei Statsverschëldung, déi geet vu Joer zu Joer erof, an déi ginn dervun aus, datt se am Joer 2015 keng nei Statsverschëldung méi musse maachen. Hei zu Lëtzebuerg hu mer zwar nach net dee Prozentsaz erreecht wéi an Däitschland, mä hei geet d'Statsschold, déi nei Statsverschëldung, vu Joer zu Joer erop, a mir wäerten 2015 eng Rekordneiverschëldung hunn. An Däitschland...

(Interruption)

Ja?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...Defizit a Scholdestand.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn en net verstanen, Här President.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et gëtt e groussen Ënnerscheed tëscht Netto-Kreditopnahm, Defizit a Scholdestand a säin Ofbau. Dat sinn dräi verschidden Notiounen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An hei zu Lëtzebuerg, Här President, op jidde Fall geet d'Neiverschëldung vu Joer zu Joer massiv an d'Luucht.

Datselwecht hätte mer och kënne kucke beim Chômage. An Däitschland geet während Joren de Chômage vu Mount zu Mount erof, hei zu Lëtzebuerg geet e während Jore vu Mount zu Mount erop.

An Däitschland kënnen d'Leit sech nach eng Wunneng kafen, an et fält och kengem Däitschen an, fir op Lëtzebuerger Säit eng Wunneng kafen ze goen. Mä hei zu Lëtzebuerg kënne Leit sech keng Wunneng méi kafen, mä si mussen op déi däitsch Säit goen, fir eng Wunneng ze kafen.

Et gëtt also och Beispiller, déi ee vun där anerer Säit ka kucken. An et däerf ee sech net ëmmer nëmmen déi Argumenter an d'Ausland siche goen, déi engem an de Krom passen.

Mä fir Lëtzebuerger Verhältnisser, soe mir ganz kloer, ass eis finanziell Situatioun vum Stat katastrophal. A wann ee kuckt, vu wou mer hierkommen: vu jorzéngtelaanger Héichkonjunktur mat Rekordrecetten, Plus-valuen a Milliardenhéichten! Milliarde Reserven hate mer. A wou sti mer haut hei? Virun engem eenzege finanziellen Debakel!

Leider sinn eis Prognosen, déi mir als ADR virun de leschte Wahlen ugekënnegt hunn, déi si leider zu méi wéi honnert Prozent erfëllt ginn. D'Situatioun ass nach méi schlecht ginn, wéi mir et souguer gemengt hunn. D'Defiziter pro Budgetsjoer gi vu Joer zu Joer méi héich, trotz sougenannte Spuerprogrammer a Konsolidéierungsprogrammer, déi a Wierklechkeet awer keng Spuerprogrammer sinn, mä ganz einfach Steiererhéijungen a Sozialofbau.

Dat, wat den Här Statsminister gëschter hei erkläert huet, ass méi dramatesch, wéi hien dat 14 Méint virun de Wahle wëllt duerstellen. D'Realitéit ass, datt mir all Joer iwwer eng Milliard Defizit am Zentralstat maachen an datt mir 2015 bei zwou Milliarden, bei onveränderter Politik, dierfte landen.

D'Entwécklung vun de Scholden: An enger Legislaturperiod si mer vu bal 5% op 30% vum PIB eropgaangen. D'Empruntë gi vu Joer zu Joer méi héich. A mat där CSV/LSAP-Politik iwwerschreide mer mat Sécherheet, wa mer esou weiderfueren, an der nächster Legislaturperiod d'Grenz vu 60%. Mir hunn ëmmer gesot, mir sollen net iwwer 30% kommen, mä mir hunn et fäerdegbruecht, an dëser eenzeger Legislaturperiod schonn op déi 30% ze kommen, obschonn am Ufank d'Emprunten nach méi niddreg waren an an der Zukunft wäerte méi héich ginn.

Mir wäerten also méi séier op déi 60% zoukommen, wéi mer eis dat virgestallt hunn. An dat ass déi Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen, déi Belaaschtung, déi Hypothéik, déi mer eise Kanner operleeën.

Den Här Juncker huet d'lescht Woch op der Televisioun gesot no Gespréicher mat de Sozialpartner, datt de Risiko, datt mer an eng Scholdefal tappen, wa mer näischt géifen änneren, dee Risiko wier grouss. Mir sinn der Meenung, datt mer schonn an der Scholdefal ukomm sinn, an zwar duerch déi Tatsaach, datt de Stat seng Empruntë selwer ni zréckbezuelt, mä ëmmer nëmmen Zënsen. Zënsen, déi an der Zwëschenzäit op iwwer 200 Milliounë klammen an am nächste Joer wäerten d'Zuel vun 300 Milliounen d'Joer erreechen.

Déi nächst Emprunten, déi mer musse refinanzéieren: Mir wëssen, datt mer dëst Joer een Emprunt musse refinanzéieren, dee vun der BGL vun zwou Milliarden. Déi sinn och als en neien Emprunt an eisem Statsbudget fir 2013 virgesinn, fir dee kënnen ze refinanzéieren.

Den Här Statsminister huet eis gëschter hei ugekënnegt, datt de Stat gedenkt, fir eventuell seng Participatioun an der Bank ze verkafen, fir domadder kënnen deen Emprunt zréckzebezuelen. Mir sinn der Meenung, datt ee sech dat awer sollt gutt iwwerleeën. Well eleng aus der Tatsaach, fir ze soen: „Da geet dem Stat seng Schold ëm zwou Milliarden zréck", dat ass eiser Meenung no net genuch Argument, fir dat ze maachen.

Wann de Stat géif an där Bank bleiwen an déi Leit géifen déi Empruntë weiderkréien, déi Leit hunn am Ableck e relativ héijen Taux vun 3,75% kritt, et war also fir d'Leit e Geschäft. De Stat huet awer och Dividende kritt, déi souguer méi héich ware wéi dat, wat en un Zënsen ausbezuelt. Et war also och fir de Stat e Geschäft.

Mä de Stat kann awer och elo doduerch, datt en eng Sperrminoritéit am Aktionariat huet, zum Beispill mat verhënneren, en huet e Vetorecht, wat de Geschäftsmodell ubelaangt, wat eng Delokalisatioun ubelaangt. An duerfir, mengen ech also, muss e sech iwwerleeën, ob et richteg ass, datt de Stat sech aus der Bank zréckzitt eleng mam Argument, fir déi zwou Milliarde Schold kënnen op dem Tableau ze sträichen.

Duerfir menge mer, et sollt een dat awer gutt iwwerleeën. Et gëtt och Ursaachen, fir datt de Stat an där Bank soll drableiwen.

Mir kréien awer déi Joren duerno: 2016 muss de Stat 400 Millioune rembourséieren; '18: 700 Milliounen; '20: zwou Milliarden; '22: eng Milliard. An dëst Joer hu mer an eisem Budget jo eng Rei vu Milliarden Empruntë virgesinn. Wann de Stat déi géif op zéng Joer ophuelen, wieren déi dann 2023 fälleg. Mer wëssen, den éischten Emprunt, deen de Finanzminister opgeholl huet an der Héicht vu 750 Milliounen, ass dëst Joer op eng Zäitspan vu 15 Milliounen opgeholl ginn. Dat géif also dann 2028...

Une voix.- 15 Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...15 Joer, entschëllegt, vu 15 Joer opgeholl ginn. Dat géif dann also 2028 ginn. Mir ginn also elo schonn hin, datt mer d'Emprunten op méi eng laang Streck ophuelen.

Mä mir mussen awer ëmmer erëm soen, datt mer nëmmen Zënse bezuelen a kee Kapital an datt also déi ganz Emprunten, déi mer haut ophuelen, eis Kanner an déi nächst Generatioune musse rembourséieren. Et ass also dat e staarke Faktor, deen och an Zukunft op eise Statsfinanze läit.

Den zweeten, deen ass hei scho ganz vill ugeschwat ginn, dat ass dee vum E-Commerce, wou mer scho jorelaang wëssen, datt mer am Joer 2015 70% vun där Steier verléieren, dat mag 600-700 Milliounen ausmaachen, dat weess een net genau. Mä et muss een awer och wëssen, datt mer an deene Joren duerno, 2017 op 85% eropginn, 2019 op 100% erop, datt dann nach eng Kéier 200-300 Millioune wäerte fälleg sinn, bis déi Steier da ganz verschwonnen ass.

Mir kennen déi Situatioun schonn alleguer zënter Joren. De Kolleeg Bausch huet drop higewisen. An et ass am Fong e Virworf, deen een der Regierung muss maachen: Wann ee weess, datt am Joer 2015 déi Situatioun antrëtt, hätt ee misse progressiv an deene leschte fënnef Joer de Budget esou organiséieren, datt een hätt kënnen dee Verloscht vu Steieren 2015 opfänken, amplaz datt elo schonn einfach gesot gëtt: „Ma da maache mer 2015 Steier- an TVA-Erhéijungen."

E weidere Punkt, deen d'Statsfinanze wäert belaaschten an den nächste Joren, dat ass, datt mer keng Réckstänn méi an de Betriber leien hunn. An deene leschte Jore konnte mer d'Budgeten all Joers nach e bëssen an der Recettësäit fëllen, andeem datt mer jorelaang verschidde Kierperschaftssteieren an de Betriber leiegelooss hunn, déi awer an der Zwëschenzäit alleguer akasséiert oder gréisstendeels akasséiert sinn. Esou datt mer déi Mouk, déi mer do haten, déi hu mer an deenen nächste Joren och net méi.

Esou datt ee muss fäerten, datt mer als Stat d'Maastricht-Kritäre méi séier net méi wäerten erfëllen, wéi eis dat léif ass. Den Defizit am Zentralstat, dee bleift héich trotz all deene Moossnamen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn. A wa mer eben an der Administration centrale kënne méi en déiwe Prozentsaz usetzen, dann ass dat just ze verdanken den Iwwerschëss, déi mer an de Sozialversécherungen hunn, well mer déi mat de Gemengen a mat de Statsfinanze cumuléieren.

Mir wëssen awer, datt d'Iwwerschëss bei der Sécurité sociale vu Joer zu Joer zréckginn. Si sinn an deenen dräi leschte Joer schonn zréckgaangen, awer d'Estimatiounen, déi mer bei der Pensiounsreform virgeluecht kritt hunn, déi hu jo am Fong gesot, datt mer am Joer 2020 an déi Situatioun kommen, datt déi annuell Recetten déi annuell Dépensë just decken, dat heescht keng Iwwerschëss méi sinn. Da wësse mer, datt mer och déi Situatioun net méi hunn, wou mer eis Defizitkritäre kënnen ausgläichen.

Also, och dat ass eng Situatioun, déi eis wäert an deenen nächste Méint staark belaaschten. An da muss een nach wëssen, datt déi Prognosen, déi d'Regierung bis elo opgestallt huet, datt dat Prognose sinn, déi am Fong, wat de Finanzsecteur ubelaangt, dervun ausginn, datt d'Recetten an d'Statskeess vum Finanzsecteur gläich bleiwen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

D'Situatioun ass also net esou roseg, wéi mir mengen. A mir soen duerfir ganz kloer - dat hu mer och hei beim Budget gesot -, datt mir als Land mussen eis Hausaufgab maachen. Mir mussen eis Finanzen an Uerdnung bréngen. Mir musse kucken, datt mer ni an déi Situatioun kommen, datt mer d'Kritären net méi respektéieren an datt da vu Bréissel aus décidéiert gëtt.

Wa mir d'Kritären net méi respektéieren, verléiere mer domadder eis national a finanzpolitesch Souveränitéit. An dann ass et Bréissel, wat décidéiert. A wann déi décidéieren, ech mengen, do brauch ech kengem heibannen e Bild ze maachen. Dat hu mer an deene leschte Méint a Jore ganz kloer virun Ae gefouert kritt.

De Finanzsecteur, Här President, deen huet opgrond vun de rezenten Evenementer an den Deklaratioune vum Här Statsminister gëschter, géif ech mengen, fundamental Ännerungen awer kritt: d'Aféierung vum automateschen Informatiounsaustausch.

Mir mussen hei bedaueren, datt d'Parlament..., quitte datt mer an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier an der Finanzkommissioun iwwert déi Evolutioun diskutéiert hunn an datt och jiddwereen heibanne vun eis sech bewosst war, datt déi Situatioun iergendwann eng Kéier géif antrieden, ware mer dach awer iwwerrascht, datt de Minister et net fir néideg fonnt huet, fir fir d'Éischt hei an d'Parlament ze kommen, an d'Kommissioun ze kommen an d'Parlament ze informéieren, an datt mer dat hu missen iwwer eng auslännesch Press erfuer hunn.

Vum Accord vu Feira un, mengen ech, war et kloer, a mir hunn et och deemools hei an der Chamber kloer gesot: Dat war den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis. Haut si mer elo 13 Joer méi spéit. An esou wéi mir heibanne woussten, datt dat Bankgeheimnis eng Kéier géif falen, wousst och d'Bankeplaz, datt dat Bankgeheimnis géif falen. Duerfir huet och d'Bankeplaz sech kënnen am Laf vun deenen 13 Joer, an et sinn nach zwee Joer, 15 Joer - also praktesch vu Feira bis et a Kraaft trëtt, dauert et 15 Joer - konnt och d'Finanzplaz sech dorobber astellen.

An ech mengen, d'Finanzplaz huet sech zu engem gudden Deel dorobber agestallt. Si huet sech diversifizéiert. Se huet eng Qualitéitsaarbecht, déi weltwäit hiresgläiche sicht. Si huet net opgebaut op d'Steierflucht oder op Geldwäschereien, mä si huet op eng seriö Finanzpolitik, eng seriö Finanzgestioun opgebaut. An duerfir, mengen ech, ass de Risiko och net esou grouss, obschonn - an ech kommen nach drop - e Risiko wäert bestoen.

Duerfir hat ech och, Här President, eng Question urgente un den Här Finanzminister gestallt. Déi sollt de Mëtteg beäntwert ginn, an ech hunn awer am Accord mam Här Finanzminister geschwat, datt mer de Mëtteg déi Fro net géife stellen. Well all déi Froen, déi ech do gestallt hunn, sinn zum gréissten Deel gëschter vum Här Statsminister hei beäntwert ginn, esou datt et kee Wäert gehat hätt, datt mer se nach eng Kéier gestallt hätten an dann nach eng Kéier datselwecht geäntwert gi wier.

Et bleift fir mech duerfir awer nach eng wesentlech Fro an deem ganzen Dossier: Dat ass déi finanziell Auswierkung. An dat ass och eng vun deene Froen, déi ech gestallt hat an déi net beäntwert ass: déi finanziell Auswierkung vun där neier Situatioun op d'Statsrecetten.

Eleng duerch d'Quellesteier wësse mer, datt mer am Joer 2011 - de Stat - 40 Milliounen erakritt hunn. Déi däerfte jo dann am Prinzip domadder verluer goen. Mä mir wëssen awer net, wat nach ka vu Gelder verluer goen doduerch, datt Gelder ofgezu ginn. An den Här Spautz huet gëschter Owend an enger Table ronde gesot, datt déi Suen net direkt den 1. Januar 2015 géifen ofgezu ginn, mä datt déi etappeweis...

Ech mengen, Här Spautz, do leit Der falsch. Déi ginn etappeweis ofgezunn, awer net no dem 1. Januar 2015, mä virun dem 1. Januar 2015, well déi Leit, déi Suen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi opgrond vun där doter Situatioun kéinten a Problemer kommen, déi berengegen hir Situatioun virum 1. Januar 2015 an net no dem 1. Januar 2015. Duerfir weess een och net, wat fir en Impakt dat huet op d'Situatioun.

Mir wëssen, datt déi aner Staten hire Leit regelrecht Amnestië proposéieren, wa se hir Gelder zréckbréngen. A mir kënne jo an der belscher Press liesen, datt zumindest en Deel vu Gelder schonn dohinner zréckgefloss ass. Ech ka mer virstellen, datt déi aner Länner elo och versiche virun 2015, alleguer déi Leit, déi do a Konflikt kéimen duerch déi nei Situatioun, datt déi hir Gelder do virdru géifen hei vu Lëtzebuerg ofzéien. Wat dann, wat d'Resultat vun de Banken ubelaangt, géif natierlech en negativen Afloss kréien, wat dann och op d'Statssteieren, d'Recetten, géif en Afloss kréien.

Duerfir meng Fro, déi nach bestoe bleift - och d'Regierung hat jo och laang Zäit, wann d'Banke laang Zäit haten, fir sech anzestellen, dann hat d'Regierung jo och laang Zäit, fir kënnen Estimatiounen ze maachen: wat dat als finanziell Konsequenzen op de Statsbudget huet.

Datselwecht ass och, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt: Sinn et och nach en Deel vun Aarbechtsplazen, déi kënnen duerch déi nei Moossnamen do ewechfalen?

Zypern, do sinn ech der Meenung, datt alleguer déi Länner, déi deen Accord do zu Bréissel gestëmmt hunn, zumindest den éischten Accord, datt déi e grousse Feeler gemaach hunn an da falsch den Akzent gesat hunn. Dat ass selbstverständlech - ob mir och elo soen: „Mir sinn dausendmol besser wéi se all a mir si guer net wéi déi aner Länner. Mir si guer net mat Zypern ze vergläichen!" -, et hat eng negativ Répercussioun op Lëtzebuerg!

An ech mengen, déi international Press - mir hu jo méi Neider wéi Gönner am Ausland -, déi si mat zwee Féiss dodrop gesprongen an hunn eis och an eng Situatioun bruecht, wou d'Lëtzebuerger Regierung am Fong an eng defensiv Roll komm ass an net méi konnt offensiv d'Positioun vu Lëtzebuerg vertrieden.

A wa mir mar eng Kéier an déi Situatioun kommen, dann däerf een net mengen, datt den neie President vum Eurogroup sech do vill verschwat hätt oder schlecht ausgedréckt huet, mä gleeft mer es: Wa Lëtzebuerg eng Kéier an déi Situatioun kënnt, da gi mir als Lëtzebuerg net besser behandelt, wéi Zypern behandelt ginn ass. Au contraire, da soen déi: „Ma Dir waart dach déi, déi awer jorzéngtelaang déi Gelder bei sech ugeluecht hunn an déi domadder sech gutt Gehälter, Pensiounen an Index a Gott weess wat bezuelt hunn. Elo ass et mat deem Spill eriwwer." An da léiere mer eis Frënn eréischt richteg kennen!

Wa mer dat alles zesumme kucken, déi Finanzsituatioun, déi ech elo geschildert hunn, da soen ech, dann ass se net einfach fir d'Zukunft. Duerfir musse mer oppasse mat deem Geld, wat mer hunn, wéi mer dat Geld verschaffen, wéi mer dat Geld verdeelen. An d'Leit am Land, déi sinn och net bereet, fir weider Sacrificer op sech ze huelen, fir weider Steiererhéijungen oder Sozialofbau ze akzeptéieren, wa se net och vun der Politik op där anerer Säit gesinn, datt vun der Politik déi Gelder, déi eis zur Verfügung stinn, och seriö verwalt ginn an nëmmen nëtzlech ausgi ginn.

Duerfir wëll ech direkt mat engem Punkt ufänken, dat ass dee mat der Fonction publique, wou den Här Statsminister gesot huet, d'Strukturreform am Beräich vum öffentlechen Déngscht, déi kënnt. Do hu mir och guer näischt dergéint, datt déi kënnt. Mir géifen awer proposéieren, eng Ännerung doranner virzehuelen. Well mir soe kloer, datt een net kann den Accord salarial stëmmen!

Mir wëssen awer, datt d'Regierung en Accord mat der CGFP huet, fir déi zwee zesummen ze stëmmen. An duerfir soe mir, datt ee soll an der Strukturreform deen Deel, wat de Bewäertungssystem ubelaangt vun de Fonctionnairen, datt een dee soll einfach eraushuelen. Well dat ass de Konfliktstoff, deen do besteet. An da soll een de Rescht vun der Strukturreform, dee soll ee stëmmen. An et sollt een den Accord salarial net stëmmen, fir datt een dat dann am Accord kéint, oder ouni Accord mat der CGFP..., mä datt een awer wéinstens do e Geste mécht.

Et kann een net higoen an de Leit erklären, datt et hannen a vir net méi opgeet, datt ee muss Steiererhéijung maachen, TVA-Erhéijung maachen, datt ee muss sozialen Ofbau maachen, an et geet ee gläichzäiteg hin, et erhéicht een d'Gehälter am öffentleche Secteur! Och wann ee 14 Méint oder e puer Méint virun den nächste Chamberswahle steet!

Ech mengen, et kann een dat net maachen, well d'Leit dat net kënnen akzeptéieren, vill Leit am Land. A Betriber, wou et schlecht geet, do ginn d'Betriber zougemaach, Aarbechtsplaze ginn ofgebaut oder Lounkierzunge gi gemaach, da kann een net do an deem Secteur, wou d'Leit garantéiert Aarbechtsplazen hunn, wou se gutt Paien hunn, och wa fënnef Joer näischt bäigesat ginn ass, mä déi normal Avancementer si komm, d'Indexe si komm, da kann een net nach higoen an zousätzlech Lounerhéijunge maachen.

Dat ass och net am Intérêt vun der Fonction publique, well déi Suen, déi mer haut bäisetzen an der Fonction publique, déi musse mer all Joers bäisetzen. Mir musse se all Joers léine goen. An an 10, 15 Joer mussen hir Kanner déi all Joers dann och erëm eng Kéier zréckbezuelen. An dat kann och keen an der Fonction publique wëllen.

E weidere Punkt ass deen, datt de Stat et muss fäerdegbréngen seng Dépensen an de Grëff ze kréien. Et kann net sinn, datt mer weiderfueren, wéi dat déi lescht Joren de Fall war, datt mer all Joers méi Suen ausginn, wéi mer erakréien. Mir hu virun zwee Joer bal duebel esou vill weider erausginn, wéi mer weider erakritt hunn. Dee beschte Budget hält dat op Zäit net aus.

E weidere Punkt ass, datt d'Steierverwaltung muss à même gesat ginn, déi Suen, déi Steieren, déi geschëllt sinn, déi musse bezuelt ginn, datt d'Steierverwaltung och à même gesat gëtt, fir déi Suen anzedreiwen. Ech mengen, mer hate bei de Budgetsdebatten heibannen eng laang Diskussioun doriwwer, wou mer gesot hunn, datt d'Steierverwaltung bei d'Parteie gaangen ass, d'Delegatioun vun de Steierverwaltungsfonctionnairen, datt déi Betriber, déi wierklech vill Steiere musse bezuelen, datt déi hei zu Lëtzebuerg net méi géife kontrolléiert ginn, well se net dat genügend Personal hunn, fir eben déi ze kontrolléieren. Also, och muss de Stat - an et ass d'Flicht vun enger Regierung! - déi Steieren, déi laut Gesetz geschëllt sinn, ass et d'Flicht vun enger Regierung, datt déi Steieren och mussen agedriwwe ginn.

E weidere Punkt, wou mir géife mengen, wou méi Steiergerechtegkeet a méi Sozialgerechtegkeet géif kommen, dat wier, wa mer d'Familljenzoulage géifen alleguer zesummeleeën - d'Kannergeld, d'Chèques-services, de Kannerbonus - an déi un all Famill ausbezuelen a se awer der Steier ënnerwerfen.

Domadder géife mer de soziale Kritär iwwert de Wee vun de Steieren erabréngen. Mir géifen dat dann awer ënnert d'Konditioun setzen, well et un all Famill ausbezuelt gëtt, datt och déi Fra oder dee Mann, déi doheem d'Kannererzéiung maachen, datt déi da missten obligatoresch an eng Pensiounskeess abezuelen, an domadder déi Situatioun (veuillez lire: déi Situatioun entschäerfen), déi mer elo hunn, datt et grad déi Mamme sinn - well an der Regel sinn et d'Mammen, och wa mer „Mammen a Pappen" soen, déi d'Kannererzéiung doheem maachen -, et sinn déi Mammen, déi am Fong spéiderhi bei Scheedungen an esou virun déi Dommste sinn. An duerfir krite se iwwert dëse Wee eng obligatoresch Flichtversécherung, fir an d'Pensiounskeesen anzebezuelen. An dann hätt d'Famill de Choix ze soen: „Mir ginn eis Kanner an eng Struktur" oder „Mir maachen d'Kannerbetreiung selwer doheem."

A mir hätten eng administrativ Vereinfachung. Doduerch, datt mer Sozialkritären iwwert de Wee vun de Steieren aféieren, bräichten déi eenzel Betreiungsstrukturen net méi d'Leit ze froen, wat hir Revenue wieren. Si bräichte keng Staffelunge méi ze maachen. Da wier et fir jiddwereen d'selwecht.

An deemselwechte Kontext vu Steiergerechtegkeet gesi mer d'Crédits d'impôt, déi mer schonn esou laang verlaangen, wou mer soen: Steierabattementer, Fräibeträg - mir hunn dat jo mam Kannerbonus gemaach -, mä et gëtt nach eng ganz Rei vu Steierabattementer, déi ee kéint am Sënn vu Steiergerechtegkeet a Crédit-d'impôten ëmfonctionnéieren. An et gëtt awer och eng ganz Rei, menge mer, vun där Steierabattementer, déi vläicht net méi zäitgeméiss sinn an déi ee kéint ofschafen.

De Chômage, Här President, deen huet hei zu Lëtzebuerg en absolute Rekord ugeholl. Ech ka mech erënneren, ech mengen, et sinn awer elo schonn 30 Joer hier, do hate mer eng Kéier Texter - dat war nach viru menger Zäit hei an der Chamber, do war ech nach an engem anere Liewen aktiv -, do ass gesot ginn: „Wa mer eng Kéier 6.000 oder 7.000 Chômeuren hei am Land kréien, dann ass dat eng absolut Krisesituatioun." Haut hu mer déi Situatioun bal verdräifacht. Mir ginn elo op 20.000 Leit zou.

Ech mengen, et ass net de Problem, datt mer hei am Land net Aarbechtsplaze genuch schafen. D'Chiffere sinn haut hei genannt ginn. Ech mengen, de Marc Spautz huet se de Moie genannt. Vun 2008 u bis haut: 40.000 netto nei Aarbechtsplazen. Wou se sinn, ass zwar och eng Analys wäert, mä de Gros wäert awer geschaaft si ginn.

Mir hunn also Aarbechtsplaze genuch geschaaft. D'Fro musse mer eis stellen: Firwat kréie mer eis Leit net an deen Aarbechtsmaart eran? Firwat musse mer eis Leit, eis Résidenten, an de Chômage schécken? A firwat musse mer der esou vill an d'Ausland siche goen?

Ee Punkt ass doudsécher den Enseignement, datt eis Schoul an de leschte Jorzéngten net esou reforméiert ginn ass, datt se op den Aarbechtsmaart hin ausgeriicht eis jonk Leit forméiert huet, a mer haut ebe musse qualifizéiert Leit an d'Ausland siche goen. An duerfir soen ech: D'Formatioun, den Enseignement ass dee wichtegste Punkt. An hei ass den Échec och. Dee grousse Chômage vun haut ass den Échec vun de leschte Jorzéngte vun eiser Schoulpolitik!

An dann ass et selbstverständlech och e Mentalitéitswiessel, dee mer hei am Land musse maachen. Mir wëssen alleguer, datt mer iwwer Jore

grouss Industriesecteuren haten, wou mer Dausende vu Leit, onqualifizéierte Leit, ënnerdaach kritt hunn, déi mer haut net méi hunn. An hei muss einfach en Ëmdenke kommen. Et muss och haut kënnen e Lëtzebuerger eng Aarbecht bei engem Entrepreneur oder am Horesca-Secteur unhuelen. Et ass keng Onéier. Do muss e Mentalitéitswiessel hei zu Lëtzebuerg kommen.

Doriwwer eraus si mer der Meenung, datt een d'Beschäftegungsinitiativen an där Form sollt ofschafen, datt een do sollt e Service der ADEM uglidderen an datt déi solle versichen, déi Leit an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien. En éischten Aarbechtsmaart, wou mer dann de Betriber eng Subventioun ginn, déi iwwer zwee oder dräi Joer degressiv zréckgeet, awer mat dem Objektiv, wann de Betrib déi Persoun esou laang hält, datt dann déi Persoun och muss an deem Betrib agestallt ginn.

An déi Leit, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart kréien - där wäert et der ëmmer ginn -, déi solle mer dann einfach beim Stat, de Gemengen oder A.s.b.l.en ënnerbréngen, net ënnert deenen hirem Kollektivvertrag, mä ënner proppere Situatiounen, wéi se och haut jo quasi schonn do, awer iwwert de Wee vun de Beschäftegungsinitiativen, beschäftegt ginn. Dann hätte mer déi Strukturen, déi Waasserkäpp an dee Verwaltungsopwand alles ewech. An d'Haaptzil wier, déi Leit an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien.

Och d'Investitiounspolitik, do soe mer ganz kloer, datt mer den Tram net dierfe bauen. Dat soll d'Regierung och kloer soen. Ech mengen, dat wier eng Investitioun, eiser Meenung no déi gréisste Feelinvestitioun vum Jorhonnert, déi géif gemaach ginn. A wann ee momentan an d'Stad Lëtzebuerg déi Dokumenter kucke geet, déi do opleien, do kritt ee jo dann och aus deenen offiziellen Dokumenter kloer bewisen, datt den Tram praktesch fir kee Bierger aus der Stad Lëtzebuerg e positiivt Resultat huet, mä praktesch fir se alleguer negativ ass.

D'Réforme administrative. Här President, den Här Juncker huet déi zur Chefsaach erkläert gehat virun e puer Joer. Ech wëll just un engem Beispill soen, wou mer haut dru sinn. De Lëtzebuerger landwirtschaftleche Verband huet hei am Land gesicht, fir eng Plaz fir e Silo ze fannen, an et ass keng hei am Land fonnt ginn. Dunn hu se dann do décidéiert opzesplécken: een Deel déisäit der Musel, an een Deel soll zu Colmer-Bierg gemaach ginn.

Bon, déi Demandë si parallell erausgaangen. Zu Pärel, wéi gesot, déi aner Säit vun der Musel, do ass an der Zwëschenzäit d'Autorisatioun do gewiescht. Et ass gebaut ginn, an d'Kären, déi däerften elo an der nächster Zäit, déi éischt Kären, vu Lëtzebuerger Säit op Pärel gefouert ginn.

An der Prozedur hei zu Lëtzebuerg, wat Colmer-Bierg ubelaangt, hu se haut emol nach keng Autorisatioun! Dat nëmme just, fir ze soen, wou mer...

(Interruptions)

...an der Prozedur dru sinn. Hei zu Lëtzebuerg geet et net virun.

D'TVA-Erhéijung fir 2015. Den Här Statsminister huet gëschter gesot: „Et recommandéiert sech, dës TVA-Reform an eng méi breet Steierreform anzekleeden." Dat heescht also, wann ech dat richteg interpretéieren, déi TVA-Erhéijung ass scho souzesoen eng beschlosse Saach. Wéi déi an d'Steierreform agekleet gëtt, wéi déi Steierreform soll ausgesinn, dat wäert spéider da gesi ginn.

Hei huet mech virun allem verwonnert déi Kehrtwende vun eise sozialistesche Kolleegen, well de Lucien Lux nach viru Kuerzem an engem Interview gesot huet, dat wier sozial ongerecht an et wier net ze vertrieden, fir eng TVA-Erhéijung ze maachen.

Ech mengen, hei hunn d'Sozialiste versicht, d'Flucht nach vorne ze ergräifen. An zwar, fir datt se hiert Entréesgeld bezuelen. Fir an déi nächst Regierung kënne mat eranzekommen, hu se gesot: „Ma kommt, mir gi scho léiwer fir sechs... zwee Joer virdrun, a mir soen, mer wieren domat averstane fir eng TVA-Erhéijung. Da brauche mer nëmme méi bei de Koalitiounsverhandlungen am Kader vum Index ëmzefalen." Soss misste se esou vill ëmfalen, datt se an de Koalitiounsverhandlungen net méi fäerdeg géife gi mat opstoen. An duerfir hu se elo schonn een Deel vum Präis, dee se musse bezuelen, fir an d'Koalitioun eranzekommen, nämlech d'TVA-Erhéijung, déi hu se elo direkt 14 Méint virun de Wahle schonn als Acompte bezuelt,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir datt dat däerft kloer sinn.

Merci, Madame Loschetter!

Et ass allerdéngs sécher, datt esou eng Erhéijung vun der TVA... Et muss een och wëssen: Zwee Prozent Erhéijung, vu 15% op 17%, dat géif dem Stat 250 Milliioune weider an d'Keess erabréngen. Dat wier also nach wäit ewech vun deem, wat den Defizit duerstellt. Mä et muss een awer och wëssen, datt dat net nëmme sozial ongerecht ass fir d'Salairen, mä et ass och ekonomesch ganz schwéier ze vertrieden, well och déi Suen, déi manner erausginn, déi 250 Milliounen, déi gi jo och manner an d'Ekonomie investéiert. An duerfir ass d'Ekonomie och ee vun de grousse Verléierer, déi mer do gesinn.

Also, hei gesäit ee schonn, net nëmmen dës Regierung huet jo permanent de Problem doduerch geléist, datt se en net geléist huet am Kader vu Strukturreformen am Statsbudget, mä ganz einfach doduerch, datt se d'Steieren erhéicht huet. Dat ass elo och schonn an déi nächst Legislaturperiod eriwwer esou programméiert, datt dann och do wäerte Steiererhéijunge kommen.

Här President, beim Logement wëlle mer soen, datt d'Demande an d'Offer de Präis bestëmmen, an net d'Subsiden an d'Subventiounen. An duerfir, wa mir et net fäerdegbréngen, méi Offer op den Terrain ze bréngen, da kann de Stat esou vill Subventioune ginn, wéi e wëllt, dann ännert dat näischt. Mir mussen d'Offer an d'Luucht kréien, an duerfir ënnerstëtze mer all Beméiungen, déi an déi Richtung ginn.

Nach zwee Wierder zu Europa. Do sinn ech frou, datt d'Regierung gëschter och fir sozial Mindestnormen agetrueden ass. Mir hoffe just, datt eis Ministeren dat och zu Bréissel esou vertrieden! Well wa mer an Europa keng sozial Mindestnorme kréien an Europa produzéiert weider Chômage, weider Aarmut, dann ass Europa, wat sengerzäit déi nobelst Iddi hat, nämlech déi vum Fridden, da gëtt do Europa op eemol eng Gefor fir de Fridden. Well wa mer de Chômage esou weider an Europa uwuesse loossen, wéi en elo wiisst, wa mer Länner kréien, wou iwwer 50% Jugendlecher keng Aarbecht méi hunn, keng Perspektive méi fir d'Zukunft hunn, dat ass dee beschten Nährbuedem, fir de Fridden an Europa ze zerstéieren. Duerfir muss een oppassen, datt Europa, wat eng grouss Friddensmissioun huet, datt et net op eemol duerch seng eege Politik e Risiko vum Fridde kritt.

Zum Schluss nach, Här President - well ech nach zwou, dräi Minutten hunn -, e Wuert, wat net gëschter hei ernimmt ginn ass: Dat ass zum Beispill iwwer eis Verfassungsreform. D'ADR ass bereet, eng Verfassungsreform matzediskutéieren. Mir hunn och en Dokument hei an der Chamber ofginn. Mä et gëtt eng Rei vu Punkten, wou mer awer mengen, datt misst nogebessert ginn, an et gëtt och Punkten, zwee Stéck, wou mer géife soen, wou mat eis net ze diskutéieren ass.

Deen ee Punkt ass, datt d'Lëtzebuerger Sprooch muss an d'Verfassung agefouert ginn. Dee Punkt ass elo an de Propositiounen dran. Mir hunn domadder Satisfaktioun kritt. Et ass deen Text, wéi mir en an eisem Wahlprogramm stoen hunn.

Mä et ass awer ee Punkt, wou momentan eng Tendenz ass - dat ass fir deen Artikel, dee festhält, datt d'Wahlrecht fir d'Chamberswahlen exklusiv de Lëtzebuerger soll reservéiert ginn -, datt deen Artikel an där Form soll aus der Verfassung erauskommen an datt d'Chamber kéint doriwwer mat enger qualifizéierter Majoritéit décidéieren. Mat där Prozedur kënne mir als ADR ënner kengen Ëmstänn d'accord sinn. Fir eis muss et an der Verfassung verankert bleiwen, datt d'Wahlrecht fir d'Chamberswahle muss fir d'Lëtzebuerger reservéiert bleiwen. A wann eppes géif un deem Artikel geännert ginn, géife mir als ADR doudsécher Campagne maache bei engem Referendum, fir géint déi Verfassungsännerung ze stëmmen.

Beim Nationalitéitegesetz si mer och bereet, datt een zum Beispill op der Residenzklausel kann no ënne goen. Mir sinn also bereet, datt ee ka méi séier a méi einfach d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Et gëtt also - mir hunn d'duebel Nationalitéit doniewent -, et gëtt also keen Argument, fir ze soen, datt ee misst kënnen als Netlëtzebuerger bei de Chamberswahlen zougelooss ginn. Jiddwereen, deen dat wëllt, soll Lëtzebuerger ginn, gëtt liicht Lëtzebuerger a ka seng Nationalitéit dobäi behalen. An doriwwer eraus muss ee sech d'Fro stellen, wat eng Nationalitéit iwwerhaapt nach fir e Wäert huet, wa jiddwereen ouni d'Lëtzebuerger Nationalitéit déiselwecht Rechter kritt, wéi se de Lëtzebuerger mat senger Nationalitéit kritt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zum Schluss wëll ech soen, den Här Lux huet dat de Moien och hei gesot an den Här Spautz huet dat och gesot, wéi wann dës Regierung nach keng sozial Ofbaupolitik gemaach hätt. Ech wollt duerfir just un e puer Saachen erënneren, wat an dëser Legislaturperiod geschitt ass.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech si frou, datt Der mech drop opmierksam gemaach hutt, duerfir maachen ech dat dann och elo!

M. le Président.- Dir hutt net méi esou vill Zäit wéi virdrun!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do hutt Der mer elo eppes gesot, wat ech bis elo nach net wousst!

(Hilarité)

Här President, éischtens huet dës Regierung Indexmanipulatiounen duerchgezunn, d'Desindexatioun vum Kannergeld; Erhéijung vun der Solidaritéitssteier; d'Kilometerpauschale si reduzéiert ginn; Netupassung vun de Steiertabellen un d'Inflatioun, dat ass iwwer all déi Joren net gemaach ginn; Erhéijung vun den Akzisen; Verzögerung vum Ajustement; Netausbezuele vun engem Ajustement; Kierzung vun der Mammerent, Erhéijung vun de Sozialbäiträg; eng Rentereform, déi onsozial ass, an d'Gemengen hunn dobäi nach ganz vill Taxe géhéicht, mat dem Resultat, datt mer haut 20.000 RMG-Bezéier hunn, 50.000 Sozialmindestloun-Bezéier an datt 15% vun eise Leit am Land um Aarmutsminimum ukomm sinn. Dat ass beileiwe wierklech keng stolz Bilanz vun dëser Regierung!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner ass den…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …soss hutt Der dach ëmmer zu véier „très bien" gesot, wéi ass dat?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir héiert vläicht net méi esou gutt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hutt Der d'Schwindsucht?

(Hilarité et interruption)

Ma da widderhuelt et emol!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu leider keng Riedezäit méi!

M. le Président.- Als nächste Riedner steet hei op der Lëscht den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Häre, Häre Ministeren, Här Premier, vum Stil aus hutt Der eng ganz interessant Ried gehalen: realpolitesch Considératioune verbonne mat sozialromanteschem Flair, e Va-et-vient vun engersäits verständlechen an anerersäits méi cryptéierte Messagen, eng relativ subtil Ried mat och Passagen, déi terre à terre waren, e Wiesselbad vun Informatiounen an Zuelen, imprägnéiert mat engem Hauch vun Ohnmacht. An ech sinn der Meenung, Dir wollt méi soen, wéi Der konnt. Dat war d'Ried zu der Lag vun der Natioun.

Ech hat d'Impressioun, dass momenterweis de Statsminister geschwat huet a momenterweis e Member vun der Oppositioun. Mä dat war ganz clever gemaach! Fir dat ze verstoen, wat Der wollt soen, hunn ech missen Är Ried décortiquéieren.

De Begréff „Wuesstum" ass 23-mol gefall. Ech perséinlech verstinn dorauser quantitative Wuesstum an ech sinn extrem allergesch dogéint - Klammer zou. De Begréff „Defizit" ass 20-mol gefall, de Begréff „Schold" 18-mol, dat gëtt 38-mol am Ganzen. De Begréff „Zukunft" ass 21-mol gefall. Klammer op: Ech hoffen, dass mer aus der Vergaangenheet geléiert hunn. Wéi seet den George Orwell: „Wien d'Zukunft beherrscht, beherrscht d'Vergaangenheet. A wien d'Géigewaart beherrscht, beherrscht dann d'Vergaangenheet." (veuillez lire: „Wien d'Vergaangenheet beherrscht, beherrscht d'Zukunft. Wien d'Géigewaart beherrscht, beherrscht d'Vergaangenheet.")

De Begréff „Fairness" ass 18-mol gefall. Ënner Fairness verstinn ech, wann zwee Leit um Dësch sëtzen, an een deen aneren da wierklech respektéiert. D'Wuert „sozial", entweder Sozialstat, Sozialpartner, ass 14-mol gefall. De Begréff „Aarmut" ass zweemol gefall an de Begréff „Qualitéit" ass dräimol gefall.

An anere Wierder, de Message war: Mir hunn en Defizit a mir brauchen an der Zukunft Wuesstum, fir eis sozial Engagementer kënnen ze finanzéieren. Mä vu dass awer de Wuesstum méi kleng wäert sinn, dofir musse méi Leit zesummeschaffen, a mir musse méi Partner hunn, déi Fairness opzeweisen hunn.

Dat heescht, mir sinn nach ëmmer an där aler Schabloun. Mir sinn am alen Denkmuster. Mir sinn an engem System, dee mënschenonwierdeg ass, dee mënscheverachtend ass, dee marod ass, extrem faul, korrupt a grotteschlecht!

Wat mir brauchen, ass eng Wirtschaft am Déngscht vun der Welt. An et ass de Mënsch, dee muss wuessen! An nëmmen de Mënsch! Wat mir hunn, ass eng Maartwirtschaft, déi am Interessi vun der Profitmaximéierung an zugonschte vum Finanzsecteur ausgebaut ginn ass.

An dat ass déi grouss Fal, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Mir hunn eis eramanövréiert a Finanzsystemer, déi mer net méi kënne beherrschen. A mir hunn et verpasst, fir alternativ Systemer opzebauen. Dorauser si problematesch gesellschaftlech Entwécklungen entstanen, wéi d'Veraarmung vun der Mëttelschicht an och d'Entstoe vun der Aarmut trotz Aarbecht. Derbäi kënnt nach, dass mer d'Ressourcen, déi natierlech Ressourcë vun der Äerd ganz schnell ofgebaut hunn.

Wat mir brauchen, ass eng integral Politik, eng ganzheetlech Politik, an déi verbënnt de Wonsch no perséinlecher Fräiheet mat der Verantwortung fir d'Allgemengwuel. An dat baséiert op qualitativem Wuesstum an net op quantitativem Wuesstum. Déi nei Wirtschaft, déi mir ustriewe sollen a mussen, verhält sech konstruktiv, dat heescht verantwortungsvoll, kooperativ, qualitéitsbewosst a kreativ.

Den Einstein sot, et däerf een net e Problem mat därselwechter Denkweis léisen, mat där de Problem entstanen ass. Mä grad dat maache mir. De brutalen ekonomesche Wuesstum schaaft Nout a Misär am grousse Stil. A fir déi ze bekämpfen, wëlle mir ëmmer méi Wuesstum hunn. En Homo oeconomicus denkt eleng no senger eegener Logik an huet sech vum Homo sapiens definitiv getrennt.

Wa mir net ganz blauäugeg sinn, da musse mer wahrscheinlech dovunner ausgoen, dass den Aarbechtsmaart d'Leeschtung vun der sozialer Integratioun an der Zukunft net méi wäert erfëllen, wa mer net e ganz neie sozialen, innovative Modell op d'Bee bréngen, wéi zum Beispill e Grondakommes. Wa mer dat net maachen, da si mer an der Realpolitik, an da jäizt all Partei vun extrem riets bis lénks a vu lénks bis riets, dass se Wirtschaftswuesstum wëllen. Mir denken dann a Quantitéit a verpassen d'Chance, fir qualitativ nei an héichwäerteg Organisatiounsmodeller fir eis Gesellschaft ze entwéckelen.

Déi noutwendeg qualitativ Transformatioun vun de gesamte Produktiounsprozesser a vun de Konsumbedürfnisser wäert bis zu 20 Joer brauchen, mat Investitioune souwuel an d'Fuerschung wéi och an d'Erneierung vun de Produktiounsstrukturen.

Duerno wäert déi Kreislaufwirtschaft ouni frenetesche materielle Wuesstum zur Regel an zur Richtlinn ginn. Wuesse wäerten dann d'Liewensqualitéit, d'Propperheet vun der Loft, vum Buedem, vum Waasser, eng besser Nahrung, Participatioun vun all Mënsch un den Entscheedungsprozesser vun der Politik a vun der Wirtschaft, déi kreativ perséinlech Entfaltung - dat heescht, d'Ressource vum 21. Jorhonnert ass d'Kreativitéit -, Sécherheet virun der Gewalt, eng friddlech Konfliktbewältegung a Qualitéit vun der sozialer Bezéiung.

Wat mer haut hunn, ass e Wuesstum vun der Ëmweltzerstéierung, vum Misär, vun der Nout, vun der Ausbeutung a vun der Kriminalitéit. Mir mussen einfach dee Wuesstumszwang imperativ ënnerbannen.

Folgend Facteure verursaachen d'Wuesstumswirtschaft: éischtens d'Hab- an d'Machtgier. Här Minister, Dir hutt gëschter dovunner geschwat: vum Näid.

Zweetens d'Statsverscholdung. Mir hunn eng Statsverscholdung, an d'Fro stellt sech: Wou hu mir déi Statsverscholdung? Bei wiem hu mer eng Schold? Bei de Banken?

Wann ee bedenkt, dass eng Zentralbank, déi d'Bank vun allen Europäer ass, dass déi Geld mécht aus dem Näischt, fir 1% dann u Privatbanke weiderleet, an déi Privatbanke gi fir 4% oder 5% dem Stat déi Sue weider, ouni e Stull, ouni en Auto, ouni e Pneu produzéiert ze hunn, an de Stat muss dann dat Kapital zréckbezuele mat den Zënsen, woubäi d'Banken herno net méi wëssen, wou se mat de Suen higinn: Si spekuléieren op Substanzen, op Produkter, déi nach guer net do sinn, op Zocker, op Gold, wat net do ass, iergendeppes. Herno, wa se da sech verspekuléiert hunn, da komme se bei de Stat zréck a si soen: „Mir mussen hei ënnerstëtzt ginn, soss ginn esou vill Leit entlooss."

Ech mengen, dat kann net sinn. Ech mengen, wa mir an Europa de Courage gehat hätten, fir iergendeng systemrelevant Bank an d'Messer lafen ze loossen an hinne gesot hätten: „Wann Der elo scho spekuléiert hutt, da musst Dir et selwer bezuelen. Wann Dir elo net kënnt

bezuelen, dann eben Är Aktionären, well d'Aktionäre si jo gewinnt, fir entweder de gewannen oder ze verléieren. An dann, wann et net géif goen, ma da kënnt de Stat an da kënnt hien an e kënnt dofir op."

Dat hätte mer misse maachen, an ech froe mech, wat da geschitt wär, ob mer esou weidergefuer wäre wéi elo.

Drëtte Punkt ass d'Kapitalverzënsung an den Zënseszënsmechanismus. Et ass jo bekannt, dass d'Zënsen ëmmer méi wuessen an exponentiell wuessen, an dofir brauche mir ëmmer méi Wirtschaftswuesstum.

An ech si frou, Här Minister, dass Der an enger Mesure fir den Assainissement vun de Gebaier, dass Der do proposéiert hutt, fir 0% Zënsen de Leit weiderzeginn. Dat ass een éischte Schrëtt an eng Zukunft, déi u sech u Qualitéit vill méi wäert gewannen.

Véierte Punkt ass d'Maximiséierung vun de Gewënner an d'Renditen, déi erëm reinvestéiert ginn an de wirtschaftleche Circuit, fir erëm méi Produktivitéit ze maachen.

Fënneftens, dat ass d'Konkurrenz vun de Betriber an d'Problematik vum Standuert, wou ee géint deen anere schafft, eng Regioun géint déi aner. An dann déi iwwerméisseg Ausriichtung vun der Fuerschung op d'Verbesserung vun der Produktivitéit.

Dir hutt gëschter geschwat, wéi vill Suen dass Der an d'Fuerschung investéiert. Mä investéiert wann ech gelift déi Suen an d'Fuerschung mat deem Rot, dass d'Fuerschung soll fir Qualitéit suergen, an net fir nei Prozesser a fir méi produktiv ze ginn.

An da sinn ech ganz enttäuscht iwwert d'Politiker, an ech maachen deenen och e ganz grousse Virworf, dat ass, wann d'Politiker unisono soen: „Mir musse wuessen, fir dass d'Leit méi zefridde ginn. Wat méi Wuesstum do ass, wat d'Leit méi zefridde ginn."

Dat ass jo net wouer! Ech mengen, wann ech en Handy vun der éischter Generatioun kréien, ech brauch herno en Handy vun der zweeter Generatioun oder vun der drëtter Generatioun, da sinn ech net méi zefridden.

Wat soll dat? Wat do entsteet, ass ganz einfach de Contraire. Et kënnt zu enger Eskalatioun vun Ersatzgidder, ënner anerem Alkohol, Drogen, Medikamenter, Berouegungsmëttelen, Antidepressiva. An dat huet och seng Niewewierkungen, dat féiert herno zu enger Depersonalisatioun, zu enger Derealisatioun mat Impulser wéi Suicider, wéi Amokleef, a mir ginn hei, dat féiert einfach hei zum kollektive Wahnsinn.

Dat kann een net einfach matmaachen, an dat ass dee gréisste Virworf, deen ech de Politiker maachen. Sot wann ech gelift de Leit eng Kéier d'Wourecht. Dee Wuesstum féiert net zu enger méi grousser Zefriddenheet!

Här President, d'Politik huet hir Souveränitéit verluer. Si huet hiert Primat par rapport zu Lobbyen, zu Banken, zu Hegdefongen, zu Assurancëfonge verluer. Mir bedreiwen hei pure Klientelismus, pure Lobbyismus. Mir sinn enger Ohnmacht verfall, déi hiresgläiche sicht. An der Kris sinn déi Räich nach ëmmer méi räich ginn an déi Aarm ëmmer méi aarm.

Wéi ass dat méiglech, dass Ratingagenture wéi Moody's a Standard & Poor's, déi enger privater Bank gehéieren, einfach Natiounen einfach esou an de Ruin geheien?

Wéi ass et méiglech, dass esou Agenturen enger grousser Natioun wéi Amerika den Triple-A ewechhuelen, ouni dass ee mam Fanger do protestéiert? Mir missten hei Ratingagenture kréien, déi öffentlech-rechtlech sinn, mä bis elo hunn ech nach keng gesinn.

Wéi ass et da méiglech, dass Monsanto vum amerikanesche Stat erzwéngt, dass e Gesetz gestëmmt gëtt, wou si als Firma net méi kënne juristesch belaangt ginn? Si kënnen einfach planzen, wat se wëllen, egal wat passéiert, ob ee krank gëtt, ob ee stierft. Si kënne maachen, wat si wëllen, a si ginn net méi juristesch belaangt. Dat neit Gesetz - „Monsanto Protection Act" - ass net méi nozevollzéien.

Wéi ass et méiglech, dass et keng einheitlech Verméigenssteier an Europa gëtt, fir d'Geld richteg ëmzeverdeelen? Beispill Griichenland: Mir hunn de Griichen 275 Milliarde ginn. 112 Milliarden hu mer nach geschenkt. Wat geschitt? Déi zwee Gréisst, déi 2% vun de Griichen, déi gréisst Kapitalisten, déi 80% hunn, 80% vum ganze Kapital, déi hunn nach keng Verméigenssteier bezuelt. Firwat? Well an der Regierung nëmmen esou Leit sëtzen, déi vu räiche Familie kommen.

Wéi ass et méiglech, dass an Zypern déi Leit, déi Geld haten, dass déi hiert Geld ofgezunn hunn, ier déi ganz Kris ugaangen ass? An Däitschland si souguer räich Milliardären, wéi de Grönemeyer a wéi de Westernhagen, déi zwee Sänger, déi wéilte gären eppes ofginn, mä d'Madame Angela Merkel, déi seet: „Neen, mir wëllen dat net, mir huelen dat beim Hartz IV."

Wéi ass dat méiglech? Si maachen dat sécherlech net, well se vun haut op muer Samariter gi sinn. Neen, si maachen dat, well si wëssen, et kënnt zu ganz grousse Spannungen, et kann zu Biergerkricher kommen, zu Revolutioune bis hin zum Krich.

An, Här Statsminister, Dir hutt schonns drop higewisen, no 1913 kënnt 1914 an no 2013 kënnt 2014.

Här Minister, Dir hutt vu Fairness geschwat. Wéini gëtt déi Spekulatioun besteiert, méi héich besteiert? Wéini ginn déi Räich, déi Ultraräich, wéini ginn déi nach méi héich besteiert? Sot mir dat. Fairness huet näischt mat enger Einbahn ze dinn.

Kommt, mir setzen d'Fairness ëm, mir waarden op Är Proposen, well soss erreeche mer guer näischt. Souguer e George Soros - deen net mäi Kolleeg ass! -, dat ass e Milliardär, de Kinnek vun den…

Une voix.- Da misst ech e kennen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen.

(Hilarité)

Souguer e George Soros, Kinnek vun den Hedgefongen, e Milliardär, Spekulant, huet gesot, de Kapitalismus ass offenkundeg net zu Reforme fäeg a wäert dofir wéi de Statssozialismus ënnergoen. De George Soros sot dat, also huelt Iech emol e Beispill, wann ech gelift, maacht Reformen, mä maacht Reformen am richtege Sënn vum Wuert.

D'Ried zu der Lag vun der Natioun war eng Ried, déi an der Logik vum System richteg war, Här Minister. Dir hutt ganz gutt geschwat! Et ass awer eng Ried, déi engem System gehéiert. Well de System falsch ass, ass déi Ried natierlech folgerichteg, mä d'Endresultat ass falsch! Dir kommt vun A op B, vu B op C, vun C op D. Wann Der elo eng falsch Richtung huelt, kommt Der vun A' op B', vun C' op D'. Wann Dir eng Rechnung maacht an Dir maacht e Feeler ënnerwee, da kënnt d'Resultat hannen eraus, et ass falsch! Obschonn déi logesch Konsequenz richteg ass. Är Ried war richteg, mä si ass an engem falsche System opgebaut, dofir ass d'Endresultat falsch!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn dat ëmmer méi einfach gesot!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Elo maacht Der eis schonn dronken!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Et muss een zu engem Systemwiessel komme mat innovative sozialen Organisatiounsstrukturen. An de Schlëssel zu enger zukunftsfäeger Gesellschaft wär déi moralesch Läuterung vun den Elitte mat enger Revolutioun vun de Wuesstems- a vun de Wäertvirstellungen. Dat musse mer erreechen!

Elo fir ofzeschléissen, Här Minister - ech wëll net gär ze no un Iech eruntrieden -, ech hu mech emol gefrot: Wat géif den Här Juncker maachen, wann deen an der Oppositioun wär?

(Interruptions diverses)

Ech weess net, ob en déiselwecht Ried géif halen. Also, ech ka keng Äntwert do ginn. Dat Wichtegst wär, fir en an d'Oppositioun ze kréien.

(Hilarité)

Mä leider kréie mer dat net! Ech si kee Prophet, ech leeë keng Kaarten, ech kucken och net an eng Bull! Mä ech weess, dass d'nächst Joer d'CSV wäert gewannen! Dir sidd jo alleguerten d'accord?

Plusieurs voix.- Joo!

(Interruptions)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Voilà! Also kréie mer den Här Juncker ni an d'Oppositioun a mir wëssen net, wat e géif maachen, wann en an der Oppositioun wär. Dofir, Här Juncker, ech wëll Iech net ze no trieden, mä ech ginn Iech e Rot, vläicht deen éischten, awer och dee leschte vläicht, wie weess: Gitt fräiwëlleg an d'Oppositioun…

(Hilarité)

…an da wäert Der do kucken, wat Der maacht! Ech mengen, Dir maacht eng besser Politik, eng vill besser Politik wéi elo. Dir hutt dräi Virdeeler: Éischtens, Dir loosst alleguerten déi Leit, déi hei aner Iddien hunn, op menger lénker Säit, Dir gitt deenen d'Méiglechkeet, fir sech ze äusseren, an da kucke mer emol, ob si et besser maache wéi Dir.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wat mengt Der dann?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dat däerf ech net soen!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ah!

(Hilarité et interruptions)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Zweetens, Här Juncker, zweetens…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- So et schonn, allez!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Zweetens, Här Juncker, et mécht ëmmer besser, wann een anere Mann un d'Spëtzt kënnt. Dir wësst jo ganz genau, wann een 20 Joer un der Spëtzt ass vun enger Regierung, dat ass, ech weess net, fir d'Demokratie ass dat net ganz gutt! Dir verstitt, wat ech mengen, Dir sidd mat mir d'accord! Ech mengen, do…

(Hilarité)

…do obsédéiert een, do kritt een d'Iddië souguer, déi si vläicht net méi esou flësseg, wéi se waren. Obschonn Der nach gutt Politik maacht!

(Interruption)

Mä ech mengen, d'Iddië sinn net méi esou flësseg, wéi se waren, an dofir ass dat deen zweete Grond.

An deen drëtte Grond ass: Dir sidd als Politiker op d'politesch Bühn komm als Original! An et wär schued, et wär ganz schued, wann elo hei de ganze System géif basculéieren, dass Dir enges Daags misst oftrieden als Kopie!

(Hilarité)

Dat hätt Dir net verdéngt!

Här Juncker, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Colombera, verspriecht Der mir dann, dass, wann ech fräiwëlleg an d'Oppositioun ginn, dass Dir och fräiwëlleg dra bleift?

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Also, Här Juncker, wann Der mech an Är Partei huelt, jo!

(Hilarité générale et applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Colombera! An als nächste Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ier Der vläicht mäi Compteur ulafe loosst, wollt ech awer nach froen…

(Brouhaha)

…wollt ech awer nach froen, ob déi Ried do am Groupe politique vun den Députés indépendants ofgeschwat war…

(Hilarité)

…virdrun?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, si sinn indépendant!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Well ech hat esou gutt gelauschtert, mä ech mengen, den Här Henckes huet net „Très bien!" geruff zum Schluss! Wat mech och iwwregens net wonnert! Mä wann en awer gewosst hätt, dass den Här Colombera géif zum Enn am Här Juncker senger Partei landen,…

(Interruptions)

…da géif ee vläicht villes, da géif ee vläicht villes verstoen!

Une voix.- Här Urbany, ech féieren och elo e Gespréich mam Här Colombera!

Une autre voix.- Et feelen nach just dräi Sëtz.

(Interruptions diverses)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Sou, Här President,…

(Interruptions et hilarité)

Neen, de Compteur huet nach net ugefaangen, géif ech emol soen!

Also, Här President, et ass wéi all Joer erëm eng Kéier Zäit, fir e Bilan ze zéien. Deen ass natierlech geprägt vun der Ried vum Premier, an deen huet esou munches ze verdeedegen no de Kritike vun der leschter Zäit an no esou enger laanger Zäit un der Spëtzt vun enger Koalitioun mat därselwechter Partei.

Huet nun awer - wat e bëssen d'Grondthees war vu senger Interventioun gëschter - dës Koalitioun an där Zäit dann elo den, wéi e sech ausgedréckt huet, „Perimeter vun der Fairness" no an no ëmmer erëm erweidert an deene leschten 20, 30 Joer?!

Ech wëll just op véier Beispiller agoen, déi den Här Juncker selwer och genannt huet: Éischtens, wéi kann een d'Schoulbichergeld fir Familje mat niddregem Akommes fir e Bewäis huele vu wuessender Fairness, wann ee gläichzäiteg d'Kannerzoulagen, och iwwregens fir déiselwecht Familljen, zënter Jore substanziell u Wäert verléiere léisst duerch hir Desindexéierung?

Une voix.- Très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Zweetens: Sécher hunn d'Plazen an de parascolairen Institutioune wéi de Maisons relais zougeholl, an dat ass absolut ze begréissen. Awer och hei gëtt et e wäite Wee tëschent der an Aussiicht gestallter Gratuitéit - dat ass iwwregens och gesot ginn op esou enger Riednerveranstaltung, wéi mer gëschter eng haten - an der Erhéijung vun den Tariffer am Kader vun de Spuerprogrammer vun der Regierung, déi mer déi lescht Zäit mussen erliewen.

An drëttens, wann och d'Zuel vun de Schüler, déi ouni Ofschloss sinn, erofgaangen ass, esou ännert dat awer näischt um ongerechten, well et däerf ee jo net méi soen „onfairen" - eh, et muss ee jo soen „onfairen", et däerf een net méi soen „ongerechten" - Zougang vun den Aarbechterkanner zum mëttleren oder héijeren Unterrecht. Näischt ass doru geännert ginn, um eigentleche Gerechtegkeetsproblem an eisem Schoulsystem, dee sech nach eng Kéier verschlechtert duerch de Sproocheproblem, dee sech driwwerlagert! De Schoulofschloss, dee sech verbessert huet, ännert och näischt um Jugendchômage, deen awer weiderhin an d'Luucht geet.

A véiertens: D'betriblech Weiderbildung, e weidert Beispill vu Fairness, wat genannt ginn ass, betrëfft an deene meeschte Fäll einfach nëmmen eng kleng Weiderbildung am Betrib op enger bestëmmter Plaz fir eng Persoun, déi dacks och nach zu deenen am meeschte qualifizéierte Leit an deem Betrib gehéiert. Si kann also och net an d'Feld gefouert gi fir méi Fairness a si kann a kengem Fall eng uerdentlech Beruffsausbildung mat engem allgemeng unerkannten Diplom ersetzen.

Méi allgemeng wëll ech d'Fro stellen, an ech hunn dat schonn dacks hei gemaach: Ass eis Gesellschaft iwwerhaapt insgesamt méi gerecht, méi fair ginn an all deene Joren?

D'Ziffere vum Statec soen eis de Géigendeel: 45% vun de Leit wieren aarm, wann et keng sozial Transferte géif ginn. Mä trotz soziale Prestatiounen an trotz Mindestloun sinn nach 10% vun de Leit, déi eng Aarbecht hunn, aarm. D'Léin a ville Secteure stagnéieren a ginn zréck, trotz wuessender Gewënnlag! Dat wichtegst Verhältnis, fir ze wëssen, wat an enger Gesellschaft lass ass, menger Meenung no, d'Verhältnis tëschent de Revenue vun Aarbecht an de Revenue vu Kapital, verschlechtert sech an deene leschte Joren a Jorzéngte fir déi Leit, déi schaffe ginn.

D'Léin ginn och op ville Plazen net méi duer, zum Beispill am Secteur vun der Hôtellerie oder vun der Restauratioun, wou all Zweeten net méi wéi de Mindestloun verdéngt. Si ginn och net méi duer am Bausecteur. Si ginn och net méi duer am Botzsecteur, wou och déi Meescht, déi do schaffen, e Liewe laang um Mindestloun leien, a wou Honnerte vu Botzfraen, an et handelt sech wierklech ëm Fraen do an der ganz grousser Majoritéit, zënter Jore musse prozesséiere géint eng Armada vu Patronsaffekoten, fir wéinstens de qualifizéierte Mindestloun no zéng Joer Aarbecht ze erstreide viru Geriicht. Dat ass eppes, wou net vill dovu geschwat gëtt an der Gesellschaft. An dat ass och e wesentleche Fraeproblem, dee sech stellt!

„Machen wir uns nichts vor, es geht hier um die Verteilungsfrage.", seet d'Caritas an hirem Sozialalmanach. Déi Verdeelungsfroe ginn awer an der Lag vun der Natioun net ugeschnidden! Dobäi misste se op d'mannst awer problematiséiert ginn. Si bestëmmen awer weiderhin och déi alldeeglech Politik, d'Aspuerungen an der Budgetspolitik. An ech froe mech, wéi een dat anescht soll nennen, wéi all Gewerkschaften dat iwwregens och maachen, nämlech „Austeritéitspolitik".

D'Aspuerungen an der Budgetspolitik, déi Austeritéitspolitik, déi solle bis zu de Wahlen nach bis zu 300 Milliounen nei Reduktiounen ausmaachen. An déi 900 Millioune vum leschte Joer ginn natierlech weiderhi kumulativ matgeschleeft an déi muss een dozourechnen.

D'Katastrophenzeenarië ginn zwar emol bis d'nächst Joer e bësse manner stark développéiert an der Ried zur Lag vun der Natioun: Op eemol ass d'Schold - entstane jo duerch d'Hëllef fir d'Banke virun allem - net méi gradesou dramatesch an déi negativ Auswierkunge vun der Austeritéit op d'Konjunktur ginn elo op eemol ervirgestrach, wann och nëmmen a Griichenland. Ech menge bal, ech géif eng vu mengen eegene Rieden héieren, wann ech dat alles muss ulauschteren!

Mä trotzdeem bleift d'Richtung vun den Aspuerungen awer ëmmer nach déiselwecht. Am Sozialberäich soll op deene Leeschtunge gespuert ginn, déi och „exportéiert" musse ginn, wéi et heescht, wat ech fir en absolut diskriminatoreschen Ausdrock halen, handelt et sech dach hei ëm déi Leit, déi duerch den „Import" vun hirer Qualifikatioun a vun hirer Aarbechtskraaft de Räichtum hei am Land mathëllefe schafen an déi e Recht op déi Leeschtungen hunn.

Bei der Fleegeversécherung sollen d'Assuréë weider bezuelen, amplaz dass op den ëmverdeelenden Effet vum Budget zréckgegraff géif ginn. Beim Chômage sollen d'Zoumuttbarkeetsregelen, fir eng Aarbecht mussen unzehuelen, geännert ginn. Fir déi Jonk, zum Beispill, gëtt dovu geschwat, si missten och Plazen an der Hôtellerie an an der Horesca unhuelen, also an deem Secteur mat deene meeschte Mindestléin. Et ass wuel dovun auszegoen, dass dat och den Inhalt vun deem Pacte jeunes wäert sinn, deen an der Diskussioun ass.

Egal, wat een dovunner hale kann, ob dat elo gutt oder schlecht ass fir déi eenzel Jugendlech, do kann een eng verschidde Meenung dozou hunn, Fakt ass awer, an dat ass net ze widderleeën, dass domat de Stat Sue spuert an dass hannendrun e Lounniddregsecteur steet, wou déi Leit higeschéckt ginn. Och d'RMG-Bezéier sollen op eemol a vill méi engem grousse Mooss wéi bis elo nëtzlech Aarbecht bei Stat a Gemenge maachen. Wéi wa se dat net scho géife maachen! Si maachen et laut Caritas-Bericht zu 86%. Wat soll dann do nach vill an d'Luucht gesat ginn?

D'Aarbechtszäit soll weider flexibiliséiert ginn, awer un d'Aarbechtsrecht gi mer natierlech net! Wéi wann d'Aarbechtszäitregelung net och eppes mam Aarbechtsrecht ze dinn hätt.

Et soll och bei de Gemenge gespuert ginn. Op där enger Säit kréie se eng méi soupel Tutelle an Aussiicht gesat, op där anerer Säit huet d'Zentralbank schonn allerhand Virschléi ausgeschafft, fir och d'Austeritéit bei de Gemengen duerchzesetzen.

Et gëtt näischt geännert mat där Erklärung hei un der allgemenger Politik, an déi sech d'Lëtzebuerger Regierung abett, souwuel hirer eegener Politik wéi där an Europa. Et gëtt näischt geännert um Fiskalpakt, dee mer gestëmmt hunn. Et gëtt näischt geännert um Index, dee mer manipuléiert hunn, deen nach bis d'Joer 2016 soll manipuléiert bleiwen. An am Joer 2015, no de Wahlen, soll iwwerhaapt keng Indextranche erfalen, wat natierlech och Auswierkungen op d'Kafkraaft wäert hunn.

Da kommen d'Aschränkunge fir d'Rentnerinnen an d'Rentner esou lues op eis zou, den Ajustement an esou weider. An zum Schluss gëtt fir no 2014 nach mam décken Hummer gedreet an dat och op Bréissel geschéckt, dat heescht, dat bënnt och dann déi nächst Regierung: D'TVA soll dann erhéicht ginn, wat eng indirekt an domat onsolidaresch Steier ass, déi besonnesch déi trëfft, déi wéineg verdéngen.

Awer der fundamentaler Fiskalreform, déi d'Suen op deem Pôle vun der Gesellschaft hëlt, wou se ëmmer méi sech accumuléiert hunn an deene leschte Joren, dat heescht bei de Gewënner a bei den Akommessen um Kapitalbesëtz, där gëtt elo schonn eng kloer Offuer erdeelt an der Ried zur Lag vun der Natioun. Et ass am Fong geholl och eng Offuer un dat, wat d'LSAP ëmmer - wéinstens heibannen - verlaangt huet, oder si huet et net richteg esou gemengt, wéi se et gesot huet.

Et ass net normal an eisen Aen, dass 2002 d'Stéit an d'Betriber nach ongeféier déiselwecht direkt Steiere bezuelt hunn, haut d'Betriber awer 35% vun den direkte Steiere bezuelen an d'Stéit 65%. Dobäi bezuelen d'Stéit do derbäi och nach d'TVA, déi elo soll erhéicht ginn. Wou ass do den Équiliber? Wou ass do d'Fairness? An ech mengen, dass ouni eng progressiv Steierreform, déi d'Sue prioritär do hëlt, wou se sinn, weider Ofstrécher bei de Sozialleeschtungen onvermeidbar wäerte sinn.

E sougenannten Zukunftsblock a Form vun Investitiounen a Bildung a Recherche ass sécherlech e wichtege Bestanddeel vum Budget, well deen ass souwisou net esou héich wéi an anere Länner, e bedréit nëmmen 42%. An ech mengen awer, dass dat nach net duergeet: Amplaz sech zréckzezéien zum Beispill aus der BGL, amplaz bei der Cargolux sech net weider ze investéieren, misst gekuckt ginn, dass de Stat all Méiglechkeeten notzt, fir selwer an der Wirtschaft aktiv ze ginn.

Ech héieren hei eraus eng gewëssen Zäertlechkeet vis-à-vis vun der Industrie, déi géint eng Industriefeindlechkeet vun de Lëtzebuerger misst a Schutz geholl ginn. Mat Zäertlechkeet ass et awer hei net gedoen. Ech zitéieren Iech emol een: „Déi grouss Patronen, déi kënnen net nëmmen huelen, déi grouss Patronen, déi mussen och ginn!" Dat war den Här Statsminister d'lescht Joer a senger Ried zur Lag vun der Natioun. Et steet hannendrun: «Plusieurs voix.- Très bien!»

Wéi ass et domadder dann? Wat ass geholl ginn? Ech hätt gär dorobber och eng kloer Äntwert, well an der Zwëschenzäit ass bekannt, dass Mittal zwee Wierker zougemaach huet, obschonn eng kloer Etüd, déi ënner Verschloss - wéi e Statsgeheimnis - gehale gëtt, seet, dass déi Betriber eng Zukunft hätten.

Ech mengen duerfir, dass et wichteg wier - iwwerliewenswichteg! -, Betriber ze erhalen emol fir d'Éischt, Betriber, déi an eis Industrielandschaft passen, déi eiser Industriekultur entspriechen, amplaz elo wëllen eis Jugendlech als Garçonen a Serveusë lasszeschécken.

Ech wëll duerfir hei fir e richtegen Zukunftsfong plädéieren, fir eis Wirtschaft erëm méi autonom an dynamesch ze maachen. E soll gespeist gi vun der Reserv vun der Sécurité sociale, amplaz dass déi geholl gëtt geschwë wéi an Zypern, fir d'Lächer ze stoppen am Finanzsecteur. An zweetens soll e gespeist gi vun enger Finanztransaktiounssteier op der Fongenindustrie och zu Lëtzebuerg an domat dem Land eng wierklech zolitt finanziell Kompensatioun brëngen.

Ech gesinn, dass..., ech soen och dem President Merci, dass e mer déi néideg Zäit léisst, ech kucken dann, zum Schluss ze kommen.

M. le Président.- Majo, Här Urbany, Dir hutt et da vläicht net matkritt: Dir hutt 17 an eng hallef Minutt Zäit.

(Interruptions)

Elo hunn ech Iech an eng domm Situatioun bruecht...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, neen!

(Brouhaha)

Une voix.- Forcéiert Iech net!

Une autre voix.- Huelt de Fouss vum Gas!

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass fir d'Zweet! Et ass fir d'Zweet, dass dat mer passéiert, a wësst Der firwat? Well ech siwe Minutten am Kapp hunn. Ech ka mer jo net am Dram virstellen, dass ech 17 Minutten hei hunn! Dat kann ech mer jo bal net virstellen!

(Interruptions diverses)

Une voix.- D'nächst Joer kritt Der déi och nach eng Kéier.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da kommen ech elo op d'Steiergeheimnis vun der Bankeplaz ze schwätze fir auslännesch Kapitalanleger. Dir wäert natierlech net vu mir hei verlaangen, dass ech dat kritiséieren, wat mer als Lénk jorelaang verlaangt hunn. Mer héiere jo och, dass d'Finanzplaz gutt dorobber virbereet ass an dass bis 2015 keng schwaarz Steiergelder méi am Land wäerte sinn.

Ech froe mech just: Firwat kënnt dat dann elo eréischt? Konnt dat net scho vill éischter virbereet ginn? Et ass jo ëmmer, dat Bankgeheimnis ass jo ëmmer wéi eent vun de grousse Mënscherechter quasi heiansdo verdeedegt ginn, wou een alles misst derfir maachen, dat ze behalen. Dobäi ass et just nëmmen drëm gaangen, fir dass d'Leit net brauchen hir Steieren ze bezuelen an deene Länner, wou se hierkommen.

Elo op eemol ass dat alles zerplatzt. Elo op eemol gesi mer: Et geet awer, et geet awer! Ech mengen awer, dass domat d'Problemer net alleguerte geléist si vun der Finanzplaz. D'Finanzplaz werft nach eng ganz Partie vun anere Problemer op, déi zum Beispill mat der Besteierung vun den internationalen Industriegruppen ze dinn hunn. Mir hunn dat hei héieren, dass zum Beispill grouss Betriber wéi d'Arcelor keng Steiere bezuelen. An dat ass eng Saach, déi ass absolut anormal! Dat war och eng Saach, déi ass och ënnert d'Steiergeheimnis gefall, bis dass dat hei eng Kéier an enger Chambersdebatt op eemol erauskomm ass, dass d'ARBED - wat d'Regierung jo ganz kloer wousst - keng Steiere géif bezuelen.

Duerfir ass, mengen ech, ee vun deenen nächste Problemer, déi ze léise sinn, ëm d'Bankeplaz zu Lëtzebuerg erëm, dass Lëtzebuerg sech asetzt fir eng Léisung, dass déi Industriebetriber an deene Länner, wou se tatsächlech och eng Produktioun hunn - an dat kann ee jo net soen, dass d'ARBED dat net hei am Land huet -, dass d'ARBED och muss hei wierklech Steiere bezuelen op deene Gewënner, déi se mécht. Et handelt sech jo ëmmer hei ëm Gewënner, déi gemaach ginn, et handelt sech jo net hei ëm eng Steier einfach um Kapital.

Ech mengen och, dass d'Roll vun der Finanzwirtschaft an iwwerhaapt d'Roll vum privaten internationale Kapital a vu senger Kontroll wäert ouni Zweifel den Haaptproblem vun der demokratescher Souveränitéit och an Zukunft bleiwen. Dat net nëmme bei eis, mä och weltwäit. Et musse Léisunge fonnt ginn an Europa, och an der UNO, weltwäit. Mir haten de Vertrieder hei, den Här Ban Ki-moon, vun der UNO.

Do ass e Stiglitz-Bericht erauskomm, dee ganz kloer Saachen do verlaangt an déi Richtung, dass muss d'Finanzkapital vill méi kontrolléiert a reguléiert ginn. An ech mengen och, dass et muss déi richteg Abgabe maachen, déi jiddweree muss maachen, dee Sue verdéngt. „Kapital verpflichtet" huet et emol a besseren Zäite geheescht. Ech mengen, dass do eis Regierung net muss denken un d'Finanzplaz, wéi se dat bis elo ëmmer gemaach huet an dann nëmme Lippenbekenntnisser fir esou hehr Prinzipien da gemaach huet wéi déi doten, mä dass se och, grad als Finanzplaz, sech muss asetzen, och weltwäit, fir dass et zu enger gerechter, allgemenger, universeller Regelung kënnt.

Et muss also hei zu engem Paradigmewiessel kommen an der Politik. An et ass och noutwendeg, dass do déi néideg Transparenz ageklot gëtt. An do si mer bei deem wichtegen Thema, deen de Statsminister ugeschnidden huet a senger Ried am Ufank. Well ech mengen, dass déi krisenhaft Entwécklungen, vun deenen hie geschwat huet, déi souguer d'Statsraison touchéieren, a Fro stellen, dass déi krisenhaft Erscheinungen eigentlech wesentlech mat eppes ze dinn hunn, nämlech mam Vertrauensbroch vun der Politik vis-à-vis vun de Leit.

D'Leit hunn ëmmer méi d'Gefill, si géife wesentlech Saache virenthale kréien a si hätten doduerch och keng richteg demokratesch Matbestëmmung a Selbstbestëmmung méi. Si hätten net méi selwer iwwer hir Liewensbedéngungen an Aarbechtsbedéngungen ze entscheeden. D'Beispill vun ArcelorMittal ass jo ganz kloer. Dat ass eng Industrie, déi hei gewuess ass, mat Dausenden Aarbechtsplazen, mat Leit, déi d'Kompetenz hätten, se weiderzefëieren. An trotzdeem geet et duer, dass op internationale Finanzmäert eppes geschitt, dass Décisioune geholl gi vu groussen Aktionären, an dat geet duer, fir Betriber zouzemaachen. An dat ass eng Saach, déi ass absolut anormal. A wann d'Politik et net fäerdegbréngt, sech konkret, net mat Wierder, mä konkret dogéint duerchzesetzen, da wäert dee Vertrauensbroch nach weidergoen.

An ech mengen och, dass déi mangelnd Transparenz, déi mer ëmmer kritiséieren a bemängelen, dass déi vill ze dinn huet mat der Prädominanz vu Privatinteressen, bis an d'Politik eran. D'Transparenz, mangelnd Transparenz an d'Privatinteressen, dat sinn zwou Säite vun enger Medail. Dat hu mer dach ganz kloer gesi bei der Cargolux. Mir hunn et dach ganz kloer gesi bei Wickreng/Léiweng.

An ech mengen, et spillt och souguer eng Fro beim Opbau a beim Embau vun Instrumenter vun Iwwerwaachung a Repressioun. An dorëms geet et bei där Diskussioun ëm d'Geheimdéngschter. Wat ass d'Roll vu Geheimdéngschter? Wat fir Interesse vertriede se do an der Gesellschaft? Géint wie vertriede se déi?

An dofir wéilt ech zum Schluss de Premier paraphraséieren a soen, jo d'Leit sollten de Stolz op dat erëmgewannen, wat se an dësem Land nach kënnen zum Positive veränneren. An et ass och net alles falsch, wat do ass. Virun allem net de Sozialsystem, fir dee Generatioune virdru gekämpft hunn. Iwwregens géint déiselwecht, déi en haut erëm a Fro stellen!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierungserklärung zur Lag vum Land, déi lescht an dëser Period, schreift sech an an eng kohärent Serie vu politeschen Deklaratiounen, déi de Premier am Numm vun der Regierung am Laf vun dëser Period gemaach huet. Si hat sécher, well et och déi lescht an dëser Period ass, och zum Deel e Bilanzcharakter, méi staark wéi déi aner Erklärungen dat haten. Et war virun allem awer och, wéi déi Erklärung virdrun, de Versuch och vun der Regierung, eng Äntwert ze ginn op déi Kris, an där mer nach weider drastiechen, op déi Auswierkungen, déi déi Kris op Lëtzebuerg huet, awer gläichzäiteg och gekoppelt mat engem Ausbléck, zumindest kuerz- a mëttelfristeg op d'Perspektiven, déi sech fir Lëtzebuerg stellen.

Ech mengen, et soll een ëmmer erëm drop hiweisen - dat gëtt oft vergiess, hunn ech den Androck, wann ech eenzelnen Oppositiounsriedner hei haut nogelauschtert hunn -, dass Lëtzebuerg, wéi vill aner Länner och, awer mat enger Situatioun konfrontéiert ass, wéi mer se eigentlech an dësem Land héchstens kannt hunn Enn 70er, ufanks 80er Jore mat der grousser Kris an der Stolindustrie. Wou dat deemools emol keng allgemeng Wirtschaftskris war, mä eng Wirtschaftskris, déi eigentlech op ee Secteur haaptsächlech ausgeriicht war, dee Moment dee wichtegste Secteur hei an eisem Land. Et ass also... Ech mengen, d'Politik steet virun Erausfuerderungen, stoung virun Erausfuerderungen a steet nach weider virun Erausfuerderungen, wéi se se an deem Ausmooss eigentlech an deene leschte Jorzéngte guer net méi kannt huet!

An dofir sinn all Vergläicher mat anere Mandatsperioden, sinn eigentlech hei falsch ubruecht. Well dës Regierung an dës Koalitioun - si war leider oft eleng a si ass net ënnerstëtzt gi vun anere Kräften hei am Parlament - eng Rei vu Moossnamen, vu Reformen, vu Strukturreformen och gemaach huet an engem Ausmooss, wéi et se hei zu Lëtzebuerg an esou enger gerafftener zäitlecher Folleg nach net ginn ass. An dës Koalitioun, dës Regierung brauch sech also net fir hire Bilan ze schummen.

An et sti jo och eng ganz Rëtsch vu wichtegen Entscheedungen un. Et ass jo net esou, dass mer muer géife wiele goen. Eng ganz Rëtsch vu Gesetzesprojete sinn an der legislativer Prozedur dran, wäerten zu engem gudden Deel virun der Summerpaus respektiv virum Enn vun dësem Joer gestëmmt ginn, déi kloer nach eng Kéier dee Wëlle fir Reformen, dee Wëlle fir Adaptatiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, kloer ënnersträicht, méi wéi dat jee an iergendenger anerer Mandatsperiod virdru geschitt ass.

Virun dëser Deklaratioun ass eigentlech - bewosst, an et war och net déi beschten Absicht - d'Erwaardung probéiert ginn ze schüren, dës Deklaratioun vun der Regierung misst praktesch elo schonn d'Budgete vun deenen nächste véier Joer opstelle respektiv d'Sozialkonte vun deenen nächste véier Joer definéieren. Dat wäerte mer maachen. Dat geschitt mam Dépôt vum Budget

Mir si jo och do an enger Prozedur dran, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, wou mer am Kader vum europäesche Semester och wäerte konfrontéiert ginn, op Reaktioune mat deenen éischten Indikatiounen, déi d'Regierung wäert an hirem Pacte de stabilité eraginn, respektiv am Plan national de réforme. An da wäert d'Chamber doriwwer, wéi mer dat och déi Jore virdru gemaach hunn, eng Debatt hei am Juli ze féieren hunn, an doropshi wäert d'Regierung dann hire Budgetsprojet festleeën, deen och dann elo dës Kéier och méi staark nach bewäert wäert gi vun europäeschen Instanzen, wéi dat déi Jore virdrun de Fall war.

Mir stinn also ganz kloer net virun der Erausfuerderung hei, all d'Problemer ze léisen, all d'Budgeten opzestelle vun deenen nächste Joren. Mä wat d'Regierung muss maachen, dat huet se gemaach an dat wäert se och elo däitlech kundtun an deem nationale Programm fir Stabilitéit a Wuesstum, dee mer Enn Abrëll jo musse fir Bréissel ofginn, si huet e Cap festgeluecht, si huet d'Richtung uginn. Si huet och Tëschenetappen definéiert vun deenen nächste Joren, wou mer an den öffentleche Finanze wëllen hei zu Lëtzebuerg histeieren. A si huet dat gemaach, wat d'Mehrheitsparteien eigentlech scho laang gefrot hunn, si huet eng Adaptatioun gemaach, wat logesch ass, vun deenen éischten Ziler, wéi mer se gemeinsam Enn 2009 festgeluecht haten.

D'Stabilitéitszil vun den öffentleche Finanze fir 2014. Et ass ëmmer méi kloer ginn, am Laf vun deene leschte Joren, och opgrond vun enger anerer wirtschaftlecher Entwécklung, wéi déi, déi nach 2009 virausgesot gi war... 2009! Et ass interessant vläicht dat Dokument, wat jo publik ass, nozeliesen, wou d'Experte kloer gesot hunn, wéi si géife mengen, dass dann déi Entwécklung wär bis 2014, a si gesot hunn, si ginn dovunner aus, dass am Joer 2014 mer erëm e Wuesstum hei zu Lëtzebuerg hätte vu 4% a méi!

Mir wësse leider, dass dat net de Fall ass, dass mer mat ganz anere Wuesstumstauxe musse rechnen. Also mussen, logescherweis, och déi Finanzziler, déi mer eis sengerzäit ginn hunn 2009, mussen déi revidéiert ginn opgrond vun deem Ëmfeld, wat sech anescht entwéckelt huet, wéi dat sengerzäit gemengt gi war.

Sengerzäit ass och schonn deemools geschriwwe ginn, dass, wa sech d'Wirtschaft géif anescht entwéckelen, méi schlecht entwéckelen, dass dat Zil 2014 net ze erreeche wär. Dofir huet d'Regierung elo décidéiert, mir verréckelen dat doten ëm zwee bis dräi Joer no hannen. Eng Operatioun, déi an deene meeschten europäesche Länner och gemaach ginn ass oder amgaang ass, gemaach ze ginn. Et ass also ganz logesch, dass dat dote geschitt ass.

A si huet en zweet Zil definéiert. Si huet och en Extrazil definéiert hei fir de Statsbudget selwer, fir den Zentralstat also, wou de Premier hei gesot huet, dass eigentlech an där doter Period och misst séchergestallt ginn, dass mer deen Équiliber insgesamt vun den öffentleche Finanzen, dass do och dran ass, dass mer net méi staark wéi 1% Defizit beim renge Statsbudget wäerten hunn. Dat heescht nach ëmmer, dat heescht nach ëmmer, dass mer ronn 450, 500 Milliioune pro Joer géifen da musse léine goen. Ech mengen awer och, dass dat awer eng Charge ass, wa mer d'Investissementer op deem Niveau do hale vun elo, vun 1,5 bis 2 Milliarde pro Joer, dass dat normal ass, dass mer och, fir esou Investissementer kënnen ze finanzéieren, deelzefinanzéieren, dass mer dann op en öffentlechen Emprunt an Héicht vun enger hallwer Milliard pro Joer kënnen zréckgräifen.

D'Regierung hat sech och 2009 d'Zil ginn, fir mat der öffentlecher Schold Enn vun dëser Period ënner 30% ze bleiwen. Dat Zil wäert dës Regierung erreechen. Wéi och dës Regierung all aner Ziler erreecht huet, déi se sech an der Finanzpolitik eigentlech ginn huet, wéi se ugefaangen huet. An dee leschte Budget vun dëser Period wäert a puncto Équiliber net méi schlecht si wéi dee leschte Budget vun där leschter Period. Och dat geet aus deenen Zuelen eraus, déi elo virleien an déi mer nach wäerten ze diskutéiere kréie bis zur Opstellung vum Budget.

Ech wëll och soen, dass mer... Wa gesot gëtt, et ass e bëssen den Androck, deen een huet hei, et ass näischt geschitt, et ass näischt geschitt, et geet net duer, näischt ass geschitt, alles bleift stoen. Et ass hei en enormen Effort gemaach ginn, wat d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen ugeet. En Effort och an där Envergure, wéi en eigentlech nach ni geschitt war. An et soll een dat unerkennen, awer och natierlech, gläichzäiteg awer och eigentlech de Leit dobausse Merci soen, dass se dat akzeptéieren. Well och dat ass net evident. Et ass net evident, dass esou Décisioune geholl gi sinn. Et ass och net evident, dass eigentlech vun de Leit hei am Land och esou eng Politik akzeptéiert gëtt. Mä ech mengen, et ass erkannt, dass mer en fait net ëmmer kënnen duerch eng ëmmer Méiverschëlding déi Problemer aussëtzen an um Bockel vun anere Generatiounen ofwälzen.

Also och dat schéngt mer wichteg ze sinn, dass een unerkennt, dass... Och do gëtt et nämlech Zuelen, an deem Pabeier vun 2009, do ass gesot ginn, wa mer dat Stabilitéitszil wëllen erreechen um Enn vun der Period, bedeit dat en Effort de consolidation budgétaire pro Joer an der Moyenne vun 250 bis 300 Milliounen. Mir leien am Endeffekt an där Period 2011 bis 2014, wa mer fäerdeg sinn, praktesch beim duebelen Effort. En duebelen Effort, deen huet misse gemaach ginn, fir eenegermoossen an d'Beräicher vum Équiliber vun den öffentleche Finanzen ze kommen.

Ech mengen, also do, wat d'Ausriichtung vun der Politik ugeet, hunn ech wéineg Versteesdemech fir déi Leit, déi wëllen den Androck ginn, wéi wann hei näischt geschitt wär. Wéi ech och wéineg Versteesdemech hu fir déi aner Leit, déi eigentlech de Finanzproblem wëllen ignoréieren, dee sech hei zu Lëtzebuerg, wéi a villen anere Länner, op d'laang Weil stellt.

Dëst anstännegt Resultat also bei den öffentleche Finanzen, well Lëtzebuerg läit an den Normen... Lëtzebuerg läit an den Normen, souwuel vum Stabilitéitspakt wéi och Fiskaltraitéën. Mir sinn, gehéieren zum Top-3 weiderhin an Europa, wat de Respekt vun de Finanz- a Budgetsnormen ugeet. Dat bleift awer nach wie vor an engem schwieregen Ëmfeld eng ganz gutt Leeschtung, déi mer hei gemeinsam realiséiert hunn. An dat ass net d'Resultat vun enger „Laisser faire, laisser aller"-Politik, mä et ass d'Resultat vun engem politesche Wëllen, deen eng Koalitioun ënner schwierege Viraussetzungen opbruecht huet an engem Land, wat eigentlech awer iwwert déi lescht Jorzéngten éischter an engem Rhythmus gelieft huet, wou ee gewinnt war, éischter bäizekréien, nach zousätzlech Leeschtungen ze kréien, wéi Diskussiounen ze féieren iwwer méi Steiere respektiv eenzel Kreditkierzunge mussen ze diskutéieren.

Mir hunn et och fäerdegbruecht deen Effort, deen do gemaach ginn ass - wou ech wierklech net kann akzeptéieren, dass dee gläichgesat gëtt mat dem Begréff Austeritéitspolitik, wéi mer en an der internationaler an och an der europäescher Politik leider an deene leschte Jore kennegeléiert hunn -, deen Effort ass gemaach ginn an der Suerg och, fir Sozialofbau ze vermeiden, fir d'Kafkraaft ze erhalen, fir d'Wirtschaft weider unzekuerbelen a virun allem och d'Viraussetzung ze schafen, fir dass zousätzlech Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg entstinn.

Déi Aarbechtsplazen entstinn och. Et ass net, wéi wa keng Aarbechtsplaze géifen entstoen. De Problem besteet doranner, fir déi Aarbechtsplazen och mat deene Leit ze besetzen, déi um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg disponibel sinn. Dat ass déi eigentlech - dat ass keng nei Erausfuerderung -, déi nei Erausfuerderung, déi mer hei zu Lëtzebuerg zënter ganz laange Jore kennen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, d'Oppositioun ass jo relativ staark am Lektiounen-Erdeelen. Et ass vläicht e bëssen hir Roll. Ech wëll awer och do bieden, well ech mengen, dass d'Regierung vill Bescheidenheet a vill Demut eigentlech un den Dag geluecht huet, och bei der Presentatioun vun dëser Deklaratioun, ähnlech ze verfueren an net ze vill op dat héicht Podest ze klammen.

Ech wëll nach eng Kéier hei, ganz bescheiden, awer rappeléieren - an elo déi definitiv Zuele vun 2012, déi bestätegen dat -, dass nach wie vor an der Geschicht, an der Budgetsgeschicht vun dësem Land, deen öffentleche Budget, deen dee gréissten Defizit an dësem Jorhonnert, et sinn déi lescht zwielef Joer, 13 Joer opgewisen huet, deen ass vun 2004, deen ass vun der CSV-DP-Koalitioun vun deemools. Dat ass nach wie vor... mat engem öffentlechen Defizit vu minus 1,1% a mat engem Zentralstatdefizit vu bal 3% bleift dat nach wie vor - an et war zoufälleg e Wahljoer, ech héiere jo vill Spekulatiounen hei - et war zoufälleg e Wahljoer, bleift dat nach wie vor dee Statsbudget, deen dee gréissten Defizit opgewisen huet!

Duerfir, wann ech gelift, Kolleeginnen a Kolleegen, e bësse méi Bescheidenheet. Wann een de Fanger hieft an d'Politik vun anere Leit beuerteelt, da muss ee sech och gefale loossen, dass een och deen eegene Spigel...

(Interruption)

...deen eegene Spigel heiansdo virgehale kritt.

Erstaunt sinn ech och, wann ech de Vertrieder vun enger anerer Partei hei héieren hunn, dee sech regelméisseg zu deenen dote Froen iwwert déi lescht laang Joren hei geäussert huet. De Vertrieder vum ADR, fir en net ze nennen, deen eigentlech jo ëmmer zwou Versiounen an der Täsch huet. An ech froe mech eigentlech all Joers, wat fir eng zitt en eraus? Ech soen Iech direkt, dës Kéier war et d'Versioun 2.

D'Versioun 1, erënnert Iech, mir si jo zu vill schonn eng Rei vu Joren hei derbäi, ass ze soen: „D'Situatioun gëtt absichtlech vun der Regierung dramatiséiert, fir kënnen de Leit d'Suen aus der Täsch ze zéien." Déi gëtt regelméisseg all zweet, drëtt Joer erausgezunn. An déi zweet Versioun...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass déi, déi den Här Kartheiser vun der CGFP an den ADR erabruecht huet, an dat geet elo net méi richteg, wéi et schéngt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Voilà. An dofir hu mer, Gott sei Dank, nach eng zweet Täsch am Paltong an dann zéie mer déi eraus. Dat ass da just de Contraire, do gëtt da gesot: „Majo d'Regierung, déi riet absichtlech d'Situatioun schéin, absichtlech schéin, fir näischt brauchen ze maachen, well se net de Courage hunn, eppes ze maachen." A mir hunn elo héieren, dass effektiv dëst Joer d'Nummer 2 eigentlech dann de Virrang kritt huet.

Ech weess net, ob se do de Frang werfen oder den Euro werfen, egal wéi, op jidde Fall war et dëst Joer dann d'Versioun 2 vum Här...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et ass jo awer elo net méi schwéier, Här Bodry, si si jo net méi zu esou vill.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et gëtt ëmmer méi einfach, Dir hutt recht. Et gëtt ëmmer méi einfach.

Bon, e bësse speziell fannen ech och, dat soen ech awer och hei, dass de fréiere Fréisenger Buergermeeschter hei dozéiert iwwert de Fait, dass een onbedéngt misst derfir suergen, dass een a sengem Budget net méi Suen ausgëtt, wéi een erakritt. Als fréiere Fréisenger Buergermeeschter fannen ech dat ganz cocasse, fir esou Deklaratiounen ze maachen.

(Interruptions diverses)

Jo, ech wär frou, wann den Här Gibéryen bei esou enger wichteger Debatt bis zum Schluss hei wär. Ech wär wierklech frou. Ech kann nëmme bedaueren, dass den Haaptspriecher vum ADR net effektiv, Här Kartheiser, et fir richteg fënnt, bis zum Schluss vun den Debatten hei ze bleiwen. En huet säi Gackelche geluecht an da wäert en dann ebe goen.

(Interruptions diverses)

Mir schéngt et also esou ze sinn, dass hei, an deem, wat de Premier virgedroen huet, e vernünftegen Timing eigentlech, wat d'Konsolidéierungsprozesser ugeet hei vun der Regierung, festgehale ginn ass.

Ech sinn awer och frou, wéi de Lucien Lux dat och schonn ervirgestrach huet, dass mer als LSAP och hei kënne feststellen, dass, wat och d'Fro vum Réajustement op europäeschem Plang vun der Konsolidéierungspolitik do ass, och hei d'Meenung vun der Regierung ass, fir ze soen, do mussen, zumindest fir d'Kriseländer, mussen Ajustementer am Timing kommen, si mussen e bësse méi Loft kréien, fir bei hirer Spuerpolitik virunzekommen, fir dass och eng Chance besteet, dass et zu enger wirtschaftlecher Reprise an deenen dote Länner kënnt. A mir hoffen, dass déi dote Meenung sech och am Endeffekt an der Europäescher Unioun duerchsetzt. Nodeems den Internationale Währungsfong schonn eigentlech amgaang ass, eng gewëssen Ännerung vun der Propositioun ze maachen, wär et also och wichteg, wann d'Europäesch Kommissioun, Däitschland an aner EU-Staten och géifen op deen dote Wee matgoen.

Ech wollt e puer Wuert nach soen am Numm vun eiser Fraktioun zu engem Punkt, deen dës Kéier besonnesch och vun der internationaler Press jo och beobacht ginn ass: D'Aussoen, déi d'Regierung hei gemaach huet ronderëm d'Finanzplaz a besonnesch och ronderëm d'Bankgeheimnis. Do wëll ech einfach en dräifacht Erstaunen eigentlech ausdrécken. En éischt Erstaunen iwwert dach awer déi allgemeng Hypokrisie, international, bei Regierungen, bei Parteien, bei deene grousse Medien, déi jo net midd ginn, elo déi dote Punkten opzewälzen, wéi wa se d'Welt géifen op ee Moment nei entdecken.

D'Existenz vu Gesellschaftsstrukturen, aner komplex juristesch Konstruktiounen am Beräich vun de Bankgeschäfter, am Beräich vu Finanzgeschäfter am breetste Sënn, ass keng rezent Entwécklung. Dat ass eng Entwécklung, déi esou al ass - eist Holdingsgesetz geet an d'20er Joren zréck! -, déi esou al ass praktesch, wéi et eigentlech Finanzgeschäfter gëtt. An ze maachen elo, wéi wann op eemol esou eppes do elo opgeklärt gi wär, an dass dat och nëmmen, géif ech soen, d'Spezialitéit vun eenzelne spezifesche Bankzentre wär, dat schéngt mer e bëssen dach hypocrite ze sinn, wann een awer d'Entwécklung vun deene leschte Jorzéngten eigentlech kuckt.

Wann een och weess, dass praktesch an all Land et aner Besteierungsregele gëtt fir Netrésidentë wéi fir Résidenten, dat ass keng Spezialitéit vun de sougenannten „Offshore-Siten". Alles dat ass eng grouss Hypokrisie.

Wéi ech och mengen, dass deelweis och zu Lëtzebuerg d'Hypokrisie doranner besteet, ze soen, wéi wann eigentlech et déi dote Form vu Machenschaften, déi awer ausgeriicht sinn effektiv op d'Netbezuele vu Steieren an hirem Land, op d'Netentriichte vu Steieren, wéi wann dat eppes wär, wat absolut exzeptionelle Charakter gehat hätt jee hei op der Plaz Lëtzebuerg.

Deen eenzegen anstännege Beruff, deen ech ausgeübt hunn, dat war ee Joer an enger vun de grousse Banken hei zu Lëtzebuerg. A mäi Pech war et, 1981 do unzefänken. '81, dat seet ville Leit eppes. Do war eppes an engem Nopeschland lass, an ech kann Iech soen, déi Clienten, déi do komm sinn, deenen ass et schonn drëm gaangen, keng Steiere méi an hirem Land ze bezuelen.

Also, wéi gesot, ech schwätzen hei vun ufanks den 80er Joren. Et ass also och esou, dass zum Deel, muss ee ganz éierlech soen - dofir géif ech also warnen och, dass mer do och ze hypocrite mat eis selwer sinn -, zum Deel natierlech och d'Entwécklung vun eiser Bankplaz an eenzelne Beräicher och op déi doten Zort vu Clientèle an déi doten Zort vu Reflexer opgebaut war.

Mä et ass awer och wouer - dat sollte se wann ech gelift och dobaussen zur Kenntnis huelen -, dass awer an deene leschte Joren enorm Effortë gemaach si ginn, enorm Effortë gemaach si gi vun de politesche Responsabelen, enorm Effortë gemaach si gi vun de Banken, fir eben aus esou enger Ofhängegkeet vun esou enger Clientèle erauszekommen, fir aner Geschäfter hei ze maachen, fir d'Bankplaz méi breet opzebauen, fir aner Kompetenzen eigentlech heihinnerzebréngen an eigentlech op d'Kompetenzen insgesamt déi ganz Finanzplaz opzebauen. An ech mengen, dass dat eis och gelongen ass. Et ass also op där dote Pist, wou mer hei zu Lëtzebuerg och musse weiderfueren.

Zweet Erstaunen, wat ech muss ausdrécken, dat ass déi Opreegung, déi oft irrationell Reaktiounen, besonnesch am Ausland, op en Interview de leschte Sonndeg, deen de Minister Frieden do ginn huet, wat mech och dozou bruecht huet, déi doten Zeitung déi éischte Kéier a mengem Liewen dann am Kiosk ze kafen. Ech wäert et awer elo net méi maachen, opgrond och vun deem, wat den Tenor vun deenen Artikelen do insgesamt par rapport zu Lëtzebuerg war, wou eigentlech - an de Premierminister huet dat, mengen ech, mat Zitater ënnermauert - de Minister näischt anescht do widderholl huet, wéi wat eigentlech scho méi laang d'Positioun vu Lëtzebuerg ass.

Wat iwwregens och scho méi laang d'Positioun vun dëser Chamber ass! Ech géif lech do bieden effektiv, de Rapport vun der Spezialkommissioun „Kris" vum Mäerz 2009 nozeliesen, wou ganz kloer gesot ginn ass, dass d'Zäite vum traditionelle Bankgeheimnis eriwwer sinn! An dass mer awer derfir misste suergen..., dat ass eppes, wou mer awer elo immens mussen oppassen: wéi wäit dass d'Spiral do nach weider dréit an deem Ganzen.

Et ass jo net, dass mer elo e Schlusskapitel geschriwwen hätten an där ganzer Entwécklung ronderëm méi Transparenz an de Bankgeschäfter. Déi Diskussioun, déi geet jo och op internationalem Plang, op europäeschem Plang nach monter weider mat de Virschléi, déi d'Kommissioun erabruecht huet, mat der Initiativ, déi fënnef grouss Länner elo geholl hunn, fir de FATCA-System eigentlech ënnert hinnen emol fir d'Éischt an engem Modell auszeprobéieren, mat deenen Initiativen, déi iwwert d'OCDE ugestouss si ginn, G8, G20. Also wéi gesot, déi Diskussioun, déi Debatt international, déi geet weider!

Hei hu mer et mat enger Tëschenetapp ze dinn, mä déi geet selbstverständlech weider, an do wäert sech och Lëtzebuerg musse weider positionéieren, an deenen dote Froen. Awer effektiv, si (veuillez lire: d'Regierung) mécht et besser aus enger offensiver Positioun eraus, als Acteur an deem Ganzen, wéi een, deen effektiv op der Säit géif stoen an dann dat erwaarden, wat dann op e lasskënnt. Dofir sti mir ganz kloer hannert där Strategie, déi d'Regierung op deem dote Punkt festgehalen huet.

Erstaunt, wëll ech an aller Frëndschaft awer och zum Finanzminister soen, sinn ech awer e bëssen, dass hie grad an dësem Moment deen Interview do ginn huet. Ech fannen dat net ganz glécklech, well en einfach u sech awer enger geuerdneter Kommunikatioun, déi jo gëschter iwwert de Premier geschitt ass, eigentlech virausgelaf ass, an et war dofir, mengen ech, awer wichteg, dass dës Kéier konnt kloergestallt gi gëschter iwwert dës Deklaratioun, iwwert déi Kommentaren dozou, iwwer och en offizielle Communiqué, dee vu Regierungssäit erauskomm ass, wat eigentlech ënnert deem sougenannten Opgi vum Bankgeheimnis, wat eigentlech dorënner ze verstoen ass, dass dat ganz kloer ze gesinn ass am Kader vun der europäescher Spuerzënsdirektiv vun 2003 an all deenen Diskussiounen, déi sech dorëm opgebaut hunn.

Fir eis ass et ganz kloer, dass zu enger fairer Gesellschaft, fir de Begréff vun der Regierungserklärung ze widderhuelen, och Steiergerechtegkeet gehéiert. Dofir ass et kloer, dass Lëtzebuerg net kann en Hort fir Steierhannerzéier, fir Geldwäscher sinn oder fir aner délictuel Acteuren, mä Lëtzebuerg muss e Kompetenzzentrum fir performant Finanzgeschäfter ginn.

Effortë si gemaach ginn. Dës Chamber huet ganz vill Effortë matgemaach: Ech ka mech un d'Diskussioun erënneren, all déi Konventiounen, déi hei gestëmmt si ginn, net nëmmen déi bilateral Ofkommessen, mä virdrun och déi international Konventiounen, déi hei guttgeheescht si ginn, déi mer an d'Nationalrecht ëmgesat hunn, wat Ofännerungen an eisem Handelsrecht mat sech bruecht huet, wat Ofännerunge mat sech bruecht huet an eisem Strofgesetz.

Alles dat sinn onheemlech Efforten, déi hei gemaach si ginn, an och gläichzäiteg de Versuch och fir d'Kontroll vum Respekt vun deene Regelen: Dat eent ass jo, Regele festzeleeën, an dat anert ass, d'Kontroll och ze garantéieren, fir och do déi Instanzen, déi dat maachen, ob dat eng Bankenopsiicht ass oder ob dat de Parquet ass, esou auszestafféieren, dass se à même sinn och, fir kënnen eng echt Kontroll ze maache bei deenen 140 Finanzinstituter, déi nach wie vor de Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Déi Entwécklung, déi sech elo ofzeechent, ass eng Entwécklung, déi eigentlech schonn am Accord vu Feira vun 2000 drastoung. Dofir hat

d'Bankplaz - an et soll keen elo de Contraire soen - eigentlech laang, laang Joren Zäit, iwwer zéng Joer Zäit eigentlech, fir sech op eng nei Situatioun anzestellen.

Dofir ass et schonn erstaunlech, dat muss ech ganz éierlech soen, dass, wann ech elo d'Zuele vum Statsbudget 2013 kucken, do virgesinn ass, dass déi Quellesteier bei Non-résidentë géif 50 Milliounen Euro an de Statsbudget eraspullen. Wa meng Rechnung jo richteg ass, 25% ginn hei agehalen, dann heescht dat also, dass jo déi gesamt Besteierung do sech da géif op 200 Milliounen Euro somméieren. A wann een dat dann héichrechent, wéi vill dann déi gesamt Erträg eigentlech waren, déi ënnert déi dote Bestëmmunge falen, da kënnt ee ganz liicht iwwer zéng Milliarden Euro vun Erträg, déi dann effektiv hei zu Lëtzebuerg op der Bankplaz iwwert deen dote Wee dann erfaasst gi wären.

Dat wäert sech sécherlech änneren, och an deenen nächste Joren, dat ass selbstverständlech, mä déi Erträg do falen natierlech och an Zukunft da komplett ewech, wa wéi ugekënnegt dann ab dem 1. Januar 2015 mer an deen anere System géifen eriwwergoen, dee vun deem automateschen Informatiounsaustausch. E System, dee mer jo och nach viru Kuerzem hei an der Chamber iwwer en anere Gesetzesprojet, eng Direktiv, eng europäesch Direktiv, déi mer ëmgesat hunn iwwert d'Amtshilfe, eigentlech och schonn hei festgehalen hunn.

Wou mer mussen oppassen, ech wëll et nach eng Kéier betounen, dat ass effektiv, dass an deene Relatiounen tëschent der Bank an de Clienten awer eng gewësse Vertraulechkeet, eng Confidentialitéit bestoe bleift, dass also méiglechst och e gewësse Schutz vun der Privatsphär bestoe bleift, dass och d'Privacy eigentlech erhale bleift.

Et muss een och ëmmer erëm kloermaachen, dass och verstane gëtt dobaussen, dass dat Bankgeheimnis do heescht, dass do eng Informatioun elo geet un d'Steierverwaltungen, un d'Justiz, mä awer u sech fir iwwer Drëttpersoune selbstverständlech de Secret professionnel weider ze spillen huet! Et ass also net esou, dass komplett eigentlech do alles géif opgebrach ginn. An ech gesinn och net, wéi iwwerhaapt e Commerce kéint bestoen, egal wéi en ausgesäit, wann een dat wéilt an engem gliesenen Haus praktesch maachen.

Wat mer Suerge mécht, dat ass sécherlech, dass, wann een d'Diskussioun elo verfollegt, wéi se momentan an eenzelne Länner zu deenen dote Froe gefouert gëtt, wou eng regelrecht, bon, Hysterie bal sech breetmécht an deenen dote Froen, do de Risiko bleift, dass op d'laang Weil, deemno wéi wäit dass een dat dote spaant, de Prinzip vun der „libre circulation des capitaux", wat ee vun de Grondprinzipien nieft der libre Circulation vun de Servicer respektiv vun de Persounen ass, dass dee fundamental a Fro gestallt gëtt, d'Gefor also, dass no an no praktesch duerch e kollektiivt Virgoen et zu enger Renationaliséierung och vum Finanzsecteur an Europa kënnt.

An dat mécht d'Iddi vun Europa, mécht d'Iddi och vun engem europäesche Bannemaart eigentlech futti, obwuel et virgëtt, en eigentlech ze stäerken. An dat ass, mengen ech, eng Fro, wou mer immens mussen oppassen, a wat fir eng Richtung schlussendlech, oft ënnert dem Androck vun eenzelne Fait-diversen, déi doten Diskussioun weidergefouert gëtt.

D'Noutwendegkeet, weider um internationalen Image vu Lëtzebuerg ze schaffen als Wirtschaftsstanduert, mengen ech, huet sech och ganz kloer erginn an där heiter Diskussioun, bestätegt eigentlech duerch déi Impressiounen, déi een huet, bei all deene sporadeschen, orchestréierten Attacken oft, déi géint Lëtzebuerg an d'Finanzplaz Lëtzebuerg lafen. Also wichteg, och weider do eng Sisyphusaarbecht ze maachen, fir den Image vu Lëtzebuerg no baussen, wéi gesot, och als Wirtschaftsstanduert insgesamt, fir dee weider ze schäerfen, well dat och eng immens wichteg Froestellung schlussendlech fir eis ass.

D'Stäerkt, mengen ech, vu Lëtzebuerg an deem dote Beräich, wéi a villen anere Beräicher, bleift eng grouss Flexibilitéit, eng grouss Reaktivitéit och op d'Entwécklungen, déi sech international maachen an deem dote Segment vun der Wirtschaft: schnell Reaktioun, och en direkt Zesummespill eigentlech tëschent de Wirtschaftsacteuren an tëschent de politeschen Acteuren, fir och schnell bei Ännerungen de reglementaresche Kader esou schnell wéi méiglech ëmzeänneren, fir dass sech déi Aktivitéit hei ka weider entwéckelen. Ech mengen, am Rapport vun 2009 geet vum „first-mover" Rieds, dee mer weider mussen a ganz ville Beräicher och op der Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg spillen.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, dass d'Steierpolitik berechenbar bleift. Dat wëllt net heeschen, dass d'Steierpolitik, d'Steierlandschaft net däerft verännert ginn. Berechenbarkeet heescht - an ech mengen, eise franséischen Noper ass amgaangen, do an eng immens Fal eranzerutschen, déi e sech selwer gesat huet -, Steierberechenbarkeet heescht net, dass net däerft och emol eng Steier - och fir Betriber - eropgoen, dat ass zumindest d'Positioun vun eiser Partei, mä heescht awer, dass een net all Joers kann erëm bal Ännerungen an deem engen Eck, bal Ännerungen an deem aneren Eck maachen. An da kënnt d'Impressioun op: „Majo, wat maache se dann d'nächst Joer? Si hunn elo gesot, et wär eriwwer, mä mir gleewen deenen net méi!"

Et ass also wichteg, dass een dat geziilt mécht, an dofir si mir ganz kloer - net eréischt zënter elo engem Dag, mä scho méi laang - fir eng grouss Steierreform, dass mer eise ganze System eng Kéier kucken an da wa méiglech awer och dee System net méi an deene Joren drop direkt erëm eng Kéier bal op deem enge bal op deem anere Punkt änneren! Mä dass mer wierklech eis Zäit huelen, fir ze kucken, ob déi Grondparameteren nach stëmme vun der Besteierung op där enger Säit vun der Aarbecht, vun der Besteierung vum Akommes, dem allgemengen, der Besteierung vum Besëtz, dass all déi Froe matenee klappen, d'Besteierung vu Privatpersounen, d'Besteierung vu Betriber, dass een nach eng Kéier iwwerpréift eigentlech, ob dee System do u sech kohärent ass, ob e gerecht ass oder zumindest als gerecht kann emfonnt ginn.

An deementspriechend, mengen ech, sti mir och hannert där Ausso, déi gemaach ginn ass, dass all Viraarbechte solle geleescht ginn, fir kënnen eng Steierreform ze maachen.

An, Här Statsminister, ech wär frou, wa mer eis och do kéinten eens ginn, dass - well ech mengen, et ass jo eng Fro, wou all Parteie sech och bei dëse Wahle wäerte musse positionéieren, a relativ konkret - dann och vu Regierungssäit a vun Administratiounssäit alle Parteien och géifen d'Donnéeën zur Verfügung gestallt ginn, och méi am Detail, fir dass si kënnen och bei sech selwer déi dote Viraarbecht leeschten, fir mat méiglechst konkreten an och ëmsetzbare Propositiounen ze kommen.

Ech mengen, dat wär am Sënn vun der Allgemengheet, vu jiddwerengem, wann een iwwert déi dote Virbereedungsaarbecht, déi selbstverständlech ënnert der Regie vun dëser Regierung ka lafen, och d'Méiglechkeet alle Forceviven géif ginn, eigentlech sech hir eegen Iddien ze maachen, hir eege Rechemodeller kënnen ze entwéckelen iwwert déi dote Steierreform, wou selbstverständlech och Gewiicht hunn indirekt, direkt Steieren a wou d'TVA an deem Ganze matspillt.

Frou, mengen ech, si mer och driwwer, dass d'Regierung och vläicht nach méi däitlech wéi jee eigentlech sech bekannt huet zu Industrie, zur Industrie hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn en traditionellt Industrieland.

Ech sinn ëmmer paff, wann ee mat Auslänner diskutéiert, déi e bësse méi jonk sinn - dat kënnt mer dann och alt emol vir, wann een e bëssen ufänkt, méi an de fortgeschrattenen Alter ze kommen -, dass déi awer keng blass Ahnung hunn, dass et eng Stolindustrie nach zu Lëtzebuerg gëtt an dass emol bis an d'80er Joren eran déi Stolindustrie eng vun deene performantsten a stäerkste Stolindustrien hei an Europa war.

Ech sinn der Meenung, dass e Land, wat net méi Gidder produzéiert, en aarmt Land eigentlech ass. Mir kënnen eis net eleng op Déngschtleeschtungen opbauen, esou wichteg déi och sinn. An dofir ass et wichteg, dass d'Regierung do e politeschen Akzent gesat huet, andeem se eng Instanz geschafen huet, fir mat Iddien och deen doten Effort ze begleeden, an och selbstverständlech - a mir komme jo an deenen nächste Wochen an déi Debatt hei eran iwwert d'Wettbewerbsfäegkeet vu Lëtzebuerg - wäerte mer eis och speziell musse mat deem Volet vun der Industrie beschäftegen.

Eng lescht Iwwerleeung wollt ech maachen, an ech mengen, ech sinn deen Eenzegen, deen dat Wuert elo an de Mond hëlt - entschéllegt mech derfir: Strategie „Europa 2020". Well eigentlech sollt jo dës Debatt och eng Virbereedung si ronderëm dee Programme national de réforme, deen d'Regierung jo zäitgläich muss mam Pacte de stabilité un déi europäesch Instanze weiderreechen, wou mer och, mengen ech, derfir musse suergen, dass mer déi zwou Saachen zesummebehalen, och hei zesummen traitéieren, well dat Finanziellt an dat Inhaltlecht, dat geet mateneen, obwuel beim Plan national de réforme och e gudden Deel Finanzen eigentlech schonn eleng mat dran ass.

Fir nach eng Kéier ze ënnersträichen: Et huet een heiansdo den Androck, wann een d'Leit héiert: il n'y a qu'à..., wa mir hei zu Lëtzebuerg eppes Grousses géifen décidéieren, da wär d'Welt hei zu Lëtzebuerg ganz anescht. Esou dass mir schonn eng gewësse Marge de manœuvre zu Lëtzebuerg hunn an d'Décisiounen, déi een national geholl huet, sécherlech och an eenzelne Beräicher e moossbaren Impakt hunn, mä dass awer nach wie vor an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat en Exportland ass, wat also international opgestallt ass, selbstverständlech europäesch Strategien, international Strategien essenziell sinn eigentlech, fir virunzekommen. An dofir ass et wichteg, dass all déi Efforten, déi mir maachen, dass déi och konform sinn a sech aschreiwen an eng gemeinsam europäesch Strategie fir méi Wuesstum a Beschäftegung, wat eigentlech déi Strategie „Europa 2020" sollt sinn.

Mä en intelligente Wuesstum, en nohaltege Wuesstum an en inklusive Wuesstum, also d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet respektiv vun der Aarmut si feste Bestanddeel eigentlech vun där doter Strategie. An do gëtt et och Indicateuren, Indicateure pro Land, an do ginn och d'Fortschrëtter gemooss, Joer fir Joer, vun alle Memberstate vun der Europäescher Unioun. An do gesäit een, dass fir Lëtzebuerg dat en duerchwuessent Bild ass, wéi fir déi meescht Länner dat en duerchwuessent Bild ass.

Et sinn eng Rei vun Indicateuren, wou mer ganz gutt dostinn, effektiv duerch déi Efforten, déi gemaach gi sinn. An der Recherche, der Entwécklung si mer do eigentlech an enger positiver Tendenz, ouni d'Ennziler natierlech schonn erreecht ze hunn. Dat gëllt och fir d'Décrocheuren an eisem Bildungswiesen, wou mer do eigentlech eist Zil erreecht hunn. Dat ass en Erfolleg sécherlech och vun der Schoul- a vun der Ausbildungspolitik. Mer wëssen awer och, dass mer beim Taux d'emploi eigentlech keng Fortschrëtter gemaach hunn an de leschte Joren, dass mer och am Energieberäich nach mussen Efforten hei zu Lëtzebuerg maachen.

Investissementer an Zukunftsfelder, besonnesch also och do, wou Aarbechtsplazen duerno kënne geschafe ginn, si wichteg. Mir si frou, mengen ech, dass d'Iddi opgegraff ginn ass vun engem Future Fund, eng Iddi, déi mer och schonn hei bei Debatten mat an d'Diskussioun erabruecht hunn. Ech mengen, dass d'Regierung wahrscheinlech och wäert bei hirer Positioun bleiwen. Et wär net schlecht, wann déi Dividend, déi elo um Niveau vun der BNP Banque Générale diskutéiert ginn ass, wann déi Suen och géifen an dee Future Fund do erafléissen. Wichteg ass et, dass also eng Rei vun exzeptionellen Akommessen duerchaus kënne benotzt ginn, fir d'Fongen opzestocken an ënner anerem och de Future Fund opzestocken.

Ech kann do déi Kritik vum Här Bausch net ganz deelen, dee mécht, wéi wann elo an Zäiten, wou effektiv d'Finanzsituatioun an d'Iwwerschëss am Budget ganz anerer ware wéi déi, déi mer déi lescht Jore kannt hunn, eigentlech guer näischt op d'Säit geluecht gi wär, all déi Sue praktesch verpolvert gi wären. Et sinn - wann ech mech nach kann an ale Lëtzebuerger Frangen ausdrécken, et war jo nach oft d'Zäit vum Lëtzebuerger Frang - et sinn, all Joers alt, Milliarde Suen eigentlech net an e Spezialfong direkt gesat ginn, dee Future Fund geheescht huet,...

(Interruption)

...mä awer an déi ganz vill divers Investitiounsfonge vum Stat gesat ginn.

A mir waren och, nach bis elo si mer eigentlech nach relativ frou gewiescht, dass do eigentlech nach zum Deel, an eenzelne Fongen zumindest, nach eng ganz Rëtsch vu Sue geparkt waren aus deene gudde Joren, déi mer elo kënnen eigentlech och benotzen, fir u sech d'Investissementer an deenen eenzelne Fongen ze maachen. Och wa selbstverständlech d'Avoire vun de Fongen tendenziell erofgaange sinn an deene leschte Joren, bleiwe se awer nach op engem akzeptabelen Niveau.

Et ass also net esou, dass eigentlech déi lescht Joren einfach nëmme vun der Hand an de Mond gelieft gi wär, mä et ass schonn derfir gesuergt ginn, dass a Spezialfongen eng ganz Rëtsch vu Sue geparkt gi sinn.

Wichteg schéngt mer ze sinn, dass mer et fäerdegbréngen - dës Debatt ass vläicht e weidere Schratt doranner -, fir d'Leit och matzehuelen op dee Wee, fir „Lëtzebuerg 2020" ze gestalten am Kader vun engem „Europa 2020". Dofir wär ech frou - d'Diskussioun, weess ech, ass op Regierungsniveau gefouert ginn -, wann echt géif, seriö géif dru geduecht ginn, fir elo, wann deen öffentlechen Emprunt am Dezember 2013 ofleeft, vun zwou Milliarden, fir och beim nächsten Emprunt deen och öffentlech ze maachen, an net eleng un d'Investisseurs institutionnels eigentlech erunzegoen, fir och do eigentlech d'Leit mat an d'Boot ze huelen iwwert deen dote Wee bei deem grousse Schantjen, dee mer weider amgaange sinn, hei ze maachen.

De Premier huet selwer gesot, entgéint deem vun där enger oder anerer Ried aus der Vergaangenheet war dëst Joer seng Ried keng vu Blutt, Tréinen a Schweess. Mä et war awer och keng „Friede-Freude-Eierkuchen-Deklaratioun", déi en hei gemaach huet. Et war, mengen ech, eng ausgewoen, eng realistesch, eng éierlech Aschätzung vun der Situatioun, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn, an et ass an deem Sënn, wou mer weider wëllen an deem leschte Fënneftel vun dëser Mandatsperiod weiderschaffen, fir déi doten Ziler ze erreechen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry, an als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Den Här Statsminister huet a senger Interventioun ganz vill Saache gesot, mat deenen ee kann averstane sinn: D'Regéieren ass schwéier ginn. D'öffentlech Finanze wackelen. De wirtschaftleche Wuesstum bleift phlegmatesch. Mir mussen an de Joren 2014, 2015 an 2016 weider konsolidéieren. Et kann een d'Fonctiounskäschte vum Stat weider drosselen. Den Niveau vun eiser öffentlecher Schold beweegt sech an déi falsch Richtung. Mir hunn net genuch Courage fir d'Zukunft. D'Betribsbesteierung soll een net no uewen upassen an d'Cotisatiounen, déi op de Betriber leien, bis 2016 stabiliséieren.

Dat sinn eng etlech Aussoen, mengen ech, déi scho weisen, datt een eng Situatioun richteg erkannt huet an datt een och verschidden Zilsetzunge fir d'Zukunft richteg wëllt aschätzen an duerchzéien. Mä op där anerer Säit muss een awer och soen, datt villes nach ze bestoe bleift, datt ganz vill Inconnuë sinn. Et muss een also no vir kucken a kucken, wéi een onst Land wirtschaftlech, finanziell no baussen duerstellt, wou mer nach Orientéierungen hunn, wuer mer ons nach kënnen dirigéieren a wou mer nach an där globaliséierter Welt an an där Krisewelt Marge-de-manœuvren hunn.

Wat d'Finanzen ugeet, do ass et evident, datt, wa gesot gëtt spueren, dann ass eng grouss Unanimitéit do, fir dat ze maachen, mä de Prinzip ass awer och: Spuere jo, mä beim Noper.

Déi zweet Saach, déi an der Debatt hei stoung, dat ass déi vun der Erhéijung vun der TVA. Et ass kloer, datt, wann een 2.600 Milliounen Euro am Budget huet, an dat géif och géint 2015 op 1.900 Milliounen erofgoen, datt déi 700 Millioune mussen opgefaange ginn. Mä wann een den Taux géif zum Beispill vu 15% op 18% héijen, wat héchtswahrscheinlech dat wäert sinn, wat an der Diskussioun herno och wäert erauskommen, da geet dat awer nach net duer.

Et muss een awer och kucken, datt een op anere Gebidder nach eng Marge de manœuvre huet. An déi ass elo schonn do, dat ass bei den Akzisen, well ee gesäit, datt mer do nach en Avantage hu par rapport zu Frankräich zum Beispill vu bal 40% oder 50%. Soulaang déi Marge de manœuvre bei 20% hei - den Tubak, den Alkohol an de Bensin -, 20% méi bëlleg ass, ass dat ëmmer attraktiv, fir hei zu Lëtzebuerg ze kafen. An da kann een also roueg d'Akzisen héijen an awer nach kompetitiv bleiwen.

Wat d'wirtschaftlech Kris, d'Eurokris mat sech bruecht huet, dat ass, datt villes muss iwwerduecht ginn. Wann de Wirtschaftskuch quasi gläich grouss bleift an de Risiko besteet, datt e méi kleng gëtt, da muss een nei Weeër sichen. Et goufen der e puer ugeschwat, et gëtt nach vill anerer. Dofir hu mer jo och festgehalen, datt mer mat dem Finanzminister, mat dem Wirtschaftsminister den nächste Mount sollen eng Debatt hei an der Chamber hunn iwwert déi zukünfteg Orientéierung vum Land an der finanzieller an och an der wirtschaftlecher Politik. Dofir wëll ech haut net weider dorop agoen.

Wat vill an der Debatt steet, ass natierlech den automateschen Informatiounsaustausch den 1. Januar 2015. Mir wëssen alleguerten, datt den Accord FATCA, déi amerikanesch Gesetzgebung, virgesäit, datt all Amerikaner, deen iergendwou an der Welt do ass, datt dee muss eng Steiererklärung do ofginn an datt d'Banke musse soen, wéi vill Avoir deen huet, an op all Virement, deen e mécht, 20% zréckhalen, wann et esou ass. Dat leeft schonn hei an de Lëtzebuerger Banken zënter e puer Joer. Jiddwereen, deen eng Ouverture de compte mécht, muss erklären, ob en Amerikaner ass oder net. Mä et ass kloer, datt nach eng etlech Ausféierungsbestëmmungen onkloer sinn, mä et geet awer an déi Richtung.

A wann een Amerika esou eppes zougesteet, dann ass et evident, datt och de Message erauskënnt, datt och déi aner europäesch Länner gären ähnlech gelagert wieren. Dofir ass et dann och zu där Deklaratioun komm. Dat Eenzegt, wat ech bedaueren, dat ass, datt de Finanzminister déi Deklaratioun gemaach huet just zu engem Zäitpunkt, wou et ëm d'Offshore-Leaks gaangen ass, an datt mer do also an eng Debatt komm sinn, wou ganz aner Prinzipien an der Diskussioun wore wéi deen, dee mer herno zréckbehalen hunn dobaussen am Public.

Dofir wier ech frou, wann hei géif kloer festgehale ginn, datt et just nuren hei ëm d'Direktiv Épargne geet, datt et just nuren hei ëm d'Zënserträg geet, an net ëm d'Dividenden, net ëm dat, wat bei Liewensversécherungen ausgeschott gëtt, an datt et och net ëm d'Verméigenssteier geet. Well dobaussen ass do bei ville Leit, bei ville Bierger, déi och Client hei si respektiv déi wëllen hei zu Lëtzebuerg Client ginn, eng Onsécherheet entstanen, an de Message muss ganz kloer sinn: Lëtzebuerg ass net Zypern, Lëtzebuerg gëtt net Zypern, mir wäerten ni an déi Situatioun kommen, datt ons Finanzen eng Hëllef vun Europa brauchen. A mir wëllen och kloer soen, datt d'Bankgeheimnis an deen Informatiounsaustausch nuren opgehuewe gi fir d'Zënsen (veuillez lire: datt nure fir d'Zënsen d'Bankgeheimnis opgehuewe gëtt an deen Informatiounsaustausch stattfënnt).

Mä ech wëll awer och e puer Punkten ufeieren, wou a mengen Aen nach Handlungsbedarf besteet vun dëser Regierung a wou ee méi kritesch muss domadder ëmgoen. Ech muss bedaueren zuéischt, datt déi Leit mat klengem a mëttlerem Akommes d'Kris vu Joer zu Joer méi staark ze spiere kréien an hiert Nettoakommes kontinuéierlech erofgeet, an dat trotz Index an trotz Mindestlounerhéijung.

D'Steiertabell gëtt net ugepasst. De Forfait fir Déplacementer, deen éischte wéinstens, gëtt ofgeschaaft, d'Solidaritéitssteier gëtt vu 4% op 7% eropgesat. Dat heescht, datt eng Politik gedriwwe ginn ass, wou ee mat där enger Hand eppes ginn huet a mat där anerer Hand nees ewechgeholl huet.

Dat féiert dann och dozou, datt d'Betriber awer dat, wat ee mat enger Hand muss ginn, datt se dat voll ze droe kréien, an dat wierkt sech negativ op de Chômage aus.

Ech ginn e Beispill: De Mindestloun ass 2013, also op den 1. Januar, ëm 1,5% gehéicht ginn. Am Dezember 2012 wor de Mindestloun 1.846,51 Euro an en ass dunn am Januar op 1.874,19 Euro eropgaangen. Den Netto wor bei 1.558,08 Euro, an deen ass dann dunn op 1.571,70 Euro eropgaangen. Dat ass e Plus net vun 1,5%, mä 0,87%. Woufir? Well e gudden Deel vun deene Sue vun de Steieren ewechgeholl ginn ass.

An dobäi muss een dat dann a Verglach setze mam RMG. Den RMG, dat sinn 1.283 Euro an da kommen nach 384,97 Euro Immunisatioun derbäi, esou datt dat 1.668,27 Euro mécht. An anere Wierder, et ass kloer, datt, wann eng Persoun de Choix huet, fir fir de Mindestloun schaffen ze goen oder fir den RMG ze huelen, huet e reng vum Finanziellen aus en décken Intérêt, fir nëmmen den RMG ze huelen an nëmmen net schaffen ze goen. Dat ass eppes, wat net gutt ass. Dat ass eppes, wat ongesond ass. Dat ass eppes, wat muss geännert ginn! An dat ass natierlech fir de Jonggesell geduecht, wou hien dann déi Chifferen hei zur Verfügung huet. An hei ass eppes, wat muss geännert ginn.

Beim qualifizéierte Mindestloun, do ass et esou gewiescht, deen ass vun 2.215,81 Euro op 2.249,03 eropgaangen, dat waren also och déi 1,50%, mä am Netto ass en nëmmen ëm 0,71% eropgaangen, well do och een Deel iwwert d'Steieren ewechgeholl ginn ass. An ech mengen, do muss eng Reaktioun kommen. Et kann net esou sinn, datt déi Leit, déi just mam Mindestloun sinn oder mam qualifizéierte Mindestloun sinn, datt déi just hei d'Leidtragend gi vun enger Steierpolitik, déi net sozial gerecht ass!

An ech géif dofir d'Propositioun maachen, fir de Salariatssteierkredit an de Pensiounssteierkredit, dat ass deeselwechte Montant, vu 25 Euro de Mount eropzesetzen. Ech mengen, dat wier eng Missioun, déi kënnt ee roueg fir de Budget vum nächste Joer virgesinn, fir datt mer nees en Équiliber kréien, eng Attraktivitéit kréien, fir datt d'Leit nees schaffe ginn zum Mindestloun oder zum qualifizéierte Mindestloun par rapport zum RMG, dee jo och nach vill aner finanziell Avantagen huet.

Da muss een och soen, an do war ech mam Här Statsminister e bëssen erstaunt, wéi e gesot huet, datt de Revenu disponible vun de Ménagen ëm 1,3% eropgaangen ass. Wann ech d'Berechnungen huelen hei vun engem Gehalt vu 5.539,33 Euro, do muss een da feststellen, datt trotz Index an esou weider an no der Steiererhéijung, de Revenu netto ëm 1,26% erofgaangen ass, wat also och bedeit, datt déi Steierreform, déi virgeholl ginn ass, awer ganz staark zu Buch schléit an dat bei enger Inflatioun vun 3%. Et ass kloer, datt do vill Leit elo mat Engpäss ze rechnen hunn.

An duerfir ass et richteg, datt ee soll iwwer eng Steierreform nodenken, fir déi...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- ...méi einfach ze maachen, fir déi méi sozial gerecht ze maachen.

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Der, datt den Här Urbany Iech eng Fro stellt?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wollt den Här Henckes froen, wat e vum bedéngungslose Grondakommes hält.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech mengen, wat een als Grondakommes ugesäit, dat ass jo den RMG. An et geet also do drëm, datt déi Leit, déi schaffen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass jo awer net bedéngungslos!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- ...op datselwecht erauskommen, plus e Bonus, well se schaffen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass jo awer net e bedéngungslost Akommes, den RMG. Et muss ee jo verfügbar sinn, fir ze schaffen. Ech mengen, wat dem Här Henckes (veuillez lire: dem Här Colombera) seng Fuerderung...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- An nach vill aner Konditiounen erfëllen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dem Här Henckes (veuillez lire: Dem Här Colombera) seng Fuerderung. Ech wéisst gär konkret, wat Dir dovunner haalt. Dir sidd jo an enger Sensibilité politique, ech wéisst gär, wat Dir dovunner haalt.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech mengen, also ech wëll just soen, dat ass, datt mer en Akommes hunn, wou d'Aarbecht sech muss lounen. An dofir hunn ech jo och kloer gesot, datt mer musse bei deene Persounen, déi fir de Mindestloun schaffen, datt mer do eng gréisser Attraktivitéit mussen iwwert de Steierwee erbäiféieren.

An do geet et och drëm, datt ee muss natierlech déi ganz Steiergesetzgebung iwwerkucken, se méi einfach maachen an dat... Do hat ech schonn eng Kéier virun e puer Joer esou Propositioune schréftlech un den Här Statsminister weidergeleet. Ech mengen, datt ech och bei deene bleiwen, well et geet hei zu Lëtzebuerg gutt, fir dat méi einfach ze maachen a fir et méi sozial gerecht ze maachen. A fir deen Ablack och ze kucken, datt een d'Berechnungen, déi ee muss maachen, wann een de Budget opstellt, besser iwwert de Wee kritt, wann een zum Beispill Steierkreditter hëlt statt Abattementen.

Den zweete Punkt, ob deen ech wollt nach agoen, ass dee vum Chômage. Hei wollt ech just nëmmen eng Fro un den Här Aarbechtsminister stellen, dat ass, ob en d'Chômage-Initiativen „OPE" an „Proaktiv", ob en déi net eventuell wéilt zesummendinn, an ob e se net eventuell wéilt der ADEM ënnerstellen, fir datt mer do eng ganz Kontroll a méi effikass Gestioun kéinte maachen.

Dann och un den Här Aarbechtsminister. Mir gesinn, datt ganz vill Aarbechtsplazen nach hei am Land geschafe ginn, an dovunner ass e gudden Deel, dee geschitt iwwert de Portage salarial. Mir hunn eng etlech Betriber hei am Land, déi maachen däers, déi organiséieren dat weltwäit. Just, datt déi Leit, déi hei dann offiziell eng Aarbechtsplaz kréien, déi wësse knapps, wou Lëtzebuerg läit! Mä et gëtt awer vu ganz villen Dispositioune getraff, an dat baséiert alles op zwee Règlements européens vun 2004 an 2009. An ech mengen, do wier et och gutt, wa mer dat eng Kéier géifen, grad wéi am Frankräich, juristesch begleeden, fir datt een eng besser Transparenz doriwwer géif kréien.

Den drëtte Punkt sinn d'Pensiounen. Ech mengen, wann ee gesäit, datt d'Dépensen an der Fonction publique all Joers bal, bei de Pensiounen, ëm 30 Milliounen Euro steigen an eng Tendenz steigend, da wier et awer normal, datt een och géif kucken, grad wéi am private Secteur, wéi vill dann déi Pensiounen an den nächste Jore géife kaschten.

Ech hunn do zwou Questions parlementaires gestallt, eng un de Minister vun der Sécurité sociale an eng un de Minister vun der Fonction publique. Déi béid Ministeren hu mer geäntwert, datt et keng actuariell Etüde gëtt, an datt se net wëssen, mat Ausnahm vun deem, wat et d'nächst Joer géif kaschten, wat d'Pensiounen am öffentleche Secteur géifen an Zukunft kaschten. An ech mengen, dat ass eppes, wou eng grouss Lacune ass a wou d'Regierung gefuerdert ass, wéinstens esou eng Étude actuarielle ze bestellen.

An deem Kontext wëll ech awer och soen, datt ech e bësse bedaueren, wann ons Kolleege vun der DP déi ganzen Zäit den Ajustement hei a Fro stellen. Mä si waren et jo awer, notamment hire Minister, deen déi gutt Reform vun de Pensiounen duerchgesat huet, an elo schénge se déi awer a Fro ze stellen. Ech géif awer hei wierklech bieden, fir de Kolleeg Wagner net esou blousszestellen. En huet do ganz gutt Décisioune geholl, déi mer jo och alleguerten hei unanime an der Chamber...

(Brouhaha général)

...matgestëmmt hunn.

Eng Strukturreform am öffentlechen Déngscht. Do soen ech och, datt dat néideg ass, mä et gëtt natierlech vill iwwert d'Modalitéiten diskutéiert. Ech wëll just nëmmen eng Iddi uginn, wou ganz vill dobaussen driwwer diskutéiert gëtt, dat ass bei de Schoulmeeschteren, déi dausend Euro de Mount bäikrute virun de leschte Wahlen, mä déi mat 45, 50 a 55 Joer nach „Gaga-Stonnen" hunn, déi dann duerch Chargés de cours mussen ersat ginn. An dobäi kréie se déi „Gaga-Stonnen"... verdénge se dann 8.459 Euro de Mount. Ech mengen, do misst et dach och emol méiglech sinn, datt een esou Saachen ofschaaft. An datt een do déi Leit, déi bei der Police a bei der Déngen, déi hätte jo och „Gaga-Stonnen" zegutt, oder soss Leit, déi an de Klinike schaffen, hätte jo och „Gaga-Stonnen" zegutt. Ech mengen, hei ass eppes, wou en Handlungsbedarf besteet, datt een esou Dispositiounen aus de Gesetzgebungen eraushëlt.

Ech mengen, et bleiwen nach vill Saachen ze soen. Ech wollt just nach eng uginn, dat ass de Logement. Mir hunn eng Commission du Logement hei an der Chamber, déi iwwert d'Jore ganz vill diskutéiert huet, wou ganz vill Auditioune gemaach gi sinn, a wou ech wierklech frou wier, wa mer an der Kommissioun kéinten eng Kéier zu Schlussfolgerunge kommen, an datt mer deen Ablack zesumme mam Minister vum Logement dann och kéinten déi néideg Gesetzgebungen hunn.

Mä ech weess, et ass heiansdo ganz schwéier. Zum Beispill, wann ee soll e Gesetz schafen, wou ee seet, wat e Meter carré vu Surface habitable ass. Wann een da gesäit, datt dräi Ministèren net eens ginn, fir erauszefannen, wat e Meter carré ass, an datt dat dräi Joer laang dauert, da wéilt ech wierklech elo den Här Statsminister bieden, fir eng Kéier déi dräi do zesummenzebréngen, fir ze kucken, e Machtwort ze schwätzen, datt deen aarme Logementsminister et fäerdegbréngt, fir eng Kéier hei an der Chamber e Gesetz eranzebréngen, wat ee Meter carré Surface habitable wier.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här Henckes, Är Gaga-Stonn geet un.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat gesot, mengen ech, datt mer als Konklusioun kënne festhalen, datt onst Land wirtschaftlech a finanziell a schwéieren Zäite lieft, datt mer Handlungsbedarf mussen hunn, an datt mer elo dat Virwahljoer awer sollen dofir notzen, fir eng etlech Décisiounen ze huelen a fir net alles nëmmen op déi nächst Regierung ofzetippen. Ech mengen, dat wier garantéiert de falsche Wee.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes, an elo kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat de President vun der Chamber an anerer drop opmierksam gemaach, dass ech ëm hallwer fënnef misst an d'Ausland fueren. Dofir war ech iwwerrascht, ech mengen, et gëtt och soss kee Parlament, wou dat geschitt, dass hei ëm hallwer zwielef eng Kéier déif Loft geholl gëtt an dann eréischt ëm zwou Auer virugefuer gëtt. Am Ausland geschitt dat, wann de Parlamentspresident en Häerzinfarkt kritt. Hei huet e kee kritt. An ech verstinn net, firwat dass ëm hallwer zwielef hei opgehale gëtt ze schaffen. Dat mécht engem onwahrscheinlech Problemer fir de Rescht vum Dag.

An dofir kann ech leider net, obschonns ech extrem Loscht hätt, fir dat ze maachen, op alleguer déi Froen agoen, déi hei gestallt gi sinn. Eleng de Kolleeg Meisch huet der 24 gestallt, wat weist, dass hien eng gutt preparéiert Ried hat an dass e fläisseg dat virbruecht huet. An ech hu mer dat och schéin opgeschriwwen: Lénks seng Fro, rechts, wat dorop ze äntwerten ass. Dir gesitt, et ass iwwerall eppes drop ze äntwerten, mä leider Gottes kann ech dat hei net aus Zäitgrënn virdroen. Sauf fir op e puer Punkten anzegoen, déi souwuel beim Kolleeg Meisch, wéi beim Kolleeg Bausch, wéi och bei deenen aneren op d'Tapéit komm sinn.

An dat éischt Themefeld, wat ech net wëll ofklapperen an och net beliichten, well esou vill Luucht hunn ech de Moment net méi, dat betrëfft de Budget. Et besteet een allgemenge Konsens driwwer, dass mer ee Problem mat der wuessender Statsschold hunn. Et besteet en allgemenge Konsens driwwer, dass mer e wuessende Problem mat deene jährlechen Defiziter hunn, déi sech reproduzéieren. Et besteet och - mä haut ass dat net esou duerchgedrong - een allgemenge Konsens driwwer, dass mer mat deem Konsolidéierungseffort solle virufueren, dass deen net nëmmen aus Steiererhéijunge ka bestoen, mä och aus Spuermoossname bestoen.

An déi lescht Wochen, wann ech gelies hunn, wat gesot ginn ass, ass virdru gewarnt ginn, et elo mam Spueren net ze iwwerdreiwen. E puer Pressekonferenzen hunn ech héieren, net vun de Majoritéitsparteien, déi dat gesot hunn. Ech hunn ee Fraktiounschef héiere soen, et misst esou ëm déi 250 Milliounen och d'nächst Joer gespuert a konsolidéiert ginn. Dat ass genau déi Zuel, déi ech hei genannt hunn. Well ech lauschteren der Oppositioun jo net nëmmen no, wa mer hei an der Chamber sinn, mä ech kucken och, wat esou tëschent de Joren an am Joer gesot gëtt.

An duerfir hunn ech fonnt, dass et richteg wier, an dat ass och eng Orientatioun, déi d'europäesch Politik ëmmer kritt, dass ee sech matten an der Kris, wou Europa an der Rezessioun ass a wou mir kaum wuessen, muss ganz genau iwwerleeën, wat fir Spuermoossnamen dass een zur Applikatioun komme léisst a wéini dass een déi zur Applikatioun komme léisst. An ech si no wéi vir der Meenung, an dat waren och meng lescht Wierker am Eurogroup, dass een deene Länner, déi Schwieregkeeten hunn, méi eng laang Zäit fir d'Upassung muss ginn, an dass een aner Länner net an ähnlech geaarte Schwieregkeetsgewässer dierf doduerch erandreiwen, dass een op der falscher Plaz zum falsche Moment, nämlech ze fréi, zu Aspuerunge kënnt, déi mëttelfristeg d'Positiounen an d'Situatioune vun de Länner éischter kéinte verschlechtere wéi verbesseren.

An duerfir ass dat, wat mer hei maachen, eppes, wat eigentlech een allgemenge Konsens reflétéiert, wat ekonomesch sachgerecht ass, wat konjunkturgerecht ass an deem Sënn, dass dat zum momentane Stadium vum Konjunkturzyklus passt. An duerfir sinn ech eigentlech op deem Deel vun der Debatt ganz zefridden, à moins dass ech se elo géif total falsch interpretéieren, wat jo awer net ka sinn, well ech hu mer jo alles opgeschriwwe gehat an deene leschte Wochen an och während den Debatte vun haut.

Den Här Bausch, deen huet hei, an dofir entschëllegen ech mech och, aus engem Wahlprogramm virgelies, mä ech sinn ze spéit komm an du hunn ech net richteg héieren, wat e virgelies huet. An ech mengen, dat war dee vun der CSV. An dofir wollt ech Iech emol liesen, wat do drasteet. Mä dat hutt Dir wahrscheinlech virgelies, mä ech hu just héieren, dass Dir aus deem Programm virgelies hutt, mä ech weess net, wat Dir do virgelies hutt.

Do steet dran: „Unser Wahlprogramm steht im Zeichen der weltweiten Finanz- und Wirtschaftskrise. Die nächsten Jahre werden keine einfachen werden. Es wird Jahre dauern, bevor sich die Wirtschaft wieder auf nachhaltigem Wachstumskurs befinden wird. Die Politik der nächsten Jahre wird dem wirtschaftlichen Abschwung und den daraus entstehenden strukturellen Veränderungen in allen Beziehungen Rechnung tragen müssen. Weil der Staat in den nächsten beiden Jahren die Konjunktur mit Haushaltsmitteln stützen muss, wird es zu ansteigenden Budgetdefiziten kommen. Eine nachhaltige Finanzpolitik darf die Defizitausweitung aber nicht als Normalfall akzeptieren. Sie muss in der zweiten Hälfte der kommenden Legislaturperiode den Defizitabbau gezielt angehen, damit Luxemburg schnellstmöglich wieder über ausgeglichene Staatsfinanzen verfügt. Dieses Ziel wird ohne strikte Ausgabendisziplin nicht zu erreichen sein. Deshalb muss die Ausgabenpriorität den öffentlichen Investitionen dienen. Deshalb wird es keine kostenintensive Gehälterreform im öffentlichen Dienst geben können. Deshalb müssen die Anfangsgehälter für Neuanfänger bei Staat und Gemeinden abgesenkt werden."

An der Erklärung zu der Lag vun der Natioun am Mee 2009 hunn ech gesot, de Budget, de Budgetsdefizit, global Stat géif 1,9% ginn. Ech hunn also, am Wahlkampf, gesot, dass mer bal

2% Budgetsdefizit géife kréien. Wéi dat Joer 2009 eriwwer war, hate mer 0,9% Defizit, also méi wéi zweemol manner! Fir da pausenlos ze soen, hei wier eng Partei an d'Wahle gezunn an hätt de Leit en X fir en U virgemaach, dat ass strikt falsch! Ech hu mech elo, ech hat elo just op den Här Gibéryen gekuckt...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn et elo emol haut eng Kéier net gesot gehat.

(Hilarité générale)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo. Majo, Dir hat jo... Den Här Bodry huet lech dat...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et schéngt, wéi wann dat lech getraff hätt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, Jo. Den Här Bodry... Jo, mä Dir sot awer genuch um Radio an op der Televisioun, soufern wéi Dir drop kommt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat gesitt Dir wäit viraus!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen. Ech kommen nach do drop. Jiddefalls hat ech mech gëiert beim Budget...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Bodry huet nach aner falsch Saache gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hat mech gëiert beim Budgetsdefizit fir d'Joer 2009, ech hat en zweemol méi héich ugekënnegt fir d'Wahljoer, wéi en effektiv ginn ass. An dofir kann een net hei Spiichten erzielen oder eng Kéier net erzielen, je nodeem, mat wat fir enger Versioun - den Här Bodry huet lech dat jo methodologesch hei erkläert - dass ee grad hantéiert. An dofir muss een d'Wahlprogrammer ganz liesen. Am Wahlprogramm vun der CSV steet allerdéngs net, wat...

(Interruption)

Also, wann Der och elo nach... Da sot mer et léiwer direkt, well ech kann net bleiwen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, neen, ech muss dat nach.... Schwätzt Dir virun.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, mä ech verhalen, wat ech wëll soen. Sot mer et direkt, da brauche mer herno net nach eng Kéier unzefänken.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Majo, Här President, et verwonnert mech, den Här Statsminister huet sech elo grad hei opgereegt, datt e keng Zäit huet, fir op déi Froen ze äntwerten, déi gestallt sinn. Mä en äntwert op Froen, déi iwwerhaapt net gestallt gi sinn!

(Hilarité)

Da géif ech lech recommandéieren, emol déi Froen ze beäntwerten, déi gestallt gi sinn. A wann Der dann och nach Loscht hätt, kënnt Der och nach op Saachen äntwerten, wou Der mengt, déi hätte kënne gestallt ginn.

(Hilarité)

Oder wou eng Kéier ee géif eng Äusserung maachen. An da sot Der, den Här Bodry hätt dat gutt vermierkt. An ech hunn elo grad nogerechent, ech hunn nämlech gekuckt, d'Iwwerschëss vun de Gemengen: vu Fréiseng...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dir hutt dem Här Bodry...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...Diddeleng, Beetebuerg, Réiser, Hesper, Weiler a Mondorf. A vun deene néng Gemengen ass d'Gemeng Diddeleng, déi dat lescht an dat schlechtste finanzpolitescht Resultat huet!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et geet ëm d'Schold! Et geet ëm d'Schold!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, mä d'Schold ass bezuelt. Et muss ee kucken, wat een nach Rescht huet a sengem ordinäre Budget.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Är Schold ass net bezuelt!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann d'Schold bezuelt ass, wat een dann nach Rescht huet. Dann huet Diddeleng nach ganzer 10% Rescht...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Hei, mir maachen elo hei keng, Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...an dann ass Diddeleng, vun all deene Gemengen, déi ech gekuckt hunn, ass Diddeleng déi mat der schlechtster Finanzsituatioun. Dofir, Här Bodry, wann een am Glashaus sëtzt, schéisst net mat Steng, well Dir schéisst lech voll an d'Gesiicht!

M. le Président.- Sou, elo...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Fréiseng ass déi héchstverschëlteste Gemeng a ganz Lëtzebuerg gewiescht!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat spillt keng Roll. Mir bezuelen dat zréck.

(Brouhaha général)

Mir sinn net déi héchstverschëlte Gemeng! Mir bezuelen eis Schold zréck an dann hu mer nach méi Iwwerschoss am ordinäre Budget wéi d'Gemeng Diddeleng, prozentual gesinn.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir hutt méi Suen ausginn, wéi Dir der hat!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat huet dem Stat seng Schold...

M. le Président.- Déi Diskussioun, wann lech gelift, neen, Här Gibéryen, Här Bodry!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Bodry huet mech provozéiert.

M. le Président.- Da gitt, da féiert Der déi Diskussioun virun der Dier oder...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann de Stat seng Schold zréckbezilt, kënne mer driwwer schwätzen.

M. le Président.- Elo kritt de Premier d'Wuert an ech bieden lech, en elo net méi ze ënnerbriechen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech bewonnere mäin eegent Talent selwer! Well déi beschte Method, wann ee schlecht dru wier, fir erëm gutt drun ze ginn, ass derfir ze suergen, dass zwee anerer Sträit matenee kréien. An zu deem Zweck huet den Här Gibéryen mech och ënnerbrach.

(Hilarité)

An zu deem Zweck huet den Här Gibéryen mech och ënnerbrach, mä awer och fir ze soen, dass déi Fro, ob d'CSV gelunn hätt oder net virun de Wahlen, sech iwwerhaapt net stellt, well se nämlech net gelunn huet, an en huet dat elo agesinn, an duerfir huet en déi Fro och haut net méi gestallt, well en d'Äntwert…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Elo sot Der erëm eppes, wat ech net gesot hunn!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- …op déi Fro schonn e puermol kritt huet. A wann et lech emol am Liewe virkënnt, dass ee mengt, Dir hätt eppes gesot, wat Der net gesot hutt, da wësst Der elo emol, wéi vill Leit sech spieren, wann Dir iwwer si schwätzt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wollt dem Kolleeg Bausch soen, dass dee Luxembourg Future Fund, wou e mech gefrot huet: „Wéi gëtt deen dann dotéiert?", mat 120 Millioune vun der SNCI dotéiert gëtt a mat 30 Millioune vun aneren Actionnairen a Participanten, an déi Finanzéierung, esou wéi ech dat d'lescht Joer hei erkläert hat, déi ass geséchert.

Wat de Budget selwer ubelaangt, kommen ech op eppes zréck, wat de Kolleeg Bodry gesot huet. Do hat ech emol net dru geduecht, wann den Här Gibéryen en elo net un d'Schwätze bruecht hätt, mä wat dunn am Brouhaha général ënnergaangen ass, wéi en d'Situatioun vum Budget um Enn vun dëser Legislaturperiod, wou mer jo amgaange sinn, laut CSV-Wahlprogramm, an der zweeter Halschent de Budgetsdefizit ofzebauen, verglach huet mat den Ofschléss vu virdrun.

Mir hunn um Enn vun dëser Legislaturperiod manner Defizit pro Joer wéi am Ufank vun dëser Legislaturperiod.

Une voix.- Defizit ass Defizit!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Defizit ass Defizit, mä mir hunn es manner. Ech hunn hei héiere vu villen, et gëtt alles ëmmer schlëmmer. Et ass näischt ënner Kontroll. Et geschitt näischt.

Et ass eppes geschitt. Eleng fir dëst Joer 952 Millioune Konsolidéierung. Dat Joer virdrun och schonn. Et kommen der fir d'nächst Joer nach 250 Milliounen derbäi. Dat vergläichen ech da mam Joer 2004, dat war dat lescht Joer, wou mer mat de Kolleege vun der DP d'Eier haten ze regéieren, ech schwätze vun deene vun der CSV, du war den Defizit 2,6%, en ass elo 2,2% am Zentralstat. A wie war do Finanzminister?

Ech soen, Gott sei Dank war ech et, well soss géif ech nach ganz aner Zuelen hei virleeë vun deem, wat no där Legislaturperiod iwwregbliwwen ass, déi Dir, wéi Der am Wahlkampf 2004 jo behaapt hutt, determinant influenzéiert hutt. Déi Influenz kascht eis een Defizit vun 2,6% am Zentralbudget. Mir sinn elo drënner an en huet eis am gesamtstaatleche Budget 1,2% kascht. Mir sinn elo drënner.

Et huet sech also net verschlechtert. Et huet sech no enger Zäit vun Opbau a vu krisebedéngter Defizitanhäufung erëm op dat Joer 2004 zréckbeweegt. Dat ass kee Joer, mat deem ee kann zefridde sinn, an dofir musse mer virufuere mat där Konsolidéierung an dofir hu mer, dat hat ech jo awer richteg verstanen déi lescht Deeg, och Suerg dofir gedoen, ze weisen, wat mer da maachen, wann déi Recetten, déi TVA-Recettë vum elektroneschen Handel ewechfalen.

Et ass jo gesot ginn, d'Regierung seet net, wat da soll geschéien. Ech hat schonn d'lescht Joer an der Erklärung zur Lag gesot, dass mer d'TVA missten erhéijen. D'lescht Joer! Mä ech hunn dat net esou breet ausgefouert wéi dëst Joer.

Ech hu gesot, dass mer dat vun 2015 u géife maachen, an net vun 2014 un, well d'Konjunkturbegebenheeten net gënschteg sinn, fir de Moment eng relativ gestreckten TVA-Erhéijung ze maachen.

Obschonn ee muss ee Bléck op d'inflationär Entwécklung zu Lëtzebuerg hunn. Déi ass de Moment relativ berouegt. Dat ass e gudde Moment, fir indirekt Steieren ze erhéijen, wann ee se souwisou muss erhéijen, well een dann Inflatiounsiwwerschoss net als eng Schwieregkeet um Wee erëmfënnt. Mä konjunkturméisseg géif et de Moment net ganz gutt passen.

Vu dass mer fir 2015 domat rechnen, dass et zu enger Reprise vun der Ekonomie kënnt - Schlot mech awer net dout, wann et herno net dozou kënnt! - gestaltet dat sech, eng TVA-Erhéijung zum Zweck vun der Kompenséierung vun enger Recette, déi ewechbrécht, total anescht am Gesamtëmfeld, wéi wann een dat elo géif maachen.

Et huet mer awer als ee Gebot vun der Éierlechkeet erschéngt, dass déi Regierung, déi oftrëtt, an déi jo net weess, ob se déi nächste Wahlen an där Kompositioun an och an deenen zwou Parteien iwwerlieft, géif soen, wat mer eis apprêtéieren, den Autoritéite vum Eurogroup zouzestellen, als d'Absicht, déi mer hu fir d'Joren '15 an '16, well mir mussen e Stabilitéitsprogramm fir dräi Joer maachen.

Wat natierlech bal eng demokratesch, parlamentaresch Substanzfro opwerft, well ëmmer erëm - elo erliewe mir dat, mä anerer hunn dat schonn erlieft - muss eng Regierung, e puer Méint ier se oftrëtt, nach soen, wat déi nächst dräi Joer soll geschéien, obscho se net méi en charge wäert sinn oder ka sinn oder muss si vun der Ëmsetzung vun all deem. Mä mir musse fir d'Kredibilitéit vun eiser Trajectoire dat soen.

Wann déi nächst Regierung déi Perte, déi duerch d'Wechfale vun der TVA-Recette beim elektronesche Commerce entsteet, net wëllt duerch eng TVA-Erhéijung kompenséieren, mä en anere Wee goen, da kann déi dat maachen, à condition, dass d'Chiffere stëmmen, déi gemellt si ginn, an à condition, dass d'Trajectoire vum Assainissement nach ëmmer stëmmt.

Et ass also keng definitiv Festleeung. Wann een also wëllt courageiert an d'Wahlen zéien a soen, mat eis fënnt keng TVA-Erhéijung statt, da kann een dat maachen. Déi, déi gesot hunn, am Kader vun enger allgemenger Steierreform misst dat geschéien, déi mussen dat jo och logescherweis an hirem Wahlprogramm zu Protokoll ginn.

Mä maacht et wann ech gelift net wéi déi Däitsch, wou d'CDU an d'Wahle gaangen ass 2005 a gesot huet virun de Wahlen, mir erhéijen d'TVA ëm 2%, an d'SPD grad esou courageiert an d'Wahle gaangen ass a gesot huet, mir erhéijen 0%. A wéi d'Leit sech gerëselt haten an d'Rolllueden erëm eropgezunn hunn, do war se 3% an d'Luucht gaangen.

Zu Lëtzebuerg däerf zwee plus null net dräi ginn. An dofir soll jiddwereen oppassen, esou responsabel wéi méiglech Propositiounen an deem Zesummenhank ze maachen. An do stelle sech jo da vill Froen iwwert déi gesamt TVA-Struktur, och déi Mindestsätz an déi Zwëschesätz, an deen Zwëschenzwëschesaz, an den Normalsaz, an do fënnt ee scho Material genuch, fir relativ séier zum Ofschloss ze kommen.

Jiddwerfalls wäerte mer derfir suergen, dass déi Parteien, déi déi nächst Regierung bilden, dat virbereet virfannen. Da kënne se hir Optiounen treffen, mä et kann ee jo décemment net vun zwou Parteien, wouvunner dann eng nei wier, falls dat esou géif kommen, verlaangen, dass déi innerhalb vun e puer Wochen déi Affären do absorbéiert hunn an hirem Handlungsplang. A soufern wéi dat faktescht Material ass, muss een dat natierlech och deenen anere Parteie virun de Wahlen zur Verfügung stellen, fir dass se sech kënnen domat familiariséieren, soss gëtt et der, déi bei der Debatt avantagéiert sinn, an anerer, déi désavantagéiert sinn, an dat deet der demokratescher Qualitéit vun engem Wahlkampf nu wierklech net gutt.

Ech hunn däitlech - dofir hunn ech mech ëmmer iwwert déi Froe gewonnert, déi nach gestallt gi sinn - gesot, dass et mat enger TVA-Erhéijung natierlech net duergeet, fir d'Budgete vun de Joren '15, '16 an '17 ze assainéieren, weder am Zentralhaushalt nach am gesamtstaatleche Budget. An dofir hunn ech och fir déi Joren duerno - '15, '16 an '17 - weider Konsolidéierungsmoossnamen annoncéiert, an hirem Volume se och beschriwwen, well mat enger TVA-Erhéijung eleng packe mer dee Problem net.

Frou sinn ech driwwer, dass jiddweree gesot huet, eng TVA bei 15% wär eng sozial an all TVA driwwer, do misst ee sech Froen iwwert déi sozial Gerechtegkeet stellen.

Wësst Der, déi, déi Segelschëffer kafen an deier Autoen, déi hunn nach ëmmer fonnt, 15% wier sozial méi gerecht wéi 20%. Déi géifen déi 20% ganz gutt packen. A wann ech mer esou d'Lëtzebuerger Stroossen ukucken, de Lëtzebuerger Budget géif et och gutt packen, 5% méi TVA op deenen décken Autoen, déi hei fueren, ze kréien.

De sozialen Aspekt vun der TVA, dee spillt sech am mëttleren an am ënneschte Saz of, dee spillt sech guer net am ieweschte Saz of, well dat séier dacks Dépensë sinn, déi een-, zweemol d'Joer getätegt ginn an net am lafende Verfahren all Dag den Dépensëbudget vun de Stéit belaascht. An dofir muss een an aller Rou doriwwer schwätzen.

Mä frou sinn ech, dass Der déi Tatsaach, dass d'CSV-Finanzministere vun '93 un d'TVA net méi gehéicht hunn, dat ass eenzeg an Europa, dass Der dat als eng sozial Fairnesstat emfannt. Fir deen Aveu sinn ech lech dankbar, mä leider kënne mer mat där Politik elo net virufueren a mussen d'TVA esou ëmgestalten, dass se hire soziale Profil behält, dass se méi Revenu genereiert, an dat musse mer am Zesummenhank mat aneren Aspekter vun den öffentleche Finanze gesinn.

Dem Här Bausch wéilt ech soen, dass d'Mammerent 69 Millioune kascht an dass se 2007 nach 75,7 Millioune kascht huet. Dat ass also eng, wéi Dir sot, irresponsabel Dépense - obschonn ech nach ëmmer op eng Motioun waarden, fir se ofzeschafen -, déi eigentlech eng ass, déi - wéi soll ech soen? - d'Schwindsucht huet, well jo ëmmer manner Leit dovu profitéieren. An déi ass natierlech net esou, dass déi eng Assainissementsreferenzgréisst kéint sinn. Mä ech wollt dem Kolleeg Bausch, just well mer eis elo éinescht gefrot hunn, wat... oder hie sech gefrot huet: „Wat kascht d'Mammerent?", dat nach eng Kéier noreechen.

Zum Bankgeheimnis ass esou villes gesot ginn, dass ee keng richteg Loscht méi huet, eppes nach driwwer ze soen. Dat stéisst jo heibannen net op Widderstand, wann ech dat richteg gespuert hunn. Dat huet och dermat ze dinn, dass mer eis iwwer Joren op verschiddene Plazen doriwwer ënnerhalen hunn, och zu e puer zesummen oder a Kommissiounen oder och bei anere Geleeënheeten.

Ech wollt just nach eng Kéier soen: Dat kënnt net iwwer Nuecht. Dat ass wierklech laang virbereet ginn.

(Sonnerie de téléphone portable)

Jo.

(Hilarité)

Une voix.- D'Madame Merkel.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Eppes Ähnleches.

(Hilarité)

Une voix.- Den Här Hollande.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wëll soen, wat mer...

(Interruption)

Wat mer mam Bankgeheimnis annoncéiert hunn, ass keng Iwwerraschung fir keen. Just fir déi, déi am Ausland ëmmer e verstalltene Bléck op Lëtzebuerg haten. An déi eis wierklech fir d'Nassauer gehalen hu vun der Europäescher Unioun oder vun der Eurozon. Fir déi, déi um Dësch géife matiessen ouni den Dësch musse selwer ze decken. Déi konnte sech doriwwer wonneren.

De Finanzminister, deen huet een Interview ginn. Ech weess net, ob en lech schonn iergendwou erkläert huet, wéi dat gaangen ass. De Finanzminister huet de Sonndeg en Interview publizéiert an der „Frankfurter Allgemeinen Zeitung am Sonntag". De Finanzminister

huet deen Interview awer dee Méindeg virdru ginn. An an der Mëtt vun der Woch sinn alleguer déi Leaken an anerer iwwer vermeindlech oder richteg Steuersünder komm. An dofir war deen Interview vum Finanzminister keng Äntwert op déi Evenementer vun där Woch, mä en Interview, deen en e puer Deeg virdru ginn hat an och autoriséiert hat.

An e seet an deem Interview soss näischt, wéi dat - ech hunn Iech dat gëschter gewisen -, wat en och virdru scho gesot huet. En huet jo net gesot: „Lëtzebuerg schaaft d'Bankgeheimnis of." En huet gesot: „Lëtzebuerg ass net méi strikt géint den Informatiounsaustausch." En huet net gesot: „An d'nächst Woch annoncéiert d'Lëtzebuerger Regierung, dass mer en Informatiounsaustausch ginn." Mä aus der Kombinatioun vun deenen Evenementer an der Widderhuelung vun deem, wat e scho gesot hat, mä wat virdrun awer net déi Bëuechtung fonnt huet, ass eng europawäit Diskussioun entstanen, wou de Finanzminister sech elo muss soe loossen, en hätt schlecht communiquéiert. Ma hien huet communiquéiert zu engem Moment, wou dat, wat seng Kommunikatioun eng Woch méi spéit schlecht gemaach huet, an der Mëtt vun der Woch nach net passéiert war.

Et muss een..., ech muss wierklech soen: En hat Pech.

(Hilarité)

Dat kritt een net méi opgefaangen. Dat geet net méi. En autoriséierten Interview an der internationaler Press, deen ass autoriséiert, dann ass e fort, egal wat da geschitt. Werft em elo net vir, e kéint net vu méindes bis sonndes virausgesinn, wat mëttwochs géif geschéien, well dat do war wierklech net virauszegesinn. Mä et huet ebe mat deenen Evenementer... Dat wollt ech hei soen, well och all Mënsch haut nach an der internationaler Press mengt mutmaßen ze mussen, dat wier dowéinst geschitt, dass mer gëschter déi Décisioun bekannt gemaach hunn. Dat stëmmt net.

Mir wollten iwwregens och - et gëtt jo vill Zeien dofir heibannen - mat de Chefe vun der Oppositioun nach doriwwer schwätzen. Wat einfach net méi zustane komm ass, well mer op eemol musse vill Feier ausmaache méindes, wéi mer déi Gespréicher wollte féieren. Dat musst Der mer wierklech gleewen, well dat war d'Absicht, déi d'Regierung an och déi aner Fraktiounschefen pour le reste haten, well mer och net wollten, dass dat einfach géif esou iwwert d'Kolleegen erabriechen.

Fir elo erauszefannen, wéi vill Suen dass Lëtzebuerg dowéinst verléiert, dat ass eng Saach vun der Onméiglechkeet. Éischtens soen d'Banken: „Mir hu keng Schwaarzgelder." An zweetens hu mer e Bankgeheimnis. Wéi solle mer da gewuer ginn, wéi vill Schwaarzgelder dass se net hunn, wa mer e Bankgeheimnis hunn? Also muss een dervun ausgoen, dass déi Informatiounen, déi mer haten, dass déi waasserdicht a stéchhalteg sinn.

Voilà, Här President, aus deene Grënn, fir déi ech mech entschëllegen, muss ech hei ophalen, net ouni gesot ze hunn, dass ech awer och fonnt hunn, an et huet mer Freed gemaach, dass dat éischtens eng roueg Debatt war, wat déi, déi an hir intervenéiert sinn, éiert.

Et gëtt jo ëmmer dervu geschwat, dass d'nächst Joer Wahle sinn, a jiddweree seet: „Et huet elo alles mat de Wahlen ze dinn." Mä ech hunn, nieft der Tatsaach, dass hei vill Leit vun de Wahle geschwat hunn, net vill vun de Wahle gemierkt, och net an de Riede vun den Oppositiounsparteien, déi sech, wéi ech fonnt hunn, DP an déi gréng, mat dem eigentlechen Thema vun der Debatt beschäftegt...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat si keng Oppositiounsparteien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat si keng Oppositiounsparteien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et sinn awer Parteien.

(Interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mä si si keng Partei méi?

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn Iech jo gesot: D'Geschéckerlechkeet besteet doran, wann een net virukënnt, aner Leit mateneen an d'Gespréich ze verwéckelen. An den Här Kartheiser huet mer dobäi gehollef, wat mech derzou bréngt, dem Här Colombera nach eng Äntwert ze ginn.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Well Dir sidd jo wéi Zwillingen an der Politik opgetrueden, an do ass et jo zu enger brutaler Trennung komm. Den Här Colombera, woubäi ech ni weess, wann d'Kolleege vun der ADR schwätzen, si soen ëmmer „mir", wéi vill dass dat der dann...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat sinn nach ëmmer „mir". Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn ech, hein.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Colombera huet gesot, d'CSV géif déi nächst Wahle gewannen. An en huet ronderëm gefrot, a well den Evidenze kaum ee sech kann entzéien, huet jo och keen dat hefteg contestéiert.

Une voix.- Hoho!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et wier awer gutt, wa mer d'Leit géife froen. D'Leit décidéieren. An do fänkt d'Demokratie un, net op der Chamber-TV. D'Demokratie fänkt an der Wahlurne un. An déi décidéieren, wat se fir richteg fannen. An ech hunn ni fonnt, dass ee vu virera soll mengen, et hätt ee Wahle gewonnen. Ech sinn ëmmer der Meenung, besonnesch wann een an der Kris muss regéieren, da sinn d'Wahlen alles anescht wéi gewonnen. Dir hutt e richtege Wahlkampf, an dee ka jo décemment nëmmen am Mäerz/Abrëll d'nächst Joer ufänken, ier deen ugaangen ass.

An dofir huet den Här Colombera mer proposéiert, fräiwëlleg an d'Oppositioun ze goen.

Une voix.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dunn huet en och nach gesot, hie géif och fräiwëlleg an d'CSV kommen. Kuckt emol. Éischter gëtt en Tiger e Vegetarier, wéi dass mir fräiwëlleg Iech an eis Partei ophuelen. Da bleiwe mer léiwer an der Regierung.

(Hilarité)

Une voix.- Hahaha! Hohoho!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wieren d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun ofgeschloss. An ech géif elo d'Wuert ginn eisem Justizminister François Biltgen fir eng Deklaratioun.

2. Déclaration de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, well ech ni en cours de route nogeréckelt sinn, konnt ech ni en „Maiden speech" maachen. Ech maachen also en „Grandma speech".

Ech wëll d'Wuert a menger eegener Saach huelen, well ech och all déi lescht Deeg a Woche refuséiert hunn, doriwwer ze schwätzen. Ech hunn aus dräi Grënn dat refuséiert:

Éischtens, aus Respekt virum Premier an dem État de la nation. D'Lag vum Land ass méi wichteg wéi d'Lag vum Biltgen.

Zweetens, aus Respekt vun der Prozedur, no där nom Lissabonner Vertrag e Riichter um Europäesche Geriichtshaff soll genannt ginn.

Drëttens, well ech mengen, datt et haut an hei op dëser Plaz ubruecht ass, virun der Chamber an dem Land mäin Abschied aus der aktiver Politik bekannt ze ginn.

Ech hunn iwwregens ëmmer drop gehalen, der Chamber aus elementarem Respekt virun eisen Institutiounen d'Préséance ze ginn, wann ech eppes annoncéiert hunn. Ech hu gëschter am Regierungsrot menge Kolleege matgedeelt, datt ech Enn der leschter Woch meng Kandidatur gestallt hunn, fir Kandidat ze ginn, fir de Rescht vum Mandat vum Jean-Jacques Kasel um Europäesche Geriichtshaff fäerdeg ze maachen.

Ech soe bewosst „Kandidat, fir Kandidat ze ginn". Well nom Lissabonner Vertrag ass et net méi esou wéi fréier, datt de Kandidat vun der Regierung och automatesch vum Europäesche Ministeschrot ugeholl gëtt. Virdru muss een eng Zort Appréciatioun virun engem Spezialcomité ofleeën. Dee préift, ob een déi néideg Capacitéiten huet, dat Mandat ze iwwerhuelen. Och wann dësen Avis net bënnt, gëtt sech am Prinzip dru gehalen.

Dee Comité brauch an der Regel zwee Méint, fir seng Prozedur ofzeschléissen. De Jean-Jacques Kasel, dee viru senger aktueller Aktivitéit e grousse Statsdénger war an deem säi Mandat am Oktober 2015 eréischt ofleeft, huet awer aus gesondheetleche Grënn seng Demissioun op den Oktober ginn. Dat ass wuel eréischt no e puer Méint.

Mä opgrond vun där neier Prozedur ass et wichteg, dass d'Regierung esou séier wéi méiglech hire Kandidat bestëmmt. Dat ass nach net geschitt. Ech hunn allerdéngs mat menger Kandidatur selwer meng Demissioun un de Premier eragereecht. Un him an um Grand-Duc ass et ze décidéieren, wéini se ugeholl gëtt.

„Minister" kënnt aus dem Latäin. „Minister" an heescht Dénger. Et ass um Här an net um Dénger ze soen, wéini den Dénger geet.

Dës Demissioun ass awer fir mech definitiv, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens aus deontologesche Grënn an aus dem Respekt virun der Indépendance, déi en zukünftegen europäesche Riichter brauch, wëll ech net juge et partie iwwer meng eege Kandidatur sinn.

Zweetens sollt ech de Kandidat vun der Regierung sinn, wëll ech mech seriö op déi Appréciatioun vun deem Comité virbereeden. Et ass jo d'Ironie vum Schicksal, dass ee vun deenen, an ech gehéieren dozou, déi dofir gekämpft hunn, dass d'Statsbeamte sech sollen enger Appréciatioun ënnerleeën, elo selwer wëllt sech enger Appréciatioun ënnerleeën. Dësen Test, dës Appréciatioun wëll ech packen, well wann net, hätt ech net nëmme mech, mä och d'Land blaméiert. An dat wëll an dierf ech net. Dat heiten ass dofir sécherlech meng leschte Ried op dëser Tribün.

Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll Iech awer och soen, wat d'Ursaache sinn a wat net d'Ursaache sinn, mam aktive politesche Liewen opzehalen, an dëst fir alle falsche Spekulatiounen entgéintzewierken.

Et gëtt nëmmen eng Ursaach, dass ech ophalen: Ech hale mat der aktiver Politik op, well et mäi Liewensdram war, ass a bleift europäesche Riichter ze ginn. Ech hunn zënter Joer an Dag d'europäescht Recht studéiert, kommentéiert, diskutéiert, ëmgesat, ugewannt an ausgehandelt. Et elo interpretéieren ze kënnen, wär fir mech dee schéinsten Ofschloss vun där doter Carrière. An ech traue mer zou, och e gudde Riichter kënnen ze ginn.

Ech halen awer net mat der aktiver Politik op, well ech, wéi ech oft liesen, amtsmidd wär. Am Contraire. Ech menge behaapten ze kënnen, esou aktiv wéi jee ze sinn.

Plusieurs voix.- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes.*- An och wann ech eleng an der Justiz bal 50 Gesetzesprojeten déposéiert hunn, géifen d'Iddie mer awer net ausgoen. Et sinn nach aner Reformen, déi mer brauchen an der Justiz. An ech si jo mat 54 an engem Alter, wou een am Ausland emol eréischt drun denkt, an der Politik eppes ze soen ze kréien.

Ech halen och net wéinst Gesondheetsproblemer op. Ech hunn ëmmer oppen iwwer meng Gesondheetsproblemer geschwat. Ech hat zwee schwéier Problemer: 2001 mam Kriibs an 2010 mat der Schilddrüs. Déi hunn ech allen zwee gesondheetlech haut gemeeschtert. Deemools, 2010, hunn ech bal e Joer gebraucht, fir mäi Rhythmus zréckzefannen, soss hätt ech nach e bësselche méi Saachen hei deponéiert.

(Hilarité)

Ech hunn dee Rhythmus och zréckfonnt, well ech mäi Liewenswandel geännert hunn. Ech maachen nach just begrenzt dat, wat d'politescht Liewen zu Lëtzebuerg och verlaangt - niewent dem Asaz op den Dossieren, deen ech nach ëmmer gutt a gäre maachen -, nämlech owes ënnert d'Leit ze goen.

Ech hunn dat fréier och gäre gemaach. Ech hu Wahlcampagnen ëmmer genoss. Haut packen ech dee physeschen Asaz net méi. Dee Beruff, deen ech awer ustriewe wäert, wäert bestëmmt net manner zäitlechen an intellektuellen Asaz verlaange vu mir wéi dee vun haut. Allerdéngs, an dat ass och fir mech wichteg, brauch ech do net méi perséinlech Kommunikatiouns- an Duerstellungscampagnen ze maachen, mä ka mech voll op de Beruff selwer konzentréieren. Esou dass ech mengen, dass ech gesondheetlech fit si fir dësen neien Challenge, deen ech wëll ustriewen.

Ech ginn also net, léif Frëndinnen a Frënn, well ech d'Flemm mat der Politik hätt. Ech wollt ëmmer Politik maachen, well ech aus dem Escher Neidierfche sinn…

(Interruption)

...an Aarbecht gericht, gehéiert a gesinn hunn. An aus mengem chrëschtleche Mënschebild eraus. An ech hunn et gär gemaach. Ech hunn dofir meng Décisioun mer net einfach gemaach, a se deet mer och wéi.

Duerfir wëll ech Merci soen, fir d'Éischt dem Premier. Ech hu meng ganz Carrière mat him an duerch hie gemaach. Ech gouf säin Nofolger als Fraktiounssekretär. Hien huet mech an d'Regierung geruff a siwe Joer laang war ech souguer säi Chef als Parteipresident. Ech weess zwar ni, wien de Chef vum Chef war, mä et war awer schéin.

Premier, du sos gëschter, dass de gäre wëlls weidermaache mat deenen, wou s de gären zesumme regéiers. Ech hu gäre mat denger, mat eiser Équipe zesummegeschafft a Frëndschaft a Versteesdemech.

An ech soen Iech Kolleege Merci. Merci all deenen, déi mat mer hei zesummegeschafft hunn, déi mat mer an der Chamber zesummegeschafft hunn, déi an all menge Ministèrë mat mer zesummegeschafft hunn, déi an der Escher Gemeng mat mer zesummegeschafft hunn, a wou ëmmer.

Merci un all Bierger, déi mech hu missen erdroen. Merci un d'Press, mat där ech mech ëmmer gären auserneegesat hunn.

Merci un Iech all heibannen an all Är Virgänger. Ech hunn ëmmer versicht, mat Iech zesummen dat Bescht fir Land a Leit ze maachen. Ech hunn ëmmer probéiert, méi breet Majoritéite wéi déi vun der Majoritéit ze fannen. Et ass mer oft gelongen, dank och Iech an der Majoritéit, déi net arrogant waart, an an der Oppositioun, déi net verbruet waart. Ech gleewen nämlech drun, datt e klengt Land wéi eist Konsens amplaz Sträit brauch. Merci dofir.

Ech hunn déi puer elle Momenter, déi ech hei hat, schonns vergiess a wäert nëmmen déi vill gutt behalen. Ech hoffen, datt Dir déi puer gutt behalen an déi vill elle mat mir vergiesse wäert.

An ech muss Iech an engem Punkt enttäuschen. A mengem leschten Optrëtt an dësem Sall wäert ech net aus der Këscht sprangen.

(Hilarité)

Merci fir all dat, wat mer zesumme fir Land a Leit maache konnten. Merci an Äddi.

(Applaudissements)

3. Hommage à M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer elo grad héieren hunn, huet eise Frënd a Kolleeg François Biltgen fir d'Lescht a senger Qualitéit als Minister un enger öffentlecher Sitzung vun der Chamber haut deelgeholl. Erlaabt mir dofir, bei där Geleeënheet e puer Wuert un hien ze riichten.

De François Biltgen ass, nodeem hien zu Paräis Droit studéiert hat, deen hie mat engem Diplom - an en huet et virdru gesot - am Droit communautaire an duerno mat engem Diplom a Sciences politiques ofgeschloss huet, Sekretär vun der CSV-Fraktioun ginn an huet do säin éischte Kontakt mat der Politik kritt. Seng politesch Carrière huet 1987 um Gemengenniveau ugefaangen, wou hien an den Escher Gemengerot gewielt ginn ass. 1997 iwwerhëlt hien d'Funktioun vum Finanz- a Sozialschäffen.

Bei de Wahlen 1994 stellt de François Biltgen sech de legislative Wahlen a gëtt och op Anhieb an d'Chamber gewielt. Obwuel de François Biltgen just eng Legislaturperiod an dësem Haus war, huet hien an deene fënnef Joer eng méi wéi zolidd Aarbecht hei geleescht. Hie war Rapporteur an enger ganzer Unzuel vu Projet-de-loien an de Beräicher vun Institutiounen, a ganz besonnesch och vum Aarbechtsrecht.

An därselwechter Zäit huet hien awer och vill wëssenschaftlech Publikatioune souwéi Publikatioune fir de méi breede Public am Droit publizéiert. Et ass deemno och net verwonnerlech, datt hien no de Wahlen 1999 an d'Regierung geruff ginn ass. Hie kritt och direkt eng grouss ministeriell Verantwortung uvertraut, andeems hien zum Aarbechtsminister, Kultusminister,

Minister fir d'Relatioune mam Parlament an delegéierte Kommunikatiounsminister ernannt gëtt.

Nieft senger Aarbecht als Minister huet hien och d'Vertraue vu senger Partei geschenkt kritt, andeems hie vun 2003 bis 2009 un d'CSV-Spëtzt als Parteipresident gewielt ginn ass. No de Wahlen am Joer 2004 iwwerhëlt hien nach weider zwee Ministèren, nämlech d'Kultur an d'Héichschoul. No de Wahlen 2009 huet hien an der Regierung wichteg Ministèren erëm uvertraut kritt. Dëst sinn d'Fonction publique, d'Héichschoul, d'Kommunikatioun, de Kultus a ganz speziell d'Justiz. An deem leschtgenannte Beräich huet hien an deene leschte Méint a Joren eng Hällewull vun eminent wichtege Projeten op den Instanzewee bruecht, déi ech elo net all hei nach eng Kéier wëll opzielen.

Ech wëll awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, eng vun deene ganz grousse Qualitéite vum François Biltgen ervirzesträichen. Hien huet nämlech ëmmer op eng enk Konsultatioun, awer och Diskussioun mat der Chamber a mat de Kommissioune gehalen. En exzellent Beispill heifir ass d'Reform vum Nationalitéitegesetz, wou hie fir d'Éischt d'Meenung vun der Chamber iwwert de Wee vun enger Konsultatiounsdebatt ageholl huet, ier hien deen definitive Projet de loi op den Instanzewee geschéckt huet.

Ech mengen, Dir sidd alleguer mat mir averstanen, wann ech soen, datt de François Biltgen sécherlech zu deene Ministere gehéiert, déi ëmmer e ganz besonnesche Respekt virum éischte Pouvoir an dësem Land hunn. An de Fait, datt hie seng Décisioun, fir ze demissionéieren, fir d'Éischt der Chamber matgedeelt huet, ënnersträicht dës Astellung erëm eng Kéier ganz besonnesch.

Ech wéilt elo net alleguerten hei déi Gesetzer opzielen, déi hien an d'Weeër geleet huet, mä loosst mech dach der e puer nennen, wéi zum Beispill d'kollektiivt Aarbechtsrecht, d'Gesetz iwwert d'Fräiheet an de Medien, d'Reform vum Justizwiesen an der Fonction publique, de Gesetzesprojet iwwert de Mariage vu gläichgeschlechtleche Persounen, a last but not least - an ech hunn et schonn opgezielt - dat neit Nationalitéitegesetz, wat elo op den Instanzewee kënnt.

De Fränz Biltgen huet elo décidéiert, eng nei Etapp a sengem Liewen unzegoen, eng vläicht, déi manner hektesch wäert sinn, mä woufir eng grouss juristesch Kompetenz a vill Engagement verlaangt gëtt, déi de Fränz Biltgen net méi brauch ze beweisen.

Ech mengen awer och, datt de Fränz eis vu muer un alleguerten e bësselchen an dësem Haus wäert feelen, fir d'Éischt, well hie sech heiansdo esou richteg opreege konnt, awer sech gradesou schnell erëm ofgereegt huet, an ni nodroend war géigeniwwert deene Leit, déi fir déi Momenter vun Opgereegtkeet responsabel waren.

De Fränz Biltgen ass dann awer och ee vun deene Ministeren, déi ech am oftesten hu missen heidrop opmierksam maachen, datt si erëm hir Zäit dépasséiert hätten. An dat ass mir bei him ganz besonnesch - an dat kann ech jo elo haut soen, wou en eis verléisst - ëmmer schwéiergefall. Et ass mer schwéiergefall, well ech gesinn hunn, mat wat fir enger Kompetenz, awer och mat wat fir engem Engagement hie seng Dossieren, fir déi hien zoustänneg war, ëmmer erëm op dëser Tribün verteidegt huet, an dat op eng argumentativ an net polemesch Aart a Weis, och sech ëmmer erëm mat de Positioune vun deenen auserneegesat huet, déi net mat him averstane waren.

Léiwe Fränz, am Numm vun all de Kolleegen aus dësem Haus wënschen ech dir all Guddes fir deng Zukunft. An nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir däi groussen Engagement an déi exzellent Aarbecht, déi s du während bal 20 Joer souwuel hei an dësem Haus wéi och an der Regierung geleescht hues. Mir wäerten Dech vermëssen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes.*- Ech lech och.

(Applaudissements)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann elo um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 14., 15. a 16. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.44 heures)

SÉANCE 32

MARDI, 14 MAI 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Hommage à Mme Marie-Josée Jacobs, ancienne Députée, ancienne Ministre
- *M. le Président*

2. Hommage à M. Marc Spautz, ancien Député, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Ministre aux Relations avec le Parlement
- *M. le Président*

3. Communications
- *M. le Président*

4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

5. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

6. Ordre du jour
- *M. le Président*

7. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Pierre Mellina
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification*
- *Suspension de la séance publique de 14.48 à 15.00 heures*
- *Mme Josée Lorsché*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Serge Wilmes*
- *Prestation de serment de M. Pierre Mellina*
- *M. Pierre Mellina*

8. Changement de composition des organes de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

9. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

10. 6467 - Projet de loi portant modification
- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Eugène Berger pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6503 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet
a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;
b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;
c) l'institution d'un Conseil scientifique;
2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Tessy Scholtes, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

12. 6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler (M. Gast Gibéryen intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. Jean-Pierre Klein, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice*
- *M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Mady Delvaux-Stehres, Octavie Modert et M. Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à Mme Marie-Josée Jacobs, ancienne Députée, ancienne Ministre

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwou Wochen huet d'Madame Marie-Josée Jacobs matgedeelt, datt si sech definitiv aus der Politik zréckzéie wëllt. Bei der Geleeënheet vun der éischter öffentlecher Sitzung no hirem Récktrëtt wëll ech net mëssen, fir an all eiser Numm der Marie-Josée Jacobs vun hei aus e grousse Merci ze soe fir hiren Engagement iwwert déi bal 30 Joer, déi si an dësem Haus war, sief dat an eise Reien als Deputéiert, awer och op der Regierungsbänk als Regierungsmember.

D'Marie-Josée Jacobs huet nom Lycée hir Studië weidergefouert, fir se 1969 mat engem Infirmièresdiplom an duerno deem vun der Infirmière anesthésiste ofzeschléissen. Si ass dësem Beruff, deen hir besonnesch um Häerz loung, bis 1992 nogaangen, wou si fir d'Éischt an d'Regierung geruff ginn ass. Hire politeschen Interessi hat d'Marie-Josée Jacobs scho fréi entwéckelt doduerch, datt an hirer Famill oft a gäre politesch a sozial Themen duerchdiskutéiert goufen.

Mat de chrëschtlechen a soziale Wäerter, déi d'CSV vertrëtt, konnt d'Marie-Josée Jacobs sech identifizéieren, a si ass dann och logescherweis mat 17 Joer Member vun der CSV ginn. Duerno huet si sech och gewerkschaftlech engagéiert, an dat als Member vum LCGB. An dëser Gewerkschaft ass si vun 1980 bis 1992 Presidentin

vun de Privatbeamten a vun 1981 bis 1992 ass si Vizepresidentin vum LCGB gewiescht.

Hir politesch Carrière fänkt si hei bei eis an der Chamber un, wou se 1984 fir d'Éischt gewielt ginn ass a vun do un ëmmer erëm gewielt gouf, an dat mat enger permanenter, grousser Zoustëmmung vun de Wieler.

Als Infirmière anesthésiste huet si all Dag a Kontakt gestane mat de Mënschen an ass mat hiren alldeegleche Suerge konfrontéiert ginn. Sou ass et dann och net verwonnerlech, datt si an der Santéskommissioun souwéi an der Commission du Travail et de l'Emploi war. Doniewent huet si sech awer och engagéiert an zwou Spezialkommissiounen, déi fir Genetik an déi fir de Logement.

Um Gemengenniveau gouf d'Marie-Josée Jacobs 1987 an de Stater Gemengerot gewielt, an deem si bis 1992 blouf, wou si fir d'Éischt an d'Regierung geruff gouf, fir Landwirtschaftsminister an delegéierte Kulturminister ze ginn. Ganz besonnesch an deem leschtgenannte Beräich huet si mat groussem Engagement a Kompetenz 1995 beim Projet „Kulturhaaptstad" matgewierkt.

Nodeems de Jacques Santer am Januar 1995 President vun der Europäescher Kommissioun gouf, iwwerhëlt si de Familljeministère, dee fir d'Fraeförderung souwéi dee fir d'Mënsche mat Behënnerungen. Vun 1999 bis 2004 ass si Minister fir d'Famill, d'sozial Solidaritéit an d'Jugend a bleift Minister fir d'Fraeförderung.

No de Wahlen 2004 gëtt si Familljeministesch a Ministesch fir d'Chancëgläichheet. 2009 kritt si dann niewent dem Familljeressort och nach d'Kooperatioun. De Fait, datt d'Marie-Josée Jacobs och d'Kooperatioun iwwerholl huet, ass dann och an hirer perséinlecher Logik gewiescht, well den Asaz fir d'Entwécklungsländer hir ëmmer ganz besonnesch um Häerz louch. Well fir si den Asaz fir benodeelegt Mënschen an eiser Gesellschaft ëmmer eng vun hiren Haaptprioritéite war, ass dann och d'Responsabilitéit fir de Kooperatiounsministère eng logesch Kontinuitéit vun hirem politesche Wierke gewiescht.

Iwwer méi wéi 20 Joer huet d'Marie-Josée Jacobs als Ministesch déi politesch Landschaft hei am Land geprägt. Si huet esou wichteg Gesetzer an d'Weeër geleet, wéi dat iwwert de Surendettement, de Mënschenhandel, d'Schafe vum Service volontaire Jeunes, dat iwwert d'Regelunge fir Au-pairen, d'Schafe vum ORK, d'Soins palliatifs oder d'Aktivitéit vum Assistant parental, fir nëmmen dës ze nennen. Derbäi kommen nach eng ganz Rei vu Mesurë fir eis behënnert Matmënschen, wéi zum Beispill den Zougang zu öffentleche Gebaier fir behënnert Leit oder den Zougang fir d'Blannenhënn.

Hir verschidde Mandater, sief dat als Minister oder Deputéiert, huet d'Madame Jacobs och ëmmer als eng Aart Unerkennung gesinn, an dëst Vertrauen, dat hir Wieler hir während 30 Joer geschenkt hunn, huet hir dann och ëmmer erëm déi Kraaft ginn, fir sech mat Iwwerzeegung an Engagement an deene Ministèren anzesetzen, fir déi si d'Responsabilitéit hat.

Ganz besonnesch déi verschidde Ministeschressorten hunn hir et dann och erméiglecht, déi Prioritéiten ëmzesetzen, an dat ganz besonnesch am soziale Beräich, wou si net midd ginn ass, sech ëmmer erëm fir Mannerbemëttelt an eiser Gesellschaft anzesetzen.

Ech hat selwer d'Geleeënheet an deene leschte Joren, mat der Madame Jacobs eng Rei vu Visiten an deem Beräich ze maachen, an ech sinn ëmmer erëm impressionnéiert gewiescht, mat wat fir enger Begeeschterung d'Marie-Josée vun de Kanner, awer och de Leit mat engem Handicap wëllkomm geheescht ginn ass.

Dee Respekt, dee si all deene Mënschen entgéintbruecht huet, huet si an deemselwechte Mooss erëmkritt, an ech sinn dann och iwwerzeegt, datt ganz vill Leit si an deenen nächste Joren a Méint wäerte vermëssen.

D'Marie-Josée Jacobs huet elo décidéiert, an déi wuelverdéngte Pensioun ze goen, andeems si en definitive Schlussstréch ënner hire politeschen Engagement zitt. Mä wann ee si gutt kennt, weess een, datt domat den Engagement fir déi Leit, fir déi si sech iwwer 30 Joer agesat huet, net wäert zu Enn goen, an ech sinn iwwerzeegt, datt mir si nach oft a bei ville Geleeënheete wäerten erëmgesinn.

Ganz besonnesch wäert eis awer och an dësem Haus hire sympathesche Maarnecher Dialekt, awer och hire flotten Humor feelen, dee si oft mat an déi politesch Debatten erafléisse gelooss huet.

Ech wéilt am Numm vun Iech alleguer dem Marie-Josée Jacobs nach eng Kéier e grousse Merci soe fir hiren Engagement an déi vill Aarbecht, déi si souwuel um Niveau vun der Regierung wéi och hei geleescht huet. Ech wënschen hir vill Erfolleg a Satisfaktioun an all deene Projeten, déi si an Zukunft wäert ugoen, an ech sinn iwwerzeegt, datt si dat mat deemselwechten Häerzblutt wäert maache wéi bis elo.

Merci, a bis geschwënn, Marie-Josée!

(Applaudissements)

2. Hommage à M. Marc Spautz, ancien Député, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Ministre aux Relations avec le Parlement

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den 29. Abrëll ass eise Kolleeg Marc Spautz als Minister vereedegt ginn. Hie verléisst domat eist Haus als Deputéierten an deemno och als Fraktiounspresident, wat mat sech bréngt, datt mir haut de Mëtteg den Här Pierre Mellina wäerte vereedegen, dee säi Mandat iwwerhëlt.

Ier mer dozou kommen, wëll ech et awer net mëssen, fir dem Marc Spautz vun hei aus villmools Merci ze soe fir dat, wat hien an deenen zwou leschte Legislaturperioden hei an der Chamber geleescht huet, woubäi ee muss soen, datt säi politeschen Engagement sech net nëmmen op déi leschten néng Joer beschränkt. Au contraire, de Marc war scho fréi gewerkschaftlech a politesch aktiv, ass hien dach mat 14 Joer dem LCGB a mat 18 Joer der CSJ bäigetrueden.

Mam Marc Spautz ass dann och 2004 en Häerzbluttsgewerkschaftler an d'Chamber komm, wou hie mat sengem Mandat eng méi sozial Komponent an d'politescht Spill bruecht huet.

Deemno war hien och aktiv an alle Froen, déi d'Aarbechtsrecht ugaange sinn, wou hie bei ville Projete seng Erfahrungen an der Sozial- a Beschäftegungspolitik abrénge konnt. Hie war och Member an de Kommissioune fir d'Fonction publique, den Développement durable, d'Ekonomie, d'Kultur, d'Finanzen, d'Santé, d'Classes moyennes, an de wichtege Spezialkommissiounen Tripartite a Crise économique et financière, an net zulescht fir den Transport.

Um internationalen Niveau war de Marc Spautz an der UIP, am Conseil de l'Europe, an der UEO, an hie war vun 2004 bis 2009 Member a President vun der Lëtzebuerger NATO-Delegatioun.

Wéi déi virgenannten Opzielungen et beweisen, ass de Marc Spautz e villsäitegen, engagéierten a kompetente Politiker, dat ganz besonnesch säit Oktober 2011, wou hie Fraktiounspresident vun der CSV ginn ass.

Als ehemolege Fraktiounspresident wäert hien als aktuelle Minister fir d'Relatioune mam Parlament sécherlech munch gutt Tuyaue kënne ginn, wéi een d'Zesummenaarbecht tëschent dem Parlament an der Regierung nach ka verbesseren, andeems, zum Beispill, d'parlamentaresch Ufroen an den Délaie beäntwert ginn.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Léiwe Marc, am Numm vun all de Kolleegen aus dësem Haus wënschen ech dir all Guddes fir deng Zukunft an denger neier Funktioun als Minister. Du verléiss dëst Haus jo net esou richteg. Mir wäerten dech schliesslech nach oft kënnen op der Regierungsbänk gesinn. Deemno nach eng Kéier e grousse Merci fir däi groussen Engagement an déi exzellent Aarbecht, déi s du an eise Reie geleescht hues. An ech sinn iwwerzeegt, datt s du deng Regierungsaarbecht mat gradesou vill Engagement an Energie wäers meeschteren.

(Applaudissements)

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 11. Abrëll vum Justizminister de Projet de loi 6561, eng europäesch Konventioun iwwert d'Nationalitéit; de Projet de loi 6562 iwwert d'Rechter vun den Affer vum Mënschenhandel; an de Projet de loi 6563, eng Ofännerung vun de Gesetzer iwwert d'Juridictions de l'ordre administratif; de 16. Abrëll vum Gesondheetsminister de Projet de loi 6564 iwwert de Prélèvement vu Substanze mat mënschlechem Ursprong; deeselwechten Dag vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6566 iwwert den Austausch vun Informatiounen am Beräich vun de Stroosseninfractiounen; den 23. Abrëll vum Ausseminister de Projet de loi 6567, eng Konventioun iwwert d'Limitatioun vun der Responsabilitéit an der Banneschëfffahrt; de 25. Abrëll vum Justizminister de Projet de loi 6568 iwwert d'Ofstamungsrecht; den 2. Mee vum Statsminister de Projet de loi 6571, eng Ofännerung vum Wahlgesetz; deeselwechten Dag vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6572 iwwert d'Sanktioune beim Import an Export vu geféierleche chemesche Produkter; den 3. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6569, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Gestioun vun de Schinneninfrastrukturen.

3) De 15. Mee 2012 huet d'Chamber en Avis motivé ugeholl iwwert d'Dokument COM(2012) 130 final iwwert déi kollektiv Aktiounen am Kontext vum Etablissementsrecht a vun de fräien Déngschtleeschtungsservicer an huet dësen un d'Europäesch Kommissioun weidergeleet.

A sengem Bréif vum 14. Mäerz 2013 huet de Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun matgedeelt, datt duerch d'Avis-motivéë vun zwielef Länner, dorënner Lëtzebuerg, mat engem Total vun 19 Stëmmen de sougenannten „Mechanismus vun der gieler Kaart" konnt ageleet ginn.

Nodeems d'Europäesch Kommissioun d'Argumenter, déi vun nationale Parlamenter an hiren Avis motivés ervirbruecht gi sinn, analyséiert huet, konnt si net zur Konklusioun kommen, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt gi wier. D'Europäesch Kommissioun huet dunn awer d'Diskussiounen an där Matière verfollegt an d'Avisë vun de Partie-prenanteën a Betruecht gezunn a konnt deemno e Manktum un Ënnerstëtzung vun dëser Propositioun feststellen. Nodeems si all d'national Parlamenter an den EU-Législateur doriwwer informéiert huet, huet d'Europäesch Kommissioun dës Propositioun de 26. September 2012 zréckgezunn.

Communications du Président - séance publique du 14 mai 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6561 *- Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la nationalité, faite à Strasbourg le 6 novembre 1997, et modification de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 11.04.2013

6562 *- Projet de loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification*

(1) du Code pénal;

(2) du Code d'Instruction criminelle;

(3) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse;

(4) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;

(5) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 11.04.2013

6563 *- Projet de loi portant modification*

1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif,

2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 11.04.2013

6564 *- Projet de loi modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 16.04.2013

6566 *- Projet de loi facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.04.2013

6567 *- Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure (CLNI 2012) et de l'Acte final, faits à Strasbourg, le 27 septembre 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.04.2013

6568 *- Projet de loi portant réforme du droit de la filiation, modifiant*

- le Code civil,

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code pénal,

- la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changement de noms,

- et la loi communale du 13 décembre 1988

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.04.2013

6569 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange – Phase I: travaux préparatoires)*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2013

6571 *- Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02.05.2013

6572 *- Projet de loi*

a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 02.05.2013

3) La Chambre des Députés a adopté en date du 15 mai 2012 un avis motivé relatif à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012) 130 final).

Par son courrier du 14 mars 2013, le Vice-Président de la Commission européenne informe la Chambre des Députés qu'à la suite des avis motivés adoptés par 12 parlements nationaux, représentant un total de 19 voix, le mécanisme du «carton jaune» a été déclenché. La Commission européenne a ensuite analysé les arguments avancés par les parlements nationaux dans leurs avis motivés, mais, à l'issue de cet examen, celle-ci n'a pas pu constater de violation du principe de subsidiarité.

Néanmoins, la Commission européenne a pris note de l'état d'avancement des discussions sur la proposition de règlement et des avis exprimés par les principales parties prenantes et a conclu que la proposition était peu susceptible de recueillir le soutien nécessaire. Ainsi la Commission européenne, après en avoir informé les parlements nationaux et le législateur de l'UE, a retiré la proposition le 26 septembre 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, fir véier Projets de loi vum Rôle ze sträichen. Et handelt sech fir d'Éischt ëm de Projet de loi 5156B iwwert den Zeieschutz, de Projet de loi 5157 iwwert d'Failliten, de Projet de loi 5916 iwwert d'Vergréisserung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux an de Projet de loi 6047 géint d'Récidivë bei de Sexualtäter.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. 6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 8. Mee huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 6558 iwwert d'Unzuel

vun den Deputéierte pro Wahlbezierk, déi vum Här Gast Gibéryen an der Sitzung vum 21. Mäerz 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

6. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 8. Mee huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hëlt fir d'Éischt d'Chamber en neie Member op. Duerno kommen Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Chambersorganer a vun de Kommissiounen an internationalen Delegatiounen; de Projet de loi 6467, eng Ofännerung iwwert de Congé parental, nom Basismodell; de Projet de loi 6503 iwwert de SCRIPT, nom Basismodell; de Projet de loi 6522 iwwert d'Schafe vum Clierfer Lycée, nom Modell 1, an de Projet de loi 6550 iwwert de Beruff vum Affekot, alles nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer d'Orientéierungsdebatt 6434 iwwert d'Aarbechtspolitik, nom Modell 2; duerno de Projet de loi 6507, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Asylrecht, nom Modell 1; de Projet de loi 6330 iwwert d'Identifikatioun, den Nationalregister an d'Carte d'identité, nom Modell 1.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt eng Konsultatiounsdebatt iwwert de wirtschaftleche Wuesstum an d'Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg, nom Modell 2; duerno de Projet de loi 6501 iwwert d'Approbatioun vu fiskale Konventiounen a vun de Prozeduren, déi den Informatiounsaustausch ubelaangen, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6506, e Protokoll iwwert d'Immunitéit vun der Banque des Règlements Internationaux, nom Basismodell, an duerno de Projet de loi 6524 iwwert d'Schafe vu Chambres professionnelles à base élective, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

7. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Pierre Mellina

Duerch den Antrëtt vum Här Marc Spautz an d'Regierung musse mer wéinst der Incompatibilitéit mat dësem Mandat haut en neie Member an der Chamber ophuelen. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, wat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 2. Mee hunn ech mech fir d'Éischt un den Här François Biltgen gewannt, deen, nodeems hie seng éierbar Demissioun vu sengem Ministeschposte vum Grand-Duc accordéiert kritt huet, laut Artikel 54 drëtten Alinéa vun eiser Verfassung als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. A sengem Bréif vum 8. Mee huet den Här François Biltgen mech doriwwer informéiert, datt hien op säin Deputéiertemandat verzicht.

A mengem Bréif vum 8. Mee hunn ech mech dunn un den Här Pierre Mellina gewannt, deen deen nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süden ass. A sengem Bréif vum 10. Mee huet den Här Pierre Mellina mer matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här Marc Spautz weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Wilmes, d'Madame Lorsché, den Här Angel, den Här Boden.

Une voix.- Wou ass en?

M. le Président.- E war awer do! D'Madame Doerner.

Une voix.- Wou ass si dann?

Une autre voix.- Si ass net do!

M. le Président.- Ass d'Madame Doerner do?

(Brouhaha)

Dann huele mer eng aner fir d'Madame Doerner.

Den Här Gira. Den Här Bausch - ass och net do.

(Brouhaha général)

Den Här Wagner ass awer do! An den Här Haupert.

(Brouhaha général)

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Angel, d'Madame Lorsché, den Här Wilmes, den Här Boden, den Här Gira, den Här Wagner an den Här Haupert.

Ech géif also elo d'Kommissioun bieden, am Sall 4 a 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Pierre Mellina betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue de 14.48 heures à 15.00 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer constituéiert hunn, d'Madame Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: Här Serge Wilmes, Madame Josée Lorsché, Här Marc Angel, Här Fernand Boden, Här Camille Gira, Här Carlo Wagner, Här Norbert Haupert. Den Här Wilmes gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun der Kommissioun ernannt. Här President, ech bieden Iech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Presidentin. An d'Wuert kritt also elo de Rapporteur, den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, am Numm vun der Commission ad hoc géif ech Iech also de Rapport elo virdroen. An zwar duerch den Arrêté grand-ducal vum 30. Abrëll 2013 ass den Här Marc Spautz an d'Regierung komm. Duerch Arrêté grand-ducal vum 29. Abrëll 2013 huet de François Biltgen seng éierbar Demissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt.

Laut Artikel 54 Paragraph 3 vun der Verfassung gëtt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als éischte Suppléant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen. Deemno ass den Här François Biltgen éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei am Wahlbezierk Süden.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz et virgesäit, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Dem Artikel 9 vum Chambersreglement no suergt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 2. Mee 2013 huet de Chamberspresident sech un den Här François Biltgen gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert. A sengem Bréif vum 8. Mee 2013 huet den Här François Biltgen eise Chamberspresident doriwwer informéiert, datt hien op säin Deputéiertemandat verzicht.

A sengem Bréif vum 8. Mee 2013 huet de Chamberspresident Laurent Mosar sech un den Här Pierre Mellina gewannt, den nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Süden. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement, ass virgesinn: «La Chambre des Députés juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'Legislativwahle vum 7. Juni 2009 sinn dann den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt de Pierre Mellina, wunnhaft zu Lamadeleine, effektiv den nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei am Wahlbezierk Süden ass, fir dem Här Marc Spautz seng Plaz unzehuelen no deem senger Nominatioun als Regierungsmember an nodeems den Här François Biltgen op säin Deputéiertemandat verzicht huet.

A sengem Bréif vum 10. Mee 2013 huet de Pierre Mellina de Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vum Här Marc Spautz wëllt weiderféieren. D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Pierre Mellina schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Dispositioune souwuel vum Gesetz wéi vum Reglement op dësem Gebitt respektéiert, an deemno kann den Här Pierre Mellina dem Här Marc Spautz nofolgen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An ech géif Iech da bieden, den Här Pierre Mellina erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Pierre Mellina

Här Mellina, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure!».

M. Pierre Mellina *(CSV)*.- Je le jure!

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Pierre Mellina. Här Pierre Mellina, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen, an ech ginn Iech direkt d'Wuert.

M. Pierre Mellina *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, haut geet eng nei Etapp vu mengem politesche Liewen un. Ech freeë mech op dës nei Aufgab am Intérêt vun eisem Land, am Intérêt vun alle Bierger, ob Lëtzebuerger oder net, déi an dësem Land liewen a schaffen. Datt ech dës Méiglechkeet ab haut kréien, verdanken ech sécher un alleréischter Stell de Wieler, déi mer Vertraue bei de Wahlen 2009 geschenkt hunn, menger Partei, a besonnesch dem Marc Spautz, deen zënter dem leschten 30. Abrëll vum Krautmaart an d'Regierung gewiesselt ass. Ech wëll him dann och vu menger Säit vill Erfolleg a vill Satisfaktioun a sengem neien Amt wënschen.

Ech weess, datt ech als neien Deputéierten net den Usproch kann erhiewen, esou en erfuerene Politiker nahtlos ze ersetzen. Ech wäert awer mat vollem Engagement dës Aufgab an dësem héijen Haus ugoen. Eigentlech war et fir mech ni eng Ambitioun, e Mandat an der Chamber unzestriewen, esou wéi ech mir viru ronn 20 Joer och net richteg virstelle konnt, Politik ze maachen, wéi am Hierscht 1992 den deemolege Péitenger Deputé-maire René Putzeys mech gefrot huet, fir mech an der Péitenger Gemengepolitik ze engagéieren.

Et hat deemools schonn eng ausseruerdentlech Hartnäckegkeet vum Här Putzeys an eng besonnesch Iwwerzeegungskraaft vu mengem Frënd Jean-Marie Halsdorf gebraucht, fir datt ech 1993 un de Gemengewahlen deelgeholl hunn. Ech hat d'Chance, direkt am Januar 1994 als neie Conseiller am Gemengerot vu Péiteng unzefänken. A vun do un ass eigentlech mäin Interessi un dëser neier Aufgab an un der Politik vu Joer zu Joer gewuess.

Ech hu gemierkt, datt de Gestaltungsberäich vun engem Politiker méi grouss ass, wéi ee sech dat als Aussestehende virstellt, datt d'Aarbecht als Politiker een esou fessele kann, datt den héijen Zäitopwand, deen d'politesch Mandater sécher an Usproch huelen, kaum stéiert, datt bis elo déi perséinlech Satisfaktioun bei der Ausübung vu mengem politesche Mandat all Réckschlag an negativ Experienz, déi ni ausbleiwen, egal wat een am Liewe mécht, largement kompenséiert. Dofir kann ech jiddwerengem, besonnesch deene jonke Generatiounen, nëmme mat op de Wee ginn, datt et sech och haut nach lount, sech an eiser Gesellschaft an der Politik ze engagéieren.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e politescht Engagement ass nëmme méiglech, wann een déi néideg Ënnerstëtzung huet. Dofir wëll ech virun allem menger Famill, menger Fra Marie-Jeanne, menge Kanner Nadia, Linda a Gilles Merci soe fir all déi Joren, wou se mech op mengem politesche Wee begleet hunn, menge Frënn vu Péiteng, besonnesch der lokaler CSV-Fraktioun, déi ëmmer hannert mir stoung, och a besonnesch an de rare Momenter, wou meng Motivatioun nogelooss huet.

An enger Zäit, wou emol méi oder emol manner iwwer eng Trennung zwëschen engem nationalen an engem Gemengemandat debattéiert gëtt, kënnt mat mir e weideren Députémaire an d'Chamber. Ech erënnere mech u meng fënnef éischt Joren als Buergermeeschter, wou ech mat enger Fräistellung vun 18 Stonnen an der Woch hu missen auskommen, fir meng politesch Missioun, mä besonnesch och meng Missioun als éischte Responsabelen an enger Gemengeverwaltung, déi ronn 350 Mataarbechter beschäftegt, ofzedecken.

Dat war eng schwiereg Zäit. An ech war eigentlech richteg frou, wéi am Februar 2009 de Congé politique vun enger Gemeng mat iwwer 10.000 Awunner op 40 Stonne gehuewe gouf. Vun deem Dag u konnt ech mech bal ausschliesslech ëm d'Leedung vun der Péitenger Gemengeverwaltung këmmeren, wat sécher, och wann dat net ëmmer vu jiddwerengem esou positiv ugesi gouf, mir d'Méiglechkeet ginn huet, mech an engem vill méi fortgeschrattenen Detail mat den eenzelnen Dossieren ze beschäftegen.

Ab haut wäert meng Aarbechtsweis, an domadder och déi vu menge Kolleegen aus dem Schäfferot an den enkste Mataarbechter aus der Gemengeverwaltung, sécher erëm änneren. Ech sinn iwwerzeegt, datt déi grouss professionell Erfahrung vun dëse Leit, mä och d'Organisatiouns- an d'Koordinatiounstalent vu menger Assistentin an der Péitenger Gemeng mir et erlabe wäerten, déi zwee Mandater parallell ze meeschteren.

An de leschten Deeg gouf ech ëmmer erëm gefrot, wat dann elo meng Haaptprioritéiten als neien Deputéierten an deem nächste Joer wäerte sinn.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, an engem Land wéi Lëtzebuerg gëtt et ganz vill politesch Felder, wou et zu enger Iwwerschneidung zwëschen der nationaler an der lokaler Politik kënnt. Ganz vill nationalpolitesch Dossieren, déi fir de Moment zur Diskussioun stinn, fannen och hiren Nidderschlag an der Gemengepolitik, esou datt ech mech an deene leschte Joren a menge verschiddene politesche Funktiounen, déi ech wouergeholl hunn, domadder auserneegesat hunn.

Ech wëll dozou nëmmen zwee Beispiller ginn:

Éischtens, d'Zuel vun den Aarbechtslosen, besonnesch, mä awer net nëmmen, bei de Jonken, klëmmt permanent an eisem Land. Dofir brauche mer eng performant Aarbechtspolitik. Mir brauchen och Beschäftegungsinitiativen, fir déi opzefänken, déi kuerzfristeg keng Chance um éischten Aarbechtsmaart wäerte kréien. Aktiounen, wéi mer se an de leschte Wochen a Méint zu Lëtzebuerg erlieft hunn, wou e grousse Réseau, deen eigentlech viru 15 Joer an der Wéi vun dëser wichteger Initiativ stoung, kuerzerhand liquidéiert gouf, gesinn ech op jidde Fall als definitiv dat falscht Signal an der Aarbechtslosegkeetsbekämpfung.

Och musse mer Plazen, Zone-d'activités-économiquë schafen, wou nei Betriber sech kënnen installéieren, wou nei Aarbechtsplaze geschafe kënne ginn. Dofir brauche mer de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques». A mir brauchen awer och administrativ Weeër, déi eis erlaben, dës wichteg wirtschaftlech Infrastrukturen, déi an dësem Plan sectoriel virgesi sinn, esou séier wéi méiglech ze realiséieren. Wa mer géigeniwwer vun eisen Nopere konkurrenzfäeg wëlle bleiwen, a mir hu fir de Moment all Viraussetzungen nach derzou, da musse mer zu eisen alen Tugenden zréckfannen an erëm zum kuerze Wee, zu de schnellen Décisiounen zréckkommen.

Beispiller wéi d'Erschléissung vun enger Zone d'activités économiques an der Péitenger Gemeng, wou elo d'Planungsphas sech iwwer 15 Joer higezunn huet, droe sécherlech net derzou bäi, de wirtschaftlechen Opschwong an eisem Land ze förderen.

Zweetens, mir brauchen och e performanten öffentlechen Transport. D'Moderniséierung vun der Eisebunnsstreck zwësche Péiteng a Lëtzebuerg war sécher e wichtege Schratt fir d'Ubannung vum Südweste vum Land un d'Haaptstad.

Wa mer awer besonnesch d'Grenzgänger, mä net nëmme si, iwwerzeege wëllen, dëst modernt öffentlecht Transportmëttel méi intensiv ze notzen, brauche mer och onbedéngt weider Opfaangparkinge ronderëm d'Garen, wéi zum Beispill zu Rodange, a besonnesch adequat Transportmëttel, wéi zum Beispill den Tram, deen d'Verbindung zwëschen der Stater Gare an den Aarbechtsplazen an der Uewerstad, um Kierchbierg an esou weider garantéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert mech am nächste Joer besonnesch an d'Theme vun deene Kommissiounen abréngen, déi meng Fraktioun mir zougewisen huet. Ech wäert och net zréckschrecken, mech an nei Dossieren anzeschaffen, well eng nei Aufgab, en neien Défi jo grad säi Reiz doranner huet, nei Gebidder, an dësem Fall nei politesch Felder, kennenzeléieren.

Ech freeë mech op jidde Fall op eng gutt Zesummenaarbecht mat allen Deputéierten, egal wat fir enger politescher Partei si ugehéieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Mellina Merci.

8. Changement de composition des organes de la Chambre des Députés

1) Composition du Bureau

Nom Départ vum Här Marc Spautz an d'Regierung ass d'Chamber opgeruff, en neie Member fir de Bureau ze designéieren. D'CSV-Fraktioun proposéiert, den Här Marc Spautz duerch den Här Gilles Roth ze ersetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2) Composition de la Conférence des Présidents

An hirem Bréif vum 3. Mee 2013 huet d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Gilles Roth d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Marc Spautz iwwerhëlt.

9. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mat där neier Zesummesetzung vun der CSV-Fraktioun gëtt et och eng Rei Annerungen an de Kommissiounen an an den internationalen Delegatiounen. An hirem Bréif vum 14. Mee proposéiert d'CSV-Fraktioun folgend Ofännerungen:

An der Commission des Comptes ersetzt den Här Pierre Mellina den Här Gilles Roth;

an der Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État ersetzt den Här Gilles Roth den Här Marc Spautz;

an der Commission d'enquête sur le Service du Renseignement de l'État ersetzt den Här Léon Gloden den Här Marc Spautz;

an der Commission des Affaires intérieures, de la Grande région et de la Police ersetzt den Här Pierre Mellina den Här Gilles Roth;

an der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt den Här Raymond Weydert den Här Marc Spautz;

an der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire ersetzt den Här Pierre Mellina den Här Marc Spautz;

an der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports ersetzt den Här Pierre Mellina den Här Gilles Roth fir d'Voleten Éducation nationale a Formation professionnelle;

an der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Marc Lies den Här Marc Spautz;

an an der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madame Nancy Arendt den Här Marc Spautz.

An der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Marc Spautz als Membre suppléant;

an der Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe ersetzt den Här Pierre Mellina den Här Gilles Roth als Membre suppléant;

an an der Union parlementaire ersetzt den Här Gilles Roth den Här Marc Spautz.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen an de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen éischte Projet de loi vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 6467, eng Ofännerung iwwert de Congé parental. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

10. 6467 - Projet de loi portant modification

- du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Congé parental ass zu Lëtzebuerg agefouert ginn duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999. Domat huet eist Land d'Direktiv N°96/34 vun der Europäescher Gemeinschaft ëmgesat. Déi Direktiv, wat e bëssen aussergewéinlech ass, war zustane komm duerch een Accord vun de Gewerkschaften an dem Patronat op europäeschem Plang.

Am Joer 2010 hunn déiselwecht Sozialpartner en Accord ofgeschloss, fir de Congé parental ze verbesseren an och zum Deel nei ofzeänneren. Dësen Accord ass den Objet vun der Direktiv 2010/18 vun der Gemeinschaft, déi duerch deen heite Projet, dee mer haut diskutéieren, de Projet 6467, zu Lëtzebuerg ëmgesat soll ginn.

Well Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999 iwwert d'Virschréfte vun der Direktiv erausgaangen ass, hate mer zu Lëtzebuerg e Congé parental, dee wesentlech méi favorabel war, wéi dat an där deemoleger Direktiv virgesi war a wéi dat och haut nach virgesinn ass. Dofir ginn duerch dee Projet, dee mer haut diskutéieren an ofstëmmen, eigentlech nëmmen zwou Bestëmmunge vum Congé parental ofgeännert.

Éischtens, de Congé parental gëtt fir deen Elterendeel, deen den normale Congé parental net ka kréie vu sechs Méint, well en eenzel Bedingunge vum Gesetz net erfëllt, dee Congé parental gëtt vun dräi op véier Méint eropgesat. Dee Congé gëtt also accordéiert, wann een den normale Congé parental net ka kréien, well een d'Bedingungen net erfëllt. Dee Congé vu véier Méint, wéi en elo virgesinn ass, gëtt och keen Urecht op eng Indemnisatioun. E gëtt Urecht op de Congé, ouni dass dofir eng Entschiedegung bezuelt gëtt. Dësen net indemniséierte Congé parental vu véier Méint ass eigentlech eng Ausnahmeregelung. An et ass och seelen, dass en zu Lëtzebuerg accordéiert gëtt, obscho mer iwwert déi do Fäll keng genee Statistike virleien hunn.

Eng zweet Moossnam, déi de Projet virgesäit, ass, dass de Salarié, deen nom Congé parental erëm seng Aarbecht wëllt ufänken, d'Recht kritt, beim Patron e Gespréich ze froen, fir mam Patron iwwert d'Aarbechtszäit oder iwwert den Aarbechtsrhythmus ze diskutéieren an eventuell nom Wonsch vum Salarié eng Ofännerung vun där Aarbechtszäit kënnen ze kréien.

De Patron muss d'accord si mat deem Gespréich. E muss also dem Salarié en Entretien accordéieren. De Patron ass awer net gehalen, mat de Virschléi vum Salarié, wat deem seng Virstellungen iwwert d'Aarbechtszäit oder den Aarbechtsrhythmus ugeet, d'accord ze sinn. Wann de Patron déi Ofännerung vun der Aarbechtszäit refuséiert, muss en dee Refus motivéieren. Wann de Patron dat Gespréich net accordéiert oder wann e refuséiert, eng motivéiert Äntwert ze ginn, dann huet de Salarié e Recht op Schuedensersaz, deen en dee Moment beim Geriicht kann akloen.

Den Text gesäit an där doter Hisiicht keng Formalitéite vir. D'Gespréich kann also och mëndlech ugefrot ginn. An et sinn och keng Délaie virgesinn. D'Kommissioun huet dat e puermol diskutéiert. A mir ware schlussendlech der Meenung, dass ee beim Text vun der Regierung soll bleiwen, deen déi Formalitéiten net virgesinn huet. Dat gëtt eng Vereinfachung. Et erméiglecht och, dass à tout moment de Salarié an de Patron sech d'accord kënnen erklären, zu deem Gespréich ze kommen. Et sinn och keng Délaie virgesinn. Allerdéngs, well de Patron eng motivéiert Äntwert muss ginn op d'Ufro vum Salarié, ass et ubruecht, wann et zu enger Geriichtsaffär géif kommen, dass de Patron déi Äntwert do schréftlech gëtt, well et schwiereg gëtt bei enger mëndlecher motivéierter Äntwert, ee Prozess gegebenenfalls iwwer Schuedensersaz ze féieren.

Déi nei Bestëmmunge betreffen d'Salariéen aus dem Privatsecteur, si betreffen och déi vum Stat a si betreffen d'Leit, déi bei de Gemenge schaffen. Dofir musse souwuel de Code du Travail wéi och d'Gesetz iwwert de Statut vun de Statsbeamten a vun de Gemengebeamten ofgeännert ginn.

Wéi mer aus den Avisë vun de Beruffschambere kënne liesen, sinn d'Sozialpartner mat deenen neie Bestëmmungen, esou wéi se hei virleie beim Congé parental, d'accord. D'Familljen- an d'Chancëgläichheetskommissioun huet mat enger grousser Majoritéit och hiren Accord zu deem Text ginn, esou wéi en no de Kritike vum Conseil d'État amendéiert ginn ass. Ech bieden dofir och d'Chamber, den Accord zu deem Text ze ginn, esou wéi d'Kommissioun Iech dat proposéiert huet.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, säi mëndlechen a schréftlechen. Ech mengen, hei handelt et sech ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, wou hien elo d'Detailer erkläert huet. Ech wéilt just eng Bemierkung respektiv eng Reflexioun hei zu deem Projet de loi maachen, dat ass: Mir hunn eigentlech elo d'Gesetz vum Congé parental säit 1999. Deemools ass dat am Kader vun deene sougenannten „PAN-Gesetzer" gemaach ginn. An et wier jo awer vläicht gutt gewiescht, no esou vill Joren och eng Kéier, besonnesch elo, wou een dat Gesetz modifizéiert, e Bilan ze maache respektiv eng Kéier ze analyséieren, wat dat Gesetz vun deemools bruecht huet.

Well ech wëll drun erënneren - esou hunn ech et emol an Erënnerung, an et war jo am Kader vun de PAN-Gesetzer -, datt et eigentlech jo als aarbechtspolitesch Mesure geduecht war, dat heescht, datt doduerjer och sollten nei Aarbechtsplaze kreéiert gi respektiv et sollt Méiglechkeete gi fir Leit, Jonker zum Beispill, an den Aarbechtsprozess eranzekommen, éischt Experienzen ze sammelen.

Et wier interessant gewiescht, wann een do emol eng Kéier Zuele gehat hätt, wann een do Analyse gehat hätt, ob dat da wierklech, dat Zil, wat also deemools dat Gesetz hat, ob dat erreecht gi wier. Zum Beispill, et gesäit ee jo och - an dat huet eben dat Ganzt mat sech bruecht; dat ass esou e bësse mäi Gefill, mä net nëmme mäi Gefill -, datt am Endeffekt de Congé parental éischter eng familljepolitesch Mesure war. An haut sëtzt jo och op der Regierungsbänk eigentlech net den Aarbechtsminister, mä just den neie Familljeminister.

An och do, wann ee seet: „Okay, da si mer an engem anere Schema. Et ass méi eng Mesure fir ze kucken, Beruff a Famill mateneen ze verbannen", och do kéint een dann, wann een et aus deem Bléckwénkel géif kucken, eng Kéier e Bilan maachen a soen: Wat ass gutt dru gewiescht? Wat kéint ee verbesseren? Besonnesch och ënnert deem Bléckwénkel vu familljepolitescher Mesure kéinte mir eis als DP eng ganz Rei aner Saachen oder nach aner Elementer do virstellen, déi mer och an eisem Wahlprogramm schonn haten, ënner anerem, datt een dat dann och kéint méi flexibel gestalten.

Bon, bref, einfach fir ze soen, et wier sënnvoll! Ech hunn elo keng Motioun preparéiert. Ech wëll och elo net deen neie Familljeminister respektiv den Aarbechtsminister do elo hei iwwerrasche mat enger Motioun an em nach nei Hausaufgabe mat op de Wee ginn. Neen, et wier awer sënnvoll, wa mer eis géifen eng Kéier als Chamber - respektiv och déi zoustänneg Ministèren an Zukunft eng Kéier - déi Zäit huelen oder och déi Aarbecht an Ugréff huelen, fir emol eng Kéier en detailléierte Bilan ze maachen an opgrond vun deene Bilane vläicht dann och an Zukunft nach déi eng oder déi aner Modifikatiounen do virzehuelen.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, well dat, wéi gesot, eng Ëmsetzung vun enger Direktiv ass, abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An d'Wuert kritt d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi iwwert de Congé parental, dee mer elo gläich wäerte stëmmen, deen ännert jo fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg nëmme relativ kleng Detailer. Well wéi mer alleguerte wëssen, hu mir jo méi grousszügeg Bestëmmungen, wéi dat an där neier europäescher Direktiv virgeschriwwen ass.

Déi nei Direktiv an och d'Adaptatioune vun deem bestoende Gesetz, mengen ech, do ass de Rapporteur drop agaangen. Dofir kommen ech net méi dorop zréck. Och wat den aarbechtsspezifesche Volet vum Congé parental ubelaangt, ass mäi Virriedner drop agaangen, dofir kann ech mer dat och spueren. Ech schléisse mech einfach deem un, wat hie sot.

Dofir wéilt ech dann awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach eng Kéier meng Iwwerzeegung auszedrécken, datt dee Congé parental eng richteg an awer och eng wichteg Mesure ass, fir ze hëllefen, Famill a Beruffsliewen ënner een Hutt ze bréngen. An ech wëll dat nach eng Kéier wierklech hei betounen, well mir brezten eis jo och gären dobaussen domadder, datt mer esou grousszügeg Bestëmmungen hunn. An an eiser Roll als Musterschüler, do gefale mer eis ganz dacks ganz gutt, mä wann dann awer bis soll ugefaange ginn ze spueren, da komme relativ schnell Tendenzen op, fir an der Familljepolitik respektiv och beim Congé parental besonnesch ze kierzen.

Déi Tendenzen do, där gouf et an de leschte Jore genuch. Dofir wär et, mengen ech, och un der Zäit, fir sech iwwert déi Tendenzen do Gedanken ze maachen. An ech halen et do mat dem Här Spautz senger Virgängerin, der Madame Jacobs, déi viru ronn fënnef Joer sot, eng Kierzung vum Congé parental - an ech zitéieren - „wär e gewaltege Réckschlag". E gewaltege Réckschlag wär et net nëmme fir d'Kanner, mä och fir d'Mammen a virun allem och fir d'Pappen, well et awer trotzdeem eng intensiv Zäit ass, bei där een d'Geleeënheet huet, eng enk Relatioun mat senge Kanner opzebauen. An do kann een herno weider als Elteren drop bauen.

Ze bemierken ass awer och - an dat deet mer e bësse leed -, datt nach ëmmer zum allergréissten Deel d'Fraen dëse Congé parental huelen. Am Exposé des motifs, do geet dovunner Rieds, datt et ronn dräi Véirel Frae sinn an nëmmen ee Véirel Männer. An och wann den Undeel vun de Männer staark geklommen ass zënter der Aféierung vum Congé parental '99, esou ass et awer schued fir déi Männer, déi vun dëser Mesure net profitéieren. Et ass awer net nëmme schued fir si, mä et ass virun allem och schued fir hir Kanner.

An ech mengen, datt et och de Frae schuet. Firwat? Virum Hannergrond vun deenen Zuelen, déi ech Iech elo just genannt hunn, kéint de Congé parental kontraproduktiv si fir Fraen. Well wann e Patron eng jonk Fra astellt, da muss en domadder rechnen, datt déi Fra Kanner kritt an datt se eventuell net nëmmen hire Congé de maternité hélt, mä och nach vläicht de Congé parental drunhänkt. An d'Fro ass eben, ob an deem Sënn Fraen net benodeelegt ginn um Aarbechtsmarché, wann de Patron dat doten alles am Hannerkapp huet.

Et wär dann och menger Meenung no wichteg ze wëssen, firwat d'Männer nach ëmmer esou retizent sinn, fir vum Congé parental ze profitéieren. Bon, ee Grond kann natierlech sinn, datt et vum Patron vläicht net gär gesinn ass. En aneren ass awer och vläicht deen, datt, wann ee Congé parental hélt, dat finanziell kann e grousst Lach an d'Keess vun engem Stot räissen.

Ech mengen, Dir wësst, datt et fir Leit, déi no beim Mindestloun verdéngen, ganz dacks gutt ass, wa se Congé parental huelen, well se domat eventuell méi verdéngen, wéi wa se de Congé parental net géifen huelen. Mä bei anere Leit, déi wäit doriwwer lafen, do kënnt et dann awer ganz gären zu finanziellen Engpäss. Et misst ee vläicht iwwerleeën, ob et net interessant ass, sech zum Beispill u Schweden ze orientéieren, wou et net e feste Montant ass, deen et als Indemnitéit gëtt, mä wou et e Pourcentage vun engem Salaire ass, deen natierlech awer eng iewescht Grenz huet.

Ech weess, datt et sécherlech net dee richtege Moment ass, fir hei méi héich Leeschtungen ze fuerderen, mä ech denken awer, datt et derwäert ass sech e puer Gedanken iwwert déi Propos do ze maachen. Well hei ass net nëmmen de finanziellen Aspekt, also de Käschtepunkt, ee Punkt, mä virun allem och de familljepolitesche Volet an natierlech dee vun der Égalité des chances, deen, wann een dat à long terme kuckt, natierlech och vill Positives ka bréngen.

Mir bleift domat just ze soen, datt d'LSAP dëse Projet wäert stëmmen. An ech profitéieren natierlech och vun der Geleeënheet, fir dem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, villmools

Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. D'Wuert kritt elo d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, grad ewéi 1999 bei der Aféierung vum Congé parental geet et och haut bei senger Verbesserung drëms eng europäesch Direktiv zugonschte vu beruffstätegen Elteren ëmzesetzen, wann och mat enger Verspéidung vun iwwer engem Joer. Dem Här Paul-Henri Meyers wéilt ech onofhängeg vun deem Retard villmools Merci soe fir säin explizitte Rapport. Ech denken net, datt de Retard un him hänkebliwwen ass.

Trotz senger limitéierter Envergure bitt dëse Projet d'Geleeënheet, sech e wéineg méi genee mam familljepoliteschen an ekonomeschen Impakt vum Congé parental auserneenzesetzen, quitte datt keen offizielle Bilan vun alle Moossnamen an deem Beräich virläit.

De Statistiken no profitéiere säit 1999 ëmmer méi Eltere vun där Moossnam, en Zeechen, datt se gräift an eng wäertvoll Hëllef ass, fir Beruff a Famill mateneen ze verbannen. Datt d'Männer, wéi d'Claudia Dall'Agnol et och gesot huet, trotz enger positiver Tendenz no uewen, nach ëmmer zréckhalend sinn an nëmme 24% vum Total ausmaachen, läit an der Logik vum traditionelle Rolleverständnis, wat, wéi et schéngt, an eisem Land nach net um wackelen ass, anererséits awer och um sougenannten „Karriereknick", virun allem bei Männer, déi fäerten, si géifen doduerch ni méi an déi Carrière kommen, déi se virdrun haten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Flexibilitéit vun der Aarbechtszäit dierften u sech keng Grenze gesat sinn, weder no engem Congé parental nach allgemeng, jiddefalls net, soulaang wéi d'Patronen an d'Salariéë sech eens sinn. Eens gi se sech awer nëmme selten, well d'Interesse vun deenen engen an d'Interesse vun deenen aneren oft openeestoussen an zu Konflikter féieren.

Op där enger Säit huet den Employeur Interessi drun, d'Aarbechtszäit an de Rhythmus vum Personal iwwer e gewëssenen Zäitraum ze plangen, mat engem strukturéierten Organigramm, mat de richtege Kompetenzen op der richteger Plaz. Eng Navigation à vue erweist sech schnell als kontraproduktiv, souwuel an engem Betrib wéi och an enger Verwaltung.

Op där anerer Säit ass et an eiser Gesellschaft awer wichteg, datt d'Mënschen an der Famill Verantwortung iwwerhuele kënnen, ouni hir berufflech Zukunft mussen op d'Spill ze setzen. Opgrond vu festgefruerenen Aarbechtszäiten, héijem Leeschtungsdrock, schlechten Aarbechtskonditiounen an engem evidente Mangel un héichwäertege Betreiungsstrukturen ass dat awer net ëmmer esou einfach.

D'Haaptmotiv vun dësem Projet de loi besteet jo dann och doran, d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ze verbesseren dee Moment, wou de Congé parental zu Enn ass a wou de Retour an d'Beruffsliewen eng grouss Ëmstellung bedeit. Mam Accord-cadre, deen déi europäesch Sozialpartner am Joer 2009 ausgehandelt hunn, kritt all Salarié um Enn vu sengem Congé parental d'Recht op e Gespréich mat sengem Employeur, fir eng Flexibiliséierung vu senger Aarbechtszäit unzefroen. Allerdéngs brauch där Demande, jee nom Gutdünke vum Employeur, net Rechnung gedroen ze ginn.

Datt d'Chambre des Métiers, mat engem net onbekannte Promoteur un der Spëtzt, sech dësem europäeschen Accord net opposéiert, ass logesch a ganz am Sënn vun hire Memberen. D'Chambre des Métiers begréisst souguer a schätzt sech glécklech, datt d'Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit zugonschte vun den Elteren net un iergendeng Obligatioun gebonnen ass, sief et emol net fir e Joer.

Deem entgéint weist d'Chambre des Salariés zu Recht drop hin, datt d'Gespréicher mam Patron nach ëmmer méiglech waren, mat der berechtegter Kritik, datt d'Direktiv, esou wéi Lëtzebuerg se ëmsetzt, d'Situatioun net wäert verbesseren. Well de Refus net an engem festgeluechten Delai muss motivéiert ginn, riskéiert de Salarié ganz einfach, ouni Äntwert am Ree stoen ze bleiwen, esou laang, bis déi maximal Dauer vun engem Joer eriwwer ass. D'Kritik vun der Chambre des Salariés ass doséinst méi wéi berechtegt! An awer gesi mir an dësem Projet de loi eng Chance, déi an auslänneschen, virun allem an däitsche Betriber längst erkannt ginn ass.

D'Entwécklung vu Léisungen oder zumindest vu Kompromësser ass schliesslech nëmme méiglech, wa matenee geschwat gëtt. Gespréicher kënnen zu méi Vertrauen an zu méi Verständnis féieren, kënne motivéieren an eenzel Problemer schonn an hirem Kär verhënneren. An deem Sënn dréit all Gespréich, wann et an enger positiver Approche gefouert gëtt, zum Wuelbefannen op der Aarbecht bäi, ass e wichtege Facteur an der ganz aktueller Diskussioun ronderëm de Bien-être au travail.

Bedauerlech ass an deem Kontext, datt d'Gespréich laut Gesetz just mat engem Uspriechpartner aus der Chefetage soll stattfannen, während d'Mataarbechter ausgeschloss sinn. Mir sinn iwwerzeegt, datt de Prozess vun der Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit méi reibungslos kéint oflafen, wann d'Personaldelegatioune géifen an esou e Gespréich involvéiert ginn.

An deem Sënn hätte mir eis gewënscht, datt net nëmmen déi minimal Basisnorme vun der Direktiv géifen ëmgesat ginn, mä datt méi favorabel Normen adoptéiert géife ginn, och fir d'Eltere vu behënnerten oder erkrankte Kanner. Dat wier net nëmmen am Interessi vum Aarbechtsklima a vum Wuelbefannen am Betrib, mä och am Interessi vun eiser Ekonomie an de Verwaltungen. Fir déi gëtt et nämlech ëmmer méi wichteg, individuell Aarbechtsmodeller fir jonk Elteren auszeschaffen, fir de Verloscht un héich qualifizéiertem Personal a Grenzen ze halen. Sou Modeller verhënneren an éischter Linn…

M. le Président.- Madame Lorsché, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, ech si bal um Schluss. Déi Modeller verhënneren an éischter Linn, datt vill Fraen, oft héich qualifizéiert Fraen, de Beruff jorelaang un den Nol hänken an den Uschloss duerno verpassen. An deem Sënn ass et souwuel fir d'Betriber wéi och fir d'Verwaltunge liewenswichteg, d'Zeeche vun der Zäit ze erkennen an op Familljefrëndlechkeet ze setzen.

Dat gesot, gi mir eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi an der Hoffnung, datt d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff heimat e Stéck weiderkënnt, wann och just e Millimeter.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och d'ADR schléisst sech ganz gär dem Merci un de Rapporteur u fir säin Exposé. Mir hunn hei just zwou grondsätzlech Bemierkungen ze maachen.

Wéi och anerer et virdru gesot hunn, an och wéi d'Präsenz vun eisem neie Familljeminister, deem mer och ganz gär gratuléiere fir déi nei Funktioun, wéi déi et och beweist, ass dat hei eng kloer familljepolitesch Moossnam. A fir eis ass dat eng national Kompetenz. Mir froen eis, ob dat do wierklech muss de ganzen europäeschen Apparat un d'Rulle bréngen, fir hei u sech eppes ëmzesetzen, wat sech am grousse Ganzen op d'Recht op e Gespréich résuméiert an op ee Mount net rémunéréiert méi. Dat ass eng Disproportioun. Also an eisen Ae soll dat do eng national Kompetenz sinn.

Dat Zweet, wat ee muss soen, dat ass, datt och de Stat muss léieren, datt e sech aus verschiddene Saache soll eraushalen. A wou de Stat sech soll eraushalen, ass un éischter Plaz d'Privatsphär vun de Leit an d'Familljeliewen. Et ass eiser Iwwerzeegung no eng Saach vun all Famill, fir ze décidéieren, wie wéi eng Roll - fir dat Wuert ze gebrauchen - soll spillen, wie sech soll ëm d'Erzéiung vun de Kanner këmmeren.

Mir solle Rahmebedingunge schafen als Stat, déi e Congé parental erméiglechen, an d'Gestioun vun de Familljen de Familljen iwwerloossen. Well mir trauen hinnen. Mir mengen, datt d'Mammen an d'Pappe ganz gutt capabel sinn, eleng ze décidéieren, wéi se sech ëm hir Kanner wëlle këmmeren.

Dat gesot, Här President, wéi gesot, mir stëmmen dat Gesetz gär mat, awer mat deenen zwou Bemierkungen, déi ech gemaach hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech mengen, hei hu mer e positiivt Gesetz, an ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Bericht. Mä ech wëll awer och drop hiweisen, datt mer am Ausland liicht aner Bestëmmungen hunn, wat d'Demande ugeet an d'Form. An de Rapporteur hat dat schonn ervirgestrach, datt zum Beispill a Belgien ee muss eng Demande duerch recommandéierte Bréif un de Patron eraginn, dräi Woche virdrun, an de Patron muss dann aacht Deeg, ier de Congé parental, deen éischte Congé parental, eriwwer ass, äntwerten, an dat motivéiert.

Doduerjer, datt mer elo keng Délaien a keng Formen agesat hunn, muss een hoffen, datt de Patron hei guttwëlleg ass, fir mam Salarié oder mat der Salariée ze schwätzen, an datt een dann zu engem Accord kënnt. Wann de Patron elo schlechte Wëllens ass, da seet en einfach, en hätt keng Demande krut, an da brauch en och keng Äntwert ze ginn an da kann et och net op d'Geriicht goen.

Dofir wier et ubruecht, datt d'Salariéen, déi mengen, datt hire Patron net mat hire Propositiounen d'accord wier, deene wier unzeroden, datt se sollten e recommandéierte Bréif eraschécken an engem gewëssenen Délai, fir de Patron dann ze obligéieren, dann och schréftlech ze äntwerten. Ech mengen, dat ass - hoffentlech -, an den allerwéinegste Fäll misst dat de Fall sinn. Mä et ass awer gutt, datt een dat als Rot zréckbehält, well soss kéint et déi eng oder déi aner geriichtlech Ongerechtegkeete ginn.

Dat gesot, mengen ech, ass dat heiten awer e ganz gudde Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt elo deen neie Familljeminister, den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wollt ech Iech Merci soe fir déi léif Wierder, déi Der am Ufank vun der Sitzung u meng Adress geriicht hutt, an ech wäert och mäi Bescht maachen, esou getrei deene Virstellungen, déi Dir expriméiert hutt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Paul-Henri Meyers, de Rapporteur vun dësem Gesetz, fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Bericht. Duerch d'PAN-Gesetz vun 1999, wat komm ass no der Tripartite vun 1998, ass de Congé parental an d'Liewe geruff ginn op Basis vun enger europäescher Direktiv. Mä et war, wéi et scho vu verschiddene Kolleege gesot ginn ass, déi Zäit gekuckt ginn als eng aarbechtspolitesch Moossnam, déi kéint mat dozou féieren, dass nom Congé parental plus de Congé de maternité bei eelef Méint dat och géif dozou bäidroen, dass mer um Aarbechtsmaart zousätzlech Plaze géife schafen.

Et däerf een net vergiessen, dass mer - déi Zäit war et scho schlëmm, zwar nach net an den absolute Chifferen esou schlëmm wéi haut -, dass mer alles probéiert hunn, fir ze kucken, och deemools, Leit a Beschäftegung ze kréien, an dass dat eng zousätzlech Moossnam gewiescht wier.

En zweete Punkt war deen, an deen ass ënnerstrach gi souwuel vum Eugène Berger wéi och vum Claudia Dall'Agnol, fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruffsliewen e bësse méi nozebréngen, dass et och wichteg war, dass een trotz der Erzéiung vun de Kanner d'Méiglechkeet sollt kréien, sech ëm si ze bekëmmeren an och gläichzäiteg erëm eng Chance ze hunn, an d'Beruffsliewen zréckzekommen.

An den drëtte Volet deemools war, an dat ass ënnerstrach gi vun der Madame Lorsché a vum Här Kartheiser a vum Här Henckes, dat war, dass et sollt Chancëgläichheet sinn, dass ee jiddwerengem konnt d'Méiglechkeet ginn, dee Wee ze décidéieren, deen e wollt maachen, an dass et och Chancëgläichheet wier tëschent de Männer an de Fraen. Sou wäit war also d'Iddi vum Gesetz vun 1999.

A wann een dann och kuckt, wéi d'Entwécklung war… Et war gefrot ginn, den Här Berger huet gesot, fir eng Analys ze maachen. Also ech scheien dat net, dass mer dat eng Kéier sollen an der Kommissioun - wann den Här Schaaf als President domadder averstanen ass, dass mer eng Kéier doriwwer diskutéieren - am Detail kucken, fir dat ze maachen.

Mä awer e puer Chifferen och elo schonn: 1999 waren et 1.323 Fraen, déi deen éischte Congé parental geholl hunn, 2012 waren et der 2.879, déi direkt no der Gebuert vum Kand drop zréckgegraff hunn. Wann een och do gesäit, dass et praktesch eng Verduebelung ass, esou ass d'Zuel awer bei de Männer ganz frappant aneschters ginn. Esou waren et 1999 30 Männer, déi op den zweete Congé parental zréckgegraff hunn, haut sinn et der 826, wat also massiv an d'Luucht gaangen ass. Dass do nach ëmmer vill ze maachen ass, dat ass och vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn. Ech mengen, dat ass kloer. Dat solle mer och maachen. Mä dofir solle mer dann esou eng Diskussioun roueg féieren.

Wat awer elo de Projet de loi 6467 ubelaangt, dee Projet, deen elo haut virläit, dat ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2010/18/UE, an do muss ech awer drun erënneren - hei ass et d'Kritik ginn, dat hätt vill ze vill laang gedauert bei der Ëmsetzung -, ech muss awer do dann den Historique maachen: Et sinn nämlech d'Sozialpartner, d'Sozialpartner…

(Interruption)

Neen, et sinn awer d'Sozialpartner, déi sech dorëm sollte bekëmmeren. An et ass och deemools gekuckt gi beim CES, den 18. Januar 2011 huet den CES den Optrag kritt gehat, dat ze maachen. Do waren awer verschidde Schwieregkeeten, an dofir huet de Familljeministère den 8. Dezember 2011 un den Ausseminister geschriwwen, deen och eng Extensioun kritt huet fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv fir an den éischte Quartal 2013, an iwwert deem si mer elo 14 Deeg eraus (veuillez lire: sechs Wochen eraus), wou mer den Délai gehat hätten, fir dat ëmzesetzen. Sou dass, wa mer och an absolute Chifferen…, dass mer eis awer un d'Prozedur gehalen hunn, dass mer fir d'Éischt mat de Sozialpartner geschwat hunn, dass et duerno de Conseil Économique et Social war, deen den Optrag kritt huet, an dass och duerno d'Verlängerung ugefrot ginn ass, fir dat kënnen ëmzesetzen.

Beim Projet muss een awer och hei ënnersträichen, dass duerno en Aarbechtsgrupp stattfonnt huet tëschent dem Familljeministère, dem Aarbechtsministère, dem Innenministère an dem Minister vun der Fonction publique, fir dee Projet ze iwwerschaffen an dann och op den Instanzewee ze ginn, betreffend all déi eenzel Ännerungen, déi et gi sinn, nodeems festgestallt gi war, dass mer op deem anere Wee net séier genuch virukomm sinn.

Mat deem neien Accord-cadre, an de Paul-Henri Meyers huet et ënnerstrach, gi mer erop vun dräi op véier Méint. U sech ännert sech fir hei zu Lëtzebuerg näischt, well mer dach mat deene sechs Méint Remboursement jo vill méi wäit sinn, wéi d'Direktiv virgesäit, sou dass mer just bei deene Leit, déi op de Congé sans solde géifen zréckgräifen, d'Méiglechkeet hunn, och elo vun dräi op véier Méint an d'Luucht ze goen.

Fir de Rescht, wëll ech soen, sinn ech frou iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi de Projet hei an dësem Sall fënnt, well et ebe wichteg ass. Och de Fernand Kartheiser huet gesot: „Et ass eng national Kompetenz." Mä och d'Basis vun der Aféierung vum Congé parental 1999 ass op en europäesche Kader zréckgaangen, an et war en Accord, deen deemools tëschent den europäesche Sozialpartner fonnt ginn ass, dofir och elo dës Ëmännerung am europäesche Kader. Mä, wéi gesot, d'Regierung huet kee Problem, fir zesumme mat der zoustänneger Chamberskommissioun eng Kéier den Detail ze maachen a fir dann och ze kucken, wat mer nach alles bei deene jeeweilege Punkte kënnen änneren. Ech sot…

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wollt…

M. le Président.- Den Här Berger wëllt lech eng Fro stellen. Här Berger, da fuert lass.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech wéilt soen, dass ech begréissen, dass den neie Familljeminister prett ass, fir eng Kéier e Bilan an der Kommissioun, an der Familljekommissioun ze maachen. Ech wéilt hie just froen: Wier hien eventuell och prett - well den Aarbechtsminister net hei ass a well awer och, wéi ech dat virdru gesot hat, eigentlech au départ och aarbechtspolitesch Mesuren domadder eigentlech am Hannerkapp waren -, dass ee vläicht, ech weess net, an enger Commission jointe oder op alle Fall och, wann een de Bilan mécht, do och eng Kéier den Aarbechtsminister derbäi hätt respektiv mat där Kommissioun dat kéint zesumme maachen? Dofir einfach d'Fro, fir dat matzehuele bei de Kolleeg.

Merci.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här Berger. Ech sinn dovun iwwerzeegt - de President vun der Kommissioun vum Travail huet dat och elo matkritt, den Här Lux -, ech mengen, och do ass kee Problem, fir sech eng Kéier op deenen zwee Voleten zesummenzesetzen. Mä ech ka mech nëmme fir dat engagéieren, fir wat ech zoustänneg sinn, an dofir hat ech déi Propositioun gemaach mat der Famill.

Mä op alle Fall der Chamber villmools Merci fir dës grouss Zoustëmmung. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Familljeminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6467 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile

Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6503 iwwert de SCRIPT. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Berger, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Colombera.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

11. 6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madamë Minister, Här Minister, de Projet de loi, deen eis hei virläit, ass den 23. November 2012 vun der Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. De Statsrot souwéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn hiren Avis dozou ofginn. Nodeem déi zoustänneg Chamberskommissioun de Gesetzprojet am Detail examinéiert hat, huet se eng Rei parlamentaresch Amendementen ugeholl, déi Objet ware vum Avis complémentaire vum Statsrot, deen an der Sëtzung vum 18. Abrëll 2013 analyséiert gouf, wou och dëse Projet de rapport ugeholl gouf.

Bis elo waren zwee Servicer vum Ministère vun der Éducation nationale an der Ëmsetzung vun der elektronescher Gouvernance implizéiert: Éischtens, de Centre de Technologie de l'Éducation, ofgekierzt CTE, deen niewent der Schafung vum Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques, besser bekannt als SCRIPT, souwéi der Kreatioun vun engem Conseil scientifique duerch dat modifizéiert Gesetz vum 7. Oktober 1993 geschafe gouf, an zweetens, de Service informatique vum Ministère, deen an den 80er Jore geschafe ginn ass an deemools Service informatique de gestion et d'études statistiques geheescht huet. Hir Missioune ware complémentaire, hu sech awer och munchmol iwwerschnidden.

D'Existenz vun zwou parallelle Strukturen huet déi néideg global an transversal Approche vun allen informateschen Dossiere souwéi d'Ausschaffung vun enger gemeinsamer Strategie erschwéiert. Déi rasant Entwécklung vun den Technologien an der Informatioun souwéi an der Kommunikatioun verlaangt eng kohärent Struktur. Dëse Gesetzesprojet schaaft eng nei Verwaltung mam Numm „Centre de Gestion Informatique de l'Éducation", ofgekierzt CGIE, duerch d'Fusioun vun deenen zwee bestehende Servicer.

Déi nei Struktur soll d'Prozedure souwéi d'Notzung vun den informatesche Ressourcë verbesseren, mam Zil, eng méi effikass Gestioun vun der Informatik ze garantéiere souwéi den Erwaardunge vun internen an externe Benotzer besser ze entspriechen. Dank dëser eenzeger Struktur gëtt den Zougang zu de Leeschtungen erliichtert an déi jährlech Exploitatiounskäschte kënne reduzéiert ginn.

Laut Artikel 5 gëtt den Artikel 11 vum Gesetz vun 1993 remplacéiert. Hei ginn d'Missioune vum Centre festgeluecht, ënner anerem a) d'Konzeptioun, d'Entwécklung an d'Exploitatioun vun informateschen Applikatiounen, b) d'Berodung vum Conseil an déi technesch Hëllef bei Uschafungen, Installatiounen a bei der Maintenance, c) d'Gestioun vun den Donnéeë vun de Schüler, dem Personal an der Verwaltung vun der Éducation nationale, d) d'Sécherheet vun der Informatik an de Schutz vun den Donnéeën à caractère personnel, e) d'Relatioune mat Lëtzebuerger oder auslännesche Servicer mat ähnleche Missiounen.

De Centre begräift zwou Divisiounen: eng Divisioun „Études et développements" an eng zweet Divisioun „Informatique distribuée et support", deenen hir Missiounen am Artikel 7 genau definéiert sinn. Bei der Ausféierung vun dëse Missiounen engagéiert sech de Centre d'Qualitéit an d'Sécherheetsnormen ze respektéieren, wéi se vum Centre des technologies de l'information de l'État festgeluecht sinn. Déi informatesch Uwendunge souwéi aner Medien, déi de Centre entwéckelt, sinn d'Propriétéit vum Stat am Sënn vum Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droits d'auteur an d'Bases de données.

De Centre gëtt vun engem Direkter geleet, deen de Pouvoir hiérarchique iwwert d'gesamt Personal huet an de Centre bei nationalen an internationalen Autoritéite vertrëtt. Hie gëtt bestëmmt ënnert de Fonctionnairen aus der Carrière supérieure, déi mindestens fënnef Joer mussen am Statsdéngscht sinn.

Laut dem neien Artikel 23bis kritt de Centre ee Comité de gouvernance informatique mat ënner anerem folgende Missiounen: säin Avis ofzeginn zu de Froen, déi him vun dem Minister ënnerbreet ginn; dem Minister och aus eegener Initiativ Virschléi a Suggestiounen ze maachen iwwer Moossnamen, déi ze huele sinn; dem Minister e jährlechen Aktiounsprogramm fir d'informatesch Gestioun ze ënnerbreeden.

De Comité setzt sech aus sechs Memberen zesummen, déi duerch hir Kompetenz an engem oder méi Domäne vun de Missiounen unerkannt sinn. D'Membere souwéi de President vum Comité gi vum Minister fir eng Dauer vu sechs Joer genannt, déi renouvelabel ass.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Den Artikel 16 nouveau gesäit vir, de Personalkader vum Centre ze erweideren duerch Fonctionnairen aus der Carrière vum Chargé d'études - informaticien, déi bis elo net virgesi waren. D'Ustellungs- wéi d'Nominatiounskonditioune vun dëse Fonctionnairë souwéi vun deenen aus der Carrière vum Informaticien diplomé an och vum Expéditionnaire informaticien sinn déiselwecht wéi déi vun de Fonctionnairen aus deeneselwechte Carrièrë beim Centre des technologies de l'information de l'État.

D'Artikelen 20, 21, 22 enthalen déi noutwendeg Iwwergangsbestëmmungen. Fir weider Detailer verweisen ech dann op mäi schréftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt dës Restrukturéierung méi eng effizient Aarbechtsweis erlaabt an datt déi zoustänneg Servicer fir d'Zukunft wäerten optimal organiséiert sinn, fir sech deene villfältegen a komplexen Défien ze stellen, déi op all Ministèren an och Verwaltunge wäerten duerkommen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Villmools Merci. Mir géifen dann zum nächsten agedroene Riedner kommen, an dat ass déi honorabel Madame Scholtes.

Discussion générale

Mme Tessy Scholtes *(CSV).*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dem Rapporteur vum Projet de loi, dem honorabelen Här Fernand Diederich, soen ech Merci fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

TIC op Franséisch oder ICT op Englesch si Begréffer, déi net méi aus eisem Alldag ewechzedenke sinn. Et sinn d'Ofkierzunge fir d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, also alles, wat mat Internet, IP-Netzwierker, awer och Radio, Fernseh, Handy, Hard- a Software fir de Computer a Satellitesystemer ze dinn huet. Säit den 90er Joren huet sech dësen Domän ganz schnell weiderentwéckelt an et ass nach keen Enn a Siicht.

All Betrib oder Administratioun funktionéiert hautdesdaags mat informatesche Systemer, fir seng Gestioun ze koordinéieren. Och am Enseignement sinn dës Outilen net méi ewechzedenken. Den „Fichier élèves" am Secondaire oder den „Scolaria" an der Grondschoul, fir d'Noten anzedroen, den „WebUntis", fir den Enseignanten hire Stonneplang ze géréieren, den teleinformatesche Réseau „Restena", deen d'Gesamtheet vun den Éducatiouns- a Rechercheinstitutioune matenee verbënnt, de Portail „myschool", eng Plattform, fir pädagogesch Outilen auszetauschen, an nach anerer méi gehéiere souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Enseignanten, d'Direkteren, d'Éducateuren an d'Elteren zu de Mëttelen, mat deene si all Dag schaffen.

Mä och um pädagogesche Plang ginn d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien ëmmer méi wichteg. Ebe grad, well kee Wee méi laanscht se féiert, heescht dat, dass eis Kanner och an der Schoul dorobber virbereet gi mussen. Esou kann een déi nei Technologien notzen, fir an der Schoul ze schaffen, well et gëtt vill flott Programmer, fir mam Computer ze léieren. Des Weidere gëtt et interaktiv Tafelen. A verschidde Schoulen hunn an all Klass Laptopen zur Verfügung. Si musse just genotzt ginn. An hei hänkt et vill vum Enseignant of, ob hien op ass, fir mat senge Schüler an déi Richtung ze goen. De SCRIPT bitt iwwregens Weiderbildungen an dëse Beräicher fir déi interesséiert Enseignanten un.

De Projet de loi, iwwert dee mir haut ofstëmmen, behandelt awer net de pädagogesche Volet. Mä hei gëtt de Centre de Technologie de l'Éducation, de CTE, mam Service informatique vum Éducatiounsministère zesummegeluecht an engem neie Service, dem Centre de Gestion Informatique de l'Éducation, CGIE, esou dass dëse just den technologesche Volet beinhalt, während de pädagogesche Volet eriwwer an de SCRIPT geholl gëtt.

D'CSV begréisst dëst Gesetz, well et zur Simplification administrative bäidréit an ee méi effizient Schaffe bedeit. Ausserdeem ginn duerch d'Zesummeleeë vun deenen zwee Servicer d'Fonctionnementskäschten erof, wat an den heitegen Zäite sécherlech net vu Muttwëll ass. Mir sinn och frou, dass d'Personal mat deeneselwechten Aarbechtskonditiounen iwwerholl gëtt an ebe just an engem anere Service schafft.

Madame Presidentin, konkret muss de CGIE d'Viraussetzunge schafen, fir dass d'Schaffe mat de verschiddenen Technologien eenheetlech a fir all concernéiert Acteuren einfach accessibel ass. Hie setzt also de Kader, fir dass de SCRIPT innovativ Projeten entwéckele kann, déi zu engem moderne Schoulhale bäidroen. D'Trennung vum CGIE a vum SCRIPT ass richteg, mä well et zwou complémentaire Strukture sinn, sollten eiser Meenung no déi zwee Servicer trotzdeem vernetzt bleiwen, well se sech bei deene villen Décisiounen ergänzen an ofschwätze mussen, fir dass d'Resultat eng richteg Plus-value fir jiddwereen duerstellt.

Den nei forméierte Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ass ausschliesslech fir technologesch Outile verantwortlech. D'Kompetenzen an d'Missioune vun dësem Service ginn am Projet genee ëmrass.

Wat de pädagogesche Volet ubelaangt, hu mir de SCRIPT, dee kompetent ass. Interessant wier et, fir sech eng Kéier méi am Detail mam Zoustännegkeetsberäich vum SCRIPT, wat d'Entwécklung vu pädagogesche Materialien an hire Suivi ubelaangt, ze beschäftegen: Wat si prezis d'Missioune vum SCRIPT an dëser Hisiicht? Wéi gesäit dem SCRIPT seng Zesummenaarbecht mat bestoende Lëtzebuerger Strukturen aus, déi an dësem Beräich mat ville Gemenge schaffen? An a wéi engem Mooss gräift de SCRIPT hei och op Experienzen aus dem Ausland zréck?

Dat gesot, Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci. Mir géifen da weiderfuere mam nächsten agedroene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wäert ganz kuerz sinn. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, hei geet et jo virun allem drëm, datt déi elektronesch Gestioun soll verbessert ginn, rationaliséiert ginn. An där Hisiicht kënne mer dat begréissen.

Et géif elo natierlech wäit féieren, wann een iwwert déi ganz Informatik schwätzt. Mir hate jo rezent och dee Projet iwwert d'Schülerdatebank mat deem Volet, deen ech awer elo net wëll hei uschwätzen.

Ech géif just mengen, datt op där enger Säit hei natierlech als éischt d'Gestioun vun der ganzer Informatik am Vierdergrond steet, mä awer och drun erënneren, datt hei - an de Rapporteur huet et gesot - och vu Gouvernance Rieds geet, datt een also och do eng Rei Erwaardunge vläicht huet, datt do awer Inpute kommen och fir de pädagogeschen Alldag respektiv fir méi eng rationell oder eng besser Gestioun vun enger ganzer Rei Problematiken an der Schoul, datt een déi hei awer och kann eventuell an Zukunft erwaarden.

Dat gesot, ginn ech den Accord och vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci. Mir fueren da weider mam honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Mat dem Projet de loi vun haut schafe mer also aus zwee Servicer, déi historesch gewuess sinn, engersäits de Service informatique vum Ministère de l'Éducation nationale, deen an den 80er Joren entstanen ass, an de Centre de Technologie de l'Éducation, deen 1993 geschafe ginn ass, een eenzege Service, deen dann och den neien Numm huet: Centre de Gestion Informatique de l'Éducation.

Dat ass jo am Prinzip eng gutt Saach. Och wann déi zwee Servicer verschidde Missiounen haten als Ausgangsbasis, dann ass et awer kloer, datt hir Missioun sech deelweis iwwerschnidden huet. An duerfir mécht dat scho Sënn, fir déi zwee Servicer zesummenzeleeën. An ech liesen dann och aus dem Rapport, do steet: «Grâce à cette structure unique, l'accès aux prestations sera facilité et les coûts annuels d'exploitation diminués.» Ben, ob déi Käschte sollen erofgoen, do sinn ech - ech gesinn, och d'Madame Minister - ganz virsiichteg an där Aschätzung. Well mir wëssen alleguerten, datt d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien d'Tendenz hunn, sech ëmmer méi breetzemaachen. Ob mer dann do Sue spueren, dat wäerte mer gesinn. Trotzdeem, och an eisen Ae mécht et Sënn, déi zwee Servicer zesummenzeleeën.

An et bleift mer eigentlech nach just, op zwee Aspekter an där Matière hei hinzeweisen.

Dat eent ass: Mat all deene Méiglechkeeten, déi mer duerch déi nei Kommunikatiounsmoyenen hunn, bleift d'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën eng ganz wichteg Aufgab. An ech hoffen och, datt déi nei Struktur sech däers bewosst ass. Mir hu jo duerch d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 iwwert den Traitement vun den Données à caractère personnel concernant les élèves eng gutt legislativ Basis gemaach, fir eben déi Donnéeën ze schützen an och op eng transparent Aart a Weis ze géréieren.

An eng zweet Saach, wou ech wollt drop hiweisen: Et mécht och an Zukunft nach ëmmer Sënn - an dat war mat eng Ursaach, firwat datt mir als Gréng och dat Gesetz ënnerstëtzt hunn -, fir weider Donnéeën zesummenzedroen. Et bleiwen nach vill wäiss Flecken an der Lëtzebuerger Landschaft.

Op ee Punkt huet och d'Délégation nationale vun de Professeren higewisen: Wa mer wëlle Reforme maachen an der Schoul, da brauche mer fiabel Donnéeën, vun deene mer ausginn. An déi hu mer net op alle Gebidder. Zum Beispill iwwer eise Multilinguisme zu Lëtzebuerg feelt eis nach villes. Deen ass nach bal net ënnersicht ginn. A mir hunn och relativ wéineg Donnéeën, déi eis soen, firwat an a wéi eng Richtung da genau datt mer musse reforméieren.

Duerfir, wann ee wëllt d'Schoul reforméieren, da brauch een eng intelligent Aart a Weis an eng dauerhaft Aart a Weis, fir Daten ze sammelen. A selbstverständlech mussen déi Daten och sécher gesammelt ginn.

Mir bleift nach just, dem Rapporteur Merci ze soe fir seng Aarbecht. Ech bréngen den Accord vun der gréngер Fraktioun zu dësem Gesetz.

An ech erlabe mer dann awer bei aller Freed un der digitaler Entwécklung, och drun ze erënneren, datt et och kritesch Stëmme gëtt. Esou gëtt et zum Beispill de Manfred Spitzer, deen e Buch geschriwwen huet: „Digitale Demenz". Un esou eppes soll ee sech och trotzdeem erënneren, net datt mer vu lauter Begeeschterung mengen, mir missten och eis Kanner digital iwwerrüsten.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Jo, Merci. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, och Merci un de Rapporteur. Ech mengen, et si vläicht e puer Klengegkeeten, déi een awer sollt hei nach eng Kéier ënnersträichen. Mir sinn natierlech mat deem Gesetz d'accord. Mä wann een esou e Gesetz mécht iwwer och d'Fusioun vu verschiddene Servicer am Beräich vun der Informatik, dann ass et vläicht, wéi och verschidde Virriedner et ugedeit hunn, ëmmer wichteg, op d'Sécherheet vun den Donnéeën hinzeweisen.

An am Kader vun dëser Prozedur hu mir elo net gesinn - et ass vläicht ee gemaach ginn, mä mir hunn en net gesinn -, datt den Avis vun der Dateschutzkommissioun gefrot gi wär. Dat wär awer wahrscheinlech net onnéideg gewiescht. Et ass ëmmer eng sensibel Matière. An op jidde Fall géife mer Iech encouragéieren, Madame Minister, déi Kommissioun ëmmer esou vill wéi néideg a wéi méiglech ze bedeelegen, wann esou Texter gemaach ginn.

Dat Zweet ass, den Här Adam, mengen ech, huet et elo gesot, mir sollten nach méi Donnéeë sammelen an esou weider. Ech froe mech just, ob dat néideg ass. Wann ee sech wëllt haut eng Iddi iwwert den Zoustand vum Schoulsystem verschafen, mengen ech, brauch een net onbedéngt méi Donnéeën ze sammelen, mä et soll ee mat de Patrone schwätzen oder mat deene Leit, déi Examensresultater mussen auswäerten. Ech mengen, déi kënne genuch Informatiounen iwwert den Zoustand vun eisem Schoulsystem ginn.

Awer eng Missioun vun deem neien, fusionéierten Zenter kéint et och sinn - et steet zwar net am Gesetz, mä et wär vläicht sënnvoll, Madame Minister -, fir och deen Zentrum ze bedeelege bei där Aarbecht, déi gemaach gëtt, fir d'Schüler un e verantwortungsvollen a sécheren Ëmgang mam Internet ze gewinnen. Wann een esou vill Kompetenz, Fachkompetenz zesummefaasst, wéi mir et elo hei mat deem Gesetz am Éducatiounsministère maachen, dann, mengen ech, sollt een dat och benotzen zu deem Zweck. Dir hutt et vläicht wëlles, et ass awer net elo am Gesetz als Missioun opgezielt.

Dann nach eng lescht Bemierkung iwwert déi finanziell Konsequenzen. Ech weess och net, ob ech den Optimismus vun der CSV an deem do Punkt esou ouni Weideres kann deelen. Et ass keng Fiche financière, wéinstens keng, déi mir gesinn hätten, bei deem Gesetzesprojet do derbäi gewiescht. Et gëtt eng nei Carrière oder et ginn nei Emploie geschafen. Wéi d'Répercussiounen op aner Coûte sinn, ass net bekannt. Madame Minister, mir wäre frou, wann Dir eis do vläicht kéint weider Informatioune ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci. De leschten agedroene Riedner op eiser Lëscht ass den honorabelen Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, Madame Presidentin, Merci fir d'Wuert. E schéine Merci un de Rapporteur, den Här Diederich. Et mécht Sënn, dass déi zwee Servicer zesummegeluecht ginn an dogéint hu mer näischt anzewenden. Ob dat elo finanziell gutt wäert sinn, dat wäert d'Zukunft eis weisen. Den Här Kartheiser huet grad hei vun der Fiche financière geschwat. Domat si mer d'accord. Et wär besser, wa mer déi eng Kéier géife gewise kréien, well nei Poste geschafe ginn.

An ech bestinn awer drop, dass déi Traitements de données personnelles musse geschützt ginn. An dat gesot, Madame Presidentin, gi mer den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci. Domat ass eis Riednerlëscht ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt all menge Virriedner, besonnesch dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, Merci soe fir d'Presentatioun vun dësem Projet. Ech freeë mech iwwert de Support, deen dëse Projet kritt. Dat ass eigentlech och net erstaunlech, well et geet hei ëm eng Reorganisatioun vun zwou Administratiounen. A mir ass et wichteg, dat hei ze ënnersträichen.

Mir haten e Service informatique am Ministère, deen haaptsächlech zoustänneg war, fir d'Informatik administrativ mat de Gebaier ze regelen, wou dann och eis Datebanke géréiert ginn. An derniewent gëtt et bis haut, an dee gëtt jo dann elo fusionéiert, de Centre de Technologie vun der Éducatioun, deen haaptsächlech zoustänneg war fir d'Mise à disposition an den Entretien vun der ganzer Informatik, vun der Hardware an der Software, déi an de Klasse gebraucht gëtt.

Vu dass déi zwou Utilisatiounen ëmmer méi zesummewuessen an et schwéier gëtt, engem ze erklären, dass den CTE zwar kann e Computer zur Verfügung stelle fir e Klassesall, mä awer keen an d'Sekretariat vun engem Lycée setzen däerf, huet et eis logesch geschéngt, dass mer probéieren, déi zwee Servicer zesummenzeleeën.

Dat ass also e Service, deen e grousse Support logistique gëtt, mä en ass net zoustänneg fir dee pädagogesche Volet, dee selbstverständlech vun den Enseignanten, vum SCRIPT an deem Departement exekutéiert gëtt. An dofir kann ech alleguer d'Leit berouegen. Dat Gesetz, wat eréischt d'Chamber gestëmmt huet am Mäerz vun dësem Joer, wat alles concernéiert, d'Sécherheet vun den Donnéeën, dat applizéiert sech natierlech op dës Administratioun. Déi schafft an dem Kader vun deem Gesetz. Dofir hu mer och net missen elo... Fir d'Büroen ëmzeverdeelen, brauche mer natierlech net den Avis vun der Dateschutzkommissioun ze froen.

Wichteg ass et mer och nach, fir ze soen, dass mer natierlech Leit schaffen hunn de Moment am Centre de Technologie de l'Éducation, mir hunn der am Service informatique: Iwwert dëst Gesetz gi keng nei Leit agestallt! Wahrscheinlech ass dat e Feeler, well, wéi den Här Adam richteg gesot huet, et weess een net, wat mer nach alles brauchen an der Zukunft an der Informatik.

Et ass net e Gesetz, wat nei Leit astellt. Mä déi Leit, déi do sinn, ginn an deselwechte Konditioune vun engem Service an deen aneren iwwerholl. An dofir soen ech alleguerten deene Leit, déi an deene Servicer schaffen an déi eng gewësse Mobilitéit musse beweisen - an déi déi Disponibilitéit och hunn - schonn am Viraus Merci, well aus Erfahrung weess ech, dass et net einfach ass, Servicer zesummenzeleeë respektiv d'Leit vun engem Service an deen aneren ze bewegen.

An Iech soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

Mme la Présidente.- Merci, Madame Minister.

Domat ass d'Diskussioun elo ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6503

Dann de Vote par procuration. Domat ass de Vote ofgeschloss an de Projet mat 58 Oui-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Mir kéimen dann zum nächste Projet de loi. Dat ass de Projet 6550 iwwert de Beruff vum Affekot. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an ageschriwwen hu sech bis elo: den Här Bëttel, den Här Klein an den...

(Interruptions)

Eng Sekonn. Dat ass richteg! Ech hunn ee Projet iwwersprongen, an net dee mannsten, an zwar de Projet 6522 iwwert d'Schafe vum Clierfer Lycée. An dee Modell ass net nom Basismodell, mä nom Modell 1 festgeluecht. An do sinn ageschriwwen: den Här Eicher, den Här Bauler, den Här Adam, den Här Colombera... ah, virdrun nach den Här Kartheiser - pardon -, den Här Colombera.

D'Wuert huet elo als Éischt de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass den honorabelen Här Claude Haagen. Dann hutt Dir och direkt d'Wuert, Här Rapporteur.

12. 6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den 9. Januar 2013 huet d'Madame Minister vun der Éducation nationale dëse Gesetzprojet 6522 iwwert d'Kreatioun vum Clierfer Lycée am Parlament deponéiert. De Projet de loi gouf vun de Beruffschamberen a vum Statsrot aviséiert. Op Basis vun deenen Avisen huet d'Éducatiounskommissioun, nodeems ech vun där Kommissioun als Rapporteur designéiert gi sinn, de Rapport parlementaire den 18. Abrëll vun dësem Joer ugeholl.

Madame Presidentin, fir d'Éischt géif ech gären e puer Wuert iwwert de Verlaf vum Projet vum Clierfer Lycée selwer soen. Ech erënneren drun, dass mir d'Gesetz iwwert de Bau vum Clierfer Lycée, also de Projet de loi 6488, schonn den 30. Januar vun dësem Joer gestëmmt hunn. Dësen ass mëttlerweil d'Gesetz vum 22. Februar 2013 iwwert de Bau vum Clierfer Lycée ginn. Mir haten deemools schonn an allen Detailer iwwert de Plan sectoriel «Lycées» geschwat, deen 2001 schonn d'Noutwendegkeet vun engem Lycée am Norden festgehalen hat. Dëst och opgrond vun engem Vide scolaire, deen et jo an där Géigend vum Land gëtt.

Ech wollt haut nëmme kuerz op d'Objektiver vum Plan sectoriel agoen. Dës sinn ënner anerem: zousätzlech schoulesch Capacitéite schafen, d'Dezentralisatioun vun der schoulescher Offer a manner Déplacementer fir d'Schüler, fir bei d'Lycéeën ze kommen. Déi Objektiver gi ganz kloer vum zukünftege Clierfer Lycée erfëllt.

D'Schüler vu folgende Gemenge gehéieren zu der sougenanntener „Zone de recrutement" vun dësem Lycée: d'Gemenge vu Clierf, Park Housen, Ëlwen, Wäisswampech, Wëntger a Kiischpelt. All d'Gemenge vum Clierfer Kanton si mam öffentlechen Transport u Clierf ugebonnen, mä d'Offer muss awer nach verbessert ginn, haaptsächlech fir d'Géigende Wäisswampech a Wëntger.

D'Schülerpopulatioun vun der Zone de recrutement vum zukünftege Clierfer Lycée ass vun 2000 bis 2011 geklommen, an zwar vu 1.440 op 1.508 Schüler, vun deenen der ronn 700 am Cycle inférieur ageschriwwe sinn. Verschiddener vun deene Schüler, zum Beispill déi vun Housen, Kiischpelt a Wëntger sinn am Moment besser u Wolz oder Ettelbréck ugebonnen a wäerten net onbedéngt sech direkt zu Clierf aschreiwen.

Dofir gesäit dëse Projet de loi och vir, 34 Klassen ze organiséieren, déi sech am Cycle inférieur vum Enseignement secondaire a vum Enseignement secondaire technique souwéi vum Enseignement préparatoire opdeelen, wat fir ronn 480 bis 650 Schüler eng ideal Klassegréisst bedeit. Des Weidere ginn zwou Klasse vu Schüler à besoins spécifiques vun der Édiff integréiert.

De Clierfer Lycée ass ee selbststännege Lycée, och wann d'Offer am Moment just op de Cycle inférieur beschränkt ass. Mëttelfristeg besteet awer och d'Méiglechkeet, d'Offer vun eben dësem Lycée op de Cycle supérieur ze erweideren, esou dass d'Schüler alleguerte vum Kanton Clierf vum Lycée wäerte profitéiere kënnen.

Déi positiv Effekter vum Clierfer Lycée wäerten awer schonn direkt ze spiere sinn. Dëst fir d'Éischt emol fir déi aner Schoulen aus der Géigend. Si ginn entlaascht a si kënnen an Zukunft eventuell méi kleng Klasseneffektiver virgesinn. Dann ass de Lycée zu Clierf natierlech e grousse Virdeel fir d'Schüler an hir Elteren. Manner Schoulweeër, dat heescht och méi Zäit doheem oder méi Disponibilitéite fir extraschoulesch Aktivitéiten.

D'pädagogescht Konzept vum Clierfer Lycée gëtt net am Projet de loi automatesch festgehalen. Am Kader vun der Autonomie vun de Schoulen ass et d'Aufgab vum zukünftegen Direkter oder Directrice a vun der Équipe vun Enseignanten, dat Konzept op d'Been ze setzen a prett ze sinn, wann de Lycée seng Dieren definitiv opmécht. Et kann een awer och elo scho soen, dass de Projet een Encadrement scolaire vun hallwer 8 moies bis 6 Auer owes virgesäit.

An deem Kontext wollt ech nach e puer Wuert zum Artikel 6 vum Projet de loi soen. Dësen Artikel definéiert d'Personal, wat agestallt soll ginn. Et ass ervirzesträichen, datt genuch Kaderpersonal an Éducateure virgesi sinn, déi d'Surveillance solle maachen oder d'Gestioun vun den Atelieren a vun de Salles spéciales. Dat verhënnert, dass d'Proffen oder d'Chargéen Déchargë kréien, fir d'Aktivitéiten ze encadréieren, déi näischt direkt mam Schoulhalen ze dinn hunn. Wann dat nämlech de Fall wier, missten erëm nei Chargéen op begrenzten Zäit agestallt ginn, fir déi Stonnen ze halen, déi déi nominéiert Enseignanten net kéinten halen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir am Januar d'Gesetz iwwert de Bau vum Clierfer Lycée gestëmmt hunn, si mir vill op d'Wichtegkeet vun esou engem Lycée fir de Clierfer Kanton agaangen. Esou ee Lycée ka jo ee groussen Impakt op d'Wirtschaft, op de Commerce an op déi kulturell a sportlech Aktivitéite vun der Géigend hunn.

Et wier och wichteg, wann den zukünftege Lycée Kontakt mat de Lycéeën iwwert d'Grenz ewech hätt, an der Grande Région zum Beispill. Dem Clierfer Kanton seng Schülerpopulatioun an den zukünftege Lycée hunn nämlech Spezifissitéiten, Charakteristiken, déi duerchaus mat deenen aus de Grenzgéigenden ze vergläiche sinn. Am Kader vu Proffen- oder Schüleraustausch, vu gemeinsame Projeten entre autres wier et interessant a flott, beräichernd och, Erfahrungen an Iddien auszetauschen.

Dat gesot ginn, ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord zu dësem Projet, verweise fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport a wënschen dem Clierfer Lycée e ganz gudde Start.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Emile Eicher. Dir hutt d'Wuert, Här Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Här Haagen, villmools Merci soe fir säin ausféierlechen exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport zum virleiende Gesetzestext.

Dëse Projet de loi gesäit d'Schafe vun engem Lycée an der Regioun Clierf vir. Zur Schouloffer gehéiert den ënneschten Zyklus vum klasseschen an technesche Lycée, zu deem de Régime préparatoire zielt. D'Schafung vum Lycée grënnt op der schoulescher Organisatioun, wéi se am Plan directeur sectoriel «Lycées» festgehale gouf. Wéi mir all heibanne wëssen, organiséiert dëse Plang d'Schouloffer an der Optik, fir d'Distanze vun de Schülertransporter ze verréngeren, an dëst virun allem zum Avantage vun eise jonke Schüler.

Zum sougenannten Enseignementspol Norde gehéieren deemno d'Kantone Clierf, Wolz, Veianen, Dikrech, Réiden a Miersch, ouni d'Gemenge Luerenzweiler, Hiefenech an d'Fiels. Hei sinn nom Reglement vum 25. November 2005 am Ganze sechs Lycéeë virgesinn, woubäi mir véier technesch Lycéen zielen, ee Lycée mixte mat Dominante classique an enger Annex mat Dominante technique, an ee Lycée mixte mat Dominante technique.

Prioritär profitéiere vum zukünftege Clierfer Lycée d'Kanner aus de Gemenge Clierf, Park Housen, Ëlwen, Wäisswampech a Wëntger, souwéi och d'Gemeng Kiischpelt aus dem Wolzer Kanton. Woubäi awer bäizefügen ass, datt d'Gemenge Kiischpelt a Wëntger an zwou Aschreiwungszonen affektéiert si ginn, an zwar déi vu Clierf an déi vu Wolz.

De Lycée soll zwësche 486 a 646 Schüler ophuele kënnen, déi dann op 34 Klassen opgedeelt sinn. Eleng dës Schülerzuele weisen drop hin, dass eis Klassen net iwwerfëllt ginn an esou optimal Konditioune fir eis Kanner geschafe ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech all heibanne virstellen, datt ech immens houfreg sinn, datt dëse Gesetzestext haut hei gestëmmt gëtt. Houfreg aus zwee Grënn:

Fir d'Alleréischt wäert d'Schafe vun dësem Lycée d'Liewensqualitéit vu ville Jonken aus eiser Regioun nohalteg verbesseren. Besonnesch bei eis am Norden ass et jo e Fakt, datt d'Distanzen oft nach e Stéck méi grouss si wéi soss am Land an datt eis Schüler vill ze vill Zäit um Wee fir an hir Schoul verléieren. Dëst ännert elo an Zukunft an d'Schüler kënne méi no bei sech doheem an d'Schoul goen. Clierf ass duerch den öffentlechen Transport mat alle Gemengen aus dem Kanton verbonnen, och wa fir verschidde Gemenge wéi Wäisswampech, Wëntger a Park Housen an dëser Hisiicht nach e bëssen nogebessert muss ginn.

Et ass och nach ze bemierken, datt duerch deen neie Lycée zu Clierf bestoend Lycéeën, virun allem déi vu Wolz, Dikrech an Ettelbréck, entlaascht ginn, wat jo och eng gutt Saach ass.

Zweetens géif ech awer och nach gären dat innovatiivt pädagogescht Konzept vum Clierfer Lycée ervirhiewen. Esou bleift hei un éischter Stell festzehalen, datt de Clierfer Lycée d'Arijchte vun zwou Kohabitatiounsklasse vun der Édiff virgesinn huet. Heibäi handelt et sech jo ëm Klassen, déi d'Kanner mat spezifesche Bedürfnisser ophuelen, déi vun Titulairë vun der Édiff encadréiert ginn. D'Zil heivunner ass,

déi intellektuell, praktesch a sozial Entwécklung vun dëse Kanner ze encouragéieren, souwéi och d'Integratioun respektiv d'Reintegratioun, op d'mannst deelsweis, an den ordinäre Schoulsystem ze favoriséieren.

An de Schoulen, wou dës Kohabitatiounsklasse scho stattfannen, entstinn Versteesdemech a Frëndschaften duerch den Austausch tëscht alle Schüler, ob dat an den Atelieren oder am Sport ass. Dëst Mateneen an de Schoule gëtt scho mat vill Erfolleg an enger Rei vu besonnesch aktive Lycéeën ugebueden, well festgestallt gouf, datt de Kontakt zwëschen de jonke Leit fir jiddweree bénéfique ass.

Regelméissege Kontakt mat Jugendleche vum nämlechten Alter favoriséiert déi perséinlech Entfalung vu jonke Leit mat spezifesche Bedürfnisser. Nëmmen esou féiert dëse Kontakt och op där anerer Säit zum Ofbau vu Viruerteeler a Beréierungsängscht, also zu méi Akzeptanz an Integratioun tëscht de Jugendlechen.

An enger Regioun vu laange Weeër bis an d'Schoul ass et besonnesch wichteg, wann d'Fonctionnementszäite vum Lycée ugepasst sinn. Et ass jo och esou, datt de Clierfer Lycée seng Diere vun hallwer 8 moies bis owes 6 Auer ophuet. An anere Wierder heescht dëst, datt de Lycée eng zolidd Prise en charge vun de Schüler ausserhalb vun de Schoulstonne virgesäit.

Am Exposé des motifs steet, datt niewent engem klasseschen Encadrement, den Hausaufgaben, de sougenannte Cours d'appui an de Remédiatiounsmoossnamen, awer och kulturell a sportlech a wëssenschaftlech Aktivitéite wäerten offréiert ginn. An dat souguer mat dem Kontakt mat der Beruffswelt.

Et entstinn am périscolairë Kader nach zousätzlech fakultativ Léiergäng. Am Kader vun der Autonomie, déi de Lycéeën accordéiert gouf, ass et elo un där neier Direktioun mat hirer Enseignementséquipe, an Zesummenaarbecht mat de kulturellen, wirtschaftlechen a soziale Acteuren aus der Regioun ee spezifesche pädagogesche Projet fir de Clierfer Lycée ze entwéckelen, esou datt hie seng eegen Identitéit entwéckele kann. D'Regioun freet sech elo schonn op eng kreativ an dauerhaft Zesummenaarbecht.

Den Opbau vun dësen neie Partnerschafte stellt eng grouss Erausfuerderung duer, souwuel fir d'Schoul wéi och fir eis Regioun. Et kéint ee scho bal vun enger Zort Plan d'encadrement périscolaire, engem PEP, fir de Clierfer Lycée schwätzen, wat déi parascolaire Aktivitéite vun de Schüler ubelaangt, och wann an dësem Fall d'Organisatioun net bei de Gemengevertrieder, mä bei der Schoul läit. Mä an der Philosophie, mengen ech, geet et ëm dat nämlecht, an zwar de Schüler eng beschtméiglech Participatioun un intelligente Fräizäitaktivitéiten ze garantéieren.

Wéi gesot ass dëst net nëmmen eng Erausfuerderung, mä virun allem och eng grouss Chance. Eng Erausfuerderung, well sech elo déi allermeeschte Fräizäitaktivitéiten ausserhalb vun der Schoul festleeën. Eng Chance, well d'Méiglechkeet besteet, Schüler a Kontakt mat aneren an neie Fräizäitméiglechkeeten ze setzen, déi hinne vläicht nach net bekannt waren; zweetens, och d'Clibb aus der Regioun d'Méiglechkeet kréien, nei Leit an Talenter fir sech ze gewannen; an drëttens, vläicht do komplett nei Fräizäitaktivitéite mat der Schoul an an der Schoul mat der Regioun entstoe kënnen.

Well wichteg wier et och a mengen Aen, fir d'Alleréischt bestoend regional a lokal Aktivitéite mat der zukünfteger Schouloffer ze vernetzen. Ech denken do zum Beispill un d'Musekksschoul vum Kanton Clierf, eise Jugendtheater vum Cube 521, d'Cité de de l'image oder d'Family of Man oder eis vill Sports- a Fräizäitveräiner.

Da kéint een och op de Wee goen, fir nei Aktivitéiten, jee no Bedürfnis oder Wonsch vun de Schüler, innerhalb vum périscolairë Kader vun der Schoul entstoenzeloossen. Op dës Aart a Weis entsteet eng Win-win-Situatioun, déi fir all Säit nëmme Virdeeler mat sech bréngt, an zwar an éischter Linn fir d'Schüler selwer, mä awer och fir d'Schoul a fir déi ganz Regioun.

Madame Presidentin, et ass e Fakt, datt iwwert déi lescht Jorzéngten de Liewensrhythmus vun de Leit staark evoluéiert huet, an zwar esou, datt d'Kanner ëmmer méi ausser Haus verbréngen. Esou ass et un eise Politiker, elo derfir ze suergen, datt dëser Realitéit am Alldag vun de Kanner Rechnung gedroe gëtt. Ech sinn iwwerzeegt, datt dëse Gesetzesprojet grad fir dëse Problem eng passend Äntwert wäert fannen. Hei denken ech un éischter Stell un d'Wichtegkeet vum Encadrement vun de Schüler, besonnesch vun deenen aus dem ënneschten Zyklus.

Do, wou déi jonk Schüler virun e puer Méint nach an enger Maison relais oder an engem Foyer du jour ënnerbruecht woren, ännert dës Situatioun oft stënterlech mam Ufank vum Lycée. Obschonns si elo an déi grouss Schoul ginn, brauchen dës Kanner eng fest Struktur, déi si ausserhalb vun de Schoulstonnen opfänkt, fir si an hirer Entwécklung ze förderen an och ze ënnerstëtzen.

Datt explizit an dem Exposé des motifs ze liesen ass, datt den Hausaufgaben niewent dem Appui an de Remédiatiounsmoossnamen eng extra Plaz ageraumt gouf, ass och ze luewen. De Wiessel vum Fondamental an de Lycée bedeit fir vill Schüler eng grouss Ëmstellung. De Wiessel ze assuméieren ass dacks net esou evident fir déi jonk Schüler. Aus dësem Grond ass et ëmsou méi wichteg, datt si den néidege schouleschen Encadrement heifir kréien, dat évidemment net ëmmer an ausschliesslech während de Schoulstonne garantéiert ka ginn.

Da wollt ech awer och nach betounen, datt dëse Lycée fir eis Nordspëtzt eng eenzegaarteg Chance duerstellt. Hei ginn eng Rei nei héichqualifizéiert Aarbechtsplaze geschaaft, déi sécherlech en direkten Impakt op eise Wunnengs- a Wirtschaftsstanduert hunn. Net ze vergiessen, datt déi gréissten Tromp vun dësem klenge Lycée doranner besteet, datt jiddwer Eenzelnen d'Zäit an d'Méiglechkeet huet, sech individuell ze entwéckelen.

Ze bemierke bleift awer och nach, datt d'Viraussetzungen elo schonns do sinn, fir zu engem spéideren Zäitpunkt den Ausbau vum Lycée ze erméiglechen, fir eventuell hei och en ieweschten Zyklus anzeféieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi Dir gesitt, bréngt dëse Lycée a mengen Aen eng nohalteg Verbesserung fir d'Schüler aus der ganzer Regioun, souwuel wat hir Liewensqualitéit ubelaangt, mä virun allem awer och hir Entwécklung fördert. Ze hoffe bleift, datt dëse Lycée sech an der Philosophie vun der Family of Man areit, nämlech deene jonke Leit Wäerter ze vermëttelen, déi zu hirer geeschteger, kultureller a sportlecher Entfalung bäidroen.

Ofschléissend wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eisen Accord zum virleiende Gesetzestext ginn an dem Lycée och vill Chance wënschen.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Jo. Merci. Mir kéimen dann direkt zum nächsten agedroene Riedner. Dat ass den honorabelen Här Bauler. Dir hutt d'Wuert, Här Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, nodeems mer am déiwe Wanter de Bauprojet fir de Clierfer Lycée gestëmmt haten, schléit elo matzen am Fréijoer am schéine Mount Mee d'Stonn vum pädagogesche Volet vun dëser zukünfteger Schoul.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Spéitstens elo misst jiddwereen d'Plus-value vum Clierfer Lycée fir d'Regioun erkennen. Et ass emol fir d'Éischt d'Proximitéit, manner laang Weeër fir d'Schüler, manner Zäitverloscht am Bus, méi Zäit fir Kreatives a fir ze léieren. Et ass d'Iwwersiichtlechkeet. E méi e klenge Corps enseignant bedeit méi intensiv Kontakter, méi Qualitéit an der Kommunikatioun, méi Zäit fir deen eenzelne Schüler. Et ass och d'Verankerung an der Regioun. Dat heescht, konkret d'Zesummeschaffe mat de wirtschaftlechen a gesellschaftleche Partner aus der Regioun förderen, d'Sproocheproblemer an engem méi klenge Kader behandelen a geziilt ugoen. Dat sinn essenziell Ziler, déi ee sech setze muss a wou ee sech och d'Mëttele muss ginn, fir e Maximum u pädagogeschem Erfolleg ze erreechen.

Et ass och wichteg, datt de Clierfer Lycée en eegestännege Lycée gëtt. Firwat? En eegestännege Lycée ka säin eegent pädagogescht Konzept ausschaffen. Et kann een net einfach e Konzept vun engem gréissere Lycée op de Clierfer Lycée calquéieren, trei dem Motto: copy paste. Dës nei Schoul brauch dofir en eegene Rhythmus oder Dagesoflaf, deen de Bedürfnisser vun der regionaler Schülerschaft ugepasst ass. Heibäi soll och der inklusiver Approche Rechnung gedroe ginn.

Eng eegestänneg Schoul bedeit kee Gependels vun den Enseignanten tëscht de Lycéeën, manner Hektik an domat keen Zäitverloscht fir d'Enseignanten. En eegestännege Lycée huet seng eegen Identitéit, säi pädagogesche Profil. E fuerdert den Zesummenhalt vum Corps enseignant. Et begéint ee sech. Et kann ee sech informell concertéieren. Et muss een net fir alles eng Versammlung aberuffen.

D'DP plädéiert dofir, datt elo esou séier wéi méiglech eng Équipe, en Team zesummegesat gëtt, dat sech ëm d'Opstelle vum pädagogesche Konzept këmmert. Am Kader vun dësem Konzept sollen d'Enseignanten eegeverantwortlech iwwert d'Methoden entscheeden, déi an deem engen oder anere Fall ugewannt wäerte ginn. Wichteg ass, datt sech Leit zesummefannen, déi héich motivéiert sinn, sech mat der Regioun identifizéieren, am Team schaffe wëllen a sech an déi erfuerdert Literatur, déi mat dem Opstelle vun engem pädagogesche Konzept verbonnen ass, aschaffen, bezéiungsweis un den erfuerderleche Weiderbildungen deelhuelen.

Ouni dës Viraussetzunge geet et net. Doriwwer eraus mussen d'Leit beienee passen, d'Chemie tëscht hinne muss klappen, a si däerfe virun allem net op d'Auer kucken, wa si sech un d'Aarbecht maachen. E Lycée opbauen aus dem wäisse Blat eraus, e liewegt Gebai mat origineller Léierkultur schafen, dat verlaangt Asaz, jo Abnegatioun. Et verlaangt e Coach, deen d'Enseignanten, déi Pionéiergeescht beweise mussen, zesummenhält, si motivéiert a si esou zu enger zesummegeschweesster Équipe forgéiert.

Als DP si mer iwwerzeegt, datt eis Schoulen allgemeng méi Eegeverantwortung, méi Fräiraum, virun allem a pädagogeschen an an didaktesche Froe brauchen. All Schoul soll also hiren eegene Léiermodell entwéckele kënnen. Si soll dat mat Häerz a Verstand, esou wéi se dat zu Salem a Baden-Württemberg nennen, leeschten. Dat gëllt och a besonnesch fir de Clierfer Lycée, wou mer elo virun engem wäisse Blat sëtzen an déi eemoleg Chance hunn, aus de pädagogeschen Erfahrungen an de wëssenschaftlechen Erkenntnisser vun de leschte Joren ze léieren.

Dacks feelt et eise Lycéeën un der néideger Convivialitéit an un der erfuerderter Rou, déi néideg sinn, fir eng Atmosphär vu guddem Léieren ze begënschtegen. Méi a méi ginn d'Enseignanten an administrative Chargen ënner a fanne manner Zäit, fir Akzenter op reng didakteschem Plang ze setzen. Et heescht dofir ëmzedenken an den Unterrecht, d'Léiermethoden, d'Léierkultur also, an d'Léiermaterial an de Mëttelpunkt ze stellen.

Fir eis als DP gëllt: Wat den Enseignant mécht, dat zielt. Seng Persoun, seng Perséinlechkeet si wesentlech Elementer am Léierprozess. Beim Opbau vun enger neier Schoul zu Clierf sollte mer eis dat besonnesch virun Ae féieren.

Mir sollen doriwwer eraus awer och derfir suergen, datt de Clierfer Lycée net nëmme Klassen am ënneschten Zyklus kritt, mä och a grad Formatiounsweeër am ieweschten Zyklus. Dat ass e Must, soss riskéiert déi nei Schoul onattraktiv ze ginn, well déi Jonk se no dräi Joer schonn nees verloosse mussen.

De Clierfer Lycée däerf also keng Tëschestatioun sinn. Dat wier fatal fir seng Entwécklung, an dat däerfe mer net zouloossen. Et bleift ze hoffen, datt de Bau vum Clierfer Lycée elo endlech ugepaakt gëtt. Pünktlech virun de Wahlen am Fréijoer 2014 wäert ee Minister uewen op engem Bagger sëtzen, deen op den neie Lycéesstanduert gefouert gouf, fir den éischte Spuetestéch ze vollzéien oder stolz...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An d'Deputéierte stinn alleguerte ronderëm.

M. André Bauler *(DP)*.- Firwat och net, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wëll just soen.

Une voix.- Dir vläicht och um Bagger.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Net datt déi vergiess ginn. Net datt déi vergiess ginn.

M. André Bauler *(DP)*.- Oder stolz wéi Oscar wäert e Minister mat enger Traufel an d'Bëtonsspeis stiechen, fir de Grondsteen ze leeën. Ech hunn d'Bild scho virun Aen. E Bild, op dat d'Leit aus dem Clierfer Kanton zënter dem Ufank vum Jorhonnert gewaart hunn. E Bild, dat keng Selbstverständlechkeet ass. E Bild, fir dat an der Regioun jorelaang gekämpft huet misse ginn.

Wann dann de Spuetestéch vollzunn ass, dann ass eng quasi „never-ending story" bal um Enn ukomm, esou datt mer hoffentlech an e puer Joer déi éischt Jugendlech an dës Schoul schécke kënnen. Ech soen dofir nach eng Kéier all deene Merci, déi zu dësem fir d'Éislek liewenswichtege Projet bäigedroen hunn. Merci fir hiren onermiddlechen Asaz. Merci, datt se et net opginn hunn, un dëse Projet ze gleewen an en op e glécklecht Enn ze féieren. A Merci dem Claude Haagen fir säin ausféierleche Bericht.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dann och dem Här Bauler. A mir kéinten direkt virufuere mam nächste Riedner, deen agedroen ass. Den honorabelen Här Adam wann ech gelift.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Iwwert de Clierfer Lycée ass jo scho ganz villes gesot ginn, wéi mer - wéi den Här Bauler gesot huet - am déiwe Wanter iwwert de Bau vun deem Lycée hei an der Chamber geschwat haten. Den Historique ass gemaach ginn. Ganz vill Politiker vun alle Faarwe si gelueft ginn. Hir Wäitsiicht ass ervirgestrach ginn.

déi gréng waren och derbäi. Ech erënneren un dem Deputéierte Robert Garcia seng Motioun, déi schonn de 14. Juni 2001 hei an der Chamber diskutéiert ginn ass an och unanime gestëmmt gouf. Et huet also ëmmerhin zwielef Joer gedauert, bis aus dem Wonsch vun der Chamber e Gesetzesprojet ginn ass. An et wäert och nach e puer Joer daueren, bis datt de Projet steet.

Ech ginn och net méi op den Detail vum Projet de loi vun haut an. Et gëtt jo och eigentlech keen Detail. Mir stëmmen ee Gesetz vu sechs Artikelen. An do hat de Rapporteur, deem ech dann och wëll Merci soe fir seng Aarbecht, alles derzou gesot. An dat, wat am Exposé des motifs steet, dat trëfft och op eis Zoustëmmung. Do ass näischt, wou mir eis kéinten dergéint opposéieren.

Ech wëll just op e puer Aspekter agoen, déi och am Rapport optauchen, an zwar op därer dräi: éischtens, Plan sectoriel; zweetens, iwwert d'Offer, déi dann dee Clierfer Lycée ze bidden huet; an drëttens och nach iwwert déi Classes de cohabitation, déi an deem Lycée virgesi sinn.

De Plan sectoriel «Lycées» - et ass schonn interessant, wéi oft sech an der leschter Zäit op dee Plan sectoriel «Lycées» beruff ginn ass, deen ass jo 2005 obligatoresch ginn - baséiert gréisstendeels op d'Donnéeën aus dem Schouljoer 2000/2001. An do stinn dann och eng Rei Saachen dran, wou ech mengen, datt et derwäert wier - an ech sinn och ganz frou, datt schonn am Rapport stéing, datt dee Plan sectoriel iwwerschafft géif ginn -, do stinn eng ganz Rei Saachen dran, déi, ech mengen, mer eis solle kritesch emol zu Gemitt féieren.

Erlaabt mer, datt ech et nach wie vor komesch fannen, datt de Kanton Miersch zu engem groussen Deel dem Centre nord zougeschloen ass. Dat trëfft sech zwar haut gutt, da kann ech als Zentrumsdeputéierte mech och méi no bei deenen Éisleker fillen, fir iwwert de Clierfer Lycée ze schwätzen, mä dat ass awer geographesch gesi liicht gewot, fir Miersch dozouzeschloen. An et entsprécht och net onbedéngt der Realitéit.

Miersch selwer ass jo och net als Centre scolaire zréckbehale ginn. Et sollt och kee Lycée op Miersch kommen. Haut hu mer zweeanenhallwe Lycée do. Meng gréng Kolleegin hat dat och schonn deemools bei der Diskussioun iwwert de Plan sectoriel bedauert. Ech mengen, wann ech mech richteg kann erënneren, da war et deemools d'Dagmar Reuter-Angelsberg, dat fir déi gréng hei zu deem Sujet geschwat huet.

Interessant ass och, datt an deem Plan sectoriel eppes iwwert d'Gréisst vun de Lycéë steet. Do steet zum Beispill, datt ee Lycée classique, deen eng Dominanz mat Classiquesklassen hätt, dee sollt eng Gréisst vun 1.250 Schüler hunn; ee Lycée, dee spezialiséiert wier an all d'Klasse vum Secondaire a vum Technique hätt, dee sollt 1.500 Schüler hunn; an ee Lycée, deen haaptsächlech Schüler aus dem Secondaire technique hätt, dee sollt idealerweis 1.250 Schüler hunn. Wann een dann d'Chiffere kuckt, wéi de Ministère se a senge Chiffres clés publizéiert, da gesäit een, datt mer eigentlech nach wäit dovunner ewech sinn, vun esou idealen Zuelen.

Natierlech sinn dës Zuelen och just theoretesch Zuelen. An awer menge mer, datt mer misste méi Effortë maachen, datt eis Lycéeën zu engem Deel nach vill ze vill grouss sinn. Mir hunn och nei Lycéë gebaut: Ech huelen dee Péitenger zum Beispill, dee vill ze vill grouss ausgefall ass. An... Gutt.

Do, mengen ech, wier et wierklech gutt, en Effort ze maachen. Duerfir si mer ëmsou méi frou, datt grad just de Clierfer Lycée eng Dimensioun huet, déi ganz agréabel ass. Et gëtt kee grousse Lycée. An... Ben, da si mer awer och alt erëm net ganz zefridden. Do stelle mer einfach fest, datt déi Offer vum Clierfer Lycée sech op déi ënnescht Klasse vum Secondaire a vum Secondaire technique beschränkt. An dat gesi mer als problematesch.

Et geet Rieds dervun, wéi wann do 1.500 Schüler am direkten Anzugsgebitt wieren. Dat hätt et jo eigentlech scho berechtegt, fir méi e grousse Lycée ze bauen. An et soll och emol eng Kéier gesot ginn: Den Zuch, dee vun Ettelbréck op Clierf fiert, dee brauch 26 oder 27 Minutten, deemno wéi een datt een hëlt. Ettelbréck ass als Schoulzentrum iwwerlaf. Esou ginn zum Beispill och Schüler vun Ettelbréck op Réiden an de Lycée. An d'Verbindunge vun Ettelbréck op Réiden am öffentlechen Transport, déi si wierklech schlecht. Et kéint ee souguer soen, si wieren inexistent. An duerfir ass et mer awer wichteg, emol eng Kéier hei an der Stad

ze soen, datt den Zuch net nëmme vum Éislek an d'Stad fiert, mä e fiert och den ëmgedréinte Wee: E fiert och vun der Stad an d'Éislek.

Et gëtt dann och eng nett Differenz vun dem Clierfer Lycée zum Réidener Lycée. Well de Réidener Lycée war jo vun Ufank u geduecht och fir d'Klassen, wéinstens wat den Technique betrëfft, vum ieweschten Cycle. 2011 hu mer dunn och nach de Secondaire classique bäigestëmmt. Haut ass et schonn zimlech enk mat de Raimlechkeeten zu Réiden, mä - an dat muss ee soen - déi Raimlechkeete waren awer vun Ufank u matgeplangt a matgebaut ginn. Dat maache mer elo zu Clierf net. All Riedner huet gesot, et wier wichteg, datt de Lycée sech géif weiderentwéckelen. Mä mir wëssen awer och, datt dat erëm e Projet de loi brauch. An datt dat net ëmmer esou evident ass, dat gesäit een dann un der Annex Miersch vum Lycée classique Dikrech.

Och hei haten déi gréng eng Motioun erabruecht, déi d'Regierung opgefuerdert huet ze kucken, ob et net sënnvoll wier, de Mierscher Lycée als eegestännege Lycée auszebauen. Ech fäerten, hei dauert et méi wéi zwielef Joer, bis sech eppes beweegt. Dat huet vläicht eppes dermat ze dinn, datt de Kanton Miersch net funktionéiert wéi de Kanton Réiden oder de Kanton Clierf. Et huet vläicht och eppes dermat ze dinn, datt et zu Miersch elo zweeanenhallwe Lycéë gëtt an datt et dann net einfach ass, verständlech ze maachen, datt e Lycée de proximité sënnvoll ass.

Et ass fir mech awer och ganz flott gewiescht ze héieren, wéi de Spriecher vun der CSV, den Député-maire vu Clierf, op déi wichteg Aspekter fir d'Entwécklung vun där ganzer Regioun higewisen huet, wann do en eegestännege Lycée kënnt. An ech sinn och zouversiichtlech, datt se sech zu Clierf wäerten derhannertsetzen, bis datt hire Lycée och ausgebaut gëtt an och en ieweschten Zyklus kann ubidden.

Ech kommen op en drëtten a leschte Punkt ze schwätzen vun dësem Projet de loi. Et sinn och zwou Classes de cohabitation vun der Éducation différenciée virgesinn am Clierfer Lycée. De Statsrot hat gemengt, mir sollten dat extra an d'Gesetz schreiwen. Mir hunn an der Chamberskommissioun fonnt, dat sollt net extra am Gesetz stoen. Dat sollt einfach de Regelfall sinn an net eng Ausnahm.

Et bleift awer de Fait, datt mer hei zwee Systemer hunn, déi zesummekommen, wou et sech an der Praxis ganz oft erweist, datt dëst Zesummekomme ka problematesch sinn. Mir hunn engersäits eng Lycéesdirektioun, an anerersäits eng Direktioun vun der Édiff. Mir hunn d'Personal, wat verschidde Statuter huet. Mir hu Kanner, déi an zwee verschiddene Systemer ageschriwwe sinn.

Trotz guddem Wëllen op alle Säiten ass et net ëmmer evident, datt dat alles direkt klappt. Wichteg ass ganz kloer vu vireran, datt d'Kanner aus der Édiff och am System vum Lycée ageschriwwe sinn, also eng double Inscription hunn. Et gëtt och hei gutt Beispiller. Do kann een d'Pionéieraarbecht, déi zu Réiden gemaach ginn ass, kucke goen.

An ech wënschen dann där neier Équipe, déi sech zesummesetzt... An et ass jo esou, datt, wa mer e Lycée plangen, och normalerweis den Direkter ufänkt, ier de Grondsteen geluecht gëtt, ier de Bagger fiert. Dat fanne mer wierklech gutt. A mir mengen, datt déi Clierfer Équipe sech duerchaus däerf un deene positive Beispiller, déi et och bei eis am Land gëtt, mat deenen a Verbindung setzen an do e bësselchen ofkucken.

De Clierfer Lycée gëtt e Lycée vun Dimensiounen, déi gutt ze iwwerblécke sinn. Dat ass sympathesch. An awer menge mer, et wier vun Ufank u méi dra gewiescht. De Cycle supérieur hätt solle matgeplangt a matgebaut ginn.

Trotz dëser Kritik wënsche mer där Équipe, déi dat pädagogescht Konzept da wäert ausfeilen, vill Succès. An en éischte Schrëtt ass gemaach. An ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser. Dir hutt d'Wuert, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR schléissen ech mech och ganz gären dem Merci un de Rapporteur un. An och gläich e puer Bemierkungen, déi gemaach goufen hei vu menge Virriedner: eng Freed iwwer eng Präsenz vun der Éducation différenciée.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech mengen, et ass ganz wichteg, datt Viruerteeler ofgebaut ginn an datt déi Kanner ëmmer méi integréiert ginn, souwäit wéi et nëmmen iergendwéi geet, och an deen normale Schoulbetrib.

Eng zweet Bemierkung. Do reagéieren ech op dat, wat den Här Bauler gesot huet iwwert d'Autonomie vun de Schoulen. Dat ass och eppes, wat eis um Häerz läit. Mir géifen awer higoen an déi Autonomie ganz wäit dreiwen. Ech mengen, et wier gutt, wann d'Schoulen an enger reeller Konkurrenz zuenee géife stoen. An et ass esou, wéi mir déi Autonomie och gesinn, déi mir a priori géife begréissen, nämlech wierklech, fir d'Schoulen an e kompetitiivt Ëmfeld ze setzen am Interessi vun deene beschtméigleche Resultater.

Bemierkungen zum Clierfer Lycée. Dat eent ass den Transport. Et ass vun e puer Leit drop opmierksam gemaach ginn, datt d'Zäiten, déi de Kanner zur Verfügung sti fir den Accueil an der Schoul, relativ wäit sinn. Mä dat ass zum Deel eng Äntwert op de Problem, déi net déi wierklech Äntwert ass, déi déi Leit am Éislek sech kéinten erwaarden. Déi richteg Äntwert ass, datt de System vum öffentlechen Transport am Éislek misst vu Grond op iwwerduecht a verbessert ginn. Mir hätten et zum Beispill ganz flott fonnt, wann haut den Transportsminister och do gewiescht wär. Well et ass nun eemol e Grondproblem am Éislek, dat jo geographesch awer trotzdeem ganz grouss ass, datt eben d'Kommunikatiounsméiglechkeete substanziell verbessert ginn. Dat ass am Interessi vun de Leit am Norden.

Do komme mer och ewech vun deem e bëssen denken - an et ass och gutt, datt een et hei gesot huet -, datt den Zuch och dorobber fiert, datt mer déi Regioun net vernoléissegen, mä als vollwäerteg Regioun wierklech gesinn, an och d'Transportkonzept fir d'Éislek verbesseren.

Dat Zweet ass d'Baue vum Gebai. An do kommen ech op e Commentaire zréck, deen d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach huet, déi de Wonsch ausgedréckt huet, datt de Bau soll vum Stat realiséiert ginn. An dat huet sécher och domadder ze dinn, datt een awer Kritiken héiert.

Dir kuckt esou, Madame Delvaux, dat steet an deem Gesetz, wat Der eis haut virgeluecht hutt. Am Rapport steet et dra vum Rapporteur als Bemierkung vun der Chambre des Fonctionnaires et Employées publics.

An do ass gesot ginn, et soll vum Stat realiséiert ginn. An dat huet wahrscheinlech och domadder ze dinn, datt een awer Kritiken héiert beim PPP oder bei anere Konzepter. Et schéngt esou ze sinn, an dat misst een dann iwwerpréiwen, datt de Stat effektiv schlussendlech méi bëlleg, méi fiabel baut, an zemools och wann een d'Nofolgekäschte vun de Gebailechkeete mat arechent.

Dofir och eppes, wat d'ADR schonn e puermol gesot huet: Mir sollen eng Reflexioun maachen, ee Bilan zéie vun deem PPP a kucken, ob net de Stat als Bauhär vun öffentleche Gebaier awer besser dosteet wéi all aner alternativ Konzepter.

Mir grënnen haut oder mir stëmmen e Gesetz iwwert de Clierfer Lycée. An et ass och eng Erënnerung, fir eis drun ze erënneren, datt de Clierfer Lycée net deen eenzegen ass, wou mer e bëssen hannendra gerode waren, mä datt mer och aner Projete vu Lycéeën zréckgesat haten. Dat heescht net mir, mä awer d'Regierung.

Ech erënneren do un de Munnerefer oder den Déifferdenger Projet. An et ass fir eis einfach ganz wichteg als ADR, datt mer dat Gesamtkonzept vun de Lycéen am Land virundreiwen. Datt mer elo de Clierfer Lycée kréien, ass e wichtege Schrëtt, e gudde Schrëtt, mä et ass awer nach net dat Enn, wou mer eis wëlle gesinn an der Verdeelung vun de Lycéesinfrastruktruen am Land. Déi weider Effortë musse gemaach ginn.

Voilà. Et ass u mir, wéi un allen anere virdrun, fir deenen, déi elo herno Schüler, Direkter, Professer, Schüler am Clierfer Lycée sinn, all Guddes ze wënschen. Eis bescht Wënsch begleede se an déi nei Schoul. Mir freeën eis och op déi Foto, wou mer da gruewe ginn. An net nëmmen op d'Foto, mä virun allem op déi Zukunft, déi duerno kënnt.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt ee Merci un de Rapporteur, den Här Haagen, fir dee schréftlechen a mëndleche Bericht.

D'Schoulinfrastruktur am Norde war viru Jorzéngten, am ieweschten Norden, vill besser wéi haut. An ech zitéieren d'Uewerprimärschoul zu Ëlwen, déi als École moyenne ëmgewandelt ginn ass. Da gouf et nach Komplementarschoulen zu Ëlwen an zu Clierf. D'Haushaltungsschoul zu Ëlwen an och de Cycle inférieur bis zum Passage-Exame waren zu Ëlwen ugesiedelt. An all dës Schoule sinn ofgeschaaft ginn. Firwat? Dat weess keen! Oder ech weess et op jidde Fall net.

An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt en neie Lycée zu Clierf implantéiert gëtt. De Bau vum Lycée stäerkt de Kanton Clierf wirtschaftlech an och strukturell, an nei Aarbechtsplaze ginn hei geschaf. An aner Ballungszentren, wéi Ettelbréck a wéi Wolz, déi wäerten dann entlaascht ginn, haaptsächlech wat de Verkéier ugeet. Wat och ze begréissen ass!

De Lycée kritt seng eegen Autonomie. Dat ass och ze begréissen. An de pädagogesche Projet an d'Identitéit wäerten d'Haaptaufgab si vum Corps enseignant. Och ganz wichteg ass d'Inklusivitéit. De Projet ass inklusiv, well zwou Klasse vum Centre d'éducation différenciée hei virgesi sinn. Mir hoffen awer och, dass an nächster Zukunft de Cycle supérieur enges Dags als logesch Konsequenz hei wäert offréiert ginn.

An dat gesot, muss ech dann hei nach e puer Mercië lassginn, an zwar un déi eenzel Deputéierten, ouni déi, wéi ech mengen, de Clierfer Lycée ni gebaut gi wier. Un éischter Plaz dann zitéieren ech den Député-maire, den Här Eicher, dee sech ganz vill agesat huet, fir dass do eppes soll Realitéit ginn. Den André Bauler och, deen huet sech och ganz vill agesat, och ee ganz grousse Merci. An natierlech, net ze vergiessen, dee legendäre Jean-Pierre Koepp, deen och scho virun zéng Joer sech ëmmer mat Questions parlementaires ganz staark gewisen huet, fir der Clierfer Regioun do e Lycée ze ginn.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Och alleguerten déi, déi ech vergiess hunn. Okay, dat gesot, wënsche mir der neier Équipe da ganz vill Succès a mir wäerten och dëse Projet stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert kritt d'Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Also, esou wéi all meng Virriedner, déi sech jo hei zu wierklech rhetoreschen Héichleeschtunge geschwongen hunn, freeën ech mech selbstverständlech och iwwert de Vote vun engem neie Lycée. An dësem Fall de Clierfer Lycée, dee jo eng laang Virgeschicht huet, wéi meng Virriedner hei alleguerten et ënnerstrach hunn. Ech mengen, et ass gutt fir d'Regioun. Et ass haaptsächlech gutt fir d'Kanner, déi do wunnen, dass se kuerz Weeër kréien, fir an d'Schoul ze goen. Esou wéi Dir alleguer hoffen ech, dass dee Bau geschwënn, dass de Bagger geschwë fiert. Ech sinn och zouversiichtlech, dass dat esou antrëtt.

Mir ass et nach wichteg ze ënnersträichen, dass selbstverständlech de Konzept esou ass, dass dee Lycée kann ausgebaut ginn, an dass et méiglech ass, d'Offre scolaire do no uewen ze erweideren. Wichteg ass et mer och ze ënnersträichen, dass, wéi an all Neibau, wéi an all neie Lycée, dee mer geschaaft hunn, ëmmer Raim virgesi sinn, fir dass d'Classes de cohabitation do kënne fonctionnéieren, well mer gären dat Zesummeliewen oder esou e Rapprochement vun deene Jonken géife gäre gesinn.

An dann ass jo interessant un dësem Projet, dass een eng Offer huet, déi de ganzen Dag ofdeckt, wat net heescht, dass et eng Obligatioun ass fir d'Schüler, de ganzen Dag do ze bleiwen, mä dass d'Méiglechkeet besteet, dass se vu moies hallwer aacht bis am spéiden Nomëtteg kënnen an der Schoul bleiwen. Dat alles ass e Projet, dee muss entstoen, nodeems dann en Direkter genannt ass, dee sech eng Équipe zesummesicht.

Mat menge Virriedner wëll ech soen, dass dee Lycée eng Chance ass fir d'Regioun, mä et ass och eng Erausfuerderung, dass de Lycée e Succès gëtt. Mä vu dass e vun der ganzer Regioun gedroe gëtt, sinn ech immens zouversiichtlech, dass dat klappt. An dofir wënschen ech och dem Lycée, senger zukünfteger Équipe an all de Leit, déi dozou stinn, ganz vill Succès!

An ech mengen, all déi aner Froen, déi opgeworf gi sinn iwwert de Plan sectoriel, déi kënne mer sécher an der nächster Zukunft eng Kéier diskutéieren. Ech mengen net, dass een e Plan sectoriel iwwer 30 Joer kann d'selwecht bestoe loossen, mä et soll een dorobber zréckkommen a vun Zäit zu Zäit iwwerpréifen, ob déi Dimensiounen zum Beispill, déi mir fir e Lycée virgesinn hunn, déi ech perséinlech vill ze vill grouss fannen - ech sinn éischter fir méi kleng Strukturen, well déi eng aner Convivialitéit erlaben an en aneren Encadrement vun de Schüler -, mä dat wäerte mer op anere Plazen nach diskutéieren.

Dat gesot, soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung an ech wënschen, wéi gesot, dem Clierfer Lycée e schnelle Start a ganz vill Succès.

M. le Président.- Merci der Éducatiounsministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6522 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6522 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roland Schreiner), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6550 iwwert de Beruff vum Affekot. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein, Kartheiser an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

13. 6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6550 dréit ëm d'Sproochekenntnisser vun den Affekoten. Mir ënnerscheeden op deem Plang vun den néidege Sproochekenntnisser an Zukunft do zwëschen zwou Zorten Affekoten.

Engersäits den Affekot mat dem klassesche beruffleche Werdegang, dat heescht, deen no sengen Universitéitsstudien zu Lëtzebuerg déi sougenannte Cours complémentaires am lëtzebuergesche Recht mécht, duerno op de Barreau sech aschreift an dann no senger Stagezäit de sougenanntenen Avouésexamen, deen haut Examen de fin de stage judiciaire heescht, mécht. Huet hien dee Parcours gepackt, da kann hie sech op d'Lëscht 1 vun den Affekoten aschreiwen a seng eegen Étude opmaachen. Dësen Affekot muss weiderhi sämtlech administrativ a geriichtlech Sprooche beherrschen, dat heescht Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch.

De Gesetzesprojet fixéiert de genaue sproochleche Kompetenzniveau elo, deen dës Affekote mussen erreechen, an dat mat Bezuch op den europäesche Referenzkader. Am Franséischen zielt duerfir den Niveau B2 souwuel am schréftleche wéi am mëndleche Verständnis, wéi och am Ausdrock, also am Schwätzen. Konkret heescht dat, dass een de wesentlechen Inhalt vun engem komplexen Text muss verstoen. Dat zielt och, wann et sech ëm eng technesch Diskussioun a sengem Fachberäich handelt. Et heescht och, sech kënne mat Liichtegkeet mat anere Leit ënnerhalen. Et muss ee schliesslech sech kënnen detailléiert iwwer eng large Gamme vu Sujeten ausdrécken.

Am Däitsche gëtt den Niveau B2 am mëndleche wéi och am schréftleche Verständnis gefuerdert, an den Niveau B1, dee spillt am mëndlechen Ausdrock. Niveau B1 heescht, dass een eng einfach, kohärent Ried kann halen a Beräicher, mat deenen ee familiariséiert ass. An da schliesslech fir d'Lëtzebuergescht. Mä do géllt den Niveau B2 fir dat mëndlecht Verständnis an den Niveau B1 fir déi mëndlech Ausdrocksaart a -weis.

Déi méi héich Ufuerderungen am Franséischen, déi erkläre sech doduerch, dass d'Gesetzgebung bei eis eben op Franséisch ass. Déi schréftlech Prozedur viru Geriicht, dat heescht d'Konklusiounen, déi d'Affekote schreiwen, déi sinn och op Franséisch. An déi méi héich Ufuerderungen, also Niveau B2 am däitsche wéi am lëtzebuergesche Verständnis, si virun allem op d'Protokoller zréckzeféieren, déi am Strofrecht meeschtens vun der Police op Däitsch verfaasst sinn. A fir d'Lëtzebuergescht, jo do schwätzt natierlech d'Émgangssprooch mat de Clienten an eventuell Zeie bei geriichtlechen Enquêten.

Här President, fir eng zweete Kategorie vun Affekote spillen aner Exigenze bei de Sproochekenntnisser. Et sinn dat Affekoten, déi aus dem europäeschen Ausland kommen. Nodeems si hei am Land dräi Joer ënner hirem Hierkunftstitel exercéiert hunn, kënne si sech op d'Lëscht 1 vun den Affekoten aschreiwen a souzesoe mat hiren aneren usässegen lëtzebuergesche Confrèren assimiléiert ginn.

E Paräisser Affekot kann dräi Joer op dem Lëtzebuerger Barreau als franséischen Affekot schaffen an duerno op d'Lëscht 1 kommen, ouni mussen ee Stage an den Avouésexamen ze maachen. Hie muss och net déiselwecht Sproochekenntnisser an Zukunft erfëlle wéi dee klassesche Lëtzebuerger Affekot. Just am Franséischen, also der Sprooch vun der Gesetzgebung, muss hien den Niveau B2 am Verständnis wéi am Ausdrock hunn, an dat souwuel op dem schréftleche wéi och op dem mëndleche Plang. Dëst gëtt an engem Sproochentest och gepréift. De Franséischtest fir dës Affekote gëtt also net ofgeschafen a si mussen déiselwecht franséisch Sproochekenntnisser hu wéi all aner Affekot vun der Lëscht 1.

Esou en Affekot däerf och keng Affären unhuelen, wou hien net déi néideg Sproochekenntnisser huet, soss spillen nämlech disziplinaresch Strofen. Zum Beispill, wa mer beim Paräisser Affekot bleiwen, deen d'däitsch Sprooch net ka beherrschen, däerf wuel kaum eleng eng penal Affär unhuelen, wou d'Protokoller am Dossier op Däitsch verfaasst wieren an d'Zeien op Lëtzebuergesch géife gehéiert ginn.

Een auslänneschen Affekot, deen also eng Affär géif unhuelen, fir déi hien net déi néideg berufflech oder sproochlech Kompetenzen huet, riskéiert dräierlee Sanktiounen. Éischtens kann de Client hien zivilrechtlech usichen a Schuedenersatz froen. Zweetens kann dësen Affekot um Barreau disziplinaresch belaangt ginn. An drëttens dierf hien dem Client keng zousätzlech Iwwersetzungskäschte weiderfacturéieren.

Här President, dës Ëmännerungen um Affekotegesetz, déi maache mer eigentlech net fräiwëlleg. Si sinn ee Kompromëss, deen de fréiere Justizminister, de François Biltgen, am Kontext vun enger sougenannter Procédure d'infraction mat der Europäescher Kommissioun ausgehandelt hat.

Et war esou, dass ee spueneschen Affekot nämlech bei der Europäescher Kommissioun reklaméiert hat, well hien dräi Joer hei um Barreau exercéiert hat, an dunn de Sproochentest net an deenen dräi Sproochen, nämlech Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch gepackt hat, esou wéi et am Gesetz verlaangt war. D'Europäesch Kommissioun an där Prozedur war der Meenung, dass dëst géint déi grenziwwerschreidend Zirkulatioun vun den Affekoten, gemäß den europäesche Bannemaartsregelen, géif verstoussen. Déi gläichzäiteg Sproochekenntnisser am Franséischen, am Däitschen an am Lëtzebuergesche goufen als ze streng vun der Kommissioun ugesinn, besonnesch dann, wann een Affekot géif Affären traitéieren, déi net d'Kenntnis vun deenen dräi Sprooche géifen a priori verlaangen.

Här President, de Statsrot, deen huet seng Zoustëmmung zu dem Gesetzesprojet ginn. De Barreau, de Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, huet och e schréftlechen Avis zum Gesetzesprojet gemaach. Hien ënnersträicht doran d'Noutwendegkeet vun der Méisproochegkeet vun den Affekoten, mä en ass opgrond vun der europäescher Infractiounsprozedur, déi géint Lëtzebuerg gefouert gouf, mat dem Text noutgedrongen averstanen.

An dann d'Justizkommissioun, déi huet - lauschtert, Här Bettel -, déi huet hire schréftleche Rapport majoritär approuvéiert. Et war awer net esou, dass eng Dissens mat dem Text bestanen hätt, mä eng Fraktioun, déi vum Här Bettel, d'DP, huet hir Enthalung zu dem Gesetzesprojet prinzipiell domadder begrënnt, dass ee generell sollt tëschent sougenanntem Avocat plaideur an Avocat conseil ënnerscheeden, wéi dat am angelsächsesche Recht de Fall ass. Eng Positioun, wou ech lech muss soen, dass de François Biltgen déi, à titre privé, an der Kommissioun och gedeelt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. An als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech der Madame Modert félicitéiere fir d'Vertrauen, wat se vun der Regierung geschenkt kritt huet als neie Justizminister.

Ech muss Iech soen, leschte Mëttwoch hate mer de Baptême de feu, wou d'Ministesch da fir d'Éischt bei eis och an der Kommissioun war, an ech muss Iech soen, dass se dat weidergemaach huet, wat och hire Prédécesseur, den Här Biltgen gemaach huet. Si huet mat oppenem Geescht d'Kritiken och vun der Oppositioun nogelauschtert an en Text, wou Kritike ware vun den Deputéierten, gesot: „Ech huelen dee mat zréck an de Ministère, fir ze kucken." An ech wënschen, ech hoffe selbstverständlech, ech soen Iech Merci derfir, wéi mer geschafft hunn, an ech freeë mech op eng gutt Zesummenaarbecht fir déi nächst Zäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Roth fir d'Éischt Merci soen, dass en deen Text och verteidegt huet vun der Regierung, mä selbstverständlech op d'Zoustëmmung vun eiser Partei net kann zielen. Net dass et eng Saach ass, wou ee sech géif soen, dass et net am Intérêt vum Justiciable ass, mä mir plädéieren...

Erlaabt mer, Här President, dass ech Iech eng Motioun hei vun 2007 zitéieren, déi seet: «…considérant le projet de loi 5660A qui enlève toute référence à la langue luxembourgeoise pour les avocats européens qui désirent exercer sous leur titre professionnel d'origine au Luxembourg; considérant qu'il n'existe au Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens, aucune distinction entre avocat plaideur et avocat conseil; considérant qu'il existe toutefois des situations au cours d'un procès ou dans l'intérêt de la défense la connaissance de la langue luxembourgeoise est indispensable notamment lors de l'audition de témoins; considérant que lors de l'assistance judiciaire, les avocats sont désignés d'office aux parties et que ces dernières n'ont pas la possibilité de vérifier si l'avocat ainsi désigné est en mesure de suivre et de comprendre le procès en question; invite le Gouvernement à étudier le système de „barrister" et de „solicitor" en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg.»

Dat war den 22. Mee 2007. Här President, ech soen Iech, dass ech mech deemools gefreet hunn, dass ech als Deputéierte vun der Oppositioun déi Motioun gestëmmt kritt hu vun de Majoritéitsdeputéierten. An ech war awer manner frou iwwert de Suivi vun där Motioun, well do krut ech matgedeelt den 19. Oktober 2011, duerch e Courrier vun der Presidentin Doerner deemools vun der Commission juridique, dass all déi Motioune vun 2004 bis 2009 einfach caduc wieren, an déi wieren dann ze sträiche vum Rôle vun eiser Chamber. Sou ass deemools mat de Motiounen... D'Madame Ministesch ass net responsabel, mir sinn eis eens, 2007 hat si net d'Responsabilitéit vun der Justiz, deemools war et nach den Här Frieden. Mä dat stëmmt haut nach!

An ech wier frou gewiescht, Här President, wann deemools dat, wat d'Chamber selwer als Aarbecht der Regierung gëtt, och seriö geholl gëtt. Et ka jo net sinn, dass mir eng Motioun eestëmmeg stëmmen, 2007, wou mer soen, dass mer e Problem mat der Sprooch hunn, dass mer eng Motioun stëmmen, déi mer der Regierung ginn.

Et ass fir Är Aarbecht, Här President, virun allem virun Iech, éischte Bierger hei aus dem Land, deen d'Regierung opfuerdert, eppes ze maachen, esou e Manque de respect, dass mer emol keng Äntwert kréien, datt eis selwer d'Presidentin véier Joer duerno seet: „Pff, dann ass se caduc, da kënne mer näischt méi domadder ufänken." Dat fannen ech e flagrante Mépris vis-à-vis vun Iech als éischtem Bierger aus dem Land, dee sech d'Méi ginn huet, déi Texter, déi hei an dëser Chamber eestëmmeg ugeholl ginn - eestëmmeg ugeholl ginn! - am Fong bei der Regierung dann an de Pabeierkuerf wäerte fléien.

Här President, deemools war och de Problem, ech sinn och ganz frou, dass dunn…

(Interruption)

Ech hu se hei. Ech hu se hei, Här Weiler, an ech wäert se och nach eng Kéier déposéieren. Ech hu mer erlaabt just deen éischte Paragraph ze sträichen, well dee war iwwert de Projet de loi 5660, wou d'Referenz war, mä de Rescht stëmmt nach ëmmer. An dowéinst wäert ech se elo déposéieren. Et sinn dräi Ënnerschréften drop, déi vum Här Meisch, déi vum Här Etgen a vu mir selwer. Deemools huet och nach den Här Braz ënnerschriwwen, den Henri Grethen huet se ënnerschriwwen.

Erënnert Der Iech nach un déi Zäit,...

(Brouhaha général)

...wou den Här Grethen och nach mat ënnerschriwwen huet?

An ech géif se hei Här President, nach eng Kéier déposéieren. An ech wier ganz ganz frou, wann d'Chamber se dann nach eng Kéier géif stëmmen, an deem Sënn, dass ee soll eng Kéier... Hei steet jo just „étudier le système de «barrister» et de «solicitor» en application au Royaume-Uni", fir ze kucken, ob esou eppes hei och méiglech wier. Méi froe mer jo emol net!

Mä mir wiere frou gewiescht, wann dat deemools gekuckt gi wier, well dann hätte mer doudsécher, Här President, évitéiert, am Oktober 2012 eng Procédure d'infraction vun der Kommissioun ze kréien an dann am Februar 2013 mussen dréngend e Projet de loi hei ze déposéieren, fir dass mer den Text kënnen änneren.

Motion 1

La Chambre des Députés

- considérant qu'il n'existe au Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens, aucune distinction entre avocat plaideur et avocat conseil;

- considérant qu'il existe toutefois des situations au cours d'un procès ou dans l'intérêt de la défense la connaissance de la langue luxembourgeoise est indispensable notamment lors de l'audition de témoins;

- considérant que lors de l'assistance judiciaire, les avocats sont désignés d'office aux parties et que ces dernières n'ont pas la possibilité de vérifier si l'avocat ainsi désigné est en mesure de suivre et de comprendre le procès en question;

invite le Gouvernement

- à étudier le système de «barrister» et de «solicitor» en application au Royaume-Uni, sa compatibilité avec les dispositions de la directive 98/5/CE et la possibilité d'introduire un système avocat plaideur, avocat conseil au Luxembourg.

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Mir kréien dann invoquéiert, dass de Barreau net wëllt, dass den Avocat plaideur an den Avocat conseil getrennt ginn. Mä et ass eng Tatsaach, Här President: Déi Leit, déi haut um Geriicht sinn an déi en Affekot brauchen, deen alles op Lëtzebuergesch versteet, Problemer hunn, wa se en Affekot hunn, dee just Conseil mécht. An dofir wier et opportun gewiescht, déi eng an déi aner ze trennen, ouni een ze empêchéieren, op deenen zwou Lëschten ze sinn. Mä et wier kloer gewiescht, deen, dee souwisou net wëllt op d'Geriicht goen, dass dee just Avocat conseil gewiescht wier, an deen anere Plaideur. Voilà, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Wéi gesot, Här President, ech kann hei der Madame Modert net d'Schold ginn, mä ech muss leider deem fréiere Justizminister soen, dass ech frou wier, dass hien e bësse méi Respekt vis-à-vis vum éischte Bierger aus dem Land géif hei weisen, wann deen am Numm vu 60 Deputéierten eng Motioun eraschéckt, an dass dat an Zukunft mat der neier Justizministesch dann doudsécher en anere Stil wäert ginn. A mir wäerten dëse Projet och net kënne stëmmen a wäerten eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Klein agedroen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech géif hei drop halen och, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir seng Aarbecht. Dëse Projet de loi mécht nei Virschréften a preziséiert de Sproochegebrauch vun den Affekote mam Client ganz besonnesch. E mécht och Prescriptiounen, wat déi professionell Kompetenz vum Affekot am Ëmgang mam Client ubetrëfft. E conforméiert de Sproochegebrauch mat den europäeschen Normen. Dee Projet de loi hei huet och den Accord fonnt vum betraffene Secteur, dem Ordre des avocats, an ass ganz besonnesch am Intérêt vum Affekot selwer, vum Client oder dem Justiciabel an och am gudde Fonctionnement vun der Justiz. An duerfir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Gilles Roth Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, Här President, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren iwwert dëse Projet, déi baséiert haaptsächlech op der Sprooch, déi vun den Affekote geschwat gëtt, a virun allem, wat d'Lëtzebuerger Sprooch ubelaangt.

Fir eis als ADR ass d'Lëtzebuerger Sprooch ganz wichteg. A mir halen och drop als ADR, datt eis Sprooch virun allem an de Verwaltungen, Institutiounen an domadder och op de Geriichter als éischt Sprooch vun den eenzelne Leit kann a muss kënne gebraucht ginn.

Mir wëssen alleguer, datt mer hei opgrond vun den europäesche Bannemaartsregelen eng Direktiv eng Kéier ugeholl hunn, déi eben elo zur Konsequenz huet, datt mer vun der Kommissioun opgrond vun engem Recours, deen e spueneschen Affekot gemaach huet, elo quasi forcéiert ginn, fir eis Gesetzgebungen hei ofzeänneren.

Ech erënneren drun, datt mir soen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch d'Sprooch vun der Integratioun muss sinn, an datt mer duerfir als Parlament... A jiddwereen, wann een dobaussen d'Sonndesrieden héiert, setzt sech ëmmer fir d'Lëtzebuerger Sprooch an. Lues a lues gi mer awer eis Lëtzebuerger Sprooch iwwerall op. An hei gi mer se eben elo erëm op, opgrond vun enger europäescher Bestëmmung. Enger europäescher Bestëmmung, déi awer vun der Lëtzebuerger Regierung eng Kéier mat ausgehandelt ginn ass a vun dësem Parlament och ratifizéiert ginn ass.

Et muss een also wëssen, dat, wat mer ëmmer soen: Wann een aushandelt a wann ee ratifizéiert, muss ee sech och iwwert d'Konsequenze vun deenen Traitéë bewosst sinn. Zu deem Zäitpunkt ass sécherlech dat net remarquéiert ginn a gesot ginn. An haut reegt am Fong jiddweree sech op, datt mer dëst Gesetz musse stëmmen.

Et ass gesot ginn: „Mir hu keen anere Choix, wéi dëst Gesetz ze stëmmen." Et ass gesot ginn: „Mir maachen et net fräiwëlleg." An et ass gesot ginn: „Noutgedronge maache mer dat heiten." Also jiddweree seet: „Mir wëllen dat net maachen, mä mir mussen et maachen, well mer et vu Bréissel esou diktéiert kréien." Mir als ADR, Här President, mir loossen eis näischt diktéiere vu Bréissel...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat eis Sprooch ubelaangt. Mir setzen eis fir eis Sprooch an. An duerfir stëmme mer och géint dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Et gesäit een, datt mer haut zwou Debatten hunn. Déi eng ass déi, ob mer de Bachelor (veuiller lire: de Barrister) a Solicitor sollten distinguéieren oder net. An dat alles am Kader vun der Debatt iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch jo oder nee fir d'Affekoten, an och déi däitsch Sprooch fir d'Affekoten.

Ech mengen, d'Praxis muss een esou gesinn: Virun der Justice de paix, virun de Friddensgeriichter, virum Correctionnel ass et ganz evident, datt een e puer Sprooche muss kënnen. Ouni déi kënnt een net wäit. Soubal et op den Tribunal geet, ass et kloer, datt et muss perfekt Franséisch sinn, soss geet et also och do net.

Mä mir hunn awer och ganz vill Affekoten, déi schaffen international. Dat sinn Affekoten, déi am Business dra sinn an déi mussen dann heiansdo sech kënnen hei etabléieren. An do ass et ganz kloer, datt déi grouss Étuden, déi hunn absolut de Besoin, datt ee sech hei kann etabléieren an datt se hei kënnen aktiv sinn an eventuell mat hire Clientë schwätzen. Do hu mer also eng Problematik, déi ganz evident ass an déi mer musse léisen.

Et ass kloer, datt, wann een op de Wee geet, wéi mer et elo hunn, datt mer deen Ablack d'Lëtzebuerger Sprooch musse wéinstens zu engem klengen Deel zréckzéien, mä datt awer och op där anerer Säit den Avantage besteet, datt all Affekot weess, datt, wann en eng Affär unhëlt, wou en d'Sproochekenntnisser net kennt, datt en deen Ablack seng Res-

ponsabilitéit riskéiert. An eleng dowéinster wäert et awer do also zwëschen Theorie a Praxis esou sinn, datt d'Affekoten esou Affären net wäerten unhuelen.

Op där anerer Säit, mengen ech, wier awer och déi Debatt fir Barrister a Solicitor eng gutt Debatt, fir ze féieren. D'Gefor, déi ech just nuren dobäi gesinn, dat ass, datt déi méi kleng Étuden, déi kréien domadder dréck Problemer, well se mussen deen Ablack e Choix treffen, ob se Barrister oder Solicitor sinn, à moins datt d'Gesetzgebung et géif virgesinn, datt ee fir dat eent a fir dat anert géif postuléieren. Mä dann hätt een awer och e puer Schwieregkeeten op anere Plazen.

Dofir ass dat eng Debatt, déi effektiv sollt geféiert ginn. An ech sinn och frou, datt dat... An ech bieden och, datt esou eng Motioun kéint ugeholl ginn, fir datt mer esou eng Debatt féieren doriwwer, datt mer dat praktesch och gesinn. Mä soss, mengen ech, ass et awer noutwendeg, datt ons Affekoten am Ausland kënne schaffen, datt déi auslännesch Affekoten och heihinner kënne kommen, well mer an enger internationaler, an enger europäescher Communautéit sinn. An dat ass absolut noutwendeg. Dofir ass dat Gesetz och hei richteg an et sollt gestëmmt ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt d'Justizministerin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech, datt dat éischt Gesetz, zu deem ech an der Chamber hei ka Stellung huelen no der Regierungsëmbildung, eent ass, wat mech als Justizminister betrëfft. An ech freeë mech iwwert déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Commission juridique ugefaangen hunn. An ech soen dem Här Rapporteur villmools Merci fir seng gutt Aarbecht, déi en an dësem Gesetz gemaach huet, gradesou wéi en dat als President vun der Commission juridique mécht.

Merci och, Här Bettel, fir Är léif Félicitatiounen, dat ass natierlech ganz schéin, an dat mécht mer ganz vill Freed, esou wéi all deenen aneren och.

Här President, dëse Gesetzesprojet ass zwar e kuerzen Text, mä e weist e puer wichteg Prinzipien op vun enger gudder „administration de la justice", déi mer hei virugefouert hu mat dësem Projet. Dëst hei ass e Projet am Intérêt vum Justiciabel an am Intérêt vun enger gudder Geriichtsbarkeet. De Justiciabel huet e Recht op e Service de qualité. Den Affekot, net den Eenzelnen, muss d'Entscheedung huelen op Basis vun dësem Gesetz an d'Verantwortung (veuillez lire: a selwer d'Verantwortung) iwwerhuelen, ob en eng Affär kann iwwerhuelen oder net.

De Justiciabel kritt also heimadder keen Zousazkäschtepunkt opgebrummt, dee soss iwwer Iwwersetzungen oder ähnlech Saache komm gewiescht wär. Dat ass also e ganz, ganz wichtege Prinzip, deen, mengen ech, och muss ëmmer zugronn leie bei Gesetzer wéi dësem hei.

Zwee aner grouss Gedanken ënnerleien der Ausriichtung, déi geholl ginn ass, fir an dësem Gesetz anzeschreiwen. Lëtzebuerg huet vill vun Europa, a Lëtzebuerg huet vill vun der Mobilitéit.

Lëtzebuerg huet vill vun Europa. An dëse Projet huet eng Léisung fonnt, déi objektiv ass an déi keng Diskriminéierung duerstellt. D'Kommissioun - déi Europäesch Kommissioun - huet dat schonn attestéiert a gesot, datt dat hei total géif eragoen an dat, wat déi europäesch Traitéë froe fir Netdiskriminéierung. Dat ass e wichtege Punkt fir Lëtzebuerg. An ech mengen, mir sollen deen net ënnerschätzen, mä mir sollen en ënnersträichen.

Mir hunn och ganz vill vun der Mobilitéit, grad eist Land hei. A wa mer am Beräich vum Droit sinn, wësse mer alleguer, datt Droitsstudenten och ëmmer schonn éiweg laang hier an d'Ausland studéiere gaange sinn, an datt - och wa mer elo kënnen Droitsstudien an anerer op eiser Universitéit zu Lëtzebuerg maachen -, mer ëmmer nach e Mobilitéitssemester oder -joer agefouert hunn, well et eis wichteg ass, datt mer och wëssen, wéi et am Ausland geet, wéi de System do ass, a grad am Droit et och wichteg ass, fir auslännesch Jurisprudenze matzekréien. Wat wäre mer dann hei am Land, ouni déi Mobilitéit an ouni am Ausland studéieren ze kënnen?

An dat Gesetz hei gesäit och vir, datt mer d'Ausübung vum Beruff vum Affekot an engem aneren EU-Land wéi deem, wou ee seng Ausbildung gemaach huet a seng Qualifikatioun kritt huet, an dee Kontext erasetzen. Dat heescht, genau an deem Punkt si mer jo systematesch mat eise Studenten, déi Droit an aner Saache studéiere ginn an an engem anere Land d'Qualifikatioun kréie wéi deem, wou se herno ausübe wëllen. Mir sollen also och do d'Réciprocitéit spille loossen.

Keng Diskriminéierung ass dat hei och, Här President, well dat Gesetz objektiv an neutral Kritäre fixéiert a virgesäit a well et d'fräi Wiel vum Affekot ass, ob en eng Affär unhëlt oder net, also keng Diskriminéierung per Gesetz, mä, am Géigendeel, fräi Wiel. An awer och Verantwortung an Eegeverantwortung vum Affekot, dee sech also och der Ethik an der Déontologie muss ënnerleeën, fir dës Autodisziplin auszeüben; en däerf soss d'Affär net unhuelen.

Här President, wa mer vu Mobilitéit schwätzen, sinn och vläicht e puer Statistiken interessant. Bei der viregter Rentrée judiciaire, sou wéi d'Statistike vun dem Ordre des avocats et virginn, waren op der Lëscht 4, also där Lëscht vun den europäeschen Affekoten, vun där mer hei schwätzen, 381 Affekoten ageschriwwen. Dat sinn der 90 méi an Zäit vun dräi Joer. D'Nationalitéiten hu sech opgedeelt an 148 Affekote vu franséischer Nationalitéit, 81 vu belscher Nationalitéit an 79 vun däitscher Nationalitéit.

Mir hunn awer hei, an dat wëll ech ervirsträichen, ee Gesetz gemaach, dat am Respekt vun eiser Villsproochegkeet, grad am judiciairen an am administrive System, steet. An den Deputéierte Gibéryen huet dorop ugeschwat gehat.

Mir ginn hei déi Lëtzebuerger Sprooch net op. Ganz am Géigendeel.

Mir hätte jo kënne soen, oh, dann ass dat net méi wichteg, da verlaange mer se iwwerhaapt net am Justizberäich. Neen, dat hu mer net gemaach! Mir hu genau eppes anescht gemaach. An dofir ass dat hei eng Stäerkung vun der Lëtzebuerger Sprooch an net de Géigendeel. An et ass eng Stäerkung vum Gesetz vun 1984 iwwert de Sproocheregime.

Ech brauch jo net derbäi ze soen, datt mer och virgesinn hunn, fir d'Sprooch an d'Verfassung anzesetzen, also kann een hei guer net soen, datt hei d'Lëtzebuerger Sprooch geschwächt oder opgi gi wier. Ganz am Géigendeel!

Dat Gesetz hei respektéiert och de Prinzip vun der Unicitéit vum Affekoteberuff, och wann, wéi iwwerall, méi eng grouss Spezialiséierung kënnt. An ech si ganz gär bereet, wann een dat géif wëlle maachen, fir dorobber anzegoen. Awer ech mengen, datt een do e puer Saachen sech muss bewosst sinn, an dat weist schonn, datt déi Diskussioun net esou evident ass, wéi se hei duergestallt ginn ass.

Si mer also där Meenung, wa mer déi Motioun do géifen unhuelen, datt mer net méi d'Unicitéit vum Beruff vum Affekot hei zu Lëtzebuerg géife wëllen hunn? Wäre mer der Meenung, wa mer déi Motioun géifen unhuelen, datt déi Léisung, sou wéi se hei am Gesetz steet, net der Sproochevillfalt oder der Sproocheproblematik, wéi anerer et gesot hunn, géif entgéintkommen?

Ech mengen, datt se der genereller Politik am Sproocheberäich hei am Land genau richteg entsprécht. Et muss een och bedenken, datt, wann ee verschidde Qualifikatioune freet, fir en Ënnerscheed zwëschent Avocat plaideur an Avocat conseil ze maachen, datt een och riskéiert, en Ënnerscheed vu Kompetenzen a vu Qualifikatiounen dans le chef vun deenen engen Affekoten ze kréien, wat net onbedéngt positiv ass fir de Justiciable a fir deen, dee sech bei deen Affekot umelle geet.

Wann et awer de Wonsch vun der Chamber ass, sinn ech ganz gäre bereet trotzdeem, an der Kommissioun eng Kéier dat do méi en long et en large auszediskutéieren an duerzestellen, mä ech denken, datt Der hei scho gesitt, wouzou déi Diskussioun géif féieren, an datt dat eng Schwieregkeet wär, fir esou eng Entscheedung ze huelen, fir zu esou enger Entscheedung ze kommen, wéi hei gefrot ginn ass, datt een eng Trennung sollt maachen zwëschen deenen zwee Prinzipie vun Affekoten.

Här President, ech wëll nach eppes anescht soen, nämlech der Chamberskommissioun, der juristescher Chamberskommissioun an all hire Memberen: Merci fir déi rapid Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. De President a Rapporteur huet d'Aarbechte virugedriwwe gehat, datt mer kéinte mat Zäit där Infractiounsprozedur, déi d'Kommissioun lassgeléist hat, entgéintkommen.

Am Mäerz vun dësem Joer ass d'Gesetz déposéiert ginn, de Statsrot huet gläich säin Avis ausginn, an elo am Mee stëmme mer et schonn, an ech wollt dofir och ee ganz häerzleche Merci soen. Dat weist, mat wéi enger Exzellenz an awer och Rapiditéit d'Chamber ganz dacks schafft.

Konklusioun: Dëst Gesetz ass e wichtegt Gesetz, ass wichteg fir e gudde Service fir de Justiciable, ass och wichteg fir eng gutt Administration de la justice. Datt mer séier reagéiert hunn op d'Infractiounsprozedur vun der Kommissioun ass positiv fir eisen Image an Europa, an dofir wollt ech, Här President, all deenen, déi dorunner matgeschafft hunn, en häerzleche Merci soen, souwéi nach eng Kéier dem Rapporteur Merci an all menge Virriedner fir hir konstruktiv Virschléi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Justizministerin. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. D'Ofstëmmen... Den Här Roth kritt nach d'Wuert!

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo, jo! Also, elo sëtzen ech fir d'Éischt hei an der éischter Rei an elo hunn ech schonn e penibele Moment! Well...

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dat wäert méi oft virkommen!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo!

M. le Président.- Entschëllegt, Här Roth! Dir wëllt zur Motioun schwätzen. Mir sinn zwar elo nach net bei der Motioun. Mir stëmmen normalerweis fir d'Éischt iwwert de Projet an dann iwwert d'Motioun of! Dass mer der Rei no fueren!

(Interruptions)

Mir kommen elo emol zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6550 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un! Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6550 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 9 Enthalungen an 2 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6550 est adopté par 49 voix pour, 2 voix contre et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Pierre Mellina, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox (par M. François Bausch), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert!

Sou, an da komme mer elo zu der Motioun an da kritt den Här Roth d'Wuert.

Motion 1

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo! De penibele Moment kënnt da fir d'Zweet! Well dem Här Bettel säi Plädoyer därmoossen iwwerzeegend war, dass mer bei der CSV eng erweidert Meenungsbildung haten, nämlech, dass mer virun enger Zäitchen déi Motioun schonn eng Kéier gestëmmt haten, mä nodeems mer de Bâtonnier héieren haten am Kontext vun dëser Procédure d'infraction, a wou de Bâtonnier gesot huet, wat mer och am Rapport rappeléiert hunn, nämlech, dass se kéinte sech averstanen erkläre mat deene Sproochekenntnisser, déi erfuerdert sinn, fir déi verschidde Kategorië vun Affekoten, dass si awer gären hätten, dass d'Unicitéit vun dem Beruff géif bäibehale ginn. Dat heescht, dass een Affekot,...

(Interruptions)

...deen um Barreau ageschriwwen ass zu Lëtzebuerg,...

(Interruption et hilarité)

...a well mer dat als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen, mat aller Sympathie fir den Här Bettel, géife mer awer déi Motioun hei oflehnen als CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Ooooh!

Une voix.- „Flip-flopper"!

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just dem Här Roth... Deemools, 2007, wor den Här Roth, mengen ech... Dach, e wor schonn an der Chamber, mä just an der Chamber. Mir haten deemools schonn de Bâtonnier, wollt ech just informéieren, gehéiert an déi dote Fro gestallt, an et huet awer deemools net empêchéiert, dass d'CSV dës Motioun matgestëmmt huet. Ech wollt dat just zur Erënnerung brëngen!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Soss nach een? Wann net, da kënne mer iwwert déi Motioun ofstëmmen. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Vote

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun 1 ass verworf mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Pierre Mellina, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Domadder si mer gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.28 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 33

MERCREDI,
15 MAI 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. 6434 - Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri, M. André Bauler (interventions de M. Michel Wolter et M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration)*
- *Débat: M. Ali Kaes (Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen interviennent), M. Lucien Lux (M. Xavier Bettel et M. Jacques-Yves Henckes interviennent) (dépôt d'une motion), Mme Viviane Loschetter (dépôt de trois motions) (M. Nicolas Schmit intervient), M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany (intervention de M. André Bauler), Mme Diane Adehm (M. Fernand Kartheiser et Mme Viviane Loschetter posent des questions), M. Serge Wilmes (interventions de M. Nicolas Schmit, Mme Viviane Loschetter et M. Jean Colombera)*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (Mme Anne Brasseur intervient)*
- *Motions: Mme Viviane Loschetter, M. Gilles Roth, M. Jean Colombera (M. Lucien Lux intervient)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*
- *Motions 3 et 4 (renvoyées en commission), M. Jacques-Yves Henckes*

2. 6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

- *Dispense du second vote constitutionnel*

3. 6507 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;
2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Félix Braz, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire

- *Rapport commun de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative et de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz (intervention de M. Carlo Wagner), M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (interventions de M. Gast Gibéryen, M. François Bausch, M. Serge Urbany, Mme Octavie Modert, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative)*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Negation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer d'Orientéierungsdebatt 6434 iwwert d'Aarbechtspolitik. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Kaes, den Här Lux, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Henckes, den Här Urbany, d'Madame Adehm an den Här Wilmes. Als Éischt héiere mer den Här Roger Negri als éischte Corapporteur.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

1. 6434 - Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), corapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer 17.000 Leit ouni Aarbecht Ufank dëses Joers, en Taux de Chômage vu 6,6%, esou héich wéi nach ni an deene leschte 50 Joer! Mat de knapp 4.500 Leit a Beschäftegungsmesurë vum Stat, net ze verwiessele mat de Beschäftegungsinitiativen, sinn dat am Ganzen 21.500 Leit. Deemno méi wéi Grond genuch, fir en Débat d'orientation iwwert d'Beschäftegungspolitik hei an der Chamber ze féieren, wéi en och vun der DP am Dezember 2011 ugefrot gouf an e spéider och déi gréng proposéiert hunn.

Fir e Gesamtbild vun der Beschäftegungspolitik vun de leschte Joren ze zéien, hu mir an der parlamentarescher Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun ënnert der exzellenter Leedung vun eisem President Lucien Lux d'lescht Joer...

Plusieurs voix.- Oh!

(Interruptions)

Une voix.- Et fänkt jo scho gutt un!

M. Roger Negri *(LSAP), corapporteur.*- ...d'lescht Joer den 18. Juni décidéiert, en Débat d'orientation iwwert d'Beschäftegungspolitik en général hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren. Dobäi goufen de Kolleeg André Bauler a meng Wéinegkeet zesummen als Corapporteure bestëmmt.

Fir den 88 Säite grousse Rapport wëll ech alle Membere vun der Aarbechtskommissioun e grousse Merci ausschwätze fir déi parteiiwwergräifend, sachlech a konstruktiv Zesummenaarbecht, grad wéi eisem Aarbechtsminister Nicolas Schmit a senge kompetente Mataarbechterinnen a Mataarbechter, mä virun allem eisem exzellente Kommissiounssekretär Martin Bisenius fir seng gekonnte Procès-verbalen am Verlaf vun eisen Aarbechten a fir de Rapport selwer, him en extra grousse Merci! E weidere Merci geet och un eis parlamentaresch Attachéen Tanja Steinmetz a Philip Modert fir hir exzellent Aarbecht.

Mam Kolleeg André Bauler hunn ech mech ofgeschwat, dass ech haut de Mëtteg an d'Thematik vun der Beschäftegungspolitik eraféieren an de Verlaf vun eisen Aarbechte rapportéieren, an duerno den André Bauler als Corapporteur d'Konklusioune vun eisen Aarbechte virdréit an déi vu senger Fraktioun.

Här President, d'Beschäftegungspolitik kann net isoléiert gekuckt ginn, si muss en rapport zu der wirtschaftlecher Lag vum Land gesi ginn. D'Beschäftegungs- an d'Wirtschaftspolitik bilden also en Ensembel, deen zesumme fonctionnéieren an agéiere muss. An deem Sënn ass et och gutt, dass mer haut a muer zesummen iwwert déi zwou Thematiken debattéieren.

D'Analys vun der Beschäftegungspolitik werft e grousse Spektrum vu Punkten op. Déi haaptsächlechst dovu si folgend:

Ugefaange mat der Struktur u sech vum Chômage: Wie sinn d'Demandeurs d'emploi a wou leien d'Haaptdéfien, déi et ze léise gëllt? Wat sinn déi verschidde Profiller vun den Demandeurs d'emploi hei zu Lëtzebuerg? Wat fir Méiglechkeete gëtt et, fir d'Demandeurs d'emploi ze aktivéiere respektiv hinnen erëm eng Aarbecht ze besuergen? D'Effikassitéit deemno vun de verschiddene Moossnamen.

Wat sinn d'Grënn vun der Inadéquatioun tëschent de Qualifikatioune vun den Demandeurs d'emploi an den ausgeschriwwene Posten? A wéi kann een deen esou oft hei zitéierte Paradox domat iwwerwannen? Sinn déi ugebuede Formatiounen a Weiderbildungen déi richteg, a wat brénge se?

Wéi ass et mat de Mesurë fir déi Jonk, der Effikassitéit vun de sougenannten CIE an CAE? Wéi eng Mesurë brauche mer fir déi méi eeler Leit, wa se am mëttleren Alter scho keng Aarbecht méi fannen? Wat sinn d'Erwaardungen un d'ADEM vun de Chômeuren an och vun de Patronen? Ënner anerem de Suivi vun de professionelle Profiller, de Suivi, deen d'ADEM hei opstellt, d'Verbesserung vun der Qualitéit vun engem nach méi individuellen Encadrement vun...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, e bëssel méi opmierksam dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Roger Negri *(LSAP), corapporteur.*- Villmools Merci, Här President! D'Verbesserung vun der Qualitéit vun engem nach méi individuellen Encadrement vun den Demandeurs d'emploi, d'Moyenen, fir d'Employabilitéit vum Chômeur ze verbesseren.

A wéi ass d'finanziell Situatioun vum Fonds pour l'Emploi? A wéi eng Poste kaschten am meeschten? Wat fir eng Roll spillen d'Beschäftegungsinitiativen a solle se an Zukunft hunn?

Fir all dëse Froen an den domat verbonnenen Erausfuerderungen nozegoen, hu mer an der Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun ab Mëtt 2012 am Ganzen zwielef Réunioune gefouert mat alle concernéierten Acteuren. Dat waren d'Experte vum CEPS, fir d'Effikassitéit vun de Moossnamen CIE an CAE ënnert d'Lupp ze huelen, d'Direktioun an d'Experte vun der ADEM, verschidde Responsabel vu groussen Entreprisen an natierlech d'Sozialpartner: d'UEL, OGB-L, LCGB an CGFP.

Fir eis e Bild vun enger Aarbechtsagentur am Ausland ze maachen, hu mir eng Visite bei der Arbeitsagentur zu Koblenz-Mayen gemaach, wou mer eng ganz interessant Entrevue mam Professer Dokter Stefan Sell vun der Uni Koblenz iwwert d'Moderniséierung an d'Professionaliséierung vun der Aarbechtsvermëttlung haten.

Här President, zum Rapport selwer wëll ech als Éischt op déi aktuell Situatioun an d'Evolutioun vum Aarbechtsmaart agoen. Zu Lëtzebuerg sinn am Contraire zu der Situatioun an Europa trotz de leschte Krisejore weiderhin Aarbechtsplaze geschafe ginn. Mä dës Tendenz ass säit Mëtt 2011 awer an der Baisse. D'lescht Joer am Oktober ass d'Création nette d'emploi ënner 2% gefall. Eis Croissance ass scho säit geraumer Zäit net méi staark genuch, fir de Chômage ze absorbéieren, déi bei 3% bis 4% leie misst, fir dass de Chômage net weider klëmmt.

D'Baisse vum Emploi huet als logesch Konsequenz eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit an eng verstäerkten Nofro vun de Betriber, fir op Kuerzaarbecht, de Chômage partiel also, zréckzegräifen. Am Februar 2013 kruten 41 Entreprisen de Chômage partiel accordéiert fir 3.169 Leit. Den Emploi salarié huet sech zu Lëtzebuerg Enn 2012 op 359.050 Leit belaf. 104.376 - dat sinn 29,1% - dovunner ware Lëtzebuerger Résidenten, 97.864 Leit - 27,2% - waren auslännesch Résidenten an 156.810 - dat sinn 43,7% - ware Frontalieren.

Bal d'Halschent vun de Frontaliere koumen aus Frankräich: 49,3%; aus der Belsch 25,2% an aus Däitschland 25,3%. D'Ventilatioun vun den Aarbechtsplaze fir 2012 ass déi folgend: 12,3% schaffen am Commerce, 11,7% am Finanz- an Assurancësecteur, 10,8% am Bau, 8,9% an der Industrie an 8,1% am Santés- a Sozialberäich.

Mir haten am Februar dëst Joer en Taux de Chômage vu 6,4%, dat si 17.363 Persounen op der Sich no enger Aarbecht. Derbäi kommen nach 4.666, déi an enger Mesure sinn, also keng fest Aarbecht hunn. Vun deene 17.363 Leit, déi am Februar dëst Joer op der Sich no enger Aarbecht waren, sinn 2.330 Leit ënner 25 Joer - 17,4% -, 4.299 Jonker am Ganzen ënner 30 Joer, 25% sinn dat, a 7.886 Leit hunn en Niveau de formation inférieur, dat si 45,4%, a 6.638 Leit si méi laang wéi zwielef Méint ouni Aarbecht, 38,2%.

Aus dëse Statistike gesäit een, dass eng ganz niddreg Qualifikatioun ganz heefeg zu Laangzäitchômage féiert an déi betraffe Persoune riskéieren, et ëmmer méi schwéier ze kréien, sech nees um éischten Aarbechtsmaart erëmzefannen. De Laangzäitchômage gekoppelt mat enger niddreger Qualifikatioun ass deemno e ganz eescht ze huelende Problem - dat zemools op engem Aarbechtsmaart, dee regional ganz concurrentiel ass.

Wann een eng Ventilatioun vun den Demandeurs d'emploi mécht par nationalité a par niveau de formation, stellt ee fest, dass déi portugisesch Demandeurs d'emploi vill méi heefeg en niddrege Formatiounsniveau hunn: 72,8%. Bei deenen italieneschen Demandeurs d'emploi läit dësen Taux och bei héije 47,3%.

Ëmgedréit ass et awer bei den Demandeurs d'emploi aus eisen Nopeschlänner, wou 40,3% aus Belgien an 43,9% aus Frankräich eng Formation supérieure hunn. Bei de Lëtzebuerger Demandeurs d'emploi hu ronn 45% en Niveau inférieur, 51% en Niveau moyen inférieur a moyen supérieur, an nëmme 4% vun de Lëtzebuerger Demandeurs d'emploi hunn en Niveau de formation supérieur.

Här President, d'Jugendaarbechtslosegkeet ass a muss de Schwéierpunkt vun eiser Beschäftegungspolitik bleiwen. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg keng Explosioun wéi an de verschiddene südeuropäesche Länner vun dësem Phenomeen hunn, sou ass et wichteg, d'Grënn vum Jugendchômage genau ënnert d'Lupp ze

huelen an effikass ze bekämpfen. Näischt ass méi schlëmm fir eng Gesellschaft, wéi wann hir jonk Leit keng Aarbecht fannen. Do geet d'Selbstwäertgefill vun enger ganzer Generatioun verluer an dat biergt soziale Sprengstoff an Ongerechtegkeeten, deene mir eis net dierfen erginn.

Am Dezember 2012 waren 2.277 jonk Leit ënner 25 Joer bei der ADEM als Demandeurs d'emploi ageschriwwen. Vun dëse jonke Leit ouni Aarbecht haten 42% en Niveau de formation inférieur, also just hir schoulesch obligatoresch Jore gemaach, ouni iergendeng Formatioun ze hunn. 38,3% vun hinne waren an engem Régime préparatoire/complémentaire. Vun hinnen hunn 72,9% hir Primärschoul hei zu Lëtzebuerg gemaach a 17,2% a Portugal. 49,8% vun deene Jonken ouni Aarbecht haten en Niveau de formation moyen, dovunner ware 94,4% am Secondaire technique a just 5,6% am Secondaire classique.

Wann also d'Halschent vun den Demandeurs d'emploi eng ganz niddreg oder souguer guer keng Ausbildung hunn a praktesch just hir obligatoresch Schouljore gemaach hunn, mä awer déi ausgeschriwwe Plazen haaptsächlech a ganz spezialiséierte Beräicher leien, läit een Deel vum Problem kloer um Dësch. Dozou kënnt dann nach oft d'Inadéquatioun tëschent den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart, dat heescht de Qualifikatiounen, déi bei den ausgeschriwwene Plaze gefrot sinn, an den effektive Qualifikatioune vun de jonken Aarbechtssichenden.

An dofir ass et kloer: Fir de Jugendchômage ze reduzéieren, brauche méi jonk Leit eng Qualifikatioun, an eng, déi um Aarbechtsmaart och gebraucht gëtt.

Am Laf vun eisen Aarbechte krute mer gesot, dass a Rheinland-Pfalz an deenen nächste Joren iwwer 15.000 Handwierker gesicht ginn, an och hei zu Lëtzebuerg ass d'Léier vun engem Handwierk ee vun de Schlëssele fir eng Aarbecht.

An do si mer da beim duale System, wou déi Jonk engersäits nach an d'Schoul ginn an zugläich eng praxisno Aarbecht als Formatioun kréien. Dat leet eis iwwer zu deene scho vill diskutéierte Moossnamen CIE, Contrat d'initiation emploi, an CAE, Contrat d'appui emploi, déi vum CEPS/Instead op hir Effikassitéit iwwerpréift gi sinn.

Tëschent Oktober 2007 an Oktober 2011 sinn 3.200 CIEen an 1.400 CAEen attribuéiert ginn. Dat sinn an der Moyenne 63 nei CIEen a 27 nei CAEe pro Mount. D'CIEe sinn a 1.400 Entreprisë gemaach ginn, d'CAEen an 123 Établissements publics oder Administratiounen.

Wat d'Bénéficiairë vun den CIEen an CAEen ugeet, kann ee feststellen, dass 30% vun alle Bénéficiairë vun engem CIE en Niveau d'éducation inférieur haten, ongeféier 59% en Niveau de formation moyen a just 11% en Diplôme d'enseignement postsecondaire. Et sinn also haaptsächlech Leit mat engem Niveau moyen, déi vun dëser Moossnam profitéiert hunn.

Bei den CAEen haten dogéint 53% vun de Bénéficiairen en Niveau d'éducation inférieur a 46% en Niveau moyen. Den CAE ass jo och ausgeriicht, fir manner qualifizéierte Jonken eng praktesch Erfahrung ze erméiglechen.

Ze bemierken ass hei natierlech, dass eng ganz Rei vun de Remarquen a Kritike vum CEPS iwwert d'CIEen an d'CAEen an de respektive Projet de loi vum leschten 29. Mäerz agefloss sinn.

Här President, et gëtt nach eng ganz Rei aner Moossnamen, déi d'ADEM den Demandeurs d'emploi ubitt, fir hir Chancen um Aarbechtsmaart ze verbesseren. Dës sinn och vum CEPS analyséiert ginn. E relativ grousse Problem bei esou enger Evaluatioun ass, dass en eenzelnen Demandeur d'emploi ganz oft e Cumul vu Formatioune kritt, an esou ass et deemno méi schwéier erauszefannen, wéi eng am effikasste sinn.

D'Etüd vum CEPS huet kloer gewisen, dass d'Formatiounen, déi op Initiativ oder op Ufro vu Betriber oder Secteuren ugebuede ginn, eng héich Effikassitéit ubidden. Och d'Sproochecoursen hu sech als ganz wichteg erausgestallt, fir um lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

Eng aner Zort Hëllef, déi mer am Rapport behandelt hunn, ass déi oft diskutéiert Aide au réemploi. D'Zil vun dëser Hëllef ass et, fir de Leit, déi hir Aarbecht verluer hunn an eng nei Aarbecht mat manner Salaire fannen, déi Perte vum Salaire auszegläiche bis zu 48 Méint, an dat zu 90% an op 3,5-mol de Mindestloun gedeckelt. Si sollen esou incitéiert ginn, am Aarbechtsliewen ze bleiwen, ouni awer ze vill grouss finanziell Verloschter mussen anzebéissen.

Et ass zwar traureg, mä dës Hëllef ass oft vun hirem Objektiv détournéiert ginn, a se gëtt ëmmer méi oft vu Betriber benotzt, fir qualifizéiert Leit méi bëlleg anzestellen. Mat engem Käschtepunkt vu jährlech 45 Milliounen Euro dränge sech hei ganz sécher vum Corapporteur herno déi entspriechend Konklusiounen op.

Aus Zäitgrënn kann ech net am Detail op all déi aner Beschäftegungsmesuren oder - wéi et richteg heescht - „actions en faveur de l'emploi" agoen. Der Vollständegkeet halber wëll ech se awer alleguerten ernimmen. Do gëtt et: Aide à la mobilité, Remboursement des charges sociales, Aide à la création d'entreprises, Stage d'insertion professionnelle, Prime d'encouragement à l'embauche - déi gouf net méi verlängert -, Indemnité compensatoire pour salariés reclassés, Mesure de réhabilitation et de reconversion des salariés reclassés, Participation aux salaires des personnes handicapées, Bonification d'impôt, Aides et primes à l'apprentissage an zum Schluss Complément primes d'apprentissage pour adultes.

Här President, an der Kommissioun hu mer eis och mam finanzielle Volet vun der Beschäftegungspolitik auserneegesat, deen iwwert de Fonds pour l'Emploi gespeist gëtt.

Les grands chiffres dovu sinn déi folgend: D'Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi sinn tëschent 2004 an 2008 vun 300 op knapp 400 Milliounen Euro gestiegen. Ab 2009, wou de Chômage fir d'Éischt iwwer 5% geklommen ass, sinn d'Käschten och iwwer 500 Milliounen Euro geklommen, an 2012 op iwwer 600 Milliounen Euro bei iwwer 6% Chômage. Fir dëst Joer si knapp 700 Milliounen Euro estiméiert.

2012 waren et genau 618.101.447 Euro Dépensë fir de Fonds pour l'Emploi, dovunner ass d'Ventilatioun fir déi sechs grouss Posten déi folgend:

Éischtens: 270 Millioune Chômageindemnitéiten, dovunner 219 Millioune fir de komplette Chômage fir 7.208 Leit; 28 Millioune Kuerzaarbecht, de Chômage partiel also, fir 15.572 Leit; 10 Milliounen Euro Remboursement fir de Chômage vu Frontalieren, an do sti fir 2013 30 Milliounen un duerch Nachzahlunge bedéngt; 13 Milliounen Euro Chômage d'intempéries fir 6.347 Leit.

Zweete Posten: 21 Milliounen Euro fir de Chômage des jeunes, wéi scho gesot, CIE an CAE.

Drëtte Posten: 218 Millioune fir d'Actions en faveur de l'emploi, d'Beschäftegungsmoossname wéi de Stage de réinsertion professionnelle, d'Aide à la création d'entreprises par les chômeurs, d'Aide au réemploi, ouni awer hei d'Sidérurgie derbäi ze hunn an d'Indemnités compensatoires pour travailleurs reclassés. Dobäi komme budgetsméisseg och nach ënner anerem d'Préretraites derbäi.

De véierte Posten, dat sinn 52 Millioune fir déi zéng Beschäftegungsinitiativen.

De fënnefte Poste si 25 Millioune fir d'Formatioun.

A sechstens, zum Schluss, 28 Millioune fir d'Sidérurgie.

Eng konkret Evaluatioun vun all den eenzelne Moossname wär néideg, sou dass een oneffizient Mesuren ofschafen oder adaptéiere kann an dann déi Suen a méi effizienter stieche kann, déi de Leit da wierklech hëllefen, esou séier wéi méiglech nees um Aarbechtsmarché sech kënnen ze integréieren.

Hei ass e gutt Fallbeispill, fir eemol méi op déi nei Budgetsarchitektur fir en zilorientéierte Budget hinzeweisen, sënngeméiss wéi ech se an enger Proposition de loi no der LOLF am Abrëll 2010 deponéiert hunn a mer se och vum Finanzminister versprach kritt hunn, dat Ganzt nom Motto «dépenser mieux, au lieu de dépenser plus».

Här President, komme mer elo zur ADEM. Och wa si keng Aarbechtsplaze schaaft, esou ass d'ADEM awer e Schlësselelement an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Duerch hir Reform soll si hirer Roll vun engem modernen, interaktiven Organ, dat tëschent den Aarbechtssichenden an de Betriber konkret vermëttelt, nees gerecht ginn.

D'Gesetz vum 18. Januar 2012 gesäit deemno vir, dass d'Philosophie vum Fonctionnement an d'Missioune vun der ADEM musse komplett geännert ginn. D'ADEM muss sech ganz an den Déngscht vun hire Clientë stellen. An dat sinn op där enger Säit d'Demandeurs d'emploi an op där anerer Säit d'Betriber. Nëmme wa se d'Besoine vun de Betriber an awer och d'Profiller vun den Aarbechtssichende kennt, ka se effikass schaffen an ass eng Plus-value fir déi zwou Säiten.

Wat setzt eng gutt fonctionnéierend ADEM viraus? D'Personal, d'Infrastruktur an d'Moyene mussen opgestockt ginn. Et ass onméiglech, dass ee Conseiller 500 Profiller vun Demandeurs d'emploi kennt. Da geschitt dat, wat laang bei der ADEM de Fall war: De Conseiller géréiert seng Dossieren, mä huet keng Zäit, fir d'Leit geschweige denn hir Kompetenzen oder Schwächten hannert dësen Dossieren ze erkennen. Dofir goufen eng ganz Rei Leit aus dem Privatsecteur engagéiert, déi déi néideg Erfahrung um Terrain hunn. Tëschent 2010 an 2012 sinn och deemno 33 Conseilleren agestallt ginn. Dës kruten eng Formatioun vu sechs Wochen, fir se optimal op hir Tâche ze preparéieren. D'ADEM huet des Weidere gefrot, 25 Agenten ze rekrutéieren.

Als international Norm gëtt gerechent, dass ee Conseiller ongeféier 100 Demandeurs d'emploi betreit. De Ratio läit awer am Moment bei 302 zu 1. Mä et muss een awer ënnersträichen, dass net d'Unzuel vun den Dossieren eleng d'Aarbecht vum Conseiller erëmspigelt. D'Demandeurs d'emploi hu ganz verschidde Profiller a musse personaliséiert encadréiert ginn, jee nodeem.

D'Schafe vun engem „Service employeur" ass amgaangen, nach weider ëmgesat ze ginn. Et ass hei elementar, dass d'ADEM déi genee Exigenzen a Besoine vun de Betriber kennt an och e regelméissege Kontakt mat hinne fleegt.

Am Moment sinn zéng Consultanten an der ADEM responsabel fir dës Tâche. Si decke verschidde Beräicher, wéi Industrie, Travail intérimaire, Commerce, Restauratioun, Banken, Bâtiment an esou weider of. Hir Aarbecht ass vun de Patronatsvertrieder, déi an d'Kommissioun invitéiert waren, gelueft ginn an als ganz hëllefräich agestuuft ginn.

Da brauche mer awer och méi eng grouss Präsenz um Terrain selwer. Dofir gouf de Réseau vu regionalen Agencë verdicht. Dëse Service de proximité ass ganz wichteg an deem Sënn, dass d'Personal vun der ADEM d'Regioun an hir Betriber besser kennt an esou d'Leit, déi do wunnen, geziilt ka vermëttelen.

E performanten informatesche Service, dat heescht eng eenheetlech Plattform, op déi souwuel d'Mataarbechter all Zougang hunn a wou och d'Betriber dat kënne maachen, dëst soll ënnert dem System ROME, Répertoire opérationnel des métiers et des emplois, geschéie fir d'«offres d'emploi à décrire sur base des compétences requises et non plus sur base des diplômes», an deen eenheetleche Programm huet sech a verschiddenen EU-Länner bewährt.

D'ADEM geet also op d'Besoine vun de Betriber an, mä dës Kooperatioun kann nëmmen erfollegräich sinn, wann d'Patronen dann och hir Plazen, déi nei ze besetze sinn, och bei der ADEM deklaréieren.

Eng grouss Aufgab vun der ADEM ass, deene jonken Demandeurs d'emploi e gudden a séieren Encadrement ze bidden. Virun allem sollen d'Schoulofbriecher esou séier wéi méiglech betreit ginn an zréck an d'Schoul réorientéiert ginn, eng Formatioun oder eng Léierplaz vermëttelt kréien.

Well dës jonk Leit sech net oft oder bal net bei der ADEM mellen, ass et wichteg, dass d'Schoulen an all aner Etablissementer et mellen, wa Jonker ophalen. Esou kënne se éischter encadréiert ginn. D'ADEM ënnerhält an deem Sënn en enke Kontakt mat anere staatlechen oder kommunalen Instanzen, déi sech ëm déi Leit këmmeren. D'Resultater sinn allgemeng zefriddestellend. Zemools d'Eröffnung vun der Maison de l'orientation ass e wesentleche Schrëtt an déi richteg Richtung.

Positiv sinn och déi Formatiounen, déi d'ADEM an hir Partner fir d'Demandeurs d'emploi ubitt, wéi: «les ateliers de l'ADEM», «les bilans/CV de l'ADEM», «les formations de courte durée», «les formations qualifiantes», «les formations pool», «la reconversion professionnelle» vun CNFPC, NAXI oder Zarabina, «les cours de langues» vum Centre de langues an dem INL, «les cours d'informatique» vum CNFPC.

Här President, als parlamentaresch Aarbechtskommissioun hu mer am Verlaf vun eisen Aarbechten och eng Visite bei der Bundesagentur für Arbeit zu Koblenz gemaach, kombinéiert mat enger Entrevue mam Professer Dokter Stefan Sell iwwert d'Moderniséierung an d'Professionaliséierung vun der Aarbechtsvermëttlung. Generell kann een hei soen, dass d'Problemer, mat deene si konfrontéiert sinn, zimlech déiselwecht si wéi hei am Land. An der Ëmgéigend vu Koblenz sinn elo net direkt déi grouss Betriber, wou am Fall vun enger Schléissung riseg Chômageproblemer beienee géifen entstoen.

Et gouf e ganz längere kritesche Virtrag vum Professer Dokter Sell iwwer Hartz IV, wou mer hei zu Lëtzebuerg, am Résumé gesot, nëmme solle frou iwwer eise Sozialstat sinn, wou net wéi an Däitschland um Enn vun der Sozialleeder Leit stinn, déi 382 Euro de Mount plus e Complément fir Loyer an Heizgeld vum Stat kréien!

Niewent der Aarbechtsagentur ënnerstëtzen an Däitschland do d'Jobcenteren déi jonk Demandeurs d'emploi, fir selwer méi Efforten ze maachen op der Sich no enger Aarbecht. De Ratio Conseiller/Demandeur ass awer wesentlech méi niddreg bei hinnen a läit bei 65 zu 1. Dëst ass natierlech extrem wichteg, fir e gudden Encadrement ze garantéieren.

Ee vun de ganz grousse Problemer an Däitschland ass dee vum Niddreglounsecteur, wou eng grouss Zuel vu Leit trotz Aarbecht aarm sinn. D'Stéchwuert Mindestloun ass jo och elo endlech am Wahlkampf an Däitschland ukomm.

A weidere Réuniounen hei bei eis an der Kommissioun mat de Personalvertrieder (veuillez lire: mat de Patronatsvertrieder) ass et virun allem ëm d'Effikassitéit vun der ADEM gaangen, déi déi ugeschwate Problemer confirméiert hunn. All déi aner diskutéiert Theme waren naturgeméiss Kompetitivitéitsproblemer a komme sécher muer am Débat zum Gespréich.

Mat de Gewerkschaftsvertrieder ass et ëm déi bekannten Theme wéi ëm d'Fuerderung vum Stopp vun der Indexmodulatioun, ëm d'Prekaritéit vun den Emploien, ëm d'Formation continue, ëm d'Netofschafe vun der Préretraite-solidarité, ëm de Comité de conjoncture, ëm d'Économie solidaire, ëm d'Opstockung vum Personal bei der ADEM gaangen. Hei verweisen ech op déi respektiv schréftlech Dokumenter, déi mer deelweis mat an de schréftleche Rapport erageholl hunn.

Natierlech ass am Verlaf vun eisen Aarbechten och iwwert d'Beschäftegungsinitiative mam Minister geschwat ginn, wou awer d'Aktualitéit eise Rapport schonn deelweis iwwerholl huet. Dofir just e puer Wuert zu de Fakten.

Fir dass de Fonctionnement an de Finanzement vun de Beschäftegungsinitiative méi transparent a juristesch korrekt solle ginn, si schonn am Joer 2009 dräi Auditen ugefrot gi bei ProActif, beim Forum pour l'emploi an dem Objectif Plein Emploi. Dës Audite ware kengesfalls géint déi verschidden Acteure geriicht, mä am Géigendeel, si solle préiwen, ob hirer Roll vun enger effikasser Réinsertioun vun de Chômeuren nokomm gëtt. Dat heescht och, dass soll gepréift ginn, ob déi öffentlech Gelder, déi si zur Verfügung gestallt kréien, richteg genotzt ginn.

Zum Schluss, Här President, souwäit zum éischten Deel vum Rapport. De Kolleeg André Bauler fiert elo viru mat der Presentatioun vun der Aarbecht vun der Kommissioun. Duerno déposéiert de President vun eiser Kommissioun Lucien Lux eng Motioun, där ech Iech géif bieden zouzestëmmen.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem éischte Corapporteur. An elo kritt deen zweete Corapporteur, den Här André Bauler, d'Wuert. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll virewech soen, dass ech meng Interventioun souwuel als Corapporteur wéi och als Spriecher vu menger Fraktioun wäert maachen. Ech wäert dofir net nëmmen op d'Konklusioune vun der Kommissioun agoen, mä och op d'Positioune vu menger Fraktioun dozou.

Dëst gesot, wëll ech dem Corapporteur, dem honorabele Roger Negri, Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. E Merci och un d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Aarbechtskommissioun fir déi vill Entrevuen a vill Réuniounen, déi si am Kader vun der Preparatioun vun dësem Débat matgemaach hunn.

M. le Président.- Hei, Här Bauler, den Här Wolter géif Iech gär eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...tëschent dem Fait, dass e Rapporteur ass an dass e fir seng Fraktioun schwätzt: Kann een an deem, wat Der elo sot, kloer an däitlech erkennen, wéini Der als Rapporteur schwätzt...

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Jo, ech soen dat all Kéiers.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...a wéini dass Der als Member vun der...?

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Jo, eng pertinent Remarque, Här Wolter. Ech wäert dat genee maachen. Ech hunn dat och an deem Sënn virbereet. D'lescht Joer nämlech, wéi ech de Rapport iwwert den Ombudsmann gemaach hunn, hunn ech et och esou gemaach, fir dat méi kompakt ze maachen a fir dass ech net misst zweemol hei optauchen.

Ass et esou an der Rei, Här Wolter?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, et ass just...

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Merci. Neen, et ass gutt. Et ass eng pertinent Remarque.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass just, dat eent huet nämlech net onbedéngt eppes mat deem aneren nécessairement ze dinn.

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Jo.

(Interruption)

Wéi gesot, e ganz grousse Merci un de Martin Bisenius, de Kommissiounssekretär. Ouni seng Aarbecht a säin Engagement wier dëse Rapport laang net esou komplett ginn, wéi dat elo de Fall ass.

Här President, am Dezember 2011 huet d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei am Kader vun de Budgetsdebatten eng Demande presentéiert, fir eng Orientatiounsdebatt iwwert d'Aarbechtsmaartpolitik ze maachen. Den Hannergrond war deemools e Rapport vun der Cour des Comptes, an deem si eng Rei vun aarbechtsmaartpolitesche Mesuren op hir Effizienz hin iwwerpréift hat.

Am Dezember 2011 hate mer zu Lëtzebuerg 20.450 Leit op der Sich no enger Aarbecht. Dës Zuel setzt sech zesummen aus de bei der ADEM ageschriwwene Chômeuren an de Leit an enger Beschäftegungsinitiativ.

Haut, 15 Méint méi spéit, hu mer 21.485 Leit - wann ech d'Zuele vum Mäerz huelen -, déi keng Aarbecht hunn oder an enger Beschäftegungsmesure sinn. Dat mécht e Plus vu 5% innerhalb vun eppes méi wéi engem Joer. 2.277 vun deenen 21.485 hu manner wéi 25 Joer.

Wéi dramatesch d'Situatioun ass respektiv sech an deene leschte Joren entwéckelt huet, gesäit een, wann een d'Zuele vu virun e puer Joer mat deene vun haut vergläicht: Am Juni 2009, also um Ufank vun dëser Legislaturperiod, goufe 15.680 Chômeuren a Leit an enger Beschäftegungsmesure gezielt. Enn 2007, also am Ufank vun der Kris, 13.198. Dat mécht e Plus vu ronn 63% innerhalb vu 5,5 Joer.

21.485 Leit am Chômage bedeiten 21.485 perséinlech Schicksaler. 21.485 Leit ouni Aarbecht, dat heescht 21.485 Leit mat enger onsécherer Zukunft, grad och um finanzielle Plang. Dat bedeit e puer Dausend betraffe Familljen, déi virun ongewëssen Zäite stinn.

2.277 Jonker ouni Aarbecht heescht 2.277 jonk Mënschen ouni reell Perspektiven, ouni Zukunftschancen. Dat bedeit awer och, dass eise Bildungs- an Orientéierungssystem an deem gläiche Mooss versot huet.

Här President, de Chômage huet an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg Ausmoossen ugeholl, déi mer bis dohinner net kannt hunn. Derbäi kënnt, dass mer net nëmmen e konjunkturellen, mä och e strukturelle Chômage hunn, wann ee bedenkt, dass 46,2% vun de Chômeuren nëmmen eng ganz niddreg Formatioun hunn, a wann ee kuckt, dass ronn 38% vun de Leit zënter méi wéi zwielef Méint ouni Aarbecht sinn.

Nieft dem perséinlechen Drama fir déi betraffe Leit stellt den héije Chômage awer och eng immens Belaaschtung fir de Statsbudget duer. De Roger Negri huet dat virdrun ausféierlech geschildert. 2009 hat de Fonds pour l'Emploi Dépensë vu ronn 400 Milliounen Euro. Am Budget fir dat lafend Joer si 682 Millioune virgesinn. E Plus vu bal 70% innerhalb vu véier Joer.

D'Zuele weisen eis also glaskloer, dass dringenden Handlungsbedarf besteet. Aus dësem Grond hat meng Fraktioun dann och am Dezember 2011 eng Demande fir eng entspriechend Debatt an der Chamber iwwert de Problem vum Chômage agereecht, well mer gesinn hunn, dass, obwuel all dës Problemer zënter Jore bekannt woren, net wierklech eppes dergéint ënnerholl ginn ass. Jorelaang gouf et keng zilstrebeg, koordinéiert an determinéiert Politik fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Jorelaang huet et esou ausgesinn, wéi wann de politesche Wëllen net do gewiescht wier, fir dëse Problem wierklech unzegoen.

Här President, ech kommen elo zu de Konklusioune vun der Kommissioun. Et sinn der insgesamt zwielef, wouvunner der eelef reng aarbechtsmaartpolitesch ausgeriicht sinn. Éier ech op dës Konklusiounen ze schwätze kommen, wëll ech déi wirtschaftspolitesch Iwwerleeunge vun der Kommissioun eng Kéier ganz kuerz beliichten, ouni awer dass ech dem Débat vu muer, wou et jo ëm d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie geet, virgräife wëll. Ech faasse mech dofir ganz kuerz.

Wierksam bekämpfe léisst sech d'Aarbechtslosegkeet nëmme mat Hëllef vun engem nohaltege wirtschaftleche Wuesstem an enger wettbewerbsfäeger Ekonomie. Kompetitiv sinn däerf sech awer, esou d'Kommissioun, net eleng op den Aspekt vun de Lounkäschten an der Produktivitéit bezéien, mä kompetitiv si bedeit vill méi: Hei spillen och sozial, ekologesch a politesch Facteuren eng Roll.

Wat d'Entwécklung vun eiser Ekonomie ugeet, esou schwätzt sech d'Kommissioun fir eng pousséiert wirtschaftlech Diversifikatioun aus. D'Kommissioun ass der Meenung, dass hei nach Potenzialer bestinn, déi ee muss notzen, fir nei Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg ze kréien. Heibäi soll ee sech awer net nëmmen op Beräicher fokusséieren, wou héich Qualifikatiounen noutwendeg sinn, mä och kucken, fir Aarbechtsplazen ze schafe fir Leit mat niddreger Ausbildung. Dëst ass natierlech an engem Héichlounland wéi Lëtzebuerg net einfach.

Héichlounland ass e weidert Stéchwuert. D'Kommissioun schwätzt sech kloer géint eng Précariséierung vun den Aarbechtsverhältnisser aus. Leit, déi schaffe ginn, musse vun hirem Loun kënne liewen, mussen awer och méi an der Täsch hu wéi Leit, déi net schaffe ginn. D'Verhältnisser wéi an Däitschland, wou vill Leit hire Salaire mussen opgestockt kréien, well se einfach immens wéineg verdéngen, weist d'Kommissioun ganz kloer of.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter Jore stelle mer eng Inadéquatioun tëschent der Offer an der Demande op eisem Aarbechtsmaart fest. Héich qualifizéiert oder spezialiséiert Plaze ginn ugebueden, awer vill vun eisen Demandeurs d'emploi hunn nëmmen eng ganz niddreg Formatioun. Fir awer hei vun engem „paradoxe luxembourgeois" ze schwätzen, geet a mengen Aen ze wäit. Och aner Länner wéi beispillsweis Däitschland kämpfen zënter Jore mat engem Fachkräftemangel. Mir sinn also an dësem Punkt keng Insel. Héchstens kënnt dëse Phenomeen bei eis e bësse méi staark zum Virschäin.

Wéi kann een dëse Problem ugoen? D'Kommissioun ass der Meenung, dass mer am Virfeld vun der Implantatioun vun neien Entreprisë scho musse kucken, ob mir déi néideg Qualifikatiounen an eisem Schoulsystem kënnen ubidden, fir esou déi Jonk méi geziilt direkt op déi zukünfteg Besoine vum Aarbechtsmaart ze preparéieren.

Och eng besser schoulesch respektiv berufflech Orientéierung ass noutwendeg. Mir kënnen eis keng schoulesch Sakgaassen, wéi dat momentan zu engem groussen Deel am Régime préparatoire de Fall ass, méi erlaben. Och eng falsch Orientatioun ouni wierklech berufflech Perspektive muss esou gutt wéi méiglech verhënnert ginn.

Wéi ass et méiglech, dass de Moment ronn 450 Jonker eng Formatioun fir Coiffeur maachen, wann d'Patronen aus deem Beräich soen, dass si maximal 120 fräi Plazen hunn? Wat maachen dann - hu mer eis gefrot - déi aner 330 jonk Meedercher a Jongen, wa si mat hirer Ausbildung fäerdeg sinn?

D'DP huet bei der Reform vun der Beruffsausbildung drop higewisen, dass et net kéint sinn, dass eng Reform ëmgesat ka ginn, wann net am Virfeld d'Programmer fäerdeg sinn. Haut gesi mer, wouhinner dat gefouert huet: en immensen Duerjerneen an der Ausbildung an eng grouss Veronsécherung bei den Acteuren.

Ech kéint nach munches iwwert d'Zoustänn an der Formation professionnelle soen. Ech wëll awer hei net am Detail dorop agoen, well et net an d'Kompetenz vum Här Nicolas Schmit fält. Mä et ass awer méi wéi bedenklech, wat sech momentan an der Beruffsausbildung ofspillt. Als DP-Spriecher steet fir mech fest: D'Haaptverantwortung dréit hei eenzeg an eleng den Éducatiounsministère, deen dës Reform schlecht preparéiert huet an elo hoffnungslos domadder iwwerfuerdert ass, fir seng Feeler auszebigelen.

Nach e Wuert zur Garantie jeunes vun der Europäescher Kommissioun. Hei soll jo all Jonken ënner 25 Joer spéitstens no véier Méint eng Offre d'emploi, eng Formatioun oder e Stage ugebuede kréien. D'Kommissioun begréisst dës Démarche, mengt awer och, dass hir Ëmsetzung och vun der Disponibilitéit vun deene Jonken, fir déi offréiert Beschäftegung unzehuelen, a vun hirem perséinlechen Engagement wäert ofhänken. An dësem Zesummenhang schwätzt sech d'Kommissioun derfir aus, dass speziell déi jonk Demandeurs d'emploi besser musse vun der ADEM encadréiert ginn.

Dëst ass och e Punkt, deen der DP-Fraktioun ganz speziell um Häerz läit. Mir kënnen eis keng verluere Generatioun leeschten. 50% Jonker ouni Aarbecht - wéi a verschiddene südeuropäesche Länner - mussen eis wuel ze denke ginn. Mir mussen deene Jonke kënnen Zukunftsperspektive bidden. Dofir brauche mer awer net nëmmen e besseren Encadrement op der ADEM, mä virun allem eng aner Schoulpolitik an eng besser Orientatioun vun deene Jonken.

Här President, den drëtte Block vun de Konklusioune vun der Kommissioun beschäftegt sech mat der ADEM respektiv der rezenter Reform vun der ADEM. Hei wëll ech mech ganz kuerz halen, well de Kolleeg Roger Negri als Corapporteur méi detailléiert op dëse Punkt agaangen ass.

D'Reform vun der ADEM war méi wéi noutwendeg. Jorelaang ass de Chômage just verwalt a géréiert ginn. Vun enger aktiver Bekämpfung vum Chômage war ee meilewäit ewech. A puncto Reform vun der ADEM huet den aktuellen Aarbechtsminister op alle Fall méi gemaach wéi seng zwee Virgänger. Dat ass jiddefalls d'Meenung vun der DP-Fraktioun.

Nach ass et awer esou, dass mir vun enger wierklecher Reform vun der ADEM wäit ewech sinn. Et ass méi un der Struktur wéi un der Kultur, also un der Aarbecht selwer innerhalb vun der ADEM, geännert ginn. Et gëtt duerchaus positiv Usätz: D'Zuel vun de Placeuren ass eropgaangen, d'ADEM huet Consultanten aus dem private Secteur agestallt, fir esou e méi enke Lien mat de Betriber ze kréien, an de Rekrutement vun de Placeure soll net nëmme méi traditionell oder iwwert den traditionell gewinnte Wee goen, wéi deen iwwert de Wee vum Statsexamen. Dëst sinn alles Punkten, vun deenen d'Kommissioun iwwerzeegt ass.

Als Vertrieder vu menger Fraktioun wëll ech allerdéngs soen, dass an eisen Aen nach villes ze maache bleift, dass mer eréischt en éischte Schratt gemaach hunn. D'Zuel vun de Placeure muss eiser Meenung no nach weider eropgesat ginn. Hir Formatioun an d'Qualitéit dovunner musse verbessert ginn.

Mir mengen och, dass ee probéiere soll, fir d'Placeuren esou wäit wéi méiglech administrativ ze entlaaschten, fir dass si sech voll a ganz hirer eigentlecher Aarbecht, der Vermëttlungsaarbecht, kënne widmen. Ech gesinn, de Minister kann dat nëmme mat droen. Et ass ähnlech wéi an der Éducation nationale, wou och den Enseignant sech soll essentiellement op seng pädagogesch, didaktesch Aarbecht konzentréieren.

Wann d'ADEM d'Vertraue vun de Betriber wëllt gewannen, muss si sech méi opmaachen. Firwat an deem Kontext net driwwer nodenken, fir d'Placeuren eng bestëmmten Zäit direkt an d'Betriber ze schécken, fir esou och besser informéiert ze ginn an iwwert deenen hir Besoinen eng besser Kenntnis ze hunn?

De Volet Vermëttlung spillt an eisen Aen eng grouss Roll. Wat dëse Service besser klappt, wat ee besser Resultater kann erzilen. Net ëmsoss huet de Professer Sell vun der Uni Koblenz-Remagen, dee mir als Kommissioun am Kader vun de Viraarbechte fir dësen Débat am Januar besiche waren, drop higewisen, dass zum Beispill am ländleche Raum, wou d'Placeuren oft méi Zäit hu fir den eenzelne Chômeur an en och besser kennen dacks, esou dass se besser op de Chômeur kënnen agoen, méi geziilt op e kënnen agoen, dass och do besser Resultater bei der Vermëttlung zustane komme wéi op Plazen, wou dat méi anonymiséiert ofleeft.

D'DP-Fraktioun hätt et och gäre gesinn, wann een aus der ADEM eng Aus- a Weiderbildungsagentur gemaach hätt. Déi aktuell Formatioune vun der ADEM, dat geet kloer aus dem Rapport vun der Kommissioun ervir, hu sougutt wéi kee positiven Effekt op d'Employabilitéit vun de Leit, déi an dës Coursë ginn. Hei besteet also dringenden Handlungsbedarf.

D'DP-Fraktioun hätt och gären aus der ADEM en Établissement public gemaach, och fir hir méi Autonomie ze ginn a Saache Rekrutement vum Personal, fir méi flexibel kënnen op d'Situatioun ze reagéieren, wou e grousse Besoin zum Beispill u Placeuren noutwendeg ass. Ech wëll net op all eis Kritikpunkten un der Reform vun der ADEM agoen. Ech hat déi extensiv am Numm vu menger Fraktioun an der Diskussioun iwwert den entspriechende Gesetzestext duergeluecht. Mir sinn a bleiwen der Meenung, dass dëst nëmmen eng hallefhäerzeg Reform war, wou vill Potenzialer net genotzt goufen.

Här President, d'Kommissioun schwätzt sech an hirem Rapport kloer an däitlech fir eng Evaluatioun vun allen aarbechtsmaartpolitesche Mesuren aus. Dëst ass och noutwendeg, well punktuell Analysen, wéi zum Beispill vun der Cour des Comptes iwwert d'Aide au réemploi oder vum CEPS iwwer CIE an CAE hu gewisen, dass eng Rei vu Mesuren net wierklech e positiven Impakt fir déi Concernéiert hunn, respektiv dass et och zu Abuse kënnt.

D'Kommissioun begréisst et och, dass et an Zukunft net méi soll méiglech sinn, dass een Employeur fir ee Salarié verschidden ënnerschiddlech Aidë kann an Usproch huelen, mä nëmme just nach eng eenzeg. Dëst ass e richtege Schrëtt fir méi Transparenz an deem Dschungel u Moossnamen, dee mir bis ewell haten.

Ausdrécklech begréisst d'Kommissioun et, dass d'Aide au réemploi soll reforméiert ginn. Dës Mesure ass an deene leschte Joren éischter zu enger verstoppter Subventioun mutéiert, wéi d'Cour des Comptes dat an hirem Spezialrapport festgehalen huet, wou et grouss Potenzialer also och fir Abusen an deem Kontext gouf. Och déi vum Minister ugekënnegt Reform vun der Préretraite-solidarité fënnt d'Zoustëmmung vun der Kommissioun, à condition dass Begleetmoossname geholl ginn, fir d'Ofschafe vun der Mesure a bestëmmte Fäll kënnen ofzefiederen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei fuerdert schonn zënter Joren, dass all Mesurë sollen op de Leescht geholl ginn. Leider ass eis Fuerderung bis elo ëmmer op daf Ouere gestouss. Jorelaang war et am Fong geholl - a mir wëssen et all heibannen - gängeg Praxis, wéi och an anere Politikfelder, dass mer Problemer einfach probéiert hu mat Geld ze léisen: „De Chômage klëmmt, ou? Okay, da maache mer alt séier eng Mesure." Mam Resultat, dass mer haut e ganze Bësch, en Dschungel, e Kuddelmuddel vu Mesuren hunn, déi dacks a spezielle Situatiounen agefouert goufen, jorelaang weidergelaf sinn a -lafen, awer net iwwerpréift goufen.

Mir als DP hoffen dofir wierklech, dass et elo zu enger Analys kënnt. A budgetär schwieregen Zäite kënne mir eis et net méi erlaben, öffentlech Gelder an oneffiziente Mesurë versickeren ze loossen. Si kaschten de Stat an domadder de Steierzueler, vill Suen. An deene Betraffenen ass och net gehollef!

Här President, ganz allgemeng kann ee festhalen, dass d'Kommissioun et géif begréissen, wann d'Regierung hir Efforten a puncto Maintien dans l'emploi géif intensivéieren, notamment wat déi eeler Salariéen ugeet. An deem Zesummenhang bedauert d'Kommissioun ausdrécklech, dass d'Gesetz iwwert d'Mesurë fir eeler Salariéen, wat am Kader vun der Rentereform ugekënnegt gi war, bis haut nach net virläit. D'Kommissioun ass och der Meenung, dass de Maintien dans l'emploi sech net just kann drop beschränken, fir ze kucken, d'Leit an der Aarbecht ze halen, wann d'Entloossunge bis ugekënnegt sinn oder d'Faillite virun der Dier steet.

Och d'demokratesch Fraktioun ass dëser Meenung. D'Prise en charge an d'Vermëttlung vu Leit, déi riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren, muss vun der ADEM aus méi proaktiv gestalt ginn. Et gëllt, d'Leit wa méiglech ze placéieren, ier de Betrib Faillite mécht, fir esou bei deene betraffene Leit d'Stigmatisatioun als Chômeur ze verhënneren. Alles dat ass awer nëmme mat méi Personal op der ADEM méiglech.

Wat de Punkt vun der Réinsertioun vu Leit, déi méi laang ouni Aarbecht si respektiv nëmmen e ganz niddrege Bildungsniveau hunn, ugeet, esou ass scho villes gesot. D'Kommissioun huet an hirem schréftleche Rapport nach eng Rei vu Pisten a vu Méiglechkeete festgehalen, op déi ech elo net méi genee wëll agoen, wou ech dann op de schréftleche Rapport hiweisen.

Här President, a puncto Aktivéierung vun de Chômeure respektiv Zoumuttbarkeet vun enger ugebuedener Aarbecht ass d'Kommissioun der Meenung, dass ee keng Pauschaliséierung däerf maachen. Sécherlech gëtt et Chômeuren, déi sech mat hirer Situatioun ouni Weideres offannen. Mä déi allermeescht vun hinne sinn ouni eegent Verschëlden an dës Situatioun geroden a géifen och nees gären eng Aarbecht unhuelen, géife gären nees schaffe goen.

Et ass dofir richteg, dovunner ass d'Kommissioun iwwerzeegt, dass déi aktuell Regelungen a puncto Zoumuttbarkeet vill méi strikt wéi bis elo ausgeluecht ginn. Eventuell muss ee bei verschiddene Punkten och nobesseren. D'Distanz zu enger méiglecher Aarbechtsplaz däerf zum Beispill kee Kritär méi sinn, fir eng Aarbecht einfach ze refuséieren.

Ech wëll nach als Riedner vu menger Fraktioun méi detailléiert op dëse Punkt agoen, och well de Statsminister a senger leschter Deklaratioun zur Lag vun der Natioun dëse Punkt ugeschnidden hat.

Fir d'Demokratesch Partei ass dat e ganz wichtege Punkt. Mir sinn der Meenung, dass e Mënsch op der Sich no enger Aarbecht, deen d'Solidaritéit vun der Allgemengheet an Usproch hëlt, sief dat a Form vun enger finanzieller Ënnerstëtzung oder a Form vun enger Formatioun, dass dëse Mënsch och selwer muss Efforte maachen, fir nees eng nei oder fir eng éischt Aarbecht ze fannen. All Demandeur d'emploi muss am lafende Vermëttlungsprozess Preuvë bréngen, dass hie seriö no Aarbecht sicht. Dës Efforte mussen och vum jeeweilege Vermëttler kontrolléiert, an am Fall, wou se ausbleiwen, sanktionéiert ginn.

Här President, e weidere Punkt, deen d'Kommissioun an hire Konklusiounen ausgeschafft huet an dee mir perséinlech och ganz vill um Häerz läit, ass dee vun der Revalorisatioun vun der Beruffsausbildung respektiv vum duale System vun der Formation professionnelle. D'Kommissioun begréisst dofir och da ganz ausdrécklech, dass d'Léierbud vun ArcelorMittal zu Déifferdeng vun der Chambre de Commerce iwerholl soll ginn.

Ee Message, deen déi professionell Milieuen engem ginn, ass deen, dass d'Meeschterprüfung déi beschten Anti-Chômage-Moossnam ass. Mir hunn haut de Moien nach an enger Pressekonferenz héieren, och déi dual Ausbildung, wou d'Formatioun souwuel an der Schoul wéi am Betrib, also konkret um Terrain stattfënnt, gëtt am Ausland, virun allem an Däitschland, villfach als onverzichtbar ugesinn, wann et heescht, jonk Demandeuren nohalteg ze qualifizéieren.

An deem Kontext wëll ech och drun erënneren, dass mer ëmmer erëm versiche mussen, fir nei Weeër an der berufflecher Ausbildung ze goen. Viru Méint, am Kader vun der Debatt iwwer CIE an CAE, hat ech schonn hei op Modeller higewisen, déi et scho laang am Ausland gëtt. Mat engem Abitur oder enger Première stinn engem haut net méi all Dieren op! A verschiddenen EU-Länner gëtt et ëmmer méi Studenten, déi hire Studium ënnerwee ofbriechen, dacks, well se falsch orientéiert goufen oder sech falsch orientéiert hunn, oder well se einfach net dofir gemaach sinn. An da gerode se an de Chômage.

Hänkt een awer u säin Abitur eng handwierklech Ausbildung, déi op eng Meeschterprüfung hinziilt, da steigere sech engem seng Chancen um Aarbechtsmaart spierbar. Natierlech muss ee sech am Virfeld vun esou enger Entscheedung berode loossen. Natierlech muss een dat berufflecht Émfeld genee kennen a mat Fachleit och préiwen, wou d'Débouchéen dann nu wierklech sinn. Natierlech muss ee mat sech zu Chouer goen a sech eeschthaft d'Fro stellen, ob engem seng berufflech Aspiratioune mat der Realitéit iwwereneestëmmen.

D'Orientéierung spillt, wéi ëmmer, eng essentiell Roll am perséinlechen Décisiounsprozess. Och hei hu mer ze laang gewaart an et drop ukomme gelooss. Och hei besteet deemno Handlungsbedarf an et gëtt d'Exigenz, fir eng nei Orientéierungskultur an eise Schoulen an tëschent hinnen an der Beruffswelt ze entwéckelen.

Här President, Aarbecht muss sech lounen. Dëser Meenung ass och d'Kommissioun. An deem Kontext gëtt dacks d'Fro opgeworf vun der Differenz tëschent dem Mindestloun an dem RMG. Och d'Kommissioun huet sech mat dëser Thematik auserneegesat. D'Kommissioun ass der Meenung, dass een, éischtens, net dierf negativ Pauschaluerteeler iwwer Leit fällen, déi den RMG kréien. An et ass awer och gären Äppel mat Biren, an dësem Kontext, verglach ginn!

Während de Mindestloun déi ënnescht Limite vun deem ass, wat een zu Lëtzebuerg fir eng Aarbecht ausbezuelt kritt, ass den RMG eng Moossnam, déi et deene Betraffene soll erméiglechen, an enger prekärer Situatioun dezent kënnen ze liewen. Ausdrécklech schwätzt d'Kommissioun sech awer géint de Phenomeen vum „working poor" aus. Et kann net sinn, dass een esou wéineg verdéngt, dass de Salaire duerch Sozialtransferte muss op en dezenten Niveau gehuewe ginn! Mir kennen dës Problematik aus Däitschland. Mir krute se nach eng Kéier zu Koblenz am Detail geschildert: Arbeitslosengeld II, Hartz IV, 400 Euro-Job an esou weider sinn hei déi bekannte Stéchwierder.

Wat den Travail intérimaire ugeet, esou ass d'Kommissioun der Opfaassung, dass et fir déiselwecht Aarbecht och deeselwechte Loun muss ginn, egal ob ee festugestallte Mataarbechter se leescht oder eng Persoun, déi nëmmen zäitweileg aktiv ass, agestallt ass.

Ech wëll an dësem Kontext betounen, dass d'Demokratesch Partei a priori dem Interim net esou kritesch vis-à-vis steet wéi d'Kommissioun. A wirtschaftlech schwieregen Zäite kann dës Beschäftegungsform och eng Chance fir vill Leit sinn, fir nees spéider definitiv, also nohalteg Fouss um éischten Aarbechtsmaart ze faassen.

Meng Fraktioun ass doriwwer eraus der Meenung, dass een net derlaanscht kënnt, fir eng Kéier grondleeënd iwwert d'Fro vum Mindestloun an RMG ze diskutéieren. Fest steet fir eis op alle Fall, dass een, dee schaffe geet, ëmmer méi muss erauskréie wéi een, deen net schaffe geet. De Leeschtungsprinzip muss och an dësem Fall spillen!

An der Ried vun der Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister ugekënnegt, dass an Zukunft d'Leit mam RMG verstäerkt fir Aarbechten am öffentlechen Interessi erugezu solle ginn. An dësem Kontext ass awer nach ze betounen, dass d'Regierung hei scho jorelaang dës Méiglechkeet hat. D'Gesetz iwwert den RMG gesäit nämlech duerchaus eng Mise au travail vir. Aus der Siicht vun der demokratescher Fraktioun ass dës Dispositioun awer jorelaang wierklech net ëmgesat ginn. Elo, a Krisenzäiten, ass et natierlech méi populär, fir net een anert Wuert ze gebrauchen, fir esou Mesuren unzekënnegen.

(Interruption)

Mir kënne jo nach herno drop agoen, Här Minister.

Als DP-Spriecher froen ech mech, wéi gesot, ob mer hei net méi kënne maachen. Sinn et net villméi herno d'Gemengen, déi d'Käschte fir d'Regierung aus dem Feier sollen huelen? Dat ass déi Fro, déi mir eis als Fraktioun stellen.

Här President, eng weider Konklusioun vun der Kommissioun geet iwwert d'Beschäftegungsinitiativen. Déi deelweis dramatesch Entwécklungen an deene leschte Woche bei enger vun dësen Initiativen hu gewisen, dass hei dringenden Handlungsbedarf bestanen huet respektiv nach ëmmer besteet. D'Kommissioun kënnt zur Konklusioun, dass an dësem Beräich en neien Ulaf muss geholl ginn. D'Auditen aus de leschte Joren hu gewisen, dass et zu net toleréierbare finanziellen Dérivë komm ass. Dofir ass et richteg, dass den Aarbechtsminister déi finanziell Relatioune vum Ministère mat dësen Initiativen op eng nei, méi transparent Basis gestallt huet.

Dëst ass, wéi gesot, e wichtege Schrëtt. Mä dat eleng geet net duer! Iwwert dee finanzielle Volet eraus ass d'Kommissioun der Meenung, dass dofir eng Etüd iwwert d'Effikassitéit vun der Aarbecht an dësen Initiative muss gemaach ginn: Brénge si et fäerdeg, déi vun hinne betreite Leit nees an deen éischten Aarbechtsmaart ze bréngen, jo oder neen? A wann net, wourunner läit dat?

E weidere Punkt, dee sech an dësem Kontext stellt an deen an der Kommissioun ugeschwat gouf, ass dee vun der déloyaler Konkurrenz vun dësen Initiative par rapport zu deenen normale Betriber. An där aktueller schwiereger wirtschaftlecher Situatioun kënnt dësem Punkt eng ganz besonnesch Bedeitung zou. D'Kommissioun schwätzt sech derfir aus, dass dësen Aspekt an Zukunft en integrale Bestanddeel vun de Konventioune vum Ministère mat deenen eenzelnen Initiative soll sinn. An deem Kontext freet d'Kommissioun och, dass e juristesche Statut fir d'Betriber a finalité sociale soll ausgeschafft ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei huet scho ganz laang op d'Problemer vun de Beschäftegungsinitiativen higewisen. Viru Jore schonn huet eng Studie vum CEPS gewisen, dass d'Employabilitéit vun de Leit an dësen Initiative kaum respektiv net verbessert gëtt, jo, dass si sech souguer verschlechtert, wat d'Leit méi laang an esou enger Initiativ dra sinn! Souwäit de CEPS.

Trotz éischten Auditen - nach ënnert dem Minister Biltgen - huet sech awer näischt geännert! Et ass einfach virugefuer gi mat der gängeger Praxis. Jorelaang sinn d'Dépensë fir esou Initiative geklommen a geklommen, ouni dass vun deene politesche Responsabele wierklech Froe gestallt goufen!

D'demokratesch Fraktioun schwätzt sech scho laang fir eng grondleeënd Reform vun dësen Initiativen aus. Mir begréissen et dofir ausdrécklech, dass de Minister zougesot huet, fir eng Etüd iwwert d'Effikassitéit maachen ze loossen. Mir hoffen, dass dës Studie ka ganz séier realiséiert ginn an dass een dorauser ka Konklusiounen zéien.

Här President, eng lescht Konklusioun vun der Kommissioun besteet doranner, fir d'Gemenge verstäerkt an d'Bekämpfung vum Chômage anzebannen. Dëst ass sécherlech op den éischte Bléck kee schlechten Usaz, well d'Gemengen dacks an enkem Kontakt mat hire Betriber stinn a se gutt kennen. Fir méi kleng Gemengen oder ländlech Gemengen, wou et kaum Betriber an Aarbechtsplaze gëtt, dierft dëst awer méi schwiereg sinn.

Als positivt Beispill kann een hei d'Gemeng Déifferdeng zitéieren. Si huet viru Joren e lokalen Job Center geschafen, wou d'Leit aus der Gemeng sech kënne mellen, wou se och Formatiounen ugebuede kréien. Dësen Job Center schafft ganz enk mat de Betriber aus der Gemeng zesummen, freet bei hinnen no, wat fir eng Besoine se hunn, a probéiert och, déi entspriechend Leit ze fanne respektiv eng passend Formatioun unzebidden. An deem Kontext... Gelift?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ass dat am Rapport festgehalen?

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Dat ass eng Remarque, déi ech als DP-Vertrieder maachen. Ech wollt dat elo just nach soen, Här...

Une voix.- Da kéint ee jo do de Büro vun der ADEM erëm zoumaachen, wa si dat maachen.

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Ech wollt dat nach just soen.

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- E bëssche schizophren, mä soss geet et.

Une voix.- Hien huet nëmmen d'Wourecht gesot bis elo.

(Interruptions diverses)

M. Carlo Wagner *(DP).*- ...verstitt Dir net d'Wourecht.

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- An deem Kontext...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Bauler nozelauschteren.

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Ech sinn och geschwë fäerdeg. An deem Kontext hu mech - ech soen dat ausdrécklech dann als DP-Spriecher - déi Responsabel vum Déifferdenger Job Center drop opmierksam gemaach, dass déi regional Antenn vun der ADEM bis haut nach net a Kontakt mat hinne getrueden ass. Dëst ass an eisen...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Oder si mat der ADEM!

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Ben, et ass ëmmer béidsäiteg, Här Minister. Et ass ëmmer réciproque. Et ass ëmmer eng Saach vu guddem Wëllen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat gëtt mech awer Wonner…

M. André Bauler *(DP), corapporteur.*- Mä ech denken, dass d'ADEM do bestëmmt den éischte Schrëtt ka maachen.

Dëst ass a mengen Ae jiddefalls, an eisen Aen e gudde Beleg dofir, dass d'Struktur veränneren näischt bréngt, wann een net och d'Kultur, d'Mentalitéit, d'Aart a Weis fir ze schaffen änert. Wat bréngt et, regional Antennen opzebauen, wa se net mat de lokalen Initiativen zesummeschaffen, wann een also einfach nom Schema X weiderfiert? Dat froen ech mech als Spriecher vu menger Fraktioun.

Här President, mat dësem Débat eleng ass nach kengem Chômeur gehollef, ass nach keng nei Aarbechtsplaz geschafen - dat wësse mer alleguer -, ass nach kee Jonke besser ausgebilt an orientéiert. Dësen Débat kann nëmmen en éischten Usaz fir eng wierklech Reform vun eiser Aarbechtsmaartpolitik sinn. Mir brauchen e kloert Gesamtkonzept, wann et ëm d'Bekämpfung an ëm d'Vermeide vun Aarbechtslosegkeet geet.

Fir dass et zu engem regelrechte Paradigmewiessel kënnt, brauche mer also e resolut Émdenken, also eng nei Kultur an der Vermëttelung an an der Betreiung vu Chômeuren. Mir brauchen eng aner Schoulpolitik an eng nei Kultur an der Orientéierung vun deene Jonken. Mir brauchen eng Reform vun de Beschäftegungsinitiativen, mir brauchen eng Wirtschaftspolitik, déi Aarbechtsplaze fir ënnerschiddlech Kategorië vun Demandeurs d'emploi schaaft.

Aarbechtsmaartpolitik, Wirtschafts- a Sozialpolitik mussen enk matenee verknëppt sinn, soss reduzéiere mer de Chômage net, a scho guer net de strukturell bedéngte Chômage.

D'Erausfuerderung vun der Aarbechtsmaartpolitik besteet doranner, sech nees op d'Schafe vun Aarbechtsplazen, vu reelle Plazen ze fokusséieren. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass mir wéi an deene leschte Joren och weiderhin nei Plaze schafen, a gläichzäiteg musse mer derfir suergen, dass méi vun deene Plaze vun den Demandeurs d'emploi an net vu bausse besat ginn. Dat geet awer nëmme mat enger anerer Politik, dat geet nëmme mat enger besserer Formatioun a Weiderbildung. Dat geet nëmme mat reforméierte Chômagemoossnamen, dat geet nëmmen, wann d'Kommissioun (veuillez lire: d'Regierung) bereet ass, d'Pisten, déi vun der Kommissioun opgezeechent goufen, ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler.

Ech wollt awer hei eng generell Bemierkung maachen. Ech hunn elo den Här Bauler ausschwätze gelooss, mä ech mengen, et ass nach ëmmer esou gewiescht an deem Haus, an ech mengen, mir sollen och dorobber insistéieren, datt eng kloer Trennung tëschent deem ass, wat e Rapporteur ass, an deem, wat e mandatéierte Spriecher mécht. Well ech mengen, den Här Bauler huet dat elo versicht, dat war awer net ëmmer esou kloer, an dofir géif ech wierklech drëm bieden, datt mer do an Zukunft eng kloer Trennung maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Ali Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken de Corapporteuren, dem Här Negri an dem Här Bauler, Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

De Kontext vun dësem Débat d'orientation ass, mengen ech, bekannt: Mir duerchliewen zanter Enn 2007/Ufank 2008 eng vun de schwéierste Finanz- a Wirtschaftskrise vun der jéngster Geschicht. De Statec geet dovun aus, dass eise PIB am Joer 2013 ëm 1% klamme wäert. Dëse Wuesstum läit awer wäit ënnert deem vun de Jore '95 bis 2007, wou den Taux de croissance an der Moyenne bei jährlech 5% louch.

Och d'Europäesch Kommissioun rechent no engem rezessive Joer 2012 mat enger liichter Stabilisatioun am Laf vum éischten Hallefjoer 2013. Ee Grond fir dës zréckhalend Previsioune sinn zum engen d'Erfahrungen aus der Vergaangenheet. Oft hu mer geduecht, dat Schlëmmst iwwerbréckt ze hunn, an da koum op en Neits e Réckschlag. Eis moros wirtschaftlech Lag ass awer zum aneren och duerch e schwaacht privat Konsumverhalen a wéineg Invester geprägt, vläicht och doduerch bedéngt, dass d'Kreditter fir déi kleng an déi mëttel Betriber dach awer limitéiert sinn. Iwwer 2013 eraus gëtt nëmme mat engem timiden Opschwong gerechent.

Dir Dammen an Dir Hären, virum Hannergrond vun dëse Prognose gesäit et och net ganz roseg um Aarbechtsmaart aus. 2012 huet de Chômage an Europa d'10%-Barrière iwwerschratt. Negativ Entwécklunge gouf et souwuel bei de Frae wéi och bei de Männer. Meng Kolleegin Diane Adehm wäert an hirer Interventioun hei op dësem Plateau méi spezifesch op déi berufflech Situatioun…

(Interruption)

...op déi berufflech Situatioun vun de Fraen agoen.

An der Eurozon läit d'Aarbechtslosegkeet mëttlerweil souguer bei 12,1%. An absoluten Zuelen ausgedréckt sinn europawäit méi wéi 26 Milliioune Leit op der Sich no enger Aarbecht. Déi niddregst Tauxe begéine mer laut Eurostat an Éisträich mat 4,7%, an Däitschland mat 5,4%, mä och an Holland gesäit et verhältnismëisseg gutt aus.

An anere Länner wéi Spuenien, Griichenland läit de Chômagetaux wäit iwwert der 20%-Mark: a Spuenien 26,7%, a Griichenland 27,2%. An anere Wierder ass do méi wéi all véiert Persoun ouni Aarbecht.

Nach méi dramatesch gesäit et am Beräich vum Jugendchômage aus. Laut Eurostat läit de Jugendchômage, dat heescht d'Aarbechtslosegkeet vun deene Jonken ënner 25 Joer, a Griichenland bei 59,1%, a Spuenien bei 55,9% an an Italien an a Portugal bei knapp 40%. D'Zoustänn an deene Länner sinn also ganz dramatesch. Seng Aschätzung zu der Aarbechtslosegkeet bei deene Jonken hei zu Lëtzebuerg wäert mäi Frënd a Kolleeg Serge Wilmes eis herno liwweren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mer d'Statistiken an de südleche Länner vun der EU ukucken, da si mer hei zu Lëtzebuerg bis elo u sech mat engem bloen A dovukomm. D'Offer un Aarbechtsplazen hélt weiderhin zou. D'ADEM beziffert déi besaten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg op 382.779 Posten, dat si gutt 8.000 Aarbechtsplaze weider wéi ee Joer virdrun. Déi grouss Majoritéit vun dësen neien Aarbechtsplazen ass an der Privatwirtschaft geschafe ginn. An trotzdeem ass eise Chômage mat 6,4% esou héich wéi nach ni. A grad dat muss eis ze denke ginn, och wa mer am europäesche Verglach nach ganz gutt ofschneiden.

Enn Mäerz 2013 waren hei zu Lëtzebuerg 17.031 Persounen ouni Aarbecht. Dat sinn der 17.031 ze vill. Derbäi kommen nach iwwer 4.000 Persounen, déi vun enger Aarbechtsmesure profitéieren, wat de Chiffer vu Leit ouni stabilt Aarbechtsverhältnis op 21.485 Persounen uwuesse léisst.

Duerch sougenannten intern Flexibiliséierungsmoossname konnten eng Partie vu Leit am Aarbechtsprozess gehale ginn, déi soss ganz sécher och nach an de Chômage gefall wieren. Ech denken hei zum Beispill un de Chômage par-

tiel, wat sécherlech e ganz gutt Gesetz ass a wat sécherlech eng ganz gutt Mesure ass. Dëse Modell gëtt et iwwregens och déi eng oder déi aner Kéier am Ausland, zum Beispill an Däitschland, wou 2009 1,5 Milliioune Leit vun där Mesure profitéiert hunn. Hei zu Lëtzebuerg hunn am Ganzen 39 Betriber fir de Mount Mee 2013 eng Demande op Chômage partiel gemaach. Vun de 4.913 concernéierte Salariéë kënne viraussiichtlech 2.714 Persoune vun der Kuerzaarbecht profitéieren. Hir Aarbecht, hir Aarbechtsplaz bleift hinnen also domadder erhalen.

All dës Chiffere loossen déif blécken. Et war an et bleift wichteg, dës Donnéeën ze analyséieren an ze kucken, wéi d'Politik dëser Evolutioun entgéintwierke kann. Et soll een awer bei allem Äifer net vergiessen, dass d'Politik zwar de Kader setze kann, d'Aarbechtsplaze mussen a ginn awer och an Zukunft an de Betriber geschafen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kris huet eis op en Neits gewisen, dass e gudde Schoulofschloss zwar net direkt gläichbedeitend ass mat enger Jobgarantie, an dach hunn déi Leit mat engem gudde Schoulofschloss et däitlech méi einfach, eng Aarbecht ze fannen, a lafen deemno och net Gefor, laangfristeg an de Chômage ze rutschen.

Fir Leit, déi méi Schwieregkeeten hunn, sech um primären Aarbechtsmaart erëmzefannen, hat u sech d'Politik schonn am Joer 2006 den Terrain preparéiert. Meng Virriedner hunn op dëser Plaz schonn op den CIE respektiv den CAE verwisen. Dës Mesurë goufen u sech deemools iwwert deen ominéise Projet de loi 5611 agefouert.

Bon, vill Studente vun deemools kënne sech nach ganz sécher un de Gesetzestext erënneren, well en huet dach awer fir ganz vill Oprou gesuergt. Och wann de François Biltgen dowéinst vill kritiséiert ginn ass, si mer mam Gesetz vum 22. Dezember 2006 iwwert de Maintien dans l'emploi u sech nei Weeër gaangen. Ech wëll dofir hei op dëser Plaz dem François Biltgen e ganz grousse Merci soe fir dëse Courage.

Laut enger CEPS/Instead-Etüd sinn d'Resultater vum CIE a vum CAE, wéi se mam Gesetz vun 2006 ugestëmmt goufen, duerchaus encourageant. Et gouf nämlech festgehalen, dass e Bénéficiaire vun engem CIE zumindest op kuerz Siicht besser Chancen huet, eng Ustellung ze kréien, wéi dat ouni CIE de Fall ass. A Prozenter ausgedréckt leie seng Ustellungschancen nämlech ëm 25% méi héich. Dat läit zum engen dodrun, dass den CIE eng definitiv Astellung vum Kandidat promouvéiert, well den CIE nëmmen accordéiert gëtt, wann de Patron dem Kandidat eng reell Perspective d'embauchage an Aussiicht stelle kann. Zum anere kann de Kandidat sech an enger Entreprise beweisen - eng Chance, déi en ouni CIE vläicht ni kritt hätt.

Beim CAE gouf eng Steigerung vu 6% vun den Astellunge festgestallt, souwuel op kuerz wéi op laang Siicht. An anere Wierder, wann 32% vun den Aarbechtssichenden no sechs Méint eng Ustellung fonnt hunn, sou hu bei de Kandidate vum CAE 38% eng Plaz fonnt. No 18 Méint louch den Taux d'emploi bei 56% um Niveau vun den CAE-Bezéier am Verglach zu 50% bei deenen aneren.

Dës liicht Progressiounen erkläre sech doduerch,…

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Selbstverständlech!

M. le Président.- Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci. Mäi Kolleeg huet elo just geschwat vum CAE a gesot, datt deen eng Effikassitéit hätt vu ronn 6%, an ech wollt mäi Kolleeg froen, ob hien och weess, wat dat kascht pro Joer, déi Effikassitéit vu 6%.

Wann en dat net wéisst, kann ech him soen, datt dat ronn fënnef Milliounen d'Joer kascht! An ob mäi Kolleeg da mengt, ob de Rapport qualité/prix effikass wier.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Also, ech kann der Madame Loschetter just hei soen, dass mer sécher an der Vergaangenheet eng ganz Rei Mesurë gemaach hunn, déi méi oder manner effikass waren. Fakt ass, dass, wa mer net eng Rei Saache probéieren a wa mer net versichen, nei Iddien ze développéieren, an dat do war eng a si huet dach awer e bestëmmtent Resultat bruecht,…

Elo kënne mer ganz laang hei driwwer diskutéieren, ob dat duergeet. Ech gi souguer der Madame Loschetter recht, dass et net duergeet, dass et u sech besser misst sinn. Ech muss awer soen, soulaang wéi mer..., mat all Initiativ, wou mer ee méi aus enger prekärer Situatioun eraushuelen, wou mer engem méi d'Chance ginn, eng definitiv Aarbechtsplaz ze fannen, mat all Engagement an déi Richtung, mengen ech, maache mer ganz sécher eppes an déi gutt Richtung.

A mir kéinten elo laang driwwer diskutéieren an da kéinte mer a ville Beräicher hei am Land, wou mer Geld investéieren, driwwer diskutéieren, ob iwwerall déi néideg Effikassitéit ginn ass, déi mer eis am Virfeld do erwaart hunn.

Wéi gesot, d'Zil...

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- … Evaluatioun gemaach ginn.

Une voix.- Fir hien ass dat net wichteg.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Loosst lech net provozéieren!

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Ech loosse mech net provozéieren. Ech wollt just der Madame Loschetter léif a fein dorop äntwerten.

(Hilarité)

Wéi gesot, dës liicht Progressiounen erkläre sech doduerch, dass den CAE, anescht wéi den CIE, net als primäert Zil d'Embauche vum Kandidat verfollegt. Et geet eben drëms, Leit bis 30 Joer, déi mindestens dräi Méint bei der ADEM ageschriwwe sinn, eng Aussiicht op Formatioun ze bidden, souwuel theoretescher wéi praktescher Natur, fir se doduerch an enger zweeter Phas nun ebe besser vermëttelt ze kréien.

An do hänkt et och ganz kloer vun der Situatioun um Aarbechtsmaart natierlech of, wéi vill Plazen an deene Qualifikatiounen u sech ausgewise sinn, an deementspriechend gëtt et och méi oder manner Chancen eben, fir déi Leit ënnerdaach ze bréngen.

Alles an allem muss ee ganz einfach soen, dass à ce stade dës zwou Initiativen dach eng éischter positiv Bilanz opzeweisen hunn. Beim CAE sief awer, an dat ginn ech gären zou, nach ze bemierken, dass et ëmmer nees virkomm ass, dass déi concernéiert Jugendlech sech falsch Hoffnunge gemaach hunn - oder gemaach kruten awer och - op eng definitiv Astellung an deem öffentleche Service, wou se hire Stage gemaach hunn. Dat war awer ni, ech mengen, dat ass kloer, den Objektiv vun dëser Mesure, an dat wëll ech ganz einfach och nach eng Kéier…

(Interruption)

…hei soen.

Et wier ofschléissend wichteg ze wëssen, an dat ass dann eng Fro un den Här Minister, wéi vill Leit iwwert deen dote Wee eng Aarbechtsplaz fonnt hunn, ob et Zuele gëtt, wéi vill Leit do nach an deem Job sinn, dee se duerch d'CIEe respektiv d'CAEe fonnt hunn.

D'CIEen an d'CAEe si Mesuren, déi an der Praxis virun allem Jugendleche mat engem Minimum u Formatioun an un Know-how zeguttkommen. Leit, déi mir awer am meeschte Kappzerbrieches maachen, an dat misst objektiv jiddwerengem aliichten, sinn déi ouni Schoulofschloss. Déi passe ganz oft net an de Schema vum CIE a vum CAE.

Laut Zuele vun der ADEM si 45,2% vun allen Demandeurs d'emploi net iwwert déi néng Joer obligatoresch Schoul ewechkomm. Si hunn et am schwéiersten, duerno ënnerzekommen. Et verwonnert deemno och net, dass 62% vun de Laangzäitchômeure just déi néng Joer obligatoreschen Unterrecht absolvéiert hunn. Si sinn et, déi am schnellsten aus dem Aarbechtsprozess ausscheeden, oder si kommen iwwerhaapt net an den Aarbechtsprozess eran.

Et handelt sech hei zum engen ëm Persounen, déi virun der Kris nach eng Aarbecht haten, well déi wirtschaftlech Aktivitéit héich war, zum aneren ëm Jonker, déi ouni Ofschloss d'Schoulbänk verloossen a séier op d'Hëllef vum Stat ugewise sinn. A wa se dann eng Aarbecht haten, si si awer och erëm déi Éischt, déi aus der Aarbecht ausscheeden, fräi nom Prinzip „last in, first out"!

Mir mussen also alles drusetzen, fir dës Leit nees an e relativ stabilt Aarbechtsverhältnis ze kréien. An ech gesinn do verschidde Pisten, déi een hei kéint goen. Éischtens emol, an dat soen net ech, mä anerer, mä ech deelen déi Meenung, bekämpft een Aarbechtslosegkeet am beschte mat Aarbecht.

Ech kéint mer also gutt virstellen, dass Leit mat niddreger Formatioun ouni Weideres Aarbechten am allgemengen Interessi verriichte kënnen, sief et um Gemengenniveau oder op aneren Ebenen. Déi Leit mussen nees an den Aarbechtsprozess matagebonne ginn. Si mussen e Rhythmus kréien an eng Zort Wäertschätzung genéissen.

Hei kënnen, Dir Dammen an Dir Hären, d'Beschäftegungsinitiativen eng wichteg Roll spillen. D'Beschäftegungsinitiative verriichten nämlech schonn haut eng ganz wäertvoll Aarbecht, déi leider duerch eng Rei Problemer an där enger oder an där anerer Initiativ an de Schiet geréckelt gëtt.

Ech wëll dofir hei kloer soen, dass deen neie Finanzéierungsmodus vun de Beschäftegungsinitiativen, deen den Här Minister agefouert huet, ganz sécher méi eng iwwersiichtlech a kontrolléierbar Finanzgestioun erméiglecht.

Sënn an Zweck vun den Initiativen ass et, Leit ouni Aarbecht eng Méiglechkeet ze ginn, an Aarbecht ze bleiwen oder nees aktiv ze ginn an net nëmme Geld vum Fonds pour l'Emploi iwwerwisen ze kréien ouni Géigeleeschtung. Fir den Demandeur d'emploi ass dat en immens wichtegen Aspekt, sief et fir säi soziale Statut no baussen, sief et awer och, fir senge Kanner e Virbild ze sinn a sech gebraucht ze fillen.

Déi Leit, déi vun der ADEM bei eng Beschäftegungsinitiativ geschéckt ginn, sinn net ëmmer ganz einfach Profiller. D'Beschäftegungsinitiativ beschaaft deene Leit net nëmmen eng Aarbecht, déi se zum groussen Deel fir d'Allgemengheet leeschten, mä si betreit dës Leit och iwwert d'Aarbecht eraus. Si versicht, déi Leit ze verstoen, hire socioéducative Background ze verstoen, ze verstoen, fir wat dës Leit Schwieregkeeten hunn, sech um primären Aarbechtsmaart erëmzefannen. Nëmmen esou schaaft een d'Viraussetzung, si duerch geziilte Mesuren erëm un den normalen Aarbechtsmaart erunzeféieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Och an de Chômage.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- D'Beschäftegungsinitiativen hunn also net zum Zweck, dës Leit onendlech ze beschäftegen. Et geet drëms, si ze forméieren a se no maximal zwee Joer fit a flott fir den Aarbechtsmaart gemaach ze hunn.

Dofir wier et sënnvoll, wann den Här Minister no dem reng finanziellen Audit vun den Initiativen och en Audit géif maachen iwwert d'Schaffensaart a -weis an d'Effikassitéit vun den Initiativen. Dat heescht also analyséieren, dat heescht, et soll analyséiert ginn, awéifern déi Initiativen de Leit, déi dohi vermëttelt goufen, duerno um primären Aarbechtsmaart erëm eng Aarbecht verschafen.

Et muss een nieft dem Audit iwwert den Ëmgang mat öffentleche Gelder bei den Initiativen, dee méi wéi berechtegt ass - do brauche mer net ze diskutéieren -, och d'Fro klären, ob dës Initiativen aarbechtspolitesch effikass waren oder wéi ee se misst opstellen oder ëmstellen, fir hirem Objektiv respektiv dem Zil, dat d'Politik verfollegt, gerecht ze ginn.

Mä och Beschäftegungsinitiativen, Dir Dammen an Dir Hären, si keen Allheilmëttel. D'Zuel vun deene Leit, déi ze schwaach fir eis ëmmer méi komplizéiert Ekonomie sinn, hëlt extrem zou. Hei geet et drëms, zum Beispill an enger Économie solidaire Aarbechtsplazen ze schafen, déi hire Fäegkeeten entspriechen. Dëst géif sécher op eng positiv Aart a Weis zur Reduzéierung vun deene ronn 700 Milliounen Euro am Budget vum Fonds pour l'Emploi bäidroen.

Ech sinn awer och der Meenung, dass déi Leit direkt an Entreprisë misste kënnen ënnerbruecht ginn, an dofir musse mer en investorfrëndlecht Klima schafen, fir dass sech Entreprisen och dauerhaft hei usiedele respektiv sech weiderhin zum Standuert Lëtzebuerg bekennen.

Mir mussen eis och d'Fro stellen, wéi mer weiderhin eng Rei vun niddreg bezuelten Aktivitéiten an eiser Ekonomie behale kënnen. Wier et net méiglech, iwwert de Wee vun der Prime d'encouragement oder enger Aart Prime d'encouragement à l'embauche oder eng ähnlech Zoulag d'Patronen dozou ze bewegen, Leit mat ganz schwaache Profiller ze engagéieren?

D'Fro ass och, ob mer net als Stat op där enger Säit net méi solle subventionéieren, fir op där anerer Säit Geld ze spueren an domadder Beschäftegung ze erhale respektiv Beschäftegung ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zäiten, wou d'ARBED nach den Haaptemployeur war, sinn eriwwer. Mir gesinn awer, dass den Déngschtleeschtungssecteur net fir jiddwereen eng Léisung parat huet. D'Déngschtleeschtungen eleng ginn net duer, fir eng gutt Partie vun eise Laangzäitchômeuren erëm ze aktivéieren. Dofir musse mer eis, wéi gesot, opmaachen, fir och an Zukunft nei Industrien op Lëtzebuerg ze kréien. D'Kreatioun vum Haut Comité pour l'industrie, deen am Abrëll offiziell vun eisem Finanzminister a vun eisem Wirtschaftsminister an d'Liewe geruff ginn ass, ass e kloert Bekenntnis zu eisem Industriestanduert, an deem kann ech nëmme bäiflichten.

Ech widderhuelen dann och nach eng Kéier d'Wierder vun eisem Premierminister zu dësem Thema. Hie sot: „Ech wëll fir d'Industrie eng speziell Lanz briechen, well ech heiansdo den Androck hunn, d'Lëtzebuerger hätten d'Industrie net gär. Si ire sech fundamental, well d'Roll vun der Industrie an der genereller Wäertschöpfungsketten net klengzeschreiwen ass."

D'Promotioun vun der Industrie, Dir Dammen an Dir Hären, ass wichteg fir deen Deel vun der Gesellschaft, deen an deem Beräich säi Brout verdénge kéint, mä och fir eis Gesellschaft als Ganzes. Mir brauchen dofir e Mentalitéitswiessel, net nëmme bei de Politiker, mä virun allem bei de Leit.

All Aarbecht ass nämlech derwäert, geleescht ze ginn, wa mer eiser Gesellschaft als solcher en Déngscht domadder erweisen. Andeems mer anere Leit hëllefen, andeems mer eise Sozialsystem entlaaschten, andeems mer net méi ausschliesslech op der Täsch vum Stat leien, droe mer eisen Deel zu enger besserer Gesellschaft bäi.

Doriwwer eraus soll jiddweree sech bewosst ginn, dass déi Aarbecht, déi en aktuell schwéieren Häerzens verriicht, just eng Momentopnahm ass. Soubal d'Ekonomie erëm richteg dréit, vergréissere sech och d'Opportunitéiten um Aarbechtsmaart. Vläicht kann déi Aarbecht, déi ee gezwongenermoosse leescht, awer och mat der Zäit ganz einfach eng Häerzensugeleeënheet ginn.

Nach eng Kéier: En Ëmdenken ass néideg, fir dës Kris esou schuedfräi wéi iergendwéi méiglech ze iwwerstoen.

Och op europäeschem Plang, Dir Dammen an Dir Hären, schéngt dëst Ëmdenke bei de politesch Responsabelen ukomm ze sinn. Et gouf erkannt, wéi wichteg et ass, den Industriestanduert Europa ze verdeedegen. Et soll een net vergiessen, dass Europa zum Deel aus enger gemeinsamer Industriepolitik ervirgaangen ass. 1951 gouf d'CECA - d'Communauté européenne du charbon et de l'acier - gegrënnt vu Leit, jo, vu Leit mat Visioune vun engem gemeinsamen Europa, vun enger gemeinsamer Industriepolitik fir Europa.

Ech hoffen, dass den Aktiounsplang vun der Europäescher Kommissioun am Secteur vun der europäescher Stolindustrie ähnlech visionär ausfale wäert. Dëse soll jo am Juni vun dësem Joer presentéiert ginn.

Mä net nëmmen am Secteur vun der Industrie musse mer derfir suergen, dass genuch Personal zur Verfügung steet, fir der Demande gerecht ze ginn. Och an anere Secteure ginn haut an an Zukunft Leit gebraucht, déi mat béiden Hänn schaffe kënnen: am Horeca-Secteur, an der Logistikbranche, an der Landwirtschaft, am Konstruktiounsberäich, an dat grad duerch déi grouss Nofro no neie Wunnengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei net falsch verstane ginn. Déi Leit mat niddreger Formatioun sollen hei net stigmatiséiert ginn. Och si droen zu der Villfalt vun eiser Gesellschaft bäi.

Ech sinn d'ailleurs och der Meenung, dass en zukunftsorientéierten an en dynameschen Aarbechtsmaart sécherlech vill qualifizéiert Leit brauch. Dat heescht nach laang net, dass all Kand, all Schüler de klassesche Lycée packe muss an eng akademesch Carrière aschloe muss. Mir brauche ganz sécher Dokteren a Juristen an Ingenieuren, mä mir brauchen och gutt, ganz gutt qualifizéiert Handwierker. Wa mir gären hätten, dass eis Betriber méi jonk Leit ausbilden, méi Léierplazen ubidden, da musse mer kucken, dass net nëmmen den Inhalt vun der Beruffsausbildung stëmmt, mä da muss och eng reell Demande fir eng Beruffsausbildung existéieren.

An do muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Politik ëmmer kohärent ass. Op där enger Säit, wéi gesot, hätte mer gären, dass d'Betriber méi Léierbouwen a -meedercher forméieren, mä op där anerer Säit: Wat maache mer eigentlech mat der Promotioun vun der Formation professionnelle? Wéi solle mir jonk Mënschen an deenen hir Eltere fir eng professionell Formatioun begeeschteren, wa mer all eis Energie drop verwenden, fir se Richtung Bac a Bac+ ze drécken, a wa se dann och nach grad an där Richtung op hallwem Wee scheiteren?

Méi héich Zuelen un Unisstudente sinn nämlech weder Synonym vun engem performante Schoul- a Bildungssystem, nach si se eng Äntwert op déi technesch Erausfuerderunge vun där moderner Aarbechtswelt. Mir brauchen eng zolidd Qualifikatioun fir eis Kanner, mä mir brauchen dowéinst nach laang net fir all Kand en Unisdiplom. Zum enge brauche mer also eng manner konformistesch Haltung zu den Ufuerderunge vun eisem Aarbechtsmaart, zum anere mussen d'Entreprisë vill méi aktiv an d'Gestaltung vun eise Formatioune matagebonne ginn.

D'Schoul, notamment an den technesche Beräicher, muss vill méi enk mat den Entreprisen zesummeschaffen. An dat schonn esou fréi wéi méiglech, well d'Schoulofbriecher sëtzen net op enger Dixième oder Onzième, dat fänkt scho vill, vill méi fréi un. Si solle schnellstméiglech eng praktesch Formatioun kréien, déi u sech um Aarbechtsmaart gebraucht gëtt.

Op där anerer Säit denken ech, dass een awer och d'Léierpersonal erëm méi no un den Aarbechtsmaart eruféiere misst, sief et, dass méi Leit aus de Betriber Coursen an d'Schoulen ofhale ginn, sief et och ëmgedréit.

(Interruption)

D'Proffe kéinten zum Beispill iwwert d'Summerméint déi eng oder déi aner Woch an e Betrib schnuppere goen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maacht eng Proposition de loi!

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Duerch hir Erfahrungen...

Si héieren et jo elo! Duerch hir Erfahrungen am Privatsecteur...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maacht eng Proposition de loi!

M. Ali Kaes *(CSV).*- ...si si bestëmmt besser opgestallt, fir de Schüler d'Besoine respektiv d'Ufuerderungen…

Une voix.- Gutt Iddi.

M. Ali Kaes *(CSV).*- …vun der Aarbechtswelt ze vermëttelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Wat d'ADEM mëttlerweil versicht ëmzesetzen, nämlech méi enk mat der UEL an anere patronalen Ënnerorganisatiounen zesummenzeschaffen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Endlech kënnt d'CSV emol mat konkrete Propositiounen!

M. Ali Kaes *(CSV).*- …kënnt dofir meeschtens ze spéit. Et ass op Septième, Huitième an Neuvième, wou d'Weiche musse gestallt ginn.

Och um Niveau vun der Formatiounsoffer léisst sech u sech nach villes, villes verbesseren. Och hei kënnen d'Entreprisen e wäertvollen Input ginn.

Wann ech virdrun iwwert d'ADEM geschwat hunn, wëll ech un dëser Stell där neier Direktioun och vill Stéiverméige mat op de Wee ginn. Ech hoffen och, dass d'Personalkarussell an der Direktiounsétage elo ofgeschloss ass. Et ass nämlech méi wichteg, mir diskutéieren iwwert d'Ausriichtung vun der ADEM wéi iwwert d'Nimm vun den Direkteren.

Ech wëll dann och drun erënneren, dass mer als Kommissioun informéiert goufen, dass d'ADEM beabsichtegt, 25 weider Placeuren oder, wéi een neierdéngs seet, Conseillers professionnels anzestellen. Ech fannen dat absolut néideg. Ech erwaarde mer awer, dass dës Leit haaptsächlech Leit sinn, déi am Privatsecteur hir Erfahrunge gemaach hunn, déi de Privatsecteur kennen a wou d'Aarbechtsvermëttlung, dovunner ginn ech einfach emol aus, nach méi effikass gestalt ka ginn, an dat am Interessi vun den Demandeurs d'emploi. An e puer Méint wäerte mer jo da wëssen, ob sech déi Neiastellunge bewährt hunn.

Ee Rapport misst eis mëttlerweil awer och scho virleien, nämlech dee vun der Commission de suivi wat d'Missiounen an d'Attributioune vun der ADEM ubelaangt. Ech wier frou, wann den Här Minister eis kéint soen, ob dëse jährleche Rapport scho prett ass an, wa jo, wéi dës Kommissioun d'Reform vun der ADEM gesäit a wéi eng aner Konklusiounen aus dem Rapport erzirginn. Sollt de Rapport nach net virleien, kéint den Här Minister eis jo vläicht soen, wéini dass mer mat deem ze rechnen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech elo laang mat den Demandeurs d'emploi mat niddrege Qualifikatioune beschäftegt. Dat ass och fir mech eng vun deene ganz grousse Suergen.

Et gëtt awer nach zwee aner Punkten, déi mech an der aktueller Debatt beschäftegen. Dat ass zum engen eng Folleg vun der Diskrepanz tëschent der Offer an der Demande un Aarbechtsplazen, zum aneren ass et d'Situatioun vun deenen eeleren Aarbechtslosen. Déi dierfe mer ganz sécher och net vergiessen!

Fir op mäin éischte Punkt zréckzekommen, denken ech do un déi Leit mat Spezialisatiounen, well déi eis feelen, jo, well déi eis an Zukunft méi wéi jee wäerte feelen. Wann ech mer nämlech op där enger Säit d'Demande op Aarbecht ukucken, sinn et der ganz vill mat niddreger Formatioun, déi eng Aarbecht sichen, op der Säit vun der Offer sinn awer haaptsächlech Plaze fräi fir Leit mat ganz spezifesche Profiller. Bei alle Beméiunge fir déi méi Schwaach dierfe mer dëse Volet och an Zukunft net aus den Ae verléieren.

Eréischt kierzlech hunn ech op der däitscher Tëlee e Reportage gesinn, aus deem ervirgoung, dass eleng der däitscher Wirtschaft bis 2025 sechs Milliounen héich spezialiséiert Aarbechtskräfte wäerte feelen. Op deem Gebitt wäert sech international eng enorm Konkurrenz opbauen, fir déi bescht Leit ze rekrutéieren. Mir kënnen elo schonn d'Weiche stellen, fir esou Leit auszebilden oder wann néideg op Lëtzebuerg ze lackelen. Dofir musse mer awer d'Besoine vun den Entreprisë kennen an eis Jugend och deementspriechend orientéieren.

Mir hunn an Däitschland éischt Héichrechnungen. Ech wier frou, wann den Här Minister eis an nächster Zukunft kéint matdeelen, wéi et hei zu Lëtzebuerg an e puer Joer mat der Demande no héich qualifizéierte Persoune weidergeet. Ech wier och frou, wann den Här Minister eis éischt Piste kéint opweisen, wéi hie gedenkt, dëser eventueller Pénurie ze begéinen.

Den zweete Punkt, deen ech hei wollt uschwätzen, ass d'Aarbechtslosegkeet bei deene méi Eeleren. Mir wësse jo, dass laang Zäit d'Leit encouragéiert gi sinn, fir an d'Fréipensioun ze goen. Dës Approche huet fundamental changéiert virum Hannergrond vun enger eelzender Gesellschaft. Wéi solle mer soss och eise Sozialmodell finanzéieren?

Och op europäeschem Niveau gëtt säit den 2000er Jore versicht, déi eeler Generatioun am Aarbechtsprozess ze halen. Fir déi, déi et net woussten: 2012 war dat europäescht Joer vum aktive Méi-al-ginn a vun der intergénérationneller Solidaritéit.

Aus CEPS-Etüde geet ervir, dass den Taux d'emploi bei den iwwer 50-Jährege bei nëmmen 53,7% läit. Mir sinn also nach wäit vum aktive Méi-al-ginn ewech. Vun de Senioren, déi am Mäerz 2012 bei der ADEM ageschriwwe waren, waren der 29% Géigestand - an dat ass extrem héich - vun externe Reklassementer an 13% goufen als handicapéiert agestuuft.

Mir wëssen och, dass de Laangzäitchômage vill méi heefeg ass bei de Seniore wéi bei all anere Kategorië vun Aarbechtssichenden. Et ass och bekannt, dass de Senioren aner Aarbechtsmesuren accordéiert gi wéi deene Jonken. Um Enn vum Mount Mäerz 2012 profitéiert dës Kategorie vu Leit zu 80% vu soziale Mesuren, dat heescht, si ginn en charge geholl vun A.s.b.l.en, verriichten Travaux d'utilité collective oder profitéiere vun temporäre Stagen, déi vum Service national d'action sociale organiséiert ginn. Nëmme 40% vun deene manner wéi 50-Jährege profitéiere vun esou Mesuren.

Do stellt ee sech dann d'Fro, ob dës Mesurë fir iwwer 50-Jähreg an där Form ubruecht sinn oder ob een do net vläicht op en anere Wee misst goen. Mir mussen zum enge no bausse méi staark fir dës sozioprofessionell Kategorie vu Leit werben, d'Entreprisë virun allem op d'Stäerkte vun erfuerene Mataarbechter hiweisen, mä och vill méi op d'Formation continue setzen. Mir sollen och e klore Message un déi Concernéiert riichten, dass si net vergiess ginn an dass och fir si d'Méiglechkeet fir eng zweet Carrière besteet.

Den Här Minister soll dëse Problem op alle Fall net aus den Ae verléieren an och d'Entreprisen an d'Flicht huelen. D'Patronat muss nämlech bereet sinn, dës erfuere Leit am Aarbechtsprozess ze halen, wat manifestement awer a verschiddene Secteuren net esou gemaach gëtt. Ech denken hei méi spezifesch un de Bankesecteur, wou Leit entlooss ginn an iwwer Jore Salairë bezéien, ouni mussen ze schaffen. Fir mech ass dat keng nohalteg Léisung!

Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt, deen ech an dëser Debatt wéilt uschwätzen, ass dee vun der Qualitéit vun der Aarbecht. De Patron deet nämlech gutt drun, sécher Aarbechtsplazen ze schafen, well nëmmen esou fidéliséiert hie seng Aarbechtskräften. D'Dereguléierung vun den Aarbechtskonditiounen ass a mengen Aen de falsche Wee an erhéicht ganz sécher de Chômage.

Wann ee sech d'Resultater vun enger rezenter Etüd vum Centre d'études de l'emploi ukuckt, da schneide mer u sech am Beräich vun der Qualitéit vum Emploi guer net esou schlecht of, an dat trotz der Kris.

Den CEE huet a senger Etüd verschidde Parameteren ënnersicht, dorënner d'Salairen, déi atypesch Aarbechtsformen - den Travail temporaire, den Temps partiel -, d'Aarbechtszäiten an den Équiliber Beruffs-/Privatliewen, d'Kompetenze wéi och d'Evolutioun vun de Carrièren an last but not least d'Representatioun vun de kollektiven Interessen, dorënner de Gewerkschaftstaux an d'Kollektivvertragsverhandlungen. Mat 0,02 Punkte leie mir am Spëtzepeloton. Mir schneiden also besser of, souguer vill besser of wéi zum Beispill eis däitsch Noperen.

Dorop solle mir opbauen an eis staark maache fir e soziale Wirtschaftsmodell!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech soen, mir mussen et fäerdegbréngen, deene Schwaachen eng Aarbecht ze beschafen, andeems mer erëm Entreprisen op Lëtzebuerg kréien, déi hei produzéieren, dëst och iwwert de Wee vun der Économie solidaire.

An all eise Beméiunge fir dat schwächste Glidd an der Aarbechtsmaartketten däerfe mer awer net d'Besoine vun de Betriber no héich qualifizéierte Leit vernoléissegen. D'Responsabilitéit vun der Politik ass et, déi néideg Impulser ze ginn, fir dass mer éischtens méi schnell aus der Kris erauskommen an zweetens duerno, wann de wirtschaftlechen Opschwong nees do ass, gutt opgestallt sinn.

De Stat huet eng wichteg Roll ze spillen an enger sozialer Maartwirtschaft. E kann awer net alles maachen. Mir brauchen och e Mentalitéitswiessel bei de Leit. Mir musse proactif virgoen. Nëmmen esou kréie mer och de Chômage an de Gréff.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kaes. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, am Ufank als President vun der zoustänneger Kommissioun zwou kleng Bemierkungen ze maachen: déi eng, fir alle Membere vun der Kommissioun, déi mat ganz vill Seriositéit an deene leschte Méint un deem Rapport geschafft hunn, Merci ze soen, an natierlech deenen zwee Rapporteuren, de Kolleege Bauler an Negri, an natierlech och der exzellenter Aarbecht, dat wësse mer, vun dem Sekretär vun der Kommissioun, dem Här Martin Bisenius, awer och dem Minister selwer, deen un, mengen ech, alle Sitzungen deelgeholl huet mat de Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Ministère a vun der ADEM.

Déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, Här President, dat ass fir Iech recht ze ginn, dass ech och fannen, nodeem ech dem Här Bauler nogelauschtert hunn, bei allem gudde Wëllen, deen en hat, a bei der bonne Foi, déi ech em sécherlech zouschreiwen, dass an Zukunft eng Trennung tëschent Rapporteur a mandatéierte Spriecher vun der Fraktioun deem engen Discours an deem aneren Discours besser deet. Ech mengen, et gëtt méi eng kloer Visibilitéit, wann ee kloer gesäit: wat waren d'Meenungen an d'Recommandatioune vun der Kommissioun a wat sinn d'Meenunge vun där jeeweileger Fraktioun. Ech mengen, dass dat fir d'Zukunft sécherlech e bessere Prozedere wär an d'Debatt méi kloer géif maachen - mä wéi gesot, bei allem gudde Wëllen, deen ech sécherlech dem Kolleeg Bauler bei senger Interventioun och zouschreiwen.

Am Numm vun eiser Fraktioun wollt ech soen, dass mer dës Woch zwou wichteg Debatten hunn, haut déi iwwert d'Beschäftegungspolitik, muer iwwert d'Kompetitivitéit. An ech ginn all deene recht an deene leschten Deeg, déi soen: „En fait, tout cela se tient", et ass u sech eng Debatt.

A wann ee souguer nach driwwer erausgeet, da kéint ee souguer soen, dass déi Debatten, déi mer virun e puer Wochen am Rahme vum État de la nation iwwert de Programme de stabilité et de croissance haten an iwwert de Programme national de réforme, iwwert de PNR haten, och nach dozou gehéieren.

Ech mengen, alles ass u sech ausgeriicht op eng Fro, déi eis, mengen ech, alleguerten de Mëtteg hei beschäftegt, dat ass: Wéi kënne mer an der Beschäftegungspolitik, an der Wirtschaftspolitik der Dignitéit vun de Mënschen déngen, dass se eng Schaff hunn an dass se iwwer eng Schaff sech sozial an intellektuell en Épanouissement an der Gesellschaft fannen?

Dat ass en fait, mengen ech, de Fuedem, ob et dann e rouden, e schwaarzen, e gréngen, e bloen oder wat fir eng Faarf och ëmmer ass, dat ass de Fuedem, mengen ech, vun all deem, wat d'Wierke vun de politesche Mandatsträger, de Sënn vun der Politik iwwerhaapt duerstellt.

Wat ass also d'Finalitéit vun ekonomeschem Handelen? Wéi kënne mer et fäerdegbréngen, fir erëm méi Wuesstum ze kréien? Wéi kënne mer et fäerdegbréngen, fir Mënschen an Aarbecht a Beschäftegung ze kréien? A wéi kënne mer gläichzäiteg awer och - an dat sinn, mengen ech, keng Antécédenten (veuillez lire: an dat ass, mengen ech, keng Antithees) -, wéi brénge mer et fäerdeg, fir och derfir ze suergen, dass mer gläichzäiteg och gesond öffentlech Finanzen hunn? Wéi kënne mer et fäerdegbréngen, dass dat an engem Modell stattfënnt, dee sozial Gerechtegkeet mat sech bréngt, deen an enger Uerdnung stattfënnt, an enger gesellschaftlecher Uerdnung stattfënnt, déi der Kohäsioun vun der Gesellschaft och kann déngen?

Ech si besonnesch houfreg iwwer ee Fait an deem Rapport, dat ass, dass mer no laangen Diskussiounen et fäerdegbruecht hunn, e ganz breede Konsens, fir net ze soen eng Unanimitéit an der Kommissioun ze hunn iwwer ee ganz wichtege Prinzip, nämlech deen, dass, wéi ech gesot hunn, deen Dräieck, dat Dreigestirn tëschent Wuesstum an Aarbechtsplazen, tëschent öffentleche Finanzen, déi gesond solle sinn, an tëschent sozialer Kohäsioun, dass dat de Kinnekswee ass an dass all Versich, fir dat ze maachen - an de Kolleeg Ali Kaes huet dat zum Schluss nach eng Kéier däitlech gemaach -, dat ze maachen an enger Niddreglounpolitik, wéi mer se ënner anerem an Däitschland gesinn,...

Ech wonnere mech ëmmer, wann ech de Fernseh do kucken - déi Débaten, déi do gefouert ginn - an héieren, dass et do Leit gëtt, déi 400 Euro de Mount kréien, déi 600 Euro, 700 Euro de Mount kréien an engem Land, wat jo och dach en deiert Liewen huet, wann een dat heiansdo kucke geet an erlieft.

Ech mengen, dass dee Konsens do, dee mer fäerdegbruecht hu fir eise Lëtzebuerger Modell, e ganz wichtege Konsens ass, dass mer soen, et kann net um Bockel vun de Leit ausgedroe ginn, vun hirer sozialer Dignitéit. An dozou gehéiert, mengen ech, och en uerdentlecht Aarbechtsrecht, sécherlech, wat genuch Flexibilitéit huet, fir dass Betriber kënnen ootmen, fir dass d'Kompetitivitéit och stattfënnt. Mir sinn an enger Kompetitioun. Mir sinn net naiv. Mir sollen net naiv sinn, mä mir sollen et, mengen ech, net maachen um Bockel vun deene Leit. An dofir mengen ech, nieft deem Konsens do stellt ee jo elo e bëssen an Europa fest, dass déi eesäiteg, ausschliesslech op monetär Froen, ausschliesslech op Defizit- a Scholdenofbau geriichte Politik amgaangen ass, wierklech definitiv hiren Échec ze constatéieren.

A wann een net nëmmen iwwer Lëtzebuerg schwätzt, ech hunn de Moie mer nach eng Kéier d'Zuelen ugekuckt vum Jugendchômage a Griichenland: 59%! 59% vun de Jonken ënner 25 Joer a Griichenland hu keng Schaff! A Spuenien sinn et der 56, an Italien an a Portugal 38%. Da leie mir mat 18% nach ënnert dem Duerchschnëtt, mä nach ëmmer wäit ze héich fir dat, wat mer an deene leschte Joren hei gewinnt waren, an déi Kollateralschied, déi d'Bankekris säit 2008 an all Vollekswirtschaften eragedroen huet, kréie mer natierlech och hei ze spieren.

Hei si Länner derbäi, ech huelen zum Beispill elo Griichenland an ech huele Spuenien, déi gemengt hunn, si missten hiert Aarbechtsrecht zum Beispill total dereguléieren, si missten dat total opmaachen. Dat war keng Äntwert op d'Kris. An et gesäit een un den Zuelen, déi ech lech elo genannt hunn, an u villen aneren, dass dat net de Wee war. D'Kompetitivitéit, de Wuesstum, d'Aarbechtsplazen an d'sozial Kohäsioun, dat ass e Ganzt. An dat muss een als Ganzt gesinn. Op d'Équilibere kënnt et un, déi een tëschent deene fäerdegbréngt.

An ech hunn, mengen ech, gëschter an der „Libération", an der franséischer Zeitung e Sondage gelies, deen europawäit gemaach ginn ass, deen och munches ausseet iwwert dat, wat dat politesch a gesellschaftlech an eise Gesellschaften heescht: D'Confiance an d'Dirigeanten an deenen eenzelne Länner läit an Italien nach bei 25% - dat wonnert een net! -, läit a Griichenland nach bei 22%.

An och op déi Fro, déi gefrot gëtt, ob d'europäesch Integratioun e positive Bäitrag ass fir de Renforcement vun eise Wirtschaftspolitiken, äntwerten zum Beispill a Griichenland nach 11%, dass se dat mengen. Oder: „Sidd Der favorabel zu der Europäescher Unioun?" Dat mengen a Griichenland nach 30%! Och dat, mengen ech, ass eng politesch Kris, eng gesellschaftlech Kris, déi sech no där sozialer an där ekonomescher gemaach huet.

Ech hunn elo wéi Dir alleguer gelies, dass Berlin a Paräis den 28. Mee eng grouss Initiativ wëlle starte fir géint d'Jugendaarbechtslosegkeet virzegoen. Dat gëtt souguer en „new deal" genannt, mat neie Subventiounen, mat Investitiounen, mat Kreditter, Kreditvergaben, Erliichterung vu Kreditter an esou virun.

Dat kann een natierlech begréissen, mä et ass och e bëssen den Deal vum schlechte Gewëssen, deen, mengen ech, hei ausgedréckt gëtt. All déi Initiativen do hätten an deene leschte Méint a Jore schonn éischter kënnen ugepaakt ginn.

Ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun zu deem Rapport, dee vun de Kolleegen Negri a Bauler hei virgedroe ginn ass, just nach dräi punktuell Remarquë maachen, wat eis vläicht am meeschten um Häerz - oder um Mo - läit, wéi Der et wëllt huelen.

Déi éischt ass - an ech mengen, meng Virriedner hunn dat alleguerte scho betount -, dat ass déi verréckte Situatioun, déi mer dach an dësem Land hunn, dass mer säit 2008, säit dem éischte Joer vun der Kris an héchstwahrscheinlech als eenzegt Land an der Europäescher Unioun netto 38.000 nei Aarbechtsplaze geschafen hunn, 38.000 nei Aarbechtsplazen, an am selwechten - am selwechten! - Rhythmus ginn d'Aarbechtslosegkeet an d'Jugendaarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg an d'Luucht.

Dat, wat mer also hei feststellen, dat, wat genannt gëtt déi Inadéquatioun vun där Situatioun, déi mer feststellen, ass eng, déi mer am meeschte musse versichen, an de Grëff ze kréien. Ech maache sécherlech hei keen Discours, fir net och derfir ze suergen, dass vill Frontalieren an deene leschte Joren, och an der Kris, e Gros, heiansdo eng écrasant Majoritéit vun deenen neien Aarbechtsplaze fir sech geholl hunn. Dat hëlleft sécherlech am europäesche Prozess an, esou denke mer, och deenen Aarbechtsmäert am noe Frankräich, an Däitschland an an der Belsch. Mä ech mengen, eis Aufgab ass un éischter Stell, prioritär derfir ze suergen, dass eis Résidenten, jonk Leit, mëttlerer oder eelerer, dass déi prioritär un déi Aarbechtsplaze kommen.

An dofir waren déi Diskussiounen, an ech huelen eng eraus vun deenen, déi mer gefouert hunn, déi mer awer hänke bliwwen ass, dat ass déi mat der Goodyear, déi eis gesot hunn, dass se an Zesummenaarbecht mat de Consultanten um Niveau vun der ADEM säit Joren et fäerdegbréngen, prezis Programmer ze maachen, déi derfir suergen, dass se praktesch keng Frontaliere méi agestallt hunn a fir all hir nei Aarbechtsplaze Résidenten agestallt gi sinn.

Ech mengen, dass dat Zesummewierken och an der ADEM tëschent deenen ale sougenannten „Placeuren", haut „Conseilleren", an deene Consultanten, déi dobaussen nach méi um Terrain schaffen, dass dat, mengen ech, e Kinnekswee ass, fir derfir ze suergen, dass ee prezis Programmer mat den Entreprisë mécht. Ech mengen, dat geet net duer, wann een dat vum Büro aus der ADEM mécht. Ech mengen, do muss een erausgoen an do muss eng Mentalitéit op deenen zwou Säite sinn, fir fäerdegzebréngen, dass dat geet. An dozou gehéieren natierlech - an dat hu mer jo oft an der Kommissioun diskutéiert - all déi Programmer um Niveau vun der Formatioun, vun der Weiderbildung, vun dem Ëmsetzen elo vun der Garantie jeunes, déi jo elo och usteet.

Eng zweet Remarque, déi ech wëll maachen opgrond vum Rapport, ass déi: Mir hu vu villen, déi mer begéint hunn an eisen Aarbechten, och aus den Entreprisen, gesot kritt, et gëtt e grousse Mentalitéitsproblem. Et gëtt e Problem an de Käpp engersäits vu jonke Leit, déi vläicht net äifreg genuch sinn, fir derfir ze suergen, eng Aarbecht ze fannen, déi moies net aus dem Bett kommen, fir wierklech tough sech där Konkurrenz do ze stellen. Et gëtt och Elteren, déi mengen, et wär nëmmen den Épanouissement vun hire Kanner, wa se beim Stat oder op der Gemeng schaffen. Alles dat dote kann et ginn a gëtt et och wouméiglech.

Mä loosse mer awer soen, dat ass keng Einbahnstrooss, déi Fro vu Mentalitéit. Ech si laang genuch derbäi, fir ze wëssen, dass et mech awer och stéiert, wann ech gesinn, dass déi Secteuren, de Commerce, huele mer de Commerce an d'Horeca, déi Secteure sinn, wuer Résidenten am mannste gäre ginn.

Dat huet natierlech och Ursaachen. Dat huet och Ursaachen: dass mer säit Jore mat deene Secteuren zum Beispill amgaange sinn ze streiden iwwert d'Noutwendegkeet vu Kollektivverträg. Dat huet och domat ze dinn, dass besonnesch an deene Secteuren do vill Stonnen an Iwwerstonnen net bezuelt ginn. Dat huet domadder ze dinn, dass do d'Aarbechtsrecht oft net esou eescht geholl gëtt, wéi et misst eescht geholl ginn. Dat heescht: eng Betribskultur, déi noutwendeg wär och an deene Secteuren, fir dass dat dote wierklech en Échange ass tëschent de Leit, déi eng attraktiv Schaff sichen, wou se sozial an, wéi ech gesot hunn, intellektuell och en Épanouissement fannen. An ech mengen, do sinn déi zwou Säite gefuerdert, Messagen ze ginn, déi dozou bäidroen, dass et Attraktivitéit gëtt an dass d'Leit och gären an déi Beräicher do schaffe ginn.

Déi drëtt a lescht Remarque wëll ech maachen, niewent all deenen, déi scho gemaach gi sinn, ech wëll déi net widderhuelen, dat ass - an ech mengen, dass den Aarbechtsminister Nicolas Schmit do fir d'éischte Kéier dach versicht huet, dat elo méi prezis unzepaken -, dat ass d'Noutwendegkeet vun der Evaluéierung vun de Moossnamen.

Et kann net sinn, dass mer - an ech war schonn derbäi, wéi am Ufank, an der Mëtt vun de 70er Joren, '78 war dat éischt Gesetz iwwert d'Moossname vum Emploi des jeunes - dass mer einfach Moossnamen hunn a dass mer se, well et eis während deene Joren do och finanziell gutt gaangen ass, einfach weiderféieren, ouni prezis permanent eis eng Kultur ze gi vun der Kontroll, vun der Evaluéierung, vun der Bilanzéierung, fir ze kucken: Wéi ass d'Relatioun tëschent dem Coût an der Effikassitéit?

Esou Instrumentarien däerf sech net nëmmen de Privatsecteur stellen. Ech mengen, och den öffentleche Secteur muss sech där Kultur do ënnerwerfen. An dofir ass et gutt, dass mer elo eng Rei vu Moossnamen... An ech mengen, dat Gesetz iwwer CAE an CIE ass jo schonn e Resultat gewiescht vun enger preziser Evaluéierung, déi de Minister och bausse mat der Universitéit, mam CEPS an esou viru gemaach huet. D'Diskussioun elo iwwert d'Aide au réemploi an anerer, iwwert d'Préretraite-solidarité, stellt een, och wann dat oft dann Diskussioune sinn, wou ee sech och Kritike muss stellen. Mä ech mengen, et ass awer noutwendeg, dass mer dem Minister soen, dass mer heibannen als Chamber hannert där Politik vun Evaluéierung a vu Bilanzéierung stinn an dass déi soll weidergefouert ginn.

Ech wëll iwwert déi dräi Moossnamen, iwwert déi dräi Remarquen eraus soen, dass fir eis och am lëtzebuergesche Kontext et noutwendeg ass, wa mer dat am europäesche Kontext soen, dass et fir de lëtzebuergesche Kontext och noutwendeg ass, wa mer iwwer Wuesstum an Aarbechtsplaze schwätzen, dass mer och do zum Beispill an der Budgetspolitik derfir gesuergt hunn, dass den Investitiounsvolume mat 1,7 Milliarden Investitiounen... Am Budgetsprojet 2013 hutt Der elo dee Plang, deen de Wirtschaftsminister virgeluecht huet, fir deenen Entreprisen, wou de Stat d'Soen huet, wierklech ze hëllefen, an doriwwer wäerte mer muer sécherlech schwätzen, ze hëllefen och iwwert déi 2,5 Milliarden an deenen nächste fënnef Joer, Investitiounen ze tätegen, fir de Standuert ze verbesseren, awer och derfir ze suergen, dass et Opträg gëtt, an e Bäitrag ze leeschten zu enger Wuesstumspolitik.

Wéi och, an dat gehéiert dann och dozou, dass een och an engem Mooss, dat een Équiliber duerstellt, och fir Kafkraaft suergt. Dofir, mengen ech, sinn och d'Augmentatioune vum Mindestloun, déi zwou, déi mer gemaach hunn an dëser Legislaturperiod, déi lescht nach viru Kuerzem, mä ech mengen, och aner Initiativen noutwendeg, fir dass d'Kafkraaft och noutwendeg ass (veuillez lire: och geséchert ass) an dass mer keng Austeritéitspolitik maachen, wéi mer se a ville Länner an deene leschte Méint a Joren erlieft hunn an déi zu net ganz vill gefouert huet.

Ech denken also, dass, Här Minister, an där Konklusioun, déi ee kann zéien iwwer Är Aarbecht, mer jiddefalls feststellen - an ech maache keng Bewäertung, den Här Bauler huet eng gemaach, ech ka mech där ganz gären uschléissen -, dass et noutwendeg war, déi Reform vun der ADEM endlech ze maachen. An elo kann ee laang diskutéieren, ob een nach hei an ob een nach do soll..., mä en fait hu mer awer eng Rei vun Instrumenter geschafen, déi elo mat Liewe musse gefëllt ginn. Well de Gesetzestext ass eng Saach, och dat, wat d'Leit dorauser maachen, wat an hire Käpp, an hirer Mentalitéit ëmgesat gëtt, Conseilleren, Consultanten, Responsabeler, wéi se all heeschen, an, mengen ech, dat gëllt och an de Gemengen an an de Privatentreprisen, ech mengen, do geet et ëm eng Conscience, ëm eng Bagarre, déi ze féieren ass, fir virun allem eise Jonken, mä och all deenen aneren Aarbecht a Beschäftegung ze ginn.

An ech mengen, dass een awer muss feststellen, dass niewent der Reform och d'Tatsaach, dass zum Beispill eng ganz Rei vun Agencen derbäikomm sinn, dass eng ganz Rei vu Personal, vu Placeuren, haut Conseilleren, derbäikomm sinn, weist, mengen ech, dass de Minister do schonn eng ganz Rei vun Äntwerte ginn huet.

Ech wëll doriwwer eraus zum Schluss dräi punktuell Remarquë maachen, déi zum Deel och de Mëtteg schonn ugeschwat gi sinn. Ech wëll eng Remarque maachen iwwert d'Relatioun tëschent dem Mindestloun an dem RMG. Et héiert ee jo dobausse vill Saachen, an ech wëll dat opgräifen, wat de Kolleeg Bauler virdru gesot huet, dee gesot huet: „Et wär vläicht noutwendeg, emol Äppel a Biren auserneenzehalen." Ech mengen, esou war ongeféier Är Formulatioun.

M. André Bauler *(DP).*- Ech hunn als DP-Spriecher geschwat.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, dat war eng Remarque als DP-Spriecher. Et muss ee jo do alles ganz akribesch opdeelen.

Ech wëll Iech emol eng Zuel heibannen nennen, déi ech de Moien eng Kéier kucke gaange sinn, well ee jo d'Gefill huet dobaussen, dass d'Leit, och vläicht duerch eis Discoursen heiansdo, oder eenzel Discourse jiddefalls, all der Meenung sinn, dass RMG-Bezéier, a mir hunn am Moment ronn 10.000 RMG-Bezéier, dass dat lauter Leit sinn, déi doheem dee ganzen Dag op der fauler Haut leien an da vum Stat all Mount den RMG iwwerwise kréien.

Dofir wëll ech Iech soen, an ech hunn d'Zuelen de Moie geholl vum Fonds national de solidarité, dass vun deene ronn 10.000 86% enger Schaff noginn!

Plusieurs voix.- Voilà!

Une voix.- Très bien!

Nach eng Kéier, fir dass et kloer ass: 86% vun den RMG-Bezéier ginn enger Schaff no.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Déi kréien entweder e Complément fir dat, wat se opgestockt kréien, fir op deen Niveau ze kommen, oder si sinn an enger ATI, an enger Mesure. Mä 86% vun den RMG-Bezéier ginn enger Schaff no! Mir sollen also ophalen, dobaussen de Leit d'Gefill ze ginn, wéi wann dat lauter Leit wären, déi just op d'Käschten…

(Interruptions)

…déi alleguerten op d'Käschte vun der Allgemengheet géife liewen. Esou ass d'Tatsaach net.

A wann een déi 14% kuckt, déi dann nach bleiwen, an et kuckt een dann d'Grënn no, wou oft Krankheet ass oder wou Frae sinn, déi dräi, véier Kanner hunn, déi no engem Divorce iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet net hunn, fir schaffen ze goen, da gesäit een, dass mer hei dobaussen oft de Leit eppes zielen, wat net den Tatsaachen entsprécht.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gutt, dass d'CSV dat elo emol weess!

Une voix.- Wien ass dat?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Juncker an den Här Spautz esou Saachen…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An dann eng zweet…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat gëtt nach méi kloer hannenno.

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Nach méi kloer?! Dir huelt Iech vill vir, Här Henckes.

An eng zweet Bemierkung och zu där Relatioun RMG/SSM. Ech hunn de Moien nach eng Kéier gekuckt, wat dann zum Beispill bei zwee Erwuessenen an zwee Kanner an engem Stot den Ënnerscheed ass tëschent engem Stot RMG an engem Stot Mindestloun. Do läit den Ënnerscheed zugonschte vum Mindestloun, wat mer alleguerten der Meenung sinn, bei 18%.

Elo kënne mer der Meenung sinn, dass dat nach net duergeet. Mä och do soll een awer net den Androck dobausse maachen, wéi wann dat praktesch eng Geschicht wär vun 1% bis 2%, dass dat d'selwecht ass. An engem Stot vun zwee Erwuessener a vun zwee Kanner läit den Ënnerscheed Mindestloun/RMG bei 18% zugonschte vum Mindestloun.

Och do solle mer ophalen, de Leit dobaussen…, doru si mir - ech soen elo „mir alleguer", ech bedeelege mech net gären un esou Diskussiounen - schold, mir sollen de Leit dobausse vu Fakte schwätzen: 86% vun den RMG-Bezéier ginn enger Schaff no an den Ënnerscheed tëschent dem Mindestloun an dem RMG bei enger traditioneller Koppel mat zwee Kanner läit bei 18% zugonschte vum Mindestloun. Ech mengen, dat mécht däitlech, dass mer hei oft falsch Debatte féieren.

Ech wollt eng zweet punktuell Remarque maachen aus der Aktualitéit eraus, well ech d'lescht Woch gelies hunn, wéi Dir, dass d'Unioun vun de Lëtzebuerger Entreprisen, d'UEL, eng ganz hefteg Attack geridden huet, awer wierklech eng ganz hefteg Attack geridden huet géint de Projet de loi vun der Verbesserung vun der Matbestëmmung zu Lëtzebuerg a gefuerdert huet, dass dee Projet de loi ganz schnell sollt an de Pabeierkuerf fléien an zréckgezu ginn.

Ech wëll de Fonctionnairen, de Fonctionnairë vun der UEL, déi jo meeschtens Fonctionnairë sinn, déi e bëssen d'selwecht fonctionnéieren, wéi dat och Fonctionnairë beim Stat dinn, ech mengen, do gëtt et keng grouss Ënnerscheeder - si sinn no baussen, si denken no bannen aneschters, mengen ech, wéi se dobaussen heiansdo dann optrieden als Fonctionnairen, déi se do sinn -, an ech wëll ganz kloer soen, dass zu engem gudde Standuert, dass zu enger gudder Wirtschaftspolitik, dass zu enger gudder Kompetitivitéit och soziale Fridden, sozialen Dialog a Matbestëmmung vun de Leit gehéieren. D'Zäite vum Émile Zola, déi sinn eriwwer!

An dofir wëll ech och der UEL soen: Dat Allerlescht, wat a Fro kënnt, dat ass, dass mer dee Projet zréckzéien. Am Géigendeel, mir wäerte ganz schnell dru schaffen, fir en ëmzesetzen, verbesseren do, wou et noutwendeg ass. Dofir sinn eis Diskussiounen eréischt ugaangen. Mä jiddefalls ass dat ganz kloer, dass mer zu deem Projet stinn an zu der Noutwendegkeet, an der Kris e klore Message ze ginn, dass Sozialdialog fir eis e ganz wichtege Punkt ass.

Eng drëtt Remarque wollt ech maachen iwwert d'Beschäftegungsinitiativen. Net elo, fir alles dat ze widderhuelen, wat an deene leschte Wochen a Méint scho gesot ginn ass, mä ech wollt mer eng perséinlech Remarque erlaben, eng perséinlech Remarque maachen, fir ze soen, bei aller Kritik, déi elo iwwert déi eenzel Initiative wéi en Tsunami an deene leschte Wochen hiergefall ass, wëll ech soen: Et ass am Ursprong d'Éier gewiescht vun de Gewerkschaften, deenen zwou Gewerkschaften, fir déi Initiativen do ze initiéieren, wou vun der öffentlecher Hand keng Initiativ komm ass. An d'Noutwendegkeet, fir derfir ze suergen, dass déi Leit do eng Bréck gebaut kréien, eng kuerzfristeg Bréck gebaut kréien, fir iwwerhaapt am éischten Aarbechtsmaart eng kleng Chance ze hunn, fir dohinner kënnen erëmzekommen, war eng ganz wichteg a bleift haut och nach ëmmer eng ganz wichteg Initiativ!

Ech mengen, dass een dat dobausse soll kloermaachen. An ech begéinen esou vill Leit - an ech versichen elo, dat ganz calme ze soen -, ech begéinen elo esou vill Leit, déi sech an deene leschte Jore gedréckt a gestouss hu mam Ielebou, fir op all Fotoen ze komme bei der Aweiung vun Initiativen, vun deenen eenzelne CIGLen a vun aneren. A bei all Bänk, déi iergendwou higesat ginn ass, hunn d'Politiker sech gedréckt, fir an déi éischt Rei ze kommen, fir op der Foto ze sinn. An ech begéinen der haut vun deenen, déi ech um Fernseh an am Radio héieren an an der Zeitung liesen, déi elo iwwer eppes hierfalen, wat se während Joren och hätten, mengen ech, an hirer gudder Kontrollfonctioun kënne gesinn. An do ware se net esou kritesch, wéi se elo haut driwwer kritesch sinn.

Dat ass déi perséinlech Remarque, déi ech mer wollt erlaben. E bëssen Décence par rapport zu all deem, mengen ech, wat an deene leschte Joren do geschitt ass, géif jiddwerengem an deem Débat do guttdoen.

Da wollt ech déi Klammer zoumaachen a soen, dass et noutwendeg ass - an ech mengen, mir hu mam Minister jo an där Kommissioun wéi och zesumme mat der Comexbu an deene leschte Méint vill Diskussioune gefouert -, noutwendeg ass strukturell, mengen ech, eng grouss Reform ze maache vun deem, wéi an Zukunft déi Initiative sollen ausgesinn. Et ass noutwendeg, d'Gesetz vun 2009 mat alle Kontrollen, déi do noutwendeg sinn, op de Métier ze huelen. De Minister huet sech dat virgeholl. Mir ënnerstëtzen en doranner, dat schnell ze maachen a mat eis zu konkreten Décisiounen ze kommen.

An et ass noutwendeg och an der Concurrence déloyale! An ech mengen, et war de Kolleeg Michel Wolter, dee virun e puer Deeg déi Fro opgeworf huet, déi u sech, mengen ech, och eng wesentlech Fro ass, déi mer an deenen nächste Woche mussen diskutéieren, nämlech de kloren Ënnerscheed, dee kloren Ënnerscheed ze maachen tëschent Beschäftegungsinitiativen an der Solidarwirtschaft.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Och do, mengen ech, ass dat esou: Dat war eng Kéier esou an et ass eng Kéier esou. Dat ass esou e Schlingerwee gewiescht, wou een net méi ganz kloer gesinn huet: Wou si mer elo? Si mer an enger Beschäftegungsinitiativ? Wëlle mer jonke Leit kuerzfristeg hëllefen, fir an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, kuerzfristeg, oder wëlle mer hei e grousse Pilier vu Solidarekonomie opbauen?

An déi Fro vun der Concurrence déloyale, déi ass jo virun allem och doranner ze fannen: Wann et Beschäftegungsinitiative sinn, da sollen déi stattfannen an Nischen, wou d'Privatekonomie sech net erëmtummelt. An da kann de Stat a soll de Stat a sollen d'Gemengen och roueg hire Bäitrag leeschten, fir do ze hëllefen. Si mer an der Solidarwirtschaft, mengen ech, da muss d'Konkurrenz ënner normalen, uerdentleche Konditioune mat der Privatekonomie spillen. Da kann et net sinn, dass de Stat oder d'Gemenge permanent do bäihëllefen. Ech mengen, da si mer net an den normalen Ofleef vun der Solidarwirtschaft. Déi muss sech der

Konkurrenz mat der Privatekonomie ënner hire Regelen, ënner anere Regelen, mä awer deeneselwechte Regelen a Konditioune stelle wéi d'Solidarekonomie och (veuillez lire: Déi muss sech der Konkurrenz mat der Privatekonomie - mat hire Regelen, anere Regelen - ënner deeneselwechte Regelen a Konditioune stelle wéi d'Privatekonomie och).

Zum Schluss wollt ech eng Bemierkung maachen: Ech hunn, wéi Dir héchstwahrscheinlech, virun enger Woch muss dat gewiescht sinn, am „Lëtzebuerger Wort" den Interview gelies vum President vun dem Verwaltungsrot vu Saint-Paul, dem Här Erny Gillen.

Plusieurs voix.- Ah!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An ech hunn den Här Gillen..., fir deen ech vill Respekt hunn an dee sécherlech ganz vill Bäiträg an deene leschte Joren an den Diskussiounen hei zu Lëtzebuerg bruecht huet, ech hunn en iwwregens ëmmer aneschters e bëssen an Erënnerung gehat als President, als Chef vun der Caritas. An ech hoffen och par rapport zu de Schwieregkeete vun dem Grupp Saint-Paul, fir déi Leit, déi do schaffen, hoffen ech, dass se hir Schwieregkeeten an de Gréff kréie mat deenen Instrumenter a Modeller, déi mer kennen, an dass se dat schnell maachen, well d'Leit maache sech do ganz vill Suergen, wéi se sech op villen anere Plaze Suerge maachen.

Mä awer am Interview zur Konklusioun ze kommen - an ech huelen nëmmen eng eraus -, zur Konklusioun ze kommen, dass elo endlech landeswäit misst ugepaakt ginn, wat endlech misst ugepaakt ginn, nämlech d'Léin - ondifferenzéiert, well et fënnt keng Differenzéierung am Interview statt! - ëm 20% ze kierzen, dat wär d'Äntwert op d'Problemer vu Lëtzebuerg!

Sorry, Här Gillen, ech mengen, dass een dann an all deene Joren, an deenen ech Caritas-Contributioune gelies hunn, net verstanen huet, wat et heescht, derfir ze suergen,...

(Interruptions)

...dass d'Äntwerten net esou einfach, net esou simplistesch, net esou duerchsiichteg kënne sinn, wéi dat ze maachen. An ech hunn dofir de Moien nach eng Kéier, ouni e grousse Spezialist ze si vun der kathoulescher Sozialléier, mä ech konnt mech awer erënneren un de Professer Dokter Friedhelm Hengsbach, dat ass awer e Begréff aus deene leschten 30 Joer...

Här President, den Här Meyers kënnt aus dem Staunen net eraus!

(Hilarité)

An ech hu beim Professer Dokter Hengsbach dann ee Saz awer fonnt, deen ech Iech, an iwwer Iech och dem Här Gillen mat op de Wee wëll ginn: „Solange die Kirche am Arbeitsmarkt wie die Industrie agiert und gegen das Gemeinsame Wort der Kirchen verstößt, wird das nichts." An ech mengen, dat ass dat...

(Interruption)

Dat ass dat, wat ech...

Ech gleewen net, dass d'Zitat nach am „Lëtzebuerger Wort" steet, mä dat ass awer egal. Ech mengen, den Här Gillen, dee wäert dat scho kënne verquëssen.

Une voix.- Ech mengen och.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt zum Schluss eng Motioun ënnerbreeden, Här President, Iech ginn, Här President, an deponéieren hei. Ech hat mer erhofft, mir hätten et fäerdegbruecht, dass all 60 Deputéiert sech där Motioun ugeschloss hätten. Et sinn der elo 57 vu 60. Ech mengen, dat ass net schlecht, fir dee Konsens fonnt ze hunn, fir einfach net nach eng Kéier alles ze rappeléieren an der Motioun, wat mer am Rapport op ville Säite gesot hunn, mä mat där Motioun hei der Regierung ze soen, dass se sech tout au long vun deene Recommandatiounen an hirer Beschäftegungspolitik soll orientéieren. Ech mengen, dat war schonn derwäert, dass mer an der Kommissioun déi Aarbecht gemaach hunn, fir zum Resultat vun där Motioun do ze kommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- les demandes introduites par le groupe parlementaire DP, visant l'organisation d'un débat d'orientation au sujet de la politique en matière d'emploi et en particulier certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage ainsi que par le groupe parlementaire déi gréng visant l'organisation d'un débat d'orientation «au sujet des stratégies à court, moyen et long terme afin de combattre l'évolution négative sur le marché de l'emploi»;

- que compte tenu des deux demandes précitées, la Commission du Travail et de l'Emploi a décidé d'organiser un débat d'orientation et d'élargir le sujet à la politique en matière d'emploi en général;

- les travaux accomplis par la Commission du Travail et de l'Emploi en vue de la préparation du débat d'orientation, à savoir en particulier:

- l'entrevue avec les experts du CEPS/Instead au sujet de l'évaluation de l'efficacité des politiques de l'emploi au Luxembourg, notamment en ce qui concerne le CIE et le CAE ainsi que les mesures de formation destinées aux demandeurs d'emploi;

- les entrevues avec les membres de la direction de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) en présence du Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que la visite dans les localités de l'ADEM;

- les échanges de vues avec les représentants d'entreprises de différents secteurs de l'économie;

- l'échange de vues avec une délégation de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL);

- l'entrevue avec les délégations des syndicats représentatifs au plan national OGB-L, LCGB et CGFP;

- l'entrevue à Coblence à la Hochschule Koblenz, avec le Prof. Dr Stefan Sell, professeur en sciences économiques (Professor für Volkswirtschaftslehre, Sozialpolitik und Sozialwissenschaften), sur le bilan et les enseignements à tirer des réformes fondamentales du marché de l'emploi (Arbeitsvermittlung) intervenues en Allemagne ainsi que l'échange de vues avec les responsables de l'Arbeitsagentur Koblenz/Mayen et du Jobcenter de la Ville de Coblence;

considérant par ailleurs que:

- le taux de chômage continue d'augmenter depuis 2009 pour se situer en mars 2013 à un niveau élevé de 6,6%, le nombre de demandeurs d'emploi s'élevant à cette date à 17.031 personnes;

- tout en restant en dessous de la moyenne européenne, le chômage des jeunes en dessous de 25 ans prend au Luxembourg également des dimensions inquiétantes avec un taux d'environ 18% à la fin de l'année 2012;

- l'inadéquation entre les profils recherchés par un marché de l'emploi qui a cependant créé 35.000 emplois depuis 2008 et les qualifications des demandeurs d'emploi est préoccupante, d'autant plus qu'environ la moitié des demandeurs d'emploi ne disposent que d'un niveau de formation inférieur (scolarité obligatoire) alors que la plupart des offres d'emploi vient des secteurs spécialisés;

- le recours au chômage partiel s'est avéré comme un instrument de crise efficace et qu'à cet effet la législation y afférente a fait l'objet de trois modifications au cours des années 2009 et 2010;

- les contrats CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et CAE (contrat d'appui emploi) ont été introduits en 2009 pour faciliter l'accès au marché du travail pour les jeunes en dessous de 30 ans et que suite à une évaluation sur l'efficacité des contrats susmentionnés, effectuée par le CEPS, la loi du 29 mars 2013 a tenu compte des enseignements de cette analyse;

- la réforme légale de l'ADEM par la loi du 18 janvier 2012 continue d'être concrètement mise en œuvre dans les processus administratifs quotidiens et qu'à cet effet:

- les ressources en personnel et en infrastructures ont été et seront encore augmentées;

- les contacts avec les employeurs se sont développés et seront intensifiés et

- les services de formation et de l'orientation devront être continuellement adaptés aux exigences du marché du travail;

invite le Gouvernement:

- à prendre acte des conclusions et recommandations formulées par la Commission du Travail et de l'Emploi dans le chapitre final de son rapport 6434 unanimement adopté le 8 mai 2013 et à les suivre dans le cadre d'une politique active et cohérente pour l'emploi.

(s.) Lucien Lux, André Bauler, Jacques-Yves Henckes, Ali Kaes, Viviane Loschetter, Roger Negri.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. An als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un den André Bauler fir seng Initiativ, well duerch dësen Débat d'orientation ass eng gewëssen Dynamik an ons Kommissioun komm. An ech muss och wéi meng Virriedner soen, datt mer flott zesummegeschafft hunn, all d'Membere vun der Kommissioun, an zesumme mam Minister Schmit a mat senge Mataarbechter a Mataarbechterinnen.

Et ass mir wichteg, mat e puer préliminairen Observatiounen a Bemierkungen op déi anzegoen, déi vläicht net am Rapport ernimmt sinn, mä déi a mengen Aen e wesentleche Kontext vun der Beschäftegung an dem Chômage zu Lëtzebuerg duerstellen, an déi vläicht complémentaire zu menge Virriedner sinn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Finanzkris vun 2008 huet sech zu enger internationaler Wirtschaftskris entwéckelt, et ass schonn hei gesot ginn. An der Europäescher Unioun ass et elo kloer, datt d'Wirtschaftskris eng dramatesch Sozialkris generéiert huet, eng Sozialkris, wou Millioune vu Mënschen net méi liewe kënnen, well se net méi schaffe ginn. Finalement, a well notamment d'Politik en général net adequat genuch drop reagéiert, a virun allem, well eenzel Länner versichen, hiren eegenen Interessi ze retten au détriment vun der europäescher Allgemengheet, gerode mir an eng gefäierlech politesch, wann net och konstitutionell Kris.

Wann ech dës méi makroekonomesch Aspekter uschwätzen, da well mer zu Lëtzebuerg mussen ewechkomme vun der Sich no reng nationale Léisungen, dat ass och scho virdrun ernimmt ginn. Mir mussen iwwer onsen Tellerrand erauskucken, fir Léisungen ze fannen. Dozou gehéiert och eng Diversifizéierung vun der Offer um Aarbechtsmaart, wéi och eng nohalteg Sozial- a Beschäftegungspolitik. Dozou gehéiert un éischter Stell eng Schaff, fir säi Liewensënnerhalt ze garantéieren an domadder implizit och ons Cohésion sociale ze assuréieren, de soziale Fridden hei am Land oprechtzëerhalen.

Op villen Niveaue si mer ofhängeg vun onsen Nopeschlänner, vun der EU an doriwwer eraus, am aktiven oder am passive Sënn vum Wuert ofhängeg:

Aktiv ofhängeg, ugefaange bei der Aarbechtskraaft: Zwee Drëttel vun der Aarbechtskraaft ass net lëtzebuergesch, mä wuel europäesch. A wäit iwwert d'Halschent vun der sougenannter produktiver Aarbechtskraaft ass net lëtzebuergesch, mä wuel europäesch, dat heescht, déi Aarbechtskraaft, déi ons Wirtschaft um Lafen hält, och elo a schwieregen Zäiten.

Passiv ofhängeg an der Bildung an an der Ausbildung: Bal d'Halschent vun onse Schoulkanner an der Primärschoul an am Lycée sinn net lëtzebuergesch. D'Arbeitsamt deelt ons mat, datt ënnert den Demandeurs d'emploi zounehmend sougenannten „primo-arrivants" ze vermierke sinn. Dëse Phenomeen hélt säit 2009 drastesch zou, dat heescht, d'Zuel vun de Leit, déi ouni Aarbecht an d'Land kommen oder mat engem CDD „très courte durée" an duerno, kuerz duerno um Arbeitsamt ageschriwwe sinn.

Dëse Phenomeen ass esou grouss ginn, datt mëttlerweil och d'A.s.b.l.en, déi am Domän vun der Immigratioun schaffen, Sensibiliséierungscampagnen ënnerhuelen: a Portugal, a Spuenien, an Italien, a Griichenland. Si recommandéieren de Leit, net einfach op Lëtzebuerg ze kommen, well hir Chancen, hei eng Aarbecht ze fannen, net gutt sinn. Dat zielt an engem vill geréngere Mooss fir d'Matière grise, déi och aus deene Länner fortlafen. Mä dat huet erëm aner dramatesch Konsequenze fir d'Hierkunftsland.

Firwat ech wëll agangs vu menger Ried dëst beschreiwen, ass, well mer mussen dësem Kontext Rechnung droen, wa mer ons wëlle fir dat 21. Jorhonnert an dësem Land opstellen. Mir si keng Insel, mir sinn definitiv keng Insel méi. Mir maachen awer an dësem Land, an dësem Haus eng Politik, déi säit Jorzéngte sech wéineg inhaltlech un déi aktuell Situatioun adaptéiert huet.

An ech erkläre mech: Well mir mussen oppassen, datt mer eng Gestaltungspolitik üben, déi all Bierger a Biergerin concernéiert, déi, déi ons d'nächst Joer wielen, an och déi, déi ons d'nächst Joer net wiele kënnen. Mir mussen derfir suergen, datt jiddwereen déiselwecht Chancen an Opportunitéite kritt.

Ech wëll a menger Ried méi spezifesch agoen op d'Chancëgläichheet vun den net Lëtzebuerger Résidenten a vun de jonke Mënschen. Fir mech sinn dës zwou Gruppe vu Mënschen déi, déi vläicht eng besonnesch Opmierksamkeet brauchen, éischtens déi eng, well se déi droend Kraaft vun onser Ekonomie sinn, an zweetens déi aner, well si ons nächst Generatioun duerstellen.

Wa mer déi lescht Statistike vum Chômage an Europa ukucken, mierke mer, wéi wäit auserneen déi verschidde Länner leien. Et ass gesot ginn: A Griichenland hu mer Zuele vu 27%, a Spuenien 26%, a Portugal bal 18% Chômage. An op där anerer Säit vun der EU hu mer zu Lëtzebuerg 6,5%, an Däitschland 5,5%, an Holland 6%, an Éisträich emol keng 5%.

D'Differenzen an deenen eenzelne Länner sinn enorm. An et ass sécherlech en Deel Erklärung doran ze fannen, firwat mer ons mussen zu Lëtzebuerg mam Phenomeen vun der staarker Immigratioun vun den EU-Bierger befaassen.

Um europäeschen Niveau schwätze mer schonns vun engem Risiko vun enger „verluerener Generatioun". D'Organisation internationale du Travail schwätzt vun 73 Milliounen - 73 Milliounen! - jonke Mënschen tëscht 15 a 25 Joer an der EU, déi keng Aarbecht hunn an déi och keng Perspektiv op eng Aarbecht hunn.

Dee Risiko, Dir Dammen an Dir Hären, dee Risiko vun enger verluerener Generatioun gëllt och fir Lëtzebuerg, an zwar fir all Résident. Wann ons Cohésion sociale duerch esou eng Situatioun a Gefor geréit, da wäert jiddwereen, ob Lëtzebuerger, Netlëtzebuerger, Fonction publique oder private Secteur, ob Wieler oder Netwieler, Affer gi vun dëser verluerener Generatioun. An all gutt Recommandatioun, notamment och déi aus dem Rapport Bauler/Negri, huet keng Chance, wa mer eleng onsen Nuebel kucken.

Grad e puer vun onsen Nopeschlänner, déi mat nach relativ niddrege Chômagetauxe wéi Holland oder Däitschland, fueren eng radikal Politik, déi d'Mënschen an der EU bis an d'Aarmut dreiwt, eng Politik, déi riskéiert, och hirer Wirtschaft an hirer Beschäftegung doheem nohalteg ze schueden, well si rücksichtslos hiren eegenen, grenzeninterne Wee wëlle goen.

Wéi deklinéiere sech dës Bemierkunge konkret zu Lëtzebuerg, éischtens, wat d'Nationalitéiten ubelaangt, an zweetens, wat déi jonk Mënschen ubelaangt?

E puer Zuelen, déi de Facteur Nationalitéiten zu Lëtzebuerg an déi aktuell Situatioun vu Lëtzebuerg beschreiwen: Mir hu ronn 359.000-360.000 Salariéen. Résidentë sinn et der: Lëtzebuerger 29%, Résidents Netlëtzebuerger 27% - bal d'Halschent -, Frontalieren, ass och scho gesot ginn, 44%. Demandeur-d'emploien hu mer: 27% si Lëtzebuerger, 36,5% si Portugisen, Résidenten. Wa mer dann erofdeklinéieren, den Niveau vun den Demandeurs d'emploi de niveau de formation inférieure, da fanne mer erëm bei deene Leit: 73% si Portugisen, 47% sinn Italiener.

E puer Statistiken, déi d'Zesummesetzung vum Jugendchômage zu Lëtzebuerg ënnermolen: 24,5% vun den Demandeurs d'emploi hu manner wéi 30 Joer, 17% vun den Demandeurs d'emploi hu manner wéi 25 Joer, also emol keen Urecht op den RMG. All Joers brieche ronn 1.500 Schüler hiert Schouljoer of. A vun deene fanne mer 500 Schüler all Joers, Joer fir Joer, néierens méi erëm! Stellt Iech dat vir: An enger Zäitspann vun zwee Joer stellt Der Iech virun de Kolléisch oder virun de Michel Rodange, et schellt, d'Schüler kommen eraus: Dat sinn déi, déi een néierens méi erëmfënnt an zwee Joer, eng ronn 1.000!

Vill jonk Mënschen, a virun allem Netlëtzebuerger, fanne mer am Travail intérimaire erëm. Bei de Jonken ass den Niveau de formation bei den Demandeurs d'emploi: 42%, déi d'Scolarité obligatoire ofgeschloss hunn, vun deene kommen der 38% aus dem Régime préparatoire, 61% aus dem EST oder ESG, wéi dat elo gëtt, an nëmmen 0,4% aus dem Classique. Et muss een och éierlechkeetshalber soen, datt 17% vun deenen d'Schoul a Portugal gemaach hunn. Dat heescht awer nach ëmmer, datt 83% d'Schoul hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss hunn.

Ech ka mech deemno net ufrënne mat dem Constat vu menge Kolleege Rapporteurs, déi concluéieren, an ech zitéieren: «La situation dans notre pays est donc à cet égard différente de celle que connaît par exemple l'Espagne où ce sont surtout les jeunes qui sont victimes de l'aggravation considérable du chômage général.» An och de Minister vergläicht onse Jugendchômagetaux öfters mam Ausland. An dëser Saach, muss ech Iech awer soen, hëlleft e Benchmarking net vill, virun allem, wa mer d'Analyse fine vun onsem Jugendchômage maachen.

E puer Remarquen zu de Mesuren CIE, CAE: Ech mengen, et ass bekannt, datt déi gréng extrem skeptesch virun deene Mesurë bleiwen, virum Bien-fondé vun deene Mesuren, virun allem, wat d'Effikassitéit ubelaangt. Mir sinn natierlech awer och frou - dofir hu mer och déi Motioun mat ënnerschriwwen -, datt déi Evaluatioun gemaach ginn ass an datt opgrond vun där Evaluatioun, loosse mer et soen, Verbesserunge virgeholl gi sinn. Mä, éierlech gesot, den CAE public - ech hunn dem Kolleeg Kaes et virdru scho gesot -, 6% fannen duerch déi Mesure eng Aarbecht fir eng ronn fënnef Milliounen Euro d'Joer. Beim CIE sinn et eng ronn 12% fir eng ronn aacht Milliounen Euro d'Joer.

Mir mengen, datt 13 Milliounen Euro d'Joer ganz vill Sue sinn. A mir sinn och der Iwwerzeegung, datt mer mat deene Suen e besseren Invest kéinte garantéieren, e besseren Encadrement, e bessere Suivi, eng besser Offer u qualifianter Ausbildung a schlussendlech och nach eng méi geziilt Ënnerstëtzung fir den Employeur, deen, wëll ech hei emol kloer ënnersträichen, och eng sozial Verantwortung an dëser Gesellschaft dréit. Net all Employeuren erënnere sech drun, a vill Employeure vergiesse munchmol, datt et grad hir Salariéë sinn, déi d'Wirtschaft schlussendlech dréien doen.

An deemselwechten État d'esprit ënnerstëtze mer och eng objektiv Evaluatioun vun alle Mesuren, déi et gëtt - de Rapport zielt se och all op -, a mir ënnerstëtzen eng effizient an effikass Straffung dovunner, ouni manner ze investéieren, mä vläicht besser ze investéieren. Mä mir fuerderen och, a säit Laangem, an et gëtt mëttlerweil och eng Ouverture dofir, mir fuerderen e Genre „guichet unique de l'employeur".

D'ADEM muss prioritär effizient opgestallt ginn, hir Antenne besser a méi zilgerecht geografesch ausgeweit ginn. A virun allem mussen déi verschidden Antennen informatesch wierklech um Top aménagéiert ginn. Mir hu vun der Direktioun vun dem Arbeitsamt d'Fallbeispill Dikrech beschriwwe kritt. Elo ass d'Antenn Arbeitsamt Dikrech op, an d'Situatioun ass dramatesch! Et ass also eng nei Antenn, déi opgaangen ass. Et ass eng Antenn...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Déi ass scho ganz laang op!

Une voix.- Wéini?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Alors, zu Dikrech ass et esou...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Déi ass scho ganz laang op!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Zu Dikrech...

Une voix.- Viru laanger Zäit war jo...

Une autre voix.- Jo, esou kann een et nennen. Sou kënne mer et soen: Si ass viru laanger Zäit nei opgaangen!

Une troisième voix.- 30 Joer.

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Okay! Jo, dann... Ech dréinen et anescht ëm: D'Räimlechkeete vun der Antenn vun Dikrech sinn nei opgaangen. An zwar hate se effektiv eng flott Struktur, e flott Gebai, eng flott Infrastruktur am A, an zwar op engem Rez-de-chaussée, pignon sur rue, wat ideal, wann net noutwendeg fir esou eng Antenn gewiescht wier.

Mä vu datt et och Lobbye gëtt an de staatleche Verwaltungen - an, Här Schmit, ech kann nëmme soen, datt Är Administratioun deem zum Opfer gefall ass, mir ënnerstëtzen Iech doranner a bedaueren dat och -, ass et esou gaangen, datt déi scho laang opgemaachen Antenn vun Dikrech nei Raimlechkeete kritt huet, awer net méi um Rez-de-chaussée, pignon sur rue, mä um leschte Stack! Mam Resultat, datt d'Demandeurs d'emploi, mit Kind und Kegel heiansdo, an den Trape stinn - d'Trap ass eigentlech de Wartesall! -, fir do sech anzeschreiwen oder betreit ze ginn.

Wann d'Regierung déi do Prioritéit setzt op d'Arbeitsamt, op d'Infrastrukture vum Arbeitsamt an op seng Antennen, et deet mer leed, da kënnt d'Arbeitsamt mat all sengem gudde Wëllen net virun! Well mir brauche wierklech eng super Lobby-Aarbecht, fir genau déi do Politik esou virunzedreiwen.

An an deem Sënn erlaben ech mer och, am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun ofzeginn, notamment och fir den Aarbechtsminister ze ënnerstëtzen a senger Aarbecht.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

- la mise en pratique partielle de cette réforme, avec notamment la création d'antennes régionales de l'ADEM;

- l'inadaptation choquante des locaux dans lesquels ont été installées certaines antennes régionales de l'ADEM;

- que l'ADEM ne dispose à ce jour toujours pas d'un système informatique performant permettant un traitement efficient des données et une mise en réseau des différentes antennes de l'ADEM et de leurs partenaires;

demande au Gouvernement

- de veiller à ce que les différentes antennes de l'ADEM soient considérées comme prioritaires pour l'aménagement des locaux existants ou à créer afin de permettre un accueil digne dans une infrastructure appropriée aux demandeurs d'emploi s'y présentant;

- de veiller à ce que l'ADEM soit équipée dans les meilleurs délais avec un système informatique permettant l'échange de données entre antennes et partenaires.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

Madame Presidentin, ech wollt Iech och bemierken, datt ech am ganzen dräi Motiounen ofginn an dofir vläicht och meng Zäit ganz e bëssen iwwerschreiden. Ech huelen déi Sue mat eran.

Mme le Président.- Dat ass alles mat agerechent, Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Net déi „Suen", déi „Zäit" mat eran! Time is money!

(Interruption)

Also, de Fonds pour l'Emploi - elo kommen ech bei d'Suen -, de Fonds pour l'Emploi gëtt pro Joer eng ronn 680, bal 700 Milliounen aus, dat ass schonn e gudden Deel iwwer eng hallef Milliard Euro! D'Mesurë maache pro Joer eng ronn 160 Milliounen aus. Erëm eng Kéier, dat si ganz vill Suen, si sinn och sécherlech noutwendeg, mä si ginn ze dacks gebraucht, fir Reparatiounsaarbecht ze maachen.

An net all Fall ass e Schicksal, vill ze vill Fäll si lëtzebuergesch hausgemaach! Hausgemaach, well mer eng Politik bedreiwen, déi net ugepasst ass, net ugepasst ass an der Bildung an net ugepasst ass an der Ausbildung! D'Facture vun dëser Mësswirtschaft fannt Dir am Fonds pour l'Emploi.

Säit Jorzéngte ginn d'Spezialisten net midd ze ënnersträichen, datt eise Schoulsystem spéitstens beim Passage Primaire/Postprimaire ongerecht, jo souguer diskriminéierend ass. Rechnen, Rechne plus zwou Sprooche gi soi-disant considéréiert, fir arbitrairement e Kand mat knapp zwielef Joer an déi eng oder aner Schoulrichtung ze dirigéieren.

A genau do, Dir Dammen an Dir Hären, fänkt d'Chancenongläichheet un, fänkt d'Selektioun un, fänkt d'Orientation par l'échec un. Classique ass in, Technique ass out, Régime préparatoire ass praktesch en Tabu, en No-Go fir Lëtzebuerger op alle Fall.

Dëse Passage Primaire/Postprimaire verléiert mëttlerweil un all logesch Erklärung. Et ass e Konstrukt aus vergaangenen Zäiten. Duerch dësen arbiträren Dirigismus verpasse mir esou vill, esou vill Opportunitéite fir d'Gestaltung vun enger richteger a kompetenter Orientéierung, eng Orientéierung, déi et noweislech an dësem Land esou nach net gëtt.

Dofir fuerdere mir, datt endlech d'Politik sech der Realitéit vun dësem Land unhëlt an eng reell Chancëgläichheet schaaft, eng méi effikass Orientéierung vun all onse Kanner, eng Éducation au choix an eng objektiv Evaluatioun vun de Kompetenze vun all onse Kanner!

Ewech vun der Orientation par l'échec, hin zu der Orientation par compétences, dat ass déi éischt Konditioun sine qua non, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Chômage en général an de Jugendchômage en particulier ze bekämpfen! A grad déi Noutwendegkeet feelt praktesch ganz am Schoulsystem vun onsem Land. Dofir brauche mir no der Primärschoul zwee bis dräi Joer, wou d'Kanner all zesummen ënnerriicht ginn a wou si vun enger professioneller Orientéierungsphas profitéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'Maison de l'Orientation ass wuel en éischte Schratt, mä och si musse sech awer nach nei erfannen, sech d'Kompetenzen opdeelen, si soen et selwer. Dir wäert jo net Ärer Verwaltung widderspriechen? Si musse sech d'Kompetenzen opdeelen, si mussen double an triple Emploi ofschafen a si musse virun allem, an onsen Aen, méi kanner- a jugendfrëndlech ginn. Si mussen en oppent Haus ginn.

Firwat hunn déi Jonk aus dem Enseignement classique keen Ableck an d'Beruffswelt? Wier et net och un der Zäit, am Technique respektiv am Régime préparatoire déi sëlleche Stagen emol ze glidderen, fir eng besser Iwwersiicht ze kréien? Wier et net emol endlech un der Zäit, eng professionell Koordinatioun tëscht Schoul an Aarbechtswelt ze schafen? Ass et net batter noutwendeg ginn, Perspektive vun Débouchéen ze connectéiere mat Offeren un de jonke Schüler, nei Beruffer, nei Ausbildungen oder Weiderbildungen, nei Studien oder Emschoulungen, am Kontext zum Beispill vun engem „Green New Deal"?

Dës nei Perspektive kënnen eng grouss Zuel un Demandeurs d'emploi oder jonk Mënschen opfänken. Mir brauchen dréngendst legislativ Mesuren, déi eng gutt a professionell Orientatioun institutionaliséieren.

Grad wéi d'Orientatioun ass virun allem d'Beruffsausbildung eng Charnière clé tëscht Schoul an Aarbechtswelt. An ech kann d'Argument vun der Regierung verstoen, datt et vläicht no zwee Joer ze fréi ass, fir eng Evaluatioun vun der Reform vun der Beruffsausbildung ze maachen. Onverständlech ass et awer, datt Mängel, déi et virun der Reform gouf, nach ëmmer bestinn! Mängel, déi mir ons definitiv net méi leeschte kënnen an déi immens vill Schued uriichten an der Schoul an um Aarbechtsmaart.

Ech ginn Iech just zwee konkret Beispiller vu kompletter Inkohärenz. Éischtens, fir déi nei Beruffsausbildung sinn eng ronn 8.000 Modulen nei erstallt ginn, fir d'Kompetenzen an deene verschiddene Formatiounen ze préiwen. Si sinn all op Däitsch ausgeschafft ginn. All! Nëmmen op Däitsch! Faute de moyens, faute de moyens! D'Argument ass e Skandal u sech!

Am Handwierk schaffen haut ronn 80% Netlëtzebuerger, de Gros ass francophone. Ech ginn Iech e Beispill: D'Beruffer am Bau - de Maçon - ginn ausschliesslech op Däitsch ugebueden, ausschliesslech op Däitsch ugebueden! Den Tuteur, de Patron de stage oder den Employeur verstinn oft net, wat déi däitsch Module-Fichen aussoen, well si och an deem Secteur francophone sinn.

Mir hunn am Ganzen eng 198 Beruffsformatiounen. Dovunner, an där neier Reform, vun deenen 198 Formatiounen, Dir Dammen an Dir Hären, gi ganzer 31 och op Franséisch ugebueden. Am CCP - dat ass jo, mir hu jo virdru ganz vill vun deenen niddregsten oder net Qualifizéierte geschwat, déi am Fong geholl eng minimal Qualifikatioun misste kréien, dat nennt sech den CCP, de Certificat de capacité pratique, den ancien CCM, dat ass déi minimal qualifiante Ausbildung -, do gëtt et fënnef, ganzer fënnef Formatiounen op Franséisch! Mir wëssen, datt mer 80% Netlëtzebuerger hu vu Schüler, déi an deene Fäll sinn, an de Gros, de Gros ass francophone.

Déi fënnef Qualifikatioune sinn och net déi, déi mer onbedéngt brauchen. Dat ass Coiffeuse, Vendeuse, Assistant mécanicien, Électricien. A wat mer brauchen, e bësse méi, ass den Installateur. Also, do mécht ee kee Choix méi. Do mécht ee kee Choix méi! Do hëlt een ee vun deenen. Dofir, mir fuerderen, datt all d'Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir schnellstens all d'Modulen a béide Sproochen, Däitsch a Franséisch, unzebidden.

Nach ëmmer - elo kënnt dat zweet Beispill -, nach ëmmer, grad wéi virun der Reform, packen eng Rei Schüler a Schülerinnen et net am Technique wéinst de Sproochen, zum Beispill an eng paramédicale Beruffsausbildung ze kommen. Well an deenen zwou Sproochen, Däitsch a Franséisch, do ass ëmmer eng, déi happert, an da geet et net duer. An da mécht een alt erëm Orientation par l'échec. Mä dofir hu mir e Manktem un Aarbechtskraaft an onse Spideeler, an onsen Altersheimer an esou weider! An dann, wat maache mer? Majo, mir stelle Leit aus den Nopeschlänner an, déi och net béid Sprooche beherrschen! An dat Beispill gëllt och fir aner Beruffer. An dofir fuerdere mir, datt et méiglech gëtt, e Beruff oder en Handwierk ze léieren, ouni datt d'Sproochen en Hindernis méi sinn.

Mir trieden a fir eng éischt a fir eng zweet Sprooch. An och dat ass d'Ursaach vum Dépôt vun onser zweeter Motioun.

Motion 4

La Chambre des Députes,

considérant

- que 43% des élèves dans l'enseignement secondaire technique sont désignés comme des «étrangers» dans les statistiques officielles;

- que dans l'ensemble des différentes filières de la formation professionnelle, ce pourcentage atteint 80%;

- que parmi ces 80%, la quasi totalité des élèves est franco- ou lusophone;

- que la majorité des formations professionnelles est offerte uniquement en langue allemande;

- que les supports didactiques comme les manuels scolaires ainsi que notamment les formulaires de stage et les fiches de compétence des différents modules sont également majoritairement en langue allemande;

- que nombre d'employeurs/tuteurs de stage ne maîtrisent pas ou pas suffisamment la langue allemande pour comprendre les instructions sur les formulaires de stage et donc procéder à une évaluation correcte de leurs stagiaires;

- que par conséquent le choix parmi les 200 formations offertes dans le régime professionnel est extrêmement limité pour les élèves franco- et lusophones ne maîtrisant pas suffisamment la langue allemande;

- que l'inégalité des jeunes au Luxembourg face à l'offre des formations professionnelles est encore soulignée par rapport aux diplômés de la Grande Région, qui ont pu suivre leur formation professionnelle dans leur langue maternelle et donc obtenir leur diplôme;

- qu'en conclusion le système linguistique actuel maintenu dans nos filières professionnelles continue à priver le Luxembourg de générations entières de jeunes diplômés;

demande au Gouvernement

- de repenser d'urgence le système d'enseignement et de formation professionnelle au Luxembourg en retenant le principe d'une première et d'une deuxième langue;

- d'offrir toutes les filières de la formation professionnelle en langue française et allemande;

- de mettre à disposition les supports didactiques et autres éléments de formation en langue française et allemande aussi bien pour les élèves que pour les tuteurs de stage.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

An de verschiddene Beruffs- an Handwierksformatiounen, déi an den Nopeschlänner ugebuede ginn, an et gëtt der jo eng Rëtsch, fënnt och kee sech méi erëm. Dat soen net ech, dat soen déi verschidde professionell Chamberen.

Mir brauchen dofir onbedéngt a grenziwwergräifend en Inventaire vun alle Beruffs- an Handwierksformatiounen. Mir brauchen eng relevant, et gëtt schonn eng, awer mir brauchen eng relevant an eng kloer Lëscht vu méiglechen Homologatiounen. A mir brauchen endlech en Ofkommes mat onsen Nopeschlänner fir eng kloer Unerkennung vun dëse Beruffer an Handwierker, déi am Ausland geléiert gi sinn. Mir brauchen all Garantie, datt, wann een am Ausland en Handwierk oder e Beruff léiert, soit op Däitsch soit op Franséisch, datt en dat ënnert deeneselwechte Konditiounen ugebuede kritt wéi e Schüler hei am Land. Dat gehéiert zur Chancëgläichheet!

Da meng drëtt Motioun, do och erëm eng Kéier ënnerstëtze mer den Aarbechtsminister. Den Aarbechtsminister setzt sech an, menger Meenung no zu Recht, fir am Kontext Jugendausbildung d'Ënnerstëtzung vum Stat a vun de Gemengen ze kréien. An dat ass richteg. An dofir denke mir, datt et onauswäichlech gëtt, aus all deene Grënn, déi ech virdrun, a meng Virriedner iwwregens och, erkläert hunn, datt et onauswäichlech ass, endlech och d'Carrière vum CCP, vun der minimaler qualifianter Ausbildung an der Fonction publique anzeféieren. Déi gëtt et nach net!

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

- le taux de chômage en constante progression;

- la nécessité de créer des emplois pour les demandeurs d'emploi à formation qualifiante minimale;

- l'appel du Ministre du Travail et de l'Emploi pour responsabiliser État et communes pour cette tâche;

demande au Gouvernement

- de créer la carrière de l'apprenti au sein de la fonction publique et communale afin de participer activement à la formation et à l'embauche de demandeurs d'emploi à formation qualifiante minimale.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer am Ufank méi a besser investéieren - also et geet net drëms ze spueren - an Zäit investéieren a Suen investéieren an e kompetenten an engagéierten Encadrement a Suivi, brauche mer duerno manner Suen ze investéieren, fir den Échec auszegläichen. Sécherlech ass dës Ausso keng Solution miracle, mä ech woen awer hei ze behaapten, datt mer nach e ganz gutt Stéck ewech si vun esou enger Philosophie. A vläicht wier dann den Andrang net méi esou grouss an der École de la deuxième chance.

Dann nach e Wuert zum Mindestloun an zum RMG. Ech schléisse mech do stellvertriedend fir meng Fraktioun ganz hannert de Wierder vum Lucien Lux. Och mir wëllen ons net un där polemescher Diskussioun tëscht Mindestloun an RMG bedeelegen. Fakt ass, datt de Mindestloun knapp duergeet, fir ze liewen, fir e Loyer ze bezuelen a fir seng Kanner an d'Schoul ze schécken. An de Mindestloun ass oft gekoppelt un den Term „working poor". Dat solle mer net vergiessen.

Den RMG ass de Minimum, deen ee brauch, fir ze liewen, fir zum Beispill net op der Strooss ze sëtzen, fir zum Beispill net seng Kanner mussen an SOS-Kannerdierfer ofzeginn, fir net mussen an d'Dreckskëschte vun de Restauranten oder Hotelle wullen ze goen, wéi zum Beispill mëttlerweil en Deel aus der Mëttelschicht aus Griichenland oder Spuenien dat muss maachen.

Wann et vereenzelt Abuse gëtt, ma da muss een déi analyséieren. Mä ech denken net, datt et bei RMGiste méi Abuse gëtt wéi bei unerkannte Carrièren, wou vereenzelt Salariéen de Rapport Salaire/Leeschtung net esou enk gesinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Mir mussen eis bewosst sinn, datt Sozialnäid eng geféierlech an destruktiv Kraaft ass, déi bei der klengster Sozialleeschtung trainéiert. Objektiv Diskussioune fannen do sécherlech net hiren Ursprong.

Mir hunn an dësem Land guer keng oder wéineg Erfahrung an Traditioun, wat eng generell Économie sociale et solidaire ugeet. Ze vill oft ass dat an een Dëppe gehäit gi mat der Offer u Beschäftegungsinitiativen. A mir brauchen d'Rad hei eigentlech net frësch ze erfannen, mä kënnen ons am Ausland inspiréieren. Mir brauchen awer fir eng Économie sociale et solidaire eng courageis Politik, déi sech net vu Clientélismus oder Lobby ofschrecke léisst.

Mir fuerderen dofir zwou, oder mir proposéieren zwou legislativ Mesuren. Éischtens, mir mussen, an et ass schonn hei gesot ginn, mir mussen d'Gesetz, déi Beschäftegungsinitiative strukturéieren an organiséieren, iwwerschaffen, d'urgence! Méi wëll ech haut net an dësem Debat dozou soen. Dës politesch Diskussioun solle mer spezifesch féieren.

Mir fuerderen - dat ass dat Zweet - säit Laangem eng nei Form vu Sociétéit, e Genre vu Société commerciale sociale. Datt et e Besoin dofir gëtt, beweise grad d'Aktualitéit vun deene leschte Méint an eng Rei Auditen. Esou eng Société commerciale sociale - ech nenne se emol esou - ka mat spezifescher Énnerstëtzung fir e minimalen, awer kompetenten Encadrement suergen, mathalen an de Marchés publics, brauch sech net dem Reproche vum Dumping auszesetzen, ka kompetent ausbilden, fënnt mat Sécherheet Uklang an der Gesellschaft, well hir Raison d'être net de Profit ass, ass eng flott Geleeënheet fir Stat a Gemengen, sech och un eng gewëssen Déontologie ze ginn, notamment bei de Soumissiounen. A wa mer mussen dofir d'Soumissiounsgesetz adaptéieren, da solle mer dat maachen. Och dofir gëtt et flott Beispiller am Ausland.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei 83 Säiten interessantem Rapport an zwielef Recommandatioune géif et nach vill fir mech un Input hei ginn. D'Envergure vun dësem Rapport an dësem Débat beweist, wéi wäitgefächert, wéi vernetzt tëscht de Ressorten, wéi komplex d'Thematik vun der Beschäftegung a vum Kampf géint de Chômage ass, notamment zu Lëtzebuerg.

Dofir hat ech den 18. Januar 2013 dem Premierminister Jean-Claude Juncker eng Question parlementaire gestallt. Ech hat onse Premier gefrot, unhand vun enger Rei Argumenter, wéi se haut vu praktesch alle Virriedner a vu mir beschriwwe gi sinn, ob hien net der Meenung wier, mir bräichten hei zu Lëtzebuerg e Plan d'action national an dësem Kontext!

Hien, de fréieren Aarbechtsminister, hien, de Finanzminister, hien, de Premierminister, hien, deen éischte President vum Eurogroup a perfekte Connaisseur vun der Situatioun aus der Europäescher Unioun! Net e Plan d'action, wéi mer en hunn a wou den Aarbechtsminister sech dra beméit! Neen, neen, neen! Eng „Chefsache"! Fir dëst Land erëm un d'Rullen ze kréien! Fir sech nei an nohalteg opzestellen! Fir Chancëgläichheet ze förderen! Fir Aarmut ze bekämpfen! Fir d'Aarbecht an d'Beschäftegung ze garantéieren! Fir nei Beruffsperspektiven ze förderen! Fir en „Green New Deal" zu Lëtzebuerg ze lancéieren!

Dir Dammen an Dir Hären, datt de Premier no véier Méint nach net op dës Fro geäntwert huet, ass extrem enttäuschend, net nëmme fir ons all heibannen am Parlament, mä och fir déi Leit dobaussen, déi Dag fir Dag domadder ze kämpfen hunn.

A mat deem Frust soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Loschetter och Merci an ech ginn dem nächste Riedner, dem honorabelen Här Gibéryen, d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin! Vun eis aus och e Merci un d'Kolleege Roger Negri an André Bauler fir hire Rapport, deen e gutt Dokument ass, mengen ech, wou mer alles erëmfannen, wat zu dëser Diskussioun passt, Statistesches, Analysen, Käschtepunkten iwwer all déi eenzel Moossnamen an esou weider, an duerfir, mengen ech, mäi Merci u si an un alleguer, déi gehollef hunn, fir dëst Dokument zesummenzestellen.

De Problem vum Chômage, dee gëtt hei zu Lëtzebuerg lues awer sécher ëmmer méi grouss. Lëtzebuerg huet dobäi en duebele Paradox! Den éischte Paradox, dee mer hunn, dat ass, datt mer iwwer eng Rei vu Jore praktesch kee wirtschaftleche Wuesstum hunn an awer parallell dozou an der Moyenne all Joer, kann ee soen, ëm déi 5.000 nei - netto - Aarbechtsplaze schafen.

En zweete Paradox ass, datt mer all Joer esou vill Dausend nei Aarbechtsplaze schafen, an awer gläichzäiteg geet d'Zuel vun deene Leit, déi keng Aarbecht fannen, erop. Mir sinn haut bei iwwer 20.000, 21.000 Leit ukomm, wa mer déi Leit mat bäirechnen, déi an de Beschäftegungsinitiative sinn.

D'Ursaache si sécherlech villfälteg, firwat datt déi Entwécklung hei zu Lëtzebuerg esou ass. Aus Zäitgrënn wëll ech just op e puer vun deenen Iwwerleeungen agoen. Op déi verschidde Beschäftegungsmoossnamen, déi mir als ADR an der Vergaangenheet hei alleguer matgestëmmt hunn, kann ech, wéi gesot, aus Zäitgrënn net agoen, mä ech wëll awer soen, datt mer mat de Konklusiounen, wéi se am Rapport sinn, ons kënnen averstane fannen, just mat enger Ausnahm, wou mer eis Reserv umellen, dat ass d'Ofschafung vun der Préretraite-solidarité, wou nach kee weess, duerch wat déi a Wierklechkeet herno soll ersat ginn. Mat deenen anere Konklusioune kënne mer awer averstane sinn.

Ee vun deene wichtegste Punkten ass deen, deen d'Kolleegin Loschetter elo grad ugeschnidden huet, dat ass eise Schoulsystem. Den héije Chômagetaux ass virun allem drop zréckzeféieren, datt déijeeneg, déi eng Aarbecht sichen, net de Bagage mat sech bréngen, deen och um Aarbechtsmaart gefrot ass. Den direkte Lien mam Nivellement vers le bas, deen an de Schoule bedriwwe gëtt, ass evident. Et fält zwar geschwë kee méi hei zu Lëtzebuerg duerch, mä vill vun hinne fannen awer keng Aarbecht.

D'ADR huet d'Reform vum Enseignement fondamental an zum Deel och déi vun der Formation professionnelle net mat gedeelt, well se engem Démontage vum Lëtzebuerger Schoulsystem entsprécht.

Et ass fundamental, datt an der Formation professionnelle op den dualen Ausbildungssystem gesat gëtt. Däitschland an Éisträich ginn zënter Joren op dee Wee, mam Resultat, datt de Jugendchômage bedeitend méi niddreg an dësen zwee EU-Staten ass.

En zweete wichtege Punkt ass d'Reform vun der ADEM, déi mer ganz dacks schonn heibannen diskutéiert hunn. Fir datt eng Verwaltung gutt funktionéiert, muss och d'Féierung vun enger Verwaltung gutt sinn. Datt mer bannent kuerzer Zäit dräi verschidden Direkteren hunn, ass sécherlech net fir eng positiv Entwécklung vun der ADEM d'Viraussetzung gewiescht.

Mä et muss een awer soen, bei aller Kritik, déi un der ADEM ëmmer gesot gëtt, datt mer awer och positiv Echoe vun de Leit kréien, déi mat der ADEM ze dinn hunn, quitte datt nach villes net an der Rei ass, mä datt awer och an deene leschte Méint ee kann emol positiv Echoen aus der ADEM héieren.

D'ADEM muss virun allem déi Leit zur Verfügung gestallt kréien, déi se brauch, Placeuren, wéi mer se fréier ëmmer genannt hunn. An hei wëlle mer drop drécken, datt déi Placeure mussen, eiser Meenung no, wéi dat och elo schonn de Fall ass, virun allem aus den ënnerschiddleche Secteuren an d'ADEM détachéiert ginn, well déi eben déi néideg a praktesch Erfahrung aus deene Secteure matbréngen an déi éischter wëssen, wat d'Besoine fir déi Secteure sinn, a fir datt och déi Secteuren an der ADEM en Uspriechpartner hunn, dee se kënne befroen.

Et muss och eng aner Mentalitéit kommen: Et sinn d'Betriber, déi d'Clienten eigentlech vun der ADEM sinn. D'Demandeurs d'emploi, déi melle sech fräiwëlleg bei der ADEM, an d'ADEM muss Plaze fir si fannen. Also sinn et d'Betriber, déi d'Clientë vun der ADEM musse sinn. An duerfir muss och déi Visioun (veuillez lire: An duerfir musse mer eis och un där Visioun), datt d'ADEM sech muss méi konzentréieren op d'Besoine vun de Betriber, orientéieren, wat an der leschter Zäit nach ni esou richteg de Fall war.

Et muss een och wëssen, wa mer soen „aus deenen eenzelne Secteuren", dann ass dat fir eis net nëmmen de Privatsecteur, mä et ass och zum Beispill e Secteur wéi d'Arméi oder d'Police, wou och misste Leit aus deem Secteur bei d'ADEM détachéiert sinn, fir do ze kucken, wat fir eng Leit datt d'Konditiounen erfëllen, fir an déi Branche schaffen ze goen, well och do Leit gesicht ginn.

Mir stellen och fest, wann een de Rapport liest, datt eng Rei vu Betriber virun allem - déi am Rapport och opgefouert si ginn -, eng Rei vu Betriber wierklech dat als ee vun de grousse Problemer duerstellen, datt se net bis elo déi richteg Uspriechpartner an der ADEM fonnt hunn.

E weidere Punkt, Här President, dat sinn d'Beschäftegungsinitiativen. Mir hunn als ADR 2006 schonn heibanne fir d'Éischt gefuerdert, datt ee soll d'Beschäftegungsinitiativen ënnert där doter Form opléisen. Mir hu vun do u plädéiert, datt ee sollt beim Ministère oder an der ADEM e Service grënnen, dee Leit géif beschäftegen a géif kucke mam Zil, fir all déi Leit an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien.

D'Betriber musse selbstverständlech och finanziell hir interessant Konditioune gestallt kréien, fir datt se Demandeurs d'emploi astellen. D'ADR ass der Meenung, datt d'Subventioune musse prinzipiell héich sinn an an engem Zäitraum vun zwee Joer degressiv erofgoen. Duerfir muss awer d'Obligatioun bestoen, datt déi betraffe Leit och agestallt ginn.

Mir hu jo schonn eng Rei vu Moossnamen - den CIE, den CAE -, déi an esou eng Richtung ginn. A mir sinn der Meenung, datt een déi Gesetzer soll punktuell adaptéieren, fir kënne méi Leit an d'Betriber eranzekréien, fir et méi attraktiv ze maachen, datt déi Betriber Leit kréien. An all déi Suen, déi mer elo an d'Beschäftegungsinitiative stiechen, wa mer dovun een Deel huelen a mir loossen de Betriber do méi Subventiounen zoukommen, da sinn och d'Betriber méi bereet, fir där Leit bei sech anzestellen. Selbstverständlech däerf et keen Abus ginn. Duerfir muss et mam Zil, datt eng Astellung herno kënnt, verbonne ginn.

Also, eist Zil muss bleiwen, Leit an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien. Et bleiwe selbstverständlech dann nach ëmmer Leit, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart erakréien. An déi sollen dann eben iwwer Konventiounen direkt bei d'Gemengen détachéiert ginn, wou se dann a fonctionnellen technesche Servicer vun de Gemengen integréiert ginn, wou se dann Disziplin léieren, wéini et ugeet mat Schaffen, wéini datt et ophält, wou se och mat Leit, déi eng Aarbecht kënnen, mat deene schaffen a wou se eppes geléiert ginn. Dat géif da méi bréngen.

A wa mer elo kucken, wat eben no der Opléisung geschitt ass vum OPE, dann ass am Fong dat schonn elo e bëssen de System, dee sech entwéckelt, well den Aarbechtsminister jo elo wahrscheinlech fir déi eenzel CIGLe mat deenen eenzelne Gemenge Konventioune mécht. Et geet also, nodeems de Crash elo komm ass, dann elo lues a lues an déi Richtung, zwar nach net ganz, mä an déi Richtung, fir déi mir schonn zënter 2006 hei am Parlament plädéieren.

Et ass eiser Meenung no net richteg, datt d'Gewerkschaften - sécherlech war d'Absicht gutt, mä et war sécherlech net richteg -, datt d'Gewerkschaften op eemol ugefaangen hunn, selwer Patron an Entreprisen opzebauen. D'Gewerkschafte sollen dat maachen, wat se kënnen, dat ass d'Salariat vertrieden, an d'Betriber sollen dat maachen, wat si kënnen, dat ass e Betrib féieren an e Betrib organiséieren.

Dat ass natierlech drop zréckzeféieren, an da musse mer op déi politesch Responsabilitéit kommen, datt dat einfach e Gefale war, dee verschidde Parteien hire Gewerkschafte gemaach hunn. An duerfir sinn och laang Zäit politesch keng Konsequenze gezu ginn, well dat esou an der bekannter „Kameradenrepublik" geschitt ass, wou eben déi eenzel Ministeren hire Gewerkschaften net wollten ze no kommen. An duerfir muss ee soen, datt de Minister Schmit hei eng courageiert Décisioun geholl huet, well e grad där Gewerkschaft hir Initiativ, déi senger Partei am Fong méi no steet, oder loosse mer awer soen, ech hunn elo gesot „méi no", ech hätt och kënne soen: „ganz no steet"…

(Interruptions)

Ech war scho fein, ech war scho fein…

(Interruptions)

Ech war scho fein, ech war scho fein! Datt hien do am Fong elo en Exempel statuéiert huet, wat een net ka soe vu senge Virgänger, dem Här Biltgen an dem Här Juncker, déi jo awer och laang déi doten Entwécklung gesinn hu kommen a se gemierkt hunn, awer näischt do dergéint gemaach hunn.

Da wëll ech och zréckféieren (veuillez lire: hiweisen) op déi Concurrence déloyale, déi déi Beschäftegungsinitiativen deelweis dem Privatsecteur maachen.

E leschte Punkt, deen ech nach séier wëll kuerz ernimmen, dat ass de Fräiwëllegendéngscht, iwwert dee mer haut nach net hei geschwat hunn. Mir hunn e Gesetz, wat dat regelt, a mir hunn am Ableck véier Servicer an deem Beräich: de Service volontaire de coopération, de Service volontaire civique, de Service volontaire européen an de Service volontaire d'orientation.

Hei hunn zënter 2007, datt dat besteet, 3.000 Jugendlecher eng Demande gemaach, fir kënnen an déi Fräiwëllegendéngschter era schaffen ze goen. Quitte, datt se do net vill verdéngen, mä mir haten nëmme fir 1.200 vun deene Leit eng Plaz. Also, och do kann een en Effort maachen, well vill Jugendlecher, déi no enger Aarbecht sichen, géife gären esou eng Zwëschenetapp aleeën, fir eben do an engem Fräiwëllegendéngscht kënnen Erfahrungen ze sammelen, ier se dann an déi richteg Beruffswelt eraginn.

Här President, da misst awer nach en anere Punkt kommen: Dat ass d'Kontroll, déi misst vun der ITM gemaach gi méi systematesch, wat déi déloyal Konkurrenz ass vun den auslännesche Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi ganz dacks hir Leit net esou bezuelen, wéi dat laut eiser Aarbechts- a Sozialgesetzgebung misst de Fall sinn, an domadder eng déloyal Konkurrenz vis-à-vis vun eise Betriber maachen.

Et ass awer och eiser Meenung no wichteg, datt mer um europäeschen Niveau - dat huet och mat eisem Chômage ze dinn - méi aktiv ginn an datt mer um europäeschen Niveau kucken, datt mer endlech emol sozial Mindestnorme kréien! Well wa mer keng sozial Mindestnorme kréien, da steet grad e Land wéi Lëtzebuerg, wat e relativ héije sozialen Niveau huet, méi ënner Drock wéi aner Länner, datt Betriber hei fortzéien an a Bëlleglounlänner ginn. An duerfir hu mir en Intérêt, fir op europäeschem Niveau sozial Mindestnormen ze kréien, fir datt mer deem Dumping social net méi däerfen ënnerleien.

An dann zum Schluss nach e Mentalitéitswiessel, dee menger Meenung no och hei zu Lëtzebuerg muss kommen. Mir hate viru Joren an der Stolindustrie 30.000 Leit zum Beispill beschäftegt. Vun deenen 30.000 waren der mindestens 15.000 Leit, déi onqualifizéiert waren, déi awer alleguer an der Stolindustrie, an der Industrie eng Plaz fonnt hunn. An do derniewent ass et nach vill aner Betriber ginn, déi onqualifizéiert Leit beschäftegt hunn. Mä haut hu mer an der Industrie all déi onqualifizéiert Aarbechtsplazen net méi. A mir hunn awer aner Beräicher, wou nach Leit, déi onqualifizéiert sinn, gebraucht ginn. Mä do ginn - an dat ass, wëll ech soen, de Mentalitéitswiessel - eis Leit an der Regel net hin!

Ech mengen, de Kolleeg Bettel ass net hei, mä wann hien Iech géif soen, wéi vill Leit eng Demande gemaach haten, wéi d'Stad Lëtzebuerg elo, mengen ech, 30 oder 35 Plazen ausgeschriwwen hat, ech mengen, et waren der…

(Interruption)

Wéi vill?

Une voix.- 2.600.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- 2.600 also wieren der bereet gewiescht, op d'Stad Lëtzebuerg schaffen ze goen. Dat ass, loosse mer éierlech sinn, déi Lëtzebuerger wëssen, wou déi gutt Plaze sinn, an duerfir wëlle se och alleguer dohinnergoen. Mä mir kënnen awer net weiderfueren, datt mer soen, ma als Lëtzebuerger kann een net méi an en Handwierk goen, et kann een als Lëtzebuerger net méi an d'Horeca goen. An duerfir muss also e Mentalitéitswiessel hei an eiser Gesellschaft kommen, datt mir eis net däerfen ze schued sinn, fir och an déi Secteure schaffen ze goen. An et muss natierlech och e Mentalitéitswiessel bei de Betriber kommen, datt dat soziaalt Émfeld besser stëmmt an deene Beräicher, fir datt d'Leit och do kënne besser schaffen.

Dat waren déi puer Iwwerleeungen, Madame Presidentin, déi ech wollt mat an d'Diskussioun hei erabrénge vun eiser Säit. Merci, datt ech konnt e puer Minutten iwwerzéien.

Ech wollt nach just zur Motioun soen: Mir hunn d'Motioun net ënnerschriwwen. Mir si mat de Considéranten, wéi virdru gesot, alleguer d'accord, mä well mir awer fir d'Opléisung vun de Beschäftegungsinitiative sinn an zum Schluss vun der Motioun d'Regierung invitéiert gëtt, d'Konklusioune vum Rapport ëmzesetzen, an an deene Konklusioune vum Rapport ginn d'Beschäftegungsinitiativen awer weidergefouert, duerfir hu mir déi Motioun net ënnerschriwwen a mir wäerten eis duerfir dobäi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen och Merci. An ech ginn als nächstem Riedner dem honorabelen Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Madame Presidentin. Och vu menger Säit aus de Rapporteure villmools Merci fir hir gutt Rapporten an och der Kommissioun fir déi gutt Viraarbecht, déi mer haut hunn duerch dee Rapport, dee virläit.

Den Albert Schweizer huet gesot: „Deen äermste Mënsch op der Welt ass deen, dee keng Beschäftegung huet." An dat gesäit ee leider ëmmer méi. Et muss ee feststellen, datt ons Wirtschaft an de leschte Joren net méi wiisst. De PIB pro Salarié ass tëschent 2008 an 2012 ëm 12,6% zréckgaangen. De Wirtschaftskuch, dee verdeelt gëtt, gëtt also net méi grouss, e gëtt méi kleng pro Awunner. An et ass dat natierlech, wat eng etlech Konsequenzen huet.

Mir hunn e Rekordniveau am Chômage, mä d'Zuel vun de Beschäftegten am Land steigt. Am Rapport vun der Kommissioun gëtt geschwat vun «stabilité de l'emploi dans le secteur financier». Or, do wollt ech soen, datt dat net richteg ass, well de Statec huet den 9. Mee 2012 hei an der Chamber en Dokument hannerluecht, wou e seet, et wieren am Finanzsecteur 1.000 Leit manner an d'Tendenz wier steigend an där Richtung.

Mam Handwierk muss een och feststellen, datt do all Joers eng ronn 3.000 Aarbechtsplaze manner geschafe gi wéi an de Jore virdrun. An de Statec huet och ausgerechent, datt, fir datt de Chômage géif zréckgoen, do misst den Emploi hei am Land tëschent 3,5% a 4% d'Joer steigen. Dat heescht, do si mer och nach wäit ewech.

Da muss een eppes bedaueren, wat ech och net ganz richteg fanne vun der Säit vun der Regierung. Dat ass, datt d'Beschäftegungszuelen, déi beinhalten d'Frontalieren, mä beim Chômage ginn d'Frontalieren net mat berücksichtegt. Dat ass getrickst. Well mir bezuele fir d'Chômeuren, a wa mer d'Frontalieren op där enger Säit huele bei de Beschäftegungszuelen, misste mer se och mat bäihuelen do, wou mer bezuelen. An da wiere mer natierlech op engem Taux vun iwwer 10%, héchstwahrscheinlech. An et ass dat, wou ech net fannen, datt dat ganz richteg ass. Ech wollt dat just nure soen, well et huet awer Konsequenzen, och finanzieller Natur, fir onst Land.

Da gëtt et e puer, muss een Erklärunge siche fir d'Hausse vum Emploi, vun de Beschäftegungszuelen. An do wëll ech der zwou uginn, wou mer leider keng Zuelen hunn, mä wou et awer gutt wier, wann een dat eng Kéier géif recherchéieren. Dat ass, duerch d'Duebelbesteierungsofkommesse verlaange verschidde Länner, datt, wann eng Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, eng Société de participation financière hei wëllt vun engem Duebelbesteierungsofkommes profitéieren, datt se deen Ablack muss Beschäftegter hei hunn. An déi sinn oft just nuren um Pabeier.

Dann hu mer eng zweet Praxis hei, déi zimlech heefeg ass, dat ass de Portage salarial. Dee baséiert um Règlement européen vum 14. Juni '71, wat erlaabt, datt Leit, déi iwwerhaapt net zu Lëtzebuerg wunnen, hei zu Lëtzebuerg eng Gesellschaft grënnen, an da kënne se iwwerall doruechter am Land oder och am Ausland, weltwäit schaffe goen a vun allen Avantagë vum Sozialregime profitéieren, mä ouni Steieren ze bezuelen. An dat ass eppes, wat kuerzfristeg absolut richteg ass, mä wou et awer mëttel- a laangfristeg net gutt ass, datt mer keng Législatioun hunn.

Mir gesinn, datt an anere Länner esou Législatioune bestinn, an et wier och net schlecht, wann d'Regierung géif op dee Wee do goen, well dann hätte mer och zueleméisseg e puer Indikatiounen. Mä no deene Schätzungen, déi esou doruechter zirkuléieren, a bei deene ville Gesellschaften, déi de Portage salarial hei zu Lëtzebuerg maachen, kann ee bal unhuelen, datt 1% vun de Beschäftegten hei am Land op de Portage salarial zréckzeféieren ass.

Dann, dat anert, wat ee muss ervirsträichen, dat ass déi inégal Konkurrenz aus dem Ausland, an notamment vu verschiddene Betriber, déi hei Frontaliersbetriber sinn an déi d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg a Gefor bréngen.

Beispill: Eng Firma hei aus der Lorraine, déi détachéiert op Lëtzebuerg Leit, fir ze schaffen, natierlech net méi wéi sechs Méint, an déi Leit gi bezuelt op Basis vum Mindestloun. Mä de Patron hält hinne während där Zäit, wou se hei sinn, 1.200 Euro de Mount zréck fir Frais de nourriture et de logement, mä déi Leit kréien awer keen eenzegen Euro fir Frais de nourriture oder de logement ausbehalen. Par contre, de Patron schafft deen Ablack vill méi bëlleg an e bréngt d'Lëtzebuerger Betriber a Konkurrenz. An där Saachen do gëtt et relativ méi wéi ee mengt. An dat ass eng Gefor. Do, mengen ech, muss d'Regierung kucken, ob se kéint mat der ablacklecher Gesetzgebung oder, duerch d'Faits pénaux, ob se net kéint duerch eng nei Gesetzgebung, déi aus esou Saachen e Fait pénal mécht, géint esou Entreprisë virgoen.

Dann ass vill Diskussioun gewiescht tëschent Mindestloun an RMG. An do muss ech éierlech zouginn, datt mer do eng Situatioun hunn, déi net gesond ass! Wéinstens net, wann ee seet, datt ee wëllt Leit op dem Aarbechtsmaart incitéieren, fir schaffen ze goen! E Célibataire, also eng elengstoend Persoun, bezilt all Mount u Steieren 75,70 Euro, Netto 1.571 Euro. Den RMGist, deen huet 100 Euro méi de Mount.

Wou ass do d'Incitation au travail? Dat ass eppes, wat net gutt ass. An do muss d'Regierung kucken, datt se iwwert d'Erhéijung vun dem Crédit salarié an eventuell nach e puer aner Mesurë kuckt, fir datt wéinstens de Mindestloun am Netto eppes Klenges iwwert deem ass vum RMG.

Beim qualifizéierte Mindestloun, do fale souguer 137 Euro Steieren un. Dat heescht, datt och do den Intérêt tëschent dem Mindestloun an dem RMG net ganz grouss ass.

Mä da gëtt et nach méi absurd Saachen: Dat ass, wann eng Persoun, déi elengerzéiend ass an déi zweemol hallef Deeg schafft zum qualifizéierte Mindestloun. Op der zweeter Steierkaart kritt déi Persoun 385 Euro de Mount ofgezunn. Déi Persoun geet dann heem a si freet e Complément RMG. Dee kritt se dann automatesch. Um Enn vum Joer geet se hin a si mécht eng Steiererklärung, an da rembourséiert de lëtzebuergesche Stat, d'Administratioun hir déi Steieren, déi se bezuelt huet, a si hëlt déi Suen a si rembourséiert domadder de Complément RMG. Dat nennt een „simplification administrative"!

Dofir mengen ech, datt et gutt wier, wann een do aner Mesurë géif huelen. Do missten e puer Saachen, e puer lwwerleeunge stattfannen.

Da mengen ech och, datt eppes net gutt ass, dat ass, wann een d'Statistike vun Eurostat kuckt, datt Lëtzebuerg bei de véier Länner Rekord ass um Niveau européen, déi am meeschten déi kleng Revenue besteieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mir leien do bei de véier meeschten, den héchsten. Dat heescht, et sinn der also 23, déi déi kleng Revenue manner besteiere wéi hei zu Lëtzebuerg.

En anere Punkt, deen ee misst diskutéieren, dat ass de Kampf géint Schwaarzaarbecht an d'Banqueroute frauduleuse. Dat kascht Dausende vun Aarbechtsplazen a vill direkt Steieren an TVA. Do ass de Projet de loi iwwert d'Failliten zum engen Deel, deen an dat erageet, mä ech géif awer mengen, datt och do misst méi energesch duerchgegraff ginn.

Dann hu mer nach e puer esou Saachen, déi ech absurd fannen: Dat ass, d'Buschaufferen aus der Stad, déi mussen en Diplom hu vum Handwierk, fir kënnen als Buschauffer ze schaffen. Do verdénge se dann ongeféier 1.000 méi, wéi wa se als Handwierker géife bei Gemengen oder dem Stat schaffen. An deen Ablack musse mer natierlech Frontalieren erakomme loossen, fir déi Aarbecht ze maachen, déi si als Handwierker net méi maachen. An d'Buschaufferen, déi sinn am Chômage. Ech mengen, do misste verschidde Reglementatiounen iwwerkuckt ginn an iwwerduecht ginn.

Esou datt een als Konklusioun misst zéien, datt ee beim Mindestloun, beim Portage salarial a géint d'Fraudë misst verschidden Ännerunge maachen; och bei de Buschaufferen.

An et misst een och kucken, datt een d'Personalchefe géif wa méiglech als Résidenten huelen an net als Frontalieren, well jiddweree weess, datt, wann ee Personalchef ass an et wunnt een zu Arel, da stinn all Dag eng fënnef bis zéng Leit virun der Dier, fir ze kucken, ob net e Familljemember oder Bekannte kéint do ugestallt ginn.

Wat elo de Rapport vun der Kommissioun ugeet, esou wëll ech do en Okay gi fir déi Motioun. Mir sinn och d'accord mat dem Ofschafe vun der Préretraite-solidarité, mat de Propositiounen, fir d'ADEM ze reforméieren.

Ech géif just eng Iddi vun enger Firma gutt fannen, déi gesot ginn ass. Dat ass, bei der Présélectioun vun de Chômeure sollt de Betrib, deen déi soll eventuell rekrutéieren, dee sollt matabezu ginn an déi Présélectioun. Dat huet eng Firma esou proposéiert. An där gëtt et der nach méi, déi dat eng gutt Iddi géife fannen, mä leider ass dat fale gelooss ginn.

Wat d'Beschäftegungsinitiativen ugeet, do mengen ech, datt een op jidde Fall misst higoen, datt déi privat Betriber déiselwecht Avantagë misste kréien an datt et keng illegal Konkurrenz sollt ginn. Dat ass net gutt, wéi et elo leeft.

Dann eng lescht Fro un den Här Minister. Dat ass, d'Europäesch Kommissioun huet e grouss ugeluechte Beschäftegungspak géint d'Aarbechtslosegkeet presentéiert, dee soll elo ugeholl ginn, wat eng etlech Reformen um Aarbechtsmaart géif beinhalten, déi net onbedéngt an deem Sënn sinn, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Dofir wier ech och frou, wann den Här Minister ons do kéint vläicht e puer Opklärunge gi respektiv, wann dat Dokument nach net gradesou public ass, ob mer et da kéinten eng Kéier spéiderhin an der Kommissioun oder soss diskutéieren.

Dat gesot, wëll ech awer positiv bewäerten, datt d'Kommissioun hei eng ganz gutt Viraarbecht geleescht huet an datt mer hoffentlech, mat der Regierung zesummen, dann och munches bewierkt kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Muer hu mer hei am Sall eng vill méi ëmfaassend Debatt nach, déi iwwert déi sougenannte Kompetitivitéit. An an deem Kontext do gëtt d'Aarbecht ëmmer nach, dat muss een awer och soen, als e Käschtefacteur ugesinn, als en Ajustementsfacteur ugesinn, och an deenen offizielle Parameteren, déi et gëtt hei am Land, fir d'Kompetitivitéit ze moossen. Si gëtt net ugesinn als Opwäertung vun der Aarbecht an als Motor vun der Ekonomie.

Dofir, mengen ech, wäert et interessant sinn, och déi Dialektik ze gesinn tëschent deenen zwou Debatten hei. Wat fir eng Debatt beaflosst déi aner méi? Ech fuerderen op jidde Fall hei vun dëser Tribün, dass d'Regierung an alle Fäll vu Lounfroen, déi sech stellen, och beim Index zum Beispill, sech asetzt fir eng Opwäertung vun der Aarbecht an net fir eng Ofwäertung vun der Aarbecht. Well dat ass dat, wat déi Attacken och géint den Index a Wierklechkeet bedeiten.

Ech wëll hei an dëser Debatt, Här President, a Kuerzform op véier wesentlech Aspekter agoen.

Éischtens: Et gëtt am virleiende Rapport endlech erkannt, dass d'Beschäftegungsmesuren an hirer bishereger Form virun allem wierksam waren als Proufzäit fir d'Patronen, déi d'Leit wollten astellen. Fir de Rescht ware se am wesentlechen d'Quell vu bëlleger Aarbechtskraaft. Eng bëlleg Aarbechtskraaft, déi iwwregens och als solch um Aarbechtsmaart eriwwerkomm ass, nämlech a Form vun Entwäertung a vu Stigmatisatioun, a besonnesch, wat déi Mesurë méi laang gedauert hunn.

Op déi Problematik allerdéngs haten d'Kritiker vum 5611-Gesetz deemools schonn méi wéi eng Kéier higewisen. Och deemools schonn huet eng CEPS-Studie am Fong geholl datselwecht schonn ervirgehuewen. Trotzdeem sinn déi negativ Aspekter 2009 nach eng Kéier vum aktuellen Aarbechtsminister op d'Spëtzt gedriwwe ginn. Deemools huet mäi Virgänger hei, den Änder Hoffmann, ganz pertinent Kritiken iwwregens dorunner gemaach. Ënner anerem huet hie Beispiller genannt, wéi Patronen 115% vun engem Loun erëmbezuelt kritt hunn, dee se ausbezuelt hunn!

Dunn ass déi Etüd komm 2012 vum CEPS, déi nei Etüd, an - dat muss een awer wierklech hei begréissen - dëst Joer ass doropshi séier dat Gesetz gestëmmt ginn, wat d'Dauer vun de Beschäftegungsmesuren erofgesat huet, wat hir Bezuelung eropgesat huet a wat de finanziellen Avantage fir d'Patronen, besonnesch laangfristeg gesinn, méi kleng gemaach huet. Et bleiwen awer och an deem Gesetz nach eng ganz Partie Froen ongeléist, virun allem aarbechtsrechtlech Froen, Froen, wat d'Zoustännegkeet vun den Aarbechtsgeriichter fir esou Aarbechtsmesuren ugeet.

Zweetens wëll ech hei begréissen, dass, och no där Visite zu Koblenz an dem Unhéiere vun den negativen Erfahrungen do, eng Entwécklung à la Hartz IV vun alle Parteien hei schéngt ofgelehnt ze ginn an och vun alle Parteie schéngt d'Noutwendegkeet vum Mindestloun ënnerstrach ze ginn. Allerdéngs, muss ech soen, wann ech déi Äusserunge gëschter héieren hu vun der DP, kréien ech erëm e bëssen Zweifel, wann do geschwat gëtt vun engem Mindestloun, dee sech misst no der Leeschtungsfäegkeet ausriichten. An och vun engem RMG, dee sech misst no der Leeschtungsfäegkeet ausriichten, wann ech dat richteg verstanen hunn. Et kënnt jo net ëmmer richteg an der Press erëm, wat gesot ginn ass.

Ech muss awer och soen, et ass glécklecherweis näischt an dësem Rapport ze liesen iwwer Kierzungen oder Verschlechterungen...

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Bauler.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà, elo kréie mer d'Rektifikatioun...

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt just preziséieren...

M. le Président.- Sidd Der domat d'accord, datt hien lech eng Fro stellt?

M. André Bauler *(DP).*- ...preziséieren, well Der dat elo gesot hutt vum Leeschtungsprinzip...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wann et net op meng Zäit geet, natierlech.

M. André Bauler *(DP).*- ...mir hu just gesot, datt deen, dee schaffe geet, méi muss kréie wéi deen, deen den RMG huet, dass Leeschtung sech ebe loune muss. Méi ass net gesot ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ah, wann et sech dorop beschränkt, dorunner, mengen ech, zweifelt jo keen.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Très bien, très bien!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass jo och effektiv esou de Fall an d'Beispiller si jo och hei genannt ginn, Zuelebeispiller vum Här Lux si genannt ginn, déi kloer weisen, wéi dat Verhältnis, d'Proportiounen tëschent deenen zwou Saache sech a Wierklechkeet verhalen.

Ech begréissen och, dass am Rapport zum Beispill näischt ze liesen ass iwwer Kierzungen oder Verschlechterunge bei de Chômageindemnitéiten. Dat war awer och en Aspekt vun der 5611-Debatt deemools. Dat schéngt also och aus der öffentlecher Debatt definitiv eraus ze sinn. Ech hoffe just, dass dat och net erëm a Wahlprogrammer wäert erëmkommen.

Dat ass awer net alles! Et sinn haut nach Saachen, déi net richteg sinn, vun deem ominéise 5611-Gesetz. Ech verstinn iwwregens net, firwat den Här Kaes den Här Biltgen hei esou iwwerschwänglech lueft an deem Zesummenhang. Et sinn Dausende Studenten op d'Strooss gaangen, fir géint dat Gesetz ze protestéieren. An een Aspekt, deen haut nach an der Législatioun steet, dat ass déi ongerecht Proratiséierung vum Chômage no där Zäit, wou ee virdru geschafft huet. Ech mengen och, dass et endlech un der Zäit ass, bei de Chômageindemnitéiten d'Dauer vun deenen Indemnitéiten an d'Luucht ze setzen a se net op zwielef Méint ze beschränken. Bei deem massive Chômage, dee mer haut hunn, ass dat absolut noutwendeg an dat gëtt et och a villen anere Länner.

Drëttens gëtt gesot, d'ADEM soll eng méi aktiv Roll a méi eng zentral Plaz an der Aarbechtsvermëttlung kréien. Dat ass och an enger Zäit vu wuessendem Chômage, mengen ech, ze begréissen. Zentral wäert awer d'Fro sinn, wéi déi erweidert Équipe vun der ADEM - a mir ënnerstëtzen och de Renforcement iwwregens vun där Équipe, dee gefuerdert ass -, wéi déi Équipe vu Beroder an Zukunft wäert mat den Aarbechtslosen an der Praxis, an der Realitéit ëmsprangen, ob se se wierklech als Partner ugesinn oder als Numero. An ob se sech wierklech Zäit huele bei der Aarbechtsvermëttlung, oder ob se virun allem en interne Wettbewerb veranstalten, wien déi meeschte Leit méiglechst séier placéiert. Ech kann och do déi Bemierkungen, déi an deem Rapport hei gemaach ginn, nëmmen ënnerstëtzen.

Och an der Weiderbildung a Léierausbildung wäert sech an Zukunft weisen, wéi seriö dat gemengt ass, wat an deem Rapport hei steet.

Ech bleiwen oflehnend, wat d'Roll vun den Interimsagencen ugeet bei der Vermëttlung. Ech fäerten och...

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Ech huelen d'Zäit - ech hunn och nach eppes ze soen zu de Motiounen hei -, dann huelen ech déi Zäit mat bäi, Här President.

Ech fäerten, dass den Drock wäert klammen, fir Aarbechtsplazen a schlecht bezuelte Beräicher unzehuelen, wéi der Horeca oder dem Botzsecteur. Ech wëll iwwregens verweisen op dat Gespréich, dat mer haten an der Kommissioun mat der Pedus, mat deem grousse Botzmulti Pedus, dee virgeschloen huet, quasi als Beschäftegungsinitiativ ze operéieren an engem Lycée zu Lëtzebuerg, wou en d'Botze géif iwwerhuelen. En huet gesot, do géif schlecht gebotzt gi vu wahrscheinlech staatleche Botzfraen, déi do täteg sinn. Si géifen dat iwwerhuele mat Leit vun der ADEM, op Käschte vun der ADEM.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ganz gutt!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass eppes, wou den Här Henckes jo ganz dermat d'accord ass. An dat ass awer eppes, wat een absolut muss verhënneren!

Véiertens: Weider wichteg Froen, déi opgeworf gi sinn, virun allem vun de Gewerkschaften, bleiwen och nach ongekläert an deem Rapport hei. Ech mengen, et geet net duer, fir eng weider Verschlechterung vum Aarbechtsrecht ofzelehnen - esou gutt ass iwwregens dat Aarbechtsrecht net, wéi ëmmer gesot gëtt -, mä et mussen endlech op breeder Front positiv Reformen an d'Wee geleet ginn, fir ze verhënneren, dass déi wirtschaftlech Substanz am Land zerstéiert gëtt a fir Entloossungen ze vermeiden.

An ech wëll do nach eng Kéier hiweisen op déi Proposition de loi, déi mir als déi Lénk agereecht hunn, déi positiv aviséiert ginn ass vun der Chambre des Salariés a wou ech mengen, dass mer och an eiser Kommissioun missten dat an eis Aarbechten afléisse loossen.

Zum Schluss dann, Här President, zur virleiender Motioun wëll ech nach eng Kéier betounen, dass ech verschidden Aspekter vun där Motioun ënnerstëtzen. Ech fannen et dann awer ëmsou méi bedauerlech, dass dee Rapport do déi Annonce vum Premierminister, déi ideologesch geprägten Annonce vum Premierminister no enger Ofschafung vun der Préretraite-solidarité an domat vun enger Verlängerung vun der Aarbechtszäit, au détriment vun deene jonke Leit iwwregens, ënnerstëtzt an dat iwwerhëlt als Fuerderung un d'Regierung. Domat sinn ech absolut net d'accord an eleng dowéinst kann ech déi Motioun hei net stëmmen! Ech wäert mech dobäi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächst Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart hiergeet, ass meeschtens Rieds vu jonke Leit, vu manner jonke Leit, vu Leit mat Diplomer a Leit ouni Diplomer, mä iwwert d'Fraen an der Aarbechtswelt gëtt manner geschwat.

Frae sinn awer och Salariéeën a Frae si Chômeuren. A si hu ganz oft spezifesch Besoinen. Vill vun hinnen erzéie Kanner doheem, an dëst entweder gemeinsam mat hirem Partner oder awer eleng. Aus dësem Grond wëll ech mech an dëser Debatt op d'Fraen an der Aarbechtswelt konzentréieren. Ech limitéiere mech och op Fraen, déi eng Aarbechtsplaz um éischten Aarbechtsmaart fanne kënnen.

D'weiblech Beschäftegung ass zënter de 70er Joren enorm an d'Luucht gaangen. Hautdesdaags leie mir bei ronn 62% vun de Frae géint manner wéi een Drëttel 1970. Mä déi weiblech Beschäftegung ass nach ëmmer manner héich wéi déi männlech, well déi läit nämlech bei eis ëm 78%. Mir leien och liicht ënnert der europäescher Moyenne, well déi ass bei 62,2%, respektiv bei 63,3%, wann een déi zentraleuropäesch Länner vun der EU ewechléisst. Eise Beschäftegungstaux vun de Fraen ass also iwwer 60%. Mir hunn domadder d'Zil vun der Lissabon-Strategie 2010 erreecht, wat d'Fraen um Aarbechtsmaart ugeet.

Mä ronn 35% vun de Fraen, dat ass eng Fra vun dräi, hunn eng Deelzäitaarbecht. Bei de Männer läit dësen Taux nëmme bei 4%. Och wann déi Europäesch Kommissioun am Kader vun der Strategie „Europa 2020" kee spezifeschen Taux fir d'Frae bestëmmt huet, musse mir nach vill ophuelen, fir op e globale Beschäftegungstaux vu 75% ze kommen.

Wéi gesäit dann eigentlech déi weiblech Alters-a Salairesstruktur aus? Vun de jonke Fraen ënner 25 Joer schaffen nëmme 25%. Bei de manner jonke Fraen tëschent 55 a 64 Joer sinn 30% um Aarbechtsmaart aktiv. Dëst ass deelweis historesch bedéngt. Vill Fraen hunn opgehale mat schaffen, wéi se sech bestuet hunn a Kanner kritt hunn. Et ass awer och fir eeler Leit schwéier, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen, respektiv ginn hei zu Lëtzebuerg vill Leit ënner 65 Joer a Pensioun.

Wann et an der Alterskategorie ënner 25 Joer esou gutt wéi keen Ënnerscheed gëtt tëschent Mann a Fra, dann ännert dat sech awer ab dëser Altersgrenz. Do läit d'Beschäftegungsquot vun de Frae ganz kloer ënnert där vun de Männer. Et geet aus de Statistiken ervir, dass de Beschäftegungstaux vun de Männer net nëmme méi héich ass wéi bei de Fraen, mä dass en iwwer eng länger Period och méi stabil ass. Net nëmme gi manner Frae schaffe wéi Männer, mä si verdéngen an der Regel och manner wéi hir männlech Kolleegen, an dëst bei därselwechter Qualifikatioun.

Et konnt ee virun e puer Méint an den Zeitunge liesen, dass d'Frae méi géife verdénge wéi d'Männer. Jein! Déi lescht Etüden, déi an deem Beräich gemaach goufen, hu fir d'éischte Kéier den öffentleche Secteur matabezunn. Et ass awer bekannt, dass den öffentlechen Déngscht gutt Paien ausbezilt, an d'Frae sinn och an dësem Beräich gutt representéiert, virun allem am Enseignement, wou se dräimol méi präsent si wéi d'Männer. Et gëtt och vill Fraen, souguer méi Frae wéi Männer, déi am Beräich vun de Finanzen an Assurancë schaffen. Och hei handelt et sech ëm Secteuren, wou d'Salariéë gutt bezuelt ginn. Et muss een och wëssen, dass dës Etüd d'Deelzäitaarbecht net mat berücksichtegt huet. Wéi ech awer scho gesot hunn, sinn d'Fraen och an dëse Secteuren iwwerrepresentéiert.

Wann een d'Evolutioun vun all de Salairë kuckt, do läit awer de Salaire annuel moyen vun de Männer méi héich wéi bei de Fraen. D'Differenz ass eng 9%, wann een d'Zuele vun 2010 hélt. Mir sinn zwar op dem richtege Wee, well virun e puer Joer war déi Differenz nach vill méi grouss, an awer ass d'Egalitéit nach net komplett.

A wéi gesäit et da mam Chômage bei de Fraen aus? Am Mäerz vun dësem Joer ware 7.647 Fraen op der Sich no enger Aarbecht. Vun dëse Frae sinn 3% méi al wéi 60 Joer, 13% méi jonk wéi 25 an déi reschtlech 84% sinn also tëschent 25 a 60 Joer. Ronn ee Fënneftel vun de Frae sinn zënter méi wéi 24 Méint bei der ADEM ageschriwwen. A bal zwee Drëttel vun dëse Fraen, déi zënter méi wéi 24 Méint ageschriwwe sinn, hu just hir obligatoresch Schoulzäit gemaach. Dës Fraen hunn also keen Diplom. Dës Zuele maachen nodenklech, well am Allgemengen 42% vun de Fraen, déi am Chômage sinn, keen Diplom hunn.

Et ass awer zu dësen Zuelen ze bemierken, dass d'Prozentsätz bei de Männer am Chômage ähnlech sinn, wat hir Formatioun ugeet. Nëmmen 22% vun de weibleche Chômeure sinn an enger Beschäftegungsmoossnam dran, géint 30% vun de männleche Chômeuren. Hei wier et ubruecht, fir ze kucken, firwat dass dat esou ass, a fir dann och no konkrete Léisungen ze sichen. Dës Zuele beleeën d'Wichtegkeet vun enger gudder Schoulausbildung mat engem Diplom am Allgemengen a besonnesch fir d'Fraen. Dëst erlaabt et hinnen, fir sech den neien Erausfuerderungen um Aarbechtsmaart besser ze stellen.

Här President, wat kënne mir also maachen, fir méi Fraen op den Aarbechtsmaart ze kréien? Et gi schonns eng ganz Partie Moossnamen, fir Frae geziilt op den Aarbechtsmaart ze kréien. Esou gesäit zum Beispill de Code du Travail eng finanziell Hëllef vir, wann de Patron e Salarié vum „sexe sous-représenté" astellt. Nëmmen zwou esou Demandë louchen d'lescht Joer vir a si hunn emol net d'Konditiounen erfëllt!

Des Weidere gesäit de Code du Travail déi sougenannten „actions positives" vir. Dëst si konkret Moossnamen, fir dass dat ënnerrepresentéiert Geschlecht, oft d'Fraen, méi einfach kann e bestëmmte Beruff ausüben. Eng 40 Firmen hu bis elo bei dësen Actions positives matgemaach, et kéinten der awer vill méi sinn. Vläicht misst een hei nach méi geziilt d'Patronen op all dës Mesuren opmierksam maachen.

Doniewent hu mir och nach eng Rei vu sougenannten „congés spéciaux", op déi souwuel e Mann wéi eng Fra en Urecht huet. Do denken ech zum Beispill un de Congé parental, deen ech net méi brauch virzestellen, oder de Congé pour raisons familiales, wann e Kand krank ass. Dës Congés spéciaux vereinfachen d'Liewe vu ville schaffenden Elteren.

Zum Congé parental awer just ee Wuert. De Projet de loi, deen de Congé parental ännere soll, ass gëschter hei gestëmmt ginn. Wat interessant ass un dësem Gesetz, ass d'Aféierung vum Recht vum Salarié op e Gespréich mat sengem Patron, wann en aus dem Congé parental zréckkënnt. An dësem Gespréich kann de Salarié froen, fir seng Aarbechtszäit anescht aménagéiert ze kréie respektiv en aneren Aarbechtsrhythmus ze kréien. De Patron muss dës Ufro behandelen an en eventuellt Ofweisen erklären.

Perséinlech fannen ech et awer schued, dass net vun dësem Gesetz profitéiert gouf, fir dem Salarié et ze erlaben, de Congé parental opzedeelen. De Moment muss de Congé parental vun all Elterendeel an engem Stéck geholl ginn. Dat penaliséiert haaptsächlech d'Salariéen op gehuewene Positiounen, déi sech et net erlabe kënnen, bal ee ganzt Joer doheem ze bleiwen. Eng Opdeelung vum Congé parental hätt den Elteren an haaptsächlech de Mammen et erlaabt, besser d'Familljen- mam Beruffsliewen ze koordinéieren. Selbstverständlech hätte misse kloer Linne festgeluecht ginn, wéi déi Opdeelung ze behandele gewiescht wier, dëst ëmsou méi, wann de Patron e klenge Betrib ass, deen net ëmmer ganz flexibel ass um Niveau vu sengem Personal.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erzielen Iech heibannen näischt Neies, wann ech soen, dass déi weiblech Beschäftegung an Aarbecht mam Kannerkréien zesummenhänkt. Net fir näischt ginn déi weiblech a männlech Beschäftegungstauxen ab dem Alter vu 25 Joer auserneen. Dat huet mat Bestiednis a virun allem mat Familljeplanung ze dinn.

Et ass net einfach, Beruff a Kand oder Famill ënner een Hutt ze kréien. Dat gëllt fir d'Eltere generell, mä besonnesch fir d'Fraen. Schaffen a gläichzäiteg Kanner grousszéien, setzt vill Energie, vill Disziplin an Organisatioun viraus. Mä et brauch een awer och Méiglechkeeten, fir seng Kanner auswäerts betreien ze loossen. Net jidderee kann op Grousselteren zréckgräifen, déi sech während der Woch ëm d'Enkelkanner këmmeren, wann d'Eltere schaffen. D'Politik muss d'Rahmebedingunge schafen, fir dass et iwwerhaapt méiglech ass fir d'Elteren, schaffen ze goen.

De leschte Politbarometer huet der Familljepolitik vun der Regierung eng bonne Note ginn. Dat huet och domadder ze dinn, dass ënnert dem Marie-Josée Jacobs, der fréierer CSV-Familljeministesch...

M. le Président.- Erlaabt Der, Madame Adehm, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Une voix.- Neen, maacht dat net.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Frot, wéi laang dat géif daueren.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Böse Frauen, böse Frauen!

M. le Président.- Här Kartheiser, da stellt Är Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech lauschteren der Madame Adehm interesséiert no an ech wollt hir eng Fro stellen iwwert de Congé pour raisons familiales. Ass dat nach ëmmer esou, datt, wa Partner getrennt oder gescheet sinn, Eltere getrennt oder gescheet sinn, datt de Congé pour raisons familiales nëmmen dee ka kréien, deen d'Garde vun de Kanner huet, datt also déi aner Persoun d'office ausgeschloss ass, fir sech kënnen ëm hir krank Kanner ze këmmeren? Well et ass nämlech dacks esou, wann de Papp keng Garde huet an e wéilt sech ëm déi krank Kanner këmmeren, da kritt en emol kee Congé! An dat wär jo awer dann eng Diskriminatioun - och am Interessi vun de Mammen a virun allem am Interessi vun de Kanner.

(Interruptions diverses)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Also et gëtt jo awer och Pappen, déi esou flexibel sinn an dat dann op hire Jorescongé huelen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen, well, wann Dir e krankt Kand hutt, wat eng schwéier Krankheet huet oder behënnert ass an esou weider: Et ass just d'Mamm, déi sech ëm d'Kand ka këmmeren an de Papp ass vum Recht hier ausgeschloss!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Do ass eng Anormalitéit an ech géif d'CSV dann, wa se hei iwwert déi dote Problemer schwätzen, bieden...

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir wollt eng Fro stellen. Stellt eng Fro wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...dat ze korrigéieren an dem Minister dat och matzehuelen. Meng Fro ass: Ass d'CSV d'accord, fir déi Diskriminatioun vun de Pappen an enger Scheedung, déi den Droit de garde net hunn, ofzeschafen?

Merci.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech mengen, dass dat doten am Divorce-Gesetz behandelt gëtt, mat der Autorité parentale zesummen. Ech géif proposéieren, dass Der Iech da mat de Leit aus der Commission juridique zesummesetzt an dass Der dat dann dee Moment mat deene Leit kläert.

(Interruptions diverses)

Also, ech war bei der Familljepolitik vun der Regierung ukomm, déi eng bonne Note kritt huet. Voilà! Dat huet dann och domadder ze dinn...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Awer net vun eis, net vun eis!

(Interruptions)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Beim Politbarometer, hunn ech gesot, do si jo net nëmmen ADR-Leit dran.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass schued.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dir wäert Familljeministerin ginn an e puer...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Et ass esou, dass...

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Adehm nozelauschteren!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- An de leschte Joren a Jorzéngte si konsequent ënnert dem Marie-Josée Jacobs, also eiser fréierer CSV-Familljeministesch, d'Betreiungsstrukturen ausgebaut ginn. Et sinn nei Maisons relais entstanen an och d'Chèques-services goufen agefouert. Dat alles huet et den Elteren a virun allem de Fraen erméiglecht, um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Mä et geet net duer, Rahmebedingungen ze schafen. Nach musse se stëmmen, fir dass d'Fraen de Wee op den Aarbechtsmaart fanne respektiv erëmfannen.

Wa mir eng grouss Offer u Betreiungsméiglechkeete fir Kanner bis véier Joer hunn, da bleift et, dass mir bei der Betreiung fir Kanner tëschent véier an zwielef Joer manner gutt bestallt sinn. A plazeweis geet dës Offer wierklech net duer. D'Öffnungszäite vun de Betreiungsstrukture fir Kanner sinn och net ëmmer den Aarbechtszäite vun den Elteren ugepasst. Gréisstendeels hunn d'Crèchen an d'Maisons relais…

M. le Président.- Madame Adehm, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt? Madame Loschetter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame Adehm, ech géif dat net erlaben.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech wollt meng Kolleegin froen, ob si net och der Meenung ass, datt et effektiv wichteg gëtt, och d'Öffnungszäite vun de Betreiungsstrukturen esou ze adaptéieren, datt och déi Leit, déi Schichte...

(Interruption)

Jo, ma genau, d'Stad Lëtzebuerg féiert elo an, den Här Wilmes huet et gesot, eng Crèche, déi 24 Stonnen op ass. Mir schaffen un esou engem Projet. Dat heescht net, datt e Kand 24 Stonnen an enger Crèche ass,...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, dat ass wichteg ze preziséieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... mä eben zu inadequaten Öffnungszäiten. An do war meng Fro: Sidd Dir net der Meenung, datt, wa mer wëllen d'Elteren, mä virun allem d'Mammen a virun allem déi monoparental Mammen ënnerstëtzen, déi keng Aarbecht kënnen unhuelen, well se onregelméisseg Aarbechtszäiten ugebuede kréien - dat ass nun eemol oft esou am Secteur Horeca oder Botzsecteur -, datt et wichteg wier, esou Crèchen, déi 24 Stonnen op sinn an nëmmen dowéinst op de Schichten de Fraen an och de Pappen erlaben..., ob et net interessant wär, datt d'Regierung esou Projete géif ënnerstëtzen?

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech kommen dozou, wann ech weiderschwätzen däerf. Also gréisstendeels hunn d'Crèchen an d'Maisons relais, wéi gesot, vu 7 Auer moies bis 7 Auer owes op, an dat vu méindes bis freides. Et gëtt awer och eng Partie Strukturen, déi vu 5 Auer moies bis 11 Auer owes op hunn, an dat während sechs Deeg an der Woch. Wéi et awer mat der Betreiung nuets ass, ass net gewosst. Souwäit also d'Donnéeë vum Familljeministère.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat gëtt et am Ausland schonn.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- An do mussen d'Elteren da kucken, dass si sech organiséiert kréien. Eng Assistante parentale ass eng Méiglechkeet. Si bitt sécherlech méi Flexibilitéit u wéi Betreiungsstrukturen, an d'Zuel vun den Assistantes parentales ass och wierklech staark an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Mir hunn der de Moment eng ronn 470. Mä wéi vill vun dësen Assistantes parentales bereet sinn, Kanner nuets oder de Weekend opzehuelen, dat ass net gewosst. Mä et wier awer interessant, fir et ze wëssen, fir och kënnen deenen Elteren déi néideg Rahmebedingungen unzebidden, déi hir Kannerbetreiung wesentlech méi flexibel gestalte wëllen.

An dësem Kontext ass och e Projet de loi virun engem Joer op den Instanzewee bruecht ginn, deen ënner anerem eng besser Visibilitéit vun dëser Offer ebe virgesäit. Mä mir brauchen awer net nëmmen d'Betreiungsstrukturen, fir dass d'Eltere kënnen hir Kanner dann do ofginn a versuergt kréien, mä mir brauchen och nach Strukturen, déi fir d'Eltere bezuelbar sinn. An dëst ass e wichtege Punkt, well et ass e puer-

mol scho virdrun haart gesot ginn: „Et muss sech lounen, fir schaffen ze goen".

De Chèque-service dréit sécher dozou bäi, dass et fir vill Frae mat klenge Paien net méi onattraktiv ass, fir schaffen ze goen. De Problem ass och manner dee vun de Fraen, déi kleng Paien hunn, wéi dee vun de Fraen, déi ouni eng déck Pai ze hunn, awer méi wéi de Mindestloun verdéngen. Fir Frae mat mëttlere Revenuen, virun allem, wa se dann och nach bestuet si mat engem Mann, deen och e mëttlere Revenu bezitt, riskéiert d'Schaffegoe sech net ze rentéieren, op jiddwer Fall net kuerz- oder mëttelfristeg. A vill Fraen halen dowéinst och op mat schaffen oder ginn hallefdaags schaffen. Net aus Choix oder Iwwerzeegung, mä well et sech net finanziell rentéiert!

Wa mir gären e System hätten, dee sozial gerecht ass an deen dem Aarbechtspotenzial vun de Frae Rechnung dréit an an Zukunft och Rechnung droe muss, eleng wéinst der demografescher Entwécklung an dem Mangel un Aarbechtskräften, muss et erlaabt sinn, d'Zilsetzung vun de Chèques-services an hir Staffelung ze hannerfroen. Ech erënneren drun, dass d'Chèques-services prioritär agefouert gi sinn, fir d'Beruffsliewe besser mam Familljeliewen openeen ofzestëmmen. Ech denken, dass ee kéint méi en nuancéierte Staffelungssystem hunn, dee géif och méi der finanzieller Situatioun vun den Eltere Rechnung droen.

D'Betreiungsstrukturen oder -konditioune mussen och flächendeckend déiselwecht sinn. Et geet hei ëm Prioritéiten. Wëlle mir Wuesstum? Wëlle mir an 10, 20, 30 Joer kompetitiv sinn? Da brauche mir all qualifizéiert Aarbechtskraaft, déi mer hunn. Da musse mer méi Fraen um Aarbechtsmaart hu wéi bis elo. Wann d'Familljepolitik esou ze gestalten ass, dass et sech lount, als Eltere schaffen ze goen, esou muss een och vläicht driwwer nodenken, ob et um steierlechen Niveau net Méiglechkeete gëtt, fir Ureizer ze schafen, fir dass et fir béid Elteren attraktiv ass, fir schaffen ze goen.

Um steierlechen Niveau kann een duerchaus nei Weeër goen. De Moment gëtt bei de Steieren ëmmer vum sougenannten „Dienstmädchenprivileg" geschwat, wann een als Privatpersoun eng Persoun astellt, fir doheem de Stot ze maachen a Kanner ze versuergen. Hei kéint de Stat och iwwerleeën, ob grad esou Plazen net kéinten eng Méiglechkeet sinn, fir virun allem Fraen eng nei Beruffsperspektiv ze bidden. Well, wann ëmmer méi Fraen op den Aarbechtsmaart kommen a wëllen an hirem Beruff bleiwen, a wa se eng Famill kréien, dann ass esou eng Persoun doheem ganz wäertvoll, fir kënne Familljen- a Beruffsliewe mateneen ze kombinéieren. Aus dësem Grond misst och am Kader vun der ugekënnegter grousser Steierreform no 2015 iwwer e verbreet steierlecht Ofsetze vu Leit, déi Aarbechten am Haushalt maachen, diskutéiert ginn.

Fraen, déi net schaffen oder nëmmen Deelzäit schaffen, kréien och am Alter keng oder nëmmen eng kleng Pensioun. Hei ass et wichteg, fir dës Fraen opzeklären iwwer hir Situatioun an eng eventuell Altersaarmut. Och an dësem Fall ass de Stat gefuerdert, fir breet ugeluechten Opklärungscampagnen ze maachen. Well grad esou kéint vläicht munch Fra op den Aarbechtsmaart kommen, déi soss net komm wier.

Här President, wann et also un der Politik ass, derfir ze suergen, dass d'Rahmebedingunge stëmmen, fir dass eng Fra mat Kanner ka schaffe goen, wa se dat wëllt, bleift et, dass d'Patronat och eng Verantwortung huet. Och wann déi eng oder aner Betriber Efforte gemaach hunn, geet dat awer ënnert dem Strëch net duer. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg just zéng Firmecrèchë mat engem Total vu 400 Betreiungsplazen.

Erfahrungen aus dem Ausland weise ganz kloer, dass déi jonk Generatiounen aneschters liewen a schaffe wëlle wéi déi eeler Generatiounen. Si stellen aner Fuerderungen un hir Aarbecht an un hire Patron.

Net seelen ass fir si d'Existenz vun enger Crèche oder d'Méiglechkeet, sech d'Aarbechtszäit méi flexibel ze gestalten, eng Grondviraussetzung, fir fir e Betrib ze schaffen. De Betribsauto ass out, d'Nounou ass in!

An duerch de Mangel u qualifizéiertem Personal liwwere sech déi meescht international Betriber Konkurrenz, notamment um Gebitt vun der Kannerbetreiung, fir kënne fir sech déi bescht qualifizéiert Aarbechtskräften ze gewannen. Dat mécht Hoffnung a wäert sécher de Fraen zeguttkommen. Mä bis dohinner musse sech awer e puer Betriber weider abréngen, fir hire Salariéen d'Zesummeliewe vu Beruff a Famill méi einfach ze maachen.

Et ginn och Alternativen zu de Betribscrèchen. D'Patronat kéint en Deel vun de Betreiungskäschten iwwerhuelen, fir senge Salariéë finanziell entgéintzekommen, wa se hir Kanner musse betreie loossen. Dëst gëtt hautdesdaags schonn a verschiddene sougenannten „packages" gemaach, wann héich qualifizéiert Mataarbechter agestallt ginn.

D'Patronat ka senge Salariéen awer och op anere Punkten entgéintkommen.

E wichtege Punkt ass den Télétravail. Hei am Land profitéieren nëmme 5% bis 10% vun de Salariéë vun dëser Méiglechkeet, fir ze schaffen. An et sinn och gréisstendeels Kaderen, déi dovunner Gebrauch maachen. An Nordeuropa läit dësen Taux bei 20%! Och wann een den Télétravail net fir all Beruff kann aféieren an och wann dëst Instrument net op all Liewenssituatioun passt, esou kéint et awer vill méi benotzt ginn, wéi dat hautdesdaags de Fall ass.

Hei sinn awer niewent de Patronen och d'Gewerkschafte gefuerdert. Bei de Verhandlungen iwwert d'Kollektivverträg kéint ee vill méi op dëse Punkt agoen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Och um Niveau vum Temps partiel, der sougenanntener Deelzäitaarbecht, kann de Patron senge Salariéen entgéintkommen an hinnen esou hëllefen, Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien. Méi wéi 30% vun de Frae schaffen Deelzäit. Ech wier awer frou, wann dësen Aarbechtsmodell och méi Männer géif zousoen, virun allem jonke Pappen. Dann hätten nämlech d'Fraen de Réck fräi, fir weider kënne schaffen ze goen a sech professionell méi ze investéieren.

Wa mir awer wëlle méi Temps partiel kréien, da muss den Temps partiel och attraktiv sinn. De Salarié muss d'Garantie hunn, dass hien duerno erëm kann eng voll Tâche kréien, a fir de Patron däerf de Mi-temps net ze deier ginn an e muss gérabel bleiwen.

Des Weidere géif et villen Elteren hëllefen, wa si méi flexibel Aarbechtszäiten hätten. D'Regierung huet am Dezember 2010 e Projet de loi déposéiert, deen de Compte épargne-temps am Privatsecteur aféiert. Ech denken, dass dat e gutt Instrument ass, fir dass d'Salariéë kënnen hir Aarbechtszäit flexibel gestalten.

Ech denken awer och, dass d'Aarbechtsrelatiounen esou komplex sinn, dass déi konkret Ëmsetzung vum Compte épargne-temps nëmme kann e Succès ginn, wa se Bestanddeel vun enger Négociatioun ass. Et muss een natierlech oppassen, dass et zu kenger Flexibilité à outrance kënnt. Dëst géif dem Sënn an Zweck vun dësem originalen Instrument net entspriechen.

Net ëmsoss huet d'Angela Merkel gëschter um 2. Demografiegipfel d'Patronat dozou opgefuerdert, méi familljefrëndlech ze ginn, fir dass an Zukunft an Däitschland genuch Aarbechtskräften do sinn.

Här President, all Punkten, déi ech bis elo opgezielt hunn, hëllefe ganz konkret de Fraen an der Aarbechtswelt, fir Familljen- a Beruffsliewe besser mateneen ze kombinéieren.

Zum Schluss, Här President, soen ech eisen zwee Rapporteuren nach villmools Merci fir hir Aarbecht, an de Kolleeginnen a Kolleegen hei am Sall soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. An als leschte Riedner kritt elo d'Wuert den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d''Eischt gären och Merci soen deenen zwee Rapporteuren, dem Roger Negri an dem André Bauler, fir déi gutt Aarbecht, déi se gemaach hunn, och fir d'Initiativ, déi se geholl hunn, fir dës Debatt hei ze lancéieren.

An ech muss och allgemeng all de Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun Merci soe fir déi ganz konstruktiv a sachlech Diskussioun, déi mer do gefouert hunn. Och bis elo, déi Diskussiounen, déi hei an der Chamber gefouert gi sinn, ech fannen, et war eng ganz gutt Diskussioun bis elo. A virun allem bei esou engem Sujet, dee jo awer ganz sensibel ass, wou ee wierklech muss trotzdeem oppassen, wéi mer dee behandelen, deen net evident ass, ass dat bis elo op engem ganz gudden Niveau hei geschitt. Dofir emol villmools Merci!

Et ass och villes scho gesot ginn, och vun all deene Virriedner. Mir haten elo schonn dräi, véier Stonne laang Debatten, dofir, zum Schluss kann een net nach eng Kéier erëm alles widderhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Ech wëll mech do gäre limitéieren op ee Volet, dee mat deene Jonken, déi keng Aarbecht hunn, well een do nach e puer Saache kéint derbäisoen, och wann do zwar relativ alles och bekannt ass; d'Zuele leien do um Dësch.

Mir hu momentan ronn 4.000 Jonker, déi keng Aarbecht hunn. An da kommen der nach eng Kéier 1.000 do derbäi, déi an enger Beschäftegungsmesure sinn, soudatt mer der momentan ronn 5.000 hunn, déi also keng fest Aarbecht oder guer keng Aarbecht eben hunn.

Dat sinn der 5.000 ze vill! Natierlech ass d'Situatioun nach net esou schlëmm, nach net esou dramatesch wéi am Ausland, mä trotz allem ass et egal u sech, wéi vill Jonker am Chômage sinn: All Jonken, deen am Chômage ass, ass ee Jonken, deen ze vill ass am Chômage!

Dofir kënne mer eis och net zefriddeginn, och wa mer herno nëmme méi eng Kéier 1.000 Jugendlecher hätten, déi am Chômage sinn; et sinn der ëmmer ze vill. An dofir musse mer kucken, all Efforten ze maachen, déi vun eiser Säit méiglech sinn, fir deenen eben zur Säit ze stoen a fir deenen eng Hand ze ginn, fir datt se kënne probéieren, aus där Situatioun do erauszekommen.

Wann een déi Zuelen eng Kéier méi genau analyséiert, e genaue Bléck drop geheit, bei deene jonken Demandeurs d'emploi, da stellt ee séier fest, datt effektiv den Haaptproblem d'Qualifikatioun an d'Orientatioun sinn.

D'Qualifikatioun, well 42% vun hinnen effektiv just nëmmen eng Schoulflicht erfëllt hunn. Da kommen nach eng Kéier 20%, déi sinn dann tëschent enger Onzième, Dixième an enger Quatrième, Troisième. An dann huet een der nach e puer Stéck hannendrun, déi sinn da bis op enger Douzième, Treizième, Première. An et sinn der nëmme ganz wéineg, nëmmen 125 vun deenen ënner 25 Joer, déi effektiv méi wéi eng Première hunn.

Et ass och interessant ze kucken, wéi eng Beruffsgrupp datt u sech am meeschte gefrot ass, wéi eng Beruffer am meeschten déi Jonk sichen. Dat sinn der ronn 500, déi sichen eng Aarbechtsplaz am Beräich vun den Aarbechter oder vum Handwierk. A wann ee kuckt, do ass et och esou, datt d'Halschent vun deenen net qualifizéiert ass, just eng Schoulflicht huet. Dat heescht, do gëtt et zwar Plazen, mä déi Jonk, déi dofir a Fro kommen, déi hunn dacks net déi néideg Qualifikatioun.

Dann ass déi zweet Beruffsgrupp, déi am meeschte gefrot ass, dat ass déi vun de Bürosemployéen, an do ass u sech d'Situatioun ëmgedréit. Do hu mer der zwar, jonk Demandeurs d'emploi, déi qualifizéiert sinn, déi op jiddwer Fall méi eng héich Qualifikatioun hu wéi deen anere Grupp, mä do ass et dacks esou, datt do net genuch Plaze sinn, datt dat dacks e bëssen eng Formation sans issue ass an och net genuch Perspektiven eben an deem Beräich nach ugebuede ginn an dofir déi Jonk dann do och keng Plaz fannen.

Mir hunn also kloer, niewent nach vläicht enger Rëtsch och anere soziale Problemer, déi och mussen a Considératioun gezu ginn, haaptsächlech dann d'Orientatioun an d'Qualifikatioun, déi de Problem si vun deene meeschte vun deene Jonken, déi am Chômage sinn.

Dofir ass et do wichteg, datt mer natierlech do och usetzen, wou d'Wuerzel vum Iwwel vun allem och ass, an dat ass natierlech an der Schoul. Dofir musse mer Efforte maache fir ze kucken, datt, wa méiglech, all Jonke mat enger Qualifikatioun herno erauskënnt, mat enger Formatioun, mat engem Diplom oder mat engem fäerdeg geléierte Beruff, well dat nach ëmmer awer déi beschten Aart a Weis ass, fir kënnen herno eng Plaz ze fannen a fir sech kënne géint de Chômage an op d'mannst géint de Laangzäitchômage ze schützen.

Mir wäerte jo nach méi am Largen a méi an extenso iwwert d'Reform vum Lycée an den nächste Méint heibannen debattéieren. Dofir wéilt ech elo net komplett dorop agoen, well ech mengen, dat géif de Kader hei sprengen. Mä awer een, zwee Punkte just dozou:

Et ass virdru vun der Orientéierung jo och scho geschwat gi vun der grénger Kolleegin an et ass och richteg ze soen, datt d'Orientatioun ganz wichteg ass an datt méi muss sinn herno eng Orientatioun, déi op e Choix, e bewosste Choix hifëiert vun deene Jonken, an datt et net eng Orientatioun ass par l'échec oder par élimination.

An dofir, wann ee sech dann awer de Reformprojet ukuckt vum Lycée, wäert jo awer elo an dem Enseignement général, also dem heitegen Technique, op Septième - an op Sixième an op Cinquième - en Tutorat obligatoresch agefouert ginn, wou och d'Orientatioun grad de Pilier dovunner ass, fir déi Jonk ebe fir d'Éischt emol mat dem Lycée ze familiariséieren, ze léieren ze léieren, an awer och e wichtegen Deel dovunner ass d'Orientéierung herno, fir sech de Beruff kënnen herno auszewielen oder déi Formatioun an déi Richtung, wuer ech herno gäre wëll goen.

Op Septième classique gëtt dat och agefouert, an op den héije Schoulen, op den ieweschte Klasse vum Classique wäerten och Enseignantorienteuren agefouert ginn, also dat heescht, déi wäerte sech dann dorëms këmmeren, Informatiounen un déi Jonk weiderzeginn iwwert d'Héichschoulstudien.

Dat heescht, do komme Verbesserungen an do gëtt sech och gestäipt op scho gutt Pilotprojeten, déi a Lycéeë gemaach gi sinn, zum Beispill am Lycée technique vun Esch/Uelzecht, wou et de Projet Avanti scho gëtt zënter 12, 13 Joer, dee grad eben den Tutorat do agefouert huet, wou Enseignanten dat gemaach hunn, wou se déi Jonk encadréiert hunn a wou se se konnte besser op Beruffer virbereeden, well allze dacks hunn déi meeschte Jonk eben eng falsch Virstellung vun de Beruffer oder guer keng Virstellung vun de Beruffer, déi et gëtt. An dat ass net richteg, dat ass net gutt.

Wann een e Beruff wëllt maachen, da soll dat e bewosste Choix sinn, well „Beruff" kënnt jo schliesslech aus dem Däitschen a staamt of vum Wuert „Berufung", also ass et eppes, mat deem ech mech muss kënnen identifizéieren, an dat jo praktesch e ganzt Liewe laang, och wann een hautdesdaags tëschenduerch säi Beruff riskéiert emol ze wiesselen, mä et ass awer ëmmer wichteg, datt een e Beruff eraussicht, deen engem wierklech och zouseet, an net einfach nëmmen, well et faute de mieux soss näischt aneschters ginn ass.

Dann en anere Punkt, dee mer an der Schoul kloer gesinn a wat sech als gutt erausstellt, dat ass, an dat ass jo och schonn hei ugeschwat ginn, déi dual Ausbildung. Et ass wichteg, déi effektiv weider auszebauen, well do, wou Betriber a Schoul éischter a fréi an no beieneekommen, do sinn déi beschte Resultater och festzestellen, quitte datt et och nach ëmmer Punkte gëtt, op deenen och dat sech nach muss verbesseren. D'Beruffsausbildung ass net perfekt. Do mussen Adaptatiounen nach gemaach ginn, dat muss op de Leescht geholl ginn. Dat hu mir als CSV jo och schonn ugefrot. Mir mussen eis nach eng Kéier domat auserneesetzen, e Bilan dovunner maachen an Adaptatioune maachen.

Allze dacks sinn zum Beispill nach vill ze vill administrativ Démarchë gefuerdert vu Betriber, fir do matzemaachen. Dat huet dann dacks als kontraproduktiven Effet, datt eben net genuch Betriber sech herno dru bedeelegen a Léierplazen ausschreiwen. Dat ka jo net sinn! Dofir musse mer dat och probéieren do ze verbesseren. Mä allgemeng musse mer probéieren, Wirtschaft, Aarbechtswelt a Schoul méi no beieneenzebréngen, an dat och am Classique.

Dofir wär et - an dat hu mer jo och an der Kommissioun diskutéiert - eng Iddi, déi mer do deelen, datt een och soll am Classique Stagen aféieren, obligatoresch, wou ee während e puer Deeg och als Classiqueschüler eng Kéier an e Betrib kann erakucke goen. Mä da muss een awer och erëm betounen, well wann ee mat de Jonke schwätzt, et sinn der, déi dat haut scho versichen ze maachen, mä dacks fanne se keng Stageplazen, well net genuch Betriber dat offréieren oder sech déi Méi wëlle ginn dofir. Da muss et also och genuch Betriber ginn, déi Stageplazen offréieren, a virun allem mussen déi Jonk dann och an deem Moment do encadréiert ginn.

Niewent den Efforten, déi mer an der Schoul musse maachen, déi evident sinn, musse mer der dann awer och nach dobausse maachen, wann d'Schoul fäerdeg ass, wann déi Schoul ofgeschloss ass, a virun allem fir all déi, déi aus der Schoul kommen ouni Diplom, déi haut schonn do sinn, deeenen och déi bescht Reform, déi mer wäerte maachen, näischt wäert brénge méi, well déi si jo aus dem System schonn eraus an déi sinn dobaussen op der Strooss, a mir däerfe se net dobaussen am Ree stoe loossen. Dofir musse mer och do eis Efforten nach méi verstäerken.

Do hu mer scho Saache jo agefouert, zum Beispill d'Maison de l'orientation, déi och schonn ugeschwat ginn ass. Dat ass eng gutt Saach, eng zentral Plaz, wou ee sech ka mellen an informéieren iwwert dat, wat méiglech ass an de Beruffer, an de Formatiounen.

Mä mir missten awer genausou, an do wär ech frou, wa vläicht den Aarbechtsminister mer géif nolauschteren, bei deem Punkt just, déi Maison de l'orientation: ob een net awer vläicht och misst higoen, Här Minister, a sech vläicht d'Fro stellen, ob een net soll déi Servicer och fusionéieren, datt dat ee Service ass an datt mer doriwwer och légiféréieren an datt mer och vläicht de CEDIES géife matabannen, dee jo och awer Orientatioun mécht an deen och eben dozou géif gehéieren. Dann hätte mer ee Ganzt. Eng Fro, vläicht kënnt Der herno eppes dozou soen, wéi Der mengt…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- U mir soll dat net scheiteren.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Gutt, maja!

Dann, bei der ADEM, do hu mer zwee Projeten, dräi, mir hunn den CIE an den CAE, déi mer jo och schonn ugeschwat hunn en long et en large, déi jo reforméiert gi sinn. Da lafen elo de Projet „jeunes" - deen ass ugelaf - an d'Garantie jeunes.

Dozou och vläicht just e puer Wuert. Ech hunn de Moien der Directrice vun der ADEM nogelauschtert um Radio, déi jo iwwert déi dote Saache geschwat huet: Ganz convaincante huet se net geklongen. Bon, éischtens, bei dem Projet „jeunes" huet se ebe festgestallt, datt eng ganz Partie vun deene Jonken, déi sech ugemellt hunn, zum Schluss net ugetruede sinn, datt do also och misst gekuckt ginn, méi Efforten ze maachen, fir déi iergendwéi bei der Staang ze halen. Natierlech ass et och esou, datt een deene Jonke muss soen, datt se net nëmmen eppes kënne kréien, datt si och eppes musse ginn! Dat ass och evident.

Op där anerer Säit muss een awer och kucken: Wéi kann d'ADEM da probéieren, déi awer e bësse méi ze encadréieren, déi e bësse méi ze motivéieren, dann awer do ze bleiwen?

A vläicht misst een och kucken, ob een net nach méi misst och mat deene Strukturen, deene staatleche Strukturen, déi mer haut schonn hunn, engem SNJ, enger ALJ, engem CNFPC,…

(Interruption)

Une voix.- …déi ware schonn all do.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- …fir mat deenen zesummen och verstäerkt um Terrain do ze schaffen.

An dann d'Garantie jeunes, och do ass d'Directrice gefrot ginn, wéini datt déi géif ëmgesat ginn. Si seet, si géif hoffen, bis 2014. Mä si hofft dat, si huet awer net och do iwwerzeegt geklongen, datt et méiglech ass, dat bis 2014 ëmzesetzen. Ech mengen, och do musse mer eis dann och déi Moyene gi personell a ressourcëméisseg, fir net nëmmen déi 25 Placeuren eleng, well déi maache jo haaptsächlech administrativ Gestioun,…

Une voix.- Neen, neen!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- …mä och der, déi en Encadrement maachen, an dat ass wichteg, well mir hu jo och en éducatiivt Personal bei der ADEM. Wat maachen déi? Ginn déi do matagebonnen? Well dat ass wichteg, datt do e Suivi och vun deene gemaach gëtt, well herno kënne mer net eppes garantéieren, eng Garantie jeunes offréieren, wa se selwer net ka garantéiert ginn. Dofir ass et wichteg, datt mer dat do géifen ëmsetzen.

Mir mussen also all Efforte maachen, déi mer kënne maachen. Et si jo scho vill Saachen och en place. Da muss een déi vläicht nach besser och notzen, dat Ganzt méi bündelen, fir ze kucken, deene Jonken ënnert d'Äerm ze gräifen, well déi Jonk, déi am Chômage sinn, dat si jo awer net alleguerten Dommer. Déi hu Potenzial, déi hu verschidde Problemer, mä och déi kënne behuewe ginn, wa mer hinnen déi Efforten, wa mer hinnen déi Moyenen dofir ginn.

Dann natierlech musse mer weiderhin Efforte maachen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, an neie Beräicher virun allem, fir datt d'Wirtschaft méi breet gëtt. Do maache mer jo och Efforten. Mir kucken, Logistikzentren opzebauen, den IT-Secteur, d'Biotechnologien. Do muss een awer trotzdeem soen, och do ass ëmmer nach eng Qualifikatioun och virausgesat. Och do kritt een net mat kenger Qualifikatioun herno eng Plaz.

Dofir kann een och vläicht aner Beräicher nach e bësse méi ënnerstëtzen, wéi den Tourismus, d'Gastronomie, awer och zum Beispill - firwat net? - d'Produktioun vun heemeschem Geméis an Uebst, wou awer och e Potenzial géif bestoen. Do war jo scho laang emol eng Kéier, viru laanger Zäit, driwwer diskutéiert ginn, eng Zone horticole ze maachen. Bon, dat ass näischt ginn, mä dat kéint een zum Beispill nach eng Kéier relancéieren. Genausou och wéi d'Gesondheets- an d'Sozialberuffer nach wäerte Potenzial hunn, well mer eng Bevölkerung hunn, déi ëmmer méi al gëtt.

An da virun allem och déi kreativ Beruffer, net elo nëmme Film a Musek, wou mer jo schonn Efforte maachen, mä zum Beispill och Kleederdesign, Miwweldesign. Do hu mer zum Beispill Beispiller am Ausland, wéi an der Belsch, déi do ganz grouss Efforte gemaach hunn, wéi an Holland, wéi an de skandinavesche Länner, wou virun 20 Joer ugefaange ginn ass, Efforten ze maachen, deenen och mat Kreditter a mat Encadrementer ënnert d'Äerm ze gräifen, datt se eegen Entreprisë kënne grënnen…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- …a wou se elo d'Resultater dovunner hunn, well ganz vill…

M. le Président.- Här Wilmes, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, selbstverständlech.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech wollt froen, ob mäi jonke Kolleeg weess, wann e seet, an der Gäertnerei an esou weider, do soll ee Beruffer an esou weider… Wann ech kucken hei an deem Pabeier: 11) Agriculture et Horticulture, dat sinn all déi Formatiounen, déi et gëtt, déi DAPen a CCPen an där Beruffsbranche - ob mäi Kolleeg weess, datt keng eenzeg Ausbildung vun deenen op Franséisch hei am Land ugebuede gëtt!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, da musse mer dat verbesseren! Wat soll ech dozou soen? Also, ech mengen, et ass dann evident, méi ass net dozou ze soen.

(Hilarité et brouhaha)

Also, wéi gesot, an de kreative Beruffer - ech war elo bei de kreative Beruffer -, datt een dat och…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Gäertner ass och e kreative Beruff.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dat ass och e kreative Beruff, dat ass och net falsch. Bon!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sot zum Premier, e soll emol eppes ënnerhuelen!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Majo, Dir kënnt him dat jo och selwer soen, Dir sidd jo grouss an al genuch, fir dat ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Hunn ech, en äntwert mer net!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ma da musst Der drop waarden, datt en Iech äntwert, do sinn ech net zoustänneg dofir.

Voilà, an natierlech och fir déi Jonk, déi ganz wäit ewech sinn an déi net riskéieren, se an den éischte Marché integréiert ze kréien, ass d'Économie solidaire awer eng Alternativ. Do musse mer just kucken, de legislative Kader méi ze preziséieren, fir ze wëssen, wat mer ënner Économie solidaire verstinn, ënnert den Entreprisesocialen, fir datt och herno net d'Gefill an der klassescher Ekonomie opkënnt, datt dat eng déloyal Konkurrenz ass, mä datt dat eng Nisch ass, wou ee kann och Alternativen ubidden zu der klassescher Ekonomie.

Dann awer virun allem, an dat ass, mengen ech, och schonn eng Kéier kuerz hei ugeschwat ginn: Mir kënnen all Efforte maachen, an et ass och wichteg, datt mer déi maachen, mä wa mir awer och net ufänken, gewësse Mentalitéiten ze änneren, da wäerten och eis Efforten herno am Sand verlafen. A Mentalitéiten änneren heescht virun allem och, datt een erëm ufänkt, der Aarbecht och erëm en anere Wäert ze ginn, nämlech all Aarbecht an net nëmme spezifeschen Aarbechten. All Aarbecht ass derwäert, fir gemaach ze ginn!

Et soll net den Ënnerscheed gemaach ginn téschent gudden Aarbechten a manner gudden Aarbechten, déi eng, déi méi prestigiéis sinn, déi aner, déi manner prestigiéis sinn. Et gëtt just Beruffer an Aarbechten, a jiddwereen, deen eng Aarbecht mécht, deen dréit säin Deel bäi zu der gesellschaftlecher Leeschtung, deen huet dann och eng Dignitéit. Dat ass en inhärente Wäert, d'Aarbecht…

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här President!

M. le Président.- Här Wilmes, erlaabt Der, datt den Här Colombera Iech nach eng Fro stellt? Dir musst och geschwënn zum Schluss kommen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, selbstverständlech…

M. le Président.- Also déi lescht Fro un den Här Wilmes, well e muss zum Schluss kommen. Da stellt Är Fro, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här Wilmes, sidd Dir och der Meenung wéi den Här Schneider, dass een, deen Universitéit gemaach huet, wann e keng Aarbecht fënnt, och muss an e Schongbuttek goen, fir do ze schaffen?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, selbstverständlech! Et gëtt nämlech fir mech net eng Aarbecht, déi mannerwäerteg ass. Et gëtt just Aarbecht, déi soll gemaach ginn. An all Aarbecht huet hire Wäert, an dat ass, wat mer just solle méi vermëttelen!

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- An et soll jo awer och vermëttelt ginn,…

Une voix.- Luxus! Luxus!

(Brouhaha)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- …datt Aarbecht net just nëmmen e Mëttel zum Zweck ass, fir sech dann domadder seng Fräizäit kënnen ze finanzéieren. Dat sief jiddwerengem vergënnt, mä mir musse méi hikommen erëm, datt eben Aarbecht och wichteg ass, als solch gemaach ze ginn.

Mir schaffen net nëmmen, fir ze liewen, mir liewen och, fir ze schaffen, datt dat déi zwou Komponenten a sech dréit, an dat ass wichteg, datt mer dat eben och vermëttelen, an zwar alleguerten. Do ass net nëmmen eng Politik gefuerdert, mä och d'Patronen, d'Gewerkschaften, d'Elteren, d'Schüler. Jiddweree muss do ebe säin Effort maachen…

Une voix.- Ass Är Zäit net ofgelaf?

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo bon, wann ee jo permanent ënnerbrach gëtt vun anere Kolleegen, da kéint ee jo trotzdeem nach eng Kéier eng, zwou Minutten… Ech kommen elo zum Schluss!

(Interruption et hilarité)

Ech kommen elo zum Schluss. Erlaabt mer, déi lescht Sätz just ze soen! Mir mussen dat maachen, fir datt mer och d'Vertrauen an déi Jonk eben an dat Vertraue vun deene Jonken an eis net ze vill schwächen.

A virun allem: De Chômage ass keng Fatalitéit, et ass net e Schicksal, en ass vum Mënsch provozéiert, also kann en och vum Mënsch geléist ginn, oder awer, wéi den John F. Kennedy et eng Kéier richteg gesot huet: „Wann…

(Interruptions)

Wann de Mënsch d'Talent huet, fir Maschinnen ze erfannen, déi de Mënsch aus der Aarbecht drécken, dann huet de Mënsch och d'Talent, fir nees kënnen d'Mënschen an d'Aarbecht ze bréngen."

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes, an elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, léif Deputéiert, fir d'Éischt géif ech natierlech och deenen zwee Rapporteuren e grousse Merci soe fir hir Aarbecht. Dee Merci, dee schléisst natierlech och déi Kollaborateuren aus der Chamber an, an e schléisst natierlech och déi Kollaborateure vum Ministère an, vun der ADEM an all déi Leit, déi bereet waren, un deem Rapport matzeschaffen an en Input ze ginn.

Ech soen natierlech och besonnesch dem Här Bauler Merci. Ech mengen, hien huet déi Initiativ geholl, fir datt mer hei iwwert d'Beschäftegungspolitik sollten en oppenen Échange hunn.

An et huet mech e bësse gewonnert, wéi ech dann an der Zeitung gelies hunn - mä, vu datt jo ee gesot huet, alles wat an der Zeitung wier, wier net ëmmer onbedéngt esou -, wéi op eemol säi Fraktiounspresident gesot huet, mir géifen eigentlech keng weider Debatt méi brauchen, et wier alles gesot!

Ech mengen, datt an der Beschäftegungspolitik net alles gesot ass an datt et kruzial ass, wichteg ass, datt besonnesch d'Chamber sech mat deem Thema seriö ausenanersetzt.

Well, wa mer an d'Land kucken an d'Leit froen: „Wat ass dat Thema, wat Iech wierklech mobiliséiert?", a besonnesch och déi jonk Leit - an ech hat virun e puer, virun zwee Deeg e ganz interessanten Échange mat der Conférence générale vun der Jeunesse, déi mer e Pabeier ginn hunn iwwert d'Prekaritéit, iwwer Aarbechtslosegkeet, iwwer hir Perspektiven -, wa mer also an d'Land froe ginn, wat dat Thema ass, wat d'Leit mobiliséiert, wat dat Thema ass, wat d'Leit interesséiert, da kréie mer wahrscheinlech bei enger grousser Majoritéit vu Leit d'Äntwert: Dat sinn Aarbechtsplazen, dat ass Beschäftegung, dat ass eng Sécherheet och an den Aarbechtsplazen.

Dofir, nodeems ech hei déi Debatte gelauschtert hunn, déi substanziell waren, déi pondéréiert waren, déi och ouni Zweifel e grousse Konsens hei reflétéieren, ech misst eigentlech soen - ech gesinn an zwee Deeg eng Rei vu menge Kolleegen zu Paräis, y compris mäi franséische Kolleeg -, datt ech misst en extrem glécklechen Aarbechtsminister sinn. Net, ech sinn net glécklech, well ech och natierlech e Problem vu Chômage hunn, mä ech mengen, a ville Länner, an deene meeschte Länner gëtt net eng Motioun ugeholl, déi seet, voilà, do sinn eng Rei vu Recommandatiounen, souwuel vun der Oppositioun wéi vun de Majoritéitsparteien. Mä u sech kann ech mech mat deene Recommandatiounen an deene Konklusiounen, déi an deem Rapport stinn - sécher gëtt et Nuancen, wat d'Applikatioun ubelaangt -, mä kann ech mech perséinlech absolut mat deenen identifizéieren.

An Dir hutt geschriwwen: «…invite le Gouvernement à prendre acte…». Neen, ech gi méi wäit! Ech huelen net Akt dovun, ech soen: «continue à mettre en œuvre». Dat ass dat, wat ech absolut bereet sinn, déi Orientatiounen, déi haut an deem Débat zur Geltung komm sinn, fir déi weider, verstäerkt weider a verschiddene Gebidder…

Ouni Zweifel musse mer eng Rei vu weideren Efforte maachen, fir dee Problem vun der Aarbechtslosegkeet besser, nach besser an de Gréff ze kréien. Sécher ass d'Beschäftegungspolitik net allmächteg. An ech mengen, jiddwereen huet dat unerkannt. Mir hunn ons Limiten. Villes hänkt net emol vun eis selwer of, hänkt vun enger allgemenger konjunktureller Evolutioun an Europa, a souguer doriwwer eraus, an der Welt of, a vun där Situatioun, déi mer an enger Rei vu Länner gesinn, déi natierlech op d'Konjunktur an Europa dréckt.

Europa ass deen eenzege Kontinent momentan, deen an enger Rezessioun ass. Par rapport zu Amerika, wou d'Bourse explodéiert, wat net ëmmer e gutt Zeechen ass, mä trotz allem, wou d'Aarbechtslosegkeet ofgebaut gëtt, ass Europa an där Situatioun, wou Rezessioun ass, wou d'Aarbechtslosegkeet säit Méint steigt. An dofir ass et natierlech wichteg, och déi europäesch Debatt ze féieren, déi europäesch Debatt iwwer europäesch Wirtschafts- a Finanzpolitik, an ze kucken, wéi mer do deen Tir e bësse korrigéieren.

Ech begréissen natierlech, fir bei Europa ze bleiwen, wann ons däitsch a franséisch Kolleegen, souwäit ech héieren hunn haaptsächlech ons däitsch Kolleegin, d'Madame von der Leyen, eng grouss Initiativ lancéiert iwwert de Jugendchômage an och d'BEI do mataschléisst, fir datt d'BEI aktiv drun deelhëlt, fir déi sechs Milliarden, déi am Finanzpaquet drastinn, fir déi nach méi héich ze brénge bis op 60 Milliarden. Dat ass absolut begréissenswäert.

Mä wat natierlech nach méi begréissenswäert wier, dat ass, datt mer d'Wirtschaftspolitik méi op den Emploi an Europa erëm ausriichten, datt et net einfach drëm geet, fir de Chômage ze bekämpfen, mä datt et drëm geet, Aarbechtsplazen ze schafen, dat heescht, duerch Wuesstem, duerch eng europäesch dynamesch Wirtschaftspolitik, an net eng Politik, déi sech haaptsächlech an enger Spuerpolitik résuméiert, déi europäesch Wirtschaft erëm op d'Trab ze bréngen. Dat ass dat europäescht Ëmfeld!

Natierlech hu mer och e Lëtzebuerger Ëmfeld. A villes ass do gesot ginn iwwer e Mentalitéitswiessel. Jo, sécher, ech soen dat ganz kloer, mir, och als Lëtzebuerger, mussen eis e bëssen upassen, mussen heiansdo eis Mentalitéiten änneren, musse kucken, wéi nei Trende geschéien an eiser Wirtschaft, wat natierlech och ëmmer ënnert dem Impakt vun internationalen Evolutioune geschitt, sief dat op der Finanzplaz, sief dat a villen anere Secteuren, sief dat - an déi Debatt hu mer jo muer, oder hutt Dir muer mam Wirtschaftsminister -, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt, wat also eng gewësse Relance och vun der Lëtzebuerger Ekonomie ubelaangt.

Wa mer iwwer Chômage oder Beschäftegung schwätzen, da schwätze mer vu Mënschen. Dat ass dat, wat am Zentrum steet: Mënschen! A Mënschen, eigentlech, sinn e bësse méi komplizéiert. Et geet net einfach duer ze soen, dee muss esou an esou an esou funktionéieren. Well mir hunn et mat ville Verschiddenheeten ze dinn, mat Leit, déi net nëmmen e Schëld hunn, si sinn dat oder dat, mä mat Leit, déi och eng Liewenserfahrung hunn, oft Blessuren hunn! Y compris jonk Leit, déi ganz fréi schonn échouéiert hunn an der Schoul an net Fouss faassen am Aarbechtsmaart, well se eng ganz Rei sozial oder psychologesch, gesondheetlech oder aner schlecht Erfahrungen haten.

An dofir ass ëmmer d'Beschäftegungspolitik eppes, wat ee muss breet gesinn, wat muss eng ganz Rei Saachen aschléissen. Dofir ass et natierlech wichteg, datt mer zesummeschaffen, zwëschen dem Éducatiounsministère, zwëschen natierlech dem Wirtschaftsministère, mä och anere Ministèren, déi gefuerdert sinn, do en Apport ze bréngen, fir ze kucken, datt mer ebe jiddwerengem e Maximum vu Chance bidden.

Mä, ech soen dat awer och, ech mengen, ech hunn dat schonn oft hei op dëser Tribün gesot: E Maximum vu Chance bidden heescht ëmmer och, eng Äntwert ze kréien, eng Responsabiliséierung vu jiddwerengem, natierlech en Engagement vu jiddwerengem.

Et ass virdru gesot gi vun deene jonke Leit. Jo, wann een héiert, mir hätten e Projet, dee wierklech enger Rei vu schlecht ausgebilten, wierklech mam schoulesche Minimumniveau ausgestattene jonke Leit eng Offer mécht, déi net just dora besteet, bëlleg Aarbechtskraaft ze schafen, mä déi dora besteet, deene Jonken éischtens emol méi Stabilitéit, Liewensstabilitéit ze offréieren, zweetens eng Ouverture an enger Entreprise ze ginn, well effektiv ass et wichteg, déi Jonk, an och déi manner Jonk, no bei den Aarbechtsmaart, dee reellen Aarbechtsmaart ze bréngen, dat heescht, si an d'Entreprisen, bei d'Entreprisen, do, wou d'Aarbechtsplaze kreéiert ginn - si ginn net an der ADEM kreéiert, weder hei nach am Aarbechtsministère an och emol net am Wirtschaftsministère -, also an d'Entreprisen ze bréngen, dann ass een natierlech ëmmer enttäuscht, wann een héiert: Et sinn der 180 mobiliséiert ginn an et bleiwen der 40 oder 35 oder 36 iwwreg!

Jo, dat ass d'Realitéit, wann ee mat Mënschen ze dinn huet, wann ee muss eben déi Verschiddenaartegkeet vu mënschleche Schicksaler a Betruecht huelen. Mä dat heescht awer net, datt mer opginn. Dat heescht och net, datt d'Jugendgarantie bis de Juni 2014 net ëmgesat ass. Dofir stinn ech, mä si kann nëmmen ëmgesat ginn, soen ech awer ganz kloer, wa mer déi Moyene kréien, fir se ëmzesetzen.

Ech war virun zwou Wochen an der Schwäiz. An ech hu mer dann „eng ADEM" - wann ech dat esou dierf soen - an der Schwäiz, zesummen d'ailleurs mat der Madame Direktesch vun der ADEM, ugekuckt.

An do ass et kloer ginn: An der Schwäiz, engem Land, wat niddrege Chômage huet - 3,5%, et ass eng Zäit hier, wou mir 3,5% haten -, do kënnt am Berner Kanton, an der Schwäiz leeft dat jo alles iwwert d'Kantonen, ee Conseiller op 135 Demandeurs d'emploi. Ee Conseiller op 135! Ech hunn hei an Ärem Rapport gelies, datt zu Koblenz souguer een op 80 kënnt. A si fannen natierlech, datt een op 135 vill ass. A si schaffen drun, an dat war ee vun hire Pläng, datt se also missten hir Équipe renforcéieren, fir esou no wéi méiglech bei 100 ze kommen.

Mir si bei 300! Mir waren, wéi mer d'ADEM ugefaangen hunn ze reforméieren, bei 500, heiansdo iwwer 500. Dat ass also e Problem och vun Investissement a vu Prioritéit.

Ech hu verstanen, no Ärer Debatt hei, datt Dir alleguerten, alle 60, mat mir abegraff, an ech mengen, och déi ganz Regierung, d'Beschäftegung, den Emploi als eng national Prioritéit ugesitt. Wa mer also déi national Prioritéit esou gesinn, da muss ech mech och dorop referéieren, wat de Statsminister op dëser Plaz gesot huet, da musse mer ons d'Moyene ginn, optimal géint dee Fléau vum Chômage virzegoen. Da musse mer also capabel sinn, fir heiansdo iwwer onse Schiet ze sprangen, ob deen Numerus clausus oder wéi och ëmmer heescht, an ze soen: Ben, dëst Joer gëtt e super Effort gemaach - an et ass emol kee super Effort, e seriöen Effort gemaach -, fir där Agentur, déi an der éischter Linn steet, fir dat ze erreechen, fir där déi Moyenen ze ginn, déi se brauch.

Dofir, Madame Loschetter, sinn ech absolut d'accord, Är éischt Motioun unzehuelen. Ech mengen, Dir hutt jo gesot, Dir wéilt mech domadder ënnerstëtzen. Ech kann all Ënnerstëtzung ëmmer gutt gebrauchen a sinn ëmmer och dankbar fir all Form vun Ënnerstëtzung.

Dat heescht: 25 Leit direkt, an zwar net a sechs Méint an net an néng Méint an och net an zwee Joer, 25 Leit direkt! Voilà! Ech hunn also héieren, datt d'Chamber mech an där Suerg an an deem Projet ënnerstëtzt.

E puer Remarquen iwwer verschidde Mesuren: Mir haten eng laang Diskussioun iwwert d'Jugendmesuren, iwwer CAE, CIE. Ech wëll elo net méi am Detail dorop zréckkommen. Éischtens hu mer déi Mesurë jo réorientéiert. Zweetens muss een natierlech déi Evaluatioun e bësse méi kritesch an och e bësse méi genau kucken, wat dat heescht, wann ee seet, 6% vun deenen, déi an engem CAE sinn, déi hunn doduerch en Job fonnt. Neen, dat heescht net, datt all déi aner kee fonnt haten. Dat heescht, an do ass natierlech ëmmer eng gewëssen Zone d'incertitude, datt 6% - wat vläicht net immens ass, mä frot déi 6%, déi méi séier ee fonnt hunn, ob dat fir si net wichteg ass -, datt déi eben duerch déi Mesure éischter en Job fonnt hunn, wéi wa se déi Mesure net kritt hätten.

Elo muss ech awer och all déi aner kucken, déi an där Mesure waren. Wat wier da mat deene geschitt, wa se déi Mesure net kritt hätten? Dat heescht net, datt se ni an en Job komm wieren, dat ass ganz kloer. Mä si wiere wahrscheinlech méintelaang, vläicht souguer méi wéi méintelaang am Chômage bliwwen. A si hätten eigentlech keng Beruffserfahrung, keen Job gehat. Dat si momentan eng gutt 300 jonk Leit, déi an engem CAE sinn.

Ech soen, ech hu léiwer 300 jonk Leit, déi an engem CAE sinn, déi eppes léieren, d'autant plus, datt mer den CAE elo komplett restrukturéiert hunn, datt mer deene Jonken, déi an engem CAE sinn, zolidd Formatioune ginn, datt mer och d'Patrone méi wëlle responsabiliséieren, och déi öffentlech Patronen, datt mer also deene Jonken eng Beschäftegung ginn a se net op der Strooss loossen. Ech mengen, dat ass och Sue wäert! Well de Problem ass: All Jonken, deen op der Strooss ass a war, deem säin Degré vun Hoffnungslosegkeet geet an d'Luucht a seng Employabilitéit, déi geet erof. An dofir, mengen ech, sinn déi fënnef Milliounen, Madame Loschetter, absolut net verluer!

Elo soen ech awer derbäi: Keen empêchéiert déi Patronen, och aus dem öffentleche Secteur, deene jonke Leit an engem CAE - mä souwäit ech verstinn, hëlt d'Stad Lëtzebuerg keng CAEen, mä wann Der der géift huelen - eng Chance ze ginn a se no dem CAE, wa se sech bewährt hunn, anzestellen. Anzestellen! Dat steet néierens geschriwwen, datt déi jonk Leit no engem CAE net sollten déi Chance kréien.

Ech hunn zum Beispill dee Fall gehat an der ADEM, wou zwou jonk Frae waren, déi an engem CAE waren an déi eng formidabel Aarbecht gemaach hunn. An dee Chef de service, deen ass bei mech komm an huet gesot, et wier irresponsabel, wa mer deenen zwou jonke Fraen, déi elo zwee Joer bei ons an der ADEM waren, elo géife soen: „Merci, et war schéin, elo maache mer e Rekrutement, mä Dir kommt dofir net a Fro." A mir hunn alles gemaach, fir déi Leit ze halen, well si haten net nëmmen eng gutt Experienz während deenen zwee Joer, si hate bewisen, datt se gutt kéinte schaffen.

Dat ass also och eng Lektioun, déi ee muss maachen. Et ka jo awer net sinn, datt mer alleguer d'accord si géint d'Prekaritéit am Privatsecteur an déi Prekaritéit ëmmer erëm kritiséieren, zu Recht - ech mengen, dat ass jo och eng Donnée, déi hei jiddweree kloer zum Ausdrock bruecht huet -, datt mer also soen, am Privatsecteur gëtt et ze vill Prekaritéit, et ass eng Gefor do ze vill, datt sech d'Prekaritéit entwéckelt, a par ailleurs am öffentleche Secteur d'Prekaritéit e bëssen zur Regel géif ginn! Dat kann et jo net sinn!

Dofir musse mer natierlech och an där Perspektiv deene Jonken, déi dann duerch esou eng Mesure ginn, eng méi grouss Chance ginn, dann eventuell och do en Job ze fannen, wou se virdru geschafft hunn.

E Wuert och iwwert déi Mesuren, well jo gesot ginn ass, mir géifen elo eréischt undenken, fir Leit, déi am RMG sinn oder am Chômage sinn, fir déi op gewëssen Joben ze bréngen. Ben, iwwer dausend Leit - iwwer dausend Leit - schaffen, déi eng, well se en RMG hunn - dat sinn der iwwer 736 - an déi an enger ATI sinn, déi also en normalen Job hunn, déi en RMG kréien, mä fir deen RMG schaffen, also iwwer 700, 736 Leit am Mäerz, an 319 Leit, déi am Chômage sinn an déi aus dem Chômage eraus op iergendwéi e Poste geschéckt ginn, de Chômage weider kréie plus eng kleng Indemnitéit, déi ongeféier bei 300 Euro läit.

Ech mengen, dat ass eng gutt Approche. Dat musse mer och weiderféieren. Mä och do soen ech: Dat huet seng Grenzen. Et kann net sinn, datt déi do Leit permanent an ATIe bleiwen, well och dat ass eng Form vu Prekariséierung. Och ech hu mat Leit geschwat, déi am RMG waren: Déi wëllen aus dem RMG erauskommen! Déi wëlle keng ATI! Déi wëllen e Contrat à durée indéterminée. Déi wëlle Sécuritéit, déi wëllen eng Soliditéit an hirem Beruffsliewen. Dat do kann nëmmen en Zwëschespill sinn. Dat kann nëmmen eng Transitioun sinn.

Okay, mir sollen dat propagéieren. Mir sollen dat méi utiliséieren, fir besonnesch deene Leit ze hëllefen, déi schonn eng länger Zäit net geschafft hunn, fir déi erëm an d'Beruffsliewen eranzeféieren. Mä et kann net sinn, datt Leit länger Zäit ëmmer an enger ATI sinn, well natierlech, déi Leit oder déi Institutiounen oder Organismen oder och heiansdo Privater, déi eng ATI oder eng OTI hunn, déi fannen dat natierlech ganz gutt, well méi bëlleg kënnt ee wierklech net un Aarbechtskraaft! Also kann dat nëmmen eng Transitioun sinn an net eng Form, wou een eigentlech seng Budgete relativ kann allégéieren, andeem een esou Leit da gebraucht.

Iwwert d'ADEM: Ech mengen, déi Reform, et weess jiddwereen, esou eng Reform, do handelt et sech ëm iwwer 300 Leit. An eng Reform do, ech mengen, den Här Lux huet et gesot, dat sinn Texter, dat si Strukturen, dat si Veränerungen an de Strukturen, dat si Veränerungen an de Praxen. A wann ee weess, datt et iwwerhaapt kee Guide ginn ass fir d'Agente vun der ADEM. Dat heescht, den Agent zu Dikrech, deen huet anescht traitéiert wéi deen zu Esch, an deen zu Esch huet anescht traitéiert wéi deen zu Wolz. Et ass eigentlech keng Instruktioun ginn, wéi ee misst sech mam Demandeur d'emploi respektiv och mat den Entreprisen ausenanersetzen.

Dat sinn also Ännerungen, déi net einfach sinn, well se - ech mengen, Dir hutt et gesot, Här Bauler - an d'Kultur vun enger Entreprise eraginn a vu Leit eraginn, déi iwwer Jore laang hir Aarbecht gutt gemaach hunn, iwwerzeegt waren, an och zu Recht, datt se se gutt géife maachen, mä natierlech op hir Aart a Weis.

An et gëllt also elo, an dee ganze Betrib eng Linn ze bréngen, eng Praxis ze bréngen, eng Approche ze bréngen, déi do dra besteet: a) natierlech dem Demandeur d'emploi e richtegt Accompagnement, eng richteg Orientatioun, e richtege Conseil ze ginn, mä awer och en ze fuerderen, dat heescht, iwwert déi Convention de collaboration, déi mer jo elo agefouert hunn, him ze soen, datt en Job ze fannen net nëmmen d'Saach ass vum Conseiller professionnel, mä och vun him selwer.

An der Schwäiz, fir op dat Beispill zréckzekommen, déi kommen elo ewech dovun, fir datt iwwerhaapt d'Chômeuren en Job proposéiert kréien. Dat heescht, déi gi just beroden, déi ginn accompagnéiert, si kréien eventuell eng Offer, wat d'Formatioun ubelaangt, an den Job sichen, dat ass hiren eegenen Job. Dat ass deen Job, dee se maachen, währenddeem se - fir déi meescht dann - indemniséiert ginn oder och souguer dann, wa se net sollten indemniséiert ginn.

Do ass also de Punkt: d'Responsabiliséierung, den Accompagnement, dat ass wichteg, mä dat ass e Kultursprong, e Paradigmewiessel - wien huet dat gesot, iergendeen huet dat gesot -, dat musse mer also fäerdegbréngen. Mä dat ass net eng Saach, déi ee vun haut op muer fäerdegbréngt. Mä ech mengen, mir sinn do um richtege Wee an um gudde Wee. Do si Fortschrëtter.

An ech hu jo och héieren, datt dat lues a lues duerchkënnt, datt d'Leit net nëmme schlecht méi vun der ADEM schwätzen, mä datt een heiansdo och ganz positiv Echoe kritt. Et ass nach e Wee ze goen, mä ech mengen, mir hunn déi Dynamik elo a Bewegung gesat a mir wäerten déi och net opginn.

Déi Iddi vun der Aus- a Weiderbildungsagentur, déi ech jo schonn oft hei héieren hunn: Jo, natierlech ass d'Formatioun e Schlëssel zu ganz villem. Déi Leit, déi keng Formatioun hunn oder net méi déi richteg hunn…, a mir si jo elo an enger Situatioun, wou Leit héich Formatiounen hunn, an de Banken zum Beispill, déi op eemol hiren Job verléieren an deenen hir Formatioun um Marché, fir en aneren Job ze fannen, net méi ganz vill wäert ass.

Do musse mer natierlech der ADEM déi Instrumenter ginn, fir deene Leit d'Méiglechkeet erëm ze offréieren, fir sech ze réorientéieren iwwer aner Formatiounen. Dat ass de Sënn vun deem ganze Programm „Fit4Job", „Fit for Financial Market", wou mer mam Secteur selwer zesummeschaffen, fir ze soen: Voilà, do si Leit, déi hunn do geschafft, deenen hir Formatioun ass net méi adaptéiert. Wat kënne mer maachen, fir déi am Secteur oder eventuell ausserhalb vum Secteur - well vill Leit fannen net méi am Bankesecteur deen Job, dee se virdrun haten -, wéi kënne mer deenen hëllefen?

An do läit d'Aus- a Weiderbildungsagentur ADEM. Do läit se! Net, datt d'ADEM selwer 27 Schoulen huet. D'ADEM muss kënnen op déi Instrumenter zréckgräifen. „Fit for Financial Market" ass eent. Mir hunn och nach anerer, besonnesch mat der Konstruktioun, wou mer enk mam IFSB zesummeschaffen. Dat mussen d'Tools sinn, wou d'ADEM drop zielt.

Mä mir hunn eis awer och elo en Instrument ginn, wat no bei der ADEM läit, fir déi ganz Schwaach, déi ebe wäit vum Aarbechtsmaart ewech sinn, déi emol mussen eng sozialpädagogesch Formatioun kréien. A mir sinn amgaangen, eng A.s.b.l. opzeriichten zesumme mat Initiativen, well verschidden esou Formatiounsinstitutioune bestanen hunn. Déi huele mer ewech vun den Initiativen, mir maachen also eppes, wat bei der ADEM läit a wou mer zu Esch am Juli och esou e Formatiounszentrum wäerten opmaachen. Well et ass natierlech extrem wichteg, och besonnesch fir déi, déi keng Qualifikatioun hunn, op de Wee vun der Qualifikatioun ze bréngen.

Mä ech gesinn och e wichtege Rôle vun de CNFPCen. D'CNFPCen hunn extrem Méiglechkeeten, hunn extrem Potenzialitéiten. Mir haten hei, oder Dir hat hei den Débat och mat der Conférence générale vun deene Jonken, an ech mengen och mat deenen Eeleren zesummen, virun e puer Wochen. An do hunn ech gesot, wat ons jo oft feelt, dat sinn Instructeuren, dat si Leit, déi anerer eppes léieren.

Dofir musse mer et fäerdegbréngen, Leit, déi vläicht an der Pensioun sinn oder déi keng Loscht méi hunn, 100% nach ze schaffen, mä déi awer Loscht hunn, hiert Wësse weiderzeginn - dat ass also och eng Seniorspolitik -, fir déi ze mobiliséieren, hiert Wëssen u jonk Leit weiderzeginn. An dat ass natierlech haaptsächlech am technesche Beräich, am handwierkleche Beräich, fir do dat Wësse wierklech erëm zur Geltung ze bréngen.

Ech mengen, do kann een eng nei Solidaritéit zwësche Generatioune schafen, zwëschen deene Jonken, wou op eemol awer de Grosche fält, an deenen Eeleren, déi eigentlech Loscht hunn, fir nach eppes ze maachen, sech ze investéieren, och d'Gefill ze hunn, nach an der Gesellschaft eppes bougéiert ze kréien.

Chômage oder Beschäftegung muss natierlech all Acteure mobiliséieren: d'Wirtschaft, d'Entreprisen. Mä ech muss och do soen: Vill Entreprisë si bereet, eng Hand unzeleeën, an net nëmmen aus der Optik eraus, fir ze soen, elo kréien ech erëm déi Aide oder déi Aide. An do sinn ech d'accord: D'Aidë sinn heiansdo noutwendeg a wichteg, mä et kann een d'Beschäftegungspolitik net résuméieren op reng Aiden oder finanziell Aiden. Wichteg ass, datt mer, éischtens, déi richteg Leit op déi richteg Plaz schécken; zweetens, datt mer de Leit heiansdo, besonnesch bei Schwaachen, hëllefen - den Entreprisen -, déi ze accompagnéieren. Dat maache mer elo an deem Projet „jeunes", wou d'Entreprise weess, datt, wann e Problem ass, se kann op eng Hëllef zréckgräifen.

A wichteg ass natierlech och déi Formation continue, déi d'Entreprise muss oder soll oder och heiansdo wëllt ginn, datt dat richteg funktionéiert. Ech mengen, dee ganze Volet vun der Formatioun och an den Entreprisen ass e wesentlechen Deel vum Maintien dans l'emploi. A wa mer iwwert déi Eeler schwätzen, dann ass dat natierlech, wat d'Carrièreplanung ass, essenziell, fir datt d'Leit net op eemol entdecken, datt se eigentlech net méi dat kënnen, wat gefuerdert ass. Dat kann een net vun haut op muer, dat muss een also iwwer eng ganz Carrière plangen an och organiséieren.

Mä ech denken och un déi öffentlech Betriber. Ech mengen, de Kolleeg Wirtschaftsminister huet vum Marshallplang vun 2,5 Milliarde geschwat. Jo, ech mengen, eng ganz gutt Iddi! Ech wëll awer gläichzäiteg, ech weess net vu wat fir engem Plang schwätzen, a soen: Dir, öffentlech Betriber, ech hätt gären, datt Dir e Geste maacht, fir déi Jonk besonnesch! Ech hätt gären, datt Dir elo sot: „Mir investéieren an Infrastrukturen, mä mir investéieren och a Mënschen. A mir si bereet, enger Rei vu jonke Leit eng Chance ze ginn, se ze huelen, se ze forméieren, se ze accompagnéieren, fir datt se eng stabel Aarbechtsplaz kréien."

Ech hunn d'nächst Woch en éischt Gespréich mat der Eisebunn, déi ech emol erëm wëll méi mobiliséieren, fir méi ze forméieren. Ech hu jo festgestallt, datt mäin Appell an der Stad Lëtzebuerg jo op gudde Buedem gefall ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Gesitt Der!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* D'Madame Loschetter huet décidéiert, d'Zuel vun den Apprentië vu 25 op 50 eropzesetzen. Dat kann ech nëmme begréissen!

Mme Anne Brasseur *(DP).-* De Schäfferot! (veuillez lire: De Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg!)

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* De Schäfferot. Voilà, très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).-* Dir woort ni e Kommunalpolitiker!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Zesumme kënne mer awer eppes bewierken. Et ass also wichteg, datt och d'Gemengen…

Mme Anne Brasseur *(DP).-* Hie weess net, datt een dat net kann eleng décidéieren.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* …op dee Wee ginn, fir jonk Leit ze forméieren an hinnen iwwert dee Wee eng Chance ze ginn.

Bon, ech mengen, mir sinn elo alleguerten un d'Enn komm vun eise Reflexiounen. Ech soen lech Merci.

Ech huelen natierlech déi éischt Motioun un, déi Der presentéiert hutt, déi déi gréng Fraktioun presentéiert huet. Dat ass d'Nummer 2. An natierlech d'Nummer 1 souwisou!

Nach vläicht e lescht Wuert iwwert d'Préretraite. Ech mengen, mir haten hei en Débat iwwert d'Préretraite-solidarité.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Also, Dir huelt se net un, mä Dir fannt se gutt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, ech fanne se gutt, jo. Ech fanne se gutt. Ech ka se also unhuelen. Wann Dir se unhuelt, ass et perfekt. Also, ech mengen net Dir...

(Hilarité)

Voilà!

D'Préretraite-solidarité, ech mengen, iwwert d'Préretraite-solidarité hate mer en Débat, ech wëll net weider dorop zréckkommen. Mir mussen d'Préretraitessystemer ajustéieren. A mir wäerten och an deenen nächste Méint, am Hierscht e Projet de loi bréngen, wou déi ganz Préretraiten e bëssen nei configuréiert ginn, souwuel d'Préretraite-ajustement wéi och d'Préretraite - wéi heescht se? - „progressive".

An d'Préretraite-solidarité, mengen ech, mécht u sech kee Sënn méi. Mir mussen déi zum Deel integréieren an d'Préretraite „postés", dat ass déi drëtt, a kucken, fir e Maximum vu Leit, déi besonnesch a schwieregen Aarbechtskonditiounen, sief et Nuetsaarbecht oder Travail posté, schaffen, fir datt déi och iwwert dee System ofgedeckt ginn.

Déi lescht Demande, fir méi Evaluatioun ze maachen, ass absolut richteg. Mir wäerten als éischt Evaluatioun effektiv déi ganz Beschäftegungsinitiativen ënnert d'Lupp huelen, an zwar net méi ënnert deem Finanziellen, mä fir ze kucken: Ass dat Konzept, esou wéi et besteet haut vun der Beschäftegungsinitiativ, esou adaptéiert?

Wat ass d'Zil vun der Beschäftegungsinitiativ? Dat ass, Leit erëm an eng Beschäftegung ze bréngen. Wou och ëmmer! Well heiansdo ass och eng Beschäftegung um sougenannten éischten Aarbechtsmaart net méiglech. Da muss een aner Léisungen och fir déi hunn. Och déi hunn dann e Recht drop, eng Léisung offréiert ze kréien.

Mä mir mussen dat Konzept op de Métier huelen, aus der Erfahrung léieren. Ech mengen, mir hunn dat jo elo gemaach, wat déi finanziell an organisatoresch Froen ubelaangt. Mir mussen dat och maachen, wat d'Integratioun vun der Beschäftegungsinitiativ, vun deem Konzept an d'Beschäftegungspolitik ubelaangt. Dat schéngt mer also wichteg ze sinn. Dat ass also eng vun deenen éischten Etüden, éischten Evaluatiounen, déi mer wäerte maachen.

Elo denken ech nach drun, de Rapport vun der ADEM: Dir hutt mech dat gefrot. Jo, deen ass souwäit fäerdeg, deen éischten. An ech wär frou, datt mer an enger vun deenen nächste Kommissiounen..., dee Rapport wäert ech Iech soumettéieren. Ech hunn och kee Problem, datt Der de President vun deem Comité de suivi selwer kënnt froen an invitéieren, fir Iech dee Rapport ze presentéieren.

Voilà, ech mengen, Här President, do maachen ech Schluss.

M. le Président.- Merci, Här Minister, dat war ganz komplett. Domadder wär och d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen. Fir d'Éischt ass hei...

(Interruption)

Motions 3 et 4

Jo, d'Madame Loschetter freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, ganz kuerz. Ech wollt eng Propositioun maachen zu de Motiounen 3 a 4. Den Aarbechtsminister ass jo och zoustänneg fir den Inhalt vun der Motioun 2, déi ech déposéiert hunn. Mir mussen net, mir verlaangen net, datt déi Motiounen 3 a 4 haut ofgestëmmt ginn. Vu datt d'Motioun 3 eigentlech den Innenminister eppes ugeet an d'Motioun 4 eigentlech d'Éducationsministesch eppes ugeet, géif ech proposéieren, wa meng Kolleeginnen a Kolleegen d'accord sinn, datt déi zwou Motiounen an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn.

M. le Président.- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech kann domadder liewen. Well mir hätten e Problem mat där Motioun N°3 iwwert d'Kreatioun vun enger neier Carrière an der Fonction publique fir den Apprenti. Wa mer eng nei Carrière schafen, da sinn déi Leit als Apprenti an engem Statut, mat alle Rechter a Flichten, déi domadder zesummenhänken. Dofir mengen ech, datt dat schwéier méiglech wier.

Ech wëll awer soen, datt, wa mir déi Motioun géifen oflehnen als CSV-Fraktioun, datt mer selbstverständlech déi Initiativ, déi jo och vun dem Aarbechtsminister a vun Iech gedeelt gëtt, fir datt d'Gemengen an de Stat solle méi Apprentisplaze schafen, datt mer déi selbstverständlech droen. Nach ass et esou, datt, Dir wësst, dat net ëmmer eleng vun de Gemengen ofhänkt. Well mir musse Leit och hunn, déi kënnen Apprentien ausbilden, nämlech d'Meeschteren. An ech mengen, do sollt eng Incitatioun sinn och vun der nationaler Politik, fir datt déi Leit, déi bei de Gemenge beschäftegt sinn an déi Meeschterkaarten hunn, datt déi mat op dee Wee ginn. Well da wier ville jonke Leit vill gehollef, fir en éischte Fouss op der Aarbechtsplaz an an der Aarbechtswelt ze hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Da kéime mer zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt d'Motioun 1 vum Här Lucien Lux. Kënne mer déi à main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Motion 1

Jo, wollt Dir nach d'Wuert hunn, Här Colombera?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, zu där Motioun do! Kann ech da schwätzen, wann ech gelift? Bon, mir invitéieren hei de Minister «à prendre acte des conclusions et recommandations»...

M. le Président.- Dir schwätzt elo vu wat fir enger Motioun?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Vun där éischter.

M. le Président.- Där éischter, okay.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, jo. Also, mir invitéieren de Minister «à prendre acte des conclusions et recommandations de la Commission du Travail». Fir mech ass déi Motioun keng Plus-value, well de Minister ass net méi klug elo wéi virdrun. A fir mech war déi ganz Debatt e bëssen eng Alibidebatt, wéi mer der esou vill hei féieren, iwwert d'Aarmut an esou virun. Mir sinn net méi klug wéi virdrun, wéi gesot, an de Chômage gëtt hei als Symptom consideréiert an net a sengem ganzheetleche Konzept.

Dofir feelen eis ganz vill Donnéeën nach. Zum Beispill si vill Acteuren net gefrot ginn, ënner anerem d'Chambre d'Agriculture zum Beispill an och déi Responsabel vun deene Mesures d'emploi. Déi sinn net gefrot ginn.

Mir hunn näischt héieren iwwert de Chômage saisonnier, de Chômage technologique, Chômage frictionnel, Chômage duerch Outsourcing. Mir hunn näischt héieren iwwert déi Cycles économiques...

M. le Président.- Här Colombera, Dir kënnt awer elo net nach eng Kéier eng nei Ried hei halen. Dir sollt Stellung huele par rapport zu der Motioun.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, jo, dofir soen ech jo och...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Den Här Henckes huet de Rapport ganz interessant fonnt.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, de Rapport ass guer net interessant, well et feele ganz vill Donnéeën.

(Interruptions diverses)

Mir hunn, mir hunn näischt, neen, Här Lux, mir hunn näischt héieren iwwer eis Cycles économiques, d'Cycles de Kitchin...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ma dann hätt Dir dat jo kënnen zielen elo! Dann hätte mer eppes héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet den Här Henckes en dann net ënnerschriwwen?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här Gibéryen, ech sinn amgaangen ze schwätzen hei.

(Hilarité)

Mir hunn näischt héieren iwwer wat d'Banken zum Chômage...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Oh kommt, allez!

(Interruptions diverses)

Oh Gott!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Wat kann de Stat als Kausalfaktor..., fir wat ass de Stat als Kausalfaktor vum Chômage, do hu mer näischt héieren! Mir hunn näischt un Informatiounen iwwer Solutiounen, innovativ Modeller, zum Beispill Revenu de base. Mir hunn näischt héieren iwwer...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Nee éierlech, Här President, wat soll dat?

(Interruption)

M. le Président.- Jo, den Här Colombera huet zwou Minutten Zäit, fir...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir hätt an all Kommissiounssëtzung kënne kommen!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dofir, Här Lux,...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An all déi Saachen do zielen...

(Interruption)

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- ...déi ganz Analys hei ass total incomplète! An déi gëtt net dat ganzt Spigelbild vum Chômage...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir hunn et verstanen!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dofir, Här Lux, et deet mer leed, mä...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et brauch Iech guer net leed ze dinn!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dat doten ass kee Rapport. An ech sinn dofir, fir mech do ze enthalen, well ech weess net, wat de Minister domat kann ufänken, well e weess net méi elo wéi virdrun!

Merci.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir och net!

M. le Président.- Sou, Merci! Kënne mer elo driwwer ofstëmmen, à main levée?

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun vum Här Lux d'accord?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

(La motion 1 est adoptée à main levée avec les abstentions de la sensibilité politique ADR, de la sensibilité politique déi Lénk et de M. Jean Colombera.)

Motion 2

Dann hunn ech verstanen, datt d'Motioun N°2 vun der Madame Loschetter géif och ugeholl gi vum zoustännege Minister. Kënne mer och à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

Motions 3 et 4

D'Madame Loschetter proposéiert, d'Motiounen 3 a 4 an déi respektiv Kommissiounen ze verweisen.

Ass jiddwereen domadder d'accord?

Da wär dat esou décidéiert.

(La motion 3 est renvoyée à la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative et la motion 4 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.)

(Interruption)

Jo, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Déi drëtt Motioun, wann ech et richteg verstanen hunn, do ass jiddweree bal dergéint, datt mer hei eng nei Carrière an der Fonction publique schafen!

Plusieurs voix.- Neen!

M. le Président.- Neen, Här Henckes, ech mengen, et geet hei drëm, datt déi allermeeschte Kolleegen d'accord sinn,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Eng Diskussioun féieren!

M. le Président.- ...fir op dee Wee ze goen, datt ee soll kucken, wat dee richtege Wee ass. An dofir soll déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn,...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech wollt just dozou soen, datt ech...

M. le Président.- ...an dat ass domadder geschitt.

2. 6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Mir hunn nach vu gëschter de Projet de loi 6503 iwwert de SCRIPT, deen hei eestëmmeg ugeholl ginn ass. Mä et war vergiess ginn, d'Chamber ze froen, ob se géif d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel duerch de Statsrot ginn.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6507, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Asylrecht. Hei hu sech ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

3. 6507 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Här Minister, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet soll Lëtzebuerg also dräi Direktiven ëmsetzen am Beräich vum Asyl, wéi Der gesot hutt, Här President, an awer och am Beräich vun der Immigratioun.

Et handelt sech ëm éischtens d'Direktiv vum 11. Mee, déi eng Direktiv vum Joer 2003 modifizéiert. An do geet et iwwert de Statut vum Résident de longue durée. Dann eng zweet Direktiv vum Dezember 2011, déi d'Norme festsetzt iwwert d'Konditiounen, déi d'Persounen aus Drëttstaten erfëlle mussen, fir eng Protection internationale ze kréien, an den Inhalt vun dëser Protektioun regelt. Dës Direktiv gëtt „Directive qualification" genannt. An eng drëtt Direktiv, och vum Dezember 2011, iwwer eng Procédure de demande unique a fir e Permis unique ze kréien, deen et Persounen aus Drëttstaten erlaabt, um Territoire vun engem Memberstat ze wunnen an ze schaffen. An déi Direktiv gëtt genannt: „Directive permis unique".

Fir dës dräi Direktiven ëmzesetzen, musse mer eist Asylgesetz vun 2006 an d'Immigratiounsgesetz vun 2008 ëmänneren.

Dëse Projet de loi ass aviséiert gi vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, vun der Commission consultative des droits de l'Homme an natierlech och vum Statsrot. Den Avis vum Statsrot war ganz positiv. Déi wéineg Textpropose vun der héijer Kierperschaft goufe praktesch all vun der zoustänneger Parlamentskommissioun iwwerholl.

E puer kritesch Remarquë gouf et vun der Mënscherechtskommissioun, déi sech haaptsächlech mat der Direktiv „Qualifikatioun" auserneegesat huet. D'Mënscherechtskommissioun huet an hirem Avis awer net nëmmen negativ Punkten opgeworf, mä virun allem - virun allem - déi sëlleche Verbesserungen, déi déi nei Direktiv mat sech bréngt, ënnerstrach an och begréisst.

Inhaltlech huet se och Recommandatioune gemaach, wat d'Mineuren an d'Mineurs non accompagnés ubelaangt. Hir Kritike viséiere meeschtens d'Direktiv, a well d'Regierung sech hei un d'Texter vu Bréissel gehalen huet, also och indirekt de Projet de loi. Et ass natierlech ëmmer déiselwecht Fro, wann et ëm d'Ëmsetze vun Direktive geet: Soll ee sech strikt un déi europäesch Texter halen oder soll ee Cavalier seul spillen an doheem seng eegen Zopp kachen?

Mir fannen op alle Fall, dass Virsiicht ubruecht ass, an dat besonnesch an deem heite Kader, wou et ëm Asyl an Immigratioun geet a wou et drëms geet, dat Recht an der Europäescher Unioun ze harmoniséieren, méi Rechtssécherheet hierzestellen an ze vill Ënnerscheeder ze vermeiden.

Dat gëllt och fir déi aner Kritike vun der Mënscherechtskommissiouun, zum Beispill d'Kritiken, déi sech op aner europäesch Direktive bezéien oder mat net ëmgesatene Considéranten ze dinn hunn. Och dat kann een erëm implizit als Kritik un der Direktiv interpretéieren: den Text selwer vun der Direktiv géif net genuch déi betreffend Considéranten erëmspigelen.

E lescht Wuert nach zu deem Avis vun der Mënscherechtskommissiouun: Deen Avis ass relativ spéit komm. Ech verstinn, dass hei zum Deel bénévole geschafft ginn ass an dass et doduerch schwéier ass, ganz séier ze reagéieren. Mä et bedeit awer leider och, dass et fir d'Parlamentskommissiouun méi schwiereg ass, dës Kontributiouun mat an hir Aarbechten anzebannen, an dat besonnesch am Kontext vun de kuerzen Délaien, un déi mer gebonne si bei der Ëmsetzung vun den Direktiven.

Den Avis ass freides komm an ech hat de Rapport scho verschéckt donneschdes, méindes sollte mer de Rapport unhuelen an der Kommissiouun. Mir hunn dunn aus Respekt virun där Aarbecht vun der Mënscherechtskommissiouun dat Ganzt ëm eng Woch verschoben. Mir hunn och den Avis als Document parlementaire unerkannt. A mir haten dunn déi Woch drop eng Diskussiouun a mir hunn deen Avis och studéiert.

Elo awer dann zu den Direktive selwer: An där éischter Direktiv geet et ëm d'Erweiderung vum Champ d'application vun der Direktiv iwwert de Statut de résident de longue durée. Deemno gëtt dëse Statut och zougänglech gemaach fir Persounen, déi de Statut vun der Protection internationale hunn, dat heescht souwuel Asyl wéi och Protection subsidiaire. D'Flüchtlinge kënnen dann, wa se de Statut vum Résident de longue durée kréien, vun de Rechter vun deem Statut profitéieren. An dat heescht zum Beispill, dass se en Droit de séjour an engem anere Memberstat kënne geltend maachen oder dass se an enger ganzer Partie vu Beräicher den nationale Bierger gläichgestallt sinn.

Dës Entwécklung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, ass ze begréissen, a si war och iwwerfälleg. Et gëtt keng objektiv Argumenter, dës Mënschen, déi ënner internationalem Schutz stinn, rechtlech manner gutt ze stellen.

Duerch den neie Champ d'application hu sech weider Prezisiounen opgedrängt. Zum Beispill ass festgehale ginn, dass bei der Berechnung vun de fënnef Joer Openthaltsdauer, déi néideg sinn, fir dee Statut de résident de longue durée ze kréien, zumindest een Deel vun der Zäit vun der Asylprozedur considéréiert muss ginn: d'Halschent vun der Period vun der Asylprozedur, wann déi net méi wéi 18 Méint gedauert huet, an an den anere Fäll déi ganz Zäit vun der Prozedur.

Well Flüchtlinge mat engem Statut de longue résidence..., mat engem Statut de résidence de longue durée, pardon, sech och am Ausland nidderloosse kënnen, war et och wichteg, derfir ze suergen, dass d'Protection internationale och do wierksam garantéiert ass. Dat heescht emol virun allem, dass de Principe de non-refoulement agehale gëtt. An dofir steet och am Projet de loi, dass, wann een e Permis de séjour de résident de longue durée un eng Persoun ausstellt, déi hei zu Lëtzebuerg de Statut vun enger Protection internationale krut, da muss och am Permis drastoen, dass se dee Statut oder déi Protection internationale huet.

Dat nämlecht ass de Fall, wa Lëtzebuerg e Permis de séjour ausstellt fir eng Persoun, déi am Ausland eng Protection internationale hat, da muss dat och op deem Permis stoen.

Déi zweet Direktiv, dat ass eng Neifaassung, ass eng "Refonte", wéi dat am EU-Jargon heescht, vun der Direktiv "qualification". An Zil ass et hei, Normen ze fixéieren iwwert d'Konditiounen, déi eng Persoun aus engem Drëttstat erfëlle muss, fir de Statut de protection internationale ze kréien, dat heescht, entweder als Réfugié unerkannt ze ginn oder ënnert d'Protection subsidiaire ze falen. D'Direktiv leet dann och nach e ganze Katalog vu Rechter fir déi betraffe Leit fest.

An interessant war déi ganz Virbereedung fir déi Neifaassung vun där Direktiv, déi war ganz laang a villsäiteg. 2007 huet d'EU-Kommissiouun e Gréngbuch erausginn iwwert deen zukünftege gemeinsamen europäeschen Asylsystem, si huet dat publizéiert, et sinn Etüde gemaach ginn, et si Questionnairë geschéckt ginn un d'Regierungen, un d'Parlamenter, un d'Zivilgesellschaft, an d'EU-Kommissiouun huet sech och mat alle relevanten Acteure concertéiert. An ech muss soen, wann een dat alles noliest, si huet och vill nogelauschtert.

Op där Basis ass dann erausfonnt ginn, dass déi festgesaten Normen an deene fréieren Direktiven ze vag an net eendeiteg sinn an also net zu där gewënschtener Harmoniséierung bäigedroen hunn. Si waren ongenügend, wat d'Kompatibilitéit mat de Mënscherechter an de Rechter vun de Réfugiéen ubelaangt. Dat gëtt also verbessert. Si haten nëmmen zu engem ongenügenden Harmoniséierungsniveau an der Unioun gefouert a si hunn eng negativ Inzidenz op d'Qualitéit an d'Effikassitéit vun Entscheedungsprozesser.

Deen nämlechte Constat ass iwwregens och fir d'Directive "procédure" gemaach ginn, déi mer an Zukunft nach hei wäerten ëmsetzen an och diskutéieren. D'Refonte vun där Directive "procédure" ass jo scho säit Längerem um europäeschen Instanzewee, genau wéi d'Refonte vun der Directive „accueil" an och d'Reform vum Dubliner Statut.

An dësem Zesummenhang, Här Minister, wär et interessant, vun Iech gewuer ze ginn, wéini dës Dossieren dann elo endlech zu Bréissel ofgeschloss ginn. Dat ass d'Directive "procédure", d'Refonte directive „accueil" an och d'Reglement „Dublin".

Nun awer zréck op eis Direktiven, déi mer haut ëmsetzen. Et geet bei der Neifaassung vun der Direktiv "Qualifikatiouun" drëms, d'Prozeduren ze vereinfachen a Kloerheet ze schafen, fir méi zolidd Décisiounen treffen ze kënnen. Déi mangelnd Prezisioun vun den Texter an de 27 Memberlänner, déi d'Kommissiouun ëmmer erëm monéiert huet, huet dozou gefouert, dass verschidden Dispositiounen ënnerschiddlech interpretéiert goufen, wat dann duerno d'Geriichter beschäftegt huet. D'Preziséierung vun de juristesche Begréffer an domadder och d'Vereinfachung vun hirer Applikatioun soll hei Remedur schafen. Et geet och drëms, d'Prozeduren ze rationaliséieren, fir eng méi effikass Prozedur ze hunn, an et geet drëms, dass d'Direktiv kohärent ass mat de Jurisprudenze vun der Cour européenne de justice an och vun der Cour européenne des droits de l'Homme.

Wat elo méi konkret d'Ännerunge vun der Direktiv "Qualifikatiouun" betréfft, esou ginn eng ganz Rei vun Definitioune geännert. Eng wichteg Ännerung zum Beispill betréfft d'Notioun vun de Familljemembere vun där Persoun, déi internationale Schutz kritt. An déi Notioun ass erweidert ginn: Derbäigezielt gëtt och elo de Papp, d'Mamm oder aner Erwuessener, déi responsabel si fir de Concernéierten, wann dës Persoun mannerjähreg an net bestuet ass.

Eng aner wichteg Ännerung betréfft d'Acteurs de la protection, dat heescht engersäits d'Staten an anerersäits Parteien oder Organisatiounen, déi - esou d'Direktiv - de Stat oder e wesentlechen Deel vum Statsterritoire ënner hirer Kontroll hunn. D'EU-Kommissiouun huet hei korrekt festgestallt, dass d'Konzept vum Acteur de la protection virdrun net kloer genuch war an dass et zu groussen Differenzen tëschent de Memberstate bei der Ausleeung komm ass.

Et ass also dofir, dass déi Direktiv ergänzt ginn ass an deem Sënn, dass den Acteur - fir dass e solchen als Acteur unerkannt ka ginn - disposéiert muss sinn, eng Protektiouun ze bidden, a virun allem muss en an der Lag sinn - "être en mesure" -, dës Protektiouun ze bidden. A weider gëtt nach preziséiert, an och dat ass nei, dass d'Protektiouun wierksam an dauerhaft muss sinn, also net nëmmen temporär, wéi dat virdrun de Fall war.

Eng weider Ännerung betréfft d'Protection à l'intérieur du pays respektiv déi sougenannten "fuite interne". Hei gëtt am Fong gesot, dass e Memberstat feststelle kann, dass en Demandeur keng Protection internationale brauch, wann en an engem Deel vu sengem Pays d'origine entweder keng, ech zitéieren «crainte fondée d'être persécuté» muss hunn «ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves», oder well festgestallt gëtt, dass en an deem Deel vum Land Zougang zu enger Protektiouun am Sënn vun der Direktiv huet.

Dës nei Formulatiouun dréit engem Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'Homme Rechnung, an deem d'Cour festgehalen huet, dass gewësse Garantien do musse sinn an dass d'Persoun muss kënnen an déi concernéiert Deeler vum betreffende Land reesen an och do opgeholl ginn. An et muss raisonnablement erwaart ginn, dass e sech do nidderloosse kann.

Bei der Analys vum Dossier sinn d'Memberstaten natierlech nach wie vor gehalen, d'Situatiouun an deem betreffenden Deel vum Land ze considéréieren, awer och déi perséinlech Situatiouun vum Demandeur. An nei ass an der Direktiv, dass d'Memberstaten opgefuerdert sinn, all aktuell Informatiounen aus relevante Quellen ze benotzen, zum Beispill musse se Informatioune vum Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés oder vun deem nei geschafene Bureau européen d'appui en matière d'asile asammelen.

Eng weider wesentlech Ännerung betréfft d'Appartenance zu engem Groupe social. An dat ass interessant: Dat ass en Element, wat considéréiert muss ginn, wann et ëm d'Evaluatiouun vun de Verfolgungsgrënn geet, «les motifs de la persécution», wéi et an der Direktiv steet.

Déi nei Direktiv schaaft hei méi Kloerheet, andeems se virgesäit, dass bei der Definitiouun vun engem Groupe social Aspekter, déi mam Geschlecht ze dinn hunn, dorënner och déi geschlechtlech Identitéit, musse considéréiert ginn. Dëst ass eng wichteg Kloerstellung, besonnesch och fir Fraen, wann ee bedenkt, wéi verbreet sexuell Gewalt, Genitalverstümmelung, Zwangsbestietnisser a verschiddene Géigende vun der Welt sinn.

Ech sot virdrun, dass bei der Neifaassung vun der Direktiv et och drëms gaangen ass, d'Prozeduren ze vereinfachen, an dass se méi effikass solle ginn. Dofir goufen a ville Beräicher d'Rechter vun de Bénéficiairë vun der Protection subsidiaire op den Niveau vun de Réfugiéen ugehuewen.

An anere Beräicher, zum Beispill bei der Protection sociale a wat den Titre de séjour ugeet, bleiwen d'Ënnerscheeder an der Direktiv bestoen, déi awer net zu Lëtzebuerg iwwerholl goufen. Mir sinn also do e Schrëtt méi wäit gaangen. Am Beräich vun der Protection sociale steet nämlech schonn haut an eisem Artikel 50 vum Asylgesetz, dass d'Bénéficiairë vum Flüchtlingsstatut an déi, déi de Statut vun der Protection subsidiaire kruten, déiselwecht néideg Assistance sociale kréie wéi all aner Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Bei der Validitéit vum Titre de séjour ass d'Regierung och e Schrëtt méi wäit gaangen: Während d'Direktiv dräi Joer fir d'Réfugiéë virgesäit an ee Joer fir Persoune mat der Protection subsidiaire, erneierbar fir eng Period vun op d'mannst zwee Joer am Fall vun der Protection subsidiaire, sou huet d'Regierung décidéiert, keng Differenze méi ze maachen an huet eng Period de validité vun dräi Joer proposéiert. Dës Ännerungen un der Direktiv, an dat huet och de Conseil d'État rappeléiert, hunn nëmme wéineg Impakt fir Lëtzebuerg, well d'Harmoniséierung vun de Rechter vun dësen zwou Forme vu Protektiouun an eiser Gesetzgebung scho ganz avancéiert war.

Déi drëtt Direktiv iwwert de Permis unique huet als Zil, eng Procédure de demande unique ze schafe fir e Permis unique, déi Persounen aus Drëttstaten erlaabt, an engem Memberstat ze wunnen an ze schaffen. En zweete Volet betréfft d'Schafe vun engem gemeinsame Sockel vu Rechter fir all déi Leit, déi schaffen, aus Drëttstaten an déi an engem Memberstat vun der Unioun wunnen. D'Ëmsetzung dovunner huet nëmme ganz wéineg Upassungen an der Lëtzebuerger Gesetzgebung néideg gemaach, dat, well och hei Lëtzebuerg anticipéiert hat, andeems et schonn 2008 esou e Permis unique ageféiert hat.

Erwähnenswäert sinn an dësem Zesummenhang awer och d'Ännerungen, wat den Zougang zum Aarbechtsmarché ubelaangt. Am Moment huet den Titre de séjour pour travailleur salarié ee Joer Validitéit fir ee Beruff an engem Secteur. Wann en dann erneiert gëtt, dann ass e weider zwee Joer gutt, an och hei just nëmme fir ee Beruff an engem Secteur. Eréischt duerno kritt den Interesséierten en Titre de séjour, deen em erlaabt, all Beruff an all Secteur auszeüben.

Dat gëtt elo vereinfacht: D'Limitatiounen, wat de Beruff an de Secteur ubelaangt, ginn nëmmen am éischte Joer bäibehalen. An en plus ass nom éischte Renouvellement den Titre dann dräi Joer gutt. Dat ass, mengen ech, eng ganz positiv Mesure, net nëmme fir déi concernéiert Leit, mä awer och am Sënn vun der Simplification administrative.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll drun erënneren, dass mer am Joer 2006, wou mer d'Asylgesetz hei gestëmmt hunn, an am Joer 2008, wéi mer d'Gesetz vun '72 vun der Immigratiouun moderniséiert hunn, hei am Haus eng Unanimitéit haten. Mir hunn deemools an der Kommissiouun vum Ben Fayot vill diskutéiert, vill mat de Mataarbechter vum Ministère, mat den ONGen, mat de concernéierte Leit diskutéiert, a mir haten eng Unanimitéit.

Dofir wär et wichteg bei esou sensibelen Theme wéi Asyl an Immigratiouun, wou am Ausland do oft Politique politicienne gemaach gëtt, dass mer haut hei déi nämlecht Unanimitéit géife kréien, desto plus, wou hei wierklech villes am Recht vun de Réfugiéë verbessert gëtt a wou eng large Konsultatiouun virdru war vun der Kommissiouun mat der Société civile, mat de Regierungen a mat de Parlamenter.

Fir ofzeschléissen, wollt ech als Rapporteur all de Membere vun der Kommissiouun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissiouun haten, och de Vertrieder vum Immigratiounsministère, dem Här Sylvain Wagner an der Madame Viviane Ecker, an och e Merci u mäi Mataarbechter, den Här Marc Thiltgen aus der Fraktiouun, an un eis Sekretärin vun der Kommissiouun, d'Madame Brors.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktiouun fir dëse Projet. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech wär frou, wa mer wierklech hei eng Unanimitéit kréichen. De Minister ass hei, wann nach een Douten huet, Froen huet.

Dat gesot, Merci fir d'Nolauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. D'Wuert kritt d'Madame Martine Mergen elo.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Angel säi schréftlechen a mëndleche Rapport huet eigentlech schonn alles gesot. Wéi Der geheiert hutt, ass et en extrem technescht Gesetz, an ech wollt him awer Merci soen, dass hien et fäerdegbruecht huet an deene Minutten, wou en hei konnt schwätzen, dat esou kloer duerzeleeën. Ech wéilt just e puer Punkten nach eraushiewen.

Mir setzen also hei déi dräi europäesch Direktiven ëm, déi si vun 2011 an am Domän vun der Asyl- an Immigratiounspolitik. D'Länner vun der EU si vun hirer politescher a sozialer Traditioun hier oppe fir déi Mënschen, déi an anere Länner verfollegt ginn, a sollten dat och bleiwen. Si si sech individuell a kollektiv bewosst, dass eng effektiv Asyl- an Immigratiounspolitik gradesou wéi eng effektiv a solidaresch Integratiounspolitik, an ech wéilt dann och den drëtte Volet vum Package net vergiessen, nämlech e gemeinsamt Virgoe géint déi illegal Immigratioun, nëmme kënne fonctionnéieren an onse gemeinsame Baussegrenzen, wa se harmoniséiert sinn.

Dat ass net nëmmen am Interessi vun onse Länner, mä och a virun allem vun deene Persounen a Familljen, déi sech op dee schwéiere Wee maache mussen, fir hir Heemecht ze verloossen, fir op enger friemer Plaz temporär oder definitiv en neit Liewen unzefänken.

Et muss ee sech als Lëtzebuerger Bierger emol eng Kéier - oder ëmmer erëm - Gedanke maachen, iwwer wéi eng Persoune Rieds geet, wann ee vu Refugiéë schwätzt respektiv vu Leit, déi Bénéficiaire vun enger Protection internationale sinn. Wie sinn déi Leit, déi dee Statut kréien an déi esou e Schutz zur Verfügung gestallt kréien?

D'Konventiouun vu Genf definéiert dëse Statut säit 1951. En ass allerdéngs an enger Rei Kéieren erëm op de Leescht geholl ginn, an Europa definéiert e jo hei och erëm e bësselchen anescht, mä et ass am Prinzip eng Persoun, déi aus hirem Land flücht, aus deem se gebierteg ass oder wou se sech dauerhaft opgehalen huet, well se aus bestëmmte Grënn - sief et d'Hautfaarf, d'Relioun, d'Nationalitéit, d'politesch Meenung - Angscht huet, verfollegt ze ginn, an déi net kann an net wëllt déi néideg..., also, déi net kann déi néideg Protektiouun vun hirem eegene Stat kréien oder - dat fannen ech eng wichteg Nuance -, wou den eegene Stat och net wëllt déi néideg Protektiouun där Persoun ginn.

Déi juristesch Situatiouun vun dëse Persoune soll also haut an dësem Gesetz europawäit harmoniséiert ginn, fir dass mir, och wann et zu gréissere Flüchtlingsstréim kéim, esou wéi dat während de Konflikter an Ex-Jugoslawien de Fall war oder méi rezent duerch de Printemps arabe, dës Stréim och kënne maîtriséieren. Europa huet schonn ëmmer ënner Beweis gesat, dass et dat kann, an et mécht et och ëmmer besser.

Eng vun den Direktive setzt e Kader fir eng gemeinsam Definitiouun vun de Statuten, also deene vun de Bénéficiaires de protection internationale a vun der subsidiärer Protektiouun - dat huet de Marc Angel scho gutt erkläert -, déi de Konditioune vun där éischter Kategorie net entspriechen, déi een awer net kann a wëllt an hir Länner zréckschécken. Dëst soll eng Garantie sinn, dass si an alle Länner gläich behandelt ginn, wann dann all Land dat Gesetz hei, déi Direktiven hei ëmgesat huet, an net, dass een deem anere se zouschiibt, well ee Land méi eng grousszügeg Législatiouun huet wéi en anert.

Wichteg ass fir ons, dass de Begréff vun der Famill méi wäit definéiert gouf, dat engersäits am gréisseren Intérêt vun de Kanner, mä och d'Elteren an déi eeler Leit sinn an d'Definitiouun matabezunn.

Och d'CSV-Fraktiouun begréisst, dass déi Aspekter, déi mat der Identité de genre ze dinn hunn, mat a Betruecht musse gezu gi bei der Definitiouun vun de soziale Gruppen, déi Schutz solle kréien. Dat wäert et an Zukunft erlaben, d'ge-

schlechtsspezifesch Aspekter ze berücksichtegen, notamment fir Fraen a Meedercher, déi Affer vu genitale Mutilatiounen, Zwangssterilisatiounen oder Zwangsofdreiwunge kënne sinn.

Interessant ass hei och an dëser Direktiv, datt mer hei net vu Gläichheet tëscht Mann a Fra schwätzen, mä vun Aspekter, déi mam Geschlecht zesummenhänken, an dat schéngt mir eng Ouverture fir all déi ze sinn, déi sech net däitlech deem engen oder anere Geschlecht zouuerdnen. Ech wëll awer elo net hei op den Detail, op d'Problematik vun der Transgeschlechtlechkeet agoen.

Här President, ech wollt dann och elo zum Schluss kommen, well den Här Angel déi aner Changementer, déi an onser scho relativ korrekter Législatioun waren, an déi néideg waren, fir dat hei ëmzesetzen, beschriwwen huet. Mä méi Harmonie, de Prinzip vu méi Harmonie an de Législatiounen ass fundamental fir d'Kohärenz an d'Kredibilitéit, fir d'Citoyenneté européenne opzebauen an hir Garantien och deenen zoukommen ze loossen, déi se esou dréngend brauchen.

Prezis Kritäre fir de Statut, eng fair Chance, en neit Liewen am Gaaschtland opzebauen an Dignitéit an am Respekt vun de Mënscherechter, Zougang zu Aarbecht, Bildung, Wunnen, Gesondheet, dat si fir d'CSV déi wichteg Acquisen, déi dëst Gesetz, loosse mer soen, solidifiéiert oder verbessert.

Well den europäesche Prozess ëmmer am Floss ass, wäerte mer wuel och weiderhi mussen ons national Législatiounen adaptéieren, fir déi esou wichteg Chantiere vun der Protektioun, der Immigratioun an der Integratioun weiderzebréngen. A mir hoffen och, dass ons net nogedroe gëtt, dass mer fir dës dräi Direktive prezis 13 Deeg Retard hu fir d'Ëmsetzen. Ech mengen, si hätte missen den 2. Mee... Ech mengen, do hu mer awer ganz gutt geschafft, wéi de Marc et och scho gesot huet, an der Kommissioun an och an den Administratiounen.

Ech wollt zum Ofschloss den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll aganks dem Marc Angel gäre Merci soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, dee ganz exhaustiv war an dofir eis et och erlaabt, als gréng Fraktioun net nach eng Kéier mussen op déi Eenzelheeten an d'Verbesserungen, déi se duerstellen, am Detail anzegoen.

Ech wëll just, well mer hei jo vun der Ëmsetzung vun Direktive schwätzen an haut en Degré awer vun Detail erreecht hunn, nach eng Kéier eng 20 Joer kuerz zréckdenken, wéi Lëtzebuerg eng éischte Kéier mat méi Demandeurs d'asile konfrontéiert ginn ass. D'Zäiten hu staark a vill geännert zënterhier.

Deemools war Lëtzebuerg, wéi déi aner europäesch Länner och, en fait weder juristesch nach administrativ nach politesch virun allem virbereet op dee Phenomeen, an dat ass de meeschten europäesche Länner esou gaangen. An d'Upassungen, déi hu sech nëmme lues a lues gemaach, an enger éischter Phas am enke Kader vun der nationaler Politik. D'Länner hu probéiert, sech dem Phenomeen vun den Demandeurs d'asile, déi eigentlech iwwert déi enk Definitioun vun der Genfer Konventioun erausgaange sinn an den allermeeschte Fäll, hunn do probéiert, sech mat enger nationaler Äntwert déi Froen ze beäntwerten, an d'Resultat dovunner war kee gutt.

D'Resultater waren éischter schwaach - beschtefalls! Meeschtens ware se d'Grondlag vu ganz vill mënschlechem Misär, vun Drama, d'Grondlag vu gutt bezueltem Trafic humain fir eng Rei skrupellos Leit, waren d'Basis fir Prekaritéit à très grande échelle, och wann déi Leit bis emol an engem Land wéi Lëtzebuerg oder an den Nopeschlänner ukomm waren. Si waren eigentlech permanent prett fir d'Expulsioun an de Mot d'ordre war, dass een déi Leit op kee Fall sollt an eng - och nëmmen esou schwaach - integrativ Logik erakréien. Déi Leit sollte permanent d'Gefill hunn, dass se hei näischt verluer hätten, dass dëst Land net fir si wier, ënner kengen Ëmstänn, an dass se à tout moment domadder misste rechnen, aus dem Land verwisen ze ginn.

Dat war an all den europäesche Länner à des degrés divers déiselwecht Philosophie: Et war net geduecht, dass déi Leit sollten heibleiwen. An et ass de Mérite vun der Europäescher Unioun, dass dat geännert huet.

Et ass de Mérite vun den europäeschen Initiativen, dass aus där nationaler Léisung, déi probéiert ginn ass, dem Phenomeen ze ginn, lues mä sécher eng gemeinsam Äntwert komm ass, déi zwar Schwächte mat Sécherheet hat, eng Ugläichung vun de Gesetzer, déi sech mat Etappe gemaach huet, mä ab Enn den 90er Joren ass et awer an Europa kloer ginn, dass dee Phenomeen, deen duerch de Krich um Balkan eigentlech eréischt bei eis komm ass, dass dee Phenomeen keng zefriddestellend Äntwert kéint kréien am enken nationale Kader an dass d'Äntwert also vill méi eng misst si vun der Ugläichung vun de Regimer.

Déi zweet Erkenntnis, an déi ass mindestens geneesou wichteg, dat war déi, dass déi Ugläichung och sollt stattfannen net op engem méiglechst niddregen Niveau, mä dass d'Philosophie, déi am Ufank déi war, dass déi Leit sollten an der permanenter Prekaritéit sinn, dass et méi richteg wier, deene Leit fir déi Zäit, wou se do wieren - an déi konnt och laang sinn, zum Deel, well mer administrativ, legal an och politesch net virbereet waren -, dass et besser wier, deene Leit esou vill wéi méiglech eng normal Situatioun ze ginn: dass een also konnt och hei schaffen ënner Ëmstänn, dass déi Kanner selbstverständlech - an dat war vun Ufank un och de Fall - konnten ageschoult ginn, dass also aus där nullintegrativer Politik awer eng ginn ass, déi tendéiert huet hin zu méi Normaliséierung.

Dat ass och de Mérite vun deenen europäeschen Direktiven, déi déi national Approchen, déi et ginn huet, gebrach hunn an aus enger Prekaritéit, permanenter an honnertprozenteger Prekaritéit, awer lues mä sécher eng Approche gemaach hunn, déi Rechter definéiert huet. Net just Flichten a Prozedure fir auszeweisen, net just Prozeduren, déi sollten als Resultat hunn, dass déi Leit musse goen, mä et ass sech och iwwer Rechter gemaach ginn.

Dat ass e Mérite vun der Europäescher Unioun. An et gëtt jo bal nëmmen negativ iwwert d'Europäesch Unioun geschwat. Hei ass fir mech e Beispill, wou et duerchaus Méritë gëtt, wou d'europäesch Zesummenaarbecht et besser gemaach huet wéi dat, wat d'eenzel Länner gemaach hunn, an dat soll een och heiansdo dierfen ënnersträichen. Et ass ee gudden Dossier, fir ze weisen, dass Europa och funktionéiert.

Déi Direktiven, déi komm sinn, déi ab Enn den 90er Joren diskutéiert gi sinn, sinn zu Lëtzebuerg - notamment zwou wesentlecher - 2006 an 2008 ëmgesat ginn, an de Marc Angel huet ganz recht, wann en ënnersträicht, dass dat hei zu Lëtzebuerg eestëmmeg geschitt ass. Dat hätt net musse sinn. Et ass liicht, net derfir ze stëmmen, well et engem nach net gutt genuch ass oder well anerer fannen, dat géif vill ze wäit goen.

Ech ginn dem Marc Angel awer recht, an dat war och schonn 2006 an 2008 eis Meenung, dass mer och als Oppositiounsfraktioun eis wollte beméien, op dësem Dossier no Méiglechkeet zu enger ganz breeder Majoritéit, hoffentlech souguer zu enger Unanimitéit ze kommen. Grad, an dat hu mer haut vläicht vergiess, mä grad an deene Joren do waren déi Dossieren nach vill méi an der Öffentlechkeet an nach mat vill méi Brisanz wéi haut, haut, wou aner Themen, ganz wichteg Themen - d'ekonomesch Kris, d'Finanzkris, de Chômage - déi heiten Themen e bëssen an den Hannergrond gedrängt hunn.

Dat war 2006 an 2008 net de Fall! Do war dat um Héichpunkt - zum Deel, a verschiddene Länner - vun der Polemik; Stéchwuert, wat a Frankräich ënnert der Présidence vum Nicolas Sarkozy op dësen Dossieren zum Deel gemaach ginn ass. An dat war deemools ganz wichteg, dass mer et fäerdegbruecht hunn ze weisen, dass et och méiglech ass, anescht politesch mat deenen Dossieren ëmzegoen an ze probéieren, méiglechst vill Gemeinsamkeeten, bei alle Kritiken, déi dann nach kënne bleiwen, erauszeschielen.

Ech mengen, dass dat och haut méiglech ass, an ech soe souguer, dass et eigentlech haut net schwéier ass fir eis, déi Zoustëmmung ze bréngen, net, well déi Direktive perfekt wieren, net, well déi Kritiken, déi komm sinn, oder déi Ureegungen, misst ee vläicht éischter soen, déi komm si vun der CCDH, well déi falsch wieren. Au contraire! Och wann deen Avis spéit komm ass, dat ass richteg, mä dat mécht en net dofir méi falsch! Si regen eng ganz Rei sënnvoll Saachen un, déi vläicht iwwert d'Direktiv erausginn, déi awer dofir net an eisen Ae falsch wieren an déi et op jidde Fall derwäert sinn, net an den Tirang geluecht ze ginn a se bei den nächste legislativen Diskussiounen zu dësem Thema awer da vum éischten Dag un um Dësch leien ze hunn.

Mä d'Direktiven u sech ginn an eisen Aen, wéi all déi viregt Direktiven zu dësem Thema, an déi richteg Richtung. Dat sinn Direktiven, déi d'Situatioun verbesseren. Et ass wouer, bei där Direktive „permis unique" änneert dat zu Lëtzebuerg net vill. Mir hunn do largement, très largement anticipéiert, an dat war richteg esou! Dat hat och d'Ënnerstëtzung dofir. Mä och déi aner Direktive gi fir eis op den allermeeschte Punkten an déi richteg Richtung.

A sécher gëtt et Saachen do nach, déi ee ka verbesseren. Eng Saach, déi an eisen Aen, an och dat huet de Marc Angel ënnerstrach, ganz wichteg ass, dat ass déi nei Definitioun, déi vun der Famill gi gëtt. Dann déi nei Definitioune vun der Appartenance zu engem Groupe social, déi wesentlech méi inklusiv haut sinn, vläicht net perfekt, mä wesentlech méi inklusiv, an ech behaapten, wesentlech besser wéi dat, wat mer hätten, wa mer zënter Jore reng national dësen Dossier weider behandelt hätten. Do sinn notabel Fortschrëtter, déi an dëser Matière komm sinn, an och dës Direktiven droe mat Verbesserungen an der Législatioun dozou bäi, manner mat Verschlechterungen.

Ech wëll awer zum Schluss, Här President, dem Minister och nach eng Fro stellen. Ech kann och...

(Interruption)

Okay!

...eng Fro stellen, well mer jo elo an deene leschte puer Méint erëm eng däitlech Baisse hu vun der Zuel vun neien Demanden. Mir hunn dat och anescht kannt, a wa mer dee ganze Bléck zréckgeheien, da gesi mer, dass mer permanent e bëssen an enger Well sinn: Dat geet emol méi héich, dat geet emol méi déif. Mä déi Leit, déi sech évertuéieren, fir ëmmer nees duerzestellen, dass déi Zuel ëmmer nëmme géif klammen, dass mer ëmmer nëmme Misär hätten, dat ass einfach faktesch falsch. Zënter 20 Joer gesäit een, dass dat mat Bewegunge geet. Déi Bewegungen hunn an aller, aller Regel och eng Ursaach, déi et gëtt. A mir stellen elo erëm fest, dass déi Zuel erëm réckleefeg ass.

An d'Fro, déi ech un de Minister hunn, ass, wéi en dat analyséiert, wat d'Ursaache sinn, firwat dass et elo réckleefeg ass. Ass dat opgrond vun Ären Interventiounen zum Deel an de Pays-d'originen? Wat sinn an Ären Aen d'Ursaache fir déi Baisse vun den Zuelen? A misste mer net elo dann eigentlech deen Exercice maachen?

Dat ass eppes, wat mir als Gréng zënter Joren ureegen, dass mer eis net eréischt Gedanke maachen doriwwer, wéi mer déi Leit kënnen ënnerbréngen an ophuelen - ech weess, dass Dir net Familljeminister sidd, mä Dir sidd awer deen, dee se bis dohinner bréngt an Dir bleift an der Ketten awer zum Deel an der Responsabilitéit -, ob mer eis net elo, Dir an Ären neie Kolleeg Familljeminister, misste mat där Fro beschäftege vun de Strukturen. Well mir maachen et ëmmer dann, wann den Drock am héchsten ass, aus evidente Grënn, well da muss ee reagéieren.

Mir hunn dat ëmmer nees bedauerlech fonnt, dass mer eis net déi Zäiten, wou se réckleefeg sinn, an där hate mer der schonn e puer an deene leschten zéng, fofzéng Joer, dass mer eis net dann, wa manner Drock do ass, mat der Fro beschäftegen, eis anescht a vläicht besser preparéieren, à tête reposée, in tempore non suspecto, ob déi nächst eventuell Augmentatioun vun der Zuel vun Demandë kéint kommen. Dat ass eigentlech d'Fro un Iech.

An ech wëll ofschléissen, Här Minister, mat engem Beispill, fir ze weisen, dass, och wann et vill Fortschrëtter an dëser Matière gëtt, et dann awer ëmmer nees Situatiounen och gëtt, wou mer awer musse feststellen, dass mer net definitiv prett sinn an der ganzer Législatioun an an der Integratioun vu Leit.

Mir ass de Fall zougedroe gi vun engem Affekot, vun engem Lëtzebuerger Affekot, deen e Client huet, e Mann, deen aus dem Irak kënnt, dee souwuel physesch wéi mental handicapéiert ass, dee mat senger Famill hei ass, dee schonn eng ganz laang Rei vu Joren hei ass an och d'Genehmegungen dofir huet - de long séjour.

Seng ganz Famill huet mëttlerweil d'Lëtzebuerger Nationalitéit ugeholl, an de Mann, dee kritt déi net, well en e medizinesch certifiéierte Quotient intellectuel huet vun 52% par rapport zum Normalwäert, deen ass tout simplement net amstand, d'Sprooch ze assimiléieren, och net mat deene Kritären, déi mer am Moment am Gesetz hunn. An et ass net méiglech am Moment, vum Justizministère fir dee Mann als eenzegem nach Netlëtzebuerger a senger Famill eng Dispens ze kréie vun de Sproochenexigenzen, déi mer am Nationalitéitegesetz hunn. Fir e Mann, dee certifiéiert huet vum Dokter, dass en 52% Quotient intellectuel huet vun der Moyenne!

Dat ass natierlech eppes, wou een, jo, de Kapp muss rëselen, wann ee kuckt, wat dës Gesetzer, dës Prozedure méiglech gemaach hunn och vun integrativem Wee fir déi Famill, an da bleift een, dee souwuel physesch wéi mental handicapéiert ass, do stoen.

Ech soen Iech dat, well mer elo geschwënn d'Diskussiounen iwwert d'Nationalitéitegesetz an der Chamber jo wäerte kënne féieren opgrond vum Projet. Mir wäerten eis op jidde Fall derfir asetzen, dass och déi Dosis Flexibilitéit an d'Gesetz muss erakommen, dass esou Fäll net kënne sinn!

An et wier gutt, Här Schmit, Här Minister, wann Dir dann Är nei Kolleegin an der Regierung, d'Madame Modert, géift bei dësen Amendementen, déi mer wäerten ureegen, ënnerstëtzen, dass se déi kann unhuelen, well dat do ass eng Situatioun, fir déi ee sech eigentlech just muss schummen!

Dat gesot, wéi gesot, mir wäerten déi Ëmsetzung vun den Direktive stëmmen, an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, dee Gesetzesprojet hei huet effektiv eng ganz Rei vu punktuelle Verbesserungen, souwuel wat d'Rechter vun de Flüchtlingen ugeet, wéi och méi generell d'Rechter vu Mënschen aus Drëttlänner an hirem Accès zum Aarbechtsmaart, an duerfir wäerte mer och als déi Lénk dee Projet hei stëmmen.

Ech mengen awer, dass deen Text, esou wéi en elo virläit, net der Weisheit letzter Schluss ka sinn, an et brauch ee sech just, wéi scho verschidde vu menge Virriedner gesot hunn, déi Remarquen a Recommandatioune vun der berodender Mënscherechtskommissioun unzekucken, fir ze gesinn, dass d'Protektioun vu Flüchtlingen nach méi wäit misst goen a méi effikass misst funktionéieren.

Ech wëll just dräi Punkten erausgräifen. D'Erweiderung vun der Notioun vun der Famill: Et ass zwar ze begréissen, dass elo de Papp oder d'Mamm vun engem Mannerjähregen, deen international Protektioun kritt, dës Protektioun och kritt, mä am Intérêt vun der Famill missten och do déi mannerjähreg Gesëschter matabezu ginn.

Et gëtt och nach gewëssen Ënnerscheeder, wat de Statut vum Asyl a vun der Protection subsidiaire ugeet, an enger ganzer Partie vu soziale Législatiounen au sens large, déi och kéinte beseitegt ginn.

An drëttens hätt een och onbedéngt missen an d'Gesetz ee vun deene wichtege Considéranten draschreiwe vun der Direktiv, dee beseet, dass, wann den Täter vu Persécutiounen de Stat selwer ass, dass dann dee Stat dem Flüchtling keng effektiv Protektioun ubidde kann a Form zum Beispill vu Recoursen, déi eng effektiv Roll géife spillen.

Mä nach eng Kéier, ech wäert awer dee Projet hei stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert kritt elo den zoustännegen Immigratiounsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Ech wëll natierlech dem Rapporteur Merci soen, mä awer och deenen, déi elo intervenéiert sinn. Ech mengen, ech krut zwou, dräi Froe gestallt.

Déi éischt Fro ass, wéini de Paquet asile vum Conseil wäert adoptéiert ginn. Dat ass am nächste Conseil JAI, Här Rapporteur. Am nächste Conseil JAI ufanks Juni wäerten déi dräi Direktiven adoptéiert ginn, an et ass jo och en Accord mam Parlament do, sou datt déi dann och esou duerch d'Parlament an zweeter Lecture ginn.

Wat de Problem vun den Ursaache vun de Fluktuatiounen ass, ech mengen, dat ass ganz schwéier virauszegesinn. An, bon, mir wëssen, firwat elo d'Zuel zréckgaangen ass. D'Zuel ass elo zréckgaangen haaptsächlech dowéinst, well effektiv mer vill manner Leit kréien aus deene Länner, wou déi meescht hierkomm sinn, dat heescht aus dem Balkan. A mir kenne jo och d'Ursaach vun deene Fluxen, dat war d'Visa-Liberaliséierung.

Bon, mir sinn elo plus ou moins do eraus, et sinn awer aner Länner, wou d'Fluxen an d'Luucht ginn. Ech hat Gespréicher zu Bern, och iwwert déi do Thematik: D'Schwäiz huet praktesch déi héchsten Niveauen do erreecht, déi se säit Joren hat. Ech mengen, dat ass ganz schwéier virauszegesinn.

Wat nun dee ganze Volet Logement an esou weider ubelaangt, wäert ech an deenen nächsten Deeg och mat deem neie Minister doriwwer schwätzen, wéi eng Rei Punkten do kënnen approchéiert ginn. Mir hunn och aner Punkten, wéi d'Réinstallation.

Mir mussen ons och op e Changement, wat déi communautaire Finanzéierungen ubelaangt, de Fong... Aus dräi Fonge gëtt elo ee Fong. Wéi mer dat alles organiséieren, also schonn, do sinn ech d'accord, datt een dat e bësse muss anticipéieren. Mä ganz genau dat virauszegesinn, dat ass net méiglech.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6507 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6507 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu eisem leschte Punkt vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6330 iwwert d'Identifikatioun, den Nationalregëster an d'Carte d'identité. Hei ass d'Riedezäit och nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Klein, Braz, Gibéryen, Henckes, Urbany a Colombera.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

4. 6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire

Rapport commun de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative et de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, well et schonn e bëssen avancéiert ass am Dag, verzichten ech drop, op den Historique vum Projet de loi anzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Dir kënnt dat a mengem geschriwwene Rapport noliesen.

Wa mer dëse Projet de loi elo stëmmen, da schafe mer am Fong déi nei legal Basis, fir de Recensement ze maache vun deene Leit, déi hei an eisem Land wunnen. Dëse Projet, deen dach en technesche Projet ass, beinhalt fënnef Haaptpunkten: Den éischte Punkt ass déi nei Immatrikulatiounsnummer, den zweete Punkt ass déi nei biometresch Identitéit, deen drëtten ass déi nei elektronesch Carte d'identité, véierte Punkt ass de Registre national an de fënnefte Punkt ass de Registre communal, deen dëst Gesetz wäert schafen.

Vläicht als Remarque préliminaire: Dëse Projet de loi concernéiert nëmmen d'physesch Persounen. De Statsrot hat dat beanstant, datt een och sollt eng Reform vun de Personnes morales maachen. Mir hunn awer an der Kommissioun no Diskussioun festgehalen, datt mer nëmme bei de physesche Persoune bleiwen.

Zur neier Immatrikulatiounsnummer: Déi nei Immatrikulatiounsnummer geet vun eelef op 13 Positiounen erop, well mer ëmmer méi zahlreich an dësem Land ginn an eng Nummer mat eelef Positioune wäert a geraumer Zäit net méi duergoen.

Am Projet de loi, wéi en deponéiert ginn ass, sollt dës Nummer eng total aléatoire Nummer ginn, dat heescht, wou een net iergendeen hätt kënnen domadder a Verbindung bréngen. Dat ass diskutéiert ginn an der Kommissioun en long et en large, an och opgrond notamment vum Avis vum Statsrot hu mer festgehalen, datt de Gebuertsdatum awer sollt an där Nummer bestoe bleiwen, well mer eben de Leit wëlle facilitéieren, hir eegen Nummer kënnen ze behalen.

Wie kritt esou eng Nummer? All physesch Persoun, déi op engem Registre communal figuréiert, all physesch Persoun, déi an engem Fichier enregistréiert ass vun engem Organisme public, all Lëtzebuerger, deen am Ausland wunnt an deen um Registre national ageschriwwen ass. Dës Identifikatiounsnummer kënnt och op d'Carte d'identité.

Et war eng Diskussioun, wat géif geschéien am Kader vun der Adoption plénière, ob een do eng nei, eng ganz nei Nummer kritt oder ob do just e puer Unitéite wiesselen. Mir hunn an der Kommissioun zréckbehalen, vu datt an der Adoption plénière de Lien definitiv mat de physeschen Eltere gebrach gëtt, datt déi Persoun da soll eng ganz nei Nummer kréien. De Statsrot war do anerer Meenung.

Dann, wat ass eng biometresch Identifikatioun? Ech liesen Iech do d'Definitioun vum Artikel 3 vir, do ass alles dran: «Il y a lieu d'entendre par données biométriques des caractéristiques biologiques et morphologiques d'une personne physique transformées en une empreinte numérique.» Déi kënnt jo och op déi nei Carte d'identitié.

Dann zu deem Punkt, deen déi meeschte Leit dobausse wäert interesséieren: déi nei Carte d'identité. Déi éischt grouss Innovatioun ass, datt et déi éischte Kéier ass, datt Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, och eng Carte d'identité kréien, an d'Demandë sinn zahlreich.

Wie gëtt dës Carte d'identité eraus? De Stat liwwert d'Carte-d'identitéen iwwert d'Gemengen aus. Am éischte Projet ware véier Centres administratifs zréckbehale ginn: d'Stad, Dikrech, Esch a Gréiwemaacher. Vu datt de Projet awer och als Hannergedanken d'Simplification administrative huet, ware mer der Meenung, datt dann och virun d'Leit kënnen op hir Gemeng d'Carte d'identité siche goen, amplaz sech missen op déi véier Zentren ze déplacéieren.

Wat ass op där Carte d'identité? Bon, engersäits sinn Donnéeën drop, déi ee mam A ka gesinn, wéi den Numm, Virnumm, d'Nationalitéit. Aner Date si just eben de manière électronique lisibel - dat ass jo dann och nei -, wéi d'Image faciale, d'Residenz an d'Identifikatiounsnummer.

Wie kritt dann esou eng Carte d'identité? Si ass obligatoresch fir all Lëtzebuerger, deen zu Lëtzebuerg wunnt an dee 15 Joer huet. Déi am Ausland wunnen, kënnen eng kréien, wéi och déi, déi méi jonk si wéi 15 Joer. Wann ee 15 Joer huet an et kritt een eng Carte d'identité, dann ass d'Carte d'identité fir zéng Joer valabel. Wann ee méi jonk ass wéi 15 Joer, mä méi al wéi véier Joer ass, dann huet d'Carte d'identité eng Durée de validité vu fënnef Joer. D'Carte d'identité ass zwee Joer laang gutt, wann ee méi jonk ass wéi véier Joer.

Op Demande vun der Police muss een d'Carte d'identité virweisen. Mir haten do och e längeren Débat an eng Navette mat dem Statsrot iwwert d'Sanktiounen a mir hunn dat finalement fale gelooss.

Et gëtt och e Regëster vun de Carte-d'identitéë geschafen. Op dee Regëster hunn notamment Accès d'Fonctionnairen oder d'Employés publics, déi ebe mat de Carte-d'identitéen ze dinn hunn.

Ze preziséieren ass och, datt déi biometresch Donnéeë just während zwee Méint, nodeems d'Carte d'identité ausgehändegt ginn ass, gehale ginn, an duerno gi se zerstéiert.

E weideren Diskussiounspunkt, dee jo och dobausse kommentéiert ginn ass, ass: Wie kann d'Foto maache fir op d'Carte d'identité? Et ass zréckbehale ginn, datt, wéi bis elo, d'Fotoen op der Gemeng da gemaach ginn. Ech preziséieren awer ausdrécklech, datt een och kann d'Foto bei de Fotograf maache goen. Da muss ee just eng weider Etapp maachen: Dës Foto muss dann un de Centre informatique weidergi ginn, wou se gescannt gëtt a wou se dann op d'Carte d'identité dropgesat gëtt.

Ech preziséieren och, datt Är aktuell Carte-d'identitéë valabel bleiwe bis zu deem Datum, deen op Ärer Carte d'identité steet.

Zum nächste Punkt, dat ass de Registre national. De Registre national remplacéiert den aktuelle Répertoire général des personnes. De Registre national gëtt gespeist mat den Donnéeën aus dem Registre communal oder dem Registre diplomatique oder consulatif. Hei ass och d'Simplification administrative am Vierdergrond, well et erlaabt de Leit, wa se bis hir Donnéeën am Registre national hunn a si ginn iergendwou bei eng Autoritéit oder bei en Organisme public, da brauche se net ëmmer erëm op en Neits hir Donnéeën ofzeginn. Déi Persounen hunn dann Accès op déi Donnéeën, déi se brauchen. Dat ass eng gréisser Facilitéit fir de Bierger dobaussen.

D'Finalitéit vum Registre national ass d'Identifikatioun vun de physesche Persounen. D'Gemengen, wann een elo op d'Gemeng kënnt, da collectéiert de Beamten do déi Donnéeën, schéckt se un de Centre informatique, an de Centre informatique validéiert d'Donnéeën a gëtt deenen Donnéeën eng Qualifikatioun. Sinn d'Donnéeë confirméiert duerch Pièces à l'appui, da sinn et Donnéeën, déi ebe vérifiéiert sinn a se kréien de Statut „okay". Donnéeën, déi een esou eragëtt, déi net appuyéiert gi vun engem Dokument oder enger Pièce, ginn als Données purement informatives enregistréiert.

D'Gemenge si responsabel fir d'Konformitéit vun de Pièces justificatives par rapport zu den Donnéeën, déi se un de Centre informatique viruschécken.

De Registre national behält och den Historique, also de Retraçage vun den Donnéeën, mä just de Registre national!

Ech preziséieren och, datt net all Beamten un déiselwecht Donnéeë kënnt. Dat ass och ganz wichteg am Kader vun der „data protection". E Beamte beim Centre commun, zum Beispill, kënnt just un déi Donnéeën, déi e brauch, fir ebe seng Missioun ze erfëllen. E Beamte bei der Steierverwaltung kënnt dann eben un aner Donnéeën.

Wann eppes am Registre national ännert, da kritt dat natierlech och d'Gemeng matgedeelt. De Minister, deen de Centre informatique a senge Kompetenzen huet, ass och responsabel dofir, datt d'Donnéeë richteg sinn an datt eben och, wéi gesot, den Accès limitéiert ass pour les besoins en cause.

Jiddwereen huet natierlech och en Droit de consultation an och en Droit de rectification vu senge perséinlechen Donnéeën.

Da gëtt och eng Commission du registre national kreéiert, wou dann eng Rei Leit drasëtzen aus verschiddenen Organismen a Ministèren. Hei hat de Syvicol haaptsächlech beanstant, datt keen aus dem Gemengesecteur géif drasëtzen.

Dann zum Registre communal: Bis elo ware keng uniform Regele fir de Registre communal. All Gemeng huet de Registre communal, wat bis elo de Registre de la population war, huet hire Registre de la population esou géréiert, wéi se dat wollt. Do sinn heiansdo ganz komesch Aart a Weisen utiliséiert ginn, esou ass mat Post-iten heiansdo gefuer ginn.

Den Avantage vun dësem Projet de loi ass wierklech eng uniform Tenue vun deem Registre communal, deen, wéi gesot, de Registre de la population ersetzt. Fir d'Leit dobaussen: De Registre de la population ass net den État civil.

De Buergermeeschter ass en charge vum Registre communal, kann dat natierlech och delegéieren, mä nëmmen u Fonctionnairen, déi op d'mannst 25 Joer al sinn. Hei hate mer och eng gréisser Diskussioun, de Syvicol huet dat och notamment beanstant. Mir hunn awer, opgrond och vun den Avise vum Statsrot, festgehalen, datt mer déi 25 Joer géife bäibehalen, well et ass och déi Altersgrenz, déi e Fonctionnaire brauch, fir den État civil ze féieren, esou wéi dat am Gemengegesetz virgesinn ass.

Wat dann och nach eng Simplification administrative ass, dat ass, wann ech an enger Gemeng wunnen a plënneren an eng aner Gemeng um lëtzebuergeschen Territoire, brauch ech mech net méi op där Gemeng, wou ech fortginn, ofzemellen. Ech melle mech just nach op där Gemeng un, wou ech dann hiplënneren, an déi Gemeng informéiert dann d'Gemeng, déi aner Gemeng, wou ech bis dohinner gewunnt hunn. Ausser natierlech, ech ginn an d'Ausland, da muss ech mech op der Gemeng, déi ech da verloossen, ofmellen. Dat ass e ganz einfache praktesche Grond: Et ka jo nach sinn, datt Elektresch- a Waasserrechnungen opstinn; wann ee bis am Ausland wunnt, ass dat net méi esou einfach.

Wou wunnt een dann elo hei zu Lëtzebuerg? Dat heescht, wat ass meng Résidence habituelle? Et ass ee présuméiert, déi permanent Residenz do ze hunn, wou een -, den Text seet et - de façon réelle et continue wunnt. Dat muss net onbedéngt den Domizil sinn. Wann ee während manner wéi sechs Méint innerhalb vun enger Period vun zwielef Méint an enger Gemeng wunnt, da gëtt een net ageschriwwen. Wann ee pour des raisons professionnelles awer ausser Land ass, mä awer eng Residenz hei huet, da gëtt een an de Registre principal ageschriwwen.

Wann de Buergermeeschter en Doute huet iwwert d'Résidence habituelle, da kann de Buergermeeschter oder den Delegéierten dat kontrolléiere loossen an d'Police kann och gefrot ginn, fir eng Enquête ze maachen. Verschidde Leit, déi temporairement absent sinn, déi ginn natierlech net vum Regëster radiéiert wéi déi Leit zum Beispill, déi am Prisong sinn, déi am Spidol sinn oder d'Membere vun der Arméi.

Wie kann dann elo an de Registre communal ageschriwwe ginn? Deen, deen eben déi Konditioun vun der Résidence permanente erfëllt. E muss entweder Lëtzebuerger sinn, EU-Bierger, Ressortissant aus dem Espace économique européen, d'Schwäizer Nationalitéit, Ressortissant vun Drëttlänner, deen ee valabelen Titre de séjour huet.

Dann hu mer och d'Adresse de référence agefouert fir Leit, déi eben net kënne sech erlaben, sech eng Résidence permanente ze leeschten, an do ginn ech lech och d'Definitioun vun der Adresse de référence: «…il y a lieu d'entendre l'adresse habituelle d'une personne morale œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1988 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, à laquelle peuvent être adressés le courrier et les documents administratifs, et être signifiés ou notifiés les documents judiciaires en vue de leur transmission effective à leur destinataire.»

Also dat ass: Adressen, wou Leit eben dann haaptsächlech am Domaine social kënne sech umellen, an datt se och do hir offiziell Dokumenter kënnen zougestallt kréien.

Dann hu mer och de Certificat de résidence an de Certificat de composition de ménage agefouert. Een, dee seng Résidence permanente huet, also dee richteg hei zu Lëtzebuerg wunnt, dee kënnt op de Registre principal - ech kommen elo geschwënn op d'Distinctioun Registre principal a Registre d'attente zréck - an dee kann dann e Certificat de résidence kréien an e Certificat de composition de ménage. Zur Preziisioun: De Certificat de composition de ménage, dee kritt jiddwereen, deen ënnert deemselwechten Daach wunnt. Dat mussen elo keng Leit sinn, déi e Lien familial mateneen hunn, wéi zum Beispill: Studenten, déi zesummen an enger Studentewunneng wunnen, dat ass e Ménage au sens vun dësem Gesetz.

De Registre national an de Registre communal, déi sinn allen zwee nach eng Kéier subdiviséiert an e Registre principal an e Registre d'attente. D'Leit, déi d'Konditiounen net erfëllen, fir eng Résidence permanente ze hunn, gi fir d'Éischt op de Registre d'attente gesat. Des Weidere kommen op de Registre d'attente Leit, déi net censéiert sinn, laang hei zu Lëtzebuerg ze wunnen, wéi notamment d'Demandeurs d'asile oder déi, déi expulséiert ginn, déi kommen op de Registre d'attente.

Eng gréisser Diskussioun an dësem Kontext hate mer iwwert d'Campinger an d'Hotellen, en Thema, dee landesbekannt ass. Am initiale Projet stoung, datt ee kann op engem Camping an an engem Hotel ugemellt ginn, wann den Accord do ass vum Gérant oder vum Pro-

priétaire vun deem respektive Camping oder vun deem Hotel. Mir hunn do och déi Leit vun der Camprilux gesinn, och vun der Horesca. Mir hunn dat och diskutéiert an der Kommissioun. Do huet och de Statsrot sech doriwwer ausgelooss.

Mir sinn zur Konklusioun komm, éischtens, datt dat am Fong diskriminatoresch ass, well deen ee Gérant gëtt den Accord, deen anere Gérant gëtt net den Accord. Dat heescht, mir hunn do net déiselwecht Behandlung vun de Leit am Fong virum Gesetz, de facto. Zweetens si mer der Meenung an der Kommissioun, datt d'Campinger an d'Hotelle kee Lieu de résidence habituelle sinn. Vill Gemengepolitiker hei am Sall wëssen, datt d'Campinger ganz oft als Zone de loisirs oder..., jo, als Zone de loisirs ausgewise sinn, also fir touristesch Zwecker an net fir permanent Wunnzwecker sinn.

Mir hunn dunn décidéiert, dës Dispositioun einfach ze sträichen. Elo kënnt Der soen: Jo, hutt Der domadder de Problem geléist? Domadder ass de Problem net ganz geléist. Mir hunn och dorobber higewisen, datt am Hébergementsgesetz am Horeca-Secteur eben da sollt eng Dispositioun do drakommen, datt een déi Leit awer dann och ka recenséieren.

E weidere Problem ka sech stellen, wann ech mech an enger Zon nidderloossen an enger Gemeng, wou eben net all Conditions de salubrité zum Beispill garantéiert sinn, wou nach kee Kanaluschloss ass. Dann huet dee Betreffenden an deem Fall ee Joer Zäit, fir de Beweis ze erbréngen, datt säin „Lieu d'habitation" - entre guillemets - all Konditiounen erfëllt, fir d'Qualifikatioun vun enger Résidence réelle et effective et permanente ze kréien. Hei war och d'Charge de la preuve am Ufank beim Buergermeeschter. Dat hu mer renverséiert an der Kommissioun. Et ass elo um Demandeur, déi Preuve ze bréngen, datt en d'Konditiounen erfëllt.

Soulaang ech déi Konditiounen eben net erfëllen, stinn ech um Registre d'attente. Ech hunn dann e gewëssen Délai Zäit, fir déi Preuven ze bréngen. An engem Fall wéi elo deen, wann ech an enger Zon wunnen, déi elo net esou ausgewisen ass, hunn ech ee Joer Zäit. An anere Cas de figure hunn ech fënnef Méint Zäit. Dat variéiert no Cas de figure. Déi Zäit stinn ech also um Registre d'attente. Bréngen ech d'Preuve an et ass alles an der Rei, da kommen ech op de Registre principal, mä retroaktiv op deen Dag, vun deem un ech um Registre d'attente stoung. Bréngen ech d'Preuve net, dann ass et ganz einfach, da ginn ech einfach radiéiert vum Regëster an da muss de Buergermeeschter seng Pouvoiren huelen, fir eben déi Persoun aus der Gemeng ze verweisen.

Dëst Gesetz wäert och an zwou Etappen en vigueur trieden. Déi éischt Etapp ass ee Mount no der Publikatioun, wat de Registre national an d'Kommissioun vum Registre national betrëfft. All déi aner Dispositiounen trieden den éischten Dag vum 13. Mount a Kraaft, nodeems d'Gesetz publizéiert gëtt. Et war am Ufank ugeduecht, datt de Recensement fir déi nächst Wahlen opgrond vun dësem Gesetz wäert geschéien. Dat gleewen ech zwar elo, zäitlech, datt dat net hikënnt.

Ech wënsche mer, datt och dann dës konkret Ëmsetzung vum Projet an enker Kooperatioun mam Syvicol a mam SIGI geschitt. An dat hunn d'Ministeren eis och an der Kommissioun versécher.

Zum Schluss wéilt ech och nach e spezielle Merci de Ministere matginn, soen, an och besonnesch hire Mataarbechter an deene betraffene Ministèren, dem Här Gengler, dem Här Zimmer, dem Här Feith an dem Här Trausch. An domat ginn ech mäin Accord zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech gëllt een oprichtege Merci dem Rapporteur, dem Kolleeg Léon Gloden, fir säin opschlossräiche mëndleche wéi och fir säi schréftleche Rapport zu dësem techneschen, awer dach ganz wichtege Gesetz. Ech wëll an dësem Merci awer och déi sëlleche Beamten aschléissen, déi un dësem Gesetz matgeschafft hunn. An et waren der vill, well engersäits net nëmmen dee ganze Statsapparat, mä och d'Gemenge concernéiert sinn, an anerersäits, well mir eis hei an engem sensibele Beräich befannen: de ganz perséinlechen Donnéeë vun de Bierger.

Zënter 2006 huet een interministeriellen Aarbechtsgrupp gekuckt, wéi mer eng vertrauenswierdeg a verlässlech Identifikatioun vun de physeschen a moralesche Persoune kéinte virhuelen, déi deenen administrative Besoine vun der heiteger Zäit géif gerecht ginn, an dat am Respekt vu kloer definéierte Regele vum Dateschutz.

Och gëtt eng Interaktioun tëschent de staatlechen a kommunale Servicer hiergestallt, fir eng Kohärenz tëschent de staatlechen a kommunale Regësteren ze garantéieren. D'Finalitéit ass, d'Leit alleguer, déi um Territoire vun enger Gemeng wunnen, ze recenséieren. Fir eis als Demokratesch Partei ass et virrangeg, datt d'Qualitéit vum Dateschutz am Vierdergrond steet.

Här President, mir däerfen och net vergiessen, datt zu Lëtzebuerg eng Rei Rechter éischter un d'Residenz, un den Domicile wéi un d'Nationalitéit gekoppelt sinn. Fir an de Genoss vun dëse Rechter ze kommen, muss de Bierger seng Präsenz um Territoire vun enger Gemeng deklaréieren, an dat am Respekt vu festgeluechte Regelen.

A grad hei läit d'Kromm an der Heck. An der Vergaangenheet hunn d'Donnéeë vun de kommunale Regësteren net mam nationale Répertoire iwwereneegestëmmt an et hu souguer Leit zu Lëtzebuerg gewunnt, déi iwwerhaapt net registréiert waren. An der Vergaangenheet goufe manifest Dysfonctionnementer festgestallt: Et gouf zeg Affäre viru Geriicht, den Ombudsmann gouf consultéiert an d'Jurisprudenzen decken och net all méiglech Cas de figure of. Och gouf et a gëtt et nach ëmmer fiktiv Aschreiwungen, fir an de Genoss vu Familljebäihëllefen a sozialen Ënnerstëtzungen ze kommen.

Mir brauchen also en neit Gesetz, wat net nëmmen de Besoine vum Stat, de Besoine vun de Gemengen, mä virun allem awer och de Besoine vun de Bierger gerecht gëtt.

De virleiende Projet huet den onbestriddene Verdéngscht, datt déi gesamt Législatioun iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persounen an engem eenzege Gesetz gebündelt an nei geuerdnet gëtt. Elo géif ee mengen, datt, wat esou laang gedauert huet, och richteg gemaach misst sinn. Dëst ass awer net de Fall. Ech mengen, fräi behaapten ze kënnen, datt keen an der Kommissioun esou richteg zefridde mam Resultat ass, iwwert dat mer haut sollen ofstëmmen. Och an der Zukunft bleiwe Leit,...

(Interruption)

...déi net registréiert ginn.

Et si vill Ongereimtheeten, vill Onkloerheeten am Gesetz, déi Rechtsonsécherheet mat sech bréngе wäerten. Et ass e Gesetz, dat ni zu méi Rechtssécherheet wäert féieren, mä wou et eng Hällewull vu Prozesser wäert ginn. Ee Gesetz, wou de Riichter muss iwwert d'Applikatioun tranchéieren, wou de Riichter d'Problemer muss léisen, ass e schlecht Gesetz.

Besonnesch mam Registre d'attente wäert et Problemer ginn. Wat geschitt no engem Délai vun engem Joer? Wéi ass et mat de Rechter am Kader vun anere Gesetzer? Aner Gesetzer kennen d'Notioun net vun engem Registre d'attente. Laang diskutéiert gouf och iwwert d'Laangzäitbewunner vu Campingen, iwwert d'Bewunner vu fréiere Weekendhaisercher an der Zone verte. Als DP begréisse mir, datt am Prinzip een net méi permanent op engem Camping kann ugemellt ginn.

An dësem Gesetz gëtt et awer keng definitiv Äntwerten op all dës Problematiken. Ze vill Froe politescher Natur, juristescher Natur an technescher Natur bleiwen oppen. Duerjerneen, Konfliktstoff ass also virprogramméiert. Weidert Konfliktpotenzial bleift och bestoe bei der Fro, wéi een de Propriétairë vu Logementer d'Moyenen un d'Hand gëtt, fir ze kontrolléieren, wie wierklech an hire Wunnengen oder Haiser wunnt. Hei sinn d'Propriétairen total elenggelooss, an u sech misst et jo awer dat Normaalst vun der Welt sinn, datt ee weess, wie bei engem wunnt.

D'Propriétairë ginn also net geschützt. Haut kann ouni hiert Wëssen eng Persoun sech an hirer Wunneng aquartéieren a si riskéieren en plus nach, eng Partie Problemer duerch e weidert eventuell net korrekt Verhale vun deene Leit ze kréien. Hei ass bei der Reform vun der Déclaration de départ a vun der Déclaration d'arrivée, wou et jo elo just nach d'Déclaration d'arrivée gëtt, verpasst ginn, nei Akzenter ze setzen.

Här President, e weidere Kritikpunkt ass d'Fro, wéi de Bierger virun engem eventuelle Mëssbrauch vu senge ganz perséinlechen Date geschützt gëtt. Et läit eenzeg an eleng an den Hänn vum Minister, deen de Centre des technologies de l'information de l'État a sengem Zoustännegkeetsberäich huet, wéi eng Verwaltung Zougang zu wéi enge gesammelten Donnéeën huet. Hie muss och derfir suergen, datt déi gesammelt Daten nëmme fir déi gesetzlech festgeluechte Finalitéite benotzt ginn.

Um Gemengenniveau ass et um Buergermeeschter ze assuréieren, datt et net zu Mëssbrauch kënnt. Den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données schreift ënner anerem: «La Commission nationale regrette que les auteurs du projet de loi n'aient pas saisi l'occasion qui leur était donné d'apporter les garanties technologiques les plus novatrices et protectrices en termes de protection de données au système de l'identifiant unique.» An e bësse méi wäit: «...les auteurs du projet de loi n'ont pas voulu profiter des avancées technologiques en la matière.»

Och als Demokratesch Partei si mir der Meenung, datt besonnesch, wat d'Kommunikatioun vun Donnéeën un Drëttpersounen ubelaangt, d'Gesetz hätt misse méi eng kloer Prozedur virgesinn. Et hätt misse preziséiert ginn, ënner wéi enge Konditiounen a Kritären eng Verwaltung punktuell Informatiounen un Drëttpersounen däerf erausginn. Leider hu vill Bierger a Beamten an der heiteger Zäit kee richtegt Dateschutzbewosstsäin a ginn Donnéeë weider, déi se en fait net weidergi missten oder besser gesot, weiderginn dierften!

An dësem Punkt wënsche mir eis eng besser Formatioun a geziilt Informatiounen un déi concernéiert Beamten, awer och un d'Bierger alleguer. An hei wëll ech de Statsrot och zitéieren, dee seet: «Le Conseil d'État rappelle qu'une formation spécifique de tous ceux qui auront accès au registre national des personnes physiques et aux registres communaux des personnes physiques est indispensable.» Duerch déi biometresch Identifikatioun ass d'Gefor vum „gliesene Bierger" net vun der Hand ze weisen.

Weider hätte mir eis och gewënscht, datt ee Gemengevertrieder an der Commission du registre national wier. Et sinn d'Gemengebeamten, beschtens duerch hiren interkommunale Syndikat SIGI ënnerstëtzt, déi all Dag um Terrain mat dësem Gesetz musse schaffen. De Gemengesecteur huet sech vill Suerge ronderëm dëst Gesetz gemaach a muss beim Ausschaffe vun de Règlements grand-ducaux consultéiert ginn.

Une voix.- Den Här Klein huet extra eis e Bréif geschriwwen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Als Demokratesch Partei wëlle mir dem Aarbechtsgrupp vun der FGFC-APA Merci soe fir hir interessant Suggestiounen a bedaueren, datt d'Kommissioun sech net déi néideg Zäit geholl huet, fir dës Ureegungen am Detail ze analyséieren. Schued, wierklech schued, et wier derwäert gewiescht!

Här President, dëst Gesetz reglementéiert d'Personne morale net. Duerfir bleift dat 79er Gesetz bestoen. Och hei kréie mer eng juristesch Onsécherheet, eng Situation de fait, déi sécherlech net am Sënn vun administrativer Vereinfachung ass. Et kann een net guttheeschen, wann d'Identifikatioun vu physeschen a moralesche Persoune vun zwou verschiddene Gesetzgebungen erfaasst gëtt. An dësem Sënn wënsche mir eis, datt d'Regierung kuckt, wéi se dës Problematik duerch eng Revisioun vun der Législatioun iwwert de Régistre du commerce et des sociétés esou séier wéi méiglech ka léisen.

Op déi nei Carte d'identité kënnt eng numériséiert Foto. Dës Foto gëtt, wéi beim Pass, op der Gemeng gemaach. Et kann een awer och bei e professionelle Fotograf goen. Da muss een awer bei de Centre des technologies de l'information de l'État goen, fir d'Foto eranzescannen. Dës Alternativ wäert awer kaum benotzt ginn, eng Alternativ, déi éischter ofschreckend ass. Et ass illusoresch ze gleewen, datt vill Bierger dovu Gebrauch maachen. Dëst ass äusserst bedauerlech fir de Beruffsfotograf a bedeit en enorme Verloscht fir dës Beruffsspart.

Här President, ech hunn elo eng ganz Partie vu Froen opgeworf, déi nach keng iwwerzeegend Äntwert kritt hunn. Aus deem Grond wëll ech hei eng Motioun déposéieren, déi déi wichtegst Remarquen erëmhëlt, an de Vote vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi dovunner ofhängeg maachen, ob déi Motioun ugeholl gëtt oder net.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi n°6330 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de 1) l'article 104 du Code civil; 2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales; 3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et abrogeant 1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et 2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire;

- notant que le nouveau régime du numéro d'identification national ne garantit pas une protection suffisante des données des administrés;

- constatant que le projet de loi précité ne lève pas l'insécurité juridique quant à la communication à des tiers de données à caractère personnel issues des fichiers communaux;

- constatant que le projet de loi entend uniquement abroger la loi du 30 mars 1979 organisant l'indentification numérique des personnes physiques et morales au niveau des dispositions relatives aux personnes physiques et que de ce fait l'identification des personnes physiques et celle des personnes morales seront dorénavant régies par deux législations distinctes;

- soulignant que les conséquences en seront une charge de travail supplémentaire pour les administrations communales ne favorisant en rien la simplification administrative;

- notant que le projet de loi n°6330 prévoit la scission du registre national en un registre principal et d'attente et que les personnes étant après le délai d'un an dans l'impossibilité de produire les pièces justificatives nécessaires à l'inscription sur le registre principal seront radiées du registre communal;

- relevant que le projet de loi n°6330 n'apporte donc aucune réponse au sort qui est réservé aux personnes n'ayant pas de résidence habituelle d'après les termes de la législation à mettre en place;

- constatant qu'à l'heure actuelle les propriétaires de logements n'ont aucun moyen de contrôle leur permettant de savoir qui occupe réellement leurs immeubles;

invite le Gouvernement

- à modifier dans les meilleurs délais la nouvelle législation découlant du vote du projet de loi n°6330 de manière à garantir avec le nouveau régime du numéro d'identification national une protection des données à caractère personnel des administrés s'alignant aux standards internationaux en matière de nouvelles technologies, à lever les insécurités juridiques au niveau des données à caractère personnel communiquées à des tiers, à présenter une réforme de la législation réglant l'identification numérique des personnes morales, à régler le cas des personnes ne pouvant produire les pièces justificatives nécessaires à leur inscription sur le registre principal, à réfléchir à des moyens de contrôle protégeant les propriétaires de logements d'une occupation abusive de leurs immeubles.

(s.) Fernand Etgen, André Bauler, Xavier Bettel, Claude Meisch, Lydie Polfer.

Mir sinn u sech iwwerzeegt, datt mer e modernt Gesetz brauchen iwwert d'Identifikatioun vun de Leit. An op alle Fall ass dëst awer keen ausgeräifte Projet. A wann dës Motioun géif ugeholl ginn, da gëtt dat jo engersäits bestätegt an anerersäits de Wëllen ënnerstrach, dat Gesetz soubal wéi méiglech nees op de Leescht ze huelen. An deem Fall ass et dann och nëmme logesch, datt mir eis wäerten enthalen. Gëtt eis Motioun awer net ugeholl, musse mir leider an aller Konsequenz géint dëse Projet stëmmen.

(Brouhaha)

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Elo kritt d'Wuert den Här Jempi Klein.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Klein, schwätzt net ze vill dergéint, well Dir musst et stëmmen.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Dat hänkt dovun of, Här Gibéryen, wat Dir elo nach alles bréngt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng Rapporten. Hien hat et net ëmmer einfach, fir an deenen zwou Kommissiounen d'Dispositiounen oder vill Dispositioune vun dësem Projet de loi ze verteidegen.

Dëse Projet de loi huet eng laang Virgeschicht. Déi eigentlech Aarbecht ass 2006 ugaangen. Vill méi laang virdru gëtt eng nei Législatioun an dësem Beräich viséiert an an Aussiicht gestallt, well déi bestehend Texter ongenügend waren a besonnesch d'Gemenge sech an enger Rechtsonsécherheet befonnt hunn, wat d'Unan d'Ofmeldungen an och d'Ausstellung vun de Carte-d'identitéen ubelaangt huet. De Médiateur ass mat Konflikter op dësem Gebitt befaasst ginn an huet a senge Rapporten deementspriechend Recommandatioune gemaach.

Et ass elo un der Zäit, dass reagéiert gëtt. Et war keng einfach Aufgab, fir dëse Projet esou

opzestellen, wéi en haut zur Diskussioun hei virläit. Et waren urspréinglech zwee Projete virgesinn, zwee Projets de loi. Deen een huet de Registre national ubelaangt an deen aneren de Registre communal. De Registre national, och mat de Carte-d'identitéen an der Identifikatioun vun de Persounen. A schliesslech sinn déi zwee Projeten an engem fusionéiert ginn, fir déi berechtegt Kohärenz an déi ganz Matière ze kréien, déi do effektiv aneneegräift.

Den Experten a Praktiker vum Terrain no, déi dësen Text auszeféiere kréien, ass et net esou evident, fir keng Problemer dermat ënnerwee ze begéinen. D'Avise vum Statsrot, vun der Protection nationale des données, de Chambres professionnelles hunn deenen zwou Kommissiounen et sécherlech net einfach gemaach, fir un dësen Text ze kommen. Vill Diskussiounen hunn zu deem gefouert.

Vill Kritiken um Projet de loi hätte kënne vu vireran écartéiert ginn, wann de spezifesche Secteur, de betraffene Gemengesecteur bei der Ausaarbechtung vum Projet de loi mat erugezu gi wär. Dat war awer net de Fall.

Och wann de Rapport a senge generelle Considératioune feststellt, andeem datt e seet, datt d'Projets de lois preparéiert gi wären a Concertatioun mam Syvicol, der Stad Lëtzebuerg, dem SIGI an der Commission nationale de la protection des données; dës Ausso ass, zumindest wat de Syvicol ubelaangt, net ganz richteg.

2007 war eng Entrevue tëschent de Vertrieder vun deem interministeriellen Aarbechtsgrupp a Vetrieder vum Syvicol, wou just déi grouss Prinzipien op Basis vun enger Powerpoint-Presentatioun virgestallt gi sinn a soss näischt, geschweig dann iergendwelch Texter.

D'Vertrieder vum Syvicol a vun der Stad Lëtzebuerg an dem SIGI goufen iwwregens een nom anere gesinn, soudatt och kee gemeinsamen Échange vun Experienz tëschent deenen dräi stattfanne konnt. Am Laf vun der Zäit gouf et du verschidden Entrevuen tëschent dem Syvicol an dem Centre informatique - wat awer exklusiv op Initiativ vun de Gemengevertrieder zréckgeet.

De Syvicol waart iwwregens haut nach op eng offiziell Ufro fir een Avis, dëst souwuel wat déi zwee Projets de loi 5949 respektiv 5950 wéi de fusionéierte Projet de loi 6330 ubelaangt, dee mer haut hei diskutéieren.

Au vu vun der Wichtegkeet vun der Problematik huet de Syvicol sech auto-saiséiert. Wichteg, well dat Ganzt eng Compétence partagée ass tëschent dem Stat an de Gemengen.

Déngscht um Bierger, an zwar direkten Déngscht säitens de Gemengen. Déngscht, deen ënnert der Responsabilitéit vum Buergermeeschter ausgefouert gëtt, deen en ënner senger Responsabilitéit och kann un e Fonctionnaire delegéieren, dat ënnert bestëmmte Konditiounen.

An all de Froen, déi sech gestallt hunn an déi bis haut net alleguer definitiv geléist sinn, hätten d'Leit mat Experienz vum Terrain den Décideuren, de ministeriellen an interministeriellen Aarbechtsgruppen vu groussem Notze kënne sinn. An Zukunft soll där Tatsaach Rechnung gedroe ginn. Dat ass schonn oft versprach ginn, awer net vun alle Ministèrë gehale ginn.

Hoffe mer, datt an dësem Fall d'Vertriedung vun de Gemenge bei der Ausaarbechtung vun de Règlements d'exécution mat erugezu ginn an datt iwwert dee Wee munches, wat och vun der Gemengebeamtefederatioun respektiv vun der Associatioun vun de Gemengesekretäre kritiséiert ginn ass, nach ka riichtgebéit ginn.

Dëse Projet de loi verfollegt haaptsächlech véier Ziler, déi och vum Rapporteur opgezielt goufen.

Wat d'Struktur vun der neier Matricule fir d'Identifikatioun vun de physesche Persounen ubelaangt, d'Numéros d'identification fir d'Personnes morales si vun dësem Projet de loi jo net betraff. Dat gi jo elo 13 Chiffren anstatt eelef bis elo, wou de Gebuertsdatum nach ëmmer mat abegraff ass. Zwee Chiffere méi wéi bis elo ass méi schwéier, mä nach ëmmer ze verhalen.

D'Nummer, déi am Intérêt vum Identifiant muss protegéiert ginn. Et freet ee sech just, firwat datt et gutt ass, fir am Fall vun enger Adoptioun, Adoption plénière, den Adoptéierten do muss en neien Numéro matricule kréien. Quitte datt seng Liene mat senger Famille d'origine ofgebrach sinn, mä seng Perséinlechkeet bleift awer nach wie vor déiselwecht.

Et gëtt am Kader vun dësem neie Gesetz eng Commission de registre national an d'Liewe geruff, déi bestëmmte Missioune kritt, an den Artikel 11 gesäit déi vir. De Commentaire vum Artikel 11 seet, datt dës Kommissioun ganz besonnesch d'Missioun huet, fir eventuell Schwieregkeeten, déi d'Applikatioun vun dësem Gesetz kéint begéinen, ze regléieren.

Wann dat esou ass, well jo och um Plang vum Registre national a Registre communal muss zesummegeschafft ginn, géif et der Saach jo zeguttkommen, wann der Kommissioun e Vertrieder vun de Gemenge géif ugehéieren. En Échange vun Iddien an Experienzen, vu béide Säiten, kann nëmmen am Intérêt vum Service um Bierger sinn.

Dat ass awer elo net virgesinn. Ech géif mengen, et wier awer net ofwegeg, wa vun dëser Kommissioun de Secteur communal géif regelméisseg ugehéiert ginn an och seng Experienze mat weider eragezu ginn.

Wat d'Carte-d'identitéen ubelaangt: D'Opstelle vun de Carte-d'identitéen, dat ass eng Missioun vum Stat, an d'Aushändegen d'Aufgab vun de Gemengen. Dat ass also näischt Neies, just datt de Stat d'Fabrikatioun vun de Carte-d'identitéen enger belscher Firma, déi net ëmmer dee richtege Pabeier hat, iwwerlooss huet an de Gemengen d'Käschte vun der Fabrikatioun an dem Transport iwwert de Fonds des dépenses communales ofgehalen huet.

De Stat fabrizéiert elo selwer d'Carte-d'identitéen, kann och dofir eng Tax anzéien, wéi beim Pass, kann also dann elo och de Gemengen näischt méi a Rechnung stellen. D'Gemenge wäerten och weiderhin eng Taxe de chancellerie froen däerfen.

D'Populatiounsregësteren an de Gemengen, de Registre principal an de Registre d'attente, do stellt sech d'Fro, inwiewäit dass dës Zuel vun ageschriwwene Leit a bestëmmte Beräicher mat berücksichtegt ginn, wéi zum Beispill d'Verdeelung vun de Gemengefinanzen an am Kader vun de Subventioune vum Pacte Logement; d'Zuel vun de Conseilleren; d'Dauer, fir d'Nationalitéit ze kréien; d'Dauer, fir op d'Wielerlëschten, fir mat wielen ze goen. Där Zuel muss logescherweis och do Rechnung gedroe ginn, well déi Leit jo an der Gemeng Fraisë generéieren an och effektiv present sinn. Eng interessant Fro bleift déi vun der Umeldung op de Campingen.

Den Artikel 22 ass formell a seet: «Une personne est présumée avoir sa résidence habituelle au lieu où elle réside de façon réelle et continue.» Wann dat de Fall ass op engem Camping, muss ee sech kënnen do umellen. Dat ass jo dann, wann een d'Konditiounen erfëllt, dass déi Résidence habituelle réelle a continue ass.

Dat gefält awer net jiddwer Member vun der Kommissioun. Dat ass och richteg. Dat ass berechtegt. Da gëtt et jo och eng Perspektiv, fir dat ze évitéieren, datt de Problem iwwert dat neit Gesetz vum Hébergement touristique wäert geléist kënne ginn. Den diesbezüglechen Avant-projet de loi gesäit vir, datt d'Emplacements de camping nëmme virgesi si fir eng Clientèle de passage. Also, net wéi an eiser Definitioun, fir eng Résidence réelle et continue.

Wann dëst Gesetz - d'Gesetz, wat d'Umeldunge betrëfft - no engem Joer a Kraaft trëtt, esou wéi virgesinn, an d'Tourismusministesch mécht mat hirem Gesetz virun, kéint dëse Problem also geléist ginn. Da kënnen déi net méi an de Campingen agedroe ginn. Dat hänkt elo ganz dovun of, wéi wäit a wéi diligent dass d'Tourismusministesch mat hirem Gesetz ass.

D'Fro bleift och opstoen, wat mat den Ageschriwwene geschitt, déi no engem Joer Inskriptioun am Registre d'attente d'Konditiounen net erfëllt hunn, fir op de Registre principal ageschriwwen ze ginn. Wat geschitt mat deenen, wa se erofgeholl gi vum Registre d'attente? A wat fir enger Situatioun sinn déi dann?

Schwiereg wäert et och fir méi kleng Gemenge ginn, wann d'Delegatioun vun der Tenue vun dem Regëster vum Buergermeeschter un e Fonctionnaire vun iwwer 25 Joer kann iwwerdroe, delegéiert ginn. Den Alter vu 25 Joer ass, a mengen Aen, iwwerdriwwen. Dëse Service ass net vergläichbar mam Service vum État civil, wou et ëm den État des personnes geet a wou et oft ëm Kenntnisser geet, déi den Droit international privé touchéieren, wou ee muss eng gewëssen Erfahrung hunn, fir an där Matière dran ze sinn.

An interessant gëtt et och, wa mer an d'Kohabitatioun komme vun engem Buergermeeschter, deen 22 Joer al ass, a mir hunn do derniewent en Agent communal, deen net Fonctionnaire ass, vu 24 Joer, deen awer eng Erfahrung huet an deen dann awer net d'Delegatioun ka kréie fir d'Tenue, fir mat der Tenue vum État vum Registre de la population beoptraagt ze ginn. D'Salariés en place, déi dat bis elo gutt gemaach hunn, sollten dat kënne weidermaachen.

Fir d'Gemenge bleift och nach déi wesentlech Fro, déi och am Avis vun der Commission nationale de la protection opgeworf ginn ass: Wat fir Informatiounen däerfen d'Gemengen erausginn op Demande vun Drëttpersounen? Do besteet eng Rechtsonsécherheet. D'Gemenge missten elo emol zumindest eng Kéier Sécherheet kréien iwwert dat, wat se net däerfen erausgi vun Donnéeën iwwert d'Persounen.

Elo muss Cas par cas tranchéiert ginn, nodeems dass d'Gemenge sech renseignéiert hu bei der Commission nationale de la protection des données. Oft hu se besser, si ginn an d'Télefonsbuch kucken, da fanne se dat éischter eraus am Télefonsbuch, wéi dass se op d'Äntwert vun de Gemenge waarden, déi jo net wëssen, ob se dat däerfen erausginn, ob se déi Donnéeën däerfen erausginn, déi een och kann am Télefonsbuch fannen, déi awer dann do och public sinn. Dee Vide juridique muss onbedéngt beseitegt ginn!

Ze begréissen an dësem Projet de loi ass, dass aus deenen zwee Projets de loi 5949 a 5950 elo ee Projet de loi ginn ass, well d'Gemengeregësteren an den nationale Regëster ee Ganzt sinn. D'Gemengerëgester speise jo den nationale Regëster. Begréissenswäert sinn elo och déi eenheetlech Bestëmmungen, wat d'Formalitéiten ubelaangt. Virdru gouf dat a Gemengereglementer festgehalen. Elo gëtt et harmoniséiert. Och wann do een Deel Gemengenautonomie verluere geet, gëllen elo déiselwecht Bestëmmungen am ganze Land. Mir hunn also eng Harmonisatioun vun de Bestëmmungen.

A puncto Cartes d'identité. Endlech gi se elo an Zukunft dann zu Lëtzebuerg gemaach. Dee ganze Mëssel, dee mer an der Lescht mat den défectueusë Cartes d'identité haten, an Zukunft wäert dann d'Fabrikatioun an och d'Livraisoun méi schnell a méi einfach goen. An deem ganze Va-et-vient op Bréissel a Retour ass dat ëmmer an d'Längt gezu ginn. An dat wäert jo elo en Enn hunn.

Och ass dëst dann eng elektronesch Carte d'identité, wat och am Sënn vun der Protection des données ass, op déi an dësem Gesetz ganz vill Wäert geluecht gouf.

Och Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, wäerten an Zukunft eng Carte d'identité kënne kréien. Dëst war bis elo net méiglech. Déi Leit hunn dann ëmmer vermësst, dass se keng Carte d'identité haten. Si hu sech missen e Pass verschafen. Dat gëtt elo alles vereinfacht. An déi wäerten och elo dann eng grouss Satisfaktioun kritt hunn.

D'Cartes d'identité gi weiderhi vun de Gemengen ausgehännegt, dat ass eng Mission déléguée vum Stat, an net, wéi dat urspréinglech geduecht war, a véier administrativen Zentre vum Land. D'Leit, déi brauchen net hin an hier ze rennen, si kënnen op hir Gemeng goen, wou se hir Carte d'identité kréien, am Sënn...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*-...am Sënn vun der Simplification administrative. Den nationale Regëster wäert dann och an Zukunft méi fiabel si wéi deen heitege Répertoire national, well e jo direkt vun deenen 106 Gemengeregëster gespeist gëtt. E wäert dann och eng reell Zählung vun der Bevölkerung erlaben. Eng eenzeg Deklaratioun bei der Arrivée ass sécherlech eng Vereinfachung fir de Bierger. E brauch sech net méi ofzemellen. De Gemengen entfält allerdéngs dann d'Méiglechkeet, dem Bierger, deen der Gemeng nach eppes schëlleg ass, bei Geleeënheet vun der Déclaration de départ dat nozefuerderen. Dat ass eng Onkammouditéit par rapport zum jetzege System. Awer ëmmerhi wäerten dann d'Gemengen eens ginn, fir dat ze maachen.

An Zukunft muss och, beim Akraafttriede vun dësem Gesetz, muss d'Regierung, déi zwee Ministèren, besonnesch de Ministère de l'Intérieur mam Syvicol zesumme versichen, fir d'Beamten an och d'Leit, d'Usagere vun dëse Servicer, esou gutt wéi méiglech opzeklären am Sënn och vun der Simplification administrative. An ech géif soen, dat hei wier trotz allem awer eng Verbesserung vun deem...

(Hilarité)

...vun deem bestehende System. An dofir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Ech mengen, duerno bleift net méi schrecklech vill nach derbäi ze soen. Mä trotzdeem kritt awer den Här Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, Här President, Dir hutt Recht. Dem Här Klein ass net méi vill hannendrunzehänken. Ausser, dass mir dat anescht gesinn an de Projet net wäerte stëmmen! Mä trotzdeem awer e puer seriö Wuert zum Projet, well et ass e Projet, deen awer seng Bedeitung huet.

D'Kolleege vun der DP, duerch den Här Etgen, hu virdrun eng Rei Saache gesot, deene mir eis och prinzipiell kënnen uschléissen. Mir wëllen och dofir net nach eng Kéier dat do elo alles widderhuelen. Ech wëll dofir aganks och direkt dem Här Gloden Merci soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport. Mir wëllen awer nach op zwee, dräi Punkten als gréng Fraktioun hiweisen.

Sécher huet den Text vun dësem Gesetzesprojet och eng Rei Fortschrëtter fir d'öffentlech Administratioun. Dat, mengen ech, ass onbestreitbar. An dat bestreide mir och net. An et ass och kloer, dass bei eise Matbiergerinnen a Matbierger, déi Introduktioun vun enger méi klenger Kaart, am Scheckkaarteformat, och mat Sécherheet populär ass. Dat...

(Interruption)

Här Wagner, wat wollt Dir soen? Kënnt Dir, Här President, den Här Wagner opfuerderen, dat haart ze soen, wat en hei wollt pësperen?

M. le Président.- Den Här Wagner wëllt lech vläicht eng Fro stellen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, et hat iwwerhaapt näischt mat enger Fro ze dinn.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, neen. Ech wollt den honorabelen Här awer froen, fir d'Leit ze schounen, ob e sech net kéint méi un den Text halen?

M. le Président.- Här Braz, dann haalt lech un Ären Text.

(Hilarité)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, den Här Wagner mécht déi Ried, déi Bemierkung, well dat hei eng sougenannten „Dräi-Männer-Ried" ass. Dir kennt den Ausdrock, Här Wagner, vum „Dräi-Männer-Wäin". Dat hei ass eng „Dräi-Männer-Ried", well eis zwee Kolleegen, den Här Gira an den Här Adam, déi an deenen zoustännege Kommissioune siégéieren, leider haut net kënnen dobäi sinn. An dofir hu se mech gefrot, hir Ried virzedroen. Ech sinn also deen Drëtten, „the third man", deen déi Ried virdréit.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Très bien.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Domat ass och elo deen Insider-Joke gekläert.

Ech wëll awer trotzdeem seriö bleiwen, well, nach eng Kéier, et ass wierklech e Projet, deen awer seng Bedeitung huet. Fir eis ass et e ganz sensibele Projet, deen och iwwert d'Erfaassung vun de Bierger op nationalem an och kommunalem Plang dréit a virun allem awer och eben iwwert d'Aféierung vun enger neier Identitéitskaart, enger biometrescher Identitéitskaart. An dat gesi mir awer mat kriteschen Aen. Dëst Gesetz garantéiert an eisen Aen, esou wéi et ausgefouert soll ginn, nämlech net genuch d'Protektioun vun der Privatsphär vun de Biergerinnen a vun de Bierger hei am Land.

Éischtens féiere mer mat dësem Projet eng nei Matricule - déi vun eelef huet sech aus enger Rei vu Grënn, mat eelef Zuelen, als iwwerlieft erausgestallt - respektiv also eng nei national Identifikatiounsnummer, an dat ass eng, vun eis aus awer eng vun de wesentleche Kritiken, déi nach ëmmer baséiert op dem Gebuertsdatum. Den initiale Projet hat dat anescht virgesinn.

Den Avis vun der CNPD, vun der nationaler Dateschutzkommissioun, huet och eng ganz Rei Argumenter opgefouert, déi ganz däitlech gemaach hunn, firwat et besser wier, op en aneren, wesentlech méi séchere Modell ze goe vun enger sougenannter Zoufallsnummer. Also net eng Nummer, déi baséiert um Gebuertsdatum, mä eng Nummer, déi am Zäitalter vun der Elektronik iergendeng ka sinn, fir eng Persoun ze identifizéieren, awer op eng Aart a Weis, dass se nëmme vum System kann identifizéiert ginn an net Informatioune liwwert iwwert déi Persoun, den Ae vun iergendengem, dee se ka gesinn.

A kombinéiert mat engem weideren Argument iwwert den Inhalt vun den Donnéeën an d'Protektioun géint d'Ofliese vun deenen Donnéeën, mat deenen Argumenter kombinéiert schaaft dat an eisen Ae ganz kloer en däitleche Problem vun Dateschutz, en däitleche Problem vu Protektioun vun der Privatsphär. A mir maachen hei eppes, wat zum Deel an déi richteg Richtung geet, mä leider op eng Aart a Weis, dass och Problemer schaaft an net nëmme Problemer léist.

D'Regierung an hir Majoritéit hei an der Chamber hu leider net de Courage gehat, fir d'Privatsphär an den Dateschutz konsequent als eng Prioritéit ze behandelen!

Zweetens féiert dëst Gesetz elo och hei zu Lëtzebuerg eng biometresch an eng elektronesch Carte d'identité an, op där an Zukunft och d'Adress steet, wuel net lieserlech mam A, mä, contrairement zu den aktuelle Cartes d'identité, wäert och d'Adress drop vermierkt sinn. An da wäert et och elektronesch ofliesbar sinn. A leider eben net nëmme vun den zoustännegen

Instanzen, well déi Technik, déi mer benotzen, keng ass, déi déi Protektioun bitt an deem Mooss, wéi mer dat géifen 2013 erwaarden.

Op engem klenge Funkchip an der Carte d'identité wäerten also elektronesch Date gespäichert ginn, déi ee ka mat klengen Apparater, an ouni d'Kaart selwer an der Hand ze hunn, ausliesen. Et ass eng Funktechnik an déi Strahle ginn net nëmmen op e puer Zentimeter, déi kënne bis zu engem oder zwee Meter goen! A wann ee sech dat néidegt Équipement, iwwert den Internet zum Beispill, wat keng grouss Affär ass, zouleet, da kann een déi Daten, déi vun deene Funkchipen ausginn, wann een nëmmen no genuch drun ass mat dem néidegen Équipement, kann een déi ofliesen!

An dat ass e ganz seriöe Problem, deen ass technesch net beäntwert an dësem Projet de loi mat där Technologie. An dat ass e Punkt, wou d'Regierung an der Bringschuld ass an an eisen Ae mat dëser Kaart och dofir Problemer schaaft. An der Theorie sollen natierlech just déi staatlech Servicer kënnen déi Donnéeën ofliese vun deem sougenannte Funkchip, mä an der Praxis sinn dës sougenannte RFID-Chipen scho méi wéi eng Kéier geknackt ginn. An déi Software an déi Apparater, déi een dofir brauch, déi si verfügbar, déi kann ee sech iwwer Internet besuergen. Et ass also net, fir et op d'liicht Schëller ze huelen oder de Projet wëlle lächerlech ze maachen.

Et ass och dofir iwwerhaapt net kloer, wouran de sécherheetstechnesche Gewënn vun der Biometrie eigentlech läit, ausser dass Identitéitskontrollen theoretesch kënne méi séier duerchgefouert ginn, wann ee seng Carte d'identité net méi misst aus dem Portmonni huelen. Dat ass awer e schwaache Gewënn. An der Praxis ass dat fir eis eigentlech keng wierklech Optioun.

Mir gesinn dëst och als d'Weiderféiere vun enger bedrohlecher Entwécklung. Nodeems e klengen Deel vun den Awunner, déi déi ee Reespass hunn, hu misse biometresch Donnéeën ofginn, ginn dës elo zur Regel mat der neier Carte d'identité, well do gëtt et jo eng integral Ausweidung op all d'Biergerinnen an d'Bierger. Eng Carte d'identité ass gesetzlech virgeschriwwen. Dat heescht déi Donnéeën, déi ee virdrun nach konnt - entre guillemets - „fräiwëlleg", fir an de Genoss vun engem Pass ze kommen, ofginn, déi ginn elo obligatoresch. An domadder ännert awer och d'Qualitéit vun der Diskussioun!

Momentan solle jo just eng digital Foto an eng digital Ënnerschrëft op de Chip dropkommen, mä natierlech stellt sech dann d'Fro, wann een d'Instrument bis huet, wann een d'Capacitéit bis huet, ob dann d'Versuchung wierklech, d'Verwaltung da wierklech der Versuchung ka widderstoen, fir déi Donnéeën auszeweiden.

A mir bräichte jo nëmmen ze knäipen am Ausland. Et ass jo net esou, wéi wann am Ausland déi Beispiller, déi et heizou scho gëtt, esou wieren, dass sech dann op dee Minimum vun Informatioun och beschränkt gi wier. A villen anere Länner sinn d'Informatiounen, déi op déi dote Chipen dropgesat gi sinn, selbstverständlech mat der Zäit ausgeweit ginn. Dat ass also keng Ënnerstellung un iergendeen, dat ass d'Praxis aus enger Rei vun Nopeschlänner, an déi Fro muss awer och d'Regierung kënne beäntwerten.

Dofir d'Fro vun eis: Wéi laang wäert et nach daueren, bis och d'Fangerofdréck vun de Bierger mussen dropkommen? A vu dass et bei dësem elektronesche Chip keng 100%eg Sécherheet gëtt, leider net, musse mer zum Beispill domadder rechnen, dass eis Fangerofdréck och kënnen onbemierkt ausgelies ginn! Wann een, deen iwwert déi Technik verfügt, an an Zukunft, wa jiddwereen d'Carte d'identité huet, muss ee jo net laang roden, wann een an engem Café ass oder an engem Kino oder soss anzwousch, wien eventuell esou eppes huet: Jiddwereen huet et. Jiddwereen huet et dann!

Do brauch ee sech net laang ze ploe mat sengem Apparat. Jiddwereen an engem öffentleche Raum ass susceptibel déi Kaart do bei sech ze hunn. An da kënnen och déi Fangerofdréck, déi dann drop wieren, ofgelies ginn, déi kënne kopéiert ginn, well esou RFID-Chipe senden, wéi gesot, net just op zwee, dräi Zentimeter, mä si kënnen Distanze vun engem oder souguer zwee Meter iwwerwannen.

Ee klengen awer wichtege Garde-fou ass awer zumindest an de Gesetzesdispositiounen agebaut an ageschriwwen. Dat alles... Dat, well déi biometresch Donnéeën, pardon, net dierfen zentral gespäichert bleiwen. Si däerfen net mat aneren Datebänken ofgeglach ginn. Dat si wichteg Punkte fir eis. An zwee Méint no der Produktioun vun der Kaart si se am System och esou agestallt, dass se automatesch solle geläscht ginn a keng weider Manipulatioun vun engem Beamte brauchen, mä dass de System se automatesch läscht, et also theoretesch net ka vergiess ginn. Dat si fir eis awer positiv Aspekter, déi elo nach am Gesetz drastinn.

Mä och do kann ee sech natierlech froen, ob dat net awer just eng Zwëschenetapp ass, well mir gesi jo och am Kontext vun aneren Affären, déi am Moment d'Öffentlechkeet vill beschäftegen, dass ee sech muss Froe stellen iwwert d'Zouverlässegkeet vu Prozeduren a vu Gesetzer. Leider hu mer an de leschte Wochen a Méint negativ Erfahrunge gemaach. An dofir sinn och déi Kritiken an déi Froen, déi opgeworf ginn, keng perséinlech Ënnerstellungen, mä leider Froen, déi pertinent sinn, och en considération vun deem, wat an de leschte Wochen e bëssen zur Lëtzebuerger Realitéit ginn ass. Déi Froe si wichteg, se si gestallt, a mir brauchen akkurat an iwwerzeegend Äntwerten. An déi hu mer, an eisen Aen, net kritt.

Eng lescht Fro un déi zwee zoustänneg Ministeren zu deem Registre communal d'attente. Do sinn eng Rei Froen och an der Kommissioun diskutéiert ginn. Déi Leit gi jo am Prinzip no engem Joer automatesch do gestrach, woubäi mir eis dann d'Fro stellen, wat da mat de Leit geschitt. Lafe mer elo net Gefor, dass mer do e System aféieren, deen a priori sollt eng Verbesserung bréngen, doduerch dass mer se an deem provisoresche Regëster ophuelen, dass dann awer riskéiert näischt ze geschéien, well se jo fir eng Zäitchen elo emol caséiert sinn, dass mer dann um Enn vum Joer en fait erëm esou wäit sinn, wéi mer mam aktuelle System wieren?

Do kënne Problemer opdauchen, notamment si Froe gestallt ginn an der Kommissioun während den Debatten iwwer eng Rei Rechter, déi déi Leit kéinten hunn oder net hunn. Do ass verwise ginn op déi respektiv Législatiounen. Dat ass wuel richteg, mä eng Fro, déi net beäntwert ginn ass, dat ass déi vum aktiven a passive Wahlrecht. Wéi verhält et sech mam aktiven a mam passive Wahlrecht vun de Leit, déi op deem Registre communal d'attente stinn? Mir hunn och probéiert, déi Äntwert op déi Fro ze kréien duerch Recherchen, an dat war bis elo net méiglech. Also et konnt keen eis eng ofschléissend an iwwerzeegend Äntwert op déi do Fro ginn! Et ass awer och dat, fir eis, eng wesentlech Fro.

An eng lescht Fro, Här Minister: Dat hei gëtt och e relativ grousse Käschtepunkt fir d'Gemengen, déi Ëmstellungen do ze maachen. An d'Fro ass natierlech, wien dat bezilt. Well u sech iwwerhëlt de Stat jo elo d'Gestioun vun de Kaarten zréck bei sech. Gläichzäiteg delegéiert en et erëm zréck un d'Gemengen. Wann awer de Stat schonn déi Gestioun bei sech accaparéiert, da verstinn ech d'Gemengen, wann déi soen, fir déi doten Ëmstellunge misst d'Regierung... fir déi eemoleg Käschte vun der Ëmstellung misst och d'Regierung opkommen. Hutt Der virgesinn, déi Käschten ze iwwerhuelen oder net?

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz, an d'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Léon Gloden Merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet. Ech géif awer mengen, wa mer d'Aarbecht an der Kommissioun kucken, ware mer frou, datt mer hien als Rapporteur haten. Et ass deelweis e ganz technesche Projet an et muss ee fairerweis zwar soen, datt hie sech wierklech ganz gutt an dee Projet ageschafft huet an eis och a villen Diskussiounen duerfir mat virugeholl huet an der Diskussioun.

Ech mengen, mir diskutéieren haut hei iwwert de Recensement vun de physesche Persounen, eng Reform, wou mer eis och eens sinn, déi iwwerfälleg war, well vill Froen der Zäit hannendru waren, an datt mer vill Problemer haten an der neier Evolutioun. An duerfir war et wichteg, datt schonn esou e Projet komm ass, deen éischtens nei Matriculen aféiert, deen zweetens eng Carte d'identité électronique an drëttens ee Registre national a véiertens e Registre communal aféiert.

Et ass net, wéi wann - wann een dem Här Klein hei nogelauschtert huet, huet ee gemengt, et wier nëmmen Negatives an deem Projet hei dra gewiescht -, mä et muss een awer fairerweis soen, datt och verschidde positiv Saachen an deem Dossier hei, Projet hei dra sinn, wéi zum Beispill, datt d'Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, och elo kënnen eng Carte d'identité ufroen. Oder, op där anerer Säit, datt zum Beispill bei Un- oder Ofmeldunge vun de Leit, wa se hire Wunnsëtz änneren, datt do och Vereinfachunge kommen.

Mä leider sinn awer och vill Onsécherheeten an dësem Gesetz. Ech brauch net méi drop anzegoen. Ech mengen, de Kolleeg Fernand Etgen huet der ganz vill opgezielt, esou datt mer eis aus Zäitgrënn, mengen ech, dat och kënnen elo alles erspueren. Sief dat d'Fro vun de Campingen, sief dat d'Fro vun de Listes d'attente oder vun de Propriétairen, déi net genau kënne gewuer ginn, wien an hire Logementer wunnt, sief et d'Fro vun de Fotografen, déi elo hei quasi definitiv ausgeschloss ginn. Mä et ass zwar gesot ginn, et kann een nach bei e private Fotograf goen, mä da muss een awer hannendrun an eng Verwaltung goen an do eng Prozedur lafe loossen, soudatt et kloer ass, datt kee Bierger sech dat wäert undoen, fir nach bei e private Fotograf ze goen, soudatt se alleguer hei an den öffentleche Verwaltungen hir Fotoe wäerte maache loossen.

Ech mengen, niewent all dëse Kritiken, ech hunn et scho gesot, hu mer aus beruffenem a kompetentem Mond vum Här Klein nach eng ganz Rëtsch vu Kritikpunkte vis-à-vis vun dësem Projet hei gesot kritt, deenen am Fong näischt bäizefügen ass.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Ech wëll awer op ee wichtege Punkt agoen. Dat ass nämlech d'Sécherheet vun dem eenzelne Bierger senge perséinlechen Donnéeën. Mir maachen hei eng biotechnesch, eng elektronesch Carte d'identité, wou villes enregistréiert gëtt. An et ass kloer, datt eng gewëssen Ängscht vum Bierger ass, datt de Stat ëmmer méi a seng Privatsphär eragesäit, datt den „gliesene Bierger" lues a lues geschafe gëtt, wou de Stat allwëssend iwwert Donnéeën ass.

An och wann an enger éischter Phas nëmme verschidde Saachen drop gespäichert ginn, déi mer haut nach vläicht als ganz normal fannen, esou beweisen awer och am Ausland d'Tendenzen, datt ëmmer méi dorobber gespeist gëtt an datt herno am Fong op esou engem Chip praktesch all privat Donnéeë vun den eenzelne Persounen dran zréckbehale ginn.

Duerfir ass et och kloer gewiescht, datt an den Avise souwuel vun der Chambre des Salariés wéi vun der Commission nationale pour la protection des données, am Fong déi sech ganz kritesch mat deem dote Punkt auserneegesat hunn an déi un enger Rei vu Beispiller och virgefouert hunn, wat alles méiglech ass, wéi einfach et am Fong ass, fir déi Donnéeën, déi do drop gespäichert sinn, ze kaperen. A si hunn och Beispiller ugefouert, wat am Ausland schonn alles geschitt ass a wat fir Méiglechkeeten do gi sinn. An ech mengen, et ass schued, datt dat alles net esou zréckbehale ginn ass, wéi dat an deenen Avisen trotzdeem proposéiert ginn ass.

Ech mengen, opgrond vun deene verschiddene Kritikpunkten, mä virun allem opgrond vun dësem Punkt kënne mir als ADR dësem Projet net zoustëmmen. Ech soe ganz kloer, datt mer een Ableck gesot hunn, well eng Rei vu positive Punkten awer derbäi sinn, vun deenen awer wichteg ass, datt se kommen, hu mer een Ableck derzou tendéiert, fir eis ze enthalen. Mä ech muss awer kloer soen, wann awer iergendwéi en Zweifel bestoung, nodeem datt den Här Klein elo hei esou een néfaste Uerteel iwwert dëse Projet hei ofginn huet,…

(Brouhaha et interruption)

…bleift engem praktesch näischt aneschters iwwreg, wéi dergéint ze stëmmen.

Ech muss och soen, Här President, wann ech déi Debatt hei verfollegen, huet am Fong keen Deputéierten, weder vun der Oppositioun - kann een en nach verstoen -, mä och vun der Majoritéit…

(Hilarité)

De Kolleeg Gloden huet jo als Rapporteur geschwat. Mä wann ech d'Deputéierten… Deen Eenzegen, dee vun der Majoritéit geschwat huet, dat war den Här Klein. Deen huet praktesch vu vir bis hanne géint dëse Projet geschwat.

(Interruption)

Duerfir, Här Minister, et ass mer wierklech Angscht, datt Der eng Majoritéit kritt fir dëse Projet, et sief, datt déi berühmte Kopfnickermentalitéit vun der Majoritéit haut…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et ass eng Gewëssensfro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …géif iwwerzeegen an datt se trotz deem grousse Widderstand wäert da leider mat Jo stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Sou, elo hunn ech zwee Riedner fir d'Sensibilité Indépendants. Ass dat esou?

(Négation)

Ah, nëmmen den Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Neen, neen.

M. le Président.- Dir hutt der zwee?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Neen, ech schwätzen net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat fir eng Sensibilitéit ass deen een an deen aneren?

M. le Président.- Dat heescht, Dir deelt lech dann déi fënnef Minutten op.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ass dat nach eng Sensibilité?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech schwätzen net. Ech schwätzen net.

M. le Président.- Dat heescht, Dir schwätzt elo net. Da just den Här Colombera. Da kritt den Här Colombera elo d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass keng Sensibilité méi, dat do.

Une voix.- Dat ass eng Insensibilité.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass eng technesch Saach.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Eng Dyssensibilité.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll nëmme soen, eng Sensibilité politique: Jo, mä bei eis däerf jiddweree schwätzen, esou wéi e wëllt.

(Interruptions diverses)

Jo, neen. Dat ass Demokratie pur, Dir Dammen, Dir Hären. Mir sinn hei keng Gesellschaft, wou jiddwereen do mam Kapp muss wénken.

(Hilarité)

Esou gesinn ech och d'Demokratie. Jiddweree misst hei, ee wéi deen aneren, misst do wielen, wéi e wëllt. Also, wat soll dat dann? Allez, et deet mer leed, dat hei ass keng Demokratie.

(Hilarité)

Hei si Parteien, déi e Programm hunn, an déi wénke mam Kapp.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Henckes, déi si jo zu dräi. Mä datt Dir och schonn zu méi sidd, dat wousst ech net.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Neen, Här Bausch. Wann Der e bësse logesch sidd, Här Bausch, da gitt Der mer Recht. All Deputéierte misst hei eenzel ofstëmmen an net ënner Parteizwang.

(Interruptions)

Hei, et deet mer leed.

Also, wat mech hei un deem Projet do stéiert, dat ass sécherlech, wat den Här Braz gesot huet, dat ass ganz richteg, dat ass de Funkchip. An dat ass einfach onverständlech.

Dat heiten ass eng Zwëschenetapp. Do wäert Der gesinn, dass an deenen nächste Joren, do wäerten nach aner Donnéeën dropkommen. An ech ka mer virstellen, dass dann herno gesot gëtt: „Jo, wéinst der Simplification administrative musse mer och dropschreiwen, wat fir eng Krankheet dass dee Mann oder déi Fra do huet, welch Medikamenter dass en hëlt, ob e vläicht eng Faillite gemaach huet, ob e Prozesser,…

(Interruption)

Majo sécher!

…ob e Prozesser duerchgemaach huet, een Extrait vum Casier judiciaire. An dat geet esou virun, gleeft mer et. Et wier besser, mir géifen eis direkt en Chip aplanzen ënnert d'Haut. Dat wier och eng Simplification administrative.

Une voix.- Wéi bei engem Hond.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Wéi bei engem Hond, sécher. An da si mer kontrolléiert, total kontrolléiert a versklaavt. An dowéinst, ech warnen, fir dëse Projet hei ze stëmmen. Ech wäert en net stëmmen, well ech sinn der Meenung, dass ech ëmmer gär fräi wëll bleiwen. Ech sinn e fräie Mënsch, an ech wëll gär liewen, ouni dass ee mech kontrolléiert.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Leschte Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Hien ass och eng Sensibilité politique.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Sou! Här President, ech wäert mech hei a menger kuerzer Riedezäit beschränken op déi Carte d'identité électronique, déi jo biometresch Date soll kënne späicheren op engem Chip. „Données biologiques et morphologiques", huet de Rapporteur dat genannt. Dat heescht, nom Pass gëtt och bei der Carte d'identité, déi een ëmmer brauch am alldeegleche Liewen hei am Land an an Europa, gëtt och dat obligatoresch gemaach.

Biometresch Date sinn awer sensibel Daten, dat wësse mer. Technesch Donnéeën…, zum Beispill de Règlement grand-ducal, wou déi sollen drastoen, läit awer net vir. Eleng dat ass kritikabel.

Et soll hei méiglech sinn, op Distanz den Chip vun der Kaart ze liesen, zum Beispill och déi Gesiichtszich, déi drop sinn, ze liesen. An esou Apparaten an esou Softwarë soll et anscheinend fräi am Handel gi respektiv einfach iwwer Internet ze kopéiere sinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mat Android-Handye kann een dat.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Domat wier, mengen ech, dat huet den Här Braz ganz richteg gesot, all Mëssbrauch méiglech, fir eng Rei vu privaten Donnéeën, och biometrescher, duerch Onbefugter ofzefänken. D'Gesetz ass zousätzlech problematesch, mengen ech, well eng Kontroll vun deem System bei deem läit, dee fir de System zoustänneg ass, dat heescht dem Minister; net bei der Commission de protection des données.

Des Weideren, mengen ech, werft och d'Späicherung vu biometreschen Donnéeën an engem Regëster Froen op; och wann no zwee Méint dee Regëster soll geläscht ginn. Firwat gëtt en net direkt geläscht, zum Beispill wann d'Kaart erausgeet? Firwat gëtt net e gesetzlecht Verbuet agefouert, fir iwwerhaapt esou Donnéeën an engem Regëster ze späicheren? A wien, ausser deenen zoustännege Beamten, wou am Gesetz steet, déi d'office Accès hätten, wie kann nach eventuell Accès dorobber kréien? A wéi kréie se Accès? Wahrscheinlech ass dat deem zoustännege Minister och iwwerlooss. Do brauch emol keng Gesetzesännerung méi ze kommen.

An ech géif souguer soen: Am Zesummenhang vun deem dote Fichier, wann en dann zougänglech wier u gewëssen och staatlech Stellen, och nach no deenen zwee Méint oder während deenen zwee Méint, kéint ech mer nach ganz aner Mëssbräich virstellen. Zum Beispill bei der Videoiwwerwaachung mat Persounenerkennung, déi haut scho méiglech ass, wou Leit op der Strooss erkannt ginn duerch Videoen… hir biometresch Merkmaler duerch Video festgehale ginn. A wann een déi kéint verbanne mat engem, och wann déi Leit keng Carte d'identité derbäi hunn, elektronesche Fichier, wou déi Donnéeën och gespäichert sinn, kéint ee sech souguer an engem orwellschen Zeenario virstellen, dass ee ganz genau ka feststellen, wien iwwert d'Strooss geet, wien demonstréiert, wie manifestéiert an esou weider.

An et ass och zu Recht, wou den Här Braz higewisen huet op gewësse geheimdéngschtlech Affäre vun der leschter Zäit, wou ee sech alles kéint an déi Richtung virstellen.

Et ass also an eisen Aen, an duerfir hate mer och déi Demonstratioun virun der Chamber de Mëtteg, dat hei e gravë Problem, dee sech do stellt fir de Schutz vun de perséinleche Rechter. A gradesou wéi d'Chambre des Salariés opfuerdert, dergéint ze stëmmen, wäert ech dann och hei dergéint stëmmen.

Ech stellen iwwregens fest, Här President, wann een esou héiert, wat hei gesot ginn ass, da wäert d'ganz Oppositioun géint dat Gesetz hei en fin de compte stëmmen. An ech weess och, dass et an de Majoritéitsfraktioune Stëmme gëtt, déi net d'accord sinn, mä déi just aus Fraktiounszwang hei dat Gesetz wäerte stëmmen.

Ass et dann net méiglech, dee Projet hei zréckzezéien an all deene Bedenken do Rechnung ze droen, souwuel wat d'Carte électronique ugeet, wéi och all déi aner Froen, mat de Fichieren, déi hei opgeworf gi sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et mierkt een, dass d'Wahle méi no kommen, an et mierkt een, dass hei net sachlech diskutéiert gëtt, well ech wëll gären de Rapporteur zitéieren a sengen éischte Wierder, wou e gesot huet, dat hei ass en technesche Projet de loi, hei geet et drëm, dass mer en Tool kréien - wéi dat haut am gudde Lëtzebuergesche gesot gëtt -, wou d'Bierger d'Méiglechkeet kréie sech auszeweisen, wou se herno eng Simplification administrative kréien a wou de Stat Moyene kritt, fir eng besser Gestioun ze maachen am administrative Beräich."

Well Tatsaach ass, dass mer haut am Land e Registre communal hunn an e Registre national. A wann ee géif kucken, wat an deem engen ass a wat an deem aneren ass, da wier een net gutt drun, well grad eng vun deene groussen Errungenschafte vun dësem Projet de loi, dat ass eben déi, dass mer statistesch fiabel Donnéeë kréien, déi d'selwecht benotzt ginn. Egal, wou een am Land wunnt, gëtt de Registre communal d'selwecht opgebaut an e gëtt och à jour gehalen, egal a wéi enger Gemeng een ass, egal a wéi enger Gemeng, wou een am Land ass.

An dat ass fir mech eng grouss Avancée. Well wann een haut kuckt, deemno wéi verschidden… wéi eng Reglementer et gëtt, dann huet ee ganz aner Situatiounen. E Beispill, wann ech huelen am Beräich elo vun de Campingen. Do ass et esou, dass mer haut an de Gemenge Zone-de-loisirsen hunn. Déi Zone-de-loisirse sinn an all Gemeng anescht definéiert. Doduerch, dass se an all Gemeng anescht definéiert sinn, gëtt et Gemengen, wou een eventuell op engem Camping ka wunnen, an et sinn aner Gemengen, wou een dat net kann.

Wa mer elo déi nei PAGen zum Beispill hunn, dat dauert nach zwee Joer, da missten d'Gemenge jo konform sinn, da musse se e Règlement grand-ducal iwwer e Règlement type vun de Zone-de-loisirsen erfëllen. An da mécht et Sënn zum Beispill, dass een op där enger Säit dann ebe säi Camping huet, an op där anerer Säit kréie mer d'Hébergementsgesetz. An da kréie mer eng kloer Situatioun, Här Klein, wat d'Campingen ugeet.

Mä mir sinn de Moment an enger Situatioun, wou ech soen: Effektiv, mer hunn e Gesetz, wou nach Lacunen dra sinn. An d'Zukunft wäert eis och weisen, wat dee Projet de loi hei wäert ass. Mä ech fannen et net gutt, wann een e vu virera schlechtriet. Ech hunn et grad gutt fonnt, dass mer et fäerdegbruecht hunn, wierklech fäerdegbruecht hu säit dem Joer 2011 am September, wou dee Projet déposéiert ginn ass, dass mer an 20 Méint, déi zwou Kommissiounen zesummen, d'Beamte gutt ënnerenee geschafft hunn, d'Ministere gutt ënnerenee geschafft hunn, an haut dëse Projet dann hei an der Chamber kënne stëmmen.

Duerfir soen ech och wierklech dem Rapporteur Merci, dee wierklech eng gutt Aarbecht gemaach huet, och der ganzer Kommissioun, déi gutt matgeschafft huet, an och de Beamten, déi sech hei engagéiert hunn. Ech fannen, dass mer hei wierklech eng gutt Aarbecht gemaach hunn. An ech soen dat net einfach esou pro forma, mä ech menge wierklech, dass mer hei vill Simplifikatioune fir d'Gemenge kréien.

Et ass schonn ugeschwat ginn: Et brauch een nëmme méi eng Déclaration d'arrivée ze maachen. Et brauch ee keng Déclaration de départ. Do gëtt nach just eng gebraucht. Wann een an aacht Deeg sech confirméiert huet, ass een en règle. Wann een - an dat ass fir mech e wichtege Punkt - seng Résidence habituelle an enger Gemeng huet, wou dat haut ka gekuckt ginn, a wou d'Reglementer alleguer déiselwecht sinn an de Gemengen, da kann een och herno eng Enquête maache loosse vun der Polizei, fir ze kucken, wann een en Doute huet, wéi déi Situatioun ass. Dat ass haut net de Fall, well déi eng Gemeng et esou ausleet an déi aner Gemeng et anescht ausleet. An dat ass fir mech eng grouss Plus-value, déi mer hei an deem Ganzen hunn.

A well den nationale Register an de Gemengeregëster matenee gekoppelt sinn, well déi an engem Temps réel matenee fonctionnéieren, gesinn ech doran och eng ganz grouss Hëllef, géif ech soen. Oder ech kann et anescht ausdrécken: De Gemengebeamte steet net méi eleng do. De Gemengebeamten ass kloer an engem System dran, deen Transparenz huet. A wou Transparenz ass, ass et kloer, dass d'Donnéeë kënnen hin- an hiergoen, soss hu mer net d'Transparenz.

Ech kann och op där enger Säit soen: Wann eng Administratioun elo Donnéeë kritt, zum Beispill d'Krankekeess, an déi froen dann e Certificat, an Zukunft brauch een do kee Certificat méi ze ginn, well jo d'Krankekeess, huelen ech un, en Accès kritt op dee Regëster, an da weess se: „Déi Leit sinn esou."

Dat ass dach eng Facilitatioun fir eise Bierger. Natierlech kann ech soen, wann ech dogéint sinn: „Dat ass net gutt, well da kann een déi Donnéeën huelen an hei an do." Dat ass ëmmer esou. Et kann een alles zerrieden. An duerfir mengen ech och, dass déi Carte d'identité, déi mer elo kréien, mat där Puce, déi drop ass - déi ass jo ugeschwat gi vum Här Urbany -, dass dat och eng Plus-value huet.

Well déi Pucen, déi mir hunn, wëll ech Iech soen, Här Urbany, déi si méi performant, wéi déi vun de Belsch. A se sinn och anescht wéi déi vun deenen Däitschen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat war eng schlecht Referenz. Ech hat jo gëschter Owend hire Premier héieren op der Televisioun schwätzen…

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Also nach eng Kéier: D'Lëtzebuerger Carte-d'identitéen hunn e ganz héije Sécherheetsniveau. Se si besser wéi déi an der Belsch zum Beispill. Se sinn an deem Sënn och méi performant wéi déi an Däitschland, well mer zum Beispill hei zu Lëtzebuerg net zouloossen, dass Privatfirmen en Accès kréien op déi Kaarten. Ech mengen…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Kee Probleem.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Minister, wann Der där Meenung sidd, wat sot Der dann zu deem ganz kriteschen Avis vun der CNPD? Dat ass jo awer net iergendeng Instanz zu Lëtzebuerg. Dat ass déi Instanz, déi zoustänneg ass fir d'Datesécherheet. Déi huet e ganz kriteschen Avis gemaach. A leider huet d'Chamber décidéiert an der Majoritéit, sech ze ralliéieren op den Avis vum Conseil d'État an net op dee vun der Dateschutzkommissioun. Firwat ass dat dann?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mat deem Gesetz hei setze mer e Kader. A mer ginn eis d'Méiglechkeeten, fir déi Kaarten herno anzesetzen. An deemno wéi mer déi Kaarten asetzen, wäerte mer och nach Diskussiounen hei an der Chamber kréien. An da kënne verschidden Elementer, déi Froen opwerfen, dat kënne mer dee Moment diskutéieren.

Haut si mir hei, fir eng nei Carte d'identité - well dat ass dat, wat den Innenminister am Fong am meeschten hei interesséiert - anzeféieren, wou verschidden Daten drop stockéiert ginn. Wéi dat am Detail ausgesäit, do fanne mer nach genuch Geleegenheeten, fir dat hei ze diskutéieren. Ech fanne just, dass mir hei um richtege Wee sinn, dass mer hei wierklech, wat déi ganz Problematik ugeet, do am 21. Jorhonnert ukommen. An dat Gesetz, dat…

M. François Bausch *(déi gréng).*- A puncto Datesécherheet si mer net am 21. Jorhonnert. Do si mer am 19.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dir hutt Är Meenung, ech hunn eng aner Meenung do. An et ass och Äert gutt Recht, déi Meenung ze hunn. Ech wëll just soen: Kommt, mer ginn deem Gesetz elo hei eng Chance. Mir hunn eng Période de transition vun zwielef…

M. le Président.- Här Minister, den Här Urbany géif lech nach gär eng Fro stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech wollt den Här Minister froen, ob en da kann honnertprozenteg ausschléissen, dass déi Kaarten net kënnen ofgelies gi vun Onbefugtenen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Wann ech esou eppes géif soen, da wier ech wierklech naiv.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Well wann ech esou eppes géif soen, da wier ech wierklech naiv, well et näischt op dëser Welt gëtt, wat ee kann ausschléissen, wann ee kuckt, wat sech haut alles mécht.

(Interruption)

Mä et ass ëmmer esou: Et huet een ëmmer e Spill op där enger Säit, wann een Donnéeën accessibel mécht fir verschidde Verwaltungen an esou weider, dann ass eng Grauzon do. Esou kann een dat nennen. Déi ass ëmmer do. Déi ass do. An déi kënnt Der Iech schlechtrieden, esou vill wéi Der wëllt. Déi Grauzon ass do. Mir maachen… Ech sinn der Meenung, dass mir de Maximum maachen. An d'Zukunft wäert eis dat weisen, dass déi Kaarten hei, dass déi anstänneg sinn. Eis Päss hunn déiselwecht Pucen. Eis…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mat deem hei Handy kann ech dat oflauschteren.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech weess dat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä Dir wësst dat, an Dir fannt dat normal?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Neen. Also, ech weess, dass Dir villes kënnt maachen. Ech weess, dass Dir villes kënnt maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä fannt Dir dat normal, datt dat geet?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Se ginn elo fälschungssécher.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gelift?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Déi, déi mer haut hunn, sinn esou einfach ze fälschen. An iwwert déi hei Aart a Weis, wéi mer dat hei elo aféieren, gi se fälschungssécher.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, mä da misst op deene vun haut...

(Interruption)

M. le Président.- Kommt, elo fuere mer emol hei der Rei no.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Op deene vun haut steet net vill drop. Dat ass jo de Problem.

M. le Président.- Den Innenminister huet elo emol d'Wuert. Duerno kënnt och nach d'Justizministerin drun. Mä elo huet emol den Innenminister d'Wuert. Här Innenminister, fuert virun.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech sinn e positive Mënsch. Ech mengen, dass mer wierklech mat dësem Projet de loi ee Moyen kréien, deen eis eng besser Gestioun maache léisst, hunn ech Iech gesot, vun den administrativen Donnéeën. D'Zukunft wäert eis weisen, wéi dat ass.

Ech kann Iech just soen, wat mir wëlles hunn zesummen ze maachen, d'Ministeren, déi hei sinn, an och hir Beamten: Mir hunn eng Période transitoire, wou mer musse kucken, dass mer déi praktesch Elementer, déi hei musse kommen, dass dat dann och klappt d'nächst Joer. Mir wäerten eis do mam Syvicol, ech wëll dem Här Klein dat soen, associéieren. Mir hunn eis nach ëmmer mat em associéiert, wa mer Problemer haten.

Mir wäerten Informatiounsréunioune maachen zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État, dem CTIE. Also, dat ass ganz kloer. Mir wäerten de Populatiounsbüro mat abannen, fir dass eben dee Projet de loi wierklech réusséiert.

Dat Gesetz kann net all Cas de figure virgesinn, all déi Froen, déi Dir opwerft. Mir wäerte gesinn, wéi mer weiderkommen. Ech kann Iech just soen: Mir hu wëlles, déi Saach pragmatesch unzegoen, well hei hu mer nun emol - dat nennt een esou op Franséisch - eng Loi interdisciplinaire. A wat interdisciplinaire ass, ass evident, dass do gewëssen Elementer sinn, déi sech musse fannen.

Ech sinn iwwerzeegt, wann de Syvicol, d'Gemengen alleguerten, de Bureau de la population, wann déi matmaachen, da kënne mer e gudde Projet de loi hei maachen. A mer kënnen och an zwee Joer de Bilan maachen.

Ech wollt nach e lescht Wuert soen, och nach, well ech jo och Polizeiminister sinn, dass ech et zum Beispill net optimal fannen, dass mer déi Amende ofgeschafen hunn, déi am Fong geholl sollt bestoe bleiwen, wann ee seng Carte d'identité net derbäi huet. Ech fannen nämlech, dass deen Argumentaire, deen de Statsrot mécht, net falsch ass, wou e seet: „Okay, wa mer eng Amende aféieren, da sinn d'Lëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg keng Carte d'identité hunn, déi kréien eng Amende; d'Auslänner zu Lëtzebuerg, déi keng Carte d'identité hunn, kréie keng Amende; an d'Auslänner am Ausland... oder déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, kréien och keng Amende."

Et muss also jiddwereen d'selwecht behandelt ginn. Dat liicht mer an. Mä ech stellen Iech awer d'Fro: Wann elo eng Persoun eng Incivilitéit mécht, an da kënnt e Polizist an da seet en: „Weis mer deng Carte d'identité!", an da seet deen: „Ech hu se net derbäi" - bei enger Incivilitéit spillt net den Artikel 45 vum Code d'instruction criminelle -, wat maache mer dann? Do wäerte mer och gesinn, wéi et do weidergeet.

Duerfir hätt ech och léiwer gehat, et hätt een d'Méiglechkeet gehat, sech do auszeweisen, esou wéi et an engem Zuch oder engem Bus ass. Wann Dir am Bus fuert oder mam Zuch fuert an Der hutt keen Ticket, musst Der Iech ausweisen. Wann Der mam Auto fuert, Code de la Route, an Der hutt Äre Pass net derbäi, musst Der Iech ausweisen.

Duerfir, ech wollt op déi Problematik nach eng Kéier hiweisen. Ech hätt och do léiwer gehat, mer hätten dat anescht gemaach. Et ass elo eben esou. Da musse mer kucken, wéi dat geet mat eiser Polizei an och um Terrain. Ech mengen, dass mer e gudde Projet de loi hunn, an duerfir ginn ech menger Kolleegin aus der Regierung, dem Octavie Modert, d'Wuert. Da kann hatt nach aner Aspekter, déi säi Ministère betreffen, nach uschwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Innenminister. An d'Wuert kritt elo d'Madame Justizministerin a Ministerin vun der Fonction publique.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass de Fonction-publiques-Minister, deen un dësem Text geschafft huet, fir seng Zoustännegkeet fir de Centre des technologies de l'information de l'État. Ech wëll an där Qualitéit dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci soen, deen hei gutt, vill geschafft huet, zesumme mat eis un dësem Text, mat eise Ministèren, mat eise Beamten.

Der Kommissioun, deenen zwou Kommissiounen och en häerzleche Merci. Well mir hu villes do diskutéiert. Mir hu jo dat Gesetz hei och fundamental geännert gehat. Mir hunn dat hei Gesetz nei erabruecht virun zwee Joer a mir hunn domat geännert, wat an der Regierung virdrun déposéiert ginn ass, wou zwee verschidden Texter déposéiert gi waren, wou also d'Kohärenz vun de Regele vill manner gi war wéi dat, wat mer elo heimadder hikritt hunn. Dat ass emol eppes, wat ech wëll virausschéissen a virausschécken.

Déi bestehend Texter waren onzefriddestellend an ongenügend. Déi hei Texter hu wesentlech a grouss Verbesserungen.

Dat ass esou. An dat huet och den Här Klein gesot, an zwar wuertwiertlech. Dir braucht also net hei eppes auserneenzedividéieren, wat net auserneenzedividéieren ass.

(Brouhaha)

Haut ass villes geregelt...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Wat huet en da gesot?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo, dann hätt Der missen den Ufank lauschteren, amplaz dunn ze schwätzen!

Villes ass haut geregelt, wat et virdrun net war. D'Gemenge wëssen elo vill besser, wou se dru si wéi haut, et gëtt vill manner Grozonen. Mir hunn eng Praxis, déi sech herno och etabléiere wäert an duerch d'Commission de registre national mat ka gekuckt ginn, mat begleet ka ginn, wou den Innenministère drasëtzt, dee Kontakter huet mat deenen zoustännegen Instanzen, déi d'Gemenge vertrieden, dee souwisou de Gemengevertrieder ass.

Mir hunn zousätzlech nach eng aner Kommissioun ageriicht, en Aarbechtsgrupp, deen op individueller Basis funktionéiert, deen ech elo virgeschloen hunn, mam SIGI ze maachen. D'Gemenge ware mat agebonne bei der Ausaarbechtung. Mir haten och eng gutt Zesummenaarbecht, a virun allem sinn och Formatioune virgesinn, mat de Gemengen zesummen, hire Vertriedungen iwwer Syvicol, SIGI an esou weider.

Här President, et ass schonn e grousse Worf, dëst Gesetz.

Une voix.- Dat sot Der gutt!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Et moderniséiert komplett d'Gesetzer vun 1979 a vun 1982. Dat ass awer och net grad alldeeglech, datt een dat huet. Dëst Gesetz steet fir Vereinfachung a fir verstäerkten Dateschutz.

Dëst Gesetz huet zwee grouss Objektiver gehat, déi d'Regierung domadder wollt ëmsetzen: de Bierger méi Rechter ginn, besonnesch am Beräich vum Dateschutz, an de Gemengen alleguerten déiselwecht Regele ginn, fir datt se harmoniséiert kënne virgoen. Den Innenminister huet dat schonn zur Genüge ënnerstrach.

Dot dëst Gesetz net Saache regelen, fir déi et net do ass! Wann Der gär Saachen iwwert d'Wahlrecht oder iwwer Aides sociales regelt, muss et an déi Texter kommen. Dat huet näischt mat dësem Text ze dinn.

Dësen Text huet awer ee grousse Virdeel: Mir kréien elo fiabel Donnéeën, déi Foi maachen, déi no-, zréckvollzéibar sinn an déi och definitiv feststinn, wou d'Gemenge wëssen, wat se ophuelen, a wann dat opgeholl ass, een net méi andauernd muss hannendru goen a virun allem och de Bierger net andauernd hei muss en neien Certificat bréngen an do eng Bescheinegung bréngen vun iergendeppes, wat iwwert dës Donnéeë feststeet an déi domadder net méi brauche permanent nei bruecht ze ginn a permanent nei hannerfrot ze ginn.

Dat sinn also vill manner administrativ Démarchë fir d'Bierger, wat eng wesentlech Verbesserung an eng wesentlech Vereinfachung fir si ass.

Och fir d'Gemenge gëtt et vill Verbesserungen, wéi gesot. Et ass vill méi eng grouss Rechtssécherheet wéi bis elo, vill manner Grozone wéi bis elo do waren, soudatt fir de Bierger a fir d'Gemenge vill Vereinfachunge kommen.

Sträicht also net permanent elo just eppes ervir, an alles aneres, wat hei verbessert gëtt, ignoréiert Der. Schwätzt net andauernd vun de biometreschen Donnéeën, déi anerer sinn, déi op déi Kaarten hei drop komme wéi déi, vun deenen Dir schwätzt.

Biometresch Date sinn natierlech, haut och, einfach eng ganz normal Foto; där kënnt eng drop. Eng Ënnerschrëft ass och eng biometresch Donnée, där kënnt och eng drop.

Mä wat net drop kënnt, an dat ass normalerweis dat, wat gemengt gëtt, wa vu biometreschen Date geschwat gëtt, am Volleksmond, wann ech dat dierf esou soen, dat si Raster-Fotoen; där komme keng drop. Dat si Fangerofdréck, där komme keng drop. Dat sinn ADNs-Daten, där komme keng drop. Dat steet am Gesetz.

(Interruptions)

Une voix.- ADR!

(Hilarité)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- ADN. Där kommen och keng drop. Där kommen och keng drop!

(Interruption)

An et steet am Gesetz, limitativ, wat drakënnt, dat sinn déi zwou éischt, déi ech genannt hunn. Mir maachen näischt aneres drop wéi dat, wat am Gesetz steet.

An ech denken, Dir wësst, datt d'Regierung net wëlles huet, iergendwelch Fangerofdréck per Gesetz duerno eng Kéier anzeféieren. An ouni Gesetz komme se souwisou net drop.

Mir däerfen och dat hei net verwiessele mat deem, wat am Ausland ass! Mir hunn dat net gemaach, wat se am Ausland ee Moment wëlles haten oder deelweis och schonn agefouert haten.

Mir hunn haut och an de Päss schonn Zweet-Generatioune-Päss agefouert, an déi Chipe sinn och net Chipen, déi een ausliese sollt kënnen. Wéinst dem Dateschutz hu mer dat just net gemaach. Mir hunn haut déi zweet Generatiounen, déi no den internationale Standarde sinn, déi virgesinn, datt een esou Donnéeën net kann dropmaachen.

Den Här Bausch, ënner aneren, huet gefrot gehat, wéi et wier mat der Dateschutzkommissioun hirem Avis, firwat mer dat net gemaach hätten.

D'Dateschutzkommissioun huet sech net opposéiert zu de biometreschen Daten, nämlech deenen zwou, déi ech genannt hunn. D'Dateschutzkommissioun hat e Problem mat der Nummer. An dat ass eppes ganz aneres wéi déi biometresch Date vu Foto a vun Ënnerschrëft.

D'Dateschutzkommissioun hat e Problem mat der Nummer. Dat hu mer geännert, well de Statsrot e Problem hat domadder, datt mir fir d'Éischt virgesinn haten, eng Nummer esou anzeféieren, wéi d'Dateschutzkommissioun et gäre gehat hätt.

Mir hunn am Ufank en „Numéro non parlant" agefouert gehat, also eng aléatoire Nummer; dat stoung am éischte Projet de loi, esou wéi en déposéiert war.

Mir hunn, no Kommissiounsdiskussiounen, och dem Statsrot senger Meenung Rechnung gedroen, dee gesot huet: „Dat gëtt vill ze vill komplizéiert!" An éierlech gesot, 13 Stellen ze verhale mat enger aléatoirer Nummer ass fir e Bierger extrem komplizéiert. A wa mer vu Vereinfachung schwätzen, wat gäre jiddwereen hätt, da musse mer dat och mat bedenken.

D'Dateschutzkommissioun hat kee Problem mat deene biometreschen Daten, déi mir hei op der Carte d'identité wäerten aféieren. Dat war eng Verwiesselung, déi hei gemaach ginn ass; dat muss een ënnersträichen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen, neen! Dat hunn ech net gesot!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dach!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen!

(Interruptions)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, mä dat...

M. le Président.- Madame Minister, Dir misst lues awer sécher och zum Schluss kommen!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Jo, mä da musse mer… Mir mussen op esou villes äntwerten, wat hei gesot ginn ass! Ech mengen, d'Viraarbechte vun der Chamberskommissioun a vun de Parlamentsaarbechte gi villes do hier vu Froen, déi och hei gestallt gi sinn.

Gären hätt ech elo geäntwert dem Här Etgen, dee gesot huet, firwat mer net drop agaange wieren, wat d'Vertriedung vum Personal vun de Gemenge gesot huet. Ech wollt dat eigentlech elo hei behandelen, well mir hunn dat nämlech alles gekuckt gehat a mir hunn dat och berücksichtegt, respektiv hunn Äntwerten op hir Froe gehat. Leider kann ech dat elo hei net méi soen.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt mer hei nei Rechter aféiere fir Bierger, déi elo net waren. Besonnesch am Dateschutz. Elo an Zukunft ka kee méi an de Regëster eppes kucke

goen, wou en net befugt ass derfir. De Bierger huet selwer Asiicht doranner, wie seng Daten eng Kéier an de Regëster kucke war; dat ass eppes, wat et néierens gëtt. An dat ass eppes, wat een onbedéngt muss ervirsträichen.

An Zukunft kënnen d'Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, eng Identitéitskaart kréien, wat bis haut net méiglech war. Eng wichteg Verbesserung an och Vereinfachung.

Mir hunn déi Commission du registre agesat, fir d'Praxis ze begleeden an, wann et néideg ass, och Saachen ze änneren, falls dat de Fall sollt misse sinn. Sécherlech net fir manner Rechter ze ginn, mä fir méi Rechter ze ginn.

Mir wäerten an Zukunft d'Identitéitskaart hei zu Lëtzebuerg hierstellen, wat bis elo net de Fall war, wat eng wesentlech Verbesserung, Vereinfachung, méi sécher ass an och nach méi bëlleg gëtt.

Déi elektronesch Ënnerschrëft kënnen d'Bierger elo fir näischt, gratis vum Stat zur Verfügung gestallt kréien, wa se se wëllen aktivéieren op hirer Kaart.

A mir hunn hei ee ganze Koup administrativ Vereinfachungen a Verbesserunge fir de Bierger agefouert, dee vill manner Démarchë muss maachen, deen eng grouss Reduktioun vu sengen administrative Chargë kritt.

Mir hunn nëmmen nach eng einfach Déclaration d'arrivée agefouert, wou een haut huet misse sech ofmellen an umellen. Dat alles wësse mer, datt mer ënner Verwaltunge kënnen ofgläichen, an dat ass vill besser.

Mir hunn - an dat ass nach eng Fro, déi och zréckgeet op en Deel vun der Motioun - dee Cadastre vertical hei no Diskussiounen an der Chamberskommissioun agefouert, wat bis elo net do war, wou och Appartementsnummeren an eenzel Appartementer kënnen ausgewise ginn, wat bis elo net méiglech war; wat de Gemenge wesentlech entgéintkënnt.

Dat hei ass e Gesetz, dat fir de Bierger och elo bedeit, datt alles vill méi no beim Bierger ass. E kann op d'Gemenge goen, fir seng Kaart, d'Carte d'identité, ze kréien. An deem Gesetz, wat mer zréckgezunn hunn, war virgesinn, datt et nach dräi Plazen am Land géif ginn, wou déi ausgestallt géif ginn. Och do si mer de Gemenge souwuel wéi de Bierger weider entgéintkomm.

An ee lescht Wuert, an dat soen ech dann als Justizministerin: Den Identifiant unique fir Personnes morales, hunn ech gesot, datt mer deen elo uginn a virundreiwen, dee Projet. Dat ass ee Projet, deen am Justizministère gemaach gëtt. Och dee wäerte mir an deenen nächste Méint der Chamber ënnerleeën, well dat och e wesentlecht Stéck ass, wat deelweis hei zu dësem Gesetz gehéiert, a virun allem och eng grouss Vereinfachung duerstellt. Also, och deem Deel vun den Demanden oder vun de Kritiken, berechtegte Kritiken, wäerte mer domadder entgéintkommen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech froen nach kuerz Parole après ministre.

M. le Président.- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, déi nei Carte d'identitéë sinn no beim Bierger. Si kënne vun all Bierger op der Strooss ofgelies ginn. An zwar awer trotzdeem wichteg Donnéeë wéi d'Foto, de Profil facial, wéi do steet, hein. Et weess een och net genau, wat dat ass. Et gëtt jo kee Règlement grand-ducal, deen dat regelt. An d'Signature électronique kann och à distance ofgelies ginn.

An dann... Ech hu keng Äntwert op déi Fro kritt, wat fir Fonctionnairen dann nach, ausser deenen, déi direkt mat der Konfektioun vun de Kaarten ze dinn hunn, Accès kënne kréien. Et steet just do: Déi Fonctionnairen, déi domat ze dinn hunn, hunn d'office Accès. Et steet awer net do, wien nach Accès huet. An do kann ech mer virstellen, dass och aner Fonctionnairë par décision discrétionnaire vum Minister Accès dorop kréien, op dee Répertoire, wou awer déi Données biométriques während enger Zäit gespäichert ginn.

Une voix.- Richteg.

M. le Président.- Okay. Déi Prezisioun nach ginn... Wëllt nach een...? Neen, keng... Dann, mengen ech, wäre mer um Enn vun der Diskussioun. A mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Plusieurs voix.- D'Motioun.

M. le Président.- Jo. Ah, Dir hätt gären... Normalerweis kënnt d'Motioun nom Projet.

(Interruptions)

Mir kënnen awer och fir d'Éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen. Mä normalerweis ass awer d'Motioun nom Projet, Här Etgen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ma da stëmme mer dergéint, Här President, well mir kenne keng...

M. le Président.- Ech mengen, Madame Brasseur, datt d'Resultat net wesentlech aneschters wäert sinn.

Une voix.- Ooohhh.

M. le Président.- Mä kommt, mir halen eis un d'Prozedur. Normalerweis gëtt fir d'Éischt iwwer e Projet ofgestëmmt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6330 et dispense du second vote constitutionnel

Also, mir stëmmen elo iwwert de Projet of. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 6330 ass ugeholl mat 38 Jo-géint 19 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Pierre Mellina (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Gilles Roth), MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. André Bauler), Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Henri Kox) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

An elo komme mer zu der Motioun vum Här Fernand Etgen.

Wëllt nach een eppes dozou soen?

Wann dat net de Fall ass, kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Une voix.- Par vote électronique.

M. le Président.- Vote électronique.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 39 Nee- géint 18 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 38 voix contre et 20 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Félix Braz) et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Fernand Boden), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Pierre Mellina (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Gilles Roth), MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 2 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.55 heures)

Sommaire des séances publiques nos 31, 32 et 33

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 359-371

Déclaration de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371

Hommage à M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371-372

Hommage à Mme Marie-Josée Jacobs, ancienne Députée, ancienne Ministre p. 372-373

Hommage à M. Marc Spautz, ancien Député, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Ministre aux Relations avec le Parlement p. 373

Communications p. 373

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 373

6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale p. 373-374

Ordre du jour p. 374

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Pierre Mellina p. 374-375

Changement de composition des organes de la Chambre des Députés p. 375

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 375

6467 - Projet de loi portant modification

- du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 375-377

6503 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;

b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'un Conseil scientifique;

2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 377-378
p. 398

6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux p. 378-380

6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 380-382

6434 - Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi p. 383-398

6507 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;

2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p.398-401

6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

et abrogeant

1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et

2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire p. 401-407

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1540	André Bauler	Bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck
Session ordinaire 2012-2013		
2386	François Bausch	Imposition des fonds d'investissements spécialisés dans le domaine immobilier
2613	Fernand Kartheiser	Accouchement anonyme
2623	Gast Gibéryen	Plafonnement de l'index
2635	Ali Kaes	Retards de paiement de l'État
2653	Marcel Oberweis	Accords commerciaux entre le Luxembourg et Israël
2654	Alexandre Krieps	Nouveau bâtiment pour la Clinique Ste Thérèse
2655	Fernand Kartheiser	Documents secrets concernant le réseau «Stay behind» publiés dans la presse
2657	Fernand Etgen	Interventions des équipes du SAMU dans les régions frontalières de nos pays limitrophes
2659	Jean Colombera	Manque de personnel médical
2660	Jean Colombera	Prolongation électronique du permis de conduire
2661	Anne Brasseur	Loi sur la réforme de la législation sur l'avortement
2662	Marcel Oberweis	Virus tropical «Dengue»
2663	Xavier Bettel	Plaques d'immatriculation
2664	Fernand Kartheiser	Coûts de l'assistance judiciaire
2665	Claude Adam	Musée national de la Résistance
2666	Eugène Berger	«Littering»
2667	Jean Colombera	Munition à uranium appauvri
2668	Jean Colombera	Crise de la zone euro
2669	Ben Fayot	Adaptation du calendrier des vacances et congés scolaires
2670	Fernand Kartheiser	Passage souterrain entre la maison de soins et la zone piétonne à Diekirch
2671	Eugène Berger	Hachage du bois le long du réseau routier par l'Administration des Ponts et Chaussées
2672	Jean Colombera	Publication d'audits sur la recherche au Luxembourg
2674	Camille Gira	Réunion sur les objectifs européens 2030 en matière de climat
2675	Serge Wilmes	Objectif plein emploi
2676	Jean Colombera	Vente de tabac dans un commerce se trouvant dans un hôpital
2677	Roger Negri	Sécurité des ascenseurs
2678	Fernand Etgen	Laboratoire du sommeil
2679	André Bauler	Examens-concours pour l'admission au stage pédagogique pour les lycées et lycées techniques
2681	Fernand Kartheiser	Briefing concernant l'implication du réseau «Stay behind» dans l'affaire «Bommeleeër»
2682 cf. 2686	Fernand Etgen	Réorganisation des bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
2683	Fernand Kartheiser	Référendum local
2684	Fernand Kartheiser	Douleurs chroniques
2685	Jean-Pierre Klein	Conservation des cendres de défunts à domicile
2686 cf. 2682	Léon Gloden	Réorganisation des bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
2687	Jean Colombera	Fonction de la police
2688	Jean Colombera	Production privée d'électricité
2690	Fernand Etgen	Réforme de l'assurance pension
2691	André Bauler	Commissariats de district

Q140

Session ordinaire 2010-2011

Question 1540 (22.6.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck:**

Le bâtiment voyageurs (BV) de la gare d'Ettelbruck est un monument historique datant de 1862. Il fut construit en pierres de taille apparentes dans le style typique des bâtiments de chemins de fer d'Alsace-Lorraine de l'époque et fêtera l'an à venir ses 150 ans d'existence. Il me revient que le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) a décidé en 2009 de faire figurer le BV de la gare d'Ettelbruck sur l'«inventaire du patrimoine digne de protection et marquant la physionomie de la localité». À en croire les spécialistes avertis, le BV de la gare d'Ettelbruck formerait, avec l'actuelle «Baurestuff» (anciennement «Hôtel Betz») et l'«Hôtel Lanners» un ensemble architectural particulier dans ce quartier caractéristique de la plus grande ville de la circonscription Nord. À noter d'ailleurs que beaucoup d'immeubles, situés dans le voisinage immédiat de la gare, figurent dans la «zone des bâtiments à préserver» définie dans le nouveau PAG de la commune d'Ettelbruck.

Or, dans le cadre du réaménagement projeté de ce quartier, le Gouvernement semble avoir décidé de démolir le BV de la gare d'Ettelbruck afin de le remplacer par une construction moderne. Cette décision a été annoncée lors d'une séance d'information du Gouvernement en automne 2010 ainsi qu'à l'occasion d'une conférence de presse organisée, le 20 juin dernier, par une association gui s'engage en particulier pour sa conservation. D'après les organes de presse, la Commission des Sites et Monuments nationaux aurait avisé positivement la demande de protection nationale du BV de la gare d'Ettelbruck adressée à Madame la Ministre par les membres de l'association concernée,

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de l'association qui estime que la démolition de cet édifice constituera un appauvrissement du patrimoine historique d'Ettelbruck tout en nuisant à son image de marque?

- Madame la Ministre estime-t-elle que le BV de la gare d'Ettelbruck fait partie, tout comme les autres gares anciennes de la ligne du Nord, des monuments pionniers de l'histoire ferroviaire du pays dignes de conservation?

- Si la Commission des Sites et Monuments nationaux a avisé positivement la demande de classement, quelle suite Madame la Ministre se propose-t-elle de réserver à cette recommandation?

- Si l'inventaire établi par le SSMN en 2009 n'était pas respecté dans le cas précité, ne serait-il dès lors pas mis automatiquement en question sur le plan national en créant ainsi un précédent?

Réponse (18.5.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Le bâtiment voyageurs de la gare d'Ettelbruck n'est pas soumis à une protection nationale au titre de la loi du 19 juillet 1983.

Le désenclavement de la région Nord du pays et son développement est à la base du projet à Ettelbruck des autorités responsables des transports, des transports publics et des chemins de fer. Il s'agit là d'un souci de longue date des élus de la région en vue de favoriser l'essor de la région septentrionale du pays autant que du projet Nordstad.

En effet, la gare d'Ettelbruck constitue déjà à l'heure actuelle et, encore plus à l'avenir, un pôle d'échange majeur sur la ligne du Nord avec une gare routière d'envergure pour bus, et nécessitant de l'espace en vue de constituer un nouveau corridor afin d'organiser de façon optimisée et sans les perturbations actuelles les transports publics en direction ouest et est. Car il est important d'augmenter le flux et l'attrait du transport public à Ettelbruck et la région environnante, pour en augmenter l'attractivité et la qualité de vie des habitants de la région entière.

L'avant-projet définitif concernant la gare d'Ettelbruck est en cours d'élaboration. J'ai demandé à ce que mes services soient consultés à cet égard.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2386 (30.10.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**imposition des fonds d'investissements spécialisés dans le domaine immobilier:**

Les fonds d'investissements spécialisés dans le domaine immobilier existent au Luxembourg depuis de longues années. Leur objectif est «l'optimisation fiscale» des investisseurs institutionnels ou «avertis» dans le domaine de l'immobilier à l'étranger.

Au début de la mise en place de tels fonds, les promoteurs ont veillé à ce que ce type de fonds ne permette pas à des promoteurs immobiliers résidents de défiscaliser leurs plus-values - latentes ou futures - réalisées sur leur propre patrimoine. Il est en effet évident que l'autorité fiscale du Luxembourg n'aurait pas pu accepter une défiscalisation à ce point des plus-values réalisées sur les valeurs immobilières locales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre des Finances peut me renseigner quant aux surfaces immobilières détenues au Luxembourg par des SIVAC-FIS de type immobilière au bénéfice de résidents locaux?

2. Est-ce que le Ministre est d'avis qu'une telle pratique constitue une aberration de la législation fiscale et va au détriment de l'équité fiscale?

3. Le cas échéant, est-ce que le Ministre des Finances est d'avis qu'il est légitime de maintenir cette iniquité fiscale au détriment du citoyen qui ne peut pas être considéré «averti»?

4. Est-ce que le Ministre des Finances est d'avis qu'en temps de crise financière le Luxembourg doit continuer à prôner un instrument d'investissement spéculatif pour l'absence de contrôle fiscal et de régulation à leur égard? (voir sous http://www.luxembourgforfinance.lu/fr/fonds-dinvestissement-specialise-fis)

5. Est-ce que le Ministre des Finances est d'avis que cette offre d'optimisation fiscale du Luxembourg se justifie à l'égard de résidents fiscaux étrangers alors que l'Europe est à la recherche d'une plus grande intégration des politiques fiscales?

Réponse (3.6.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La question concernant l'optimisation ou la planification fiscale qui est posée dans la question parlementaire doit être vue dans le contexte plus large de la compétitivité de notre pays, caractérisé par une économie très ouverte. Assurer l'attractivité du pays, c'est-à-dire créer des conditions attrayantes pour les investisseurs, dans le cadre d'une politique de croissance soutenable, est la responsabilité de tout dirigeant politique, surtout en ces temps-ci où la concurrence entre les pays est de nouveau plus aiguë que par le passé.

Cette attractivité a plusieurs dimensions dont la fiscalité. La question parlementaire soulève le cas particulier des fonds d'investissements spécialisés (FIS). Le Gouvernement estime qu'introduire une discrimination entre résidents et non-résidents pour ce type de produits est une chose délicate. Il convient plus particulièrement de relever que très peu de FIS peuvent être considérés comme des FIS immobiliers ayant investi au Luxembourg. L'indication de la surface immobilière ne fait pas partie des données financières à la disposition de la CSSF. La législation et la surveillance des SICAV-FIS leur sont évidemment applicables; il ne peut donc être question d'absence de régulation et de contrôle.

Question 2613 (13.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accouchement anonyme:**

Zënter 1975 besteet zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet vun der anonymer Gebuert (accouchement sous x). D'Gesetz, wat deemools gestëmmt gouf, hat an huet nach ëmmer als Zil, datt et am Kader vun enger ongewolltener Schwangerschaft net zu enger Ofdreiwung, mä zu enger Adoptioun kënnt.

Déi national Ethikkomissioun huet schonns am Joer 2000 drop higewisen, datt verschidde Dispositioune vun deem Gesetz net onproblematesch sinn. Den Artikel 7, Paragraph 1 vun der Kannerrechtskonventioun gesäit nämlech vir, datt e Kand esou wäit wéi méiglech e Recht drop huet, seng Eltere kennenzeléieren a vun hinne betreit ze ginn. Am Joer 2009 huet déi national Ethikkommissioun an engem weideren Avis bedauert, datt d'Regierung där Bemierkung net Rechnung gedroen hätt.

Dowéinst wéilt ech der Madame Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill anonym Gebuerte goufen zënter 2009 pro Joer zu Lëtzebuerg registréiert?

2. Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt d'Gesetz, dat den Accouchement anonyme erlaabt, géint den Artikel 7, Paragraph 1 vun der Kannerrechtskonventioun verstéisst?

3. Huet d'Madame Ministesch wëlles deemnächst e Gesetzesprojet ze deponéieren, fir d'Gesetz, dat den Accouchement anonyme erlaabt, ze reforméieren? Wa jo, a wat fir engem Délai? Wann neen, firwat?

4. Déi national Ethikkommissioun huet an hirem Avis vum Joer 2000 eng Rei konkret Léisunge virgeschloen, fir de Prinzip vun der anonymer Gebuert mam Artikel 7 vun der Kannerrechtskonventioun ze conciliéieren. Huet d'Madame Ministesch eng Preferenz fir eng vun deene Pisten?

Réponse (29.5.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

D'Zuelen, déi mir vun deenen zoustännege Plazen kruten, weisen, dass d'anonym Gebuerten an deene leschte Jore konstant op déiwem Niveau bliwwe sinn. Esou goufen 2008/2009 dräi, 2009/2010 zwou, 2010/2011 véier an 2011/2012 dräi dëser Gebuerten enregistréiert.

Dat aktuellt Gesetz gesäit vir, datt eng Fra weder obligéiert ass hir eegen Identitéit unzeginn, nach déi vum Papp vum Kand. Esou gehéiert Lëtzebuerg aktuell zu deene Länner an Europa, déi de facto den Accouchement anonyme an d'Virenthalung vun der Identitéit vun de biologeschen Elteren hunn. Während d'Praxis vum Accouchement anonyme konform zu der Kannerrechtskonventioun vun 1989 an der Rechtsspriechung vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ass, an och vun der nationaler Ethikkommissioun guttgeheescht ass, fuerderen dës Instanzen, dass all Kand d'Recht muss kréien, seng biologesch Elteren ze kennen. Dat war och den Haaptuleies vun enger gemeinsamer Recommandatioun vum Ombudsman a vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand vun 2007.

Dofir gëtt am neie Gesetzprojet iwwert d'Reform vun der Filiatioun virgeschloen, d'Recht op anonym Gebuert ze formaliséieren: Esou ass virgesinn, dass dat Zivilt Gesetzbuch ausdrécklech den Accouchement anonyme erlaabt, a mat der Hëllef vum Procureur d'État kritt de Papp d'Méiglechkeet, säi Kand ze fannen an unzëerkennen. Wat d'Recht vun all Kand ugeet, seng biologesch Elteren ze kennen, esou schaffen de Familljen- an de Justizministère u konkrete Léisungen. D'Zil ass, datt eng Mamm, déi hiert Kand anonym op d'Welt brëngt, Informatiounen an och Saachen hannerloosse kann, zu deenen d'Kand spéiderhin e kontrolléierten Zougang huet.

Question 2623 (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **plafonnement de l'index:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer e gedeckelten Index schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatioune brauch.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiere géif de Stat duerch e gedeckelten Index (zweemol de soziale Mindestloun) manner erakréien?

2. Wéi vill Steiere géif de Stat duerch e gedeckelten Index (dräimol de soziale Mindestloun) manner erakréien?

Réponse (29.5.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

No den Estimatioune vun der Steierverwaltung géif de Stat bei engem gedeckelten Index vun zweemol de Mindestloun 62 Milliounen Euro manner Akommessteier (inklusiv Lounsteier) erakréien a bei engem gedeckelten Index vun dräimol de Mindestloun 30 Milliounen Euro. En contrepartie hätten de Stat an d'Entreprisen och manner Dépensen.

Question 2635 (21.3.2013) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **retards de paiement de l'État:**

La Chambre des Députés vient d'adopter le projet de loi 6437 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. L'une des principales innovations de ce nouveau texte consiste à lutter, non seulement contre les retards de paiement entre entreprises privées, mais également contre les paiements tardifs causés par l'État et les collectivités territoriales.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention sur le fait que pour les communes, dans le cadre des travaux publics qu'elles font exécuter, les subsides étatiques représentent parfois plus que 50% de l'investissement total. Or, il est constant que les subventions ne sont régulièrement versées par l'État aux communes que très tardivement de sorte que les communes sont confrontées à des retards de paiement à l'égard des entreprises privées chargées des travaux publics.

La nouvelle loi impose désormais pour l'État et les collectivités territoriales un délai de paiement maximum de soixante jours.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ainsi que de Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce qu'il est prévu de prendre des mesures permettant d'accélérer le versement des subventions étatiques aux communes?

- Dans l'hypothèse où une commune ne respecte pas les délais de paiement du fait du paiement tardif d'une subvention, l'État ne devrait-il pas prendre en charge les intérêts de retard, l'indemnisation pour les frais de recouvrement ainsi que d'autres frais dus aux retards de paiement?

Réponse commune (10.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

D'une façon générale, il y a lieu de constater que la loi prise comme accroche pour la présente question parlementaire concerne exclusivement des transactions commerciales et ne s'applique pas aux relations entre des pouvoirs publics (Art. 2). Ainsi, la question du versement des subventions étatiques est sans lien avec le délai de paiement résultant de transactions commerciales entre des entreprises privées et des communes. En tant que créancier résultant d'un engagement contractuel, la commune est dans l'obligation de respecter les dispositions de la loi du 29 mars 2013, indépendamment de l'obtention ou non d'une aide étatique préalablement accordée.

Le rythme de versement des subventions étatiques aux communes varie selon la nature des objets subventionnés, des procédures de contrôle prévues et finalement des crédits budgétaires disponibles. Il va sans dire que les départements cherchent toujours à optimiser leurs procédures pour que celles-ci correspondent dans la mesure du possible aux besoins des communes. Il faut d'ailleurs souligner que le rythme de paiement n'est pas toujours retardataire. Certaines aides du département de l'Intérieur sont liquidées par tranches jusqu'à concurrence de 80% du montant engagé sur base du devis et le décompte des travaux est demandé aux communes pour la liquidation du solde de 20%. Il n'est pas rare que plusieurs années s'écoulent avant que le solde ne soit réclamé par les communes.

Même si un subside n'est accordé que lorsqu'une commune ou un syndicat de communes réalise une dépense spécifique, l'utilisation des fonds ou des liquidités (trésorerie) dont dispose la commune n'est pas réservée à des dépenses spécifiques mais doit se faire pour honorer les engagements pris. En cas d'insuffisance de trésorerie (excédent budgétaire) la commune pourra se faire ouvrir une ligne de trésorerie auprès d'un institut financier approprié.

L'allocation de ces aides répond aux règles spécifiques y relatives qui peuvent varier d'un département ministériel à l'autre et pour lesquelles des délais de liquidation de ces aides ne sont généralement pas imposés. D'ailleurs, souvent les aides étatiques ne sont versées aux communes qu'après réception et vérification du décompte en relation avec les travaux effectivement réalisés.

Le problème pour autant qu'il existe doit donc être discuté et réglé de cas en cas.

En toute hypothèse dans le cadre de l'allocation des aides aux communes on n'est pas dans un scénario où la commune établirait des factures ou des déclarations visées par la loi récemment votée.

Question 2653 (8.4.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **accords commerciaux entre le Luxembourg et Israël:**

Selon un article du «Figaro» paru le 28 février 2013, l'État israélien utiliserait le label «made in Israel» pour les marchandises exportées notamment vers l'Union européenne, provenant cependant en grande partie de ses colonies illégales au regard du droit international. Selon un rapport de 2010 de l'organisation «Who Profits», 66% des exportations israéliennes de fruits et de légumes ont atteint le marché européen. L'État hébreu profite ainsi des avantages commerciaux européens, notamment fiscaux, pour des produits qui n'ont pas été fabriqués sur son territoire étatique reconnu.

Cet étiquetage commercial contrefait consiste non seulement en une tromperie vis-à-vis des consommateurs quant à l'origine des produits et donc en un abus par rapport aux directives européennes, mais rend également les consommateurs de manière inconsciente et involontaire complices de la politique de colonisation de l'État israélien. Dans leur dernier rapport, les chefs de mission de l'Union européenne à Jérusalem-est recommandent à celle-ci de procéder à des sanctions économiques contre Israël, et donc à ne plus encourager une politique de colonisation reconnue illégale à travers sa politique commerciale.

De surcroît, la Palestine étant constituée majoritairement de terres rurales, l'agriculture représente l'occupation principale de ses habitants. La terre constitue du coup un facteur élémentaire pour ce peuple agricole, qui se retrouve menacé par la saisie progressive des terres avec l'extension des colonies. À l'export, les produits fabriqués dans les colonies illégales israéliennes sont mélangés avec les produits du territoire israélien dans ses frontières internationalement reconnues. La traçabilité de ces produits n'est donc pas respectée conformément à l'avis n°2005/C 20/02 du Journal officiel de l'Union européenne, en vigueur depuis le 1er février 2005, qui précise qu'une indication géographique doit être appliquée afin de réduire les cas de doute quant au statut d'origine des produits importés d'Israël.

En outre, le rapport «La paix au Rabais: comment l'Union européenne renforce les colonies Israéliennes» publié par 22 organisations non-gouvernementales révèle que l'Union importe quinze fois plus de marchandises des colonies illégales israéliennes que de la Palestine, devenue État observateur à l'ONU depuis novembre 2012. Ceci illustre assez nettement la contradiction et une certaine hypocrisie qui se cache derrière la politique de l'Union européenne qui se veut garante des droits de l'Homme les plus fondamentaux en critiquant l'expansion des colonies israéliennes, et qui continue pourtant son commerce avec Israël.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Les Ministres sont-ils au courant de la commercialisation abusive réalisée par l'État israélien?

- Les Ministres sont-ils prêts à proposer dans le cadre communautaire des sanctions économiques à l'encontre de l'État israélien procédant à cette commercialisation déloyale et abusive?

- Les Ministres qu'entendent-ils entreprendre concrètement afin d'appliquer de manière plus vigoureuse les accords commerciaux entre le Luxembourg et Israël et afin d'éviter cette complicité directe dans la colonisation?

- Les Ministres envisagent-ils d'appliquer plus strictement les lignes directrices de l'Union européenne quant à l'étiquetage des produits afin de garantir une communication véridique et fidèle aux consommateurs?

Réponse commune (6.5.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Luxembourg s'engage de longue date au sein des instances du Conseil pour un strict respect du régime des préférences commerciales accordées par l'UE à l'État d'Israël. Les conclusions du Conseil Affaires étrangères de l'UE du 14 mai 2012 rappellent par ailleurs qu'il s'agit d'un engagement collectif de l'Union: «L'UE et ses États membres réaffirment leur détermination à mettre en œuvre effectivement et pleinement la législation de l'UE en vigueur et les accords bilatéraux applicables aux produits des colonies». Le Luxembourg soutient donc une application pleine et entière des accords commerciaux et sectoriels entre l'UE et Israël qui ne concernent que les produits issus de l'État hébreu dans ses frontières d'avant 1967.

À cet effet, le Ministre des Affaires étrangères a récemment apporté son soutien à une lettre cosignée par douze autres Ministres européens, demandant à la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité d'analyser la situation, afin d'identifier de possibles cas de non-respect des accords précités dans notre commerce bilatéral avec Israël. Dans ce contexte, rappelons également les conclusions du Conseil du 10 décembre 2012, où les Ministres des Affaires étrangères de l'UE ont souligné que «fidèle à son principal objectif, c'est-à-dire une solution fondée sur la coexistence de deux États, l'UE suivra de près l'évolution de la situation ainsi que ses répercussions d'une façon générale, et agira en conséquence».

Le Gouvernement est convaincu qu'en rassurant les consommateurs quant à l'origine des produits en provenance d'Israël, on contribue aussi à l'amélioration du cadre opérationnel des acteurs économiques locaux et au renforcement des relations bilatérales avec nos partenaires.

Question 2654 (9.4.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **nouveau bâtiment pour la Clinique Ste Thérèse:**

La Clinique Ste Thérèse (Zithaklinik) a prévu la construction d'un nouveau bâtiment (appelé bâtiment E) pour septembre 2013. Pour la réalisation de cette construction, le Gouvernement, en l'occurrence Monsieur le Ministre de la Santé, avait promis une subvention étatique de 40 millions d'euros. Le bâtiment prévu remplacera trois maisons dans la rue d'Anvers et hébergera sur quatre niveaux des salles d'opération, l'hôpital de jour, des lits d'hospitalisation et le service d'oncologie.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce qu'une éventuelle fusion des services hospitaliers de la Zithaklinik avec l'Hôpital Kirchberg entraînera un changement d'attitude de la part du Gouvernement en ce qui concerne la subvention du bâtiment en question?

- Est-ce que le Gouvernement est toujours prêt à subventionner la construction du bâtiment E de la Zithaklinik avec la somme initialement promise par Monsieur le Ministre?

Réponse (11.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La décision d'entamer une collaboration plus étroite entre la Fondation François Elisabeth et la Zithaklinik, qui pourrait aboutir à une fusion de ces entités juridiques, ne remet pas en cause ma décision de soutenir le projet de modernisation et d'extension de la Zithaklinik auquel l'honorable Député fait référence.

Ainsi, je voudrais informer l'honorable Député que je viens de soumettre un avant-projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la Zithaklinik à l'approbation du Conseil de Gouvernement.

Ce projet de modernisation et d'extension de la Zithaklinik inclut trois axes prioritaires:

- l'amélioration du confort pour le patient dans les unités de soins;

- une modernisation de l'outil de travail médico-technique pour ses médecins et ses collaborateurs;

- une augmentation des capacités de traitement ambulatoire en service d'hospitalisation de jour parallèlement à une réduction du nombre de lits stationnaires.

Le projet de modernisation et d'extension prévoit trois grandes étapes:

- les mesures préparatoires avec création d'un nouveau service de dialyse, d'une mise en commun provisoire de deux sites de blocs opératoires et la création d'un service provisoire d'endoscopie;

- la démolition puis construction du bâtiment E, situé rue d'Anvers, avec comme contenu essentiel, outre des places de parking au sous-sol et les aspects techniques, un nouveau service de radiologie, d'endoscopie, un nouveau bloc opératoire, un hôpital de jour ainsi que deux unités de soins modernes;

- la mise en conformité des bâtiments existants en fin de projet avec agrandissement de la policlinique, création d'un nouveau service de réanimation et de soins intensifs.

La finalisation intégrale du projet de modernisation et d'extension de la Zithaklinik est prévue pour l'année 2020.

Le coût total relatif à la réalisation dudit projet de modernisation et d'extension de la Zithaklinik à charge du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières s'élève à 62.680.060 euros (indice 677,18) dont un montant de 12.443.730 euros (indice 677,18) a déjà été financé par le biais du prédit fonds alors que ce montant correspondait au solde restant au titre de l'enveloppe indiquée au 12e tiret de la loi du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers de sorte qu'une nouvelle loi de financement reste uniquement nécessaire pour un montant de 50.236.330 euros (indice 677,18) qui sera encore à charge du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières.

Question 2655 (11.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **documents secrets concernant le réseau «Stay behind» publiés dans la presse:**

Den 10. Abrëll 2013 huet sech RTL op eng Rei vun Dokumenter bezunn, déi hinnen zougespillt gi waren an de Stempel «très secret» respektiv «top secret» droen. Déi Dokumenter goufen och - op d'mannst zum Deel - um Site www.rtl.lu publizéiert.

Déi Dokumenter - hir Authenticitéit eemol virausgesat - stame vum SREL a concernéieren de Réseau «Stay behind» (SB).

An deenen Dokumenter sinn och Donnéeën, déi auslännesch Servicer betreffen. Ausserdeem gëtt et och eng Lëscht mat den Nimm vun de fréiere Membere vun deem Réseau SB, woubäi en Deel geschwäerzt gouf, fir engem méi grousse Public d'Identifizéierung vun de Betreffenden net ze erméiglechen. Et ass awer net gewosst, ob déi Leit, déi bei RTL schaffen, déi Nimm gesinn hunn.

Déi Leit am Réseau «Stay behind» ware bereet grouss perséinlech Risiken am Fall vun enger feindlecher Besetzung vun eisem Land ze droen. Eist Land schëlt hinnen net nëmmen Dankbarkeet, déi de Statsminister Santer hinne jo och schréftlech ausgedréckt hat, mä och dauernde Schutz. De Stat hätt zum Beispill onbedéngt déi Lëschte mat der Identitéit vun de SB-Membere misse beschtméiglechst schützen.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Statsminister d'Authenticitéit vun deenen Dokumenter confirméieren?

2. Huet den Här Statsminister déi auslännesch concernéiert Déngschter iwwert d'Publikatioun vun deenen Dokumenter offiziell informéiert?

3. Wéi eng vun deenen Dokumenter ënnerleien haut nach de Bestëmmungen, déi der Sécherheetsstuf «très secret» entspriechen a missten deementspriechend geschützt ginn?

4. Ennerhëlt de Lëtzebuerger Stat alles, fir erauszefannen, aus wéi enger Quell déi betreffend Dokumenter stamen? Ass eventuell Plainte gemaach ginn?

5. Ass d'Publikatioun vu geheimen Dokumenter duerch d'Press strofbar?

6. Wat mécht den Här Statsminister, fir d'Identitéit vun de Membere vum SB confidentiel ze halen an déi betreffend Leit, wann néideg, ze schützen?

7. Ginn opgrond vun dësen Evenementer d'Schutzmossname fir classifizéiert Dokumenter versäerkt?

Réponse (11.6.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ech kann dem Här Kartheiser op seng parlamentaresch Fro iwwert d'Publikatioun vu klassifizéierten Dokumenter vum Geheimdéngscht folgend Äntwert ginn:

1. A priori besteet keen Zweifel un der Authenticitéit vun deenen Dokumenter, déi veröffentlecht gi sinn.

2. Et ass dem Lëtzebuerger Geheimdéngscht seng Aufgab auslännesch Servicer iwwert d'Publikatioun vun den Dokumenter, déi dës Servicer betreffen, z'informéieren. De Geheimdéngscht huet déi néideg Schrëtt ënnerholl.

3. Déi Dokumenter, déi veröffentlecht gi sinn, waren am Moment vun hirer Publikatioun net deklassifizéiert, esou datt se deene legale Bestëmmungen, déi an deem Beräich gëllen, ënnerlouchen. Zu engem spéideren Zäitpunkt huet den Direkter vum Geheimdéngscht all d'Dokumenter iwwert de Réseau «Stay behind» deklassifizéiert, mat Ausnahm vun deenen Dokumenter, déi d'Identitéit vun engem «Stay behind» Agent révéléieren an deenen Dokumenter, déi de Geheimdéngscht vun engem auslännesche Service iwwermëttelt krut.

4. De Statsministère ass informéiert ginn, datt de Parquet eng Enquête mécht, fir ze retracéieren iwwer wéi ee Wee d'Dokumenter an d'Öffentlechkeet gelaangt sinn.

5. D'Publikatioun vu Renseignementer oder anere geheimen Informatiounen, déi de Fonctionnement oder d'Aktivitéite vum Geheimdéngscht betreffen, ass nom Artikel 16 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht strofbar. D'Publikatioun vun de betraffenen Dokumenter fält och ënner verschidde Bestëmmunge vum Strofgesetzbuch.

6. D'Regierung hëlt déi Mesuren, déi néideg sinn, fir d'Membere vum «Stay behind», deenen hir Identitéit öffentlech gemaach ginn ass, ze schützen.

7. De legalen a reglementaresche Kader, deen d'Sécherheetsregele fir klassifizéiert Dokumenter definéiert, muss net geännert ginn. De Geheimdéngscht gëtt dermat chargéiert de Responsablen an deene jeeweilege Servicer, déi klassifizéiert Dokumenter hunn, d'Sécherheetsregelen, déi an deem Beräich gëllen, ze rappeléieren.

Question 2657 (12.4.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **interventions des équipes du SAMU dans les régions frontalières de nos pays limitrophes:**

Selon mes informations, il serait prévu que les équipes du SAMU, notamment celles de la région septentrionale du pays, effectuent davantage d'interventions dans les régions frontalières.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs pour cette décision? Existe-t-il une demande afférente de nos pays limitrophes? Quelles seraient, le cas échéant, les régions les plus touchées par une telle décision?

Réponse commune (29.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les interventions des équipes du SAMU dans les régions transfrontalières de nos pays limitrophes.

Tout d'abord, il y a lieu de constater qu'il n'est pas envisagé de faire intervenir davantage les équipes du SAMU dans les régions frontalières. Ainsi, une alerte systématique du vecteur de secours le plus proche géographiquement n'est pas prévu, mais une équipe d'intervention pourra être mobilisée en cas de demande d'assistance d'un pays limitrophe, lorsque l'unité de secours territorialement n'est pas disponible (p. ex. lors d'interventions simultanées).

Afin de permettre ces interventions au-delà des frontières en cas de besoin et dans des conditions de sécurité juridique appropriées, des accords bilatéraux existent ou sont en cours de négociation avec nos pays limitrophes:

- Pour la Belgique, les interventions transfrontalières sont régies par la décision du 20 juillet 2012 du Comité des Ministres Benelux concernant le transport transfrontalier urgent par SMUR, SAMU et ambulance entre le Luxembourg et la Belgique;

- Pour l'Allemagne, un accord similaire concernant le transport médical urgent transfrontalier entre le Luxembourg, la Sarre et la Rhénanie-Palatinat est actuellement en cours de signature;

- En ce qui concerne la France, la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise a retenu lors de sa dernière réunion du 19 mars 2013 de renforcer et d'améliorer la coopération transfrontalière entre les services de secours français et luxembourgeois. Il a été décidé d'élaborer un accord-cadre concernant transport médical urgent transfrontalier à l'instar de ce qui existe avec les deux autres pays voisins.

Question 2659 (15.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **manque de personnel médical:**

Hatte die Familienministerin 2011 noch behauptet, unser Land steuere auf einen Mangel an Pflegekräften zu und eine Anheuerung von spezialisiertem Personal aus dem fernen Ausland (Nordafrika, Osteuropa und Asien) sei notwendig, so meinte der Gesundheitsminister gegen Ende 2011, es gäbe keinen akuten Mangel und berief sich auf positive Statistiken über die Ausbildung zur Pflegefachkraft. Trotzdem ist mittlerweile offensichtlich geworden, dass das Potenzial an Anwerbung für Pflegefachkräfte in der Großregion erschöpft ist.

Fragen:

1) Auf was basierte die Analyse aus dem Familienministerium?

2) Welche konkreten Maßnahmen wurden seit 2011 ergriffen?

3) Was sind die konkreten Bedarfszahlen für das Gesundheits- und das Sozialwesen dieses Landes? Welche Institution hat sie unabhängig und wissenschaftlich fundiert errechnet?

4) Wie stellt die Regierung sich vor, das Sprachenproblem zu regeln?

5) Wann wird einmal damit angefangen, im Gesundheits- und Sozialwesen strategisch zu denken und proaktive und präventive Maßnahmen zu ergreifen und die zukünftigen Herausforderungen konstruktiv und vorausschauend anzugehen?

6) Sah sich die Regierung kürzlich genötigt, Maßnahmen zu ergreifen, um den Beruf der Pflegekraft attraktiver zu gestalten? Wenn ja, welche konkreten Maßnahmen wurden getroffen?

Réponse commune (29.5.2013) de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En ce qui concerne le personnel infirmier, les besoins réels, fondés sur les besoins des patients hospitalisés dans les établissements hospitaliers, sont évalués de manière indépendante par le système du PRN (Programme de Recherche en Nursing). Il s'agit d'un outil qui permet de mesurer la charge de travail en soins infirmiers par patient et par période de 24 heures. Le PRN tient compte des activités de soins directs et indirects, des échanges au sein de l'équipe pluridisciplinaire au sujet du patient, des déplacements avec ou sans le patient, des activités administratives et des pauses des infirmiers.

L'exploitation des données recueillies est confiée par la Caisse Nationale de Santé au CRP-Santé, et elle est à la base de la dotation en personnel infirmier des unités de soins normaux et des unités de soins intensifs dans les établissements hospitaliers.

Pour les hypothèses dans lesquelles le PRN n'est pas applicable, les besoins en personnel de soins et professionnels de santé (hors médecins) sont déterminés, pour chaque type d'«entité fonctionnelle» (p. ex. bloc opératoire, service des urgences, …), par des normes arrêtées par la Commission des normes paritaires issue d'une convention signée entre la Fédération des hôpitaux luxembourgeois et la Caisse Nationale de Santé.

Les critères présidant la dotation en personnel infirmier sont basés sur les besoins de patients et les activités hospitalières et ils sont quantifiés sur base objective de l'année écoulée et appliqués de manière uniforme pour tous les établissements hospitaliers.

Pour l'ensemble du système de santé, le Luxembourg a connu, entre 1995 et 2008, une hausse annuelle de 5,5% du personnel soignant dans le secteur de la santé et le secteur social, alors que ses voisins n'ont connu qu'une hausse annuelle comprise entre 1,6% (France) et 3,4% (Belgique) durant la même période.

En 2006, le Luxembourg dispose de 10,8 infirmiers professionnellement actifs par 1.000 habitants. La moyenne en 2009 des pays membres de l'OECD s'élève à 8,4 infirmiers par 1.000 habitants, avec en Allemagne onze infirmiers par 1.000 habitants et en France 8,2 infirmiers par 1.000 habitants.

Au sujet des exigences linguistiques, il y a lieu de relever que la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé prévoit notamment que les professionnels de soins doivent comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché, et qu'ils engagent leur responsabilité disciplinaire, civile ou pénale si, par suite d'une insuffisance de ces connaissances linguistiques, ils commettent une erreur dans l'exercice de leur profession.

De son côté, le règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 «concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires des services pour personnes âgées» requiert des compétences linguistiques tant dans le chef du chargé de direction que du personnel encadrant:

L'article 10 précise que «le chargé de direction doit attester qu'il comprend et arrive à s'exprimer dans au moins deux des langues usuelles au Luxembourg, dont le luxembourgeois. S'il ne peut pas en apporter la preuve, le Ministre assortit l'agrément d'une clause de formation en cours d'emploi».

Dans la suite, l'article 13 reprend ces exigences pour le personnel d'encadrement: «les agents du personnel d'encadrement doivent attester qu'ils comprennent et arrivent à s'exprimer dans au moins deux des langues usuelles au Luxembourg, dont le luxembourgeois. S'ils ne peuvent pas en apporter la preuve, le Ministre assortit l'agrément d'une clause de formation en cours d'emploi».

Dans le cadre de leurs contrôles, les agents du Ministère de la Famille et de l'Intégration requièrent ces pièces des gestionnaires.

À noter également que les conditions linguistiques pouvant être exigées en matière d'établissement de professionnels de santé sont largement tributaires du droit communautaire, plus particulièrement de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Question 2660 (15.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **prolongation électronique du permis de conduire:**

Luxemburg versucht, sich in Richtung einer konkreten und gelebten Informationsgesellschaft zu bewegen und treibt sein ambitiöses „eGovernment"-Programm voran. Mit „guichet.lu" steht eine ganze Reihe von interessanten Anwendungen für den Bürger zur Verfügung. Eine Anwendung, die scheinbar noch nicht angeboten wird, ist die elektronische Beantragung der Verlängerung des Führerscheines. Dabei scheint die Beantragung an sich einfach gehalten zu sein, mit dem Ausfüllen eines Formulars, der Unterzeichnung und der Hinterlegung des Passbildes.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass die Beantragung des Führerscheines noch immer exklusiv über den konventionellen Papierweg erfolgt?

2) Könnte in Zukunft dieser Antrag komplett elektronisch ausgestellt werden?

3) Wieso werden auf den Briefunterlagen, die den betroffenen Führerscheininhaber/Innen zugestellt werden, nirgendwo Hinweise auf ein auf dem Internet publiziertes generisches elektronisches Formular gemacht? (http://www.snct...)

4) Wie viele Anträge auf Verlängerung des Führerscheines werden jährlich in Luxemburg gestellt? Was ist der administrative Zeitaufwand für die vollständige Bearbeitung eines Antrages?

5) Sind Initiativen und Umsetzungspläne von der Regierung zu erwarten und was sind die einzusparenden Kosten, die bei einer elektronischen Beantragung einzusparen sind?

Réponse (10.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'introduction des demandes en obtention d'un permis de conduire par voie électronique.

La demande en vue du renouvellement d'un permis de conduire est toujours présentée au moyen d'un formulaire-papier. En effet, cette opération ne peut actuellement se faire autrement, vu la nécessité pour le demandeur de faire tenir à la SNCA, en version originale, un spécimen de sa signature ainsi qu'une photo récente de lui-même.

Toutefois, on pourrait concevoir que la demande en vue du renouvellement d'un permis de conduire puisse, à l'avenir, être introduite auprès de la SNCA par voie électronique, à condition cependant pour les demandeurs 1) de disposer chez eux d'un scanner à haute résolution, leur permettant de transmettre à la SNCA leur signature et photo par voie électronique, avec une qualité suffisante à leur repro-

duction ultérieure et 2) de détenir une carte «LuxTrust» en cours de validité, en vue de pouvoir signer leur demande de renouvellement de façon électronique sécurisée et authentifiée.

Le formulaire qui est actuellement envoyé aux personnes concernées pour le renouvellement de leur permis de conduire ne comporte que trois rubriques qui doivent être complétées, à savoir le nom, le prénom et la date de naissance du demandeur. Au vu du nombre limité de données à fournir, une version électronique de ce formulaire ne procurerait dès lors qu'une valeur ajoutée marginale.

Toutefois, étant donné que les trois données à fournir par le demandeur sont disponibles dans la banque de données gérée par la nouvelle application informatisée TRPDC, il est prévu d'imprimer les formulaires destinés aux conducteurs devant faire renouveler leur permis de conduire en y complétant les trois rubriques précitées «à la source», c.-à-d. dès la génération de ces formulaires. La mise en œuvre d'une nouvelle version du programme TRPDC, qui est censée comprendre la modification décrite ci-dessus interviendra prévisiblement au courant de la dernière semaine du mois de mai à venir.

À remarquer finalement que pour le formulaire servant à requérir l'obtention d'un premier permis de conduire ou d'une catégorie supplémentaire, et pour lequel un nombre plus important de rubriques de données doivent être complétées, une version électronique du formulaire est depuis longtemps disponible sur les sites Internet du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de la SNCA et de guichet.lu. Ce formulaire électronique peut être complété «on-line» et être imprimé, pour ensuite être envoyé ou autrement transmis à la SNCA, ensemble avec la photo du demandeur.

Au cours des trois dernières années, le nombre de demandes en vue du renouvellement du permis de conduire venus à échéance a respectivement été de 30.125 (en 2010), de 31.963 (en 2011) et de 32.173 (en 2012).

Le temps de travail à investir pour le traitement complet d'un dossier introduit aux fins du renouvellement d'un permis de conduire (comportant notamment la réception et le contrôle de la demande, la saisie de la demande dans le système TRPDC, le scanning de la signature et de la photo du demandeur, la production, le contrôle, l'emballage et l'expédition du nouveau permis de conduire) est actuellement (encore) de l'ordre de 15 à 20 minutes. Toutefois, la mise en œuvre prochaine d'un nouveau logiciel, plus performant, pour le scanning des signatures et des photos permettra à la SNCA de réduire ce temps de l'ordre de quatre à cinq minutes.

Question 2661 (15.4.2013) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **loi sur la réforme de la législation sur l'avortement:**

Lors d'une interview sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg les représentants de l'a.s.b.l. vie naissante ont relevé que les dispositions, retenues dans la loi 12 décembre 2012 portant réforme de la législation sur l'avortement, quant à la deuxième consultation de la femme enceinte auprès d'un service d'assistance psychosociale n'ont pas encore été mises en œuvre.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que, bien que la loi du 12 décembre 2012 soit en vigueur, les dispositions réglant la deuxième consultation de la femme enceinte ne le soient pas?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner quand la loi du 12 décembre 2012 pourra pleinement sortir ses effets?

Réponse (5.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le projet de loi n°6103, élaboré par le Ministère de la Justice, devenu la loi du 12 décembre 2012 portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal, modifie les dispositions légales applicables à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Cette loi prévoit en effet que préalablement à la réalisation d'une IVG, la femme enceinte doit avoir consulté un service d'assistance psychosociale établi, auprès d'un établissement hospitalier ou d'un autre établissement agréé pour réaliser une IVG, en l'occurrence le Planning Familial. Cette disposition, tout comme d'ailleurs l'ensemble de la loi précitée qui ne renvoie d'ailleurs à aucun règlement grand-ducal en vue de son exécution, sortent ainsi pleinement leurs effets.

Cela étant précisé, le Ministre de la Santé avait bien avant l'adoption du projet de loi précité mis en place un groupe de travail dans le but de permettre tant aux établissements hospitaliers qu'aux médecins ainsi qu'au Planning Familial de se familiariser avec les nouvelles missions, et notamment de pouvoir informer les femmes sur leurs droits et obligations en matière d'avortement.

Ainsi, ce groupe de travail est en train de finaliser deux guides pratiques à l'intention des hôpitaux respectivement des femmes se trouvant dans une situation de détresse. Grâce à l'appui et du Planning Familial et de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, une formation est actuellement organisée pour le personnel des différents services d'assistance psychosociale; ceci afin d'optimiser la prise en charge de la femme enceinte. Par ailleurs, des formulaires-types ont également été élaborés permettant de vérifier si les conditions légales prévues par rapport aux différentes étapes dans le parcours de la femme enceinte ont été respectées; à savoir la consultation préalable et d'un médecin-gynécologue et d'un service d'assistance psychosociale, l'existence d'une confirmation écrite et les modalités selon lesquelles l'interruption volontaire est pratiquée.

Par ces moyens, ledit groupe de travail, présidé par le Ministre de la Santé, et qui s'est déjà réuni à trois reprises, assiste utilement l'ensemble des acteurs concernés pour assurer une application correcte de la législation en matière d'IVG.

Question 2662 (16.4.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **virus tropical «Dengue»:**

Selon un article du quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» paru le 9 avril 2013, une équipe de collaborateurs de l'épidémiologiste Simon Hay à l'Université d'Oxford a constaté que près de 400 millions de personnes sont infectées chaque année par le virus «Dengue» dans le monde entier, transmis entre autres par les deux types de moustiques Aedes Aegypti et Aedes Albopictus. L'OMS, quant à elle, parle d'un nombre d'infections évoluant entre 50 et 100 millions. Les spécialistes parlent d'une sous-estimation non négligeable. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une épidémie contre laquelle à l'heure actuelle il n'existe pas de traitement ciblé ni de vaccin efficace.

Si les symptômes de la maladie ne sont ressentis que dans environ 25% des cas, les conséquences peuvent être mortelles suite à une infection multiple. Les zones les plus concernées sont celles qui connaissent un climat chaud et humide, en particulier les régions pauvres et densément peuplées. L'Asie couvre à elle seule près de 70% des cas, un tiers des infections mondiales sont attrapées en Inde. 64 millions de nouveaux cas ont été constatés en Afrique en une année, 54 millions en Amérique.

Depuis longtemps, le virus «Dengue» n'est plus une maladie spécifiquement tropicale. En effet, en 2010, l'ECDC (Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies) a enregistré 1.622 cas dans 14 pays européens différents, dont 600 rien qu'en Allemagne. Là aussi, les chiffres devraient être largement sous-estimés (multipliable par 10!) d'après le virologue Jonas Schmidt-Chanasit d'Hambourg.

Dans la plupart des cas, le virus est importé depuis les zones à haut risque. Au sud de la France et en Croatie, des personnes ont attrapé le virus sur place. Ce scénario devrait augmenter à l'avenir, si l'on en croit les spécialistes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Ministre est-il au courant de l'évolution dangereuse du virus «Dengue»?

- Le Ministre a-t-il des statistiques quant aux personnes infectées par le virus «Dengue» au Grand-Duché?

- Qu'envisage le Ministre pour la prévention de ce virus?

Réponse (10.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La dengue est une maladie causée par un virus. Il existe plusieurs sous-types de ce virus. Habituellement le virus est transmis par une piqûre de moustique. Le genre de moustique pouvant transmettre cette maladie est le genre Aedes, en l'occurrence pour ce virus Aedes Aegypti, et dans une très faible mesure Aedes Albopictus. La distribution géographique de la maladie suit donc la distribution géographique de Aedes Aegypti.

Le plus souvent l'infection virale se manifeste par de la température élevée, des douleurs articulaires et musculaires et de temps en temps par un rash cutané. Dans de rares cas elle peut provoquer une maladie plus grave avec hémorragies internes.

L'infection par un sous-type de virus fait naître des anticorps spécifiques contre ce sous-type, mais qui ne protègent pas contre un autre sous-type: une réinfection par un autre sous-type peut provoquer une réaction dangereuse, les anticorps présents masquant le nouveau virus sans le détruire, ce qui permet à ce nouveau virus de se multiplier à l'intérieur de l'organisme et de provoquer des symptômes graves. Les personnes ayant été infectées une fois par ce genre de virus devraient éviter les régions du monde où sévit cette maladie, ceci par crainte d'une réinfection.

En 2012 aucun cas de dengue n'a été officiellement déclaré au Luxembourg.

Comme la distribution du virus suit la distribution géographique de son vecteur Aedes Aegypti, cette maladie n'est pas endémique au Luxembourg puisque ce genre de moustique, qui est un genre qui a besoin de conditions climatiques plus chaudes pour s'implanter, ne se retrouve pas dans notre pays. Des actions de prévention locales à grande échelle ne sont donc pas nécessaires.

Néanmoins il ne faut pas perdre de vue que la dengue peut être attrapée lors d'un voyage dans un pays où cette maladie est endémique. Ceci est devenu notamment le cas pour l'île de Madère qui a connu une première distribution de ce virus à partir d'automne 2012. On devra s'attendre de nouveau à une augmentation des cas en automne de cette année-ci. Les autorités portugaises suivent de près la situation qui est calme pour le moment et, le cas échéant, des mesures adéquates seront prises.

Question 2663 (16.4.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **plaques d'immatriculation:**

Le règlement grand-ducal modifié du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers dispose dans son annexe que «les séries qui impliquent une combinaison de lettres AA, CD, HJ, KK, KZ, PD, SA, SS, WC et ZZ» ne sont pas utilisées pour les plaques d'immatriculation.

Les combinaisons «AA» et «CD» étant réservées aux véhicules de l'État et aux véhicules du corps diplomatique, force est toutefois de constater que des plaques avec d'autres combinaisons susmentionnées se sont multipliées ces derniers temps.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que les services compétents aient pu attribuer de telles plaques d'immatriculation malgré une disposition légale excluant l'usage de ces combinaisons? Combien de ces plaques ont entretemps été attribuées?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (10.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur le respect des dispositions réglementaires applicables en matière d'attribution de plaques d'immatriculation avec des numéros comportant les lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC.

Depuis le 1er juillet 2003, date à laquelle ont été introduites les combinaisons AA, CD et ZZ, celles-ci ont été réservées aux véhicules destinés à des usages spéciaux comme suit:

- AA: pour les véhicules immatriculés au nom de l'État ou d'une de ses administrations;

- CD: pour les véhicules immatriculés au nom d'ambassades ou d'autres organismes ou personnes relevant du corps diplomatique ou assimilés à celui-ci;

- ZZ: pour les véhicules à usage limité, tombant sous un régime de taxation spécial, comme tout particulièrement les véhicules forains.

En ce qui concerne les numéros d'immatriculation comportant une des combinaisons de lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC, ceux-ci n'ont plus été attribués dans la série courante. Toutefois, jusqu'au 21 juillet 2004, de tels numéros ont pu être demandés et attribués au titre de «numéros personnalisés», en application des dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation.

Par instruction ministérielle du 22 juillet 2004, le Ministre des Transports de l'époque a informé la SNCA que les numéros comprenant une des combinaisons de lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC ne devaient plus être attribués du tout comme numéros d'immatriculation, ni dans la série courante (ce qui était de toute manière déjà interdit par le règlement grand-ducal), ni par ailleurs en tant que numéros personnalisés. Les dispositions du règlement grand-ducal en question ont ultérieurement été adaptées en conséquence.

Pour les numéros ayant comporté une des combinaisons de lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC, la situation se présente en ce moment comme suit:

	Date dernière attribution	Nombre de véhicules encore en circulation au 22 avril 2013
HJ:	16.06.2004	16
KK:	14.07.2004	16
KZ:	29.03.2004	0
PD:	16.06.2004	2
SA:	21.07.2004	45
SS:	08.07.2004	14
WC:	09.02.2004	6
Total		99

Dans ces conditions, l'allégation de l'honorable Député par laquelle il conclut «que le nombre des plaques avec des numéros comportant les lettres HJ, KK, KZ, PD, SA, SS et WC se seraient ces derniers temps multipliées», est erronée.

Question 2664 (16.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **coûts de l'assistance judiciaire:**

D'Käschten, déi de Stat dréit fir Affekotefraisën am Kader vun der Assistance judiciaire, sinn an de leschte Jore ganz staark geklommen. Mengen Informatiounen no ass dës Steigerung och drop zréckzeféieren, datt vill Persounen dës Hëllef an Usproch huelen an de Prozeduren, fir de Statut vum Réfugié ze kréien.

Dowéinst wéilt ech der Madame Justizministerin dës Froe stellen:

1) Fir d'Joren 2008 bis 2012, wéi héich waren d'Montanten, déi ausbezuelt goufen, fir Affekotefraisën ze decke wéinst Prozeduren, fir de Statut vum Réfugié ze kréien?

2) Pro Joer, wéi e Prozentsaz stellen dës Montanten duer, zu de ganzen Ausgabe fir d'Aide judiciaire?

3) Hu sech bestëmmten Étuden op dës Prozedure spezialiséiert an, wa jo, wéi vill Étuden deele sech méi wéi 10% vun den Hëllefen, déi fir Prozeduren ëm de Statut vum Réfugié ausbezuelt ginn?

4) Wou sinn d'Diskussiounen drun, déi de Justizministère mat de Vertrieder vum Barreau féiert, fir d'Käschte fir dës Hëllef an de Grëff ze kréien an d'Tariffer ze harmoniséieren?

Réponse (24.5.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

1) De Justizministère stellt säit 2012 Statistiken op am Beräich vun der Assistance judiciaire, opgedeelt no de Matièren. Dës Statistike betreffen de Barreau vu Lëtzebuerg.

Fir d'Period vum 1. Abrëll 2012 bis den 1. Abrëll 2013 sinn 1.156.708,11 Euro fir d'Assistance judiciaire am Beräich vum Auslännerrecht ausbezuelt ginn.

2) Dëse Betrag stellt 22% vum Gesamtbetrag duer, deen d'Affekote vum Barreau Lëtzebuerg fir d'Assistance judiciaire bezuelt kruten; d'Käschte vum Barreau fir d'Beaarbechtung vun den Dossiere vun der Assistance judiciaire sinn am Betrag net abegraff.

3) Verschidden Affekotenétuden hu sech op d'Auslännerfroe spezialiséiert an hu méi wéi 10% vun den Indemnitéiten fir d'Assistance judiciaire an Auslännerfroe kritt.

4) D'Diskussiounen zwëschen dem Justizministère an de Barreauë vu Lëtzebuerg an Dikrech fir eng Reform vum System vun der Assistance judiciaire gi gutt weider.

Question 2665 (16.4.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Musée national de la Résistance:**

Le Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette a été inauguré en 1956 dans le souci de préserver la mémoire collective en relation avec les crimes commis contre l'humanité et les mouvements de résistance et de solidarité pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il permet de garder vivantes la mémoire et l'histoire du Luxembourg des années 1940-1945.

La restauration du Musée national de la Résistance est urgente et la mise en place d'une structure digne d'un musée national figurait parmi les priorités gouvernementales dans le domaine des musées il y a huit ans.

Le musée va fêter son 60e anniversaire en 2016 et les responsables politiques communaux ont prévu un plan de financement pour la rénovation et l'élaboration d'un concept muséal et architectural.

- Est-ce que le Gouvernement et le Ministère de la Culture en particulier se sont fixés un plan d'action, des délais et des priorités budgétaires à des fins de renouvellement et d'agrandissement du Musée national de la Résistance?

Réponse (30.4.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question de l'honorable Député sur le Musée national de la Résistance, j'ai l'honneur de vous informer que ladite question parlementaire reprend en partie des éléments de la pétition n°322 pour le renouvellement et l'agrandissement du Musée national de la Résistance. Ma réponse à la présente question parlementaire s'aligne donc sur les informations que j'ai fournies à cette occasion.

La déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009 prévoit sous le chapitre du Ministère de la Culture que «le projet relatif au Musée national de la Résistance sera entamé». Le Ministère de la Culture a ainsi marqué sa volonté de soutenir la démarche de modernisation de l'exposition du Musée national de la Résistance.

La volonté de soutien se traduit également par le fait que le Gouvernement a opté pour le détachement, depuis 2008, d'un chargé de direction, dont les émoluments sont intégralement pris en charge par le budget de l'État. Je crois pouvoir affirmer que nul ne doute de ce que le musée ait repris une nouvelle dynamique sous sa direction et son impulsion.

Des travaux préparatoires relatifs au sujet qui nous préoccupe étant en cours depuis quelques années, j'ai soumis au Gouvernement réuni en conseil des propositions de marche à suivre. Le Gouvernement m'a chargé de poursuivre les travaux menant in fine à la réalisation du projet.

J'ai ainsi saisi un certain nombre de personnalités et d'organisations pour leur demander de participer à un groupe de travail ou d'experts chargé de mener une réflexion pour parfaire le concept muséologique du futur musée rénové. En effet, à l'état actuel des choses, des idées et des propositions existent à cet égard et un concept philosophique est élaboré. Le concept muséal doit être précisé et concrétisé avant que des chiffres fiables et définitifs sur le coût de la modernisation du musée ne puissent être avancés et que la budgétisation puisse être entamée.

L'immeuble abritant le Musée national de la Résistance et l'exposition sont la propriété de la ville d'Esch-sur-Alzette et relèvent donc en tout premier lieu de sa responsabilité. Une coopération étroite entre l'État et la ville d'Esch-sur-Alzette est par conséquent nécessaire et évidente. L'implication et l'association de ces deux entités publiques dans le dossier sous revue sont assurées.

Question 2666 (16.4.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **«littering»:**

Dans un reportage diffusé sur RTL Télé Lëtzebuerg le 13 avril 2013, Monsieur le Ministre a déclaré que la problématique des déchets le long du réseau routier se serait aggravée à tel point qu'il envisagerait un renforcement des sanctions pour les utilisateurs de la route laissant leurs déchets sur le bord de la route.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution des quantités de déchets ramassées le long du réseau routier luxembourgeois?

- Comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il modifier les dispositions légales sanctionnant le «littering»?

Réponse (29.5.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les quantités de déchets ramassées le long du réseau routier luxembourgeois ont été déterminées en détail par l'étude «Ausmass, Qualität und Implikationen von Littering im Großherzogtum Luxemburg» commanditée en 2008 par l'Administration de l'Environnement. Les résultats essentiels de cette étude sont: Collecte en moyenne de 89 kg de déchets par km le long des routes nationales et collecte en moyenne de 309 kg de déchets par km le long des autoroutes. Suivant des données de l'Administration des Ponts et Chaussée, les quantités de déchets ramassés sur le réseau autoroutier de la partie sud (A1, A13 Collectrice, A13 Liaison, A3, A4, A6) étaient de 39,3 tonnes en 2011 (304,7 kg/km) et de 30,3 tonnes en 2012 (234,9 kg/km).

L'article 36 de la directive européenne 2008/98/CE relative aux déchets prévoit que «Les États membres prennent les mesures nécessaires pour interdire l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets». Ce même article précise que des sanctions effectives proportionnées et dissuasives soient mises en œuvre.

Afin de satisfaire aux obligations de cette directive, la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois cette directive, précise dans son article 42 que tout abandon, rejet ou gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions punies conformément aux dispositions de l'article 47 point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de payement, ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont fixés par règlement grand-ducal.

L'avant projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et l'établissement d'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont en élaboration.

Question 2667 (16.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **munition à uranium appauvri:**

Abgereichertes Uran (Depleted Uranium/DU) wird zur Herstellung von panzerbrechender Munition verwendet. Uran als Munition kann für Soldaten, Soldatinnen und Bevölkerung gefährlich werden.

Fragen:

1) Gibt es im Humanitären Völkerrecht Bestimmungen, die generell den Einsatz von Uranmunition verbieten?

2) Gibt es gesicherte medizinische Erkenntnisse über die gesundheitlichen und ökologischen Auswirkungen der Verwendung von Uranmunition? Ab welcher Menge stellt die Aufnahme von Urandioxyd ein gesundheitliches Risiko für den Menschen dar?

3) Welche Staaten verfügen nach Kenntnis der Regierung über Uranmunition?

4) In welchen internationalen Konflikten wurde seit 1980 nach Kenntnis der Regierung Uranmunition eingesetzt?

5) Wurde die Regierung über den Einsatz von Uranmunition informiert?

6) Wie viele aktive und ehemalige Soldaten und Soldatinnen haben gegenüber den Behörden eine Dienstbeschädigung aufgrund von radioaktiver Kontamination im Zusammenhang mit Uranmunition geltend machen wollen?

7) Werden Langzeituntersuchungen über den Gesundheitszustand der eingesetzten Soldaten und Soldatinnen durchgeführt?

8) Was haben Luxemburg und Europa bislang unternommen, um den Einsatz der Uranmunition zu beenden?

Réponse (3.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Fragen bezüglich Munition und Geschosse, die abgereichertes Uran enthalten, die sogenannte Uranmunition, werden regelmäßig debattiert und waren auch schon des Öfteren Gegenstand parlamentarischer Fragen. Weil man in diesem Dossier jedoch wenig Bewegung sieht, haben die Antworten, welche Außenministerin Lydie Polfer zur parlamentarischen Frage Nr.0931 des Herrn Abgeordneten Jean Colombera gegeben hat *(cf. compte rendu n°11/2000-2001),* noch immer ihre Gültigkeit: Die NATO-Prozeduren sowie andere zwischenstaatliche Prozeduren sehen keinen Informationsaustausch vor. Deshalb hat die Luxemburger Regierung keine direkten Informationen über den Gebrauch von solchen Geschossen durch andere Staaten. Des Weiteren gibt es zurzeit keine verbindlichen internationalen Instrumente, die deren Gebrauch einschränken oder gar verbieten würden. Es gibt auch keine zwischenstaatliche Initiative zur dieser Frage.

Was die Auswirkungen dieser Geschosse betrifft, haben wir keine Kenntnis über einen klaren und direkten Zusammenhang zwischen Uranmunition und Krankheiten.

Die luxemburgische Armee besitzt keine solche Munition und hat auch noch nie solche verwendet. Die Soldaten der luxemburgischen Armee werden regelmäßig medizinisch untersucht, besonders im Kontext von Auslandseinsätzen. Gäbe es irgendeinen Hinweis darauf, dass sie in irgendeinem Kontakt mit Urangeschossen gewesen wären, würden sofort spezifische medizinische Kontrollen eingeleitet und die Fortsetzbarkeit des Einsatzes geprüft werden.

Es gibt keine Angehörigen der luxemburgischen Armee, die an Folgen von Kontakten mit Uranmunition erkrankt wären.

Question 2668 (16.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **crise de la zone euro:**

Angesichts der spannungsgeladenen Atmosphäre im Euroraum kommt es immer wieder zu Korrekturen und immer mehr Länder brauchen Unterstützung. Nach Irland, Griechenland, Spanien und Portugal war es nun an der Reihe Zyperns, das gerettet werden musste. Sichtlich ist nicht zu übersehen, dass der Euro als einzige Währung nicht mehr imstande ist, grundlegend verschieden strukturierte Ökonomien unter einen Hut zu bringen, und viele Ökonomen warnen vor einem Einbruch. Angesichts der Tatsache, dass die Südländer 14.500.000.000.000 Euro Staats- und Bankschulden aufzuweisen haben, fragt man sich, wie das alles bezahlt werden soll.

Fragen:

1) Gibt es einen Plan B, falls die Eurozone einbricht?

2) Was hält der Minister von einer Nord-Süd-Währung?

3) Was hält der Minister vom Euro als Oberwährung, mit der Importe und Exporte gehandelt werden, und die anderen Länder bekommen parallel ihre alte Währung zurück, um eine gesunde, dynamische Wechselwirkung zu ermöglichen, so dass jeder ab- und aufwerten kann, wie seine ökonomische Lage es erfordert?

Réponse (14.5.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Depuis le début de la crise de la dette souveraine en Europe, les gouvernements et institutions de la zone euro ont déployé des efforts considérables dont le seul et unique but est de stabiliser la zone euro et d'en assurer la pérennité. Par conséquent, je rejette catégoriquement les idées citées dans la question parlementaire qui par ailleurs ne font pas l'objet d'un débat au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne.

Question 2669 (17.4.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**adaptation du calendrier des vacances et congés scolaires:**

Le 8 mars 2013 un projet de règlement grand-ducal fixant les calendriers des vacances et congés scolaires pour les trois années scolaires à venir a été adopté par le Conseil de Gouvernement et soumis au Conseil d'État pour avis.

D'après ce projet, pour tenir compte de la date avancée des élections européennes et nationales en 2014, le congé de la Pentecôte commencera le samedi 7 juin 2014 et se terminera le dimanche 15 juin 2014, alors que le calendrier antérieur fixait ce congé du 24 mai au 1er juin.

- À la suite de cette modification, Madame la Ministre peut-elle expliquer comment sera organisé l'examen de fin d'études secondaires en 2014?

Réponse (14.5.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite à la fixation de la date des élections européennes et nationales, le MENFP a décidé, dans l'intérêt des élèves, de reporter la date du congé de Pentecôte et de modifier ainsi le calendrier des épreuves de l'examen de fin d'études secondaires comme suit:

- Les cours en classe de 1re et 13e se termineront le vendredi, 9 mai 2014.

- La première partie des épreuves écrites aura lieu la semaine qui suit, à savoir du mardi 13 au vendredi 16 mai 2014.

- La semaine du 19 au 23 mai 2014 sera réservée aux épreuves orales.

- La deuxième partie des épreuves écrites aura lieu les 26, 27, 28 et 30 mai 2014, repêchage inclus, le 29 mai étant férié (Ascension).

- Les épreuves orales restantes auront lieu du 2 au 6 juin et du 16 au 19 juin, après le congé de Pentecôte qui est fixé du 7 au 15 juin 2014.

Les résultats pourront ainsi être affichés le 30 juin 2014.

Question 2670 (18.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **passage souterrain entre la maison de soins et la zone piétonne à Diekirch:**

Dat neit Altersheem zu Dikrech läit praktesch beim Zentrum, wou och eng flott a lieweg Foussgängerzon ass. De Servior an den Zentrum ginn awer duerch eng vill befuere Strooss zu Dikrech getrennt. Fir déi eeler Bewunner vum Servior ass et praktesch onméiglech op déi aner Säit ze kommen, bedéngt duerch de ville Verkéier. Den Zougang zum Zentrum vun Dikrech gëtt den eelere Leit schwéier a gefèierlech gemaach.

Engem Lieserbréif no hätten d'Gemeng Dikrech an d'Ponts et Chaussées do näischt virgesinn, si wäre sech net eens ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee Grënn, firwat d'Gemeng Dikrech an d'Ponts et Chaussées sech hei net eens goufen, fir en ënnerierdesche Passage ze bauen?

2. Wéi ass dem Här Minister seng Meenung, fir hei en ënnerierdesche Passage ze bauen?

3. Am Fall vun enger positiver Äntwert, wéi wär den Zeitrahmen, fir dëst ze realiséieren?

4. Den Duerchgangsverkéier ass zu Dikrech den Haaptproblem. Ass eng Ëmgehungsstrooss fir Dikrech a Planung, speziell och am Hibléck op de Bau vun der zukünfteger Ackerbauschoul?

Réponse (16.5.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Wat de Bau vu engem Foussgängertunnel an der Alexis-Heck-Strooss zu Dikrech beim neien Altersheim ubelaangt, läit dëst an der Kompetenz vun der Gemeng, muss awer duerch eng Permission de voirie genehmegt ginn.

Sou een Tunnel misst awer ënner all deenen do bestoenden Infrastrukturen (Fernwärme, Kanal, Waasserleitungen asw.) drënner goen, esou datt e relativ déif leie misst kommen. D'Benotzer vum Tunnel missten zirka 50 Träppleken erof, an op där anerer Säit grad esou vill erëm erop goen. Fir eeler Leit oder Leit mat engem Rollator sécherlech eng ganz beschwéierlech, wann net souguer onméiglech Saach.

Aus dësem Grond ass virgesinn, ee Foussgängerwee unzeleeën, dee mat Luuchten équipéiert gëtt, fir och eelere Leit genuch Zäit ze ginn a Sécherheet, iwwert d'Strooss kënnen ze goen. Dëse Foussgängerwee léisst sech gutt maachen, an dat am Zesummenhang vun deene gréisseren Infrastrukturaarbechten, déi am Hierscht 2013 am Kader vun der Erneierung vun der Alexis-Heck-Strooss ufänken.

An deem Kontext sinn ech iwwregens frou, datt den Dikrecher Gemengerot an enger Sëtzung vum 24. Abrëll 2013 eestëmmeg en Devis fir hiren Deel vum Réaménagement vun der Alexis-Heck-Strooss ugeholl huet.

Bei Foussgängerënnerféierunge muss een iwwregens och bedenken, datt déi meescht alles aneschters wéi attraktiv a komfortabel fir hir Benotzer sinn. Si sinn eigentlech ee Relikt aus de 70er Joren, wou den Autosverkéier als prioritär ugesi gouf. Haut gëtt de Foussgänger am öffentleche Raum ëmmer méi oft als gläichberechtegt mam Autosverkéier ugesinn. Hie soll do eng visibel a sécher Plaz fannen, dat och am Sënn, fir den Undeel vun der sougenannter „doucer Mobilitéit" um Gesamtverkéier ze erhéijen.

Ee Foussgängeriwwerwee mat Luuchten ass also nët nëmmen aus technesche Grënn, mä awer och fir d'„douce Mobilitéit" ze förderen, engem ënnerierdesche Passage virzezéien.

Et ass richteg, datt de Verkéier um Rang vun Dikrech an och an der Alexis-Heck-Strooss zu Spëtzenzäiten héich ass an ëmmer nees zu Problemer féiert. Dofir gëtt un enger Nordumgehung vun Dikrech geplangt. Dat awer net nëmmen am Hibléck op de Bau vun der neier Ackerbauschoul, mä och fir d'Zentralachs vun Ettelbréck op Dikrech ze entlaaschten, esou datt déi Strooss urbanistesch kann nei entwéckelt an opgewäert ginn.

Question 2671 (18.4.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **hachage du bois le long du réseau routier par l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Selon mes informations, le bois coupé le long du réseau routier par l'Administration des Ponts et Chaussées est entièrement haché. Dans certains cas, le bois est instantanément haché sur l'autoroute même, ce qui ne constitue non seulement un risque considérable pour les travailleurs concernés, mais entraîne également d'énormes perturbations sur le trafic.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour le hachage du bois concerné?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il existe des alternatives par rapport à la procédure actuelle, comme par exemple la vente du bois en question? Quels sont les motifs qui empêchent une solution alternative?

Réponse (5.6.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur le hachage du bois le long du réseau routier par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Je voudrais tout d'abord rappeler que les arbres implantés le long des routes et autoroutes peuvent constituer un danger pour la sécurité des usagers (par exemple du fait d'une chute d'arbres ou de branches).

L'État est de ce fait tenu d'une obligation d'entretien normal de la voie publique.

Ainsi, à titre d'exemple, les services compétents de l'Administration des Ponts et Chaussées ont, en collaboration avec un bureau d'études spécialisé en matière de qualité et de protection de l'environnement, élaboré un dossier d'autorisation pour remédier aux risques de chutes d'arbres sur l'autoroute A4 à hauteur de l'échangeur Leudelange-Sud.

Il est vrai que le bois coupé dans ce contexte sur l'autoroute A4 à hauteur de l'échangeur Leudelange-Sud a effectivement été haché sur place.

Les arbres en question faisaient partie de la forêt «Leidelengerbësch» certifiée par le label «FSC» (Forest Stewardship Council) garantissant une gestion responsable de la forêt. C'est pour cette raison que mes services se sont référés aux règles de gérance d'une forêt FSC, impliquant notamment l'interdiction d'y forger de nouveaux chemins pour sortir les arbres abattus de la forêt. La biomasse provenant de l'abattage a de ce fait dû être évacuée par le côté de l'autoroute.

Il va sans dire que, pour garantir à tout moment la sécurité des usagers et des ouvriers, une voie de circulation a été fermée pendant les travaux d'abattage et de broyage du bois.

Pour éviter au maximum les inconvénients inévitables liés aux perturbations de la circulation, le chantier a été annoncé pendant toute sa durée par les services Trafic-Info ainsi que par un communiqué publié sur le site Internet de l'Administration des Ponts et Chaussées. À cela s'ajoute que le chantier n'était pas opérant aux heures de pointe du trafic. Ainsi, les travaux ont pris fin à 15.00 heures, comme il est d'usage pour tous les chantiers programmés.

Quant à une éventuelle vente des arbres abattus, il importe de soulever que ceux-ci avaient préalablement été marqués par les gardes forestiers responsables. Or, ces arbres ont été classifiés comme bois sans valeur. Étant donné qu'il s'agissait d'un mélange de chênes, d'hêtres et de peupliers, le bois a été broyé et stocké localement pour être réutilisé par la suite à des fins énergétiques par l'école européenne de Mamer.

Question 2672 (19.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **publication d'audits sur la recherche au Luxembourg:**

In die Forschung wurde in den letzten Jahren viel Geld gepumpt und richtigerweise wird jährlich eine Bewertung der Fortschritte gemacht. Dabei wird sowohl auf die Schwächen und Gefahren als auch auf die Potenziale und Stärken aufmerksam gemacht, worauf dann Verbesserungsmaßnahmen angeboten werden. Auch für das Aktivitätsjahr 2012 waren Audits vorgesehen, um Evaluationen vorzunehmen, aber der Evaluationsbericht ist für 2012 nicht publiziert worden.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass auch der Bericht für das Jahr 2012 veröffentlich werden wird?

2) Wie sieht es in der Zukunft aus, hauptsächlich mit der Veröffentlichung der Berichte?

3) Wann gedenkt der Minister, im Namen einer größeren Transparenz den Bericht freizugeben?

4) Wird es auch in den kommenden Jahren nach dem alljährlichen Audit zur Publikation kommen?

Réponse (25.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

In Beantwortung der parlamentarischen Anfrage kann ich bestätigen, dass die erwähnten Berichte ebenso wie die diesbezüglichen Stellungnahmen der Forschungszentren vorliegen. Es war meine feste Absicht, diese Berichte gemeinsam mit den Stellungnahmen in nächster Zeit zunächst der zuständigen parlamentarischen Kommission vorzustellen und dann umgehend zu veröffentlichen. Ich hatte dies bereits Anfang des Jahres der Kommission gegenüber angekündigt.

Angesichts der Tatsache, dass ich meinen Rücktritt als Minister eingereicht habe, ist es, glaube ich, verständlich, dass ich meinem(meiner) Nachfolger(in) im Amt des Forschungsministers die Entscheidung zur Veröffentlichung dieser Berichte voll und ganz überlasse.

Question 2674 (19.4.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **réunion sur les objectifs européens 2030 en matière de climat:**

En date du mardi, 24 avril 2013 aura lieu une réunion jointe des Ministres de l'Environnement et de l'Énergie à Dublin sur le sujet des objectifs européens 2030 en matière de climat, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Développement durable:

- Est-ce que dans les trois domaines (climat, énergies renouvelables, efficacité énergétique) le Gouvernement va défendre trois objectifs ambitieux contraignants pour 2030 afin de créer la visibilité et la sécurité d'investissement nécessaires pour la transition énergétique en Europe et au Luxembourg?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois va se prononcer ouvertement et fermement contre la volonté notamment du Gouvernement du Royaume-Uni de faire de l'énergie nucléaire une option importante dans la transition énergétique en Europe?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois va se prononcer clairement contre l'idée du Gouvernement du Royaume-Uni et de la Commission européenne de subventionner, massivement et contrairement aux règles du marché européen, la construction de nouvelles centrales nucléaires?

- Qui va représenter le Gouvernement luxembourgeois lors de cette importante réunion?

Réponse commune (11.6.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire concernant les objectifs européens 2030 en matière de protection du climat, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ainsi que dans le domaine du nucléaire, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

Au-delà de 2020, il est important que des objectifs ambitieux soient définis en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique afin de prolonger l'élan de développement de ces secteurs qui sont, au-delà de la protection du climat, des atouts économiques importants pour l'Union européenne tout en réduisant la dépendance énergétique de l'Union à moyen et long terme. C'est pour cette raison que le Luxembourg a favorablement accueilli l'analyse mise en avant par la Commission européenne dans sa «feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050».

Pour ce qui concerne l'énergie nucléaire, le Luxembourg, tout en reconnaissant le principe de souveraineté nationale par le biais duquel les États membres sont seuls à décider de leur bouquet énergétique, s'est toujours prononcé contre le soutien de l'Europe au développement de cette source d'énergie et continuera à le faire à l'avenir. Le Luxembourg suit de près l'évolution de ce dossier et s'opposerait, dans le cadre du fonctionnement des institutions de l'Union, à toute tentative de subventionner directement ou d'autoriser les États membres à subventionner l'énergie nucléaire.

Question 2675 (19.4.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**Objectif plein emploi:**

Comme rapporté par l'intermédiaire de RTL, le CIG d'Esch-sur-Alzette envisage de résilier la convention qui le lie au réseau OPE et il ne souhaite plus collaborer avec l'organisation dans sa forme et dans sa composition actuelles. Selon une échevine, l'OPE n'aurait pas été en mesure de donner des informations satisfaisantes à la commune d'Esch-sur-Alzette quant à la nature et l'étendue des dettes contractées par l'OPE. La situation financière de l'organisation serait opaque et, pour ce qui intéresse plus particulièrement la ville d'Esch-sur-Alzette, l'OPE lui devrait 600.000 euros de fonds propres qui, selon l'échevine, auraient disparus sans laisser de traces.

Le 5 novembre 2012, une réunion jointe de la Commission du Travail et de l'Emploi et de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire portait sur l'analyse des trois audits réalisés sur les initiatives sociales ProActif a.s.b.l., Forum pour l'emploi et OPE.

À la fin de cette réunion, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a conclu «(…) que la réalisation des trois audits permettra un nouveau départ dans la clarté et la transparence en écartant une fois pour toutes les contestations du passé.

Dorénavant toute opération comptable du genre de celle qui a mis l'OPE dans l'inconfort, à savoir l'inscription de créances fondées sur des promesses non documentées, sera définitivement prohibée. À cet égard, la rigueur à respecter dans la gestion comptable d'une association largement financée par des fonds publics doit être implacable»[1].

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Dans quelle mesure et depuis quand est-il informé des nouvelles irrégularités reprochées à l'OPE?

- Est-ce que les recommandations des auditeurs n'ont pas été suivies?

- Quel peut être l'avenir de l'OPE?

- Quelles seront les mesures prises par Monsieur le Ministre pour sortir de cette crise?

Réponse (27.5.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Il s'agit ici de clarifications que OPE doit apporter à la commune d'Esch dans le cadre de leur contrat de collaboration. Le Ministère a signé une convention à part avec OPE qui ne laisse pas de place pour une éventuelle gestion financière opaque. Le Ministère prend en charge les bénéficiaires, une partie prédéfinie des encadrants (un encadrant sur cinq bénéficiaires et à hauteur de 1,8 fois le salaire social minimum) et une part limitée des frais de fonctionnement. Ce système a été mis en place suite à l'audit et a assuré une transparence en ce qui concerne le financement assuré par l'État. Le Ministère n'a pas eu d'emprise sur les relations contractuelles entre OPE et les communes participant à des CIG. Un contrôle financier mensuel est réalisé par le Ministère pour les dépenses réalisées par le Fonds pour l'Emploi.

À partir de mai 2013, le Ministère signe des conventions séparées avec les CIG pour garantir l'avenir des activités auparavant gérées par le réseau OPE.

[1] Procès-verbal de la réunion jointe du 5 novembre 2012, page 9.

Question 2676 (22.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **vente de tabac dans un commerce se trouvant dans un hôpital:**

Vor kurzem wurde im Parlament auf den Verkauf von Zigaretten und Tabakwaren in einem Shop innerhalb (zumindest) einer Klinik hingewiesen. Fakt ist, dass bis jetzt der Verkauf in besagtem Shop uneingeschränkt fortgeführt wird. Die so erworbenen Tabakwaren werden vor dem Haupteingang dieses großen Klinikums ver(b)raucht. Die Novelle des Antitabakgesetzes müsste aber hauptsächlich in einer Gesundheitsstruktur effektiv werden.

Fragen:

1) Hat der Minister in der Zwischenzeit bei dieser/diesen Gesundheitsstruktur/en interveniert, um auf einen Einhalt dieser Praxis hinzuwirken?

2) Wie viele Kliniken sind insgesamt hiervon betroffen?

3) Was denkt die Fédération des hôpitaux darüber?

4) Wie steht es heute mit den sogenannten „Raucherzimmern", die in den Kliniken eingerichtet wurden, um es den Rauchern zu ermöglichen, während ihres Klinikaufenthalts uneingeschränkt ihrer Sucht nachzugehen? Ist das nicht ein Paradox, dass gerade die Krankheiten, die durch das Rauchen gefördert werden und für einen Klinikaufenthalt zuständig sind, dann weiter durch das Rauchen in dieser Gesundheitsstruktur erhalten bleiben?

5) Wäre es nicht besser, diesen Rauchern einen Entzugsprozess während ihres Klinikaufenthalts anzubieten?

Réponse (11.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Tout en me référant à ma réponse à la question orale n°215 de Monsieur le Député Henckes concernant le même objet *(cf. compte rendu n°7/2012-2013)*, je tiens à préciser que la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) vient de me confirmer qu'à l'heure actuelle, un seul point de vente établi dans l'enceinte d'un établissement hospitalier propose encore la vente des produits de tabac.

Toujours est-il que la direction de l'hôpital concerné est en pourparlers avec l'exploitant de ce commerce afin de pouvoir mettre fin endéans les meilleurs délais à cette pratique.

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac prévoit que l'exploitant d'un établissement hospitalier peut, s'il le souhaite, mettre à disposition des patients hospitalisés un seul fumoir ainsi qu'un fumoir à l'intérieur du service psychiatrique fermé si l'établissement en dispose.

Je tiens finalement à rappeler la convention, conclue en 2007, entre mon Ministère et l'Union des caisses de maladie, qui porte institution d'un programme d'aide au sevrage tabagique et qui s'adresse spécifiquement aux personnes qui désirent arrêter de fumer.

Ce programme, qui a pour but de fournir une prise en charge adaptée aux fumeurs et qui se déroule sur une durée de huit mois, prévoit une série de consultations auprès du médecin traitant choisi par le patient. À côté du réseau de médecins traitants qui participent au programme de sevrage tabagique, des consultations spécialisées en tabacologie sont également offertes, notamment au Centre Hospitalier de Luxembourg (service de pneumologie) ainsi qu'à la Zithaklinik.

Question 2677 (22.4.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **sécurité des ascenseurs:**

Laut einer rezenten TÜV-Untersuchung lässt die Sicherheit von Aufzügen in Deutschland nach. Nicht einmal ein Drittel von insgesamt 450.000 in unserem Nachbarland getesteten Aufzügen bestand laut TÜV den Test. Rund 4.700 Lifte mussten die Prüfer wegen ihrer sicherheitsrelevanten Mängel sogar unmittelbar stilllegen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Arbeitsminister folgende Fragen stellen:

1. Gibt es Statistiken in Luxemburg über die Anzahl der sich im Betrieb befindlichen Aufzüge, über deren Alter, deren Zustand bzw. etwaige Pannen?

2. Gab es hierzulande bereits ernsthafte Zwischenfälle mit Aufzügen aufgrund technischer Probleme?

3. Ähnlich wie in Deutschland müssen Aufzüge hierzulande vor der Inbetriebnahme und anschließend jährlich von einem von der ITM anerkannten Kontrollorgan überprüft werden. Wird das Einhalten dieser Regelung überwacht, und wenn ja, wie?

4. Sind Zuwiderhandlungen gegen die vorgeschriebenen Kontrollen bekannt? Wie werden diese ggf. geahndet?

Réponse (24.5.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Auf die parlamentarische Anfrage des Abgeordneten Roger Negri kann ich folgende Antworten geben:

1. Zurzeit wurden etwa 22.000 Genehmigungen für Aufzüge im Rahmen des „Commodo-Gesetzes" erteilt. Über Alter, Zustand und Pannen gibt es bei der Gewerbeinspektion (ITM) keine Statistik.

Es ist allerdings zu bemerken, dass der Sicherheitsstandard der Aufzüge in Luxemburg, welche vor dem Inkrafttreten der europäischen Richtlinie 95/16/EG über Aufzüge in Betrieb genommen wurden, höher ist als in Deutschland, da Luxemburg schon im Jahre 1992 durch ein „Règlement grand-ducal" ein Sicherheits-Upgrade der bestehenden Aufzüge und zusätzliche Bestimmungen für neue Aufzüge eingeführt hat, die in Deutschland und Belgien nicht eingeführt wurden. Außer in den Fällen, wo dieses Upgrade nicht vorgenommen wurde, ist davon auszugehen, dass die Anlagen spätestens 1999 zumindest sicherheitstechnisch generalüberholt waren.

2. Was ernsthafte Zwischenfälle anbelangt, so sind der Gewerbeinspektion nach dem oben genannten Upgrade keine Vorfälle bekannt.

3. Was die Überwachung der Kontrollen angeht, so müssen zusätzlich zu der jährlichen Überwachung durch ein anerkanntes Kontrollorgan (organisme de contrôle agréé) in Luxemburg je nach Benutzungshäufigkeit zusätzlich zwölf, sechs oder eine Wartung durch einen zugelassenen Aufzugbauer durchgeführt werden. Dadurch gibt es praktisch eine Überwachung.

4. Einige wenige Zuwiderhandlungen sind bekannt. Die Betreiber werden dazu aufgefordert, ihren Pflichten nachzukommen, schlimmstenfalls unter Androhung des Entzuges der Betriebsgenehmigung und damit der Außerbetriebnahme des Aufzuges.

Ein Entzug der Betriebsgenehmigung ist aber in den letzten 20 Jahren nicht erfolgt.

Question 2678 (22.4.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **laboratoire du sommeil:**

Il me revient que le délai d'attente pour un rendez-vous au laboratoire du sommeil est actuellement de plus de six mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des délais actuels pour avoir un rendez-vous au laboratoire du sommeil?

- Monsieur le Ministre ne trouve-t-il pas que ces délais soient trop longs?

- Combien de patients font réaliser un diagnostic dans les pays limitrophes?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il réduire les délais d'attente?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Au Luxembourg, quatre établissements hospitaliers disposent d'un laboratoire du sommeil.

Je tiens tout d'abord à préciser qu'en ce qui concerne trois de ces établissements, les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous dans un laboratoire du sommeil n'atteignent pas la durée invoquée par l'honorable Député.

En effet, à l'heure actuelle, le délai d'attente peut varier entre six semaines et six mois. Ce délai peut toutefois être adapté en cas d'urgence dûment motivée par le médecin traitant. En l'occurrence, l'établissement hospitalier est en mesure de tenir compte d'un point de vue organisationnel d'une telle urgence (par exemple pour les chauffeurs professionnels), ceci grâce à une procédure spécifique destinée aux patients pour lesquels une prise en charge rapide est souhaitée.

Suivant l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale, les transferts à l'étranger sont quasiment inexistants en matière de laboratoire du sommeil.

Question 2679 (22.4.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **examens-concours pour l'admission au stage pédagogique pour les lycées et lycées techniques:**

Selon mes informations, deux tiers des candidats qui se sont présentés aux épreuves des examens-concours organisés en vue du recrutement de professeurs et de maîtres de cours au service de l'enseignement postprimaire ne se seraient pas classés en rang utile voire n'auraient pas réussi à obtenir les notes suffisantes pour être admis au stage pédagogique.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

2. Combien de candidats n'ont pas obtenu les notes suffisantes requises pour accéder au stage pédagogique?

3. Le ministère fait-il dresser un rapport d'analyse sur les raisons les plus diverses qui expliquent les échecs fréquents aux examens-concours?

4. Quelles sont les disciplines les plus touchées par des échecs?

5. Le ministère organise-t-il des échanges avec les candidats qui n 'ont pas réussi aux épreuves pour leur fournir les explications nécessaires?

6. Une réforme de l'examen-concours ne devrait-elle pas prévoir au moins une épreuve à caractère didactique par discipline?

Réponse (24.5.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) et Ad 2)

En été 2012, 600 candidats se sont inscrits dans les différents concours de recrutement qui donnent accès aux fonctions enseignantes de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Parmi ces 600 candidats, 377 ont dû se présenter aux épreuves préliminaires en langues. 32 d'entre eux ne se sont pas présentés aux épreuves préliminaires et 56 y ont échoué.

Après l'analyse des diplômes et à l'issue des épreuves préliminaires, 403 candidats ont été déclarés admissibles aux épreuves de classement. Le plan de recrutement arrêté par le Gouvernement prévoyait 244 postes vacants.

À l'issue des concours de recrutement, 145 candidats ont pu être recrutés. 16 candidats ont réussi l'examen-concours, mais ne se sont pas classés en rang utile. 79 candidats ont retiré leur candidature avant ou pendant les épreuves de classement. 163 candidats ont échoué à l'examen-concours.

Ad 3)

Les jurys des concours de recrutement me font rapport sur les notes obtenues aux différentes épreuves. Les raisons expliquant les échecs sont très variées; souvent le manque de motivation des candidats pour préparer les épreuves du concours est invoqué par les jurys pour expliquer les échecs. Dans certains cas, les compétences disciplinaires des candidats sont jugées insuffisantes.

Ad 4)

Voici les spécialités dont le nombre de candidats ayant échoué à l'examen est supérieur à 3:

Spécialité	Nombre d'échecs
allemand	27
histoire	25
français	22
sciences économiques et sociales	17
biologie	14
éducation artistique	11
anglais	10
géographie	8
éducation physique	7
mathématiques	6

Ad 5)

Les candidats qui n'ont pas réussi l'examen-concours ou qui ne se sont pas classés en rang utile peuvent solliciter un entretien avec des membres du jury pour avoir des explications.

Ad 6)

Mesurer les compétences didactiques des candidats à l'entrée en stage me semble peu opportun, étant donné que la didactique constitue la partie centrale du stage des enseignants pendant la formation pédagogique.

Question 2681 (25.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **briefing concernant l'implication du réseau «Stay behind» dans l'affaire «Bommeleeër»:**

An der Press konnt een dëslescht liesen, datt am Kader vun der Bommeleeër-Affär de Service de Renseignement (SREL) eng Analys iwwert d'Bommeleeër gemaach hätt an zur Konklusioun komm wier, datt e Réseau vu Stay behind fir d'Attentater responsabel wier. Den deemolege Justizminister Luc Frieden an den Här Premierminister hätten déi Analys vun dräi SREL-Leit am Januar 2006 presentéiert kritt. Der Press no wier dee Briefing och heemlech enregistréiert ginn.

Dowéinst wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéini sinn den Här Premierminister an den Här Finanzminister vum SREL informéiert ginn iwwert d'Theorie vun enger Implikatioun vu Stay behind an den Attentater?

2. Wat hu se genee gesot kritt?

3. Huet d'Regierung, notamment opgrond vun enger méiglecher Implikatioun vun der CIA, d'Informatioune bei den amerikaneschen Autoritéiten iwwerpréiwe gelooss?

4. Huet d'Regierung op dem diplomatesche Wee bei der amerikanescher Administratioun respektiv beim amerikanesche Kongress iwwerpréiwe gelooss, ob Indikatioune bestinn, déi déi Theorie kënne konfirméieren oder infirméieren?

5. Wéi sinn déi legal a statutaresch Dispositiounen, déi fir d'Fonctionnairë gëllen an déi d'Fonctionnairë forcéieren Illegalitéiten, vun deene si géife gewuer ginn, dem Parquet ze mellen?

6. Ënnerleien d'Membere vun der Regierung och deene legalen a statutareschen Dispositiounen?

7. Falls jo, firwat hunn den Här Premierminister an den Här Finanzminister d'Theorie vum SREL net un de Parquet weiderginn?

8. Wann neen, wéi eng Obligatioune gëllen da fir d'Membere vun der Regierung, falls si Illegalitéite gewuer ginn?

Réponse (11.6.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den Här Deputéierte stellt eng Rei vu Froen iwwert d'Analys, déi verschidden Agente vum Geheimdéngscht mir, en marge vun enger Réunioun am Statsministère, déi am Januar 2006 gewiescht wier, ënnerbreet hätten. Dës Analys hätt doranner bestanen, datt et méiglecherweis een Zesummenhang tëschent dem Réseau Stay behind an de Bommenattentater aus de Joren 1985 a 1986 géif ginn.

An deem Kontext erlaben ech mir fir d'alleréischt den Här Deputéierten op meng Erklärungen ze verweisen, déi ech de 7. Mee 2013 an der öffentlecher Sitzung vun der Enquêtëkommissioun «Geheimdéngscht» gemaach hunn.

Ech hunn an där Sitzung gesot, datt ech net mat preziser Gewëssheet soe kann, och wann ech dervunner ausgoe muss, datt bei Geleeënheet vun deem Briefing, deen den Här Deputéierten a senger Fro uschwätzt, wéi bei anere Geleeënheeten, och iwwert d'Theorie vun engem méiglechen Zesummenhang tëschent dem Réseau Stay behind an den Attentater geschwat ginn ass. Et schéngt awer, datt déi Theorie nëmmen um Rand vun deem Briefing zur Sprooch komm wier.

Ech ënnersträichen an deem Kontext, datt d'Fro vun der Responsabilitéit vum Réseau Stay behind am Zesummenhang mat den Attentater net eréischt 2006 gestallt ginn ass, mä schonn am Ufank vun de 90er Joren, a méi konkret an deem Moment, wou déi deemoleg Regierung decidéiert huet, de Réseau Stay behind opzeléisen. Och geet aus dem Rapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum 7. Juli 2008 iwwert d'Aktivitéite vum Réseau Stay behind ervir, datt de Procureur d'Kommissioun am Kader vun hiren Aarbechten informéiert huet, datt de Parquet sech an de 90er Joren extensiv mat dem Réseau Stay behind beschäftegt huet an datt se keen Element fonnt hunn, dat op een Zesummenhang tëschent deem Réseau an den Attentater hindeite géif. D'Kommissioun ass, nodeems se d'Dokumenter studéiert huet, zu därselwechter Konklusioun komm.

Op eng weider Fro vum Här Deputéierte kann ech bestätegen, datt den Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle sech och op d'Membere vun der Regierung applizéiert. Dësen Artikel gesäit fir, datt all konstitutéiert Autoritéit an all Fonctionnaire oder Agent, deen, an der Ausübung vu senger Funktioun, Wëssen iwwer Fakte kritt huet, déi ee Crime oder een Delikt kënnen duerstellen, dem Procureur doriwwer eng Meldung maache muss. E puer Agenten aus dem Geheimdéngscht haten, wéi gesot, d'Theorie opgestallt, datt de Stay behind eppes mat den Attentater kéint ze doen hunn. Dat war eng Theorie, déi sech fir dës Agenten aus der Deduktioun vun enger Rei Aarbechtshypotheesen erginn huet. Et war awer, esou wéi déi parlamentaresch Kontrollkommissioun, an och virdrun de Parquet, dat festgestallt hunn, kee juristesch belaaschtbaart Material, dat dës Theorie ënnerstëtzt hätt. Dat erkläert och firwat keng Meldung beim Procureur iwwert dës Theorie gemaach ginn ass. Ech konnt zu deem Zäitpunkt, wou déi Theorie u mech rugedroe ginn ass, och dervunner ausgoen, datt an deem regelméissegen Austausch, deen d'Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert de Geheimdéngscht, tëschent dem Parquet an dem Geheimdéngscht virgesäit, déi Theorie zur Sprooch komm ass. Vu datt et kee konkret Element ginn ass, datt d'Theorie vun dësen Agenten ënnerstëtzt hätt, gouf et och kee Grond, deen d'Regierung derzou gefouert hätt bei den amerikaneschen Autoritéite virstelleg ze ginn, fir d'Hypothees vun enger méiglecher Implikatioun vun der CIA an déi allgemeng Theorie vun engem Lien tëschent dem Réseau Stay behind an den Attentater iwwerpréiwen ze loossen.

Question 2682 (25.4.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **réorganisation des bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines:**

Selon mes informations, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines serait en train de préparer une réorganisation de ses bureaux dits «de campagne». Ainsi, il serait prévu de centraliser ces bureaux, qui fonctionnent actuellement dans tous les cantons, à l'exception de celui de Vianden, à Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette et Diekirch.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs de cette réorganisation, voire centralisation des bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines?

- Quelles seront les compétences et attributions exactes des nouveaux bureaux prévus?

- Est-ce que les infrastructures à Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette et Diekirch sont à même d'accueillir le personnel supplémentaire? Est-ce que ces bureaux disposent de la capacité nécessaire de stockage?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la diminution, voire la perte des échanges avec les différents interlocuteurs locaux puisse avoir des répercussions négatives sur la qualité et l'efficacité de l'administration?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si une pareille réorganisation est également prévue au sein de l'Administration des Contributions directes?

Question 2686 (26.4.2013) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **réorganisation des bureaux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines:**

Selon mes informations, et sauf erreur, il semblerait que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ait décidé de réorganiser ses bureaux régionaux d'enregistrement et de recettes et d'en fermer certains.

Une telle réorganisation comportera nécessairement pour les administrations communales et surtout pour les citoyens concernés de nombreux désagréments. Il est inutile de dire que la fermeture des bureaux régionaux éloigne le service public des citoyens. À terme, c'est l'intérêt général qui risque d'être lésé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- S'il peut confirmer une réorganisation des bureaux régionaux d'enregistrement et de recettes voire la fermeture de certains d'entre eux?

- Dans l'affirmative, quels sont les bureaux concernés et quelles sont, pour chaque bureau concerné, les raisons à la base de la réorganisation voire de la fermeture?

- N'y a-t-il pas de solutions alternatives notamment à la fermeture pure et simple?

- De manière générale, comment l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines envisage-t-elle de remédier aux désagréments d'une telle réorganisation afin de préserver autant que possible l'intérêt général et de continuer à offrir aux citoyens un service public de proximité?

Réponse (4.6.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Afin de répondre aux exigences croissantes auxquelles est soumise toute administration de l'État, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (ci-après l'«AED») procède systématiquement, depuis des années déjà, à des réorganisations de services, à l'analyse critique de ses procédures de travail et à la mise en place d'outils informatiques performants. S'il est vrai que ces efforts ont été largement concentrés jusqu'au moment donné, aux fonctions de contrôle, d'imposition et de recouvrement de la TVA en vue de rendre celles-ci plus efficaces pour mieux faire face aux défis de «l'après-2015», il ne faut pas passer sous silence que les procédures liées à l'enregistrement et à la transcription des actes furent rendues déjà plus efficientes à la suite de la mise en place de l'outil informatique de la «Publicité foncière», qui relie l'AED avec le Cadastre et certaines études notariales.

Or, il faut constater que toutes les mesures prévues en matière de TVA ont été concrétisées avec l'appui des agents et de leurs préposés (spécialisation des bureaux, renforcement en personnel de ceux-ci moyennant des rééquilibrages internes à l'administration, meilleure coopération entre les trois administrations fiscales, analyse de risque, impositions automatiques, dépôts électroniques des déclarations, contrôle des comptabilités informatiques…), mais qu'il faudra réserver au stade actuel un certain temps d'assimilation à tous les concernés, dans le but de rendre ces réformes pleinement opérationnelles.

Je me réjouis donc du fait que la Direction de l'AED m'ait proposé de continuer ses efforts de modernisation, en les concentrant désormais à un autre niveau, à savoir celui du Service d'enregistrement et de recette, dont l'organisation territoriale repose encore sur celle qui était en place au moment où le pays a acquis son indépendance en 1839.

Suite à mon accord, un projet de réforme vient d'être présenté aux receveurs concernés et à la représentation du personnel.

La réforme territoriale et fonctionnelle proposée se caractérise par les éléments-clé suivants:

- d'une concentration des ressources à Diekirch, Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette moyennant abandon de l'organisation par cantons, pour faire face à la complexité croissante des matières du droit d'enregistrement et du droit de succession, garantissant ainsi une uniformité de l'imposition dans tout le pays;

- d'une allocation plus efficiente des moyens, alors que deux tiers des actes notariés sont déjà enregistrés à Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette. À cela s'ajoute que différentes tâches des bureaux de campagne ont été abolies respectivement allégées dans le temps et que la suppression proposée au Parlement du recours obligatoire au timbre de chancellerie (projet de loi n°6551) réduira le contact avec le public à un strict minimum. Il y a d'une manière générale lieu de signaler dans ce contexte que les différentes matières relevant de la compétence de l'AED se distinguent dans la très grande majorité des cas par le fait qu'il est intercalé entre le service public et la personne devant finalement supporter la charge fiscale, chaque fois un agent professionnel qui est responsable du payement de la taxe (fût-ce l'assujetti à la TVA ou un officier public, comme le notaire ou l'huissier de justice);

- de spécialiser, à l'instar de la situation existante à Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette, la fonction de receveur des domaines, en vue de garantir une gestion plus conséquente du patrimoine immobilier de l'État, ainsi qu'un meilleur service aux acteurs économiques et au citoyen;

- de créer un bureau spécifique avec les ressources indispensables, chargé de la gestion et du contrôle des déclarations de la taxe d'abonnement, dont le rendement budgétaire équivaut à presque le triple de celui des autres droits d'enregistrement et des droits de succession;

- de permettre une gestion centralisée de nouvelles fonctions (contrôle «anti-blanchiment» des agents immobiliers, assistance mutuelle et assistance au recouvrement UE, réforme de la comptabilité interne);

- de garantir la mise en pratique de la réforme de la fonction publique lorsqu'elle entrera en vigueur;

- et finalement, d'assurer au sein de structures plus larges une gestion plus efficace des permanences, la spécialisation des agents supérieurs et l'intégration des agents toujours plus nombreux qui travaillent à temps partiel.

Avant de statuer définitivement sur la réforme proposée, le Gouvernement entend recueillir l'avis de la représentation du personnel et consulter la commission parlementaire compétente.

Question 2683 (25.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **référendum local:**

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit am Artikel 35 d'Méiglechkeet vun engem Referendum um lokale Plang vir. D'Modalitéite vun esou engem Referendum sinn am groussherzogleche Reglement vum 18. Oktober 1989 festgehale ginn. Deem Reglement no kann e lokale Referendum entweder opgrond vun enger Décisioun vum Gemengerot oder op Ufro vun enger gewëssener Unzuel vu Wieler organiséiert ginn. Handelt et sech ëm eng Biergerinitiativ an net ëm eng Décisioun vum Gemengerot, gesäit d'Reglement explizit vir, datt jiddwer Wieler muss «indiquer de sa main et lisiblement ses nom, prénom, date de naissance et adresse exacte et apposer sa signature derrière les indications relatant son identité».

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister der Meenung, datt et nach zäitgeméiss ass, fir am Kader vun esou enger Ënnerschréftesammlung all méiglech Form vun elektroneschem System auszeschléissen?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt et sënnvoll wier, an deem Beräich mat der Europäescher Kommissioun zesummenzeschaffen, well si schonns am Kader vun der Europäescher Biergerinitiativ eng entspriechend open-source Software entwéckele gelooss huet?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt et sënnvoll wier, an deem Beräich mat der Chamber zesummenzeschaffen, där hire President dëslescht ugekënnegt huet, och op de Wee vun der elektronescher Petitioun wëllen ze goen?

Réponse (16.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

De Referendum um Gemengeplang ass 1988 an d'Gemengegesetz agefouert ginn als ee vun de Moyenen, fir d'Gemengeninstitutioune méi demokratesch ze gestalten a fir méi eng grouss Bedeelegung vun de Bierger un de Gemengenaffären ze erméiglechen.

Zanter 1988 gouf et eng Rei vu Referenden, déi op Initiativ vun de Gemengeréit organiséiert goufen, dëst ënner anerem bei Gemengefusiounen. Et gouf allerdéngs kaum vum Referendum op Initiativ vun de Wieler an de Gemenge Gebrauch gemaach. Eng vun den Ursaachen heivun ass méiglecherweis déi opwendeg Prozedur.

D'Reglement vum 18. Oktober 1989 huet Wäert drop geluecht, dass jiddwer Wieler, deen e Referendum an enger Gemeng zu engem wichtege kommunalen Thema mat initiéiert, dëst a voller Kenntnis vun der Froestellung mécht. Dofir verlaangt dëst Reglement, dass jiddweree selwer mat senger Handschréft seng perséinlech Donnéeën ugëtt an ënnerschreift. D'Fro vun enger elektronescher Méiglechkeet, fir Ënnerschréften ze sammelen, huet sech an den 80er Joren nach net gestallt.

Hautdesdaags ass dës Fro awer berechtegt. Si bedéngt allerdéngs eng seriö Analys vun der Situatioun.

En elektronesche System, fir d'Opstelle vun de Lëschte fir e lokale Referendum ze organiséieren, muss nämlech eng Rei vu Konditiounen erfëllen:

- E muss déiselwecht Garantië bidde wéi deen einfache Lëschtesystem, dee mer haut hunn.

- E muss ouni Problem an allen 106 Gemengen direkt kënnen agesat ginn, also kompatibel si mam elektronesche Material vun alle Gemengen.

- Den Opwand, fir esou e System anzeféieren, an de Käschtepunkt, deen domat verbonnen ass, mussen am Viraus determinéiert ginn. Wien iwwerhëlt dës Käschten?

- Ass et iwwerhaapt ze rechtfäerdegen, dass een, fir e Referendum an enger klenger lëtzebuergescher Gemeng, deeselwechten informateschen Opwand mécht wéi am Kader vun enger europäescher Biergerinitiativ oder och nëmme vun enger Petitioun bei eiser Chamber? Hei muss de Prinzip vun der Proportionalitéit respektéiert ginn.

D'Reglement vum 18. Oktober 1989 ass amgaang iwwerschafft ze ginn, fir et un déi aktuell Regelen aus dem Wahlgesetz unzepassen. An dësem Kontext gëtt och iwwer eng Vereinfachung vun der Prozedur nogeduecht, déi d'Wieler mussen anhalen, wa se wëllen e Referendum an d'Wee leeden.

Question 2684 (25.4.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **douleurs chroniques:**

Patienten, déi mat enger chronescher Péng geplot sinn, hunn et zu Lëtzebuerg besonnesch schwiereg, fir adequat gehollef ze kréien. Bei der CNS ass keen Tarif fir esou Behandlunge virgesinn. Dëst bréngt mat sech, datt déi meescht Dokteren, déi an dësem Beräich täteg sinn, dëst op fräiwëlleger Basis maachen. Déi betraffe Patiente mussen dacks eng Rei Méint waarden, bis se iwwerhaapt e Rendez-vous kréien.

Déi aktuell Situatioun huet dozou geféiert, datt déi sougenannten „Clinique de la douleur" an der Zitha géint Enn des Joers zoumécht. D'Patienten hunn dann am Beräich vun der Schmerztherapie nëmmen nach d'Wiel tëscht dem CHL an dem CHDN.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Aus wéi enge Grënn ginn d'Schmerztherapien net vun der CNS unerkannt an ënnerstëtzt?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt déi aktuell Situatioun fir d'Patienten, déi mat enger chronescher Péng geplot sinn, zefriddestellend ass?

3. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Schmerztherapië misste vun der CNS unerkannt ginn?

4. Wéi laang muss e Patient waarden, fir e Rendez-vous am Beräich Schmerztherapie ze kréien? Sinn dës Waardezäiten akzeptabel?

5. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir d'Zoumaache vun der „Clinique de la douleur" an der Zitha ze verhënneren?

Question 2693 (2.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **douleurs chroniques:**

Was die Schmerztherapien angeht, soll es anscheinend keine Unterstützung seitens der Obrigkeit für diese Dienstleistung geben. Schlimmer noch, private Initiativen von spezialisierten Ärzten und Kliniken würden nicht unterstützt und seien dem Untergang gewidmet, weil sonst die Patienten die Kosten für die Behandlung übernehmen müssten. In der Zwischenzeit hat die Vereinigung „Alphadoc.lu" eine Petition eingerichtet, um für den Erhalt der Schmerzklinik in der Zithaklinik zu kämpfen.

Fragen:

1) Gibt es einen strategischen Plan zur Versorgung der Patienten mit chronischen Schmerzen?

2) Kann der Minister bestätigen, dass das Angebot in Sachen Schmerztherapie in der Zithaklinik ausläuft und zum Stillstand kommt?

3) Welche Maßnahmen will der Minister ergreifen, damit die Schmerztherapie von chronischen Schmerzpatienten einen zeitgemäßen und gebührenden Stellenwert erhält?

4) In welchem Maße wurden solche Initiativen vom Minister unterstützt?

5) Gibt es hier aussagekräftige Statistiken zu den chronischen Schmerzpatienten und ihren Therapien?

6) Wo sind die Angebote zu Dienstleistern und Strukturen über Schmerztherapien (Kliniken, ambulante Dienstleistungen) veröffentlicht?) Welche Vorlagen (entsprechende Tarife) will der Minister den Dienstleistern in Sachen Schmerztherapien geben?

8) Wie will der Minister die Zusammenarbeit von Dienstleistern in diesem Bereich fördern?

9) Was wurde in den letzten zehn Jahren in Sachen Schmerztherapie-Dienst seitens der Gesundheitsbehörde in die Wege geleitet und innovativ durchgeführt?

10) Wie ist die Probabilität einer Auswanderung der Patienten ins Ausland, da hier das Angebot abnimmt und tariflich nicht abgedeckt ist?

11) Welches Versorgungsmodell für Schmerzpatienten privilegiert der Minister für die Zukunft?

Réponse (12.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Well déi zwou Ufroen deeselwechten Thema behandelen, erlaben ech mir, si zesummen ze beäntwerten.

Et gëtt zu Lëtzebuerg keng Statistiken iwwert d'Zuel vun de Patiente mat chroneschem Wéi.

D'Behandlung vum Wéi ass e Sujet, dee vun der Gesondheetskeess ënnerstëtzt gëtt. Dëst beweist d'Tatsaach, dass zënter der Aféierung vun den „incitants qualité" (an der Finanzéierung vun de Spidolskäschten) déi systematesch Evaluatioun vum Wéi zwecks noutwendeger Behandlung duerch Formatiounen iwwert deen Thema, d'Promotioun vun der Uwennung duerch ënner anerem d'Pflegepersonal an d'Finanzéiere vun engem „infirmier référent douleur" an all Spidol ënnerstëtzt gëtt.

Wann e Spidol méi Personal (Infirmieren, Psychologen zum Beispill) a sengem Budget fir dësen Thema, z. B fir eng „Clinique de la douleur" gefrot huet, gouf dëst Personal accordéiert.

Wat d'Dokteschtariffer ubelaangt, gesäit d'Nomenclature vun den Dokteschakte keng spezifesch Tariffer fir eng Schmäerzklinik oder e sougenannte Schmäerzcenter fir.

De bestehenden allgemengen Tarif, deen et fir d'Spezialisten (anesthésie-réanimation oder neurochirurgie etc.) fir eng éischt Consultatioun an der Nomenclature gëtt, gëtt deem méi héijen Zäitopwand fir d'Analys vun engem Patient mat chroneschem Wéi net gerecht. Invasiv Behandlungstechnike si beim Patient mat chroneschem Wéi meeschtens net néideg.

De 24. Mee 2013 hat ech zesumme mat menge Mataarbechter aus dem Gesondheetsministère an dem Ministère fir sozial Sécherheet souwéi aus der Direktioun vun der Gesondheet an der Gesondheetskeess eng Entrevue mat Vertrieder vum „Cercle luxembourgeois d'algologie", fir iwwer d'Organisatiounsfroe vun der Prise en charge vum chronesche Wéi an de Spideeler ze diskutéieren.

An deem Kontext concertéieren ech mech deemnächst mat der "Fédération des hôpitaux luxembourgeois" (FHL), fir dass si mir matdeelt, wéi eng Moyenen a Ressourcen an de Lëtzebuerger Spideeler zur Verfügung stinn, fir eng qualitativ Prise en charge vum chronesche Wéi ze garantéieren, a wat der FHL no déi zukënfteg Bedierfnesser op deem Gebitt am Lëtzebuerger Spidolswiese wäerte sinn.

Question 2685 (26.4.2013) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant la **conservation des cendres de défunts à domicile:**

L'inhumation et l'incinération des dépouilles mortelles sont régies par la loi du 1er août 1972.

Les articles 6 et 8 de la prédite loi traitent particulièrement de l'inhumation des dépouilles mortelles, y non compris l'inhumation des cendres. En effet, l'inhumation des cendres est régie par l'article 9 de la loi qui dispose «Les dispositions des articles 6 et 8 de la présente loi ne sont pas applicables à l'inhumation des cendres. Le conseil communal peut y suppléer par des dispositions particulières».

La dispersion des cendres quant à elle est réglementée par règlement grand-ducal du 21 juin 1978 en exécution de l'article 1er de la loi du 1er août 1972.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante:

- Est-il concevable que le conseil communal édicte un règlement habilitant le bourgmestre à autoriser la conservation des cendres au domicile respectivement à la résidence de la famille du défunt?

Réponse (23.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député porte sur la législation et la réglementation dans le domaine de l'incinération de dépouilles mortelles et soulève plus particulièrement l'hypothèse d'un règlement communal habilitant le bourgmestre à autoriser la conservation des cendres au foyer familial.

La loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles prévoit au sujet des cendres provenant de l'incinération de corps humains les cas de figure suivants:

- le dépôt des cendres dans une case d'un columbarium,

- l'inhumation («mise sous terre») de cendres, et

- la dispersion des cendres sur une parcelle spécialement réservée à cet effet (selon le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 relatif à la dispersion des cendres).

La législation détermine donc plusieurs modes de sépulture sans prévoir la conservation de cendres au foyer familial. Par conséquent, un règlement communal ne saurait instituer ce mode de sépulture, pareille hypothèse devant être considérée comme dépassement du domaine de la loi habilitante.

On peut cependant relever dans ce contexte que le règlement grand-ducal du 21 juin 1978 précité prévoit notamment que «le bourgmestre peut autoriser selon le vœu du défunt la dispersion des cendres sur une parcelle de terrain située dans la propriété d'un particulier ou à tout autre endroit».

Question 2687 (29.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **fonction de la police:**

Es wird viel vom Polizeiagent als Freund und Helfer gesprochen, was sich sicherlich interessant anhört. Trotzdem ist dem Gesetz nach die Funktion eines Polizeiagenten eine exekutive Funktion und nicht eine präventive. Deshalb möchte ich folgende Fragen stellen.

Fragen:

1) Welcher Gesetzesartikel weist auf die präventive Funktion eines Polizeiagenten hin?

2) Ist es einem Agenten erlaubt, ohne Verdacht einen Drogentest durchzuziehen? Wenn ja, auf Basis von welchem Artikel? Kann der Bürger diesen Test, falls er nicht motiviert ist, verweigern, und was sind dann die Konsequenzen?

3) Ist es einem Agenten erlaubt, willkürlich von einem Bürger die Identitätskarte zu verlangen? Wenn ja, auf Basis von welchem Artikel? Kann der Bürger das Vorzeigen der Identitätskarte, falls dies nicht motiviert ist, verweigern, und was sind dann die Konsequenzen?

4) Ist die präventive Funktion nicht ein Alibi, um in einer zweiten Phase exekutiv handeln zu können? Ist das gesetzlich erlaubt?

Réponse (17.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die Aufgaben der Polizei sind im Polizeigesetz vom 31. Mai 1999 aufgeführt. Artikel 2 betreffend die allgemeinen Missionen der Polizei sieht vor, dass die Polizei die innere Sicherheit gewährleistet, indem sie die öffentliche Ordnung aufrechterhält und die Durchführung der Gesetze und Verordnungen sicherstellt. Das Aufrechterhalten der öffentlichen Ordnung ist als eine verwaltungspolizeiliche, also als präventive Mission zu betrachten.

Des Weiteren sieht Artikel 33 des Polizeigesetzes ausdrücklich vor, dass die Polizei im Ausführen ihrer verwaltungspolizeilichen Missionen die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung, die Durchführung der general- und kommunalpolizeilichen Gesetze und Verordnungen, die Verhütung von Straftaten und den Schutz von Personen und Gütern sicherstellt und dass sie zu diesem Zwecke eine allgemeine Überwachung und Kontrolle in den ihr legal zugänglichen Orten gewährleistet, verwaltungspolizeiliche Maßnahmen durchführt und materielle verwaltungspolizeiliche Maßnahmen innerhalb ihres Kompetenzbereiches nimmt.

Die unter den Artikeln 35 bis 65 aufgeführten Missionen sind ebenfalls verwaltungspolizeiliche Missionen.

Die Polizei führt Drogentests im Rahmen der Straßenverkehrsgesetzgebung durch. Die gesamte Prozedur ist im Detail durch das Gesetz vom 5. Juni 2009 geregelt, welches die Straßenverkehrsgesetzgebung vom 14. Februar 1955 abgeändert hat.

Im Regelfall kann die Polizei die Prozedur des Drogentests nur durchführen, wenn schwerwiegende Anzeichen (zum Beispiel: augenblicklicher Konsum oder Besitz, Drogengeruch, körperliche Anzeichen etc.) dafür vorliegen, dass die Person ein Fahrzeug oder ein Tier unter Drogeneinfluss geführt hat (Artikel 12 § 4 Absatz 2 bis 6). Das Feststellen der schwerwiegenden Anzeichen obliegt dem Polizeibeamten und nicht dem betroffenen Fahrer. Diese Feststellungen unterliegen jedoch der Kontrolle der Staatsanwaltschaft.

Völlig ohne Verdachtsmomente muss die Polizei jedoch auch jene Fahrer einem Drogentest unterziehen, welche in einen Verkehrsunfall mit Körperschaden verwickelt sind. Dasselbe trifft auf jene Fahrer zu, die in eine vom Staatsanwalt angeordnete Kontrolle geraten (Artikel 12 § 4 Absatz 7 und 10).

Völlig ohne Verdachtsmomente kann die Polizei jedoch auch jene Fahrer einem Drogentest unterziehen, welche in einen Verkehrsunfall ohne Körperschaden verwickelt sind. Dasselbe trifft auf Fußgänger zu, die in einen Verkehrsunfall verwickelt sind (Artikel 12 § 4 Absatz 8 und 9).

Ein Fahrzeugführer, welcher den angeordneten Drogentest verweigert, macht sich einer Straftat schuldig, die mit Freiheitsentzug von acht Tagen bis drei Jahren und/oder einer Geldstrafe von 500 bis 10.000 Euro bestraft wird (Artikel 12 § 6 Absatz 1). Des Weiteren wird der Führerschein dieses Fahrers unverzüglich eingezogen (Artikel 13 Absatz 14).

Drei Gesetzestexte erlauben der Polizei, eine Person dazu aufzufordern, sich auszuweisen:

Laut Artikel 45 (1) der Strafprozessordnung und unbeschadet der Bestimmungen betreffend Ausweispapiere und den Eintritt und Aufenthalt von Ausländern, können Polizeibeamte eine Person auffordern sich auszuweisen, gegen die ein Verdachtsmoment besteht, das darauf schließen lässt:

- dass die Person eine Straftat begangen hat oder versucht hat, eine Straftat zu begehen;

- dass die Person sich vorbereitet, ein Vergehen oder ein Verbrechen zu begehen;

- dass die Person nützliche Informationen im Rahmen einer Ermittlung zu einem Vergehen oder Verbrechen machen kann;

- dass die Person Gegenstand einer Fahndung ist, welche von einer gerichtlichen oder administrativen Autorität angeordnet wurde.

Wenn die Person sich weigert sich auszuweisen oder nicht dazu in der Lage ist, kann sie zwecks Feststellung der Identität auf der Stelle festgehalten werden oder zur Dienststelle gebracht werden, um sich einer Identitätsüberprüfung zu unterziehen, die bis zu vier Stunden dauern kann.

Über die Identitätsüberprüfung wird Protokoll erstellt und an die Staatsanwaltschaft versandt, so dass diese die Rechtmäßigkeit der Identitätsüberprüfung überprüfen kann.

Laut Artikel 2 des großherzoglichen Beschlusses vom 30. August 1939 betreffend die Einführung einer obligatorischen Identitätskarte ist diese Karte obligatorisch für jeden Luxemburger, welcher gewöhnlich in einer Gemeinde des Großherzogtums residiert, und muss bei jeder Aufforderung der Polizei vorgezeigt werden. Die Personen, welche weder einen vor weniger als fünf Jahren ausgestellten Pass besitzen noch über eine Identitäts- und Eintragungskarte in die Bevölkerungsregister verfügen, werden mit einer Geldstrafe und/oder einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen belegt.

Laut Artikel 136 des Immigrationsgesetzes vom 29. August 2008 müssen Ausländer in der Lage sein, bei jeder Aufforderung der Polizei die Dokumente, kraft derer sie in Luxemburg einreisen (Reisepass, Identitätskarte) oder verweilen (Fremdenkarte, Fremdenkartenantrag etc.) dürfen, vorzuzeigen. Gemäß Artikel 140 dieses Gesetzes wird der Ausländer, welcher luxemburgisches Territorium betritt oder sich dort aufhält, ohne die gesetzlichen Bestimmungen zu befolgen, mit einer Gefängnisstrafe von einem Tag bis ein Jahr und/oder einer Geldstrafe belegt.

Wenn im Rahmen einer rechtmäßigen präventiven Mission der Polizei die Polizisten ein Vergehen oder ein Verbrechen feststellen, sind die Polizeibeamten laut Artikel 23 der Strafprozessordnung verpflichtet, diese Straftat zur Kenntnis der Staatsanwaltschaft zu bringen. Es obliegt dann den gerichtlichen Instanzen, im Rahmen der Strafverfolgung ebenfalls die Rechtmäßigkeit des Polizeieinsatzes zu würdigen.

Question 2688 (29.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **production privée d'électricité:**

Es besteht hierzulande ein Trend zur Produktion des Eigenstroms mittels zum Beispiel Solarzellen, die jeder auf seinem Hausdach oder dem Dach seines Betriebes anbringen kann. Der hier gewonnene Strom kann an eine befähigte Struktur wie z. B. einen Energiepark verkauft werden. Diese Struktur leitet den hier gewonnenen Strom weiter bis hin zum Endverbraucher. Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

Fragen:

1) Darf ein Bürgermeister privat Strom produzieren, diesen Strom an einen Energiepark verkaufen, damit schlussendlich diese Energiegesellschaft denselben Strom der Gemeinde zuführt, in der die private Person als Gemeindeoberhaupt fungiert? Was sehen die Gesetzestexte hier vor? Falls nichts in den Texten vorgesehen ist, muss hier nicht legiferiert werden?

2) Ist das nicht ein Interessenkonflikt, der juristische Implikationen zur Folge haben könnte?

3) Inwiefern ist diese Interessenvermischung als kontraproduktiv zur ethischen Einstellung anzusehen, dass eine Obrigkeit nur der Allgemeinheit dienen soll?

Réponse (6.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die parlamentarische Frage des Herrn Abgeordneten betrifft einen etwaigen Interessenkonflikt eines Bürgermeisters im Bereich der Produktion von Eigenstrom.

In erster Linie ist hier hervorzuheben, dass die Interessenkonflikte der Gemeindeautoritäten durch Artikel 20 des Gemeindegesetzes geregelt sind.

Diese gesetzliche Bestimmung verbietet einer lokalen Autorität, an Entscheidungen teilzunehmen, aus denen persönliche Vorteile für sie entstehen können, d. h. an Entscheidungen, an denen sie ein unmittelbares Interesse („intérêt direct") hat. Laut Fachliteratur muss dieses unmittelbare Interesse persönlicher und exklusiver Natur sein, im Gegensatz zu einem kollektiven Interesse, welches eine bestimmte Kategorie von Personen betrifft.

Demnach führt der Umstand, dass eine Gemeindeautorität Eigenstrom produziert und an einen berechtigten Abnehmer weiterverkauft, im Prinzip nicht zur Anwendung der vorgenannten gesetzlichen Bestimmungen.

Zudem ist hier festzuhalten, dass die Stromzufuhr an die Gemeinden gemäß der Gesetzgebung über öffentliche Ausschreibungen erfolgt.

Question 2690 (30.4.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **réforme de l'assurance pension:**

Il me revient que les informations publiées sur le site Internet de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) ne tiennent pas encore compte de la réforme de l'assurance pension applicable à partir du 1er janvier 2013.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi le site de la CNAP, source d'information primaire pour nombre de personnes, n'a pas encore été mis à jour jusqu'ici?

- Est-ce que tous les règlements grand-ducaux en relation avec la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension ont entre-temps été publiés?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ce retard? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la finalisation des règlements en question?

Réponse (17.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La loi portant réforme de l'assurance pension a été promulguée le 21 décembre 2012 et son entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 2013. Force est de constater qu'il n'a pas été possible de préparer l'analyse de la réforme avant le vote de la loi, étant donné que les derniers amendements ont seulement été adoptés par la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale lors de la séance du 22 novembre 2012.

L'introduction de certaines dispositions et l'étude de l'application dans le temps d'autres dispositions ont nécessité un examen méthodologique approfondi par les services de la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP). Ce n'est qu'au terme des résultats de cette analyse que les travaux de transposition de la réforme ont pu être entamés en y incluant l'adaptation de la documentation du site Internet. Ceci explique que les modifications apportées à la chaîne de calcul des pensions seront opérationnelles seulement à partir du mois de juillet 2013. La finalisation des travaux de mise à jour de la documentation du site Internet est prévue pour fin juin 2013 et tiendra compte à partir de ce moment des dispositions de la réforme.

Actuellement aucun règlement grand-ducal en relation avec la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension n'est en attente.

Question 2691 (30.4.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **commissariats de districts:**

Dans sa récente déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre vient d'annoncer que les commissariats de districts seront abolis.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quel laps de temps le Gouvernement estime-t-il mettre en œuvre cette mesure et selon quel plan?

- Dans quel(s) département (s) le personnel administratif concerné sera-t-il réaffecté?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle nouvelle fonction il entendra réserver dès lors aux anciens commissaires de districts? Ces hauts fonctionnaires pourraient-ils conseiller les communes dans des questions à caractère purement juridique, notamment pour ce qui est de la législation communale? Dans quelle mesure pourraient-ils devenir des facilitateurs en matière procédurale afin de réduire progressivement les lenteurs administratives?

Réponse (17.5.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député doit être placée dans le contexte d'une réforme plus large de la loi communale et plus particulièrement du contrôle de légalité exercé par l'État sur les actes des communes et des modalités de l'exercice de ce contrôle.

Le projet de loi portant cette réforme - et que je compte déposer avant la trêve estivale - s'attellera à transposer les principes retenus d'une part dans le rapport de la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» de la Chambre des Députés (doc. parl. n°5890, 1.7.2008) et repris dans le programme gouvernemental de 2009.

Il est ainsi prévu dans le rapport précité que «le contrôle de l'État sur le secteur communal (doit) être réorganisé moyennant regroupements de certains services du Ministère de l'Intérieur avec les services des commissariats de districts».

Dans la même optique le programme gouvernemental prévoit que «le Gouvernement supprimera le double degré de contrôle actuellement opéré par les commissariats de districts et le Ministère de l'Intérieur. Cette suppression sera accompagnée d'une redéfinition de la fonction du commissaire de district ainsi que de la création d'une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés, remplissant notamment une mission de conseil à l'égard des communes en ce qui concerne l'application de la loi».

Il s'agira donc de réformer le contrôle de légalité en en allégeant les procédures et le poids du contrôle, de redéfinir la fonction étatique de contrôle et d'en réorganiser la structure par la fusion des commissariats et de différents services du département de l'Intérieur. Dans ce contexte, il est prévu de réaffecter le personnel des commissariats de districts, y compris les hauts fonctionnaires visés par l'honorable Député, à la nouvelle administration à créer.

La réforme vise, par le biais de l'allègement et de la réorganisation du contrôle, à renforcer l'autonomie des villes et communes. Ainsi les tutelles de l'annulation et de la suspension seront abolies, la plus grande partie de la tutelle d'approbation cédera la place à un régime de transmission de certains actes des communes à l'autorité de contrôle. Les questions de pur droit feront l'objet d'une discussion entre l'autorité communale et l'instance de contrôle étatique et devront, en cas de désaccord persistant, être tranchées par le juge administratif.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

34e séance	Jeudi	16 mai 2013
35e séance	Mardi	11 juin 2013
36e séance	Mercredi	12 juin 2013

Échange de vues entre députés et membres du Parlement des Jeunes



Rencontre entre députés et membres du Parlement des Jeunes

Tenter le renouveau, mais tout en y incluant les jeunes. Dans son introduction lors d'une récente rencontre entre députés et membres du Parlement des Jeunes, M. Laurent Mosar a fait allusion aux récents événements et à l'organisation d'élections législatives anticipées le 20 octobre prochain.

Le Président de la Chambre a encouragé les jeunes à s'engager et à façonner le paysage politique et institutionnel afin de faire entendre la voix des générations futures.

Son homologue du Parlement des Jeunes, M. Patrick Weymerskirch, s'est montré convaincu qu'un changement dans la durée ne pourra se faire qu'avec et non au détriment des jeunes.

Les jeunes parlementaires ont ensuite présenté aux députés les résolutions élaborées tout au long de l'année par les quelque 120 membres de leur assemblée et adoptées à son récent sommet annuel.

Les textes mis en avant traitent avant tout de sujets nationaux et internationaux qui les préoccupent à l'heure actuelle: le droit de vote à 16 ans, l'ouverture du droit de vote aux étrangers résidant au Luxembourg, ou encore la demande d'arrêter le financement des Églises et de respecter une neutralité absolue envers les communautés.

L'ouverture du mariage aux couples homosexuels a constitué le sujet de discussion sur lequel les opinions des jeunes et des députés ont le plus divergé.

Au cours de l'échange de vues, les mesures contre le chômage des jeunes, l'importance de la réforme scolaire actuellement en cours, l'instauration de cours d'éducation sexuelle dès l'école fondamentale et le renforcement des cours d'instruction civique au lycée furent également largement évoqués.

Concernant l'actualité internationale, les problèmes sociaux en Grèce, la situation au Mali, le conflit syrien et les efforts consentis par la communauté internationale en faveur du désarmement ont monopolisé les débats.

1.300 signatures contre les colliers étrangleurs martyrisant les chiens



Les opposants aux colliers étrangleurs remettent une pétition au Président de la Chambre.

1.300 signatures, dont trente émanant de vétérinaires et dix d'écoles d'éducation canine: des opposants aux colliers étrangleurs avec ou sans pointes («Stachelhalsbänder» et «Würgehalsbänder» selon la terminologie allemande) viennent de saisir le Président de la Chambre des Députés par voie de pétition.

Estimant que ce type de collier est équivalent à un instrument de torture faisant souffrir le meilleur compagnon de l'homme et dans le but d'en interdire l'utilisation, les signataires de la pétition demandent au législateur d'adapter la législation sur le bien-être des animaux et le règlement grand-ducal du 18 mars 2000 déterminant les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux de compagnie.

M. Laurent Mosar, tout en saluant l'initiative, a rappelé que les signatures ainsi que la documentation y afférente seront continuées à la Commission des Pétitions qui tiendra les pétitionnaires au courant de la suite accordée à leur missive.

DANS CE NUMÉRO

- Croissance économique et compétitivité p. 408
- Neutralité d'Internet p. 438
- Mobilité transfrontalière p. 445

Sommaire des séances publiques nos 34-36 p. 453
Sommaire des questions parlementaires p. Q149

Dissolution différée de la Chambre et élections législatives anticipées

Communiqué du Maréchalat de la Cour du 19 juillet 2013.

Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu, hier, jeudi, en audience Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et Monsieur Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Il a poursuivi Ses consultations en matinée avec les chefs des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés.

Contrairement à l'avis du Conseil d'État du 18 juillet 2013 qui dans sa conclusion retient «qu'un arrêté grand-ducal dissolvant avec effet différé la Chambre des Députés, ne serait pas compatible avec l'esprit de la Constitution, ni avec la coutume constitutionnelle qui s'est forgée à travers l'histoire», les forces politiques du pays se sont prononcées à l'unanimité en faveur d'une dissolution différée de la Chambre des Députés suivie d'élections anticipées, approche qui ne se heurterait pas au texte de notre Constitution.

En conséquence, afin d'éviter que les institutions dans leur ensemble ne soient limitées dans leur champ d'action pour une période prolongée et après avoir dûment analysé la nature des événements autour desquels s'est cristallisée la volonté d'organiser des élections anticipées, Son Altesse Royale le Grand-Duc S'est résolu à dissoudre la Chambre des Députés avec effet au 7 octobre prochain, de nouvelles élections étant fixées au 20 octobre 2013. Sous les conditions de l'article 45 de la Constitution, ces décisions seront formalisées au début de la semaine prochaine.

Son Altesse Royale le Grand-Duc appelle tous les acteurs politiques du pays à mener une campagne électorale digne et espère que le climat de confiance qui nous permet de travailler ensemble dans l'intérêt général de notre pays et de nos concitoyens sera rétabli.

Arrêté grand-ducal du 22 juillet 2013 portant dissolution de la Chambre des Députés.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 74 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre d'État, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. La Chambre des Députés est dissoute avec effet au 7 octobre 2013.

Art. 2. Notre Premier Ministre, Ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Henri

Les Membres du Gouvernement,
Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gaasch
Romain Schneider
Etienne Schneider
Marc Spautz
Martine Hansen

Arrêté grand-ducal du 22 juillet 2013 portant convocation des collèges électoraux pour les élections législatives.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 74 de la Constitution;

Vu l'article 134 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre d'État, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. La réunion des collèges électoraux de toutes les circonscriptions électorales en vue de l'élection des membres de la Chambre des Députés a lieu le dimanche, 20 octobre 2013, de 8.00 heures à 14.00 heures.

Art. 2. Notre Premier Ministre, Ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Henri

Les Membres du Gouvernement,
Jean-Claude Juncker
Jean Asselborn
Mady Delvaux-Stehres
Luc Frieden
Mars Di Bartolomeo
Jean-Marie Halsdorf
Claude Wiseler
Nicolas Schmit
Octavie Modert
Marco Schank
Françoise Hetto-Gaasch
Romain Schneider
Etienne Schneider
Marc Spautz
Martine Hansen

Visite d'un foyer de jour de l'Association Luxembourg Alzheimer



M. Denis Mancini, membre du comité de direction de l'ala, donne des explications à M. Mosar en présence des responsables de l'association.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, vient de visiter le foyer de jour «Dominique Marth» à Dommeldange, un des six centres de jour gérés par l'Association Luxembourg Alzheimer (ala). Ces foyers assurent une prise en charge en journée de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer et/ou de troubles apparentés. En 2012, les foyers de jour ont pu accueillir 195 personnes. S'y rajoute la maison de séjour et de soins «Beim Goldknapp» à Erpeldange, dans laquelle 116 personnes peuvent être accueillies jour et nuit.

Le déplacement au foyer de jour à Dommeldange fut l'occasion pour M. Mosar de se familiariser avec le fonctionnement des différentes structures de l'association tout en rencontrant des personnes atteintes de la maladie, ainsi que des membres du personnel.

39e Session de l'APF et Parlement Francophone des Jeunes à Abidjan, Côte d'Ivoire

Les parlements au cœur de la construction de la Nation

La 39e Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ainsi que la réunion du Bureau de l'APF et la 6e édition du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) se sont tenues à Abidjan en Côte d'Ivoire du 7 au 12 juillet dernier. Cette rencontre, placée sous le thème «Les parlements au cœur de la construction de la Nation», a réuni plus de 300 participants issus d'une trentaine de sections, une dizaine de présidents d'assemblée et près d'une centaine de jeunes, y compris deux jeunes Luxembourgeois, à savoir Audrey Girard et Pascal Haller.

Accueillis par M. Guillaume Soro, Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, les participants ont pu entendre lors de la cérémonie d'ouverture le Président Alassane Ouattara ainsi que le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf. Tous les participants se sont réjouis de la réintégration de la section ivoirienne au sein de la Francophonie parlementaire suite à l'accalmie politique qui a suivi l'arrivée au pouvoir du Président Ouattara.

La session plénière de l'APF a entendu le rapport du Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre, et adopté une quinzaine de résolutions. Le débat général, introduit par le Président Guillaume Soro a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui ont notamment souligné le rôle majeur des parlements dans la construction et la consolidation du concept de «Nation», tout particulièrement dans les pays en sortie de crise.

À noter dans ce contexte que la Chambre des Députés est partenaire de l'Initiative multilatérale de coopération interparlementaire francophone (IMCIF), qui réalise depuis le début de l'année 2013 plusieurs projets d'appui à l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, notamment des formations destinées à des parlementaires et à des fonctionnaires parlementaires.

L'Assemblée plénière a également entendu les allocutions de Mme Yamina Benguigui, Ministre française déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères, chargée de la Francophonie, et de M. Maurice Kouakou Bandaman, Ministre de la Culture et de la Francophonie du Gouvernement ivoirien.

Membre de la section luxembourgeoise de l'APF, Mme Anne Brasseur a présenté à l'Assemblée et au Bureau de l'APF les comptes de l'exercice 2012 et le budget rectifié pour 2013. Madame Brasseur se trouvait en situation de pouvoir annoncer plusieurs bonnes nouvelles, avant tout que l'exécution du budget 2012 a engendré un excédent qu'elle a proposé de reporter au budget 2013.

Elle a également souligné que l'indépendance financière de l'APF en doit beaucoup à des subventions extérieures, en provenance notamment de l'Organisation internationale de la Francophonie, qui représentent plus de 40% des recettes totales de l'APF. Ce simple pourcentage démontre la très grande importance pour l'APF des travaux sur la prochaine programmation à moyen terme de l'OIF qui détermineront les sommes qui seront allouées à l'APF à partir de 2015. Ces travaux débuteront à l'automne prochain et les parlementaires de la Francophonie suivront ces négociations avec une grande attention.

L'Assemblée générale a également procédé à l'élection des nouveaux membres du Bureau et des Commissions par acclamation. Le mandat de Trésorier international de l'APF de M. Michel Wolter a ainsi été renouvelé pour deux ans. La sénatrice canadienne Andrée Champagne a pour sa part été élue Présidente de l'APF et le député français Pascal Terrasse Secrétaire général parlementaire, alors que le Secrétaire général administratif, M. Jean-Luc Lala, arrivé en fin de mandat, sera remplacé par M. Didier Le Bot.

Pour leur part, les deux jeunes Luxembourgeois Audrey Girard et Pascal Haller ont activement participé aux travaux de commissions préparatoires sur le thème de la responsabilité de protéger les populations civiles à l'épreuve de la souveraineté des États, respectivement du rôle contemporain des parlements. En plénière, les membres du PFJ ont en outre débattu de la problématique de la pénalisation du VIH/SIDA et du rôle de la jeunesse dans le domaine de la coopération au développement.

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les Commissions et l'Assemblée plénière du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ). Ils ont enfin assisté à la grande finale du premier concours de joutes oratoires organisé par l'équipe du PFJ dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire.



Mme Brasseur en compagnie des deux participants au PFJ, Audrey Girard et Pascal Haller

L'Ukraine sollicite les investisseurs grand-ducaux

La perspective de la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne (UE) - prévue à la fin novembre 2013 à Vilnius (Lituanie) lors d'un Sommet du Partenariat oriental - avec, à la clé, la création d'une zone de libre-échange, les relations commerciales bilatérales ainsi que les difficultés économiques, dans lesquelles se débat actuellement l'Ukraine, se sont trouvées au centre des entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a menés avec le Premier Ministre ukrainien, M. Mykola Azarov.

Enviant le Grand-Duché, capable de diffuser stabilité et prospérité en ces temps de récession, M. Azarov a tenu à remercier les gouvernants et parlementaires luxembourgeois pour leur soutien inconditionnel aux efforts ukrainiens de se rapprocher de l'UE.

M. Azarov n'a pas caché que son pays traverse une période délicate. En effet, l'Ukraine est malmenée par la crise en zone euro qui sape ses exportations; les importations de gaz en provenance de la Russie lui sont facturées au prix fort; la mauvaise tenue actuelle des cours de certaines matières premières font que le déficit du commerce extérieur ukrainien se creuse; les réformes mises en œuvre pour remédier aux maux chroniques hérités de son appartenance à l'ancienne URSS tardent à montrer suffisamment d'effets.

Le Premier Ministre d'Ukraine entend améliorer le climat des affaires dans son pays pour attirer les investisseurs dont il a besoin. Un meilleur respect de la propriété privée, un combat à toute épreuve contre la corruption et le népotisme, moins de charges et d'impôts ainsi qu'une meilleure régulation devraient à terme aussi attirer la communauté d'affaires luxembourgeoise avec laquelle une rencontre est prévue.

Qualifiant la possibilité d'un accord d'association avec l'UE d'historique - aux dires de M. Azarov, il s'agirait d'un choix de civilisation - il a assuré M. Mosar que toute la classe politique ukrainienne, à part certains extrémistes de gauche et de droite, est favorable à un tel rapprochement.



M. Laurent Mosar accueille M. Mykola Azarov.

Visite du Ministre de l'Économie turc



M. Zafer Çağlayan et sa délégation reçus à la Chambre.

L'entrevue du Président de la Chambre des Députés avec le Ministre de l'Économie de la République de Turquie fut l'occasion de souligner les excellentes relations bilatérales politiques et économiques entre les deux pays.

Après avoir retracé les progrès économiques accomplis par son pays - même si sur l'ensemble de 2012, la croissance turque est retombée à +2,2% contre +8,8% en 2011 -, M. Zafer Çağlayan a commenté la motion adoptée quelques jours plus tôt par la Chambre des Députés, condamnant la violence dont les forces de l'ordre ont fait usage lors des récentes manifestations qui ont secoué Istanbul ainsi que les autres grandes villes de la Turquie.

Dans ce contexte, M. Laurent Mosar a rappelé que le Luxembourg continue de soutenir le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne. La visite du Ministre de l'Économie turc a eu lieu dans le cadre de l'inauguration à Findel d'une liaison aérienne directe entre Luxembourg et Istanbul et d'un resserrement des relations d'affaires entre les deux pays. Durant son séjour à Luxembourg, M. Çağlayan était accompagné par une forte délégation de dirigeants d'entreprises.

Le Benelux, avant-coureur des régions de demain

«Dans l'échafaudage institutionnel du Benelux, le Parlement du Benelux a toute sa place. Même si au nord du Benelux (aux Pays-Bas), l'on s'interroge parfois sur la dimension parlementaire de cette Union créée en 1958, il n'y a pas de raison d'affaiblir ni de supprimer son Parlement. Au contraire, ce serait donner raison à tous ceux qui aujourd'hui, au niveau européen, souhaitent "déparlementariser" à tout va et ne cessent de plaider pour une prise de décision généralisée au niveau intergouvernemental.»

C'est en ces termes que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, s'est adressé aux membres du Parlement Benelux (encore appelé Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, composé de 21 députés néerlandais, 21 députés belges et 7 députés luxembourgeois) réunis les 14 et 15 juin à la salle plénière de l'Hôtel de la Chambre pour débattre des sujets qui concernent le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.



M. Jean-Claude Juncker s'adressant aux membres du Parlement Benelux

En se référant explicitement au nouveau traité Benelux, entré en vigueur au 1er janvier 2012 et valable pour une durée indéterminée, M. Juncker s'est clairement opposé à toute velléité de remise en cause de la structure Benelux telle qu'elle existe à l'heure actuelle.

Se félicitant de la très bonne entente qui se dégage des réunions Benelux servant à préparer les Conseils européens - au dernier sommet européen, M. Juncker, au nom des trois pays du Benelux, a pris la parole pour expliquer leur position sur la possibilité de lever l'embargo européen sur les armes destinées à la Syrie -, il a tenu à préciser que sur chaque sujet qui les concerne, les pays du Benelux se concertent et collaborent, que ce soit au niveau de la défense, des affaires intérieures, étrangères ou encore d'autres domaines.

Et de renchérir que «si l'entité Benelux était à tel point obsolète, pourquoi d'autres régions et structures telles que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les pays baltes ou encore les pays de Visegrad chercheraient-elles alors à nouer des liens et à s'en rapprocher?» C'est parce qu'elles savent, aux yeux de M. Juncker, que la compétition de demain sera une compétition entre régions et non entre États. D'où l'importance pour le Benelux - alors que l'on dénomme 275 régions en Europe - d'élargir sa coopération à d'autres futurs partenaires.

La veille, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail et de l'Immigration, s'était adressé à l'assistance en revendiquant, aussi bien au niveau du Benelux qu'au niveau de l'Union européenne, encore plus de coopération et de concertation en matière d'immigration.

Il est bien connu que les phénomènes migratoires font fi des frontières, a fortiori si celles-ci se trouvent rapprochées l'une de l'autre comme dans le cas des pays du Benelux. D'où l'importance entre autorités politiques néerlandaises, belges et luxembourgeoises d'une bonne coordination en matière de flux migratoires et d'une concertation accrue si ces flux se densifient au fil de crises telles que les guerres balkaniques ou lors des premiers soubresauts du Printemps arabe.

Si à ce titre, les pays du Benelux peuvent se targuer d'avoir déjà posé des jalons bien avant que ceux-ci ne soient mis en application par l'Union européenne (UE) - politique commune en matière de visas, suppression des contrôles aux frontières, etc. -, il n'en demeure pas moins que les migrations, facette humaine de la mondialisation, continueront à poser de grands défis. Surtout si l'on entend défendre les acquis des accords de Schengen, conclus en 1985 entre les pays du Benelux, la France et la RFA et dont l'espace regroupe désormais 22 États membres de l'UE et quatre États associés (Islande, Norvège, Suisse, Liechtenstein).

Tout en mentionnant les éléments parfois peu glorieux, mais nécessaires de la politique de réadmission - pour le Luxembourg, le Benelux s'est avéré comme un cadre de négociation indispensable en ce qui concerne les 17 accords de réadmission qu'il a conclus jusqu'à présent -, M. Schmit n'a pas caché à l'assistance que les modèles d'intégration constituent un défi majeur si l'on veut faire des migrations un succès.

Relayant M. Schmit à la tribune, Mme Marit Nybakk, Présidente du Conseil nordique (forum de coopération regroupant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède) et invitée du Parlement Benelux, a été en mesure d'en donner un large aperçu. Revenant sur les différentes vagues migratoires qui ont façonné les pays nordiques, elle s'est attardée sur l'importance d'intégrer par la langue, la formation, l'emploi et le logement les immigrants sans papiers ou munis de fausses identités.

Et de mettre un accent particulier sur les moyens et mesures que les pays membres du Conseil nordique comptent engager afin d'enrayer la montée en puissance du chômage des jeunes qui touche de plein fouet les populations immigrées. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra éviter à l'avenir les violences dans les zones urbaines, résultat des frustrations d'une population d'exclus, telles qu'elles viennent de se produire encore récemment à Stockholm.

Finalement, la session de deux jours du Parlement Benelux a pris fin par un débat sur le problème récurrent des liaisons ferroviaires à partir de Bruxelles via les grandes villes des Pays-Bas, notamment pour ce qui est du matériel roulant et des trains à grande vitesse.

Unis par le passé et le présent



M. Oleg Betin et M. Laurent Mosar.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Tambov et Kirsanov ont constitué pour bon nombre de Luxembourgeois, enrôles de force dans la Wehrmacht et victimes de la folie du national-socialisme et de la politique de nazification, la dernière étape d'un long chemin de croix: 167 y périrent en tout alors que plus de 1.000 y avaient été détenus.

Liés inextricablement par le passé, la région de Tambov, située à environ 500 km au sud-est de Moscou, et le Grand-Duché de Luxembourg se cherchent désormais un destin commun.

Pour matérialiser cet état de fait, le Gouverneur de la région de Tambov, M. Oleg Betin, en déplacement officiel au Luxembourg pour trois jours, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. N'entendant pas seulement se nourrir du passé, les deux interlocuteurs étaient d'accord pour dire que les relations russo-luxembourgeoises - qualifiées d'excellentes aussi bien au niveau gouvernemental que parlementaire - devraient aussi pouvoir se concrétiser au niveau des régions de la Fédération russe.

D'où l'intention des autorités de la Région de Tambov de se rapprocher du Luxembourg, notamment dans le domaine de la production agroalimentaire. La région étant connue pour compter parmi les terres noires les plus fertiles de la Russie, ses dirigeants, soucieux d'accroître les standards écologiques des aliments produits, aimeraient bien attirer des entreprises luxembourgeoises avec leur savoir-faire afin de mieux produire localement en termes de qualité.

D'autres collaborations et opportunités d'investissement pourraient être envisagées dans les domaines de la construction (production de matériaux de construction innovants, nouvelles technologies de construction, efficacité énergétique), des nouvelles technologies et de la modernisation de la santé publique. Finalement, pour encore mieux se comprendre et s'apprécier davantage, MM. Betin et Mosar ont été d'avis qu'un accent particulier devrait être mis sur l'échange d'étudiants et la coopération scientifique.

Un premier pas en ce sens fut franchi par la signature d'une convention interuniversitaire entre l'Université d'État de Tambov et l'Université du Luxembourg.

22e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Istanbul

Relancer le processus Helsinki +40

Le 3 juillet 1973 marque le début du processus Helsinki par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), débouchant dans l'acte final d'Helsinki adopté le 1er août 1975. 40 ans après le début de ce processus, l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a adopté, lors de sa 22e Session annuelle du 29 juin au 3 juillet 2013, sa «Déclaration d'Istanbul».

D'après cette déclaration, le processus Helsinki +40 instauré dans la décision prise lors du Conseil ministériel de l'OSCE à Dublin constitue pour l'OSCE une occasion de réaffirmer, au plus haut niveau, la pertinence de ses principes fondateurs relevant du droit international et de la Charte des Nations Unies.

L'Assemblée parlementaire invite les États participants de l'OSCE à tirer parti de ce processus au niveau politique afin de parvenir à des décisions concrètes sur un plan d'action en vue d'instaurer une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne indivisible s'étendant de Vancouver à Vladivostok, conformément à la Déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles entre les États participants consignés dans l'Acte final d'Helsinki de 1975.

La multitude des défis auxquels les États participants sont confrontés aujourd'hui s'est traduite dans les travaux des trois commissions qui ont adopté chacune un rapport, une résolution principale et des résolutions sur des points additionnels. Quelques sujets phares des travaux des quelque 380 parlementaires de 56 pays étaient la crise humanitaire en Syrie, la lutte contre la traite des êtres humains, la liberté des media, la cybersécurité, l'Arctique et Guantánamo.

L'Assemblée parlementaire demande instamment qu'il soit mis fin à l'utilisation de la force brute contre des civils et aux violations systématiques du droit international en Syrie et demande à la communauté internationale, et en particulier au Conseil de sécurité de l'ONU, de mener une action décisive et urgente en vue de s'acquitter de ses principales responsabilités en matière de sauvegarde de la paix, de la sécurité et de la stabilité au plan international et régional.

Reconnaissant que le développement responsable des riches ressources naturelles de l'Arctique est essentiel pour la constitution de sociétés arctiques durables, les parlementaires font appel aux États participants de l'OSCE d'être conscients du fait que le potentiel économique de l'Arctique, ainsi que les nouvelles routes de transport, ont ouvert la voie à de nouveaux types de possibilités et de problèmes en matière de stratégie et de politique de sécurité et que les problèmes soulevés par les demandes concurrentes de ressources pourraient constituer un risque à l'avenir.

Une résolution sur l'élargissement du partenariat avec les États méditerranéens non membres afin d'y inclure l'autorité nationale palestinienne invite l'OSCE à accorder le statut de partenaire méditerranéen pour la coopération à la Palestine.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg était représentée par M. Raymond Weydert, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter.



(de gauche à droite) M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Eugène Berger

Journée des Ambassadeurs 2013



Rencontre amicale entre représentants de la Chambre et ambassadeurs résidant à Luxembourg

Fin juin a vu se dérouler la 4e rencontre amicale et informelle entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Ayant lieu depuis 2010 sur initiative de M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, ces rencontres annuelles servent à approfondir les bonnes relations que le Parlement entretient avec les ambassadeurs en poste à Luxembourg.

Au cours d'une visite des Casemates du Bock, le directeur honoraire du Luxembourg City Tourist Office, M. Roland Pinnel, a fourni à l'assistance les explications nécessaires à la bonne compréhension de l'évolution historique de la capitale. Outre M. Laurent Mosar, la Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, ainsi que par M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, et M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)



(de gauche à droite) M. Félix Braz, M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert

Du 24 au 28 juin s'est tenue à Strasbourg la 3e partie de la Session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, et Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert et M. Félix Braz, membres.

Parmi les points ayant figuré à l'ordre du jour et ayant fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des parlementaires, il y a lieu de citer:

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par son Président, M. Édouard Nalbandian, Ministre des Affaires étrangères arménien,

- la situation au Proche-Orient,

- la demande d'ouverture d'une procédure de suivi pour la Hongrie (qui a été rejetée par un vote),

- la corruption: une menace à la prééminence du droit,

- le combat et les initiatives menés pour mettre fin aux stérilisations et castrations forcées,

- l'égalité d'accès aux soins de santé,

- la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et sur l'identité de genre,

- la séparation entre la responsabilité politique et la responsabilité pénale.

La 3e partie de la Session ordinaire de 2013 de l'APCE a aussi vu se dérouler:

- un débat selon la procédure d'urgence sur les manifestations et menaces pour la liberté de réunion, la liberté des media et la liberté d'expression,

- ainsi qu'un débat d'actualité sur l'ingérence de l'État dans la vie privée sur Internet.

Par ailleurs, l'assemblée a procédé à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de l'Islande et de la Lituanie et a adopté onze résolutions, quatre recommandations et un avis.

Les présidents de délégation préparent la 50e COSAC

C'est à Vilnius, capitale lituanienne, que les présidents de délégation de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires Communautaires) se sont réunis en vue de préparer la 50e réunion plénière de la COSAC qui aura lieu du 27 au 29 octobre dans la même ville.

M. Linas Linkevičius, Ministre des Affaires étrangères lituanien, s'est adressé aux participants pour leur présenter les priorités de la présidence lituanienne du Conseil de l'UE au deuxième semestre 2013. Celles-ci se résument en trois mots-clés: crédibilité, croissance et partenariat.

Le premier thème fait référence à l'adoption par l'UE d'une discipline financière lui permettant une sortie de crise et un regain de crédibilité aux yeux de ses citoyens et des investisseurs. La croissance quant à elle est tributaire d'un marché unique en mesure de créer des emplois, surtout pour les jeunes citoyens. Une attention particulière sera aussi donnée au marché unique de l'énergie. Finalement, le partenariat avec les pays tiers reste une priorité. D'ailleurs, un Sommet du Partenariat avec les pays de l'Est sera organisé au mois de novembre.

L'union économique et politique a été le sujet de l'intervention du Vice-Président de la Commission européenne chargé des relations interinstitutionnelles et de l'administration, M. Maroš Šefčovič, qui a assuré que l'UE avait réussi à gérer la crise économique et financière de telle sorte que la confiance dans son économie a pu lentement être restaurée. Malgré ce constat, la croissance stagne et le taux de chômage reste élevé. L'union politique et l'union économique doivent aller de pair.

D'après le commissaire européen, l'Union économique et monétaire et plus particulièrement le «two-pack» ont lancé une nouvelle ère dans les relations entre les institutions de l'UE. De même, la coopération entre la CE, le Parlement européen et les parlements nationaux doit être renforcée, tout en veillant à garder un haut niveau de légitimité démocratique. En vue des prochaines élections européennes, il a suggéré de mieux expliquer aux citoyens les grandes familles politiques européennes et les liens existant avec les partis nationaux.

La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.



M. Fernand Boden

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

«Cloud computing»

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce

Avec le projet de loi 6485, le Luxembourg devient le premier pays européen à légiférer dans un domaine directement lié au «cloud computing».

Le projet de loi comporte un article unique visant à modifier l'article 567 du Code de commerce de façon à couvrir expressément le droit de revendication portant sur des biens meubles incorporels, notamment en cas de faillite du prestataire de service en matière de «cloud computing».

Les articles 566 à 572 du Code de commerce contiennent les règles relatives à la revendication en cas de faillite.

L'article 567 prévoit que le propriétaire de «marchandises» consignées auprès du failli soit à titre de dépôt soit pour être vendues, peut revendiquer ces marchandises à condition qu'elles se trouvent en nature au moment de l'ouverture de la procédure. L'article 567-1 du Code de commerce (introduit dans le Code de commerce par la loi du 31 mars 2000 relative aux effets des clauses de réserve de propriété dans les contrats de vente et modifiant certaines dispositions du Code de commerce) permet au vendeur d'un «bien mobilier non fongible» qui a réservé la propriété de ce bien jusqu'au paiement intégral du prix de revendiquer ce bien auprès du failli. Le commentaire des articles du projet de loi de l'époque précisait que cette notion visait aussi bien des biens de consommation que des biens d'équipement.

Or, l'article 567 continue d'utiliser le terme de «marchandises» et, même si la jurisprudence a toujours interprété de manière large cette notion de «marchandises», il est proposé de moderniser aujourd'hui l'article 567 afin de remplacer le terme de «marchandises» par les termes de «biens meubles corporels non fongibles» et de prévoir une disposition spécifique réglant de façon précise le cas de la revendication des biens meubles incorporels non fongibles. L'introduction de cette disposition vise en effet à tenir compte de l'avènement du «cloud computing» qui rend nécessaire une reformulation et une extension du texte.

Le projet de loi a ainsi le mérite d'apporter davantage de sécurité juridique quant à l'existence d'un droit de revendication en la matière et quant aux conditions d'exercice de ce droit.

Enfin, la nouvelle disposition précise que les biens meubles incorporels non fongibles, pour pouvoir être revendiqués, ne doivent pas avoir été donnés en gage ou en garantie ou faire l'objet d'un contrat de garantie financière.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 09.10.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

20.03.2013 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

10.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013

Loi du 9 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°124, page 2578

Échange de renseignements

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le 13 mars 2009, le Luxembourg avait décidé de se rallier intégralement au standard d'échange de renseignements à la demande sur base de l'article 26 paragraphe 5 du Modèle de Convention de l'OCDE en sa version de 2005.

Le présent projet de loi a pour objet de poursuivre la politique du Gouvernement visant à modifier et à négocier un certain nombre de conventions de non double imposition afin de les rendre complètement conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange d'informations sur demande.

Il s'inscrit également dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter et d'améliorer progressivement son réseau de conventions fiscales, qui constitue un élément indispensable tant pour accroître la compétitivité du Luxembourg que pour la place financière.

Ce projet de loi est à voir dans le contexte de la loi du 31 mars 2010 et de la loi du 16 juillet 2011 portant approbation de conventions contre les doubles impositions et avenants qui contiennent un article relatif à l'échange de renseignements tel qu'il figure à l'article 26 de la convention modèle actuelle de l'OCDE.

L'objet du projet de loi est d'approuver les conventions fiscales conclues avec le Kazakhstan, la Macédoine, les Seychelles et le Tadjikistan, le Laos, le Sri Lanka, les avenants modifiant les conventions existantes avec le Canada, la Corée du Sud, l'Italie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Russie et la Suisse. À cette liste s'ajoute la convention conclue avec l'Allemagne, remplaçant par un nouveau texte la convention actuellement en vigueur, datant de 1958. En ce qui concerne cette dernière convention, les dispositions présentant le plus d'intérêt pour les salariés frontaliers concernent en effet les changements dans l'imposition des pensions du régime général d'assurance pension et des pensions complémentaires.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 21.11.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

12.03.2013 Désignation d'un rapporteur
19.03.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

Loi du 14 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°114, page 1696

Banque des Règlements Internationaux

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements Internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole relatif aux immunités de la Banque des Règlements Internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936. La Banque des Règlements Internationaux (Bank for International Settlements), qui est située à Bâle, est la plus ancienne organisation financière internationale. Elle a été fondée en 1930 dans le cadre du plan Young, réglant les modalités des réparations de guerre imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Selon les statuts de la BRI, seules les banques centrales nationales ou des autorités monétaires internationales peuvent détenir ou souscrire à son capital. Une soixantaine de banques centrales nationales en sont membres actuellement.

Le 26 juin 2011, le Conseil d'administration de la BRI a décidé d'offrir à la Banque centrale du Luxembourg (BCL) la possibilité de devenir membre de la BRI dans un contexte d'ouverture de capital. Cette offre a également été faite aux banques centrales de la Colombie, du Pérou et des Émirats arabes unis.

À la suite de cette offre, la BCL a acquis en date du 15 juillet 2011 3.000 actions sur un total de 600.000 actions de la troisième tranche du capital de la BRI. Ces 3.000 actions représentent environ 0,55% du capital émis de la BRI. La propriété des actions s'est établie par l'inscription du nom de la BCL sur les registres de la BRI.

La décision d'offrir à la BCL la possibilité de devenir membre de la BRI sanctionne l'aboutissement de longues négociations pour ouvrir le capital à des nouveaux membres. C'est une reconnaissance de la qualité de la coopération et des contributions des banques centrales concernées aux différents travaux des comités de la BRI.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.11.2012

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

19.03.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

Loi du 14 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°105, page 1568

Lettres de gage

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le projet de loi a pour objet de modifier certaines dispositions relatives aux banques d'émission de lettres de gage contenues dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier («LSF»). Les modifications peuvent se répartir en deux volets.

Le premier volet apporte des modifications au régime de la liquidation qui se lisent dans le sillage des modifications que le législateur allemand a apportées par une loi du 19 novembre 2010 au «Pfandbriefgesetz».

Le second volet contient quelques modifications plus ponctuelles, mais néanmoins importantes, dont notamment l'introduction d'un nouveau type de lettres de gage, les lettres de gage mutuelles.

Le projet de loi ne prévoit pas l'abandon du principe de la spécialité des banques d'émission de lettres de gage (Spezialbankenprinzip) malgré le fait que ce principe ait été abandonné en Allemagne et que la législation luxembourgeoise sur les lettres de gage ait été largement inspirée par les dispositions allemandes. Comme par le passé, seules les banques d'émission de lettres de gage au sens de la LSF sont autorisées à émettre des lettres de gage.

Accorder à tout établissement de crédit le droit d'émettre des lettres de gage engendrerait en effet des risques considérables pour les déposants auprès de ces établissements de crédit qui ne disposent pas d'un privilège à l'instar de celui dont disposent les porteurs de lettres de gage. En effet, en raison du privilège/droit de priorité attribué à ces derniers, les déposants risqueraient de voir diminuer le volume des actifs de la banque non grevés d'un privilège qui pourraient leur être restitués en cas de liquidation. En d'autres termes, la problématique de l'«asset encumbrance» (problématique des «actifs grevés») s'oppose à une extension du droit d'émettre des lettres de gage à tous les établissements de crédit (et donc à ceux acceptant des dépôts du public), puisque ceci impliquerait une subordination implicite des déposants et du système de garantie des dépôts (et donc indirectement des banques obligées de participer à ce système) avec toutes les conséquences négatives qu'une telle situation comporterait en cas de crise.

Afin de maintenir la stabilité du secteur financier dans son ensemble et de garder un haut niveau de confiance dans le système bancaire, le projet de loi retient le principe de la spécialité des banques d'émission de lettres de gage dans la réglementation luxembourgeoise.

Dans ce contexte, on peut cependant remarquer que les établissements de crédit peuvent créer des filiales spécialisées disposant du statut de banques d'émission de lettres de gage et demander l'exemption prévue par l'article 51 (3) de la LSF portant sur certaines exigences réglementaires. Une telle approche permet de limiter la problématique de l'«asset encumbrance» à un niveau soutenable.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

30.04.2013 Désignation d'un rapporteur
07.05.2013 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
04.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013

Loi du 27 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°111, page 1612

Chambre d'Agriculture

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

En résumé, le projet de loi vise à résoudre une série de problèmes pratiques qui ont empêché le bon déroulement des élections à la Chambre d'Agriculture.

Ainsi, de nombreuses communes ignoraient lesquels de leurs résidents étaient habilités à voter lors des élections pour la Chambre d'Agriculture et surtout à quel collège (agriculteur, viticulteur, horticulteur) ces électeurs étaient à assigner. Cette question se compliquait davantage encore dans des communes abritant des maisons de retraite ou de soins sur leur territoire, sans compter les difficultés à communiquer ces listes électorales dans les délais prévus par la législation.

Par conséquent et en vue des prochaines élections à la Chambre d'Agriculture qui auront lieu au mois de novembre 2013, le projet de loi propose une réforme de la procédure d'établissement des listes électorales pour les élections à la Chambre d'Agriculture. Celle-ci sera alignée sur la procédure prévue pour les élections à la Chambre des Salariés. La liste des électeurs sera dorénavant établie par le Ministre de l'Agriculture, sur base des données lui fournies à cette fin par le Centre commun de la sécurité sociale.

Cette façon de procéder exige la modification de trois articles de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Roger Negri):

17.04.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.05.2013

Loi du 13 juin 2013

Mémorial A: 2013, n°100, page 1464

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 34

JEUDI,
16 MAI 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires

- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg

- *Exposé: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (dépôt d'une documentation), M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Débat: M. Félix Eischen (M. Fernand Kartheiser pose une question), M. Claude Meisch (interventions de M. Etienne Schneider, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden et M. Mars Di Bartolomeo), M. Alex Bodry, M. Henri Kox (interventions de M. Etienne Schneider, M. Jacques-Yves Henckes et M. François Bausch), M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany (interventions de M. Etienne Schneider), M. Robert Weber (interventions de M. Claude Meisch et M. Serge Urbany)*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (questions de M. Henri Kox, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser)*

3. 6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Roger Negri*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ier mer de Mëtteg zur Konsultatiounsdebatt kommen, hu mer nach eng Question urgente N°2721 vum Här André Bauler iwwert d'englesch Sproochentester am Premièresexamen. Den Här Bauler huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir op d'Fro ze äntwerten.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

1. Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Mengen Informatiounen no géif et am Classique bei den Épreuves orales am Engleschen Texter ginn, déi net de Consignë vum Ministère géifen entspriechen, wat zum Beispill d'Zuel vun de Wierder ugeet oder Texter, déi bei Biller ze gesi sinn.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Ka si dës Informatioune bestätegen? Zweetens, wann esou Texter drënner sinn, ginn dann d'Examenskommissären direkt ugewisen, fir se zréckzezéien? Drëttens: Gouf et och schonn d'lescht Joer ähnlech Problemer an de mëndlechen Examen, besonnesch am Engleschen? A véiertens: Gëtt et och esou Problemer an aneren Disziplinnen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Madame Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres kritt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems ech de Moien d'Froe vum Här Bauler kritt hunn, hunn ech da meng Kommissären am Ministère chargéiert, fir där Saach do nozegoen, an ech ginn Iech déi Informatioune weider, déi ech dann zesummekrut.

Fir d'Fro an hirer Ganzheet ze appréciéieren, muss ee wëssen, dass am Oral am Englesche mer ongeféier 120 Questionnaires erakréien. An déi Questionnaires, déi bestinn aus dräi Biller, dräi Texter an dann nach engem allgemenge Sujet, deen an deem Oral diskutéiert soll ginn. An am Programm fir den Examen, dee vun der Programmkommissioun festgeluecht ginn ass, steet, dass op den Texter, wa méiglech, keng Biller solle sinn, pardon, op de Biller keen Text soll sinn, deen eng Erklärung géif ginn, deen eng Interpretatioun vun deem Bild géif ginn. An zweetens steet do, déi Texter sollen ongeféier 60 Wierder hunn. 60 Wierder, dat si véier an eng hallef bis fënnef Zeilen. Dat sinn also alles kuerz Texter. Dat ass d'Indikatioun.

Bei deenen 120 Questionnaires, déi mer erakruten - wichteg ass et nach ze wëssen, mir brauchen dëst Joer 45 Questionnairë fir den Oral, 16 fir d'Sectioune B, C, E, F, 16 fir d'Sectiounen D a G an 13 fir d'Sectioun A, dat ginn der da 45 -, ass et all Joer schwiereg, fir aus deenen 120 Questionnairen der erauszefannen, déi och kënne gebraucht ginn. Dat ass dat Éischt, wat ech eigentlech bedaueren, well normalerweis misst jo e grousse Choix un 120 Questionnairen...

D'Kommissären hunn dann de Moien déi Texter dann alleguerten nogekuckt. Vun deene Questionnaires, déi zréckbehale gi sinn, sinn der effektiv e puer, wou den Text méi laang ass wéi 60 Wierder. A bei deem engen oder deem anere Bild kann een diskutéieren, ob déi Wierder, déi do dropstinn, erlaben, eng Interpretatioun vum Bild ze maachen oder net.

Kee vun deenen Texter, déi zréckbehale gi sinn, ass awer vun den Experten als verworf deklaréiert ginn, soudass ech dovunner ausginn, an d'Kommissären hu mer dat och versécher, dass se en âme et conscience déi Questionnairë gekuckt hunn an du fonnt hunn, och wann e bësse méi Wierder dra wären, dass dat net en défaveur vun de Schüler wär, mä dass all déi Questionnairë konform wären, esou dass ech déi éischt Fro ka beäntwerten: Effektiv sinn e puer Texter, déi e bësse méi laang sinn.

Zéie mer se zréck? D'Äntwert ass: Neen, well deen Examen amgaangen ass an ech och dovunner ausginn, dass, no deem, wat ech gesinn hunn - an ech kann Iech net méi soen, well et ass jo e Secret op deene Questionnairen, bis den Examen eriwwer ass -, no deem, wat ech gesinn hunn, wierklech déi Questionnairen absolut deem entspriechen, wat e Primaner kann erwaarden. Et ass net ee méi schwéier oder ee méi liicht, och wann deen een e puer méi Wierder huet.

An zur anerer Fro, ob dat och an anere Fächer kéint de Fall sinn: Déi Fro kann ech Iech haut net beäntwerten, well mir mussen dann all Text ziele goen, wéi vill Wierder dra sinn, fir dat richteg ze beäntwerten.

An déi drëtt Fro war, ob dat och schonn am Engleschen a vergaangene Joren de Fall war. Do kann ech soen, och d'lescht Joer waren e puer Texter, déi méi laang waren. Doropshin hu mer d'Programmkommissioun opgefuerdert, hir Instruktiounen dann ze änneren. Do ass awer, souwäit ech weess, keng Eenegung komm, well den Text ass nach dëst Joer genau deeselwechte wéi dee vum leschte Joer. Ech wäert mech awer beméien, dëst Joer da mat der Programmkommissioun vum Engleschen zesummenzekommen, fir dass mer déi Instruktioune fir d'nächst Joer da méi preziséieren, dass all d'Kopien absolut konform sinn. Sou vill als Äntwert.

Also, wichteg ass et mer awer, dee Message eriwwerzeginn, dass kee Schüler léséiert ass, ob en elo fënnef oder sechs Zeilen Text do ze liesen huet. Dat dréit dem Schwieregkeetsgrad keen, keng... Ech hu kee Bedenken, wat de Schwieregkeetsgrad dobäi ugeet.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Minister fir hir Disponibilitéit an hir Äntwert. An da kéime mer domadder zu eisem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech der Konsultatiounsdebatt iwwert de wirtschaftleche Wuesstum an d'Kompetitivitéit hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Meisch, Bodry, Kox, Kartheiser, Henckes, Urbany a Weber. An elo kritt fir d'Alleréischt de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider, d'Wuert.

2. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg

Exposé

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech emol remarquéieren, dass et natierlech net evident ass, eng Debatt hei ze féieren iwwer Kompetitivitéit an iwwer eng Rei Mesuren, déi ee muss féieren, an engem Joer, an deem mer eben elo sinn, nämlech an engem Joer vun duebelem Wahlkampf, wou mer elo an de Sozialwahle sinn, wou ee ganz schnell op verschidde Leit hir Sensibilitéiten trëppelt. Awer soubal dee Wahlkampf eriwwer ass, si mer am legislative Wahlkampf, wat natierlech och net onbedéngt dozou bäidréit, dass een en immens objektiven an onpolemeschen Débat wäert kënne féieren. Mä ech probéieren op alle Fall, an ech géif mer wënschen, wa mer et géife fäerdegbréngen, dat trotzdeem ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an där schlëmmster Wirtschaftskris, déi mer kennen zënter zumindest de 70er Joren, wou mer mat der Stolkris ze dinn hunn. Mir hunn am Fong eng Wirtschaftkris, déi sech aus dräi Krisen zesummesetzt: enger Finanzkris, enger Wirtschaftkris an enger Eurokris. D'Situatioun zu Lëtzebuerg huet sech an deene leschte fënnef Joer verschlechtert, mä wann ech et natierlech elo vergläiche mam Ausland, mat deene meeschten aneren europäesche Länner, da sti mer eigentlech nach ganz gutt do, mais n'empêche dass mer eng Situatioun virfannen, déi mer esou net gewinnt waren.

Och wa mer eisen Defizit am Gréff hunn, och wa mer eis Dette am Gréff hunn, och wa mer e Chômage hunn, dee mer, ech soen elo emol, am Gréff hunn, mä deen natierlech mat 6,7% vill méi héich ass wéi dat, wat mer gewinnt waren, mä am europäesche Vergläich natierlech e Chômage ass, deen nach jo vertriedbar ass an engem gewëssene Sënn.

Wat mir an deem Punkt am meeschte Suerge mécht, dat ass dat, dass mer ëmmer nach zu Lëtzebuerg ganz vill Aarbechtsplaze schafen, an ech wëll net op den Débat vu gëschter agoen, mä awer trotzdeem soen, dass mer et onbedéngt musse fäerdegbréngen, déi vill Aarbechtsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen, dass déi och deene Leit zeguttkommen, déi hei zu Lëtzebuerg am Chômage sinn, respektiv hei zu Lëtzebuerg eng Aarbechtsplaz sichen.

Dat, wat fir mech immens wichteg ass an deem aktuelle Kontext, an immens wichteg ass fir eis Ekonomie, dat ass, dass mer als Stat handlungsfäeg bliwwe sinn. A mir beweisen dat. Mir beweisen dat doduerjer, dass mer am Budget fir dëst Joer 3,7% vun eisem PIB, trotz schwiereger Lag, investéieren an nei Infrastrukturen. An Infrastrukturen, fir eis Ekonomie erëm op Trapp ze kréien. Dass mer zousätzlech an deene ganze Krisejoren ganz vill Statshëllefe ginn hu fir Entreprisen, déi sech wollten entwéckelen.

Ech ginn Iech just do kuerz e Chiffer: 251 Milliounen Euro hu mer als Aides d'État ginn an deene leschte Krisejoren. Déi hunn dozou gefouert, dass an de Betriber 1,1 Milliarden Euro investéiert gi sinn an dass netto 1.900 nei Aarbechtsplazen iwwert déi do Subside konnte geschafe ginn, ouni vun deenen ze schwätzen, déi mer doduerch konnten ofsécheren.

Mir sinn also handlungsfäeg als Stat a mir sinn amgaangen a mir wäerten dat och an deenen nächste Jore weider wëlle maachen, d'Ekonomie weider virzebereeden, neen, d'Ekonomie fit ze maachen, fir wann d'Reprise kënnt.

Ee Wuert zur Missioun vum Wirtschaftsminister. Déi ass am Fong an zwee gedeelt. Op där enger Säit geet et drëm, natierlech deene Betriber, déi zu Lëtzebuerg sinn, ze hëllefen, hinnen och ze hëllefen aus der Kris erauszekommen.

Mä mir mierken awer ganz oft, dass, wann d'Betriber bis bei de Wirtschaftsminister kommen, et da ganz oft schonn ze spéit ass, fir nach kënnen ze hëllefen. Dofir hu mer jo och - an dat ass och am Intérêt vun der Kompetitivitéit a vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg - dat neit Faillitëgesetz op de Wee ginn, wou mer eng Rei Clignotanten hunn, wou de Ministère, wou d'Regierung gewuer gëtt, automatesch gewuer gëtt, wann e Patron a Schwieregkeeten ass, fir dass mir kënne proaktiv agräifen a soen: „Kommt emol laansch. Kommt, mir kucken emol, wéi mir Äre Problem geléist kréien." An net dass se eréischt da kommen, wann alles ze spéit ass an da vill Aarbechtsplaze verluere ginn.

Mir hunn awer och eng ganz Rei positiv Zeeche fir all déi, déi ëmmer nëmmen Negatives vum Lëtzebuerger Wirtschaftsstanduert soen. Mir hunn eng Ampacet, déi viru Kuerzem en neit Wierk opgemaach huet, déi 110 nei Aarbechtsplazen do schafen, déi elo schonn u weideren Investitioune plangen. Mir hunn eng Kihn S.A., déi eng nei, eng komplett nei Forge baut. Dat ass en internationale Grupp entre-temps, mä se hu sech awer fir Lëtzebuerg décidéiert, fir eng Forge ze bauen. Och dat ass e positiivt Zeechen.

Ech sinn de Moment amgaangen, mat engem däitschen Investisseur ze verhandelen, dee wëllt eng Industrie op Lëtzebuerg brénge mat méi wéi 200 neien Aarbechtsplazen an deem dote Secteur. Och dee Mann huet sech no laangen Analyse vun och eisen Nopeschlänner trotzdeem fir Lëtzebuerg entscheet, well e fonnt huet, dass hei d'Bedéngungen awer am beschte sinn am Verglach zu anere Länner.

Deen zweeten Deel vun der Missioun natierlech vum Wirtschaftsminister ass deen, fir Promotiouns- a Prospektiounsreesen ze maachen, de Wuesstum dohinner sichen ze goen, wou en ass. An dat ass, mengen ech, och ee ganz wichtegen Deel vun der Missioun vum Wirtschaftsminister.

Ech sinn awer virun allem och frou an deem heite Kontext, an deem europäesche Kontext, dass mer och elo endlech esou wäit sinn, dass mer d'Kommissioun esou wäit hunn, d'Europäesch Kommissioun, dass mer um europäeschen Niveau eis eens gi sinn, dass mer eis wëllen eng Industriepolitik ginn, eng europäesch Industriepolitik. Well déi feelt eis.

Mir hu keng europäesch Industriepolitik. An ech sinn dofir dankbar, dass d'Kommissioun seet: „Eist Zil ass, den Undeel vun der Industrie vu 16 op 20% am PIB an deenen nächste Jore bis 2020 an d'Luucht ze setzen." Doru musse mer schaffen. Do hu mer am Conseil des Ministres eng Rei Iddien diskutéiert.

Eng Iddi, déi mer mussen onbedéngt kucken, dat ass déi: déi Konkurrenz, déi weltwäit Konkurrenz, déi op den europäesche Marché kënnt. Dir wësst, eis Grenze si komplett op. Eis Marchéë ginn oft iwwerschwemmt mat Produiten, déi a Bëlleglounlänner produzéiert ginn, déi a

Länner produzéiert ginn, déi sech un iwwerhaapt keng Norme mussen halen.

Mir an Europa hunn eis natierlech an deene leschten 20 Joer, wou et gutt gaangen ass, eng ganz Rei Norme ginn, souwuel am Emweltberäich wéi am soziale Beräich. Mir sinn eis awer och eens, dass mer déi net wëllen ofschafen. Also musse mer eiser Industrie Méiglechkeete ginn, fir erëm konkurrenzfäeg ze ginn, andeems mer zum Beispill an d'Richtung denken, fir ze soen: „Ma mir setze Mindeststandarden. Zumindest fir déi Industrien, déi a Gefährdung an Europa sinn, setze mer Mindeststandarden, déi mussen erfëllt ginn, wann ee wëllt fräi op den europäesche Marché exportéieren aus deene Länner."

Ech mengen, dat sinn Diskussiounen, déi ech féieren um europäeschen Niveau, fir eben iwwert dee Wee och d'europäesch Kompetitivitéit vun eiser Industrie ze verbesseren.

Dann hunn ech zesumme mam belschen a mam franséische Kolleeg jo eng Initiativ geholl, wat d'Stolindustrie ugeet, wou mer elo am Juni wäerte mat der Kommissioun e Plang virleeën, en Aktiounsplang, fir der Stolindustrie an Europa erëm en neien Opdriff ze ginn.

Mä ech wëll awer och soen, dass Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Regierung scho laang aktiv ass, fir sech ze diversifizéieren, fir sech nei Wirtschaftsnischen opzemaachen. A mir hu virun enger Rei Joren décidéiert, eis op haaptsächlech véier Beräicher ze fokusséieren. Dat sinn d'Ekotechnologien, d'Bio- an d'Gesondheetstechnologien, den ICT-Beräich an de Logistikberäich.

De Logistikberäich ass mir speziell ganz, ganz wichteg, well dat am Fong deen eenzege vun deene véier Beräicher ass, dee massiv herno wäert och Aarbechtsplaze schafe fir manner oder net qualifizéiert Leit. A mir rechnen do mat enger Création d'emploi vun dräi bis 5.000 Posten iwwert déi nächst Joren. An da kommen ech op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn: Mir mussen et ebe just och fäerdegbréngen, dass mer déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg eng Aarbecht sichen, och op déi Poste kréien.

Mir hunn awer och an dem Logistikberäich an deene leschten zwielef Méint immens villes kënne bewegen. Mir hunn endlech kënnen ufänke mat de Konstruktiounen um fréiere Site vun der WSA. Mir hunn ugefaang mat der Konstruktioun vum Freeport um Findel. Mir sinn amgaang mat CFL Multimodal. Mir hunn d'S.O.L.E.I.L., wat eng Joint-venture tëscht dem Stat a Sogaris ass, déi Hale baue fir d'Logistik; déi hunn d'Ausschreiwungen elo viru Kuerzem gehat.

Mir hunn et awer och fäerdegbruecht, eng ganz Rei international grouss Betriber aus deem Beräich op Lëtzebuerg ze kréien. Ech erënneren u MARS Logistics aus der Türkei, déi vill Suen investéiert hunn, fir hei en Train combiné op d'Schinnen ze setzen, deen da vun hei iwwert Triest op Istanbul a weider fiert. Mir hunn Expeditors International, ee vun deene groussen amerikanesche Gruppen, déi am Fong am Ufank nëmme wollten zwee, dräi Employéen hei astellen, déi awer elo drun denken, fir vill méi e grousse Regruppement vun hirer Logistik hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Et j'en passe.

Den ICT-Secteur ass een, mat deem mer schonn zënter enger Zäitchen e Rise-Succès hunn. Eleng am Commerce électronique wësst Der, dass mer d'lescht Joer Recetten an der TVA vu 720 Milliounen haten. Mir wëssen allerdéngs och, dass déi Recetten 2015 wäerten abriechen. A mir mussen eis do aner Saachen afale loossen, wéi mer dat kompenséieren. Dorop ginn ech allerdéngs elo net an.

Ech wëll just eppes soen, an dat ass mir wichteg an deem dote Beräich: Déi Entreprisë sinn zum Deel an der Zäit komm op Lëtzebuerg wéinst Steiergrënn, wéinst TVA-Grënn, wéinst Steiergrënn. Wann een awer haut mat hinne schwätzt - a mir maachen dat als Regierung permanent -, fir ze kucken: „Wat geschitt dann, wann déi Regelunge falen?", da soe se eis: „Ma mir sinn deemools wéinst Steiere komm, mä mir bleiwen haut wéinst Ären Infrastrukturen, déi top sinn."

An ech wëll Iech drun erënneren, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Virun zéng Joer, wat dee ganzen ICT-Secteur ubelaangt, ware mer néierens. Do ware mer néierens. An do si massiv Suen investéiert ginn, zum Deel iwwert d'Post, zum Deel iwwer eng LuxConnect, déi gegrënnt ginn ass, fir eben an eis Réseauen ze investéieren. A mir sinn haut an den internationale Rankingen, wat déi verschidde Volete vun der ICT ugeet, si mer quasi iwwerall an den Top Ten.

Mir sinn, wat d'Rapiditéit vun den Transfert-dedonnéeën ugeet, si mer weltwäit déi sechst. A wann alles gutt geet, si mer um Enn vun dësem Joer un éischter Plaz, eleng, wat deen do Secteur ugeet, deen alt erëm derzou gefouert huet, dass mer Aktivitéiten op Lëtzebuerg kritt hunn an nach ëmmer kréien, mat deene mer deemools guer net gerechent haten, déi mer emol net cibléiert haten, nämlech de ganze Gaming-Beräich, fir deen d'Rapiditéit vun dem Transfert vun Donnéeën natierlech immens wichteg ass.

An dofir: D'Zil ass et, fir an deenen nächsten dräi Joer a sämtleche relevante Statistiken, wat den ICT-Beräich ugeet, iwwerall an den Top Dräi ze sinn. An ech sinn iwwerzeegt, zesumme mat den Acteure vun der Plaz wäerte mer dat och packen.

Ekotechnologie/Biotechnologie: Do hu mer och massiv Infrastrukturen en place gesat, fir dat ze förderen. Ech erënneren un déi Incubateuren, déi mer gebaut hu respektiv bauen. Ech erënneren un all déi Fördermaßnahmen, déi mer an d'Weeër geleet hu fir Start-upen. Mir hu Luxinnovation, déi hinnen hëlleft, hire Projet op d'Been ze kréien. Mir hunn TECHNOPORT S.A. gegrënnt. Mir hunn eng CD-PME, déi Participatioune kann an deene Gesellschaften huelen. Mir hunn eng SNCI, déi Kreditter ka ginn. Mir hunn eng Zone d'activités dédiée fir d'Ekotechnologien, déi mer dëst Joer wäerten net an Ugréff huelen, mä déi dëst Joer wäert opgoen. Dat ass de Projet LUXSITE.

A mir sinn amgaang, an do hu mer natierlech nach, do hu mer leider nach ëmmer e Retard mat deem Lëtzebuerger Luxembourg Future Fund, wou mer 150 Milliounen Euro dran dotéiert hunn, fir de Start-upen, wa se sech bis op de Marché lancéieren a richteg Sue brauchen, fir dann do och kënne mat dran ze investéieren. Do hu mer nach en technesche Problem. Mä dee wäerte mer och an deenen nächste Méint, Wochen oder Méint geregelt kréien.

D'Konklusioun dozou ass déi, dass mer eigentlech d'Weiche wierklech richteg gestallt hunn, fir eis Diversifizéierung ze maachen. Mir sinn um richtege Wee, mä mir mussen eis - an dat soll den Débat vun haut sinn - eng Rei Froen awer trotzdeem stellen, wou mer nach kënne besser ginn, wou mer kënne méi kompetitiv sinn. Dat geet ëm Prozeduren, et geet ëm Oplagen, et geet ëm d'Flexibilitéit, d'Bequemlechkeet, Droit-acquisen, ech weess net wat nach alles.

Et geet op alle Fall mir net drëm an deem heiten Débat - an ech mengen, dass dat wichteg ass -, fir hei Propositiounen ze maachen, déi a Richtung vun engem soziale Kalschlag ginn, oder fir Propositiounen ze maachen, déi a Richtung vun engem ökologesche Raubbau ginn. Ech wëll just, dass mer hei eng éierlech Diskussioun féieren iwwer Saachen, déi mer elo kuerzfristeg kënne maachen.

Et ass nach ee Joer bis zu de Wahlen, a mir sollen dat Joer definitiv net versträiche loossen, ouni Reformen ze maachen. Mir sollen dofir eng Rei..., op eng Rei Punkte solle mer eis wann ech gelift haut kënnen eenegen, fir déi awer nach bis zu deene Wahlen ëmzesetzen. Dat ass, mengen ech, am Intérêt vum Land. Dat ass am Intérêt vun eis all. A schlussendlech ass et och eis Flicht, dat esou ze maachen.

Vläicht ee Wuert, ier ech dann op déi verschidde Punkten aginn, zum 65-Punkte-Programm vu mengem Virgänger. Ech wëll do just kuerz soen, dass no där Analys, déi mir gemaach hunn, an ech hu se och hei.... Ech hunn eng Analys gemaach mat engem Tableau, wou se all opgefouert si mat der Reaktioun, wat ëmgesat ass a wat net. Ech géif déi och déposéieren um Büro, wann ech gelift.

(M. Etienne Schneider dépose une documentation.)

Et géif mer doduerch erlaben, dass ech se déposéieren, just kuerz ze soen, dass laut deem, wéi mir et evaluéiert hunn, 45 vun deene 65 Punkten ëmgesat gi sinn, 13 deelweis ëmgesat gi si respektiv nach an der Ëmsetzung sinn. A siwe sinn der finalement net zréckbehale ginn aus diverse Grënn, op déi ech elo net aginn. Mä ech sinn awer ganz gär bereet, eng Kéier an d'Chamberskommissioun ze goen, fir dee Programm do duerchzehuelen.

Deen Débat haut soll also opweisen, wat mer nach kënne verbesseren, wat mer kuerzfristeg nach kënnen an de Gréff kréien, fir méi kompetitiv ze sinn. Mä ech soen et nach eng Kéier: Dat heite soll net goen um Bockel vun de Salariéen. Ech mengen, dass et eis Flicht ass, fir d'Éischt emol ze kucken: Wou kënne mir eis Hausaufgabe maachen? Wou hu mir Aktiounen, déi mer kënnen huelen, déi kengem direkt wéidinn?

Et wär, mengen ech, e bëssen allerhand, wa mer eis et esou einfach géife maachen a soen: „Ma fir erëm kompetitiv ze sinn, setze mer d'Paien 20% erof, an da si mer et erëm." Ech mengen, dass dat e bëssen einfach wär. A schlussendlech geet et jo och drëms, d'Kafkraaft ze erhale respektiv Kafkraaft ze hunn hei zu Lëtzebuerg, well och ouni Kafkraaft kréie mer keng Croissance.

Ech wëll awer soen, dass, nieft deene 65 Punkten, déi vu mengem Virgänger zum groussen Deel ëmgesat gi sinn, d'Regierung jo net duerno gesot huet: „Sou, elo maache mer näischt méi." Mir hunn an deene leschte Méint eng ganz Rei Initiative geholl, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren.

Ech erënneren Iech un d'Gesetz iwwert den Archivage électronique, dat ech viru Kuerzem hei déposéiert hunn, wat eis wäert e wierkleche Joker an d'Hand ginn an eiser Politik, fir Headquarteren op Lëtzebuerg ze zéien. Ech erënneren Iech un de ganze Volet Recherche, Développement, Innovatioun, wou mer eng Rei Reforme gemaach hunn. Ech erënneren Iech un d'CRPen, déi mer amgaange sinn, komplett ze reforméieren, dass se vill méi eng enk verzahnt zesumme mam Privatsecteur kënne schwätzen.

Ech sinn amgaangen, wat d'Clusteren ugeet, déi en immens wichtegen Outil sinn, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien, ech sinn amgaangen, mat deenen ze kucken, dass déi e konkrete Programm kréien, dass déi sech Ziler ginn, dass se och un deenen Ziler gemooss ginn. Do wäert ech och deemnächst offiziell dat virstellen.

Ech hu viru Kuerzem zesumme mam Luc Frieden den Haut Comité pour l'Industrie an d'Liewe geruff. Och dee soll eben dobäi hëllefen, dass mer zesumme kucken: Wou sinn nei Mäert fir Lëtzebuerg? Wat sinn nei Aktivitéiten, déi mer kënnen ugoen? Respektiv: Wat musse mer maachen, fir dass mer besser ginn?

D'„Learning factory", déi de Betriber soll hëllefen, méi kompetitiv ze ginn, wat hir Energieconsommatioun ugeet; dat heescht, doduerch, dass se manner Energie kënne verbrauchen, dann och méi effizient kënnen ze produzéieren. Dat ass eng wichteg Saach. Déi wäert och an deenen nächste Wochen offiziell an d'Liewe geruff ginn.

Ech wëll Iech drun erënneren, dass d'Regierung iwwert de Premierminister annoncéiert huet, dass mer d'Cotisation-socialë bis 2016 net wäerten erhéijen. Och dat ass e wichtege Message fir eis Ekonomie.

Mir hunn eis engagéiert, déi verschidden Accords de non double imposition, déi mer hu mat anere Länner, esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen, well och do eng Rei Entreprisë respektiv Banken natierlech dovunner ofhänken.

Mir sinn amgaange mat der Éducatiounsministesch zesummen ze kucken, wéi mer d'Orientatioun vun de Schüler besser an déi Secteuren drainéiert kréien, wou mer herno d'Leit och brauchen.

An dann, last but not least, sinn ech och amgaangen, mam Luc Frieden zesummen ze kucken, wat eis Gestioun vun de Participatioune vum Stat ugeet, wéi mer dat méi effikass nach kënne géréieren, fir dass et muer net heescht „l'État pompier", wéi rezent an enger Publikatioun, mä dass et den „État stratège" ass.

Ech mengen dee Marshall-Plang, dee mer verfaasst hunn, fir zesumme mat enger Rei vun deenen Entreprisen, an deene mer grouss Participatiounen hunn an déi och zu Lëtzebuerg schaffen an hei kënnen investéieren, fir mat deenen zesummen e Package ze bündele vun 2,5 Milliarden an d'Infrastrukture vun dësem Land.

Dobäi wëll ech eng Klammer opmaachen, dass ech och frou sinn, dass d'Zentralbank dann elo hire Leetzëns och erofgesat huet. D'Inflatioun ass op engem absoluten Déif. Firwat also net? Dat ass e ganz wichtegt Zeechen. Mir musse just natierlech dofir suergen, respektiv wär ech frou, wann et dann och esou wier, dass déi Diminutioun vum Taux och weidergeet un de Client, an dass d'Clienten, virun allem déi - an dat sinn déi meescht -, déi Hypothéikekreditter hunn, doduerch hir Kafkraaft an d'Luucht gesat kréien. An natierlech den Accès un d'Kreditter fir d'PMEen, fir d'Entreprisen en général schéngt mer eng ganz wichteg Saach ze sinn.

Da kommen ech zu deene verschiddene Punkten, déi ech Iech um Pabeier kuerz opgelëscht hat.

Den éischte Punkt ass méi en techneschen, wou et eigentlech drëm geet, dass mer eis en neie System ginn, fir d'Degradatioun vun der Kompetitivitéit ze analyséieren, fir se ze observéieren no den..., dass mer eis nei Indicateure gi par rapport zu deenen, déi mer vun 1985 festgeluecht hunn, an dass mer no deem Modell MIP, „Macroeconomic Imbalance Procedure" kucken, wéi d'Kompetitivitéit sech entwéckelt, an dann och d'Méiglechkeet hunn, déi néideg Mesuren ze huelen. An dat am Kader vun der Tripartite.

Den zweete Punkt sinn d'Käschte vun der Energie. Ech wëll Iech just erënneren, dass d'Industriekäschten..., also pardon, wat d'Elektrescht ugeet fir d'Schwéierindustrie, mer am europäesche Verglach, wat d'Elektreschpräisser ugeet, op der 8. Plaz leien. Do si mer méi bëlleg wéi eis Nopeschlänner.

An der Mëttelspannung leie mer op der 10. Plaz. Do si mer och besser wéi d'Belsch a wéi Däitschland, awer net besser wéi Frankräich. A wat d'Nidderspannung ugeet fir den Artisanat haaptsächlech, do leie mer op der 15. Plaz. Mä och do si mer besser wéi d'Belsch an Däitschland.

Wat de Gas ugeet, ass d'Situatioun e bëssen eng aner. Mir hu fir d'Industriepräisser, also déi héich Consommateure vu Gas, do leie mer an der Präiskategorie op 18. Plaz, wat net befriddegend ass. Äll eis Nopeschlänner sinn do besser.

Wat déi Mëttelspannungsclienten an deem Sënn ugeet, leie mer op der 21. Plaz. Och hei sinn all eis Nopeschlänner besser. A wat déi kleng Entreprisen ugeet, si mer op der 18. Plaz. Do ass just Däitschland méi schlecht wéi mir vun eisen Nopeschlänner.

Elo wëll ech dat do ännere, fir der Industrie, déi wierklech ofhängeg ass vu gënschtegen Energiepräsiser, fir där entgéintzekommen. Dat geet awer just, wa mer op där anerer Säit en Opfer maache beim Privatclient. An ech erkläre mech: Ech hunn d'Méiglechkeet, d'Gesamtenergie, also d'Réseaukäschte fir d'Energie, fir de Gas vun den Entreprisen, vun den Industrien ëm 20% erofzesetzen; d'Réseaukäschten. Dat hätt en Impakt op de Gesamtenergiepräis vun der Industrie vu minus 2%. Da kann een elo soen: „Dat ass net vill", mä fir en industrielle Betrib, dee massiv Energie consomméiert, ass dat do awer substanziell.

Dat, well dat awer Vase-communiquantë sinn - déi Réseaue musse jo awer bezuelt ginn - géif awer bedeiten, dass mer beim Privatclient missten de Präis ëm e bësse manner wéi en hallwe Prozent an d'Luucht hiewen, am Gas wuelverstanen. Dat ass d'Konsequenz.

A well dat d'Konsequenz ass, wëll ech och vun Iech wëssen, wéi Der dozou stitt, ob Der dat kéint matdroen oder net. Ech wëll just rappeléieren, dass beim Gaspräis fir d'Konsumenten mer op 10. Plaz sinn am Verglach mat mam Rescht vun Europa. Mir si besser wéi all eis dräi Nopeschlänner. A beim Elektresche si mer europawäit an der Moyenne. A mir sinn awer besser, bedeitend besser wéi Däitschland a wéi d'Belsch, awer manner gutt wéi Frankräich.

Dofir meng Fro un Iech: Kënnt Der mat esou eppes liewen, d'Industrie 2% entlaaschten, an dofir awer de Privatkonsument ëm en hallwe Prozent méi belaaschten?

Da kommen ech zum Fonds de compensation, deen och mat der Energie ze dinn huet. Do huet d'Regierung décidéiert d'lescht Joer, fir dass dee Fonds de compensation, dee jo genotzt gëtt, fir d'erneierbar Energien ze finanzéieren, fir deen e bëssen ze entlaaschten, hu mer 19,5 Milliounen Euro d'lescht Joer iwwerwise vum Fonds Klima/Energie an dee Fonds de compensation, fir eben déi Präisser stabel ze halen, dass net eis Energiepräisser explodéieren.

Dat wëlle mer och an Zukunft maachen. Och do meng Fro: Sidd Der domadder d'accord? Sidd Der dat net?

Dann hunn ech eng nei Reglementatioun agefouert, wat d'Fotovoltaik ugeet, fir déi erofzesetzen, well déi wierklech schwéier laascht op deem Fonds de compensation, well ech gesot hunn, mir maachen e „reshift" a mir probéieren, déi erneierbar Energieformen haaptsächlech ze ënnerstëtzen, déi och am bëllegste si respektiv am meeschte brénge fir datselwecht Geld.

Da sinn ech awer och amgaangen, an och dat hëlleft dobäi, fir d'Energiepräisser erofzekréien, weider Interconnexiounen souwuel am Elektresche wéi am Gas mat eisen Nopeschlänner ze maachen. Eng Interconnexioun a Frankräich am Elektreschen. Eng an d'Belsch am Elektresche si mer amgaagen ze diskutéieren. An am Gas wäerte mer den nächste Mount Konklusiounen och kënnen zéien, ob et do Sënn mécht respektiv ob mer et wëlle maachen, eng Leitung, eng weider Leitung a Frankräich ze zéien.

Voilà, souvill zur Energie.

Zones d'activités économiques. Do wësst Der, dass ech e Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» hunn. Deen ass fäerdeg. E gesäit vir, dass mer 624 ha zousätzlech Industriezonen, also regional an national Zone virgesinn hunn. Dee PSZAE konnt ech awer nach net déposéieren aus deem einfache Grond, well dat Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire hei am Haus nach net gestëmmt ass. Mä dat ass awer extrem wichteg, well ech soss e Problem hu mat der Spekulatioun, déi da lassgeet. An Dir hutt dat Gesetz iwwert den Aménagement du

Territoire. Soubal Dir dat gestëmmt hutt, wäert ech mäi Plang déposéieren.

An ech wëll och do just drun erënneren, dass dat Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire och e Gesetz ass, fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg ze verbesseren, well et eben déi Spekulatioun op deenen Terrainen an Zukunft wäert verbidden an den Entreprisen doduerch vill méi e bëllegen Accès un déi Terraine wäert garantéieren.

Dat, wat ech maachen, dat ass: Soubal mäi Plan sectoriel déposéiert ass, kann ech déi Mesuren, déi dora virgesi sinn, nämlech fir vill méi labber ze sinn an der Akzeptanz vun Entreprisen, vu PMEen op deene verschiddenen Zonen, déi wäert ech direkt ëmsetzen. Dat heescht, dass mer méi flexibel ginn, fir wann Entreprisen, wa PMEe wëllen an eng Industriezon kommen, an dass mer déi net just nach oprechterhale fir d'Schwéierindustrie. An ech wëll och derbäi soen, wat jo och elo wichteg ass, dass mer de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, Zonecommunalen an hire Gemengen anzeriichten.

De véierte Punkt ass d'Création d'entreprises respektiv d'Reprise d'entreprises. Ech weess, dass d'Mëttelstandsministerin e Problem huet, dee wahrscheinlech ëmmer méi grouss gëtt, nämlech deen, dass vill PMEe kee Repreneur fannen, respektiv dass se der hätten, déi an hirem Betrib oft schaffen, mä déi awer d'Moyenen net hunn, fir eng Entreprise - oft eng Entreprise artisanale -, fir déi kënnen ze iwwerhuelen.

Do hunn ech zwou Propositiounen, nämlech engersäits e Fonds de garantie anzeféieren, deen deene jonke Leit oder deene Leit, déi eng Entreprise wëllen iwwerhuelen, éischtens emol méi en einfachen Accès dann un d'Kreditter gëtt, well se eben iwwert dee Fonds de garantie ofgeséchert sinn an natierlech manner Garantie personnelle mussen hunn, fir dat kënnen ze maachen.

An op där anerer Säit sinn ech mat dem Finanzminister amgaangen ze kucken, wat d'SNCI ugeet. Déi huet en extrae Kredit fir Reprises d'entreprises, deen awer an eisen Aen, wou an eisen Aen den Taux ze héich ass. Do wäerte mer an déi Richtung goen, fir och do deen Taux erofzesetzen, fir dass dat also och méi erschwénglech gëtt.

D'Adaptatiounen, sinn ech um fënnefte Punkt vun eise Luxembourg Trade and Investment Offices: Dir wësst, dass mer an der ganzer Welt präsent sinn, fir eise Standuert ze verkafen, fir Entreprisen un eis ze interesséieren. Do sinn ech amgaang, eng Revisioun ze maache vun all deenen LTIOen, déi mer ëm d'Welt hunn. Déi sinn de Moment zu New York, San Francisco, Tokio, Schanghai, Taipeh, Seoul, New Delhi, Dubai an Tel Aviv. Do si verschiddener, déi sinn a mengen Aen net méi onbedéngt néideg, an et sinn awer anerer do, déi mer onbedéngt missten hunn, ënner anerem Istanbul.

An och do sinn ech amgaangen, mam Finanzminister zesummen ze kucken, fir do eng Reorientatioun ze maachen, dass mer vläicht deen een oder deen aneren zoumaachen an anerer dofir opmaachen, déi eis méi interessant fir d'Zukunft schéngen.

An och mam Ausseminister si mer eis eens, an dat ass eng al Iddi am Fong vun der DP, fir d'Ambassadeure vill méi nach anzebannen an d'Promotion économique vum Land. Dat gräifen ech ganz gären op an hunn och do schonn déi néideg Gespréicher mat dem Ausseministère gehat.

D'Image de marque vu Lëtzebuerg ass natierlech wichteg, wa mer eis wëllen am Ausland verkafen. Mir musse Lëtzebuerg besser bekannt maachen dobaussen, um internationalen Niveau bekannt maachen. Mir mussen nei Investisseuren unzéien op Lëtzebuerg. An dofir ass et och wichteg - an dat ass deen aachte Punkt an deem Dokument, wat ech Iech ginn hunn -, fir de Statut vum Ressortissant vun engem Pays tiers, fir d'Immigratioun fir deejéinegen, deen hei wëllt investéieren, deen hei wëllt eng Firma leeden, deen heihinnerkënnt, fir dat nach ze vereinfachen, dass deen och d'Méiglechkeet kritt, ouni Problem mat senger Famill op Lëtzebuerg ze kommen. Do schaffe mer drun.

Da si mer natierlech och amgaangen ze kucken, wéi mer nach verbessere kënnen dee gesamte Kader fir déi ganz Expats, déi op Lëtzebuerg kommen, fir deen ze verbesseren. Dat geet bei den internationale Schoulen un, dat geet awer och iwwer Fiskalitéit, an do wäert de Luc Frieden herno nach drop agoen.

Mir hunn awer och, fir eis Campagne ze maachen a Lëtzebuerg besser ze verkafen, eng ganz Rei Televisiounsspote preparéiert, déi elo op internationale Chaînë lafen, déi mer och am Virfeld vun all Wirtschaftsmissioun a vun all Statsvisite wäerten an deene Länner hei lafe loossen, fir op eis opmierksam ze maachen.

Mä et muss ee wëssen, dass eng „nation branding strategy", dat ass eng Strategie à long terme, dat muss een herno kënne mesuréieren. Mä och do soen ech Iech, dat kritt een net gratis, an ech wär och do dankbar, vun Iech ze wëssen, ob Der dat positiv fannt oder net.

D'Konnektivitéit vun eisem Land ass eng aner wichteg Fro, fir an der Kompetitivitéit besser ze ginn. Dir wësst, dass mer vill auslännesch Investisseuren hunn. Ech kann Iech awer och soen, dass der vill, mat deenen ech schwätzen, immens genervt sinn, wa se net direkt Verbindungen hunn, speziell direkt Fluchverbindungen hunn.

Dofir hu mer agéiert a mir hunn elo en direkte Vol zum Beispill op Istanbul, dee wäert de 25. Juni elo lassgoen. Mir sinn a Verhandlunge mat engem Direktvol op Moskau. An ech sinn och an Diskussioune mat Aserbaidschan. Déi wëlle vu Baku op Lëtzebuerg fléien. Elo kënnt Der soen: Wat maache mir zu Baku? Do ginn ech Iech och recht.

Mä hir Iddi ass, fir vu Baku op Lëtzebuerg ze kommen a vu Baku da weider an d'USA ze fléien. An ech mengen, do wär fir eis deen interessante Punkt, dann hätte mer nämlech och erëm eng direkt Verbindung mat den USA. Dofir sinn ech och, wéi gesot, amgaange mam Claude Wiseler, fir déi Diskussiounen do ze féieren an och vläicht dann zu engem positiven Enn ze bréngen.

Da kommen ech op ee Punkt, deen, mengen ech, ganz villen Entreprisen immens, immens vill Problemer mécht. Dat ass dee vun de Prozeduren. Prozeduren, déi ëmmer méi komplizéiert ginn, ëmmer méi komplex, virun allem d'Délaien ëmmer méi laang ginn, d'Formalitéiten zum Deel duebel musse gemaach ginn. An do wëll ech als Alleréischt saluéieren, dass de Premierminister jo déi Cellule de facilitation agefouert huet, fir eben eng Rei Projete kënnen ze deblockéieren, wa se da bis hänken.

Mä ech wëll awer och op där heite Plaz un de Konstruktiounssecteur erënneren, well do si massiv Projeten, déi iergendwou an der Prozedur hänken. Ech wëll elo hei kengem e Stee geheien. Ech wëll just, dass et Iech alleguerte bewosst gëtt, dass all déi Projeten, déi am Konstruktiounsberäich an de Prozeduren hänken an net virukommen, aus wéi engem Grond och ëmmer, dass, wa mer déi deblockéiert kréichen, mer Milliarden Investitiounen hei am Land op ee Coup kéinte realiséieren.

Ech ginn Iech just, ech hunn de Mëtteg mer dräi Sekonnen iwwerluecht, eleng um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, soen ech Iech just, ouni elo d'Stad unzegräifen, mä ech soen Iech just, wat hei vu Projeten, zumindest wann ech net falschleien, all iergendwou an der Prozedur hänken.

Dat ass d'Porte de Hollerich, dat ass de Projet EuroCity hannert der Hollerecher Kierch, dat ass de Projet Paul Wurth, dat ass d'Place de l'Étoile, dat ass de Projet Arquebusiers, et ass de Projet Schoetter Marial um Kierchberg, et ass de Ban de Gasperich, dee jo hoffentlech dann elo, wann ech dat richteg héieren hunn, deemnächst wäert deblockéiert ginn, et ass de Projet rue Verte um Kuelebierg.

Eleng dat si Projeten a Milliardenhéicht - a Milliardenhéicht! -, déi net nëmme géifen de ganze Bau relancéieren, well do hu mer e Riseproblem, mä déi all Logemente géifen zu engem groussen Deel schafen, wat also extrem wichteg ass.

Dofir en Appell u jiddweree vun Iech, egal u wéi engem Hiewel dass Der sëtzt, fir dat do kënnen ze deblockéieren, fir do eng Hand mat unzepaken, dass mer dat hikréien.

Mir hunn en Accord och um Regierungsniveau mam Marco Schank ënner anerem a mam Claude Wiseler, fir am Kader vun där Table ronde vum Premierminister eng Rei Gesetzgebungen ze iwwerkucken, ze iwwerschaffen, speziell wat elo den Aménagement communal du territoire ugeet, also och mam Här Halsdorf, wat d'Gesetz iwwert d'Protection de la nature an d'Ressuces, d'Ressources, pardon, naturelles ugeet, wat d'Établissements classés ugeet, wat d'Étude-d'impacten ugeet, dass mer do wëlle kucken: Mä wou sinn dann do déi double Emploien? Wou sinn dann déi Prozeduren, déi een do d'office oder d'urgence muss verbesseren a verkierzen?

Ech ginn Iech e puer Beispiller: Wann ech eng Zone industrielle eng Kéier klasséiert hunn, firwat muss ech da fir all Firma, déi da kënnt, nach eng Kéier déi ganz Prozeduren duerchlafen? De grâce, wa se eng Kéier klasséiert ass als Zone industrielle, da loosst mech Betriber dohi bauen!

Firwat musse mer nach eng Kéier en Avis hu vum Ëmweltministère, wann ee wëllt innerhalb vun engem PAG bauen an et ass ee manner wéi 30 m vun engem Bësch oder engem Waasser ewech? Do ass jo schonn eng Umweltverträglechkeetsetüd gemaach gi beim Environnement. Firwat dann nach eng Kéier mussen do eng Autorisatioun ufroen? An ech mengen, do ass de Minister och gär bereet, fir an déi Richtung dat ofzeänneren. Et ass d'ailleurs och vum Premier opgegraff ginn.

De Kommodo, firwat musse mer higoen an déi Kommodos-Prozeduren esou laang an esou schwéierfälleg hunn? Mir hunn eng ganz Rei Kommodoen, déi banaler Natur sinn, déi ëmmer déiselwecht sinn. Firwat kënne mer net higoen a mir ginn op e Système déclaratif iwwer, wou mer soen, ma hei, do sinn d'Normen, déi leeë mer elo fest, a wann s de wëlls dat bauen, muss de déi do Norme respektéieren? Du kanns awer direkt ufänken ze bauen, du muss just duerno e Mécanisme de réception hunn, dat heescht, du muss herno iwwer en Expert prouvéieren, dass déi Normen agehal sinn. Mä do géifs de e Joer an der Moyenne an de Prozedure spueren, fir kënnen unzekomme mat dengem Bau.

An dat hätt och nach en zweete positiven Effet, well déi Leit, déi an der Verwaltung op all deene Projete schaffen, déi gi jo libéréiert, fir déi richteg Kommodos-Prozeduren da méi schnell virunzekréien. Also wär et a mengen Aen eng ganz kloer Win-win-Situatioun, mä wéi gesot, do si mer amgaang drun ze schaffen als Regierung. Den Ëmweltminister, den MDDI-Minister an de Landesplanungsminister sinn do amgaang dat ze kucken. Do sinn eng ganz Rei Punkten, mengen ech, déi zur Diskussioun stinn.

Dann hunn ech nach zum Schluss ee Punkt, deen ech awer och wëll kuerz uschwätzen, wat d'Organisation du travail ugeet. Dir hat gëschter e laangen Débat doriwwer, dofir wëll ech net ze vill drop agoen. Mir ass och just ee Punkt, dee mir, oder zwee Punkten, déi mir um Häerz leien, wou ech frou wier, wa mer kéinten doriwwer diskutéieren. Dat sinn déi faméis POTen, déi Plans d'organisation du travail, well ech gesinn, dass a villen Entreprisen déi Referenzperiod vun engem Mount, dass dat e Problem duerstellt respektiv dass dat hinne séier wéineg hëlleft.

An Dir wësst, dass d'europäesch Gesetzgebung, d'europäesch Direktiv gesäit vir, dass ee ka goe bis véier Méint Période de référence. Dofir wär mäi Wonsch, dass mer zesummen am Sozialdialog mat de Sozialpartner dat doten eng Kéier géifen diskutéieren a renégociéieren, fir eventuell do déi Période de référence vun engem Mount op véier Méint kënnen auszedehnen. Dat géif enger ganzer Rei Betriber zu Lëtzebuerg zeguttkommen.

An dann en anere Problem, dee mer de Moment hunn, dat ass deen am Secteur vun de Biotechnologië speziell, wou Der wësst, dass mer jo amgaange sinn, deen Domän wëllen ze développéieren, dass mer do mussen d'Sonndesaarbecht erméigleche respektiv veränderte kënnen, well all déi Laboratoires de recherche, déi natierlech Kulturen uleeën, déi kënnen net zu deene soen, si solle sonndes net reagéieren a waarden, bis méindes erëm d'Leit do sinn. Also do misste mer eng Léisung fannen, an ech mengen och net, dass dat ganz schwéier wäert ginn, dat ze maachen.

Voilà, dat do ass elo emol e ganz schnell, vu dass d'Riedezäit, déi ech - oh merde! - elo scho laang iwwerschratt hunn... Pardon!

(Brouhaha)

Vill ze laang. Ech sinn dem…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Et ass net Äre Feeler. Et ass hei de Büro, deen…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech sinn dem President dankbar, dass en net gelaut huet, mä ech kommen dofir zur Konklusioun.

(Brouhaha)

Dat hei sinn, mengen ech, déi Punkten…

(Interruption)

Wann Dir mech nach ëmmer ënnerbriecht, Här Kox, da kommen ech ni virun.

Also, ech sinn op alle Fall frou, mat Iech déi Diskussioun ze féieren, sinn op fir all aner Punkten, déi Der wëllt mat mer diskutéieren. Hei ass just emol eng Ureegung vu Saachen, wou ech mengen, wa mer eis eens drop ginn, dass mer se ganz kuerzfristeg kënne realiséieren, virun allem, dass mer se nach kënne realiséiere virun den nächste Wahlen. Ech wéilt wierklech net wëlle musse waarde bis no den nächste Wahlen, fir Reformen ze huelen am Intérêt vun eiser Kompetitivitéit.

An da wéilt ech schléisse mat engem Spréchwuert vum Winston Churchill, dat ech och op menger Foires-Ried benotzt hunn: „Een, dee wëllt eppes änneren, fënnt Weeër. Een, deen näischt wëllt änneren, dee fënnt Excusen."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Ech wollt effektiv elo preziséieren: D'Regierung huet 40 Minutten. Den Här Wirtschaftsminister huet e groussen Deel dovu gebraucht. Duerno huet d'Regierung awer nach eng Kéier 40 Minutten. Ech géif proposéieren, wann e se wëllt, kann e sech schonn en Deel vun deene 40 Minutten huelen, well soss schéngt et mer awer vläicht e bësselche kuerz ze ginn.

(Interruptions)

Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass wichteg, datt mer am Ufank e puer Iddië soen. Herno brauch d'Regierung weider net méi ze schwätzen. Mir solle jo haut nolauschteren an déi Iddië vun dëser Consultatiounsdebatt mathuelen.

D'Konkurrenzfäegkeet vun engem Land ass wichteg, an déi kann een net nëmmen op de Schëllere vun engem Minister hunn, mä do si ganz vill verschidde Ministeren zoustänneg. An déi Konkurrenzfäegkeet, dat Wuert Kompetitivitéit, wat vill Lëtzebuerger schonn net méi kënnen héieren, heescht jo virun allem, datt mer kucken: Wat kënne mer maachen, datt mer zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze schafen, a wéi kënne mer dat maache par rapport zu aneren? Kompetitivitéit heescht Konkurrenzfäegkeet par rapport zu aneren.

A ville Beräicher, déi mer definéieren, musse mer also net kucken, wat ass déi ideal Welt, déi eis virschwieft, mä wat maachen anerer a wou kënne mir besser sinn.

Duerfir géif ech mengen, datt an deene Rahmebedéngungen déi materiell, déi legal, déi materiell an déi legal ganz wichteg sinn. An duerfir géif ech gäre mat enger materieller Rahmebedéngung ufänken, besonnesch och, well ech zënter jo 14 Deeg och zoustänneg si fir d'Kommunikatiounen, an duerfir mengen ech, datt grad deen ICT-Volet, vun deem de Wirtschaftsminister geschwat huet, deen a mengem Aufgabegebitt elo ass, ee vun deenen ass, wou Lëtzebuerg ënnert de Ministere Schiltz a Biltgen ganz vill gemaach huet a wou ech wëll op dat opbauen, fir dee Secteur nach weider auszebauen.

Mir mussen an deem Beräich versichen, fir dee beschten Accès, dee schnellsten a séchersten Internet-Accès de Betriber an de Privatleit ze ginn. Do si vill Investitioune gemaach ginn, mä mir sinn nach net do, wou mer gäre wären, an duerfir gëtt dat eng vu mengen absolute Prioritéiten.

Derniewent, mengen ech, datt et ganz wichteg ass, datt mer an deem Kontext eis och deen néidegen Know-how uleeën, Kompetenzen zouleeën, fir och kënnen dorobber an der Zukunft ze bauen, well Kompetenzen ass eppes, wat e klengt Land kann hunn. Déi huet een net ëmmer selwer, déi muss ee sech heiansdo an d'Ausland siche goen, andeem een déi beschte Leit unzitt, an da muss een dorobber bauen. Mä ech hätt op jidde Fall gären, datt mer am Beräich vun der elektronescher Kommunikatioun e Centre d'excellence an Europa ginn, wou international Betriber bei eis kommen.

Zu deene Rahmebedéngunge gehéieren och déi legal, déi fiskalesch. Dat ass e ganz schwierege Volet, wou ee muss versichen, deen noutwendegen Équiliber ze fannen tëschent engersäits évitéieren, datt Entreprisen iwwerhaapt keng Steiere bezuelen, évitéieren, datt se zweeoder dräimol Steiere musse bezuelen, an och en Équiliber fannen tëschent deem, wat engem noutwendeg schéngt, och fir auslännesch Investisseuren unzezéien, an anerersäits wat räsonabel ass. Ech soen Iech, datt deen Équiliber net einfach ze fannen ass.

Eng kleng an oppen Ekonomie awer muss vill méi oppassen, fir en attraktive Steierkader ze hunn, wéi e Land, wat e grousse Marché intérieur huet. Ech kréien ëmmer erëm Froen och hei an der Chamber gestallt iwwer verschidden extra Steierregimer, déi mer hunn. Ech versti ganz gutt déi Suergen, déi do gestallt ginn, och am Kontext vun der Gerechtegkeet.

Ech soen dat zum Beispill dem Här Bausch, dee mer eng parlamentaresch Fro gestallt huet, déi ech nach net beäntwert hunn, iwwer spezialiséiert Investmentfongen an deenen hir Besteierung. Jo, dat ass e schwieregen Équiliber, fir ze soen, wa mer esou Instrumenter schafen, a meeschtens déi schafen, fir auslännesch Investisseuren unzezéien, duerfir och heiansdo attraktiv Steierregimer schafen, ob déi no dem Prinzip si vun der Gerechtegkeet a vun der absoluter Gläichheet virum Gesetz mat Leit, déi net esou eng Struktur schafen, respektiv d'Fro,

ob Auslänner, Leit, déi aus dem Ausland kommen, a Leit, déi hei am Land wunnen, vun deenen nämlechte Steierregimer kënne Gebrauch maachen.

Ech warne virdrun, wa mer op eng theoretesch Aart a Weis déi Instrumenter upaken an d'Steieren einfach héijen, oder wa mer soen, déi Instrumenter kënnen nëmme vun net am Land wunnende Leit gebraucht ginn. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer iwwert déi Saachen am Sënn vun der Gerechtegkeet alleguerten nach eng Kéier kucken, mä datt mer eis ëmmer bewosst sinn, datt mer nëmmen attraktiv sinn, an datt nëmmen auslännesch Investisseure kommen, wa mer och en attraktive Steierkader hunn, an attraktiv ass ëmmer par rapport zum Ausland.

Duerfir wëll ech och soen, datt ech d'Steierverwaltung ugestallt hunn, eng nei Circulaire ze maachen, fir héich qualifizéiert Leit op Lëtzebuerg ze bréngen an deenen eng Rei Ofschreifméiglechkeeten ze erlaben. Mir hu virun een, zwee Joer esou eng Circulaire gemaach. Si war eiser Meenung no e bëssen ze restriktiv, well ganz wéineg Leit sinn drënnergefall. Or, mir brauchen esou een attraktive Kader wéi London, wéi Zürich, wéi aner Plazen, déi ënner anerem och grouss Finanzplazen hunn.

Mä dat gëllt net nëmme fir d'Finanzplaz, et ass selbstverständlech och wichteg an der Recherche, an der Technologie, am Beräich vun der ICT, wou mer déi beschte Käpp brauchen. An duerfir musse mer déi och steierlech positiv begleeden. Déi Circulaire wäert d'nächst Woch vun dem Direkter vun der Steierverwaltung veröffentlecht ginn.

Am Kader vun der Fiskalitéit ass et och ganz wichteg, datt mer d'Botz (veuillez lire: d'Zuel) vun den Duebelbesteierungsofkommesse weider ausbauen. De Mëtteg nach sinn ech ganz frou, datt d'Finanzkommissioun e Projet de loi unhëlt, wou eng ganz Rei nei Konventiounen oder moderniséiert Konventiounen ugeholl ginn. Dat ass d'Grondlag, fir kompetitiv ze sinn a fir international wirtschaftlech Relatiounen ze hunn. An et ass och duerfir, wou ech wäert weiderfueren, nei esou Duebelbesteierungsofkommessen ze négociéieren an déi dann och esou schnell wéi méiglech an d'Chamber ze bréngen, datt d'Chamber déi kann unhuelen.

Am Kontext vun de Rahmebedéngungen ass et och wichteg, datt mer nach eng Kéier verbesseren, iwwerkucken d'steierlech Bestëmmunge fir d'Propriété intellectuelle, well grad do e klengt Land, wat Fuerschung mécht, och ka Rahmebedéngunge schafen, datt méi zu Lëtzebuerg där Aktivitéiten ugesiedelt ginn. An duerfir si mer amgaangen, eng Reflexioun ze maachen iwwer eng Adaptatioun vun dem Artikel 50bis vum Akommenssteiergesetz iwwert de fiskaleschen Traitement vun der Propriété intellectuelle.

Zu de Rahmebedéngungen an zu der Fiskalitéit - an duerfir muss een dat wierklech alles zesummenhalen - gehéieren natierlech och gesond Statsfinanzen. Ech deelen d'Meenung vun deenen och, déi dem Wirtschaftsminister virdru gesot huet, datt mer musse vill an d'Infrastrukture stiechen. An nëmme mat dem Accord vum Finanzminister konnt an deene leschte Joren esou vill an d'Infrastrukture gestach ginn.

Mir hunn och eng staark Familljen- a Sozialpolitik, mä mir mussen och e gesonde Statsbudget hunn. Ech hunn iwwregens, wann Der déi Klammer erlaabt, mat Intérêt e Sondage am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou d'Leit hir Meenung gesot hunn doriwwer, wat mer maachen am Beräich vun der Familljepolitik, an de Maison-relaisen, an de Crèchen. Si soen, dat ass tipptopp. Bei der Sozialpolitik soe se, dat ass tipptopp, an zugläich hu se e Problem mam Defizit, dee mer am Budget hunn, a se fannen och d'Infrastrukturen nach tipptopp.

Mä ech soen Iech, iergendwou muss dat alles beieneekommen. Mir brauchen en attraktive Kader an der Steierpolitik. Mir brauchen Investissementer an Infrastrukturen. Mir brauchen natierlech och eng Sozialpolitik, mä mir brauchen och gesond Statsfinanzen. An dat eent an dat anert muss ierdendwéi mateneen ootmen. Duerfir ass et extrem wichteg, datt mer, och an deene Fuerderungen, déi mer stellen, alleguerten heibannen, e bësse kohärent sinn.

Wat fir eng sinn d'Prioritéiten?

Ech mengen, Infrastrukture gehéieren zu de Prioritéiten, well soss kann ee keng Économie compétitive entwéckelen. Gesond Statsfinanze bleiwe wichteg. An duerfir sinn ech ganz stolz, datt mer en fait duerch déi successiv Spuerprogrammer, eist Zil, de mëttelfristegen Objektiv, wat mer eis gesat hunn am Budget, erreecht hunn.

Mä ech wëll awer och dësem Land soen, datt déi grouss Défien an deenen nächste Jore sinn a bleiwen a vläicht nach méi grouss sinn an deenen nächste Joren. D'Ewechfale vun den TVA-Einnahmen am Commerce électronique gëtt net liicht ze kompenséieren. De Finanzsecteur wäert sech ëmstrukturéieren, net wéinst den Décisiounen, déi mer geholl hunn am Kontext vum Échange automatique, mä generell, well amgaangen ass europawäit, weltwäit de Finanzsecteur sech ëmzestrukturéieren.

Déi nei Reglementatioune bréngen zousätzlech Käschte mat sech. D'Finanzwelt ass amgaangen, och doduerch vläicht e bësse méi kleng ze ginn an Europa, an dat sinn och Ëmstrukturéierungen, déi och en Impakt op d'Statsfinanze wäerten hunn. Mir mussen also och dat mëttel- a laangfristeg kucken, wa mer wëllen am Kuerzfristegen an am Mëttelfristege kompetitiv bleiwen.

Duerfir géif ech, Här President, gäre meng lescht Remarquen iwwert de Finanzsecteur soen.

Et ass ganz richteg, datt eis Ekonomie sech muss diversifiéieren. An duerfir ënnerstëtzen ech all déi Efforten an deenen dräi Beräicher, déi de Wirtschaftsminister genannt huet, plus der ICT, vun där ech virdru geschwat hunn, datt mer déi weider ausbauen.

Mä ouni de Finanzsecteur kann eist Land net virukommen. De Finanzsecteur huet haut 36% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi kréie mer ni ersat oder op d'mannst net an deenen nächsten zéng Joer duerch aner Secteuren, an duerfir musse mer och do konkurrenzfäeg bleiwen.

Duerfir géif ech gären alle fënnef Piliere vun der Finanzplaz weider ausbauen: d'Investmentfongen, de Private Banking, den Assurancësecteur, d'international Kreditter an d'Strukturatioun vun internationalen Investissementer.

Jiddweree vun deene fënnef Crénauen, un deem schaffen ech intensiv a regelmässege Réuniounen och mam Privatsecteur, well et ass déi staark Partnerschaft tëschent dem Privatsecteur an der Regierung, déi et erlaabt huet, esou erfollegräich op där Finanzplaz ze sinn. Duerfir wäerte mer och geschwënn hei an der Chamber e Gesetz zur Ofstëmmung bréngen iwwer nei Aktivitéite ronderëm den Assurancësecteur, Professionnels du secteur des assurances.

Duerfir hutt Dir viru Kuerzem e Gesetz gestëmmt iwwert de Family Office am Beräich vum Private Banking. Alles nei Aktivitéiten, déi och nei Aarbechtsplazen an nei Recetten op der Finanzplaz schafen.

Mä generell muss déi Finanzplaz an deenen nächste Joren nach méi international ginn. Méi international ginn, well déi klassesch Marchéen, op deene mer waren an op deene mer bleiwen, net méi esou vill Wuesstumspotenzial hierginn, wéi nei Plazen op der Welt. Mir wäerten an Europa eng wichteg Finanzplaz bleiwen, mä mir mussen an der Welt och eng wichteg Finanzplaz sinn, an duerfir eis Efforten a Richtung Asien, an Asien natierlech d'Türkei, China, a Richtung Russland, a Richtung Mëttleren Orient a Latäinamerika, wou et iwwerall Méiglechkeete gëtt, fir notamment d'Fongenindustrie, zum Deel och d'Gestion de patrimoine, d'Verméigensverwaltung weider auszebauen.

Duerfir schaffen ech och do mam Wirtschaftsminister zesummen, datt mer och déi Büroen, déi mer op deene Plazen hunn a vun deenen de Wirtschaftsminister geschwat huet, datt déi och Kompetenzen hunn, Aufgaben hunn am Beräich vun der Finanzplaz, well wéi gesot op neie Marchéën, wou staarke Wuesstum ass, vill méi staarke wéi an Europa, musse mir e Stéck vun deem Wuesstumskuch am Intérêt vun der Finanzplaz Lëtzebuerg kréien.

Dorënner spillt och eis Strategie, fir ze versichen, datt mer an der Internationaliséierung vun der chineesescher Währung, dem Renminbi, kënnen duerch eisen internationalen Know-how zu Lëtzebuerg eng Plaz ginn, wou déi kann an der Zukunft gehandelt ginn. Do si mer amgaangen, mat de chineesesche Banken an der chineesescher Regierung ze kucken, eis do weider ze positionéieren.

Wann een eng international Finanzplaz wëllt sinn, da muss een och international Standarden uwenden. Da kann een net nëmmen aus sengem nationale Bléck kucken, wat richteg ass oder wat ee léiwer huet. An et ass och an deem Kontext, wou déi Décisioun, déi de Statsminister annoncéiert huet an der Lag vun der Natioun iwwert den automateschen Informatiounsaustausch, ze gesinn ass.

Et ass net esou, wéi wann d'Fro wär, ob ee Jo oder Nee wëllt oder ka soen, wéi ënner anerem en ADR-Deputéierten dat dëser Deeg um Radio gesot huet. D'Fro nämlech, ob ee mat den Amerikaner en Accord mécht iwwert den automateschen Informatiounsaustausch, kann ee ganz liicht mat Nee beäntwerten. Mä dann ass Amerika net méi en Acteur op der Finanzplaz!

Or, et muss ee wëssen, datt am Fongeberäich, wann een d'Länner kuckt, vu wou d'Promoteure vun der Fongenindustrie kommen, da gesäit een, datt d'Amerikaner mat 23,5% déi gréisste Parts de marché am Fongeberäich hunn, virun Däitschland a virun der Schwäiz.

Wann ech also gären hätt, datt mer wuessen, datt mer konkurrenzfäeg sinn, da muss ech, da wëll ech esou en Accord mat Amerika maachen, an déi Verhandlunge sinn amgaangen. A well mer dat mat den Amerikaner maachen, musse mer selbstverständlech och kucken: Wéi behandele mer déi Fro an Europa?

Do géife mer gäre mat Regelen definéieren, an net déi vun aneren imposéiert kréien. Duerfir maache mer dat, och wann dat kuerzfristeg vläicht schwiereg ass, am Intérêt vum Land, fir mëttel- a laangfristeg nei Clienten ze kréien an eis nei kënnen ze positionéieren, ouni vun deenen anere permanent an den Eck gedréckt ze ginn. Well an den Eck gedréckt sinn, heescht och, datt keng nei Clientë kommen, an dat ass net gutt fir Lëtzebuerg.

Deen Développement vun där Finanzplaz ass eppes Schwiereges, well natierlech generéiert en och Jalousien. Natierlech ass dat grenziwwerschreidend e bësse méi a Fro gestallt, duerch d'Kris bedéngt. Jiddweree versicht, säi Marché e bëssen ze protegéieren. Mir sinn eng oppen Ekonomie a mir musse kucken, datt dat Internationaalt, dat Grenziwwerschreidend och an der Zukunft méiglech ass. An duerfir ass dat och noutwendeg, datt mer kucken, datt och d'multinational Gesellschaften an Zukunft nach de Wee op Lëtzebuerg fannen.

Déi ganz Diskussioun ronderëm eng richteg Besteierung oder eng fair Besteierung vu multinationale Gesellschaften ass eng, déi elo eréischt ugefaangen huet. Mir wäerten derfir suergen, datt et och méiglech wäert ginn an Zukunft, datt och a klenge Länner op d'mannst verschidden Aktivitéite vu multinationale Gesellschafte sech kënne lokaliséieren an och do kënne besteiert ginn.

Datt do keen aneren eis wäert am Ausland e Cadeau maachen, dat wësse mer, mä mir wëlle mat eise Partner an der Welt kucken, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie, de Lëtzebuerger Finanzsecteur, Lëtzebuerg als eng Plaz, wou Headquarters sech kënnen etabléieren, och eng Referenz bleift, an duerfir wëlle mer och do eng aktiv Roll an der OCDE spillen, wou déi Regelen an deenen nächste Méint wäerten definéiert ginn.

Ech mengen, datt eist Land eng grouss Chance huet a ville Secteuren, fir sech kënne weider auszebauen. Mä dat geet net, wa mer einfach nëmmen nokucken. Mir mussen aktiv eng Hand mat upaken a virun allem, wéi gesot, an duerfir geet et jo de Mëtteg ëm d'Kompetitivitéit, kucken: Wat maachen déi aner, wat kënne mir maachen a wat kënne mir maachen, fir et besser ze maachen, fir esou Aarbechtsplazen ze schafen, fir esou auslännesch Investisseuren unzezéien?

Nëmmen, wa mer déi unzéien, da kënne mer och zu Lëtzebuerg dee Liewensniveau, dee Liewensstandard erhalen, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, dee jiddweree wëllt behalen, mä deen awer fir d'Éischt eng wirtschaftlech Realitéit an eng staark Ekonomie brauch, well nëmmen esou kënne mer och de Sozialstandard an der Zukunft garantéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech d'Initiativ vun dëser Debatt ausdrécklech begréissen, wou an der Breet den Istzoustand vun deem duergeluecht gëtt an diskutéiert gëtt, wat eis Dag fir Dag vun no oder och vu wäit beschäftegt: eiser Kompetitivitéit.

Bei Kompetitivitéit denkt een u Kompetitioun; bei Kompetitivitéit geet et ëm Kompetitioun. Besser ze si wéi déi aner, mat als Éischt ëmmer dozestoe vir am Peloton an e grousst Stéck vum Kuch mat ofzekréien.

«Un pays peut être considéré comme compétitif si:

- sa productivité augmente à un rythme similaire ou supérieur à celui de ses principaux partenaires commerciaux ayant un niveau de développement comparable, - il parvient à maintenir un équilibre dans le cadre d'une économie de marché ouvert, - il connaît un niveau d'emploi élevé.»

Dat ass elo kee gescheite Saz vu mir, dat do, mä e stoung an deem ominéise Fontagné-Rapport aus dem Joer 2004. E Rapport, deen a munche Kreesser hei zu Lëtzebuerg elo net ganz oncontestéiert war. E Rapport, dee sech deemools mat der Wettbewerbsfäegkeet vu Lëtzebuerg ausenanergesat huet an deen, trotz allen Diskussiounen a villem, och haut, néng Joer duerno, nach ëmmer seng Richtegkeet huet.

An der Kompetitivitéit geet et also drëms, sech eng stabil Situatioun ze verschafen, déi engem et erlaabt, sech an engem Ëmfeld vu Matkonkurrenten ze behaapten. Eng stabil Situatioun weist sech - de Finanzminister sot et elo grad - duerch gutt Finanzen. Duerfir ass et och inévitabel, weider vill Efforten an dës Richtung ze maachen. Dann duerch en innovativen, oppenen, kreative Geescht. A se weist sech och an der Bereetschaft ze schaffen.

Dat, wat elo am Term vun der Kompetitivitéit vläicht méi richteg ass fir e Betrib, ass et ganz sécher manner fir eng ganz Natioun.

Ech zitéiere weider: «La compétitivité n'est pas un objectif ultime de la politique économique, mais simplement un objectif intermédiaire. L'objectif ultime reste le bien-être de la population.» Et geet also bei enger nationaler Kompetitivitéit definitiv net ëm déi total Profitmaximiséierung op d'Käschte vum Mënsch.

Dat, wat d'Politik elo kann a muss maachen, fir d'Kompetitivitéit am eegene Land héichzehalen, duerf definitiv d'Cohésion sociale net a Fro stellen. De Mënsch muss sech ëmmer erëm kënnen dran erëmfannen a mat sech a sengem Ëmfeld eens sinn. Eng Onzefriddenheet ass den Doudegriewer vun all Kompetitivitéit.

Et ass natierlech schwéier, vu Säite vun der Politik esou ze agéieren, dass et jiddwerengem recht ass. Dat ass och eng Saach vun der quasi Onméiglechkeet. Dat geet nëmmen, wann een esou vill wéi méiglech driwwer schwätzt, fir sech zu esou vill wéi méiglech eens ze sinn, dass ëmmer erëm eppes muss geschéien, dass een ni duerf bei deem stoe bleiwen, wat een huet, respektiv sech a villem a Fro stellen.

Dofir ass déi Debatt dann hei och esou wichteg. A se muss och nach op villen anere Plaze gefouert ginn, net nëmmen heibannen am Haus, mä och dobaussen am Alldag, bei jiddwerengem, op der Schaff, doheem, an de Familljen, an der Schoul an och an der Press. Hei geet et ëm dat Vitaalt vun eisem Land.

De Grand-Duché steet vläicht virun deene gréissten Erausfuerderungen aus de leschte Jorzéngten. Dofir misst et dach méiglech sinn, op 82 km Längt a 56 km Breet sech zu enger hallwer Million Leit an de groussen Zich eens ze ginn, wat een dann elo kann, soll a muss maachen.

An dës Kompetitivitéitsdebatt gehéiert och dee ganz kloren Opruff un all Bierger, un all Sozialpartner, sech erëm openaner zouzebewegen an net einfach erëm mam Fanger op deen aneren ze weisen an esou d'Fronte weider ze verhäerten. Entweder mir kommen zesumme virun oder mir ginn zesummen hannerzeg. Mir sinn zu net vill, mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft, Dir Dammen an Dir Hären, ob mir dat elo wëllen oder net.

Une voix.- Et voilà!

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Dann ass et gutt.

An de leschte Wochen, Méint a Joren, zanter elo bal fënnef Joer gëtt vu Kris geschwat. Dass mer an enger dra sinn, dat weisen eis Zuelen a Fakten, déi net léien. Zanter fënnef Joer stagnéiert eise Wuesstum, zanter Jore geet de Chômage an d'Luucht, zanter Jore lafen eis Dépensë méi séier viru wéi d'Recetten, zanter Joren hieft sech eis Schold un. Dat ass esou.

Allerdéngs spieren der vill dat net esou. Firwat? Ma well de Stat an Zäiten, wou et besser gaangen ass, zum Deel virgesuergt hat, spriech Reserven ugeluecht hat, dass ee sech esou konnt opstellen, dass eppes do wär, wann et dann eemol esou wäit sollt kommen, wéi et dann elo komm ass.

Déi sozial Transferte sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer op engem Rekordniveau. De Stat gëtt pro Résident 34.000 Euro d'Joer aus; dat ass esou héich wéi soss néierens an eiser Noperschaft. Dovunner profitéiere mir alleguerten.

De Stat investéiert trotz ugespaanter Situatioun weider vill Suen an d'Ekonomie. 1,7 Milliarden eleng dëst Joer, esou héich wéi a beschte Croissancezäiten. Also muss ee virsiichteg sinn, wann een ëmmer erëm vun Austeritéitspolitik schwätzt.

Ze begréissen ass sécher och déi rezent Initiativ, wou de Lëtzebuerger Stat via seng Participatiounen erëm 2,5 Milliarden Euro zréck an d'Wirtschaft investéiere wëllt. Vun deenen Inputer profitéiert d'Ekonomie dobaussen. Ech wéilt net wëssen, wat zum Beispill am Bau lass wier, wann dës Suen, wann dës Investissementer net géifen zréckfléissen.

Mä elo weess een awer och, dass, wa sech déi Situatioun méi am Detail ugekuckt gëtt, dat net ad æternum esou ka virugoen. Iergendwa ginn der Mëtschgiewegkeet, déi absolut Sënn mécht, Grenze gesat. Dann, wann definitiv manner do ass, fir auszeginn. Wann et ufänkt, wéizedoen.

Dofir gi jo eng etlech gescheit Leit net midd, ëmmer erëm ze widderhuelen, dass, soulaang wéi et duergeet, un de Stellschrauwen ze dréien, dat dann och misst elo esou séier wéi méiglech gemaach ginn. Wëll soen, elo direkt, nach ëmmer digeste fir jiddwereen, amplaz dass iergendwann eng Kéier een da misst mam décken Hummer kommen. Bref, ier et esou wäit ass, ier et esou wäit kënnt, sollt ee sech also queesch duerch d'Gesellschaft der Situatioun bewosst ginn an zesummen dru schaffen.

Zesummen dru schaffen, Dir Dammen an Dir Hären, zesummen ukommen, mat eppes démarréieren, heescht awer och, net déi ganzen Zäit kloen a veronsécheren. Wann ech Angscht hu viru mengem eegene Courage, da kommen ech net virun. Folglech muss et an dësen Zäiten och méiglech sinn, nach positiv Messagen ze ginn. Wann ëmmer nëmme queesch duerch d'Bank geklot gëtt, dann ass et schwéier, jonk an och eeler Matbierger dozou ze kréien, mat Loscht eppes unzepaken.

Et ass kengem Betrib, kengem Secteur a kengem jonke Mënsch gehollef, wann an deem jeeweilege Beräich keng Perspektive vermëttelt ginn oder keng Messagen, déi ee motivéieren. Keng, déi engem Loscht maachen, d'Äerm eropzestréppen. Eppes, wat haut erëm méi gefrot ass wéi jee. Och Aussoe wéi: „Du solls dech net missen esou midd maachen ewéi ech, du muss dir d'Fangeren net knaschteg maachen, du solls et méi einfach hunn ewéi ech.", sinn definitiv falsch an och net méi zäitgeméiss.

Eng kompetitiv Gesellschaft zeechent sech doduerch aus, dass et eng ass, déi wëllt schaffen. Wann een elo weess, pardon, dass 85% vun de Plazen, déi an der Lescht hei am Land kreéiert goufen, vun Netlëtzebuerger besat gi sinn, wann ee weess, dass 90% vun de Plazen an de Ressources humaines vun Netlëtzebuerger besat ginn, wann ee weess, dass 80% vun der Wirtschaftskraaft vun Netlëtzebuerger géréiert gëtt, wann ee weess, dass dräi Véirel vun de Créateurs d'entreprises Auslänner sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob dat deen Esprit ass, dee mir wëllen hunn a weider wëlle fleegen, fir eis esou iwwer Waasser ze halen.

Kompetitioun huet mat Leeschtung ze dinn, an et ass ëmmer nëmmen d'Leeschtung, déi sech och an Zukunft wäert lounen. Leeschtung ass net uniform, Leeschtung ass breet. Dat, wat ee ka fir säi Land maachen, geet „vun... bis..." À la longue kann et net sinn, dass de Profil vum klassesche Lëtzebuerger deen ass am wäissen Hiem an dee vum Auslänner mat de knaschtegen Hänn. Dat ass net gesond fir eng Gesellschaft.

Et ass iwwregens och net gutt fir eng Gesellschaft, dass e groussen Deel vun deenen, déi aktiv um Méiwäert vum Land schaffen, net am politeschen Décisiounsprozess mat agebonne sinn.

Här President, ob der 1.-Mee-Ried huet de President gesot, dass eng vun de wichtegste Matière-premièren aus dem Grand-Duché haut déi gro Zelle vun de jonke Leit wieren. De Mann hat sécher recht domadder. Mir befannen eis op dem Wee an eng Wëssensgesellschaft. Dat heescht also kloer, dass déi gro Zellen erëm esou vill wéi méiglech mussen agebonne ginn. De Frënd Marcel Oberweis, dee gëtt net midd ze bemierken, dass, wann och d'Héichiewen net méi dämpen, eis Käpp ëmsou méi mussen dämpen.

(Interruptions)

Wa mir an d'Recherche, an d'Innovatioun investéiere wëllen, a mir mussen dat, dann ass et onëmgänglech, dass d'Uni Lëtzebuerg, déi eenzel CRPen, de Fonds national de la recherche an d'PMEen nach méi enk wäerten zesummeschaffen.

Eng Kompetitivitéit, Dir Dammen an Dir Hären, geet sécher awer och net an d'Luucht, wann net probéiert gëtt, déi aktiv Populatioun esou effizient wéi méiglech anzesetzen, spriech déi richteg Leit op déi richteg Plaz ze kréien. Gëschter an der Debatt iwwert den Travail goung vill doriwwer Rieds.

Et ass definitiv net jiddweree gemaach fir an déiselwecht Richtung. All d'Eltere si frou, wann hir Kanner déi Bescht sinn. Mä all d'Eltere wëssen awer och, dass et dat net gëtt. Sot mir, wat huet deejéinegen dovun, wann en duerch e verwässerten, kompenséierten Nottesystem duerch de Secondaire geschleist gëtt, an deem en näischt verluer huet a virun allem wou hie sech net wuel spiert? Dat ass de Punkt. Domadder kreéiert deejéinege schonn eng Demotivatioun a sech selwer.

(Interruption)

M. le Président.- Här Eischen, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, a Merci, Här Eischen. Ech sinn e bëssen duerjerneen. Ech hat den Androck, d'CSV hätt all déi lescht Jore Reforme gestëmmt, wou d'Kompensatioun am Schoulsystem dra wär. An ech wonnere mech elo, datt do eng Kritik géint de Kompenséierungssystem vun der CSV kënnt. Ech hunn eppes net richteg verstanen. Mä op jidde Fall, d'ADR ass géint d'Kompenséieren, mä datt d'CSV ewell och dergéint ass, dat freet eis. Merci.

Une voix.- Wou war d'Fro?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Wou war elo d'Fro, Här Kartheiser? Ech hunn Är Fro net verstanen.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...hutt Dir dat gestëmmt, déi Kompenséierung!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Ech hu gëschter déi Debatt nogelauschtert iwwert den Travail an ech hunn déi ganz interessant fonnt. Do ass dat do zum Virschäin komm. Dat kann ech absolut deelen, wat gëschter diskutéiert ginn ass, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir sidd also kloer géint d'Kompenséierung an der Schoul?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Doriwwer kënne mer diskutéieren, mä du kanns net blann kompenséieren. Mä ech mengen, dat ass eng Debatt, déi passt elo net onbedéngt nëmmen an déi hei vun der Kompetitivitéit.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir hutt se opgeworf, Här Eischen, Dir hutt se opgeworf.

Une voix.- D'Kompetenz...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Wichteg ass et, wichteg ass et, fréi am Elterenhaus, mä och an der Schoul dat doten ze diskutéieren. Jonk Leit motivéiert ee fréi, wat éischter, wat besser. Et ass keng Schan, och nom sechste Schouljoer, nom Fondamental eng technesch Ausbildung unzegoen. Mir brauchen exzellent Leit an der klassescher Formatioun, mir brauchen do eng Elite. Mir brauchen awer och exzellent Leit an der technescher Ausbildung, wou s de herno och de ganze Wee kanns maache bis bei de Bac+.

D'Fro kann ee sech stellen, ob mir och net méi Leit am Enseignement missten hunn, déi vum Terrain kommen. Och déi Fro ass gëschter opgeworf ginn. Dat kann een deelen. Ass dat net an der Beruffsausbildung inévitabel? Initiativen, wéi zum Beispill am Neie Lycée, fonctionnéieren an déi Richtung gutt. D'Privatwirtschaft kënnt systematesch an d'Schoul, an net nëmme fir eng Stonn.

Firwat gi mir engem jonke Mënsch net schonn an der Primärschoul geziilt a mat System Ableck an dat, wat dobausse leeft? Virstellungen, Dreem an d'Loscht, sech ze realiséieren, an d'Loscht, eng Richtung anzeschloen, gi scho mat zéng, eelef Joer un, an net eréischt mat 15, 16.

Et gëtt zum Beispill en hollännesche Modell, deen dat och geziilt mécht. D'Hollänner maachen dat och ganz gutt, well de Chômage jeunes an Holland ass exemplaresch. Si sti gutt do, d'Hollänner. Mir sollten och net ze houfreg sinn, fir ze kucken, wat op anere Plaze geschitt, well mir musse jo net mengen, mir missten d'Rad hei zu Lëtzebuerg nei erfannen.

Wa mir, Dir Dammen an Dir Hären, da bis een hunn, deen zum Beispill de Wee an d'Privatwirtschaft mécht, da muss een deem Mënsch zur Säit stoen. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg vill, do ass ganz vill geschitt, den Här Schneider huet dat virdrun och opgeworf. Et gëtt eng sëllechen Ulafplazen iwwer SNCI, den Technopôle, souguer d'Pépinières d'entreprises bis bei d'Microfinance, wat och eng luewenswäert Initiativ ass.

Mä dat, wat opfält: Et ass dobausse sécher nach net genuch gewosst. Et heescht hei sécher, eng Schëpp uleeën an der Kommunikatioun. Gitt emol eraus op d'Strooss froen, an d'Schoulen, do, wou eventuell potenziell Kandidate sinn, a frot emol einfach: „U wie géift Dir Iech elo wenden, wann Dir muer eng Iddi hätt, Iech selbststänneg ze maachen, e Betrib ze iwwerhuelen an esou weider?" Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Allerwéinegst direkt esou aus der Hëft eraus kéinten eng Äntwert ginn. Dat ass net gutt. Do ass nach Loft no uewen.

Ee Site, eng Adress, an zwar eng, wou een duerno mat der Hand geholl gëtt a wou et virugeet, ass wënschenswäert. Et gëtt keng méi grouss Hemmschwell wéi d'Onwëssen iwwer eppes. Keng Äntwert ze hunn op d'Fro, wéi soll ech mech ustellen, ass decourageant a bremst. Eng viischt Dier, do, wou et erageet a wou duerno bannenan Dieren opginn, déi néideg sinn, dat gëtt et schonn. Dat gëtt et mam guichet.lu.

De Projet de loi vum e-Commodo, deen de 5. Februar dëst Joer an der Chamber déposéiert ginn ass, ass an deem Kontext absolut ze begréissen, gradesou wéi d'Schafe vun der Cellule de facilitation. An ech kann der Madame Modert nëmme bäiflichten, dass trotz allen Diskussioune vu gëschter och d'Gesetz vum Registre des personnes e grousse Worf an der Vereinfachung ass.

Mir sinn, Här President, am héich elektroneschen Zäitalter. Mir hu fir alles eng App. An et kann definitiv net méi sinn, dass d'Demanden nach op der Hand musse geschriwwe ginn an op där anerer Säit ee sëtzt, dee kontrolléiert, ob och alles an der Rei ass. Eng Demande soll net dierfen oder kënne fortgeschéckt ginn, wa se net komplett ass. D'Kompetitivitéit geet Hand an Hand mat dem dernier Cri wat technesch méiglech ass.

Zu Lëtzebuerg maachen nach keng 10% vun de Leit hir Steiererklärung elektronesch. An Estland si se menges Wëssens op 95%. Mä ech sinn iwwerzeegt, mir sinn um gudde Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit spillt sech net nëmmen am Privatsecteur of. Och de Statsapparat mat senge Verwaltungen ass hei gefuerdert, fir weiderhin op d'Exzellenz an och op Weiderformatioun vun de Mataarbechter ze drécken. De Verwalter an deen, dee verwalt gëtt, mussen eng harmonesch a konstruktiv Bezéiung mateneen hunn.

Wat d'Fiskalitéit ugeet, sollte mer eng hunn, déi deen, deen de Betrib iwwerhëlt, encouragéiert an net decouragéiert. De Fonds de garantie ass sécher ze begréissen. Ech verweisen och op dem Finanzminister säi Pabeier, deen en am Kontext vun dëser Debatt erausginn huet.

Et ass och wichteg, dass deen, deen de Betrib iwwerhëlt, dësen zu engem Präis ka kréien, deen och räsonabel ass. An da muss een och en Opruff maachen no baussen, dass och mat Zäite soll gedeelt ginn. Et kann net sinn, dass et Betriber dobausse gëtt, déi an der drëtter Generatioun nach net gedeelt hunn. E Juniorchef soll wëssen, op wat dass e sech aléisst.

An et muss een och mat Momenter mam Fanger op verschidde Betriber weisen, déi et verpasst hunn, an de leschte Joren, spriech souguer Jorzéngten an d'Firma ze investéieren. E Betrib, wou fënnef, zéng Joer näischt méi dra geschitt ass, ass en ale Betrib.

An dass et dann net evident ass, fir een ze fannen, deen da soll kommen, fir de Buttek ze iwwerhuelen an och nach Milliioune muss drastiechen, ass normal. Esou geschitt an etleche Secteuren. Do musse verschidden Acteuren aus dem Mëttelstand sech och bei der eegener Nues huelen; de Stat kann do net alles.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit ass e Ganzt. Do zitt jiddwereen zesummen un engem Strang. Wëllt soen: Do muss och nach eng Solidaritéit spillen. Kompetitivitéit ass Teamaarbecht. Wann dobausse Reklamm gemaach gëtt fir de Grand-Duché, wa Reklamm gemaach gëtt, dass auslännesch Investisseure sollen heihinnerkomme mat hiren Aktivitéiten, da mussen heiheem d'Konditioune stëmmen.

Et gëtt vill Bestriewungen och vu Gemengesäit, fir zum Beispill Zonen ze schafen, wou Entreprisë sech da kënnen néierloossen. D'Gemenge sollen och ënnerstëtzt ginn an deene Bestriewungen.

Mir begréissen d'Gesetz vum Aménagement du Territoire, dat d'Plans sectoriels definéiert an dat de Gemenge méi Planungssécherheet verschaaft. Éischt Erfahrunge mat där schonn ugeschwatener nei geschafener Cellule de facilitation si scho ganz gutt.

Sou! Ier elo den Terrain ausgewisen an zur Dispositioun ka gestallt ginn, muss een en emol hunn. Jiddwer Propriétaire sollt awer och do emol mat sech selwer an d'Gebiet goen, wéi wäit dass hie ka mat sech selwer verantwerten, fir ëmmer nëmmen de Maximum an ëmmer nëmme méi mussen ze froen. Et ass net gutt, wann d'Mentalitéit vum Ni-genuch-Kréien ze vill iwwerhandhëlt. Dat riskéiert zréckzeschloen.

Déiselwecht Iwwerleeung muss natierlech och gemaach ginn, wat de private Wunnengsbau ugeet, well och déi Saach mat der Bulle immobilière, Dir Dammen an Dir Hären, ass hei zu Lëtzebuerg keng Saach vun der Onméiglechkeet.

Ech hunn och näischt géint d'Biergerinitiativen. Dat ass en Zeeche vu geliefter Demokratie. Mä mir sollten eis awer och bewosst sinn, dass mir de Bou vum NIMBY-Effekt, „not in my backyard", net bei mir hannenaus, net ze wäit sollte spanen. Maacht de Contournement, de Betrib, de Knascht, de Kaméidi beim Noper, mä wann ech gelift net bei mir! Dat ass net gutt. A wéi beim private Wunnengsbau muss och beim Erschléisse vun den Aktivitéitszone méi drop geuecht ginn, dass kee Ministère deem aneren op de Féiss steet.

Wann de Wëllen an den Accord do sinn, fir eppes ze maachen, da muss et kënne virugoen. Terrainen, déi ausgewise sinn, musse kënne genotzt ginn. D'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun deem ganzen Etüdenopwand muss kënne gestallt ginn. Et ass vu menge Virriedner schonn ugeschwat ginn.

Huet et eppes mat Kompetitivitéit ze dinn, wann an enger Zon all Betrib déiselwecht Etüde muss maache loossen? Terrainen, déi ausgewise sinn an déi jorelaang aus diverse Grënn nach net genotzt goufen, a wou sech dann entretemps d'Natur breetgemaach huet, dierfen dach net duerch dësen Ëmstand erëm automatesch reklasséiert sinn! Et ass dach Mumpitz, fir een nach net bebautenen Terrain permanent mussen ze méien an ze ënnerhalen, och nach fir deiert Geld, fir dass spéider net muss e Bam oder e Strauch ewechgemaach ginn, wat dann net erlaabt ass! Mä ech gleewe fest drun, dass dat doten erkannt ass.

A Saachen Infrastrukturen, Dir Dammen an Dir Hären, steet scho villes hei. Et ass och villes am Bau. Ob dat elo d'Zones franches sinn, ech zielen net alles op, d'Logistik leeft konkret un, Ekotech, Biotech. Éierlech gesot ass Lëtzebuerg, wat d'Infrastruktur ugeet, net schlecht opgestallt. Mir hunn héich Normen, och an der Sécherheet.

Mir hunn exzellent Infrastrukturen am IT-Beräich. D'Secteuren, déi un d'Kommunikatiouns- an Informatiounstechnik liéiert sinn, hunn e grousse Succès an der rezenter Vergaangenheet kannt. Eng Valeur sûre fir de Site Lëtzebuerg ass sécherlech den Highspeed-Internet, Breetband, Glasfaser an esou weider. An ouni Datacenter - mir sinn eis all eens - wier keen Amazon hei an esou weider. Do schaffe 400 Leit. Eng sëlleche Serveren, fir online ze spillen, dee ganze Gaming gëtt vu Lëtzebuerg aus géréiert, wat der vill net wëssen, wat awer en interessante Secteur ass.

Ze begréisse sinn och d'Aarbechten um Projet de loi, wat den Archivage électronique ugeet. Technesch also, technesch - woen ech ze behaapten - si mer ganz gutt. Mir mussen et och bleiwen, mat an deem Beräich héich qualifizéierte Leit. An den Atout vun der Méisproochegkeet dierf do net aus den Ae gelooss ginn. Et sinn ënner anerem och déi, déi eis an de 60er, 70er, 80er Joren eran zu engem internationale Mediëstanduert gemaach hunn. Den Numm Lëtzebuerg ass all Dag an d'Welt erausgedroe ginn. Et wier schued, wann dat dann net méi esou wier. An do heescht et oppassen!

A Saachen Autorisatioune ware mer, just fir Iech nach e Beispill ze ginn, 2009 op 176 Kalennerdeeg fir en Dossier an der Klass 1, spriech mat den Enquêtes publiques. De Minister Schank huet et mat senge Servicer bis ewell op 127 Deeg bruecht. An och am Mëttelstand sinn d'Délais d'autorisation erofgesat ginn. Dat kann een, dat soll een och esou feststellen.

Här President, dee kosmopolitesche Charakterzuch ass enorm wichteg, wann ee vu Kompetitivitéit wëllt schwätzen. Well wa mir dann eng Kéier esou wäit sollte sinn, wann dee groussaartege Grand-Duché - deen eis jo net egal ass, soss séize mer jo alleguerten net heibannen -, wann also dëst Land erëm den Territoire vun de klenge Weeër sollt ginn, mat gudden Ubannungen, mat Terrainen, wou kann drop geschafft ginn, kuerz: als Standuert, dee sech ka weise loossen, da musse mir erausgoen an erëm richteg Reklamm fir eis maachen. Mat engem Toun, deen aluedend ass, fir dass mer och weiderhin auslännescht Kapital heihinner kréien. Well ouni dat ginn hei zu Lëtzebuerg d'Luuchten aus.

Wa mir vergiessen, dass mir un auslännescht Kapital ugewise sinn, esou wéi dat an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war, da verkenne mir d'Realitéit. Wann dat och nach haart dobausse gemengt gëtt, da kréie mir et schwéier, well dat schwätzt sech jo erëm. Et ka jo definitiv net sinn - et kann definitiv net sinn! -, dass mir eis lächerlech maachen (veuillez lire: eis lëschteg maachen) iwwert déi Leit, déi eng friem Sprooch schwätzen, aner Iddien a keen Hutt, mä e Läpp um Kapp hunn.

Viru Jore gouf et emol eng gutt Publicitéit, déi mir deemools exzellent gefall huet. Do souzen eng gutt hallef Dose Kanner vu verschiddener

Haut- an Hoerfaarf zesummen an enger Rei a se hate sech ëm d'Schëlleren. An drënner stoung geschriwwen: „typesch Lëtzebuerg". Ech mengen, esou sollte mer dobaussen optrieden.

Wann et drëms geet, sech no baussen an engem positive Liicht duerzestellen, da spille sécher eng sëlleche Facteuren eng wichteg Roll: de soziale Fridden, de Liewensstandard, d'Präisser vum Wunnen, d'Verkéiersubannungen, d'Energieversuergung, d'Schoulinfrastrukturen, d'Kultur, de Loisir, d'Wieder. Bon, beim Wieder, do wësse mer, wat mer hunn. Dat kann een net änneren, Gott sei Dank, mä bei deenen anere Punkten ass eis Gesellschaft gefuerdert.

Mam soziale Fridden, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer eis dobausse bretzen. Duerch d'Bank wéinstens. Et ass sécher en Atout fir de Site Lëtzebuerg, dass mir kënnen an der Welt soen, dass de Grand-Duché quasi ni duerch e Streik oder soss Onroue ganz broochgeluecht gëtt. Et wär wënschenswäert, wann dat esou géif bleiwen.

De Liewensstandard ass héich. Eis Paie sinn héich. Si se ze héich? Se si vill méi héich wéi bei eisen Noperen. Menge mir, dat kéint éiweg esou bleiwen?

Eis Produktivitéit ass awer och héich. Mir schaffe gutt. Eis Valeur ajoutée op den Emploi ass méi héich wéi beim Noper. Eis Lounniwekäschte sinn niddreg. Geet dat duer als Argument dobaussen?

Kënnt e Betrib op Lëtzebuerg, wann e weess, wat fir eng Paien en hei muss bezuelen? Wann dëse weess, dass en hei exzellent ausgebilte Leit fënnt, jo. Dofir ass et och esou wichteg, hei déi exzellent ausgebilte Leit ze hunn. Et wier absolut schued, wann déi zum groussen Deel missten importéiert ginn.

Mä wann dee Betrib, deen da wëllt kommen, mat Leit wëllt schaffen, déi eng niddreg oder keng Qualifikatioun hunn? Et ass e Gedanke wäert, driwwer nozedenken, wéi méi geziilt kéint an d'Aarbecht, an net an de Chômage investéiert ginn.

De Chômage niddreg ze halen oder ze drécken, ass sécher eng vun de gréissten Erausfuerderungen. Misst net geziilt een Deel vun de sozialen Transferten an dës Richtung goen, fir dass zum Beispill een Deel vun de Paie bei den Netqualifizéierten oder wéineg Qualifizéierte vum Stat gedroe gëtt, en aneren Deel vun de Betriber? Vu méiglechen neie Betriber, mä awer och vu bestehenden, déi esou an dësem Beräich op Résidentë géifen zréckgräifen, déi dann net missten am Chômage sinn?

Ëm déi 50% vun de Chômeuren hu keng Qualifikatioun. An et wäerten der ëmmer an eiser Gesellschaft ginn, déi keng hunn. Et ass keng nei Iddi, dat doten, mä et ass eng gutt. De Statsminister huet se iwwregens och uganks des Joers am „Background" op RTL développéiert. Mir mussen déi Leit a Bewegung halen, déi am Chômage sinn oder déi no enger Aarbecht sichen. Mir mussen d'Leit an der Aarbecht behalen.

Gëschter ass dat dacks ugeklongen an dat war gutt esou. D'Aarbecht ass e Wäert, eng Éier. E Mënsch, dee keng huet, dee sech wäertlos spiert, huet kee Selbstwäertgefill. Dat Schrecklechst, wat engem ka passéieren! Et ass eis Flicht, mat alle Mëttelen do dergéint unzegoen. Mä de Chômage no baussen oder vill méi een niddrege Chômagetaux gesäit gutt aus, mécht eis all Éier, ass eng gutt Reklamm fir Lëtzebuerg.

Mat dee gréissten Challenge läit och an der Verkéiersplanung. Mir wäre gäre kompetitiv, mir hätte gäre Wuesstum, ergo mir kréie méi Bewegungen an d'Land. Mir mussen dee Verkéier propper drainéieren, propper am richtege Sënn vum Wuert, dass mer e propperen, ëmweltfrëndleche Verkéier sollen hunn, mat groussen Efforten a Richtung öffentlechen Transport, a kucken, d'Leit esou séier wéi méiglech op d'Schaff an och erëm heem ze kréien. Et ass sécher kontraproduktiv fir all Ekonomie, wann ee groussen Deel vun hirer aktiver Populatioun moies an owes Stonnen a Stonnen immobil gehale gëtt. Rechent dat emol eng Kéier zesummen, wat dat kascht! Net nëmmen u Suen, mä och un Nerven!

De Claude Wiseler huet e Mobilitéitskonzept ausgeschafft, wat eventuell d'Strooss kann halen. Ech sinn d'ailleurs der Meenung, bei den Autobunnen hätt ee scho kënnen eng Kéier higoen an e Stack drop bauen. Wéi schwéier ass et dann, Emprisen ze kréien, fir se op dräi Bunnen ze erweideren? Et wier eng Iddi.

Wunnen ass ze deier. Dat gëtt gesot. Et ass och richteg. Esou oder esou muss een déi Präisser am A behalen. Eng wichteg Roll wäert de soziale Wunnengsbau spillen. Dee kann net alles. Dat ass och gewosst. Mä hei geet et drëms, dass d'Gemengen an de Stat un Terraine kommen, souwuel am Wunne wéi an der Ausweisung vun Zonen.

Wann dës Terraine sollten erschloss ginn, firwat net eventuell mat der Konditioun un de Propriétaire: Däin Terrain kënnt dran, elo direkt, du kriss eng Zomm x, elo, haut. Mä wann s de waarts an du mengs, du misst x mol dräi kréien, da kann et sinn, dass de eventuell zéng oder 20 Joer muss waarden.

Ze deiert Wunnen, Dir Dammen an Dir Hären, ass net attraktiv fir de Site Lëtzebuerg. Wësst Der, wa Kris ass, da réckelt een am Prinzip méi enk zesummen. Fréier ass gesot ginn: „Da sinn d'Kierche voll." Ech weess net, ob dat haut nach esou ass. Mä ech sinn der absoluter Iwwerzeegung, dass mir an Zukunft méi enk musse bauen. Do gëtt et am Ausland formidabel architektonesch Beispiller, wéi een dat ka maachen. Och hei am Land gëtt et gescheit Käpp mat gudden Iddien an deem Beräich. Mir kënnen net méi tëschent all Haus en hallwe Futtballsterrain Plaz loossen. An en ze deiert Wunne mécht Drock op d'Salairen.

Eis Energieversuergung ass sécher eng vun deene besseren. Dat hënnert awer net drun, dass d'Energiepolitik nach méi effizient a méi innovativ muss ginn. Nieft dem obligatoresche Must, fir a Saachen Energieaspuerungen nach méi Efforten ze maachen, muss och den Opbau vun der dezentraler Energieversuergung, dat heescht den Opbau vun den intelligenten Netzer, dem „smart grid", virugedriwwe ginn.

Nach si mer wäit vun den ugepeilten 11% ewech. Mir ënnerstëtzen de Minister absolut a senge Planungen, fir nach 42 weider Wandmillen opzeriichten.

En huet virdrun d'Fro gestallt, fir d'Betriber ze entlaaschte mat 2% a Saache Gas an eventuell dann als Contrepartie 0,5% beim Privaten eropzegoen.

An dësen Zäite sollt et en Appell sinn un eng wuelverstane Solidaritéit, jo. Et soll awer eng fair Laaschteverdeelung bleiwen. Déi soll een net aus den Ae verléieren. An de Wee vun enger Deelzoulag fir Sozialfäll sollt an där do Diskussioun onbedéngt diskutéiert ginn. Ech mengen, dat wär wichteg. Bei der Biomass ass och nach Loft no uewen. Dat wësse mer. Do kënne mer CO_2 aspueren. Jee, do ass nach vill an der Pipe. Do waarde vill Aarbechten op eis.

D'Schoulinfrastruktur. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn déi beschte Schoulen. Mir bauen op jidde Fall Lycéeën, déi am deierste sinn. Iwwer 100 Milliounen d'Stéck kaschte se. Mir mussen awer och wëssen, dass iwwert d'Halschent vun der Zäit dës Gebaier eidel stinn. Deslescht hat de Wirtschaftsminister an enger Kommissioun e Gedanken opgefouert, ob et net méiglech wier, a Schichte Schoul ze halen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen dat net abwegeg. Eng besser an effizient Auslaaschtung vun de bestehende Gebaier a Käschte spueren, firwat net? Dat mécht dann och vläicht de Peak vun de Verkéiersspëtze méi flaach. Et gesäit gutt dobaussen aus, wann eis Stroossen net gradesou verstoppt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo goufe schonn eng etlech Iddien développéiert, wat fir eng Impulser vun den eenzelne Forces vives musse kommen, fir eist Land méi opzestelle fir muer. Elo muss een awer soen, dass mir an etleche Beräicher gutt opgestallt sinn, fir op d'Erausfuerderungen, déi sécher kommen, ze reagéieren. Mä d'Mëllechkou vun eiser Ekonomie aus de leschte Joren ass de Bankesecteur. De Finanzminister ass virdrun drop agaangen.

Duerch eng wäitsiichteg, intelligent Politik gouf, nodeems an den 80er Joren d'Stolindustrie zréckgaangen ass, eng Finanzplaz opgebaut, déi sech international ka weise loossen. D'Bankeplaz Lëtzebuerg ass eng vun deene stäerksten an Europa a weltwäit. Déi Plaz huet sech esou entwéckelt, dass mir eis gären op därselwechter och gesonnt hunn, a soulaang alles gespruddelt huet, déiselwecht och net weider a Fro gestallt hunn.

Mä déi Mëllechkou Bankeplaz, fir dobäi ze bleiwen, huet e wéineg e Schoss. Dat heescht, déi gëtt net méi esou vill wéi soss, a mir mussen awer drop oppassen, dass mer se weider kënnen unzapen. Et muss ganz sécher opgepasst ginn, dass eis Bankeplaz no baussen deen Top-Image behält oder nach méi kritt.

De Finanzminister huet mat Nodrock dru geschafft, dass Lëtzebuerg net als Schmarotzer vum Rescht vun der Welt dosteet. Déi sëllechen Duebelbesteierungsofkommessen hunn de Grand-Duché vun der groer Lëscht geholl. Dass mir net mordikus un engem Bankgeheimnis kënne festhalen a gläichzäiteg no bausse wëllen als seriö a virun allem och souverän Bankeplaz optrieden, dat misst aliichten.

Mir sinn am Zäitalter vun der Transparenz ukomm, Dir Dammen an Dir Hären, an dann ass et net, fir hei oder do ënnert dem Dësch eng ze fummelen. Dat ass och gutt esou. Mir si jo net frou mat de Kompetitiounen, wou gefuddelt gëtt. Dës Bankeplazreform ass amgaangen, déi och néideg ass, well mir si vun deem, wat verdéngt gëtt hei zu Lëtzebuerg, op den Niveau vun 2005 zréckgefall. Mir mussen och do der Realitéit an d'Ae kucken.

D'Experte ginn dovun aus, dass am Kader vun dëser Reform 6.000 bis 8.000 Aarbechtsplaze wäerte missen ofgebaut ginn. Virun der Kris ass dat klengt Lëtzebuerg méi oder wéineger a Rou gelooss ginn. Mä wann et bei deene Grousse rabbelt a kraacht, an do gëtt et dann esou ee klengen Acteur um internationale Maart, dee mat dëser oder där Nisch nawell vill Erfolleg huet, jo, da gëtt drageschloen. Fir hei kompetitiv ze bleiwen, ass ee vun de gréissten Challengë fir déi nächst Joren.

Allerdéngs sinn d'Finanzhaiser, Dir Dammen an Dir Hären, och an enger Bréngschold. Se si jo och do, fir dass d'Ekonomie rullt! Wa vu Kompetitivitéit geschwat gëtt, da muss och en Appell un de Banken hir Flexibilitéit gemaach ginn. Si hunn ee groussen Deel Verantwortung an dëser Diskussioun oder wéi et am Allgemenge virugeet. Och muss ee sech bewosst sinn, dass duerch déi héich Volatilitéit vun eiser no baussen ausgeriichtener Ekonomie et dem Grand-Duché méi séier méi gutt, awer och méi séier méi schlecht ka goe wéi den Noperen.

Dat ass sécher e Problem vun der Ofhängegkeet, awer och d'Ofhängegkeet vun den eenzelne Secteuren. Et war virun 30, 40 Joer Panik am Land, wéi den Haaptsecteur, d'Stolindustrie, déi an de 60er Joren nach 60% vum PIB ausgemaach huet, ugefaangen huet ze lappen. Et ass och elo Panik am Land, wou d'Banken an dee ganze Secteur ronderëm, déi, mir hunn et virdrun héieren, 36% ausmaachen, de Schnapp hunn.

Eng Kompetitivitéit vun engem Land weist sech och iwwert déi breet Opstellung vu senger Ekonomie. Et sollt eis schonn ze denke ginn, wann een ëmmer méi en niddrege Prozentsaz vum PIB hei zu Lëtzebuerg an der Industrie ka feststellen. E Land, wat keen Industriestandbeen méi huet, gëtt sech selwer op!

Lëtzebuerg muss sech och international wieren. Ech hunn - ech weess net, ob Der dat héieren hat - de leschte Samschdeg en Interview vum Laurent Schonckert um Radio héieren, wou en ugeschwat huet, dass e groussen Deel vun de Produkter, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi hei um Maart verkaaft ginn, via d'Belsch facturéiert ginn. Do sëtzt jo och een, dee verdéngt! Dat ass eng Entrave à la libre circulation des marchandises. Lëtzebuerg muss sech wieren, och an deem dote Punkt.

Et gëtt vill Schantercher, Dir Dammen an Dir Hären, vill Schantercher. Wou e Chantier ass, do muss geschafft ginn. „Wien näischt mécht, deen näischt brécht.", dat kann et definitiv net méi sinn. Ëmgedréit ass richteg geschwat: „Wou gehuwwelt gëtt, do fale Spéin."

A wéi seet de Kolleeg Ali Kaes ëmmer: „10% Verloscht ass ëmmer!" Wat heescht dat? Ma et heescht, dass och eng Kéier eppes ka schifgoen. A wann et dann net klappt, jo, da klappt et eng Kéier net. Et ass jo gutt, dass mer e klengt Land sinn. Mä et ass net gutt, dass mer awer och mat Momenter ee liicht beschassene Charakter an eiser Gesellschaft hunn. Wéini hale mir op, mam Fanger op deen ze weisen, deen eng Kéier eng Initiativ an de Sand gesat huet? Déi Mannst dovunner, vun deenen alleguerten, hunn dat jo gäre gemaach, déi hunn dat jo net express gemaach. Mä déi Allermeescht ware gudde Wëllens. Si hate Courage.

Mir si jo haut ënner anerem houfreg op d'SES. Ma wa viru 25 Joer dee Satellit net opgaange wier, da géif haut vläicht kee méi dovunner schwätzen. Mä och deemools hate Leit, wéi ënner anerem e Pierre Werner, dee Courage, eppes ze woen, wou keng Garantie a keng Kasko hannendru war. Mir hunn haut ze dacks den Zock, ze brandmarken, soudass deejéinegen, deen emol net réusséiert, sech an de Motzeck zréckzitt a vun der Bildfläch verschwënnt. An dat duerf net sinn.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dës Bemierkung: Eng Kompetitivitéit ass wichteg, fir dass et dem Land weider gutt geet. Eng Kompetitivitéit mécht sech awer net um Bockel vun dësem oder vun deem. Do muss een als Ganzt dru schaffen. An eng gesond Kompetitivitéit muss virun allem de Garant sinn, dass d'Gesellschaft am géigesäitege Respekt an an enger Forme digne kann zesummeliewen.

D'Kompetitivitéit soll net nëmmen d'Dier opmaache fir en oniwwerluechtene Wuesstum, deen irreell ass a wou de Mënsch op der Streck bleift. Bei alle Wuesstumsbestriewungen ënnersträichen ech d'Wichtegkeet vun enger iwwergräifender Diskussioun iwwert d'Gesellschaftsform vun der Zukunft. Mir fuerdere mat Recht méi Bëss a méi Honger.

Firwat hat déi Generatioun virun eis däers vläicht méi? D'Zilsetzung war eng méi kloer, well de Mënsch einfach manner hat. Also huet e geschafft a sech druginn, fir méi ze kréien. Mir sollten eis d'Fro stellen, wéi mir den Nokomme mussen erklären, dass nëmme Leeschtung sech lount an nëmme Leeschtung, wann e Jugendleche vun 18 Joer haut am Duerchschnëtt 500 materiell Objete säin eegen nennt? Wéi muss een d'Maartwirtschaft regléieren, wann de Maart gesiedegt ass?

Bedenkt, wann eis Ekonomie an den nächste Joren 3% all Joer soll wuessen, da mussen d'Entreprisen an deenen nächste 25 Joer duebel esou vill ëmsetze wéi elo. Da muss den Awunner aus dem Grand-Duché duebel esou vill akafe wéi bis elo. Duebel esou vill Leit, duebel esou vill Autoen, duebel esou vill Wunnengen. Dat heescht: ëmmer erëm drun denken, wat fir e Land mir eise Kanner wëllen hannerloossen. Dofir sollte mir och d'Wäerter an dëser Diskussioun net vergiessen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwert d'Croissance a Kompetitivitéit. De Wirtschaftsminister, och de Finanzminister, jo, si loossen hei iwwert d'Croissance schwätzen. Mir wëssen, datt mer eis eigentlech net ëmmer ganz eens sinn doriwwer, wat mer drënner verstinn, ob mer se brauchen, wéi vill mer der brauchen, ob mer se wëllen, ob mer se nach kënnen erreechen.

Ab und zu héiert een hei am Haus an op villen anere Plazen am Land, déi Zäite vun enger iwwerduerchschnëttlecher Croissance vun eiser Ekonomie, déi wären definitiv eriwwer, géifen ni méi erëmkommen. Gläichzäiteg maache mer awer Politik, mer lancéiere Reformen, Programmer, well mer dovunner ausginn, datt mer nach wie vor eng méi eng grouss Croissance wäerte behalen iwwert déi nächst Joren a Jorzéngten, wéi eis Länner ronderëm.

Eigentlech ass dat jo emol e Widdersproch. An duerfir ass et net falsch, hei och eng Kéier iwwert d'Croissance, ob mer se brauchen, wéi mer se kënnen erreechen, wéi vill datt mer wëllen, wéi vill och gutt ass fir eist Land, wéi vill mer och verkraaften, solle kënne schwätzen.

An deene leschte Joren, eigentlech an deene leschte fënnef Joer, zënter der Bankekris, hu mer festgestallt, datt mer eigentlech keng Croissance méi haten zu Lëtzebuerg, well eis Ekonomie ass an der Moyenne mat 0% gewuess. Dat, wat mer am Ufank verluer hunn, dat, wat mer opginn hunn u Wirtschaftskraaft, hu mer mühseleg an deene leschte Joren a Méint eréischt derbäigewonnen.

Ass also wierklech eng Croissance vun dräi, véier Prozent an der Moyenne, esou wéi se jo awer gebraucht gëtt, fir munneche vun eise soziale Systemer kënnen am Équiliber ze halen, ass déi dann iwwerhaapt nach realistesch?

À court terme ass dat sécherlech schwiereg ze erreechen, well mer eng Rei vu Wirtschaftssecteuren hunn, déi éischter amgaange sinn zréckzegoen. Also misst dee Réckgang do jo fir d'Alleréischt emol haaptsächlech kompenséiert ginn, ier een iwwerhaapt emol vu Croissance ka schwätzen.

Wann een op der Finanzplaz éischter vun engem Repositionnement vläicht vun engem Deelsecteur vun der Finanzplaz, vun engem Gesondschrumpfe ka schwätzen, esou ass d'Situatioun bei der Industrie awer méi besuergniserreegend, wou een éischter scho vun engem Ewechschmëlze muss schwätze vun der industrieller Substanz.

Prinzipiell mengen ech, datt et, jo, fir Lëtzebuerg awer nach ëmmer méiglech bleift, et ze erreechen, mëttelfristeg méi eng héich Croissance ze hu wéi eis Nopeschlänner. Ganz eleng doduerjer, well mer e klengt Land sinn, eleng doduerjer, well hei zu Lëtzebuerg schonn een oder zwee Secteuren, déi iwwerduerchschnëttlech performéieren, natierlech an der Moyenne herno reng aus statisteschen Ursaachen d'Croissance kënnen iwwert d'Moyenne vu méi grousse Länner, wou dat alles méi staark équilibréiert ass, ewechhiewen.

Mir brauchen awer, fir eng Croissance économique weider ze hunn, an dat weider op deem héijen Niveau, dee mer jo erreecht hunn als awer ganz staark entwéckelt Land, brauche mer weider Viraussetzungen, déi mussen erfëllt sinn, well soss wäert dat sécherlech en Dram

bleiwen. Mir musse wuesse kënne vu bannen, mir musse wuesse kënnen duerch Produktivitéitssteigerungen. Dat heescht, mir musse besser ginn, mir mussen dat, wat mer kënnen, dat, wat mer drop hunn, dat muss besser ginn.

Dat erreeche mer duerch Formatioun, duerch Fuerschung, duerch Entwécklung vun de Produiten, vun awer och de Produktiounsmethoden. Mir kënnen awer natierlech och, an dat hu mer laang gemaach als Lëtzebuerger Land, weiderhi wuesse vu baussen eraus. Dat heescht, andeems mer méi attraktiv si wéi ronderëm, wéi aner potenziell Standuerter, déi weltwäit mat eis an der Konkurrenz sinn. Soudatt eng ekonomesch Aktivitéit eben, wa se op der Sich ass no engem Doheem, éischter op Lëtzebuerg kënnt, wéi datt se soss anzwousch an d'Welt geet.

Eng aner wichteg Viraussetzung, fir Croissance weider ze erméiglechen, dat ass, datt mer, jo, d'Ressourcen hunn. Dat fänkt mat den Terrainen un. De Minister ass drop agaangen. Et geet mat de Leit, gutt formëierte Leit, déi eppes kënnen, déi eppes drop hunn, déi dat kënne leeschten, wat d'Entreprisen nun eben emol haut brauchen. Och dat ass de Mëtteg schonn erwähnt ginn. Mir brauchen Infrastruktur a vill aneschters, wou ech de Mëtteg nach wëll a menger Interventioun dorobber méi am Detail zréckkommen.

Ech mengen och, an dat probéiere mer als Fraktioun och ëmmer erëm hei ze ënnersträichen, och wa munneches sécherlech muss kritiséiert ginn, wa munneches sécherlech net evident ass momentan, a wa mer d'Aerm vill méi wäit nach mussen eropstréppen, fir et ze packen, wéi dat an deene leschte Jorzéngten de Fall war, mengen ech, datt Lëtzebuerg nach ëmmer Chancen huet, datt mer nach ëmmer Potenzial hunn, wat broochläit. Datt et also ganz, ganz villes nach ze maache gëtt, fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg kënne weiderzeentwéckelen.

Mir hunn natierlech momentan eng Rei vu Schwieregkeeten, op déi mer eis schwéier kënnen astellen an ëmstellen, well, jo, déi wirtschaftlech Situatioun an de leschten 20, 25 Joer jo awer éischter extrem favorabel war, villes vum selwe gaangen ass. An dat Ëmstellen, dat neit Denken, dat fält eis visiblement schwéier.

Mir hunn dës Woch zwou interessant an zwou wichteg Debatte gefouert: déi iwwert den Emploi an déi iwwert d'Kompetitivitéit. Et ass richteg eigentlech, déi zwee Sujete mateneen ze diskutéieren, well et ass béides, et sinn zwou Säiten eigentlech vun enger Medail. Ouni dat eent geet dat anert net.

Wat mech e bësse gewonnert huet, dat ass, datt mer elo...- an de Minister selwer huet scho vu Wahlperiod geschwat. De Wirtschaftsminister huet gesot, mir wäre schonn an der Wahlcampagne. Ech mengen, datt et nach net gradesou ass oder et soll op jidde Fall nach net esou sinn. -, ...datt mer dann um Enn vun enger Legislaturperiod op eemol eng Kompetitivitéitsdebatt hei féieren.

Ech hätt mer gewënscht, datt een déi am Ufank vun der Period gefouert hätt. Datt ee sech do op enger Rei vu Punkten eens gemaach hätt an datt een der Regierung Zäit ginn hätt, da Konklusiounen doraus ze zéien an dat ëmzesetzen. Dann hätte mer sécherlech haut scho vill méi geschafft.

Well den Här Minister huet probéiert och, d'Halschent vu senger Interventioun war eigentlech de Bilan, wat da gemaach ginn ass déi lescht Joren. Mä op deene kruziale Punkten, op déi et ukënnt, si mer awer eigentlech net virukomm.

D'Simplification administrative wësse mer, datt et eppes ass, wat nach wie vor net geléist ass. Wou grouss Hoffnunge ware viru véier Joer, wou de Statsminister selwer gesot huet: „Wa mer dat dote wëllen hikréien, da muss ech, da muss de Chef vun der Regierung dat zur Chefsaach maachen." En huet et zur Chefsaach gemaach, mä näischt ass entre-temps geschitt.

(Interruptions diverses)

Et ass Chefsaach, et ass Chefsaach bliwwen. An d'Betriber, déi, déi wëllen investéieren, déi, déi wëllen eppes maachen hei am Land, si grad nach esou gehäit, wéi dat viru véier Joer de Fall war.

Viru véier Joer ass och gesot ginn, mir musse kucken, datt mer iwwert d'Betribsbesteierung schwätzen hei, mir mussen d'Diskussioun féieren, wéi mer den Taux wëllen orientéieren, wéi mer d'Base d'assiette wëllen orientéieren. Eng Diskussioun, déi haut nach ëmmer gefouert gëtt, wou mer eigentlech och net richteg virukomm sinn.

Ech ka mech erënneren, datt an der leschter Wahlcampagne 2009, wou ech jo d'Chance hat, mat Ärem Virgänger, Här Minister, mam Här Krecké, op x Tables rondes zesummen ze sinn... Dee gréissten Exploit vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, deen en dee Moment ëmmer virgestallt huet, dat war, datt en de Plan sectoriel vun de Zones d'activités op den Instanzewee bruecht hätt, datt en deen am Tirang leien hätt an datt een elo gläich géif wëssen, wou all déi Terrainen da wären, wou nei Betriber sech kéinten implantéieren, wou d'Gemenge kéinte matmaachen, wou d'Regioune kéinte matmaachen, wou Betriber kéinten ausgelagert ginn, datt dee grousse Problem dann elo gläich geléist wär. Nun, e läit nach ëmmer an deemselwechten Tirang, dee Plan sectoriel elo.

An elo gläich an där nächster Wahlcampagne wäert den Här Minister eis dann erëm eng Kéier zielen, datt mer gläich dee Plan sectoriel dann a Kraaft hunn an datt erëm ganz vill Betriber op ganz villen neien Terraine sech kéinten implantéieren.

Ech hunn d'Impressioun, wéi...

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der, datt den Här Wirtschaftsminister lech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma selbstverständlech.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wëll...

M. Xavier Bettel *(DP).*- E wëllt eis elo soen, wou déi Reformen all sinn.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wëll den Här Meisch just drun erënneren, dass de Plan sectoriel laang fäerdeg ass, dass en allerdéngs effektiv bei mir am Tirang läit, mä dass en do läit, well Dir am Parlament net virukommt…

(Brouhaha)

...mam Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire. An Dir wësst, dass dat Gesetz muss gestëmmt gi virdrun, well mer soss direkt Spekulatioun op deenen Terrainen hunn. An déi wëlle mer jo alleguerten net. Mir wëllen déi évitéieren, fir dass d'Patronen...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Schneider, da läit et éischter bei 26 Deputéierte wéi bei néng!

Une voix.- Jo!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech soen dat jo hei fir d'ganzt - Här Bettel, ech hunn lech jo net agresséiert -, ech soen dat fir d'ganzt Parlament. Et geet hei drëm, fir dass déi Leit, déi Betriber, déi muer wëlle bauen, dass déi déi Terrainen och zu engem vernünftege Präis kréien. An dofir muss d'Spekulatioun évitéiert ginn an dat geet just mat deem Gesetz, wat bei lech läit a wat wahrscheinlech jo dann deemnächst soll gestëmmt ginn. An da wäert Der gesinn, deen Dag drop hutt Der vu mir de Plan sectoriel hei leien...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...an da geet dat virun.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn elo d'Fro net verstanen, Här...

(Interruption)

...ech géif gären äntwerten...

M. le Président.- Jo, Här Boden, mir kënnen elo net eng Diskussioun féieren. Et ka jiddwereen eng Fro stellen,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh, ech sinn awer gären d'accord, wann et eng Fro ass!

M. le Président.- …mä stellt Är Fro...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Boden *(CSV).*- Ech wollt dem Här Schneider awer e bëssen äntwerten. Ech fannen et e bëssen eng Frechheet, wat e gesot huet...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, ech mengen, mir kënnen awer elo, Här Boden, keng Diskussioun hei féieren,...

(Brouhaha)

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dach! Dach, dach, dach!

Une voix.- Gëschter waart Der awer méi streng.

M. le Président.- Neen, mir mussen elo hei der Rei no fueren. Ech mengen, den Här Meisch ass amgaangen…

(Brouhaha)

Här Boden, dann huelt ganz kuerz Stellung, mä mir kënnen awer elo net hei eng ganz Diskussioun féieren. Dir kënnt lech jo aschreiwen duerno.

(Interruption)

M. Fernand Boden *(CSV).*- Ech wéilt just soen, datt d'Chamberskommissioun intensiv un deem Projet mat der Regierung geschafft huet, datt dee Projet, deen do erauskomm ass, e komplett aneren ass wéi deen, deen an der Chamber déposéiert ginn ass. Dat heescht, datt mer Efforte gemaach hunn, fir aus deem Projet e gudde Projet ze maachen, datt mer en net leie gelooss hunn, datt mer en net schleefe gelooss hunn an datt mir eist Bescht maachen, datt en esou schnell wéi méiglech gestëmmt gëtt. Mir hunn e fäerdeg, ee leschten Amendement läit beim Statsrot. Wann deen dee mécht, da stëmme mir de Projet den nächste Mount. Mir si prett dofir.

Ech géif den Här Schneider awer bieden, e bësse méi gentil ze schwätzen, well déi Kommissioun huet sech ganz vill Aarbecht gemaach, fir hei virunzemaachen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, an net fir ze verschleefen!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, Merci. Elo fiert den Här Meisch virun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Op jidde Fall, op jidde Fall war et...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif d'DP-Kolleege bieden, dem Här Meisch nozelauschteren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh, déi wëssen, wat ech wëll soen, Här President.

(Hilarité)

Op jidde Fall war et jo vläicht e bësse vireileg dann, fir 2009 de Leit schonn ze verspriechen, datt mer ganz vill Terraine ganz schnell fir ganz vill nei Betriber géife kréien. A wann et dann net esou schnell gaangen ass, dann ass et sécherlech net d'Responsabilitéit vun deenen néng Kolleegen aus der DP-Fraktioun, déi dorunner sollten da schold sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass diskutéiert ginn, wéi mer d'Käschte fir d'Betriber kënne bremsen, wat d'Salaireskäschten, wat d'Energiekäschten ubelaangt. Och do hu mer an deenen éischte véier Joer vun dëser Legislaturperiod net ganz vill erlieft. An d'Resultat vun där doter Politik, d'Resultat vun där doter Politik schwätzt jo eigentlech och fir sech: Mir hu beim Chômage e Rekord, dee mer nach ni erreecht hunn. Mir hu bei de Failliten e Rekord, dee mer nach ni erreecht hunn. Mir hu Fermeturë vun Entreprisen, wéi mer se eigentlech nach ni haten.

Mir sinn an engem Desindustrialiséierungsprozess dran, deen engem wierklech ufänkt, richteg Suergen ze maachen. An dat Schlëmmst vun deem Ganzen, dat ass, datt international gesinn, wann Entreprisen amgaange sinn ze kucken, wou se sech da wëllen hin implantéiere goen, datt déi Lëtzebuerg eigentlech net méi um Radar hunn. An dat misst eis, nach eemol, vill méi Suerge maachen!

An elo féiere mer alt erëm eng Kéier eng Debatt hei an der Chamber. Ech hoffen net, datt déi Debatt geduecht ass, fir vun där doter allgemenger Lethargie vun der Regierung ofzelenken, well eigentlech hate mer jo scho genuch Debatten. X-mol hu mer iwwert déi Sujeten do hei geschwat! Et leie genuch Iddien um Dësch, wat alles misst fir d'Croissance a fir Kompetitivitéit a fir den Emploi hei am Land gemaach ginn! Et geet elo drëms, et ëmzesetzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- An ech kann, Här President, ganz vill vun deenen Iwwerleeungen, déi den Här Schneider an och den Här Frieden hei presentéiert hunn, deelen. Ech hunn och ganz vill Iwwerleeungen ëmmer ënnerstëtzt, déi de Minister Krecké hei presentéiert huet. A mir hunn als Fraktioun, da wa mer da konnten, da wa Projeten erakomm sinn, gekuckt, fir déi esou schnell wéi méiglech virunzekréien an esou gutt wéi méiglech duerch d'Parlament ze kréien. A mir hu méi wéi eng Kéier probéiert, couragéiert a konstruktiv Proposen ze maachen, fir am Sënn vun der Lëtzebuerger Ekonomie eppes kënnen och aus der Oppositioun eraus hëllefen ze bewegen. Mä et geet ganz einfach dorëms ëmzesetzen!

An och, wann elo erëm eng Kéier nei Proposen hei an d'Diskussioun kommen, da muss een awer drun zweifelen, ob dës Majoritéit dann elo grad d'Kraaft fënnt, dat ëmzesetzen, wat se déi lescht véier Joer net ronnbruecht huet.

An ee Beispill war eigentlech symptomatesch: De Wirtschaftsminister war jo virun e puer Wochen eng Kéier an d'Chamberskommissioun vun der Ekonomie komm an huet eis dee Programm, deen en haut de Mëtteg och nach eng Kéier kuerz skizzéiert huet, am Detail virgeluecht. Ech hunn och dee Moment eigentlech näischt dorunner ze kritiséiere gehat. D'Kritik ass awer direkt komm vun engem Majoritéitsdeputéierten, dee gesot huet, déi Punkten, wat d'Aarbechtsrecht géif ubelaangen, dat géif dann awer zu enger Revolutioun féieren, wann de Minister dat dote wierklech wéilt ëmsetzen.

Duerfir mengen ech wierklech, datt et hei net un den Iddie feelt. Mir wëssen eigentlech alleguerten, oder vill vun eis wëssen heibannen, wat ze maachen ass, duerfir solle mer et maachen. Mä et läit éischter un der Majoritéit an et huet een d'Impressioun, datt Eenzelner an deem rouden an an deem schwaarze Lager nach op enger, jo, rout-schwaarzer Wollek schwiewen, datt se vum Prinzip Hoffnung liewen, datt et iergendwann an der Lëtzebuerger Ekonomie vum selwen dann erëm eng Kéier besser geet, an, jo, datt se eigentlech nach net verstanen hunn, datt elo de Moment awer spéitstens do ass, fir sech emol erëm eng Kéier méi mam Erwirtschaften ze beschäftege wéi mam Verdeelen.

Anerer, och an CSV an LSAP, hunn awer och jo gewarnt, si hunn och couragéiert Propose gemaach. Ech mengen, dat ass net alles esou unicolore, wéi een dat vläicht kéint oder wéilt virstellen, mä si si ganz oft awer am Ree stoe gelooss gi vun hiren eegene Partei- a Fraktiounskolleegen. An duerfir sinn ebe munnech gutt gemengte Proposen, egal vu wiem se komm sinn, déi leschte Joren eigentlech net ëmgesat ginn.

Och mir als DP hunn x-mol probéiert, d'Initiativ ze ergräifen. Ech kéint bis 2006 zréckgoen, op eisen 33-Punkten-Programm a ganz vill aner Initiativen, wou mer grad am Sënn vun der Kompetitivitéit, am Sënn vum Emploi, am Sënn vun der Sanéierung vun eisem Statsbudget probéiert hunn, Punkten an d'Diskussioun ze bréngen.

Jo, an déi meescht hunn eigentlech haut nach ëmmer hir Richtegkeet, well der kaum vun der Regierung ëmgesat goufen: sief dat, wat d'Bekämpfung vum Chômage ubelaangt, wou mer jo gëschter eng grouss Debatt driwwer haten, wou meng Partei déi éischt war, déi gesot huet, mir mussen aktivéieren, mir musse weiderbilden, mir mussen d'Administration de l'emploi an eng Weiderbildungsagentur ëmwandelen, mir mussen no dräi Méint fir e Chômeur, en Demandeur d'emploi, deen nach keng Aarbecht fonnt huet, kucken, datt mer en obligatoresch an eng Formatioun kréien, a villes aneres.

Jo, ech hunn elo festgestallt, datt d'Regierung den „wording" eigentlech un eis Proposen ugepasst huet. Ech hoffen, datt d'Politik dann och un eis Proposen ugepasst gëtt am Sënn vun deenen Dausende vu Leit, déi mëttlerweil op der Sich sinn no enger Aarbecht.

Sief et awer och am Domän vun der Sanéierung vun de Statsfinanzen, wou mer iwwer Screening geschwat hunn, wou mer iwwer Selektivitéit geschwat hunn, wou mer iwwert d'Duerchforste vum Subventiounsdschungel geschwat hunn, wou mer iwwert den Export vun enger Rei vu Leeschtunge geschwat hunn. Mä wéineg dovunner gouf vun der Majoritéit opgegraff.

Sief et dann awer och bei der Kompetitivitéit, wou mer schonn 2006 gesot hunn, datt mer punktuell, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, do missten eis d'Fro stellen, ob net eng Portioun méi Flexibilitéit kéint hëllefen, Aarbechtsplazen ze hale respektiv nei Aarbechtsplazen ze schafen, wou mer schonn dee Moment gesot hunn - eigentlech déi Propos, déi de Minister och de Mëtteg hei gemaach huet -, ob een net iwwert d'Referenzperiod misst nodenken an déi vergréisseren, fir et ze erméiglechen, datt da ka geschafft ginn, wann Aarbecht do ass.

A wou mer och schonn deemools der Meenung waren, datt een iwwer Interimsfirmen eigentlech méi kéint maachen, fir Leit an Aarbecht ze kréien, fir virun allem Résidenten och an Aarbecht ze kréien, well den Interim, dee gëtt et, dee gëtt et souwisou. Kuckt emol nëmmen, wéi vill Boîten datt riets a lénks hir Dieren opmaachen, fir Leit an den Travail temporaire eranzekréien. Allerdéngs stelle mer jo awer fest, datt ganz vill Leit aus dem noen Ausland iwwert deen dote Wee op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart fannen. Mer mussen also och kucken, datt mer iwwerall fir Résidenten déi Schinn do méi staark kënnen opmaachen, wéi eis dat bis ewell gelongen ass.

An och méi Flexibilitéit, wat d'CDDen ubelaangt, ass eppes, wat mer déizäit scho gefuer-

dert hunn, well mer wéi gesot der Meenung sinn, datt dann, wann Aarbechtsplazen a Gefor sinn, datt een dann iwwer eng Moderniséierung an zum Deel och eng Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht muss kënne schwätzen, datt et do net direkt en No-Go däerf sinn.

Et gëtt also och do ganz vill Mesuren, déi net nei sinn, ganz vill Iddien, déi eis kéinte weiderbréngen, mä driwwer ze diskutéieren eleng hëlleft eis net virun. Elo gëllt hei de Slogan, wéi eigentlech néierens aneschters, deen do seet: „Just do it!"

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- De Minister vun der Ekonomie huet de Wonsch geäussert, eigentlech haut de Mëtteg keng Indexdiskussioun wëllen ze féieren. Wa mer iwwer Kompetitivitéit schwätzen, mengen ech, gëtt dat awer schwéier, den Index komplett auszeklameren.

De Minister sot, an dat huet mech awer e bëssen iwwerrascht, e géif mat villen Acteure schwätzen - dat mussen der virun allem dann am Ausland sinn -, an déi géifen ni Froen zum Index stellen. Ech schwätzen da wahrscheinlech mat anere Leit. Well wann ech an d'Betriber ginn, wann ech mat Patrone schwätzen, wann ech mat Décideure schwätzen an de Betriber, ech si seelen an engem Betrib, wou net iergendzwousch eng Kéier dann och d'Diskussioun op den Index kënnt.

Ob dat an der Industrie ass, ob dat am Handwierk ass, ob et am Commerce ass, ob et an de Banken ass, den Index ass en Thema, an den Index ass eben och en Thema, wann et ëm den Emploi geet. Dat huet eis als Partei an als Fraktioun interesséiert a mir hunn 2010 e Sondage gemaach bei enger Rei vu Patronen, bei enger Rei vun Décideuren aus gréisseren Entreprisen, wéi se op den Index reagéieren.

An d'Konklusioun war déi, datt eng Rei vu Betriber, sécherlech net alleguerten, mä eng Rei vu Betriber och kucken dann, hir Salaireskäschten erëm eng Kéier erofzesetzen, andeems Leit net ersat ginn - dat ass nach déi manner schlecht Variant, déi ee kéint wielen -, mä andeems awer och vläicht Leit herno aus dem Betrib erausgedréckt ginn. A wann dann den Index, dee jo eigentlech eng gutt Erfindung ass, dee jo eigentlech och Lëtzebuerg e Stéck soziale Fridde ginn huet, mä wann dann och den Index ufänkt, op där anerer Säit awer Aarbechtsplazen ze kaschten, dann, mengen ech, muss awer och ënner vernünftege Leit hei zu Lëtzebuerg kënnen doriwwer geschwat ginn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Meisch, dierf ech Iech just froen, wat dann Är Positioun ass?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Majo, Dir kënnt mer ganz vill Froen elo beienee stellen. Ech proposéieren, lauschtert mer elo no, wann dann nach Froen op sinn, da stellt Der mer déi zum Schluss, Här Minister.

Et sollt ee virun allem, wann een iwwert den Index schwätzt, och iwwert de cumulativen Effet schwätzen: Mindestloun an Index zesummen. A mir wëssen, datt dat virun allem och Aarbecht méi deier mécht an engem Beräich, wou mer an engem Niddreglounberäich sinn, wou mer jo awer mierken, datt mer ganz besonnesch do Problemer hunn, Leit an Aarbecht ze halen, Leit an Aarbecht ze kréien, datt mer ganz vill onforméiert, onqualifizéiert Leit hunn, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn an déi mer an d'Betriber net méi erakréien. Duerfir muss dat doten eis awer och iergendwéi interpelléieren.

Ech hunn et virdru gesot: Mir stinn eigentlech zum Prinzip vum Index, mä wann et op d'Käschten awer vun Aarbechtsplaze geet, da muss een doriwwer kënnen nodenken. An eis Propos ass déi, déi mer och schonn um Ufank vun der Kris gemaach hunn, fir eng Indextranche falen ze loossen, ier een erëm an den normale Rhythmus géif eraklammen, aus enger Rei vun Ursaachen: fir doduerjer d'Inflatioun e Stéck ze bremsen, well mer jo awer mierken, datt mer zu Lëtzebuerg méi eng héich Inflatioun hunn, wéi dat am Ausland a virun allem bei eisen Haaptkonkurrenten ass, fir de Betriber e bësse Loft ze verschafen, well et awer och - jo, fir doduerjer awer och Aarbechtsplazen ofzesécheren -, mä awer och, well et eng sozial Mesure ass, well jiddweree säi Bäitrag leescht.

An et muss ee jo awer emol drun erënneren, datt mer an der schlëmmster Kris sinn, ekonomesch gesinn, déi mer zanter dem Zweete Weltkrich erlieft hunn, an datt mer do e Bäitrag vu jiddwerengem géife verlaangen, deen awer senger Capacitéit ugepasst wär. Well jiddweree géif 2,5% vu sengem Revenu do opginn, an dat ass fir een, deen nun e Villfacht vum Mindestloun verdéngt, jo awer e Stéck wäit méi wéi fir een, dee just um Mindestloun ass.

An eis Propos war awer och esou, datt een et kombinéiert géif maache mat enger weiderer Augmentatioun vum Mindestloun, déi mer och bis elo jo ëmmer matgedroen hunn, well mer da mengen, datt dat eleng scho géif dozou féieren, datt och déi Leit, déi um Mindestloun oder knapp driwwer sinn, vun ënnen awer géifen an d'Luucht gedréckt ginn.

Gläichzäiteg wëlle mer awer och iwwert de Wuerekuerf schwätzen, muss een, mengen ech, iwwert de Wuerekuerf schwätzen, virun allem wat d'Gewiichtung vun der Energie ubelaangt. Well wa mer an eng Nohaltegkeet wëllen erakommen, wa mer och gäre vun de Leit am Land en nohaltegt Verhalen hätten, ass et net onbedéngt sënnvoll, datt fir dat, wat ech beim Heizen oder op der Tankstell méi muss bezuelen, datt eleng de Patron herno duerfir opkënnt. Do muss och deen Eenzelne mat e Stéck wäit responsabiliséiert ginn. An et gëtt jo awer och aner Mechanismen, wéi een de Leit, wat d'Energiekäschten ubelaangt, kéint entgéintkommen, datt se dat besser kënne schëlleren, wéi ebe just den Index.

Da si mer awer och der Meenung - an och déi Propositioun ass net nei, an et wonnert mech eigentlech, datt de Wirtschaftsminister net weess, wat déi gréissten Oppositiounspartei zu deem Thema do schonn alles zerwéiert huet -, mir sinn der Meenung, datt ee misst e Pakt maache ronderëm den Index tëschent Patronen an och tëschent deene Beschäftegten, wou, wann déi Beschäftegt op där enger Säit mat op de Wee géife goen, fir eng Indextranche ausfalen ze loossen - wat sécherlech en net einfachen Effort wär, och virun allem fir d'Gewerkschaften en net einfachen Effort wär -, dann op där anerer Säit och d'Patronat sech kloer misst engagéieren, datt dat dann och géif ëmgesat ginn: ëmgesat ginn, datt manner Aarbechtsplaze géifen ofgebaut ginn, ëmgesat géif ginn, datt nei Aarbechtsplaze géife geschafe ginn, ëmgesat géif ginn, datt d'Betriber sech méi staark engagéieren an der Ausbildung, an der Ouverture, wat Léierplazen ubelaangt, fir jonk Leit an d'Betriber eranzehuelen. Also kloer Engagementer op béide Säiten!

Allerdéngs zweifelen ech drun, ob esou e Pakt méiglech ass. An ech zweifelen drun, well mer zwee aner Problemer eigentlech net geléist hunn: Mir hunn zu Lëtzebuerg de Logementsproblem net geléist kritt a mir wëssen och nach ëmmer net, wéi mer mat steigenden Energiekäschte sollen ëmgoen. An dat dréckt de Leit op de Portmonni! An ech kann Iech soen: Ech verstinn all Gewerkschaftler, dee seet, ouni Index an ouni Mindestloun geet et zu Lëtzebuerg net. Well et geet fir eng ganz Rei vu Familljen ouni Index an ouni Mindestloun zu Lëtzebuerg effektiv net, well Wunnen a Liewen zu Lëtzebuerg nun eben emol extrem deier ass.

Ech verstinn awer gläichzäiteg all Patron, dee seet, mat Index a mat Mindestloun gëtt et fir meng Aktivitéit zu Lëtzebuerg extrem schwiereg, wann ech an der internationaler Konkurrenz stinn an ech muss konkurréiere mat Länner, wou déi doten Instrumenter net existéieren a wou mer nach ganz aner Léin hunn an nach ganz aner Bedéngungen, wat d'Sozialstandarden a wat d'Emweltstandarden ubelaangt, dann ass dat doten eppes, wat iergendwann och eng Kéier meng Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg onméiglech mécht. An duerfir hunn ech eigentlech Versteesdemech fir déi zwou Säiten.

Wat mer also brauchen, dat ass, datt mer probéieren, jo, Wunnen erëm bezuelbar ze maachen an och mat steigenden Energiekäschte fir d'Zukunft, déi nach op d'Leit wäerten duerkommen, de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, do kënnen aneschters draus erauszekommen.

Ouni datt mer déi zwee Problemer do aneschters uginn - wat national Problemer sinn, déi ganz enk mat der Thematik Kompetitivitéit hei am Land verbonne sinn -, fäerten ech, wäerte mer esou e Pakt ronderëm den Index a ronderëm nei Aarbechtsplazen net geschnürt kréien. Duerfir muss an deenen zwee Politikberäicher d'Politik och endlech änneren hei zu Lëtzebuerg. Mä ech hunn net d'Impressioun, wéi wann d'Regierung dat verstanen hätt!

Wann een iwwer Croissance a Kompetitivitéit schwätzt, kënnt ee jo, mengen ech, wierklech net laanscht den Index. Deen Index ass awer nëmmen en Deel vun där doter gesamter Thematik. Fir Erfolleg ze hunn, brauche mer vill, vill méi. Virun allem, mengen ech, brauche mer eng kloer Volontéit, datt mer wëllen Erfolleg hunn an enger Rei vun Domänen, an enger Rei vu Branchen, an datt mer fir déi Branchen, déi mer dann emol detektéiert hunn a wou mer eis eens gemaach hunn, do maache mer dann och gären eppes, datt mer do eng Gesamtstrategie hunn an datt mer eigentlech alles do ronderëm dann och kucken, datt mer et richteg tässelen, datt och alles openeeklappt.

Elo hate mer gemengt, mir hätten esou eng Strategie zum Beispill fir den Domän vun der Logistik, wou ee kann derfir sinn, wou ee kann dergéint sinn. Mä wa mer eis dorobber eens maachen, da menge mer, jo, da muss och wierklech alles stëmmen!

Dann däerf awer esou eng Logistikstrategie net dorunner hänke bleiwen an net sech dorobber limitéieren - ech soen dat elo emol e bësse salopp, et ass sécherlech net esou einfach, wéi ech dat elo hei formuléieren -, datt een nei Terrainen opmécht fir eng Rei vun Transportentreprisen. Da muss awer alles do ronderëm mat gekuckt ginn an da misste virun allem jo awer och déi Acteuren, wat strategesch Acteuren am Domän vun der Logistik sinn, wou de Stat direkt d'Mainmise drop huet, direkt Afloss drop huet - an ech denken do u Cargolux, ech denken do u Luxair, ech denken u lux-Airport -, mat an esou eng Strategie agebonne ginn.

Mir hunn de Fiasko ronderëm den Dossier Cargolux. Deen huet eis jo awer gewisen, datt do keng Strategie bestanen huet an deem doten Domän, well, jo, mam Katar si mer bäigelaf, an eréischt nodeems mer bäigelaf sinn, ass eigentlech emol ugefaange ginn, sech dann d'Fro ze stellen, wou mer da grondsätzlech wëllen higoe mat där Gesellschaft a mat der gesamter Aviatioun. Dat hätt also laang virdru misse geschéien. Et ass also keng Gesamtstrategie fir den Domän vun der Logistik bis zu deem doten Zäitpunkt hei ginn.

Da sinn ech mat de Virriedner d'accord, och mam Minister Frieden, datt mer eigentlech eis Finanzplaz och nei mussen ausriichten, a jo, mir hätten domadder net bis haut misse waarden, well et virun allem noutwendeg ginn ass, well déi international Finanzarchitektur sech fundamental geännert huet zanter der Bankekris an nach wäert änneren. An et ass sécherlech awer och esou, datt eis Finanzplaz Lëtzebuerg sech awer wäert nei mussen opstellen, nei erfannen nom allgemengen Informatiounsaustausch, och no sécherlech Arrangementer, déi nach um europäesche Plang ze fanne sinn, wat aner europäesch Spillregelen ubelaangt.

An ouni datt mer Croissance weider an der Finanzplaz kréien, ouni datt mer d'Finanzplaz och nëmmen iergendwéi hallef kënnen erhalen, wäert et net méiglech sinn, iwwerhaapt iwwer Croissance zu Lëtzebuerg nach weider kënnen ze diskutéieren. Esou grouss ass d'Importenz nun eben emol vun deem dote Wirtschaftssecteur fir de Rescht vun der Ekonomie.

A grad elo brauche mer, Dir Dammen an Dir Hären, neit Vertrauen an d'Zukunft vun eiser Finanzplaz. Grad elo, wann op ville Plazen - mat Hannergedanken, ouni Hannergedanken - am Ausland driwwer diskutéiert gëtt, ob dann d'Lëtzebuerger Finanzplaz, jo, den allgemengen Informatiounsaustausch wäert schëlleren oder net, ass et wichteg, datt mer dat Positivt un der Finanzplaz, datt mer dat ervirsträichen.

An ech bedaueren nach eng Kéier, datt mer ganz vill Vertraue verspillt hunn an deene leschte Wochen, wat d'Kommunikatioun iwwert d'Finanzplaz ubelaangt, iwwert d'Opgi vum Bankgeheimnis, iwwert de Schrëtt a Richtung vum allgemengen Informatiounsaustausch an dat, wat eventuell nach doriwwer sollt eraus kommen. Dat huet esou vill Duerjernee gemaach an der internationaler Press, an der Fachpress an an de Milieuen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, datt dat duerch e puer Filmercher, déi mer wäerte weisen, fir den Image vu Lëtzebuerg opzepoléieren, nach laang net wettgemaach wäert sinn. Do musse mer op d'mannst en Hollywood-Sträife mat Oscar, mat e puer Oscare präméiere loossen, fir dat erëm eng Kéier kënnen ze kompenséieren.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech wëll och do nach eng Kéier op déi Virleeschtungen einfach verweisen, déi mer als Demokratesch Partei gemaach hunn. Virun dräi Joer hu mer och hei e Programm virgeluecht mat 31 prezise Punkten, wat d'Neiausriichtung vun eiser Finanzplaz ubelaangt. Ech muss soen, datt mer eigentlech e grousse Konsens och do mam Finanzminister haten, datt eenzel Punkten och do ofgeschafft goufen; munnech anerer loossen awer nach op sech waarden.

Wat mech awer rose mécht, dat ass, datt en anere Punkt, wou mer eis eigentlech hei am Haus eens waren, bis ewell nach net opgegraff ginn ass, och net ëmgesat ginn ass.

Ech hunn am Januar 2012 hei eng Motioun presentéiert, déi gefuerdert huet, datt mer emol sollen en „fact finding" maachen iwwer all déi europäesch Steierdebatten, iwwert d'Finanztransaktiounssteier, dee Moment dann och nach iwwert d'Bankgeheimnis an den allgemengen Informatiounsaustausch, iwwert d'Betribsbesteierung, iwwert d'Iwwerleeungen tëschent Base d'assiette an Taux a vill aneres. Well ech d'Gefill hat, datt mer an all deene Froen do - an dee Moment war et virun allem d'Finanztransaktiounssteier, déi aktuell war -, datt mer an all deenen europäesche Finanzdossieren emotional reagéieren oder ënnert Drock reagéieren, mä net rational opgrond vun Iwwerleeungen an opgrond vun Analysen an opgrond vun enger Strategie, déi mer eis definéiert hunn.

D'ganz Chamber, mengen ech, oder de ganz groussen Deel vun der Chamber war d'accord domat. De Finanzminister huet déi Motioun ugeholl, mä se ass bis haut nach net ëmgesat.

Elo mëttlerweil hu mer décidéiert, datt mer bei der Finanztransaktiounssteier net sollen derbäi sinn, no laangem Hin an Hier. Mir hunn décidéiert, datt mer dem allgemengen Informatiounsaustausch, datt mer deem zoustëmmen, awer dann, entweder aus dem Bauch eraus oder opgrond vun internationalem Drock, well eng richteg Analys hu mer do nach ëmmer net gemaach.

Ech bedaueren dat wierklech an ech hoffen, datt mer eis do als Land wierklech d'Capacitéit ginn, a strategesch wichtegen Themeberäicher wéi deem doten, op deenen eis Ekonomie nu wierklech emol baséiert, datt mer eis do besser outilléieren, fir Décisiounen ze preparéieren an herno hei am Haus och kënnen ze huelen an ze ënnerstëtzen.

Dann, Här President, e Wuert zum Marshall-Plang, deen de Minister Schneider viru Kuerzem presentéiert huet, woubäi d'Terminologie mech awer e bësse schockéiert huet. Souguer als Oppositiounspolitiker, dee jo hei net censéiert ass, ëmmer alles positiv duerzestellen, hätt ech dat dote Wuert awer net an de Mond geholl, well ech mengen nun net, datt Lëtzebuerg „in Schutt und Asche" läit. Ech mengen nu wierklech net, datt mer an der Situatioun sinn.

(Interruptions)

Neen, neen, neen. Vill méi nuancéiert, Här Schneider, mengen ech, ginn ech mer vill Méi, fir dat, wat positiv ass, positif duerzestellen, an dat, wat nun eben emol net positiv ass, ass nun net meng Aufgab, fir dat awer schéinzemolen. Dat iwwerloossen ech gären aneren hei, déi op dëst Riednerpult hei trieden.

(Interruptions)

Prinzipiell awer dozou begréisse mer et, datt mer emol eng éischte Kéier eng Diskussioun féieren iwwer eng strategesch Ausriichtung vun deene Participatiounen, déi de Stat huet. Et sinn der jo net manner ginn an der Lescht, se sinn net manner wichteg ginn an der Lescht, an duerfir ass et net falsch, sech ze froen: Wat maache mer gären als Lëtzebuerger Stat? Well och d'Diskussioun ronderëm d'Dossieren Aviatioun hu jo gewisen, datt mer eigentlech do als Stat Patron sinn, e bësse méi oder e bësse manner iwwerall, mä datt dat net richteg zesummeleeft, datt et keng koordinéiert Strategie gëtt an datt awer jiddwereen e bësse fir sech do geschafft huet.

Duerfir ass dat doten eigentlech eng Saach, déi net falsch ass. Allerdéngs stelle sech ronderëm, ech géif dann emol soen, de Schneider-Plang awer eng Rei vu Froen. Well eleng Geld ausginn, an hei si vun 2,5 Milliarden Euro geschwat ginn, eleng Geld ausginn, ass jo nach ëmmer keng Strategie. An dat Ganzt kléngt awer e bëssen esou, jo, wéi e Konjunkturprogramm nom ale Modell, wou et einfach dann emol drëms geet, Geld an de System ze kréien, fir datt Aarbecht do ass, datt d'Entreprisë kënne schaffen, ouni datt een där ganzer Saach eng strategesch Orientatioun géif ginn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Woubäi jo och nach ee muss kucken, datt bei eiser vernetztener Ekonomie an och där vernetztener Ekonomie an der Groussregioun, wat de Bausecteur ubelaangt, ee muss kucken, wéi maacht Der dat da gären, datt déi 2,5 Milliarde wierklech den Entreprisen an deene Beschäftegten hei am Land zegutt wäerte kommen.

Wann do d'Entreprisen aus der Grenzregioun sech herno mat wäerten zerwéieren, dann hu mer éischter e Konjunkturprogramm gemaach fir d'Groussregioun, awer net eppes fir eisen Emploi hei zu Lëtzebuerg.

A wat ech nu wierklech awer vermëssen, dat ass, datt bei deenen Investitiounen do et haaptsächlech schéngt drëms ze goen, datt Geld an de System kënnt an datt et manner drëms gaangen ass, wou mer da wierklech och eppes bewege kënnen, eppes, wat d'öffentlech Hand momentan vläicht net ka maachen, wat am nationalen Interessi ass, wat am Interessi vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass, vun eenzelne Secteuren ass.

Wou kënne mer eppes entwéckelen? Wou kënne mer e Stéck Zukunft preparéieren? Wou kënne mer Geld ausginn, wou och herno erëm

eng Kéier iwwert deen dote Wee, iwwer aner ekonomesch Aktivitéiten, déi mer domadder ukierpen, Geld zréckfléisst?

Dat wär e wierkleche Plang. An ech géif mer wënschen, datt een do nach emol kéint driwwer diskutéieren, am Detail kucken, wou dann och an deem Plang do eng Rei vu strategeschen Elementer kéinten erausgeschielt ginn.

Dat ass allerdéngs och nëmme méiglech, wann déi ganz Regierung derhannertsteet. An do stellt sech jo awer och nach d'Fro, wat de Finanzminister eigentlech derzou seet, dee jo wahrscheinlech domadder gerechent huet, datt déi Dividenden, déi e jo elo net méi wäert kréien, datt en déi fir säi Budget déi nächst Jore kéint aplangen an, souwäit ech mer soe gelooss hunn, jo, bräicht en awer nach e bësse Geld déi nächste Joren, fir säi Budget ze verschéineren.

Wa mer soen, mer sollen eis net a Saache lancéieren, wou mer keng Strategie hunn, da gëtt et aner Beispiller. Et ass net dat Wichtegst, mä de Slogan „de Shoppingzenter vun der Grouss-regioun" ass jo hei an enger grousser Debatt vum Statsminister eng Kéier lancéiert ginn.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn der Confédération du Commerce Geld ginn, fir eng Campagne ze maachen. Ech hunn awer e bëssen d'Impressioun, et ass dobäi bliwwen. Elo ruddere mer jo och zréck. Wa mer elo de Budget wëllen équilibréieren, nach 2015 duerch eng Hausse vun der TVA, dann hu mer jo emol schonn een Avantage, dee mer haten, fir den „Shoppingzenter vun der Groussregioun" ze ginn; dee baue mer jo emol schonn erëm eng Kéier e stéckwäit of.

Mat den Öffnungszäite si mer eis jo bis ewell och net an déi Richtung eens ginn, datt een hei nu wierklech kéint méi oft akafe kommen a méi laang akafe kommen, wéi dat ronderëm de Fall war.

An ech stellen elo fest, datt d'Regierung der Meenung ass, d'Gastronomie, do wär nach vill Potenzial, fir Résidenten ze beschäftegen. Wann ech awer och kucken, wéi de Premierminister zum Beispill an de vergaangene Joren - och hei op dëser Plaz an op villen anere Plazen - iwwer Beschäftegung am Commerce a virun allem an Zesummenhang mat Sonndesaarbecht geschwat huet, dann huet e sécherlech net d'Leit, déi hei am Land wunnen, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, encouragéiert, fir sech emol eng Kéier an e Restaurant virstellen ze goen, fir dann do och samschdes a sonndes ze schaffen. Éischter huet en deenen d'Gefill ginn, datt dat nu wierklech kaum ze toleréiere wär, datt ee samschdes a sonndes géif schaffen.

Also eng Strategie, déi iwwert de Slogan kaum erauskomm ass.

Mir sinn eis am Haus hei, mengen ech, eens mëttlerweil iwwer en anert Thema, dat vun der Albausanéierung, datt do enorm Potenzial drastécht, virun allem Potenzial fir de Mëttelstand, wou mer Dausende vun Aarbechtsplaze kënne schafen iwwert déi nächste Joren a gläichzäiteg eppes fir d'Nohaltegkeet a fir de Klimaschutz maachen.

Wann ech dann awer kucken, wéi d'Regierung nach ëmmer un dee Sujet do erugeet, obscho se amgaangen ass, jo munneches awer ze réajustéieren, dann iwwerweit d'Iddi vun de Subventiounen, vun de Subsiden, wou ech de Leit Geld direkt ginn aus dem Statsbudget, fir dann eppes ze maachen, fir sech an eng gewësse Richtung ze verhalen, iwwerweit dat nach ëmmer, amplaz vun anere Weeër, vun neie Weeër, wéi mir se zanter Jore préconiséieren, iwwer Virfinanzéierung, iwwer zum Beispill eng Klimabank, déi den Eenzelnen, déi awer och de Betriber am Land d'Investitiounen an erneierbar Energien, an Energieeffizienz kéint hëllefen, virzefinanzéieren. Iwwer aner Modeller, déi ee vläicht juristesch misst ofsécheren, wéi de „contracting", fir do vill méi wäit ze kommen an der Zilsetzung, wéi mer et jee mat Subventioune kënne maachen an ouni datt de Stat esou deier kascht, wéi dat momentan awer de Fall war.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat wär en intelligente Konjunkturprogramm. E Konjunkturprogramm fir den Emploi hei am Land, ee fir de Mëttelstand hei am Land, ee fir de Klimaschutz, wou mer Dausende vu sougenannten „dreamjobs" kéinte ganz schnell schafen an domadder och nei Steierrecettë kéinte generéieren. A gläichzäiteg géife mer eppes maache fir d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen, well och de Käschtefacteur, wat d'Energie ubelaangt, ëmmer méi grouss gëtt fir d'Entreprisen. A wa mer et hei géife färdegbréngen, datt d'Entreprisen iwwer eng Klimabank an d'Energiesanéierung, an d'Energieeffizienz an och an erneierbar Energië kéinten e Stéck méi wäit investéieren, an zu anere Konditiounen nach investéieren, wéi dat vläicht haut de Fall ass, dann hätte mer hinnen och do e groussen Avantage an der grousser Konkurrenz verschaaft.

E Wuert vläicht zur Fuerschung, wou ech wëll feststellen, datt sech an de leschte Joren eppes zum Positive geännert huet, well mer eigentlech net méi nëmmen hei iwwer Milliounе schwätzen, déi mer a Fuerschung investéieren, och en termes vu Prozentsätz, vu PIB, dat war nach d'Diskussioun vu viru fënnef Joer, an do hu mer eis op d'Schëller geklappt an hu gesot: Mir sinn awer immens gutt. Mä datt mer lues a lues awer erkennen, datt ee muss kucken: Wat geschitt herno mat deene Resultater? Wou kënne mer betribsno fuerschen? Wou kënne mer esou fuerschen, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie herno eppes dovunner huet?

Eleng e Patent unzemellen an herno ass et awer iergendzwousch, op engem aneren Eck vun der Welt gëtt dann aus dem Patent eppes gemaach, gëtt et ëmgesat, well mer dat zu Lëtzebuerg net färdegbréngen, well mer do de Kader net gesat hunn, dat bréngt eis wierklech net den „payback" op deenen Investitiounen, op deene ville Milliounen, déi mer zu Lëtzebuerg an d'Fuerschung gestach hunn an nach wëlle stiechen.

Och ass et wichteg, datt mer d'Universitéit och als Wirtschaftsfacteur begräifen. Sécherlech net nëmmen. Et geet do drëms, Leit eng Formatioun mat op de Wee ze ginn. Et geet drëms, och eng gewësse Recherche ze maachen. Et kann och drëms goen, Iddien emol eng Kéier ze développéieren an an der Gesellschaft ze diskutéieren. Dat si Fonctiounen, déi eng Universitéit huet.

Mä an allen aneren Implantatioune vun neien Universitéiten an de 60er, an de 70er Joren, an do gëtt et genuch Beispiller, huet ee gesinn, datt ronderëm déi Universitéite sech déi wirtschaftlech Struktur komplett geännert huet. An och dat musse mer zu Lëtzebuerg eng Kéier thematiséieren. Wéi brénge mer et nach méi staark färdeg, datt mer ronderëm d'Fuerschungsefforten, ronderëm d'Universitéit och wirtschaftlech Croissance kënne schafen an eenzelnen Domäner? Virun e puer Joer war dat och eigentlech nach verpönt, wann ee vu wirtschaftlechen, ekonomesche Retombéeën am Zesummenhang mat der Uni Lëtzebuerg geschwat huet. Ech hoffen, datt mer mëttlerweil do en Emdenke fonnt hunn.

Da sollte mer an enger Rei vu Beräicher, wou mer Stäerkten hunn, wou mer vläicht de Leader souguer sinn, wa mer eis mat villen anere vergläichen, kucken: Wéi kënne mer déi Stäerkte besser och nach an den Déngscht vun aneren ekonomesche Secteuren hei am Land setzen? Ech denken zum Beispill un d'Propriété intellectuelle, wou mer gutt sinn, wou mer e juristesche Kader hunn, datt ganz vill Breveten eben iwwer Lëtzebuerg géréiert ginn aus steierlechen Ursaachen. An ech begréissen d'Iwwerleeung vum Finanzminister, fir do nach eng Kéier drun ze goen.

Mä wat kënne mer dann dorauser fir d'Medië maachen? Wat kënne mer dorauser fir déi sougenannte kreativ Industrie maachen? De Gaming gëtt hei ëmmer erëm ugeschnidden. Wat kënne mer do och fir Fuerschung maachen a fir Schafung vun Inhalt, vu Contenuë maachen? Sou datt herno eben net nëmmen nach de Brevet zu Lëtzebuerg ass aus steierleche Grënn, oder well mer eng performant Juridictioun a Législatioun an deem Domän hunn, mä datt mer och ëmmer méi ekonomesch Aktivitéit, déi jo virdru muss kommen a vläicht och duerno muss geschalt ginn, datt mer déi hei op den Terrain kréien.

Gradesou gesinn ech eigentlech, datt eis Finanzplaz an eis Kompetenz op der Finanzplaz eigentlech och fir déi dote Secteure kéinten an den Déngscht gesat ginn a vun der ganzer Ekonomie, dann, wann et drëms geet, fir Entreprisen ze finanzéieren. Et héiert ee momentan, datt dat net evident ass a villen anere Länner. Nun, mir hunn eng performant Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg. D'Proximitéit zu de Banken, dat kann en Atout si fir quasi all aner Branche, och wann et drëms geet, Risikokapital opzehuelen; och wann et drëms geet, Reprisë vun enger Entreprise ze preparéieren; och wann et drëms geet, weltwäit Integratioun vun eenzelne Gruppen oder Reprisë vu Gruppe respektiv vun Entreprisen ze maachen.

An iwwert all deem schwieft dann awer ëmmer erëm d'Simplification administrative, wou ech hei net wëll an den Detail goen, mä wou een awer ëmmer méi mierkt, datt fir et méi einfach kënnen ze maachen, musse mer eigentlech d'Gouvernance tëschent de Ministèren an tëschent de Verwaltungen eng Kéier nei iwwerdenken: Wéi Décisioune geholl ginn, wie fir wat zoustänneg ass, datt mer net ze vill Leit an ze vill Hänn an ze vill Käpp hunn, déi sech ëm datselwecht musse këmmeren an zu deemselwechten Jo an Nee soen.

Generell kann ee soen, datt mer Problemer hunn an déi si kaum ze verstoppen, datt mer Chancen op där anerer Säit hunn, datt de Potenzial nach broochläit. Mä wann et ëm Kompetitivitéit geet, datt op där anerer Säit awer nach eng ganz Rei vu Geforen iwwer eis laueren a virun eis leien, déi mussen évitéiert ginn. Eng Gefor ass, datt eis Stabilitéit eigentlech net méi esou ginn ass, wéi dat déi lescht Jorzéngten de Fall war. Wa mer uechtert d'Welt gefuer sinn, fir ze soen: „Kommt op Lëtzebuerg, investéiert zu Lëtzebuerg!", dann huet een eigentlech ëmmer erëm als Haaptargument gesot, mir hu stabil politesch Verhältnisser, mir sti budgetspolitesch ganz stabil do.

Nun, dat ass net méi de Fall. Déi lescht Joren ass d'Steierlaascht fir d'Privatpersounen, fir d'Betriber kontinuéierlech an d'Luucht gaangen. Jo, an d'Privatpersounen an d'Betriber gesinn awer, datt den Defizit net ofgebaut ginn ass. Dat suggeréiert natierlech direkt de Leit, datt et wahrscheinlech zu weidere Steiererhéijunge wäert kommen. Wa mer also soen, mir hunn e stabilt Ëmfeld, da gleeft scho keen eis dat méi esou richteg.

Och déi Saach mat der Mindestbesteierung, mengen ech net, datt et ee Problem ass, ob dat elo 500 oder 1.500 oder 5.000 oder 7.500 Euro sinn, mä d'Fro: Geet dat doten esou weider? Kënnt d'nächst Joer nach eng Tranche derbäi? Geet et d'nächst Joer nach eng Kéier an d'Luucht? Et ass eigentlech déi, déi vill méi riskéiert futtizemaachen. An d'selwecht ass et, wann een iwwert déi mëttelfristeg Entwécklung vun eise soziale Systemer emol eng Kéier nodenkt, wat d'Cotisatiounen, eventuell Cotisatiounserhéijungen ubelaangt. Et geet jo net duer hei, wéi de Wirtschaftsminister et gemaach huet, ze soen, dës Regierung huet décidéiert, datt mer keng Cotisatiounserhéijung bis 2016 maachen.

Ma e Betrib, deen op Lëtzebuerg kënnt, dee wëllt wëssen, wat och nach 2020 an 2025 lass ass. Wa mer awer haut d'Renten, wa mer awer haut Rentereforme maachen, Dir Dammen an Dir Hären, wou schonn drasteet, datt d'Cotisatiounserhéijunge mëttelfristeg net méi ze évitéiere sinn, a mer de Leit eigentlech scho soen, datt dee leschte grousse Kompetitivitéitsvirsprong, dee mer par rapport zu eisem Ëmfeld hunn, zu eisen direkten Nopeschlänner an zu eisen Haaptkonkurrenten hunn, datt mer déi wäerten...

Mme la Présidente.- Här Meisch, Dir misst lues a lues zu Äre Konklusioune kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech gi mer... ech si jo awer schonn amgaang, Konklusiounen ze zéien, Madame Presidentin. Ech sinn...

Mme la Présidente.- Dir sidd iwwer fënnef, iwwer véier...

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech probéieren da mech kuerzzefaassen. Wann d'Leit gesinn a wann d'Entreprisë gesinn, datt mer duerch eng falsch Budgetspolitik, duerch eng falsch Reformpolitik, wou mer hallefhäerzeg oder falsch Reforme maachen, wann et ëm d'Neiausriichtung...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Wësst Dir...

M. Claude Meisch *(DP).*- Madame Presidentin...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Wësst Dir, wéi laang dass d'Cotisatioune vun de Pensiounskeesen hei zu Lëtzebuerg net geännert hunn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Wësst Dir, wéi laang déi net geännert hunn?

M. Claude Meisch *(DP).*- Sot engem Betrib, wéi laang se net wäerten änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Sot mer, wéi laang déi net geännert hunn, wann Dir et wësst.

M. Claude Meisch *(DP).*- E Betrib, dee wëllt op Lëtzebuerg kommen...

Mme la Présidente.- Här Minister, den Här Meisch misst schonn zum Schluss komm sinn. Ech géif proposéieren, hien elo net méi ze ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Madame Presidentin, Dir kënnt déi vu menger Riedezäit ewechhuelen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dee Betrib, deen ee wëllt op Lëtzebuerg bréngen, deem muss ee soen, wéi laang datt se an Zukunft net änneren. Deen huet näischt dovunner, wa mer deem soen, wéi laang an der Vergaangenheet d'Cotisatiounen net geännert hunn. Dee wëllt wëssen...

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Méi laang wéi an all deenen anere Länner, Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir Dammen an Dir Hären...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mä dat do ass e Sujet, wou Dir lech wahrscheinlech nach net domat ausenanergesat hutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech weess net, ob den Här Di Bartolomeo net versteet, wat ech wëll soen.

Mme la Présidente.- Här Meisch, den Här Wirtschaftsminister wëllt lech nach eng Fro stellen an da misst Der dorobber äntwerten an zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, sécher.

Mme la Présidente.- Wann Dir se unhuelt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Meisch, ech géif lech just den Challenge setzen, mer ze soen, wéi ee Land iergendengem Patron eng Garantie gëtt, wat d'Cotisatiounserhéijungen ugeet op d'Zukunft. Nennt mir eent. Nennt mir eent!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war déi Stabilitéit, déi mer haten, déi Prévisibilitéit, déi mer haten...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir hutt mer scho geäntwert, et ass gutt.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...fir de Leit d'Ëmfeld ze erklären zu Lëtzebuerg, dat war ee vun eise gréissten Atouten, Dir Dammen an Dir Hären. Wann Dir dat wëllt opginn...

Dann hu mer do e fundamentalen Meenungsënnerscheed!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et huet kee gesot, mir géifen dat wëllen opginn.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- ...an zéng Joer...an de leschten néng Joer sinn d'Cotisatioune souguer erofgaangen!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et ass awer kaum ze schwätzen, Madame Presidentin! De Minister kann duerno gären op Käschte vun der Regierung sech aschreiwe kommen an hei schwätzen.

Mme la Présidente.- Dat ännert awer näischt dorunner, dass Dir zum Schluss musst kommen, Här Meisch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, mä wann awer eppes gesot gëtt, wat net richteg ass, dann...

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, mä ech probéiere jo andauernd, et geet jo hei net...

Mme la Présidente.- Da wäerte si lech elo net méi ënnerbriechen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma et ass awer schwéier, sech verständlech ze maache bei deenen zwee do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, mä mir hunn ebe gutt Stëmmen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir brauchen also Vertrauen an de Standuert, mir brauchen och Zouverlässegkeet vun der Politik. An déi ass momentan eben net méi garantéiert. An duerfir däerf ee Kompetitivitéit eben net als renge Wirtschaftsthema gesinn, et ass en themeniwwergräifende Sujet.

Et geet ëm Ausbildung. Et geet ëm Weiderbildung. Et geet ëm Infrastruktur. Et geet ëm Budgets- a Finanzpolitik. Et geet ëm eis sozial Systemer an ëm ganz villes méi. An dee Gesamtentwerf, deen ass eigentlech net ze erkennen. Dat ass, wéi ech aganks gesot hunn, heiansdo héiere mer, mer kënne keng Croissance méi erreechen, an op där anerer Säit baséiere mer all eis Reformen awer nach op Croissancë vun 3%, 4%.

Fir d'Kompetitivitéit ze stäerken, fir neit Vertrauen an de Standuert Lëtzebuerg ze kréien, fir esou sécher Aarbechtsplazen ofzesécheren a sécher Steierrecettë fir d'Zukunft kënnen ze garantéieren, muss d'Politik nees weisen, datt se och handlungsfäeg ass an deenen zentrale Beräicher do. An duerfir wëll ech eigentlech hei soen, datt mer vill vun deene Proposen, déi de Minister Schneider hei aganks vun der Sitzung gemaach huet, datt mer déi kënne matdroen. Sécherlech muss een iwwert den Detail an

deem engen oder aneren nach eng Kéier kucken.

Mä ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt diskutéieren, hei oder anzwousch aneschters, eleng näischt hëlleft. Mir mussen elo maachen, mir mussen d'Äerm eropstréppen! An duerfir wär ech frou, wann de Wonsch vum Minister géif an Erfëllung goen, datt mer virum Enn vun dëser Legislaturperiod nach munches kéinten ëmsetzen. An ech kann en nëmmen invitéieren, datt e méiglechst schnell e Kompetitivitéitsgesetz ausschafft, hei an d'Chamber bréngt, an datt mer dat zesummen nach zum Vote bréngen. Well mir brauchen et. D'Betriber waarden dorobber. A virun allem déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi waarden dorobber. An un der Demokratescher Partei wäert dat net scheiteren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme la Présidente.- Merci, Här Meisch. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber befaasst sech mat der Fro vun der Kompetitivitéit. A wa se dat mécht, dann ass dat meeschtens en Zeechen dofir, dass e Problem besteet, dass Diskussiounsbedarf ass. Well ech ka mech net erënneren, dass an deenen Zäiten, wou dëst Land alt 5% a méi Wirtschaftswuesstum hat, praktesch iwwert déi ganz 90er Joren hin, bis ufanks vun dësem Jorhonnert eran, mer hei esou Debatten an der Politik an och hei an der Chamber gehat hätten.

D'Diskussioun ronderëm d'Kompetitivitéit ass am Fong méi rezenterweis lassgaangen, viru gutt zéng Joer. An de Joren 2001, 2002, erënnert Iech, wéi déi sougenannten „Bulle informatique" geplatzt war op den internationale Boursen, mat de Répercussiounen och hei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg, op d'Boursëcoursen och hei, a mat „Nine Eleven", mat all där Problematik ronderëm den Terrorismus, déi Onsécherheet, déi dat international och fir d'Wirtschaft bedeit huet. Och deemools en Abroch hei vun eisem Wuesstum.

An ech wëll drun erënneren, dass nach bis dato dee Statsbudget mat dem gréissten Defizit dee war vum Joer 2004 an net ee vun de Statsbudgete vun dëser Mandatsperiod. Et ass do, wou 2003 den Observatoire vun der Kompetitivitéit an d'Liewe geruff ginn ass, wou décidéiert ginn ass an der Tripartite, fir de Professer Fontagné mat enger Etüd ronderëm déi Fro vun der Wettbewerbsfäegkeet vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze chargéieren, wou d'Tripartite sech 2006 an duerno weider mat där Problematik beschäftegt huet a mir och hei am Parlament 2010 eng Debatt haten, wou den deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké säi 65-Punkte-Programm hei virgestallt huet.

Ee Punkte-Programm, vun deem mer haut héieren hunn, datt en zu engem gudden Deel realiséiert ginn ass. An duerfir wonneren ech mech awer ëmmer, wann Oppositiounsriedner heihinner kommen an u sech mat zwee Sätz da soen, wat dann d'Regierung gemaach huet, an dann an 1.000 Sätz hannendrun dann alles versichen opzezielen, wat net gemaach ginn ass. Ech hunn hei bis elo keng Interventioun fonnt, déi sech seriö mat der Ëmsetzung vun deem Plang do beschäftegt hätt. A souguer kritesch Stëmmen, do kann een d'Chambre des Salariés dozou zielen, ass an hirer Berechnung, an hirer Bewäertung vun der Ëmsetzung vun deem 65-Punkte-Programm zur Konklusioun komm, dass iwwert d'Halschent vun deene Punkten do och vun der Regierung an deem Zäitraum vun zwee, dräi Joer och ëmgesat gi wär.

Ech mengen, dat sollt een einfach zur Kenntnis huelen. Fir all déi, déi nëmme wëllen hei gleewen dinn, dass kee Konzept do wier, dass keng Iddien do wären: Neen, d'Regierung huet e Programm virgeluecht, d'Regierung huet verschidde Reformen ugekënnegt a si huet zu engem groussen Deel déi Reformen och ëmgesat respektiv ass amgaang, dat ze maachen. A wann do och deen een oder deen anere Punkt ausgesat ginn ass, dat gesitt Der op där doter Lëscht, da gëtt et gutt Grënn, firwat d'Regierung duerno décidéiert huet, deen een oder anere Punkt net ëmzesetzen.

Ech mengen, et sinn och successiv Regierungen, well ech hu gesot, déi Debatt ronderëm d'Kompetitivitéit ass eng Debatt, déi an der Period 1999-2004 scho lassgaang ass, a Parlamenter, déi sech mat deenen dote Froe beschäftegt hunn, versicht hunn, Weeër, Strategien a Programmer ze entwéckele ronderëm déi dote Froen.

Et geet drëm, dat ass ganz kloer, déi wirtschaftlech Aktivitéiten hei ze stäipen, déi mer hei hunn. Dat ass déi éischt Prioritéit. Dat si staark wirtschaftlech Aktivitéiten. Lëtzebuerg ass e staarkt, entwéckelt Land mat engem Wirtschaftsvolumen, mat engem Aarbechtsmaart, dee wäit iwwert d'Grenze vun eisem Land erausgeet an deen et méiglech gemaach huet, well mer iwwert d'Grenze vum Land eraus strahlen, och deen héije Liewensstandard ze garantéieren, dee mer momentan och nach ëmmer, trotz Kris, hei zu Lëtzebuerg hunn.

Natierlech wësse mer, dass ëmmer déi eng oder déi aner Aktivitéit ophält, well de Maart sech anescht entwéckelt huet, well déi Produkter vläicht net méi gesicht ginn international, well Konzernstrategien, internationaler, matspillen. Duerfir ass et wichteg also, vläicht méi staark wéi dat an den 90er Jore gemaach ginn ass, och zousätzlech Aktivitéiten heihinner ze zéien. An duerfir och déi vun der Chamber guttgeheeschte Politik vun dëser Regierung an der Fortsetzung vun där vun der Virgängerin, fir ze soen, mir markéieren e puer Haaptentwécklungsrichtungen, e puer Achsen, wou mer zousätzlech Aktivitéiten, zousätzlech Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg wëllen opbauen, fir iwwert deen dote Wee dann och nei Aarbechtsplazen an neie Wuesstum hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Dat sinn d'Ëmwelt-, dat sinn d'Gesondheetstechnologien, dat ass de Beräich vun der Logistik, et ass de Beräich vun den elektronesche Kommunikatiounen. Dat bleift och weiderhin de Finanzberäich mat all sengen Aktivitéiten. Dat sinn also Schwéierpunkten, déi mer entwéckelt hunn.

Mä déi Iwwerleeungen do, déi gi jo net nëmmen zu Lëtzebuerg gemaach. D'Konkurrenz schléift jo net! All déi aner Länner, an ech géif Iech emol bieden, eng Kéier déi Diskussiounen nozeliesen, déi an aner Parlamenter gefouert ginn, déi hu genau déiselwecht, genau déiselwecht Secteure festgehalen, déi sollen développéiert ginn, well sech versprach gëtt, datt do am meeschten eigentlech Entwécklungspotenzial besteet, am meeschte Plus-value eigentlech kann entstoen.

An duerfir si mer net eleng, wa mer décidéieren, an deene Beräicher ze investéieren, mä mir sinn do och an direkter Konkurrenz mat aneren, och mat méi groussen, fir ze probéieren, esou eng Rëtsch Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze kréien. Wat sécherlech déi Aufgab vun der Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, net méi einfach mécht!

Fir eis ass och kloer als LSAP-Fraktioun, dass d'Zil vun neie wirtschaftlechen Aktivitéiten, d'Zil vu méi Wuesstum net eleng ka sinn, fir d'Margë vun de Betriber eropzedrécken, mä et muss am allgemengen Interessi sinn, dat heescht, et mussen Aarbechtsplaze geschafe ginn. Et muss derfir gesuergt ginn, dass dezent Liewensniveauen och hei zu Lëtzebuerg weider gang und gäbe sinn. Dat ass d'Haaptausriichtung, wéi mir eigentlech déi Diskussioun ronderëm d'Kompetitivitéit wëlle gesinn, déi jo oft ganz verkierzt duergestallt gëtt, wann een eenzel Deklaratioune kuckt, déi gemaach si ginn ausserhalb vun dësem Parlament zu där doter Fro.

Intelligente Wuesstum, grénge Wuesstum, inklusive Wuesstum, dat sinn dräi Schlagwierder, dräi Piliere vun der Strategie 2020. A wa mer hei iwwer Lëtzebuerger Strategië fir Wuesstum a Beschäftegung schwätzen, da musse mer, dann däerfe mer net vergiessen, dass déi Strategië sech nëmme kënnen entwéckelen an engem internationalen, an engem europäeschen Ëmfeld, dat gemeinsam determinéiert gëtt.

D'Gouvernance économique européenne, dat ass, mengen ech, e Begréff, dee sécherlech net verdierft däerf sinn, dee weider géllt. An all déi Strategien, déi mer hei zu Lëtzebuerg développéieren, déi kënne sech nëmmen aschreiwen, se kënnen net contraire sinn, well soss wäerte se keng positiv Effeten hunn zu deem, wat op europäeschem Plang eigentlech vu Richtlinne festgeluecht gëtt an der Strategie Europa 2020 respektiv an anere Programmer a Strategien, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun entwéckelt gi sinn.

Lëtzebuerg ass sécherlech a senger Wirtschaft, a sengem Wuesstum, a sengem Wuelstand gewësse Risiken ausgesat. Ech mengen, awer och anerer hunn ervirgehuewen, an dat ass eis Aufgab, haaptsächlech awer op déi hinzeweisen, ouni d'Risiken ze verkennen, ouni déi Risike klengzerieden, dass mer nach wie vor awer eng ganz Rëtsch vu Chancen hunn, och als klengt Land, déi et elo optimal ze notze géllt.

Lëtzebuerg fit halen also fir d'Zukunft, dat ass fir d'LSAP en Asaz vun all Moment. Et ass en Asaz, wou ee sech ni däerf ausrouen, wou een ëmmer muss nei Initiativen huelen, a wou mer virun allem och weider mussen, an Zäite vu Knappheet vun öffentleche Budgetsmëttelen, intelligent investéieren.

Mutt zum Risiko gehéiert dozou, wéi och effektiv de Geescht, fir Entrepreneur ze sinn, erëm ze förderen, eppes, wat ech mengen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä a ville Länner vum alen Europa e bësse verluer gaangen ass an deene leschte Jorzéngten.

Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert weider nohalteg entwéckelen, schéngt fir eis och eng Selbstverständlechkeet ze sinn. An engem Land, wat, dat wësse mer, keng Matière première méi huet, déi eigentlech genotzt gëtt fir de Moment, dat wéineg eegent nationaalt Kapital kann ufëieren: Alles, wat vu grousse Betriber heihinner komm ass, ass eigentlech op internationalem, op auslänneschem Kapital opgebaut. E Land, wat e begrenzte Réservoir vun nationalen Aarbechtskräften zur Verfügung huet; e Land, wat och wéinst senger Gréisst net de politesche Poids huet wéi aner grouss Länner, déi dat an enger décisiver Standuertdiskussioun kënnen an d'Wo geheien. Dat musse mer wëssen!

Mä op där anerer Säit hu mer awer eng Accumulatioun vun Know-how, vu Kompetenzen an eenzelne wichtegen, och entwéckelbare Secteuren hei zu Lëtzebuerg opgebaut. Mir sinn duerch eis Klengheet e Land vun de klenge Weeër, och wa mer dat leider net ëmmer eent zu eent fäerdegbréngen ëmzesetzen an der Praxis. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Mir hunn duerch d'Klengheet, déi mer sinn, en iwwersiichtlechen Opbau, en einfachen Opbau. Mir hunn net véier, fënnef verschidden administrativ Strukturen hei an dësem Land. Mir kennen eigentlech nëmmen zwou administrativ Ebenen. Alles dat sinn Avantagen, wann et drëm geet, fir schnell a flexibel kënnen ze handelen.

Mir hunn eng Sproochevillfalt, déi musse mer eis erhalen. A mir sinn e Land, dat ëmmer op war zum Ausland an zu Auslänner. An dat muss och esou bleiwen, wa mer dëst Land weider wëllen entwéckelen.

A mir hunn et fäerdegbruecht, an déi ganz Entwécklung vum Finanzsecteur beweist dat iwwert déi laang Jorzéngten, wou dee Secteur opgebaut ginn ass a gebléit huet, Flexibilitéit, Schnellegkeet, fir ze reagéieren, a Konzertatioun mat deenen direkt Betraffenen aus dem Secteur. Dat sinn a bleiwen Atoute vum Lëtzebuerger Land, op déi ee kann opbauen an déi et och méiglech maachen, eng Rei vu Risike méi kleng ze halen.

De Finanzminister huet den Ënnerscheed gemaach tëschent materiellen an immaterielle Standuertvirdeeler. Ech géif se vläicht andeelen a sougenannten haart an déi douce Standuertfacteuren, déi sécherlech spillen.

Mir konzentréieren eis ganz oft op déi haart. Et ass och wichteg. Déi mussen do sinn, déi grouss Infrastrukturen, ob dat Stroosse sinn, ob dat den öffentlechen Transport ass, ob dat d'Bunn ass, ob dat Aktivitéitszone sinn, ob dat Kommunikatiounsweeër sinn. Alles dat gehéiert selbstverständlech zu engem Wirtschaftsstanduert. Deen däerfe mer net aus den Ae verléieren.

Mir hunn dat reglementarescht Ëmfeld, wat och zu deene Standuerte gehéiert, allgemeng, awer och spezifesch, well villes oft am Detail läit. An ech mengen, dass och eis Diskussioun haut vläicht iwwert d'Kompetitivitéit ze allgemeng gefouert gëtt, well mer eis ëmmer mat deene grousse Froe beschäftegen.

Mä eigentlech misste mer Secteur fir Secteur eng Feinanalys maachen, wou dann am Endeffekt d'Atouten, wou d'Problemer sinn an deenen eenzelne Beräicher, an eigentlech also e chirurgeschen Agréff heiansdo maachen an eenzelne Punkten, fir deenen eenzelne Secteure kënnen ze hëllefen. Ech mengen, dass dat eis am Endeffekt heiansdo méi wäit bréngt, wéi wa mer am Allgemenge bleiwen an eis nëmme konzentréieren op déi allgemeng Froen, déi sech secteuriwwergräifend stellen. Villes ass och am Secteur selwer ze analyséieren an ze léisen.

An natierlech och d'Salariéen, d'Formatioun vun de Salariéen, dat ass och e wichtegen, en haarde Standuertfacteur.

Mä da kommen déi douce Standuertfacteuren, déi mer oft an den Diskussioune vergiessen. Dat ass eigentlech, wéi mer nei Aktivitéiten ophuelen, wéi mer nei Aktivitéiten, och nei Leit, déi heihinnerkommen, wéi mer déi begleeden an hiren éischte Schrëtt, wou villes nach ze verbesseren ass am Detail.

Wou een och selwer gesinn huet an eenzelne Beispiller vu Betriber, déi sech hei ugesiedelt hunn, well een d'Chance hat, do kënnen e bësse mat ze begleeden, wéi wichteg eigentlech déi direkt Kontakter sinn. Wéi wichteg et ass, dass ee gehollef kritt a senge Weeër duerch d'Verwaltungen, bei de Gemengen, bei deene staatlechen Autoritéiten, fir déi Genehmegungen ze kréien, fir och iwwerhaapt ze wëssen, wat d'Ufuerderunge sinn, déi hei gestallt gi vun deenen eenzelne Behörden, déi Genehmegungen auszestellen hunn. Dat alles ass fir een, dee vu bausse kënnt, net evident.

Ech hunn och heiansdo den Androck, dass déi spezialiséiert Firmen, déi dat dote solle maachen, och heiansdo méi am Allgemengen täteg sinn, wéi eigentlech déi kleng Aarbecht kënnen um Terrain effikass ze begleeden.

D'Sozialklima ass e wichtege Facteur. Ech mengen, et ass evident: E Land, dat andauernd a Schlagzeilen ass mat sozialen Onrouen, mat Streiker lénks a riets, mat grousse Sozialkonflikter, dat ass e Land, wat net attraktiv ass, fir dass nei Betriber d'Décisioun huelen, Gruppen d'Décisioun huelen, fir Aktivitéiten an deem Land do nei opzemaachen. Duerfir ass d'Sozialklima och e ganz wichtege Standuertfacteur an deen däerfe mer och net liichtfankeg op d'Spill setzen.

Och den allgemenge Liewenskader fir déi Leit, déi heihinner schaffe kommen, ob dat déi Leit an der Direktioun sinn, ob dat déi Leit sinn, déi herno am Betrib wäerten op anere Plaze schaffen, och dat ass e wichtege Punkt. Wéi se sech wuelfillen op där neier Plaz, wou se hikommen.

An natierlech, do ginn ech dem Här Meisch vollkomme recht, och d'politesch Stabilitéit an och d'Berechebarkeet vun der Politik. Selbstverständlech ass dat e Standuertfacteur.

Ech deelen allerdéngs net seng Aschätzung, dass déi Berechebarkeet net méi do wär. Ech wëll awer drun erënneren, dass mer an deene Joren 2009 bis haut eigentlech an enger Situatioun vu wirtschaftlechem Abroch sinn, wéi et dëst Land a wéi et Europa eigentlech zënter 20, 30 Joer net méi kannt hunn. Dass do natierlech nei Moossname gemaach ginn, dass do an alle Länner Steieren eropgesat ginn, dass do an alle Länner verschidden Dépensen iwwerpréift ginn an och Steiere souguer fir d'Betriber sech veränneren, dat schéngt mer awer näischt Aussergewéinleches ze sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun, an där mer dra sinn.

Nach muss et kloer sinn, dass an anormalen Zäiten u sech d'Politik berechebar bleift an dass et net zu engem Broch an der Politik kënnt, och net an der Steierpolitik kënnt, sief et fir Privatpersounen, sief et fir Betriber. An ech mengen, dass d'Regierung sech awer un déi dote Regel gehalen huet. Ech gesinn also hei Adaptatioune vu gewësse Barren, mä ech gesinn awer hei kee Broch mat enger Steierpolitik, déi gemaach gi wier an deene leschte Jorzéngten.

A wann Der ervirgehuewen hutt, dass déi lescht Joren och fir d'Betriber d'Steieren eropgesat si ginn, hutt Der awer vergiess ze soen, dass e puer Joer virdrun d'Steiere fir d'Betriber massiv erofgesat si ginn hei zu Lëtzebuerg. Et ass also net nëmmen an eng Richtung gaangen. Wann de Stat Margen hat a sengem Budget, fir kënne Steieren och erofzesetzen, huet en an der Vergaangenheet eigentlech och op dat doten Instrument zréckgegraff. Also, esou eesäiteg däerf een déi Diskussioun net duerstellen.

Eng Erausfuerderung, mengen ech, ass déi Fro vun der Kompetitivitéit net nëmme fir déi Ministeren, déi bei dëser Debatt derbäi sinn, mä et ass natierlech eng Erausfuerderung fir d'gesamt Politik an och fir d'gesamt Regierung, well eenzel Punkte sinn hei opgrond vun de Kompetenze vun de Ministeren net ugeschwat ginn. Ech mengen, hei ass net, hei ass wéineg vum Mëttelstand geschwat ginn, vum Handwierk geschwat ginn. Hei sinn nach ganz aner Acteuren, wéi och d'Landwirtschaft, déi hei matspillen, déi, ebe well et elo de Wirtschaftsminister an de Finanzminister ass, déi d'Regierung hei vertrieden, am Fong net an de Fokus vun eisen Debatten eigentlech erakommen.

Mä wa mer déi Debatt natierlech, an da musse mer se méi breet féieren, a besonnesch se wëllen och detailléiert op déi eenzel Secteure bezéien, fir do genau d'Problematiken ze erkennen, da muss ee selbstverständlech och déi dote Gesiichtspunkte mat eranhuelen. An dat erkläert och, firwat déi dote Fro eng Responsabilitéitsfro ass vun der gesamter Regierung, wéi och d'gesamt Parlament hei sech där doten Diskussioun muss stellen.

Als LSAP si mer der Meenung, dass d'Regierung gutt beroden ass eigentlech, bei hirer aktueller Ausriichtung vun hirer Politik ze bleiwen. An eisen Aen ass et eng Politik, déi den Ausglach, den Équiliber gesicht huet, op där enger Säit vun enger Budgetskontroll, vun engem Verhënnere vun Dérapagen, wat d'Budgetsdefiziter ugeet. An déi ass gelongen!

Déi ass gelongen, wann een déi lescht Zuele kuckt, déi mer op Bréissel geschéckt hunn. De Finanzminister huet hei ervirgehuewen: De strukturellen Defizit vu Lëtzebuerg, dee besteet 2012 net, dee besteet och 2013 net, deen ass am Positiven. Deen ass am Positiven, an do ge-

héiere mer bal zu deenen eenzege Länner an der Europäescher Unioun, déi dat dote fäerdegbruecht hunn. An dat war net d'Resultat vum Zoufall, mä dat ass d'Resultat vu schwieregen a politesch net ëmmer einfachen Diskussioune ronderëm de Versuch, fir eng Konsolidéierung vum Budget ze maachen duerch ebe verschidden Aktiounen um Niveau vun den Dépensë wéi och vun den Einnahmen.

D'Regierung huet hei kee Broch gemaach. Si huet gesat op eng progressiv Verännerung, déi sech erëmspigelt an enger ganzer Rëtsch vu Reformen, déi vun dëser Majoritéit ausgeduecht an ëmgesat si ginn. Ob dat elo d'Schoul ass, ob dat d'Reformen am Beräich vun de Pensioune sinn, ob dat d'Reforme bei der Beschäftegungspolitik sinn, dat si konkret Resultater, déi an deene leschte Joren hei geholl si ginn. Dat ass d'konkret Ëmsetzung vun engem Regierungskonzept a Regierungsprogramm, dee sech dës Koalitioun viru véier Joer ginn huet.

An d'Resultater sinn do. Ech hunn et gesot: öffentlechen Haushalt, dee global am Gläichgewiicht ass, eng Inflatioun, déi momentan ënner 2% läit an héchstwahrscheinlech sech och wäert ähnlech an dem nächsten an iwwernächste Joer entwéckelen, Beschäftegungszuelen, déi weider no uewen - no uewen! - ginn, mat Progressioune vun 1,5 bis 2% pro Joer, wat enorm ass, och am Vergläich mam Ausland.

Awer och, dat ass dann deen anere Punkt, deen ass jo och gëschter hei diskutéiert ginn, gläichzäiteg parallell dozou Aarbechtslosenzuelen, déi net erofginn an déi weider d'Tendenz hunn ze steigen.

An och all Etüden, déi gemaach si ginn, déi weisen, dass nach wie vor, trotz där schwiereger Situatioun, wou mer dra sinn, trotz dem Fait, dass jo e Finanzplazland Lëtzebuerg sécherlech vun enger Finanzkris international méi getraff ass, wéi e Land, dat eigentlech keng richteg Finanzplaz huet, dass mer nach wie vor och no internationale Bewäertungen am viischte Mëttelfeld sinn an der Europäescher Unioun, wat d'Fro vun der Kompetitivitéit ugeet.

Mir sinn net d'Schlussliicht an deenen dote Froen. Mir hu vläicht net méi dee Rang, dee mer eng Zäitchen haten. Et ass och evident, mir kënnen natierlech och mat eenzelne Länner, déi e ganz niddregen Niveau vun Akommes hunn, do kënne mer och net mathalen, wat déi dote Froen ugeet. Well do géif et net duergoen, wa mer géifen nëmmen 20% erofgoen, wéi den Här Gillen an nach aner Leit dat verlaangen, mä do misst een ëm ganz aner Prozentsätz nach erofgoen, fir do, an där Kompetitioun do, wëlle matzehalen.

Soudass mer also och der Meenung sinn, dass een déi ganz Fro vun der Kompetitivitéit - an et huet een awer heiansdo den Androck, dass d'Patronatsvereenegungen dat probéieren ze maachen - op déi säglech Problematik vun de sougenannte Lounstéckkäschte wëllt reduzéieren. Dat ass ee Facteur vu villen. Et ass nëmmen ee Facteur vu villen. An et ass menger Ansicht no net dee wichtegste Facteur an deem Ganzen, well och do weist awer eng Feinanalys, wat déi Fro vun de Lounkäschten ugeet, wann een déi pro geleeschte Stonn kuckt, dass Lëtzebuerg besser do läit wéi d'Nopeschlänner, d'Belsch a Frankräich.

A wa mer a Rechnung stellen, dass d'Aarbechtszäit zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi an Däitschland, da komme mer an d'Paragë vun Däitschland och an där doter Fro. A wann een nach eng Kéier erofgeet op eenzel Secteure wéi d'Baubranche an anerer, gesäit een, dass eis Léin, wann ee se als Ganzt kuckt, mat de Sozialkäschte matagerechent, déi de Patron muss droen, dass mer dach nach a vergläichbare Paragë si wéi eis direkt Noperen, a souguer net wäit vun Däitschland ewech.

Woubäi mer eis alleguerten eens sinn: dass den däitsche Modell souwisou eent zu eent net op Lëtzebuerg wéi och an anere Länner net ze transplantéieren ass. Dat ass e spezifesche Modell, deen een net kann einfach esou iwwerhuelen. Dofir mengen ech, dass ee schonn dat muss méi global gesinn.

Mir sinn, wann een déi Fro vun de Sozialcotisatioune kuckt an déi Lounniewekäschte kuckt, op drëtter Plaz an Europa, vun hanne gekuckt. Mir hunn déi niddregst Lounniewekäschten. Just Malta an Dänemark hunn nach manner héich Lounkäschte wéi mir. Also all déi ganz aner Länner leie wäit driwwer.

An dat ass och net d'Resultat vum Zoufall! Et ass d'Resultat vun enger bewosster Politik, déi dës Regierung wéi och d'viregt Regierung gefouert hunn, souguer an Zäiten, wou et méiglech gewiescht wär - dat wär jo laang Zäiten am Pensiounsberäich méiglech gewiescht -, fir d'Cotisatiounen erofzerechnen, well d'Reserve légale längstens erreecht war. Et ass awer gesot ginn: Mir fuere weider op deem dote Punkt.

A mir hunn awer och, wann et drëm gaangen ass, Lächer ze stoppen, net als éischt Léisung, als einfachst Léisung gesot: Elo gi mer emol mat de Cotisatiounen an d'Luucht. Dat ass jo ëmmer dat Einfachst, fir kënnen e Problem ze léisen. Dat hu mer net gemaach, well mer eis bewosst sinn, dass mer, wat d'Lounniewekäschten ugeet, wierklech kompetitiv sinn an Europa, dass mer doduerjer och kënnen erlaben, dass u sech a) d'Léin méi héich si vläicht wéi op anere Plazen, mä doduerch, dass d'Lounniewekäschten eben niddreg sinn, bleiwe mer och konkurrenzfäeg par rapport zum Ausland.

An och do, mengen ech, ass souguer villes gemaach ginn, fir d'Betriber ze entlaaschten. Ech wëll drun erënneren - dat ass alles vergiess -, et ass nach net esou laang hier, dass, wat d'Familljenzoulagen ugeet, och d'Patronen hu misse cotiséieren. Dat ass elo net méi de Fall. Dat ass alles budgétiséiert, oder wann ee wëllt, fiskaliséiert ginn, wat dann natierlech eis Problemer vläicht schaaft op anere Plazen, wou mer jo och driwwer diskutéieren.

Och wann ech déi lescht Reform kucke vun der Assurance accident, hat déi jo och zum Zweck, d'Solidaritéit tëschent de Betriber méi staark spillen ze loossen an déi Betriber, déi wierklech vill Chargen haten, do iwwert deen dote Wee e bëssen ze entlaaschten an deem ganze System.

An iwwregens, wéi gesot, wann een iwwert d'Produktivitéit diskutéiert, däerf een och weider diskutéieren, fir u sech derfir ze suergen, dass et gesond Aarbechtsplaze sinn, dass mer manner Aarbechtsunfäll hunn. An dat alles dréit sécherlech och zu enger besserer Kompetitivitéit a Produktivitéit vun eise Betriber bäi.

Den Index ass ugeschwat ginn, net vun der Regierung, mä awer hei an der Debatt, déi duerno gefouert ginn ass. Och do, mengen ech, wëll ech kloer eis Positioun als LSAP-Fraktioun soen: Mir hunn e Gesetz gestëmmt, dat gesäit vir, dass elo dëst Joer wéi och d'nächst Joer am Oktober eng Tranche ausbezuelt gëtt vum Index. Dat féiert dozou, dass am Joer 2013 an 2014 d'Léin an d'Pensioune méi staark wäerte steige wéi d'Inflatioun, well déi soll bei 2% an drënner leien. dat heescht, en Deel vun deem, wat eigentlech u Präisdeierecht net kompenséiert ginn ass an de Jore virdrun, gëtt elo erëm eng Kéier opgeholl an de Joren 2013 an 2014. An den 1. Januar ginn d'Aueren op null gesat an da soll den ale System weider fonctionnéieren.

Ech sinn der Meenung, dass, wann dat antrëfft, wat d'Experte soen a wat mer elo op Bréissel matgedeelt hunn, dass mer erëm kënne rechnen, dass mer ab 2015 erëm e Wuesstum vun ëm 3% wäerten hunn, eng Inflatiounsrat awer ëm 2% wäerte rechnen, dass eis Lëtzebuerger Wirtschaft dann esou eng Indexéierung, deen ale System, ka weider gutt verquëssen, dass dat net den Doud wäert si vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, mä dass dat, wat während 30 Joer eigentlech gegollt huet, och dann ab 2015 erëm eng Kéier ka gëllen.

A wann et zu Dérapagë sollt kommen am Wirtschaftsberäich, wou déi dote Parameteren net stëmmen, ech mengen, da soll ee sech mat de Sozialpartner zesummesetzen an déi dote Froen diskutéieren. Mä et gëtt kee Grond eigentlech, deen Indexsystem, dee mer kannt hunn an deen och ënner anerem fir de soziale Fridden hei gesuergt huet, deen awer och derfir gesuergt huet, dass u sech de Liewensniveau vun de Leit erhale bliwwen ass, et gëtt kee Grond, fir deen dote System a Fro ze stellen. Dat ass a bleift d'Positioun vu menger Fraktioun zu deem dote Punkt!

Eng Desindexéierung vu Lëtzebuerg, wéi d'Union des Entrepreneurs de Luxembourg dat fuerdert, wäert et mat eis net ginn. An ech soen et awer och ganz kloer: Eng Defiskaliséierung vun de Gewënner vun de Betriber wäert et och mat der LSAP net ginn. Ech mengen, et kann een, wann ee vun enger globaler Steierreform schwätzt an et hëlt een deen eegenen Optrag seriö, et kann een net vu virera soen: „Jo, mä un de Betribssteieren, do däerf sech näischt änneren! A wann, dann héchstens no ënnen." Ech mengen, mir mussen eis där Problematik stellen.

An da kann een net nëmmen iwwer Steierreform fir Privatpersoune schwätzen, mä et muss een dat Ganzt kucken. Et muss ee kucken: Wéi gesäit déi gesamt Steierlandschaft aus? Wou wëlle mer hin a wéi wëlle mer déi méi gerecht gestalten? Wéi kréie mer eng Rei vu Korrekture matagebaut par rapport zu deenen Entwécklungen, déi mer iwwert déi lescht Jorzéngte festgestallt hunn an déi mer als net richteg emfannen? Wéi kënne mer dee Steiersystem méi einfach maachen? All déi Froen do, mengen ech, déi soll ee behandelen, ouni am Virfeld scho kënnen ze dekretéieren: Awer d'Betriber, do däerf sech a priori näischt änneren. Mir menge schonn, dass een dat Ganzt muss kucken.

Op jidde Fall, déi Virschléi, déi mir wäerte maachen an eisem Wahlprogramm, wäerten esou ausgeriicht sinn, dass souwuel d'Privatpersoune wéi och d'Betribsbesteierung wäert gekuckt ginn. Wou ech mat d'accord sinn awer a ganz gären driwwer diskutéieren: dass mer eis vläicht solle manner festbäissen un den affichéierte Maximalprozentsätz vu Besteierung a méi déi effektiv Besteierung vun de Betriber kucken. Et ass do, wou et drop ukënnt an op näischt aneschters! D'Prozentsätz si ganz oft esou, déi kann ee flott plakativ an d'Vitrine stellen, mä wat zielt, dat ass déi effektiv Besteierung. Mir mussen also kucken: Wéi gesäit an Zukunft déi effektiv Besteierung vun de Betriber hei zu Lëtzebuerg aus? Wéi kënne mer déi méi gerecht gestalte par rapport zu deem System, dee mer haut kennen?

Ech wëll en anert Thema opwerfen, well dat och regelméisseg an d'Diskussioun kënnt. An ech mengen éierlech, dass et eng falsch Diskussioun ass. Et ass d'Fro ronderëm d'Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg. Dat setzt jo viraus, wann een dat esou allgemeng fuerdert, dass mir en Aarbechtsrecht hei zu Lëtzebuerg hätten, wat esou rigid wär, dass d'Betriber net méi kéinten ootmen a se op Schratt an Tratt misste fäerten, fir eng Persoun anzestellen, mat der Angscht, si géife sech, wa se näischt schafft oder wat och ëmmer virkënnt, wann de Betrib Schwieregkeeten huet, guer net méi kënne vun hir trennen oder si missten dat mat engem ganz, ganz héije Präis bezuelen.

Lëtzebuerg hat ni esou en Aarbechtsrecht! Lëtzebuerg hat, an déi Reform vun 1989 huet dat festgestallt, en Aarbechtsrecht, wat équilibréiert ass, wat sécherlech - et ass och gutt esou - de Salarié schützt, well et de schwaache Vertragspartner ass - a mir Sozialiste si fir de Schutz vum schwaache Vertragspartner am Vertragsrecht -, mä deen awer net esou geschützt ass, dass doduerjer d'Wirtschaftsaktivitéit gehemmt wär a sech net kéint weiderentwéckelen. Mir hu Préavisen, déi vernünfteg sinn. Mir hunn en Équiliber tëschent dem Prinzip - an dat muss och esou bleiwen! - vun onbefristeten Aarbechtsverträg, déi d'Regel sinn, mä awer och der Méiglechkeet an enger ganzer Rëtsch vu Situatiounen, awer mat engem Deckel drop, fir och befristet Aarbechtsverträg ze maachen, alles dat, wat eigentlech genügend Flexibilitéit gëtt.

An och, wann et zu engem wirtschaftlechen Abroch kënnt an de Betrib muss seng Produktioun zréckfueren a sech eventuell och vun engem Deel vu senge Salariéen trennen, dann ass dat méiglech zu Lëtzebuerg. Da sinn dat keng onheemlech Prozeduren, déi musse gemaach ginn, ënnert der Kontroll natierlech vum Geriicht, dass keng Mëssbräich do geschéien. Mä dat ass awer, fannen ech, nach wie vor zu Lëtzebuerg ganz vernünfteg organiséiert. An ech géif all déi Leit warnen, déi wëllen deen Équiliber do a Fro stellen.

Mir hunn en Aarbechtsrecht, besonnesch e Vertragsrecht am Aarbechtsberäich, dat gutt fonctionnéiert, wat équilibréiert ass, wou ee kann diskutéieren iwwert déi eng kleng, déi oder déi aner Modifikatioun, déi ee mécht. De Wirtschaftsminister huet d'Beispill genannt gehat an der Kommissioun och vun de Laboen, déi am Fong gesot hunn, dass si och sonndes prinzipiell sollte kënne schaffen. Dat si Froen, wou ee soll diskutéieren - och mat de Sozialpartner - driwwer. Ech mengen, dass do vernünfteg Regelungen ze fanne sinn. Mä fir de Rescht si mir als LSAP der Meenung, dass mer en Aarbechtsrecht hunn, wat net exzessiv ass an déi eng Richtung an an déi aner Richtung.

Well esou Dispositiounen, wéi ech se gelies hunn elo an de Berichter, déi a Spuenien an an Italien bestanen hu bis dato, mat onheemlech laange Préavisen, mat onheemlech héijen Indemnitéiten, déi ze bezuele wären, déi ass et eigentlech zu Lëtzebuerg net ginn. An dofir: Loosse mer d'Fangeren ewechloosse vun eisem Aarbechtsrecht. Dat ass gutt, wéi et esou ass, a Krisenzäite wéi an aneren Zäiten! Dat ass dat, wat mir als LSAP-Fraktioun op jidde Fall hei recommandéieren, wéi ee soll un déi dote Fro erugoen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Diversifikatioun, hunn ech gesot, do läit sécherlech d'Regierung richteg, wéi all Regierung se... Déi Debatt vun der Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, déi geet jo schonn an d'50er Joren zréck. Sengerzäit war d'Suerg do, fir vun der Ofhängegkeet vun der Stolindustrie ewechzekommen. Do ass probéiert ginn, an dofir si jo eng Rei deemools och nei Betriber op Lëtzebuerg komm. Dat war och eng geziilte Politik, déi sengerzäit gemaach ginn ass, ënner anerem ënnert dem Wirtschaftsminister, dem Michel Rasquin.

An duerno ass et am Fong weidergaangen an de 70er an 80er Joren, fir en neit grousst Wirtschaftsfeld eigentlech opzebauen, dat vun der Finanzindustrie. An elo ginn iwwert déi lescht Joren eigentlech all Efforten dohinner, fir niewent där Finanzindustrie, déi effektiv e gutt Drëttel vum PIB duerstellt, déi iwwer en Drëttel och vun eise Steiereinnahmen eigentlech generéiert an déi eng knapp 20% eigentlech och vun der Beschäftegung ausmécht...

Alles dat, mengen ech, ass eng Politik, déi richteg ass. An ech deelen d'Aschätzung vun deenen, déi schonn hei gesot hunn: E Land, wat sech komplett desindustrialiséiert, zemools mat där Geschicht, déi mer awer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass eigentlech en aarment Land, wann ee selwer näischt méi vu Wueren och produzéiert, wann ee just nach eigentlech op Déngschtleeschtungen opgebaut ass.

Dofir sinn déi Efforte richteg, déi gemaach ginn hei zu Lëtzebuerg, déi sech elo glécklecherweis - de Wirtschaftsminister huet dat am Virfeld och gesot - aschreiwen och an eng nei Orientéierung op europäeschem Plang, wou och do elo erkannt ginn ass, ënner anerem duerch och d'Meldung, déi aus de Memberstaten, ënner anerem vu Lëtzebuerg komm ass, dass een esou net kann einfach weiderfueren, dat einfach weiderlafe loossen, wéi wa sech dat iergendwéi géif op eng wundersam Aart a Weis op eemol arrangéieren.

Neen, ech mengen, et gesäit ee ganz kloer, wou d'Tendenzen higinn. Et geet an all Land massiv erof, an dofir muss dergéintgesteiert ginn, muss och op internationalem Plang, op Weltplang derfir gesuergt ginn, dass e fairen Handel, och an deenen dote Beräicher, besteet. An dofir kann een nëmmen eigentlech zefridde sinn, dass probéiert gëtt, och op europäeschem Plang elo Programmer opzestellen, besonnesch och fir d'Stolindustrie, fir do derfir ze suergen, dass déi weider och nach eng Chance behält par rapport zu hirer Konkurrenz.

Recherche an Entwécklung, dat ass alles gesot ginn. Lëtzebuerg huet do vill Efforte gemaach. Ech mengen, déi Statistiken, déi Beleger, déi mer op Bréissel gescheckt hunn am Kader vum Plan national de réforme, Strategie „Europa 2020", déi beleeën dat ganz kloer. Lëtzebuerg hat natierlech do eng Startpositioun, déi niddreg war, huet awer wierklech vill Efforte gemaach. An et bleift och weider wichteg, och privat Recherche hei op Lëtzebuerg ze kréien. Ech mengen, öffentlech Recherche, do ass villes gemaach ginn. Dat kann d'Regierung och direkt steieren. Mä alles, wat natierlech privat ass, do muss d'Ëmfeld klappen, fir dass déi Décisioune geholl ginn, fir och hei Recherche hei zu Lëtzebuerg opzebauen.

Ech wëll d'Lanz brieche fir ee Secteur, deen ee wéineg erëmfënnt an den offizielle Pabeieren. An ech hat e klengt Kapitel doriwwer geschriwwen, a mengem Budgetsrapport fir de Budget 2011 misst dat gewiescht sinn. Dat ass déi sougenannten „gro Wirtschaft", „grey economy", alles dat vu Material, Produkter, Déngschtleeschtungen, déi mam drëtten a véierten Alter zesummenhänken, alles dat, wat am Zesummenhang steet mat méi héije Liewenserwaardungen, mat engem méi groussen Undeel vun eelere Leit, mat neie Besoinen, déi an deem dote Beräich entstinn.

Dat ass en Zukunftscréneau! Dat ass eng Entwécklung, déi an eise Gesellschaften ass - glécklecherweis! - a wou et gutt wär, sech matzäit drop anzestellen. E Land wéi Japan mécht dat scho ganz laang. Déi hu ganz vill investéiert an déi dote Beräicher, hunn Industrien opgebaut an deenen dote Beräicher. An ech géif wierklech der Regierung empfehlen, do verstäerkt eigentlech och sech e Konzept ze ginn, wéi een an deem dote Beräich vernetzt denkt.

Dat maache mer hei zu Lëtzebuerg net. D'Alterung an der Gesellschaft gëtt bei eis haaptsächlech organiséiert a puncto Sozialversécherung, a puncto Fleeg, mä eigentlech net als Gesamtkonzept, wéi mer eis organiséieren, wéi mer hei zesumme wunne wäerte mat engem vill méi groussen Undeel vun eelere Leit. Do stelle sech Erausfuerderungen am Urbanismus. Et stelle sech Erausfuerderungen am öffentlechen Transport. Et stelle sech Erausfuerderungen och vun Accès vun deene Leit op d'Commerces de proximité.

Also, mir wäerten elo no an no - dat mécht sech net vun haut op muer - do eng Entwécklung och hei zu Lëtzebuerg kennéieren, déi sech schonn an anere Länner vill méi däitlech ofzeechent, mä awer doduerjer, dass mir déi staark Immigratioun hunn hei zu Lëtzebuerg, besonnesch och vu méi jonke Leit, natierlech an de Statistiken e bësse verstoppt bleift.

Däitschland huet elo schonn den zweeten Demographie-Gipfel gemaach - ma firwat? -, wou

se all déi dote Froen diskutéieren, well si scho méi staark eigentlech mat deem Phenomeen do konfrontéiert sinn, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg sinn. An do, mengen ech, ass et och wichteg, net nëmmen déi sozial Aspekter ze kucken - dat soll ee maachen -, mä awer och déi wirtschaftlech Retombéeë vun där Ëmstrukturéierung vun eiser Gesellschaft ze berücksichtegen. Do ass sécherlech och wirtschaftlech munches erauszehuelen.

En anere Punkt, dat ass d'Fro vun de klenge Weeër, d'Fro vun der Organisatioun, den iwwersiichtleche Strukturen an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, d'Noutwendegkeet, do nach zousätzlech Efforten ze maachen. Dat gräift nach ëmmer net esou richteg um Terrain. Dat gesäit een un x Beispiller, déi ee begéint: vum Begleede vun den Investisseuren, vun enger Systematiséierung a Rationaliséierung vun eise Genehmegungsprozeduren, d'Festleeung och vun Normen oder zumindest vu Richtlinnen, wat d'Ëmweltbelaaschtung ugeet, wat d'Sécherheet ugeet, och do di mer eis schwéier, di mer eis schwéier!

Dat ass eng Diskussioun, déi ass gefouert ginn, wéi ech Ëmweltminister war, an dat ass schonn awer ganz laang hier, muss ech Iech soen. An all déi Leit - dat hunn ech ni verstanen -, all déi Leit, d'Betriber, déi gesot hunn: „Mir musse méi Rechtssécherheet kréien! Där Willkür vun deene Beamte muss en Enn gesat ginn!" A wann een da seet: „Ma da gi mer eis, wéi aner Länner wéi Däitschland et jo scho laang hunn, mir ginn eis einfach verbindlech Richtlinnen an deenen eenzelne Beräicher, da weess jiddwereen, wou en drun ass, dann hu mer Rechtssécherheet an Dir kënnt plangen an Dir sidd net méi ofhängeg." Do war et Neen!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Neen, et ass Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do war et Neen. Do war et Neen, soen ech! Do war et Neen! Dat ass schonn ofgeschloss ginn am Statsrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Hei steet et am Avis vun der...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, jo! Ech kann déi Texter gär presentéieren. Se sinn nach alleguerten do. Iergendwou an engem Tirang leien déi! Do schlummere se elo scho 14, 15 Joer. Alles scho gemaach ginn, well firwat? Ech soen lech och firwat: Well u sech deen heite System, dee mir hei hunn, wou s de kanns diskutéieren, wou een deen anere kennt, vläicht dann awer och den Avantage vu méi Flexibilitéit huet. Méi Ongewëssheet zwar och, mä awer méi Flexibilitéit, fir op eenzelen Dossieren da kënne Verhandlungen ze féieren, wou een dat mécht. A wann een natierlech Richtlinnen huet, deemno wéi fest déi Richtlinnen zougezurrt sinn, dann hëlt ee sech natierlech déi Flexibilitéit ewech. An op eemol war gemengt ginn: „Ma elo haaptsächlech, mir hunn dann awer déi Flexibilitéit, a wann et dann e bësse méi laang dauert, dann ass dat da manner schlëmm."

Ech mengen, do mussen Neel mat Käpp gemaach ginn, an ech mengen, et soll een op dee System wierklech iwwergoen, wou ee sech zumindest Richtlinne gëtt. An dass een do och weess, wou een drun ass, dat géif villes a mengen Ae vereinfachen.

D'Koordinéierung ass en anert Stéchwuert, d'Koordinéierung tëschent eenzelne Verwaltungen. Dat schéngt mer och essenziell ze sinn. Net, dass ee säi Problem léist an domat deem aneren de Problem dohinnergeluecht huet.

Ech kann x Beispiller aus der Vergaangenheet nennen, wou, deemno wat den Ëmweltminister festleet, wat d'Ëmweltoplagen ugeet oder wat d'Technik virschreift, fir iergendee Problem ze léisen, gëtt dee fir Sécherheet zoustännege Minister net méi domadder eens, well dat da sengen Normen net méi entsprécht. Ech mengen, dat sinn nëmmen eenzel Beispiller, wou een einfach muss méi zesummeschaffen, wann esou Problemer konkret sinn, musse sech déi Leit kënnen zesummesetzen an da gemeinsam Léisunge fannen.

Dat gëllt eben och op Regierungsplang. A wéi gesot, wann de Wonsch do ass, d'Wirtschaftskommissioun ass gäre bereet, hei ze soen: Ma kommt, mir setzen eis all puer Méint mat den zoustännege Ministeren zesummen a mir kucken eigentlech, wou mer sti bei der Ëmsetzung vun deenen heite Programmer; mir kucken, wou sinn d'Problemer, fir dass mer och effektiv derfir suergen, dass och e regelméissege Suivi parlementaire eigentlech besteet iwwert déi Aarbechten, déi am Beräich vun der Kompetitivitéit gemaach ginn.

Wou ech ëmmer erëm Problemer hunn, an dat stellt ee jo och als Gemengepolitiker fest - et sëtzen der jo vill hei an dësem Haus -, dat ass an enger Zäit, wou jiddweree schwätzt: „Manner Regelen, méi einfach", huet een awer heiansdo den Androck, wann een eenzel Secteure kuckt, dat schéngt dann iergendwéi hannert dem Réck vun den zoustännege Ministeren ze geschéien, dass ëmmer erëm nei Regelen derbäikommen. Regelen, déi net onbedéngt an Texter stinn, mä Regelen, déi iergendwou an engem Büro, mat gudder Absicht, ginn ech dovunner aus, erduecht gi sinn an déi een da probéiert duerchzesetzen. An ech mengen, dat kann et net sinn!

Dat kann et net méi weider sinn. Mir kënnen net dat eent alleguerte priedegen an an der Praxis geet et awer ganz oft - net ëmmer - ganz oft an déi aner Regelung eran, an déi aner Richtung eran. An ech mengen, et ass do, wou mer einfach eis musse selwer seriö huelen. An ech hoffen, dass dann, wann et zu deem ronnen Dësch do ënnert der Égide vum Premierminister kënnt, ronderëm all déi dote Froen, dass grad och mer op déi dote Punkten ze schwätze kommen. Do geet net alles an déi Richtung, wéi et eigentlech wënschenswäert wär, esou gutt déi Absichten och sinn. Ech mengen, dat ass awer am Endeffekt kontraproduktiv, wa mer nach ëmmer erëm nei Regelen an Ähnleches festleeën, wou et bis elo nach keng ginn ass.

E Wuert zur Finanzplaz. Och do, mir wësse jo, wéi sensibel deen dote Beräich ass, denken ech och, dass d'Regierung, déi eenzel Regierungsmemberen och do bäigeléiert hunn an deene leschte Wochen, wierklech, an do hunn ech déiselwecht Aschätzung wéi déi vum Claude Meisch, ass et wierklech immens wichteg, geuerdnet virzegoen, an der Kommunikatioun no bausse virun allem, awer och an de politeschen Initiativen, déi een hëlt. Vläicht emol léiwer en Interview auszeschloen, wéi herno da mussen ze reagéieren op Interpretatiounen, déi da vun esou Stellungnahmen an der internationaler Press kommen. Am Endeffekt ass dat net sachdienlech. Dofir ass et also wichteg, do geuerdnet virzegoen.

Mir stinn hannert der Iddi vun der Regierung, fir ze soen: „Mir mussen... d'Zäit ass komm, fir aus dem Motzeck erauszekommen. Mir kënne méi orientéieren d'Diskussioun, wa mer matdiskutéieren, wéi wa mer aus der Diskussioun eraus bleiwen". Dat schéngt eis logesch ze sinn. Da soll awer d'Regierung och elo dovunner profitéieren. A si soll och weider - versicht se jo erëm verstäerkt ze maachen -, sech Alliéierte sichen an deenen dote schwieregen Diskussiounen. Eleng kënne mer och déi Diskussioun do net féieren. Et ass ëmmer wichteg, och Alliéierten ze behalen an där doter Diskussioun, mat anere Staten also och do sech ze konzertéieren, wann déi dote schwiereg Diskussioune ronderëm d'Bankgeheimnis an aner Regelen, déi d'Finanzplaz betreffen, gefouert ginn. An, wéi gesot, awer gläichzäiteg och andauernd awer och op Tuchfühlung bleiwe mat deene Leit, déi den Know-how an deem dote Secteur hunn.

Mir wëssen, dass dat doten net einfach gëtt. Well, nodeems awer während Jore praktesch scho gesot ginn ass, dass d'Lëtzebuerger Bankeplaz eigentlech net méi ofhängeg wär vun där doter Zort vu Steierflüchtlingen hei zu Lëtzebuerg, schéngt sech awer erauszestellen, dass zumindest klenger Banke bis mëttel Banken awer nach e gudden Deel, wann net d'Majoritéit vun hirer Clientèle eigentlech op déi dote Steierflüchtlingen opgebaut hunn. Dat ass e Geschäftsmodell, deen eriwwer ass! A mir wäerte sécherlech konfrontéiert gi mat där enger oder anerer Schléissung vu Banken, déi wäerten an nächster Zäit kommen.

Ech mengen awer och, dass et awer och kann en Atout si fir Lëtzebuerg, och wat d'Image de marque vu Lëtzebuerg ugeet, wa mer eigentlech deen doten Image net méi hunn. Dee mag vläicht fir gewësse Leit interessant gewiescht sinn, ass awer insgesamt vläicht och fir anerer net interessant, ze décidéieren, an engem Land eng wirtschaftlech Aktivitéit unzesiedelen, wat eigentlech den Image huet vun engem Land, wat op ass fir Steierflüchtlingen a wat et also mat de Gesetzgebungen net esou genau hëlt. Dat ass am Endeffekt net gutt, fir kee Land.

Dofir mengen ech, dass dat doten awer och kann eigentlech en Atout ginn, wa mer dat geuerdnet iwwert déi nächst Zäit iwwert d'Bühn kréien, deen Ëmbau do vun eiser Finanzplaz. Mat dem Ausbau vun all deene Pilieren, déi momentan bestinn, ass dat, mengen ech, immens, immens wichteg. An ech mengen och, fir nach eng Kéier kuerz op d'öffentlech Finanzen zréckzekommen, dass den Triple A vu Lëtzebuerg och e Qualitéitslabel bleift, op dee mer net kënne verzichten.

Dofir och ganz kloer vun eiser Säit: Dee Lien tëschent Wirtschaftspolitik, Finanzpolitik, deen ass do. Deen ass do! An dofir, mengen ech, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, richteg ware vun dëser Regierung, fir alles ze maachen, dass den Triple A erhale bleift. An och déi nächst Regierunge wäerten net derlaanscht kommen, fir och déi Qualitéitslabelen do probéieren ze erhalen.

Ech sinn esou wäit um Enn ukomm. Ech hunn och net méi vill Zäit. Ech wëll just op déi Fro zréckkommen, déi de Minister Schneider an de Fernand Boden hei opgeworf hunn, déi vun den Aktivitéitszonen, wou ech net mengen, effektiv, dass d'Schold bei der Chamber läit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Oder wann, dann ass et héchstens eng gedeelte Schold. Wat ee sech hätt kënnen iwwerleeën, an et ass sech iwwerluecht ginn, mä leider net esou décidéiert ginn... Ech hat eng aner Positioun do och an deenen Diskussiounen, déi mir bei eis an der Fraktioun gefouert hunn an och interfraktionell gefouert hunn. D'Regierung huet aus Iwwerleeungen, déi hir sinn, décidéiert, déi ganz Reform vum Gesetz vun 1999 als Pak ze behandelen, mat aller Komplexitéit, déi dann op ville Beräicher komm ass, wat sécherlech zu enger Verlängerung vun der legislativer Prozedur gefouert hätt.

Vläicht wär et méi klug gewiescht - mä et ass elo ze spéit, fir do laang Responsabeler ze sichen -, méi klug gewiescht, deen dote Volet, deen immens wichteg gewiescht wär fir de Plan sectoriel, déi Affär vun der „Wertschöpfungsabgabe", fir ze garantéieren, dass een eng Handhab herno géint d'Spekulatioun huet, déi vläicht virzeéien an domadder et eigentlech méiglech ze maachen, dass dee Plan sectoriel hätt kënne vläicht éischter déposéiert ginn, an an déi offiziell Prozedur eranzegoen.

Ech mengen, dat ass déi Diskussioun, déi gefouert ginn ass. Si ass aneschters décidéiert ginn. Mä fir de Rescht, mengen ech, géif ech soen, hänkt awer elo d'Responsabilitéit sécherlech net un der Chamber. An de Fernand Boden huet et gesot, dann ass et éischter dee schlechten Text gewiescht, deen d'Regierung eraginn huet, deen da schold war, wéi dass dat eng Responsabilitéit vun der Chamber gewiescht wär.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, oh Pardon, Presidentin, ech hat extra Madame...

Mme la Présidente.- Presidentin geet duer.

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Visionär. Also nach eng Kéier: Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e puermol gesot ginn haut, op Ufro vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider solle mer haut, oder déi eenzel Parteien, Stellung huelen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum respektiv d'Kompetitivitéit. Mir hunn dofir eng ganz Rei vu Consultatiounspabeiere kritt, engersäits vum Wirtschaftsminister, vun de Sozialpartner, awer och net méi spéit wéi zwee Deeg, och vum Finanzminister, wou mer d'Vuë vun den eenzelne Ministeren duergestallt kruten. Nach haut krute mer dann dee 65-Punkte-Programm, deen de Wirtschaftsminister Krecké deemools opgelëscht hat. Do hätte mer léiwer gehat, wa mer deen éischter gesinn hätten.

D'Fro stellt sech, firwat net och, wéi gëschter bei der Debatt iwwert de Chômage, iwwert d'Aarbecht, net méi laang heiriwwer méi eng breet Consultatiounsronn gemaach ginn ass. D'Fro ass och sécher berechtegt, mengen ech, firwat d'Regierung net ee Pabeier hei presentéiert huet, wou déi zwee Ministere sech zesummegedoen hätten an ee Pabeier erausginn hätten. Vun enger kohärenter Regierungspolitik ass dat jiddefalls net. Et gesäit een och, wann ee menge Virriedner elo nogelauschtert huet, dass et éischter schonn en vue vum Wahlkampf 2014 ass wéi elo, dass mer an deem Joer, dat nach iwwreg bleift hei, kënnen eppes änneren.

Erlaabt mer dofir, am Virfeld kuerz méi eng fundamental Fro ze stellen an d'Kompetitivitéit an en historesche Kontext ze setzen. Dir wësst, säit dem Zweete Weltkrich hate mer eng immens Entwécklung bis an d'70er Joren eran. D'Länner an Europa haten eng Wuesstumspolitik iwwert d'Produktivitéit gemaach. An dee Wuesstumszouwuess ass tëschent de Revenuen an den Investitiounen opgedeelt ginn. Dat heescht, tëschent der Aarbecht an de Léin op där enger Säit an den Entreprisen an de Patronen op där anerer Säit. Et war virun allem awer och eng Verdeelung tëschent der Erhéijung vun der Kafkraaft an den Investitiounen, déi eng Erhéijung vun der Produktiounscapacitéit, sprëch der Produktivitéit ervirbruecht huet. Dat heescht, jiddweree war dee Moment och erëm de Gewënner a jiddwereen huet dovu profitéiert.

Enn de 70er Joren ass no verschiddene Krisen awer dëse Pakt opgeschnürt ginn. Fir d'Éischt huet sech d'Globaliséierungsmachinerie duerchgesat, virun allem mam Drock op d'Salairen duerch Delokalisatioun.

An zweetens, d'Politik och vun der Verdeelung vun där Produktivitéit huet geännert a si ass ersat ginn duerch eng Politik vun der Produktivitéit. Wat erëm dozou gefouert huet, dass et op d'Käschte vun de Salairë gaangen ass.

Vun do un huet sech d'Verdeelung vum Méiwäert tëschent de Salairen an dem Kapital ëmmer méi a Richtung vum Kapital beweegt. D'Ënnerstëtzung vun der Kafkraaft ass ëmmer méi iwwert de Wee vun de Kreditter geschitt. Et war den Ufank vun de Kreditkaarten, de Crédits à la consommation, fir nëmmen déi ze nennen, an esou weider.

De Wuesstum gouf no an no ëmmer méi charakteriséiert duerch eng ëmmer méi schlecht Verdeelung vum Akommes op d'Käschte vun der Zounahm vun der Privatschold. Eng Schold, déi am Laf vun de Joren ëmmer méi dramatesch Ausmoossen ugeholl huet. D'Resultat vun där Politik ass besonnesch an de südleche Länner vun Europa ze gesinn.

An hei wëll ech kuerz op dem Minister Schneider seng Ouverturesried vum Fréijoer zréckkommen. D'Vuë vun him, nämlech seng Bemierkung iwwert d'Ofsenkung vun dem europäesche Leetzëns, do seet en: «Il faudra maintenant veiller à ce que cette baisse soit transmise aux consommateurs, en particulier dans le cadre des crédits hypothécaires, et bénéficier ainsi au pouvoir d'achat de ces consommateurs.»

D'Mëttel, fir aus der Scholdekris erauszekommen, ass deemno nach e bësse méi Schold maachen! Dëst sinn, dat si fir mech, fir eis, neoliberal Iddie vun der Kompetitivitéit, déi och nach d'Haapterklärung vun der Kris refuséieren ze akzeptéieren, nämlech d'Iwwerscholdung. Fir déi gréng eng mangelhaft Analys, déi ze denke gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären... Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht zum Pabeier selwer.

Éschte Punkt, seet den Här Schneider, Wuesstum an d'Facteuren, déi dëse limitéieren. De Minister constatéiert, dass: «L'affaiblissement n'est pas que conjoncturel.» (Veuillez lire: «Le ralentissement n'est pas que conjoncturel.») Kënne mer mat deelen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An zitt doraus d'Konklusioun: «Le vrai défi est la croissance potentielle à long terme, celle qui résulte de la combinaison des ressources humaines disponibles, de l'utilisation des équipements productifs et du progrès technologique.» Esou wéi virdrun d'Analys iwwert d'Ofsenkung vun den europäesche Leetzënsen ze kuerz gräift, esou gräift och dës Analys vill ze kuerz.

Hei gëtt ignoréiert, dass d'wirtschaftlech Aktivitéit vun dräi Facteuren ofhängeg ass: dem Kapital, der Aarbecht an der Ëmwelt, sprëch den natierleche Ressourcen, den endlechen natierleche Ressourcen. Ouni elo wëllen op d'Iwwerleeung vun enger ökologescher Wirtschaftspolitik anzegoen, esou ass et awer méi wéi pertinent, déi dräi Facteuren an d'ekonomesch Analys ze integréieren.

D'Wirtschaft haut nach als autonome System ze betruechten, ouni d'Ëmwelt an ouni d'Endlechkeet vun den natierleche Ressourcen ze betruechten, ziilt op e Wuesstum ouni Zukunft, op e blanne Wuesstum, dee schnurstracks an eng Sakgaass, deen an eng Mauer féiert.

Zweete Punkt: e ferventen Unhänger vum renge Wuesstum. Och dat steet an de Pabeieren. Fir d'Éischt eng Ausso aus der Ried och erëm vun der Fréijorsfoire: «Sans croissance nous ne pouvons pas financer à terme le système social.»

A weider an der Introduktioun vum Positiounspabeier ass nach eng Kéier ze liesen: «Les perspectives du potentiel de croissance à long terme sont actuellement trop faibles pour financer l'État providence. Si on veut éviter de s'engouffrer dans une logique infernale de réduction des prestations et de démantèlement des services publics et de réduction du pouvoir d'achat, il faut miser résolument sur la croissance économique.»

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ass dat da falsch?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech soen Iech, firwat et vläicht falsch ass.

De Minister confirméiert domat dat sougenannten „Ponzi-System“. Ech weess net, ob Der dat nach kennt. Eng kleng Erklärung: Den „Ponzi-System“ war de Charles Ponzi an de Joren 20 vum leschte Jorhonnert, deen u sech e frauduleusen - ech soe jo net, dass Är Politik frauduleuse wär -, mä e frauduleusë Finanzkonstrukt opgebaut huet, fir ze soen, en huet déi ausbezuelt, déi investéiert hunn, mat deenen neie Recettë vun neien, déi an dee System mat erakomm sinn, an eng Bulle do lancéiert, déi u sech net méiglech ass.

Mä esou ee System kann ni am Équiliber sinn, do gitt Der mer recht. Wéi an engem Auto, dee stänneg muss beschleunegen a beschleunegen, fir dass en iwwerhaapt an der Bunn bleift, fir dass en net erausflitt. Physikalesch ass dat einfach net méiglech.

Eis Iwwerleeung ass: Et ass och net an der wirtschaftlecher Iwwerleeung méiglech, well e Wuesstum onendlech kënne mer net kréien. Et ass duerchaus méiglech, weiderhin en État providence ze behalen, vläicht da manner luxuriéis, mä dofir am Équiliber. Dofir mussen d'Sozialversécherungen, wat mir duerchaus och ënnersträichen a mathëllefen, dann deen néidegen Équiliber opweisen.

Dëst ass éischter...

Här Minister!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dierf ech Iech eng Fro stellen?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Just, Här Kox, Dir plädéiert jo elo fir en Nullwuesstum oder zumindest net vill Wuesstum.

Une voix.- Dat huet en net gesot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä dofir froen ech: Fir wéi ee Wuesstum plädéiert Der dann, sachant bien, dass mer elo fënnef Joer an enger Situatioun quasi ouni Wuesstum sinn a mat de Konsequenzen, déi mer kennen, mat Milliarden Defiziter, mat héijer Statsschold? Sot mir just, wéi mer dat sollen an de Gréff kréien!

Dir sot, da musse mer e bësse manner luxuriéis liewen. Wann Der mer dat nach kéint definéieren, wat dat fir Iech bedeit, da wär ech Iech ganz dankbar.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Gitt mer eng kleng Chance! Et sinn nach, ech sinn op der Säit 8 an ech hunn der 24.

(Interruptions diverses)

An zum Schluss kommen ech ganz sécher op déi Aussoen do zréck.

Ech wëll just drun erënneren, dass mer 2001 a weider Debatten hei an der Chamber haten, wou mer net ausgedeelt hunn, wéi et eis gutt gaangen ass, a wou mer net gesot hunn, wéi aner Leit hei an der Chamber, dass mer souguer en „Apel fir den Duuscht“ hunn, wann et bis schifgaangen ass.

Mir hunn deemools 2001 bei der Steierreform ganz vehement eis do gewiert. An och nach eng Kéier bei der TVA, wëll ech Iech och mat op de Wee ginn, dass mer vehement dozou gesot hunn, dass déi net sollt direkt ausgedeelt ginn an déi an e Fonds souverain iwwergetässelt sollt ginn, eriwwergemaach ginn, fir wierklech dann den „Apel fir den Duuscht“ ze hunn, wann et esou wäit wier.

Mä zréck zu mengem Text. Och wëssend, dass d'Populatioun an Europa zréckgeet, da kann een och net stänneg, mengen ech, op de Wuesstum vun den Aarbechtskräfte setzen. Eenzegen Auswee: Ëmmer méi Beräicher vum privaten Alldag vun de Leit gi verwirtschaftet respektiv monetariséiert. Dat heescht, ëmmer méi héich Beschäftegungsundeeler musse mer da kréien, ëmmer méi laang Kannerbetreiungsstrukturen, ëmmer méi Déngschtleeschtungen an esou weider an esou fort. Wëssend, dass dat och e Problem mat der sozialer Kohäsioun mat sech bréngt.

D'Absurditéit, eleng nëmmen op d'Kompetitivitéit ze setzen, wollte mer och nach hei erklären. De Minister kennt d'Schwieregkeeten, an do gi mer him och recht, fir eng kleng oppen Ekonomie iwwer öffentlech Investitiounen ze relancéieren. D'accord mat där Aschätzung. D'Fro stellt sech awer, firwat d'Regierung higaangen ass an x Milliounen an zum Beispill eng Verschrottungsprime investéiert huet, déi integral an d'Ausland exportéiert ginn ass.

Dëst gëtt mer och d'Geleeënheit, kuerz op déi PR-Aktioun vu virun e puer Deeg anzegoen, wou Der déi 2,5 Milliarden öffentlech Investitiounen nach eng Kéier duergeluecht hutt. Et ass och scho virdrun hei an der Debatt opgeworf ginn, dass dee Marshall-Plang vläicht e bëssen awer grouss gewierkt huet.

Ech géif éischter soen, et war e bëssen eng Niwwelbomm. Well éischtens sinn eng ganz Rei vun deenen Investitiounen e bëssen al Kamellen, déi mir och deels mat ënnerstëtzt hunn an och gedroen hunn, well se wichteg si fir eis Ekonomie, well et deels Beräicher sinn, déi eng Zukunftsfäegkeet vu Lëtzebuerg opweisen.

Mä zweetens wär et awer och interessant, ze wëssen an ze héieren, wann een déi 2,5 Milliarden Euro da kuckt, wat dann effektiv - a virdrun ass et och vu mengem Virriedner hei opgeworf ginn - vun enger nohalteger Plus-value fir d'Lëtzebuerger Ekonomie iwwreg bleift.

Et sinn net all d'Suen, déi mir investéieren an déi hei wierklech dann, wéi virdru Virriedner gesot hunn, an d'Aarbechtsplazen, an eng Sécherheet vun oder zu enger Sécherung vun der Aktivitéit hei am Land bäidroen.

Mä wéi eng Moossname schlot Der dann elo direkt vir? Deen éischten ass ze liesen: «Les facteurs structurels, qui réduisent ou éliminent les obstacles et les freins au développement». An zitéiert vun deenen: «La compétitivité coût (…), l'environnement administratif, l'éducation, la recherche et l'innovation.» Iwwert d'Éducatioun ass scho gëschter och vill geschwat ginn, soudass ech dorobber net wäert zréckkommen.

Festzehalen ass awer, dass de Minister beim Facteur Coût just dee vun der Aarbecht zitéiert, an zwar d'Salairen. Et ass vläicht net esou gemengt, mä et steet esou am Pabeier. Hei gëtt et awer och eng ganz Rei aner Käschten, op déi ech spéider wäert zréckkommen. Si sinn och virdru schonn an der Debatt eng Kéier gefall, zum Beispill de Logement.

Domadder ënnersträicht Dir och déi Obsessioun vun der Kompetitivitéit, nämlech ëmmer nëmmen d'Baisse vun de Salairen an de Vierdergrond ze setzen. Duerch d'ekonomesch Kris, verschäerft nach derbäi vun dem Austeritéitscours an Europa, musse mer endlech déi Obsessioun awer a Fro stellen, déi ëmmer nëmmen de Produktivitéitsgewënn just iwwert d'Baisse vum Coût salarial unitaire nominal, wéi dat esou schéin heescht, an de Pabeieren erméiglecht.

D'Salairen, also d'Kafkraaft, gi blockéiert, an et heescht, et sief, d'Salairë ginn duerch Kreditter opgebessert. Wat awer just en Opschieben op Zäit ass, ier d'Kafkraaft dann awer och bei deenen ofhëlt. D'Konjunktur domadder wëllen unzekuerbelen, geschitt heimadder kaum.

Et si scho grouss Leit hei virdru genannt ginn. Ech wëll dann och nach een nennen an och dann deen zitéieren. Et ass keen anere wéi de Keynes: «Si un producteur déterminé ou un certain pays diminue les salaires, ce producteur ou ce pays sera en mesure de se tailler une meilleure part de la demande globale tant que les autres ne l'imiteront pas. Mais si on diminue les salaires partout à la fois,...» - wat jo deels geschitt, deemno wéi, «...le pouvoir d'achat de la communauté dans son ensemble sera réduit du même montant que les coûts, et, ici non plus, personne n'y gagnera. Ainsi, ni la réduction de la production ni la diminution des salaires ne permettent, appliquées isolément, de rétablir l'équilibre.»

Et gëtt also eng Spiral, déi no ënnen dréit, an dat op d'Käschte vun der sozialer Kohäsioun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wien huet dann dat gesot?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Zu de Virschléi...

Esou ass et ze interpretéieren an de Pabeieren, déi ech jiddefalls gelies hunn.

(Interruption)

Éischt Aktioun...

M. le Président.- Här Kox, erlaabt Der, datt den Här Minister...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, awer nëmmen, wann et eng Fro ass, Här President. Net wann et en Awand ass. Do kann de Minister sech herno nach äusseren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hunn eng ganz kloer Fro. Här Kox, wou hunn ech... Dir sidd elo dauernd amgaangen, hei eng Ried auserneenzehuelen an dran ze interpretéieren, wat Der Loscht hutt. Sot mir hei am Débat iwwert d'Kompetitivitéit, wou ech an engem Saz gesot hunn, ech wéilt d'Salairen erofsetzen!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Sot mir, wou hunn ech dat an enger vu menge Propositioune gesot! Ech sot just de Contraire! Dofir sot mir: Wou hunn ech dat gesot?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech zitéieren hei, just dann dozou, ech zitéieren hei Sätz an engem Pabeier, wou ech mech drop virbereet hunn, wou mir eis drop virbereet hunn. Déi Interpretatioun loosst Der mir wann ech gelift zou. Dat ass jiddwerengem säi gutt Recht, iwwert dat hei ze soen, wat geschriwwen ass an engem Text. A jiddwereen...

(Interruptions)

...jiddweree kann dat selwer dann noliesen a vläicht dann och do...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Et steet net am Text!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Liest et wann ech gelift dann no!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Henckes, hutt Dir den Text iwwerhaapt gelies?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat wollt ech just soen. Merci!

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et géif mech awer staark wonneren, esou wéi ech Iech kennen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Éischt Aktioun: «Mettre...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Kox nozelauschteren!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President.

Éischt Aktioun: «Mettre en place un nouveau système d'indicateurs opérationnel de suivi de la compétitivité.» Dat steet awer do, et ass eng éischt Moossnam vum Pabeier.

Mä do mengen ech awer dann, dass mer dreemen. Ech mengen, ech hätt awer léiwer, oder mir hätte léiwer, dass mer iwwert d'Inhalter géife méi staark dann diskutéieren, wéi elo de Brëll ze huelen an dann ze mengen, d'Welt wär eng aner. La vie en rose. Ech mengen, d'Indicateure wëllen ze changéieren, ass näischt aneschters fir eis, wéi de Bléckwénkel ze änneren iwwer eng Realitéit, déi awer net changéiert huet.

Et ass ëmsou méi erstaunlech, well déi Diskussiounen hate mer jo. Virun zéng Joer ass eng grouss Debatt doriwwer gefouert ginn, fir déi Indicateure vun der Kompetitivitéit an d'Liewen ze ruffen, an d'Resultat vun deene ganzen Diskussioune war d'Kreatioun vum Observatoire de la Compétitivité, wou och d'Partner no der Tripartite domat averstane waren, och iwwert de Package vun de Kritären.

Richteg ass awer och, dass mëttlerweil... dass dee Kompromëss u sech ni richteg gegollt huet. D'UEL brëngt hir eege Pabeiere säit Laangem eraus iwwert d'Kompetitivitéit. An d'Chambre des Salariés mécht bekanntlech datselwecht. Dat heescht, mir hunn u sech net vill dovun ze maachen. Mä et ass erstaunlech, dass Der dat awer trotzdeem an d'Vorderfeld schéckt.

Et stellt sech mir awer eng grondsätzlech Fro, nämlech: Wéi eng Definitioun wëlle mer dann do där Kompetitivitéit ginn? Schwätze mer vun där vun den Entreprisen? Schwätze mer vun där vun der Natioun? Wat huele mer alles mat eran? Ass et d'wirtschaftlech Balance? Ass et déi finanziell Balance? Vis-à-vis vu wiem wëlle mer kompetitiv sinn? Vis-à-vis vu China oder den USA, Frankräich oder Däitschland? Wat huele mer mat eran? Sinn et d'Salairen oder ass et den CSU, de Coût salarial unitaire, dee gëllt? Ass et de Gesondheetssystem?

Wie gewënnt? Hei gewënnt deen Acteur bei dem Kompetitivitéitsmoossen, deen am Moment dee meeschten Afloss huet. Vläicht ass dat de Grond, firwat dass mer elo haut iwwert den Indicateur schwätzen, well ee Groupement ganz staark op dat hindréckt, fir nämlech nëmme praktesch iwwert de Salaire an d'Aarbechtsrechter ze schwätzen.

Zu den Energiekäschten. De Message vum Minister am Beräich vun der Energie ass kloer wéi eng Bouillonszopp, eng verwässert Zopp, déi mir als Gréng awer net mat him ausläffele wëllen. D'Rezept vum Här Schneider ass, d'Energiekäschten drécken...

(Interruption)

...d'Energiekäschten drécken an d'Connexioun... - insbesondere fir d'Industrie a weider. Ech komme méi spéit drop zréck. - ...an d'Connexioun un dat franséischt a belscht Atomstroumnetz esou schnell wéi méiglech auszebauen.

Nach méi bezeechnend ass awer d'Ausso vum Fonds de compensation. Dat steet och an dem Pabeier. Also dee Fonds, deen u sech d'Transition énergétique finanzéiere soll. Och hei gëtt just iwwert d'Maîtrise vun de Käschte vum Fonds geschwat. Et gëtt nëmmen iwwert d'Käschte vun deem Fonds de compensation geschwat. Déi positiv Auswierkung vum Fonds gëtt net mat debattéiert.

De Minister gesäit d'Entwécklung vun erneierbaren Energien aus eiser Siicht leider aus deem Pabeier just als onnéideg Belaaschtung. Käschten, déi mer jo „Gott sei Dank“, steet och nach do, iwwer e bëllege Sprit duerch de Kyoto-Cent kompenséiere kënnen.

Mä fir d'Erausfuerderung vun der Transition énergétique ze meeschteren, däerfe mer net eenzelnen Industrielobbyiste verfalen, déi alles wëllen hunn, wa méiglech direkt an am léifste mat niddrege Käschten!

Wa mer déi Transition énergétique an deenen nächsten 30 Joer net hikréien, dann huet d'Lëtzebuerger Industrie iwwerhaapt keng Chance méi. Souguer eng europäesch Industrie huet keng Chance méi, an dat nom rezente Vote am Europäesche Parlament, gestützt vun engem Sozialist an dräi CSV-Deputéierten, fir d'Verschäerfung vum Emissiounshandel, vum Kyoto-Emissiounshandel ze verhënneren.

An et sinn net mir, déi soen, dass dat katastrophal ass! Et ass den E.ON-Chef Teyssen, dee virun engem Kollaps vun der EU-Klimapolitik schwätzt, well e seet, d'Investitiounen an eng propper Wirtschaft ginn ëmmer manner rentéiert doduerch, dass mer dat verhënnert hunn. Méi eng kuerzfristeg Denkweis gëtt et net. Domadder hu mer och kee Kompetitivitéitsvirschrëtt als europäesch Gemeinschaft vis-à-vis vun Drëttlänner.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech menge just, dass den Här Teyssen dat anescht mengt, wéi Dir do interpretéiert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech mengen dat och.

(Interruptions)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- D'Transition énergétique fir déi nächst Jorzéngte muss ee preparéieren, fir aus der fossiler an atomarer Fal ze entkommen. Besonnesch de Mëttelstand, dee jo awer bekanntlech d'Réckgrat vun der Beschäftegung ass, ass prett, fir dësen Défi unzegoen. Ech verweisen do just op d'Statistike vun der Création d'emplois vun de Mëttelständler, déi gëschter nach vun der Mëttelstandsministerin presentéiert goufen.

Ech verweisen och da gären op eng ganz wichteg Interpellatioun, déi mir als Gréng ugefrot hunn, fir iwwert de Mëttelstand kënnen hei ze débattéieren, wou mer dat och am Virfeld mat der Ministerin an der Kommissioun, esou wéi se dat an der Aarbechtskommissioun gemaach hunn, iwwert déi Debatt virbereet hunn, dass och e sënnvollen Exercice dorauser entsteet.

Et sinn d'Handwierksbetriber, déi gemierkt hunn, dass doran hir Zukunft läit. Eng kohärent an zilgerecht Politik ass do alles aneschters wéi Muttwëll.

Sou wéi de Pacte climat mat de Gemengen, brauche mer, mengen ech, och e Pacte climat mat de Betriber, mat der Industrie, fir massiv Investitiounen an der Energiereduzéierung, der Energieeffizienz an den néidege Savoir-faire am Energiemanagement opzebauen.

(Interruption)

D'Resultat vun dem Accord volontaire ass ze bezweifelen. Ee wichtegen, den Här Minister Schank ass leider net méi do... wann dee Pakt Klima mat de Gemenge soll eppes ginn, dann huet en dräi ganz wichteg Kritären, déi ech hei wéilt kuerz ernimmen. An deen och bei der Industrie ukoum: Ech hat d'Chance, dass ech e Méindeg bei engem Industrielle selwer souz, wou en dat och mat ënnerstëtzt.

Éischtens, contraignant Ziler, déi mer mussen erreechen, kréie mer iwwert de Pakt Klima. Zweetens, finanziell Ënnerstëtzung ass ganz richteg a wichteg, awer den drëtte Punkt, mengen ech, ass deen, deen de Gemenge ganz vill bréngt an deen och de Betriber nach vill wäert bréngen, nämlech d'Hëllefstellung sur place mat Experten, déi Der hëllefen: Wou upaken, wéi ëmsetzen a wéi d'Strategie opbaue vun enger Firma am Energieberäich. Ech mengen, dass do eng ganz Rei Nohuelbedarf ass. Et si Saachen ënnerwee, déi ganz positiv sinn, déi mer och ënnerstëtzen, ganz gären, mä et feelen do wierklech contraignant Moossnamen! An den Accord volontaire, deen et jo scho relativ laang gëtt, mengen ech, huet awer net...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass alles...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...deen awer nach net vill... Wann en an engem offene Prozess mat alle Bedeelegten an och mat der Chamber, esou wéi de Pakt Klima, géif diskutéiert ginn: kee Problem! Mä en ass hanner

verschlossenen Türen ausgehandelt, ouni dass ganz kloer contraignant Ziler... Dir selwer hutt mer nach an enger Kommissioun gesot, dass Dänemark e gutt Beispill wier, wéi een d'Energie besser an de Grëff kritt. Déi hu viru Joren, hutt Der mer selwer nach gesot, viru Jore steigend Energiepräisser gemaach. Awer net nëmmen d'Energiepräisser einfach fortlafe gelooss, mä op där anerer Säit musse mer dann déi néideg Hëllefstellunge ginn, fir kënnen déi Transition énergétique ze maachen. Do hutt Der bei eis Alliéierter a mir hëllefen och gären do mat, an déi Richtung ze goen.

Nach e puer Pisten. «Le vrai défi est la croissance potentielle à long terme, celle qui résulte de la combinaison des ressources humaines disponibles, de l'utilisation des équipements productifs et du progrès technologique.», steet am Pabeier, well mer wëssen, well d'Ressources naturelles um Enn sinn. Wat de richtege Schloss och dorauser ass, ech hoffen, dass deen och esou gedeelt gëtt. Iwwert de Wee vun der Demographie, menge mer, packe mer d'Relance jiddefalls net méi. Eleng dauernd iwwer Aarbechtsplazenzounahm packe mer dat och an Zukunft net direkt méi.

An ëmsou méi si mer da mat dem Pabeier vum Här Frieden op deem Punkt net d'accord. Dat ass scho virdru mat dem Fraktiounspresident Bausch hei undiskutéiert ginn, nämlech eng Steierpolitik esou ze maachen, esou attraktiv ze maachen, dass auslännesch Spezialisten heihinner kommen. Et mag vläicht deen een oder deen anere Spezialist fir eis Wirtschaft wichteg sinn, mä d'Cohésion sociale hei a Lëtzebuerg wäert dorënner leiden. A mir mussen eis gutt iwwerleeën, wéi mer esou eng Steierpolitik wëllen no bausse verkafen an och intern hei am Lëtzebuerger Land dat maachen.

Och d'Erhéijung vun der Produktivitéit ass relativ ukomm. Ech mengen, mir sinn an enger Wirtschaft, déi mature ass, déi op engem Endpunkt ukomm ass. D'Produktivitéit an de 70er Jore louch zum Beispill bei 2,8%, haut leie mer bei 0,6%. De Wuesstum eleng wäert déi Pisten net méi opbréngen. Mir brauchen, fir eis ganz kloer, en neien, keen neie Begréff, mä eng nei Ausenanersetzung mat der Kafkraaft vun de Leit. Net iwwert de klassesche Wee, mä iwwer konkret Projeten! An et sinn der schonn dräi hei genannt ginn oder zwee sinn der genannt ginn. En éischte Projet ass dee vum Logement, ganz kloer. Déi Debatt ass de Moment och a Frankräich amgaang, wéi staark de Logement en Afloss op d'Kompetitivitéit a Frankräich huet am Vergläich zum Beispill mat Däitschland. Et ass d'Energie an et ass den Transport.

De Beräich vum Logement. Do hinke mer säit Joren hannendrun. De Moment leiden d'Wirtschaft wéi d'Haushalter iwwer eng Gewënnmaximéierung vun de Propriétairë vun den Terrainen an de Logementer. Säit Jore klammen d'Käschte vum Logement méi schnell wéi déi allgemeng Inflatioun. Den Undeel vun Akommes vun engem Haushalt, dee Propriétaire ass, ass ëmmer méi grouss, wat regelrecht zur Erstéckung vun der Ekonomie och féiert. Eng Wirtschaft, déi och dorënner leit, well se Accès méi op Terrainen... keng Accèse méi op d'Terraine fënnt, an dëst och besonnesch fir mëttelstänneg Betriber.

An et ass net de Problem - wat elo dauernd opgegraff gëtt a wat schonn e puermol gesot ginn ass -, et ass net de Problem vun der Fliedermaus, déi de Zones d'activités e Problem schaaft. Dat ass scho méi eng längerfristeg Fuerderung, am Austausch ass et hei genannt ginn. Et ass eng verfeelte Landesplanungspolitik, déi gespillt huet, a mir brauchen elo net de Mäntelchen unzedoen, dass et ëmmer elo déi léif Fliedermais sinn, déi do d'wirtschaftlech Entwécklung sollte bremsen.

Och d'Kohärenz, mengen ech, vun dem Ausbau vun de Wirtschaftszonen ass net richteg ginn. Et ass virdrun och vun der Logistikstrategie geschwat ginn. Et kann net sinn, dass elo an Zonen, wou ech selwer als Représentant vun enger Gemeng dobäi sinn, wéi den Triangle vert, fir deen net nëmmen ze nennen, wou op eemol Logistikfirmen an déi Zonen erakommen, déi wierklech näischt mat enger kohärenter Logistikstrategie vum ganzem Land ze dinn hunn. Do musse mer dann awer och eng eenzel Déngen hunn. Et kann net sinn...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wéi definéiert Der dat, d'Kohärenz vun der Logistikstrategie?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech kommen a mengem Discours nach weider op meng Ausféierung... Ech denken, mir mussen d'Evolutioun vum Loyer besser encadréieren. Mir mussen eng reell Taxatioun dann, wann ech gelift, op Bauland aféieren. An d'öffentlech Hand, an dat géif ville Leit entgéintkommen, endlech de Bau vu soziale Wunnengen, also hëllefen opbauen, dass déi Leit, déi besonnesch an deene prekären Aarbechtsverhältnisser sinn, eng Sécherheet ginn, an net 50% vun hirem Revenu an d'Logementer mussen hänken. Da kann een och iwwer aner Flexibiliséierung an dem ganzen Aarbechtsmarché schwätzen.

Datselwecht gëllt fir d'Energiekäschte vun den Haushalter. Et geet net, fir „billig, billig" Energie wëllen ze hunn, mä et geet drëms, d'Folgekäschte vun dem Energieklammen an de Grëff ze kréien. 7% haut vum Revenu vun engem Stot gi schonn an d'Energie. Déi bëllegst Energie ass nach ëmmer déi, déi net verbraucht gëtt!

Et ass och virdru schonn ugeklongen: Firwat lancéiere mer eis dann net endlech an e Programm, en ambitiéise Programm, an eng Albausanéierung, wou ganz vill kënnen... ze erwaarden ass? De Mëttelstand waart säit Laangem op déi Mobiliséierung. Hei kéinte mer ganz vill erreechen an zousätzlech Aarbechtskräften, Aarbechtsplaze kreéieren, net nëmmen zu Lëtzebuerg. Mir denken, mir sollen och d'Groussregioun mat erabezéien, esou dass ganz vill do ze erwaarden ass.

E weidere Punkt ass awer och dee vun dem Transport. All Stonn, déi op der Autobunn verluer geet, ass och e Kompetitivitéitsverloscht. All Stonn, déi mir weiderhin... all weider Investitiounen, wou mer weider a Stroossebau investéieren, ass eng verfeelte Politik! Mir mussen endlech zréck, endlech an d'Mobilité douce massiv investéieren. Och do d'Beispill vun Dänemark, Kopenhagen zum Beispill. 50% vun de Bewegungen, déi mer all Dag maachen, oder 80%, pardon, vun den Déplacementer sinn ënner fënnef Kilometer. D'Halschent vun den Déplacementer a Kopenhagen lafe mëttlerweil, fuere mëttlerweil mam Vëlo, ginn an der Mobilité douce. Dat sinn d'Kompetitivitéitsvirdeeler, déi mer endlech och mussen an de Vierdergrond stellen.

A wa mer vun der Reduktioun vun de Salairë wëlle schwätzen, ech wëll dat net alles widderhuelen, wat gëschter hei an der Debatt iwwert de Chômage a vun der Aarbechtszäit gesot ginn ass, et kann net sinn, dass eng Aarbechtsplaz net méi duergeet, fir säi Liewensënnerhalt ze maachen. Déi „Working-poor"-Mentalitéit kann net déi sinn, déi mir hei wëlle verteidegen. Ech wëll do just op dee ganz exzellenten Débat vu gëschter vu menger Kolleegin Loschetter zréckweisen, wou eng ganz Rei vu Pisten opgewise gi sinn, fir deem entgéintzegoen.

Ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Awer, fir trotzdeem awer och e puer positiv Entwécklungen, déi de Minister, awer och de Wirtschaftsministère ënnerhëlt: Et gëtt industriell Betriber hei am Land, déi et derwäert sinn, ze ënnerstëtzen. Ech wëll nëmmen een hei dovun nennen, nämlech dee vum Atelier Kihn. E Betrib, deen en industrielle Betrib ass, deen elo 15 Milliounen investéiert huet, deen an eng Forge investéiert huet, fir längerfristeg kompetitiv ze sinn. Firwat bleift esou ee Betrib hei? Well en awer och déi néideg Ënnerstëtzung am Ministère fonnt huet.

Et sinn déi Betriber, mengen ech, déi mer mussen ënnerstëtzen, an et sinn och déi Betriber, déi mer musse kucken. An dat ass, wou virdrun ëmmer vun engem Cluster geschwat gi war, wa mer nei Betriber aus dem Ausland a Lëtzebuerg huelen. Mir mussen de Cluster fir lëtzebuergesch Betriber opbauen an opweisen, vu wéi enge virgelagerte Betriber an nogelagerte Betriber esou Produktiounsunitéiten ofhängeg sinn. An déi sinn et (veuillez lire: gëllt et), geziilt ze ënnerstëtzen.

Et sinn net direkt d'Lounkäschte selwer an och net d'Energiekäschten, déi do am Wee stinn, mä et ass de ganze Produktiounsprozess, dee muss gemaach ginn. Et ass virdru vun enger Feinanalys geschwat ginn - mäi Virriedner huet dat nach eng Kéier hei betount -, et ass dat, wou mer, mengen ech, musse kucken, eis eenzel Betriber méi genau ze analyséieren an ze kucken, déi néideg Ënnerstëtzung kënnen ze ginn.

Mir mengen, mir si bereet, fir matzediskutéieren. Mir hunn dësen Débat an enger anerer Form schon des Öftere gefuerdert, mir hunn e gefuerdert an engem Zukunftsdësch, wou all déi Diskussiounen, déi mer haut opgeworf hunn, hätte kënne schonn diskutéiert ginn. Mä mir refuséieren en Débat, dee sech just op de Sozial- an den Ëmweltdumping sollt bezéien, fir dass kuerzfristeg Gewënner kënnen erauskommen. Well, wa mer nëmmen den Débat op déi zwee Punkte wäerten achséieren, kënnt et ëmsou méi grouss a mat méi enger grousser Heftegkeet zréck.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Kox, Dir wollt mer nach op zwou Froen äntwerten, nämlech wéi fir Iech eng kohärent Logistikpolitik ausgesäit an zweetens, wéi Der dat mat deem Wuesstum wëllt maachen. Wéi vill Wuesstum wëllt Der? A wann Der sot, da musse mer ebe mat manner Luxus eens ginn, wéi Der dat definéiert. Dir hat gesot, zum Schluss vun Ärem Débat kéim dat. Ech hunn dat awer elo net héieren.

M. le Président.- Ech mengen, Här Minister, dat mécht de Kox awer eng Kéier méi spéit, well seng Zäit ass schonn ofgelaf. Elo kënnt...

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech léinen him gär fënnef Minutte vun der Regierung.

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci awer fir „de Kox", mä ech huelen Är Ufro gären no.

M. le Président.- Okay, elo kritt d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom honorabelen Här Kox ass et mir eng Freed, elo hei iwwert d'Kompetitivitéit ze schwätzen. Den Här Minister Schneider wollt eng konkret Debatt. An ech mengen, dat ass genau dee richtegen Usaz, fir eng konkret Debatt ze féieren. Dir hutt konkret Froe gestallt, Dir hutt d'Recht op konkret Äntwerten.

Dir kommt awer spéit, Här Minister. Mir hunn elo néng Joer CSV/LSAP-Regierung, mä trotzdeem, Äre gudde Wëlle sief gewierdegt. Mir haten net vill Initiative vun CSV an LSAP an de leschten néng Joer. Mir haten en „Krecképlang", deen elo e bëssen zu engem Deel ëmgesat ginn ass. Mä trotzdeem, besser spéit wéi ni, Dir sidd wëllkomm!

Dir hutt eng ganz Rei Froen direkt opgeworf, an zum Beispill hutt Der geschwat vun Ären neien Indicateuren. Dat ass ganz gutt, mä ech warnen Iech awer do virun enger neier Bürokratie. Dann hutt Der geschwat, Här Minister, vun de Konditioune fir déi Expatriéiert. Och do fanne mer, datt eng Rei vun Ären Initiative ganz positiv sinn. Mä Dir hutt och vun de Privatschoule geschwat. A wann Der schonn iwwer Privatschoule schwätzt, da wëll ech Iech awer drop opmierksam maachen, datt de Widderstand géint Privatschoulen net bei eis läit, mä dacks an Ärer eegener Partei. An do, mengen ech, misst Der dann ufänken.

Dann hutt Der geschwat iwwer eventuell Importbeschränkungen am Fall vun engem Sozial- oder Ëmweltdumping. Dat kënne mer och matdroen. Ech wëll awer do just soen: Passt op mat den Entwécklungslänner, well eist Zil muss jo awer sinn, ewechzekommen iergendwéi méttelfristeg vun der Entwécklungshëllef an op de Wee vum Handel ze goen. Dat heescht, et gëtt Länner, wou een natierlech den Ëmwelt- an de Sozialdumping direkt ka bekämpfen. Et gëtt aner Länner, do muss een dee Prozess begleeden, fir datt mer en Handel kënnen opbauen.

Da wollt ech Iech soen, Dir hutt och gesot, Dir wäert d'accord mat allem, mä net mat engem soziale Kahlschlag. Do si mer mat Iech d'accord. An ech hunn, fir dës Ried virzebereeden, Är Propositioune gekuckt, awer och déi vun der UEL. An ech ginn op eng ganz Partie Saache vun der UEL och an. Ech mengen, wa mer déi Debatt hei féieren, da soll d'Politik och der Wirtschaft Ried an Äntwert stoen. Dat maache mer.

Eng éischt Bemierkung ass déi vum Mindestloun. De Mindestloun, an eisen Aen, muss bestoe bleiwen. Mir wëssen, den Euro, dee setzt Lëtzebuerg méi ënnert Drock, wéi mer et virdru mam belsche Frang haten, well mer do awer eng gewësse Flexibilitéit währungspolitesch haten. Däitschland gëtt ëmmer als Verglach geholl, mä an Däitschland gëtt, an eisen Aen, Loundumping bedriwwen! An et ass en Optrag fir eng europäesch Sozialpolitik, fir ze kucken, datt mer och e Mindestloun um europäeschen Niveau kréien. Mir kënnen net engem Dumping nolafen! Mir sollten e Lëtzebuerger Modell an deem Sënn vum Mindestloun och an Däitschland och politesch verkafen.

Ech verstinn d'UEL och net, wa se seet, de Mindestloun soll gekierzt ginn an dann duerch Sozialtransferten ersat ginn, well dat erhéicht jo awer d'Laascht op de Budget. Dat ass eng Budgetiséierung vun der Lounpolitik an dat ass erëm eng Kéier fiskalpolitesch net ze droen. An ech géif och soen, wahrscheinlech ass den Här Minister Frieden och net frou mat esou Virstellungen, fir da Lounkäschten op de Budget ofzewälzen.

Den Index. Do wäert Der net iwwerrascht sinn, fir eis als ADR ass ganz kloer, datt den Index muss bäibehale ginn. Mir soen awer och, datt mer mussen ophéiere mat der Erhéijung vun Tariffer an Taxen, déi an deene leschte Joren hei gemaach goufen, och nach indexneutral. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Mir sinn awer och der Meenung, datt den Effet autoallumage vun deem Index muss kënne kontrolléiert ginn. An ee vun de Weeër, fir dat ze maachen, ass eng Präiskontroll. Dat hu mer fréier gemaach. Et kann net sinn, datt verschidde Betriber zwar den Index op Personalkäschte rechnen, awer dann eng allgemeng Hausse vun hire Präisser op 2,5%, oder wat et och ëmmer ass, da virhuelen, well dat ass dann en Abus vun deem Indexsystem, fir de Profit vu verschiddene Betriber ze erhéijen. An do musse mer awer aschreiden. Also, eng Präiskontroll muss do mat virgesi sinn.

A wat de gedeckelten Index ugeet - loosst mech do och nach e Wuert dozou soen, well dat och an der leschter Zäit vill an d'Gespréich komm ass -, ech mengen, datt do d'Debatt an der Öffentlechkeet sech awer esou wäit entwéckelt huet, datt ewell jiddweree gesäit, datt eng Diskussioun ëm e gedeckelten Index u sech notzlos ass an eng Form vu Populismus. Also dat, de gedeckelten Index, dat ass Populismus!

Statut unique. D'UEL, déi freet, datt de Fonctionnairesstatut soll ugepasst ginn an do en allgemenge Statut unique am Land soll geschafe ginn. Neen, d'Fonctionnairen hunn extra Aufgaben an extra Charakteristiken, déi sollen erhale bleiwen. Allerdéngs muss de Stat erëm léieren, sech op seng Käraufgaben ze konzentréieren. Et ass scho richteg, déi Kritik ass richteg, datt d'Fonction publique ze vill an ze séier gewuess ass. De Stat muss erëm léieren, Choixen a Prioritéiten ze treffen an déi och politesch ze vertrieden.

De Minister hat virdru gesot, de Minister Schneider, mir sollen Direktmoossname proposéieren. Ma eng Direktmoossnam, déi d'ADR proposéiert, ass fir d'Masse salariale beim Stat anzefréieren. Dat heescht net, datt mer géife Promotiounen oder Indextranchen oder normal Avancementer wëlle blockéieren, mä et heescht awer, dann, wann iergendwou Leit gebraucht gi beim Stat, datt déi op anere Plaze mussen ewechgeholl ginn, an et heescht, datt mer Flexibilitéit a Mobilitéit beim Stat brauchen an net eng Croissance infinie vun der Fonction publique. Dat ass wirtschaftlech net ze droen, gesellschaftspolitesch och net gesond!

Aus deemselwechte Grond soe mer, déi 2,2%-Erhéijung um Punktwäert wëlle mer net. Net nëmmen, well dat budgetär falsch ass, mä och well et den Écart salarial, zemools bei den Ufanksgehälter, tëschent dem private Secteur an dem öffentleche Secteur nach weider verstäerkt. An dat ass och e Problem fir d'Wirtschaft.

Dann huet d'UEL - an de Minister Schneider ass elo net hei, leider -, well ech wollt e Wuert iwwert d'Auslännerwahlrecht soen. Dat ass hei proposéiert ginn als eng Moossnam fir d'Kompetitivitéit. Dat kënne mir beim beschte Wëllen net erkennen, wou do soll dee Virdeel sinn.

Mir plädéieren als ADR op jidde Fall fir eng Integratioun vun den Auslänner iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. A wien hei am Land wëllt d'Wahlrecht hunn, dee soll d'Lëtzebuerger Nationalitéit ufroen a se dann och no deene Konditioune kréien, déi d'Gesetz virschreift, an dann huet en och d'Wahlrecht.

Et kann net sinn, datt mer eng Auslännerwahlrechtdiskussioun hei am Land lancéiert kréie vun interesséierte Kreesser, déi eigentlech als eenzeg Absicht hunn, fir de Poids vun der Fonction publique an der gesellschaftlecher Diskussioun ze schwächen. Dat ass sécher e falsche Wee.

Op där anerer Säit, nach ëmmer fir op dem Minister Schneider seng Opfuerderung ze äntwerten, datt mer solle konkret Propositioune maachen, eng konkret Propositioun, Här Minister Frieden, déi geet un Iech: Kuckt, datt Der Äre Budget endlech an d'Rei kritt! Well Dir hutt vu Joer zu Joer budgetär... Ech weess, et ass net Är Schold eleng. Wann Dir eleng kéint décidéieren, géift Der et och vläicht anescht maachen. Mä et ass awer Är Matverantwortung an Är Haaptverantwortung als Minister fir de Budget, datt mer do an Defiziter eralafen, déi riskéieren, eis iergendwéini eng Kéier den Triple A ze kaschten, an domadder e wierklech grousse Kompetitivitéitsnodeel fir eist Land mussen ze féieren oder a Kaf ze huelen.

Déi Reformen, déi gemaach gi sinn, sinn hallefhäerzeg. D'Pensiounsreform - den Här Di Bartolomeo ass elo leider net méi do -, ass eng hallefhäerzeg, déi vill ze spéit gräift. Mir hunn eng falsch Klimapolitik. Mir hunn en... Dir hutt zwar gesot, mir géifen eis Ziler erreechen an Europa, mä da rechent Der wahrscheinlech d'Sécurité sociale an aner Saachen eran. Mä am Defizit vum Stat, vum Zentralstrat hu mer also e strukturelle rekurrenten Defizit.

An ech wollt Iech hei opmierksam maachen op eng Pressekonferenz, déi d'CSV, dat ass eng Partei, déi Der jo kennt, den 29. Juni 2010 gemaach huet, an déi 20 oder 21 Propositiounen, ech kann Iech den Text herno gär ginn. D'CSV seet, am Secteur des communications, wat do soll gemaach gi fir d'Kompetitivitéit: «la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014)».

Do wär ech awer interesséiert, wéi Är Reaktioun ass, wann d'CSV selwer seet, de Regime oder d'TVA 2015, déi soll nach eng Kéier iwwerpréift ginn.

Ech héieren ëmmer nëmmen, Dir wéilt Steiererhéijunge maachen, fir dat auszegläichen, wat mer verléieren. Majo, wat ass mat deene Propositioune vun der CSV selwer? Dir schwätzt jo herno nach, Här Minister. Ech wär Iech dankbar, wann Der do kéint soen, wat domadder ass.

Gesond Statsfinanze brauche mer, well Dir sot mir, de Stat wär handlungsfäeg. Jo, en ass elo nach handlungsfäeg. Mä wann Dir weidermaacht mat Ärer Politik, dann ass geschwënn näischt méi ze verdeelen! D'Zënslaascht, déi läit bei 200, 300 Milliounen Euro d'Joer. Si wiisst vu Joer zu Joer. Mä och eise Sozialstat ass net ze erhalen, wann déi Defizitpolitik vun dëser Regierung weidergefouert gëtt.

Et muss gespuert ginn. Net Austeritéit! Dat ass net dat nämlecht, spueren an Austeritéit. Mä et muss awer gespuert ginn, well mir kënnen net mat där Defizitpolitik zulaaschte vun deene Generatiounen no eis virufueren. An dat ass awer genau dat, Här Minister, wat Dir maacht, och wann Der Iech erausriet.

Ech verstinn och net, datt Dir sot, d'Finanzplaz, déi misst sech souwisou upassen, an Dir hätt praktesch do keng Verantwortung. Et sinn Entwécklungen an Europa an an der Welt allgemeng. Feira am Joer 2000, do huet d'CSV eis vertrueden. Dat waart Dir, dat wor den Här Juncker. Dir hutt och, oder den Här Juncker huet d'TVA-Richtlinn vun 2005, déi mer elo emol 2015 encaisséieren, Dir hutt dat négociéiert. Dir sidd verantwortlech! A kommt wann ech gelift net mat gesamteuropäeschen Entwécklungen a riet Iech net aus Ärer Verantwortung eraus! Dir drot déi! A mir mussen als Lëtzebuerger dat och gesinn an erkennen.

Réforme administrative: Et ass genau deeselwechte Problem. Den Här Juncker seet, et ass Chefsaach. Da mécht e véier Joer laang näischt. Da kritt d'Madame Modert den Dossier an den Här Juncker hëlt de Kultusministère. Dat ass net de Wee, fir eng Réforme administrative ze maachen.

Ech hu grousse Respekt fir déi Beamten, déi sech do Méi ginn, fir prozentual auszerechnen, wéi vill Zäit oder wat gespuert gëtt. Mä eng Réforme administrative, an där Situatioun, wou mir sinn, déi brauch politescht Duerchsetzungsvermëigen. An dat ass net ze erkennen! Et ass kee Politiker do, deen Dag fir Dag sech an deen Dossier eraknéit. Dat ass em ze komplizéiert, ze vill Méi, ech weess et net. Mä et kann net um Niveau vun de Beamten hänke bleiwen, well d'Beamte kënnen d'Gesetzer net änneren.

A wann den Här Minister Schneider mat engem Kompetitivitéitsgesetz an d'Chamber kënnt, dann huelt déi Geleeënheet, fir direkt eng ganz Rei Réformes administratives - Kommodo-Inkommodo oder aner Saachen - duerchzesetzen!

Dir frot nach no anere konkrete Moossnamen, Här Minister. Ma da stoppt Är Schoulreformen! Well amplaz, datt eis Schoulen dauernd méi schlecht ginn... Dir frot no konkrete Moossnamen, ma da stoppt d'Reforme vun der Madame Delvaux! Déi huet eppes gemaach, wat näischt kascht an eisem Land terribel profitéiert.

Dann d'Culture entrepreneuriale. Jo, gutt, iwwert d'Failliten, Entreprisen hu mer geschwat. Mä ech wëll konkret zwou Propositioune maachen, well mer leider nëmmen zéng Minutten hunn. Eng Propositioun ass, Dir sot, d'Image de marque an d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland. Dir schwätzt iwwert d'Ambassaden; vun deem Dossier kennen ech e bësschen.

Ech géif Iech recommandéieren, Här Minister, éischtens emol ze fusionéieren, wat mer alles u Proliferatioun vu Saachen dorëmmer hunn. Mir hunn: Luxembourg for Business, Trade and Investment, Luxembourg for Commerce, mir hunn och d'Ambassaden an esou weider. Dat brauche mir net als klengt Land. D'Réforme administrative, dat alles sollt zesummekommen. Et soll zesummekommen an ënnert der Autoritéit...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat ass ganz richteg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Souguer den Här Henckes gëtt mer recht, kënnt Der Iech virstellen, da muss et gutt sinn.

(Hilarité)

Mä dat muss zesummekommen. A wa mir Ambassaden op enger Plaz hunn, muss dat ënnert der Autoritéit vum Ambassadeur sinn. Firwat? Well den Ambassadeur huet déi politesch Kontakter, déi déi aner alleguerten net hunn. Dat ass einfach d'Realitéit.

An ech géif Iech och den éisträichesche Modell recommandéieren. An Éisträich ass et esou, datt d'Chambre de Commerce, d'Handelskammer selwer Attachés commerciaux op d'Ambassade schéckt, déi ënnert der Autoritéit vum Ambassadeur da fonctionnéieren. Mä dat si Leit aus dem Fach, déi kënne mir an eis Ambassaden eranhuelen. Maacht dat, dann hu mer Spezialisten! D'Ambassade si frou, fir där ze hunn.

A maacht och, an dat soen ech Iech als een, dee selwer Ambassadeur war, vläicht geschwënn erëm gëtt, dat gesi mer dann no de Wahlen, mä eppes soen ech Iech awer: Et ass wichteg, datt och d'Ambassadeure selwer forméiert ginn an deem Beräich. Dat si Leit, déi si Jurist, si sinn heiansdo Ekonomist, si kommen aus anere Beräicher. Mä forméiert d'Diplomaten a gitt den Diplomaten, net nëmmen, datt Der se selwer forméiert an deem do Beräich, mä gitt hinnen och Spezialisten un d'Hand!

An da wollt ech Iech nach eppes soen iwwert déi...

M. le Président.- Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mä iwwert d'Energie. Kuckt emol, dat do ass alles, wat nach bleift!

M. le Président.- Ah jo, dann.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gesitt Der, ech sinn esou modeste. Mä ech hunn dem Minister nach versprach, him eng konkret Propositioun ze maachen iwwert d'Energiepolitik. An d'Energiepolitik - dat ass jo einfach -, wa se vu privater Hand gemaach gëtt, ass jo och profitorientéiert. Dat ass normal.

En Investissement muss amortiséiert ginn an et muss eng gewësse Belounung fir en Investissement bestoen. Näischt géint de Profit als Prinzip.

Mä wann ee Wandmillen opriicht, dann huet een dacks Profitmargë vun zwielef, 13%, déi do a Fro kommen. An doduerch ginn eng ganz Rei vu Siten net a Considératioun gezunn, wou einfach déi Profitter net méiglech sinn duerch eng Wandenergie, déi net genuch ass.

Do soe mir als ADR: Ma da soll de Stat intervenéieren, well de Stat huet eng aner Profitrechnung. Wa mir Wandenergie zum Beispill produzéieren oder an anere Beräicher, hu mer eng Reduktioun vun den Importer bei Pëtrolsprodukten. An alles dat muss an déi Rechnung, déi e Stat mécht, mat afléissen, soudatt de Stat op wäit manner héije Profitmargen oder och bei null Profitmargë kann intervenéieren, fir eis energiepolitesch Bilanz ze verbesseren an eis Onofhängegkeet an deem Beräich an och der Ëmwelt gläichzäiteg ze déngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Eppes schéngt mir kloer: Mir brauche Wirtschaftswuesstum. Mir brauchen eng gerecht Verdeelung och vun deem Wirtschaftskuch. De verstuerwene franséische Komiker Coluche sot hei dozou: «Un jour Dieu a dit, il faut partager, les riches auront de la nourriture, les pauvres de l'appétit.» Ech mengen, dat däerf et net sinn. An duerfir musse mer och eng Wirtschaft relancéieren an och Propose maachen, déi dat sollen évitéieren.

Ons Wirtschaft brauch Reformen a politesche Courage, fir dës Reforme séier duerchzezéien, an zwar net an der nächster Legislatur, mä schonn an dëser Legislatur. All Kéiers, wa mer an der Wirtschaft am PIB ee Punkt méi bäikréien, dann ass dat gläichbedeitend mat 500 Euro méi pro Stot an engem Plus vun 1.500 Aarbechtsplazen, an dat ouni Steiererhéijungen an ouni Erhéijunge vum Statsdefizit. E Wirtschaftler huet dat kierzlech esou ausgerechent.

Wichteg ass och, datt mer am Land soen, datt d'Zukunft vun deene Jonken, d'Zukunft am Emploi net nuren an der Fonction publique ass. An datt d'Zukunft vun de Betriber net an de Subventioune läit, well dat verbueden ass nom europäesche Recht, mä a Steierkreditter. An do brauch ee just nuren als Beispill ze huelen, wéi England verfiert, wat de Weltrekord huet u Steierkreditter.

Aner Saachen, déi ee muss och festhalen, dat ass, datt een Investitiounen an d'Gesondheet net soll als eng Dépense, als eng Charge ugesinn, mä als eng Investitioun. An do gesäit een, datt ganz vill Länner och op dee Wee do gaange sinn.

Wat d'Finanzplaz ugeet, do hu mer virdru vum Här Finanzminister e puer Deklaratioune gehéiert. Mä mir wëssen alleguerten, datt verschidden Deklaratiounen, déi komm sinn, just wéi mer eng Debatt haten an e Skandal haten iwwert déi „Offshore Leaks", datt dat awer och zu munnechen Diskussioune gefouert huet. An ech mengen, eng vun deene wichtege Saachen, déi mer mussen duerchzéien, fir datt d'Leit nees erëm Vertrauen an ons Finanzplaz kréien, dat ass, datt mer all Mesuren huelen, fir den Triple A ze behalen.

An de Slogan muss sinn: „Lëtzebuerg ass net Zypern. Lëtzebuerg gëtt net Zypern." Dat ass nämlech dee Message, dee muss erauskomme permanent, well et ass do, wou ganz vill Hésitatioune sinn. Well ganz vill Clienten, déi elo zu Zypern waren, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, mä déi wëllen dann och garantéiert hunn, datt se hei net och eng Kéier an eng Situatioun wéi an Zypern falen. An duerfir muss deen Triple A behale ginn.

Da muss een och festhalen, datt Lëtzebuerg net nuren eng Finanzplaz ass aus Privatbanken. Anscheinend ass dat nuren, der ABBL no, ee Sechstel vun der Aktivitéit. Mä awer muss een och festhalen, datt de President vun der Bankenassociatioun matgedeelt huet, datt an deenen nächste Joren duerch dat, wat décidéiert ginn ass, 6.000 bis 8.000 Aarbechtsplaze géifen hei op der Finanzplaz ofgeschafe ginn. A jiddwer Bierger ass sech jo bewosst, datt mer do eng wichteg Komponent fir onse Räichtum, fir onst Wuel hei zu Lëtzebuerg hunn. An duerfir musse mer do all Efforte maachen.

Mä ech wollt e puer Froen un den Här Minister Frieden stellen.

Dat eent, dat betrëfft de FATCA-Austausch mat Amerika. Dee soll anscheinend nach an dësem Trimester vun dësem Joer, also 2013 ënnerschriwwe ginn, an datt den Accord de 15. Mäerz 2015 géif a Kraaft trieden, an dëst retroaktiv op den 1. Januar 2014.

Lëtzebuerg soll och de Modell 2 unhuelen, grad wéi d'Schwäiz. Mä dat wier awer net sécher, well dat verschidden Implikatiounen um europäeschen Niveau hätt, an datt et also och dorëms geet, fir eventuell de Modell 1 ze huelen. Duerfir wier ech frou, wann den Här Minister ons kéint soen, wou mer do dru sinn.

Dann hu mer och gemierkt, datt Amerika zesumme mat bis elo fënnef europäesche Staten och wëllt en amerikanesch/europäesche FATCA aféieren. Dat heescht, wou jiddwereen, deen eng europäesch Nationalitéit oder eng amerikanesch huet, misst all Informatioun iwwert d'Konten an d'Virementen an esou weider matdeelen.

Dat ass eppes, wat ganz déif gräifend ass, wou ganz vill Pressioune sinn. D'Commission européenne huet och den 23. Abrëll 2013 eng Plate-forme concernant la bonne gouvernance dans le domaine fiscal ugekënnegt.

Bref, dat alles huet Implikatiounen op ons Finanzplaz. An ech wier frou, wann den Här Minister Frieden ons kéint do e puer Informatioune ginn, wou mer do sinn, respektiv wann do nach näischt décidéiert ass, datt mer dann awer an der Finanzkommissioun oder spéiderhin hei an der Chamber kéinten doriwwer diskutéieren.

Eng gutt Debatt, déi natierlech oft virkënnt, dat ass déi iwwert d'Steieren an d'Steierlaascht. Verschidde Länner, an dat sinn haaptsächlech fréier Ost-Länner, déi hunn hei eng „flat tax", dat heescht, wou ee just nuren eng eenzeg Tax, e Prozentsaz fest huet a wou een näischt kann ofschreiwen. Mä bei anere Länner, do gëtt et ganz vill Modalitéiten, wou ee kann tricksen a wou ee kann ofschreiwen.

Rekordland an deem Sënn ass Frankräich. Frankräich ass dat Land, wou jiddwereen, wou jiddwer Betrib, dee wëllt tricksen, dat ka maachen. 480 niches fiscales! Weltrekord! Wou Leit, déi 14 Milliounen Euro hunn, 6% Steiere bezuelen. No problem. Wann Der dat wëllt maachen, musst Der a Frankräich goen. Dat geet picobello.

Et ass do, wou ee muss awer och soen, datt um europäeschen Niveau, wa mer iwwert d'Steiere schwätzen, dann awer och alles muss e bëssleche méi kloer a méi... datt mer do musse géint esou Saachen och virgoen.

Perséinlech mengen ech, datt et besser wier, wa mer verschidden Abattementen a Kreditter géife vläicht ofschafen an dann den Taux vläicht liicht reduzéieren. Mä op jidde Fall net op de Wee vun enger „flat tax" goen, wéi dat an anere Länner ass.

Wat d'Wirtschaft ugeet - ech kommen duerno nach op e puer steierlech Mesuren ze schwätzen -, ech mengen, do huet den Här Wirtschaftsminister mat Recht gesot, datt mer mat deem Marshall-Plang, wéi en dat genannt huet, um richtege Wee sinn. Mä et gëtt natierlech awer och eng Fro, déi ech wollt stellen: Déi Investitiounen, déi kaschten. Wat brénge se an? Ech mengen, dat wier nawell... Ech mengen, et ass jo, wann een esou Investitioune mécht, dann erhofft ee sech jo och, datt ee klenge Boni soll dorobber geschéien.

Da sinn och déi Propositioune fir e Réseau Naturgas mat Frankräich an och d'Elektresch mat Frankräich, fir dat als Alternativ virzegesinn, fir net déi ganzen Zäit vu Russland mussen ofhängeg ze sinn. Dat schéngt mer och eng gutt Saach ze sinn.

Luxembourg Future Fund, do géif ech just d'Fro stellen, ob et net gutt wier, fir deen och fir Privatinvestisseuren opzemaachen, quitte datt déi dann net dierfte mat bestëmmen, mä datt se just kéinte sech dorunner bedeelegen.

Da seet d'UEL mat Recht, ons Wirtschaft soll net nuren op Hightech- a Logistikzentren agoen, mä och op Déngen. Duerfir wollt ech e puer Froe stellen: De leschte Plan d'action PME datéiert vun 2008. Mir brauchen do en neien.

Plan sectoriel «Zones d'activités»: Ech mengen, do musse mer och virgesinn, datt Crèchen a Restaurants d'entreprises sech do kënnen etabléieren. Dat ass fir den Ablack net de Fall. Da soll dat och net iwwer e Règlement grand-ducal agefouert ginn, mä iwwer e Plan d'occupation des sols, well mer do méi richteg sinn.

D'Simplification administrative, do hu mer elo eng Cellule de facilitation gemaach fir den Urbanissem. Do muss ee sech awer natierlech d'Fro stellen, ob déi Persoun, déi dat elo en charge huet an déi ganz kompetent ass, datt déi awer och d'Pouvoire kritt, fir dat ze maachen. Fir de Rescht, deen Département ministériel, wann ech do eng Kosten-Nutzen-Rechnung maachen, da muss een deen Département do ofschafen, well e kascht méi wéi dat, wat en abréngt.

Dann eng aner Fro, déi wichteg ass, dat ass déi, datt mer den Netting fiscal aféieren. Dat heescht, wa Betriber iwwert d'Marchés publics Suen ze kréien hunn a si musse Steiere bezuelen, datt dat kéint kompenséiert ginn.

Kampf géint d'Inflatioun: Ech mengen, eppes muss hei onbedéngt geschéien, dat ass, datt den Alkohol an den Tubak, deen d'lescht Joer eleng véier Indexpunkten ausgemaach huet, mussen aus dem Index eraus. Et mécht kee Sënn, datt mer esou Produiten am Index hunn. Wa mer dat géife maachen, da géif d'Indextranche ëm zwee bis véier Méint zréckgoen.

Am Bau schéngt mir eng Période de référence vu véier Méint absolut noutwendeg ze sinn a souguer eventuell misst déi op ee Joer ausgedehnt gi fir verschidde Branchen. Mä et misst dann natierlech awer och sinn, datt een dann net 48 Stonnen d'Woch kéint misse schaffen.

Dann d'Reform vun den Entreprisen: Ech mengen, do schéngt et wichteg ze sinn, datt mer en Amortissement accéléré fir Assainissements énergétiques virgesinn. Bei den Transmissioune vun den Entreprisë soll een net nuren iwwert de Wee vu Prête vun der SNCI goen, mä och als Alternativ de Leasing vun Aktien oder vu Parte vun S.à r.le maache kënnen. An de Leasing immobilier an de Portage foncier sinn och Alternativen.

D'Bonification d'impôt fir Investissement, den Artikel 152bis vum Steiergesetz misst op Logiciellen an Investissements non corporels ausgedehnt ginn. Idem fir d'Crédits d'impôts, Crèches d'entreprises a Garderies.

M. le Président.- Här Henckes, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech ginn... Dat ass just, wou ech soen, datt, wann een esou Debatte soll féieren an et huet een zéng Minutten Zäit, da kann een net vill soen. Duerfir wäert ech mer erlaben, dat dann eben iwwert d'Questions parlementaires missen ze froen.

Mä et sinn eng etlech Dispositiounen, déi hei awer missten diskutéiert ginn a wou een notamment bei der Recherche misst och drop hiweisen, datt mer hei justement mat Subsidë fueren. Mä Frankräich accordéiert 30% Remisen, an ech wäert och an deem Sënn eng Proposition de loi déposéieren, fir datt mer e Mix vun deem Lëtzebuergeschen an deem Franséische kënne maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir sinn hei an enger Kompetitivitéitsdebatt anscheinend. Woura besteet dann de Kompetitivitéitsproblem zu Lëtzebuerg? Ech hunn näischt dovunner héieren.

Et gëtt ëmmer gesot, e besteet bei de Léin. Dat schéngt d'Analys ze si vun der Regierung bei all hire Virschléi, déi se mécht. Wou ass de Bewäis dann derfir?

D'Chambre des Salariés huet de Bewäis vum Contraire geliwwert. Mat androcksvollem Zuelematerial huet se bewisen, dass d'Léin net d'Ursaach si vun engem Kompetitivitéitsverloscht an dass souguer d'Exporter, dat heescht an deem Beräich, wou et jo op d'Kompetitivitéit ukënnt, nach an d'Luucht gaange sinn, och par rapport zum Beispill vun Däitschland.

Si huet bewisen, dass d'Produktivitéiteléin fortgelaf sinn a leschter Zäit. Si huet bewisen, dass a ganz Europa d'Léin ëmmer méi u Wäert, an och zu Lëtzebuerg, d'Léin ëmmer méi u Wäert verléiere par rapport zum Kapital. Si huet bewisen, dass d'Realléin zu Lëtzebuerg a Wierklechkeet zréckgaange wieren, wann et den Index net géif ginn. A si huet bewisen, dass d'Aarbechtskäschten an der Industrie a beim Bau ënnert deene vun eisen Nopeschlänner leien.

De Problem, mengen ech also, läit kloer net beim Lounniveau zu Lëtzebuerg, besonnesch wann een e vergläicht an a Relatioun setzt mat deene laangen Aarbechtszäiten hei am Land.

Mä den eigentleche Kompetitivitéitsproblem ass a mengen Aen deen, dass och dee Lounniveau do an och déi Ëmweltobligatiounen an aner Obligatioune vun de Betriber deene Leit, déi Profiterwaardungen hu vu 15, 20%, wa se hir Sue placéieren an Europa, dass déi nach ëmmer net niddreg genuch fir déi Leit sinn. An et ass eigentlech ënnert deem Drock, wou déi ganz Wirtschaftsstrategie leider an Europa de Moment dra besteet, op déi eenzel Standuerter Kapital unzezéien, an zwar mat den Instrumenter vum Loundumping a vum Ëmweltdumping.

Déi Lounbaissen a ganz Europa féieren natierlech zur Rezessioun. Si féieren och zur Rezessioun, well gläichzäiteg, wéi de Frieden eis hei ëmmer erkläert, déi Kapitalbesëtzer...

(Brouhaha)

Ech hunn den „Här" Frieden gesot! Oh, neen...

(Interruptions)

Ech wëll mech net där Unsitte hei uschléissen, net den „Här" oder d'„Madame" virdrunzesetzen. Ech hu ganz däitlech den „Här Frieden" gesot, och wann ech seng Politik kritiséieren.

(Interruptions)

Här President, elo verléieren ech hei mat Blödsinn esou vill Zäit...

M. le Président.- Loosst Iech elo net duerjerneebréngen, Här Urbany, fuert virun.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et gëtt eis also gesot, d'Kapitalbesëtzer géifen dohinner goen, wou d'Steieren am niddregste wieren. An do, wou d'Steieren am niddregste sinn, dat ass d'Ursaach, fir nei Budgetsbremsen anzeféieren, fir d'Sozialtransferten erofzesetzen, well keng Steiere méi erakommen. Duerfir ass, mengen ech, déi eigentlech Ursaach vun der Kris, dass et eng Kris ass vun der Souveränitéit vun der Politik a Wirtschaftsfroen, eng Kris, déi déi relativ demokratesch a relativ gläich Gesellschaft, déi mer kannt hunn, wesentlech a Fro stellt.

Fir dat awer ze änneren, dat verlaangt eng ganz aner Politik, wéi déi, déi mer kennen, an och wéi déi, déi mer haut ugekënnegt kritt hunn. Et ass zum Beispill keng Politik fir d'Zukunft, wann een de graduelle Réckgang vun de Renterechter am öffentleche Rentesystem op 40 Joer an engem Gesetz festschreift an als Alternativ just nach privat Assurancen oder Aarbechtszäitverlängerung zouléisst. Et gëtt heiansdo virun de Wahlen - dat ass de Moment de Fall - vun enger Paus an der Austeritéitspolitik geschwat. Mä et muss een awer wëssen, gläichzäiteg ginn Instrumenter vun enger wirtschaftsliberaler Politik wéi den europäesche Pacte budgétaire - och duerch d'LSAP! - hei an eis Législatioun agefouert. An esou en automatesche Lounbegrenzungsmechanismus hu mer och agefouert bei de Renten, well Rente si fortgesate Léin.

Esou en automatesche Lounbegrenzungsmechanismus soll och dauerhaft agefouert gi beim Index, zum Beispill duerch nei Parameteren an der Krisegesetzgebung, wéi dat am schréftlechen Text vum Här Schneider steet, awer net a senge mëndlechen Ausféierungen hei widderholl ginn ass.

En Automatismus soll och komme bei de Gemengefinanzen. An dann héiere mer haut, dass soll eng Wirtschaftspolitik op d'Käschte vun der Ëmwelt an duerch Tariferhéijunge bei de Bierger forcéiert ginn.

Mir soe ganz kloer „Neen!" dozou, Här Schneider! A mir soen, dass een déi Logik do global muss a Fro stellen an dass een ufänke muss, Géigeschrëtt géint esou eng verheerend Politik anzeleeden.

D'Gewerkschaften an och d'Ëmweltorganisatioune maache konkret Virschléi, déi direkt ëmsetzbar sinn. D'Chambre des Salariés huet e ganze Katalog vu sektorielle Virschléi virgeluecht, déi och zum Beispill op méi staatlechen Interventioune berouen. D'Regierung ass awer wäit dovun, dat ze berücksichtegen, och nëmmen usazweis.

Et geet net duer, fir normal Investitiounen an öffentleche Betriber als Marshall-Plang duerzestellen a sech gläichzäiteg aus dem Kapital vun der BGL a vun der Cargolux wëllen zréckzezéien. Wéi kann en auslänneschen Investisseur Problemer an der Loftfahrt léisen, wann de Lëtzebuerger Stat sech selwer do désengagéiert? Wéi kann een eng industriell Zukunft garantéieren, wann een näischt mécht, och net an Zesummenaarbecht mat de Fransousen a mat de Belsch, fir de Mittal ze stoppen, wann e rentabel Wierker zoumécht?

(Interruption)

Neen, do ass et: „de Mittal"!

(Hilarité)

An der Siderurgie ass de Problem nämlech manner en industrielle Problem wéi e finanzpolitesche Spekulatiounsproblem. Gëschter an der Debatt iwwert d'Beschäftegung huet et geheescht, zwar nach zimlech zögerlech, dass anstänneg Léin wichteg wiere fir déi Leit, déi schaffe ginn, an dass ee muss eng Bëlleglounpolitik wéi an Däitschland verhënneren. A senger Ried op der Foire - an ech weie meng Wierder hei - huet de Wirtschaftsminister virun engem Parquet vu Betribschefen d'Gewerkschafte kloer - ech soe kloer! - derzou opgefuerdert, Lounsenkungen am Industriesecteur ze akzeptéieren. A wann Der et gären hätt, zitéieren ech Iech dat, awer eréischt zum Schluss vu menger Ried.

M. le Président.- Jo, Här Urbany, Dir misst awer lues elo zum Schluss kommen.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Well ganz genau, ech weess jo, wéi d'Spill hei leeft...

(Interruption)

Ech stelle just fest: D'Regierung huet nach Riedezäit derbäikritt bei hiren Äntwerten,...

(Interruption)

...fir hiren Exposé virdrun ze maachen.

Une voix.- ...100% richteg!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat Mannst, wat ech kéint da fuerderen, dat wier, mäin Äntwertrecht herno, meng Parole après ministre elo och virzezéien. Ech brauch se awer net. Berouegt Iech, ech sinn direkt fäerdeg!

Den Här Frieden weist op de Widdersproch, bei engem Sondage, hin tëschent dem Wëllen, gläichzäiteg Sozialleeschtungen ze hunn a Budgetsstabilitéit. Et huet awer keen déi Sondéiert gefrot, ob net duerch eng méi gerecht Steierpolitik d'Statsfinanzen kéinten esou ausgeriicht ginn, dass souwuel eng innovativ staatlech begleete Wirtschaftspolitik wéi och d'Sozialtransferten an Zukunft nach méiglech sinn.

Ech sinn also der Meenung, dass, wéi et iwwregens ze erwaarde war, mer hei e falschen Débat féieren, an ech kann nëmme soen, dass mer d'Wirtschafts- an d'Steierpolitik, déi eis hei exposéiert ginn ass, integral oflehnen!

Sou, elo hätt...

M. le Président.- Jo, den Här Minister wëllt Iech elo nach eng Fro stellen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, gären.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, Här Urbany, Dir hutt vu Loundumping geschwat. Ech wollt just vun Iech wëssen, Dir wësst, dass d'Kommissioun wëlles huet, eng Dumpingprozedur géint China virzehuelen, ënner anerem an der Fotovoltaik. Fannt Der dat eng gutt Saach? Oder fannt Der dat keng gutt Saach? Et géif mech interesséiere vun Ärer Säit.

Une voix.- Eis och.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir lenkt elo of vun der eigentlecher Fro, déi virdrun opgeworf ginn ass vun Iech selwer, wou Der gesot hutt, Dir hätt net vu Loundumping geschwat.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Hunn ech dat?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt dat net! Ech zitéieren aus Ärer Ried. Dir hutt geschwat vum Aviatiounssecteur, vum Konstruktiounssecteur, an Dir hutt gesot: « Je crains que d'autres industries vont engager des négociations en exigeant des concessions de leurs salariés.» An e bësse méi weider sot Der: «Nous sommes pleinement conscients que les mois et années à venir vont pâtir d'une croissance faible et de coûts de production...» - wat ass dat anescht wéi Lounkäschten? - «... soumis à une pression à la baisse. Le dialogue social...», sot Der dann, géif awer verlaangen, dass ee sech där Fro stellt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Zitéiert mech wann ech gelift!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- «Le dialogue social au niveau des entreprises a toujours été l'une des bases du succès du modèle luxembourgeois.»

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Voilà,...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...sot Der un d'Adress vun de Gewerkschaften, déi jo hei erausgefuerdert si mat Lounsenkungsfuerderungen an hiren Entreprisen. Dat ass jo ganz kloer, dass et déi do gëtt! Et ass se bei der Luxguard ginn, et ass se op anere Plaze ginn! Iwwregens och bei der Luxguard hutt Der gesot, dat wier richteg, fir dat ze verlaangen.

M. le Président.- Sou, Här Urbany, Dir misst...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An da fuert Der weider, elo kommen ech op dee wesentleche Saz:..

M. le Président.- Ech mengen, Dir misst elo wierklech zum Schluss kommen. Maacht Iech elo wann ech gelift fäerdeg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- «C'est maintenant,...», sot Der dann, Här Schneider, «... lorsque les effets de la crise se font sentir, que j'espère que nous allons pouvoir trouver des solutions, quitte à parfois devoir reculer pour mieux rebondir.» U wien hutt Der dann déi Fuerderung geriicht? Un d'Patronen?

(Interruption)

M. le Président.- Jo, neen, ech mengen, Här Minister, Dir huelt herno nach eng Kéier Stellung. Elo komme mer zum nächste Riedner, an dat ass den Här Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Robert Weber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech...

Hei huet ee säi Brëll leie gelooss.

Ech wëll mech fir d'Éischt entschëllegen, awer ech hu Problemer mat de Stëmmbänner, meng Stëmm verschwënnt. Dat ass vläicht fir eenzel Leit sympathesch, mä fir mech net.

Une voix.- Dann hat Der ze vill geübt!

M. Robert Weber *(CSV).*- Neen, ech hunn dat net. Mä ech hunn et schonn zanter e puer Wochen an ech wär frou, wann ech et awer wierklech net hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een iwwert d'Kompetitivitéit schwätzt oder och nach e Plang fir méi Wirtschaftswuesstum, da gëtt et ëmmer déiselwecht Reflexer. Mir hunn dës Debatt en long et en large an den 80er Joren, an den 90er Jore vum leschte Jorhonnert a mir hu se och 2010 heibanne gefouert.

D'Argumenter sinn net nei: D'Aarbecht ass ze deier, ze deier Aarbecht zerstéiert Aarbechtsplazen a schaaft Chômage. Mir brauche méi Flexibilitéit. Eis Sécurité sociale ass ze gënschteg. De Stat ass iwwerreglementéiert. De Coût salarial unitaire, deen ass explodéiert an esou weider. A last but not least: Eisen Indexsystem - fir dat Thema awer och net ze vergiessen - ass schlecht fir d'Ekonomie.

D'Argumenter sinn also net nei, wéi gesot, an dës Argumenter gëtt et an allen europäesche Länner. An dat ass och iwwerraschend. Wa mer also just elo zu Lëtzebuerg déi Diskussioun géife féieren, da kéint ee jo soen, mir hätten e Kompetitivitéitsproblem hei zu Lëtzebuerg. Mä dës Argumenter, déi gi vu Schweden bis Portugal gefouert, déi gi vun England bis Bulgarien gefouert. Souguer an Osteuropa ass dëst Thema eng ganz breet politesch Debatt.

Ier ech awer op dee méi aarbechtsrechtleche Volet wëll kuerz agoen, mengen ech, dass een emol fir d'Éischt sech muss selwer froen, ob dat doten iwwerhaapt e Kompetitivitéitsproblem ass a wat Kompetitivitéit eigentlech ass.

Ech hu bei der Preparatioun vun dëser Ried bei e puer Ekonomiste vun haut emol nogelies, wat se esou alles iwwert d'Kompetitivitéit soen. De Riccardo Petrella, dee war Direkter vun der Division «Recherche sociale» bei der Europäescher Kommissioun. Hie war Grënner a President vum Grupp Lissabon. Hie schreift 1995, dass d'Kompetitivitéit zu dëser Zäit e Credo an en Evangelium ginn ass. Hien dénoncéiert ganz energesch dee regelrechte Kult, deen haut ronderëm dësen Term gedriwwe gëtt an esouguer déi pervers Resultater heivunner.

Dee Kult vun der wirtschaftlecher Performance, geschürt duerch eng weltwäit Compétitioun, ass net eleng eng Saach vun de Betriber. Dëse Kult imposéiert sech souguer fir d'Staten, déi haut méi Complice vun dësem Spill si wéi Garant vum Allgemengwuel. Dëse Kult bréngt, ech zitéieren: «un démantèlement du contrat social et finalement le sacrifice de nos droits les plus fondamentaux» mat sech. Hie schwätzt esouguer vun der «Litanie de la Sainte Trinité»: D'Privatisatioun mengt en, d'Deregulatioun an d'Liberalisatioun.

En aneren Ekonomist, de Stéphane Garelli, ass e ganz interessanten Ekonomist. Hien ass Professer op dem IMD, „International Institute for Management Development", an op der Universitéit vu Lausanne. An d'Madeleine Linard de Guertechin, déi ass Chargée de recherche op dem IMD, huet sech kritesch mat dem World Competitiveness Report vum IMD an dem World Economic Forum ausenanergesat.

D'Mondialisatioun vun der Wirtschaft an déi resultéierend international hefteg Wirtschaftskompetitioun forcéieren d'Entreprisen, permanent ze sichen, wéi si hir Kompetitivitéit verbessere kënnen op de Weltmäert. Hir individuell Performance kann een awer net total oftrenne vun deem Environnement, an deem se hir Aktivitéit ausüben. Domat menge se ganz kloer, dat sinn déi national Mäert, dat sinn déi national Staten, dat sinn awer och den internationale Wirtschaftsmaart respektiv all déi international Staten, déi do intervenéieren. D'Kompetitivitéit vun den Entreprisë geet duerch d'Kompetitivitéit vun den Natiounen, soe si.

A weider: Déi heiteg Wirtschaftswelt äntwert net méi op déi traditionell Regelen. Wann een an den 80er an an den 90er Joren eng Kohabitatioun tëschent Inflatioun a Rezessioun hei an Europa hat, Wuelstand a Reduktioun vun de Salairen an den USA feststelle konnt an hautdesdaags wirtschaftlech Reprise an Zerstéierung vun Aarbechtsplaze feststelle muss, sou ginn déi klassesch Instrumenter, fir d'Wirtschaftsanalys ze maachen, laang net méi duer. Déi Indicateure wéi PIB, Inflatioun, Investissementer, Produktivitéit oder och nach Balance commerciale ginn haut net méi duer, fir ze beschreiwen, a wat fir engem Kontext d'Entreprisen an d'Länner sech befannen, fir d'Kompetitivitéit ze moossen. Mir brauchen also méi eng global Approche, fir eng Definitioun vun dëser Kompetitivitéit och ze fannen.

De Richard Farmer - dat sinn aner Ekonomisten - an de Barry Richmond sinn déi éischt Wirtschaftler gewiescht, déi festgestallt hunn, dass d'Betriber sech mussen erëmfannen am politeschen a wirtschaftlechen an dem soziokulturelle Liewe vun engem Land. Wann een also eng Indexdiskussioun féiert, et féiert een eng Diskussioun iwwert de soziale Mindestloun, et féiert een eng Diskussioun iwwer Steierpolitik, da muss ee sech also ganz kloer och an dee sozialen, kulturelle Kontext vun deem Land kënnen erasetzen.

Dat ass zum Beispill déi Kritik, déi um Expert Lionel Fontagné gemaach ginn ass, wéi e säi Bericht zu Lëtzebuerg gemaach huet, wou sécherlech valabel a gutt Iddien drastinn, mä wou e vergiess huet, nieft senge politeschen a wirtschaftleche Vuen awer e wéineg déi sozial, kulturell Vue vum Lëtzebuerger Land och eng Kéier ze kucken. Ech hu gesot, d'Démarche, déi muss also méi global sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wann een dat Ganzt eng Kéier schematesch an der Wirtschaftsgeschicht wéilt beschreiwen, da géif dat esou ausgesinn: Enn 18., Ufank 19. Jorhonnert, dat war déi klassesch Schoul vun Adam Smith a Ricardo, do ass gemengt ginn, datt d'Notioune vu Buedem, Aarbecht, Kapital an natierlech Ressourcen duergéingen. D'marxistesch Theorie vu Marx an Engels huet eng sozialpolitesch Dimensioun bäigedroen. Dës sozialpolitesch Dimensioun ass iwwer honnert Joer vun der chrëschtlecher Sozialléier weiderentwéckelt ginn. De Schumpeter, deen huet déi Iwwerleeung vun der Innovatioun eropbruecht, an de Peter Drucker, dee koum mam Managment, a rezent huet en aneren Ekonomist, de Robert Solow vum MIT, vun der Wichtegkeet vun dem Savoir-faire, also speziell vun der Qualifikatioun vun der Aarbechtskraaft, geschwat.

An ech mengen, dat ass just dee Kontext, dee wichteg ass och fir haut, an et ass eng permanent Debatt, déi hei an der Chamber stattfënnt, iwwert d'Qualifikatioun eigentlech vun eise Schüler respektiv vun der Aarbechtskraaft. De

World Competitiveness Report 1994 huet eng Definitioun vun der Kompetitivitéit ginn, déi multidimensional ass: D'Kompetitivitéit, dat ass d'Capacitéit vun engem Land oder vun enger Entreprise, all Joers proportionell méi Räichtum ze schafe wéi seng Konkurrenten op den internationale Mäert.

Et ass also falsch ze mengen, dass d'Kompetitivitéit vun den asiatesche Länner an deenen osteuropäesche Länner eleng op déi niddreg Aarbechtskäschten zréckzeféieren ass. Och wann e Land am Ufank, an dat gëllt speziell fir China, vun der Aarmut vu senger Populatioun profitéiere kann, sou ass dëse Räsonnement laangfristeg op jidde Fall net richteg. An déi lescht Zäit liest ee ganz vill an der internationaler Press, dass speziell a China d'Léin all Joers ëm ronn 10%, kann ee soen, an d'Luucht ginn. Si hunn zwar nach e gutt Stéck ze maachen, bis dass se europäeschen Niveau erreecht hunn, mä ech mengen, de Fait ass, dass se deeselwechte Wee eigentlech ginn, dee mir zanter 100 Joer och beschratt hunn.

Meng zwee Ekonomiste Garelli a Linard de Guertechin soen däitlech, an ech zitéieren: «En effet, dans une économie moderne, des coûts de production modérés résultent généralement de la mise en œuvre des moyens technologiques et des méthodes de management les plus modernes possibles et dépendent moins d'un coût de travail bon marché que d'une main-d'œuvre qualifiée.» Déi meescht Länner an Asien hunn dat gutt verstanen a si hu massiv an de Bildungsniveau investéiert.

D'Europäesch Kommissioun hat dat och verstane mat hirer Lissabon-Strategie a mat der „Agenda 2020". Vill europäesch Länner hunn awer am Sog vun der Finanzkris hir Investissementer an d'Bildung zréckgefouert, eleng fir hir Budgeten ze sanéieren.

Garelli a Linard de Guertechin maache sech och Gedanke fir méi Kompetitivitéit. An der Vergaangenheet ware kollektiv Wäerter wéi „l'effort au travail" ausschlaggebend fir méi Kompetitivitéit. Dës kollektiv Wäerter sinn an der Zwëschenzäit verluer gaangen a musse kompenséiert ginn duerch eng betriiblech Kultur, déi den Équipëgeescht favoriséiert an den Dévouement. Déi intellektuell Élite an och déi qualifizéiert Arbeitnehmer, mä och déi onqualifizéiert Arbeitnehmer sinn haut méi mobil ginn. Eng betriiblech positiv Kultur stäerkt den Dévouement an d'Zougehöregkeet zu engem Betrib. A wann een dës Kultur zerstéiert, da muss een och wëssen, dass een eng grouss Rotatioun a sengem Betrib respektiv a senger Ekonomie huet.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Rotatioun an eiser Ekonomie. Déi betriiblech Kulturen, alles dat hu mer an deene leschten 20 Joer futtigemaach, an dofir ass et vläicht och wichteg, dass een emol iwwerleet nieft allen ekonomesche Räsonnementer, fir vläicht méi déi kulturell a sozial Iwwerleeungen nieft deenen ekonomeschen Iwwerleeungen emol erëm an d'Betriber erafléissen ze loossen.

En anere Wirtschaftswëssenschaftler, de Michel Didier, deen ass Professeur au Conservatoire national des arts et métiers zu Paräis, beschäftegt sech mat der Relatioun Aarbechtskäschten an Aarbechtslosegkeet. Hie seet däitlech, dass eng Reduktioun vun den Aarbechtskäschte keng Solutioun ass. Eis Patrone schwätze jo och vun den héijen Aarbechtskäschten, vun Dereglementéierung an dass de Kampf géint de Chômage prioritär iwwer eng Reduktioun vun den Aarbechtskäschte fuere misst.

E puer Gedanken an dësem Kontext: De Coût salarial unitaire ass eng Statistik, déi eis seet, ob eng Ekonomie oder e Betrib an enger Kris ass oder net. Soss seet dësen Indice guer näischt! Iwwerhaapt, mir ginn eis emol net eens, ob mer iwwert de Coût salarial unitaire réel oder de Coût salarial unitaire nominal diskutéieren.

An do dernieft kënnt - et ass och heibanne scho gesot ginn -, et gëtt jo och nach aner Käschten an engem Betrib. A méi interessant wär, wann een déi Kompositioun vun dëse Käschten hätt, amplaz dass ee sech eleng op een Index géing konzentréieren.

Méi interessant ass do och den Undeel vun de Salairen an der Valeur ajoutée vun engem Land. Méi interessant ass eng Etüd iwwert Margë bei de Präisser zu Lëtzebuerg. Och wa mer d'Inflatiounsdebatt zu Lëtzebuerg féieren, an ech féiere se gären... Ech hu mech mam Minister Krecké ganz vill domat ausenanergesat, a mir waren eis eens, dass de Problem vun der Inflatioun manner e Problem vun eise Präisser ass, mä dass et virun allem e Problem vun eise Margen ass. Mir wëssen awer och, dass et kompliziéert ass déi Margësituatioun vun de Präisser a vun de Betriber ze kontrolléieren, an dofir wär et net schlecht, wann een op deem Niveau do an der Zukunft e wéineg méi Efforte géing maachen.

De Jacques Delors huet an den 80er Joren als President vun der Europäescher Kommissioun e Wäissbuch publizéiert an en Opruff, dass d'Entwécklung vun de Léin ee Prozent ënnert der Entwécklung vun der Produktivitéit leie soll. D'Gewerkschaften hu sech dës Politik zur Regel an hire Kollektivvertragsverhandlunge gemaach. Während méi wéi zwee Jorzéngte gouf moderat verhandelt, a während méi wéi zwee Jorzéngte geet eise Chômage konstant erop. Zanter 2006 - dat sinn elo siwe Joer - ass eisen Index moduléiert an de Chômage geet konstant erop.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu den 80er an 90er Jore kennen d'Zënsen haut en historeschen Déif. Am Géigesaz zu den 80er an 90er Jore kennen d'Investissementer haut an d'Realwirtschaft en historeschen Déif. Wat jo e Widdersproch a sech ass. Et gëtt also méi an d'Finanzwirtschaft investéiert, wéi an d'Realwirtschaft, an domadder ginn an der Realwirtschaft ze wéineg Aarbechtsplaze geschaaft.

Eng Strategie, fir d'Aarbechtskäschten erofzesetzen, ënnerstëtzt d'Kompetitivitéit - ech mengen, et ass och schonn heibanne gesot ginn - nëmmen am Fall, wou een iwwer ee Land géing diskutéieren. Wann awer all europäesch Länner op dës Strategie zréckgräifen, mat dem Zil hire Chômage erofzesetzen, da gëtt et kee Kompetitivitéitsgewënn, mat Ausnahm vun den Échanges extracommunautaires. Do brauch een Däitschland nëmmen ze kucken. Dat ass jo e gutt Beispill.

Well d'Europäesch Unioun awer éischter e geschlossene Raum ass an awer manner eng Unioun wéi en Assemblage vun nationale Staten, ass d'Konkurrenz tëscht niddregen an héije Léin an dësem Raum ganz moderat. Esou kann dës Kompetitivitéit och nëmmen e marginalen Effekt op d'Aarbechtsplazen hunn.

De Michel Didier stellt och fest - an dat ass mer eng wichteg Feststellung, fir dat och hei eng Kéier ervirzehiewen -, dass an de Betriber d'Décisioun, fir Leit anzestellen, essenztiell mat der Demande, dat heescht mat dem Volume u Produktioun, zesummenhänkt, an net mat dem Käschtepunkt vun der Aarbecht. En Ofsenke vun de Salairen huet och eng negativ Konsequenz op d'Consommatioun. An dëse Phenomeen kann an enger Ekonomie déi positiv Effekter vun den Investissementer neutraliséieren.

Et muss een also feststellen, dass wann een d'Lounkäschten erofsetzt, dass dann eigentlech massiv an de Betriber misst agestallt ginn. Wann awer de Chômage bedingt ass, well keng Demande do ass, da stellen d'Betriber och keng Leit an. A mir brauchen hei nëmme Griichenland ze kucken, mir brauche Spuenien ze kucken, Portugal ze kucken, mir kucken de lëtzebuergesche Stolsecteur, Stolbetrib. A mir kënnen nach eng ganz Partie aner Beispiller opbréngen.

Mir befannen eis hei net an enger Ekonomie vun den hellege Samariter. Mir stellen haut an der Europäescher Unioun fest, dass déi Länner mat engem héije sozialen Niveau besser duerch d'Kris komm sinn an och duerch d'Kris kommen, wéi déi Länner mat niddrege Léin an niddregem soziale Standard. Dat heescht elo net, dass mer net mussen iwwer méi eng gerecht Gesellschaft nodenken. Dat heescht och net, dass mer mussen iwwer méi Selektivitéit nodenken.

Lëtzebuerg: Säi Chômageproblem ass net eng Fro vun de Lounkäschten. Et ass däitlech eng Fro vum Placement, deen net funktionéiert. Ech wëll hei d'Grënn net analyséieren. Gëschter ass vill driwwer diskutéiert ginn, mä do wär nach ganz villes a ganz aner Saachen derzou ze soen. Et ass also ganz kloer eng Fro vum Placement, deen net funktionéiert, an e Problem bei der Formatioun, bei der Ausbildung a bei der Weiderbildung. Mir schafe jo iwwregens all Joer genuch Aarbechtsplazen, a vill méi am positive Sënn Aarbechtsplazen, esou dass mer eigentlech do kee Problem dierften hunn, wann all déi aner Komponente géife funktionéieren.

A wann ech vu Formatioun, Ausbildung, Weiderbildung schwätzen, da kommen ech net derlaanscht, fir eng Remarque ze maachen. Hei sinn d'Acteuren um Terrain jo all Besserwësser a Spezialiste par rapport zum Ministère. Jorelaang Zerstriddenheet an der Éducation nationale, e regelrechte Sport, fir all Reform ze bekämpfen, stinn am Géigesaz zum Aarmeropkrempelen, fir aus dem Schüler e gudden a wëssensbegierleche Mënsch ze maachen. Ech zitéieren dann aner Wirtschaftsprofesseren: Alain a Chantal Euzeby, Wirtschaftsprofesseren op der Universitéit Pierre-Mendès-France vu Grenoble II.

D'Iddi, dass d'Aarbechtskäschten ze exzessiv wären an dofir zum Chômage géife féieren, ass laang net nei. An dass d'Sozialla aschten dëse Chômage nach géifen zousätzlech belaaschten, ass esou al, wéi déi éischt sozial Versécherungssystemer entstane sinn. Et muss een awer feststellen: Déi international Organismen, de Fonds Monétaire International, d'Europäesch Kommissioun, d'OECD an esou weider, hu sech dëser Politik an dëser Leitlinn verschriwwen, an dat zanter 30 Joer.

Den FMI kënnt all Joer op Lëtzebuerg, fir déiselwecht Litanei ze halen. An deen FMI... An d'Politik vun der Europäescher Kommissioun, déi an de südeuropäesche Länner gemaach ginn ass, ass alles aneschters wéi eppes Positives, onofhängeg vun der Politik vum Fonds Monétaire International, dat ass längstens bewisen - an ech kritiséieren dat net vu mir selwer. Do gëtt et ganz renoméiert Ekonomisten, dat maachen net eleng de Stiglitz -, déi an Afrika, um afrikanesche Kontinent gemaach ginn ass, dass dat alles aneschters wéi positiv ass, mä déi rengste Katastroph ass an och déi rengste Katastrophe provozéiert huet.

Bal zanter 30 Joer gëtt an der Europäescher Unioun privatiséiert, dereguléiert, flexibiliséiert an esou weider. Awer gelungenerweis ginn de Chômage an d'Aarmut an der Europäescher Unioun an an den europäesche Länner dramatesch erop a kennen haut en traurege Rekord. Also muss jo och dann eppes mat där Politik, déi gemaach gëtt, net stëmmen.

Wat de Coût salarial unitaire ubelaangt, esou froen ech mech: Firwat ginn hei nëmmen d'Aarbechtskäschte gekuckt, dat heescht d'Salairen an d'Sécurité sociale? Ech hunn et scho gesot: Et gëtt dach och nach aner Käschten an engem Betrib. An de Coût global par unité produite a seng Décompositioun sinn hei sécherlech e besseren Index a méi e richtegen.

Schlussendlech hänkt eng Verbesserung vun der Kompetitivitéit net onbedéngt vun engem Ofsenke vun de Käschten oder de Präisser of. Hei geet et och ëm d'Qualitéit vun der Gestioun vun de Betriber, ëm de Sozialklima awer och ëm Variabelen hors prix, dat heescht d'Qualitéit vun an d'Reputatioun vun de Produkter, kommerziell Réseauen, d'Services après-vente oder kuerz Liwwerzäiten. Do kann een och nach unhängen: Dat ass den Image de marque vun engem Land.

Fir Spëtzebetriber ass d'Kompetitivitéit eng aner Fro wéi Léinkäschten, och hei zu Lëtzebuerg. Hei spillen aner Käschten eng vill méi grouss Roll: d'Finanzlaascht, d'Coûts d'approvisionnement, d'Energiekäschten. Ech mengen, et ass och haut scho vill doriwwer geschwat ginn.

Dës Betriber, fir d'Personal ze fidéliséieren, bezuele léiwer méi héich Léin. Ech fannen et och schued, dass eis Patronatsorganisatiounen an engem gewëssene Sënn d'Politik, de Finanzement vun eiser sozialer Sécherheet ëmmer aus engem negative Bléckwénkel kucken. An ech soen emol eng Kéier däitlech: D'Sozialcotisatioune vun de Betriber sinn en Deel vun der Redristributioun vum Revenu.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat heescht méi Kompetitivitéit duerch en Ofsenke vun de Lounkäschten; d'Salairë plus d'Cotisations sociales? Wéi wäit wëlle mer da leschten Enns ofsenken? Fir mat China oder Polen ze concurrencéieren, geet et leider net duer, fir d'Soziallaaschte ganz ofzeschafen. Oder wëlle mer amerikanesch Zoustänn an Europa? Oder och nach amerikanesch Zoustänn hei zu Lëtzebuerg? An den USA gi vill Aarbechtsplaze geschafen, awer virun allem prekär Aarbechtsplazen, ouni Krankekeess oder Pensiounskeess. Hei gëtt et vill Leit, déi schlecht bezuelt ginn. A mir musse feststellen, dass se aarm sinn, obscho se eng Aarbecht hunn. Dat nennt een dann déi „working poor".

Wat elo d'Lounkäschten ubelaangt, esou huet de Statec eng Etüd gemaach «Regards sur le niveau du coût de la main-d'œuvre et la durée de travail au Luxembourg et en Europe», 2011, an «Regards sur le niveau du coût de la main-d'œuvre et la durée de travail dans la Grande Région» och 2011. D'Schlussfolgerung vun där Etüd ass, dass zu Lëtzebuerg - an dat soll een och emol eng Kéier hei zur Kenntnis huelen -, dass zu Lëtzebuerg de Coût annuel par salarié deen héchsten an der Europäescher Unioun ass.

D'Situatioun ass awer méi nuancéiert, wann een de Coût horaire kuckt. Zu Lëtzebuerg gëtt nämlech e gutt Stéck méi laang geschafft wéi an deenen aneren europäesche Länner. Och fält op, dass d'Differenz tëscht den nordesche Länner a Lëtzebuerg, wat de Coût annuel par salarié ubelaangt, ganz minimal ass.

Kompetitivitéit huet eppes mat Cohésion sociale ze dinn. Dat seet de Jean-Paul Fitoussi, ee vun deene bekannteste franséische Wirtschaftswëssenschaftler. Hie seet, dass d'Aarbecht net iergendeng Marchandise ass. D'Aarbecht bedéngt en individuelle Projet vun Integratioun an eng Kollektivitéit. An den Aarbechtsmaart ass wéineger e Marché, mä vill méi eng privilegéiert Plaz vum Contrat social.

D'Kompetitivitéit an déi sozial Kohäsioun widdersprieche sech net, mä si komplettéiere sech. Hie mécht eigentlech eng remarquabel Analys als Wirtschaftswëssenschaftler, déi ech vu Leit, déi Lëtzebuerg beroden hunn, wéi Fontagné, vläicht och erwaart hätt, déi u sech Schüler jo vum Fitoussi sinn. Onofhängeg dovunner, dass de Fitoussi och mäi Proff war.

De Fitoussi schwätzt vun den Unhänger, déi de soziale Mindestloun wëllen ofschafen. An hie seet: „Dës Leit denken, dass d'Aarbecht eng reng Marchandise ass." An ech hunn e wéineg am Här Meisch senger Ried dat och eraushéieren, dass hie méi d'Schwéiergewiicht op dat Ekonomescht wéi op dat Sozial-Kulturellt leet. Dofir passt seng Ried och ganz gutt an déi Iwwerleeungen hei eran.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat hunn awer och schonn anerer gemaach.

M. Robert Weber *(CSV).*- Jo, jo. Neen, neen. Et gëtt sécherlech och anerer. Dat streiden ech ganz kloer net of. Et ass ëmmer eng Affär,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Frieden awer och!

M. Robert Weber *(CSV).*-…ob ee wëllt wierklech ekonomesch d'Affär kucken, oder ob een et och aus engem méi breede Bléckwénkel eraus kuckt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mer missten emol vläicht...

M. Robert Weber *(CSV).*- Et ass... Dat ass mat Sécherheet och richteg. Mir kéinte laang iwwert déi Debatt do diskutéieren an eis zerstreiden. Vläicht kréie mer eng Kéier d'Geleeënheet, an der Kommissioun et ze maachen.

Ass vill Aarbecht do, da muss de Präis erof fir all déi Leit, déi Aarbecht sichen, fir se ze beschäftegen. Et gëtt awer och Mënschen, déi anescht denken. Wann d'Aarbecht eng Wuer ass, da verschwënnt déi sozial Bindung. An domat ass eben d'Aarbecht kee Facteur d'intégration méi. Den Individualismus hëlt iwwerhand iwwert d'Solidaritéit, an d'Inégalitéiten huelen zou.

Onofhängeg dovunner vläicht eng Remarque, dass d'Banque centrale vu Lëtzebuerg hei och neierdéngs liicht an d'Richtung vun dësen Iwwerleeunge geet. An ech si gespaant drop, wéi déi Iwwerleeungen an den nächste Méint an och Jore wäerten dann evoluéieren.

De Fitoussi stellt d'Iwwerleeungen op, dass et keng Previsioun an eise Länner gëtt. Och déi pessimisteschste Leit maachen dës Previsioun net, dass d'Augmentatioun vum Revenu par tête géif ophalen.

Wat heescht dat? Well dat gëllt och fir Lëtzebuerg. Dat heescht also konkret, dass eis Gesellschafte méi räich ginn op Käschte vu verschiddenen Arbeitnehmer, déi méi aarm ginn. Dat ass d'Akommesschéier, déi ëmmer méi ausenanergeet.

Verschidde Leit an eise Gesellschaften hu keen Interessi drun, dass mer méi Wirtschaftswuesstum kréien. Wann d'Revenue vun engem Deel vun der Populatioun an d'Luucht ginn duerch d'Ëmverdeelung vun engem bestëmmte Volume vum bestehende Räichtum, da besteet hei keen Interessi, fir dëse Volumen eropzesetzen. Eis Gesellschaft gëtt also ëmmer manner solidaresch.

Et passéiert dat an engem Land, wat och an den internationale Bezéiunge passéiert. An de Fitoussi schwätzt sech hei kloer fir eng Logique de croissance aus, am Géigesaz zu enger Logique de conflit et de répartition. D'Redistributioun vun de Revenuen iwwert de fiskaleschen a soziale Wee, dat ass dee richtege Wee. D'Regierung huet jo wëlles, eng Steierreform ze preparéieren. A wann déi Steierreform - ech ginn dervun aus - vun där nächster Regierung an d'Praxis ëmgesat gëtt, da géif ech och hoffen, dass se op deem Wee géif goen a méi Gerechtegkeet, Steiergerechtegkeet géif schafen.

Déi modern Aarbechtsmaarttheorië weisen, dass dëst, also eng gerecht Steierreform, ganz favorabel fir d'Produktivitéit ass, an also och fir d'Kompetitivitéit. Ze vill an niddreg Salairen, och fir déi Onqualifizéiert, ass wéineg incitatif. Dës Situatioun favoriséiert net d'Investissementer vun de Betriber an déi intern Formatioun. Den Taux de rotation - ech hu schonn dervu geschwat - vun der Aarbechtskraaft ass ganz héich do, wou d'Salairen niddreg sinn. Den Entrepreneur huet also och keen Interessi, fir dës Leit auszebilden.

An domat schléisst sech den Däiwelskrees. Et muss een also déi richteg Pris Salz fir d'Zopp fannen. An ech zitéieren de Fitoussi nach eng Kéier: «La solution au problème le plus grave

qu'une démocratie ait à affronter en temps de paix - le chômage de masse - ne peut... me paraît...» - nëmme „paraît" - «...pas se trouver dans la résignation à une croissance formidable des inégalités, et au démantèlement de notre système de protection sociale. Au contraire, elle est dans davantage de cohésion et ce, non pas seulement pour des raisons morales, mais d'efficacité.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dësen Débat huet de Wirtschaftsminister eis eng Note virgeluecht. An en huet eis haut och eng Note verdeelt. Ech wier frou, wann de Wirtschaftsminister de Bilan, deen en eis haut verdeelt huet vum Här Krecké senger Note vu virun enger Partie Jore vun deene 65 Proposen, eis éischter virgeluecht hätt. Dann hätt ee sech och kënnen am Detail e wéineg dermat ausenanersetzen. Ech huelen dem Här Schneider seng Propos gären op, dass en an der Kommissioun dann eng Kéier déi Debatt mat eis géif féieren.

Ech wollt d'Wichtegkeet vun dem Här Schneider sengen Iwwerleeungen net erofspillen hei. Dat ass sécherlech net de Fall.

Ech zitéieren nach eng Kéier ganz kloer: „D'Energiekäschte spillen e gewiichtege Facteur an engem Betrib." Dat ass sécherlech richteg.

„Den Accès zu Terraine fir wirtschaftlech Aktivitéiten ass eng wichteg Donnée, fir d'Wirtschaft vun engem Land ze förderen."

„Den Accès an d'Connectivitéit vun eisem Land am Beräich vun den neien Technologien ass hautdesdaags speziell fir e klengt Land e risegen Atout." Dat seet och de Finanzminister.

„D'Struktur an d'Sécuritéit vun eisen IT-Infrastrukture muss op dem entwéckeltsten Niveau sinn." Dat soen déi zwee Ministeren, an et ass sécherlech richteg.

„D'Vereinfachung vun den administrative Prozedure muss eng permanent Aarbecht sinn. Déi kleng Weeër, déi onbürokratesch Weeër, dat war an der Vergaangenheet eis Stäerkt, a si mussen et erëm an der Zukunft ginn."

„D'Infrastrukture vun engem Land, Strooss, Bunn, Fliger, Kommunikatiun, d'Éducatioun, dat ass d'Zukunftspolitik." Dat ass d'Zukunftspolitik, déi enorm deier ass. An dat ass prioritär, wann een amgaangen ass, eng Ekonomie ëmzestellen - a mir sinn amgaangen, dat zu Lëtzebuerg, net eleng zu Lëtzebuerg, mä och zu Lëtzebuerg ze maachen -, dann ass dat eng deier Politik, an dann ass dat eng Politik, déi kloer an d'Zukunft, konzeptuell an d'Zukunft ausgeriicht ass.

„Den Image de marque vun eisem Land muss sécherlech eng permanent Aarbecht sinn, gradesou wéi d'Prospektiounspolitik."

„Nei Entreprisë schafen heiheem, prioritär duerch Einheimescher, muss e konstanten Effort sinn."

Zu all dësen Iddie gëtt d'CSV hir Ënnerstëtzung. Awer, Här Minister, dës Iddie sinn net nei. An do schléissen ech mech sécherlech enger Kritik, déi och hei gemaach ginn ass, un. Mir waarden op Är Initiativen. Proposéiert eis se, dann huele mer Stellung derzou, an da si mer och iwwerzeegt, dass dat hei an der Chamber ganz séier de Konsens fonnt huet, méi oder wéineger de Konsens fonnt huet, a verabschiet ginn ass an op den Instanzewee ka goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Organisatioun vun der Aarbecht ubelaangt, esou hu mer hei eng gutt a fortschrëttlech Gesetzgebung, déi sécherlech fir d'Leit an de Betriber net perfekt ass, well och haut gëtt et zu Lëtzebuerg „hire and fire". An et bräicht ee vill politesche Courage, fir positiv Akzenter an der Aarbechtsgesetzgebung haut ze setzen. Et ass méi einfach, an d'Aarbechtsgesetzgebung flexibiliséieren an dereguléieren ze goen, wéi dass ee reguléieren dra geet.

Mir brauche sécherlech am Aarbechtsrecht keng Gesetzesreform. An dofir soen ech och: Et soll een hei d'Fangere kloer dervu loossen. Mir brauchen Upassungen, déi och an der Gesetzgebung dra sinn.

Dir hutt genannt, am Beräich vun der Recherche bräichte mer d'Sonndesaarbecht. Ech wëll Iech do just drun erënneren, dass d'Sonndesaarbecht d'Gesetz virgesäit, dass do, wou ee kontinuierleche Prozess leeft, dass do d'Sonndesaarbecht och erlaabt ass. Wann een awer elo spezifesch fir dee Beräich hei eng gesetzlech Adaptatioun brauch, soen ech ganz kloer, dass mer eis deem net wäerte widdersetzen. Dat ass awer sécherlech déi eenzeg Ausnahm, déi ee muss maachen. Mir brauche virun allem e Sozialdialog, dee funktionéiert.

An da wollt ech emol eppes méi prezis soen, wéi dat, wat ëmmer hei allgemeng gesot gëtt: Dat ass d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht an dat ass dann och den Agréff an d'Aarbechtsrecht. De POT, dee jo hei vill ugepranggert gëtt, an deen och de Minister ugeschwat huet, deen huet eng maximal Referenzperiod an de Kollektivvertrëg vu véier Wochen. Ech sinn der Meenung, dass dat voll duergeet, well e gëtt jo verhandelt. A wann de Patron gäre méi eng laang Referenzperiod hätt, da muss e mat de Sozialpartner och doriwwer verhandelen, an da muss et gegebenenfalls Accorden oder Désaccorde ginn.

An do, wou kee Kollektivvertrag besteet - et ass jo net all Betrib, deen zu Lëtzebuerg e Kollektivvertrag huet -, do huet den Aarbechtsminister eng Partie un Handlungsméiglechkeeten. Do kann e souguer eng Referenzperiod bis ee Joer aféieren. Do, wou also e Kollektivvertrag besteet, do sollen d'Sozialpartner sech eenegen an do soll net d'Politik agräifen.

D'PAN-Gesetz vun 1999 gëtt hei de Sozialpartner wäit Méiglechkeeten. An ech soen dofir: D'Fangeren ewech vun den Aarbechtszäiten a vun de Paie vun de Leit an de Betriber. De Kader ass gutt, dee mer hunn, an d'Recht ass... d'Aarbecht... An de Rescht ass d'Aarbecht vun de Sozialpartner.

An och wann een emol en Désaccord ënnert de Sozialpartner huet an et kënnt zu Mouvementer, dann ass dat nach ëmmer keng Katastroph. Et ass net en Dogma zu Lëtzebuerg, dass all Verhandlung, déi gefouert gëtt, ëmmer erëm muss en Accord fannen. Och do muss ee wëssen, dass Désaccorden eben dra leien.

Awer ëm wat geet et leschten Enns? Geet et ëm méi Flexibilitéit? Oder geet et drëm, fir d'Aarbecht méi bëlleg ze maachen, andeem dass vill Iwwerstonne geschafft musse ginn, awer ouni bezuelt ze ginn? Flexibilitéit huet eng Gewerkschaft - an ech war an deem Geschäft bal 40 Joer awer dran, an de Kollektivvertragsverhandlungen an och soss Verhandlungen, déi dertëscht gefouert gi sinn - nach ni refuséiert do, wou se noutwendeg war.

Onofhängeg dervun, dass d'Aarbechtsorganisatioun an de Betriber eng extrem komplizéiert Affär ass. Dem POT eng méi laang Referenzperiod ginn, wéi elo d'Gesetz et virgesäit, wäert vill Onrou an de Betriber mat sech bréngen.

Et gëtt hei vill geschwat iwwert de Congé collectif am Bau. Déi Wéinegst wëssen, firwat dee Congé collectif am Bau iwwerhaapt besteet. Natierlech stellt jiddweree sech d'Fro: Wann d'Wieder dobausse gutt ass, da gëtt net geschafft. Et ass awer keen, dee sech d'Fro stellt: Wéi funktionéiert eigentlech e Betrib? An dass déi Perioden, wou Congé collectif am Bau ass, an deenen... dass déi Period, wou de Congé collectif am Bau ass - de Summer an de Wanter, virun allem de Summer - vun deene Kleng- a Mëttelbetriber benotzt gëtt, fir hire Maschinnepark ze iwwerkucken, ze verbesseren, ze erneieren, an dass wann een also an de Congé collectif am Bausecteur reglementaresch oder gesetzgeberesch agräift, dann hëlleft een hei virun allem de grousse Betriber an net deene Kleng- a Mëttelbetriber.

Ech weisen och ganz kloer drop hin, dass d'Patrone selwer sech net eens driwwer sinn, ob een e soll ofschafen oder net. Déi grouss Baubetriber sinn alleguerten derfir. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Kleng- a Mëttelbaubetriber alleguerten, net alleguerten, awer eng ganz Partie der guer net waarm derfir sinn.

Ech weisen och drop hin, dass de Congé collectif am Bau u sech enger Reglementéierung ënnerläit, wou all Betrib d'Méiglechkeet huet, fir dee Congé collectif och kënnen ze iwwergoen. Et brauch ee just frëi genuch seng Aarbecht, déi een am Bausecteur huet während där Zäit, unzemellen. Also, wann déi Betriber dat net maachen, dann ass also och kee Besoin do, fir un dee Congé collectif erunzegoen.

Ech kéint iwwert den Interim nach eng ganz Partie Saache soen. Den Interim, d'Interimsaarbecht ass keng Aarbecht, déi zu der Kultur, zu der Aarbechtskultur zu Lëtzebuerg gehéiert. Wann een den Interim zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt, ënnerstëtzt een d'Arbeitsamt net, mä dann ënnerstëtzt een d'Astellungen an de Betriber, déi laanscht d'Arbeitsamt ginn. An ech mengen, dat ass net eng gutt Politik, fir dee Prozess, deen elo ageleet ginn ass, fir d'Arbeitsamt ze reforméieren, an d'Arbeitsamt als en aneren Image de marque duerzestelle bei de Betriber, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet de Fall war.

An och wann de Sozialdialog haut schwiereg funktionéiert, esou hunn hei och d'Regierung an déi eenzel Ministeren eng aktiv Roll ze spillen. Och den Aarbechtsminister huet am Sozialdialog eng aktiv Roll ze spillen. An et geet net duer, fir festzestellen, dass d'Sozialpartner zerstridde sinn a sech net eenegen, mä da muss een an dee Prozess agräifen als neutrale Mënsch, an da muss ee versichen, déi Sozialpartner och zesummenzebréngen. Gelungenerweis funktionéiert de Sozialdialog jo um nationalen Niveau schlecht, an e funktionéiert, ech géif soen, zu 98% um betriblechen Niveau ganz gutt.

De Wirtschaftsminister huet d'Iddi lancéiert, fir d'CDD, d'Zäitverträg, op véier an enger Period vu 24 Méint ze setzen. Ech mengen, den Här Meisch huet och dervu geschwat. Heizou vläicht just an Erënnerung geruff, dass d'Zäitverträg e prekäert Aarbechtsverhältnis duerstellen. An dozou soe mer ganz kloer: „Neen, mir wëlle keng prekär Aarbechtsverhältnisser." A wann ee sech d'Gesetzgebung am Detail ukuckt, da gesäit een haut schonn...

Une voix.- Wien ass „mir", wann Dir „mir" sot?

Une autre voix.- Ass dat d'CSV, wann Dir „mir" sot?

M. Robert Weber *(CSV)*.- Jo, jo. Et ass d'CSV.

(Brouhaha)

Ech erklären Iech dat.

M. le Président.- Här Weber, Dir misst lues awer sécher och zum Schluss kommen.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Ech kommen och zum Schluss.

Soss soen ech schonn, dass ech dat am eegenen Numm soen.

Haut scho sinn dräi CDDen an enger Period vu 24 Méint méiglech. An dobäi kënnt nach e Contrat à l'essai vu bis sechs Méint iwwert déi 24 Méint eraus. Ech hunn also d'Méiglechkeet haut schonn, véier Verträg op 30 Méint ze maachen. Elo soll ee mer soen, wat de Sënn an den Zweck dovun ass, fir do nach e fënneften derbäi ze setzen. Dat, fannen ech, ass sécherlech net seriö an ass och mat Sécherheet keng gutt Iddi. Flexibilitéit, déi dekretéiert een net, mä Flexibilitéit verhandelt een.

Loosse mer och dach ophalen, alles an eise Betriber schlechtzemaachen. Dës Litaneien héieren ech zanter 40 Joer aus dem Eck vum Patronat. An d'Politik ass heiansdo a méi wéi oft och amgaang, an déiselwecht Kerb ze haen. Just dass d'Arbeitnehmer dat doten net méi matmaachen. Dat Lamentéiere vun de Patronatsorganisatiounen ass onrealistesch.

M. le Président.- Här Weber,...

M. Robert Weber *(CSV)*.- Ech komme gären...

M. le Président.- ...Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Ech komme gären zum Schluss, Här President.

Dat Lamentéiere vun de Patronatsorganisatiounen ass onrealistesch a gëtt och net an deem Mooss vun de Betriber gedeelt.

Ech wollt nach e Wuert iwwert d'öffentlech Finanze soen. Ech soen dat dann net, mä ech schléissen da mat engem Zitat. Ech schléisse mat engem Zitat: „Fakt ist, dass Luxemburg keinen geschützten Binnenmarkt hat und die Globalisierung fortschreitet. Fakt ist aber auch, dass die Wettbewerbsfähigkeit unseres Landes in den letzten Jahren gelitten hat. Die Kompetitivität ist die Summe aller Faktoren, die dazu führen, dass Unternehmen wachsen sowie Arbeitsplätze schaffen, und nicht nur eine Lohnkostenfrage. Diesen Faktoren müssen wir uns umgehend widmen. Wir müssen unsere Stärken fördern und unsere Schwächen beheben." Dat seet den Norbert Becker, deen, mengen ech, alles aneschters wéi der CSV-Famill nosteet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Weber.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Très bien! Är Famill ass begeschtert.

M. le Président.- Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Är Famill ass begeeschtert.

Une voix.- An den Här Colombera net.

Une autre voix.- Neen.

Plusieurs voix.- Oh!

Une troisième voix.- Et ware wéineg „Très bien" vun där anerer Säit do.

Une quatrième voix.- Ech hu guer keen héieren. Ech hu keen héieren.

(Hilarité)

(Interruptions diverses)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéiere mech kuerzzefaassen an net op alles anzegoen, well soss hunn ech nach fir zwou Stonnen.

Ech wëll Iech op alle Fall emol Merci soe fir deen offenen Débat, dee mer haten. Ech gesinn, dass am Prinzip, och wann net jiddweree ganz kloer op meng verschidde Froe geäntwert huet, respektiv déi verschidde Punkte geäntwert huet, esou gesinn ech oder spieren ech awer zumindest generell eng grouss Majoritéit, fir déi Virschléi och ëmzesetzen.

Ech mierken natierlech och, dass am Detail, wann ech iwwer Energiepräisser schwätzen a soen, dass mer déi eng méi bëlleg kënne maachen, mä dofir awer déi aner méi deier ginn, wann ech esou Sujeten uschwätzen, dass kee wierklech am Detail wëllt eppes dozou soen. Wat ech natierlech och verstinn. Well kee sech et wëllt mam Wahlvollek do vermiesen. Dat ass awer net schlëmm. Ech huelen dat ganz gären op meng Kap a ginn emol einfach dovun aus, dass ech do wäert kënne Propositiounen an nächster Zäit maachen.

Ech ginn awer och op déi verschidde Riedner an, déi Saache gesot hunn, déi ech esou net ka stoe loossen.

Den Här Meisch - fir mat him unzefänken -, dee behaapt huet, Logistik, mir hätten an der Logistik kee Gesamtkonzept, keng Gesamtstrategie. D'ailleurs, den Här Kox ass mer och nach ëmmer eng Äntwert schëlleg, mä hien huet jo einfach mech ignoréiert, fir mer ze erklären, wéi hien déi géif gesinn.

(Brouhaha)

Also ginn ech emol dovun aus, dass déi gréng keng hunn. Mä ech soen Iech awer, dass mir ganz kloer eng hunn.

Mir hunn eng ganz kloer Gesamtstrategie, wat eis Logistik ugeet. Mir hunn de Prinzip, dass mer Logistik wëlle maachen am Beräich vun Haute valeur ajoutée. Dat heescht zum Beispill an der Pharmalogistik, déi iwwregens och net konjunkturbedéngt funktionéiert, an an den Technologieproduiten, also alles Produiten, déi mat héijer Valeur ajoutée weiderverkaaft ginn an dofir och hei kënnen traitéiert ginn.

Mir hunn awer, an ech mengen, dat ass eise grousse Virdeel an der Logistik, mir hunn de Virdeel, dass mer all Forme vu Logistik hei zu Lëtzebuerg kombinéiert hunn. Mir hunn dee ganzen Air-Fret-Beräich, mir hunn iwwert d'Cargolux an iwwert d'LuxairCARGO, mir hunn d'Eisebunn, mir hunn d'Schinnennetz, pardon, d'Stroossennetz, dat international iwwerall verknäppt ass, mir hunn een Hafen, dee mer asetzen, fir Logistik ze maachen. Mir hunn de Freeport, dee mer bauen, a mir hunn de Multimodal, deen deemnächst am Bau wäert sinn. Also hu mer alles probéiert, wat ee vu Logistikfacteure kann zesummebréngen, hu mer zesummebruecht hei zu Lëtzebuerg.

An ech kann Iech just soen, ech war viru Kuerzem elo nach op enger Manifestatioun vun all de Logistikbranchen, déi hei zu Lëtzebuerg zesummekomm sinn. Awer och vill Auslänner, déi op Lëtzebuerg komm sinn. An ech kann Iech just soen, dass do d'Begeeschterung grouss ass iwwert dat, wat mer hei op d'Bee gesat hunn.

An dann, wéi den Zoufall et wëllt, Här Kox, wéi Dir geschwat hutt, um 17.18 Auer, kréien ech e Mail vun engem Logistiker, engem auslännesche Logistiker, dee mer schreift, dass en e Projet huet, fir 23,5 Milliounen Euro an d'Logistik hei zu Lëtzebuerg ze investéieren. An ech zitéieren Iech säi leschte Saz: «Nous vous renouvelons tout notre enthousiasme et notre fierté à poursuivre avec vous le parfait aboutissement de ce projet.» An domat schwätzt e vum Ausbau vun der Logistik zu Lëtzebuerg. Dat just dozou. An dat hunn ech net gesot, mä déi Firma. An ech hu se och net bestallt.

(Interruptions diverses)

Selbstverständlech hu mir eng Kartografie. Gitt emol einfach op logistik.lu, dat kënnt Der elo nach maachen, do fannt Der alles. Dir braucht just drop ze klicken an ze liesen, da fannt Der alles.

(Interruption)

Gelift? Dat ass d'Transalliance. Kann ech Iech elo nach soen. D'Transalliance, déi och hire ganzen Headquarter op Lëtzebuerg baut. Voilà.

Da wëll ech Iech soen zum Marshall-Plang: Zum Marshall-Plang hu verschidde Leit gemengt, elo géif de Minister op deene Gesellschafte knéien an deene soen: „Elo geheit Äert Geld zu de Fënsteren eraus, fir dass ech de Marshall-Plang kann ukënnegen."

Ech soen Iech, dass all déi Investitiounen, déi do gemaach ginn, alles produktiv Investissementer sinn an d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Hei geet et nämlech drëm, wann ech eleng vun der Post schwätzen, wat dee gréissten Investissement ass, vu bal enger Milliard Euro, et geet ëm den Développement vun eisen neie Secteuren am ICT-Beräich, fir eis ganz Connectivitéiten nach weider ze ver-

besseren. LuxConnect, déi en Datenzentrum baut, fir nach weider Betriber an deem Beräich op Lëtzebuerg ze kréien. Glasfaseren, déi mer duerch d'ganzt Land wëlle leeën. „Fiber to the Home" misst Iech entre-temps e Begréff sinn.

Et ass awer och an den Energiebranchen eng ganz Rei vun Investitiounen an d'Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg, wat och erëm eng Kéier absolut wichteg ass fir d'Kompetitivitéit vun eisem Secteur, d'Ubannen un d'Ausland, fir méi kompetitiv Präisser kënnen ze hunn, fir méi Konkurrenz um Lëtzebuerger Marché ze hunn.

A last but not least och den Ausbau vun eisen erneierbaren Energien, wou Enovos ganz vill Geld ënner anerem an Éoliennen, an aner Forme vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg investéiert.

An ech wëll Iech just soen, dass, vun deenen Investitiounen do, scho bal zwee Drëttel vun deene gesamten Investitiounen an de Génie civil zu Lëtzebuerg ginn. Dat heescht, dat si Suen, déi definitiv hei zu Lëtzebuerg verschafft ginn. An da sot Der mer: „Dir musst oppassen, dass dat elo net een auslännesche Betrib ass, deen herno dann déi Aarbechte mécht." Ben, mat Sécherheet wäerten där och derbäi sinn. Dir wësst, dass déi Saachen ausgeschriwwe ginn an dass dee Beschte gewënnt.

An dann, fir dem Här Henckes ze äntwerten, wéi vill de Rendement ass. Ech kann Iech just soen, dass de Rendement mat Sécherheet do ass. Well mir maachen dat do jo net just, fir schéin ze maachen oder fir mir ee Gefalen ze maachen.

Et ass och esou, dass mir zwar elo op d'Dividende verzichten, mä doduerch, dass mer duerch déi Investitiounen esou vill méi kompetitiv ginn a méi Marché hunn a méi Aktivitéit op Lëtzebuerg kréien, komme mer natierlech herno och op eng Period vu „payback", wou mer déi Dividenden natierlech erëm eranhuelen, op déi mer elo kuerzfristeg verzichten.

Voilà, dann zum Här Bodry. Den Här Bodry huet mer eng Iddi ginn, déi ech ganz gären opgräifen, iwwert déi „grey economy" a fir dee ganze Secteur...

(Interruptions)

...vum Alter. Well mer jo alleguerte méi al ginn. Souguer ech. Dass mer dat, dass mer d'Alteren an alles, wat dat mat sech bréngt, net just als Käschtefacteur gesinn, mä als Opportunitéit, fir e Business dorauser ze maachen. Ech wäert där dote Saach op alle Fall op de Fong goen a kucken, wéi een dat och hei zu Lëtzebuerg kann am Intérêt vun der Ekonomie ëmsetzen.

Dann den Här Kox, wéi gesot, do ass am Fong alles gesot. Dir hutt Iech laang ameséiert, falsch Interpretatiounen ze maache vun deem, wat ech esou dorëmmer zielen. Dat ass awer net schlëmm. Dat sinn ech entre-temps gewinnt. Dat sinn ech entre-temps gewinnt!

(Interruptions)

Mä den Här Kox ass e schlechte Lieser, well hie liest Saachen aus mengen Texter, déi guer net drastinn. Dovun ofgesinn huet den Här Kox... Dovun ofgesi wär ech nach ëmmer ganz gespaant, d'Definitioun vu Wuesstum vum Här Kox ze héieren, wéi vill Prozent Wuesstum dann elo gutt sinn an op wat mer dann alles vu Luxus musse verzichte fir dee Wuesstum.

M. le Président.- Här Schneider, erlaabt Der? Den Här Kox géif Iech gär eng Fro stellen. Eng Fro, Här Kox!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hoffen, hie seet mer endlech eng Äntwert.

(Hilarité)

Ech stellen him dauernd eng Fro; ech kréien ni eng Äntwert.

(Interruptions)

Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Mir si jo net elo um Geriicht. Et ass eng Debatt, wou mer een deem aneren Interpretatioune ginn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Kee Verhéier!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Da sot Dir mir, wéi vill Wuesstum Dir da gären hätt an och wéi laang.

(Hilarité)

Well mir hunn net vun engem Nullwuesstum geschwat, mir hu vun engem differenzéierte Wuesstum geschwat. An Dir wësst, dass mer de Moment e véierprozentege Wuesstum brauchen,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...fir déi sozial Leeschtunge kënnen ze kréien.

Dir wësst, dass mer an deene leschte fënnef Joer praktesch kee Wuesstum hunn. Dir wësst, dass mer eng Endlechkeet hu vun de Ressourcen. Dir kënnt dat net negligéieren.

Da sot Dir mir, mat wéi engem Wuesstum Dir dat alles gerechent hutt a wéi laang dee Wuesstum esou ka weidergoen an ob mer net dann do eng Kéier an eng Mauer lafen.

Sot mir, wou Der déi Berechnung gemaach hutt. Op wat baséiert Der dat? An da ginn ech gären an d'Debatt mat eran, iwwer e sënnvolle Wuesstum, wann ech näischt aneschters gesot hunn.

(Interruptions)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also wann Dir mir verspriecht, dass Dir mer elo sot, op meng Äntwert hi sot, wat da fir Iech de richtege Wuesstum ass, a wa méiglech a Prozenter an net a Wierder...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Differenzéierte Wuesstum.

(Interruption)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wa méiglech a Prozenter an net a Wierder, da soen ech Iech ganz gär, dass mer, vu dass eis sozial Systemer op 4% Wuesstum baséieren, mer zumindest mussen op déi 4% erëm kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- A wéi laang?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gelift?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Wéi laang kënne mer dat dann?

(Interruptions)

Ma dann haalt dach op!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Kox, Här Kox, Här Kox! Ech hunn Iech elo meng... Ech hunn Iech eng Äntwert ginn, mä Dir hutt mir nach kee Prozentsaz genannt. Wéi vill Wuesstum wëlle mer dann, laut Iech? An op wéi ee Luxus verzichte mer?

Une voix.- Fënnef Sechstel.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Mä dat ass jo keng...

(Interruptions)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gutt.

M. le Président.- Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech kréien also...

M. le Président.- Fuert virun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech bleiwen also op mengem Honger a kréien och do keng kloer Äntwert!

Logistik hat Der och ugeschwat, do hunn ech drop geäntwert.

Den Här Kartheiser huet geschwat, fir d'Ambassade vill méi als Acteuren an der Promotion économique anzebauen a fir net double Emploi ze maache mat LTIOen. Ech ginn Iech do recht, ech hunn och an deem Sënn schonn Diskussioune gehat, ënner anerem, wa mer elo an der Türkei dat wëlle maachen, d'Fro gestallt, ob mer wierklech en LTIO do sollen opmaachen oder ob mer éischter higinn an d'Ambassade ausbauen an där déi néideg Kompetenze ginn, wat ënner anerem och Geld ka spueren, do sinn ech mat Iech d'accord.

An och d'Chambre de Commerce, zu Ärer Informatioun, ass amgaang, selwer Leit op Plazen ze setzen. Mä mir sinn am Fong mat hinnen eens, dass si sech limitéieren op Europa a mir haaptsächlech dann déi LTIOen ausserhalb vun Europa maachen.

Dann hutt Der ugeschwat de Sujet vun der Energie, d'Beispill Wandmillen, dass déi natierlech e Rendement gär hätten, déi Firmen, déi doran investéieren, oder och déi Privatleit, well et sinn och Privatleit, déi mat investéieren, dat ass richteg. An Är Propos ass: Ma de Stat soll et dach selwer maachen, da spuert en déi 12% Rendementen, déi e soss muss iwwer Subside ginn.

Dat ass op där enger Säit scho richteg, op där anerer Säit ass awer dat eisen allermannste Problem. Eisen Haaptproblem ass, Siten ze fannen, fir iwwerhaapt nach Wandmille kënnen opzeriichten. Et ass méi do, wou eise Problem ass, wéi elo um Rendement u sech. An dofir wär ech frou, wa mer do méi Flexibilitéite kréichen a virun allem méi Mataarbecht vun de Bierger, fir op de Wee ze goen, och Wandmillen an hirer Émgéigend ze akzeptéieren.

Bon, dann den Här Urbany, ass en nach do? En ass nach do! En huet mer an de Mond geluecht, ech hätt vu Loundumping geschwat. Ech mengen, dat war e Wuert, dat ech iwwerhaapt net benotzt hunn, au contraire, ech hu gesot...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat hunn ech och net gesot, Dir hätt dat Wuert benotzt!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir hutt dat awer laang esou referéiert, wéi wann ech dat gesot hätt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn Äert Zitat virgelies, war dat da falsch?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gelift?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hunn ech falsch virgelies, wat Der do gesot hutt?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, neen! Dat, wat ech gesot hunn, ass absolut richteg. An ech wëll Iech just mat engem Beispill, mat engem rezente Beispill...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An dat heescht Loundumping...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...beweisen, dass dat richteg ass. Ech ginn Iech d'Beispill vun der Cargolux, wou d'Salariat - d'Salariat! - Propose mécht un d'Patronen, fir ze soen: „Ma mir si bereet ze verzichten, wann dat der Gesellschaft hëlleft, an d'Contrepartie: wa mer se dann eng Kéier erëmkréien, wann et der Entreprise besser geet." Ech kéint...

Dir hutt d'Beispill vu Luxguard genannt. Do soen ech Iech awer ganz éierlech, well ech si bis op New York geflunn, fir mat deenen Aktionären ze schwätzen: Wann do d'Salariat mat de Gewerkschaften zesummen net d'accord gewiescht wär, fir e Réckschrëtt ze maachen an der Paiepolitik, wann de Stat net bereet gewiescht wär ze hëllefen, wat déi Investitiounen ugeet, da wär dee Betrib haut zou!

Da soen ech Iech awer, Här Urbany, dann hunn ech awer léiwer, mir maachen dee Schrëtt zréck, deen a menger Ried steet, fir awer da kënnen «reculer pour mieux sauter», dat ze maachen, wéi dass e Betrib zou ass. An Dir wäert mech net fannen op der Säit vun deenen, déi da léiwer de sture Kapp weisen, wéi dat ganz oft an anere Länner d'ailleurs de Fall ass, ënner anerem an deem Land, wat zënter gëschter an der Rezessioun ass, wou d'Gewerkschaften extrem stur sinn an et dann dozou kënnt, dass Betriber carrément zougemaach ginn.

Ech wëll dofir hei op dëser Plaz de Lëtzebuerger Gewerkschaften, egal wéi eng et sinn, wierklech e Merci soen, well ech fannen, dass mer en immens gudden Dialog mat hinnen hunn. An et ass do, wou et drop ukënnt, dass si och agesinn, dass, wann e Problem do ass, an dass, wann een eppes muss maachen, se och bereet sinn, dat ze maachen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, si sinn...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- An och...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Si si forcéiert ginn, et ze maachen. Loosse mer awer kucken, wéi et ass!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Majo, si si forcéiert...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Problemer vun der Luxguard ware jo bestëmmt net bei den ze vill héije Léin! Dir wësst jo, wat fir Léin do ausbezuelt ginn!?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et geet ëm d'Lounmass...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- A wéi vill d'Léin ausmaachen an deem ganze Käschtefacteur vun der Luxguard zum Beispill: séier wéineg! Et ass en Erpressungsmanöver gewiescht, andeem gesot ginn ass: „Mir zéien de Betrib zréck..."

M. le Président.- Här Urbany, Dir hutt...

(Interruption)

Dir faalt einfach hei dem Minister an d'Ried!

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Neen, ech schwätzen et hei un! Et ass Fait personnel.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, fuert elo virun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass gutt.

M. le Président.- A loosst Iech wann ech gelift och net méi vum Här Urbany ënnerbriechen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass gutt, ech verspriechen Iech dat. Ech fannen trotzdeem, dass eis Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg ganz räsonabel agéiert hunn an all deenen Dossieren a soen hinne vun hei aus och e Merci dofir!

Ech wëll zum Schluss kommen a just nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Kompetitivitéit, an ech mengen, dat ass och aus deem Débat hei ervirgaangen, dass d'Kompetitivitéit eis alleguerten eppes ugeet, dass dat net just d'Charge ass vum Wirtschaftsminister. Et ass d'Charge vun alle Ministeren an der Regierung, jiddwereen do, wou e Responsabilitéit huet. Mä et ass och d'Charge vun de Buergermeeschteren, bei de Prozedure wa méiglech, wéi den Här Bodry et richteg gesot huet, net nach neier ze erfannen, net nei Oplagen ze erfannen an och d'Prozeduren esou schnell wéi méiglech duerchzereechen.

Kompetitivitéit ze assuréieren ass doriwwer eraus e kontinuéierleche Prozess. Et ass net esou, dass ech soen: „Haut këmmere mer eis emol ëm d'Kompetitivitéit a muer maache mer eppes anescht." Dat kann et net sinn.

An da mengen ech awer och, dass eppes haut ganz kloer erauskoum: dass et net duergeet, Sonndesrieden ze halen op d'Kompetitivitéit. Well dat maache mer alleguerten, a wann et dann an den Detail geet, wa mer dann ufänken ze schwätzen iwwer Energiepräisser, iwwer Zones d'activités, iwwer Prozeduren an Oplagen, dass et dann net geet, dass ee seet: „Ah jo, iwwerall, awer net do bei mir!" Den Här Eischen huet virdru ganz richteg gesot: „Not in my backyard", déi Politik kënne mer net méi maachen. Esou komme mer mat Sécherheet net weider."

Wat elo déi Proposen ugeet, ginn ech elo emol dovun aus, dass ech bis vläicht op déi lescht, bis vläicht op déi lescht...

M. le Président.- Här Minister, den Här Kartheiser wëllt Iech eng lescht Fro stellen. Här Kartheiser.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt den Här Minister froen, hien huet jo e bësse regrettéiert, datt do net konkret iwwert déi Propositioun iwwert de Gaspräis geschwat ginn ass. Do wollt ech awer den Här Minister froen, ob hien net mengt, och am Interessi vum Konsument, datt een awer muss e bëssen de Gesamtkontext gesinn, wat de Konsument u Méibelaaschtungen hat a leschter Zäit iwwer Waasser, Ofwaasser, Elektreschpräisser, an elo och nach de Gas.

An ech mengen, iwwert de Wee vun den Taxen oder anerer kënnt Dir awer vläicht e Gesamtkonzept ausschaffen, Här Minister, wou Der vläicht beim Gas déi 0,5% erauskritt, mä dann awer an anere Secteuren erofgitt, sou datt de Konsument awer net do belaascht ass, wann een déi Gesamtausgabe kuckt, déi en awer ze bezuelen huet. Well d'Stéit si genuch belaascht, an och nach indexneutral! Ech mengen, op deem Wee kënne mer net virugoen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wëll Iech just soen, dass ech dat dote jo och ausgerechent hunn, wat dat fir en normale Stot géif ausmaachen: Déi Augmentatioun am Gas géif fir en normale Stot am Mount annerhallwen Euro maximum ausmaachen als Méibelaaschtung, géif awer der Industrie an de Betriber wierklech massiv hëllefen.

Ech géif zum Schluss wëllen e gudde Frënd vu mir zitéieren...

Neen, ech wëll Iech nach eppes anescht soen: Ech wëll Iech proposéieren, regelméisseg an d'Wirtschaftskommissioun ze kommen, ech géif soen, an engem Délai vun all dräi Méint. Well ech wëll wierklech, dass mer déi Saachen, déi mer haut diskutéiert hunn, dass mer déi och elo ëmsetzen an dass mer net erëm waarden, bis déi nächst Debatt hei am Parlament ass. Ech wëll wierklech och doru gemooss ginn an ech invitéieren de President vun der Kommissioun, mech regelméisseg ze invitéieren, fir Iech dann och Ried an Äntwert ze stoen, an natierlech och déi aner Regierungsmemberen, déi op hiren Dossieren zoustänneg sinn.

An da géif ech ganz gären e gudde Kolleeg vu mir zitéieren, deen ëmmer seet: „Move your ass, your mind will follow".

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6501 iwwert d'Approbatioun vu fiskale Konventiounen a vun de Prozeduren, déi den

Informatiounsaustausch ubelaangen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Henckes.

D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Ech mengen, den Här Henckes sträiche mer. Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth.

3. 6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6501 huele mer eng Rei vun Duebelbesteierungsofkommessen un. Et sinn dat zum Deel Zousätz oder Ännerungen zu bestehende Konventiounen, mä et ginn och eng Rei vun neie Verträg guttgeheescht. An den Haaptpunkt, deen ass, wéi et virdru schonns ugeklongen ass, d'Steierhannerzéiung ze bekämpfen.

Duerfir gëtt den Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltunge vun de Vertragsstate verbessert, an d'Bankgeheimnis, dat kann net méi als Ursaach geholl ginn, fir där Informatiounsflicht net nozekommen. Eis Duebelbesteierungsofkommessen, déi ginn eigentlech dem Standard vun der OCDE ugepasst. Mir hunn also déiselwecht Approche, wéi mer se geholl haten am Gesetz vum 29. Mäerz dëst Joer iwwert den Informatiounsaustausch tëschent den EU-Memberstaten.

D'Bankgeheimnis spillt um Niveau vun dem Informatiounsaustausch tëschent de lëtzebuergeschen an den auslännesche Steierverwaltungen net méi. Mä opgepasst, d'Viraussetzung ass déi: nämlech, dass déi auslännesch Steierverwaltungen, ier se d'Informatiounen zu Lëtzebuerg froen, bei sech virdrun all Diligencë gemaach hunn. An dem Text vun den eenzelne Konventioune steet et, dass een nëmmen esou kann «informations vraisemblablement pertinentes» kréien. Dat heescht also, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënnt an och berechtegt sinn.

Et geet also net, fir sougenannten „fishing expeditions" ze maachen, dat heescht, fir e méiglechst breet Netz auszewerfen, mat der Hoffnung, dass een herno dann e Fësch dra fënnt.

Här President, dee Gesetzesprojet, dee schreift sech eigentlech an dee politesche Kontext vun dem G20-Sommet vu London aus dem Joer 2009 an. Mir waren deemools op enger Lëscht, der groer Lëscht vun der OCDE vun deenen net onbedéngt kooperatiounswëllege Steierparadäiser. Mir wollten awer de gudde Ruff vun onser Finanz- a Bankeplaz net op d'Spill setzen an duerfir hu mer schonns mat engem Gesetz vum 31. Mäerz 2010 eng ronn 20 Steieraccorden ugeholl, wou deemools och e Passus drastoung, nämlech dass, wann e Verdacht vu Steierhannerzéiung géif bestoen, dat Land misst all Informatioune ginn, fir dass dee Steierflichtegen och senger Steierzuelerflicht géif nokommen.

Duerfir hu mer och de 16. Juli 2007 (veuillez lire: 2011) weider siwe Steieraccorden ugeholl. 2012 hu mer e weidert Gesetz gestëmmt, nämlech fir dat grenziwwerschreidend Andreiwe vu Steiersuen ze erméiglechen. A schliesslech hate mer am Mäerz dëst Joer eng Direktiv ëmgesat, wou mer den Informatiounsaustausch tëschent den europäesche Memberstate wat d'Steieren ubelaangt geregelt hunn.

Här President, deen Informatiounsaustausch ass sécherlech den Haaptpunkt vun den Duebelbesteierungsofkommessen, mä mir wëllen awer net nëmmen, dass mer weltwäit net als Steierparadäis zielen. D'Duebelbesteierungsofkommessen, de Luc Frieden huet dat de Mëtten ënnerstrach, déi hunn och eng wirtschaftlech Importenz. Duerfir maache mer déi Duebelbesteierungsofkommessen, fir dass eise Betriber weltwäit nei Marchéë kënnen zougänglech gemaach ginn. An et gesäit een, dass déi grouss Geschäfter net méi ausschliesslech an Europa, mä wäit doriwwer eraus gemaach ginn.

Duerfir huele mer eng Rei vu Besteierungsofkommessen u mat eenzelne Länner, dat si Mazedonien, d'Seychellen, Tadschikistan, de Laos a Sri Lanka. Datselwecht zielt awer och fir de Kasachstan, do hate mer schonn 2008 en Duebelbesteierungsofkommes, do hu mer en Avenant gemaach, well mer och do déi Klausel dragesat hunn, nämlech de Kampf géint d'Steierhannerzéien. Datselwecht geschitt iwwer Avenante mat wesentlechen Handelspartner vu Lëtzebuerg, nämlech Kanada, Südkorea, Italien, Malta, Polen, Rumänien, Russland an och mat der Schwäiz.

Dann, Här President, hu mer awer zu gudder Lescht nach en neit Steierofkommes, wat mer maache mat eisem wichtegsten Handelspartner, nämlech Däitschland. Do geet dat bestehend Steierofkommes op 1958 zréck. Et gëtt awer do zwou substanziell Ëmännerungen, déi d'Leit och grenziwwerschreidend betreffen.

Dat ass nämlech esou, dass bis elo déi Pensiounen aus dem sougenannte Régime statutaire, dat heescht dem öffentlechen Déngscht, wann en däitsche Statsbierger, deen an Däitschland gewunnt huet, déi vun der Lëtzebuerger öffentlecher Fonctioun kritt huet, dann ass déi Pensioun hei zu Lëtzebuerg besteiert ginn. Déi kann an Zukunft och an Däitschland besteiert ginn.

Dat, wat am wesentlechsten ass a wat ganz vill Leit betrëfft, dat ass nämlech Folgendes: Wann eng Pensioun aus dem Privatsecteur ausbezuelt gëtt, da gouf déi bis elo ausschliesslech an dem Land vun dem Wunnsëtz besteiert. Do kënnt eng Neierung, nämlech dass konkret fir en däitsche Statsbierger, deen an Zukunft eng Pensioun aus Lëtzebuerg kritt, dass déi zu Lëtzebuerg besteiert gëtt.

Dat ass awer net onbedéngt en Avantage. Firwat? Mä well bis 2005 an Däitschland d'Pensiounen nëmmen op der Halschent besteiert goufen. Am Joer 2013 gëtt eng Pensioun, déi an Däitschland oder zu Lëtzebuerg ausbezuelt gëtt, an Däitschland zu 66% vum Pensiounsmontant nëmme besteiert. Dat heescht also, dass, obschonns de Steiertaux zu Lëtzebuerg méi niddreg ass wéi an Däitschland, de Pensiounsempfänger ënner Ëmstänn besser ewechkéim, wann d'Besteierung wéi bis elo an Däitschland géif gemaach ginn. Mä d'Besteierungsbase vun de Pensioune geet an Däitschland all Joers ëm 2% erop, fir 2040 op 100% ze leien. An doduerch ass dovun auszegoen, dass et sécher en Avantage ass fir de Pensiounsempfänger, deen an Däitschland wunnt, dass mat deem neie Regime seng Pensioun hei am Land wäert besteiert ginn. A fir eist Land bedeit dat och eng zousätzlech Steiereinnahm.

Här President, ech verweisen - Här Weiler och - fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht, deen eestëmmeg an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass, an ech ginn och der CSV hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

An dat hu mer a 6 Minutten 33 gemaach, ech mengen, dat war kuerz genuch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Rapporteur Merci fir dee ganz komplette Rapport, deen esou komplett ass, datt kee méi brauch nach d'Wuert dozou ze ergräifen, sou datt mer direkt driwwer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6501 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum nächste Punkt, dem Projet de loi 6506, e Protokoll iwwert d'Immunitéit vun der Banque des règlements internationaux. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an och hei huet kee sech ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. 6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. D'Bank fir den internationalen Zahlungsausgläich ass déi eelsten international Finanzorganisatioun vun der Welt. Si ass am Joer 1930 gegrënnt ginn an huet hire Sëtz zu Basel an der Schwäiz. Haut gëllt d'BRI als eng Schlësselroll an der Kooperatioun tëschent den Zentralbanken an aneren Institutiounen aus dem Finanzberäich. Si fördert d'Zesummenaarbecht am Währungs- a Finanzberäich an ass d'Bank vun den Zentralbanken.

Niewebäi ass d'BRI och en Zentrum fir Währungs- a Wirtschaftsfuerschung a Sëtz vu ville Comitéen oder onofhängegen Organisatiounen, déi Recommandatioune fir Länner am Beräich vun de Finanzen ausschaffen. An ech mengen, dach déi bekanntsten Organisatioun ass wuel de Comité de Bâle, dee regelméisseg Propositiounen iwwert d'Iwwerwaachung an d'Kontroll vun de Banken op der Welt ausschafft.

Laut Statuten hu just d'Zentralbanken oder aner international Finanzautoritéiten d'Recht, fir Aktionär ze sinn. Am Moment sinn dat eng ronn 60 Zentralbanken, déi dann och de Verwaltungsrot zesummesetzen.

Lëtzebuerg huet den 22. September 2011 de Protokoll iwwert d'Immunitéite vun der BRI ënnerschriwwen. Dee Protokoll garantéiert ënner anerem, dass d'Operatioune vun der BRI, déi Immunitéiten, déi si als Finanzinstitut an hirer Ausübung vun den Tâchë muss maachen, dass déi garantéiert sinn.

De 26. Juni 2011 huet de Verwaltungsrot vun der BRI am Kader vun enger Kapitaleröffnung der Lëtzebuerger Zentralbank offréiert, Member ze ginn. Dës Offer ass och un d'Zentralbanke vu Kolumbien, dem Peru an de Vereenegten Arabeschen Emirate gaangen.

D'Méiglechkeet vun der BCL, Member an der BRI ze ginn, ass d'Resultat vu laange Verhandlungen iwwert d'Opmaachung vum Kapital fir nei Memberen. Et ass an eisen Aen de Beweis, dass déi international Communautéit eiser Finanzplaz eng gewësse Wichtegkeet zougesteet, an et ass eng weider Bestätegung, dass mir eng seriö an zouverlässeg Finanzplaz hunn. Et ass awer och eng Unerkennung fir eis Zentralbank fir d'Qualitéit vun hire Contributiounen an d'Aarbechten an de Comitéë vun dëser Bank. Duerch dës Memberschaft kann d'BCL hir Kompetenzen an hir Réseaue weider ausbauen a stäerken. Des Weidere kann d'Banque centrale och méi cibléiert an d'Diskussiounen an deene verschiddene Comitéen agräifen.

Här President, léif Kolleegen, den Interesse ass grouss. D'BCL huet de 15. Juli 2011 3.000 Aktië vun der BRI kritt. Dat entsprécht ronn 0,55% vum Kapital. De Präis, deen d'BCL fir dëse Package vun Aktië bezuelt, beleeft sech op den Equivalent vu 65.712.000 Droits de tirage spéciaux. An Euro ausgedréckt huet dës Transaktioun e Wäert vun 72,850 Milliounen Euro.

Wichteg ass an dësem Kontext ze ernimmen, dass d'Banque centrale dës Transaktioun aus eegene Mëttel finanzéiert an et keng Inzidenzen op de Statsbudget kritt. Och wann d'Adhésioun un de Protokoll net eng Condition sine qua non ass, fir sech am Kapital vun der BRI kënnen ze bedeelegen, esou ass et säitens vun der BRI awer erwënscht, dass de Protokoll iwwert d'Immunitéite vun der Banque des règlements internationaux ugeholl gëtt.

No laangen Diskussiounen huet d'Finanzkommissioun eestëmmeg décidéiert, fir der Chamber ze proposéieren, fir dee Projet de loi hei unzehuelen. Ech soe Merci fir deen ausserge-wéinlech groussen Intérêt a bieden d'Chamber, fir de Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Och hei Merci dem Rapporteur, dee méi wéi komplett war, sou datt sech all anere Commentaire dozou eriwwregt. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6506 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 2 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6524 iwwert d'Schafe vu Chambres professionnelles à base élective. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen, mä deen iwwerleet sech dat nach eng Kéier: den Här Gibéryen.

(Interruptions)

Also, en huet sech et schonn iwwerluecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war ganz iwwerrascht, dass ech ageschriwwe war!

M. le Président.- Duerfir kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am November dëst Joer si Sozialwahlen, wou all Salarié drun deelhuele kann an wou och all Secteure vun eiser Ekonomie representéiert sinn. Haut stëmme mer eng Upassung fir d'Wahle vun der Chambre d'Agriculture fir déi dräi Beruffer vum Bauer, Wënzer a Gäertner. Et ass eng Upassung vum Gesetz vum 4. Abrëll 1924 op déi aner Chambres professionnelles.

Bis elo ass et esou gewiescht, dass am Beräich vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an am Gäertnerberäich d'Opsetze vun de Lëschte fir d'Sozialwahlen iwwert d'Gemenge gelaf ass. Op Demande vum Landwirtschaftsministère sinn dës Lëschte fir déi dräi jeeweileg Collègen: Agriculteurs, Viticulteurs an Horticulteurs bis elo vun de Gemengen opgestallt ginn.

Nun ass et esou, dass déi Prozedur fir d'Gemenge besonnesch schwiereg ass, well dës net ëmmer genau wësse kënnen, wie wahlberechtegt ass a wien net. Derbäi kënnt nach ëmmer méi, dass an de Gemenge mat Altersheimer et net sécher bis onméiglech ass, genau ze wëssen, zu welcher Kategorie vu Beruff déi pensionéiert Leit do gehéieren.

D'Gemengen hunn deemno keen Accès zu de korrekten Informatiounen, fir d'Wahllëschten

opzestellen. Doduerch konnte verschidde Gemengen dann och den Délai, dee fir d'Kommunikatioun no baussen noutwendeg ass, och net ëmmer anhalen.

Mam Gesetz vun haut alignéiere mer d'Prozedur zum Opstelle vun de Lëschte fir d'Chambre d'Agriculture un déi vun der Chambre des Salariés. Konkret heescht dat ganz einfach, dass de Landwirtschaftsministère déi néideg Donnéeë beim Centre commun de la sécurité sociale ufreet an d'Lëschten doropshin opstellt. Domat ass garantéiert, dass d'Sozialwahle fir d'Chambre d'Agriculture korrekt nom leschte Stand och kënnen oflafen.

D'Gesetz vum 18. Abrëll 2008 iwwert den «renouvellement du soutien au développement rural» definéiert de Beruff vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gäertner duerch déi respektiv sozial Cotisatiounen un déi landwirtschaftlech Gesondheetskeess. D'Cotisatiounen an d'Informatiounen, déi d'Gesondheetskeess huet, sinn, wéi mer wëssen, déi fiabelst a gëlle fir all Secteur.

Souwäit zum éischte vun deenen dräi Artikele vum Projet de loi.

Mam Projet de loi gëtt am Artikel 2 och de Kalenner vun der Publikatioun vun den definitive Wahllëschten op déi vun der Chambre des Salariés alignéiert, dat heescht, 20 Deeg no der offizieller Annonce vun dem Datum vun de Wahlen.

Datselwecht gëllt fir den Artikel 3 a leschten Artikel vum Projet de loi, wou d'Prozedur vum Recours géint d'Wahllëschten där vun der Chambre des Salariés och ugepasst gëtt. Bei de Modalitéite vum Recours hu mer an der Chamberskommissioun allerdéngs der Meenung vun der Regierung Rechnung gedroen, an net dem Avis vum Statsrot. D'Gemenge- respektiv d'Schäfferéit behalen do eng Roll, wat d'Transmissioun vun de Recoursen un de Riichter ubelaangt, a kënnen och, wann de Riichter dat fir noutwendeg hält, gehéiert ginn.

Als lescht Remarque wëll ech nach soen, dass den entspriechende Règlement grand-ducal den 8. Mäerz 2013 vum Regierungsrot guttgeheescht gouf an och scho positiv vum Statsrot aviséiert gouf. Duerfir wëlle mer eise Landwirtschafts- a Wäibauminister Romain Schneider extra luewen, well mer oft, jo, well mer oft Gesetzer stëmmen, ouni dass den entspriechende Règlement grand-ducal bekannt ass, dee jo, wéi gewosst, zwar net an der Kompetenz vun der Chambersplénière läit, awer, wéi an dësem Fall, wou en hei virläit, fir méi eng grouss Transparenz vun eisen Aarbechte suergt. An duerfir soe mer e Merci!

Zur Informatioun wéilt ech nach vläicht just soen, dass am Ganzen 19 Plaze bei de Sozialwahle fir d'Agrarchamber opstinn, 15 fir d'Baueverbänn, dräi fir d'Wënzer an ee fir d'Gäertner.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Rapporteur, deen och extrem komplett war. Et ass näischt méi bäizefügen. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6524 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'Éischt. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Fayot), Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 11., 12. an 13. Juni.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.35 heures)

SÉANCE 35 MARDI, 11 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Xavier Bettel*

3. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
- *M. Xavier Bettel*

4. Ordre du jour (suite)
- *M. Félix Braz*

5. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- *M. Félix Braz (M. Michel Wolter intervient)*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. Gast Gibéryen (M. Ben Fayot et M. Lucien Lux interviennent), M. Serge Urbany, M. Gilles Roth, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Claude Meisch*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

7. 6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Lydie Polfer, M. Jean-Pierre Klein*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydia Mutsch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux
- *M. Jacques-Yves Henckes*
- *Exposé: M. Fernand Etgen, M. François Bausch (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Fernand Boden (M. François Bausch et M. Fernand Etgen interviennent), M. Lucien Lux, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances (M. François Bausch pose des questions)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. François Bausch intervient)*
- *Motion 1: M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Fernand Boden, M. François Bausch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Michel Wolter, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch (motion 1 maintenue en suspens)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert:

de 14. Mee vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6573, eng Reform vum Secondaire; de 15. Mee vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6574 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der EU-Missioun am Kosovo; den 31. Mee vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6575 iwwert d'Produktioun vun Elektresch duerch erneierbar Energien; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6576 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der Wahlobservatioun vun der OSZE fir d'Joer 2013; de 6. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6577, Compte général vum Joer 2012; deeselwechten Dag vum Gesondheetsminister de Projet de loi 6578 iwwert d'Schafe vum Beruff vum Psychotherapeut, a schliesslech den 10. Juni vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6579, eng Rei Direktiven iwwert d'Ophiewe vun Notzrechter fir verschidde Stroossen.

De 27. Mee 2013 ass d'Petitioun N°324 iwwert d'Organisatioun vum Taxisecteur vun de Bedreiwer an de Chauffere vun engem Taxiservice vun der Stad Lëtzebuerg eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 juin 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6573 *- Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 14.05.2013

6574 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.05.2013

6575 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et modifiant: 1. le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre du marché de l'électricité; 2. le règlement grand-ducal du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2013

6576 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles et parlementaires en 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 31.05.2013

6577 *- Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.06.2013

6578 *- Projet de loi portant création de la profession de psychothérapeute et modifiant*

(1) le Code de la sécurité sociale;

(2) la loi du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

(3) la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 06.06.2013

6579 *- Projet de loi*

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour véhicules utilitaires lourds, aux fins a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, signée à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994;

3) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2013

3) La pétition n°324 concernant l'organisation du secteur des taxis a été introduite en date du 27 mai 2013 par les exploitants et chauffeurs d'un service de taxi sur le territoire de la ville de Luxembourg.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hire Réunioune vum 6. a vum 10. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6485, eng Ofännerung vum Code de commerce, nom Modell 1; zweetens de Projet de loi 6523 iwwert d'Banques d'émission de lettres de gage, deen och eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur mat sech bréngt, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6549, eng Ofännerung vu verschidden Handelsaccorden, déi no de leschten Adhésioune vun EU-Memberlänner néideg waren, och nom Basismodell, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun a vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Rapport, deen iwwert d'Bedeelegung un der Cargolux vun Investisseuren aus dem Katar gemaach ginn ass.

Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer fir d'Éischt d'Orientéierungsdebatt 6380 iwwert d'Neutralitéit vum Internet, nom Modell 1; zweetens eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit, och nom Modell 1.

Den Donneschden de Mëtten um zwou Auer hu mer fir d'Éischt eng Debatt vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert dem fréiere Justizminister Luc Frieden säin Ausübe vu senge Responsabilitéiten an der Instruktioun vun der Bommeleeëraffär, déi zesumme mat enger Motioun vun der DP-Fraktioun, déi d'Vertrauensfro stellt, behandelt gëtt.

D'Riedezäit ass festgeluecht: 20 Minutte fir de Riedner vun deene Grénge souwéi fir de Riedner vun der DP-Fraktioun a fir de Minister Luc Frieden. De Statsminister huet 30 Minutten, d'Fraktiounen 20 Minutten an d'Sensibilités politiques zéng Minutte Riedezäit.

Duerno hu mer nach eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi, nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Bettel freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et muss een einfach déi lescht Deeg kucken, wat alles geschitt ass, fir festzestellen, dass déi Demande, déi mir d'lescht Woch gemaach haten, fir d'Vertrauensfro hei an der Chamber ze hunn, richteg, d'actualité ass a méi wéi nécessaire ass!

Déi lescht Nouvellen, déi ee matkritt huet iwwert de SREL: eng geheim Police, Accusatiounen; wann een de President vun der Enquêtëkommissioun héiert, dee selwer Douten huet iwwert d'Aussoen, déi an der Enquêtëkommissioun gemaach ginn, wou e selwer seet: „Elo zielt et, fir d'Wourecht ze soen!", wat jo kloer beweist, dass déi Leit, déi mer virdru gehéiert hunn, net ëmmer d'Wourecht gesot hunn! Selwer als Member vun der Commission de contrôle vum Geheimdéngscht net d'Wourecht gesot ze kréien, jorelaang, jorelaang!

Elo de Freideg, de Procureur général haut an d'Madame Woltz - an do soll een net mengen, dass et egal wéi ee Riichter wier -, dass deen héchste Riichter, de Procureur général, dass deen, dee mam Justizminister d'Organisation judiciaire mat organiséiert, déi Persoun bei eis an der Commission juridique zesumme mat der fréierer Juge d'instruction directeur Woltz, déi och net n'importe qui ass, déi eng unerkannte Juristin ass, eis selwer gesot hunn, si wieren erschloen, perséinlech getraff! An déi Wierder si mer frou, Här President, wa mer se elo an e puer Stonne kréien.

Firwat? Ech sinn och, an ech insistéieren, frou, dass dee Verbatim public gemaach gëtt. Well gëschter Owend hate mer eis e bësse Suerge gemaach, wéi op eng Kéier mer gesot kritt hunn, dass dee Verbatim bei Iech, also hei am Bureau, misst gekuckt ginn, ouni kënnen ze kopéieren. Mir hu jo de Moien driwwer diskutéiert. An ech si frou, dass et fäerdegbruecht ginn ass - an ech muss Iech soen, den Här Braz an ech selwer hunn eis gëschter Owend schonn opgereegt -, dass et misst public gemaach ginn, a mir freeën eis doriwwer!

An dann hu mer dat, mir maachen eng Demande an da gëtt den Ordre du jour fixéiert, da seet ee sech domadder: Mir kënne jo net..., kommt, da waarde mer emol bis e Mëttwoch oder en Donneschdeg, fir driwwer ze diskutéieren! Wann een esou eng schlëmm Kris an engem Land huet, musse mir eisen Agenda fixéieren, wéi et dem Statsminister am beschte passt!

Ech ka mer net virstellen, dass an iergendengem anere Land - d'Madame Merkel am Bundestag, eng Vertrauensfro -, ma dass se seet: „Ma ech sinn elo emol zwee Deeg am Mosambik oder ech sinn hei oder a Schweden, dofir ass da keng Sitzung."

Hei ass, well den Här Statsminister a Griichenland ass! Ech wëll Iech just matdeelen, fir déi, déi et de Moien net matkritt hunn: En huet d'„Großkreuz" kritt vum Sauveur, dat huet en iwwerreecht kritt. En hat gëschter Owend eng Konferenz. Et huet een och gesinn, dass e jo mat militäreschen Éieren empfaange ginn ass. Wann dat net annulléiert ka ginn, fir hei an enger Sitzung ze sinn, wou mer an der Chamber kënnen driwwer diskutéieren, dat fannen ech lamentabel!

Ech muss Iech soen, Här President, dass mer dowéinst eng Modifikatioun vum Ordre du jour froen. Hei musse Prioritéite gesat ginn!

Firwat hu mer esou Skandaler hei an deem Land? Dat ass, well mer e Premier hunn, deen entre-temps vläicht e ganze Sall voller Gielercher huet, mä hei an der Politik leider net déi Mesuren hëlt, déi gebraucht ginn!

Mir brauchen net esou eng Politik! Mir mussen hei kënnen driwwer diskutéieren. An dofir froe mer, well de Verbatim net de Moien ausgedeelt ginn ass, dass de Verbatim jo haut um véier Auer sollt public sinn an dass mer muer eis Séance sollten ufänke mat deene Vertrauensfroe vun deene Gréngen a vun der DP.

Mir kënnen net waarden, wéini et deem engen oder deem anere Minister passt, fir hei eis Politik ze maachen! An ech fannen, dass dat irrespectueux ass vis-à-vis vun eiser Chamber!

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wäert Iech och, Här President, d'Motioun iwwerreechen, déi d'DP dann iwwermuer..., also muer, hoffe mer selbstverständlech, ausser d'CSV, also d'Majoritéit, wier dergéint, mä mir hoffen op jidde Fall, dass mer muer de Mëtteg kënnen driwwer diskutéieren.

Mir fannen et schued, dass de Verbatim nach net ausgedeelt ginn ass, well wann deen ausgedeelt gi wier, gleeft mer, dann hätte mer haut emol net sollen ufänke mat iergendengem Projet an Heure d'actualité an aner Saachen, wann een esou eng grav Kris hei an dësem Land huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le respect de l'État de droit, la séparation des pouvoirs ainsi que le bon fonctionnement et l'indépendance des institutions constituent les valeurs sur lesquelles est fondé le Grand-Duché de Luxembourg;

- considérant que l'exercice de son pouvoir de contrôle vis-à-vis du Service de Renseignement (SREL) a été entravé, étant donné qu'au cours des dernières années le Parlement a été mal ou pas du tout informé par le pouvoir exécutif des dysfonctionnements constatés au sein du SREL;

- considérant dans ce même contexte le comportement ambigu de certains membres du Gouvernement à l'égard de la Justice et du Parlement;

- considérant les déclarations publiques répétées ainsi que les explications fournies à la Commission juridique par certains hauts magistrats du Parquet;

- considérant que ces déclarations font état d'un manque de confiance manifeste et flagrant entre les responsables des pouvoirs exécutif et judiciaire;

- considérant que les membres du Gouvernement qui sont à l'origine de cette perte de confiance ne pourront pas la rétablir de façon crédible;

- considérant que cette situation intenable ainsi que les révélations des derniers mois et semaines dans le cadre des affaires «SREL» et «Bommeleeër» ébranlent la confiance des citoyens dans les institutions de notre pays;

- considérant que cette confiance est d'autant plus nécessaire que notre pays doit faire face à des défis de taille sur le plan économique, financier et social;

invite le Gouvernement

- à présenter sa démission au Grand-Duc.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Félix Braz, Gast Gibéryen, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. D'Wuert huet den Här Félix Braz gefrot.

4. Ordre du jour (suite)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt d'Demande vun der DP-Fraktioun. Dësen Ordre du jour ass an der Conférence des Présidents diskutéiert ginn. Do ware jo och eng ganz Rei Awänn vu grénger Säit, fir d'Debatt net haut stattfannen ze loossen. Mir sinn awer, wéi d'Kolleege vun der DP, der Meenung, dass d'Debatt spéitstens muer misst kënne stattfannen.

Déi Diskussiounen, déi mer hei musse féieren, déi betreffe grav Faiten. An et ass net normal, dass esou laang muss gewaart ginn, bis déi Faiten hei an der Chamber kënnen diskutéiert a vidéiert ginn.

De Statsminister huet wuel seng Obligatiounen am Ausland. Mä Pläng kann een änneren. An et huet een oft genuch matkritt, dass souguer Statsvisiten an anere Länner ofgebrach gi sinn, déi Joren am Viraus zum Deel geplangt gi waren, wann d'Gravitéit vu Faiten doheem et verlaangt huet.

An eisen Aen ass dat heiten esou e Fall. A mir bedaueren et nach eng Kéier, dass déi Debatt net schonn haut ka stattfannen. Mir sinn der Meenung, dass déi spéitstens muer misst kënne stattfannen.

D'autant plus, wou jo zënter gëschter en neie Fait derbäikomm ass, nämlech de Fait, dass de Procureur général d'État an engem Interview erkläert huet, dass scho méi fréi déi Rumeuren, déi geziilt gestreet gi sinn an déi hie viséiert hunn, och de Géigestand ware vun engem Gespréich tëschent him an dem Statsminister an dass de Statsminister deem Gespréich keng Suitë ginn huet. Dat ass en neie Fait. Dat ass en neit Element, wat no der Conférence des Présidents komm ass a wat fir eis bedeit, dass een déi Diskussioun hei méi fréi misst féieren.

5. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

De 7. Juni, Här President, sinn an der Commission juridique souwuel de Procureur général d'État wéi d'Madame Juge d'instruction directeur gehéiert ginn an de Minister Luc Frieden. Déi Saachen, déi do am Raum stinn an déi fir eis eng kloer Interpretatioun hunn - hei geet et ëm Entrave vun der Aktioun vum Parquet, hei geet et ëm Entrave vun der Indépendance vun der Justiz am Allgemengen -, dat verlaangt fir eis eng Diskussioun mat Konsequenze fir de betraffene Minister.

Dofir déposéieren och mir d'Motioun elo scho gären haut, an der Hoffnung, dass d'Majoritéit an der Chamber d'accord ass, den Ordre du jour ze änneren an déi Diskussioun muer scho kënnen ze féieren. A fir dass jiddweree sech kann op déi Diskussioun preparéieren, wëlle mer den Dépôt vun der Motioun och elo scho maachen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Hunn ech dat richteg verstanen, dass Dir elo d'Konklusioun scho gezunn hutt, ier den Débat iwwerhaapt komm ass?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Fir eis jo! Dir wäert Iech wonneren, Här Wolter,...

(Interruptions)

...ech hunn dat net nëmme gesot, mir hunn et souguer scho geschriwwen! Mir hunn et souguer scho geschriwwen, Här Wolter, an enger Motioun. Well fir eis: d'Debatt, mir maache jo hei an der Chamber keng Debatt iwwer nei Faiten. D'Faiten, wann Der derbäi gewiescht wiert an der Commission juridique - Äre Kolleeg, de Fraktiounschef vun der LSAP, de Lucien Lux, dee war an där Kommissioun, en ass do net Member, et huet en interesséiert, en ass komm; anerer hätten dat och dierfe maachen -, dann hätt Der eise Wëssensstand, wat d'Faitë betrëfft.

D'Interpretatioun, déi mir maachen, mag eng aner si wéi déi, déi Dir maacht, mä mir brauche keng nei Fakten. Mir hunn de Minister héieren, mir kennen d'Fakten a mir kënnen och bis dräi zielen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant le débat sur l'exercice de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier dit «Bommeleeër» par Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009;

- considérant les déclarations et explications de Monsieur le Ministre Luc Frieden, de Monsieur le Procureur général d'État Robert Biever et de Madame la juge d'instruction directeur Doris Woltz devant la Commission juridique en date du 7 juin 2013;

- considérant que Monsieur le Ministre Luc Frieden a eu dès 2001, en sa qualité de Ministre de la Justice, des interventions régulières et constantes dans leur contenu auprès du Procureur d'État mettant en doute l'utilité à poursuivre l'instruction en cours de l'affaire dite «Bommeleeër»;

- considérant que Monsieur le Ministre Luc Frieden a eu en 2006, alors qu'il était Ministre de la Justice, une intervention en dehors du cadre professionnel auprès de la juge d'instruction directeur en charge du dossier mettant en doute l'utilité à poursuivre l'instruction en cours de l'affaire dite «Bommeleeër»;

- considérant que cette façon d'agir de Monsieur le Ministre de la Justice porte atteinte à l'indépendance de l'action du Parquet et de la justice en général;

- considérant que cette façon d'agir n'est pas acceptable non seulement en principe mais aussi compte tenu tout particulièrement de la gravité de l'affaire «Bommeleeër» et des soupçons qui mettaient en cause des institutions,

pour toutes ces raisons, retire sa confiance à Monsieur le Ministre Luc Frieden.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Xavier Bettel, Gast Gibéryen, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

6. Ordre du jour (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och d'ADR wäert deen Antrag vun der Demokratescher Partei ënnerstëtzen, fir eng Ännerung vum Ordre du jour ze kréien. Ech mengen, ech sinn net Member vun der Commission juridique, mä ech hunn et awer wichteg fonnt, datt ech d'lescht Woch de 7. Juni an der Sitzung derbäi war, fir mer direkt deen Informatiounsstand ginn ze loossen, deen all Deputéierten d'Recht hat, sech do ginn ze loossen.

Ech sinn och direkt zu där Konklusioun komm, wéi d'Kolleege vun der Demokratescher Partei, vun deene Gréngen an déi Lénk, déi all déiselwecht Konklusiounen aus deem Débat do gezunn hunn.

Ech mengen, wann een esou eng grouss institutionell Kris huet, wéi mer se do de leschte 7. Juni an der Kommissioun erlieft hunn, wou am Fong den Här Biever an d'Madame Woltz Aussoe gemaach hunn, déi eleng schonn de Schratt gemaach hunn, fir iwwerhaapt esou Aussoen ze maachen, quitte datt dann deen een an deen anere se nach wëllt nuancéieren, mä eleng de Schratt, fir esou Aussoen ze maachen, mengen ech, ass schonn esou grav genuch, datt ee ka vun enger institutioneller Kris schwätzen.

Fir eis waren déi Aussoen esou kloer, datt mir schonn am Fong während där Sitzung eng Deklaratioun gemaach hunn, datt dat nëmme kann als Konsequenz hunn, datt den zoustännegen deemolege Justizminister, den Här Frieden, misst demissionéieren.

Mä et geet ëmmer virun: Gëschter hu mer erëm nei Uschëllegunge kritt vum Procureur vis-à-vis vum Statsminister, wat, mengen ech, awer och ganz grav war, wann een dat richteg analyséiert, wou am Fong iwwert de SREL eng soi-disant geheim Police soll fonctionnéiert hunn, wou de Statsminister anscheinend och soll Bescheed gewosst hunn. Wann dat och alles sollt stëmmen, da si mer, mengen ech, um Maximum ukomm, deen iwwerhaapt kann an enger institutioneller Kris an engem Land entstoen.

A wa mer an där Situatioun sinn, fir dann ze soen: „Ma dann huele mer eis elo emol nach e puer Deeg Zäit, fir nozedenken, an da maache mer dat iergendwéi um Enn vun der Woch en Donneschdeg. Wa mer de Rescht alles vun eiser parlamentarescher Aarbecht gemaach hunn, da komme mer dann och nach zum Schluss dorobber", dat, fannen ech, ass deem nach en Deckel dropgesat.

Ech mengen, dat hätt ee missen haut scho maachen! Esou eppes hätt een am Fong haut scho missen diskutéieren.

Bon, elo ass e Kompromëss hei proposéiert ginn, fir et dann zumindest muer ze maachen. Ech mengen, dee misst awer elo fir jiddwereen akzeptabel sinn, datt een elo seet: „Ma da kommt, dann zéie mer et wéinstens op muer vir, dann huet jiddwereen de Verbatim vun der Kommissioun virleien. Et kann och nach jiddwereen eng Nuecht driwwer schlofen, mä da maache mer et muer." Firwat dann nach bis en Donneschdeg waarden?

Ech weess och net, ob d'Ursaach soll sinn, Här President, datt den Här Juncker a Griichenland ass. Well ech mengen, wann en den Owend gären heiheem wier, ech hu gesinn, e war net mat engem Linnefluch dohinnergeflunn, da wier en och, mat deem Fliger wier e wahrscheinlech och den Owend erëm heiheem. Also, ech ka mer dat net virstellen, datt et den Här Juncker ass, deen d'Ursaach soll sinn.

Ech mengen, et wieren éischter d'Sozialisten, déi d'Ursaach sinn...

(Brouhaha général)

...déi d'Ursaach sinn, well datt d'CSV jo fir den Här Frieden stëmmt, dat schéngt mer jo logesch ze sinn. Mä d'Fro ass: Wéi stëmmen d'Sozialisten?

Une voix.- Et sinn ëmmer d'Sozialisten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An ech fäerte ganz elo, d'CSV brauch nach zwee Deeg, bis se d'Sozialisten erëm gekniewelt huet.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wéi ass et da mat der ADR? Wat seet d'ADR dann dozou?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi den neien CSV-Fraktiounspresident elo gëschter Owend...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Si mer beim Ordre du jour nach, Här President?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir si beim Ordre du jour! Wéi den CSV-Fraktiounspresident...

Här Lux, Dir héiert dat net gären, ech weess dat!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Oh, Dir kënnt net alles wëssen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si jo och net hei, fir Iech e Gefalen ze maachen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat kënnt Der Iech guer net virstellen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den CSV-Fraktiounspresident huet jo och gëschter Owend um Fernseh ganz kloer gesot: „D'Sozialisten, déi musse matstëmmen."

(Brouhaha et hilarité)

Also, déi si jo guer net gefrot ginn! Déi musse matstëmmen! Also, wat sollen déi iwwerhaapt sech nach do opreegen a Gedanke maachen, déi musse matstëmmen!

(Brouhaha)

An anscheinend gëtt et der awer an de sozialistesche Reien, déi wëllen net méi mat där CSV mathalen. Déi wëllen net méi där CSV an där politescher Situatioun, wou mer sinn, de Réck stäipen. An duerfir läit de Problem am Abléck bei de Sozialisten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wat hutt Dir dann an Ärer Partei décidéiert, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Just an där heiter Fro, Här Fayot,...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Hat Der eng grouss Sitzung zesummen, jo?

(Hilarité et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir sinn eis ganz eens! Mir sinn eis ganz eeneg an där heiter Fro, Här Fayot. Mä et schéngt, wéi wann d'Sozialiste sech awer - an dat confirméiert Der jo och elo - net eens wieren!

Also, ech géif proposéieren, da sollen d'CSV an d'Sozialiste sech hënt zesummesetzen, mä mir sollen dat hei spéitstens muer um Ordre du jour behandelen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Urbany huet d'Wuert gefrot.

(Interruptions)

Lauschtert elo emol den Här Urbany!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, wann ech an deenen esou mouvementéierten Zäiten, an deene mer jo zënter e puer Deeg dra sinn, esou kucken, wat dobaussen erklärt gëtt vun deene Parteien, déi hei an der Chamber vertratt sinn, da spillt ee Wuert eng grouss Roll, dat ass: Et ass eng „Statsaffär"!

A wann et eng Statsaffär ass, fannen ech, da soll de Statsminister och hei sinn, fir iwwert déi Statsaffär mat eis ze diskutéieren a fir déi néideg Konsequenzen doraus ze zéien.

Déi Statsaffär besteet aus zwee Voleten: éischtens deem vun enger Beaflossung vum Parquet, déi absolut onzoulässeg war, egal, a wat fir enger Form dass et gesot ginn ass. Et ass repetitiv gewiescht. Et hat den Afloss, e Resultat ze kréien. An de Procureur huet hei an eiser Kommissiounssitzung, wou ech och derbäi war, ouni Member ze sinn, en entscheedende Saz gesot. Hien huet gesot: «Qui tient le Parquet tient la Justice!»

An dat war den Enjeu vun deenen Interventioune vum Minister vis-à-vis vum Parquet, an enger Affär, déi ëmmerhin d'Land zënter 30 Joer beschäftegt. Soudass et kloer ass, dass an esou enger Affär, wou de Verdacht och nëmme besteet, dass de Justizminister, dee gläichzäiteg och Policeminister war, deen Afloss op de Parquet wollt ausüben, dass et do absolut noutwendeg ass, dass déi Debatt hei esou séier wéi méiglech an der Chamber stattfënnt!

An da kënnt jo nach déi aner Affär derbäi, déi gradesou d'Land beschäftegt, déi vum Geheimdéngscht, wou jo elo erauskënnt, dass do eng Aart „Geheimpolice" innerhalb vum Geheimdéngscht bestanen huet, déi et als Aufgab fir sech selwer ugesinn huet, fir Leit, fir Politiker, wahrscheinlech och nach fir aner Leit, fir d'Vertrieder vun der Justiz op eng Aart a Weis ze bespëtzelen, déi wierklech dégueulasse ass an déi mat Methoden operéiert, wéi mer se aus aneren Zäite kennen.

Dofir kann ech nëmmen deen Antrag hei ënnerstëtzen, fir déi Debatt esou séier wéi méiglech, haut nach oder muer, ze féieren. An ech wäert selbstverständlech och där Motioun hei meng Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Roth freet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hu gëschter Moien an der Presidentekonferenz décidéiert, opgrond vun der Statsvisite, déi de Premier Juncker de Moment a Griichenland mécht, fir dass mer déi Debatt...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- De Statsminister…

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dass mer déi Debatt den nächsten Donneschden de Mëtte wäerte féieren.

Mir hunn haut de Moien décidéiert an der Commission juridique, an dat à l'unanimité, dass mer där Transparenz, déi néideg ass an deem Dossier, géifen nokommen an dass och duerfir dee Verbatim géif public gemaach ginn.

Dee Verbatim, do hunn déi dräi Leit, déi vu bausse komm sinn - dat ass de Justizminister, dat ass d'Madame Woltz an dat ass och de Procureur général, den Här Biever -, d'Méiglechkeet, fir bis véier Auer hir Awänn eranzeginn. An da gëtt dee Procès-verbal, dee Verbatim public gemaach. Dee kënnt op den offizielle Site vun der Chamber. Dat ass och richteg an där Affär.

Ech mengen, jiddweree soll d'Méiglechkeet kréien, fir dass deen Dossier seriö preparéiert gëtt fir den nächsten Donneschden. All Intervenant soll déi Méiglechkeet ageraumt ginn. An ech sinn och dann iwwerzeegt, dass eng ganz Rei vu Virwërf hei - ech muss soen, wat den Här Braz gesot huet: „Entrave", dat ass e grave Virgang, dat ass eng Infraction pénale -, dass déi aus dem Wee geraumt ginn.

An duerno ka jiddwereen, an all Fraktioun fir sech an hirer voller Onofhängegkeet, dat zielt fir meng Fraktioun, dat zielt fir d'LSAP, jiddweree kann dann zu deem Dossier an zu deene Motiounen, déi déposéiert gi sinn an déi elo vun der Demokratescher Partei eréischt erauskomm ass, déi Positioun anhuelen, déi hie fir richteg fënnt.

An ech sinn iwwerzeegt, dass mer dann eng Décisioun huelen, déi am Interessi vum Land wäert sinn an déi och an der Kontinuitéit vun der Politik wäert leien, déi dat Land hei brauch, a virun allem, dass mer déi schwiereg wirtschaftlech a finanziell Kris, déi mer de Moment am Land hunn, fir dass mer déi kënnen zur Zefriddenheet vun eise Bierger bewältegen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Den Här Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, ech sinn e bëssen iwwerrascht, well ech gëschter Moien un der Sëtzung deelgeholl hu vun der Presidentekonferenz, an ech mengen, déi zwee Kolleege vun der Oppositioun kéinte riichtstoe fir d'Tatsaach, dass mer an deene leschte Joren ëmmer ganz gutt opgepasst hunn, d'Rechter vun der Oppositioun do ze respektéieren an d'Ordre-du-jouren esou ze maachen, dass all Débaten hei wierklech esou zur Geltung kommen, wéi se dat verdéngen.

Ech muss soen, mir hu jo deen Débat gëschter Moien do scho gefouert, dee mer elo hei féieren, an ech hat wierklech gemengt gehat, dass um Schluss vun der Debatt mer u sech eis awer eens waren, fir ze respektéieren déi offiziell Visite, déi de Premier a Griichenland géif maachen, an dass mer dann dat géife respektéieren, esou wéi mer och all aner offiziell Reesen oder offiziell Interventiounen, déi Ministere musse maachen, am Agenda vun der Chamber versichen ze respektéieren.

Dofir géif ech mengen, dass deen Débat hei, dee vill méi verdéngt wéi de Folklor vum Här Gibéryen, dass deen den Donneschde gradesou gutt ka stattfanne wéi muer, dass mer dat den Donneschden en toute sérénité kënne maachen, all Elementer, a mer jo vläicht, wann ech mer déi salopp Bemierkung kann erlaben, an der Tëschenzäit nach méi Elementer den Donneschden hunn, wéi mer der haut oder muer hunn.

Ech mengen, mir kënnen dat den Donneschden en toute sérénité, ganz roueg maachen, respectueux vun deem, wat d'Interventioune vun der Oppositioun waren, déi mer direkt akzeptéiert hunn, direkt op den Ordre du jour. An ech hunn och an där Réunioun gesot, an ech mengen, dat gëtt vu mengem Kolleeg vun der CSV och gedeelt, dass, wann et bedeit hätt, dass de Statsminister oder den Débat eréischt d'nächst Woch hätt kënne stattfannen, dann hätte mer och Problemer gehat, fir dat ze akzeptéieren. Mä vu mëttwochs op donneschdes, de grâce! Ech mengen, dass mer dat och den Donneschde respectueux vum Agenda vum Premierminister a Rou kënnen diskutéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wéilt just dozou awer da preziséieren, wéi dat ofgelaf ass gëschter an der Conférence des Présidents. Ech wëll éischtens drop insistéieren, datt ech mech zimlech driwwer opgereegt hunn, iwwert de Fait, datt...

(Interruption)

...zimlech driwwer opgereegt hunn, iwwert de Fait, datt bei enger Statskris, an ech sinn der Meenung, datt mer eis an enger Statskris befannen, net direkt d'office dënschdes moies, wann d'Chamber ugeet, dat kéint zur Debatt kommen.

An ech hunn och gemengt gëschter an der Sëtzung, datt de Statsminister déi Rees do hätt solle verschieben an net untrieden. Well dat wär gëschter Moien nämlech nach méiglech gewiescht. Et ass keng Statsvisite gewiescht. Et ass eng Visite gewiescht, ech wëll och d'Bedeitung vun där Visite net erofspillen, mä et wär parfaitement méiglech gewiescht, menger Meenung no, gëschter Moien déi Rees ze verschieben op eng oder zwou Wochen dono, wat och ëmmer, an dann hei am Parlament ze sinn.

Mir haten dunn eng hefteg Diskussioun doriwwer. Bon, a vu datt et ëm d'Saach geet, hunn ech herno... ware mer d'accord, datt mer et dann donneschdes géife maachen. Allerdéngs koum en neie Fait gëschter Mëtteg derbäi, deen dat Ganzt jo awer net verbessert huet an deen déi Diskussioun esou onméiglech gemaach huet am Land.

Ech weess net, ob d'Deputéiert vun der Majoritéit net duerch d'Land de Moment ginn an nolauschteren, wat d'Bierger dobaussen denken a soen. Mä de Moment si mer an enger heftegster Vertrauenskris par rapport zu den Institutiounen. An dann, mengen ech, dann ass et ubruecht, datt een esou schnell wéi méiglech iwwert déi Vertrauenskris schwätzt an diskutéiert an dann net nach een, zwee, dräi Deeg versträiche léisst, ier een dat mécht. Well da gëtt d'Saach net besser, mä d'Kris gëtt just méi déif an et gëtt nach méi schwéier, herno aus där Kris erauszekommen.

An dat ass de Grond, firwat mer och haut décidéiert hunn, awer à charge ze kommen zum Ordre du jour an nach eng Kéier ze froen, ob et net méiglech wär, deen Débat elo esou schnell wéi méiglech stattfannen ze loossen.

M. le Président.- Den Här Meisch, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Leider muss ech eenzelne Memberen hei och nach eng Kéier rappeléieren, datt, wéi den Här Bausch et grad gesot huet, ech och gëschter Moien an der Conférence des Présidents méi wéi eng Kéier insistéiert hunn, datt mer den Ordre du jour aneschters géifen opstellen, datt mer dat, wat d'Leit momentan am Land beschäftegt, nämlech déi grav Vertrauenskris, datt mer doriwwer prioritär haut de Mëtteg nach kéinten diskutéieren. Do hu mer keen oppent Ouer fonnt op der Säit vun der Majoritéit. Mir hunn dat dunn zur Kenntnis geholl.

(Interruption)

Här Lux, Dir selwer wësst, datt ech zweemol...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir hu ganz seriö doriwwer diskutéiert!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo!

...datt ech zweemol gefrot hunn, de Programm vun där Visite do ze kréien. Zweemol en présence vum Minister, dee chargéiert ass fir d'Relatioun tëscht Regierung a Parlament, a sengem héije Fonctionnaire hunn ech gefrot: „Da sot eis emol wann ech gelift: Wéini ass de Statsminister da wou? A wär et da wierklech net méiglech, fir en éischter heihinner ze kréien?" Ech hu keng Äntwert dorobber kritt. Dat wëll ech awer och nach eng Kéier hei erënneren, wa mer dee ganzen Oflaf vun där Réunioun do wëllen haut de Mëtteg nach eng Kéier hei oprullen.

An ech ginn dem Här Bausch recht, datt entretemps no där Conférence des Présidents vu gëschter Moie jo awer nach en neie Fait opgetratt ass, deen dat Vertrauen, dat um bröckelen ass, jo awer nach eng Kéier däitlech geschiedegt huet, wou et manner ëm den Här Frieden geet, mä awer leider ëm de Statsminister.

An eis Motioun viséiert jo net nëmmen den Här Frieden. Eis Motioun viséiert dat Vertrauen, wat verluer gaangen ass insgesamt an d'Politik, an d'Regierung ganz besonnesch an an d'Institutiounen, an den objektive Rôle vun den Institu-

tiounen. An dat demokratesch virgesinnent Zesummespill vun den Institutiounen hei am Land, dat huet gëschter Moie mat deem Interview vum Procureur général awer nach eng Kéier en däitleche Coup kritt.

Duerfir bleiwe mir bei eiser Propos, déi ech gëschter Moie schonn an der Conférence des Présidents gemaach hunn, fir där doter Saach Prioritéit ze ginn. Well mer leider am Laf vum Dag gëschter eréischt gewuer gi sinn, datt de Verbatim nach net konnt, wéi versprach, gëschter erauskommen, mä dann eben elo eréischt haut de Mëtte soll public gemaach ginn, kann ech domadder d'accord sinn, dass mer muer de Mëtten doriwwer diskutéieren.

Ech mengen awer, datt et wichteg wär, datt dëst Haus géif weisen, datt mir d'Prioritéit hunn, fir den Ordre du jour vun eisen eegenen Debatte kënnen ze organiséieren, an och erkennen, wat de Leit dobaussen am Land momentan um Häerz läit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! Ech mengen, et wär alles gesot. Mir géifen dann ofstëmmen iwwert den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe gëtt.

Fir all déi, déi mat deem Ordre du jour averstane sinn, déi stëmme mat Jo. Déi net mat deem Ordre du jour averstane sinn, stëmme mat Neen. Also den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe gëtt.

Vote sur l'ordre du jour

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ordre du jour ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmme géint 19 Nee-Stëmmen, bei kenger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Dann ass den Ordre du jour esou akzeptéiert.

Eisen éischte Projet de loi vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 6485, eng Ofännerung vum Code de commerce. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, d'Madame Polfer an den Här Klein.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. 6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre: „De Gesetzesprojet 6485, dat ass e klenge Projet fir d'Justiz, et ass awer e grousse Projet fir d'Kommunikatiounen", dat waren d'Wierder vum fréiere Justiz- a Kommunikatiounsminister, wéi hien dëse Projet an der Justizkommissioun vun der Chamber presentéiert huet. Et ass dem Fränz Biltgen säi Bëbee. An hie wollt zum Enn vu sengem Mandat dëse Projet och nach onbedéngt gestëmmt hunn.

Mir sinn dat éischt europäescht Land, wat seng Faillitëlégislatioun op de sougenannten „cloud computing" achséiert. Mir schafe Rechtssécherheet an deem Beräich. An dat ass e wesentleche Kompetitivitéitsvirsprong vun eisem Land op deem Plang. An Zuelen ausgedréckt: De Cloud computing ass e Marché an der Europäescher Unioun, deen am Joer 2009 iwwer véier Milliarden Euro ausgemaach hat, mat engem Wuesstum vun 20% bis 2015.

Här President, Cloud computing steet eigentlech fir „Rechnen an der Wollek". Vereinfacht ausgedréckt, stellen ech Informatiksinfrastrukturen zur Verfügung, déi da vun anere kënne gelount ginn, fir hir Daten dorop ofzespäicheren. De Stockage vun enger Entreprise hiren Donnéeë geschitt net méi bei hir selwer, mä gëtt souzesoe geografesch ausgelagert.

Et heescht, de Problem ze léisen, wann eng Firma, déi Cloud computing, also Stockage ubitt, Faillite mécht. Kommen déi aner Leit dann nach un hir Donnéeën a kënne si déi nach erëmkréien? Ee generelle Prinzip an eisem Faillitërecht ass nämlech deen, dass am Fall vun enger Faillite alles an d'Masse vun der Faillite fält an déi eenzel Créancieren, dat heescht déi Leit, déi nach Suen ze kréien hunn, net individuell méi kënnen hir Geldfuerderungen akloen.

D'Faillite gëtt vum Curateur ofgeméckelt. An der Regel ass dann de Stat mat de Steieren an de Sozialversécherunge vir, an déi aner Créancieren deele sech de Rescht. Oft sëtze si herno da mam Fanger am Mond do.

Eng Ausnahm ass de sougenannten „droit de revendication", dat heescht d'Réckfuerderungsrecht. Dat spillt am Fall, wou Wuere bei dem Faillitier an Dépôt gesat goufen oder bei him consignéiert gi sinn. An deem Fall ass de Faillitier jo net Propriétaire vun deene Saachen. Si falen och net an d'Masse vun der Faillite, an déi rechtlech Propriétairë kënnen dës dann och zréckfroen.

Dofir mussen awer dräi Konditiounen erfëllt sinn:

Éischtens, déi Saach, déi ech bei de Faillitier an den Dépôt ginn hunn, muss e Géigestand sinn, dee physesch existéiert an individualiséierbar ass. Dat heescht, ech muss e kënnen trenne vun anere Saachen. Zweetens, de Géigestand, deen ech an den Dépôt ginn hunn, muss als solchen nach bei der Faillite existéieren. An drëttens muss ech rechtlech Propriétaire vun deem Géigestand sinn.

Eise Code de commerce geet mat senge Bestëmmungen iwwert d'Failliten zum Deel op den Ufank vun dem 19. Jorhonnert zréck. An deemools gouf et nach kee Cloud computing. Dofir schwätzt den Artikel 567 vun dem Code de commerce, deen d'Réckfuerderungsrecht regelt, vun „marchandises", also vu Wueren. D'Riichteren hunn dee Begréff awer ëmmer méiglechst breet ausgeluecht, fir d'Réckfuerderungsrecht dach large ze kucken. Mä de Stockage vun Donnéeën ass schwéier mat dem Wuert „marchandise" ze ëmfaassen. Fir Rechtssécherheet ze schafen, gëtt elo an Zukunft eng kloer Trennung an den Text ageschriwwen tëscht Gidder, déi eng physesch Existenz hunn, an deene Gidder, déi een net kann upaken.

Dofir gëtt um Niveau vun dem Artikel 567 vun dem Code de commerce an Zukunft d'Trennung vu Biens meubles corporels non fongibles a Biens incorporels non fongibles gemaach. Fir déi éischt Zort vu Gidder ännert sech näischt. D'Revendicatioun leeft nom ale Muster of. Fir déi zweet Zort, dat heescht Gidder, déi ech net kann upaken, do gëtt d'Revendicatiounsprozedur elo ugepasst.

An do läit den eigentleche Grond vun der Gesetzesännerung. Et geet nämlech drëm, Donnéeën oder Fichieren ze ëmfaassen, déi vun enger Cloud-computing-Firma gehale ginn. Wann also esou eng Cloud-computing-Firma faillite geet, da kënnen déi Donnéeën zréckgefuerdert ginn.

Natierlech ass d'Revendicatioun an esou Fäll un eng Partie Konditioune gebonnen:

1. Déi informatesch Donnéeë mussen individuell bei der Firma, déi Faillite gemaach huet, verfügbar sinn.

2. Dës Donnéeë mussen nach am Besëtz vum Faillitier sinn, am Sënn vun enger sougenannter „legaler Possessioun" oder enger Détentioun.

3. D'Date musse kënne vun allen aneren Donnéeën am Moment vun der Faillite getrennt ginn.

Konkret heescht dat, dass de Curateur dat kann duerchféieren, zum Beispill duerch Logicielen oder Infrastrukture vum Faillitier. D'Käschte vun dëser Operatioun muss awer deen, dee reklaméiert huet, iwwerhuelen. D'Plus-value vun dësem Gesetz ass grouss, well am Fall vun enger Faillite ass déi genau Prozedur fir d'Revendicatioun vun dësen Donnéeën a Fichiere geregelt.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen d'Justizkommissioun eestëmmeg ugeholl huet.

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. An als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre. Alles, wat engem friem ass, deem begéint ee mat enger gewëssener Ängschtlechkeet. An esou ass et och mat dem Cloud computing.

Laut engem Sondage, deen an Amerika duerchgefouert gouf, konnten d'Halschent vun de Leit näischt mam Begréff „cloud" am technologesche Sënn vum Wuert ufänken. Dat ass erstaunlech, dass an engem Land, dat de World Wide Web esou matgeprägt huet, d'Leit net besser informéiert sinn. Gitt emol eng Kéier eraus op d'Strooss an da frot Der d'Leit, ob de Begréff „cloud" hinnen eppes seet. Ech si gespaant op d'Äntwerten, déi do zesummekommen.

An dobäi ass de Cloud computing alles anescht wéi nei. Sief et fir e Virement ze maache via E-Banking, sief et fir eng Rees ze buchen oder fir an de sozialen Netzwierker erëmzegeeschteren oder eng E-Mail ze verschécken: Mir hunn eigentlech ëmmer an der sougenannter „Wollek" interagéiert. Un deem Prinzip huet sech also bis haut näischt geännert. Cloud bitt haut, wéi och fréier, d'Méiglechkeet, Donnéeën am Netz ze stockéieren, dës Donnéeën ze beaarbechten a vun egal wou Accès op si ze hunn.

Ech géif op dëser Plaz eng Kéier just ganz kuerz op d'Technik vum Cloud computing agoen. Cloud computing huet am Allgemenge verschidde Modeller:

Deen éischten ass déi sougenannten „Software as a Service". Hei bidde spezialiséiert Firmen informatesch Programmer un, an de Verbraucher ass net méi forcéiert, d'Programmer alleguerte selwer ze kafen.

Deen zweete Modell ass d'„Platform as a Service". Dëse Modell wennt sech haaptsächlech un d'Firmen. Si kafen d'Programmer an de Cloud-Prestataire liwwert d'informatesch Plattform, op där dës Programmer lafen. Dëse Modell gëtt oft benotzt, wann et sech ëm ganz spezifesch Programmer handelt, déi net ganz vill vun anere Firme benotzt ginn.

Deen drëtte Modell ass „Infrastructure as a Service". Dëse Modell wennt sech och haaptsächlech u Betriber. Si géréiere selwer d'Programmer an och d'Exploitatiounssystemer vun de Serveuren. De Cloud-Prestataire géréiert de Serveur, den informatesche Réseau an de Stockage vun den Donnéeën.

An et gëtt an dësem Zesummenhang och ëmmer méi vun engem véierte Modell geschwat, den „Data as a Service". Hei kann e Betrib oder eng Privatpersoun bezuelen, fir Zougréff op eng Datebase ze kréien.

Duerch den technologesche Fortschrëtt, duerch méi staark Prozesseren, duerch méi Stockagecapacitéiten an och méi schnell Kommunikatiounsréseauen doe sech awer ëmmer nees nei Méiglechkeeten op. D'Wollek - de Cloud - gëtt et also scho ganz laang. Si war eben net esou flächendeckend wéi elo. E puer kleng Wolleken hunn eis net fäerte gedoen. Bei enger Sonnenfinsternis awer zucke mer zesummen, an dat ouni wierklech Begrënnung.

Här President, Angscht begéint een am beschten, andeems een d'Leit opkläert, erkläert, wou d'Risike leien, andeems een d'Leit ganz jonk mat der Saach konfrontéiert a familiariséiert. Dës Astellung gëtt och vun der Regierung gedeelt. An hirem Programm vun 2009 steet, dass d'Regierung och an Zukunft alles wäert drusetzen, fir de breede Public iwwert d'Risike vun der Informatiounsgesellschaft ze informéieren an ze sensibiliséieren. Initiativen eweí CASES, BEE SECURE an och de Luxembourg Safer Internet hunn a regelméissegen Ofstänn d'Leit opgekläert.

Hei ass et wichteg ze ënnersträichen, dass d'Gefor net vum Cloud ausgeet; dee verselbstständegt sech jo net. D'Menacen, déi ginn ëmmer vun de Leit aus, op där enger Säit vu Leit, déi kriminell Intentiounen hunn, an op där anerer Säit awer och vu Leit, déi ze vill onbekëmmert am World Wide Web optrieden. Sensibel Donnéeë gi ganz oft liichtfankeg un Drëtter weiderginn, ouni sech vill Gedanken ze maachen iwwer méiglech Abusen.

Am Kader vun enger rezenter Etüd, déi europawäit duerchgefouert ginn ass, sinn och Leit zu Esch, an der Stad an zu Dikrech gefrot ginn, ob si scho perséinlech Daten am Netz un Drëtter weidergereecht hunn. 78% hu mat Jo geäntwert. Ronn 30% hunn doriwwer eraus net gezéckt, de Studenten, déi déi Ëmfro gemaach hunn, hir Passwierder weiderzeginn. Dëst ass dach erschreckend! Iwwer 300 Leit vun de knapps 1.200 Befroten hunn ouni ze zécken de Schlëssel op en Deel vun hirer Privatsphär erausginn. Eng méi grouss Opklärung ass also nach ëmmer néideg. Duerfir wier ech och frou, wann d'Regierung nach méi Efforte géif maache fir eng verbessert Éducatioun a Sensibiliséierung vun de Leit dobaussen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen awer hei net an e Sécherheetswahn verfalen. Et brëngt nämlech näischt, op dësem Gebitt ze bunkeren. Den ICT-Secteur ass zukunftsweisend a mir däerfen hei op kee Fall den Zuch verpassen. Déi europäesch Kommissioun huet berechent, dass e verstäerkte Recours op d'Cloud-Industrie e Gesamteffekt vun 957 Milliarden Euro op de PIB vun der EU huet. Doriwwer eraus kéinten doduerch 3,8 Milliounen Aarbechtsplaze bis 2020 entstoen.

An dat Ganzt soll och nach ökologesch nohalteg sinn. Dat dierft jo och de grénge Memberen hei am Haus gefalen. Laut Berechnungen aus den USA wieren nämlech Aspuerunge vun Energiekäschte vu ronn 9,4 Milliarden Euro méiglech, wann déi grouss Entreprisen an Amerika géifen op d'Wollek zréckgräifen.

Wann een also vun enger Baisse vun Energiekäschte schwätzt, heescht dat och eng Baisse vum Energieverbrauch. Wann een all dës Zuele kuckt, dann erkläert sech vum selwen, firwat et wichteg ass fir Lëtzebuerg, hei unzegräifen an eventuell souguer zum Virreider an Europa ze ginn. Mir dierfen als Land dësen Zuch wierklech net verpassen. Déi gréissten Utilisateure vum Cloud waren a si jo bekanntlech eis Finanzinstituter. An do hu mir eng Exzellenz entwéckelt, notamment wat d'Sécherheet vun den Daten ugeet, déi hiresgläiche sicht.

Mir hunn och de PSF-Statut agefouert am Finanzsecteur. Mat dësem Statut soll de Professionnel du secteur financier och gewëssе Regele respektéieren. Och de PSF ënnerläit der Opsiicht vun der Commission de surveillance du secteur financier. Dëst ass wichteg ervirzesträichen, well déi Firmen, déi Cloud-Servicer ubidden, bidden dës Servicer och eise Finanzinstituter un. A wat haut fir Banken- a Finanzhaiser normal ass, soll an Zukunft och fir aner Betriber Usus ginn.

Här President, de Fränz Biltgen, eisen deemolege Justizminister, och zoustänneg fir Medien a Kommunikatioun, huet am Oktober 2012 e Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert, deen der Cloud-Industrie zeguttkomme soll. De Fränz Biltgen huet also dëse Gesetzesprojet hei déposéiert, an dat ass eng Première a ganz Europa - nach a kengem Land gouf e spezifesche Kader an där Matière gesat -, fir de Standuert Lëtzebuerg am ICT-Beräich ze pushen a fir also zur Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäizedroen, fir fir nei Aarbechtsplazen ze suergen an domadder och der Kris entgéintzekommen.

Hien huet dat net gemaach aus enger Laun eraus, mä a ganz enker Zesummenaarbecht mam concernéierte Secteur. Ech wëll him dofir och haut Merci soen. Mat dësem Gesetzesprojet gi mir de Betriber nämlech zousätzlech Rechtssécherheet, déi et virdrun net an deem Mooss ginn ass. Bis haut sinn d'Entreprisen nämlech der stänneger Gefor ausgesat, am Fall vun der Faillite vun engem Cloud-Prestataire d'Daten, déi do gespäichert goufen, ze verléieren oder iwwer länger Zäit net méi kënnen ze accédéieren.

Et brauch ee sech just virzestellen, dass de Curateur vun esou engem Prestataire, fir Käschten ze spueren, sämtlech vun der Firma gehale Serveren eroffiert. Dat hätt natierlech desastréis Konsequenzen op dës Entreprisen. Domadder ass et also elo eriwwer. D'Récupératioun vun esou Donnéeën am Fall vun enger Faillite gëtt elo ganz detailléiert geregelt, an dat zur Zefriddenheet vun den Acteuren.

Dat Ganzt spillt natierlech nëmmen, wann de Prestataire sech och hei zu Lëtzebuerg befënnt. Mir kënnen natierlech keen zwéngen, sech hei ze etabléieren, mä d'Industrie wäert awer schonn derfir suergen, dass dat an Zukunft wäert de Fall sinn.

Dës Rechtssécherheet am Fall vun enger Faillite ass ouni Zweifel e schlagkräftegt Verkafsargument, dat de Cloud-Prestataire sech selwer zu eege maache kann, fir och iwwert d'Grenzen ewech Clienten op Lëtzebuerg ze lackelen oder seng Servicer an der ganzer EU an doriwwer eraus unzebidden.

Wann also d'Industrie dobausse verstäerkt op esou Prestatairen zréckgräift, da brëngt dat och zousätzlech Aktivitéiten an Économies d'échelle mat sech.

Eis Betriber kënne ronn 10% bis 20% vun hiren Informatikskäschten aspueren, wa si de Cloud benotzen. Doduerjer gëtt hir Kompetitivitéit gestäerkt. Dëst ass en net onwesentleche Facteur.

Et di sech duerch de Cloud nei Perspektiven op, déi och Softwarefirmen net kal loossen dierften. An do erwaarden ech mer dee gréissten Zoufloss.

Mir hunn e gudde bis ganz gudde steierlechen a legale Kader. Duerch eng gënschteg Bestei-

erung vu geeschtegem Eegentum setze mir alles drun, och Softwareentwéckler op Lëtzebuerg ze kréien. D'Gaming-Industrie, also d'Spiller, déi een direkt um Internet spille kann, profitéiert vun dësem legalen a steierleche Kader, well grad d'Gaming-Industrie och de Cloud benotzt. Mir bréngen et also fäerdeg, eng kompetitiv Législatioun - d'Handels- an d'Beruffskummer schwätze vun „innovation législative" - op d'Been ze stellen. An elo gëllt et, dat no baussen ze droen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen de Cloud-Hub vun der EU ginn. Mir mussen dofir nach vill méi aktiv am Beräich vun der Vermaartung vun eisen Avantagë ginn. Mir leien am Zentrum vun Europa a mat LU-CIX si mir un déi wichtegst Internetplattformen an Europa ugebonnen. D'Zil vun der Regierung ass et, fir bis 2015 all Entreprise a Stot un de Glasfaserréseau unzeschléissen.

Mir hunn éischtklasseg Datazentren. Iwwer 10% vun de weltwäit als „Tier IV" ausgezeechenten Datazentre stinn hei zu Lëtzebuerg. An anere Wierder hunn dës Zentren déi héchste Qualitéitsstuf erreecht. Hannert London, Paräis, Frankfurt an Amsterdam si mir och de fënnefgréissten Datenzentrum an Europa.

D'Politik steet hannert enger kompetitiver ICT-Plaz a setzt alles drun, fir weider no vir ze kommen an dësem Beräich. An anere Wierder: Mir hunn all d'Ingrédienten, fir de Cloud computing zu Lëtzebuerg zu enger Success Story ze maachen. Vläicht si mir jo wierklech an nächster Zukunft de Cloud-Hub vun der EU an doriwwer eraus. An do musse mir den Hiewel usetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch dëse Gesetzesprojet komplettéiere mir de Puzzle vun enger nach méi kompetitiver ICT-Plaz. Mir als CSV-Fraktioun stinn hannert dëser Politik an ech wëll dann och am Numm vun der CSV-Fraktioun eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. An als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech wëll fir d'Alleréischt dem Rapporteur an dem President vun der Commission juridique, dem Här Gilles Roth, Merci soe fir säi ganz ausféierlechen, souwuel schréftleche Rapport wéi och hei dee mëndlechen. An elo nach déi ganz ausféierlech Stellungnahm vun der Madame Adehm, dat wäert mir et erlaben, ganz kuerz ze sinn zu dësem Projet, woubäi et awer e ganz wichtegen an e ganz néidege Projet ass, deen effektiv eiser Industrie zeguttkënnt.

An et ass einfach eng Adaptatioun vun eisem Code de commerce un eben déi nei Technologien. Wéi et och am Rapport ënnerstrach ginn ass, hu mer jo duerch e Gesetz vum 31. Mäerz 2000 an eise Code de commerce agefouert d'Clause de réserve de propriété. Dat war vun deem deemolege Wirtschaftsminister, mengem gudde Frënd, dem Henri Grethen, abruecht ginn, opgrond vun enger Proposition de loi awer, déi ech selwer gemaach hat, schonn e puer Joer virdrun. Dofir ass déi Matière mer op d'mannst vun deem deemolege Stand vun der Technologie ganz bekannt.

Et ass also drëm gaangen, Leit, ob dat elo Commerçantë waren, déi eppes geliwwert haten, loosse mer emol soen - huele mer et mat engem einfache Beispill, elo schwätze mer net vu Wolleken, mä elo komme mer mat den Tatsaachen op de Buedem -, loosse mer soen, e Büro geliwwert haten, deen awer nach net bezuelt war, ofzesécheren. A wann dann deen an d'Faillite komm ass, da konnt een dee Büro nees zréckhuele kommen. Dat hu mer 2000 eben duerch dat Gesetz agefouert.

Haut, wéi gesot, ass et wichteg a richteg, datt mer dat adaptéieren eben op d'Biens net corporels mä non corporels, fir eben och an deene Situatiounen, déi eben déi nei Technologie eis gëtt, fir eben déi Sécherheet kënnen anzebauen. Dofir, et ass net, datt mer an de Wolleke sinn, mä déi Wolleken, déi sinn eben do, a wéi eis déi lescht Aktualitéit jo och weist, sinn der eng Rei, déi sech heiansdo an déi Wolleken zerwéiere ginn.

Mir wäerten eis heimat op alle Fall doduerch, datt mer dat éischt Land sinn an Europa, wat dat hei an de Code de commerce aféiert, wierklech méi eng grouss Sécherheet fir d'Ubidder vun deene modernen Technologië ginn. An dofir kann ech och am Numm vu menger Fraktioun nëmmen den Accord zu dësem Projet ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Jempi Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng ausféierlech Explikatiounen an dem juristesche Volet vun dësem Projet de loi. Ech wollt just e puer Wierder soen iwwert de wirtschaftlechen Aspekt vun dësem Projet de loi.

Dëst Gesetz huet eng grouss Implikatioun fir eis Ekonomie. Duerfir gëtt et och vun der Wirtschaftswelt begréisst. Dat geet och aus de positiven Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers ervir, déi dëse Projet de loi ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg ass dat éischt Land, wat an deem Beräich Cloud computing légiféréiert. Lëtzebuerg als éischt Land ka sech schnell géintiwwer der Konkurrenz vun deenen anere Länner op deem Plang positionéieren. Sou wéi et ënner anerem och am Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers ervirgestrach gëtt, ass de Projet de loi ganz wichteg fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

D'Regierung huet an de leschte Jore vill Ustrengungen ënnerholl a virun allem och vill öffentlecht a privat Kapital an d'Hand geholl, fir eist Land zu enger wichteger internationaler Plattform am Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien auszebauen. Dës Politik dréit mëttlerweil och hir Friichten. Mir sinn am Ufank wéinst eiser niddreger TVA, duerno awer och ëmmer méi wéinst eise ganz performanten Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologieinfrastrukturen zur Plaque tournante vum Commerce électronique an der Europäescher Unioun avancéiert.

Mir hu massiv an eis Breetbandkonnexioune Post/LuxConnect an an eis Datazentren investéiert. Mir sinn haut am internationale Spëtzepeloton, wat d'Konnektivitéit ubelaangt. Haut hu sech bal all déi grouss Entreprisen aus deem Secteur zu Lëtzebuerg niddergelooss.

Mir sinn awer och amgaangen, nei Secteuren ze erschléissen, wéi elo de Cloud computing, fir deen dëse Projet de loi besonnesch wichteg ass, andeems en déi néideg Garantie schaaft, fir datt d'Propriétairë vun den Donnéeën dës nees récupéréiere kënnen am Fall vun der Faillite vun deem, deen den Datazentrum bedreift an d'Donnéeë bei sech stockéiert.

Au vu vun der Wichtegkeet vun dësem Projet de loi, souwuel um juristesche Plang wéi och um ekonomeschen, ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun dozou.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Dann hätt ech keen agedroene Riedner méi. Déi zoustänneg Ministesch kritt dann elo d'Wuert, fir nach e puer Wuert heiriwwer ze soen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Justice*.- Villmools Merci, Här President, un all meng Virriedner. Ech wëll awer besonnesch och dem Här Roth an der Madame Adehm Merci soe fir hir Ausféierungen, déi se hei zu dësem Gesetz gemaach hunn an déi ënnerstrach hunn, wéi wichteg dat ass.

Dat Gesetz hei ass e klenge Projet fir d'Chamber, mä e grousse Projet fir de Cloud computing a fir nei ekonomesch Nischen a Kompetenzenopbau ze schafen zu Lëtzebuerg. Mat dësem Gesetz gëtt Lëtzebuerg dat éischt Land, dat légiféréiert an engem Beräich, deen direkt um Cloud computing hänkt. Mir moderniséieren de Code de commerce a ginn domadder eng wichteg Garantie fir de Benotzer, egal ob et e privaten oder e professionellen ass, vun esou Servicer.

Déi Retouche hei vum Code de commerce ass scheinbar liicht, awer, wéi gesot, immens wichteg fir déi berufflech Acteuren, egal ob et d'Benotzer sinn, déi musse ganz liicht hir Donnéeën oder hir Fichieren nees eraus kënne kréien, oder awer ob et d'Benotzer vu Servicer sinn, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, fir domadder all Assurancen hire Clientë kënnen ze ginn.

Et ass awer och fir de Privatbenotzer ganz wichteg, well mir maachen all Dag e Stéck Cloud computing, wa mer mat eisen Tableten, eise Smartphonen, mat eisen - deemno wéi engen - Internetadressen ëmginn.

Dëse Projet weist also de Wëllen, fir e juristesche Kader ze entwéckelen, deen dëser Aktivitéit ugepasst ass, déi och ëmmer méi wichteg hei zu Lëtzebuerg an eiser Ekonomie gëtt, well mer jo grad an eisen Infrastrukturen, Datazentren an informatesche Réseauen immens staark an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg entwéckelt hunn. An dat ass och e grousse wirtschaftlechen Atout, dee mer spille solle loossen a wouzou dëst Gesetz wesentlech kann hëllefen a bäidroen.

Dir Dammen an Dir Hären, Cloud computing ass e Begréff, dee ganz villsäiteg ass, mä am grousse Ganze beschreift hien déi nei Tendenz, datt d'Benotzer vun neien Technologien, ob dat eng Entreprise ass, eng Bank, e klenge Betrib oder e privaten Endkonsument, net méi alles bei sech doheem op hirem Server oder hirem Harddisk vun hirem Computer stockéieren an hale mussen, mä ëmmer méi dat erausginn u Professioneller, fir dat fir si ze géréieren, an déi dorobber spezialiséiert sinn. Dat ass jo och dee wichtege Virdeel heivunner.

Déi Spezialisatioun ka sech natierlech op dräi Niveauen ofspillen: d'Infrastruktur, d'Logicielen oder d'Plattformen. Am Beräich vun der Infrastruktur geet et ëm déi physesch Serveren, déi een da bei en Drëtten eriwwerlagert. Dat heescht, amplaz datt zum Beispill eng Bank hir eege Servere bei sech ënnen am Keller stoen huet, ass ëmmer méi d'Tendenz, dës engem gesécherten Datazentrum ze ginn. Deen ass jo da souwuel um Niveau vun der Sécherheet, vum Know-how, vum Energieapprovisionnement, vun der Stroumsécherheet vill besser géint Pannen opgestallt a kann dat dee Moment och vill méi käschteneffizient maache wéi een, deen dat selwer bei sech mécht, deem säin Haaptmétier, deem säi Kärmétier dat net ass an dee sech op aner Saache soll konzentréiere kënnen.

Dir gesitt also schonn, datt hei nei Méiglechkeeten, Beräicher a Beruffer entstoe kënnen, déi d'Regierung mat dësem Text erméiglechen a favoriséiere wëllt, d'Regierung, déi der Chamber Merci seet, fir hei matzemaachen, fir nei Opportunités de marché, neie Business, en neien Zukunftsberäich an nei Nischen ze schafen.

Am Beräich vun de Logiciele gesi mer et jo och all Kéier. Amplaz datt ech als Eenzelne mer eng Software kafen, déi ech dann op all mengen x PCe lafen hunn, ersetze muss a Lizenze fir all PC muss kafen - mir kennen dat alleguer -, oder als klenge Betrib, deen zwee, dräi Mataarbechter huet, dann all Kéier muss eng ganz Lizenz kafe fir all Computer, esou gëtt hei, fir deen dann op all eenzelnem PC ze installéieren an ëmmer nees upzedaten, de Modell ëmgeännert.

Et ass also ganz besonnesch wichteg och fir kleng Betriber, well esou léisst een d'Software och an der Cloud lafen, also bei engem Cloud-Bedreiwer, op deen all Mataarbechter via den Internet Accès hunn. Dat spuert natierlech onnéideg Lizenzekeef. Et kann een hei vun engem Pay-as-you-go-Modell ëmklammen an d'Updatë vun engem Cloud-Bedreiwer assuréiere loossen.

De Cloud computing huet de Virdeel also, fir Économies d'échelle mat sech ze bréngen, dat heescht Käschten ze spueren, an och, datt ee sech op säi Kärmétier konzentréiere kann an alles dat, wat doriwwer erausgeet, Spezialiste kann iwwerloossen. Dofir wäert, esou paradox wéi dat och klénge mag, och d'Kris an de finanziellen Drock, deen op de Betriber laascht, dem Cloud computing Wand an d'Segele ginn. Cloud computing ass käschtespuerend fir de Benotzer an et erlaabt him och nach, ëmmer um Top vun der neister Technologie ze sinn, well et net méi vun him, mä vum Cloud-Bedreiwer assuréiert gëtt, well net all Mënsch oder all Betrib kann en Expert am IT-Beräich sinn.

Et ass also ganz kloer e Kompetitivitéitsfacteur fir eis Ekonomie, egal ob fir eis PMEen oder fir eis grouss Betriber, fir déi IT net zum „core business" gehéiert. Ausserdeem, well mer jo hei vu Spezialisten dat maache loossen, déi sech ëm soss näischt këmmeren, ass dat Emfeld vill méi geséchert. Déi Datazentre si vill méi sécher wéi en normalen In-house-Server, deen ee bei sech stoen huet, deen een iergendwou a sengem Betrib huet. Mir hunn déi héchste Standarden hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Infrastruktur, déi do ganz wichteg dran ass, mä mir hunn och méi e staarken Dateschutz an dësem Beräich, well ebe just dee Spezialist dorobber vill besser kann uechtdoen.

Et kënnt derbäi, datt mer de Moment amgaange sinn an Europa, en europäescht Reglement ze diskutéieren iwwert den Dateschutz. D'Wichtegkeet, datt Europa do méi wäit ass an och méi wäit geet wéi aner Kontinenter, ass och heiranner ee ganz wichtege Facteur. Och dësen Text gëtt eis hei e Virsprong; och eis Approche am Beräich vum Dateschutz gëtt hei souguer beim Cloud computing Europa - an domadder Lëtzebuerg - e grousse Virsprong, deen aner Kontinenter net hunn.

Mir hunn eis zu Lëtzebuerg mam Ausbau vun héich sécuriséierten Datazentren an der nationaler Konnektivitéit am Internet och gutt opgestallt, fir Cloud computing ze erlaben. Dofir sollte mer och legislativ de Rechtskader op dës nei Begebenheeten upassen. Well wat ass bis haut nach ëmmer d'Brems zum Cloud computing? Net d'Technologie. Déi ass prett. D'Brems fir de Cloud computing, also fir engem anere seng Donnéeën unzevertrauen oder seng essenziell IT-Outilen him unzevertrauen, déi ee brauch, fir säi Business ze assuréieren, d'Brems ass d'Vertrauen, éier een de Schrëtt mécht, enger Firma seng wichtegst Asseten, seng Donnéeën erauszeginn. Do muss ee Vertrauen hunn zu engem Drëtten, fir dëse Schrëtt ze maachen.

Am Moment si mer an enger Phas, wou d'Betriber zwar an der Versuchung sinn, fir d'Effizienz an d'Käschtespueren, déi via Cloud computing kéinten erreecht ginn, dorop zréckzegräifen, mä wou Verschiddener awer nach retizent sinn, well se net wëssen, wat géif geschéien, wann zum Beispill ee vun de Cloud-Bedreiwer, deen all hir Donnéeën hätt, géif Faillite maachen. An do spillt eist neit Gesetz hei. Et ass drëm gaangen, datt, am Fall vun enger Faillite vun engem Datazenter zum Beispill, een net de Risiko géif lafen, datt de Curateur vun der Faillite fir d'Éischt emol d'Serveren afréieren an de Stecker erauszéie géif, mä d'Gesetz gesäit vir, datt op deene Serveren eppes Immaterielles drop leeft an drop steet, wat net onbedéngt dem Failli gehéiert, mä deem senge Clienten, an datt déi d'Recht behalen, hir Donnéeën zréckzefroen. Et ass also eng Fro vu Rechtssécherheet an et ass also an deem Kontext eng extrem wichteg Gesetzesnovelle gewiescht.

Et geet also drëm, fir de klasseschen Droit de revendication op d'Spezifissitéite vun der digitaler Ekonomie ze adaptéieren.

Ech ginn net dovunner aus an hoffen et och net, datt mer dësen Artikel ze dacks gebrauche mussen an Zukunft. Mir hunn alleguer léiwer, do geschitt näischt am Beräich vu Failliten; ech ginn och guer net dovunner aus. Awer et gëtt e festen a preventive juristesche Kader, deen d'Ekonomie brauch, deen d'Investisseuren, besonnesch déi aus dem Ausland, déi hei op Lëtzebuerg komme wëllen, brauchen a siche fir hir wirtschaftlech a juristesch Sécherheet. Mir schafen heimat e Vertrauenskader an zéie Clienten un, déi heiduerch éischter de Sprong op de Cloud sech trauen ze maachen a sech do sécher spieren.

Dëst neit Gesetz ass och e Verkafsargument fir d'Cloud-Bedreiwer, déi domat zu Lëtzebuerg fir d'éischte Kéier eng spezifesch Législatioun an där Matière hunn an dofir sech vläicht léiwer zu Lëtzebuerg wäerten etabléiere wëlle wéi am Ausland, well Lëtzebuerg heimat bewisen huet, datt et e Land ass, wat d'Zäitalter vun der digitaler Ekonomie erkennt a seng Législatioun op déi Erausfuerderunge wëllt adaptéieren.

Ee wichtegt Argument hu mer hei nach mat derbäibruecht: Dat ass dat vun der Rapiditéit. Dofir Merci dem Rapporteur, Merci der Chamber, Merci och dem Statsrot an allen, déi hei gehollef hunn, datt mer immens séier konnten hei an dësem Gesetz zur Ofstëmmung kommen, dat nach vu mengem Virgänger Fränz Biltgen déposéiert ginn ass, dee vill dorunner geschafft huet.

Mir kréien en Avantage compétitif fir Lëtzebuerg mat dësem Gesetz. Awer mir hunn och en Avantage compétitif fir Lëtzebuerg mat dëser rapider Zesummenaarbecht, well ech wëll et ënnersträichen: Dëst gutt Implizéiere vun alle betraffenen institutionellen Acteure weist eemol méi, datt mir an eisem Land ëmmer nees an ëmmer nach d'Fäegkeet hunn, fir e favorabelt Ëmfeld fir d'Entwécklung vun neie wirtschaftlechen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze schafen, dat heescht nei Aktivitéiten unzezéien op Lëtzebuerg, an dat als Virreider an Europa, wou mir déi Éischt sinn, déi dësen neie legislative Kader an dës nei Rechtssécherheet bidden. Et ass e wichtege Virsprong fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, a fir auslännesch Gruppen heihinner unzezéien. An, Dir Dammen an Dir Hären, den Timing hätt net besser kënne sinn!

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6485 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes,

Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6523 iwwert d'Banques d'émission de lettres de gage, deen och eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Finanzsecteur mat sech bréngt. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech just den Här Claude Meisch agedroen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6523 passe mir eis Gesetzgebung iwwert d'Pfandbréiwer un. Dat ass ee Plus fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz. Et ginn nei Créneauen op an d'Investisseure kréien och méi Sécherheet.

E Pfandbréif ass u sech eppes eméi eng garantéiert Obligatioun. D'Bank léint, ähnlech wéi bei enger Obligatioun, Sue bei Investisseuren a si verléint duerno dës Sue weider. Déi Prêten, déi d'Bank accordéiert, musse garantéiert sinn, entweder duerch eng öffentlech Institutioun, duerch Immobilië respektiv duerch aner mobil Géigewäerter. An d'Sécherheet vun dem Investisseur, déi ass quasi 100%. Firwat?

Mä den Investisseur kritt vun der Bank eng sougenannt „lettre de gage", also ee Pfandbréif. Domat huet den Investisseur am Fall vun der Faillite vun der Bank e prioritäert Recht, fir seng Suen direkt bei deem zréckzefroen, wou d'Sue vun der Bank weiderverléint goufen. D'Aktiva, déi de Prêt vun der Bank garantéieren, däerfen dofir net vun anere Leit saiséiert ginn. An d'Kiischt um Kuch: D'Prioritéit vun den Investisseure gëllt esouguer virun dem Stat.

Här President, Pfandbréiwer sinn eng beléiften Investitioun fir Leit, déi eng grouss Sécherheet an hire Wäertpabeiere sichen. Dat gëllt virun allem bei sougenannten „institutionelle Clienten". Den Ursprong vun de Pfandbréiwer, dee läit an Däitschland, den éischte Pfandbréif gouf do 1770 ausgestallt. An eis Lëtzebuerger Gesetzgebung, déi staamt aus dem Joer 1997. Si ass enk op den däitsche Modell achséiert. D'Upassungen, déi mir haut ofstëmmen, goufen an Däitschland Enn 2010 agefouert.

Mir halen un dem sougenannten „Spezialbankeprinzip" fest. Dat heescht, eng Bank, déi Pfandbréiwer ausstellt, kann nëmmen déi Aktivitéit hunn. Si muss fir dës Aktivitéit och ausdrécklech vun eiser Bankenopsiicht, der CSSF, autoriséiert ginn. Dat läit am Sënn vun der Sécherheet vun den Investisseuren, déi deemno ni a Konflikt komme mat anere Clientë vun der Bank. Op eiser Finanzplaz sinn de Moment sechs Banken agedroen, déi ausschliesslech dem Geschäft mat de Pfandbréiwer noginn.

Här President, nach kuerz déi punktuell Änneréungen.

1. Bis elo konnten d'Banken, déi sougenannt „lettres de gage publiques" op eiser Finanzplaz ausgestallt hunn, nëmme Prêten accordéieren, déi duerch eng öffentlech Institutioun vun engem OCDE-Memberstat garantéiert waren. Mat dësem Projet de loi kënnen an Zukunft Suen och un Net-OCDE-Membere weiderverléint ginn, virausgesat, dës Länner hunn eng héich Bonitéit. Dat geografescht Aktivitéitsgebitt vun eise Verbréiwungsbanke gëtt deemno méi grouss.

2. Mir féieren eng nei Kategorie vu Pfandbréiwer an, déi sougenannt „lettres de gage mutuelles". Domat kann eng Pfandbréifbank net nëmme Prêten accordéieren, déi duerch eng öffentlech Institutioun, Immobilien oder spezial mobil Wäerter garantéiert sinn, mä och Prêten un aner Banke maachen. D'Viraussetzung ass, dass dës Banken Deel si vun engem institutionelle Garantiesystem. Also gëtt och de Geschäftsradius vun de Verbréiwungsbanken op dësem Plang ausgeweit.

3. De Gesetzesprojet féiert e sougenannten „ring-fencing" an, dat heescht eng méiglech Kompartimentéierung vun der Pfandbréifbank. Wann d'Pfandbréifbank an engem Deel vun hiren Aktivitéiten zahlungsonfäeg wier, da kéint e Geriicht just dës Deelaktivitéit a Liquidatioun setze respektiv e Sursis de paiement, also en Zahlungsopschub, ginn. Dat huet zum Avantage, dass all aner Aktivitéite vun der Bank kënnen an esou engem Fall weidergeféiert ginn am Intérêt vun der Sécherheet vun de Clienten. D'Verbréiwungsbank besteet virun an hirer juristescher Form fir all Aktivitéiten, déi nach solvabel sinn.

A wéi leeft dat konkret of? Am Fall vun enger Deelinsolvenz proposéiert d'CSSF - eis Bankenopsiicht - dem Geriicht, en Administrateur, ee Sachverwalter ze nennen, deen dann all Aktivitéite viruféiert, déi zahlungsfäeg sinn. Fir seng Missioun ze exercéieren, kéint dësen Administrateur ënner verschiddenen Oplagen esouguer Liquiditéite bei d'Zentralbank siche goen.

Dir gesitt, dass och op dësem Plang no Flexibilitéit gesicht gëtt, fir engersäits d'Aktivitéite vun der Bank net a Fro ze stellen a fir zu gläicher Zäit fir e Maximum u Sécherheet a Garantië fir de Client ze suergen.

Här President, dat ass wuel en technesch komplexe Gesetzesprojet. Ech hu versicht, e beschtméiglech vereinfacht ze présentéieren. Et ass ee wichtege Projet. Hie gëtt eiser Finanzplaz e weidere Créneau. Dat ass an dësen Zäiten net vu Muttwëll. De Plus u Kompetitivitéit fir eis Bankeplaz gëtt och vun allen Acteuren, dat heescht dem Statsrot, der Chambre de Commerce an dem Secteur begréisst.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen eestëmmeg vun der Finanzkommissioun ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung och vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- Merci dem Här Gilles Roth. Ech mengen, domat wär alles gesot. D'Regierung huet deem näischt bäizefügen. Dat heescht, datt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6523 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6523 est adopté par 59 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6549, eng Ofännerung vu verschiddenen Handelsaccorden, déi no de leschten Adhésioune vun EU-Memberlänner néideg waren. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et huet sech bis elo just den Här Haupert ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

9. 6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Am Kader vum Accord général sur le commerce des services, deen awer besser bekannt ass ënner sengem englesche Kierzel GATS, ass all Memberstat vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC, gehalen, eng Lëscht vu sougenannten „engagements spécifiques" opzestellen. An dëse Lëschte gëtt festgehalen, ënner wéi enge Konditiounen a Modalitéiten e Memberstat säi Marché fir Déngschtleeschtungen aus anere Staten opmécht.

E Memberstat ka seng Engagementer elo net einfach esou zréckzéien oder änneren, wéi dat him grad gefält. Wann ee gären Ännerunge mécht, da muss een dat fir d'Éischt, wéi et am Artikel 21 vum GATS virgesinn ass, dem Conseil du commerce des services notifizéieren an da mat deene Staten, déi sech doduerjer affectéiert fillen, iwwer Kompensatiounen eens ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet 2004 esou Verhandlunge gefouert, dat, well d'Liste d'engagements spécifiques vun der deemoleger Communautéit sech nëmmen op zwielef Memberstate bezunn huet an net op déi aner 13 Memberstaten, déi der Unioun duerno tëscht 1995 an 2004 bäigetruede waren. Déi 13 haten nach ëmmer hir individuell Lëschten aus där Zäit virun hirem EU-Bäitrëtt.

Et ass an där Situatioun drëms gaangen, fir sécherzestellen, dass dës nei Memberstaten ënner déi horizontal Beschränkungen an der communautairer Lëscht fale sollten a keng Engagementer oprechterhale géifen, déi géint den Droit communautaire kéinte verstoussen. Dofir war en Agréff an déi verschidde Lëschten also néideg. Déi sinn notifizéiert ginn an doropshin hunn 18 Staten deklaréiert, si wiere vun deene Modifikatiounen affectéiert. D'Communautéit huet dunn d'Verhandlunge mat deene Staten opgeholl an huet sech och iwwer Kompensatioune mat hinne géeenegt. Déi notifizéiert Änneréungen, déi goufe schliesslech zesumme mat den ofgemaachten Ausgläichsregelungen an déi konsolidéiert GATS-Lëscht vun der Communautéit opgeholl.

D'Accorde mat 17 Staten - Uruguay hat nämlech entre-temps seng Demande zréckgezunn - si Géigestand vun enger Décisioun vum Conseil a vun den am Conseil vereenegte Vertrieder vun de Regierunge vun de Memberstaten. An dëser Décisioun solle mir haut eis Zoustëmmung ginn.

D'Communautéit ass iwwregens den éischte Member vun der OMC, deen d'GATS-Bestëmmungen iwwert d'Modifikatioun vun den Engagementer am Beräich vun den Déngschtleeschtunge benotzt huet. Duerch d'Konsolidéierung vun der Déngschtleeschtungslëscht kënnen d'Engagementer vun der Communautéit op dësem Plang an engem eenzegen Dokument fir 25 Memberstaten elo duergestallt ginn.

Mir wëssen awer, dass mer heimadder de Problem nach net ganz geléist hunn, well mer an der Tëschenzäit jo zu 27 an der EU sinn an dat nächst Land, Kroatien, kuerz virum Bäitrëtt ass. Dofir ass et néideg, an enger zweeter Phas deeselwechten Exercice nach eng Kéier ze maache fir d'EU 27, mat Rumänien a Bulgarien, an dann nach eng Kéier duerno mat Kroatien ze maachen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet a soen och gläichzäiteg Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen der Madame Rapportrice Merci. Et wär alles zu deem Projet gesot, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6549 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Une voix.- Hei geet en net.

M. le Président.- Mir kucken dat no.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6549 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun zesumme mat der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de Rapport, deen iwwert d'Bedeelegung un der Cargolux vun Investisseuren aus dem Katar gemaach ginn ass, ugefrot.

D'Riedezäit ass laut Artikel 84, 2. Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Deene Fraktiounen, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot hunn, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Boden, Lux a Gibéryen.

D'Wuert huet elo fir d'Alleréischt den Här Fernand Etgen als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

10. Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Här President.

M. le Président.- Entschëllegt ee Moment. Jo, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech wollt just nach eng Deklaratioun maachen, datt ech net wäert zu deem Projet hei, zu deem Punkt hei Stellung huelen, well ech als Affekot concernéiert sinn.

M. le Président.- Mir huelen dovunner Akt, Här Henckes.

Här Etgen, wann ech gelift.

Exposé

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 200.000 Euro huet d'Regierung fir e Rapport ausginn iwwert de Verkaf vun de Cargolux-Aktien u Qatar Airways, e Rapport, deen zur Konklusioun kënnt, datt an deem ganze Prozess zu kengem Moment vun iergendengem och nëmmen dee geréngste Feeler gemaach gi wier. D'Medien hu sech hiert Bild doriwwer gemaach. Si schwätze vun engem „Persilschäin". Ech muss dat net weider kommentéieren.

Wat ech awer wëll kommentéieren an décidéiert zréckweisen, dat sinn d'Aussoe vum Minister Frieden gëschter Owend op RTL Télé Lëtzebuerg, datt d'Oppositioun am Dossier Cargolux him perséinlech wéilt schueden. Eis geet et ëm d'Fakten. Eis geet et dorëms, wéi mat engem vun deene wichtegste Betriber vun eiser Ekonomie verfuer ginn ass, bei deem Dausende vun Aarbechtsplazen um Spill stinn. Eis geet et dorëms, Transparenz an deen Dossier ze kréien an de Rôle vun der Regierung an deem Dossier ze iwwerpréiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Do si mir als Chamber absolut an eisem Rôle! A wa Feeler geschitt sinn, da musse mer aus deene Feeler léieren.

Ech froe mech awer: Wann deemools keng Feeler gemaach gi sinn, firwat ass déi strategesch Partnerschaft da schonn no knapp annerhallwem Joer an d'Bréch gaangen? Wann deemools keng Feeler gemaach gi sinn, firwat maachen d'Ministere Wiseler a Schneider dann haut alles anescht? Firwat gëtt d'Cargolux an och d'Chamber haut matagebonnen a korrekt informéiert? Firwat gëtt eng seriö Analys vun de potenzielle Partner gemaach? Firwat gëtt ee richtegen industrielle Projet op d'Bee gestallt mat enger klorer Strategie fir d'Cargolux, lux-Airport an d'Luxair? An dëst, virundeem ee mat engem anere strategesche Partner schwätzt an een anere strategesche Partner wielt. Jo, ech froe mech firwat, well dat ass jo dann alles verlueren Energie a verlueren Zäit!

Här President, dëse PwC-Bericht stéisst menger Fraktioun a mir sauer op. Zesumme mat der grénger Fraktioun hate mir e Froekatalog opgestallt vu knapp 75 Froen. Dee Katalog muss iergendwéi ënnerwee verluer gaange sinn, well op ronn zwee Drëttel vun eise Froen hu mer an dësem Rapport entweder keng oder keng komplett Äntwert kritt.

Ech muss Iech awer soen, datt d'Prozedur, déi hei ageschloe ginn ass, méi wéi zweifelhaft ass. Firwat ass d'Regierung net an d'Chamber komm an huet gesot: „Mir hunn an de Ministèren net genuch Leit, fir op Är Froen ze äntwerten."? Dann hätte mir eis dat hei kënnen erspueren, well, neen, et ass kee glécklech Choix, datt ee PwC fir dëse Rapport gewielt huet. An all weider Kommunikatioun vun där Audit-Firma bestätegt mech doranner!

Ech héieren an de Medien, datt PwC elo kloergestallt hätt, datt si nëmmen een niewesächleche Rôle gespillt hätte bei der Konkretiséierung vum Ofkommes tëscht der Regierung a Qatar Airways. Dobäi huet meng Fraktioun am Dezember d'lescht Joer hei een Dokument vu PwC virgeluecht, aus deem ervirgeet, datt si d'Cargolux enk betreit hu beim Ausschaffe vun engem gemeinsamen industrielle Projet mat Qatar Airways, an dat op Säit 6. Déi Responsabel an dee ganze Prozess sinn hei an dësem Dokument opgelëscht. Duerch esou eng Deklaratioun kréie mer op jidde Fall net méi Transparenz an den Dossier a mir kréien d'Vertraue vun de Leit och net zréck!

Vun all deene Froen, déi mir de Ministere gestallt hunn, ass eiser Meenung no keng eng derbäi, op déi si net direkt eng korrekt Äntwert kéinte ginn. A fir da PwC unzestellen, ee Rapport ze maachen, wou op Säit 5 steet, datt dat hei kee korrekten Audit ass an datt een net vérifiéiert hätt, ob déi Informatiounen och géife stëmmen, déi ee kritt hätt. Jo, da bräicht een eigentlech de Rapport net méi weiderzeliesen, da weess ee schonn, datt hei 200.000 Euro besser hätte kënnen investéiert ginn!

Här President, ech stelle mer awer hei och nach méi grondsätzlech Froen doriwwer, wéi d'Regierung mat esou Expertisen, Analysen ëmgeet. An eng Analys vun 20 Säite fir 200.000 Euro - dat sinn 10.000 Euro pro Säit, dat si 4 Euro pro Buschtaf -, esou eppes hunn ech nach net gesinn! An déi 24 Interviewen, déi hei à la base gemaach gi sinn, rechtfertegen dat op jidde Fall net. 24 Interviewen, vun deene mer net dierfe wëssen, mat wiem se gemaach gi sinn a wat déi Leit gesot hunn! A wéi solle mer kënnen iwwerpréiwen, ob dat, wat am Rapport drasteet, och der Wourecht entsprécht?

Ech wëll hei nach eng Kéier mat aller Däitlechkeet soen, datt mir detailléiert Äntwerte verlaangen op eis Froen, an zwar vun der Regierung an net vun engem Auditeur, dee keen Audit mécht. Dofir droe mir och déi Motioun mat, déi vun eise grénge Kolleegen dozou wäert abruecht ginn.

Här President, wann ech éierlech sinn, sinn eis Erwaardungen awer zimlech geréng. Schonn eng Dose Mol haten de Finanzminister an den Nohaltegkeetsminister Geleeënheet, fir der Chamber Ried an Äntwert ze stoen. An alles, wat mer ze héiere kréien, ass ëmmer erëm nees déiselwecht Versioun. Eng Versioun, där d'Fakten awer op enger ganzer Rei Punkte widderspriechen!

Ech wëll just ee Punkt ervirhiewen. D'Medien hunn an de vergaangene Méint gemellt, datt de Minister Frieden mat sengem Accord zu Doha géint de Liquidity agreement vun der Cargolux verstouss hätt, andeems e säin Accord de principe zu engem Präis ginn hätt, ouni d'Aktionären am Virfeld ëm hir Zoustëmmung ze froen. De Minister a PwC bleiwen awer stur bei hirer Versioun: Hei ass kee Feeler geschitt.

An dobäi steet et schwaarz op wäiss an deenen Dokumenter, an déi d'Chamber elo konnt Abléck huelen. De Minister Frieden hätt net dierfen een Accord de principe iwwert de Präis ofschléissen zu Doha. Domadder huet hie géint de Punkt 2.4 vum Liquidity agreement vun der Cargolux verstouss. Andeems hei net ënnerschiddlech Offeren a Partner matenee verglach goufen, mä Qatar Airways scho fréi exklusiv Gespréicher ugebuede goufen, huet d'Regierung waméiglech och nach géint de Punkt 2 vum selwechten Accord verstouss. Domadder hätten d'Aktionäre laut Punkt 2.6 d'Méiglechkeet gehat, eng x-beliebeg Investmentbank domadder ze beoptragen, dee beschte Präis fir hir Parten ze ermëttelen an ze verkafen.

A genau dësen Argumentaire hunn déi Privatinvestoren och benotzt, fir dem Minister Frieden d'Messer op d'Broscht ze setzen. Net d'Aussiicht op kommend Benefisser waren hiert bescht Argument, fir eng Dividend ausbezuelt ze kréien, neen, et waren déi kontraktuell Verflichtungen, déi si ugefouert hunn a géint déi de Minister Frieden verstouss hätt. Vun all dëse Punkte fënnt een awer kee Wuert am PwC-Rapport!

Dobäi géif et mech wonneren, wann et bei der ganzer Serie vun Interviewen ni zur Sprooch komm wier. Ech verstinn an deem Sënn och net d'Konklusiounen, zu deenen de PwC-Rapport komm ass. Si haten, genausou wéi d'Chamber, Abléck an de Liquidity agreement a sinn net op eventuell Divergenzen ënnert den Aktionären agaangen.

Ech kann an där kuerzer Riedezäit nëmmen op dëse Punkt agoen, mä dee weist, datt dëse Rapport net zu méi Transparenz bäidréit. E weist, datt d'Chamber hei net vollstänneg informéiert gëtt. An ech muss Iech soen, datt eis Gedold esou lues um Enn ass! Ech froe mech wierklech, firwat hei d'Chamber nëmme scheibcheweis soll informéiert ginn. Ech verstinn et net.

Ech verstinn net, firwat d'Regierung net scho vill méi fréi an der Chamber e Partner gesicht huet. Wann de Minister Frieden 2011 an d'Chamber komm wier a gesot hätt: „Ech hunn net all d'Aspekter beim Accord zu Doha berücksichtegt, dat war vläicht e Feeler, mä mir hunn e wichtege strategesche Partner un der Aangel.", wie vun eis hei an der Chamber wier dann opgestanen an hätt d'Regierung an esou engem wichtegen Dossier fir eis Ekonomie am Ree stoe gelooss? Ech menge fir all Kolleegen hei schwätzen ze kënnen: keen!

Ech si frou, datt déi Ministeren, déi den Dossier haut an der Hand hunn, dëst agesinn hunn an offensichtlech bereet sinn, aus der Vergaangenheet ze léieren. Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci, an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss fir d'Éischt op eppes reagéieren, wat de Minister gëschter op der Televisioun gesot huet - an dat si mer zwar elo scho gewinnt, et ass ewell jo Usus ginn, datt d'Regierungsmemberen nëmmen nach an Opferrolle sinn an et net méi geet ëm d'Dossieren, déi eigentlech zur Diskussioun stinn -, datt et an der Fro vun der Cargolux, Här Frieden, net ëm Är Persoun geet, esou wéi et ni an engem Dossier, dee mer diskutéieren, ëm Persoune geet, mä ëm d'Interesse geet vum Land. An et ass précisément dowéinst, firwat mer déi Froen opwerfen, an och wierklech, muss ech soen, ech war „not amused" iwwert déi Duerstellung, déi Der gëschter Owend gemaach hutt.

Wat sinn hei d'Interesse vum Land? Dat Éischt ass emol eng Firma, déi eng Schlësselroll spillt an engem Secteur vun eiser Ekonomie, déi a Schwieregkeete war, a ganz grave Schwieregkeete war, a wou et drëms gaangen ass, fir fir déi Firma en neie strategesche Partner ze fannen, nei Perspektiven ze fannen.

A wann ech kucken, wéi dat ofgelaf ass, wa mer haut de Bilan zéien, musse mer feststellen - an ech mengen, do ka kee mer widderspriechen -, datt déi Operatiounen, déi do gelaf sinn, e katastrophalen Échec waren an eigentlech deem Schlësselbetrib, där Schlësselindustrie vun eiser Ekonomie keen Déngscht geleescht hunn. Au contraire, mir gesinn, wéi schwiereg et elo ass, e strategesche Partner ze fannen.

Et ass hei drëms gaangen, e ganz groussen Deel, ganz grouss Undeeler vun deem Betrib ze kucken, fir déi un e Partner ze kréien, deen der Cargolux eng strategesch nei Zukunft hätt kënne bidden. An et deet mer leed, Här Frieden, ech muss Iech dat esou soe wéi et ass, duerch dat chaotescht Enn an duerch dat, wat dobäi erauskomm ass, hu mer d'Perspektiv vun deem Betrib a vun deenen Dausenden Aarbechtsplazen net verbessert!

Dat Zweet ass, et geet ëm vill Geld. A wann ech soen, ëm vill Geld, da schwätzen ech emol net déi 200.000 Euro un, déi do ausgi gi si fir déi Etüd vu PwC - ech hu se hei, déi esou déck ass wéi dat heiten! -, mä da schwätzen ech hei haaptsächlech iwwert déi 117,5 Milliounen, déi de Stat huet misse bezuelen, fir de Portage ze maachen, fir déi Parten zréckzekafen, a wou mer natierlech duerch de Fait, datt mer an där verfuerener Situatioun sinn, iwwerhaapt keng Garantie hunn, datt mer déi 117,5 Milliounen do wäerten zréckkréien. Dat heescht, fir de Steierzueler dobaussen steet e grousse Verloscht vun öffentleche Gelder steet do um Spill.

Dat sinn d'Haapthannergrënn, firwat mer eis Froe stellen, firwat mer och iwwer 70 Froen un de Minister gestallt hunn. Et geet hei net ëm hien, well et kann net ëm hie goen, et geet ni ëm Persounen, mä et geet, wéi gesot, ëm d'Interesse vum Betrib a vun de Steiergelder, déi hei hannendrustinn. An dat ass den Objektiv.

An da muss ech soen, wann ech da kucken, dat Dokument, wat mer hei virleien hunn, da muss ech jo soen, da fannen ech dat zimlech onseriös. An ech soen dat och ganz éierlech: Ech kann net verstoen, datt esou eng Firma wéi PwC dat doten ugeholl huet. Well ech et deontologesch extrem problematesch fannen, wann eng Consulting-Firma, déi selwer an engem Prozess bedeelegt war, herno och den Avis mécht fir de Minister, deen dann herno dat gëtt, wat hei draus ginn ass! Ech fannen dat deontologesch problematesch an ech muss Iech och soen, do stinn ech net eleng do. Do sti mir net eleng do, do brauch een nëmmen e bësse ronderëm sech nozefroen, och am Secteur, an da kritt een dat confirméiert, datt relativ vill Onverständnis dofir zu Dag bruecht ginn ass.

A wann ech da kucken, wéi dee Rapport zustane komm ass: Fir d'Éischt emol déi Gespréicher, déi stattfonnt hunn. Et hu jo 24 Gespréicher stattfonnt. Mir hu jo duerch de Fait, datt mir d'Lettre d'intention nogefrot hunn, konnte mer hanne jo gesinn d'Lëscht, mat wiem geschwat ginn ass. Da stellen ech fest, datt et haaptsächlech d'Resultat ass vun Eenzelgespréicher, et gëtt keng Referenz op d'Dokumenter gemaach. A bei de Leit, mat deene geschwat ginn ass, do sinn der awer eng ganz Rei vergiess ginn, eiser Meenung no, virun allem där, wou et wichteg gewiescht wär, mat hinnen ze schwätzen. Zum Beispill versti mer net, firwat mat de Sozialpartner, dat heescht mat de Gewerkschaften, an deem heite Fall net geschwat ginn ass ronderëm déi ganz Operatioun.

Dat heescht, et ass am Fong en Dokument, wat herno erauskënnt, wat baséiert op rengen Eenzelgespréicher, sech net op aner Dokumenter referéiert, well mir hunn déi allefalls jo net hei an deem Dokument erëmfonnt, weder als Annex nach als iergendeng gréisser Referenz. An dat ass, eiser Meenung no, zimlech onseriös, fir esou e Bericht, esou ee wichtege Bericht wéi dat doten, opzestellen.

Mir stellen eis och d'Fro, firwat de Minister de Wee gewielt huet fir déi Etüd do. Hien huet eis zwar erklärt oder en huet zwar erklärt, dat wär, well säi Ministère net genuch Leit hätt an en net d'Capacitéit gehat hätt, fir dat ze maachen. Mä ech stelle mer eng aner Fro, an do hätt ech gären eng Äntwert haut: Ass iwwert déi dote Virgoensweis an de Choix vun der Consulting-Firma am Regierungsrot eng Kéier geschwat ginn? Sinn déi aner Membere vum Regierungsrot dovun a Kenntnis gesat ginn? Zum Beispill den Nohaltegkeetsminister, wousst deen dat? A war déi ganz Regierung mat där do Virgoensweis, war se domadder d'accord?

Da fannen ech et och net normal, oder mir fannen et net normal, datt, wann eng oder zwou Fraktiounen hei iwwer 70 Froen eraginn an déi jo eigentlech de Géigestand sinn, firwat iwwerhaapt e Rapport soll gemaach ginn - well dat war jo am Fong den Ausléiser vun deem Ganzen -, datt dann déi iwwer 70 Froen net - fir PwC -, datt déi net annexéiert sinn dorunner an datt déi déi net kréien an och gesot gëtt: Ma wann Der schonn déi Aarbecht maacht fir 200 an eppes dausend Euro, ma dann, wann ech gelift, hëlleft och mat, datt op déi iwwer 70 Froen, déi d'Kolleegen hei gestallt hunn an der Chamber, datt mer op déi wéinstens da versichen, Äntwerten ze fannen. Ech mengen, den Här Etgen huet et scho gesot, op e groussen Undeel si keng Äntwerten dran. Dat erstaunt eis natierlech bei deem dote Rapport, esou wéi en opgestallt ass, och net!

Da wëll ech och, well meng Zäit limitéiert ass, op een, zwee Punkten erausgoen, déi ech besonnesch relevant fannen a wou ech och net verstinn, datt PwC op déi Froe grad keng Äntwerte konnt liwweren.

Dat Éischt ass, mir wësse jo, datt zu zwee verschiddene Momenter, déi eng Schlësselsituatioun waren an deem ganze Prozess, datt do am Fong parallell Négociatioune gefouert gi sinn. Dat Eent, dat war 2011 am Dezember, wou e Memorandum of understanding mat de Katarië schonn ënnerzeechent ginn ass vum Här Frieden. Zu deem nämlechten Zäitpunkt huet de Verwaltungsrot respektiv ass vun der Firma selwer no anere strategesche Partner gesicht ginn.

An dat nämlecht nach eng Kéier am Mäerz 2011. Och do war et schonn zimlech kloer, datt et an d'Richtung sollt goe mat de Katarien, an awer huet de Virstand vun der Cargolux an enger strategescher Studie gekuckt, wéi eng Richtungen, wéi eng aner Richtungen datt een nach kéint goen.

Dat heescht, firwat datt net ënnersicht ginn ass, datt et wierklech do parallell Négociatioune ginn ass, déi eng gefouert vum Finanzminister am Alleingang, well ech mengen, dat hu mer entre-temps jo awer confirméiert, datt eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt d'Regierung an och dee Minister, deen eigentlech zoustänneg wär fir den Dossier, den Här Wiseler, informéiert ginn ass iwwert dat Ganzt.

An dat Zweet ass, wéi gesot, firwat datt déi parallell Négociatiounen do stattfonnt hunn, déi mat Sécherheet och zu engem gudden Deel dozou bäigedroen hunn, datt et herno zu deem Broch do komm ass an datt et zu där chaotescher Situatioun komm ass.

Well, wann natierlech op där enger Säit ee mat de Katarië verhandelt an d'Verhandlunge scho wäit fortgeschratt si respektiv de Memorandum of understanding ënnerschriwwen ass, an dann am Betrib selwer eng aner strategesch Studie ausgeschafft gëtt an natierlech do Saachen op den Dësch kommen, déi wahrscheinlech an eng aner Richtung ginn, dann ass dat herno natierlech après coup relativ schwéier iwwereneenzebréngen. An dat hu mer jo och kënne feststelle beim Scheiteren herno vun den Négociatiounen. Dat war och en Deel vun der Problematik.

Et war net, wéi ëmmer behaapt ginn ass, well d'Lëtzebuerger oder well d'Gewerkschaften do Remmidemmi geschloen hätten an eigentlech déi Leit aus dem Katar fonnt hätten, datt se an der Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg schlecht empfaange gi sinn.

Et ass hei och ëm handfest strategesch Differenze gaangen, an déi koumen dorauser, well eng duebel Verhandlung an eng duebel Strategie gefuer ginn ass. An dat ass awer, et deet mer leed, net déi Aart a Weis, wéi eng Regierung soll virgoen an esou engem wichtegen Dossier wéi deem heiten. An op dee ganze Pak vu Froen, déi mer an deem Zesummenhang gestallt hunn, hu mer och an deem Ganze keng Äntwert kritt.

Ech muss Iech soen, et sinn eng Rei Säiten an deem Rapport hei, déi liese sech - et deet mer leed, dat mussen ze soen - wéi Grimms Märchenstunde. Dat ass einfach net seriö, wéi dat zesummegestallt ginn ass. An et ass wierklech en Hohn, fir mat esou eppes virun d'Parlament ze kommen an eis wierklech, amplaz eis op déi 70 Froen... An ech sinn do mam Här Etgen d'accord, mir hu Froe gestallt un d'Regierung an net u PwC! Ech stellen ni eng Fro hei um

Pult vum Parlament un iergendeng Consulting-Gesellschaft. Ech stelle Froen un d'Regierung an un d'Ministeren an ech hätt och gär Äntwerte vun de Ministeren op déi Froen. An ech verstinn einfach net, firwat datt mer déi Äntwerten einfach net solle kréien.

Et gëtt och nach eng Rei aner Elementer, dat sinn - niewesächlecher wëll ech net soen -, mir haten och Froe gestallt zum Beispill iwwert de Rôle vum Här Wildgen an deene Verhandlungen, datt dat misst méi beliicht ginn. Och dat gëtt net gemaach an deem Dossier hei. Also ech mengen, ech kéint där Saachen eng ganz Rei elo zitéieren.

Ënnert dem Strëch soe mir ganz kloer, datt dat heiten nëmmen dozou bäidréit, datt d'Leit méi veronséchert ginn dobaussen, datt mer weder Transparenz kréien nach och Rou kréie fir de Betrib. Rou, déi dee Betrib brauch, fir datt mer endlech dee Betrib dohinner kréien, wuer mer e musse kréien, nämlech datt en a méi eng ofgeséchert Zukunft kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mer eis natierlech net wëllen zefridde ginn domadder, datt mer einfach hei keng Äntwerte kréien, déposéieren ech hei nach eng Kéier eng Motioun, déi am Wuertlaut eigentlech bal déi nämlecht Motioun ass wéi déi, déi mer déposéiert hunn deemools, mat e puer Ännerungen um Niveau vun de Considéranten, déi natierlech déi aktuell Situatioun matabezéien an dann awer verlaangen, datt mer endlech d'Äntwerten op déi Froe kréien. Ech wëll déi domadder hei déposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la motion votée et adoptée par la Chambre des Députés en date du 19 décembre 2012 demandant clarification au Gouvernement pour une série de questions en relation avec le dossier Cargolux et la prise de participation dans Cargolux S.A. par les investisseurs qatariens;

- considérant la qualité du rapport remis par PwC au nom du Gouvernement sur cette prise de participation dans Cargolux S.A. par les investisseurs qatariens et le manque de base documentaire de ce rapport;

- considérant les discussions consécutives menées à la Chambre des Députés, tant en séance plénière qu'en commission parlementaire;

invite le Gouvernement à

- se baser sur le rapport PwC et à dresser un rapport détaillé et documenté sur les négociations menées avec les investisseurs qatariens sur une participation au sein de la Cargolux;

- se baser à cet effet sur la liste des questions établie par la Chambre des Députés;

- annexer à ce nouveau rapport et à mettre à la disposition de la Chambre des Députés tous les documents élaborés dans le contexte de ces négociations;

- présenter le rapport à la Chambre des Députés endéans les deux mois.

(s.) François Bausch, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Si gëtt ënnerstëtzt, wéi gesot, am Moment vun deenen zwou Fraktiounen DP an déi gréng. An ech hoffen, datt mer eng grouss Ënnerstëtzung kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Boden agedroen. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer eppes misste mer eis heibannen all eens sinn: D'Cargolux ass fir eist Land e ganz wichtege Betrib, deen et derwäert ass, ënnerstëtzt ze ginn a gehollef ze kréien. Dat ass op jidde Fall d'Iwwerzeegung vun der CSV!

Vun der Cargolux hänken, an et ass scho gesot ginn, eng ganz Rei vun Aarbechtsplazen of an hir Aktivitéit huet e staarken Impakt op aner Betriber: de Findel, d'Luxair, de Logistikzenter, fir nëmmen déi ze nennen. D'Cargolux verdéngt also eng grouss Opmierksamkeet. Et schéngt eis awer, dass aus allze vill duerchsiichtege Grënn däers Gudden ze vill gemaach gëtt, wat ganz sécher net am Intérêt vum Betrib ass.

An deene leschte siwe Méint hu mer véiermol an öffentlechen a véiermol a Kommissiounssitzunge mat den zoustännege Ministeren iwwert d'Cargolux diskutéiert. Dobäi ware Verschiddener bal nëmmen un der Vergaangenheet, an do och bal nëmmen un dem Deel mat de Katarien interesséiert a kaum un der Zukunft vum Betrib, op déi mer eis Opmierksamkeet konzentréiere missten.

Op Demande vun der DP an déi gréng sinn de 14. an den 21. November a gemeinsame Sitzunge vun der Finanz- an Nohaltegkeetskommissioun ganz Froekatalogen opgestallt a beäntwert ginn iwwert den Oflaf, den Inhalt an d'Begleetëmstänn vum Deal mat de katareschen Autoritéiten a mat Qatar Airways. De 15. November an den 19. Dezember sinn déi Froen erëm eng Kéier an öffentleche Sitzungen zur Sprooch komm. An d'DP war sech net ze schued, an huet jo dat haut nach eng Kéier confirméiert, en Dokument auszedeelen, wat strictement privé et confidentiel war, obwuel se wësse missten, wat fir ee Schued esou eppes fir e Betrib duerstelle kann!

D'CSV war och domat averstanen, an der Sitzung vum 19. Dezember eng Motioun vun der DP an déi gréng ze ënnerstëtzen, déi d'Regierung invitéiert huet, kuerzfristeg en detailléierte Rapport ze maachen iwwer hir Verhandlunge mat de katareschen Investisseuren a puncto Participatioun an der Cargolux, obschonns dat schonn e puermol mëndlech geschitt an a Procès-verbaux festgehale war. Och de Minister Frieden huet dëser Motioun zougestëmmt. Hien huet awer och deemools scho gesot:...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Frieden konnt...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Hien huet och deemools scho gesot:...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Frieden konnt...

M. Fernand Boden *(CSV).*- ...„D'Regierung ass also mat der Motioun d'accord, mä ech weess elo schonn, wa mer dee Rapport schreiwen, da wäert awer erëm gesot ginn, d'Froe wären net beäntwert."

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä firwat ass...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wéi recht sollt hie behalen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Majo.

M. Fernand Boden *(CSV).*- An dobäi huet d'Regierung de Rapport net selwer redigéiert, wéi gefrot war, mä si huet dat vun enger Consulting-Firma maache gelooss, déi Wäert leet - ech wëll dat ënnersträichen - op hir Onofhängegkeet an hir Integritéit. A si huet dat gëschter an engem Communiqué nach eng Kéier ënnerstrach. Si hat awer déi néideg Virkenntnisser vum Dossier, fir a kuerzer Zäit, an dat war jo gefrot, dëse Rapport der Chamber kënne virzeleeën.

Ech zitéieren de Communiqué vun der PwC: «PwC réfute avec la plus grande fermeté toute tentative de remise en cause de l'indépendance avec laquelle les travaux ont été conduits et maintient toutes les conclusions du rapport», Enn vum Zitat.

D'Konklusioune vun dësem Rapport si kloer a si bestätegen dat, wat déi zoustänneg Ministeren eis ëmmer erëm gesot hunn, hei an och an de Kommissiounssitzungen. Dass dat net jiddwerengem heibanne gefält, ass net verwonnerlech! Dat verwonnert och keen. De Finanzminister huet de leschten Dënschdeg de Membere vun der Finanzkommissioun d'Haaptresultater vum Rapport matgedeelt.

Och d'Berichter doriwwer an der Press, Här Etgen, sinn zimlech eendeiteg. Awer an eng aner Richtung, wéi Dir gesot hutt. Ech zitéieren: „D'Verhandlunge mat dem Katar si korrekt verlaf. Et gouf kee bevirdeelegt." D'Katarien hätten deemools mat déi beschten Offer gemaach. «Frieden n'a rien à se reprocher. Le ministre voit son action dans le dossier Cargolux validée par un rapport d'experts.» Dat sinn d'Zitater aus der Press. Et gouf also keen Alleingang vum Minister Frieden. Seng Regierungskolleege waren am Bild - och den Här Bausch huet do net d'Wourecht gesot -, si waren am Bild an hunn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn eng Fro gestallt.

M. Fernand Boden *(CSV).*- ...an hunn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn näischt behaapt. Ech hunn eng Fro gestallt.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Am Rapport steet d'Äntwert.

...an hunn hien derzou encouragéiert, d'Operatioun mat de Katarien ze relancéieren. Seng Aufgab huet doranner bestanen, en Dossier, dee jorelaang festgefuer war, ze débloquéieren. An dat ass him och gelongen. An ech zitéieren dann de Rapport:..

M. François Bausch *(déi gréng).*- Immens débloquéiert!

M. Fernand Boden *(CSV).*- «Cet accord oral a été salué par les membres du Gouvernement ainsi que par la plupart des personnes interrogées comme une excellente évolution du dossier.» Dat ass en Zitat aus dem Rapport, wou een och nach liese kann, dass den Här Frieden nom mëndlechen Accord direkt de Statsminister Jean-Claude Juncker ugeruff huet. An deen huet em fir dësen Accord félicitéiert.

(Interruption)

Den Här Frieden huet effektiv seng Roll als Minister hei voll a ganz ausgeübt. En huet mat Talent a mat Gescheck en Accord oral am Intérêt vun engem Betrib ausgehandelt, wat net jiddweree fäerdegbruecht hätt. E Merci dofir huet hie vu villen net kritt, ganz am Géigendeel. Mä wéi seet d'Sprachwuert: „Undank ist der Welt Lohn!"

(Interruption)

M. Fernand Boden *(CSV).*- Jo, esou ass et och hei an dësem Fall. Domadder wäert den Här Frieden awer...

M. Fernand Etgen *(DP).*- ...da bräichte mer elo net méi driwwer ze schwätzen!

M. Fernand Boden *(CSV).*- ...liewe mussen an och ganz sécher liewe kënnen!

Une voix.- E Märtyrer!

M. Fernand Boden *(CSV).*- D'CSV huet op jidde Fall vollt Vertrauen an d'Aarbecht vun den zoustännege Ministere Wiseler a Frieden a vun der ganzer Regierung am Dossier Cargolux, an den Négociatioune mat de Katarien.

M. le Président.- Här Boden, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Boden *(CSV).*- An dësen Dossier wäert sécher och an Zukunft nach vill Asaz an Iwwerzeegungskraaft verlaangen. D'Aussoe vum President vum Verwaltungsrot vu Cargolux, dem Paul Helminger, d'virlescht Woch op RTL iwwert d'Schwieregkeeten, fir en neie strategesche Partner an Aktionär ze fannen, missten dach derzou féieren, eis virrangeg eescht Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft vun der Cargolux an hire Beschäftegten, amplaz ëmmer nees ouni Nout an d'Vergaangenheet wullen ze goen an do eppes wëllen ze entdecken, wat net stattfonnt huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Boden. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport vu PwC, esou wéi en eis haut virläit, wäert déi kritesch Haltung, déi d'LSAP zum Deal am Katar am Joer 2011 huet, net änneren. An ech hunn e Freideg op der däitscher Televisioun dem Här Thomas de Maizière, Verdeedegungsminister, nogelauschtert, säin - wéi soll ech soen? -, seng Problemer mat den Drohnen ze kommentéieren. An dat huet mech e bëssen erënnert un deen Deal hei. En huet nämlech gesot: „Es handelt sich nach meiner Auffassung um eine richtige Entscheidung zum richtigen Zeitpunkt, die fehlerhaft zustande gekommen ist."

An dat ass e bëssen dat, wat ech geduecht hunn och. An ech mengen, dass et weder ubruecht ass, elo ze soen, dass keng Froe méi ubruecht sinn. An ech wëll dem Här Boden soen: Déi Froen, déi mer stellen, déi stelle mer och am Intérêt vun der Cargolux. Ech mengen, et ass keen heibannen, deen e méi oder manner groussen Intérêt huet, dass et der Cargolux gutt geet (veuillez lire: net gutt geet). An ech mengen op där anerer Säit och, dass et noutwendeg ass, och no deem Rapport, och haut de Mëtten a vläicht muer eng Rei vu Froen ze stellen.

Ech wëll net méi agoen op dee Conflit d'intérêt, dee sech gestallt huet souwuel fir d'Regierung e bëssen am Erstelle vun deem Rapport, wéi och fir PwC. Ech mengen och net, dass et noutwendeg ass, esou wéi ech d'Gefill e bëssen hat, wéi ech d'Pressekonferenz d'lescht Woch vun deenen zwee Ministeren zesumme mat PwC nogelauschtert hunn an nogelies hunn, fir sech op d'Schëlleren ze klappe mat deem Rapport hei, deen am Prinzip duerstellt, dass kee Feeler gemaach ginn ass. Et war alles richteg.

An trotzdeem ass dat jo eng riseg Diskrepanz tëscht där Feststellung an der Tatsaach, dass deen Deal do mat 180 widdert d'Mauer gaangen ass. An ech mengen, wéinstens déi Constatatioun, modest Constatatioun, misst ee kënne maachen, fir ze kucken, wéi mer et dann aneschters maachen.

An den Här Etgen, deen huet gesot - dee luewen ech jo net all Dag, mä au moins deelen ech déi Feststellung, dass e gesot huet -, dass dat, wat den Här Wiseler elo als nei Aart a Weis upaakt an als nei Method, och mam Conseil, och mat der Direktioun vun der Cargolux, ebe just all déi Léieren zitt an amgaangen ass ze zéien, déi beim Deal am Joer 2011 schifgaange sinn.

An dofir soen ech, eisen Haaptvirworf, dee mer gemaach hunn an deenen zwou Debatten, déi mer hei haten, dee bleift intakt: Dësen Deal, deen den Här Frieden am Februar 2011 ofgeschloss huet, ass eiser Meenung no net gutt preparéiert gewiescht. En ass laanscht d'Aktionären, laanscht de Verwaltungsrot a laanscht d'Direktioun gaangen. An en huet a sech schonn an deenen Haaptbedingungen de Kär gehat vun deem, wat herno zum Clash gefouert huet.

An ech wëll awer soen: Et ass en erstaunleche Virgang trotzdeem, wann een de Rapport liest - a mir diskutéieren de Mëtte jo doriwwer -, dass den Här Marc Hoffmann, deemolege President vum Verwaltungsrot vun der Cargolux, mandatéiert war vun allen Aktionären, an ech zitéieren de Rapport, mandatéiert war: «d'entreprendre l'ensemble des démarches nécessaires afin d'identifier un partenaire stratégique», an erstellt eng Note fir de Briefing vun der Regierung am Zesummenhang mat der Situatioun bei der Cargolux an den neien Aktionären.

An déi Note, déi am Classeur läit, proposéiert formell an hire Konklusiounen der Regierung, net elo zu engem Deal ze kommen, mä eréischt am zweeten Trimester vum Joer 2011, no der Revue stratéqique, déi d'Cargolux amgaange war ze maachen, eréischt mat weideren anere Partner ze diskutéieren.

An da gëtt déi Note, déi de President virleet, déi gëtt superbement ignoréiert an deem Mooss, dass - an dat seet de Rapport, an an deem Sënn seet en och eng ganz Rei vu Wourechten, dee Rapport -, déi Note do, déi gëtt vum Här Wiseler net dem Här Frieden weidergereecht, fir dass deen a Kenntnis dovunner ass, wéi en an de Katar gaangen ass.

An da muss ech zum Leidwiesen och vu PwC soen, dass op der Säit 19 da Rieds geet vun enger anerer Note, déi da vum Ministère ausgestallt soll gi sinn, fir als Briefing ze dénge fir den Här Frieden. An op Nofro, well ech déi Note net fonnt hunn am Classeur, hunn ech nogefrot, fir déi Note dann awer ze kréien. An et stellt sech dann haut eraus, dass et déi Note iwwerhaapt net gëtt!

Une voix.- Ooh!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An ech muss allerdéngs soen, dass dat fir déi, déi de Rapport erstallt hunn, fir déi 200.000 Euro - wéi et schonn e puermol hei gesot ginn ass -, dach awer erstaunlech ass, dass hei vun zwou Notë geschwat gëtt an dass et eng gëtt! An et ass och erstaunlech: Déi Note, déi et gëtt, déi ass dem Här Frieden net weidergereecht ginn, fir dass en am Bild war, éier en an de Katar gaangen ass, an déi Note, déi en am Prinzip sollt kritt hu vum Ministère an esou virun, déi gëtt et guer net!

An ech mengen, dass dat och e bëssen e Liicht weist op de Rapport, deen net ganz gutt ass. A wann ech de Rapport nach eng Kéier wëll zitéieren, da gëtt am Rapport gesot, den Här Wiseler hätt folgenden Optrag un den Här Frieden ginn, ech zitéieren: «...qu'il parle de Cargolux pour évaluer s'il y avait une chance que les discussions puissent continuer.» Dat ass mat vill Rousewaasser formuléiert. Mä ech muss soen, dee Schnupperoptrag do - wann ech en dann esou kann nennen -, féiert dozou, dass den Här Frieden aus deem Optrag do - ech géif en am léifsten nach eng Kéier virliesen -, fir emol ze schnupperen, ob de Katar bereet wär, erëm weider mat ze diskutéieren, aus deem Optrag schléisst den Här Frieden zou, mécht den Deal zou, an da mussen herno déi Leit doheem kucken, en dann ëmzesetzen.

Dofir ass, mengen ech awer, déi Konklusioun, déi virdru gezu ginn ass, berechtegt, sech d'Fro ze stellen, firwat deen Deal esou iwwert d'Bühn gaangen ass. A sengem Kärpunkt - villes ass richteg an deem Rapport -, mä a sengem Kärpunkt, mengen ech, bleift dat. An ech soen nach eng Kéier: Den Här Wiseler huet dorauser vill, eng ganz Rei vu Lektioune gezunn an der Aart a Weis, wéi elo op der Sich no engem neien Aktionär d'Method ass, wéi och d'Method ass mam Conseil, wéi d'Method ass mat der Direktioun, wéi d'Method mat der Chamber ass an esou weider.

An ech wëll e lescht Wuert soen, ganz kuerz, Här President...

M. le Président.- Jo, well Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen, Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech sinn domat d'accord.

Une voix.- En ass haut net schlecht.

(Hilarité)

Une autre voix.- Loosst en nach e bësse schwätzen.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll och soen, dass...

(Interruption)

An ech mengen, dofir sinn eng Rei vu Froen noutwendeg, Här Boden, och eng Rei vu Froen, déi mir hunn an déi mir wëlle stellen, egal op wat fir enger Plaz. Dat ass déi Fro: Wéi ass herno d'Transaktioun tëschent Lëtzebuerg an dem Katar an der Fro vun den Dividenden iwwert d'Bühn gaangen? Wéi ass déi Fro vun der Bevirdeelegung vun de privaten Aktionären, der BIP an der Luxempart oder LUX-AVANTAGE, an op där anerer Säit den öffentlechen Aktionären iwwert d'Bühn gaangen?

An dem Rapport geet doriwwer Rieds, dass et eng „parfaite intelligence" war, dass keng Pressiounen ausgeübt gi wären. An trotzdeem geet op anere Plazen am Rapport Rieds, dass do Tensioune waren, dass iwwert d'Fro vum Comité stratégique laang an aper Diskussioune stattfonnt hunn, sou dass ech mengen, dass och do all Courrieren, déi tëschent den Aktionären an der Regierung waren, eis scho géifen interesséieren, pour en avoir le coeur net, dass dat, esou wéi et am Rapport steet, en parfaite intelligence iwwert d'Bühn gaangen ass.

Mir hunn do e bëssen eis Zweifelen, dass dat esou gaange wär. An ech mengen, dofir ass et schonn noutwendeg, eng Rei vu Froen ze stellen. Well ech wëll vis-à-vis vun de Kolleege soen: Déi 75 Froen, déi gestallt gi sinn, si jiddefalls, do sinn ech mat d'accord, heimadder net beäntwert. Hei ass en Deel beäntwert. Mä e confirméiert et bëssen déi kritesch Haltung, déi mer haten. A wat fir eng Method mer fannen, fir och eng Äntwert ze kréien op anerer, solle mer dann herno diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Lux. An d'Wuert kritt elo den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir wësst, datt och fir d'ADR den Dossier Cargolux e ganz wichtegen Dossier ass, well mer eis ëmmer drëm beméit hunn, datt dee Betrib soll liewen, a well e fir Lëtzebuerg ganz wichteg ass, an och virun allem fir déi vill Leit, déi do schaffen. Fir déi puer Minutten, déi ech just hei zur Verfügung hunn, wëll ech duerfir e puer prinzipiell Iwwerleeunge soen a virun allem, wat deen neie Rapport elo ubelaangt.

Ech mengen, den Här Boden huet elo grad hei eng Rei vun Zitater bruecht, déi an der Lëtzebuerger Press ze liese waren iwwert dee Rapport. Ech weess net, wat déi lescht Deeg drastoung, mä ech huelen nëmmen d'„Tageblatt" vun haut, de Leitartikel, wou drasteet: „Unabhängig von der Rechtmäßigkeit war der Cargolux-Deal ein Desaster. Die sozialen Konflikte und das Unverständnis der Katarer für das Luxemburger Modell waren absehbar. Und die nicht gelöste Konkurrenzsituation zwischen der luxemburgischen Luftfahrtgesellschaft und Qatar Airways war von Anfang an bekannt."

Dat heescht also, et gëtt och kritesch Artikelen, déi ee kann an der Press liesen. An ech soen och, datt net méi spéit wéi gëschter de President vum Verwaltungsrot, den Här Paul Helminger, dee jo awer vun der Regierung dohinner genannt ginn ass, datt deen am Fong gesot huet, datt d'Abenteuer mat de Katarier e Feeler war. Dat heescht also, et gëtt och aner Stëmmen, déi dat soen.

Zum Rapport selwer wëll ech soen, datt mir och schockéiert waren, wéi mer dee Präis héieren hunn: fir 200.000 Euro sech e Persilschäin ausstellen ze loossen. A wann een de Rapport da selwer liest, da gesäit een, datt dann nach Pricewaterhouse, déi déi Etüd gemaach hunn oder dee Rapport gemaach hunn, datt déi selwer draschreiwen: «Nos travaux n'ont pas consisté en un examen selon les normes d'audit internationales... Nous ne donnons dès lors aucune assurance sur les informations financières... Le présent rapport ne peut être considéré comme un avis juridique. …nous ne disposions pas de pouvoir d'investigation...», dat heescht, si soe selwer an hirem eegenen Text, datt se dee relativéieren, dee Rapport, dee se do gemaach hunn.

Mä kucke mer no vir. Ech mengen, et ass wichteg fir eis, datt d'Cargolux bestoe bleift, datt se a Lëtzebuerger Hand bleift. Well vill Leit am Land... Ech mengen, dat muss eis Suerg all sinn an dat ass berechtegt, déi Suerg, déi duerch d'Land geet, datt ëmmer méi Leit soen: „Wat geschitt hei an deem Land? Wou steiert dat Land hei hin?" Mir si permanent amgaangen, eis Betriber, wou mer nach als Stat, wou mer nach als Land d'Soen hunn, iergendwéi un auslännesch Aktionären ze verkafen, ze verscherbelen.

An duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, wann elo en neien Deal gemaach gëtt mat der Cargolux, datt mer do oppassen als Regierung, datt mer deem neien Aktionär net déi Sperrminoritéit vun 33% ginn. Well soss, mengen ech, deemno wien et ass, si mer erëm an därselwechter Situatioun, wou mer virdru waren. Also duerfir géife mir do virdru warnen, fir eben esou eng Sperrminoritéit engem neien Aktionär ze ginn.

Här President, ech mengen, mir wëssen alleguer, wéi wichteg datt d'Cargolux fir Lëtzebuerg ass. A mir wëssen alleguer, datt bei deem Deal, dee virdru war, all déi wichteg Punkten net mat zréckbehale gi sinn a virun allem net am Virfeld mat diskutéiert gi sinn, mat deene bekannte Konsequenzen.

A wann hei gesot ginn ass, datt d'Regierung, déi elo amgaangen ass - de Minister -, sech mam Dossier ze beschäftegen, jo hoffentlech aus der Vergaangenheet geléiert huet, dann hoffe mer och, datt, ier et en neien Deal gëtt, souwuel de Verwaltungsrot wéi och déi zoustänneg Kommissioun an der Chamber genau déi Informatioune kritt iwwert deen neien Deal, wat do mat ausgehandelt ass a virun allem, wat d'Konsequenzen an der Zukunft kënne sinn, fir datt dann och d'Parlament, géif ech souguer soen, mat an d'Responsabilitéit gezu gëtt am Virfeld, datt, wann een neien Deal zustane kënnt, dann och wierklech alles, wat do ausgehandelt ginn ass...

M. le Président.- Här Gibéryen, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, datt Der mech dorop opmierksam maacht, well soss hätt ech nach eng Stonn geschwat.

(Hilarité)

...datt also och d'Parlament do mat eragezu gëtt, fir datt an Zukunft déi Feeler net méi virkommen, déi an der Vergaangenheet geschitt sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir kritt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Am Kader vu menger Interpellatioun, déi ech am Dezember hat iwwert d'Relatioune vu Lëtzebuerg mam Katar, ass eng Motioun vun der DP a vun deene Gréngen ugeholl ginn. Gefrot war e kompletten an detailléierte Rapport, wou d'Regierung d'Chamber an d'Bild setzt iwwert d'Négociatioune mam Katar. Geliwwert gouf eng deier Etüd vun der Consultatiounsfirma PwC, déi hir eegen Aarbecht dokumentéiert. Well PwC war vun Ufank un un der strategescher Evaluatioun vu Cargolux bedeelegt, wéi een Dokument zum Beispill aus dem Januar 2010 beweist.

Ech mengen, dass dat e Schlag ass an d'Gesiicht vun der Chamber. Et beweist, wéi wéineg seriö d'Regierung a besonnesch de Minister, den Här Frieden, den öffentleche parlamentaresche Charakter vun dëser Debatt ëmmer nach huelen, eng Debatt, déi awer wäitgehend Implikatiounen huet op d'Wirtschaftspolitik, op d'Sozialpolitik, op d'ekologesch Politik hei am Land. A si sinn ëmmer nach der Meenung: „Dat geet d'Chamber an d'Land am Fong geholl näischt un, wat mir am Geheimen négociéieren."

Trotzdeem, mengen ech, bleiwen nach no dësem Certificat de complaisance - oder soll ech soen „de connivence"? - Virwërf erhalen oder gi souguer verstäerkt, déi am Dezember opgeworf goufen:

Éischtens, de Katar war eng strategesch Optioun tëschent 2002 an 2010, also och virun a während dem Portage vun de Swiss-Aktien 2009.

Zweetens, déi Optioun war ëmstridde bei den Aktionäre vun der Cargolux.

Drëttens, et ass aner Optioune ginn. Och iwwregens där, déi net am Rapport vu PwC opgezielt ginn, wéi déi vu Singapore Airlines.

Véiertens, de Minister Frieden hat kee wierklech seriöen iwwerluechtenen a vun der Cargolux gedeelte Mandat, fir déi Mëtt 2010 gescheitert Verhandlunge mam Katar op en Enn ze féieren, wéi en Ufank 2011 op Doha gereest ass, fir dee faméisen Deal ofzeschléissen an domat all Acteuren hei zu Lëtzebuerg virun e Fait accompli ze stellen.

Fënneftens, deen Deal war esou, dass Lëtzebuerg mat Hänn a mat Féiss gebonne war, well de Katar sech an engem Préaccord wäit goend Rechter virbehalen huet: Rechter, fir Direkteren ze bestëmmen, Rechter, fir d'Strategie ze bestëmmen, Rechter, fir d'Fligeren erauszesichen an ze finanzéieren. Deen Deal, mengen ech, war faul vun hanne bis vir! E war net nëmmen handwierklech mat Feeler behaft, e war faul vu sengem Inhalt hier, vu senger Zilsetzung hier, vun Ufank un.

A sechstens, et gëtt zu kengem Moment bewisen, firwat dass eng national Léisung, wou de Stat Haaptaktionär bliwwe wier, net envisageabel war an net hätt kënnen zu Bréissel duerchgesat ginn, wou jo souguer dat restriktiivt EU-Recht dat duerchaus méiglech gemaach hätt.

Fir ze schléissen: Dee Bericht vu PwC confirméiert mäin totaalt Mësstrauen an dës Regierung an deem Dossier do. Dobäi ass nach de Volet Finanzplaz an de Relatioune mam Katar leider an där Motioun guer net touchéiert gewiescht. Ech sinn awer trotzdeem der Meenung... Well do hätt een och nach interessant Liene mat deene Verhandlungen an deem heiten Dossier wahrscheinlech kënne feststellen.

Fir ze schléisse wëll ech just nach soen, dass ech déi Motioun do, déi nei Motioun do stëmme wäert, déi drop erausleeft, fir den Dossier elo net zouzemaachen, mä fir e Bericht ze maachen, en zousätzleche Bericht opgrond vun deene Bemierkungen, déi hei gemaach gi sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir schwätze jo net fir d'éischte Kéier iwwert déi Transaktioun, weder heibannen nach an den zoustännege Chamberskommissiounen. An ech mengen, egal wéi een et mécht, wäert een déi, déi géint déi Transaktioun waren, net iwwerzeegt kréien. Mir kënnen nach zéng Sitzungen doriwwer veranstalten, mä ech wëll just hei nach eng Kéier soen, datt ech der Meenung sinn, datt...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wollt awer do elo direkt eng Prezisioun froen: Wou kënnt dann den Här Minister dorunner zum Beispill, datt mir géint déi Transaktioun gewiescht wären?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ech hunn net vun Iech geschwat, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dir hutt gesot: „Déi, déi dergéint waren..."

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, well ech weess...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ...a mir schwätze jo elo hei am Parlament.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Well ech weess, datt et eng ganz Rei Leit sinn, déi déi Transaktioun net agesinn hunn. Elo grad nach de Virriedner huet gesot, datt de Lëtzebuerger Stat hätt sollen déi Participatioune ganz halen. Ech wollt nämlech dorobber kommen. Ech mengen, datt et deemools wéi haut wichteg war, datt d'Cargolux e strategesche Partner hätt. An all d'Etüden, déi deemools an haut d'Regierung hat, hunn an déi Richtung gewisen, onofhängeg emol vun enger vill méi nuancéierter Approche vum europäesche Recht, datt een an engem Konkurrenzsecteur net déi nämlecht Regele ka spillen hunn, wou de Stat kann Aktionär sinn.

Dat wat mer gemaach hunn 2011 war am Interessi vum Land an et war och am Interessi vun der Cargolux. Ech loossen net zou, datt déi eng kënne sech dat appropriéieren an hirem Jugement, an déi aner, déi kréien ënnerstallt, datt dat net esou gewiescht wär. All déi Handlungen, déi ech gemaach hunn, waren am Interessi vum Land an am Interessi vun der Cargolux.

Well et ass jo ebe just drëm gaangen, datt no zéng Joer extremem Blocage, no zéng Joer Stillstand, bedéngt duerch d'Faillite vun der Swiss Air an déi Aktien, déi dorobberhin no laanger Zäit de Stat iwwerholl huet, fir se kënne weiderzeverkafen, datt endlech huet eppes misse geschéien.

Dee Rapport, deen huet d'Chamber bestallt. Dee Rapport, et steet net do, dee soll geschriwwe gi vun engem Universitéitsprofesser am Ausland, deen nach ni eppes vun der Cargolux héieren hätt.

Mir hätten dee Rapport, ech selwer, meng Beamten hätten och dee Rapport kënne selwer schreiwen. Ech weess net, wat Der da gesot hätt, wann ech Iech dee Rapport heihinnergeluecht hätt. Dann hätt Der gesot: „Majo, de Frieden schreift dach iwwer sech näischt Negatives." Da gi mer eng Firma froen, déi d'Cargolux-Dossiere kennt. Jo, dat seet se jo selwer. An dat hu mir jo och gesot. Et steet jo néierens, datt een eng Firma bräicht, déi nach ni eppes vun der Cargolux héieren hätt. D'Chamber huet e Rapport gefrot vun der Regierung iwwert déi eenzel objektiv Faiten, déi zu deem Accord gefouert hunn. An dee Rapport huet d'Chamber hei kritt.

M. le Président.- Här Minister, den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, loosst mech fir d'Éischt mäi Saz fäerdeg maachen, soss weess ech net méi...

Dee Rapport, deen huet d'Chamber hei kritt. D'Chamber hätt och kënne selwer de Rapport schreiwen, wa se gär eng aner - an hiren Aen - Indépendance gehat hätt. Hei goung et drëm, Faiten ze etabléieren, déi préalablement zu menger Visite an zu dem Ofschloss vun deem Accord mam Katar gefouert hunn. Deen hu mer gefrot. Deen hu mer hei geliwwert.

Wann d'Konklusiounen net gefalen oder d'Method net gefält, da kann een dat diskutéieren. Ech wëll just soen: Mir hunn dat geliwwert, wat d'Chamber gefrot huet. Wann dee Rapport anescht ausgaange wär, da géif de Rapport Iech gefalen.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Minister, Dir sot eis hei: „Mir hunn ee gefrot, deen den Dossier och géif kennen. Mir wollten natierlech net ee froen, dee keng Ahnung huet, wat den Dossier Cargolux ass." Dir wësst, datt mer zu Lëtzebuerg niewent PwC nach aner ähnlech gelagert Gesellschaften hunn, déi sougenannten „Big Four", wéi se genannt ginn. Sidd Der dann der Meenung, datt déi net capabel gewiescht wären, deen Dossier do zu Lëtzebuerg ze maachen? Mengt Der, just PwC hätt deen do kënne maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, selbstverständlech au contraire, well mir schaffe ganz regelméisseg mat all deene Firmen. Mä mir hu bewosst déi geholl. Et ass och net, wéi ech zum Beispill haut am, ech mengen, et war am Leitartikel am „Tageblatt" gelies hunn, PwC wär de Beroder vun der Regierung gewiescht an deem Dossier. PwC huet fir d'Cargolux eng Rei vun deenen Analyse gemaach. Also hat se eng Connaissance, an dat ass d'Ursaach, firwat déi geholl ginn ass.

Mä lauschtert, nach eng Kéier: Wann Dir dee Rapport net gutt fannt, da musst Der Ären eegene Rapport schreiwen. Da musst Der selwer déi Analys maachen. Ech ka just soen: D'Regierung huet e Rapport gefrot kritt...

(Interruption)

D'Regierung huet e Rapport gefrot kritt an d'Regierung huet deen ofginn. An duerfir ass et gutt, datt den Här Bausch mech erënnert un d'Dokumenter. Virdrun ass hei gesot ginn, déi Dokumenter wären net zesummegestallt ginn. Éischtens emol hu mir déi Dokumenter net all am Finanzministère. Si sinn och net all onbedéngt am Ministère vun dem Minister Wiseler. Déi sinn zum Deel an der Gesellschaft. An d'Cargolux huet... PwC huet déi Dokumenter bei all deenen Acteuren zesummegestallt a mir hunn dee Classeur beim Chamberspresident ofginn.

Mä mir waren der Meenung - ech mengen, et ass och eng Meenung, déi oft hei an der Chamber ausgedréckt ginn ass -, datt, wann dat Dokumenter sinn, déi eng Firma betreffen, da sollen déi den Deputéierten zougänglech ginn, mä déi sollen net onbedéngt, well se och Intérêts commerciaux beinhalten, déi sollen net einfach dem grand Public zur Verfügung gestallt ginn. Mä déi Dokumenter huet d'Regierung an der Chamber ofginn zwecks Méiglechkeet zur Inspektioun an zur Kontroll. An doranner besteet jo eng wichteg Aufgab vum Parlament.

Mä nach eng Kéier: Ech mengen, mir kënnen honnertmol doriwwer schwätzen. Ech wëll nach eng Kéier d'Élément-cléé soe vun där Démarche, déi 2011 dozou gefouert hunn. Ech hunn net de Katar erfonnt. Wou sollt ech och? Et gouf eng Rei Etüden, déi gesot hunn, datt dat en interessante strategesche Partner wär. Et waren eng Rei Ministeren, déi Kontakter mam Katar haten. An et ass gesot ginn am Kader vun där Visite, déi ech do gemaach hunn, wat eng Visite war fir d'Promotioun vun der Finanzplaz: „Kuck, datt mer och an deem doten Dossier, wat en interessanten Dossier ass, weiderkommen."

An ech hunn et fäerdegbruecht an deene schwierege Gespréicher do en Ofschloss ze féieren. Et kann een och einfach dohinnergoen a just d'Muséeë kucke goen oder Rieden halen. Et ass d'Aufgab vun engem Minister och heiansdo eng Décisioun ze huelen. A wann déi, déi virun eis do gewiescht wären an déi, déi no eis kommen, net och heiansdo Décisiounen huelen, da komme mer an deem Land hei ni weider!

An et muss een e groussen Ënnerscheed maachen tëschent deem, wann an engem gewës-

sene Moment en neien Aktionär erakënnt, an deem, wat dono geschitt. Och en neien Aktionär, dee mer elo siche ginn, iwwregens mat deenen nämlechte Methoden, well och deemools gouf et Etüden, déi op de Katar higewisen hunn - ech wëll dat nach eng Kéier ausdrécklech ënnersträichen, ausdrécklech ënnersträichen, et gouf eng Rei Etüden -, och elo kënne mer en Aktionär fannen, mat deem mer dono net an allen Detailer eens ginn, deen och seet: „Dat do an dat do gefält eis net!"

Et ass een ni gewappnet, wann een ee siche geet, dee vu baussen erakënnt - a mir brauchen der, déi vu baussen erakommen -, wéi dann dono d'Koexistenz tëschent den Aktionären iwwert d'Bühn geet.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt deen Accord, deen ech zu Doha am Februar 2011 gemaach hunn, datt dat en Accord de principe war, e mëndlechen Accord. A wann et sech dono erausgestallt hätt, datt wierklech kee Mënsch domadder d'accord gewiescht wär an datt dat alles enorm schlecht gewiescht wär, da soen ech Iech: Dann hätt dat net missen dono ënnerschriwwe ginn. Dann hätt ech sécherlech missen do de Kataren déi eng oder déi aner Erklärung ginn. Mä et ass op där Rees näischt ënnerschriwwe ginn. Dono ass eréischt, esou wéi dat och bei Verhandlungen normal ass, den Detail an deenen Accorden op eng juristesch adequat Aart a Weis a mat all den Aktionären ofgeschloss ginn.

Ech mengen, datt deen Dossier esou gaangen ass, wéi e gaangen ass, datt de Katar en Aktionär... A Qatar Airways, an duerfir waren déi Verhandlunge jo och esou schwéier, well de Katar wollt manner wéi 100 Millioune ginn. En huet gesot: „Déi Firma do ass net vill wäert, well se huet Schwieregkeeten." Erënnert Iech un 2007, 2000... a virdrun. An dunn hu mer gesot: „Mä mir sinn awer der Meenung, datt déi Firma méi wäert ass."

D'Diskussiounen, déi wäerten och am nämlechte Mooss erëmkommen. Mir sinn eis iwwert e Präis, deen tëschent deem Präis läit, dee si proposéiert hunn, dee se schonn héich fonnt hunn, an deem, deen aus enger Rei vu Valorisatiounen ervirgaangen ass, eens ginn. Jo, doriwwer kann een dono zefridde sinn oder net, mä et ass d'Resultat vun enger seriöer Preparatioun. Et ass d'Resultat vun enger Négociatioun an d'Resultat vun enger Décisioun, vun engem Accord de principe, deen op der Plaz geholl ginn ass.

Mir kënnen nach zéngmol iwwert deen Dossier schwätzen, mä ech mengen, mir mussen iwwert d'Vergaangenheet heiansdo schwätzen, mä mir sollen net nëmmen an der Vergaangenheet stoe bleiwen. Dat hei war 2011, mir sinn 2013. An zesumme mat dem Minister vum Transport, zesumme mam Wirtschaftsminister, esou wéi mer dat d'lescht Kéier gemaach hunn, si mer och elo amgaangen ze kucken, en neien Aktionär ze fannen. An dat wäert deemools wéi haut ganz schwéier sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just op dräi Punkten agoen, déi mer awer wichteg sinn op Basis vun deem, wat ech haut de Mëtten héieren hunn.

Dat Éischt, dat ass eng Fro, déi gestallt ginn ass, ob de Fait, datt e Rapport bei PwC bestallt ginn ass vum Finanzminister, och mäin Averständnis hat, ob ech dovunner informéiert war. Ech géif gär ganz kloer déi Äntwert ginn: Jo, ech war dovunner informéiert. Den Här Frieden huet mer déi Intentioun matgedeelt.

An ech muss soen, datt ech dat eng gutt Iddi fonnt hunn, fir et ze maachen, fir net de Rapport als Regierung selwer ze maachen, mä fir en erauszeginn, well ech mer geduecht hu sengerzäit, datt de Fait, datt en aneren de Rapport géif schreiwe wéi d'Regierung, vläicht méi Neutralitéit, méi Kredibilitéit an den Ae vun der Chamber, a vun der Oppositioun haaptsächlech, esou engem Rapport kéint ginn, wéi wann d'Regierung e selwer presentéiert hätt. Well da wär jo gesot ginn: „Jo, si kënne jo näischt géint sech selwer schreiwen." Dofir hunn ech dat sengerzäit eng gutt Iddi fonnt.

Elo gëtt gesot, dee Rapport seet jo am Fong just datselwecht, wat d'Regierung eis säit sechs Méint erzielt, an dat ass jo de Beweis, datt de Rapport net seriö ass. Ech muss soen: Et kéint een awer och emol op de Gedanke kommen, datt de Grond, firwat et datselwecht ass, wat d'Regierung säit sechs Méint erzielt, de Fait ass, datt dat, wat d'Regierung säit sechs Méint erzielt, einfach - zumindest vun eiser Perspektiv - esou ass. An esou gesinn ech hei deen Dossier.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Minister, et ass net dowéinst, firwat mer de Rapport net seriö fannen. Mir fannen, datt de Gros vun de Froen net beäntwert ginn ass, éischtens. An zweetens si mer der Meenung, datt et net glécklech war, fir deen nämlechte Consultant ze huelen, deen och de Prozess gemaach huet fir...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, dat war meng zweet Saach.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass deontologesch. Ech wëll Iech just soen...

M. le Président.- Mä ech mengen, Här Bausch, Dir kënnt ganz gär eng Fro stellen, Dir kënnt och herno nach eng Kéier Parole après ministre huelen, mä ech hunn net gär, wann hei elo Dialogen tëschent dem Minister an eenzelne Kolleege gefouert ginn. Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir féieren elo keen Dialog, Här President, mä ech äntwerten awer elo dem Här Bausch gär op déi Fro, déi hien nach net gestallt huet. Well ech soen dat hei: Wann ech kucken, ech si jo responsabel...

(Interruption)

Loosst mech fir d'Éischt d'Äntwert ginn an da kuckt Der, ob et déi richteg Äntwert war op déi Fro, déi Der wollt stellen.

De Fait ass deen - ech si jo elo responsabel fir d'Cargolux -, ech hunn och gesinn, all déi Etüden, déi an deene leschten zéng Joer vun der Cargolux schonn auswäerts an Optrag gi sinn, an do si quasiment alleguer déi grouss Boîten, déi schonn iergendzwouch eng Kéier oder eng aner Kéier eng Etüd fir d'Cargolux, fir d'Aviatioun gemaach hunn. Alleguer.

M. le Président.- Här Bausch, da stellt elo Är Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi ware mat Sécherheet jo awer net alleguer an deem hei Prozess mat de Kataren. Dat ass jo de sprangende Punkt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen. Mä si hunn awer...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech stellen Iech just d'Fro. An ech mengen, dat weess den Här Frieden och vu senger vergaangener Beruffstätegkeet: Een Affekotebüro, dee passt ëmmer höllesch op, wann e soll eng Affär iwwerhuelen, ob en net schonn op enger anerer Plaz natierlech Conflits d'intérêt kéint kréien, well en op enger anerer Plaz an där Affär verwéckelt war.

Firwat ass dat? Ma well natierlech dat deontologesch normal ass an och richteg ass, datt een net soll op enger Affär schaffen, wou ee selwer implizéiert war just virdrun. An hei war et awer esou, datt PwC direkt involvéiert war an den Négociatioune mat de Kataren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soen Iech just, datt déiselwecht Fro an déiselwecht Diskussioun opkomm wär, wa mer eng aner Étude geholl hätten oder en aneren Audit-Cabinet geholl hätten, deen och schonn op iergendeng Aart a Weis mat Cargolux a Kontakt gewiescht wär; an déi meescht waren et. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet, dat ass, wann Der de Rapport vu PwC liest, do schreiwe si jo selwer dran, datt se sech där Problematik, där Fro do bewosst gewiescht wären an och deontologesch sech déi Fro intern gestallt hunn an zur Konklusioun komm sinn, datt dat no deenen internationale Standarde fir si net e Problem wär an datt se och ganz strikt drop opgepasst hunn, fir aner Teamen, aner Équipen op deen Dossier ze setzen, déi näischt ze dinn hätte mat deene virdrun, déi do prezis déi Etüd gemaach hunn.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt soen, dat ass dat, wat opgeworf ginn ass vun deenen Noten, déi eng an déi aner, déi matgedeelt gi sinn. Et ass am Kader vun där Preparatioun an där Rees, déi den Här Frieden gemaach huet, keng aner Note vun dem MDDI ausgestallt ginn a gemaach ginn, déi un den Här Frieden an dëser Rumm weidergaangen ass.

Déi Note, déi hutt Der an dem Dossier, déi konnt Der alleguer liesen. Ech hu se och nach eng zweete Kéier nogeschéckt, well ech gemengt hunn, et wär déi, déi Der géift froen. Enfin, Dir hutt se dann zweemol kritt.

Do ass, wann Der dat liest, den Historique dran. Et ass och dran en Element, wat ni hei évoquéiert ginn ass: Et ass dran d'Urgence, fir e Partenaire stratégique ze fannen, well e puer Datumen als Stéchdatumen dra waren, notamment den 30. Juni 2011, deen ee vun de private Partner als Stéchdatum hat, fir kënnen duerno ze probéieren, iwwer eng professionell Bank erauszekommen aus dem Aktionariat, an d'Urgence iwwert d'Commission européenne, déi och an där Note do évoquéiert ass.

Déi Note ass net als Pabeier weidergaangen, mä an deenen Diskussiounen, déi ech mam Här Frieden regelméisseg hunn, hu mer ëmmer iwwert de Contenu dovunner geschwat.

Ech war sengerzäit der Meenung, datt déi Diskussiounen, déi elo säit zéng Joer - an haaptsächlech déi een, zwee Joer virdrun - mam Katar gelaf sinn, en Échec provisoire wären - provisoresch -, datt mer net zu enger Konklusioun provisoresch komm sinn, mä datt et derwäert wär, awer nach déi Diskussioune weiderzeféieren. An et ass genau dat, wat ech mam Här Frieden ofgemaach hat, esou wéi aner Kolleegen aus der Regierung, datt een déi Diskussiounen erëm eng Kéier sollt ukuerbelen.

Elo ass dat awer am Katar méi schnell gaangen, wéi ech geduecht hat, datt et géif goen. No zéng Joer, datt näischt gaangen ass! No zéng Joer, datt mer net weiderkomm sinn! An da soen ech Iech och ganz éierlech, wéi den Här Frieden mat deem Accord oral do zréckkomm ass, do hunn ech mer geduecht: Do hu mer awer eng Chance! Do hu mer eng Chance, wou mer am Fong fënnef, sechs, siwen, aacht Joer duerno probéiert hunn, da komm, mir huelen déi elo, a komm, mir probéieren, dat Bescht aus där Chance ze maachen.

Esou ass deen Dossier do gaangen. An et ass och dat, wat PwC do schreift.

En drëtte Punkt, deen ech wëll évoquéieren, well dat mer och liicht op den Nerv geet, dat ass, datt elo konstant an dauernd gesot gëtt, den Här Frieden hätt eng Method, fir ze verhandelen, an den Här Wiseler huet elo eng aner Method, fir dat ze maachen.

Ech verstinn, datt een dat mécht. Mä esou einfach geet dat awer net, fir eis elo hei auserneenzekréien, den Här Frieden a mech. An et ass mer och wichteg, fir dat eng Kéier ze soen, well déi Situatioun eng ganz aner war.

Mir haten zéng Joer Stillstand. Mir hunn zéng Joer an der Cargolux no engem neie Partenaire gesicht. Et ass verhandelt gi mat neie Partenairen. A mer sinn net weiderkomm an deem Dossier. A virdrun, an Dir hutt et évoquéiert, sinn eng Rei ganz laang professionell Aarbechten och gemaach gi vu Boîten no baussen, wou ee sech konnt drop verloossen. Déi waren um Pabeier do. An duerno ass natierlech eng Verhandlung sur place komm, mä no där Verhandlung ass alt erëm e professionellt Team agesat ginn, wou d'Luxair, d'Spuerkeess, d'SNCI, de Finanzministère, den Transportministère, de Conseil juridique vu Cargolux an d'Conseillers juridiques, d'Conseillersteam fir Akaf a Verkaf vun esou grousse Sociétéite ronderëm den Dësch souzen, fir deen Deal auszehandelen.

Haut ass déi Situatioun liicht anescht. Haut si mer an enger Situatioun, wou mer en Terminkalenner hunn, wou mer u sech eng Procédure publique gemaach hunn, an enger Zäit, wou sech déi Prozedur an den Terminer, an deenen Délaien, déi mer hunn, justifizéiere léisst, a wou mer hoffen, mat eenzelne Schrëtt weiderzekommen. Mä dat wär awer net..., wa mer an zéng Joer nach net weider si mat där Prozedur, da stellen ech mer awer d'Fro, wéi mer et da géife maachen.

An elo muss ee soen, elo kann een déi eng Method an déi aner esou auserneendreiwen, mä ech hoffe just, datt mer mat där Method, wéi mer et elo hunn, datt mer do och zu engem Schluss kommen! Well do si mer nach net! A mir hunn nach kee Partner!

An ech soen: Mir maachen alles, den Här Frieden, ech, den Här Schneider, fir datt mer esou schnell wéi méiglech dohinnerkommen, datt d'Cargolux en neie Partner, en neie strategesche Partner kritt, fir d'Zukunft vun där Gesellschaft ze assuréieren. An dat ass alles net esou einfach, och momentan net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Nohaltegkeetsminister Merci. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun.

(Interruption)

Jo, mä ech wollt elo just dat soen. Sidd net esou presséiert, Här Bausch. Ech hu gesot, mir sinn elo um Enn mat deenen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hat Iech verstanen, mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm.

M. le Président.- Neen! Neen, esou schnell geet et awer net. Mir sinn elo emol um Enn vun der Diskussioun. An dann hu mer, wollt ech soen, eng Motioun, déi den Här Bausch hei eraginn huet, wou mer dann nach missten driwwer diskutéieren, driwwer ofstëmmen.

An ech gesinn den Här Lux, deen direkt dozou d'Wuert freet. Här Lux, wann ech gelift.

Motion 1

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, no enger Rei vun Interventioune während dem Débat, virun allem och vum Finanzminister Frieden, stellt sech awer d'Fro - mir kënnen dat net méi guttmaachen, wat mer am November/Dezember hei décidéiert hu mat der Motioun -, mä mir missten eis och e bëssen un der eegener Nues huelen, an den Här Frieden huet dat och e bësse gesot, dass et u sech dee richtege Wee gewiescht wär, dass d'Chamber selwer sech eng Method ginn hätt fir déi Froen, déi alleguerten dostoungen, ze beäntwerten. Da wären all déi Konflikter - d'Regierung mécht dat a si mécht et net objektiv, PwC mécht et, déi hunn e Conflit d'intérêt - vu vireran net gewiescht. Mä ech mengen, dat ass elo hifälleg.

Ech froe mech dofir, ob et wierklech utile ass, wéi an der Motioun proposéiert, fir elo nach eng zweete Kéier déiselwecht Operatioun ze maachen. Oder awer net hinzegoen an déi Froen, déi opbleiwe vun deene 75, déi déi gréng an d'DP an hirem Froekatalog gestallt hunn - an do bleiwen der effektiv eng Rei op -, ob een net besser huet, et gëtt een déi an d'Kommissioun vum Développement durable - dat ass fir mech elo emol déi zoustänneg Kommissioun -, an da gëtt do nach eng Kéier prezis gekuckt, wat fir Froe stinn elo definitiv nach op, an da kënnt d'Regierung dohinner a beäntwert déi, wéi dass mer elo nach eng Kéier fir 200.000 Euro...

Une voix.- Voilà!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...eng nei Etüd erëm maachen an dann déiselwecht Diskussioun hei erëm kréien, déi mer elo zum Deel hei haten.

Dofir wär meng Propositioun, déi Motioun elo hei net zum Vote ze stellen, mä se ze verweisen un d'Kommissioun an dann do de Kolleegen d'Geleeënheet ze ginn, an enger Sëtzung nach eng Kéier op déi Froen ze kommen an dann, hoffen ech, méiglecherweis och zu engem Enn ze kommen.

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech muss nach eng Kéier drop hiweisen: Also, mir waren net Demandeur, fir eng Etüd vun 200.000 Euro an Optrag ze ginn! Also ech mengen, mir hunn...

(Interruptions)

Neen, mir hunn... Wann Der eis Motioun vun deemools liest an och déi vun haut...

Une voix.- 2.000 Euro!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...an och eis Froen, eis iwwer 70 Froen, mir hunn déi un d'Regierung gestallt. Mir hunn déi Froen un d'Regierung gestallt. An eis ass d'Methodik egal, wéi mer zu deenen Äntwerten do kommen, mä mir hätte gären Äntwerten op déi Froen. Dat ass dat Wesentlecht.

D'Regierung selwer huet de Wee gewielt, fir Äntwerten ze ginn. Dat war deen doten. Wann et méi einfach ass oder et méi séier soll goen oder besser ass, datt mer dat an der Kommissioun maachen an datt do d'Froen awer och da beäntwert ginn, hu mir kee Problem domadder.

Et geet eis drëm, datt mer op all déi Froen eng Äntwert kréien. Da géif ech proposéieren, datt mer dat an d'Nohaltegkeetskommissioun ginn. An da kucke mer, dat do ze diskutéieren. Awer esou schnell wéi méiglech!

M. le Président.- Ech gesinn e grousse Konsensus fir déi Propositioun. Den Här Boden wëllt d'Wuert nach.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här President, mir hu scho véiermol iwwert dee ganze Froekatalog diskutéiert.

(Interruptions diverses)

Mir hu scho véiermol a Commissions jointes iwwer all déi Froen diskutéiert. D'Ministeren hunn Äntwert drop ginn. A wa se geäntwert hunn, da sinn déi nächste Kéier erëm déi nämlecht Froen erëmkomm. Ech weess net, wat fir eng Froe prezis net beäntwert gi wären.

An dann, opgrond vun deenen, déi opbleiwen, et muss ee kucken, wat fir eng Ministere sinn dofir zoustänneg. Ech sinn iwwerzeegt, datt dat, wat d'Mobilitéitsproblematik ubelaangt, der net méi vill wäerte sinn, do mengen ech, bleiwen der net méi vill opstoen. Et ass vläicht de Wirtschaftsminister, deen éischter concernéiert ass, et ass vläicht de Finanzminister, deen éischter concernéiert ass. Do muss ee kucken: Wat fir eng Kommissioun ass dofir zoustänneg?

Ech wëll net nach eng Kéier... Mir hu ganz vill Aarbecht an eiser Kommissioun, ech wëll et soen. Ech wëll net nach Wochen a Woche verléieren, mech dorobber ze konzentréieren, op Froen, déi schonn x-mol gestallt gi sinn an déi dës Kommissioun, déi ech presidéieren, zum Deel iwwerhaapt net uginn, déi och keng Äntwerte kënne kréien. Da musse mer fréier Ministeren doranner ruffen, fir dat ze maachen. Sot eis wann ech gelift, wat fir eng Froe sinn da wierklech net beäntwert ginn, an da kucke mer, wat fir eng Kommissioun ass zoustänneg, an da muss een dat en connaissance de cause diskutéieren.

Et ass jo ëmmer d'Recht vun all Fraktioun, fir ze froen: Mir hätte gären eng Kommissiounssëtzung, déi sech do an domadder beschäftegt. Mä wann ech gelift, maacht dat op eng Aart a Weis, datt mer net méi Zäit verléieren, datt mer geziilt kënne kucken, op dat ze äntwerten, wat nach vläicht opsteet. Mä ech mengen net, datt mer kënnen tel quel déi 75 Froen nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Also, Här President, ech wëll dem Här Boden soen, déi 75 Froe si prezis gestallt. An ech hunn der eleng a menger Interventioun zwou ganz konkreter gestallt, wou ech haut nach erëm keng Äntwert kritt hunn, déi och am Rapport PwC net traitéiert ginn, déi awer Schlësselfroe sinn an deem ganze Prozess hei, fir datt mer d'Wourecht eng Kéier erauskréien, wéi et da wierklech gaangen ass.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Da sot mer déi Fro emol nach eng Kéier!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ma dat ass déi Fro vun deene parallelle Verhandlungen, déi gefouert gi sinn, wéi déi gefouert gi sinn, firwat se gefouert gi sinn a firwat sech net do koordinéiert ginn ass. Do steet an deem Rapport PwC näischt dran. An do ass an der Kommissioun näischt geäntwert ginn an do ass och haut erëm näischt geäntwert ginn.

Dir kënnt natierlech Iech schwéierhöreg maachen, Dir kënnt Iech blann an daf stellen a Froen net wëlle gesinn an och mengen, op d'Froe wär geäntwert ginn, déi net beäntwert gi sinn. Dat ass Äert Recht. Dat maacht Der jo méi wéi eng Kéier, wann Der net wëllt op Froen äntwerten, well Der vläicht och net kënnt drop äntwerten, ech weess et net.

Mä op alle Fall, et ass eis egal, an hei gesi mer jo, den Här Lux huet eng Propos gemaach, mir wären nach bereet, déi unzehuelen, mä mir gesi jo awer hei, wou d'Schwieregkeete leien, Här President. An et ass och net fir näischt, datt mer duerfir alles schréftlech erëm eraginn hunn.

Duerfir wär ech awer frou, elo eng kloer Äntwert ze kréien, wat mer dann elo maachen. Geet et an d'Richtung, datt mer et an d'Nohaltegkeetskommissioun ginn, jo oder neen? Dann zéie mer eis Motioun zréck oder verweise se dohinner. Oder bleift et am Onkloeren? Wat ass der Majoritéit hir Meenung? Dat wéisst ech elo gären.

Une voix.- Mir lehne se of.

M. le Président.- Den Här Lux nach eng Kéier.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dir lehnt se of, okay.

(Interruption)

Da sot dat! Da stëmme mer of.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Loosse mer eis elo net emballéieren! Ech mengen, dass den Här Boden zu Recht seet: „Kommt, mir kucken déi Froen, déi opstinn, kommt, mir maachen en Dispatching, prezis, wat fir eng do bleiwen, wat fir eng Ministere concernéiert sinn, an da kucke mer, ob et all Kéiers muss Développement durable sinn." Et sinn och vläicht finanztechnesch Froen, déi dann an der Finanzkommissioun kënne beäntwert ginn oder an der Wirtschaftskommissioun. Kommt, mir maachen deen Dispatching! Kommt, mir maachen dat ënner Kolleegen.

Elo mat deene 75 Froen, sot eis, wat fir eng Froen net beäntwert sinn, an da maache mer en Dispatching an da maache mer déi Kommissiounssëtzungen an da kucke mer, wat fir eng Äntwerte mer do kréien.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ass dat elo kloer? Den Här Wolter wénkt do: Neen, ech sinn net d'accord.

(Interruption)

Jo, ech wéisst et gär. Ech hätt gär hei Kloerheet.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, ech verstinn iergendwou net. Et si 75 Froen un d'Regierung gestallt ginn, schréftlech. Dovu sinn der schréftlech beäntwert ginn x. Da bleift also en Delta y.

(Interruptions)

Sou. An deen Delta y soll d'Regierung schréftlech wann ech gelift beäntwerten. Et huet jo kee Sënn, dass mer elo nees...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat ass eng aner Méiglechkeet.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...an déi sechst a siwent Kommissioune ginn, dass mer an deene Kommissiounen nees ufänken ze diskutéieren. Firwat hu mer dann déi 75 Froen opgeschriwwen? Déi hu mer opgeschriwwen, fir dass se beäntwert ginn. Also wär ech frou, wann deen éischten Deel, deen den Här Bausch gesot huet, dass mer eng Lëscht kréie vun deene Froen, dat heescht, wann Der déi dem President zoukomme loosst, dass deen déi der Regierung zoukomme léisst, an dass d'Regierung da schréftlech dorobber äntwert, op déi Froen, déi nach net beäntwert gi sinn.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech hu kee Problem domat.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Voilà.

M. le Président.- Nach den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, mir kënne mat all deene Propositiounen averstane sinn. D'Haaptsaach ass, et kascht keng 200.000 Euro méi!

(Hilarité)

M. le Président.- Also, et ass elo hei eng nei Propositioun um Dësch, wou ech och mierken, datt e Konsensus driwwer ass, datt nach eng Kéier d'Vertrieder vun der Oppositioun géife kloer soen, wat fir eng Froen datt net beäntwert gi sinn. Si gi mir déi eran an ech ginn déi virun un déi dofir zoustänneg Ministeren. Déi äntwerten dorop, an da misst eigentlech dee Punkt eng Kéier kënnen ofgeschloss ginn.

Kënne mer esou verfueren?

(Assentiment)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo. Tipptopp.

M. le Président.- Très bien. Da géif ech also d'Kolleege vun der Oppositioun bieden, mer esou schnell wéi méiglech...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Déi kritt Der an zwee Deeg oder esou.

M. le Président.- ...d'Lëscht vun deene Froen eranzeginn, déi nach net beäntwert gi sinn.

(La motion n°1 de M. François Bausch est maintenue en suspens jusqu'à ce que le Gouvernement ait fourni les réponses aux questions en souffrance.)

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss. A mir kommen un d'Enn vun eiser Sitzung. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.57 heures)

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger*
- *Débat: Mme Diane Adehm, M. Ben Fayot, M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias*
- *Motion 1: M. Gilles Roth (M. François Bausch et M. Jacques-Yves Henckes interviennent), M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Luc Frieden, M. Claude Adam, M. Serge Urbany, M. Eugène Berger*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

2. Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière

- *Exposé: M. Roland Schreiner*
- *Débat: M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen (M. Claude Wiseler intervient), Mme Josée Lorsché (interventions de M. Jacques-Yves Henckes), M. Gast Gibéryen (M. Claude Wiseler et M. Camille Gira interviennent), M. Jacques-Yves Henckes (M. Claude Wiseler intervient), M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Claude Wiseler, M. Georges Engel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer d'Orientéierungsdebatt 6380 iwwert d'Neutralitéit vum Internet. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Fayot, den Här Kartheiser, den Här Colombera an den Här Urbany.

Als Éischt héiere mer den Här Eugène Berger als Rapporteur vun der Commission de l'Enseignement supérieur. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

1. 6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss de Prinzip vun der Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg gesetzlech garantéiert a verankert ginn? Dat war déi kruzial Fro, déi gestallt gouf bei enger Interpellatioun iwwert d'Netzneutralitéit, déi de Claude Adam de 17. November 2011 hei am Parlament initiéiert hat.

Fir dës Fro ze klären, huet dës Chamber deemools dunn eng Resolutioun gestëmmt, fir en Débat d'orientation an der zoustänneger Kommissioun ze preparéieren, fir de Sujet vun der Netzneutralitéit ze analyséieren a virun allem och fir eng Äntwert op d'Fro vun der gesetzlecher Reguléierung vun der Netzneutralitéit ze fannen. Ech gouf dunn am Dezember 2011 als Rapporteur genannt an haut hunn ech dann d'Éier, fir Iech de Bericht am Numm vun der Kommissioun ze presentéieren.

Virewech wëll ech och direkt e puer Mercië lassginn, dat un éischter Plaz un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Anne Tescher, dat och eng regelrecht Expertin fir dee Sujet am Chamberstaff ass. Merci u mäi parlamentaresche Mataarbechter, de Lex Folscheid, un all déi Experten an Associatiounen, mat deene mer ganz opschlussräich Échangen haten. E Merci och un déi Beamtinnen aus dem Ministère, déi eis heiansdo och ganz gutt beroden hunn, d'Madame Ries, d'Madame Bram.

A schliesslech och e grousse Merci un all d'Kommissiounsmemberen, well ech muss soen als Rapporteur, datt déi verschidden Échange-de-vuen an der Kommissioun, mä och mat den Experten noutwendeg, sënnvoll an extrem beräichernd waren, fir sech e Gesamtbild iwwert de Schlësselthema vun der digitaler globaler Kommunikatiounswelt, an där mer liewen, ze maachen.

Ech géif och mengen, datt mer hei als Parlament e bësschen awer och eiser Roll emol eng Kéier gerecht gi sinn, datt mer net einfach gesot hunn: „Ministère, kuckt Dir, Minister, kuckt Dir, datt Der do eens gitt!", mä datt mir eigentlech als Parlament eng Initiativ geholl hunn, fir eis e Bild driwwer ze maachen a Propositiounen op den Dësch ze leeën.

Ier ech op déi verschidde Réuniounen a Positioune vun a mat den Experten an Acteuren aginn, wëll ech d'Netzneutralitéit, den Objet vun eisem Rapport, kloer definéieren.

Den Internet ass eng wesentlech Komponent vun der moderner Kommunikatioun ginn. Sech Maile schécken, mat engem live iwwert den hallwe Planéit ewech schwätzen, e Spill maachen, e Film ukucken oder eroflueden, iwwer sougenannte sozial Netzer sech austauschen, streiden, freeën, Biller austauschen, sech informéieren, sech bilden, nosichen, liesen, jee, dat alles an nach vill méi gëtt haut méiglech gemaach duerch den Internet.

Den Internet ass e weltwäiten an oppene Kommunikatiounsréseau ginn. An de Prinzip vun der Netzneutralitéit wëllt, datt all déi Informatiounen, déi Contenuen, egal wou se hierkommen, egal wat drasteet, mussen d'selwecht am Réseau, am Tube, an der Leitung behandelt ginn, datt déi Informatiounen, wa se eng Kéier dra sinn, vun A op B ginn an datt sech keen dodran amëscht.

D'Amerikaner gebrauchen den Term vun „Open Internet", dee vläicht dat och bildlech besser duerstellt. D'Reseaue vum Internet, dat si grouss Dateleitungen, déi op musse sinn a bleiwe fir jiddwereen, wou net ee Contenu prioritär oder diskriminatoresch behandelt gëtt vis-à-vis vun deem aneren.

Déi Froen zum Beispill, wie wat dropsetzt, also zum Beispill vun de Fournisseuren, déi virun der Leitung stinn oder hannendrun, dat heescht, dann och vun der Rechtméissegkeet vun den Inhalter, déi se dropsetzen, gehéieren net zu dem Domän vun der Netzneutralitéit. Wann d'Leit oder Firmaen en Inhalt op den Internet

setzen, deen zum Beispill Droit-d'auteure verletzt, oder Contenuen, déi verbuede sinn, zum Beispill kannerpornografescht Material oder rietsextrem Contenuen, dat ass dann den Domän vun aneren Dispositiounen, anere Législatiounen, vun anere Kompetenzen, dat gehéiert net méi stricto sensu zu dem Beräich vun der Netzneutralitéit.

Ech mengen, et ass wichteg, datt dat nach eng Kéier hei ënnerstrach gëtt. Ech wollt dat kloer nach eng Kéier ënnersträichen, well mer jo och déi eng oder aner Diskussioun an der Kommissioun bei den Aarbechten haten. Insbesonnesch déi Froen, déi sech ëm Droit-d'auteuren dréien, stoungen déi eng oder aner Kéier zur Debatt. Si gehéieren awer net, wéi gesot, zur Thematik Netzneutralitéit.

Sécherlech, muss een och soen, gëtt et nach déi eng oder aner interessant a wichteg Aspekter ronderëm de World Wide Web, déi d'Netzneutralitéit eventuell tangéieren oder kéinte sträifen. Ech denken u Cyberkriminalitéit, Ausspionéieren - PRISM ass jo elo an aller Mond - an esou weider, mä déi Froen also waren net den Objet vun eisem Rapport.

Ech muss och soen, et ass elo net eng Definitioun oder en Ofstieche vun engem Claim, dee mir hei maachen, mä iwwerall op der Welt gëtt d'Netzneutralitéit, och an Europa gëtt se esou definéiert an délimitéiert, wéi mir et gemaach hunn.

Firwat ass d'Netzneutralitéit wichteg?

Wann een d'Netzneutralitéit net méi huet, da ginn d'Datestréim an där Leitung reguléiert, da ginn d'Donnéeën am Réseau ënnerschiddlech an eventuell diskriminatoresch behandelt.

Zum Beispill, wa géif de Live-Streaming Prioritéit kréien a privat Maile géifen hannendrugestallt ginn, an do misst dann zum Beispill den Utilisateur waarden eben, méi laang waarden, bis datt hien déi iwwerstallt kritt, well do aner Donnéeën einfach géife Prioritéit kréien, vläicht e bësse méi laang, vläicht vill méi laang, vläicht krit hie se och eng Kéier guer net méi.

Oder déi verschidde Contenue ginn an hire Vitessë gedrosselt, wéi dat zum Beispill déi Däitsch Telekom wëllt envisagéieren. Oder d'Contenue géifen einfach komplett vum Internetréseau erofgeholl ginn, zum Beispill privat Blogge mat Fotoen, well den Opérateur mengt, dat géif ze vill Plaz anhuelen, dat géif d'Leitung blockéieren. Oder verschidden Applikatioune géife ganz blockéiert ginn. Mir hunn dat jo ënner anerem a Frankräich, wou den - ech soen de VoIP - Voice over IP, oder op Lëtzebuergesch gesot, d'Telefonéieren iwwert den Internet, wou déi Fonctioun guer net méi ka benotzt ginn.

Wann een d'Netzneutralitéit opgëtt an de Réseau reguléiert, mécht een och d'Dier grouss op fir d'Verletzung vum Schutz vun de privaten Donnéeën. Well wann een den Trafic op dem Internetréseau reguléiert, muss de Bedreiwer vum Netz dauernd kucken oder kontrolléieren, wat de Benotzer dann amgaang ass, drop ze maachen, ob en eben e Livestream kuckt, ob en e Mail kuckt, ob en um Yahoo ass oder op Google.

Fir déi Kontroll ze maachen, wat dann de User um Réseau wëllt maachen, gëtt et och eng Technologie, déi sougenannten „Deep Packet Inspection", an ech muss soen, fir mech als Rapporteur perséinlech - fir déi Klammer kënnen opzemaachen - ass dat eng vun deene gréisste Geforen, wann ee keen oppent Netz méi huet. Wann d'Opérateure kéinten an dierften ënnert dem Virwand vun der Reguléierung den Datestroum kontrolléieren, dat ass kloer e Verstouss géint de Schutz vun der Privatsphär.

Vill innovativ Betriber aus dem IT-Beräich an doriwwer eraus brauchen en oppent Netz, wou se kënnen och ouni Restriktiounen drop schaffen, well dat e bëssen hir Geschierkëscht ass. An aus all deenen Iwwerleeungen do - ech hu se net alleguerten am Rapport opgezielt, an deenen eenzelne Réuniounen hu mer der vill méi nach erörtert -, mä aus do e puer fundamentalen Iwwerleeungen ergëtt sech eben déi grondsätzlech Fro: Muss d'Netzneutralitéit dann och wierklech esou garantéiert ginn? Musse mer et duerfir an engem spezifesche Gesetz festhalen?

Wann herno nach Zäit bleift, da ginn ech kuerz och drop an, wéi d'Situatioun an anere Länner, europäeschen oder soss, ass. Den Ament just kuerz e Bléck op d'Europäesch Unioun an d'Kommissioun.

D'Fro vun der Netzneutralitéit ass beim drëtte Paquet Télécom déi éischte Kéier opgetaucht. Do waren dräi Konditiounen, dräi Propositioune gemaach ginn. Ech ginn elo net op déi an. Ab 2011 hunn d'Europaparlament an d'Kommissioun Positiounen ageholl, déi op alle Fall a Richtung Erhalt vun der Netzneutralitéit ginn, mä bis haut - bis haut! - läit awer nach keng konkret Initiativ oder Direktiv vun der Kommissioun oder vum Parlament vir.

Ganz rezent konnt Der an der Press liesen, de 4. Juni hat ech dat gelies, huet d'Kommissärin Neelie Kroes virum Europaparlament gesot, datt d'Kommissioun wëllt de Grondsaz vun der Netzneutralitéit europawäit zum Gesetz maachen. Dat wëllt eventuell heeschen, datt dann eng Direktiv géif kommen.

Ech wëll awer betounen, datt bei esou eng Déclaration d'intention, déi se do gemaach huet, nach wie vor, also haut och, och op dësen Dag - well ech wousst net, wéi ech de Rapport geschriwwen hunn: kann eventuell do nach eppes dozwëschekommen? -, mä wéi gesot, bis haut, bis zu eisem Débat do keen neit Element derbäikomm ass. Nach wie vor läit kee konkreten europäeschen Textvirschlag um Dësch. Vläicht kann dat déi nächst Deeg, Woche kommen.

Här President, fir d'Fro vun enger spezifescher nationaler Législatioun ze beäntwerten, hu mer aacht Entrevuë mat diversen Acteuren an der Kommissioun gehat. Dat huet sech e bësse gezunn iwwert d'Joer. Ech wëll och elo net op all eenzel Entrevue en détail agoen; dat kënnt Der am schrëftleche Rapport oder a Rapporten och vun de Kommissiounen noliesen. Ech wäert versichen, déi verschidden Entrevuen ze résuméieren a jeeweils e puer kruzial Punkten ervirhiewen, déi vläicht och sécher dann e bëssen de Bléck vum Rapporteur sinn, mä déi awer, mengen ech, och insgesamt an deene Réuniounen awer gesot sinn.

Déi éischt zwou Réunioune ware mat ausländeschen Experten, fir an d'Thema eranzeklammen an en Iwwerbléck ze kréien. Do hate mer de Markus Beckedahl gesinn. Hien huet och an Däitschland an engem spezifeschen Aarbechtsgrupp zum Thema am Bundestag matgewierkt.

E puer Punkten aus sengen Ausféierungen erausgepickt: Hien huet ënner anerem drun erënnert, datt d'Innovatioun an den Dateschutz nëmmen duerch en oppenen Internet méiglech sinn. Ëmmer méi gëtt och déi limitéiert Capacitéit - oder anscheinend limitéiert Capacitéit - vun de Leitungen als Virwand geholl, fir a Richtung vu Regularisatioun vun den Datestréim ze plädéieren. An hien huet wierklech, dat ass mer e bëssen awer am Kapp bliwwen, en huet mat Nodrock drop higewisen, datt dëst an der Praxis net de Fall wier, datt d'Haaptleitungen, d'Backbones, datt déi genuch Plaz hätten an datt eigentlech an Däitschland oder op anere Plazen emol net 10% vun deene Leitunge mat Date besat sinn, dat heescht, eigentlech nach 90% Sputt do ass.

En huet awer och gesot, d'Capacitéitsproblemer kommen op där „letzten Meile", wéi en dat genannt huet, dat heescht, wann et herno aus dem décken Tube iergendwou bis an d'Haiser geet - et ass e bësse wéi bei enger Tube Mayonnaise, wann een do uewe vill dran huet an et dréckt een drop an zum Schluss ass d'Lach kleng, da kënnt et do e bësse méi schwéier eraus -, datt et do eventuell Problemer ka ginn.

Dat ass dann och d'Ursaach, firwat ee muss investéieren, besonnesch an déi méi lokal „letzte Meile", well et jo och esou ass beim... Haut hu mer ëmmer méi och de mobilen Internet, also iwwer Smartphone, an do hu se festgestallt an Däitschland, datt et haaptsächlech Verletzunge vun der Netzneutralitéit am 3G-Réseau gëtt, well do d'Capacitéite limitéiert sinn.

Hien huet och gewarnt, datt de Konsument oder den Internaute de Reflex géif kréien, sech u Verletzunge vun der Netzneutralitéit ze gewinnen, well dat jo awer heiansdo emol virkënnt, an datt dat et dann herno ëmsou méi schwéier géif maachen, wann ee wéilt spéider reguléieren.

De Beckedahl huet fir eng staatlech Reguléierung plädéiert. En huet awer, muss ech och soen, opgelooss, ob dat elo soll eng nationalstaatlech oder eng europäesch sinn, mä op alle Fall sollt ee légiféréieren.

D'Madame Kutscher, déi zweet Expertin, huet déi sozial Aspekter ugeschwat vum Internet. Ech hunn dat eng ganz flott an interessant Réunioun fonnt gehat.

E puer wichteg Aussoe vun der Madame Kutscher: Den Internet ass haut eng essenziell Komponent vun der Demokratie, de Biergerrechter an der gesellschaftlecher Participatioun ginn. Oft kann een net méi participéieren an der Gesellschaft, wann een net den Internetuschloss huet.

Si seet och, haut hu mer eigentlech net méi den „digital divide", datt net jiddwereen e Computer huet, mä haut kritt een ëmmer méi eng digital Ongläichheet, déi entsteet. Dat wëllt soen, datt d'Benotzung vum Internet staark variéiert jee no sozioekonomescher Herkunft a Bildung. Et sinn also éischter déi manner gebilte Leit, déi awer grad dann Applikatioune benotzen um Internet, déi enorm vill Plaz anhuelen, Spiller maachen, Filmer eroflueden, Fotoe verschécken an esou weider.

An op där anerer Säit also gëtt festgestallt, datt déi méi gebilte Schichten oder Leit eigentlech den Internet op méi eng instruktiv, méi eng edukativ Aart a Weis benotzen, awer vill manner Plaz eigentlech op där Leitung brauchen.

Aneschters formuléiert: Déi eng brauchen enorm vill Plaz um Internet, fir sech ze ameséieren an esou weider, an déi aner gebrauche ganz wéineg Plaz eigentlech, fir sech intelligent ze informéieren.

An egal wéi, seet se awer, huet d'Madame Kutscher gesot, datt op alle Fall den oppenen Internet awer weiderhin noutwendeg ass, fir datt awer jiddweree wéinstens déi gläich Startchancen huet, datt e kann allméiglech Saachen um Internet maachen, sief et, datt et herno da vun deem engen oder aneren ofhänkt, wat en dorauser mécht.

Si huet geschwat vun dem Risiko vun der „Ökonomisierung der Teilnahme an Informatiounen". Dat heescht, wann ee géif d'Netzneutralitéit opgi fir besser Qualitéit, fir méi schnell Qualitéit an esou weider, misst een all Kéiers wahrscheinlech zousätzlech bezuelen. Dat géif natierlech bedeiten, also Leit, déi méi Suen hätten, kéinte sech méi leeschten um Internet, Leit, déi manner Suen hätten, kéinte sech manner Saachen um Internet leeschten. Dat géif zu sozialen Ongläichheete féieren. An déi Ongläichheete kënnen nëmmen duerch d'Netzneutralitéit verhënnert ginn.

Dann, an eise Konklusiounen am Rapport hu mer och herno festgehalen, datt een och onbedéngt misst, aus deem ganze Kontext do, wéi een den Internet benotzt, d'Medienerzéiung an der Schoul verstäerken.

Wéi ass d'Situatioun vun der Netzneutralitéit hei zu Lëtzebuerg? Dat hu mer mat dem Régulateur, dem ILR gekuckt.

Den ILR, dee kontrolléiert déi generell Konditiounen, déi d'Opérateuren de Clientë stellen. Si këmmere sech och net ëm de Contenu. Dat ass also, wéi gesot, en aneren Domän.

Wann en Opérateur hei zu Lëtzebuerg géif an den Trafic vum Internetréseau agräifen, e géréieren, zum Beispill Donnéeën drosselen oder esou weider, da kann den ILR agräifen.

Konkret war et bis elo esou, datt se dräi Opérateuren haten, déi an hire Konditioune stoen haten, datt si eventuell de Voice over IP géife reduzéieren oder aschränken. An do si si also du virgaangen, do hu si dat dunn och si gelooss.

Si stellen och fest, datt hei zu Lëtzebuerg net ëmmer déi Vitessen, déi versprach ginn oder déi vum Client bezuelt ginn, datt déi net ëmmer erreecht ginn, ebe well d'Infrastrukturen net iwwerall am Land d'selwecht sinn, ebe well d'Glasfaserleitungen net iwwerall leien. Dat ass awer éischter eng Saach vun technescher Konfiguratioun, wéi datt do awer innerhalb vun der Leitung géif elo géréiert ginn.

Den ILR ass der Meenung, datt zu Lëtzebuerg net muss spezifesch légiféréiert ginn. Déi bestehend Dispositioune géifen duergoen, fir hei d'Netzneutralitéit ze garantéieren.

Ech kommen dann zum Volet vun den Opérateuren, wou mer zwou Réuniounen haten, eng mat der Post an eng mat der OPAL, wou all déi aner Opérateure regruppéiert sinn.

D'Post ass der Meenung, datt de Backbone an Zukunft net méi d'Capacitéiten hätt an datt ee weider misst doranner investéieren. Si hunn och ze bedenke ginn, datt ronn 20% vun de Clientë ronn 70% vun der Leitung benotzen, an doduerjer sinn hirer Meenung no och déi sougenannte Flatrate-Abonnementer e bëssen, an hiren Aen, a Fro gestallt. Si soen, dat wier eigentlech net gerecht: Déi eng bezuele mat, wat déi aner vill ze vill gebrauchen.

Si hunn och méi wéi eng Kéier drop higewisen, datt nach eng Rei Investissementer ze maache sinn, wann een also um Backbone, awer och virun allem am mobilen Internet fir jiddwereen déiselwecht Qualitéit wéilt offréieren. An do kënnt dann natierlech déi wesentlech Fro: Wie soll dat dann alles bezuelen?

Zum Beispill bei der Post? D'Opérateuren? De Stat, dee vläicht bei verschiddenen Entreprisen Aktionär ass? Oder ginn da schlussendlech all déi Fraisën herno op den Utilisateur ofgewälzt?

Fir d'OPAL, déi mer gesinn hunn, ass eigentlech an hiren Ae kee Problem vun de Capacitéiten um Backbone, mä si hunn awer och nach eng Kéier op déi Schwieregkeeten higewise vu mobile Réseauen. Ëmmer méi Leit benotzen den Internet iwwer Smartphonen an et ass also do, wou de Problem kéint an Zukunft leien.

Mä d'Post an d'OPAL, déi si sech ganz kloer eens an engem Punkt: Mëttelfristeg gi si dovunner aus, oder soll ech souguer esou soen: mëttelfristeg fuerdere si vläicht eng Kéier, datt et verschidde Qualitéite vun Accès misst ginn, mat verschiddene Präisser. Wat awer a menger Liesweis géif heeschen, datt een d'Netzneutralitéit da géif opginn.

Bon, aus deem Grond wëlle si natierlech och net derfir plädéieren, datt d'Netzneutralitéit hei zu Lëtzebuerg an e Gesetz géif ageschriwwe ginn.

D'Fro ass och opkomm, ob net grouss Fournisseuren, wéi zum Beispill Google oder Facebook, déi jo enorm Quantitéiten op d'Réseaue schécken, ob déi net och missten zur Keess gebiede ginn, datt ee seet: „Hei, wann Der gär eppes op d'Leitung setzt, da bezuelt Der an der Entrée beim A, ier et op B geschéckt gëtt, da bezuelt Der bei der Entrée eppes."

Mä do hätte mer de Risiko, besonnesch als Lëtzebuerg, datt mer als ongläich Partner géifen um Dësch sëtzen. Wa Lëtzebuerg do kënnt a seet: „Hei lauschter Google, lauschter Facebook, bezuelt Der e bësse mat hei op der Lëtzebuerger Leitung...", ech stellen et bësse vereinfacht duer, „...vu Stengefort bis an d'Stad?", da géifen déi soen: „Ma dat interesséiert eis guer net! Lëtzebuerg ass esou e klenge Marché, da spuere mer eis dat."

Mer haten och eng Entrevue mat der AAC, Association des antennes collectives, déi sech als e wichtegen Acteur gesinn huet, well se eng Rei kommunal fix Réseaue bedreift, wou jo mëttlerweil net nëmme méi Fernsehsprogrammer, mä och Internetzougang offréiert gëtt.

Op hiren interne Kabelen, soen ech emol, do ass kee Stau, ass kee Problem. Mir waren och an der Kommissioun eis eens, datt dat eigentlech elo an eisen Aen net esou e wichtegen Opérateur och wier an deem Ganzen, datt eigentlech déi Réseaue jo och e bëssen en Intranet sinn, en interne Réseau, wou eigentlech déi Froe vun der Netzneutralitéit net kënnen am Vierdergrond stoen.

Ech kommen dann zu där leschter Grupp vun Acteuren, déi ech géif als „IT Economy" bezeechnen: Firmen, Betriber, Entreprisen, déi haaptsächlech um Strang vum Internet schaffen, dat ass, den Internet ass hir Haaptgeschirkëscht, dat hunn ech schonn eng Kéier gesot.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg Skype, mir hunn eng ganz Rei Entreprisen, déi Internetspiller développéieren, déi sech hei niddergelooss hunn, ech wëll se elo net all opzielen, ech géif der vill vergiessen. Ech wëll awer och do soen, datt Lëtzebuerg wëllt Virreider ginn an den Datenzentren. An dat sinn duerch d'Bank ganz innovativ Firme mat enger grousser Plus-value fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, mat héich qualifizéierten Aarbechtsplazen, déi och e Koup Suen an eise Budget erabréngen.

Vill Parteie si sech eens, datt dëse Secteur weider soll ausgebaut ginn an e wichtegt Standbee vun der Plaz Lëtzebuerg muss sinn. Mir haten do zwee Interlocuteure gehat, zum enge LU-CIX, déi eng neutral Internetplattform fir Betriber ubidden, „carrier neutral", an aktuell 46 Memberen hunn, zum aneren ICTluxembourg, déi eng Aart Konfederatioun vun all den IT-Entreprisen hei zu Lëtzebuerg duerstellt.

Unisono hunn déi zwou Representatiounen drop insistéiert, datt d'Netzneutralitéit muss erhale bleiwen an datt en oppent Netz immens wichteg ass fir hire spezifeschen ekonomesche Secteur, wou nach vill Potenzial do ass. De fixe Réseau, de Backbone, op deem si haaptsächlech schaffen, ass net iwwerlaascht an huet nach vill Capacitéiten, soe si, et dierf een awer dofir och net säi Kapp a Rou leeën, et muss een do no vir kucken.

Si hunn awer och den europäeschen an internationale Kontext ervirgestrach. Lëtzebuerg muss e performant Netz behalen, fir datt auslännesch Entreprisen heihinnerkommen, an duerfir brauch een eng optimal Infrastruktur op där enger Säit, wou keng technesch a legislativ Barrière sinn.

Wat awer ganz interessant ass, wat ee sech net esou a priori erwaart hätt, well se jo awer ganz ferm fir de Prinzip vun der Netzneutralitéit astinn, dat ass hir Positioun zu enger gesetzlecher Regelung: LU-CIX huet souguer derfir plädéiert, datt et als Prinzip kéint an eng Verfassung wéi e Grondrecht geschriwwe ginn, mä si waren awer net domadder d'accord, datt et soll spezifesch op nationalem Plang an d'Gesetz gemaach ginn. ICTluxembourg war genau därselwechter Meenung.

Dat kann op deen éischte Bléck e bëssen erstaunen, mä si hunn e puer Argumenter duerfir. E Gesetz géif nëmmen den nationale Backbone, déi national Netzer ofdecken. Si schaffen awer vill op nationalen an internationalen Datebunnen, a wa Lëtzebuerg eleng e Gesetz mécht, kéint dat och kontraproduktiv sinn, fir nei IT-Betriber unzezéien, well dat kéint eventuell bedeiten: administrativen Opwand, Hürde musse bewältegen. A si soen och, wann elo all Land

an Europa ufänkt, seng eege Législatioun ze maachen, da gëtt dat e fierchterleche Kuddelmuddel, wat d'Entreprisen eigentlech éischter géif ofschrecken. Den IT-Secteur awer hei zu Lëtzebuerg ass ganz kloer fir eng europäesch eenheetlech Regelung.

Här President, ech kommen elo geschwënn zu de Konklusioune vun der Medien- a Kommunikatiounskommissioun. Vläicht just e Bléck nach op een oder zwee Länner an Europa. Ech hat der do méi virgesinn, déi kënnt Der am Rapport dann noliesen. Vläicht just fir ze soen, an Däitschland ass jo elo eng grouss Diskussioun mat der Telekom, déi do wëllt an eng Richtung goe vun enger Drosselung vun den Daten. Do ass mëttlerweil eng Petitioun mat 50.000 Ënnerschrëften, déi do sech fonnt hunn, wou dat also eng Anhörung muss ginn am Bundestag, fir do ze kucken, ob se légiféréieren oder net. Frankräich hat ech scho mat Skype kuerz erwähnt.

Vläicht just Holland. An Europa ass just Holland, dat d'Netzneutralitéit an engem Gesetz 2011 geregelt huet. Mëttlerweil gëtt dëst Gesetz awer erëm a Fro gestallt, well sech an der praktescher Ëmsetzung eng Rei Problemer erginn hunn, eng Rei Problemer juristescher awer och technescher Natur. Dat ass zum Beispill eng Saturatioun vum Backbone: Wéi beschreift een dat juristesch? Wéi kontrolléiert een technesch permanent d'Netzneutralitéit an esou weider.

Här President, Merci, datt Der mer e bësse méi Zäit ginn hutt. Ech kommen dann awer zu de Konklusiounen. Verschiddener si schonn an den Explikatiounen zu den Entrevuë mat ugeklongen oder méi breet développéiert ginn, duerfir nach eng Kéier ganz, ganz kuerz am Rappel: éischtens d'Suerg vun der sozialer Gerechtegkeet an Inklusioun an der Noutwendegkeet vun der Medienerzéiung, d'Noutwendegkeet vun der Netzneutralitéit fir de Schutz vun der Privatsphär an der Liberté d'expression, d'Wichtegkeet vun dem oppenen Netz fir d'Innovatioun an den Développement vun engem wichtege Secteur fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg.

Aus all deenen Ursaachen an nach vill aneren Deelfacetten, déi mer an den Entrevueën diskutéiert hunn, ass fir d'Kommissioun den Erhalt vun der Netzneutralitéit hei zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus enorm wichteg. Ech mengen, dat ass déi éischt Konklusioun, déi ee muss ënnersträichen. Et gouf bei de Memberen an der Kommissioun keng Stëmm, déi dat a Fro gestallt huet. Mir hunn och duerfir am Rapport geschriwwen: «Rattachement ferme au principe de la neutralité du réseau».

Wou kéint eng Gefor oder en Drock an Zukunft op dës Neutralitéit kommen, dat schéngt eis an der Kommissioun wierklech op der Säit vun den Opérateuren ze sinn. Ebe bedéngt duerch déi technesch Capacitéiten, déi begrenzt sinn, datt si mussen Investissementer maachen, wiere si éischter favorabel, fir dat eng Kéier opzeginn, fir eben och dann zousätzlech Recetten ze kréien, am Géigesaz zum IT-Secteur, dee wierklech seet, dat kënnt fir eis net a Fro, déi op den Erhalt vum oppenen Netz halen.

Da kommen ech zu der entscheedender Konklusioun. Dat war jo eigentlech och à l'origine eis Missioun. An der Motioun stoung jo, datt mer sollen déi Fro beäntwerten: Solle mer hei zu Lëtzebuerg légiféréieren oder net? Déi Äntwert vun der Kommissioun, vun der Héichschoul-, Medien- a Kommunikationskommissioun ass kloer: Mir wëllen eng gesetzlech Regelung, mä…

M. le Président.- Här Berger, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Ech hunn lech elo fënnef Minutte scho méi ginn.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Also ech si wierklech bei deene leschte Konklusiounen, ech komme bei d'Haaptkonklusioun, ech si bei där leschter Konklusioun.

Mir wëllen eng gesetzlech Regelung, mä et ass awer net ubruecht, fir elo eng national Léisung unzestriewen an e spezifescht Lëtzebuerger Gesetz fir d'Netzneutralitéit auszeschaffen. Also e Jo fir eng Regelung, mä awer keng national Regelung, mä eng op europäeschem Plang. Dat ass d'Konklusioun vun der Kommissioun gewiescht an hirer Majoritéit, eben och aus all deenen Argumenter, déi ech do gesot hunn.

A souwäit mer wëssen, d'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt déi Vueën och a si ass jo och esou wäit - wat mer gesot krute vun de Vertrieder aus dem Ministère, vun der Madame Ries -, et ass jo esou, datt d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer och zu Bréissel plädéiert, datt endlech do soll eng Direktiv kommen. Et ass ze hoffen, datt dat esou schnell wéi méiglech kënnt.

En attendant hate mer zwou Propositiounen am Rapport, datt op där enger Säit den ILR, wann awer wierklech Verstéiss wieren hei zu Lëtzebuerg, da soll am Kader vu senger gesetzlecher Rumm eis doriwwer als Kommissioun informéieren, an och, datt een eventuell soll drun denken, wann an Däitschland dee System sech géif bewähren, datt mer hei zu Lëtzebuerg och eventuell esou een Outil kéinte kréien, wou sech all eenzelne Bierger dat praktesch doheem…

M. le Président.- Här Berger, Dir misst wierklech awer elo zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et ass mäi leschte Saz. Ech schwätzen herno och net méi dann am Numm vu menger Fraktioun, well hei eigentlech och alles gesot ass.

An datt mer also hei zu Lëtzebuerg, wann dat sech géif bewähren an Däitschland, esou e System kéinten aféieren, wou all eenzelne Bierger kéint och doheem kucken, kontrolléieren, ob déi Netzneutralitéit garantéiert wier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Januar vun dësem Joer huet de Statec eng Etüd erausginn, laut där hei am Land 92% vun de Stéit e Computer an en Internetzougang doheem hunn. An eng grouss Majoritéit vun de Leit benotzen de Computer och praktesch all Dag. 73% vun den Internetbenotzer hunn e Breetbandzougang, also de séieren Internet. A vun hinne sinn der dräi Véirels der Meenung, dass dësen Zougang eigentlech och séier genuch ass.

Des Weidere benotze 95% vun de Leit hei am Land tëschent 16 a 74 Joer e mobilen Tëlefon oder e sougenannte Smartphone. Dëst erkläert dann och, firwat dass déi meescht Internetbenotzer ausserhalb vun hirer Aarbecht oder hirem Doheem op den Internet zréckgräifen, an dëst mat engem mobilen Apparat wéi engem Laptop, engem Tablet PC, engem mobilen Tëlefon oder eben engem Smartphone. A grad vun dësen Internetbenotzer hunn der bal d'Halschent mindestens eemol d'Woch Schwieregkeete mat hirem mobilen Apparat, sief et, dass se net genuch Bandbreet hunn, sief et, dass den Internet einfach schrecklech lues ass. A mat dëse puer Zuele si mir dann am Sujet vun der Internetneutralitéit dran.

D'Netzneutralitéit garantéiert all Benotzer vum Internet déiselwecht Behandlung. De sougenannten Internetserviceprovider, also deen, deen den Internetzougang ubitt, transportéiert sämtlech Päck mat Daten dra mat där gläicher Qualitéit a mat därselwechter Vitesse um Internet. Dobäi ass et egal, vu wiem dës Päck mat Donnéeë kommen oder bei wie se geschéckt ginn. Et ass och egal, wat an dëse Päck vun Donnéeën dran ass oder wéi dës Päck duerno benotzt ginn. Alles gëtt gläich behandelt.

Am Kloertext, wann d'Internetneutralitéit garantéiert ass, kann ee sech den Internet virstelle wéi eng breet Autobunn, op där grouss a kleng Autoe mat därselwechter Geschwindegkeet egal wouhinner fuere kënnen an et gëtt ni e Stau. Wann d'Internetneutralitéit net garantéiert ass, da fueren déi eng Autoe méi séier an déi aner méi lues respektiv deejéinegen, dee Péage bezilt, däerf se alleguerten iwwerhuelen.

Hautdesdaags gëtt et nämlech technesch Méiglechkeeten, fir ze kucken, wéi eng Daten dann iwwer Internet geschéckt ginn. Des Weidere gëtt et technesch Méiglechkeeten, fir d'Geschwindegkeet vun den Daten um Internet ze veränneren. All dës technesch Méiglechkeete gouf et zu den Ufankszäite vum Internet nach net. A grad well et haut dës Méiglechkeete gëtt, stellt sech d'Fro, ob alles um Internet soll fräi an neutral bleiwen oder ob alles, wat um Internet ronderëmgeet, soll kontrolléiert a geregelt ginn.

Wa mir un dat sougenanntent „Arabescht Fréijoer" zréckdenken, da musse mir och d'Wichtegkeet vum Internet an dësem demokratesche Prozess an den arabesche Länner unerkennen. Ouni déi wichteg a pertinent Informatiounen, déi dank dem Internet duerch d'Welt gaange sinn, mä déi och haaptsächlech an de betraffene Länner ronderëmgaange sinn, wier mat Sécherheet déi eng oder aner Diktatur net esou séier gefall. Mir hunn haut déi immens Chance, fir an enger fräi entwéckelter Gesellschaft ze liewen. Mir liewen an enger Demokratie an duerfir kënnt et fir d'CSV-Fraktioun net a Fro, fir alles ronderëm den Internet ze kontrolléieren an ze regelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt vill iwwert d'Netzneutralitéit geschwat. Mä wéi gesäit et dann hei zu Lëtzebuerg aus? Zu Lëtzebuerg gëtt d'Netzneutralitéit duerch den Institut luxembourgeois de régulation, also den ILR kontrolléiert. Dëst geschitt op der Basis vum drëtten Telekom-Pak vun 2009, dee mir mam Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et les services de communications électroniques ëmgesat hunn. Dësen drëtten Telekom-Pak huet sech net direkt mat der Internetneutralitéit auserneegesat. D'Europäesch Kommissioun huet just an enger Deklaratioun, déi un den drëtten Telekom-Pak ugehaangen ass, festgehalen, dass d'Neutralitéit vum Internet e politeschen Objektiv ass, dass si d'Situatioun wäert verfollegen a gegebenenfalls Mesuren ergräifen.

Am Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et les services de communications électroniques ass d'Obligatioun verankert, dass den Internetserviceprovider, also deejéinegen, deen den Internetzougang ubitt, muss seng Clienten iwwer eventuell Restriktiounen am Zougang zum Internet informéieren. Des Weideren ass am Gesetz festgeschriwwen, dass den ILR muss drop uechten, dass dës Obligatioun respektéiert gëtt an dass eng minimal Qualité de service assuréiert ass. Laut dem ILR gëtt et de Moment keng Problemer an Hisiicht Netzneutralitéit hei am Land. Déi aktuell Gesetzgebung geet duer, fir d'Netzneutralitéit ze garantéieren, och wann et bis elo keen explizitte lokale Kader duerfir gëtt, esou wéi dat zum Beispill an Holland de Fall ass.

Ee vun de gréissten Internetzougangsubidder zu Lëtzebuerg ass d'Entreprise des Postes et Télécommunications, wann net souguer dee gréissten. D'Post zum Beispill investéiert all Joer zeg Milliounen Euro an den Ausbau vun hirem Glasfasernetz an an hire Backbone. An dëst betrëfft nach nëmmen de fixen Internet! Duerfir kann d'Post awer iwwer 80% vun de Stéit hei am Land de séieren Internet ubidden. An dëst soll bis 2017 nach weider ausgebaut ginn.

Am Kader vum Marshall-Plang, deen de Wirtschaftsminister kierzlech ugekënnegt huet, ass virgesinn, dass d'Post soll weider ronn 968 Milliounen investéieren, an dat gréisstendeels an hire Glasfaserréseau. LuxConnect soll bis 2017 110 Milliounen Euro a Glasfaserréseauen an Datazentren investéieren. An dëst sinn elo just d'Investissementer vun der Post a LuxConnect, an déi vun deenen anere Kommunikatiounsopérateuren hunn ech nach net derbäigerechent. An dëst sinn och nëmmen d'Investissementer an de fixen Internet. Vum mobilen Internet hunn ech och nach net geschwat.

Wann een dës Beträg gesäit, kann ee verstoen, dass d'Internetzougangsubidder gäre géifen zumindest een Deel vun dësen Infrastrukturkäschten un d'Benotzer vum Internet weiderginn. D'Post huet eis an der Kommissioun gesot, dass 20% vun den Internetbenotzer 70% vum Internettrafic generéieren. Wéinst dëse Benotzer muss d'Post immens vill an hir Infrastrukturen investéieren.

A wann dann zum Beispill eng Firma wéi Skype kënnt, da benotzt déi der Post hiren Internetréseau, fir gratis Telekommunikatiounen unzebidden, also Tëlefonskommunikatiounen. Domadder hëlt si der Post dann och en Deel vun hirem Akommes ewech, well dës Clientë jo dann net méi iwwert d'Post telefonéieren. Am konkrete Fall vu Skype muss d'Lëtzebuerger Post also zweemol bezuelen: eng Kéier op den Infrastrukturen an eng Kéier um Akommes, dat se verléiert.

A wa mir grouss Firme kucken, wéi ebe grad Skype, Google, Amazon, YouTube, fir just dës ze nennen, dann hunn dës Firmen hire ganze Geschäftsmodell op d'Netzneutralitéit opgebaut. Si benotzen, fir hire Chiffre d'affaires ze maachen, d'Internetinfrastrukturen, déi aner Firme bezuelt hunn. An dëst, ouni dëse Firmen iergendeppes vun hirem Benefiss ofzeginn! Soll awer elo zum Beispill d'Lëtzebuerger Post probéieren, mat dëse Firmen ze verhandelen, fir dass si sech un den Infrastrukturkäschte vun der Post bedeelegen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, dass esou e klengt Land, wéi mir et sinn, fir déi grouss Firmen net wierklech wichteg ass. Eis Ausgangsbasis fir esou Verhandlungen ass zimlech kleng a mir riskéiere ganz einfach, op der Landkaart vun dëse Länner ze verschwannen!

Well awer d'Investissementer an d'Infrastrukturen deier ginn, huet zumindest d'Lëtzebuerger Regierung dee richtege Wee ageschloen: D'Lëtzebuerger Post huet nach ëmmer een eenzegen Aktionär, an dat ass de Lëtzebuerger Stat. Bei LuxConnect ass de Lëtzebuerger Stat zu 99,9% Aktionär. De Stat ass net dem Liberaliséierungsdrang vun eisen Nopeschlänner nogelaf an huet seng Undeeler un der Post an u LuxConnect och net verkaaft. Dowéinst kann de Lëtzebuerger Stat haut op en Deel vu sengen Dividende verzichten an d'Post a LuxConnect kënnen dës Zommen huelen, fir an hir Réseauen ze investéieren.

De Marshall-Plang ass also indirekt och e wichtege Schrëtt, fir weiderhin hei zu Lëtzebuerg performant Internetinfrastrukturen ze hunn an esou d'Netzneutralitéit ze garantéieren. Well nëmmen, wa genuch Capacitéiten do sinn, fir de ganzen Trafic ze packen, musse keng Barrièren agebaut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Netzneutralitéit kann awer fir eist Land d'Basis vun engem sougenannte Geschäftsmodell sinn. Am Regierungsprogramm vun der jëtzeger Regierung steet, dass Lëtzebuerg soll en europäeschen Telekommunikatiounszentrum ginn. Duerfir sollen d'Fix- an d'Mobilréseauen ausgebaut ginn. Performant nei Datazentre solle gebaut ginn. Mir leien am Zentrum vun Europa a mat LU-CIX si mir un déi wichtegst Internetplattformen an Europa ugebonnen. Net ëmsoss hu mir gëschter d'Gesetz iwwert de Cloud computing gestëmmt, dat dësem wichtege Wirtschaftszweig soll eng legal Hëllef ginn am Fall vun enger Faillite.

Wann awer d'Netzneutralitéit net garantéiert ass, da brauche mir och keng Datazentren ze bauen a mir brauchen eis Législatioun net un zukunftsträchteg nei Wirtschaftszweiger unzepassen. Wann d'Netzneutralitéit net garantéiert ass, brauche mir och net an d'Fuerschung hei am Land ze investéieren, well grad d'Fuerschung brauch héich performant Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, déi op der Netzneutralitéit baséieren. A grad am Beräich vun dësen Technologië sinn an de leschte Joren hei am Land vill nei Aarbechtsplaze geschafe ginn an eisen Trésor kritt ëmmerhin all Joer e puer Honnert Milliounen Euro aus dësem Secteur eran.

Här President, d'Netzneutralitéit garantéiert jiddwerengem, deen um Netz surft, déiselwecht Behandlung. Internet huet esou ugefaangen an huet doduerjer och dee Succès kritt, deen en haut huet. Den Internet ass fundamental fir d'Innovatioun an d'Kreatioun vun neien Technologien a Servicer. Ouni dëst fundamentaalt Konzept vun der Neutralitéit um Internet wier d'Innovatioun an den Netzwierkberäicher net esou staark entwéckelt, wéi dat an dësem 21. Jorhonnert de Fall ass. An ouni d'Netzneutralitéit hätte vill jonk motivéiert a begaabt Leit och net déi Chance, hir fortschrëttlech Iddien auszeschaffen, weiderzeginn, auszetauschen an deenen anere Useren unzebidden.

Ouni déi Neutralitéit géif och Diskriminatioun um Internet bestoen an et géif zu enger Klassegesellschaft um Internet kommen, an där just nach déi mat ville Suen a Moyene kéinte vun deem universelle Service profitéieren. Déi manner favoriséiert Leit, déi och vill Talent hunn, fir innovativ Saachen ze erfannen, deenen hir Chance op Réussite géif drastesch falen.

Wou gëtt et haut esou eng Chancëgläichheet wéi um Internet? Fir eng modern entwéckelt Gesellschaft, déi an d'Zukunft bléckt an déi onse jonke Matbierger eng reell Chance op Erfolleg wëllt ubidden, virun allem an Zäiten, wou de Chômage nach ni esou héich war, ass de Prinzip vun der Netzneutralitéit fundamental wichteg. Vill Experte sinn awer haut der Meenung, et misst een d'Netzneutralitéit per Gesetz garantéieren, well et soss zu ëmmer méi Abusen an Diskriminatioun géif kommen. An dat géif nees zu enger Ongläichheet an eiser Gesellschaft féieren an den Internet zu engem Bestanddeel vu sozialer Exklusioun maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo bewosst nach eng Kéier op de gesellschaftlechen Aspekt vun der Internetneutralitéit zréck. Lëtzebuerg zielt mat Schweden an Holland zu deene Länner, wou d'Leit am meeschten Internet doheem hunn. 92% vun den Haushalter zu Lëtzebuerg verfügen aktuell iwwer eng Internetverbindung. Dat ass natierlech eng gutt Nouvelle fir d'Internetneutralitéit an de sozialen Zesummenhalt, well hei keng esou grouss sozial Ongläichheet besteet, wat den Accès op Internet ugeet. An trotzdeem existéiert se nach deelweis.

An doriwwer sollt een och e puer Wierder soen: Et gëtt nach ëmmer eng Partie Leit, déi net iwwer e Computer oder en Internetzougang doheem verfügen. An hiren Aen ass Internet net wichteg oder awer si verfügen net iwwert déi néideg Kompetenzen, fir e Computer oder Internet ze benotzen. Dëst bréngt mat sech, dass dës Leit net kënne vun allen innovativen Technologien a Servicer, déi iwwer Internet ugebuede ginn, profitéieren. Si hunn och net déi nämlecht Chancen, fir sech iwwert déi sozial Netzwierker ze profiléieren. Hei entsteet eng sozial Ongläichheet, déi ëmmer méi grouss gëtt, well den Internet eng ëmmer méi wichteg Roll an eiser Gesellschaft kritt.

Eng aner Realitéit ass, dass déi Leit, déi iwwer méi eng lues Internetverbindung verfügen, well

se manner kascht, oft duerch Stéierungen a Verbindungsproblemer découragéiert ginn, fir Internet iwwerhaapt ze benotzen. Aus dësem Grond ass et wichteg, dass Lëtzebuerg am Kader vu senger Stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit net nëmmen d'Netzneutralitéit garantéiert, mä dass och e minimalen Débit ageschriwwen ass, an dësen Débit soll bis 2020 progressiv eropgoen. Nëmmen esou ka vermidde ginn, dass Leit aus engem manner favoriséierte soziale Milieu net nëmmen de Computer bezuele mussen, mä och nach en deieren Internetzougang, fir en anstännegen Débit ze hunn.

An dësem Kontext muss een awer och eng Kéier op eist Schoulwiesen hei zu Lëtzebuerg agoen. An der Schoul léieren d'Kanner an déi Jugendlech ëmmer méi um Computer; och fir hir Hausaufgaben ass e Computer noutwendeg, an dëst kombinéiert mat engem Internetzougang, well d'Kanner soss Schwieregkeeten hunn, fir un Daten erunzekommen, déi se fir d'Schoul brauchen. An ebe grad de Computer an den Internetzougang si fir munch Elteren e grousse Posten an hirem Budget. Grad fir dës Elteren ass en Internetzougang, deen op der Basis schonn en héijen Débit garantéiert an awer nach ze bezuelen ass, wichteg, well si soss Problemer hunn, fir alles ze bezuelen. Och iwwert dëse Punkt muss am Éducatiounsministère nogeduecht ginn an deem muss Rechnung gedroe ginn, wa Schoulprogrammer ausgeschafft ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV-Fraktioun si mir der Meenung, dass een d'Netzneutralitéit net soll op déi liicht Schëller huelen an dass ee genaue Suivi néideg ass. Als Gesetzgeber musse mir dem ILR dee Kader ubidden, deen e brauch, fir seng Verifikatiounsaarbecht esou gutt kënnen duerchzeféiere wéi méiglech. Fir de Moment geet de Kader jo duer, laut dem ILR selwer.

Mir begréissen awer, dass d'Europäesch Kommissioun d'Netzneutralitéit gesetzlech festhale wëllt. Mir sinn ons alleguer bewosst, wéi séier den Internet sech entwéckelt a wéi eng Dimensioun dat Ganzt kritt. Fir eng europawäit uniform Positioun zu dësem Thema ze kréien, wat jo och d'Zilsetzung muss sinn, muss een den Term Neutralitéit natierlech och kloer definéieren, fir dass et herno keng Mëssinterpretatioune bei deem engen oder anere gëtt.

Den E-Business spillt eng wichteg Roll, net nëmme fir d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, mä och fir d'Innovatioun an d'Wäertschöpfung hei am Land. An dëst ass nëmmen da machbar, wann d'Netzneutralitéit weiderhi garantéiert bleift.

D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt nach ëmmer der Regierung hir Stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit, déi am Abrëll 2010 décidéiert gouf. Ech erënneren och kuerz un d'Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun), déi d'Chamber am November 2011 ugeholl huet. Dës Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun) fuerdert d'Regierung op, sech weider fir d'Netzneutralitéit um europäeschen an internationale Plang anzesetzen. Des Weideren huet d'Chamber d'Regierung opgefuerdert, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg genee am A ze behalen an, falls den ILR senge Missiounen net méi kéint gerecht ginn, eventuell Upassungen um Gesetz ze maachen.

Des Weideren ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun weiderhin d'Regierung an hire Beméiungen, fir aus Lëtzebuerg eng kompetitiv ICT-Plaz ze maachen. An duerfir ass d'Netzneutralitéit een, wann net dee wichtegsten, Ingrédient!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. An als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, den Internet ass aus eisem alldeegleche Liewen net méi ewechzedenken. Leit, déi keen Accès zum Internet hunn, oder e schlechten Accès op den Internet, riskéiere sozial ausgeschloss ze ginn. An dofir gesi mir als LSAP den Internet prinzipiell als Service public, zu deem jiddwereen en equivalenten Accès soll hunn. Dofir schwätze mir ons och, wéi bal alleguerten - ech hunn nach hei kee gehéiert, deen dergéint war an dësem Haus, an och dobaussen -, fir d'Netzneutralitéit aus. Mir wëllen, dass déi Technik jiddwerengem et erlaabt, sech fräi auszedrécken, an dat weltwäit.

Här President, mir hunn zu Lëtzebuerg elo keng spezifesch Législatioun iwwert d'Netzneutralitéit. Mir hunn den drëtte Paquet Télécom vun der Europäescher Unioun ëmgesat an ons domat Instrumenter ginn, fir d'Netzneutralitéit ofzesécheren. Am Gesetz vum 11. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et services de communications électroniques geet et ëm d'Schafe vun engem Ëmfeld, dat Konkurrenz erlaabt an doduerch och d'Netzneutralitéit ofséchere soll. Et geet drëm, d'Rechter vun de Verbraucher ze schützen an eng onofhängeg Regulatioun vun den Netzer ze erlaben.

Et gouf bis elo zu Lëtzebuerg wéineg Plaintë beim ILR, dass d'Netzneutralitéit net voll a ganz assuréiert géif. Wéi mer am November 2011 hei an dësem Haus iwwert d'Netzneutralitéit diskutéiert hunn, wousste mer aus dem Bericht vum BEREC, also dem europäesche Verband vun den nationale Régulateuren, dass den Télefonsservice Skype vu verschiddene grousse Provideren an Europa an och zu Lëtzebuerg blockéiert gouf. Dat konnt zu Lëtzebuerg duerch d'Interventioun vun dem ILR ënnerbonne ginn, wat och weist, wéi wichteg dass et ass, e gudde Régulateur ze hunn.

Wuel gëtt et heiansdo déi eng oder aner Plainte iwwert d'Qualitéit vum Netz, wat awer nëmmen indirekt mat der Neutralitéit ze dinn huet, well wann d'Netzer net performant sinn, dann ass natierlech d'Fräiheet am Netz, dann ass d'Netzneutralitéit en eidelt Wuert.

Här President, et gëtt eng Internetöffentlechkeet, muss een och wëssen, déi sech organiséiert an och manifestéiert. Et ass souguer eng Partei doraus entstanen. An déi Öffentlechkeet inquiétéiert sech iwwert d'Geforen, déi fir d'Fräiheet am Internet entstoe kënnen. Déi Angscht gëtt ënnermauert duerch déi autoritär Ugréffer an Agréffer an den Internet a Länner wéi a China, Russland, an alle Länner, an deenen d'Regierungen d'öffentlech Meenung fäerten.

Bei ons gëtt et dat selbstverständlech net, mä bei ons entsteet eng aner Zort Gefor fir d'Netzneutralitéit, wann d'Netzer net performant fir de risegen Dateverkéier sinn. Doduerch an och duerch wirtschaftlech Iwwerleeunge kommen dann d'Netzbedreiwer dozou, wéi zum Beispill déi däitsch Telekom dat ugekënnegt huet, den Zougang zum Internet ze drossele fir déi Leit, déi e gewëssene Pensum um Internetkonsum erreecht hunn.

Dat war jo och de Fall an Holland, wou verschidden Opérateuren den Accès op Skype blockéiert hunn. An do huet d'Regierung e Gesetz gemaach, fir esou an ähnlech Praktiken ze ënnerbannen an esou d'Netzneutralitéit ze garantéieren. Holland war der Meenung, dass e Gesetz eng besser Garantie fir d'Netzneutralitéit ka sinn, wéi wann een de Maart gewäerde léisst.

Och an der franséischer Assemblée nationale gëtt sech mat deem Sujet befaasst. De Conseil national du numérique huet a sengem Rapport vum 12. Mäerz 2013 festgehalen, dass ee muss légiféréieren, fir d'Netzneutralitéit ze erhalen a justement d'Drosselungen oder d'Blocagë vu verschiddene Servicer ze verhënneren.

D'Europäesch Kommissioun wollt laang näischt vu Regulatioun héieren, well se traditionell op d'Konkurrenz am Bannemaart setzt, fir d'Netzneutralitéit ofzesécheren.

Et schéngt awer, wéi wann dat ännere géif. Schonns 2012 hat d'Kommissioun eng Recommandatioun annoncéiert, fir verschidden Aspekter ze behandelen, wéi d'Transparenz an der Gestioun vum Trafic. An elo de 4. Juni 2013 huet déi zoustänneg Kommissärin, d'Madame Neelie Kroes, am Europaparlament an enger Ried eng Partie Propositiounen ugekënnegt.

An der Haaptsaach kënnt dee Wiessel, dee Gesinnungswiessel, well d'Kommissioun fäert, de Bannemaart ouni Grenze géif duerch d'national Regulatiounen a Gefor bruecht ginn, dat heescht, zersteckelt ginn. D'Europäesch Unioun huet dofir déi rechtlech Viraussetzungen am Vertrag Artikel 170 an 171 iwwert d'transeuropäesch Netzer.

Wat seet elo d'Kommissioun?

D'Kommissioun wëllt zum Beispill d'Innovatioun encouragéieren. Wann een esou Innovatioune wëllt, seet d'Kommissioun, soll ee kënnen dofir extra bezuelen. D'EU däerf dat net verhënneren.

Zweetens: D'Kommissioun wëllt d'Transparenz assuréieren. Jiddweree soll wëssen, wat a sengem Kontrakt steet, deen en ënnerschreift.

Drëttens soll jiddwereen déi Internetservicer wiele kënnen, déi e wëllt. Dozou gehéiert de Wiessel vum Provider ouni Barrière, ouni Obstakel.

A véiertens sollen Innovatiounen um Maart fräi zougänglech sinn, ouni dass d'Internetprovider se blockéieren, wéi bei Skype.

Kaum war déi Ried eraus, ass jo och Kritik opkomm, well jo doduerch awer de Prinzip vun der Netzneutralitéit op eng gewëssse Manéier ageengt gëtt. Well déi absolut Netzneutralitéit, déi absolut Fräiheet am Netz heescht, dass all Zort Trafic gläich ass an dass et kee wichtegen a manner wichtegen Trafic gëtt, muss jiddweree vun der Flatrate profitéieren, dat heescht vun deemselwechten Tarif, an dofir am Internet maache kënnen, wat e wëllt.

Dat ass jo am Fong geholl d'Approche, déi allgemeng akzeptéiert ass. Natierlech, wann d'Netz déi riseg Masse vun Donnéeën, déi doranner geschleist ginn, net méi packt, da mussen d'Netzbedreiwer wuel oder iwwel net nëmme massiv an d'Netzer investéieren, well dat ass déi Haaptkonditioun, fir dass dat fonctionnéiert, mä e gewëssene Management vum Trafic, besonnesch an de Spëtzestonnen, muss méiglech sinn. An dee gëtt et elo schonns.

Wéi dee Management ausgesäit, ouni dass d'Fräiheet am Netz ënner Drock geréit, dat heescht, ouni dass d'Bedreiwer Ableck an den Inhalt vum Trafic huelen - dat ass jo da wierklech en déif gräifenden, en déiwen Agréff an d'Inhalter -, dat ass natierlech eng schwiereg Équatioun, déi nach net geléist ginn ass, sou dass bis elo d'Netzneutralitéit nëmme kann assuréiert ginn, wa se da wierklech perfekt ass, vollkommen ass, duerch dat beschtméiglecht Netz.

Ech mengen, dass et doriwwer eraus trotzdeem och méiglech muss sinn, dass am Internet Applikatioune wéi zum Beispill fir d'Gesondheet oder natierlech am Katastropheschutz oder fir d'Sécherheet eng gewësse Prioritéit kann zouerkannt ginn. Et muss een och soen, dass et e gewëssene Management gëtt bei den Netzbedreiwer, déi hir Clientë géint Spame schützen. An dat gëtt jo och vun den Utilisateuren allgemeng unerkannt.

Et gëtt elo schonns, jee no Land, verschidden Ugebueder vun Internet, déi no de Bedierfnisser vun de Clientë verschidden Tariffer ubidden. Et ass jo och eng Fro, wat mat deene sougenannten „heavy users" geschitt, déi jo d'Netz belaaschten op d'Käschte vun Utilisateuren, déi hir gängeg Alldagsgeschäfter um Internet maache wëllen: hir Mailen oder hir Daten erofzelueden, déi se kréien. Dat ass eng Fro, déi sécher an där europäescher Diskussioun wäert maassgebend sinn, ob een eng gewësse Regulatioun soll maachen oder net.

D'Netzbedreiwer gerode jo och ënnert den Drock vun den Internetmultië wéi Google, Yahoo, Facebook; et ass och scho gesot ginn d'éinescht. Déi Multien hu riseg Usprëch, sinn ënnerstëtzt vun de Clienten, well d'Clienten do hiren Interessi dru fannen, a si wëllen natierlech esou mann wéi méiglech bezuelen, wat dann eng grouss Pressioun fir déi Haaptnetzbedreiwer ass.

Den Haaptopérateur an och den Haaptinvestisseur zu Lëtzebuerg op deem Gebitt ass natierlech d'Entreprise publique vun der Post. Aus den Erklärunge vun där Entreprise, och an der Kommissioun, geet ervir, dass zu Lëtzebuerg, wéi am europäeschen Ausland, d'Fro gestallt gëtt, ob verschidde Präisser fir verschidde Qualitéite vu Servicer méiglech sinn. Fir d'Post kann esou eng Praxis kompatibel si mat der Netzneutralitéit, wann eben déi néideg Regele bestinn.

Aner Opérateuren, déi wëllen um Tarif standard festhalen, also wëlle keng national Législatioun a fannen, dass d'Konkurrenz assuréiert gëtt. Wat fir den Ableck och méiglech ass, well eben d'Netzer zu Lëtzebuerg esou gutt sinn, dass se all Bedierfnisser ofdecken.

Här President, onse Bericht, fir deen ech dem Här Berger selbstverständlech félicitéieren, deen och vill Aarbecht doranner gestach huet, seet eigentlech net vill, wou et soll higoen. D'Orientatioun ass relativ vag. Dat war och d'Konditioun, firwat dass een do konnt en allgemenge Konsens, bal allgemenge Konsens fannen. D'Konklusioune vum Rapporteur sinn e bëssen ofgehuewen, an ech wëll soen, schwammen och an engem gewëssenen „angélisme".

Ech résuméieren déi Konklusiounen esou: Mir si fir d'Netzneutralitéit ouni Restriktioun. Mir wëlle keng gesetzlech Regulatioun vun der Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg. Mir soen elo emol näischt iwwer eng gesetzlech Regulatioun um europäesche Plang, mir waarden emol of. Mir hu Vertrauen an den ILR. Mir sinn net géint Investissementer, mä d'Consommateure sollen de Präis dovunner net spieren.

Dat ass alles natierlech politesch wéineg zwéngend. Ech verstinn dat och, well kee sech esou richteg wëllt op deen Terrain bewegen, well, wéi gesot, d'Netzneutralitéit eng helleg Kou ass a mir jo och alleguerten natierlech fir déi méiglechst grouss Fräiheet am Internet sinn.

Wat meng Konklusiounen am Numm vun der LSAP ugeet, wëll ech der dräi soen:

Éischtens, mir mengen net, dass de Maart alles vum selwe léise kann.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- An de Maart ass och net eleng capabel, d'Fräiheet vum Internet voll ze erhalen. Mir mengen dofir, dass op d'mannst eng europäesch Regulatioun muss kommen, fir Transparenz, fir Konkurrenz, fir Innovatioun ofzesécheren a virun allem och dominant Positioune vu Serviceprovideren ze verhënneren.

Ob mer e Gesetz zu Lëtzebuerg maachen? Bon, wann eng europäesch Regulatioun kënnt, dann transposéiere mer déi jo selbstverständlech a Lëtzebuerger Recht. Mä ob mer en eegent Gesetz zu Lëtzebuerg maache sollen, hänkt natierlech och vun deem Inhalt vun där europäescher Regulatioun of. Dofir kann ee vu vireran net ausschléissen, dass eng Kéier e Gesetz doriwwer zu Lëtzebuerg kënnt.

Mä, wéi gesot, wann ech dee Gesinnungswandel bei der Madame Kroes gesinn, wat jo eng extrem liberal Kommissärin ëmmer war, hin zu enger gewëssener Législatioun - net nëmmen eng Recommandatioun, mä eng Législatioun -, da musse mer kucken, wéi dat sech développéiert. Dat soll anscheinend e véierte Paquet Télécom ginn. Elo wär et natierlech interessant, vun der Regierung ze héieren, ob do schonn Texter komm sinn an ob schonn Diskussioune gefouert gi sinn.

Här President, zweete Punkt: Lëtzebuerg huet fir den Ableck keng Problemer vu Capacitéiten. Natierlech kann een der Post, der Entreprise publique net zoumudden, eleng fir d'Investissementer opzekommen, ouni déi Investissementer anstänneg no wirtschaftleche Kritäre rémunéréiert ze kréien. Et ass net ze erwaarden, dass Innovatiounen am Internet am Interessi vun de Verbraucher geschéien, wa se net och op déi eng oder aner Manéier kënne rémunéréiert ginn.

An drëtte Punkt: Den Internet ass e Service public, hunn ech am Ufank gesot. Wat d'Inhalter ugeet, soll do ouni Diskriminatioun egal wat an egal wéi ouni Zensur an ouni Barrière iwwermëttelt ginn, am Respekt vun de Gesetzer a vum Ordre public natierlech. Mä ech mengen, an dat hu mer och an der Kommissioun öfters diskutéiert an thematiséiert, et muss méiglech sinn, fir Déngschtleeschtunge wéi zum Beispill um Gebitt vun der Gesondheet - E-Health heescht dat op Englesch - oder vun der Sécherheet Prioritéite virzegesinn an deenen am Netz déi Prioritéit ze ginn.

Dat gesot, Här President, erwaarden ech selbstverständlech mat Spannung d'Aussoe vun deem neie Kommunikatiounsminister an dësem eminent zukunftsträchtege Beräich.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 17. November 2011 hat ech am Numm vun der grénger Fraktioun d'Regierung iwwert de Prinzip vun der Netzneutralitéit vum Internet interpelléiert. An eng vun de Konsequenze vun där Interpellatioun, dat war eng Motioun, déi eestëmmeg ugeholl ginn ass. An där Motioun stoung dran, mir géifen d'Regierung opfuerderen: «à inscrire dans la loi le principe de la neutralité de l'Internet (...) en tenant compte des développements sur le plan de l'Union européenne».

Och no deene villen an interessanten Ausféierunge vun der Kommissioun, och no der Lecture vum Rapport vum Här Berger an och no deene mëndlechen Aussoen hei vun deene Vertrieder vun de Fraktiounen, déi viru mir geschwat hunn, bleiwen ech a bleift déi gréng Fraktioun bei der Meenung, datt mer sollen aktiv ginn an de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz schreiwen.

Ech hat mech dofir och am Numm vun der grénger Fraktioun beim Vote vum Här Berger sengem Rapport enthalen. Mir sinn zwar mat villen Duerstellungen am Rapport d'accord, allerdéngs net, wat dat Wichtegst ugeet, an zwar mat der Konklusioun!

Als Gréng bedauere mir eng Konklusioun, déi, iwwerspëtzt formuléiert, just Folgendes seet: „Kommt, mir maachen emol näischt a waarden einfach op eng EU-Direktiv. Dat dauert zwar nach mindestens bis 2016 an et kënnt vläicht guer näischt Positives dobäi eraus, mä dat ass jo net schlëmm."

déi gréng plädéieren haut genau wéi 2011 fir de Contraire. Näischt maachen ass schlëmm. De Prinzip vun der Netzneutralitéit ass ze wichteg, fir en dem fräie Maart ze iwwerloossen. De fräie Maart ass kee faire Maart a kee soziale Maart a kee gerechte Maart. De fräie Maart privilegiéiert ëmmer déi grouss Monopolisten, déi finanzstaark international Konzerner a riskéiert, kleng a mëttel oder innovativ Start-up-Betriber ze benodeelegen.

Mä d'Netzneutralitéit huet och onofhängeg vun den ekonomeschen Enjeuen e wichtegen

dateschutzpoliteschen Notze fir all Bierger. Wann d'Opérateuren net gezwonge sinn, fir sech par rapport zum transportéierte Contenu neutral ze verhalen, ass et fir si natierlech méi lukrativ, fir verschidde Contenue geziilt ze privilegiéieren oder am Contraire och ze bremsen.

Fir dës Prioritéite kënnen ze applizéieren, musse si awer wëssen, wat an allen eenzelnen Datepäck dran ass. An dofir gëtt et dann esou „flott" Techniken haut wéi „Deep Packet Inspection". Refuséieren, eng streng Netzneutralitéit anzeféieren an duerchzesetzen, riskéiert deemno, zu enger genereller Iwwerwaachung an dem Filtrage vum Internettrafic ze féieren.

Ech probéieren dann och emol, unhand vun deenen Argumenter, déi ëmmer erëm optauchen, déi eng Kéier ze ënnersichen an ze kucken, firwat datt mir eventuell zu enger anerer Konklusioun komm si wéi vill aner Leit. Obschonn ech mer nach net esou sécher sinn. Ech wäert ganz zum Schluss nach eng Kéier drop zréckkommen, wat eigentlech den Optrag war a firwat datt ech mengen, datt mer deelweis och méi wäit diskutéiert hunn, wéi den Optrag eigentlech war.

Een Argument, wat ëmmer erëm erëmkënnt: Mir wieren ze kleng, mir sollen net virun de Won lafen, mir sollen ofwaarden. Erstaunlech eigentlech! Eréischt gëschter - an d'Madame Adehm huet et och gesot - hu mer unanime hei de Projet de loi 6485 gestëmmt. Mir hunn eis domadder e Gesetz ginn, wat méi Sécherheet am Fall vun enger Faillite vun engem Prestataire am Beräich vum Cloud computing schaaft.

Ganz houfreg waren d'Kolleegen hei op der Tribün, a gradesou houfreg war d'Madame Justizministesch. „Nei ekonomesch Nischen an nei Kompetenze fir Lëtzebuerg. Dat éischt Land, wat esou eng Législatioun kritt. Ee wichtege Virsprong fir d'Lëtzebuerger Industrie. An den Timing hätt net besser kënne sinn!", sot d'Madame Modert.

Wat heescht hei ze kleng? D'Hollänner an d'Slowenen hunn de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz geschriwwen. Dat sinn och net grad déi allergréisst europäesch Länner. Mir selwer hunn net gezéckt, fir eis eng positiv Législatioun am Beräich vun der Finanzwelt ze ginn. Dat hu mer dach relativ gutt gemaach. Do hu mer dach net ofgewaart, bis mer vu Bréissel gesot kritt hunn, wat mer sollte maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng si geneesou sensibel an interesséiert, Lëtzebuerg als Standuert fir den E-Business auszebauen. déi gréng sinn awer anscheinend méi sensibel wéi vill anerer, och d'Rechter vum eenzelne Bierger an och déi vu méi klengen Entreprisen op ee fräien a fairen Internet ze schützen.

Eng aner Fro, déi ëmmer erëmkënnt: Mir géife riskéieren, Wettbewerbsnodeeler ze kréien, wa mer géifen am Beräich Netzneutralitéit légiféréieren. Dat gëtt ëmmer gefaart. Mä mir brauchen net ze fäerten! Mir si jo gutt opgestallt. D'Regierung ass dach scho jorelaang amgaangen, mat deene Betriber, wou mer zu honnert Prozent Aktionär sinn, an ee Breetbandréseau ze investéieren. Mir hunn eng Qualitéit vu Réseauen, do gi praktesch all Länner ronderëm eis neidesch. Mir kënnen eis d'Netzneutralitéit leeschten.

Mir kënnen domat kloer e Wettbewerbsvirdeel fir kleng an innovativ Betriber ubidden. A mir dierfen net vergiessen, datt déi grouss vun haut, déi eventuell een Intérêt drun hätten, de Réseau zu hirem Virdeel ze notzen, virun zéng Joer och nach kleng an innovativ waren. Et wier aus grénger Siicht eng besser a laangfristeg méi sécher Strategie, fir op PMEen ze setzen, wéi ëmmer nach wëlle Giganten op Lëtzebuerg ze lackelen. Dat gëllt fir den IT-Beräich, awer net just fir do.

Da gëtt ëmmer erëm gesot, de Réseau misst géréiert ginn, well soss kéint et zum Datestau kommen. Dat steet op ville Plazen am Rapport. Et gëtt och gäre vun de Réseaubedreiwer als Argument ugefouert.

Mir sinn der Meenung, datt d'Netzwierkmanagement zu kengem Moment däerf d'Netzneutralitéit a Gefor bréngen. Et gëtt natierlech och haut schonn e gewëssen Undeel vu Gestioun am Netz, dat streide mer net of an dat mécht och Sënn. Mä déi Gestioun däerf net bedeiten, datt verschidden Notzer, verschidden Ubidder, verschidden Déngschter, Geräter, Uschlëss oder och geografesch Regioune benodeelegt ginn.

Moossnamen, Mesurë vum Provider zum Netzwierkmanagement mussen transparent bleiwe vis-à-vis vum Notzer a mussen och vum Régulateur iwwerwaacht ginn. Selbstverständlech wiere mir eis géint all „Deep Packet Inspection". Dat verstéisst an eisen Aen engersäits géint d'Netzneutralitéit an och géint d'Fernmeldegeheimnis. Dat ass ee massiven Agréff an d'Grondrechter an dofir ofzelehnen.

Wat d'Méiglechkeete méi grouss sinn, fir d'Date méi geziilt an ageschränkt ze verdeelen, wat den Intérêt, d'Réseauen auszebauen, méi kleng gëtt.

D'Meenunge ginn och auserneen, wéi wäit esou een Netzmanagement iwwerhaapt néideg ass.

De Markus Beckedahl, ee vun deenen zwee Experten, déi mer am Kader vun dësem Débat d'orientation an d'Chamberskommissioun invitéiert haten, seet zum Beispill kloer, datt eng Analys vun der Enquêtëkommissioun vum Däitsche Bundestag, déi d'Représentantë vun der DE-CIX invitéiert hat, festgestallt huet, datt et keng Surcharge vun de Backboneréseaue géif an Däitschland ginn. An den Här Beckedahl ass a senger Konklusioun och ganz eendeiteg. Am Rapport steet: «Il s'agit de garantir la neutralité d'Internet avant que les opérateurs télécom ne nous mettent devant le fait accompli. M. Markus Beckedahl estime qu'un cadre régulateur imposé par les États est indispensable.»

Eisen zweeten Expert, d'Madame Nadia Kutscher, kënnt zu därselwechter Konklusioun: «Sans régulation imposée, l'accès à Internet sera gouverné selon les lois du marché et donc en fonction des critères économiques».

Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Gläicht Recht fir alleguer, gläicht Netz fir alleguer! Firwat si mer hei? Fir d'Fräiheet vum Eenzelnen ze schützen? Dat géife mir emol mengen. Oder fir d'Fräiheet vu grousse Konzerner ze schützen, fir dem Eenzelne méiglechst vill Geld ofzeknäppen?

Mir hu Gesetzer, fir alles ze regelen, awer beim Internet soll sech alles vum selwe reguléieren. Hate mer net och vill ze vill laang gegleeft, dat wier am Bankesecteur esou?

Wien hëlleft, de Réseau bezuelen? Wann och mir als Gréng betounen, datt déi Strategie, fir de Réseau auszebauen, déi richteg ass, da si mer eis natierlech och bewosst, datt dat selbstverständlech Sue kascht. Historesch gesinn ass den Zougang zum Internet iwwer e Forfait gepusht ginn, wéi d'Leit nach net vill vun dësem Forfait oder vun enger Flatrate profitéiert hunn. Haut, wou ëmmer méi Leit Apparater hunn, déi ganz vill Applikatiounen zouloossen an och ganz einfach zouloossen, stellen dann ëmmer méi Providere fest, datt se mat de Flatratetariffer hir Onkäschten net méi gedeckt kréien. Si sinn also Affer vun hirem eegenen Erfolleg.

Wéi finanzéiere mer? Haut ass et jo esou, datt de Präis sech engersäits no der Vitesse vun der maximaler Transmissioun riicht an och nom forfaitairë Volumen, dee kann erofgeluede ginn. Dat ass och logesch. Et huet jo och net wierklech jiddwereen déiselwecht Besoinen. Net jiddwereen ass en „heavy user". An datt een „heavy user", dee méi a méi schnell wëllt erofan eroplueden, och méi bezilt wéi een, dee just seng Maile liest, ee Blog bedreift an e bësse surft, dat schéngt eis engersäits logesch an anersäits och een Usporn ze sinn, déi technesch Entwécklung an eng innovativ Richtung ze dreiwen.

D'Post seet, datt 20% vun den Utilisateure 70% vum Internettrafic géife generéieren. Dofir gëtt et jo och déi verschidde Moyenen, wéi ee sech kann un den Internet uschléissen. Mir gesinn eigentlech kee Problem do. Déi Däitsch Telekom schwätzt vu ronn 3% vun den Notzer als „heavy users". Mir gesinn dee Wee, deen dës Firma mat hirer neier Tarifstruktur ageschloen huet, als ganz geféierlech! Net fir näischt gëtt et mëttlerweil eng grouss Biergerpetitioun un de Bundestag, an duerch d'Medië geeschtert mëttlerweil de Spëtznumm „Deutsche Drosselkom". De Choix vun dëser Firma ass ganz kloer net kompatibel mat der Netzneutralitéit; ech komme méi spéit nach eng Kéier dorobber zréck.

De Präis vun den Abonnementer, wéi gesot, dee muss transparent sinn. An de Consommateur muss kënne wielen, wat fir hien dat richtegt Angebot ass. A mir mengen, datt dee Choix och haut muss méiglech sinn, ouni d'Technologië vum „Deep Packet Inspection" anzesetzen. Eng gewësse Staffelung vum Präis schéngt eis néideg a berechtegt. Mir hunn all en Intérêt drun, datt den Zougang zum Internet präiswäert an neutral ass. Mir sinn awer net der Meenung, datt den Zougang kann oder muss gratis sinn.

«Les internautes socio-économiquement avantagés peuvent se permettre une qualité de service élevée», dat ass eng Bemierkung vun der Madame Kutscher, déi esou am Rapport steet. Dat ass richteg an dat ass bedauerlech. Mä dat ass a ganz, ganz ville Beräicher esou. An et ka jo net sinn, datt mer hei probéieren, Egalitéit vun all de Bierger just an engem Beräich ze realiséieren. Ech mengen, Sozialpolitik ass e Volet fir sech an do soll een och net alles duercherneegeheien.

Brauche mer eng Käschtebedeelegung vun den Netzgiganten? Dat ass och hei ugeschwat ginn. Dat schéngt jo éischter sympathesch. Firwat solle megagrouss Konzerner wéi Google, YouTube, Apple, fir déi mir ganz vill Backbone brauchen, sech net mussen un de Käschte vum Réseau bedeelegen? An esou seet och d'Post, datt op laang Siicht een och eng Méiglechkeet misst fannen, fir dës Entreprisen un de Backbonekäschten ze bedeelegen.

Mir sinn allerdings der Meenung, datt dat kee richtegen a kee gangbare Wee ka sinn. Mir mengen éischter, datt dat d'Enn vun engem oppenen Internet wier. Dës Entreprisen, déi eng Monopolstellung hunn, zum Beispill Google oder Facebook, déi géifen da bezuelen, fir datt hir Produite prioritär géifen duerchgeleet ginn. Eng Konsequenz wier dann, datt aner Usageren natierlech benodeelegt wieren. Hir Servicer géifen net esou séier duerchgoen, si géifen eng Perte u Qualitéit maachen. An domadder wier an eisen Ae ganz kloer d'Neutralitéit vum Internet um Spill. Da kéint een net méi vun engem neutralen Netz schwätzen.

Dir sot alleguerten, déi bis elo hei geschwat hunn - an Dir sot dat och zu Recht -, mir hätte jo zu Lëtzebuerg kee Problem. Engersäits steet am Rapport vum ILR, datt et awer guer net esou schwéier wier, wa mer e Problem hätten, fir ze reagéieren. Si schreiwen: «À noter que l'activité de fourniture de réseaux est seulement soumise à notification auprès du régulateur national et ne nécessite donc aucun agrément.» An: «L'ILR peut théoriquement interdire à un opérateur d'effectuer une gestion de trafic, mais une telle décision entraîne une procédure complexe, notamment le recours à une consultation publique.» Dofir wonnert et eis och, datt de Régulateur - an ech fannen, e widderspréicht sech hei e bësselche selwer - seet, datt mer zu Lëtzebuerg am Moment kee Besoin hätten, fir ze légiféréieren.

D'LU-CIX, déi sinn der Meenung - dat ass interessant -, datt een eigentlech kéint de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Constitutioun schreiwen. Si soen awer och, datt eng Législatioun ze vill contraignant kéint sinn, an dofir wéilte se dat net. Déi eenzeg eigentlech, déi aus der Rei danzt, ass d'OPAL, déi alleguerten déi grouss Opérateure vun der Telekommunikatioun an -distributioun zu Lëtzebuerg représentéiert, ausser, wéi gesot, d'Post. Si huet eng ganz Rei Äusserunge gemaach, déi, sou wéi se am Rapport stinn, op alle Fall bei eis op Oflehnung an Onverständnis stoussen.

Zum Beispill seet se, datt d'Servicer IPTV net Deel vun dem Débat iwwert d'Internetneutralitéit sinn, well dat Servicer wieren, wou eng Valeur ajoutée derbäi wier. Mir deelen déi Positioun wierklech net. Si seet och, datt d'Konkurrenz an d'Transparenz um Marché alles géife vum selwe regelen an d'Neutralitéit vum Internet domat respektéiert wier. Si seet, esou steet et am Rapport, datt den oppenen Internet ouni Restriktiounen eng Diminutioun vun der Qualitéit fir all d'Utilisateure géif bidden.

An am allergeféierlechsten - oder net am allergeféierlechsten, mä och ganz geféierlech - ass ee Punkt, dee vun der OPAL ugefouert gëtt. Si seet, d'Präisser vun der Téléphonie mobile zu Lëtzebuerg wiere relativ héich, a wa mer géifen eng Législatioun kréien, wou d'Gestioun vum Trafic net erlaabt wier, da missten d'Opérateuren investéieren. Mir sinn der Meenung, datt, wa mer an eng Situatioun kommen, wou den Opérateur de Choix huet, entweder ech maachen eng intelligent Gestioun oder ech investéieren, da läit et jo op der Hand, datt en déi Sue wëllt spueren. An dat géife mir wierklech néfaste fir d'Entwécklung vum ganze Secteur fannen.

ICTluxembourg hunn eigentlech eng ganz positiv Vue. Si sinn zwar net fir eng Approche législative nationale, mä si soen awer, datt zum Beispill eng Resolutioun vun der Chamber eng flott Saach wier. Dat wier e staarke Message an dat géif deem ganze Secteur am Fong geholl éischter notzen, wéi datt se do e Schued dra gesinn.

Mat all deenen Experten an all deene Concernéierten, déi mer hei an der Chamberskommissioun haten, zéien ech fir déi gréng Fraktioun eigentlech d'Konsequenz draus, datt kee Mënsch eppes dergéint hätt, ausser der OPAL, wa mer géifen de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz schreiwen. Ech soen nach eng Kéier kloer: de Prinzip vun der Netzneutralitéit.

An ech héieren dann och, datt mer an der Kommissioun queesch duerch d'Parteien alleguerte soen, de Prinzip vun der Netzneutralitéit wier eis alleguerten immens wichteg. An dat deele mir. Mir kommen awer duerfir net zur selwechter Konklusioun wéi d'Chamberskommissioun.

Mir sinn der Meenung, datt mer sollten direkt aktiv ginn, well wa mer och am Moment keng Mëssstänn hunn, dann ass dat keng Garantie fir d'Zukunft. D'Beispill vun der Däitscher Telekom ass schonn hei ugefouert ginn. Déi Däitsch Telekom wëllt vun 2014 un hir Flatraten, wéi se um Festnetz verkaaft ginn, anescht ubidden. Do soll dann nëmme bis e bestëmmten Datevolume kënnen erofgeluede ginn. A wat driwwer geet, dat gëtt dann zu 90% gedrosselt.

Dat ass u sech net nei. Aner Firmen drosselen net, mä verlaange vill méi héich Tariffer fir all Megabyte iwwert d'Flaterate-Limite eraus. Domadder hu mir och net dee gréisste Problem.

M. le Président.- Här Adam, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech wäert mech dann tommelen, Här President.

Den eigentleche Problem, dee mir hei gesinn, dat ass déi ongläich Behandlung, déi d'Telekom an de Raum stellt. Si soen dann zum Beispill, hir eegen Televisioun, déi „Entertain" heescht, déi géif net dorënner falen. Dat wier jo een aneren Déngscht, dat wier en „managed service" an duerfir kéinte se deen anescht ubidde wéi zum Beispill déi Internetdéngschter YouTube an Netflix. Si soen, dat sinn zwou verschidde Saachen. An dobäi wësse mer awer, dat leeft alles duerch deeselwechten Internet. A mir mengen, datt grad just, wann een op de Wee geet, fir verschidden Datepäck ze privilegiéieren, da kann een ni méi vun Netzneutralitéit schwätzen.

An da kommen ech effektiv elo och zu mengem leschte Punkt. Et gouf an de Medien elo geschriwwen och - et ass vu munchem Riedner hei ugeschwat ginn -, d'EU-Kommissärin Neelie Kroes wéilt elo d'Netzneutralitéit EU-wäit festschreiwen. Bon, mir hunn hir Ried virum Europaparlament nach eng Kéier ganz genau nogelies. An dat ass definitiv awer eng aner Schinn, wéi mir se bei der Netzneutralitéit fueren.

Si huet an deem Sënn och guer net hir éischter negativ oder Laisser-faire-Meenung geännert, mä just aner Wierder an Tournurë benotzt, fir genee datselwecht ze soe wéi ëmmer: fräie Choix ass wichteg, och fir d'Opérateuren, d'libre Concurrence garantéiert gutt Präisser an

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Innovatioun, an natierlech kënnen d'Opérateuren och nach extra Servicer ubidden. An dat ass genau dat, wat d'Telekom an Däitschland elo gemaach huet. An dat ass genau dat, wou mir mengen, datt et contraire géint d'Netzneutralitéit ass.

Mir sollten der Madame Kroes duerfir, éischtens, net allze vill vertrauen...

M. le Président.- Här Adam, Dir misst wierklech elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, wann ech lech dann eng Motioun ginn, gitt Der mer dann nach zwou Minutten?

M. le Président.- Da schwätzt Der nach zu Ärer Motioun. Merci.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci.

Ebe grad just, Här President, well mer der Meenung sinn, et soll een der Madame Kroes net allze vill vertrauen, an zweetens, well mer och mengen, souguer wa mer hoffen, datt vu Bréissel méi positiv Zeeche kommen, dann dauert et awer nach mindestens véier Joer, bis dës Direktiv hei am Parlament läit, a mir sinn der Meenung, mir sollen de Standuertvirdeel Lëtzebuerg elo schonn notzen, eis gutt Réseauen elo notzen an och d'Suerge vun de Bierger eescht huelen, duerfir hunn ech lech elo grad, Här President, eng Motioun ginn.

Mir sinn nämlech der Meenung, datt et nach ëmmer gutt a richteg wier, wa mer an d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et services de communications électroniques expressis verbis géifen draschreiwen, datt et och eng Aufgab vum Régulateur wier, d'Netzneutralitéit ze assuréieren.

A wann ech gesot hunn, ech froe mech, ob mer bei deem Débat hei net och e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, da kommen ech nach eng Kéier op den Intitulé. Dat huet ganz genau mat menger Motioun ze dinn, Här President. Do stoung den Optrag dran, mir solle kucken, fir de Principe de la neutralité des réseaux Internet an eis Législatioun ze schreiwen. An et stoung net dran, mir sollen en eegent Gesetz maachen, wéi mer dat géife regelen. Dat soe mir och als Gréng, do musse mer op d'europäesch Direktive waarden.

Mä de Prinzip, deen eis alleguerten heibannen esou wichteg ass a wou mer alleguerte soen an och d'Opérateuren dobaussen, bis op een, alleguerte soen: „Dat ass wichteg!", dee geséiche mir gären am Gesetz verankert. Domat géife mer d'Positioun vum Régulateur stäerken an domat géife mer och d'Positioun vun eiser Regierung stäerken, wa se op Bréissel muss verhandele goen an och kucken, wat dann d'Madame Kroes elo wierklech wëllt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'interpellation du 17 juin 2011 sur le principe de la neutralité du réseau Internet;

- rappelant que ses membres ont déjà adopté à la même date et à l'unanimité une motion du groupe parlementaire déi gréng invitant le Gouvernement à inscrire le principe de la neutralité de l'Internet dans la loi;

- considérant le rapport et les travaux de la Commission parlementaire qui sont à la base du débat d'orientation d'aujourd'hui;

- rappelant que la neutralité du réseau est un principe fondateur de l'Internet qui exclut au niveau de la transmission des données toute discrimination à l'égard de la source, de la destination et du contenu des paquets de données et qui garantit en conséquence un accès strictement égalitaire aux utilisateurs indépendamment de leurs ressources;

- considérant que la neutralité de l'Internet est un garant indéniable d'opportunités entre autres en matière d'innovation économique, de participation de l'individu à la vie sociale, de pluralisme informationnel et de diffusion générale du savoir;

- soulignant l'avis du Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) du 7 octobre 2011 sur la neutralité de l'Internet, la gestion du trafic et la protection de la vie privée, qui attire l'attention sur les dangers potentiels des atteintes au principe de la neutralité des réseaux - notamment la violation systématique de la confidentialité des communications - qui nuiraient à la fois aux entreprises et aux citoyens, voire aux sociétés démocratiques dans leur ensemble;

invite le Gouvernement

- à inscrire dans la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques le principe de la neutralité de l'Internet;

- à défendre et à promouvoir le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau européen.

(s.) Claude Adam, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Den Här Biltgen stoung am Numm vun der Regierung menger éischter Motioun vum November 2011 positiv géigeniwwer. Elo si mer natierlech gespaant, wat deen neie Minister am Numm vun därselwechter Regierung zu där do Positioun seet.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur an all deene Merci soen, déi un dësem Rapport matgeholl hu schreiwen. Dat ass effektiv vill Aarbecht gewiescht. Et wär schéi gewiescht, wann aus de Kommissiounsaarbechten en Text erauskomm wär, dee mer hei hätte kënnen zesummen adoptéieren, sief et a Form vun enger Resolutioun oder enger Motioun, well dat jo och géigeniwwer deenen Acteuren dobaussen e staarkt Signal gewiescht wär. Dat ass leider net de Fall.

Mä eng richteg Debatt, an dat ass och e wichtege Constat vläicht, dee mer haut hei kënnen zéien, hu mer net, well mer eis jo u sech alleguer eens sinn, datt d'Netzneutralitéit ganz wichteg ass. Et ass effektiv, d'Nuancë leien an der Orientatioun éischter wéi am Prinzip. An ech mengen, et ass gutt, wa mer hei kënne constatéieren, datt all Parteien eigentlech op deem Prinzip vun der Netzneutralitéit grosso modo enger Meenung sinn.

Datt den Accès op d'Benotzung vum Internet muss e Recht sinn, an dat zu vernünftege Präisser, och dat steet net zur Diskussioun. Déi Debatt, déi mer haut hei féieren, dréit sech also och zu engem groussen Deel haaptsächlech dorëms, wéi wäit de Stat iwwerhaapt däerf oder sollt doranner agräifen oder wat hien de Providere soll soen, wéi wäit seng Rechter ginn oder net ginn.

Dofir wor et och gutt, datt den Här Berger am Ufank zwou Saache rappeléiert huet, déi ech och nach wëll eng Kéier kuerz rappeléieren, fir all Mëssverständnis ze évitéieren. Mir féiere keng Debatt iwwer Contenuen, et ass keng Zensurdebatt, géint déi mer jo souwisou och all sinn. Den Internet ass kee rechtsfräie Raum, mä dat sinn aner Législatiounen.

An déi zweet Bemierkung, un déi een nach eng Kéier soll erënneren, ass, datt mer och keng Debatt haut féieren iwwert d'Spionage am Internet. Do kënne mer natierlech alleguer eis Meenungen dozou hunn. Mä am Internet musse Privatsphär, Mënscherechter an esou weider garantéiert ginn. Ech mengen, do si mer eis och all eens.

Elo d'Fro vun der Législatioun. Musse mer légiféréieren? Och déi gréng sinn nach eng Kéier drop agaangen. Och d'Sozialisten hu vläicht éischter eng Attitüd, fir ze légiféréieren. Mä dat muss een net direkt maachen. Ech mengen, an der Debatt an der Kommissioun sinn eng ganz Rei Tëschenetappen emol erauskomm, déi ee soll voll profitéieren.

Dat Eent ass, datt mer dat, wat am Ablack u Prinzipien, u gudde Conduiten an deem Beräich existéiert, solle kontrolléiere mat der Hëllef vu staatlechen Acteure wéi dem ILR, mä och mat der Hëllef vu Biergerinitiativen, vun eis Parteien oder aneren, déi kucken, wéi dat dann elo am Internet geschitt. Et ass also dat Eent: Déi aktuell Prinzipien, déi gëllen, déi mussen applizéiert ginn.

Zweetens musse mer kucken - an dat hätte mer och sollen hei vläicht recommandéieren -, datt déi Provideren, déi Acteuren, déi an deem dote Beräich aktiv sinn, sech e Code de bonne conduite ginn. An dat wär schonn e Schrëtt an déi Législatioun eventuell, déi da spéider eng Kéier kënnt, soubal mer d'EU-Recommandatiounen an deem do Beräich géife kennen.

Et ass wichteg awer, an do adresséieren ech mech un d'Regierung virun allem, datt een net zwou Saache matenee vermëscht. Dat Eent ass: Mir mussen net onbedéngt direkt de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz aschreiwen, well mer eis u sech och all eens do sinn, mä dat entbënnt d'Regierung net vun enger gewëssener Aktioun.

Ech géif der Regierung et gär soen, wa se géif nolauschteren, datt d'Aktioun vun der Regierung awer gefrot ass an dësem Beräich. Et gëtt eng ganz Rei Aktiounen, déi Der sollt ënnerhuelen, déi Der vläicht och schonn ënnerhuelt. Dat ass zum Beispill am Beräich vum Roaming, wou och d'Europäer aktiv sinn, mä och, well vill Lëtzebuerger eben - mir si kee grousst Land - am Ausland op mobil Téléphonie an op aner Saachen zréckgräifen: beim Voice iwwer Internetprotokoll, beim Roaming awierken, datt dat wierklech keen Hindernis ass.

Grenziwwerschreidend Geschäfter mam Internet: idem, zesummen alt erëm eng Kéier mat den europäeschen Institutiounen. Dat ass e Problem, un dee vill Lëtzebuerger stoussen, wa se Geschäfter iwwer Internet wëllen ofwéckelen. Och dat ass en Handlungsberäich, wou Der zesumme mat den europäeschen Institutioune kënnt fir d'Lëtzebuerger Interessen antrieden.

An en drëtte Beräich ass selbstverständlech och: am Ausland ëmmer fir d'Fräiheet vum Internet antrieden, sief et am politeschen oder an anere Beräicher.

Wat d'Provideren ugeet, do wollt ech awer och soen, datt hei d'Investissementer - et ass vun all Mënsch gesot ginn, dee viru mer geschwat huet, vun alle Kolleege gesot ginn -, datt d'Infrastrukturen an d'Investissementer an d'Infrastrukture musse virugedriwwe ginn, fir datt d'Volumina grouss genuch sinn, datt net muss gedrosselt ginn.

A virun allem sollen och d'Provideren hir kontraktuell Obligatioune géigeniwwer de Clientë voll respektéieren. Ech mengen, et däerf näischt versprach ginn an de Kontrakter, wat herno net erfëllt gëtt. Ech mengen, do ass d'Regierung gefuerdert, fir ze kucken, datt déi Obligatioune respektéiert ginn, mä och, datt se transparent sinn an datt d'Leit dat a verständlecher Sprooch gesot kréien an net an engem Internetjargon oder eppes, wou nëmmen e puer Leit verstinn, wat iwwerhaapt an deene Kontrakter steet. Och do ass d'Regierung gefuerdert, fir ze kucken, datt d'Kontrakter kënnen an enger Sprooch formuléiert ginn, déi dann net eng aner Form vun Exklusioun an dee Marché aféiert, nämlech doduerch, datt d'Kontrakter net verständlech sinn.

Fir kleng Fournisseuren am Internet, fir Leit, wéi och den Här Adam an anerer se rappeléiert hunn, déi haaptsächlech E-Mailen, Bloggen oder aner Saache maachen, oder och fir kleng Entreprisen däerf et kee Péage gi fir an den Internet eran. Dat wär en Obstakel fir d'Geschäftsaktivitéiten, och en Obstakel fir d'Privatsphär.

An et däerf selbstverständlech net vergiess ginn, datt och keng Péagë fir kleng Fournisseure sollen agebaut ginn, well den Internet haut e wichtegt politescht Informatiounsmëttel ass fir vill Leit an och verschidde Parteien haaptsächlech iwwer Internet agéieren. A wien e Péage aféiert fir kleng Fournisseuren, féiert domadder och eventuell eng politesch Zensur an. An dat däerf et selbstverständlech net ginn.

Also dann nach vläicht ee lescht Wuert, ech gesinn, Här President, ier Dir et sot, datt ech soll zum Schluss kommen. Dat maachen ech dann och. Awer ech wëll nach zwou Bemierkunge maachen iwwert d'sozial Aspekter am Beräich vum Internet.

Deen éischten ass selbstverständlech - ech mengen, do si mer eis all eens -, datt et net kann zu enger Fracture numérique komme fir déi méi aarm Leit. An dat heescht awer och, datt de Stat do, wou e selwer Responsabilitéit huet, op Plazen, wou méi aarm Leit sinn - a mir kennen där och a gewëssen Heemer, op anere Plazen, wou manner bevirdeelegt Leit sinn -, datt de Stat do sollt kucken a sengen Infrastrukturprogrammer, fir och Computer- an Internetzougang zur Verfügung ze stellen.

Nach e lescht Wuert: Net jiddwereen an dëser Gesellschaft wëllt oder kann am Internet schaffen. Och wa mer hei eng Penetratioun vun 92% an eiser Gesellschaft hunn, gëtt et ëmmer nach Leit, déi net wëllen zum Beispill mat de Verwaltungen iwwert deen do Wee kommunizéieren. Fir déi musse mer och Infrastrukturen hunn an Infrastrukture behalen, wou se all Servicer kënne vum Stat gratis, frëndlech an effikass kréien, ouni elo mussen op digital Mëttelen zréckzegräifen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt dann ee ganz grousse Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Eugène Berger, fir seng Initiativ, dass en hei an der Chamber en Débat d'orientation organiséiert huet iwwert d'Neutralitéit vum Internet.

D'Konklusioun ass, et ass schonn hei ugeklongen, dass net soll légiféréiert ginn. D'Neutralitéit soll deen ieweschte Prinzip sinn, fir eng dynamesch an ekonomesch Grondlag ze garantéieren, ouni déi sozial Inklusioun ze vernoléissegen, also en Internet vun deenen zwou Vitessen ze vermeiden.

Den Accès zum Netz ass e Recht, e fundamentaalt Recht, an d'Fräiheet, fir sech ze expriméieren, soll garantéiert ginn a soll och en Instrument duerstellen, fir Innovatioun an nei Aarbechtsplazen ze schafen.

U sech ass de Kader garantéiert an et brauch een net ze légiféréieren. Dat Wichtegst ass, den europäesche Raum am Viséier ze halen an ze kucken, ob do eppes ännert. Den ILR ass de Wiechter, fir d'Neutralitéit ze garantéieren. An dofir dierft am Prinzip net ganz vill passéieren.

Mä trotzdeem hunn ech awer d'Impressioun, dass dat Ganzt relativ onsécher ass, well d'Entreprise vun der Post a vun der Telekommunikatioun huet ze verstoe ginn, dass si net dergéint wär, fir een Deel vun der Neutralitéit vum Netz opzeginn. An do ass de Risiko, dee besteet. Lues a lues ass eng Ouverture méiglech, an d'Opérateure wäerten dann deem engen oder anere Fournisseur e Privileg zougestoen. Do wäert et sech da weisen, ob déi jeeweileg Regierung oder Regierunge légiféréiere wëllen oder net.

Vun Europa aus erwaarden ech mir kee Signal, well hei stinn déi ekonomesch Considératiounen am Vierdergrond. A bis elo ass an Europa wéineg am Soziale geschitt. Dofir hunn ech do meng Bedenken.

Eng aner Suerg sinn dann d'USA. Den Här Kartheiser huet gesot, mir sollen net vu Spionage schwätzen. Mä trotzdeem, et ass enorm wichteg. Well hei hunn d'USA all Intérêt, dass d'Netzneutralitéit hei an Europa bestoe soll.

D'Madame Adehm huet gesot, Lëtzebuerg wär ze kleng; déi géife fortlafen, wa se misste bezuelen. Neen, Madame Adehm, déi lafe guer net fort! Déi bleiwen hei, och wa se musse bezuelen. Mam Google, mam Skype a mat Facebook ass d'Ausspionéiere vun europäesche Bierger eng virprogrammeiert Saach. Dat musst Der wëssen.

Facebook, Skype a Google ginn net ëmsoss gratis hei ugebueden. Firwat mengt Der, dass déi dat gratis ubidden? Alles, wat mir um Internet kucken, gëtt an den USA gespäichert. Alles! Dat ass eng Tatsaach. An dat muss ee wëssen, wann ee vum Internet Gebrauch mécht. De Spy program PRISM vun der amerikanescher Sécherheetsagentur NSA ass jo dat beschte Beispill. An dat wäert esou weidergoen.

Als Schlussfolgerung: D'Neutralitéit vum Netz ass wënschenswäert an normale Verhältnisser. Mä ech fäerten, dass déi finanziell Aspekter an Zukunft d'Iwwerhand wäerte kréien an dann d'Konkurrenz den Takt wäert uginn, zum Nodeel vun der sozialer Komponent. D'Netzneutralitéit ass en zweeschneidegt Messer an de Prinzip vun der Netzneutralitéit, wéi den Här Adam sot, misst an d'Gesetz ageschriwwe ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner kritt elo d'Wuert den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. De Rapport zur Fro vun der Internetneutralitéit werft grondsätzlech Froen op. Et geet drëms, en Zwee-Klassen-Internet ze verhënneren an d'Grondrecht op Meenungsfräiheet och do ze garantéieren.

Duerfir ass et awer fir eis onverständlech, muss ech soen, firwat dee Rapport zwar all déi pertinent Froen opwerft an dann awer net wëllt de Prinzip vun der Neutralitéit vum Internet an d'nationaalt Recht aschreiwen. An der Belsch hu souguer virun enger Zäit sechs sozialistesch Deputéiert d'Initiativ geholl, dat Recht an d'Verfassung ze schreiwen. Wat ee sech och hei kéint iwwerleeën.

Mir brauchen awer op jidde Fall e Gesetz zu Lëtzebuerg, dat dee Prinzip festhält. A fir eng öffentlech Reguléierung vum Internet, besonnesch vun deem Prinzip vun der Netzneutralitéit, hu sech jo och déi Experten am Rapport ausgeschwat, déi dozou gefrot gi sinn.

Et gëtt och jo, wéi schonn hei gesot ginn ass, eng sëlleche Länner, déi op dee Wee gaange si respektiv wëllen drop goen. D'Hollänner hunn e Gesetz ugeholl. A Frankräich huet de Conseil national du numérique op Ufro vun der Regierung d'Noutwendegkeet vun enger nationaler Gesetzgebung bestätegt. A souguer an Däitschland hunn d'Verbraucherschutzministèrë vun de Bundeslänner eestëmmeg eng national Gesetzgebung fir Däitschland proposéiert. Souguer Slowenien huet esou e Gesetz.

Duerfir kënne mir als Lénk d'Konklusioune vun deem Rapport hei net deelen. Mir mengen net, dass mer op eng Initiativ op europäeschem Niveau waarde sollen, obscho mer och weiderhi selwer wëllen aktiv an déi Richtung goen. Mir hunn um Enn vum Mount e Colloque zesumme mat der europäescher Lénkspartei hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Thema vun der Netzpolitik.

Et ass eis awer kloer, dass weder déi aktuell Europäesch Kommissioun nach déi zoustänneg Kommissärin Neelie Kroes iwwerhaapt wëlles hunn, eng seriö Législatioun iwwer Neutralitéit eranzebréngen. Nach am Januar huet déi Leschtgenannten an der „Libération" fir en Internet différencié plädéiert, also, wéi ee kéint eventuell résuméieren: en Internet fir déi Räich, séier, oppen a sécher, an en Internet fir déi méi Aarm, lues an onvollstänneg.

Hei gesi mer och ganz däitlech, wéi déi neoliberal Wirtschaftsinteressen am Internet matspillen. An déi Wirtschaftsinteresse sinn och hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt. Ech menge souguer, dass déi Wirtschaftsinteresse laangfristeg kënne souguer dee vill gelueften öffentleche Service, dee mer ëmmer nach hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich hunn iwwert d'Post, a Fro stellen.

Duerfir menge mir och, dass d'Transparenz als Prinzip, dee vum Rapport hei festgehale ginn ass a souguer e bëssen als en Allheelmëttel hei proposéiert gëtt, dass déi Transparenz bäi Wäitem net duergeet an dass mer vill méi e staarkt Gesetz brauchen, dat den Zougang zum Internet fir all Mënsch garantéiert.

Ech hunn och déi Motioun hei gesi vum Här Adam an ech sinn och do mat der Konklusioun absolut d'accord, déi jo dra besteet, fir dee Prinzip an dat Gesetz vum 27. Februar 2011 ganz däitlech dran anzeschreiwen, fir dass dat Gesetz och déi Garantien, déi jo an deem Rapport hei verlaangt ginn, ka wierklech garantéieren. Well et ass kloer, wann déi fräi Konkurrenz op deem Secteur do spillt, eleng iwwert dee Wee, an dat beweise jo och d'Experte ganz kloer am Rapport, ass déi Netzneutralitéit absolut net ze garantéieren.

Fir dass se garantéiert gëtt, muss eng Initiativ vum Législateur kommen, elo emol ugefaangen op nationalem Plang a vläicht herno ausgedehnt och, an därselwechter Stäerkt awer dann, op europäeschem Plang.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den zoustännege Kommunikatiounsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer haut iwwert d'Zukunft schwätzen. An déi Matière, déi eis hei beschäftegt, ass eng vun der Zukunft. Ech wënsche mer, datt dat méi oft de Fall wär. An ech gesinn och, datt mer hei eng breet Harmonie hunn iwwert d'Fassong, wéi mer mam Internet eens ginn.

Den Internet ass en Instrument vu Fräiheet an Innovatioun, an ech mengen, déi Aarbechten, déi hei gemaach gi sinn an der Kommissioun, déi ech en cours de parcours am Fong entdeckt hunn, well ech eréischt zënter zwou, dräi Wochen an der Fonctioun als Kommunikatiounsminister sinn, si fir mech äusserst interessant. Et ass eng Entrée an eng Matière, déi ech als Bierger, als Konsument kannt hunn, mä an där ech hei eng nei Dimensioun matkréien. An dofir mengen ech, och au vu vun deem, wat ech an deene leschten Deeg heiriwwer gelies an héieren hunn, ass et schonn eng ganz wichteg Dimensioun. Dofir géif ech och gären der Kommissioun, déi dee Rapport hei geschriwwen huet, an och dem Rapporteur, dem Här Berger, fir déi Aarbecht Merci soen.

Et ass fir mech eng wichteg Aufgab vun der Regierung, déi gesäit, datt se hei och am Parlament gedroe gëtt, op engem Prinzip, nämlech dem Prinzip vun der Netzneutralitéit, dee se scho laang am Fong verteidegt.

Wéi den Här Berger muss ech am Fong soen, datt den Numm vum „Open Internet" besser reflétéiert, ëm wat et hei geet, well ze vill oft soss Konfusioun gemaach gëtt mam Contenu, deen iwwert den Internet geet; an dat ass jo, wéi och am Ufank vun deem Exposé de Mëtten hei vum Här Berger gesot, am Fong net den Objet vum „Open Internet".

Wéi gesot, nach eng Kéier: De Prinzip selwer vun der Netzneutralitéit ass e Prinzip, dee mir jo net als Regierung… An enger Regierung, kann ech Iech soen, ass eng Kontinuitéit. Och wann de Minister wiesselt, ass dat hei e Prinzip, deen d'Regierung scho méi laang vertrëtt, an deen ännert net doduerch, datt ech déi Fonctioun iwwerholl hunn.

Dee Prinzip vun der Netzneutralitéit hu mer scho versicht, an den Telekomspak virun e puer Joer eranzekréien, an den drëtten europäeschen Telekomspak, mä aus deene Grënn, déi bekannt sinn, ass dat an deem Moment net gemaach ginn. Do sinn eng Rei Prinzipien dran, déi och de Mëtten hei rappeléiert gi sinn, ënner anerem och vum Här Fayot.

D'Transparenz, d'Konkurrenz, ech mengen, dat si Prinzipien, déi jo zum Deel an där Telekomsdirektiv stinn. Déi sinn och wichteg. D'Méiglechkeet fir de Konsument, den Opérateur ze wiesselen, d'Konkurrenzrecht, wat ex post gräift, wann en Abus de position dominante do ass, dat sinn also Prinzipien, déi mer nach wie vor als wichteg fannen. Mä mir soen, dat geet jo net duer.

Ma wann de Konsument wëllt wiesselen, well de Service gespaart a gedrosselt gëtt vun engem Opérateur, an e geet bei een aneren Opérateur, mä wann deen zweeten oder drëtten Opérateur genau datselwecht mécht, dann hëlleft dat net vill, an duerfir menge mir, datt hei de Prinzip vum „Open Internet" ee wichtege wär, dee mer och weider missten als Lëtzebuerger Regierung vertrieden.

Mir wëssen, datt dat zu Lëtzebuerg net de Fall ass - den ILR huet dat jo gekuckt -, mä dat ass awer an anere Länner de Fall, an duerfir ass et en Thema, mat deem mer eis mussen och zu Lëtzebuerg ofginn.

Ech hu gesot, et ass en Instrument, den Internet, en Instrument vu Fräiheet, et ass en Instrument och vun Innovatioun. An ech mengen, dat ass jo och ganz wichteg, fir ënner anerem kleng lëtzebuergesch Start-upen zum Beispill, déi et vill méi schwéier hunn, fir kënnen de potenziell weltwäite Marché ze eroberen, wann Aschränkungen oder Blocagë vusäite vun den Opérateuren erlaabt wären.

A grad elo, mengen ech, wou et vill méi Méiglechkeete gëtt, och grad duerch de mobilen Accès zum Internet, wou am Fong den Engpass ëmmer manner e Problem ass, op d'mannst a verschiddene Regiounen, ass et duebel esou wichteg, datt mer eis fir dee Prinzip do asetzen, datt jiddwereen deen Accès zu deenen dote Stréim ka kréien, an duerfir wëlle mer eis och weider duerfir an Europa an heiheem fir dee Prinzip staark maachen.

Am Fong verlaangt dat haut no deem relativ breede Konsensus, deen heibannen ass, net vill aner Deklaratioune wéi déi vun der Regierung, fir ze soen, datt mir dee Prinzip wichteg fonnt hunn, nach wichteg fannen an och wäerten an Europa offensiv vertrieden.

Elo hu bal all Riedner hei preziséiert, datt d'Kommissärin, d'Madame Neelie Kroes, wäert do Propositioune maachen. Esou Propositioune sinn net do. Soulaang se net do sinn, kann een och kaum driwwer diskutéieren.

Dann ass, mengen ech, e Konsensus hei, datt et kee Sënn mécht, an dëser Matière ze légiféréieren, wa mer eis eens sinn iwwert de Prinzip vun der Wichtegkeet vun der Netzneutralitéit, well mer och gesinn - d'Beispill vun Holland ass zitéiert ginn -, ma an Holland, wou se am Fong dermat struewelen, fir där technologescher Evolutioun Rechnung ze droen, an domadder déi noutwendeg Ausnahme virgesinn. An duerfir hunn ech an der Nuance héieren, datt déi eng soen - an ech mengen, dat ass d'dominant Vue vum Rapport -, et soll ee keng Législatioun maachen, a just d'Kolleege vun deene Grénge soen: „Mä wa mer eis eens sinn iwwert de Prinzip, da kann een de Prinzip eventuell aschreiwen ouni awer eng detailléiert Législatioun."

Ech muss soen, dat ass eppes, mat deem ech ka liewen, well ech jo soen, mir si fir de Prinzip vun der Netzneutralitéit. Mä mir gesinn et als net intelligent, elo eng detailléiert Législatioun ze maachen, well mer mengen, datt een dat net ka just national maachen. Dat muss een europäesch voire global maachen.

An zweetens ass et ganz schwiereg ze légiféréieren, well et eng technesch Matière ass, déi evoluéiert a wou een ni kann alles millimetergenau, op d'mannst net à ce stade, virgesinn.

Niewent de Propositioune vun der Madame Kroes - well et sinn en fait Propositiounen, déi d'Kommissioun eng Kéier muss maachen, et ass jo net, wéi wann ee Kommissär eleng do d'Hand hätt, fir dat ze schreiwen; déi muss ee sech ukucken - weisen ech och drop hin, datt eventuell Enn des Joers e Conseil européen um Niveau vun de Stats- a Regierungschefe soll sinn, deen iwwert den Numérique schwätzt. Et kann also ganz gutt sinn, datt en vue vun deem Conseil européen Propositioune vun der Kommissioun och kommen. An och do wäert et esou sinn, datt mir eis fir de Prinzip vum „Open Internet" asetzen.

Ech kann als neie Kommunikatiounsminister liewen, wéi gesot, mam Prinzip, fir dee Prinzip anzeschreiwen, well dat och eppes ass, wat mir ëmmer gesot hunn. Dat ass also keng nei Positioun. Och de Minister Biltgen huet déi Positioun vertrueden.

Mir si fir dee Prinzip a mir hunn e jo och schonn iergendwou ageschriwwen, nämlech an eis Strategie fir den ultra-haut Débit, déi och ënner mir wäert weidergoen an nach méi intensiv wäert weidergoen. Well ech mengen, et ass wichteg, datt mer op déi Situatioun vun den Engpäss iwwerhaapt net kommen. An dat hunn ech och… Dat ass en Dossier, deen ech wierklech net elo eréischt entdeckt hunn, well als Finanzminister hunn ech deen an den Investissementer, déi an d'Breetbandstrategie gaange sinn, ëmmer voll a ganz ënnerstëtzt, well se ebe wichteg si fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech mengen, dofir ass et och wichteg, datt do d'Gemengen och hir Responsabilitéit mat iwwerhuelen, ënner anerem, datt, wa se Permission-de-voirien ausstellen, datt se déi och beim ILR mellen. Do gëtt et e Registre des travaux, fir datt och da kann déi Breetbandstrategie voll a ganz ausgemaach ginn.

Duerfir mengen ech, do musse mer un engem Strang zéien, datt Lëtzebuerg wierklech an där Strategie weiderkënnt. Mä doranner steet schonn de Prinzip, a wann ee seet, mir brauchen de Prinzip, fir datt d'Opérateuren deen och gesinn, da kann een elo schonn drop hiweisen, datt deen an eiser Breetbandstrategie steet.

Ech hätt gären, datt déi Strategie weidergeet. Et ass eent vu mengen dräi Ziler als Kommunikatiounsminister, datt déi Ultra-haut-débit-Strategie virugeet. En zweet Zil, hunn ech gesot, ass d'Sécherheet am Netz, d'Cyber Security. An eng drëtt Prioritéit, déi ech mer als Kommunikatiounsminister ginn hunn, ass de ganze Secteur vun den „mobile payments", well déi ëmmer méi wichteg ginn, d'Cash-Gesellschaft wäert lues a lues verschwannen.

Mä zu all deem gehéiert, an notamment zu deem éischte Punkt vu menge Prioritéiten, datt mer de Prinzip vun der Netzneutralitéit och an där Philosophie, déi hei vun, géif ech mengen, alle Fraktioune gedroe gëtt, datt mer deen och an der Zukunft weidermaachen.

Et kann een de Prinzip an d'Gesetz schreiwen. Mir applizéieren en de toute façon. E steet an der Stratégie ultra-haut débit an ech hunn als solches kee Problem, fir dee Prinzip och - mä nëmmen de Prinzip! - anzeschreiwen an d'Detailer ze gesinn à la lumière vun deenen europäeschen Texter, déi elo kommen.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer an dëser Matière eng zolidd Plaz an Europa bleiwen, wou d'Prinzipien no bausse bekannt sinn. An duerfir gëllt et, mat dëser Matière, och mat deenen Investissementer - nach eng Kéier -, déi mer do maachen an eiser Strategie fir den ultra-haut Débit, d'Zukunft ze preparéieren an dësem Dossier wéi hoffentlech och an aneren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wär dës Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun. Ech hunn hei eng Motioun virleien. Den Här Roth hat d'Wuert gefrot.

Motion 1

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, zu der konkreter Motioun: Ech mengen, do ass festzehalen, dass engersäits d'Kommissioun eigentlech gesot huet, dass ee sollt d'Développementer op europäeschem Niveau ofwaarden. Anerersäits ënnersträicht de Rapport och, dass déi Lëtzebuerger Gesetzgebung de Moment géif duergoen, fir d'Neutralitéit vun dem Internet ze garantéieren.

An an der Linn vun deem, wat de Kommunikatiounsminister elo gesot hat, kéinte mir averstane sinn, dass ee géif deen éischten Tiret vun der Motioun sträichen. Do steet «inscrire dans la loi (…) sur les réseaux (…) le principe...», dass een dee kéint bäibehalen, an et géif een net dermat d'accord sinn, fir eng ganz Législatioun an den Text ze setzen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Entschëllegt, dat géif heeschen: bäibehalen oder net bäibehalen?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Den zweete bäibehalen an den éischte sträichen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Den zweete bäibehalen?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo, jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Also de Prinzip festhalen an d'Gesetz.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Jo. Den zweete bäibehalen an den éischte sträichen.

M. le Président.- Den Här Berger hat och d'Wuert gefrot.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ganz kuerz - virdrun hunn ech als Rapporteur hei geschwat an ech hunn do d'Konklusioune vun der Kommissioun forcément presentéiert -, fir nëmmen ze soen, datt mer eis an der Kommissioun net nëmmen ëm de Prinzip bekëmmert hunn, mä datt mer eben och all Kéiers déi Froe gekuckt hunn, ob mer net wierklech kéinten an eng spezifesch national Législatioun ëmsetzen, an eben, datt dann d'Konklusioun vun der Kommissioun war, datt mer do dat géifen dann ofwaarden, wat um europäesche Plang geschitt.

Ech doen elo vläicht eng aner Kap un, déi vun dem Member vun der DP-Fraktioun, fir och nach eng Kéier ze rappeléieren, datt mir ganz ferm fir de Respekt vun der Netzneutralitéit astinn an datt dat fir eis eppes ganz Wichteges ass. Ech muss och soen, als Member vun der DP-Fraktioun hat ech eigentlech och au départ vun den Aarbechte geduecht, wat vläicht kéint derbäi erauskommen, datt ee géif herno soen oder fuerderen, datt een eng national Gesetzgebung spezifesch géif kréien. Ech hunn awer och am Laf vun der Aarbecht gesinn, datt dat, fir wierklech e spezifescht Gesetz ze hunn, relativ komplex ass. Mir hu jo och gesinn déi Aarbechten an deene Länner, wou et dat scho gëtt, wéi an Holland, datt se do ganz vill technesch a juristesch Schwieregkeeten hunn.

Ech mengen, elo hei déi Motioun: Et ass schued, datt den Här Adam déi vläicht net schonn an den Aarbechte mat erabruecht hat, oder déi Iddi. Dann hätt een dat kënne mat verschaffen. Einfach nëmmen, fir ze soen, datt mir awer als DP-Fraktioun kee Problem hu fir de Prinzip, wann een dat dann elo och iwwer eng Motioun an e Gesetz aschreift. D'Fro bleift ëmmer: Wat kann ee sech konkret derfir kafen herno, wann dat iergendwou an engem Gesetz steet: „Mir respekéieren de Prinzip vun der Netzneutralitéit", wat een also do konkret dovunner huet?

Dat gesot, kéinte mer awer déi Motioun stëmmen. Ech weisen awer dorobber hin also, datt dat an der Praxis herno vläicht awer dann, ech soen, iwwertüncht gëtt, iwwerspillt gëtt vun all deene Kontrollmechanismen, déi mer schonn hunn. Mä bon, wéi gesot, also mir kéinten awer déi Motioun als DP matdroen. An ech hu jo gemengt ze verstoen, datt och de Kommunikatiounsminister kéint mat där Motioun eigentlech esou d'accord sinn.

M. le Président.- Den Här Fayot, wann ech gelift.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President. Et ass e bëssen obskur, wou déi Diskussioun elo dohinnerleeft. Also, mir hunn am Rapport, dee mer an der Kommissioun ugeholl hunn - mat der Ausnahm vum Här Adam, dee sech enthalen huet -, do steet an de Konklusiounen dran, dass mer eigentlech keng national Législatioun wëllen. Dat ass dat, wat de Rapporteur do drageschriwwen huet, well mer jo zu Lëtzebuerg an der Transpositioun vum drëtte Paquet Télécom déi Dispositioune geholl hunn, fir d'Netzneutralitéit, den „Open Internet" zu Lëtzebuerg ofzesécheren duerch de Régulateur, dee mer agesat hunn an deen déi Aufgab huet.

Esou dass ee ka soen: Indirekt steet d'Netzneutralitéit an der Transpositioun vum drëtte Paquet Télécom. A well mer och gehéiert hu vun deenen Erfahrungen, déi an anere Länner mat esou nationale Regulatioune vun der Netzneutralitéit gemaach gi sinn, dass dat net ëmmer gutt Erfahrunge waren, dass do Problemer waren, och fir da mat der technescher Entwécklung elo matzekommen. Dat ass also d'Situatioun.

Bon, jiddwereen ass jo hei fir d'Netzneutralitéit. Den Här Adam, dee seet elo, mir sollen dat an d'Gesetz asetzen. Perséinlech, no all deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwer e Joer, och iwwert déi Fro vun engem Lëtzebuerger Gesetz, fannen ech dat superfétatoire. Ech wëll do awer an där Logik si vun deem, wat mer geschafft hunn.

Mir hu gesot: „Mir wëlle keng national Regulatioun, mir wëllen eng europäesch." An ech mengen, dat kéint een eventuell an déi Motioun hei drasetzen. Dofir géif ech dem Här Adam proposéieren, eventuell den éischten Alinéa ze sträichen an dann ze soen am zweeten Tiret: «à continuer à défendre et à promouvoir le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau national et au niveau européen.».

Also, mir hunn d'Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg. Si gëtt verdeedegt. Et ass d'Politik vun der Regierung. Et ass d'Politik vun de Bedreiwer, besonnesch och vun deenen, déi Réseauen offréieren. An dofir, fir an der Logik ze bleiwen! Mä ech héieren elo den Här Berger hei, dass hien natierlech dat matmécht. Bon, hien ass de Rapporteur. Hien huet eppes aneschters gesot am Rapport. Hei seet en elo: „Bon, mir huelen dann déi Motioun do un." Dat mécht sech jo dann och gutt no bausse bei deene Leit, bei de Piraten a bei all deene Leit, déi dofir d'accord sinn! Mä ech fannen, an der Logik vun deem, wat mer geschafft hunn, solle mer hei bis zum Enn logesch sinn.

Ech si mat deene Considérante vum Här Adam d'accord. Ech fannen dat alles richteg. Mä bon, elo ze soen, no all deem, wat mer gesot hunn,

puche mer dat alles iwwer Bord, mir setzen et dann awer an d'Gesetz, éier dann eng europäesch Direktiv kënnt, dat fannen ech awer e bëssen - ech weess net - net ganz logesch politesch!

Dofir wär ech der Meenung, esou hunn ech de Minister verstanen, oder den Här Roth hunn ech verstanen, pardon, fir den éischten Tiret ze sträichen an dann awer d'Netzneutralitéit an eng Motioun à l'égard vun der Regierung ze soen, well d'Regierung jo konfrontéiert gëtt dermat iergendwann an der nächster Zäit - hunn ech awer gehéiert vu Leit, déi et misste wëssen -, dass do e véierte Paquet Télécom kënnt, an do kann een dann déi Netzneutralitéit um europäesche Plang drasetzen.

An deen europäesche Plang ass fir e Maart wéi Lëtzebuerg, deen och interesséiert ass, fir en oppene Maart ze sinn, dann awer vläicht méi wichteg wéi elo eng national Législatioun, déi implizit déi Netzneutralitéit garantéiert.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Den Här Minister, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, ech mengen, ech muss hei - une fois n'est pas coutume - dat zesummebréngen nach eng Kéier, wat zesumme war an amgaangen ass auserneenzegoen.

Ech mengen, datt mer eis eens sinn heibannen, och opgrond vun deem, wat ech nogelauschtert hunn, datt mer keng national Gesetzgebung mat Detailer maachen, well mer ënner anerem um Beispill vun Holland an anere gesinn hunn, datt deen Detail, datt dat schwéier ze reglementéieren ass.

Den zweete Punkte ass: Mir sinn eis eens, datt de Prinzip vun der Netzneutralitéit wichteg ass.

Drëtte Punkt ass dann: Schreift een à ce stade just dee Prinzip an - wou den Här Berger virdru gesot huet, vum Prinzip kann ee sech zwar net vill kafen -, mä wann et e politesche Konsensus ass, datt ee just dee Saz - dat wär ee Saz! - iergendwou soll draschreiwen, do hunn ech gesot: „Domadder kann ech liewen." Dat ass net contraire zum Rapport. De Rapport seet, datt - dat ass och d'Positioun vun der Regierung -, datt dat kee Sënn mécht, dat national ze reglementéieren. Do sinn ech also mam Här Fayot ganz d'accord. D'Fro ass also just - dat kann een och der Regierung iwwerloossen -, ob een deen ee Saz do draschreift.

Wann Der awer d'Motioun unhuelt, dann, mengen ech, muss een och rappeléieren an iergendengem Tiret: «considérant la position constante du Gouvernement» fir sech fir d'Netzneutralitéit anzesetzen. Well et ass jo net haut de Mëtten eréischt, wou d'Regierung zu eppes opgefuerdert gëtt, wat se scho laang an der Vergaangenheet, souwuel am Paquet Télécom wéi och a politeschen Diskussiounen a virun allem och an der Stratégie ultra-haut débit schonn affirméiert huet.

Duerfir mengen ech, d'Fro ass also just déi, ob ee just deen ee Saz vum Prinzip aschreift oder ob een och do emol waart, bis déi Propositioune vun der Europäescher Kommissioun doleien. Ech ka mat béidem liewen. Ech sinn, wéi gesot, géint eng Législatioun, mä ech kéint mat deem Saz, wann deen an d'Gesetz just misst geschriwwe ginn, d'accord sinn. An esou hat ech och d'Kolleege vun der grénger Fraktioun verstanen.

M. le Président.- Gutt. Elo kritt den Auteur vun der Motioun d'Wuert, fir dozou Positioun ze huelen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, ech mengen, ech sinn nach ni esou gutt verstane gi vun engem Minister wéi haut.

(Interruption)

An ech sinn es wierklech frou. Et ass genau dat do: Ob mir dat elo wëllen oder net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eis Décisioun. Ech gesinn de Widdersproch zu deem, wat am Rapport steet. Ech hat et gesot: Ech mengen, de Rapport ass einfach méi wäit gaangen.

Wëlle mer eng spezifesch Législatioun zu Lëtzebuerg? An do ass e Konsens, och vun der grénger Säit: Neen, wëlle mer eigentlech net! Bei eis wier dann ebe just dat - an ech kann et net besser soe wéi den Här Minister: Wa mer alleguerten eis eens sinn, datt de Prinzip vun engem „open" oder neutralen Internet wichteg ass, ma da kommt, mer maachen et einfach als Prinzip, als Upak an d'Gesetz! Domat kënne mer eis dann zu Bréissel gutt verkafen, mir kënnen och intern... Well de Minister seet et selwer a mir wëssen dat och, datt an dem Strategiepabeier vun der Regierung dat och steet, hei ass dann an eisen Aen eng Verstäerkung vun deem Prinzip.

Dat seet den Här Berger richteg: „Dovu kënne mer eis net alles kafen." Mä trotzdeem, et ass eng Prinzipiëbekundung, vun där mir mengen, datt et géif Sënn maachen, fir dat festzehalen.

M. le Président.- Gutt. Jo, elo kritt emol nach eng Kéier...

(Interruption)

Elo kritt emol nach eng Kéier den Här Urbany - well deen hat nach net d'Geleeënheet, Positioun ze bezéien - d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, wéi ech elo hei déi verschidden Interventiounen héieren hunn an och déi vun deem Kolleeg, deen déi Motioun hei déposéiert huet, muss ech soen, sinn ech awer guer net méi d'accord...

(Hilarité)

...mat där Motioun hei! Well ech fanne wierklech... Ech hu virdru gesot: Ech ënnerstëtze se, wa se an engem gesetzleche Kader déi Garantië bréngt, déi noutwendeg sinn, déi gefuerdert sinn, déi och vun den Experten agefuerdert sinn, dat heescht: eng Regulatioun vun deem Zougang zum Internet am Sënn vun enger wierklecher Garantie fir d'Neutralitéit vum Internet. Dat ass awer nun net garantéiert, wa mer einfach nëmmen e Prinzip draschreiwen. Wa mer einfach nëmmen e Prinzip draschreiwen, dat dréit net ganz vill zum Débat bäi.

An ech fannen och, den Här Adam huet virdru ganz kloer erkläert, firwat mer eng gesetzlech Basis brauchen. Ech sinn do ganz d'accord mat him. Mä dat spigelt sech awer dann net an där Motioun hei erëm, muss ech awer soen, wann dat den Esprit vun där Motioun ass, esou wéi mer en elo just erkläert kritt hunn.

Ech wäert mech da wahrscheinlech enthalen.

M. le Président.- Ech géif lech awer elo bieden, net nach eng Kéier mat der Diskussioun unzefänken. Ech hu verstanen, datt de Minister bereet ass, déi Motioun esou unzehuelen.

Une voix.- Den Här Berger.

M. le Président.- Den Här Berger dann nach ganz kuerz.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur*.- Jo, just e kuerzt Wuert, well den Här Fayot huet gemengt, dat géif komesch maachen, wann de Rapporteur géif herno eng aner Meenung hunn hei bei der Motioun. Neen, guer net! Ech mengen, et ass elo grad, wann een dem Här Frieden an dem Här Adam nach eng Kéier nogelauschtert huet, mir haten am Rapport eis déi Fro gestallt respektiv analyséiert, ob ee wierklech e spezifescht Gesetz mat enger ganzer Rei Detailer sollt maachen. An do war eigentlech déi do Fro ni opkomm. Hei ass en neie Moment.

An ech hat och scho gesot: Wann den Här Adam dat proposéiert gehat hätt, déi Iddi, an der Kommissioun, dann hätte mer eis och domadder beschäftegt. Nëmme fir ze soen, datt mir déi Motioun also hei och als DP kënne stëmmen. Mä déi geet natierlech net esou wäit wéi dat, wat den Objet vum Rapport war. An ech mengen - fir et och nach eng Kéier ze widderhuelen -, datt dat ëmmer gutt steet herno am Gesetz, mä wat kann ee sech konkret dovunner kafen?

M. le Président.- Gutt! Ech hu verstanen, datt ausser dem Här Urbany jiddwereen also mat där Motioun d'accord ass, datt ech déi kann à main levée zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1

Wien ass also domadder d'accord?

Wien ass do dergéint?

A wien enthält sech?

Déi Motioun ass also mat der Enthalung vum Här Urbany ugeholl, an domadder wäre mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Punkt.

Eisen nächste Punkt ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Boden, Etgen, Adam, Gibéryen, Henckes an Urbany. Als Éischt héiere mer den Här Roland Schreiner als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun, déi dës Debatt ugefrot huet. Den Här Schreiner huet d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière

Exposé

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Froe ronderëm d'Mobilitéit vun de Leit spillen ouni Zweifel eng zentral Roll, wa mer iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eiser Gesellschaft schwätzen. D'Mobilitéit ass e Grondbedürfnis vum Mënsch an ass haut eng wichteg Viraussetzung fir d'sozial Organisatioun an déi wirtschaftlech Entwécklung.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Dobäi geet et net nëmmen drëm, fir d'Liewensqualitéit ze verbesseren an d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi bei eis wunnen a schaffen, ze befriddegen, mä et geet och drëm, mat enger Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen eis Klimaschutzziler ze erreechen. Mir brauchen also eng Transportstrategie, déi allen Erausfuerderungen a puncto Mobilitéit an engem regionalen, an engem nationalen an an engem grenziwwerschreidende Kontext Rechnung dréit.

Méi wéi 170.000 Fraen a Männer kommen all Dag aus eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch op Lëtzebuerg schaffen. Dass Lëtzebuerg op dës Aarbechtskraaft an den domadder verbonnenen Know-how ugewisen ass, ass gewosst. Déi grenziwwerschreidend Mobilitéit ass also e ganz wichtege Facteur fir déi weider wirtschaftlech, sozial a kulturell Entwécklung vun eisem Land, mä net nëmme vun eisem Land, well déi ganz Groussregioun wiisst ëmmer méi zu engem gemeinsamen Aarbechtsmaart zesummen, an deem ëmmer méi Grenzpendler dagdeeglech hir Aarbechtsplaz opsichen.

Mir bekannte Schätzungen no maachen dat haut ronn 90% mat hirem Auto an nëmmen 10% benotzen d'Bunn oder de Bus. E Bléck op eis Stroosse geet duer, fir dat ze gesinn. Kilometerlaang Stauen op eisen Autobunnen an anere Stroossen an och an der Grenzregioun belaaschten net nëmmen d'Emwelt, mä och de private Portmonni an d'Wirtschaft; vun der nervlecher Belaaschtung fir déi concernéiert Leit guer net ze schwätzen.

Mir hunn also hei en „modal split", deen absolut net den Objektiver gerecht gëtt, déi d'Regierung sech zu Recht gesat huet, nämlech an de Froe vun der Mobilitéit den öffentlechen Transport weider auszebauen, mat dem schinnegebonnene Verkéier als Réckgrat. Jorzéngtelaang gouf massiv an den Ausbau vum Stroossennetz investéiert an den Zuch als Transportmëttel behandelt, wéi wann et en Auslafmodell wier.

D'Politik huet laang Zäit all Efforten dorobber konzentréiert, dass ee méiglechst konfortabel iwwerall mam Auto hikéim an dass iwwerall genuch Parkplazen zur Verfügung stéingen. Dës Regierung an och déi viregt hu sech zum Zil gesat, fir e Richtungswiessel an dëser Politik an d'Wee ze leeden. An dat ass och richteg esou. Mir stellen awer fest, dass mer nach laang net do sinn, wou mer hiwëllen. An dofir muss den Ausbau vum öffentlechen Transport ganz kloer eng prioritär Roll an der zukünfteger Verkéiersa Mobilitéitspolitik spillen, hei am Land an iwwert d'Grenzen ewech. An do hu mer nach e ganz groussen Nohuelbedarf.

Et muss een och wëssen, dass d'Konkurrenz tëscht deene verschiddene Verkéiersträger op ënnerschiddleche Prémissen opbaut. Wann een zum Beispill wëllt mam Auto - fir dat einfach emol eng Kéier ze illustréieren - vu Bitburg via Lëtzebuerg op Metz fueren, da kann een dat ouni iergendeng technesch an administrativ Hürd ouni Problem maachen. Iwwert d'Schinn ass esou en Trip vill méi komplizéiert. Hei hunn déi politesch Grenzen nach hir reell Auswierkungen. D'Ofstëmmung vun de Fahrpläng klappt oft net. Derbäi komme ganz oft technesch Inkompatibilitéiten. Mä och déi ënnerschiddlech Zoustännegkeete bei de Verwaltungen an öffentlechen Transportentreprisë maachen den Ausbau vum öffentlechen Transport iwwert d'Grenzen ewech net méi einfach.

Mat esou Hürden ass et natierlech schwéier, e leeschtungsfäegt an attraktiivt Ugebuet an der Regioun ze schafen. Verbesserunge sinn also noutwendeg, wa mer net wëllen an der Regioun bezéiungsweis an der Groussregioun kuerz- bis mëttelfristeg an den eisebunnspolitesche Abseits geroden.

Déi aktuell Organisatioun vum öffentlechen Transport an der Grouss- an an der Grenzregioun ass defizitär op villen Niveauen: bei den Infrastrukturen, bei den Investissementer, bei de Strukturen, bei de Fahrpläng, bei den Tariffer an och bei der Informatiounspolitik. Dobäi wësse mer, dass, wann d'Ugebuet stëmmt, d'Leit och bereet sinn, vum Auto op den öffentlechen Transport ëmzeklammen.

Wat sinn d'Prémissen dofir? D'Offer muss de Besoinen entspriechen, den Usager muss op eng schnell an einfach Aart a Weis u seng Informatioune kommen, d'Reeszäiten dierfen net méi laang si wéi déi mam Auto, d'Ëmklammen ënnerwee, och wann et sech net ëmmer vermeide léisst, muss wa méiglech op e Minimum reduzéiert ginn, d'Material muss bequem sinn an de Präis muss abordabel sinn. Dat heescht, den Usager vum öffentlechen Transport muss d'Convictioun hunn, dass d'Präis-Leeschtungs-Verhältnis stëmmt.

Alles dat klappt awer an der Regel haut net. Mir brauchen also a puncto Attraktivitéit, Qualitéit, Organisatioun an Infrastrukturen e Qualitéitssprong am öffentlechen Transportwiesen, wa mer eist ugestrieftent Zil wëllen erreechen. Qualitativ gutt Verbindunge mam öffentlechen Transport zu de Stied an de Wirtschaftszentre bei eis an an der Groussregioun sinn eng Viraussetzung fir d'Wirtschafts- an d'Kompetitivitéitsfäegkeet, awer och d'Zesummewuesse vun an an der Groussregioun.

An hei huet den öffentlechen Transport nach ganz vill Potenzial. A wann et eis geléngt, och nëmmen en Deel vun de Frontalieren ze motivéieren, op den Zuch oder de Bus ëmzeklammen, sinn eis Chancen, den affichéierten „modal split" vu 25/75 ze erreechen, e gutt Stéck méi grouss.

Här President, de Minister vun der Nohaltegkeet huet d'lescht Joer en allgemengt Verkéierskonzept, de MoDu - Mobilité durable - virgeluecht, dee ganz sécher seng Méritten huet, deen eng integrativ Mobilitéitsstrategie mam schinnegebonnene Verkéier als Réckgrat definéiert, dee mer begréissen an ënnerstëtzen an deen och d'Verkéiersopkommes aus eisen Nopeschlänner mat berücksichtegt.

Dëse Verkéierskonzept beäntwert awer vill Froen net a mécht och eigentlech keng konkret Propositioune fir eng kohärent an innovativ Verbesserung vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit, déi een awer net vun engem nationale Verkéierskonzept kann trennen. Dofir ass et och wichteg, dass mer och emol bei eis eis eegen Hausaufgabe maachen an déi néideg Capacitéite schafen, fir dass de grenziwwerschreidende Verkéier och op eiser Säit fonctionnéiert. Mir mussen also weider konsequent virun allem och emol an eis eegen Infrastrukturen investéieren.

Ech froen do manner nom Ausbau vun der A3 op sechs Spuren, well ech mengen, dass d'Autobunns- an d'Stroossennetz an der Groussregioun gutt entwéckelt a vernetzt ass, mä déi zwee wichtegst Projeten, déi hei ustinn, si sonner Zweifel den Ausbau vun der Beetebuerger Zuchstreck op véier Gleiser an de Bau vun der Trambunn duerch d'Haaptstad. Projeten, déi, wéi virdru scho gesot, a kengster Weis vun der Mobilité transfrontalière, déi haut hei zur Debatt steet, ze trenne sinn, jo, déi souguer e ganz wichtegen Deel dovunner sinn.

Grad wéi och, fir eis Begréffer, déi geplangte Linn vun der Stater Gare op de Findel an de Kierchbierg iwwert den Cents an dësem Kontext ganz wichteg wier, well hei ëmsteigfräi Verbindungen op e bedeitende Wirtschaftszentrum, de Kierchbierg, kéinte geschafe ginn. De geplangten Arrêt ënnert der Rouder Bréck ass do sécher keen Ersatz. Leider steet dës Linn net méi zur Diskussioun.

D'Gesetzesprojete fir d'Beetebuerger Zuchstreck an den Tram vun der Stater Gare bis op de Kierchbierg a spéider op de Findel mussen onbedéngt esou séier wéi méiglech an déi parlamentaresch Prozedur goen, wa si nach an dëser Legislatur solle gestëmmt ginn. Et sief och hei drun erënnert, dass de Minister Wiseler, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, emol versprach hat, dass mam Bau vum Tram nach virun den nächste Wahle géif ugefaange ginn.

An deem...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hat dee Minister virdru schonn eng Kéier versprach!

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Jo, et ass scho vill...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Kommt, mir loossen et bei der Traditioun.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Alt weider!

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- D'Wahle kommen. An deemselwechte Kontext gëtt et och héich Zäit, dass de Plan sectoriel „Transports" endlech an d'Prozedure geet. Ech mengen, de sektorielle Plang am Transportberäich ass och wichteg, fir hei Planungssécherheet ze kréien, an dat och am grenziwwerschreidende Kontext.

Här President, et sinn an deene leschte Jore ganz vill Efforten, an ech wëll dat awer och ënnersträichen, ganz vill Efforten op Lëtzebuerger Säit gemaach ginn, fir eis Infrastrukturen ze verbesseren. Ech denken un d'Streck op Klengbetten oder déi op Waasserbëlleg, wou jo nach Aarbechte geplangt sinn. Mir sinn eis natierlech bewosst, dass mer, wa mer vun engem grenziwwerschreidenden Transport schwätzen, all déi Froe ronderëm déi grenziwwerschreidend Mobilitéit net eleng hei zu Lëtzebuerg kënne léisen. Et ass also dofir wichteg, dass mer alles

drusetzen, d'Partner aus eisen Nopeschlänner mat an d'Boot ze kréien, fir d'Schinnennetz op hirer Säit ze verbesseren an d'Grenzregiounen duerch entspriechend Ugebueter besser un de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg unzebannen.

Dass dat méi wéi schwéier ass, wësse mer, speziell a wirtschaftlech schwieregen Zäiten, wou ëmmer erëm wichteg Eisebunnsprojeten zréckgestallt oder ganz gestrach ginn. D'Verkéiersverbindungen iwwert d'Schinn mat Lëtzebuerg hu fir eis Nopere leider net ëmmer Prioritéit a lafen der Entwécklung an de Besoinen hannendrun.

Mat Däitschland si mer ganz schlecht verbonnen. Do schwätze mer vun engem „modal split" vun 2,4%. Weder iwwer Saarbrécken a Richtung Mannheim, wou mer 13-mol den Dag mam Bus fueren, nach iwwer Tréier a Koblenz hu mer eng bequem Ubannung un dat däitscht Héichgeschwindegkeetsnetz. Mir bedeelegen eis elo zwar finanziell mat aacht Milliounen um Ausbau vum Abschnitt Igel an Igel-West op zwee Gleiser, mä dat ass nëmmen eng Drëps op de waarme Steen. Grad wéi och d'Aféierung vum Rheinland-Pfalz-Takt Enn 2014 mat CFL-Bedeelegung jo och - duerch de Kaf vun aacht Automotricen - net all eis Problemer léist. Déi direkt Intercity-Verbindungen no Däitschland, déi falen no an no ewech, vun direkte Verbindungen op ICE-Niveau zu de Metropole Rhein-Ruhr oder Rhein-Main oder an de süddäitsche Raum guer net ze schwätzen!

Suerge musse mer eis och ëm eis Verbindunge mat der Belsch maachen. Fir op Bréissel ze kommen, brauche mer, wéi viru 60 Joer mam Damp, dräi Stonnen. An d'Investitiounen, fir dës Stréck op belscher Säit méi performant ze gestalten - an där Pläng ass et jo ginn a gëtt et nach -, déi sinn op d'Joer 2022 elo gestreckt ginn. Eescht a Gefor ass och eis Verbindung op Léck iwwert d'Nordstreck, déi jo eng Ligne de mariage tëschent dem TGV-Est an dem TGV-Nord européen duerstellt, fir och an Holland respektiv an den norddäitsche Raum ze kommen. Hei riskéiert den Abschnitt Rivage-Gouvy zougemaach ze ginn.

Engersäits wier dann eis direkt Verbindung op Léck verluer, fir déi Lëtzebuerg jo awer, ech erënneren drun, 1991 schonn 150 Milliounen al Lëtzebuerger Frang op den Dësch geluecht huet fir d'Elektrifikatioun op der belscher Säit. Anerersäits ass d'Gefor grouss, dass deen ieweschten Deel och vun eiser eegener Nordstreck kéint drënner leiden. Mir mussen et dofir fäerdegbréngen, déi international Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg fir d'Zukunft ofzesécheren an de Service public op Vielsalm, Trois-Ponts mat engem gudden Horaire auszedehnen, fir deene 5.000 Frontalieren, déi aus deem Raum kommen, performant Zuchverbindungen op Lëtzebuerg unzebidden. Haut scho komme se zu vill iwwert d'Grenz mam Auto gefuer op Ëlwen an huelen dann do den Zuch, fir erof an d'Stad ze kommen.

Complémentaire zu gudde Verbindungen, wëll ech just an deem Zesummenhang dann och soen, ass et och wichteg, no un de Grenzen, an dat gëllt fir all Regiounen, genuch Opfangparkingen ze schafen, wou een op den Zuch oder de Bus kann ëmklammen, fir dass méiglechst wéineg Kilometere mam Auto musse gefuer ginn.

Mir brauchen awer och besser Verbindungen nach mat Louthrengen. D'Verduebelung vun der Linn op Beetebuerg hunn ech ugeschnidden. Et ass awer och wichteg, weider gutt Verbindungen ze hunn aus dem Raum Lonkech via Péiteng, Belval, Beetebuerg op Diddenuewen am Kader vum SMOT, dem Schéma de mobilité transfrontalière. Ech mengen, esou e SMOT ass e bilateraalt Verkéierskonzept, wéi et och mat der Wallonie an och jo mat Rheinland-Pfalz an dem Saarland élaboréiert soll ginn. Mä dës eenzel Konzepter, déi musse letztendlech an e globaalt Konzept integréiert ginn, wat all betraffe Regiounen ëmfaasst.

Ech wëll och do derbäisoen, dass mer jo virun e puer Wochen, Méint hei zu Lëtzebuerg och e Groupement européen de coopération territoriale gegrënnt hunn: véier lëtzebuergesch Gemenge mam lëtzebuergesche Stat, mat aacht franséische Gemengen an och der franséischer Regioun an dem franséische Stat. An do ass och eng vun den Haaptaufgaben d'Mobilité transfrontalière och an deem Beräich, an dësem Fall wier dat direkt emol dann de Süde vum Land.

Här President, e grondsätzleche Problem vun der Groussregioun ass, dass et keng gemeinsam Planifikatioun gëtt. Dëst gëllt fir d'wirtschaftlech Entwécklung, et gëllt dat fir d'Landesplanung an eben och fir de grenziwwerschreidenden Transport. Zwar gëtt et gewësse punktuell Aarbechten, déi gemaach ginn an och goufen, an déi politesch Verantwortlech vun der Province de Luxembourg, Louthrengen, dem Saarland, Lëtzebuerg, Rheinland-Pfalz treffe sech jo och regelméisseg.

Eng konkret a koordinéiert Kollaboratioun vun all dësen Acteuren, déi feelt awer eigentlech nach ëmmer. Et ass awer genee dës Kollaboratioun, déi onbedéngt néideg ass, fir déi regional Entwécklung generell an den öffentlechen Transport am Spezielle qualitativ weiderzebréngen. Woubäi een ënnersträiche muss, dass e gutt fonctionnéierenden Transport en zentraalt Element fir all weider, virun allem och wirtschaftlech Entwécklung duerstellt.

De Wirtschafts- a Sozialausschoss vun der Groussregioun huet virun e puer Joer scho Recommandatioune gemaach, virgeluecht, wéi een d'Organisatioun vum öffentlechen Transport an der Groussregioun kéint verbesseren, Virschléi, déi och jo vum interregionale Parlamentarierrot opgegraff goufen. An ech verweisen hei och op dee gemeinsame Pabeier vum OGB-L an dem Mouvement écologique aus dem leschte Joer, dee sech och mat der Problematik vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit befaasst an entspriechend Virschléi gemaach huet. All dës Virschléi ginn an déi richteg Richtung a solle vun der Politik opgegraff ginn.

Et muss also alles drugesat ginn, och a virun allem vu Lëtzebuerger Säit, fir e richtegt grenziwwerschreidend Partenariat op d'Been ze stellen an doriwwer eraus e richtegt, kohärent Mobilitéitskonzept fir d'Groussregioun auszeschaffen. Och kann ee sech virstellen, dass mat Hëllef vun enger Zort Aktiounsplang, an deem déi néideg Projeten, hir Prioritéiten, d'Finanzéierung, d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Acteuren a virun allem och e geneeën Zäitplang fir d'Ëmsetzung vun deene verschiddene Projete festgehale ginn, kuerz- a mëttelfristeg Léisungen a Saache grenziwwergräifend Mobilitéit fonnt kënne ginn.

Dass dëst net einfach gëtt, schéngt mer kloer, schonn eleng dowéinst, well an deene véier Länner vun der Groussregioun, Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich an der Belsch, d'politesch Entscheedungsprozesser an déi institutionell Prozedure ganz ënnerschiddlecher Natur sinn. Dëse Problem kéint doduerjer behuewe ginn, dass déi eenzel Acteure vun der Groussregioun eng gemeinsam strategesch Struktur ënnert der Form vun enger Zort Transport- a Verkéiersverbond schafen, wou déi grenziwwerschreidend Mobilitéit zesumme geplangt gëtt.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Communauté des Transports, déi hir Bewährungsprouwe bestanen huet an eng ganz gutt Aarbecht mécht. Mä eng Communauté des Transports brauche mer an der Groussregioun, déi zoustänneg wier, fir am Beräich vun der Mobilitéit eegestänneg, innovativ Konzepter auszeschaffen an ëmzesetzen, mat als Fernzil engem gemeinsame Linnennetz, enger eenheetlecher Tarifikatioun an engem grenziwwerschreidenden Informatiounssystem.

All aktuell oder zukünfteg Konzepter maachen awer och nëmmen da Sënn, wa se an der Praxis ganz konkret a spierbar Verbesserunge fir den Usager bréngen. Nëmmen esou ginn d'Usagere vum öffentlechen Transport fidéliséiert an zukünfteg Usagere vun de Virdeeler vum öffentlechen Transport par rapport zum Individualverkéier iwwerzeegt.

Dofir ass an eisen Aen en extrem wichtege Punkt deen, dass mer bei der Ausschaffung vun neien Transportofferen och de Client aktiv mat agebonne kréien, dass genee analyséiert gëtt, wou zum Beispill a Saachen Horairen, a Saache Frequenz, a Saachen Tariffer d'Problemer leien. Op alle Fall muss ee Konzepter vermeiden, déi laanscht de Benotzer vum öffentlechen Transport geplangt ginn. Esou Konzepter sinn eigentlech vu vireran zum Scheitere veruerteelt a maache wahrscheinlech, wat den Image vum öffentlechen Transport ugeet, méi schlecht wéi gutt.

Als Beispill fir esou kontraproduktiv an net koordinéiert Projete kann een de Fall vun der Areler Gare zitéieren. De Kolleeg Roger Negri huet eng Question parlementaire gestallt, wat d'Nethomologatioun vum belsche Material hei zu Lëtzebuerg ugeet, wou dann d'Leit gezwonge sinn, zu Arel ëmzeklammen. Jo, dat ass dann eng vun deenen Inkohärenzen, déi mer hunn, déi sécher net gutt sinn.

Et kann een och soen: Enn 2012 huet d'SNCB hir Parkingen op der Areler Gare payant gemaach. A wat ass d'Resultat vun dëser Moossnam, déi eesäiteg do geholl ginn ass? Vill belsch Frontalieren, déi huelen elo hiren Auto a fueren op Klengbetten, fir do ze parken an den Zuch ze huelen. Datselwecht Resultat huet een dann zu Diddenuewen, wou d'SNCF och op eemol décidéiert huet, dass d'Leit, déi mam Zuch fueren, fir de Parking vun hirem Auto musse bezuelen.

Esou unilateral Mesurë sinn awer ganz sécher falsch a kontraproduktiv, wann een den öffentlechen Transport attraktiv wëllt maachen an den Individualverkéier reduzéiere wëllt. Derbäi kënnt dann och nach déi lästeg Taxe frontalière an der Tarifikatioun, déi absolut kee Sënn méi gëtt a kee Sënn méi mécht, déi de Billjee vum öffentlechen Transport ëm dat Villfacht och nach all Kéiers verdeiert, just well een iwwert d'Grenz fiert. Onofhängeg dovun, dass, wéi ech gesot hunn, esou eng Taxe iwwerlieft ass a kee Sënn méi mécht, verleet se natierlech de Client vum öffentlechen Transport dozou, fir emol fir d'Éischt mam Auto iwwert d'Grenz ze fueren an dann eréischt an den Zuch ze klammen.

Mir mussen et also fäerdegbréngen, fir am Kader vun enger intermodaler Plattform déi verschidden Elementer vum öffentlechen Transport - Zuch, Bus an och den zukünftegen Tram an dann awer och de Privatauto - méiglechst intelligent an domadder méiglechst effizient mateneen ze vernetzen, ze verbannen. Dat zentraalt Element muss hei den Zuch sinn. Et geet drëms, d'Frontaliere méiglechst direkt a méiglechst schnell, also mam Bus, wann et net anescht geet, mam privaten Auto bei den Zuch ze kréien.

Zum enge setzt dat besser a méi Busverbindunge viraus, virun allem do, wou d'Leit wunnen, sief et an der Belsch, a Frankräich oder Däitschland. D'Verdeelung hei zu Lëtzebuerg soll dann och mat Bussen, spéiderhi mam Tram oder nach iwwert déi sougenannt „mobilité douce", also zu Fouss oder mam Vëlo geschéien.

Dass et aus finanziellen oder aus organisatoresche Grënn net méiglech ass, all Frontalier vu sengem Wunnuert mam Bus op eng Gare ze bréngen, schéngt eng Evidenz ze sinn. Fir déi Leit also, déi, fir eng Gare ze erreechen, hiren eegenen Auto huelen, a fir sécherzestellen, dass et eng maximal Unzuel vu Plaze gëtt, wou d'Leit an den Zuch klamme kënnen, mussen, wou et geet, déi existent Park & Ride- oder Park & Rail-Parkplazen ausgebaut oder awer och neier geschafe ginn, fir esou vill wéi méiglech Leit op den öffentlechen Transport ze kréien. Sécherlech mussen an deem Kontext P&R-Parkingen och hei zu Lëtzebuerg ausgebaut a geschafe ginn.

Mä Sënn mécht dës Approche nëmmen dann, wann och an der däitscher, belscher a franséischer Grenzregioun ähnlech Opfangparkingen entstinn, fir d'Leit esou séier wéi méiglech an esou no wéi méiglech vun hirem Domicile ofzehuelen an op den öffentlechen Transport ze bréngen.

Entstinn hei nämlech keng Parkméiglechkeeten, da kréie mir déi Situatioun, wéi ech se virdru scho beschriwwen hunn. Da kommen d'Frontaliere mat hiren Autoe bis iwwert d'Grenz a parken hiren Auto bei der éischter Lëtzebuerger Gare, fir do den Zuch ze huelen. Oder nach schlëmmer, si fueren direkt mam Auto op d'Schaff, an dann hu mir näischt, awer och guer näischt erreecht.

Niewent esou enger intermodaler Plattform gëtt et awer och nach aner Punkten, déi onverzichtbar sinn, fir de grenziwwerschreidenden öffentlechen Transport méi effizient an domadder och gläichzäiteg méi attraktiv ze maachen. Do ass zum engen d'Informatioun vun de Voyageuren, zum aneren den Tarif fir den Transport.

Wat deen éischte Punkt ugeet: Et ass net esou, dass d'Frontaliere sech net online - ouni geet et hautdesdaags net méi, dat hu mer virdru gesinn - iwwer Horairen, Verspéidungen, Tariffer oder aner Themaen informéiere kéinten. Oft gläicht dëst awer, soubal een iwwert d'Grenz wëllt fueren, dem Parcours du combattant. All Land, sprëch all Bunngesellschaft, oft och nach eenzel Buslinnen oder -firmaen, hunn hiren eegenen Internetsite. Eng Vernetzung gëtt et net. Den Usager muss sech déi eenzel Informatiounen, déi hie brauch, mat vill Méi sichen, selwer zesummestellen. An dass een dann nach net sécher ass, dass een zum Schluss déi Informatioune fir déi gewënschte Streck huet, déi een eigentlech wollt, dat erlieft een och.

Ganz am Sënn vun deem schonn ugeschwatene kohärente Gesamtkonzept fir d'Mobilitéit an der Groussregioun misst eng eenzeg, interaktiv Plattform geschafe ginn, wou een op enger Plaz mat nëmmen e puer Klicken iwwer en harmoniséiert an eenheetlecht Informatiounssystem déi Informatioune kritt, déi ee brauch, fir schnell a gutt mam öffentlechen Transport op d'Aarbecht respektiv vun der Aarbecht erëm heem oder op all anert Zil ze kommen.

Madame Presidentin, en anere Punkt schliesslech sinn d'Tariffer. Hei ass et schwiereg, den Iwwerbléck an den Duerchbléck ze behalen, well et déi ënnerschiddlechst Tariffer gëtt. Jee no Land bestinn net nëmme grouss Ënnerscheeder, wat de Präis vun den Tariffer ubelaangt, mä et ass och enorm ëmständlech, fir ëmmer mussen, jee no Départ an Arrivée, Tickete vun deenen ënnerschiddlechen Eisebunns- an/oder Busentreprisen ze huelen.

D'Léisung an dësem Punkt kéint d'Aféiere vun engem eenheetlechen Tarifsystem fir d'Groussregioun mat eenheetlechem Fuerschäin, enger Zort grenziwwerschreidendem Pass sinn, deen net nëmmen allen Usageren aus der Groussregioun een an deeselwechte Präis garantéiert, mä deen och a virun allem d'Benotze vill méi frëndlech a kamoud fir den Usager ka maachen. Virun allem och, wann een de Pass och iwwert déi ugeschwaten Internetplattform vun doheem oder vun ënnerwee iwwer e Smartphone kéint kafen.

Nach méi attraktiv kéint esou eng Offer och zum Beispill doduerjer ginn, wann dësen Ticket dann och fir sonndes an d'Feierdeeg géif gëllen a wann dësen et vläicht kéint erlaben, och gënschteg Präisser fir zum Beispill kulturell oder sportlech Evenementer an der Groussregioun ze kréien. A firwat net an allen Deelregioune vun der Groussregioun e Semesterticket fir Schüler a Studenten zum Beispill aféieren? Oder de grenziwwerschreidenden „M-Pass" fir d'Entreprisen? Ech mengen, dat wieren exzellent an öffentlechkeetswierksam Signaler, déi sécher hir Répercussiounen hätten.

Am Résumé kann een also festhalen, et ass an deene leschte Joren net näischt geschitt, an dat ass och gutt esou. Mä dat, wat gemaach gouf, gouf ganz oft - och zum Deel aus deenen Ursaachen, déi ech ugeschwat hunn - ze lues gemaach a geet qualitativ a quantitativ, fir en effikasse grenziwwerschreidenden Transport ze garantéieren, net duer! Virun allem misst awer kloer sinn, dass och all eenzel Projeten, och wa se nach esou gutt gemengt, geduecht oder gemaach sinn, zum Beispill déi binationalen Accorden a Saachen Tariffer, net zu deem néidegen Erfolleg wäerte féieren, wa se net zesumme mat allen Acteure geplangt an ofgestëmmt sinn.

D'Zil vun enger effikasser Mobilité transfrontalière kann nëmmen erreecht ginn, wann all d'Partner an der Groussregioun concertéiert zesummeschaffen an eng gemeinsam Strategie ausschaffen. Selbstverständlech, dat muss ee vläicht net extra betounen, ass a kann d'Réckgrat vun enger gutt fonctionnéierender Mobilité transfrontalière nëmmen den öffentlechen Transport sinn, dee punktuell vum Individualverkéier, zu deem och de Covoiturage gehéiert, ergänzt gëtt.

Ganz an deem Sënn muss an der Groussregioun, virun allem awer och hei zu Lëtzebuerg, den öffentlechen Transport - an net, wéi an der Vergaangenheet allze oft geschitt, den Individualverkéier - absolut Prioritéit an domadder och déi néideg finanziell Mëttel kréien.

Madame Presidentin, ech hoffen, dass den Débat vun haut e bëssen dozou bäidréit, dass d'Weiche fir d'Zukunft an déi richteg Richtung gestallt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Schreiner. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fernand Boden agedroen. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net vu Muttwëll, datt mer haut an der Chamber eng Debatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit hunn. An ech soen dem Roland Schreiner Merci fir seng Initiativ. All déi, déi Dag fir Dag mam Auto, Bus oder Zuch op d'Aarbecht fueren, déi wëssen, wat et bedeit, a Stauen ze stoen, op en Zuch oder e Bus ze waarden, deen a Verspéidung ass, oder an en Zuch oder e Bus ze klammen, deen iwwerfëllt ass.

Lëtzebuerg huet bannent deene leschten zéng Joer an der Moyenne iwwer 8.000 Awunner bäikritt. Nieft der nationaler demografescher Entwécklung, déi forcément en Impakt huet op d'Mobilitéit, huet eisen trotz Kris dynameschen Aarbechtsmaart eng Hällewull vu Grenzgänger op Lëtzebuerg gezunn. Lëtzebuerg war a bleift, an domat erzielen ech Iech näischt Neies, fir eis Grenzregiounen an hir Bierger a puncto Aarbecht en Unzéiungsmagnéit sonnergläichen.

Ronn 150.000 Grenzgänger kommen all Dag op Lëtzebuerg schaffen. A mir si frou, datt si de Wee op Lëtzebuerg untrieden, well ouni si kéint eis Wirtschaft net dréien. Si droen e groussen Deel zu eisem Wuelstand bäi. De Revers vun der Medail ass awer dat zousätzlecht Verkéiersopkommen, an do stousse mir elo schonn un eis Grenzen, wat d'Mobilitéit ubelaangt.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Fuerpark vun Autoen, dee méi grouss ass wéi iergendwou anescht. An d'Lëtzebuerger, mä net nëmme si, benotze virrangeg den Auto, fir sech ze déplacéieren, wéinst senger Disponibilitéit an och senger Schnellegkeet.

Iwwer 1,6 Milliounе Verkéiersbewegunge gëtt et all Dag zu Lëtzebuerg. An dëser Zuel, déi d'lescht Joer vum Nohaltegkeetsminister presentéiert gouf, ass och den öffentlechen Transport matabegraff. Déi meescht Gefierer fueren dann awer och tëschent 7 an 9 Auer moies respektiv 17 an 19 Auer nomëttes, also während den Zäiten, wou d'Leit op hir Aarbecht fueren an d'Kanner an d'Schoul ginn.

Et ass evident, datt eis Stroossen, virun allem d'Haaptachsen, zu dësen Zäiten iwwerlaascht sinn. Mä net nëmmen eis Stroosse sinn deene Massen u Vehikelen net gewuess, och eist Schinnennetz ass ausbaufäeg.

Et ass deemno wichteg, nei Weeër ze goen am Beräich vun der Mobilitéit. Eng effikass Mobilitéit dréit nämlech zu enger besserer Liewensqualitéit vun de Leit bäi. D'Stonnen, déi esou munchereen am Auto oder am Bus verbréngt, wiere besser doheem an der Famill oder am Hobby ugeluecht.

Och d'Ëmwelt gëtt duerch e besser duerchduechtent Verkéierskonzept geschount. A last but not least steet d'Mobilitéit och fir e Plus u Kompetitivitéit. E gutt globaalt Mobilitéitskonzept stäerkt nämlech ouni Zweifel d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg als wirtschaftleche Ballungsraum. Eng gutt Ubannung un déi international Verkéiersweeër an eng gutt Accessibilitéit vun eisem Land ass eng Grondviraussetzung fir d'Konkurrenzfäegkeet vun eise Betriber.

Den Ausbau vun de Schinnen-, Stroossen-, Waasser- a Loftweeër am Laf vun de Jorzéngten huet ouni Zweifel zum wirtschaftlechen Opschwong vu Lëtzebuerg bäigedroen. A wa mir wëllen eis Ekonomie weiderentwéckelen, da brauche mir och an Zukunft méi an awer och eng besser Mobilitéit. An zwar eng Mobilitéit, déi nohalteg ass, déi den ökologeschen Impakt méiglechst geréng hält a prioritär op den öffentlechen Transport setzt.

Op nationalem Plang huet eisen Transportminister, de Claude Wiseler, viru Kuerzem eng ganz ambitiéis Strategie presentéiert, déi sougenannten „MoDu-Strategie", vun där och de Roland Schreiner scho geschwat huet. Dëst globaalt, integratiivt, multimodaalt Verkéierskonzept setzt net ausschliesslech op ee Fortbewegungsmëttel, mä et ass de Versuch, bei de Leit en Ëmdenken ze erreechen, andeems een hinnen d'Méiglechkeet gëtt, déi öffentlech Transportmëttel ze notzen, ouni awer ganz op den Individualverkéier ze verzichten.

Net all ofgeleeë Géigend kann am Véirel- oder Hallefstonnentakt un d'Bus- oder Zuchnetz ugebonne ginn. Et muss een also déi verschidde Verkéiersmëttel optimal notzen, woubäi den Individualverkéier esou wäit wéi méiglech soll reduzéiert ginn. Et ass nämlech net realistesch, ze mengen, datt den öffentlechen Transport sämtlech Verkéiersproblemer léise kéint.

Här President, léif Kolleegen, trotz Kris hu mer hei zu Lëtzebuerg net drop verzicht, vill an d'Mobilitéit ze investéieren, mat enger grousser Prioritéit fir den öffentleche Verkéier. Dës Investitioune sinn dach ëmmer ganz appréciabel. An der Nohaltegkeetskommissioun hu mer all Joer als Virbereedung zur Debatt iwwert déi grouss Investissementer vum Stat eng Diskussioun doriwwer. An de Minister presentéiert eis all Joer am Detail de Käschtepunkt an den Timing vun dësen Infrastrukturprojeten.

D'Prioritéit fir dës Projete gëtt am Aklang mat der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit fir Résidenten a Grenzgänger, also dem MoDu, festgeluecht. De MoDu weist de Wee op, dee mer an deenen nächste Jorzéngten aschloe wëlle fir eng nohalteg Mobilitéit hei am Land an och iwwert d'Grenzen eraus.

D'CSV steet hannert dëser globaler Strategie. A mir ënnerstëtzen d'Regierung an hire Beméiungen, de MoDu zilstrieweg ëmzesetzen.

Een Haaptzil vum MoDu, an et ass scho gesot ginn, ass et, datt 25% op d'mannst vum motoriséierte Verkéier solle vum öffentlechen Transport - Zuch a Bus - assuréiert ginn. Haut sinn et der 16%, wann ech gutt informéiert sinn. Fir dat awer ze erreechen, fir also op déi 25% ze kommen, muss vill méi staark wéi an der Vergaangenheet op d'Complémentaritéit vun deene verschiddenen Transportmëttel gesat ginn.

D'MoDu-Strategie baséiert dofir och op dem fundamentale Konzept vun der Mobilitéitsketten, déi et erlaabt, op eng intelligent a flexibel Aart a Weis déi verschidden Transportmëttel mateneen ze kombinéieren, fir esou de Gebrauch vum Privatauto ze reduzéieren. D'Qualitéit vun de Connexiounen tëschent deene verschiddenen Transportmëttel Auto, Zuch, Bus an och Tram ass dobäi wesentlech. Dës Connexioune solle jo iwwert de Wee vun de Pôles et points d'échange inter- et intramodaux geschéien.

Hei zu Lëtzebuerg konzentréiert de Verkéier sech ganz vill op d'Haaptstad an hir Peripherie. D'Stad Lëtzebuerg ass en Unzéiungspunkt wäit iwwer eis Grenzen eraus. Zwee Drëttel vun allen Déplacementer vun de Résidenten an d'Haaptstad, déi fanne während de Spëtzestonne statt. 35,5%, also iwwer en Drëttel vun de Frontalieren, déi an d'Land erakommen, déi fueren an d'Haaptstad. An den interne Verkéier an der Stadagglomeratioun, dee mécht 21% vum motoriséierte Verkéier aus.

D'Mobilitéitsstrategie muss also dëser Charakteristik vun eiser Verkéierssituatioun gerecht ginn. A just dat kann am beschten eng Mobilitéitsketten, déi op e performante multimodalen Transportréseau opgebaut ass.

Wann een de motoriséierte Verkéier vun de Frontalieren, dee jo am Mëttelpunkt vun der Debatt hei steet, méi genee analyséiert, da stellt ee Folgendes fest, an ech mengen, de Roland Schreiner huet och schonn déi Zuel genannt: Nëmme 7,2% vun alle grenziwwerschreidenden Déplacementer gi vum öffentlechen Transport realiséiert; obschonn ee muss zougestoen, datt en an de leschte Jore staark gewuess ass, wéinst enger ganzer Rei vun Investitiounen an dësem Beräich.

Insgesamt gëtt et pro Dag 521.816, also méi wéi 500.000 motoriséiert Trajeten. Dat sinn 31,4% vum Gesamtverkéier grenziwwerschreidend. An dovunner geet eppes méi wéi 40% grenziwwerschreidend mat Frankräich an de Rescht, jeeweils 29%, mat Däitschland oder och 29% mat der Belsch. Den „modal split" ass am Verkéier mat Frankräich 11%, mat der Belsch 6,7%, a mat Däitschland ass e ganz, ganz niddreg: 2,4%.

Also, dës impressionnant Zuele vun Déplacementer vun de Frontalieren an dee ganz niddrege Prozentsaz, dee vum öffentlechen Transport ofgewéckelt gëtt, déi maachen d'Verbesserung vun der Complémentaritéit tëschent Schinn, Bus, Tram an Auto nach méi wichteg an d'Schafe vun Échangepolen, besonnesch an der Peripherie vun der Stad, méi urgent, gradesou wéi d'Schafe vun engem regional gestreete Park & Ride-Konzept a Moossnamen, fir dem Bus méi Prioritéit op den Haaptstroossen ze ginn.

Mat méi wéi 17 Milliounе Voyageure stellt d'Eisebunn d'Réckgrat duer vum Gemeinschaftstransport. An d'Zuchverbindungen hei am Land zu deenen dräi Haaptattraktiounspole Lëtzebuerg-Stad, Süden an och d'Nordstad, déi si gutt a sinn och permanent verbessert ginn.

Mir hunn hei am Land sechs Haapteisebunnslinnen, déi alleguer op der Gare centrale zu Lëtzebuerg zesummekommen. D'national an déi grenziwwerschreidend Nofro vum Zuch ass an de leschte Jore staark gewuess. Dofir ass och vergréissert ginn. An an deem neie Konzept vun der Schafung vun Échangepole muss also och d'Organisatioun vum Zuchverkéier an d'Haaptstad geännert ginn.

Fir d'Haaptgare an der Stad, déi saturéiert ass, ze entlaaschten, ginn dräi nei Garen um Houwald, zu Hollerech an och ënnert der Rouder Bréck geschaf, fir den Zuch méi no bei d'Entwécklungspolen a bei den Zentrum vun der Stad ze kréien. Et ginn also esou nei Entréespunkten an d'Haaptstad ugebueden, déi eng besser Verdeelung vun de Voyageuren erméiglechen, an d'Kadenz vun den Zich gëtt jo och wesentlech verbessert.

D'Voyageuren aus dem Norden, Osten, Süden a Weste mat dem Zuch an d'Stad, déi mussen also net méi alleguer op der iwwerlaaschter Zentralgare erausklammen, mä hunn aner Méiglechkeeten, fir méi schnell op déi Plaz ze kommen, wou se schaffen oder hiwëllen. An dat gëllt och fir d'Grenzgänger.

An de leschte Jore sinn och grouss Investitiounen an d'Infrastruktur vum Eisebunnsnetz getätegt ginn - de Roland Schreiner huet schonn drop higewisen -, an de Fuerpark ass och zu engem groussen Deel erneiert ginn, fir eng méi grouss Sécherheet am Zuchverkéier ze kréien, fir d'Capacitéit ze verbesseren op deene verschiddene Linnen, gradesou wéi de Confort vun de Leit. Déi nei Lokomotiven an déi nei Ween an Automotricë mat zwee Stäck hu wesentlech Verbesserunge bruecht an, ech mengen, si sinn och gutt bei de Leit ukomm.

Um nationalen an um grenziwwerschreidenden Niveau muss de Bus dann och eng komplementar Roll zum Zuch spillen. De Bus ass iwwregens dat am meeschte benotztent öffentlecht Transportmëttel. Regional Busser mussen d'Accessibilitéit vun deene Géigenden ofsécheren, wou keen Zuch fiert. Si féieren d'Leit op déi nächst Gare, fir do kënnen den Zuch ze huelen, oder, wann dat net méiglech ass, da fuere se als Expressbus op den Haaptachse bis an d'Stad, an dat och ëmmer méi grenziwwerschreidend.

Bei de Busser, déi an d'Stad fueren, stellt sech haut deen nämlechte Problem wéi beim Zuch. Et gëtt nëmmen zwee Entréespunkte fir d'Busser an d'Stad, nämlech d'Zentralgare an den Hamilius, a vill Busser fueren och iwwert deen nämlechten Trajet. Dat féiert natierlech zu enger grousser Saturatioun vun dësen Entréespunkten an den Achsen, déi se matenee verbannen. A bei wuessendem Busverkéier gëtt dës Situatioun ëmmer méi ontragbar, an do muss also eppes anescht gemaach ginn.

Dofir ass och eng Ännerung vum Busverkéier onëmgänglech an och do ass grad ewéi beim Zuch eng polyzentresch Desserte déi eenzeg Léisung. Niewent deenen dräi scho genannte multimodalen Échangepolen, déi en Accès zum Zuch ginn, gi wéider Échangepole geschaf fir den Ëmstieg vum Bus oder Auto op den Tram oder souguer op déi tangentiell Buslinnen, déi geschaf ginn a wou jo och scho verschidde Stroossen amgaange si gebaut ze ginn. Dës tangentiell Buslinnen, déi féieren dann direkt an déi Haaptstadzentren.

De Minister Claude Wiseler huet an dëser Hisiicht - an ech mengen, dat muss een unerkennen - vill realiséiert, villes an d'Wee geleet. Mir soen him dofir Merci fir säin Asaz a säi Courage. Mä ech wëll em och virun allem Merci soe fir seng Bereetschaft, fir der Chamber an och der Nohaltegkeetskommissioun ëmmer all relevant Informatiounen ze ginn an ëmmer oppen ze sinn, fir doriwwer ze diskutéieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt haut och dat nämlecht wäert de Fall sinn.

Mä vu d'Gréisst vun eisem Land ass et awer net méiglech, e Mobilitéitskonzept autark auszeschaffen, ofgekoppelt vun de Realitéiten, déi eis ëmginn. Et ass deemno net verwonnerlech, datt och déi grenziwwerschreidend Mobilitéit am Mëttelpunkt vun der Politik vun eisem Minister steet oder och muss stoen. Den Enthusiasmus vun eisem Minister setzt awer och - an et ass scho gesot ginn - d'Bereetschaft vun eisen Nopeschregiounen, vun eisen Nopeschlänner viraus, och eppes an eis Richtung wëllen ze ënnerhuelen an och do gewësse Prioritéiten ze setzen. An do muss een zougestoen, datt dat net ëmmer esou geschitt, wéi een dat gären hätt, obscho munch Accorde mat eisen Nopeschlänner gemaach gi sinn.

Schonn an de Joren 2008, 2009 gouf mat eise franséischen Noperen en éischte SMOT, also e Schéma stratégique de mobilité transfrontalière, ënnerschriwwen, dat heescht e politeschen Accord, fir iwwer eng Etüd d'Verkéierssituatioun tëschent Lëtzebuerg an der Lorraine ze analyséieren. An ech wëll hei drun erënneren, datt mir fir dës Initiativ och vun der Europäescher Unioun priméiert gi sinn.

D'Zil vum SMOT ass et, op verschidden Échéancen hin de Prozentsaz vum öffentleche Verkéier am Gesamtverkéiersopkommen an d'Luucht ze setzen. Fir d'Joer 2015 ass also an der Relatioun mat der Lorraine en „modal split" vu 15% virgesinn, fir d'Joer 2020 ee vun 20% a fir d'Joer 2030 ee vu 25%.

Et ass kloer, datt dat net esou einfach ass, datt dat net vun haut op muer geet. Mä ech mengen, de Wëlle misst op deenen zwou Säiten do sinn, fir ze kucken dat, wat ënnerschriwwe ginn ass, och lues a lues ze realiséieren. Eng éischt konkret Pist an där Hisiicht gouf schonn an d'Weeër geleet mam Ausbau vun der A31 Metz-Thionville-Lëtzebuerg. Ech weess, datt net jiddwereen dovunner begeeschtert ass, mä fir déijéineg, déi d'Nohaltegkeet vun dësem Projet a Fro stellen, sief bemierkt, datt dës zousätzlech drëtt Bunn fir den öffentlechen Transport respektiv fir Leit, déi Carsharing bedreiwen, reservéiert ass.

Déi zweet Phas am Ausbau vun der Zuchlinn Lëtzebuerg-Péiteng, déi jo ganz wichteg ass, ass ënner anerem e Resultat vun dëser gemeinsamer Etüd. Och duerch aner Projete soll d'Capacitéit op der Schinn an d'Luucht gesat ginn. Esou ass zum Beispill virgesinn, d'Streck vu Rodange op déi franséisch Grenz duebelgleiseg ze maachen. Och gëtt gekuckt, datt mer duerch eisen TGV-Uschloss besser Verbindungen op Stroosbuerg kréien. Do lafe Gespréicher mat de franséischen Autoritéiten, a vun Dezember 2016 u soll et am Prinzip véier Aller-retoure pro Dag mam TGV op Stroosbuerg ginn, mat enger Fuerzäit vun enger Stonn 25 Minutten. Haut bedréit déi zwou Stonnen an 30 Minutten; also eng ganz wesentlech Verbesserung fir eis Verbindung mat Stroosbuerg.

Dee wichtegste Projet ass awer ouni Zweifel - dat huet de Roland Schreiner och gesot - déi nei Duebelgleisegkeet op der Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg, wou mer nei a méi Capacitéite kréien, fir d'Leit aus Frankräich an d'Land an erop dann an d'Haaptstad ze bréngen. De Virdeel vun dëser Duebelgleisegkeet ass nieft der Erhéijung vun der Capacitéit eng verkierzt Reesdauer. D'Fäerdegstellung vun dësem Chantier ass, mengen ech, fir d'Joer 2021 programméiert. Den Här Minister kann eis vläicht soen, ob déi Programmatioun och kann agehale ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt et haut sechs Aller-retoure pro Dag mam TGV op Paräis gëtt. Déi Verbindungen hunn e ganz groussen Zousproch. An duerch de Bau vun engem neie fënnefte Quai wäert vun 2018, 2019 un och d'Transportcapacitéit kënne wesentlech erhéicht ginn. Dësen neie Quai soll nämlech d'Zirkulatioun vun duebelstäckegen Automotricen an Dräierkompositioun - haut ass dat an duebeler - erlaben, wouduerch an de Spëtzestonnen d'Capacitéit vu Leit ëm ronn een Drëttel kann erhéicht ginn.

Dat ass zwar alles nach e bëssen Zukunftsmusek a soll an deenen nächste Jore geschéien, mä et dierf een awer och net verkennen an et muss een och unerkennen, datt schonn an der Vergaangenheet vill beim grenziwwerschreidenden Transport mat Frankräich ënnerholl gouf. Nieft der Schafung vun neie Buslinne gëtt zum Beispill neit a méi confortabelt Zuchmaterial agesat. Dann hu mer och nach d'Réouverture vun der Linn Lonkech-Belval-Diddenuewen mat véier Aller-retouren den Dag.

Fir d'Kooperatioun mat de franséischen Autoritéiten ofzeschléissen, sief och nach op de GECT, de Groupement européen de coopération transfrontalière Uelzecht-Belval, verwisen. Dës Initiativ regruppéiert jo Gemengen, déi sech an der grenziwwerschreidender Agglomeratioun Esch/Uelzecht befannen, souwéi och déi iwwerkommunal Autoritéiten. Et soll versicht ginn, zesummen dëse Secteur, dee sech jo souwuel op lëtzebuergeschem wéi och op franséischem Territoire befënnt, ze entwéckelen, och a Saachen öffentlechen Transport. An an dësem Zesummenhang wéilt ech och op d'Liaison Micheville verweisen, där mir eng grouss Prioritéit bäimoossen an déi fir d'Entwécklung vum Site Belval an der ganzer Agglomeratioun ouni Zweifel ganz wichteg ass.

Och mat eisen däitschen Noperen ass e SMOT um Instanzewee. De Minister huet eis an der Kommissioun doriwwer bericht. Dee soll derfir suergen, datt mat Hëllef vun enger adequater Bus-, Zuch- a Parkingsoffer de Pendlerverkéier soll verbessert ginn.

Um Sommet vun der Groussregioun, deen am Januar vun dësem Joer zu Pont-à-Mousson stattfonnt huet, gouf elo scho festgehalen, datt d'Streck Lëtzebuerg-Tréier am Sënn vu méi Nohaltegkeet verbessert muss ginn. Dat heescht a Saache Schinneverkéier, datt d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Tréier-Koblenz ausgebaut gëtt. Weider Investitioune gi getätegt an, et ass scho gesot ginn, de Lëtzebuerger Stat leet zum Beispill aacht Milliounе bäi fir d'Duebelgleisegkeet op däitscher Säit fir d'Streck tëschent Igel an Igel-West. Domadder kënne mer d'Offer an den Accès a Richtung Koblenz an Tréier wesentlech verbesseren an d'ailleurs: Iwwert dëse Projet wäerte mer d'nächst Woch hei an der Chamber méi am Detail diskutéieren.

Dat erméiglecht och, de Rheinland-Pfalz-Takt anzeféiere vum 1. Januar 2015 un, deen eng wesentlech Verbesserung tëschent Lëtzebuerg, Tréier a Koblenz iwwert den Zuch mat sech bréngt.

An dann nach en anere Projet, deen e bëssen an de Vergiess gerode war, mä ech mengen, deen och net onwichteg ass, fir de Pendlerverkéier op Lëtzebuerg ze verbesseren, dat ass déi Tréierer Weststreck um lénken Ufer vun der Musel. Si misst och erëm fir de Persouneverkéier aktivéiert ginn am Intérêt vun engem besseren öffentlechen Transport, wéi gesot, als Ugebot fir d'Pendler aus dësem Raum. An ech weess, datt de Minister Wiseler och amgaangen ass, mat den däitschen Autoritéiten, besonnesch deenen aus Rheinland-Pfalz, doriwwer ze diskutéieren, well anscheinend de Bundesverkehrsminister net ofgeneigt ass, esou Saachen erëm an d'Wee ze leeden. Mä da muss natierlech d'Initiativ vun eiser Nopeschregierung aus Rheinland-Pfalz ausgoen.

Wat de Stroosseverkéier ubelaangt, wier et wichteg, datt de Moselaufstieg, vun deem mer schonn esou laang schwätze fir d'Entlaaschtung vun den Dierfer op der däitscher Säit an och vu Waasserbëlleg, datt dee géif endlech realiséiert ginn. A fir d'Entlaaschtung vun de Lëtzebuerger Museluertschaften ass och eng nei Muselbréck zu Mertert am Gespréich. Et ass eng Étude de faisabilité fir dës Bréck amgaangen.

Et kann ee festhalen och, datt mer an de leschte Joren - zéng Joer, géif ech soen - ronn 150 Milliounen Euro investéiert hunn an d'Moderniséierung vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Waas-

serbëlleg, an et wäerten an den nächste Jore 400 Milliounen Euro derbäikomme fir den Aménagement vum Norddeel vun der Gare Lëtzebuerg, den neie Viaduc op der Polvermillen an och d'Duebelgleisegkeet tëschent der Polvermillen an dem Arrêt Sandweiler-Conter.

Och muss ee soen, datt d'CFL mëttlerweil Strecken an Däitschland bedéngt, zum Beispill op Wittlich oder Cochem, déi d'Deutsche Bahn an der Vergaangenheet wéinst Käschten- a Rentabilitéitsgrënn agestallt huet. Den däitsche Grenzgänger ginn iwwregens och 13 verschidde grenziwwerschreidend Busverbindungen dagdeeglech ugebueden, wat also och misst de Pendlerverkéier iwwert den öffentlechen Transport verbesseren.

Nohuelbedarf gëtt et ganz sécher a Richtung Saarbrécken, dat ass ugeschnidde ginn. Mir hunn dofir keng direkt Zuchverbindung, wat bedauerlech ass, well vu Saarbrécken aus een am Fong en direkten Accès géif kréien op déi däitsch ICEen op Mannheim, Stuttgart, München ënner anerem. Mä hei huet de Minister awer och grouss Efforte gemaach, fir d'Verbindung tëschent Lëtzebuerg a Saarbrécken wesentlech ze verbesseren, andeem en Expressbus agesat ginn ass, deen déi zwou Stied mëttlerweil 13-mol pro Dag verbënnt an enger Fuerzäit vu 75 Minutten, wat awer plus ou moins akzeptabel ass.

Schliesslech, bei eise belschen Noperen, do gouf en Accord am Januar vun dësem Joer ënnerschriwwen. Dëse SMOT, deen zu 50% vum Lëtzebuerger Stat finanzéiert gëtt, soll och konkret Moossname bréngen, wéi de grenziwwerschreidende Verkéier méi effikass gestalt ka ginn.

Um Niveau vum Schinneverkéier konnte verschidde Strécken nëmme mat Hëllef vu lëtzebuergesche Finanzsprëtze gerett ginn, esou zum Beispill d'Linn tëschent Gouvy a Rivage, vun där scho geschwat ginn ass, wou mer mat 3,7 Millioune gehollef hunn. Och fir d'Réouverture vun der Linn Virton-Rodange, Rodange-Athus-Arel souwéi fir d'Erneierung vun de Garen Aubange, Halanzy a Messancy hu mer 1,5 Millioune bäigesteiert.

Wichteg fir Lëtzebuerg, mengen ech, ass awer virun allem d'Verbesserung vun der Streck Lëtzebuerg-Bréissel. D'Exploitatioun vun dëser Streck, déi weist grouss Mängel op. Op der Lëtzebuerger Säit, muss een zwar soen, si ganz vill Efforte gemaach ginn, fir d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten ze moderniséieren. Si gëtt reelektrifizéiert. Den Tracé gëtt verbessert, fir d'Vitesse kënnen ze erhéijen, an dat am Kader vun dem Projet Eurocap-Rail. Et wier elo un de belschen Autoritéiten, och op hirer Säit déi néideg Investitioune méiglechst schnell ze realiséieren, an ech hoffen, datt net do erëm Verzuch kënnt, wéi dat schonn ugedeit ginn ass.

Suerge maache mer eis och iwwert d'Streck Lëtzebuerg-Léck, gradesou wéi de Roland Schreiner dat och scho gesot huet, wou d'Investitiounen op der belscher Säit och ganz onzefriddestellend sinn.

Déi verschidde SMOTen, Initiative wéi de GECT, mä och d'Sommete vun der Groussregioun sinn de Beweis, datt de Minister Wiseler de MoDu net als Léisung u sech gesäit, mä datt en dat als e Puzzlestéck vun engem Ganze gesäit, wou och d'Nopeschregioune mussen a solle matspillen a matplangen.

D'Verkéiersplanung ka sech net nëmmen op Lëtzebuerg beschränken. Mir maachen dat d'ailleurs och net. Preuven hunn ech elo grad eng ganz Rei opgefouert, an de Minister, sinn ech mer sécher, huet och nach vill méi eng laang Lëscht wéi ech elo hei gesot hu vu Projeten, déi an nächster Zukunft wäerten ëmgesat ginn am Beräich vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit. E kann eis och sécher d'Prioritéitesetzung vun eiser Regierung, och vun deenen aus der Groussregioun matdeelen. Mir hoffen natierlech, datt déi dann och à terme politesch matgedroe ginn.

Ech zweifelen do net un der Standfestegkeet vun eisem Minister an eiser Regierung, mä éischter un de finanziellen Erausfuerderungen, déi sech fir eis Nopeschregiounen an deem Zesummenhang stellen, an ech hoffen, wéi gesot, datt se Wäert drop leeën, och de Verbindungen no Lëtzebuerg eng gréisser Prioritéit ze ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Meng Zweifele sinn och net vun ongefäier. Ech mengen, et ass schonn drop higewise ginn, datt d'Streck Gouvy-Rivage erëm a Fro gestallt ass, d'Pérennitéit vun dëser Streck, datt d'SNCB och schonn ugekënnegt huet, si géif d'Investitiounen op der Streck Bréissel-Namur-Arel nei iwwerdenken. Ech hoffen, datt dat zum Bessere soll féieren an net zum Schlechteren.

Dës zwee Beispiller beweisen, datt nieft deem, wat schonn alles réusséiert ass, mer net à l'écart si vu gewëssenen Hiobsbotschaften, wou eben dann och eis Projeten iergendwéi erëm e bësse retardéiert ginn. Well och mir kënnen net méi, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, mir näischt dir näischt hei an do erëm eng Millioun oder e puer Millioune bäileeën, fir virunzekommen. Och mir mussen eis Budgetskonsolidéierung weiderféieren.

Här President - oder Madame Presidentin, pardon -, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, ech deelen d'Aschätzung vun deenen, déi sech zu Wuert gemellt hunn an dëser Problematik, zum Beispill den OGB-L an de Mouvéco, och den LCGB. Et ass ouni Zweifel wichteg, datt mer eis besser an Zukunft ofstëmme mat de politesche Responsabelen an der Groussregioun.

Vun eiser Säit aus ass ganz kloer de Wëllen do, fir um Plang vun der Mobilitéit nohalteg Léisungen ze fanne mat eisen Noperen zesummen, an déi Haaptzich vun eisem MoDu-Konzept, déi kënnen och fir d'Groussregioun de Paradigmewiessel bedeiten.

Ech kann aus Zäitgrënn net weider agoen op weider Konzepter, déi sollen zu enger besserer Utilisatioun vum öffentleche grenziwwerschreidende Verkéier féieren, wéi zum Beispill dat grenziwwerschreidend Konzept vum Park & Ride, wat soll d'Leit esou schnell an esou séier wéi méiglech vun hirem Lieu de départ opfänken, fir datt se den öffentlechen Transport duerno huelen, iwwert den „M-Pass" fir d'Studenten a Betriber, wou mer nach de Moien an der Kommissioun Rieds haten, oder iwwert d'Utilisatioun vun der Telematik, fir als grenziwwerschreidenden an effikasse Vecteur vun der Mobilitéitsketten anzesetzen.

Mä mir kënnen awer och elo net, géif ech soen, ëmmer nees op d'Nopere waarden, fir eng gutt Zesummenaarbecht ze hunn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer an eisen Efforte weiderfueren, datt mer do net noloossen, do wou Aktioune vu béide Säite gewollt sinn; doru musse mer prioritär schaffen. Mä wann eng Säit net wëllt matzéien, mengen ech, dierfe mer eis eisen Handlungsspillraum awer net huele loossen a mer musse konsequent och weiderfueren an der Realisatioun vun eisem Konzept.

D'CSV ass op jidde Fall ganz zouversichtlech, datt mir am Beräich vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit och an den nächste Jore weider Fortschrëtter wäerte maachen, am Sënn vu méi Nohaltegkeet a vun enger Mobilitéit ouni Grenzen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Boden. Et wier dann um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Fernand Etgen. An Dir hutt och dann direkt d'Wuert, Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Kolleeginnen a Kolleegen, en Europa ouni Grenzen, en Europa, wou d'Bierger sech fräi kënne bewegen, wou si d'Plaz, wou se wunnen, an hir Aarbechtsplaz fräi kënne wielen, dat ass ëmmer nees dat, wat een an de Sonndesrieden iwwer Europa héiert.

Mä wéi gesäit dann d'Realitéit aus? Zënter Woche mussen d'Leit, déi mam Zuch aus der Belsch op Lëtzebuerg wëlle kommen, zu Arel an de Bus ëmklammen, well een neie Bremssystem vun der SNCB zu Lëtzebuerg nach net homologéiert ass! A Leit, déi hiren Auto all Dag um iwwerfëllte Park & Ride-Parking zu Waasserbëlleg ofstellen, mussen dann owes, wa se zréckkommen, feststellen, datt se e Protokoll kritt hunn.

Derbäi kënnt, datt bal all Dag Dausende vu Leit op eisen Autobunnen am Stau stinn: en - zumindest an de Spëtzestonnen - total iwwerlaaschtent Autobunnsnetz, dat bei deem geréngsten Tëschefall quasi direkt kollabéiert. Wat an all dëse Stonne fir en negativen Impakt dat op eis Ëmwelt a Wirtschaft huet, muss ee wuel kengem extra verdäitlechen. Dat ass an e puer Beispiller d'Realitéit am Joer 2013 vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit zu Lëtzebuerg.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Elo kann ee gäre soen, datt ech nëmmen déi negativ Beispiller opgezielt hätt. Dat ass sécherlech net falsch. Et gëtt duerchaus och eng Rei positiv Aspekter, mä et sinn awer nun eemol grad déi Saachen, déi net oder nëmme schlecht funktionéieren, déi zum Beispill dozou bäidroen, datt d'Leit net oder net méi mam Zuch oder mam Bus fueren an nees op den Auto zréckgräifen.

Déi aktuell Organisatioun vun dem grenziwwerschreidenden Transport an der Groussregioun mécht dësen éischter fir vill potenziell Clientë problematesch an onattraktiv. Wann een an engem klengen Duerf an der Grenzregioun wunnt an et schafft een zu Lëtzebuerg net direkt an der Stad, da sinn Trajete vun zwou bis dräi Stonne keng Seltenheet!

Här President, Madame Presidentin... Ah, et ass erëm en Här President.

M. le Président.- Den Här President ass erëm do, Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Jo. Fir d'Demokratesch Partei ass e gutt funktionéierende grenziwwerschreidenden öffentlechen Transport e Must, an dat an e puer Hisiichten. E gudden öffentlechen Transport, an ech mengen domadder virun allem deen iwwer eis Grenzen eraus, ass en entscheedend Element fir d'Aschätzung vun der Liewensqualitéit. Vill Etüde weisen, datt d'Attraktivitéit vun dem Transport vum Wunnen op d'Schaffen e wichtege Facteur a puncto Liewensqualitéit duerstellt. De Contraire ass awer och de Fall: Ze laang an ze komplizéiert Trajeten hunn en direkten negativen Afloss op d'Aschätzung vun der eegener Liewensqualitéit.

E gudden öffentlechen Transport ass e wichtegt Element fir déi zukünfteg wirtschaftlech Entwécklung. Grad bei deene sougenannten „sanften Standortfaktoren", déi an enger globaliséierter Ekonomie ëmmer méi wichteg ginn, spillt d'Qualitéit vum öffentlechen Transport eng ganz grouss Roll.

E gudden öffentlechen Transport ass e Must a puncto Klima- an Naturschutz. Den Transport, virun allem den Individualverkéier, ass ee vun den Haaptverursaacher vun den CO_2-Emissiounen. Hei besteet also e grousst Reduktiounspotenzial. Wa mer déi ambitiéis Klimaziler wëllen erreechen, zu deene mer eis um internationalen Niveau verflicht hunn, da musse mer zwéngend un der Verbesserung vun der Offer am öffentlechen Transport schaffen.

Här President, 2011 huet d'Regierung an der Persoun vum Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler hiert Mobilitéitskonzept MoDu virgestallt. Bedauerlecherweis fënnt een awer an dësem Konzept keng kohärent an innovativ Léisungen, fir déi grenziwwerschreidend Mobilitéit och kuerzfristeg ze verbesseren. Viru ronn engem Joer hunn de Mouvement écologique an den OGB-L ee gemeinsame Positiounspabeier a puncto grenziwwerschreidenden Transport erausginn. Dat Ganzt liest sech wéi eng To-do-Lëscht fir d'Regierung. De Pabeier beschränkt sech allerdéngs net nëmmen, an dat mécht en esou interessant, op d'Kritik, mä et ginn och ganz konkret a ganz pragmatesch Léisungsvirschléi opgefouert.

Et ass sécherlech net einfach, fir de grenziwwerschreidenden öffentlechen Transport séier a gutt ze verbesseren, eleng schonn nëmmen, wann een d'Unzuel vun deenen eenzelnen Acteuren an deene verschiddene Länner kuckt: onzieleg Ministèren an Administratiounen, souwuel um nationale wéi um regionalen Niveau, national Eisebunnsgesellschaften, verschidde regional oder national Verkéiersverbänn, Planungskommissiounen, Gemengen an, an, an.

Eng Saach steet fir eis awer fest: Eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun kann een, niewent deem néidege politesche Wëlle vun allen Acteuren, nëmmen erreechen, wann een d'Benotzer, souwuel déi aktuell wéi och déi potenziell, mat an d'Planungen abënnt. Et muss een nämlech aktuell feststellen, datt esou eng Konsultatioun vun de Passagéier um grenziwwerschreidenden Niveau net existéiert.

E puer Beispiller, fir d'Situatioun ze illustréieren: Zu Saarbrécken klappen d'Horairë vun der Saarbahn net mat dem Horaire vun der Busverbindung iwwereneen. Op der Linn Lëtzebuerg-Léck hält zu Vielsalm deen éischten Zuch a Richtung Lëtzebuerg ëm 8.42 Auer, ëm 9.45 Auer ass en an der Stad. Wat fir e Grenzgänger soll sech bei esou engem Horaire incitéiert fillen, fir mam Zuch schaffen ze fueren? Déi betraffe Leit fueren also elo all Dag mam Auto op Ëlwen an huelen do den Zuch.

Woubäi mer bei engem anere Problem wären: Ganz vill Grenzgänger komme bis op Lëtzebuerg a parken dann d'Uertschaften zou. Et geet net nëmmen duer, d'Leit zu Lëtzebuerg op Opfangparkingen ze kréien, et muss och e Parking gemaach ginn um Terminus vun der Streck, also esou no wéi méiglech bei de Leit selwer. Do dernieft muss een déi grenziwwerschreidend Tariffer esou interessant gestalten, datt d'Leit och op den öffentlechen Transport ëmklammen.

Här President, ech wëll kuerz op déi grenziwwerschreidend Zuchverbindunge respektiv op d'Zuchlinnen, déi fir de Grenzverkéier wichteg sinn, agoen. Un alleréischter Plaz steet do d'Fro vun de Capacitéiten. An deem Zesummenhang stellt sech notamment d'Fro vun der Streck Beetebuerg-Stad Lëtzebuerg. A senger Qualitéit als Transportminister hat den Henri Grethen dës Streck schonns ufanks den 2000er Jore mat „mobilitéit.lu" an d'Viséier geholl. Deemools war gesot ginn, datt déi Streck misst dédoubléiert ginn. Schonn deemools waren op deem vill befuerene Streckenabschnitt Engpäss festgestallt ginn. An an all de Jore bis haut ass awer näischt Konkretes um Terrain geschitt! Mir hunn also hei nach ëmmer déiselwecht limitéiert Schinnecapacitéit.

Ee Wuert zur Streck op Péiteng. Dëse Projet war geduecht an der Optik, fir eng Achs ze hunn, déi sech géif integréieren an den internationale Güterverkéier tëscht der Belsch a Frankräich. D'Aarbechten hu leider duebel esou vill Zäit an Usproch geholl wéi virgesinn, respektiv d'Aarbechte sinn zu engem Deel nach net ofgeschloss.

Fazit: Do, wou ee relativ séier d'Aarbecht hätt kënne maachen, dat heescht op der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg, ass näischt geschitt. An do, wou et ëmsou méi komplizéiert war, also d'Streck bis op Péiteng, ass et nëmme ganz lues virugaangen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëll just soen, Här Etgen, datt mer am Dezember en aneren Horaire agefouert hunn, wou mer vu 56 Zich op 107 eropgefuer sinn! Dir kënnt zwar soen, et ass näischt geschitt an et ass net schnell genuch gaangen, ech wëll awer just lech d'Faite soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Mir freeën eis doriwwer, Här Minister. Bon, mir hunn awer bei enger ganzer Rei Problematiken - vläicht dann net an aller Tragweit bei där doten - vill Zäit verluer, ouni datt et awer zu wesentleche Verbesserungen am Hibléck op de Grenzverkéier jiddefalls komm ass.

Op der däitscher Säit huet Lëtzebuerg den Ausbau vun engem Deelstéck Tréier-Lëtzebuerg op der däitscher Säit finanzéiert. Deemnächst, an der nächster Woch, wäerte mer an der Chamber hei iwwert de Projet de loi ofstëmmen, mat deem de weideren Ausbau vun dëser Streck tëscht Igel an Igel-West wäert finanzéiert ginn. Prinzipiell, mengen ech, kann ee festhalen, datt d'Streck a Richtung Tréier da wäert gutt funktionéieren.

Op der Streck fir an d'Belsch, notamment wat d'Nordstreck ugeet, ass et jo bekanntlech esou, datt et ëmmer nees heescht, datt déi vu belscher Säit aus soll zougemaach ginn. Lëtzebuerg huet allerdéngs viru Joren net nëmme vill an dësen Deel vun dëser Streck investéiert, mä och deenen zoustännege belschen Autoritéite Suen zoukomme gelooss, fir déi Streck op belscher Säit weiderhin ze assuréieren. Elo soll se dann awer zougemaach ginn. An deem Kontext stellt sech d'Fro, ob mir, ob d'CFL net solle bis an d'Belsch erafueren. Et ass iwwregens, mengen Informatiounen no, ni e Konzept gemaach ginn, fir de Verkéier op dëser Streck ze revaloriséieren.

Här President, grenziwwerschreidend Mobilitéit bedeit fir eis awer net nëmmen den alldeegleche klenge Grenzverkéier. Et gëllt och, d'Ubannung vu Lëtzebuerg un déi grouss international Zuchlinnen, un de Réseau vun TGV, ICE, Thalys an esou weider am A ze behalen. Ofgesi vun der TGV-Verbindung Lëtzebuerg-Paräis, déi sech an deene leschte Joren zu enger Success Story entwéckelt huet, gesäit et op dësem Punkt éischter moer aus.

D'Streck Lëtzebuerg-Arel ass an der Rei. Iwwer Arel eraus a Richtung Bréissel gesäit et allerdéngs ganz aneschters aus. Den internationale Charakter vun dëser Linn, de faméisen Eurocap-Rail, existéiert nëmmen um Pabeier! Ausser e puer éischter kosmetesche Verbesserungen ass an deene leschte Joren näischt geschitt, esou datt een nach ëmmer op d'mannst dräi Stonne bis op Bréissel brauch, d'Ëmsteigen op de Bus zu Arel, wéi uganks erwähnt, nach net agerechent, wann ee vu Bréissel kënnt.

Och wat d'Ubannung u Léck an domadder un de Réseau vum Thalys ugeet, gëtt et eiser Meenung no nach Verbesserungspotenzial. Am Oktober 2011 hat den zoustännege Minister op eng entspriechend parlamentaresch Fro vu mengem Kolleeg André Bauler geäntwert, datt déi niddreg Frequentatioun vun der Linn Lëtzebuerg-Gouvy iwwer Gouvy eraus keng stëndlech Verbindung op Léck géif justifizéieren. Dat mag richteg sinn, mä wa keng Offer do ass, kann een och keng Demande schafen. Vläicht sollt een dës Décisioun nach eng Kéier zesumme mat deene belsche Kolleegen iwwerdenken.

D'Ubannung un den däitsche Réseau vun de Schnellzich ass net gutt, fir net ze soe schlecht! Vun Tréier aus geet guer keng schnell Verbindung méi fort. Déi eenzeg ICE-Verbindung vun Tréier op Berlin gouf vun der däitscher Bunn nees ofgeschaaft. Saarbrécken ass dogéint relativ gutt un den ICE- an TGV-Réseau

ugebonnen. Allerdéngs ass et eng hallef Weltrees, fir mam Zuch vu Lëtzebuerg op Saarbrécken ze kommen. Eng direkt Schinnenubannung un d'Saarland daucht ëmmer nees, wéi d'Monster vu Loch Ness, an de Sonndesrieden op, fir dann awer, genau wéi dat Monster, nees spurlos ze verschwannen!

Sécherlech sinn dës Problemer net vu Lëtzebuerger Säit aus ze léisen. Mir sinn och net schold un dëse Problemer. An awer, och am Hibléck op d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert, muss een dës Verbindungen ausbauen. Als national an europäesch Haaptstad kënne mir eis et net erlaben, net un déi grouss international Zuchréseauen ugebonnen ze sinn.

Här President, sécherlech kënne mir als Land net alles eleng maachen, wann et ëm d'Verbesserung vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit geet. Mir brauchen och d'Hëllef an d'Ënnerstëtzung, och um finanzielle Plang, vun eisen Noperen. An deem Sënn begréisse mir als DP och eng enk Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner, wéi zum Beispill am SMOT, dem Schéma stratégique de mobilité transfrontalière, deen de Minister Wiseler am Januar mat sengem wallouneschen Homolog ënnerschriwwen huet. Mir erwaarden eis, datt dësen Accord iwwer seng schéi Wierder eraus méiglechst séier konkret Verbesserunge fir d'Grenzgänger mat sech bréngt.

Wann een nämlech e bëssen hannert d'Fassad vun dësem oder ähnlechen Accorde kuckt, da gesäit et oft net esou roseg aus wéi um Pabeier. Esou goufen zum Beispill am Zwielefjoresplang vun der belscher Eisebunn, dee vun 2013 bis 2025 leeft, vu 35 Prioritéiten an der Wallonie der grad emol dräi zréckbehalen!

An anere Wierder, mir kënnen zu Lëtzebuerg esou vill Efforte maache wéi mer wëllen, wann eis Noperen net matzéien, kréie mer keng kohärent Approche hin. Grad an dëse wirtschaftlech schwieregen Zäiten, wou d'Länner musse spueren, wou d'Budgete gekierzt ginn, ass et net nëmme wichteg, fir Prioritéiten ze definéieren, mä et mussen och nach déi richteg Prioritéite festgehale ginn.

Munches ass um Wee respektiv op de Schinnen, mä villes bleift nach ze maachen. Eng besser Abannung vun de Passagéier, eng geziilten Analys vun der Demande, Efforten um Niveau vun der Tarifikatioun, eng besser Ofstëmmung vun den Horairen, d'Kreatioun vun enger iwwerregionaler, grenziwwerschreidender Mobilitéitszentral, déi dee gesamte Grenzverkéier organiséiert, eng Aménagementspolitik um Niveau vun der Groussregioun, d'Ëmsetzung vun all den Infrastrukturprojeten, déi nach ausstinn, net zulescht dee vun dem Tram an der Stad, sinn nëmmen e puer vun de méigleche Pisten, déi zu enger besserer Offer a Qualitéit an der grenziwwerschreidender Mobilitéit kënne féieren. Wa mer dëst alles ëmsetzen, da si mer um gudde Wee!

Ofschléissend wëll ech festhalen, datt fir d'Demokratesch Partei d'Glas a Saache grenziwwerschreidend Mobilitéit haut éischter hallef eidel wéi hallef voll ass. Et bleift nach vill ze dinn, wäit iwwert déi nächst Wahlen eraus. Et ass un eis, fir ze kucken, fir dat Glas méi voll ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, net ouni awer nach dem Kolleeg Roland Schreiner Merci ze soe fir d'Initiativ zu dëser Debatt.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. An als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Boden richteg gesot huet, ass dës Debatt net vu Muttwëll, mä d'Thema ass u sech net nei. Schonn de Vertrag vun der Europäescher Wirtschaftsgemeinschaft aus dem Joer 1957 enthält Aussoen iwwer eng harmoniséiert an effikass europäesch Verkéierspolitik. De Bilan, deen een awer haut no iwwer 50 Joer zéie muss, ass net nëmmen negativ, e läit allerdéngs wäit ënnert den Erwaardunge vun 1957.

Feelend politesch Prioritéiten, mangelhaft Zesummenaarbecht, Interessekonflikter tëschent de Länner hunn dozou gefouert, datt net genuch geschitt ass. Op ville Plaze sinn Engpäss entstanen. Engpäss, déi d'Groussregioun a virun allem Lëtzebuerg massiv ze spiere kritt. Firwat? Well eist Land et trotz gutt gefëllte Keesen an der Vergaangenheet verpasst huet, eng réckstänneg Verkéiersinfrastruktur un de Wuesstum unzepassen.

Mam Wirtschaftswuesstum ass nämlech net nëmmen d'Zuel vun de Grenzgänger massiv geklommen, och d'Bevölkerung an eisem Land ass méi schnell gewuess wéi virausgesot, e Wuesstum, op deen net fréi genuch reagéiert ginn ass. Beispillsweis hunn d'Prognosen, déi am Kader vum IVL fir d'Joren 2001 bis 2020 opgestallt gi sinn, schonn 2008 net méi der Realitéit entsprach!

De Wirtschaftsboom huet dozou gefouert, datt eisen Aarbechtsmaart, trotz dem Bevölkerungswuesstum, op véiermol méi Frontalieren ugewisen ass wéi nach am Joer 1990, Frontalieren, déi Dag fir Dag grouss Strecken zréckleeën an zu 90% mam Privatauto fueren. Déi negativ Konsequenzen op eis Ëmwelt si bekannt. Bei der Presentatioun vum CO_2-Reduktiounsplang huet den delegéierten Ëmweltminister d'Zuelen op den Dësch geluecht. Et sinn Zuelen, déi kloer beweisen, datt de Verkéier an eisem Land eng Schlësselroll am Klimaschutz spillt a spille muss.

D'Argument vum Wirtschaftsminister, datt den Tanktourismus eis CO_2-Bilanz verfälscht, well vill CO_2-Emissiounen an d'Ausland exportéiert ginn, lenkt vum eigentleche Problem of. Den eigentleche Problem besteet doran, datt nach ëmmer vill ze vill Autoen an eist Land fueren an duerch eist Land fueren. Sporadesch Réckgäng vun den CO_2-Emissioune sinn zum gréissten Deel op d'Ëmstrukturéierung vun der Stolindustrie a spéiderhin op d'Wirtschaftskris zréckzeféieren, net awer op en Ëmdenken a puncto Mobilitéit.

Haut geet et ëm d'Fro, wéi d'Verkéiersplanung an der Zukunft muss ausgesinn, fir d'Grenzregioun vum Privatverkéier ze entlaaschten an de Prozentsaz vum öffentlechen Transport a vun der doucer Mobilitéit ze erhéijen. A wéi d'Politik vun der ganzer Regierung an Zukunft muss ausgesinn, fir eng nohalteg Entwécklung op nationalem a regionalem Plang ze erméiglechen.

Eis éischt Äntwert ass déi, datt d'Regierung méi Kohärenz a Konsequenz muss beweisen an datt d'Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner, de Gemengen, de Verwaltunge riets a lénks, de Betriber, de Sozialpartner an der Zivilgesellschaft verstäerkt muss ginn. Wa Lëtzebuerg weiderhin eng Roll, eng Schlësselroll an der Groussregioun wëllt spillen, däerf et net op d'Nopeschlänner waarden, mä Lëtzebuerg muss eng Virreiderroll iwwerhuelen. Wa mir, wéi um Sommet vun der Groussregioun, weiderhin als „Pôle supérieur de la Grande Région" bezeechent wëlle ginn, da musse mer och Verantwortung fir deen Numm iwwerhuelen!

Dat heescht, d'Stad Lëtzebuerg net weiderhin als Nuebel vun der Welt unzegesinn, mä regional ze plangen an ze handelen, mat zum Beispill och der Planung vun engem Tram duerch de Süden. Verantwortung iwwerhuelen heescht awer och, der wirtschaftlecher an der ekologescher Realitéit an d'Aen ze kucken a sech fundamental mat der Fro vum Wuesstum auserneenzesetzen. Eng Fro, déi bis elo nach kee Riedner op dëser Plaz opgeworf huet.

Am Kontext vum Wuesstum huet de Statec virun dräi Joer eng interessant Projektioun bis an d'Joer 2060 gemaach. D'Fachleit hunn de Wirtschaftswuesstum a Relatioun bruecht mat der Zuel vun de Grenzgänger, déi mir jee no Wuesstumsrat brauchen.

Et puer Zuelen aus der Etüd: E Wirtschaftswuesstum vun 3% bis zum Joer 2060, also déi Wuesstumsrat, op där d'Rentereform baséiert, wäert etwa 270.000 Frontalieren op Lëtzebuerg zéien. Dat sinn der duebel esou vill wéi am Joer 2010, wou 136.000 Pendler gezielt gi sinn. An et sinn 110.000 Pendler méi wéi haut, wou et der schonn 157.000 sinn. Wann awer dee mageschen Zeenario antrëtt, deen de Wirtschaftsminister fir realistesch a richteg hält, nämlech e Wuesstum vu 4%, rechent de Statec mat 415.000 bis 685.000 Pendler fir d'Joer 2060.

Här Minister, vu datt grouss Infrastrukturprojeten oft 10, 15 oder 20 Joer daueren, bis se ugeduecht, evaluéiert, accordéiert, geplangt a gebaut sinn, wéilte mir haut vun Iech wëssen, vu wéi engem Wuesstum Dir eigentlech ausgitt, wann Dir Är Projete plangt. Sinn et déi 3%, déi dem Här Minister vun der Sécurité sociale virschwiewen, oder déi 4%, déi den Här Etienne Schneider upeilt? 1% méi oder manner, dat mécht ëmmerhin e groussen Ënnerscheed, wat d'Infrastrukture betrëfft, déi mer an Zukunft brauchen.

Eng aner Fro ass déi vum „modal split", dee beim MoDu op 25% fir den öffentlechen an ëmweltfrëndlechen Transport ugesat gëtt. Sinn déi geplangte Capacitéite vu Bus a Bunn an der Grenzregioun héich genuch, fir 25% vun de Pendler opzehuelen, och bei engem Wuesstum vu 4%? Anescht ausgedréckt: Wéi vill vun deenen 270.000 bis iwwer 500.000 Pendler gesitt Dir an Zukunft mam öffentlechen Transport op d'Aarbecht fueren, wëssend datt et haut just 10% sinn?

Ech nennen dës bombastesch Zuelen, well mer se net däerfen ignoréieren. Si sinn de Moosstaf, dee muss ugesat ginn, fir den Nohuelbedarf ze bestëmmen.

Déi néng Propositiounen, déi an engem gemeinsamen Dokument vum Mouvement écologique an dem OGB-L festgehale gi sinn, weisen eng Rei Pisten op, déi mir integral ënnerstëtzen. Ech kommen net drop zréck. Si widderhuelen zu engem gudden Deel dat, wat déi heiteg Pensionnairë vun deene Grénge scho virun 30 Joer vertrueden hunn.

Eent vun de prioritären Ziler ass a bleift fir eis natierlech den Ausbau vun der Mobilité douce, den Ausbau vun den öffentleche Verkéiersréseauen an d'Harmoniséierung vun de Fahrpläng. Well wat notzt et, mat 300 Stonnekilometer iwwer eng Neibaustreck ze rennen, wann een duerno 50 Minutten op den nächsten Uschloss muss waarden? Bei Verspéidunge misst et och méiglech sinn, d'Clienté schonn ab 30 Minutten a proportional zum Tarif ze entschiedegen, esou wéi dat schonn haut an Holland an a Schweden de Fall ass.

Grouss a vill Verspéidunge gëtt et virun allem op der Streck Lëtzebuerg-Bréissel, déi am Kontext vun dëser Debatt kee Musterbeispill ass, weder vun der Zesummenaarbecht mat der Belsch hier, nach vun de Prioritéiten hier, déi Lëtzebuerg an dëse Projet setzt. Mat enger Spuermoossnam vun 13 Milliounen Euro am Budget vun 2013 ass op dëser Streck e falscht Signal gesat ginn, ëmsou méi, wou et sech hei ëm eng vun de meeschtbefuerenen a wichtegste Strecken an d'Ausland handelt.

En anere Projet, deen eis Suerge mécht, ass dee vum Ausbau vun der A3 op dräi Spuren, mat just niewendrun dem Ausbau vun der Eisebunn. An eisen Aen ass et weder en Zeeche vu Courage nach en Zeeche vu politescher Konsequenz, mä éischter en Zeeche vu jiddwerengem wëlle gefalen, wann een am selwechten Tronçon gläichzäiteg an d'Schinnennetz an an de Stroossebau investéiert. An deem Sënn kann ech dem Här Schreiner nëmmen zoustëmmen.

déi gréng sinn och net Demandeur fir dësen Ausbau. Dat ëmsou manner, well d'A3 a Spëtzenzäite kee gréissere Problem schaaft. D'Tatsaach, datt d'Vitesse vun den Autoe mueres net bei 120 Kilometer läit, mä just bei 40 bis 60 Stonnekilometer, rechtfertegt nach laang keen Investissement vu 55 Milliounen, an dat just fir eng éischt Etapp, déi nach soll erweidert ginn an Zukunft.

Och d'Gefor vun Accidenter op där Streck ass an eisen Ae keen tréftege Grond. Accidenter duerch den Ausbau vu Stroossen oder duerch d'Zerstéierung vu Bamalléeën ze verhënneren, ass weder pädagogesch nach ekologesch vertrietbar. Accidenter ginn duerch e Fuerverhale verhënnert, wat de raimleche Gegebenheeten ugepasst ass.

Mir hätten och eng Fro dozou. An engem Interview gëschter am „Lëtzebuerger Wort" hutt Dir, Här Minister, drop higewisen, datt déi geplangten drëtt Spur op der A3 vu Busser a Fahrgemeinschafte genotzt ka ginn. Wat Dir net sot, ass, ob dës Spur ausschliesslech fir déi Benotzer virbehalen ass oder net. Dofir géife mer lech déi Fro haut stellen.

Eis Fuerderung ass déi, konsequent an den Ausbau vun der Eisebunn ze investéieren an déi gespuerte 55 Milliounen an déi, déi nach hannendrunhänken, an d'Attraktivitéit vun de Gare ze investéieren, an hir Accessibilitéit, an de Service um Client, an Informatiounssystemer, an d'Sécherheet an an déi allgemeng Benotzerfrëndlechkeet vum öffentlechen Transport.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu Motivatioun a finanziellen Ureizer ass haut nach net vill gesot ginn. Eiser Meenung no géif et vill bréngen, wa méi Ureizer fir den öffentlechen Transport géife geschafe ginn a wann d'Attraktivitéit vum Individualverkéier op e Minimum géif reduzéiert ginn. Op deem Punkt trenne sech natierlech d'Geeschter, well nëmmen déi wéinegst op hir Acquisen a Privilegie wëlle verzichten.

Et ass keen Zoufall, datt vill Leit mam Auto fueren, och dann, wa parallell eng Offer fir den öffentlechen Transport besteet. Engersäits gëtt et privat Grënn, anerersäits gëtt et awer och Grënn, déi op finanziellen Ureizer baséieren. Ech denken un déi sougenannte Kilometerpauschal, déi ondifferenzéiert jiddwerengem zeguttkënnt, dee mam Auto op d'Aarbecht fiert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Déi ass ofgeschaaft ginn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wat gelift?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Déi ass ofgeschaaft ginn.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Säit wéini?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Säit dësem Joer.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dat hunn ech nach net matkritt. Gëtt et keng Kilometerpauschal méi?

Une voix.- Dat ass jo Quatsch.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- D'Basiskilometerpauschal net.

Une voix.- Dat ass jo net richteg.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Basis... Ah, déi grouss. Dat heescht, si ass nach do.

M. le Président.- Hei, d'Madame...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wa keng Offer...

Plusieurs voix.- Déi éischt fënnef Kilometer.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ah, déi éischt fënnef Kilometer. Dat ass net relevant.

Une voix.- Wat Der méi fuert, wat Der méi Sue kritt.

Une autre voix.- Här Henckes, Dir musst lech emol renseignéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ech wëll just soen... An ech kann lech hei... Et stoung am Budget!

M. le Président.- Hei, ech bieden lech, elo net hei ënnereneen ze debattéieren, mä ganz eleng der Madame Lorsché nozelauschteren. Madame Lorsché, Dir ganz eleng hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech wëll just soen: Eng hallef Wourecht ass keng Wourecht.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Neen, dat hei ass honnertprozenteg d'Wourecht, Madame.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Eng hallef Wourecht ass...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Dir musst och emol kucken, wou dergéint Der stëmmt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ...keng ganz Wourecht, Här Henckes.

Une voix.- D'Madame Lorsché huet recht.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech wëll just soen, wa keng Offer am öffentlechen Transport besteet respektiv wann d'Aarbechtszäite vun de Leit net mat den Zäite vum öffentlechen Transport iwwereneestëmmen, ass dës Pauschal gerechtfertegt, haaptsächlech och fir wäit Strecken, Här Henckes. Net gerechtfertegt ass se bei deene Leit, déi den öffentlechen Transport benotze kënnen. Wier et hei net sënnvoll, d'Kilometerpauschal ganz ofzschafen an de finanzielle Verloscht ze kompenséieren duerch eng Reduktioun um Tarif beim öffentlechen Transport?

Bei der Virstellung vum neien CO_2-Reduktiounsplang huet den Här Schank vun engem nohaltegen Ëmbau vum Steier- an Ofgabesystem geschwat. Den Ëmbau vun der Kilometerpauschal ass e konkret Beispill, wéi esou eng Reform am Beräich vun der Mobilitéit kéint ausgesinn, a misst jo eigentlech Är Zoustëmmung fannen, Här Minister, wann Der op därselwechter Linn leit wéi den Här Schank.

En Ureiz, deen dem Geescht vum Aktiounsplang carrément widdersprécht, liwweren d'Betribsautoen. Zu Lëtzebuerg si 50.000 Betribsautoen am Ëmlaf a gi vum Personal net nëmme während der Aarbechtszäit benotzt, mä och fir op d'Aarbecht respektiv fir heem ze fueren, bis iwwert d'Grenzen eraus. Dofir gehéiert och dëst Thema an dës Debatt. Souwuel de Kaf wéi och d'Notze vun deenen Autoe gi steierlech begënschtegt.

Eng Proposition de loi vun deene Gréngen, déi a munche Kreesser scho fir Panik suergt, gesäit eng Besteierung vir, déi déi klimafrëndlech Autoe bevirdeelegt an d'Luxuskarrossen als Statussymbol fir d'Beamten an d'Vertrieder vun de Gesellschaften oninteressant mécht. Vu datt de Marco Schank Lëtzebuerg zu enger exemplarescher Plattform fir d'Elektromobilitéit wëllt maachen, mat der Mise en place vun 800 Luedsaile bis zum Joer 2020, wier et jo eigentlech logesch, datt just nach déi Betribsautoe steierlech begënschtegt géifen, déi mat gréngem Stroum gefiddert ginn.

En drëtten Ureiz, fir mam Auto op d'Aarbecht ze fueren, si reservéiert Parkplazen ee Schratt vun der Aarbechtsplaz ewech. Och wann déi Initiativ ursprünglech gutt gemengt war, erweist se sech haut net nëmmen als landesplanereschen an ekologeschen Onsënn, mä och als Ongerechtegkeet fir d'Allgemengheet. Dozou gehéiert och de Parking fir d'Chamber.

D'Verkéiersexperte si sech eens, datt eng aner Bewirtschaftung vum Parkraum ee vun de wichtegsten Hiewelen ass, fir d'Uertschaften nohalteg ze gestalten an de Verkéier erauszehalen. D'Erhiewe vu Gebühre schreckt virun allem de Beruffsverkéier of an erhéicht domat d'Liewensqualitéit an den Uertschaften. D'Ëm-

setze vun engem Parkraummanagement sollt eiser Meenung no an alle gréissere Gemengen obligatoresch ginn a vum Stat ënnerstëtzt ginn. Dee Moment géife méi Leit drop verzichten, mam Privatauto bis an d'Uertschaften eranzefueren, deemno och d'Frontalieren.

E leschte Punkt bezitt sech op de Kaméidi, wou et net ëm déi aktiv Grenzgänger geet, mä ëm déi Leit, déi an de Ballungsgebidder vun de Grenzregioune liewen a geschützt musse ginn. Och si si Bestanddeel vun der Problematik vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit. Net selte summéiere sech d'Lärmpegele vu Strooss a Schinn a féieren zu enger onzoumuttbarer Belaaschtung.

Wann an Zukunft berechtegterweis méi Zich solle fueren a méi Gidder vun der Strooss op d'Schinn verlagert ginn, fir duerno d'Grenzen ze passéieren op eng ëmweltfrëndlech Manéier, mussen och d'Lärmschutzvirgaben iwwerduecht ginn an de Schinnebonus a Fro gestallt ginn. Spéitstens beim Projet multimodal tëscht Diddeleng a Beetebuerg muss d'Regierung sech dësem Problem stellen a Kohärenz beweisen. Déi eenzel Ministèren, déi hei am Spill sinn, solle beweisen, datt déi ekonomesch an ekologesch Interesse vun eisem Land net ëmmer a Konflikt musse geroden.

Dat zielt och fir d'Verbesserung vun der Mobilitéit allgemeng, wou Dir d'Geleeënheet kritt, Här Minister, Iech als Nohaltegkeetsminister duerchzesetzen, de Wirtschaftsminister op Är Säit ze zéien an de Finanzminister dozou ze bewegen, Iech den néidege Budget dofir zur Verfügung ze stellen. Och wann dat net einfach gëtt!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Do ass en. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, d'Debatt, déi mer haut de Mëtte féieren iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit, dat ass eng ganz wichteg Debatt, well mer, obscho mir alleguer keng Grenzgänger sinn, awer all Dag d'Konsequenzen dovunner mat ze droe kréien. Et sinn ongeféier 160.000 Pendler, déi all Dag iwwer eis Grenzen hei an d'Land erakommen aus der Grenzregioun, a mir gesinn et alleguer, déi sech moies an owes op de Stroosse bewegen, datt d'Staue vu Joer zu Joer méi grouss ginn. Ech brauch net op déi ekonomesch an ekologesch negativ Konsequenzen hinzeweisen, déi dat bedeit.

Eng Etüd vun dem CEPS huet bewisen, datt an de Joren 2007 bis 2010 wuel de Wee zum öffentlechen Transport prozentual zougeholl huet, an zwar relativ liicht, wa mer kucken an d'Belsch: Da geet dat vun 8% op 9% Tram erop, de Bus 2,5% op 3%, oder d'Autoe gi vun 89,8% op 88%. An Däitschland: 95% op 90%; Frankräich: 89% op 83%; oder am Ganze vun 91% op 96% erof (veuillez lire: op 86% erof). Dat ass allerdéngs prozentual. Wa mer dat awer effektiv un den Autoe kucken: Doduerch, datt d'Zuel vun den Autoe vun de Pendler an der gläicher Zäit ëm 10.000 zougeholl huet, si mer wuel prozentual erofgaangen, mä effektiv, wat d'Autoen ubelaangt, si mer nach an d'Luucht gaangen.

An ech mengen, mir sinn eis heibanne bewosst, soulaang wéi mer hei zu Lëtzebuerg e gewëssene wirtschaftleche Wuesstum hunn, hält déi Tendenz och. Mir kréien also méi Leit op den öffentlechen Transport, mä mir kréien der nach méi, déi op der Strooss fueren. Vun zéng Frontaliere kommen der néng mam Auto an d'Stad. An de Gros vun deene kommen och eleng an d'Stad. Mir gesi se laanschtfueren: Meeschtens sëtzt nëmmen een am Auto dran.

Den öffentlechen Transport méi attraktiv gestalten, ech mengen, dat ass eng wichteg Fuerderung vun eis alleguer. An et muss ee jo och soen, datt mer an deene leschte Joren hei als Land ganz vill an den öffentlechen Transport investéiert hunn. Et ass wierklech, géif ech soen, zënter enger Rei vun zéng Joer, wou en Ëmdenke komm ass, wou systematesch an den öffentlechen Transport investéiert ginn ass, wat selbstverständlech och an déi Richtung muss virugoen. An doduerch realiséiere mer eben, datt mer méi Leit op den öffentlechen Transport kréien. Mä mir kréien trotzdeem nach ëmmer méi Leit, déi mam Auto fueren.

Mir mussen also an Zukunft och weider an den öffentlechen Transport investéieren. A mir musse geziilt an den öffentlechen Transport investéieren. Ech ginn elo net op déi eenzel Projeten an, well ech nëmme fënnef Minutte Riedezäit hunn, mä d'Richtung, datt mer musse weider an den öffentlechen Transport investéieren, déi stëmmt fir eis.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat klammen d'Leit net op den öffentlechen Transport ëm? Ech soen, ganz einfach: Wann den öffentlechen Transport besser ass wéi den Auto, da klammen d'Leit ëm. A soulaang wéi et mam Auto nach besser geet op d'Aarbechtsplaz wéi mam öffentlechen Transport, fueren d'Leit weider mam Auto. An dee gréisste Feind - dee gréisste Feind! - menger Meenung no, deen et fir den öffentlechen Transport gëtt, dat ass d'Ëmklammen. Wann d'Leit eemol ëmklammen, dat geet nach, mä soubal wéi se mussen zweemol ëmklammen, da gi se net méi op den öffentlechen Transport. Da versiche se, mat hirem Auto ze fueren.

Mir stellen dat och fest, wa mer d'Frontaliere kucken, wou déi, déi an d'Stad schaffe kommen, dat si quasi 30% vum öffentlechen Transport, déi kommen an d'Stad, well se quasi an der Stad dann direkt erausklammen. Déi an der Regioun vun der Stad schaffen, do geet dat schonn erof op 9%. A wa mer dann am Rescht vum Land kucken, da sinn et nach 2% vun de Frontalieren, déi mam öffentlechen Transport kommen.

Mir gesinn also: Wann eng Connexioun direkt - direkt! - geet, da fueren d'Leit éischter mam öffentlechen Transport. An duerfir wëll ech déi lescht Minutt, déi mer dann nach bleift, drop zréckkommen: Wa mer den Tram géife bauen - dee mer jo net bauen, do si mer eis jo eens heibannen -, mä wa mer e géife bauen...

(Interruptions)

...wa mer e géife bauen, den Tram, da géif d'Ëmklammen zum nationale Sport ginn! D'Leit géife vum Ëmklammen erausklammen an erëm ëmklammen, an erëm ëmklammen, an erëm ëmklammen. Een, dee mam Zuch oder mam Bus iergendwéi op d'Streck vum Tram stéisst, an do stéisst jiddwereen iergendwann eng Kéier drop, muss dann erausklammen a muss den Tram huelen, e Stéck weiderfuere mam Tram an erëm erausklammen, an de Bus oder an den Zuch an esou weider.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat heescht... Dat heescht, dat wësst Der...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da loosst mech meng Minutt wann ech gelift... Här President, wann den Här Minister wëllt eng Fro stellen an ech kréien dat...

M. le Président.- Da kritt Dir e puer Sekonne méi, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, mä do si mer net d'accord. Da kréien ech déi Zäit méi, déi ech brauch, fir op déi Fro ze äntwerten.

M. le Président.- Maja. Da loosst elo emol fir d'Éischt de Minister d'Fro stellen. Här Minister, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wollt froen, ob Dir dann der Meenung sidd, datt hei aus jiddwer Gemeng vu Lëtzebuerg a vum Ausland sollen alleguer d'Busser op déi verschidde Quartiere vun der Stad fueren an datt mer se alleguer sollen an d'Stad eraloossen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, neen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mengt Der, da géife mer eng Solutioun fannen, fir de Verkéier hei an der Stad iergendwéi an der Gidd ze halen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Voilà, dat ass eng ganz gutt Fro, déi Der gestallt hutt. Mä domadder confirméiert Der jo awer, datt dat

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

net d'Léisung ass, den Tram. Ma op där anerer Säit...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Här Gibéryen, dat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Op där anerer Säit, fir Är Fro, fir Äre Problem ze léisen, gëtt et eng Léisung: An dat ass, mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kënnen déi Leit zu Metz an den Zuch klammen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Do brauch ech kee Komentar méi ze maachen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kënnen déi Leit zu Metz an den Zuch klammen a se kënnen um Aldringen oder um Glacis erausklammen, ouni ëmzeklammen.

Une voix.- Dir gleeft dat jo selwer net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann hu mer de Problem vum Transport vun der Grenzregioun geléist. Dir hutt wierklech déi richteg Fro gestallt, Här Minister.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dir kënnt emol net um Lëtzebuerger Netz fueren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen. Dat...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt déi richteg Fro gestallt, mä Dir wëllt déi richteg Äntwert net héieren, well da musse mer d'Leit mam Zuch...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Wéini souzt Dir fir d'Lescht an engem Zuch?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, ech fuere méi dacks, mengen ech, mam Zuch, wéi déi gréng zesumme mam Zuch fueren.

(Hilarité)

Ech war, éierlech gesot, Här President, bei de Kolleege bei hirer 30-Joer-Feier an ech hu gemengt: D'Plëss steet elo voller Vëloen, wann déi hir 30 Joer feieren. Et stoung net een eenzege Vëlo do!

Une voix.- Mir ware mam Bus komm, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, déi fueren op jidde Fall emol net mam Vëlo.

Une voix.- Dat maachen déi vun deenen anere Parteien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll op jidde Fall soen, Här President, datt de Minister déi richteg Fro gestallt huet. An ech hunn Iech déi richteg Äntwert ginn. Vergiesst Ären Tram!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat Éischt ass richteg, dat Zweet net, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Luet d'Leit zu Metz an den Zuch eran a loosst se um Aldringen eraus. An da wäert Der gesinn, da fueren der ganz vill mat!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An elo kritt d'Wuert den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn haut eng ganz interessant Debatt, déi mer sollen iwwert d'Mobilitéit hei féieren. An et hänkt natierlech ganz vill dovunner of, wéi vill Frontaliere mer notamment wäerten hunn. A wann een dann héiert vun dem Direkter vun der Bankenassociatioun, datt viraussiichtlech tëschent 6.000 an 8.000 Aarbechtsplazen an den nächsten zwee Joer sollen ofgebaut ginn hei op der Plaz, wann ähnlech Saachen nach deklaréiert ginn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Zuel vu Frontalieren nach steigt oder ob se net eventuell réckleefeg ass. Dofir wollt ech froen, ob do nei Etüde gemaach gi sinn oder net.

Dann hu mer och: Am Februar 2011 ass vum Innenminister e Mobilitéitsdësch an d'Welt gesat ginn. An do ass et drëm gaangen: MoDu, Plan sectoriel, Pôles d'échange, Mobilité transfrontalière - et j'en oublie, et des meilleurs -, wou et drëm gaangen ass, fir doriwwer ze diskutéieren. Mä zënter dem Februar 2011 hunn ech näischt méi vun deem Mobilitéitsdësch do héieren.

Ech froe mech just, ob do Resultater erauskomm sinn an ob do Aktivitéiten ënnerholl gi sinn. Anscheinend soll och, wann ech dee leschte Bericht hei kucken, den Aménagement multimodal tëschent Diddenuewen a Lëtzebuerg, do soll Mëtt 2013 mat den Aarbechten ugefaange ginn. Do wollt ech also och froen, ob mer op deem Gebitt do weiderkomm sinn. Dat ass nuren eng Informatioun. Verschiddener sinn...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir datt mer kloer sinn: Do ass vum Aménagement-du-Territoires-Ministère e Mobilitéitsdësch gemaach ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Deen ass elo just net méi beim Intérieur; deen ass bei mir.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Voilà, ech wëll just nure soen, ech hunn hei dat Dokument, wat mer elo nach um Ministère de l'Intérieur kënne fannen an net bei Iech, dofir soen ech: Et sinn e puer Informatiounen a Kommunikatiounen, déi vläicht um Regierungsniveau noutwendeg wieren, datt, wann een net am Alldeeglechen an där Matière dran ass, datt een dann awer nach e puer Informatioune kritt, wéi déi Dossieren do evoluéieren. Dat schéngt mer eng Saach ze sinn.

Wat mer och festgehalen hunn, dat ass, datt mer e SMOT, wéi dat elo technesch genannt gëtt, mat Frankräich an der Belsch hunn. Dee belschen, dee soll jo elo a Kraaft gesat ginn. Ech froen: Ass och esou eppes an Aussiicht fir Däitschland? Well et schéngt mer awer och do wichteg ze sinn, datt mer op deeselwechte Wee ginn, datt mer deen Ablack och eenheetlech Tariffer hunn an datt net jee nodeem, a wat fir engem Land een ass an a wat fir enger Situatioun een ass, dann aner Tariffer gëllen. Do schéngt et mer eng ganz Komplexitéit ze ginn, déi kéint méi grouss gemaach ginn.

Da schéngt mer och eppes wichteg ze sinn, dat ass, datt een d'Zuel vun den Opfangparkinge laanscht déi eenzel Buslinne respektiv laanscht d'Zuchlinnen nees méi grouss mécht, well verschiddener vun deenen Opfangparkinge si ganz oft séier iwwerfëllt.

Wou ech och gär Informatiounen hätt, dat ass, wéi et mat der Zuchlinn vis-à-vis vu Bréissel ass? Do hunn alleguerte meng Virriedner gesot, datt do eppes misst investéiert ginn. Mir gesinn, datt d'Belsch net wëllen op dee Wee goen, well se heiansdo finanziell Schwieregkeeten hunn. Elo muss een also kucken: Geschitt do eppes? Geschitt do näischt? Wat sinn d'Méiglechkeeten, déi een da kann an Aussiicht stellen, wou mir awer wéinstens op onser Säit kënnen e puer Initiativen huelen?

Dann hu mer natierlech eng Debatt...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Op Lëtzebuerger Säit hu mer d'Gesetz scho gestëmmt...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Do hu mer d'Gesetz gestëmmt. Mä ech soe just nuren: D'Zuchstreck vun hei bis op Arel oder bis op Lëtzebuerg, dat misste mer nach packen, mä vun do aus bis op Bréissel sinn et awer nach e puer Kilometer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä déi baue mir net!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Voilà! An et ass do, wou mer effektiv eng Problematik hunn, déi awer och net ze négligéieren ass.

Dann hu mer natierlech och eng Debatt, déi scho mäi Virriedner mat Recht hei ervirgestrach huet, dat ass, datt fir d'Frontalieren, mä och fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, sech ëmmer d'Fro stellt: Wéi kommen ech am séiersten op meng Aarbecht?

An et ass kloer, datt, wann een d'Etüde gesäit, déi gemaach gi sinn, wéi vill Zäit eng Persoun vun Esch brauch, fir elo op de Kierchbierg ze kommen, datt déi elo vill méi niddreg ass, wéi wann eng Persoun géif an Zukunft den Zuch huelen, dann den Tram misst huelen an da vum Tram op de Bus misst iwwergoen. Do gesäit een, datt d'Délaien ongefëier, je nodeem, wéi vill Haltestellen et sinn, datt et net eng Verbesserung kéint sinn, mä datt et bis zu 20 Minutte méi laang kéint daueren, fir deen Transport do ze realiséieren.

Dat schéngt mer keng Attraktivitéit ze si fir den öffentlechen Transport. An et ass dowéinst och, wou ech der Meenung sinn, datt eng ënnerierdesch Léisung vum Typ RER déi optimal Léisung wier, fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen. Well jiddweree kuckt an dësem Fall: Wéi vill Zäit brauch ech, fir vun enger Plaz op déi aner ze goen?

An ech wëll just nuren eng Persoun zitéieren, déi ech eng Kéier um Kiem héieren hunn, an enger Debatt mat der Stad Lëtzebuerg. Do huet eng Fra gesot, datt se elo vum Domaine du Kiem bis op Bouneweg an de Bus klëmmt an dann...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech kommen elo zum Schluss, ech wollt just nure soen, datt se elo ka mam Bus bis op Bouneweg fueren an datt se an Zukunft, wann et en Tram ass, zweemol muss ëmsteigen an och nach waarden, a si brauch ongefëier 15 Minutte méi.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir déi absolut Majoritéit vun de Leit ass et eng wesentlech Verbesserung!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat schéngt mer net dee richtege Wee, fir d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport ze verbesseren. Mä soss hoffen ech awer, Här Minister, datt Der ons, ofgesi vun deem schlechte Projet vum Tram, awer soss nach e puer gutt Nouvellë kënnt bréngen.

Une voix.- Eng Autobunn!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ma dat sot Der awer gutt!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Erlaabt mer, an där kuerzer Zäit, déi mer hei zur Verfügung steet, dräi Iwwerleeungen ze maachen, déi eis als déi Lénk ganz wichteg schéngen, wa mer iwwer eng grenziwwerschreidend Mobilitéit solle schwätzen.

Éischtens, menge mer, kann een net iwwer grenziwwerschreidend Mobilitéit schwätzen, ouni den ekonomesche Stellewäert vu Lëtzebuerg an der Groussregioun ze gesinn. Déi ekonomesch Entwécklung zu Lëtzebuerg huet dozou gefouert, dat wësse mer alleguer, dass all Dag Zéngdausende vu Pendler heihinnerkommen. Lëtzebuerg wierkt also wéi e Schwamm, deen d'Aarbechtskraaft an den Know-how aus der ganzer Groussregioun opsuckelt.

Ech mengen, dass mer, méi laangfristeg gekuckt, zu engem Konzept vun der Groussregioun komme mussen, dat dës ekonomesch Entwécklung grenziwwerschreidend méi ausgeglach koordinéiert. An ech mengen, dass do en Emdenken noutwendeg ass, dass mer net méi esou vill sollen denken an Terme vu konkurrenzielle Standuertvirdeeler, mä dass mer mussen hikommen zu enger méi kooperativer Entwécklungsdynamik, wat selbstverständlech niewent engem Verkéierskonzept och e Konzept fir eng aner Wirtschaftspolitik noutwendeg mécht.

Zweetens: Dëst ass natierlech net einfach, well d'Regierung zu Lëtzebuerg et jo, wéi mer wëssen, emol net fäerdegbréngt, hir eegen Hausaufgaben ze maachen a puncto Landesplanung. Nach ëmmer feelen Instrumenter, fir dës virrausschauend ze maachen, an d'Objektiver vum IVL, déi mer emol an der Zäit hei ugeholl hunn, sinn dofir heiansdo net vill méi wéi waarm Loft. Mir gesinn dat och zum Beispill un esou widderspréchlechen Décisioune wéi där, niewent eng frësch ausgebauten Eisebunnslinn e Stroossecontournement ze setzen, deen déi konkurrenzéiert, deen neie Verkéier unzitt an deen eng ganz Rei vu Belaaschtunge fir d'Nopeschgemenge bréngt.

Drëttens: Mir verfügen zwar iwwer eng gutt Stroossenubannung un eis Nopeschregiounen, mä d'Schinnennetz - dat ass och scho gesot ginn - ass nach ëmmer méi wéi deplorabel. Eenzeg a Richtung Frankräich ass dat net de Fall. Mä a Richtung Belsch gëtt d'Erneierung vun der Streck op Bréissel jo op de Sanktnimmerleinsdag erausgeréckelt an a Richtung Däitschland hu mer nach ëmmer keen Accès op eng eegen ICE-Gare. Dofir si mir als Lénk och der Meenung, dass onbedingt eng Zuchstreck Richtung Saarbrécken misst op der Prioritéitelëscht stoen.

A grad wa mer de Logistikberäich zu Beetebuerg ausbaue wëllen, wat jo och eng ekonomesch wichteg Fro ass, brauch een e performant Schinnennetz mat gudden a séiere Verbindungen an d'Ausland, awer och bei eis lokal Acteuren am Logistikberäich. An et schéngt eis guer net kohärent ze sinn, dass déi zwee grouss Siten an deem Beräich - Findel a Beetebuerg - net iwwert d'Schinn matenee verbonne sinn, wouduerch och do wichteg Entwécklungspotenzialer hei am Land einfach broochleie gelooss ginn.

Voilà, dat ware meng puer Iwwerleeungen, déi ech wollt a menger kuerzer Zäit maachen. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ganz vill Froen a Remarquë sinn hei gemaach ginn. Ech probéieren, esou vill wéi méiglech op alles anzegoen, souwäit d'Zäit mer et erlaabt.

Éischtens wëll ech soen, datt d'Mobilitéitspolitik, déi mer amgaang sinn hei am Land ze gestalten, eng theoretesch Basis huet an op véier groussen Achse berout. Mir ginn aus vum Programme directeur vum Aménagement du territoire, deen dat ganzt Land probéiert no grousse Prinzipien ze organiséieren.

Mir hunn den IVL als Basis, deen eis déi grouss Entwécklungsgebidder mat där Polyzentralitéit entwéckelt. Mir hunn de MoDu, dat heescht dat neit Mobilitéitskonzept, wat probéiert, déi Konzepter, déi virdru waren, esou ze integréieren, datt eis Transportméiglechkeeten all an ee Konzept logesch eriwwerkommen.

A mir kënnen, an dat ass déi nächst Etapp, elo wa mer d'Aménagement-du-territoires-Gesetz gestëmmt hunn - an dat hu mer jo de Moien an der Kommissioun fäerdeggestallt, sou datt et virun der Vakanz ka gestëmmt ginn -, da kënne mer déi Plans sectoriels, notamment de Plan sectoriel «Transports», déposéieren, wou mer dann déi grouss Achse vun deene Mobilitéitsweeër, déi mer an Zukunft solle baue respektiv an d'Realitéit ëmsetzen, fir déi nächst Jore blockéieren.

Dat sinn eis Instrumenter, op deene mer schaffen.

An da wëll ech soen, well den Här Schreiner gesot huet, datt mer hei am Fong just en nationaalt Konzept a keen Transfrontalierskonzept hätten, oder haaptsächlech en nationaalt, datt am Fong eist ganzt Konzept an déi ganz Iwwerleeung, déi mer amgaang sinn ze maachen a wéi mer d'MoDus-Konzept entwéckelt hunn, datt déi sech haaptsächlech op den Transfrontalier baséieren. A wann een d'Analys kuckt, déi an den Ufankssäiten dovunner steet, dann ass dat relativ kloer.

Mir soe fir d'Éischt: Wat ass dann d'Entwécklung vun eiser Mobilitéit an deene leschte Jore gewiescht? An d'Äntwert ass: Mä datt eis Populatioun an haaptsächlech eis Frontaliers zuelen esou an d'Luucht gaange sinn - zéngdausend Aarbechtsplaze ronn d'Joer méi an deene leschte 15 Joer, zwee Drëttel dovunner vu Frontaliere besat -, déi also an Terme vu Mobilitéit déi gréisst Froe stellen.

Mir hunn d'Analys och gemaach, wat eis Mobilitéitsweeër hei zu Lëtzebuerg waren: 1,66 Milioune Weeër, déi den Dag zu Lëtzebuerg zréckgeluecht ginn, dovunner sinn der - an dat ass interessant, an dofir musse mer dorobber schaffen - 50% relativ kuerz Weeër, wou mer ganz vill Mobilité douce kënne maachen, an 30%, wat zu Lëtzebuerg exceptionnel ass - oder 31,4%, fir exakt ze sinn, wat zu Lëtzebuerg exceptionnel ass -, Frontaliersweeër, dat heescht Weeër, déi iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg erakommen.

An dofir ass d'Philosophie vun deem Mobilitéitskonzept just eng Philosophie gewiescht, déi sech haaptsächlech op den Transfrontalier baséiert. An ech krut, wann ech se op verschiddene Plazen heiansdo virgestallt hunn, dat esouguer reprochéiert, wou d'Leit mer gesot hunn: „Mä Dir interesséiert Iech just fir de Frontalier. Maacht emol eppes fir d'Lëtzebuerger oder fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen!" Dat waren déi Remarquen, déi ech alt heiansdo gemaach kritt hunn.

Dat heescht, dat Konzept ass wierklech eent, wat sech op de groussregionale Raum konzentréiert, well et soss kee Sënn huet, zu Lëtzebuerg e Mobilitéitskonzept ze maachen.

Déi zweet Saach: Fir dann ze soen, wéi deen een oder aneren dat gesot huet - mä et ass eng logesch Aart a Weis, fir drun erunzegoen -, datt mer am Fong e puer kleng Saache misste maachen, da géifen d'Leit méi vum Individualverkéier op den öffentlechen Transport ëmklammen - ech mengen, Dir hutt dat gesot -, ech soen do: Dat verstinn ech, datt een et seet, mä d'Realitéit an de Problem sinn a mengen Ae ganz anerer. De Problem ass, wann Der kuckt, wou mer haut Stauen hunn, a wann Der kuckt, wou mer an der öffentlecher Mobilitéit eng Saturatioun vun eiser öffentlecher Mobilitéit hunn, da gesitt Der, datt et zu deeneselwechten Zäiten déiselwecht Strecke sinn: déi Frontaliersstrecken.

Dat heescht op Lëtzebuergesch gesot: Och wa mir elo 30%, 40% vun de Leit nach iwwerzeegt géife kréien, op den öffentlechen Transport eriwwerzegoen, a vill Leit wéilten et, hu mir moies an owes guer keng Plaz méi, fir et ze maachen. Et geet kee méi an de Bus eran. Et geet kee méi an den Zuch eran. Mir hunn e reelle Problem vu Capacitéit an net vu klenge Froen - déi mer och musse léisen, do ginn ech

lech recht -, mä eisen Haaptproblem ass dee vun der Capacitéit. Mir packen et an de Spëtzestonnen net méi. An deenen anere Stonnen hu mer genuch Capacitéit. Mä an de Spëtzestonnen net. An dat ass eise grousse Problem. Dofir ass d'Léisung zu där Fro, datt mir eis méi Capacitéit musse ginn am öffentlechen Transport, ob dat elo Zich oder ob dat Busse sinn. An dofir déi riseg Investissementer, déi mer an dem Mobilitéitskonzept froen, well ouni méi Capacitéit packe mer et guer net.

An dann, ech mengen, dat war der Madame Lorsché hir Fro, déi gesot huet: „Jo, vu wat fir engen Zuele gitt Der dann aus?" Mir sinn elo an eise Previsioune vun 3% ausgaange bis 2030. Bon, mä dat heescht awer guer näischt, well...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dach! Et heescht ganz vill.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Loosst mech de Saz emol fäerdegmaachen. Well dat heescht guer näischt an deem Sënn, datt mer jo déi Kreatioun vun all deenen neie Projeten nach musse maachen. An dann d'Kreatioun vun deene Projeten an de Rhythmus, wéi mer se kënne maachen, hänken natierlech vun der Evolutioun of, wéi eis Populatioun an eis Ekonomie weiderginn.

Ass et elo 1% oder 2% oder...? Da fuere mer méi lues, hu mer och manner Suen, kënne mer och net esou schnell. Ass et vill méi schnell, geet et méi séier? Jo, dann ass och eis Masse financière méi grouss an da kënne mer och méi schnell méi investéieren. Dat heescht, dat Konzept, wat mer virgestallt hunn, huet de groussen Avantage, a mengen An, en extrem flexibelt Konzept ze sinn, fir weiderzekommen.

Mir hu gerechent, datt mer wëllen um Horizont 2025 vun enger Mobilitéit vu 14,5% - wann ech elo inklusiv déi rechnen, déi d'Mobilité douce ass, hu mer haut 14,5% Mobilitéit, déi mam öffentlechen Transport geschitt; 13% Mobilité douce an 72,5% haut Mobilité individuelle - op 19% eropgoen.

Elo sees de, pardon, elo seet een: Dat ass net vill en fin de compte. Mä wann een d'Augmentatioun kuckt vun deem, wat mer an där ganzer Zäit do als Mobilitéit bäikréien, dann ass dat quasiment eng Verduebelung vun de Capacitéiten, déi mer am öffentlechen Transport musse maachen. An et ass dat, wat mer onbedéngt wëllen erreechen. Mir mussen déi Zuele quasiment verduebelen, fir op eng Zuel vun 19%, vun 20% ze kommen, déi natierlech nach modeste ass. An d'Zilsetzung ass: 19%, 20% öffentlechen Transport, 25% Mobilité douce a 56% nëmme méi Individualverkéier. Mä mat engem Volume vu Mobilitéit, dee vill méi grouss ass wéi deen haut ass, wëlle mer awer op eng Croissance nach zielen.

Dat waren eng Rei Froen, déi Der gestallt hutt. Dofir sinn ech e wéineg méi laang dorobber agaangen.

Ech wëll da vläicht weiderfueren - ech loossen eng ganz Rei Saachen aus, soss kommen ech net derduerch - mat enger Rei Prinzipien, déi mer wëllen ëmsetzen. Dat ass emol dee vun der Mobilitéitsketten. Et ass virdru vum Ëmsteige geschwat ginn. Jo, ëmsteigen ass heiansdo schwiereg, wann Der net eng Rei Préalabelen hutt, déi Iech d'Ëmsteige méiglech maachen. Ech sinn awer iwwerzeegt dovunner, datt eben déi Mobilitéitsketten eppes ass, wat mer mussen an Zukunft esou en place setzen, datt se och fonctionnéiert, datt ee vum Haus bis op d'Aarbecht op eng propper Aart a Weis kënnt.

Mir kënnen net jiddwerengem e Bus oder eng Gare virun d'Dier stellen. Mir musse kucken, wéi een iwwerhaapt vu sengem Haus op eng Gare oder op eng Bushaltestell kënnt - mam Auto, mam Vëlo, andeem mer e Park & Ride dohinnersetzen, andeem mer Vëloskëschten dohinnersetzen, wou s de och owes däi Vëlo, mat senge Pneuen nach wa méiglech, erëmfënns, Vëlosstatiounen -, mir mussen also eng ganz Rei Saachen en place setzen, déi d'Ëmsteige logesch maachen, inklusiv d'Telematiksfroen, wou am Fong déi Horairë ganz anescht geléist sinn, an dann d'Weeër op den Ëmsteigeplaze rapid, kuerz a sënnvoll maachen.

Mir mussen de Bus reorganiséieren, well déi Masse vu Bussen, déi elo zirkuléieren, et an Zukunft op eise Stroossen iwwerhaapt net méi packen, quitte datt mer musse kucken, datt méi Leit drakommen. Mä mir mussen et awer esou organiséieren, datt mer eng Zort Spannennetz kréien, datt mer eng Rei Punkten an dem Land kréien, wou mer e Rabattement vun de Busse maachen, déi dann en grand nombre op groussen Achse kënne fueren, wou se dann och eng Prioritéit op der Strooss hunn an do a grousse Buskorridore kënnen zirkuléieren. A mir mussen natierlech eng Densificatioun a genau deem do Kontext vun eisen transfrontalierë Linne maachen.

De Réseau ferré, dorop kommen ech herno nach zréck.

Mä och de Stroossebau an de groussen Achsen, mengen ech, muss och an Zukunft sënnvoll gemaach ginn. An all déi Projeten, déi, déi mer ewechgelooss hunn, well se net an d'Konzept notamment vun enger Mobilité transfrontalière passen, an anerer, déi mer maachen a bäibehalen hunn, well se just an deem Konzept logesch sinn; déi wëlle mer och esou duerchsetzen, wéinst engem Transfrontalierskonzept.

Wann ech vun enger Nordstrooss schwätzen, wann ech vun enger Liaison Micheville schwätzen, ass dat eng Ubannung, déi evidenterweis de franséische Raum kann un d'Autobunnsnetz ubannen. Wann ech vun enger Nordstad oder engem Ban de Gasperich schwätzen, sinn dat natierlech Stroossen, déi eis erlaben, dee ganzen Aarbechtstrafic op der Plaz besser ze géréieren, anescht ze géréieren. A wann ech vun Ausbau vun den Autobunne schwätzen, dann ass et genau datselwecht, well dat eis erlaabt, een Deel vun deem Trafic och nach opzefänken an anescht ze géréieren.

Mir brauchen e Konzept Park & Ride - kuckt am MoDu no, ech kommen duerno nach drop zréck -, mir brauchen e Parkraummanagement - mir ginn eis duerch den Aménagement-du-territoires-Text, dee mer an zwou, dräi Wochen hoffentlech stëmmen, och d'Base-légalen dofir -, a mir brauchen en neien Telematiksystem.

Fir all déi Leit, déi da soen, datt mer eis mam Ausland mussen ofschwätzen: Mä dat ass absolut evident, an d'Regierung mécht dat op multipel Aart a Weis. A wann ech elo just de Multilateral kucken: Mir hunn eng enorm Kollaboratioun mat der Groussregioun gehat. A mir hunn hei als Lëtzebuerger, den Transportministère an den Aménagement-du-Territoires-Ministère, d'Initiativ geholl, fir sougenannten „projets prioritaires" an der Groussregioun auszeschaffen. Mir kruten déi de 17. Januar 2013 an der Groussregioun alleguer gemeinsam ofgeseent an déi sinn och duerno adoptéiert gi vum Sommet de la Grande Région.

Et ass fir d'Éischt, datt eng Top Ten vun de groussen Infrastrukturprojeten, vun de grousse Mobilitéitsprojete gemeinsam an der Groussregioun décidéiert gëtt. Dat ass also nu wierklech eng Kooperatioun, wou Lëtzebuerg d'Lokomotiv ass, wou déi aner Länner matmaachen, well mer se iwwerzeegt kruten, a laangen Diskussiounen a mat villen Expertisen, fir mat eis op dee Wee ze goen.

Do sinn zum Beispill Saache wéi d'A3, d'A31 dran, oder wéi den Eurocap-Rail, oder wéi d'Autobunn Lëtzebuerg-Tréier, oder wéi am Fluvial d'Schleisen op der Musel an d'Liaisoun vun der Saône-Moselle, wichteg Dossieren, wou zumindest all déi Regiounen, déi mat eis um Dësch sëtzen, sech engagéiert hunn, fir hiren Deel matzemaachen a fir dat weiderzebréngen.

Am Bilateral dann... Bon, dat schwätzen ech emol net un, wann ech nach am Multilateral bleiwen, mat all deene Réuniounen, déi mer mat de Regierungen aus dem Ausland hunn, wou den Transport ëmmer als ee vun den éischte Punkten dropsteet, fir do weiderzekommen. Mir sinn do politesch extrem hannendrun, fir déi Projeten esou duerchzekréien, fir déi Konzepter, déi se am Ausland akzeptéiert hunn.

Dat MoDus-Konzept si mer an déi aner Länner och virstelle gaangen. Dat ass do bekannt, ass och do akzeptéiert, a mir insistéieren, datt déi aner Länner matmaachen. Déi maachen och mat, insofern hir finanziell Méiglechkeeten hinnen dat an deem Rhythmus erlaben, wou et da realistesch fir si ass.

Bilateral hu mer och geschafft. Ech ginn elo net méi op all déi Saachen a vum SMOT Frankräich, deen zu engem groussen Deel ëmgesat ass a wou mer e grousse Succès hunn. Mir hunn de GECT Belval gemaach, deen déiselwecht Missiounen huet.

An der Belsch, et ass gesot ginn, hunn ech den 22. Januar 2013 mam Minister Henry aus der Wallonie esou e Konzept ënnerschriwwen, an do ass elo amgaang dru geschafft ze ginn.

Wien huet gefrot mat Däitschland virdrun? Do ass et prett, fir ënnerschriwwen ze ginn, an do wäert ech mam Här Lewentz, dem rheinland-pfälzeschen Transportminister, a mat der Madame Maas, der saarlännescher Transport- an Ëmweltministerin (veuillez lire: dem Här Maas, dem saarlänneschen Transportminister), dat och an deenen nächste 14 Deeg, wahrscheinlech nach virun der grousser Vakanz, ënnerschreiwen, datt mer do och weiderkommen.

Dat heescht, wann elo verschidde Leit dee Pabeier vum OGB-L a vum Mouvéco esou gelueft hunn: Do sinn dräi grouss Prinzipien, wou se soen, datt mer net gemaach hätten. Ech liesen Iech deen ee vir, dat ass: «Ainsi il est nécessaire que les (...) responsables (...) se rencontrent régulièrement pour initier une politique cohérente de mobilité au niveau de la Grande Région qui fait actuellement défaut.»

Sou, dat ass emol einfach gesot. Mä esou ass et awer net. Esou ass et wierklech net, well mer säit Joren dru schaffe mat deenen anere Regiounen, fir an deem Dossier weiderzekommen, a well mer och enorm vill weiderkomm sinn. Mä wann awer an der Belsch finanziell Schwieregkeete sinn a wann do eng Rei Strecken net an deem Rhythmus kënne gebaut ginn, dann hu mir selbstverständlech der belscher Regierung op déi multipelst Aart a Weisen eis Regreten dovunner expriméiert. A mir sinn och do op oppen Ouere getraff.

Ech weess elo net, wat fir definitiv Konklusioune se dorauser zéien, wa se eng Décisioun huelen. Dir kënnt just net der Lëtzebuerger Regierung dat reprochéieren. Well eisen Deel, op der Lëtzebuerger Säit, souwuel op der däitscher Streck wéi op der franséischer Streck wéi op der belscher Streck, déi Engagementer maache mer. Déi sinn zu engem Deel schonn hei an der Chamber gewiescht, gestëmmt, an zu engem Deel sinn d'Aarbechte schonn amgaang gemaach ze ginn.

Ech huelen all Reproche gär un, mä et muss sech just u mech adresséieren. An hei sinn der eng Rei gemaach ginn, déi sech wierklech net un d'Lëtzebuerger Regierung adresséieren.

Wat Desserte-ferroviairen ugeet, do ass mer gesot ginn, notamment zum Beispill bei der Beetebuerger Streck - ech mengen, dat war den Här Etgen, ech hat deem gutt nogelauschtert -, do hätte mer kënne méi rapid maachen. Ech soen Iech just, wéi ech 2009 dee Ministère iwwerholl hunn, hu mer direkt gekuckt, datt mer déi Ëmweltprozeduren a Gang kritt hunn. Déi hu mer och a Consultatioun vu sämtleche Gemengen ofgeschloss. Mir hunn an der Regierung décidéiert, wat d'Streckeféierung do wär. Mir sinn elo amgaang, déi Terrainen alleguer och ze kafen.

Ech kann awer net de Rhythmus décidéieren, wéini d'Leit mer d'Terraine ginn. Do probéiere mer, de Maximum ze maachen, fir esou schnell wéi méiglech virunzekommen. Dir wësst, datt mer schlecht Erfahrungen hu mat Saachen, déi gebaut gi sinn op Terrainen, déi eis net gehéieren - maache mer net méi! Quitte datt mer elo erëm en Expropriatiounsmëttel hunn, wat fonctionnéiert a wat eis dann och wäert d'Méiglechkeet ginn, méi schnell un déi Terrainen do ze kommen.

Dat ass e grousse Projet, wou mer maximum Vitesse maachen, fir en duerchzekréien, an ech hoffen, datt mer och nach kënnen de Gesetzesprojet déposéieren an dëser Legislaturperiod, fir weiderzekommen. Mä prévu ass e finanziell tëschent 2015, fir do unzefänken, an da brauchen déi Projete relativ laang, well et awer eng nei Streck ass, déi muss gebaut ginn, déi technesch relativ komplizéiert ass. Ech ginn net weider op déi Streck an.

E puer Wuert iwwer Klengbetten: Och do, wéi gesot, deen Deel op Lëtzebuerger Säit gëtt gemaach. Deen éischte Gesetzestext hutt Der scho gestëmmt. D'Aarbechten: Dëst Joer fänke se un. Deen nächste Gesetzestext, dee geet elo, mengen ech, nächste Freiden oder iwwernächste Freiden an de Regierungsrot, wäert dann och déposéiert ginn als zweet Phas, an déi drëtt Phas hannendrun. Dat heescht, och déi Aarbechte sinn amgaang, relativ zolidd weiderzelafen.

Ech hat och Diskussiounen, souwuel mam Här Wathelet, belschen Transportminister, wéi mam Här Labille, dee responsabel ass fir d'Entreprises publiques, fir hinnen eis Suergen ze erklären, souwuel wat d'Gouvy-Streck op Léck ugeet wéi wat d'Streck op Bréissel ugeet. A fir eis och déi Engagementer, déi d'belsch Regierung fréier geholl huet, nach eng Kéier ze rappeléieren, op Basis vun deene Strecken. A mir sinn do a gudden Termen an a gudder Hoffnung, datt mer an deenen Diskussioune weiderkommen.

Dann, soen ech, den Här Etgen hat e gutt Beispill genannt vun deene Leit, déi zu Léck wëllen op Lëtzebuerg kommen. Jo, ech muss just soen, déi Leit zu Léck, do leeën ech den Horaire net fest. An do sot Der, déi kommen all op Ëlwen eriwwer, wat jo dee beschte Beweis ass, datt den Ëlwener - an dofir sinn ech responsabel -, datt deen Horaire gutt ass. Dir konnt mer kee gréissert Kompliment maachen. Se kommen alleguer op Ëlwen. Ech hätt natierlech och léiwer, se kéinte vu Léck erofkommen, mä deen Horaire leeën ech awer net fest.

Sou, dann Tréier-Koblenz, och do e puer Wuert driwwer. Also mir hunn elo an deene leschte Joren 150 Milliounen tëschent 2000 an 2012 schonn an déi Streck do investéiert. Et sinn nach 400 Milliounen, déi kommen. A wann Der déi Bréck kuckt, déi hannen erausgeet iwwert d'Péitruss, d'Eisebunnsbréck, da gesitt Der schonn d'stolen Träger - an et gesäit ee se dohannen aus der Fënster -, da gesitt Der schonn déi stolen Träger, déi mer amgaang sinn ze bauen, fir elo fir déi Streck dann och e Gleis méi derbäizesetzen an dee Moment eng ganz aner Effikassitéit ze fueren, fir d'Zweegleisegkeet iwwert den Cents bis op Sandweiler, an enger éischter Etapp, an duerno bis op Éiter ze maachen. An, wéi gesot, och Igel an Igel-West, wou mer d'Zweegleisegkeet matfinanzéieren, wat mer d'nächst Woch hei wäerten an der Chamber stëmmen. Do ginn och extrem vill Efforte gemaach vu Lëtzebuerger Säit, fir weiderzekommen.

Wann awer elo d'Deutsche Bundesbahn, wéi dat gesot gëtt, eis dräi IC-Zich oder zwee IC-Zich - oder dräi? - ewechhëlt, dann hunn déi dat décidéiert aus finanzielle Grënn. Dann hu mir eis och mat der däitscher Regierung a mat der Bundesbahn, wou ech den CEO getraff hunn, beschwat; deem hunn ech dann och meng Bedenke gesot, ech hu mech och geiergert doriwwer. Sou, mä et ass awer eng Décisioun, déi ech net ka beaflossen.

Reaktioun dovunner: Mir hunn zesumme mat de Rheinland-Pfälzer e System en place gesat, fir de Remplacement ze assuréieren, bis de Rheinland-Pfalz-Takt kënnt. Dat kascht eis eppes, hu mer awer als noutwendeg emfonnt. Mä et sinn eng Rei Décisiounen, déi kréien ech net beaflosst. Déi kréien och d'Rheinland-Pfälzer net beaflosst, well si waren därselwechter Meenung wéi mir, datt d'DB dat net sollt maachen. Et ass awer geschitt. Du hues also gewësse Responsabilitéiten, déi s de ausübe kanns - ech hu meng exercéiert, andeem ech e Remplacement gesat hunn dohinner, bis de Rheinland-Pfalz-Takt kënnt. An dee Moment kënne mer en och fueren, vu datt mer dann d'Streck ausgebaut hunn, mat enger uerdentlecher Frequenz op där enger Säit an haaptsächlech mat enger Kadenz, déi mer och kënnen anhalen.

Lëtzebuerg-Péiteng vu 56 op 106 Zich erop, dat huet awer net empêchéiert nach, datt e Stau a verschiddene Gemengen nach ëmmer ass an datt mer och do um Stroossebau mussen eppes maachen. Et deet mer leed, mä dat ass d'Realitéit, esou wéi se ass.

Bei de Bussen, och do just e puer: Mir hunn 13 Busverbindunge mat Däitschland haut, dovunner eng, den 118, deen 28-mol den Dag dohinner- a 27-mol zréckgefuer gëtt.

Mir hu mat Frankräich 12 Linnen, zum Beispill den 300. Dee fiert pro Dag 52-mol dohin, 52-mol fiert en zréck. Just fir Iech eng Kéier d'Kadenz ze weisen, an där mer awer haut déi Verbindungen do maachen, an e groussen Deel

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

vun deenen 52 ass natierlech op de Spëtzestonnen, fir einfach deen Transport kënnen zu engem Deel esou ze maachen, wéi mer e brauchen.

An dofir, well och nach Renforcementer op deene Linnen an Zukunft musse kommen, musse mer och eng Reorganisatioun maachen. Well wa mer mat all deene Bussen do duerch d'Nei Avenue fueren oder iwwert de Boulevard Royal fueren, oder wéi och ëmmer, da packt eist Stroossennetz et jo net méi! A mir hunn haut scho Loftwäerter, déi eng Katastroph sinn do, an dofir muss en anere System dohinner.

A wa mer et wëlle realistesch maachen - ech wëll elo net méi an eng Polemik mat lech falen, well Der do enger anerer Meenung sidd -, mä wa mer et einfach wëlle kréien a realistesch maachen, mengen ech, komme mer net laanscht den Tram.

Dann e puer Saachen, déi nach gefrot gi sinn. Da maache mer och elo emol dat „Zoufftgen-Haischen" do ewech. Et gehéiert zwar net dozou, mä trotzdeem, fir déi Leit, déi kommen, ass et awer keen onwichtege Projet.

Da war ech gefrot ginn, ob bei dem 2 x 3-Ausbau vun der A3 an A6 - ech mengen, dat war d'Madame Lorsché, déi gefrot huet -, mir hätte gesot, dat soll dann eng Pist ginn, déi fir den öffentlechen Transport reservéiert oder…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat stoung am „Wort".

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wat am „Wort" steet, ass esou. Mä d'Fro war - fir e wéineg ze complétéieren -, mir sinn amgaang, mat de franséischen Autoritéiten ze kucken, wéi mer dat gemeinsam sollte gestalten. A gemeinsam, well ech et einfach logesch fannen, datt déi Autobunn, déi A3, déi dann A31 am Frankräich gëtt, déi weiderfiert, dass de am Fong déiselwecht Zort Pisten op där enger Säit an där anerer vun der Grenz hues, soss ass et jo onsënneg!

An do ass effektiv de Gedanken, fir eng Pist ze reservéiere fir den öffentlechen Transport a fir de Covoiturage, dat heescht déi Autoen, wou dräi oder méi Leit am Auto fueren. Vun de Bussen hätte mer soss eng Spur, déi net total belaascht wär, während wann s de de Covoiturage mathëls, dann hues de eng extrem grouss Unzéiung op deen Typ vu Spuren. An dofir soll se dann och reservéiert bleiwen. Soss, mengen ech, mécht et kee Sënn a soss huet déi Ausso net dee Wäert, dee se awer sollt hunn.

Wéi gesot, ech ginn elo net op all déi Projeten an, déi mer nach hunn, well dat hunn anerer scho viru mer gemaach. Ech probéiere just, nach op d'Froen ze äntweren, déi elo do waren.

Vläicht awer nach ee Wuert och iwwert déi Brécken, déi da sollen an Däitschland eriwwerféieren. De Fernand Boden, mengen ech, hat dat ugeschwat. Do ass effektiv eis Meenung, datt eng zousätzlech Bréck zu Mertert sënnvoll wär. Dat ass awer net eng Konkurrenz zum Moselaufstieg, mä mir hu gekuckt - dat sinn zwee komplementar Projeten an eisen Aen -, déi Bréck wär natierlech fir Lëtzebuerg sënnvoll, well se eis vun der däitscher Säit, ouni duerch iergendeng Agglomeratioun, eng Gemeng ze fueren, also eng Agglomeratioun ze fueren op Lëtzebuerger Säit, direkt de Verkéier op d'Autobunn géif eropdirigéieren an dee Moment extrem effikass kéint sinn.

Just, datt ech keng Bréck ka bauen, wann ech déi aner Säit net ukommen. Also musse mer mat den däitschen Autoritéiten dat ofmaachen, an déi Diskussiounen, déi musse selbstverständlech och mat der rheinland-pfälzescher Regierung gefouert ginn.

Da vläicht nach ee Wuert och iwwert de ganze System, dee mer amgaang sinn ze kucken, op der Autobunn ze maachen, der A4, wou och probéiert gëtt, wann d'Liaison Micheville da fäerdeg ass, déi direkt op d'A4 féiert, ze kucken, datt mer do d'Säitespuren a Busspuren ëmfonctionnéieren. Dat kann een awer net direkt maachen, well déi Säitespuren net grouss genuch sinn. Dat brauch eng Rei Aarbechten, well mer mussen op all Säit e puer Meter bäisetzen, net eng ganz Pist, mä awer e puer Meter bäisetzen, fir genügend Sécherheetsplaz ze hunn, fir dat ze maachen. An dat soll och zwësche Steebrécken a Leideleng gemaach ginn. Vun do aus geet et dann op aner Nationalstroosse fir an d'Stad eran; fir dat korrekt an uerdentlech ze maachen. Dat ass och e Projet, dee wichteg ass.

A wann dann den OGB-L an de Mouvéco schreiwen an deemselwechten Déngen do, datt mer am Fong «mesures partiellement contradictoires» maachen, wa mer zum Beispill eng «construction d'une nouvelle route et construction d'une nouvelle voie ferrée sur le même tronçon» maachen, da soen ech, dat hei ass fir mech eng ganz wichteg Saach, well mer eben décidéiert hunn, verschidde Saachen net ze maachen.

Well mer décidéiert hunn, zum Beispill déi Escher Streck elo net ze bauen, musse mer eis d'Capacitéit gi fir den öffentlechen Transport op der Autobunn. Ech maachen also genau dat, vun deem ech an deem Pabeier gesot kréien, datt mer dat net géife maachen. Genau dat maache mer! Ech kann also net déi Reprochen do akzeptéieren, well mer nu wierklech amgaang sinn hinzegoen a soen, mir musse Choixe maachen, verschiddentlech ass et deen een, do wou et sënnvoll ass, a verschiddentlech ass et deen aneren.

Zum Beispill déi ganz Diskussioun, wéi mer se elo fir Ettelbréck-Dikrech hunn. Et huet elo näischt mat Transfrontalieren ze dinn, mä well mer just hei sinn. Et ass awer eng Diskussioun driwwer, déi féiere mer eng Kéier an der Kommissioun am Detail. Mä firwat gëtt se gefouert en fin de compte? Ech schwätzen elo net iwwert den Ausgang dovunner. Mä se gëtt am Fong gefouert, ganz einfach fir ze kucken, wat ass an enger Entwécklung vun enger Nordstad dee sënnvollsten öffentlechen Transport. Ass et deen een, ass et den Zuch mat engem Gleis, den Zuch mat zwee Gleiser? Ass et den Tram? Ass et de Bus? A wat sinn d'Resultater? An dat ass dat, wat mer wëlle kucken: wat dat Sënnvollst ass, well mer wëssen, datt mer net kënnen alles zesumme maachen.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst elo esou lues awer sécher de Schluss entaméieren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …zu engem Enn kommen. Jo.

(Interruptions)

Wat hätt Der elo nach gär, dat ech soll beäntweren?

Jo, vläicht dann déi lescht Remarque nach vu menger Säit aus. Dat ass, datt mer och reprochéiert kréien, datt d'Organisatioun vun der Mobilitéit seet - de Mouvéco an den OGB-L: «L'organisation de la mobilité est d'autre part toujours tributaire de l'aménagement du territoire; (…) Si l'on construit une toute nouvelle zone d'activité au sein du Luxembourg (…)», datt mer dann a sech missten «non loin d'une (veuillez lire: non liée à une) ligne ferroviaire, non ralliée à d'attractives lignes de bus, on ne doit pas s'étonner que la répartition modale ne soit pas en faveur des transports en commun».

Elo wëll ech Iech awer just soen: Wat si mer dann amgaang ze maachen? Wou maache mer Entwécklungsgebidder? Zu Belval. Do hu mer eng nei Gare gebaut. Mir maachen eng Mobilité douce do, mir maachen e grousse Park & Ride do, fir d'Leit op den öffentlechen Transport ze kréien.

An der Nordstad: Wat maache mer dann elo an der Nordstad? Mir maachen eng ganz nei Gare ronderëm, wat wierklech eng Mobilitéitszentral ass, fir d'Mobilitéit ze organiséieren an deenen nächste Joren.

Wann ech d'Stad Lëtzebuerg kucken: Wat maache mer dann um Ban de Gasperich? Mir maachen eng nei Gare dohinner. Mir wëllen en Tram, deen dohinnerféiert. Wat maache mer dann um Kierchbierg? Mir féieren den Tram dohinner, fir direkt elo mat dem öffentlechen Transport verbonnen ze ginn. A mir maachen ënnert d'Rout Bréck eng nei Haltestell, fir en direkt op den Zuch ze kréien.

Wat maache mer dann um Findel? Ma um Findel probéiere mer och, den Tram dohinnerzekréien, fir déi Verbindung uerdentlech a korrekt mam öffentlechen Transport ze maachen.

Wat maache mer dann am Hollerecher Quartier, wat dat nächst Gebitt ass? Mä ech wëll eng Gare zu Hollerech opmaache bei der aler Hollerecher Gare, genau fir mam Zuch dat ze desservéieren.

Dat kann een einfach elo esou soen. Mä wann een awer d'Realitéit kuckt vun deem, wat mer amgaang si wierklech ëmzesetzen, dann ass et genau de Contraire. Mir maache just dat do. Ech loosse mer gär Saache reprochéieren, mä ech hunn awer och gär d'Geleeënheet, fir richtegzestellen, wann déi Politik, déi mer maachen, deem entsprécht, wat hei gefrot gëtt.

Mä mir maachen eng Politik fir eng Mobilité transfrontalière, déi Sënn huet, déi kohärent ass an déi kuerzfristeg, mä awer och mëttelfristeg a laangfristeg ausgeriicht wäert sinn. Et deet mer leed, wann ech net op all d'Froe konnt äntweren, mä ech hu probéiert, der esou vill wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, Här President, ech wëll elo net hei eng Debatt féieren iwwert de Contournement vu Käerjeng. Trotzdeem, ech wëll awer net onwidderspréch loossen, wann hei gesot gëtt, mer hunn d'Frequenz vun deenen Zich ausgebaut, verduebelt, an trotzdeem ass nach e Stau zu Käerjeng, mir brauchen also dee Contournement do.

Well do ginn eng ganz Rei vun Argumenter net berücksichtegt. Déi betreffen d'Ursaache vun deem Stau, vun där Iwwerfëllung vun deene Stroossen do, wat deelweis lokal Ursaache sinn, déi net behuewe ginn duerch dee Contournement. An zweetens: Och wann d'Capacitéit ausgebaut ginn ass vun där Streck, esou sinn, mengen ech, esou wäit ech op jidde Fall gesot kritt hunn, nach ëmmer d'Capacitéite vun deenen Zich, déi do zirkuléieren, net grouss genuch, fir all déi, déi do wëlle matfueren, matzehuelen.An de Problem vun den Opfangparkingen ass nach net komplett geléist. Et mussen nach Opfangparkinge geschafe ginn, och ënner anerem an der Région frontalière vun der Belsch a vu Frankräich. Eréischt wann dat integral realiséiert ass, kann ee jugéieren, wat d'Nëtzlechkeet vun där neier Zuchstreck do ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also ech hunn et…

M. le Président.- Här Urbany, mir fänken awer elo net erëm eng Kéier d'ganz Diskussioun un. Här Minister, eng kuerz Äntwert, wann ech gelift!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat deet mer elo leed, Här President, well ech géif awer elo nees eng Kéier gär vu vir ufänken.

Also, natierlech hu mer net all Problemer geléist nach an natierlech, ech konnt net iwwer Parkraummanagement schwätzen, ech hunn net iwwer Park & Ridë geschwat, ech hunn net iwwer Telematik geschwat, ech hunn net iwwer eng ganz Rei ähnlech Problemer geschwat, déi awer hei hätte missen ugeschwat ginn.

Jo, mir mussen nach Park & Riden derbäibauen. Jo, mir mussen nach kucken, datt mer och nach d'Zuel vun de Leit, déi op den öffentlechen Transport ginn, selbstverständlech an d'Luucht kréien. Mä dat empêchéiert awer net a mengen Aen, mat den Zuelen, déi mer kennen, mat de Problemer, déi mer zu Käerjeng kennen, mat där Loftverschmotzung, déi mer do hunn, datt mer och dee Contournement brauchen. L'un n'exclut pas l'autre. Déi zwou Saachen, déi dräi Saachen, déi véier Saache sinn nécessaire, och op där Streck, a mengen Aen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Da kommt, mir maachen emol dat eent!

M. le Président.- Merci elo dem zoustännegen Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Sommaire des séances publiques nos 34, 35 et 36

Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires p. 408

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg p. 408-426

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 427

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936 p. 427

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 427-428

Communications p. 428-429

Ordre du jour p. 429

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel p. 429

Ordre du jour (suite) p. 429

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 429-430

Ordre du jour (suite) p. 430-431

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce p. 431-433

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 433

6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne p. 433

Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux p. 433-438

6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet p. 438-445

Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière p. 445-453

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2537	Gilles Roth	Opérations risquées dans le monde financier
2548	Gast Gibéryen	Fermeture éventuelle du site d'ArcelorMittal à Bissen
2549	François Bausch	Attribution de «stock options»
2645	Serge Urbany	Prochain plan quadriennal du l'Université du Luxembourg
2647	Jean Colombera	Télémédecine
2656	Roger Negri	Archives nationales
2673	Sylvie Andrich-Duval	Personnes âgées souffrant d'une maladie psychiatrique
2680	Henri Kox	Réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics
2689	Jean Colombera	Formation «case management» de l'Institut Universitaire International Luxembourg
2694	Fernand Kartheiser	Échanges d'informations fiscales pour les entreprises
2695	Fernand Kartheiser	Remboursement des frais de traitement en cas de maladie rare
2696	Fernand Kartheiser	Remboursement d'implants dentaires
2697	Ben Fayot	Certification de certaines formations
2698	Camille Gira	Quotas d'émissions de CO_2
2699	Ben Fayot	Financement de productions cinématographiques et audiovisuelles
2700	Jean Colombera	Assurance dépendance
2701	Jean Colombera	Route nationale N1 entre Grevenmacher et Potaschbierg
2702	Carlo Wagner	Remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable
2703	Fernand Kartheiser	Rapatriement en jet privé
2704	Marc Angel	Soutien aux entreprises
2705	Fernand Etgen	Permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompiers
2706	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
2707	André Bauler	Fonds du Logement
2708	Marcel Oberweis	Secteur industriel au Luxembourg
2709	François Bausch	Nouveau système de sécurité des trains SNCB
2710	Jean Colombera	Paiement des mémoires d'honoraires par Internet banking
2711	Viviane Loschetter	Locaux d'OPE à Schifflange
2712	Jean Colombera	Dossier médical électronique
2713	Jean Colombera	Interdiction de trois pesticides mortels pour les abeilles
2714	Sylvie Andrich-Duval	Surdose de radiations en radiothérapie
2715	Serge Wilmes	Enquêtes judiciaires en cours à l'étranger contre les pratiques d'anciennes filiales luxembourgeoises de banques islandaises
2716	Eugène Berger	Isolation acoustique des maisons à appartements
2717	Fernand Kartheiser	Accident sur la décharge SIDEC à Fridhaff
2718	Fernand Kartheiser	Santé au travail à la décharge SIDEC à Fridhaff
2720	Anne Brasseur	Situation des droits de l'Homme en Corée du Nord
2722	Eugène Berger	Plan sectoriel «éoliennes»
2723	Gast Gibéryen	Incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013
2724	Fernand Kartheiser	Premium SMS Service
2725	André Bauler	Développement des écotechnologies sur le territoire de la «Nordstad»
2726	Jean Colombera	Maisons de soins
2727	Jean Colombera	Règlement des centres de recyclage
2728	Josée Lorsché	Bisphénol A
2729	Camille Gira	Refus de la Chine de payer pour les émissions de CO_2 dans l'UE
2730	André Bauler	Transversale de Clervaux

Question 2537 (5.2.2013) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **opérations risquées dans le monde financier:**

Dans son édition du 5 février 2013, le «Luxemburger Wort» a publié un article intitulé «Bankern droht bei riskanten Geschäften Haft» et qui indique que «Die deutsche Bundesregierung knöpft sich zockende Banken und Versicherungen vor: Ihnen drohen künftig harte Strafen, wenn sie ihre Unternehmen durch besonders riskante Geschäfte in eine Schieflage bringen.»

Le Gouvernement allemand entend ainsi tirer ses leçons de la crise financière des années 2008/2009.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelles sont les leçons que le Gouvernement luxembourgeois a tirées de la crise financière 2008/2009?

2. Les sanctions administratives et pénales figurant actuellement dans les lois luxembourgeoises sont-elles suffisamment dissuasives pour éviter des excès de la part de soi-disant «banksters»?

3. Dans la négative, ne faudrait-il pas revoir la législation actuelle afin de réprimer de manière plus appropriée de tels agissements? N'en va-t-il pas de la crédibilité de la place financière du Luxembourg?

4. Existe-t-il, selon le Ministre, d'autres moyens aboutissant au même résultat, sans passer par une aggravation de la loi?

Réponse (11.7.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La crise financière a révélé certaines faiblesses tant au niveau de la réglementation que de la surveillance du secteur financier au niveau mondial. La Commission européenne a lancé dès 2008 un vaste programme de réforme pour tirer les leçons de la crise et remédier aux lacunes constatées. La mise en place d'une nouvelle architecture financière est la clé de voûte de ce programme de réforme ambitieux. Le système européen de surveillance financière (SESF) se compose du Comité européen du risque systémique (CERS) établi auprès de la Banque centrale européenne à Francfort, de l'Autorité bancaire européenne (EBA) établie à Londres, de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA) établie à Francfort, de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) établie à Paris, ainsi que des autorités compétentes nationales.

Le deuxième pilier de la réforme lancée par la Commission européenne pour sécuriser et consolider le système financier, prévenir les crises et redonner confiance aux consommateurs, est composé de plusieurs vagues législatives destinées à doter les autorités de surveillance des moyens pour détecter les risques excessifs susceptibles de s'accumuler dans le système financier, comme cela a été le cas durant la période précédant la crise financière. Par le passé certaines politiques de rémunération des banques ont été orientées vers les résultats à court terme au détriment de la rentabilité à long terme. Elles ont ainsi favorisé les prises de risques excessifs. Les nouvelles exigences réglementaires obligent dorénavant les banques d'élaborer des politiques de rémunération qui ne récompensent plus les cadres et employés qui prennent des risques excessifs, faute de quoi elles seront sanctionnées, mais au contraire encouragent le personnel à agir dans l'intérêt à long terme des banques.

Le renforcement des régimes de sanctions dans le secteur des services financiers constitue le troisième pilier du programme de réforme de la Commission européenne. Des régimes de sanctions efficaces, stricts et dissuasifs et suffisamment convergents sont le corollaire indispensable à la mise en place du SESF; ils permettent en outre d'améliorer la coordination des mesures d'application prises par les autorités nationales.

La réglementation luxembourgeoise a été adaptée aux nouvelles exigences prudentielles de l'Union notamment pour ce qui est de l'identification, évaluation, gestion et contrôle des risques et de la politique de rémunération des banques. Par ailleurs, le Gouvernement luxembourgeois envisage de présenter prochainement un projet de loi visant à renforcer les pouvoirs d'intervention et de sanction de la CSSF. Le projet de loi a pour objet de réformer dans le secteur financier la réglementation, la pratique et les procédures en matière de sanctions administratives en s'inspirant des recommandations et normes européennes et internationales aux fins de doter la CSSF des pouvoirs et outils nécessaires pour exercer de manière efficace sa mission de surveillance, veiller au respect des textes légaux régissant le secteur financier et coopérer avec ses homologues étrangers dans le cadre d'enquêtes transfrontalières.

Question 2548 (8.2.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **fermeture éventuelle du site d'ArcelorMittal à Bissen:**

Zënter e puer Deeg lafe Rumeuren, datt de Site ArcelorMittal Biissen soll eventuell zougemaach ginn. Verschidden auslännesch Delegatiounen hätte sech d'Installatiounen op der Plaz ugekuckt, mat der Absicht an hir Länner ze delokaliséieren. Falls dës Rumeuren net sollte stëmmen, wier et wichteg, wa se vun offizieller Säit géifen direkt dementéiert ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Kann dën Här Wirtschaftsminister dës Informatioune confirméiere respektiv dementéieren?

2) Am Fall vun enger Confirmatioun, wéini ass de Minister informéiert ginn?

3) Hu schonns Gespréicher tëscht der Direktioun vun ArcelorMittal an dem Minister stattfonnt?

4) Sinn d'Sozialpartner informéiert ginn?

5) Sinn nieft Biissen och aner Wierker zu Lëtzebuerg, déi zu ArcelorMittal gehéieren, am Gespréich fir zougemaach ze ginn?

Réponse (1.7.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorablen Deputéierte Gast Gibéryen betreffend d'éventuell Schléissung vum Site ArcelorMittal Biissen, kënne mir folgend Informatioune matdeelen:

D'Regierung ass a permanentem Kontakt mat ArcelorMittal am Kader vum Accord vun der Stoltripartite Lux 2016 vum Mäerz 2016. Dësen Accord applizéiert sech och op d'Tréfilerië vu Beetebuerg a Biissen.

D'Regierung mécht regelméisseg e Suivi vum Accord vun der Stoltripartite am Kader vum „Comité de suivi des effectifs de la sidérurgie" an am Kader vum „Comité de suivi des investissements" a bleift iwwert dëse Wee um Courant vun den Evolutiounen am Stolsecteur an an de verschiddene Wierker vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg.

Et leie mir keng Informatioune vir, dass de Site ArcelorMittal Biissen sollt zougemaach ginn. D'Direktioun vun ArcelorMittal huet och zu kengem Moment Gespréicher, déi an déi Richtung géife goen, mat mengem Ministère gefouert.

Question 2549 (8.2.2013) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**attribution de «stock options»:**

À l'origine, les «stock options» accordées en tant que bonus à certains employés leur permettaient d'acquérir, à une date et un prix fixés à l'avance et sous certaines conditions, des actions de leur entreprise ou de sa maison mère. Ceci était conçu pour inciter les employés à agir de façon à faire monter les résultats financiers et donc les cours boursiers de leur entreprise.

Il n'existe pas de législation spécifique au Luxembourg concernant l'attribution de «stock options». Une circulaire administrative définit leur traitement fiscal. Suite aux discussions dans le contexte du budget de l'année 2013, ce traitement fiscal a été légèrement revu et une nouvelle circulaire (L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012) vient d'être éditée.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. L'octroi d'options d'achat d'actions est une pratique assez répandue dans les grandes entreprises. La circulaire L.I.R. n°104/2 a toutefois une portée plus large, car elle est applicable, au même titre que la circulaire précédente, datée du 11 janvier 2002, à tous les plans de «stock options», même pour des actions sous-jacentes sans relation aucune avec l'entreprise de l'employé.

Est-il correct que cette circulaire est également appliquée à des plans portant par exemple sur les actions émises par une SICAV obligataire ou monétaire, dans des conditions où le plan n'a pas de lien avec le capital de l'entreprise?

2. La circulaire autorise-t-elle, au même titre que la circulaire précédente, des opérations portant sur des parts d'une SICAV acquises par une banque et cédées aux bénéficiaires du plan d'acquisition d'actions dans des conditions où seulement 17,5% du prix d'acquisition des parts est imposable dans le chef du salarié, ceci

bien entendu dans les cas où les autres méthodes d'évaluation visées à la circulaire sont écartées?

3. La circulaire indique que cette évaluation à 17,5% doit être conforme à des conditions raisonnables. Que faut-il entendre dans ce cas par «conditions raisonnables»? Qui détermine ces conditions raisonnables?

4. La valeur ainsi calculée par application du taux de 17,5% est-elle également applicable aux programmes où les options peuvent être échangées contre des actions, et dans lesquels le prix des actions est compris dans le prix de l'option, soit un prix purement symbolique est payé par le salarié pour l'acquisition des actions?

5. Dans l'hypothèse visée ci-dessus, la pratique du marché semble être qu'une banque propose la transaction à l'entreprise et facture à l'employeur le coût du montage, et notamment le prix d'acquisition des actions.

L'employeur est-il autorisé à déduire de son revenu imposable, à titre de dépenses d'exploitation, le montant intégral des frais liés à l'opération, ou la déduction dans le chef de l'employeur est-elle limitée au montant de l'avantage en nature calculé sur base du taux de 17,5% conformément à la circulaire?

6. Dans l'hypothèse où l'employeur est autorisé à déduire 100% de la valeur effective des options émises et du prix d'acquisition des actions, et que le salarié n'est imposé que sur 17,5% de cette valeur, la circulaire autoriserait en définitive une défiscalisation de 82,5% de la valeur des titres.

Un tel résultat serait-il compatible avec le texte de l'article 108 L.I.R. que la circulaire invoque comme base juridique pour justifier sa doctrine administrative?

7. Dans la même hypothèse, est-ce que le Ministre est d'avis qu'une telle pratique soit compatible avec la devise de la progressivité de l'imposition?

8. Suivant nos informations, certaines entreprises ont appliqué par le passé des «stock options» plans basés sur les principes énoncés ci-avant, dans le seul but de défiscaliser une partie significative du revenu soit de leurs seuls cadres soit de tous leurs salariés. Certaines entreprises ont procédé à des réductions de salaire pour alimenter ces programmes, d'autres ont appliqué les programmes aux seules gratifications de fin d'année, payées traditionnellement comme complément de salaire soumis à l'impôt sur le revenu.

Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'administration devrait analyser de tels dossiers pour déterminer au cas par cas si ces pratiques ont comme première finalité de réduire la charge fiscale et relèvent à ce titre de l'abus de droit au sens de l'article 6 de la loi d'adaptation fiscale? Dans ces hypothèses, l'administration ne devrait-elle pas vérifier systématiquement si les conditions de requalification du programme en salaire pleinement imposable sont réunies?

9. Quel est le montant total de l'assiette imposée selon la circulaire en question? Quel est le nombre de contribuables concernés tant du côté des entreprises employeurs que des employés?

Réponse (4.7.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de l'établissement du revenu imposable provenant d'une occupation salariée, l'article 104 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) donne dans son alinéa 1er une définition de la notion «recettes» et formule, dans ses alinéas 2 et 3, certaines règles d'évaluation.

Ainsi, les biens et avantages ne consistant pas en espèces sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à disposition.

En ce qui concerne le traitement fiscal de l'avantage des «stock options» au regard des revenus provenant de l'exercice d'une occupation salariée, les dispositions suivantes ont figuré dans le projet de loi n°4855 déposé le 12 octobre 2001.

«Stock options

Il reste à noter que l'encadrement fiscal du mécanisme des «stock options» en faveur des salariés sera précisé au niveau d'une circulaire du directeur de l'Administration des Contributions directes (ACD) qui sera émise avant la fin de l'année 2001. En effet, le régime fiscal en question ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continuera à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R. Suivant les cas, l'imposition se fait soit lors de l'attribution de l'option, soit lors de l'exercice de l'option.»

En exécution de l'engagement précité, le directeur des contributions a émis le 11 janvier 2002 une circulaire administrative en la matière.

Cette circulaire distingue deux types d'options: les options individuelles ou virtuelles non librement négociables et celles librement négociables. Les premières sont imposées à l'exercice alors que les secondes le sont à l'octroi.

Options individuelles

Les options individuelles ne sont pas librement négociables et leur contre-valeur n'est pas à tout moment disponible pour le salarié. Du point de vue fiscal, ces options ne représentent pas l'octroi d'un bien, mais l'aménagement par l'employeur aux salariés de la possibilité de bénéficier éventuellement d'un gain futur. Les salariés ne réalisent un revenu de leur activité qu'au moment où ils exercent leur option d'achat des actions. L'avantage en nature est égal à la différence entre, d'une part, la valeur en bourse ou la valeur estimée de réalisation des actions obtenues et, d'autre part, le montant payé par les salariés pour l'acquisition desdites actions.

Dans certains cas, les actions acquises dans le cadre d'un tel plan d'option sur actions sont frappées d'une clause d'indisponibilité, c'est-à-dire que pendant un certain nombre d'années le salarié ne peut pas céder les actions qu'il a acquises dans le cadre du plan. Cette clause d'indisponibilité réduit la valeur intrinsèque de l'action, parce que pendant la période de blocage, le salarié ne peut céder lesdites actions ni pour réaliser une éventuelle plus-value, ni pour limiter une éventuelle moins-value qui est survenue au cours du blocage.

Aussi, pour tenir compte de la diminution de valeur consécutive à l'indisponibilité des actions, l'ACD admet-elle une décote de 5% par an, sans toutefois dépasser 20%, de la valeur en bourse ou de la valeur estimée de réalisation des actions obtenues dans le cadre du plan en vue de déterminer l'avantage en nature à imposer dans le chef du salarié. Le fait que le plan stipule que la clause d'indisponibilité des actions est levée dans certaines circonstances exceptionnelles (maladie grave, invalidité ou décès du salarié), ne porte pas atteinte à la mise en compte de la décote fiscale susvisée. Toutefois, si d'autres cas de déblocage anticipé se produisent par suite de certaines circonstances initialement non prévisibles, la décote préalablement accordée est à réduire en proportion de la période courue entre la date de la souscription et la date du déblocage anticipé des actions en cause.

L'avantage en nature résultant des options sur actions est à ajouter au salaire et est imposé comme une rémunération ordinaire du salarié. Comme pour toute autre rémunération, la retenue à la source prélevée doit être versée à l'administration pour le dix du mois suivant l'imposition.

Options librement négociables

L'octroi par l'employeur au salarié d'options qui sont librement négociables (cessibles au gré du salarié à des tiers, à des salariés de l'entreprise ou encore à l'employeur) constitue un avantage en nature pour les salariés au moment où ces options leur sont allouées. L'avantage à mettre en compte dans le chef du salarié est égal à la différence entre, d'une part, la valeur en bourse ou, à défaut, le prix estimé de réalisation des options et, d'autre part, le prix déboursé par les salariés pour l'acquisition desdites options.

Par options librement cessibles, il y a lieu d'entendre les options qui sont cessibles au gré du salarié à des tiers, à des salariés de l'entreprise ou encore à l'employeur.

Ne constituent pas des options de l'espèce, les options dont la possibilité de cession peut être, à tout moment ou dans certaines circonstances, annulée en tout ou en très grande partie soit par l'employeur, soit unilatéralement ou contractuellement (par exemple en cas de licenciement, de démission du salarié).

Dans certaines hypothèses, il arrive que l'employeur se réserve un droit de préemption sur les options allouées aux salariés avant que celles-ci ne puissent être offertes à des tiers. Cette circonstance ne constitue pas un élément dirimant au regard de l'imposition des options au moment de l'octroi, si la valeur de rachat des options offertes par l'employeur est conforme à la valeur estimée de réalisation desdites options.

L'avantage salarial représenté par l'octroi à titre gratuit ou à prix réduit des options est imposable en tant que rémunération ordinaire dans le chef des salariés bénéficiaires. Comme pour toute autre rémunération, la retenue à la source prélevée doit être versée à l'administration pour le dix du mois suivant l'imposition.

Lors de l'élaboration du budget pour l'année 2013, l'exposé des motifs du projet de loi n°6497 a retenu ce qui suit:

«2. Stock options

Le régime fiscal des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition légale particulière, mais les avantages résultant des plans d'options sur acquisition de parts sont imposés selon les articles 104 et 108 L.I.R. Le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions fait l'objet de la circulaire L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002. Cette circulaire sera modifiée, avec effet au 1er janvier 2013, notamment en ce qui concerne le champ d'application du régime.»

La valeur des options librement cessibles sera imposée, en l'absence d'une cotation en bourse et faute de l'évaluation à la méthode des économistes américains Myron Scholes et Fisher Black ou à une autre méthode comparable, à une valeur égale à 17,5% (en lieu et place des 7,5%) de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option.

En outre, la nouvelle circulaire exige que l'évaluation à 17,5% doive être conforme à des conditions raisonnables. Sur la base d'une note de service le directeur de l'ACD précise que ces conditions sont remplies au cas où les trois critères suivants sont respectés cumulativement:

1) La quote-part des options ne doit pas dépasser 50% de la rémunération brute annuelle totale (options étant comprises). Ce pourcentage doit s'apprécier sur une base individuelle pour chacun des participants du plan.

2) Le plan d'option ne peut s'appliquer qu'aux personnes définies à l'article L 211-27 (5) du Code du Travail.

3) Le plan d'option sur acquisition d'actions doit être conçu de telle sorte que le prix de l'option ne doit pas dépasser 60% de la valeur sous-jacente du titre.

Au cas où l'un des trois critères n'est pas rempli, il faut recourir obligatoirement à la méthode Scholes et Black ou à une autre méthode financière comparable.

Toutefois, aucune distinction en matière d'évaluation n'est faite pour ce qui est du choix de la société dans laquelle l'option accorde le droit à une action.

La note de service du directeur de l'ACD ne s'applique cependant pas aux options «classiques» mais uniquement aux options dont le sous-jacent est non corrélé aux titres de l'entreprise dits «plans warrants».

Des plans dits «syndiqués» qui regroupent des employés de plusieurs entreprises sont possibles.

En ce qui concerne le montant de la dépense déductible, l'article 45 L.I.R. dispose que les dépenses provoquées exclusivement par l'entreprise sont considérées comme dépenses d'exploitation. Il s'agit donc du montant déboursé par l'employeur.

Finalement, l'Administration des Contributions directes ne dispose pas de statistiques concernant les «stock options».

Q150

Question 2645 (27.3.2013) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **prochain plan quadriennal de l'Université du Luxembourg:**

Dans le contexte de l'établissement du prochain plan quadriennal pour l'Université du Luxembourg (UdL) pour les années 2014-2017, qui est censé être négocié entre le Gouvernement et l'UdL dans les mois à venir, des sources internes de l'UdL laissent entendre que le conseil de gouvernance table d'ores et déjà sur une croissance moyenne de la dotation de l'État au budget de l'UdL de 3% par an, inflation comprise. Étant donné qu'on peut s'attendre en moyenne à une tranche indiciaire de 2,5%, nonobstant d'éventuelles manipulations supplémentaires du mécanisme indiciaire, ne faut-il pas craindre qu'une telle limitation risque de bloquer le développement de l'université, lui laisse très peu de marge de manœuvre par rapport à sa masse salariale? En fait, une telle limitation risque même de mettre en cause le déroulement normal des carrières actuellement pratiqué par l'université, ce qui ne contribuerait guère à augmenter l'attractivité de l'UdL en vue de recrutements futurs et freinerait outre mesure la politique de recrutement de l'université, alors que le rapport d'évaluation interne présenté récemment souligne au contraire l'insuffisance des effectifs, en premier lieu au niveau du personnel administratif.

Si ces affirmations étaient correctes, elles ne seraient pas sans rappeler la discussion autour de l'enveloppe budgétaire globale des hôpitaux lors de la réforme des soins de santé, qui prévoyait également une progression annuelle limitée à 3%. Or, à l'époque, la commission parlementaire a introduit un amendement pour préciser qu'il s'agit d'une progression indiciaire (cf. dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'État du 26 novembre 2010, document parlementaire n°6196/5).

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une telle limitation à 3% par an de la progression de la contribution financière de l'État au fonctionnement de l'UdL est effectivement en discussion?

- Est-ce qu'il ne pense pas que si c'était le cas, il faudrait au moins, à l'instar de l'enveloppe budgétaire des hôpitaux, indiquer que le montant sera adapté à l'indice pondéré du coût de la vie?

Réponse (1.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Serge Urbany donnent lieu aux réponses suivantes:

De façon générale, le plan quadriennal de l'université est en cours d'élaboration; ce plan conduira à la conclusion du contrat d'établissement entre l'État et l'Université du Luxembourg. L'université jouit de l'autonomie et l'établissement du plan quadriennal est de sa seule responsabilité. Le Ministre intervient seulement après que le plan quadriennal a été approuvé par le conseil de gouvernance pour élaborer ensuite avec l'université le contrat d'établissement. Il n'appartient donc pas au ministre de prendre position par rapport à des discussions voire même des rumeurs au sein de l'université.

L'enveloppe budgétaire sera définie dans le cadre du contrat d'établissement et à ce sujet je renvoie l'honorable Député aux affirmations de Monsieur le Premier Ministre lors de son discours sur l'état de la nation.

Question 2647 (2.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **télémédecine:**

Das Luxemburger Wirtschaftsministerium unterstützt die „Medetel"-Veranstaltung in diesem Jahr in den Ausstellungshallen der LuxExpo. Es wird in der Newsletter des Veranstalters berichtet, dass unser Wirtschafsministerium seit Jahren aktiv ist in der Entwicklung und Umsetzung eines nationalen Planes für Gesundheitstechnologien mit internationalen Ambitionen. Auf der anderen Seite sind diese Technologien hier in Luxemburg bisher sehr wenig verwendet worden.

Fragen:

1) Was hat Luxemburg bisher in Sachen Telemedizin-Versorgung anzubieten und wie viele Menschen profitieren tagtäglich davon?

2) Welchen Mehrwert sieht der Wirtschaftsminister für unsere nationale Ökonomie durch die Entwicklung einer Plattform für Telemedizin als weitere Diversifikation unserer nationalen Wirtschaft?

3) Was sind die einzelnen implementierten nationalen Telemedizin-Programme und wer sind die Betreiber dieser Programme hierzulande?

4) Welche Rankings belegt unser Land in dieser Hinsicht in internationalen Vergleichsstudien?

5) Gibt es konkrete Projekte?

Réponse commune (28.6.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La télémédecine ou médecine à distance, qui consiste à utiliser des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de permettre ou de faciliter certains actes médicaux, est un domaine important dans le contexte de la politique de diversification économique, et ce pour différentes raisons:

- la présence à Luxembourg d'activités de recherche dans ce domaine, notamment au sein du département Santec du CRP Tudor, mais aussi dans des sociétés du secteur privé;

- la focalisation sur le secteur de la recherche biomédicale en général en tant que vecteur de croissance;

- l'avantage compétitif que représente l'infrastructure nationale (centres de données, connectivité, etc.) pour l'ensemble des activités liées aux TIC;

- les possibilités endogènes de diversification au sein du secteur des TIC, compte tenu du nombre d'acteurs et des compétences déjà présentes.

Le développement d'une plateforme nationale de télémédecine apporte un élément additionnel à la promotion de ce secteur d'activités en mettant en place les conditions nécessaires à l'adoption et à la mise en œuvre de la médecine à distance et en donnant un signal aux acteurs économiques de la volonté du Luxembourg à s'engager sur cette voie.

La télémédecine que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit comme étant «la partie de la médecine qui utilise la transmission par télécommunication d'informations médicales, en vue d'obtenir à distance un diagnostic, un avis spécialisé, une surveillance continue d'un malade, une décision thérapeutique», recouvre notamment les échanges d'avis entre professionnels de santé (téléconsultation, téléexpertise ou réunions par visioconférence…), l'assistance à distance, par des conseils diagnostiques et thérapeutiques, d'un patient ou la surveillance à domicile (télésurveillance et télédiagnostic), de même que la pratique à distance d'un acte médical spécifique (téléchirurgie…).

Force est de souligner que la télémédecine constitue ainsi un moyen prometteur permettant d'améliorer la qualité des soins au profit des patients dans certaines circonstances. La télémédecine ne saurait toutefois remplacer, voire se subsister au dialogue du patient avec son prestataire de soins de santé.

D'un point de vue infrastructurel, le Luxembourg dispose à l'heure actuelle, avec le HealthNet et le réseau mutualisé des hôpitaux, d'une connectivité sectorielle sécurisée à haut débit permettant d'organiser la circulation des données, notamment dans le cadre d'applications de télémédecine.

Les établissements hospitaliers se sont équipés de solutions de visioconférence permettant des échanges d'avis avec des experts nationaux ou étrangers.

Des expériences avec des solutions de télémonitoring ont été faites depuis plusieurs années, notamment dans le cadre d'un projet visant à développer une solution de télémonitoring permettant le suivi de patients à insuffisance cardiaque, financé à travers des fonds de recherche et des fonds du département ministériel de la santé.

Dans le domaine de l'imagerie médicale, le programme mammographie a été digitalisé en vue d'une meilleure qualité et rapidité. Dans ce même domaine, le CHL échange des clichés digitalisés avec l'infirmerie du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

L'échange d'avis entre professionnels, notamment entre un médecin de confiance en contact direct avec le patient et un expert au sein d'un centre de compétence national (par exemple l'INCCI) ou étranger (par exemple dans le domaine des maladies rares), est prometteur pour améliorer la qualité de certaines prises en charge nécessitant une qualification particulière spécifique.

Avec le vieillissement de notre population, les applications de télésurveillance et de téléassistance constitueront certainement des moyens privilégiés d'une prise en charge qualitative d'une patientèle plus fréquemment et plus longtemps prise en charge à domicile.

Le Luxembourg dispose déjà aujourd'hui d'une certaine expérience en la matière et l'Agence eSanté récemment créée va faciliter et soutenir le développement de la télémédecine au Luxembourg. À l'heure actuelle, l'Agence eSanté est en cours de sélectionner les partenaires industriels en vue de la mise en place et de l'exploitation d'une plateforme nationale d'échange et de partage de données de santé.

Question 2656 (12.4.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **archives nationales:**

Le jeudi 21 février 2013, le projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BNL) a été adopté par la Chambre des Députés.

Je tiens à souligner qu'une autre institution culturelle, à savoir les Archives nationales (ANLux), se trouve dans une situation au moins aussi précaire que celle de la Bibliothèque nationale. Dans ce contexte, j'aimerais rappeler le fait que, dû à la situation financière du pays, le projet pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Belval a été abandonné par le Gouvernement en 2008.

Actuellement les Archives nationales disposent, respectivement louent, trois dépôts annexes pour faire parer à leur problème de stockage. Un nouveau dépôt provisoire est en construction dans la zone industrielle Bourmicht à Bertrange pour héberger temporairement les archives stockées dans le bâtiment de la Poste à Luxembourg-gare qui va disparaître au cours de l'année 2014.

Vu l'état et les conditions de sécurité du bâtiment central sis au Plateau du St Esprit, il a été décidé de procéder à une mise en conformité dudit bâtiment. Ces travaux vont débuter vers la fin de l'année courante et apparemment les Archives nationales doivent fermer leurs portes au public pour une période prolongée.

Considérant ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

1) Quelle est l'envergure des travaux de mise en conformité et à combien s'élèvent les coûts de cette entreprise?

2) Quelles sont les conséquences de ces travaux pour le public et, en particulier, pour les étudiants et chercheurs de l'Université du Luxembourg?

3) Quels sont les impacts de tous ces travaux quant au fonctionnement et à la gestion interne des Archives nationales vu le manque chronique de personnel?

4) Quels sont les risques émanant de tous ces travaux et déménagements pour les documents?

5) Quel est l'avenir du projet initialement prévu à Esch/Belval?

6) En considérant les différents facteurs qui précèdent ne serait-il pas plus opportun de reprendre l'idée de la construction d'un nouveau bâtiment fonctionnel adapté aux besoins des Archives nationales au lieu d'investir des montants conséquents dans des mesures provisoires en sachant que les problèmes de place vont s'aggraver davantage dans le futur?

Réponse commune (1.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

1) Suite aux remarques émises par un organisme agréé et portant sur des insuffisances en matière de sécurité du bâtiment des Archives nationales, un bureau d'études a été chargé d'élaborer un concept reprenant les exigences soulevées par cet organisme. Ainsi, le bureau d'études a défini, sur avis du Service national de la sécurité dans la fonction publique, de l'Inspection du Travail et des Mines et du Service d'incendie et de sauvetage de la ville de Luxembourg, les travaux de mise en conformité à réaliser. Il est à noter qu'il s'agit en l'occurrence de mesures indispensables afin de pouvoir obtenir l'autorisation d'exploitation requise pour la poursuite des activités des Archives nationales.

Sont prévus en particulier l'installation de nouveaux tableaux électriques, d'un nouvel éclairage de secours, d'un nouveau système de détection incendie, d'un parafoudre et le remplacement et la mise en conformité des portes coupe-feu. Ces mesures incluent également les travaux accessoires tels la protection et l'emballage des documents d'archives. Le coût total de ces mesures de sécurisation s'élève à environ 860.000 euros HTVA, soit 1.180.000 euros toutes taxes, honoraires et frais compris.

En outre, un certain nombre de travaux de finition et de rénovation, complémentaires aux travaux de mise en conformité, seront effectués afin de garantir le bon fonctionnement du bâtiment des Archives nationales. Le coût de ces travaux est évalué à environ 180.000 euros HTVA, soit à 220.000 euros toutes taxes, frais et honoraires compris. Seront réalisés dans ce contexte des travaux de plâtrerie, des travaux de mise en peinture, un raccordement au réseau du chauffage urbain et l'installation de radiateurs sous combles, le remplacement de la porte d'entrée et de diverses autres portes extérieures et l'isolation de l'atelier de restauration dans les combles.

Le montant total du projet s'élève dès lors à quelque 1.400.000 euros TTC.

2) Compte tenu de l'envergure des travaux à réaliser et pour des raisons évidentes de sécurité, il a été retenu d'un commun accord avec les responsables des Archives nationales de proscrire l'accès du public aux Archives nationales pendant la réalisation des travaux de mise en conformité, dont la durée est estimée à environ quatre mois.

Afin de limiter les inconvénients pour les utilisateurs, les responsables des Archives nationales s'efforceront dans la mesure du possible de trouver des solutions de rechange.

3) Les travaux de mise en conformité ne manqueront pas d'impacter le fonctionnement et la gestion interne des Archives nationales. L'établissement d'un calendrier des travaux et la planification exacte des interventions sont indispensables pour permettre au personnel d'assurer ses missions dans les meilleures conditions.

4) Les Archives nationales vont faire procéder à l'emballage des documents des archives en vue de leur protection par une entreprise spécialisée qui sera chargée de veiller à ce que toutes les mesures de protection soient maintenues pendant toute la durée du chantier.

5) Le Gouvernement ayant dû adapter son budget d'investissement depuis plusieurs années aux conditions économiques et à la situation budgétaire de l'État, il fallait à l'heure actuelle finaliser sur le site Belval prioritairement les bâtiments qui seront affectés à l'Université du Luxembourg, ceci afin que l'université puisse ouvrir ses portes à Belval dans les meilleurs délais possibles.

Le projet de construction de nouvelles Archives nationales à Belval a donc dû être reporté.

6) Les travaux de rénovation du bâtiment actuel sont absolument nécessaires afin de continuer à faire fonctionner les Archives nationales dans de bonnes conditions dans le court terme et cela même si des travaux pour des nouvelles archives devaient débuter incessamment.

Il importe de soulever que ces travaux seront en grande partie nécessaires et cela quelle que soit l'affectation future des bâtiments actuellement attribués aux Archives nationales. Il en va de même pour l'extension des possibilités de stockage en construction pour les Archives nationales à Bertrange-Bourmicht. Ces bâtiments, adjacents aux ateliers de l'Administration des Bâtiments publics, sont conçus de façon à pouvoir être réutilisés par cette administration dès qu'ils pourront être libérés par les Archives nationales après leur déménagement dans un nouveau siège.

Question 2673 (19.4.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **personnes âgées souffrant d'une maladie psychiatrique:**

Considérant l'évolution démographique de la population au Grand-Duché de Luxembourg, il échet de constater que de plus en plus de personnes âgées sont atteintes de problèmes psychiatriques chroniques et que notamment chez les personnes de plus de 60 ans, 21% nécessitent des traitements psychiatriques.

Dans les maisons de soins comme dans les centres intégrés pour personnes âgées (CIPA), la prise en charge de ces personnes ne peut se faire vu l'infrastructure et l'organisation de ces institutions, de sorte que l'admission de ces dernières a été prise en charge fréquemment par le CHNP.

Or, d'après mes informations, l'admission définitive des personnes âgées atteintes de problèmes psychiatriques chroniques ne se fait désormais plus dans cet hôpital.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant combien de personnes âgées souffrent d'une maladie psychiatrique chronique (telle que schizophrénie, névrose) au Grand-Duché de Luxembourg?

2) Est-il vrai que l'admission des personnes âgées atteintes de troubles psychiatriques chroniques ne se fait plus au CHNP?

3) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'en indiquer les raisons?

4) Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre à l'avenir pour trouver une solution au problème de l'admission définitive des personnes âgées atteintes d'une maladie psychiatrique chronique?

Réponse (20.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Députée en l'informant que le Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP) admet toujours des patients âgés atteints de troubles psychiatriques chroniques. Or, il n'est pas dans la mission du CHNP de prendre en charge des patients souffrant d'une démence non accompagnée de troubles psychiatriques, étant donné que cette mission relève des maisons de soins. L'admission au CHNP n'est dès lors pas liée à l'âge d'un patient.

Par ailleurs, les soins de longue durée des personnes âgées, avec ou sans maladies chroniques, sont prestés par différentes institutions relevant de la tutelle du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Lorsqu'une personne âgée est atteinte d'une maladie mentale chronique et qu'une dégradation aiguë de son état de santé a lieu, cette personne âgée est tout d'abord prise en charge dans un service psychiatrique d'un hôpital aigu, parfois suivi d'un séjour au CHNP si son état psychiatrique ne s'est pas stabilisé ou s'est dégradé et nécessite encore des soins ou traitements de réhabilitation psychiatrique.

En dernier lieu, je voudrais faire part à l'honorable Députée des statistiques suivantes, qui ont été élaborées par la cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et qui ont trait à l'année 2010.

- Personnes dépendantes présentant un trouble psychiatrique au titre de cause principale de la dépendance.

Selon une classification propre à l'assurance dépendance: ne sont pas reprises dans ce groupe les personnes atteintes de démence et de troubles des fonctions cognitives.

Genre	**2010**
Femmes	339
Hommes	210
Total	549
Groupes d'âge	**2010**
0-19 ans	3
20-59 ans	71
60-69 ans	122
70-79 ans	162
80-89 ans	165
90 ans et plus	26
Total	**549**

- Personnes dépendantes présentant une pathologie relevant du chapitre V de la classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD 10) - troubles mentaux et du comportement.

Groupes d'âge	**2010**
0-19 ans	191
20-59 ans	282
60-69 ans	223
70-79 ans	516
80-89 ans	1.160
90 ans et plus	397
Total	**2.769**

Genre	**2010**
Femmes	1.869
Hommes	900
Total	2.769

Question 2680 (23.4.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **réduction de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics:**

Récemment l'Université du Luxembourg a publié une étude suivant laquelle il existe un large potentiel (jusqu'à 50%) pour réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments publics. Pour donner le bon exemple l'État devrait se doter d'un plan d'assainissement pluriannuel en relation avec l'exploitation de ce potentiel d'économie d'énergie.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce qu'un tel plan d'assainissement énergétique pour les bâtiments étatiques existe? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des informations détaillées (objets, mesures, résultats souhaités, échéances, coûts) en relation avec ce plan d'assainissement?

- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de se doter d'un tel plan d'assainissement dans les plus brefs délais et de mettre à disposition les budgets nécessaires afin de réaliser les mesures nécessaires?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de présenter un tel plan aux membres de la Commission du Développement durable?

Réponse (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il y a lieu de relever que l'étude (thèse de doctorat) de l'Université du Luxembourg a été réalisée en collaboration avec l'Administration des Bâtiments publics qui a mis à disposition les données de nombreux bâtiments de l'État pour analyser leur potentiel en économie d'énergie. Cette étude fournit un état des lieux précieux, tout en apportant en même temps une contribution scientifique à la stratégie d'assainissement poursuivie par l'Administration des Bâtiments publics.

Cette stratégie d'assainissement énergétique s'applique à de nombreux projets étatiques en cours de planification ou en exécution et elle s'adapte aux situations réelles telles qu'elles se présentent dans le cadre des interventions de rénovation et des adaptations fonctionnelles, structurelles, techniques ou encore architecturales. Ainsi, la stratégie poursuivie par l'administration repose sur plusieurs critères qui dépassent le seul point de vue de l'assainissement énergétique, en tenant compte des particularités liées à chaque bâtiment pris isolément.

En ce qui concerne le coût des mesures d'assainissement mis en comparaison, l'étude de l'Université du Luxembourg prend en compte les mesures d'assainissement les moins onéreuses possibles pour améliorer la performance énergétique. Cependant, les standards d'exécution appliqués par l'Administration des Bâtiments publics sont souvent plus coûteux du fait que la performance énergétique n'est pas le seul critère à considérer lors du choix des matériaux. Aussi, les chantiers entamés par l'administration ne se limitent pas aux mesures purement énergétiques, mais comportent souvent également des travaux concernant la fonctionnalité et la salubrité des bâtiments. La durabilité, la facilité d'entretien et le respect du caractère architectural des immeubles existants n'étant que quelques exemples de critères supplémentaires à considérer.

À signaler également que l'étude préconise l'enchaînement des différentes mesures par corps de métiers sur la totalité des bâtiments concernés: l'isolation des toitures et des dalles sur sous-sol, l'isolation des façades, le remplacement des anciennes chaudières et le remplacement des fenêtres à vitrage simple. Cette approche, bien que convaincante et attractive du point de vue théorique, n'est pas toujours réalisable pour des raisons d'organisation et de disponibilité des ressources humaines et financières nécessaires à gérer ces multiples chantiers parallèles.

Pour ce qui est des immeubles plus récents, il y a lieu de préciser que la plupart des immeubles étatiques construits depuis 2000 ne nécessitent pas de mesures d'assainissement. Ces nouvelles constructions ont été réalisées en appliquant des concepts de durabilité et d'efficience énergétique dès leur planification. À noter que l'Administration des Bâtiments publics a élaboré, ensemble avec des experts luxembourgeois et étrangers, des concepts spécifiques alliant efficience énergétique et confort d'utilisation pour des bâtiments scolaires («Energieeffiziente Lyzeen») ainsi que pour des bâtiments administratifs («Komfort- und Energieoptimierte Bürogebäude»). Des lycées comme le Atert-Lycée, le nouveau Lycée de Junglinster, le bâtiment de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette, le bâtiment de la police sis rue Curie à Verlorenkost ou encore le nouvel immeuble pour l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch ont été planifiés et réalisés en mettant en œuvre ces concepts. Le dernier projet cité va même au-delà des concepts retenus, s'agissant d'un projet-pilote à énergie positive.

Il est également à noter que les services de l'Administration des Bâtiments publics sont en voie d'élaborer un concept visant à identifier et mettre en œuvre les économies d'énergie potentielles supplémentaires après la mise en service des bâtiments (optimisation de la régulation des installations techniques et du paramétrage de réglage en fonction du profil d'utilisation réel du bâtiment, sensibilisation de l'utilisateur).

En ce qui concerne l'assainissement énergétique des autres bâtiments faisant partie du patrimoine de l'État et qui tombent sous la responsabilité de l'Administration des Bâtiments publics, il est, depuis 2011, progressivement procédé pour tous les immeubles étatiques, dont la surface est supérieure à 1.000 m², à l'établissement de certificats de performance énergétique (CPE) afin de mieux connaître les caractéristiques en matière de consommation d'énergie. Les résultats de ces certificats constituent un outil permettant non seulement une visualisation globale de l'état énergétique des différents bâtiments par catégorie (établissements scolaires, bâtiments administratifs, etc.) mais aussi à mieux déterminer les priorités en matière d'assainissement. Le choix de ces priorités est également conditionné, outre par le potentiel de réduction des consommations d'énergie, par d'autres facteurs tels que le degré de dégradation et de vétusté du bâtiment et de ses installations, les éventuelles modifications substantielles requises, l'éventuel changement d'affectation de l'immeuble, l'urgence d'une intervention, la nécessité de déloger provisoirement les utilisateurs, les coûts d'investissements, les moyens en personnel de l'administration, etc.

Souvent des mesures ponctuelles d'assainissement plus légères sont suffisantes pour de nombreux immeubles afin de réduire sensiblement leurs consommations en énergie. Par le biais du Fonds d'entretien et de rénovation, créé en 2007 dans l'optique d'un entretien préventif permettant de revaloriser le patrimoine domanial et de prévenir sa dégradation, un budget de quelque 7.800.000 euros a été investi au cours de ces quatre dernières années uniquement pour des travaux de remplacement de fenêtres, d'isolation des toitures ou des façades, de remplacement des installations de chauffage par un système plus performant, respectivement pour la mise en œuvre d'installations d'énergies renouvelables.

Un immeuble ancien, nécessitant un assainissement énergétique, présente souvent, en dehors des déficiences touchant l'enveloppe extérieure, également des défaillances au niveau des installations techniques et de sécurité, de l'organisation spatiale nécessitant une remise à niveau globale intérieure. Ces assainissements dits «lourds» sont engendrés par une combinaison de plusieurs facteurs (degré de vétusté, consommation d'énergie excessive, changements de l'affectation ou des besoins de l'utilisateur, etc.)

Aussi l'Administration des Bâtiments publics a-t-elle répertorié les bâtiments à fort potentiel en matière d'économie d'énergie. Un bureau spécialisé avait été chargé en 2009 de l'analyse de l'efficience énergétique d'une quinzaine de lycées datant de plus d'une dizaine d'années. Ainsi les travaux d'assainissement d'établissements scolaires actuellement en cours sont les projets de rénovation du Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette, de l'Athénée de Luxembourg, de l'aile gendarmerie du Lycée classique d'Echternach et du bloc 2000 du Lycée technique Michel Lucius à Limpertsberg. D'autres projets d'assainissement comme la rénovation de l'annexe du Lycée classique de Diekirch à Mersch, du Lycée Michel Rodange, du bloc 3.000 du Lycée technique Michel Lucius ou encore du bâtiment scolaire du Lycée technique du Centre à Limpertsberg sont actuellement en préparation ou en voie de planification. Le financement de ces projets est assuré par le biais des fonds d'investissements publics scolaires dont le programme pluriannuel tient compte des dépenses à engager.

Un assainissement énergétique global du domaine thermal à Mondorf est également programmé dans le cadre du projet de la mise à niveau respectivement du réaménagement des différents bâtiments du complexe. Ce projet est également inscrit dans le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics.

Concernant les bâtiments administratifs ayant fait l'objet d'un assainissement énergétique d'envergure au cours des quatre dernières années, il y a lieu de citer le bâtiment du Ministère de l'Éducation nationale sis rue Notre Dame à Luxembourg, le foyer Eislécker Heem à Lullange, la ferme Grisius à Lultzhausen, trois pavillons au centre militaire Herrenberg ou encore la maison d'enfants de l'État à Dudelange.

Pour l'ensemble des projets d'envergure, les dépenses réalisées au cours des quatre dernières années pour les mesures se rapportant essentiellement à l'assainissement énergétique s'élèvent à quelque 15.700.000 euros.

En ce qui concerne les résultats de ces mesures d'assainissement énergétique réalisées et projetées, le gain moyen escompté en consommation énergétique est d'environ 50%. Cependant, seul le monitoring prévu des consommations réelles avant et après la réalisation des travaux d'assainissement révèlera les économies énergétiques réelles.

En conclusion, l'on peut retenir que le sujet très complexe de l'assainissement énergétique se voit être mis en application dans de nombreux projets étatiques en cours de planification ou en exécution pour lesquels le volet d'assainissement énergétique est un des points-clés des études. Il y a donc plutôt lieu de parler de «stratégie d'assainissement énergétique», adaptée aux situations réelles telles qu'elles se présentent, ceci dans le cadre d'interventions de rénovation et d'adaptations fonctionnelles, structurelles, techniques ou architecturales et non de «plan d'assainissement». Tel que décrit ci-avant, cette stratégie respectera les priorités tant au niveau des contraintes de l'utilisateur ou de l'occupant tout comme au niveau des ressources humaines et budgétaires. Les projets de rénovation de grande envergure sont regroupés dans les trois fonds d'investissements publics (administratifs/scolaires/sanitaires et sociaux) avec environ 40 millions d'euros/an, ceux de moyenne et de petite envergure dans le Fonds d'entretien et de rénovation, avec également 50 millions d'euros/an.

Il va de soi que, si la Commission du Développement durable le souhaite, je me tiens à son entière disposition pour venir lui présenter la stratégie d'assainissement des bâtiments publics en général et de l'assainissement énergétique en particulier mise en œuvre par l'Administration des Bâtiments publics.

Question 2689 (29.4.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **formation «case management» de l'Institut Universitaire International Luxembourg:**

In einer Tageszeitung wurde berichtet, dass das Münsbacher „Institut Universitaire International Luxembourg" (IUIL) einen Lehrgang für „case management" im Gesundheits- und Sozialbereich plant.

Fragen:

1) Wer war der Auftraggeber dieser Studie?

2) Aus welcher politischen und strategischen Motivation heraus wurde diese Studie angefertigt mit der Idee, einen Studiengang zum Thema „case management" in diesem Land zu planen?

3) Ist das Ministerium direkt in die Diskussion und Planung dieses Projektes mit eingebunden?

4) Ist „case management" nunmehr über Nacht zum strategischen medizinischen und pflegerischen Versorgungsmodell in Luxemburg geworden?

5) Wie sind die konkreten Inhalte des Lehrplanes „case management"?

6) Welche Lehrkräfte werden die Lehrgänge übernehmen?

7) Wird der geplante IUIL-Kurs den Zertifizierungslehrgängen entsprechen, die im nahen und fernen Ausland angeboten werden oder in Planung sind, wie in Deutschland oder den USA?

8) Können die Absolventen sich nach Abschluss des Lehrganges als „zertifiziert" in „case management" erklären?

9) Wer trägt die Kosten dieses Projektes?

10) Welche konkrete Karrieremöglichkeit eröffnet das Studium von „case management" den Absolventen im nationalen Gesundheitswesen?

11) Wird es zu einer höchstoffiziellen nationalen Anerkennung dieses Abschlusses kommen, mit Einschreibung in die Kollektivverträge mit dem entsprechenden Entgelt?

12) In welchem Maße ist das Centre de formation professionnelle continue Dr Robert Widong in die Planungen zu diesem Studiengang eingebunden?

Réponse (2.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das „Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL)" ist ein Weiterbildungsinstitut, das laut „règlement grand-ducal du 22 avril 1974 portant création de l'Institut Universitaire International Luxembourg" der Obhut des Hochschul- und Forschungsministeriums unterliegt.

Die Weilerbildungsprogramme und die Lehrpläne werden vom IUIL in enger Zusammenarbeit mit seinen Kooperationspartnern erarbeitet. Im Gesundheitswesen ist die „Fédération des hôpitaux luxembourgeois" ein solcher Partner.

Das Gesundheitsministerium ist jedoch nicht an der Ausarbeitung solcher Weilerbildungsprogramme beteiligt, und demzufolge auch nicht an der Organisation einer eventuellen „case management"-Ausbildung für Führungskräfte der Krankenhäuser.

Meinen Informationen nach wird momentan kein „case management"-Lehrgang am IUIL angeboten. Die Verantwortlichen des IUIL hätten demnach nur eine Studie betreffend die Nachfrage nach einer „case management"-Weiterausbildung in Auftrag gegeben.

Question 2694 (2.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **échanges d'informations fiscales pour les entreprises:**

An engem Interview mat der internationaler Press huet den Här Finanzminister erkläert, datt Lëtzebuerg bereet wier, d'Bankgeheimnis och fir déi multinational Konzerner opzeginn. Wat d'Privatleit ugeet, wieren eng Rei perséinlech Donnéeë wéi d'Gehälter, d'Pensiounen oder d'Bezuelung vu Liewensversécherunge vum Informatiounsaustausch betraff.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Firwat huet den Här Finanzminister net am Virfeld d'Chamber iwwer sou wichteg Décisiounen informéiert a consultéiert? Ginn dem Här Finanzminister seng Propositioune vun der ganzer Regierung gedroen?

2. Ass am neien Héije Comité fir d'Industrie iwwert déi do Entwécklung diskutéiert ginn? Wéi stelle sech d'Vertrieder vum Patronat zum Här Finanzminister senge Propositiounen?

3. Wéi eng Implikatiounen hunn déi do Propositiounen op eise Finanzsecteur, inklusiv dem Versécherungssecteur? Gouf mat de Vertrieder vun der Finanzplaz am Virfeld iwwert déi do Propositiounen diskutéiert?

4. Wéi eng Implikatiounen hunn déi do Propositiounen insgesamt op de Wirtschafts- a Finanzstanduert Lëtzebuerg?

5. Firwat wielt den Här Frieden an der Lescht exklusiv de Wee iwwer Zeitungsinterviewen an der internationaler Press, fir Propositioune vun der Regierung bekannt ze ginn, an net de méi normale Wee vu Pressekonferenze mat Invitatioun un déi international Press? Ass dat net och e Manktum u Respekt géintiwwer dem Lëtzebuerger Pressewiesen?

6. Firwat huet den Här Finanzminister grad elo déi do Konzessioune gemaach? Stoung hien ënner Drock am Kader vum G20, vun der OECD, oder der EU? Wa jo, vu wiem genee a wat gouf do gesot?

7. Ass den Här Minister sech bewosst, datt déi international Press seng Propositiounen als en „180-Grad-Richtungswiessel" an als en „Aknicken" an en „Op-d'Knéie-falen" vun eisem Land interpretéiert? Mengt den Här Minister, datt mir op déi Manéier nach iergendeng Kredibilitéit a Verhandlungen hätten?

8. Sinn an deene Beräicher vum Bankgeheimnis am Ableck EU-Direktiven an der Maach? An, wa jo, wat ass do déi Lëtzebuerger Positioun? Sinn dem Här Finanzminister seng Propositiounen an iergendengem Punkt iwwert dat rausgaang, wat eng strikt Interpretatioun vun den EU-Direktiven eventuell verlaangt hätt?

9. Wéi eng Konsequenze kënnen déi do Propositioune vum Här Finanzminister op eise Statsbudget hunn? Wéi wëllt d'Regierung dat mannert Akommes kompenséieren, dat duerch dem Här Finanzminister seng Propositioune riskéiert ze entstoen?

10. Plangt d'Regierung och Ännerungen am Beräich vun der Besteierung vun den Entreprisen, sief et an der Héicht oder an der Assiette, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn an Aktivitéiten am Ausland?

11. Plangt d'Regierung Ännerunge bei der Besteierung vun de klengen a mëttleren Entreprisen oder Erhéijunge vun der direkter Steier bei de physesche Persounen?

12. Wéi eng Informatioune genee wëllt d'Regierung iwwer Privatleit un auslännesch Steierautoritéite viruginn? U wéi eng Länner a vu wéini un? Wéi e Stellewäert hunn de Schutz vun der Privatsphär, d'Confidentialitéit an den Dateschutz nach op der Finanzplaz Lëtzebuerg?

13. Kann den Här Finanzminister garantéieren, datt all déi Finanzplazen, déi op briteschem Territoire leien, wéi zum Beispill op de Kanalinselen, déiselwecht Zesummenaarbecht mat de Steierautoritéiten offréieren?

Réponse (23.5.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Monsieur le Premier Ministre a exposé en détail à la Chambre des Députés le raisonnement qui a conduit le Gouvernement à accepter l'échange automatique d'informations dans l'Union européenne dans le cadre de la directive fiscalité de l'épargne. Dans ledit discours, l'honorable Député trouvera également les réponses aux questions relatives à la date d'entrée en vigueur desdites mesures et les pays concernés. Par ailleurs, le Ministre des Finances a informé la Commission des Finances des négociations avec les États-Unis sur FATCA.

Finalement, la Chambre aura l'occasion de se prononcer sur la décision du Gouvernement au moment de l'adoption du projet de loi, non encore déposé, visant à transposer en droit luxembourgeois la modification des règles relatives au secret bancaire.

L'évolution en matière de secret bancaire a été discutée à plusieurs reprises avec les représentants du secteur financier, notamment au sein du Haut Comité pour la place financière.

En ce qui concerne l'imposition des sociétés multinationales, sujet qui n'a rien à voir avec le secret bancaire, le Luxembourg participera activement aux travaux de l'OCDE, appelés BEPS (base erosion and profit shifting) visant à assurer une juste imposition des sociétés multinationales. Aucune modification des règles relatives à l'imposition des sociétés n'est actuellement prévue à Luxembourg dans ce contexte.

Question 2695 (3.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement des frais de traitement en cas de maladie rare:**

D'Remboursementer vun der Gesondheetskeess respektiv der Statsbeamtekrankekeess si fir vill Leit vu grousser Wichtegkeet, fir sech kënnen déi medizinesch Traitementer ze leeschten, déi si brauchen. Si droen domat och e wichtegt Stéck dozou bäi, fir eng Zwouklassegesellschaft hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren; déi eng, déi sech kënnen anstänneg medizinesch Soine leeschten an déi aner, déi dat eben net kéinten.

Et gëtt allerdéngs eng Rei vu ganz seelene Krankheeten, déi zwar kënne behandelt oder souguer geheelt ginn, mä nëmme mat ganz grousse finanzielle Mëttelen. An der Belsch gëtt zum Beispill am Ableck vill iwwert de Fall vun engem Bouf vu siwe Joer diskutéiert, deen um «Syndrome hémolytique et urémique atypique (SHUA)» leit. An esou Fäll ass et dacks liewenswichteg, datt d'Patiente sech déi néideg Medikamenter kënne leeschten.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi sinn esou Situatiounen hei zu Lëtzebuerg geregelt?

2. Wéi ginn déi Patiente finanziell ënnerstëtzt, déi u seelene Krankheete leiden?

Réponse (29.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il convient de noter que le concept de maladies rares n'existe pas en tant que tel dans le cadre de l'assurance maladie de sorte que la prise en charge des prestations se fait selon les dispositions de droit commun.

Il existe toutefois certaines exceptions concernant les domaines suivants:

1. Le programme de médecine préventive

S'agissant de l'accès au diagnostic identifiant certaines maladies rares, il y a lieu de rappeler que des mesures sont déjà prises au stade néonatal. En effet, dans le cadre d'un programme de médecine préventive mis en place en collaboration avec la Direction de la santé conformément à l'article 17 du Code de la sécurité sociale, un screening néonatal permet de dépister des maladies rares telles que la phénylcétonurie, l'hyperthyroïdie congénitale, l'hyperplasie congénitale ou la déficience en NCAD.

2. La prise en charge des médicaments pour le traitement des maladies orphelines

Au sujet des médicaments, l'article 107 point 3 des statuts de la Caisse Nationale de Santé prévoit que: «ne sont pris en charge que sur autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale et sous les conditions définies à l'annexe D dans les listes énumérées ci-après (...) les médicaments à prescription restreinte figurant à l'annexe D, liste numéro 9».

Autrement dit, à condition d'obtenir un accord préalable du Contrôle médical, ces médicaments peuvent être pris en charge par la Caisse Nationale de Santé.

3. La prise en charge des autres prestations

En ce qui concerne les autres prestations, le Code de la sécurité sociale prévoit, d'une part, en son article 17, alinéa 1, que sont pris en charge dans une mesure suffisante et appropriée les soins de médecine et, d'autre part, dans son article 19, alinéa 3, que dans des cas exceptionnels à constater par la Caisse Nationale de Santé sur base d'un certificat circonstancié du médecin traitant, l'acte ne figurant pas dans la nomenclature peut être pris en charge sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale qui fixe un tarif en assimilant cet acte à un autre acte de même importance.

4. Les autorisations de traitement à l'étranger

S'agissant des traitements hospitaliers stationnaires effectués en dehors du Luxembourg, cette prise en charge se fait par l'obtention d'une autorisation de transfert à l'étranger (formulaire S2) et suivant les taux et tarifs applicables d'après la législation du pays où les soins médicaux sont dispensés. Dans cette hypothèse et conformément à la jurisprudence Van Braekel (CJCE du 12 juillet 2001), le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé, si l'assuré avait été hospitalisé au Luxembourg, de sorte que la Caisse Nationale de Santé est amenée le cas échéant à payer un complément en ce sens.

La Caisse Nationale de Santé prend en charge le coût moyen d'hospitalisation s'élevant actuellement à 670 EUR par jour. En outre, et suivant l'article 26, alinéas 3 et 4 des statuts de la Caisse Nationale de Santé, «en cas de traitement autorisé dans un pays avec lequel le Luxembourg n'est pas lié par un instrument bi- ou multilatéral en matière d'assurance maladie, la prise en charge est effectuée sur base des tarifs applicables au Luxembourg, ou à défaut, sur base des tarifs fixés par le Contrôle médical par analogie aux tarifs luxembourgeois. La prise en charge du traitement en milieu hospitalier est effectuée jusqu'à concurrence du coût moyen d'hospitalisation déterminé pour la période concernée. Le montant maximal de la prise en charge du traitement hospitalier est majoré de cent pour cent au cas où le traitement n'est pas possible dans un État qui est lié au Luxembourg par un instrument bi- ou multilatéral comprenant l'assurance maladie».

Suivant l'alinéa 6 de l'article 26 des prédits statuts, «en cas de traitement autorisé dans un pays avec lequel le Luxembourg est lié par un instrument bi- ou multilatéral en matière d'assurance maladie, mais où le traitement ne peut être effectué par un prestataire relevant du régime d'assurance maladie légale de ce pays, les alinéas 3 et 4 sont applicables par analogie».

S'agissant de la transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers, le nouvel article 20 du Code de la sécurité sociale en reconnaît implicitement la prise en charge en prévoyant, que «la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable, si les prestations de soins de santé transfrontaliers, indispensables suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, ne sont pas prévues par la législation luxembourgeoise».

Question 2696 (3.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **remboursement d'implants dentaires:**

D'Remboursementer vun der Gesondheetskeess respektiv der Statsbeamtekrankekeess, si fir vill Leit vu grousser Wichtegkeet, fir sech kënnen déi medizinesch Traitementer ze leeschten, déi si brauchen. Si droen domat och e wichtegt Stéck dozou bäi, fir eng Zwouklassegesellschaft hei zu Lëtzebuerg ze verhënneren, déi eng, déi sech kënnen anstänneg medizinesch Soine leeschten, an déi aner, déi dat eben net kéinten.

Wat d'Zännimplantater ugeet, schéngt et allerdéngs esou ze sinn, datt se net an der Nomenklatur vun de medizineschen Akten an Déngschtleeschtunge vun den Dokteren an Zänndokteren opgezielt ginn, op déi sech d'Krankekeese beruffen, wa si iwwer Remboursementer décidéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Regierung iwwert de Remboursement vun Zännimplantater?

2. Ass d'Regierung bereet, fir Initiativen ze huelen, fir datt sou Implantater an Zukunft remboursëiert ginn?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, l'article 17 du Code de la sécurité sociale a pris la teneur suivante:

«Art. 17. Sont pris en charge dans une mesure suffisante et appropriée (…)

5. les orthèses, prothèses, épithèses et implants dentaires; (…)».

À l'avenir il serait dès lors possible de prendre en charge des implants dentaires. Or, à l'heure actuelle la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes ne prévoit pas de tarifs pour les implants dentaires.

Au niveau légal, les adaptations du Code de la sécurité sociale ont donc été réalisées pour créer la possibilité d'une prise en charge par l'assurance maladie d'implants dentaires selon des modalités à définir.

La question sera à traiter lors d'une prochaine révision de la nomenclature des médecins-dentistes.

Question 2697 (3.5.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **certification de certaines formations:**

Des associations sans but lucratif sont actives à rendre des personnes employables par des cours et des formations professionnelles. Elles s'adressent en particulier à des femmes «rentrantes». Comme ces cours et formations ne sont pas certifiés par des diplômes puisque les a.s.b.l. ne peuvent en accorder, les intéressés qui ont fourni un gros effort pour se qualifier ne peuvent cependant revendiquer des salaires en accord avec le niveau de qualification atteint.

- Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est conscient de cette situation? Comme le «Lifelong learning» prend de plus en plus d'importance dans la vie professionnelle et qu'il se pratique aussi par des formations informelles, ne faudrait-il pas prévoir une démarche de certification permettant de valoriser les efforts fournis?

Réponse (11.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La situation décrite par l'honorable Député correspond bien à la réalité. D'après une récente étude menée par le Statec sur un échantillon de 3.000 résidents âgés entre 25 et 64 ans, il ressort que 70% des personnes interrogées ont participé à une activité d'éducation ou d'apprentissage au cours des douze derniers mois. Pour la plupart des formations suivies, il s'agissait de formations non formelles, c'est-à-dire «d'activités d'éducation institutionnalisées mais en dehors de l'échelle des programmes de l'éducation nationale». Seuls 10% des adultes ont suivi une formation formelle, c'est-à-dire qui débouche sur un diplôme ou une certification officiellement reconnue.

Si le taux de participation au Lifelong Learning est donc très élevé - le taux est parmi les plus élevés d'Europe avec les pays scandinaves - la plupart des formations suivies ne sont à l'heure actuelle pas capitalisables pour mener à un diplôme formel.

Le livre blanc[1] sur la stratégie nationale du Lifelong Learning, adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 23 novembre 2012 et élaboré en concertation avec les principaux acteurs en la matière, notamment les chambres professionnelles, prévoit dans son 4e principe la mise en place d'un système de certification transparent et perméable qui comprend des unités transférables. La concrétisation de ce principe implique, d'une part, l'intégration de l'apprentissage non formel et informel dans un système de crédits pour aboutir à une certification du Lifelong Learning reconnue par tous les acteurs (mesure 2). D'autre part, elle requiert la mise en place d'un mécanisme d'accréditation de l'éducation et de la formation des adultes (mesure 5) qui permettrait à des organismes de formation externes, comme les chambres professionnelles ou des a.s.b.l. une fois accréditées, de dispenser des formations capitalisables. La mesure 2 prévoit aussi de développer des voies de formation spécifiques aux adultes permettant de certifier des formations qui ne sont pour l'instant pas certifiables, telles les formations évoquées pour femmes «rentrantes».Certifier une telle formation signifie lui attribuer un niveau dans le cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) prévu dans la mesure 1 du livre blanc sur la stratégie nationale du Lifelong Learning.

La commission consultative du Lifelong Learning, initiée en janvier 2013 et présidée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, analyse actuellement les différentes possibilités de mise en place d'un système de crédits pour la formation des adultes.

[1] http://www.men.public.lu/actualites/2012/12/121203_livre_blanc_lll/130304_s3l_livreblanc.pdf

Question 2698 (3.5.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **quotas d'émissions de CO_2:**

La Commission européenne vient de publier le tableau en relation avec les émissions réelles 2008-2012 des entreprises qui sont régies par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS).

Suivant ce tableau (en annexe; ligne 10.687) les émissions réelles de l'usine d'ArcelorMittal à Schifflange/Rodange en 2012 ne se chiffrent qu'à 151 tonnes de CO_2, ce qui s'explique par la diminution de la production du train à fil de Schifflange. Or, ArcelorMittal avait gratuitement reçu de l'État des quotas d'émission à hauteur de 81.073 tonnes de CO_2 pour le site en question. Sur le marché international des émissions de gaz à effet de serre ce surplus représente un gain d'une certaine valeur pour ArcelorMittal.

Monsieur le Ministre délégué avait annoncé au Parlement en mai 2012 que les quotas d'émissions de CO_2 non utilisés par ArcelorMittal seront réclamés, si le site de Schifflange ne produit plus. Suite à la fermeture déplorable dudit site en 2013, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

1. Quelles démarches précises est-ce que le Gouvernement a entreprises afin d'obtenir la restitution des quotas d'émission de CO_2 non utilisés par ArcelorMittal dans l'usine de Schifflange/Rodange (surplus de 80.922 t en 2012)?

2. Quel est à l'heure actuelle le résultat de ces démarches?

3. Si les objectifs n'ont pas encore été atteints, de quelle façon Monsieur le Ministre entend-il poursuivre ses démarches afin de tenir sa promesse faite en mai 2012 à la Chambre des Députés?

Réponse (12.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Étant donné la cessation de l´exploitation de l´installation ArcelorMittal Rodange et Schifflange - site de Schifflange - à durée indéterminée fin 2011 et la non reprise des activités au cours de l'année 2012, le Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures a sollicité, par voie d'arrêté ministériel, la restitution de 80.922 quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce transfert devra être opéré pour le 31 juillet 2013 au plus tard.

Question 2699 (3.5.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **financement de productions cinématographiques et audiovisuelles:**

La Chambre est en train de finaliser ses travaux sur le projet de loi n°6535 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle. Ce projet s'inscrit dans la stratégie, engagée depuis la loi du 13 décembre 1988, de soutenir le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle au Luxembourg. Ce secteur, comme le rappelle l'exposé des motifs, a sensiblement progressé, en créant sur place des centaines d'emplois très spécialisés (600 techniciens, une quarantaine de réalisateurs et d'acteurs) et une activité économique importante, avec 35 sociétés de production et 15 sociétés de postproduction, cinq studios d'animation, une quinzaine de sociétés spécialisées, des plateaux de tournage à Contern et à Kehlen. Il est donc pertinent que par le projet de loi 6535 soit assurée la poursuite de l'essor du secteur.

Or, un chaînon important dans cette stratégie manque, à savoir le financement des investissements de productions cinématographiques par les banques de la place. Les sociétés de production sont forcées de s'adresser à des instituts financiers étrangers pour obtenir les prêts nécessaires à leur activité.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si cette situation est connue de ses services? De quelle façon l'État, qui consent d'importants efforts financiers pour développer cette activité, peut-il amener les banques de la place à s'impliquer dans un tel secteur économique d'avenir? Ne faudrait-il pas, à un moment où le Luxembourg essaie de diversifier son économie, que tous les acteurs systémiques, dont en tout premier lieu les banques de la place, contribuent à mettre en œuvre la stratégie du pays?

Réponse (6.6.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La loi sur les certificats d'investissement audiovisuel a été instaurée notamment dans le but de drainer des investissements vers le secteur de la production audiovisuelle luxembourgeoise par le biais de la place financière.

L'avantage fiscal des certificats d'investissement était prioritairement destiné à subventionner la part de financement du producteur luxembourgeois dans une œuvre audiovisuelle. Il est vrai que l'activité de financement de l'industrie cinématographique par les banques locales n'a pas eu l'essor souhaité et qu'il s'agit certes d'une nouvelle activité qui, tout en étant très spécialisée, peut constituer une opportunité intéressante pour les banques de notre place financière.

C'est en ma double qualité de Ministre des Finances et de Ministre des Communications et des Médias que j'engagerai ce dialogue avec les acteurs de la place financière pour encourager cette activité qui peut profiter à la fois au secteur financier qu'à l'industrie cinématographique.

Question 2700 (6.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**assurance dépendance:**

Kürzlich ging die Rede von Defiziten in der Pflegeversicherung und deren Finanzierung. Die Reserven würden mittlerweile in Anspruch genommen, eine Studie solle angefertigt werden und in Kürze vorliegen. Eine Beitragserhöhung stehe wahrscheinlich an.

Fragen:

1) Kann die Problematik der defizitären Pflegeversicherung auf eine Buchhaltungslogik reduziert werden?

2) Werden die Lösungen linear bei den Finanzen gesucht werden und wird mithin im Endeffekt eine wohldosierte Beitragserhöhung ins Haus stehen?

3) Wird die angesprochene Studie von neutralen, unparteiischen Experten angefertigt?

4) Wird die Studie integral auf dem Internetbereich veröffentlicht werden?

5) Kann der Minister bestätigen, dass ein Instrument entwickelt wird, das dem deutschen System der Pflegepersonalregelung (PPR) entspricht?

6) Falls ja, wann wird dieses Instrument in der Personalregelung der häuslichen Dienste zum Einsatz kommen?

7) Wäre die Einführung eines Personalregelungssystems eine mögliche Lösung, die Kosten in den Griff zu bekommen und so die Finanzen zu sanieren?

8) Sind wissenschaftlich qualifizierte Experten als Projektleiter im Einsatz und gibt es ein national anerkanntes Forschungsinstitut zur Ausarbeitung nationaler Indikatoren?

9) In Deutschland wird das PPR-System im Rahmen der DRG-Pauschalsysteme betrieben. Warum würde Luxemburg ein solches PPR-System einführen, das Mehrkosten entwickelt?

10) Es wurde vom Minister von einer „Success Story" gesprochen. Gibt es internationale Qualitätsbewertungsinstitute, die diese Aussage wissenschaftlich begründen? Was sind die Indikatoren zu dieser Aussage?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Studie über die Pflegeversicherung «Bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'Assurance dépendance 2013» ist unter http://www.mss.public.lu/actualites/2013/05/art_rapp_dep/index.html seit dem 23. Mai 2013 veröffentlicht und für jeden zugänglich.

Die Studie wurde von der Inspection générale de la sécurité sociale in enger Zusammenarbeit mit der Cellule d'évaluation et d'orientation und der Caisse Nationale de Santé ausgearbeitet.

Sie beleuchtet verschiedene Bereiche der Pflegeversicherung (z. B. Leistungen, Leistungsträger, Leistungsanbieter, Kostenanalyse usw.) anhand von Zahlen und versucht, objektive, resultatorientierte Schlussfolgerungen zu ziehen.

Aufgrund dieser Bilanz werden Arbeitsgruppen eingesetzt werden, welche die bestmöglichen Lösungsvorschläge erarbeiten sollen, um die Zukunft einer qualitativ hochwertigen, effizienten und leistungsfähigen Pflegeversicherung abzusichern.

Keine Piste wurde bisher ausgeschlossen, jedoch war bis dato nie die Rede von der Einführung eines Systems, das der deutschen Pflegepersonalregelung entsprechen würde.

Wenn ich von einer „Success Story" im Zusammenhang mit der Pflegeversicherung gesprochen habe, so bezieht sich das einerseits auf die vielen Verbesserungen, welche im Bereich der ambulanten und stationären Pflege im Zuge der Einführung der Pflegeversicherung gemacht wurden, und andererseits auf das Urteil ausländischer Experten betreffend die durch die Pflegeversicherung geschaffenen Strukturen und Infrastrukturen.

Die rezenten Zahlen der pflegebedürftigen Bevölkerung zeigen, dass ein reeller Bedarf besteht, diese Art von Pflege zu gewährleisten. Sie ermöglicht vielen Menschen, länger zu Hause zu bleiben, entlastet die Familienmitglieder und orientiert die schwerkranken Fälle gezielter in die in Frage kommenden Institutionen (70% der Langzeitbetten sind aktuell mit pflegebedürftigen Personen belegt).

Zwei Studien von luxemburgischen Forschungsinstituten belegen die „Success Story":

CRP-Santé (2009): „Enquête de satisfaction des résidents en institution bénéficiant de l'assurance dépendance", Luxembourg.

CEPS/INSTEAD (2007): „L'Assurance dépendance. Les personnes dépendantes vivant à domicile: évaluation de leur satisfaction", Luxembourg.

Allerdings hat sich bis zum jetzigen Zeitpunkt noch kein internationales Institut im Rahmen einer Studie mit der luxemburgischen Pflegeversicherung beschäftigt.

Question 2701 (6.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **route nationale N1 entre Grevenmacher et Potaschbierg:**

Immer wieder kommt es zu mehr oder weniger schweren Verkehrsunfällen im Kahlenberg in Grevenmacher und zwar auf der Höhe des hier angesiedelten Megaeinkaufzentrums. Die Topographie dieser N1-Nationalstraße von Grevenmacher-Stadt nach Potaschberg, die vor einigen Jahren saniert wurde, charakterisiert sich durch einen langen geraden Straßenverlauf, der zu größerer Geschwindigkeit einlädt. Dabei findet sich gerade auf Höhe des Einkaufszentrums eine Ein- und Ausfahrt auf die N1 mit kontinuierlicher Gefahr von Verkehrsunfällen.

Fragen:

1) Wie viele Unfälle gab es in den letzten zehn Jahren an diesem neuralgischen Punkt?

2) Ist dieser Gefahrenpunkt im Unfallkataster eingetragen, Kataster, den die Regierung für besonders gefährliche Stellen im nationalen Verkehrsnetz schaffen wollte?

3) Denkt der Minister nicht, dass hier ein dringender Handlungsbedarf besteht und dass Maßnahmen ergriffen werden müssten, die zu einer Verkehrsberuhigung führen?

4) Wie steht der Minister zu einer Errichtung eines Kreisverkehrs auf der Höhe des Einkaufszentrums?

5) Denkt der Minister daran, hier eine Radarkontrolle einzurichten?

6) Warum wurden bei den Sanierungsarbeiten vor ein paar Jahren keine verkehrsberuhigenden Baumaßnahmen getroffen?

Réponse (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Die besagte Kreuzung „Im Kahlenberg" ist heute nicht in der Liste der Gefahrenpunkte (points noirs) aufgeführt. Aus diesem Grund gibt es auch keine offizielle Statistik über die Unfälle der letzten zehn Jahre.

Im Moment ist bereits eine Geschwindigkeitsbegrenzung auf 70 km/Stunde eingeführt worden.

Die Kreuzung wurde im Jahre 1997/1998 auf Kosten des Antragstellers sicherheitstechnisch umgebaut. Vom Geschäftsinhaber ist bis zum jetzigen Zeitpunkt kein Antrag in Richtung einer Ausweitung der bestehenden Verkehrsberuhigungsmaßnahmen gestellt worden.

Hinzugefügt sei, dass ein Verteilerkreis an dieser Stelle, wie vom Herrn Abgeordneten vorgeschlagen, nur bedingt die Sicherheitsprobleme lösen kann, die auf eine überhöhte Geschwindigkeit der betroffenen Verkehrsteilnehmer zurückzuführen sind. Bestünde ein Bedarf zur Regulierung der Kreuzung, wäre wahrscheinlich eine Ampelanlage die beste Lösung.

Mobile Radarkontrollen können jederzeit von der Polizei durchgeführt werden. Mein Ministerium analysiert zurzeit die Machbarkeit eines nationalen Radarkontrollsystems, das vorrangig an bekannten Gefahrenzonen zur Geltung kommen soll.

Bei den letzten Sanierungsarbeiten an der Nationalstraße N1 gab es nach Aussagen der Straßenbauverwaltung an besagter Stelle keine sicherheitsrelevanten Probleme, die weitere verkehrsberuhigende Maßnahmen erforderlich gemacht hätten.

Question 2702 (6.5.2013) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable:**

Le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) offre la possibilité du remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable. À cet effet, chaque assuré concerné peut introduire une demande afférente auprès du CCSS. Il me revient toutefois que les personnes faisant une telle demande doivent actuellement attendre trois à quatre mois avant d'avoir une réponse de la part du CCSS.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de demandes de remboursement ont en moyenne été adressées au CCSS au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quel est actuellement le délai dans lequel ces demandes sont traitées par le CCSS?

- Quelles sont les raisons pour les retards susmentionnés?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il réduire ces délais?

Réponse (10.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le plafond cotisable constitué par le quintuple du salaire social minimum a un caractère annuel et individuel en ce sens qu'il s'applique à l'ensemble des revenus professionnels et des revenus de remplacement réalisés par l'assuré au cours d'une année civile. En pratique le Centre commun de la sécurité sociale applique à l'égard de chaque employeur un maximum mensuel avec une régularisation au cours de l'année suivante. Lorsque par suite du cumul de plusieurs activités, l'assiette de cotisation totale d'un assuré dépasse le plafond cotisable annuel, s'élevant pour l'année 2012 à 108.764,49 euros, l'assuré a droit sur demande au remboursement par année civile de sa part de cotisation correspondant au dépassement du plafond cotisable annuel. Ce remboursement s'appliquera tant à la cotisation pour l'assurance pension qu'à celle pour l'assurance maladie.

Le tableau suivant indique le nombre de salariés ayant introduit une demande de remboursement de leur propre part de cotisations dépassant le plafond cotisable ainsi que le montant total des remboursements effectués de 2003 à 2011. Pour l'exercice 2012, actuellement 71 de 75 demandes ont été traitées pour un montant total de quelque 480.000 euros.

Année	Nombre de salariés	Remboursement
2003	288	709.032 €
2004	319	818.677 €
2005	353	942.580 €
2006	437	1.183.510 €
2007	428	1.230.818 €
2008	481	1.425.969 €
2009	448	1.452.863 €
2010	477	1.671.343 €
2011	422	1.708.691 €

Si la majorité des demandes de remboursement parvient au Centre commun par formulaire préimprimé suite à l'envoi de l'extrait de la carrière d'assurance de pension à la fin de l'année subséquente, toujours est-il que rien ne s'oppose à ce qu'une demande de remboursement soit introduite immédiatement après l'écoulement de l'année visée, à savoir dès le 1er janvier 2013 pour un remboursement des cotisations se rapportant à l'année 2012. Or, le Centre commun ne peut traiter les demandes de remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable qu'après le calcul des cotisations sociales relatif à l'année concernée qui ne peut se faire qu'avec un certain décalage. En effet, si l'employeur déclare les salaires du mois de décembre pendant le mois de janvier de l'année suivante, le Centre commun effectue un premier calcul des cotisations correspondantes seulement au début du mois de février, ensemble avec une première régularisation du plafond cotisable de l'année visée.

En raison des nombreuses rectifications de déclarations de salaires introduites par les employeurs, le Centre commun préfère généralement attendre une deuxième régularisation du plafond cotisable avant de procéder à un remboursement des cotisations dépassant le plafond cotisable, afin d'éviter des situations où l'assuré devrait restituer des montants remboursés à tort. Dans le passé, cette deuxième régularisation de l'année précédente était opérée au mois de juin. Depuis 2013, le Centre commun régularise mensuellement le plafond cotisable de l'année précédente, ce qui lui permet de diminuer les délais de traitement des demandes de remboursement des cotisations.

Question 2703 (6.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rapatriement en jet privé:**

An der Press konnt een dëslescht liesen, datt e marrokanesche Bierger, dee keng Pabeieren hat, mat engem Privatfliger a säi Land zréckgefeiert gouf. Dee Mann wier scho méi wéi eng Kéier de Lëtzebuerger Autoritéiten entwëscht an dofir wier och dës erstaunlech Mesure geholl ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun dës Froe stellen:

1) Wéi ass d'Virgeschicht an dësem Fall?

2) Wéi héich war de Käschtepunkt vun der Réckféierung am Privatfliger?

3) Wie war am Fliger mat dobäi? Wéi vill Poliziste ware bedeelegt? Wat fir eng a wéi vill Observateurë waren am Fliger? Waren och Vertrieder vum Immigratiounsministère am Fliger?

4) Denkt d'Regierung u legislativ oder reglementaresch Ännerungen, fir an Zukunft aanescht mat esou Fäll ëmzegoen?

5) Gouf et am Laf vun de leschte Joren ähnlech Fäll vu Réckféierungen an engem Privatfliger?

6) Wat gesäit d'Gesetzgebung vir am Fall, wou een ausgewise gouf an trotzdeem zréck op Lëtzebuerg kënnt? Wann et esou Dispositioune gëtt, fir wéi en Zäitraum no enger Expulsioun gëlle se? Gëtt et penal Dispositiounen, wa Leit zréckkommen, déi dozou kee Recht hunn?

Réponse (23.5.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'honorable Député désire avoir des renseignements sur les antécédents et le déroulement d'une mission d'éloignement d'un ressortissant marocain en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Le 4 mai 2007, l'intéressé a déposé une demande de protection internationale en se faisant passer pour un ressortissant irakien. La demande a été refusée par mes services en date du 12 décembre 2008. Comme l'intéressé n'a pas fait usage de son droit de recours, il est en situation irrégulière depuis le 27 décembre 2008. Selon un rapport de police, la personne concernée a fait l'objet de sept procès-verbaux pour diverses infractions et délits et a purgé une peine de prison de six mois pour vol. L'intéressé, qui est décrit comme étant violent et imprévisible et qui tient des propos confus, a par ailleurs essayé à deux reprises d'entrer en contact avec le chef de l'État.

Deux tentatives d'éloignement par vol commercial ont échoué en raison du comportement agressif de la personne concernée.

Après de longues négociations, les autorités marocaines ont finalement marqué leur accord à un éloignement par voie alternative. Le coût de location de l'avion charter s'élève à quelque 17.800 euros. Au cours de son éloignement, l'intéressé était encadré de sept policiers, d'un observateur de la Croix-Rouge, d'un médecin et d'un représentant de la Direction de l'Immigration.

Le Gouvernement est d'avis qu'une modification de la législation et de la réglementation en matière de retour n'est pas nécessaire. Les dispositions afférentes sont par ailleurs conformes aux principes de la «Directive Retours».

Le nombre de cas de rapatriement d'une personne en situation irrégulière par vol charter se limite à un seul depuis l'année 2008.

L'article 142 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit un emprisonnement de six mois à trois ans et une amende de 251 à 3.000 euros ou une de ces peines seulement pour tout étranger éloigné ou expulsé qui rentre au pays malgré une interdiction d'entrée sur le territoire. En général, l'interdiction d'entrée sur le territoire porte sur une durée de trois ans.

Question 2704 (6.5.2013) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **soutien aux entreprises:**

Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur vient de présenter récemment le bilan 2008 à 2012 de la politique d'encouragement des investissements et dépenses des entreprises.

Dans ce contexte, Monsieur le Ministre a évoqué le fait qu'il vient d'entamer une procédure de remboursement des subsides de recherche-développement accordés à la société Villeroy & Boch, ceci suite à la décision de cette dernière de délocaliser ses activités productives du Luxembourg vers d'autres régions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- La finalité première des instruments financiers de soutien aux entreprises devrait consister à favoriser le développement de nouvelles activités économiques sur le territoire luxembourgeois, respectivement à assurer le maintien d'activités existantes. Comment Monsieur le Ministre assure-t-il que les montants investis dans les entreprises industrielles ou de prestation de services produisent les effets escomptés sur l'économie nationale?

- Dans le cas concret de la société Villeroy & Boch, quelle a été la démarche de remboursement engagée par Monsieur le Ministre? Quel est le montant sur lequel porte le remboursement?

- Existe-t-il d'autres cas où une procédure de remboursement est actuellement en cours?

Réponse (24.6.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°2704 de l'honorable Député Marc Angel appelle de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Etienne Schneider la réponse suivante.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mène une politique multisectorielle de diversification de la structure économique du Grand-Duché de Luxembourg basée essentiellement sur les piliers suivants: la logistique, les technologies environnementales, les technologies de la santé ainsi que les technologies de l'information et de la communication. Une des missions principales de mise en œuvre de cette stratégie de diversification consiste à encourager les entreprises, luxembourgeoises ou étrangères, à investir sur le territoire national. Pour la mise en œuvre de cette mission, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur dispose d'instruments financiers permettant d'accompagner les entreprises dans leurs efforts d'investissements productifs, d'investissements dits «verts» visant la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et d'investissements en recherche, développement et innovation (RDI). Dans le cas précis de Villeroy & Boch, dont il est fait référence dans la question parlementaire, une aide directe fut accordée à la société pour un projet RDI visant à automatiser le processus de production afin de le rendre plus économique.

Comme relevé à juste titre dans la question parlementaire, l'objet des aides à la RDI, comme toute autre aide directe accordée aux entreprises par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, consiste effectivement «à favoriser le développement de nouvelles activités économiques sur le territoire luxembourgeois, respectivement à assurer le maintien d'activités existantes». Pour cette raison, chaque projet est soumis individuellement à une analyse critique vérifiant sa faisabilité technico-économique ainsi que ses répercussions à moyen et long terme sur l'économie luxembourgeoise.

Il importe également de relever que toute aide à la RDI doit obligatoirement comporter un caractère incitatif, c'est-à-dire l'attribution d'une telle aide doit mener à un «changement de comportement du bénéficiaire, l'amenant à intensifier ses activités de recherche-développement-innovation sous forme d'un accroissement de la taille, de la portée, du budget ou du rythme de ses projets ou programmes ou de ses dépenses totales affectées à ces activités» (article 1, point 6 de la loi du 5 juin 2009 sur la promotion de la RDI). Toutefois, il va sans dire que recherche-développement-innovation rime avec risque d'échec. Le risque d'échec est inhérent à chaque projet. Par conséquent, il n'y a en fin de compte pas d'assurance quant aux effets bénéfiques d'une aide accordée.

En résumé, les aides à la RDI ont été établies pour encourager les entreprises à prendre davantage de risques technologiques.

La décision de soutenir un projet se matérialise par la signature d'une convention entre parties qui fixe de façon contractuelle les engagements pris de part et d'autre. Dans le cadre de cette convention, l'entreprise bénéficiaire s'engage, en cas de succès technico-scientifique, à valoriser de manière industrielle et/ou commerciale les résultats du projet à partir du Luxembourg. Après achèvement du projet RDI, les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur contrôlent le respect de cette clause. En cas de non-respect, le Ministère peut lancer une procédure de restitution du montant de l'aide majoré des intérêts légaux en vigueur au moment du remboursement.

En ce qui concerne l'entreprise Villeroy & Boch S.à r.l., elle a bénéficié d'une aide à la réalisation d'un projet R&D portant sur le développement d'un procédé de coulage sous pression pour la fabrication des tasses en céramique sur une chaîne entièrement automatisée. L'aide à hauteur de 325.770,39 EUR a été versée à l'entreprise sous forme de subvention en capital fin 2004.

Suite à la décision de Villeroy & Boch de fermer son site de production au Luxembourg et, en conséquence, de licencier les 230 salariés occupés, la société a procédé à une centralisation de ses lignes de production en Allemagne.

Suite à l'arrêt des activités de production au Luxembourg, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a fait valoir son droit en lançant la procédure de restitution du montant de l'aide accordée.

À signaler qu'une deuxième procédure est en cours, même si la raison de la demande de remboursement est différente de celle de Villeroy & Boch.

Une aide à la RDI fut accordée à une entreprise active dans le domaine de la production d'équipements de télécommunication.

Or, la société a déclaré faillite, suite à laquelle une procédure judiciaire pour banqueroute frauduleuse a été engagée. Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a introduit une déclaration de créance auprès du Tribunal de Commerce de Luxembourg afin de permettre à l'État luxembourgeois de récupérer, le cas échéant, la mise investie dans le projet R&D.

Aucune autre procédure de restitution n'est actuellement en cours.

Question 2705 (6.5.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompiers:**

Lors de la dernière assemblée générale la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers a été soulevée la question d'un permis de conduire spécifique pour les volontaires des corps de sapeurs-pompiers. En effet, un tel permis, réglant la conduite de véhicules de plus de 3,5 tonnes, existe déjà en Allemagne et en Autriche.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à introduire un tel permis au Luxembourg? Dans l'affirmative, dans quels délais ce permis serait-il disponible?

Réponse commune (17.7.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député demande s'il est prévu d'introduire un permis spécifique pour les volontaires des services de secours, à l'instar de ce qui existe en Allemagne et en Autriche.

La directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire prévoit en son article 4, paragraphe 5, que «les États membres peuvent exclure de l'application de la présente directive les véhicules utilisés par les forces armées ou la défense civile ou qui sont sous le contrôle de celles-ci». C'est sur base de cette disposition que les gouvernements allemand et autrichien ont introduit dans leurs législations respectives la possibilité pour les membres des services de secours de conduire des véhicules d'intervention dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg, sans être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie C, sous condition d'avoir suivi une formation spécifique pour la conduite de tels véhicules.

Confronté à la problématique de risque de surpoids des nouvelles générations d'ambulance et de fourgons d'incendie légers, et après concertation entre les départements ministériels concernés, il a été retenu d'introduire au Code de la Route une dérogation pour les agents concernés de l'Administration des Services de Secours, des services d'incendie et de sauvetage communaux ainsi que des organismes de secours agréés en vertu de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, mais sans pour autant dépasser 4.250 kg, après avoir suivi une formation organisée et sanctionnée par un certificat délivré par le Ministre ayant les services de secours dans ses attributions. Ce certificat est valable avec un permis de conduire de la catégorie B en cours de validité.

Un projet de règlement grand-ducal mettant en œuvre cette dérogation a été soumis au Gouvernement en Conseil et sera publié au Mémorial sous peu.

Question 2706 (7.5.2013) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **consommation de cannabis:**

Lors de sa journée d'information du 13 mars 2013, la Police grand-ducale a relevé que la consommation de cannabis sous ses diverses formes a considérablement augmenté chez les jeunes au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Existe-t-il des statistiques (à défaut, des projections) au Luxembourg concernant ce phénomène? Combien de jeunes consomment de nos jours régulièrement du cannabis? Quel est en moyenne l'âge de début de consommation du cannabis?

2) Quelles sont les mesures préconisées par les Ministres pour endiguer ce phénomène chez les jeunes? Ne faudrait-il pas organiser des campagnes de sensibilisation en mettant l'accent sur les effets néfastes d'une consommation régulière de cannabis ainsi que sur les dangers liés à la consommation de cannabis «manipulés»?

3) Quel est l'impact d'Internet dans ce domaine? Selon les Ministres, existe-t-il un lien direct entre l'accessibilité de cannabis par Internet et la hausse de la consommation de ces drogues chez les jeunes?

4) Dans l'affirmative, les Ministres seraient-ils prêts à durcir le cadre légal en matière de vente de stupéfiants, en visant de manière spécifique le commerce illégal via Internet?

Réponse commune (12.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

1) Les études sérielles HBSC (Health Behaviour in School-Aged Children) fournissent des données nationales représentatives et actualisées en matière de prévalence de consommation de cannabis chez les jeunes âgés entre douze et 18 ans, ainsi que de son évolution entre 1999 et 2010.

En 2010, 15,5% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours de leur vie, alors que ce taux s'élevait à 24,57% en 1999. En ce qui concerne la prévalence de consommation au cours des derniers douze mois, on observe un taux de 12% en 2010 comparé à un taux de 20,76% en 1999. Pour ce qui est de la consommation récente, 6,3% des jeunes ont déclaré avoir consommé du cannabis au cours des derniers 30 jours en 2010, alors que ce taux était de 7,27% en 2006.

Les chiffres fournis par les études HBSC depuis 1999 ne permettent pas de confirmer une augmentation considérable de la consommation de drogues auprès des jeunes. On conclura au contraire plutôt à une diminution de la prévalence de l'usage de cannabis des jeunes âgés de douze à 18 ans entre 1999 et 2010 de l'ordre de 7%.

Par ailleurs, l'âge médian de la première consommation de cannabis en référence aux jeunes questionnés dans la cadre des études HBSC est passé de 14 ans en 2006 à 15 ans en 2010.

Pour plus de détails en ce qui concerne les tendances au niveau national suivant les chiffres dont le Luxembourg dispose à travers l'étude HBSC, l'honorable Parlementaire est renvoyée à la réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire n°1771 de Monsieur le Député André Bauler *(cf. compte rendu n°4/2011-2012)*.

L'honorable Députée est renvoyée par ailleurs aux statistiques nationales annexées établies sur base des seules constatations policières.

2) En matière de réduction de la demande, les services conventionnés par le Ministère de la Santé interviennent de façon préventive autant au sein des établissements scolaires, et en collaboration avec ces derniers, que dans les milieux festifs et autres sites cibles pour les jeunes.

Des campagnes et actions préventives sont aussi menées auprès des jeunes par la Police grand-ducale.

3) La vente par Internet de produits psychoactifs concerne avant tout les produits communément appelés «Nouvelles drogues de synthèse» ou «Euphorisants légaux».

Il s'agit de produits vendus comme étant légaux, qui contiennent des substances censées mimer les effets de drogues illicites. Certains de ces produits contiennent des cannabinoïdes de synthèse.

L'ensemble de ces cannabinoïdes de synthèse est sous contrôle au Grand-Duché de Luxembourg, et la plupart des produits communément appelés «Euphorisants légaux» sont pareillement illicites au Luxembourg, mais ce n'est pas toujours le cas dans tous les États membres de l'Union européenne.

Actuellement, la Commission européenne œuvre à l'élaboration d'un nouveau cadre réglementaire en matière de contrôle de l'ensemble des produits visés. Le Luxembourg soutient cette initiative et le Ministère de la Santé suit de près l'évolution de ce dossier.

4) La législation nationale en la matière sera adaptée en fonction du nouveau cadre réglementaire européen à venir.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2707 (7.5.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Fonds du Logement:**

Le Fonds du Logement acquiert plus ou moins régulièrement des terrains ou des immeubles bâtis afin d'y aménager des logements à coût modéré. Il signe également des conventions avec des communes, des fabriques d'église ou autres institutions permettant de viabiliser des terrains ou des bâtiments par le biais de baux emphytéotiques.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste des biens immobiliers en possession du Fonds du Logement (année de l'acquisition, localité/commune, contenance, valeur d'acquisition du bien, etc.)?

- Quels sont les projets de construction en cours ou envisagés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur la réserve foncière du fonds?

- Selon quels critères le Fonds du Logement acquiert-il des biens immobiliers?

- Pour quelles raisons certains biens immobiliers acquis par le fonds, il y a des années, n'ont-ils pas été ou pu être valorisés jusqu'à cette date?

Réponse (12.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat est propriétaire de 1.098 parcelles couvrant une superficie totale de 11.306,01 ares, de sorte qu'il n'est pas en mesure de dresser une liste renseignant sur la date de l'acquisition, la localisation, la contenance et la valeur d'acquisition de celles-ci.

À l'heure actuelle, le Fonds du Logement est actif sur 20 chantiers portant sur 233 unités de

logement et de commerce, et cinq projets font l'objet d'un appel d'offres. Pour neuf projets, les bordereaux sont en cours de préparation. 41 projets se trouvent dans la phase de planification APS et/ou APD, et 24 projets se trouvent dans la phase d'élaboration d'un PAP. En outre, 36 projets font l'objet de négociations et/ou acquisitions, alors que 22 projets demeurent en réserve.

Le Fonds du Logement dispose - en collaboration avec la ville d'Esch-sur-Alzette -d'une seule réserve foncière au sens de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, à savoir les «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette, couvrant une surface de 27,71 ha, dont quelque 2,32 ha restent à acheter.

En principe, des offres privées et publiques - intéressantes des points de vue économique et d'aménagement communal - guident le Fonds du Logement dans sa politique d'acquisition du foncier.

En 2012, le fonds a acquis des terrains d'une valeur de quelque 7,5 millions d'euros, à savoir un terrain à Luxembourg-Merl, plusieurs parcelles à Wiltz, deux terrains à Pintsch, un terrain à Obercorn, plusieurs parcelles sises à l'intérieur du périmètre de la prédite réserve foncière, deux parcelles à Kopstal, un terrain à Bertrange, des parcelles de compensation à Burmerange, plusieurs parcelles à Insenborn, à Useldange et à Luxembourg-Cents.

Les acquisitions de maisons et d'immeubles portaient sur un montant de 3,7 millions d'euros. En effet, le fonds a acheté une maison d'habitation à Differdange, deux maisons à Luxembourg-ville, deux maisons à Winseler, une maison à Wellenstein et une autre à Schieren. Il a également procédé au rachat d'un appartement à Obercorn, de deux appartements à Luxembourg-Mühlenbach et Luxembourg-Cents ainsi que d'un appartement à Rumelange.

Des sites complexes, sensibles et d'envergure sont également offerts au Fonds du Logement, tels que la friche industrielle LDD à Dudelange, où il sera développé la «Cité du Futur», ou encore la friche industrielle à Wiltz - avec son ambitieux projet d'assainissement - dont les travaux démarrent officiellement ce 3 juin 2013.

Aussi, de nombreux projets de plus petite envergure - de type nouvelle construction - figurent sur l'agenda du fonds, à savoir: la construction de trois maisons unifamiliales et d'une maison bi-familiale à Wolwelange, de trois appartements à Luxembourg-Grund et de cinq logements à Arsdorf, pour ne citer que ces trois exemples.

Étant donné que la durabilité figure parmi les objectifs les plus importants du Fonds du Logement, toute une série de projets qui sont actuellement en phase d'exécution associent le respect d'immeubles dignes de conservation à ces objectifs. Il s'agit de l'ancien couvent à Eisenborn qui - après sa transformation - abritera sept logements, de la rénovation de la Maison Irrthum à Lenningen et de la rénovation du presbytère à Noertrange.

Pour ce qui est de la dernière question, il y a lieu de noter qu'après achèvement des procédures d'autorisation, les seules appréciations du marché de l'offre et de la demande sont déterminantes pour le démarrage d'un projet.

Question 2708 (7.5.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **secteur industriel au Luxembourg:**

Selon un article du «Journal » paru le 9 avril 2013, le «Haut Comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'Industrie au Luxembourg» proposera des solutions concrètes d'ici le 27 juillet prochain, dans le but de promouvoir le secteur industriel au Luxembourg, qui actuellement produit 5,5% de la valeur ajoutée nationale et occupe 10% de la population.

Cette érosion se poursuit depuis la crise du secteur de l'industrie lourde durant les années 1970. Notre pays a su développer de nouveaux piliers économiques, tels le secteur financier et le marché des satellites. En outre, l'implantation des multiples centres de recherche publics et de l'Université du Luxembourg a contribué positivement à l'évolution de la recherche et de l'innovation.

En ce qui concerne le domaine de la recherche publique et privée, le Gouvernement a investi 1,5 milliard d'euros. Le Luxembourg place 3,7% de son PIB dans ce domaine pour assurer son avenir économique. On dénombre plusieurs services-clés, comme notamment le soutien aux «Startup» innovantes, le management et la promotion de l'innovation, le transfert de technologies, la propriété intellectuelle et la valorisation des résultats émanant de la recherche.

Compte tenu de ces efforts et investissements, il est indéniable que l'État, les entreprises et les PME cherchent à identifier de nouveaux créneaux potentiellement prometteurs afin d'augmenter la compétitivité. Néanmoins, la relance du secteur industriel ne saurait se réaliser sans l'aide précieuse de jeunes hautement motivés et formés. Par conséquent, il faut mettre davantage l'accent sur les sciences pour leur offrir une formation de haute qualité.

Pour soutenir la reprise économique au sein de l'Union européenne, la Commission vise la croissance de la part de l'industrie dans le PIB européen de 15,6% à 20% d'ici l'année 2020.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels pourcentages ont été retenus pour le Grand-Duché pour atteindre l'objectif de la Commission européenne d'ici l'année 2020?

- Quels sont les nouveaux créneaux potentiels au sein du secteur industriel national qui pourraient contribuer à réaliser cet objectif?

- Par quels moyens le Gouvernement envisage-t-il de lancer un appel à «l'entrepreneurship» auprès des jeunes?

Réponse (3.7.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°2708 de l'honorable Député Marcel Oberweis appelle les commentaires suivants.

La Commission européenne s'est fixé un objectif ambitieux et souhaite augmenter la part de l'industrie dans le PIB européen de 15,6% à 20% d'ici l'année 2020. La part du PIB luxembourgeois de l'industrie est nettement inférieure et se situe actuellement à 5,5%.

La Commission européenne n'a cependant pas prévu de fixer des objectifs nationaux. Le Luxembourg n'a dès lors pas pris de démarche pour fixer un objectif d'augmentation de la part du PIB de l'industrie nationale.

Conscient de la nécessité de diversifier l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement a mis en place une stratégie de développement multisectorielle afin de développer de nouveaux secteurs économiques. Il s'agit principalement des domaines suivants:

- Logistique;

- Ecotechnologies;

- Technologies de la santé;

- Technologies de l'information et de la communication.

D'autres secteurs industriels continuent par ailleurs de bénéficier des efforts de promotion du site luxembourgeois afin d'attirer des entreprises industrielles. Il en est ainsi du secteur automobile. L'ensemble des brochures promotionnelles peut être consulté sur le site de Luxembourg for business www.luxembourgforbusiness.lu.

La promotion de l'esprit d'entreprise auprès des élèves luxembourgeois s'effectue principalement par le biais de l'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren.

Cette initiative est en charge de nombreux projets qui visent àpromouvoir la création d'entreprises auprès des jeunes:

- La bande dessinée intitulée «Boule et Bill créent une entreprise» véhicule de façon concrète l'esprit d'entreprise à l'école fondamentale.

- «Fit for Life» est un programme éducatif destiné aux étudiants de 13 à 15 ans. Ce programme est implémenté à Luxembourg depuis la rentrée 2008/2009. Le programme comporte six unités didactiques explorant des options de finances, d'éducation et de carrière des élèves basées sur leurs qualifications, leurs intérêts et leurs valeurs.

- Le projet des mini-entreprises favorise l'esprit d'entreprise des lycéens aux niveaux de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Pendant une année, les élèves sont responsables d'une mini-entreprise dans laquelle ils sont amenés à prendre des décisions et d'en assumer la responsabilité. Le forum des mini-entreprises est le concours annuel permettant de distinguer les meilleurs projets de l'année.

- Le projet «Job Shadow Day» permet à des élèves méritants de découvrir la vie d'entreprise en accompagnant un dirigeant d'entreprise, ou son représentant, pendant une journée de travail.

- Le projet «Engineering Trainee Days» vise à promouvoir le métier d'ingénieur et de scientifique en permettant à des élèves d'avoir un aperçu du travail quotidien, des exigences professionnelles, linguistiques et relationnelles d'un ingénieur. Les expériences recueillies par les élèves se distinguent fondamentalement d'une visite d'entreprise puisque lors du «Engineering Trainee Days» l'élève accompagne l'ingénieur dans son travail quotidien pendant deux journées.

- L'entreprise d'apprentissage en tant que méthode de formation repose sur la simulation de la vie d'une entreprise. Pour permettre aux élèves de vivre des expériences proches de la réalité économique, il importe de faire valoir le mécanisme du marché ainsi que le contrôle des prises de décision des élèves par le marché. Cette ouverture ne se réalise que dans le cadre d'un réseau d'entreprises d'apprentissage qui forment les clients et fournisseurs fictifs.

- Les «Project Management Awards»: L'objectif principal visé par la gestion de projets est d'offrir aux élèves la possibilité de mener en groupe et sous responsabilité partagée un travail concret qui va de la conception, par la production à la présentation publique, sous condition que leur projet soit validé par la direction de l'école, qu'ils utilisent les outils de gestion de projets et que leur projet soit soutenu par un commanditaire de préférence issu du monde économique, culturel ou social. Au niveau des curricula, ce programme est actuellement offert aux élèves des classes de 12e de la division administrative et commerciale du régime technique. L'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren a instauré les «PM Awards» qui récompensent les meilleurs projets dans les catégories suivantes: économique, sociale, culturelle et européenne.

L'a.s.b.l. Jonk Entrepreneuren bénéficie des ministères concernés, des chambres professionnelles et d'autres acteurs du monde économique luxembourgeois.

Question 2709 (8.5.2013) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **nouveau système de sécurité des trains SNCB:**

La SNCB vient d'annoncer que depuis début avril de cette année 2/3 des trains en provenance de Bruxelles sont arrêtés en gare d'Arlon. Les passagers à destination de Luxembourg doivent changer de train afin de poursuivre leur voyage. La cause de cette mesure d'une durée non définie serait l'installation d'un nouveau système de sécurité dans les trains SNCB qui n'est pas encore homologué sur le réseau luxembourgeois des CFL.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Pour quelles raisons ce système de sécurité n'est pas encore homologué au Luxembourg? Est-ce que le même système sera installé par les CFL?

2. Quand est-ce que les CFL et le Ministère furent informés de la mise en place de ce nouveau système en Belgique?

3. Quand est-ce que ce problème «technique» qui impacte fortement les voyageurs transfrontaliers sera-t-il résolu?

Réponse (20.6.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2709 du 8 mai 2013, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet du nouveau système de sécurité des trains SNCB.

Au courant des dernières années, le Luxembourg et la Belgique ont été touchés par différents accidents qui se sont déroulés sur leurs infrastructures ferroviaires respectives. Afin de parer à cette situation, les deux pays se sont décidés à mettre en place de façon indépendante différents systèmes de contrôle-commande et signalisation (CCS). Alors que le Luxembourg applique le système MEMOR II+ à titre transitoire depuis 2004 en attendant la mise en service définitive de l'ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau en 2015, le gestionnaire d'infrastructure belge Infrabel et l'entreprise ferroviaire SNCB ont décidé en 2011 d'équiper leur réseau ferré ainsi que leur matériel roulant du système d'aide à la conduite TBL1+ ne répondant pas aux spécifications ETCS (European Train Control System). Cet équipement concerne entre autres les automotrices AM96 et les locomotives T13 qui circulent entre le Luxembourg et la Belgique. Suite à cette modification, ces engins ont besoin d'une nouvelle homologation au Luxembourg, afin d'assurer que ce nouveau système n'a pas d'interférences avec l'infrastructure du réseau ferré luxembourgeois.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la TBL1+ est un système propre à l'infrastructure ferroviaire belge, d'ailleurs non reconnu au niveau communautaire comme système de sécurité de classe B. C'est pour cette raison qu'il n'est pas prévu de l'installer sur le réseau ferré luxembourgeois. En effet, le Luxembourg et les CFL ont opté pour l'installation du système européen ETCS dès 1999, et l'équipement du réseau et du matériel roulant est en cours. Afin de pouvoir circuler sur le réseau ferré belge, les locomotives de la série 3000 des CFL seront néanmoins aussi équipées du système TBL1+, pour être compatibles avec le système nouvellement installé en Belgique.

Les équipements en usage sur les réseaux limitrophes ne doivent en aucun cas générer des perturbations au niveau de l'exploitation ferroviaire sur le réseau ferré luxembourgeois. À cette fin, l'entreprise ferroviaire titulaire du certificat de sécurité doit garantir que les systèmes étrangers soient mis hors service ou au moins inhibés lorsque le matériel roulant qui en est équipé circule sur le réseau national. Il revient aux utilisateurs de l'infrastructure de garantir les transitions des systèmes aux sections frontières dans les deux sens de circulation et notamment en accord avec les principes arrêtés par les gestionnaires de l'infrastructure concernés.

Afin de garantir une interopérabilité malgré la présence de différents systèmes de sécurité nationaux, et en attendant la réalisation de part et d'autre de l'ETCS, il revient aux gestionnaires des infrastructures de préciser tous les éléments et paramètres applicables aux différents points de transition afin de garantir que les niveaux de sécurité des réseaux ferrés respectifs demeurent garantis. Le cas échéant, l'intégration de ces nouveaux éléments doit être accompagnée des analyses de risque afférentes.

Quant aux véhicules SNCB équipés de la TBL1+ et désignés à accéder à l'infrastructure ferroviaire nationale, il revient à l'Administration des Chemins de Fer, ci-après ACF, de s'assurer que l'usage des systèmes imposés sur le réseau ferré national demeure conforme et garanti. Cette vérification est réalisée sur base de dossiers présentés par les différents requérants, de déclarations de conformité établies par les organismes compétents et des analyses de risque liées à l'intégration et l'application des systèmes.

Suivant les accords en place entre la SNCB et les CFL, la SNCB, en tant que propriétaire du matériel roulant, est responsable pour entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir une homologation auprès de l'ACF. La SNCB a chargé à cet effet Belgorail en tant qu'organisme compétent pour entreprendre ces démarches auprès des autorités luxembourgeoises.

Il s'ensuit qu'une première demande est parvenue aux CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure en date du 8 janvier 2013. Suite aux échanges entre CFL, ACF et Belgorail, le dossier a dû être complété et a été transmis aux CFL en date du 2 mars 2013. Après l'analyse technique du dossier, une réponse favorable a été adressée à Belgorail en date du 26 mars 2013 en vue de pouvoir mener des essais pratiques.

Sur base de ce dossier, des essais pratiques, avec comme objectif de prouver la non-interférence avec le système au Luxembourg, ont été complétés avec succès en date du 4 mai 2013. Sur base de ces essais, il appartient maintenant à la SNCB et à Belgorail de compléter leur dossier et de faire une demande d'homologation auprès de l'ACF. D'après les informations des CFL, Belgorail transmettrait prochainement le dossier à la SNCB qui le présenterait ensuite auprès de l'ACF.

Dès que cette homologation aura été délivrée par l'ACF, les changements de trains à Arlon pourront être supprimés.

Question 2710 (10.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **paiement des mémoires d'honoraires par Internet banking:**

Das Onlinebanking oder Webbanking wird immer mehr angeboten und die Bezahlung von Rechnungen im Zusammenhang mit Gesundheitsleistungen erfolgt von zu Hause über Onlinetransaktionen. Das heißt de facto, dass die Originalrechnung nicht abgestempelt wird, um die Zahlung offiziell zu bestätigen. Nun ist es so, dass Bankkunden ein papierloses Bankkonto

betreiben können, um Kosten zu sparen. Hier wird kein Kontoauszug mehr an den Kunden versandt. Die CNS braucht allerdings einen Kontoauszug um die Rückerstattung tätigen zu können.

Fragen:

1) Bleibt das bewährte System der Einsendung des „Mémoire d'honoraires" mit dem Kontoauszug die einzige Möglichkeit eine Rückerstattung zu bekommen? Ist die Unterbreitung eines „Printout", erstellt über das Onlinekonto, ebenfalls eine annehmbare Möglichkeit für die CNS?

2) Falls dies möglich ist, müsste dann nicht die entsprechende Seite des Ministeriums (http:santé.public.lu/fr/remboursements-indemnités/02-systeme-prise-charge/modalités-remboursements/) aktualisiert werden und wann wird die Bevölkerung über diese Möglichkeit in Kenntnis gesetzt?

3) Falls dies nicht möglich ist, wann gedenkt die CNS sich den modernen Zeiten anzupassen?

Réponse (29.5.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La Caisse Nationale de Santé procède au remboursement de mémoires d'honoraires payés via un système «Internet Banking» sur base d'un avis de débit imprimé via un compte «online».

En principe, et suivant les modalités de fonctionnement des différents comptes «online» mis à disposition par les établissements bancaires, un tel document est disponible à l'impression le lendemain de l'ordre de paiement.

À noter en effet que la Caisse Nationale de Santé n'effectue aucun remboursement sur base d'un simple ordre de paiement, seul l'avis de débit étant accepté.

Concernant l'information diffusée auprès du public, la Caisse Nationale de Santé veillera à actualiser dans les plus brefs délais la page de son site Internet via la rubrique «FAQ».

Question 2711 (10.5.2013) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant les **locaux d'OPE à Schifflange:**

OPE n'est pas propriétaire du bâtiment «Moulin Bestgen» à Schifflange dans lequel est installé son siège social ainsi que son centre de ressources.

Ce bâtiment a été mis à disposition par l'État à l'Action Sociale pour Jeunes (A.S.J) dans les années 1980 pour un loyer symbolique afin d'y réaliser un projet bien défini, la création de logements d'urgence pour jeunes en détresse.

Le 7e programme de construction d'ensembles de logements pour les années 1996 à 2000 prévoit encore la construction de six logements locatifs financés à 100% par l'État et gérés par l'A.S.J.

Lors de la création de l'OPE en 1999, l'A.S.J y a été incorporée. Selon nos informations, OPE aurait peu à peu converti ces logements en bureaux jusqu'à ce qu'au début des années 2000 il ne reste plus aucun logement consacré au projet initial.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la reconversion des logements d'urgence pour jeunes en bureaux administratifs?

- Ces reconversions ont-elles été réalisées avec l'accord du ministère compétent?

- Dans l'affirmative, quel a été le sort réservé au projet des logements d'urgence pour jeunes?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il réagir face à cet abus de confiance manifeste?

- Qu'en est-il des fonds étatiques investis dans le site afin d'y créer des logements?

Réponse commune (2.7.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement*, de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'État luxembourgeois est propriétaire du bâtiment «Moulin Bestgen» à Schifflange. Par convention du 1er juillet 1994, l'État a mis ledit complexe - qui accusait entre autres 14 chambres - à la disposition de l'«Action Sociale pour Jeunes a.s.b.l.» (A.S.J).

Le 30 juillet 1998, le président du conseil d'administration de l'A.S.J. a informé le Ministre du Logement de l'incorporation de l'A.S.J. dans une association nouvellement créée à l'époque, à savoir l'«Objectif Plein Emploi a.s.b.l» (OPE) et a demandé: «de redéfinir l'utilisation de certains espaces du Moulin Bestgen en fonction des nouvelles structures. En effet, la gestion socio-économique de nouveaux projets demandera plus d'espace au niveau de l'installation de bureaux administratifs et nous proposons la réduction d'une partie des activités culturelles (salle d'exposition) et de logement (des 14 chambres en resteraient sept)».

Par sa réponse du 28 octobre 1998, le Ministre du Logement s'est formellement opposé quant à la conversion - même à durée limitée - des logements à coût modéré réalisés avec une participation étatique très importante, à savoir 870.448,96 €. Cette opposition a été réitérée par un courrier du 7 octobre 1999.

Or, nonobstant diverses interventions verbales ultérieures à ces courriers, notamment dans le cadre des réunions annuelles du comité de supervision prévu dans la prédite convention et suite à une visite des lieux de deux collaborateurs en février 2000, l'OPE n'a pas procédé à une reconversion des bureaux en chambres. Depuis lors, une chambre supplémentaire a été convertie en bureau, de sorte qu'en février 2000, il subsistait uniquement six des 14 chambres initiales. Par conséquent, le Ministre du Logement a demandé le remboursement de la quote-part relative à la participation destinée aux huit chambres converties en bureaux, s'élevant à 497.399,41 €.

Dans un proche avenir, l'État sera en mesure de reconvertir tous les bureaux en logements et ainsi faire redémarrer le projet social en question.

Question 2712 (13.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **dossier médical électronique:**

Die Informatisierung setzt im Gesundheitswesen langsam ein. Allerdings gibt es wenige Erfahrungswerte zu solchen Projekten und auch wenige Kompetenzträger. Es wird klar, dass in der aktuellen Phase der Projektumsetzung sowohl Papier als auch elektronische Medien geführt werden. Das bedeutet, dass ein Mehraufwand generiert wird, um die Patientenakte zu führen, und die Konsultierung der Patientenunterlagen impliziert sowohl die papierne Patientenakte als auch die elektronisch gespeicherte Akte. Dementsprechend wäre die Komplexität der administrativen Arbeit höher geworden und weniger konkrete Arbeit am Patienten ist die Folge.

Fragen:

1) Was ist der konkrete zusätzliche Aufwand in Zeiteinheiten für die Implementierung dieses Projektes zur elektronischen Patientenakte in den nationalen Kliniken?

2) Wie viel zusätzliches Personal wird im Rahmen des PRN-Projektes hierfür vorgesehen?

3) Kann der Minister bestätigen, dass hier spezialisierte Fachkräfte involviert sind, die sich mit der Umsetzung dieser komplexen Projekte auskennen?

4) Kann der Minister bestätigen, dass die elektronische Patientenakte konkreten Mehrwert schafft?

5) Wird der Minister die Effektivität in einem Audit nachweisen?

6) Was sind die globalen Entwicklungen in den Personalzahlen seit Einführung des PRN-Systems?

7) Mit welchem Multiplikationsfaktor werden die Personalschlüssel derzeit in den Kliniken bedacht, um die Umstellung von Papier auf elektronische Dokumentation zu ermöglichen?

Réponse (3.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

In den luxemburgischen Kliniken werden die Patientenakten bereits seit mehreren Jahren elektronisch erfasst, in mehr oder weniger großem Umfang.

Im Rahmen des aktuellen PRN sind bezüglich der voranschreitenden Informatisierung weder Aufstockungen des Personals noch die Einführung von Multiplikationsfaktoren vorgesehen. Diese Tätigkeiten werden im Rahmen der dazu vorgesehenen 20% der Gesamtzeit, welche für die Gesamtheit der administrativen Tätigkeiten vorgesehen ist, ermittelt.

Eigentlich kann man davon ausgehen, dass die elektronische Verwaltung der Patientenakten keinen Mehraufwand für die Kliniken und ihr Personal erzeugt, da sie die Zugänglichkeit und die Weitergabe der erhobenen Daten erheblich erleichtert.

Die fortschreitende Auflösung der materiellen Archivierung beinhaltet nicht nur einen erheblichen Vorteil für das medizinische Personal, sondern ebenfalls für die Patienten, deren Akten qualitativ erheblich besser und kontinuierlich verwaltet werden können.

Spezifische Weiterbildungen sind zum Beispiel beim spezialisierten Personal, welches mit der Verwaltung der Krebsregister betraut worden ist, durchgeführt worden.

Seit der Einführung des PRN stellen sich die Zahlen der Manntage (ETP - équivalent temps plein) wie folgt dar:

Zahl der Manntage pro belegtem Bett	**1996**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2013***
Total der verrechneten Tage	724.203	731.650	754.290	759.499	763.924	751.847	754.366	769.816
Durchschnittszahl der belegten Betten	1.979	2.005	2.067	2.075	2.093	2.060	2.067	2.109
Zahl der bewilligten Manntage pro Pflegestation**	1.831	2.040	2.092	2.125	2.150	2.156	2.168	2.183
Zahl der Manntage pro belegtem Bett	0,93	1,02	1,01	1,02	1,03	1,05	1,05	1,04

* für das Jahr 2013 stellt die Anzahl der verrechneten Tage lediglich eine Schätzung dar
** Anzahl der wirklichen Manntage im Jahr 1996

Im Rahmen der Implementierung des „management par la qualité totale" (TQM) gemäß dem Modell EFQM (European Foundation for Quality Management), dem die luxemburgischen Kliniken angehören, findet alle zwei Jahre eine Revision statt, an der sich Experten beteiligen. Diese Revision ermöglicht es, Punkte zu bestimmen, bei denen Nachholbedarf im Rahmen des Managements besteht. Dabei wird den Bedürfnissen der jeweiligen Klinik Rechnung getragen.

Question 2713 (13.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**interdiction de trois pesticides mortels pour les abeilles:**

15 EU-Mitgliedstaaten haben sich mehrheitlich für ein teilweises Verbot von drei umstrittenen Pestiziden ausgesprochen. Die Pestizide stehen im Verdacht, Risiken für Bienen darzustellen und Mitauslöser des weltweiten Bienensterbens zu sein. Dieser EU-Zustimmung waren starke Proteste von Umweltschutzorganisationen vorausgegangen. Eine endgültige Entscheidung über das Verbot muss allerdings noch von der EU-Kommission getroffen werden.

Fragen:

1) Wie war die Haltung der Regierung betreffend der Forderung nach einem Verbot dieser Pestizide?

2) Welches Abstimmungsverhalten hat die Luxemburger Regierung in diesem Entscheidungsprozess an den Tag gelegt?

3) Wird sich die Regierung nunmehr kurzfristig mit neuen, verschärften Anweisungen zum Schutz der Bienenzucht an die Dienstleister in der Landwirtschaft wenden?

4) Wird es in Luxemburg verschärfte Auflagen und entsprechende Maßnahmen für den Bienenschutz geben, die weiter gehen als jene, die die EU nunmehr festgelegt hat?

5) Wird die Landwirtschaft entschädigt für den Ernteausfall, der entstehen könnte, wenn bestimmte Pestizide nicht mehr zum Einsatz kommen dürfen?

Réponse (22.5.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Die Regierung hat den diesbezüglichen Vorschlag der Europäischen Kommission von Anfang an unterstützt.

Da die Abstimmung über diesen Vorschlag allerdings in Verzug geriet, hatte das Landwirtschaftsministerium zwischenzeitlich eine Pressemitteilung veröffentlichen lassen, in der die Landwirte und der Handel aufgerufen wurden, möglichst sofort auf freiwilliger Basis auf die Anwendung von Saatgut zu verzichten, welches mit Substanzen aus der Familie der Neonikotinoide behandelt wurde.

2. Konsequenterweise hat die luxemburgische Delegation in den jeweiligen Gremien immer für den Vorschlag der Kommission gestimmt.

3. Selbstverständlich wird die Regierung die neuen Bestimmungen anwenden und spätestens ab dem 30. September 2013 die Zulassung dieser Produkte zurückziehen. In diesem Zusammenhang sei noch einmal bemerkt, dass diese Zulassung in Luxemburg ausschließlich für Zier- und Balkonpflanzen gilt. Die Behandlung von landwirtschaftlich genutztem Saatgut mit diesen Mitteln ist bereits zum jetzigen Zeitpunkt in Luxemburg verboten. Allerdings konnte der Import von derart behandeltem Saatgut aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union aus legalen Gründen bisher nicht verboten werden.

4. Darüber hinaus gehende Maßnahmen sind zum jetzigen Zeitpunkt nicht vorgesehen.

5. Eine Entschädigung der Landwirte ist nicht möglich.

Im Übrigen hielt sich die Anwendung dieser Mittel in Luxemburg laut Informationen meiner Dienststellen in engen Grenzen. Insofern dürften auch keine größeren finanziellen Auswirkungen dieses Verbotes zu erwarten sein.

Darüber hinaus wurden in der oben erwähnten Pressemittteilung verschiedene präventive ackerbauliche Maßnahmen vorgeschlagen, welche auf einer integrierten Landwirtschaft basieren und welche erlauben sollten, etwaige negative Konsequenzen dieser Entscheidung abzufedern. Diesbezüglich sei auch auf eine gemeinsame Veröffentlichung seitens der Landwirtschaftskammer und des „Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann" in der Fachzeitschrift „Fit for Farming 1/2013" hingewiesen, welche zur Schlussfolgerung kommt, dass kaum etwaige Schäden zu erwarten seien, wenn die Landwirte die fachliche Praxis der integrierten Landwirtschaft anwenden.

Question 2714 (13.5.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **surdose de radiations en radiothérapie:**

Entre 2001 et 2006, près de 450 patients traités pour des cancers de la prostate ont été victimes de surdoses de radiations au service de radiothérapie de l'hôpital d'Épinal en France. Sept en sont morts, selon un dernier bilan communiqué au procès. Deux médecins et un radiophysicien ont par la suite été condamnés à 18 mois de prison ferme.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais interroger Monsieur le Ministre au sujet des points suivants:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si de tels accidents n'ont pas eu lieu au Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures de sécurité en vigueur afin d'éviter de tels cas au Grand-Duché?

Réponse (14.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Députée qu'au Luxembourg aucun patient n'a été impliqué dans un incident lié à une surdose de radiations.

Afin d'éviter la survenance de tels incidents, des mesures de sécurité s'appliquent tant sur le plan médical que sur le plan technologique.

Ainsi, sur le plan médical, dès l'ouverture, en 2000, du Centre François Baclesse (CFB), une attention particulière a été portée aux risques de complications liés à la radiothérapie à ambition curative du cancer de la prostate. Ainsi, les effets secondaires observés ont été recueillis depuis cette date.

En 2008, le CFB a développé une vision générale et une stratégie systématisée de la gestion des risques. Cette vision a donné lieu à la mise en place d'une procédure rendant compte d'une méthode de collecte systématique des données de toxicité, dans le Registre de Morbimortalité (RMM).

L'objectif du RMM est double:

Pour les patients, il vise à garantir l'évaluation des résultats individuels en termes de contrôle de la maladie et des effets secondaires éventuels, alors que pour le CFB, il permet de disposer de résultats cliniques et identifier des évènements sentinelles, qui pourraient permettre de déceler des éventuels dysfonctionnements.

Le CFB a également mis en place un comité de retour d'expérience ainsi qu'un comité de pilotage des risques en date du 16 décembre 2009.

Conformément aux exigences relatives aux centres nationaux du plan hospitalier national, un audit du CFB a été réalisé selon la méthode QUATRO (Quality Assurance Team for Radiation Oncology) par un groupe d'experts auditeurs internationaux.

Cet audit a réalisé une évaluation portant sur:

- la qualité du processus de prise en charge des patients (accueil, prescription médicale, simulation, dosimétrie, traitement, surveillance et suivi postthérapeutique);

- la gestion globale de l'établissement (budget, prévisions d'activité);

- les formations des professionnels;

- la gestion des risques.

Au terme de l'audit, la mention «Centre d'excellence» a été accordée au CFB.

Conformément aux exigences précitées, le CFB s'est doté en 2012 d'un comité d'évaluation de l'assurance qualité des prestations hospitalières, dont les finalités consistent à:

- veiller à la mise en place d'un système de signalement des évènements indésirables;

- développer et contribuer à la mise en place d'un programme interne de gestion globale et coordonné de la qualité et des risques;

- faire des suggestions pour améliorer la sécurité, la gestion des risques (y compris les risques opérationnels et la qualité de fonctionnement de l'établissement et de ses services).

Finalement, sur le plan technologique, les contrôles de qualité des accélérateurs sont réalisés par les radiophysiciens, ceci dans le respect du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 relatif à la protection sanitaire des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants lors d'expositions médicales. Par ailleurs, des audits dosimétriques externes réguliers sont effectués par un prestataire, qui confirme que les paramètres de doses respectent les seuils acceptés de qualité.

En se fondant sur la méthode de gestion des risques en place au CFB et sur les résultats publiés annuellement par l'institution dans ses bilans d'activité (www.baclesse.lu), ainsi que sur le résultat excellent de l'audit QUATRO, le soussigné estime que l'ensemble des mesures de précaution sont actuellement déjà en place au Luxembourg pour assurer le traitement du cancer de la prostate par radiothérapie dans des conditions de sécurité optimales.

Question 2715 (14.5.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **enquêtes judiciaires en cours à l'étranger contre les pratiques d'anciennes filiales luxembourgeoises de banques islandaises:**

Selon la presse internationale, l'office du procureur de la République d'Islande a lancé fin avril une poursuite pénale contre des anciens dirigeants des banques islandaises parmi ceux-ci, certains ont exercé des mandats de gestion dans des filiales au Luxembourg. Bien plus, il semblerait qu'une part significative des incriminations pénales formulées par les autorités judiciaires islandaises concernerait également les relations entre les maisons mères et leurs anciennes filiales luxembourgeoises.

S'y ajoute que la filiale luxembourgeoise de la société Landsbanki a été mise en examen par un juge français, il y a quelques mois à Paris. Et dans ce dossier, des décisions de justice coulées en force de chose jugée et confortées par la Cour de Cassation de France ont condamné la banque luxembourgeoise en liquidation au payement de 50 millions d'euros de caution pendant l'instruction judiciaire.

Récemment enfin, plusieurs dizaines de personnes ont décidé de confier à la justice de notre pays le soin d'enquêter sur la pratique douteuse de «l'equity release scheme», estimant être victimes d'une escroquerie.

En l'état de développement de cette affaire et dans un contexte où il importe de préserver, voire de renforcer la crédibilité et l'image de marque de la place financière luxembourgeoise, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice:

- Est-ce que des enquêtes concernant les pratiques des banques islandaises et de leurs filiales lorsqu'elles étaient actives sur notre territoire sont en cours ou ont été réalisées?

- Dans cette deuxième hypothèse, quelles sont les conclusions de ces enquêtes?

- Dans quelle mesure notre pays coopère avec les autorités judiciaires en charge de ces divers dossiers au sein de l'Union européenne?

Réponse (26.6.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

Actuellement deux dossiers, qui ont trait à différents aspects des agissements à caractère pénal des banques islandaises, sont traités par les autorités luxembourgeoises. Dans un dossier l'instruction avance à grands pas. Au vu de la complexité de ce type d'affaires et du nombre important de mesures d'instruction et de commissions rogatoires à accomplir, l'enquête est actuellement toujours en cours. Afin de ne pas compromettre inutilement l'instruction, le procureur d'État se voit cependant dans l'impossibilité de donner de plus amples détails quant aux résultats d'ores et déjà obtenus et quant aux personnes mises en cause.

Dans un deuxième dossier, le juge d'instruction est saisi de réquisitions du Ministère public.

Le Luxembourg a été chargé d'exécuter un certain nombre de demandes d'entraide judiciaire à la demande des autorités judiciaires islandaise, britannique et française.

Dans l'affaire à charge des responsables Kaupthing/Banque Havilland, neuf commissions rogatoires ont été réceptionnées et exécutées permettant notamment aux autorités judiciaires islandaises de procéder aux poursuites pénales contre un certain nombre de prévenus.

Dans le cadre de l'instruction pénale contre les responsables de la Landsbanki, deux demandes d'entraide judiciaire délivrées par les autorités judiciaires islandaises sont en cours d'exécution alors qu'une demande provenant du pôle financier de Paris a été exécutée au courant de l'année 2011 et renvoyée après exécution le 10 février 2012.

Le Luxembourg a donc coopéré de façon efficace aux demandes d'entraide délivrées par les autorités judiciaires étrangères.

Question 2716 (14.5.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**isolation acoustique des maisons à appartements:**

Une plus grande densité des habitations est préconisée par les experts pour résoudre tant soit peu les problèmes dans le secteur du logement au Grand-Duché. Or, de plus en plus de gens habitant dans une copropriété respectivement dans une maison à appartements se plaignent des nuisances résultant du bruit de voisinage dues à une mauvaise isolation acoustique de leurs appartements. Ceci aux dépens de la qualité de vie et du bien-être individuel.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les normes légales ou réglementaires qui existent en matière d'isolement acoustique pour les maisons à appartements?

- Quel organisme ou administration est en charge du contrôle de ces normes?

- En cas de défaut de telles normes, Monsieur le Ministre serait-il disposé à les intégrer dans le projet de loi sur l'habitation durable qui est en train d'être finalisé par ses services?

- Ou bien, quelles autres mesures Monsieur le Ministre pourrait-il envisager pour résoudre cette problématique?

Réponse (17.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Actuellement, les communes disposent de leur règlement sur les bâtisses pour définir les normes en matière d'isolement acoustique.

Dans un futur proche, il est prévu d'intégrer les normes en question dans le règlement «type» sur les bâtisses qui est en cours d'élaboration par le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

En effet, c'est la commune qui est - seule - compétente pour contrôler si les normes demandées sont respectées.

Il convient de souligner que la certification de logement durable (LUNAZ) fait partie intégrante du projet de loi promouvant le logement et l'habitat durables. Dans le cadre de cette certification, il est prévu de régler les normes d'isolation acoustique non seulement pour les immeubles à appartements, mais également pour les autres logements, et ceci aussi bien au niveau de l'isolation acoustique vers l'extérieur entre différentes unités qu'au niveau de l'isolation acoustique à l'intérieur d'un logement.

Question 2717 (15.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accident sur la décharge SIDEC à Fridhaff:**

Den 22. Abrëll 2013 soll et op der mechanesch-biologescher Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEC um Fridhaff zu engem schroen Accident komm sinn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt et zu deem Accident komm ass?

2. Wa jo:

a. Wéi laang ass mat engem Aarbechtsausfall ze rechnen?

b. Wien ass responsabel?

c. Huet d'SIDEC déi gesetzlech Prozedur an esou engem Fall an och déi néideg Korrekturvirschléi vun der ITM respektéiert?

Réponse (5.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Um Datum vum 23. Abrëll 2013 ass d'„Inspection du Travail et Des mines" (ITM) vun engem Aarbechtsaccident, dat sech den 22. Abrëll 2013 géint 19.45 Auer op der „Décharge SIDEC" um Fridhaff zougedroen huet, informéiert ginn.

2.a. Den Aarbechtsausfall vum betraffene Salarié wäert viraussiichtlech bis Enn Juli daueren.

2.b. Zu dësem Ament vun der Enquête ass d'Fro iwwert d'Responsabilitéit nach net gekläert.

2.c. De SIDEC huet seng Informatiounsflicht erfëllt. Bis zu dësem Zäitpunkt si keng Korrekturvirschléi vun der ITM gemaach ginn.

Question 2718 (15.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **santé au travail à la décharge SIDEC à Fridhaff:**

Et ass gewosst, datt d'Aarbechtsbedingungen op der mechanesch-biologescher Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEC um Fridhaff net ideal sinn. Well d'Offallwaasser an engem biologeschen Zyklus verdämpt gëtt, entsti jo hei staark ammoniakhalteg Gasen. Dës Gasen hu jo ee staarken Afloss op d'Emwelt an op déi beschäftegt Leit bei der SIDEC. Do derbäi wieren d'Aarbechter regelméisseg mat Brennesselféiwer geplot.

An dësem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Sinn d'Aarbechter op der SIDEC an op der MBA-Anlag mat infektiösen, allergenen oder anere Krankheete geplot?

2. Wéi héich ass de Prozentsaz un Aarbechtsausfäll op der MBA-Anlag an um SIDEC selwer?

3. Gëtt de pH-Wäert regelméisseg um Ausgang vum Biofilter vun der MBA-Anlag gemooss?

Réponse commune (9.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aus de Rapporte vun der Aarbechtsmedizin geet ervir datt, un éischter Stell vun de Pathologië Gelenkproblemer (z. B.: Réckwéi, Schëllerwéi) souwéi Problemer am Gehéier sinn. Dee meeschte Kaméidi gouf gemooss bei de Glascontaineren, wou awer elo eng Léisung fonnt gouf, fir dee Kaméidi ze dämpfen. Infektiös Problemer falen net besonnesch op. Systematesch gëtt awer ee Monitoring gemaach vun engem Pilz, dem „Aspergillus Fumigatus", dee kann d'Longen erreechen. Dräi Tester ware positiv an deene leschten dräi Joer an dës Leit goufe weider kontrolléiert an iwwerwaacht a sinn asymptomatesch.

Fir d'Offallbehandlungsanlage vum SIDEC goufe fir d'Joer 2012 duerch de SIDEC beim Centre commun de la sécurité sociale insgesamt 4.708 Aarbechtsstonnen deklaréiert, wou Aarbechter ausgefall sinn. Dovu waren 4.624 Aarbechtsstonnen enger Krankheet a 84 Aarbechtsstonnen engem Accident zouzeschreiwen.

Wann een dës Aarbechtsausfäll elo a Relatioun zu de Gesamtaarbechtsstonne fir de ganze Betrib stellt, déi sech am Joer 2012 op 70.200 Stonne belaf hätten, sou ass während duerchschnëttlech 6,71% vun der virgesinnener Aarbechtszäit, bedéngt duerch Krankheet oder en Accident, net geschafft ginn.

Vum Gesamtaarbechtsstonnenausfall an Héicht vun 4.708 Aarbechtsstonne sinn am Joer 2012 insgesamt 852,40 Aarbechtsstonnen duerch Ausfäll vun Aarbechter an der mechanesch-biologescher Offallopbereedungsanlag (MBA) bedéngt. Dovu sinn 820,40 Stonnen enger Krankheet an 32 Stonnen engem Aarbechtsaccident zouzerechnen. Stellt een elo all déi Aarbechtsstonnen, déi am Joer 2012 an der MBA an Héicht vun 17.478 duerch d'Aarbechter ze leeschte gewiescht wären, a Relatioun mat den ze verzeechnende Fehlstonnen, esou ass während duerchschnëttlech 4,88% vun der virgesinnener Aarbechtszäit duerch déi beschriwwen Ausfäll net geschafft ginn.

Stellt een zum Vergläich d'Gesamtausfallzäite fir de Rescht vum Betrib géigeniwwer, also ouni d'MBA, ass während 7,31% vun der Zäit net geschafft ginn.

Déi fir d'Joer 2012 an der MBA ze verzeechnend Aarbechtsausfäll leien ënnert deenen Aarbechtsausfäll, déi fir de Rescht vum Betrib festzestelle sinn.

D'Behandlung vun der Ofloft aus der MBA gëtt iwwer e Biofilter a Kombinatioun mat engem sougenannten „saure Wäscher" assuréiert.

Fir d'Éischt gëtt d'Ofloft iwwert de „saure Wäscher" gefouert. Hei gëtt de Stëbs ausgewäsch, den Ammoniakgehalt gesenkt an d'Ofloft ugefiicht, fir dass de Biofilter net soll ausdréchnen.

Fir d'Ammoniakkonzentratioun an der Ofloft ze senken, gëtt dem Wäschwaasser Salpéitersaier zoudoséiert. Dëse Prozess gëtt iwwer pH-Wäert-Miessungen am Wäschwaasser gesteiert. Jee no pH-Wäert gëtt méi oder manner Salpéitersaier zoudoséiert.

Aus dësem Behandlungsprozess geet Ammonsalpéiter ervir. Heibäi handelt et sech ëm en onproblematescht Salz, dat zesumme mam Wäschwaasser an engem geschlossene Kreeslaf mat Réservoir gefouert gëtt. Vun Zäit zu Zäit gëtt een Deel vum Wäschwaasser erneiert an dat verbrauchte Waasser gëtt dem Prozesswaasser zougemëscht, wat fir d'Befiichtung vun den Offäll gebraucht gëtt, déi am „biologeschen" Deel vun der Anlag behandelt ginn.

Nom „saure Wäscher" gëtt d'Ofloft dem Biofilter zougefouert, deen aus engem organesche Filtermedium besteet. Hei gëtt d'Ofloft vu flüchtegen organeschen an gerochsaktive Verbindunge gerengegt.

Miessunge vum pH-Wäert sinn op Säite vum Biofilter laut Aussoe vum SIDEC net virgesinn an och net noutwendeg.

Kontrollmiessungen un den Ofloftbehandlungsariichtunge gi regelméisseg duerchgefouert.

Doriwwer eraus wëll ech meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N°2431 an deemselwechte Kontext an Erënnerung ruffen *(cf. compte rendu n°6/2012-2013)*.

Question 2720 (15.5.2013) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **situation des droits de l'Homme en Corée du Nord:**

Le régime de la République populaire démocratique de Corée n'a de cesse de menacer d'une éventuelle frappe nucléaire non seulement ses voisins directs dans la péninsule coréenne mais également le monde entier. Bien conscient que ces manœuvres politiques doivent servir au régime de Pyongyang d'asseoir son pouvoir au niveau interne mais également de se mettre en position de force au niveau international, l'on ne peut nier que le non-respect des droits de l'Homme est monnaie courante en République populaire démocratique de Corée. Le «Parliamentary Forum for Democracy» s'est tout particulièrement donné pour mission de rendre attentif à la situation dramatique des droits de l'Homme en Corée du Nord.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il sensibiliser l'opinion publique luxembourgeoise sur la situation des droits de l'Homme en Corée du Nord?

- Le Luxembourg étant actuellement membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de quelle façon Monsieur le Ministre entend-il intervenir au niveau des institutions onusiennes afin d'orienter son action vers une assistance humanitaire renforcée par une campagne de sensibilisation sur la situation des droits de l'Homme en République populaire démocratique de Corée?

Réponse (12.6.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Avec ses partenaires de l'UE, le Luxembourg continue à attirer l'attention du Conseil des droits de l'Homme et de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation dramatique des droits de l'Homme en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et à appeler son Gouvernement à améliorer d'urgence la situation. Lors de la 22e session du Conseil des droits de l'Homme en mars 2013, une nouvelle résolution dénonçant la situation en RPDC, coparrainée par le Luxembourg, a été adoptée.

Il y a lieu de remarquer que depuis 2012, les résolutions dénonçant la situation en RPDC sont prises par consensus, que ce soit au niveau du Conseil des droits de l'Homme ou de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cela semble indiquer que l'indulgence envers la RPDC est au plus bas, y compris parmi les pays traditionnellement opposés par principe aux résolutions-pays.

Depuis 2005, le Luxembourg fait des contributions humanitaires régulières au Programme alimentaire mondial (PAM) en faveur de la RPDC pour venir en aide aux populations affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Question 2722 (16.5.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **plan sectoriel «éoliennes»:**

Au début des années 2000, le Ministère de l'Environnement avait fait établir un plan avec les sites potentiels pour l'installation d'éoliennes («Wandatlas»).

Dans sa réponse à une question parlementaire afférente *(cf. compte rendu n°17/2010-2011 - question parlementaire 1720)*, Monsieur le Ministre de l'Économie avait déclaré en 2011 que le Gouvernement ne prévoyait pas d'établir un inventaire des sites potentiels d'implantation.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de revenir sur cette décision gouvernementale et de faire établir un plan sectoriel «éoliennes»?

- En attendant la finalisation de ce plan sectoriel, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait indiqué d'actualiser le plan établi il y a une dizaine d'années?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à rendre public l'inventaire des sites potentiels d'implantation?

- Le site prévu dans la commune de Mondercange («Mëttendall») fait-il partie intégrante du «Wandatlas»?

Réponse (28.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En ce qui concerne l'opportunité de faire établir un plan sectoriel «éoliennes», il y a lieu de préciser qu'il appartient aux acteurs économiques concernés de décider de la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Partant, il leur appartient également d'identifier les sites propices à l'installation d'éoliennes en fonction de la climatologie, de l'urbanisation et de l'écologie.

Tous les promoteurs de projets sont appelés à se concerter à un stade précoce de leurs réflexions avec les services du département de l'Environnement afin d'identifier les caractéristiques écologiques du site considéré et de dégager une première appréciation quant à la faisabilité du projet.

Par la suite, le Ministre en charge de l'environnement interviendra en tant qu'autorité compétente dans la procédure d'évaluation et d'approbation des projets.

Eu égard au grand nombre de projets actuellement en préparation par les différents acteurs économiques, un plan directeur sectoriel, instrument réglementaire, donc nécessairement normatif strict, n'apporterait aucune plus-value pour la mise en œuvre de la politique énergétique du Gouvernement.

En ce qui concerne les questions relatives à une actualisation d'un inventaire des sites potentiels d'implantation d'éoliennes datant du début des années 2000 et à un site d'implantation dans la commune de Mondercange, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne dispose d'aucune information à ces sujets.

Question 2723 (16.5.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**incident lors de l'intervention d'une ambulance le 14 mars 2013:**

Am Bulletin de presse vum 14. Mäerz 2013 vun der groussherzoglecher Police kann een ënner anerem dës Noriicht liesen: „Vers 17.00 heures le centre d'intervention de Diekirch a été contacté par l'équipage d'une ambulance suite au comportement agressif d'un patient. Au cours de l'intervention l'état de santé du jeune homme s'est subitement dégradé. Les tentatives de réanimation des ambulanciers sur place et du médecin du SAMU sont restées vaines. Le parquet de Diekirch a ordonné une autopsie afin de déterminer les causes exactes du décès".

Déi national Press huet deemols vun dësem tragesche Virfall bericht, mä eng Rei Detailer schéngen net der Wourecht ze entspriechen. De jonke Mann wier net zu Angelduerf an enger Ambulanz, mä an engem Haus zu Ierpeldeng gestuerwen. Dës falsch Informatioun wier och op der Déclaration des causes de décès erëmzefannen.

An deem Kontext wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1. Sinn d'Eltere vun deem jonke Mann gefrot ginn, ob si domadder averstane wieren, datt dësen tragesche Virfall am Bulletin de presse vun der groussherzoglecher Police ernimmt gëtt?

2. Falls sech d'Eltere géint d'Veröffentleche vun där Informatioun ausgeschwat hunn, firwat ass dee Wonsch net respektéiert ginn?

3. Gëtt d'Famill an deene Fäll ëmmer ëm d'Erlaabnis gefrot? Wann neen, firwat?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt et an deem Kontext wichteg ass, den Équiliber ze fannen tëscht der Privatsphär vun de betraffene Leit an der Noutwendegkeet, d'Öffentlechkeet iwwer verschidde Virfäll ze informéieren?

5. Wéi gëtt, wat de Bulletin de presse ubelaangt, den Tri gemaach tëscht den Informatiounen, déi veröffentlecht ginn, an deenen, déi net veröffentlecht ginn?

6. Wéi ass den Ëmgang vun der Police mat der Press geregelt?

7. Huet d'Police an ähnleche Fäll d'Recht, verschidde Journaliste méi Informatiounen ze ginn ewéi déi, déi um Bulletin de presse erëmzefanne sinn?

8. Ass et üblech, datt an ähnleche Fäll d'Déclaration des causes de décès net vum Dokter, deen den Doud constatéiert huet, erstallt gëtt, mä vun engem anere Médecin légiste?

9. Wéi ass et méiglech, datt op der Déclaration des causes de décès, déi d'Famill vum jonke Mann kritt huet, guer keng Doudesursaach uginn ass?

10. Wien ass an ähnleche Fäll fir de Rapport d'autopsie zoustänneg?

11. U wien huet sech an dësem Fall de Médecin légiste gewannt, fir un all déi néideg Informatiounen, déi mam Doud vum jonke Mann a Verbindung stinn, ze kommen?

12. Wat fir eng Konsequenze kënnen an dësem Fall, wat d'Veröffentlechung vun den Informatiounen an d'Erstelle vun den offiziellen Dokumenter (Déclaration des causes de décès a Rapport d'autopsie) betrëfft, gezu ginn?

Réponse commune (26.6.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

Le communiqué de presse diffusé le 14 mars 2013 par la Police grand-ducale fait suite à une intervention de police administrative qui a eu lieu à l'occasion d'une demande d'hospitalisation sans son consentement d'une personne majeure atteinte de troubles mentaux en application des dispositions de la loi du 10 décembre 2009 sur le placement de personnes souffrant de troubles mentaux.

Suite à une demande des parents afin de voir hospitaliser leur fils en raison d'un trouble mental, les ambulanciers sont appelés. Le jeune homme X à hospitaliser se trouve dans la cuisine de la maison, mais refuse d'accompagner les ambulanciers.

Suite à ce refus, mais en vue de voir admettre X au Centre Hospitalier du Nord, les ambulanciers font appel à la police en vue de les épauler pour le transport du patient.

Le patient continua toutefois de s'opposer à son hospitalisation et lorsqu'après un certain temps de discussions restées infructueuses, l'un des policiers essaya de prendre le jeune homme par le bras pour l'inviter à sortir de la pièce où il se trouvait, celui-ci tenta de s'emparer d'un couteau de cuisine. Les agents essayaient alors de l'immobiliser et de le menotter, ce qui s'avéra difficile au vu de l'exiguïté de la pièce dans laquelle ils se trouvaient. Après avoir fait usage du spray à poivre, les agents réussirent toutefois à menotter le jeune homme, mais à un moment donné celui-ci s'effondra et tomba dans le coma.

Les ambulanciers qui attendaient devant la maison, furent immédiatement appelés dans la cuisine et essayèrent de le réanimer, malheureusement en vain.

Le médecin du SAMU, appelé sur les lieux, arriva sur place une quinzaine de minutes plus tard. Il constata que toutes les diligences possibles en vue d'une réanimation avaient été entreprises et constata le décès de X.

Aux termes de la déclaration des causes de décès, le médecin du SAMU ne se prononça pas sur les causes du décès, mais cocha la case «mort de cause inconnue et suspecte».

Au vu de ce constat dudit médecin, le parquet de Diekirch fut informé par la police des faits qui venaient de se produire et il se rendit sur les lieux. En application de l'article 44, alinéa (2) du Code d'instruction criminelle, il fut décidé de requérir le juge d'instruction d'ouvrir une information aux fins de rechercher les causes de la mort de X et d'ordonner une autopsie.

Le 15 mars 2013, le juge d'instruction nomma expert un légiste de l'Institut de médecine légale de l'Université du Saarland qui procéda le jour même à l'autopsie requise en présence des personnes énumérées au procès-verbal d'autopsie dressé par le juge d'instruction. Le juge d'instruction confia également une mission d'expertise à un expert toxicologue.

Le rapport d'autopsie du 25 mars 2013 ainsi que le résultat des examens toxicologiques ont entre-temps été communiqués au père du défunt suite à une demande de celui-ci.

Il est exact que les parents, qui avaient demandé l'hospitalisation de leur fils sans son consentement, avaient exprimé sur les lieux le vœu que les faits ne devraient pas être divulgués dans la presse. Il n'en reste pas moins que les événements dont s'agit ne pouvaient rester inaperçus au vu du nombre important de véhicules de service qui étaient arrivés dans un très court laps de temps (ambulance, SAMU, police, parquet) et le nombre important de personnes qui se trouvaient sur les lieux.

Compte tenu de ce qu'une personne était décédée au cours d'une intervention policière en vue d'une hospitalisation, il fut décidé de publier un court communiqué de presse afin de garantir une information succincte du public et de parer ainsi à un éventuel reproche de vouloir cacher l'intervention policière, tout en essayant de sauvegarder dans la mesure du possible la sphère privée de la famille en deuil.

Le communiqué de presse ne comportait aucune indication quant à la localité où les événements s'étaient passés, ne donnait aucun détail quant à la maladie de la victime, ne révélait ni l'âge de celle-ci, ni le lieu exact (intérieur de la maison ou de l'ambulance) où la personne était décédée.

Si certains quotidiens sont revenus dans la suite sur ces événements, sans qu'ils aient demandé de plus amples renseignements au Service Presse de la Justice, ni apparemment au Service Presse de la Police grand-ducale, et si certaines informations contraires à la réalité y ont été diffusées, leur origine ne saurait être le communiqué de presse diffusé par la Police grand-ducale et repris dans la question parlementaire de l'honorable Député Gast Gibéryen.

L'information judiciaire est toujours en cours au cabinet d'instruction du tribunal d'arrondissement de Diekirch, étant donné que tous les devoirs d'instruction ordonnés en cause n'ont pas encore été exécutés.

En général, la prérogative de la communication en matière d'enquêtes judiciaires appartient, comme le fixe l'article 8 du Code d'instruction criminelle, au procureur d'État. Cette procédure est systématiquement appliquée par la police.

La communication publique de la police est réglée par une prescription de service qui décrit la politique média de l'administration.

Il est évident que l'information policière officielle diffusée est disponible à titre égal pour tous les acteurs de la communication. Le service compétent de la police est à la disposition de tous les journalistes, 24 heures sur 24, pour informer proactivement et traiter les questions et requêtes éventuelles dans les meilleurs délais.

La police publie au moins trois bulletins de presse quotidiens (7 jours sur 7) et elle exploite tout un éventail de supports du Web 2.0 (Internet, Twitter, Facebook, application smartphone - IOS et Androïde -, YouTube et YouMakeTV).

Dans un souci de transparence, qui devrait sous-tendre tout le secteur public et lier tous ses représentants à tous les niveaux, la police communique les faits sensibles d'intéresser le grand public en matière de sécurité publique. Elle rend compte de ses actions, informe sur des dangers éventuels et prête une attention toute particulière aux messages de prévention.

La communication policière est soumise au secret de l'instruction, au secret professionnel et à l'obligation de réserve du fonctionnaire. Elle veille plus particulièrement à ce que la présomption d'innocence soit respectée dans l'intérêt du suspect, respectivement du prévenu et elle se garde de violer le respect de la vie privée du citoyen.

Question 2724 (17.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Premium SMS Service:**

Wéi an anere Länner och, bidden zu Lëtzebuerg eng Rei vu Provider sougenannte Premium SMS an MMS Servicer un. Et handelt sech dobäi ëm SMSen an MMSen, déi wäit iwwert de gewéinleche Präis erausginn an duerch déi de Client fir Déngschtleeschtunge wéi Spiller oder Sonnerië fir den Handy bezilt. Zënter Jore stinn dës Servicer aus ënnerschiddleche Grënn an der Kritik. Duerch d'Verschécke vun enger SMS schléisst de Client, ouni et sech vläicht bewosst ze sinn, en Abonnement of, dat deier kascht an dat och nach nëmmen duerch eng relativ komplizéiert Prozedur ka gekënnegt ginn.

Dozou kënnt nach, datt dës Servicer dacks an engem dubiéise Kontext gebraucht ginn. De Consommateur, deen op enger Internetsäit zum Beispill e Film erofgelueden huet, gëtt gebieden esou eng Premium SMS ze verschécken, fir Accès zu engem Passwuert ze kréien. Dacks stellt sech awer eraus, datt et sech bei der Datei ëm e Virus handelt an datt de Client Suen ausginn huet, ouni datt e wierklech drop opmierksam gemaach ginn ass.

Dëst ass ëmsou méi besuergniserregend, well bei deene Servicer virun allem déi jonk Clienten als Zilgrupp ugesprach ginn.

D'Telekommunikatiounsgesellschafte spillen eng wichteg Roll, well se fir d'Fakturéierung vun deene Servicer zoustänneg sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Kommunikatiounsminister dës Froe stellen:

1. Wéi sinn zu Lëtzebuerg déi Premium SMS an MMS Servicer geregelt?

2. Sinn d'Provider verflicht, de Client ganz bewosst drop opmierksam ze maachen, datt et sech beim Service ëm en Abonnement handelt? Wann neen, firwat? Wa jo, hale sech d'Provider un déi Verflichtung?

3. Wat d'Résiliatiounen ugeet, sinn d'Provider verflicht, dem Client eng Prozedur unzebidden, déi net nëmme liicht ze fannen, mä och ze verstoen ass? Wann neen, firwat? Wa jo, hale sech d'Provider un déi Verflichtung?

4. Gëtt et e maximale Montant, dee gesetzlech virgeschriwwen ass an deen e Provider däerf fir esou e Service froen?

5. Wéi ass d'Positioun vum Här Minister zu enger standardiséierter Präislimitatioun fir Premium SMSen an MMSen?

6. Wat ass virgesinn, fir Fäll vu Mëssbrauch ze verhënneren?

7. Ginn et konkret Zuelen oder Estimatiounen zu de Recetten, déi op dës Servicer zréckzeféiere sinn?

8. Ass de Prozentsaz vun de Recetten, deen direkt un de Provider geet, gesetzlech virgeschriwwen?

9. Wien iwwerwaacht, datt de Contenu, deen iwwer Premium SMSen an MMSe réceptionnéiert gëtt, net géint d'Gesetz verstéisst (z. B. Pornographie)?

10. Ass den Här Minister net der Meenung, datt grad déi jonk Leit misste besser geschützt ginn, andeems zum Beispill d'Telekommunikatiounsgesellschaften dozou verflicht ginn, de Mannerjähregen nëmmen nach Abonnementer unzebidden, mat deenen se net kënne Premium SMSen an MMSe verschécken?

Réponse commune (11.7.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Et gëtt zwou Zorte vu Premium SMSen an MMSen: déi, déi ee selwer schéckt un eng besonnesch Kuerznummer, wou e Präisopschlag ass, an déi, déi ee geschéckt kritt, am Kader vun engem Abonnement op e Service. A béide Fäll gëtt bezuelt iwwert d'Rechnung am Kader vum Handysabonnement. Bei dëser parlamentarescher Fro geet et éischter ëm d'Abonnementer.

Iwwert d'Recettë vun de Prestatairë vu Premium SMS an MMS Servicer zu Lëtzebuerg si keng Zuele bekannt.

Et gëtt zu Lëtzebuerg keng spezifesch Reglementatioun vun de Premium SMSen oder MMSen. Mä well et sech am Fall vun engem Abonnement op esou e Service ëm en „Contrat à distance" handelt, well en op elektroneschem Wee ofgeschloss gëtt, applizéiere sech d'Dispositiounen iwwert de „Contrat à distance", déi am Code de la Consommation an am Code civil virgesi sinn. Zum Beispill muss de Konsument beim Ofschloss vun engem Kontrakt iwwert de Präis informéiert ginn.

Doriwwer eraus gëtt et en „Code de bonne conduite pour les services mobiles au Luxembourg", deen déi mobil Opérateuren zesummen opgestallt hunn. Dee Code fënnt een zum Beispill um Site vu Luxgsm, wann een bei „Recherche" „Premium SMS" aginn huet, an dann ënner „Documents à télécharger" kuckt.

Dee Code gesäit ënner anerem vir:

- dass ee muss eng extra Këschtchen ukräizen, fir esou e Service via Internet ze abonnéieren,

- dass um Publizitéitsmaterial de Präis pro Zäit oder Zuel vun SMSe muss kloer ugi sinn,

- dass de Prestataire vum Service dem Abonnéierten all Mount muss Informatioune schécken, wann de Präis vum Service e gewësse Montant iwwerschreit.

Dee Code erkläert och, wéi een nees aus dem Abonnement erauskënnt: eng Manéier ass zum Beispill fir en SMS ze schécken dee mat «Stop» ugeet an dann de Code vum Service. D'Opérateurë behale sech vir, de Kontrakt mam Prestataire vum Service ze kënnegen, wann dee sech net un de Code de bonne conduite hält.

Dem ILR ass kee Fall bekannt, wou e Konsument e Stop SMS geschriwwen huet a wou deen net vum Prestataire vum Service respektéiert ginn ass.

Et wär natierlech gutt, wann d'Leit am Fall vu Mëssbrauch dat bei hirem mobilen Opérateur oder beim ILR géife mellen.

Den Inhalt vun SMSen oder MMSe gëtt net iwwerwaacht. Do applizéiert sech de Prinzip vun der Confidentialitéit vun de Kommunikatiounen. Wat de Jugendschutz ugeet, gëllen déi allgemeng Bestëmmungen iwwert de Jugendschutz.

Question 2725 (17.5.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **développement des écotechnologies sur le territoire de la «Nordstad»:**

Au début de l'année 2013, les autorités communales de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren ont signé une déclaration d'intention dans le cadre de laquelle elles expriment leur soutien quant au développement ainsi qu'à l'implantation d'entreprises dans le secteur des écotechnologies sur le territoire de la «Nordstad» tout en lançant un appel aux membres du Gouvernement pour qu'ils s'engagent fermement en faveur de la réalisation de cette démarche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Madame la Ministre est-elle disposée à développer, en collaboration étroite avec Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, une stratégie destinée à soutenir le développement des écotechnologies sur le territoire de la «Nordstad»?

- Dans l'affirmative, quels pourraient être, à son avis, les axes principaux d'une telle stratégie?

- La concentration d'activités de recherche en la matière sur le site d'Esch/Belval constitue-t-elle une option définitive? Si tel n'était pas le cas, la «Nordstad» pourrait-elle devenir un deuxième centre d'innovation et de recherche sur le plan des écotechnologies, notamment pour ce qui est de la recherche publique?

Réponse commune (20.6.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question soulevée par l'honorable Député concerne deux aspects de politique visés par le programme gouvernemental, à savoir la recherche et le développement technologique, d'un côté, et le développement régional, d'autre côté. Concernant le développement de l'initiative visée par ladite question, il s'agira donc de répondre aux impératifs de ces deux politiques.

En matière de recherche et de développement technologique le programme gouvernemental souligne la nécessité du renforcement des efforts de synergie entre l'Université du Luxembourg et les établissements publics de recherche. Il retient également que ces efforts de synergie seront catalysés par la concentration des activités au sein de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, avec pour objectif la création d'un véritable campus technologique favorisant également le partenariat public-privé. Il retient en outre l'opportunité de la création d'un petit nombre de véritables pôles d'innovation autour de certains thèmes technologiques. Parmi ces thèmes technologiques visés figurent entre autres les écotechnologies.

En matière de développement régional, le programme gouvernemental retient que «le Gouvernement veillera à ce que l'évolution des quatre grands pôles de développement nationaux que sont le Kirchberg, le sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg, Belval et la Nordstad, dont la mise en œuvre prioritaire sera accélérée, se fasse, dans la mesure du possible, de manière complémentaire et non concurrentielle».

Toutefois, les acteurs tant privés que publics sont aujourd'hui davantage concentrés sur la région sud du Luxembourg. En outre, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris la décision de promouvoir à travers un partenariat privé-public le site de Kockelscheuer comme zone d'activités économiques dédiée aux technologies environnementales.

Néanmoins, la région de la «Nordstad» pourrait servir de terre d'accueil à d'autres pôles de compétences plus en ligne avec le tissu économique de la région.

Dans ce contexte, une des priorités du Gouvernement sera d'analyser, sur base de compétences existantes auprès des grandes entreprises, l'opportunité de développer sur le territoire de la «Nordstad» des activités pouvant insuffler une nouvelle dynamique au développement économique du territoire de la «Nordstad».

Question 2726 (21.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **maisons de soins:**

Bezüglich der Praxis der Suche nach Unterbringung und späteren Zuerkennung von Wohnplätzen in nationalen Strukturen der Langzeitpflege wird berichtet, dass Anträge an verschiedene Wunsch-Strukturen (CIPA oder Pflegeheime) in Papierform gerichtet werden müssen.

Dem Vernehmen nach gibt es keine zentrale nationale Datenbank, in der die Anträge registriert werden und bei Bedarf abgerufen werden können, beispielweise durch Sozialarbeiter oder Allgemeinärzte respektive Referenzärzte, die bei der Suche nach Wohnplätzen für ältere Menschen behilflich sein wollen.

Erschwerend ist, dass die einzelnen Langzeitstrukturen sich die Freiheit nehmen, eine Person aufzunehmen oder auch nicht, so dass bestimmte Personen schwer zu platzieren sind. Auch das Phänomen der sogenannten „attente de placement" in den Akutkliniken ist keinesfalls gelöst.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es keine nationale Datenbank gibt, die Informationen über die Zurverfügungstellung der Wohnplätze gibt?

2) Ist es Vorgabe der Regierung, patientenzentrierte Versorgungsmodelle zu betreiben?

3) Falls ja, wie ist es möglich, dass eine ältere Person, wohnhaft im Süden des Landes, schlussendlich im hohen Norden wohnen muss?

4) Hat ein Bürger ein Anrecht auf einen Wohnplatz in einer Langzeitversorgungsstruktur nahe seinem Wohnsitz und nahe seiner Familie und seinem Bekanntenkreis?

5) Müsste es nicht eine Pflegeheimberatung geben, bei der Anfragesteller Hilfeleistung erhielten?

6) Kann der Minister bestätigen, dass es weiterhin ein ungelöstes und gravierendes Problem namens „attente de placement" in den Akutkliniken gibt?

Réponse (21.6.2013) de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Wie bereits in der Antwort auf Ihre parlamentarische Anfrage Nr.0498/2010 angegeben *(cf. compte rendu n°11/2009-2010),* gibt es keine nationale Datenbank, in der Anträge registriert werden resp. die Auskunft zur „Zurverfügungstellung" von Wohnplätzen in Alten- und Pflegeheimen gibt.

Das Ministerium für Familie und Integration ist Herausgeber des „Guide pratique pour seniors", in dem alle Alten- und Pflegeheime aufgelistet sind und den jeder Bürger per Telefon gratis bestellen oder von den Internetseiten www.mfi.public.lu sowie www.luxsenior.lu herunterladen kann. Dies gilt auch für eine detaillierte Adressenliste aller „CIPAs" und Pflegeheime, die telefonisch angefragt oder über die Internetseite www.luxsenior.lu abgerufen werden kann.

Da Wohnplatz des Einzelnen sowie Lebensraum der Familie resp. des Bekanntenkreises sehr verschieden sein können sowie unterschiedliche Prioritäten seitens der betroffenen Person bestehen können, kann es zu einer Unterkunft in der/den „gewünschten" Institutionen nur dann kommen, wenn die betroffene Person Vorsorge trifft und sich präventiv bei dem/den bevorzugten Anbieter(n) „anmeldet".

Es kann immer zu Notsituationen kommen, die mit sich bringen, dass eine ältere Person aus dem Süden in einer Struktur im Norden des Landes temporär oder definitiv untergebracht werden muss.

Generell helfen die Organisationen der Langzeitpflege den Betroffenen bei der Antragstellung. Eine weitere Anlaufstelle sind die Sozialämter der Gemeinden, welche die Betroffenen und ihre Familien informieren, beraten und bei konkreten Anfragen unterstützen. Man kann auch montags bis freitags zwischen 8.30 und 11.30 Informationen über das Seniorentelefon einholen (24 78 60 00).

Da die Organisationen der Langzeitpflege sich unterschiedliche Prioritäten gesetzt haben in Bezug auf Unterbringungs- und Pflegekonzepte, sollten die betroffenen Personen und ihre Familien sich immer vor Ort und im Vorfeld einer Pflegesituation ein konkretes Bild machen und dann ihre Entscheidung treffen.

Die ihm zur Verfügung stehenden Informationen ermöglichen es dem Ministerium nicht, die beschriebene Situation der „attente de placement" in den Akutkliniken zu bestätigen.

Question 2727 (21.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **règlement des centres de recyclage:**

Kürzlich war in einem Beitrag in einer deutschen Boulevardzeitung zu lesen, dass eine Person mit einem Bußgeld belegt wurde, weil sie Altglas in einem Nachbarort entsorgt hatte, in dem sie nicht wohnhaft war und nicht zum Verbandsgebiet gehörte.

Es stellt sich die Frage, ob ein solcher Vorfall ebenfalls in unserem Land möglich wäre. In der Tat gibt es Gemeinden, in denen die Recyclingaktivitäten nur den Bewohnern dieser bestimmten Gemeinde vorbehalten sein sollen.

Fragen:

1) Wie ist die rechtliche Lage in Luxemburg bezüglich der Benutzung von Recyclingzentren, die auf Gemeindeebene genutzt werden?

2) Könnte sich ein Vorfall, wie er in der deutschen Presse beschrieben wurde, ebenfalls in Luxemburg wiederholen, indem eine Gemeinde einen externen Benutzer ihrer Recyclinganlagen strafrechtlich verfolgen lassen könnte?

3) Wie ist die Meinung des Ministers zu solchen restriktiven Maßnahmen durch die Gemeinden?

4) Welches Interesse hat die Allgemeinheit an der Teilnahme an Recyclingmaßnahmen, wenn sie potenziell solchen Schikanen ausgesetzt ist?

5) Gibt es eine Anlaufstelle beim zuständigen Ministerium, bei der derartige Vorfälle berichtet werden können?

Réponse (27.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1) In Luxemburg wird das Errichten sowie das Betreiben von Recyclingparks durch das Containerparkreglement „Règlement grand-ducal du 1er décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions de déchets ménagers, encombrants et assimilés" geregelt.

2) Das Abfallwirtschaftsgesetz vom 21. März 2012 sieht für derartige Fälle, so wie es sich in Deutschland ergeben hat, keine Strafen vor. Allerdings obliegt die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle und der haushaltsähnlichen Abfälle den Gemeinden. Aufgrund des Abfallwirtschaftgesetzes müssen die Gemeinden ihre kommunalen Abfallreglements bis zum 1. April 2014 anpassen. Im Gemeindereglement können, gemäß Artikel 29 des Gemeindegesetzes vom 13. Dezember 1988, die Gemeinden penale Strafen festlegen.

3) Der Umweltminister begrüßt es, dass die Gemeinden respektive die Gemeindesyndikate in den letzten Jahren kommunale Sammelstrukturen zwecks separater Einsammlung der unterschiedlichen Wertstoffe aufgebaut haben. Durch diese sowie diverse andere Maßnahmen in der Abfallwirtschaft zählt Luxemburg europaweit zu den führenden Nationen, was das Recycling von Wertstoffen anbelangt. Eine Recyclingquote von mindestens 50% der Haushalts- und der haushaltsähnlichen Abfälle ist spätestens 2020 durch die Gemeinden zu erreichen.

4) Der nationale Abfallwirtschaftsplan, welcher im Januar 2010 von der Regierung angenommen wurde, schlägt vor, dass die verschiedenen kommunalen und interkommunalen Recyclingparks im Verbund zusammenarbeiten, um es somit den Bürgern zu ermöglichen, den Recyclingpark zu nutzen, der für sie zum gegebenen Zeitpunkt der günstigste ist, unabhängig davon, ob der Bürger in der entsprechenden Gemeinde wohnt oder nicht. In diesem Sinne kann das Ministerium solch restriktive Maßnahmen nicht begrüßen.

5) Zuständige Anlaufstelle für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle und der haushaltsähnlichen Abfälle sind in erster Linie die Gemeinden. Gemäß Abfallwirtschaftsgesetz ist die Umweltverwaltung die zuständige Verwaltung.

Question 2728 (21.5.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **bisphénol A:**

Le nouveau rapport de l'Agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié en avril 2013, souligne les risques liés au Bisphénol A et complète les travaux précédents en la matière.

L'Anses confirme les effets néfastes de cette substance chimique de synthèse utilisée pour la fabrication de plastique de type polycarbonate (biberons, vaisselle, récipients destinés au four à micro-ondes, revêtements plastifiés à l'intérieur des boîtes de conserve…) ou comme révélateur d'encre dans les tickets thermiques (tickets de caisse, reçus de carte bancaire…). De surcroît, l'agence identifie un risque potentiel pour l'enfant à naître des femmes enceintes exposées ainsi que d'autres modes de contamination, en particulier dans le milieu professionnel.

Dans le même ordre d'idées, en Belgique, le Conseil supérieur de la santé préconisait déjà en 2012 une révision à la baisse de la dose journalière actuelle autorisée de 0,05 mg/kg de poids corporel dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le CSS belge recom-

mande de la prudence, principalement pour les femmes enceintes et les nourrissons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le principe de précaution en matière de santé publique devrait être respecté et qu'une réduction systématique des dangers liés à l'exposition au BPA devrait être envisagée, notamment par l'introduction d'une loi à l'instar de la loi française du 24 décembre 2012, visant la suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du Bisphénol A?

2. Est-ce que le Laboratoire National de Santé dispose de moyens adéquats pour analyser la teneur en BPA des matières plastiques de type polycarbonate ainsi que des tickets thermiques couramment utilisés au Luxembourg, respectivement les effets résultant de la manipulation de tels tickets?

3. Les règles communautaires obligent chaque État membre à une analyse des risques liés aux matériaux entrant en contact avec les aliments. Le programme luxembourgeois de contrôle pluriannuel ayant débuté en 2009 et s'étalant sur trois ans a-t-il été mis au point et a-t-il pu tenir compte de la recherche du BPA?

Réponse (28.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1. L'emploi du BPA est autorisé dans les matériaux en contact avec les aliments au sein de l'Union européenne (UE) conformément au règlement UE n°10/2011 relatif aux matériaux et articles en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires.

Cette substance a été soumise à de nombreuses évaluations par l'Autorité européenne de la sécurité des aliments (EFSA). L'EFSA a finalisé sa première évaluation des risques complète du BPA en 2006 en fixant une dose journalière acceptable. Elle s'est penchée en 2008 sur la capacité différente pour les nourrissons et les adultes d'éliminer le BPA de l'organisme. L'EFSA a mis à jour ses conseils sur le BPA en septembre 2010 et reconfirmé son avis de 2008. Ses avis évoquent cependant que des incertitudes subsisteraient quant à la pertinence éventuelle pour la santé humaine de certains effets associés au BPA à faibles doses observés chez des rongeurs. En février 2012, l'EFSA a décidé d'entreprendre une réévaluation complète des risques pour l'homme associés à l'exposition au BPA par l'intermédiaire du régime alimentaire, en tenant compte également de la contribution de sources non alimentaires à l'exposition globale au BPA. Il est prévu que cet avis sera publié en novembre 2013, après une consultation publique en juillet.

Toujours est-il que la Commission européenne a adopté en janvier 2011 la directive UE n°8/2011 modifiée par le règlement 321/2011, interdisant l'utilisation du BPA pour la fabrication de biberons pour nourrissons en polycarbonate.

Un certain nombre d'agences nationales, et notamment l'Anses (Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), ont publié également des avis. L'avis français est à la base de la loi visant la suspension, mais ceci seulement à partir de janvier 2015. Il prend en compte, pour la première fois, une estimation des expositions réelles de la population au BPA par voie alimentaire, mais aussi par inhalation (via l'air ambiant) et par voie cutanée (au contact de produits de consommation).

Il met aussi en évidence la problématique des substances de remplacement du BPA qui, en effet, sont mal connues au niveau toxicologique.

L'Anses conclut qu'au final il n'est pas possible de conduire une évaluation des risques sanitaires liés à une utilisation de ces composés dans des produits de consommation, ce qui doit inciter à la plus grande précaution en matière de substitution.

En effet, une interdiction du BPA conduira inévitablement les fabricants d'emballages et de matériaux destinés au contact alimentaire à se tourner vers d'autres constituants de matières plastiques dont la toxicité est moins bien connue que celle du BPA. Les produits de substitution pour le polycarbonate (PC) sont le polyethersulfone (PES) qui peut contenir du Bisphénol S, le polyéthylène (PE), dont le polychlorure de vinyle, qui peut contenir des phtalates, le polypropylène (PP), voire le verre pour lequel il n'existe aucune réglementation communautaire spécifique.

Afin d'éviter d'échanger un risque bien caractérisé par un risque d'ampleur inconnue, le Luxembourg attend l'évaluation par l'EFSA et soutiendra le projet législatif communautaire basé sur l'évaluation de données scientifiques consolidées.

2. Le laboratoire de contrôle alimentaire du Laboratoire National de Santé dispose d'une méthode de chromatographie gazeuse pour la détermination quantitative du relargage de BPA à partir des matériaux et objets en contact avec les denrées alimentaires (p. ex. les biberons). L'analyse peut être faite directement sur l'aliment compris dans le conditionnement (si vendu tel quel) ou sur un simulant alimentaire dont le conditionnement sera rempli selon les conditions recommandées dans le guide publié par le laboratoire européen de référence ou selon les conditions définies sur l'article.

L'analyse d'un échantillon coûte environ 200 euros sans tenir compte du prix d'achat de l'appareil (environnant les 100.000 euros) ni du salaire du technicien. Un technicien nécessite au moins deux jours pour une série de dix échantillons.

Les résultats de ces analyses sont intégrés dans le plan national pluriannuel de contrôle (MANCP).

Le laboratoire d'hygiène du milieu et de surveillance biologique du Laboratoire National de Santé fait des dosages de BPA dans le cadre du dépistage d'expositions environnementales. Les analyses sont réalisées dans différentes matrices non biologiques, tels que poussières, matelas, tapis, matériaux de construction et objets usuels par chromatographie gazeuse couplée à la spectrométrie de masse après extraction ASE. Cette technique analytique permettrait en principe également le dosage quantitatif du BPA dans les tickets thermiques.

Le nombre d'échantillons s'élevait à 786 en 2011, 637 en 2012 et 382 jusqu'en juin 2013.

		Nombre échantillons				
		Total	<1 mg/kg	1-5 mg/kg	5-100 mg/kg	>100mg/kg
2012	toutes matrices	637	359	217	60	1
2012	dont poussière domestique	295	33	211	51	0
2011	toutes matrices	786	439	288	59	0
2011	dont poussière domestique	372	44	281	47	0

Il n'existe pas de limite légale de conformité des échantillons.

3. Le Service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé a réalisé entre 2009 et 2013 des prélèvements en vue de déterminer le taux de migration de BPA à partir des biberons et d'autres récipients.

Tous les échantillons étaient conformes au règlement (UE) n°10/2011 respectivement au règlement (CE) n°321/2011 modifiant le règlement (UE) n°10/2011 en ce qui concerne la restriction de l'utilisation du BPA dans les biberons en plastique pour nourrissons.

Le nombre d'échantillons prélevés par année est repris dans le tableau ci-après:

Échantillon	2009	2011	2012	2013
Biberon	23	13	10	9
Gobelets (pour bébé)	0	1	0	1
Boîtes de conserve	0	0	10	12 (en cours)
Bouteille pour la préparation de boissons gazeuses	3	0	0	0

Un deuxième prélèvement de huit boîtes de conserve est encore prévu pour cette année.

Aucun de ces échantillons ne présentait une teneur en BPA au-delà de la limite légale autorisée.

Question 2729 (21.5.2013) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **refus de la Chine de payer pour les émissions de CO_2 dans l'UE:**

Selon mes informations, la Chine n'accepterait pas de payer pour les émissions de CO_2 causées à l'intérieur de l'Union européenne par des avions commerciaux immatriculés en Chine. Cette annonce fait suite à l'intention affichée par la Commission européenne de vouloir frapper huit compagnies aériennes chinoises d'amendes. Les procédures pour recouvrer les amendes doivent être entamées par les États membres au départ desquels les vols ont été effectués. Les États concernés seraient le Luxembourg (Yangtze River Express Airlines), l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays-Bas.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Pouvez-vous confirmer nos informations?

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

2. Si oui, le Gouvernement entend-il entamer la procédure pour recouvrer l'amende? Si oui, quand et comment?

3. Quel est le montant de l'amende?

4. Quelles peuvent être les conséquences du recouvrement de l'amende pour les relations entre le Luxembourg et la compagnie concernée?

Réponse (28.6.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La Commission européenne a effectivement annoncé à la mi-mai que plusieurs compagnies aériennes chinoises ainsi que deux compagnies indiennes étaient passibles d'amendes en raison de leur refus de se conformer aux dispositions du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS), et plus particulièrement de restituer un nombre de quotas correspondant aux émissions réelles en provenance de leurs vols intra-communautaires effectués en 2012.

Dans un souci de coordination des procédures d'infraction à l'égard de ces compagnies, la Commission a entamé les consultations entre experts des États membres.

La Commission a demandé de lancer les procédures d'infraction avant l'assemblée de l'OACI, laquelle se tiendra du 24 septembre au 4 octobre 2013 à Montréal.

L'article 20 (3) de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre prévoit une amende de 100 euros par tonne d'équivalent dioxyde de carbone excédentaire.

À noter encore qu'à l'occasion du Conseil Environnement du 18 juin, la Commissaire européenne au climat, Connie Hedegaard, a à nouveau invité les États membres à traiter toutes les compagnies aériennes soumises au EU ETS, qu'elles soient européennes ou non européennes, de la même manière pour ce qui est des vols intracommunautaires, ceci afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les opérateurs.

Question 2730 (21.5.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **transversale de Clervaux:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0443 du 8 février 2010 *(cf. compte rendu n°10/2009-2010)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que la future transversale de Clervaux devra permettre de dévier du réseau routier existant une large partie du trafic des poids lourds et d'éliminer ainsi un grave problème de sécurité. Les études du projet détaillé auraient démarré début l'an 2010. Une reconnaissance géologique et diverses demandes d'autorisation auraient été en cours à ce moment et le comité d'acquisition aurait été saisi pour régler les questions foncières. Monsieur le Ministre avait également noté que, en principe, la présentation du dossier d'exécution de la transversale de Clervaux serait envisagée durant l'année 2011.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des explications au sujet de l'avancement des travaux préparatoires concernant l'aménagement de la future transversale de Clervaux (N7/N18)? Dans quelle phase le projet en question se trouve-t-il à l'heure actuelle?

- Le Ministère a-t-il rencontré d'éventuels obstacles lors de la mise en œuvre des travaux préliminaires à la réalisation de la transversale?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer, le cas échéant, un calendrier selon lequel les travaux de construction à proprement parler pourraient être mis en œuvre?

Réponse (1.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'avant-projet détaillé pour la construction du viaduc d'Irbich dans le cadre de la transversale de Clervaux a été approuvé en date du 18 février 2013. En même temps l'Administration des Ponts et Chaussées a été autorisée à procéder à l'élaboration du projet d'exécution en étroite collaboration avec les services compétents du département de l'Environnement, afin de tenir compte des conditions imposées par l'autorisation environnementale.

Le viaduc d'Irbich constitue la première phase de réalisation de la transversale de Clervaux et fait partie du tronçon est entre le CR340 «Reuler-Urspelt » et la route N7. Pour cette première phase, les autorisations de la part de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement ont déjà été délivrées. Le 15 mai 2013, l'administration communale de Clervaux a accordé une autorisation de bâtir.

En attendant la finalisation des procédures de remembrement dans un couloir de la transversale de Clervaux et, après l'analyse et la prise en compte de tous les aspects environnementaux, l'exécution des travaux de la première phase devrait bientôt pouvoir être envisagée. Des travaux de forage sont d'ailleurs déjà en train d'être réalisés à l'endroit du futur viaduc enjambant le ruisseau Irbich.

Quant à la deuxième phase de réalisation dont font partie les travaux de construction du viaduc «Vallée de la Clerve», il y a lieu de procéder au préalable à l'élaboration d'un concept général pour la gestion des hautes eaux de la Clerve en tenant également compte des exigences découlant de la réalisation du nouveau lycée à Clervaux.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

37e séance	Jeudi	13 juin 2013
38e séance	Mardi	18 juin 2013
39e séance	Mercredi	19 juin 2013
40e séance	Jeudi	20 juin 2013

Le Président Mosar en visite officielle en Pologne



Le Président de la Chambre (3e de droite) et les membres du Bureau MM. Gilles Roth et Alex Bodry (3e et 4e de gauche), Xavier Bettel et François Bausch (1er et 2e de droite) ainsi que l'ambassadeur luxembourgeois en Pologne, S.E.M. Conrad Bruch (2e de gauche) reçus par Mme Ewa Kopacz.

La première visite officielle d'un Président de la Chambre des Députés luxembourgeoise à la Diète de Pologne a permis de relever l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays aussi bien d'un point de vue économique que commercial. Une liaison aérienne directe entre Luxembourg et Varsovie pourrait encore apporter une plus-value significative à celles-ci, la logistique et les technologies de l'information étant également considérées comme des secteurs à fort potentiel de coopération entre le Grand-Duché et la Pologne.

Les futurs amendements à la convention de non double imposition liant les deux pays - des rencontres entre les différents acteurs des deux pays sont prévues afin de procéder à une réévaluation de la convention - n'entameront en rien les contacts et relations d'affaires déjà établis, d'autant que le Luxembourg compte parmi les principaux investisseurs étrangers en Pologne.

Face à la volatilité du złoty, monnaie nationale polonaise, l'euro reste une option pour la Pologne. Cependant, les autorités polonaises souhaitent garder une approche rationnelle pour ce qui est d'une éventuelle future adoption de la monnaie unique, étant donné que celle-ci sera tributaire d'un amendement à la Constitution.

L'intensification des relations entre les deux pays s'est aussi opérée à travers l'ouverture d'une ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Varsovie le 11 juin 2007, ce qui a notamment permis d'engager un partenariat au niveau culturel. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés soutient la mise en place d'une coopération entre les universités des deux pays.

La délégation polonaise a exprimé toute sa reconnaissance envers le Luxembourg pour sa contribution au Fonds perpétuel international destiné à financer l'entretien des structures en bois de l'ancien camp d'extermination nazi d'Auschwitz-Birkenau. En déposant une gerbe sur ce lieu de mémoire - nombreux furent les Luxembourgeois à y laisser leur vie -, le Président de la Chambre des Députés ainsi que les membres du Bureau qui l'ont accompagné ont tenu à rendre hommage à toutes les victimes de ce camp de la mort situé en terre polonaise.

Des activités-loisirs de qualité pour les jeunes

Qui dit temps de vacances pour les jeunes, dit temps d'activités et de loisirs. Rien de mieux donc qu'un camp ou une colonie où les enfants peuvent se donner à cœur joie à leurs activités favorites tout en bénéficiant d'un encadrement adéquat assuré par des moniteurs et animateurs diplômés. À cette fin, le Service National de la Jeunesse (SNJ), en coopération avec de nombreuses associations, assure bon an mal an l'organisation et le fonctionnement d'un certain nombre de colonies de vacances - 25 pour le seul été 2013 regroupant environ 1.000 enfants -, le but recherché étant de pouvoir offrir aux jeunes des activités-loisirs à ambition éducative, liant socialisation et développement de la personnalité.

Pour se rendre compte de la qualité et du ludique des activités offertes, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Marc Spautz, se sont déplacés à la fin juillet au Château d'Erpeldange près d'Ettelbruck. Hébergés sous des tentes dressées dans le parc du château au bord de la Sûre, une centaine d'enfants, âgés entre neuf et douze ans, y ont passé dix jours pleins de découverte de la nature et du patrimoine, d'activités sportives et créatives.

Tout en visitant les installations, MM. Mosar et Spautz se sont entretenus avec les responsables du camp des devoirs, obligations et responsabilités qui sont les leurs dans le bon déroulement des activités et la sauvegarde des enfants. Ainsi, ils ont pu apprendre que les loisirs proposés par le SNJ, qui vont du simple campement sous tente pour les plus jeunes jusqu'aux camps aventure pour les adolescents, font toujours recette et que le métier de moniteur-animateur ne souffre pas d'une crise des vocations. En 2012, 650 moniteurs-animateurs ont en effet passé les brevets nécessaires témoignant de leur aptitude à encadrer les enfants, leur communiquer les valeurs fondamentales de notre société et les rendre attentifs au rôle des relations avec leurs copains.

Sur le point de midi et après avoir dialogué avec les plus petits, les hôtes d'un jour ne se sont pas fait prier pour partager avec les enfants la traditionnelle «Wäinzoossis» accompagnée de quenelles.



M. Laurent Mosar, entouré de MM. Marc Spautz et André Bauler (4e et 2e de droite), visitent un camp d'été du SNJ.

Parlements africains sensibles au genre

À la mi-juin, l'Union interparlementaire (UIP) a organisé un séminaire régional pour les parlements africains francophones à Libreville, capitale du Gabon.

Le séminaire a réuni 93 parlementaires de 14 pays africains afin d'échanger les bonnes pratiques respectives et de discuter les progrès et problèmes rencontrés au niveau de la politique d'égalité des chances.

Furent invités en tant qu'experts Mme Petra Meier, consultante universitaire belge, et M. Jean-Paul Schaaf, président de la commission parlementaire de l'égalité des chances du Luxembourg. Le rôle dévolu à celui-ci fut de rapporter dans ce contexte sur les structures parlementaires du Luxembourg, les travaux en commission, les acquis législatifs et les projets en cours.



M. Jean-Paul Schaaf invité au Gabon.

Les travaux ont eu lieu à l'Assemblée parlementaire gabonaise et se sont déroulés dans une atmosphère très intéressée. Le rôle sociétal et familial de la femme change et son désir de se manifester comme acteur politique se fait sentir dans l'ensemble des pays africains. La démarche de l'UIP en vue de la sensibilisation des parlements au genre vise à introduire dans le pouvoir législatif le réflexe de réfléchir au quotidien la question du genre et de favoriser l'égalité des sexes à tous les niveaux.

Les pays d'Afrique poursuivent une politique du genre qui diffère d'un pays à l'autre. Ainsi certains pays africains tel que le Burundi prévoient au niveau de leur constitution un quota minimum de 30% de femmes dans l'assemblée nationale, le sénat et le gouvernement. D'autres discutent de légiférer dans un sens similaire.

Les échanges de bonnes pratiques et expériences se sont poursuivis de façon intense pendant trois jours pour se clôturer par une déclaration soutenue de façon unanime.

DANS CE NUMÉRO

- Instruction du dossier «Bommeleeër»: débat et motion de confiance p. 454
- Pacte de stabilité et de croissance: recommandations CE p. 469
- Évolution du secteur touristique p. 484

Sommaire des séances publiques nos 37-40 p. 491

Sommaire des questions parlementaires p. Q162

Réforme de la PAC: en attente des votes du Parlement européen et du Conseil



M. Roger Negri a représenté la Chambre à Vilnius.

Dans le cadre de la présidence lituanienne de l'Union européenne (UE), la capitale de la Lituanie, Vilnius, a vu se dérouler les 21 et 22 juillet 2013 la conférence des présidents des commissions parlementaires sur la politique agricole commune (PAC). Lors de cet échange de vues sur la réforme de la PAC, la Chambre des Députés était représentée par M. Roger Negri, président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Alors que la nouvelle réforme agricole commune de l'UE jusqu'en 2020 devra encore trouver l'approbation formelle du Parlement européen et du Conseil avant sa mise en vigueur à partir de 2015, un certain nombre de questions restent encore à être réglées dans le cadre de l'accord politique conclu le 19 juin dernier à Bruxelles sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020, notamment en ce qui concerne le transfert des fonds entre les paiements directs (premier pilier) et le développement rural (deuxième pilier), l'allocation des enveloppes nationales pour les paiements directs et le développement rural, les taux de cofinancement et la question du plafonnement et de la dégressivité des paiements.

La nouvelle PAC comprendra quatre règlements de base portant sur:

- les paiements directs,
- l'organisation commune de marché unique (OCM),
- le développement rural et
- un règlement horizontal concernant le financement et la gestion de la PAC.

Paiements directs

Afin de parvenir à une répartition plus équitable du soutien, le système des paiements directs au titre de la PAC s'écartera progressivement d'un système dans lequel la répartition des fonds par État membre et par agriculteur au sein de l'État membre repose sur des références historiques. Cette transition se traduira par une convergence évidente et réelle des paiements, non seulement entre États membres mais aussi au sein de chaque État membre. De plus, l'introduction d'un paiement consacré au verdissement, dans le cadre duquel 30% de l'enveloppe nationale disponible dépendent de la mise en place de certaines pratiques agricoles durables, signifie qu'une part importante de la subvention sera utilisée afin de récompenser les agriculteurs pour les biens publics environnementaux qu'ils fournissent.

OCM - mécanismes de gestion du marché

Les modifications apportées aux mécanismes de gestion du marché visent à améliorer l'orientation du marché de l'agriculture dans l'Union au vu de la concurrence accrue sur les marchés mondiaux, tout en offrant un filet de sécurité efficace aux agriculteurs dans un contexte d'incertitudes extérieures. Les systèmes existants d'intervention publique et d'aide au stockage privé sont révisés pour être plus réactifs et plus efficaces, par exemple à travers des ajustements techniques pour la viande bovine et les produits laitiers.

Pour le secteur laitier, ces changements s'ajoutent au «paquet lait» de 2012, incorporé au règlement, et finissent par renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs. De plus, une nouvelle clause de sauvegarde est introduite pour tous les secteurs afin de permettre à la Commission de prendre des mesures d'urgence pour répondre à des perturbations générales du marché.

Pour ce qui est de la production vinicole, l'accord est conforme à la décision de la réforme de 2006 qui prévoit l'expiration du système des droits de plantation dans le secteur viti-vinicole à la fin de l'année 2015, avec l'introduction d'un système d'autorisations pour les nouvelles plantations à compter de 2016.

Développement rural

La politique de développement rural conservera son concept fondamental actuel au succès avéré: les États membres ou les régions continueront à concevoir leurs propres programmes pluriannuels sur la base du large éventail de mesures disponibles au niveau de l'Union afin de répondre aux besoins recensés dans leurs propres territoires. Ces programmes seront cofinancés par les enveloppes nationales. Les nouvelles règles régissant le deuxième pilier proposent une approche plus souple. Il appartiendra dorénavant aux États membres de décider des mesures à utiliser afin d'atteindre les objectifs fixés par rapport à six grandes priorités:

- le soutien au transfert de connaissances et à l'innovation;
- le renforcement de la compétitivité de tous les types d'agriculture et la gestion durable des forêts;
- la promotion de l'organisation et de la gestion des risques dans la chaîne alimentaire;
- la restauration, la protection et le renforcement des écosystèmes;
- la promotion de l'utilisation efficace des ressources et du passage à une économie à faible émission de carbone,
- ainsi que l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.

La politique de développement rural sera également mise en œuvre en étroite coordination avec d'autres politiques au moyen d'un cadre stratégique commun à l'échelle de l'Union et d'accords de partenariat au niveau national qui couvrent toutes les aides des fonds structurels et d'investissement européens dans l'État membre concerné.

Règlement horizontal

Les exigences en matière de contrôle seront réduites dans les régions ayant obtenu de bons résultats lors des contrôles antérieurs, c'est-à-dire où les règles sont dûment respectées. Par contre, les contrôles seront multipliés dans les régions où des problèmes se posent.

Tous les paiements directs, certains paiements destinés au développement rural et certains paiements en faveur des vignes continueront à dépendre du respect d'un certain nombre d'exigences légales liées aux normes en vigueur en matière d'environnement, de changement climatique, de bonnes conditions agricoles des terres, de santé humaine, animale et végétale et de bien-être animal.

L'accord confirme que la directive-cadre sur l'eau et la directive sur l'utilisation durable des pesticides seront intégrées dans le système de conditionnalité une fois qu'il aura été démontré qu'elles ont été correctement appliquées dans tous les États membres et que les obligations des agriculteurs auront été clairement définies.

Une réserve de crise sera créée chaque année pour un montant de 400 millions d'euros (prix constants 2011) en application de la discipline financière. Si ce montant de crise n'est pas utilisé, il sera remboursé aux agriculteurs sous la forme de paiements directs l'année suivante.

Enseignement fondamental: personnel des écoles et instructeurs de natation

6390 - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

La réforme de l'enseignement fondamental de 2009 a été accomplie par l'adoption de trois lois distinctes: celle relative à l'obligation scolaire, celle portant organisation de l'enseignement fondamental et celle concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Il s'est avéré assez vite que la reprise par l'État du personnel des écoles fondamentales, géré administrativement par les communes jusqu'en 2009, constituait un défi qui allait nécessiter des adaptations qui font l'objet principal du projet de loi sous rubrique.

Tout d'abord, le projet de loi permet aux fonctionnaires communaux en service dans les écoles fondamentales, notamment à ceux de la carrière de l'éducateur, de l'éducateur gradué et à ceux appartenant à une autre carrière du personnel des écoles, d'opter pour être repris par l'État, alors qu'à l'heure actuelle une telle reprise est seulement possible pour les employés communaux ainsi que pour les salariés au service des communes. Cette mesure garantira à ses bénéficiaires une certaine mobilité, réduira le nombre de conventions à conclure entre les communes et l'État et contribuera à renforcer l'esprit d'équipe régnant au sein des écoles fondamentales. D'après les relevés des conventions conclues entre le Ministère de l'Éducation nationale et les communes, une centaine de fonctionnaires communaux pourraient bénéficier de cette mesure.

Le présent projet entend créer également, à l'instar de la réserve de suppléants existant d'ores et déjà en matière d'enseignement, une réserve de suppléants dans le domaine éducatif, c'est-à-dire une réserve de suppléants comprenant des éducateurs et des éducateurs gradués. L'expérience quotidienne a en effet montré que les procédures actuelles régissant le remplacement du personnel auprès de l'État ne permettent pas d'engager du jour au lendemain un remplaçant en cas de maladie d'un éducateur gradué ou d'un éducateur, alors que le bon fonctionnement des écoles fondamentales et notamment celui de l'éducation précoce l'exige.

Ensuite, le projet de loi vise à créer une base légale pour l'intervention des instructeurs de natation dans l'enseignement fondamental pour assurer les cours de natation. En effet, ces derniers doivent être mentionnés parmi le personnel autorisé à intervenir dans l'enseignement fondamental. Cette mesure permettra aussi de régler la répartition entre l'État et les communes des frais générés par leurs interventions pédagogiques retenues par l'organisation scolaire de l'enseignement fondamental adoptée par le conseil communal et approuvée par le Ministère de l'Éducation nationale.

Par ailleurs, le projet de loi introduit plus de stabilité et d'équité dans la réglementation régissant l'affectation du personnel enseignant et éducatif. En effet, selon les dispositions légales en vigueur, les affectations et réaffectations annuelles des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, se font à l'échelle nationale. Certes, lors de la mise en œuvre de la procédure telle que prévue par les textes législatifs en vigueur, il a été veillé à garantir la stabilité des équipes pédagogiques en place et à limiter les réaffectations de chargés de cours dans la mesure du possible.

La procédure en place permet toutefois de générer des réaffectations annuelles de chargés de cours sur base d'une mobilité nationale. Le projet de loi innove en ce sens que désormais, le ministre affecte, pour une année scolaire au moins, des membres de la réserve de suppléants à un arrondissement ou à un bureau régional de l'inspection, afin de pourvoir aux postes de remplacement d'un membre du personnel enseignant et éducatif dans une commune, une classe ou école de l'État. Pour garantir une certaine stabilité des équipes au niveau régional, le bureau régional de l'inspection les répartira annuellement dans le cadre de ses écoles.

En même temps, dans le souci d'une répartition équitable du personnel le mieux formé sur tout le pays, il est envisagé de modifier la procédure d'affectation des instituteurs dans le sens d'une attribution prioritaire des instituteurs nouvellement recrutés aux communes dont le corps enseignant compte le plus faible pourcentage en instituteurs.

Un des objectifs de la réforme initiée par les lois du 6 février 2009 était aussi de constituer un corps d'instituteurs formés et habilités à intervenir dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental. Or, parmi les instituteurs en place, habilités à enseigner au cycle 1 ou aux cycles 2 à 4, certains aimeraient acquérir l'autorisation à enseigner dans tous les cycles, ce qui d'ailleurs leur conférerait une flexibilité dont l'enseignement fondamental ne pourrait que profiter et qui correspondrait aux objectifs visés par les lois de 2009. D'autre part, un certain nombre de membres de la réserve de suppléants, détenteurs d'un diplôme d'instituteur les habilitant à enseigner au seul cycle 1 pourraient de cette façon acquérir l'autorisation de pouvoir enseigner comme futur instituteur aux cycles 2 à 4 également, ce qui augmenterait également leurs chances de se classer en rang utile lors du concours de recrutement réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Le présent projet crée le cadre légal pour permettre l'octroi des autorisations mentionnées ci-dessus aux postulants pendant une période transitoire, après au moins trois années d'expériences professionnelles dans l'enseignement et suite à un examen comprenant plusieurs épreuves.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 07.02.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

27.09.2012	Désignation d'un rapporteur
21.02.2013	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.03.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.03.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
20.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Loi du 18 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°139, page 2788

Sécurité des jouets

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

En résumé, ce projet de loi vise à transposer la directive 2012/7/UE de la Commission du 2 mars 2012 modifiant l'annexe II, partie III de la directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la sécurité des jouets.

Cette modification consiste à adapter pour le cadmium les valeurs limites qui s'appliquent aux jouets ou composants de jouets, compte tenu de nouvelles données scientifiques sur la toxicologie de cet élément chimique. Concrètement, il s'agit d'adapter une ligne d'un tableau figurant à l'annexe II, partie III, point 12 de la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets.

Toutefois, pour éviter de devoir à l'avenir, lors de chaque adaptation des valeurs ou données techniques reprises dans les annexes de la loi, emprunter la longue voie procédurale d'une transposition via un projet de loi, l'article unique du projet de loi déposé à la Chambre des Députés prévoyait d'insérer un article à teneur plus générale dans la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets. Cet article disposait que la transposition de modifications visant les annexes de la loi aurait lieu par simple publication au Mémorial.

Or, l'article initial du projet de loi s'est heurté à l'opposition formelle du Conseil d'État.

La commission parlementaire a repris le dispositif alternatif proposé par la Haute Corporation qui instaure un régime de transposition spécifique pour les annexes de la directive 2009/48/CE qui peuvent être modifiées par la Commission européenne moyennant acte délégué. Ces annexes sont abrogées et un renvoi direct aux annexes de la directive est inséré dans la loi avec la précision «telle que modifiée par les actes de la Commission européenne pris en conformité de l'article 46 de cette directive».

Il s'agit donc d'un renvoi à des annexes communautaires spécifiques à jour en permanence.

Un article supplémentaire inséré dans la loi précise la date d'entrée en vigueur des modifications aux annexes qui interviendront de la sorte, tout en réglant l'information du citoyen sur ces modifications: un avis sera publié au Mémorial qui doit comporter une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2012

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

23.05.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.06.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

Loi du 9 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°120, page 1930

Comptabilité communale

6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

Le projet de loi sous rubrique a comme objet principal la modification de certaines dispositions du Titre 4 «De la comptabilité communale» de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Ces modifications s'imposent afin de pouvoir introduire dans le secteur communal le nouveau plan budgétaire normalisé (PBN), ainsi que le plan pluriannuel de financement (PPF).

Selon le programme gouvernemental 2009-2014, il est nécessaire de doter les communes, les syndicats de communes, ainsi que les établissements publics placés sous la surveillance des communes «d'un outil comptable intégré capable de fournir les informations et données indispensables en vue d'une gestion efficiente des services communaux.»[1]

Le PBN est une nomenclature pour budgétiser et comptabiliser, qui s'inspire du plan comptable du secteur privé. Il répond non seulement à des exigences européennes, mais donne également au secteur communal un outil pour faire sa comptabilité de manière uniforme. À noter que les règles de transparence sont respectées et la présentation budgétaire est maintenue aussi proche que possible de la présentation actuelle. Par ailleurs, il est d'ores et déjà d'application dans le secteur communal depuis l'exercice budgétaire 2013. Comme annoncé dans le programme gouvernemental, le nouveau plan budgétaire s'appliquera non seulement aux communes comme tel est le cas pour l'actuel plan budgétaire, mais à l'ensemble des entités communales, donc aussi aux syndicats de communes, aux offices sociaux et aux autres établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Le PPF constitue un nouvel outil de gestion performant qui permettra aux communes de disposer d'une vue globale de l'évolution de leurs finances en vue de l'établissement de leurs budgets. Il s'agit donc d'un outil standardisé de gestion prévisionnelle des finances communales. Il est établi annuellement par l'administration communale et tenu à jour au cours de l'année. Cet outil sert de base à l'établissement du budget annuel. Le PPF sera introduit à partir du 1er janvier 2014. L'administration communale communiquera le PPF au conseil communal et au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Par ailleurs, le PPF permettra de satisfaire aux obligations de l'État luxembourgeois de communiquer aux instances de l'Union européenne et à d'autres organismes internationaux des données prévisionnelles du secteur communal.

[1] Programme gouvernemental 2009-2014, p. 102.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.05.2013

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

25.02.2013	Désignation d'un rapporteur
27.06.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Convention de sécurité sociale avec le Brésil

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, qui a été signée à Luxembourg en date du 22 juin 2012.

Cette convention bilatérale avec le Brésil remplacera notre ancienne convention avec ce pays, qui date de 1965, par un instrument de coordination plus moderne et plus adéquat, tenant compte des exigences et standards actuels en matière de droit international de la sécurité sociale.

Cette convention a pour objet de garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.10.2012

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.02.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.06.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

Lutte antitabac

6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Le projet de loi poursuit un double objectif en misant sur la protection de la jeunesse ainsi que sur le traitement égalitaire tant des différents établissements que des travailleurs relevant du secteur Horeca.

Ainsi, le projet étend l'interdiction de fumer aux débits de boissons, aux discothèques ainsi qu'aux locaux à usage collectif des établissements d'hébergement. Il a dès lors pour objectif de mieux protéger du tabagisme passif les personnes qui séjournent de manière prolongée dans ces lieux et qui ne veulent pas être exposées à la fumée d'autrui.

Par ailleurs, le projet de loi se propose de clarifier différentes situations, notamment celles des galeries commerciales et d'établissements couverts accueillant des activités de loisirs, endroits qui par définition sont accessibles au public et qui seront dorénavant explicitement concernés par l'interdiction de fumer.

Le projet de loi procède également à une légère adaptation de la loi afin de pouvoir assurer que les produits du tabac ne puissent être étalés sur l'ensemble de la surface des points de vente de produits du tabac.

En ce qui concerne les débits de boissons, les établissements de restauration ainsi que les hôtels, leurs exploitants auront la possibilité d'aménager, à l'intention des fumeurs, des fumoirs à condition que ceux-ci soient séparés des autres locaux et qu'ils soient équipés d'un système d'épuration ou de ventilation d'air qui exclut toute nuisance pour les non-fumeurs. Dans ces fumoirs qui ne seront pas des zones de transit, aucun service ne pourra être offert au client.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.10.2012

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

17.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par M. le Ministre de la Santé
	Échange de vues général
02.05.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.05.2013	Entrevue avec Mme le Directeur de la Fondation Cancer
13.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.06.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2013

Loi du 18 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°130, page 2718

Station d'épuration d'Esch/Schifflange

6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

Le projet de loi sous rubrique propose une augmentation de la participation étatique aux frais d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange pour un montant de 2.473.714,95 euros. Le montant initial de la dépense étatique retenu dans la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange était de 791 millions de francs luxembourgeois, soit 19.608.377,81 euros.

La station d'épuration d'Esch/Schifflange datant initialement des années 60 pour traiter les eaux résiduaires urbaines de la ville d'Esch-sur-Alzette et de la commune de Schifflange était modernisée une première fois fin 1970, début 1980 pour raccorder également les eaux urbaines résiduaires en provenance du bassin tributaire du Kiemelbach (localités d'Ehlerange, Mondercange, Foetz et une partie de Soleuvre) et du bassin tributaire inférieur de la Mess (localités de Limpach, Pissange, Ehlerange, Pontpierre et Bergem) par un procédé biologique permettant d'éliminer les composés organiques des eaux urbaines résiduaires.

La directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif aux eaux urbaines résiduaires, exige des mesures beaucoup plus contraignantes en matière d'élimination des nutriments azotés et phosphorés pour les installations épuratoires d'une capacité de traitement supérieure à 10.000 équivalent d'habitants au plus tard pour le 31 décembre 1998.

Face à cette situation, les responsables du Syndicat Intercommunal à Vocation Écologique (SIVEC), en concertation avec les services compétents de l'État, se sont mis d'accord pour procéder à une extension et à une modernisation de leurs installations épuratoires tout en portant la nouvelle capacité de traitement à 90.000 équivalents-habitants.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, il a été constaté que les montants des devis initiaux sur lesquels se basait la participation financière étatique ne pouvaient être respectés sous peine d'une adaptation substantielle du programme d'investissement ne permettant plus une modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange respectant les objectifs fondamentaux à la base de la loi du 20 décembre 1999 précitée.

Le décompte final pour les travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange se chiffre à 25.785.045,13 euros, ce qui amènerait à une participation étatique de 23.206.540,02 euros en vertu du taux de participation de 90% appliqué sur base des dispositions de l'article 65 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. À l'heure actuelle, le montant effectivement remboursé (y compris les hausses légales), s'élève à 20.732.825,67 euros. Par conséquent, il y a lieu de relever la participation de l'État de 2.473.714,95 euros.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

27.06.2013 Désignation d'un rapporteur

28.06.2013 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Eaux usées de communes du bassin de l'Attert

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

La collecte des eaux urbaines résiduaires en provenance des communes et localités situées dans le bassin tributaire supérieur de l'Attert et le traitement dans la station d'épuration biologique centrale en aval de la localité de Boevange/Attert ont été prévus par la loi du 21 mai 1999. Dans l'exposé des motifs de la loi précitée, la participation de l'État avait été plafonnée à 853.000.000 LUF, soit 21,3 millions d'euros. Par ailleurs, la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994 exige pour les agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées au plus tard pour 2005 et pour les agglomérations supérieures à 10.000 équivalents-habitants un traitement qui inclut également l'élimination des nutriments.

Il s'ensuit que certaines dispositions de la loi du 21 mai 1999 ne correspondaient plus aux exigences posées par la directive européenne, notamment en ce qui concerne les délais dépassés. Par ailleurs, cette loi ne couvrait que la participation de l'État au financement de la station d'épuration de Boevange/Attert, ainsi que de la première phase des travaux de collecteur. Le projet de loi sous rubrique vise donc à adapter la loi précitée à l'état actuel des choses.

Une étude préalable telle qu'exigée aujourd'hui pour tous les projets dépassant un investissement supérieur à 2,5 millions d'euros n'était pas réalisée à l'époque. En total, et en considérant des taux prédéfinis, la prise en charge globale du Fonds pour la gestion de l'eau s'élève à un montant de 58.364.070.- EUR TTC (indice 716,93).

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

27.06.2013 Désignation d'un rapporteur

28.06.2013 Examen du projet de loi, de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Ventes à découvert et contrats d'échange sur risque de crédit

6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Le présent projet de loi a pour objet d'adopter certaines dispositions permettant la mise en œuvre dans la législation nationale du règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit.

Étant donné que le règlement (UE) n°236/2012 prévoit des mesures et pouvoirs d'intervention qui sont spécifiques aux ventes à découvert et aux contrats d'échange sur risque de crédit et compte tenu que son champ d'application diffère de celui de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, il paraît indiqué de mettre en œuvre les dispositions concernées du règlement dans une loi à part plutôt que de les insérer dans la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers.

La vente à découvert consiste à vendre un actif, comme des titres de sociétés, des devises ou des matières premières, que le vendeur ne détient pas au jour où la vente est conclue, mais qu'il entend posséder au jour où la vente devient effective. Si le vendeur ne détient pas l'actif vendu au moment de la livraison, la transaction conduit à un échec.

En temps normal, la vente à découvert augmente la liquidité de marché et contribue à une bonne formation des prix. Toutefois, lorsque le fonctionnement des marchés est perturbé, les ventes à découvert peuvent amplifier les tendances baissières jusqu'à entraîner des risques systémiques.

La crise financière de 2008 a révélé la nécessité d'un encadrement de la vente à découvert d'instruments financiers afin d'éviter une nouvelle instabilité financière.

Le règlement (UE) n°236/2012 a pour objet de mettre en place un cadre légal harmonisé visant à augmenter la transparence vis-à-vis du marché et des autorités compétentes et de mettre ces dernières en mesure de détecter les risques liés aux titres de dette souveraine. L'ensemble de ces nouvelles règles ont vocation de renforcer la stabilité financière dans l'Union. Le règlement (UE) n°236/2012 confère en outre à l'Autorité européenne des marchés financiers et aux autorités compétentes nationales des compétences claires pour restreindre, voire interdire, les ventes à découvert dans des circonstances exceptionnelles. L'autorité européenne coordonne également les mesures prises par les autorités nationales.

Les règles de transparence prévues par la réglementation européenne s'appliquent quel que soit le lieu où se trouve la personne physique ou morale, que ce soit dans l'Union ou dans un pays tiers, dès lors que cette personne détient une position courte nette importante dans une société dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation de l'Union ou une position courte nette sur la dette souveraine émise par un État membre ou par l'Union, y compris par la Banque européenne d'investissement, un service administratif d'un État membre, une agence, un véhicule de titrisation ou une institution financière internationale établie par deux États membres ou plus qui émet de la dette pour le compte d'un ou de plusieurs États membres, tel que le Fonds européen de stabilité financière ou le Mécanisme européen de stabilité.

Alors que les dispositions du règlement n°236/2012 sont directement applicables dans les États membres à partir du 1er novembre 2012, le projet de loi a pour objet de désigner la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) comme autorité compétente au Luxembourg pour veiller à l'application du règlement (UE) n°236/2012. À cette fin, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance, d'intervention et d'enquête nécessaires. Elle est aussi chargée de la collaboration et de l'échange d'informations avec les autorités compétentes étrangères, ainsi qu'avec l'Autorité européenne des marchés financiers.

Enfin, le projet de loi met en place un régime de sanctions et de mesures administratives applicables en cas de non-respect des dispositions du règlement.

Finalement, il convient de noter qu'en rapport avec les émetteurs souverains dont les instruments financiers sont visés par le règlement (UE) n°236/2012, la CSSF est l'autorité compétente pertinente au sens de l'article 2, paragraphe 1, point j) du règlement pour les notifications relatives à la dette émise par le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que pour les notifications relatives à la dette émise par la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité, ces trois organismes étant établis au Luxembourg.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.12.2012

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

30.04.2013 Désignation d'un rapporteur

07.05.2013 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

14.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°126, page 2674

Convention de sécurité sociale avec l'Uruguay

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay en matière de sécurité sociale, qui a été signée à Luxemburg en date du 24 septembre 2012.

Cette convention a pour objet de garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe.

Quant à son champ d'application matériel, la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie. Les prestations familiales sont coordonnées sur base du critère de la résidence. Les autres branches de la sécurité sociale sont visées, mais uniquement en ce qui concerne la détermination de la législation applicable. La convention règle par ailleurs l'accès aux assurances volontaires. Par contre, elle exclut expressément les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique aux personnes sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants ainsi qu'à leurs ayants droit. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché.

En effet, ces derniers ne reprennent plus la limitation du champ d'application personnel aux seuls ressortissants des parties contractantes et répond ainsi aux exigences posées par la jurisprudence de la Cour de justice européenne dans l'affaire Gottardo (référence C 55/00 du 15.1.2002).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
28.02.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2013

Liaison ferroviaire Luxembourg-Trèves

6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West

Le projet de loi a pour objet l'approbation de l'accord relatif à la contribution par le Grand-Duché de Luxembourg aux frais résultant pour la République fédérale d'Allemagne de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises sur son territoire pour la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Igel et Igel-West. Cet accord a été signé le 29 octobre 2012 par les ministres allemand et luxembourgeois en charge des transports.

L'accord concerne les travaux d'extension de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves, travaux qui sont destinés à améliorer la qualité du transport par rail et à augmenter la capacité sur cette tranchée afin de rendre les transports publics par train plus attractifs, d'encourager les frontaliers allemands à utiliser les transports publics et de mieux relier notre pays au réseau ferré allemand et transeuropéen.

Le projet de loi prévoit également l'autorisation pour le Gouvernement de participer au financement de la mise à double voie de la ligne ferroviaire entre Igel et Igel-West.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2013
Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):
20.02.2013 Désignation d'un rapporteur
15.05.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi
12.06.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2013
Loi du 18 juillet 2013
Mémorial A: 2013, n°136, page 2758

Traité de Lisbonne - Irlande

6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, signé le 13 décembre 2007 par les chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne, a été subordonnée à la ratification par chacun des 27 États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Lors du référendum organisé le 12 juin 2008 par l'Irlande en vue de la ratification du traité de Lisbonne, 53,4% des participants au vote ont rejeté le traité de Lisbonne.

Le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 a «*pris acte des résultats du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne et a fait le point de la situation sur la base d'une première analyse*» présentée par le Premier Ministre irlandais. Par ailleurs, le Conseil européen «*est convenu qu'il fallait davantage de temps pour analyser la situation*», avant d'avoir noté «*que le Gouvernement irlandais procéderait à des consultations actives, tant au niveau national qu'avec les autres États membres, afin de proposer une voie commune à suivre*».[2]

Environ six mois plus tard, lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008, le Premier Ministre irlandais a informé les chefs d'État ou de gouvernement sur les préoccupations du peuple irlandais relatives au traité de Lisbonne. Celles-ci concernaient, plus concrètement, le maintien de la politique de neutralité de l'Irlande, l'application des dispositions de la Constitution irlandaise concernant le droit à la vie, l'éducation et la famille et le domaine fiscal. Le Premier Ministre irlandais a d'ailleurs soulevé d'autres aspects concernant le progrès social et la protection des droits des travailleurs, les services publics, la responsabilité qui incombe aux États membres en matière de fourniture de services d'éducation et de santé et le rôle des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les services non économiques d'intérêt général.

Finalement, le Conseil européen a convenu que «*l'ensemble des préoccupations mentionnées dans ladite déclaration [du Premier Ministre irlandais] seront traitées de manière à satisfaire à la fois l'Irlande et les autres États membres*», à condition que le Gouvernement irlandais «*s'engage à rechercher la ratification du traité de Lisbonne d'ici la fin du mandat de l'actuelle Commission*».

Le 2 octobre 2009 l'Irlande a organisé un deuxième référendum sur la ratification du traité de Lisbonne. Une grande majorité des électeurs a approuvé (67,1%) le traité qui a pu entrer en vigueur le 1er décembre 2009.

En date du 20 juillet 2011 le Gouvernement irlandais a soumis au Conseil, conformément à l'article 48, paragraphe 2, première phrase, TUE (procédure de révision ordinaire), un projet de révision des traités sous la forme d'un protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne. À l'issue de la procédure législative européenne et en vue d'un examen des modifications proposées, le Conseil européen a mandaté, le 11 mai 2012, conformément à l'article 48, paragraphe 4, TUE, une Conférence des représentants des gouvernements des États membres que le président du Conseil a convoquée encore le jour même pour le 16 mai 2012. À l'issue de cette conférence, les représentants des gouvernements des États membres se sont mis d'accord sur les modifications à apporter aux traités et ils ont ensuite signé le protocole à approuver. Pour que le protocole irlandais puisse entrer en vigueur, il doit être ratifié dans tous les États membres, ainsi que par la République de Croatie au cas où le protocole ne serait pas entré en vigueur à la date d'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne. Il est envisagé que le protocole entre en vigueur, si possible, le 30 juin 2013, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État membre qui procède le dernier à cette formalité.

[2] Conseil européen de Bruxelles des 19 et 20 juin 2008, Conclusions de la Présidence.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013
Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Ben Fayot):
15.04.2013 Désignation d'un rapporteur
10.06.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2013
Loi du 19 juillet 2013
Mémorial A: 2013, n°140, page 2796

Accord général sur le commerce des services

***6549* - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne**

Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), chaque membre de l'OMC est tenu d'établir une liste dans laquelle il inscrit ses engagements pour assurer l'accès à son marché des services et fournisseurs de services d'autres pays membres.

En vertu de l'article XXI de l'AGCS, un membre de l'OMC ne peut retirer ou modifier ses engagements qu'après avoir mené des négociations avec les autres membres qui se déclareront affectés par ces mesures, dans le but d'aboutir à un accord sur une compensation. C'est la démarche que la Communauté européenne a conduite en 2006 auprès des 18 membres de l'OMC suivants: l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, la Chine-Hong Kong, l'Inde, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis. Le texte dont question a donc pour objet la conclusion des accords de compensation avec ces 18 membres.

Les négociations ont été rendues nécessaires en raison de la volonté de la Communauté européenne de mettre fin à une situation dans laquelle la liste d'engagements de la Communauté remontait à 1994 et ne couvrait que les 12 États membres de l'époque et où les 13 États qui ont rejoint l'Union européenne en 1995 et 2004 conservaient parallèlement leurs listes individuelles, adoptées avant leur adhésion. La Commission européenne a entre-temps finalisé les négociations à Genève suite à l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, mais les parties tierces refusent de signer les textes négociés tant que la procédure de ratification n'est pas achevée du côté des États membres de l'Union européenne pour les EU25.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013
Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Ben Fayot):
15.04.2013 Désignation d'un rapporteur
03.06.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.06.2013
Loi du 9 juillet 2013
Mémorial A: 2013, n°125, page 2586

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 37

JEUDI,
13 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Ordre du jour

- *M. le Président*

2. Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»

Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc

Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden

- *Exposé: M. Félix Braz, M. Xavier Bettel (interventions de M. Michel Wolter et M. Claude Meisch)*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances (interventions de M. Félix Braz et M. Fernand Kartheiser)*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Xavier Bettel, M. François Bausch, Mme Lydie Polfer et M. Gast Gibéryen interviennent), M. Fernand Kartheiser (fait personnel), M. Jean-Claude Juncker, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser*
- *Débat: M. Gilles Roth (interventions de M. Xavier Bettel et M. François Bausch), M. Lucien Lux (dépôt d'une résolution), M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une résolution) (interventions de M. Xavier Bettel et M. François Bausch), M. Serge Urbany, M. Alex Bodry (dépôt d'une résolution), M. François Bausch (M. Jacques-Yves Henckes intervient)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*
- *Résolution 2: M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. François Bausch*
- *Vote sur la résolution 2 (rejetée)*
- *Résolution 3 (déclarée irrecevable)*
- *Résolution 4: M. Xavier Bettel (M. Mars Di Bartolomeo intervient), M. Gast Gibéryen (M. Ben Fayot intervient), M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la résolution 4 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank, Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Ordre du jour

Op Virschlag vun der Presidentekonferenz vun de Moie wollt ech d'Chamber froen, ob se domadder averstanen ass, eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg deementspriechend ofzeänneren, andeems se d'Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi vun eiser Dagesuerdnung erofhëlt.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour vun haut averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Debatt, déi vun der Fraktioun vun deene Gréngen ugefrot ginn ass an ëm deem fréiere Justizminister Luc Frieden säin Ausübe vu senge Responsabilitéiten an der Instruktioun vun der Bommeleeër-Affär handelt. Dozou läit Iech eng Resolutioun vum Här Félix Braz vir.

(La résolution 1 du 12 juin 2013 remplace la motion de même teneur déposée par M. Félix Braz lors de la séance publique du 11 juin 2013.)

Dës Debatt gëtt zesumme mat enger Motioun vun der DP-Fraktioun, déi d'Vertrauensfro stellt, behandelt. D'Motioun vum Här Xavier Bettel ass och verdeelt ginn.

D'Riedezäit ass vun der Presidentekonferenz folgendermoosse festgeluecht ginn:

20 Minutte fir de Riedner vun der Fraktioun vun deene Grénge souwéi fir de Riedner vun der DP-Fraktioun a fir de Minister Luc Frieden. De Statsminister Jean-Claude Juncker huet 30 Minutten, d'Fraktiounen 20 Minutten an d'Sensibilités politiques zéng Minutten zegutt.

Als Éischt héiere mer den Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi d'Debatt ugefrot huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»

Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc

Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ronn 200 Meter Loftlinn vun hei ass d'Affär Bommeleeër viru Geriicht. Vläicht den Epilog vun 30 Joer Kriminalgeschicht, vun enger Affär, déi bis haut net opgeklärt ass. Et ass wuel net déi eenzeg wichteg a schlëmm Affär hei am Land, mä et ass ouni Zweifel eng Affär, déi net wéi déi aner ass. Et ass eng Affär, déi unique ass.

Mëtt den 80er Joren - all Mënsch weess et, mä ech wëll et rappeléieren - koum et hei am Land zu net manner wéi 20 Attentater. Eng gewëssen Terrorstëmmung ass am Land verbreet ginn. Duerch Zoufall ass kee Mënsch wierklech eeschthaft zu Schued komm, duerch Zoufall ass kee gestuerwen. Mä d'Affär war eng exzeptionell an ass et bis haut.

Duerno gouf et eng Enquête, déi esou laang nëmme ganz lues weiderkomm ass, bis se stoung: „in the middle of nowhere". Ëm d'Joer 2000 gëtt d'Affär nei opgerullt vum deemolege Procureur d'État Roby Biever a vun der Untersuchungsriichterin Doris Woltz. E puer Joer méi spéit, ab 2004, interesséiere sech d'Medien, d'Tëlee notamment, am Kader vun enger 20-Joer-duerno-Serie, fir déi Affär aus den 80er Joren.

Fir d'Enquête weist d'Pist ab engem bestëmmte Moment no bannen - à tort ou à raison, dat soll d'Geriicht jo klären an tranchéieren - a si enquêtéiert och no bannen, an de Sécherheetsapparat vun deemools eran, a si stellt fest, dass de Sécherheetsapparat, oder ech stelle fest, dass de Sécherheetsapparat vun haut, besonnesch u senger Spëtzt, zu enger bestëmmtener Zäit vun der Enquête net wierklech hëllefräich war.

Enn 2007 kënnt et dann awer zu zwou Inculpatiounen. Kuerz drop mussen de Generaldirekter vun der Police, de Pierre Reuland, an de Generalsekretär, de Guy Stebens, d'Kap huelen a ginn op eng aner Plaz versat.

Haut an hei schwätze mer indirekt och iwwert d'Affär Bommeleeër. Net am penale Sënn - d'Chamber ass kee Geriicht an hei gëtt kee jugéiert -, mä am politesche Sënn. Mir diskutéieren, ob deen heitege Finanzminister, de Luc Frieden, dee vun 1998 bis 2009 Justizminister war, sech tëschent 2000 an 2007 par rapport zu der Enquête Bommeleeër richteg verhalen huet.

Dës Debatt ass de vläicht provisoreschen Héichpunkt vun enger Situatioun, déi sech zu Lëtzebuerg iwwer elo bal zwee Joer entwéckelt huet an déi fir vill Erstaunen, Onverständnis, Enttäuschung, Oflehnung bei de Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, suergt. Et ass eppes faul am Stat Lëtzebuerg!

D'Affär Bommeleeër, d'SREL-Enquêtëkommissioun, mat all hiren Irrungen a Wirrungen, elo d'Evenementer ronderëm den Här Frieden, d'Behandlung - an ech kommen dorobber nach zréck -, déi de Procureur général d'État duerch de SREL kritt huet, alles Faiten, déi méi wéi een hei am Land den Term „Vertrauenskris" a souguer „Statskris" an de Mond huele loossen.

An dach, wann d'Vertrauenskris ausgeléist ginn ass duerch dat villt, wat opzeschaffen ass, esou ass et awer och wouer, a mir wëllen dat ënnersträichen, dass eis Institutiounen, an net nëmme si, sech wieren an och funktionéieren.

D'Affär Bommeleeër ass viru Geriicht. De Procureur général d'État an d'Madame Woltz wiere sech an hu sech gewiert géint de Versuch vun der Beaflossung vun hirer Aarbecht. A si hu sech och dergéint gewiert, dass d'Politik se net genuch ënnerstëtzt huet. D'Press mécht hir Aarbecht, si enquêtéiert, si bericht a si kommentéiert. D'Chamber geet am Kader vun der SREL-Enquêtëkommissioun deem onappetitleche Sumpf am SREL op de Fong.

An haut elo debattéiert d'Chamber eng Resolutioun vun deene Gréngen iwwert déi politesch Responsabilitéit vum Luc Frieden an och gläich duerno nach eng Motioun vun de Kolleege vun der DP iwwert d'Responsabilitéit vun der ganzer Regierung.

Déi méi laang Introduktioun, fir ze soen, dass wuel villes opzeschaffen ass, mä dass d'Institutiounen, an net nëmme si, dach funktionéieren a vläicht souguer besser, wéi munchereen am Land dat emfënnt. De Rôle vun der Chamber, Dir wësst et alleguer, ass et, Gesetzer ze maachen an d'Regierung ze kontrolléieren. Dat maache mer haut mam Minister Luc Frieden, mä net nëmme mat him.

Am Abrëll vun dësem Joer huet de Radio 100,7 bericht, dass de Roby Biever sech beschwéiert hätt iwwert de Manktem un Ënnerstëtzung, deen e während der Instruktioun vun der Affär Bommeleeër, hien an d'Madame Woltz, kritt hätt an dass e sech kritesch geäussert hätt par rapport zum Rôle vum deemolege Justizminister, dem Här Frieden.

De Minister Frieden huet dat direkt vehement dementéiert an huet dem Radio 100,7 onseriöe Journalismus virgeworf. Eppes méi wéi e Mount duerno, de 6. Juni - déi aner Woch, fir genee ze sinn -, huet de Procureur général d'État awer all déi Informatioune confirméiert, déi de Radio 100,7 e puer Woche virdru gesent hat. An e bestätegt och all déi Virwërf.

déi gréng froen doropshin, mat de Kolleege vun der DP, eng urgent Réunioun vun der Commission juridique a Präsenz vum Luc Frieden a vum Roby Biever. déi gréng zéien also de 6. Juni nach keng Konklusiounen. déi gréng froen de 6. Juni keng Demissiounen. Et ass fir eis zu deem Moment Ausso géint Ausso. A fir eis ass et net esou, dass den Här Biever nëmmen d'Wourecht kéint soen an dass den Här Frieden nëmmen d'Onwourecht kéint soen. E Procureur général d'État an e Minister sinn alle béid Respektpersounen. An duerfir zéie mer keng Konklusiounen de 6. Juni.

Mir maachen eis Aarbecht als Fraktioun an als Parlamentarier a convoquéieren de Minister an de Procureur général d'État an d'Commission juridique, wou mer se kënne befroen an eis e Bild maachen, en eegent Bild maachen an eis eege Konklusiounen zéien. Dat geschitt dann och de 7. Juni.

No där Sitzung, déi de 7. Juni war a vun där och e Verbatim schlussendlech publizéiert ginn ass, ass et fir déi gréng Fraktioun awer kloer. Mir hunn eis Froe kënne stellen, mir hunn eis eis Meenung kënne maachen an hunn eis Konklusiounen och gezunn.

Opgrond vun deem, wat de Procureur général d'État Roby Biever gesot huet, a besonnesch awer och vun deem, wat de Juge d'instruction directeur d'Madame Woltz gesot huet, ass et fir eis kloer: Den deemolege Justizminister huet probéiert anzewierken, fir de Parquet dozou ze bréngen, d'Instruktioun vun der Affär Bommeleeër falen ze loossen.

Dem Minister seng Géigenargumenter hunn an eisen Aen d'Virwërf vum Procureur général d'État a vun der Madame Woltz net kënnen entkräften. Aus deem Grond froe mer och d'Chamber, haut dem Minister Frieden d'Vertrauen ze entzéien.

De Minister wiert sech géint d'Reprochë mat an der Haaptsaach zwee Argumenter: Éischtens, déi Froen a Remarquen, déi vis-à-vis vum Roby Biever a vum Doris Woltz gemaach gi si vu senger Säit aus, wiere gutt intentionnéiert ze verstoen a vun der Suerg gedroen, dass et viru géif goen am Intérêt vun all deenen aneren Affären, déi unhängeg sinn oder waren zu där Zäit.

Dat zweet Argument: dass et och net oft de Fall gewiescht wier, dass en nogefrot hätt, mä éischter eng Ausnahm.

Déi zwee Argumenter hunn eis als gréng Fraktioun net iwwerzeegt. De Contraire ass an eise Aen de Fall.

Wann de Parquet d'Affär klasséiert hätt, dann hätt Dir net protestéiert, Här Frieden. Dann hätt Der d'Indépendance vum Parquet ënnerstrach an op de Principe de l'opportunité des poursuites verwisen an lech gutt domadder offonnt.

Zu Ärem éischten Argument: et wier gutt intentionnéiert gewiescht. Mir sinn der Meenung, et war net gutt intentionnéiert. Eendeiteg hutt Dir d'Zil verfollegt, de Parquet bei senger Instruktioun éischter ze demotivéieren, wéi ze motivéieren.

Et ass och iwwregens net richteg, wann Der an der Kommissioun gesot hutt, dass Der méi spéit, well Der fonnt hutt, dass et ze laang géif daueren, déi Remarquë gemaach hätt. Dir hutt - an dat ass am Verbatim nozeliesen an der Deklaratioun vum Här Biever - 2001, direkt wou den Här Biever bei Iech komm ass, fir ze froen, dass d'Enquêteuren e Büro kréien op enger Plaz, wou se bei deenen aneren ewechgeholl wieren - eng Demande, där Dir jo och noginn hutt -, an deem Kontext do hutt Der scho gesot, Dir wiert der Meenung, ech zitéieren den Här Biever: „Ass déi Affär da wierklech esou, datt elo do mussen Enquêten esou intensiv gemaach ginn?"

Dat hutt Der net gesot 2004 oder '5 oder '6, well et Iech ze laang gedauert huet; dat hutt Der, laut dem Procureur général d'État, 2001 gesot, déi éischte Kéier, wou en un Iech erugetrueden ass mat enger Demande. Du war Är Intentioun scho kloer! Et ass net ëm d'Longueuren an der Enquête gaangen. Do hutt Der schonn a Fro gestallt, dass et derwäert wier, déi Enquête ze maachen.

Da sot Der sënngemëiss, Dir hätt eigentlech mam Roby Biever eng „Interpretatiounsdivergenz". Dir hätt also vun 2001, ech wëll elo net dat Wuert an deem anere Kontext erëmhuelen, ech wëll just soen, Dir géift also domadder behaapten, dass vun 2001 bis 2007 Dir mam Roby Biever, bei deene ville Geleeënheeten, wou dat hei évoquéiert ginn ass, laanschtenee geschwat hätt.

Mä dat gleeft jo keen, Här Minister! Intelligent Leit wéi Dir a wéi de Roby Biever schwätzen net sechs Joer laanschteneen! Et ass dach onhaltbar, esou eng Behaaptung opzestellen! Kann e Mënsch am Land gleewen, dass Dir - an Dir hutt jo awer allen zwee méi wéi 100 IQ - während sechs Joer laanschtenee geschwat hutt? Et ass emol net, fir ze laachen; et ass, fir rosen ze ginn. Dat ass dach eng absolut onkredibel Thees, déi Der do opstellt!

Selbstverständlech hutt Der Iech verstanen! An dem Här Biever seng Reaktioun op dat, wat Der gesot hutt, ass eendeiteg. Duerfir war et och net mëssverständlech. Är Intentioun war kloer. An den Här Biever huet se och esou verstanen.

D'Madame Woltz d'selwecht. Mat hir hutt Der wuel nëmmen eng Kéier geschwat. Si huet sech dat Gespréich verhalen. Dir sot jo, Dir hätt keng

Erënnerung méi drun, dass d'Gespréich stattfonnt hätt, wat och gelungen ass. Mä trotzdeem, Är Ausso seet dat. Och d'Madame Woltz kann Iech net falsch verstanen hunn. Och d'Madame Woltz ass eng Fra, déi bis dräi ziele kann. Kënnt Dir dann am Eescht mengen, dass et kredibel ass, wann d'Madame Woltz seet, no engem Gespréich mat Iech „wier se erschloen", an dat kéint op eng Interpretatiounsdivergenz zréckzeféiere sinn? Dat ass dach eng onhaltbar Thees, dat do!

De Roby Biever sot ganz däitlech, och doriwwer gëtt et keng Interpretatiounsdivergenz: „De Luc Frieden hätt léiwer gehat, mir géifen ophalen." Och dat steet am Verbatim. E ganz einfache Saz, dee jiddweree versteet. Do ass näischt ze interpretéieren.

Fir eis ass et kloer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, besonnesch dat, wat d'Madame Woltz gesot huet, déi Episod am Summer 2006 am Kontext vum 50. Anniversaire vum Basket Contern, dass Är Intentioun vis-à-vis vun de Leit, déi d'Instruktioun gemaach hunn, kloer war.

Zu deem zweeten Argument: et wier jo net oft gewiescht. Dir hutt och op der Tëlee virun e puer Deeg gesot: „Ech muss dach als Minister kënnen d'Fro stellen." Jo, selbstverständlech, Dir musst kënnen d'Fro stellen. Eemol. Dir däerft och der Meenung sinn, dass déi Enquête näischt méi bréngt, no all där Zäit.

Ech sinn dee Leschten, deen Iech dat géif falschmaachen. Ech hunn Iech dat och an der Kommissioun gesot an och scho virun der Press. Dir däerft selbstverständlech der Meenung sinn, dass déi Enquête no all där Zäit, ënner Ëmstänn, zu näischt méi féiert. Dat däerf duerchaus Är Meenung sinn.

Mä da musst Der Äre Saz weiderféieren a soen: „Mä ech sinn Äre Minister. An ech wäert als Äre Minister alles derfir maachen, dass Dir Är Aarbecht kënnt maachen. Ech wäert mech iwwerall do virun Iech stellen, wou et noutwendeg ass, och wann ech à titre personnel net mengen, dass et eppes bréngt."

Mä Äre Rôle - Dir sidd eng Institutioun als Minister -, Äre Rôle ass et, déi Leit ze verteidegen an derfir ze suergen, dass si hir Enquête kënne maachen! An net duerno sechs Joer laang op Schratt an Tratt eigentlech, net nëmmen eng Kéier, nämlech déi ganzen Zäit, ëmmer, wann Der d'Geleeënheet hat, par rapport zum Roby Biever an déi dote Richtung ze schwätzen. Et war ëmmer: „Hutt Der soss näischt ze dinn? Ech hu léiwer, Dir haalt mat der Enquête op." Dat ass net Äre Rôle, Här Minister!

An och do, Är Défense, fir ze soen: „Ech hunn et een-, zweemol gesot." Dat stëmmt faktesch net. Den Här Biever huet eis an der Kommissioun gesot - an et brauch een net vill Kapprechnen ze kënnen, fir erauszefannen, wéi oft dass et war -, Dir hutt Iech dräi-, véier-, vläicht fënnefmol am Joer gesinn. An den Här Biever sot: „Et war zwar net all Kéiers, awer bal." Rechent dräi-, véier-, fënnefmol am Joer mol sechs, siwe Joer, da wësst Der, dass et zeg Mol war!

Au point, dat huet den Här Biever jo och gesot, dass en zum Schluss vu senger Interventioun gesot huet, et war eigentlech esou: „...dass, wann ech den Här Frieden op der Strooss gesinn hunn, vu Wäitem, dann hunn ech mer geduecht, e wäert jo net nees erëm ufänke mam Bommeleeër." Et ass also eendeiteg, dass Der et permanent gemaach hutt. An ëmmer nëmmen an déiselwecht Richtung.

D'Fakte sinn also fir eis kloer. Do ass näischt ze interpretéieren. D'Faktelag ass kloer: Dir hutt net laanschtenee geschwat an Dir wosst genau, wat Der géift maachen.

De Parquet, a besonnesch d'Enquêteuren, déi hätten Är Ënnerstëtzung awer gebraucht. Zumindest déi moralesch. Zumindest déi! Dat wier wichteg gewiescht.

An ëmmer méi Elementer - och gëschter aus dem Prozess hei aus der Cité judiciaire, an och de Moien, wat den Här Biever gesot huet - maachen däitlech, dass et eng Enquête war, wou déi Leit, déi d'Enquête ze maachen haten, ënner onméigleche Konditiounen hu misse schaffen, well iwwerall do, wou se Ënnerstëtzung hätte misse kréien, d'Ënnerstëtzung vu bannen, domat mengen ech elo net de Minister Frieden, mä och vu bannen, aus dem Polizeiapparat notamment, dass se déi net kritt hunn.

Och do war et de Contraire. Och do ass massiv op déi Leit agewierkt ginn op eng Aart a Weis, wou ech herno nach drop zréckkommen, déi absolut net zoulässeg ass. A grad an deem Kontext! An Dir wosst dach, datt déi Enquête esou géif lafen. An Dir hutt hinnen déi Ënnerstëtzung, déi se gebraucht hätten, zumindest déi politesch an déi moralesch, net ginn.

D'Enquêteuren, jo, fir déi ze kréien, huet d'Madame Woltz misse streide beim Här Reuland. Et war e Krampf. An e Kampf, fir se verlängert ze kréien. An esou enger Affär, wéi déi hei! D'Enquêteure sinn ënner Drock gesat ginn. Dat hu mer gëschter jo héiere vun den Häre Reuland a Solagna. Si hu gesot, et kéim „vun uewen, vu ganz uewen". Wien dat genee ass, hu se net gesot. Duerfir stellen ech och déi Fro, duerno an Ärer Interventioun, wann Der eis dobäi kéint hëllefen, ze erläuteren, ze erörteren, wien dat da ka gewiescht sinn, „vu ganz uewen".

No där Inculpatioun vun den Häre Scheer a Wilmes 2007, do hutt Der, Här Minister, den Här Reuland an den Här Stebens missen do ewechhuelen. Et war, contrairement zu deem, wéi Der et nach an Erënnerung hat an der Kommissioun, nëmmen an deem dote Kontext, wou dat geschitt war. Dir hat dat jo anescht an Erënnerung.

Den Här Reuland huet no der Inculpatioun eng Mail gemaach, intern an der Police, déi sënngemëss gesot huet: „Keng Panik, et ass alles ënner Kontroll. Si gi bis op ee Punkt an dann ass Schluss." Wat natierlech eng absolut onhaltbar Situatioun war. An dach mengen ech ze wëssen, Här Frieden, dass et méi wéi ee Bréif gebraucht huet vum Här Biever, fir Iech dozou ze kréien, Är Décisioun ze huelen, nämlech den Här Reuland ofzesetzen.

Dir hutt och deemools erklärt, dass et eng Décisioun war, déi Iech schwéiergefall ass. Dir hutt dat och an der Kommissioun widderholl. An der Kommissioun hutt Der op d'Prozedur higewisen, par rapport zu der Fonction publique. 2007/2008 hutt Der net nëmmen op d'Prozedur higewisen. Do hutt Der Iech och méi perséinlech geäussert, dass et Iech schwéiergefall wier, aus Rücksicht op den Här Reuland, seng Famill, wat dat fir eng schwéier Décisioun wier. An Dir hutt deemools erklärt, et wär Iech ganz schwéiergefall, déi Décisioun ze huelen.

Ech wëll Iech dat virwerfen! Et hätt Iech ganz liicht misse falen! Wann e Generaldirekter vun der Police, an där heiter Affär, wann der zwee inculpéiert ginn, e Mail no banne mécht mat deem Contenu, ma dann ass d'Décisioun leider ganz einfach: Deen huet eng hallef Stonn drop net méi op senger Plaz ze sinn! Dir hutt dat deemools nach als e fir Iech schwéieren Akt bezeechent. Ma wéi kommt Der drop, ze soen, dat wier e schwéieren Akt? Et war deen evidentesten, deen Der konnt maachen! Dat war net schwéier.

Eng Fro nach, och aus där Zäit, un Iech, Här Minister. Et ass eis och rapportéiert ginn, dass ronderëm d'Genèse vum Gesetz iwwert d'Entrave à la justice vu Säite vum Generaldirekter vun der Police méi wéi eng Kéier bei Iech intervenéiert gi wier, fir dat Gesetz eigentlech ze bremsen. A Fakt ass jo och, dass et eréischt méi spéit ënnert dem Minister Biltgen weidergaangen ass.

Ech wier frou, wa mer kéinten dorop eng Äntwert kréien, ob et vu Säite vum Här Reuland, vum Generaldirekter vun der Police also, bei Iech Interventioune gouf, fir dat Gesetz net virunzebréngen. Wat och e bezeechnend Liicht géif op den Här Reuland werfen, iwwert dee leider - enfin, leider! -, iwwert deen ëmmer méi muss nogeduecht ginn an och vläicht geschwat ginn.

Aggravéierend kënnt derbäi - an do ginn ech eigentlech bei dat eriwwer, wat den Här Biever de Moie gesot huet -, aggravéierend kënnt bei all dës Ëmstänn schonn nach derbäi: déi Roll, déi de SREL gespillt huet, mat senger Operatioun „Katana". Den 100,7 huet gemellt, dass den Direkter vum SREL, den deemolegen, de Marco Mille, eng „Pädophilie-Enquête", tëschent Gänseféisercher, géint den Här Biever selwer ugeuerdnet huet. Wat iwwregens am Widdersproch steet mat deem, wat den Här Mille nach virun enger Woch an der SREL-Enquêtëkommissioun gesot huet. Déi war jo public.

Sollte sech also déi Informatioune vum 100,7 als richteg erausstellen, dann hunn do net een oder zwee als Électrons libres vum SREL Dommheete gemaach, mä da souze sechs Leit do, no owes aacht Auer, an déi Renitent si gebiede ginn, de Sall ze verloossen; déi bräichten net ze wëssen, wat do diskutéiert ginn ass. Also keng Électrons libres, mä eng hierarchesch Décisioun am SREL bis uewen erop.

Déi Informatiounen, wa se da richteg sinn, dann huet den Här Mille virun der Enquêtëkommissioun ënner Eed falsch ausgesot an huet säi Rôle ganz kloer minimiséiert.

Zum Fong dovunner ass awer ze soen, dass dat jo awer praktesch - an esou huet den Här Biever sech och ausgedréckt - eng geheim Polizei war am Stat, déi finanzéiert ginn ass, an och hir Aktiounen, mat Sue vum Lëtzebuerger Budget. De Geheimdéngscht huet do Missiounen iwwerholl vun der Police, huet enquêtéiert. Déi Saache si bezuelt ginn. An en huet iwwregens enquêtéiert géint déi Rumeuren, déi e praktesch selwer geluecht huet. En huet eppes, wat et e bësse gouf, opgefaangen, amplifiéiert a gären dann dergéint enquêtéiert.

Dat si Methode vun den Diktaturen. Do enquêtéiert d'Polizei och géint déi Rumeuren an Informatiounen, déi se selwer schaaft. Dat si ganz grave, ganz grave Faiten, déi, wa se haut, um Enn vun dësem Dag, ouni aner Sanktioun hei aus der Chamber erausginn, dann hu mer de Regime gewiesselt, haut um 13. Juni. Da si mer net méi am selwechte Stat.

Den État profond huet do gespillt. Net deen offiziellen, net dee richtegen. Den État profond huet existéiert an huet gespillt. Mat Steiersuen op den Dépensë vum SRELs-Budget. Véier Leit sinn do duerch de Kaka gezu ginn. Dräi dovu bekennend Homosexueller, déi direkt Pädophilie dann ënnerstallt kréien duerch de SREL. Et ass keng latent Homophobie, et ass oppen Homophobie. Et ass ruckelzeg, wat déi Leit do maachen.

Dir wosst awer, Här Statsminister, doriwwer Bescheed. Wéi vill, géife mer gäre vun Iech wëssen. An engem rezenten Interview vum Roby Biever am „Wort" zitéiert en Iech, dass e bei enger Geleeënheet vun Iech gesot kritt hätt: „Roby, weess du schonn, du hues e Puff zu Esch?" Wourops den Här Biever net wierklech geäntwert huet. Hien huet gemengt, et wär e Witz, e graffe Witz. En huet driwwer gelaacht an Dir mat. An dat war d'Episod.

Et heescht awer, dass Der eppes dovunner wosst. Ech weess net, wat Der wosst. Duerfir stelle mer Iech d'Fro: Hat Der just vun de Rumeuren héieren? Wosst Der, dass de SREL dorobber schafft? Wosst Der, op wéi eng Aart a Weis en dorobber schafft? Hat Der de Verdacht, dass et eppes kéint si wéi d'geheim Polizei, déi den Här Biever beschriwwen huet? A selbstverständlech ass d'Fro: Wa jo, wat hutt Der dergéint gemaach?

Mir kennen d'Äntwert net. A mir hoffen, dass mer eis se ginn. Mir wësse just, dass Der ausser dem Här Biever déi do Informatioun nach kengem ginn hat, och net bei der SRELs-Kommissioun. Mir sinn et gewuer ginn iwwert dat Interview am „Wort" vum Här Biever. Déi do Informatioun, dass Dir iwwer esou Rumeure Bescheed wéisst, waart Der nach néierens lassginn. An do si mer wierklech gespaant, Här Statsminister, op Är Äntwerten. D'Fro ass relevant an d'Äntwert och.

Et muss ee sech och nach eng Kéier duerch de Kapp goe loossen, wéi dat funktionéiert huet eigentlech. Do gëtt et e Geheimdéngscht, dee sech als geheim Polizei verkleet, drusetzt de Procureur général d'État ze destabiliséieren zu enger Zäit, wou deen amgaang ass, ënner anerem och bannent der Polizei ze enquêtéieren. De Geheimdéngscht als geheim Polizei géint de Procureur général d'État, well dee bei der Police amgaang ass ze schaffen!

Ech weess net, wat Dir dovunner wosst, Här Statsminister. Mä et gëtt awer Responsabilitéiten. Wann an engem Service esou villes dernieft ass, och wann ee selwer vläicht kee Feeler gemaach huet, mä an engem Rechtsstat, besonnesch wann esou vill Responsabilitéiten am Renne sinn, wéi ech elo beschriwwen hunn, da mussen et awer och Leit ginn, déi se assuméieren. Et geet net duer, deen Éischten an der Regierung ze sinn an dann déi mannste Verantwortung wëllen ze assuméieren.

Wien huet d'Verantwortung derfir? Ech wëll elo erënneren, d'Tëlee hat gëschter e Bericht iwwer fréier Vertrauensanträg an Demissiounen aus der Regierung. Et gouf am Januar 1998 eng Demissioun vum Johny Lahure, dem verstuerwene Johny Lahure, deen - an dat, mengen ech, war heibanne bei jiddwerengem d'Meenung deemools - perséinlech näischt falsch gemaach hat. Et huet jo keen dem Här Lahure e Fait imputéiert, wou hien e Feeler gemaach hätt. Mä den Här Lahure huet d'Verantwortung iwwerholl, net nëmme fir de Santésministère, mä och fir den Environnementsministère, wou e jo och Minister war, fir Faiten, déi hien net gemaach hat, mä fir déi hie responsabel war. Well ee muss jo responsabel sinn! Et kann och do net kee sinn. Ee muss jo responsabel sinn!

Am SREL sidd Dir et, Här Statsminister. A mat deem, wat de Roby Biever de Moie gesot huet, wat do ofgelaf ass! Et geet net duer, dass Der sot: „Ma mir hu jo e Schëllegen. Et waren de Mille an de Kemmer an nach e puer anerer." Jo, déi hunn de Feeler gemaach. Mä wien dréit d'Responsabilitéit fir de Feeler, virum Land, virun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger? Wie seet, et ass meng Schold, dass et schifgelaf ass, an et muss eppes geschéien, fir dass et aneschters gëtt? Dat kënnt nëmmen Dir sinn, Här Statsminister! A mir waarden op Är Äntwerten.

Dat so si gravissime Faiten, déi, wa mer se duerchwénken, eist Land fundamental wäerte verännere fir laang Zäit. A mir als gréng Fraktioun wëllen dat definitiv net. Dat do ass gravissime! An Dir sidd Erklärunge schëlleg virun der Chamber.

Dat alles, fir ze weisen, dass déi Enquête an der Affär Bommeleeër eng onméiglech war fir déi Leit, déi se hu misse maachen. Alles, alles huet géint se geschafft! De Parquet mécht wuel seng Aarbecht, mä hien hat keng Ënnerstëtzung vun Iech, Här Minister, au contraire. Iwwerall sinn duerchsichteg Maueren, an déi en awer knuppt.

Dir wosst dat och, Här Frieden! An Ären Job wier et gewiescht, politesch ze ënnerstëtzen. Dat hutt Der net gemaach. Dir hutt de Contraire gemaach.

2004, bei der Regierungsbildung, sinn d'Ressortë vun der Justiz a vun der Polizei zesummegeluecht ginn. déi gréng waren déi Eenzeg, déi dat kritiséiert hunn, déi gesot hunn: „Et ass eng schlecht Optioun." Den Här Bodry huet dat, à titre individuel, och gemaach. Wat net verhënnert huet, dass déi Partei, an där hien ass, mat där Ressortopdeelung mat an d'Koalitioun gaang ass.

Mir hunn et kritiséiert, well mir hunn dat e ganz schlecht Zesummeleeë vu Ressortë fonnt. A mir hu leider recht behalen. Den Här Frieden hat déi zwee, do d'Justiz, do d'Police. An op deem rietsen Ouer héiert e besser. D'Doris Woltz huet dat och de 7. Juni bestätegt, dass dat fir si en Dauerproblem gewiescht wier an där ganzer Zäit. D'Police hat dem Minister säin Ouer méi wéi d'Justiz. A grad déi zwee däerfen net an esou engem Spannungsfeld sinn.

Duerfir wär et besser gewiescht, wann zwee Verschiddener déi Ressortë gehat hätten. An et ass op eng dramatesch Aart a Weis bestätegt ginn, wat déi gréng als Kritik formuléiert hunn a vu Verschiddener da gesot kréien: „Dat sinn dach Ënnerstellungen. Haalt dach op! Dat huet dach lauter praktesch Grënn!" Et war e Feeler an et huet sech bestätegt.

D'Fro haut fir d'Chamber, déi d'Chamber muss beäntwerten, no Ären Erklärungen, et ass keng perséinlech Fro. Den Här Frieden huet op der Tëlee gesot, e géif sech do „perséinlech attackéiert" spieren. Et geet net ëm Iech, Här Frieden, als Persoun. Et ass keng perséinlech Diskussioun iwwer Iech. D'Chamber hëlt och duerfir haut keen Uerteel iwwer Är politesch Liewensleeschtung. Déi ass och, dat soen ech gären, méi räich wéi dat, wat mer haut diskutéieren. A mir weien och net d'Leeschtunge mat Verfeelungen op.

Mir diskutéieren haut iwwer prezis Faiten an ob Der do Ärer Responsabilitéit gerecht gi sidd oder net. Mir diskutéieren nëmmen iwwert déi dote Faiten. D'Chamber soll soen, ob mer haut d'Zeeche setzen, dass et zoulässeg ass, dass ee Minister op déi Aart a Weis, wéi virdru beschriwwen, intervenéiert, oder ob d'Chamber seet, dat ass hei am Land net zoulässeg. Et geet manner ëm d'Vergaangenheet, et geet méi ëm d'Zukunft. Geet dat an engem Joer, geet dann an eelef Joer, geet dat an 21 Joer, dass e Minister seet: „Haalt dach op! Hutt Der soss näischt ze dinn?"

Dorëms geet et. Et ass déi Décisioun, déi d'Chamber haut hëlt. Wéi funktionéiert d'Justiz vun haut un? Mir hoffen, anescht wéi bis elo op deenen dote Punkten.

Den Här Biever huet an der Kommissioun rappeléiert: „Qui tient le Parquet, tient la Justice." E ganz richtege Saz! An och à la lumière vun deem dote Saz sollt d'Chamber déi Fro beäntwerten, wéi et an deenen nächsten 20 Joer hei am Land soll duerchgoen.

Wann d'Chamber dat doten duerchwénkt, déi Faiten, déi etabléiert sinn, dann däerf e Minister, e Justizminister an Zukunft par rapport zum Parquet ganz vill. Ech wëll net soen alles, mä ganz vill. Da läit déi Lat esou héich, dass jiddwereen drënner kënnt. Deen nächste Justizminister kann näischt méi falsch maachen. Wann dat dote geet, da kann en näischt méi falsch maachen.

D'Indépendance vum Parquet ass ganz wichteg fir de Rechtsstat a fir d'Bierger an éischter Linn. Soss däerf zum Beispill och an Zukunft, ni vu ni connu, de Minister vun der Justice beim Parquet intervenéieren an enger Affär, wou vläicht een aus sengem Entourage dra verwéckelt ass.

Wann de Bierger Schmit d'Ongléck huet, en Accident ze kréie mat engem aus der Famill vum Justizminister... Jo, wann dat dote geet. Jo, dann huet en net méi d'Garantie, dass d'Justiz seng Affär neutral behandelt. Dat ass den Enjeu! Dat ass keng theoretesch, philosophesch Fro. Et ass eng statsphilosophesch Fro, ganz wuel, mä si riskéiert d'Leit am Alldag hei zu Lëtzebuerg ze treffen, deemno wéi mer dat hei haut tranchéieren.

Jiddweree muss sech da froen, wann e viru Geriicht steet: „Jo, geet et mir elo esou, well et mat rechten Dénger ofgaangen ass, oder geet et mir elo esou, well dommerweis deen doten

de Justizminister kennt, an deen huet derfir gesuergt, dass déi Affär sans suite klasséiert gëtt? Dobäi wär ech am Recht gewiescht an elo kréien ech net recht."

Dat ass den Enjeu, däers mussen d'Leit sech bewosst sinn, déi eis Debatt suivéieren.

M. le Président.- Här Braz, ech muss Iech drop opmierksam maachen, Dir hutt schonn néng Minutte vun zéng, och vun der Fraktioun, benotzt. Dir misst also lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Jo. Mir ginn och net iwwert déi 40 Minutten insgesamt. Dat kréie mer hin. Just nach ee Saz, Här President.

Ech wënschen duerfir am Viraus all deene Bierger vill Gléck, déi an esou eng Affär géife riskéieren ze kommen, wa mer dat hei normal fannen, d'Aart a Weis, wéi de Minister intervenéiert huet beim Parquet. Hei geet et, wéi gesot, ëm Prinzipielles, ëm Fundamentales an eisem Rechtsstat. Et geet ëm d'Recht vun eise Biergerinnen a Bierger op eng onofhängeg Justiz. Dat ass de Schutz, deen éischte Schutz, fir d'Biergerinnen a Bierger. D'Chamber muss dat haut verteidegen an dofir dem Minister Luc Frieden d'Vertrauen entzéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. A mir héieren dann elo den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, „D'Statsraison wëllt nämlech, datt d'Bommeleeër-Affär opgekläert gëtt. Déi, déi regéieren, sinn der Kredibilitéit an der Irréprochabilitéit vum Stat a besonneschem Mooss verflicht. Déi allgemeng Veronsécherung gëtt heiheem verstäerkt duerch eng hausgemaachte Vertrauenskris an d'Institutioune vun eisem Stat. Et muss ee blann an daf sinn, fir net ze mierken, datt fir vill Leit eenzel Institutiounen net méi iwwer all Zweifel erhabe sinn. Mir hu keng Statskris, mä et kriselt awer am Stat."

Déi Wierder soen Iech alleguerten eppes. Déi huet de Statsminister virun e puer Méint hei op dëser Tribün gehalen. Här Juncker, deemools hutt Der gesot „et kriselt am Stat". Et ass méi wéi kriselen. Mir hunn eng Kris am Stat. An et ass eng Kris, wou Dir en Deel vun der Responsabilitéit ze droen hutt. Ech si frou, dass Der haut hei sidd. Ech hat scho geduecht, mir kënnen en Dënschden driwwer schwätzen oder e Mëttwoch. Dann ass et ebe fir haut.

Firwat ass et mer wichteg? Well et geet ëm d'Fundamenter vun eisem Land. Et geet net ëm d'politesch Zukunft vun deem engen oder vun deem aneren heibannen. Et geet net ëm d'Politique politicienne. Et geet ëm d'Gewaltentrennung, d'Prinzipe vun engem Rechtsstat an de gudde Fonctionnement vu staatlechen Institutiounen. Et geet ëm dat, wat eise Stat bannendran zesummenhält. An domadder geet een net liichtfankeg ëm.

Mä déi Debatt ass hei méi wéi iwwerflächlech. Egal wéi mer se nennen - Malaise, Statskris, institutionell Kris, kleng Kris, grouss Kris -, eppes steet fest: Mir hunn eng Kris. A mir hunn eis... Mir mussen eis e puer Froe stellen, Här President: Firwat hu mer eng Kris? Wou ass se hierkomm? Firwat sti mir haut do? A wou mir haut stinn.

A wa mir déi Froe beäntwert hunn, da musse mir dovunner eng Bewäertung ofginn. Mir mussen als Chamber bewäerten, ob rechtsstaatlech Prinzipien an alle Fäll agehale gi sinn. Mir musse bewäerten, ob d'Vertraue vun de Leit an d'Institutiounen an ob d'Vertrauen tëscht den Institutiounen och nach ginn ass. Mir musse bewäerten, ob dat Vertrauen duergeet, fir d'Zukunft vun dësem Land, déi grouss Erausfuerderungen, virun deene mir stinn, ze meeschteren. An da musse mir eng Konklusioun zéien. Eng Konklusioun, wou mir d'Wuel vum Land, a soss guer näischt, virun Aen hunn.

Här President, déi leschte Wochen ass Affär no Affär komm. Ech si frou, dass d'Medien och hir Aarbecht gemaach hunn. Ech muss soen, dass domadder vill Saachen net ënnert den Teppech gekiert gi sinn. A wa verschidde Politiker behaapten, dass d'Press eng onseriö Aarbecht gemaach huet, je le conteste le plus vivement! Ouni si hätte mer vu ganz ville Saachen haut nach ëmmer net d'Informatioun kritt.

An d'Politik hat awer Instrumenter, fir déi Affären ze traitéieren, déi normal parlamentaresch Moyenen, vu Questions parlementaires bis Unhéierungen an de Kommissiounen, d'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun a finalement - an en éischter raren Akt awer fir eist Parlament - eng Enquêtëkommissioun. An do muss ech och soen, dass all Fraktioun sech och vill Méi mécht, fir seriö Aarbecht ze leeschten.

A wann een hätt wëllen déi ganz Wourecht an all déi Problemer, déi een als Regierung mat dësem a mat deem hat, hätt wëllen op den Dësch kréien, war am Fong méi wéi eng Geleeënheet, fir eis déi ze explizéieren. Mä mir stellen haut fest, et ass ëmmer esou vill gemaach a gesot ginn, wéi et huet misse sinn, esou dass mir quasi all Dag enger neier Affär hannendrulafen.

D'Parlament zum Beispill. Ech wëll de Konklusioune vun eiser Enquêtëkommissioun net virgräifen. Mir sinn eis awer haut schonn eens ënner Kolleege vun der Kontrollkommissioun, dass net ëmmer d'Wourecht gesot ginn ass, dass falsch, lückenhaft oder guer keng Informatioune komm sinn, an dat vu Säite vum Geheimdéngscht oder vun Iech, Här Statsminister.

Mir hunn am Ufank gemengt, et géif jo just ëm eng Auer goen, ëm d'Ophuele vun enger Auer. Mir gesinn haut, dass et am SREL drënner an driwwer gaang ass an do laanscht all Gesetzer a Prozeduren, déi eist Land festgehalen huet, geschafft ginn ass. Mir gesinn, dass d'Regierung a virun allem de Premier, vun deenen allen... vun deene meeschte Faiten op d'mannst eppes wosst, awer net mat der Kontrollkommissioun doriwwer geschwat huet, keng disziplinaresch Moossname geholl gi sinn. Et ass weder géint Mataarbechter eppes ënnerholl ginn.

An ech souz selwer an där Kontrollkommissioun, wou mir iwwer all déi Malaisë vum SREL kee Wuert gesot kritt hu vun Iech, Här Statsminister. An deenen zwee Joer, wou ech drasouz, keen een!

Mir gesinn, dass déi concernéiert Ministere sech schwéierdinn anzegesinn, datt déi Feeler geschitt sinn an hir Responsabilitéit engagéiert ass. An och wann ee vill Mériter huet an aneren Dossieren, déi ech net wëll ofstreiden, esou entbënnt een dat net vun der politescher Verantwortung, déi ee vis-à-vis vu sengem Service huet, a scho guer net dann, wann ee mierkt a weess, dass Deeler vu sengem Service géint d'Intérête vum Land, mä éischter fir privat Intérêten, a géint d'Institutiounen hei am Land geschafft hunn.

E Service, wou jo op d'mannst een Deel, hu mer jo matgedeelt kritt, eng Geheimpolizei war. E Service, wou de Versuch gemaach ginn ass, fir iwwer pädophil Rumeuren de Procureur général an aner Leit ze diskreditéieren. Firwat? E Service, wou Leit d'Justiz iwwerwaache gelooss hunn. E Service, deen net méi am Interessi vum Land agéiert huet, mä an déi eegen Täsch geschafft huet: Cargolux, Lebedev, Nordirak, GMH.

D'Gravitéit vun de Faiten, Här President, ass gradesou choquant wéi d'Aart a Weis, wéi mat der Chamber an der Justiz verfuer ginn ass. Den Här Statsminister huet d'Chamber net korrekt informéiert. Ee similäre Fait hu mer gezielt kritt, dee vun der Auer. Kee Wuert doriwwer, dass de SREL während fënnef Joer total aus dem Rudder gelaf ass. D'Öffentlechkeet, d'Justiz, d'Enquêtëkommissioun si praktesch alleguerten d'Affären aus der Press gewuer ginn.

De Jean-Claude Juncker war awer iwwert déi allermeeschte Faiten informéiert. Hie wousst, dass de SREL am Dossier Cargolux seng Hand mat dran hat. Hie wousst, dass d'Operatioun SAM aus dem Rudder gelaf ass. Hie wosst, dass den Dossier Elf-Aquitaine mam Gérard Reuter e Lien hat. Hie wosst, laut Aussoen och vum Roby Biever, dass de SREL Rumeuren iwwer seng... iwwert d'Pseudopädophilie - an do kommen ech duerno nach drop zréck - streeë géif.

Den Här Statsminister huet d'Justiz net informéiert iwwert d'illegal Ofhéieraktiounen op den Techniker, e Briefing vum SREL iwwert d'Lienen tëscht Bommeleeër a Stay behind, Informatiounen tëschent Gérard Reuter an Elf-Aquitaine, an dann nach d'Verstéiss géint d'Geheimdéngschtgesetz bei der Kreatioun vu Sandstone, wou Insiderinformatioune benotzt gi sinn.

A wann ech gëschter och d'Tëlee gekuckt hunn, wann ech mech erënneren, huet d'CSV deemools géint de Minister Bodson e Mëtrauensvote gefrot, well de Minister Bodson dem Parquet eng Informatioun net weiderginn hat iwwer eng Korruptiounsaffär zu Sandweiler. Eng Affär! An d'CSV freet d'Vertraue vun engem Justizminister! Hei hunn ech Iech der eleng scho fënnef opgezielt, wou de Statsminister hätt missen dem Parquet Bescheed soen! An da geschitt guer näischt.

Den Här Statsminister huet och keng disziplinaresch Konsequenze gezunn. An ech ka mech nach erënneren, an déi Memberen aus der Enquêtëkommissioun sinn Zeien - net Enquêtëkommissioun, Kontrollkommissioun -, wéi ech de Statsminister an der Sitzung gefrot hunn: „Firwat maacht Der dem Här Mille da keng Affaire disciplinaire?" A wou Dir eis selwer gesot hutt: „Dat ass net gutt fir de Service." Mä dann hätte mer de Problem deemools vläicht geléist. Mengt Der, haut géif de Service besser do stoen, mat all deenen Affären, déi mer haut hunn?

Ech mengen, et wier wichteg gewiescht, Här Statsminister, wann een esou eng Kommissioun kreéiert, dass déi Kommissioun och weess... Well eng Alibiskommissioun ze hunn, fir dass déi och nach e Rapport schreift, fir ze soen, wéi gutt de SREL schafft, ouni dass se d'Informatioune kritt, wéi de Service schafft, wéi vill Skandaler an deem Service sinn, dass jiddwereen dat mécht, wat e Loscht huet, dass se géint d'Gesetz stoussen! An dann nach d'Deputéierte froen, e Rapport ze schreiwen, fir ze soen, wéi gutt dass en ass an dass keng Problemer do sinn, ass net gutt.

Här Statsminister, Dir hutt eis... Dir kënnt net - an den Här Braz huet et scho gesot - soen, dass et net Är Schold ass. Dir hutt eng politesch Responsabilitéit. An ech ka mech erënneren, an der éischter Auditioun, Här Statsminister, hutt Der gesot, den Direkter vun enger Administratioun géif d'Verantwortung fir de Fonctionnement vum Service droen. Gëschter, nach eng Kéier also, gëschter RTL, de Professer Heuschling an ech zitéieren: „Och den Här Juncker, wat mam Geheimdéngscht passéiert ass, ass e kloert Beispill vun engem Feeler. De Minister huet säi Ministère oder de Service net am Gréff. An no der klassescher Definitioun vun der Responsabilité politique geet dat duer."

Här Statsminister, politesch Responsabilitéit kann een net einfach delegéieren. Fir déi hutt Dir vum Bierger en Optrag kritt. An déi kann een och net einfach engem Beamte ginn a soen, dass dee fir alles responsabel ass, egal wéi gutt an egal wéi wéineg Zäit ee selwer huet, fir dat eent oder dat anert ze maachen. Ech kann dee Saz och net méi héieren: „Mir hunn Iech dach op all Froe versicht eng Antwert ze ginn." De Versuch ass net méi dat, wat mer brauchen.

Wann ee Vertrauen an d'Parlament gehat hätt, dann hätt een an der Kontrollkommissioun alles op den Dësch geluecht. Dat ass et deemools net ginn. Wann een awer kee Vertrauen an d'Parlament huet, da seet een de Leit just dat, wat néideg ass. A wann et aneschters wär, an dat ass jo dann ewell esou, dann ass et déi Saach, datt d'Parlament op jidde Fall d'Gefill kritt, dass et net eescht geholl gëtt. D'Resultat ass an eisen Aen egal wéi, dass et kee Vertraue méi vum Parlament an de Premier gëtt. A generell: Et gëtt e Mësstrauen. Bei allen Aussoe muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat doten elo richteg oder net? An dat ass selbstverständlech keng Situatioun, fir kënnen ze schaffen.

Här President, et ass awer elo op d'mannst gradesou grave, dass d'Vertrauen tëscht der Justiz an der Regierung och fort ass. Déi lescht Optrëtter vum Procureur général an der fréierer Juge d'instruction bei eis an der Kommissioun, an och elo nach d'Enquêteuren, déi jo gëschter och ausgesot hunn, waren do däitlech. Ech kéint Iech elo alles zitéieren, esou e klenge „best of" maachen, de Robert Biever schléisst of domadder, iwwert de Fonctionnement vun den Institutiounen, wou e seet, dass et keng Affär wéi eng aner ass. Dat doten ass eng schlëmm Affär. Et geet ëm d'Institutiounen. Et kann een net de grousse Constitutionaliste an d'Institutioune verteidegen.

D'Doris Woltz: „Wéini haalt Der op?" An d'Doris Woltz sot et och selwer, dass se keng Ënnerstëtzung hat: „Et war awer just fir mech - an dat soen ech einfach, well dat mech perséinlech getraff huet -, wéi ech heemgaange sinn, war ech erschloen. Ech soen dat, well ech dat esou emfonnt hunn. Dat war fir mech alt erëm déi x-ten" - x-ten! - „Confirmatioun an deem Dossier, dass do keen Appui do ass. Do ass net fir mech déi Ënnerstëtzung, déi ech mer an all deene Joren erwaart hunn an deem Dossier. Déi war net do."

Ech hunn och selwer duerno d'Konklusioun gefrot, well den Här Justizminister ëmmer gesot huet, hien hätt gären déi voll Erklärung. Du sot d'Madame Woltz: „Ech soe just, dass ech dee Moment op jidde Fall net dat Gefill hat, dass deen Intérêt elo do wier, fir et opzeklären."

Hei gesi mer, dass d'Justiz op eng Kéier dat Vertrauen, wat se sech erwaart huet vun engem Justizminister, net hat. Da seet een... Da gëtt gesot: „Ech hunn awer ni gesot, ech wéilt déi Enquête blockéieren." Gott sei Dank, well wou wiere mer dann? Wann elo och nach de Justizminister kéint soen: „Stopp! Déi doten Affär hale mer op." Mä als Minister! Ech weess net, wéi et Iech geet an der Regierung, mä als Buergermeeschter: Ech stinn hanner menge Beamten. Ech sti viru menge Beamten.

(Interruption)

A wa meng Beamte gären eppes maachen, da mécht een et. Da mécht een et. CSV, ech wier an Ärer Plaz roueg. Well iwwer Rumeure kënne mer derno nach schwätzen. Gellt, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir huelen Iech mat...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Et ass... Et ass... Här President, d'CSV ass hei vun enger Nervositéit. Et schéngt op jidde Fall Iech ze concernéieren.

Une voix.- ...ee mat breede Felgen dann...

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, et ass awer op d'mannst genausou grave, dass d'Vertrauen tëscht der Justiz an der Regierung fort ass. An dat, wat gesot ginn ass, an dat hunn ech Iech scho virdru gesot, et war net een, deen eis dat gesot huet. Et war den Här Biever, et war d'Madame Woltz an et waren nach déi aner Leit. De Premierminister huet zwar an der Öffentlechkeet ëmmer erëm nees betount, datt d'Regierung am Dossier Bommeleeër déi ganz Opklärung wëllt. Dass de Minister Frieden awer säit 2001 ëmmer erëm nees direkt oder indirekt intervenéiert ass beim Procureur d'État, bei den Untersuchungsriichter, an indirekt bei de Membere vun der PJ, hu mer jo gesot kritt.

Am Fong ass d'Fro gestallt ginn, wéi et mat der Enquête da sollt sinn. Besonnesch ass et delikat, dass déi Interventioune gemaach gi sinn, wéi d'Enquête a Richtung Police gaang ass. Dat hu mer jo gesot kritt, dass virdrun den Intérêt... De Minister war jo `98 scho Minister, an dass eréischt duerno d'Interventioune komm sinn, wéi et a Richtung Police gaang ass. An d'Enquêteuren hunn och vun hirem Chef Steng an de Wee geluecht kritt. Dat ass och ganz schlëmm.

Et steet och fest, dass et schwéier Verhandlunge waren, fir iwwerhaapt fir d'PJ, fir kënnen nach e Büro ze kréien, fir kënnen ze schaffen. Den Här Justizminister huet eis och gesot, et wier eng schwiereg Situatioun gewiescht, fir den Här Reuland an den Här Stebens ofzesetzen. Mä ech mengen, den Här Minister hat och keen anere Choix.

Et soll een net vergiessen, dass et net den éischte Courrier war, wou den Här Biever dem Här Frieden gesot huet, dass do e Problem wier, an dass dee Courrier den 30. Januar, wou nomëttes an der Chamber de Minister och de Bréif déposéiert huet, scho mëttes am RTL-Journal informéiert ginn ass, dass dat eent an dat anert do geschitt wier an dass och dee Bréif do wier. An, wéi gesot, deen éischte Bréif, dee wier am Dezember scho geschéckt ginn. Dat heescht, dass iwwer annerhallwe Mount gebraucht ginn ass, fir drop ze äntweren.

No deem leschte Bréif dunn ass décidéiert ginn, dass misst eng Décisioun getraff ginn. Ech muss Iech och soen, dass déi Aussoen, déi de Minister zwar contestéiert: „Bei Krich tëschent Justiz a Police, ass d'Justiz de Verléierer." Op jidde Fall war do, an dat kann ee jo als Konklusioun huelen, eng Méfiance vun der Justiz vis-à-vis vum Minister a vis-à-vis vun der Regierung, an dat ass net gesond. An d'Enquêteure soe jo selwer, d'Enquête sollt zum kruziale Punkt da gestoppt ginn.

Et war dann eng Méfiance awer och géint de SREL a géint de Statsminister. Pädophilievirworf. Wat ass dat fir eng Geschicht? De moien hu mer et matgedeelt kritt. Stellt Iech emol vir, e Procureur général, deen d'Press muss zesummeruffen, fir iwwer seng Sexualitéit ze schwätzen, dee mam Accord vun anere Leit muss se outen. An den Här... Ech hunn net... Ech hu geduecht, ech hu mech geiert, wéi ech am Ufank nogelauschtert hunn, wou den Här Biever gesot huet: „Et sinn Deputéierten, déi probéieren..." - et kënnt aus dem politesche Milieu - „...Deputéierten amgaang mech ze diskreditéieren, mech onglaublech ze maachen. Fazit: Fir mech fäerdegzemaachen."

Déi Leit heibannen, et wier jo flott, déi wësse jo pertinemment wien et war, wa se sech concernéiert spieren, dass se dat gemaach hunn. Da wiert et elo flott, de Fanger an d'Luucht ze strecken an ze gesinn, vu wéi engem Bord et kënnt. Mäi klenge Fanger seet mer a wéi enger Richtung déi doten Accusatioune kommen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ah?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mäi klenge Fanger seet mer, aus wéi enger Richtung dass et kënnt. Also, ech kann Iech, wann Der et direkt wëllt, Här Wolter... Deen Éischten, dee mat mer driwwer geschwat huet, war den Här Roth. Den Här Roth ass no der SREL-Kommissioun bei mech komm a sot mer: „Hues de dat doten Dokument gesinn? Dat do. Hues de dat heite gesinn?" Dat war deen Éischten. Soll ech Iech der nach...?

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Also. Dat war deen Éischten, dee mat mir driwwer geschwat

huet. „Hues de dat dote gesinn? Dat ass awer schlëmm. Well kuck, deen do, deen ass jo bei Dir an der Partei." Jo, esou war et. Dat war deen Éischten.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat heescht, Dir hutt hei zu zwee matenee geschwat. Weider?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech sot, Här Wolter...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo. Weider?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Wolter...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, weider. Dir hutt e klenge Fanger. An Äre klenge Fanger seet lech eppes.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Wolter... Här Wolter, ech soen lech just... Ech soen lech just...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wat?

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...dass, wann de Procureur général seet, dass Deputéierte probéieren hien ze diskreditéieren, probéieren hie fäerdegzemaachen, ech lech just ka soen, dass ech et net sinn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ah!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech schwätzen net fir 60 Deputéierten.

(Interruptions diverses)

Ech kann lech just soen...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Äre klenge Fanger ass amgaang...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Wolter, da sot eis et. Hutt Dir mat engem Journalist driwwer geschwat, jo oder neen?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hutt Dir net mat engem driwwer geschwat? Ma voilà.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir... Dir sidd?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen. Dir sidd?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd? Da sot et.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da sot et.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech kann et soen, wann den Här President domadder d'accord ass.

M. le Président.- Jo, mir sinn zwar elo hei, ech mengen, an enger anerer...

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà.

M. le Président.- Ech hu kee Problem, wann den Här Wolter soll Positioun bezéien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu kee Problem, well ech wëll net deen... Ech ginn net dervun aus, datt ech deen eenzegen Deputéierte sinn an deene leschten Deeg, dee mat Journaliste geschwat huet. Ech wëll soen, datt ech kee Journalist ugeschwat hunn, mä datt d'Journaliste mir en Dënschdeg vum 100,7 ugeruff hunn, fir mat mir iwwer eng Rei Saachen ze schwätzen an engem Pabeier, deen ech dee Moment net hat. Well ech sinn net an der Kontrollkommissioun vun der Chamber, wou deen de leschte Freideg ausgedeelt ginn ass.

Une voix.- Enquêtëkommissioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Enquêtëkommissioun, entschëllegt. An der Enquêtëkommissioun sinn ech net dran. An an deem Gespréich ass et mir ganz kloer ginn, datt dee Journalist dee Pabeier, deen eigentlech den Ursprong vun der Pressekonferenz haut vum Här Biever jo ass, an iwwert deen e jo eigentlech déi ganzen Zäit geschwat huet bis op dee leschte Punkt, dass dee Journalist dee scho méindes, mindestens méindes, hat. Mindestens méindes hat!

Dat heescht, de Journalist hat mindestens méindes schonn deen Text, iwwert deen e mech dann dënschdes gefrot huet, nodeem och aner Leit schonn aus anere Parteien ugefaangen hu mat Journalisten ze diskutéieren, an och um 100,7 notamment schonn éischt Reportagen iwwert de Contenu dovunner waren, déi méindes jo schonn ugaange sinn.

Dat huet sech du geluecht bis de moien. Ëm hallwer zwielef huet nees e Journalist vum 100,7 - dat war awer dës Kéier en aneren - mer ugeruff, fir ze soen, wat da meng Stellungnahm dozou wier. Dunn hunn ech gesot: „Attackéiert Der mech elo hei perséinlech oder eis Partei?" An du sot en: „Är Partei." An du sot ech: „Wéi kommt Der dann dorobber?" An du sot en: „Ma well den Här Meisch mir elo just gesot huet, dass, no den Aussoe vum Här Biever an der Pressekonferenz, et jo néierens aneschters kéint hierkomme wéi aus der CSV."

Une voix.- Aha!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Doropshin... Den Här Meisch...

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, dee ka logesch denken. Jo.

Plusieurs voix.- Aha!

Une voix.- Okay.

Une autre voix.- Dat ass logesch geduecht, maja.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass logesch geduecht?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass logesch geduecht, jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wouropshin ech deem Journalist gesot hunn, ech géif gär mat sengem Chefredakter schwätzen - wat dee Chefredakter awer leider bis haut net gemaach huet, bis elo, an dëser Stonn, net gemaach huet -, well ech géif nämlech de Chefredakter vum 100,7 gäre froen, ob, a wann, wien aus der CSV em dat Dokument, wat e Freideg an der Kommissioun ausgedeelt ginn ass, da ginn hätt, well si et manifestement scho säit méindes hunn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wouhier wësst Der dat?

M. Michel Wolter *(CSV).*- An doropshin hunn ech keng Äntwert... Ech weess dat, well de Journalist mir dat gesot huet a well de Journalist och anere Leit...

M. Claude Meisch *(DP).*- Virdrun hat Der gesot, Dir hätt dat Gefill.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen, dat ass kee Gefill. Dat ass...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hat awer virdru gesot, Dir hätt dat Gefill.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass... Neen, neen. Ech hu gesot: Dee Journalist...

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, Dir hutt gesot, Dir hätt dat Gefill, virdrun.

Une voix.- Neen.

Une autre voix.- Lauschtert elo no.

M. le Président.- Neen, ech mengen... Hei lauschtert, den Här Wolter wollt op eng Ausso vum Här Bettel reagéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn eng Fro gestallt. Här President, ech hunn nach ëmmer d'Wuert. Ech wollt just...

Une voix.- Da loosst den Här Wolter fäerdegschwätzen.

M. le Président.- Neen, Här Bettel, da loosst och elo den Här Wolter schwätzen. Dir hutt jo...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ech hunn dem Här Wolter d'Fro gestallt, ob hien dee war, deen de Journalisten eppes gesot huet. E sot: „Ma neen." Méi hunn ech en net gefrot. En ass mer amgaangen... Mä hie kann och weiderschwätzen. Ech hu kee Problem domat.

M. le Président.- Da loosst och elo vläicht den Här Wolter ausschwätzen. Här Wolter, wann ech gelift.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et geet ëm eng ganz kruzial Fro. Well mir nämlech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Geet dat do op d'Riedezäit vun der CSV, déi zéng Minutten do?

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen. Leet Äre Kapp a Rou.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Well mir nämlech der Meenung sinn, dass déi Leit, déi de Medien dat Dokument zougespillt hunn, vu wat fir enger Säit se och ëmmer kommen, à l'origine si vun där Pressekonferenz. Ob dat Deputéierte sinn, ob dat Mataarbechter vun Deputéierte sinn, ob dat aner Leit sinn.

An ech wollt lech soen, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dat hu mer de Moie beschloss, dass mir 26 Deputéierte mat eise Mataarbechter den 100,7 vu senger Protection des sources entbannen, falls et sech sollt erausstellen, dass en CSV-Deputéierten oder e Mataarbechter aus eise Reien dem 100,7 dat Dokument e Méindeg zougespillt - e Méindeg oder e Sonndeg oder e Samschdeg -, zougespillt huet.

An ech wëll déi aner Fraktioune froen, datselwecht ze maachen. Well dat, wat den Här Biever de moie gemaach huet, wat e gesot huet, ass ganz grave. Den Här Grethen, deen Äre Virgänger war, oder Virvirgänger, huet emol an der Zäit eng Kéier gesot: „Man nenne Ross und Reiter." Et gëtt Zäit, dass mer Ross und Reiter nennen. D'CSV gëtt op jiddwer Fall dem 100,7 d'Recht, wann et ee vun eis war, dat ze soen, den Numm. A wa se den Numm net soen, da war et kee vun eis. An dann ass et...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Da kënnt Der...

Une voix.- A wat ass dat da fir eng Logik? Wat ass dat da fir eng Logik?

(Interruptions diverses)

Une voix.- Haalt dach nëmmen op!

Une autre voix.- Allez! Ech schenken lech e Buch...

M. le Président.- Ech géing lech bieden...

Une voix.- Et geet elo duer.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, et geet an eisen Aen ëm eng ganz seriö Saach. Mir entbannen den 100,7 vun der Protection des sources. Mir froen déi aner Fraktiounen heibannen, datselwecht ze maachen. A mir soen, datt, wa keen Numm vun engem CSV-Deputéierte genannt gëtt oder engem Mataarbechter vun eiser Partei genannt gëtt, da soe mir, dass mir et net waren, kloer an däitlech.

(Interruption)

Kloer an däitlech ware mir et dann net. An da war et en aneren. An da war et en aneren!

M. le Président.- Gutt, ech géif elo den Här Bettel biede virunzefueren.

Une voix.- Jo, et war net keen!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech mengen, mir mussen hei nees zum Seriö vun der Diskussioun awer kommen. Ech soe just...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soe just, dass dat, wat den Här Wolter hei freet, da gradesou flott ass, dass dann den 100,7 matdeelt, ob kee Member vun der CSV si kontaktéiert huet, fir ze froen, ob se nach näischt iwwert d'Affär vum Här Biever gehéiert hätten an ob se näischt wéilten driwwer diffuséieren.

Si on veut la transparence, qu'on la demande en complet! An net nëmme Bribes, esou wéi Der dat gäre maacht. Well da sinn ech iwwerzeegt, dass da vläicht deen een oder deen aneren aus Ärer Fraktioun net hei als Hero erauskënnt an dann och nach vläicht esou grouss hei erauskënnt. Mä dat gesi mer. Den 100,7 soll eis da soen... Dir sot, Dir wiert onschëlleg. Da sinn ech frou, wann d'Membere vun deem Radio eis kënne soen, wat do lass ass.

Well, Här President, hei gesi mer et. Hei mengt een, well ee 26 Sëtz hätt, dass ee kéint décidéieren, wéi een dat Land regéiert, dass een hei kéint d'Regele maachen, wéi ee wëllt.

Ech muss lech just soen, Här President, dass hei d'Piliere vum Rechtsstat déi lescht Woche staark erschüttert gi sinn duerch d'Verhale vun der Regierung, duerch hir Organer, déi hinnen ënnerstinn. Mam Resultat, Här President, dass et kee Vertraue méi gëtt dobausse vun de Leit vis-à-vis vun der Politik. An et gewënnt kee mat deene Geschichten hei. Keen ass de Gagnant un esou Diskussiounen. Mä et geet einfach ëm d'Vertrauen, dat d'Leit an d'Politik nach hunn.

D'Vertrauen huet, och d'Parlament, mir op jidde Fall als Commission de Contrôle oder als deemoolege Member vun där Kommissioun, vis-à-vis vun enger Regierung, déi eis net hei d'Wourecht gesot huet. Et gëtt kee Vertraue vun der Justiz an d'Regierung.

Här President, domadder kann een an eisen Ae keng Regierung féieren. Scho guer net an enger Zäit, wou et drëms geet, dëst Land duerch esou schwiereg Zäiten, wou mir sinn, ze preparéieren op seng Zukunft mat all deene Problemer, déi mer hunn.

A wann d'Leit ufänken ze zweifelen, huet ee schonns verluer. De Rechtsstat, deen dierf ni verléieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. An elo kritt den Här Minister Luc Frieden d'Wuert.

(Interruptions diverses)

Ech bieden lech elo alleguerten, dem Här Minister Frieden nozelauschteren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hu bestëmmt en Interessi drun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir sidd besser...

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir kennt mech heibannen.

Une voix.- Jo.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- A vill kennen Der mech am Land, a se wëssen, datt d'Stäerkung vum Rechtsstat an de Respekt vun den Institutiounen ëmmer zu menge grousse politeschen Ziler an och zu villem vu mengem politeschen Handele gehéiert huet. Als Jurist an als Bierger hunn ech scho viru laanger Zäit ugefaangen doriwwer Artikelen ze schreiwen. Als Deputéierten hunn ech hei an der Chamber, zesumme mat villen, an der Institutiounskommissioun mech aktiv derfir agesat, datt Lëtzebuerg e Verfassungsgeriicht an eng onofhängeg Verwaltungsgeriichtsbarkeet kritt, fir datt d'Gesetzer net iwwert der Verfassung géife stoen an datt de Stat, och d'Regierung, datt déi géifen d'Gesetzer respektéieren, an datt et e Kontrollorgan gëtt, wat dat kontrolléiert.

An duerno als Justizminister hat ech d'Suerg, datt d'Justiz kéint, och de Justizapparat, d'Geriichter, op eng uerdentlech an novollzéibar Fassong fonctionnéieren. Dofir hunn ech mech zum Beispill derfir agesat, mat Erfolleg, datt an deene Joren, wou ech Justizminister war, d'Geriichtsbarkeeten enorm vill Leit bäikritt hunn: Riichteren an administratiivt Personal. Dofir hunn ech mech derfir agesat, datt d'Bierger kéinten novollzéien, wéi d'Justiz géif goen. Ech hunn d'Rechter vun den Affer versicht esou auszebauen, datt, wann e Prozess laang dauert, datt se och wëssen, wou hir Affär drun ass.

Ech war gäre Justizminister. Et ass eng wichteg Aufgab, et ass eng schwéier Aufgab, an et ass eng enorm Erausfuerderung, fir ënner anerem och dee Justizapparat, sech ëm dee Justizapparat ze bekëmmeren, ëm de Fonctionnement dovunner, an zugläich d'Onofhängegkeet vun der Justiz mussen ze garantéieren.

Ganz oft koume Bierger bei mech. Déi hu sech beklot iwwert d'Justiz, datt et ze laang gedauert huet oder datt se net zefridde ware mat enger Décisioun, mat enger Prozedur, mat engem Uerteel. A ganz oft hunn ech als Äntwert ginn a misse ginn: „Do kann ech näischt maachen, well ech net kann an individuellen Affären agräifen." D'Leit hunn dat oft net verstanen. Mä ech hu gesot: „D'Onofhängegkeet vun de Geriichter, d'Onofhängegkeet vun deene Riichteren, déi do sëtzen an déi en Uerteel spriechen, dat ass e wichtege Prinzip an eisem Land an do kann d'Regierung an och kee Justizminister agräifen."

Mä et ass eppes ganz aneschteres, wann ee sech ëm de Fonctionnement vun der Justiz als Ganzt bekëmmert. An duerfir sinn ech extrem rosen, entsat an - ech soen och heibannen - blesséiert iwwert dat, wat ech an deene leschten zwou Wochen hu missen nolauschteren op ville Plazen, an och de Mëtteg vun dem Här Braz a senger Interventioun.

Als Justizminister - soen ech nach eng Kéier - ass een zoustänneg fir de gudde Fonctionnement, de generelle gudde Fonctionnement vun der Justiz. Dat geléngt engem nach laang net ëmmer! Mä duerfir huet ee regelméisseg Gespréicher mam Procureur général, dat ass deen ieweschte Chef vum Parquet, an och regelméisseg mat de Procureure vun der Stad a vun Dikrech.

An déi Gespréicher hat ech mat dem Här Procureur général d'État Klopp a mat de Procureure vun der Stad, deemools den Här Biever, an dem Procureur vun Dikrech, den Här Bour. An ech muss soen - ech sot dat deemools an ech soen dat och nach haut -, ech hat mat all deene Leit e ganz gutt Aarbechtsverhältnis. Mir hu regelméisseg matenee geschwat iwwer eng Rei vu Prozeduren, iwwer eng Rei vu Saachen, déi mir och zougedroe gi sinn.

An et ass dat Normaalst vun der Welt, datt ee bei deene Gespréicher net iwwert d'Wieder schwätzt, mä datt een iwwert déi Froe schwätzt, déi d'Leit beschäftegen. An dat ass ënner anerem d'Durée vun enger Rei vun Affäre gewiescht. D'Durée vu Prozesser, d'Durée vun Enquêten. Dat gehéiert zu den Aufgabe vum Justizminister, soss brauch en déi Gespréicher net mam Procureur a mam Procureur général d'État ze maachen. An esou war et och an der Enquête iwwert d'Bommeleeër.

Mir mussen eis, fir dat do ze verstoen, och alleguerten e bëssen zrécksetzen an déi Zäit, wou déi Gespréicher sech, ëm déi et hei geet, ofgespillt hunn. Dat war, wéi dat an der juristescher Kommissioun gesot ginn ass, anscheinend an de Joren 2000 bis 2006. Dat heescht 20 Joer, ronn 20 Joer no den Attentater, wou d'Justizenquête zu deem Moment nach ëmmer amgaang war a wou näischt Konkretes um Dësch war! Näischt Konkretes um Dësch war, wat an deem Moment zu engem Prozess konnt hindeiten. Wann een dann net eng Fro stellt, wéi laang

dat nach dauert oder wéi d'Justiz gesäit, domat virunzegoen, da mécht ee seng Aufgab net richteg.

Eng Justiz, déi ze laang dauert - dat gëllt fir dës Affär wéi fir anerer, a besonnesch awer fir grouss Affären, och nach déi, déi besonnesch dobaussen och, well se vill Leed gemaach hunn oder well se méi passionéiert diskutéiert gi sinn -, eng Justiz, déi laang brauch, eng Enquête oder e Prozess, deen ze laang dauert, do verléiert d'Justiz an domat de Stat all Kredibilitéit. An duerfir muss de Justizminister déi Froe stellen. An ech hunn déi Froe gestallt.

Ech hunn déi Froe gestallt, och wann et drëm gaang ass, fir nei Mëttelen ze kréien. Do wëll ech gären op dat Beispill zréckkommen, wat den Här Braz hei gesot huet. 2001 anscheinend oder dorëmmer, huet de Procureur gefrot, dass ech als Justiz- an ech soen derbäi als Budgetsminister géif en Appartement lounen, wou déi Enquêteurë kéinten drasëtzen. 2001, dat war 16, 17 Joer no den Attentater! Ech hunn der Justiz déi Moyenen zur Verfügung gestallt.

Mä et muss awer erlaabt sinn ze soen, wann een en anert Lokal lount, wéi dat, wou déi Polizisten normalerweis hir Aarbecht maachen, datt een da seet: Majo, mä wéi laang gesitt Der dat do dann nach virugoen? Ass dat eng Affär vun engem Joer, zwee Joer?

Mir ware 17 Joer no de Faiten! Wéi laang dauert et nach, war déi Fro, déi ech gestallt hunn. Wéini kënnt et zum Prozess? Et war eng legitim Fro. Ech hunn ni gesot: Maacht den Dossier zou. Ech hunn ni gesot: Bréngt déi Affär op en Enn. Ech hunn ni gesot: Maacht dëst oder dat, klasséiert se, clôturéiert se, ass et opportun. Mä ech hu Froe gestallt: Wou sidd Der drun? Wéi kommt Der virun? Wat gesitt Der dann? Do weidermaachen?

Ech wëll och soen, well Der jo esou gären zitéiert aus der Kommissioun, dann zitéiert alles! Et ass och gesot ginn, ech hätt ni Detailer gefrot, ech hätt ni eppes iwwert den Inhalt gefrot. An ech mengen, och dat muss ee soen. Well déi Aussoe si confirméiert ginn, souwuel vum Procureur wéi vun dem Juge d'instruction. Firwat zitéiert Der nëmmen een Deel an net deen aneren Deel aus deenen Aussoen, déi gemaach gi sinn?

Une voix.- Très bien!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Meng Suerg war et och, datt och aner Affäre géife virukommen. Ech nenne keng extra. Et sinn der e puer genannt ginn, op ville Plazen. Et gi vill Affären, grousser a klenger. An et soll een och net nëmme kucken, datt déi Grouss virukommen. Well fir deen Eenzelne sinn och déi kleng Affäre wichteg.

Meng Suerg war et, datt mer déi Affäre géife weiderbréngen. Duerfir hunn ech nei Leit ginn, mä ech muss och d'Recht hunn, dann d'Fro ze stellen: Wéi geet et an deene groussen Affären, besonnesch där, déi iwwer 20 Joer amgaang ass. D'Leit si bei mech komm, hunn déi Froe gestallt. Et war meng Flicht, déi Froen och weider ze stellen, firwat dauert dat esou laang.

Et ass jo och eng Fro vu Management vun der Justiz, vun der Prioritisatioun vun den Affären: Wéi setzt een déi Zuel vu Magistraten an Enquêteurë richteg an, fir datt en fin de compte all d'Affären zum Prozess kommen. Dorëms ass et gaangen, dorëms geet et. Jiddwereen huet en Intérêt drun. An de Géigendeel ze behaapten, ass en fait eng enorm Frechheet! Jiddwereen huet en Intérêt drun, datt an deenen Affären d'Wourecht erauskënnt.

An ech soen et besonnesch fir ee wéi mech, deen, ech kann et net oft genuch widderhuelen, an deene Joren, wou déi Attentater waren, op der Schoulbänk souz! Wou hätt ech en Intérêt drun, fir ze soen: Haalt mat där Affär do op. Déi Affär, déi muss, wéi aner Affären och, gemaach ginn. Mä et ass legitim, datt een no 20 Joer, haut sinn et der scho bal 30, eng Fro stellt: Wéi geet d'Prozedur weider?

Ech wëll och ganz kloer soen, datt et net anescht konnt sinn. Et war ni meng Intentioun, an enger Affär anzegräifen. Net an dëser an net an enger anerer! An dat huet och, mengen ech, ni een an der Justiz behaapt. Och net an där Kommissioun. Et war net mäin Handelen, et war net meng Intentioun.

Datt vläicht deen een oder aneren dat anescht verstanen huet, datt en aus deem Gespréich vläicht sech net esou encouragéiert gefillt huet, wéi e sech dat vläicht virgestallt huet, och vläicht well et eng ganz schwéier Aarbecht war an ass, déi an esou enger Enquête ze maachen ass. Wann dat soll esou vun deem engen oder aneren empfonnt gi sinn, da bedaueren ech dat.

Ech soen dat och besonnesch par rapport zu der Untersuchungsriichterin, déi gesot huet, datt dat Gespréich just eng Kéier gewiescht wär um Rand vun engem Basketballmatch zu Contern - do spillt effektiv meng Duechter Basket -, an datt ech do eng Kéier ganz kuerz si op déi Prozedur, op d'Längt vun där Prozedur ugeschwat hunn. Och d'Madame Woltz huet gesot, ech hätt keen Detail gefrot, ech hätt keen Inhalt gefrot. Mä datt se vläicht impressionéiert war, datt dat Gespréich stattfonnt huet, och wann et kuerz war. Och dat, wëll ech soen, wann dat esou empfonnt gi sollt sinn, bedaueren ech dat.

Mä ech wëll soen heibannen, datt, wann ech wëll Drock ausüben, da ginn ech net op e Basketballmatch zu Contern, wou 300 Leit an der Hal sëtzen a wou e Match gekuckt gëtt, a wou jiddweree kann nolauschteren! Also duerfir soen ech heibannen, net vis-à-vis vun der Untersuchungsriichterin, also wann ech gelift, maacht Är Analys a kuckt genee, wat gesot ginn ass. Et ass also en Ënnerscheed, wann een d'Faitë kuckt, a wann ee vläicht dat eent oder anert Empfanne kuckt.

Déi Fro, ob een eng Fro stellt, wéi laang dauert et, an op een Drock exercéiert, ass zweeërlee. Drock ass ni exercéiert ginn. An ech wëll och nach eng Kéier soen, déi Wierder spillen eng grouss Roll. Wierder spillen am Fong ëmmer eng Roll. An ech sinn och enorm impressionéiert, datt et dee groussen Décalage gëtt tëschent deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass - och dat, wat a verschidde Reportage gesot ginn ass, et soll een ni generaliséieren - an deem, wat wierklech den Här Biever an d'Madame Woltz, de Procureur an déi deemoleg Juge d'instruction gesot hunn. Drock a Bremsen, oder de Mëtteg den Här Braz, dee gesot huet: „Haalt dach op." Esou ee Saz hunn ech ni gesot!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Ech hunn den Här Biever...

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- A kee vun de Magistraten huet ausdrécklech...

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Ech hunn den Här Biever...

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- A kee vun de Magistraten…

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- ...deen, deen lech net versteet.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- …a kee vun de Magistraten huet déi Wierder gebraucht. Et muss een also den Text genee liesen. Datt e gesot huet, ech wär net „amused" gewiescht. Ech weess och net, ob am Land ee gesot huet - ech hunn der vill gefrot, déi sech dat vläicht konnten nach besser erënnere wéi ech, 2005-2006 -, ech hu kee Bierger fonnt, deen deemools gesot huet, dat ass awer genial, datt no 20 Joer mir nach dorunner schaffen.

Ech wëll dat net an d'Lächerlecht zéien. Ech wëll just soen, setzt lech zréck an déi Zäit, kuckt, wat d'Leit gesot hunn. No 20 Joer eng Enquête, déi nach amgaang ass, dat ass net d'Schold vum Här Biever a vun der Madame Woltz. Mä datt do de Justizminister déi Froe stellt, géif ech gär an deem Kontext gesinn.

An dann, Här President, ech mengen, datt den Här Braz seng Ried geschriwwen hat, ier de Moien de Procureur général d'État geschwat huet. En huet en zwar kuerz zitéiert, an engem anere Kontext virun allem, mä de Procureur général d'État, wéinst deem mer jo hei déi Diskussioun féieren, opgrond vun deem sengen Aussoen, huet de Moien e Saz gesot, deen ech wëll nach eng Kéier virliesen hei. En huet um Enn vu senger Pressekonferenz de Moie gesot, d'Zitat also vum Procureur général d'État: „A wa mir bedaueren, datt d'Affär", d'Bommeleeër-Affär, „net total opgeklärt gouf, da muss ech soen, datt et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden dofir d'Schold ze ginn."

„Datt et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden duerfir d'Schold ze ginn." Wann déi Aussoe vum Procureur général virun zwou Woche wichteg waren, da sinn déi Ausoe vum Procureur général vun de Moien och wichteg. Wa meng Aussoen esou grave gewiescht wieren, soen ech lech och dobäi, da wäre se scho vill éischter och thematiséiert ginn. Well ech soen nach eng Kéier, och de Procureur général an där Sitzung vun der Commission juridique huet gesot, déi Gespréicher hätte stattfonnt an de Joren 2000 bis 2006.

Ech stelle fest, an Dir wësst et, ech sinn zënter 2009 net méi Justizminister. Et konnt also kee sech empêchéiert fillen, doriwwer ze schwätzen. D'Enquête ass ofgeschloss zënter e puer Joer. Si ass elo viru Geriicht. Et war also och kee méi an enger Prozedur dran. Ech mengen also, datt een och dat muss berücksichtegen a sech d'Fro stellen: firwat, firwat elo?

Mä ech mengen, datt do jiddweree muss seng Konklusioun selwer zéien. Ech weess d'Äntwert net op déi Fro. Ech weess just, wat ech gemaach hunn, datt ech Froe gestallt hunn iwwert d'Prozedur. Déi Froe waren noutwendeg, déi Froe waren absolut berechtegt. An datt deen een oder deen anere se vläicht an engem Kontext konnt anescht verstoen, bedaueren ech. Mä d'Ausso selwer gehéiert zur Aufgab vum Justizminister.

An da wëll ech och e Wuert soen iwwert dat, wat de Mëtteg och hei erëm zum Deel opkomm ass vu Konflikt tëschent Justiz a Police, an datt ech do op engem Ouer - dat rietst Ouer sot hei een, ech mengen den Här Braz - besser géif héieren. Domat wollt hie soen, ech hätt der Polizei Recht ginn.

D'Fakte si genau de Contraire! Well, wann et e Konflikt gouf tëscht der Polizei an der Justiz, tëscht der Justiz an der Police, dann ass dat richteg, well deen ass heibannen diskutéiert ginn. Wann de Procureur, deemools Procureur d'État vu Lëtzebuerg, e Bréif un de Justizminister schreift iwwer e gewëssent Comportement vun den zwee hëchste Leit vun der Lëtzebuerger Police, de Generaldirekter an de Secrétaire général, dann ass dat, duerch d'Natur vun deem Bréif, e Konflikt tëscht der Justiz an der Police.

An de Justizminister, deen dee Moment och Polizeiminister war, deen huet dee Konflikt geléist. A wéi huet hien en da geléist? Huet e gesot zum Procureur: Dee Bréif do - e Bréif an deem Faitë beschriwwe gi sinn, déi net zu enger Inculpatioun geféiert hunn - dee Bréif do, dee leeën ech op mäi Pult, dee leeën ech a mäi Schaf.

Ech hunn, no Gespréicher an der Regierung, de Generaldirekter an de Generalsekretär vun der Police ofgesat. An ech soen hei, wann den Här Braz seet, dat war jo esou einfach. Ech wëllt net lech als Schäffen, Här Braz, well wann een d'Gesetzer hei am Land soll respektéieren, an dat ass dat, wat Der mer de Mëtteg hei reprochéiert hutt am éischten Deel vun Ärer Ried, dann hätt ech och gär, datt se do respektéiert ginn.

Ech hunn den Här, mam Accord vun der Regierung, den Här Reuland an den Här Stebens ofgesat an der Violatioun vun de Regelen, déi an der Fonction publique virgesi sinn, well mir hunn e missen ofsetzen, mir hunn en degradéiere missen, an en huet sech am Fong do dergéint net an iergendenger Prozedur kënne wieren. An ech hunn dat gemaach, soen ech hei nach eng Kéier, net well ech d'Faitë konnt an och net wëll jugéieren - dat ass net d'Aufgab vum Minister -, mä well et mer gaangen ass ëm d'Vertrauen an d'Institutioune vun eisem Land. Mä ech hunn der Justiz opgrond vum Bréif vum Procureur recht ginn, net der Police.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Dir hat och iwwerhaapt kee Choix!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Dat…

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- A fir dat rauszefannen, hutt Der laang gebraucht. Dir hat iwwerhaapt kee Choix.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ma sot…

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Elo geet et duer!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Also, ech wëll lech weder als Schäffen an och net als Riichter.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Et haten Dausend...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech géif lech elo bieden, dem Här Minister nozelauschteren. Bis elo ass dat korrekt iwwert d'Bühn gaang. Ech wier frou, wann dat géif esou virugoen.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Jo, ma da soll de Minister oppassen, datt hie säint dozou bäidréit, well soss äntweren ech him awer. Dat do ass eng wierklech onkorrekt, intellektuell absolut Onéierlechkeet. Dir hutt dräi Bréiwer…

(Interruptions diverses)

…dräi Bréiwer... den Här Biever... dräi Bréiwer gebraucht, bis Der reagéiert hutt. Fir eng einfach Décisioun. Dräi Bréiwer hutt Der gebraucht!

M. le Président.- Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, däerf ech em eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo, da stellt eng Fro, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Just zum bessere Verständnis, Här President. Merci, Här Minister, dass Der mer d'Méiglechkeet gitt, déi Fro ze stellen. Ech wollt lech just froen: Gehéiert et dann och zum Vertraue vum Stat oder vum Bierger an de Stat an notamment vun de Beamten a seng Supérieuren, datt déi Gesetzer, déi d'Beamte regelen, d'Beamterecht regelen an de Schutz vun de Beamte beschreiwen, datt déi och respektéiert gi vum zoustännege Minister? Ass dann do net och e Vertrauensbroch an Ärer Persoun do geschitt, deen awer Séquellen hannerléisst? D'Gesetzer musse jo awer och respektéiert ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, selbstverständlech. Duerfir ginn et jo och Geriichtsbarkeeten. Ech hunn lech virdru gesot, datt ech déi extra gehollef hunn, mat de Kolleegen heibannen, asetzen. Ech hunn dee Konflikt, wëll ech just hei soen, tranchéiert. Duerfir war dee Konflikt schwiereg ze tranchéieren, well e wéinst dem Vertrauen an d'Institutiounen e schnellt Handele verlaangt huet, wat an där Form eis Gesetzer net...

(Interruption)

...wat eis Gesetzer net virgesinn hunn. Wat och heescht, datt een déi Gesetzer, op d'mannst fir déi Fonctiounen, muss iwwerpréifen, wat iwwregens am Regierungsprogramm vun 2009 fir eng Rei vu Fonctiounen aus de Sécherheetsapparate virgesi ginn ass.

Här President, dat, wat an deene leschten Deeg geschitt ass, an och zum Deel de Mëtteg, dat ass eng inakzeptabel Attack op meng Éier an op meng Integritéit. Ech hätt gären, datt mer iwwer Fakten diskutéieren. An ech hätt gär, datt deem enge seng Aussoe grad esou vill wäert si wéi deem anere seng Aussoen. Dat ass an der Form an am Fong inakzeptabel, wat déi lescht Deeg geschitt ass. Ech soen lech just eent: Fir mech bleiwen den Intérêt général, de gudde Fonctionnement vun eisen Institutiounen an d'Zukunft vu Lëtzebuerg, déi politesch Leitlinnen, no deenen ech meng Fonctiounen ausüben. Duerfir hunn ech geschafft als Justizminister, an duerfir wëll ech mech och an der Zukunft hei am Land engagéieren!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister Luc Frieden. An elo kritt den Här Statsminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech sinn net rosen driwwer, dass mer déi Debatten, well et ass jo net nëmmen eng, hei hunn. Ech fannen et richteg, normal, institutionell korrekt, parlamentaresch evident, dass Gespréicher wéi déi, déi mer hei féieren, heibanne gefouert ginn. Kënne mer dat net méi maachen, da kënne mer d'Parlament zoumaachen an d'Regierung gläich mat. Dass also déi Froen, déi an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn, heibannen och diskutéiert ginn, geet an d'Rei.

Déi Debatt mécht mech net rosen, mä déi Debatt, net d'Debatt u sech, mä dat, wat ronderëm déi Debatt ofleeft a wat ënnert der Debatt stécht, dat mécht mech traureg. Well ee sech jo dauernd muss d'Fro stellen, nodeem ech schonn iwwert d'Kriselen am Stat an d'Statskris ugefaang hat nozedenken, ouni dass an der Debatt iwwert den État de la nation och nëmmen een op déi Fro agaange wier, obschonns et d'Einleitung zu menger Ried war, ee sech muss dauernd froen: Wéi vill Schold dréits de un där Situatioun? Wat hues de falsch gemaach? Waars de eleng schëlleg un dësem an deem, wat net esou gelaf ass, sech ofgespillt huet, wéi dat néideg wier?

An dat ass d'Fro vun der politescher Responsabilitéit. An dat ass keng einfach Fro. Mir hu keng richteg Doctrine heiheem iwwert d'politesch Responsabilitéit. Op anere Plazen hu se och keng.

Et ass eng grouss Debatt an der Belsch iwwert de Geheimdéngscht. Et ass eng grouss Debatt an Däitschland iwwer Deeler vum Geheimdéngscht. Et ass eng grouss Debatt. Et gëtt iwwerhaapt keen Dag am Frankräich, wou et déi Debatt net géif ginn iwwert d'franséisch Geheimdéngschter. Dat ass eng grouss Debatt. An Amerika, Land vun de Libertéiten, iwwert den amerikanesche Geheimdéngscht. Jo, da muss ee kucken, wéi dann do d'politesch Responsabilitéiten elo gezu ginn an deene Länner, well do sinn et jo och politesch Chefe vun deenen Déngschter ginn. Mä där Responsabilitéit kann een awer net fortlafen!

Ech si mam Här Bettel d'accord, wann hie seet: Et kann net sinn, dass kee responsabel ass. Ech si responsabel dofir, well ech fanne keen aneren, deen dofir responsabel ass. Mä Responsabilitéit ass eng Saach, Schold hunn un eppes, ass eng aner Saach! An da muss ech mech froen: Wat ass dann do geschitt? An da geet et net mat einfache Sätz, da muss een de Saachen op de Fong goen. Mir hunn do e gutt Beispill

erlieft, wat de Luc Frieden betrëfft, well do och raisonnéiert gëtt, brodéiert gëtt ëm dëst an ëm dat, wat hie soll gesot hunn.

Ech hunn dee fréiere Justizminister an heitege Finanzminister jo öfters bei mir am Büro gehat, an ech hunn en och elo nach öfters, an ech wäert en och nach ganz dacks a mengem Büro hunn. An dann hu mer och iwwert déi Bommeleeër-Affär geschwat. Kënnt Dir Iech eeschthaft virstellen, mir géifen net doriwwer schwätzen? Et si keng zwee Lëtzebuerger iergendwou zesummekomm, déi net iwwert déi Bommeleeër-Affär do geschwat hätten. An de Justizminister huet ni, den Deemolegen, nimools an zu kengem Zäitpunkt bei mir dofir plädéiert, dass mer eis sollen asetzen, fir dass déi Affär do géif klasséiert ginn. Nimools! An ech hätt him och net geroden, dat ze maachen.

An dofir ass et gutt, wann een alles zitéiert, Här Bettel, wat an där Commission juridique gesot ginn ass, déi, mengen ech, dee leschte Freideg war, wou d'Madame Woltz, den Här Biever an den Här Frieden sech mateneen an iwwerteneen ënnerhal hunn.

An an där Kommissiounssitzung, dat ass jo entre-temps publizéiert ginn - mä, gelungenerweis, an deene meeschten Zeitunge feelen e puer Saachen - an ech verstinn net, firwat dass d'Press den Här Bettel esou schlecht behandelt. Well den Här Bettel freet an där Sitzung - eng berechtegt Fro, also dat contestéieren ech net - den Här Frieden: „Hutt Der dann och mam Premier doriwwer geschwat?" An da seet den Här Frieden: „Jo." An da kritt den Här Biever, de Procureur, déiselwecht Fro gestallt: „Wéi war dat dann, wann ee mam Premier doriwwer geschwat huet?" An da seet den Här Biever: „Ech selwer hu mat dem Premierminister doriwwer geschwat..." - seet den Här Biever - „...an deen huet ëmmer drop insistéiert, dass déi Affär géif opgeklärt ginn."

Esou war et och. Firwat liest Der dat net mat vir?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn et ganz am Ufank a menger Introduktioun... Mäin éischte Saz, wou ech Iech zitéiert hunn, hat...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war den État de la nation. Dat war net dat, wat den Här Biever an der Affär Bommeleeër...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et kënnt op datselwecht eraus.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...zum Ausdrock...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Statsminister, et kënnt op datselwecht eraus.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo. Ech... Jo, jo, jo. Ech wëll just soen, de Procureur général huet op eng berechtegt Fro vun Iech hin eng Äntwert ginn, nämlech déi, dass de Premier ëmmer drop insistéiert hätt, dass déi Affär géif opgeklärt ginn, an nimools domat d'Regierung den Androck ginn huet, et wier besser, déi Affär, déi géif méigechst schnell op een Enn bruecht ginn, oder Drock gemaach hätt op d'Justice.

M. le Président.- Här Statsminister, erlaabt Der, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, mä just den Här Statsminister seet, ech hunn... Hunn ech vum Här Statsminister mat der Bommeleeër-Affär geschwat oder hunn ech Iech op de SREL limitéiert?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hunn ech vun Iech geschwat mam Bommeleeër?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn déi eng an déi aner Saach kloer getrennt. Ech ginn Iech eng Responsabilitéit, Här Statsminister, iwwert d'Dysfonctionnementer, déi am SREL geschitt sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An ech hu mech dorop cantonnéiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An Dir wollt bestätegen, dass Der frou a berouegt driwwer waart, dass d'Institutiounen hei am Land esou gutt funktionéieren, dass de Statsminister ëmmer erëm dem Procureur général gesot huet, dass déi Affär misst opgeklärt ginn, an dass domat alleguer déi onrecht hunn, déi d'Gefill wëlle ginn, wéi wann d'Regierung oder ech déi Affär net wéilt opklären. Dat ass jo eppes, wat mer richteg wéideet. Dir hutt Iech och ni op deen Terrain beginn. Dat wëll ech hei ausdrécklech festhalen.

Ech hunn Iech schonn eng Kéier heibanne gefrot: Ass een heibannen, dee wierklech iwwerzeegt ass dovunner, ech wéisst wien de Bommeleeër wier? Well, wann ech et wéisst, misst ech jo deenen et soen, déi zoustänneg sinn, fir deen ze stellen a fir dee viru Geriicht ze brëngen.

Mä wann ech et net weess, mä awer ëmmer erëm liese muss, gesot kréien, héieren, d'Regierung géif hei dësen an deen decken, dann hätt ech gären, dass, wa keen der Meenung ass, dass d'Regierung deckt an dass d'Regierung weess wien do derhannert stécht - héich uewen, gëtt da gesot -, da soll een ophale mat deene Saachen. Et ass wierklech schwéier ze erdroen, wann een d'Gefill huet, dass kee méi engem eppes gleeft, well jiddweree mengt, en dierft onbestrooft soen: De Juncker oder anerer - ech si jo net eleng an der Regierung, ech war och ni eleng an der Regierung -, dee weess dat alles.

An dofir ass et wichteg, dass een de Procureur zitéiert, wann ee schonn eng Debatt hei iwwert de Justizminister féiert, deen hei erklärt, en hätt keen Drock gemaach. De Procureur bestätegt, dass deen iwwert dem Justizminister - entschëllegt, dass ech mech esou ausdrécken - ëmmer drop gedrängt huet, dass déi Enquête géif richteg gefouert ginn an dass se géif zu engem Enn bruecht ginn am Sënn vun der Opklärung.

Da kréien ech hei - muss ech akzeptéieren - gesot, beim SREL huet dëst an dat net richteg funktionéiert. Et kann ee jo net grad esou maachen, wéi wann am SREL alles funktionéiert hätt. Aus där Tatsaach, dass zwee oder dräi Leit - an engem Fall vläicht een oder zwee méi - eppes gemaach hunn, wat net korrekt ass, kann een net d'Schlussfolgerung zéien, dee ganze SREL - de Geheimdéngscht, wéi gesot gëtt - hätt dës oder déi Illegalitéit begaangen. An et kann een och net d'Schlussfolgerung zéien, dass dofir de Statsminister muss responsabel gemaach ginn. Woubäi ech akzeptéieren, dass dee responsabel gemaach gëtt. Well wie soll da soss responsabel gemaach ginn?

Nach ass et esou, dass deen, dee senger Responsabilitéit hei net wëllt fortlafen, och muss gewuer ginn, dass eppes geschitt, wat net richteg ass. Hätt ech selwer ordonnéiert de Procureur ze bewaachen (veuillez lire: iwwerwaachen), hätt ech selwer ordonnéiert, op enger vermeintlecher Pädophilies-Affär géint de Procureur a géint anerer, de Geheimdéngscht schaffen ze loossen, hätt ech selwer, well Dir maacht mech responsabel dofir...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu gefrot, ob Dir d'Kommissioun informéiert hätt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kommen dohinner. Dir verléiert näischt beim waarden. Ganz am Géigendeel.

Wann ech selwer illegal Écouten ordonnéiert hätt, da géif ech jo déi direkt a massiv Implikatioun vum Statsminister als Persoun total verstoen. Mä wann ech et net nëmmen net ordonnéiert hunn, mä och net wosst, firwat gëtt da vu mir verlaangt, dass ech der Commission de Contrôle parlamentaire eppes hätt solle soen, wat ech net wosst? Firwat kréien ech zum Virworf gemaach, eppes net gesot ze hunn, wat ech net wosst?

Woubäi all Mënsch, an et huet och kee vun de Kolleegen aus der Geheimdéngschtkommissioun bis elo eppes aneschters gesot, d'Leit si jo am Regelfall awer korrekt... Et war gewosst, dass ech dem Chef vum Geheimdéngscht d'Instruktioun ginn hunn, e misst an der parlamentarescher Geheimdéngschtkommissioun alles dat soen, wat hie mir och géif soen. En huet dat dëser Deeg souguer nach heibanne bestätegt.

Et war gewosst, dass de Geheimdéngscht d'Instruktioun hat, all Infractioun, déi em géif zougedroe ginn oder déi e géif selwer ermëttelen, dem Parquet matzedeelen. Net ech hunn de Parquet ze informéieren, wann eng Infractioun mir vum Geheimdéngscht zougedroe gëtt. Mä ech informéieren de Parquet, hunn ech och e puermol gemaach, wann ech haart, belaaschtbar Daten hunn. An iwwer einfach Verdachtsmomenter, déi de Geheimdéngscht theoretesch zesummegedroen huet, wou dann och eenzel Ufanksprouwen do sinn, déi muss natierlech de Geheimdéngscht selwer maachen.

Ech hunn aus all deene Virgäng geléiert. Soubal wéi mir nach eng Kéier vum Geheimdéngscht zougedroe gëtt: „Do kann eppes sinn", sinn ech um Tëlefon. Sinn ech...

Ech hunn dat an eenzelne Fäll gemaach. Mä wann de Geheimdéngscht bei mech kënnt a seet: „Eng Source seet eis, de Procureur d'État wier pädophil", da soen ech dem Procureur d'État dat. En huet selwer beschriwwen, wéi et scheinbar gaangen ass. Ech hunn deem also net verstoppt, dass aus de Kreesser vum Geheimdéngscht, mat Verweis op eng Source vum Geheimdéngscht, géif gesot ginn, de Procureur d'État deemools wier pädophil. Ech hunn dee guer net am Onkloeren doriwwer gelooss.

Mä soll ech dann an d'Commission de Contrôle parlementaire kommen a soen: „Lauschtert emol, elo gëtt et eng Source vum Geheimdéngscht, déi behaapt, de Roby Biever wier pädophil", wann ech et selwer net gleewen, wann ech de Procureur d'État doriwwer befroen, wann ech näischt am Grapp hunn a wann ech och nach weess, dass de Geheimdéngscht vu mir gesot kritt huet, en hätt a renge Polizeiaffären näischt ze sichen, net ze enquêtéieren, well dat sinn nämlech d'Aufgabe vun der Polizei an net d'Aufgabe vum Geheimdéngscht. Well ech ginn all deene recht, déi sech driwwer beschwéieren, dass et eenzel geheimpolizeilech Aktivitéiten am Chef vun Eenzelne ginn huet, déi net stattzefannen haten.

Ech konnt also, Här Bettel, der Kommissioun net Saache soen, déi ech selwer net wosst. An ech hu mir haut d'Fro ze stellen - dat ass eng Fro, déi mech ëmdreift zënter e puer Méint -: Wat hätt ech kënnen anescht maachen, fir dass ech déi Saache rechtzäiteg, am gegebene Moment gewuer gi wier? Ech hu bis haut - an doriwwer musse mer eng Kéier schwätzen; bis haut! - dat Mëttel net fonnt, d'Instrument net gesinn, dat ech ka gebrauchen, fir Informatiounen ze kréien, déi Leit mir net wëlle ginn.

An Dir hutt eng Rëtsch vu Virgäng hei opgezielt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just iwwert déi Affär Biever. Dir wësst et jo selwer...

M. le Président.- Entschëllegt, Här Bettel. Den Här Bausch hat fir d'Éischt gefrot. An dann, Här Statsminister, erlaabt Der, datt den Här Bausch an duerno den Här Bettel Iech eng Fro stellen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gären.

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Statsminister, Dir hutt elo just gesot, Dir hätt vun Illegalitéiten näischt gewosst. Op deem Band, wou do illegal enregistréiert ginn ass, dat Gespréich, dat jo awer jiddweree konnt liesen, do geet ganz däitlech draus ervir, datt den Här Mille als Direkter mat Iech geschwat huet iwwer eng illegal Écoute, déi se gemaach hunn. D'Preuve läit och um Dësch, datt et eng illegal Écoute war.

Dir kritt och do gezielt, datt den Här Mille sech Gedanken driwwer mécht, wéi een déi dräi Riichter nodréiglech eventuell kéint, wann eppes erauskéim, an d'Ier féiere mat enger technescher Finesse mat... par rapport zu där illegaler Opnahm.

Wat ech net verstinn, dat ass zum Beispill deen dote Fait - dat ass jo awer manifestement eppes relativ Graves -, firwat datt deen dote Fait weder eis gemellt ginn ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioun nach dem Parquet weidergemellt ginn ass.

An da froen ech Iech eng zweet... Da wollt ech Iech eng zweet Fro stellen. Dir sot an der Affär vun den Uschëllegunge vu Pädophilie un den Här Biever, Dir hätt dat net eescht geholl. Wat ech Iech och gleewen, selbstverständlech. Nach stellt sech jo d'Fro... Et stellt ee sech jo zwou Froen.

Déi éischt Fro ass: Firwat hutt Der dann dem Här Mille net gesot: Entschëllegt, mä wat maacht Der iwwerhaapt do? Iwwerhaapt! Dir sidd jo... Souguer wann dat de Fall wär, et ass jo guer net an Ärem... Et fält jo guer net an Áren Zoustännegkeetsberäich. Dat ass jo e penale Fait. Et ass um Geriicht, um Parquet, dat ze instruéieren.

An zweetens hien ze froen: Ma wou kommt Der iwwerhaapt op déi Iddi, op déi genial Iddi? Well wann een de Rapport jo liest, entre-temps, wat - ech mengen, dat konnt Der zwar deemools natierlech net wëssen -, mä wann ee liest, wéi et ugaangen ass, dann ass jo den Ausgangspunkt emol net d'Pädophilie gewiescht, mä carrément Homosexualitéit. Dat heescht, eng sexuell Orientéierung gewiescht.

Dat heescht, firwat... Ech kann net verstoen, datt Der net mam Här Mille do relativ en haart Wuert geschwat hutt, wou Der gesot hutt: „Dat do ka jo net sinn. Op wat enquêtéiert Dir iwwerhaapt do?"

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Geheimdéngscht wosst vu mir, dass en net op Affären ze enquêtéieren hätt, wat Polizeiaffäre wieren. De Geheimdéngscht hat ze enquêtéieren a sech ze renseignéieren - dofir heescht en esou - a Beräicher, fir déi hien zoustänneg ass. Fir déi dote Beräicher ass en net zoustänneg.

Den Här Mille huet mir net gesot, de Geheimdéngscht wier amgaangen op dem Verdacht vun der Pädophilie géint eenzel Leit ze enquêtéieren. Den Här Mille huet mir gesot: „Eng vun eise Sourcen huet eis zougedroen, esou wier dat." Dat si ganz verschidde Saachen. Dat sinn dramatesch ënnerschiddlech Saachen!

Wat dat Gespréich mam Här Mille ugeet, wat en opgeholl huet a wat jo jiddweree konnt nolauschteren... Wësst Der, dat ass ganz agréabel, ganz agréabel, wann een e Gespréich mat Iech opgeholl huet a jiddwereen dierf et nolauschteren. Dat ass ganz agréabel. Jo. Ech hunn awer... Ech si jo och wahrscheinlech dofir responsabel, dass de Chef vum Geheimdéngscht mech ophélt, an dass et dann um Radio gespillt gëtt. Dat ass jo och meng politesch Responsabilitéit héchstwahrscheinlech.

(Interruption)

Mä... Jo, jo. An deem Gespréich, Dir hutt dat jo dacks gelauschtert an dacks gelies, do geet guer net kloer ervir an deene Sekonnen oder Minutten, wou do geschwat gëtt, dass de Geheimdéngscht eng illegal Operatioun gemaach hätt. Well do gëtt eng... Wann een dat 30-mol liest... Mä Dir hutt et direkt verstanen, mä ech sinn eben net esou schnell.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt Iech soen, ech hunn...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir kënnt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...dat nofroe goen. Ech hunn deen Dag, wéi ech et gelies hunn, hunn ech direkt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...nofroe gelooss, wou d'riichterlech Autorisatioun ass vun där Écoute.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An ech hunn direkt deen Dag duerno...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech hunn erkläert, zéngmol, 20-mol, 30-mol, et géif keng schréftlech Autorisatioun vu mir ginn, fir esou ee Gespréich ofzelauschteren. An et gëtt eng kloer Instruktioun, mëndlech, déi gëtt et entre-temps schréftlech, dass, wann ech dat Dokument net ënnerschreiwen, da kann déi Operatioun net gemaach ginn.

Mä dat si jo Froen, déi mer amgaange sinn an där... an deenen zoustännege parlamentaresche Gremien ze diskutéieren, wa mer...

M. le Président.- Här Statsminister, den Här Bettel wollt Iech...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wa mer elo... Wa mer eis... Jo, mir verlafen eis elo hei a klengen Detailer, an d'Leit wëssen net wouhi mam Gespréich.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass kee klengen Detail.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo. Neen, neen, neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass kee klengen Detail.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert deen dote Virgang kann ech eng hallef Stonn schwätzen.

(Interruption)

An no enger hallwer Stonn kréien ech gesot: Wéi wier et dann emol, wa mer zum Fong géife kommen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech géif iwwert deen do Wee...

M. le Président.- Neen, entschëllegt, Här Bausch. Da loosst elo emol den Här Bettel nach seng Fro stellen, datt de Statsminister ka virufueren. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just... Mir sinn elo amgaangen e bëssen de Spiiss ëmzedréinen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn d'Gefill, Dir wiert d'Victime. An ech hat net gemengt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...déi Diskussioun géif esou lafen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Esou einfach ass dat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä bon. Ech hat mer et bal geduecht.

Ech wollt Iech just soen: De Fait ass hei, dass Dir selwer sot, Dir hätt eng Rumeur kritt, dass de SREL eng Rumeur kritt hätt, dass Pädophilie an esou Saache géife geschéien. Hutt Dir ni méi eppes doriwwer gehéiert? Hutt Dir ni méi gefrot? Dir wësst jo selwer, et ass erauskomm, dass Zeien, an dat ass jo och eppes ganz Neies, Här Statsminister, selon les informations, bezuelt gi sinn, déi Pseudo-Zeie bezuelt gi sinn, fir auszesoen. An dat ass dat Éischt.

An zweetens, dat heescht, wann dat de Fall ass, an Dir sot selwer, Dir wéilt net, dass de SREL Polizeiaarbecht sollt maachen, hutt Dir dann, wéi Der dat gesot kritt hutt, dem Mille gesot: „Dir maacht jo net dat. Dir maacht jo net dat." Oder hutt Der nogekuckt oder hat Der déi Informatioun net? A wéi Der erausfonnt hutt, dass vläicht Polizeiaarbecht gemaach ginn ass, wéi eng Sanktioune si gesprach ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn ni erausfonnt, dass Polizeiaarbecht gemaach ginn ass. Well ech näischt dervu wosst a weess - ech héieren dat elo -, dass de Geheimdéngscht op der Affär Pädophilie enquêtéiert hätt. Ech konnt mer dat och net virstellen, dass géif vum Geheimdéngscht aus op esou enger Affär enquêtéiert ginn. Ech hu just dem Procureur weidergesot, dass de Geheimdéngscht iwwer eng Source gewuer ginn ass, dass dee Verdacht am Raum steet an dass déi Rumeur verspreet gëtt.

An de Geheimdéngscht wosst, dass et meng Instruktioun wier, dass se net op Polizeiaffären ze schaffen hätten an dass, wa se selwer oder indirekt Kenntnis iwwer Infractiounen hunn, dass se déi musse bei deenen dofir zoustännegen Autoritéite mellen. Dat war de Geescht, an deem déi Zesummenaarbecht war. An den Här Procureur Biever huet Iech itérativement heibanne gesot, och hien hätt gréisstent Vertrauen an de Marco Mille gehat, well mer et fäerdegbruecht hätten - dat hunn ech heibannen och schonn erklärt -, dass d'Relatiounen tëscht der Polizei, dem Parquet an dem Geheimdéngscht däitlech besser gi sinn. Déi ware virdrun net esou gutt. An dat ass dunn zur vollster Zefriddenheet vu jiddwerengem gemaach ginn.

An ech soen nach eng Kéier: Ech kann net an der parlamentarescher Kontrollkommissioun Saache soen, déi ech selwer net... Dat kann ech net. Wann ech eppes net weess, kann ech et net soen. Déi Fro, déi ech mer stellen ass: „Hues de alles gemaach, fir alles gewuer ze ginn?" A wann een nofreet an et kritt ee keng Äntwert, ass een da responsabel? An dass een déi Netäntwert net ka viruginn. Ech weess zwar, dass dat mech vu menger politescher Responsabilitéit hei net entbënnt. An all deenen Affären do war et awer esou, dass ech - ech widderhuele mech - näischt ka viruginn, wat ech selwer net wosst.

Ech konnt mer ni virstellen, ech ka mer dat och bis haut nach net virstellen, dass de Geheimdéngscht de Procureur d'État observéiert. Wann ech richteg den Här Biever de Moie verstanen hunn, huet d'Police judiciaire awer op Magistrate geschafft, vun deene behaapt ginn ass, se wiere pädophil. Wat jo och net anormal ass, dass d'Police judiciaire hir Aarbecht mécht.

Mä ech konnt mer net virstellen, dass de Geheimdéngscht dat mécht. Well et gëtt eng Instruktioun vun engem fréiere Statsminister - ech hat der do eng Kéier zwee matenee verwiesselt -, den Här Thorn Gaston, que j'ai apprécié, estimé - dofir ass dat hei keng Geschicht, wéi anerer hei opgefouert ginn -, wou den Här Thorn als Statsminister 1977 de Geheimdéngscht beoptraagt him ze soen, wann de Geheimdéngscht géif «une personnalité de la vie publique ou économique, soit un haut fonctionnaire de l'ordre administratif judiciaire ou militaire» géif en filature huelen. Matzen am Kale Krich si mer hei!

Den Här Thorn huet also net verbueden, dass de Geheimdéngscht géif héich Magistraten observéieren. En huet just gesot: „Ech wéisst et gär." Ce en quoi, il avait raison. An ech hunn elo, wéi ech dat elo héieren hunn, dass de Roby Biever do observéiert gi wier, hunn ech mech gefrot: „Jo, wéi ass dat méiglech? Den Här Thorn huet dach deemools geschriwwen, hie misst dat gewuer ginn. Firwat sinn ech dat dann net gewuer ginn?" Wahrscheinlech well ech iwwerhaapt net op d'Iddi kommen och nëmmen dem Geheimdéngscht d'Chance ze ginn een héije Magistrat kënnen oder wëllen ze observéieren.

Wat ech do méi an deenen Archiven do wullen, wat ech méi erstaunlech Saache fannen. Bon.

(Interruption)

Gelift? Jo, neen. Mä ech... Franchement. Neen, franchement. Majo, franchement wëll ech hei den Här Thorn net... Neen, ech wëll dat wierklech net maachen, well ech dat lamentabel fannen. Ech soe jo hei net, dass en ee Feeler gemaach huet. Ech soe just, dass iwwer Observatiouns- a Filatures méiglechkeete vun héije Magistrate geschwat ginn ass, och a fréieren Zäiten.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä den Ënnerscheed ass awer ganz kloer. Dat ass am Kader vun de Missioune vum Geheimdéngscht. Dann ass et jo normal. Stellt Iech vir...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ...effektiv de Geheimdéngscht, am Kader vu senge Missiounen, géif op eemol mierken, datt en héije Beamten, an ob dat e Riichter ass oder soss een, wier en...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ...Spioun...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- ...dee vun enger anerer Muecht géif bezuelt ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann ass et jo normal doriwwer...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann ass et jo awer normal, datt de Geheimdéngscht dem Statsminister dat matdeelt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, mä et wier awer och...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dat huet awer näischt ze di mat polizeilechen Aktiounen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo, Madame Polfer, Dir hutt recht, wéi esou dacks an Ärem Liewe schonn. Wann de Geheimdéngscht een héije Magistrat observéiert ouni Ursaach, da gëtt et eng Ursaach méi, fir mer dat ze soen. Wat den Här Thorn hei geschriwwen huet, geet jo total an d'Rei. Wann een héije Magistrat eppes mécht, wat en net däerf, da muss...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Majo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...am Kader vun de geheimdéngschtlechen...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Majo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...Aktivitéiten, da muss de Geheimdéngscht dem Statsminister dat soen. Mä wann en een observéiert, deen näischt gestiicht huet...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ma da muss ee gesot kréien, datt en dat net dierf.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An dat wosst en. Mä en huet mer awer net gesot, dass se en héije Magistrat observéiert hunn. An dofir wonneren ech mech...

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann ass et gutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...doriwwer, dass et iwwerhaapt zu esou eppes ka kommen, wann et dann dozou komm ass.

A mir hunn et hei mat zwee Problemfelder ze dinn: Deen éischte betrëfft de fréiere Justizminister. Deen huet sech erklärt. D'Regierung huet de Moien doriwwer délibéréiert. An déi 15 Membere vun der Regierung, dat heescht déi 14 aner Membere vun der Regierung hunn dem fréiere Justizminister hiert Vertrauen ausgeschwat, dat mer net gestéiert an net zerstéiert gesinn.

Déi Affär, déi den Här Bettel hei virbruecht huet, wat eng breet SREL-Affär ass, ass eng, déi ech ganz eescht huelen. Do kréie mir de Rapport vun der Kommissioun. Den Här Bausch ass Rapporteur vun där Kommissioun. Mä ech wëll haut scho soen, dass ech mech menger politescher Responsabilitéit do net wäert entzéien. Ech fanne keen aneren, dee ka responsabel derfir gemaach ginn.

A wann d'Chamber der Meenung ass, le jour venu, ech hätt do Saachen net richteg gemaach, ech hätt mech schëlleg gemaach, ech wier schold u villem, wat do net richteg gaange wier, jo da mussen doraus déi politesch Konklusioune gezu ginn, déi normalerweis an esou engem Fall gezu ginn. Ech lafe viru menger Responsabilitéit an där Saach do net fort. A wann et esou wäit ass, da stellen ech mech där Responsabilitéit och.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Däerf ech nach just eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Well ech denken ni drun. Well ech elo den Här Kartheiser gesinn hei, wann ech erof ginn.

Also, ech hätt alles misse wëssen. Firwat wosst ech net, dass den Här Kartheiser fir de Geheimdéngscht geschafft huet? A firwat, dass den Här Kartheiser fir d'Amerikaner a fir d'Russe geschafft huet? Här Gibéryen, wosst Dir dat?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ier e Parteipresident war?

(Hilarité)

Dat heescht...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Eng kloer Fro, eng kloer Äntwert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech fannen, wann een... Ech fannen awer, wann ee Member ass... wann ee Member vun der Commission parlementaire de Contrôle ass a wann ee Member vun der Commission d'enquête parlementaire ass, dann hätt ee senge Kolleegen dat eventuell kënne soen...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Fait personnel.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...besonnesch wann een den Här Kartheiser heiansdo an d'Sitzunge geschéckt huet, fir sech ze ersetzen.

Sinn all déi aner Fraktioune sécher, dass viru véier, fënnef Méint net Mataarbechter vun hinne mat Agente vum Geheimdéngscht esou dacks zesummekomm sinn, bis se net méi wossten, wie vun deenen zwee am meeschte gelunn huet?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Fait personnel.

M. le Président.- Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, den Här Statsminister huet hei grad d'Fro opgeworf, firwat hien net wousst, datt ech an den 80er Jore fir de Geheimdéngscht geschafft hunn. Dat kann ech him net soen. Ech war deemools ee jonke Mann vu 25, 26 oder 27 Joer, ech weess et net, dee seng Aarbecht gemaach huet, well de Stat e gebieden huet, dat ze maachen.

Ob de Geheimdéngscht deemools den deemolege Statsminister informéiert huet, dat weess ech net. Dat war och net meng Aufgab, fir dat ze wëssen. Mä den Här Premierminister Juncker, dee jo esou gutt ass am Archiven nowullen, deen hätt dat awer och kënnen eraussichen, ob deemools säi Virgänger informéiert ginn ass iwwert d'Aarbecht vum Geheimdéngscht, déi ech gemaach hunn.

Verschidde Kolleegen heibannen hunn et och opportun fonnt, domm Witzer ze maachen iwwert dat, wat ech deemools gemaach hunn. Ech wëll hinnen eppes kloer soen: Déi Leit, déi sech nach un de Kale Krich erënneren, an et sinn der nach e puer heibannen, déi wëssen, datt mir an enger Situatioun waren, déi alles anescht wéi witzeg war an den 80er Joren. Et ass Krich gewiescht an Afghanistan. Mir haten Terrorismusaktiounen, déi vum Ostblock hei ënnerstëtzt goufen an de westleche Staten. An et gouf eng kloer militäresch Menace, déi mer jo och...

Une voix.- Wat ass dann elo d'Fro?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, et ass e Fait personnel. Ech wëll dat hei erklären.

M. le Président.- Jo, wann ech gelift, den Här Kartheiser huet d'Recht pour fait personnel ze reagéieren. Maacht dat elo, mä mir fänke keng nei Diskussioun un.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen. Dat ass keng Diskussioun. Mä et ass wichteg, fir dat ze soen.

A mir haten eng Duebelbeschloss-Debatt hei am Westen, wou et ganz kloer war, datt déi verschidden Elementer zu enger extrem héijer Spannung gefouert hunn. Mir haten deen Abléck östlech Geheimdéngschtoperatioune géint westlech Sécherheetsinteressen.

Ech selwer gouf probéiert vun der Sowjetunioun an esou eng Operatioun agespaant ze ginn, doduerch datt de GRU mech rekrutéiere wollt als Agent. Ech hunn dat deen Abléck deenen zoustännegen Autoritéite matgedeelt. Dat war de SREL hei zu Lëtzebuerg, deen zesumme mam CIA eng Géigenoperatioun gemaach huet.

Et ass net u mir, Här Premierminister, fir ze wëssen, ob de SREL deemools Äre Virgänger informéiert huet. Mä ech géif Iech invitéieren an den Archiven dat dann nosichen ze goen, wann et Iech interesséiert.

Ech op jidde Fall verbidde mer, an dat soen ech kloer hei an och jiddwerengem aneren am Land, datt meng Integritéit oder meng Éier fir den Asaz fir mäi Land - an deem, ech muss soen, ech war iwwerzeegt mäi Liewen ze riskéieren, an ech mengen, ech hunn et an dëser Operatioun effektiv e puermol op d'Spill gesat -, fir hei elo gesot ze kréie mat domme Witzer, ech hätt eventuell eppes gemaach, wat illegal oder onmoralesch gewiescht wär.

Ech hunn e puermol gesot, fir jiddwereen, deen et wëllt héieren: Ech sinn houfreg op dat, wat ech gemaach hunn. Et war eng Extremsituatioun mat héijer Uspaanung. An ech loosse mer dat elo hei net vu Leit, déi et wëlle politesch auswäerten, a Fro stellen. Ech hunn dat gemaach fir mäi Land, wat néideg war.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Domadder wär... Den Här Statsminister an den Här Bausch wëllt nach...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hoffen, dass den Här Kartheiser net wollt soen, ech hätt behaapt, hien hätt Onmoralesches gemaach oder eng Illegalitéit begaangen. Dat hunn ech net behaapt. Ech hunn den Här Gibéryen gefrot, firwat dass en an deene Kommissiounen, wou iwwert de Geheimdéngscht geschafft gëtt, hien dat net gesot huet. Well jo gesot gëtt, et muss een alles soen, wat ee wéisst. An hie wosst et, dat huet hie gesot. Also, firwat huet hien deenen aneren et dann net gesot?

M. le Président.- Sou, elo nach den Här Bausch. An da géif ech wënschen, datt mer erëm zu der Diskussioun... Mir féieren elo eigentlech keng Diskussioun iwwert den Här Kartheiser. Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann den Här Bausch eppes seet elo géint mech, dann hunn ech duerno d'Recht em ze äntwerten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, den Här Kartheiser soll sech berouegen. Ech soen näischt géint hien oder wat och ëmmer. Ech wollt him just eng Fro stellen. Dat ass am Fong awer déi nämlecht Fro, déi och elo virdru gestallt gouf. Firwat - hien huet den Här Gibéryen dräimol ersat an der Kommissioun, an do geet et jo précisément ëm de Fonctionnement vum Geheimdéngscht - firwat huet hien net drop opmierksam gemaach a gesot, datt hien en Duebelagent war? An hätt en net missen erausgoen dunn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat soen ech ganz gär.

Éischtens sinn déi Faiten aus den 80er Jore komplett irrelevant gewiescht fir déi Diskussiounen, déi mer deen Abléck an der Geheimdéngscht-, Kontroll- oder Enquêtëkommissioun gefouert hunn. Komplett irrelevant!

(Interruptions diverses)

Zweetens si mer nëmmen zu zwee am Abléck an eisem politesche Grupp, an eiser Sensibilitéit. Dat heescht, d'Wiel, wien den Här Gibéryen soll ersetzen, wann den Här Gibéryen eng Kéier net ka kommen, déi ass séier gemaach.

An dat Drëtt, wat ech Iech wëll soen, well Dir och an der Press gesot hutt, ech hätt probéiert, d'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun ze behënneren. Dat ass absurd!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn Iech, Här Bausch... Ech hunn Iech, Här Bausch, korrigéiert a Verirrungen an Äre Gedankegäng, déi komplett derlaanscht waren. Wann Dir... Ech kann dat hei net soen, ech fille mech un d'Geheimnis gebonnen. Mä dat, wat Dir an der Enquêtëkommissioun proposéiert hutt, dat hätt de Geheimdéngscht gelähmt an eis national Interessen a Gefor bruecht. An dofir hunn ech Iech korrigéiert. Ënner anerem hunn ech kënne profitéieren aus menger eegener Geheimdéngschterfahrung, fir ze wëssen, datt dat, wat Dir proposéiert, absurd ass. An esou ass et!

M. le Président.- Sou! Ech géif elo wierklech proposéieren, datt mer mat deem dote Punkt géifen ofschléissen. A mir kéimen elo zu de Riedner, déi sech agedroen hunn. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Rechtsstat, an enger Demokratie, mussen d'Saachen opgekläert ginn. Dëst gëllt och fir d'Affär Bommeleeër. Land a Leit hunn e Recht drop, fir dass an där Affär Kloerheet geschaaft gëtt. Mä d'Opkläre vun där Affär ass Aufgab vun der Justiz.

An de leschten Deeg gouf et an deem Kontext vill, zum Deel kontradiktoresch Äusserungen iwwert d'Relatiounen tëscht Regierung a Justiz, dem zweeten an dem drëtte Pouvoir vun eisem Land. Jo, och hei muss Transparenz geschaaft ginn. D'CSV-Fraktioun begréisst duerfir ausdrécklech, dass haut villes kloergestallt gouf, vun dem fréiere Justizminister, dem Luc Frieden, elo just vum Statsminister, an haut de Moie virun allem vun dem Procureur général Robert Biever.

Här President, dem Luc Frieden gëtt als fréiere Justizminister, wat hien elo schonns bal véier Joer net méi ass, virgehäit, an der Enquête vun der Affär Bommeleeër Afloss op d'Justiz ausgeübt ze hunn. Mä ier een esou eppes ka behaapten, muss een et beweisen. D'Fro stellt sech: Gëtt et objektiv Elementer, déi et erlaben, dee Virworf ze bestätegen? D'Äntwert ass kloer neen!

De Luc Frieden wollt zu kengem Moment d'Enquête an der Affär Bommeleeër stoppen. Dat war ni seng Absicht. Hien huet och keen Drock ausgeübt. Am Géigendeel! Am Verbatim vun der Commission juridique vum leschte Freideg, 7. Juni, gëtt den Här Biever zitéiert op der Säit 7: „E kann net... En huet ni gesot: ‚Haalt op domat.' Dann hätt ech em och... Da wär et och relativ kloer ginn, well ee jo dann dorobber och iergendwéi schréftlech reagéiert hätt."

Ech zitéieren d'Ausso vun der Madame Woltz op der Säit 16 vun deem Verbatim: „Also, mir geet et da wahrscheinlech och wéi verschiddenen Zeien. Fir wuertwiertlech ze soen, wat den Här Frieden gesot huet, wat ech geäntwert hunn, kann ech net." D'Madame Woltz fiert virun: „Et ass dorëms gaangen, wéi laang dat nach géif goen, wéi laang deen Dossier dann nach op wär a wéini en dann eng Kéier géif zougemaach ginn. Ouni elo ze soen: ‚Maacht en zou.' Dat ass och net gesot ginn. Dat ass sécher."

Deen Dag virdru gëtt et en Interview mat dem Procureur général op dem Radio 100,7. Den zoustännege Journalist, den Här Jean-Claude Franck, dee seet: „Ech hunn et net esou dramatesch geholl, seet de Robert Biever haut. Jiddwereen hätt d'Recht, seng Meenung ze soen. A souwisou hätt hien dem Luc Frieden deemools geäntwert, datt hien als deemolege Procureur d'État um Bezierksgeriicht Lëtzebuerg anerer Meenung wier."

Originaltoun vum Här Biever: „Ech kann awer net soen, en hätt mech elo onbedéngt ënner Drock gesat." Et geet weider, och den Originaltoun vum Här Biever: „Et war awer och seng Meenung. Et war net nëmmen ee Manktum vun Ënnerstëtzung. Et war seng éierlech Meenung. Ech wëll domadder de Mann net kritiséieren. Dat war seng Meenung. An dat ass och eng Meenung, jo. Iwwregens, mäi Virgänger hei als Procureur général, dee war därselwechter Meenung."

De Journalist fiert virun: „Dofir seet de Robert Biever, dem Luc Frieden seng Meenung hätt säin Handelen net beaflosst."

Also: Keen Uerder, keng Instruktioun, den Dossier zouzemaachen, keen Drock.

Dat Ganzt huet de Robert Biever iwwregens och schonn de 5. Dezember 2007 an enger Justizkommissioun vun der Chamber hei erkläert, wéi et nämlech gaangen ass ëm d'Suspensioun vun den Agente Reuland a Stebens.

Den Här Alex Bodry, Member vun der Justizkommissioun vun deemools an och nach haut, dee stellt dem Robert Biever als Procureur d'État deemools d'Fro: „Hutt Dir d'Impressioun, dass an deem heiten Dossier" - et ass ëm de Bommeleeër-Dossier gaangen - „an iergendenger Form Obstruktioun gemaach gouf?" Nach eng Kéier d'Fro vun dem Här Bodry: „Hutt Der den Androck, dass am Laf vun deene Joren, wann Der den Dossier esou kuckt, dass do vläicht probéiert ginn ass, d'Enquête net aboutéieren ze loossen?" Äntwert vum Roby Biever: „D'Obstruktioun: E Fait ass nun emol, dass vu Säite vun der Regierung, vum Justizminister a kengem Moment Obstruktioun war". Nozeliesen op de Säiten 19 an 20 vun dem Rapport vun der deemoleger Commission juridique. Fakt ass, hei gouf et keng Instruktioun, fir den Dossier zouzemaachen, keen Afloss op d'Justiz.

Här President, ech zitéieren aus enger offizieller Usprooch vum Robert Biever, gemaach de 4. Mee 2011 an enger Audience solennelle vun der Cour supérieure de justice - lauschtert gutt no: „Tous les ministres de la justice, anciens ou actuels, parquetiers, anciens ou actuels, le confirment: au Luxembourg, les ministres de la justice ne donnent pas d'ordre dans les affaires pénales et le ministère public n'est pas aux ordres du ministère de la justice (veuillez lire: du ministre de la justice)". Nozeliesen op der Säit 108 vun der Pasicrisie 2/2011.

Nach eng Kéier op Lëtzebuergesch dat Ganzt: All Justizministeren, déi fréier an déi aktuell, d'Membere vum Parquet, déi fréier an déi aktuell, bestätegen: D'Justizministere gi keng Uerderen a Penalaffären an de Parquet steet net ënnert dem Uerder vum Justizminister. Wéi gesot, Citatioun vum Procureur général aus enger Ried, gehalen de 4. Mee 2011 an enger Audience solennelle vun der Cour supérieure de justice.

Här President, jo, de Luc Frieden huet sécher nogefrot, wéi et mat der Instruktioun an der Affär Bommeleeër stéing. Dat huet hien och ni contestéiert. Et ass och als Justizminister säi gutt Recht, jo, ech géif soen, seng Flicht, fir sech ëm e gudden Oflaf a Fortgang vun den Affären, vun allen Affären op de Geriichter ze suergen.

Hien, de Justizminister, ass zoustänneg fir d'Politique criminelle an hirer ganzer Bandbreet. An dat bestätegt iwwregens och de Procureur général a senger Ried, déi ech virdrun ugeschwat hunn - lauschtert gutt no: „Les procureurs estiment parfois à tort qu'il leur revient de diriger la politique criminelle. Or, leur rôle se limite - un peu de modestie n'étant jamais de trop -", ech zitéieren, wéi gesot, den Här Robert Biever, „à diriger les poursuites et les enquêtes, donc l'action publique". Dat seet de Robert Biever, nozeliesen op der Säit 115 vun der Pasicrisie 2/2011.

Här President, et muss een och déi ganz Affär Bommeleeër an hirem Kontext kucken. Mir hunn eng Affär, déi louch deemools schonn 20 bis 25 Joer zréck. Während laanger Zäit ass net vill an deem Dossier geschitt. D'Untersuchungsriichter goufen e puermol ausgewiesselt. Mouvement ass besonnesch an d'Affär komm an där Zäit, wou de Luc Frieden Justizminister war.

Et kann ee verstoen, dass d'Madame Woltz an den Här Biever deemools d'Gefill haten - ech betounen: d'Gefill haten -, dass si „remarquabel eleng do stoungen". Si haten et och net einfach. Well och an der Magistratur an um Parquet selwer ware Leit, et pas des moindres, déi selwer Zweifel haten, ob jee Liicht an déi ganz Affär géif kommen. An den Dossier deemools hat ganz einfach riskéiert leien ze bleiwen.

Ech zitéieren d'Säit 7 vun dem Verbatim aus der Commission juridique vum leschte Freideg, d'Aussoe vun dem Här Biever: „D'Madame Woltz an ech, mir stounge remarquabel eleng do. Well do ass guer keen Zweifel drun. Den Här Klopp, deen huet och ëmmer gesot: «Oh, déi Affär do, déi ass esou laang hier.»" Den Här Klopp war keen anere wéi den deemolege Procureur général, also de Virgesetzte vun dem Här Biever. De Procureur général vun deemools hat also selwer Zweifel, ob déi Affär nach kéint no där Zäit zu Enn bruecht ginn.

Här President, jo, zegdausende Leit haten deemools Zweifel, ob een no iwwer 20 Joer déi néideg Beweiser kéint zesummendroen, fir d'Täter ze identifizéieren. An dat war och duerchaus normal. Well, wat méi Zäit vergeet, an all Penalaffär, wat et méi schwéier gëtt, fir net ze soen, onméiglech gëtt, esou eng Affär opzeklären.

Här President, jo, och d'Medien haten hir Zweifel. An engem Artikel vun dem „Journal" zum Beispill vum 28. Abrëll 2005 steet ze liesen: „Die Fahndung nach dem respektive den Bombenlegern läuft angeblich wieder oder weiter auf vollen Touren, wobei man gespannt darauf sein kann, ob da wirklich noch etwas dabei herauskommen kann." An dat ass nëmmen ee Beispill.

Här President, d'Regierung an den Här Frieden wollten a wëllen, dass d'Affär Bommeleeër opgekläert gëtt. „D'Opklärung vun där Affär ass Statsraison", sot de Premier bei der Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun am Abrëll dëst Joer. Iwwregens huet de Robert Biever dat de leschte Freideg an der Commission juridique däitlech gesot, ech zitéieren: „Ech hu selwer zweemol mat dem Premierminister doriwwer geschwat, an deen huet ëmmer insistéiert drop, dass déi Affär géif opgekläert ginn."

Haut de Moie seet de Procureur général ofschléissend zu senger Pressekonferenz: „Bon, fir ofzeschléissen - lescht Remarque - muss ech feststellen, dass, trotz all deenen objektive Schwieregkeeten, deene mir an der Enquête begéint sinn, dass dat, wat fir d'Land schwätzt, d'Tatsaach ass, dass hei am Land am Endeffekt d'Institutioune geklappt hunn, wann och ënner schwieregen Emstänn. D'Enquête konnt op en Enn gefouert ginn, an dat an där Richtung, déi d'Untersuchungsriichterin, de Parquet an d'Enquêteuren hir ginn hunn. A wa mir bedaueren, dass d'Affär net total opgekläert gouf, da muss ech soen, dass et wierklech keen Element gëtt, fir dem Här Frieden dofir d'Schold ze ginn."

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat heescht dat? Wat heescht dat?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President,...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt just den Här Roth froen: Wat heescht dat?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma dat heescht...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Well, wann ech d'„Lëtzebuerger Wort" liesen, ass dat selbstverständlech e Fräischäin. Et ass näischt geschitt. Den Här Biever huet e Rückzieher gemaach. Den Här Biever huet sech ze wäit aus der Fënster gehäit. An elo mécht en e Rückzieher. Hie bereit schonn, wat e gesot huet. Ass dat Är Interpretatioun vun deem Saz?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech ginn dovun aus, wann de Procureur général eng Deklaratioun virun der Press mécht, dass e voll a ganz...

M. François Bausch *(déi gréng).*- En huet dat gesot. Wat Dir dran interpretéiert, Här Roth, dat ass awer en Ënnerscheed.

M. le Président.- Loosst elo mol den Här Roth hei wann ech gelift ausschwätzen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Meng Fro ass just d'Interpretatioun, Här President,...

M. le Président.- Dir kritt elo vum Här Roth eng Äntwert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- De Luc Frieden huet a senger Qualitéit als Justizminister, en Amt, dat hien iwwregens zënter méi wéi véier Joer net méi bekleet, keng Verfeelungen an deem Dossier gemaach. De Fait, dass hie sech ëmfrot huet, ob den Dossier nach kéint zu engem gudden Enn kommen, war eng normal Fro, déi sech ganz vill Leit deemools am Land gestallt hunn.

Et gouf jo eng Rei vun décken Affäre virdrun, déi opgrond vun esou enger laanger Enquête ni zu engem Ofschloss komm sinn. Jo, d'Affär „Bauerenzentral" zum Beispill ass no engem penibelen Incident de procédure, deen eleng der Justiz zouzeschreiwen ass, en fin de compte vun der Justiz selwer clôturéiert ginn.

De Minister huet eng Fro, nämlech déi, ob d'Instruktioun an der Affär Bommeleeër kéint zu engem gudden Enn kommen an deemno d'Affär viru Geriicht bruecht ginn, als Regierungsmember vis-à-vis vun dem Procureur d'État Biever an der Madame Woltz zum Ausdrock bruecht. Déiselwecht Appréciatioun gouf och vum deemolege Procureur général, dem Här Klopp, vertrueden.

Dass dës Meenung vum Procureur d'État respektiv vun der Madame Woltz anescht emfonnt gouf, ass bedauerlech. An dat Bedaueren huet de Minister Frieden och haut nach eng Kéier virum Parlament, virum ganze Land zum Ausdrock bruecht.

Här President, all dës Elementer beweisen, dass et keng Instruktioun gouf vun dem Minister Frieden un d'Justiz, fir den Dossier zouzemaachen. Just Emfannen, just Gefiller, just Meenungen, just Impressiounen, keen oder mangelnden Appui ze kréien, a souguer zweedeiteg Impressiounen.

Jo, an engem Rechtsstat, do muss opgekläert ginn. Dat ass geschitt. D'Instruktioun vun dem Dossier Bommeleeër ass ofgeschloss. Jiddwereen, deen dozou bäigedroen huet, huet säi volle Mérite. D'Bommeleeër-Affär gëtt elo endlech viru Geriicht verhandelt. An dat ass och gutt esou. D'Leit hunn e Recht drop, fir dass d'Hannergrënn an där Affär ermëttelt ginn.

Mä, Här President, an engem Rechtsstat muss e Virworf bewise ginn. An dat zielt och vis-à-vis vun engem Minister. Och iwwer ee Minister kann een net einfach mam Pifffaass fueren, fir him politesch ze schueden, nom Motto: „Et bleift jo ëmmer wuel eppes hänken." Dat war schonn d'Taktik, wéi et sech jo elo erausgestallt huet, an där sougenannter Affär „Wickreng/Léiweng".

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV-Fraktioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Allez, allez!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...steet hannert dem Minister Luc Frieden.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Aarmséileg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass ee kompetenten a geruedlinnege Minister.

Plusieurs voix.- Aarmséileg.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Hien huet als Justiz-, Finanz- a Budgetsminister vill schwiereg Dossieren am Interessi vum Land gehollef léisen. De Luc Frieden war iwwer zéng Joer Justizminister. Wann d'Affär Bommeleeër zu Enn bruecht ginn ass, a vill anerer, dann ass dat och, well de Justizminister vun deemools d'Zuel vun de Riichteren däitlech an d'Luucht gesat huet. Hien huet domat der Justiz déi néideg Moyene ginn, fir gutt ze fonctionnéieren.

De Justizminister huet, op d'Interventioun hi vum Procureur d'État Biever, de Generaldirekter an de Generalsekretär vun der Police ofgesat. Dat war eng schwéier Décisioun, well et gouf iwwerhaapt keng Prozedur dofir. D'Entbanne vun der Funktioun ass geschitt eenzeg an eleng op Reprochen hin an engem Bréif vum Procureur d'État, déi keng strofrechtlech Infraktiounen duergestallt hunn.

Här President, et gëtt keng haltbar Beweiser fir déi Considératiounen, déi d'Fraktioun vun déi gréng virbréngen, fir dem Minister Frieden d'Vertrauen ze entzéien. Et ass ganz einfach falsch ze behaapten, de Minister Frieden hätt hei der Onofhängegkeet vun dem Parquet - déi, niewebäi gesot, a liest emol eng Kéier d'Texter, notamment d'Artikelen 80 an 82 aus der Justizorganisatioun, guer net esou däitlech ass - respektiv der Onofhängegkeet vun der Justiz geschuet. A mir applizéieren d'Onofhängegkeet vum Parquet an engem richtege Sënn, dee wäit iwwert dat erausgeet, wat an dem Gesetz iwwert d'Justizorganisatioun steet.

D'CSV-Fraktioun wäert dofir d'Resolutioun, déi dem Minister Frieden d'Vertraue soll entzéien, eestëmmeg oflehnen. Datselwecht zielt iwwregens fir déi Motioun, déi vun der DP erabruecht gouf. Dës Motioun ass drop ausgeluecht, fir der ganzer Regierung d'Vertrauen ze entzéien. Dës Motioun ass méi generell. Si betrëfft, niewent den Äusserunge vun de Magistraten an der Justizkommissioun vun dem leschte Freideg, och nach den Dossier „Geheimdéngscht".

De Statsminister ass a senger Interventioun op eng Rei Facetten an dem Dossier SREL agaangen. Mir hunn awer fir de Geheimdéngscht eng Enquêtëkommissioun vun der Chamber agesat. Dës Kommissioun kënnt esou lues op en Enn mat hiren Aarbechten. Dat soll ee faktuelle Rapport gi vu Verfeelungen a politesche Recommandatiounen, fir d'Gesetz iwwert de Geheimdéngscht unzepassen. Dës Aarbechte solle bis Juli ofgeschloss sinn. Et schéngt deemno verfréit, fir haut am Detail iwwert deen Dossier SREL weider ze schwätzen, well jo nach iwwerhaapt kee Rapport virläit.

Fakt ass awer, dass d'Sitzungen an d'Zeienunhéierungen aus deene leschte Wochen an der Enquêtëkommissioun gewisen hunn, dass eenzel Verfeelungen op d'Eegegebare vun enger Handvoll Mataarbechter aus dem Service de Renseignement zréckzeféiere sinn.

Fakt ass, dass vill Virwërf, déi an hirer eegener Regelméissegkeet scheibchenweise freides moies, den Dag vun eise Sitzungen, kolportéiert goufen, sech um Enn als net stéchhalteg erwisen hunn.

Fakt ass, dass de leschte Freideg den deemolegen Direkter vun dem Service de Renseignement, den Här Mille, ënner Eed ausgesot huet, hien hätt Instruktioun vun dem Statsminister gehat, fir d'Geheimdéngschtkontrollkommissioun iwwer alles, wat hien dem Statsminister gesot huet, och ze informéieren. Dass dat awer net a vollem Ëmfang geschitt ass, ass bedauerlech, mä berout op dem Direkter senger eegener Liesaart vun dem Geheimdéngschtgesetz.

Fakt ass, dass an der Enquêtëkommissioun sech e largë Konsens opzeechnen dierft iwwert déi Punkten, wou dat Gesetz iwwert de Geheimdéngscht aus dem Joer 2004 misst ugepasst ginn.

Här President, d'CSV-Fraktioun steet geschlossen hannert der Regierung an hirer Gesamtheet a wäert och dofir, an deemselwechte Sënn wéi d'Motioun (veuillez lire: d'Resolutioun) vun deene Gréngen, och d'Motioun vun der DP eestëmmeg oflehnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. An dann huet sech als nächste Riedner den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'LSAP-Fraktioun huet sech et an deene leschten Deeg, fir net ze soen, an deene leschte Stonnen, net liicht ge-

maach, fir eng Appréciatioun ze kréien iwwert déi Debatt, déi mer de Mëtteg féieren. Mir hunn och geronge mat dem Koalitiounspartner, fir, esou wéi dat üblech ass, zu enger gemeinsamer Attitüd ze kommen.

Dat war wéinegstens an engem Punkt net méiglech, dofir ass dat haut de Mëtteg - exceptionnel Zäiten, exceptionnel Moyenen - och heiansdo eng eegestänneg Positioun, mat, och wéinegstens an engem Punkt, enger eegestänneger Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi mer ofginn, fir eis Meenung, eis fair a gutt iwwerluechten, déifgrënneg iwwerluechten Appréciatioun zu dem Konflikt tëschent dem fréiere Justizminister an dem Här Biever respektiv der Madame Woltz ze ginn. An ech bieden einfach jiddwereen, déi zwou Säiten, déi Positioun, déi mer geholl hunn, ze respektéieren.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- considérant les déclarations faites par le Procureur général d'État, M. Robert Biever, au sujet des commentaires formulés par l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden, relatives à l'enquête judiciaire menée dans le cadre du dossier «Bommeleeër»;

- considérant les affirmations formulées par l'ancien juge d'instruction directeur, Mme Doris Woltz, sur le même sujet;

- prenant acte des explications fournies par M. Frieden précisant qu'il n'a jamais été dans ses intentions d'ordonner aux autorités de justice de mettre fin à l'instruction en cours;

- prenant acte du regret exprimé par le Ministre que ses interventions aient pu être mal interprétées par les autorités de justice en charge du dossier;

- constate que les interventions de l'ancien Ministre de la Justice, sans constituer une immixtion fautive dans une instruction judiciaire en cours, ont, de par leur caractère répétitif, pu être interprétées effectivement comme un manque d'appui à l'enquête;

- estime que le Ministre a commis une erreur d'appréciation;

- constate cependant qu'aucun élément du dossier ne permet de conclure que l'ancien Ministre de la Justice ait eu l'intention de peser sur l'orientation et l'issue de l'enquête;

- réitère sa position que le pouvoir politique n'a pas à intervenir dans le cadre d'enquêtes pénales;

- exprime sa satisfaction que l'enquête menée dans le dossier «Bommeleeër» ait conduit à la saisine des tribunaux répressifs auxquels il incombe maintenant de dire le droit;

- estime, en l'état actuel des informations recueillies, qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden.

(s.) Lucien Lux, Marc Angel, Alex Bodry, Ben Fayot, Claude Haagen, Lydia Mutsch.

Déi Affären, déi mer säit Wochen a Méint mat eis schleefen, déi Verfeelungen, déi mer feststellen, Dysfonctionnementer, déi mer feststellen, musse mer - an ech mengen, dass dëst Land dat ganz schnell brauch - hanner eis bréngen. Hanner eis bréngen, andeem mer dat offen, transparent a mat den noutwendege politesche Responsabilitéiten, mat engem Befreiungsschlag, deen och zur Demissioun vun deem engen oder deem anere ka féieren, ganz schnell maachen. Dat ass eis intim Convictioun, dass dat fir dëst Land a fir d'politesch Kultur hei am Land noutwendeg ass.

Mir brauche Vertrauen a Glafwierdegkeet. Et muss brutal kloer sinn hei am Land, dass dëst Land e Rechtsstat ass a bleift, eng gesond Demokratie, an dass all Dériven, déi mer feststellen, mussen en Enn kréien. Mir brauche Legitimitéit. An ech soen, d'Éier vun eis alleguer als Politiker ass am Moment dobaussen amgaangen ze leiden. An ech wëll jiddwerengem heibanne soen, dass dat d'Responsabiliéit vun eis alleguer ass, an der Majoritéit besonnesch, mä och an der Oppositioun.

An ech mengen och, dass deen naasse Schwamp, deen e bëssen iwwert dësem Land läit, déi eenzel Saachen, déi geschitt sinn an deene leschte Wochen a Méint, eng extrem ongesond Situatioun ass. An ech schléisse mech gären un, ouni déi Debatt wëllen de Mëtteg ze féieren, zum Beispill iwwert déi extrem „Ruckelzegkeet", an ech gebrauchen den Term vum Här Braz, ronderëm d'Enquête vum SREL, dass déi illegal, total illegal Enquête am Zesummenhang mat Pädophilie, dass dat eng extrem Ruckelzegkeet ass, wou mer heibannen, mengen ech, alle 60 eis eens sinn, dass et esou eppes net dierf ginn.

Mir brauchen och Handlungsfäegkeet. An ech soen dat, ouni doriwwer an den Detail ze goen, dass dës Regierung an dës Majoritéit an deene leschte Joren an eisen Aen gutt geschafft huet an handlungsfäeg war. Öffentlech Finanzen, Kompetitivitéit, Schoul, d'Kris meeschteren, d'Kris vill besser meeschtere wéi vill anerer, sinn Zeien dofir.

An et gëtt an dëser Koalitioun tëschent CSV an LSAP vill gemeinsam Orientéierungen, fir dat fäerdegzebréngen. Et gëtt och vill, tëschent eis alleguer heibannen, genuch mënschlech Sympathien a mënschlech Wäerter, zesummenzehale fir dëst Land, déi et erlaben, an esou enger Fro vun Demissioun oder Netdemissioun, fair a korrekt mat jiddwerengem ëmzegoen.

An heibanne wëssen der vill, dass mäi perséinlecht Verhältnis mam heitege Finanzminister Luc Frieden a politesche Froe bei Wäitem net ëmmer Harmonie ass an dass mer eis oft gestridden hunn, heibannen an och dobaussen, mä et muss erlaabt sinn, och an deenen Divergenzen, déi mer do hunn, dass dat, wat mer an der Beuerteelung maachen a Froe vun Demissioun, wat dee schlëmmste Fait ass, dee mer engem Politiker kënnen undinn, dass mer do eng fair a korrekt Analys maachen an zu engem Schluss kommen.

A wann ech soen, mir brauchen Handlungsfäegkeet, da mengen ech och - an dat ass dat, wat ech selwer, mä och vill vun eis heibannen, festgestallt hunn an deene leschte Wochen a Méint -, dass mer an der Tëschenzäit méi Zäit investéieren - fir net ze soen, heiansdo och vergeuden -, fir eis ëm all déi do Froen ze këmmeren. An Dieu sait, dass et dobausse vill aner Froe géif ginn, déi et géifen erwaarde vun eis, sech méi dorobber ze konzentréieren a méi Zäit ze huelen.

An dofir ass et noutwendeg, dat doten hanner eis ze brénge bis zur grousser Vakanz, déi Froen, déi alleguer am Raum stinn, bis zur grousser Vakanz hei ze diskutéieren, ze jugéieren, politesch Responsabilitéiten ze diskutéieren, ze definéieren an zum Schluss ze kommen, fir dass mer erëm handlungsfäeg sinn alleguerten, an der Majoritéit, an der Oppositioun, fir eis och ëm aner Froe méi kënnen ze këmmeren.

An ech wëll eppes ganz kloer soen, fir eis als LSAP-Fraktioun, dass an dëser Debatt de Mëtteg mir ganz kloer, an ech soen dat der Oppositioun, mir ganz kloer haut de Mëtteg keng Debatt wëlle féieren iwwert den Dossier vum Geheimdéngscht, iwwert den Dossier vum SREL. An dofir hu mer och eng Motioun, déi de Kolleeg Alex Bodry wäert no mir hei argumentéieren, fir kloerzemaachen, dass mer sollten eis selwer an eis Aarbecht selwer respektéieren.

Mir sinn an enger Prozedur, an enger Aarbecht, an enger Commission d'enquête. Mir sollen déi Aarbechte vun där Commission d'enquête zu Enn féiere virun der grousser Vakanz. Ob dat da provisoresch ass oder net, dat mussen déi nächst Méint erweisen, an zu Konklusiounen, politesche Konklusioune kommen - Här Bettel, wann ech gelift! -, zu politesche Konklusioune kommen, déi och eventuell, an ech hunn de Mëtteg ni esou däitlech - an ech appréciéieren et, am Numm vun eiser Fraktioun - vum Statsminister héieren, dass een do net ka fortlafen, dass een zu de politesche Responsabilitéiten, déi et gëtt, steet an dass mer doriwwer mussen diskutéieren, wat dat da politesch heescht.

Dat soll deen Débat erweisen, wann de Rapport vun der Kommissioun virläit. A mir wäerten alles draschreiwen, wat mer an deene leschte Wochen a Méint héieren hunn, wat net geklappt huet, wat d'Dérivë waren, wat d'Dysfonctionnementer waren, alles ouni Ausnahm an dee Rapport schreiwen an zu Konklusioune kommen.

Mä haut wëlle mer eis konzentréieren op déi Fro, déi a sech jo eigentlech déi Fro war, déi mer ze diskutéieren haten, nämlech déi am Zesummenhang mat Aussoe vun dem fréiere Justizminister Luc Frieden. An ech mengen, och do komme mer zu enger Aschätzung, op déi ech wëll kommen, fir kloerzemaachen, dass mer sécherlech akzeptéieren - dat gehéiert zum politesche Spill, wollt ech soen, obschonn et an dësem Zesummenhang ganz wéineg Spill ass, mä et gehéiert derzou an et ass legitim -, dass d'Oppositioun versicht, aus där Thematik do een Amalgam ze maachen iwwer all déi Froen, déi am Raum leien, e Rundumschlag ze maachen iwwer all déi Froen. An ech mengen, dass mer dofir och keng vun deenen zwou Motiounen, déi vun der Oppositioun virleien, wäerte matdroen, well mer gären eng kloer Trennung hätten tëschent der Diskussioun ronderëm de Luc Frieden, den Här Biever an d'Madame Woltz.

Dat maache mer haut an dozou hu mer eng Motioun, fir eis Meenung ze soen. An dann hu mer Zäit, an zwou, dräi Wochen, iwwert déi aner Froe ronderëm de SREL a mam ofschléissende Rapport vun der Enquêtëkommissioun ze diskutéieren.

Mir akzeptéieren, ech soen dat ganz roueg a ganz fein. Heibannen hunn ech net gären, wann et den Uschäi sollt erginn, dass heibannen Eenzelner besser Demokrate wäre wéi déi aner. Passt alleguer op op déi Lektiounen, déi Der esou schnell, ganz schnell an de Raum geheit.

Jiddwereen heibannen, a fir eis als LSAP soen ech dat, dass et an de Prinzipie vun dem Rechtsstat, der Anhalung vun de Prinzipie vum Rechtsstat iwwerhaapt keng Kompromësser ka ginn, soen ech, dass d'Gewaltentrennung, ob dat déi ass tëschent der Exécutive an der Justice, an och déi - an Dir wësst, dass mer dat als Fraktioun och ëmmer hei weisen - tëschent der Regierung an der Chamber. Zum Beispill an der Debatt nach virun e puer Deeg am Zesummenhang mam Cargolux-Dossier, hu mer ganz kloer bewisen, dass mer eis Meenung soen a scho mengen, dass d'Gewaltentrennung och hei soll gelieft ginn, dass de Prinzip vun der Onofhängegkeet vun der Justice, déi vum Parquet, den Devoir de réserve vum Minister, an dass all Justizminister virun allem eng Aufgab huet, sech virun d'Justice ze stellen an dofir ze suergen, dass se d'Moyenen huet, dass se en toute indépendance hir Aarbecht ka maachen.

An och déi, an ech hunn et scho gesot, vun der politescher Verantwortlechkeet vun de Ministeren a vun der Regierung in globo virum Parlament, dat ass de Geescht, dat ass den Esprit, dat ass de Kär, de Keim vun der parlamentarescher Demokratie, dass dee wichteg ass.

An ech soen och hannendrun, par rapport zu all deem, wat heiansdo och do gesot gëtt, dass och d'Fräiheet vun der Press an där Aarbecht, déi se mécht, déi heiansdo an oft onbequem ass. Mä wat se méi onbequem ass, wat se méi weist, dass mer an enger Demokratie sinn, a well mer domadder musse liewen an net ze pipeg heiansdo solle sinn, wa mer op eenzel Saache reagéieren.

Zu der Fro kommen ech, zu deem Zwist, deem Konflikt, deem Litige, wéi Der et wëllt nennen, tëschent dem fréiere Justizminister Luc Frieden an dem Här Biever an der Madame Woltz. Fakt ass, dass den deemolege Justizminister Luc Frieden den deemolege Procureur d'État Robert Biever ab 2001 regelméisseg op de Fortgang vun der Enquête judiciaire am Dossier Bommeleeër ugesprach huet. Fakt ass och, dass de Minister Frieden 2006 d'Untersuchungsriichterin Doris Woltz dorobber ugeschwat huet, an dat eng Kéier - an ech mengen, do musse mer wéinstens appréciéieren, dass déi eng Kéier eng Kéier war, déi en Hasard war, op engem Basketsmatch zu Contern. Dat war also keng gewollten Interventioun, mä déi hu sech do par hasard begéint.

Onbestridden ass och, dass de Minister Frieden zu kengem Zäitpunkt ausdrécklech, formell, egal wéi ech et wéilt nennen, eng Astellung vun där Enquête do gefuerdert huet. Ech mengen, keen heibanne kann dat behaapten, an och keen huet dat aus der Justice aus iergendengem Moment, sief et an der Juridique oder op iergendenger anerer Plaz gesot.

Ëmstridden ass op där anerer Säit d'Regelméissegkeet. Am Fall vum Här Biever - bei der Madame Woltz net, do war et en eemolege Virgang -, déi Form, déi genau Wuertwahl, déi Absicht, déi beim Minister bestanen huet, Afloss op d'Enquête ze huelen oder souguer Drock op d'Justice auszeüben, fir den Ermëttlungen en Enn ze maachen, oder ob et an där Fro hei en Emfanne war, en atmosphärescht Emfanne war, am Ree stoe gelooss ze ginn an dann och e Mëssverständnis tëschent deene jeeweilegen Acteure ka sinn.

An dëser Fro, an ech hunn haut de Mëtteg näischt esou héieren, déi net moyennant Schréftstécker oder Opnahme ka gekläert ginn, geet et also em ënnerschiddlech Interpretatiounen, Emfannungen, Atmosphäresches.

Den Här Biever nennt dat: „Wéini maacht Der den Dossier endlech zou? Schléisst dach of domadder!" Hie war net frou iwwert d'Enquête. Hien hätt léiwer gehat, mir géifen ophalen. Hien huet ni gesot: „Haalt op domadder. D'Madame Woltz an ech, mir stounge remarquabel eleng do." an esou weider.

Bei der Madame Woltz, an dat ass schonn de Mëtteg gesot ginn, huet et geheescht: „Den Här Frieden huet mech gefrot, wéini deen da géif zougemaach ginn." A si huet gesot, an ech war an där Sëtzung e Freideg an der Commission juridique dobäi - iwwregens e remarquabele Virgang, deen, mengen ech, eis Gewaltentrennung sech net ze vill oft soll erlaben -, si ass heem gaang a si huet sech erschloe gefillt. Dat musse mer zur Kenntnis huelen.

An den Här Frieden op seng Aart a Weis seet, en hätt ni Wierder wéi „opportun" oder „endlech" geholl. „Wéini kënnt déi Enquête dann op d'Geriicht? Wéini kommt Der da mat där Affär op en Enn?" an esou virun. An hien huet och gesot: „Mir hunn och aner Saachen hei am Land ze maachen."

Den Här Frieden huet dat de Mëtteg nach eng Kéier gesot. Hien huet ganz kloer betount, en hätt d'Justice am Allgemengen an d'Enquête ëmmer ënnerstëtzt, den Enquêteuren en Appartement genehmegt, direkt, ouni Diskussioun. Hien huet - an ech kann dat heibanne soen, fir deemools Member vun der Regierung gewiescht ze sinn - den Här Reuland an den Här Stebens ofgesat, an dat war keng einfach Décisioun.

An ech weess selwer, fir mat dem Här Frieden doriwwer diskutéiert ze hunn, dass e sech schonn an deem Spannungsfeld, dat e virdru beschriwwen huet, tëschent dem Anhale vun de statutaresche Regelen an der Fonction publique an där politescher Décisioun, déi e geholl huet, schwéier gedoen huet. An dat war u sech zu senger Éier, dass e sech et schwéier gemaach huet, well esou liichtfankeg kann een, mengen ech, am Stat an deene Froen och net mat de Leit ëmgoen.

Ech hunn iwwregens och, an ech soen dat, well ech dat gëschter oder de Moien héieren oder gelies hunn. Et ass gëschter gesot gi vun engem Enquêteur, mengen ech, dass de Projet de loi iwwert d'Entrave à la justice, dass déi vum Minister bewosst an d'Längt gezu gi wär, dass e versicht hätt, déi an iergendeen Tiroir fléissen ze loossen.

Mir hunn doriwwer selwer de Moien eis bei all deene Beamten, déi do am Circuit waren, déi dorobber geschafft hunn, ëmfrot, an ech muss dat heibanne soen, well och dat gehéiert, mengen ech, zu enger Diskussioun, déi ee féiert, net nëmmen an eng Richtung ze kucken.

Ech muss soen, dass déi Beamten, déi domadder ze dinn haten, ganz kloer gesot hunn, dass dat net de Fall war. Dass et keng Interventioun, politesch Interventioun vum deemolege Minister gouf, fir dee Projet de loi do, aus deem Grond, dee jo vun den Enquêteuren an de Raum gestallt gëtt, fir deen ze behënneren.

Ech soen dat hei, well dat fir eis an deene leschten dräi Deeg richteg a wichteg war, fir korrekt, fair, propper an all Richtunge kucken ze goen, wat fir Impressiounen zu där Fro hei kéimen.

Ech wëll och ganz kloer soen, Här fréieren… Kann een dat soen? Här fréiere Justizminister, et kann een och ganz kloer soen, dass Dir offenbar mëssverständlech bei deene Leit ukomm sidd. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen, wann een e Freideg dobäi war a wann een alles héieren huet.

Dass Der onvirsiichteg Iech verhalen hutt, fir widderhuelt, regelméisseg do nozefroen. An ech muss soen, dat ass och an eiser Fraktioun hin an hier diskutéiert ginn, dass esou e Saz: „Mir hunn och nach aner Saachen hei am Land ze maachen", wann deen esou gesot ginn ass, dass dee Limite ass, well dorauser, mengen ech, kann ee schonn d'Konklusioun zéien: „Leet deen do dach emol op d'Säit a këmmert Iech ëm aner Saachen." Dat kann een dorauser zéien. Ech halen dat fir e Saz, dee Limite ass. An ech wëll dat och hei soen.

Ech wëll soen, dass an dësem, well sech, an da schwätzen ech elo erëm fir déi aner Säit, dass sech vill braquéiert ginn ass op déi Ausso vum Procureur d'État, dem Här Biever, vun de Moien, an déi Konklusioun, déi e gezunn huet am Zesummenhang mat Iech, Här Frieden. Dee Saz kann een esou liesen an et kann een esou liesen.

Ech héieren, dass souguer um Parquet selwer am Moment dru geduecht gëtt, fir richtegzestellen, wéi e geduecht ass, fir dass keen dee Saz falsch zu sengen Zwecker eraushëlt. Ech mengen, dass et wichteg ass, kloer ze gesinn, dass den Här Biever och de Moie ganz kloer wollt soen: „Egal wat fir eng Froe gestallt gi sinn an egal wéi regelméisseg d'Froe gestallt gi sinn, mir hunn eis Aarbecht gemaach." An ech mengen, dass dat fir de Rechtsstat, fir eis haut de Mëtteg, wichteg ass dat ze wëssen.

D'Konklusioun vun deem, wat ech wëll soen am Numm vun eiser Fraktioun. Mir sinn zu enger Konklusioun komm an der Fro: „Muss de fréiere Justizminister Luc Frieden wéinst deene Faiten an Diskussiounen, déi mer hunn, demissionéieren?", dass mir do zur Konklusioun komm sinn: Neen, dat wär net fair an dat wär net, opgrond vun de Fakten, eng politesch Décisioun geholl.

E Récktrëtt op der Basis vu Mëssverständnisser, vum ënnerschiddlechen Emfanne vun enger Situatioun, ass an eisen Aen net gerechtfäerdegt, wann ee sech un all déi Prinzipien, déi elo schonn hei während zwou Stonne virgeluecht ginn, wann ee sech un déi Prinzipien alleguerten hält.

Ech wëll derbäi soen, ier ech e Wuert iwwer eis Motioun soen, och am Nodréiglechen - an den Här Bodry huet et deemools ganz däitlech gemaach -, kloerzemaachen, dass déi Doppelfunktioun Minister vun der Justice a Minister vun der Police nodréiglech nach eng Kéier keng

gutt Situatioun war. Si huet e Minister an onméiglech Situatioune bruecht an esou engem Konflikt, deen, wéi deen heien op dem Pult louch - an e louch um Pult, forcément louch en um Pult -, war dat keng gutt Situatioun.

Den Här Bodry huet dat deemools am Numm vun eiser Partei och ganz däitlech gesot. Et ass duerno och net méi widderholl ginn. An ech mengen, mer sollten eis haut och d'Wuert ginn, dass mer et och an Zukunft ni méi maachen, well et schonn am Keim Problemer mat sech bréngt, déi hei leien.

Mir hunn an enger Resolutioun festgehalen, dass mer d'Bedauere vum Minister haut de Mëtteg nach eng Kéier ganz däitlech, d'Bedaueren, wa seng Wierder, wa seng Interventiounen, seng Froe falsch ukomm sinn, dass en dat bedauert, dass en dat gemaach huet. Mä mir wëllen an där Resolutioun och soen, dass mer der Meenung sinn, dass en, mir nennen dat eng Erreur d'appréciation gemaach huet, wéi e sech esou verhalen huet.

En huet falsch ageschat, wéi seng Aussoen, seng Froen, seng regelméisseg Froen op där anerer Säit ukomm sinn. An en huet domadder zu engem Emfanne gefouert, wat forcément zu engem Emfanne vu feelender Ënnerstëtzung gefouert huet. Mir mengen och, dass et noutwendeg ass kloerzemaachen, dass dat net dozou gefouert huet, dass déi Enquête iergendwéi eng Entrave kritt huet. An dat ass de Moie jo, mengen ech, däitlech vum Här Biever gesot ginn.

A mir mengen dofir, dass, à l'état actuel, bei deenen Informatiounen, déi mer virleien hunn, an no dräi Deeg roueger, seriöer, korrekter, fairer Analys vum Problem mir der Meenung sinn, déi Motiounen, déi Resolutioune vun der Oppositioun net kënnen ze stëmmen an domadder net kënnen d'Demissioun vum fréiere Justizminister ze ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. An als Nächste kritt den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer Méint scho rumouert et ferm hei am Land. Vill Leit stelle sech déi berechtegt Fro: Wat ass lass hei am Land? Wou steiert dat Land hei hin? Wat fir eng Zukunft hunn eis Kanner nach an dësem Land? Dat no jorzéngtelaanger Héichkonjunktur, wou d'Politik a grouss Deeler vun eiser Gesellschaft nëmmen esou aus dem Volle konnte schäffelen.

Den Här Jean-Claude Juncker konnt all Problemer mam Scheckheft léisen an esou seng CSV-Wahlclientèle bei der Staang halen, Posten a Pöstercher schafen, fir CSV-Leit ze placéieren an esou en CSV-Stat opzebauen, wou all Fonctiounen hei am Land an och an Europa, wichteg Fonctioune mat CSV-Leit besat sinn.

Vill vun dëse Leit sinn als CSV-Leit bekannt; vill méi sinn der net als CSV-Leit bekannt, sinn et awer. An esou huet iwwert d'Joren d'CSV sech dëse Stat ënnergeuerdent. Et ass e richtegen CSV-Stat ginn, wou eng Partei alles kontrolléiert an décidéiert. Dat huet zu enger Iwwerhieflechkeet an Arroganz gefouert, ënnert dem Motto: „Eis béit keen den Aarm. Mir maachen, wat mir wëllen. Wat net däerf sinn, dat kann net sinn."

Nëmmen esou war et iwwerhaapt méiglech, dass verschidden Affären iwwerhaapt konnte geschéien, well se sech ëmmer sécher waren, egal wat geschitt, et sëtzt ëmmer een CSV-Mann op där richteger Plaz, deen d'Affär scho bremst oder an déi richteg Richtung dirigéiert, dat heescht ënnert de berühmten Teppech kiert.

Déi CSV-Arroganz huet bis haut ëmmer ugehalen. Well no all deem, wat an deene leschte Wochen a Méint geschitt ass, wieren an all aner Demokratie an an all anerem Rechtsstat souwuel de Jean-Claude Juncker wéi de Luc Frieden scho laang net méi an hirem Amt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mä mat aller Konsequenz hale si un hire Still an un hirer Muecht fest. De beschte Beweis, dat war net méi spéit wéi haut de Moien, wéi den Här Procureur général eng eege Pressekonferenz huet missen aruffen, fir sech géint eng Verleumdungscampagne ze wieren, déi anscheinend vun Deputéierte géint hie gemaach gëtt oder ginn ass, fir hien, wéi e gesot huet, futti ze maachen. Wann dat sollt stëmmen, da beweist dat, datt Leit, wann et ëm hir Muecht geet, no näischt méi kucken.

Haut diskutéiere mer net nëmmen iwwer eng Affär Frieden, mä och, géif ech soen, iwwer eng Affär Juncker. En éischt Beispill: d'SREL-Affär. Ouni elo d'SREL-Affär am Detail hei ze développéieren - dat soll jo nach virun der Summervakanz an enger separater Chamberdebatt geschéien -, steet dach awer elo schonns oncontestéiert fest, dass während Joren am SREL ganz grouss an net verzeibar Dysfonctionnementer stattfonnt hunn. Ech brauch net op déi eenzel Punkten anzegoen, meng Virriedner hunn dat gemaach.

Ee SREL, wou déi politesch Responsabilitéit awer beim Statsminister läit. Ee Statsminister, dee sech haut elo versicht erauszerieden. Hien hätt an der Vergaangenheet Wichtegeres ze di gehat, wéi sech mam Geheimdéngscht intensiv ze beschäftegen, oder sech net méi esou genau kann erënneren. Och gëtt ëmmer méi offensichtlech, dass de Statsminister vu vill méi wosst, wéi dat, un dat hie sech wëllt nach erënneren. Egal wéi, ob hien alles wosst oder nëmmen zum Deel, hien dréit eleng déi politesch Responsabilitéit a misst duerfir och d'Konsequenzen zéien an zrécktrieden.

Zweet Beispill: d'Bommeleeër-Affär am Zesummenhang mam Här Frieden. Eleng d'Tatsaach, dass e Procureur général an d'Öffentlechkeet geet, an d'Chamberkommissioun kënnt, ass schonns eng extra, fir net ze soen, eemoleg Saach. D'Uschëllegunge sinn enorm. Ëmmer erëm a regelméisseg huet de Justizminister nogefrot, wéini déi Affär um Enn wier. „Hutt Dir keng wichteg Saachen ze maachen?", an eng ganz Rei vun aneren Zitater, déi ech elo net nach eng Kéier muss hei widderhuelen. Deeselwechten Toun vun der Madame Woltz, déi no engem Gespréich erschloe war.

Gëschter am Bommeleeër-Prozess hunn d'Enquêteure gesot, datt se ënner Drock gesat si ginn, an zwar vu ganz uewen. Den Här Frieden seet zwar, hien hätt dat net esou gesot oder e wier falsch verstane ginn, dat wier net säi Sproochgebrauch, a schonns guer net als Jurist géif hien esou eppes soen, mä den Här Biever an d'Madame Woltz si menger Meenung no och dach Juristen, an net déi mannst. Déi wäerten dach awer och wëssen, wann een eppes zu e seet, wat en domadder mengt. Och wann den Här Frieden net kloer gesot huet: "Maacht den Dossier zou", wat e jo och hätt kënne soen, esou hätt hien awer méi wéi kloer mat der Scheierpaart gewénkt, wat hie gären hätt.

Dir hutt Iech doudsécher verstanen, den Här Frieden, den Här Biever an d'Madame Woltz. Dir hutt net laanschtenee geschwat. Duerfir muss och hei déi politesch Konsequenz vum Här Frieden gezu ginn, fir ze demissionéieren.

Den Här Statsminister seet ëmmer, fir d'Lescht an der Chamber hei bei senger Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun, dass hie gären hätt, dass d'Bommeleeër-Affär géif opgeklärt ginn. Wann dat Iech, Här Statsminister, eescht gemengt ass, da musst Der Äre fréiere Justizminister entloossen. Well deen huet alles gemaach, fir dass d'Affär net sollt opgeklärt ginn.

Et gëtt awer och eng aner, fir mech och plausibel Erklärung, an dat ass déi, dass d'CSV iwwerhaapt keen Interessi drun huet, dass d'Bommeleeër-Affär opgeklärt gëtt, an dass de Statsminister offiziell no baussen ëmmer erëm no Opklärung verlaangt an en Zweeten, een aus der zweeter Rei, an dësem Fall den Här Frieden, soll derfir suergen, dass d'Affär à la CSV-Manéier klasséiert gëtt. Egal wéi, d'Saach ass opgeflunn a politesch Konsequenze mussen duerfir gezu ginn.

Als ADR hu mir d'lescht Woch direkt no der Sitzung vun der Justizkommissioun d'Demissioun vum Här Frieden verlaangt, an no de rezenten Evolutiounen ass eng Demissioun vun der Regierung méi wéi berechtegt. An duerfir wäerte mir och dës zwou Resolutioune respektiv Motioune stëmmen.

Nach zwou Schlussbemierkungen. Gëschter hunn ech zréckgeduecht un deen Dag, wéi de Johny Lahure als Gesondheetsminister demissionéiert huet, well en déi politesch Responsabilitéit iwwerholl huet fir d'Dysfonctionnementer, déi a sengem Ministère stattfonnt hunn. Net hien hat e Feeler gemaach, mä a sengem Ministère si Feeler geschitt. An dach hat hien den Anstand, fir duerfir seng politesch Konsequenz ze zéien an als Minister zréckzetrieden.

Deemools 1998 huet d'Chamber am Sitzungssall vun der Gemeng Lëtzebuerg getaagt. An de Johny Lahure huet och do no enger Sitzung eng Pressekonferenz ginn, wou hie seng Demissioun bekannt ginn huet. An der Entrée vum Sitzungssall souz niewent der Dier um Buedem de Lucien Lux nozelauschteren. Ech souz niewent him um Buedem och nozelauschteren. A wéi de Johny Lahure seng Demissioun bekannt ginn huet, huet de Lucien gekrasch. E Moment, deen ech ni vergiessen.

Deemools, Lucien, hues Du fir e Kolleeg gekrasch, deen den Anstand hat, seng Responsabilitéit ze huelen, fir eppes, wat hie perséinlech net gemaach hat a perséinlech net derfir konnt. An haut, de Lucien Lux, kënnt en heihinner am Numm vun der LSAP an en huet net déiselwecht Meenung vis-à-vis vun engem CSV-Minister a jéimert hei no riets an no lénks mat dem Resultat, datt si awer den CSV-Minister weider droen. Ee Minister, deen net d'Konsequenze muss droe fir Feeler, déi a sengem Ministère gemaach gi sinn, mä Feeler, déi hie selwer gemaach huet, wat vill méi schlëmm ass wéi deemools, wat beim Johny Lahure de Fall war.

De Johny Lahure wäert wahrscheinlech dee leschte Minister gewiescht sinn hei zu Lëtzebuerg, deen déi Éierbarkeet a sech gedroen huet, d'Konsequenze perséinlecher Natur ze droe fir Dysfonctionnementer, déi a sengem Ministère geschitt sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Sozialiste vun haut sinn eng weider Kéier leider ëmgefall a bleiwe léiwer op Posten a Pöstercher pechen, wéi déi Idealer a Wäerter, déi se no bausse vertrieden, an hirem politeschen Alldag och unzewenden.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dat do ass scho bal Rufmord...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Zum Schluss wëll ech nach op eng Fro agoen, déi ech an de leschten Deeg nawell méi oft hei am Land gestallt krut: A wie féiert dann d'Land, wann de Juncker an de Frieden net méi do sinn? Et kann een deene Leit nëmmen äntwerten: Egal wie muer d'Land féiert, schlëmmer wéi et elo ass, kann et net méi kommen!

Net nëmmen, dass mir eng institutionell Kris am CSV-Stat hunn, mä och hir politesch Bilanz ass katastrophal. No jorelaangem Finanzboom ass keen Euro Reserve méi do an d'Scholde klamme massiv. Trotz Wirtschaftsboom ass de Chômage op Rekordhéicht. D'Wunnengsnout ass esou grouss, dass den Normalstierfleche muss an d'Ausland flüchten, fir eng bezuelbar Wunneng ze kréien. De Schoulniveau ass esou déif wéi nach ni, mam bekannte Resultat. D'sozial Kohäsioun am Land ass méi wéi fragil. De Verkéierschaos ass perfekt. An dat, wat Lëtzebuerg ekonomesch bis elo ausgemaach huet, gëtt lues a lues un d'Ausland verhökert.

D'Zukunft vun eise Kanner war nach ni esou belaascht an ongewëss, wéi dat haut de Fall ass. An engem Wuert: eng katastrophal politesch Bilanz, där keen am Land brauch nozekräischen. D'Resultat vu jorzéngtelaanger CSV-Günstlingswirtschaft, déi elo zum Deel a sech implodéiert. Duerfir wier en Neiufank duerch Neiwahlen dat Bescht, dat dësem Land kéint geschéien!

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech mengen, eppes ass ganz originell hei zu Lëtzebuerg. Dat ass, datt net d'Dossiere vun der Ekonomie, vum Sozialen, vum Budget prédominéieren, mä d'Dossiere vum Bommeleeër a vum SREL. Wann een d'Télevisioun oder de Radio opmécht, ass dat den Haaptsujet. Dat ass unique.

Et muss een awer och soen, datt munches onkloer ass, datt et ganz schwéier fir den normale Bierger ass, fir ze verstoen, wat genau geschitt ass a wou et genau ëm d'Donneeë geet. Dofir wëll ech och hei versichen en toute objectivité e puer Punkte festzehalen iwwert den Dossier SREL. Do wäerte mer jo nach eng Debatt kréien, mä ech wëll awer just do ervirsträichen, datt mer eng Commission de Contrôle parlementaire hu vum SREL, wou een net weess, wat déi gemaach hunn an all deene Joren, well dat jo geheim ass.

A mir hunn och festgestallt, datt mir eng Commission d'enquête parlementaire hunn, wou aacht vun deenen 13 Memberen iergendwann eng Kéier an der Commission de Contrôle parlementaire vum SREL waren. Dat heescht, ils sont juge et partie! Doriwwer kënne mer dann nach eng Kéier diskutéieren. Mä et ass kloer, datt och do munches awer nach an der Diskussioun wäert bleiwen.

Wat d'Bommeleeër-Affär ugeet, esou baséiert alles op engem Interview vum Robert Biever, wat e spontan, anscheinend, gemaach huet bei engem Radio, an dat siwe Joer no de Faiten. Dat, wat ech mech froen, dat ass, wann ech de Procès-verbal vun der Commission juridique vum 16. November 2005 kucken, wou mer iwwert d'Affär Bommeleeër geschwat hunn, firwat den Här Biever deemools kee Wuert doriwwer gesot huet, datt Problemer wieren um Niveau vun den Diskussioune mam Justizminister. Do ass just nëmme Rieds gaang, datt et parmi den Enquêteure keng Unanimitéit géif ginn, mä soss ass näischt weider gesot ginn.

Et ass och nach e puermol driwwer diskutéiert ginn, och iwwert de fréieren Direkter vun der Police, den Här Reuland. An ech erënnere mech och do nach: An der Commission juridique ass een Ablack d'Fro opgeworf ginn, well den Direkter vun der Police gehéiert gi wier vun der Untersuchungsriichterin. Déi huet e gefrot, firwat de fréieren Direkter vun der Police eng Kéier sonndesmueres ëm zwou Auer an der Nuecht zwee Enquêteure bestallt huet, fir eng Enquête ze stoppen.

Hien huet sech deemools net méi drun erënnert, datt en déi Leit sonndesmueres ëm zwou Auer bei sech an de Büro bestallt hat. Ech erënnere mech, datt mäi Commentaire deen Ablack war, datt en deen Ablack virun der Untersuchungsriichterin gelunn huet oder en hätt Alzheimer. Mä eent vun deenen, dat war et. Op jidde Fall, wat ech festgestallt hunn, dat ass, datt zwee Deeg méi spéit den Här Reuland net méi Polizeidirekter war.

Dat, wat een och muss festhalen an dat elo ganz distinguéieren, dat sinn d'Relatioune Frieden mam Procureur d'État Biever. Ech mengen, et muss een als Justizminister eng Persoun hunn, mat där een de Fonctionnement vun der Justiz diskutéiert. Datt een do dann net ëmmer eens ass, dat kann ech mer gutt virstellen.

Souguer mir an der Commission juridique sinn heiansdo net mam Här Biever eens gewiescht, zum Beispill wat d'Inamovibilité vun de Riichteren ugeet. Do war den Här Biever als Parquet général guer net zefridden, datt mer op eng Kéier gesot hunn, esou wéi hie sech et géif virstellen, géing et net goen. Datt do natierlech keng Unanimitéit besteet, dat schéngt mer eng ganz Evidenz ze sinn. Mä et ass awer munches, wou awer och en Accord besteet. An ech mengen, dat Wichtegst ass, datt trotz Divergenzen awer eppes geschitt.

Ech constatéieren och, datt den Här Biever als Procureur général haut de Moien an der Pressekonferenz, déi e gehalen huet - Zitat -, gesot huet: „De Frieden keng Schold, datt de Bommeleeër-Fall net komplett opgeklärt gouf." Ech mengen, dat ass eng wichteg Ausso. Déi muss een einfach faktuell feststellen, an datt also net deen Ablack ka vun enger Entrave à la justice Rieds goen. Well souguer, wann d'Gesetz eréischt den 10. Juli...

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Der, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just dem Här Henckes soen, dass um 16.31 vun RTL - oder 23 - eng Nouvelle komm ass: „De Procureur Biever stellt kloer, dass et him de Moien net drëm goung, de Luc Frieden wäisszewäschen. Duerch säi Verhale wär d'Enquête méi schwéier ginn." Dat heescht, den Här Biever, déi Sätz, déi en de Moie gesot huet, si falsch verstane ginn. An den Här Biever huet dowéinst elo am Nomëtteg, an dat ass déi lescht Nouvelle, wierklech gesot, dass et net drëm goung, de Luc Frieden wäisszewäschen. Duerch säi Verhale wier d'Enquête méi schwéier ginn. Ech wollt just dem Här Henckes, well en elo hei sëtzt an dat vläicht net matgedeelt kritt hat, dat awer soen, net dass en elo falsch läit.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Neen, mä ech wëll just nëmme soen, datt dat u sech awer net vill un der Saach ännert.

(Interruption)

Well et ass kloer, datt souwuel de Procureur d'État wéi den Här Justizminister do verschidden Iddien haten, an datt natierlech, wann ee seet, datt soll eppes accéléréiert ginn,...

(Interruption)

...datt deen Ablack munches net an der Rei ass, datt deen Ablack... An ech mengen, deen eenzege Reproche, deen ech ka gutt verstoe vum Här Biever a wou ech en absolut als Mënsch géif ënnerstëtzen, dat ass, datt hie gären encouragéiert gi wier. Mä dat ass awer kee Problem juridique, dat ass keng Entrave à la justice.

Well mir wëssen alleguerten, datt d'Gesetz zwar eréischt den 10. Juli 2011 gestëmmt ginn ass, mä wann d'Faiten hei 2006 waren, dann hätt dat souwisou net gespillt. Mä egal wéi, reng um Moraleschen ass dat heiten awer net de Fall gewiescht. An dofir mengen ech, datt déi kleng Mëssverständnisser, déi kleng Diskussiounen, datt dat awer net esou grave war, well soss hätt den Här Biever op jidde Fall an deene Réunioune mat der Commission juridique, wou mer e gefrot hunn iwwert d'Affär Bommeleeër, garantéiert iergendee Wuert gesot, fir ze soen, datt en en décke Problem mam Här Frieden hätt. Well den Här Frieden war an all deene Sëtzungen och mat derbäi.

Dann ass effektiv eng aner Problematik, dat sinn déi Relatiounen tëscht dem Justizminister an der Madame Untersuchungsriichterin. Do muss ech éierlech soen, datt dat hei typesch lëtzebuergesch ass. Dat ass, wann op eng Kéier e Justizminister op e Basketballmeeting geet, datt en deen Ablack déck Chancen huet en Untersuchungsriichter ze begéinen, fir iwwer eng Affär ze schwätzen. Dat kann natierlech bal nëmme méi hei zu Lëtzebuerg geschéien.

An ech muss éierlech soen, datt och do... Wa mer hei de Procès-verbal kucken, ass gesot ginn, datt den Dossier soll zougemaach ginn. Ech hunn nach gefrot, ob dat soll clôturéiert sinn oder accéléréiert oder bâcléiert sinn. Do huet d'Madame Doris Woltz deklaréiert, datt e just nëmme sollt zougemaach ginn, mä ouni ze preziséieren, an et ass och aus dem Gespréich net erauskomm, wat sollt genau gemengt sinn, wéi do vun „zougemaach" geschwat ginn ass.

Datt dunn eng Untersuchungsriichterin dat dann aneschters interpretéiert, datt se sech doduerjer net encouragéiert fillt, dat mag sinn, mä ech gleewen awer net, datt dat wesentlech ass.

Mä wat net gutt ass, dat ass, datt den Här Justizminister, souguer wann et op engem Basketballmeeting ass, datt mer dann esou Debatten hei féieren. An dofir wollt ech och eng Resolutioun erabréngen, wou mer soen, datt mer bedaueren, datt den Här Justizminister zwar soss seng Meenung verteidegt huet, mä datt mer just bedaueren, datt mer bei deene Circonstancen do hätte missen eng Debatt féieren iwwert den... ob jo oder neen, bei „zoumaachen", ob et ëm eng Clôture gaangen ass, eng Clôture bâclée oder soss. Déi Problematik ass net diskutéiert ginn. An dat muss ee wierklech bedaueren, datt et eben esou ass. Ech mengen, dat muss een objektiv festhalen.

Résolution 3

La Chambre des Députés

- considérant que le Ministre de la Justice Luc Frieden est intervenu en 2006 auprès de la juge d'instruction chargée de l'affaire «Bommeleeër» au sujet de l'instruction en cours et lui a demandé de clôturer (zoumaachen) le dossier «Bommeleeër»;

- considérant que selon le Ministre Luc Frieden sa demande visait à accélérer la procédure d'instruction;

- considérant que la juge d'instruction l'a compris comme un souhait de bâcler le dossier d'instruction;

- considérant que tout Ministre de la Justice a un devoir de stricte neutralité dans les affaires pendantes devant les tribunaux et la magistrature assise, mais qu'il est en droit de s'enquérir sur une affaire en instruction d'une grande importance comme l'affaire «Bommeleeër», à condition que cette intervention se borne à voir accélérer la procédure;

- exprime sa désapprobation de ce que Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice en 2006, soit intervenu auprès de la juge d'instruction en charge du dossier «Bommeleeër» en lui demandant de clôturer le dossier sans préciser que son intervention visait exclusivement à voir accélérer la procédure.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera.

Wat d'Resolutioun vun deene Gréngen ugeet, esou soen ech, datt mer - an den Här Colombera ass do mat mir d'accord -, dat ass, datt mer hei eng Resolutioun hunn, wou et de viregte Minister betrëfft an net den ablackleche Minister, datt ech do also net vill Logik gesinn, fir dat elo opzewerfen.

An d'Resolutioun vun der DP, mat där kënne mer och net d'accord sinn, well dat géif heeschen, datt déi nächst Wahlcampagne...

Plusieurs voix.- Wie si mir?

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).-* Mir? Ma ech soen, den Här Colombera an ech selwer...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).-* ...an d'Halschent vun de Wieler vun der ADR, déi mer representéieren.

Déi aner Saachen, déi ee muss hei festhalen, dat ass, datt ech schlecht gesinn, datt mer elo eng Wahlcampagne hätten, wou d'Haapttheme SREL wieren an de Bommeleeër, an datt iwwert déi wirtschaftlech a finanziell a sozial Problemer hei am Land net géif geschwat ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als nächste Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Jo, Här President. Et gëtt esou vill vun der Pressekonferenz vum Här Biever de Moie geschwat. Ech hätt mer gewënscht, dass déi Leit, déi dorauser zitéieren, och géifen e bësse méi eingehend dat zitéieren, wat den Här Biever an deene leschten Deeg a Woche gesot huet. An net nëmmen den Här Biever, mä och ganz vill aner Leit. Da kritt ee schonn e ganz anert Bild vun deem, wat d'Auteure vun deene Resolutiounen a Motiounen hei beweegt huet, fir déi hei am Plenum virzebréngen. An ech wëll och soen, dass ech selbstverständlech och déi zwou Motioune wäert ënnerstëtzen.

De Moien an der Pressekonferenz huet den Här Biever verschidden Deputéiert accuséiert, hien an de leschten Deeg hätte wëllen ze diskreditéieren. En huet net vun der Press geschwat. En huet net geschwat vun iergendwelche Piècen, déi un d'Press weidergeleet gi wieren. Neen. En huet gesot, et wieren „eng ganz Rei..." - wéi vill, weess ech net - „...Deputéiert wieren amgaang mech ze diskreditéieren, fir mech onglaubwürdeg ze maachen, an datt deen een oder aneren och net zéckt, fir mam Pifffaass iwwer mech ze fueren". Dat ass dat, wat en deklaréiert huet. An eleng schonn déi Deklaratioun do ass eigentlech jo schonn e Skandal fir sech am Skandal.

Zweetens huet den Här Biever a senger Pressekonferenz de Moien näischt zréckgeholl vu senge prezisen Accusatiounen, déi en an de leschte Wochen an Deeg gemaach huet. Et fält iwwregens op, dass déi Pressekonferenz ausschliesslech gaangen ass iwwert d'Aktioun vum SREL, déi jo dra bestanen huet, fir deen zoustännege Procureur am Bommeleeër-Prozess ze bespëtzelen an ze diskreditéieren.

Fir de SREL war awer net den Här Frieden zoustänneg, mä den Här Juncker. All déi aner Faiten ëm d'Roll vun der Police an der Enquête Bommeleeër an ëm d'Roll vun him, vum Här Frieden selwer an der Enquête Bommeleeër, déi zum Deel vum Här Frieden selwer stamen, awer och vun anere Leit, all déi Saache sinn zu kengem Moment de Moien évoquéiert ginn. Si konnten also och net dementéiert ginn. Si stinn also voll inhaltlech am Raum.

Den Här Biever huet just gesot, dass den Här Frieden net kann d'Schold derfir kréien, dass d'Enquête net méi erreecht huet. Huet dat dann ee Mënsch heibanne behaapt? D'Enquête ass jo weidergaangen. Déi Leit, déi d'Enquête gemaach hunn, hu sech net beaflossen an demoraliséiere gelooss.

Ech fannen, do gëtt et eng ganz interessant Ausso vun der zoustänneger Untersuchungsriichterin, déi gesot huet un d'Adress vum Här Frieden, deen derbäi souz, an ech fannen et onheemlech couragéiert, dass se dat gesot huet: „Do muss ee sech kënnen en Appui erwaarden", huet se gesot. „Ech soen net, dass ech dee gebraucht hätt vum Minister, fir den Dossier ze maachen. Mer hunn e jo gemaach, den Dossier. Dat ass net d'Fro." A si erkläert nach eng Kéier gradesou wéi och den Här Biever déi verschidden Tentativen, déi och vu Säite vun dem politesche Verantwortleche vun der Police a vun der Justiz gemaach gi sinn, fir déi Enquête ze beaflossen.

Mer hunn elo héieren, dass den Här Biever selwer déi falsch Interpretatioun, déi hei vun der CSV-Säit gemaach ginn ass an och vum Här Frieden vu senger Ausserung, dementéiert huet. En huet gesot, materiell hätt den Här Frieden d'Enquête méi schwéier gemaach. Materiell, net nëmme moralesch. En huet se materiell méi schwéier gemaach. An dat ass schonn eppes ganz aneschters.

Wann den Här Biever gesot huet, et wier jo net alles erreecht ginn an der Enquête, natierlech kann den Här Frieden net dofir. Déi Enquête ass jo virugaangen. Mä dat heescht awer och, dass nach aner Saachen ze siche sinn hannert där Enquête, wéi déi aktuell Insiderpist a Policekreesser. Wat net ëmmer mat de Konklusioune vun der Défense am Prozess iwwereneestëmmt, mä och mam Här Biever senger Deklaratioun, déi en awer och eng Kéier gemaach huet, dass héichplacéiert Leit am Stat wéissten, wien d'Bommeleeër wieren.

A wat och mat Informatiounen, déi mer an der Enquêtëkommissioun kritt hunn, iwwereneestëmmt, déi vun der Iwwerzeegung geschwat hunn, déi vun Ufank un a Geheimdéngschtkreesser bestanen hätt, dass et misst e militäresch ugesiedelten Terrorismus mat internationale Ramificatioune ginn, deen hannert de Bommeleeër-Attentater géif stoen. Dat ass dach och an der öffentlecher Enquête vum Här Mille an an der öffentlecher Enquête vum Här Rollinger d'lescht Woch ganz däitlech erauskomm.

An dat ass awer och e Fait. Deen ass net spontan der Kontrollkommissioun vun der Chamber matgedeelt ginn, wéi se eng Enquête iwwert d'Implikatiounen tëschent Stay behind a Bommeleeër-Affär am Joer 2008 gezunn huet, a wou se duerfir och net där Pist do nogaangen ass.

Ech bleiwen also derbäi: All Faiten, déi um Dësch leien, an déi mer musse politesch hei diskutéieren, déi sinn oprechterhalen. Et ass kloer, dass de politesche Wëlle vum deemolege Justiz- a Polizeiminister evident do war, der Enquête iwwert d'Bommeleeër op d'mannst kee politeschen Appui ze ginn, wann net souguer d'Enquêteuren an enger regelrechter Zermürbungstaktik derzou ze bewegen, den Dossier zouzemaachen.

Or, en huet natierlech keng Injonctioun ginn. Et huet net gesot: „Maacht den Dossier wann ech gelift zou." En huet och dat net geschriwwen, well e jo ganz kloer weess, dass am Gesetz steet, dass e Justizminister engem Parquet keng Injonctiounen esou däerf ginn, fir en Dossier zouzemaachen.

Wat awer zielt, dat ass dee Kader dovunner. Dat ass dee Kontext, an deem verschidde Saache gesot ginn, wouraus kloer ervirgaangen ass - an dat soe se alleguerten, d'Enquêteure soen dat, d'Untersuchungsriichterin seet dat, den Här Biever seet dat -, dass e Kontext bestanen huet, wou kloer war, dass et net de politesche Wëlle war vun der Regierung deemools a vun hirem Minister, fir an där Affär hei zu Konklusiounen ze kommen.

Et ass och kloer, dass d'Police, d'Policedirektioun massiven Drock op d'Enquêteuren ausgeübt huet. Och dat geet aus deenen Erklärungen ervir, déi mer kritt hunn. A wie war dann deen zoustännege Policeminister? Dat war natierlech den Här Frieden. An ech mengen och, dass den zoustännege Policeminister och d'politesch Verantwortung muss iwwerhuele vun deem onzoulässegen Drock, deen deemools vu Säite vun der Policedirektioun ausgeübt ginn ass vis-à-vis vun den Enquêteuren, déi jo deenen hierarchesch ënnerstanen hunn. Dat muss ee jo och gesinn. Dat ware Policebeamten, déi ganz vill Courage haten deemools, déi Enquête do virunzedreiwen trotz deem Drock do.

Dobäi ass an de leschten Deeg a Wochen nach d'Roll vum Geheimdéngscht, vum SREL derbäikomm. Déi Affär vun där regelrechter Parallelpolice, enger Geheimpolice, wéi den Här Biever gesot huet, an déi notamment géint de Procureur geschafft huet, deen déi Bommeleeër-Affär do awer wollt weiderdreiwen. Dat ass dach de politesche Fait.

Hei handelt et sech ëm eng Enquête an engem staatleche Service géint d'Justiz, déi amgaang war op engem zentralen Dossier fir de Stat, déi gréisst politesch Affär nom Krich, ze schaffen. Dee gëtt dann an deem Service, wou den Här Juncker zoustänneg ass derfir, iwwerwaacht, während Joren - während Joren! - vun e puer Leit, wou vill Suen engagéiert waren, fir déi Leit ze bezuelen. Dat ass dach awer en Dysfonctionnement, deen onwahrscheinlech ass a wou awer muss een d'Verantwortung dofir iwwerhuelen.

Firwat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei esou eng gravéierend Affär? Och den Här Biever huet emol gesot an der Justizkommissioun, wou de Procès-verbal jo an der Zwëschenzäit erauskomm ass: „Et handelt sech hei net ëm Gromperendéif, déi mer sichen. Et handelt sech hei ëm eng wichteg Statsaffär."

Firwat ass dat eng Statsaffär? Well d'Bommeleeër-Affär am Fong geholl déi eenzeg Terrorwell war, déi an der Nokrichszäit zu Lëtzebuerg bestanen huet. Or, si huet keng Doudeger gemaach, si huet och kaum Verletzter gemaach, mä vum Prinzip hier, während zwee Joer laang, all puer Wochen, all puer Méint, esou Attentater géint öffentlech Plazen, géint öffentlech Institutiounen, géint bekannte Persounen, dat ass jo awer net näischt! Dat ass an der Geschicht vun eisem Land, ass dat e ganz wichtegen Evenement, deen do passéiert ass.

An et steet och ausser Fro an deem Bommeleeër-Prozess, dass déi Terrorwell ausgaangen ass vu Sécherheetskräften. Egal ob déi Sécherheetskräften eng Uniform haten, egal wat fir eng Uniform dass se haten. Et ass ausgaangen, an dorëm dréine sech all d'Hypotheesen, och an deem Prozess, deen amgaang ass, dass et sech ëm Sécherheetskräften huet musse gehandelt hunn, déi d'Auteure vun deene Bommenattentater waren.

An et ass och eng Statsaffär doduerch, dass de Stat selwer op deene verschiddenen Niveauen alles gemaach huet, fir eng Opklärung vun dëser Affär ze verhënneren. An zwar vun Ufank un! Do kann den Här Frieden awer net derfir. Mä vun Ufank u si massiv Preuven zerstéiert gi respektiv iergendwou higeschaaft ginn, wou kee se erëm kann zréck siche goen.

Och wann den Här Frieden dofir net verantwortlech ass, mä dem Här Frieden seng Haltung vis-à-vis vun der Enquête weist awer drop hin, dass hien net interesséiert war politesch, déi Affär do opzekläre. Dat ass dach deen eigentleche Skandal hei!

A schlussendlech, mengen ech, dass et eng Statsaffär ass, well och déi Geheimdéngscht-Enquête, déi mer amgaang sinn ze féieren, weist, dass am Stat weiderhin de Prinzip vun der Geheimhaltung als eng zentral Regierungsmethod ugesi gëtt, déi och applizéiert gëtt vis-à-vis vum Parlament.

Och d'Parlament kritt net spontan Saache matgedeelt. Den Här Juncker huet eis näischt spontan matgedeelt an der Enquêtëkommissioun. En huet och der Kontrollkomissioun virdrun näischt spontan matgedeelt. Et ass alles nëmmen op Nofro komm respektiv et huet sech ëm net wichteg Detailer gehandelt.

Och dee Bréif, zum Beispill, wou mer elo liesen, vum 13. Mäerz, deen de Procureur général geschéckt hat...

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Jo, jo.

Dee Bréif vum 13. Mäerz vum Procureur général un de Statsminister an un de President vun der Enquêtëkommissioun, den Här Bodry, wou e sech beschwéiert iwwert déi Enquête, déi deemools géint e gemaach ginn ass a wou e verschidde Saachen anscheinend dra seet. Ech weess net, ob ech mech dorun erënneren, mä ech ka mech net drun erënneren, dass dee Bréif jeemools an der Enquêtëkommissioun virgeluecht gouf oder dass en an iergendenger anerer Form dem Parlament virgeluecht gi wier.

An ech mengen, et ass och dat Mësstraue vis-à-vis vum Parlament an och vun der Justiz, dat sech iwwer e groussen Zäitraum vu Jorzéngten am Fong geholl weist. Ech mengen, et ass och dofir, dass musse Verantwortunge gezu ginn. A Verantwortunge kënnen nëmme gezu gi vis-à-vis vun deenen, déi haut déi Prinzipie weiderféieren, ouni d'Kéier ze kréien an ouni hei kloer ze soen: „Mir hunn eis geiert." Esou kann net regéiert ginn hei am Land!

Dat ass, mengen ech, wesentlech, wann ee wëllt iwwerhaapt vu Rechtsstat a vun Demokratie schwätzen. An ech gesinn duerfir d'Affär vill méi grave a vill méi schwéierwiegend, wéi den Här Lux se gesäit. Ech fannen, dass ee laanscht déi Faiten do net méi laanscht kënnt, politesch. Ech fannen, dass dat politesch eng vun deene wichtege Froen ass, och an engem Wahlkampf, ob en elo ass am Hierscht oder ob en ass, wéi virgesinn, d'nächst Joer. An engem Wahlkampf komme mer souwisou net laanscht déi Froe derlaanscht, wéi mer an Zukunft déi Saach do wëlle regelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Lux huet eis Positioun kloergemaach. Et ass jo och dokumentéiert iwwer eng Motioun, wat eis Aschätzung vum Verhale vum fréiere Justizminister, dem Här Frieden, ass am Zesummenhang mat der Enquête iwwert de Bommeleeër. Et ass, mengen ech, vun eiser Säit, an dat wëlle mer esou weiderféieren an deenen aneren Debatten, déi nach virdru stinn, de Versuch, fir éierlech, fair, korrekt eng Aschätzung vun de Fakten ze maachen, wéi se virleien an deene Konklusiounen, déi mer haut aus deene Fakten zéien.

Et ass wouer, et ass net einfach de Moment festzehalen, wou ee soll Konklusiounen zéien, well praktesch kee Moment ass, wou net erëm eng Infromatioun an déi eng, an déi aner Richtung geet. An et kann ee bal dronke ginn, wann een heiansdo aus därselwechter Quell da verschidde Stellungnahme liest a se versicht dann ze interpretéieren.

Fir eis ass kloer hei festzestellen, dat ass net ëmmer vläicht esou an der Debatt hei eriwwerkomm, dass déi Fro, déi mer haut diskutéieren, och wann do och d'Fro vum Geheimdéngscht ugeschnidde ginn ass, dass dat heiten haut net fir eis d'Debatt ass vun de Konklusiounen, déi aus dem Dossier Geheimdéngscht ze huelen ass.

Mir hu selwer als Chamber eng Enquêtëkommissioun agesat. Mir hunn hir eng Missioun ginn. Déi Enquêtëkommissioun ass elo bal sechs Méint amgaangen intensiv un deem Dossier ze schaffen. Mir hunn Zeien héieren, erëm héieren, mir hunn Experten héieren. Et gëtt sech éischt Gedanken iwwert d'Konklusioune gemaach. An déi nächst Sitzunge wäerte mer déi Gedankegäng ronderëm eis Konklusiounen och zilstrebeg weiderféiere mat dem Wëllen, dee mer fest hunn, dass mer probéiere virum Enn vun dëser Period, also virum Summer, zu schréftleche Konklusiounen an engem Rapport ze kommen. Konklusiounen, wou Fakte wäerten duergeluecht ginn, an där hu mer nach eng ganz Partie zesummegedoen. Konklusiounen...

M. le Président.- Här Bodry, Dir misst lues awer sécher...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo. Konklusiounen, och, dat wëll ech soen, wat... Bon, wësst Der wat, Här President...

M. le Président.- Neen, neen. Sot dach wann ech gelift, Dir géift zur Motioun schwätzen. Dann ass jo kee Problem. Dann hutt Der fënnef Minutten.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech schwätzen zu enger Resolutioun, Här President...

M. le Président.- Et ass okay. Dann ass et an der Rei.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi ech hei déposéieren. Déi ass och scho vum Här Lux ugekënnegt ginn.

An dat geet eben ëm deen zweete Volet. Well ech fannen et eigentlech net gutt, dass mer haut dee Volet Service de Renseignement - deen ass natierlech Bestanddeel gewiescht vun deene Motiounen, déi hei virgeluecht ginn -, dass mer deen oft schonn heiansdo an Detailer hei diskutéiert hunn, wou sécherlech ausser de Membere vun der Enquêtëkommissioun oder Kontrollkommissioun an eenzelnen anere Leit sécher net jiddwereen den Detail vun deem Ganze ka verstoen.

Duerfir ass et wichteg, mengen ech, dass mer e proppere Rapport maachen. E Rapport, dee wäert Virschléi maache konkret, wat déi legislativ Reformen ugeet, déi mussen am Beräich Service de Renseignement geschéien. E Rapport, deen och, wéi d'Gesetz et virgesäit, wäert d'Froe vun de Responsabilitéite mussen däitlech uschwätzen. An de Premierminister huet déi Fro jo och hei vu sech aus opgeworf.

Duerfir wëlle mir och kloermaachen, dass dat heite fir eis keng abschliessend Debatt ass iwwer all déi Froe ronderëm de Fonctionnement an d'Dysfonctionnementer am Service de Renseignement, mä dass mer déi Debatten intensiv am Detail a mat alle Konklusioune wäerte féieren op der Basis vun deem Rapport, dee mer an der Enquêtëkommissioun wëllen ausschaffen.

Well mir sinn nach net um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. A mir mussen also ganz kloer do och an detailléierte Konklusiounen déi Froen opzielen, Virschléi maachen, an d'Konklusiounen an d'Konsequenzen dorauser zéien.

Et ass an deem Sënn, wou ech am Numm vu menger Fraktioun mat der elo emol eemoleger Ënnerstëtzung och vum Här Weiler hei en Text deponéieren, wou mer ganz kloer eis hei d'Missioun ginn, dass mer soen, dass dat hei net d'Konklusioune waren iwwert den Dossier vum Geheimdéngscht, dass mer déi wäerten zéien opgrond vun deem Rapport, dee mer esou schnell wéi méiglech wëlle fäerdegstellen, an dass mer dann all d'Froen nach eng Kéier hei wäerten an öffentlecher Sitzung selbstverständlech diskutéieren.

Ech mengen, d'Fro vun der Opklärung stellt sech weider an deem heiten Dossier wéi och an aneren. Wann ech gelift, Här President.

Résolution 4

La Chambre des Députés,

- considérant que par sa résolution votée à l'unanimité en séance publique le 4 décembre 2012, la Chambre a décidé d'instaurer une Commission d'enquête parlementaire ayant pour mission d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création;

- considérant que par sa résolution du 31 janvier 2013, la Chambre a élargi la mission de cette Commission d'enquête;

- considérant que la Commission d'enquête a procédé, durant les derniers mois, à l'audition de nombreux témoins et experts, et a eu de nombreux échanges;

- considérant que la Commission d'enquête est en train de rédiger un rapport de synthèse de ces travaux et d'identifier les conclusions qui doivent en être tirées;

- considérant que d'après les termes de l'article 12 de la loi du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, la Commission d'enquête, dans son rapport, est appelée à formuler ses propositions sur une modification de la législation ainsi que les responsabilités que l'enquête a révélées,

décide:

- de ne pas tirer, à ce stade, les conclusions de l'enquête parlementaire, ni d'identifier d'éventuelles responsabilités politiques, mais d'en débattre de préférence avant la fin de la session parlementaire en cours, en séance publique, sur base du rapport à établir par la Commission d'enquête.

(s.) Alex Bodry, Fernand Diederich, Claude Haagen, Lucien Lux, Roger Negri, Lucien Weiler.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. An dann als leschten agedroene Riedner hunn ech nach den Här Bausch op der Lëscht. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll nach eng Kéier deen Text virliesen, deen de Procureur général Robert Biever de Mëtteg matgedeelt huet, well och virun allem d'Wierder, op deenen do gespillt gëtt, ganz wichteg si par rapport zu deem, wat mer haut décidéieren. Ech zitéieren Iech en nach eng Kéier: „Duerch d'Verhale vum Luc Frieden hätt d'Orientéierung vun der Enquête wuel net changéiert, mä et wier kloer...", an da kënnt dat, wat wichteg ass, „...datt d'Enquête op materiellem Plang duerch d'Verhale vum deemolege Justizminister vill méi schwéier gi wier."

Dat ass net egal wat, wat den Här Biever de Mëtteg nach eng Kéier...

(Interruption)

Ah, den Här Henckes, Här President, ass der Meenung, de Procureur général géif egal wat zielen. Kéint hien dat vläicht explizéieren?

M. le Président.- Ech mengen, Här Bausch...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä e klengen Zwëscheruff ass ëmmer gutt. Stitt emol op, Här Henckes, an dann explizéiert Der eis dat.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Also...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi?

M. le Président.- Neen, ech mengen, hei...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Den Här Biever hält eng Pressekonferenz moies an dann eng Stonn drop seet en de Contraire. Méi ass et net. Wann ech um Geriicht mat em wier, géif ech mech déck amüséieren.

M. le Président.- Jo, also elo huet den Här Bausch d'Wuert. Här Bausch, fuert wann ech gelift virun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, mir sinn der Meenung, datt déi Wierder relativ kloer sinn a méi wéi verdäitlechen dat, wat eise Kolleeg Félix Braz a senger Interventioun gesot huet.

An ech mengen, de Problem, dee sech hei stellt an deem Parlament, an dat muss ee leider an deem Parlament hei ëmmer feststellen, datt, wann et ëm den Inhalt, ëm d'Saach geet, net ka getrennt ginn tëscht der Persoun an dem Inhalt an der Saach, an datt natierlech mer ganz séier um parteipolitesche Terrain sinn, an dann iwwert den Inhalt an d'Saach net méi geschwat gëtt, déi och zimlech niewesächlech ginn a just nach d'Persoun am Virdergrond steet respektiv d'Partei, déi och vläicht hannendru steet.

An dat ass den Haaptproblem. A mir kënnen hei nach laang a breet hin an hier diskutéieren. D'Faite si relativ kloer.

Ech muss och soen, ech ginn deene recht, déi soen, mir sollen haut natierlech net am Detail iwwert dat schwätzen, wat nach kënnt an deenen nächsten zwou, dräi Wochen, an zwar dat, wat d'Enquêtëkommissioun betrëfft. Et sinn awer allerdéngs eng Rei Saache gesot ginn, op déi ech kuerz wëll agoen.

A virun allem, muss ech soen, sinn ech iwwerrascht iwwert déi Motioun, déi mer elo déposéiert kritt hu vum Här Bodry. Ech kann zwar zum Deel verstoen, firwat déi Motioun - do kommen ech nach drop zréck -, mä ech muss awer soen, ech sinn iwwerrascht driwwer. Den Här Lux huet jo kuerz erkläert, ëm wat et geet. E sot, et geet drëms, datt an der Enquête ronderëm de Service de Renseignement, datt do alles op den Dësch kënnt, all d'Responsabilitéite genannt ginn, voll Transparenz kënnt.

Dat ass e relativ spezielle Virgang, soen ech Iech. Well wéi ech viru ronn zéng Méint déi éischt Detailinformatioune kritt hunn, wat sech géif ofspillen, do hätt ech mer natierlech net kënnen denken, souguer deemools, obschonn ech scho relativ entsat war, mat wat fir enger Mëscht - an ech soen Iech dat, wéi ech et emfannen -, mat wat fir enger Mëscht mer do konfrontéiert sinn.

Et geet hei net ëm kleng Detailer, mä et geet ëm Mëscht, déi do produzéiert ginn ass am grousse Stil. De Rechtsstat mat Féiss getrëppelt, Gelder, déi verontreit gi sinn, mat Wësse vun engem, ouni Wësse vun deenen aneren. Dat wäert sech nach erausstellen. Mä ech sinn iwwerrascht, datt een dann elo eng Motioun hei muss ofstëmmen, wou mir eis selwer den Optrag ginn, datt alles misst an dee Rapport do drakommen. Woubäi jo den Optrag, dee mer vun der Chamber kritt hunn, dee mer eis selwer ginn hunn, jo awer kloer ass. An datt, wann een eng Commission d'enquête, wat jo net iergendeppes ass, grënnt...

Une voix.- Den Text, esou wéi en an der Motioun ass...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä ech... Ech soen Iech just, den Här... Ech ginn d'Wierder erëm, déi den Här Lux... Ech hunn den Text nach net kënne kucken.

Une voix.- ...den Text vun der Motioun...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä ech wëll awer just soen, dat, wat den Här Lux virdru gesot huet, wéi en d'Motioun erkläert huet. Fir eis ass et relativ kloer gewiescht dès le départ, wéi mer déi Commission d'enquête gegrënnt hunn, datt een dat misst maachen. An ech mengen net, datt d'Parlament sech selwer muss opfuerderen, fir derfir ze suergen, datt... An, wann een eng Enquêtëkommissioun mécht, datt de Rapport herno soll iergendeppes verheemleche respektiv net - wéi den Här Wolter dat de Mëtteg hei gesot huet - Ross und Reiter géif nennen.

Ech soen Iech ganz éierlech, ech si jo Rapporteur, wann ech an der Kommissioun, wa mer elo iwwert d'Konklusiounen diskutéiere wäerten, wann ech ze spiere kréien oder nëmmen d'Impressioun kréien oder de Verdacht kréien, datt et soll dorëms goen hei eng Appréciation „Persil" ze organiséieren, wou net alles gesot gëtt, an ech soen alles, da soen ech Iech, da war ech dee längsten Dag (veuillez lire: déi längsten Zäit) Rapporteur. Net well ech ofgesat ginn, mä well ech meng Demissioun als Rapporteur wäert ginn, op der Sekonn!

An duerfir ass et och relativ kloer, datt ech mech net muss hei opfuerdere mat iergendenger Motioun, fir iergendeppes ze maachen. Et geet hei ëm extrem grave Faiten, et geet ëm illegal Écouten, et geet ëm d'Verontreiung vun öffentleche Gelder, et geet ëm Insiderwëssen, wat genotzt ginn ass fir Privatinteressen, et geet ëm eng Geheimpolizei.

An ech muss Iech soen, dat, dee leschte Fait, an duerfir... Also wann... Et huet mech villes scho schockéiert, wat ech an deene leschten zéng Méint erlieft hunn, mä deen do Fait, deen huet mech besonnesch schockéiert. Well fir mech, dat ass wierklech eppes, wat et wierklech just an Diktature gëtt, wou eng Geheimpolizei ka fonctionnéiere komplett am rechtsfräie Raum, wou de Rechtsstat keng Roll méi spillt, wou Leit kënnen dénigréiert ginn, wou Leit kënnen ugeschëllegt ginn, wou déi kënnen heemlech beschatt ginn, ouni datt déi Leit iergendeng Chance kréie vun Défense, ouni iwwert d'Défense sech kënne verteidegen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- ...de SREL maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Henckes...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Majo, ech erlaabe mer dat just nëmmen. Ech hunn nëmmen zéng Minutten, fir ze schwätze gehat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä dann hätt... Här Henckes, Dir hätt, wann Der...

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dir sidd zënter 2004 an der Commission de Surveillance an Dir hutt Är Aarbecht net gemaach!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Henckes, wann Der viru 25 Joer an der Demokratescher Partei bliwwe wäert a viru Kuerzem an der ADR bliwwe wäert a wou Der nach vläicht iwwerall waart, hätt Der och haut méi Riedezäit.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Richteg.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech sinn der Meenung, datt dat ganz grave ass, dee Fait...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Vläicht wëllt Der an d'CSV goen.

Une voix.- Haha!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...datt et eng Geheimpolizei ginn ass.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech muss a kuerze Wierder d'Wourecht soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dat huet mech besonnesch schockéiert.

Mä, Här President, ech muss och soen, datt et mech duerfir an där éischter Motioun vun der... an der Resolutioun, pardon, vun der LSAP e bësselchen traureg mécht, wann ech hei liesen, wat hei steet am éischte Considérant, datt den «ancien Ministre de la Justice, sans constituer une immixtion fautive dans une instruction judiciaire en cours, ont, de par leur caractère répétitif, pu être interprétées effectivement comme un manque d'appui à l'enquête».

Ech mengen, dat, wat mer de Mëtteg vum Här Biever hei nach eng Kéier kritt hunn, beleet kloer, datt et net ëm en Interpretatiounsproblem geet. Dat ass emol dat Éischt. An ech muss och soen, datt mindestens... An ech ka verstoen, datt Der an der Koalitioun sidd an Der natierlech méi eng schwiereg Situatioun hutt, wann een iwwer Joren zesummeschafft, fir iwwer esou een heikelt Thema ze diskutéieren, mä mindestens hätt Der de Courage missen hunn, fir e Blâme auszeschwätze par rapport zum Minister au vu vun de Faiten, déi virleien.

Mir op alle Fall bleiwe bei eiser Meenung, datt et hei ëm de Rechtsstat geet an d'Faite kloer genuch sinn, fir datt mer eis Motioun oprechterhalen... eis Resolutioun oprechterhalen, an datt mer fannen, datt den Här Frieden misst hei d'Demissioun huelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Ass soss keng Wuertmeldung méi? Och net méi vun der Regierung?

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi verschidde Motiounen a Resolutioune kommen.

Motion 1

Déi éischt Motioun elo, wann ech elo kucken, wéi se eragereecht gi sinn, ass déi éischt vum Xavier Bettel. Well déi gréng Kolleegen haten hir Motioun an eng Resolutioun ëmgeännert. Dat heescht, mir géife fir d'Éischt iwwert d'Motioun vun der DP ofstëmmen. Wann do keng aner Suggestioune sinn, da géif ech proposéieren, datt de Vote ugeet.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An d'Motioun vum Här Bettel ass verworf mat 41 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Résolution 1

Da kéime mer zu der Resolutioun vum Här Félix Braz. Do ass och keng Wuertmeldung méi. Da kënne mer zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

An och déi Resolutioun ass ofgelehnt mat 41 Nee-Stëmmen an 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessy Scholtes,

MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Résolution 2

Da kéime mer zu där nächster Resolutioun, déi vum Här Lucien Lux agereecht ginn ass. Do wëllt den Här Bettel eppes derzou soen. An duerno kritt den Här Gibéryen d'Wuert. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech verstinn, dass d'LSAP probéiert, iergendwéi sech ze demarkéieren an där doter Affär, fir net de Wieler ze soen: „Mir sinn d'Kuscheldéier vun der CSV. A mir si brav. Mir wëllen näischt soen, dofir musse mer eppes hei... fir eis ze demarkéieren."

Dat heiten ass am Fong e bësse wéi en Hond, dee billt, mä deen net bäisst, dat, wat Der maacht. Dir sidd... Dir gitt eppes eran, wou Der sot: „Jo, et ass Caractère répétitif do gewiescht. Et ass eng Erreur d'appréciation." Fir mech ass et eng Erreur. Do ass keng Saach vun Appréciatioun. Duerno sot Der: „Et si keng Indizien do, déi op d'Orientatioun oder d'Issue vun der Enquête..."

An dann zum Schluss sot Der am Fong: «estime, en l'état actuel des informations recueillies, qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice», wat am Fong just heescht: „Et ass alles an der Rei. Hien huet vläicht eng Erreur d'appréciation gemaach. Dat ass net gutt, mä bon." Et ass kee Blâme, et ass keen Avertissement, et ass keng Faute. Et ass guer näischt. Guer näischt! Et ass einfach: „Mir hunn eppes geschriwwen, fir eppes ze schreiwen a fir eise Wieler ze soen, mir sinn net do, fir nieft der CSV onbedéngt gären an der Koalitioun ze bleiwen."

Ech mengen, deen doten Text, wéi den Här Lux en déposéiert huet, wousst en nach net, wat den Här Biever géif schreiwen. A wéi den Här Biever elo geschriwwen huet, datt d'Enquête op materiellem Plang duerch d'Verhale vum deemolege Justizminister vill méi schwéier gi wier, ass e materielle Fait, ass e Fait, dee konkret ass, wou den Här Biever jo awer de Contraire seet wéi dat, wat bei der LSAP an der Resolutioun steet.

Also just eppes ze stëmmen, fir eppes ze stëmmen a fir duerno dobaussen ze soen: „Mir wollten awer eppes soen, mä mir woussten net wat. Dofir hu mer och eppes geschriwwen." Mä d'Konklusioun ass jo, dass mer am Fong näischt soen. Da brauch een näischt ze soen. Mir brauche se och net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen kritt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech kéint mech am Fong de Wierder vu mengem Virriedner Xavier Bettel hei uschléissen. Ech hu gemengt, nodeems d'Sozialisten dräi Deeg intensiv Dag an Nuecht diskutéiert an nogeduecht hunn, fir eng Décisioun ze huelen... Mir hu mat deem Schlëmmste gerechent de Mëtteg heibannen.

(Hilarité)

An dat ass esou spannend gemaach ginn, datt een et bal net méi gepackt huet.

(Hilarité)

A wann een da gesäit, wat elo hei als Resolutioun virläit, da gi se am Fong esou wäit, wéi d'CSV emol net geet.

Une voix.- Jo. Très juste.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- «Qu'il n'y a pas lieu de prononcer une sanction politique à l'encontre de l'ancien Ministre de la Justice, M. Luc Frieden.» Also, e bessere Persil-Schäin, wéi d'Sozialisten elo hei dem Minister ausstellen, hätt een net kënnen ausstellen. Wann d'CSV déi doten erabruecht hätt, hätt ech et nach verstanen. Mä d'Sozialisten, déi sech am Fong wollten demarkéieren a soen: „Ma, elo weise mer deene vun der CSV et emol", déi kommen heihinner an deponéieren eng Resolutioun, wou se am Fong dee beschte Persil-Schäin ausstellen! Et ass iwwerhaapt näischt geschitt. Dir hätt en och nach kënne luewen. Dorobber wier et elo net méi ukomm.

(Interruption)

M. le Président.- Merci. Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, d'CSV-Fraktioun, déi ass eestëmmeg der Meenung, dass an dësem Dossier, opgrond vun den Explikatiounen, déi ech ginn hunn, hei keng Erreur d'appréciation vun dem Minister Frieden virläit. De Statsminister huet och de Mëtteg erkläert, dass de Moien an dem Regierungsrot all d'Ministeren, déi vun der CSV a vun der LSAP, dem Luc Frieden d'Vertrauen ausgesprach hunn. An duerfir wäert d'CSV-Fraktioun dës Resolutioun oflehnen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. An da kritt nach den Här Bausch d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech mengen, aus deenen Ausféierungen, déi ech virdru gemaach hunn, mä virun allem och de Kolleeg Félix Braz virdrun, wäert Der Iech jo kënnen denken, datt mir dës Motioun (veuillez lire: Resolutioun) net kënne stëmmen.

M. le Président.- Gutt. Wann da keng Wuertmeldung méi soss ass, géife mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun) kommen.

Vote sur la résolution 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat do ass esou gutt, datt d'CSV se net ënnerstëtzt.

(Interruptions)

M. le Président.- De Vote ass ofgeschloss.

An d'Resolutioun ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Mergen), Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Résolution 3

Dann hunn ech hei nach eng Resolutioun vun den honorabelen Hären Henckes a Colombera. Déi ass awer just vun zwee Kolleegen ënnerschriwwen. Dat heescht, déi ass net recevabel, ausser et géife sech nach...

(Interruption)

...dräi Kolleege mellen. Wann dat net de Fall ass, muss ech se leider als irrecevabel erklären.

Résolution 4

Da kéime mer zu där leschter Resolutioun, déi vum Här Alex Bodry. Wie wëllt dozou nach Stellung huelen? Wann dat net de Fall ass... Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir musst jo verstoen, no deenen Erklärungen, déi mer och ginn hunn iwwert d'Affär vum SREL, dass mir scho Konklusiounen haut gezunn hunn. Dat heescht, mir kënnen elo net hei stëmmen...

Une voix.- Aaahhh.

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...andeems mer soen... Mir hunn déi éischt Konklusiounen haut, mengen ech... Mir hu se net eleng gezunn, déi éischt Konklusiounen. Mir stelle fest, mat där Ausso vum Här Biever de Moien...

(Interruption)

Här Di Bartolomeo, ech mengen, wann Dir an der Plaz vum Här Biever de Moie gewiescht wäert an Dir wäert als pädophil...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat do ass Standrecht, wat Dir maacht.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass Standrecht.

Une voix.- Ooohhh! Hal op. Gëff dech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Wat Dir maacht, dat ass Standrecht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soen Iech, Här Di Bartolomeo, respektéiert e bëssen... Also, ech soe just dat, wat mer erauskritt hunn de Moien. Wéi am SREL geschafft ginn ass, dat si Situatiounen, déi net akzeptabel sinn. An dat, wat den Här Biever de Moie gesot huet, beweist, dass am SREL scho verschidde Konklusiounen emol net vun eis gezu ginn, mä vu jiddwerengem sollte gezu ginn, dass do Saachen net fonctionnéiert hunn. An dofir kënne mer net scho schreiwen, dass mer iwwerhaapt keng Konklusiounen zu där doter Commission d'enquête parlementaire kënnen huelen.

Une voix.- Jo, jo, jo.

M. le Président.- Sou! Merci dem Här Bettel. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir kënnen déi Resolutioun hei selbstverständlech och net stëmmen. Wa mer eng Resolutioun gemaach hätten, an där drageschriwwe géif ginn, datt d'Kommissioun sollt dem Parlament nach virun der Summervakanz e Rapport virleeën, an deem Konklusioune géife gezu ginn, hätt ee kënnen domat d'accord sinn.

Mä fir dann ze schreiwen «ne pas tirer à ce stade», da géife mer eis jo... Jiddwer Eenzelne géif sech hei e Maulkuerf opsetzen. Et ass vläicht dat, wat gewollt ass. Wa mer déi Resolutioun hei stëmmen, däerf am Fong kee Mënsch méi vun eis Konklusiounen zéien. An ech mengen, jiddwereen, an och d'Kolleege vun de Sozialisten a vun der CSV, hu schonn au fur et à mesure, wann d'Kommissioun getaagt huet, Konklusioune gezunn. An ech mengen, dat Recht wäert och jiddweree sech weiderbehalen, fir Konklusiounen ze zéien.

A mir wäerten eis dann elo net selwer hei e Maulkuerf opsetzen a soen: „Mir zéie keng Konklusioune méi." Wa mir e Rapport maache virun der Summervakanz, an deem d'Kommissioun an duerno d'Parlament Konklusiounen zitt, d'accord. Mä fir datt generell kee méi kann eng Konklusioun zéien, kann net de Fall sinn.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Liest den Text richteg duerch, Här Gibéryen.

M. le Président.- Elo komme mer awer der Rei no. Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här President, ech hu scho virdrun erkläert, ech hat den Text dunn zwar nach net gelies, mä ech hu mech baséiert op dem Här Lux seng Erklärungen. Ech hunn den Text awer elo gelies. An do steet... Wat do drasteet, dat ass fir mech superfétatoire. Well et ass fir mech awer evident - an ech hoffen, datt et fir keen heibannen esou war -, datt de Mëtteg sollte Konklusioune gezu ginn am Detail schonn iwwer alles dat, mat de Responsabilitéiten am Kader vun der...

(Interruptions diverses)

Jo, loosst mech elo emol. Loosst mech.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift, ganz eleng elo den Här Bausch. Neen, Här Bettel. Elo huet den Här Bausch d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass e Fait personnel vum Här Di Bartolomeo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, an deem Parlament hei muss een op d'Pult kommen, well soss huet ee verschidde Leit net am Gréff.

M. le Président.- Här Bausch. Den Här Bausch schwätzt elo zu där Motioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, hei muss een op d'Pult kommen, well soss huet een hei verschidde Leit net am Gréff. An duerfir kommen ech léiwer mech heihinner stellen, datt ech Iech och alleguerte kann an d'A kucken, wann ech schwätzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir sinn der Meenung, datt déi Resolutioun hei superfétatoire ass, well, wéi gesot, nach eng Kéier, d'Parlament sech net selwer brauch a soll opfuerderen, fir Konklusiounen ze zéien aus enger Commission d'enquête.

Ech verstinn natierlech, firwat datt déi heite Resolutioun erakomm ass. Ech mengen, de Mëtteg, mir hate jo zwee Voleten. Dat eent war de Volet vun der Demissioun vum Här Frieden. Ech mengen, do hu mer jo erlieft, wat d'Resultat war. An da war deen zweete Volet, dat war d'Motioun, déi d'Kolleege vun der Demokratescher Partei erabruecht hunn, wou et ëm d'gesamt Méfiance gaangen ass oder eenzel méi gréisser Responsabilitéite gaangen ass.

An natierlech huet missen d'Koalitioun kucken - a si hu wahrscheinlech och intern relativ hefteg gestridden iwwert dat, wat mer de Mëtteg hei zwar net diskutéiert hunn, mä wat an zwou Woche kënnt, ginn ech emol dervun aus - an do ass vill driwwer gestridde ginn an et huet mussen iergendee Wee fonnt ginn, fir d'Wellen ze glätte fir d'Parlamentssëtzung de Mëtteg.

An dunn ass d'Décisioun geholl ginn, fir déi hei schéin, kleng, brav, gemitterlech Resolutioun ze maachen, déi zwar näischt ausseet, ausser datt mer eis selwer zu eppes opfuerderen, wat mer souwisou verflicht waren ze maache laut dem Text. An duerfir wäerte mir géint deen Text stëmmen.

M. le Président.- Merci. Här Bettel, den Här Henckes an ka kritt Dir nach eng Kéier d'Wuert. Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Ech wollt just froen, well mer net Member si vun där Kommissioun, ech huele jo bal un, datt, wa ganz vill gepotert gëtt iwwer esou laang Méint, datt herno awer e Rapport kënnt. Well dofir brauch ee jo e Rapporteur. Huelen ech bal un.

Wat ech also just nëmme wollt froen, dat ass: Wéini ass dee Rapport am Prinzip fäerdeg? Ass dat elo fir dës...

(Interruption)

Nach virun der Vakanz? A kënnt do eng Debatt oder gëtt dat am Hierscht? Dat ass dat, wat ech just nëmme gär géif wëssen. Well mir schéngt et awer och, datt mer haut éischter eng Affär haten iwwert déi Enquêtë Bommeleeër a Parquet, déi Affären do, déi an der Diskussioun waren, an net iwwert den Dossier vum SREL. Well soss hätte mer vill méi Zäit missen hunn a vill méi Informatiounen hunn.

An dofir wollt ech elo froen: Wéini solle mer dee Rapport hunn? A wa mer dat hunn, da soll dat festgehal gi vläicht och an där Resolutioun, déi elo hei virläit.

M. le Président.- Gutt. Elo kritt den Här Bettel an dann de President vun der zoustänneger Kommissioun nach eng Kéier d'Wuert. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech kréien hei de Virworf gemaach, ech hätt gesot, mir géife scho Konklusiounen zéien. Ech soen elo net hei, mir géife Konklusiounen zéien. Ech soe just, dass dat, wat de Moien eleng schonn als Fait, fir een ze beschëllege vu pädophilen Akten, vun Homosexualitéit, vun esou Saachen, inakzeptabel ass.

Ech brauch keng Konklusioun ze hunn, fir just festzestellen, dass schonn e Bilan intermédiaire mir duergeet, fir ze soen, dass esou, wéi de SREL geschafft huet, an déi Saachen, déi se gemaach hunn, inakzeptabel sinn. An ech brauch dofir kee schrëftleche Rapport. Dat doten, wat de Moie schonn eleng gesot ginn ass vum Procureur, Här Gesondheetsminister, geet mir duer, fir ze soen, dass esou, wéi geschafft ginn ass, inakzeptabel ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Éischtens wëll ech kloerstellen, dass deen Text hei vun där Resolutioun, déi op meng Initiativ komm ass, eenzeg an eleng den Zweck huet, fir kloerzestellen, dass, wa mer och hei eng graff Diskussioun ronderëm de Service de Renseignement haten an och wa mer duerno iwwert d'Texter ofgestëmmt hunn, dass et fir eis selbstverständlech ass, dass mat där Debatt hei a mat där Ofstëmmung hei, déi Fro vun dem Service de Renseignement, d'Analys vu sengem Fonctionnement, Reform a Responsabilitéiten net ofgeschloss ass, mä dass dat Bestanddeel wäert sinn, wéi d'Gesetz et virgesäit, vum Rapport.

Et gëtt och eng Referenz gemaach am Text op de Rapport vun der Commission d'enquête, dee soll, nom Gesetz, eng Rei vu Virschléi maachen, wat d'Reformen ugeet - dat wäerte mer och maachen -, an och d'Fro vun de Responsabilitéiten ugoen. An dat ass déi Debatt, déi mer hei ze féieren hunn.

Wann et no eisem Timing geet, dee mir selwer an der Komissioun festgeluecht hunn, wäerte mer déi nächst Sitzungen dozou notzen, fir déi Konklusioune festzehalen, ze rédigéieren. An déi sollen nach virun der Summerpaus an der Chamber kënnen diskutéiert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll awer deem nach derbäiflécken: An der Kommissioun ass beschloss ginn, dass et e Rapport intermédiaire ass an dass muss e Kalenner opgestallt gi vun deene weidere Schrëtt, déi déi

Kommissioun do wëlles huet no der Vakanz ze maachen. Ech wëll dat awer betounen hei.

M. le Président.- Merci och nach fir déi Prezisioun. Wann da keng Wuertmeldung méi wär, kéime mer och zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun (veillez lire: Resolutioun).

Vote sur la résolution 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Déi Motioun ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen, géint 19 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Domadder, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäre mer dann och um Enn vun der Diskussioun a gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung. D'Chamber kënnt d'nächst Woch erëm zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.26 heures)

SÉANCE 38 MARDI, 18 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Heure de questions au Gouvernement

Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Martine Mergen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- *M. Eugène Berger - Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des bennes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Jean Colombera - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

4. Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 14. Juni vum Innenminister de Projet de loi 6580 iwwert de Finanzement vun enger Kläranlag fir d'Nordstad, an deeselwechten Dag vum Arméiminister de Projet de Règlement grand-ducal 6581 iwwert d'Participatioun vun der Lëtzebuerger Armëi un der Missioun EUTM Mali.

Communications du Président - séance publique du 18 juin 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6580** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 14.06.2013

***6581** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du projet de règlement grand-ducal du 6 mars 2013 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 14.06.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hirer Réuniouun vum 6. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun de véier Fraktiounen iwwert d'Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun un d'Regierung zum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, d'Riedezäit ass zéng Minutte fir d'Fraktiounen, fënnef Minutte fir d'Sensibilités politiques an 30 Minutte fir d'Regierung; dann de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert d'instruments financiers, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg ëm zwou Auer hu mer de Projet de loi 6532, en Accord mat Däitschland iwwert de Finanzement vum Tronçon zu Igel beim Bau vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iresche Vollek zum Lissabon-Traité, och nom Basismodell; an duerno eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Grénge iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI).

Den Donneschdeg de Mëtteg ëm zwou Auer hu mer de Projet de loi 6489, en Ofkommes mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6520, en Ofkommes mat Uruguay iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6473 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen, nom Basismodell, an zum Schluss eng Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Tourismussecteur, nom Modell 1.

D'CSV-Fraktioun huet eis matgedeelt, datt den Här Fernand Boden, de Rapporteur vum Projet de loi 6513, haut fir d'Chamber am Ausland sech befënnt. Et gëtt deemno proposéiert, de Projet de loi 6513, deen haut um Ordre du jour steet, vun eiser Dagesuerdnung erofzehuelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°236 vun der Madame Martine Mergen un de Gesondheetsminister a Minister fir d'Sécurité sociale

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

iwwert d'Zukunft vun der personaliséierter Medezin. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'personaliséiert oder stratifiéiert Medezin ass e moderne Konzept, deen op Basis vu geneteschen oder molekularen Informatiounen déi bescht Behandlung fir en individuelle Patient a seng spezifesch Krankheet versprécht. Si versprécht déi richteg Behandlung fir de richtege Patient zur richteger Zäit. Si ass nach fir e groussen Deel um Niveau vun der Fuerschung. Verschidde Medikamenter, déi op där Basis entwéckelt gi sinn, sinn awer schonn am Asaz, esou zum Beispill e Wierkstoff, dee geziilt ka bei verschiddene Kriibsformen an ebe bei verschiddene Patienten agesat ginn.

Och Lëtzebuerg huet sech an dës Richtung engagéiert, notamment am CRP-Santé. Elo wësse mer awer, dass dës Zort vu Medezin net nëmme versprécht, ville Leit ze hëllefen, mä si stellt och eng ganz Rei vun Obstakelen un d'Gesondheetssystemer international a ganz besonnesch och un d'Krankekeesesystemer. Zu dëser Erausfuerderung wollt ech dem Här Minister e puer Froe stellen.

Fir dass mir e Reservoir vun Date kënne schafen, mussen d'Donnéeën op der Bevölkerung kënne vill méi systematesch gesammelt ginn, wéi dat bis elo de Fall ass. Et geet och hei ëm eng international Zesummenaarbecht. Sinn d'Weichen dofir gestallt?

Wa Medikamenter entwéckelt ginn, déi nëmme fir e puer Patienten effektiv sinn, bei aneren awer net wierken, esou ass dat och eng Erausfuerderung fir d'Pharmaindustrie, well esou Medikamenter - moossgeschneidert - nëmmen a klenge Quantitéite gebraucht ginn an dann och forcément immens deier ginn. Huet d'Sécurité sociale sech do schonn eng Strategie ginn, wéi si wëllt dëse Problem an Zukunft ugoen?

Schliesslech wollt ech nach wëssen, wéi wäit welch Acteuren hei am Land an dës Fuerschung involvéiert sinn. Dat ass vläicht éischter fir d'Fuerschungsministesch, mä ech mengen, den Här Gesondheetsminister ka mer do och eng Äntwert drop ginn.

Finalement wollt ech froen, ob een net kéint eng Kéier dëse Sujet an der Gesondheetskommissioun, vläicht zesumme mat der Santéskommissioun, behandelen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. An d'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister a Minister fir d'Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mergen huet e ganz spannenden Thema ugeschwat, wou ee ganz laang kéint driwwer diskutéieren. Ech wëll Iech awer net langweilen an Iech just eng Rei vun Eckdate ginn.

An der personaliséierter Medezin hu mer an deene leschten zéng Joer fantastesch Fortschrëtter erlieft, souwuel an der Diagnostik wéi och an deene geziilten Traitementer, wou mer vun engem Konzept, wou een d'Krankheete méiglechst breet bombardéiert huet mat Wierkstoffer, déi eng breet Wierkung hunn, eriwwer zu enger ganz geziilter Approche gaangen ass, wou ee just dat traitéiert, wat traitéiert muss ginn, mat deem Medikament, dat just op déi Pathologie wierksam ass.

D'Genfuerschung huet sech iwwerschloen a virun e puer Joer ass et éischtmools gelongen, fir de mënschleche Genom, d'Ierfmass, am Ganzen ze knacken. Haut ass dee Procédé nach ganz komplizéiert an extrem deier. Mä do gëtt et Perspektiven, dass dat muer zu engem relativ gënschtegen Käschtepunkt a vill méi séier ka geschéien.

Well mir net wollten abseits stoen zu där doter Entwécklung, hu sech virun e puer Joer eng ganz Rei vu Memberen aus dëser Regierung zesummegeschloss, de Fuerschungsminister, den Ekonomiesminister, de Gesondheetsminister, mat der Ënnerstëtzung vun der gesamter Regierung an och dem Finanzminister, fir staark Partnerschaften ze sichen. Mir hunn déi fonnt mat spezialiséierten Instituter, mat Experten aus dem amerikanesche Beräich, dorënner een Nobelpräisträger. A mir hunn e Konzept hei zu Lëtzebuerg opgebaut, fir kënne ganz vir matzemëschen.

E puer Instituter, déi doraus entstane sinn, sinn d'IBBL - d'Biobank -, den LCSB, „Luxembourg Centre for Systems Biomedecine", ganz vill schaffend mat Bioinformatik, déi sech awer konnten op bestoend Strukture baséieren. Dat ass nämlech déi Chance, déi mer haten: eis CRPen, dorënner de CRP-Santé, awer och déi aner CRPen an eis Uni. Mir hunn et fäerdegbruecht, ganz gutt Leit op Lëtzebuerg ze bréngen. Well dat ass d'Konditioun, fir iwwerhaapt kënne matzemëschen. Et muss ee kompetitiv si fir déi beschte Käpp. An an der Zwëschenzäit hu mer eng concertéiert Approche tëschent allen Acteuren, déi och erfollegversprechend ass.

Mir hunn eis op eng Rei vu Beräicher spezialiséiert an där Fuerschung, de Longekriibs, Diabetes, Parkinson, wou an der Zwëschenzäit encourageant Ergebnisser do sinn a wou den Avantage vu Lëtzebuerg war, dass eis Centres de recherche, eis nei Initiativen, ganz no bei der klinescher Recherche sinn an do d'Praktiker ganz enk mat den denkende Käpp - wou ech net soen, dass d'Praktiker net matdenken - konnten zesummeschaffen.

An der Zwëschenzäit sinn och déi eng oder déi aner Spin-offen, dat heescht méi kleng Betriber, déi doraus entstinn. An déi Froen, déi d'Madame Mergen stellt, sinn eigentlech déi zentral: Wéi kënne mer an deem dote Beräich op déi Donnéeën zréckgräifen, déi mer hunn? E Kriibsregëster ass eent vun deenen Elementer, déi mer an der Lescht lancéiert hunn. Eng Kohort mat ganz ville Leit, déi mer amgaang sinn opzestellen, fir iwwer eng Rei vu Joren dat Ganzt ze suivéieren, ass déi nächst Etapp.

Ech wëll och soen, dass et hei net nëmmen ëm fundamental Fuerschung geet, mä dass d'Zilsetzung ass, dass een de Patient um Bett vun deenen dote Resultater profitéiere léisst, also direkt eng Plus-value och fir d'Traitementer.

Dann déi Fro..., an da kommen ech zum Schluss, Här President. Ech mengen, ech si schonn, jo, iwwer meng Zäit ewech. Neen, ech hunn 30 Sekonne schonn iwwer...

(Interruption)

Ech hu schonn 30 Sekonnen iwwer... Gesitt Der, wann ech schwätzen, dat ass esou faszinéierend, dass et Iech guer net opfält, dass d'Zäit vergeet!

(Hilarité)

Neen, neen, zur Konklusioun: Wéi verhale mer eis, wat de Remboursement ugeet vun deenen diagnostesche Moyene respektiv den Traitementer? Bei der Diagnostik hu mer eis am Moment zentréiert op déi Diagnosen, déi therapiezentréiert sinn a manner op déi, déi prédictiv sinn. Well do gëtt et och onwahrscheinlech Méiglechkeeten, fir aus engem vermeintlech Gesonde ganz fréi e potenziell Kranken ze maachen. Mir mengen net, dass mer op deem Punkt ugelaangt sinn.

Mir sëtzen zesummen an engem Aarbechtsgrupp vun Experten, gräifen do och op ausländnesch Kompetenz zréck, fir do d'Konditiounen ze fixéieren. An do, mengen ech, dass an deem dote Beräich eng enk Zesummenaarbecht um europäesche Plang iwwer Netzwierker och ganz sënnvoll ka sinn.

Villmools Merci fir Är Gedold, Här President, an domat sinn ech fäerdeg.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Déi nächst Fro ass d'Fro N°237 vum Här Eugène Berger un d'Erzéiungsministesch iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun um Programm „INDECT". Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dee Programm PRISM ass jo an aller Mond. Dir wësst, ëm wat et geet. D'USA, déi hunn do e Programm entwéckelt, fir Leit auszespionéieren iwwer Computer, weltwäit Computernetzwierker, ob dat elo Google oder Facebook ass an esou weider. Ech wäert elo net am Detail dorobber agoen. Et ass op alle Fall eng grouss Opreegung an der ganzer Welt doriwwer, och eng Entrüstung. An u sech och d'EU-Kommissärin Reding, déi huet sech jo do och ganz staark gemaach an do reklaméiert, ënner anerem mat engem Bréif bei den Amerikaner.

Et ass awer esou, datt net nëmmen d'Amerikaner esou Programmer entwéckelen, mä et sinn och d'Europäer, déi ähnlech Projeten développéieren. Do gëtt et ee Projet, deen heescht „INDECT". Ech erspueren Iech elo d'Ofkierzung, firwat dat genau steet. Mä et ass e System, dee soll eng intelligent Iwwerwaachung vun den EU-Bierger entwéckelen, besonnesch am Beräich vun der Gesiichtserkennung, well jo hautdesdaags ganz vill mat de Kameraen iwwerall an de Stied an iwwerall, op allméigleche Plazen, d'Bierger gefilmt ginn, an dat do ass also e System, fir dann och iwwer Gesiichtserkennung kënnen d'Leit nach besser ze iwwerwaachen, ze kontrolléieren, ze identifizéieren.

Ugeleiert gouf dee ganzen „INDECT"-Programm vum polneschen Heimatschutzministerium. An an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" vum leschte Freideg vum Ines Kurschat, deen och op déi ganz Problematik ageet, kënnt Der eng Rei interessant Detailer op alle Fall dozou liesen.

Ech hunn e puer Froen dozou un d'Héichschoul- an d'Fuerschungsministerin. Dat Eent ass: Wann déi Informatioune stëmmen am Artikel, da gëtt also deen „INDECT"-Programm vun europäesche Fuerschungsgelder ënnerstëtzt, finanzéiert. Dofir meng éischt Fro, ob Lëtzebuerg och do matfinanzéiert an a wat fir enger Héicht, wann dat eventuell méiglech ass, fir dat kënnen ze beäntwerten.

An dann ass et och elo esou, datt dee Projet an enger éischter praktescher Emsetzungsphas ass, géif ech emol soen, datt Pilotprojeten do gemaach ginn, wou a verschiddene Länner da gekuckt gëtt, wéi dee Programm fonctionnéiert. Wou also dann och, géif ech emol soen, ouni d'Wësse vun de Leit dann déi do Testobjekter sinn, fir an esou engem Programm matzemaachen. Meng Fro do also och: Partizipéiert Lëtzebuerg dann och elo an där Testphas un deem Programm „INDECT"? Sinn och hei zu Lëtzebuerg do Saachen, déi lafen? Ech weess net, ob dat elo spezifesch nëmmen eleng d'Héichschoulministesch concernéiert oder och eventuell den Innenminister oder aner Ministèren, mä si kann dann eventuell déi Froe weiderginn.

An eng drëtt Fro ass déi, ob Lëtzebuerg och nach vläicht an anere Projeten oder Programmer do matmécht, wou et och a Richtung vun der Entwécklung vu Spionéier- oder Ausspionéierungsprogrammer geet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An d'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

(Interruption)

Ah, dann hunn ech dat hei falsch notéiert. Effektiv, entschëllegt! D'Madame Héichschoulministerin Martine Hansen. Merci.

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „INDECT", do handelt et sech, esou wéi den Här Berger sot, ëm deen europäesche Projet, deen am Kader vum siwente Fuerschungsprogramm an der EU leeft.

„INDECT" steet fir „Intelligent Monitoring for Threat Detection", dat heescht, de Projet huet sech als Objektiv gesat, en Algorithmus ze entwéckelen, deen automatesch anormal oder agressiv Comportementer aus dem Datefloss erausfiltert, an dat, esou wéi Der och gesot hutt, vun Iwwerwaachungskameraen a Webcamen.

Et ass also e Projet de recherche, a Lëtzebuerg huet beim Appel aux propositions, esou wéi dat ëmmer leeft, net matgemaach. D'EU finanzéiert dee Projet, dee scho säit 2009 an nach bis 2014 leeft, an zwar an Héicht vun eelef Milliounen Euro. Lëtzebuerger Firmen hunn, wéi gesot - an och Institutiounen -, menges Wëssens net bei dësem Projet matgemaach a sinn och net bei aneren esou ähnleche Projete bedeelegt.

Et gëtt een Internetsite, op dee kann ech gäre verweisen, wou iwwert dëse Projet speziell relativ vill dosteet, wou och steet, wéi eng Länner matmaachen: Dat ass den Internetsite www.indect-project.eu.

Merci.

M. le Président.- Merci der zoustänneger Ministesch. Da kéime mer elo un d'Fro N°238 vum Här Roger Negri, déi Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert dat déidlecht Accident, dat den 10. Juni am Tunnel „Biff" geschitt ass. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des bennes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. E Méindeg virun aacht Deeg ass et am Tunnel „Biff" op der Collectrice du sud zu engem trageschen, déidlechen Accident komm, wou e Kipper vun engem Camion iwwert der Fahrt an d'Luucht gaangen ass an déi stolen Träger, déi do virdrumontéiert sinn un de Palplanchen, erofgerappt gi sinn, déi dunn op en Auto gefall sinn, dee vun där anerer Säit komm ass, an eng jonk Fra vun 29 Joer d'Liewen op eng grausam Manéier kascht hunn.

Ech wëll an deem Sënn, Här Minister, zwou Froen opwerfen, am Sënn, fir an Zukunft ze versichen, esou en Accident ze verhënneren. Ech war mer dat, déi Konstruktiouns, op d'Plaz ukucken. Déi Fro, déi ee sech ka stellen: Ass et vun der Statik hier wierklech néideg, déi Konstruktioun esou bäizebehalen oder kann een dat änneren? Well déi Palplanchen, déi do sinn, fir an den Tunnel ze fueren, sinn, wann ee se mat anere vergläicht, net onbedéngt op där gréisster Héicht. Vläicht kéint een dat do änneren? Dat ass eng Fro.

Eng aner Saach, déi ech mer iwwerluecht hunn, aus der Erfahrung vun der Eisebunn: Wann ee kuckt an der Stad, am Clausener Bierg, do ass jo och eng Bréck, déi keng esou eng grouss Héicht huet, wou Der alleguer wësst, dass schonn oft Accidenter waren. Do sinn awer, fir déi Eisebunnsbréck do ze schützen, zwou Poutres pare-chocs, déi einfach verhënneren, dass esou e Camion oder e Bus, dass deen déi Bréck kéint ewechrappen. Wann dee Moment just zoufällegerweis géif en Zuch kommen, géif et zu enger riseger Katastroph kommen.

Hei wär elo einfach d'Fro, ob een net och esou eng Poutre pare-chocs zu deenen zwou Säite kéint montéieren. Wéi gesot, ech wëll op déi Fro elo och vläicht, Här Minister, net elo direkt eng prezis Äntwert kréien, mä virun allem ass d'Fro am Sënn geduecht, ob een doriwwer kéint nodenken.

Ech war zum Beispill och hannendru virugefuer. Deen nächsten Ouvrage, do sinn Dréit gespaant fir d'Luuchten, d'Stroossebeliichtung dru festzemaachen. Och dat kann eng Kéier zu engem relativ gréissere Problem féieren. Dofir géif ech an deem Sënn bieden, ob een dat kéint eng Kéier allgemeng nokucken.

An dann déi zweet Fro, déi ech an deemselwechte Kader wëll stellen, ob et net sënnvoll wär, fir ze kucken, dass et eng Automatik géif ginn, fir dass d'Bennë vun de Camionen iwwert d'Schrëttgeschwindegkeet eraus - well déi brauch ee jo heiansdo, zum Beispill, wa Makadam agebaut gëtt an esou weider -, dass awer iwwer eng gewësse Schrëttgeschwindegkeet eraus et net méiglech ass, dass iergendwéi duerch e Versehen esou e Kipper iwwert der Fahrt an d'Luucht geet, fir an deem Sënn och esou Accidenter ze verhënneren.

An deem Sënn géif ech Iech Merci soen, Här Minister, fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. An d'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Et ass ëmmer schwéier, iwwer Froen ze schwätzen, déi esou en tragescht Enn fonnt hunn an déi esou e mënschlech dramatescht Schicksal zur Konsequenz haten.

Ech wëll probéieren, sachlech - esou wäit ech kann - op déi do Fro ze äntweren, well se awer ganz, ganz technesch gestallt ass. Deen éischten Deel, do ass et jo ëm déi metallesch Poutrë gaangen.

Vum Konzept hier sinn déi Poutrë vun de Ponts & Chaussées esou geduecht ginn, datt se am Prinzip total ausserhalb vun dem Fuerperimeter sinn, wat d'Héicht ugeet, esou wéi et normalerweis och beim Code de la Route definéiert ass. Si sinn och esou gebaut, datt se deenen normalen Exploitatiounscontrainten, ob dat hiert eegent Gewiicht ass, d'Chargen, déi kënnen dropkomme vu Reen, Wand, Waasser, Entretien, d'Chargë vun der klassescher Struktur, déi se mussen unhalen, an all déi Pousséeën, déi op de Palplanchë sinn, datt se déi no deenen DIN-Normen, déi en vigueur sinn - dat ass 1055 hei zum Beispill -, datt se déi ouni Problem evidenterweis aushalen an datt se och de statesche Verifikatiounen, déi do an deene klasseschen Normen, natierlech alle Verifikatioune standgehalen hunn. Si si selbstverständlech net esou concevéiert, datt se deen Impakt, oder esou en Impakt, wéi se hei hu misse matmaachen, och géifen duerhalen. Dat ass dat Éischt, Är éischt Fro.

Déi zweet Fro, dat ass d'Fro mat de Camionen. Dat hu mer och nogekuckt. Am Prinzip muss deen Typ vu Gefierer der Maschinenrichtlinie gerecht ginn. Dat ass eng Direktiv, den 2006/42/CE, esou wéi se am Europaparlament respektiv esou wéi se europawäit ugeholl ginn ass, déi am Fong beschreift, wéi esou e Camion mat Kipper soll fonctionnéieren. Do gëtt et eng Rei Sécherheeten, déi agebaut sinn. Notamment mussen zwou separat Manipulatioune

quasiment gläichzäiteg gemaach ginn, fir datt de Kipper an d'Luucht geet, op där enger Säit, respektiv ass et och nach esou, wann ee während der Fahrt..., also wann een de Kipper gekippt huet, da mussen am Prinzip déi zwou Sécherheeten dann erëm zréckgesat ginn, éier kann do weidergefuer ginn.

Ech sinn net à même evidenterweis, Iech an dësem Moment ze soen, wat elo d'Cause vun dësem Accident ass. Dat muss déi Enquête elo beweisen. A wa mer wierklech genau wëssen, wat dann elo geschitt ass, da muss een och d'Konsequenzen dovunner huelen an d'Analys op de Gegebenheete maachen. Mä haut si mer net à même, fir en définitive ze soen, wat dann elo déi Cause ass. Dee Moment, wou mer et wëssen, ginn déi nächst Schrëtt do geholl.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. An da kéime mer zu der Fro N°239 vum Här Henri Kox, déi Kéier un de Gesondheetsminister, iwwert déi onofhängeg Enquête iwwert d'Feier, wat de 7. Juni zu Cattenom stattfonnt huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, et ass eng Fro un de Gesondheetsminister. De 7. Juni koum et zu engem weideren Accident am Atomkraaftwierk Cattenom. Net nëmmen, dass et spektakulär war, dass een iwwert de ganze Süde vum Land déi schwaarz Wollek gesinn huet, mä et war och dës Kéier awer méi e seriöen Accident, nämlech den Transformator vum Reakterblock 1 ass explodéiert gewiescht. Domadder ass och eng Schnellofschaltung vum Reakter 1 geschitt, also eng Noutsituatioun, déi mer u sech net wëllen hunn.

Dobäi hu mer och matkritt, dass d'Informatiounspolitik vun EDF net déi allerbeschte war. Dofir ass ënner anerem och den Dieter Majer… Mir wëssen, den Dieter Majer hate mer deemools bei de Stresstester engagéiert, net nëmme vu Lëtzebuerg, mä och vum Saarland an och vu Rheinland-Pfalz, fir d'Beobachtung vu Cattenom kënnen ze maachen. Hie selwer huet sech schwéier opgereegt iwwert d'Virgehensweis vun de Fransousen.

Dofir froe mer, ob et net méiglech wier, eng onofhängeg Expertenetüd kënne vun deem Virfall ze maachen, ënner Abezéiung vum Dieter Majer nach eng Kéier zréckzekommen.

An dann natierlech och vun der Informatiounspolitik: Ech mengen, dass et net ganz glécklech ass, wa mir, wann eis Protection civile zu honnert Prozent d'Kommunikatioun vun EDF iwwerhëlt an déi einfach diffuséiert. Ech mengen, dat ass net onbedéngt eise Rôle. Da musse mer och déi Informatiounspolitik, mengen ech, iwwerkucken.

Dofir och déi zweet Fro dann un de Gesondheetsminister: Ass geplangt, eng aner Kommunikatioun virzehuele respektiv sech do och mat de Saarlänner respektiv Rheinland-Pfälzer ze konzertéieren?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Merci dem Här Kox fir d'Fro, déi eis et erlaabt, nach eng Kéier kuerz eis Positioun zu Cattenom ze résuméieren. Dir wësst, dass mer net op déi multipel Incidenten zu Cattenom waarden, fir kloer fir d'Ofschaltung respektiv subsidiaresch fir eng Netverlängerung vun der Lafzäit vun där Zentral ze plädéieren, mä déi sech joend Zwëschefäll, déi zwar elo net am Noyau nucléaire sinn, déi bestätegen eis an där doter Approche.

Zum Fait: Et ass e Brand an engem Transformator, deen de Reakter 1 alimentéiert, entstanen, no bausse ganz spektakulär, well eng op Kilometer siichtbar Brandwollek entstanen ass, mä deen Incident ass awer vun der Agence de sécurité nucléaire (veuillez lire: Autorité de sûreté nucléaire) op der Skala, déi bis zu 7 geet, op de Seuil 1 agestuuft ginn.

Dir wësst, d'ASN ass déi onofhängeg Agence de sécurité nucléaire (veuillez lire: Autorité de sûreté nucléaire) a Frankräich. Et ass kengem Mënsch eppes geschitt, mä dat ännert awer näischt dorun, dass mer och bei dëse Geleeënheeten, wou net eng direkt Gefor fir d'Populatioun entstanen ass, dass mer dorop reagéieren.

Spektakulär war den Incident, mä technesch, do soen d'Experten, dass et net allze gefäierlech war. Politesch muss een allerdéngs soen, dass bei engem ähnlechen Zwëschefall bei der Zentral Krümmel an Däitschland dat dozou gefouert huet, dass den Ëmweltministère, deen et allerdéngs selwer a sengem eegene Land an der Hand hat, déi Atomdiskussioun an Däitschland wesentlech mat beaflosst huet, wat och dozou gefouert huet, dass dee Reakter ofgeschalt ginn ass. Déi dote Schluecht ass net um Technesche mä um Politeschen décidéiert ginn. An ech mengen och net, dass mer um Technesche deen heite Match wannen, mä wann, dann um politesche Plang.

Wat elo d'Kommunikatioun ugeet, huet EDF relativ séier d'Services de secours hei zu Lëtzebuerg kontaktéiert. E bësse méi spéit huet d'ASN eis Korrespondenten an der Radioprotektioun informéiert an och herno schréftlech den Incident bestätegt.

Wat elo eis Approche ugeet: Ech sinn net der Meenung, dass mer um Drécker sinn, fir deen doten Incident elo technesch ënnersichen ze loossen, mä awer eis weiderhin hëllefe solle loossen, zesumme mat Rheinland-Pfalz a mam Saarland, mat där noutwendeger Expertise. An dësem Fall gräife mer op d'Öko-Institut Darmstadt zréck, fir déi weider Entwécklung bei Cattenom ze suivéieren, éischtens wat déi fälleg Verbesserungen ugeet, mä awer och doriwwer eraus, an ech muss lech soen, dass ech och kee Problem hunn, fir un d'Öko-Institut déi doten Donnéeën, déi mer kritt hunn, weiderzeginn, fir dat doten och vun där doter Säit préiwen ze loossen.

Wat eis Attitüd elo am Moment ugeet: No där Interventioun, déi mer zu Paräis haten, wäerte mer den nächste Freideg eng Geleeënheet hunn, fir erëm eng Kéier den Nol anzeschloen, well mer ulässlech vun dem Ofschloss vum Test vun engem Eeschtfall zesummekomme mat de franséischen Autoritéiten an eis och der Press stellen. Et ass eng gutt Geleeënheet, fir op franséischem Territoire erëm eng Kéier de Message eriwwerzeginn, well dat Wichtegst, wat mer bräichten am franséische Raum, dat wär méi Sensibiliséierung bei de Leit selwer. An esou Geleeënheete ginn eis och Méiglechkeeten, fir de Message un d'Leit aus der Lorraine weiderzeginn.

Dir wësst, wéi eis Implikatioun um internationale Plang ass, fir d'Atomsécherheet insgesamt iwwert d'Euratom-Verträg, iwwert d'AIEA an esou weider ze verbesseren.

Ech wëll Iech och nach just soen, dass mer eis net op Cattenom beschränken. Mir hate bei deem Treffe mat der belscher Regierung dovu profitéiert, fir hinnen och kloer eis Attitüd zu Tihange ze soen. Et huet net allze vill genotzt gehat, well se 14 Deeg méi spéit erëm…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …Tihange un d'Netz gesat hunn, an dofir wäerte mer bei enger nächster Geleeënheet déiselwecht diplomatesch Démarche bei eise belsche Kolleege maache wéi bei de franséische Kolleegen, well se net sollen unhuelen, wa si „la loi du prince" hei spille loossen, dass mir eis do dermat zefridde ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Da komme mer zu der Fro N°240, déi Kéier vum Här Jean Colombera un d'Erzéiungsministesch, iwwert déi obligatoresch Impfunge vun de Schüler aus dem Lycée technique pour professions de santé. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. A Lëtzebuerg besteet keng Impfflicht an nom Règlement grand-ducal vum 18. Oktober 2001 ginn zwar etlech Impfunge préconiséiert, mä kee gëtt gezwongen, fir eng Impfung ze maachen.

Elo besteet awer d'Direktioun vum Technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer drop, dass d'Studenten an d'Studentinnen, déi sech aschreiwe wëllen, geimpft musse sinn, soss gi se net zum Studium zougelooss. Och wann een argumentéiere kann, dass iergendeen, e Schüler oder eng Schülerin, deen an der Gesondheetsbranche schafft, méi engem grousse Risiko ausgesat ass, esou gëtt awer hei eendeiteg d'Entscheedungsfräiheet vum eenzelne Schüler oder der Schülerin a Fro gestallt. Wann dat esou ass, dann hänkt den Zougang zu engem Studium vun enger Impfung of, déi gemaach ginn ass oder déi net gemaach ginn ass.

Dofir meng Froen un d'Bildungsministerin: Kann d'Ministerin mir bestätegen, dass den Zougang zum Technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer mat enger Impfflicht verbonnen ass?

Zweetens, falls jo, mengt d'Ministerin net, dass dëst regelwiddreg ass an dass d'Entscheedung vun der Direktioun hei muss zréckgeholl ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ee Kandidat, dee sech an d'Infirmièresschoul aschreift, dee gëtt invitéiert, fir sech impfen ze loosse géint Diphtherie, géint Polio, Tetanus, Hépatite B a Coqueluche, well, wéi Der wësst, d'Schülerinnen an d'Schüler vun der Infirmièresschoul, déi maache jo Stagen a Spideeler. An an där Konventioun, déi ofgeschloss ass zwëschen engem Spidol an der Schoul, do steet dran, dass: «Le Lycée veille à ce que les élèves et les enseignants se soumettent à des contrôles périodiques de leur état de santé et à ce que la vaccination soit conforme à la réglementation en matière de médecine du travail pour les professionnels de santé.»

De Livre III vum Code du Travail seet dann, wéi dat geregelt ass fir d'Professionnels de santé, déi jo extra Bestëmmungen hunn, wat hir Sécherheet, hir Gesondheet ugeet.

Dorauser kéint ee jo da schléissen, dass eng Flicht besteet, fir sech impfen ze loossen. Dat ass awer net esou, well e Kandidat, dee sech net wëllt impfe loossen an deen awer Stagë mécht an engem Spidol, dee muss dann awer eng Deklaratioun ofginn, wou en dra seet, dass en zwar um Enseignement clinique deelhëlt, mä ënner senger eegener Verantwortung, an dass en dann och, wann e Verdacht besteet, direkt Kontakt hëlt mat deenen zoustännege Stellen, fir ze kucken, ob dann eng Gefor ass oder net.

Also, d'Äntwert ass: Et ass keng Flicht. Et ass eng ganz waarm Recommandatioun an et kann een also op seng eege Verantwortung refuséieren, sech impfen ze loossen, wat ech awer wierklech kengem Mënsch géif roden.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. An da komme mer elo zu där leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°241 vum Här André Bauler, nach eng Kéier un d'Erzéiungsministesch, iwwert d'Formation continue fir Enseignanten aus dem Cycle 1. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP).* Merci, Här President. Ech wollt dann och nach eng Fro un d'Madame Éducatiounsministesch stellen. All déi nei Enseignanten, déi aus der Formatioun vun der Uni Lëtzebuerg kommen, däerfe jo an déi véier Cyclë schaffe goen. Een Enseignant, dee säin Diplom virun e puer Joer krut, dierf dat net, well et deemools nach eng separat Formatioun fir d'Spillschoul a fir de Primaire gouf.

Dofir wollt ech froen, ob ab der Rentrée nees eng Formatioun ugebuede gëtt fir d'Leit, déi schonn am Beruff sinn, awer nëmmen de Brevet hu fir de Cycle 1 oder Cycle 2 bis 4. Et gouf ëmmer esou eng Formatioun, dat ware 15 Nomëtteger zu véier Stonnen.

Am Sënn vun enger méi grousser Flexibilitéit, berufflecher Flexibilitéit vun den Enseignantë wär et wierklech begréissenswäert, wann esou eng Formatioun kéint en place gesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Madame Erzéiungsministesch kritt elo nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech muss elo e bëssen aushuelen, well effektiv fréier, soulaang wéi den ISERP den ISERP war, gouf et eng Formatioun, oder neen, do si Leit ausgebilt ginn als Schoulmeeschter, an déi eng haten eng Optioun Préscolaire an déi aner haten d'Optioun Primaire. A wann dann ee wollt wiessele vum Préscolaire an de Primaire, dann huet den ISERP eng Formatioun vu 60 Stonnen ugebueden. Déi konnt ee maachen an da konnt een och vum Primaire an de Préscolaire, vum Préscolaire an de Primaire wiesselen.

Déi Formatioun gëtt net méi ugebueden, säit den ISERP d'Uni ass, well dat ass net kompatibel mat ECTS a mat enger Formation universitaire, sou dass säit 2003 déi Méiglechkeet net méi besteet.

An deem Gesetzesprojet, der Reform vun der Grondschoul, déi also 2009 gestëmmt ginn ass, hate mir esou eng Dispositioun virgesinn, dass et méiglech wär, déi Formatioun erëm nozehuelen, wann ee Préscolaire ass, dass ee kéint Primaire maachen an ëmgedréint. Dat huet de Conseil d'État awer mat enger Opposition formelle empêchéiert, well e gesot huet, de Ministère ka sech net suppléieren enger Universitéit, dee kéint keng Universitéitsdiplomer matginn.

Wéi elo all Deputéierten, deen an der Commission de l'Éducation nationale ass, weess, hu mer de Moment e Projet 6390 doleien, do ass erëm virgesinn, dass mer géife kënnen eng Formatioun ubidden, en Exame maachen, an dann de Leit, déi aus dem Cycle 1 wëllen an de Cycle 2 bis 4 wiesselen an ëmgedréint vun 2 bis 4 an 1, dass mer deene géifen d'Méiglechkeete ginn erëm, esou eng Formatioun ze maachen, mat engem Examen, fir dass mer méi eng grouss Flexibilitéit an de Corps enseignant kréien, well mer jo ganz vill Kandidatinnen hunn, déi am Préscolaire sinn an déi no enger Zäit awer vläicht Loscht hätten ze wiesselen.

Dat Gesetz ass awer nach net gestëmmt. Et läit de Moment am Parlament a mir waarden op den zweeten Avis vum Conseil d'État. A wa mer dann de Feu vert kréien, da kéinte mer envisagéieren, esou eng Formatioun erëm anzeféieren.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn vun de Mëtteg ukomm.

Fir haut de Mëtteg hunn déi véier Fraktiounen zesummen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun un d'Regierung zum Stabilitéits- a Wuesstumspakt ugefrot. Hei ass d'Riedezäit vun der Conférence des Présidents festgehale ginn a gesäit Folgendes vir: zéng Minutte fir déi eenzel Fraktiounen, fënnef Minutte fir d'Sensibilités politiques an 30 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Colombera an Urbany.

Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Europäesch Kommissioun, déi huet eisem Land am Kader vun dem nationale Stabilitéits- a Reformprogramm fir dëst Joer sechs Recommandatioune gemaach. Dës sinn zimlech deckungsgläich mat deem, wat Bréissel eis d'lescht Joer geschriwwen huet.

Éischtens zur Konsolidéierung vun dem Budget: Fir Bréissel musse mir un enger zolitter Budgetspolitik festhalen. D'Objektiv muss et sinn, en Iwwerschoss an eisen öffentleche Finanzen ze erschaffen. Dës Approche war an ass nach ëmmer déi vun der CSV-Fraktioun. Mir hu fir 2013 e geschate Budgetsdefizit vun 0,7%, en Defizit, eng gesamtöffentlech Schold vu manner wéi 25%. Dobäi leie mer wäit ënnert de Maastricht-Kritären. Mä eis Wirtschaft, déi hänkt vum Ausland of, an eis öffentlech Finanze sinn duerfir vill méi volatill.

A mir hu virun allem eng verkappte Schold, déi vun eiser Altersversuergung. D'Leit gi méi al a kréie méi laang eng Pensioun. Dëst ass eigentlech en demografesche Phenomeen an un deem kënne mer net vill ännere.

Eise Sozialversécherungssystem ass a senger Gesamtheet iwwerschësseg, mä déi Situatioun riskéiert mëttelfristeg ze kippen. D'Bäitragszueler vun haut, dat sinn d'Leeschtungsempfänger vu muer.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et duerfir e kloert an en noutwendegt Zil, fir de Budget méiglechst schnell erëm an den Équiliber ze bréngen. Dat heescht keng Austeritéitspolitik: Mir wëlle weider konsolidéieren, mir wëllen eis awer net kapottspueren. Fir de Budget 2013 beleeft de Gesamtpak vun deene Konsolidéierungsmoossname sech op 952 Milliounen Euro. Mir hunn also net tatenlos nogekuckt.

Sécher hätte mir kënne méi spueren. D'Dépensë klammen insgesamt awer manner héich, wéi dat an de leschte Joren de Fall war, an dat trotz héijen Ausgaben am Beschäftegungsfong,

bei de Familljenzoulagen a virun allem um Niveau vun de Sozialtransferten. Besonnesch am Sozialberäich huet d'Koalitioun och a schwieregen Zäite fir de sozialen Zesummenhalt am Land gesuergt.

An der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun sot de Statsminister, dass mir och a finanziell schwieregen Zäite mussen d'Zukunft virbereeden. Dat sinn tëscht 2009 an 2013 ganzer 62 Milliarden Euro: fir d'Schoul, fir Investissementer an öffentlech Infrastrukturen - Schinnen, Stroossen, Gebaier -, familljepolitesch Leeschtungen, Fuerschung an d'Uni. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dës Approche ausdrécklech.

Zweetens, zu de Steieren: Bréissel recommandéiert eisem Land eng Hausse vun der TVA. An der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Statsminister ugedeit, fir d'TVA-Recetten, déi am elektroneschen Handel ewechbriechen, duerch en Erhéije vun dem TVA-Saz ze kompenséieren, mä dat no 2015. Déi definitiv Entscheedung doriwwer obläit deemno enger nächster Regierung.

Fir d'CSV-Fraktioun schéngt et kloer, dass déi Verloschter aus dem elektroneschen Handel - dat maachen ëmmerhi 700 Milliounen Euro aus -, dass mer déi net ouni TVA-Hausse kënnen ausgläichen. Mir plädéieren derfir, dass mir weiderhin deen niddregsten TVA-Saz an Europa halen. Mä och iwwer eenzel Elementer, déi mat dem niddregen TVA-Saz vun 3% haut besteiert ginn, däerf et keen Tabu sinn, fir driwwer nozedenken. Hei heescht et awer, sozial gerecht virzegoen. D'CSV-Fraktioun gesäit duerfir eng TVA-Reform agebett an eng méi breet Steierreform, wou de sougenannte Mëttelverdénger net penaliséiert gëtt.

Drëttens, zu de Pensiounen: Bréissel recommandéiert, wéi dat schonns déi lescht Joren de Fall war, d'Käschte vun eiser Altersversuergung ze reduzéieren. Laut Bréissel misst een duerfir den effektive Pensiounsalter an d'Luucht setze grad wéi de legale Pensiounsalter un d'Alterserwaardung upassen. Mir hunn um Enn vum leschte Joer eng Pensiounsreform gestëmmt. D'CSV-Fraktioun steet hannert där Reform. Si hätt sécherlech kënne méi wäit goen. Et ass awer virun allem eng équilibréiert Reform. Et gouf gläichzäiteg u méi Schrauwe gedréint, mat der Virgab, jiddwerengem eng ugemoosse Rent zu räsonabele Konditiounen ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen doriwwer eraus awer der Realitéit an d'A kucken. 2060 wäerte mir ronn 440.000 Pensiounsempfänger hei zu Lëtzebuerg hunn, dräimol méi wéi haut, an dovunner ronn d'Halschent, déi net méi hei am Land wunnen. Mir musse sécherstellen, dass och nach no deene Virgaben de Generatiounevertrag, op deem eis Gesellschaft berout an deen e wesentleche Facteur vun der sozialer Kohäsioun ass, nach garantéiert ass.

D'Pensiounsreform, déi gemaach gouf, ass fir d'CSV-Fraktioun e Schrëtt an déi richteg Richtung. Si verschaaft e bësse Loft, mä d'Hänn dierfe mer duerfir net an de Schouss leeën. Mir mussen an enger zweeter Etapp noleeën an un deeneselwechte Stellschrauwen dréinen.

Véiertens, zum Index: Jo, et ass scho bal traditiounsméisseg, dass Bréissel sech mat eisem Indexsystem huet. Et war eng richteg Entscheedung, fir am Kontext vun der Kris 2012 op de Wee ze goen, maximal eng Indextranche pro Joer bis 2014 auszebezuelen. Dësen adaptéierte System huet och seng Preuvë gemaach. Dat sollt een ëmmer am Hannerkapp halen.

D'Kafkraaft vun de Leit ass erhale ginn. D'Betriber hu Previsibilitéit. Bis Enn 2014 wësse mir och mat deem System, wou et higeet. Wat doriwwer erausgeet, dat ass d'Aufgab vun enger nächster Regierung. Et gëtt eigentlech genuch Modeller an Alternativen. Et heescht am Endeffekt, dee richtegen Équiliber ze fannen tëscht dem Erhale vun der Kafkraaft vun den eenzelne Leit an der Kompetitivitéit an der Previsibilitéit vun de Betriber. Ech denken, dass do ee Mix vun e puer Elementer, an dozou zielt och d'Zesummesetzung vun dem Wuerekuerf, duerchaus e räsonabele Kompromëss däerft duerstellen.

Fënneftens, zum Chômage: Bréissel recommandéiert verstäerkt Efforten, fir de Jugendchômage ze reduzéieren. Mä och hei am Land hu mer domat en zolitte Problem. Déi Jonk ënner 30 Joer, déi maache ronn 25% vun den Aarbechtslosen aus. Vill jonk Leit sinn ouni Schaff an hu kee Schoulofschloss. Si hu keng adaptéiert Ausbildung. Dat ass wichteg duerfir, dass mer gutt Diplomer hunn, eng gutt Beruffsausbildung.

Jo, et ass eng Reform vun der Grondschoul gemaach ginn, d'Beruffsausbildung ass reformiert ginn an d'Reform vun dem Lycée ass an d'Wee geleet. Wat d'Friichten dovunner sinn, jo, dat muss d'Zukunft weisen. An der Tëschenzäit gëllt et, d'Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk weiderzeféieren. D'Schüler musse besser orientéiert ginn. D'Maison de l'Orientation spillt hei eng wichteg Roll. D'Schoul vun der zweeter Chance fänkt vill Jonker op. An d'CSV-Fraktioun, déi begréisst an deem Kontext och ausdrécklech d'Initiativ vun der Jugendgarantie, där no all Jonken innerhalb vu véier Méint eng Beschäftegung, e Stage oder eng Formatioun kréie soll.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen och en Ëmdenke vun eise jonke Leit. Et ass keng Schan, fir an der Hôtellerie, an der Restauratioun ze schaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Och jonk Lëtzebuerger kënnen am Handwierk, um Bau wäertvoll an interessant Aarbecht maachen.

Sechstens a leschtens, zu den CO_2-Emissiounen: Bréissel recommandéiert, eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, besonnesch duerch en Unhiewe vun den Accisen op de Pëtrolspräisser. D'Approche vu Bréissel, wat d'Zilsetzung ubelaangt, ass sécherlech net vun der Hand ze weisen. Mä d'Recettë vun den Accisen an der TVA um Bensin maache ronn 1,3 Milliarden Euro aus. Dat si ronn 10% vun eisem Budget. An do spillt den Tanktourismus eng net onerhieflech Roll. An op déi Sue kënne mer och net vun haut op muer verzichten.

Klimaschutz kann ee fir eis duerfir net eleng op steierlech Aspekter reduzéieren. Klimaschutz ass vill méi eng global Aufgab. An et soll ee sech och näischt virmaachen. Och wann de Bensin zu Lëtzebuerg méi deier gëtt, geet de Konsum an der Grenzregioun net erof, mä e verlagert sech. A wa mir den öffentlechen Transport net weider ausbaue kënnen, féiert eng méi héich Besteierung eleng net zu dem gewënschten Zil.

Här President, et ass eigentlech heiansdo gutt, wann ee vu baussen en Écho op seng öffentlech Finanze kritt. D'Recommandatioune vu Bréissel ginn zum gréissten Deel an déiselwecht Richtung, wéi dat an deene leschte Joren de Fall war. D'Zilsetzung, jo, déi kann een deelen, mä de Wee dohinner bestëmmt net Bréissel, mä mir selwer. Et geet eigentlech net nëmmen ëm PIB, net nëmmen ëm Wuesstum a Kompetitivitéit, mä et geet och ëm Leit an deenen hir Zukunft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op deene siwe Säite Recommandatioune fanne mer, an de Gilles Roth als Virriedner huet et gesot, eng ganz Rei vun albekannte Sujeten zréck mat Duerstellungen, déi och net ganz nei sinn. Et geet ëm Index, et geet ëm de Pensiounssystem, et geet ëm d'Besteierung, et geet ëm Chômage, et geet ëm Recherche.

Och wann een - an dat gëllt och fir meng Fraktioun - net mat allem d'accord ass, wéi déi Sujete gesi ginn, wou misst ugesat ginn, esou gesäit een awer, datt mer nees erëm eng Kéier geschriwwe kréien, datt mer, fir mëttelfristeg Stabilitéit, eng finanzpolitesch Stabilitéit an eng wirtschaftspolitesch Stabilitéit ze gewährleeschten an domadder och d'Viraussetzung fir Croissance iwwerhaapt kënnen ze schafen, eng Rei vu méi déif gräifende Reforme brauchen.

Et ginn och hei an deenen Zeilen eng Rei vu Reformusätz opgezielt, Reformusätz, déi vläicht net an déi falsch Richtung gaange sinn, mä wou awer bedauert gëtt, datt et vläicht just en éischte Schrëtt war - wéi zum Beispill de Rapport sech ausdréckt -, wat déi bekannte Rentereform ubelaangt. An an deem Kontext wësse mer jo awer, datt déi nächst Joren och den Iwwerschoss aus der Renteversécherung riskéiert erofzegoen. An dat huet jo erëm eng Kéier en direkten Impakt och op de gesamtstaatlechen Defizit, deen doduerjer weider riskéiert an d'Luucht ze goen, esou datt déi Spuerefforten, déi mer musse maache beim Zentralstat, doduerjer nach eng Kéier däitlech méi héich wäerte ginn.

Mir als demokratesch Fraktioun hunn éischter plädéiert, fir eng Rentereform ze maachen, wou mer och direkt eng Rei vu Mesurë géifen huelen, déi och direkt eng Rei vu Benefisser op deem dote Plang géife brëngen. Ech erënneren dorunner: fir zum Beispill an Zukunft op den Ajustement ze verzichten.

Déi Explikatiounen, déi mer am Rapport erëmfannen iwwert den Index, betreffe virun allem d'Relatioun Index a Produktivitéit. An do ass et interessant, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt d'Produktivitéitsentwécklung jo net gläichméisseg ass hei zu Lëtzebuerg jee no Secteur, mä datt mer eenzel Secteuren hunn, wou nach wie vor Potenzial do ass, datt et zu Produktivitéitssteigerunge wäert kommen, an datt aner Secteure bestinn, wou dat awer vill méi schwéier wäert sinn a wou mer riskéieren, datt dat, jo, vläicht ganz zum Stoe wäert kommen.

Duerfir ass et schwiereg och, eng - soe mer emol -, eng Indexpolitik ze maachen, déi ganz secteuriwwergräifend ass an déi riskéiert, finalement awer enger Rei vu Secteuren, enger Rei vu Betriber aus deem Secteur Problemer ze maachen an net zulescht och de Chômage weider an d'Luucht ze dreiwen.

Da liese mer eigentlech och dat erëm, wat d'Regierung décidéiert huet, fir, jo, iwwert de Wahltermin vun 2014 eraus eigentlech keng Décisiounen ze huelen, souwuel wat den Index ubelaangt, dann awer och aner Décisiounen eréischt unzekënnegen, mä déi ginn dann dono geholl; wéi dat, wat TVA-Recetten ubelaangt, déi um Commerce électronique ewechfalen an déi duerch eng Augmentatioun vun der TVA sollen da kompenséiert ginn.

Interessant schénge mer och déi Iwwerleeungen ze sinn, déi am Domän vun der Recherche gemaach ginn. Mir halen oft Rieden hei, sief et beim Budget, beim État de la nation oder méi prezis, wann et ëm Recherche an Développement geet, wou mer soen: „Dat ass d'Zukunft. Do ginn d'Aarbechtsplaze vu muer op, déi entstinn an deenen Domänen, wou mer haut bereet sinn, Efforten ze maachen, och öffentlech Efforten ze maachen, fir a Recherche ze investéieren."

Mir gesinn awer, datt, jo, d'Resultat net deementspriechend ass, datt - bis elo op jidde Fall - dat net derzou gefouert huet, datt eng Hällewull vu jonken, innovative Betriber geschafe gi wären. Déi sinn awer nach ëmmer allze oft op enger oder vläicht zwou Hänn opzezielen.

Et mierkt een och, datt de Privatsecteur net nozitt an der Recherche, datt mer doduerch awer nach ëmmer en Iwwergewiicht vum öffentleche Secteur an den Dépensen, wat d'Recherche ubelaangt, hunn an doduerjer relativ wäit vun de Privatbetriber, also vun der Recherche appliquée, ewechréckelen. Och dat einfach vläicht nach eng Kéier als Denkustouss matzehuelen, dat wär sécherlech net falsch, fir bei deene villen Efforten, déi mer maachen - an iwwert de Statsbudget maache mer der ganz, ganz vill -, nach eng Kéier ze kucken, ob mer dat Geld net aneschters, méi gewënnbréngend, nach méi kéinten investéieren, selbstverständlech weiderhin an der Recherche, mä awer kucken, datt do méi doduerjer kéint zu Lëtzebuerg vun Neiem ugestouss ginn.

Jo, wann een dann nach eng Kéier virgerechent kritt, datt mer eis Klimaziler vun 2020 ëm 27% dépasséieren, da gesäit een, wat fir e Fiasko eigentlech d'Lëtzebuerger Klimapolitik dann awer momentan erreecht huet an datt et do zu engem méi staarke Politikwiessel muss kommen, wa mer wierklech eis wëllen eppes virhuelen. Soss sollte mer och Ofstand huele vun deenen ambitiéisen Ziler, déi mer ëmmer nees heiheem an awer och dobaussen da verkënnegen, an eigentlech och heiansdo dann eis Ënnerschrëft dorënnersetzen.

Ech wëll elo net nach eng Kéier op d'Propositioune vu menger Fraktioun - Klimabank - agoen, fir Albausanéierung prioritär unzepaken. Ech wëll net nach eng Kéier op all déi Iwwerleeungen, wou mer eis zum Deel eens sinn, zum Deel vläicht nach net eens sinn hei am Haus, ronderëm den Transport public zréckkommen. Mä mir wëssen eigentlech, op wat fir enge Stellschrauwen datt mer mussen dréinen. Mir mussen et do maachen, mir musse just kucken, datt mer och do bereet sinn, e gewëssene Politikwiessel awer zouzeloossen. Well ouni deen, fäerten ech, wäerte mer eis Ziler an deem doten Domän an awer och an aneren Domäner net erreechen.

Ouni Politikwiessel erreeche mer wahrscheinlech och net vill, wat d'Chômagebekämpfung ubelaangt, wou mer hei och nach eng Kéier déi Haaptachse genannt kréien. Déi sinn net nei. An dat ass natierlech d'Grondausbildung. Et ass och d'Weiderbildung an eisen Aen. Do hate mer viru Kuerzem hei e Rapport, wou och de Rapporteur, den André Bauler, jo drop higewisen huet, datt mer virun allem Aktivéierung a Weiderbildung musse maachen.

Aktivéierung ass och en Term, deen ech hei erëmfannen am Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Mir mussen hei zu Lëtzebuerg kucken, wéi mer déi konkret iwwersetzen. Do ginn déi Lëppebekenntnisser, déi mer am État de la nation héieren hunn, déi mer awer och hei am Débat iwwert d'Chômagebekämpfung héieren hunn, bis ewell nach net duer.

A mir sollen eis, dat kréie mer hei un d'Häerz geluecht - an ech mengen, dat ass net falsch -, méi intensiv mat der Fro auserneesetzen: Wéi integréiere mer souwuel an der Schoul wéi awer och um Aarbechtsmaart déi Leit, déi vu bausse bei eis kommen? Well mir mierken, datt mer do ëmmer méi grouss Problemer kréien, fir d'Kanner vun den Immigranten an der Schoul ze integréieren, fir datt se eng Chance hunn, och do mat engem Diplom herno aus der Schoul ze kommen. Do geet et sécherlech och nach eng Kéier ëm déi Sproochekompetenzen, déi mer wëllen, déi mer musse vermëttelen, an op wat fir eng datt mer eis dann elo awer och solle konzentréieren, jee nodeem, wat fir eng Formatioun datt ee wëllt maachen.

A sécherlech musse mer awer och thematiséieren op där anerer Säit déi Leit, déi haut nach bei eis kommen - an et ginn der net manner, déi bei eis kommen, et waren der am Ufank vun dësem Joer nach ganz, ganz vill, bedéngt duerch eben och déi dramatesch sozial Situatioun, déi dramatesch Situatioun och um Aarbechtsmaart a ville Länner a Südeuropa -, datt mer riskéieren, datt mer eng Immigratioun weider behalen, mä awer eng Immigratioun, wou d'Leit herno a ganz prekäre Situatiounen zu Lëtzebuerg wäerten existéieren, wou zum Deel Leit och relativ schnell frustréiert erëm heemginn, zum Deel Leit awer herno dann och just hei wäerte vun de sozialen Netzer mussen opgefaange ginn.

Fir dat ze évitéieren, fir déi Leit esou gutt wéi méiglech ze guidéieren an dann, well mer se jo och brauchen hei, an oft brauche mer se awer nach, och hei ze integréieren, och do schéngt mer e Politikwiessel ubruecht ze sinn.

Déi Sujeten hei, Här President, kommen all Joer erëm. Mir kréien, wéi all Joer, e bëssen eng Zensur ausgestallt, wou deen een da seet: „Et hätt nach kënne besser sinn", deen anere seet: „Mir hunn et awer net esou schlecht gemaach." Et ass eigentlech deeselwechten Débat, reduzéiert op zéng Minutten, déi een als Spriecher dann hei huet, wéi mer e beim Budget oder beim État de la nation hei féieren.

Mä mir kënnen hei ganz vill Débate féieren, et geet drëms et unzepaken, fir et ze maachen, fir eppes ëmzesetzen a fir awer an enger Rei vu Politikberäicher e grondsätzleche Wiessel kënnen anzelauden. Soss, fäerten ech, kréie mer lues awer sécher ëmmer méi schlecht Zensure vun der Europäescher Kommissioun ausgestallt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. An als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollte vläicht bei all deenen Débaten, déi mer am Rahme vum Semestre européen féieren, ëmmer oppassen, dass mer eis net vu Bréissel an eng reng technokratesch Vue vun de Saachen alulle loossen, mä ëmmer eis drun erënneren, dass den Exercice jo en fait deen ass - ech woe bal net d'Wuert ze soen -, fir Vollbeschäftegung an Europa erëm hierzestellen, fir sozial Kohäsioun ze halen, fir der Kompetitivitéit vun der europäescher Ekonomie, an engem grousse Struggle mat all deenen aneren Ekonomien, déi beschtméiglech Chancen ze ginn.

Wann ee sech - ech hunn et de Moien nach eng Kéier gekuckt - d'Zuele vun eleng dem Jugendchômage an Europa ukuckt, dann ass deen an der Tëschenzäit bal bei 25% vun deene Jonken ënner 25 Joer ukomm. Dat ass am Verglach an deene leschten zéng Joer eng Augmentatioun vu 5%, 6%. An och hei zu Lëtzebuerg sinn déi Zuelen net besser.

D'Zilsetzung muss also sinn deen Triptyque, dee mer hei ëmmer erëm diskutéieren - wou déi eng méi Wäert leeën op dat eent wéi op dat anert, mä insgesamt mer eis awer eens sinn -, dass den Triptyque, dee mer musse fäerdegbréngen, deen ass, Kompetitivitéit ze hunn, och hei zu Lëtzebuerg national, d'öffentlech Finanzen an Uerdnung ze hunn an op där anerer Säit d'sozial Kohäsioun héichzehalen, d'Sozialnetz weiderzestrécken, drun ze schaffen, esou wéi mer dat bei der Rentereform gemaach hunn, mä awer mat der Zilsetzung, dass de Mënsch do jo awer vis-à-vis vun alle makroekonomeschen Zuelen, déi mer dann hei diskutéieren, am Mëttelpunkt soll bleiwen.

An ech mengen och, fir eis war et ëmmer erëm wichteg ze soen, dass an der Method mer d'accord sinn, dass een an Europa net an en Dénge kënnt, wou et keng aner Alternativ méi gëtt zu enger europäescher liberaler - meeschtens liberaler - Politik.

Mir sinn also d'accord als LSAP ze soen, dass een an Europa gemeinsam Ziler muss hunn - well ee sech och gemeinsam soll hëllefen, muss een och d'Ziler gemeinsam hunn -, mä dass déi Weeër, fir dohinnerzekommen, ëmmer national ënnerschiddlech solle sinn. Dat ass d'Demokratie. Déi décidéiert bei Wahlen, a wat fir eng Richtung d'Solutioune solle goen. An ech mengen, dat wëll ech och haut hei nach eng Kéier bekräftegen, dass et fir eis wichteg ass, och Ënnerscheeder an der Politik auszemaachen, se ze

diskutéieren, Choixen ze maachen, déi net déi eng déiselwecht si wéi déi aner.

Wann een déi Zensur kuckt, fir beim Wuert ze bleiwe vum Kolleeg Meisch, da gëtt et däers engen an et gëtt däers aneren doranner. Ech mengen, Dir hutt elo de Wäert méi op dat eent geluecht. Ech kucken eng Rei vun anere Saachen, déi wichteg sinn. Op Säit 3 seet d'Kommissioun direkt... An ech mengen, dat ass jo wichteg, dass dee makroekonomeschen Zeenario, dee mer gezeechent hunn, der Kommissioun plausibel schéngt. Dat heescht, mir baséieren op Zuelen, déi, mengen ech, awer realistesch sinn, déi mat Virsiicht gekuckt gi sinn an analyséiert gi sinn.

D'Kommissioun hält fest, dass eis Dette publique brute ganz staark ënnert där ass, déi a sech d'Valeur de référence vu 60% ass. Dat wësse mer. Mä gläichzäiteg wësse mer, dass d'Entwécklung vun eiser Dette an deene leschte Joren ze schnell an d'Luucht geet an dass mer eis doriwwer musse Suerge maachen, dass mer e Scholdestat net wëllen hunn, well dat eng Hypothéik op de Schëllere vun de jonke Generatiounen ass, déi mir als Generatioun haut net kënne maachen.

Mir sinn och eent vun deene wéinege Länner, déi keng Procédure de déficit excessif kréien. Ech mengen, och dat weist, dass mer um Niveau vum Defizit Efforte gemaach hunn. De Kolleeg Roth huet nach eng Kéier drun erënnert am Budget 2013, a wat fir engem Mooss d'Entreprisen, mä och d'Leit dobaussen en Effort maachen, fir eist Land an eng Spur erëm eranzekréien, déi heescht „gesond öffentlech Finanzen", déi wichteg si fir villes aneschters.

D'Reform vun de Pensioune gëtt dohinnergestallt als en éischte wichtege Schrëtt. D'Regierung huet, mengen ech, oder se probéiert ze amendéieren; an en importente Schrëtt, ech mengen, loosse mer et emol festhalen: dass, nodeems mer am Rentewiesen an deene leschte Joren - 10, 20, 30 Joer - ëmmer an d'Luucht gaange sinn, ëmmer konnten d'Leeschtunge verbesseren, mer elo emol eng Kéier, déi éischte Kéier den Otem unhale fir ze kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir dat mëttel- a laangfristeg dach awer am Rudder ze halen?

An ech wéilt eppes Leschtes vun der Zensur soen: dass d'Kommissioun festhält, dass mer - an dat gëtt jo oft niéiert dobaussen - eng Produktivitéit hunn, déi „relativement élevée" ass, fir den Ausdrock vun der Kommissioun ze huelen. Och dat weist, dass mer um Niveau vun der Produktivitéit, sécherlech duerch de Finanzsecteur bevirdeelegt, awer relativ gutt dostinn.

Ech wëll och net alles opzielen, fir kloerzemaachen, dass dës Majoritéit op all deene Punkten do eng ganz Rei vun Efforte gemaach huet, déi wichteg a richteg waren. Ech mengen dofir och, der Kommissärin Viviane Reding, déi Lëtzebuerg hei virgestallt huet, eis Zensur, an déi gemengt huet, mir missten erwächen, ech wëll der Madame Reding soen, dass mer an deene leschte Joren, wa se dat net sollt gemierkt hunn, ganz waakreg waren, fir heiansdo och schwiereg Reformen ze maachen. Eleng déi zwou grouss vum Sozialminister, d'Krankekeesereform mat Streik a mat Manifestatiounen, d'Rentereform mat Manifestatiounen, da mengen ech, hu mer do Efforte gemaach! A wann ech den Indexkompromiss huelen, no der gescheiterter Tripartite, da war dat och e Beweis, dass mer dach Décisioune konnten huelen.

E puer Wuert zu de Recommandatiounen; déi beim öffentlechen Defizit hunn ech genannt. Ech mengen, mir hunn am État de la nation virun e puer Wochen hei diskutéiert. An ech hunn do relativ vill Konsens dra fonnt an der Beuerteelung vun eiser Situatioun an och an der Tatsaach, dass mer fir 2015 dach awer e Konsens hei haten, fir ze soen, dass eng vun de Pisten am Rahme vun enger grousser Steierreform - wou mer iwwer villes mussen diskutéieren, iwwert den Tarif, iwwert de Steiertarif, iwwert de Mëttelstandsbockel, iwwert d'Betribsbesteierung mussen diskutéieren, iwwert d'Besteierung vum Kapital mussen diskutéieren -, dass och eng vun de Pisten déi ass, bei der TVA um Niveau vum Regelsaz en Effort ze maachen, fir vu 15% an d'Luucht ze goen, net méi (veuillez lire: awer net ze vill), mat der klorer Virgab, fir nach ëmmer dee beschten, attraktiivsten TVA-Taux an der Regel ze behalen. Dat géif also haut heeschen, dass een 2% Augmentatioun géif maachen, well ech mengen, deen nächste läit bei 18%, mengen ech, op 18% sinn zwee Länner hannendrun.

A kloermaachen - an ech mengen, dat ass fir eis als LSAP extrem wichteg -, dass mer e klore Message ginn, dass mer um Niveau vun den Niddregsätz, déi vun den allgemengen, generelle primäre Konsumgidder, dass mer do un déi Tauxen, déi ënnescht Tauxe vun 3% a vu 5%, dass mer un déi net ginn! Ech mengen, dat ass e klore politesche Message, deen ech mer erhoffe vu jiddwerengem an deenen nächste Wochen och ze héieren.

Zu de Rente wëll ech näischt weider soe wéi nach eng Kéier - ech weess net, ob een do net gehéiert gëtt: Eise statutaresche maximale Rentenalter läit bei 65! Eisen Netto-, eise reelle Pensiounsalter, den Antrëtt läit an der Géigend vu 60 plus/minus, am Moment 59,8, wann ech un déi lescht Zuelen denken.

Dofir kënnt och mat der LSAP haut a mat Sécherheet och muer an iwwermuer eng Augmentatioun vum statutaresche Rentenalter net a Fro! Mir hunn tëschent 60 a 65 nach ganz vill Sputt, fir an deenen nächste Joren en Effort ze maachen an deem, wat jo e bëssen de Geescht vun der Rentereform war: fir mat enger verlängerter Liewenserwaardung och dovun auszegoen, dass ee méi laang ka cotiséieren. Mä ech mengen, de Sputt bis 65 ass nach largement grouss, fir dass mer déi Recommandatioun jiddefalls net akzeptéieren, fir un de statutaresche Rentenalter vu 65 ze goen.

E Wuert zum Index: Ech mengen, dass et och hei relativ kloer ass, mir hunn e Gesetz hei gestëmmt - an enger grousser Majoritéit iwwregens, wat gutt war -, wat eis bis 2015 Rou a Planungssécherheet fir d'Entreprisë gëtt an - ech mengen, et ass hei richteg gesot gi vun engem Virriedner - wat och dozou bäigedroen huet, dass an der Kris, am Géigesaz zu deene meeschten anere Länner, hei zu Lëtzebuerg d'Entwécklung vun de Léin dach awer positiv war. Net fantastesch positiv war, an eenzelne Secteure méi wéi an aneren, mä dass mer awer hei en Effort gemaach hunn, deen och d'Kafkraaft assuréiert. A Kafkraaft ass, wann een Opschwong wëllt, wann ee Wuesstum wëllt, och extrem wichteg. Et ass och eng Fro vu Psychologie, déi wichteg ass an enger Ekonomie, derfir ze suergen, dass een erëm an e positive Wuesstumstrend kënnt, dee mer alleguerte wëllen.

Bei de Solutioune fir 2015 ass et fir eis kloer: Mir kommen erëm zréck an d'Gesetz vun der aler Indexregelung, wann dat Gesetz ausleeft Enn 2014, dat ass haut Sache, doriwwer brauch een net ze diskutéieren. An ech mengen, där nächster Regierung obläit et dann, fir eng prezis Analys ze maachen a mat de Sozialpartner nees e Versuch ze maachen, no deem leschte jo gescheiterten, fir ze versichen, hei zu enger Regelung fir d'Zukunft ze kommen, wann dat opgrond vun der ekonomescher a sozialer Situatioun noutwendeg ass.

Fir eis ass et just ganz kloer, dass mer fir all Léisung, déi da gesicht gëtt, déi Léisung, déi mer haut hu vun enger garantéierter Indextranche op den 1. Oktober, privilegéiere par rapport zu allen anere Léisungen, déi am Moment um Dësch leien. An ech soe gradesou däitlech fir d'LSAP, dass eng Deckelung vun den Indextranchen, sou wéi se jo vun Eenzelne proposéiert gëtt, dass déi fir d'LSAP net a Fro kënnt, net cumuléiert mat där anerer an och net isoléiert, well et fir eis ganz kloer ass, dass d'Deckelung vun den Indextranchen den Ufank vum Enn vum Index generell ass. An ech mengen, dee Wee wäerte mer mat Sécherheet net matgoen.

E lescht Wuert, Här President, ass am Zesummenhang mat der CO_2-Problematik. Fir do e gebranntent Kand gewiescht ze sinn, weess ech, dass dat fir jiddwereen, deen de Ressort responsabel fir Klimaschutz zu Lëtzebuerg huet, dass dat eng Situatioun ass, wou et keen Auswee gëtt.

Wa mer net un den Tanktourismus kënne goen - an ech mengen, mir gesinn och, dass d'Recettë vum Tanktourismus haut tel sinn, dass een hei net ka mat der Aaxt drugoen, dat wär irresponsabel - a wann ee weess, dass mer um Niveau vun dem nationale Fuerpark duerch d'Reform vun der Autosteier e groussen Effort gemaach hunn, dee sech jo och gewisen huet an enger nationaler Reduktioun vun CO_2-Emissiounen, a wann ech dann deen zweete Plan d'action vun der Regierung gekuckt hunn, dee virun engem Mount erauskomm ass, da fäerten ech, dass och dat net de Worf ass, deen eis wäert dozou féieren, fir konkret zu enger Reduktioun ze komme par rapport zu deem, wat mer eng Kéier ënnerschriwwen hunn.

Et muss ee just heiansdo dann och d'Éierlechkeet hu kloerzemaachen, wéi een dat wëllt fäerdegbréngen, well soss ass et politesch en „Auswee ohne Ende". Ech mengen, da kann een do näischt eraushuelen. An dann ze soen: „Et ass esou global...", dat ass fir mech ëmmer e bëssen de Versuch, fir dann duerch d'Hannerdier erauszekommen, „et ass esou global, dass ee konkret national näischt ka maachen", an där Zwéckmillche si mer säit Joren!

An ech mengen, och do musse mer an enger nächster Legislaturperiod wierklech eis Zäit huelen, fir ze kucken: Wou gëtt et e Konsens, wou mer eng Rei vu ganz konkrete Saachen zum Beispill um Niveau vum öffentlechen Transport fäerdegbréngen, déi e gewëssene Big Bang géife bréngen an eng seriö Reduktioun vun den CO_2-Emissioune kéinte mat sech bréngen?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi makroekonomesch Zuelen, déi d'Lëtzebuerger Regierung op Bréissel geschéckt hat, déi hunn eis net zefriddegestallt, well mer der Meenung sinn, datt déi makroekonomesch Zuelen, déi an de Stabilitéitspakt drageschriwwe gi waren, eiser Meenung no nach vill ze vill optimistesch sinn. Dat ass dat eent.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt dee Wuesstum, deen do prognostizéiert gëtt, extrem optimistesch ass angesichts der Situatioun vun haut, mä awer net nëmme wéinst der Situatioun vun haut, mä well mer och eng Analys maachen, déi eiser Meenung no dozou féiert, datt mer déi Wirtschaftskris hei nach esou bal net hannert eis hunn an datt nach eng Rei Rebondissementer wäerte kommen, déi dozou féieren, datt déi Zuelen do, déi Croissance-Zuelen do net esou héich wäerte ginn.

Deen zweete Punkt, wat eis gestéiert huet, dat ass, datt d'Regierung higaangen ass bei der Recettësäit an einfach emol d'office déi 600 bis 700 Milliounen Euro, déi 1,4% vum PIB ausmaachen, déi ewechfale vum Commerce électronique, datt se déi als kompenséiert an d'Recettësäit dragesat huet. Dat heescht, si huet am Fong - loosse mer soen - virtuell eng TVA-Erhéijung drageschriwwen an d'Zuelen, an dat ass eiser Meenung no net korrekt, well natierlech musse mer kucken, wat geschitt, wann déi 600 bis 700 Milliounen ewechfalen, mä ob mer déi all bei de Recetten kompenséiert kréien oder solle kompenséieren, dat ass eng aner Diskussioun. An dofir fanne mir, do huet d'Regierung sech et einfach gemaach.

Mä trotzdeem datt, wéi gesot, éischtens positiv Zuele geschéckt gi waren an trotz dem Fait, datt mer d'office eng TVA-Erhéijung an deem Mooss agerechent hunn, déi eis Perte vun de 600 bis 700 Milliounen arechent, kënnt e Budgetsdefizit eraus fir d'Joer 2015 - ech schwätzen dann haaptsächlech elo also '14 a '15 - vun 1,3 Milliounen. Dat heescht, mir kréien emol net de Budgetsdefizit stabiliséiert. Et kritt een en ab 2015 eventuell stabiliséiert, wann dann déi positiv Zuelen, Croissance-Zuele géife spillen.

Dat heescht, mir kënnen net derlaanschtkommen, fir festzestellen, datt mer an enger finanziell schlechter Lag sinn, an enger budgetär schlechter Lag sinn. An, wéi gesot, mir fannen och, datt eigentlech - dat hunn ech scho gesot bei de Budgetsdebatten - dofir déi Situatioun mat deene 700 Milliounen, déi ewechfalen 2015, schonn 2013 beim Budget hätt misse mat an d'Diskussioun kommen a Weeër hätte misse gesicht ginn, schonn zwee, dräi Joer virdrun, wéi een da beweise kann, datt een déi 700 Millioune ka kompenséieren.

Et ass och esou, a mir si frou doriwwer, datt d'Kommissioun an hire Recommandatiounen och festhält, datt se feststellt, datt bei eise Recetten eng immens héich Volatilitéit ass. Dat ass eppes, wat mir als Gréng och ëmmer gesot hunn. Mir hu gesot, mir hunn nach ëmmer verhältnisméisseg héich Recettë par rapport zu den Nopeschlänner zum Beispill, och souguer an der Krisesituatioun, mä mir hu par contre par rapport zu den Nopeschlänner oder deene meeschte Länner an der Europäescher Unioun vill méi eng héich Volatilitéit an de Recetten, an déi riskéiert, sech an deenen nächste Joren nach méi staark bemierkbar ze maachen.

Dat ass och de Grond, firwat datt dee Punkt relativ am Detail beschriwwe gëtt. An do gëtt gesot, et misst eng besser Gestioun komme vun de Recetten. Dat deele mer sécherlech och. Do denken ech haaptsächlech och am Numm vu menger Fraktioun un d'Steierverwaltung, déi eiser Meenung no net gutt opgestallt ass an der Situatioun, wou eis och Steierrecettë verluer ginn, wou d'Steieren net richteg kënnen agezu ginn, wou et och zum Deel ëm Steierhannerzéiung geet, dat heescht, wou vill Recetten eigentlech verluer ginn.

Mä ech denken awer virun allem och un d'Previsioun an un eng Analys vun der Steierlandschaft zu Lëtzebuerg, déi mer net hunn an déi awer onbedéngt misst gemaach ginn, fir datt mer kënnen an deenen nächste Joren handelen.

De Conseil (veuillez lire: D'Kommissioun) proposéiert dann och, op der Dépensësäit seet se dann, et misst drop erauslafen, datt mer eis missten eng Scholdebrems ginn an datt en onofhängegt Gremium misst geschafe ginn, fir déi Scholdebaisse oder d'Anhalen dovunner ze kontrolléieren, an datt dat och mat Sanktioune misst verbonne sinn. Do si mir kategoresch dergéint! Well mir sinn der Iwwerzeegung, dat wier eng Kapitulatioun vun der Politik virun enger technokratescher Regel. Ech mengen, d'Politik gëtt gewielt, fir Décisiounen ze huelen an déi kann een net no technokratesche Standarden ëmmer nëmmen huelen. Déi muss een huelen och ënner verschiddenste Gesiichtspunkten. An op alle Fall si mir dergéint, datt esou eng Scholdebrems agefouert gëtt.

Zu de Pensiounen: Zu Recht gëtt dat nach eng Kéier hei am Detail beschriwwen. Ech mengen, zënter Enn den 90er Joren huet meng Fraktioun dat opgeworf, dat Thema. D'Regierung huet gehandelt - dat muss een unerkennen - an dëser Legislaturperiod. Et ass eng Pensiounsreform gemaach ginn. Si geet vum Prinzip hier och an déi richteg Richtung.

Mir sinn der Meenung awer, datt een hätt scho missen do awer e bëssen e Schratt méi wäit goen an net nëmme Clignotanten drasetzen, mä eng Rei Elementer ugoen. Ech denken do haaptsächlech un ee wichtegt, dat ass d'Rentenentwécklung par rapport zu der Lounentwécklung, datt een do hätt missen eng Ofkoppelung maachen, dat heescht, den Ajustement. Ech wëll net soen, datt een natierlech am Rentesystem ni méi sollt en Ajustement maachen. Dorëms geet et net. Mä déi automatesch Koppelung, déi mer hunn, niewent der Indexéierung vun de Renten, dat ass angesichts der finanzieller Hürd, déi mer mussen an deenen nächste Jorzéngten huelen, par rapport zu deenen nächste Generatiounen net seriö!

An dann och iwwert d'Liewensaarbechtszäit muss een diskutéieren, an enger éischter Phas iwwert den Départ anticipé, dee muss reduzéiert ginn, mä och iwwert d'Liewensaarbechtszäit. An do geet et net drëms, fir ze soen: „Mir änneren elo den Einstiegsalter fir de Rentenalter. Einfach och schematesch fir jiddweree setze mer deen ëm zwee, dräi Joer erop." Dat bréngt net schrecklech vill. Dat géif sech souwisou och um Niveau vun den Aarbechtslosenzuelen éischter kontraproduktiv auswierken. Mä mir mussen awer iwwert d'Liewensaarbechtszäit nodenken.

An do gëtt et och Modeller, déi ee sech kéint virstellen, flexibeler, zum Beispill vun engem luesen Ausstieg, wou een deelweis scho vu senge Pensiounsrechter ka profitéieren an deelweis nach ëmmer an engem Aarbechtsprozess ass, also manner schaffen ab engem gewëssenen Alter. Dat heescht, et gëtt eng ganz Rei Modeller, déi ee sech do ka virstellen, déi ons do kéinte sécherlech entgéintkommen, déi souguer ënnert dem Strëch eiser Meenung no positiv Auswierkungen hätten och op am Fong d'Wëssen, wat eis ze fréi verluer geet am Aarbechtsprozess vu Leit, déi sécherlech do kéinten nach ganz, ganz gutt Wëssen an de Betriber loossen.

Dann den Index: Den Index gëtt typescherweis vun der Kommissioun nëmmen ausschliesslech am Kontext vun der Lounentwécklung gekuckt. Heiansdo huet een d'Impressioun, datt d'Kommissioun net versteet, datt eigentlech d'automatesch Lounupassung un den Index zu Lëtzebuerg keng Lounerhéijung ass, mä datt dat eigentlech en Inflatiounsausgläich ass. Et ass am Fong just den Ausgläich vu Suen oder vum Wäert vun de Suen, déi d'Leit virdru verluer hunn. An dat ass eigentlech bedauerlech, datt d'Kommissioun dat ëmmer nëmmen dofir aus dem Aspekt, ënnert dem Kontext kuckt vun der Lounentwécklung.

Richteg ass natierlech, datt, wann d'Produktivitéit zréckgeet, dat fir verschidde Betriber, haaptsächlech Kleng- a Mëttelbetriber, déi den Index ausbezuelen, da kann e Problem duerstellen an datt natierlech déi kënnen doduerjer a Schwieregkeete kommen.

Allerdéngs ass et awer esou, datt et e ganze Koup Secteure gëtt, an do denken ech och un de Finanzsecteur zum Beispill, do ass eng ganz héich Produktivitéit zu Lëtzebuerg, vill méi eng héich wéi a verschiddenen anere Länner, do spillt dat iwwerhaapt keng Roll. An dofir ass déi Diskussioun, wann een iwwert den Index diskutéiert, fir eng global Léisung ze sichen, souwisou ëmmer relativ falsch.

Natierlech muss ee sech eng Rei Froe stellen. An ech mengen och, an dëser Legislaturperiod, mir hunn eng Indexmodulatioun matgedroen. An ech mengen, datt et och do Méiglechkeete gëtt, fir dat ze maachen. An ech mengen, et soll een dee Wee weiderdenken, och an der nächster Legislaturperiod. An ech mengen, datt dat dee richtege Wee ass, an net Diskussiounen, fir um System selwer eppes ze änneren.

Ausbildung a Jugendchômage: Do muss ech soen, de Gros vun der Analys - déi fanne mer bal perfekt, déi gemaach ginn ass -, dat kënne

mer alles ënnerschreiwen. Mir bedauere just, datt an de Recommandatiounen d'Orientatioun an eisem Schoulsystem, also d'Orientation professionnelle net genuch traitéiert ginn ass, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt do och zu Lëtzebuerg vill Problemer sinn. Fir de Rescht kënne mer dat deelen.

D'Klimaproblematik: Mir kréien hei eng ganz schlecht Zensur ausgestallt. Völleg zu Recht! Mir si souguer der Meenung, datt awer hei och de Feeler gemaach gëtt vun der Kommissioun, datt sech just focaliséiert gëtt op de Verkéier zu Lëtzebuerg an dee ganze Rescht ausgeklammert ass, datt, wann een dat géif mat eranhuelen, de Bilan nach méi desastréis wär. Mä natierlech spillt bei eis de Verkéier eng ganz, ganz iwwergeuerdnet Roll am Beräich vun den CO_2-Emissiounen. An da gëtt natierlech d'Fro gestallt vun der Besteierung. An den Här Roth huet virdru gesot: „Jo, den Tanktourismus, mir kënnen deen net einfach esou reduzéieren, well dat mécht eng immens Recette aus an eisem Budget." Dat ass richteg.

Allerdéngs, an dat hu mir och nach ëmmer gesot: Mir mussen eis bewosst sinn, datt dat eng Recette ass, déi mat Sécherheet wäert kuerzbis mëttelfristeg ewechbriechen, well an Europa duerch Harmoniséierungsbestriewungen, mä awer och duerch d'Klimaproblematik nach ganz aner Mesurë wäerten, nach e ganz aneren Drock wäert op eis kommen.

Dofir si mir haut och schonn der Iwwerzeegung, datt eigentlech déi Recettë vum Tanktourismus haut schonn zu engem groussen Deel net dierfte benotzt ginn, fir Konsumausgaben zum Beispill ze finanzéiere vum Stat, mä datt een éischter sollt do schonn haut e gudden Deel vun deene Suen immobiliséieren an dem „Future-Fong", dee mer jo wëllen da grënnen, wat mer och eng gutt Iddi fannen, déi eriwwerleeën an da mat deene Suen aus dem „Future-Fong" versichen, nei wichteg ekonomesch Secteuren opzebauen, déi eis Aarbechtsplaze kéinte schafen an herno och steierlech Recetten.

Recherche an Innovatioun: Do gëtt gesot, datt mer um richtege Wee sinn. Dat fannen ech, fanne mir iwwregens och. Ech mengen, et ass vill geschitt an deem Beräich an deene leschte Joren. Do misst een éischtens nodenken iwwer eng besser Vernetzung tëschent Recherche publique a Recherche privée. Dat deele mer och.

Ech wëll vläicht just nach - ech hunn nach, wann Der erlaabt, Här President, e puer Sekonnen - awer och soen, datt et eis stéiert, datt d'Kommissioun an hire Recommandatiounen, wa se déi Analys mécht, awer och eng Rei Saache vergëss. An dat seet awer och villes aus iwwert de politeschen Zäitgeescht, deen nach ëmmer an der Kommissioun virherrscht. Mir kënnen zum Beispill net verstoen, datt, wann een iwwert de Modell Lëtzebuerg kuckt an iwwer eise Budget kuckt an d'Konsequenzen dovunner analyséiert, datt ee Froe wéi d'Aarmutsbekämpfung ausse vir léisst an datt een dat net eraussträicht!

Net méi spéit wéi haut ass vun der Chambre des Salariés e ganz gudde Bericht komm an och e Communiqué gemaach ginn, wou drop higewise gëtt, datt Enn 2012 10.000 Stéit zu Lëtzebuerg, dat heescht 20.000 Persounen hire Liewensniveau dem RMG-Niveau entsprécht. Also, ech brauch jo kengem ze soen, datt déi Leit ganz schwéier kënnen iwwert d'Ronne kommen!

Eis stéiert awer och, datt zum Beispill eng ganz Rei Potenzialer, déi mer hunn, ob et am Beräich ass vu wirtschaftleche Secteure wéi zum Beispill den erneierbaren Energien, wéi zum Beispill awer och am Beräich vum ganze Secteur vun der Energieeffizienz, datt dat net mat analyséiert gëtt, wat do d'Potenzialitéite sinn.

An eis stéiert och, datt, wann iwwer Kompetitivitéit geschwat gëtt, nëmmen iwwert de Loun geschwat gëtt an net iwwer all déi aner Facteuren, déi awer och zur Kompetitivitéit gehéieren. Dat geet vun den Infrastrukture bis zu der Liewensqualitéit, déi am Land besteet, Bildungssystem an esou weider.

An eis stéiert och, datt keen e Wuert verluer huet iwwert de Rôle vun de Sozialpartner an der Diskussioun, zum Beispill ronderëm den Index, mä och an anere Beräicher.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 29. Mee huet d'Europäesch Kommissioun am Kader vum europäesche Semester hir lännerspezifesch Recommandatioune presentéiert. Dës sinn, wéi dat üblech ass, bei eis an de Kommissiounen diskutéiert ginn, mä si sinn och no bausse kommentéiert ginn an et sinn och politesch Meenungen dozou geäussert ginn. Esou hunn zum Beispill de sozialistesche Fraktiounschef, de Lucien Lux, oder de Minister vun der sozialer Sécherheet sech am Fong méi kritesch domadder ausenanergesat an och am Fong gesot, datt d'Europäesch Kommissioun net onbedéngt engem Land virzeschreiwen hätt, wat et an deenen eenzelnen Domäner ze maachen huet.

Mir als ADR kënnen dat begréissen, well mir hunn eis als ADR nach ëmmer géint e federaalt Europa, wat méi Pouvoire kritt, ausgeschwat, mä éischter fir en Europa vun den Natiounen, wou de Pouvoir an d'Souveränitéitsrechter gréisstendeels an deenen eenzelne State bleiwen. De franséische Statschef, deen huet am Fong méi eng kloer - aus sozialistescher Siicht - Sprooch geschwat, andeem e gesot huet: «La Commission européenne n'a pas à dicter ce que nous avons à faire.» Wéi gesot, dat war de franséische Statschef.

Ech mengen, datt mer eis Gedanke maachen iwwert d'Statsfinanzen, dat ass net nei. Ech mengen, mir hunn als ADR eng ganz Rei vu Propositioune gemaach. Mir hunn zum Beispill zéng an dunn nach eng Kéier fënnef Propositiounen nogeschoss, wou kéint gespuert ginn, fir datt mer eis Statsfinanzen an d'Rei kréien.

Well, wa mer och elo haut - an dat muss ee wëssen - vun der Kommissioun Recommandatioune kréien, esou sinn dat Recommandatiounen, déi esou laang kënnen als Recommandatiounen zielen, wéi mir hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen. A wa mir eis Finanze weider esou an en negativen, defizitären Trend goe loossen, wéi dat an de leschte Joren de Fall war, da kënnt iergendwann eng Kéier dee Punkt, wou mer de Kritären net méi entspriechen. An da kréie mer vu Bréissel keng Recommandatiounen, mä da kréie mer Obligatiounen, wat mer hei zu Lëtzebuerg musse maachen.

Duerfir soe mir ëmmer als ADR: Mir mussen heiheem eis Hausaufgabe maachen, fir datt mer net an déi Situatioun kommen, datt Bréissel kann décidéieren, oder d'Recht huet, fir ze décidéieren, wat fir eng Konsequenze mir politesch hei zu Lëtzebuerg mussen ëmsetzen.

Mir mussen drun erënneren, datt trotz zwee Spuerprogrammer hei zu Lëtzebuerg den Defizit am Statsbudget nach ëmmer bei oder iwwer enger Milliard läit. Mir wësse scho jorelaang, datt mer 2015 am E-Commerce 600, 700 Milliioune wäerte verléieren, an déi Joren dono nach 200, 300 Milliioune verléieren, wa bis honnertprozenteg d'Direktiv iwwert den E-Commerce ëmgesat ass.

Mä mir hunn eis Finanzsituatioun vum Stat net etappeweis dorobber ajustéiert. Mir hätten am Fong elo scho missen am Laf vun dëse fënnef Joer etappeweis dohinnergoen, datt mer dee Sputt gehat hätten, fir eben déi Perte u Recetten ze kompenséieren. Mä et gëtt elo einfach gesot: „Ma dann hiewe mer d'TVA ëm zwee oder dräi Punkten." Wou mer och wëssen, datt dat net duergeet, fir déi Perte do ze kompenséieren!

Doriwwer eraus wësse mer, datt eise Finanzsecteur ni méi wäert déi Suen ofwerfen an d'Statskeess, wéi dat bis elo de Fall war. A beim François Bausch ass et elo grad virdrun ugeklongen, datt och um Tanktourismus - wou mir als ADR wuel kloer soen, datt mer am Ableck net kënnen op dee verzichten - een awer am Kader vun europäeschen Harmoniséierunge kann dervun ausgoen, datt déi Recetten, déi mer vum Tanktourismus hunn, och nach zréckginn, niewent dem allgemengen Trend vun der Ekonomie, wou keen elo kann am Viraus soen, wuer dat higeet.

Dat heescht, eis Statsfinanze wäerten an deenen nächste Joren net besser ginn, mä si wäerten nach méi schlecht ginn, wa mer net de Courage hunn, fir esou ze reagéieren, wéi mer dat mussen. An da kréie mer vu Bréissel virgeschriwwen, wat mer da musse maachen, fir eise Budget an d'Gläichgewiicht ze kréien.

Der TVA-Erhéijung sti mir als ADR ganz skeptesch vis-à-vis, well et eben eng einfach Léisung ass, politesch gesinn, mä op där anerer Säit sozial ganz ongerecht. Mir soen, de Stat soll emol fir d'Éischt spueren, a spueren do, wou et geet. A wann näischt méi méiglech ass, da solle mer iwwer Steiererhéijung, an dat am Kader vun enger globaler Steierreform, diskutéieren, wou mer dann all Steieren op de Leescht huelen a kucken, wéi mer déi kënnen esou sozial gerecht wéi méiglech verdeelen. Dat soll awer eréischt als lescht Etapp kommen, wann all dat anert erschöpft ass.

D'Rentereform: Do hu mir als ADR kloer net fir déi Reform gestëmmt. Mir sinn der Meenung - der Iwwerzeegung! -, datt mer eng Reform brauchen, fir d'Rente laangfristeg ofzesécheren. Mä och do hate mir als ADR proposéiert, fir méi sozial Kritäre mat eranzebréngen, fir zum Beispill en degressiven Ajustement ze maachen a fir etappeweis de Pensiounsalter ee Joer ze héijen, well mer dat méi sozial gerecht fannen. Da wieren déi kleng Pensioune verschount bliwwen a mir hätte méi en Aschnëtt bei deenen héijen oder ganz héije Pensioune gemaach.

Beim Index hu mir eis als ADR ëmmer kloer fir d'Bäibehale vum Index ausgeschwat. Mir soen, den Index ass eng Garantie vum soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Garantie, datt jiddweree seng Kafkraaft behält. An et ass eng Garantie, datt och jiddwereen eng Augmentatioun kritt. Mir hunn nämlech 50% vum Salariat, déi falen net ënner e Kollektivvertrag. A wa mer keen Index hätten, da misste 50% vum Salariat individuell mat hirem Patron oder hire Betriber négociéieren, fir dee Kafkraaftverloscht kompenséiert ze kréien.

Duerfir ass et wichteg, datt mer den Index bäibehalen. A mir si selbstverständlech och géint de gedeckelten Index. A mir hunn eng Rei vu Question-parlementairen un de Minister vun de Finanzen, vun der Fonction publique a vun der Sécurité sociale extra gestallt, fir domadder ze beweisen, datt dee gedeckelten Index am Fong praktesch kengem eppes bréngt, mä nëmmen negativ Konsequenzen huet. A mir hoffen - et kann een dat um Site vun der ADR nokucken, déi ganz Dokumentatioun, datt de gedeckelten Index sécherlech näischt bréngt -, datt déi Diskussioun der Vergaangenheet dann elo dierft ugehéieren!

Déi wichtegst Instrumenter...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher och zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President. Déi wichtegst Bekämpfung, wat am Kader vun dem Index ass, dat ass, datt mer d'Inflatioun bekämpfen. Wa mer kucken, datt mer esou mann wéi méiglech Inflatioun am Land hunn, kréie mer automatesch och esou mann wéi méiglech Indextranchen. A wann ech dann eng Rei vun Augmentatioune kucken, déi hausgemaach sinn duerch d'Politik, wéi Tariferhéijungen am öffentlechen Transport an esou virun, da mécht d'Regierung am Fong mat hirer Politik eng Inflatiounsbeschleunegung an domadder och Indextranchen.

Also, mir sollen emol kucken, datt mer déi hausgemaachen Inflatioun - all Inflatioun kënne mer net bekämpfen -, mä déi hausgemaachen Inflatioun, déi sollte mer op null erofsetzen. Dann erfale manner Indextranchen. Dat wier déi descht Bekämpfung, wat eiser Ekonomie am Kader vun der Indexdiskussioun géif zegutt kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Zentralregierung mat Sëtz zu Bréissel kritt ëmmer méi Konturen, déi besuergniserreegend sinn. Déi neoliberal Tendenz vun de Bréisseler Technokraten ass net ausgeriicht, fir e soziaalt Europa opzebauen, au contraire! D'Iddi vum federalen Europa, déi vum Barroso préconiséiert gëtt, stäerkt déi grouss Lobbyen, déi grouss Konzerner an d'Banken.

Esou gëtt et schwéier, fir nei Organisatiounsmodeller am soziale Beräich ze entwéckelen. Mir hu Recommandatioune kritt. Et gëtt gesot, Bréissel hätt e Souci, fir ze dialoguéieren. An esou en Dialog vun engem Klenge mat engem Groussen, dat gëtt ëmmer schwéier. Do weess ee schonn, wéi dat ausgeet. Dee Klenge wäert ëmmer verléieren. An dofir fannen ech dat net gutt, dass do dialoguéiert gëtt. Hei muss aneschters argumentéiert ginn. An d'Äntwert ass kloer: Dee Klenge verléiert.

An Zukunft wäert et net bei Recommandatioune bleiwen, mä et wäert zu Obligatioune kommen. Lëtzebuerg muss méi wäit goen an der Reform vun de Pensiounen. Do froen ech mech awer: Wéi ass et mat Bréissel? Déi kënnen eis vläicht mam Beispill virgoen.

Dann ass déi delikat Fro vum Index, déi delikat Fro vun de Salairen, déi vläicht och erofginn. Hei geet et sécherlech an déi falsch Richtung. Bréissel soll sech mat senge Käraufgabe beschäftegen, nämlech d'Banke sollen opgefuerdert ginn, fir an d'Realwirtschaft ze investéieren an net ze spekuléieren. Dat ass emol dat Éischt.

Eng öffentlech-rechtlech Ratingagentur soll an d'Liewe geruff ginn, fir dat ze kontrolléieren. D'Ëmverdeelung vun uewen no ënne soll gefördert ginn. E gesetzleche Mindestloun soll an Europa agefouert ginn. D'Austeritéitspolitik soll bekämpft ginn. Europa soll sech vum amerikaneschen Drock befreien. Dat ass enorm wichteg, well soss komme mer guer net méi virun.

An d'Europäesch Unioun soll sech fir d'Integralitéit vun der europäescher Iddi asetzen. Dat ass wichteg, fir erëm Vertrauen ze kréien. An ech rappeléieren, dass de Vertrauensverloscht an der EU ganz grouss ass. Déi lescht Statistike kennt Der alleguerten: Polen mat 42%, Italien 53%, Frankräich 56%, Däitschland 59%, England 69% a Spuenien 72%. Ech mengen, dat seet alles!

D'Transmissioun vu souveräne Rechter fir eng europäesch Politik an d'Hänn vun internationalen Technokraten, dat féiert zu Euro-Skepsis, ofgesi vun der Bürokratie a vu komeschen Entscheedungen - Dir erënnert Iech jo un déi Cornichonen, déi net méi wéi 10 mm mussen déviéieren, fir gutt Cornichonen ze sinn -, ofgesinn dovunner, um Terrain spiert een, wou et higeet.

Ech hunn näischt dergéint, wa mir en Naturrecht opginn am Sënn, dass eng iwwergeuerdnet Institutioun dat gutt verwalte soll. Awer et geet net, dass déi Institutioun, an dësem Fall Bréissel, nëmme finanziell Aspekter berücksichtegt zum Virdeel vun de Lobbyen. Sollt dat de Fall sinn, dann ass d'Iddi vun engem gemeinsamen Europa vum Dësch. D'Regierung soll menger Meenung no Bréissel recommandéieren, op den Teppech vun der Realitéit zréckzekommen.

Wat den Index ugeet, do soll jiddwereen hei am Land datselwecht kréien. Dat wier méi gerecht. Wat d'Pensiounen ugeet, ass et kontraproduktiv, fir d'Leit méi laang schaffen ze loossen, well d'Jugend, déi muss jo noréckelen a si muss och eng Aarbecht fannen. An d'Iddi, fir d'Salairen ze reduzéieren, wéi vu verschiddene Kreesser gesot ginn ass, wäert zu grousse Spannunge féieren.

Eng Gesellschaft ass nëmme liewensfäeg, wa jiddweree sech an där Gesellschaft als e Ganzt ugesi fillt. Als Fazit: Europa muss ëmdenken. Ouni sozial Kohäsioun an nei Gesellschaftsmodeller am Sënn vun der Integralitéit wäert Europa scheiteren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'lescht Woch ass hei op dëser Plaz vill geschwat gi vu Statskris a vu mangelndem Vertrauen an d'Institutiounen. Ech mengen awer, dat, wat mer haut hei diskutéieren, erkläert och villes vun deem Mësstrauen, wat an der Gesellschaft besteet vis-à-vis vum Stat.

Hei diskutéiere mer iwwert d'Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun, engem net gewieltene Gremium, zur zukünfteger Wirtschafts- a Budgetspolitik, zur Sozialpolitik, zur Schoulpolitik vu Lëtzebuerg, alles Sujeten, déi eigentlech an d'Kompetenz vun engem wéinstens vun der Halschent vun der Bevölkerung gewielten demokratesche Gremium wéi der Chamber fale missten.

Mir si gewielt ginn, fir déi Froen ze léisen. Awer mir si gebonnen, zwar net am Detail gebonnen, mä mir si gebonnen duerch d'Richtung vun de Recommandatiounen, déi eis hei gemaach ginn, déi souguer bei Widderstand leschten Enns zu Sanktioune kënne féieren, ouni dass en demokratesch gewieltent Gremium an Europa dat am Kader vun enger positiver Politik beschloss hätt. Well déi europäesch Integratioun, sou wéi se haut funktionéiert a wéi se an de leschte Joren a besonnesch am leschte Joer verdéift ginn ass, ass eng reng negativ Integratioun, eng vum Dumping a soziale Froen, an Ëmweltfroen, eng vun der Reduktioun vun der Demokratie no ënnen an all Land!

Am Fong geholl huet eng kleng Schicht an der Gesellschaft politesch de Pouvoir iwwerholl. An de leschte Joren huet déi Schicht gravéierend gesellschaftlech Veränneerungen duerchgesat duerch d'Erofsetzung vum Undeel vun der Aarbecht um geschafene Räichtum an duerch den Iwwergang zum Aktionärskapitalismus mat weltwäiter Dereguléierung vun de Kapitalbewegungen. An d'Konsequenzen, och déi sozial Konsequenzen, erliewe mer all Dag. Haut liese mer an der Zeitung, dass 68.000 Leit zu Lëtzebuerg schonn ënnert der Aarmutsgrenz leien. Och dat ass en Deel vun där Politik.

An elo wëllen déi kleng Schicht an hir politesch Alliéiert weider Zougeständnisser. Dat ass de Sënn an den Zweck vun deene Programmer, déi mer hei diskutéieren. Dat ass an deene Recommandatiounen hei opgelëscht, déi a Wierklechkeet Fuerderunge sinn, déi eng Richtung uweisen.

Gefuerdert gëtt eng Verdéiwung vun der Pensiounsreform, déi als e Schrëtt an déi richteg

Richtung bezeechent gëtt, mä dräi Joer méi laang schaffe goe géif nach ëmmer net duergoen, mengt déi Bréisseler Wirtschaftslobby, déi jo deen Text hei ausgeschafft huet an déi eng manner generéis Sozialversécherung generell fuerdert an hire Recommandatiounen.

Gefuerdert gëtt eng Loungrenz fir den Zougang zum öffentleche Gesondheetssystem, also a Wierklechkeet en Zweeklassesystem. Gefuerdert gëtt eng méi streng Bewäertung vun der Dépendance, vun der Ofhängegkeet vun de Leit, fir kënne vun der Fleegeversécherung ze profitéieren.

Gefuerdert gëtt en automatesche Korrektiounsmechanismus am Budget. An et gëtt gefuerdert, dass d'Budgetskontroll, wat jo eng historesch Kompetenz vun de Parlamenter ass, dass d'Budgetskontroll duerch en net parlamentarescht Gremium leschten Enns nach eng Kéier kontrolléiert soll ginn. An et si verschidde Leit jo heibannen, déi mengen, déi Roll misst vun der Zentralbank gespillt ginn, déi dann den ieweschten Iwwerwaacher wier vun eise Budgetsdiskussiounen.

Gefuerdert gëtt eng weider Verschiebung vun de Steiereinnahmen zulaaschte vum Konsum a vun de Léin an zum Benefiss vun de Gesellschaften a vun de Kapitalverméigen. Gefuerdert gëtt eng sektoriell Upassung vun de Léin un déi sougenannt Kompetitivitéit an deenen eenzelne Secteuren, wat besonnesch bedeit, de Moment, d'Léin an der Industrie ze senken, do, wou se schonn esou niddreg sinn. Doriwwer eraus bleift awer d'Kommissioun bei hirer Fuerderung, fir den Index komplett ofzeschafen.

Am Rapport vun der Kommissioun gëtt der Regierung félicitéiert, dass se haut schonn an déi richteg Richtung geet. A mir kennen déi Richtung: Dat sinn déi Indexreformen, dat sinn déi Rentereformen, déi komm sinn. Dat ass och déi Reform an der Fonction publique, wou et och schlussendlech ëm Lounfroe leschten Enns geet, ëm d'Stellung vun deene Lounofhängegen an engem Produktiounsprozess geet.

Dat sinn déi Froen, mengen ech, déi an Zukunft wäerten am Mëttelpunkt vun der politescher Ausenanersetzung stoen, hei am Land an och an allen europäesche Länner, onofhängeg vum Termin iwwregens vun deenen nächste Wahlen. An egal wéini d'Wahle sinn, déi dote Froe wäerte mussen am Mëttelpunkt stoen a wäerten och vun de Leit an de Mëttelpunkt vun de politeschen Décisiounen an Diskussioune gestallt ginn.

Ech mengen och, dass ouni eng grondleeëend Politikännerung d'Mësstraue vun de Leit an de Stat net méi kleng wäert ginn. An ech mengen, contrairement vläicht zu Verschiddenen heibannen, dass dat eng gutt Saach ass an net eng schlecht Saach.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der Meenung, datt dëst e ganz nëtzlechen Exercice ass, well et erlaabt deenen eenzelne Fraktiounen, zu enger Rei vu groussen Erausfuerderungen, déi eist Land an Europa hunn, Stellung ze huelen. An duerfir géif ech gären hei nach eng Kéier drun erënneren, datt mer hei an engem Prozess sinn, dee mer äusserst nëtzlech fannen, e Prozess, deen e puer Etappen huet.

Et geet jo am Fong drëms, datt ee vu bausse kuckt, wat mir maachen. An da gëtt hei gesot: „Dat ass Bréissel an dat sinn Technokraten", an ech weess net, wat nach alles. Dat ass net richteg. Mir liewen an enger Wirtschafts- a Währungsunioun an et ass noutwendeg an där Wirtschafts- a Währungsunioun, datt ee sech bewosst ass, datt dat, wat deen ee mécht, Konsequenzen op anerer huet.

Wéi oft hunn ech an deene leschte Méint Leit begéint, déi gesot hunn: „Mä wou konnt Dir dann dat doten an deem an deem südeuropäesche Land zouloossen? An elo sti mer virun deene Schwieregkeeten, déi mer hunn!"

Duerfir ass et noutwendeg, datt déi Länner, déi méi Schwieregkeeten hunn, iwwert d'Schëller gekuckt kréie vun deenen anere Kolleegen aus der Wirtschafts- a Währungsunioun; an och Länner wéi mir, déi Gott sei Dank, dank eiser Politik, nach manner Schwieregkeeten hunn, mä déi awer grouss Erausfuerderungen hunn, datt och anerer dat begutachten.

Et ass och net esou, datt déi Recommandatiounen hei just déi si vu Beamten oder vun de Kommissäre vun der Europäescher Kommissioun. Déi Recommandatiounen do ginn un d'Memberstate geschéckt an déi ginn elo vun de Ministeren diskutéiert, Ministeren, déi alleguerte virun hiren nationale Parlamenter responsabel sinn. An déi ginn a verschiddene Conseilsformatioune souguer gekuckt. Dee Volet vun de Statsfinanzen ass dobäi nëmmen ee Volet. Deen, kann ech Iech soen, dee gëtt dës Woch am Kader vun der Sitzung vun den europäesche Finanzministeren de Freideg hei zu Lëtzebuerg diskutéiert.

Aner Volete vun der Sozialpolitik gi bei de Sozialministeren oder bei den Aarbechtsministeren diskutéiert. Et gëtt also schonn aus engem Exercice, dee vläicht technesch ufänkt, e politeschen Exercice gemaach, an dee muss vun de Conseilen ugeholl ginn. Et sinn herno Recommandatioune vum Conseil vun de Ministeren an net nëmme vun der Europäescher Kommissioun.

Fir Lëtzebuerg awer, onofhängeg dovunner, fannen ech et ganz nëtzlech ze gesinn, wat hei déi eenzel Fraktiounen zu deene fënnef Recommandatioune gesot hunn. An ech stelle fest, datt vun der Analys selwer vun deene Recommandatiounen en fait, op d'mannst hunn ech dat net héieren, keng fundamental aner Konklusioun gezu ginn ass. De Wee, fir un déi Ziler ze kommen, ass wuel ënnerschiddlech bei deenen eenzelne Fraktiounen, heiansdo och ganz vag formuléiert, mä déi grouss Punkten, déi d'Kommissioun hei opwerft an, ech mengen och, déi de Conseil géif iwwerhuelen, ginn en fait heibanne gedeelt.

Ech wëll soen, datt d'Regierung mat den Zilsetzunge vun deene Recommandatiounen d'accord ass. Et kann een ëmmer iwwert de „wording" diskutéieren. Mä ech fannen en fait méi interessant nach d'Aarbechtsdokument vun der Europäescher Kommissioun, dat d'Grondlag ass vun deene Recommandatiounen, well do stinn eng ganz Rei Saachen dran a ganz ville Beräicher, déi eng gutt Analys si vun der Lëtzebuerger Situatioun.

Do geet och Rieds iwwert d'Kompetitivitéit, d'Präisser, d'Produktivitéit an esou weider. Do geet Rieds iwwert de Kampf géint d'Aarmut. Do geet Rieds iwwert d'Éducatioun, do geet Rieds iwwert d'Recherche, an ech mengen, dat ass en utilt Dokument, wat een, ob een d'accord ass oder net, als Analys och fir d'Budgetsdebatten, déi mer Enn des Joers hunn, sech ganz genee soll ukucken.

Wat d'Statsfinanzen ubelaangt, muss ech soen, datt ech frou sinn ze gesinn, datt d'Europäesch Kommissioun seet, datt mer do um gudde Wee sinn, datt déi Efforten, déi gemaach gi sinn - ech erënneren drun, datt mer hei e Spuerprogramm d'lescht Joer gemaach hunn, deen ëmmerhin 2% vum Bruttoinlandsprodukt bedeit, dat heescht, wa mer dat net gemaach hätten, wär eisen Defizit ëm 2% vum Bruttoinlandsprodukt, als eng Milliard, méi héich -, datt déi zu engem Resultat geféiert hunn, datt also eng virsiichteg Budgetspolitik plus Spuermoossnamen hir Friichten droen, datt déi vläicht nach net do ukomm sinn, wou mer dat mussen hunn - dat ass richteg -, mä à court terme si mer do ukomm, wuer mer wollte kommen.

Mir hunn 2013, dat seet jo och d'Europäesch Kommissioun an dat seet och de Conseil héchstwahrscheinlech de Freideg, e Solde structurel erreecht, deen deen ass, dee mer als eise mëttelfristegen Objectif budgétaire à moyen terme fixéiert hunn.

Eisen Défi zu Lëtzebuerg läit virun allem am Mëttel- a Laangfristegen. Mir hunn eng Pensiounsreform gemaach, déi eis kuerz- a mëttelfristeg eng Rei Problemer léist, mä et ass richteg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, datt de Problem vum Vieillissement vun der Gesellschaft, der zounehmender Alterung vun der Gesellschaft am Gesondheetsberäich, am Beräich vun der Fleegeversécherung, am Beräich vun de Pensiounen enorm Défien duerstellt. An déi Défien, dat heescht och: Wéi huet ee genuch Moyenen, fir deenen Défien entgéintzekommen?

Vu datt d'Suen awer limitéiert sinn, muss een dat do regelméisseg iwwerkucken, an dat wëllt Regierung maachen. Gradesou wéi se mengt, datt een d'Steierpolitik vun Zäit zu Zäit muss iwwerkucken, wëssend awer, datt an enger oppener Ekonomie, soen ech nach eng Kéier hei, een an der Steierpolitik net einfach kann an der Theorie räsonéieren, mä datt een ëmmer muss eng Steierlandschaft hunn, déi méi attraktiv ass wéi déi vun den Nopeschlänner, soss kritt ee keng Aktivitéiten op Lëtzebuerg.

Da sinn hei eng Rei Remarquë gemaach ginn iwwert d'Scholdebrems an iwwer en Organ, wat géif kucken, ob mer d'Regele vun enger gesonder Finanzpolitik respektéieren. Ech wëll just soen, déi Regelen, déi hu mer ugeholl an Europa, an déi huet och dës Chamber ugeholl. Dat sinn also net einfach Iddien, déi d'Europäesch Kommissioun huet, déi hu mer notamment ugeholl, wéi mer hei iwwert de sougenannte Pacte budgétaire „Fiscal compact" gestëmmt hunn. An déi si mer amgaangen ëmzesetzen och am Kader vun der Transpositioun vum europäeschen neie Regelwierk vun der Wirtschafts- a Währungsunioun.

An ech wäert an deenen nächsten zwou, dräi Wochen de Regierungsrot saiséiere mat engem Projet de loi, deen eng ganz Rei vun deene Budgetsregelen ëmsetzt, deen dann hei an d'Chamber zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt, fir ebe sécherzestellen, datt net eng Majoritéit einfach kann ab engem gewëssene Moment - ech soen - „egal wat" an der Budgetspolitik maachen, mä datt et e Regelwierk gëtt, dat vun der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun, dat fir Stabilitéit a gesond Statsfinanzen, fir Stabilitéit an de Statsfinanzen a fir gesond Statsfinanze wäert suergen.

Dat ass am Intérêt vun eis all, well mir dierfen net an eng Situatioun kommen, wou mer eng iwwergrouss Verscholdung hunn a wou mer doduerch missten enges Daags d'Steieren op esou en Niveau setzen, datt kee méi wëllt zu Lëtzebuerg schaffen an investéieren oder kee méi eis wëllt Sue léinen.

Duerfir am Résumé: Déi Propositiounen, déi hei gemaach gi si vun der Europäescher Kommissioun, fannen an der Stoussrichtung d'Approbatioun vun der Lëtzebuerger Regierung. Et kann een ëmmer iwwert de Wee dohinner diskutéieren, iwwert de geneeë Wuertlaut. Mir mengen, datt mer à court terme eng ganz Rei Ziler erreecht hunn an datt mer musse mëttela laangfristeg op d'Ewechfale vun de Commerce-électroniques-Recetten, op d'Problematik vun der Veralterung vun der Gesellschaft, datt mer op déi Sujete keng definitiv Äntwert hunn an datt mer do musse weider dru schaffen.

Wichteg awer och ass, datt mer Wuesstum erëm an dësem Land kréien. A Wuesstum schaaft een net doduerch, datt ee méi Suen ausgëtt wéi déi, déi een huet. Dat kann ee kuerzfristeg maachen, dat ass längerfristeg keng Solutioun.

Wuesstum schaaft een och net, andeem een d'Steieren onräsonabel héicht, mä Wuesstum schaaft een, andeem ee versicht, besser ze si wéi d'Noperen, andeem ee versicht, an alle Kategorië méi attraktiv ze si wéi d'Noperen an domat da Kaderbedéngungen huet, déi et de Betriber erlaben, Aarbechtsplazen ze schafen, ze investéieren. An dovunner kann dann och de Stat liewen, an de Stat kann déi Suen ëmverdeelen, datt een och kann eng Sozialpolitik maachen, déi et erlaabt, eng gewësse Cohésion sociale an dëser Gesellschaft ze hunn. Well ouni Cohésion sociale komme mer net virun. Soss gëtt et eng gespléckte Gesellschaft, an déi wëllt, mengen ech, keen heibannen.

Ech soen nach eng Kéier, d'Erausfuerderunge si grouss an dësen Exercice, dësen Débat hëlleft - et ass jo net een eenzegen Débat, mä dee muss een areien an d'Débaten no der Lag vun der Natioun oder am Kader vun der Lag vun der Natioun, dësen Débat an dee vum Budget -, fir eng Zukunftspolitik fir dëst Land ze maachen, an dat geet ebe just nëmmen, wa mer eis iergendwéi erëm zueneebewegen an net dauernd auserneendividéiere loossen!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir wären och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.18 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 39

MERCREDI,
19 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Fernand Etgen, M. Roland Schreiner, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser (M. Claude Wiseler intervient), M. Jean Colombera (M. Claude Wiseler intervient)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Fernand Kartheiser intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Débat: Mme Martine Mergen, Mme Anne Brasseur, Mme Lydia Mutsch, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir fänken haut de Mëtte mam Projet de loi 6532, en Accord mat Däitschland iwwert de Finanzement vum Tronçon zu Igel beim Bau vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier, un. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Gloden, Etgen, Schreiner a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

1. 6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hate mer hei eng Diskussioun iwwert de grenziwwerschreidende Verkéier, besonnesch iwwert de grenziwwerschreidenden öffentleche Verkéier. An déi Diskussioun, déi mer haut féieren hei, déi passt an dee Kader eran. Bei dësem Gesetzesprojet geet et nämlech ëm d'Ofkommes vum 29. Oktober 2012 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg, dee soll guttgeheescht ginn, an iwwert d'Finanzéierung vum Ausbau vun der Eisebunnsstreck Tréier-Lëtzebuerg tëschent der Gare Igel an der Betribsstell Igel-West.

Dëse Projet soll eng Verbesserung vun der Qualitéit a vun der Capacitéit vun der Streck mat sech brëngen. Dëst soll d'Streck Lëtzebuerg-Tréier méi attraktiv maachen a bezwecken, datt éischtens emol déi däitsch Frontaliere méi wéi bis elo den öffentleche Verkéier benotzen, an datt eist Land eng besser Ubannung kritt un dat däitscht an domadder och un dat europäescht Eisebunnsnetz. De Gesetzesprojet gesäit dann och vir, datt d'Regierung soll autoriséiert ginn, fir um Finanzement vun dësem Projet deelzehuelen.

D'Analys, déi iwwert de Verkéier un de Grenze gemaach ginn ass, huet gewisen, datt mat 31,4% vun all de motoriséierten Déplacementer an eisem Land de Frontaliersverkéier e ganz groussen Deel dovunner duerstellt. Iwwer 155.000 motoriséiert Déplacementer pro Dag kommen iwwert déi däitsch Grenz. An een Drëttel dovunner, dee geet direkt an Direktioun Stad Lëtzebuerg.

Generell gesi gëtt jo hei zu Lëtzebuerg den öffentleche Verkéier ganz staark genotzt, fir an d'Stad eranzefueren. Leider ass d'Benotzung vum öffentleche Verkéier aus Däitschland bäi Wäitem net zefriddestellend. De Modaltaux vum öffentlechen Transport vun Däitschland aus, dee läit bei 2,4%. Ganz, ganz wéineg. Et ass och bäi Wäitem deen niddregsten Taux vum grenziwwerschreidenden öffentleche Verkéier. Dësen Taux läit insgesamt vun alle Grenzen aus bei 7,2%. Och dat ass net ganz zefriddestellend.

D'Linn Koblenz-Tréier-Lëtzebuerg, déi bitt de Frontalieren aus der Tréierer Géigend an och doriwwer eraus eng direkt Verbindung a Richtung Lëtzebuerg an och dann an d'Stad Lëtzebuerg. Leider gëtt et keng esou direkt Zentralverbindung mat der Regioun Saarbrécken. Fir dës Situatioun ze verbesseren an eng direkt Verbindung hierzestellen tëschent der Stad Lëtzebuerg a Saarbrécken, wou een e gudden Accès huet zu den ICEen no Süddäitschland, fiert 13-mol am Dag en Expressbus tëschent deenen zwou Stied hin an hier an enger Fuerzäit vu 75 Minutten.

Wat nun d'Linn Koblenz-Tréier-Lëtzebuerg ubelaangt, do fiert haut en Zuch pro Stonn, also een Zuch pro Stonn tëschent der Stad a Waasserbëlleg. Dee bleift och dann un allen Arrête stoen. An de Spëtzestonne gëtt dës Frequenz verduebelt. Complémentaire dozou fiert och all Stonn en Zuch tëschent der Stad an Tréier, deen zu Waasserbëlleg hält, an zwéin esou Zich an de Spëtzestonnen, wou och nach verschiddener vun dësen Zich op Wittlich an op Cochem verlängert ginn. Finalement kënnt do nach derbäi, datt zwee international Zich, also zwee ICe pro Dag tëschent Lëtzebuerg an Norddäitschland fueren. Fréier waren dat der awer fënnef.

610.000 Voyageure pro Joer, déi benotzen d'Linn tëschent Lëtzebuerg an Tréier an 205.000 d'Linn tëschent Lëtzebuerg a Koblenz, wat e wichtegen Zuchsverkéiersknuet ass, fir doriwwer dann eraus an aner Géigende vun Däitschland ze fueren.

No der Supressioun duerch d'Fernverkehr AG vun der Däitscher Bunn vun dräi vun deene fënnef ICe säit dem 11. Dezember 2011 huet Lëtzebuerg mat Hëllef vu Rheinland-Pfalz duerch eng Ersatzléisung d'Ofschafung vun dësen Zich bis op Tréier kënne verhënneren, mat Verlängerung vun engem Aller-retour bis op Koblenz. Dës Ersatzmoossnam, dat ass eng provisoresch Léisung. Déi gëllt bis en neien Horaire Mëtt Dezember agefouert gëtt. Vun dann u wäert de Rheinland-Pfalz-Takt 2015 fonctionnéieren, dee Lëtzebuerg am Stonnentakt mat Koblenz verbannen an domadder d'Verbindung vun dëser Linn ganz substanziell verbessere wäert.

Während déi däitsch Säit hir Investissementer an d'Eisebunnsinfrastrukture reduzéiert huet, huet Lëtzebuerg seng Investissementer eropgeschrauft a ganz zolidd an d'Moderniséierung vun der Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg investéiert. Esou sinn 150 Milliounen Euro tëschent 2000 an 2012 investéiert ginn a weider 400 Millioune wäerten derbäikommen, ënner anerem fir d'Erneierung vum Norddeel vun der Stater Gare, fir d'Konstruktioun vun engem Viaduc op der Polvermillen an dann d'Schafung vun der Duebelgleisegkeet tëschent dësem Viaduc op der Polvermillen an dem Arrêt Sandweiler-Contern.

Et gesäit een also, datt op Lëtzebuerger Säit ganz vill an d'Eisebunnsnetz investéiert gëtt. A mir encouragéieren de Minister, fir och esou virunzefueren. Mir soen him och dofir en häerzleche Merci.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech ganz kuerz op e puer Punkten aginn, déi an der Kommissioun diskutéiert goufen.

Éischtens war dat d'Ariichte vu Park&Riden am Grenzgebitt. Hei si sécher vill Efforte gemaach ginn. Weiderer mussen awer nach nokommen. Esou Park&Ridë si ganz noutwendeg, souwuel op dëser Säit wéi och op där anerer Säit vun der Grenz. Hei muss een op deene géeegente Plazen Terrainen a Proximitéit vun de Garë fannen. Déi mussen dann och aménagéiert ginn.

Heizou sollt e Schéma de mobilité transfrontalière, de sougenannte SMOT, dee mat eisen däitschen Noperen amgaang ass ausgeschafft ze ginn, méi prezis Indikatioune maachen. Dëse SMOT soll derzou bäidroen, fir mat Hëllef vun enger adequater Zuch-, Bus- a Parkingoffer de Pendlerverkéier besser an de Gréff ze kréien an den Undeel vum öffentlechen Transport an dësem Verkéier wesentlech an d'Luucht ze schrauwen.

D'Kommissioun huet dann och nach op d'Zil vun engem „modal split" vu 25% fir den öffentleche Verkéier bis 2020 higewisen. Op Lëtzebuerger Säit ass, wéi gesot, scho villes an d'Schinnennetz investéiert ginn. Leider Gottes hu mer net all Afloss op dat, wat op där anerer Säit vun de Grenze geschitt. Mä ech muss soen, datt de Minister awer ganz enke Kontakt huet mat sengem Kolleeg aus dem Bund an och aus den Nopeschlänner Rheinland-Pfalz a Saarland, virun allem awer Rheinland-Pfalz, fir do dat ze verbesseren.

D'Kommissioun ass och an d'Bild gesat ginn iwwert den Accord, deen tëschent der CFL an dem SPNV, dem Schienenpersonennahverkehr aus Rheinland-Pfalz, am Kader vum Rheinland-Pfalz-Takt 2015 ofgeschloss ginn ass. Dësen Accord gëllt fir eng Dauer vu 15 Joer an e gesäit vir, datt d'Käschte vun de Verbindungen tëschent Tréier a Koblenz integral vun den däitschen Autoritéiten iwwerholl ginn.

Am Kontext vun deem Accord huet d'CFL och aacht zweestäckeg Automotricë fir e Betrag vun 63,29 Milliounen Euro kaaft. An dës Automotricë sinn interoperabel mat dem Zuchmaterial, wat d'DB Regio Südwest ugeschaaft huet. Dës Regio Südwest ass domadder beoptragt ginn, fir d'Exploitatioun vum Rheinland-Pfalz-Takt 2015 ze maachen.

An der Kommissioun hu mer schliesslech och nach, nieft der Realisatioun vun dem Projet hei, deen zur Diskussioun steet, Igel-Igel-West, iwwer aner Verbesserunge vun der Zuchstreck geschwat, déi ugepaakt musse ginn. Do gëtt et virun allem deen nevralgesche Punkt vun der Eisebunnsbréck bei Konz, déi onbedéngt duebelgleiseg misst gemaach ginn. Dat schéngt awer mat engem relativ héije Käschtepunkt verbonnen ze sinn, soudatt déi däitsch Säit bis elo net wollt dorunner goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann elo d'Zuchlinn tëschent Igel an Igel-West duebelgleiseg gemaach gëtt, kënne vun Dezember 2014 un 19 Zich pro Dag tëschent Lëtzebuerg a Koblenz hin- an hierfueren, well dann d'Zich sech kräize kënnen, ouni musse stoen ze bleiwen.

D'Käschte vun dësem ganze Projet wäerte sech op 19,6 Milliounen Euro belafen. Lëtzebuerg wäert aacht Milliounen zu dësem Projet bäisteieren, dee virun Enn 2014 fäerdeg soll sinn. Dës Dépensë sinn iwwregens am Fonds des raccordements ferroviaires internationaux mat zweemol véier Millioune fir d'Joren 2013 an 2014 virgesinn.

Folgend Aarbechte sinn am Projet abegraff: Rekonstruktioun vu verschiddene Bauwierker, Stützmaueren, Lärmschutzmoossnamen, Ofsécherung vu Fielsen, Terrassementsaarbechten an Upassung vun den Installatiounen, fir d'Waasser ze evakuéiere vun de Schinnen an den techneschen Installatiounen.

De Statsrot, dee schwätzt sech fir dëse Projet aus. En hat just eng Remarque op der Form gemaach, andeem e preziséiert huet, datt d'Regierung muss de Pouvoir vum Grand-Duc hunn, fir en Traité ze ënnerschreiwen. Dat war an den Dokumenter net esou richteg duergeluecht ginn, mä de Minister huet der Kommissioun dat Dokument zougestallt, duerch dat hien dës Pouvoire kritt huet.

Wa mer haut dëse Projet stëmmen, leeschte mer e wichtege Bäitrag fir d'Verbesserung vum öffentlechen Transport a Richtung Däitschland. Och wann et just e puer Kilometer Schinne sinn, esou huet dësen Ausbau an och virun allem d'Approbatioun vum Accord vum 29. Oktober 2012 tëschent Däitschland a Lëtzebuerg awer e ganz groussen Effet op d'Qualitéit vun der Zuchverbindung Lëtzebuerg-Tréier-Koblenz.

Als Rapporteur bieden ech Iech dann, léif Kolleegen, am Numm vun der Nohaltegkeetskommissioun, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. An als CSV-Vertrieder deelen ech Iech och mat, datt eis Fraktioun dëse Projet voll a ganz ënnerstëtzt, datt mer all deene Merci soen, déi sech fir d'Realisatioun vun dësem Projet staarkgemaach hunn. An ech ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ofschléissend wëll ech op eng Interventioun als CSV-Spriecher d'lescht Woch hei bei der Orientéierungsdebatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit erënneren, wou ech och schonn op d'Problematik vun der Verbesserung vum öffentleche Verkéier mat Däitschland agaange sinn. Ech wëll just nach eng Kéier op d'Noutwendegkeet hiweisen, fir déi Tréierer Weststreck, dat heescht um lénken Ufer vun der Musel, fir do och erëm dës Streck fir de Persouneverkéier opzemaachen. Dat wär ganz sécher am Intérêt vun engem besseren öffentlechen Transportugebuet fir d'Pendler aus dësem Raum.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet Igel stellt ganz sécherlech fir de Grenzverkéier am Oste vum Land eng wesentlech Verbesserung duer. Nach gëtt et net genuch Pendler, déi op den öffentlechen Transport zréckgräifen. Mir all hoffen, datt dat sech ännert.

Wann ee vu Grenzverkéier am Oste vum Land schwätzt, esou besteet hei zënter e puer Wochen an nach bis an den Hierscht eran eng Situatioun, déi als Nieweneffekt vläicht och e verstäerkt Ëmklammen op den öffentlechen Transport mat sech brëngt.

Dir wësst et all, d'Bréck zu Gréiwemaacher ass gespaart, well se ofgerappt gëtt an duerch eng

nei modern Bréck ersat gëtt. Doduerch besteet säit dem 21. Mee an nach bis de 15. Oktober zu Maacher kee Grenziwwergang. Wann ee weess, datt d'Maacher Bréck awer all Dag vu ronn 15.000 Autoe befuer ginn ass, da weess een, datt hei de Verkéier auswäiche muss, well jo all déi Leit, déi aus dem däitsche Grenzgebitt op Lëtzebuerg schaffe fueren, iergendwéi mussen op hir Aarbechtsplaz kommen.

Alternative gëtt et der net däermoosse vill. Entweder musse se bis op Tréier fueren an dann do iwwert d'Bréck respektiv do op d'Autobunn fueren, oder awer iwwert déi Wormer Bréck. Et besteet natierlech och nach d'Méiglechkeet, d'Pont tëschent Uewerbëlleg a Waasserbëlleg ze huelen, mä domadder ka keng grouss Zuel vun Autoen transportéiert ginn. E ganz groussen Deel vum Trafic leeft folglech iwwert déi Wormer Bréck an do dann duerch d'Duerf bis op d'Autobunnsopfahrt zu Fluessweller.

Fir de villen Individualverkéier awer e bëssen ofzefiederen, sinn elo eng Rei vu Buslinnen agesat respektiv d'Offer verstäerkt ginn. Doduerch kënnen d'Grenzgänger elo vu Konz iwwer Tréier op Gréiwemaacher an da weider an d'Stad fueren oder awer vun Nëttel iwwer Wëntger op Wormer an dann an d'Stad fueren. Hei ass also d'Offer och verbessert ginn. A mengen Informatiounen no sinn d'Plazen an de Busser och ëmmer gutt besat.

Duerch d'Fermeture vun der Gréiwemaacher Bréck gräifen d'Leit also verstäerkt op den öffentlechen Transport zréck, wat jo e positiven Nieweneffekt huet. Et ass elo ze hoffen, datt d'Leit dës Gewunnechte bäibehalen an dann och no der Ouverture vun der neier Bréck de Verkéier doduerch entlaascht gëtt.

Och wa mir zu Maacher an op där anerer Säit zu Wellen ganz dankbar si fir déi schéin nei Bréck, déi mer elo kréien, déi zudeem och batter noutwendeg ass, esou géife mer eis alleguer freeën iwwer manner Verkéier duerch eis Stroossen. Zesumme mat der verbesserter Zuchubannung a Richtung Tréier, déi de Fernand Boden lech presentéiert huet, an eben der neier Busoffer gëtt den öffentlechen Transport an dësem Deel vun der Groussregioun méi attraktiv.

Wann d'Bréck zu Gréiwemaacher erëm bis op ass, kënnen déi zousätzlech Busser jo nach méi schnell Richtung Stad fueren. Fir datt déi méi héich Kadenz bäibehale ka ginn, sollen d'Pendler natierlech och da weider op de Bus setzen an net erëm an hir al Gewunnechten zréckfalen.

Well de Projet Igel e wichtege Bausteen ass, fir de grenziwwerschreidende Verkéier am Oste vum Land ze entlaaschten, bieden ech Iech, dëse Projet ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech wëll ech dem Här Rapporteur, dem Kolleeg Fernand Boden, en opriichtege Merci ausspriechen fir säin engagéierte mëndleche wéi och säi prezise schréftleche Rapport zu dësem Projet, deen de gemeinsame Finanzement vum Ausbau vum Schinnennetz bei Igel op der Zuchstreck Tréier-Lëtzebuerg regelt. De Rapporteur huet eis déi genau Zuele gesot. An ech wëll de Finanzéierungsschlëssel net nach eng Kéier widderhuelen.

Mat dësem Projet mécht d'Chamber de Wee fräi fir de weideren Ausbau vun enger grenziwwerschreidender Zuchverbindung. D'Zil ass eng attraktiv Verbindung am Stonnentakt. Wéinst dem Enkpass bei Igel, awer och op anere Plazen, huet den Zuch op der Streck bis op Tréier regelméisseg Gedenkminutte missen aleeën, fir de Géigeverkéier laanscht ze loossen.

Mat dem Ausbau zu Igel gëtt elo esou een Enkpass ofgeschaaft. Et huet just immens laang gedauert. Zënter de 70er Jore lafe scho Gespréicher tëschent Lëtzebuerg a Rheinland-Pfalz, fir d'Streck Tréier-Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen. Momentan brauch den Zuch ronn 50 Minutte fir dës Streck. Dës Zäit gëllt awer nëmmen an der Theorie. An der Praxis kommen oft nach fënnef bis zéng Minutten derbäi, well den Zuch virun eegleisegen Abschnitter waarde muss a Verspéidung op den Horaire kritt. Verschidden Zich mussen an der Gare zu Tréier siwe bis aacht Minutte waarde wéinst den Enkpäss Igel a Konz.

Am Schnëtt erreecht den Zuch op der Streck eng Duerchschnëttsgeschwindegkeet vu 50 Stonnekilometer. Dat ass ze lues. Dat dauert ze laang. Dat ass net attraktiv. Dat ass keen Argument fir d'Leit aus dem Raum Tréier, fir mam Zuch op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Mam Auto ass een iwwert d'A1 a gutt 25 Minutte vun Tréier an der Stad, dat heescht, an der Halschent vun der Zäit vum Zuch. Den Auto ass also méi attraktiv.

Et ass richteg, mat deem virleienden Text kënnt et zu enger Verbesserung vun der Situatioun. Et ass ee Schrëtt an déi richteg Richtung. Oder aneschters ausgedréckt: Endlech gëtt iwwerhaapt emol eppes gemaach!

D'DP gesäit dëst, och wann et nëmmen eng kleng Verbesserung ass, duerchaus positiv. Fir datt méi Leit op den öffentlechen Transport ëmklammen, mussen dës Verbindunge séier, bequem, zouverlässeg an de Besoine vun de Leit ugepasst ginn. Ech hat schonn d'lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit gesot, datt nach op ville Plazen e Besoin besteet, fir d'Horairen unzepassen. Eng grenziwwerschreidend Mobilitéitszentral kéint hei eng wichteg Hëllefstellung bidden.

Mir kënnen eis et net méi erlaben, eisen Horaire just no nationale Kritären opzestellen. Den Horaire däerf keng Chasse gardée vun engem Land, Bundesland, enger Regioun oder engem Departement méi sinn.

Här President, de Rapporteur huet et gesot: Tëschent Tréier a Lëtzebuerg hu mer nëmmen en „modal split" fir den öffentlechen Transport vun 2,4%. Dat ass wéineg, ganz wéineg. Mir bleiwen also wäit hannert den Objektiver zréck. Den Individualverkéier ass awer Egoismus op Rieder. Et ass absurd fir 80 Kilo Mënsch, well an deene meeschten Autoe sëtzt oft genuch nëmmen een, mat e puer Tonne Blech duerch d'Landschaft ze transportéieren.

All Dag hu mer 155.000 motoriséiert Déplacementer vun Däitschland aus a Richtung Lëtzebuerg, dovunner ronn een Drëttel Richtung Haaptstad. Eleng aus Rheinland-Pfalz pendele ronn 25.000 Leit pro Dag op Lëtzebuerg. De Schwéierpunkt vun dem grenziwwerschreidende Verkéier läit eendeiteg bei de Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen. D'Aarbechtspendler sinn also dee gréisste Grupp, dee fir d'Benotzung vum öffentlechen Transport a Fro kënnt. Duerfir gëllt et, fir dësen no hire Besoinen auszeriichten.

Déi aktuell Organisatioun vun dem grenziwwerschreidenden Transport am Tréierer Raum mécht dësen allerdéngs éischter fir vill Clientë problematesch an onattraktiv. Ugefaang beim P&R, beim Park&Ride-Parking zu Waasserbëlleg, dee meeschtens iwwerfëllt ass a wou d'Leit dann oft genuch och nach e Protokoll kréien, well se falsch parken. D'Garen zu Tréier si fir d'Leit, déi an der Ëmgéigend vun Tréier wunnen, net wierklech gutt ze erreechen. En plus feelt et un engem groussen, gutt erreechbaren Opfangparking am Grenzgebitt.

Här President, mir musse Projete wéi deen neien E-go, deen elo Projet télématique heescht, op d'Grenzgebidder ausdehnen. Nëmmen esou kënne mer de Passagéier séier informéieren, wëssend, datt Informatiounen iwwer méiglech Verspéidungen, Ännerungen, nei Verbindungen an esou weider den A an den O fir de Client, an dat virun, während an och hannert dem Trajet, sinn. Nëmmen esou kréie mer dynamesch a performant Mobilitéitsketten, déi fir de Passagéier attraktiv sinn.

Wat d'Ubannung un dat internationaalt Schinnennetz ubelaangt, kréie mer mam Rheinland-Pfalz-Takt ab 2015 eng Verbesserung. Wann een de Moment déi grouss däitsch Réseaue vum ICE kuckt, dann ass Lëtzebuerg wéi Rheinland-Pfalz alles aneschters wéi gutt connectéiert. Déi eenzeg ICE-Verbindung vun Tréier op Berlin ass nees ofgeschaaft ginn, net zulescht, well d'Streck op Koblenz net de Standarde vun enger ICE-Trace entsprécht an d'Fuerzäit vill ze vill laang ass.

Här President, munches ass um Wee respektiv op de Schinnen, mä villes bleift nach ze maachen. Eng besser Abannung vun de Passagéier, eng geziilten Analys vun der Demande, Efforten um Niveau vun der Tarifikatioun, grenziwwerschreidend Tariffer, eng besser Ofstëmmung vun den Horairen, d'Kreatioun vun enger iwwerregionaler, grenziwwerschreidender Mobilitéitszentral, déi dee gesamte Grenzverkéier organiséiert, an net zulescht den Tram an der Stad sinn nëmmen e puer Projeten, déi mer séier sollten ëmsetzen, fir esou zu enger besserer Offer a Qualitéit an der grenziwwerschreidender Mobilitéit ze kommen.

Fir d'DP ass d'Fro vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit eng wichteg Zukunftsfro fir eist Land. Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roland Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och emol fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem Kolleeg Fernand Boden, Merci soe fir säin ausféierlechen a gutt strukturéierte schréftlechen an och mëndleche Rapport, deen esou komplett war, dass ee bal näischt méi bräicht derbäi ze soen, deen awer och ënnersträicht...

(Interruption)

Jo, il fallait le dire.

...deen awer och ënnersträicht, wéi wichteg dëse Projet de loi fir eist Land am grenziwwerschreidende Kontext ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi ass et mat Bréissel?

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- D'Muselstreck... Här Bettel, mir schwätzen eng aner Kéier iwwer Bréissel, hoffentlech, an och iwwert déi Verbesserungen, déi do eng Kéier kommen, op déi mer och scho laang waarden. Mä elo si mer bei der Muselstreck vu Koblenz iwwer Tréier op Lëtzebuerg, déi fir eist Land vun enger ganz grousser Bedeitung ass, och aus ekonomescher Hisiicht. Dës Streck ass fir eis eng direkt Ubannung un dat däitscht Eisebunnsnetz, an anerersäits awer och am Kader vum grenziwwerschreidenden öffentlechen Transport d'Verbindung tëschent de Regiounen Tréier a Lëtzebuerg.

Als LSAP begréissen an ënnerstëtze mer och duerfir dës Virlag, well se derzou bäidréit, fir eis Verkéiersverbindungen iwwert d'Schinn mat Däitschland ze verbesseren a méi attraktiv ze maachen. Ech weess, dass an deene leschte Joren um politesche Plang vun deene jeeweilege Responsabele ganz vill Démarchen néideg waren an hu misse gemaach ginn, fir dat esou hinzekréien, wéi et elo geduecht ass, well vu Berlin aus - dat wësse mer - Igel an och Tréier oder Koblenz ganz wäit ewech ass, fir net ze soen d'Provënz ass.

Hei gouf - an dat soll een och hei soen - vun deene jeeweilege Regierungsmemberen an och deene Beamten, déi op deem Dossier waren an deene leschte Joren, e gudde Match gemaach. An dat soll een och unerkennen. Déi zwee sti grad hannereneen. An d'Land Rheinland-Pfalz huet och do e gutt Stéck mat ugepaakt.

Mir investéieren hei aacht Milliounen Euro an eng Schinneninfrastruktur ausserhalb vun eise Grenzen. Dat ass sécher ongewéinlech, mä dat ass et an der Vergaangenheet schonn emol ginn. Ech erënneren drun: 1991 schonn huet de lëtzebuergesche Stat sech mat 150 Milliounen, deemools nach Lëtzebuerger Frang, un den Elektrifizéierungsaarbechte vum Abschnitt Rivage-Gouvy um belschen Deel vun der Nordstreck bedeelegt. Dat aus engem nationalen Intérêt eraus. An hei si mer e bëssen an engem ähnleche Cas de figure. Genee wéi deemools ass also och dësen Invest méi wéi justifiéiert, och - an dat muss ee soen - wann en nëmmen eng Drëps op e waarme Steen ass.

Mir hunn déi lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi grenziwwerschreidend Mobilitéit schonn dozou eng ganz Rei vun Iwwerleeungen hei ugestallt. Meng Virriedner hunn och schonn op eng Rei vu Verbesserungen higewisen, déi eigentlech nach erwënscht wären. Ech wëll se net alleguerte widderhuelen.

Ech wollt emol wëssen, dass eis Verbindunge mat Däitschland nach wie vor ganz schlecht sinn a vill Pendler duerfir all Dag den Auto huelen an a Kaf huelen, am Stau ze stoen. An den „modal split", deen ass schonn hei genannt ginn, vun 2,4%, dee seet jo eigentlech alles aus an ass ganz wäit ewech vun deenen Objektiver, déi mer eis alleguerte gesat hunn an déi mer och wëllen erreechen.

An deem Sënn stellt den zweegleisegen Ausbau vum Abschnitt Igel-Igel/West an d'Erhéijung vun der Capacitéit, déi domat verbonnen ass, schonn eng Verbesserung duer, fir den Trafic Richtung Tréier a Koblenz oder a Géigerichtung méi flësseg an domat och méi séier ze maachen. Duerch Kräizungsméiglechkeeten, déi elo geschafe ginn, falen onnéideg Waardezäiten - alt vun aacht bis zéng Minutten - zu Tréier ewech, wat also de Verkéier méi flësseg mécht.

Et ass awer och eng Viraussetzung, an och dat ass scho gesot ginn, fir de Rheinland-Pfalz-Takt ab Dezember 2014 mat deeglech 19 Allerretour-Parcoursen iwwerhaapt ze erméiglechen. De Rheinland-Pfalz-Takt, dat ass e Verkéierskonzept, wat mer natierlech och begréissen, well et erméiglecht zum Beispill an dräi Stonne 25 Minutten op Köln ze kommen oder a véier Stonne 15 Minutten op Frankfurt. Dat ass zwar nach ëmmer keng Konkurrenz fir d'Strooss, ass awer eng Verbesserung.

An duerfir ass et och richteg, dass och do d'CFL sech abréngt duerch d'Uschafung vun deenen aacht zweestäckegen Automotricen, fir och deen Takt an dat Konzept ze erméiglechen. De Rheinland-Pfalz-Takt u sech gëtt jo ganz vun den däitschen Autoritéite bezuelt.

Här President, esou luewenswäert och elo dës Moossnam hei ass, déi eis aacht Milliounen Euro wäert ass, se geet awer längst net duer, fir eis Verkéiersproblemer mat Däitschland ze léisen. Esou kann een nëmme bedaueren, dass aner Projeten, déi wichteg wieren an och an der Diskussioun waren, mëttlerweil erëm aus finanzielle Grënn gestrach sinn an am Bundesverkehrswegeplan op der däitscher Säit guer net méi optauchen, wéi zum Beispill - et ass hei vum Fernand Boden och gesot ginn - d'Verbreederung vun der Muselbréck bei Karthaus, fir och do en zweet Gleis hinzekréien, oder och den Ausbau vun der Linn vun Tréier op Koblenz fir d'Neigetechnik.

Déi stoungen emol virun e puer Joer nach mat 40 Milliounen Euro veranschlagt am Bedarfsplan Schiene vun den däitschen Autoritéiten, tauchen awer haut leider Gottes net méi op. Dat wieren awer Projeten, wann een déi realiséiere kéint, déi wierklech eppes géife brénge an déi wierklech ganz wesentlech d'Fuerzäit iwwer Tréier op Koblenz géife méi niddreg maachen.

Dat ass schued, dass dat vun der däitscher Säit anescht gesi gëtt, well just mir hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore ganz vill Efforte gemaach hunn a ganz vill investéiert hunn, och fir eis Linn op Waasserbëlleg ze moderniséieren an och fir déi fir d'Neigetechnik, zum Beispill, kompatibel ze maachen. Eleng 150 Milliounen Euro tëschent dem Joer 2000 an dem Joer 2012, an et sinn nach Investissementer an deenen nächste Jore virgesinn, virun allem um Nordkap vun der Gare Lëtzebuerg respektiv och zu Sandweiler.

Et ass wierklech ze bedaueren, dass déi däitsch Autoritéiten net méi Wäert op gutt Verbindunge mat Lëtzebuerg leeën. Fir eis ass et awer eng gutt Ubannung un d'Grenzregioun, mä och un dat däitscht Héichgeschwindegkeetsnetz. Déi ass enorm wichteg, déi Ubannung, wa mer an d'Regioune Rhein-Ruhr, Rhein-Main oder an de süddäitsche Raum wëlle kommen.

An deem Beräich beweegt sech awer leider näischt, am Géigendeel. Déi direkt Intercity-Verbindungen, déi falen ewech. A vun direkte Verbindungen op ICE-Niveau, déi eigentlech wënschenswäert wieren, guer net ze schwätzen. Hei setzt sech ganz kloer d'kommerziell Logik op der däitscher Säit duerch. Mä gutt.

Mir kommen dann elo geschwë besser op Tréier an op Koblenz, mä et muss een awer wëssen, dass d'Musek am däitschen Héichgeschwindegkeetsberäich, am ICE-Beräich also, awer zu Mannheim spillt. Dat ass am Fong geholl op der däitscher Säit déi grouss Dréischeif an der Héichgeschwindegkeet. An do misste mer eigentlech besser hikommen.

Mä do komme mer zimlech schlecht an ëmständlech hin. Mam Bus op Saarbrécken, 13-mol Aller-retour den Dag, dat ass flott, dann do ëmklammen an den Zuch bis Mannheim, an dann do ëmklammen an den ICE. Dat ass wéineg attraktiv, à tel point, dass haut scho vill Leit mat hirem Auto op Saarbrécken oder souguer bis op Mannheim fueren, well dat einfach méi séier geet. Dat ass awer net dat Verständnis, wat mir hu vu gudden a leeschtungsfäege Verkéiersverbindunge mat engem groussen Noper wéi deem däitschen.

Duerfir kann een och nëmme bedaueren, dass déi direkt Schinneverbindung vu Lëtzebuerg op Saarbrécken, déi viru Joren emol an der Diskussioun war an déi wierklech performant gewiescht wier, haut keen Thema méi ass, well se eben op däitscher Säit keng Akzeptanz, virun allem och aus finanzielle Grënn, fonnt huet.

Här President, wa mer haut nach wie vor schlecht Verbindunge mat Däitschland hunn, dréit Lëtzebuerg dorun definitiv keng Schold. Mir hunn, mengen ech, nach ëmmer eis Verantwortung iwwerholl an dat maache mer och mat dësem Projet de loi. An duerfir kritt en och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Schreiner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Zuchstreck vu Lëtzebuerg a Richtung Tréier a Koblenz schwätze mir vun enger Streck, déi 1861 a Präsenz vum Prënz Heinrich vu Lëtzebuerg ageweit ginn ass…

Plusieurs voix.- Oh!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …a schonn e puer Kricher hannert sech huet. Se ass also net méi déi Jéngst.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Well d'Schinneninfrastruktur am Laf vun der Zäit net systematesch moderniséiert an ausgebaut ginn ass, huet d'Streckeféierung zwar nach ëmmer hire landschaftleche Charme, mä richteg attraktiv ass se scho laang net méi. Besonnesch fir de Beruffsverkéier ass se net attraktiv, mä problematesch, well d'Fahrtdauer schonn eleng bei enger Stonn bis op Tréier läit. Dat ass einfach net méi zäitgemëiss. Déi meescht Pendler aus de Regiounen ëm Koblenz an Tréier kommen dowéinst léiwer mat hirem Privatauto op Lëtzebuerg schaffe wéi mat engem Bummelzuch, deen nach méi Nerven an Zäit kascht wéi den Auto.

D'Resultat ass natierlech, datt d'Stroossen de Verkéier ëmmer manner packen an d'Zich zu engem gudden Deel eidel stinn. D'Zuel vun de Pendler, déi am Zuch tëschent Lëtzebuerg an Tréier ënnerwee sinn, läit bei duerchschnëttlech 1.700 am Dag. Domat mengen ech net nëmmen Tréier eleng, mä och d'Regioune ronderëm.

Deem entgéint läit d'Zuel vun de Pendler, déi Dag fir Dag op de Stroossen iwwert d'Grenz kommen, mëttlerweil bei duerchschnëttlech 155.600 am Dag, wann ech richteg gerechent hunn. Héichgerechent heescht et, datt an engem Joer iwwer 56,5 Millioune motoriséiert Déplacementer op der däitscher Grenz gezielt ginn an net emol eng hallef Millioun am Zuch.

Och wann am Rapport drop higewise gëtt, datt den öffentlechen Transport nëmmen 2,4% vum gesamte Grenzverkéier ausmécht, fält déi konkret Diskrepanz an den Zuelen net direkt op. Well beim schinnegebonnenen Transport déi gesamt Joresbilanz opgefouert gëtt a beim Stroosseverkéier just déi eenzel Dagesbilanz, sinn d'Zuelen net direkt vergläichbar. Trotzdeem ass et net schwéier erauszefannen, datt an engem Dag méi Leit aus der däitscher Grenzregioun op der Strooss ënnerwee sinn, wéi an engem ganze Joer mam Zuch.

D'Fro, wéi wichteg dëse Projet ass, brauch een also guer net ze stellen. En ass liewenswichteg, net nëmme fir de Beruffstrafic aus Däitschland méi ëmweltfrëndlech, méi schnell a méi effikass ze gestalten, en ass och net onwichteg fir d'Muselgéigend, déi zu engem gudden Deel vum Tourismus lieft an ëmsou méi attraktiv ka ginn, wa manner Autoen an där Géigend zirkuléieren. D'Gemengen hu weder déi néideg Kompetenzen nach déi néideg Gelder, fir de Verkéiersproblem eleng unzegoen.

Grad wéi am Rescht vum Land, Här Minister, ass eng Verbesserung vun der Situatioun och hei nëmmen da méiglech, wann d'Gemengen op d'Ënnerstëtzung vun alle concernéierte Ministèren a Verwaltungen ziele kënnen, CFL a Ponts & Chaussées abegraff. An anere Wierder: D'Regierung muss konsequent un engem Strang zéien.

Tourismus an der Muselgéigend heescht fir eis virun allem doucen Tourismus, bei deem de Vëlo an de Foussgänger Prioritéit kréien. Manner Autostrafic géif och eng besser Loftqualitéit laanscht Musel erlaben an déi 2.300 ha Wéngerten ekologesch opwäerten, wat dem Wäibau zeguttkéim. Et gëtt also net nëmmen ee Grond, fir eng Verbesserung vum öffentlechen Transport an dëser Regioun unzepeilen, mä et gëtt der vill.

Och, wann et bei dësem Projet ëm net méi wéi 3,4 km geet, esou sinn déi Kilometer net onwesentlech. Well d'Zich wéinst der Eegleisegkeet tëschent Igel an Igel-West regelméisseg musse stoe bleiwen a vill Zäit verléieren, drängt den Ausbau vun engem op zwee Gleiser sech förmlech op.

An deem Sënn kënne mir dem Här Boden a sengen Noriedner hir Aussoen nëmmen ënnerstëtzen a soen och him villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport, deen och fir Neteisebunner verständlech ass.

Ëmsou méi ënnerstëtzenswäert ass dëse Projet, well insgesamt eng besser Zuchverbindung mat Koblenz virgesinn ass, zumindest, wann déi gemeinsam Plang mat Däitschland dat halen, wat se verspriechen. Ech schwätzen ënner anerem vum Rheinland-Pfalz-Takt, deen ab Dezember 2014 eemol d'Stonn soll fonctionnéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner hunn et scho gesot: Mat dësem Projet ass d'Welt nach net an der Rei. De streckeweisen Ausbau op zwee Gleiser ännert näischt un aneren Enkpäss, déi op der Streck bestinn. Eng Rei Abschnitter sinn opgrond vun enger veralteter Schinneninfrastruktur wahrscheinlech och an Zukunft nëmme lues befuerbar, och wann neit Zuchmaterial méi eng héich Vitesse erlaabt.

Fir dat Zil vum „modal split" ze erreechen, wat Dir, Här Minister, net nëmme fir d'Lëtzebuerger Banneland, mä och fir de grenziwwerschreidende Verkéier als Objektiv hutt, nämlech e Prozentsaz vu 25/75, geet et net duer mat Puzzlestécker wéi dësem, mä da si weider Moossnamen onëmgänglech. Den Här Schreiner ass drop agaangen an huet eng ganz Rei Pisten opgezeechent, déi mir ënnerstëtze wëllen. Moossnamen, déi nëmme realiséiert kënne ginn, wann d'Zesummenaarbecht mat Däitschland klappt. Dat heescht, datt Lëtzebuerg sech weiderhin um Finanzement vu grenziwwerschreidende Projete muss a soll bedeelegen, fir datt déi Moossnamen iwwerhaapt eng Chance hunn, realiséiert kënnen ze ginn.

De Virworf, deen Dir d'lescht Woch hei opgeworf hutt, Här Minister, datt d'Leit Iech virgeheien, Lëtzebuerg sollt aus nationalen Interesse just a seng eege Verkéiersinfrastruktur investéieren an net an déi vun eise Grenzregiounen, ass fir eis keen Argument. Bei der Schafung vun Aarbechtsplaze profitéiert Lëtzebuerg massiv vun auslänneschen Investisseuren. An och bei der Besetzung vun den Aarbechtsplazen ass eist Land staark op d'Frontalieren ugewisen, a mir brauchen der ëmmer méi.

Dofir läit et an der Logik vun der Saach an natierlech vun eiser Wirtschaft, datt mir bei grenziwwerschreidende Mobilitéitsprojete solidaresch bleiwen an de Kapp net an de Sand stiechen. Firwat net och mat der Kreatioun vun enger regionaler Mobilitéitszentral zesumme mam Ausland? De Kofinanzement vun aacht Milliounen ass bei dësem Projet also nëmme logesch. Et ass och rentabel fir eist Land.

Mä wéi geet et weider, Här Minister? D'lescht Woch hutt Dir op dëser Plaz Optimismus verbreet a vu konstruktive bilaterale Gespréicher tëschent Iech an dem Saarland respektiv Rheinland-Pfalz verzielt. Net nëmmen déi gréng, mä ech denken all d'Fraktiounen heibanne géifen et begréissen, wann esou Gespréicher och an Zukunft zu gemeinsame Projete kéinte féieren, och wa se eppes kaschten.

Duerfir meng Froen un Iech, wéi eng gemeinsam Projeten Dir an absehbarer Zukunft als reell ëmsetzbar astuuft a wéi wäit Är bilateral Verhandlunge schonn zu engem béidsäitegen Engagement gefouert hunn.

E Wuert an deem Kontext zu der Konzer Muselbréck. Dës Bréck ass am Zweete Weltkrich zerstéiert ginn, duerno opgebaut ginn an ass säit 1990 nëmme méi eegleiseg befuerbar. D'Vëlospist, déi um fréieren Trajet vum zweete Gleis ugeluecht ginn ass, stelle mir net a Fro. Si ass net nëmme pitoresk, mä se ass och e wichtege Bestanddeel vum beléiften a vill benotzte Vëlosnetz op där anerer Säit vun der Grenz.

Eis éischt Fro ass, ob Dir dës Bréck an där Form wëllt erhalen oder net, an ob Dir aner technesch Méiglechkeete gesitt, fir d'Streck op Koblenz ze verbesseren, onofhängeg vun der Bréck. Op engem topografesch schwieregen Terrain geet et wahrscheinlech net duer, dat ausgedéngtent Zuchmaterial ze ersetzen, et geet och ëm d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, wou ech nach eng Kéier un dat erënneren, wat den Här Schreiner gesot huet.

Déi zweet Fro ass, wéi eng Moossnamen Iech virschwiewen, fir zesumme mat Däitschland de grenziwwerschreidenden doucen Tourismus ze förderen, wëssend, datt déi nei Zich ëmmerhi Plaz fir 18 Vëloe bidden. Eng Verbesserung fir d'Reesender aus dem In- an Ausland wier et och, wann d'Ubannung un dat däitscht internationaalt Netz ICE méi attraktiv a manner ëmständlech géif ginn. Ëmmerhin hänkt un deem Netz e groussen Deel vun den europäesche Verbindungen an aner Länner. Hei schwätzen ech net nëmme vu Koblenz, mä och vu Saarbrécken als zentral Ëmsteigeplaz.

D'Realitéit weist, datt den Asaz vu Busser net déi ideaalste Léisung war. Beim Choix vum Transportmëttel, fir op d'Aarbecht ze fueren, besteet nämlech e groussen Ënnerscheed, deemno ob et sech ëm e Bus oder ëm en Zuch handelt. D'Zuele beweisen, datt den Zuch, do, wou gutt Verbindunge bestinn, fir d'Pendler méi interessant ass wéi de Bus. Obschonn den Zuch vun Tréier verbesserungswürdeg ass, fuere prozentual gesi méi Leit mam Zuch aus Tréier an Ëmgéigend op Lëtzebuerg wéi Leit aus dem Saarland mam Bus, wou keen Zuch fiert a wou de Bus just déi eenzeg Alternativ zum Auto ass.

Hei rächt sech de Feeler aus der Vergaangenheet, an zwar de Feeler, d'Prioritéit während Jorzéngten op de Stroossebau geluecht ze hunn an de Schinneverkéier wéi e Stéifkand ze behandelen. Wären d'Gelder, déi fir d'Saarautobunn locker gemaach gi sinn, an de Bau vun enger Saar-Zuchstreck investéiert ginn, wäre mir deem holden Zil vum „modal split" 75/25 schonn e Stéckelche méi no.

Ëmsou méi bedauerlech ass dat Versäumnis, well 45% vun de Saarlänner, déi am noe Grenzgebitt wunnen, op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat sinn der 11.300. Keen anere wéi den däitsche Botschafter huet d'lescht Joer op dee Manko vun effikassen Zuchverbindunge mat Däitschland higewisen. Mir ginn deem gudde Mann recht. Net e Bus op Saarbrécken, mä eng modern Zuchstreck op Saarbrécken hätt eng besser Ubannung un dat europäescht Schinnennetz erméiglecht. Deen Zuch ass leider fort. Mä d'Feeler aus der Vergaangenheet sinn zumindest erkannt - hoffentlech vun der ganzer Regierung.

Spéitstens no der Fäerdegstellung vun der 650 Milliounen deierer Nordstrooss wäert sech erausstellen, wéi vill Geld eise Finanzminister fir de Bau vu weideren Zuchstrecken zur Verfügung wëllt stellen. Mir hoffen, et sinn der genuch. Woumat ech Iech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech wëll mech och de Mercien uschléissen un den Här Boden fir e ganz gudde Rapport.

D'ADR stëmmt dëst Gesetz mat, awer mat enger Rei vu Kommentaren.

Ech mengen, deen éischten ass: Mir mussen emol kucken, wéi ass dann de Bilan vun de Verkéiersverbindunge mat Däitschland? Ech soen dem Här Schreiner Merci. Ech wollt soen, en ass schlecht. Den Här Schreiner huet e vill bessere Bilan vun der Politik vun deene leschte Jorzéngte gezunn, wou LSAP an CSV déi Verantwortung haten. Hien huet gesot: „Si ass ganz schlecht." Dat ass de richtege Constat. Et ass net d'Schold vun der ADR, mä vun der CSV a vun der LSAP, datt dat esou ass.

Ech fannen, et ass e politesch Kuriosum, datt eis Regierung sech esou engagéiert an europäesche Saachen, datt eise Premier Wahlkampf fir d'Madame Merkel mécht an datt gläichzäiteg déi wichteg Verkéiersverbindungen am Bundesverkehrswegeplan mat Lëtzebuerg gestrach ginn. Ech fannen, wann e Lëtzebuerger Premier schonn an Däitschland Wahlkampf maache geet, wat en u sech näischt ugeet, mä da kéint awer wéinstens eppes fir Lëtzebuerg derbäi eraussprangen, a vläicht e puer Verkéiersverbindungen. Vläicht misst een dat soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech mengen, e muss es geschwënn heiheem maachen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo. Do huet den Här Gibéryen, wéi esou dacks, ganz recht.

An et ass jo awer traureg, fir festzestellen, et ass jo awer ganz traureg, fir festzestellen, datt mir mat zwou groussen däitsche Stied, déi mer an der Géigend hunn, Tréier a Saarbrécken, hei esou maachen, als wär dat…, Verschiddener maachen esou, als wär dat ganz zefriddestellend, wa mer e puer Bussen op Saarbrécken hunn, déi 75 Minutte brauchen a wou den Här Schreiner och mat Recht gesot huet, datt dat fir d'Verbindung mat Mannheim absolut näischt bréngt oder op jidde Fall net gutt genuch ass.

Also dee Bilan, deen ass schlecht. An ech froe mech wierklech, wat d'Regierung mécht mat hiren europäesche bilaterale Groussregiounkontakter, fir do wierklech emol endlech Akzenter ze setzen.

Mir ginn hin a mir finanzéieren Infrastrukturen am Ausland, och dat huet den Här Schreiner rappeléiert. Och den TGV war ee Fall. A mir stellen eis emol d'Fro: Ass dat do dann opportun iwwerhaapt? Wat hu mir als Retour op esou Infrastrukturen, déi eis jo awer och vill Sue kaschten? Ech mengen, dat muss een och emol méi genau analyséieren. Mir freeën eis jo alleguer iwwert den TGV op Paräis. Mä et muss een awer och wëssen, déi Paräisser kommen dofir net op Lëtzebuerg akafen! Och d'Flux financiers, d'Flux économiques, den Avantage, dee läit op der franséischer Säit.

Ähnlech kann een dat vläicht analyséiere mat der Situatioun vun de Frontalieren. Et muss een och eisen Nopeschlänner inklusiv Däitschland rappeléieren, datt déi 170.000 Aarbechtsplazen, déi mir hei fir Frontaliere schafen, an dovunner och e gudden Deel vun eisen däitsche Frënn, datt déi awer och dozou bäidroen, de Chômage an deene Regiounen däitlech erofzesetzen. Dofir, wa mir och nach investéieren, fir potenziell Chômeuren an Däitschland heihinnerzebréngen, fir datt se hei eng Aarbechtsplaz kréien, ass dat wierklech ganz generéis vu Lëtzebuerger Säit.

Da muss och gesot ginn, datt déi Suen - mir si jo awer a budgetär knappen Zäiten, Här Minister -, datt déi Suen, déi mir an d'Ausland a Schinneninfrastrukture stiechen, déi feelen eis hei. Ech fannen dat Argument net mat den Hoer erbäigezunn, fir ze soen, datt mir Retarden an eisem Schinnennetz kréie par rapport zu deem, wat mer kéinte realiséieren doduerch, datt mer finanziell Ressourcen an Nopeschregiounen déviéieren.

An och… Jo, jo, an och, wat den öffentlechen Transport ugeet, Här Minister, do stellt ee sech och Froen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, ech wollt just soen, well d'Madame Lorsché virdrun eis gesot huet, datt si sech net kéint virstellen, datt een esou Saache géif soen, well dat jo alles schrecklech nëtzlech wär fir Lëtzebuerg, kritt d'Madame Lorsché direkt vun Iech d'Äntwert, wat wéi gesot gëtt…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, jo. Also, Madame…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat ass dee beschte Bewäis.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech gi ganz gutt eens mat deene Gréngen. Et ass eng ganz einfach Relatioun, mir si mat näischt d'accord.

(Brouhaha et hilarité)

Mä elo hunn ech am Ableck d'Wuert, Här Minister.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech sinn awer stolz, datt…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Elo hunn ech am Moment d'Wuert, Här Minister. Ech hoffen, datt den Här President mer déi Minutt gëtt, déi Dir mat Äre begeeschterten Zwëscheriff hei…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, esou begeeschtert war den Zwëscheruff net, Här Kartheiser. Wierklech net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dach, dach. Dir woort gedroe vun engem Elan, deen ech Iech ginn hunn.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Mir si mat villem net d'accord.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, wat den öffentlechen Transport ugeet, do wollt ech lech awer och soen, wann ee schonn higeet an an Däitschland aacht Milliounen investéiert, fir do eng Zuchstreck auszebauen, fir datt hir Leit kënne bei eis schaffe goen - okay -, mä dann, firwat net dann direkt mat hinnen iwwer Park & Ride-Méiglechkeete bei deene Garen do mat négociéieren?

Ech wonnere mech, datt dee SMOT do, dat komescht Wuert, dee Schéma de mobilité transfrontalière elo eréischt a Verhandlung ass mat Däitschland, nodeems mer scho laang en Accord ginn hunn, fir aacht Milliounen an d'Schinnennetz ze investéieren. Normalerweis mécht een dorauser e Package an et seet een: „Mir investéieren eventuell dann an d'Schinnen, awer dofir suergt Dir och, datt déi Infrastrukture bei de Garen do sinn, datt dat och benotzt gëtt." Mä datt fir d'Éischt en Accord vun eiser Säit kënnt fir aacht Milliounen an duerno fänke mer emol un, iwwer Park & Ride ze schwätzen, do ass keng Logik derbäi.

An dann nach, Här Minister, dann hu mir déi Leit elo op der Gare, wa se ukommen, dat wësst Der, mir freeën eis och, wa se den öffentlechen Transport méi benotzen. Mä da si se op der Gare an dann hu mer de Problem mat der Verdeelung iwwert de Bus. A wann Ären Tram-Projet, deen Der jo maacht oder wëllt maachen - ech weess nach ëmmer net, firwat Der dat wëllt maachen, well et ass iwwerhaapt keng Logik derhannert -, wann dee kënnt, da gëtt et nach méi schlëmm. Da musse se vun engem Zuch op en Tram ëmklammen, dee se iergendwou hibréngt, wou se dann op de Bus mussen ëmklammen, amplaz datt se elo, wa se op der Gare ukommen, an e Bus klammen, dee se dohinner bréngt, wou se schaffe ginn.

Et gëtt nëmmen eng Léisung, fir de Problem vum öffentlechen Transport an iwwerhaapt vun dem Verkéiersstau hei am Land ze léisen: Dat ass den RER, dat ass de City-Tunnel, fir datt d'Leit kënnen am Ausland an en Zuch klammen an do…

(Interruption)

…erausklammen, wou se schaffen. Et ass déi eenzeg Léisung. An déi Iddi, déi Dir do hutt wéi aner Parteien och, mam Tram, dat ass wierklech dat Allerlescht, wat dëst Land brauch. An zemools dann, wa mer keng Sue méi hunn.

Nach ee Wuert, well mir hunn nach eng aner Debatt muer, well do hunn ech och un Iech geduecht, Här Minister, iwwert d'Sécherheet vum Spillgezei: Den Tram ass e Spillgezei, mä eent, wat mir eis net kënne leeschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Dee leschten Zuch.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir investéieren aacht Milliounen an d'Schinneninfrastrukture fir eisen däitschen Noper, an dat aus ekonomesche Grënn. Dat wësse mer jo alleguerten. Okay, domat sinn ech d'accord.

Mä och ethesch ass dat ze veräntwerten, au contraire zu deem, wat den Här Kartheiser elo gesot huet. Ech mengen, d'Leit, eis däitsch Noperen, franséisch Noperen, belsch Noperen, egal wéi se heeschen, déi kommen hei an d'Land. Déi droen zum Wuesstum bäi. Si consomméieren hei, si bezuelen eis Pensioune mat. An esou virun. An déi Suen, déi se hei in…

(Interruption)

Une voix.- Mir och hir!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, jo, jo, mä dat ass en Ëmlageverfahren, dat wësst Der jo. Bon, mä si selwer consomméieren dat net méi dobaussen. D'Steiere ginn hei bezuelt an net dohannen. Dofir ass et natierlech ganz richteg, dass mir fir hir Infrastrukturen opkommen. Ëthesch gesinn ass dat fir mech normal, ob mer elo do Stroosse baue bei hinnen oder och hei an d'Zuchstreck mat investéieren. Dofir fannen ech dat keng esou schlecht Iddi, fir dëse Projet hei duerchzezéien.

Den Ausbau vun der Zuchstreck ass erfuerderlech, well eng staark Ausweitung vum Schinneverkéier tëschent Koblenz a Lëtzebuerg fir 2025 ageplangt ass. An natierlech muss een dann d'Fro stellen: Wat geschitt da mat deenen anere Punkten, déi Problemer opweisen, wéi zum Beispill dann, wéi d'Madame Lorsché hei gesot huet, d'Konzer Bréck, wou et guer net virugeet? Dat ass déi eng Saach.

Déi zweet Saach ass, et muss ee vläicht déi Saach vum däitschen Noper kucken, wéi si dat da gesinn, wéi d'Awunner zu Igel dat emfannen. Sinn déi frou domadder oder net? Abee, wéi et schéngt, si se net esou frou mat deem Projet. Firwat? Well éischtens gëtt Kritik um Lärmschutz ugewannt. Do solle Mauere gebaut gi vu véier Meter. Véier Meter héich Maueren. Dat heescht, hir Haiser, wéi et schéngt, sinn net méi esou vill wäert. An dat kann een och nach verstoen, et ass alles individuell, dat gesäit jidderee mat sengem eegene Brëll. An do ass dann ee Problem, dee fir si da juristesch anzekloen ass.

An da gëtt gesot, dass d'Duerf an zwee gespléckt gëtt an eng östlech Säit an eng westlech Säit. Östlech besteet mat deem neie Projet hei dann de Lärmschutz, wann dee gebaut gëtt, déi Wänn, déi gebaut ginn, do besteet dann ee Lärmschutz. Awer westlech, do besteet da guer näischt. An dat ass dann iergendwéi eng Diskriminatioun. Dat gesi si esou un.

An dann drëttens, deen drëtte Kritikpunkt ass dee vun de Parkplazen. Fir de Moment gëtt et nëmmen e puer Dose Parkplazen zu Igel an nëmme 40 Zich, also, wéi gesot 40 Zich pro Dag, déi do erafueren.

Elo mat deem neie Projet sollen dann 100 Zich do erafueren. Dat heescht, do komme vill Leit dohinner, déi setzen hir Autoen einfach egal wou an d'Duerf. An dat gëtt natierlech e ganz groussen Opwand, e ganz grousse Verkéier. An déi Leit, déi sinn da belästegt an dat hu se net ganz gären.

An de Fait ass dann, déi missten dann eng Park & Ride-Solutioun fannen. Mä, och do hu se da keng Suen. An do hätt ech mer vläicht gewënscht, wann d'Regierung hei géif mathëllefen awer, wa se schonn aacht Milliounen investéiert, vläicht och e bësse méi ze investéieren a Park & Ride-Plaz. Dat wär vläicht eng ganz gutt Solutioun gewiescht, Här Minister.

An dann natierlech och d'Kritik, dass do deementspriechend vill méi Gidderzich do laanschtfueren. Dat heescht, vill méi Kaméidi wéi elo. An dat heescht, hir Terraine sinn da manner wäert. An dat muss een da verstoen.

Am grousse Ganze wéi gesot kann een net jidderee zefriddestellen, mä de Projet u sech geet an eng richteg Richtung. Et muss een awer och bedenken, wann d'Leit hiren Auto do ofsetzen zu Igel, da komme se net méi hei an d'Land.

Dat heescht, Här Minister, do kéint Der vläicht awer een ekonomeschen Nodeel kréien. Dat heescht, déi ginn net méi hei tanken. Ech weess net, ob Der doriwwer schonn e bëssen iwwerluecht hutt. Oder wéi maache si et? Mengt Der, si géifen heihinner schaffe kommen, dann erëm zréck op Igel fueren, dann den Auto huelen an eriwwer op d'Grenz op Waasserbëlleg fueren an tanken?

(Hilarité et interruption)

Ech mengen, dat wär awer kontraproduktiv. Wa mer dat heimat erreecht hätten, da wär dee Projet hei falsch. Trotzdeem, mir wäerten de Projet matstëmmen.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och ech fänken un, andeems ech dem Rapporteur an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn. Ech si frou, datt mer mat deem Projet hei elo zu engem Ofschloss kommen. D'autant plus, datt en och, ier et e Projet de loi ginn ass, wierklech vill Négociatioune mat der däitscher Säit bedeit huet. A mäi Virgänger kann effektiv e Wuert do matschwätzen, well hien hat déi Diskussioune scho sengerzäit ugefaangen. Se sinn zwee-, dräimol opgehale ginn, duerno erëm weidergefouert ginn a schlussendlech si mer awer zu enger Léisung an där heiter Fro komm.

E puer Saache si gesot ginn, déi mech natierlech obligéieren ze reagéieren. Dat Éischt, dat ass, datt deen een oder deen anere Riedner gesot huet: „Endlech gëtt elo emol eppes op där Streck do gemaach.“, an dann anerer gesot hunn: „Mä et ass ee Puzzlesteck, dat geet awer nach laang net duer.“ Mä dat ass esou lëschteg, well all Kéiers, wann ech e Projet hei proposéieren, da seet jiddwereen: „Mä hei ass ee Puzzlesteck an et geet net duer.“

De Problem ass, datt mer eng ganz Rei Puzzlestécker déposéieren. A wann Der kuckt, déi, déi Der gestëmmt hutt, an déi, déi mer nach an der Programmatioun hunn, da gesitt Der, datt déi Puzzlestécker, déi bei eist Schinnennetz elo amgaange sinn derbäigeluecht ze ginn, schéi propper een nom aneren, esou wéi mer se geplangt hunn, awer e ganzt Konzept ginn, wat, wann een et global eng Kéier wëllt kucken, Sënn mécht, logesch ass an eis och effizient am öffentlechen Transport weiderbréngt.

„Endlech gëtt emol eppes op dëser Stréck gemaach.“, ass gesot ginn. Mä da géif ech awer emol wierklech gär déi Leit, déi dat gesot hunn, Här Etgen, bieden, si solle bis an de Bar goen, hei hannendrun… Ben, net elo, lauschtert emol fir d'Éischt no!

(Hilarité)

An da gitt Der dohinner an da kuckt Der zur Fënster eraus an da gesitt Der op där Streck de Chantier, wou mer amgaange sinn, eng zweet Bréck bäizebauen, fir extrem vill Suen, wou mer amgaange sinn, déi Zweegleisegkeet vu genau där doter Streck iwwert den Cents bis op Sandweiler ze maachen an duerno bis op Éiter weiderzeféieren. Genau dat si mer amgaang, op där Streck ze maachen. Dat heescht, och do ass en zousätzlecht Puzzlesteck, op wat mer net waarden, mä wat mer schonn amgaange sinn ze bauen. An d'Chamber hat d'Geleeënheet, virun e puer Méint och mat mir zesummen deen do Projet besichen ze goen. Déi Streck gëtt ausgebaut.

D'Datumen hu mer nach eng Kéier nogekuckt, bei den däitschen Autoritéiten, déi wëllen elo deen hei Projet, wa mer dat Gesetz da gestëmmt hunn, och am Hierscht ufänken an zu engem Enn bréngen Enn 2014, dann, wann de Rheinland-Pfalz-Takt soll antrieden, dat heescht fristgerecht fir deen neien Horaire, datt mer do och ganz aner Capacitéiten op där Streck kréien.

Ech brauch Iech elo net méi iwwert de Rheinland-Pfalz-Takt villes ze soen, well mer u sech doriwwer geschwat hunn. Ech wëll just soen, datt dat e Projet ass, deen eis wesentlech méi Méiglechkeete bréngt, e Rhythmus bréngt, fir eis och op déi international ICE-Zich ubannen ze loossen, wou da kann op där enger Säit nach op Norddäitschland, d'Ruhrgebiet gefuer ginn, op där anerer Säit op Frankfurt gefuer ginn, a wat eis wierklech an de Réseau vun den ICE-Zich, déi och an Osteuropa ginn, uschléisst. An duerfir war dat jo genausou wichteg.

A wann, wann et contestéiert gëtt, Här Kartheiser, da soen ech: Et ass net nëmme fir mech e Projet gewiescht, deen eis am Transfrontalier wesentlech ass, mä et ass momentan deen eenzegen Uschloss, dee mer hunn un e Schnellgeschwindegkeetsnetz an Däitschland, wat eis mat dem ganzen Oste vun Europa verbënnt. An déi Ubannung ass mer wierklech extrem wichteg, gradesou wichteg wéi en TGV, deen un d'Héichgeschwindegkeetsnetz op der franséischer Säit ubënnt, fir eis ekonomesch Relatiounen a fir eis Schnellverbindungen esou korrekt wéi méiglech ze maachen. Dat ass en zweet Argument, en zweete Sënn, deen ech doranner gesinn.

Dir hutt dann eng gutt Verbindung mat Däitschland, mat Tréier, mat Koblenz an duerno mam ICE-Netz. A mir brauchen och wéi gesot, an dat huet schonn deen een oder deen anere gesot, net nëmmen zweegleiseg Schinnen do, mä mir brauchen och neit Material. Et sinn nei Maschinne bestallt ginn, Stadler-Maschinnen, aachtmol, mat 300 Plazen. Dat mécht 2.400 Plazen, nei Plazen, nei Capacitéit, déi mer kënnen op eist Schinnennetz setzen, fir d'Leit ze transportéieren. Déi Maschinne wäerten och Enn des Joers am Laf vun 2014 geliwwert ginn, soudatt mer och do termingerecht fäerdeg ginn, fir u sech datt déi Schinnen… oder déi Zich fueren ze loossen, wann de Rheinland-Pfalz-Takt da kënnt a wann dee Chantier hei fäerdeg ass.

An dann ass gesot ginn: Wat fir eng aner Diskussioune lafen nach notamment mat Rheinland-Pfalz?

Wann ech elo emol direkt um Schinnennetz bleiwen: Mir hunn eng Diskussioun iwwert déi Tréierer Weststreck, wat fir eis eng ganz wichteg Streck ass. Et ass eng Streck, déi momentan besteet, mä wou haaptsächlech Fret driwwerleeft, wou ech mengen, an dat hu mer mat der Landesregierung vu Rheinland-Pfalz schonn undiskutéiert, datt, wann et méiglech wär, déi esou auszebauen, datt mer kéinten och do Passagéier driwwer fuere loossen, dat natierlech fir den transfrontaliere Gebrauch extrem wichteg wär, well dann déi Leit, déi aus där Géigend op Lëtzebuerg erakommen, och den Zuch kéinten huelen an net méi brauche bis op Tréier op den Hauptbahnhof ze fueren, wat natierlech schwiereg ass, fir eng Parkplaz ze fannen a wat net ëmmer an dem dagdeegleche Liewe geet. Dann hätt een nei Halten zu Ehrang, zu Tréier-West, zu Euren an zu Zewen, wat eis wierklech dat ganzt Gebitt géif ganz anescht ofsécheren.

An dee Moment wär déi Zweegleisegkeet zu Igel och extrem wichteg, well se eis géif erlaben, just dat, wat vun där enger Säit kënnt vum Tréierer Hauptbahnhof, an dat, wat vun där anerer Säit kënnt aus dem Westen, zesummelafen ze loossen no der Konzer Bréck, déi eben déi Gleisen elo drop huet, déi se huet, dat heescht ee Gleis drop huet. Mä dat kënnt eréischt hannen zesummen, soudatt et fir eis vill méi wichteg ass, datt déi heite Streck zweegleiseg ass. An dat anert ass natierlech eng Décisioun, déi déi Däitsch mussen huelen. Mir kënnen net ufänken awer nu wierklech, Brécken an Däitschland bauen ze goen. Do musse se selwer hir Décisiounen awer an deem dote Kontext huelen.

Natierlech gehéieren och aner Moossnamen dozou. Et huet ee mech ugefrot elo, wat d'Park & Ridë sinn. Do si mer och amgaang, eng Planifikatioun ze maachen, wann ech just an där doter Géigend kucken, fir zu Waasserbëlleg dee Park & Ride, deen elo besteet, vu 77 op 500 Plazen auszebauen, a fir op der Grenz vun der Autobunn d'Parkplaz, de Park & Ride, deen do besteet, vun 261 op 890 Parkplaze substanziell also auszebauen, fir eis méi Capacitéit ze ginn.

An dann, wann hei gefrot gëtt, dat war och den Här Kartheiser: „Firwat hutt Der dann net de Package gemaach mat der Bundesregierung, wéi Der do diskutéiert hutt, fir dat hei bauen ze loossen?“ Mä ech wëll dat awer och kloer beäntwerten. Mä well d'Bundesregierung net Park & Ridë baut! An ech kann net mat enger Bundesregierung…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann huelt anerer mat an d'Verhandlung eran!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä dat…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat do ass awer einfach.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä esou, also esou lafen d'Realitéite jo awer net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma neen, neen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann ech mat enger Bundesregierung…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Schwätzt mat deenen, déi kompetent sinn!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann ech mat enger Bundesregierung diskutéieren, da kann ech, dann huet d'Bundesregierung net ze soen dem Land Rheinland-Pfalz, wat déi wëlle maachen. Dat sinn zwou total separat Entitéite mat aner Responsabilités politiques. An ech kann net do Saachen eranhuelen an eng Négociatioun, déi aner Leit mussen décidéieren.

Par contre ass et evident, datt ech awer separat mat Rheinland-Pfalz a mam Saarland diskutéieren an datt ech dee SMOT ënnerschreiwe mat deenen engen a mat deenen aneren, fir genau dat do erauszefannen, wou mer an Zukunft Park & Ridë solle maachen, wou mer se solle bauen a wou mer déi Buslinnen an nächster Zukunft besser hunn hinzemaachen. Dat ass eng Négociatioun, déi fir si wichteg ass, déi fir eis wichteg ass an déi och gemeinsam gefouert gëtt. Gradesou wéi, par ailleurs, wéi se mat Frankräich gefouert gëtt, a gradesou, par ailleurs, wéi se mat der belscher Säit gefouert gëtt.

Dann déi Fro - ech weess net méi, wien dat gesot hat -, et misst een och eng Telematik maache respektiv - ech weess net méi, wien et war, ech kucken elo vläicht dee Falschen un -, eng Telematik maachen, déi besteet doranner, datt net nëmme mer eng Telematik fir Lëtzebuerg hunn, mä eng fir d'Groussregioun. Ech wëll och do soen: Mir sinn elo amgaang, déi Telematik ze entwéckelen, datt mir emol de Start hei hunn, datt eis Bussen, eis Zich alleguer équipéiert sinn, datt mer déi modern Kommunikatiounsmëttel an Informatiounsmëttel iwwer Internet, iwwer Smartphone mat am Life-Takt pro Sekonn kënnen novollzéien a jiddwerengem zur Verfügung stellen.

An natierlech lafe Kontakter och mat der Groussregioun, fir eng Mobilitéitszentral, eng grouss Regiounsmobilitéitszentral opzebauen. Mir hu par ailleurs och e Projet eragereecht, dee mer an der Europäescher Unioun unerkannt kruten an och deelweis da matfinanzéiert hunn, genau, fir esou eng Mobilitéitszentral ze maachen, an enger éischter Etapp d'Informatioune weiderzeginn, an enger zweeter Etapp, wann dat dann noutwendeg ass a méiglech ass, och dee ganze System en place ze setzen. Dozou gehéiert natierlech an enger zweeter Etapp och en zousätzlecht Finanzement vun eise Partner mat där Verhandlung.

Mä eise System ass op dofir. A mir drécken do hannendrun, datt och déi aner matmaachen. An do ass och, mengen ech, vun deenen dräi Länner, haaptsächlech Frankräich, Däitschland, de gudde Wëllen do, well déi parallell Systemer och amgaang sinn ze entwéckelen.

Voilà, dat waren elo déi zousätzlech Saachen, déi ech nach als Informatioun wollt weidersoen. Ech soen all deene Leit, an dat si se jo bal all oder all, déi de Projet ënnerstëtzen, villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6532 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6532 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6532 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iresche Vollek zum Lissabon-Traité. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Colombera an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot.

2. 6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, d'Europäesch Unioun ass e Verband vu souveräne Staten, déi sech bereet erkläert hunn, gewëssen Elementer vun hirer nationaler Souveränitéit zesummenzeleeën an ze verwalten. Fir dat ze realiséieren, ginn international Verträg ënnert de State gemaach a vu jiddwerengem ënnerschriwwen a ratifizéiert.

Esou och de Lissabon-Vertrag. Dee gouf den 13. Dezember 2007 vun de Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun ënnerschriwwen an ass dunn an d'Ratifikatiounsprozedur an de 27 Länner vun der Europäescher Unioun agetratt. De Lissabon-Vertrag huet bekanntlech eng laang Virgeschicht, déi vum Vertrag vun Nice am Joer 2000 iwwert de Verfassungsvertrag vun 2003 an d'verongléckt Referende vun neie Verhandlungen zwëschen 2005 bis 2007 geet.

De sougenannte Verfassungsvertrag ass jo vun Holland a Frankräich duerch e Referendum ofgelehnt ginn. Lëtzebuerg huet dee Vertrag de 5. Juli 2005 per Referendum ugeholl. En ass doropshi vun 2005 bis 2007 esou ugepasst ginn, dass d'Regierungschefe gemengt hunn, dee Vertrag kéint ratifizéiert ginn. Dat ass a bal alle Länner gelongen.

Irland huet de Vertrag an engem Referendum den 12. Juni 2008 ofgelehnt. Fir de Vertrag awer ze retten, huet de Conseil européen den 11. an den 12. Dezember 2008 dem iresche Vollek juristesch Garantien op dräi Punkte ginn: nämlech, dass de Vertrag vu Lissabon d'Kompetenze vun der Europäescher Unioun am Steierberäich net ännert; zweetens, dass de Lissabon-Vertrag d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik vun de Memberlänner net affektéiert - also och déi traditionell Neutralitéit vun Irland net beréiert -; drëttens, dass weder d'Charta vun de Grondrechter nach d'Bestëmmunge vum Vertrag iwwert d'Justiz an d'Affaires intérieures d'Dispositioune vun der iresch er Verfassung iwwert d'Recht op Liewen, d'Erzéiung an d'Familljen affektéieren.

Weider Verhandlungen am Europäesche Rot hunn den 18. an 19. Juni 2009 zu enger Décisioun gefouert, déi ënner anerem seet, dass e Protokoll, deen un den Traité ze annexéieren ass, d'Suerge vun der iresch er Bevölkerung géif opféieren, grad wéi déi Garantien, déi an de Konklusioune vum Conseil vum 11. an 12. Dezember 2008 enthale waren.

Wann een elo den Text selwer vun deem Protokoll kuckt, gesäit een, dass e véier Titren huet, déi an der Haaptsaach déi dräi Punkte beréieren, déi vun den Iren, vun der iresch er Bevölkerung an der Campagne iwwert de Referendum monéiert gi sinn. An et gëtt an deem Protokoll prezis duergeluecht, wéi d'Artikele vun dem Vertrag vu Lissabon déi Froe behandelen, a gewisen, dass déi Artikelen an dem Vertrag, déi d'Suerge vun der iresch er Bevölkerung concernéieren, weisen, dass déi Suergen eigentlech keng Berechtegung hunn au vu vun deenen Artikelen an där Interpretatioun vun deenen Artikelen, déi et am Vertrag gëtt.

Opgrond vun deenen Entscheedungen huet dann Irland den 2. Oktober 2009 en zweete Referendum iwwert de Vertrag vu Lissabon ofgehalen. Do gouf de Vertrag mat 67,1% vun de Wieler ugeholl a konnt doropshin an der Europäescher Unioun a Kraaft trieden.

Dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut schwätzen, ratifizéiert dee Protokoll, deen déi politesch Garantien, déi den Europäesche Rot der iresch er Regierung an dem iresche Vollek zougesot huet, enthält. Dee Protokoll muss vun de 27 Memberlänner approuvéiert ginn a gëtt dann an d'Vertragswierk integréiert. Bis elo hunn aacht Länner dee Protokoll ratifizéiert.

Ech wëll nach soen, dass urspréinglech geplangt war, dee Protokoll iwwer en Traité d'adhésion ze ratifizéieren, en l'occurrence den Traité d'adhésion vu Kroatien. Dat war awer net méiglech, well Irland d'Prozedur eréischt den 20.7.2011 ugefaangen huet, andeem et dem Conseil de Protokoll virgeluecht huet. Eréischt 2012 konnt de Protokoll fir d'Ratifikatioun fräigi ginn.

Et gëtt bekanntlech fir déi Kolleegen, déi sech dofir interesséieren, am Vertrag vu Lissabon, dee jo zwee Deeler huet, nämlech den eigentlechen Traité vun der Europäescher Unioun an dann en zweeten Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, et gëtt 37 Protokoller an eng ganz Partie Deklaratiounen, déi un dee Vertrag annexéiert sinn. Esou Protokoller spille sécher elo keng Riseroll am gesamteuropäesche Kontext. Si hunn eng Bedeitung fir d'Verständnis an deenen eenzelne Länner vu verschiddenen Artikelen, besonnesch och, wat den Interessi vun de Bierger aus deene Länner fir déi Artikelen ugeet.

Et kann ee vläicht soen, dass Tschechien, d'Republik Tschechien och e Protokoll gefrot huet, fir en Opt-out vun der Charta vun de Grondrechter ze kréien. Ob dat elo Erfolleg wäert hunn, muss sech weisen.

Dat gesot, Här President, géif ech Iech bieden, dësem Projet 6548 Är Zoustëmmung ze ginn. An ech ginn och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischt Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, ech mengen, den Här Fayot als Rapporteur war esou komplett, datt deem wierklech net vill bäizefügen ass. Ech wëll nëmmen ënnersträichen, datt dat, wat hei fir Irland ugeholl ginn ass, och fir all déi aner, dat heescht och fir ons, gëllt. A mir kënnen eis doriwwer net bekloen. Ech mengen, besonnesch den Artikel 2, deen nach eng Kéier ënnersträicht dat iwwert d'Fiskalitéit, wat d'Bestëmmunge sinn, dat ass och fir ons eng éischter gutt Nouvelle. Dofir kënne mer natierlech als Demokratesch Partei deem hei och nëmme bäiflichten.

Ech wéilt awer soen, datt déi Suergen, déi hei d'irlännescht Vollek ausgedréckt huet, och schonn an eben deenen Diskussiounen, déi mer ebe vun 2000 bis 2004 haten, ëmmer nees virkomm sinn. Mä den Text, dee mer ugeholl hunn, a wou mer de Ministeren an de Regierungschefen natierlech gesot hunn, datt dat esou wier, wéi et elo hei steet, ass awer dem Vollek dee Moment net duergaangen.

Haut gëtt am Fong näischt Fundamentales geännert. Et gëtt just ee rassuréiert. Mä ech mengen, mir sollten eis…, mir sollten och kucken den Datum, wou deen éischte Referendum war an deen zweeten. Deen éischte Referendum war am Juni 2008, ass also negativ ausgaangen, wéi mer wëssen, mat 53,4%. An deen zweete war am Dezember 2009, dat heescht knapp annerhalleft Joer méi spéit. An deen ass mat 67% positiv ausgaangen.

Mir erënneren eis, wat derzwëschent war. Dozwëschent ass d'Kris ugaangen. An ech mengen, do huet d'irlännescht Vollek wierklech ganz kloer och gespuert a gesinn, wéi wichteg awer déi echt Solidaritéit, déi et ënner Europäer gëtt, datt déi ganz wichteg ass. An ech mengen, dat huet och zu deem positive Resultat vun deem zweete Referendum bäigedroen.

Wéi gesot, Här President, nach eng Kéier: D'Demokratesch Partei wäert natierlech e positive Vote zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Den nächste Riedner, deen agedroen ass, dat ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och e Merci un den Här Fayot fir e ganz sachleche Rapport. Just e puer Wuert.

Éischtens, wat de Prinzip vum Referendum ugeet. Ech mengen, mir kënnen eis nëmme félicitéieren, datt an Irland wéinstens de Prinzip vun der direkter Demokratie esou héichgehale gëtt an datt d'Vollek, de Souverän, iwwerhaapt d'Méiglechkeet huet, iwwer e Referendum, iwwert de Wee vum Referendum sech iwwer Traitéen auszedrécken.

Dat wor hei de Fall, wou mer de Verfassungsvertrag haten. En hat eng knapps Majoritéit kritt. An ech mengen, datt verschidde Leit an der Regierung dat iergendwéi ganz schlecht verdroen hunn, well zënterhier hu mer éischter eng negativ Attitüd an der Lëtzebuerger Regierung zu Referenden. D'ADR awer seet, mir brauche méi direkt Demokratie an esou Traitéë sollen duerch Referendum dann duerch d'Vollek décidéiert ginn, ob se sollen akzeptéiert ginn oder net. An deem Sënn ass Irland sécher e Virbild.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt mir hei, wa mir deen Traité ratifizéieren, et eis näischt ugeet u sech, wat de Contenu ass vun den iresche Bedenken. Mir kucke just, déi praktesch Ëmsetzung an den Traitéen ze garantéieren. Ech mengen, d'Souveränitéit vum iresche Vollek muss och vun eis a vun deenen anere Memberstaten esou wäit respektéiert ginn, datt dat, wat si an hiren Dispositioune wëllen, hir Saach ass an net eis Décisioun.

An da muss ee sech nach froen - ech verstinn der Madame Polfer hir Reaktiounen iwwert déi Garantien an esou weider an iwwert d'Kris -, mä et muss ee sech awer froen, ob déi Garantien, déi Irland kritt huet, net an der Tëschenzäit awer iwwer aner Weeër ausgehielecht gi sinn.

Huelt zum Beispill och, wat am Lissabon-Vertrag zwar gesot gëtt, do wären elo keng weider Contrainten am Domaine fiscal. Mir hunn awer gesinn, datt iwwert d'Währungsunioun awer, wat geschitt ass, an datt do iwwer „Sixpack" an iwwer aner Instrumenter ganz kloer Contraintë fir e Land wéi Irland do entstane sinn.

Also, ech mengen, dat, wat hei garantéiert gëtt, dat ass eigentlech duerch d'Aktualitéit, vläicht och duerch aner juristesch Instrumenter, net onbedéngt duerch de Lissabon-Vertrag, awer op jidde Fall ze relativéieren, och am Beräich vun der Verdeedegung an anere Saachen, soudatt een, wann een elo géif d'Analys maachen iwwert dat, wat wierklech de Contenu ass, datt een net weess, ob mer wierklech den iresche Bierger nach déi Garantië kënne ginn, déi se sech mat Recht vun der Unioun erwaart haten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Leschten agedroene Riedner ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, deen Traité vu Lissabon ass jo an eise Länner ugeholl ginn, nodeem a verschidde Länner e Referendum stattfonnt huet - an dräi Länner - iwwer säi Virgänger, dee sougenannten „Traité constitutionnel". Deen ass an deene Länner negativ beäntwert ginn - d'Fro, ob soll esou een Traité kommen. Hei ass e mat enger onwahrscheinlech grousser Zuel vu Leit…, 44%, wann ech mech gutt erënneren, hunn hei och Nee gestëmmt, a virun allem hunn Nee gestëmmt och a gewëssene Géigenden am Süde vum Land. Zimlech massiv.

Déi Froen, déi do am Mëttelpunkt stoungen, an dat waren hei am Land virun allem sozial Froen, dat waren déi, déi och an deenen anere Länner, och an Irland, am Mëttelpunkt stoungen an déi a kengem Fall duerch deen neien Traité vu Lissabon, deen duerno nokomm ass an deen a kengem Land méi ofgestëmmt ginn ass ausser an Irland, ëmmer nach am Mëttelpunkt stoungen.

Et ass gesot ginn: „D'irlännescht Vollek ass rassuréiert ginn hei. Seng Bedenke waren onberechtegt. Den Traité gesäit dat alles vir, wat d'Suerge vum irlännesche Vollek waren a wat och d'Suerge vu ville Leit an anere Länner waren."

An dat, mengen ech just, ass falsch. Déi puer Saachen, déi drastinn am Traité an eng Richtung, an eng méi sozial Richtung, wéi déi Clause sociale horizontale, wéi d'Charte sociale oder wéi de Protokoll iwwert d'Services publics oder och déi irlännesch Protokoller, déi jo emol nach guer net an d'Europäesch Recht opgeholl gi sinn: Alles dat ass am europäesche Kontext e schwaacht Recht. Während e staarkt Recht, dat ass dat, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn. Dat ass de Pacte de stabilité! Dat sinn déi national Reformprogrammer. Dat sinn och vis-à-vis vu Länner wéi Irland déi speziell Reformprogrammer, fir dass Suen débloquéiert ginn. Dat ass de Fiskalpakt.

Dat sinn déi Bestëmmungen am Europäesche Recht, déi d'Richtung uginn an déi sech och wäerten duerchsetzen. Do ass de Reformdrock derhannert vis-à-vis vun deenen eenzelne Staten, fir d'Rechter ofzebauen, fir d'sozial Rechter ofzebauen, fir Privatiséierungen ze maachen a verschidde Länner, wéi mer dat um Beispill vu Griichenland gesinn.

Dat ass déi europäesch Realitéit, och haut nach. An dat sinn déi Suergen, déi am Mëttelpunkt stounge vun de Leit, déi un deene Referendumen do deelgeholl hunn.

A well ech déi Konstruktioun do, déi esou ausgeluecht ass, einfach net kann akzeptéieren, kann ech och dee Projet de loi hei net stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany.

Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Regierung wëllt och keng Prezisioune méi weider doriwwer ginn, soudatt mer kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6548 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6548 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 2 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance - ECRI - ugefrot. D'Riedezäit ass laut Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Brasseur, d'Madame Mutsch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi Heure d'actualité, iwwert déi mer haut schwätzen, dréit den Numm vun enger Heure d'actualité, obwuel déi gréng Fraktioun schonn den 23. Mäerz 2012 dës Demande gestallt hat, also schonn e gutt Stéck iwwer ee Joer hier. Do kéint ee soen, dat ass net méi aktuell. Dat ass awer net onbedéngt richteg, well déi Froen, déi opgeworf ginn am Rapport vun der ECRI, hunn duerchaus nach hir Aktualitéit haut.

Et stoung och schonn eng Kéier hei um Ordre du jour. Deemools hate mer et erëm erofgeholl an an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères verwisen, wou et da sollt diskutéiert ginn, ier et heihinner géif erëmkommen. Wat net geschitt ass a wat awer elo net verhënnert, dass mer haut an der Plénière trotzdeem sollen driwwer schwätzen. Et gëtt allerdéngs net ganz einfach, ech wëll dat virausschécken, notamment fir de Vertrieder vun der Regierung, deen haut do ass, well déi Froen, déi opgeworf gi sinn am Rapport ECRI, betreffen eng Rei vu Ministeren.

Et sinn och vill där Froen. Mir wäerte se och net kënnen all weder opzielen nach am Detail be-

äntwert kréien, soudass mer mengen als gréng Fraktioun, dass no der Diskussioun hei an der Plénière et nawell ubruecht wier, fir vläicht eng Kéier an der Kommissioun sech heimadder ze beschäftegen, well relativ vill Froen awer gestallt sinn an d'Heure d'actualité awer zimlech limitéiert Zäit virgesäit fir d'Diskussioun.

Et ass, wéi de President et scho gesot huet, de véierte Rapport vun der ECRI. E beinhalt insgesamt 24 spezifesch Recommandatiounen, wouvunner der nëmme sechs vun der Regierung an hire Reaktiounen am Kader vum Rapport selwer beäntwert gi waren. Dat war u sech och den Ausléiser vun eiser Demande, well mer och vun der Regierung Reaktioune wollten hunn op all déi Froen, déi opgeworf gi sinn.

Vläicht e puer Wuert awer och zu der ECRI, fir nach eng Kéier ze rappeléieren, wien dat awer ass.

Et ass d'Commission européenne contre le racisme et l'intolérance. Dat ass mat hirem engleschen Akronym eben dann ECRI. Dat ass en Organ, wat den 9. Oktober ´93 zu Wien vum Conseil des Ministres a vum Sommet des Chefs de gouvernement vum Conseil de l'Europe gegrënnt ginn ass. 2002 duerch eng Décisioun vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe huet d'ECRI och Statute kritt. An et ass u sech eng Kommissioun vun onofhängegen Experten, wou all Memberland kann een delegéieren. Dat sinn am Ganzen also 47 Leit. A Lëtzebuerg ass do vertrueden duerch de Jean-Paul Lehners.

Deen ECRI-Grupp mécht Recommandations de politique générale, déi sougenannten RPGen, wou e sech selwer saiséiert an dann op deenen Dossiere ka schaffen. E mécht och thematesch Dossieren aus eegener Initiativ. Ech gi just ee Beispill: «Lutter contre le racisme en respectant la liberté d'expression», wou an deem Kader vun deem Spannungsfeld do d'ECRI hir Aarbecht gemaach huet.

Mä se mécht awer och, an dat ass dat, wat mer haut diskutéieren, e Monitoring Land fir Land. An deem Monitoring gëtt eng Analys gemaach vum Phenomeen vum Rassismus a vun der Intoleranz an all Land. Dat geet mat Zyklen, déi fënnef Joer daueren, soudass also ronn néng bis zéng Länner pro Joer an deem Zyklus dru kommen, fir dee Land-fir-Land-Monitoring.

Mir hunn de Rapport kritt. An et gëtt och Leit, déi d'ECRI e bësse contestéieren. Mir mengen awer, dass déi Kritiken iwwerzu sinn an dass d'ECRI absolut hir Legitimitéit huet. D'ECRI schafft um ganze politesche Kontinent, um ganzen europäesche Kontinent.

Et ass kloer, dass se déi Standarden, déi se verteidege muss, bei all de Länner muss verteidegen. Et gëtt Länner, déi mat Sécherheet méi schlecht Diktature si wéi Lëtzebuerg, wou déi Kritiken och ganz vehement formuléiert ginn, mä och Lëtzebuerg muss sech deene Kritike stellen. A wann ee wëllt an engem internationale Gremium sinn, da muss een och akzeptéieren, dass d'Spillregele fir all d'Länner gëllen, also och fir Lëtzebuerg, a wann d'ECRI eis Kritike formuléiert, dann, denken ech, soll ee se net mam Réck vun der Hand vum Dësch erofhuelen, mä et soll een déi Kritiken och eescht huelen.

De leschte Rapport vum 16. Mee 2006 war deen drëtte Rapport. Deen hat jo och Suiten zu Lëtzebuerg. Do sinn eng ganz Rei Recommandatioune vun der ECRI an de Joren duerno ëmgesat ginn. Notamment d'Interdiction générale vun der Discrimination raciale ass duerch d'Gesetz vum 1. Juli 2006 ëmgesat ginn. Et ass e Gesetz gemaach ginn iwwert de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit. De Centre pour l'égalité de traitement ass agesat ginn. An ech kéint déi Lëscht weiderféieren, mä well d'Zäit knapp ass, maachen ech dat net. Just fir ze soen, dass och zu Lëtzebuerg d'ECRI duerchaus hir Auswierkunge kann hunn, an dee Rapport vun 2006, den drëtte Rapport, huet zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Suitë gehat.

De véierte Rapport vun der ECRI, deen ass den 21. Februar d'lescht Joer publizéiert ginn. Et ass e Rapport, deen op enger 30 Säiten eng ganz Rei Constatatioune mécht iwwer Lëtzebuerg an och eng ganz Rei Recommandatiounen ausschwätzt.

D'Lëtzebuerger Regierung hat och en Deel vun deene Recommandatioune kommentéiert. Dat waren am Ganze sechs Punkten. Ech hunn d'Blat och hei, wou d'Regierung kommentéiert hat respektiv de Standpunkt kloergemaach huet. A vill vun deenen, also 18 Stéck sinn net beäntwert ginn. Ech wëll déi elo net alleguerten opzielen, dat huet net vill Sënn. Mir erwaarden eis just vum Minister, dass e probéiert, no Méiglechkeet och an där kuerzer Zäit, déi him ginn ass, fir op déi anzegoen.

Ech wëll just ee Punkt méi spezifesch erausträiche vun all deenen, déi nach keng Äntwert kritt hunn. An zwar geet et do ëm d'Situatioun vun de Gens du voyage, déi communément Roms genannt ginn. De Conseil de l'Europe huet sech jo nom Krich constituéiert, fir d'Mënscherechter um ganzen europäesche Kontinent héichzehalen. Dat ass eng schwiereg Aufgab, déi selbstverständlech nach net ofgeschloss ass, an d'Kolleegen, déi Member si vun der Delegatioun am Conseil de l'Europe, déi wëssen, dass mer eis do praktesch dagdeeglech mat dëse Froe beschäftegen.

Mä et gëtt e bestëmmte Grupp vu Leit, dat sinn d'Roms, déi praktesch zënter dass et de Conseil de l'Europe gëtt, net wierklech ënnert d'Protektioun vun den Dispositioune vum Conseil de l'Europe kommen, wou d'Realitéit déi ass, dass hir Grondrechter ganz oft net respektéiert sinn. Dat mag an anere Länner wäit méi de Fall sinn, wéi zu Lëtzebuerg, mä mir kréien och als Lëtzebuerger Land vun der ECRI Saache geschriwwen, wou mer nach net an hiren Aen eis ausserhalb vun der Kritik bewegen.

Eng vun deene Froen ass déi vum Zougang vun de Gens du voyage op Campingen. Dir kennt déi Diskussioun, déi war och emol schonn an der Aktualitéit. Dat ass e ganz seriöe Problem fir déi Leit, an an den Ae vun der ECRI ass Lëtzebuerg op deem dote Punkt bis haut net esou opgestallt, dass et sech deene Kritike kéint entzéien. An et gëtt och Leit hei am Land, déi sech asetze fir déi Gens du voyage. Et gëtt och eng Associatioun, déi sech bemëit huet a probéiert huet, ze intervenéiere bei der Regierung, fir eng Léisung fir dee Problem ze fannen.

De Constat, deen déi Leit gemaach hunn, ass, dass se iwwerall gesot kréien, dass kee Ministère fir se zoustänneg wier. Dat ass de Fall am Innenministère, dat ass de Fall am Ministère vum Développement durable, déi wären och net derfir zoustänneg. Doropshin hu se sech erëm eng Kéier zréck un de Ministère de l'Intérieur gewannt an hunn, trotz Rappelen, keng Äntwert kritt op hir Froen.

Dat ass fir eis en net akzeptabelen Ëmstand. Et muss och an der Regierung eng Responsabilitéit gi fir déi dote Fro. A wann dat esou ass, dass kee sech spontan kompetent spiert fir déi dote Froen, da muss an der Regierung dat gekläert ginn. Mä et kann net sinn, dass mer op där doter Fro dat, wat mer anzeléisen hätten, nämlech déi Plazen auszeweisen, wou déi Gens du voyage kënne punktuell hiren Halt an hir Statioun maachen, ier se weiderzéien, dass mer dat awer mussen aléisen. Dat ass eng Obligatioun, déi mer hunn an déi mer net aléisen.

Ech wollt just déi doten erausträichen, well dat wierklech dee Grupp och ass vu Leit an Europa, déi trotz mëttlerweil bal 70 Joer Conseil de l'Europe nach ëmmer net d'Gefill hunn, dass Mënscherechter a Grondrechter am Alldag och fir si applicabel wieren.

Do hu mer Defiziter, an ech wier frou, wann de Minister Schmit elo a senger Reaktioun am Numm vun der Regierung eis op deem dote Punkt kéint eng Solutioun an Aussiicht stellen. Déi aner, wéi gesot, ech ka se net développéieren, et sinn der ze vill. Mä mir wäerten op jidde Fall dëse Rapport nach eng Kéier trotzdeem an der Kommissioun vun den Affaires étrangères nohuelen, vläicht och a Präsenz vu méi Membere vun der Regierung, well déi Froe sinn u Lëtzebuerg adresséiert, an ech géif et normal fannen, dass d'Lëtzebuerger Chamber och der ECRI eng Äntwert eng Kéier zoukomme léisst, wéi mer mat hire Recommandatiounen a Constaten ëmgaange sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächst Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi eng Manéier ass dës Diskussioun wierklech e bësse speziell, well d'Demande schonn esou al an esou laang hier ass a well den Här Braz gesot huet, mir géifen de Rapport nach eng Kéier méi prezis an d'aussepolitesch Kommissioun huelen, fir op déi eenzel Punkten anzegoen. Ech hunn iwwregens d'Gefill, dass eng Rei vun deene Punkten, déi opgezielt sinn, am Laf vun deene leschte Joer geléist gi sinn.

Wéi den Här Braz sot, iwwerwaacht d'Europäesch Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz an der Législatioun, an de Reglementatiounen, an der Politik, an iwwerhaapt an alle Statsdokumenter an de Länner, déi am Conseil de l'Europe vertruede sinn, ob keng Form vun Diskriminatioun wéi Rassismus, Auslännerfeindlechkeet, Antisemitismus oder Intoleranz besteet. D'Kommissioun huet dann eben déi konkret Berodungen an déi Punkten hinne matginn, fir hir Zensuren nach ze verbesseren.

D'ECRI huet als Haaptaktivitéit, wéi och den Här Braz scho sot, dee sougenannte Land-zu-Land-Monitoring. An deem Kader erstellt se e Rapport iwwer all Land, an deem se analyséiert, ob Diskriminatioune bestinn, a gëtt de verschiddene Länner eng Rei vu Recommandatioune mat op de Wee.

De Rapport mécht si opgrond vun Dokumentanalysen an diversen Entretiene mat den Autoritéiten. Si kucken awer och, wéi d'Land par rapport zu deem Rapport virdru Progrèse gemaach huet. De Rapport iwwer Lëtzebuerg ass, wéi den Här Braz sot, 2012 am Februar publizéiert ginn. Et ass de véierte Rapport zënter 1997 a mir kruten eng Rei vu Recommandatioune gemaach.

Ech wollt dem Här Braz fir dës Initiativ haut, déi Demande haut, villmools Merci soen, well et grondsätzlech ass, dass een de Sujet seriö hëlt an drop reagéiere kann, sollt et Problemer och hei am Land ginn.

D'ECRI huet, wéi gesot, an hirem Rapport eng ganz Rei vu Saachen zu Lëtzebuerg begréisst: d'Ënnerschrëft vum Protokoll N°12 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, wou et ëm d'Verbidde vun der Discrimination raciale geet; d'duebel Nationalitéit, déi bei ons adoptéiert gouf; d'Adoptioun vun Direktive vun der EU géint verschidde Forme vun Diskriminéierung.

Dës Mesuren, an ech hu se natierlech net all opgezielt, weisen ons dach awer, dass mir en oppent Land sinn, wat sech der moderner Gesellschaft upasst a mat no vir geet an dass mer eigentlech eng bonne Note kritt hunn am Rapport.

44% vun onser Populatioun kommen aus dem Ausland, net esou wäit vun der Halschent ewech. Dat ass eng exzeptionell Proportioun, wann een dat mat deenen anere Länner vergläicht. A puncto Diversitéit vun Nationalitéiten a Kulturen huet Lëtzebuerg kloer d'Nues vir.

An trotzdeem, Dir Dammen an Dir Hären, ass Lëtzebuerg e Land, an deem ee sech integréiert fillt a wou een d'Chance kritt, e würdegt Liewen ze féieren. Et ass allgemeng bekannt, dass d'Auslänner sech hei bei ons wuel fillen an hir Wuerzelen zesumme mat der Lëtzebuerger Mentalitéit kënne vereenegen.

Dobäi muss een nach bedenken, dass onsen Territoire zimlech limitéiert ass, dass a verschiddene Quartieren, notamment an de Stied, zeg Nationalitéiten op klengstem Raum zesummeliewen. Et brauch een nëmmen ze kucken, wéi esou eppes an anere Länner ganz séier ausaarte kann an och méi laang hier oder méi rezent ausgeaart ass.

Lëtzebuerg ass domadder also eng Art Musterschüler. An d'Land huet net fir näischt dësen Image behalen: e Land, an deem et sech gutt lieft a wou all Communautéit Respekt kritt an hir Kultur liewen a fleege kann. Mir kënnen op dëse Pluspunkt houfreg sinn an hoffen, dass dat och an Zukunft esou weidergeet.

Här President, d'ECRI huet an hire Recommandatiounen e puer Saachen ugeschnidden, an deene Lëtzebuerg sech nach verbessere kann. Dofir si mir der ECRI dankbar, well si mat engem objektive Brëll dëst aneschters kann analyséieren, wéi eventuell Leit, déi hei am Land liewen, Leit, déi heibanne sinn, Leit, déi an enger spezifescher Situatioun sinn.

Ee spezifesche Punkt wollt ech ganz séier nennen an där kuerzer Zäit, an zwar deen, wou d'Kommissioun recommandéiert, déi verschidden Organen hei am Land - an dat ass e bëssen eng lëtzebuergesch Krankheet -, déi géint an dësem Fall d'Diskriminatioun kämpfen, ze analyséieren, wat se eigentlech maachen, géint wat se genau kämpfen, wéi eng Moyene se hunn a vu wiem a wéi eng Kompetenzen dass se hunn.

Falls nämlech verschidden Organismen déiselwecht Ziler ustriewen an net genuch Moyenen zur Verfügung hunn, kéint een dës Strukturen zesummebréngen an hinnen esou méi Kompetenzen a Ressourcë ginn, fir méi effikass a méi zesumme géint d'Xenophobie ze kämpfen. Ech denken, dës Mesure géif och an d'Strategie vun der Regierung passen, wat d'Simplification administrative ugeet. Mir spuere Geld a gi méi effikass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ons Fraktioun, an ech mengen, ech schwätzen hei och fir all déi aner an dësem Raum, hu Rassismus an aner Forme vun Diskriminéierung, sief dat wéinst Hautfaarf, Relioun, Kultur an… näischt zu Lëtzebuerg verluer. A mir wäerten eis och an Zukunft asetzen, fir dass dat esou bleift.

Natierlech muss dat an déi zwou Richtunge goen. All déi Leit, déi sech onst Land eraussichen, fir do ze wunnen an ze liewen, mussen och déi Lëtzebuerger Kultur unerkennen a Respekt weisen. Dat ass eng Condition de base fir eng gutt Harmonie an enger multikultureller Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir diskutéieren haut e Projet d'évaluation (veuillez lire: Rapport d'évaluation) an et ass gutt, dass mer Evaluatiounen hunn, déi e Bléck vu baussen op Lëtzebuerg geheien, well selwer ass ee jo mat sech ganz wéineg kritesch, an och, wann déi Rapporten, an et kann een och dat vun anere Rapports d'évaluation soen, net nuancéiert genuch sinn a ganz oft d'Sensibilitéit vun engem Land net erfaassen, ass et dach gutt, wann een esou Rapporten huet, fir de Bléck vu baussen ze hunn.

Erlaabt mir, véier Observatiounen dozou ze maachen. Déi éischt riicht sech un ons selwer. Déi zweet, do wëll ech mech op zwou Recommandatiounen, déi d'ECRI gemaach huet, beschränken. Déi drëtt, do wëll ech e Wuert soen iwwert d'Ratifikatioun vun de Konventioune vum Conseil de l'Europe. An déi véiert, do wëll ech ee Wuert soen zum Weltdag vun de Refugiéen, dee muer ass.

Déi éischt Observatioun, Här President, déi sech un ons selwer riicht. Ech sinn der Meenung, an dat ass och elo grad schonn ugeklonge vu menge Virriedner, dass mir als Chamber déi Rapports d'évaluation net seriö genuch huelen, an ech géif Iech bieden, Här President, de Bureau domat ze befaassen, dass mer automatesch, soubal de Rapport kënnt, déi zoustänneg Kommissioun ze saiséieren an dass déi da genee de Suivi dovu mécht.

De Suivi, well et si Recommandatiounen, déi sech ganz oft un ons riichten. Aner Recommandatioune riichte sech un d'Regierung, a mir si jo als Parlament net nëmmen do, fir legislativ Aarbecht ze maachen, mä och fir d'Regierung ze kontrolléieren. An dofir ass et wichteg, dass mir déi Rapports d'évaluation awer méi seriö huelen. Dofir ass dat en Appell un ons all, dass mer do ons Aufgab musse maachen.

Meng zweet Observatioun geet ëm d'Recommandatiounen, an do wëll ech der zwou erausgräifen. Dat Éischt, dat ass déi vun de Romen. Ech hat eng Question parlementaire d'lescht Joer scho gestallt iwwert de Plan d'action, deen d'Regierung géif maachen, fir géint d'Diskriminatioun virzegoen. Do krut ech allgemeng Äntwerten.

Ee Problem, deen hei ugeschwat gëtt am Rapport vun der ECRI, dat ass d'Mendicité, d'Gesetz, dat mer hunn iwwert d'Mendicité en bandes. An do, mengen ech, musse mer aktiv ginn, fir d'Romen ze schütze vis-à-vis vun hiren eegene Landsleit, déi se exploitéieren. Mir kenne jo d'Bild, dass se iwwert d'Grenz bruecht ginn, moies, fir dann hei ze heeschen, an da musse se owes d'Suen erëm fortginn, an da gi se erëm heem - enfin… - heem zrécktransportéiert, meeschtens a Frankräich, wou se hierkommen. An ech mengen, mir mussen eppes ënnerhuelen, fir déi Rome selwer ze schützen.

Fir ons ass dat natierlech op all Stroosseneck e schrecklecht Bild a Source vun Opreegung, déi verständlech ass, mä déi Leit selwer sinn Affer vun hiren eegene Landsleit, an do musse mer kucken, wéi mer déi kënne schützen.

Déi zweet Recommandatioun, vun där ech wollt schwätzen, dat ass déi, dass mer sollen évitéieren, dass mer Kompetenziwwerschneidungen hunn an dass mer solle kucken, méi Plus-value ze kréie bei deene verschiddenen Organer, déi sech zu Lëtzebuerg ëm Diskriminatioun këmmeren, an dat ass: de Centre pour l'égalité de traitement, d'Commission consultative des droits de l'Homme, de Conseil national pour étrangers, den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, den ORK och, an de Médiateur.

Mir haten déi all eng Kéier schonn an onser Institutiounskommissioun, fir ze kucken, wéi ee méi geziilt kann zesummeschaffen. Do muss och nach Aarbecht geleescht ginn, well déi Moyenen, déi mer zur Verfügung gestallt hunn, gi vläicht fir deen Eenzelnen net duer. Wann een awer do kuckt, Synergien ze schafen, da kréie mer bestëmmt eng Plus-value eraus, an da kréie mer de But, fir dee si do sinn, awer méi liicht erreecht.

Meng drëtt Observatioun, Här President, geet ëm d'Ratifikatioun vun de Konventioune vum Conseil de l'Europe. An do huet den Här Marc Spautz als fréiere Membre suppléant vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe méi wéi eng Fro un d'Regierung gestallt, wéi et mat der Ratifikatioun ass vun deene Konventiounen, besonnesch wat d'Charte sociale ubelaangt.

Elo… Den Här Spautz, deen ass net do, mä den Här Schmit wäert em dat da mat op de Wee huelen. Elo, wou den Här Spautz chargéiert ass, als Minister, vun de Relatioune mam Parlament, hätt ech wierklech en Appell un den Här Spautz, dass en an der Regierung derfir géif suergen, dass endlech déi Konventiounen, déi säit Jore schleefen, dann eng Suite kréien an dass mer déi kënnen hei ratifizéieren.

An dann eng véiert Observatioun. Här President, muer ass de Weltdag vun de Réfugiéen, a mir sollen haut dorun denken, well d'Réfugiéë si ganz oft och Affer vun Diskriminatiounen. Et sinn am Moment 45 Millioune Réfugiéen (veuillez lire: weltwäit 45 Millioune Réfugiéen), déi d'lescht Joer gezielt gi sinn, déi hiert Land hu misse verloossen oder an hirem eegene Land déplacéiert gi sinn, fir eng Ursaach oder eng aner.

Ech wor am Kader vu menger Missioun vum Conseil de l'Europe a Jordanien. Ech wor do an engem Camp vu syresche Réfugiéen. Wat ech do gesinn hunn, wor einfach esou erschreckend! Mir mussen éischtens eng Prise de conscience hunn an zweetens hëllefen, net nëmme bei eis, mä och an anere Länner wéi beispillsweis Jordanien, déi e massiven Zoufloss vu Réfugiéen hunn an eleng domat net eens ginn.

Dofir en Appell un d'international Communautéit, dass déi Leit, déi hir Heemecht musse verloossen, net diskriminéiert ginn an dass mer déi Länner ënnerstëtzen, déi hinnen hëllefen. Ech mengen, dat wier en Appell, deen d'Chamber kéint u sech selwer och riichten, een Dag virun der Journée mondiale des réfugiés.

Här President, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur fir déi Suggestiounen un d'Chamber. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Et ass jo am Allgemenge ganz positiv, wann een e Bléck vu baussen, e sougenannten „onverbrauchtene" Bléck op Lëtzebuerg kritt. Och mir kënne Recommandatioune ganz gutt gebrauchen, ënner anerem wa mer eis Gesetzer op de Préifstand huelen. Dëst ëmsou méi, wa se a Form vun engem Rapport vun engem international unerkannte Gremium wéi dem Conseil de l'Europe komme respektiv enger Kommissioun vum Conseil de l'Europe, an dësem Fall der Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, der sougenannter ECRI.

Ech sinn elo zënter eppes méi wéi engem Joer Member vun dëser parlamentarescher Assemblée an ech muss soen, dass ech ganz beandrockt si vun der Qualitéit vun den Interventiounen an och vun de Rapporten an och vun den Analysen, déi do gemaach gi sinn. Dat ass insgesamt eng enorm gutt Aarbecht, déi do geleescht gëtt, an dëst am Déngscht vun de 47 Regierungen, de Parlamenter an allen Acteuren, déi sech, insgesamt betruecht, mat de Froe vun de Mënscherechter, der Demokratie oder der sozialer Kohäsioun befaassen.

Wann een d'ECRI-Recommandatiounen am Detail kuckt, da stellt ee fest, dass der eng ganz Rei bei eis amgaange sinn, traitéiert oder ëmgesat ze ginn. Dat war elo eis éischt Appréciatioun, déi mer virun engem Joer haten, do, wou de Rapport erauskomm ass, an déi ass och bestätegt ginn duerch d'Äntwerte vun der Regierung, déi mer duerno ze gesi kruten.

Als Beispill siefen hei nëmmen d'Recommandatioune genannt, d'Lëtzebuerger Autoritéite sollen all néideg Mesuren huelen, fir den héijen Taux d'abandon scolaire bei den net lëtzebuergesche Schüler ze bekämpfen, oder d'Sproochen-Épreuve fir déi Leit, déi gären d'Lëtzebuerger Nationalitéit hätten, evaluéieren, oder d'Ratifikatioun vun der Konventioun iwwert d'Computerkriminalitéit assuréieren, d'Convention sur la cybercriminalité. Dat sinn alles Dossieren, un deenen d'Regierung am Moment vun der Publikatioun vum Rapport geschafft huet an zum Deel och haut nach ëmmer dru schafft.

Aner Recommandatioune bezéie sech op Politiken, déi um Niveau vun der EU décidéiert gi sinn. Hei nennen ech als Beispill d'Fro vum Accès op de Marché du travail vun den Demandeur-d'asilen, iwwert dee jo viru Kuerzem duerch d'Adoptioun vun der iwwerschaffter Direktiv Accueil tranchéiert ginn ass. Iwwregens d'Fortschrëtter, déi op deem Punkt op europäeschem Niveau erziilt goufen, Zougang zum Marché du travail néng Méint no der Demande, hu mer zu Lëtzebuerg scho laang assuréiert.

Dat soll awer net verhënneren, dass Lëtzebuerg weider Efforten an anere Beräicher mécht. Ech denke just nëmmen un d'Ënnerbréngung vun den Demandeurs d'asile, eng Problematik, déi séier erëm ka ganz aktuell ginn.

Iwwer aner Recommandatioune si mer éischter verwonnert, net well mer mengen, si wieren net wichteg, mä well se an eisen Aen ze wéineg am Rapport detailléiert oder motivéiert sinn, fir se kënnen elo genee fir eist Land nozevollzéien. Ech mengen an dësem prezise Fall d'Recommandatiounen iwwert d'Formatioun vum Personnel du centre de rétention, déi d'ECRI als eng vun den dräi grousse Prioritéiten ausgewisen huet an déi se no zwee Joer nach eng Kéier méi genee ënnert d'Lupp wëllt huelen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Personal vum Centre, notamment d'Agents de rétention, eng Formation initiale vun engem Mount kréien an dass et e Programme de formation continue gëtt, dass eng ganz Rei vun Zousazformatiounen derbäikënnt, dass de Centre de rétention nach net emol zwee Joer operationell ass, wat bedeit, dass ee Prioritéite setze muss a seng Offer u Formatiounen eréischt no an no ausbauen an evaluéiere kann. Mengen Informatiounen no geschitt dat och, an et si konkret Pläng do, fir och nei Formatiounen, zum Beispill wat d'Traite des êtres humains ubelaangt, unzebidden.

D'Recommandatioune vun der ECRI hunn de Mérite, eis ze rappeléieren, wéi wichteg et ass, d'Entwécklung am Centre de rétention besonnesch no ze suivéieren. Dat ass op alle Fall d'Meenung, déi mir dozou hunn.

Eng ganz wichteg Recommandatioun rifft op «d'examiner la valeur ajoutée de chaque organe de lutte contre les discriminations existantes afin d'éviter un chevauchement des compétences et d'assurer un maximum d'efficacité». Där Recommandatioun kann een nëmmen zoustëmmen. Esou een Débat géif och anere Recommandatiounen aus dem Rapport Rechnung droen, zum Beispill wat d'Clarificatioun vum Rôle vum OLAI an deem Domän ubelaangt oder déi zukünfteg Ausriichtung vum Centre pour l'égalité de traitement. Eng besser Ofstëmmung vun de verschiddenen Organer kann zu méi Effizienz féieren, tatsächlech, fir dass ee mat de Moyene vun haut an der Zukunft nach méi kann erreechen.

Nach e Wuert zu den Informatiounscampagnen, déi oft méi oder manner direkt an de Recommandatiounen ugefouert ginn an och viséiert sinn. Mediëcampagnen oder aner Forme vu Campagnë si sécherlech nëtzlech a mir ënnerstëtzen déi och, mä et dierf awer och heiansdo erlaabt sinn ze froen, ob déi veranschlagt Gelder ëmmer an engem korrekte Verhältnis zum Erreechtene stinn. Dofir si mir der Meenung, dass et mindestens genausou wichteg ass, fir de Milieu associatif ze stäerken, well u si riichte sech schliesslech d'Affer, a si kënnen als spezialiséiert Associatiounen um Terrain de Betraffenen hëllefen a se geziilt beroden oder un aner kompetent Gremië weiderverweisen, soudass mir ëmmer op d'Proportionalitéit téschent deene verschiddenen Dépensë wëllen agoen.

An der Demande vum Här Braz, deem ech heimat ausdrécklech wëll Merci soe fir d'Initiativ zu dësem Débat, ginn d'Gens du voyage oder d'Romaen, wéi mer soen, ausdrécklech erwähnt an och a senger Interventioun war dat ee vu senge Schwéierpunkten. Eng extrem villschichteg Diskussioun, e ganz wichtege Sujet, deen iwwregens d'lescht Joer op eng ganz exzellent Aart a Weis an enger Ausstellung am nationale Resistenzmusée zu Esch thematiséiert gouf.

D'Recommandatiounen am Rapport si schwéier anzeschätzen. Stëmmt et? Stëmmt et, dass mir an deem Dossier als Lëtzebuerger eis Responsabilitéit kaum bis guer net iwwerhuelen?

Tatsaach ass, dass d'Liewensëmstänn vun de Romaen bei eis, well och wa se net als solch ausgewise sinn, gëtt et der och bei eis am Land an an der direkter Noperschaft vun eis - do denken ech haaptsächlech un de Mont-Saint-Martin hei vir a Frankräich -, extrem schwiereg sinn an d'Ausenanersetzung mat den Diskriminéierungen, deenen dës Populatiounen ausgesat sinn, hei am Land bis elo net oder wéineg stattfonnt hunn. Dat muss an Zukunft net esou bleiwen, an dat wier och gutt, wa mer eis domadder verstäerkt géifen ausenanersetzen.

Dat gëllt och fir déi Ausféierungen an de Beräicher Egalitéit, Éducatioun, Emploi, Logement oder Soins de santé, déi d'Lëtzebuerger Regierung un déi europäesch Instanze weidergereecht huet, an d'Etüd iwwert d'Situatioun vun de Romaen hei zu Lëtzebuerg, déi alle béid fir d'Diskussioun an den Ëmgang mat den ECRI-Recommandatiounen extrem utile kéinte sinn.

Ech wëll dat elo net weider ausféieren, well ech do mech de Reflexioune vu menge Virriedner wëll uschléissen, déi do ganz interessant Suggestioune mat op de Wee ginn hunn.

Ofschléissend wëll ech ënnersträichen, dass d'ECRI ganz wichteg Pisten ausweist an op ville Pläng déi richteg Denkustéiss gëtt, och wann ee mat deem engen oder aneren net muss averstane sinn, wat an hirem Rapport ausgefouert gëtt. Am wichtegste schéngt eis ze sinn, dass all Forme vu Solidaritéit gewënscht a gebraucht ginn, fir d'Minoritéiten ze schützen, Diskriminatiounen ze verhënneren a Rassismus ze bekämpfen.

An domat sinn ech um Schluss vu menger Interventioun a géif Merci soe fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass eng gutt Initiativ, fir heiriwwer kënnen ze schwätzen. Ech wëll awer au contraire zu deem, wat aner Riedner hei gesot hunn, däitlech méi kritesch sinn. Ech mengen, esou e Rapport wéi dee vun der ECRI däerf een net iwwerbewäerten. Et ass e Groupe d'experts an dat, wat e mécht, si Recommandatiounen, dat si keng Virschréften. Ech mengen, och do musse mer ëmmer e kritesche Bléck drop behalen. Et ass interessant, et ze liesen, mä dat ass elo näischt, wat mer iergendwéi gezwonge wären ëmzesetzen.

Wat mech awer vill méi stéiert, dat ass, datt hei eng Rei Kommentaren an deem Rapport stinn, déi entweder negativ si fir eist Land oder eenzel Leit oder Gruppen hei am Land, oder einfach dénué de tout fondement, déi einfach falsch sinn, wat d'Saach ugeet. An ech soen dat hei, well ech opgrond vun deem Rapport probéiert hat, mat der ECRI a Kontakt ze kommen, fir mat hir ze diskutéieren, fir verschidde Saachen ze clarifiéieren, mä dat wor onméiglech. An et ass interessant, fir ze gesinn, datt e Grupp wéi d'ECRI, e Groupe d'experts zwar Saache behaapt, awer net fir eng Diskussioun zur Verfügung steet.

Ech soen Iech, wéi dat elo genau gelaf ass. An deem Rapport stoung e Passage iwwert d'ADR, mat deem ech absolut net konnt d'accord sinn, an dat wëssen den Här Henckes, den Här Colombera nach ganz gutt, wéi mer eis opgereegt haten iwwer Behaaptungen, déi do drastoungen an déi falsch sinn.

Dorobberhin hunn ech probéiert, d'ECRI iwwer Tëlefon ze erreechen, datt ee soll zréckruffen. Keng Äntwert. Duerno iwwer Bréif. Keng Äntwert. Duerno hunn ech un de Generalsekretär vum Conseil de l'Europe geschriwwen, den Här Thorbjørn Jagland, dee soll d'ECRI bieden, mat eis a Kontakt ze trieden. Keng Äntwert. Dorobberhin hunn ech den Här Thomas Hammarberg hei zu Lëtzebuerg, gewielte Kommissär fir Mënscherechter vum Europarot, gebieden, der ECRI ze soen, se soll dach Kontakt mat eis ophuelen, datt mer kéinte mat hir diskutéieren. Keng Äntwert.

Dorobberhin hunn ech un den Här Minister Asselborn geschriwwen, e soll de Lëtzebuerger stännege Vertrieder beim Conseil de l'Europe bieden, d'ECRI, datt se sollt mat eis Kontakt ophuelen, fir dat kënnen ze diskutéieren. Keng Äntwert.

An do ass awer esou lues de Punkt erreecht, wou ee muss soen, et kann dach net sinn, datt eng Kommissioun, déi seet, se wär géint Rassismus an Intoleranz, Saachen an d'Welt setzt, awer net zu enger Diskussioun zur Verfügung steet, sech net mellt, sech doutstellt, wa Kritiken oder wéinstens Diskussiounsbedarf, fir et emol esou ze soen, besteet, fir hire Rapport ze diskutéieren.

Ech kann nëmme soen, mir als ADR, an ech sinn och iwwerzeegt, den Här Henckes an den Här Colombera gesinn dat och nach esou, mir wäre frou, wann déi géifen an d'aussepolitesch Kommissioun kommen, datt mer dann emol kënnen diskutéiere mat deene Leit, well wat dach net geet ass, datt do Kommentaren iwwer Lëtzebuerg oder Deeler vun der Lëtzebuerger Gesellschaft gemaach ginn, an dann ass een net do, wann et drëm geet, fir dat ze diskutéieren. Dat ass inakzeptabel an et ass kee Beispill fir politeschen Anstand, wat d'ECRI hei liwwert!

A mir waarden a mir erhoffen eis eng Ënnerstëtzung vun der Säit vun der Lëtzebuerger Regierung, genee an déi do Richtung, datt mer net nëmmen eng Lëscht vu Virschréften oder Recommandatiounen hei gemaach kréien, mä datt dat an enger anstänneger Form ënner ziviliséierte Leit och muss kënnen diskutéiert ginn. Dat wor bis elo net de Fall. An déi Lacune, déi muss combléiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech wollt nach dem Här Braz Merci soe fir seng Interventioun. Ech wéilt och gäre méi op d'Problematik vun de Roma agoen. Ech mengen, déi ass ganz schlecht verstanen. D'Europäesch Kommissioun géint Rassismus an Intoleranz huet bei de Roma ganz schro Zoustänn festgestallt.

Den Zougang zum Aarbechtsmaart ass praktesch inexistent. A wa si eng Aarbecht hunn, da gi se schlecht bezuelt.

Den Zougang zur Bildung ass prekär. D'Kanner gi vum Schoulpersonal diskriminéiert.

Den Zougang zu medezinesche Leeschtungen, haaptsächlech bei Kanner, Fraen an eelere Persounen, ass besuergneserreegend opgrond vu feelende Pabeieren.

Den Zougang zu Sozialleeschtungen hänkt vum Besëtz vu Personaldokumenter of. De facto si Persounen, déi rechtlech onsiichtbar sinn, vun de Leeschtungen ausgeschloss. Doduerch riskéieren déi meescht wéi statenlos ze ginn.

Den Zougang zu dem öffentleche Raum wéi Caféen, Piscinen, Diskothéiken a grouss Surfacen, gëtt hinne verwiert.

D'Wunnbedéngunge sinn äusserst schlecht. Si hu keng Chance op Sozialwunnengen. D'Räumunge vu Roma-Siedlunge sinn um Ordre du jour. Dobäi gëtt versicht, déi Länner Serbien a Mazedonien als sécher Länner anzestufen, soudass d'Asyl-Demandë verworf ginn.

D'EU considéréiert d'Roma als eng staark, wann net déi stäerkst marginaliséiert Minderheet. An duerfir solle finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn. An hei ass dee ganz grousse Problem, dee geschafe gëtt. Nämlech anstatt d'Aarmut ze bekämpfen, bedreiwen d'EU an déi europäesch Staten eng Minderheetspolitik fir d'Roma.

Wat ee wësse muss, ass, datt d'Roma näischt hunn, wat si autonom ënner sech verdeele kënnen. Et gëtt vill familiär an örtlech Gemeinschaften, an och ee gewëssent Gemeinschaftsgefill iwwert d'Grenzen eraus, mä et gëtt keng organiséiert Roma-Gesellschaft, an och kee Grond, fir esou eng ze entwéckelen.

Trotzdeem gëtt bewosst oder onbewosst dru gebastelt, fir eng Roma-Gesellschaft ze schafen, mat enger ganzer Rei vu Projeten. Projeten, déi vu Fondatiounen oder Organisatioune gefördert ginn. An dobäi ass net vill erauskomm ausser punktuell Verbesserungen. D'Situatioun ass souguer méi schlecht ginn. Dernieft, wann d'Fonge fir d'Roma zur Verfügung gestallt ginn, da ginn déi aner Regiounen um Balkan neidesch, well do Aarmut herrscht an aner Völkergruppen och betraff sinn.

An der Zäit, wou den Ceauşescu nach un der Spëtzt vu Rumänien wor, an der Zäit, wou Jugoslawien nach als Eenheet existéiert huet, do haten d'Roma besser Méiglechkeete wéi haut. Wa mir eppes verbessere wëllen, da mussen déi eigentlech Problemer geléist ginn. An déi heeschen: Aarmut, Aarbechtslosegkeet, Bildungsmisär an ënnerfinanzéiert Gesondheetswiesen.

Osteuropa brauch een Infrastruktur-Programm, net nëmmen eleng wéinst de Roma. Wa mir déi Reformen net fäerdegkréien, dann ass all europäesch Strategie zur Emanzipatioun vun dëser Regioun ëmsoss. An ech wëll grad drun erënneren, wéi de Loun, de Stonneloun ass. A Rumänien verdéngt een an der Moyenne 1,76 Euro, a Bulgarien 1,11 Euro pro Stonn. An déi Leit, déi hei biedelen, déi verdéngen ongeféier fir zwielef Stonnen 30 Euro, dat heescht 2,5 Euro pro Stonn.

Wat gi se of? Dat weess ech net. Mä et däerf een net ëmmer un d'Schlepperbanden denken. Dat kann eng Ursaach sinn, muss awer net. Well, wéi gesot, déi ticke ganz aneschters. A wat richteg ass, si gi vu Schlepperbande mat erabruecht. Si kréien zwar z'iessen an ze drénken, dat däerf een net vergiessen.

Une voix.- A Streech.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Net onbedéngt. Net onbedéngt. Mä et muss een, wéi gesot, mat engem anere Bléck op déi Leit kucken. An ech mengen, eng Mënscherechtsverletzung geet am Kapp un. Wa mir op der Strooss do ginn a mir gesinn déi Leit, déi do biedelen, mir soen: „Wat maachen déi hei? Sinn déi erëm do! Ass et net besser, wann d'Polizei kënnt an déi erausgehäit?", ech mengen, do geet schonn d'Mënscherechtsverletzung un. An ech mengen, dat musse mer verhënneren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera.

Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Wuert kritt elo den Aarbechts- an Immigratiounsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, wéi all esou internationale Rapport ass och den ECRI net e perfekt Dokument. Ech mengen, dat ass e Rapport, dee spigelt eng Rei wichteg Elementer zréck, déi natierlech och gekuckt ginn aus der Perspektiv vun internationalen Experten. An et ass scho richteg: Wann do gewësse Saache vläicht e bësse biaiséiert duergestallt ginn, da muss een dat och kënne rectifiéieren.

Ech soen och Merci, fir datt mer déi Geleeënheet hunn, iwwert dee Rapport ze diskutéieren, well u sech ass et eng gutt Geleeënheet, fir iwwer en essenziellt Thema, dat vun Toleranz, vun Netdiskriminéierung, ze diskutéieren. Elementer, déi fir eng Gesellschaft wéi déi Lëtzebuerger Gesellschaft absolut fundamental sinn. Mir sinn eng Gesellschaft, déi sech u sech Rassismus, Diskriminéierung, Intoleranz, Ausgrenzung net kann erlaben, well esou Phenomeener géife ganz schnell d'Kohäsioun vun eisem Land, d'Kohäsioun vun eiser Gesellschaft, d'Zesummeliewe vun eis alleguerte schwéier belaaschte voire a Fro stellen.

Duerfir ass, mengen ech, déi Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen, oppen ze schwätzen, och Kritiken ze akzeptéieren an ze kucken, wéi mer a gewëssenen Domäner do kënne Verbesserunge maachen, scho wichteg. An ech soen natierlech och dem Här Braz Merci, fir déi Diskussioun do mat ugestouss ze hunn.

Nun ass et natierlech wichteg, datt een net nëmmen einfach iwwert déi verschidde Punkten a Recommandatioune generell diskutéiert a geet. Et muss een also e bësse méi an de Fong goen. An ech mengen, et ass net hei, wou dat méiglech ass.

Duerfir wier et scho gutt, wann ee géif déi verschidde Recommandatiounen och an deene Kommissiounen traitéieren, sief dat, wat Réfugiés, Asyl ubelaangt, an där Kommissioun, sief et déi Problemer, déi ugeschnidde ginn iwwert d'Schoul, déi natierlech essenziell sinn a wou mer jo wëssen, datt mer do en net einfache Stand hunn.

Och wa mer all Efforte maachen, fir d'Integratioun besonnesch vun den Nouveaux arrivants esou gutt an effikass ze gestalte wéi méiglech, da si mer eis natierlech bewosst, besonnesch an deene leschten zwee, dräi Joer, wou déi Zuel ganz staark eropgaangen ass, datt dat net einfach ass, fir déi Kanner ëmmer optimal an onsem Schoulsystem ze integréieren, wann ee weess, datt déi Kanner jo aus Schoulsystemer kommen, och sproochlech gesinn, déi extrem verschidde sinn.

Duerfir schéngt et mer wichteg ze sinn, datt een e gewëssene Suivi gëtt deene Recommandatiounen. Wou d'ailleurs der net nëmme sechs beäntwert gi sinn, och déi aner sinn zu engem groussen Deel beäntwert ginn, oralement zu Stroossbuerg, oder och par écrit. Mä dat ass eigentlech net esou essenziell. Mir sinn hei gefuerdert, ons mat deene Problemer auserneenzesetzen. A wa Saache vläicht e bësse falsch verstane gi si vun deenen Experten, da musse mer dat och kënnen natierlech soen.

Kuerz e puer Problemer, déi ech wëll erausheiwen, well déi vu verschiddenen Orateure méi spezifesch traitéiert goufen, wéi de Problem vun de Roms. Ech sinn absolut d'accord mat Iech, Här Colombera, datt d'Situatioun vun de Roms an Europa eng kritesch, eng schwiereg ass, net eréischt säit dem Fall vum Här Ceauşescu. Vläicht waren dat Regimer, déi iwwert déi autoritär Manéier, wéi se mat alle Saachen ëmgaange sinn, déi Problemer e bësse verdeckt hunn.

Mä ech mengen, d'Diskriminéierung, besonnesch an Zentral- an Osteuropa, vun de Romen ass e jorhonnertelaange Phenomeen. An dat ass e Problem, deen ons net kann einfach esou kalloossen, well mir wëssen alleguerten, a mir hunn dat jo och an deene leschten zwee Joer erlieft: Wann do een Deel vun der Populatioun, ee Grupp vun der Populatioun, wéi d'Romen, sief dat a Serbien, sief dat a Mazedonien, sief dat a Rumänien, wou mer manner affektéiert waren, mä aner Länner, Nopeschlänner vill méi esou Problemer hu vun Aarmut, vun Ausgrenzung, vu Chômage, vun Netaccès u Servicepublicen, bon, dann ass ganz séier natierlech d'Reaktioun vun deene Leit, wa se déi Geleeënheet kënne kréien, mat hire Been ze stëmmen an eigentlech de Wee ze huelen, fir emol eng Zäitchen erauszegoen.

Dat ass awer net d'Léisung zum Problem Roms an Europa. D'Léisung vum Problem Roms an Europa ass schonn eng ekonomesch, eng sozial, mä natierlech och eng Manéier, wéi Gesellschafte mat der Diversitéit ëmginn. A mir wëssen alleguerten, datt besonnesch an deene Gesellschaften, aus der Geschicht eraus, där kuerzfristeger Geschicht, elo Kommunismus, mä awer och virdrun, wou wéineg demokratesch Traditioune waren, a ville vun deene Länner, déi sech och nach haut ganz schwéierdinn, mat der Diversitéit, déi dann och d'Romen duerstellen, ëmzegoen, oppen ëmzegoen, op déi Problemer anzegoen.

Zum Beispill e Land wéi Ungarn ass manifestement eng dramatesch Situatioun, wéi a kuerzer Zäit Rassismus, Intoleranz an esou weider erëm opkomm sinn an eigentlech un de Fundamenter, déi jo awer essenziell si fir e Land, wat der Europäescher Unioun zougehéiert, un de Fundamenter vun der Demokratie ugefaange gëtt ze rüttelen. An duerfir, natierlech musse mer och an der Europäescher Unioun, am Conseil de l'Europe, Madame Brasseur, déi Stëmm an deen Engagement fir d'Romen do féieren.

Hei zu Lëtzebuerg, géif ech soen, hu mer net e fundamentale Rom-Problem. Mir hunn natierlech... Et weess keen eigentlech, wie Rom ass a wien net Rom ass. Wann net ee seet: „Ech sinn d'origine Rom", da kritt kee gesot: „Ma du bass e Rom an du gëss elo hei emol op d'Säit gesat." Natierlech gëtt et Leit, déi d'origine Rom sinn. An déi sinn entweder Lëtzebuerger oder si hunn eng aner Nationalitéit a ginn och net aus hirer Origine oder wéinst hirer Origine iergendwéi diskriminéiert. Dat, mengen ech, ass de Prinzip.

Wann et aner Fäll sollte ginn, da mussen déi gekläert ginn an da mussen déi Institutiounen, déi mer hunn, sech mat esou Fäll absolut auserneesetzen. Well all Form vun Diskriminatioun ass inakzeptabel.

Sécher hu mer e Problem vu Leit, déi gewéinlech net hei wunnen, déi an engem Nopeschland wunnen - vläicht och elo net méi an engem Nopeschland, well ech hu mer soe gelooss, datt et do Échanges de territoires gi sinn, wou elo en Deel do zu Lëtzebuerg géif gehéieren, wou esou Leit géifen drop wunnen; dat ass ze klären -, déi effektiv eng Aktivitéit hunn, wéi ee seet, vu Mendicitéit. Bon, mir hunn, well ech dat an anere Kontexter héieren hunn, aus dem Immigratiounsgesetz d'Fro vun der Mendicitéit erausgeholl. Well ech mengen, d'Mendicitéit huet eigentlech näischt mat der Immigratioun ze dinn.

Et gëtt Leit, déi déi Aktivitéit maachen, déi effektiv Immigréé sinn. Et gëtt awer och Leit, déi Lëtzebuerger sinn oder aner Ressortissanten. Duerfir, mengen ech, huet de Problem, déi Fro vun der Mendicitéit net hir Plaz an engem Immigratiounsgesetz. Mä - mä! - mir mussen awer och dee Problem vun der Mendicitéit, besonnesch wann e sech organiséiert, wann en en groupe ass, musse mer kucken, wéi mer deen uginn op eng korrekt Aart a Weis. Ech mengen, vläicht net ëmmer deen ze penaliséieren, dee grad do sëtzt, mä kucken: Wéi ass dee Réseau do organiséiert? A wéi ginn, besonnesch wann et sech ëm Mineuren handelt, a ganz oft sinn et Mineuren, wéi ginn déi exploitéiert, fir esou Aktivitéiten ze maachen?

Duerfir sinn ech der Meenung, datt et um Justizminister ass, deen Artikel 342 ze kucken, ob deen nach d'actualité ass, ob deen operationell ass, ob deen deene Formen, mat deene mer haut konfrontéiert si vun där Mendicité organisée, nach entsprécht an eventuell deen dann och an deem Sënn ze änneren.

En anere Punkt ass gesot ginn: D'Lieue fir Romen, wou se sech eventuell kéinten installéieren. Mir hu keng Lëtzebuerger Minorité Rom, déi duerch Lëtzebuerg mat hire Caravanë fiert. Ech mengen net, datt mer esou eng hunn. Mir hu vläicht Leit, déi och duerch Lëtzebuerg fueren an eventuell och gären e bëssen zu Lëtzebuerg mat hirer Caravane bleiwen, déi dann och zoufälleg Rome sinn. Dat ass eng aner Situatioun.

D'Fransousen hunn eng Minorité française vu franséische Statsbierger - ech huelen elo d'Fransousen, ech kéint anerer huelen -, déi effektiv Gens du voyage sinn. Mat deene muss een natierlech déi Problemer léisen, déi Besoine léisen, déi déi brauchen, à la fois wat d'Terrainen ubelaangt, wat den Encadrement ubelaangt, wat Sanitärariichtungen ubelaangt, wat d'Schoulen ubelaangt, d'Scolarisatioun vun de Kanner, ganz wichteg, an esou weider. Wou mer wëssen, datt eben d'Romen déi Traditioun, déi se hunn, net einfach opginn, a vläicht och recht hunn, se net opzeginn, wann dat hire Wonsch ass.

Duerfir elo ze soen, mir mussen elo e Problem léisen, dee mer eigentlech an där do Form net hunn, wou ech mengen, mir hätten en net, ausser et beweist ee mir, datt mer en hunn, ass also net richteg. Sécher huet d'Europäesch Unioun gefrot, fir esou ee Plan d'action d'intégration vun de Romen ze maachen. Okay, fir déi Länner, déi mat esou Froen direkt konfrontéiert sinn. Mir hunn awer net an där Form déi Problemer. Dat wëllt net heeschen, datt mer déi Saachen ignoréieren, mä mir kënne kee Plang maache fir eppes, wat mer eigentlech net ze géréieren hunn, well mer net direkt esou, an deem Mooss op jidde Fall, mat deene Froen do konfrontéiert sinn.

Da wollt ech e Wuert soen iwwert d'Charte sociale. Dat ass e Protokoll vun der Charte sociale. Sécher, do gëtt et eng Rei vu Froen, déi an ons Sécurité sociale eragi respektiv an RMG an esou Saachen, den Accès: Wien huet Accès? Wien huet d'Recht op RMG? Sinn dat och déi Leit, déi net Ressortissants communautaires sinn? No wat fir enger Durée de résidence an esou weider? Déi Froen, déi stelle sech.

Ech mengen, dat wier gutt, mam Här Spautz, well hie jo ganz aktiv war, also de Minister, dee fir dee Secteur do responsabel ass, déi Froen nach eemol ze kucken, awéiwäit datt effektiv esou eng Ratifikatioun méiglech ass, ouni datt mer domat awer gewësse Gesetzgebungen absolut op d'Kopp geheien. Ech mengen och net, datt dat elo esou eng Pressioun géif duerstellen, mä ech mengen, dat muss einfach studéiert ginn, wat d'Konsequenze fir gewësse Mesure-socialen hei zu Lëtzebuerg sinn, wa mer dat géife ratifizéieren.

Iwwer eng Rationaliséierung vun deenen Instanzen, déi sech eigentlech mat der Thematik Netdiskriminéierung, Integratioun an esou weider beschäftegen. Ech mengen, dat ass e gudden Usaz. Dee soll ee féieren. De CET, Commission des droits de l'Homme an esou weider, wat sinn do déi Intersectiounen, déi do bestinn? Awéiwäit kann een do vläicht Saachen zesummeleeën? Mir hunn e Médiateur fir d'Kanner, mir hunn e Médiateur fir all aner Situatiounen. Et kann ee sech virstellen, datt mer och do Saache kéinten zesummeleeën.

Ech mengen, dat si Froen, wou ee sech effektiv soll dermat beschäftegen, wann ee mengt, datt dat dee richtege Wee ass, fir eigentlech um Terrain konkret besser kënnen ze agéieren a besser kënnen déi Phenomeener do ze bekämpfen. Ech mengen, dat wier interessant emol vläicht vun der Chamber aus esou e Bericht ze maachen, eng Analys ze maachen, wat déi verschidden Instanzen ubelaangt, awéiwäit do kéinte Regruppementer oder méi Kooperatiounen zwëschen deene verschiddenen Instanzen do realiséiert ginn.

Iwwert d'Campagnen. Jo, natierlech kann ee sech ëmmer froen, ob eng Campagne gutt ass, schlecht ass, ob se ze deier ass, ob déi Sue gutt investéiert sinn. Ech hunn notamment Campagnen, déi elo viru Kuerzem vun enger ONG organiséiert gi sinn, fir ebe grad d'Diversitéit vu Lëtzebuerg duerzestellen an awer och ons Kohäsioun ze illustréieren, gutt fonnt. Ech mengen, et ass ëmmer erëm wichteg, op déi Thematik anzegoen an déi och fir besonnesch déi jonk Leit bildlech duerzestellen.

Bon, ech war gëschter zu Genève bei der OIM, wou eng Ministesch aus dem Cap-Vert bei mech komm ass. Mir hunn iwwer ons Concitoyens aus dem Cap-Vert geschwat. Bon, déi war ganz markéiert vun deem Evenement zu Esch, wou dee Jonken do poignardéiert ginn ass. Ech mengen, dat sinn och Situatiounen, wou awer eng positiv Reaktioun duerno komm ass, besonnesch aus der Société civile, wou eng Associatioun gegrënnt ginn ass, fir den Dialog zwësche jonke Leit ze förderen aus deene verschiddene Composantë vun eiser Populatioun.

Ech sinn och e bësse verwonnert: De Conseil de l'Europe kënnt ëmmer mat deem Thema vun de Minorités nationales. Bon, mir sinn net e Land, wou et eng Minorité nationale au sens propre gëtt. Mir si keen esou e Land. Mir hu vläicht vill Communautéiten, mä mir si kee Land, wou et eng Minorité nationale gëtt. Bon, mir sollen ons bekëmmeren iwwer all Communautéit. A mir sinn effektiv eng Gesellschaft, déi multikulturell ass, mä wou awer och et wichteg ass, d'Saachen zesummenzehalen, zesummenzebréngen. Mä mir sinn net eng Gesellschaft, wou et Leit gëtt, déi enger Minorité nationale ugehéiere mat spezifesche Rechter, déi déi musse préservéiert kréien.

Ech mengen, do gëtt ganz oft vun anere Situatiounen... Ech mengen, Finnland ass e Land mat enger Minorité nationale, an zwar Schweden. Mat Rechter, mat Rechter vun der... wou ee muss aus där Minoritéit an der Regierung... Mir sinn net an där Situatioun. Duerfir gesinn ech och net an, datt mer déi Konventioun onbedéngt missten ënnerzeechnen.

Dann ee Wuert iwwert d'Réfugiéen. Ech hu ganz appréciéiert, wat Der gesot hutt iwwer muer, iwwert den Dag vun de Réfugiéen. Effektiv ass dat e wichtegt Thema, ass dat en Thema, mat deem mer ons ëmmer erëm mussen auserneesetzen. An ouni Zweifel si ganz vill Réfugiéen déi, déi Diskriminatioun emol fir d'Éischt bei sech selwer erfueren an och d'Gewalt bei sech selwer. Dir hutt vu Syrien elo geschwat, vun de Réfugiéen aus Syrien, wou déi Leit dann oft a Länner ginn, wou et och schwiereg ass. Dat ass wichteg.

Ech soen, mir hunn den Accès op den Aarbechtsmaart, deen ass bei ons néng Méint. Mir sinn elo fäerdeg mat enger Direktiv an Europa, déi setzt d'Zäit op néng Méint. Dat heescht, mir sinn eigentlech en avance gewiescht vun deem, wat elo europäescht Recht gëtt. Mä ech sinn awer op, fir ze diskutéieren, och mat der Chamber, ob mer kënne vun néng Méint op manner wéi néng Méint goen, ob mer op sechs Méint solle goen. Dat ass dann eng Diskussioun, wa mer déi Direktiv dann eemol ëmsetzen, ob mer do eng Ännerung an onser Législatioun sollte maachen.

E lescht Wuert...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo.

Ee lescht Wuert ass dat iwwert d'Rétentioun. Ech mengen, keen ass begeeschtert vun der Rétentioun, soen ech ganz kloer. D'Rétentioun ass ëmmer pis-aller. An et muss een och kucken, d'Rétentioun esou kleng an esou kuerz a fir e Minimum vu Leit ze halen. Wichteg ass d'Formatioun. Mä ech mengen, de Bilan, wann ech dat esou dierf soen, vun deenen zwee Joer, wou dee Centre do besteet, ass net esou, datt een elo misst eigentlech sech absolut derfir schummen.

An déi Leit maachen eng schwiereg Aarbecht. Si maachen déi consciencieusement. Si maache se an engem schwierege Kontext, an engem schwierege Kader. Mä ech hunn net méi spéit wéi viru 14 Deeg mat der Madame... et seet ee jo Médiatrice - loosse mer emol esou soen - geschwat, déi de Centre de rétention besicht huet an déi mer gesot huet, si wier ganz positiv - a mir kenne jo hiert Engagement och en matière vu Réfugiéen -, si wier do ganz positiv iwwerrascht gewiescht a si géif fannen, datt dat, wat do gemaach géif ginn, korrekt wier an och de Mënscherechter géif absolut entspriechen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.14 heures)

SÉANCE 40

JEUDI,
20 JUIN 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

- *M. Félix Braz*

5. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

6. Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg

- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: M. Lucien Clement, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera (Mme Françoise Hetto-Gaasch intervient)*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme (M. Jean Colombera intervient)*

7. Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants

- *Discussion générale: M. Jean Colombera, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Dat ass schwéier méiglech.

(Hilarité)

Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6489, en Ofkommes mat Brasilien iwwert d'Sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet kee Riedner sech bis elo ageschriwwen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

1. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech gesinn, d'Regierung huet vollst Vertrauen an d'Chamber an an d'Rapportrice vun dësem Projet. A well dat de Fall ass, kéim ech dann och direkt zu deem Projet de convention, dee mer an der Matière vun der Sécurité sociale mat der Republik Brasilien, wéi de President scho richteg ugekënnegt huet, elo um Ordre du jour hunn.

Dëse Projet de loi gouf vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 17. Oktober 2012 déposéiert an an der Réunioun vum 28. Februar dëst Joer huet d'Gesondheets- a Sozialkommissioun mech als Rapportrice fir dëse Projet de loi bestëmmt. Dem Statsrot säin Avis, dee koum den 21. Dezember 2012, a mir hunn dunn den Avis vum Conseil d'État och an eiser Réunioun vum 28. Februar gekuckt. Nun, an eiser Réunioun vum 13. Juni dëst Joer ass och mäi schréftleche Rapport unanime ugeholl ginn.

Wat ass awer elo den Objet vun dësem Projet de loi, deen, wéi gesot, eben eng Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale ass, déi Lëtzebuerg mat der Republik Brasilien ofschléisst? Ma dës Konventioun garantéiert all d'Rechter am Beräich vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ engem oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ënnerleien.

Si suivéiert dann am Generellen och déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen, bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also. D'Applikatioun dovu geet op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an, an dat sinn dës Kéier dann d'Pension de vieillesse, d'invalidité et de survie, déi ebe vun dësem Projet de loi betraff sinn.

Déi aner Branchë vun der Sécurité sociale, déi sinn nëmme concernéiert mam But, ze determinéieren, wat fir eng Legislatioun applicabel ass. A ganz ausgeschloss sinn d'Assistance sociale an d'Prestatiounen un d'Krichsaffer. An dëser Konventioun sinn iwwregens all d'Leit mat kenger Distinctioun vun hirer Nationalitéit betraff.

Eng weider Info ass, datt d'Salariéë vun enger Transportgesellschaft där Legislatioun ënnerleien, wou d'Firma hire Sëtz huet. An datselwecht gëllt dann och fir d'Séileit an och d'Fonctionnairen, déi en extrae Regime hunn. Wat den Detachement ubelaangt, esou gesäit d'Konventioun vir, datt während zwee Joer den Travailleur kann detachéiert ginn a weider där Legislatioun ënnerläit, wou en normalerweis géif schaffen an och drënner falen. An dës Period kann da maximal ëm ee Joer verlängert ginn, awer och nëmmen dann, wa speziell Gegebenheeten dat géife verlaangen.

Fir eng kleng Info ze ginn: Dëst ass déi zweet Konventioun schonn, déi mer mat dësem Land, also mat Brasilien, ofschléissen. Déi éischt datéiert scho vun 1965. Dir kënnt Iech virstellen: An där Zäit ass vill Waasser den Amazonas erofgelaf an dofir musse mer elo e puer Updatë maachen. An déi Updaten, déi stinn dann och an dësem Projet de loi dran.

Nach vläicht e puer Infoen zum Land, mat deem mer dës Konventioun ofschléissen an dat jo e gudde Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Brasilien ronn 197 Milliounen Awunner; dat muss ee sech eng Kéier op der Zong zergoe loossen. Et ass flächen- a bevölkerungsméisseg ëmmerhin dee fënneftgréisste Stat vun der Welt an d'Fläch vum Land hëlt och 47% vum südamerikanesche Kontinent an.

Brasilien huet dann awer och eng grouss Diaspora hei zu Lëtzebuerg, well net manner wéi 1.500 Leit si vun dëser Konventioun betraff.

Ech kommen dann direkt zréck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, der Madame Rapportrice e bësse méi opmierksam nozelauschteren. Merci.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Well ech ginn hei ganz informativ Infoe weider. Dofir wier ech frou, wann Der géift opmierksam nolauschteren.

(Hilarité)

An ech kommen dann och direkt erëm zréck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi an natierlech och zum Statsrot sengem Avis, deen en dozou ginn huet. En huet als eenzeg Remarque just dat gesot, wat en och schonn zum Projet de loi 6422 gesot hat, enger Konventioun, déi mer mat Frankräich am Januar dëst Joer gestëmmt hunn a wou ech och d'Chance hat, Iech de Rapport dovun ze maachen.

De Statsrot ass averstanen, datt d'Ausféierungsbestëmmunge vun der Konventioun kënnen iwwer administrativ Arrangementer geregelt ginn, soulaang déi dann och am Mémorial publizéiert ginn. D'Kommissioun huet dann och, wéi ech schonn am Ufank sot, den Avis vum Statsrot gekuckt, huet dunn och mäi schréftleche Rapport diskutéiert an deen och unanime akzeptéiert. An ech géif dann och elo d'Plénière bieden, dëse Projet de loi och unanime ze stëmmen.

Fir d'LSAP ginn ech op alle Fall d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. An ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och dem Minister villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Kartheiser freet nach kuerz d'Wuert zu dësem Projet. Här Kartheiser.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, an och Merci der Madame Dall'Agnol fir hire gudde Rapport. Ech wollt just vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir den Här Minister ze froen, wou mer dru si mat de Konventiounen ähnlecher Natur mat den Nofolgestate vun der fréierer Sowjetunioun. Do gëtt et jo och eng ganz Rei Problemer a grouss Communautéiten, an ech wollt den Här Minister froen, eis do vläicht och driwwer ze informéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt dann direkt den zoustännege Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech soen der Chamber Merci fir hir schnell a gutt Aarbecht. An den Här Kartheiser wäert ech perséinlech doriwwer informéieren, wou déi eenzel Négociatiounen dru sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. A mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6489 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6489 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6520, engem Ofkommes mat Uruguay och nach eng Kéier iwwert d'Sécurité sociale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech kee weidere Riedner ageschriwwen.

Dofir kritt d'Wuert elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

2. 6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir gesitt, Dir gitt mech haut de Mëtteg net esou schnell lass; ech ginn net esou séier op. A mir kéimen dann zum nächste Projet de loi op eisem Ordre du jour, nämlech erëm enger Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale, an zwar dës Kéier mat der Republik Uruguay.

De Projet, dee gouf och vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, den 3. Januar dëst Joer déposéiert. An an der Réunioun vum 28. Februar dëst Joer huet dann och d'Gesondheets- a-Sécurité-sociales-Kommissioun mech als Rapportrice fir dëse Projet bestëmmt. Dem Statsrot säin Avis dozou koum de 26. Februar a mir hunn dann och gläich dësen Avis an eiser Réunioun vum 28. Februar gekuckt. An der Réunioun vum 13. Juni dëst Joer ass mäi schréftleche Rapport dunn och unanime ugeholl ginn.

Op den Objet vun dësem Projet de loi wëll ech elo net méi weider am Detail agoen. Dës Konventioun am Beräich vun der Sécurité sociale tëschent Lëtzebuerg an der Republik Uruguay follegt am grousse Ganzen erëm deemselwechte Schema wéi déi Konventiounen, déi mer schonn ofgeschloss hunn, respektiv wéi déi Konventioun mat Brasilien, déi mer elo grad och gestëmmt hunn. An, wéi gesot, et ass eng Konventioun wéi all déi aner bilateral Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat anere Länner ofschléisst.

Vläicht nach e puer Informatiounen erëm zum Land, mat deem mer dës Konventioun of-

schléissen. Och d'Republik Uruguay ass ee grousse Krack méi grouss wéi eist Land. An zwar huet Uruguay ëm déi 3,5 Milliounen Awunner. Et ass awer trotzdeem dat klengst spueneschsproochegt Land um südamerikanesche Kontinent. An et ass eng Republik mat Grenzen zum Atlantik, zu Brasilien an natierlech och Argentinien. Vu datt Uruguay fir südamerikanesch Verhältnisser en éischter klengt Land ass, sinn dann och hei - tëschent Gänseféisercher - „nëmmen 22 Leit" zu Lëtzebuerg vun dëser Konventioun betraff.

Ech kéim dann och direkt zréck zum eigentlechen Objet vun dem Projet de loi an och zum Statsrot sengem Avis, deen en heizou ofginn huet. En huet virun allem zwou Remarquë gemaach: Eemol wat den Artikel 10 ugeet, wou virgesinn ass, datt d'Autoritéite vun deenen zwee State weider Ausnahmeregelunge kënne bestëmmen oder déi ofänneren, déi an der Konventioun drastinn. De Statsrot mengt, datt et do ëm méi wéi Ëmsetzungsbestëmmunge geet an datt déi deemno musse vun der Chamber gréng Luucht kréien.

D'Situatioun présentéiert sech dann awer anescht bei hirer zweeter Remarque zum Artikel 21. Well do geet et ebe just ëm d'Ëmsetzungsbestëmmungen; déi kënnen einfach am Mémorial publizéiert ginn.

D'Kommissioun huet, wéi gesot, dësen Avis vum Statsrot gekuckt, huet dunn och iwwer mäi schréftleche Rapport diskutéiert an huet deen och unanime akzeptéiert. An ech géif dann och d'Plénière hei nach eng Kéier bieden, datselwecht mam Projet de loi ze maachen.

Fir d'Sozialiste ginn ech op alle Fall och den Accord zu dësem Projet de loi. An ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dem Minister natierlech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen der Madame Rapportrice Merci. Dat schéngt alles komplett ze sinn, soudatt och den zoustännege Minister net drop hält, nach zousätzlech Erklärungen ze ginn, soudatt mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënne kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6520 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. An de Projet de loi 6520 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6520 est adopté par 59 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6473 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Kox an den Här Colombera.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. 6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6473, deen d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen ëmännert, ass den 28. August 2012 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hir Avisen ofginn. An de Statsrot huet säin Avis de 14. Mee vun dësem Joer eraginn.

An der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi, nodeem ech als Rapporteur designéiert gi sinn, den 23. Mee examinéiert ginn. Den 13. Juni ass dëse Rapport dunn an der Wirtschaftskommissioun mat der Abstentioun vun déi gréng ugeholl ginn.

De Sënn vun dësem Projet de loi ass et, fir d'europäesch Direktiv iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen an déi national Gesetzgebung ze transposéieren. Dës Direktiv iwwerschafft eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2009, déi mer duerch d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 schonn transposéiert haten. Konkret hu mer et an dësem Fall mat der Upassung vun de Grenzwäerter vum Kadmium an de Spillsaachen ze dinn.

Här President, an deenen nächste Jore wäerten, bedéngt duerch den technesche Progrès, ëmmer erëm Upassunge kommen, dëst um Niveau vun de Grenzwäerter vun deene verschiddene chemesche Stoffer, déi an de Spillsaachen dierfen enthale sinn, an dëst am Sënn vun enger permanenter Verbesserung vum Schutz vun der Gesondheet notamment vun de Kanner.

D'Regierung huet gemengt, dës Adaptatioun iwwer eng einfach Publikatioun am Mémorial ze maachen an net duerch ee legislativen oder réglementairen Akt. D'Regierung huet sech och do op bestehend Gesetzer beruff, wou op dës Method zréckgegraff ginn ass. Dat war zum Beispill de Fall beim Gesetz vum 28. Juni 2012 iwwert d'Transfertkonditioune vu Produiten am Secteur vun der Défense an der Europäescher Unioun.

D'Argumentatioun war och, datt d'Ëmsetzung an déi domadder verbonnen Upassunge vun den Annexen, wou déi chemesch Stoffer opgezielt an definéiert sinn, iwwer eng legislativ a réglementaire Prozedur vill Zäit géife kaschten.

Fir dëst ze maachen, huet d'Regierung an dësem Projet de loi och nëmmen een Artikel virgesinn, nämlech fir d'Ëmännerung vun den Annexen iwwert de Wee vun enger - an ech hunn et scho gesot - Publikatioun am Mémorial ze maachen. Dëst ass awer op Kritik vun der Chambre de Commerce gestouss, och wa si de Sënn vun der Simplification administrative erkennt.

De Statsrot huet a sengem Avis genau datselwecht mat enger Opposition formelle beluecht, nämlech datt d'Transpositioun an nationaalt Recht nëmme mat engem Acte de transposition ka realiséiert ginn an net einfach mat enger Publikatioun am Mémorial, déi dann net konform ass.

De Conseil d'État léisst och d'Argumenter vun der Lourdeur administrative net gëllen a plädéiert fir eng Transpositioun iwwer Règlement grand-ducal. Am selwechte Kontext huet dat héicht Haus awer och eng Proposition de texte gemaach, fir eng Procédure de transposition simplifiée ze maachen, andeem mer dat bestehend Gesetz vum 15. Dezember 2010 esou adaptéieren, datt éischtens ee Renvoi automatique op d'Annexe vun der europäescher Direktiv gemaach gëtt an zweetens Prezisioune formuléiert ginn, déi d'Entrée en vigueur an d'Publikatioun vun dëse Modifikatioune betreffen.

Här President, dëst ass eng einfach an optimal Léisung fir d'Upassung vun Normen an europäeschen Annexen un eis Lëtzebuerger Gesetzgebung. Op dës Aart a Weis ass eis Gesetzgebung an dësem Sënn ëmmer permanent aktuell. D'Ekonomieskommissioun war also och därselwechter Meenung wéi de Statsrot, war mat deem Text och d'accord an huet also d'Propositioun vum Statsrot iwwerholl.

Fir dëst Gesetz bedeit et, datt mer een neien Artikel derbäisetzen, deen d'Entrée en vigueur vun den Ëmännerunge vun den Annexe preziséiert, an och, wat d'Ëmännerungen ubelaangt, fir d'Bierger mat engem Avis am Mémorial mat der Referenz op de Journal officiel vun der Europäescher Unioun ze informéieren.

D'Logik vun dëser Transpositioun bedeit dann och, datt mer d'Abrogatioun vun de bestehenden Annexe vum Gesetz vum 15. Dezember 2010 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen an engem zweeten Artikel an dësem Projet de loi bäisetzen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 15. Dezember 2010 huet als Zil, d'Sécherheet vun de Spillsaachen ze verbesseren. Antëschent gëtt et nei wëssenschaftlech Daten. De Grenzwäert vum Kadmium, deen an de Spillsaachen dran ass, gëtt erofgesat. Dat ass eng gutt Saach, an als CSV-Fraktioun begréisse mir dëst ausdrécklech.

D'Diskussioun iwwert dëse Gesetzestext huet sech awer virun allem ëm d'Form gedréit. De Grenzwäert vum Kadmium, dee mer also haut erofsetze sollen, stoung nämlech an enger Annex vum Gesetz vum 15. Dezember 2010. An hei gouf et verschidden Opfaassungen, wéi dës Upassung dann ze geschéien hätt, sief et iwwer e separat Gesetz, wat mir dann och haut maachen, oder iwwer e Règlement grand-ducal.

De Statsrot huet nämlech eng Opposition formelle gemaach bei enger einfacher Veröffentlechung am Mémorial vun den eventuellen Upassungen an den Annexen.

Eng einfach Publikatioun vun engem europäeschen Text kann nämlech keen nationaalt Gesetz oder seng Annexen ausser Kraaft setzen. Dofir gëtt elo am Gesetz festgeschriwwen, wéi eng Annexen nëmme kënnen iwwert de Wee vun enger Transpositioun vun enger europäescher Direktiv geännert ginn a wéi eng Annexen direkt mat geännert ginn, wann an der europäescher Direktiv eppes an den Annexe geännert gëtt.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der gréng-ger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Wat d'Form ubelaangt, ass jo schonn erkläert ginn. Mä mir hunn insbesondere éischter en inhaltleche Problem. Sécherlech bréngt dëst Gesetz eng Verbesserung erbäi, e minimale Schrëtt, fir méi propper Spillsaachen ze kréien. Et geet nämlech ëm d'Verschäerfung vum Grenzwäert vum Schwéiermetall Kadmium.

déi gréng plädéieren um EU-Niveau ganz vehement dergéint (veuillez lire: derfir), dass net nëmmen an de Spillsaache Grenzwäerter agefouert sollte ginn, mä generell a Produkter, déi am Zesummenhang insbesondere mat Kanner, mä och mat Erwuessene sinn, dee Grenzwäert soll erofgesat ginn.

Et kann nämlech net sinn, dass Chemikalien respektiv kriibserreegend oder fortpflanzungsschiedlech Produkter weiderhi benotzt ginn. Déi hunn definitiv guer näischt an enger Spillsaach ze sichen. An dofir sinn d'Elteren och méi wéi opbruecht, wa se dat op esou Spillsaache liesen.

Leider krut dës Fuerderung vun deene Gréngen am EU-Parlament nach ëmmer net déi néideg Zoustëmmung. Och deels bei de Mitgliedsländer ass déi Majoritéit nach ëmmer net ze gesinn. Dofir eis Fuerderung un déi Lëtzebuerger Regierung, bei där nächster Verschäerfung ganz vehement derfir ze plädéieren, dass déi Grenzwäerter éierlech agehale ginn respektiv esou Substanze guer net méi a Spillsaachen agesat ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Vun eiser Säit aus och e Merci un de Rapporteur fir dee ganz komplette Rapport. Mir freeën eis selbstverständlech och, datt d'Spillsaache méi sécher ginn op dës Manéier. Mä dee Kommentar, dee mer just wollte maachen, dat ass, wat d'Transpositioun vun den europäesche Rechtsinstrumenter ugeet.

Et ass wichteg, datt mer eng Prozedur hunn, déi selbstverständlech eis national Souveränitéit respektéiert an och esou wäit wéi méiglech eng parlamentaresch Dimensioun an der Ëmsetzung vun den europäesche Rechtsinstrumenter beinhaltet. Dat si wichteg Saachen, fir datt mer ganz kloer markéieren, datt mer zwar eng Vereinfachung vun der Prozedur ustriewen, dat awer weder op Käschte vun der Souveränitéit nach op Käschte vun der parlamentarescher Dimensioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. De leschten agedroene Riedner ass den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un den Här Haagen fir säin ausféierleche Bericht. Hei gëtt gesot, hei ginn d'Grenzwäerter vum Kadmium ugepasst no wëssenschaftlechen Daten. An da si mer alleguerte frou, wann dat geschitt. Mä et muss een einfach wëssen, datt e Schwéiermetall e Schwéiermetall ass. Dir hutt net eleng mat Grenzwäerter ze dinn. Toxesch ass toxesch.

D'autant plus, dass net eleng de Kadmium zoustänneg ass fir d'Vergëftung vum Kierper, ënner anerem Hoerausfall, Sehstörungen, Kriibs a gentoxesch Problemer, souguer Osteoporos, mä do sinn och aner Schwéiermetaller wéi Arsen, Bläi, Chrom, Kobalt, Koffer, Mangan, Nickel, Quecksëlwer, Thallium, Zénk.

Dat heescht, an anere Wierder: Wa mer bei all Element elo d'Grenzwäerter erofdrécken, da musse mer awer och wëssen, dass d'Additioun vun deene verschiddenen Elementer, dass dat eng ganz grouss Zomm ausmécht an dass dat eisen Immunsystem awer trotzdeem ofschwächt.

Duerfir ass et fir mech net richteg, wann een einfach déi Saach do no ënne schrauft, mä et misst total verschwannen.

Ech wäert mech da bei deem Gesetz, Här Minister, enthalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt den zoustännege Gesondheetsminister. Här Minister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg gesot ginn, dass dat hei e weidere Schrëtt ass a Richtung méi propper Spillsaachen. Ech géif mer, wéi meng Virriedner, wënschen, dass mer wierklech propper Spillsaachen hunn an net nëmme bal propperer. Well déi gëtt et, och wann ee sech d'Méi muss ginn, fir ze sichen.

Ech ënnerstëtze selbstverständlech déi Suggestiounen, fir déi niddregst Grenzwäerter um europäesche Plang ze encouragéieren. A vu dass ech net selwer de Wirtschaftsminister sinn, nëmmen den ff fir e kuerze Moment, wäert ech dat mengem Kolleeg mat op de Wee ginn.

Ganz besonnesch frou sinn ech doriwwer, dass mer et fäerdegbruecht hunn, fir wann et Verbesserunge gëtt um europäesche Plang, dass mer déi net laang schleefe loossen, mä dass mer se ganz schnell an onproblematesch an d'Praxis kënnen ëmsetzen.

Dat gesot, géif ech der Chamber Merci soen a bedaueren, dass mer eng Abstentioun bei där gudder Saach hei kritt hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6473 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6473 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, géint 2 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6473 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen,

Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech elo d'Wuert un den Här Félix Braz gi fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Türkei ass e wichtegt Land, och fir Lëtzebuerg e Partnerland, mat deem mer jo och an e puer Deeg wäerten eng direkt Flugverbindung hunn. Et ass e Partnerland am Conseil de l'Europe. An et ass och e Land, mat deem Gespréicher gefouert ginn iwwert d'Adhésioun vun deem Land an d'Europäesch Unioun.

Dat Land steet am Moment awer international an der Kritik. An eisen Aen zu Recht an der Kritik. Et ass ausgaange vun engem Immobiliëprojet, dem sougenannte Park Gezi zu Istanbul. An aus där Contestatioun huet sech eng méi allgemeng politesch Contestatioun an der Türkei breetgemaach op der Taksim-Plaz, déi mëttlerweil jiddwereen dierft kennen, zu Istanbul, awer och zu Ankara, zu Izmir an a villen aneren türkesche Stied och nach.

D'Polizei ass steigend mat ëmmer méi grousser Brutalitéit géint déi Leit virgaangen, déi do hir Meenung wollte public maachen, an et ass souguer zu der Drohung komm, dass d'Arméi kéint bannen am Land agesat gi géint déi Leit, déi do hir Meenung wëlle soen. Et si mëttlerweil scho wéinstens véier Leit, déi hiert Liewe gelooss hunn am Kader vun deenen öffentleche Kundgebungen. Et sinn iwwer 7.000 Blesséierter kontabiliséiert ginn an der Türkei. An net méi spéit wéi dee leschte Weekend koum et bannent zwee Deeg zu iwwer 600 Arrestatiounen an der Türkei, notamment ronderëm d'Taksim-Plaz.

Mir hunn eng Motioun preparéiert, déi och vun der Fraktioun vun der LSAP, vun der Fraktioun vun der CSV a vun der Fraktioun vun der DP matgedroe gëtt. A mir wieren och frou, wann déi haut nach kéint zum Vote gestallt ginn an net eréischt an e puer Wochen, wa mer déi nächst Sitzungen hunn, Här President.

Mir mengen och net, dass een elo sollt d'Fuerderung stellen, dass d'Négociatioune mat der Türkei sollte gestoppt ginn, au contraire. Mir halen et, grad well et um demokratesche Plang nach däitleche Spillraum gëtt fir Verbesserungen an der Türkei, fir wichteg, dass déi Négociatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Türkei weidergefouert ginn, notamment op der Fro vum Respekt vun de Mënscherechter. Mir mengen do, dass den Dialog, d'Verdéiwung vum Dialog méi bréngt wéi de Boykott an d'Zréckzéien.

Mir soen Iech dofir elo schonn am Viraus Merci fir d'Opmierksamkeet an och fir d'Zoustëmmung zu dëser Motioun. Déi dierft amgaange si verdeelt ze ginn oder et wier imminent, Här President, dass se verdeelt gëtt. Voilà, do komme se.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par la Turquie en matière de respect des droits de l'Homme par son adhésion au Conseil de l'Europe;

- soulignant plus particulièrement le respect de la liberté de réunion et de manifestation, la liberté d'expression et la liberté de la presse;

- notant que l'article 34 de la constitution turque traduit cet engagement en garantissant le droit d'organiser des réunions et des manifestations pacifiques et non armées sans autorisation préalable;

- constatant qu'à plusieurs reprises déjà la police turque a délogé avec force les citoyens qui protestaient contre l'abattage de platanes et la destruction du parc Gezi d'Istanbul en vue de la réalisation d'un projet immobilier;

- condamnant le recours à la force excessif et disproportionné de la police turque pour réprimer les manifestations pacifiques du parc Gezi et de la place Taksim à Istanbul, de même que celles à Ankara, à Izmir et dans d'autres villes du pays;

- déplorant que le Gouvernement et le Premier ministre turcs persistent dans une stratégie d'affrontement vis-à-vis des manifestants qualifiés de «terroristes» et qu'ils ont menacé de déployer l'armée;

- choquée par les déclarations du Premier ministre qui a indiqué vouloir poursuivre les médecins qui ont soigné les manifestants blessés;

- déplorant le bilan humain de la répression du mouvement de contestation qui se monte à au moins quatre morts et près de 7.500 blessés;

- constatant que pendant le weekend du 15 au 16 juin 2013, la police turque a arrêté près de 600 personnes rien que dans les villes d'Istanbul et d'Ankara;

- soulignant l'impératif démocratique de renforcer les efforts de dialogue et de réconciliation et l'importance d'une politique de participation pluraliste des citoyens;

- rappelant que la Turquie est candidate à l'adhésion à l'Union européenne et que cela implique le respect des principes démocratiques;

- convaincue que les négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ne doivent pas être suspendues en raison de la politique d'affrontement du Gouvernement turc, mais justement maintenues afin de favoriser le développement démocratique de la Turquie;

invite le Gouvernement à

- signifier au Gouvernement turc l'importance qu'attache le Luxembourg au respect des droits de l'Homme et plus particulièrement des libertés de réunion, de manifestation pacifique, d'expression et de la presse;

- demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés depuis le 31 mai 2013;

- inviter les autorités turques à s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants.

(s.) Félix Braz, Anne Brasseur, Ben Fayot, Norbert Haupert, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Ech géif da proposéieren, wann d'Kolleegen herno alleguerten d'Motioun kritt hunn, da kéinte mer och vläicht uschléissend doriwwer ofstëmmen.

Da komme mer elo zum...

(Interruption)

Jo?

5. 6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, just ganz kuerz. Ech war nach eng Äntwert schëlleg bliwwe bei dem viregten Débat, wou den Här Kartheiser gefrot hat, mat wat fir engen Exsowjetrepublike Gespréicher géife lafen. Ech kann dem Här Kartheiser soen, dass d'Gespréicher mat der Ukraine ugelaf sinn als éischt Land. Mat deenen anere sinn déi Kontakter nach net esou wäit fortgeschratt.

An eng zousätzlech Informatioun, net zu enger fréierer Sowjetrepublik, mä zum fréiere Jugoslawien. Do gëtt et Konventioune mat alle Staten, ausser dem Kosovo.

Merci.

M. le Président.- Merci nach fir déi Preziséiounen.

Da kéime mer elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech enger Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Entwécklung vum Tourismussecteur. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Clement, den Här Scheuer, den Här Kox, den Här Colombera an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg

Exposé

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „Et gëtt, Här President, e Secteur vun eiser nationaler Wirtschaft, dee mer ze vill dacks ënnerbeliicht loossen. Dat ass de Secteur vum Tourismus. (...) Hei stiechen nach Wuesstumsposchen, déi mer mussen exploitéieren." Dëse Saz, Här President, ass net vu mir, mä e staamt vum Här Statsminister, deen am Mee 2012 am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun dës Ausso gemaach hat.

Jo, et gëtt effektiv nach Wuesstumspotenzial an eisem Tourismussecteur. D'Fro, déi mer haut am Kader vun dëser Interpellatioun sollen diskutéieren, ass déi heiten: Wéi eng Potenzialer gëtt et an eiser Tourismusbranche a wéi kënne mer se beschtméiglech notzen a valoriséieren?

Wann ee mat den Acteuren aus der Tourismusbranche schwätzt, da kritt ee gesot, datt et, global gesinn, dem Tourismus zu Lëtzebuerg net esou schlecht geet. Dat soll awer net driwwer ewechtäuschen, datt et och an deem Beräich eng Rei Problemer gëtt, eng Rei Saachen, déi net gutt lafen. Och iwwert dës Froe soll haut diskutéiert ginn.

Wat fir eng Problemer gëtt et? Wéi kënne se behuewe ginn? Sinn déi Mëttel, déi mer asetzen, nach adequat? Wat kënnen oder wat musse mer maachen, fir d'Vermaartung vun eisem Land ze verbesseren? Wat fir eng Roll soll d'Politik spillen? Ass de Fënnefjoresplang nach ëmmer dat richtegt Instrument, wann et ëm d'Investitiounen am Tourismusberäich geet?

Wéi kënne mer dat statistescht Material verbesseren? Wësse mer zum Beispill, wéi vill Leit, déi hei am Land wunnen, am eegene Land e puer Deeg Vakanz maachen? A wa jo, wat sinn dann hir konkret Usprëch? Wéi grouss ass den Impakt vum Dages- an Eventtourismus am Kader vum ganzen Tourismus?

Här President, ech wëll, fir unzefänken, e puer Zuele presentéieren, déi d'Importenz vum Tourismus an eiser Ekonomie an domadder an eisem Land ënnersträichen. Den Ëmsaz vun der Tourismusbranche mécht knapps 8% vum gesamte PIB vun der EU aus. 18,7 Millioune Leit schaffen an der EU an dësem Beräich. Dat weist d'Wichtegkeet vum Tourismussecteur a Saache Beschäftegung.

E puer Zuelen zu Lëtzebuerg: 2012 goufen am Tourismus hei am Land direkt an indirekt bal 2,5 Milliarden Euro Ëmsaz gemaach. Dat entsprécht 5,7% vun eisem PIB. 17.500 Aarbechtsplazen hänke vun der Tourismusbranche of.

Iwwert dës Zuelen eraus huet den Tourismus awer nach eng ganz Rei vun aneren net ze ënnerschätzenden Effeten.

Éischtens: Suen, déi vun Touristen hei am Land ausgi ginn, si sougenannt „foreign direct investments", also Kapital, dat alljährlech vun auswäerts direkt an eis Wirtschaft fléisst. Fir eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg ass dat bien entendu immens wichteg.

Zweetens: D'Tourismusbranche kann, wa se gutt leeft, zu engem regelrechten Jobmotor ginn, grad och am Beräich vun Aarbechtsplaze mat niddreger Qualifikatioun, Aarbechtsplazen, wéi mer se an de leschte Jore kaum nach am Land geschafen hunn. Wat awer dréngend néideg wär, wéi eis d'Chômagezuele beweisen, wou iwwer 40% vun de Leit op der Sich no enger Aarbecht nëmme ganz geréng Qualifikatiounen hunn.

Drëttens: Fir de Stat an d'Gemengen ergi sech aus dem Tourismus eng ganz Rei vu Recetten: Akommessteier, TVA, Gewerbesteier, Grondsteier, etc.

Véiertens: D'touristesch Infrastrukturen an Offere wäerten de Liewensraum och fir déi lokal Bevölkerung op an droen esou zu enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit an der Attraktivitéit vun engem Standuert bäi. Kuckt ee sech den Trend vun de Migratiounen un, datt ëmmer méi Leit vum Land an d'Stied plënneren, da sinn attraktiv Standuertfacteuren iwwerliewenswichteg fir de ländleche Raum an déi regional Ekonomie.

Här President, Madame Minister, all dës Fakte kënnen awer net driwwer ewechtäuschen, datt mir zu Lëtzebuerg och Problemer am Tourismus hunn, grad am ländleche Raum. Während d'Zuel vun Iwwernuechtungen an der Stad Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer zimlech konstant bliwwen ass - ronn eng Millioun Iwwernuechtungen -, sinn d'Zuelen an de ländleche Regioune regelrecht agebrach. Minus 56,7% am Éislek tëschent 1990 an 2010, minus 63% am Mëllerdall an deemselwechten Zäitraum, minus 60% op eise Campingen.

Dës negativ Entwécklung spigelt sech och an den Zuele vun den Hotelsbetriber erëm. Minus 42,5% am Éislek, bal minus 45% am Mëllerdall a minus 20% bei de Campingen.

Dës Zuele mussen eis ze denke ginn. A mir mussen eis froen, wat d'Ursaache fir dësen negativen Trend sinn.

(Éternuement)

Gesondheet, Madame Minister!

Här President, eng Interpellatioun freet ee fir gewéinlech un, wann ee gewuer gëtt, datt an engem Beräich bestëmmt Saachen net gutt fonctionnéieren. Ech wëll domadder net soen, datt am Tourismusberäich alles schlecht leeft. Au contraire! An de leschte Jore goufen eng Rei vun Efforte gemaach, déi haut och zu engem groussen Deel hir Friichten droen, speziell am Beräich vun der Organisatioun an dem Marketing.

Éier ech am Detail dorobber ze schwätze kommen, wëll ech virewech soen, datt an den Ae vun der demokratescher Fraktioun zu Lëtzebuerg lauter Professioneller am Beräich vum Tourismus schaffen. Et gëtt awer en Ënnerscheed: Déi eng, déi gi bezuelt fir hir Aarbecht, an déi aner net.

D'Qualitéit vun hirer Aarbecht ass villfach déiselwecht a béid Acteuren, déi professionell Bénévole an déi reng Professionell, kënne vunenee léieren. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, datt och am ländleche Raum, am Mëllerdall, op der Musel, am Norden, awer och am Süde vum Land touristesch Potenzialer stiechen an Aarbechtsplazen erhalen oder geschafe kënne ginn, wann déi erfuerdert Software, déi besonnesch déi öffentlech Hand finanzéiert, richteg agesat gëtt.

Et feelt wierklech net un historesche Gebaier an u Muséeën, déi mer richteg valoriséiere mussen, souwuel infrastrukturell wéi och um Terrain vun der Vermaartung. Den ONT an d'ORTe kënnen do net ouni d'Matschaffe vun den - wéi mir dat nennen - fräiwëllege Professionelle funktionéieren.

Jo, d'ORTe kënnen nach ganz vill vun Erfahrunge vun deene Bénévolë léieren. Sou hunn den Här Buergermeeschter vun Dikrech an d'Presidentin vum lokale Syndicat d'initiative an engem Bréif den 19. Oktober 2012 un den Tourismusministère de Verantwortlechen un d'Häerz geluecht, deene jonken a begeeschterte Gestionnairë vum ORTAL eng Persoun zur Säit ze stellen, déi se regelméisseg beréit, hir Aktivitéite koordinéiert an deenen hir praktesch Ëmsetzung iwwerwaacht. Hei ass nach vill ze dinn. An den Tourismusministère muss séchërlech en zolitten Hoff maachen, fir dem ORTAL deen Know-how ze vermëttelen, deen noutwendeg ass, fir wierksam a kohärent ze schaffen.

D'Madame Ministesch sot, datt een déi Bénévole bräicht, mä datt ee se net kéint eleng loossen, well et der éischtens ëmmer manner gëtt an zweetens si sech dacks verzettelen an et esou zu zig Publikatiounen am Tourismusberäich kéim mat Widderhuelungen an ouni roude Fuedem an deem Ganzen. Ech deelen d'Opfaassung, datt ee sech muss eng „corporate identity" ginn, well een e Konzept an dat Ganzt muss brengen.

Mä am Fall vun den Ardennen ass et awer esou, datt hei déi Bénévole dem ORT eng ganz wäertvoll Virlag geliwwert hunn an haten, an datt hir laangjähreg Experienz dofir hätt misse vill méi intensiv an d'Aarbecht vum ORTAL afléissen. Hei besteet also nach Verbesserungspotenzial.

Wann den Tourismusministère den ONT finanziell opstockt, fir am Ausland kënnen eng optimal Reklamm fir Top Events ze maachen, da misst d'Basis am ganze Land, déi déi Top Events jo soll kreéieren, och adequat finanziell Mëttel derfir kréien. Et geet jo net, datt d'Gemengen dee gréissten Deel vun deene Käschte mussen droen, esou wéi dat dacks de Fall ass.

An deem Kontext ass et ze bedaueren, datt bei der Finanzéierung vun de Gemengen net och no hiren touristesche Missioune gekuckt gëtt. Hei stellt sech weiderhin d'Fro, wéi d'Gemengen, besonnesch déi, déi zu den touristeschen Unzéiungspunkte gehéieren, staatlechersäits besser a méi geziilt ënnerstëtzt kënne ginn, virun allem wann et op déi sougenannt récurrent Dépensen ukënnt a wann een op déi kuckt.

De Ministère huet mam ONT zwar festgehalen, datt si eng top Pub fir zwee Top Events maachen, wéi zum Beispill den IRONMAN op der Musel. D'Ententen aus den Ardenne goufe par contre guer net gefrot. Do gëtt ee wierklech dat donkelt Gefill net lass, datt d'Ardennen etlech Mol lénks leie gelooss ginn an iwwerhaapt net zu de Prioritéite gehéieren.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Här President, am Norde vum Land plangen d'Syndikater e grousst Wegenetz, den „Ardennen-Trekking", dat ronn 520 km laang ass. Bis ewell hu si eng respektabel Aarbecht op bénévolem Plang geleescht. Dëst Wegenetz soll duerch déi 26 Gemenge vum Nordbezierk an natierlech duerch d'Gebidder vun alle Syndikater goen. Hei ass eng héichwäerteg Viraarbecht vu fräiwëllege Mataarbechter geleescht ginn.

Den „Ardennen-Trekking“ ass wichteg, well dëse Projet d'Regioun touristesch méi attraktiv mécht. Mir kommen duerch esou e professionell ausgeschëldert Wegenetz op de Radar vun der Groussregioun an doriwwer eraus. Et soll en Netz ginn, dat ee Ganzt duerstellt, wa méiglech och un de Mëllerdall ugeschloss ass. Wann dat de Fall ass, kann een dës Weeër zesummen am Ausland vermaarten.

Iwwregens fënnt een elo schonn an der Werbung vum ONT Reklammen iwwer Spadséierweeër a Mountain-Bikes-Pisten, besonnesch am Éislek. Mä dës Werbung notzt awer nëmme bedéngt, wann et net méiglech ass, e professionell ausgeschëldert Netz vu bestehende Wanderweeër opzestellen an ze promoten.

Bei der ganzer Aarbecht geet et eenzeg an eleng drëm, ee Produkt, wat schonn do ass, un international Kritären unzepassen an et dann ze vermaarten, fir d'Touristen an d'Land ze bréngen. Potenziell Investisseure kucken ënner anerem och no esou engem Ëmfeld, ier se zum Beispill Suen ausgi fir nei Hôtelleries-Infrastrukturen.

Leider ass d'Regierung net kloer an hiren Aussoe ginn, wéi déi Éisleker bei hinne waren. Zanter der Versammlung vum 12. Juli 2012 am Tourismusministère ass net vill geschitt. De Vertrieder vun der Madame Hetto a spéiderhin och den Här Minister Schank hunn d'Initiativ begréisst, mä et ass betount ginn, datt d'Syndikater e Porteur de projet musse fannen. Do gëtt sech am touristesche Milieu gefrot: Ass dat wierklech hir Aarbecht?

Wou ass den Asaz an d'Ënnerstëtzung vum ORTAL, deen als professionellt Organ mat den Acteuren zesummeschaffe soll, esou wéi dat a senge Missioune festgeschriwwen ass? Et ka jo net sinn, datt déi Bénévole e risege Projet op d'Bee setzen an dann den ORTAL dernieft steet an nokuckt. Wann et dem Tourismusministère säi Wonsch ass, datt de Projet realiséiert gëtt, da soll en Damp derhannert maachen an den ORTAL invitéieren, seng Responsabilitéiten ze iwwerhuelen.

Här President, am RTL „Kloertext“, deen Ufank Juni de Sujet Tourismus behandelt huet, ass erëm eng Kéier iwwert de sougenannte Wow-Effet geschwat ginn. Mir bräichten iergenden avantgardistescht Bauwierk, dat de Public esou begeeschtere géif, datt d'Touriste schareweis op d'Musel oder an d'Stad kéimen, fir et do ze bewonneren an dann och an deem Kontext e puer Sou hänken ze loossen.

Wéi wann et esou einfach wier! Iwwregens huet glécklecherweis ee vun de Gespréichspartner net un deem géigesäitege Sech-op-d'Schëller-Klappen deelgeholl, mä éischter seng Skepsis ausgedréckt, ob zum Beispill e spektakuläre Tuerm, deen een och op anere Plaze kucken a bewonnere kann, dësem Aha-Effekt gerecht géif ginn. Mir wäerten dach net déi Hybris hunn, fir wëllen Dubai oder London ze kopéieren? Do kann och e Schoss no hanne lassgoen.

Do freet ee sech, ob net éischter grouss Eventer, wéi zum Beispill den ING-Marathon an der Stad oder e kulturellen Happening, denke mer nëmmen un eng grouss Retrospektiv iwwert d'Wierk vun engem Moler, déi vill Touristen an d'Land lackelen.

Ee Bekannte sot mer, datt si dëslescht mat norwegesche Frënn an der Stad ënnerwee waren. Déi ware ganz einfach vun eiser Alstad begeeschtert, vun der Ambiance an de Geschäftsstroossen, vun de Muséeën a vun der Tatsaach, datt alles no beienee läit. Fir déi Leit war de Wow-Effekt schonn do. Dat, wat mir all Dag als eng Selbstverständlechkeet gesinn, ass fir anerer grad interessant.

Dat gëllt och fir eis wonnerschéin Natur. Fir d'Leit aus de Groussstied, déi emol kee Balkon hunn, bitt eist Ländchen eng attraktiv Landschaft, wou se sech vun hirem alldeegleche Stress kënnen erhuelen. Denke mer un d'Stéchwierder Ardennen-Trekking oder Mullerthal Trail. Dofir musse mer net onbedéngt vill Geld an iergendee futuristeschen Tuerm oder soss e skurrilt Bauwierk pompelen, mä dat, wat mer hunn, geziilt opwäerten.

Här President, wou sinn déi konkret Verbesserungspotenzialer an eisem Tourismusberäich? Wou kënne mir grad a finanziell schwieregen Zäiten an ouni groussen Opwand eppes leeschten an eppes veränneren?

Ech hu mer d'Méi gemaach, am Virfeld vun dëser Interpellatioun mat enger ganzer Rei Leit aus der Branche ze schwätzen: ONT, LCTO, Leit aus den ORTen, Leit aus de Syndikater, Leit, déi en Hotel hunn oder e Camping bedreiwen, an esou weider. Dobäi ass mer opgefall, datt déi Leit sech immens vill Gedanke maachen an am Fong ganz vill gutt Iddien an Innovatiounspotenzial an eisem Tourismusberäich hunn. Mir mussen dat Potenzial just notzen.

Här President, d'Fro, déi sech stellt, ass: Wou leien dann déi Potenzialer? A wéi kënne mer se am beschten notzen? Ech wëll dat unhand vun e puer konkrete Beispiller a Virschléi säitens eiser Fraktioun weisen.

Éischtens, op der Aire de Berchem huet Lëtzebuerg eng Aart Stand, fir sech mat Broschüren als Land ze presentéieren. Ech kréie gesot, datt dës Plaz de Moment ënner aller Kanoun géif ausgesinn. Mengen Informatiounen no huet sech den OAI ugebueden, fir hei e Projet ze realiséieren, fir Lëtzebuerg als weltoppent Land ze presentéieren, fir dëse fir den éischte Kontakt mam potenziellen Tourist immens wichtege Site ze revaloriséieren. Hei besteet d'Méiglechkeet, fir mat relativ wéineg finanziellem Opwand vill ze erreechen.

Wann ee sech nëmmen d'Zuel vun den Déplianten ukuckt, déi all Joer op der Aire de Berchem verdeelt ginn: ronn 250.000 Stéck. Dat sinn der méi wéi op all internationaler Tourismusfoire, wou Lëtzebuerg mat engem Stand vertrueden ass, zesummen.

Ech denken och un de Findel, wou mir gesot ginn ass, dass d'Stad Metz do fir sech Reklamm mécht. Also, ouni der Stad Metz dëst Recht wëllen ofzespriechen, mä wéi kann et sinn, dass mer um Findel, där wichtegster Dier, fir vu baussen op Lëtzebuerg ze kommen, net fir eis selwer intensiv Reklamm maachen?

Zweetens, eng zweet Saach, wou eiser Meenung no nach e grousst Potenzial besteet, ass d'Vermaartung vu Lëtzebuerg, a ganz besonnesch eiser Stad als europäesch Haaptstad. Hei feelt et un enger kohärenter Image- oder Branding-Strategie.

Kuckt emol, wéi Stroossbuerg oder wéi Bréissel sech domat an der Welt positionéieren. Mir brauchen eis hei par rapport zu dësen zwou Stied net ze verstoppen. Mir hunn net nëmmen Institutiounen aus der zweeter Rei hei zu Lëtzebuerg, mä eng ganz Rei vu wichtegen europäeschen Institutiounen; ugefaange beim Geriichtshaff, iwwert déi europäesch Cour des Comptes, bis hin zur BEI. Mir sollte probéieren, aus dëser Nisch méi Profit ze zéien, andeems mer Lëtzebuerg mat senge Wäerter presentéieren, esou wéi déi Schwäizer dat fir hiert Land op treffend Manéier fäerdegbréngen.

Lëtzebuerg als europäeschen, jo kosmopolitesche Zenter. Lëtzebuerg als Plaz, wou Weltoffenheet, Villsproochegkeet, Natur a Kultur, Innovatioun an architektonesch Diversitéit groussgeschriwwe ginn.

Drëttens, trotz enger entspriechender Ausso am Regierungsprogramm ass déi aktuell Klassifikatioun vun eisen Hotellen nach ëmmer net iwwerschafft ginn. Mir brauchen awer net méi déi al Benelux-Klassifikatioun, mä eng breet international unerkannte Klassifizéierung. Wéini mengt d'Madame Ministesch, datt dës Aarbechte kéinten ofgeschloss ginn? Nach an dëser Legislaturperiod?

A wa mer schonn derbäi sinn, eng nei Klassifikatioun ze maachen, sollt een an eisen Aen och doriwwer nodenken, ob een net sollt e Kids-Label fir besonnesch kanner- a familljefrëndlech Hotellen a Restauranten aféieren. D'Importenz vun de Kanner beim Choix vun engem Hotel oder iwwerhaapt enger Vakanzendestinatioun gëtt dacks ënnerschat. Studie weisen awer, datt grad Kanner ab engem bestëmmten Alter entweder selwer mat décidéieren oder awer datt d'Eltere geziilt no entspriechenden Offeren hir Vakanz buchen. Fazit: Kanner sinn eng Zilgrupp, déi een net soll ënnerschätzen.

Véiertens, et géif sech och lounen, fir Lëtzebuerg méi staark als Kompetenzzentrum fir Aus- a Weiderbildung am Tourismusberäich ze positionéieren, zum Beispill fir Tourismusacteuren an der Groussregioun nom Modell vum Deutschen Seminar für Tourismus.

Wann ech richteg informéiert sinn, da wär d'Gemeng Iechternach staark drun interesséiert, fir esou eng Infrastruktur bei sech ze implantéieren, fir och esou der Vocation touristique vum Trifolion Rechnung ze droen. Souwäit ech weess, sinn d'ailleurs fir Oktober/November vun dësem Joer déi éischt Echternacher Tourismustage geplangt. E ganz positivt Beispill ass déi nei Fachhéichschoul fir Hotelmanagement zu Wolz, déi viru Kuerzem hir Dieren an der Ardennen-Haaptstad opgemaach huet.

Fënneftens, ee leschte Punkt, wou Verbesserungspotenzial besteet, ass den Ausbau respektiv d'Vermaartung vun eise Vëlos- a Wanderweeër. Mam Müllerthal Trail, deen zu engem richtegen Zuchpäerd an där Regioun ginn ass, kéint een aner Weeër wéi den „Sentier Adrien Ries“ oder spéider den Ardennen-Trekking mam Zentrum a mam Weste vum Land vernetzen. Awer och Wanderweeër iwwer eis Grenzen eraus...

(Interruption)

Här Berger, ech kommen nach zum Süden. Calméiert lech.

Esou kéint een dann och d'Groussregioun touristesch als eng zesummenhängend Regioun...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bauler opmierksam nozelauschteren.

M. André Bauler *(DP), interpellateur.-* Merci, Här President.

...als eng zesummenhängend Regioun vermaarten. Eis Vëlosweeër sinn insgesamt gekuckt an engem gudden Zoustand, allerdéngs feelen nach ëmmer wichteg Verbindungsstécker, fir méi attraktiv Parcoursë kënnen unzebidden, wéi zum Beispill Jonglënster-Fiels-Reisduerf oder Iernster-Betzder-Mäertert, och e Vëloswee oder e Vëloswee, fir eng Kéier pro domo ze schwätzen, vun Ierpeldeng laanscht Sauer bis op Esch-Sauer oder laanscht d'Our vun Dikrech Richtung Veianen. Dëst si vun der Landschaft hier ganz flott Routen, well si gréisstendeels ouni gréisser Montéeën auskommen, wat si fir d'Haaptzilgruppe fir den Tourismus mam Vëlo, nämlech Familljen a Senioren, immens attraktiv mécht.

Här President, sech un déi vill eenzel Zilgruppen, wéi Jugendlecher, eeler Leit, Famillje mat Kanner an esou weider, ze adresséieren, ass eng Viraussetzung, déi eis muss erlaben a garantéieren, Lëtzebuerger Attraktivitéite beschtméiglech auszebauen. D'Zil kann net nëmme sinn, wiederonofhängeg ze ginn oder de Kongress- oder Campingtourismus unzespriechen. Mir musse wëssen, wat den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, fir Erwaardungen a Besoinen huet. Mat Hëllef vun Ëmfroe geet et drëms erauszefannen, wat d'Leit wierklech interesséiert. Wat wëllen d'Leit a wat siche se?

Lëtzebuerg huet sécherlech dat néidegt kulturellt, familljefrëndlecht, sportlecht a kulinarescht Potenzial, fir en dauerhaften an och en diversifizéierten Tourismus unzezéien. Dëst Potenzial ass leider nach net richteg a ganz ausgeschöpft.

Grad e Fënnefjoresplang ass ideal, fir all puer Joer e grousse Projet kënnen ëmzesetzen. D'DP huet schonn dacks bei dëser Geleeënheet drun erënnert, datt zesumme mat privaten Investisseuren, un deenen et bestëmmt och net feelt, wann een hinnen d'Saach interessant mécht, Projeten ze realiséieren.

Am Ausland gëtt et genuch Beispiller, déi weisen, datt een an enger Regioun, déi jo u sech net enorm vill ze bidden huet, trotzdeem en attraktiven Tourismus opbaue kann, wann een déi richteg touristesch Attraktioune schaaft. Allerdéngs muss och d'Rentabilitéit vun esou engem Projet beduecht ginn. Privatinvestisseure mussen awer ugezu ginn. Et kann net sinn, datt de Stat duerno dee gréissten Deel bezuelt.

Eis Tourismusbranche ass nun eemol gréisstendeels - an dat ass dacks genuch erwähnt ginn - vum Wieder ofhängeg. Wa mer net wëllen, datt d'Leit eis sollen an engem verreente Summer fortlafen, da musse mer och bereet sinn, hinnen eppes unzebidden, wat net onbedéngt vum Wieder bestëmmt ass. Fir jonk reesbegeeschtert Leit sinn Indoor-Aktivitéite genauesou wichteg wéi Outdoor-Aktivitéiten, wéi zum Beispill propper Mountain-Bikes-Weeër.

Wa mer bedenken, datt laut enger Ëmfro vum ONT d'Halschent vun den Touristen zu Lëtzebuerg iwwer 50 Joer al sinn, dann huet eist Land e groussen Intérêt, seng touristesch Attraktiounen och fir déi jonk Leit auszebauen. Dat heescht selbstverständlech net, datt mer déi eeler Leit vernoléissege sollen. Et ass just eng zousätzlech Chance, dem Lëtzebuerger Tourismus eng nei Dynamik ze vermëttelen, déi sech mat Sécherheet à long terme ausbezuele wäert.

Zu engem kompletten Tourismus gehéieren awer och eng uspriechend Hôtellerie a Gastronomie. Et muss een awer leider feststellen, datt an dësem Beräich nach esou munches ze verbesseren ass. Huelt zum Beispill d'Muselgéigend. Hei ginn nach ëmmer vill Leit owes a Frankräich oder Däitschland schlofen, well et op der Lëtzebuerger Säit net genuch Hotelle gëtt.

Eis Hôtellerie misst am grousse Ganzen op eng besser Investment-Berodung zréckgräife kënnen. Dat ass u sech mäi sechste Virschlag. Anescht wéi am Ausland ass déi Lëtzebuerger Hôtellerie net vu groussen internationale Chaînen, mä vu Familljebetriber bestëmmt. Dat ass net ëmmer vu Virdeel, virun allem dann, wann et eemol net esou gutt geet oder een ënner Geschwëster deele muss. Et besteet net d'Méiglechkeet, op déi finanziell Ënnerstëtzung vun engem grousse Konzern zréckzegräifen.

Gläichzäiteg kann dat sech awer och als positiv erweisen. E Familljenhotel huet éischter säin eegene Charme. Eppes, wat een net onbedéngt vun enger standardiséierter Filial vun enger internationaler Chaîne behaapte kann. Fir dës Iddi ausbauen ze kënnen, kéint een higoen an déi regional oder lokal Begebenheete geziilt mat an d'Offer vun engem Hotel eranhuelen.

An deem Sënn huet d'DP schonn dacks proposéiert, fir d'Konzept vun engem Themenhotel eemol méi genau ze ënnersichen. Am Ausland huet dës Formule säit Laangem schonn e grousse Succès. Sporthotellen, dat hu mer jo scho mat Succès op privater Basis zu Mondorf oder zu Lëpschent. Gesondheetshotellen oder Kanner- a Jugendhotelle stellen eng duerchaus attraktiv Komponent fir eis Hôtellerie duer.

Ëmmer nees daucht d'Iddi vun engem Village de vacances oder „Center Parcs“ op. Etüden hu gewisen, datt ganz besonnesch hollännesch Clienten esou eng Offer zu Lëtzebuerg vermëssen.

D'Fro vum Terrain ass bei esou engem Projet kruzial. D'Madame Minister sot dat och viru Kuerzem. Si däerf allerdéngs net als Alibi geholl ginn, fir vu vireran esou e Projet aschlofen ze loossen. Mengen Informatiounen no war d'Fro vun Terrainen och schonn zu engem gewëssene Moment relativ wäit gekläert. Wa meng Informatioune stëmmen, war eng Kéier envisagéiert, esou e Vakanzenduerf an der Géigend vun Iechternach/Besch ze realiséieren, no bei der Iechternacher Strooss. Och d'Gemeng Jonglënster, wou d'Madame Ministesch Buergermeeschtesch war, wär mat am Boot gewiescht. Et wier interessant, gewuer ze ginn, firwat schlussendlech awer näischt aus deem Projet konnt ginn.

Op déi Manéier kéinte mer net nëmmen neien Elan an eis Hôtellerie bréngen, mä zousätzlech géife mer eis touristesch Offer offensiv fir all méiglech Zilgruppen ausbauen.

Am grousse Ganze gouf festgestallt, dass d'Leit sech verstäerkt fir d'Attractions de loisir interesséieren. E Grond méi, fir an där Filière vun Tourismus ze investéieren an déi néideg Infrastrukturen ze stellen. Se sinn e besonnesch wichtege Bestanddeel vun engem modernen Tourismus, mä zu Lëtzebuerg leider ëmmer nach verbesserungswürdeg. Dofir ass d'Iddi vun der Investment-Berodung, zum Beispill am Kader vun engem Guichet unique, net vu Muttwëll.

A propos, et gëtt ëmmer nees Betriber, déi sech a Saachen Investment-Berodung gutt uleeën a sech den Know-how bei Experten an d'Ausland siche ginn. Dës Betriber gi gäre vum Tourismusministère als Vorzeigemodell an d'Vitrine gestallt. Dobäi soll een awer net gesinn (veuillez lire: Dobäi soll een awer net iwwersinn), datt dës Hotellen hiren Erfolleg letztlech sech selwer ze verdanken hunn.

Responsabeler aus engem ORT soten, datt dës Betriber kaum op hir Hëllef ugewise sinn, well se sech mëttlerweil op hir hënnescht Been gestallt hunn. Et sinn dës Betriber, déi net nëmme wëssen, wéi se sech uleeë sollen, fir sech zäitgeméiss ze équipéieren, si beherrschen och d'Regëster vun der Kommunikatioun a fannen och ouni friem Hëllef Weeër a Mëttel, fir en Tourist ze encadréieren. Si kennen hir Clienten a wëssen, datt se sech och deenen hire Bedürfnisser mussen upassen an datt hir Bedürfnisser sech och veränneren.

Et geléngt hinnen also, fréi genuch d'Zeeche vun der Zäit ze kennen an esou mat der Entwécklung Schratt ze halen. Dat soll eis ze denke ginn an et werft eemol méi d'Fro vun engem Guichet unique fir déi Betriber op, déi op extern Hëllef ugewise sinn a sech méi schwéierdinn, fir mat der Zäit ze goen. Geschitt dat net, da stierwe weider Hotellen, virun allem am ländleche Raum.

Et bleift awer nach vill ze dinn. D'Offer un touristeschen Attraktioune muss méi diversifizéiert ginn. Besonnesch fir kleng Kanner hu mer niewent dem Beetebuerger Park praktesch net vill unzebidden. Wa mer wëlle Famillje mat Kanner op Lëtzebuerg kréien, muss d'Offer an dësem Beräich ausgebaut ginn.

Donieft ass et un der Zäit, dass mer aus dem Fënnefjoresplang en Instrument maachen, mat deem mer exakt definéiert Prioritéite kënne setzen. Virun der Opstellung vun engem Fënnefjoresplang musse kloer Ziler definéiert ginn: Wat wëlle mer erreechen? Wou wëlle mer hin? Wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer eis Offer hiren Erwaardungen upassen?

De Moment si mer nach, wat d'Opstellung vum Fënnefjoresplang ugeet, wäit ewech vun dësen Iwwerleeungen. De Moment kënnen nach keng Äntwerten op esou prezis Froe mat Hëllef vun dësem Plang geliwwert ginn.

Ofschléissend wëll ech Folgendes soen: Mat menger Interpellatioun ass et drëms gaangen, souwuel d'Stäerkte wéi och d'Schwächte vum Lëtzebuerger Tourismus ze identifizéieren an hei ze diskutéieren. Et ass net alles schlecht, mä et ass awer och net längst alles a Botter. Jo, mir hu Potenzialer an eisem Tourismus. Jo, mir notzen och eng ganz Rei vun dëse Potenzialer. Jo, et gëtt eng Rei Regiounen, déi duerch hir

Landschaft an aner Atouten op touristeschem Plang méi staark wéi bis ewell gefördert kënne ginn.

Et geet dobäi net drëm, eng Regioun géint déi aner auszespillen. Ech denken an deem Kontext un de Minette mat sengen historeschen Industriesiten, u Muséeë wéi déi zu Peppeng an zu Esch,...

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- ... un de Süde mat sengen natierleche Liewensraim, wéi zum Beispill d'Haard zu Diddeleng, un de wonnerschéinen Äischdall, oder och nach un déi erhuelsam Landschaften an un den architektonesche Patrimoine vum Réidener Kanton.

Wouer ass awer och, datt mer an deenen nächste Joren nach eng Rei vun Efforte musse maachen. Dës mussen net onbedéngt mat engem grousse finanziellen Opwand verbonne sinn. Au contraire, mir musse kucken, fir mat cibléierte Mesuren méiglechst grouss Retombéeën ze schafen.

Grad an Zäiten, wou de Statsbudget hannen a vir net opgeet, ass et wichteg, sech op eis Stäerkten ze konzentréieren. Den Tourismus gehéiert dozou, a mir kënnen op dësem Feld weider Potenzialer notzen, am Intérêt vun de reesende Leit an am Intérêt vun der Diversifizéierung vun eiser nationaler Wirtschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Interpellant, dem Här Bauler. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, léif Frëndinnen a Frënn, fir d'Éischt wëll ech dem Kolleeg Bauler nach eng Kéier Merci soe fir seng Initiativ, deen Débat elei unzefroen. Wéi Dir sécher wësst, hu mir eréischt viru Kuerzem heibannen an der Chamber den néngte Fënnefjoresplang am Beräich vun den Tourismusinfrastrukture gestëmmt. An dësem Kontext géif ech dann och gär nach eng Kéier op verschidde Punkten dovunner agoen, an déi dann och méi am Detail wëlle beliichten.

Loosst mech awer fir d'Éischt nach eng Kéier op e puer Zuele vum Tourismus kommen an den Tourismussecteur selwer presentéieren. Zuelen, déi weisen an och beweisen, datt den Tourismus e ganz wichtegt Standbeen vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Eng Etüd vum World Travel & Tourism Council aus dem Joer 2011 geet dervun aus, datt den Tourismussecteur direkt an indirekt 5,7% vum PIB duerstellt. Dat sinn awer net déi eenzeg beandrockend Zuelen. Mä dës Branche huet och ongeféier 18.000 Leit beschäftegt. Dat si 7,6% vum gesamten Emploi hei zu Lëtzebuerg, déi direkt oder indirekt vum Tourismussecteur ofhänken. 6.000 Leit par contre sinn direkt an der Tourismusbranche beschäftegt.

Laut Statec hate mir 2012 eng 950.000 Touristen, déi hei Lëtzebuerg besicht hunn. Dovunner sinn der 443.000 an der Stad Lëtzebuerg gewiescht, 120.000 Leit an den Ardennen, 63.000 fir de Mëllerdall, 59.000 fir d'Musel an 110.000 am Süde vum Land. De Rescht, déi 154.000 Leit, goufen op anere Plazen am Land gezielt.

Wann een d'Länner kuckt, vu wou déi Touristen dann alleguerten hierkomm sinn, da leien eis belsch Noperen un der Spëtz mat 177.000 Touristen, kuerz hannendru kommen d'Holländer, d'Fransousen, an dann déi Däitsch, mat 164.000, 124.000, respektiv 122.000 Touristen. Net oninteressant ass de Chiffer vun de 67.000 Touristen, déi aus dem asiatesche Raum komm sinn. Majoritär sinn déi dann och awer aus China komm.

A wann ee sech d'Iwwernuechtungen ukuckt, dann hate mer där 2,4 Milliounen am Joer 2012. Dovun entfalen 1,5 Milliounen op Hotellen, Aubergen a Pensiounen. 770.000 Iwwernuechtungen entfalen op déi eenzel Campingen an de Rescht op aner Plazen, wéi zum Beispill och Jugendherbergen.

Dës Zuele beweisen, datt Lëtzebuerg als klengt Land virun allem bei eisen Nopeschlänner a wäit doriwwer eraus dach awer ganz beléift ze si schéngt, an och ganz gefrot als Openthaltsuert oder Vakanzendestinatiounen ass. Mä d'Fro stellt sech, an dat mat Recht, an ech mengen, den Här Bauler huet dat och scho gesot, ob mir haut schonn alles an dësem Secteur och ausgereizt hunn.

Här President, aus dësen Iwwerleeungen eraus stellt sech d'Fro dann och: Wat sinn d'Ziler fir d'Zukunft vun der aktueller Tourismuspolitik, déi, déi an deene leschte Joren derzou bäigedroen hunn, datt mir haut op dës dach awer, géif ech soen, impressionnant Zuelen zréckkucke kënnen?

Déi verschidden uneneegereite Fënnefjoresplänge hunn zënter 1973 den Tourismus a sengem Développement gefördert an hunn ënner anerem gehollef, datt eis Infrastrukturen am Tourismussecteur an engem gudden Zoustand sinn. Am internationale Verglach läit Lëtzebuerg do op enger gudder 15. Plaz, an am europäesche Ranking op der zéngter Plaz.

Hei ass besonnesch, nieft där aktiver finanzieller wéi och administrativer Ënnerstëtzung vum Stat, déi grouss Eegeverantwortung vun de Leit aus dësem Secteur ze erwähnen. Hir Eegeninitiativen, hiren Entrepreneursgeescht, hire grousse Wëllen, hei op eege Fauscht, op eegene Risiko eppes ze bewierken, hunn och maßgeblech zu dësem Erfolleg bäigedroen. Et muss ee jo bedenken, datt et sech an dëser Branche nach ganz dacks ëm Familljebetriber handelt an net ëm Kapitalgesellschaften. Familljebetriber, déi duerch hir Gesellschaftsform an der Regel mat Haus an Haff finanziell fir hiert Fonctionnement haftbar sinn. Och dat gëllt et hei ervirzesträichen.

Och wann de Verglach tëscht de Jore `95 an 2012 weist, datt et e Réckgang vun den Zuele vun den Hotelsbetriber gouf, esou muss een op där anerer Säit awer feststellen, datt d'Capacitéit vun deenen Établissementer, déi dann nach bliwwe sinn, awer konstant an d'Luucht gaangen ass.

Déi lescht véier Fënnefjoresplänge stounge ganz am Zeeche vun der Liewens- an der Tourismusqualitéit. E Konzept, dat 1992 vum Ministère no enger Etüd an d'Liewe geruff gi war. Dës Visioune si méi korrekt du mam aachte Fënnefjoresplang ëmgesat ginn. An dësem Kontext wëll ech just e puer vun deene Projeten ernimmen, wéi zum Beispill den EcoLabel, Q-Label oder de Bed+Bike.

Här President, mir setzen also ganz kloer op spezifesch Segmenter, déi an der Zukunft wäerten u Bedeitung gewannen, mat dem laangfristegen Zil, fir de mëttelméissegen Tourismus méi oder wéineger ofzeschafen an eng nei Qualitéit vun Tourismus hei am Land opzebauen.

Leider ass et esou, datt mir awer kee Mier hunn, keen Eiffeltuerm hunn, an och keng Bierger, wou ee ka schifueren. Alles Atouten, déi d'Massen, déi dës Aktivitéiten opsichnen, hei bei eis am Land net fannen. Dofir musse mir eis awer mat vollem Elan op dat konzentréieren, wat mer hunn. Dat heescht, déi Saachen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, musse mir verstäerkt an d'Vitrine stellen. Mir mussen eis Atouten op engem ganz héijen Niveau valoriséieren, fir datt mer eis an dësen Domäner vun eisen Nopeschlänner dann och démarquéiere kënnen.

Duerch den aachte Fënnefjoresplang konnten ënner anerem folgend Infrastrukturprojete realiséiert ginn: d'Modernisatioun vum Centre récréatif et de loisirs zu Iechternach; d'Modernisatioun vun enger oppener Schwämm zu Réimech; den Aménagement Musée Henri Tudor zu Rouspert; den Ausbau vu verschiddene Vëlospisten - bei de Vëlospisten, dat muss een allerdéngs soen oder muss een allerdéngs agestoen, ass nach allerdéngs zolitte Sputt no uewen - oder nach eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Uschafung vun enger neier Marie-Astrid, engem Schëff, wat bei den Touristen aus dem In- an Ausland ganz gutt ukënnt an och ganz beléift ass.

Ënnerstëtzung kruten och d'Privatproprietairë vun anere Passagéierschëffer op der Musel. Och si droe ganz vill derzou bäi, den Tourismus op der Musel ze aktivéieren an och positiv ze gestalten. Datt déi Schëffer sech enger grousser Beléiftheet beim Public erfreeën, dofir brauch ee sech nëmmen hir Passagéierzuelen unzekucken.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet awer och nach kuerz preziséieren, wou d'Suen aus dem aachte Fënnefjoresplang higefloss sinn. 30% vum Budget sinn an d'Hôtellerie gefloss; ongeféier 20% an Infrastrukturmoossnamen, déi vun de Syndikater initiéiert gi sinn; an nach 26% un d'Gemengen, fir déi bei der Émsetzung vu regionale Projeten ze ënnerstëtzen.

Här President, déi Etüd aus dem Joer 2001 huet eis awer och nach verschidde Punkten opgewisen, déi et gëllt, an der Zukunft ze verbesseren. Esou misste mir eis méi ëm déi geziilt Organisatioun a Formatioun vum Tourismusmarketing këmmeren, well eist Land trotz allen Efforten, déi mir bis elo geleescht hunn, a ville Regioune vun Europa de Leit nach ëmmer net bekannt ass, fir net ze soe gänzlech onbekannt ass.

Eigentlech ass et esou, datt, wann een eppes méi wéi 100 Kilometer hannert der Grenz Leit freet, si nach vläicht just wëssen, datt et Lëtzebuerg gëtt an datt dat awer och eppes mat Finanzen ze dinn huet. Dësen Ëmstand, géif ech soen, gëllt et ganz séier ze änneren.

An deem Kontext gouf während deem leschte Fënnefjoresplang eng Analys vum ONT gemaach, fir genee erauszefannen, wat deem seng Haaptmissioune solle sinn. Et ass een dunn zum Schluss komm, datt dat d'Vermaartung an d'Promotioun vun eiser touristescher Offer a vu ganz Lëtzebuerg am Ausland ass. Et soll awer net nëmmen dobäi bleiwen, d'Touristen unzezéien, mä eist Land soll och en aneren Image am Ausland kréien, ewech vun enger renger Bankeplaz an hin zu engem Land, dat eng Rees wäert ass, net onbedéngt wéinst sengem Klima, mä virun allem wéinst senge kulturellen an och touristeschen Offeren.

Wéi gesäit et also mat der Zukunftsstrategie fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg aus? Och do presentéiert déi Etüd verschidde Secteuren, déi nach kënnen ausgebaut ginn. Wéi zum Beispill de Kongresstourismus, de Kulturtourismus an den Tourismus am ländleche Raum. An ech mengen, den Här Bauler huet dat och schonn ugeschwat. An hei schéngt et mir, wéi wa just déi zwee lescht genannten nach ganz zolidd ausbaufäeg wieren, et deemno derwäert wier, datt ee sech ganz intensiv domadder géif beschäftegen.

Ech stelle mer och d'Fro, ob een net méi geziilt Famillje mat Kanner am Ausland misst uspriechen, well esou schéi wéi et am Schwarzwald ass, ass et zu Lëtzebuerg och.

Eng aner Zilgrupp ass déi sougenannte 65-plus-Generatioun. Do schwätzen eis kulturell Offer an d'Qualitéit vun der Restauratioun sécherlech prioritär och dës Leit un.

Des Weidere gëtt an där Etüd och e Stéck méi Professionalismus vun allen Acteuren am Tourismussecteur gefuerdert. An deem Kontext misst och den Accueil vun den Touristen hei zu Lëtzebuerg verbessert ginn, dat heescht méi professionell gehandhabt ginn. An do sinn ech net ganz mam Här Bauler d'accord, datt e seet, et wäre lauter Professioneller am Tourismus täteg. Ech mengen, do ass och nach Sputt no uewen, datt een dat ka verbesseren.

Ech schwätzen an deem Kontext awer och net eleng d'Hôtellerie selwer oder den Ticket-Guichet beim ONT un, mä virun allem och den Accueil an eise Geschäfter. Mir wësse jo mëttlerweil a glécklecherweis, datt d'Touristen aus ganz Europa, jo aus der ganzer Welt de Wee op Lëtzebuerg fannen. Do stellen ech mir elo d'Fro, wéi déi Leit reagéieren, wa se an engem Buttek oder engem Restaurant nëmmen op Franséisch empfaange ginn.

Mir kënnen déi schéinsten Hotelle vun der Welt hunn, dat brëngt eis awer näischt, wann de Client herno net mam Personal oder mam Patron schwätze kann. Dofir muss d'Qualitéit vum Service an de Professionalismus vum Personal stëmmen. Eng Erausfuerderung, déi mat Sécherheet net einfach ass an och net vun haut op muer ze realiséieren ass. Mä eng Herd vu Betriber, siefen dat Hotellen oder Geschäfter, hu sech dësem Défi gestallt, hunn en och ugeholl an hunn en och mat grousser, ganz grousser Kompetenz maîtriséiert a realiséiert. Si ernten entre-temps dann och dofir d'Friichte vun hirer Aarbecht. Hei léisst sech mat Sécherheet d'Spréchwuert aléisen: „Den Tüchtigen gehört die Welt."

Lëtzebuerg mécht andauernd Reklamm fir seng Sproochevillfalt. Da misst déi awer grad am Tourismussecteur present sinn. An der Hôtellerie selwer ass dat, géif ech soen, emol net gradesou e Problem. Ech mengen, de Problem stellt sech do éischter am Beräich, wéi ech elo grad gesot hunn, vun der Restauratioun respektiv am Commerce, déi jo och wesentlech Bestanddeeler vum Tourismussecteur duerstellen.

Dëse Sproocheproblem huet awer och als Ursaach, datt den Job am Tourismussecteur a villen Aen a vu ville Jugendlecher oder Leit hei am Land ënner dach engem éischter schlechten Image leit an net onbedéngt als erstriewenswäerten Job ugesi gëtt. Onregelméisseg an dofir och relativ laang Aarbechtszäite souwéi eng oft fälschlecherweis gemengten ze geréng Bezuelung, sinn elo net onbedéngt als Ureiz ze verstoen, fir sech fir e Beruff oder en Job am Tourismussecteur ze entscheeden.

Dësen Ëmstand féiert dann och derzou, datt muss Personal aus dem noen Ausland rekrutéiert ginn, wat dann zum Deel och zu dësem virdrun ugeschwate Sproocheproblem féiert.

Dofir muss gekuckt ginn, fir dat Bild vun der Aarbecht am Horeca-Secteur onbedéngt ze verbesseren, sief et duerch Campagnen oder geziilt Weiderbildungsmesuren. Wéi huet de Premier bei senger Ried zu der Lag vun der Natioun gemengt? Et ass keng Onéier, wann een am Horeca-Secteur schafft!

Här President, fir also de Volet Marketing méi aktiv ze gestalten, gesäit den aktuelle Fënnefjoresplang vir, datt déi Betriber, déi hir Infrastruktur qualitativ verbessere wëllen oder schonn hunn, derbäi ënnerstëtzt ginn, wa se sech wëllen am Ausland méi bekannt maachen, sief et mat engem Stand op enger Foire oder mat anere mediëwierksame Mëttelen.

Och wann d'Lëtzebuerger Präsenz um Internet an deene leschte Jore staark ausgebaut gouf, sou muss een dach awer soen, datt dat eleng fir mech net duergeet, fir all Kategorië vun Touristen op eis opmierksam ze maachen. Ech denken do ganz geziilt un déi Alterskategorie vu Leit, déi net direkt en Internetaccès hunn oder net esou gutt domadder eens ginn. Dës potenziell Clientë musse mer awer iwwer aner Medien, ewéi déi geschriwwe Press, Fachzäitschréften oder d'Televisioun, erreeche kënnen. Nëmmen e gesonde Mix aus deene verschiddene Marketingmesuren erméiglecht eis et, e gréisstméigleche Public dann och unzeschwätzen.

Här President, et gëtt och nach aner konkret Mesuren, wéi mer eis Betriber am Tourismussecteur ënnerstëtze kënnen. Wéi Der mat Sécherheet wësst, profitéiert d'Horeca vum Taux super-réduit bei der TVA, esou zum Beispill beim Akafe vu Liewensmëttel oder och wat den Taux ugeet, deen op der Rechnung vun den Iwwernuechtungen da fir d'Touristen applizéiert gëtt.

Mir musse bei enger zukünfteger Steierreform also onbedéngt oppassen, den Taux vun 3% entweder bäizebehalen, a wann dat dann net méiglech ass oder wier, muss et awer en Taux bleiwen, deen äusserst attraktiv fir Lëtzebuerg ass. Domadder schafe mir de Betriber d'Méiglechkeet, net nëmmen hir lafend Käschte besser am Grëff ze behalen, mä och weiderhin Touristen op Lëtzebuerg ze zéien duerch besser oder méi konkurrenzfäeg Präisser, déi mir hinne kënnen ubidden.

En anere Punkt, dee mir am Moment Suerge mécht, ass deen, datt vill Betriber net méi iwwerholl ginn, sief dat duerch d'Famill vum ale Propriétaire selwer oder duerch en Drëtten. De Problem, dee sech hei stellt, ass, datt et zu seriöe Plus-valuë kënnt an datt d'Steiere fir eng Cessation de commerce och nach derbäi ufalen. Dat alles si Gelder, déi weder deen ale Propriétaire a scho guer net deen neien, deen ufänke wëll, ka bezuelen.

Déi verschidde Komponenten droe mat zum Verschwanne vu villen Traditiounsbetriber hei zu Lëtzebuerg bäi. D'Entwécklung um Lëtzebuerger Immobiliëmarché vun deene leschte Joren oder Jorzéngte weist ganz kloer, datt d'Grondstéckspräisser an d'Immobilië selwer konstant méi deier gi sinn, wat dann och de Wäert vun den Hoteller no uewen dreift an et dann eben zu där grousser Plus-value kënnt, déi bei enger Ierfschaft oder enger Iwwernahm musse bezuelt ginn.

Mir ënnerstëtzen dofir als CSV-Fraktioun ganz kloer d'Bestriewunge vun der Madame Ministesch, fir en ähnleche Modell, wéi d'Landwirtschaft en huet, och am Horeca-Secteur kënnen ze iwwerhuelen, wouduerch garantéiert gi kann, datt Familljebetriber och an enger nächster Generatioun weidergefouert gi kënnen.

Hei muss dru geschafft ginn. Ech hu kee fäerdege Modell dofir. Hei muss dru geschafft ginn an et muss och zu Léisunge kommen. Et wier net vu Muttwëll, Madame Ministesch, wann een en Aarbechtsgrupp géif mat der Problematik Iwwernahm vun Hoteller respektiv Restauratiounsbetriber beschäftegen.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Zum Schluss wëll ech nach ganz kuerz op d'Roll vun den ORTen agoen. Säit November 2012 gëtt et insgesamt véier där Agencen hei zu Lëtzebuerg mat dem Zil, d'Haaptacteuren aus dem Tourismussecteur vun enger Regioun mateneen ze verbannen. Si sollen déi verschidden Aktivitéite koordinéieren an d'Offre touristique och iwwert d'Regioun eraus bekannt maachen. Mir musse weiderhin an déi verschidden ORTen investéieren, well en Tourist, deen op der Musel schlecht empfaangen a berode gëtt, freet sech, firwat en dann nach soll an d'Stad goen oder an d'Éislek oder an de Minett fueren, well et do dann och bestëmmt net besser ass wéi do, wou e schlecht empfaange ginn ass.

Gëtt en awer korrekt empfaangen, ass e mat Sécherheet bereet, och aner Regioune vum Lëtzebuerger Land ze besichen. D'Qualitéit an de Professionalismus am ORT mussen also stëmmen. Ausserdeem muss séchergestallt ginn, datt d'Zesummenaarbecht tëschent ORT an ONT klappt. Nëmme wann déi eenzel Agencë sech ergänzen an zesummeschaffen, kréie mer e richtege Réseau touristique hei am Land op d'Bee gestallt.

Här President, ech hat virdru scho kuerz driwwer geschwat, datt d'Touriste vun haut oft

derzou neigen, manner laang op enger an därselwechter Plaz ze bleiwen. Mir sollen eis also keng Illusioune maachen, datt e Visiteur sech fir eng Woch en Zëmmer hei zu Lëtzebuerg hëlt. Déi Zäite sinn, denken ech, eriwwer. Mir fuere jo och nëmmen zwee oder dräi Deeg op Hamburg, Berlin, Roum oder London, kucken eis dann d'Haaptattraktiounen un, ginn och nach gutt iessen, kafen nach e bësselchen a kommen dann erëm heem. Dofir proposéieren ech, datt mir geziilt d'Formule „Kuerztrip" fördere mat speziellen Offere fir auslännesch Touristen.

Zu gudder Lescht - wéi kéint et anescht sinn? - kommen ech awer och nach op de Budget ze schwätzen, dee mat 45 Milliounen Euro 10,5% méi kleng ausfält wéi dee leschte Fënnefjoresplang. Zënter deem éischte Fënnefjoresplang mat engem Budget vun 3,72 Milliounen Euro bis op 45 Milliounen haut ass et awer e grousse Sprong, deen dann och duerch déi vill Erfolleger gerechtfertegt gëtt, déi mir säitdeem awer am Tourismusmilieu ze verzeechnen hunn.

Et wär ondenkbar ze gleewen, datt mir haut op deem Stand wären ouni déi aktiv Ënnerstëtzung vum Stat iwwert déi lescht zéng Joer. An ech mengen, dat ass och eppes, wat den Här Bauler och mat deelt, datt mer do grouss Fortschrëtter gemaach hunn. Dofir, an datt mir weider op deem richtege Wee bleiwen, mussen déi néideg finanziell Mëttele bereetgestallt ginn. Et gëtt kee Grond, fir déi nächst Jore manner ze investéieren. Hei gëllt d'Spréchwuert: „Wer rastet, der rostet."

Den Tourismus hei zu Lëtzebuerg huet nach en enormt Potenzial. An dat ka just ofgeruff ginn, wann d'Acteuren aus dem Secteur aktiv ënnerstëtzt ginn an aktiv matschaffen. Eegeninitiativ ass hei méi wéi jee gefuerdert an och méi wéi jee gefrot. De Stat kann u sech nëmmen encadréieren an hëllefen ze gestalten. Wa mir dat wëllen - a mir sinn eis eens heibannen, denken ech emol, datt mir dat wëllen -, da musse mer eis och bei deenen nächste Fënnefjorespläng déi néideg budgetär Mëttele ginn, fir datt mer déi Ziler, déi mir als Politik eis setzen, zesumme mam Secteur selwer och kënnen erreechen.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci. An als nächste Riedner ass den Här Ben Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat interesséiert mech, wann ech als Tourist iergendwouhi ginn? Wouhi ginn ech, fir mech ze entspanen? Wat wëll ech erliewen? Wéi wëll ech liewen an där Zäit vu mengem Congé, an där Zäit, wou ech eventuell mat der ganzer Famill oder engem Grupp verreesen, fir eng Vakanz ze verbréngen?

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Mä ech wëll eppes fannen, wat anescht ass wéi dat, wourun ech gewinnt sinn. Ech wëll eraus aus dem Alldag. Ech wëll verwinnt ginn. Ech wëll aktiv sinn, meng Hobbye kënne praktizéieren. Op jidde Fall dat, wat ech mer erwaarden, muss anescht sinn oder däitlech besser wéi mäin Alldag an op kee Fall an der Qualitéit drënner leien.

An enger Diskussiounsronn op der Televisioun huet d'Madame Minister gesot: „Mëttelmooss ass out." Si huet domadder d'Qualitéit vun eiser touristescher Offer ugeschwat. An därselwechter Ronn huet de Georges Hausemer déi Fro gestallt, déi a mengen Aen déi wesentlech ass, an dat ass d'Fro no der Identitéit vum Lëtzebuerger Land.

Wat mécht d'Identitéit vum Lëtzebuerger Land aus? Wat ass spezifesch? Wat ass onverwiesselbar? Wat fënnt de Gaascht nëmmen hei zu Lëtzebuerg? Wat ass besser zu Lëtzebuerg wéi op aneren Destinatiounen? D'Identitéit vun eisem Land: Dee Begréff muss un der Basis vun alle Reflexiounen an Aktiounen am Tourismussecteur stoen.

Wat mécht dës Identitéit aus? Ass et den internationale Flair, dee Lëtzebuerg huet: en oppent Land, am Häerz vun Europa; e multikulturellt Land, vu wou aus een och ganz Europa bereese kann; e Land, wou d'Kommunikatioun, d'Sprooch, den auslännesche Gäscht kaum Schwieregkeete mécht?

Wéi wichteg si fir den auslänneschen Tourist, dee bei eis kënnt, eis spezifesch national Eegenaarten, eis Sprooch, eis Geschicht, eis Lëtzebuerger gastronomesch Spezialitéiten, eise Wäin, eis besonnesch Monumenter an eis Natur? Dës Facteure sinn ouni Zweifel wesentlech fir den Inlandstourismus. Hei konkurréieren dann och déi eenzel Regioune mateneen an déi eenzel Uertschaften, zum Beispill Veianen, Iechternach an esou weider.

Spille si awer och eng Roll als Magnéit, fir international Gäscht unzeéien? Gehéiert et net och zu eiser Eegenaart, datt mir op klengem Raum landschaftlech enorm vill unzebidden hunn, an zwar esou vill, datt den Tourist Lëtzebuerg net an engem Dag an net an e puer Stonnen entdecke kann, e Land, an deem hien op klengem Raum och vill Aktivitéiten ugebuede kritt?

Bref, wat fënnt een zu Lëtzebuerg, wat een op anere Plazen an Europa, vläicht souguer an der Welt, net oder nëmme selten oder net an därselwechter Qualitéit ugebuede kritt? D'Äntwert op dës Fro muss de Gaascht an eisen internationale Promotiounscampagnen erëmfannen, an zwar gebündelt, gutt présentéiert an enger moderner Kommunikatiounsform.

An domat wier ech beim zweete Punkt vu menger Interventioun. Et gouf vill Promotiounscampagnen, déi eng 25 Millioune potenziell Gäscht ugeschwat hunn. Méi wéi 400 Artikelen iwwer Lëtzebuerg als Reesdestinatioun sinn an der auslännescher Press erauskomm, an dat mat Hëllef vun 179 Journalisten, déi extra dofir an eist Land invitéiert gi sinn. Donieft sinn och e sëlleche Broschüre gedréckt ginn. Madame Minister, léisst sech dës Iwwerschwemmung mat Broschüren net besser bündelen, fir e méi konzentréierten Informatiounsfloss ze kréien?

Den Internetsite „visitluxembourg" ass schonn e Succès mat sengen 2,5 Millioune Visiteuren. Dat sinn alles Zuelen, déi op der leschter Generalversammlung vum ONT genannt gi sinn an déi sech op d'Joer 2012 bezéien.

D'Identitéit vun eisem Land definéieren, Investissementer maachen an ënnerstëtzen a Promotiounsstrategië plangen a koordinéieren, dat schéngt d'Roll vum Stat ze sinn zesumme mat de groussen Acteuren am Tourismussecteur op nationalem Plang: Dat si fir mech den ONT, den Horeca-Secteur, a wann een de Krees e bësse méi ausweit, da kommen och d'ORTen dobäi, schonn eleng aus Koordinatiounsgrënn.

E Wuert zum ekonomesche Wäert zum Tourismus, deen oft ënnerschat gëtt. Vum Tourismussecteur hänke ronn 17.500 Aarbechtsplazen of. Den indirekten an direkten Impakt chiffréiert sech op ongeféier 5,7% vum PIB. Mä, an och dat betount d'Ministesch ëmmer nees zu Recht: Et ass nach genuch Sputt no uewen do.

Et ass awer net einfach, eng kloer wirtschaftlech Evaluatioun ze maachen. Déi virdru genannten Zuele klénge gutt, mä e méi genaue Bléck weist op aner Realitéiten hin. Bei den Iwwernuechtungen, toutes catégories confondues, ass d'Tendenz steigend: 2% fir 2012; 7,3% fir 2011. D'Dauer vun den Iwwernuechtungen, déi geet awer zréck op ongeféier eng Moyenne vun annerhallwem Dag.

Den Trend geet also a Richtung Minitrips oder Citytrips, déi hiren Héichpunkt de Päischtweekend erreechen. E grousse Wuesstum ass notamment bei den asiateschen Touristen ze fannen. Do fanne mer e Wuesstum vun 9% bei den asiateschen Touristen. Esou waren et 2012 iwwer 130.000 Japaner a Chineesen, déi hire Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Dat kënnt doduerch, datt ganz geziilt dës Populatioun ugeschwat ginn ass a virun allem mat Argumenter, déi vläicht net direkt mat eiser Geschicht a Kultur ze dinn hunn, mä éischter mat der Präsenz op engem reduzéierten Territoire vu ganz ville Luxusmarken.

Wat ass d'Plus-value fir d'Geschäftsleit? Et huet sécher positiv Auswierkungen op eenzel Geschäfter, vläicht och op Reesagencen, déi sech där Clientèle upassen a Produkter schafe sollten, déi bewierken, datt aus der Visite vun e puer Stonnen ee Séjour vun engem oder, besser nach, zwee Deeg gëtt.

Den Tourismussecteur op der Musel, am Mëllerdall, am Éislek huet näischt dovun, wann d'Stad Lëtzebuerg zu enger Luxusmetropol gëtt. Mä dat soll kee Wäertuerteel sinn, mä éischter en Opruff, fir aner Regioune mat anzebannen an de Succès vun der Stad Lëtzebuerg. D'Konscht besteet doran, fir ganz Lëtzebuerg als Destinatioun interessant ze maachen, esou interessant, datt eis Gäscht bereet sinn, Geld hei auszeginn an net nëmmen en „stop, see and go" ze maachen. Dat wäert an Zukunft d'Gretchenfrage fir de Lëtzebuerger Tourismussecteur sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Tourismussecteur ass zu Lëtzebuerg am Ëmbroch. An eng Regioun wäert an Zukunft ëmmer méi staark mat agebonne ginn an den internationalen Tourismus an an den Inlandstourismus, wat och elo schonn de Fall ass: Ech schwätze vum Süden.

De Süden huet och eng nei Dynamik entwéckelt; sécher spillt den Ausbau oder, besser gesot, den Opbau vun Esch/Belval eng wichteg Roll derbäi. Den neie regionalen Tourismusbüro huet sech ganz ambitiéis Objektiver gesat. Mä wat virun allem wichteg ass - an dat ass jo och d'Strategie vum ORT-Sud -: D'Zesummenaarbecht mat deenen anere regionalen ORTe muss opgebaut ginn. Et ass wichteg, datt Synergien tëschent de verschiddenen ORTe fonnt ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- E puer Wuert och nach zum Ëmgang mat de Gäscht. E Land ka schéi sinn, mä eent ass sécher: Wann de Client zum Beispill onfrëndlech empfaange gëtt, wann de Service, dee versprach ginn ass, net klappt, da gëtt hien onzefridden. All Leit aus dem Secteur si Verkeefer a mussen deementspriechend formëiert ginn. Wéi steet et mat de Sproochekenntnisser vun de Leit, déi um Terrain aktiv sinn? Wéi steet et mat dem Wëssen iwwer eist Land, iwwer eis Geografie, iwwer eis Attraktiounen, iwwer eis Produkter?

Wéi steet et mat dem Nowuess an där Branche? Wéi attraktiv ass et, fir an dee Secteur schaffen ze goen: a Restauranten, Hotellen, Jugendherbergen, Syndikater, Campingen, Reesagencen an esou weider, do, wou d'Aarbechtszäiten onregelméisseg sinn? Et muss ee schaffen, wann déi aner hir Fräizäit genéissen, sécher ee wesentleche Facteur, dee jonk Leit dervun ofhält, fir eng Carrière an der Gastronomie ze maachen. Et drängen zum Beispill ëmmer méi Käch an e besser geregelten Job, zum Beispill a Kantinnen, Foyeren, Maison-relaisen.

Fazit: Wien an d'Tourismusbranche wëllt schaffe goen, dee muss bereet sinn, vill Stress a Kaf ze huele mat Aarbechtszäiten, déi ee geregelt Familljeliewen erschwéieren an déi d'Ausübe vun de gängegen Hobbyen a Veräiner onméiglech maachen.

Wat ass also den Usporn, fir jonk Leit ze motivéieren, a Beruffer ze goen, wou de muenchmol ganz komplizéierte Client Kinnek ass? Eng Fro am Kontext vun der Ausbildung a Fortbildung: Ass et net méiglech a sënnvoll, fir op der Uni Lëtzebuerg en entspriechende Managementstudium an der Tourismusbranche unzebidden?

Léif Kolleegen, de Leitmotiv vun der Regierung ass „Qualité de vie et qualité du tourisme". Am Kader vun dësem Objektiv fënnt een am Regierungsprogramm verschidden Nischen, déi genotzt solle ginn, wéi zum Beispill den Tourisme de congrès et d'affaires, den Tourisme culturel, den Tourisme en milieu rural an den internen Tourismus.

De Kongresstourismus oder Tourisme d'affaires schéngt hei zu Lëtzebuerg fest implantéiert ze sinn, well Lëtzebuerg eng vun den europäeschen Haaptstied ass, mä och duerch eis staark Finanzplaz. Mä an der Provënz kënnt wéineg vun deem Boom un. Da mussen déi international Verbindungsméiglechkeeten ausgebaut ginn, notamment d'Fluchlinnen. Nëmmen op engem Standuert mat gudde Konnexioune kann de Kongresstourismus sech weiderentwéckelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haaptsächlech iwwert den Tourismus allgemeng, iwwert d'Stad Lëtzebuerg an iwwert d'Entwécklungsméiglechkeeten am Süde geschwat. Wat fir eng Méiglechkeete bleiwen dann nach fir d'Éislek a fir de Mëllerdall, déi klassesch Touristeregiounen? Wandertourismus respektiv Vëlostourismus oder nach de Mototourismus.

Virun allem am Norden an am Oste vum Land sinn dëst ganz beléift Aktivitéiten, déi ëmmer méi Leit unzéien. An deem Sënn ass et och ze begréissen, datt Initiativen ewéi de Label Bed+Bike och hei am Land e grousse Succès hunn a säit 2011 schonn insgesamt 80 Etablissementer dëse Label hunn. Och de Mëllerdall Trail ass e groussen Erfolleg am Oste vum Land mat iwwer 100 km Wanderweeër.

Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wollt ech nach e puer Remarquen iwwert de Mëllerdall maachen, well mer déi Regioun selbstverständlech ganz besonnesch um Häerz läit. Firwat geet den Tourismus eigentlech grad do zréck, wou hie fir Lëtzebuerg gebuer ginn ass, just do, wou hien e groussen Impakt op déi lokal Ekonomie huet?

Madame Minister, dofir e puer Froen, laanscht déi mer eis net méi drécke kënnen: Wéi vill Hotellen, déi elo nach Familljenentreprisë sinn, kënnen iwwerliewen? Weess d'Madame Minister, datt just an der Regioun Mëllerdall, net nëmmen zu Iechternach, eng ganz Rei vu Familljebetriber versichen, hir Hotellen zu Seniorenhotellen oder zu Appartementshaiser ëmzebauen? Dofir fanne sech potenziell Keefer; dofir fënnt sech Geld. Awer fir d'Iwwerhuele vun engem gutt gefouerten Hotel-Restaurant fënnt sech souguer bei Annoncen a groussen auslänneschen Zeitunge keen Interessent.

Ech ginn Iech quasi wuertwiertlech d'Ursaachen, wéi ech se vun engem Hôtelier-Restaurateur gesot kritt hunn: Den Tourismus ass zréckgaangen. Déi wirtschaftlech Situatioun an den traditionelle Länner - Belsch an Holland - wierkt sech aus. Déi traditionell Kondschaft ass vereelzt an eng jonk Kondschaft hu mer net opgebaut. Kee vun de Kanner ass bereet, de Stress an d'Onsécherheet an der Entreprise op sech ze huelen. De Betrib huet zwar keng Schold méi, mä kann awer net weider investéieren. De Betrib ass ausserdeem an dem beschtméiglechen Zoustand.

An dann d'Konklusioun: Et ass also net richteg, fir an dësem Fall unzehuelen, datt héich Investitiounen automatesch en héije Gewënn generéieren. Fazit, deen den Hôtelier-Restaurateur zitt: „Es ist wirtschaftlich erwiesen, dass erzielte Gewinne weder die Fixkosten noch die Instandsetzung der Betriebe decken oder gar neue Investitionen ermöglichen können."

Et ass eng Illusioun, ze mengen, eis Betriber an de klassesche Regiounen Éislek oder Mëllerdall géife vu groussen Investisseuren iwwerholl ginn. De Réckgang ass beluecht vun 1995 bis 2012: bei den Hotelle vun 78 op 43 a bei den Zëmmere vun 1.467 op 741; dat si bal 50%.

Esouwäit e Mann vum Fach, e Mëttelständler, iwwert d'Zukunft vun der klassescher Hotelsbranche an enger Touristeregioun par excellence.

Zum Schluss wollt ech awer och nach dem André Bauler Merci soen, deen déi heiten Interpellatioun ugefrot huet. An ech soen Iech alleguer villmools Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kox. Här Kox Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wéilt direkt am Ufank dem Här Bohler - Här Bauler, pardon! - Merci soe fir déi Interpellatioun. Entschëllegt d'Verwiesselung! Wéi den Här Clement och selwer gesot huet virdrun a senger Interventioun, hu mer virun engem hallwe Joer oder fënnef Méint hei schonn iwwert den Tourismus eng Kéier debattéiert. An ech wëll och direkt soen: Ech wäert haaptsächlech op dat verweisen, wat mer deemools schonn hei och als déi gréng gesot hunn.

Ech wëll och d'Wichtegkeet vum Tourismussecteur fir eist Lëtzebuerger Land hei net nach eng Kéier widderhuelen. Ech mengen, d'Zuele si gesot gi vun all menge Virriedner, soudass ech och d'Lag vun der Natioun (veuillez lire: d'Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun) vum Här Premier net méi brauch ze widderhuelen, well en och do d'Wichtegkeet vum Secteur an de Vierdergrond gestallt huet.

Dass mer Opportunitéiten hunn hei am Land, den Tourismus méi staark ze förderen, wësse mer. Mir sinn de Pôle d'attraction vun der Groussregioun. Mir sinn och am Benelux gären opgesicht, souwuel vun de Belsch wéi vun den Hollänner, an och am noen Ausland; ech soen elo Däitschland, de Ruhrpott. Et si ganz vill Leit aus dem Ruhrpott, déi sech gären hei op Lëtzebuerg bewegen a sech och gären hei an eiser Regioun ophalen. Nichtsdestotrotz och iwwert d'Grenz vun Europa ewech: Mir wësse mëttlerweil, dass och ganz vill Chineesen, fir nëmmen déi ze nennen, de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn. Also hu mer e Marché, dee mer ze fleegen hunn, dee mer ze heegen hunn.

An dofir wéilt ech dann och direkt op dat zréckkommen, wat ech virdru gesot hunn, dass ech gären op déi Debatt vum Plan quinquennal wëll zréckkommen. Well do huet mäi Kolleeg Camille Gira eng Motioun déposéiert gehat, wou fënnef Punkten dra beschriwwe goufen an déi och hei mat ganz grousser Majoritéit - mat 59 Stëmmen a mat enger Enthalung vum fréieren Tourismusminister - ugeholl gouf. Den Här fréiere Minister war do net d'accord, mä 59 Stëmme waren derfir, fir déi Motioun unzehuelen.

Wat seet elo déi Motioun? Vläicht huet d'Ministesch sech och scho mat där Motioun ausenanergesat. Ech wéilt dann och déi fënnef Punkten nach eng Kéier widderhuelen an och gläichzäiteg eis Iwwerleeungen dozou soen, firwat mer deemools déi fënnef Punkten do drageschriwwen hunn.

Déi éischt zwee Punkte ginn u sech e bëssen iwwert d'Strategie, eng Evaluatioun vun eisem Secteur respektiv d'Acteuren um Terrain, wien dat ass, wéi se zesumme koordinéieren a wat se u sech koordinéieren.

Dat Éischt ass: Firwat froe mer eng Evaluatioun? Dir wësst alleguer: Déi lescht Etüd staamt aus dem Joer 2001 (veuillez lire: 2002). Nach virdru war et u sech eng iwwerschafften Etüd vun 1991 (veuillez lire: vun 1992) vum ETI-Institut vun Tréier, dat eng Evaluatioun hei vum Lëtzebuerger Land a sengen Atoute gemaach huet. Mir wëssen awer alleguer, dass mëttlerweil sech

ganz vill gedoen huet am Lëtzebuerger Land, wat den Tourismus ubelaangt.

Well mir hunn u sech zwee grouss Secteuren, déi mer missten ënnerscheeden.

Dat ass engersäits d'Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg huet eng eegen Dynamik, huet eng eege Struktur, huet och eege Leit, déi dat och ganz professionell ëmsetzen. Ech mengen, si ass eng Capitale européenne, si huet Patrimoine historique, si huet Infrastructures culturelles, loisirs an esou weider. Dat heescht, si kann an engem Tourismussecteur ganz anescht optrieden.

Doniewent hu mer awer en immense Patrimoine doriwwer eraus, an dat ass fir mech de Patrimoine naturel, sief et d'Éislek, sief et de Mëllerdall, sief et d'Musel, an och am Minett gëtt et mëttlerweil immens flott Géigenden, wou ee sech kann ophalen. Am Westen och. Ech denken, dass mer déi zwou Schinnen onbedéngt mussen erausschielen.

An dann hu mer wierklech Attraktiounen, wann een dat associéiert nach mat Stied. Ech wëll der nëmmen e puer nennen, wéi zum Beispill Clierf, „The Family of Man" - dat ass eng extrem flott Ausstellung mat dem Patrimoine vu Clierf dobäi -; Veianen, wat e ganz flotte Patrimoine huet; Iechternach, wat en historesche Patrimoine duerstellt; Buerglënster, fir nëmmen déi ze nennen.

Da komme mer natierlech och net derlaanscht, fir Schengen ze soen. Awer Schengen net am Sënn vu Schengen als een Uert - Dir wësst alleguerten, wann Der eng Kéier zu Schengen waart, Dir haalt Iech net allze laang do op -, mä et ass en historeschen Uert. An ech soen ëmmer menge Kolleegen op der Musel: „Schengen ass d'Porte d'entrée vun der Musel." A mir sollten dat och esou gesinn, soudass mer och d'Leit dann drainéieren an eis Regioun, fir kënnen dervun ze profitéieren, dass se op Schengen kommen.

Dann: Wéi ass et mat den Acteuren, déi do sinn - dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn, och den Här Clement hat dat nach eng Kéier gesot virdrun, den Här Bauler, mengen ech, och -, betreffend de Professionalismus? Awéiwäit sinn eis Leit um Terrain wierklech professionell esou opgestallt, dass déi néideg Informatioun, déi néideg Koordinatioun, déi néideg Promotioun och ka gemaach ginn?

Do stellt sech awer eraus, dass a ganz ville Beräicher dat net esou do ass, sief et dass Gemengen net esou opgestallt sinn, fir dat ëmzesetzen, oder Syndicat-d'initiativen; dat ass luewenswäert, et ass de Bénévolat, deen do ganz am Vierdergrond steet, awer deen op seng Grenze stéisst, insbesondere wann Artikelen, Promotiounen, ganz cibléiert Aktivitéite mussen ugebuede ginn. Oft ass et aus Eegeninteresse, wou se dat maachen, wou se Loscht hunn a Spaass derbäi hunn. Et ass awer vläicht net onbedéngt dat Zilpublikum, dat domadder misst ugeschriwwe ginn. Dofir schéngt et mer wichteg ze sinn, dass mer do mussen agéieren.

Dofir, eng Konklusioun aus deenen éischten zwee Punkten, déi mer do gesinn hunn: méi professionell Niveauen erakréien; d'Offre touristique och méi professionell kënne koordinéieren an dann natierlech d'Kommunikatioun. An dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass déi Etüd nach eng Kéier iwwerschafft gëtt.

Dann ass scho vun der Formatioun geschwat ginn. Ech mengen net, dass et richteg wier ze soen: Et ass den Aarbechtslosen, dee muss an dee Secteur schaffe goen; dat ass jo eng Aarbecht, déi mer einfach kënne maachen.

Ech menge just ëmgedréit: Mir mussen d'Valorisatioun vun deem Secteur vill méi héichhalen. Mir mussen an de Professionalismus erakommen. Mir mussen dee wierklech drainéieren. Et ass virdru vun de Sprooche geschwat ginn. Et ass net esou einfach, well de Client ass Kinnek, wann en an e Restaurant kënnt, wann en an e Betrib kënnt, an dee muss ëmworbe ginn. An dat kënne mer net einfach esou aus der Täsch eraus, aus dem Bauch eraus maachen, mä dat muss forméiert ginn. Dat muss gutt forméiert ginn, well da kënne mer och déi néideg cibléiert Politik maachen.

Ech weess, et ass mëttlerweil Bewegung drakomm. D'Orientatioun vum ONT kënne mir deelen, dass mer net méi déi eenzel Regiounen... Wie weess ab 50 Kilometer vu Lëtzebuerg, wat déi eenzel Regioune sinn? Si gesinn d'Land als e Ganzt.

An do fannen ech et och gutt, dass d'Ministesch mëttlerweil op dee Wee gaangen ass och mat där néideger Vernetzung mat ënnerschiddlechen ORTen. Mir mussen awer oppassen, dass mer awer net awer eng Verzettelung bäibehalen. Ech huelen d'Regioun Musel, well ech dat jo kennen, well ech och do an deenen eenzelne Gremien och derbäi sinn, do gëtt et en ORT, do gëtt et eng Entente mat der Marie-Astrid, do gëtt et de LEADER, do gëtt et d'Schengen a.s.b.l., do gëtt et déi eenzel Syndikater. An dobäi hu mer et schwéier, fir heiansdo de Public cible ze differenzéieren. An dobäi schaffe mer alleguerten an deemselwechte Secteur!

Dofir mengen ech, misste mer et fäerdegbréngen, en Organigramm eranzekréien. Ech hunn dat och schonn e puermol ugereegt. An ech denken, dass et wichteg wär, dass d'Ministesch do aktiv gëtt. Ech weess, dass se am Éislek amgaang ass, do déi verschidde Strukture méi an en Organigramm eranzefügen, dass ee sech och besser zréckfënnt. Och d'Acteure kënne sech besser erafannen.

Dann, en drëtte Punkt aus der Motioun, wëll ech dann och nach eng Kéier erklären, firwat mer dat esou wichteg fannen, dat ass e Plan sectoriel. Et ass virdrun eng Kritik gesot ginn iwwert de Plan quinquenal, wéi se entstinn. Oft, ech selwer - als Gemeng Réimech, et sinn nach anerer hei, déi dat gemaach hunn - si gefrot ginn: „Wéi eng Infrastrukture wëllt Der maachen?" Mir maachen eng Kleesercherstut zesummen, eng Wonschlëscht, a mir gi se eran an de Ministère an da kënnt eraus, wat erauskënnt. Dann ass ee vläicht derbäi, et ass ee vläicht net derbäi. Ech denken, mir sollten eis do zesummendoen, an dann och op Basis vun enger Demande, an och cibléiert kucken, wat mer maachen.

Fir d'Éischt muss awer d'Analys da sinn. An da muss een éierlech soen, an et ass och schonn emol vun de Virriedner gesot ginn, um Niveau vun de Logementer ass et schwiereg ginn. Virdrun huet den Här Scheuer vun den Hotelsbetriber am Iechternacher Raum oder aus dem Mëllerdall rapportéiert. Déi Problemer hu mer och deels op der Musel. D'Offer muss gekuckt ginn, ob mer net cibléiert kënnen do mathëllefen, eppes ze maachen, nei Campingsformen ze maachen, esou dass mer am Logement e bessert Angebot kënne maachen.

Mir mussen och kucken, d'Fräizäitoffer méi ze diversifizéieren. Mir hunn an der Stad de Mudam. Et kann een awer och... well esou e bëssen am Ausland gëtt et dat, „land art". Et ass Konscht an dem Land, also um offene Land, net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, mä mir ginn an d'Land, an den Norden, an den Osten, an de Süden, fir fir d'Leit da gläichzäiteg Konscht a Patrimoine mateneen ze verbannen. An dat schéngt mer e ganz gudde Modell ze sinn.

Dann, an de Geschäfter selwer musse mer léieren, méi op de Client duerzegoen. Ech mengen, dat ass e Rappel, dee schonn oft hei gesot ginn ass. An aner Beräicher: Wéi ass et mat der Sproocheproblematik? All dat si Saachen, déi wichteg sinn. Ech mengen, dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn, duerfir wëll ech do net weider drop agoen.

A wann een d'Gastronomie kuckt, da musse mer awer och kucken, dass mer, wa mer e Patrimoine wëlle vermaarten, e Patrimoine wëlle verkafen, da musse mer och kucken, dass mer déi Produiten aus där Regioun och besser valoriséieren, awer och an der Kaart, an der Offer zréckfannen. Dofir muss dann eng rout Linn, e roude Fuedem duerch déi ganz Politik duerchgoen.

Dozou vläicht och eng Konklusioun, zu deem drëtte Punkt, aus eiser Siicht, firwat deen esou wichteg war, firwat mer deen an d'Motioun gesat hunn. Mir brauchen eng Rei vu Pôles d'attraction, dat ass gesot ginn, no engem Plan sectoriel. Mir sollen eis do Gedanke maachen, mat den Acteuren um Terrain, fir ze kucken, dat alles ze maachen. Mir mussen eis eng ganz kloer Prioritéit op deem Niveau da ginn. Wat ass förderungsfäeg a wat ass net förderungsfäeg? An da gi mer dat och dann entspriechend vermaarten.

An dann en drëtte Punkt aus där Iwwerleeung ass: Wa mer Problemer hunn um Terrain, wa mer Problemer hunn, Leit ze fannen, fir dat ëmzesetzen, denken ech, dass dat Beispill vum Klimapakt, vun den CO_2-Reduktiounen ech e Beispill kéint si fir den Tourismus; nämlech, dass een net nëmme Sue gëtt, mä dass een awer och eng Méiglechkeet gëtt vu logistescher Personalhëllefstellung. dass Leit, déi an engem professionellen „Encadré" vun dem Ministère sinn oder vun engem ONT, déi op d'Plaz ginn, fir mat dem Bénévolat Aktiounen, cibléiert, no där normaler, no där grousser Politik, déi mer zesumme bestëmmt hunn, fir deenen ze hëllefen um Terrain, eppes ëmzesetzen, fir net laanscht..., oder Aktiounen ze maachen, déi deem komplett entgéintginn.

Da musse mer eis och iwwerleeën, dat hu mer och an der Landwirtschaft: Wéi kënne mer Betriber weiderhin an deem Secteur behalen? Déiselwecht Fro stellt sech am Secteur vun der Horeca. Och do musse mer eis Gedanke maachen: Wéi kréie mer Betriber längerfristeg erhalen? Also musse mer nei Forme vun Investitiounen iwwerdenken. Firwat net och Fremdkapital? Och do kucken, dass mer dat erakréien, ouni den Hollywood ze maachen, awer trotzdeem deene Betriber kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen, an dass hir Successioun iergendwéi bleift.

Dann zu deenen zwee leschte Punkte vun där Motioun, an do och eis Suggestiounen do derzou. Dat ass, éischtens, mir sollten touristesch Créneauen ausschaffen. An den Tourisme doux, an da kommen ech gären op de Vëlos-Tourismus, dat ass scho virdru gesot ginn, mir hunn e Vëlosnetz, awer dat leider nach net ganz ausgebaut ass. An dann ass et schued, wann een esou ee Vëlosdag wëllt maache laanscht d'Musel, dass een immens vill Problemer huet vun enger Verwaltung.

Ech soen, d'Ponts & Chaussées, déi sech ganz schwéierdeet, fir zum Beispill esou eng Musel ze spären, d'Muselstrooss vu Schengen op Waasserbëlleg ze spären. Kuckt een awer iwwert d'Grenz eraus, do gëtt et den „Happy Mosel" op der däitscher Musel, do ass op 80 Kilometer d'Strooss gespaart. Si hunn elo och schonn erëm Reklamm gemaach fir d'nächst Joer, wou 80 Kilometer vun der däitscher Musel gespaart sinn, wou wierklech e ganzen Event ronderëm gemaach gëtt. A mir doen eis relativ schwéier hei, dat wëllen ëmzesetzen.

Et geet awer och. An dofir wëll ech awer dann och d'Ponts & Chausseés dann e bësse luewen. Well, et ass virdru schonn ernimmt ginn, den IRONMAN soll jo op Lëtzebuerg kommen, den 8. September. Op Lëtzebuerg, en hallwen IRONMAN, de 70.3, fir dat méi kloerzemaachen, dat heescht den hallwen IRONMAN soll hei eng Aktivitéit sinn. Do ginn d'Strooss gespaart. An do muss ech soen, dat soll jo net nëmme Réimech sinn, mä et ass déi ganz Musel-Regioun. An do hu mer eng ganz gutt Zesummenaarbecht tëschent der Police, Ponts & Chaussées an de Ministèren, fir dass déi Aktioun och eppes gëtt.

Mir haten och leschte Weekend eng Nouveautéit op der Musel, dat war dee sougenannten „Œnotourismus". Och dat huet gewisen, dass dat e Créneau ka ginn. Mir hunn eis schwéiergedoen op der Musel, fir d'Kultur, fir de Wäin, fir d'Landschaft mam Tourismus ze verbannen. Deen éischte Versuch war ganz akzeptabel. An ech denken, dass dat de Wee ka sinn, wann een zesummen un deene Punkte schafft, dass een och cibléiert no bausse ka Reklamm maachen. Well et waren erstaunlecherweis, wann ee mat de Wënzer schwätzt an och mat deenen eenzelne Gemengeresponsabelen, vill Auslänner ënnerwee a manner den Inlandtourist, esou dass mer Potenzialer u sech och do hunn.

Gutt, dat war e bëssen zu deem, wat ech haut dozou wollt bäidroen. Wéi gesot, d'Motioun ass jo ugeholl ginn. Ech mengen, mir hunn e puer Etappen opgewisen, a wéi eng Richtung mer kënne goen. Ech hoffen, dass d'Ministesch dat mat vollem Elan nach weider esou mécht a soen da Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Kox. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Kartheiser. Dir hutt d'Wuert, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho richteg gesot ginn, datt mer haut déi zweete Kéier a relativ kuerzer Zäit iwwert den Tourismus schwätzen. Ech soen och dem Här Bauler Merci fir déi Initiativ.

Mä déi Fro, déi sech da stellt, wa mer a kuerzer Zäit zweemol iwwert dëse wichtegen Dossier diskutéieren: Ass dat net en Indiz dofir, datt eigentlech keng Tourismuspolitik an dësem Land gedriwwe gëtt oder bedriwwe gëtt, mä éischter eng Gestioun vum Dossier? Well all déi Karenzen, déi haut hei opgezielt goufen, déi weise jo awer an déi Richtung hin, datt eigentlech e Secteur, deen d'Regierung sollt vill méi mat Energie bedreiwen, mat iwwer 17.000 Aarbechtsplazen, engem groussen Undeel um Bruttoinlandsprodukt, eigentlech net mat deem néidegen Eescht hei bedriwwe gëtt. Dat ass emol eng Bemierkung.

Eng zweet, déi ech wéilt maachen, dat ass, datt mer e bësschen och den Uschloss un Entwécklungen am Ausland ëmmer verpassen. Dat eent hänkt mat deem aneren zesummen. Esou zum Beispill stelle mir fest, fir just ee Beispill, an et gëtt där Beispiller méi, e puer sinn der genannt ginn: Vëlosweeër, Vakanzen um Land, zum Beispill fir Kanner oder anerer.

Mä ee Beräich, deen hu mer bal komplett verschlof, dat ass zum Beispill, fir en Tourismus ouni Barrièren ze erméiglechen, fir déi Leit, déi Matbierger, déi Behënnerungen hunn, fir eis Attraktioune rollstullgerecht ze maachen, fir Braille-Schrëft iwwerall ze hunn. Alles dat gëtt am Ausland systematesch bedriwwen. Dat ass e Geste vu grousser Mënschlechkeet. Dat musse mer onbedéngt och maachen. Niewebäi gesot ass et awer och natierlech kommerziell interessant, well ganz vill Leit hu besonnesch Besoinen an et muss een deenen och wierklech Rechnung droen.

Dann eng zweet Saach, déi ech awer och wëll feststellen am Numm vun der ADR, hei, wa mir kucken, wat mir zu Lëtzebuerg maachen a wat an de Grenzregioune geschitt, eis Siten, mir hu flott Siten hei am Land, mä déi ginn einfach net genuch valoriséiert. Wann ee kuckt, Duelem zum Beispill, wat mer do u Réimerreschter hunn, déi Qualitéit an déi Wichtegkeet vun deene Reschter, d'Iechternacher Villa, oder och den Tëttelbierg. Dat si Saachen, déi e groussen, och international e Wäert hunn a mir hunn déi kaum valoriséiert. An do mussen onbedéngt Ustrengunge gemaach ginn. Op där anerer Säit, op där däitscher Säit, gëtt et Réimervillen, déi historesch manner wichteg an interessant sinn, awer ganz anescht en valeur gesat gi sinn, an déi vill méi Leit unzéien.

Also, och do ass et wierklech en Opruff un d'Regierung an u jiddwereen, dee concernéiert ass, och déi Siten, déi mer hunn, och wierklech méi a méi systematesch ze valoriséieren an dann och kommerziell ze notzen. Mir hunn e Wow-Effekt hei am Land, deen ugeschwat ginn ass. Mir hunn e puer gutt Infrastrukturen, déi fir deiert Geld, vläicht vill ze vill Geld dohi gesat goufen, mä déi och net richteg valoriséiert ginn.

E gutt Beispill an där Hisiicht ass de Pei-Musée. De Pei-Musée, do gëtt modern Konscht gewisen, zäitgenössesch Konscht, leider emol net modern Konscht, zäitgenössesch Konscht, déi kaum, kaum Leit unzitt. Wann een d'Schoulklassen ofrechent, ass et schrecklech, wéi wéineg Leit an dee Musée ginn. An et wär wierklech, et ass awer eng ganz schéin Infrastruktur, an et wär wierklech derwäert, fir ze iwwerleeën, ob net grouss international Wanderausstellunge sollten do gewise ginn. Dat géif selbstverständlech administrativ Emstellunge mat sech bréngen, mä et géif wéinstens emol déi Infrastruktur méi en valeur setzen a vill méi Touristen op Lëtzebuerg unzéien.

Dobäi kann ee soen, mir maache vläicht, mir widderhuele vläicht de Feeler vum Pei-Musée am industrielle Beräich. Mir restauréieren déi Héichiewen. Dir kennt eis Meenung dozou, mä et ass nun emol eng Tatsaach, datt dat gemaach gëtt. Wann dat fäerdeg ass, déi Restauratioun vun den Héichiewen zu Belval mat allem ronderëm, da leie mer net bei 40 Milliounen oder 60 Milliounen, da wäerte mer insgesamt an der Gréisstenuerdnung vun engen 100 Milliounen Euro leien. Da musse mer awer eis wierklech iwwerleeën, wéi mer dat touristesch kënne valoriséieren, och am Zesummenhang mat engem Industrietourismus mam Ausland, zu Völklingen an op anere Plazen. Ech mengen, dat sinn enorm Zommen, an an der Groussregioun muss een déi Siten, déi mir dann hei opriichten, wierklech valoriséieren.

Et ass schued, fir ze gesinn, datt d'Regierung, wat d'Groussregioun ugeet, zwar d'Polizei vun engem Weihnachtsmarkt op deen anere bréngt, auslännesch Polizisten, mä et wär méi interessant, wa mer Touristen amplaz Polizisten hätten aus der Groussregioun!

Da wollt ech och nach soen, Madame Minister, de Flughafen huet Capacitéiten, déi wäit ënnerbelaascht sinn. An do ass de grousse Problem, d'Kommerzialiséierung vum Lëtzebuerger Flughafen. Och do mussen Efforte gemaach ginn. E Flughafe muss systematesch vill méi op internationale Foirë vertruede sinn. Et muss eng offensiv Politik gemaach ginn, an dat ass net Äre Ressort eleng, dat muss zesumme mat der Visa-Politik vun der Regierung geschéien. Well ëmmer erëm hu mer Opportunitéiten. Ech mengen, den Här Minister Schneider hat nach viru Kuerzem vun enger Fluglinn op Moskau geschwat. Et ass net méi dovu Rieds. Mir hate virun e puer Joer Gespréicher iwwer eng Flugverbindung mat China. Et ass net méi dovu Rieds.

An e grousse Problem bei all deene Saachen, dat ass, datt d'Tourismuspolitik, d'Kommerzialiséierung vum Flughafen, well do gëtt et gutt Méiglechkeeten, a Visa-Politik mussen Hand an Hand gräifen, an datt mer eis déi Méiglechkeeten och kënne ginn, fir esou Fluglinnen heihinner ze bréngen, an deen Ableck Lëtzebuerg als international Dréischeif och an deem Punkt natierlech kënne valoriséieren. An dat huet Retombéeën och op eisen Tourismus.

Mir musse Packagen ubidden. A wa vun High-Quality-Tourismus geschwat gëtt, da muss dat och eist kulturellt Angebot mat abegräifen. Dat heescht, mir mussen am Ausland kënne Leit unzéie mat enger Flugverbindung op Lëtzebuerg, mam Concert oder mat dem Kultur-Event dran, mam Hotel, mat der Limousine. Dat alles muss e Package sinn. An dat ass eppes, wat mat Garantie och Erfolleg hätt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Da stelle mer nach fest... Nach zwee Wuert, Här President, well ech gesinn, d'Zäit ass riwwer. Regional gerecht, och dovunner ass geschwat ginn. Selbstverständlech musse mer regional gerecht virgoen. Mä och do, Madame Minister, froen ech mech, ob Dir am Ministerrot net koordinéiert. Wann elo zum Beispill eng Regioun wéi de Mëllerdall am Ableck vu bal all Säit net méi accessibel ass, aus Stroossebaugrënn an esou weider, dat huet natierlech Konsequenzen op den Tourismus, an ob do net ka méi koordinéiert ginn um Niveau vun der Regierung. Dat misst awer méiglech sinn. Schlecht Wieder an esou weider, ganz kloer.

Nach vläicht zwou Bemierkungen, an da sinn ech um Schluss vun dëser kuerzer Interventioun. Schengen ass ugeschwat ginn. Schengen ass wahrscheinlech mat dat bekanntsten Duerf op der Welt, niewent engem ireschen Duerf mat deem längsten Numm, an esou weider. Mä Schengen muss onbedéngt och an Europa méi an an der Welt méi valoriséiert ginn. Et gëtt kaum touristesch Infrastruktur do, an dat ass wierklech ze bedaueren.

An dann nach eng Saach. Et ass iwwert d'Europa-Haaptstad Lëtzebuerg geschwat ginn, och mat Recht. Et sollt een drun denken, Madame Minister, vläicht wéi fréier, hat ee Stempele vu Stad zu Stad, esou e Genre Pass vun den Europa-Haaptstied anzeféiere fir jonk Leit, wou een an all europäescher Haaptstad e Stempel kritt, och zu Lëtzebuerg. Dat wier gutt fir d'Jugendherbergen, an et géif och méi jonk Leit an d'Land bréngen, wa se kéinte vun europäescher Haaptstad zu europäescher Haaptstad goen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Kartheiser. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Colombera. Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* Merci, Madame Presidentin. Fir d'Éischt e grousse Merci un den Här Bauler fir dës Interpellatioun, déi ganz interessant ass. Tourismus ass ee ganz wichtege wirtschaftleche Faktor, an et goufen an de leschte Jore ganz vill Ustrengunge gemaach mat der Schafung vun ORTen, an dat war onbedéngt noutwendeg, well d'Konkurrenz, déi schléift net.

Mir hunn hei dann zu Lëtzebuerg e ganz grousse Problem, an dat ass dann dat grousst Ongläichgewiicht. Op där enger Säit dat Mastodon, Luxus-Metropol, d'City vu Lëtzebuerg, wou d'Leit dann d'Kasematte kucke ginn, de Palais grand-ducal, d'Place Guillaume, d'Cathédrale Notre-Dame, d'Philharmonie, Mudam, Kierchbierg, Shopping zu Lëtzebuerg, ass dat éischters fir haaptsächlech déi Leit mat Suen, fir Leit, déi e ganz kuerzen Urlaub maachen, fir d'Tagestouristen, fir Kongresstourismus an och fir Geschäftstourismus. An der Stad, do ass déi héchst Dicht vu Stärerestaurante pro Awunner, dat wësse mer. D'Stad werbt mat Designerboutiquen, Boutiquen am grousse Ganzen a Pâtisserien.

Also op där enger Säit ass dat an op där zweeter, op där anerer Säit ass dann déi sougenannte Provënz, déi e bëssen ënnerschätzt gëtt oder - wéi soll ech soen? - net esou gutt bekannt ass par rapport zur Groussstad Lëtzebuerg. An dat ass dann déi kleng Lëtzebuerger Schwäiz, wou ech Beefort, d'Schlass vu Larochette, d'Abteistad vun lechternach, d'Klengstad vu Clierf, de Victor-Hugo-Musée zu Veianen, Schengen, d'prähistoresch Höhlen zu Miersch, d'réimesch Villen um Tëttelbierg, Bad Mondorf, de Musée zu Rëmeleng, de Mäerchepark zu Beetebuerg, an ech kéint esou weiderfueren. An ech mengen, do ass dat Allerwichtegst, dee Potenzial, dee mer do hunn, dee musse mer einfach notzen an do méi grouss Efforte maachen.

Well et geet dorëms, dass mer mussen Ustrengunge maache mam Zil, dass d'Touriste méi laang hei am Land bleiwen. Touristen, déi nëmmen een Dag kommen, zwee Deeg, dat ass u sech an der Rei, dat ass gutt fir d'Stad, mä mer mussen do einfach kucken, dass se méi laang hei am Land bleiwen.

An do besteet fir mech dann de Problem: Wéi ass de Link vun der Stad an déi ländlech Regiounen? Wéi kréie mer d'Leit dohinner? Mam Zuch, mam Autobus, mam Auto? Do ass de Problem, dee muss geléist ginn, fir dass d'Leit einfach kënnen dat Ganzt als e grousse Package ugesinn.

Wat een net däerf vergiessen, dat ass awer, dass déi traditionell Clientèle, d'Famillje mat Kanner, d'Campingbesucher, esou wéi ee se nennt, aus den Niederlanden, aus der Belsch an aus Holland (veuillez lire: Däitschland), dass déi vernoléissegt ginn.

Firwat? Bon, et däerf een net vergiessen, dass hei d'Präisser vun den Hotellen, d'Nuetspräisser, dass déi effektiv par rapport zum Grenzgebitt vill, vill méi héich leien. Et gëtt gesot, et géif net genuch Hotelle ginn. Mä de Präis ass och vill méi héich wéi an der Grenzregioun. An dann d'Liewensënnerhaltungskäschten, déi sinn an Däitschland vill, vill méi niddreg wéi hei. Duerfir, Leit, déi op e Camping ginn, déi gi léiwer bei den Aldi, bei de Colruyt, fir keng Nimm ze nennen, mä fir si ass dat eng Alternativ, fir dann hei ze bleiwen, fir méi laang hei ze bleiwen.

An da gëtt et natierlech dat berühmte Wieder. Alternativen, déi musse mer ubidden. Wat maache mer, wann et reent? Dat muss onbedéngt geléist ginn!

Wat dann onbedéngt feelt, dat ass, mir hunn e ganz grousst Potenzial, an dat ass eis Natur, an dovunner musse mer da profitéieren. An do ass et ganz wichteg, fir mindestens ee Ferienpark ze kréien, ee Center Parc, dee fir Weekender geduecht ass oder fir Famillje mat Kanner, déi sech méi laang hei am Land wëllen ophalen. Ënner anerem och da Spaßbäder, Spillplazen, déi iwwerdaacht sinn. An de Problem vun de Spaßbäder, dat ass einfach, déi feelen einfach hei am Land.

Do gëtt et och nach Wellness am ländleche Raum, déi muss gefördert ginn. An dann och nach fir déi Jugendlech d'Méiglechkeeten, fir am ländleche Raum, fir Teens a fir Twens, fir a Baren, Musikkneipen, Diskoen ze goen, fir déi ze besichen. Ganz wichteg sinn d'Sportinfrastrukturen, déi feelen, esou wéi am Mëllerdall, déi feelen am Éislek. An da mussen natierlech och ganz vill Efforte gemaach ginn, wéi den Här Kartheiser richteg gesot huet, fir dann déi behënnert Leit.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Très bien!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* An domat kann een am ländleche Raum da ganz vill erreechen.

Bon, wat och wichteg ass, dat ass, dass d'Gemenge mussen ënnerstëtzt ginn, wéi den Här Bauler gesot huet. Enorm wichteg. Wa si Projete maachen, dass mer déi einfach honoréieren. D'Produkter mussen onbedéngt besser vermaart ginn. An den Empfang vum Tourist, deen ass dat Allerwichtegst, dass en dann déi Joren drop erëm zréckkënnt.

An dann, wat och nach enorm wichteg ass, ass ee Programm fir déi heimesch Leit. Well, ech mengen, wann Der d'Leit frot: „Wou ass hei Tourismus?", da soe se direkt: „Dat ass an der Stad. Ech ginn an d'Stad." Mä och d'Leit hei am Land missten e Programm kréien, wou se kéinte sonndes oder samsdes oder um Weekend, oder wéi et och ëmmer ass, einfach hei an d'Land goen…

(Interruption)

...well si wëssen net... Si wëssen... Neen, et deet mer leed. Dat ass net bekannt. Et deet mer leed. Wat bekannt ass, ass d'Stad. Ech hunn et virdru gesot. Dat ass eben dat Ongläichgewiicht. An déi meecht Leit, déi... Wësst Dir, wou Sentiers pédestres sinn zum Beispill?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Ah jo.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* Jo? Wou géift Der da sonndes goen, Madame Minister?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Ma, Mëllerdall Trail zum Beispill.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* A wou nach?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Den Escapardenne am Norden.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* Am Norden. Kennt Der deen am Norden? Dat kennt Der am Norden.

Mme la Présidente.- Här Colombera, Dir sidd schonn iwwer Ärer Zäit. Ech géif keng Diskussioun elo ufänken, mä zum Enn vun Ärer Ried kommen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* Merci, Madame. Merci, Madame Presidentin. Ech wollt just soen, dass dat net bekannt ass. A wat ganz wichteg ass, wéi gesot, dat ass eng Etüd ze maachen zwësche wat iwwerhaapt gefrot ass: Famillje mat Kanner, Sportler, eeler Leit a Jugend. Dat muss fir d'Éischt definéiert ginn, wou déi wëlle goen, wat se wëllen hunn. An da kann ee vläicht de Programm nach besser gestalten.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Colombera. Domat ass d'Riednerlëscht ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat mer eppes Klenges preparéiert, mä et sinn esou vill Froe komm a Suggestiounen, an ech weess net, ech wäert wahrscheinlech e bësselchen iwwerzéien. Da soen ech Iech dat alt scho léiwer am Viraus.

Ech wëll fir unzefänken dem Här Bauler Merci soen, dass en deen Débat hei lancéiert huet, wat eis alleguer Geleeënheet gëtt, iwwert den Tourismus ze schwätzen, well et einfach e Secteur ass, deen immens ënnerschätzt gëtt. An op där anerer Säit, muss een awer soen, ass et e Secteur, deen immens straalt a ganz vill aner Beräicher eran, déi dovunner kënne profitéieren: dee ganzen Horeca-Beräich, dee ganze Commerce-Beräich, wat Secteure sinn, wou Potenzial ass, och fir Plazen ze schafe fir Leit mat an ouni Qualifikatioun. Ech mengen, et ass och wichteg, dat och eng Kéier op dëser Plaz ze soen.

Zuelen, do wëll ech net méi drop agoen. Ech wëll einfach vläicht e ganz klenge Résumé gi vun deem, wat mir an deene leschte véier Joer gemaach hunn.

Mir hunn de Fënnefjoresplang weidergefouert. Dir wësst, dass dat eis erlaabt, eng ganz Partie Investissementer ze maachen. Investissementer, déi souwuel vu Gemengen, vu Syndicaten, vun A.s.b.l.e kënnen ugefrot ginn, a wou se da kënne vun eis ënnerstëtzt ginn. Dat sinn Investissementer, ech mengen, Dir wësst dat, an Infrastrukturen. Dat war och schonn an deenen anere Fënnefjorespläng esou. Mir hunn do zum Beispill d'Tauxen esou héich gesat, wéi den Encadrement communautaire eis dat iwwerhaapt erlaabt. Dat heescht, déi sinn alleguer adaptéiert ginn.

Dann hu mer nei Hébergementsformen erabruecht. Dat ass de Mëtteg e puermol ugeschwat ginn: d'Village-de-vacancen. A mir hunn och zum Beispill, wat och verstäerkt eng Demande dobaussen ass vun den Touristen, dat ass dee Beräich vum Locatif.

Och déi Tauxen hu mer an d'Luucht gesat, well mer dat wëllen ënnerstëtzen. Souvill zu deene Saachen, wou den Här Kox och gesot hat, vu cibléiert op Saachen agoen.

Da steet fest, an dat ginn ech och net midd ze soen, dass déi Betriber, déi an deene leschte Joren investéiert hunn, dass dat wierklech déi Betriber sinn, déi am Schnëtt einfach besser och do sti wéi anerer, an... Mä d'Infrastruktur ass awer net dat Eenzegt, wat zielt.

An duerfir ass, wann ech soen, mir schwätze vun Investissementer, Investissementer an d'Infrastruktur, mä awer och Investissementer an d'Qualitéit vun de Servicer. Do hu mer och iwwert den néngte Plan quinquennal eng ganz Partie Subsiden, déi mer zur Verfügung hunn, fir eben Investissementer ze maachen am Kader vun deene verschiddene Labelen, fir eben d'Betriber ze encouragéieren, op dee Wee matzegoen.

Zum Beispill den „ServiceQualitéit LËTZEBUERG", wat fir mech e wesentleche Label ass, deen e Betrib einfach misst - misst! - hunn, fir sech optimal opzestellen, fir mam Tourist ëmzegoen. Dat geet einfach u bei de Mataarbechter, déi am direkte Kontakt mam Client sinn an déi einfach deem mussen e wonnerbaren Accueil do bidden. Dat ass e Modell, wou mer eis un der Schwäiz inspiréiert hunn. Mëttlerweil hu mer do méi wéi 70 Betriber, déi dee Label hunn.

Dann hu mer den EcoLabel, wou am Fong geholl aktiv, Här Kox, d'Betriber ënnerstëtzt ginn, berode ginn. Dat ass wierklech... Deen EcoLabel ass an deem Sënn ee vun deene Labelen, wou se mat der Hand geholl ginn a wou se gesot kréien, wat se da solle maachen, fir eng ëmweltfrëndlech Gestioun vum Betrib ze maachen. Do hu mer mëttlerweil 40 Betriber.

Da wollt ech dem Här Kartheiser soen, ech mengen, hien hat dat nach net matkritt: Mir hunn e Label, den EureWelcome-Label. Deen erméiglecht... Dee kréien déi Betriber, déi en normaliséierten Zougang fir all Visiteuren hunn, ne. Do hu mer mëttlerweil 71 zertifizéiert Betriber. Mir hunn nach virun de Spiller vun de klenge Länner nach déi lescht ausgezeechent, och grouss Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg, fir ebe just Leit mat Behënnerung bei sech opzehuelen. Dat maache mer zesumme mat Info-Handicap.

Dann hu mer de Bed+Bike-Label, fir déi Leit, déi gäre Vëlo fueren, an de Bureau d'information reconnu, fir eben och an den touristesche Büroen en optimale Service unzebidden.

Et heescht also, Investissement an Infrastrukturen, an Investissement a Servicer. A wann dat da bis klappt, dann ass dat, wat och scho vill Leit vun Iech de Mëtteg ugeschwat hunn, da muss een dat Ganzt och nach an d'Fënster stellen. Da komme mer bei d'Promotioun.

Nation Branding ass de Mëtteg e puermol gesot ginn. Här Scheuer, ech mengen, Dir hat och dovunner - entschéllegt, wann ech Iech ënnerbriechen -, Dir hat dat elo éineschters ugeschwat, mä do si ganz vill Acteuren, déi an deem ganzen Nation Branding do matdiskutéieren.

Wat ass dann dat Bild vu Lëtzebuerg, wat mer finalement wëllen dobausse ginn? Wann Der déi Leit aus der Finanzwelt: Luxembourg for Business, Luxembourg for Finance... Jiddwereen huet en anert Bild. An do, mengen ech, musse mer nach eis Käpp zerbriechen, fir een eenheetlecht Bild dobaussen eriwwerzebréngen.

Wa mir un d'Schwäiz denken, hu mir e Bild am Kapp. An ech mengen, dat musse mer och hikréie fir Lëtzebuerg. Awer dat kann awer net nëmmen d'Bild vum Tourismus sinn. Ech mengen, do muss een ee Bild fannen, wou jiddweree sech kann domadder identifizéieren. Op alle Fall muss et e Bild sinn, wat och Emotioune vermëttelt, wat einfach och Loscht mécht, op Lëtzebuerg ze kommen.

Dann, d'Promotioun. Ech mengen, den ONT spillt eng extrem wichteg Roll, wat d'Promotioun am Ausland ubelaangt. Do wësst Der, dass mer virun, ech weess schonn net méi, dräi Joer, 2010 - jo -, hu mer eng komplett Evaluatioun maache gelooss, eng Restrukturatioun vum ONT. Deen Audit huet eng ganz Partie Recommandatiounen erginn. D'Missioune sinn nei definéiert ginn. Mir hu si ënnerstëtzt am ONT bei der Emsetzung vun deem Ganzen. Mir hunn d'Leit, déi ganz Equipe, nei opgestallt. An ech mengen, do si mer mëttlerweil awer och um richteg gudde Wee, fir Promotioun am Ausland ze maachen.

Dann hu mer am Kader vun der Promotioun opgehalen, d'Land a Regiounen am Ausland duerzestellen. Well dat ass den Touriste relativ egal, wa mir soen: „An dann hu mer och nach d'Ardennen, dann hu mer d'Musel." Ech mengen, et muss ee kucken, d'Leit jee no hirem Interessi ze kréien. Een, dee seet: „Ech interesséiere mech fir Natur.", ma deem muss ee kënne weisen: „Mä bei eis hues de Natur iwwert d'ganzt Land verdeelt, an do kann een iwwerall dat an dat maachen." Een, dee sech éischter fir Gastronomie interesséiert, och dee ka bedéngt ginn. Et ass wichteg, dass een Themeberäicher opgräift, wou een d'Leit am Fong geholl domadder jee no hiren Interesse ka këddelen.

Dann hu mer d'ORTe gegrënnt. Et ass de Mëtteg e puermol iwwert d'ORTe geschwat ginn. Ech wäert herno och nach op déi eenzel agoen, Bemierkungen agoen, déi gemaach gi sinn.

ORTe si wierklech professionell Strukturen, grad ebe just, fir déi Bénévoler, wou mer wëssen, dass mer lues a lues do un d'Grenze stoussen, fir déi mat der Hand ze huelen, fir déi Moyenen, déi awer do virdrun dacks vun eenzelne klenge Strukturen, ech soen elo net verpolvert, mä

agesat gi sinn, fir déi ze bündelen, fir dorausser ee Gesamtprojet ze maachen.

Ech mengen, déi Missioune vun den ORTen, déi si kloer ëmmer erëm an Aarbechtsgruppen och definéiert ginn: d'Regioun valoriséieren; déi eenzel Acteure vernetzen; d'Offer, déi mer hunn, bündelen a visibel maachen; an natierlech och ganz wichteg, fir Animatioun suergen a Produkter ausschaffen; an dann d'Koordinatioun vun deem Ganzen.

(Interruption)

D'Koordinatioun, Stéchwuert, e ganz wichtegt Wuert. Koordinatioun…

(Interruption)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Dat mécht näischt. Ech zielen Iech dat elo. Dee wëllt nolauschteren, dee lauschtert no, an déi aner Leit, déi schwätze mateneen.

(Brouhaha général)

Et ass ganz gemittlech heibannen. Ech loosse mech net aus der Rou bréngen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Dat bréngt eis a Vakanzestëmmung.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* Gell, voilà. Do si mer där jo geschwë méi no bäi.

Also, Koordinatioun erschéngt mer eng ganz wesentlech Saach ze sinn, an dat op allen Ebenen: tëscht dem Ministère, tëscht dem ONT, mat den ORTen, mat den Naturparken, dass déi Leit alleguer complémentaire zesumme schaffen…

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

…a jiddwereen och um selwechte Strang zitt, fir dass mer an deem Ganze weiderkommen.

Broschüre sinn ugeschwat ginn, dat ass ee Volet, wou Dir… Ech mengen, den Här Kox hat dat och gesot, wat do wichteg ass, dass dat - neen, et war de Ben Scheuer -, dass dat mat de Broschüre vill méi koordinéiert gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass eng vun den Aufgabe vun den ORTen.

An dann, jo, d'Entente-touristiquen natierlech, déi mer och nach hunn, déi och complémentaire zu den ORTe schaffen.

Da muss ee sech awer och dobaussen am Ausland weisen. Et ass gesot ginn: „Mir hunn Internet-Siten." Richteg. Mir hunn en Internet-Site fir déi méi jonk Leit. Déi gi vläicht éischter op Internet-Siten. Et muss ee sech awer och weisen op Foiren, wou ee Material mathëlt. An dat maache mer jo och. Mir waren elo nach kierzlech och op Istanbul zwee Deeg, wou mer Leit matgeholl hu vun den Institutiounen. Den LCTO war mat. Mir haten awer och Privatpartner mat, déi sech wëllen dohannen duerstellen.

Dat ass eng extrem wichteg Plattform, eng Foire, fir e Land, fir sech ze weisen a fir säi Material, eis Broschüren, fir déi och ze verdeelen. Grand-public-Foiren, awer och spezifesch professionell Foiren, MICE-Foiren. An dann natierlech, wat mer och maachen zum Beispill an Asien, wou mer déi Roadshowe maachen, wou mer am Fong mat méi klenge Budgete kënne ganz vill Leit erreechen. Direkte Kontakt mat den Tour-Operatoren, B to B, dat ass eppes, wou mer mat wéinege budgetäre Mëttele weiderkommen.

D'Fiche-d'hébergemente waren ugeschwat ginn. Ech weess elo schonn net méi, wien dat war. Ech mengen, et war den Här Bauler. Statistescht Material hat Der gefrot. Et ass scho laang hier, dass dat Gesetz gestëmmt ginn ass. Ech war deemools Rapportrice vun deem Gesetz. Ab dësem 1. Abrëll sinn d'Fiches d'hébergement obligatoresch fir Betriber, dass se déi mussen ausfëllen. An déi Fichen, déi wäerten eis wierklech erlaben, op eng ganz Partie vun neie wichtegen Donnéeën zréckzegräifen.

Dann, Dir hat och gefrot, wéi et ausgesäit mat dem Projet de loi iwwert d'Klassement vun den Établissements d'hébergement touristique. Abee, Här Bauler, dat hu mer jo misse ganz iwwerschaffen. Dat geet d'nächst Woch op den Instanzewee. Ech mengen, dat war och ganz wichteg, fir dat endlech ze maachen, well mer einfach nach de Moment op engem Gesetz schaffen aus de 50er an de 60er Joren. An deen neie Gesetzesprojet, dee gesäit eng zäitgeméiss Basis vir fir de Secteur, awer dee ganze Secteur, net nëmmen d'Hotellen, mä och d'Campingen, d'Gîten, d'Jugendherbergen an d'Villages de vacances. Also, wéi gesot, dat geet d'nächst Woch op den Instanzewee.

Dat war elo dee Volet, deen ech mer preparéiert hat. Da géif ech dann elo op Är eenzel Interventiounen agoen.

Statistescht Material. Dat war dat Éischt, wat Der gesot hutt. Wéi gesot, dat leeft.

Ardennen-Trekking. Dir hat dat ugeschwat, dass do déi Propositioun komm ass vun deenen dräi Ententen aus dem Norden, fir dat ze maachen. Ech wëll Iech just soen, Här Bauler: Déi wëllen do en Trail maache vu 500 km. An do sinn einfach, an dat hu mer hinne geschriwwen, do stinn nach esou vill Froen am Raum. Wien ass dann de Porteur de projet? Mir brauchen e Porteur de projet, fir dass mir dee kënne finanziell ënnerstëtzen. Bis elo huet awer nach do keen de Fanger gewisen.

Da muss och kloer sinn: Wie këmmert sech dann do herno ëm den Entretien vun deem Ganzen? Och dat ass net kloer.

An da wëll ech Iech awer och soen: Vu wéi engem Budget schwätze mer hei? Mir schwätzen hei vu bal enger Millioun, wat dat géif kaschten. Donieft wëlle si nach gären erëm eng nei Signalétique maachen, nieft enger, déi ganz gutt fonctionnéiert: den Escapardenne. Ech mengen, et muss een awer och an Zäite vu budgetäre Restriktiounen awer verstänneg sinn an awer soen: „Okay, mä da kommt, mer maache vläicht e klengen Deel. Kommt, mir bannen dat un un eppes Bestehendes, wat gutt fonctionnéiert."

Dat hate mer hinne proposéiert. An där Meenung hu sech iwwregens och déi Responsabel vun der Fondation Natur, Natur an Emwelt an déi Responsabel vum Naturpark ugeschloss. Si sollen elo emol e klenge Volet maachen, an net e Projet vu 500 km, wou mer einfach wëllen allgemeng zefriddestellen, all Gemeng mat ubannen. Bon, wéi gesot, do stinn eng ganz Partie Froen op.

Dann hutt Der gesot: IRONMAN. Ech muss Iech soen: IRONMAN, mir sinn déi net siche gaangen. Déi si froe komm: „Hei, mir wëllen dat gär maachen." Si hu sech d'Musel erausgesicht. Wann Dir Demandeur sidd, fir am Norde beim Stausee esou eppes ze maachen, majo da musst Der deene Leit dat soen. Si komme jo elo. E puermol si se hei. Setzt Iech mat deenen a Verbindung, an da kann dat jo och eng Kéier am Norde gemaach ginn. Also, ech hunn… Ech mengen, do ass kee Problem.

(Interruption)

Dann ass gesot ginn: „Mir mussen eis besser duerstellen um Findel an op der Aire de Berchem." Findel, ginn ech Iech Recht. Do musse mer wierklech eppes maachen. Aire de Berchem, do ass et awer esou, dass mer do elo am Summer mat engem Promocube sinn. Dat ass esou e flott Gerüst, wat s De kanns auserneeklappen, wat iwwregens och elo beim Tour de France mat derbäi ass, wou Broschüre verdeelt ginn. Do wäert während de Summerméint op der Aire de Berchem dee Promocube sinn, wou eng Studentin oder e Student dann hannendru steet, fir ebe grad déi Leit, déi eben amgaang sinn am Transit, fir déi ze empfänken an hinnen eng Broschür ze ginn, fir se ze invitéieren, och eng Kéier Vakanz op Lëtzebuerg maachen ze kommen.

An da gi mer mat deem Promocube och, wéi Dir och gesot hutt, wat wichteg ass, sech an der Groussregioun duerstellen. Och dat wäerte mer maachen. Do si sechs Stied, déi mer am Viséier hunn.

Kids-Label, dat huelen ech gär mat. Dat ass eng flott Iddi. Do kënne mer gären driwwer nodenken.

Dann hutt Der vun Indoor-Spillplaze geschwat. Do ass zum Beispill eng virgesinn - ech weess net, ob Der dat wësst - zu Clierf. Et steet och am néngte Plan quinquennal. Do freeën ech mech drop, wann déi kënnt.

Da muer am Conseil ass dat neit Vëlosgesetz um Ordre du jour. An do geet et ëm eng besser Vernetzung, et geet ëm den Ausbau. Also, wann dat da muer dann duerch ass, da kënnt Der jo gesinn, dass sech do och eppes deet.

Dann ass vill dovunner geschwat ginn, fir d'Betriber besser ze beroden. Mir hunn do de guichet.lu vun der Chambre de Commerce. An et ass och am Norden eng Antenn, déi dat mécht, déi d'Betriber beréit. Mir selwer um Ministère maachen dat natierlech och, well d'Leit komme jo, wa se e Projet hunn, bei eis. Si froen am Virfeld, well da kënne se nämlech nach méi Sue kréien, wa se au préalable froen, wat se kënne maachen, wéi se sech sollen uleeën. An do kënne mir eng Hand mat upaken. Dir musst och wëssen, wann Der op esou e Beroder zréckgräift, dass Der do iwwert d'Loi-Kader vun de Classes moyennes och dat mat 30% kënnt mat finanzéiert kréien.

Da Spaassbad. Jo, richteg. Ech erënnere mech dat gutt. Dat war, ech weess net méi, 2004/2005, wéi déi Iddi am Osten opkomm ass, fir e Spaassbad ze maachen. Dunn ass no engem Terrain gesicht ginn, a mir hunn dann och net direkt de richtegen Terrain fonnt. Mëttlerweil ass awer a puncto Spaassbad esou vill ronderëm enstanen - zu Miersch, Walfer huet sech vergréissert, zu Nidderanven ass eppes entstanen -, dass ech mer wierklech allen Eeschtes d'Fro stellen, ob mer eis iwwerhaapt nach e Spaassbad kënnen an deem Sënn, wéi et deemools ugeduecht war, leeschten, well dat einfach terribel Fraisen…

Also, wann ech kucken, och wéi zu Stroossen, wat déi vu Fraisen hunn. Déi schreiwen nëmme rout Zuelen. Duerfir mengen ech, muss een op en anere Wee goen. An duerfir gesinn ech eppes am Genre vun engem Village de vacances. An duerfir hu mer dat och am néngte Fënnefjoresplang dran, well een dat ka mat esou eppes verbannen, wou een dann och den Zougang erméiglecht fir Leit vu baussen, fir an esou eng Schwämm eranzegoen.

An do deet sech eppes. Do si mëttlerweil dräi Gemengen, déi eng Iddi an deem Sënn hunn zum Deel schonn. Deen ee Projet ass schonn e bësse méi konkret wéi deen aneren. An der Fiels ass esou ee Genre Village de vacances. Dat ass elo net e Center Parcs, ne. Et ass en… Dee Mann, dee mécht dat selwer. Deen inspiréiert sech un engem hollännesche Modell. Et ass Wäiswampech, déi de Fanger ausgestreckt hunn, déi esou eppes wëlle maachen. An och zu Iechernach um Séi ass dat och ugeduecht.

Dann hu mer awer och en Expert chargéiert, fir ze kucken, fir eventuell potenziell Investisseuren ze fannen, fir esou eppes ze maachen. Deen ass amgaang, seng Fühleren auszestrecken, an dee Moment also Lëtzebuerg esou duerzestellen, wéi wann dat déi Plaz wier, wou elo nach esou ee Village de vacances misst hikommen.

Da war gesot gi vu Prioritéiten, et misst een nach hei maachen an et misst een nach do maachen. Mir hunn de Plan quinquennal… Wéi laang ass et hier, dass mer deen hei gestëmmt hunn? Dat ass nach net esou laang hier. Deen ass och mat Äre Stëmme gestëmmt ginn, Här Bauler.

(Interruption)

An do hu mer eis awer drop gëeenegt, dass mer géife Prioritéite setzen. Et kann een net alles maachen. Et muss ee sech eng Linn ginn, wou ee seet: „Okay, dat an dat, dat wëlle mer elo emol upeilen." Ech mengen, dat hu mer gemaach. An Dir wësst dat. Ech mengen, Dir wësst och mëttlerweil, wat ech domadder wëll soen.

Dat waren Är Bemierkungen, déi Der gemaach hutt.

Zum Här Clement wollt ech nach eppes soen. Dir hutt Iech vill Gedanken driwwer gemaach iwwert d'Reprise oder d'Transmission d'entreprise bei den Hotelsbetriber. An Dir hutt do gesot, dass een eventuell soll esou e Grupp installéieren, fir dass déi Reprise do net verhënnert gëtt eben duerch déi héich Besteierungen, déi dee Moment ufalen.

Ech fannen dat eng gutt Iddi, fir esou e Grupp ze maachen. Mir hunn iwwregens dem Minister Frieden an deem Kontext scho virun enger Zäit och e Bréif gemaach, well et si jo verschidde Froen, déi sech stellen. Dee Moment, wou e Betrib verkaaft gëtt, do kritt deen, dee virdru Propriétaire war, eng Akommessteier, déi e muss hunn. Wann de Propriétaire stierft, da gëtt et eng Ierfschaftssteier. An dann hu mer nach den drëtte Fall vun enger Donatioun. Also, do hues de d'Donatiounssteier, déi dee Moment ufält. An ech mengen, do muss ee wierklech eng Analys maachen, la part des choses, a kucken: Wéi eng Méiglechkeete kënne mer eis do ginn, fir net, wéi gesot, ze verhënneren, wann een do ass, fir e Betrib ze iwwerhuelen, dass dat dru scheitert, well en einfach ze vill eng héich Steier misst bezuelen?

Dann, Här Scheuer, kommen ech bei Iech. Dir hutt Iech e bëssen op d'Stad fokusséiert a gesot, dass vläicht d'Land net onbedéngt dovunner profitéiert, also dee ländleche Raum. Also, ech mengen, jiddweree vun eis huet en anert Land ëmmer iwwer eng Haaptstad entdeckt. Et geet een ëmmer fir d'Éischt emol eng Stad kucken. A wann et engem do gefall huet, da geet een och nach eng Kéier zréck.

An ech mengen, dat ass e bëssen dat, wat geschitt. Mir mussen emol iwwerhaapt Leit op Lëtzebuerg opmierksam maachen. An de Moment, wann Der an der Stad sidd, si schrecklech vill Leit ënnerwee. An ech hunn awer och d'Gefill, wann ech hir Gesiichter kucken, dass et hinnen hei gefält. Déi komme vläicht déi nächste Kéier méi laang. Mer mussen eis elo emol zefridde ginn domadder, dass se vläicht nëmmen een Dag koumen oder eng Nuecht hei schlofen.

Mä Dir hutt et selwer gesot, oder et war den Här Bauler, deen dat gesot huet, dass déi Suen, déi se mat heihinner bréngen, déi kommen eiser Wirtschaft zegutt. An ech mengen, dass een dat muss an engem globale Kontext gesinn. Iwwert d'Stad léiert een e Land kennen, an dann herno wäert och ganz sécher d'Regioun dovunner profitéieren.

Da Managmentstudium an der Tourismusbranche, fir dat op der Uni unzebidden. Abee, zu Wolz, do hu mer jo schonn esou eng Fachhéichschoul, e BBI, déi dat zesumme mat Bréissel mécht. Zu Wolz am Schlass, do hu mer dat, wou dat ugebuede gëtt.

Dann hat Der d'Fro gestallt: „Jo, wat kéint een da maachen, fir déi jonk Leit unzespornen an deen dote Secteur schaffen ze goen, dee vläicht keng esou eng confortabel Aarbechtszäiten ubitt wéi aner Secteuren?" Dir hutt d'Äntwert net ginn.

Ech mengen, dass mer eis einfach mussen alleguer druginn, fir vu klengem un de Kanner Loscht drop ze maachen, Loscht fir an deen do Secteur, Loscht op en Handwierk, an dass mer emol mussen dovunner ofkommen, dass jiddwereen Akademiker gëtt an herno nach just brauch op engem Büro ze sëtzen. An dat Allerwichtegst, mengen ech, ass, dass mer deene jonke Leit emol musse soen: „Hei, Dir musst emol Loscht hunn ze schaffen". An dann, mengen ech, mécht de Rescht sech vum selwen.

De Motorradtourismus ass ugeschwat ginn. Do hu mer e Consultant, dee sech och ëm dee bekëmmert. Mir haten elo eng ganz Partie, aus ganz ville verschiddene Länner, vu Fachzäitschréften, vu Motorradzeitungen, déi dann do duerch d'Land gefuer sinn. Déi ware begeeschtert! Si haten zwar leider Gottes e Weekend, wou et net gutt war, mä déi ware begeeschtert vun eiser Qualitéit vun de Stroossen. Dat si Leit, déi dat genéissen, déi och vill Suen an den Hotelsbetriber hänke loossen. Déi circuléieren, kann ech Iech soen, net an der Stad, mä déi fueren iwwer Land. Dat heescht, do wäerten d'Landhotelle schonn dovunner profitéieren.

Dann de Mëllerdall. Dir sot, do wäre verschidde Familljebetriber, déi géifen ëmgewandelt ginn an Appartementshaiser. Jo, mä et sinn der awer och do, déi iwwerholl ginn. Do ass een zu Iechternach, deen huet elo en Neien, dee wierklech ganz, ganz vill - ech weess net, ob ech elo hei een däerf mam Numm nennen, ech soen Iech dann herno, wéi een dass et ass -, wou ganz vill Suen dragestach ginn, fir deen erëm op Vordermann ze bréngen. An déi Leit si voller Energie a voll guddem Wëllen, hunn och scho flott Produkter ausgeschafft mam ORT zesummen.

An ech kann Iech soen, wa mer erëm bis een hunn, deen do richteg urappt, dann zéien déi aner mat. Et si ganz vill Hotellen am Mëllerdall, déi et einfach verpasst hunn ze investéieren, déi ze laang op eng belsch Clientèle gesat hunn, déi net dru geduecht hunn, dass mer nach aner Nopeschlänner hunn. An dat sinn och eng Partie vun den Ursaachen, firwat dass et do net esou geet, net esou gutt geet.

Dir hutt gesot: „D'Zuel vun de Betriber ass erofgaangen. "Am Norden, an den Ardennen, jo. Am Süden ass se ëm 40% geklommen! Am Süde sinn extrem vill Hotelsbetriber bäikomm. An och op der Musel, do sinn der och… Ëm 14% ass dee geklommen. Mir brauchen och méi grouss Hotelsbetriber, fir dass se kënne rentabel schaffen. Och dat muss ee wëssen.

Dann, Här Kox, kommen ech bei Iech. Dir hutt vun der Motioun geschwat. D'Evaluatioun, déi hu mer gemaach. Ech mengen, dat wësst Der. Mir hunn ONT, ORT, SWOT-Analys, fir déi aner den Audit, do sinn nei Missiounen definéiert ginn. Dir hutt gefrot mat de Plans sectoriels. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass dat dee Volet ass an der Motioun, deen net esou einfach ëmzesetzen ass.

Ech soen Iech och firwat. Wann ee wëllt eng Infrastruktur, eng touristesch Infrastruktur, dass déi vun ënnen erop gedroe gëtt, da kann een déi net vun uewen erof dropsetzen. Dofir mengen ech, ass et am Tourismus net esou einfach wéi elo am Logement, wou jiddweree seet: „Jo, mir wëlle Logement." Dass ee vun uewen erof seet: „Hei op där doter Plaz, do bräichte mir elo nach eng Schwämm." Wann awer do keen do ass, deen dat wëllt, wann do keen ass, dee sech als Porteur de projet gesäit, da kriss de dat net esou einfach realiséiert. Dofir mengen ech, ass dat eppes, wat mer net esou einfach hikréien.

Dann hutt Der gesot, d'Gemenge misste méi ënnerstëtzt ginn, wa se sech wéilte professionell opstellen. Ma dat maache mer. Dat misst Dir am allerbeschte wëssen! Dir misst dat wëssen. An och d'Gemeng Wolz, déi sech och wëllt méi professionell opstellen am Tourismusberäich, déi ënnerstëtze mer mat bis zu 50%, wëll ech dann op dëser Plaz emol soen.

Dann, d'Naturparke sinn ugeschwat ginn. Do wëll ech eppes ganz kloer soen.

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Et ass net mäin, well ech hu keen derbäi, dee schellt.

D'Naturparke musse complémentaire sinn zu all deenen anere Strukturen, déi en place sinn. An ech mengen, an Zäiten, wou wierklech bud-

getär Mëttele schonn agesat ginn, ob dat vu Gemengesäit ass oder vum Stat aus, do muss ee sech wierklech ganz gutt iwwerleeën, firwat een déi Suen ausgëtt. An dofir géif ech och dat net gutt fannen, wann do déi ähnlech Aufgabe géifen..., nei Strukturen, déi solle gegrënnt ginn, wann déi géifen ähnlech Aufgaben iwwerhuele wéi Strukturen, déi elo schonn en place sinn. An ech mengen, dass do jiddweree muss ganz kloer wëssen, wat e mécht. D'Naturparken, do gouf ëmmer gesot: wirtschaftlech Förderung mat nohaltegem Charakter. Ech mengen, si sollten dat och maachen a si sollten d'ORTe mat deem touristesche Volet och gewäerde loossen, net dass mer do double Emploi kréien, well dat hëlleft eis net weider.

Dann hutt Der gesot, dass mer esou vill Strukturen hunn op der Musel. Dat ass richteg. Muer ass nach eng Kéier e Workshop, fir deene Leit ze soen, wat wiem seng genee Aufgabe sinn. Mir haten dat schonn, an dat schéngt fir verschidde Leit nach ëmmer net ganz kloer ze sinn. Dofir ass dat och wichteg, dass mer dat dann nach eng Kéier maachen. Ech hoffen dann, dass déi Leit dann och muer präsent sinn, an dass duerno jiddweree weess, wat e soll schaffen.

Dann hat Der gesot, dass d'Produiten aus der Regioun musse verkaf ginn. Dat ass richteg. Zu Maacher weie mer elo d'nächst Woch e klenge Buttek an, mat Produkter honnertprozenteg Lëtzebuerg. Wat ech eng super, super Saach fannen. Dat kann een och op anere Plazen am Land maachen. Den Här Bettel weess, dass mer och esou eppes wëllen an der Stad maachen. Do schaffe mer ganz gutt zesummen. Do hu mer eppes geplangt fir den Hierscht. Ech hoffen emol, dass dat nach ëmmer klappt, deen Timing. An dat Ganzt ass jo awer och, dee Ponton, deen op der Musel elo soll kommen, do solle jo och da lokal Produkter mat vermaart ginn. An dann natierlech de Centre mosellan, wou och eng Boutique virgesinn ass.

Dann hat Der gesot, et soll ee cibléiert ënnerstëtzen. Ech hat dat scho gesot, maache mer um Camping. Wéi gesot, de Locatif an d'Hotellen effektiv, speziell Hotellen, d'Wellnesshoteler, d'Designerhoteler an d'Kongresshoteler. An dann den EcoLabel, hat Der jo gefrot, aktiv Berodung, dat maache mer.

Dann, Här Kartheiser. Oder ee Welcome-Label, hunn ech Iech virdru gesot.

M. le Président.- Madame Minister, Dir misst esou lues...

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Jo.

M. le Président.- ...awer sécher...

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Ech wollt nach just dem Här Kartheiser äntwerten.

M. le Président.- Okay.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Beim Här Colombera weess ech net richteg, wat ech him soll äntwerten. Hien hat keng richteg...

(Hilarité)

Neen, hien hat keng richteg Fro gestallt.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Ech hunn awer eng Fro gestallt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Just nach eng Saach zur Kommerzialisatioun vum Flughafen. Dir wësst, dass de Kolleeg Claude Wiseler och do ganz aktiv ass. Mir hunn eng Société de promotion vum Tourismus. Déi ginn och mat, mat mam ONT, déi ware mat op d'ITB Asia, déi ware mat an d'Türkei. An deen nächste Mount ass e Voyage d'études op Moskau, och mat hinnen zesummen a mat dem ONT.

An da wëll ech Iech soen, dass deen nächsten Dënschdeg deen éischten offizielle Vol aus der Türkei, also vun Istanbul op Lëtzebuerg ass, wou mer d'Inauguratioun feieren. An ech muss Iech éierlech soen, dat ass eng extrem Chance fir Lëtzebuerg, well mer doriwwer dee ganzen asiatesche Raum kënne mat heihinnerkréien. Dat heescht, déi ganz Leit aus Asien kënnen iwwer Istanbul dann direkt hei zu Lëtzebuerg landen. Dat war eigentlech dat, wat mer ëmmer gäre gehat hätten.

Voilà, also fir de Rescht, mengen ech, hunn ech alles gesot.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Här President.

M. le Président.- Jo, Här Colombera?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, Madame Minister, ech hat eng...

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Däerf ech dann nach äntwerten? Meng Zäit ass ofgelaf.

M. le Président.- Bon, den Här Colombera war net ganz kloer. E preziséiert sech elo.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Jo.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Madame Minister, ech hat eng ganz gentil Fro gestallt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Ech hat se dann net matkritt.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, eben. Ech hu gefrot, ob den Normalbierger aus Lëtzebuerg, ob dee wéisst, wou de Sentier pédestre vun Houfelt am Norde wier? An ob do net vläicht d'Méiglechkeet wier, fir nach méi Propaganda hei am Land ze maache fir eis Bierger hei, dass se Tourismus am Land maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir kéinten e Schëld hei op d'Plëss stellen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Majo, mir hunn eng Zeitung, déi iwwerall verdeelt gëtt, wou dat alles drasteet. An da géif ech einfach soen, de Bierger hei vu Lëtzebuerg soll och eng Kéier op de „visitluxembourg.com" kucke goen. Och do ass dat drop. Do ass e Link gemaach mat dem Kadaster. Do kann ee sech souguer seng Kaarten, d'Spazéierweeër direkt eroflueden a Commentairë maachen. Also, ech mengen, méi einfach geet et net. Also, Dir fannt alles, wat gebuede gëtt vun Attraktiounen, dat fannt Der alles och um Internetsite respektiv an Äre Gemenge respektiv an den Tourist-Officen. An ech géif mer wënschen, dass d'Lëtzebuerger och Vakanz géifen heiheem maachen.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wier d'Diskussioun iwwert dëse Punkt ofgeschloss. Mir hunn awer nach iwwert d'Motioun vum Här Félix Braz ofzestëmmen. Ech hu gemengt ze spieren, datt et e ganz grousse Konsens gëtt, wann net eng Unanimitéit.

(Interruption)

Ah, déi schéngt awer net esou evident. Wien hëlt fir d'Eischt d'Wuert? Den Här Colombera.

7. Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants

Discussion générale

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, Här President. Ech hu kee Problem mat där Motioun esou, fir se ze stëmmen. Ech wäert se och stëmmen. Awer, Här Braz, Dir hutt jo hei gesot, dass, ech zitéieren: «...déplorant le bilan humain de la répression du mouvement de contestation qui se monte à au moins quatre morts et près de 7.500 blessés...» An dann invitéiert Dir d'Regierung: «...inviter les autorités turques à s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants.»

Ech mengen, et muss een zwar helleg sinn, Här Braz, wann een e Member vun der Famill verluer huet, fir do vun enger Réconciliatioun ze schwätzen. An ech bieden Iech, ob Der dat net kënnt ewechloossen, well dat gëtt schwéier, et gëtt ganz schwéier dat doten, fir dat ëmzesetzen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Ech soen och dem Här Braz Merci fir déi Motioun, déi mer begréissen, an deem Sënn, datt mer natierlech eis alleguer Suerge maachen iwwert déi Mënscherechtsverletzungen an der Türkei. An an deem Sënn kënne mer soen, datt mer mat dëser Motioun d'accord sinn.

Mir wäerte se awer trotzdeem net stëmmen. Mir wäerten eis enthalen aus engem anere Grond, an zwar ee vun deene Considéranten, dee seet, datt d'Négociations d'adhésion mat der Türkei net sollten ënnerbrach ginn. Ech widderhuelen hei, wat d'Positioun vun der ADR ass. D'ADR seet: „D'Türkei soll net Member an der Europäescher Unioun ginn." An dowéinst kënne mer och net eng Motioun matdroen, déi dat awer hei implizit, de Contraire implizit seet, nämlech datt d'Négociations d'adhésion net sollen ënnerbrach ginn.

Also, mir si mat deenen humanitäre Suerge vollkommen d'accord. Mir begréissen och déi Motioun. Mä wéinst der Referenz op d'Memberschaft vun der Türkei an der Europäescher Unioun stëmme mer se awer net mat.

Sommaire des séances publiques nos 37, 38, 39 et 40

Ordre du jour p. 454

Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»

Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc

Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden p. 454-467

Communications p. 467

Ordre du jour p. 467

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 468

- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 468

- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des bennes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 468-469

- Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 469

- Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

- Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance p. 469-473

6532 - Projet de loi

1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;

2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West p. 474-478

6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012 p. 478

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI) p. 478-481

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 482

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012 p. 482-483

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 483-484

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 484

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 484

Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg p. 484-491

Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants p. 491

Merci.

M. le Président.- Merci. Den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, ech wollt och soen, dass ech déi Motioun do stëmme wäert. Ech fanne just hei dran ee Passage, do steet dran, dass déi türkesch Regierung déi Manifestanten do als Terroriste betruecht. Ech muss soen, natierlech sinn et keng Terroristen. Mä ech wëll just domadder soen, Regierungen hunn et ganz einfach heiansdo, fir Géigner als Terroristen ze bezeechnen. An ech wëll domadder just soen, dee Begréff vun Terrorismus ass iwwerhaapt ee ganz komesche Begréff.

An ech wëll drop hiweisen,…

(Interruption)

An ech wëll drop hiweisen, dass opgrond vun enger Terrorismusdefinitioun vun türkeschen Autoritéiten och Autoritéiten hei zu Lëtzebuerg Recherchë maachen a Richtung Terrorismus vis-à-vis vun Organisatiounen, déi et eventuell hei och zu Lëtzebuerg gëtt oder net gëtt, a Richtung Terrorismus. Duerfir mengen ech, et soll sech emol an alle Staten Iwwerleeunge gemaach ginn iwwert d'Notioun Terrorismus.

A selbstverständlech stëmmen ech déi Motioun hei, well an der Türkei geet et ëm d'Universalrecht, fir ze demonstréieren a seng Meenung ze soen. An ech mengen, dat universaalt Recht, dat muss och gëllen an all de Länner. Et ginn och Demonstratiounen an Europa, an der EU, heiansdo niddergeknëppelt. Mir hunn dat erlieft mat Blockupy an Däitschland. Mir hunn et erlieft a Spuenien bei Demonstratiounen, déi gewaltsam opgeléist gi sinn. Duerfir, wa mer heifir stëmmen, mengen ech, gi mer domat och e Signal, dass déi Prinzipien, déi mer hei revendiquéieren, iwwerall sollen agehale ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci.

Ech spieren awer eng grouss Majoritéit fir déi Motioun. Da kënne mer also à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär déi Motioun mat zwou Enthalungen ugeholl.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domadder och um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 2., 3. a 4. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.33 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2608	Jean Colombera	Étude sur l'efficacité du système de santé luxembourgeois
2731	Claude Adam	Progression des «dépenses courantes» relatives au système éducatif
2732	Claude Adam	Scolarisation des enfants transsexuels
2733	Camille Gira et Henri Kox	Mortalité des abeilles
2734	Alexandre Krieps	Activité professionnelle exercée par des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti
2735	Roland Schreiner	Maintenance du futur tramway
2736	Fernand Etgen	Couverture systématique des urgences par des médecins spécialistes
2737	Fernand Kartheiser	Accord FACTA
2738	Fernand Kartheiser	Étude sur le rôle et la participation des femmes
2739	Claude Adam	Livre blanc sur le dialogue interculturel
2740	Marcel Oberweis	Parc éolien
2742	Marie-Josée Frank	Campagne de prévention du cancer de la peau
2743	Jean Colombera	Soins à domicile
2744	Anne Brasseur	Délocalisation du tournage de films
2745	André Bauler	Direction du Lycée technique Agricole
2747	Fernand Kartheiser	Plan d'action bruit
2748	Fernand Kartheiser	Prévention suicide
2749	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Contournement de Bascharage
2750	Claudia Dall'Agnol	Examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police
2752	Fernand Kartheiser	Coûts de l'assistance judiciaire
2753	Marcel Oberweis	Importation de produits chinois
2754	Fernand Kartheiser	Opérations pour le maintien de la paix
2755	Jean Colombera	Assurance dépendance en cas de maladie psychique
2756	Jean Colombera	Service de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg
2757	Jean Colombera	Formation continue
2760	Nancy Arendt	Avenir de l'initiative «Île aux Clowns»
2762	Diane Adehm	Indemnités de chômage complet
2764	André Bauler	Collaboration de l'ADEM avec de nouvelles entreprises
2765	Jean Colombera	Droits des patients
2766	Henri Kox	Accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique
2767	Jean Colombera	Césariennes au Luxembourg
2768	Marcel Oberweis	Mesures en faveur de l'emploi des jeunes
2769	Roger Negri	Homologation du système de freinage TBL1+ de la SNCB
2770	Jean Colombera	Nationalités des personnes engagées par le CRP-Santé
2771	Tessy Scholtes	Fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental
2772	Carlo Wagner	Rapidité et efficacité des secours médicalisés
2773	Félix Braz	Programme communautaire PROGRESS
2774	Marie-Josée Frank	Déviations mises en place en raison des travaux routiers dans la région limitrophe de la Sûre
2775	Marie-Josée Frank	Offre de formation en sciences de l'éducation
2776	Marcel Oberweis	Université de la Grande Région
2777	Jean Colombera	Registre National du Cancer
2778	Eugène Berger	Coordination des acteurs actifs en matière de politique d'intégration
2779	Ben Fayot	Données obligatoires en vue d'une initiative citoyenne
2780	Xavier Bettel	Attributions de l'Inspection du Travail et des Mines
2781	Serge Urbany	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en matière d'aides financières pour étudiants
2784	Jean Colombera	Audit d'un département du CRP-Santé
2785	Fernand Etgen	Adaptation à l'évolution des prix des pensions alimentaires
2786	Alexandre Krieps	Évolution des prescriptions de morphiniques et de la prise en charge de patients dans des cliniques de la douleur à l'étranger
2787	Viviane Loschetter et Félix Braz	Bilan du programme de régularisation des sans-papiers du début de l'année 2013
2788	Fernand Kartheiser	Loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice
2789	Claude Haagen	Recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM)
2790	Roland Schreiner	Postes d'apprentissage auprès des CFL
2791	Claude Adam	Procédure d'affectation des institutrices et instituteurs
2792	Claude Adam	Difficultés pour faire un stage en laboratoire ou centre de recherche
2793	Fernand Kartheiser	Encadrement des enfants surdoués
2794	Claude Adam	Espionnage des communications électroniques luxembourgeoises grâce aux programmes secrets PRISM et Tempora
2795	Fernand Kartheiser	Normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation
2800	Diane Adehm	Restriction d'admission aux études de droit à l'Université du Luxembourg
2801	Carlo Wagner	Réforme de l'assurance pension
2802	Jean Colombera	Plan d'action «abeilles»
2805	Claudia Dall'Agnol	Indemnités et frais payés aux familles d'accueil
2808	André Bauler	Concept de mobilité de la région «Nordstad»
2809	Roger Negri	Ambroisie à feuille d'armoise
2829 urgente	Eugène Berger et Xavier Bettel	Accueil des élèves de 11e PS ajournés du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)

Question 2608 (11.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**étude sur l'efficacité du système de santé luxembourgeois:**

In England sorgte dieser Tage eine Gesundheitsstudie, welche die Leistungsfähigkeit des Gesundheitssystems analysierte, für Aufsehen. Dafür nahmen Forscher die Gesundheitsdaten aus England und verglichen sie mit 18 anderen Ländern und deren Gesundheitssystemen. In der Studie einbegriffen sind 15 EU-Staaten, inklusive Luxemburg sowie die USA, Kanada, Australien und Norwegen. Die Studie wurde im Lancet veröffentlicht. Zwei Indikatoren wurden für das Benchmarking der 19 Gesundheitssysteme näher bestimmt. Auf der einen Seite das YLL (Years of Life Lost), auf der anderen Seite das DALY (Disability Adjusted Life Year). Weniger gut scheint unser Gesundheitssystem demnach im Umgang mit folgenden Pathologien zu reagieren:

Schlaganfälle, Stürze, chronisch obstruktive Lungenkrankheiten, Verletzungen durch Verkehrsunfälle, andere Kardiovaskuläre- und Kreislauferkrankungen, Speicheldrüsenkrebs, Lungenkrebs, Kolon- und Rektumkrebs, Hirntumore, Leberkrebs, Leberzirrhose, Leiden im Zusammenhang mit Medikamenten, schwere Depressionen und selbstzugefügte Verletzungen.

Hier scheint Luxemburg nicht unter den Top 10 der 19 analysierten Gesundheitssysteme zu fungieren.

Fragen:

1) Kann der Minister diese mittelmäßigen Resultate bestätigen, die im Lancet veröffentlicht wurden?

2) Entspricht dieses Bild den wirklichen Problemen in unserem Gesundheitssystem?

3) Welche Maßnahmen will der Minister in seiner verbleibenden Amtszeit anregen, um eine Verbesserung der Resultate zu erreichen?

4) Denkt der Minister nicht, dass die Dienstleister im Gesundheitssektor verstärkt nach erbrachten Resultaten durch intelligente Anreizmodelle entgeltet werden sollten?

5) Ist das Prädikat „Bestes Gesundheitswesen der Welt" nicht eher auf die großzügige Zurverfügungstellung der finanziellen Mittel anwendbar als auf die erbrachten Resultate?

Q162

Réponse (23.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'article intitulé «UK health performance: findings of the Global Burden of Disease Study 2010», paru au Lancet en mars 2013, fait une comparaison entre les données de 19 pays (15 pays de l'Union européenne, Australie, Canada, Norvège et États-Unis d'Amérique) pour ce qui concerne la mortalité, les années de vie perdues, les années de vie avec un handicap, l'espérance de vie à la naissance, ainsi que l'espérance de vie en bonne santé. Pour ces indicateurs, les valeurs des années 1990 et 2010 sont renseignées et un classement des pays est réalisé.

Les valeurs de ces indicateurs, qui sont reprises dans le tableau suivant, montrent une progression significative de la performance du Luxembourg pour la mortalité et les années de vie perdues, tant en valeur absolue qu'en valeur comparée avec les autres pays, plaçant le Luxembourg parmi les dix premiers du classement. Bien que l'espérance de vie à la naissance ait également bien progressé, les années de vie avec un handicap n'ont pas diminué, ce qui résulte en un gain modeste en nombre d'années de vie en bonne santé pour la population luxembourgeoise.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Luxembourg	1990		2010	
	Années	Rang	Années	Rang
Mortalité standardisée pour l'âge (/100 000)	641 (629-649)	14 (12-15)	432 (423-445)	10 (9-12)
Années de vies perdues (/100 000)	14.255 (13.882-14.510)	14 (13-16)	8.484 (8.282-8.845)	8 (7-10)
Années de vie avec un handicap (/100 000)	11.370 (9.100-13.868)	12 (2-18)	11.683 (9.503-14.350)	17 (5-19)
Espérance de vie à la naissance	75,3 (75,0-75,6)	14 (13-17)	80,2 (70,8-80,5)	11 (9-14)
Espérance de vie en bonne santé	65,2 (63,1-67,1)	16 (9-18)	68,4 (65,9-70,5)	15 (6-19)

Tableau: mortalité standardisée pour l'âge, années de vie perdues, années de vie avec handicap, espérance de vie à la naissance et espérance de vie en bonne santé combinées pour les deux sexes, années 1990 et 2010 (les données entre parenthèses renseignent les intervalles de confiance calculés à 95%; le rang est calculé pour chaque indicateur séparément et le rang 1 est attribué au pays le plus performant pour cet indicateur).

L'étude s'intéresse également aux 30 causes les plus fréquentes d'années de vie perdues dans ces 19 pays. Le Luxembourg, qui a progressé de la 14e à la 8e place pour cet indicateur, affiche une réduction remarquable par rapport aux autres pays. Ainsi, en 20 ans, le nombre d'affections pour lesquelles Luxembourg affiche un impact supérieur à la moyenne des autres pays est passé de quatre à deux. Seuls le cancer du foie ainsi que certaines maladies cardio-vasculaires et circulatoires y sont encore rapportés comme des causes d'années de vie perdues significativement plus importantes que dans les 19 autres pays considérés.

Les résultats publiés dans l'article précité sont basés sur des données luxembourgeoises validées qui proviennent de sources officielles. Ces résultats ne peuvent en aucun cas être considérés comme étant moyens, étant donné que la performance générale du Luxembourg s'est améliorée tant en valeur absolue qu'en valeur comparée avec les autres pays au cours des 20 années pris en considération.

L'évaluation globale du système de santé luxembourgeois fait l'objet de publications régulières, complétées par des études ponctuelles, dont les résultats sont analysés et servent de base à l'élaboration de stratégies de santé. Actuellement, et sur base des résultats disponibles, les efforts se concentrent sur l'élaboration du nouveau plan hospitalier, la documentation des activités médicales hospitalières (une phase pilote débutera à l'automne sur base de référentiels en cours de validation) et la documentation des résultats (registre national du cancer en voie de déploiement). Un plan cancer national est également en projet, qui rassemblera les nombreux éléments existants et à développer en vue de pouvoir assurer un contrôle optimal et coordonné de cette maladie.

Question 2731 (21.5.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **progression des «dépenses courantes» relatives au système éducatif:**

La publication annuelle du MEN «L'Enseignement luxembourgeois en chiffres - Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois» détaille les dépenses par ordre d'enseignement, les catégories de dépenses, les dépenses annuelles moyennes par élève et par diplôme, de même que l'évolution des dépenses analysées.

En comparant les chiffres des trois derniers exercices disponibles (2008-2010), on constate que la «rémunération du personnel» reste la dépense annuelle la plus importante relative au système éducatif (677,3 mio €), mais qu'elle a diminué proportionnellement par rapport aux dépenses totales (de 75% à 70,4%). À l'opposé, nous découvrons que la catégorie des «dépenses courantes» a presque quadruplé en deux ans pour aboutir à 147 mio € (de 6,3% à 15,3% du total).

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Quels sont les facteurs qui expliquent le quadruplement de la catégorie des «dépenses courantes» entre 2008 et 2010?

2) Madame la Ministre peut-elle me communiquer la ventilation exacte des coûts de la catégorie «dépenses courantes», respectivement de la progression des coûts pour chacun de ces facteurs explicatifs?

Réponse (12.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les dépenses courantes pour l'enseignement fondamental se répartissent entre cinq ministères suivant le tableau repris ci-dessous:

Ministère	2008	2008 révisé	2009	2010	2008-2010 avant révision	2008-2010 après révision
MENFP	8.427.419	8.427.419	7.716.693	7.332.547	-12,99%	-12,99%
Communes	1.808.091	57.413.925	71.431.985	82.427.900	4.458,84%	43,57%
MiFa	27.467.210	27.467.210	32.736.190	57.096.823	107,87%	107,87%
LKMW	0	0	0	0		
MS	137.252	137.252	139.879	151.734	10,55%	10,55%
ABP	2.792	2.792	9.247	23.881	755,26%	755,26%
Total	37.842.765	93.448.598	112.033.994	147.032.885	288,54%	57,34%

MENFP:

Les dépenses courantes ont diminué de 13% entre 2008 et 2010 (de 8.427.419 € à 7.332.547 €).

Communes:

Dans la publication de 2008, il y a eu une erreur de transcription et les dépenses des communes ont été chiffrées à 1.808.091 €. Ce n'est qu'après la publication de la brochure «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois - Exercice 2008» que les dépenses des communes ont été révisées et corrigées de 1.808.091 € à 57.413.925 €.

En prenant en compte les chiffres révisés, les dépenses courantes ont augmenté de 44% de 2008 à 2010 (de 57.413.925 € à 82.427.900 €).

Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des dépenses pour les articles budgétaires communaux suivants:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Fournitures pour l'entretien, la réparation et le nettoyage de bâtiments	23.251.148 €	35.089.860 €
Subventions d'exploitation aux entreprises publiques	1.093 €	1.298.321 €
Subventions à caractère légal, réglementaire ou conventionnel à des associations	116.747 €	7.286.345 €
Participation aux frais d'exploitation des syndicats et communes	11.339.242 €	13.452.398 €

Ministère de la Famille:

Les dépenses courantes ont augmenté de 108% entre 2008 et 2010 (de 27.467.201 € à 57.096.823 €).

Deux postes sont pris en compte pour ces dépenses:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Allocation rentrée	6.846.296 €	6.767.744 €
Maisons relais	20.620.913 €	50.329.078 €

Ministère de la Santé:

Les dépenses courantes ont augmenté de 11% entre 2008 et 2010 (de 137.252 € à 151.734 €) et sont réalisées via les deux articles budgétaires suivants:

Article budgétaire	Dépenses en 2008	Dépenses en 2010
Division de la médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	13.490 €	10.127 €
Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical	123.761 €	141.607 €

Administration des bâtiments publics:

Les dépenses courantes ont augmenté de 755% entre 2008 et 2010 (de 2.792 € à 23.881 €).

Ces dépenses comprennent des dépenses pour le collège des inspecteurs, les bureaux d'inspectorat régionaux, le CPOS et le MENFP.

Même si cette augmentation est très importante, le montant est relativement peu important et n'a que très peu d'influence sur l'augmentation des dépenses courantes. (23.881 € correspondent à 0,01% du total des 147 millions d'euros dépensés en 2010).

Question 2732 (21.5.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **scolarisation des enfants transsexuels:**

Dans son 3e et 4e rapport relatif aux droits de l'enfant, rapport quinquennal découlant de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, le Gouvernement avait décrit en 2010 les principales mesures adoptées par le Luxembourg dans ce domaine. En réaction, un groupe d'ONG luxembourgeoises a par la suite élaboré un rapport supplémentaire au rapport gouvernemental précité. Ce rapport, appelé Radelux, se concentre sur certaines thématiques particulières ou des points négligées par le rapport gouvernemental. Le groupe Radelux avait entre autres constaté que de manière générale la question des droits des enfants trans' et intersexes n'a pas encore été explorée de manière systématique au Luxembourg et a formulé plusieurs recommandations.

Les associations proposent notamment d'améliorer l'accueil des enfants et adolescents trans' dans les écoles en encourageant les écoles «à désigner des personnes de référence formées aux problématiques rencontrées par les enfants trans' et les enfants dont l'identité ou le comportement ne correspondent pas à ce qui est socialement attendu des filles ou garçons, et faire connaître le nom de ces personnes (aux élèves, aux parents, au corps enseignant, aux institutions extrascolaires accueillant des enfants)».

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que des initiatives en matière de sensibilisation ou de formation à l'accueil scolaire des enfants trans' et intersexes existent au Luxembourg?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord avec la recommandation du groupe Radelux de désigner des personnes de référence spécialement formées aux problématiques mentionnées en haut?

3) Dans l'affirmative, comment et à quelle échéance est-ce que Madame la Ministre va mettre en œuvre cette recommandation?

Réponse (21.6.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

J'ai pris connaissance du rapport alternatif des ONG luxembourgeoises (Radelux) au 3e et 4e rapport gouvernemental sur les droits de l'enfant de novembre 2012 et du complément commun sur les droits de l'enfant au Luxembourg concernant les enfants trans' et les enfants intersexes.

Je suis d'accord avec certaines recommandations reprises dans ce rapport, notamment la première mesure d'application générale, à savoir:

«considérer les enfants trans' comme un groupe nécessitant une protection particulière. Entre autres, il semble qu'ils courent un risque particulier de violences et de suicide».

Il est clair aussi que j'acquiesce à la demande de considérer la transidentité de l'enfant comme étant confidentielle a priori.

Avant de définir une démarche dans le secteur de l'éducation nationale, il me semble cependant qu'il faille soumettre à une discussion générale les principes relevés par les points 4.1 et 6.1. à savoir:

«Créer une nouvelle catégorie d'actes de naissance dépourvue de la mention du sexe de l'enfant, unique pour TOUS les enfants, - sous peine de créer une nouvelle stigmatisation -, jusqu'à l'âge de 18 ans ou, si l'enfant devient lui-même parent tout en étant mineur, jusqu'à la naissance de son propre enfant. (…)

Dans le cadre du processus de révision de la Constitution en cours, veiller à ce que la future Constitution, quelle que soit la formulation finalement retenue, accorde une reconnaissance juridique à part entière aux personnes trans' et garantisse l'égalité de tout individu, quel que soit son sexe biologique, son identité de genre et son expression de genre.»

J'ai pris connaissance du point 19.2, à savoir encourager les écoles:

«à élaborer des lignes directrices sur l'accueil des enfants et adolescents trans' à l'école, en partenariat avec les personnes trans';

à désigner des personnes de référence formées aux problématiques rencontrées par les enfants trans' et les enfants dont l'identité ou le comportement ne correspondent pas à ce qui est socialement attendu des filles ou garçons, et faire connaître le nom de ces personnes (aux élèves, aux parents, au corps enseignant, aux institutions extrascolaires accueillant des enfants).»

Les questions spécifiques de Monsieur Adam appellent les réponses suivantes:

1. Un groupe de travail de spécialistes en éthique collabore avec des représentants de la conférence nationale des élèves pour élaborer le cadre et le contenu d'un cours d'éducation à la sexualité qui répond aux besoins des adolescents.

2. L'identification à l'école ou au lycée de personnes de référence spécifiques me semble inopportune parce que je souhaite éviter de mettre au pilori les personnes qui y prennent rendez-vous.

Je préfère continuer avec la sensibilisation du personnel des écoles et des lycées sur la thématique de la transidentité et la variance de genre et de prévoir une formation spécifique pour le personnel chargé de l'accompagnement psycho-socio-éducatif des élèves.

Je n'ai pas l'intention de mettre en œuvre les recommandations relatives à l'éducation nationale avant qu'il n'y ait une décision sur les principes généraux évoqués.

Question 2733 (22.5.2013) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **mortalité des abeilles:**

Am Ende des Winters 2012/2013 mussten die luxemburgischen Bienenzüchter wiederum den Verlust großer Teile ihrer Bienenvölker feststellen. Meinen Informationen zufolge sind die Bienenvölker in einem nie dagewesenen Ausmaß dezimiert worden. Zahlreiche Bienenstöcke wurden vollständig entvölkert. Im Norden des Landes, im Kanton Clerf, hat eine vereinsinterne Umfrage einen Völkerverlust von ungefähr 60% der im Sommer 2012 aufgebauten Völker ergeben. Dieses Bienensterben kann nicht alleine auf die vor rund 25 Jahren nach Luxemburg eingeschleppte Varroa-Milbe und die durch diese Parasiten übertragenen Viren zurückgeführt werden. Wir müssen unweigerlich Probleme aus der Umwelt in Betracht ziehen. Die Europäische Union hat kürzlich mit dem Verbot von drei der bienenschädlichen Neonicotinoiden, welche bisher immer stärker in der Landwirtschaft eingesetzt wurden, den einzig richtigen Schluss gezogen. Leider wird diese Maßnahme aber erst in drei Jahren spürbare Ergebnisse erzielen können. Insektizide dürfen nur im unbedingt notwendigen Ausmaß angewendet werden. Die wirksamste und billigste Bekämpfung ist nämlich, nicht ständig Mais auf Mais anzubauen, sondern auf die richtige Fruchtfolge zu achten.

In Luxemburg müssen die Imkerinnen und Imker momentan die Erneuerung der Bienenvöl-

ker und das vorsorgliche Austauschen des alten Wabenmaterials zeitlich und finanziell selber tragen. Verluste wie die vom letzten Winter, mit 60% toten Bienenvölkern, sind jedoch nicht haltbar. Würden die Imker ihre Bienenbestände nicht durch den Zukauf von Völkern oder Schwärmen neu aufbauen, hätte dies schwerwiegende Folgen für die Bestäubung unserer Obst- und Gemüsepflanzen, aber auch von rund 80% aller wilden Pflanzen, die von der Bestäubung durch Insekten abhängig sind. Bienenschutz ist also auch für die Landwirtschaft von überaus zentraler Bedeutung. Es müssen schnell hygienische, aber auch finanzielle Maßnahmen ergriffen werden, damit sich zahlreiche Imkerinnen und Imker nicht entmutigen lassen und die Bienenzucht aufgeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Landwirtschaftsminister stellen:

1. Welche Bienenschäden wurden von den Imkerinnen und Imkern seit 2010 bis heute gemeldet?

2. Wie viele Bienenschäden wurden in den Jahren 2010 bis 2012 von den zuständigen Dienststellen untersucht? Was war das Ergebnis dieser Untersuchungen? In wie vielen Fällen wurden Schäden aufgrund von Beizmitteln festgestellt?

3. Betrachtet der Minister die Imkerei als integralen Teil der luxemburgischen Landwirtschaft?

4. Werden betroffene Imkerinnen und Imker für ihre Bienenverluste des letzten Winters entschädigt? Wenn ja, in welcher Höhe? Wenn nein, warum nicht?

5. Wie viele Pollen- und Honigproben wurden im Jahr 2012 auf Pflanzenschutzmittelrückstände untersucht? Wie viele Proben enthielten Rückstände von Beizmittelwirkstoffen?

6. Wie oft darf ein luxemburgischer Landwirt hintereinander auf dem gleichen Feld Mais anbauen?

7. Die Fruchtfolge bewirkt beim Maisanbau eine massive Reduktion des Schädlingsdrucks und senkt somit den Insektizidbedarf. Wie hoch ist der Anteil der Fruchtfolge in den einzelnen Kantonen des Landes und wie hoch der nationale Durchschnitt?

8. Welche konkreten Maßnahmen zur Umstellung des Maisanbaues von Monokulturen auf Fruchtfolge werden demnächst getroffen?

Réponse (24.6.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Seit dem Winter 2010/2011 werden systematisch Statistiken über die Bienenverluste über Winter von der Veterinärverwaltung erhoben. Auch wenn es keine sicheren Zahlen aus den Jahren davor gibt, so sind die Völkerverluste von durchschnittlich 30% im letzten Winter sicherlich die dramatischsten Verluste der letzten Jahrzehnte. Auch die Gesamtzahl der Bienenvölker in Luxemburg ist auf einen besorgniserregenden Stand zurückgegangen. Sehr hohe Verluste wurden auch aus den benachbarten Regionen vermeldet. Deshalb gab es im Landwirtschaftsministerium bereits mehrere Treffen mit den Vertretern des Luxemburger Landesverbandes für Bienenzucht, bei denen diese ernste Lage und mögliche Maßnahmen diskutiert wurden.

In diesem Zusammenhang wurde bereits 2011 das Forschungsprojekt „BeeFirst" ins Leben gerufen und vom Landwirtschaftsministerium finanziert. Ziel dieses Forschungsprojektes ist es, den Einfluss der Agrarstruktur und der Praktiken unserer Imker auf die Bienengesundheit in Luxemburg zu untersuchen.

Ein wichtiger Faktor für das Bienensterben ist ohne Zweifel die aus Asien eingeschleppte Varroa-Milbe. Nach Imkerangaben ist die Varroa-Milbe für mehr als ein Drittel der Verluste verantwortlich. Im Kampf gegen diesen Schädling werden die Imker durch die Bereitstellung von bezuschussten Behandlungsmitteln unterstützt. Ein Zuchtprogramm mit dem Ziel, varroaresistente Bienen zu züchten, wird jeweils zur Hälfte aus europäischen und nationalen Mitteln finanziert.

Vieles deutet auch darauf hin, dass der Einsatz von bestimmten Pflanzenschutzmitteln eine weitere wesentliche Ursache von Bienenverlusten ist. Die grundlegende Reform der Gesetzgebung über den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und der hiermit verbundene nationale Aktionsplan, der aktuell ausgearbeitet wird, zielen darauf hin, den Einsatz dieser Substanzen zu reduzieren und insgesamt nachhaltiger zu gestalten. In diesem Sinne hat Luxemburg das Teilverbot von neonicotinoidhaltigen Pflanzenschutzmitteln, insbesondere Beizmitteln für Mais und Raps, auf europäischer Ebene unterstützt. Darüber hinaus gab das Landwirtschaftsministerium im Frühjahr dieses Jahres eine Empfehlung an die Landwirte und an den Handel heraus, möglichst bereits vor diesem Verbot freiwillig auf den Einsatz dieser Mittel zu verzichten.

Eine weitere Ursache der hohen Völkerverluste des letzten Winters dürften aber auch die ungünstigen Wetterbedingungen im Jahr 2012 sein. Besonders die ungewöhnlich regenreichen und kalten Monate im letzten Jahr haben sich sicherlich negativ auf die Entwicklung der Bienenvölker ausgewirkt und zogen auch eine äußerst niedrige Honigernte nach sich.

Zu den einzelnen Fragen:

1. Die genauen Verlustzahlen der Bienenvölker in den letzten drei Jahren, in denen die systematische Erfassung stattfand, sind folgende:

Jahr	Herbst Vorjahr	Frühling	Verlust
2011	5.580	4.642	-16,8%
2012	5.382	4.210	-21,8%
2013	4.629	3.258	-29,6%

2. Die Überwinterungsverluste werden nicht systematisch von der Veterinärverwaltung auf ihre Ursache hin untersucht. Im Einzelfall ist der Nachweis einer Schädigung durch Beizmittel praktisch nur bei einer akuten Vergiftung zu erbringen. Bei den Völkerverlusten über Winter ist dies mit hoher Wahrscheinlichkeit aber nicht der Fall.

3. Neben der Honigproduktion spielt die Imkerei eine wichtige Rolle besonders bei der Bestäubung im Obst- und Gemüseanbau sowie bei der Rapskultur. Die Bienenzucht ist somit ein wichtiger Bestandteil der Landwirtschaft und wird als solcher auch seit jeher unterstützt.

4. Eine finanzielle Entschädigung der Verluste durch staatliche Mittel würde dem europäischen Recht unterliegen und wäre mit aufwändigen Kontrollen verbunden. Eine solche Entschädigung wurde von Seiten des Imkerverbandes auch nicht in Erwägung gezogen.

5. Im vergangenem Jahr wurden im Rahmen der Richtlinie 96/23/EG des Rates über Kontrollmaßnahmen hinsichtlich bestimmter Stoffe und ihrer Rückstände in tierischen Erzeugnissen zehn Honigproben je auf 106 verschiedene Pflanzenschutzmittel aus den Gruppen Carbamate, Pyrethroide, organische Chlor- und Phosphorverbindungen untersucht. In keiner von den zehn Proben konnten Rückstände nachgewiesen werden.

6. Verbote vom Anbau von Mais als Monokultur im Ausland zielen hauptsächlich auf die Kontrolle des Maiswurzelbohres (Diabroticavirgifera), der bis jetzt hierzulande nicht auftritt. In Luxemburg besteht aktuell kein solches Verbot.

7. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln inklusive Insektiziden ist im Maisanbau entgegen dem, was oft angenommen wird, verhältnismäßig gering. Auch beim Maisanbau als Monokultur ändert sich diese Tatsache in unserer Anbauregion nicht deutlich. Der Einsatz von mit Neonicotinoiden gebeiztem Saatgut ist aus agronomischer Sicht hauptsächlich sinnvoll zum Schutz der Maiskultur gegen Drahtwürmer beim Maisanbau nach einem Umbruch von Grasbeständen.

Dagegen ist die Monokultur von Mais aber aus der Sicht von Bodenschutz (Erosion, Humusgehalt) und Wasserschutz (Nitratauswaschung) kritisch zu betrachten, besonders wenn dies auf ungünstigen Standorten erfolgt.

Inwieweit Maismonokulturen oder andere Fruchtfolgen negative Auswirkungen für die Bienen haben könnten, ist zurzeit noch unklar. Detaillierte Untersuchungen im Rahmen von „BeeFirst" dürften in der Zukunft hierzu Auskunft geben.

In der folgenden Tabelle werden die Anteile der Maisflächen von 2012 aufgeführt, auf welchen in den Jahren 2010 und 2011 schon Mais angebaut wurde.

Kanton	% der Maisflächen von 2012, auf welchen in 2010 und 2011 Mais bereits stand
Clervaux	35,0
Mersch	33,0
Echternach	31,4
Vianden	29,7
Wiltz	28,6
Diekirch	25,3
Luxemburg	22,6
Esch-sur-Alzette	18,5
Capellen	17,8
Redange	16,1
Grevenmacher	13,3
Remich	9,1
Landesweit	24,0

8. Die Agrarumweltprogramme werden aktuell überarbeitet im Hinblick auf die neue Förderperiode 2014-2020. Hier sind Maßnahmen vorgesehen, die weite Fruchtfolgen unterstützen. Landwirtschaftliche Praktiken, die den Bienen zugutekommen, sollen intensiver gefördert werden. Der Anbau von Energiemais bei Landwirten, die Beihilfen beim Bau von Biogasanlagen erhalten haben, ist seit 2011 geregelt. Bei der Reform der europäischen Agrarpolitik, die zurzeit verhandelt wird, soll das sogenannte „greening" den massiven Anbau von Mais als Monokultur zusätzlich eingrenzen.

Q164

Question 2734 (22.5.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**activité professionnelle exercée par des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti:**

Lors du récent débat d'orientation au sujet de l'emploi, un des orateurs a déclaré à maintes reprises que 86% des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti (RMG) exerçaient une activité professionnelle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces déclarations?

2) Combien de personnes bénéficient actuellement du RMG?

3) Combien des personnes bénéficiant du RMG et qui vaquent à une activité professionnelle travaillent dans le secteur public (État, communes, syndicats communaux, établissement publics, etc.)?

4) Combien de ces personnes travaillent pour des associations (a.s.b.l., ONG, etc.)?

5) Combien de ces personnes travaillent dans le secteur privé (PME, artisanat, etc.)?

6) Combien des personnes concernées travaillent à plein temps et combien à temps partiel?

Réponse (20.6.2013) de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Lors du débat d'orientation au sujet de l'emploi, un orateur a à deux reprises fait référence à «86% des personnes bénéficiant du revenu minimum garanti (RMG)».

La première fois, l'orateur en question a déclaré que:

- 86% des personnes bénéficiant du RMG exerçaient une activité professionnelle, soit qu'elles bénéficiaient d'un complément RMG pour parfaire la différence entre les montants maxima du RMG et la somme des ressources dont elles disposent, soit qu'elles étaient occupées dans une activité d'insertion professionnelle prévue par la loi RMG.

La deuxième fois, l'orateur en question a déclaré que:

- 86% des personnes bénéficiant du RMG exerçaient une activité professionnelle.

La question parlementaire de Monsieur le Député Krieps étant sur la deuxième déclaration citée ci-dessus, elle donne lieu aux réponses suivantes.

1) Suivant les données du fichier retenu par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) pour l'établissement du «Rapport sur la situation actuelle au 13 août 2012 des bénéficiaires du dispositif du revenu minimum garanti», paru en avril 2013, au vu de la totalité des membres des ménages bénéficiaires à cette date d'une allocation complémentaire au titre de la loi RMG, il y a lieu de retenir les données suivantes:

11,5% des membres ont un salaire ou un revenu professionnel.

S'y ajoutent d'autres revenus, notamment des revenus en lien avec une activité antérieure, à savoir les indemnités pécuniaires maladie/maternité, les revenus pour personnes gravement handicapées et revenus pour travailleurs handicapés, l'indemnité pour congé parental, l'indemnité de chômage et l'indemnité d'insertion, dont bénéficient 10,6% des personnes en question. Par ailleurs, 16,5% des membres bénéficient d'une pension.

En outre, il est à noter que 33,5% des membres sont des enfants mineurs.

2) Au 31 décembre 2012, 9.989 ménages dont font partie 19.790 personnes bénéficient d'une prestation RMG (allocation complémentaire et/ou indemnité d'insertion, respectivement la prestation prévue à article 13 alinéa 3 de la loi RMG)[1].

3) D'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 80 personnes bénéficient d'un complément RMG et travaillent dans le secteur public.

4) D'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 126 personnes bénéficient d'un complément RMG et travaillent auprès d'une association.

5) Toujours d'après les données précitées de l'IGSS et suivant la situation d'affiliation en août 2012, 1.138 personnes bénéficient d'un complément RMG et ont un contrat de travail dans le secteur privé.

6) Le fichier d'affiliation ne permet pas de déterminer les heures de travail d'un salarié donné.

En complément à ces activités, il y a lieu d'ajouter les personnes affiliées à titre d'indépendant, les salariés auprès d'indépendants, les apprentis, les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou un contrat d'intérim, les jobs d'étudiants, les mesures ADEM, etc.

Étant donné la première déclaration citée ci-dessus, il y a lieu de compléter la présente réponse comme suit:

En août 2012[2], parmi les personnes touchant une prestation au titre de la loi RMG, 2.004 personnes étaient soumises à l'obligation de participer à une activité d'insertion professionnelle prévue par la loi RMG. 1.345 personnes y participaient effectivement, ce qui revient à un taux d'activation de 67,1%.

Par analogie aux secteurs définis aux questions 3) à 5) de Monsieur le Député Krieps, voici le détail des personnes occupées dans le cadre d'une activité d'insertion professionnelle de la loi RMG:

- secteur public: 358 personnes;
- associations: 626 personnes;
- secteur privé: 361 personnes.

Les détails quant aux heures prestées sont repris dans les fichiers du Service national d'action sociale. Ainsi 828 personnes étaient occupées à plein temps et 517 personnes étaient occupées à temps partiel.

Question 2735 (22.5.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **maintenance du futur tramway:**

Ce lundi, 13 mai a été posée la première pierre du futur atelier central sur le site du centre de remisage et de maintenance (CRM) des CFL à Luxembourg-Howald.

Ce nouvel atelier répond aux exigences toujours croissantes en matière de disponibilité, de sécurité et de qualité du matériel ferroviaire.

Or, il s'avère que dans la conception du nouvel atelier un rattachement au réseau du futur tramway n'a pas été prévu.

- Pourquoi un tel rattachement n'a-t-il pas été envisagé? Est-ce qu'une telle décision n'aurait pas été judicieuse, vu le fait que la maintenance des rames du futur tramway devra être réalisée dans des ateliers spécialisés et ceci par du personnel hautement qualifié?

- D'après ce qui précède, est-ce qu'une maintenance technique du tramway par les CFL n'est pas envisagée par le Gouvernement? Si la stratégie du Gouvernement n'englobe pas les CFL, quelle est la stratégie de maintenance prévue? Par quels moyens du personnel qualifié (si ce n'est auprès des CFL) sera-t-il recruté?

Réponse (4.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2735 du 22 mai 2013, Monsieur le Député Roland Schreiner pose une série de questions en relation avec le nouveau centre de remisage et de maintenance

[1] Source: Rapport d'activité 2012 du Ministère de la Famille et de l'Intégration

[2] Source: Statistiques administratives du Service national d'action sociale pour août 2012

(CRM) des CFL à Luxembourg-Howald et le CRM prévu dans le cadre du projet du tram dans la ville de Luxembourg.

La construction du CRM des CFL à Luxembourg-Howald a été réalisée sous la maîtrise d'ouvrage des CFL. Plusieurs raisons justifient que le rattachement du tram à ce CRM n'a pas été envisagé à l'occasion de ce projet.

Tout d'abord, les calendriers des deux projets de CRM sont incompatibles, les études portant sur le tram étaient au stade d'un avant-projet sommaire (APS) au moment où les travaux du CRM des CFL devaient commencer. Il s'agit d'éviter de retarder la réalisation du CRM des CFL.

S'y ajoute que le projet du tram, qui prévoit une première ligne reliant la gare centrale à Luxexpo au Kirchberg, ne prévoit pas le raccordement du CRM des CFL avant la réalisation de l'extension du tram vers Howald. Un raccordement immédiat du tram au site des CFL aurait conduit à une modification substantielle du planning et à une augmentation significative du budget du tram dès sa première phase de réalisation et ceci notamment en raison des travaux d'élargissement du tablier du pont Büchler qui auraient dû être effectués.

Le choix du site d'implantation du CRM du tram a été précédé d'une étude approfondie des sites potentiels. Parmi eux figurait aussi le site des CFL sis route de Thionville. Une analyse multicritère a été réalisée et plusieurs hypothèses d'organisation du CRM du tram ont été mises au point. Cette étude a conclu à l'impossibilité d'exploiter, dans des conditions optimales, le remisage et les ateliers de maintenance et d'entretien du tram sur le site des CFL. Il est à noter que le CRM du tram nécessite, à lui seul, une surface totale de 4,56 hectares (y compris les surfaces nécessaires aux raccordements ferroviaires et routiers). Il va de soi qu'un site à part s'impose pour satisfaire à ces conditions.

Quant à la mise en œuvre de la maintenance du futur tram, mes services sont actuellement en train d'étudier les différentes hypothèses de marché qui seront, le moment venu et après approbation de la loi de financement par la Chambre des Députés, mises en soumission.

Question 2736 (22.5.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **couverture systématique des urgences par des médecins spécialistes:**

Dans sa réponse du 9 mars (veuillez lire: avril) 2013 à une question parlementaire afférente de ma part *(cf. compte rendu n°8/2012-2013 - question parlementaire n°2553)*, Monsieur le Ministre avait fait savoir que ses services étaient en train d'examiner différentes solutions afin de faire face aux difficultés consistant à assurer une couverture des urgences par des médecins spécialistes, notamment en pédiatrie, au Centre Hospitalier du Nord (CHdN).

Il ressort d'un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 17 mai 2013 que quatre pédiatres viennent de résilier leurs contrats de travail avec le CHdN, notamment à cause de la situation non résolue concernant les services de garde et d'urgence.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est la solution retenue par le Ministère afin d'assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes au CHdN?

- Est-il également prévu de mettre en place cette solution dans d'autres hôpitaux, voire au niveau national?

Réponse (5.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais informer l'honorable Député qu'en date du 12 juin 2013, j'ai invité des représentants de la Société Luxembourgeoise de Pédiatrie (SLP), de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) ainsi que des coordinateurs des maisons médicales à une entrevue au Ministère de la Santé afin de discuter des difficultés consistant à assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie, notamment au Centre Hospitalier du Nord (CHdN).

Participaient également à cette entrevue des agents de la direction de la Santé et du Ministère de la Santé, alors que je souhaitais réunir autour d'une même table tous les acteurs impliqués dans cette problématique afin de déboucher sur des propositions concrètes permettant de garantir la continuité des soins pédiatriques (soins pédiatriques de première ligne) les jours ouvrables en soirée et les weekends en journée, ainsi que des urgences pédiatriques (soins pédiatriques de seconde ligne) dans les établissements hospitaliers, dont notamment le CHdN.

Je voudrais faire part à l'honorable Député des conclusions suite à cette entrevue.

Afin d'éviter un afflux de patients vers les structures de soins pédiatriques de seconde ligne, c'est-à-dire directement vers les services d'urgence du CHdN, il sera mis en place, sous forme d'un projet-pilote, un service de remplacement en pédiatrie pour la région du Nord, ouvert en dehors des horaires de consultation normaux des cabinets pédiatriques et ce pendant quelques heures en soirée les jours ouvrables. Les weekends et les jours fériés une permanence sera également organisée en journée pendant une plage horaire à définir.

Le CHdN serait disposé à mettre à disposition des pédiatres de garde des locaux destinés à ce service de remplacement et de continuité des soins pédiatriques. Ces locaux devraient être clairement identifiables et fonctionnellement séparés des autres services du CHdN.

Les pédiatres de garde prodigueront les soins de pédiatrie de première ligne (soins identiques à ceux prodigués dans leur cabinet médical en journée) à leurs patients et effectueront également un certain tri des enfants en fonction de la gravité de leur pathologie, afin de les aiguiller en cas de besoin vers d'autres services hospitaliers.

Environ 6% des patients examinés en pédiatrie de première ligne peuvent être considérés comme des cas nécessitant des soins urgents et seront aiguillés vers le service d'urgence en pédiatrie. En fonction de la gravité et des possibilités de prise en charge par le CHdN, un certain nombre sera transféré vers le service de pédiatrie (la «Kannerklinik) du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Un projet de convention entre l'AMMD et le Ministère de la Santé portant organisation du service de continuité des soins de pédiatrie primaire pour le remplacement de nuit, de fin de semaine et des jours fériés est également en cours de préparation et ce en étroite collaboration avec tous les acteurs du terrain.

Dès que ce projet-pilote mis en œuvre dans la région du Nord aura été évalué et que son efficacité aura été démontré, il pourra servir de modèle en cas de besoin dans une autre région hospitalière.

Question 2737 (23.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accord FACTA:**

Dëslescht ass ëmmer nees iwwert den Accord FATCA (Foreign account tax compliance Act) mat den USA diskutéiert ginn, well dee jo och als eng Ursaach fir d'Noutwendegkeet fir den automateschen Informatiounsaustausch mat den aneren EU-Memberlänner genannt gouf.

An den USA selwer ass awer den Niveau un Transparenz wäit manner héich wéi an Europa. Den Ofschloss vun esou engem Ofkommes werft also och d'Fro vun der Réciprocitéit op.

Dowéinst wollt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi laang daueren d'Verhandlunge mat den USA iwwert d'Implementéierung vum FATCA viraussiichtlech a wéini soll dat Ofkommes ënnerschriwwe ginn?

2. Wéi eng Auswierkungen huet de Fait, datt mir géintiwwer den USA den «Model 1» am FATCA gewielt hunn, op déi lëtzebuergesch Steierverwaltung? Huet si genuch Leit fir déi Aufgaben? Wéi eng Méibelaaschtung bréngt den automateschen Informatiounsaustausch an der EU vum 1. Januar 2015 un nach fir eis Steierverwaltung?

3. Huet d'Ëmsetzung vum Accord FATCA viraussiichtlech Inzidenzen op d'Presenz vun amerikanesche Clienten op der Finanzplaz Lëtzebuerg?

4. Wéi héich sinn d'Käschte vun der Ëmsetzung vum Accord FATCA fir d'Finanzinstituter bei eis am Land?

5. Wéi gëtt d'Réciprocitéit an deem Accord garantéiert, allgemeng, awer och besonnesch wat den US-Bundesstat Delaware ugeet? Anescht gesot, informéieren d'USA Lëtzebuerg automatesch iwwer Bankkonten, déi vu Lëtzebuerger physeschen oder moralesche Persounen an den USA, zum Beispill am Delaware, ënnerhale ginn?

6. Insistéiert Lëtzebuerg op d'Réciprocitéit an de Verhandlunge mat den USA?

7. Wéi ass d'Aschätzung vun der Lëtzebuerger Regierung iwwer eventuell Problemer mam Dateschutz bei der Implementéierung vum FACTA-Ofkommes?

8. Freet Lëtzebuerg d'USA bilateral oder um Niveau vun der EU, fir och bei hinnen, am amerikanesche Finanzwiesen, méi Transparenz géintiwwer dem IRS anzeféieren, fir datt dann esou Informatiounen un d'FACTA-Partnerstate réciproque kënne virugeleet ginn?

Réponse (20.6.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Pour que le secteur financier luxembourgeois puisse bénéficier de l'allègement administratif que doit apporter l'accord bilatéral FATCA à conclure entre le Luxembourg et les États-Unis, l'accord devra entrer en vigueur à la fin de l'année 2013. Le Gouvernement entend soumettre l'accord à l'approbation parlementaire à la rentrée d'automne de cette année. La fin des négociations, le paraphe du texte de l'accord et la signature de ce dernier devront donc intervenir d'ici là.

Le «modèle 1», retenu par le Gouvernement après consultation du secteur privé, prévoit que les opérateurs de la place transmettent les données à l'Administration luxembourgeoise des Contributions directes (ACD) qui les communique à l'administration fiscale américaine, le Internal Revenue Service (IRS). À l'exception de la Suisse, toutes les grandes places financières internationales ont opté pour ce modèle qui, par ailleurs, a la préférence de la très large majorité du secteur financier à Luxembourg. Par rapport au «modèle 2», le «modèle 1» présente également l'avantage de s'apparenter au modèle de l'échange automatique d'informations tel qu'appliqué au sein de l'Union européenne.

Pour l'instant, il est difficile d'évaluer le surplus de travail de gestion et le coût de la transposition de FATCA pour le secteur financier luxembourgeois en général et l'ACD en particulier. Un grand groupe de travail avec les acteurs concernés sera mis en place d'ici l'été pour la mise en place d'un projet IT à cet effet. Ce groupe de travail entamera ses travaux dès la finalisation du texte de l'accord. La part attribuable de ce projet IT à FATCA sera fonction des travaux en cours à l'OCDE pour un programme IT commun et des synergies à trouver avec le passage du Luxembourg à l'échange automatique en Union européenne à partir de l'année fiscale 2015.

Au Luxembourg, l'impact de FATCA sur la clientèle américaine devrait être peu important, vu que les clients résidents aux États-Unis sont relativement peu nombreux à Luxembourg en raison de l'obligation pour les institutions financières d'obtenir un agrément aux USA (Investment Adviser Licence/SEC) pour pouvoir les servir.

À l'instar des accords FATCA d'autres pays de l'Union européenne, l'accord luxembourgeois retiendra le principe de la réciprocité. Cette exigence fut une des raisons du choix du «modèle 1», seul modèle à permettre la réciprocité. L'accord couvrira tous les États de la Fédération américaine ainsi que le District of Columbia.

La protection des données est une préoccupation que le Luxembourg partage avec ses partenaires en Union européenne. Le projet de texte actuellement en négociation prévoit que l'accord FATCA sera régi par les règles de confidentialité de la Convention de non double imposition entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique.

Question 2738 (23.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**étude sur le rôle et la participation des femmes:**

Am Kader vun engem Interview deen dëslescht an enger Lëtzebuerger Zäitschrëft publizéiert gouf, huet de Studiendirekter vun TNS Ilres dës Ausso gemaach: „Vor längerer Zeit wurden einige unserer Resultate über die Rolle und Partizipation der Frauen in Zusammenarbeit mit dem ehemaligen „Centre Universitaire" nicht veröffentlicht. Der Auftraggeber, das damalige Frauenministerium, hat einen Bericht einfach unter den Tisch fallen lassen."

Dowéinst wéilt ech der Madame Chancëgläichheetsministesch an der Madame Héichschoulministesch dës Froe stellen:

1. Op wéi vill belafe sech d'Käschte fir d'Etüd, déi an deem Interview ugeschwat gëtt?

2. Wéini ass déi Etüd duerchgeféiert ginn?

3. Aus wéi enge Grënn huet den deemolege Fraeministère déi Etüd net öffentlech gemaach?

4. Ëm wat ass et an där Etüd gaangen?

5. Firwat huet de Fraeministère déi Etüd an Optrag ginn?

6. Wat war d'Zil vun där Etüd?

7. Wat sinn d'Konklusioune vun där Etüd?

8. Wier d'Madame Chancëgläichheetsministesch bereet, déi Etüd öffentlech ze maachen oder se wéinstens der Chancëgläichheetskommissioun ze communiquéieren?

9. Gëtt et nach aner Etüdn oder Ëmfroen, déi de Fraeministère respektiv de Chancëgläichheetsministère an Optrag ginn huet an déi net publizéiert goufen?

Réponse commune (14.6.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Den Informatiounen no, déi mir vun den deemolege Chercheurë kritt hunn, handelt et sech bei der Etüd, déi den honorabelen Deputéierten uschwätzt, ëm de Projet „Attentes et expériences des femmes et des hommes élu-e-s aux élections de l'année 1999 - ELU-ES".

Dëser Äntwert leien dräi Annexe bäi:

1. e Rapport de synthèse;

2. de Rapport „Gewählt: Frauen und Männer berichten aus ihrem politischen Alltag" (Isabelle Cames);

3. de Rapport „Les femmes dans la vie politique communale-entretiens avec des bourgmestres-hommes" (ILReS-Charles Margue).

- Aus dësen dräi Annexen ergi sech ënner anerem d'Äntwerten op d'Froe 4, 6, 7 an 8 vum honorabelen Deputéierten.

- Dee ganze Projet huet LUF 7.679.000 kascht; dovu si LUF 3.840.000 vum Centre de Recherche Gabriel Lippmann[3] a LUF 3.839.000 vum deemolege Ministère de la Promotion Féminine iwwerholl ginn.

- De Projet ass tëschent Januar 2001 an Abrëll 2003 vun der Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg - STADE duerchgefouert ginn.

- Déi Ausso, dass d'Resultater vun der Etüd net veröffentlecht gi sinn, ass staark ze relativéieren: eisen Informatiounen no sinn déi komplett Rapporten effektiv net publizéiert ginn, mä d'Resultater si gläich op e puer Plazen öffentlech virgestallt an diskutéiert ginn. Hei e puer Beispiller:

- 30. Abrëll 2002: Hearing vun enger Chercheuse an der zoustänneger Chamberskommissioun;

- Ufank Mee 2002: öffentlech Virstellung vun de Resultater vun der Etüd am Centre Universitaire a Präsenz vun der deemoleger Ministesch;

- 9. Dezember 2002: Hearing am Chamberplenum «la participation des femmes dans la prise de décision politique et la réforme de la loi électorale de 1924»;

- 19. Mäerz 2003: Virstellung vun de Resultater beim Conseil national des Femmes.

- Den Informatioune vu senge Responsabelen no hat d'Unité de recherche STADE 1999 eng Etüd fir d'Chambre des Députés realiséiert, déi en marge d'Thema „femmes dans la politique" behandelt huet. D'Deputéierten hunn doropshin de 15. Mäerz 2000 d'Regierung an enger Motioun invitéiert, d'Fuerschungsaarbecht zu dem Thema ze verdéiwen (cf. annexe). D'Chamber selwer war also Demandeur fir de Projet, deen den honorabelen Deputéierten uschwätzt.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2739 (23.5.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **livre blanc sur le dialogue interculturel:**

Le programme gouvernemental stipule: «Pour mieux appréhender la diversité culturelle du Luxembourg et arriver à un vrai échange intégrateur, le Gouvernement créera un «forum des cultures». Cette plateforme fera se rencontrer les acteurs des associations et institutions culturelles ainsi que des citoyens étrangers et luxembourgeois notamment en vue du dialogue interculturel.»

À l'instar d'autres personnes, j'ai été consulté en juin 2012 par une personne mandatée par vous pour rédiger un livre blanc sur le dialogue interculturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

[3] 2002 ass d'Unité de recherche STADE bei de Centre Universitaire gewiesselt

1. Quelles sont les propositions élaborées dans le livre blanc afin de renforcer un vrai échange interculturel intégrateur au Luxembourg?

2. Quelles suites le Gouvernement compte-t-il donner à ce livre blanc? Quelle en sera la diffusion?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu de mener un débat sur les conclusions du livre blanc à la Chambre des Députés, voire au-delà?

Réponse (25.7.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député Monsieur Adam a souhaité avoir des précisions quant aux propositions élaborées dans le livre blanc sur le dialogue interculturel.

En exécution du programme gouvernemental du 29 juillet 2009 et afin de renforcer un vrai échange interculturel intégrateur au Luxembourg, j'ai mandaté en date du 21 mars 2012 Monsieur Serge Kollwelter de la rédaction d'un livre blanc pour le dialogue interculturel, dont le texte a été déposé en octobre 2012.

Son œuvre constitue notamment un recueil de prises de position des interlocuteurs interrogés. L'auteur n'a pas tiré de conclusions. Les principaux messages repris par l'auteur du livre blanc peuvent être résumés comme suit:

- la création d'une compétence transversale en matière interculturelle au sein du Gouvernement;

- l'interculturel doit être vécu ensemble dès le jeune âge et donc à l'école: le choix de l'orientation scolaire du jeune à l'âge de douze ans entraîne une séparation des communautés et empêche par conséquent tout brassage social;

- l'adoption d'une approche proactive vers les couches de la population les moins favorisées;

- la mission et les objectifs à atteindre par le «Forum des Cultures» devraient être davantage précisés par le Gouvernement. Les membres de ce forum devraient être recrutés à travers une mobilisation transversale dans la société incluant les acteurs du terrain afin que les bonnes pratiques en matière de travail interculturel puissent être mieux valorisées et diffusées;

- la participation politique à tous les niveaux, y compris pour les frontaliers.

Le livre blanc servira de fer de lance pour porter le sujet du dialogue interculturel sur la voie publique. Il constitue le départ vers une politique plus volontariste afin de promouvoir des actions concrètes sur le terrain dans le domaine de la vie sociale locale. À ce sujet, le Ministère de la Culture avec la collaboration de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration du Ministère de la Famille et de l'Intégration avait prévu d'organiser un colloque en fin d'année 2013, lors duquel interlocuteurs et public avaient été invités en raison de leurs activités culturelles et socioculturelles qu'ils exercent dans leur vie quotidienne. L'objectif est de transmettre à ceux qui souhaitent se livrer à des projets interculturels les expériences déjà acquises sur le terrain, ainsi que de dégager des pistes de réflexion pour trouver des solutions et identifier le dialogue interculturel. Or, compte tenu des événements politiques ayant conduit à l'organisation d'élections en automne 2013, ce colloque ne pourra plus avoir lieu. Les conclusions du colloque et les effets produits concrètement sur le terrain auraient orienté les prochaines étapes à entreprendre dans ce projet.

Le colloque était censé faire un pas supplémentaire de notre société bien multiculturelle vers une société plus interculturelle et donc de renforcer la cohésion sociale dans notre pays.

Question 2740 (23.5.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **parc éolien:**

À l'occasion de l'inauguration de la 12e éolienne dans le parc éolien Hengescht le 6 mai 2013, le Gouvernement a confirmé son intention de planifier 47 mâts éoliens supplémentaires au Luxembourg. Cet investissement est une contribution aux objectifs de l'Union européenne, visant la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de ressources renouvelables. La directive 2009/28/CE, datant du 23 avril 2009, impose au Luxembourg l'obligation d'atteindre le plafond de 11% des dépenses énergétiques à partir de ressources renouvelables d'ici 2020.

Les parcs éoliens sont exploités sous forme de société anonyme, dont les actionnaires sont entre autres les communes hébergeant les centrales et des sociétés d'énergie telles que Soler, SEO et Enovos.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- À quels endroits précis les 47 installations éoliennes en planification sont-elles prévues?

- Les citoyens désirant s'engager financièrement en faveur des énergies renouvelables, mais résidant hors du territoire communal d'un parc éolien, ont-ils la possibilité d'investir dans ce parc?

Réponse commune (1.7.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant les parcs éoliens, nous souhaitons vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la question relative aux endroits précis des installations éoliennes en planification sur le territoire national, nous aimerions préciser, en nous référant aux réponses aux questions parlementaires n°2509 du 17 janvier 2013 *(cf. compte rendu n°7/2012-2013)* et n°0828 du 6 août 2010 de Monsieur le Député Marcel Oberweis *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)* que les compétences du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur incluent notamment la définition des objectifs nationaux quant au développement des énergies renouvelables sur le territoire national et la proposition de mesures pour atteindre ces objectifs. Il appartient aux acteurs économiques concernés de décider sur la réalisation de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Sur demande, la société Soler S.A., une joint-venture des sociétés Enovos Luxembourg S.A. et SEO S.A., qui est impliquée dans grand nombre de projets éoliens sur le territoire national, nous a confirmé que les projets les plus avancés sont l'extension du parc éolien «Kehmen-Heischent» (puissance totale: 6,9 MW), le parc éolien «Rulljen-Géisdref» (puissance totale: 16,1 MW) et le parc éolien «Huldang» (puissance totale: 11,5 MW).

Pour ce qui est de la question sur la possibilité de participation de citoyens dans des projets d'énergie éolienne souhaitant ainsi s'engager financièrement en faveur des énergies renouvelables, il appartient aux entreprises développant les projets de décider sur la participation éventuelle d'investisseurs privés dans leurs projets et de fixer les conditions y rattachées.

Sur demande, la société Soler S.A. nous a informé qu'elle offre dans ses projets aux citoyens des communes d'implantation ainsi qu'aux communes concernées la participation dans les sociétés d'exploitation respectives afin de leur permettre de profiter directement d'une installation de production d'énergie située sur leur territoire. Jusqu'à présent, Soler S.A. a limité la possibilité de participation aux citoyens des communes concernées.

Question 2742 (24.5.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **campagne de prévention du cancer de la peau:**

Selon la presse écrite du 23 mai 2013, la Ligue médico-sociale et la Société Luxembourgeoise de Dermato-Vénéréologie, en collaboration avec le Ministère de la Santé, ont rappelé à la population les risques pour la santé provenant d'une surexposition aux rayons UV, et ont encouragé le public à se faire contrôler la peau de façon régulière. En effet, l'identification précoce de mélanomes malins éviterait de nombreux cas de cancer de la peau.

Environ 600 cas de cancer de la peau ont été diagnostiqués au Luxembourg en 2010 et douze cas se sont soldés par un décès. Comme chaque année, la campagne «Euromelanoma» aura également lieu en 2013, plus précisément le 10 juin. À l'occasion de cette journée, tous les citoyens ont la possibilité, sur rendez-vous et gratuitement, de subir un contrôle de dépistage du cancer de la peau à différents endroits du pays, à savoir Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher et Ettelbruck. Ce service est offert par le Ministère de la Santé. La campagne connaît un tel succès qu'il n'est déjà plus possible d'obtenir un rendez-vous.

Sachant que les délais d'attente chez les dermatologues sont très souvent extrêmement longs, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Ministre serait-il d'accord de proposer une deuxième journée de campagne dédiée à la prévention précoce du cancer de la peau, afin de remédier aux délais d'attente et d'inciter par cette voie davantage de personnes à subir un dépistage?

Réponse (25.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

À l'occasion de la journée «Euromelanoma», douze dermatologues de la Société Luxembourgeoise de Dermato-Vénéréologie (SLDV) ont offert des consultations gratuites dans les locaux de la Ligue médico-sociale à Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Grevenmacher et Ettelbruck.

Bien que mon Ministère soutienne cette action, il n'en est pas l'organisateur responsable, et je ne saurais donc pas décider unilatéralement d'organiser des séances supplémentaires de consultations gratuites.

À titre d'information, je voudrais relever que lors de cette journée, 150 personnes ont profité de cette consultation dite préventive.

Par ailleurs, le but primaire des actions «Euromelanoma» n'est pas d'offrir des consultations gratuites à chaque résident au Luxembourg, mais surtout de promouvoir les règles de bon sens à respecter pour bénéficier du soleil et de prévenir ainsi le cancer de la peau.

Ainsi, cette année, le thème de l'action est: «Cancer de la peau - Apprenez à contrôler votre peau». Dans ce cadre, des opérations d'information ciblées sont organisées dans les écoles fondamentales et dans les lycées. Les enfants et les adolescents sont familiarisés avec cette problématique par l'intermédiaire de brochures et cartes postales et de «jeux de soleil» spécialement développés pour cette action de prévention.

En ce qui concerne les délais d'attente chez les dermatologues, je voudrais souligner que le check-up de la peau peut se faire non seulement chez un dermatologue, mais également chez un médecin généraliste ou chez le médecin traitant.

Même si en moyenne le délai d'attente pour un premier rendez-vous auprès d'un dermatologue peut varier entre quatre semaines à quatre mois, il échoit de constater qu'en cas d'urgence un rendez-vous est donné à très brève échéance, notamment lorsqu'un patient est référé par un médecin généraliste à un dermatologue.

Certains dermatologues ont d'ailleurs réservé une matinée par semaine pour des «check-ups d'urgence», afin de pouvoir prendre rapidement en charge des patients présentant un signe d'appel.

Question 2743 (27.5.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **soins à domicile:**

In einer hiesigen Zeitschrift wurde über die Versorgungsformen berichtet, die alten und behinderten Menschen angeboten werden, um in ihrer gewohnten Umgebung verbleiben zu können und eine individuelle Pflege zu genießen. Auffallend war zum einen die Information, dass in Luxemburg mehrere Pflegedienstanbieter sieben Tage die Woche, 24 Stunden am Tag, für die Bevölkerung im Einsatz sind. Demgegenüber drücken viele Betroffene ihrem Referenzarzt ihr Unverständnis darüber aus, dass es hierzulande viel zu wenig erschwingliche Nachtdienste gibt, die Überwachungsaufgaben und auch Pflege bei Menschen zu Hause übernehmen. Dann fiel auch auf, dass nicht über innovative Dienste wie die Vitalzeichenkontrolle auf Distanz (Telemonitoring) bei chronischen Leiden oder über „Ambient Assisted Living"-Möglichkeiten berichtet wurde.

Fragen:

1) Gibt es eine 24 Stunden-Rundumversorgung an sieben Tagen?

2) Falls nein, denkt der Minister dann nicht, dass die verschiedenen Pflegedienste dies in naher Zukunft flächendeckend anbieten sollten?

3) Wie erklärt es sich, dass die innovativen Versorgungskonzepte von Telemonitoring und „Ambient Assisted Living" bisweilen nicht zum Zuge gekommen sind?

4) Was will der Minister tun, auch angesichts der Tatsache, dass hierdurch viele unnötige Kosten vermieden werden könnten?

5) Denkt der Minister nicht auch, dass die 24/7-Dienste, die den Verbleib zu Hause fördern, durch den verstärkten Einsatz von neuen Technologien gestärkt werden?

Réponse (17.6.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Artikel 75 des Kaderabkommens zwischen der Gesundheitskasse und dem Verband der Dienstleister des Hilfs- und Pflegebereiches besagt, dass „Hilfs- und Pflegeleistungen, welche zu Hause erbracht werden, vom Dienstleister an allen Tagen des Jahres zwischen 6 Uhr morgens und 22 Uhr abends gewährleistet sind."

Ein von der Stiftung „Hëllef Doheem" gefördertes Pilotprojekt über nächtliche Betreuung war von der Pflegeversicherung finanziert worden. Das Projekt „Nuetswaach" lief über die Dauer von zwei Jahren, vom 1. März 2009 bis zum 28. Februar 2011.

Während der zweijährigen Laufzeit des Projektes hat die Stiftung „Hëllef Doheem" 108 Anfragen zwecks Betreuung von 99 Bezugsberechtigten der Pflegeversicherung erhalten. 72 Anfragen (von 70 Bezugsberechtigten) entsprachen den durch großherzoglichen Beschluss festgelegten Bewilligungsbestimmungen. Von den 70 Bezugsberechtigten haben 50 von ihrem Recht auf nächtliche Betreuung Gebrauch gemacht. Die Auswerter des Projekts, Experten des CRP-Santé, sind übereingekommen, dass die Zahl der Nutznießer nicht hoch genug war, um fundierte Schlussfolgerungen über die Leistung „Nuetswaach" als Angebot der Pflegeversicherung zu ziehen. Aus diesem Grund wurde beschlossen, diese Problematik im Zusammenhang mit der anstehenden Reform der Pflegeversicherung anzugehen, unter Einbeziehung der zusätzlichen Informationen, welche das Familien- und Integrationsministerium aus der Fortsetzung des Projekts ziehen würde.

Was innovative Hilfskonzepte angeht, wie das Telemonitoring oder das „Ambient Assisted Living", so kann hervorgehoben werden, dass diese zurzeit in den Hilfs- und Pflegenetzwerken getestet werden.

Eine von Luxinnovation, einer nationalen Agentur für Innovation und Forschung, getragene Initiative, „Luxembourg ICT Cluster", vereint verschiedene Akteure, welche im Bereich der neuen Technologien in Luxemburg tätig sind. Diese Initiative tangiert verschiedene Bereiche, unter anderem die Entwicklung von neuen Technologien für die Bereiche Gesundheit und ältere Bevölkerung. Die Netzwerke HELP, Doheem Versuergt und „Hëllef Doheem" beteiligen sich an der Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population".

Das Netzwerk „Hëllef Doheem" hat in diesem Zusammenhang folgende Projekte aufzuweisen:

- eine Zusammenarbeit mit einem europäischen Projekt, das Kommunikationstechnologien fördert. Es geht darum, älteren Menschen die Möglichkeit zu geben, via Skype über das Fernsehen mit Hilfe einer sprachbasierten Bedienung zu kommunizieren. Dieses Projekt betrifft zwischen 30 und 50 Personen;

- ein telemedizinisches Projekt in Zusammenarbeit mit der Zitha-Klinik: Überwachung der lebenswichtigen Parameter der Pflegebedürftigen;

- ein Pilotprojekt über die Erstellung eines Pflegedossiers für Menschen, die zu Hause gepflegt werden.

Das Netzwerk HELP hat sein mobiles Rufsystem Help24 gestartet. Ziel ist es, den Menschen rund um die Uhr mit Hilfe der neuen Technologien eine Begleitung zu garantieren. HELP arbeitet hierbei mit G4S zusammen. Diese Dienstleistung umfasst drei Bereiche: ein mobiles Anrufsystem, die Möglichkeit, aus der Distanz Türen zu öffnen, und einen Sturzdetektor.

„Sécher Doheem", ein Hilfsdienst, der zu der Stiftung „Hëllef Doheem" gehört, bietet seit Jahren eine ähnlich gelagerte Leistung an.

Im Rahmen der Reform der Pflegeversicherung ist vorgesehen, über die Integration dieser neuartigen Unterstützungsangebote in die Leistungen der Pflegeversicherung nachzudenken.

Question 2744 (27.5.2013) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **délocalisation du tournage de films:**

Il ressort d'un article paru au «Luxemburger Wort» d'aujourd'hui que le Luxembourg serait critiqué par les pays limitrophes pour la délocalisation du tournage de films et qu'on pourrait «s'interroger sur les retombées de cette politique en terme d'images pour le pays».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Comment Monsieur le Ministre entend-il faire face à cette critique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de coproductions réalisées avec des

partenaires européens au cours des dernières années?

Réponse (1.7.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La Commission européenne, à travers le Programme Media et le Conseil de l'Europe avec son fonds «Eurimages», s'engagent depuis des années à favoriser et à promouvoir les coproductions audiovisuelles entre producteurs européens.

Le Grand-Duché de Luxembourg soutient cette politique de la promotion du cinéma européen, notamment grâce à ses mécanismes de soutien à la production qui visent essentiellement les coproductions européennes. Tous les longs-métrages cinématographiques coproduits par le Luxembourg le sont en partenariat avec une ou plusieurs sociétés de productions européennes.

Pour appuyer cette politique, le Luxembourg a signé plusieurs accords de coproduction audiovisuelle. Un tel accord a été signé avec la France à Cannes le 18 mai 2001. Ces accords stimulent les synergies entre professionnels des pays concernés, tentent à faciliter les échanges entre les producteurs et permettent de cumuler les avantages financiers octroyés dans leurs pays respectifs.

Les critiques dont il est question émanent de certains milieux en France qui, outre la Belgique, l'Allemagne ou l'Irlande, est le partenaire le plus important du Grand-Duché. Ces dernières années, les ressources de financement ont sensiblement diminué en France, ce qui augmente pour les producteurs français l'attrait des coproductions internationales. En effet, les coproductions sont nécessaires non seulement pour des raisons culturelles, mais également pour des raisons économiques. Sans la coproduction avec des partenaires d'autres nations, beaucoup de films français n'auraient pas été réalisés au cours des dernières années.

Il va sans dire que chaque partenaire réclame un retour économique, culturel ou social, ceci en compensation de l'investissement consenti dans une coproduction. Cela vaut tant pour le Grand-Duché que pour la France qui, lorsqu'elle a consenti des aides en matière de coproduction, impose des conditions dans le but de garantir ces retours.

Les voix qui en France semblent vouloir qualifier de «délocalisation» les tournages à l'étranger ne reflètent d'aucune manière la situation sur le terrain. Le Luxembourg coproduit annuellement en moyenne une quinzaine d'œuvres audiovisuelles avec la France. Cette tendance est croissante et nécessaire à l'essor créatif, économique et social des deux pays. Les relations entre les producteurs français et luxembourgeois sont au beau fixe, ce qui illustre une stratégie de production commune.

En tant que Ministre des Communications et des Médias, je suis bien entendu disposé à rencontrer mes homologues français pour discuter de tout malentendu éventuel.

Question 2745 (27.5.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **direction du Lycée technique Agricole:**

À en croire des informations diffusées dans la presse, il ne serait pas procédé à la nomination d'une nouvelle direction pour le Lycée technique Agricole avant les élections législatives du 25 mai 2014. En effet, suite à la nomination de l'ancienne directrice au poste de Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a provisoirement pourvu à son remplacement en nommant un directeur faisant fonction.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations diffusées dans la presse écrite?

- Dans l'affirmative, quelle serait la raison d'un tel arrangement?

- Dans la négative, pour quand au plus tard Madame la Ministre se propose-t-elle de procéder à la nomination d'une direction définitive?

Réponse (26.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La directrice du Lycée technique Agricole fut nommée à la fonction de Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 30 avril 2013.

Comme cette nomination n'était pas prévisible et puisque le poste n'avait pas pu être déclaré vacant au préalable, aucun appel à candidature n'avait été lancé. Pour assurer le bon déroulement des classes et des examens de fin d'année, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement de confier la direction du Lycée technique Agricole à l'équipe de direction en place.

Les arrêtés grand-ducaux nommant le directeur adjoint directeur faisant fonction, ainsi que l'attachée à la direction directrice adjointe faisant fonction, furent pris le 10 mai 2013.

À l'heure actuelle il n'est pas prévu de nommer un nouveau directeur.

Question 2747 (28.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **plan d'action bruit:**

Vill Leit, déi an der Noperschaft vu wichtegen Nationalstroossen oder Autobunne wunnen, bekloe sech iwwert de Kaméidi. De Problem gëtt jo mat der Zäit net méi kleng, well de Verkéier dauernd weider wiisst. Am Mee 2010 huet d'Regierung en Aktiounsplang fir d'Bekämpfe vum Kaméidi laanscht de grousse Verkéiersachse virgestallt.

Doweinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Wat fir Konsequenze sinn aus deem Aktiounsplang vun 2010 gezu ginn?

2) Wat fir konkret Aarbechte sinn op Basis vum deem Plang ausgefouert ginn, oder stinn direkt an der Planung? Wéi vill Geld ass fir dës Aarbechte bezuelt gi respektiv ass budgetiséiert ginn?

3) Sinn an deem Kader Subsiden u privat Stéit, un Institutiounen (wéi Spideeler, Haiser fir Senioren, Schoulen...) ausbezuelt gi fir déi akustesch Isolatioun? Wa jo, wéi gesinn dës Subsiden am Detail aus?

4) Sinn d'Donnéeën, déi fir d'Erstelle vum Aktiounsplang geholl gi sinn, aktualiséiert, respektiv ass et virgesinn, dës ze aktualiséieren an z. B. nei Kaarten opzestellen?

5) Falls et zu Veränneronge bei der Belaaschtung duerch de Kaméidi kënnt, hélt de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dann automatesch d'Décisioun, fir Schutzmoossnamen am Interessi vun de Leit ze organiséieren?

6) Huet den Här Gesondheetsminister Erkenntnisser iwwert d'Auswierkung vum Kaméidi vum Stroosseverkéier op d'Gesondheet vun de Leit?

7) Wéi eng Preventiounsmoossnamen ënnerstëtzt de Gesondheetsministère, fir Gesondheetsschied duerch de Kaméidi vum Verkéier, och duerch Chantieren, ze vermeiden?

Réponse commune (2.7.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Sou wéi d'Direktiv 2002/49/CE et virgesäit, huet d'Ëmweltverwaltung een Aktiounsplang géint de Kaméidi ausgeschafft, zesumme mat de concernéierten Institutiounen. Dee Plang baséiert sech op d'Resultater vun der éischter Kartographiephas a soll de Kaméidi geziilt reduzéieren oder guer net opkomme loossen.

An der éischter Phas goufen ënner anerem d'Autobunne kartographéiert. Dobäi ass festgestallt ginn, dass just verschidden Abschnitter problematesch waren, well oft scho virum Akraafttriede vun der Direktiv preventiv Moossname géint de Kaméidi geholl goufe respektiv d'Autobunn wäit genuch ewech vun dem nächste Wunngebitt ass a sou keen direkten Impakt huet.

Den Aktiounsplang soll preventiv wierken, awer och bestehend Problemer ugoen.

Am Stroossebau gëtt deemno vun Ufank u probéiert, de Kaméidi op ee Minimum ze reduzéieren an déi néideg Mesurë gi beim Ausschaffe vum Projet opgegraff. Den Aktiounsplang indentifizéiert awer och sensibel Zonen, wou zousätzlech Schutzmoossname méiglech sinn. Dobäi gëtt d'Prioritéit vun der Ëmsetzung duerch d'akustesch Situatioun an dem Fortschrëtt vun dem Infrastrukturprojet beaflosst.

Als Beispill kann ee folgend Projeten uginn, bei deenen de Schutz virum Kaméidi wichtege Bestanddeel vun der Planung war:

- Contournement vu Jonglënster;
- Nordstrooss;
- Autobunnskräiz zu Steebrécken;
- Ausbau vun der A3 an der A6.

D'groussherzoglecht Reglement vum 18. Februar 2013 (règlement grand-ducal du 18 février 2013 relatif à l'octroi des aides financières en vue de l'amélioration de l'Isolation acoustique de bâtiments d'habitation contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg), wat den 1. Mee 2013 a Kraaft getrueden ass, gesäit Subventioune fir Wunngebaier am direkten Ëmfeld vum Flughafe vir.

Allerdéngs beschränken déi Subventioune sech op de Kaméidi vum Fluchverkéier, sou wéi et an der Motioun PI4767 vun der Chamber gefuerdert gi war.

An Tëschenzäit gouf déi zweet Phas vun der Direktiv 2002/49/CE an Ugréff geholl.

An deem Kontext muss d'Ëmweltverwaltung nei Kaarten ausschaffe fir folgend Zonen:

- Agglomeratioun iwwer 100.000 Awunner;
- Stroosse mat iwwer dräi Millioune Passagë pro Joer;
- Zuchlinne mat iwwer 30.000 Passagë pro Joer;
- Flughäfe mat iwwer 50.000 Mouvementer pro Joer.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass folgend Zone musse kartographéiert ginn:

- Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg an d'Gemenge ronderëm;
- Am ganzen 500 km Autobunn an Nationalstroossen;
- Ongeféier 150 km Eisebunn;
- De Flughafe Findel.

Aktuell ass d'Ausschaffe vun de neie Kaarten ofgeschloss an d'Kaarte si publizéiert ginn, bis op déi vum Flughafen, wou nach verschidden Detailer feelen.

Déi nächst Etapp wäert dann d'Upasse vum Aktiounsplang sinn. Dëst soll op Basis vun den neie Kaarte gemaach ginn.

De Kaméidi, also och de Verkéierskaméidi, ka folgend Auswierkungen op d'Gesondheet vun de Leit hunn:

- Schlofstéierungen;
- Kreeslafstéierungen;
- Stressbedéngt Gesondheetsproblemer (Stoffwiessel, Immunsystem, Tinnitus,...);
- Reduktioun vun der Leeschtung op der Aarbecht an an der Schoul;
- Verhalensstéierungen (Aggressivitéit, Verzweiwelung,...);
- Schwieregkeeten, fir ze kommunizéieren.

Méiglech Preventiounsmoossnamen zur Reduktioun vum Verkéierskaméidi sinn:

- Verkéiersbeschränkungen (Auerzäit, Vitesse, Aart vu Gefier, etc.);
- Kaméidireduzéierend Stroossebeleeg;
- Aschränke vum Kaméidi vun de Gefierer;
- Ofstand zu Kaméidiquelle beim Wunnengsbau;
- Contournéiere vu Wunnengsgebidder;
- Abaue vun akustesch ofgeschiermte Fënsteren, Anti-Kaméidi-Maueren an Anti-Kaméidi-Diguen;
- Sensibilisatioun vun den Autofuerer.

Question 2748 (28.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prévention suicide:**

Zënter e puer Deeg ass d'Internetsäit www.prevention-suicide.lu, op där eng Rei Informatiounen zum Thema Suizid ze fanne sinn, nees online. Dës Säit adresséiert sech net nëmmen un déijéineg, déi sech schlecht fillen an Hëllef sichen, mä och un deenen hiren Entourage an un d'Fachleit. D'Informatioune stinn op Franséisch an op Däitsch zur Verfügung.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wien ass fir d'Internetsäit www.prevention-suicide.lu zoustänneg?

2. Wéi ass et méiglech, datt dës Säit jorelaang net accessibel war?

3. Ass et virgesinn, grad well et sech ëm e sensibelt Thema handelt, fir déi wichteg Informatiounen och an anere Sproochen, an notamment op Lëtzebuergesch, unzebidden?

4. Et gëtt op där Internetsäit ënner anerem drop higewisen, datt déi betraffe Leit den SOS Détresse (45 45 45) kënnen uruffen. Ass den Här Minister net der Meenung, datt esou en Hëllefstëlefon misst 24 Stonnen op 24 fonctionnéieren, an net nëmmen zu bestëmmten Auerzäiten?

Réponse (9.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Zënter enger Rei vu Jore mécht de Gesondheetsministère, an enker Zesummenaarbecht mat de Professionelle vum Terrain, grouss Efforte fir Verbesserungen am gesamte Beräich vun de psychiatresche Problemer a Krankheeten, dëst och wat d'Preventioun vum Suizid ubelaangt.

Fir sech geziilt der Problematik Suizid zouzewenden, ass am Februar 2006 de Centre d'Information et de Prévention (CIP) beoptraagt ginn, d'Vernetzungsinitiativ fir Suizid ze koordinéieren, déi sech ënner anerem ëm d'Organisatioun vun den nationale Journéeë vun der Preventioun vum Suizid këmmert.

Zënter e puer Wochen ass d'Internetsäit www.prevention-suicide.lu, op där eng Rei Informatiounen zum Thema Suizid ze fanne sinn, nees online. Dës Säit adresséiert sech net nëmmen un déijéineg, déi sech schlecht fillen an Hëllef sichen, mä och un deenen hiren Entourage an un d'Fachleit. D'Informatioune stinn op Franséisch an op Däitsch zur Verfügung.

De CIP ass eng Initiativ vun der Ligue d'Hygiène Mentale a.s.b.l., déi mam Gesondheetsministère konventionéiert ass a fir d'Homepage vun dëser Internetsäit zoustänneg ass. Den Opbau an den Inhalt si vum CIP erstallt ginn, mat Hëllef vun de Memberen aus engem Aarbechtsgrupp, dee speziell dofir an d'Liewe geruff ginn ass.

Den Update vum Internetsite gëtt vum CIP realiséiert.

De Site war net accessibel, well en nach net lancéiert war. En ass awer virdru fir d'Publicitéit vun de Suizid Preventiouns Journéeë benotzt ginn, well d'Internetadress schonn akaaft gi war. Den Internetsite ass net virdu lancéiert ginn, well déi élaboréiert Texter nach net souwäit waren, fir se Online ze setzen.

D'Iddi, fir de Site net nëmmen an enger Sprooch ze lancéieren, war scho ganz fréi do, wou jo de franséischen Deel schonn eng Zäitche fäerdeg war.

An direkter Zukunft ass awer net geplangt, fir d'Informatiounen och an anere Sproochen, an deemno och op Lëtzebuergesch unzebidden. Mä laangfristeg ass dëst sécherlech och eng interessant Optioun.

Et ass richteg, datt esou eng Hotline 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 soll fonctionnéieren. Dëse Schrëtt setzt awer déi noutwendeg organisatoresch an/oder finanziell Moyene viraus. An esou ass dëst och virgesinn an deem zukünftege Plan National vun der Suizid Preventioun.

Effektiv schafft d'Vernetzungsinitiativ fir Suizid Preventioun zënter engem Joer ganz aktiv un der Opstellung vun engem nationale Plang fir Suizid Preventioun, dee spéitstens am Ufank vum nächste Joer lancéiert gëtt.

Question 2749 (28.5.2013) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **contournement de Baschrage:**

Den 22. Mee ware mir bei enger Biergerversammlung an der Gemeng Suessem, an där et ëm déi geplangten Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng goung. Déi Strooss soll zum Deel iwwert den Territoire vun der Gemeng Suessem féieren. An där Versammlung gouf den Tracé ënner anerem och dowéinst kritiséiert, well en e wichtegt Naturschutzgebitt soll duerchschneiden. Dat verursaacht eng Rei vu Problemer, souwuel fir d'Natur, wéi och fir d'Mënschen aus där Regioun, déi dës Bëschgéigend gär als Erhuelungsgebitt benotzen.

Do derniewent gouf et nach eng ganz Rei vun anere Kritiken a Froen, ënner anerem och wat déi weider Féierung vun där Strooss duerch d'Gemeng Dippech ugeet a wéi de Verkéier schlussendlech vun der Helfenterbréck aus u soll an d'Stad geféiert ginn.

Am Laf vun der Diskussioun ass e puer Mol d'Fro opkomm, ob dann déi Strooss iwwerhaapt néideg wär, wann den öffentlechen Transport konsequent ausgebaut géif.

Dowéinst, fir d'Froe vun all deene Leit opzegräifen a virunzeleeden, wollte mir dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1. Déi Plangung vun där Strooss ass schonn zënter ville Joren amgaangen. Si bei den aktuelle Méiglechkeete vum öffentlechen Transport all Méiglechkeeten nach eemol considéréiert ginn, déi eng nei Strooss eventuell kéinten iwwerflësseg maachen?

2. Si speziell dës Punkte grëndlech ënnersicht ginn:

- Opfangparkingen an der Grenzregioun

- Vergréisserung vun den Zuchcapacitéiten op der neier duebelgleiseger Zuchstreck Péiteng-Stad

- Erhéijung vun den Zuchfrequenzen

- Benotzung vu Busse mat grousser Passagéiercapacitéit an héijer Frequenz

- Verleeung vum Gidderverkéier op d'Schinn?

3. Wéi eng Erliichterung géing déi nei Strooss der Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng wierklech brénge, well jo op där Strooss eng ganz Rei vu grousse kommerziellen, schouleschen a sportlechen Infrastrukture leien?

4. Gëtt déi Käerjenger Gemeng (virun allem Kéinzeg a Käerjeng) net och nach verkéierstechnesch zousätzlech duerch déi geplangten ekonomesch Aktivitéitszon zu Grass (Zaro) belaascht?

5. Ass duerch dat neit Element vun där geplangter Zaro net elo eng Nordvariant fir déi Käerjenger Ëmgehungsstrooss méi sënnvoll?

6. Ass och déi Variant vun der Iwwerdeckelung vun der Eisebunn fir d'Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng vun de Ponts et Chaussées ënnersicht ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, firwat net?

Réponse (19.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1) + 2) D'Verkéiersopkommen op der geplangter Strooss ass mat dem CMT-Modell berechent ginn. Dat ass eng Traficsimulatioun op nationalem Niveau, an där déi zukünfteg Entwécklung vun de Siedlungen an Aktivitéitszonen, vun de Verkéiersinfrastrukturen ënner Optimiséierung vun de Betribskonzepter vun den öffentleche Verkéierssystemer (CFL, RGTR, TICE,…) rechneresch simuléiert gëtt. Dobäi sinn all schonns an dem Verkéierskonzept MoDu ugekënnegt Mesurë berücksichtegt, wéi notamment de Park & Ride - Konzept mat groussen Opfangparkingen an der wäiter Peripherie vun der Stad (wéi z. B. de geplangte Parking zu Rodange bei der Gare am PED), an natierlech och d'Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck. All déi Mesurë musse sinn, fir dem Verkéier Meeschter ze ginn, mä si maachen de Stroosseréseau net iwwerflëssseg. Obschonn datt d'Planung vun dëser Strooss ugefaange ginn ass, wou esou komplex Verkéierssimulatiounen nach net konnten duerchgefouert ginn, huet sech awer erausgestallt, datt de Besoin vun Ufank u richteg erkannt war.

3) Déi nei Strooss brëngt der Lëtzebuerger Strooss zu Käerjeng, an där haut ëm 20 bis 25 dausend Autoen a béid Richtunge gezielt ginn, eng drastesch Verbesserung. Natierlech sinn och do flankéierend Moossname virgesinn, wéi z. B. Luuchtesteierungen op de Kräizungen, fir d'Attraktivitéit par rapport zum Contournement ze verschlechteren. Mä et ass awer normal, datt de lokalen Trafic och weider a Käerjeng muss zirkuléieren, wann ee wëllt bei d'Schoulinfrastrukturen asw. fueren. D'Erliichterung op där Plaz par rapport zu enger Nulloptioun läit graff bei iwwer 50%.

4) All zousätzlech Zon generéiert och zousätzlechen Trafic. Eent vun den Ziler vun enger integrativer Landes- a Verkéiersplanung ass et, fir esou Zoningen op Plazen ze implantéieren, wou ënner anerem d'verkéierlech Situatioun kann optimiséiert ginn an et méiglech ass, fir z. B. gutt Bus an eventuell Zuchverbindungen ze schafen, an den enstoenden Stroossentrafic op engem gutt strukturéierte Stroossennetz ofzewécklen. Et ass also nëmmen normal, datt Stroossentrafic, deen op eng Plaz wëll fueren, och iwwert déi ugrenzend Stroosse muss fueren.

All nei Aktivitéitszon belaascht zousätzlech d'Stroossen an hirer direkter Noperschaft. Bei der Planung vun der Aktivitéitszone Zaro zu Grass ass eng Verkéiersstudie gemaach ginn.

Fir den Horizont 2020 ass mat zousätzleche Verkéiersbewegungen aus Richtung Zaro ze rechnen. Der Studie no, gi 50% dovun direkt op d'Autobunn, 25% a Richtung Klengbetten a 25% a Richtung Kéinzeg, wou se sech op dem CR110 a Richtung Lénger an a Richtung Käerjeng verdeelen.

5) D'Entwécklung vun der Aktivitéitszon Zaro laanscht d'Autobunn A6, ass ee vun den Elementer, dei eng Nordvariant als net sënnvoll maachen.

6) D'Iwwerdeckelung vun der Eisebunn wier vu Säite vun den Autoritéite vun der Eisebunn schwéier ze genehmegen an ass net analyséiert ginn. Firwat net, kann ee ganz einfach domadder erklären, datt esou eng Léisung géing een Ingenieursbauwierk vun ongefeier 2,5 km Längt iwwert der Eisebunnstrace bedeiten, woubäi méi Facteuren an d'Spill kommen:

a. d'Baukäschten, mat éischtens deene renge Bauwierkskäschten, an awer och de Käschten, déi duerch d'Präsenz vun enger exploitéierter Eisebunn generéiert ginn, well am lafende Betrib misst den Ouvrage gebaut ginn op Fondatiounen, direkt nieft dem Eisebunnsgabarit. Dobäi kommen natierlech all d'Contrainten aus dem Entretien vun der Eisebunn an der Strooss, déi also ongefeier aacht bis néng Meter iwwert dem Gleisniveau géing verlafen. Uewendriwwer de Stroossentrafic an ënnendrënner d'Stroumféierung mat de Caténairë an d'Eisebunn.

b. Duerch déi héich Lag misst d'Strooss dann och riets a lénks agekleet ginn, et misste Sécherheetspassagë virgesi ginn asw. Dobäi géing d'Strooss also d'Breet vun der Eisebunn ëm puer Meter dépasséieren an z. B. ob d'Quaie vun der Gare vu Bascharage/Suessem, an op esou munche Privatterrain an deelweis och op Bësch empiétéieren. Et missten och entspriechend Rampeléisunge fonnt ginn, fir stroossentechnesch konform un de Stroosseréseau unzeschléissen, mat engem Échangeur un d'Collectrice du Sud.

D'Käschte vun dem Entretien an der Exploitatioun souwuel, vun der Eisebunn wéi och vun der Strooss, déi enger Tunnelléisung géinge gläichen, géinge par rapport zu enger klassescher Léisung enorm an d'Luucht.

Q168

Question 2750 (28.5.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police:**

Je reviens à ma question parlementaire n°1687 du 5 octobre 2011 à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région concernant l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police *(cf. compte rendu n°4/2011-2012)*. Dans sa réponse Monsieur le Ministre avait signalé le faible taux de réussite à l'examen-concours: parmi les 280 candidats ayant été admis à l'examen, 53 l'ont réussi, dont trois volontaires de l'armée. Monsieur le Ministre avait précisé par ailleurs que ses services «sont en cours d'analyse des résultats et réfléchissent sur d'éventuelles initiatives à prendre».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le taux de réussite aux examens-concours organisés après 2011? Combien de volontaires de l'armée se sont présentés aux examens et quel a été leur taux de réussite? Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre des volontaires de l'armée ayant réussi les épreuves est suffisant?

- Quelles étaient les conclusions des services de Monsieur le Ministre suite à l'analyse des résultats évoquée dans sa réponse à ma question? Est-ce que des initiatives ont été prises suite à cette analyse?

- Quelles sont les réflexions ou initiatives de Monsieur le Ministre, implémentées ou envisagées, pour remédier aux nombreux échecs tant des soldats volontaires que des autres candidats qui se présentent à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police?

Réponse commune (1.7.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, Ministre de la Défense:*

En 2012, 345 candidats ont été admis à se présenter à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur de police, dont 25 soldats volontaires de l'armée. Cinq d'entre eux, dont trois bénéficiant d'un droit de priorité ont fait partie des 85 candidats ayant réussi l'examen écrit. Au final, après l'épreuve sportive, l'examen médical et le test psychologique, quatre des 67 candidats retenus ont été des soldats volontaires, dont deux bénéficient du droit de priorité.

Comme le taux de réussite des soldats volontaires a été considéré comme insuffisant, des mesures concrètes ont été prises. Ainsi, sur demande du Ministre, les questions d'examen sont soumises depuis 2012 au Ministère de l'Éducation nationale pour aval. Par ailleurs, le Service de reconversion de l'armée ainsi que l'École de l'Armée ont intensifié les travaux de préparation des candidats volontaires de l'armée à l'examen-concours pour la carrière de l'inspecteur.

La réforme de l'École de l'Armée vise une meilleure préparation générale des soldats volontaires en phase de reconversion, entre autres en permettant à partir de juillet 2014 aux soldats volontaires d'accomplir une 11e CM (régime technique) et non plus, comme à l'heure actuelle une T1 CM (régime de technicien).

Question 2752 (29.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **coûts de l'assistance judiciaire:**

De 16. Abrëll 2013 hat ech eng parlamentaresch Fro zu den Affekotefraisen am Kader vun der Assistance judiciaire gestallt (N°2664) *(cf. compte rendu n°10/2012-2013)*. D'Madame Justizministesch huet an hirer Äntwert präziséiert, datt fir d'Period vum 1. Abrëll 2012 bis den 1. Abrëll 2013 net manner wéi 1.156.708,11 Euro fir d'Assistance judiciaire am Beräich vum Auslännerrecht ausbezuelt goufen. D'Madame Ministesch huet och confirméiert, datt verschidden Affekotenetüde sech op d'Auslännerfroe spezialiséiert hunn a méi wéi 10% vun den Indemnitéite fir d'Assistance judiciaire an Auslännerfroe kréien.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Justizministesch dës Fro stellen:

- Wéi vill Etüden hu wéi vill Prozent vun deenen 1.156.708,11 Euro kritt?

Réponse (15.7.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

1. Am Kader vun der Assistance judiciaire krute 84 Affekoten am Beräich vum Auslännerrecht eng Indemnitéit ausbezuelt.

2. De Montant vun 1.156.708,11 Euro, deen an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum 16. Abrëll 2013 ernimmt ginn ass, bezitt sech op d'Avancen an d'Décompten, déi de Justizministère tëschent dem 1. Abrëll 2012 an dem 1. Abrëll 2013 un d'Affekote bezuelt huet.

3. Et sinn eleng fir 696.422,49 Euro Décompten ausbezuelt ginn, an déi verdeele sech op déi 84 verschidden Affekoten, déi aus dem Listing ervirginn, dee bäigeluecht ass.

(listing à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2753 (30.5.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**importation de produits chinois:**

Selon le rapport du système d'alerte RAPEX de la Commission européenne qui a pour but de faire circuler rapidement entre les États membres les informations concernant les produits non alimentaires potentiellement dangereux introduits sur le marché européen, quelque 2.278 produits dangereux pour la santé et la sécurité des consommateurs ont été signalés en 2012.

Un chiffre qui constitue une hausse de 26% par rapport à l'année précédente. Sur ces 2.278 produits, 58% étaient d'origine chinoise, ce qui constitue une progression de 4% par rapport à l'année précédente.

Le volume des échanges commerciaux entre le Luxembourg et la Chine avait atteint 1,905 milliard de dollars en 2011, plus de 50% des importations asiatiques étaient d'origine chinoise. Ces chiffres montrent l'importance et les dimensions des relations sino-luxembourgeoises qui devraient encore s'intensifier dans les prochaines années.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Combien de produits d'origine chinoise présentant des risques pour la santé et la sécurité des consommateurs ont été signalés par les autorités luxembourgeoises pour les années 2010, 2011 et 2012?

- Quelles sont les catégories de produits à risque les plus notifiées?

- Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette problématique?

Réponse (3.7.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La loi modifiée du 20 mai 2008 portant création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services désigne l'ILNAS comme autorité responsable de la surveillance du marché de plusieurs catégories de produits manufacturés non alimentaires tout comme du contrôle de la sécurité générale des produits au sens de la loi modifiée du 31 juillet 2006 sur la sécurité générale des produits.

Les produits dangereux et non conformes ne constituent pas seulement un risque pour les consommateurs et les autres utilisateurs, mais ont d'importantes conséquences économiques, car ils induisent une concurrence déloyale. Les opérateurs qui ne respectent pas les règles peuvent réaliser d'importantes économies sur les coûts de mise en conformité et commercialiser leurs produits à un prix moindre que leurs concurrents respectueux de la loi.

Les inspecteurs de la surveillance du marché de l'ILNAS vérifient régulièrement la conformité de produits en vente sur le marché luxembourgeois. Les opérations de contrôle au niveau local sont soit planifiées, soit improvisées suite à des plaintes ou autres informations reçues au sujet de produits manufacturés.

Les contrôles diligentés dans le cadre de la surveillance du marché sont de deux natures:

- des contrôles documentaires qui consistent en la vérification de la présence des marquages, tel que le marquage CE, et, le cas échéant, des documents requis par la réglementation, tels que la déclaration de conformité, le dossier technique et la notice d'utilisation;

- des contrôles sur les caractéristiques des produits. Ils visent à s'assurer que le produit respecte les exigences prévues par les législations qui lui sont applicables. Ces contrôles peuvent s'appuyer sur la réalisation de tests et d'analyses en laboratoire.

Lorsque L'ILNAS identifie un produit présentant un risque, l'institut alerte les utilisateurs en adoptant les mesures appropriées. Lorsqu'il présente un risque grave, l'ILNAS:

- notifie le produit par le biais du système communautaire d'échange rapide d'informations sur les produits dangereux non alimentaires, ci-après RAPEX;

- rappelle ou retire le produit;

- veille à ce que le produit soit modifié et le risque supprimé ou, si nécessaire, détruit.

L'ILNAS contrôle également de façon régulière la conformité des produits de provenance de pays tiers. Dans ce cadre une convention a été signée le 2 juillet 1998, modifiée le 29 juillet 2009, entre l'ILNAS et l'Administration des Douanes et Accises. Elle règle la collaboration entre les deux administrations dans le cadre de la surveillance du marché de certaines catégories de produits manufacturés non alimentaires.

Suite aux surveillances l'ILNAS notifie les produits identifiés comme dangereux à la Commission européenne et aux États membres par le biais du système RAPEX.

Pour identifier si un produit est dangereux, l'ILNAS analyse non seulement les rapports de vérification des inspecteurs et les rapports d'analyse des laboratoires d'essais, mais effectue également une analyse de risque qui définit les critères d'après lesquels un produit est jugé dangereux pour le consommateur et doit ainsi être notifié par le biais du système RAPEX.

Le nombre de produits dangereux pour le consommateur en provenance de la Chine notifiés par le Luxembourg par le système RAPEX au cours des trois dernières années s'établit comme suit:

En 2010, cinq produits.

En 2011, dix produits.

En 2012, cinq produits.

Dans la majorité des cas, il s'agissait de produits électriques, de jouets et de pointeurs laser.

Pour tous les autres produits non conformes, mais qui ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des personnes, la santé et le bien-être des animaux ou de l'environnement, l'échange d'informations avec les autres États membres se fait par le biais de la base de données européenne ICSMS (Information and communication system for market surveillance).

Pour des raisons d'efficacité, le projet de loi n°6315 portant réorganisation de l'ILNAS va regrouper la surveillance du marché d'un plus grand nombre de produits manufacturés non alimentaires auprès de l'ILNAS. Dans le cadre de ce projet de loi un renforcement de personnel est prévu pour l'ILNAS, dédié à couvrir ces nouvelles missions de surveillance du marché.

Un nouveau référentiel partagé par l'ILNAS et par l'Administration des Douanes et Accises va également renforcer l'efficacité de la surveillance du marché au Luxembourg.

Question 2754 (31.5.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **opérations pour le maintien de la paix:**

Zënter 1992 mécht d'Lëtzebuerger Arméi bei sougenanntenen „OMP" (Opérations pour le maintien de la paix) mat. Och d'Police deleguéiert Leit an d'Ausland, zum Beispill an de

Kosovo, an theoretesch kënnen och nach aner Verwaltungen a souguer Ziviliste sech un esou Missioune bedeelegen.

Besonnesch bei militäreschen Asätz kann et zu traumateschen Erfahrunge kommen, déi, jee no psychologescher Konstitutioun vum exposéierten Zaldot a senger Widderstandskraaft géint extrem Erliefnisser, kënnen zu sougenanntene post-traumatesche Symptomer féieren. Esou Symptomer kënnen och nach laang no der Déngschtzäit an engem Krisegebitt optauchen an och d'Reintegratioun vun engem Militär an dat zivilt Liewe bedeitend méi schwéier maachen.

D'Arméi huet och aus esou Iwwerleeungen eraus viru Kuerzem eng Psychologin engagéiert.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Huet d'Arméi oder eng aner Verwaltung bis elo festgestallt, datt bei Leit, déi an enger OMP engagéiert waren, post-traumatesch Stéierungen opgetruede sinn?

2. Huet d'Arméi fir esou e Fall Méiglechkeete vun enger laangfristeger Behandlung virgesinn? Sinn esou Behandlungen och finanziell ofgesécher, an deem Sënn, datt eng betraffe Persoun net fir déi laangfristeg medizinesch Konsequenze vun esou engem Asaz fir de Stat muss selwer fir d'Käschten opkommen?

3. Ginn déi Persounen, déi aus engem Asaz zréckkommen, systematesch op e Gespréich mat engem Psycholog oder engem Psychiater invitéiert, fir méiglech traumatesch Erliefnisser ze dokumentéieren an ze beschwätzen? Huet d'Arméi eng Zesummenaarbecht mat Psychiateren zu Lëtzebuerg fir esou Fäll organiséiert, respektiv mat zivilen oder militäresche psychiatresche Servicer am Ausland?

Réponse (2.7.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Souwäit wéi et dem Arméipsycholog bekannt ass, leit kee Militär ënner post-traumateschem Stress.

Wann e Militär e laangzäitege Suivi brauche sollt, wäert d'Arméi d'Gratuitéit vun esou engem Suivi garantéieren nodeem, de Psycholog an den Dokter vun der Arméi hiren Accord dozou ginn hunn. Dem Militär wier dann och fräigestallt, den Therapeut, deen hie fleege soll, selwer ze bestëmmen. De Gesondheetsdéngscht vun der Arméi huet e Budget, fir esou e Suivi ze finanzéieren.

D'Membere vun der Arméi gi schonn e puer Méint éier se a Missioun gi psychologesch encadréiert an deen Encadrement dauert bis op d'mannst dräi Méint no hirem Retour vun der Missoun. D'Preparatiounsphas op d'Missioun gesäit eng ganz Rei individuell a kollektiv Gespréicher mat allen Zaldoten a Kadere vir, fir se op déi psychologesch wichteg Aspekter vun der Missioun virzebereeden.

No der Missioun gi weider individuel Gespréicher gefouert, fir souwuel iwwert d'Missioun ze schwätzen, mä awer och fir d'Réinsertioun no véier Méint Ofwiesenheet ze begleeden. Méi spéit ginn dann um Niveau vun der Sektioun kollektiv Réuniounen ofgehalen, fir d'Erliefnisser an d'Erfahrunge vun der Missioun ze beschwätzen. D'Méiglechkeet besteet weider, dass de Militär individuell Gespréicher mam Psycholog féiere kann.

Well et zu Lëtzebuerg nach keng grouss Erfahrung gëtt, wat spézifesch post-traumatesch Stresser ugeet, géif an esou engem Fall de Militär un d'Militärspidol Reine Astrid vun Neder-over-Heembeek verwise ginn. An deem Spidol gëtt et eng Équipe vu Spézialisten, déi vill Erfahrung mat operationnelle Problematiken hunn. De Psycholog vun der Lëtzebuerger Arméi huet gutt Kontakter mam medizineschen Déngscht vun der belscher Arméi a mat de belschen Arméipsychologen. Während de Missiounen am Ausland, wou lëtzebuergesch Zaldoten a belsch Détachementer ageglidder sinn, stinn och déi belsch „Conseillers en opérationnalité mentale" bereet,fir no hinnen ze kucken, wann dat sollt néideg sinn.

Question 2755 (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**assurance dépendance en cas de maladie psychique:**

Bei der Evaluation von Antragstellern auf die Dienstleistung der Pflegeversicherung kommt es vor, dass Menschen mit psychischen Erkrankungen und geistigen Behinderungen abgewiesen werden und so nicht in den Genuss von bestimmten Dienstleistungen kommen. Das hat damit zu tun, dass der Verlust von kognitiven Fähigkeiten, wie beispielweise bei Demenz, weniger als Autonomieverlust gewichtet wird als dies der Fall ist bei Einschränkung in den Grundbedürfnissen wie Essen, Mobilität und Hygiene. Wenn auch der objektive Autonomieverlust im Rahmen eingeschränkter Alltagskompetenz bei Demenzkranken ähnlich gleich vorliegt wie bei anderen Kranken mit Einschränkungen in den drei Grundbedürfnissen Essen, Mobilität und Körperpflege, so erkennt die Pflegeversicherung in ihren Kriterien diese Situation meines Erachtens nicht gebührend an.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es solche bedauerliche Situationen gibt, in denen die Pflegeversicherung nicht einspringt, obwohl eine eingeschränkte Alltagskompetenz vorliegt?

2) Falls ja, wie gedenkt der Minister diese Situation kurzfristig zu verbessern, auch angesichts der Tatsache, dass die deutsche Pflegeversicherung im Rahmen des „Pflege-Neuausrichtungsgesetzes" diese gleiche Situation nunmehr pragmatisch angegangen hat?

3) Denkt der Minister nicht, dass ein wichtiger Punkt einer verbesserten Versorgung der Demenzkranken hierzulande die Anerkennung der eingeschränkten Alltagskompetenz als Autonomieverlust sein muss?

Réponse (11.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Zu den Punkten 1) und 2): Der „Code de la sécurité sociale" definiert in seinem Artikel 348 die Pflegebedürftigkeit sinngemäß wie folgt: „Gilt als pflegebedürftig eine Person, die wegen einer physischen, mentalen oder psychischen Krankheit, oder eines Problems gleicher Natur, einen erheblichen und regelmäßigen Hilfsbedarf seitens einer Drittperson in den Aktivitäten des täglichen Lebens hat.

Die Aktivitäten des täglichen Lebens bestehen aus:

- Körperpflege: Waschen, Mundhygiene, Hautpflege, Ausscheiden

- Nahrungsaufnahme: Vorbereitung einer geeigneten Nahrung und Unterstützung bei der Aufnahme dieser Nahrung

- Mobilität: Transfer und Positionswechsel, An- und Auskleiden, Fortbewegung innerhalb der Wohnung, Treppensteigen, Verlassen und Wiederaufsuchen der Wohnung."

Artikel 349 besagt: „In den Genuss der vorgesehenen Leistungen kommt die pflegebedürftige Person, wenn sie in den Bereichen der Aktivitäten des täglichen Lebens, so wie sie im Artikel 348 definiert sind, Hilfe benötigt für mehr als dreieinhalb Stunden pro Woche (...), und wenn, aller Wahrscheinlichkeit nach, die Pflegebedürftigkeit mehr als sechs Monate andauert oder irreversibel ist."

Die Hilfeleistung bei den Aktivitäten des täglichen Lebens kann verschiedene Formen annehmen: integrale oder teilweise Verrichtung der Aktivität anstelle der hilfsbedürftigen Person, oder Aufsicht und/oder Unterstützung der hilfsbedürftigen Person mit dem Ziel der autonomen Ausführung der Aktivitäten des täglichen Lebens durch die Person. Letzteres trifft insbesondere bei Demenzpatienten zu.

Die Pflegeversicherung springt also immer dann ein, wenn eine Person für mehr als dreieinhalb Stunden pro Woche der Hilfe in den Aktivitäten des täglichen Lebens bedarf. Wenn eine Person weniger als dreieinhalb Stunden Hilfe pro Woche in den Aktivitäten des täglichen Lebens benötigt, wird sie nach dem Gesetz nicht als pflegebedürftig angesehen.

Aus der Definition der Pflegebedürftigkeit geht wie oben angeführt also hervor, dass der Pflegebedarf erheblich sein muss, um in den Genuss von Leistungen der Pflegeversicherung zu kommen. Diese im Gesetz verankerte Bestimmung gilt für alle Krankheitsbilder, die Ursache einer Pflegebedürftigkeit sind. Ich bin mir in meiner Funktion als Sozialminister, aber auch als Gesundheitsminister, der schwierigen Lage von Demenzkranken selbst, aber auch jener von deren Angehörigen, voll und ganz bewusst. Nichtsdestotrotz muss ich feststellen, dass die Situation von Patienten, die eine somatische Krankheit vorweisen, genauso dramatisch sein kann. Alle Patienten sind an die „Dreieinhalb-Stunden-Klausel" gebunden und alle Patienten werden von der Pflegeversicherung dem Gesetz gemäß gleich behandelt, unabhängig davon, an welcher Krankheit sie leiden.

Zu Punkt 3): Die „Anerkennung der eingeschränkten Alterskompetenz" bei Demenzkranken ist eines meiner großen Anliegen. Die verschiedenen Demenzerkrankungen im Allgemeinen, aber auch deren Prävention, stellen für mich eine vorrangige Priorität dar. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf den „Plan d'action national maladies démentielles", den ich im Mai dieses Jahres gemeinsam mit dem Familienminister vorgestellt habe. Was die Pflegeversicherung angeht, so kann der ehrenwerte Abgeordnete dem „Bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'Assurance dépendance", der ebenfalls letzten Monat vorgestellt wurde, interessante Daten in puncto Demenzpatienten entnehmen.

Im Jahr 2010 hat die „Cellule d'évaluation et d'orientation" bei 20,3% aller Pflegebedürftigen als Hauptgrund der Pflegebedürftigkeit „Demenz und Störung der kognitiven Fähigkeiten" festgestellt. Wenn man jedoch nicht nur jene Patienten berücksichtigt, für die als erster Grund der Pflegebedürftigkeit eine Demenz festgehalten wurde, sondern alle Patienten, die einen Befund von Demenz hatten (das heißt auch die, bei denen sie nicht der Hauptgrund der Pflegebedürftigkeit war), so kommt man auf 33,5% der pflegebedürftigen Bevölkerung.

Die Kosten für Pflegebedürftige mit demenziellen Krankheiten lagen im Jahr 2010 bei rund 311,4 Millionen Euro (die Gesamtkosten der Pflegeversicherung beliefen sich im selben Zeitraum auf 416,4 Millionen Euro). Die Ausgaben der Pflegeversicherung für Demenzpatienten stellten demnach 74,2% der Ausgaben der Pflegeversicherung dar.

Diese Zahlen unterstreichen, in welchem Maße Demenzpatienten in Luxemburg insbesondere von der Pflegeversicherung sowohl materiell als auch gesundheitlich unterstützt werden.

Question 2756 (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **service de maintenance à l'Aéroport de Luxembourg:**

In einem kürzlich erschienenen Beitrag in einer großen Tageszeitung wurden die Expansionspläne eines Unternehmens, das sich auf Geschäftsflüge spezialisiert, thematisiert und die Problematik der Suche nach einer Maintenance-Halle neu aufgegriffen.

Erinnern kann man sich noch an den Vorschlag der Cargolux-Frachtgesellschaft, eine mögliche Auslagerung der Maintenance ins Ausland zu bewerkstelligen.

Fragen:

1) Inwiefern bleibt das Thema von erweiterter Maintenance-Aktivität auf dem Findel aktuell?

2) Wie konkret sind die Pläne für eine Ausweitung von solchen Dienstleistungen, die auf dem Gelände des nationalen Flughafens angeboten würden?

3) Haben ausländische Fluggesellschaften Interesse gezeigt an der Vergabe von Wartungsaufträgen an einen Maintenance-Dienstleister auf Findel?

4) Gibt es bereits einen Masterplan für die angesprochene erweiterte Aktivität der Flugzeugwartung auf dem Findel?

Réponse (2.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Grundsätzlich muss man vorausschicken, dass die Maintenance-Aktivitäten auf dem Flughafen Geschäftsbereiche der Gesellschaften Cargolux und Luxair sind und diesbezügliche Entscheidungen von diesen Gesellschaften getroffen werden.

Sowohl Luxair als auch Cargolux haben sich ausdrücklich für ein Beibehalten der aktuellen Wartungsaktivitäten ausgesprochen. Der Wartungsdienst ist heute hauptsächlich für die Sicherheit und Instandhaltung der eigenen Flotten gedacht.

Im Falle einer Kapazitätsreserve kann Letzterer Drittgesellschaften angeboten werden. Keine der oben genannten Gesellschaften plant heute, die Wartungsdienste zu einem „core business" zu machen.

Der Ausbau von Wartungsaktivitäten hängt einzig und allein vom Eigenbedarf beider Gesellschaften ab. Rein für Drittgesellschaften spezifisch geschaffene Wartungsdienste sind nach Aussagen der oben genannten Gesellschaften unter den bestehenden Marktbedingungen schwierig.

Die Hauptanbieter solcher Wartungsdienste (MRO) siedeln die Aktivitäten, die viel Personal in Anspruch nehmen (D-checks), eher in Ländern an, wo die Arbeitskosten geringer sind. Andere Bereiche, so wie die Linienwartung oder auch A- und C-checks, werden eher am Sitz der Airline selbst durchgeführt. Alle größeren MROs haben sowohl eine Wartungszentrale an einem europäischen Hub als auch außerhalb von Europa. Diese großen Wartungsstellen bieten auch Dienste für Drittgesellschaften an. Es ist daher schwer, nach Aussagen der oben genannten Gesellschaften, mit solchen etablierten Strukturen zu konkurrieren.

Für die Wartung der B747 positioniert sich Cargolux jedoch besser als andere MROs, da Firmen wie KLM und Lufthansa sich immer weniger auf diesen Bereich konzentrieren.

Cargolux hat zum Beispiel schon für Air Bridge Cargo (A- und C-checks), Air Atlanta (A-checks), Corsair (A- und C-checks) und Silkway (full support) Wartungsaufträge für Flugzeuge vom Typ B747 durchgeführt.

Question 2757 (3.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **formation continue:**

Die Fort- und Weiterbildung ist von großem Nutzen. Kürzlich veröffentlichten offiziellen Statistiken zufolge wäre ein bestimmter Wille zur Umsetzung von Fort- und Weiterbildungsmaßnahmen in unserer Wirtschaft vorhanden und würde auch von einer angemessenen Zahl von Teilnehmern umgesetzt werden.

In bestimmten Bereichen der Wirtschaft wäre allerdings dem Vernehmen nach eine ebenfalls ansehnliche Beteiligungsrate zu verzeichnen, allerdings bemängelten Beschäftigte (u.a. aus dem Gesundheits- und Sozialwesen), dass die in Fort- und Weiterbildungskursen erworbenen Kenntnisse später nicht oder nur spärlich abgefragt würden. Auch würde die Teilnahme an Fort- und Weiterbildungskursen in bestimmten Fällen nicht zu einer Aufwertung der Karriere führen.

Fragen:

1) Kann die Ministerin bestätigen, dass es Fälle von Betrieben und Wirtschaftssektoren gibt, in denen zwar ein guter Zuspruch auf Fort- und Weiterbildungsangebote besteht, allerdings das neu erworbene Wissen von den Betrieben nicht vollumfänglich valorisiert wird?

2) Falls es solche Fälle gibt, wie soll dort reagiert werden?

3) Denkt die Ministerin nicht daran, Studien über dieses Phänomen von unabhängigen und neutralen Wissenschaftlern anstellen zu lassen, um die Ursachen für dieses vermeintliche Phänomen zu ergründen?

4) Was war in den letzten fünf Jahren die finanzielle Unterstützung, die den Betrieben staatlicherseits in Form von Subsidien und Steuervorteilen für Maßnahmen der Weiter- und Fortbildung hierzulande zur Verfügung gestellt wurde?

Réponse (8.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Seit den 70er Jahren wird die Fort- und Weiterbildung verstärkt als das Konzept des lebenslangen Lernens propagiert. So wurde auf Bestreben der UNESCO und der OECD dieses Konzept als bildungspolitisches Programm verstanden, um unter anderem eine nachhaltige Modernisierung der Lernprozesse zu erreichen, die die gesamte Lebensspanne einschließen sollen. Dieses Konzept hängt auch mit der Erkenntnis zusammen, dass unsere Gesellschaft sich von einer Industriegesellschaft zur Wissensgesellschaft entwickelt hat und die Arbeitsprozesse diesem Aspekt Rechnung tragen müssen. Ein erfolgreicher Übergang zur wissensbasierten Wirtschaft und Gesellschaft muss einhergehen mit einer Orientierung und konsequenten Unterstützung des lebenslangen Lernens.

In Luxemburg wird die berufliche Weiterbildung vom Bildungsministerium organisiert, und zwar durch das Gesetz vom 22. Juni 1999, welches im Arbeitsgesetzbuch, Buch V, Kapitel II verankert ist. Die berufliche Weiterbildung dient in erster Linie dazu, es den Arbeitnehmern zu ermöglichen, sich an die Entwicklung des technologischen Fortschritts und an die Bedürfnisse der Wirtschaft anzupassen. Diese beruflichen Weiterbildungsmaßnahmen umfassen sämtliche Ausbildungsbereiche, die sowohl die Anpassung der Qualifikation der Arbeitnehmer an den aktuellen Bedarf wie auch deren Umschulung hin zu anderen beruflichen Tätigkeiten, aber auch die Förderung hin zu verantwortungsvolleren Posten ermöglichen. Hier übernimmt der Staat einen Teil der innerbetrieblichen Weiterbildungskosten und seit dem 1. Januar 2008 auch 80 Tage Bildungsurlaub für jene Arbeitnehmer, die im Privatsektor beschäftigt sind.

Da der schnelle technologische Fortschritt in der Wissensgesellschaft eine Anpassung und Erweiterung der beruflichen Fähigkeiten und des beruflichen Wissens nach der schulischen

Erstausbildung verlangt, scheint es mir sehr unwahrscheinlich, dass Betriebe Weiterbildungen organisieren und finanzieren, aber das neu erworbene Wissen ihrer Mitarbeiter nicht zu würdigen oder einzusetzen gedenken.

Bezüglich der Weiterbildung im Gesundheits- und Sozialwesen stellt man fest, dass dieser Wirtschaftssektor wenig, wenn überhaupt der Kompetenz meines Ministeriums unterliegt. Hier ist das Gesundheits- und/oder Familienministerium zuständig. In diesen Bereichen besteht eine Verpflichtung, Weiterbildungen zu besuchen, welche im Kollektivvertrag oder in den Konventionen zwischen Staat und Träger festgehalten sind.

Die folgende Aufstellung betrifft die finanzielle Beteiligung des Staates an betrieblichen Weiterbildungen der letzten fünf Jahre:

Secteurs d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Agriculture et industrie	4.272.119	5.779.977	3.940.759	3.555.564	6.151.082	23.699.502
Construction	798.343	1.590.389	1.385.687	924.541	1.723.254	6.422.215
Commerce et Horesca	1.257.937	1.697.011	2.001.081	1.518.509	2.364.793	8.839.331
Transport et communication	5.059.885	6.880.782	5.645.125	4.326.759	7.570.719	29.483.270
Services financiers	7.838.169	10.887.716	9.755.134	7.117.167	9.210.183	44.808.369
Santé humaine et action sociale	260.369	1.167.300	1.603.601	1.279.003	1.477.590	5.787.863
Autres services	6.837.959	4.505.880	8.123.061	3.208.682	6.446.803	29.122.385
Total	26.326.789	32.511.065	32.456.458	21.932.237	34.946.436	148.162.935

Nombre de dossiers instruits entre 2008 et 2012 (au 31 décembre), selon le secteur d'activité:

Secteurs d'activité	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Agriculture et industrie	50	108	77	83	118	436
Construction	65	100	109	99	133	506
Commerce et Horesca	78	98	120	142	173	611
Transport et communication	51	100	89	100	135	475
Services financiers	97	118	136	147	147	645
Santé humaine et action sociale	7	27	27	27	27	115
Autres services	116	174	191	216	293	990
Total	464	725	749	814	1.026	3.778

Question 2760 (3.6.2013) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**avenir de l'initiative «Île aux Clowns»:**

Dans le cadre de l'initiative «île aux Clowns», l'association sans but lucratif Archipel tentait jusqu'à présent de rompre l'isolement et la monotonie des personnes en maison de retraite et de soins, et d'apporter de l'humour aux enfants en milieu hospitalier.

Il se trouve maintenant, d'après des informations circulées par voie de presse, qu'Archipel, faisant par ailleurs partie du réseau Objectif Plein Emploi, devrait cesser les différents projets faute d'obtenir les financements nécessaires. Les acteurs au service de cette initiative ont toutefois déjà annoncé qu'ils aimeraient reprendre à leur compte les différents projets.

Persuadée de l'utilité de ces activités pour le bien-être des personnes notamment en milieu hospitalier, j'aimerais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Famille:

- Le Gouvernement entend-il soutenir les «repreneurs» de cette initiative, au besoin financièrement? Dans l'affirmative, quelle forme prendra ledit support?

- Les hôpitaux et les maisons de soins et de retraite n'ont-ils pas manifesté leur intention de participer davantage au financement de ces projets?

Réponse commune (11.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Au cours des dernières semaines, le Gouvernement a soutenu les différentes initiatives qui ont été prises par des repreneurs potentiels des activités de l'«île aux Clowns».

Les ministres soussignés se félicitent qu'une solution a pu être trouvée pour les personnes concernées, notamment par la mise en place d'une nouvelle a.s.b.l., qui se propose de continuer les activités dans le milieu hospitalier.

En effet, suite à l'arrêt des activités d'Archipel et d'OPE, cinq organisations de différents secteurs se sont mises en commun pour sauver le projet «Île aux Clowns» et ainsi permettre rapidement la reprise de travail de clowns professionnels.

Cette nouvelle structure est basée sur des valeurs de transparence, de professionnalisme et faisant appel aux dons du grand public.

Q170

Question 2762 (4.6.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **indemnités de chômage complet:**

D'après le rapport d'activité 2012 du Ministère du Travail et de l'Emploi les dépenses totales au titre de l'indemnisation du chômage complet ont atteint la somme de 223.227.009,92 euros. Toujours selon les chiffres publiés dans ce rapport, le nombre de demandeurs d'une indemnité de chômage complet a augmenté de 10,15% au cours de l'année 2012 par rapport à l'année 2011. Au total 12.789 demandes ont été introduites auprès des services compétents et 11.439 ont été avisées positivement.

Les statistiques rapportées par le Ministère du Travail et de l'Emploi ne font cependant pas de distinction entre les différentes catégories de salariés demandeurs des indemnités de chômage complet.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser quelques questions à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Parmi les 12.789 demandes d'octroi des indemnités de chômage complet, combien de requêtes ont été soumises par les «salariés» indépendants, tels que définis à l'article L.525-1 et suivants du Code du Travail? Qu'en est-il des jeunes visés à l'article L.522-1 et suivants du Code du Travail?

- Le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de demandes d'indemnités de chômage complet reçues pour chaque catégorie de salariés au cours des années 2009, 2010 et 2011?

- Il résulte de l'article L.525-1 (3) dernier alinéa du Code du Travail que «(p)our le salarié indépendant n'ayant pas suffi aux obligations de paiement des cotisations sociales, l'indemnité de chômage complet est ramenée à quatre-vingts respectivement quatre-vingt-cinq pour cent du salaire social minimum qualifié». Selon le Ministre, cette disposition permet-elle au salarié indépendant, qui, postérieurement à l'octroi de l'indemnité de chômage complet calculée sur la base de l'article L.525-1 (3) dernier alinéa, paie ses arriérés de cotisations sociales de percevoir rétroactivement la différence entre cette indemnité et l'indemnité de chômage calculée sur base des alinéas 1 à 3 de l'article L.525-1 (3), à savoir une indemnité correspondant à 80% respectivement 85% du revenu ayant servi pour les deux derniers exercices cotisables comme assiette cotisable auprès d'une des caisses de pension compétentes?

Réponse (27.6.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Parmi les 12.789 demandes d'octroi des indemnités de chômage complet de l'année 2012, 378 ont été introduites par des salariés indépendants, conformément à l'article L.525-1 et suivants du Code du Travail et 406 introduites par des jeunes conformément à l'article L.522-1 et suivants du Code du Travail.

Pour les années 2009, il s'agit de 362 dossiers «indépendants» et 395 «jeunes», 2010 de 338 «indépendants» et 355 «jeunes» et 2011 de 387 «indépendants» et 364 «jeunes».

Quant à l'article L. 525-1 (3) du Code du Travail, notre administration ne procède pas à un ajustement du montant des indemnités de chômage pour un indépendant n'ayant pas réglé l'intégralité de ses cotisations sociales. Il existe des jurisprudences dans ce sens.

Toutefois, les indépendants dont le calcul de l'indemnité de chômage est basé sur des assiettes cotisables provisoires en attendant l'établissement du revenu professionnel définitif peuvent demander un redressement de l'indemnité leur accordée.

En effet, sur base de l'émission du bulletin d'impôts définitif, ils font d'office l'objet d'un recalcul de leurs cotisations sociales par le Centre commun de la sécurité sociale.

Question 2764 (5.6.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **collaboration de l'ADEM avec de nouvelles entreprises:**

Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur vient d'annoncer par communiqué de presse l'établissement d'une entreprise américaine au Luxembourg. Celle-ci prévoyait, d'après le texte du communiqué, d'engager environ 40 personnes durant les deux premières années avec la possibilité de doubler le nombre d'emplois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications sur la collaboration de l'ADEM avec les entreprises désirant s'installer au Luxembourg?

- Est-ce que l'ADEM entre en contact avec les responsables des entreprises concernées et se renseigne sur les profils demandés?

- Est-ce que l'ADEM organise des cours de formation spécifiques au cas où les profils des demandeurs inscrits auprès de l'ADEM ne correspondent pas à ceux demandés par les entreprises visées?

- Est-ce que les entreprises en question recrutent leur personnel via l'ADEM? Dans l'affirmative, combien de personnes ont été recrutées ainsi au cours des dernières années?

Réponse (27.6.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Si une entreprise entend s'installer au Luxembourg, l'Agence pour le développement de l'emploi en est informée en principe par le biais de la commission consultative prévue par la loi du 15 juillet 2008 ayant pour objet

1. le développement économique de certaines régions du pays;

2. la modification

- de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

- de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables.

et à laquelle participe un agent de l'ADEM en tant que membre suppléant du représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Cette commission a pour mission de donner un avis sur les demandes d'aides présentées aux ministres respectivement de l'économie et des finances.

Ces demandes contiennent en principe également un volet «emploi» même si ce n'est pas l'élément principal de ces demandes.

En cas de convention conclue, suite à l'avis émis, avec une entreprise ayant présenté une demande d'aide, il y est suggéré à celle-ci de collaborer avec l'ADEM.

Sur base de ces informations, l'ADEM contactera ces entreprises par le biais d'un de ces dix consultants (qui couvrent les secteurs économiques de l'industrie, du bâtiment, des finances, de l'artisanat, du commerce, de l'Horesca, du travail intérimaire) dont les missions sont de

- sensibiliser les entreprises, pour qu'elles aient recours aux services offerts par l'ADEM pour tout recrutement;

- faire de la prospection auprès des entreprises, dans le but de leur faire connaître les différentes mesures et aides offertes par l'État, en cas d'embauche de demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'ADEM;

- de présélectionner, en collaboration avec le service de placement, les candidats répondant au profil sollicité pour les places déclarées par les entreprises;

- établir et maintenir un bon contact avec les entreprises, afin d'instaurer un climat de confiance entre patron et ADEM.

Pour ce qui est du volet formation, la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi a créé une commission consultative qui accompagne l'organisation, la gestion et l'évaluation de formations à l'attention des demandeurs d'emploi, indemnisés ou non, inscrits à l'ADEM. Les formations visées comprennent des cours de qualification et d'insertion à l'attention des jeunes sans emploi ainsi que des cours de formation professionnelle, de rééducation professionnelle et d'enseignement général à l'attention des demandeurs d'emploi.

Cette commission se compose de représentants du Ministère du Travail et de l'Emploi; du service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale ainsi que de l'ADEM.

Une entreprise souhaitant engager du personnel peut également contacter cette commission. Dans ce cas une convention sera conclue entre le Ministère du Travail et de l'Emploi, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que l'entreprise.

L'ADEM est en outre en train de préparer la mise en place d'un service employeurs destiné à renforcer les liens entre les entreprises et l'ADEM et ainsi de mieux affiner la compensation entre offres et demandes.

Question 2765 (5.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **droits des patients:**

Einem Urteil des Kassationsgerichts vom 31. Januar dieses Jahres zufolge sind Krankenhäuser und Pflegeeinrichtungen für bleibende Schäden nach nosokomialen Infektionen bei Patienten haftbar. Der Minister begrüßte diese Gerichtsentscheidung, weil dies die Patientenrechte stärke, und hat eine mögliche Schaffung eines Kompensationsfonds angekündigt. Es wurde darauf hingewiesen, dass sich in Luxemburg alljährlich 2,5% der Patienten eine nosokomiale Infektion zuziehen.

Fragen:

1) Was hat sich mit dem Urteil des Kassationsgerichts vom 31. Januar 2013 bisweilen für den Patienten positiv geändert?

2) Wie viele Patienten haben seither ihr Anrecht auf Entschädigung im Rahmen der nosokomialen Infektionen geltend gemacht?

3) Gab es seitens des Ministeriums Anweisungen an die Kliniken, wie nosokomiale Infektionen administrativ angegangen werden können?

4) Wenn ja, wo sind diese Anweisungen veröffentlicht worden?

5) Ab wann darf ein Patient mit einer Infektion (Clostridium, MRSA, Klebsiella und andere mehr) nach Hause entlassen werden? Muss der Patient keimfrei sein, bevor er die Klinik verlässt? Was sagt der Conseil Scientifique dazu?

Réponse (15.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Un arrêt récent de la Cour de cassation luxembourgeoise, largement rapporté par la presse luxembourgeoise, a renforcé le droit à indemnisation des patients ayant contracté une infection nosocomiale dans le cadre de soins de santé.

Le litige ayant donné lieu à l'arrêt du 31 janvier 2013 concernait une infection nosocomiale dont a été affecté un enfant né prématurément par césarienne à la maternité du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL).

Une expertise avait constaté la bonne prise en charge du nouveau-né et l'absence de faute prouvée. Les experts avaient notamment insisté

sur le fait que l'infection était unique et avaient attesté au CHL une bonne application des protocoles de prévention et de surveillance des infections nosocomiales.

Il est un fait qu'à l'heure actuelle les infections nosocomiales ne sont ni entièrement maîtrisées ni entièrement maîtrisables. Dans le cas ayant donné lieu à l'arrêt de la Cour de cassation, il semblait dès lors s'agir d'une infection nosocomiale non attribuable à une faute au niveau de la prise en charge.

Dans une conception classique de la responsabilité civile, l'obligation qui tend à la réalisation d'un résultat en lui-même aléatoire est une obligation de moyens. Le risque d'infection nosocomiale ne pouvant être écarté à 100%, même en respectant toutes les précautions hygiéniques possibles, les juridictions luxembourgeoises ont par le passé décidé qu'une infection nosocomiale attribuable à l'aléa thérapeutique est non indemnisable.

L'arrêt rendu en date du 31 janvier 2013 par la Cour de cassation est sans équivoque en ce qu'il écarte, pour les infections nosocomiales, ce raisonnement juridique classique en faveur d'une responsabilité de plein droit qui n'est plus fondée sur la preuve d'une faute concrète.

En visant l'article 1147 du Code civil, la Cour de cassation retient que «l'obligation accessoire de sécurité contractée par l'établissement de santé en matière d'infection nosocomiale est une obligation de résultat» pour statuer qu'en retenant qu'il appartient à la victime de rapporter la preuve d'une faute à charge du CHL, la décision de la Cour d'appel encourt la cassation.

Par cet arrêt, la Cour de cassation luxembourgeoise s'est engagée dans les traces de la Cour de cassation française, qui a consacré en la matière une obligation de sécurité de résultat par trois arrêts de la première chambre civile du 29 juin 1999, très abondamment commentés en doctrine juridique.

Ce revirement de jurisprudence est favorable aux patients, car pour être indemnisé il suffit dorénavant au patient d'établir qu'il a été victime d'une infection nosocomiale, auquel cas il y a responsabilité de plein droit du prestataire de soins de santé. Les infections nosocomiales sans faute, autrefois restées sans dédommagement, seront ainsi dorénavant très largement indemnisées en droit luxembourgeois sur base d'un raisonnement reposant sur la notion d'obligation de sécurité de résultat.

Afin d'être indemnisé, le patient doit s'adresser au prestataire de soins de santé. Les prestataires de soins de santé étant tenus de s'assurer, ils signaleront l'infection nosocomiale à leur assureur pour indemnisation. La procédure de signalement à l'assureur responsabilité civile des incidents de nature à engager la responsabilité du prestataire ne nécessite aucune instruction de la part du soussigné.

Le nombre de patients atteints annuellement d'une infection nosocomiale, qui est indiqué dans diverses publications, par exemple à l'ECDC, est un nombre estimatif.

Les études d'incidence conduites au Luxembourg ciblent certains types d'infections nosocomiales dans les services de réanimation. Par ailleurs, tous les établissements hospitaliers de court et de moyen séjour ont participé en 2012 à une enquête de prévalence européenne des infections nosocomiales.

Il n'existe pas de contre-indication générale au retour à domicile de patients présentant une infection (nosocomiale ou non) avant la disparition du germe de la peau ou des selles. Le critère le plus important pour le retour à domicile est l'état de santé du patient.

Une colonisation de la peau par MRSA peut être traitée à domicile, par le patient lui-même suivant le protocole lui fourni ou, dans des cas plus rares, par un service de soins à domicile.

Chez un patient hospitalisé présentant des diarrhées à Clostridium difficile, les mesures d'isolement en chambre individuelle ou en cohorte et l'application des précautions «contact» sont à maintenir jusqu'à la fin de l'épisode diarrhéique.

Le cas échéant, l'infirmier-hygiéniste hospitalier, en concertation avec le médecin traitant hospitalier, fournit les informations au patient sortant et à sa famille, ainsi qu'au médecin traitant extrahospitalier pour les mesures d'hygiène lors du retour à domicile.

Question 2766 (6.6.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique:**

Selon mes informations, les États membres de l'Union européenne se mettront d'accord - lors du Conseil du 14 juin 2013 - sur le contenu du mandat de négociation qui sera confié à la Commission européenne en vue des négociations sur l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne.

Vu que l'UE et les États-Unis représentent environ 40% des échanges commerciaux au niveau mondial et que le résultat des négociations aura des répercussions aussi bien nationales, européennes et globales, il est important de bien délimiter ce mandat et d'intégrer aussi comme objectif essentiel des négociations la garantie du niveau le plus élevé de protection des consommateurs, mais aussi de protection sociale, sanitaire et environnementale. À défaut, il y a de forts risques que cet accord remette en cause bon nombre d'acquis européens ou luxembourgeois en matière sociale, environnementale, alimentaire, sanitaire. Il existe actuellement de nombreuses différences de vues voire des conflits ouverts entre les États-Unis et l'Europe, notamment en matière d'OGM, d'hormones de croissance pour bétail, de clonage des animaux, de protection des données des citoyens, de services publics ou de commercialisation des produits et services culturels en Europe - la fameuse «exception culturelle».

Il est important de veiller à exclure explicitement ces sujets sensibles et de s'assurer que «le principe de précaution» ne soit pas considéré comme un simple «obstacle non tarifaire» au libre-échange et interdit par cet accord.

L'accord final nécessitera une ratification par l'ensemble des États membres et devra donc aussi obtenir l'aval de la Chambre des Députés sans qu'elle puisse amender le texte final. Or, le Gouvernement a évité jusqu'ici d'associer la Chambre des Députés aux travaux de préparation de ce mandat de négociation européen extrêmement important pour notre pays, voire pour les tous citoyens européens.

Voilà pourquoi je voudrais avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement est favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange en matière de commerce et d'investissement entre l'UE et les États-Unis?

2) Est-ce que le Gouvernement participe activement à la définition du mandat de négociation? Quels volets le Gouvernement voudrait-il absolument inclure dans l'accord? Quels volets devraient en être exclus?

3) Plus précisément, quel est l'avis du Gouvernement sur l'inclusion ou non des aspects suivants: secteur audiovisuel et culturel, services publics, normes environnementales et sanitaires, l'application du principe de précaution, la protection des consommateurs et la protection des données à caractère personnel?

4) Est-ce que le Gouvernement est pour ou contre la transparence des négociations et la publication du texte final du mandat de négociation, afin que la société civile puisse en prendre connaissance?

5) Comment est-ce que le Gouvernement entend associer dès à présent la Chambre des Députés au suivi des négociations de l'accord et des discussions afférentes au sein du Conseil et de la Commission européenne?

Réponse (21.6.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1) Le Luxembourg est favorable à la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis d'Amérique.

2) Le mandat de négociation tel qu'adopté par le Conseil Affaires étrangères en date du 14 juin 2013 couvre l'ensemble des domaines (tarifs, standards, procédures) qui pourraient être inclus dans cet ALE qui se veut «global». Les priorités sectorielles du Luxembourg sont également reflétées dans le mandat, tout comme les principes politiques les plus sensibles: préférences collectives, protection des consommateurs, protection des données privées, développement durable, statut spécial des services publics dans l'UE, protection des investissements.

3) Les sujets cités par le député Kox sont reflétés dans le mandat de négociation tel que le prévoit l'acquis de l'UE. Le Luxembourg se félicite de l'adoption à l'unanimité du mandat de négociation qui prévoit l'exclusion des services audiovisuels. En ce qui concerne les autres aspects soulevés, le mandat préserve l'acquis communautaire et ne remet pas en cause les législations nationales en la matière.

4) Le Luxembourg soutient un processus de négociation transparent et encourage la Commission européenne qui mène les négociations à informer le PE et les parties prenantes.

5) Le Gouvernement est disposé à informer les députés sur le suivi et le déroulement des négociations.

Question 2767 (7.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **césariennes au Luxembourg:**

Zufolge des Peristat-Berichts wäre Luxemburg eines der Spitzenreiterländer bei den vorab geplanten Kaiserschnitten, mit einem Anteil von 18% bezogen auf die Gesamtzahl der jährlichen Geburten. Insgesamt würden 30% der Geburten per Kaiserschnitt zustande kommen. Auch bei instrumentellen Geburten liegt Luxemburg in der europäischen Spitzengruppe mit einem Anteil von 10% bezogen auf alle Geburten. Alles in allem erreicht die Prozentzahl der technikunterstützten Geburten 40%, was eine Spitzenposition darstellt.

Im Anschluss an die Veröffentlichung dieser Zahlen hat die „Initiativ Liewensufank" darauf hingewiesen, dass es in Luxemburg an einem Geburtshaus fehle sowie an einem von Hebammen geleiteten Kreißsaal. Auch wurde darauf hingewiesen, dass es endlich zur empfohlenen Debatte über die Geburtssituation in Luxemburg kommen sollte.

Fragen:

1) Welche besonderen Umstände führen dazu, dass in unserem Gesundheitswesen über 40% technikunterstützte Geburten vorgenommen werden müssen?

2) Gibt es eine neutrale Studie, welche die Gründe für die hohe Zahl von Kaiserschnitten und instrumentellen Geburten wissenschaftlich analysiert? Wenn nicht, wird dann eine solche Studie durchgeführt?

3) Was sind die verwendeten ICD-Kodierungen bei den 40% Geburten, die via Kaiserschnitt oder unter Zuhilfenahme von Instrumenten erfolgten? Werden diese Kodierungen unabhängig kontrolliert?

4) Was würde der Minister unternehmen, falls es sich herausstellen würde, dass es sich bei einer gewissen Anzahl von Kaiserschnitten eher um Akte von „Convenance personnelle" handelte, als um medizinisch begründete Notsituationen?

5) Wie steht der Minister zu den Forderungen der engagierten und innovierenden Vereinigung „Initiativ Liewensufank", und zu welchen konkreten Umsetzungen ihrer Forderungen wird es noch während seiner laufenden Amtszeit kommen?

Réponse (24.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Aufgaben des europäischen Gremiums Peristat, Herausgeber des European Perinatal Health Report, sind u. a. folgende:

- Gesundheitsdaten von schwangeren Frauen, Geburt und Neugeborenen auf europäischem Niveau zu erfassen;

- die Qualität, Harmonisierung und Vollständigkeit der Daten zu verbessern;

- das Erstellen von einem hochwertigen Indikatoren-Set mit klaren und einheitlichen Definitionen, die progressiv in die nationalen Gesundheitssysteme einfließen sollen.

Dieses Peristat Indikatoren Set sowie die begleitenden Qualitätsempfehlungen dienten dem Gesundheitsministerium zur Änderung des in Luxemburg angewandten „manuellen" Erfassungssystems Fimena/Fiche Médicale de Naissance zu einem moderneren „up-to-date" Perinatal System (SUSANA/Surveillance de la Santé à la Naissance), mit dem seit 2009 in allen Geburtskliniken des Landes mittels eines informatischen Systems „DIANE-Dossier d'Informations Agrégées de la Naissance et de l'Enfance" perinatale Daten erhoben werden.

Die luxemburgischen Daten des europäischen Berichtes wurden aufgrund dieses Systems erhoben.

Die Erfassung umfasst 100% der Geburten, mit Ausnahme der „in utero" Patientenüberweisungen ins Ausland respektive Geburten im Ausland von Frauen, die bei der luxemburgischen Krankenkasse versichert sind.

Die Vollständigkeit und Qualität der luxemburgischen Daten ist auf europäischer Ebene eine Ausnahme.

Eine Reihe anderer Länder liefern zur Erstellung des europäischen Berichtes lediglich „Teildaten" sowie Daten aus sehr verschiedenen Quellen.

Die derzeitigen perinatalen Daten geben den Gesundheitsbehörden hier im Land die Möglichkeit, eine detaillierte Analyse des Istzustandes und der Jahresveränderungen durchzuführen, Auffälligkeiten zu untersuchen, Ursachen zu identifizieren und entsprechende Änderungsstrategien zusammen mit den betroffenen Kliniken, Ärzten und Pflegepersonal zu erarbeiten.

Im europäischen Bericht wurden niedrige Kaiserschnittraten festgestellt in den nordischen Ländern (NL: 17,0%; Finnland: 16,8%; Schweden: 17,1%; Island: 14,8%; Norwegen: 17,1%.).

Die höchsten Raten fallen in den südlichen Ländern auf: Zypern: 52,2%; Italien: 38,8%; Rumänien: 36,9%; Portugal: 36,3%; Polen: 34,0%, Malta: 33,1%, Schweiz: 33,1%, Ungarn: 32,3%.

Deutschland liegt bei 31,3%, Luxemburg bei 30,0%.

Der europäische Durchschnitt liegt bei 27%.

Zum Verstehen dieses Phänomens wäre es allerdings vonnöten, die bestehenden Gesundheitssysteme im Detail zu analysieren (z. B. Gesundheitspolitik für Schwangere und Neugeborene in Schweden und Finnland).

Es muss bemerkt werden, dass bezüglich der Kaiserschnittdaten für den europäischen Bericht verschiedene Länder lediglich Daten aus öffentlichen Kliniken lieferten. Deutschland, Frankreich und Belgien haben in nationalen Studien festgestellt, dass die Kaiserschnittraten in den privaten Kliniken wesentlich höher liegen als in den öffentlichen Kliniken. Diese wurden für Frankreich beispielsweise im europäischen Bericht nicht erfasst, was zum Teil wohl die niedrige Rate von 21% erklären mag.

Darüber hinaus sind seit 2004 die Kaiserschnittraten überall in Europa gestiegen, außer in Schweden, Finnland und Italien. Dieser Trend ist also keineswegs spezifisch für Luxemburg.

Zur Erklärung der Zunahme von 4,4% der luxemburgischen Kaiserschnittrate zwischen 2004 und 2008 sei Folgendes erwähnt:

Es ist festzuhalten, dass unsere Daten aus dem Jahr 2010, die Bestand dieses europäischen Berichtes sind, vollständiger und qualitativ besser sind als diejenigen von 2004, auf denen der erste europäische Bericht beruht, der 2008 veröffentlicht wurde.

Im Jahr 2010 wurden in Luxemburg systematisch alle Geburten erfasst, dies unabhängig vom Schwangerschaftsalter, das heißt auch alle Frühchengeburten, welche bei allen Mehrlingsgeburten in der Regel Kaiserschnitte darstellen. Dies war 2004 jedoch noch nicht der Fall (Erfassung der Geburten erst ab der 28ten Schwangerschaftswoche), weshalb von einer zu niedrigen Kaiserschnittrate im Jahr 2004 auszugehen ist.

Zur objektiven Evaluierung einer Tatsache, in diesem Falle der Kaiserschnittrate, ist es notwendig, eine umfassende Analyse der Gesamtsituation vorzunehmen. Außerdem kann dies nicht auf der Beurteilung der Zahlen eines einzigen Jahres geschehen, sondern sollte sich auf die Beobachtung einer längeren Zeitperiode stützen. Seit der Installierung des nationalen SUSANA's System mit dem informatischen Programm DIANE ist dies möglich.

Aufgrund der Erkenntnisse der nationalen perinatalen Jahresdaten, die seit 2009 bestehen, hat die interdisziplinäre Steuerungsgruppe Perinat, in der Gynäkologen, Hebammen und Neonatalogen der verschiedenen Kliniken vertreten sind, sowie die Vereinigung der Hebammen, das CRP-Santé und mein Ministerium eine Reihe von Prioritäten zur weiteren Bearbeitung zurückbehalten, unter denen u. a. die Problematik der Kaiserschnitte in unserem Lande, die erstrangig behandelt wurde.

Eine interdisziplinäre Arbeitsgruppe hat aufgrund internationaler Richtlinien und landesspezifischer Gegebenheiten nationale Empfehlungen ausgearbeitet, die sich in der letzten Phase der Validierung befinden. Sie sollen dazu beitragen, vermeidbare Kaiserschnitte zu verhindern und national einheitliche Entscheidungsprozesse zu unterstützen.

Die Rate der instrumentellen Entbindungen ist mit 10,2% aller Geburten für Luxemburg ähnlich wie in Flandern, Holland, Frankreich, Schweiz und England.

Der Geburtsvorgang wird mittels folgender Indikatoren im DIANE System erfasst:

In Luxemburg, genauso wie in allen anderen, aber besonders in mittel- und südeuropäischen Ländern ist das Thema des „geforderten Kaiserschnitts", „césarienne de convenance", leider eine Tatsache.

Diese Problematik ist jedoch keineswegs nur „medizinisch" zu beheben beziehungsweise zu beeinflussen.

Der Information der schwangeren Frau und ihres Partners über die Geburt als solche kommt hier eine wesentliche Rolle zu. Die Perinat-

gruppe wird im Rahmen ihrer „Kaiserschnitt"-Arbeit eine Informationsbroschüre verfassen, die den schwangeren Frauen den Geburtsvorgang sowie die verschiedenen Geburtsmethoden und ihre medizinischen Begründungen erklären soll.

Die Verbesserung der allgemeinen gesellschaftlichen Erkenntnis, dass die Geburt eine natürliche Gegebenheit ist, für die die menschliche Natur optimale Vorkehrungen getroffen hat, die Erkenntnis ihrer gesundheitlichen Nutzen für's Baby, die „Nichtselbstverständlichkeit" und „Nichtgefahrlosigkeit" eines Kaiserschnitts bei „nicht medizinischer Indikation" würden ohne Zweifel einen großen Beitrag leisten zur besseren „gesellschaftlichen" Akzeptanz der Geburt als natürlicher Beitrag des Lebens. Ein solcher Beitrag würde wahrscheinlich auch dazu führen, die Schwangerschaft nicht hauptsächlich als Krankheit oder Hochrisikolebensphase zu betrachten sowie die Geburt als vorrangig schmerzhafte, körperunvorteilhafte Lebenssituation. Dies wäre eine wichtige Voraussetzung, die „geforderten Kaiserschnitte" zu verringern. Das Gesundheitssystem allein wird dieses Ziel nur bedingt umsetzen können.

Das Gesundheitsministerium setzt sich sehr intensiv für eine bestmögliche Betreuung der Schwangeren und der Babys ein.

Ich möchte aber auch die gute Zusammenarbeit sowohl zwischen Gynäkologen, Hebammen, Pädiatern und Kinderkrankenschwestern als auch zu den sozialen stationären und ambulanten Unterstützungsinfrastrukturen hervorstreichen. Dies stellt ebenfalls ein wichtiger Bestandteil für eine gute Betreuung der schwangeren Frauen und ihrer Babys dar. Nur so kann die bestmögliche Betreuungsqualität des Kleinkindes und seiner Familie sichergestellt werden.

Question 2768 (7.6.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **mesures en faveur de l'emploi des jeunes:**

Depuis des années, le chômage des jeunes ne cesse de croître et ceci d'autant plus fortement pendant les mois de septembre et d'octobre, la période de la rentrée scolaire. Actuellement, le taux de chômage des jeunes en dessous de 25 ans s'élève à plus de 18%. Dans cette tranche d'âge, 42% sont soit sous-qualifiés, soit n'ont pas de qualification tout court, en raison notamment d'un décrochage scolaire anticipé.

De multiples études récentes publiées en la matière démontrent que seule une qualification adéquate correspondant aux demandes du marché de l'emploi peut constituer un remède contre ce fléau. Les mesures en faveur de l'emploi ont pour but de soutenir les jeunes, en particulier ceux étant dépourvus de diplôme scolaire, dans leur intégration sur le marché du travail.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1) Quel est le nombre de jeunes auxquels une place d'apprentissage a été offerte pendant les années scolaires 2009/2010, 2010/2011, 2011/2012, et quelles filières techniques étaient concernées?

2) En décembre 2012, le nombre des demandeurs à un poste d'apprentissage s'élevait à 309 jeunes. Combien parmi eux ont trouvé entre-temps un poste approprié?

3) Dans le même mois, le nombre des postes d'apprentissage offerts et non occupés a été de 188. Comment ce nombre a-t-il évolué depuis?

4) Les Ministres peuvent-ils confirmer que l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi mises en place depuis quelques années ont abouti à une meilleure insertion des jeunes dans le marché du travail?

Réponse commune (16.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La lutte contre le chômage des jeunes est incontestablement un des grands défis auquel le Gouvernement apporte toute son attention. Suite aux recommandations de la Commission européenne, le Gouvernement luxembourgeois et plus précisément les deux Ministères les plus concernés, à savoir celui de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et celui du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration se concertent étroitement afin de définir une stratégie nationale cohérente en matière d'orientation, d'apprentissage, mais aussi en ce qui concerne les différentes mesures en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi.

Toutes ces mesures visent, d'une part, à combattre le chômage des jeunes par l'éducation et la formation et, d'autre part, à faciliter les transitions entre l'école et la vie professionnelle. De même, des mesures destinées à réduire l'abandon scolaire sont mises en place.

En ce qui concerne les réponses aux trois premières questions formulées par l'honorable Député, les chiffres ont été fournis par le Service d'orientation professionnelle (OP) de l'ADEM.

Ad 1)

Nombre des placements en apprentissage:

Année scolaire	Appr. initial	Appr. pour adultes	Total
2009-2010	1.391	445	1.836
2010-2011	1.428	455	1.883
2011-2012	1.582	454	2.036
2012-2013	1.555	397	1.952

Dans ce contexte, il est à relever que l'âge de la majorité des personnes qui optent pour un apprentissage varie entre 18 et 30 ans.

Ces postes d'apprentissage ont été créés au sein des secteurs de l'alimentation, de la mode, de la santé, de l'hygiène, de la mécanique, de la construction et de l'habitat, de la communication, des multimédias, de l'industrie, du commerce, de l'hôtellerie/restauration et de la nature/environnement.

Ad 2)

Le chiffre des 309 jeunes demandeurs d'apprentissage n'ayant pas réussi à conclure un contrat d'apprentissage pour l'année 2012/2013 donne lieu aux explications suivantes:

1. les dossiers des jeunes qui ne se présentent plus pendant deux mois consécutifs à l'OP sont clôturés;

2. un contrat d'apprentissage ne peut être conclu que dans la période du 16 juillet au 1er novembre d'une année courante;

3. le service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le service d'orientation professionnelle de l'ADEM ont invité ces jeunes à un entretien afin de trouver une solution à leur situation. Parmi ces 309 candidats, 107 jeunes se sont à ce jour réinscrits à l'OP en vue d'une nouvelle recherche de poste d'apprentissage pour l'année scolaire 2013-2014.

Ad 3)

Puisque le placement en apprentissage se fait entre le 16 juillet et le 1er novembre, les postes d'apprentissage encore déclarés vacants fin de l'année 2012 s'expliquent par la volonté explicite des patrons formateurs de maintenir ouverte leur offre bien qu'une conclusion d'un contrat d'apprentissage ne soit plus possible.

En date du 1er juin 2013, 927 offres de postes d'apprentissage ont été communiquées à l'OP par les entreprises formatrices. Il est important de mentionner que les déclarations des postes d'apprentissage peuvent se faire jusqu'au 31 octobre 2013.

Ad 4)

Pour ce qui est des mesures en faveur de l'emploi des jeunes (CIE - contrat d'initiation à l'emploi, CIE-EP - contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique et CAE - contrat appui-emploi), la cellule de l'emploi des jeunes de l'ADEM a assuré en 2012 le suivi de 767 CAE, 1.678 CIE et 349 CIE-EP.

En date du 1er janvier 2013, 343 CAE, 714 CIE et 219 CIE-EP étaient en cours.

Considérant les mesures clôturées, 424 CAE sont venus à terme, dont 50% se sont terminés sans suites immédiates, 21% ont trouvé un emploi ou une autre mesure et 8% ont repris leurs études.

964 CIE se sont terminés, dont 50% des jeunes ont trouvé un emploi ou une autre mesure, 18% ont été terminés sans suites immédiates et 3% ont repris leurs études.

130 CIE-EP se sont terminés, dont 65% des jeunes ont trouvé un emploi et 13% ont été terminés sans suites immédiates.

Il est à noter qu'un projet a été présenté en date du 5 juin 2013 pour jeunes demandeurs d'emploi peu qualifiés et éloignés du marché de l'emploi.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de la garantie jeune, a commencé en 2012 comme projet-pilote entre le SFP (service de la formation professionnelle), le CNFPC (Centre de formation professionnelle continue d'Ettelbruck), l'ALJ (Action locale pour Jeunes) et l'E2C (École de la 2e Chance) du MENFP, différents services de l'ADEM, le SNJ (Service National de la Jeunesse), les centres de formation FEST et WOLFF et des entreprises intéressées.

Le projet s'adresse aux jeunes âgés entre 18 et 24 ans, peu ou pas qualifiés, avec ou sans expérience professionnelle et prévoit d'établir avec eux un parcours qualifiant en associant les différents acteurs étatiques et associatifs.

La finalité du projet est de donner au jeune après la formation auprès de ces centres de formation et après l'expérience d'initiation professionnelle (EIP) la possibilité:

- de signer un CAE (contrat appui-emploi) ou
- d'occuper un poste d'apprentissage ou
- d'intégrer le marché de l'emploi ou
- de suivre des cours scolaires de mise à niveau pour accéder à la formation professionnelle ou
- de bénéficier, en cas d'échec, d'un suivi individualisé par le service de l'emploi des jeunes de l'ADEM.

Puisque tous les ans environ 300 jeunes quittent le système scolaire luxembourgeois prématurément et dans l'optique de donner à ces jeunes une perspective réaliste par le biais d'une qualification professionnelle, des classes de mise à niveau scolaire sont organisées au CNFPC. En outre, dès la rentrée scolaire 2013/2014 une classe pour jeunes adultes les préparant à un apprentissage niveau DAP sera mise en place.

Depuis le 1er janvier 2013, deux projets jeunes chômeurs ont eu lieu, respectivement un 3e vient de commencer. Dans ce contexte:

- 289 jeunes ont été convoqués à participer,
- 163 jeunes ont été invités à un entretien individuel,
- 100 jeunes ont commencé la formation,
- 88 jeunes sont dans une EIP,
- neuf sont pour l'instant dans une classe de mise à niveau.

Question 2769 (7.6.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**homologation du système de freinage TBL1+ de la SNCB:**

Depuis des semaines voire des mois les navetteurs venant de Belgique sont contraints de changer de train à Arlon. Cette situation plus que désagréable est due au fait que les rames de la SNCB sont désormais équipées du système de freinage TBL1+, qui n'est pas encore homologué au Luxembourg.

De plus, les rames «Desiro» belges attendent également l'homologation de la part des autorités luxembourgeoises. D'après un article paru dans le «Lëtzebuerger Journal» (24 mai 2013, page 12) cette homologation n'est attendue que pour 2015.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Concernant le système de freinage TBL1+ et les rames «Desiro», quelles sont les raisons pour l'absence d'homologation du côté luxembourgeois? Est-ce que la mise en service du système TBL1+ ainsi que des rames «Desiro» n'aurait pu être anticipée du côté luxembourgeois? Dans quels délais les homologations des systèmes belges en question pourront-elles être réalisées?

- Le Luxembourg a adopté le système européen de contrôle des trains (ETCS, European Train Control System) dont le but est de remplacer à terme le grand nombre de systèmes de répétition des signaux et de signalisation en cabine actuellement utilisés sur les différents réseaux de chemins de fer européens et de permettre ainsi un passage rapide des frontières tout en garantissant la sécurité des circulations. Est-ce que Monsieur le Ministre a des informations sur les délais d'adoption du système ETCS en Belgique?

Réponse (19.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2769 du 7 juin 2013, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de l'homologation du système de sécurité TBL1+ de la SNCB.

Au courant des dernières années, le Luxembourg et la Belgique ont été touchés par différents accidents s'étant produits sur leurs infrastructures ferroviaires. Afin de parer à une répétition de tels incidents, les deux pays se sont décidés à mettre en place de façon indépendante différents systèmes de contrôle-commande et signalisation (CCS). Sachant que le Luxembourg applique le système MEMOR II+ à titre transitoire depuis 2004 en attendant la mise en service définitive de l'ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau en 2015, le gestionnaire d'infrastructure belge Infrabel et l'entreprise ferroviaire SNCB ont décidé en 2011 d'équiper leur réseau ferré ainsi que leur matériel roulant du système d'aide à la conduite TBL1+ ne répondant pas aux spécifications ETCS (European Train Control System). Cet équipement concerne entre autres les automotrices AM96 et les locomotives T13 qui circulent entre le Luxembourg et la Belgique. Suite à cette modification, ces engins ont besoin d'une nouvelle homologation au Luxembourg, afin d'assurer que ce nouveau système n'a pas d'interférences avec l'infrastructure du réseau ferré luxembourgeois.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que la TBL1+ est un système propre à l'infrastructure ferroviaire belge, d'ailleurs non reconnu au niveau communautaire comme système de sécurité de classe B. Étant donné que le système TBL1+ est un système d'aide à la conduite spécifique à la Belgique, il n'est pas prévu de l'installer sur le réseau ferré luxembourgeois. En effet, le Luxembourg et les CFL ont opté pour l'installation du système européen ETCS dès 1999, et l'équipement du réseau et du matériel roulant est en cours. Afin de pouvoir circuler sur le réseau ferré belge, les locomotives de la série 3000 des CFL seront néanmoins aussi équipées du système TBL1+, pour être compatibles avec le système nouvellement installé en Belgique.

Les équipements en usage sur les réseaux limitrophes ne doivent en aucun cas générer des perturbations au niveau de l'exploitation ferroviaire sur le réseau ferré luxembourgeois. À cette fin, l'entreprise ferroviaire titulaire du certificat de sécurité doit garantir que les systèmes étrangers soient mis hors service ou au moins inhibés lorsque le matériel roulant qui en est équipé circule sur le réseau national. Il revient aux utilisateurs de l'infrastructure de garantir les transitions des systèmes aux sections frontières dans les deux sens de circulation et notamment en accord avec les principes arrêtés par les gestionnaires de l'infrastructure concernés.

Afin de garantir une interopérabilité malgré la présence de différents systèmes de sécurité nationaux, et en attendant la réalisation de part et d'autre de l'ETCS, il revient aux gestionnaires des infrastructures de préciser tous les éléments et paramètres applicables aux différents points de transition afin de garantir que les niveaux de sécurité des réseaux ferrés respectifs demeurent garantis. Le cas échéant, l'intégration de ces nouveaux éléments doit être accompagnée des analyses de risque afférentes.

Quant aux véhicules SNCB équipés de la TBL1+ et désignés à accéder à l'infrastructure ferroviaire nationale, il revient à l'Administration des Chemins de Fer, ci-après ACF, de s'assurer que l'usage des systèmes imposés sur le réseau ferré national demeure conforme et garanti. Cette vérification est réalisée sur base de dossiers présentés par les différents requérants, de déclarations de conformité établies par les organismes compétents et des analyses de risque liées à l'intégration et l'application des systèmes.

Suivant les accords en place entre la SNCB et les CFL, la SNCB, en tant que propriétaire du matériel roulant, est responsable pour entreprendre les démarches nécessaires pour obtenir une homologation auprès de l'ACF. La SNCB a chargé Belgorail en tant qu'organisme compétent pour entreprendre ces démarches auprès des autorités luxembourgeoises.

Il s'ensuit qu'une première demande est parvenue aux CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure en date du 8 janvier 2013. Suite aux échanges entre CFL, ACF et Belgorail, le dossier a pu être complété et a été transmis aux CFL en date du 2 mars 2013. Après analyse technique du dossier, une réponse favorable a été adressée à Belgorail en date du 26 mars 2013 en vue de pouvoir mener des essais pratiques.

Sur base de ce dossier, des essais pratiques, avec comme objectif de prouver la non-interférence avec le système au Luxembourg, ont été complétés avec succès en date du 4 mai 2013. Sur base de ces essais, il faut finalement encore clarifier la transition des équipements embarqués liés à la sécurité au point frontière.

Dès que ce dernier volet aura été clarifié, l'homologation pourra être délivrée par l'ACF et les changements de trains à Arlon pourront être supprimés.

Quant à la question des rames «Desiro», il reste à préciser que l'ACF est toujours en attente du dossier de la SNCB.

À noter que la Belgique est en train d'équiper son réseau ferré avec le système de sécurité ETCS. L'itinéraire du corridor 2 entre Anvers et

la frontière luxembourgeoise sera équipé prioritairement. Suivant les informations actuellement disponibles, ces travaux devraient être réalisés en grande partie jusqu'en 2015.

Question 2770 (10.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **nationalités des personnes engagées par le CRP-Santé:**

Kürzlich stellte die öffentliche Forschungsanstalt CRP-Santé ihre Bilanz 2012 vor. Bezugnehmend auf einen Pressebericht habe es bei der Präsentation der Bilanz auch Bedauern darüber gegeben, dass das berufliche Interesse der Einheimischen an der Forschung nur gering ausgeprägt sei. Die aktuelle Anzahl von Luxemburgern in der Forschung des CRP-Santé belaufe sich auf 56 Personen, derweil die größte Nationalitätengruppe die Franzosen ausmachten mit 101 Mitarbeitern.

Fragen:

1) Was sind nach Einschätzung der zuständigen Forschungsministerin die Ursachen für diesen Tatbestand?

2) Gibt es unabhängige und neutrale Untersuchungen zu dieser Situation? Wenn ja, was waren die Ergebnisse einer solchen Untersuchung?

3) Wenn es bisweilen keine Studie zu dieser Problematik gegeben hat, denkt die Ministerin daran, eine solche in Auftrag zu geben?

4) Was sind die konkreten Zahlen, was die Anstellung von Luxemburgern im CRP-Santé anbetrifft? Wie viele waren in einem Anstellungsverhältnis (mit Unterscheidung von CDD und CDI) und wie lange?

5) Aus welchen Gründen wurde das Anstellungsverhältnis bWeendet?

6) Wie stellen sich diese Zahlen, die sich auf die Luxemburger Forscher und Mitarbeiter des CRP-Santé beziehen, dar im Vergleich mit den anderen Nationalitätengruppen?

Réponse (9.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Folgende Tabelle gibt die Zusammensetzung der Belegschaft des CRP-Santé nach Staatszugehörigkeit und somit auch den Anteil von Luxemburger Staatsbürgern an dieser Belegschaft wieder. Die Luxemburger Staatsbürger stellen demnach die drittgrößte Gruppe dar:

	CDD	CDI	Chef labo	Étudiant	Total
Albanie		1			1
Allemagne	9	10		3	22
Amérique	0				0
Amérique-Liban	1				1
Belgique	13	44		4	61
Belgique-Luxembourg		1			1
Biélorusse		1			1
Britannique		1			1
Bulgarie				0	0
Chine	2	1		1	4
Congo	2				2
Corée	2				2
Finlande	1				1
France	24	67		10	101
Grande-Bretagne	1				1
Grèce	0				0
Grèce-Danemark		1			1
Inde	3	1		1	5
Italie	0	3		1	4
Kenya				1	1
Liban	1			1	2
Luxembourg	8	36	7	5	56
Malaisie				0	0
Norvège			1		1
Pays-Bas	1	1			2
Pologne	1			2	3
Portugal	2	3		1	6
Roumanie	1	0			1
Russie				1	1
Rwanda				0	0
Serbie	0				0
Suisse	2	2			4
Tunisie		1			1
Venezuela		1			1
Grand Total	74	175	8	31	288

Bei einem Großteil (ca. 60%) der zeitlich befristeten Verträge beträgt die Laufzeit, aufgrund ihrer Bindung an die jeweiligen Forschungsvorhaben, unter zwei Jahren. Bei den im Jahre 2012 beendeten Verträgen stellt der Abschluss des Forschungsvorhabens fast ausschließlich den Grund des Vertragsendes dar.

Forschung erfordert fortgeschrittenes Fachwissen. Die Rekrutierungspraxis der Forschungszentren folgt gezwungenermaßen dieser Maxime. Wie in anderen Bereichen der Arbeitswelt besitzen Ausbildung und Berufserfahrung einen höheren Stellenwert als die Staatszugehörigkeit.

Eingedenk dieser Vorgaben ist es mir jedoch nach wie vor ein Anliegen, den Anteil der Luxemburger Staatsbürger an der Belegschaft der Universität und der öffentlichen Forschungszentren zu erhöhen. Ich habe die Dienste des Hochschul- und Forschungsministeriums angewiesen, Überlegungen anzustellen, wie dieses Ziel in Zukunft besser erreicht werden kann.

Es gilt meiner Ansicht nach, den Anteil der Luxemburger Studierenden in naturwissenschaftlichen und technischen Fächern zu erhöhen. In diesem Zusammenhang sind auch rezente Umfragen (z.B. Eurobarometer) anzuführen, die eine verstärkte Akzeptanz für Wissenschaft und Forschung bei der breiten Bevölkerung verzeichnen; ich erwarte mir, dass dieser Umstand mittelfristig dazu beitragen wird, die Attraktivität von Wissenschaft und Forschung zu steigern.

Question 2771 (10.6.2013) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant le **fonctionnement des comités d'école au sein des écoles de l'enseignement fondamental:**

Depuis la réforme de l'enseignement fondamental, chaque école dispose d'un comité d'école qui est responsable de sa gestion et de son ordre intérieur selon l'article 41 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, «chaque comité d'école est composé de trois membres au moins et de neuf membres au plus dont au moins deux tiers d'instituteurs. Les membres du comité sont élus par et parmi les membres du personnel de l'école, avant la fin de l'année scolaire.» L'article 43 de cette même loi stipule qu'«à défaut de candidatures pour le comité d'école ou pour le poste de président, le conseil communal, après avoir demandé l'avis de l'inspecteur d'arrondissement, désigne pour un mandat d'une année un responsable d'école auquel il peut attribuer la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président du comité d'école afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'école fondamentale, dans combien d'écoles de l'enseignement fondamental a-t-on dû avoir recours à un tel responsable d'école? Quelle est la situation actuelle?

2) Dans les établissements concernés, quelles sont les raisons à l'origine du défaut de candidatures pour le comité d'école voire pour le poste de président et qui ont rendu nécessaire la mise en place d'un responsable d'école?

Réponse (8.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En guise d'introduction il y a lieu de rappeler que, conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, chaque école fondamentale comprend un ou plusieurs bâtiments scolaires et offre les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Ad 1)

Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, huit écoles fondamentales ont eu recours à un responsable d'école. À l'heure actuelle, il y a sept écoles fondamentales pour lesquelles un responsable d'école assume à chaque fois la totalité ou une partie des missions du comité d'école et du président d'école, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'école.

Ad 2)

Dans presque tous les cas mentionnés ci-dessus un comité d'école continue ou a continué à fonctionner.

Les causes à la base d'une absence de candidature pour le poste de président d'un comité d'école demeurent sans doute multiples, mais il y a lieu de constater que, pour l'année 2012/2013, 147 écoles sur un total de 154 disposent d'un président et d'un comité fonctionnant selon les dispositions définies par la loi précitée. D'autre part, il est patent que l'exercice du mandat de président d'un comité d'école demande un important investissement en temps et en disponibilité.

Étant donné que la décharge accordée aux présidents d'un comité d'école pour accomplir leurs missions est proportionnelle au nombre du personnel enseignant et éducatif de l'école, cet investissement est d'autant plus difficile à réaliser, s'il s'agit d'une école à faible effectif. Afin de tenir compte des missions que doivent accomplir tous les présidents d'un comité d'école, indépendamment de l'étendue de leur école, le règlement grand-ducal fixant la tâche des instituteurs vient d'être modifié en ce sens que dorénavant une décharge de base est garantie aux présidents d'un comité d'une petite école, indépendamment du nombre du personnel enseignant et éducatif, leur permettant d'accomplir d'une façon plus satisfaisante leurs missions.

Question 2772 (10.6.2013) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **rapidité et efficacité des secours médicalisés:**

Il me revient qu'un médecin, effectuant des gardes SAMU au Centre Hospitalier de Luxembourg et à la Zithaklinik, refuserait systématiquement l'engagement des hélicoptères de la LAR pour porter secours dans le cadre des missions urgentes du SAMU. Tel aurait notamment été le cas pour un accident du week-end des 1er juin et 2 juin entre Wecker et Berbourg, où les secours médicalisés avaient été dépêchés par la route sur les lieux de l'accident, situés à plus de 30 kilomètres de la ville de Luxembourg.

Il apparaît que cette situation perdure depuis plus de 15 mois avec pour conséquence d'augmenter considérablement le temps de certaines interventions urgentes, voire vitales.

Sachant que le temps nécessaire pour amener une équipe médicale sur les lieux d'une urgence influe directement sur les chances de la survie des victimes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il a connaissance de cette situation?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il soit normal que la rapidité et l'efficacité des secours médicalisés dépendent de l'attitude d'un seul médecin?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (15.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Sur base d'une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la «Luxembourg Air Rescue» (LAR), le service d'aide médicale urgente, institué par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, peut, en cas de besoin, être complété par l'hélicoptère de sauvetage de LAR. Mis à la disposition des services de secours pour intervenir dans le cadre du SAMU, l'hélicoptère de sauvetage, qui dispose du même équipement médical que les véhicules d'intervention du SAMU, constitue une alternative à l'antenne mobile terrestre du SAMU pour acheminer le médecin spécialiste en anesthésie réanimation (médecin SAMU) vers le lieu d'intervention.

Selon les modalités d'exécution de ladite convention, il appartient au médecin spécialiste en anesthésie réanimation de décider du choix du moyen de transport aérien ou terrestre afin d'atteindre le lieu où se trouve l'urgence.

Il appartient également au médecin SAMU de prendre la décision du moyen de transport du blessé vers la structure hospitalière de garde; par voie terrestre ou aérienne.

Le recours au transport par voie d'hélicoptère est en principe conditionné par la distance depuis le lieu de l'emplacement de l'hélicoptère (hôpital de garde) vers le lieu d'intervention qui, suivant ladite convention, doit être supérieure à 15 kilomètres. Dans certaines circonstances il peut s'avérer utile d'utiliser la voie des airs pour des distances inférieures, notamment en cas de difficultés de circulation; par exemple en cas d'accident sur une autoroute, où le seul chemin praticable pour atteindre l'urgence est la voie aérienne.

Si, à partir de ce seuil, l'hélicoptère est en effet susceptible de procurer un gain de temps par rapport à l'antenne mobile terrestre, toujours est-il que la décision du médecin du SAMU en faveur du meilleur moyen de transport possible pour atteindre le lieu d'intervention, choix dont il assume d'ailleurs la responsabilité, est fonction de plusieurs critères, dont notamment celui de la facilité d'accès.

Dès lors, et même lorsque le lieu d'intervention se situe à plus de 15 kilomètres de l'emplacement de l'hélicoptère, il s'agit pour le médecin du SAMU de vérifier si la configuration du terrain permet un atterrissage à proximité immédiate du lieu d'intervention.

La configuration même du terrain où a lieu une intervention constitue dès lors un autre critère à prendre en considération dans le choix du médecin du SAMU. Ainsi, lorsque le lieu d'intervention se situe dans une région difficilement accessible par les airs, il se peut que l'hélicoptère ne soit pas toujours en mesure de diminuer de manière considérable le temps de l'intervention par rapport à un véhicule terrestre, étant donné l'hypothèse où celui-ci peut accéder de manière plus rapprochée à la victime.

Mes services ont pris contact avec les divers intervenants; à savoir l'Administration des Services de Secours, le coordinateur national du SAMU, les directions médicales des établissements assurant la garde hospitalière.

Cela étant précisé, je ne suis pas en mesure de constater un quelconque manquement au niveau de la prise en charge des patients par le SAMU.

Question 2773 (10.6.2013) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **programme communautaire PROGRESS:**

Le programme communautaire PROGRESS appuie le financement des politiques de l'emploi, de l'inclusion et de la protection sociales, de la lutte contre les discriminations et de l'égalité des sexes au sein de l'Union européenne. Les bénéficiaires de cet appui financier sont les autorités nationales, locales et régionales et plus particulièrement les services publics actifs dans le domaine de l'emploi, de l'enseignement supérieur ainsi que les associations patronales, les syndicats et les organisations non gouvernementales. Le Luxembourg figure parmi les pays qui peuvent bénéficier de ce programme.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Luxembourg dispose d'une enveloppe prédéfinie par la Commission pour le programme PROGRESS ou est-ce que la Commission définit la répartition du budget com-

munautaire réservé pour ce programme selon les demandes? Le cas échéant, quels sont les montants budgétisés en faveur du Luxembourg pour les années 2012 et 2013?

2. Quels sont les projets couverts par le budget PROGRESS pour l'année 2012? Quel en est le budget total?

3. Quels sont les montants budgétaires prévus par le programme PROGRESS pour l'année 2013 pour le Luxembourg?

4. Était-il prévu de mener une concertation avec les éventuels promoteurs? Le cas échéant, quand est-ce que cette concertation a-t-elle eu lieu?

5. Le cas échéant, quels projets sont retenus pour 2013?

6. Selon quels critères, ce choix s'est-il opéré?

Réponse (18.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le programme PROGRESS assure un appui financier à la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, à des activités présentant une dimension européenne, d'une ampleur suffisante pour apporter une valeur ajoutée à l'échelle de l'Union européenne. Le but ultime du programme PROGRESS est de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020.

Les objectifs généraux du programme ont été définis comme suit à l'article 2, paragraphe 1, de la décision sur le programme PROGRESS:

1) améliorer la connaissance et la compréhension de la situation dans les États membres (et dans les autres pays participants) par l'analyse, l'évaluation et un suivi étroit des politiques;

2) soutenir l'élaboration d'outils et de méthodes statistiques ainsi que d'indicateurs communs, ventilés s'il y a lieu par sexe et par tranche d'âge, dans les domaines relevant du programme;

3) soutenir et suivre la mise en œuvre de la législation communautaire, le cas échéant, et des objectifs politiques communautaires dans les États membres, ainsi qu'évaluer leur efficacité et leurs incidences;

4) promouvoir la création de réseaux, l'apprentissage mutuel, le recensement et la diffusion des bonnes pratiques et des approches innovantes au niveau européen;

5) faire mieux connaître aux parties intéressées et au grand public les politiques et les objectifs communautaires poursuivis dans le cadre de chacune de ses cinq sections;

6) renforcer la capacité des principaux réseaux au niveau européen à promouvoir, à soutenir et à développer encore davantage les politiques et les objectifs communautaires, le cas échéant.

Le programme PROGRESS soutient plus précisément:

1) la mise en œuvre de la stratégie européenne pour l'emploi (section 1);

2) la mise en œuvre de la méthode ouverte de coordination dans le domaine de la protection et de l'intégration sociales (section 2);

3) l'amélioration du milieu de travail et des conditions de travail, y compris la santé et la sécurité au travail et la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale (section 3);

4) la mise en œuvre effective du principe de non-discrimination et la promotion de son intégration dans toutes les politiques communautaires (section 4);

5) la mise en œuvre effective du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes et la promotion de l'intégration de ce principe dans toutes les politiques communautaires (section 5).

1. Il n'y a pas d'enveloppes prédéfinies par la Commission pour les pays participant au programme PROGRESS.

Compte tenu de son budget et de ses objectifs, l'application du programme cible les domaines d'action dans lesquels la valeur ajoutée communautaire est la plus grande. La valeur ajoutée des actions communautaires est définie en fonction de critères d'efficacité et d'efficience.

Conformément aux lignes directrices générales pour l'application du programme PROGRESS, telles qu'elles sont visées à l'article 12, paragraphe 1, point a), de la décision établissant le programme PROGRESS, la Commission européenne s'appuie sur un programme de travail annuel pour lancer les appels de propositions et d'offres. Tous les appels sont publiés sur le site Internet de la direction générale «Emploi, affaires sociales et égalité des chances». Les appels d'offres sont également publiés au Journal officiel de l'Union européenne, série S.

Des subventions directes peuvent être accordées sans appels de propositions, le cas échéant, conformément aux règles financières applicables au budget de la Communauté, par exemple pour soutenir des activités organisées par la présidence ou en cas de monopole de fait ou de droit.

2. Dans le domaine d'action «Inclusion sociale et protection sociale», le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS - département: Population et Emploi, axe de recherche: Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse, liens sociaux; en partenariat avec l'Inspection générale de la sécurité sociale) a soumis un projet de recherche[4] visant à développer une plate-forme d'analyse de pointe qui permet au Luxembourg de répondre à des questions liées à la politique sur la «pertinence» et la «durabilité» des retraites et des transferts sociaux dans le long terme.

Le cofinancement de ce projet s'élève à 218.413,55 euros (taux de cofinancement: 66,51%).

En matière de lutte contre les discriminations, un projet a été soumis par le Luxembourg (présenté par le Centre pour l'égalité de traitement en collaboration avec ALOS-LDH en 2012 pour être réalisé en 2013).

Ce projet a été retenu par la Commission dans la liste de réserve pour un financement à hauteur de 40.000 euros. Cependant, le projet retenu par la Commission européenne a été retiré par le porteur de projet.

3. Cf. réponse à la question n° 1.

4. À l'instar de l'année dernière, le Luxembourg soumettra en 2013 une demande par le biais du Centre pour l'égalité de traitement.

Une concertation ad hoc peut se faire à tout moment en vue de la préparation d'une soumission d'un projet pouvant répondre à un appel à propositions ou un appel d'offres.

5. Le projet de recherche de l'IGSS/CEPS (cf. réponse à la question n°2) court encore jusqu'au 31 juillet 2013.

Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, le délai pour soumettre le projet pour une demande de cofinancement est le 10 septembre 2013. À l'heure actuelle, le Centre pour l'égalité de traitement travaille sur la constitution du dossier.

Question 2774 (12.6.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **déviations mises en place en raison des travaux routiers dans la région limitrophe de la Sûre:**

Les automobilistes circulant de Luxembourg, de Junglinster en direction de la frontière allemande (Bollendorf, Grundhof, Dillingen, etc.) sont confrontés à une situation de circulation de plus en plus difficile. En effet, les travaux engagés sur le tronçon concerné, dont l'utilité n'est nullement remise en question, provoquent depuis presque deux ans des déviations longues et compliquées.

Les pendulaires sont de plus en plus nombreux à se plaindre de ces déviations incompréhensibles et de longue haleine, mais aussi du manquement grave quant à la signalisation de ces déviations.

Le problème se pose également pour les riverains du Grundhof, Bollendorf, Reisdorf et autres, qui ne disposent toujours pas d'une autorisation officielle pour pouvoir accéder à leur domicile.

Les entreprises et fournisseurs, qui traversent la région quotidiennement en raison de l'économie touristique de la région, enregistrent des pertes de temps et d'argent, ainsi que de nombreuses annulations. Comme il s'agit d'une région fortement touristique qui attire de nombreux visiteurs, ces derniers se perdent rapidement dans ce «labyrinthe» de déviations. Cet aspect nuit en outre à l'image de la «Petite Suisse luxembourgeoise».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Le Ministre s'engage-t-il à améliorer la signalisation des déviations mises en place, en installant par exemple des panneaux déjà à Junglinster, afin d'avertir les gens en temps utile et d'éviter ainsi un chaos routier journalier?

2) Le Ministre envisage-t-il de munir les riverains concernés par les routes barrées d'une autorisation officielle pour pouvoir rentrer à leur domicile?

3) Le Ministre peut-il m'informer de l'état des travaux routiers en question?

Réponse (11.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Actuellement les trois chantiers suivants dans la région du Müllerthal exigent un barrage de route:

1) Le renouvellement de l'OA359 sur le CR118 entre Blumenthal et Breidweiler-Pont, en voie d'exécution. À cause du mauvais temps, le début pour ces travaux, initialement prévu pour le mois d'avril 2013, a dû être reporté à la mi-mai. Une déviation est signalée via Heffingen et Christnach. La fin du chantier est planifiée avant le début du congé collectif en été 2013.

2) Sur le CR118 entre Breidweiler-Pont et Consdorf, le montage d'un pont provisoire à Breidweiler-Pont remplacera temporairement l'OA355 qui est hors fonction depuis la fin du mois de mai. Ici, la déviation mène via Müllerthal vers Consdorf et la fin du chantier est également prévue avant le début du congé collectif en été 2013. À noter que le renouvellement de l'OA355, qui se fera de pair avec l'aménagement du carrefour à Breidweiler-Pont, durera environ deux ans, sans pour autant causer des répercussions majeures pour les automobilistes qui pourront pendant ce temps emprunter le pont provisoire spécialement mis en place à cet effet.

3) Le renouvellement du CR121 entre Vogelsmühle et Grundhof constitue un très grand chantier dont les travaux ont débuté en juin 2012 et dont l'achèvement est fixé pour le mois de mai 2014. Comme les travaux progressent plus vite que prévu, le chantier pourrait éventuellement s'achever avant terme. La nécessité de barrer complètement le tronçon de route en question s'explique, pour des raisons de sécurité, par le fait que la route y est particulièrement étroite. Une déviation a été mise en place à partir de la Vogelsmühle via Berdorf pour arriver à Bollendorf respectivement à Grundhof. Les automobilistes venant d'Allemagne (Bollendorf) sont dirigés vers Echternach pour y emprunter la route N11 en direction de Junglinster ou de Luxembourg. Le soir, pour rentrer, ils sont censés prendre la même route.

Étant donné que la seule intersection interdite à la circulation se situe entre Vogelsmühle et Grundhof, il n'y a pas lieu d'ouvrir ce tronçon aux riverains et ceci pour des raisons évidentes de sécurité et pour garantir le bon déroulement du chantier.

Enfin, il y a lieu de préciser que dans les villages limitrophes des routes barrées, des signaux avec des sens recommandés ont été mis en place pour rendre attentif aux problèmes de circulation au Müllerthal.

Question 2775 (14.6.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**offre de formation en sciences de l'éducation:**

Depuis sa création, l'Université du Luxembourg propose une formation de bachelor en sciences de l'éducation. Ce diplôme permet aux étudiants luxembourgeois de commencer une carrière dans l'enseignement dans les écoles fondamentales, les classes de l'enseignement modulaire et les institutions de l'enseignement différencié au Luxembourg. Les candidats aspirant à une telle carrière doivent justifier d'une qualification d'enseignement supérieur de niveau bac +4, donc quatre années d'études.

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche reconnaît désormais les études de sciences de l'éducation proposées par quelques universités suisses. Étant donné qu'il s'agit d'un bachelor, le plan d'études en question peut être abouti en seulement trois ans.

Or, ceci pénalise les étudiants qui suivent leur formation au Luxembourg ou en Belgique aux niveaux de la durée des études, du début de leur carrière professionnelle et finalement de leur situation financière.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- La Ministre peut-elle me confirmer les informations quant à la reconnaissance du bachelor en sciences d'éducation acquis en Suisse?

- Dans l'affirmative, la Ministre n'est-elle pas d'avis que les étudiants en sciences de l'éducation suivant leur formation au Luxembourg ou en Belgique sont désavantagés par rapport à ceux inscrits à une université suisse?

- Dans ce cas, la Ministre qu'entend-elle entreprendre afin de remédier à cette situation discriminatoire?

Réponse (11.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2775 de Madame la Députée Marie-Josée Frank:

Je ne puis que confirmer les informations quant à la reconnaissance du bachelor en sciences de l'éducation obtenu dans le cadre d'établissements d'enseignement supérieur suisse. Ces diplômes sont reconnus en vertu de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance de titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service.

Cependant, cette reconnaissance ne constitue ni un désavantage pour les étudiants ayant suivi la formation équivalente auprès de l'Université du Luxembourg, ni une discrimination directe ou indirecte. En effet, la reconnaissance se fait sur base de niveaux de qualification, dans le cas présent le niveau étant celui du grade de bachelor. La durée du programme d'études n'est pas un critère retenu lors de la reconnaissance. Il incombe aux étudiants de faire le choix du lieu des études en fonction de leur prédilection.

Question 2776 (14.6.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**Université de la Grande Région:**

Depuis 2008, l'Université de la Grande Région (UGR), regroupant les universités de la Sarre, de Lorraine, de Liège, de Trêves, de Kaiserslautern et du Luxembourg, aspire à une ambition internationale. Le réseau universitaire de l'UGR compte plus de 115.000 étudiantes et étudiants de toutes nationalités et représente un vaste espace d'enseignement et de recherche privilégié. Les étudiants et doctorants ont la possibilité de bénéficier de l'offre de formation des universités partenaires, de coopérer en matière de recherche et d'être mobiles à l'échelle transfrontalière.

Le projet développé vise plusieurs axes, dont la création de parcours de formation transfrontaliers originaux pour attirer des étudiants internationaux dans la Grande Région. La mobilité du réseau est promue grâce à la simplification des formalités administratives, l'accès aux cours, aux bibliothèques, aux restaurants universitaires ainsi qu'à d'autres services pour étudiants. Comme les régions, en partenariat avec les universités représentées, collaborent avec les sociétés de transport à ce projet transfrontalier, l'offre et les tarifs des transports sont avantageux pour les utilisateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche quant à l'état:

1. du renforcement de l'offre de formation au sein des universités partenaires;

2. de la création des nouveaux diplômes conjoints;

3. des coopérations transfrontalières avec une offre de cours coordonnée et une reconnaissance mutuelle des crédits;

4. de l'offre accrue des séminaires transfrontaliers;

5. de la mise en réseau interdisciplinaire de scientifiques et dans quels domaines;

6. de la coopération étroite dans la formation des doctorants voire cotutelles de thèses internationales;

7. des suites prioritaires données en aval du rapport d'évaluation de l'UGR en avril 2012.

Réponse (11.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2776 de Monsieur le Député Marcel Oberweis.

Le portail http://www.uni-gr.eu/ permet de consulter toutes les offres du groupement dans les différentes fonctionnalités (enseignement & recherche).

1. Créer un espace d'enseignement supérieur en Grande Région est l'un des objectifs cen-

[4] MiDLAS - Towards a dynamic Microsimulation model, administrative Data for microsimulation in Luxembourg, the comparative Analysis of tools pertaining to the economics of ageing and a better understanding of Stakeholders' perception (MiDLAS)

traux du projet UniGR. Les partenaires ont travaillé à la visibilité et la lisibilité de l'offre de formation des universités et à la mise en évidence des spécificités de chacune d'elles en termes de formation.

Les services de scolarité ont mis en place un statut étudiant UniGR permettant aux étudiants de l'une des universités partenaires de s'inscrire gratuitement dans une autre université partenaire du projet pour y suivre des cours et/ou des séminaires et leur conférant le droit de se présenter aux examens correspondants. La pérennisation du statut étudiant au-delà de la durée du projet a été assurée par la conclusion d'une convention entre les universités partenaires. Un guide de la mobilité étudiante peut être consulté en trois langues sur le portail Internet et sous forme de publication: http://www.uni-gr.eu/fr/etudier/statut-etudiant-unigr.html.

2. Activité pilote UniGR: «Mise en place d'un master international à spécialité cancérologie»

Cette activité pilote a pour objectif de créer un cursus de formation en cancérologie niveau master entre les universités de la Sarre, de Lorraine, Liège et du Luxembourg. Certaines questions demandent encore une réponse. Pour autant, l'essentiel des difficultés semble vouloir s'aplanir et il est envisagé un départ de cette activité pilote pour septembre 2014.

Principe futur de développement de coopération

La coopération transfrontalière dans l'enseignement peut prendre des formes très diverses, des cursus avec diplômes conjoints à ceux qui intègrent une période de mobilité jusqu'aux coopérations ponctuelles. Le point commun de toutes ces formes de coopération est un effort administratif supplémentaire. Pour réduire au maximum ce dernier et pour faciliter la création de nouveaux diplômes transfrontaliers, des modèles, exemples et bonnes pratiques ont été compilés (diplômes, relevés de notes, suppléments au diplôme, tableaux de conversion des notes, conventions de coopération, etc.) dans une boîte d'outils, et mis en ligne sur le portail Internet UniGR: http://www.uni-gr.eu/fr/etudier/cooperation-dans-lenseignement.html

3. Comité d'experts «Reconnaissance» et disciplines pilotes

Dans le cadre du comité d'experts «Reconnaissance» qui s'est réuni en 2011, les experts pour la reconnaissance des crédits (et des diplômes) de toutes les universités partenaires ont pu se réunir et faire le point sur les différents systèmes universitaires et les recommandations en matière de reconnaissance. La reconnaissance de crédits étant opérée de manière décentralisée et dans les différentes facultés, les enseignants des disciplines pilotes du projet, soit de psychologie, de formation des enseignants ainsi que de germanistique et romanistique, se sont également rencontrés pour comparer leurs curricula et réfléchir à d'éventuelles recommandations en matière de mobilité. Les disciplines pilotes sont des champs disciplinaires pour lesquels le projet tente, par une approche empirique, de tester des bonnes pratiques en matière de reconnaissance.

Activité pilote «UniGR-Coopération interrégionale dans la formation des enseignants»

Cette activité pilote entre les universités du Luxembourg, de Liège, de la Sarre et de Lorraine vise à établir des listes d'équivalence de modules pour faciliter la mobilité estudiantine entre les universités partenaires. Un objectif supplémentaire est de mettre en place une table ronde pour approfondir le dialogue avec des instituts de formation en Grande Région. En 2013 est prévue la signature de conventions de coopération bilatérales sur la base des listes d'équivalence établies.

Activité Pilote «I-DERBI»

Les partenaires ont mis en ligne le site www.systems-biology.eu. Le public cible de cette activité est l'ensemble des professeurs et des chercheurs actifs dans le domaine concerné (Biologie systémique), ainsi que les étudiants de master en Ingénierie, Informatique, Biologie et Biotechnologie.

Des accords Erasmus entre les quatre universités de Liège, du Luxembourg, de Nancy et de la Sarre ont été mis en place, offrant de nouvelles opportunités de mobilité: les mobilités semestrielles pour suivre des cours ou préparer le travail de fin de master sont favorisées et permettront aux étudiants d'approfondir une spécialité ou d'acquérir une double compétence.

4. Université d'automne sur le thème «mobilité et valeurs européennes»

À Metz, plus de 70 étudiants et doctorants de la Grande Région, y compris de l'Université du Luxembourg, se sont penchés, entre le 2 et le 5 novembre 2011, sur le sujet de la «mobilité et des valeurs européennes». Le programme était composé de séries de conférences, d'ateliers et d'un échange interculturel. 20 enseignants d'art, communication, droit, économie, géographie, histoire, philosophie et de sociologie sont intervenus avec, une approche interdisciplinaire du sujet. Le programme de l'Université d'automne intégrait un programme culturel diversifié. Enfin, une rencontre avec des eurodéputés a permis d'échanger sur divers sujets d'actualité ayant trait à l'Europe.

Activité pilote UniGR-séminaire «La gestion du savoir dans des contextes plurilingues»

Dans le cadre de trois cours magistraux respectivement organisés sur un des trois sites, 20 étudiants des universités du Luxembourg, de Metz et de Sarrebruck ont pu en apprendre plus sur les différents aspects du multilinguisme dans les contextes de politique de l'éducation. Les cours ont été conjointement proposés en 2010-2013 par des professeurs des trois universités travaillant dans le domaine de la linguistique et de la sociologie. Les étudiants ont qualifié la manifestation de très enrichissante. Ce séminaire peut servir comme exemple de bonne pratique pour des solutions face aux difficultés liées à la compatibilité des différents calendriers académiques, aux formats d'examens et de cours magistraux ainsi qu'aux conditions de reconnaissance.

Atelier d'idées sur la création d'entreprises à destination des étudiants

Un atelier d'idées sur la création d'entreprises a réuni près de 30 étudiants à Kaiserslautern les 27 et 28 mars 2012. Une équipe d'animateurs formée grâce aux contacts établis dans le cadre du projet UniGR a rassemblé des représentants de toutes les universités partenaires du projet ainsi que des représentants de l'initiative 1, 2, 3 GO. Ils ont ensemble ou consécutivement donné des conseils et accompagné de jeunes entrepreneurs potentiels pour développer leurs capacités créatives sans oublier de leur transmettre des informations très concrètes sur la création d'activités et les dispositifs existants dans les pays de la Grande Région.

5. UniGR Workshop en biotechnologies

39 enseignants-chercheurs des universités de Kaiserslautern, Luxembourg, Metz, Nancy et de la Sarre étaient présents à l'atelier de travail interrégional sur le thème de la biotechnologie organisé le 25 septembre 2010 à l'Université de la Sarre (UdS). Une présentation des appels à projets actuels nationaux et européens sur la biotechnologie était prévue et une session postée a permis aux enseignants-chercheurs de présenter leur groupe de travail.

UniGR Workshop en virologie et immunobiologie de maladies virales

55 chercheurs se sont réunis en septembre 2010 à l'UdS pour débattre scientifiquement sur le thème «Virologie et biologie immunitaire des maladies virales». Les groupes de travail ont brièvement présenté leurs travaux et ont noué des contacts en vue de futures coopérations dans le domaine de la recherche et de publications communes.

Atelier «Béton écologique et durable dans la Grande Région»

Près de 80 chercheurs se sont penchés en juillet 2011 sur la question du béton écologique et durable dans la région et ont évalué les possibilités de coopération dans le domaine de l'enseignement et de la recherche.

Colloque «Redox Biology»

Les 11 et 12 avril 2013 s'est tenu à l'Université de Kaiserslautern un colloque de deux jours qui a offert la possibilité aux scientifiques de toutes les universités partenaires de faire une conférence ou de présenter leurs travaux à l'aide d'un poster. Le colloque avait pour objectif d'identifier des domaines de recherche dans lesquels les universités de la Grande Région peuvent coopérer encore plus étroitement à l'avenir.

Activité pilote «Journées scientifiques sur l'Interopérabilité des Systèmes d'Entreprise»

Cette activité pilote regroupant les universités de Lorraine, du Luxembourg, de Liège et de la Sarre a favorisé la coopération scientifique des universités partenaires de la Grande Région. Pour ce faire, quatre journées scientifiques ont été organisées sur les thèmes des nouveaux besoins en recherche et en enseignement.

De plus, un site web a été créé: http://www.interop-grande-region.eu/

Activité pilote «Étude de faisabilité d'une Méthodologie de Publication Bilingue d'Archives Médiévales de la Grande Région»

Ce projet rassemble des chercheurs des universités de Lorraine, du Luxembourg et de Trèves. Il s'agit d'utiliser les TIC pour faciliter l'accès et l'utilisation de ressources médiévales. Les chercheurs associés au projet facilitent par étapes l'accès aux documents de chancelleries de la noblesse en publiant sur le site Internet http://www.cartularium.msh-lorraine.eu/ des bibliographies et bases de données, des guides paléographiques et index thématiques réalisés par leurs soins. Les documents sont issus de fonds d'archives de la Grande Région et d'autres fonds importants des principautés concernées. En octobre 2012, cette activité pilote UniGR s'est vue décerner le second Prix interrégional de la Recherche pour un montant de 25.000 euros. Ce dernier est mis en place dans le cadre du groupe de travail «Enseignement supérieur et Recherche» de la Grande Région.

Activité pilote «UniGR-GREATROAD (Réseau de la Grande Région de Recherche Opérationnelle et d'Aide à la Décision)»

L'activité pilote UniGR-GREATROAD a mis en réseau des doctorants en recherche opérationnelle et d'aide à la décision de la Grande Région. Pour ce faire, plusieurs rencontres ont été organisées sur les différents sites universitaires. Elles ont permis d'informer les participants, soit en moyenne une trentaine de doctorants et d'enseignants-chercheurs des universités de Lorraine, Liège, du Luxembourg et de la Sarre, sur les travaux de recherche en cours dans chacune de ces universités. En coopération avec le projet TIGRE, les doctorants ont été sensibilisés à des sujets comme le transfert de technologies par des exposés d'industriels opérant dans le domaine.

Activité pilote «L'interculturalité dans un espace multinational»

Les objectifs de cette activité pilote portée par les universités du Luxembourg, de Metz et de la Sarre étaient de mettre en réseau les chercheurs, de favoriser la coopération scientifique et de promouvoir la formation des jeunes chercheurs. En décembre 2010 s'est tenue une conférence scientifique intitulée «Capitales européennes de la Culture et interculturel - Luxembourg et la Grande Région (2007), Ruhr (2010) et Istanbul (2010)», à Luxembourg. Elle a donné lieu à une publication[5] financée par le Fonds national de la recherche (FNR) du Luxembourg, parue en février 2012 aux Éditions Transcript (Allemagne). La mise en réseau des partenaires de cette activité a également permis d'identifier les intérêts communs en matière de thématiques de recherche dans le domaine de l'interculturalité.

Activité pilote «Séminaires ayant pour finalité un ouvrage collectif sur le travail frontalier»

Suite à six ateliers de travail en 2010 et 2011, un ouvrage est paru aux Éditions Universitaires de Lorraine sous le titre «Le travail frontalier dans la Grande Région Saar-Lor-Lux.- Pratiques, enjeux et perspectives» et rassemble 25 contributions de géographes, économistes, sociologues et historiens. Son objectif est de dresser un état des connaissances sur le travail frontalier au sein de la Grande Région ainsi qu'une mise en regard avec d'autres territoires concernés par des problématiques similaires.

Activité Pilote «I-DERBI»

Objectifs: Création d'une synergie en Grande Région autour de la biologie intégrative sous la forme d'une infrastructure de recherche et d'enseignement distribuée en regroupant des forces locales déjà positionnées sur ce thème. Dans le cadre de deux conférences autour de la biologie intégrative, des étudiants, doctorants et chercheurs ont noué des contacts en Grande Région.

Activité pilote «Réseau UniGR - Orthopédie expérimentale et clinique de la Grande Région»

Cette activité pilote UniGR a posé les bases pour la création du «Réseau Cartilage de la Grande Région». Tous les chercheurs de la région spécialisés dans la recherche sur le cartilage sont réunis dans ce réseau, des médecins aux ingénieurs en passant par les biologistes moléculaires et jusqu'aux pathologistes de la Grande région. Le réseau profite aux chercheurs, qui préparent des publications et des projets conjoints, mais aussi aux étudiants et doctorants qui ont l'opportunité de nouer des contacts internationaux de manière précoce. En octobre 2012, le «Réseau Cartilage de la Grande Région» a été primé par le premier Prix interrégional de la Recherche, à hauteur de 35.000 euros.

Création d'une base de données en vue du recensement et de l'utilisation commune des équipements lourds de recherche

Un inventaire des équipements rares de recherche disponibles au sein des universités partenaires UniGR a été créé et mis en ligne en 2011. Un moteur en ligne pour faciliter la recherche d'équipements et la prise de contact avec d'autres chercheurs a été développé et sera mis en ligne au cours du 2e semestre 2013, il permettra d'offrir aux chercheurs un outil simple et efficace pour mutualiser l'infrastructure de recherche au sein du réseau UniGR.

6. Un modèle de convention de cotutelle a été développé pour faciliter la mise en place de cotutelles de thèse en Grande Région. Il est accompagné d'un guide comparatif des systèmes de formation doctorale des quatre pays pour soutenir le travail des personnels administratifs concernés.

Le label de doctorat européen UniGR est également en place et permet de certifier le caractère grand-régional de thèses obtenues par des doctorants forts d'une expérience de mobilité et d'échange en Grande Région.

Sur initiative du projet, les doctorants UniGR peuvent avoir accès librement aux modules de formation des autres universités partenaires. Ainsi, ils peuvent découvrir la formation doctorale des universités UniGR, participer à des modules de formation dans un environnement multiculturel et également bénéficier d'une offre de formation adaptée à leurs besoins et beaucoup plus riche.

Événements pour les doctorants

- UniGR-Young Researchers' Day: Doctorants, chercheurs, étudiants,… 70 participants au total, se sont réunis les 19 et 20 mars 2010 à l'Université de la Sarre à l'occasion de la première «Journée des jeunes chercheurs» organisée par les projets «Université de la Grande Région» et «UNISALL». Cette rencontre, dédiée à «l'Éthique dans les sciences et la philosophie des sciences», avait pour objectif la mise en réseau des jeunes scientifiques des sept universités partenaires du projet «Université de la Grande Région»

- UniGR-Conference Sciconomy: La Sciconomy Conférence «Innovation en Europe» organisée conjointement par le projet UGR et le label allemand SciConomy s'est déroulée le 25 et 26 juin 2010 à Kaiserslautern. Elle comprenait 15 workshops sur les thèmes de «Sémantic Desktop», «Sustainability» et «Commercial vehicle technologies». Chaque atelier de travail était encadré par un intervenant interne ou externe (tel OPAL Systems, Luxinnovation, Materalia, Sperling Solar GmbH). Cette journée a permis non seulement d'informer les 63 étudiants et doctorants d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Australie présents sur le développement des processus d'innovation, le management et l'entreprenariat dans la Grande Région, mais également de créer des contacts entre les institutions et les entreprises d'une part et entre les chercheurs d'autre part.

- Les «European Doctoriales 2011» se sont déroulées du 16 au 21 octobre 2011 au Ventron (France). Organisé en partenariat avec l'Université franco-allemande, l'ABG - Intelli'Agence et le Fonds national de la recherche (FNR) du Luxembourg, ce séminaire interdisciplinaire a réuni 64 doctorants de diverses nationalités. Conçu autour de trois thèmes essentiels pour leur future carrière - la vulgarisation scientifique, les capacités d'innovation et l'employabilité - il aura par ailleurs permis aux participants de nouer des liens au-delà des frontières et des disciplines scientifiques.

- UniGR Early Stage Researchers' Days 2013 (ESRD): Du 18 au 21 février 2013, 60 doctorants issus des six universités partenaires du réseau UniGR se sont retrouvés à Houffalize (Belgique) pour un nouveau séminaire résidentiel intensif UniGR. À caractère interdisciplinaire et interculturel, cette formation visait à développer les compétences transversales des doctorants en gestion de projet et à les accompagner dans leur réflexion concernant leur projet professionnel.

Activité pilote «Ecole Doctorale Transfrontalière LOGOS»

Rassemblant des partenaires des universités de Lorraine, de la Sarre, de Liège et du Luxembourg, cette activité pilote a mis en réseau des doctorants en Sciences Humaines et Sociales de la Grande Région par le biais des journées doctorales annuelles. D'autre part, les partenaires ont travaillé sur la reconnaissance de ces journées doctorales dans la formation des doctorants, à la structuration de l'école doctorale, ainsi qu'à la visibilité, au sein des universités partenaires, de la dimension transfrontalière de leurs travaux. Après la fin du projet UniGR, les Journées Doctorales LOGOS sont toujours organisées.

Activité pilote «Séminaire de thésards - théorie de systèmes et de commandes»

[5] Verortungen der Interkulturalität. Die „Europäischen Kulturhauptstädte" Luxemburg und die Großregion (2007), das Ruhrgebiet (2010) und Istanbul (2010) (Mhg.), Bielefeld: transcript 2012

Un atelier commun en novembre 2010 a permis aux doctorants de Sarrebruck, Liège et Nancy de présenter leurs travaux de recherche et d'échanger leurs expériences entre eux ainsi qu'avec les professeurs participants de Sarrebruck, Nancy, Liège et Luxembourg. Des premières idées de sujets de recherche communs et de coopération dans l'enseignement ont été développées entre les partenaires de Sarrebruck et du Luxembourg.

7. Pour pérenniser le succès du projet et pour initier de nouvelles coopérations, les universités partenaires ont décidé de la conversion du projet vers un groupement UniGR durable.

Les recommandations de l'EUA ont constitué le point de départ des réflexions stratégiques pour l'avenir du réseau UniGR. Il s'agissait là du point central de l'année de prolongation du projet sur financement européen. Trois domaines ont été dégagés, dans lesquels l'initiation de projets sera particulièrement soutenue ces prochaines années et qui relèvent d'une importance certaine pour le développement grand-régional: les sciences des matériaux, la biomédecine et l'étude des espaces frontaliers.

Ce premier groupement universitaire transfrontalier réunissant des universités de quatre pays européens aura dans les prochaines années pour mission principale d'initier des projets à fort potentiel pour le développement grand-régional.

Question 2777 (17.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **Registre National du Cancer:**

In einem Medienbericht wird mitgeteilt, dass die Patienten Daten einsehen könnten. Dies würde über einen Onlinezugriff auf die Internetseite des Registre National du Cancer unter http://www.rnc.lu erfolgen können.

In einem anderen Medienbericht wird allerdings informiert, dass Patienten, die ihre Daten einsehen wollen, dies über die Anfrage eines persönlichen Termins und an Ort und Stelle im CRP-Santé tun könnten. Zugang zu den Daten haben auf der anderen Seite und „auf unterschiedlichen Zugangsebenen" Ärzte und Forscher.

Fragen:

1) Wie sieht das Konzept der Datenkontrolle für dieses nationale Krebsregister aus? Ist es veröffentlicht worden? Wenn ja, wo ist es für den interessierten Bürger einlesbar?

2) Wie kommt es, dass betroffene Patienten sich ins CRP-Santé bewegen müssen, um sich dort die über sie gespeicherten Daten vorführen zu lassen? Und wie sieht es mit den Ärzten und Forschern aus?

3) Denkt der Minister daran, den betroffenen Patienten einen gesicherten Onlinezugang über ihre Gesundheitsdaten zuzugestehen?

Réponse (2.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le fonctionnement du Registre National du Cancer (RNC) répond au cadre légal tracé par le règlement grand-ducal du 18 avril 2013 déterminant les modalités et conditions de fonctionnement du registre national du cancer et modifiant le règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès.

Conformément à l'article 1er du règlement grand-ducal précité, le RNC est un recueil continu, systématique, exhaustif et non redondant de données liées aux pathologies de cancer, mis en œuvre à des fins de santé publique et de recherche. Les données recueillies au sein du RNC doivent servir à:

1. établir des rapports concernant l'incidence des différentes formes de cancer, ainsi que leur prévalence et la survie des patients;

2. effectuer une analyse, selon différents indicateurs, des différentes formes de cancer, de l'évolution de leur incidence, de leur tendance et de leurs conséquences afin de pouvoir examiner les causes possibles et de pouvoir comparer les facteurs de risques;

3. évaluer les modalités et les résultats des prises en charge des différentes formes de cancer;

4. évaluer les actions de santé publique en matière de prévention et de dépistage, notamment d'effectuer le monitoring du plan cancer;

5. contribuer à la planification des ressources nécessaires;

6. faire rapport aux instances nationales et internationales compétentes;

7. réaliser des études sur les causes du cancer;

8. contribuer à la recherche épidémiologique et clinique.

Une convention conclue avec le Centre de Recherche Public de la Santé a chargé ce dernier de la mise en œuvre et de l'exploitation du RNC.

En sa qualité de responsable du Registre National du Cancer, le Centre de Recherche Public de la Santé, Centre d'Études en Santé (CRP-Santé/CES) a notamment pour mission de garantir la qualité des données collectées pour le RNC.

Un registre du cancer, qu'il soit hospitalier ou national, ne remplace en aucun cas le dossier médical d'un patient. Dans un registre, les données sont codées selon des règles internationales, il s'agit quasi exclusivement de données sous la forme d'une liste prédéfinie de modalités de réponses.

Ces données ne concernent qu'une partie des informations contenues dans le dossier médical. L'utilisation et l'interprétation des données se font à l'échelle d'un groupe et non pas d'un patient.

La codification des données du RNC se fait selon les règles internationales (Classification internationale de maladies pour l'oncologie, troisième édition (CIM-O-3), TNM septième édition) pour que les résultats obtenus soient comparables avec les résultats internationaux. Les règles d'enregistrement et de validation suivent les recommandations internationales du Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) et du Réseau Européen des Registres des Cancers (ENCR).

Les définitions et les règles de codification des données sont décrites dans un document technique, le dictionnaire des variables, rédigé par le CRP-Santé, et mis à la disposition des Data Manager Cancer (DMC) des cinq établissements hospitaliers participant à la filière oncologie ainsi qu'au Centre national de radiothérapie François Baclesse (CFB).

Afin de garantir la confidentialité des données, l'utilisation des données d'identification du patient est limitée aux opérations strictement nécessaires à l'interconnexion des données et au contrôle de la qualité des données.

Une procédure de pseudonymisation est mise en œuvre et les données d'identification du patient sont gérées sur un serveur séparé des données médicales du RNC, attribuant au patient un identifiant propre au registre national du cancer, sans lien avec le numéro d'identification de la personne physique. L'accès aux données d'identification est restreint au personnel strictement nécessaire et tout accès est tracé.

Le patient peut à tout moment demander accès aux données contenues dans le dossier médical détenu par le ou les prestataire(s), dont seule une partie est reprise sous une forme codifiée et pseudonymisée au sein du RNC. Les données cliniques contenues dans le dossier médical d'un patient reflètent toute la complexité et les spécificités de chaque patient.

Le patient dispose d'un droit d'accès aux données collectées au niveau du RNC qui le concernent. Pour ce faire, il s'adresse au responsable du RNC afin de fixer un rendez-vous. Sur présentation d'un document d'identité, un collaborateur de l'équipe RNC lui montrera l'ensemble des données le concernant disponible dans le RNC. À cette fin, il devra au préalable lever le pseudonyme de ce dernier. Ce collaborateur pourra répondre aux questions du patient concernant la base de données et le RNC, et lui expliquer la signification des codes employés. Seuls les collaborateurs du RNC, habilités de par leur fonction au sein de l'équipe RNC, peuvent consulter la base de données du RNC pour générer et imprimer, à la demande du patient, un listing de ses données, qui pourra lui être remis en main propre.

Il n'est pas envisagé de donner un accès en ligne sécurisé au patient pour qu'il puisse consulter les données collectées dans le cadre du RNC. L'approche retenue, c'est-à-dire le droit d'accès et de rectification par le patient des données le concernant directement auprès de l'équipe du RNC, permet de garantir un accompagnement personnalisé du patient au moment de la consultation des données. L'équipe du RNC pourra expliquer les limites et les contraintes présentées par les données du registre, et donc les différences potentielles qui peuvent exister entre, d'une part, les données du RNC et, d'autre part, les données du dossier médical.

Des données ou des résultats relatifs aux patients d'un médecin sont fournies seulement si celui-ci a été impliqué directement dans le traitement du patient. Une procédure de diffusion des résultats ainsi qu'un catalogue décrivant le type de résultats qui peuvent être fournis à chaque source de données du RNC, dont les médecins, sont en cours de rédaction et devront être validés par le comité scientifique et le comité de surveillance du RNC. Après validation, prévue sous peu, ces deux documents seront consultables sur le site Internet du RNC (www.rnc.lu).

Il est prévu qu'un médecin pourra consulter ses résultats directement sur le site Internet du RNC, dans un espace professionnel sécurisé, dès que la qualité et l'exhaustivité des données auront été évaluées suffisantes pour permettre la diffusion de résultats. Dans la mesure du possible, une comparaison nationale et/ou internationale sera communiquée avec les résultats.

Un médecin pourra également solliciter par une demande spécifique l'utilisation de données ou de résultats relatifs aux patients. Si cette demande n'est pas prévue dans la procédure de diffusion ou dans le catalogue de résultats, elle sera discutée en comité scientifique et en comité de surveillance du RNC.

Un chercheur pourra aussi demander à avoir accès à des données ou des résultats issus du RNC dans le cadre d'une étude ou d'un projet de recherche. Une telle demande sera discutée en comité scientifique et en comité de surveillance du RNC. Le chercheur devra en outre fournir une copie de l'avis du Comité National d'Éthique de Recherche (CNER) et la preuve des démarches nécessaires auprès de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

Dans ce cas les données seront dépersonnalisées et un pseudonyme de recherche (numéro) remplacera l'identification du patient dans le RNC.

Question 2778 (17.6.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **coordination des acteurs actifs en matière de politique d'intégration:**

De nombreux acteurs sont actifs en matière de politique d'intégration. Il me revient toutefois que la coordination entre les différents acteurs laisse parfois à désirer.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Le Conseil national pour étrangers (CNE)

- De quelle façon les associations membres du CNE sont-elles informées des travaux de leurs élus? De quelle façon le public est-il informé des travaux du CNE?

Les Commissions consultatives communales d'intégration (CCI)

- Comme ces commissions sont obligatoires dans toutes les communes, je voudrais savoir combien de CCI satisfont au nombre minimal de réunions annuelles prévues par le règlement grand-ducal. Combien de rapports annuels des CCI pour l'année 2012 le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il reçus?

Le «NCP Integration»

- La Commission européenne a œuvré pour la mise en place d'un «National Contact Point on Integration» dans chaque État membre. Qui assure ce rôle au Luxembourg? Comment le NCP assure-t-il des liens avec le CNE et les CCI?

Le Forum Intégration

- La Commission européenne réunit plusieurs fois par an le Forum Intégration. Qui représente le Luxembourg? Comment les travaux, propositions et conclusions de ce Forum sont-ils répercutés vers le CNE, les CCI et le NCP?

Les acteurs conventionnés

- Quelles sont les structures associatives conventionnées avec le Ministère de la Famille en matière d'intégration des étrangers? Quelles sont les spécificités des conventions respectives? Quels montants respectifs sont alloués aux uns et aux autres? Quelle concertation existe entre le Ministère et l'ensemble des conventionnés? Les rapports annuels 2012 des acteurs conventionnés pourraient-ils être annexés à la réponse à cette question parlementaire?

Réponse (22.7.2013) de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Conseil national pour étrangers (CNE)

- En vertu de l'article 5 du règlement grand-ducal du 22 novembre 2011 portant sur les modalités de désignation des représentants, les membres du CNE sont élus par les associations inscrites auprès de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. Libre à chacun des membres de communiquer les informations comme bon leur semble.

En tant qu'organe consultatif du Gouvernement, les avis du CNE sont transférés au Ministre de tutelle qui lui les transfère par le biais du Ministre aux Relations avec le Parlement et le Conseil d'État.

Les Commissions consultatives communales d'intégration (CCI)

- La majorité des CCI remplissent le nombre minimal de réunions annuelles prévues par ledit règlement grand-ducal. 25 rapports annuels sont actuellement en ligne sur le site de l'OLAI.

Le «NCP Integration»

- L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration par le biais de sa directrice assure le rôle de «National Contact Point on Integration» au niveau de l'Union européenne. En fonction de la pertinence des informations données des échanges ont lieu avec les organes institutionnels et les associations ayant compétence en la matière au niveau du Grand-Duché de Luxembourg.

Le Forum Intégration

- En tant qu'organe consultatif, le Conseil national pour étrangers désigne la délégation qui représente le Grand-Duché de Luxembourg au Forum Intégration. Le rapport de la délégation est ensuite thématisé lors d'une des plénières du Conseil national pour étrangers.

Dans le cadre des réunions régulières, le Point de Contact national Intégration est informé par la Commission européenne des travaux et conclusions dudit Forum. En fonction de leur pertinence les conclusions sont ensuite prises en compte dans le cadre des réflexions et travaux menés au niveau du Luxembourg.

Les acteurs conventionnés

- Actuellement l'ASTI, le CEFIS et le CLAE sont conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en matière d'intégration pour étrangers. Le crédit voté pour l'article «Participation de l'État aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir les échanges entre étrangers et luxembourgeois et de promouvoir des mesures d'action sociales en faveur de l'intégration des étrangers respectivement la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs œuvrant pour l'intégration des étrangers» s'élève à 1.602.639 euros. Chaque association est conventionnée pour des actions spécifiques qui ne dupliquent pas celles des autres. Ainsi, en bref et ceci spécifiquement pour 2013, le CLAE est conventionné en tant que «carrefour associatif», le CEFIS en tant qu'observateur/analyste de l'intégration et l'ASTI en tant que pôle de ressources pour notamment les communes.

Une réunion annuelle est organisée entre les acteurs conventionnés et l'OLAI afin notamment d'échanger sur les actions entreprises. La réunion annuelle qui a eu lieu en date du 18 juillet avait pour objectif de discuter entre autre d'un modèle de rapport annuel que les acteurs conventionnés devront dès 2013 remettre à l'OLAI selon les délais fixés dans le cadre de leur convention respective. Une fois uniformisés, ces rapports pourront également être publiés sur le site de l'OLAI.

Question 2779 (17.6.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **données obligatoires en vue d'une initiative citoyenne:**

Le 7 mars 2012, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi 6325 portant mise en application du règlement européen relatif à l'initiative citoyenne. Au cours du débat, le rapporteur, Monsieur Paul-Henri Meyers, a évoqué plus particulièrement les données à fournir par les citoyens qui veulent signer une initiative citoyenne. Suivant le texte de la loi, parmi ces données figure également le numéro de sécurité sociale.

La Chambre, par la voie de son rapporteur, avait signalé au moment du débat la sensibilité de cette dernière donnée et avait demandé au Gouvernement d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de l'enlever de la liste des données obligatoires à fournir pour la vérification des signatures, ce que le Gouvernement avait accepté, selon les dires du rapporteur.

Or, les organisations non gouvernementales qui sont actuellement en train de recueillir des signatures pour une initiative citoyenne contre la privatisation de l'eau nous signalent que le numéro de matricule est toujours demandé sur

le formulaire préimprimé fourni officiellement et que l'obligation de fournir le numéro de sécurité sociale détourne un nombre non négligeable de citoyens d'adhérer à cette initiative. Il se peut en effet que ces données soient publiées ou mises sur Internet.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander au Gouvernement s'il est intervenu auprès de la Commission européenne pour faire enlever le numéro de sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir lors de la signature. Dans la négative, entend-il intervenir incessamment?

Réponse commune (9.7.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2779 du 17 juin 2013, l'honorable Député Monsieur Ben Fayot demande si le Gouvernement est intervenu auprès de la Commission européenne pour faire enlever le numéro d'identification national inscrit sur la carte d'identification de la sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir lors de la signature d'une initiative citoyenne en vertu du règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne (ci-après «le règlement»).

L'article 5 du règlement, intitulé «Procédures et conditions pour la collecte des déclarations de soutien», prévoit dans son paragraphe 4 que «les États membres transmettent à la Commission européenne les changements concernant les informations figurant à l'annexe III. Compte tenu de ces changements, la Commission européenne peut adopter, par voie d'actes délégués, en conformité avec l'article 17 et dans le respect des conditions fixées par les articles 18 et 19 des modifications de l'annexe III». L'article 16 du règlement, intitulé «Modification des annexes», prévoit d'ailleurs que la Commission européenne peut adopter, par voie d'actes délégués, des modifications des annexes dudit règlement dans les limites du champ d'application des dispositions pertinentes dudit règlement.

Suite à la demande de la Chambre des Députés au Gouvernement d'intervenir auprès de la Commission européenne afin d'enlever le numéro de sécurité sociale de la liste des données obligatoires à fournir pour la vérification des signatures, le Gouvernement a adressé le 10 avril 2012 une demande de modification de l'annexe III du règlement à la Commission européenne en ce sens.

En particulier, le Gouvernement a demandé à la Commission européenne de procéder aux modifications suivantes de l'annexe III:

Partie A:

- Point 1: rajout de «LU» dans le groupe 3 faisant référence aux signataires qui sont: «des résidents permanents ou des citoyens résidant à l'étranger uniquement s'ils ont informé leurs autorités nationales de leur lieu de résidence».

Partie B:

- Point 1: suppression de «LU» de la liste des États membres imposant la communication d'un numéro d'identification personnel;

Note de bas de page: suppression de la mention «pour le Luxembourg, prière de n'indiquer que le lieu de naissance».

Partie C:

- Point 1: rajout du «Luxembourg» dans la liste des États membres n'imposant pas la communication d'un numéro d'identification personnel, avec les précisions suivantes: «- personnes résidant au Luxembourg/- ressortissants luxembourgeois résidant en dehors du pays s'ils ont informé leurs autorités nationales de leur lieu de résidence».

- Point 2: suppression du «Luxembourg» de la liste des États membres imposant la communication d'un numéro d'identification personnel.

D'après nos dernières informations la Commission européenne est en cours de finaliser la modification de l'annexe III. Les travaux y relatifs se sont montrés plus laborieux par le fait que différents autres États membres ont aussi profité de l'occasion pour changer leurs données dans l'annexe III. Les travaux de mise à jour devraient être terminés avant la fin de l'année 2013.

Question 2780 (18.6.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **attributions de l'Inspection du Travail et des Mines:**

Selon mes informations, l'Inspection du Travail et des Mines ne se considérerait plus compétente pour «veiller et faire veiller à l'application de la législation relative à la protection des salariés occupés dans les institutions» publiques depuis fin 2011.

En effet dans des courriers adressés à plusieurs administrations communales, l'ITM se dit incompétente en vertu de l'article L.611-2 du Code du Travail pour tous les salariés du secteur public; ces derniers devant être couverts par le service national de la sécurité dans la fonction publique aux termes de la loi modifiée du 19 mars 1988.

Or, il faut savoir que les attributions dévolues à l'ITM et celles incombant au service de sécurité dans la fonction publique sont très différentes. Au-delà de sa mission de veiller à la prévention et à la sécurité des salariés, l'Inspection du Travail et des Mines a clairement d'autres missions légales touchant notamment aux conditions et aux relations de travail. Ainsi, toutes les procédures concernant la négociation, la dénonciation ou l'application d'une convention collective - comme il en existe également pour les salariés de différentes communes ou institutions publiques - passent par l'ITM. De même, certaines réglementations ou autorisations dans le domaine des conditions de travail (durée de travail, heures supplémentaires, dérogations etc.) sont de la compétence de cette inspection, aux termes de lois spécifiques.

Finalement, il y a lieu de noter que les salariés des institutions publiques tombent bien sous le champ d'application du Code du Travail pour tout ce qui concerne le droit du travail; de même en matière de sécurité sociale, les salariés des institutions publiques sont régis par les réglementations du Code de la sécurité sociale applicables aux salariés et non celles concernant les fonctionnaires.

Au vu de ce qui précède, je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Les prises de position de l'Inspection du Travail et des Mines concernant son incompétence pour les salariés du secteur public ont-elles été concertées avec le Ministère du Travail et de l'Emploi?

- Qui, de l'avis du Ministère du Travail et de l'Emploi, est dès lors compétent pour la surveillance de la sécurité et de la santé, des relations de travail ainsi que des conditions de travail de ces salariés?

- Y a-t-il eu une concertation entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de la Fonction publique pour clarifier les questions de compétences?

- Le Gouvernement entend-il remédier à cette insécurité juridique, soit en clarifiant l'article L.611-2 du Code du Travail, soit en adaptant toutes les dispositions légales et réglementaires concernant les salariés occupés dans le secteur public?

Réponse (28.6.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'Inspection du Travail et des Mines s'est en effet jusqu'à présent déclarée incompétente pour les salariés de droit privé occupés auprès des institutions visées à l'article 2, alinéa 1 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et les services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles, ce conformément à l'article L.611-2 du Code du Travail.

En effet, cet article manque de préciser que cette exclusion ne vise que les personnes dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics et c'est cette omission qui a conduit à l'insécurité juridique existant actuellement.

Afin de pallier rapidement à cette situation toutes les parties concernées, en l'occurrence le Ministère de l'Intérieur, le Syvicol, le Service national de la sécurité dans la fonction publique, l'Inspection du Travail et des Mines et le Ministère du Travail et de l'Emploi se sont concertées pour conclure que le point 1 dudit article L.611-2 du Code du Travail sera modifié pour y préciser que l'exclusion y mentionnée ne s'applique qu'aux personnes occupées dans les institutions visées à l'article 2, alinéa 1 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles et dont les relations de travail sont régies par un statut particulier qui n'est pas de droit privé, notamment par un statut de droit public ou assimilé, dont les fonctionnaires et employés publics.

Cette modification législative sera intégrée dans un des projets de la loi du Ministère du Travail et de l'Emploi actuellement en élaboration, afin de remédier dans les meilleurs délais possibles au vide existant.

Question 2781 (20.6.2013) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne en matière d'aides financières pour étudiants:**

Dans un arrêt retentissant du 20 juin 2013, la Cour de justice de l'Union européenne a décidé que la réglementation luxembourgeoise sur l'aide financière de l'État va au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif d'augmentation des étudiants résidents en discriminant pour cela de façon inacceptable les enfants de travailleurs frontaliers qui participent par leur travail à l'essor du pays.

Comme il est important que les familles concernées soient le plus rapidement rassurées quant aux démarches à suivre, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

- si le Gouvernement accepte cette décision ou s'il entend continuer la procédure devant le tribunal administratif, et

- si le Gouvernement entend faire profiter tous les étudiants qui se sont vu refuser jusqu'à présent l'aide financière par le CEDIES de cette aide.

Réponse (18.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2781 de Monsieur le Député Serge Urbany.

1. Le Gouvernement a pris note de l'arrêt de la Cour de justice européenne dans l'affaire C-20/12 ayant pour objet une demande de décision préjudicielle au titre de l'article 267 TFUE, introduite par le Tribunal administratif de Luxembourg et entend y donner les suites nécessaires.

2. Il y a lieu de relever que l'administration dispose de plusieurs sortes de demandes émanant d'enfants de frontaliers:

- Giersch et consorts qui ont déposé un recours en bonne et due forme auprès du tribunal administratif de Luxembourg: le Gouvernement attend le jugement dans l'affaire émargée avant de donner suite. Toujours est-il que le Gouvernement entend qu'il appartient à la partie requérante de prouver qu'elle est réellement l'enfant d'un travailleur au Grand-Duché de Luxembourg (cf. arrêt Giersch point 75) et que ce travailleur travaille au Grand-Duché de Luxembourg depuis cinq ans au moins au moment de la demande (cf. arrêt Giersch, points 80 et 81)

- Les étudiants ayant introduit un recours gracieux, donc qui n'ont pas introduit dans le délai de trois mois un recours contre ce refus devant le tribunal administratif, se verront refuser l'aide financière, partant du principe que la décision en question a acquis autorité de chose décidée et ne peut plus être remise en cause. Cette règle du droit procédural national s'applique même aux arguments tirés du droit de l'Union européenne, si bien que l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 20 juin 2013 dans l'affaire C-20/12 ne modifie pas son applicabilité.

- L'approche précédente vaut également pour les étudiants ayant simplement introduit une demande sans réagir sous quelque forme au refus prononcé par le ministre.

Question 2784 (24.6.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**audit d'un département du CRP-Santé:**

Das nationale Forschungszentrum CRP-Santé hat vor geraumer Zeit seine Bilanz 2012 vorgestellt. Dem Vernehmen nach wurde eine Abteilung desselben CRP-Santé von externen Prüfern evaluiert und ein Bericht angefertigt. Allerdings wurde diese Bewertung des auditierten Departements noch nicht veröffentlicht (MESR Internetseite unter „Rapports d'évaluation").

Fragen:

1) Kann die Ministerin dies bestätigen und gegebenenfalls erklären?

2) Wie objektiv und ausgewogen, denkt die Ministerin, muss ein Aktivitätsbericht eines nationalen Forschungszentrums sein?

3) Wird es für dieses Department nunmehr einen wissenschaftlichen Direktor geben sowie eine Führung, die wenigstens einen Forschungstitel (PhD/Doktorat der Forschung) aufweisen kann?

4) Wieso wird das im Jahr 2012 auditierte Department des CRP-Santé weiterhin von einer Person geleitet, die kein wissenschaftliches PhD hat, derweil in demselben Department eine Reihe Senior-Forscher/Innen angestellt sind, mit einem PhD und Postdoc-Abschluss?

5) Wird es zukünftig auf Pressekonferenzen, die sich mit der nationalen Forschung befassen, auch Besprechungen von Punkten geben, die in nationalen Forschungszentren noch verbesserungsfähig sind, im Sinne von mehr Objektivität und Transparenz?

Réponse (9.7.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ich möchte eingangs vermerken, dass mein Vorgänger im Amt des Hochschul- und Forschungsministers dem ehrenwerten Abgeordneten bereits am 25. April 2013 (siehe parlamentarische Anfrage Nr. 2672) *(cf. compte rendu n°10/2012-2013)* bestätigt hat, dass Berichte (mitsamt Stellungnahmen der Forschungszentren) zur Evaluation von Teilbereichen dieser Forschungszentren vorliegen. Zum Augenblick der Stellung der vorliegenden Frage war auch bereits zum 8. Juli 2013 eine Sitzung der zuständigen Parlamentskommission zur Vorstellung dieser Berichte anberaumt. Nach dieser Sitzung werden diese Berichte auf der Internetseite des Ministeriums veröffentlicht.

Jahresberichte sind dazu bestimmt, objektiv die Aktivitäten des vergangenen Jahres zu beschreiben. Es ist aber nicht das Ziel eines solchen Berichts, auf vom zuständigen Ministerium noch nicht veröffentlichte Auditberichte einzugehen.

Bezüglich der zukünftigen Leitung der Abteilung „Public Health" des CRP-Santé hat mein Vorgänger bereits am 16. Januar 2013 ausgiebig Auskunft gegeben in seiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 2482 des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera *(cf. compte rendu n°6/2012-2013)*.

Bis zur Anstellung eines Abteilungsleiters wird auf Vorschlag des Generaldirektors und mit Einverständnis des Verwaltungsrates die Abteilung „Public Health" übergangsweise von einem „steering committee" geleitet, welches sich aus fünf Personen zusammensetzt, wobei zwei ein wissenschaftliches Doktorat (PhD), zwei ein medizinisches Doktorat (MD) und einer beide Qualifikationen (MD, PhD) besitzt.

Question 2785 (24.6.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**adaptation à l'évolution des prix des pensions alimentaires:**

L'article 208 du Code civil dispose que «les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit. Le juge peut, même d'office, et selon les circonstances de l'espèce, assortir la pension alimentaire d'une clause d'adaptation automatique à l'évolution économique».

Cette disposition a pour conséquence que des pensions alimentaires, qui ne tombent pas sous le régime de l'indexation automatique, n'ont pas été adaptées au coût de la vie depuis de nombreuses années de sorte que le revenu des personnes concernées ne répond plus aux réalités économiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation?

- Madame la Ministre serait-elle, le cas échéant, disposée à modifier l'article en question du Code civil de sorte que les pensions alimentaires soient à l'avenir d'office adaptées à l'évolution des prix?

Réponse (15.7.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

À notre connaissance, les tribunaux luxembourgeois précisent, en principe, dans les décisions fixant une pension alimentaire, qu'elle est à adapter de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'échelle mobile des salaires («index»), en vertu notamment de l'article 208 du Code civil. L'article en cause énonce en effet que:

«Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

Le juge peut, même d'office, et selon les circonstances de l'espèce, assortir la pension alimentaire d'une clause d'adaptation automatique à l'évolution économique».

Il ne saurait donc être question d'exclure les pensions alimentaires du régime de l'indexation automatique, ni pendant le mariage, ni durant l'instance en divorce ou après le divorce. Au contraire, d'après l'avis du procureur général d'État requis dans le cadre de la présente question parlementaire, le dispositif d'une ordonnance de référé en matière de divorce (avant le prononcé du divorce) prévoit, en principe, que la pension alimentaire est rattachée «automatiquement et sans mise en demeure préalable à l'échelle mobile des salaires». Il en est de même du dispositif d'un jugement de divorce au fond (première instance) qui énonce, en principe, que la pension alimentaire est «à adapter de plein droit et sans mise en demeure préalable aux variations du nombre-indice du coût de la vie, dans la mesure où les revenus du débiteur d'aliments y sont adaptés».

Le juge peut donc, soit sur demande des parties, soit d'office, assurer l'efficacité de la pension pour son bénéficiaire en l'assortissant d'une clause d'indexation. Par conséquent, il n'y a pas lieu de modifier l'article 208 du Code civil.

Question 2786 (24.6.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant l'**évolution des prescriptions de morphiniques et de la prise en charge de patients dans des cliniques de la douleur à l'étranger:**

Selon des estimations, 20.000 à 25.000 personnes dans notre pays souffrent de douleurs chroniques. 2.000 à 3.000 de ces personnes ont besoin d'une prise en charge spécialisée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques quant à l'évolution des prescriptions de morphiniques et de morphiniques synthétiques au cours des dernières années? À combien de personnes ont été prescrits les médicaments en question? Est-ce que ces médicaments ont été prescrits en milieu hospitalier ou en milieu ambulatoire?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de patients pris en charge en 2011 et 2012 par la CNS dans des cliniques de la douleur à l'étranger (consultations et interventions)? Quels en étaient les coûts?

Réponse (3.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Les établissements hospitaliers renseignent la direction de la Santé sur les quantités de morphiniques et morphiniques de synthèse utilisées en milieu stationnaire. Ces données ne comportent cependant ni le nombre de patients concernés ni l'indication pour laquelle ces médicaments sont prescrits. Les patients souffrant de douleurs chroniques ne nécessitent que très rarement une hospitalisation pour la mise au point ou le traitement de la douleur. La consommation de morphiniques et morphiniques de synthèse est surtout en relation avec le traitement de syndromes douloureux aigus, notamment dans le décours d'une intervention chirurgicale ou en oncologie ou encore pour une prise en charge palliative.

Concernant la consommation en ambulatoire:

Au cours des trois dernières années le nombre de patients pour lesquels les analgésiques morphiniques du groupe ATC[6] N02A (alcaloïdes naturels de l'opium et morphiniques de synthèse) ont été délivrés par des pharmacies ouvertes au public et facturés à la CNS, avait connu une légère croissance en 2011 pour revenir en 2012 à environ 57.000 patients.

La quantité de médicaments (exprimée en DDD[7]) du groupe ATC N02A prise en charge par la Caisse Nationale de Santé (CNS) a augmenté de 6% sur les années 2010 à 2012.

Sur ces trois années on constate une croissance de 3% du nombre de patients pour lesquels la CNS a pris en charge, sur une période d'au moins trois mois en continu[8], des médicaments du groupe précité. À ces patients ont été prescrits 80% de la quantité de médicaments de ce groupe facturés et pris en charge à la CNS. Ce taux est resté plus ou moins constant de 2010 à 2012.

Pendant ces trois années on a pu observer que pour ces médicaments, la part de morphiniques de synthèse a augmenté, avec une diminution concomitante de la part des médicaments à base d'alcaloïdes naturels de l'opium.

par secteur économique
- Horeca (la moitié des demandes)
- ménages privés
- artisanat
- secteur de la construction

par nationalité
- chinoise
- brésilienne
- monténégrine
- cap verdienne
- serbe

par genre
- 440 hommes
- 223 femmes

	2010	2011	2012	Δ% 2010-2011	Δ% 2011-2012	Δ% 2010-2012
Nbre de patients ATC N02A	56.591	58.322	56.790	3%	-3%	0%
Nbre de DDD ATC N02A	2.618.398	2.739.604	2.783.698	5%	2%	6%
% de patients ATC N02A prise en charge continue ≥ 3 mois	26%	26%	27%	0%	4%	4%
% DDD ATC N02A prise en charge continue ≥ 3 mois	81%	80%	80%	-1%	0%	-1%
dont alcaloïdes naturels de l'opium	33%	32%	29%	-3%	-9%	-12%
dont 67 morphiniques de synthèse	%	68%	71%	1%	4%	6%

Les données quantitatives actuellement disponibles au Luxembourg relatives à l'utilisation des médicaments ne prennent en compte que le marché ambulatoire des produits facturés à la CNS. Il est évident que les chiffres facturés ne reflètent pas la consommation effective du patient, ils représentent néanmoins une partie représentative de l'ensemble de la consommation nationale en médicaments.

La CNS ne dispose pas des données relatives au nombre de patients pris en charge dans des cliniques de la douleur à l'étranger.

Question 2787 (24.6.2013) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **bilan du programme de régularisation des sans-papiers du début de l'année 2013:**

Au début de l'année 2013, le Gouvernement avait mené une campagne de régularisation des sans-papiers liée à la condition d'apporter la preuve d'avoir séjourné au moins neuf mois au pays et d'avoir été employé pendant au moins neuf mois depuis le 1er janvier 2012 par un ou plusieurs employeurs. Dans ce cas, et à condition encore de pouvoir faire valoir une proposition par un ou plusieurs employeurs d'un contrat de travail à durée indéterminée rémunéré au moins à hauteur du salaire social minimum, une régularisation était possible. La date butoir pour introduire la demande était le 28 février 2013.

En cas de réponse favorable à la demande, le ou les employeurs de personnes employées «au noir» échappent à toute sanction et sont exemptés du versement des cotisations sociales pour la période incriminée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de demandes ont été introduites?

2. Combien d'autorisations ont été accordées?

3. Quelle a été la répartition des demandeurs par secteur économique, par nationalité et par genre?

4. Quelles conclusions y a-t-il lieu de tirer quant à la qualité des contrôles administratifs effectués par le passé dans les secteurs économiques concernés?

Réponse (18.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différentes questions en relation avec la mesure unique de régularisation de personnes en situation irrégulière il y a lieu de répondre comme suit:

1. 663 demandes ont été introduites dans le cadre de la mesure unique de régularisation.

2. 512 demandes ont été accordées jusqu'en date du 1er juillet 2013. En cas de décision favorable, une autorisation de séjour temporaire est émise conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

3. Les répartitions des demandeurs sont les suivantes:

4. Au vu de ce qui précède, il s'avère que le secteur de l'Horeca représente de loin le secteur économique le plus affecté par le phénomène de l'emploi illégal de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Si ce constat ne fait que confirmer les quelques enseignements qui ont été tirés au moyen des contrôles administratifs organisés dans le passé, il n'en demeure pas moins qu'il faut déployer à l'avenir davantage d'efforts pour améliorer et la qualité et l'efficacité des contrôles dans ce secteur, comme dans d'autres d'ailleurs. L'enjeu principal consiste à sensibiliser les représentants et employeurs des secteurs d'activité plus particulièrement touchés par le phénomène du travail illégal aux obligations administratives qui leur incombent suite à la transposition de la directive «sanctions patrons», aux droits des travailleurs salariés ressortissants de pays tiers, aux impératifs de l'embauche légale, ainsi qu'à la nécessité de s'abstenir de recourir à la main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière, facteur incontestable de concurrence déloyale. Ces mesures doivent se faire accompagner par un renforcement des contrôles, des effectifs (procédure de recrutement en cours) et des sanctions (administratives et pénales) pour lutter efficacement contre le travail illégal. Ces dispositifs vont de pair avec une recherche continue d'un renforcement de la coopération entre les États membres en matière de lutte contre l'immigration illégale et le travail clandestin en tenant compte de la disparité des législations nationales existant en matière de droit du travail.

Question 2788 (24.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice:**

Am Kader vum sougenanntene Bommeleeër-Prozess ass deslescht vill iwwert d'Gesetz vum 10. Juli 2011 (incrimination des entraves à l'exercice de la justice) diskutéiert ginn. Et si virun allem eng Rei Froen iwwert d'Genèse vun deem Text opgeworf ginn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Justizministesch dës Froe stellen:

1. Huet d'Association des Cadres Supérieurs de la Police (ACSP) en Avis un de Minister oder un d'Chamber geschéckt? Wann neen, firwat ass déi Gewerkschaft net gefrot ginn, fir en Avis zu deem Gesetzprojet ofzeginn? Wa jo, wou ass deen Avis ze fannen?

2. Huet de Service juridique vun der Direktioun vun der Police en Avis zu deem Gesetzprojet geschriwwen? Wann neen, firwat ass d'Direktioun vun der Police net gefrot ginn, fir en Avis zu deem Gesetzprojet ofzeginn? Wa jo, wou ass deen Avis ze fannen?

3. Falls déi Dokumenter nach am Justizministère sinn, kéint d'Madame Ministesch déi der Chamber communiquéieren?

Réponse (15.7.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice:*

1. L'Association des Cadres Supérieurs de la Police (ACSP) n'a pas transmis de position officielle au sujet du projet de loi 6138 à l'attention du Ministre de la Justice.

Étant donné que le projet de loi vise à incriminer en général le fait d'entraver l'exercice de la justice et que les articles 140 et 141 nouveaux du Code pénal visent sans distinction toute personne, une consultation spécifique des syndicats de police n'était pas jugée nécessaire à l'époque.

2. La direction de la Police grand-ducale n'a pas émis d'avis à l'attention du Ministre de la Justice. Il est toutefois à noter que le Ministère de l'Intérieur a transmis de sa propre initiative en date du 7 septembre 2010 une proposition de texte à intégrer dans le projet de loi 6138 portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice. Cette proposition visait à intégrer une incrimination du fait de refuser de dévoiler le mot de passe permettant d'accéder à des partitions cryptées. Dans ce courrier du 7 septembre 2010, le Ministère de l'Intérieur ne prend pas position sur d'autres dispositions du projet de loi.

3. Comme indiqué ci-dessus, il n'existe pas d'avis de l'Association des Cadres Supérieurs de la Police ou de la direction de la Police grand-ducale qui auraient été transmis au Ministère de la Justice.

Question 2789 (24.6.2013) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'Emploi (ADEM):**

Le 15 mai 2013, la Chambre des Députés a mené un débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi sur la base d'un rapport élaboré par la Commission du Travail et de l'Emploi (document parlementaire 6434).

Le chapitre 4 se penche sur la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Selon le rapport, une évaluation des besoins en personnel venait d'être transmise par l'ADEM au Ministère. L'ADEM y proposait le recrutement de 25 agents supplémentaires. Ce renforcement en personnel serait nécessaire afin de faire face à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et afin d'offrir un service de qualité ainsi que le développement de nouveaux projets visant un meilleur accompagnement et une insertion appropriée des demandeurs. Le rapport conclut: «La Commission du Travail et de l'Emploi appuie le Ministre dans sa démarche de se faire autoriser ce recrutement supplémentaire. Elle souligne que le principe à suivre est que pour remplir ses missions dans le respect des normes de qualité et d'efficacité, l'ADEM doit disposer des moyens appropriés» (page 31).

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ces recrutements ont déjà eu lieu? Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles ces agents n'ont pas encore pu être recrutés?

Réponse (2.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Claude Haagen concernant le renforcement des effectifs de l'ADEM, je peux fournir les éléments suivants:

Compte tenu de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi due au ralentissement de notre économie et aux restructurations que connaissent certains secteurs, il y a en effet urgence de renforcer les effectifs de l'ADEM. La Chambre des Députés s'est clairement prononcée dans son rapport sur l'emploi ainsi que dans une motion en faveur de recrutements supplémentaires qui avaient déjà été annoncés par le Premier Ministre dans sa déclaration sur l'état de la nation.

À ma demande, le Conseil de Gouvernement, réuni le 25 juin 2013, a autorisé l'ADEM de procéder dans les plus brefs délais aux recrutements de 25 agents supplémentaires indispensables à la mise en place d'un service employeur, à la concrétisation de la «garantie jeunes» et à un meilleur suivi individuel des demandeurs d'emploi qui sont les objectifs prioritaires de la réforme de l'ADEM. La procédure de recrutement va être lancée dans les prochains jours pour que ces agents, qu'il s'agit de former, soient opérationnels rapidement.

[6] Système de Classification Anatomique, Thérapeutique et Chimique (ATC) des médicaments, défini par l'OMS

[7] La DDD est une mesure statistique définie par l'OMS qui est utilisée pour rendre comparables des données de consommation de différents dosages d'une même molécule ou de différentes substances d'une même classe de médicament.

[8] Aux moins deux délivrances de médicaments du groupe ATC N02A sur deux mois, ceci pour une durée continue d'au moins trois mois.

Question 2790 (26.6.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **postes d'apprentissage auprès des CFL:**

Le chômage au Luxembourg atteint actuellement des chiffres records. Aussi et surtout touchés sont les jeunes de moins de 30 ans. Un bon moyen pour remédier (du moins en partie) à cette situation plus qu'inquiétante pourraient représenter les métiers de l'industrie et de l'artisanat.

En effet, dans ces deux domaines sont créés - même en temps de crise - de nombreux postes pour jeunes. Or, faute de jeunes suffisamment qualifiés au niveau national, ces postes sont très souvent occupés par des frontaliers.

La formation offerte au Luxembourg pour les métiers en question mise sur une formation parallèle école/entreprise. Une telle formation «combinée», certes approuvable, présuppose que l'économie locale s'investisse en offrant aux jeunes intéressés la possibilité d'effectuer un apprentissage au sein des différentes entreprises.

Il me revient dans ce contexte que la Société nationale des Chemins de Fer (CFL), une société ayant dans le passé toujours poursuivi une politique active de formation des jeunes, n'offrirait cette année que quatre postes d'apprentissage pour futurs mécatroniciens bien que les capacités soient bien plus élevées (allant jusqu'à 15 postes d'apprentissage).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me confirmer ces informations?

- Si ces informations s'avéraient justes, quelles seraient les raisons respectivement les explications pour cette situation?

- Est-ce que Messieurs les Ministres ne jugent pas que dans le contexte de la formation une responsabilité particulière revient aux entreprises étatiques et paraétatiques?

Réponse commune (11.7.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration,* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Roland Schreiner, les éléments suivants peuvent être fournis:

1. Le Gouvernement attache une importance particulière à l'apprentissage qui sans aucun doute est un des moyens les plus efficaces pour combattre le chômage des jeunes en leur donnant une qualification adaptée.

Actuellement plus d'une vingtaine de mécatroniciens (2010: dix, 2011: huit, 2012: neuf) sont en formation au niveau des CFL. Jusqu'à ce jour les CFL ont essayé de garantir, dans la mesure du possible, le maintien de ces candidats au service des CFL après leur réussite à l'examen de fin d'apprentissage.

2. En 2013, les CFL ont offert quatre postes supplémentaires d'apprentissage pour futurs mécatroniciens. Le Ministère du Travail et de l'Emploi mène actuellement une campagne auprès des grandes entreprises du secteur public pour qu'elles ne relâchent pas leurs efforts en matière de formation d'apprentis.

3. Le Ministre du Travail et de l'Emploi a reçu le 10 juin 2013 la direction des CFL. À l'issue de cette réunion, les CFL ont porté le nombre de postes d'apprentissage offerts en 2013 de quatre à huit.

4. Les Ministres sont convaincus que promouvoir l'apprentissage dans les entreprises est crucial pour qu'un maximum de jeunes puisse bénéficier d'un poste d'apprentissage et acquérir ainsi une qualification.

Question 2791 (26.6.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'affectation des institutrices et instituteurs:**

Lors de l'attribution annuelle des postes vacants dans l'enseignement fondamental, respectivement lors de la réaffectation des enseignants, les candidats peuvent choisir parmi les postes disponibles selon l'ordre de priorité tenant compte de leur note d'inspection et de leur ancienneté. Or, ce système ne garantit pas une affectation optimale des enseignants spécialisés ni au niveau du précoce et du préscolaire (cycle 1) ni au niveau suivant (cycles 2 à 4) en raison de la formation polyvalente des enseignants détenteurs d'un brevet luxembourgeois qui donne droit à enseigner dans tous les cycles.

En effet, des enseignants déjà affectés dans une commune et spécialisés uniquement en cycle 1 risquent de se retrouver sans poste d'une année à l'autre au cas où les postes vacants du cycle 1 sont occupés d'office par des enseignants polyvalents ayant pu choisir en priorité. Ce cas pose surtout problème si en même temps certains postes des cycles 2 à 4 restent vacants en raison du choix des enseignants polyvalents d'enseigner au cycle 1.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Est-ce que Madame la Ministre est informée du problème d'organisation susmentionné?

2) Par quels moyens entend-elle résoudre le problème d'occupation de postes des enseignants spécialisés qui risquent de ne plus pouvoir occuper un poste dans la commune à laquelle ils ont été affectés et quelle en est l'échéance?

Réponse (30.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En guise d'introduction, il convient de remarquer:

1) que depuis l'entrée en vigueur des lois du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, tous les fonctionnaires de la carrière de l'instituteur sont nommés à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental avant toute affectation;

2) qu'il faut faire une distinction entre la procédure d'affectation ou de réaffectation d'un fonctionnaire de la carrière de l'instituteur qui relève de la responsabilité ministérielle et la procédure d'occupation des postes à l'intérieur d'une commune ou d'un syndicat de communes qui est du ressort des autorités communales.

Les réaffectations des instituteurs se font dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants, publiée annuellement pour le 1er juin au plus tard, par décision de la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sur proposition des autorités communales. Celles-ci choisissent pour chaque poste d'instituteur vacant un candidat, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service (cf. article 8 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental).

Les affectations des instituteurs nouvellement admis à la fonction se font par le ministre dans le cadre de la 2e liste des postes d'instituteur vacants, selon l'ordre de leur classement dans le concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'année correspondante.

La mise en œuvre de la procédure de réaffectation et d'affectation des agents de la carrière de l'instituteur telle qu'elle a été conçue par le législateur ne donne pas lieu à des problèmes d'organisation.

En ce qui concerne l'occupation des postes d'instituteur à l'intérieur d'une commune ou d'un syndicat de communes, il y a lieu de rappeler que le législateur a disposé que celle-ci est arrêtée par les autorités communales qui, à cet effet, prennent un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire (cf. article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

Dans ce contexte, et afin d'éviter des difficultés telles que décrites par l'auteur de cette question parlementaire, il me paraît opportun que, pour une commune ou un syndicat de communes donné, le règlement d'occupation des postes dispose que le changement d'un instituteur polyvalent occupant un poste du cycle 1 vers un poste des cycles 2 à 4 ou vice-versa ne peut s'opérer que si tous les instituteurs spécialisés en cycle 1 ou en cycles 2 à 4 sont assurés de garder un poste dans leur spécialité respective dans la commune ou le syndicat de communes donné. Une recommandation à l'adresse des autorités communales, invitant celles-ci à adapter leurs règlements d'occupation respectifs, sur base des réflexions exposées ci-dessus pourrait être envisagée, en cas de besoin.

Question 2792 (26.6.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **difficultés pour faire un stage en laboratoire ou centre de recherche:**

Il y a un consensus général que des stages, même de courte durée, profitent à nos élèves et étudiants, leur permettent de se faire une image plus précise du monde du travail et facilitent leur choix au niveau de l'orientation scolaire. Selon nos informations, il s'avère néanmoins difficile voire impossible pour certains laboratoires et centres de recherche d'accepter des élèves ou des étudiants en stage.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants du Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement partage mon avis que des stages en laboratoires ou centres de recherche, publics et privés, seraient une opportunité intéressante pour des élèves ou étudiants s'intéressant au milieu scientifique?

2) Quelles dispositions légales doivent être respectées par les instituts désirant offrir de tels stages? Quels sont les obstacles légaux et pratiques qui rendent difficiles voire impossibles de tels stages?

3) Est-ce que le Gouvernement juge opportun de modifier les dispositions visées sous le point 2? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

Réponse commune (1.8.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ad 1)

Les stages pour des élèves et des étudiants dans des institutions de recherche jouent un rôle important pour introduire les jeunes au monde du travail et plus précisément au monde de la recherche et des sciences. Toutefois, il convient de constater que les stages dans le cadre de la formation professionnelle sont davantage axés sur les entreprises que sur les laboratoires ou centres de recherche.

Vu la pénurie de scientifiques dans l'Union européenne, des mesures d'incitation et d'encouragement de jeunes aux sciences constituent une priorité partagée pour les ministères. Les établissements de recherche concernés, à savoir les CRP, le CEPS et l'Université, partagent cet avis; ils ont ainsi accueilli 474 jeunes en 2012.

Ad 2)

Afin que les stages se fassent dans de bonnes conditions et puissent apporter une plus-value dans le cadre de l'apprentissage et de la formation d'un jeune, un encadrement adéquat de la part de l'institution hôte est de mise. Considérant l'investissement en termes de ressources nécessaires pour assurer un encadrement convenable, l'accueil de stagiaires doit s'intégrer dans le contexte général des activités de recherche et d'innovation des institutions concernées. Ainsi, les thématiques des activités des institutions hôtes forment la base pour la sélection des stagiaires à accueillir.

Tout en adhérant au principe d'une couverture sociale adéquate pour les stagiaires, il y a lieu de reconnaître que la loi du 12 mai 2010 portant réforme de l'assurance accident, assimile certains stagiaires à des salariés et rend ainsi nécessaire leur affiliation aux différentes branches des régimes de sécurité sociale. En effet, la situation de la couverture sociale des stagiaires à l'intérieur d'un établissement varie en fonction de certains paramètres, comme la nature (conventionné ou non) et la durée du stage, l'inscription du stagiaire à un établissement d'enseignement scolaire ou universitaire ou encore la nationalité (européenne ou de pays tiers). Ainsi, suivant ces caractéristiques, différentes procédures de la part de l'institution hôte au niveau de l'affiliation auprès du Centre commun de la sécurité sociale sont considérées. Un stage peut en outre être rémunéré ou non et l'éventail des différentes situations possibles rend dès lors assez complexe la gestion des stagiaires.

Ad 3)

Le Gouvernement entend faciliter l'insertion des jeunes au marché du travail en leur offrant des possibilités d'acquérir une première expérience professionnelle. Vu le nombre élevé de stagiaires dans les institutions de recherche, une réflexion approfondie visant une refonte éventuelle du cadre légal régissant la situation des stagiaires peut s'avère rutile.

Question 2793 (27.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**encadrement des enfants surdoués:**

Et gëtt geschat, datt tëscht 1% an 3% vun der Bevölkerung héichbegaabt ass. Well se am traditionelle Schoulsystem ënnerfuerdert ginn, fille sech déi betraffe Kanner do meeschtens guer net wuel - an dës Onzefriddenheet kënne se ënner anerem doduerjer zum Ausdrock brénge, datt se den Unterrecht stéieren oder sech weigere matzeschaffen. Dëst ass ëmsou méi bedauerlech, well dës Kanner, wa se op eng adequat Aart a Weis encadréiert ginn, Grousses leeschte kënnen.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1. Gëtt d'Léierpersonal, sief et am Enseignement fondamental oder am Enseignement secondaire, op dës Problematik sensibliséiert?

2. Gëtt et fir Lëtzebuerg Statistiken zur Héichbegabung?

3. Wéi ginn zu Lëtzebuerg déi héichbegaabte Kanner encadréiert?

4. Ginn déi héichbegaabte Kanner esou gutt ewéi méiglech am Lëtzebuerger Schoulsystem integréiert (z. B. doduerjer, datt se an engem Schouljoer mat engem ganzen Zyklus fäerdeg sinn) oder gi se éischter a speziell Strukturen am Ausland geschéckt?

5. Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg keng speziell Struktur fir héichbegaabte Kanner? Ass et virgesinn, fir an Zukunft an deem Beräich eppes ze ënnerhuelen?

Réponse (10.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De 16. September 2011 hat ech schonns d'Geleeënheet, fir dem Här Bauler op eng ganz ähnlech Fro op Franséisch ze äntwerten (cf. question parlementaire n°1624) *(cf. compte rendu n°1/2011-2012).*

Déi éischt Fro vum Här Kartheiser betrëfft d'Sensibilisatioun vum Léierpersonal an do wëll ech ervirsträichen, datt de SCRIPT all Joer mindestens eng Formatioun offréiert, déi sech mat der Thematik vun héichbegaabte Kanner ofgëtt. Dës Formatioune gi meeschtens vun auslännesche Spezialiste gehalen an heeschen zum Beispill:

- Lichtblick für helle Köpfe: Praktische Begabungs- und Begabtenförderung in der Schule,

- Hochbegabte Kinder in der Schule finden und fördern,

- Problématique des enfants à haut potentiel.

Wat déi zweet Fro ugeet, kann ech informéieren, datt mir keng geséchert Statistiken hunn, wéi vill Kanner tatsächlech zu Lëtzebuerg héichbegaabt sinn. D'Thematik vun den héichbegaabte Kanner fänkt bei dem Dépistage un. Deen ass net ëmmer liicht ze maachen, well Kanner mat enger Héichbegabung ganz oft och nach Opfällegkeeten am Verhalen opweisen, déi derzou féieren, datt si net ganz gutt sinn an der Schoul, an esou en Dépistage méi schwéier maachen. Den Dépistage muss virun allem an der Grondschoul gemaach ginn, well soss kann et schonns ze spéit sinn, fir dem Kand ze hëllefen.

Déi drëtt Fro bezitt sech op den Encadrement. Mir hunn an eisem Schoulsystem eng ganz Rei vun Dispositiounen, déi och engem héichbegaabte Kand et erlaben, fir seng Schoul an engem ugepassten Ëmfeld ze maachen. Ech zielen op:

- d'Verkierzung vun engem Léierzyklus vun zwee Joer, deen an engem Joer ka gemaach ginn,

- de fréien Dépistage vun de Besoins spécifiques an der Commission d'inclusion scolaire,

- a ganz extrae Situatiounen, de Placement vun engem Kand duerch d'Commission médico-psycho-pédagogique nationale an engem spezialiséierten Institut.

Bei der véierter Fro wëll ech ervirsträichen, datt et ganz wichteg ass, mat den Elteren ze schwätzen, fir ze versichen, déi beschte Léisung fir hiert Kand ze fannen. Net all Kand, dat héichbegaabt ass, soll d'nämlecht encadréiert ginn; dem Diagnostik no kann eng Integratioun an eng normal Klass sënnvoll sinn oder och net.

Zur fënnefter Fro wëll ech soen, datt mir zu Lëtzebuerg am Moment keng speziell Struktur hu fir héichbegaabte Kanner. Fir esou eng Struktur brauch een e Minimum vu Kanner, déi mir haut net hunn, an awer och speziell ausgebilte Léierpersounen. Duerfir hu mir an eise Servicer vun der EDIFF an dem CPOS d'Méiglechkeet, fir den Elteren Informatiounen an awer och eng diagnostesch Hëllef unzebidden.

Virun e puer Woche war ech mir selwer e Bild vun enger Schoul zu Tréier maachen, dem Auguste-Viktoria Gymnasium, deen héichbegaabte Kanner och schonns am Grondschoulalter kann ophuelen. Dobäi hunn ech festgestallt, datt et méiglech ass, hei zu Lëtzebuerg eng ähnlech Virgoensweis anzeschloen, dat

heescht eng Offer fir héichbegaabte Kanner an engem Lycée unzebidden, ouni eng extra Struktur op d'Bee stellen ze mussen. Mir hunn dat schonns an engem gewësse Mooss duerch déi verschidden Offeren am Lycée, d'Méiglechkeet, Latäin ze wielen, duerch all d'Sektiounen op den ieweschte Klasse mat ganz verschiddenen Usprech un d'Talent an de Fläiss vun de Schüler.

Question 2794 (27.6.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**espionnage des communications électroniques luxembourgeoises grâce aux programmes secrets PRISM et Tempora:**

Sur base des informations fournies par le Whistleblower américain Edward Snowden, les quotidiens «The Guardian» et «The Washington Post» révélèrent début juin l'existence de vastes programmes d'accès et de collecte de données de communications électroniques nationales et internationales. Il s'avère qu'un programme secret de l'Agence nationale de sécurité des États-Unis (NSA), baptisé «PRISM», permet aux USA d'accéder non seulement aux données personnelles et aux contenus des clients des principaux opérateurs de télécommunication et d'accès à Internet des États-Unis (AT&T, Verizon, Sprint), mais aussi aux données de plus d'un milliard de personnes dans le monde qui utilisent les services des géants US de l'Internet (Google, Microsoft, Apple, Facebook, AOL, etc). En conséquence, les services américains ont également un accès aux informations des citoyens et des sociétés européens, c'est-à-dire à nos informations personnelles, aux données téléphoniques, aux contenus de nos boîtes Gmail, Hotmail, Yahoo et autres, à nos chats, à nos données Facebook, aux logs de connexion Internet, aux photos, vidéos et vidéoconférences, aux fichiers entreposés dans les services cloud, aux appels VoIP, etc. Et d'autres programmes secrets d'accès direct et de collecte massive de données transitant par les réseaux de communications nationales et internationales furent révélés dans la foulée, notamment le programme britannique «Tempora». Des médias allemands viennent d'ailleurs de révéler que les services britanniques surveillent systématiquement les données transitant par les câbles sous-marins entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

D'après d'autres articles de presse étrangers, les services de renseignements belges et néerlandais auraient accès aux données du programme «PRISM». Il semble par ailleurs que les services de renseignements détournent souvent l'interdiction de l'espionnage interne, à l'encontre de leurs propres citoyens, en recourant tout simplement aux données collectées par les services «amis».

En résumé, il s'agit ici de programmes d'espionnage terrifiant et scandaleux qui visent un maximum de citoyens et certainement aussi des institutions et des sociétés commerciales. Les citoyens luxembourgeois sont donc clairement concernés, ne fut-ce qu'en utilisant les services des sociétés américaines susmentionnées.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Est-ce que le Gouvernement et le Service de Renseignement connaissaient l'existence des programmes PRISM et Tempora avant les révélations récentes?

2) Est-ce que le Gouvernement est déjà intervenu auprès des gouvernements britannique et américain pour avoir des informations détaillées sur ces programmes et pour s'opposer à cet accès systématique aux données et communications de nos citoyens?

3) Est-ce que le Gouvernement est certain que l'accès et l'analyse de toutes ces informations par les services britannique et américain ne serve pas à des fins d'espionnage économique?

4) Est-ce que le Service de Renseignement de l'État (SREL) est informé par les services «amis», lorsqu'ils interceptent ou accèdent directement à des informations concernant des citoyens ou sociétés luxembourgeoises?

5) Est-ce qu'il existe un partage régulier d'informations avec les services «amis», notamment US? Est-ce que le SREL profite ainsi d'un accès direct ou indirect aux données des programmes PRISM et Tempora?

6) Est-ce que le SREL a déjà demandé par le passé des informations aux services de renseignements étrangers visant des citoyens luxembourgeois?

7) Est-ce que l'État luxembourgeois surveille de manière générale les réseaux de télécommunications et de communications électroniques luxembourgeoises et stocke ses informations? Est-ce qu'il existe - au-delà de l'obligation des opérateurs de stocker pendant une durée limitée les données de connexion aux réseaux - aussi un stockage de certains contenus des communications sur Internet?

Réponse (9.8.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement et le Service de Renseignement ont pris connaissance de l'existence des programmes de surveillance électronique «PRISM» et «Tempora» dans le contexte des articles qui ont été publiés à ce sujet dans la presse internationale au début du mois de juin 2013.

Le Gouvernement, soucieux d'assurer la protection des droits fondamentaux des citoyens, est préoccupé par les conséquences que les programmes de surveillance en question pourraient avoir sur la vie privée des personnes. Il estime cependant qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives concernant ce dossier alors que le Gouvernement compte encore attendre le résultat des réponses que les autorités américaines fourniront à ce sujet à la Commission européenne. En effet, à l'occasion de la réunion ministérielle UE-États-Unis, qui s'est tenue à Dublin le 14 juin 2013, les deux délégations ont convenu de mettre en place un groupe d'experts de l'Union européenne et des États-Unis pour discuter des différents aspects du programme de surveillance électronique. Ce groupe d'experts a pour mission de présenter ses conclusions au Parlement européen et au Conseil en octobre 2013.

En ce qui concerne la finalité des données collectées par les services étrangers, le Gouvernement note que le Ministre de la Justice du Gouvernement fédéral des États-Unis, Eric Holder, a déclaré en marge de la réunion ministérielle précitée que le programme «PRISM», qui trouve son fondement dans le Foreign Intelligence Surveillance Act du 30 décembre 2012, est utilisé pour le retracement des données de trafic de communications dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Pour ce qui est de la coopération du Service de Renseignement avec des services étrangers, il y a lieu de préciser que l'efficacité de l'action du Service de Renseignement repose, en grande partie, sur des informations qui lui sont communiquées par des services secrets étrangers, y compris les services secrets des États-Unis. Le principe de cette coopération internationale est inscrit à l'article 3 paragraphe (1) de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État. Dans ce contexte, le Service de Renseignement ne bénéficie pas d'un accès direct aux programmes de surveillance «PRISM» et «Tempora». Le Service de Renseignement n'a par ailleurs jamais sollicité des données collectées à partir de ces programmes. Les services étrangers ne révélant pas leurs sources lorsqu'ils transmettent des informations au Service de Renseignement de l'État, il n'est évidemment pas possible d'exclure que de telles informations ont été collectées, dans l'un ou l'autre cas, à travers les programmes précités. Il est enfin utile de préciser qu'il n'existe pas de règle imposant à un service étranger qui accède à des informations concernant un citoyen luxembourgeois d'en informer le Service de Renseignement.

Le Service de Renseignement peut être amené à demander auprès d'un service secret étranger des informations sur des citoyens ou résidents luxembourgeois au sujet d'activités exercées par ces personnes à l'étranger. Les renseignements sur des activités qui sont susceptibles de constituer une menace aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État et qui sont mises en œuvre sur le territoire national sont par contre collectées en principe directement par le Service de Renseignement. Ce principe n'exclut cependant pas qu'un service étranger communique au Service de Renseignement, de sa propre initiative, des informations que ce service a pu collecter dans le cadre de sa mission sur des personnes actives sur le territoire luxembourgeois.

Au Luxembourg, la surveillance des différentes formes de communication n'est pas exercée de manière générale. La législation applicable en la matière permet de mettre en œuvre une surveillance ponctuelle, cela dans le respect des procédures prévues aux articles 88-3 et 88-4 du Code d'instruction criminelle. Ces articles règlent également les modalités de conservation et de destruction des données collectées dans ce contexte.

En ce qui concerne enfin la question du stockage du contenu des communications sur Internet, il y a lieu de noter que la matière est réglée par l'article 4 de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques qui interdit à toute personne autre que l'utilisateur concerné de stocker les communications et les données relatives au trafic y afférentes. Cette interdiction ne s'applique cependant pas aux autorités judiciaires agissant au titre de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle et celles compétentes en vertu des articles 88-1 à 88-4 du Code d'instruction criminelle pour sauvegarder la sûreté de l'État, la défense, la sécurité publique et pour la prévention, la recherche, la constatation et la poursuite des infractions pénales.

Question 2795 (27.6.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation:**

D'EU-Kommissioun huet dëslescht Lëtzebuerg opgefuerdert, d'Direktiv 2010/45/EU vum 7. Juli 2010 endlech an nationaalt Recht ëmzesetzen. Den Délai dofir ass schonns de 27. August 2012, also virun engem Joer, ofgelaf an nieft Lëtzebuerg hätt sech just nach Slowenien net dru gehalen.

An där Direktiv geet et ëm d'Qualitéits- a Sécherheetsstandarden, fir déi mënschlech Organer, déi fir eng Transplantatioun bestëmmt sinn. D'Spender solle besser geschützt an den Austausch tëscht EU-Memberstaten an Drëttlänner optimiséiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ass schonns am Gesondheetsministère e Gesetzprojet zur Ëmsetzung vun der Direktiv 2010/45/EU ausgeschafft ginn?

2. Wa jo, firwat gouf dee Gesetzprojet net méi fréi deponéiert, esou datt den Délai vum 27. August 2012 hätt kéinten agehale ginn?

3. Wann neen, wéini gedenkt den Här Gesondheetsminister esou e Gesetzprojet an der Chamber ze deponéieren? Op wat ass dee Retard zréckzeféieren?

Réponse (6.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Op éischter Plaz sief drun erënnert, datt Lëtzebuerg scho säit dem Joer 1982 e ganz ausféierlecht Gesetz iwwer Organspenden huet[9]. Dëst Gesetz dréit zu engem groussen Deel deem Rechung, wat déi uewe genannten europäesch Richtlinn virgesäit an ass och zudeem konform zu dëser.

Et sief och bemierkt, datt ech den 9. Januar 2006 e Gesetzprojet[10] an der Chamber deponéiert hunn, deen ënner anerem virgesäit, d'Gesetz vun 1982 ëmzeänneren. Dës Ëmännerunge sinn iwwregens och all konform zu der genannter europäescher Richtlinn.

Am Kader vun deem Gesetzesprojet N°5528 soll och d'Konventioun vun Oviedo[11] ratifizéiert ginn.

Fir d'Ëmsetzung vun der europäescher Richtlinn 2010/53/UE ze beschleunegen, gouf de 16. Abrëll 2013 e Gesetzesprojet[12] deponéiert, deen nëmmen iwwert de Volet Organspenden befënnt.

De Statsrot huet den 12. Juli 2013 en Avis iwwert dëse Gesetzesprojet veröffentlecht.

Iwwregens gouf um selwechten Datum e Projet vun engem groussherzogleche Reglement ugeholl op Basis vum Gesetz vun 1982, fir eng Partie Bestëmmunge vun der genannter europäescher Richtlinn ëmzesetzen.

Question 2800 (5.7.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **restriction d'admission aux études de droit à l'Université du Luxembourg:**

D'après le site Internet de l'Université du Luxembourg, les conditions d'accès au bachelor en droit (académique) sont réglées, en cas d'affluence élevée, par un système de «numerus clausus» de 180 candidatures. Il me revient que ce nombre a été bien plus élevé précédemment. Si le nombre de 180 candidatures est dépassé, la commission d'examen déterminera à l'aide d'une grille d'évaluation l'admission de l'étudiant en droit suivant son classement en rang.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons qui justifient la diminution du «numerus clausus» à 180 candidatures concernant les études en droit à l'Université du Luxembourg?

- Est-ce que d'autres plans d'études sont concernés par une restriction d'admission? Si oui, lesquels et à combien s'élève la limite du nombre d'étudiants admis?

- Est-ce que l'évaluation, en cas de «numerus clausus», se fait de manière générale par un système de classement en rang? Sinon, quels autres critères sont utilisés pour déterminer l'admission aux études à l'Université du Luxembourg?

Réponse (1.8.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1. Les raisons qui justifient la mise en place d'un numerus clausus à l'entrée du bachelor en droit sont de trois ordres:

1) l'Université du Luxembourg a des capacités d'accueil physiquement limitées. Sur le site du Campus Limpertsberg, où les étudiants en droit sont encore accueillis, les auditoires dont dispose l'Université ont pour la plupart une capacité d'accueil de 100 places. Un seul d'entre eux a une capacité supérieure, de 120 places seulement. Par ailleurs, l'Université ne dispose pas de salles ou auditoires suffisamment grands pour organiser des examens dans des conditions acceptables pour un nombre d'étudiants important. Au-delà de 180 étudiants, il est nécessaire de recourir à des salles externes (Luxexpo par exemple) qui ne sont pas forcément disponibles aux dates des sessions d'examens;

2) l'accroissement du nombre d'étudiants a des conséquences négatives sur les méthodes d'enseignement. Il contraint à un enseignement impersonnel dans des auditoires surpeuplés. Il interdit aux enseignants de mettre en œuvre des méthodes d'enseignement interactives impliquant les étudiants dans les cours. Dans le cadre des travaux dirigés, il impose soit d'augmenter la taille des groupes et donc de diminuer l'encadrement des étudiants, soit de multiplier les groupes et de rechercher de nouveaux enseignants vacataires dont les compétences peuvent être incertaines. En toute hypothèse, il rend difficile un accès égal au savoir pour tous;

3) l'Université du Luxembourg reçoit chaque année un grand nombre d'étudiants n'ayant qu'un intérêt limité ou motivation discrète pour les études auxquelles ils se sont pourtant inscrits.

Au cours de l'année universitaire 2012/2013, 264 étudiants se sont inscrits en première année du bachelor en droit. À l'issue du premier semestre, sur ces 264 étudiants, 61 ne se sont présentés à aucun examen et ne se sont pas réinscrits au second semestre, 19 se sont présentés à quelques examens mais n'en ont réussi aucun, et 46 ont réussi un nombre dérisoire d'examens (moins du tiers). À l'issue du second semestre, seuls 145 étudiants ont obtenu plus de 25 ECTS et ont donc été admis en deuxième année.

Il apparaît ainsi que le nombre d'étudiants réellement motivés inscrits au cours de l'année universitaire 2012/2013 était bien inférieur à 180. Le chiffre retenu pour le «numerus clausus» semble donc tout à fait raisonnable et adapté.

2. L'Université du Luxembourg a mis en place d'autres plans d'études où un «numerus clausus» est présent dans le cadre des formations de type «Bologne»:

Faculté des Sciences de la Technologie et de la Communication

Bachelor en informatique: 100 étudiants au plus

Bachelor en sciences de la vie: 50 étudiants au plus en filière biologie, 100 étudiants au plus en filière médecine, dix étudiants au plus en filière pharmacie

Master in information and computer science: 50 étudiants au plus

Master in integrated systems biology: 18 étudiants au plus

[9] Loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine

[10] Projet de loi n°5528

[11] Convention pour la protection des droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997

[12] Projet de loi n°6564

Master in condensed matter physics: 30 étudiants au plus

Master en management de la sécurité des systèmes d'information: 30 étudiants au plus

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance

Bachelor en gestion: 150 étudiants au plus

Bachelor en droit: 180 étudiants

Master en droit européen LL.M: 30 étudiants au plus

Master en droit économique européen: 60 étudiants au plus pour deux filières

Master en droit financier européen et international: 30 étudiants au plus

Master in accounting and audit: 25 étudiants au plus

Master in economies and finance: 50 étudiants au plus pour deux filières

Master in entrepreneurship and innovation: 25 étudiants au plus

Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts, et des Sciences de l'Éducation

Bachelor en psychologie: 60 étudiants au plus

Bachelor en sciences de l'éducation: 135 étudiants au plus

Bachelor en sciences sociales et éducatives: 60 étudiants au plus

Master in european governance: 25 étudiants au plus

Master en histoire européenne contemporaine: 30 étudiants au plus

Master en langues, cultures et médias «Lëtzebuerger Studien»: 20 étudiants au plus

Master in learning and communication in multilingual and multicultural contexts: 25 étudiants au plus

Master in psychology, evaluation and assessment: 25 étudiants au plus

Master in psychotherapy: 15 étudiants au plus

Master in geography en spatial planning: 25 étudiants au plus

Master en études franco-allemandes: 25 étudiants au plus

Master in management and coaching im Bildungs- und Sozialwesen: 30 étudiants au plus

D'autre part, l'Université du Luxembourg a également mis en place un système de sélection des étudiants à l'entrée de certaines formations, soit au niveau bachelor, soit au niveau master, mais sans limitation du nombre. En dernier lieu, les recrutements de doctorants se font par annonces publiques de manière à avoir une chance de voir postuler les meilleurs candidats.

Ultimement, la liste des formations de l'Université du Luxembourg est disponible sur le site web de l'Université, et les conditions de «numerus clausus» et/ou de sélection y sont clairement indiquées.

(voir: http://www.fr.uni.lu/content/dovvnload/54490/647229/file/Liste%20des formations% 202012-201.3.pdf)

3. La liste officielle des formations de l'Université du Luxembourg, disponible sur le site web de l'UL, détaille formation par formation, les conditions de «numerus clausus», d'entrée ou de sélection, ainsi que les critères appliqués si nécessaires.

Plus spécifiquement, pour le bachelor en droit, si le nombre de candidatures au bachelor en droit devait être supérieur à 180, le «numerus clausus» serait mis en œuvre sur le fondement des critères apparaissant sur la grille d'évaluation, publiée sur le site web de l'Université. Un classement en rang sera auquel cas utilisé, résultant des notes obtenues aux différents items d'évaluation. On notera que l'objectif essentiel de cette grille est de s'assurer de la motivation des candidats, en leur demandant d'écrire une lettre de motivation et un court essai (deux pages) sur une question juridique d'actualité. Il est à espérer que ces formalités décourageront les étudiants n'ayant aucune motivation. De fait, il apparaît déjà que le nombre de candidats au bachelor en droit pour la rentrée 2013 est inférieur à 180 et que le «numerus clausus» n'aura pas à être mis en œuvre.

Question 2801 (5.7.2013) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réforme de l'assurance pension:**

La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension dispose que «en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec des salaires, traitements ou indemnités pécuniaires versées au titre de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance accident, réalisés ou obtenus au Luxembourg ou à l'étranger, la pension est réduite dans la mesure où ces revenus dépassent ensemble avec la pension un plafond fixé à la moyenne des cinq salaires, traitements ou revenus annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance, si la pension est inférieure à ce plafond, et elle est réduite du montant de ces revenus si la pension est supérieure à ce plafond».

Il me revient que la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) interprète cette disposition de façon que seules les personnes ayant poursuivi une activité salariée seraient en droit de profiter de ces nouvelles dispositions, alors que les indépendants ne pourraient pas jouir de ces avantages.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- L'interprétation de la CNAP est-elle, de l'avis de Monsieur le Ministre, correcte?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à amender le paragraphe en question afin que les indépendants pourraient également profiter des nouvelles dispositions?

Réponse (25.7.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans sa question l'honorable Député reprend les dispositions de l'article 226, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale dans la teneur introduite par la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension.

Cet article règle les cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec des salaires, traitements ou indemnités pécuniaires versées au titre de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance accident.

Selon l'honorable Député, la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) interprète cette disposition de façon restrictive dans la mesure où elle l'applique seulement aux bénéficiaires de pension qui poursuivent une activité salariée et exclut tous les bénéficiaires de pension qui exercent une activité non salariée.

Force est de constater qu'il y a lieu d'analyser les conditions d'octroi des pensions de vieillesse anticipée et d'invalidité avant de passer à l'application des dispositions anticumul de l'article 226 du Code de la sécurité sociale. Pour les deux types de prestations, le législateur a fixé des conditions différentes dans les cas où les personnes continuent à exercer une activité salariée ou une activité non salariée.

En cas d'exercice d'une activité non salariée avant l'âge de soixante-cinq ans dont le revenu professionnel dépasse le montant d'un tiers du salaire social minimum par an, les pensions de vieillesse anticipée et d'invalidité sont refusées ou retirées (combinaison des articles 184, alinéa 5 et 180, alinéa 2 pour la pension de vieillesse anticipée et 187, alinéa 5, 180, alinéa 2 et 193, alinéa 1 pour la pension d'invalidité). Cependant, lorsque le revenu professionnel est inférieur au seuil d'un tiers du salaire social minimum, le revenu est à ignorer et l'intéressé peut bénéficier d'une dispense de l'assurance.

Donc il y a lieu de conclure qu'aucune disposition anticumul n'est à appliquer en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée ou d'une pension d'invalidité avec le revenu d'une activité non salariée ne dépassant pas un tiers du salaire social minimum. Sur ce point la réforme de l'assurance pension du 21 décembre 2012 n'apporte aucune modification par rapport à la législation antérieurement en vigueur.

Il ressort de ce qui précède que la pratique de la CNAP ne repose pas sur une interprétation unilatérale et restrictive, mais correspond à l'application correcte des dispositions légales en vigueur.

Par ailleurs, rien n'empêche le non-salarié bénéficiaire d'une pension anticipée de reprendre une activité salariée à laquelle sont applicables les dispositions de l'article 226, alinéa 1 du Code de la sécurité sociale.

Question 2802 (8.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **plan d'action «abeilles»:**

Das Bienensterben hierzulande und in anderen Teilen der Welt wird immer mehr zum politischen Thema. Mit dem EU-weiten Verbot von ausgewählten Pestiziden ist ein erster Schritt unternommen worden. Aber diese Maßnahme ist nur ein kleiner Schritt und andere konkrete Maßnahmen müssten schnell folgen.

Am Beispiel des Bienensterbens wird einmal mehr ersichtlich, in welchem unbesorgten Maß die Menschen handeln. „Sterben die Bienen, so stirbt der Mensch" scheint bisweilen nur eine leere Floskel gewesen zu sein, denn bisweilen ist noch immer Honig im Supermarkt zu finden.

Nachdem in den letzten Jahren die Bienenvölker hierzulande dramatisch dezimiert wurden, scheint es an der Zeit zu sein, dass von Seiten der Politik endlich schnell und unbürokratisch gehandelt wird.

Fragen:

1) Wird derzeit an einem Aktionsplan für die nationale Bienenzucht auf der Ebene der zuständigen Ministerien gearbeitet?

2) Was sind konkrete Maßnahmen, die ins Auge gefasst werden, und was kann nach Ansicht der Regierung konkret getan werden?

3) Was wird seitens der Regierung getan, um die Bienenzucht hierzulande zu schützen in puncto:

a) Pestiziden

b) ökologische Maßnahmen

c) wirtschaftliche Maßnahmen zum Ausbau der Bienenzucht

d) Sensibilisierungsmaßnahmen in der Bevölkerung?

4) Wird die Regierung kurzfristig finanzielle Mittel zur Verfügung stellen, um die Imker zu unterstützen (Schadenskompensation), Neu-Imker zu motivieren, Landwirte anzuregen, für eine Diversifikation der Flora und Fauna einzutreten?

5) Wird es ein nationales Forschungsprogramm geben, das die Imker und ihre Maßnahmen begleitet?

6) In welchen Zeiträumen werden die Maßnahmen beschlossen sein und werden auf dem Feld umgesetzt werden können?

Réponse (29.7.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ich möchte eingangs auf meine Antwort vom 21. Juni dieses Jahres auf die parlamentarische Anfrage N°2733 der Abgeordneten Gira und Kox hinweisen, in der etliche der hier gestellten Fragen bereits beantwortet wurden.

Der Winter 2012/2013 war besonders schwierig für die Imker in Luxemburg, die ungefähr 30% ihrer Bienenvölker verloren haben. Das Problem des Bienensterbens ist leider weder in Luxemburg noch in den angrenzenden Gebieten neu. Die ungünstigen Wetterbedingungen im Jahr 2012 haben aber sicherlich zu einer wesentlichen Verschärfung dieser Problematik beigetragen. Darüber hinaus war der Anfang der Saison in diesem Jahr ebenfalls nicht förderlich für die Entwicklung der Bienenvölker. Mit dem wärmeren Wetter der letzten Wochen scheint sich die Situation aber verbessert zu haben. Viele Imker versuchen verstärkt, Völker zu vermehren, um so die Verluste des letzten Winters zu kompensieren und sich ein Sicherheitspolster für den nächsten Winter aufzubauen.

Seit 2011 wird das Forschungsprojekt „BeeFirst" vom Landwirtschaftsministerium finanziert. In diesem Projekt wird sowohl der Einfluss der Agrarstruktur als auch der imkerlichen Praktiken auf das Bienensterben untersucht. Ziel ist es, die Hauptursachen vom Bienensterben zu ergründen und Lösungsansätze zu finden. Die Forschungsarbeiten sollten ursprünglich 2013 auslaufen, aber es ist vorgesehen, dieses Projekt im Jahre 2014 weiterzuführen.

Nach aktuellem Wissensstand bleibt die aus Asien eingeschleppte Varroamilbe das größte Problem für die Bienenzucht. Konkrete Hilfe bietet der Staat hier durch die Bereitstellung bezuschusster Behandlungsmittel.

Der Einsatz und die Wirksamkeit dieser Mittel können durch die Wetterbedingungen eingeschränkt sein. Auf der ASTA-Wetterseite www.agrimeteo.lu wird ein kleines Hilfsprogramm angeboten, das es dem Imker erlaubt, unter Berücksichtigung der Wettervorhersage einen günstigen Behandlungstermin für den Einsatz einiger dieser Behandlungsmethoden zu finden. Da die Bienen jetzt mit der Aufzucht der Winterbienen beginnen, ist es wichtig, dass die Sommerbehandlung gegen die Varroamilbe rechtzeitig und flächendeckend von allen Imkern durchgeführt wird.

Im Projekt „BeeFirst" wird zudem untersucht, welche imkerlichen Praktiken positive oder negative Auswirkungen auf die Varroaproblematik haben. Auch ein Zuchtprogramm mit dem Ziel, varroatolerantere Bienen zu vermehren, wird durch europäische und nationale Mittel finanziert.

Was den Schutz der Biene vor schädlichen Pflanzenschutzmitteln anbelangt, so hat Luxemburg wiederholt das Anwendungsverbot von neonicotinoidhaltigen Beizmitteln auf EU-Ebene unterstützt.

Aktuell wird an einer grundlegenden Reform der Gesetzgebung über Pflanzenschutzmittel gearbeitet. Zudem wird in einem Aktionsplan ein Paket an Maßnahmen festgelegt, das in Zukunft eine Reduktion der Ausbringung von Pestiziden mit sich führen wird.

Eine Verarmung der Landschaften, die über längere Perioden weniger Nahrungsquellen für die Bienen aufweisen, könnte diese zusätzlich schwächen. Bei der Überarbeitung der Agrarumweltmaßnahmen soll diese Situation unter anderem durch ein attraktiveres Ackerrand- und Blütenstreifenprogramm verbessert werden. Die Reform der europäischen Agrarpolitik wird durch das sogenannte „Greening" auch positive Auswirkungen auf die Lebensräume vieler Insekten haben.

Beihilfen bei Investitionen in imkerliche Gerätschaften werden über das Agrargesetz gewährt. Eine finanzielle Entschädigung für die Völkerverluste vom letzten Winter wird aktuell weder von Imkerseite gefragt noch vom Landwirtschaftsministerium ins Auge gefasst.

Question 2805 (8.7.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **indemnités et frais payés aux familles d'accueil:**

Selon le rapport d'activité 2012 du Ministère de la Famille et de l'Intégration, au 1er octobre 2012, quelque 358 mineurs vivaient dans 265 familles d'accueil. En effet, l'accueil socio-éducatif en famille ne cesse d'augmenter et présente des avantages certains par rapport à l'accueil en institution, dont notamment de permettre aux enfants issus de situations difficiles une vie en famille aussi «normale» que possible.

Or, selon mes informations, les indemnités et frais payés aux familles accueillant des enfants en placement familial n'ont pas été adaptés au coût de la vie le 1er octobre 2012. Tout en promettant depuis la fin 2012 le payement imminent des sommes ainsi dues, l'organisme en charge explique les retards par des difficultés informatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des problèmes décrits ci-dessus?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que cette situation est inacceptable?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à ces problèmes et veiller à ce que les familles en question reçoivent les sommes dues?

Réponse (15.7.2013) de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les montants des forfaits journaliers «entretien et/ou indemnisation» payés aux familles d'accueil sont fixés par «règlement grand-ducal du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille, modifié par règlement grand-ducal du 29 janvier 2013». Précisons encore que les forfaits en question se chiffrent actuellement, dans la plupart des cas suivant l'âge de l'enfant, entre 43,77 et 48,10 euros par jour, qu'ils sont exempts de l'impôt sur le revenu et que les familles d'accueil perçoivent en outre l'intégralité des prestations familiales dues.

À la suite de la publication des tarifs 2013 au Mémorial A n°20 du 8 février 2013, mes services financiers se sont empressés de verser, dès réception de la part des familles d'accueil de la facturation du mois de janvier 2013 et des mois suivants, les nouveaux tarifs. Ainsi toutes les familles d'accueil ont reçu dès la publication du règlement grand-ducal afférent les tarifs adaptés pour 2013.

Il reste néanmoins vrai que l'article 1er alinéa 5 du règlement grand-ducal du 29 janvier 2013 prévoit en plus un versement rétroactif pour 2012 aux familles d'accueil, versement correspondant à la différence entre le nouveau tarif et l'ancien, soit un peu plus de 2,5%. Le traitement administratif de ces paiements rétroactifs pour 2012 n'étant pas prévu par les logiciels utilisés, les calculs ont dû se faire manuellement, ce qui a entraîné certains retards. Entre-temps la quasi-totalité des paiements ont été réalisés.

Signalons en outre que l'administration en charge de ces paiements n'est en place que de-

puis 2011 et que les procédures financières en rapport sont hautement complexes et ne sont que partiellement informatisées.

Il me tient finalement à cœur d'insister sur la contribution tout à fait essentielle que les familles d'accueil font au quotidien dans le cadre de l'aide à l'enfance et à la famille au bénéfice des jeunes en détresse psychosociale.

Question 2808 (9.7.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **concept de mobilité de la région «Nordstad»:**

Durant les mois de mai et de juin 2013, les édiles communales de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren ont formulé leurs avis respectifs sur les différentes variantes présentées par un bureau d'études étranger à la veille de l'élaboration du futur concept de mobilité de la région «Nordstad». Monsieur le Ministre avait d'ailleurs fait annoncer qu'il aimerait faire connaître sa position définitive avant le congé estival si bien que les six communes avaient été invitées à publier leurs réflexions et suggestions vers la fin du mois de juin au plus tard.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Selon quels critères Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures effectue-t-il l'analyse des différents avis qui lui ont été soumis par les conseils communaux concernés?

- Quelle est la variante préférée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures?

- Quand Monsieur le Ministre publiera-t-il sa décision relative au futur concept de mobilité de la région «Nordstad» et à sa mise en œuvre?

Réponse (25.7.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2808 du 9 juillet 2013, l'honorable Député Monsieur André Bauler a posé une série de questions en relation avec l'étude «Komobile» sur la comparaison des variantes du système de transport pour l'axe central de la Nordstad.

Je tiens tout d'abord à rappeler à l'honorable Député que les commanditaires de cette étude sont le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ainsi que les six communes de la Nordstad. Ceux-ci avaient retenu que l'étude comporterait deux volets majeurs, à savoir un premier qui consiste à comparer différentes variantes de systèmes de transports pour l'axe central de la Nordstad et un deuxième qui consiste à élaborer, sur base de cette comparaison, un concept de mobilité fondé sur la variante retenue.

En ce qui concerne le premier volet, les quatre variantes de systèmes de transports pour l'axe central à analyser ainsi que leurs critères d'évaluation (regroupés autour des priorités suivantes: mobilité au sein de la Nordstad, mobilité régionale, impacts urbanistiques et environnementaux, impact budgétaire) ont été retenus d'un commun accord avec les autorités communales.

Sur base de ces critères d'évaluation (58 au total), les différentes variantes ont été analysées et il semblerait aujourd'hui que la variante du transport par bus soit globalement la plus adaptée à l'axe central et par ailleurs aussi à l'ensemble de la Nordstad. À ce stade, il paraît que cette variante permettra de concilier au mieux les exigences suivantes: faisabilité d'un point de vue budgétaire, urbanisme d'une qualité élevée sur l'axe central, qualité optimale de la desserte de la Nordstad elle-même ainsi que de la desserte entre la Nordstad et la région qui l'entoure.

Dans un souci de garantir une transparence optimale, les conclusions de l'étude ont été présentées à tous les conseils communaux de la Nordstad qui m'ont par la suite transmis leurs avis respectifs. De même, une entrevue avec les principaux syndicats et organisations concernés a été organisée. Enfin, il est prévu de présenter les conclusions de l'étude au public lors d'un workshop qui sera organisé dans la Nordstad.

Une décision finale quant à la variante à retenir sera prise dans les mois prochains afin de pouvoir avancer dans l'élaboration du concept de mobilité «Nordstad».

Q182

Question 2809 (9.7.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**ambroisie à feuille d'armoise:**

L'ambroisie à feuille d'armoise (Ambrosia artemisiifolia L.) est une plante herbacée annuelle envahissante originaire d'Amérique du Nord et responsable de nombreuses allergies, graves en partie. Cette mauvaise herbe se propage surtout sur les terrains à l'abandon, les chantiers et bords de route. Son pollen, dont une concentration très faible risque de provoquer des réactions, se répand facilement.

De ce fait, l'ambroisie est perçue dans différents pays d'Europe comme risque sanitaire provoquant des problèmes de santé publique et entraînant des coûts élevés pour le traitement des allergies.

Aussi, les autorités françaises ont-elles créé en juin 2011 un comité parlementaire de suivi du risque ambroisie; le 17 avril 2013, un groupe de députés a présenté à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à lutter contre l'ambroisie.

Selon un article de presse, l'ambroisie a carrément été interdite en Hongrie: les propriétaires de terrains ont une obligation légale de combattre cette mauvaise herbe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des problèmes provoqués par l'ambroisie à feuille d'armoise?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de données concernant la propagation de cette mauvaise herbe?

- Existe-t-il des informations sur la prévalence de l'allergie contre l'ambroisie à feuille d'armoise?

- Quelles mesures sont envisageables pour combattre l'ambroisie à feuille d'armoise? Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'une initiative concertée au niveau régional et/ou européen serait de mise?

Réponse commune (7.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'ambroisie à feuilles d'armoise est une espèce pionnière, opportuniste et rudérale, originaire d'Amérique du Nord. Thermophile et nitrophile, elle préfère les endroits chauds et offrant une bonne alimentation en azote. Elle supporte la sécheresse, les métaux lourds et le sel. Elle s'installe, au début du printemps, dans des terres dénudées de terrains vagues, de jachères, de décharges publiques ou encore de plates-bandes pour plantes ornementales en milieu urbain. Dans les régions où elle est devenue abondante, elle croît également sur les terrains agricoles dans les champs de maïs, et surtout dans les champs de tournesol, sur des sols graveleux, sableux, silico-argileux ou limono-argileux.

L'ambroisie à feuilles d'armoise et plus précisément son pollen présente un potentiel allergogène très élevé et est globalement reconnue comme une plante à risque pour la santé publique.

L'ambroisie à feuilles d'armoise s'est installée accidentellement en Europe vers la fin du 19e siècle. Elle est présente aujourd'hui dans la presque totalité des pays de l'Union européenne et au-delà avec des populations particulièrement abondantes en région Rhône-Alpes (France), en Hongrie ou encore en Serbie. Peu concurrentielle, elle ne parvient que très difficilement à s'établir en présence d'une végétation naturelle, à part sur des terrains avec des sols dénudés. La capacité de dormance prolongée de ses graines lui permet cependant de perdurer sous forme de banque de graines dans les sols et d'attendre des conditions propices à la germination pendant plus de dix ans.

Les fruits et graines sont disséminés essentiellement par l'homme notamment à travers des mélanges de graines destinés au nourrissage d'oiseaux en hiver (graines contenant des graines de tournesol en particulier), les machines de chantier et agricoles, les déchets de compost ou le transport de terre. La propagation par l'eau de rivières et ruisseaux est bien documentée.

Au Luxembourg, l'ambroisie à feuilles d'armoise n'a pu être observée que de façon très sporadique, notamment dans des jardins privés. De manière générale, la propagation vers le nord de l'ambroisie à feuilles d'armoise est favorisée par le réchauffement climatique laissant présager que son développement au Luxembourg pourrait s'accentuer à l'avenir.

L'espèce retrouvée au Luxembourg est l'Ambrosia artemisiifolia, encore nommée A. elatior. Ses pollens sont connus comme très allergisants pour certaines personnes sensibles. En France on estime que 6 à 12% de la population serait sensible à l'ambroisie.

La mesure des concentrations de pollens de cette plante se fait de façon quotidienne par la station d'aérobiologie du Ministère de la Santé et peut être consultée en ligne.

La prévention de problèmes de santé publique liés à la propagation de l'ambroisie à feuilles d'armoise devra être axée principalement sur la prévention d'une installation massive de cette plante dans nos régions. Une stratégie globale devra miser accessoirement sur la sensibilisation des acteurs concernés et un monitoring.

Pour prévenir l'installation de l'ambroisie à feuilles d'armoise, il est important de favoriser une couverture végétale permanente de surfaces non bâties, que ce soit en milieu urbain ou en rase campagne. Il s'agit en l'occurrence en milieu urbain de favoriser la croissance de plantes concurrentielles, de préférence d'une végétation indigène adaptée au milieu. L'aménagement et la gestion écologique est un moyen efficace et peu couteux pour éviter la mise à nu systématique des sols. Cette approche, propagée notamment par la publication récente de l'Administration de la Nature et des Forêts et de l'Administration des Ponts et Chaussées intitulée «Nature et construction», pourra accessoirement permettre une lutte efficace contre l'ambroisie à feuilles d'armoise dans des milieux anthropogènes.

L'aménagement écologique d'espaces verts permet d'éviter également l'installation de plates-bandes nécessitant l'apport de terres organiques d'origine souvent inconnue; phénomène favorisant la propagation et la germination des graines de l'ambroisie à feuilles d'armoise.

En milieu agricole, des méthodes de gestion des terres arables réduisant au minimum la mise à nu des sols, bénéficiaires notamment dans la lutte contre l'érosion, peuvent également prévenir l'installation de l'ambroisie. Les cultures les plus affectées sont surtout le tournesol et à moindre degré les plantations de maïs, de pommes de terre ou de colza.

L'élimination de plantes déjà installées doit se faire par arrachage ou fauchage avant la floraison (juin, juillet) et les plantes devront de préférence être éliminées par incinération de façon à éviter la propagation de graines via les centres de compostage. Les personnes chargées de l'élimination sont conseillées de se protéger contre le contact direct avec le pollen ou les graines en utilisant des gants voire des masques adaptés. Des personnes allergiques au pollen devront s'abstenir de ce type de travaux.

Il est conseillé aux amateurs du nourrissage d'oiseaux en hiver de vérifier que les mélanges disponibles dans le commerce ne contiennent pas de semences d'ambroisie sachant que les graines de tournesol peuvent être contaminées accidentellement.

Toute stratégie de contrôle d'espèces invasives se doit nécessairement de miser sur une coopération transfrontalière. Ainsi, la Commission européenne a présenté en 2008 une communication intitulée «Vers une stratégie européenne relative aux espèces envahissantes» et se concentre actuellement sur l'élaboration d'une directive dans ce domaine, en accord avec la stratégie européenne en matière de biodiversité à l'horizon 2020.

Au niveau européen, la problématique de l'ambroisie à feuille d'armoise est réglementée grâce au règlement (UE) n°574/2011 de la Commission du 16 juin 2011 modifiant l'annexe I de la directive 2002/32/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne, parmi d'autres substances indésirables, les teneurs maximales applicables à Ambrosia spp. dans les aliments pour animaux. Cette réglementation est du domaine de compétences de l'ASTA au Luxembourg.

À ce jour, il n'existe pas encore de stratégie européenne pour la lutte contre les espèces envahissantes. Cependant, de nombreux pays de l'Europe sont conscients qu'une stratégie de lutte sur le long terme, durable et largement applicable est nécessaire pour empêcher cette plante de se répandre en Europe. Ainsi, un réseau interdisciplinaire d'experts, SMARTER (Sustainable Management of Ambrosia artemisiifolia in Europe), est actuellement impliqué dans le développement de moyens de contrôle et de gestion de l'ambroisie à feuille d'armoise. Plus de 120 experts de 33 pays différents participent actuellement à ce réseau. Le Luxembourg fait également partie de SMARTER (ragweed.eu) et différentes études, comme par exemple les tests sur la quantité de graines d'ambroisie à feuille d'armoise dans la nourriture pour oiseaux ou encore le succès de germination de graines introduites au Luxembourg via la nourriture pour oiseaux, ont été menées sur le territoire luxembourgeois.

Question urgente 2829 (31.7.2013) de **MM. Eugène Berger** et **Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**accueil des élèves de 11e PS ajournés du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES):**

Selon des informations diffusées par la presse, le Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) se verrait dans l'impossibilité d'accueillir tous les élèves désireux de s'inscrire dans cet établissement scolaire.

En effet, la direction du LTPES viendrait, selon les médias, d'annoncer aux élèves, qui au cours de l'année scolaire passée étaient inscrits sur une 11e PS et qui ont eu un ajournement, qu'ils ne pourront pas continuer leurs études au LTPES.

Sachant que les établissements scolaires sont d'ores et déjà en train de finaliser leur organisation pour la prochaine année scolaire et que, par conséquent, une réorientation des élèves concernés s'avérera assez difficile, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle au courant des problèmes susmentionnés?

- Quelle est la base légale de la décision de la direction du LTPES de refuser l'admission des élèves ajournés?

- Comment Madame la Ministre entend-elle, à court terme, remédier à cette situation?

- Comment Madame la Ministre entend-elle éviter de tels problèmes à l'avenir?

Réponse (31.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à la question parlementaire urgente posée par les honorables Députés Eugène Berger et Xavier Bettel, j'ai l'honneur de vous communiquer la réponse.

Le Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) connaît un afflux extraordinaire et une progression constante du nombre d'élèves comme le témoignent les chiffres sur l'admission en classe de 12e section des éducateurs:

Admission en 12ED:

Année	Nombre d'élèves
2010/2011	312
2011/2012	319
2012/2013	334

En juillet 2013, les demandes d'admission ont grimpé de façon spectaculaire et dépassent dorénavant la capacité d'accueil du LTPES.

368 élèves ont pu être admis directement.

Pour une quarantaine d'élèves ajournés en classe de 11e PS, une solution devra être envisagée de concert avec la direction du LTPES en septembre.

d'Chamber online op
www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

41e séance	Mardi	2 juillet 2013
42e séance	Mercredi	3 juillet 2013
43e séance	Mardi	9 juillet 2013

8e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Défendre l'héritage démocratique de l'Europe



Les participants à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

La situation politique dans les petits États d'Europe, l'impact de la crise économique et la coopération dans le domaine de la recherche ont figuré au cœur des débats de la 8e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe, organisée cette année par l'Althingi, le parlement islandais, les 28 et 29 août à Reykjavik.

Cette conférence interparlementaire, lancée en 2006, réunit les Présidents de Parlement d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin. Elle a pour objectif de contribuer au rapprochement entre les petits États d'Europe de moins d'un million d'habitants et de favoriser des approches concertées sur les problématiques communes.

La 8e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe, à laquelle la Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, en remplacement du Président Laurent Mosar, a notamment plaidé pour un renforcement de la coopération en matière de recherche sur les petits États et leurs spécificités dans la politique internationale et européenne. Dans ce contexte, le Professeur Baldur Thórhallsson a estimé lors d'une présentation introduisant les débats que les études comparées approfondies des capacités et des vulnérabilités spécifiques des petits États peuvent contribuer à renforcer tant l'autonomie d'action que l'influence sur les normes internationales.

Comme l'a lui-même souligné par la suite le Président d'Islande, M. Ólafur Ragnar Grímsson, lorsqu'il a reçu les participants de la Conférence, un petit État est tout à fait en mesure d'avoir un impact sur la politique internationale et de trouver écoute auprès des dirigeants des plus grands pays, à condition d'avoir une vision d'avenir et d'agir avec lucidité et clairvoyance. L'Europe ne doit pas être uniquement mesurée à l'aune de son pouvoir économique, a encore déclaré M. Grímsson. Il appartient en particulier aux petits États de défendre son héritage le plus précieux: la démocratie, l'état de droit, le parlementarisme et les droits de l'Homme qui sont, comme l'a souligné M. Angel, au fondement même de la paix en Europe.

Lors du débat sur l'impact de la crise économique et financière, il s'est avéré qu'aucun des pays représentés n'a été épargné, même si Chypre et l'Islande ont sans doute été touchés le plus durement. L'objectif partagé par tous consiste actuellement à diversifier l'économie et d'atteindre de nouveaux marchés. Partout l'impact de la crise s'est aussi traduit par un effort législatif et de transparence accrus. Bien que la dette du Luxembourg ait augmenté en raison des mesures anticycliques du Gouvernement pour atténuer l'impact de la crise, elle est loin d'avoir atteint le même niveau qu'à Chypre ou en Islande, où la situation budgétaire a réduit à l'extrême la marge de manœuvre des responsables politiques pour garantir aux citoyens une sortie de crise plus douce.

Alors que l'Islande vient de renoncer à sa demande de candidature pour devenir membre de l'Union européenne, M. Angel a en particulier insisté sur l'importance pour le Luxembourg de faire partie de l'Union européenne. Sans l'Union européenne et la Monnaie unique, le développement économique et social du Grand-Duché aurait sans doute été moindre et le choc de la crise économique et financière considérablement plus grand.

La 9e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe sera organisée en 2014 par Andorre.

La Vennbahn: joyau de coopération transfrontalière

Inaugurée début juillet 2013, la Vennbahn (Voie des Hautes Fagnes), qui doit son nom à la zone naturelle du «Hohes Venn» (Hautes Fagnes) qu'elle traverse, est un paradoxe de l'histoire.

Construite à l'origine par l'État prussien pour relier Aix-la-Chapelle à la ville de Luxembourg par le plus court chemin, dévolue au transport de charbon et de minerai de fer, fortement endommagée lors de la Seconde Guerre mondiale et tombée par après en désuétude, cette ancienne voie de chemin de fer constitue aujourd'hui la plus longue piste cyclable et pédestre ininterrompue transfrontalière d'Europe.

Longue de 125 km, elle permet en effet d'aller en vélo ou à pied d'Aix-la-Chapelle (en Rhénanie-du-Nord-Westphalie) à Troisvierges (Grand-Duché de Luxembourg) en passant par l'est de la Belgique.

Résultant d'une coopération transfrontalière entre les Cantons de l'Est belges, les régions voisines en Allemagne et le Grand-Duché dans le cadre d'un projet Interreg, la Vennbahn constitue un élément primordial pour le développement de l'infrastructure touristique en Ardennes-Eifel.

Raison donc pour les députés, membres du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) et du Parlement Benelux de s'y intéresser de plus près. D'autant que du côté luxembourgeois, l'ancien tunnel ferroviaire frontalier de Wilwerdange/Lengeler, jadis partie intégrante de la Vennbahn, mais contourné aujourd'hui par un bypass, abrite 13 espèces de chauves-souris, dont trois très rares. L'État luxembourgeois entend bien mettre en exergue ce tunnel, ses habitants insolites et tout le cadre naturel qui l'entoure au sein d'une des plus grandes zones protégées d'Europe centrale. D'où un projet - dont le Ministre en charge de l'Environnement, M. Marco Schank, donna les explications nécessaires aux mandataires publics présents - qui devrait aboutir à la mi-2014 et permettre aux cyclistes et randonneurs empruntant la Vennbahn d'en apprendre un peu plus sur ces mammifères volants bénéficiant d'un statut spécial de protection.



Adeptes de la petite reine devant tunnel à chauve-souris

«Cent Buttek a.s.b.l.»: nécessaire et même vitale

Alors que dans notre société de consommation, les autorités - par voie de pacte ou d'autres instruments - en viennent jusqu'à lutter contre un gaspillage alimentaire trop répandu et souvent considéré comme «normal» par certains citoyens, des personnes dans le besoin (issues de familles monoparentales ou nombreuses, chômeurs, accidentés de la vie, etc.) n'arrivent pas à manger à leur faim.



M. Laurent Mosar, entouré des membres du conseil échevinal de Bettembourg, Mme Josée Lorsché et MM. Laurent Zeimet et Gusty Graas, et de bénévoles du «Cent Buttek»

Suite à la crise financière de 2008 et la crise économique qui s'en est suivie, un concept véhiculé par des structures telles qu'on ne les connaissait qu'à travers les médias et les grands pays qui nous entourent (à l'image par exemple des «Tafel» en Allemagne ou des «restos du cœur» en France) s'est imposé au fil du temps au Grand-Duché.

C'est ainsi qu'en décembre 2009, un premier «Cent Buttek» a vu le jour à Bettembourg - un deuxième a ouvert ses portes dans la foulée en août 2010 à Luxembourg-ville - dont le but est d'aider et d'apporter une assistance aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire.

Pour la somme modique de deux euros, des personnes nécessiteuses - inscrites auprès des offices sociaux compétents pour les villes de Bettembourg, Dudelange, Kayl, Frisange et Roeser - s'y approvisionnent régulièrement en aliments qui ne peuvent plus être vendus parce que trop près des dates de péremption, mais toujours d'une qualité irréprochable.

De passage à Bettembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu s'assurer du fonctionnement exemplaire de la «Cent Buttek a.s.b.l.» qui vit et vient en aide grâce à l'engagement indéfectible de 160 bénévoles. À une époque où, aux dires des responsables de l'initiative, le nombre de personnes ayant recours au service fourni par l'a.s.b.l. - les bénévoles assurent la collecte, trient et redistribuent des aliments en provenance de certains supermarchés - ne cesse d'augmenter, cette initiative constitue un geste fort contre l'égoïsme et l'individualisme, pour une société plus solidaire et davantage responsable.

DANS CE NUMÉRO

Loi anti-tabac	p. 498
Nouveau plan hospitalier	p. 504
Armée luxembourgeoise	p. 520
Sommaire des séances publiques nos 41-43	p. 541
Sommaire des questions parlementaires	p. Q183

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Aménagement du territoire

6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Alors que l'objectif initial du projet de loi 6124 était de modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire, la Commission du Développement durable a décidé, conformément à l'approche préconisée par le Conseil d'État dans son avis complémentaire du 25 septembre 2012, de procéder à la réécriture intégrale du projet de loi. Dans l'avis complémentaire précité, la Haute Corporation avait en effet constaté que 21 articles sur les 28 que comporte la loi de 1999 subiront des changements en plus de l'ajout de trois articles nouveaux et de la suppression de deux articles. Elle s'était donc demandé s'il ne serait pas plus judicieux d'abroger purement et simplement la loi de 1999 et de la remplacer par une loi totalement nouvelle intégrant tant les articles à modifier que ceux que la commission parlementaire entend laisser en l'état. Le nouveau texte proposé par la commission comporte donc les innovations proposées par le projet de loi, les dispositions laissées en l'état, ainsi que des dispositions modificatives, abrogatoires et transitoires.

Les principales innovations de la nouvelle loi concernant l'aménagement du territoire sont les suivantes:

1. Redéfinition des objectifs de l'aménagement du territoire et précision des compétences du ministre en charge de l'aménagement du territoire

Le projet reformule les objectifs de la loi de 1999 afin de mettre l'accent sur la mission de coordination du ministre.

L'aménagement du territoire organise le territoire national et en assure le développement en respectant les particularités et les ressources propres des diverses régions qui le composent. Il a pour objectif d'assurer aux habitants du pays des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de ses régions en valorisant leurs ressources respectives et en maintenant un équilibre structurel et économique entre elles.

Le ministre se voit attribuer une compétence de coordination, une compétence d'initiative et une compétence de décision. En plus de la programmation des projets d'envergure régionale, nationale ou transfrontalière, le ministre se voit confier la définition des sites pouvant accueillir ces mêmes projets.

Actuellement, le ministre est d'ores et déjà automatiquement informé de tous les projets, notamment ceux ayant un impact sur l'utilisation du sol et de l'espace. La loi en projet complète cette information systématique en permettant au ministre de demander à être associé complètement à l'élaboration des planifications d'envergure régionale, nationale ou transfrontalière des autres ministères et des administrations communales qui peuvent avoir un impact sur les objectifs de l'aménagement du territoire. Lorsque survient un désaccord entre le ministre sectoriellement compétent et le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences, ce dernier établit un rapport circonstancié et en réfère au Gouvernement en conseil.

2. Rationalisation et simplification des procédures

- rapport périodique et non plus annuel. Le ministre doit présenter un rapport au nom du Gouvernement à la Chambre des Députés sur la situation en matière d'aménagement du territoire. Le projet de loi remplace le dépôt annuel de ce rapport par un dépôt périodique, et au moins tous les trois ans;

- élaboration des projets par le ministre en collaboration avec un groupe de travail. Le projet de loi consacre la pratique bien établie selon laquelle les instruments de planification de l'aménagement du territoire, à savoir le programme directeur, les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol sont élaborés par le ministre en collaboration avec un groupe de travail comprenant des représentants des ministères et des administrations de l'État. De ce fait, le comité interministériel de l'aménagement du territoire, dont la consultation a été jugée superfétatoire, a été supprimé;

- simplification de la procédure d'élaboration et d'adoption du programme directeur de l'aménagement du territoire. Dans un souci d'efficacité et de simplification administrative, le projet de programme sera dorénavant transmis simultanément, et non plus consécutivement, aux communes et au conseil supérieur de l'aménagement du territoire;

- assouplissement de la procédure de modification des plans directeurs. Le projet de loi fait du plan directeur un instrument plus souple et évolutif. Pour cela, il distingue, d'une part, les modifications seulement ponctuelles, qui sont le résultat de la mise en œuvre du plan directeur (par exemple la détermination d'un nouveau site) et, d'autre part, les modifications plus substantielles, qui concernent un changement de la philosophie d'un plan directeur en place. Tandis que les premières seront prises en charge dans le cadre d'une procédure de modification ponctuelle allégée, les deuxièmes nécessiteront toujours le recours à la même procédure que celle utilisée pour l'adoption du plan;

- rationalisation de la procédure de mise en œuvre des plans d'occupation du sol. Le plan d'occupation du sol étant un instrument de planification extrêmement important, le projet de loi met en en place une procédure pour le rendre plus opérationnel.

3. Abrogation des plans directeurs régionaux

Le volet des plans directeurs régionaux de la loi de 1999 n'a pas été suivi d'une mise en œuvre concrète et aucun projet de plan directeur régional n'a été élaboré depuis l'entrée en vigueur de cette loi. Dès lors, la commission parlementaire a décidé, dans sa majorité, de suivre l'avis du Conseil d'État et de supprimer dans la nouvelle loi un instrument qui n'a trouvé aucune application dans la pratique.

4. Mise en place de nouveaux moyens législatifs appropriés afin de garantir l'exécution des options de planification retenues

Outre la procédure d'expropriation qui devrait être utilisée uniquement en dernier ressort, les moyens législatifs envisagés par le projet de loi sont:

- la création d'un droit de préemption au profit de l'État et des communes, en ce qui concerne leur territoire: le projet de loi introduit une nouvelle disposition qui prévoit la possibilité pour les plans directeurs régionaux, les plans directeurs sectoriels et les plans d'occupation du sol d'instituer un droit de préemption au profit de l'État et des communes, en ce qui concerne leur territoire, en vue de la réalisation des objectifs de ceux-ci. Le droit de préemption se définit comme la faculté conférée par la loi ou par une convention à une personne d'acquérir, de préférence à toute autre, un bien que son propriétaire se propose de céder, en se portant acquéreur de ce bien dans un délai donné, en général aux prix et conditions de la cession projetée. Ce droit de préemption de l'État est calqué sur le droit de préemption retenu par la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, de même que la procédure à appliquer. Le présent projet donne donc priorité à l'État et aux communes, en ce qui concerne leur territoire, sur tout autre titulaire d'un droit de préemption légal ou conventionnel, hormis certaines hypothèses (par exemple vente entre concubins, ventes publiques);

- l'introduction d'un instrument juridique de détermination de la valeur des terrains à exproprier (droit à indemnité). Ce nouveau mécanisme est introduit par la modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes et de la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Il concerne notamment les terrains faisant l'objet de prescriptions d'un plan directeur ou d'un plan d'occupation du sol. Cet instrument permettra de déterminer la «compensation juste» en cas d'expropriation, de réduire les risques de refus de vente et de contrôler les plus-values spéculatives qui peuvent être créées sur des terrains, notamment jusque-là situés en zone verte hors périmètre d'agglomération, par l'entrée en vigueur des plans directeurs. Dès lors qu'un plan directeur a défini des zones prioritaires pour une certaine activité, un risque important de spéculation foncière existe actuellement. Afin de contrer ce risque, le projet de loi propose, pour déterminer la valeur de l'immeuble exproprié faisant l'objet de prescriptions d'un plan directeur sectoriel ou régional ou d'un plan d'occupation du sol, de ne pas tenir compte des changements de valeur subis depuis le dépôt du projet de plan en question auprès de la commune de la situation de l'immeuble, s'ils ont été provoqués:

- par l'annonce de travaux ou opérations dont la déclaration d'utilité publique est demandée;

- par la perspective de modifications aux règles d'utilisation des sols;

- par la réalisation, dans les trois années précédant la procédure de consultation du plan sectoriel, régional ou d'occupation du sol en question, de travaux publics dans l'enceinte du plan concerné où est situé l'immeuble et qui sont en relation avec le futur plan en cours d'élaboration.

Le projet de texte est basé sur le texte de l'article L.13-15 du code français de l'expropriation pour cause d'utilité publique et reflète en particulier l'idée de pouvoir se référer, pour la détermination de la valeur du bien à exproprier, à la valeur du bien telle qu'elle était un an précédant la première publication officielle relative au futur plan.

5. Articulation des instruments de planification avec les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

S'il est logique, d'une part, que la planification nationale et la planification communale doivent être compatibles et, d'autre part, que la planification nationale doit avoir la primauté sur la planification communale, il est prévu d'insérer dans la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire une disposition interdisant toute adoption ou modification d'un plan d'aménagement général contraire aux dispositions du projet de plan directeur. En effet, il faut éviter que les communes ne puissent créer des faits accomplis qui pourraient rendre impossible la mise en œuvre d'un plan directeur. Ainsi, à partir de la communication d'un projet de plan directeur aux communes, tout changement de destination du sol, tout morcellement des terrains, toute construction ou réparation confortatives, ainsi que tous les travaux généralement quelconques sont interdits, tant que ces changements, morcellements, réparations ou travaux sont contraires aux prescriptions du plan ou projet de plan. Cette interdiction tombe si le plan n'est pas déclaré obligatoire dans les cinq années à partir du dépôt susmentionné. Une telle disposition existe déjà, pour les mêmes raisons, dans la loi actuelle pour les plans d'occupation du sol.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

09.06.2010	Désignation d'un rapporteur
18.10.2010	Examen du projet de loi
09.11.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.11.2011	Continuation des travaux
30.11.2011	Continuation des travaux
04.01.2012	Continuation des travaux
11.01.2012	Continuation des travaux
02.02.2012	Continuation des travaux
15.02.2012	Continuation des travaux
15.03.2012	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.03.2012	Continuation des travaux
02.05.2012	Continuation des travaux
03.05.2012	Continuation des travaux
16.05.2012	Continuation des travaux
18.06.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.10.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.11.2012	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.11.2012	Continuation des travaux
10.12.2012	Continuation des travaux
16.01.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
17.04.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
02.05.2013	Adoption d'un amendement parlementaire
12.06.2013	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 30 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°160, p. 3080

Violence domestique

6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

Le présent projet de loi a pour objet de modifier principalement les dispositions de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique, mais également certaines des dispositions de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, du Code pénal ainsi que du Nouveau Code de procédure civile.

Les modifications proposées visent à la fois à améliorer la sécurité et la protection des victimes et la responsabilisation des auteurs de violence, ainsi qu'à renforcer la prévention à long terme de la violence domestique.

Elles tiennent compte des recommandations formulées, d'une part, annuellement au Conseil de Gouvernement par le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine

de la lutte contre la violence et, d'autre part, par deux évaluations scientifiques réalisées en 2006 et 2009 par une experte externe, en l'occurrence Madame Beate Stoff.

Les éléments-clés du projet de loi sont les suivants:

- l'extension du champ d'application des victimes

Le présent projet de loi rend applicable les dispositions légales en matière de violence domestique à toute personne avec laquelle l'auteur de violence cohabite dans un cadre familial.

- l'augmentation et le renforcement de la protection des victimes elles-mêmes

Le projet de loi vise à rendre la mesure d'expulsion plus efficace en augmentant la durée de l'expulsion de 10 à 14 jours et en ajoutant à l'interdiction d'entrer au domicile et aux dépendances, l'interdiction de prendre contact, oralement ou par écrit ou par personne interposée avec la personne protégée et celle de s'approcher d'elle (article 1). Dans le cadre des nouvelles dispositions modifiant le Nouveau Code de procédure civile, le projet de loi prévoit de simplifier les démarches à entreprendre par la personne protégée en vue de l'obtention d'une interdiction de retour au domicile consécutive à une mesure d'éloignement (article 8). Par ailleurs, il tend à renforcer la protection de la victime en regroupant, en complétant et en raffermissant l'arsenal de sanctions prévues dans le Code pénal en cas de violation de la mesure d'expulsion et des interdictions qui s'y rapportent (article 6).

- la mise en exergue de la situation de vulnérabilité des enfants victimes de violence

Le Comité de coopération ainsi que Madame Beate Stoff évoquent la situation de fragilité des enfants victimes et/ou témoins de violence domestique et jugent que cette dernière n'a pas été suffisamment prise en compte par la loi de 2003.

- la responsabilisation des auteurs de violence domestique

L'auteur de violence est obligé de coopérer avec un service prenant en charge les auteurs de violence, ces services étant ancrés dans la loi. La mesure d'expulsion sera mise à profit pour provoquer une prise de conscience auprès des auteurs. En plus, les services prenant en charge des auteurs recevront la charge de prendre l'initiative de contacter la personne expulsée au cas où cette dernière ne suit pas l'obligation de se présenter endéans sept jours à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'expulsion auprès du service en question.

- l'introduction d'un droit de recours pour la personne expulsée contre la mesure d'expulsion

Cette nouvelle disposition est d'abord prise afin de garantir le respect des droits fondamentaux et, notamment, des droits matériels et des droits procéduraux, ensuite parce que la durée de la mesure d'expulsion est augmentée de dix à quatorze jours et, enfin, au vu de l'approbation imminente par le Parlement européen du règlement relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile sur demande de la personne menacée, qui vise à renforcer les droits des victimes.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 27.08.2010

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et des amendements gouvernementaux
	Examen des avis du Conseil d'État
27.03.2012	Continuation des travaux
24.04.2012	Continuation des travaux
15.05.2012	Continuation des travaux
22.05.2012	Échange de vues avec des représentants de la Justice et de la Police
05.06.2012	Continuation des travaux
27.03.2013	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
03.07.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 30 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°150, p. 2900

Droit comptable des entreprises

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre I^er du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Le projet de loi émargé a pour objet de compléter la modernisation des dispositions législatives portant sur le droit comptable des entreprises, une première étape en ce sens ayant été franchie avec l'entrée en vigueur de la loi du 10 décembre 2010 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises[1].

Les modifications envisagées ont trait à plusieurs volets:

- La réforme de la Commission des normes comptables (ci-après la «CNC») qui vise principalement à doter la CNC de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et d'une certaine autonomie administrative vis-à-vis du Ministère de la Justice.

Son financement[2] se fera par prélèvement de droits grevant le dépôt des comptes annuels et des comptes consolidés des entreprises. Ce prélèvement viendra en déduction du montant actuellement perçu pour le dépôt des comptes des entreprises afin de ne pas sanctionner lesdites entreprises. Quant à la forme juridique, c'est le modèle du groupement d'intérêt économique qui a finalement été retenu.

- La détermination des réserves distribuables en cas de recours à l'évaluation suivant la méthode de la juste valeur ou aux normes comptables internationales dans leur ensemble.

- La comptabilité et les comptes annuels des entreprises ainsi que les comptes consolidés de certaines formes de sociétés.

www.chd.lu

[1] Loi du 10 décembre 2010 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises; 2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales; 3. l'article 13 du Code de commerce (Mém. A, n°225, 17.12.2010)

[2] Le modèle retenu est le modèle belge où la Commission des normes comptables est financée par le prélèvement de droits grevant le dépôt des comptes annuels et des comptes consolidés des entreprises.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.12.2011

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

06.11.2012	Désignation d'un rapporteur
09.01.2013	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.01.2013	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
20.02.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements
17.04.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.05.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.06.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Secteur des assurances

6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le projet de loi a pour objectif d'apporter des modifications à la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pour restructurer ladite loi en vue d'une meilleure lisibilité et d'une cohérence juridique renforcée. Il anticipe également l'entrée en vigueur de la directive «Solvabilité II» par la création de «professionnels du secteur de l'assurance», à l'image des professionnels du secteur financier.

Le projet de loi a particulièrement pour objet:

1. de rassembler dans une partie unique de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances les dispositions actuelles régissant différents professionnels du secteur de l'assurance (PSA) d'ores et déjà existants;

2. de créer et organiser de nouvelles professions au sein du secteur de l'assurance en les soumettant à une surveillance prudentielle appropriée et en leur appliquant, pour autant que de besoin, les obligations de confidentialité de l'article 111-1 de la loi;

3. de faciliter pour les entreprises d'assurances et de réassurances le recours à la sous-traitance de certaines de leurs activités;

4. d'adapter et compléter les dispositions applicables aux intermédiaires d'assurances et de réassurances.

La partie V de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances va regrouper à l'avenir tous les acteurs et activités désignés désormais comme «PSA» (professionnels du secteur de l'assurance), de même que les intermédiaires d'assurances et de réassurances.

Cette partie V de la loi est actuellement réservée aux dirigeants d'entreprises d'assurances et aux intermédiaires d'assurances. Elle est désormais étendue pour recueillir toutes les dispositions relatives aux PSA et aux dirigeants. Suite à l'opposition formelle du Conseil d'État, il a été décidé d'ouvrir le statut de certains PSA aux personnes physiques.

Bien que les intermédiaires d'assurances et de réassurances soient aussi des professionnels de l'assurance au sens large, ils gardent, à l'intérieur de la partie V, une place à part et ne sont pas visés sous le sigle de «PSA».

Les idées qui ont présidé à la rédaction des nouveaux textes sont les suivantes:

- compléter la liste des PSF (professionnels du secteur financier) surveillés par la CSSF par des catégories de professionnels nécessaires au secteur des assurances;

- aligner dans la mesure du possible les nouvelles dispositions sur celles régissant les PSF surveillés par la CSSF;

- maintenir l'acquis de la législation actuelle qui a fait ses preuves pour les PSA d'ores et déjà existants.

Le projet de loi opère également une distinction plus claire entre les personnes physiques assurant la direction d'une entreprise d'assurances, de réassurance ou de fonds de pension et les PSA fournissant des prestations de gestion ou assumant la fonction de dirigeant. Ces activités exigent une continuité dans le temps et doivent être confiées de préférence à des personnes morales disposant de ressources permettant d'assurer la pérennité des opérations.

À l'instar des gestionnaires de fonds de pension et des PSF, les professionnels du secteur de l'assurance et les courtiers devront disposer à l'avenir d'assises financières suffisantes.

Le texte de loi retenu prévoit finalement les dispositions suivantes pour venir à la rencontre des sociétés dites «start-up» voulant se lancer dans une activité de PSA:

L'agrément comme PSA pour les personnes morales est subordonné à un capital libéré d'au moins 50.000 euros. Ces personnes morales disposent d'un délai de cinq ans à partir de l'agrément pour porter leur capital libéré à 125.000 euros au moins.

Les PSA personnes physiques devront disposer d'un patrimoine net minimum de 25.000 euros à l'agrément et de 50.000 euros au moins à l'issue de cinq ans.

Mis à part les courtiers d'assurances ou de réassurances indépendants, il est à noter qu'aucune exigence d'assises financières ne s'applique pour une personne physique.

Par ailleurs, la soumission de l'agrément des différentes catégories de professionnels du secteur de l'assurance et de courtiers à des conditions renforcées d'exigences financières, de reporting (révision annuelle des documents comptables par un réviseur d'entreprises agréé) et de surveillance a pour but d'éviter l'émergence de structures fragiles dont la défaillance aurait un impact négatif sur la réputation et la solidité de la place financière dans son ensemble.

En ce qui concerne la création de nouvelles professions au sein du secteur de l'assurance, le présent projet de loi répond également à la législation applicable dans un futur proche.

Enfin, le projet de loi étend le champ d'application de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme aux PSA de manière à les soumettre aux exigences découlant de cette loi.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.02.2012

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

27.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20.03.2013	Présentation d'amendements parlementaires
05.07.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°129, p. 2698

Transports publics

6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

Le projet de loi, tel que déposé initialement par M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, avait pour unique objet de modifier la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics. Cette modification avait pour double objectif de:

1) régler les problèmes juridiques mis en lumière par un jugement récent du tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette qui a constaté l'illégalité du règlement ministériel modifié du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics en ce qui concerne les sanctions infligées aux voyageurs en situation irrégulière.

En effet, un voyageur de train avait présenté, lors d'un contrôle, un abonnement qui était expiré. Par voie de conséquence, la CFL lui avait adressé un courrier de mise en demeure pour lui réclamer le paiement du tarif augmenté majoré de 50%, par application de l'article 20 du règlement ministériel du 12 juin 2007 précité.

L'avocat de ce voyageur avait argumenté que le ministre n'est pas habilité à adopter des sanctions tel qu'il l'a fait au regard des articles 19 et 20 dudit règlement ministériel, dans la mesure où ce règlement ne trouve pas sa base dans une délégation de pouvoir découlant de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics. Le juge en a déduit que les dispositions du règlement ministériel relatives à la majoration du tarif *«ne rentrent pas dans la délégation de pouvoir conférée au ministre, de sorte que ces dispositions contraires à la loi ne peuvent pas être appliquées pour la solution du (...) litige»*. Le juge a donc déclaré la demande de la CFL non fondée pour défaut de base légale. En plus, hormis l'argumentation sur la légalité du règlement ministériel, il est probable que la disproportion manifeste du tarif réclamé par la CFL (630 €) avait joué de manière latente dans la décision du tribunal. Au motif qu'un tarif augmenté n'est pas à considérer comme un tarif de transport, mais bien comme une sanction pour défaut de pouvoir présenter un titre de transport valable, il y a lieu de combler ce vide juridique par la modification de l'article 22 paragraphe 1er point b) de la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics.

2) redresser certaines erreurs introduites par la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit dans la loi modifiée du 29 juin 2004 précitée.

Dans son avis du 30 juillet 2012, le Conseil d'État, s'est, d'une part, opposé formellement à ce que les sanctions administratives soient fixées dans un règlement grand-ducal. D'autre part, il a recommandé d'inscrire les sanctions administratives pour les voyageurs en situation irrégulière dans la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics. La Commission du Développement durable a suivi les propositions du Conseil d'État en modifiant également la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2012

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.05.2012	Désignation d'un rapporteur
26.09.2012	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.11.2012	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.05.2013	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.06.2013	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après directive AIFM) et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010 (la directive 2011/61/UE).

La directive AIFM a pour objectif de créer en Europe un cadre légal harmonisé régissant l'agrément et la surveillance des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Cette directive vise à encadrer la gestion de véhicules d'investissement qui se qualifient comme des fonds d'investissement alternatifs au sens de ladite directive. D'une manière générale sont visés les organismes de placement collectif autres que les OPCVM qui sont actuellement réglementés par la directive 2009/65/CE (directive UCITS IV). Le secteur des fonds d'investissement alternatifs, qui joue un rôle important dans le financement de l'économie européenne, regroupe des acteurs et des produits très différents, tels que les fonds de type private equity, les hedge funds ou encore les fonds immobiliers.

La directive pose un ensemble de règles qui portent plus particulièrement sur les conditions d'agrément des gestionnaires, les exigences organisationnelles, les exigences de fonds propres, les exigences en matière de gestion de liquidité et de risques, de délégation, de divulgation d'informations et de limitation de l'effet de levier. La directive contient par ailleurs des dispositions applicables aux dépositaires de fonds d'investissement alternatifs en précisant leur rôle et leurs responsabilités. La directive introduit également des règles visant à assurer une évaluation appropriée et indépendante des actifs des fonds d'investissement alternatifs. En contrepartie, les gestionnaires se voient offrir de nouvelles opportunités à travers un passeport européen qui leur permet de prester leurs services de gestion et de distribuer leurs fonds auprès d'investisseurs professionnels dans tous les États membres de l'UE. La directive introduit encore des règles spécifiques applicables aux gestionnaires et aux fonds d'investissement alternatifs établis en dehors de l'Union européenne. Ainsi, la directive prévoit le bénéfice du passeport européen pour les fonds établis en dehors de l'Union européenne, de même que la possibilité pour les gestionnaires établis en dehors de l'Union européenne d'être agréés suivant certaines conditions conformément à ladite directive.

Les dispositions de la directive 2011/61/UE devront être transposées par les États membres le 22 juillet 2013 au plus tard et devront être appliquées à partir de cette date, sous réserve des dispositions concernant les relations avec les pays tiers qui seront rendues applicables à la date qui figurera dans un acte délégué à prendre par la Commission de l'Union européenne, en principe en 2015.

Les nouvelles règles imposées aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs auront vocation à s'adresser principalement à des acteurs assurant la gestion de véhicules d'investissement qui sont actuellement déjà soumis à des réglementations spécifiques les concernant, en l'occurrence aux gestionnaires d'OPC relevant de la partie II de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et aux gestionnaires de fonds d'investissement spécialisés régis par la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. La gestion des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque relèvera également du champ d'application de la nouvelle réglementation. Sont également susceptibles d'être destinataires des nouvelles règles issues de la directive 2011/61/UE, les gestionnaires établis au Luxembourg qui assurent la gestion de tout autre véhicule d'investissement de droit luxembourgeois, actuellement non réglementé, ou d'un véhicule d'investissement de droit étranger se qualifiant comme fonds d'investissement alternatif au sens de ladite directive.

La nouvelle réglementation s'adressera tant aux gestionnaires externes désignés par le fonds d'investissement alternatif ou pour le compte de celui-ci qu'aux fonds d'investissement alternatifs dont la structure permet une gestion interne et pour lesquels l'organe de gestion interne n'a pas nommé un gestionnaire externe.

Le projet de loi entend transposer la directive par un texte de loi spécifique qui aura pour objet d'introduire et de réglementer en droit luxembourgeois le statut de «gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs», alors que le produit «fonds d'investissement alternatif» continuera d'être réglementé sur base des législations nationales existantes. Cette approche est en ligne avec celle retenue par le législateur européen.

Le projet de loi reprend fidèlement le texte et les formulations de la directive en ce qui concerne les dispositions visant à réglementer le nouveau statut de «gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs». Les règles introduites par le projet de loi s'appliqueront aux gestionnaires établis au Luxembourg, du moment qu'ils assurent la gestion de fonds d'investissement alternatifs tels que définis dans le projet de loi et sous réserve des exclusions et des dérogations qui y sont mentionnées, peu importe que ces fonds d'investissement alternatifs soient établis au Luxembourg, dans un autre État de l'Union européenne ou dans un pays tiers, et peu importe que ces fonds d'investissement alternatifs soient réglementés ou non.

Au-delà de la stricte transposition de la directive, le projet de loi prévoit également des dispositions modificatives au niveau des lois sectorielles.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 24.08.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

23.04.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.04.2013	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17.05.2013	Échange de vues avec le Ministre des Finances
	Adoption d'une série d'amendements
04.06.2013	Suite de l'examen du projet de loi
25.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2013	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 12 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°119, p. 1856

Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Le présent projet de loi poursuit le double objectif de:

- réorganiser la surveillance des services de médias en regroupant au sein d'une seule entité - l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) - les pouvoirs répartis actuellement entre la Commission indépendante de la radiodiffusion, le Conseil national des programmes et le ministre ayant dans ses attributions les médias;

- et de mettre à la disposition de l'ALIA un système de sanctions graduées qui remplacera le système actuel peu efficace.

Les points saillants du projet de loi:

- Centralisation: à l'avenir, les pouvoirs répartis entre le CNP, la CIR et le ministère en charge des médias seront centralisés au sein d'une seule et unique autorité indépendante, qui aura le statut d'établissement public et qui sera dénommée «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» (ALIA).

- Sanctions: la nouvelle autorité sera dotée d'un pouvoir de sanction propre. En fonction de la pratique constatée, l'ALIA pourra ainsi prononcer un blâme, décider une amende financière voire le retrait des permissions et concessions des radios et chaînes de télévision.

Pour ce qui est des sanctions, il y a lieu de souligner les trois principes suivants:

- il n'y a pas de cumul de sanctions administratives et de sanctions pénales;

- l'instruction de la plainte doit être contradictoire;

- un recours en réformation est prévu.

- Fonctionnement: le projet de loi sous objet propose de conférer à l'ALIA le statut d'un établissement public à caractère administratif. La nouvelle autorité de surveillance sera coiffée de trois organes dirigeants:

L'organe de décision de l'autorité sera un *Conseil d'administration* composé de cinq membres choisis en raison de leur compétence, qui n'auront pas la qualité de fonctionnaire. À noter qu'un membre du Conseil d'administration ne peut exercer un mandat communal.

Il appartient au Conseil d'administration de constater les violations aux dispositions de la législation sur les médias électroniques, sur base d'un dossier d'instruction qui lui est soumis par le directeur, et de prononcer soit le classement de l'affaire, soit une des sanctions qui seront introduites par le présent projet de loi.

Le directeur de l'ALIA est nommé par le Grand-Duc, sur proposition du Gouvernement en conseil, le Conseil d'administration entendu en son avis, pour une durée de cinq ans, renouvelable. Il gère l'administration et le personnel de l'ALIA, prépare et exécute les décisions du Conseil d'administration.

L'Assemblée consultative a un rôle purement consultatif dans le cadre d'une instruction concernant une éventuelle violation d'une disposition ayant trait au contenu d'un service, linéaire ou à la demande, relevant de la surveillance de l'ALIA.

Le projet de loi ne se prononce pas sur les organisations représentées à l'Assemblée consultative alors que cette liste sera fixée par règlement grand-ducal. Le projet de loi dispose néanmoins que, à l'instar de l'actuelle assemblée plénière du CNP, l'Assemblée consultative sera constituée de membres d'organisations les plus représentatives de la vie sociale et culturelle du pays ainsi que de personnalités indépendantes.

- Concessions et permissions: l'octroi des concessions pour les services de médias audiovisuels linéaires relèvera aussi après la réforme de la compétence du Gouvernement et les notifications continuent à être adressées au ministre ayant les médias dans ses attributions. L'ALIA en est informée afin qu'elle puisse accomplir sa mission de surveillance.

Par contre, la nouvelle autorité sera désormais chargée de l'attribution ainsi que du retrait des permissions pour les radios locales et à réseaux d'émission et de l'attribution des licences permettant d'utiliser une fréquence aux fins de diffuser les services de radio locale et à réseau d'émission.

- Nouvelles missions: l'ALIA se voit attribuer trois nouvelles missions qui découlent de la directive 2010/13/UE du 10 mars 2010 portant révision de la directive dite télévision sans frontières: il s'agit des missions d'encouragement prévues dans le domaine de l'accès aux services de médias audiovisuels des personnes souffrant de déficiences auditives et visuelles, dans le domaine de la promotion d'une alimentation saine et équilibrée dans les communications commerciales accompagnant les programmes pour enfants et dans le domaine des œuvres européennes pour les services de médias audiovisuels à la demande. Jusqu'à présent, les dispositions correspondantes de la directive ne figuraient dans aucun texte législatif alors qu'il s'agit de dispositions d'encouragement qui n'ont pas de force contraignante.

Par ailleurs, l'ALIA se voit confier la mission relative à la protection des mineurs qui découle de l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. L'ALIA sera donc en charge du contrôle du classement des films et du respect et de la publication obligatoire de ce classement.

- Financement: l'ALIA est financée moyennant une dotation annuelle à charge de l'État. Par ailleurs, le projet de loi introduit une base légale autorisant l'ALIA à prélever la partie de ses frais de personnel et de fonctionnement non couverte par la dotation annuelle à charge du budget de l'État par des taxes à percevoir auprès de chaque fournisseur de services de médias audiovisuels ou personne soumise à sa surveillance.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 15.10.2012

Rapporteur: M. Serge Wilmes

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

17.12.2012	Désignation d'un rapporteur
21.02.2013	Échange de vues avec des représentants du Conseil national des programmes
07.03.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis de la Commission indépendante de la radiodiffusion
14.03.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08.04.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
25.04.2013	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État et de l'avis de la Commission indépendante de la radiodiffusion
07.05.2013	Continuation des travaux
23.05.2013	Continuation des travaux
06.06.2013	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
04.07.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Quotas d'émission de gaz à effet de serre

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi a pour objet de transposer la décision n°377/2013/UE du Parlement européen et du Conseil dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté («directive SCEQE»).

La dérogation prévue dans la décision européenne précitée concerne les vols à destination et en provenance d'aérodromes situés dans des pays hors de l'Union; elle implique de ne prendre aucune mesure à l'encontre des exploitants d'aéronefs pour ce qui est des exigences résultant de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les années civiles 2010, 2011 et 2012 relativement à la déclaration des émissions vérifiées et à la restitution correspondante des quotas destinés à l'aviation de 2012 associés à ces vols.

Les autorités européennes considèrent aujourd'hui le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) comme plus approprié pour définir les politiques de réduction d'émissions de l'aviation. Afin de ne pas entraver l'adoption de mesures fondées sur le marché à un niveau mondial, il convient, de l'avis des décideurs européens, de suspendre provisoirement les mesures déjà prises au seul niveau européen. Lors de la réunion du Conseil de l'OACI de 2012, des progrès significatifs ont été accomplis dans la réalisation de l'objectif d'une régulation mondiale des émissions dans le secteur de l'aviation. La décision n°377/2013/UE vise à renforcer cette dynamique et à accroître les chances que l'assemblée de l'OACI de 2013 débouche sur des résultats concrets en ce qui concerne l'élaboration d'un mécanisme de marché mondial et l'adoption d'un cadre facilitant l'application, par les États, de mesures fondées sur le marché de l'aviation internationale.

À noter que la directive SCEQE continue de s'appliquer pleinement en ce qui concerne les vols entre aérodromes situés à l'intérieur de l'Union et des zones étroitement liées à celle-ci.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.03.2013

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

17.04.2013	Désignation d'un rapporteur
22.05.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.06.2013	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.06.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
03.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2013

Loi du 27 août 2013

Mémorial A: 2013, n°161, p. 3095

Infrastructure ferroviaire

6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)

Le projet de loi 6569 a pour objet de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire en ajoutant un projet supplémentaire à la liste des projets inscrits à l'article 10.

La loi précitée du 10 mai 1995 règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL, la responsabilité financière afférente étant assumée directement par l'État via le Fonds du Rail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14 projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 précité comporte le relevé des projets et est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté entre le Gouvernement et les CFL en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire.

Le présent projet de loi vise à faire autoriser par le législateur, conformément à l'article 99 de la Constitution, la création d'un centre de logistique de référence et le développement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange. Le projet comprend tous les travaux préparatoires y compris l'ensemble des terrassements, des soutènements et de la stabilisation et de protections des sous-sols ainsi que les infrastructures fixes de l'autoroute ferroviaire et du terminal pour transports combinés. Le montant de cette loi de financement s'élève à 182.000.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2013

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

22.05.2013	Désignation d'un rapporteur
26.06.2013	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.07.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 27 août 2013

Mémorial A: 2013, n°162, p. 3104

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- *Actualité*
- *Organisation et fonctionnement*
- *Travail à la Chambre*
- *La Chambre et l'UE*
- *La Chambre et vous*

SÉANCE 41

MARDI,
2 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

- *M. le Président*

2. Communications

- *M. le Président*

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

- *M. le Président*

- *Vote à main levée sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

- *M. le Président*

- *Vote à main levée sur la résolution (adoptée)*

5. Ordre du jour

- *M. le Président*

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

- *M. Fernand Kartheiser*

7. Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam

- *M. Claude Adam*

8. Heure de questions au Gouvernement

Question n°242 du 1er juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- *M. Eugène Berger - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*

Question n°243 du 1er juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Henri Kox - M. Marco Schank, Ministre du Logement*

Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. Jean Colombera - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°245 du 1er juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement

- *Mme Anne Brasseur - M. Marc Spautz, Ministre aux Relations avec le Parlement*

Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*

Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Gast Gibéryen - M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Marie-Josée Frank - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

9. Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis

- *Exposé: M. Claude Adam*

- *M. Fernand Kartheiser*

- *Vote à main levée sur la résolution modifiée (adoptée)*

10. Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être

- *M. Marcel Oberweis*

- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

11. 6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*

- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, Mme Nancy Arendt, M. Xavier Bettel*

- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (Mme Josée Lorsché et M. Félix Braz interviennent)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier

- *Exposé: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

- *Débat: Mme Josée Lorsché, Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen (M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, intervient), M. Jean Colombera*

- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (M. Robert Weber pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

1. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

M. le Président.- A senger Réunioun vum 27. Juni 2013 huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierter Marie-Josée Jacobs den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzéerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An der neier Éirendeputéierter eis Félicitatioun!

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 20. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6582 iwwert d'Adhésioun vu Lëtzebuerg un d'Banque africaine de développement; deeselwechten Dag vum Logementsminister de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotioun vum Logement a vun nohaltege Wunnengen, a schliesslech den 28. Juni vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6584, eng Ofännerung vum Code du Travail.

3) De 24. Juni 2013 ass d'Petitioun N°325 fir e Verbuet vu Stachel- a Würgehalsbänner vun der Madame Nancy Konen, der ALPA an aneren eragereecht ginn.

4) Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

A sengem Bréif vum 20. Juni 2013 huet de President vum Centre pour l'égalité de traitement matgedeelt, dass d'Mandat vun de Membere vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement Enn dëses Joers zu Enn kënnt.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 11 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 132 bis 134 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, ee President a véier Membere vun dësem Centre ze proposéieren, déi duerch de Grand-Duc ernannt ginn. Interessente kënnen hir Kandidatur oder d'Erneierung vun hirer Kandidatur fir d'Mandat vum President oder fir d'Mandat vum Member vun dësem Centre per Bréif un de Chamberspresident riichten.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesatener Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert ginn, musse se bis spéitstens den 10. September 2013 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, vum Statsrot a vun der Regierung.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 2 juillet 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6582** - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque africaine de développement*

- approuvant l'accord signé à Khartoum le 4 août 1963 et portant création de la Banque africaine de développement, tel que modifié,

- approuvant l'accord signé à Abidjan le 29 novembre 1972 et portant création du Fonds africain de développement, tel que modifié,

- autorisant le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg à prendre les mesures nécessaires pour que le Luxembourg devienne membre de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 20.06.2013

***6583** - Projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 20.06.2013

***6584** - Projet de loi portant modification de l'article L.413-2 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 28.06.2013

3) La pétition n°325 pour l'interdiction des colliers à pointe et des colliers étrangleurs au Luxembourg a été introduite en date du 24 juin 2013 par Mme Nancy Konen, l'ALPA et autres.

4) Par lettre du 20 juin 2013, le Président du Centre pour l'égalité de traitement a informé le Président de la Chambre des Députés que le premier mandat des cinq membres du collège du Centre pour l'égalité de traitement vient à échéance fin 2013.

Conformément à l'article 11 de la loi du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 132 à 134 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un président et quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature ou renouvellement de candidature au mandat de président ou au mandat de membre du collège du Centre pour l'égalité de traitement par simple lettre au Président de la Chambre des

Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 10 septembre 2013, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de membre du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'État et de membre du Gouvernement.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

D'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hirer Réunioun vum 27. Juni 2013 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Dokument COM(2013) 327 betrëfft d'Gestioun vun den Ausgaben am Beräich vun der Produktioun vu Liewensmëttel, der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun den Déiere souwéi der Gesondheet an de Materialië bei der Planzeproduktioun.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock brénge, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Landwirtschaftskommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169, paragraphe (7) du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, lors de sa réunion du 27 juin 2013, unanime, a décidé d'adopter un avis politique au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural qui a la teneur suivante:

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a examiné la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil.

L'article 6 de la proposition de règlement précitée fixe le niveau des taux maximaux et le montant minimal des soutiens financiers accordés aux États membres, ce dernier se chiffrant a 50.000 euros.

Or, vu l'envergure limitée de certains programmes et de certaines mesures au niveau national, ce montant n'est pas atteint pour un nombre important de programmes et par conséquent le Luxembourg (et beaucoup d'autres États membres de taille réduite) sont exclus de la majorité des contributions communautaires visées.

Par conséquent, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural réclame, dans un souci de traitement égal de tous les États membres, que ce montant minimal soit supprimé ou, à titre subsidiaire, réduit de façon substantielle. Un tel amendement permettrait au Luxembourg, ainsi qu'aux autres États membres de taille réduite, de bénéficier à part égale de toutes les contributions financières prévues. Cette demande est d'autant plus justifiée que certains de ces programmes et mesures sont imposés par la réglementation communautaire.

(s.) Roger Negri, Lucien Clement, Fernand Etgen, Henri Kox, Ben Scheuer.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Ech géif lech Merci soen a leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 27. Juni 2013 huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Landwirtschaftskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Dokument COM(2013) 265 iwwert déi offiziell Kontrolle fir d'Anhale vun de Gesetzer iwwert d'Liewensmëttel, d'Déierefudder, d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun den Déieren, iwwert d'Gesondheet an d'Materialië bei der Planzeproduktioun souwéi iwwert déi phytopharmazeutesch Produiten.

D'Landwirtschaftskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement rural läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (UE) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), ci-après désignée «la proposition COM(2013) 265».

La proposition COM(2013) 265 est à voir avec les autres nouvelles propositions COM(2013) 260, 262 et 267. Ce paquet de mesures ne peut nullement être présenté comme une simplification administrative, tel que le fait la Commission européenne. Au contraire, ces nouvelles exigences entraîneront de manière inéluctable davantage de bureaucratisme dans le vaste domaine des contrôles officiels des normes de santé et de sécurité sanitaire dans l'ensemble de la filière agroalimentaire.

Compte tenu de sa connaissance du mode de fonctionnement des administrations d'un État membre de la taille du Grand-Duché de Luxembourg, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural estime que ces nouvelles exigences poussent ces administrations aux limites de leurs capacités.

Toutefois, vu le volume de ce paquet de mesures, quelque 1.700 pages, et par contrainte de temps, le délai de réaction expire le 8 juillet 2013, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural limite délibérément son avis à l'aspect financier de ces contrôles, à savoir le chapitre VI du titre II de la proposition COM(2013) 265.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural craint, en effet, que la proposition COM(2013) 265 met sérieusement en péril la santé économique de certains secteurs agricoles luxembourgeois, notamment la production autochtone de semences de plants et autres matériels de multiplication des végétaux.

Examen du chapitre VI «Financement des contrôles officiels et des autres activités officielles» (articles 76 à 85) du titre II «Contrôles officiels et autres activités officielles dans les États membres» de la proposition COM(2013) 265 au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Les dispositions concernant le financement des frais des contrôles dans les différents secteurs prévoient que ces coûts soient en totalité couverts par des redevances et taxes à payer par les opérateurs contrôlés. Or, cette exigence, sans doute bien intentionnée, risque de poser, dans des États membres à taille plus réduite, des problèmes existentiels pour certains des secteurs visés qui se caractérisent par un nombre très réduit d'opérateurs et dans lesquels des économies d'échelle ne peuvent être réalisées.

Certes, la Commission européenne a prévu des exceptions pour des micro-entreprises, entreprises dont le chiffre d'affaires se situe en-dessous de deux millions d'euros et qui emploient moins de dix personnes, principe qu'il convient de saluer et que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient explicitement à soutenir.

Cette dérogation ne résout toutefois pas les difficultés que rencontreront les petites et moyennes entreprises au Grand-Duché de Luxembourg qui dépassent de peu cette limite et qui, par conséquent, peuvent être confrontées à des redevances, exorbitantes dans certains cas par rapport à leur chiffre d'affaires.

Une première analyse de la situation au Luxembourg montre que surtout son secteur du matériel de multiplication et de la santé des végétaux fera les frais de la proposition COM(2013) 265. L'obligation imposée à l'État de faire payer aux quelques rares entreprises qui existent au Luxembourg les frais des contrôles officiels, engendrera l'arrêt de toute activité économique dans ce secteur.

Or, il est de la volonté politique au Luxembourg de maintenir dans la mesure du possible une production de semences, de plants et d'autres matériels de multiplication de végétaux sur son territoire national, comme sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que cette activité, essentielle pour toute la filière et la sécurité alimentaire, contribue également au développement rural, prôné par la Politique agricole commune, à l'équilibre des territoires, à l'autonomie et à l'indépendance alimentaire.

Le secteur du matériel de multiplication et de la santé des végétaux, hautement stratégique, ne doit pas devenir l'apanage de grands groupes industriels, mais rester accessible également à des petites structures. Toute cette politique risque d'être compromise par les dispositions financières sous examen.

Finalement, pour des raisons évidentes de sécurité alimentaire, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient à souligner qu'il importe d'éviter que la production de matériel de multiplication des végétaux, notamment des semences et plants agricoles, ne se concentre pas seulement dans quelques régions, mais, pour déjouer les aléas climatiques, qu'il faudrait favoriser une politique qui garantisse que cette forme d'activité économique soit repartie de la façon la plus largement possible, sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a certes noté le fait que la Commission européenne a prévu dans sa proposition de règlement relatif à la production et à la mise à disposition sur le marché de matériel de reproduction des végétaux (règlement sur le matériel de reproduction des végétaux) (COM(2013) 262), à ce que les producteurs puissent se contrôler eux-mêmes. Elle donne toutefois à considérer que les petites entreprises n'ont ni les compétences, ni les ressources nécessaires, pour effectuer de tels contrôles, surtout s'il s'agit d'effectuer ces contrôles à des coûts raisonnables.

La commission parlementaire n'entend pas se lancer dans un plaidoyer pour une augmentation conséquente des seuils cités ci-avant, puisqu'elle se doit de constater que par ces dispositions mêmes, qui règlent dans le détail le financement des contrôles officiels au sein des États membres, la Commission européenne porte atteinte aux principes de subsidiarité et de proportionnalité consacrés par l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Ainsi, le paragraphe 3 de l'article précité prévoit que «dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.», tandis que le paragraphe 4 de ce même article précise, en ce qui concerne le principe de proportionnalité, que «le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.».

Le respect du principe de subsidiarité permettra de trouver des réponses appropriées au contexte national spécifique dans ce domaine et permettra une mise en œuvre de la réglementation communautaire sur ces contrôles officiels qui évite que

dans certains secteurs des frais démesurés, dus à l'absence de la possibilité de réaliser des économies d'échelle, mettent en danger la viabilité économique de toute une filière.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste donc à ce que la proposition COM(2013) 265 laisse aux États membres le libre choix en ce qui concerne la fixation du montant des taxes de contrôle.

Conclusion

Le contrôle effectué du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité par la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°183112003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (UE) n°1151/2012, (UE) (...)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/1120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), fait apparaître que l'initiative législative en question comporte un certain nombre de dispositions qui ne sont pas conformes au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement précitée est, en ce qui concerne les points ci-avant exposés, en contradiction avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Lucien Clement, Fernand Etgen, Henri Kox, Ben Scheuer.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär dann och dës Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Ech géif Iech Merci soen an den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weiderleeden.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 27. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indicateur du bien-être; duerno de Projet de loi 6494, dat sougenanntent Fëmmgesetz, nom Modell 1; dann eng Konsultatiounsdebatt iwwert deen neie Plan hospitalier, och nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6390 iwwert d'Agenten am Enseignement fondamental, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert et certains aspects de contrats d'échange sur risque de crédit, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6511 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Kläranlag aus Schëffleng an de Projet de loi 6512 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atertdall an enger gemeinsamer Diskussioun, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6479A iwwert d'Gemengekontabilitéit, nom Modell 1, a schlussendlech eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi, och nom Modell 1.

Et gëtt proposéiert, beim Projet de loi N°6390 als Temps de parole e Modell 1 amplaz vum Basismodell unzehuelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber och mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Et hate verschidde Leit gefrot, fir d'Wuert ze kréien. Den Här Kartheiser.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech hunn d'Éier, Iech eng Proposition de loi ze iwwerreechen. Déi betrëfft eng Modifikatioun vum Gesetz vum 19. Juni 2012. An deem Gesetz wor eng Dispositioun abrogéiert ginn, déi aus dem Gesetz vum 21. Dezember 2007 staamt. D'Abrogatioun vun der Dispositioun kann Inzidenzen op d'Fräiheet vun der Press hei am Land hunn. Dat huet zu Protester vum Conseil de Presse gefouert. An déi Proposition de loi viséiert, dat Gesetz erëm an deem Zoustand hierzestellen, wéi et virdru war, fir d'Fräiheet vun der Press hei am Land ze garantéieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

6586 *- Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant*

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Adam huet d'Wuert gefrot.

7. Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt de Mëtteg hei eng Resolutioun déposéieren, wou et och flott wier, wa mer dann och schonn de Mëtteg zu engem Vote kéinte kommen. Et geet ëm d'Iwwerwaachung an de Spionage vun de Vereenegte State vun Amerika. Rezent si mer villes iwwert de Programm, de Geheimprogramm PRISM gewuer ginn. Dat ass e Programm, deen d'elektronesch Iwwerwaachung an och d'Sammele vun Donnéeë weltwäit organiséiert huet, a virun allem och vu Leit, déi ausserhalb vun de Vereenegte State vun Amerika wunnen.

Mir sinn eigentlech consternéiert iwwert d'Envergure vun deenen Donnéeën, déi do gesammelt gi sinn. An dat betrëfft och all Mënsch. Dat geet iwwer all grouss amerikanesch Sociétéiten am Internet: Microsoft, Yahoo, Google, YouTube, Facebook an esou weider. Do gëtt villes gesammelt, ouni datt mer et gewuer ginn. An dat betrëfft och souguer déi sozial Netzer: Hotmail an esou weider, Facebook souguer, alles wat iwwert d'Netz leeft, Voice over IP.

Mir sinn der Meenung, datt dat en Agrëff ass an d'Fräiheet vun den europäesche Bierger an och vun de lëtzebuergesche Bierger. A mir wiere frou, wa mer géifen dës Resolutioun haut zum Vote kréien. An där Resolutioun verlaange mer, datt éischtens d'Vereenegt State vun Amerika ophale mat deenen inakzeptabelen Aktivitéite vun Iwwerwaachung a vu Spionage géint eis Bierger a géint eis Sociétéiten an Institutiounen.

Mir géifen dann och de President vun dëser Chamber hei opfuerderen, fir dës Resolutioun un d'Vereenegt State vun Amerika, un de Senat an un de President ze iwwerreechen. Ech ginn Iech d'Motioun, da kéint een déi direkt, mengen ech, ausdeele loossen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme secret «PRISM» est un programme de surveillance électronique et de collecte de renseignements à partir des communications Internet à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis et qu'il cible prioritairement des personnes vivant hors des États-Unis;

- consternée par l'étendu de cette surveillance mondiale et systématique qui permet aux services de renseignement des États-Unis d'accéder de manière automatisée aux données et aux activités de plus d'un milliard de personnes qui utilisent les services des grands fournisseurs américains de services Internet;

- vu que cet accès aux données inclut, à côté des logs de connexion Internet et téléphonique, les contenus des boîtes de courrier électronique, de données de réseaux sociaux, photos, vidéos, vidéoconférences, chats, les appels VoIP et les fichiers entreposés dans les services «cloud»;

- estimant que ces révélations confirment avec force les craintes quant au défaut de protection des données et à la surveillance des citoyens européens déjà exprimées lors de la modification de loi américaine «Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)» en 2008;

- considérant inacceptables les activités d'espionnage politique des services de renseignement américains aussi bien à l'encontre de l'Union européenne, de pays membres et d'organisations internationales;

demande

- l'arrêt immédiat de ces activités de surveillance et d'espionnage à l'encontre des citoyens, sociétés et institutions européennes et nationales;

- de la part des États-Unis des preuves de leur bonne volonté afin de continuer à négocier entre partenaires sur base de confiance mutuelle;

- à son Président de transmettre la présente résolution à la Chambre des Représentants, au Sénat et au Président des États-Unis.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Mir géifen da méi spéit nach eng Kéier op déi Resolutioun zréckkommen.

Da komme mer elo emol de Mëtteg zu eiser Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen normalerweis ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun, mä op Ufro vum Gesondheetsminister kënnt seng Fro als lescht drun, wat eis Lëscht haut e bësselchen ofännert.

Als Éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°242 vum Här Eugène Berger un den Ausseminister iwwert d'Oflauschteraktioune vun den europäeschen Institutiounen duerch déi amerikanesch Geheimdéngschter. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

8. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°242 du 1er juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. De Samschdeg, mengen ech, war et, hat ech op „wort.lu" an „tageblatt.lu" gelies, den Ausseminister Jean Asselborn seet do: „Das ist abscheulich." E schwätzt do vu Geheimdéngschter, déi ausser Kontroll geroden. Deen éischte Moment hat ech gemengt, hie géif dat hei op lëtzebuergesch Geheimdéngschter bezéien. Wéi ech dunn awer e bësselche méi wäit da gelies hunn, hunn ech gesinn, datt et ëm déi aner, ëm déi weltwäit Affär geet vum Ausspionéieren, Oflauschteren, Unzape vun Tëlefonsleitungen, vun Internetleitungen duerch d'NSA vun europäesche Bierger, awer och vun europäeschen Institutiounen. Och d'Büroe vun eenzelne Memberlänner sinn anscheinend ofgelauschtert, ofgezaapt ginn.

An et ass mëttlerweil - dat hei war de Samschdeg, wou ech dat gelies hunn -, mëttlerweil huet sech dat jo awer elo an deene leschten Deeg, Stonne confirméiert, datt dat dann effektiv esou ass. An ech mengen, ech deelen och den Avis vum Ausseminister, datt dat abscheulech ass. Mä et geet elo duer, mengen ech, mat der Zäit, wou een einfach nëmme Wierder driwwer verléiert, et muss een och also elo konkret handelen.

Dofir hunn ech verschidde Froen un den Ausseminister. Zum enge wéilt ech wëssen: Wéi wäit sinn eventuell lëtzebuergesch Büroen, Vertriedunge betraff? Besonnesch och zu Bréissel eis EU-Representatioun respektiv eventuell Washington, gëtt et Elementer, datt déi ugezaapt gi sinn, ofgelauschtert gi sinn?

Ginn elo och vläicht déi Raim alleguerten nach eng Kéier nei op Wanzen oder op aner technesch - wéi soll ech soen? - Instrumenter oder Methode kontrolléiert?

Ass och gewosst eventuell schonn, a wat fir engem Ausmooss Lëtzebuerger Bierger vun der NSA ausspionéiert gi sinn?

Eng aner Fro ass déi, ob den Ausseminister den amerikanesche Botschafter bei sech zitéiert huet, fir eventuell nach weider Informatiounen ze kréien, eventuell och, fir säin Onmutt awer, deen e jo och an der Press ausgedréckt huet, och dem amerikanesche Botschafter ze iwwermëttelen.

Wat bedeit dat eventuell fir d'Relatioune Lëtzebuerg/USA?

Dann hu mer och an der Press gelies, datt d'Europäesch Kommissioun - ënner anerem d'Madame Reding - gesot huet, datt een eventuell misst déi Diskussioun iwwert d'Fräihandelsofkommes mat den USA op Äis setzen. Wéi ass do d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung? Géif si dat matdroen?

Eng lescht Fro ass dann déi: Haut de Moien hunn ech an der Zeitung gelies, datt de Snowden, dee jo à l'origine ass vun deenen Découverten oder vun deem, wat een elo lues a lues erausfënnt, datt mer do massiv iwwerwaacht gi sinn, deen huet do - ech weess elo net méi genau, a wat fir enger, et war an enger internationaler Zeitung - gesot, datt en net manner wéi 25 verschidden Asylunträg oder Asylunträg u 25 verschidde Länner géif stellen oder gestallt hätt.

Dofir meng Fro: Ass eventuell Lëtzebuerg och eent vun deene Länner? A wann dat de Fall wier, wat do dann d'Äntwert oder d'Reaktioun vun der Lëtzebuerger Regierung wier.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Den Här Ausseminister Jean Asselborn kritt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Also, dat Éischt, wat ech wollt soen, dat ass, dass effektiv dat jo eng ganz schlëmm Saach ass. Wat mer elo héieren, dat ass, dass selbstverständlech Bréissel am Collimateur ass do vun den Amerikaner, d'UNO zu New York. Verschidde Länner si genannt ginn, wéi zum Beispill Frankräich, Tierkei, Japan, Italien, wou Wanze sollen ubruecht gi sinn a wou och dann net nëmmen ofgelauschtert ginn ass, mä och d'E-Mailen, also den Internet soll iwwerwaacht gi sinn.

Also, wann Der meng Aschätzung wëllt dozou wëssen: Ech fannen, dat ass eng ganz, ganz schlëmm Geschicht, well jo d'Vertrauen zerstéiert gëtt, d'Vertraue vu Partenairen aus der Europäescher Unioun, och selbstverständlech Lëtzebuerg, an Amerika.

A vläicht déi lescht Fro oder déi zweetlescht Fro, déi Der gesot hutt: Gëschter hat ech mat eisem Directeur politique geschwat, e soll den amerikanesche Botschafter hei selbstverständlech an d'Bild setzen, dass mer dat net kënnen esou hinhuelen.

Dir gesitt jo och, dass d'Stëmmen an Europa praktesch vun alle Parteien an eng Richtung ginn, dass hei Vertrauen zerstéiert gëtt an dass ganz schnell muss géigereagéiert ginn, soss bleift do e Schued, deen net méi guttzemaachen ass.

Ech wëll och soen, dass an deem Kader PRISM, wat jo méi dann och nach mat den Englänner ze dinn huet, dass do solle Milliarde Leit oder Milliarde Kommunikatiounen ofgelauschtert ginn, all Dag, dass dat natierlech nach méi schlëmm ass, wann d'Bierger iwwerwaacht ginn an hirer Kommunikatiounsfräiheet. Dir wësst, dass en totalitäre Regime sech jo eigentlech auszeechent doduerch, dass d'Kommunikatioun tëschent de Bierger iwwerwaacht gëtt. An totalitäre Regimer hu mer dat gesinn. An esou eppes dierf net geschéien tëschent Amerika a senge Frënn a senge Partner.

Wat d'Relatioune mat Amerika ugeet: Ech mengen, et muss een elo vläicht Schrëtt fir Schrëtt selbstverständlech do goen. Mir als Lëtzebuerg hunn och d'Autoritéiten zu Bréissel encouragéiert, fir net ze lau ze sinn, ze mou ze sinn. Ech mengen, hei muss een effektiv eng kloer Sprooch schwätzen a soen, dass dat net ze toleréieren ass. Zemools - wat Der ugeschnidden hutt - well den nächste Méindeg deen Accord de libre-échange mat den Amerikaner négociéiert soll ginn.

A stellt Iech vir, an deem Klima do, wou d'Europäesch Unioun keng Garantië kritt, dass dat doten agestallt wier, kann ech mer net virstellen, dass do seriö Verhandlunge kënne stattfannen. D'Diplomatie berout jo op géigesäitegem Versteesdemech och an op engem géigesäitege fairen Échange vun Argumenter a vu Positiounen. A wann ee mat Wanzen operéiert, mengen ech, da mécht een d'Diplomatie futti. An dat ass eng Saach, déi ganz, ganz schlëmm ass.

Ech géif net mengen, et sollt een den Amerikaner elo direkt soen, fir deen „free trade agreement" ze stoppen, mä et sollt een d'Konditioun stellen, dass Garantië komme bis déi nächst Woch, dass dat doten arrêtéiert ginn ass an dass dat gestoppt ass. Anerefalls ass dat net méiglech.

Vläicht déi lescht Fro dann, vum Här Snowden. Effektiv hunn ech och gelies, wéi Dir, dass e soll 25 Länner ugeschriwwen hunn. Lëtzebuerg ass net do derbäi, soss wéisst ech et. An ech mengen och, dass een hei muss ganz kloer kucken, dass een dat an en europäesche Kontext erasetzt. Ech wëll mech net hei an eng Polemik, elo iwwert dee Punkt, do wëll ech mech net eraknéien.

Mä ech wëll just soen, dat Wichtegst de Moment elo ass, dass effektiv d'Amerikaner ganz, ganz séier eis d'Garantie ginn, dass dat doten

ophéiert. Dat ass de Wonsch vun den europäeschen Institutiounen. Et ass de Wonsch vun der UNO an et muss och de Wonsch si vun alle Länner, selbstverständlech och Lëtzebuerg, déi Member si vun der Europäescher Unioun a vun deenen internationalen Organisatiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Déi nächst Fro ass d'Fro N°243 vum Här Henri Kox un de Logementsminister an un den Innenminister iwwert de Pacte Logement mat de Gemengen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°243 du 1er juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ginn dovun aus, dass se éischter dann un den Här Logementsminister geriicht gëtt, well den Här Halsdorf gesinn ech elo de Moment net. Effektiv ass et eng Fro iwwert d'Mesuren, d'fiskal Mesuren, déi mer kéinten aféieren, d'Gemengen, am Kader vum Pacte Logement. Et geet insbesondere ëm déi eidel stoend Wunnengen an awer och ëm Bauterrainen, déi net bebaut sinn an engem PAG.

Gëschter ass et jo och ëm e klengen Incident…, net Incident, mä éischter ëm eng Opmierksamkeet gaange vun engem Bierger, deen drop wollt nach eng Kéier opmierksam maachen, dass effektiv e Problem do besteet, nodeems dass d'Gemeng Biekerech an awer och d'Gemeng Esch esou eng Tax agefouert hunn a mëttlerweil och Dikrech an och aner Gemengen, souguer CSV-Gemengen, sech awer bereet gesot hunn, fir esou eng Tax anzeféieren, an de Minister virun engem Joer gesot huet, e géif zesumme mam Minister Halsdorf eng Circulaire ausschaffen, fir d'Gemengen à même ze maachen, fir déi Taxen eenheetlech an och kohärent kënnen anzeféieren.

D'Fro ass: Wou bleift déi Circulaire, déi de Minister Halsdorf ugekënnegt huet? Oder, wa se nach net do ass, wou stinn d'Problemer an där ganzer Emsetzung? D'Gemenge si prett, fir dat kënnen unzegoen. A wa mer vu Verantwortung schwätzen: Hei ass eng gedeelte Verantwortung. Mir géife se gär unhuelen. Bréngt eis déi néideg Circulaire, da setze mer et ëm!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt elo den Här Logementsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Sou, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, onofhängeg vun deem Incident oder „Opmierksamkeet", wéi den honorabelen Deputéierte Kox et genannt huet: Et passéiert all Dag zu Lëtzebuerg, datt Wunnengen eidel stinn. An et ass net akzeptabel, dat hu mer dacks gesot - ech hunn et dacks gesot, anerer hunn et dacks gesot -, datt zu Lëtzebuerg esou vill Wunnengen eidel stinn, a ganz dacks aus reng spekulative Grënn eidel stinn.

A just fir déi Zuelen nach eng Kéier ze soen: Entspriechend enger Enquête Logement vun der Stad Lëtzebuerg an dem CEPS/Instead waren 2010 an der Stad Lëtzebuerg 2.910 Wunnengen net bewunnt. Dat si 7,7% vum Parc existant. An an der Stad Esch, nom Recensement fiscal vun 2012, geet een dervun aus, datt et 960 eidel Wunnenge gëtt, also inklusiv allerdéngs déi, déi amgaange si renovéiert ze gi respektiv amgaange si gebaut ze ginn.

D'Gesetz iwwert de Pacte Logement vun 2008 ass jo d'Basis. Et ass d'Grondlag, déi et de Gemengen erlaabt, esou eng Tax anzeféieren op eidel stoende Wunnenge respektiv op Terrainen, déi net bebaut sinn. Elo ass et esou, datt dat effektiv - an d'Juriste soe mir dat, soen dem Innenminister dat déi lescht Woche méi dacks, oder déi lescht Méint méi dacks -, datt et eng ganz komplex Matière ass. Et ass och vläicht de Grond, firwat datt bis elo just zwou respektiv dräi Gemengen déi Tax agefouert hunn. Et ass gesot ginn: Biekerech, Esch. Dikrech hat se approuvéiert, huet se nach eng Kéier zréckgeschéckt, well se de Montant vu 500 op 1.200 wollten eropsetzen. Dat läit nach am Intérieur.

An effektiv sinn och eng Partie Gemengen, déi waarden op dee Règlement-type. Dat zu Recht. An et ass och keng Entschëllegung, datt en elo nach net do ass, mä en ass ënnerwee, ech erklären dat elo gläich. D'Juristen, virun allem déi vum Intérieur, hu gesot: „Mir ginn enger ganzer Partie Pisten no, hunn dat déi lescht Méint gemaach." Zum Beispill ass zu Lëtzebuerg de Problem, datt eng Gemengentax am Prinzip e sougenannten Objet financier muss hunn, an nëmmen accessoirement een Objet d'incitation oder een Objet de dissuasion muss hunn. Nëmme fir ze erklären, datt een do schonn een Dilemma huet.

Dann ass gekuckt ginn ënner anerem - also, et si méi Piste gekuckt ginn -, fir an d'Richtung vun enger Sanction administrative ze goe fir déi Leit, déi d'Wunnengen eidel stoe loossen, fir esou eppes anzeféieren. Och do hunn d'Juriste gesot: „Dat ass awer schwéier. Da misste mer ënner Emstänn d'Constitutioun upassen."

Elo hu mer awer e Projet virleien. Den Intérieur huet eis virun zwou Wochen eng Ébauche ginn, also dem Ministère de Logement ginn, deen um wallouneschen Text baséiert. A mir sinn amgaangen, deen ze finaliséieren. An ech wëll dee Projet den 19. Juli an de Regierungsrot mathuelen. Firwat?

Mir hunn och gesot, mir hätte gär Enn Juni, datt deen Text fäerdeg wier, well ech an der Logementskommissioun versprach hunn, datt dee Projet, wou mer déi Proposition de loi Fayot ëm d'Zweckentfremdung wëlle mat dranhuelen, dat hate mer fir Enn Juni versprach. Plus d'Trêve hivernale, hate mer gesot, géife mer an deen Text maachen, an, wéi gesot, en Text opgrond vun där Problematik vun der Taxe spécifique. Esou datt ech dervun ausginn, datt mer dee spéitstens den 19. Juli am Regierungsrot hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Logementsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°244 vum Här Jean Colombera un den delegéierten Nohaltegkeetsminister, déi Kéier iwwert de Bau vun engem Wandpark op der Musel. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Erneierbar Energie ass am postatomaren Energiezäitalter ganz wichteg. Propper an erneierbar Energie kann op der Musel entlaang vun der Nationalgrenz produzéiert ginn, haaptsächlech a Form vu Wandenergie.

Säit enger gewëssener Zäit gëtt am däitsche Grenzgebitt eng Diskussioun gefouert, wéi d'Ariichtung vu Wandmillen an engem gerängen Ofstand zur Musel erlaabt ka ginn. En Argument dergéint ass d'Ästhetik vum Museldall, dat duerch d'Wandmille géif dann negativ beaflosst ginn. An dofir wéilt ech gären e puer Froe stellen:

Éischtens, gëtt et säitens vun der Regierung Retizenzen, wat d'Wandmillen entlaang der Musel ass (veuillez lire: ugeet)?

Gëtt et, zweetens, Ofsprooch an där Fro mat den däitschen Noperen, insbesondere wat d'Ästhetik vun der Landschaft ugeet? Wéi wäit wier dann déi Ausschlusszon fir Wandmillen op der Musel?

Drëttens, gëtt et eng gemeinsam Virgehensweis?

Véiertens, welch Preferenz... Wiem gëtt de Minister d'Preferenz? Dem Tourismus mat sengem wirtschaftleche Mehrwäert aus dësem Déngschtleeschtungsberäich oder der Energiegewannung mat der Akzeptanz vu vermeintlecher Verschandelung vun der Muselandschaft?

An, fënneftens, gëtt et Méiglechkeeten an der Rumm vun innovative Solidarmodeller, zesumme mat de Bierger, mat de Gemengen, mat Investore vun der Muselregioun Wandkraaftparken anzeriichten a gläichzäiteg e Kompromëss zwëschen ekologescher Energiegewannung an nohaltegem Tourismus ze fannen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An d'Wuert kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, d'Regierung huet als erkläertent Zil, fir d'Wandkraaft am Kader vun den erneierbaren Energien insgesamt ze promouvéieren, virun allem d'Wandenergie. A si huet duerfir och a priori näischt géint Éoliennen, weder un der Musel nach soss iergendwou am Land, och net an den Naturparken, wou probéiert gëtt, déi erneierbar Energie, d'Wandkraaft, méi staark virunzedreiwen.

Ob ee bestëmmte Standuert sënnvoll ass a genehmegt ka ginn, dat entscheet sech natierlech nom konkreten Eenzelfall. Am Kader vun enger Ëmweltverträglechkeetsprüfung, enger UVP, enger Evaluatioun op d'Incidencë vum Environnement gëtt gekuckt: déi verschidden Aspekter vum Ëmweltschutz; d'Schéinheet vun der Landschaft; de Kaméidi; de Schied, deen déi Anlage geheien; an natierlech besonnesch och den Äarteschutz.

Läit elo e Standuert un der Grenz, wéi dat op der Musel beispillsweis de Fall wier, esou gëtt déi Ëmweltverträglechkeetsprüfung grenziwwerschreidend gemaach. Dat ass kloer. Dat gëllt och fir den Norde vum Land, wa se no bei d'Grenz kommen. Dat gëllt och fir eis Noperen, wa si Anlagen opriichten. Dat heescht, déi auslännesch Autoritéite kréien Informatiounen iwwert de Projet mat méigleche Répercussiounen a si hunn d'Méiglechkeet, dann och hiren Avis entspriechend doriwwer ofzeginn. Dat ass och d'Virgehensweis, wéi se an der europäescher Direktiv vun 1985 iwwert d'Ëmweltverträglechkeetsprüfunge verlaangt gëtt.

Dann, d'Décisioun fir oder géint ee Standuert ass d'Resultat vun enger Interessenabwägung. Dat ass kloer. Am Kader vun eise Gesetzer. Schwätzt keen zwéngende Grond do dergéint, da gëtt déi Anlag selbstverständlech approuvéiert.

Mir hunn awer d'Approche zënter e puer Joer gewielt, datt mer d'Promoteure vu Wandparke bei eis ruffen direkt, wa mir héieren, wa mir wëssen, datt esou Wandparke sollen entstoen, fir méiglechst fréi mat de Promoteuren ze schwätzen, ob Anlagen do, wou si se geplangt hunn, och direkt méiglech sinn, fir einfach Zäit ze spueren. Net datt de Minister herno misst e Refus ginn, an op déi Manéier géif e Projet vill Sue kaschten, et géif Zäit kaschten. An dat wollte mer ebe just net. Duerfir hu mer regelméisseg Consultations préalables mat de Promoteuren, ob dat eng SEO ass oder ob dat aner privat Wandparkbedreiwer sinn.

Elo konkret am Museldall. Do gëtt et natierlech bäi Wäitem net déi beschte Wandkonditiounen. Dat weist de Wandatlas. Esou datt de Museldall och net zu deenen ökonomesch interessante Géigende fir Wandparkbedreiwer gehéiert. Nach muss een awer soen: Wat d'Anlage méi héich ginn, ginn et erëm méi Méiglechkeeten, fir de Wand ze notzen.

An ech wëll awer insgesamt soen: Iwwerall am Land hu mer verschidde Geologien, Landschaften. Ob dat am Minette den Dagebau ass, ob dat de Sandsteen ass, ob dat de Muschelkalkfiels am Osten ass. Emmer sinn och wichteg Vorkomme vu geschützten Aarten, op déi mer musse Rücksicht huelen. Mä bis elo hu mer eigentlech all d'Projeten, déi un eis erugedroe gi sinn, méi oder wéineger ganzheetlech kënnen autoriséieren.

Elo op déi Fro, ob eenzel Wandkraaftanlagen een negativen Impakt op den Tourismus an engem Gebitt hunn, dat ass mir net bekannt. Am Géigendeel, et gëtt och Synergien tëscht erneierbaren Energien an dem Tourismus. Ech weess, datt a verschiddenen Deeler vun eisem Land, am Kanton Réiden ass dat emol gemaach ginn, datt thematesch esou Sentieren ugeluecht gi sinn, fir d'Verbindung ze maachen: erneierbar Energie mat engem nohaltegen Tourismus. Och an deem engen oder aneren Naturpark gëtt dat gemaach, esou datt ech mer do also wéineg Suerge maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. An da komme mer elo zu der Fro N°245 vun der Madame Anne Brasseur un de Minister fir d'Relatioune mam Parlament iwwert d'Règlements d'exécution vu Gesetzer, déi nach feelen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°245 du 1er juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech wende mech un den Här Spautz, deen elo Minister ass, dee chargéiert ass mat de Relatioune mam Parlament. Den Här Spautz huet, wéi mer zu vill heibannen, eng ganz Partie Gesetzer gestëmmt, mä d'Règlements d'exécution, déi feelen nach. Ech hu mer soe gelooss, et wieren iwwer honnert Règlements d'exécution, déi vun der Regierung net geholl si ginn. Dat heescht, dass d'Gesetzer, déi mer hei stëmmen, zum Deel net kënnen exekutéiert ginn, well d'Regierung déi Reglementer net hélt.

Dat beschte Beispill, mengen ech, oder eent vun de Beispiller, dat ass d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Do ass jo elo am Kader vun der Diskussioun iwwert d'SREL-Affär festgestallt ginn, dass eng Partie vun de Missiounen iwwerhaapt net konnt gemaach ginn, well keng Autorisation par voie réglementaire virläit, obwuel dat an deem Gesetz steet. Also, säit 2002 ass do keng Mesure d'exécution geholl ginn.

Dofir wollt ech dann de Minister froen, dee fir d'Relatioune mam Parlament responsabel ass, ob e weess, wéi vill et der genee sinn - dat ass sécher schwéier ofzeschätzen -, mä ob e bereet ass, bei senge Ministerkolleege Lëschten unzefroen, fir emol eng Opstellung ze maachen, wéi vill Règlements d'exécution nach feelen zu ganz ville Gesetzer, an ob en dann och bei senge Ministerkolleege wäert intervenéieren, fir dass deem en Enn gemaach gëtt.

Well, Här President, ech muss Iech soen, dass et an engem Rechtsstat nu wierklech net geet, dass mer hei Gesetzer stëmmen, a fir se ze exekutéieren d'Regierung zoustänneg ass, mä d'Regierung net déi néideg Texter dofir verabschiet. A mir musse wierklech an onser Kontrollfonctioun als Parlament drop uechten, dass d'Regierung och déi Aarbecht mécht. Well soss ass déi legislativ Aarbecht, déi mir hei maachen, ëmsoss. An dat kann net sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. D'Wuert kritt de Minister fir d'Relatioune mam Parlament, Marc Spautz.

M. Marc Spautz, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Frënn, et ass eng ganz interessant Fro, déi d'Madame Brasseur gestallt huet. Ech muss soen zu der Prozedur, dass all Mount an der Conférence des Présidents d'Presidenten de Relevé kréie vum zoustännege Büro fir d'Relatioune mam Parlament, wou all Kéiers dat drasteet vun de Question-parlementairen, vun de Reglementer, vun de Gesetzer, vun den Debatten, déi ugefrot gi sinn, esou dass all Fraktioun en possession ass, op alle Fall all Mount dat ze kucken.

Wéi vill Reglementer u sech awer nach ënnerwee sinn, Madame Brasseur, dat kann ech Iech och net soen, well als Zoustännege fir d'Relatioune mam Parlament, sinn ech awer net zoustänneg fir d'Exekutioun vun de Gesetzer, mä dat fält all Kéiers ënnert deen zoustännege Ministère.

Ech kann Iech awer soen, fir op Är Fro deelweis ze äntwerten, dass 184 Reglementer de Moment en cours de procédure sinn, 184 op Datum vum 2. Juli. 22 vun deenen 184 transposéieren eng oder méi europäesch Direktiven. 115 sinn amgaang, vum Statsrot aviséiert ze ginn. An 69, déi sinn nach... scho beim Statsrot, mä do ass d'Prozedur nach net ugefaangen, fir dass d'Reglementer... mer och dovun en Avis vun dem Statsrot kënne kréien.

Dir hutt awer och Recht, an déi Iwwerleeungen hu mer eis jo och gestallt (veuillez lire: gemaach), wéi een da vläicht e bësse méi effikass dat Ganzt kéint maachen, fir dann emol eng Kéier ze kucken, fir déi Analys ze maachen. Dir hutt elo e Reglement zitéiert vun 2002. Ech kann och nach eent zitéiere vun 1988,...

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- ...wat ech elo emol spontan weess, wou och d'Reglement nach net geholl ginn ass, wou mer wäerten intervenéiere bei deene jeeweilege Ministèren. Mä ech soen Iech awer och, dass dat net vun haut op muer geet. Dir selwer hat och d'Erfahrung, wéi dat ass mat de Gesetzer, mat de Reglementer, wéi vill Reglementer an deene jeeweilege Gesetzer sinn. Et muss ee schéi propper all Gesetz vu vir bis hannen eng Kéier duerchkämmen.

Mä ech géif awer Äre Virschlag mathuelen a menge Kolleege proposéieren, dass mer déi Aufgab eng Kéier maachen a vläicht eng Kéier een ustellen, dat net nëmmen ze maachen an engem Departement, mä dass dat departementsiwwergräifend eng Kéier kann als Projet gestart ginn, fir dat vun de Reglementer ze kucken.

Ech muss awer soen, dass déi lescht 15 Joer alleguerten déi Reglementer an esou enger Broschür veröffentlecht ginn, déi och all Mount d'Conférence des Présidents zur Verfügung stellt, wat fir Reglementer ënnerwee sinn. Dat ass awer nëmme fir déi lescht Zäit, net fir dat, wat virdru gelaf ass.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Ech soen Iech Merci. A méi kann ech Iech de Moment dozou net soen. An nach eng Kéier Merci fir d'Fro.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Majo, da waarde mer op d'Realisatioun.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°246 vum Här Fernand Kartheiser un den Ausseminister, déi Kéier iwwert de Respekt vu Mënscherechter a Frankräich. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Merci, Här President. Ech adresséiere mech un den Här Minister Asselborn wéinst der Situatioun a Frankräich. Dir hutt d'Situatioun bestëmmt iwwert déi lescht Méint suivéiert. Dir kennt d'Loi Taubira. Dir wësst, datt et am Kader vun der Manif Pour Tous zu ganz grousse friddlechen Demonstratiounen a Frankräich koum, déi zesummen iwwer e puer Millioune Leit mobiliséiert hunn. Et gouf ganz wéineg Incidenten, déi mer natierlech bedaueren. Mä am Groussen a Ganze woren déi Manifestatiounen absolut friddlech.

Trotzdeem ass et op verschiddene Plazen zu gutt dokumentéierten Iwwergrëffer vun der franséischer Police komm. Et koum zum Asaz vun Tréinegas géint d'Leit. Et koum zu, net e puer, mä zu honnerte vun als arbiträr qualifizéierten Arrestatiounen a Frankräich. An déi Suerg ëm déi Situatioun huet och d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe elo mobiliséiert, déi an enger Resolutioun 1947, de 27. Juni, den excessiven Asaz vu Gewalt déploréiert an och oprifft**,** fir datt déi franséisch Autoritéiten d'Fräiheet op friddlech Manifestatioune garantéieren an och den Usage disproportionné vun der Force missten astellen.

Meng Fro un Iech, Här Ausseminister - Dir sidd jo och dem franséische Pouvoir ganz no duerch Är politesch Faarf: Wäert Dir bereet, bei Äre franséischen Homologen ze intervenéieren an deem Sënn, wéi och d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe et gesot huet, nämlech datt keng Gewalt méi géint friddlech Manifestantë benotzt gëtt, datt et keng Arrestations arbitraires méi a Frankräich gëtt, an notamment datt Der Iech asetzt fir d'Liberatioun vum Här Nicolas Bernard-Buss, deen elo zu zwee - aner Sourcë soe véier, ech konnt dat net genau vérifiéieren - Méint Prisong veruerteelt ginn ass, obschonn en absolut keng Gewalttat verübt huet?

Et gouf de leschte Sonndeg zu Paräis ganz grouss Demonstratioune fir d'Fräiheet vum Här Nicolas Bernard-Buss. An ech wär ganz frou, wann Dir Iech och kéint fir hien engagéieren.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.-* Jo, Här President. Ech hu wierklech, wéi ech déi Fro hei gelies hunn, d'Mënscherechter a Frankräich, e wéineg gerätselt, wat soll kommen. Ech mengen, Här Kartheiser, ech wëll bestëmmt mech zréckhalen, mä et schéngt mer, wéi wann Der elo géift eng Succursale hei opmaachen vun der Delegatioun Manif Pour Tous aus Frankräich.

Mä ech...

(Interruption)

Wat ass dat?

Une voix.- Däin Händy.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.-* Mäin? Mäin ass net hei.

(Hilarité)

Neen, ech wollt soen, den Här Kartheiser...

(Interruption)

Ech hunn op europäeschem Plang, ech schwätzen elo, wou ech zirkuléieren, do ni, awer och ni bis elo iergend och nëmmen en Embryo vun enger Klo héiere géint déi Manifestanten zu Paräis. Ech hunn natierlech och d'Televisioun gekuckt. Ech hunn ëmmer nëmme gesinn, dass déi Leit friddlech do protestéiert hunn. Dat ass kloer.

Ech hunn awer och ni gesinn, dass do vun der Police drageschloe ginn ass. Dat waren e wéineg aner Biller, déi mer aus anere Länner gesinn hunn. Duerfir solle mer hei en „cool down" maachen. An ech mengen, wa Leit am Prisong sinn a Frankräich... Frankräich ass fir mech awer nach ëmmer e Land, wou d'Mënscherechter net nëmmen zum groussen Deel jo hiren Ursprong hunn, mä wou se och agehale ginn. Ech kann Iech awer e Rendez-vous an d'Rei maache mam franséischen Ambassadeur. Wa se do prezis...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Dat kann ech och. Merci.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.-* Wann Der do prezis Reklamatiounen hutt, dann, mengen ech, sollt Der Iech vläicht un hie wenden.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. An déi nächst Fro, déi mer hunn, ass d'Fro N°247 vum Här Gast Gibéryen, déi Kéier un de Familljeminister iwwert d'Entwécklung vum Kannergeld an aneren Zoulage fir d'Familljen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Merci, Här President. Ech verroden hei kee Geheimnis, wann ech soen, datt d'ADR sech zënter jeehier ëmmer asetzt fir d'Famill a virun allem d'Famill, wou mer jiddweree gäre gläichsetzen, ob dat eng Famill ass, wou fir d'Kannererzéiung ee vun den Elterendeeler doheem bleift, fir d'Kannererzéiung ze maachen, oder ob déi zwee Elterendeeler schaffe ginn.

Mir sinn der Meenung, datt mer musse flächendeckend Strukturen histellen, fir datt d'Eltere wierklech dee Choix kréien an datt all Famill selwer soll kënnen décidéieren, ob se selwer Kannerbetreiung mécht oder ob se fir déi Kannerbetreiung a Strukturen erageet.

Den heitegen...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Gibéryen nozelauschteren, an och dem Minister d'Méiglechkeet ze ginn, awer d'Fro ze héieren an de Riedner ze gesinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Jo, well en ass nëmmen ee Meter...

(Hilarité)

Den heitegen neie Familljeminister, den Här Marc Spautz, huet an enger vu senge leschte Stellungnahmen als CSV-Fraktiounspresident am sozialen... am CSV-Profil - am CSV-Profil - genau déi Positioun, déi d'ADR zënter laange Joren huet, nämlech datt ee sollt d'Familljenzoulagen alleguer bündelen a se dann ënner Form vun enger Indemnitéit ausbezuelen, an déi dann och eventuell de Steieren ënnerwerfen. Dat huet den Här Marc Spautz als Schluss vu senger Carrière als Fraktiounspresident an dem CSV-Profil ganz kloer zum Ausdrock buecht. Wat identesch ass mat deem, wat d'ADR zënter ëmmer verlaangt.

An och deen neien CSV-Fraktiounspresident, de Kolleeg Gilles Roth, huet den 13. Mee an engem „Lëtzebuerger Wort"-Interview genau datselwecht geschriwwen. Ech zitéiere souguer hei: „Meiner persönlichen Meinung nach wäre eine Besteuerung dieser Zulage der gerechteste Weg, um deren Zuwachs in den Griff zu bekommen. Es bliebe beim Grundprinzip: Ein Kind ist ein Kind. Die Ausgangsbasis wäre für alle Leistungsempfänger gleich. Der soziale Ausgleich würde über die Besteuerung vorgenommen. Mittelfristig könnte déi Lösung darin bestehen, alle Familienzulagen als Gesamtpaket zu bündeln und sie als fiktives Zusatzeinkommen eines Haushaltes zu besteuern." Also, honnertprozenteg identesch d'Fuerderung, wéi d'ADR se schonn zënter e puer Wahlprogrammer virschléit.

Duerfir meng Fro, Här President, un den Här Minister. Elo, wou hie Minister ass a wou en als Fraktiounspresident zum Schluss vu senger Carrière sech duerfir staarkgemaach huet, an och den neien CSV-Fraktiounspresident sech staarkmécht, ass de Minister bereet, falls d'Wahlen d'nächst Joer eréischt am Mee wieren, fir an dëser Legislaturperiod nach e Projet de loi hei an der Chamber ze deponéieren, deen deem entsprécht, fir wat hien an deen neie Fraktiounspresident vun der CSV dobausse plädéieren?

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt den Här Familljeminister Marc Spautz.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat, wat den Här Gibéryen elo gefrot huet a wat ech de Moien zougestallt kritt hat, dat ass e bësselchen eppes aneschters, mä et ass awer kee Problem, well haut de Moien an der Fro stoung dran, ob ech kéint ausdrécken, wat fir eng Zoulagen a wéi d'Entwécklung wier vun den Zoulage bei de Kanner vun deene leschte Joren. Dofir hat ech mer elo de Moien...

(Interruption)

...d'Méi gemaach,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Jo, jo.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* ...fir alleguerten déi Chifferen nach eng Kéier nozekucken.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Här President, hei ass eng politesch Fro, wou e Minister kann direkt drop äntwerten.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Also, éischtens, Här Gibéryen, kann ech och op déi aner Fro äntwerten,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Jo, dofir hunn ech se jo och gestallt.

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* ...well dat sinn all déi Saachen, déi Der konnt noliesen am Rapport vun der Kannergeldkees vum Joer 2012 mat der Entwécklung vun de Kannerzoulagen an och soss. An ech soen Iech nach eng Kéier: Dat, wat ech gesot hunn als Fraktiounspresident, wat ech gesot hu beim Budget vum leschte Joer, wat ech gesot hu beim Débat de la nation, et ass och haut nach ëmmer richteg.

Mä eppes ass genausou richteg: Mir hunn e Koalitiounsprogramm. An an deem Koalitiounsprogramm steet eppes aneschters dran. An de Koalitiounsprogramm priméiert. An dëser Legislaturperiod gëtt dat ëmgesat, wat am Koalitiounsprogramm steet, wat déi zwou Parteien zesummen ofgemaach hunn.

A wa mer a Wahle ginn, da wäert all Partei, Är sougutt wéi och eis a wéi och anerer, sech exprimiéieren an hirem Wahlprogramm, wat si wäerten zu de Familljenzoulage soen. An déijéineg, déi duerno d'Regierung bilden, déi wäerten dann och dat an de Koalitiounsprogramm draschreiwen, wat si wäerte maachen.

Dat als ganz kloer Äntwert op déi Fro, déi Der gestallt hutt. Ech fille mech dem Koalitiounsprogramm verflicht. A wat mer bei de Wahle maachen oder no de Wahle maachen, dat décidéiert de Wieler a just de Wieler ganz eleng.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* An als Fraktiounspresident waart Der net verflicht?

M. Marc Spautz, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Ah dach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Ou?

M. le Président.- Merci dem Här Familljeminister. A mir kommen elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°248 vun der Madame Marie-Josée Frank, déi Kéier un de Gesondheetsminister a Minister fir d'Sécurité sociale iwwert d'Patiente mat chronescher Péng. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).-* Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, de Centre de la douleur aus der Zitha, dee jo säit 2005 besteet, soll jo Enn des Joers ënner anerem wéinst Personalmangel zougemaach ginn, wat an deene leschte Méint, Wochen an Deeg fir vill Opreegung an Diskussioun gesuergt huet, souwuel bei deene Betraffenen, bei der Associatioun vun de Schmerzpatienten, wéi och bei de Schmerzdokteren. Hei sinn am Land schätzungsweis jo iwwer 6.000 Schmerzpatienten, déi kënne vun enger Mesure betraff ginn. Si wëllen net als Simulanten ofgestempelt ginn a si wëlle gären hir Rechter unerkannt kréien.

Et schéngt esou ze sinn, datt contrairement zu den Informatioune vun der zoustänneger Administratioun, also vun der CNS, op déi sech de Minister a rezenten Aussoe baséiert huet, déi betraffe Schmerzklinik jo fir 2013/14 net dat Personal zougestallt kritt huet, wat se jo scheinbar an de Budgetsdebatten ugefrot hunn. Duerfir froen ech éischtens den Här Minister, ob schonn elo kuerzfristeg eng Entrevue mat der Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois stattfonnt huet.

Zweetens, wat sinn elo déi genee Ursaachen, datt déi Ressources personnelle a financière verweigert gi sinn? Well an deenen anere Schmerzkliniken hei zu Lëtzebuerg, wéi zum Beispill dem Centre hospitalier, do hunn d'Leit jo och scho ganz laang Waardezäiten, a si kënne keng weider nei Patiente méi ophuelen.

Dann eng nächst Fro: Gedenkt de Minister och d'Nomenklatur vum Forfait vun den Dokteren esou unzepassen, datt deem Zäitopwand vun esou enger opwändeger Consultatioun ka Rechnung gedroe ginn? Well d'Schmerzpatienten, déi hu vill Ursaachen, an doduerch ass och deen Opwand vun enger Consultatioun ganz grouss.

Meng lescht Fro: Wat kann dann elo kuerz- a mëttelfristeg ënnerholl ginn, fir de Suivi vun deene Patienten ze garantéieren, op d'mannst eng Iwwergangsléisung ze sichen, ier e globaalt Konzept fir d'Prise en charge vun der Douleur chronique hei zu Lëtzebuerg kann ausgeschafft ginn?

Ech soen Iech Merci, Här Minister, fir déi Äntwert, déi Der eis elo matdeelt.

M. le Président.- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Frank schmeechelt mer, well wann ech se esou héieren, da géif et duergoen, wann de Minister eng Kéier esou mécht, da géif Personal zougestane ginn, da géifen d'Tariffer geheicht ginn oder iwwerhaapt geschafe ginn. Leider ass d'Liewen e bësse méi komplizéiert, wéi d'Madame Frank dat gesäit.

(Interruption)

Ech wëll Iech awer direkt soen, Madame Frank, dass ech, wat d'Problematik ugeet, net déi geréngsten Divergenz mat Iech hunn. Well et ass eng ganz seriö Problematik, déi eng ganz Rei vu Leit betrëfft a wat och keng Kinkerlitzcher sinn. Dat ass... Wann ee betraff ass vu chronesche Schmerzen, ass dat eppes, wat deen Eenzelnen a säin Entourage ganz schwéier belaascht, an ass eppes, wat fir déi, déi net dermat geplot sinn, relativ schwéier verständlech ass.

Ech war an deene leschte Woche mat de Schmerzdokteren zesummen, mam Cercle d'algologie, wou se alleguer aus deene verschiddenen Zentre sech zesummefonnt hunn a sech och ganz vill Méi ginn hunn, fir e Konzept ze entwéckelen. Ech hat bei där Réunioun och déi Responsabel vun deene jeeweilege Ministèren derbäi. Ech hunn allerdéngs ganz kloer gesot kritt, dass bei deene Verhandlungen, déi stattfonnt hunn zwëschen CNS an de Spideeler, dat hei elo net eng vun deene grousse Prioritéite war, wou ganz staark insistéiert drop ginn ass, fir dat noutwendegt Personal ze kréien.

Dat heescht allerdéngs net, dass ech net bei der CNS intervenéiert sinn, fir zum Schluss vum Joer, dann, wann een den Iwwerbléck huet, déi ganz Problematik nach eng Kéier ze reconsidéréieren. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Bei der Tarificatioun vun den Akte vun de Schmerzdokteren, do muss déi normal Prozedur agehale ginn. D'Norm ass, dass entweder de Minister d'Nomenklaturkommissioun befaasst respektiv d'AMMD als representative Verhandlungspartner am Rahme vun deenen doten Diskussiounen.

Ech mengen net, dass d'CNS, wann e konkrete Projet vu Kliniken do ass, dat verweigert. Allerdéngs muss séchergestallt ginn, dass déi Personaleffectiver, déi zougestane ginn, och affectéiert ginn an deem dote Beräich.

Ech muss Iech och soen, dass ech perséinlech bei der Zitha-Klinik intervenéiert sinn, fir dass se, aneschters wéi ugekënnegt, hir Schmerzklinik net am Dezember zou géif maachen. Ech hunn allerdéngs ganz wéineg Hoffnungen do gelooss kritt.

Ech mengen awer, dass opgrond vun deenen Initiativen, déi mer elo geholl hunn, mer gutt Aussiichten hunn, entweder iwwert de Finanzement vun der CNS een oder deen anere spezialiséierten Zenter ze ënnerstëtzen - well wa mer nämlech de Gradmiesser géifen huele vun der Belsch, dann hätte mer Recht op een esou en Zentrum, wat schonn net schlecht wär, wann e komplett spezialiséiert ass - oder awer Budgetsmëttelen, fir e Projet pilote virzegesinn, déi mir géifen direkt matsteieren, de Ministère de la Santé.

Ech hu meng Servicer beoptragt, fir de Budget 2014 e Kredit ze beantragen, fir esou e Projet pilote ze droen, jiddefalls an enger Iwwergangsfinanzéierung. An ech wäert, de Bréif ass preparéiert, och d'Fédération des hôpitaux uschreiwen, fir hir Besoinen am Beräich vun der Schmäerztherapie ganz kloer ze artikuléieren, fir dann an deenen nächste fällege Budgetsdiskussioune mat der CNS déi dote Problematik ofgedeckt ze kréien. Allerdéngs dann awer mat der Garantie, dass dat Personal, wat ugefrot gëtt, och da fir d'Schmäerztherapie affectéiert gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kommen elo zu der Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indicateur du bien-être. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten...

(Interruptions)

Ah jo, entschëllegt! Mir huelen nach virdrun d'Resolutioun vum Här Adam, deem ech nach eng Kéier géif d'Wuert ginn, well en nach wëllt déi eng oder aner Prezisioun dozou ginn. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

9. Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Jo, Merci, Här President. Ech wëll eigentlech net méi weider grouss Prezisioune ginn. Ech mengen, d'Resolutioun ass zimlech kloer an hirem Opbau.

Ech maachen awer d'Propos, fir bei der Demande den zweeten Tiret liicht ze änneren. Dat ass eng Iddi gewiescht vum honorabelen Här Ben Fayot, an ech ginn där Demande recht.

Da géif den zweeten Tiret heeschen „de la part des États-Unis", net méi „des preuves de leur bonne volonté", well dat ass effektiv zimlech eng wackeleg Formulatioun, mä „les garanties nécessaires afin de continuer à négocier". An dann och, fir ze preziséieren „la zone de libre-échange entre partenaires sur base de confiance mutuelle".

Wann dat da géif den Accord... Mäi Service diplomatique huet mir gesot,...

(Hilarité)

...mir kréichen déi Resolutioun eventuell unanime duerch, mä selbstverständlech däerf all Mënsch do…

Do sinn déi Korrekturen dran.

M. le Président.- Jo. Merci dem Här Adam fir déi korrigéiert Versioun. An dozou freet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen dem Här Adam Merci fir déi Initiativ. Prinzipiell kënne mer dat do matdroen. Ech wollt just froen, fir dat heiten elo besser ze verstoen, ob déi Négociatiounen entre partenaires, ob dat sech elo - oder ass dat vläicht elo vum Här Adam preziséiert ginn? -, ob dat sech op deen Accord de libre-échange do... Hutt Der dat elo preziséiert?

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Dat hunn ech elo grad preziséiert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat hunn ech net matkritt. Dat ass eng ganz wichteg Prezisioun. Da soen ech lech Merci. Et muss een natierlech wëssen, datt dat elo net onbedéngt direkt eis Kompetenz ass. Mä prinzipiell droe mer dat hei mat a mir kënnen et och matstëmmen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme secret «PRISM» est un programme de surveillance électronique et de collecte de renseignements à partir des communications Internet à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis et qu'il cible prioritairement des personnes vivant hors des États-Unis;

- consternée par l'étendu de cette surveillance mondiale et systématique qui permet aux services de renseignement des États-Unis d'accéder de manière automatisée aux données et aux activités de plus d'un milliard de personnes qui utilisent les services des grands fournisseurs américains de services Internet;

- vu que cet accès aux données inclut, à côté des logs de connexion Internet et téléphonique, les contenus des boîtes de courrier électronique, de données de réseaux sociaux, photos, vidéos, vidéoconférences, «chats», les appels VoIP et les fichiers entreposés dans les services «cloud»;

- estimant que ces révélations confirment avec force les craintes quant au défaut de protection des données et à la surveillance des citoyens européens déjà exprimées lors de la modification de loi américaine «Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)» en 2008;

- considérant inacceptables les activités d'espionnage politique des services de renseignement américains aussi bien à l'encontre de l'Union européenne, de pays membres et d'organisations internationales;

demande

- l'arrêt immédiat de ces activités de surveillance et d'espionnage à l'encontre des citoyens, sociétés et institutions européennes et nationales;

- de la part des États-Unis les garanties nécessaires afin de continuer à négocier la zone de libre-échange entre partenaires sur base de confiance mutuelle;

- à son Président de transmettre la présente résolution à la Chambre des Représentants, au Sénat et au Président des États-Unis.

(s.) Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

Kann ech déi Resolutioun zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution modifiée

Wien ass mat där Resolutioun an där Form d'accord, wéi den Här Adam se proposéiert huet?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl an ech gi se da virun un déi zoustänneg Autoritéiten.

Mir kommen elo zu der Question élargie N°33 vum Här Marcel Oberweis iwwert den Indicateur du bien-être. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, d'Ekonomisten definéieren de Bruttoinlandsprodukt, de BIP, als en Instrument, mat deem déi wirtschaftlech Kraaft vun engem Land gemooss gëtt. Mat dem BIP ginn normalerweis all Produkter, déi am Land hiergestallt ginn, an all duerchgeféiert Déngschtleeschtungen an engem Joer zesummegerechent.

Et ginn ënner anerem awer och d'Suitë vun Accidenter mat an de Calcul eragezunn. Och ginn d'Dépensen a Milliounenhéicht fir d'Behiewe vun Ëmweltschied am BIP agerechent. Eleng déi Dausende Kilometer Stau op eise Stroossen am Joer, wat e Méiverbrauch vun Diesel a Bensin bedeit an och Zäitverloscht, gi mat erageholl an dës Berechnung, an dat positiv.

Dem rezenten UN-Rapport no läit Lëtzebuerg op der éischter Plaz, wann een de BIP pro Kapp diskutéiert.

Beim Gini-Koeffizient, do leie mir guer net méi ënnert den éischten zéng Plazen, genau wéi mam Index fir déi mënschlech Entwécklung, dem HDI. An dat seet genuch.

De Professer Jeffrey Sachs beschreift dësen Dilemma mat dem net nohaltege permanenten Uwuesse vum BIP mat de Wierder: „D'Mënschheet steet virun enger wichteger Entscheedung. Hale mir den aktuelle Modus fir ze liewe bäi, da sti mir geschwë virun enger ekologescher Katastroph." Wien deemno weider déi gängeg Method zur Berechnung vum BIP applizéiert, dee verrechent sech.

Dee weider wuessende BIP op dem Pabeier bedeit kee weidere Wuelstand. Dee BIP, wéi mir en haut applizéieren, setzt ausschliesslech op dat quantitativt Wuesstum.

An der Regierungserklärung am Joer 2009 ass gesot ginn, dass sech zwee kompetent Gremië mat der Ausaarbechtung vun dem Indicateur composite vum Bien-être befaasse sollen. Mëttlerweil hunn de Conseil supérieur pour un développement durable an de Conseil Économique et Social hir Rapporte virgestallt.

Derniewent huet am Joer 2011 och d'OCDE déi éischt Resultater iwwer hir Etüd zum BIP du bien-être virgestallt. An där Etüd sinn déi éischte Kéier och Elementer wéi Wunnen, Liewensqualitéit, Bildung, Gesondheet, Sécherheet, Liewenszefriddenheet an Ëmwelt a souguer den Équiliber tëschent dem Beruffs- an dem Privatliewen an d'Berechnung agefloss.

Et ass och festgestallt ginn, dass déi onentgeltlech Aarbechten, wéi zum Beispill d'Noperschaftshëllef an d'Kannerbetreiung doheem, net berücksichtegt ginn. Souguer huet d'Europäesch Unioun mat hirem Programm „Beyond GDP" och sech mëttlerweil dësem Dossier ugeholl.

Einfach gesot - den „bien-avoir" kann net méi d'„guideline" vun onsem wirtschaftlechen Handele sinn. Villméi musse mir zum Bien-être eis bekennen, esou wéi dat viru Kuerzem hei zu Lëtzebuerg de Professer Stefano Bartolini gesot huet. Et gëtt versicht, niewent dem ökonomeschen och dem soziale wéi dem ökologesche Volet Rechnung ze droen, an dat, well mir op engem Planéit mat begrenzte Ressourcë liewen.

Et soll awer net verkannt ginn, de gewënschtene vernetzten a moderate Wuesstum ass déi richteg Äntwert op déi sozial an ökologesch Froen. Wa mir d'Problemer vun haut léise wëllen - dozou zielen ech d'Ernierung, de Klimaschutz an d'Energieversuergung -, da brauche mir den nohaltege Fortschrëtt.

Dierf ech drop hiweisen, dass de Verbrauch vu Ressourcen hei am Land vill ze héich par rapport zur Reproduktioun ass? Eisen ökologesche Foussofdrock läit iwwer sechs. Dat heescht, mir Lëtzebuerger brauchen ëmgerechent d'Ressourcë vu sechs Planéiten, fir eise Wuelstand opzebauen. An déi Rechnung ka jo net méi opgoen.

Mir brauchen duerfir eng Begrenzung vum Wirtschaftswuesstum. Dëse muss sech mat Respekt virun de kommende Generatiounen an de Liewensressourcen entwéckelen. Hei ass vill Kreativitéit an Engagement vun ons alleguerten, vu jiddwer Eenzelnem verlaangt, well dat ass keen einfache Prozess.

Duerfir meng Froen un den Här Minister fir d'Wirtschaft.

Éischtens: Wou sti mir momentan am Dossier vum BIP du bien-être?

Zweetens: Wéi kënnen déi virleiend Etüden an der Berechnung vum BIP du bien-être erafléissen?

An, ech mengen, et misst een och der Universitéit den Optrag ginn, sech hei mat dëser Problematik ze befaassen, well et eng Aufgab ass, déi iwwert dës Generatioun och déi nächst Generatioune wäert bewegen.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär jo ganz frou, wann ech dee Problem vum héije BIP hätt de Moment; dat ass leider net de Fall.

(Hilarité)

Et ass awer esou, dass den 23. Abrëll 2010 de Premierminister iwwer eng Décisioun vum Regierungsrot de CES an de CSDD gefrot huet, fir ebe just e System ze élaboréieren, wou een Indicateure ka festleeën, déi de PIB du bien-être kënne moossen, ebe just fir eng aner Analys eng Kéier ze hu wéi dee klassesche PIB par tête d'habitant.

De But war also, fir ze kucken, wéi de Progrès vun der Gesellschaft ass an enger Laangzäit-Vue.

De CES an de CSDD hu sech an hiren Analyse baséiert op de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi an och op d'Rapporte vun der OCDE, fir ebe just déi Analys do ze maachen. An et ass esou, dass dee Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi distinguéiert - net laachen, Här Lux – ënnert (veuillez lire: tëschent) dem Bien-être actuel an dem Bien-être futur, wou dann eben och dee Kritär vun der Nohaltegkeet soll considéréiert ginn.

An der Aarbechtsopdeelung tëscht dem CES an dem CSDD ass et esou, dass de CES sech haaptsächlech oder just drëms gekëmmert huet, wat de Bien-être actuel ass, also de Bien-être actuel vun de Ménagen. An de CSDD huet sech drëm gekëmmert a senger Analys, wat de Bien-être futur ass, also deen och vun der Soutenabilitéit vun der Politique économique vun enger Regierung.

Déi zwee u sech... Déi zwee Gremien hu sech regelméisseg gesinn, fir finalement zwee separat Avisen ofzeginn. An zwar den 22. Januar dëst Joer ass dat geschitt. Déi Rapporte sinn un de Premierminister gaangen.

Wat ass den Avis vun deenen zwee Rapporten? Et ass esou, beim CES ass gekuckt ginn, wat d'Indicateuren ugeet, fir déi grouss Prinzipien, wat d'Ménagen ugeet, ze analyséieren. An do ass ënnerscheet ginn tëscht zum Beispill Salariéen, Indépendanten, Pensionären, Chef-d'entreprisen an esou weider. Mä den CES huet sech och d'Méi gemaach ze kucken, wou d'Forcen an d'Faiblessë si vun dem Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi a vun der OCDE, an huet am Fong probéiert, just déi Kritären erauszehalen oder zréckzehalen, déi pertinent sinn, déi och disponibel sinn, déi ee reell ka moossen an déi och international comparabel sinn, well soss dat Ganzt jo och net ganz vill bréngt.

De Problem, deen awer an deenen Analysen opkoum, dat war dee vun der Perceptioun vum Bien-être, well dat awer eng Approche ass, déi immens subjektiv ass, well all Ménage eng aner Definitioun huet vu Bien-être. An do huet och de CES probéiert, un enger Hand vu Kritären - eelef Stéck; eelef Kategorië si festgehale ginn - ebe just dat, déi Subjektivitéit, mat kënnen ze considéréieren. Déi eelef Kategorien, déi zréckbehale gi sinn, dat waren ënner anerem: de Revenu, de Patrimoine, den Emploi, de Logement, d'Santé, den Équilibre vie privée/vie professionnelle, d'Éducatioun an d'Kompetenzen, d'Liens sociaux, de Bien-être subjectif en tant que tel, d'Gouvernance, d'Citoyennetéit, den Environnement an d'Sécurité physique, déi de Bierger spiert.

Ausserdeem huet de CES probéiert, all déi Kritären, déi se da gesammelt hu respektiv wëlle sammelen, déi och nach ze ventiléieren tëscht deene verschiddene Kritäre vun de Leit selwer. Also vertikal ze kucken, Differenzen ze maache bei de Catégorie-d'âgen, bei den Niveaux d'études, bei der Situation familiale, der Nationalitéit an x anere Kritären, fir wierklech kënne geziilt ze soen: „Déi Jonk, déi studéiert hunn; d'Nationalitéit, déi an déi, hunn déi Vue vun hirem Bien-être hei zu Lëtzebuerg. D'Pensionären hunn déi Vue vun hirem Bien-être." Fir dat kënnen ze maachen.

De CSDD, deen huet eng aner Approche gehat. Déi hu probéiert, laangfristeg ze kucken: Wéi gesäit de Bien-être laangfristeg zu Lëtzebuerg aus? An dat hu se ebe gemaach op Basis vun enger ganzer Rei Plans stratégiques nationaux, déi an dësem Land eng Kéier festgehale gi sinn.

Do, do sinn zum Beispill déi Saachen, wat den Développement économique à long terme ass. Wéi gesäit d'Diversification économique zu Lëtzebuerg aus? Wat bedeit dat fir d'Leit, déi herno mussen an deene Secteure schaffen? Wéi ass et mat der Égalité des chances entres hommes et femmes? Wéi ass et mam Aménagement du territoire; wat jo och d'Politiken à long term sinn? D'PSZAEen an all déi Saache spille jo do eng Roll. Wéi gesäit et mat der Integratioun zu Lëtzebuerg aus? Wat ass do virgesinn? D'Kohäsioun an esou weider. Alles dat si Facteuren, déi eng wichteg Roll spillen, fir de Bien-être à long terme kënnen ze moossen.

Elo ass et esou, déi zwee Avisen, déi leie vir. Déi zwee Gremien hunn och probéiert, elo ee gemeinsamen Avis dorauser zesummenzebauen. An deen Avis gëtt elo den 12. Juli presentéiert am CES. Dat heescht elo gläich, Här Oberweis. Den 12. Juli am CES. An da gëtt do gekuckt, ob se sech kënnen dorobber eenegen, fir deen dann och kënnen unzehuelen.

An dann, Är Fro, wéi et duerno weidergeet. D'Iddi ass déi, dass d'Regierung op där enger Säit dem CES an dem CSSD (veuillez lire: CSDD) seet, si solle wierklech elo all zwee Joer probéieren, mat der Uni och zesummen déi Indicateuren, déi se elo festgehalen hunn, ze iwwerpréiwen, ob déi wierklech dat hierginn, wat mer gehofft hunn, ob se belaaschtbar si respektiv ob ee se muss adaptéieren. Dass ee wierklech iwwert d'Zäit Erfahrungswäerter sammelt an dorauser Konklusiounen zitt.

Deen anere Punkt, deen natierlech muss kommen, dat ass deen, dass d'Regierung dann och elo de Statec beoptragt mat enger ganzer Rei vu weideren Etüden an Enquêten, fir eben dat do ze maachen.

Eng vun deene groussen Enquêten, déi wäerte musse gemaach ginn, fir an deem Kontext do weiderzekommen, ass déi - ech kucke meng Zäit, et geet nach - vun dem Budget temps. Dat heescht: Wéi vill Zäit verbréngen déi verschidde Leit mat deene verschiddenen Aktivitéiten an hirem Liewen? Wéi vill Zäit verbrénge se mat schaffen? Wéi vill Zäit mat hirer Famill? Wéi vill Zäit mat hiren Engagements associatifs? Jee, all Méigleches, fir dass een dat och alles quantifizéiere kann.

Do wäerten natierlech eng Rei nei Aufgaben op de Statec duerkommen, wat natierlech och eng Rei nei Fraisë wäert bedeiten. Mä dat hu mer wëlles, dem Statec awer elo als Charge ze ginn.

D'Finalitéit vun deem Ganzen ass natierlech déi, fir ebe just ze kucken: Wéi ass d'Relatioun tëscht der Croissance économique an dem Bien-être vun de Leit? An net nëmmen ze soen: „Wa mer eng héich Croissance économique hunn, da geet et de Leit a priori och gutt." Wat grosso moddo de Fall misst sinn oder sollt sinn. Mä mir wëllen dat awer elo wierklech eng Kéier iwwerpréiwen.

An, wéi gesot, et ass alles elo en place. Elo muss de Statec seng Aarbecht maachen, fir eben déi Mesuren do alleguerten zesummenzesammelen, d'Donnéeën zesummenzesammelen. An da musse mer kucken, vun all zwee Joer eben dat ze adaptéieren, esou dass ech dovun ausginn, dass mer awer mëttelfristeg och do en Indicateur hunn, dee belaaschtbar ass an deen ee ka fir seng Politik, fir d'Adaptatioun vu senger Politik ka benotzen.

Ech soen lech Merci. Gutt. Ass soss nach eng Fro do?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär och d'Diskussioun iwwert dëse Punkt eriwwer, a mir kommen elo zum Projet de loi 6494 iwwert dat sougenannte Fëmmgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Lorsché, den Här Gibéryen, d'Madame Arendt an den Här Bettel. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet... An den Här Colombera setze mer nach derbäi. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

11. 6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Den 10. Juli 2012 huet d'Jugendparlament an enger Resolutioun gefuerdert, dass d'Gesetz iwwert d'Fëmmverbuet, dat zënter 2006 bei eis am Land besteet, verschäerft soll ginn. Jonk engagéiert Leit, déi eis als Législateur opfuerderen, eis Populatioun a virun allem déi Jugendlech méi staark virum gesondheetsschiedleche Passivfëmmen ze schützen an esou ee Gesetz schnellstméiglech op den Instanzewee ze bréngen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee dat maache mir haut. A Griichenland fëmmen, enger Enquête vum Eurobarometer no, 40% vun der Populatioun. 40%! Do si mer net wäit ewech vun all Zweetem, dee fëmmt. Wat ech ganz erschreckend fannen.

Zu Lëtzebuerg hunn, ier mer d'Gesetz 2006 mam Fëmmverbuet gestëmmt hunn, nach 30%, also bal en Drëttel, vun der Populatioun, gefëmmt. Bis 2011/2012 ass dee Pourcentage der ILReS no op 22% erofgaangen an huet sech haut bei 23% agependelt. Wann een eppes méi wäit zréckbléckt, weist sech, dass a ronn zéng Joer, vun 2003 bis 2013, d'Zuel vun deenen, déi all Dag zur Zigarett gräifen, vun 28 op 17% zréckgaangen ass. Dat ass eng Tendenz, déi optimistesch stëmmt.

Allerdéngs ass bei eis eleng am leschte Joer d'Zuel vun deene jonke Fumeuren ëm zwee bis aacht Prozentpunkten an d'Luucht gaangen. Bei der Alterskategorie vun deene 15- bis 17-Jährege vun 13 op 21%; bei den 18 bis 24-Jährege vu 25 op 27%; a bei deene 25 bis 34-Jährege vun 29 op 33%.

Fir d'Fondation contre le cancer ass eng vun de Schlussfolgerungen déi, dass d'Tubakpreventioun grad bei de Jugendlechen, bei deenen also, fir déi mir eis ganz besonnesch asetze wëllen, gestäerkt muss ginn. Wat richteg ass, ass, dass d'Gesetz vun 2006 e Quantesprong bedeit huet, wat d'Aschätzung vum Fëmmen a vum Passivfëmmen an hir Folgen ugeet.

Gläiches gëllt fir d'Protektioun vun de Salariéen an d'Asiicht géint déi erwise schiedlech Auswierkunge vum Tubak. D'Sondagë beweisen et. D'Leit akzeptéieren net nëmmen d'Fëmmverbuet, wéi et am Moment gëllt, si appréciéieren et. A si sinn zu engem ganz groussen Deel, iwwer 67%, och derfir, dass d'Fëmmverbuet bei eis am Land erweidert gëtt op Caféen an Discoen.

Dës Virgehensweis erlaabt et, zwou Haaptpréoccupatioune gerecht ze ginn: Zum engen der Protektioun vun alle Salariéen inklusiv deenen, déi an de Caféen an Discoe schaffen, virun de schiedlechen Auswierkunge vum Passivfëmmen; an zum aneren der Protektioun vun deene Jonken, déi duerch déi nei Regelunge besser virum Passivfëmme geschützt ginn, mä och virun der Versuchung, iwwerhaapt eréischt mat Fëmmen unzefänken. Ech komme méi spéit nach eemol dorop zréck.

Et sief bemierkt, dass och d'Fumeure selwer e gewëssene Profit aus engem erweiderte Fëmmverbuet wäerten zéien. Och wann d'Fumeuren dat net all esou wëllen oder kënne gesinn, der leschter ILReS-Enquête vun 2012 no, fille sech 87% vun der Populatioun gestéiert vum Zigarettendamp. A bei de Fumeure selwer sinn et ëmmerhin nach 70%, deenen de bloen Damp onheemlech op d'Nerve geet.

Mengen Informatiounen no si ganz vill Fumeure guer net rosen iwwert d'Fëmmverbuet, well eng gewollten a gehoffte Konsequenz dovunner ass, dass si selwer manner fëmme wäerten. Ëmmerhi géife ronn d'Halschent vun alle Fumeuren hei am Land gären direkt ophale mat Fëmmen. Dobäi kommen awer nach weider 19%, déi op d'mannst wëlle manner fëmmen an der Zukunft.

All dës Zuelen, Här President, fir däitlech ze maachen, dass de Projet de loi iwwert d'Extensioun vum Fëmmverbuet, dee mer haut hei diskutéieren an ofstëmmen, e wichtegen a richtege Schratt ass, dee vun enger grousser Majoritéit vun der Populatioun guttgeheescht gëtt an ënnerstëtzt gëtt. Déiselwecht Tendenz schielt sech iwwregens och bei den Avisen a Prise-de-positionen eraus, déi am Kader vun dësem Projet de loi ageholl goufen oder dem Projet de loi bäigefügt sinn. Vun am ganzen 22 Avise waren der 19 positiv.

D'Fondation contre le cancer, a mengen Aen d'Haaptlobbyiste bei eis am Land fir e méi gesonnt a fëmmfräit Liewen, huet fir nach méi staark Mesurë plädéiert, also en absolut Fëmmverbuet ouni Ausnahme wéi beispillsweis Fumoiren a fir eng radikal Verdeierung vun den Tubaksproduiten, fir domat den dissuasiven Effet ze verstäerken.

Nëmmen dräi Avise waren negativ am Bezuch op d'Erweiderung vum Fëmmverbuet. Dat si virun allem déi direkt betraffe Milieuen, déi sech verständlecherweis e bësse méi schwéierdinn, fir sech ëmzestellen. Mä och dat soll keen Hindernis sinn. Mir hunn et jo bei de Restaurante gesinn. Trotz allen Ängschten ass dat ganz gutt a positiv iwwert d'Bühn gaangen. An ech denken, dass dat och dës Kéier wäert de Fall sinn.

Zu de méi kriteschen Avise gehéiert och d'Chambre de Commerce, déi mat enger Baisse vum Chiffre d'affaire am Horeca-Secteur a vun den TVA-Recettë fir de Stat duerch de Verbuet vun der Vente vun Tubaksproduiten am Libre service argumentéiert. Och d'Chamber des Métiers ass kritesch vis-à-vis vu genee där Mesure.

Wat allerdéngs de Bilan vum aktuelle Gesetz ugeet, sinn eng Partie vun de Membere vun der Chambre des Métiers ganz positiv. Esou soen zum Beispill d'Traiteuren oder d'Bäckeren an d'Pâtissieren, dass hir Aarbecht an hir Produiten duerch d'Fëmmverbuet enorm opgewäert goufen.

Scho viru siwe Joer, wou mer hei op dëser Plaz iwwert de Projet de loi 5533 ofgestëmmt hunn, goufe mer vu verschiddene Säite mat Katastrophenzeenarie konfrontéiert: D'Gesetz iwwert d'Fëmmverbuet géif näischt bréngen an doriwwer eraus dozou féieren, dass kee Mënsch méi géif an de Restaurant goen an déi als natierlech Suite dovunner en masse géifen zoumaachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass ech haut als Rapportrice vun engem neie Gesetz fir d'Erweiderung vum Fëmmverbuet hei ka stoen a soen, dass dat net agetratt ass. An der éischter Joresnummer vum offizielle Magazin vun der Horesca Januar 2012 stoung ze liesen, dass d'Fëmmverbuet an de Restauranten hei zu Lëtzebuerg generell gutt akzeptéiert ginn ass. Dat ass eng Impressioun, déi ech ganz kloer deelen. Eis Partei ass nämlech der Meenung, dass et bei der Erweiderung vum Fëmmverbuet, also bei deem Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, ähnlech wann net souguer d'selwecht wäert goen.

Jo, et ass erlaabt, drun ze zweifelen, dass d'Erweiderung vum Fëmmverbuet esou dramatesch Konsequenzen op den Horeca-Secteur wäert hunn, wéi dat dacks duergestallt gëtt. An der Belsch, e Land, dat zu Lëtzebuerg jo oft als Referenz geholl gëtt, fir ze vergläichen, sinn déi Zuele vun de vermeindlech ville Bistroen, déi zënter dem Fëmmverbuet hu missen zoumaachen, relativéiert ginn. An engem Artikel an der belscher Dageszeitung «Le Soir» vum 13. Mee 2012 steet ze liesen: «La fin du tabac n'a pas tué un seul café.» An: «Jamais la baisse du nombre d'établissements n'avait été aussi faible.»

Wat nämlech bis dohin ni gemaach gouf, ass, d'Zuel vun de Caféen, déi zougemaach hunn, opzerechne mat der Zuel vun den neie Caféen, déi an där Zäit opgemaach hunn. D'selwecht war vergiess ginn ze erwähnen, dass déi Joren a Jorzéngte virdrun ganz vill a vill méi Caféen hu missen zoumaachen, och ouni Fëmmverbuet.

Deemno woen ech hei ze hoffen, dass och zu Lëtzebuerg déi ekonomesch Konsequenze vum erweiderte Fëmmverbuet am Horeca-Beräich net hallef esou schlëmm wäerte sinn, wéi gefaart gëtt. Egal wéi, d'Virdeeler a Saache Gesondheetsschutz schénge mir evident an hir positiv Répercussioune fir déi ganz grouss Majoritéit vun der Lëtzebuerger Populatioun enorm grouss.

Op jidde Fall wëll ech als Presidentin vun der zoustänneger Santés- a Sécurité-sociales-Kommissioun nach eemol betounen, dass eis éischt Préoccupatioun der Gesondheet an dem Schutz vun der Gesondheet gëllt. Well wie just déi ekonomesch méiglech Perten aus där Siicht considéréiert, dee gräift sécherlech ze kuerz. Kommt, mir vergiessen hei net, dass et nieft de gesondheetlechen a mënschleche Konsequenze vum Fëmmen a Matfëmmen och déi ekonomesch Konsequenze vun de Gesondheetsschied gëtt, déi ganz oder deelweis duerch d'aktiivt a passiivt Fëmme bedéngt sinn an déi eis Gesellschaft enorm vill kaschten.

Här President, no der Aféierung vum Fëmmverbuet an den däitsche Caféen ass bei eisen Noperen d'Zuel vun de Behandlunge wéinst Häerzinfarkter ëm 8% erofgaangen. D'Zuel vun den Traitementer wéinst Angina pectoris - dat ass souzesoen de Virstadium vum Häerzinfarkt - ass souguer ëm 13% zréckgaangen. Dës Zuele sinn d'Resultat vun enger Etüd, bei där Spidolsdossiere vun ëmmerhin 3,7 Milliounen Assuréen an Däitschland iwwert d'Joren 2004 bis 2008 ausgewäert goufen.

Wann een de Käschtepunkt fir dës Behandlungen analyséiert, da sinn déi Zuelen nach méi beandrockend. Esou sinn d'Käschte fir déi stationär Behandlunge bei Angina pectoris ëm bal 10% zréckgaangen, déi vum Traitement fir Häerzinfarkter souguer ëm 20% gefall. 20%! Duerch verschidden Etüden ass doriwwer eraus erwisen, dass den Tubak schold ass un 30 bis 40% vun alle kardiovaskulärë Krankheete bei de Fumeuren, mä dass en de Risiko vun deene Krankheeten och bei Passivfumeuren ëm 25 bis 30% steigert.

Eng international Analys - d'Referenze fannt Der am schréftleche Rapport - weist, dass a Länner a Stied, wou en erweidert Fëmmverbuet agefouert gouf, d'Zuel vun den Häerzinfarkter an der Moyenne ëm 17% erofgaangen ass. An der medezinescher Fachpress fënnt een zousätzlech ganz vill Informatiounen iwwert d'Diminutioun vun de Fréigebuerten an deene Länner op deene Plazen, wou d'Fëmmverbuet agefouert gi war.

Enger Etüd vun der Universitéit Hasselt no wier an der Belsch mat all weiderer Etapp vum Fëmmverbuet d'Zuel vun de Fréigebuerte massiv erofgaangen. Oder fir et nach e bësse méi prezis ze soen: Nom Fëmmverbuet an de belsche Restauranten 2007 ass de Risiko fir eng Fréigebuert erwisenerweis ëm iwwer 3% zréckgaangen, an no der Erweiderung vum Fëmmverbuet op Caféen ëm weider 2,65%.

Här President, mir sinn der Meenung, dass dës Zuele fir sech schwätzen. E wäitverbreetenen Iertum ass jo deen, dass fëmme relaxéiert an hëlleft Stress ofzebauen. Wann dat wouer wier, da misst d'Zigarett jo och engem Non-fumeur hëllefen, wéi e Medikament praktesch. Dat ass awer net esou.

D'Fëmmen entspaant tatsächlech just d'Fumeuren. A firwat? Ma ganz einfach, well et fir d'Leit, déi vun eppes ofhängeg sinn, an dat ass bei Fumeuren de Fall, ëmmer guttdeet, wa se no enger méi oder manner längerer Entzuchsphas - schliesslech kann ee jo beim beschte Wëllen net non-stop fëmmen - de Suchtobjet erëm kënne genéissen. Ouni deen Objet feelt engem jo eppes.

Bei enger Persoun, déi net fëmmt, wierkt den Nikotin allerdéngs net op d'Wuelbefannen, mä ass ganz am Contraire meeschtens mat Kappwéi, Schwindel an Iwwelkeet verbonnen. Kee Wonner, well si si jo net un dat Nervegëft, dat iwwert d'Zigarett an de Kierper kënnt, gewinnt. An dofir ka vu relaxéieren a vu Stressofbau natierlech keng Ried sinn. Bei Fumeure klappt dat awer, allerdéngs och nëmme kuerzfristeg. Laangfristeg ass d'Zigarett nämlech à l'origine grad vun deem Stress. Woumat sech de Krees dann erëm schléisst.

Dir kënnt Iech erënneren, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, esou wéi en den 31. Oktober d'lescht Joer déposéiert gouf, dat war e Kompromësstext, deen d'Fëmmverbuet sollt op Caféen an Discoen erweideren, dobäi awer virgesinn hat, dass d'Fëmmverbuet net direkt soll fir all Caféë gëllen. Geplangt war, eng Iwwergangsperiod vu maximal dräi Joer fir kleng Bistroen, an deene kee Personal ugestallt wier, anzeféieren. Eng Iwwergangsperiod, an där fir déi Caféen, déi eng Surface vun ënner 60 m² hunn, d'Fëmmverbuet net soll direkt gëllen. Dat och, fir hinnen Zäit ze loossen, sech op déi nei Bestëmmungen anzestellen. An dës Iwwergangsperiod sollt da virum Oflaf vun där Phase transitoire evaluéiert ginn.

A sengem Avis vum 22. Mäerz 2013 huet de Conseil d'État sech negativ zu esou enger Iwwergangsperiod ausgeschwat. An dat aus ganz verschiddene Grënn. Eleng d'Prozeduren, fir dierfe vun dëser Période transitoire ze profitéieren, an de Fait, dass ee muss eng speziell Autorisatioun froen, géife géint de Grondprinzip vun enger Iwwergangsperiod goen.

Och gouf gesot d'Kritäre wieren net kloer genuch. De Statsrot huet an deem Zesummenhang d'Fro opgeworf, ob de Kritär vun der Gréisst vum Café eleng e berechtegte Grond géif duerstellen, fir dass een déi Caféen anescht dierft behandele wéi déi aner. Hei stellt sech wéi gesot d'Fro vun der Conformitéit vun där Bestëmmung mam Artikel 10bis vun der Constitutioun.

D'Santéskommissioun huet sech doropshin zesummegesat, an an den Diskussiounen huet sech ganz séier erausgeschielt, dass eng ganz grouss Majoritéit vun de Memberen d'accord war, fir d'Iwwergangsbestëmmungen ewechzeloossen an deemno direkt dat uviséiert Zil unzesteieren, nämlech e Fëmmverbuet op alle Plazen, déi ënnert d'Kategorie vun de Lieux fermés accessibles au public géife falen.

Weider Bestëmmunge vun dësem Projet de loi betreffen d'Méiglechkeet, fir Fumoiren a Caféen, Restauranten an Hotelen anzeriichten, dëst ënner strengen Oploen, a virun allem déi, dass déi Fumoire strikt ofgetrennt musse sinn, dass se mat enger effikasser Entlüftung mussen équipéiert sinn an dass et weder eng Duerchgangszon nach e Service do gëtt.

Doriwwer eraus ginn duerch d'Gesetz och nach bestëmmte Situatioune gekläert, zum Beispill déi vun de Galerie-commercialen an Établissements couverts, wou Fräizäitaktivitéiten ugebueden a praktizéiert ginn. Do wäert et och an Zukunft ganz kloer e Fëmmverbuet ginn.

Doriwwer eraus gëtt et am Gesetz d'Bestëmmung, déi verbitt, dass ee weiderhin Tubaksproduiten am Libre service ka kafen. An Zukunft soll et esou sinn, dass een de Verkeefer muss froen, fir se ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6494 ass deemno déi logesch Suite vum éischte Gesetz iwwert d'Lutte antitabac, dat mer viru siwe Joer hei diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Mat deem Gesetz a mat dësem Projet de loi komme mer eisen Engagementer no, déi mer och duerch d'Signature an d'Ratifikatioun vun der Kaderkonventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun iwwert d'Lutte antitabac geholl hunn. Mir hunn eis domadder ënner anerem engagéiert, fir effikass Mesuren ze treffen, fir d'Mënschen op der Aarbecht, am öffentlechen Transport, op den öffentleche Plaze géint den Tubaksdamp ze schützen.

Dëse Projet, deen d'Erweiderung vum Fëmmverbuet elo virgesäit, soll den 1. Januar 2014 a Kraaft trieden. Dat léisst de Caféen an den Discoe weider sechs Méint Zäit, fir sech op déi nei Bestëmmunge virzebereeden an anzestellen.

Déi grouss Gewënner sinn déi Jonk. An Däitschland fëmmt all fënnefte Jonken tëscht eelef a 17 Joer. Jonge wéi Meedercher. D'Altersmoyenne vun de jugendleche Fumeure läit bei eisen däitschen Noperen bei 14 Joer. Hei zu Lëtzebuerg fëmmen déi Jonk hir éischt Zigarett am Schnëtt mat 13 Joer an néng Méint. 1990 loung deen Alter nach bei ronn 12 Joer. Den Astiegsalter a Frankräich läit bei eelef Joer an aacht Méint. Eelef Joer! Wësst Der, wéi jonk dat ass, eelef Joer?

(Interruption)

Et ass cool, et mécht attraktiv a se maachen et alleguer. Dat sinn dräi vun deenen Haaptargumenter, déi vun deene Jonken ugefouert ginn, wann ee se freet, firwat se fëmmen oder iwwerhaapt mat Fëmmen ugefaangen hunn. Als oncool gëlle virun allem d'Elteren, déi hiren Hänn kee Rot méi wëssen, wa se matkréien, dass hir Kanner fëmmen a wa se verzweifelt probéieren, hinnen dat auszedreiwen.

An och, wann et wouer a richteg a gewosst ass: Mat der Perspektiv vu Longekriibs an Häerz- a Kreeslaferkrankungen am Alter oder aneren erwisene Suitë vum Fëmme kritt ee kee Jonke bekéiert. Och d'Tatsaach, dass d'Gefor, u Kriibs ze erkranken, bei Fumeuren, duebel esou héich ass wéi bei Non-Fumeuren, schéngt haut nach ëmmer kee vum Hocker ze rappen.

Wat an e puer Jorzéngten eventuell kann antrieden, interesséiert haut kee vun deene Jonken. Da schonn éischter de schlechten Otem oder d'Kleeder, déi sténken, d'Otemnout beim Sport, den ellenen Houscht oder den eidele Portmonni.

Wat och ganz effikass ka sinn, dat ass, wann een deene Jonken an der Pubertéit, also deem Alter, wou déi meescht Fumeuren zur éischter Zigarett gräifen, all déi eekleg Saachen opzielt, déi an der vermeindlech harmloser an attraktiver Zigarett dra stiechen: Arsen wéi am Rategëft, Ammoniak wéi an de Botzmëttel, Naphthalin wéi am Mattegëft, Goudron wéi op de Stroossen, oder Formaldehyd wéi an den Désinfectanten. Net grad appetitlech.

Mä ob een domat de Reiz vum Fëmme gebrach kritt, woen ech ze bezweifelen. Wéi kréie mer nëmmen déi falsch Meenung aus de Käpp eraus, dass fëmmen erwuesse mécht, e Stéck Fräiheet ass, cool ausgesäit, schlank mécht a selbstbewosst? Hei sinn net nëmmen d'Elteren zimlech iwwerfuerdert. Dach, Eltere kënne e ganz groussen Afloss op hir Kanner hunn a sinn enorm wichteg fir hir Entwécklung. An awer ass a mengen Aen d'Iwwerzeegungsaarbecht vis-à-vis vun deene Jonke wäit méi wéi en Elteregproblem, mä eng gesellschaftlech Verantwortung vun eis all.

Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem virleiende Gesetz iwwerhuele mir en Deel vun där Verantwortung a féieren dat, wat mer 2000 ugefaangen hunn, elo zu Enn. „Wat bréngt dat dann, den Tubak ze verbidden?“, soen d'Skeptiker. Hinne géif ech dat exzellent Buch vun der Dokter Martine Pérez «Interdire le tabac, l'urgence» recommandéieren.

Jo, den Tubak verbidden a Resultater kréien, ass méiglech a wënschenswäert. Kuckt an Amerika, deem Land vum John Wayne, deen iwwregens och u Kriibs gestuerwen ass, vum Marlboro-Cowboy a vum Humphrey Bogart, deen ee bal a kenger Filmszen ouni eng Fëmm gesinn huet: Progressiv, mä drastesch gëtt d'Fëmmen hei verbueden, an dat ouni gréisser Oppositioun vu Säite vun der Populatioun.

Oder a Finnland, wou d'Offer oder d'Vente vum Tubak un e Mineur mat sechs Méint Pri-

song ka bestrooft ginn, a wou Jonker ënner 18 Joer iwwerhaapt keen Tubak dierfe bei sech hunn. An alle Lieu-publicen, wou Mineure kënnen eran, dierf a Finnland net gefëmmt ginn. D'Zigarettepäck dierfen iwwerhaapt net méi op Comptoiren exposéiert ginn an iwwerhaapt net méi visibel sinn.

Iwwerdriwwe fir déi eng, eng Noutwendegkeet fir déi aner. Mir ginn elo och op esou e Wee oder op en ähnleche Wee. E Land ouni Tubak, ass dat en Dram? Ass dat e Modell?

A mengen Ae gëtt et keen Zweifel dorunner, dass eng effikass Protektioun vun deene Jonke virum Tubak d'Entstoe vun neie Generatioune vu Fumeure verhënnert a mëttel- oder laangfristeg carrément supprimiéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP sti mir hannert dësem Projet de loi, deen d'Erweiderung vum Fëmmverbuet alaut. Mat dësem Gesetz schafe mir Raum, wou falsch Coolheet keng Plaz méi huet, a mir schafe Plazen, wou de soziale Mateneen ouni Tubak eng besser Chance huet.

An ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien haut nach behaapt fëmme wier net schiedlech fir sech selwer oder fir déi, déi den Tubaksdamp mussen anootmen, deen ass kloer op der verluerener Säit. D'Madame Mutsch ass an hirem exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport ausféierlech dorobber agaangen, wat fir en néfasten Afloss d'Fëmmen huet a wat den Tubak net nëmme fir deen Eenzelnen, mä och epidemiologesch a gesondheetspolitesch fir Folgen huet.

Mir sti mat dësem Gesetz voll am Trend vun deenen anere Länner an Europa an op der Welt. Mir ginn dee Wee weider, deen d'Kaderskonventioun vun der OMS virgeschloen huet, nämlech all gesetzlech Moossnamen ze huelen, fir déi jëtzeg an zukünfteg Generatioune virun de schiedlechen Effekter vum Tubaksdamp ze schützen. Mir follege mat deem Gesetz och dem Wonsch vun deene meeschte Bierger hei am Land, well Ëmfroe weisen, datt 87% vun de Leit sech vum Tubaksdamp gestéiert fillen a souguer 77% vun deene Leit, déi selwer fëmmen.

Dat weist, dass grad wéi dat éischt Antitubakgesetz vun 2006, wat deemools och fir ganz vill Diskussioune gesuergt hat, och dëst Gesetz also wäert no e puer Méint vergiess sinn. Et wäert bei ons, grad wéi an deene meeschten europäesche Länner, net méi an de Bistroen an an den Discoe gefëmmt ginn, a jiddweree wäert dat normal fannen.

Wat net esou kloer ass, dat ass deen zukünftegen Effekt op d'Gewunnechte vun de Leit. Mir wëssen, datt déi allermeescht Leit, déi fëmmen, am léifste wéilten ophalen. D'Madame Rapporteur huet et nach eng Kéier gesot. Mir wëssen awer och, datt et mam Fëmme wéi mat anere Suchtgëfter net esou einfach ass, fir opzehalen.

Meng Praxis - a meng Praxis spillt an engem Milieu, wou historescherweis vill gefëmmt gëtt, an deem schonn am leschte Gesetz eng Ausnahm vum Fëmmverbuet an öffentleche Gebaier zougestane gouf -, meng Praxis also bestätegt dësen Trend.

Hëllef vun Sevrage ass eng heefeg Demande vum Patient, sief dat, well e Gesondheetsproblem virläit, sief dat, well en agesäit, datt Fëmme schiedlech ass an e seng gesondheetlech Perspektiv wëllt verbesseren, oder sief dat einfach, well e sech mat der Zäit selwer op d'Nerve geet. Verschiddener packen et beim éischten Ulaf, anerer net. Do ass dann en zweeten oder drëtten Ulaf néideg. Anerer packen et iwwerhaapt net, och net beim zéngten Ulaf.

Wa Medeziner kënnen a solle sensibiliséieren an hëllefen, ass et awer nach ëmmer d'Persoun selwer, fir de Sevrage duerchzezéien. De Wee opzehalen, ass fir jiddwereen individuell. Dofir ass et och esou wichteg, datt jiddwereen, dee wëllt ophalen, och individuell ka consultéieren. Dat ass an deene leschte Jore vill an oft geschitt, an dat wäert och weider geschéien. D'Décisioun, opzehalen, gëtt oft ee Moment geholl, wou et engem gesondheetlech net esou gutt geet. Do kann den Dokter dann déi adequat Hëllef offréieren. An an dëser Situatioun sinn d'Heelungschancen och oft am beschten.

Dofir ass et esou wichteg, datt d'Sensibiliséierungscampagnë parallell zum virleiende Projet virulafen, fir den Intérêt vu Sevragen opezeweisen, fir Sevragen ze ënnerstëtzen, mä och a virun allem fir datt déi Jonk net sollen ufänke mat Fëmmen. Well och wann en Accro, deen iergendwann ophält, sech grad e positiven Effekt op seng Gesondheet kann erwaarden, och nach wann e méi spéit ophält, ass et esou, datt de Fait, ni ugefaangen ze hu mat Fëmmen, deen allergréissten Effekt op d'Santé publique hätt. Dat ass deen Zweck, dee mer musse verfollegen. An dat hate mer och schonn esou am Joer 2006 gesot.

Mir musse feststellen, datt an dësem Domän d'Gesetz vun 2006 awer kee wierklechen Duerchbroch bruecht huet. D'Madame Mutsch huet dat och an hirer Ried gesot. Zwar fëmmen d'Leit global gesi manner zënter dem éischten Antitubakgesetz, mä d'Zil, datt manner Jugendlecher solle fëmmen, hu mer awer verfeelt. Et si virun allem d'Alterskategorien 18 bis 24 a 25 bis 34, déi fëmmen.

Et ass evident, datt d'Preventioun vum Tubak bei deene Jonken eng Prioritéit muss hunn. Mä dat setzt villes viraus. Fir dat ze erreechen, geet et net duer, d'Gesetz vun 2006 ze verschäerfen. Et geet net duer, d'Fëmmen an de Caféen oder an den Discoen ze verbidden. Mir mussen dofir op e puer Niveauen agéieren.

Wéi dat éischt Tubaksgesetz - Antitubakgesetz, misst ee soen - gestëmmt gouf, hat ech gesot, datt „Europe contre le cancer" nëmmen zwou dissuasiv Methode kennt, fir Jonker primär vum Tubak ewechzehalen, an zwar éischtens, de Präis vun de Produite sensibel ze hiewen, an zweetens, den Accès drop ze erschwéieren.

Dat mam Accès gëtt mat dësem Gesetz weidergefouert, notamment wat d'Vente vum Tubak op den Tankstellen ugeet. De Groupement des pétroliers, dee Géranten oder Proprietairë vun Tankstelle representéiert, ass och dowéinst mat deene proposéierten Ännerungen net zefridden. Or, preventiv handelen, heescht awer an dësem Fall, den Zougang ze erschwéieren. An dofir mussen och si an de saueren Apel bäissen.

Dat mam Präis ass esou eng Saach, wou ech grad wéi 2006 der Meenung sinn, datt ons Haltung net enger gewëssener Hypokrisie entbiert. An England ass d'Zuel vun den Tubakseinsteiger dee Moment sensibel erofgaangen, wéi de Präis vun de Produite brutal gehuewe ginn ass. Mir wäerten also iergendwa mussen och an onsem Land déi finanziell Intérêten, déi mat der Tubaksvente verbonne sinn, mat deene vun der Santé publique ofweien.

Vu datt een awer net kann an och net dierf de Leit verbidden ze fëmmen, wier et eng intolerabel Amëschung an d'Privatsphär vun de Leit...

Pardon, meng Reie si mer duerchernee geroden. Ech brauch eng Sekonn.

Une voix.- Eng Zigarett umaachen.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Eng umaachen.

Also, de Moment hu mer als eenzege Moyen - ech gräifen iergendwou erëm op -, dee mer hunn, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen, d'Sensibilisatioun vun hinne selwer an dat, wat d'Madame Mutsch sot, datt se sech net méi sollte méi cool spieren, wa se fëmmen, a vun den Elteren. Mir musse se weider op d'Gefore vum Fëmmen a vum Passivfëmmen hiweisen. An dësem Domän spillen d'Dokteren eng ganz grouss Roll, sief dat den Hausdokter, de Kannerdokter oder de Fraendokter. Well mir wëssen all, wéi schiedlech datt d'Fëmme während enger Schwangerschaft ass.

Wat speziell déi Jonk ugeet, ass et wichteg, d'Schoul mat anzebannen an de Campagnen. Déi nei Campagne „Yes, I said No." setzt op vill Elementer, déi bei deene Jonke gutt ukommen. Et bleift, datt d'Problematik vum Fëmme vill méi an de Schoulen an och doheem misst thematiséiert ginn.

Ech wéilt nach eemol kuerz nohaken, no menger Remarque vun engem globalen a komplette Fëmmverbuet och am private Beräich. Et gëtt nämlech och Leit, déi fir esou eng radikal Léisung sinn a se fir méiglech halen. Dat wier fir ons awer eng intolerabel Amëschung an d'Privatliewen. Esou e Verbuet wier och kontraproduktiv. Et brauch ee sech just un d'Prohibitioun vun Alkohol an der éischter Halschent vum leschte Jorhonnert ze erënneren, déi an e puer Länner - d'USA, Kanada, Russland, Finnland - ouni Erfolleg war a wou de Schwaarzhandel grasséiert huet.

Iwwregens ass dat och eng Gefor, déi ee sech muss am Hannerkapp behalen, sollte mir dee Wee aschloen, d'Präisser vum Tubak massiv ze erhéijen. An England, wou d'Präisser eropgesat gi sinn, wéi ech scho gesot hat, sinn d'Saisien op haart Drogen an der Lescht erofgaangen, während d'Saisien op geschmuggelt Zigaretten, déi och vill méi geféierlech sinn wéi déi normal Zigaretten aus dem Handel, eropgaange sinn.

Här President, am Gesetz vum 11. August 2006 ass hei zu Lëtzebuerg e grousse Schrëtt am Kampf géint den Tubak gemaach ginn. Säitdeem dierf - résuméiert - net méi an de Restauranten tëscht 12 an 2 an tëscht 7 an 9 och net an de Caféë gefëmmt ginn, déi lessen zerwéieren. Et huet awer fir d'Restaurateuren d'Méiglechkeet bestanen, e separate Fumoir anzeriichten. Mir wëssen awer haut, datt ganz wéineg Restaurateure vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn.

D'Gesetz vun 2006 huet fir vill Diskussioune gesuergt. Haut ass et fir ons dat Normaalst vun der Welt, net méi an engem Restaurant ze fëmmen. Am Regierungsaccord 2009 ass festgehale ginn, datt d'Gesetz vun 2006 misst evaluéiert ginn an e Plan tabac misst a Kraaft trieden. Et sollt och e besonneschen Accent op de Schutz vun onser Jugend gesat ginn.

Fir d'CSV war vu virera kloer, datt eng Verschäerfung vum Fëmmgesetz sollt a misst kommen. Et war fir ons ëmmer evident, datt d'Zil mëttel- a laangfristeg en totale Fëmmverbuet a Caféë misst sinn.

Wann d'Zil fir ons alleguerten datselwecht wor an ass, an do besteet keen Zweifel, esou hu mir awer iwwert d'Modalitéiten, wéi mir dohi sollte kommen, wéi mir dat Zil sollten erreechen, intern, sief dat um Parteiniveau wéi um Niveau vun der Fraktioun, kontrovers diskutéiert, wat jo an enger Vollekspartei dat Normaalst vun der Welt ass.

Mir haten och - an dat ass kee Geheimnis - zwou Approchen. Déi eng huet doranner bestanen, fir den totale Fëmmverbuet an alle Caféen ouni Exceptioun ze plädéieren. Laut där anerer méi larger Approche sollten d'Cafetieren ënner verschiddene Konditioune kënne selwer entscheeden. D'Zil wor, an der kierzester Zäit - 12 bis 18 Méint - méi wéi 50% vun de Caféë fëmmfräi ze kréien. A laangfristeg sollt dëse Fëmmverbuet fir all Caféë gëllen. D'Cafetiere sollte responsabiliséiert ginn, a si sollten e bësse méi Zäit kréien, fir sech besser ze organiséieren.

Et war awer och ganz kloer fir d'Verteideger vun dëser Approche, an dat vu virerof, datt kee Kompromëss fir d'Jugend dra wier. Déi sollte besonnesch geschützt ginn. No dëser Approche sollte si zum Beispill keen Accès zu Caféë kréien, wou gefëmmt gëtt. An de Fëmmverbuet sollt fir Discoe gëllen, wat iwwregens jo mat deem heitege Projet och elo kënnt. Dës méi large Approche ass net am Projet de loi, deen déposéiert gouf, zréckbehale ginn.

Et bleift, datt de Projet de loi souwuel a senger initialer wéi och a senger definitiver Versioun awer e Kompromëss duerstellt, mat deem - kann ee soen - jiddweree misst kënne liewen. Dëse Kompromëss dréit engersäits dem Schutz virum Tubaksdamp Rechnung, anerersäits grenzt en d'Fëmmerten net komplett aus.

Deen initialen Text, deen déposéiert gouf, hat versicht, eng Bréck ze bauen tëscht de géigesätzlechen Approchen. Et war virgesinn, dass net all Café sollt ënnert de Fëmmverbuet falen. Well nieft dem Schutz vum Jugendlechen de Schutz vum Employé e wichtegen Aspekt vum Projet ass, wor och eng Ausnahm virgesinn, déi och dësem Aspekt sollt Rechnung droen. Esou huet den initialen Text virgesinn, datt de Cafetier, deen eleng säi Lokal féiert respektiv deen de Café mat senger Fra féiert, a wou keen Employé schafft, datt de Cafetier kéint selwer décidéieren, wéi hien et mécht. Dann nach als zousätzlech Konditioun eng Quadratmeterzuel, déi de Café net dierft iwwerschreiden, fir ënner esou eng Ausnahm falen ze kënnen. Et ass iwwregens ëm déi sougenannten „Bopecaféen" gaangen, där et nach e puer am Land gëtt a wou verschiddentlech eeler Leit säit Joer an Dag erakommen, hire Patt drénken an hir Zigarett, hir Päif oder hir Zigar fëmmen. Dat war geduecht als Ausnahm.

Dës Ausnahm, mat där sech iwwregens och bei ons déi méi presséiert Unhänger vum absolute Fëmmverbuet an de Caféen net konnten ufrënnen, ass opgrond vum Avis vum Statsrot fale gelooss ginn. Mir hunn ons den Argumenter ralliéiert.

Et bleift mat dësem Text d'Méiglechkeet, Fumoiren an de Bistroen anzeriichten, wou däerf gefëmmt ginn, awer net zerwéiert. Wann de Schutz virum bloen Damp ons wichteg war, da wor et ons awer och wichteg, datt d'Raacher net sozial ausgegrenzt ginn, datt déi och nach kënnen erausgoen, een huele goen, e soziaalt Liewen hunn an hir Zigarett fëmmen, ouni datt déi aner dem Damp ausgesat sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e Schratt an déi richteg Richtung, ma net d'Léisung vun alle Problemer. Et ass wichteg, datt seng Impakter weiderhi verfollegt ginn. An ech setzen do mäi ganzt Vertrauen an den Engagement vun deenen Organisatiounen, déi sech och bis elo derfir agesat hunn, datt d'Preventiounsaarbecht hei bei ons am Land virugeet.

Et ass awer och wichteg, datt déi weider Schrëtt, déi mer maachen, gutt duerchduecht sinn. Toleranz a Respekt musse weiderhin den Ëmgang ee mat deem anere bestëmmen. Fanatismus ass hei falsch op der Plaz.

Mir schütze mat deem Gesetz haut ons Bierger a besonnesch d'Kanner a Jonker virum Passivfëmmen a suerge fir e propperen Environnement a Caféen an Discoen. Mir erschwéieren den Zougang zu den Tubaksproduiten.

Dat ass fir d'CSV-Fraktioun keen Agréff an engem seng perséinlech Fräiheet, déi jo bekanntlech do ophält, wou deem anere seng ufänkt, mat Recht, zum Schutz virum schiedlechen Tubaksdamp. Dofir wäerte mir dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. An als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bonjour, Här President. Dir Dammen an Hären, virewech wëll ech soen, dass et a menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet kee Fraktiounszwang gëtt an dësem Projet. Jiddweree soll no beschtem Wëssen a Gewësse kënnen ofstëmmen. Ech perséinlech wäert dës Gesetzesvirlag stëmmen. Als Medeziner féiert mech do kee Wee derlaanscht zu deem positive Vote.

Besonnesch als liberal Partei deet ee sech nach schwéier mat staatlechen Agréffer an d'Privatsphär. Dat ënnerscheet ons e bësse vun der CSV. Ob dat d'Fëmmen elo ass oder soss en Agréff vum Stat, en Agréff bleift en Agréff. Mir hunn an onser Fraktioun laang doriwwer diskutéiert a sinn zur Konklusioun komm, dass mir ebe bei dëser Gesetzesvirlag fräi sollten ofstëmmen. Mir stinn als liberal Partei all deene Problemer, wou direkt d'Gesellschaft de Stat erbäirifft, fir eppes ze regelen, éischter skeptesch géigeniwwer. Déi legalistesch Tendenzen, déi kënnen heiansdo ganz wäit goen. An dat ass e Schratt an eng Déresponsabilitéit vun der Eegeverantwortung vun deenen eenzelne Leit.

Dat gesot, gleewe mir, dass mer eng Entwécklung amgaange si matzemaachen, wou de kompletten Dirigismus vun uewen hei zielt. An ech mengen, och an dësem Dossier ass dat keng gesond Entwécklung.

Här President, beim Vote vum 2006er Gesetz krut meng Partei ënnerstallt, si géif ënner enger Decke mat der Tubaksindustrie stiechen. Dat ass absolut lächerlech, well dës Ënnerstellung wëll ech kloer zréckweisen. Deemools krut onse Spriecher, den Niki Bettendorf, dat virgehäit. D'Demokratesch Partei hëlt hir Positiounen a voller Onofhängegkeet.

An ech wëll Iech drun erënneren, Här Minister, dass deen éischten Avant-projet de loi zum Fëmmverbuet hei am Land 1977 geholl ginn ass. An deen deemolege Projet ass am Januar `83 hei an der Chamber deponéiert ginn, de 27. Januar. De Collège médical huet deemools a sengem Avis bedauert, dass den Alkohol net géif mat eragezu ginn an dat Gesetz. An et huet duerno bis `89 gedauert, bis ons deemoleg OGB-L-Gesondheetsministeren dat Gesetz hei an der Chamber stëmme gelooss hunn.

Wien ass dann deemools do der Tubaksindustrie op de Läim gaangen? Och huet e Gesondheetsminister vun der DP 2003 d'OMS-Kaderkonventioun ënnerschriwwen. Et kann een em net virwerfen, dass d'Ratifizéierung laang op sech waarde gedoen huet. Dat fir den Historique.

Perséinlech war mäin éischte Kontakt mam Tubak an de 50er Joren, no de Griewerseenungen zu Déifferdang - haut Déifferdeng - den 1. November. Ech muss aacht, zéng Joer al gewiescht sinn, do sinn d'Damme kache gaangen no de Griewer an dann... fir déi zweete Kéier an deem Dag, an d'Männer sinn an de Bistro gaangen. De Café Wampach, dee jiddweree kennt. De Vitali an der Avenue Charlotte.

Do si mir all als Kanner mat pickegen Aen erauskomm, well do louche schwaarz Tubakswolleken an de Bistroen. De Cachet rouge, dat war eng Zigarett vum Heintz Van Landewyck, déi speziell un d'Ae gaangen ass. Ech muss och soen, ech war 30 Joer laang perséinlech e bekennende Fëmmert. Maryland ouni, Gauloises Troupe ouni, déi mam Ammoniak gedréchent gi sinn, a schlussendlech Gitanes ouni. An ech hunn dat hei op der Tribün scho gesot: 2009, wéi ech opgehalen hunn, Gitanes ze fëmmen, hu se déi vum Maart ewechgeholl. Mä ofgesinn dovunner deet et mer net leed, dass ech mat 50 Joer opgehalen hunn ze fëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Ech muss och hei zouginn, dass ech, ier déi offiziell Aarbechtsmedezin agefouert ginn ass, Examens d'embauche médicaux gemaach hu fir d'Firma Heintz Van Landewyck. Ech weess net, wéi et haut ass, mä deemools war dat eng extrem sozial Firma, déi hiert Personal ganz gutt behandelt huet. Ech hunn awer hei keen Interessekonflikt.

Ech kommen zur Protektioun vun den Netfëmmerten, Här President. Heibäi handelt et sech ëm e Kärstéck vun dësem Gesetzesprojet. Awer et ass dee Punkt, wou dat totaalt Fëmmverbuet an de Bistroen, wat am Virfeld hei am meeschten Diskussioun provozéiert huet.

A mir waren als Demokratesch Partei vun Ufank u relativ géint dat radikaalt Fëmmverbuet an de Caféen, obschonns d'DP all Mesure ënnerstëtzt, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp bäidréit, wéi et an der Kaderkonventioun vun der OMS virgesinn ass. Mir sinn natierlech der Meenung, dass op deene Plazen, wou een de Choix net huet, fir net hinzegoen, öffentlech Plazen oder esou, d'Fëmme verbuede misst sinn. Wat jo och duerch d'Gesetz virgesi war deemools.

An ech mengen, e Café oder e Restaurant, dat ass net eng öffentlech Plaz... eng Gare. Et hätt ee missen de Bistrotiere méi Choix loossen. Ech gleewen dorunner. An déi fräiwëlleg Fëmmzonen... fëmmfräi Zonen, wéi se virgesi waren ee Moment, ech weess net, ob dat vill bréngt. Ech hätt de Cafetiere méi Vertrauen zougesprach.

Dat gesot, gleewen ech, dass mir missten hei éischter nom Subsidiaritéitsprinzip agéieren. An der Horesca hätt ee missen eng Chance ginn.

Ee Wuert zum ekonomeschen Aspekt vun dësem Gesetzesprojet. Et freet een - et ass virdrun ugesprach ginn -, firwat d'Cafetieren net méi laang Délaie kritt hunn, fir sech der Situatioun unzepassen. Ech deelen net déi Meenungen, déi ausgedréckt gi si par rapport zu der Belsch, well do ass d'Zuel vun de Bistroen ëm 15% zréckgaange säit dem Juli 2011. An d'Iwwerhuele vu Bistroen ass ëm en Drëttel erofgaangen.

Et ass och dovunner - an onsem Land - auszegoen, dass d'Tubaksindustrie, déi plus ou moins 850 Leit beschäftegt, ënner Ëmstänn bei réckleefeger Produktioun, obschonns se ganz vill Saachen exportéieren an d'Ausland, Leit missten entloossen. Et ass Rieds gewiescht vun honnert Leit, plus ou moins honnert Leit. Dat nämlecht bezitt sech dann natierlech op d'Grossisten an d'Tubaksbutteker.

Ass dru geduecht ginn, deene Betriber, Bistroen an Industrie Crédits d'impôts zoukommenzeloossen, fir den Impakt vun engem Gesetz ofzefiederen? Dat ass eng Fro, déi misst beäntwert ginn.

Déi meescht Bestëmmungen also, déi betreffen d'Netfëmmerten, mä wéi steet et ëm d'Fëmmerten? Ginn déi och viru sech selwer geschützt? Wou steet déi Éducation sanitaire an de Schoulen?

Ech hunn hei d'Madame Mergen héiere soen, d'Kanner géife mat eelef, zwielef Joer ufänken. Do misst een an de Schoulen de Programm maachen, ier se ufänken, wann een nämlech, wéi et an der Chamberskommissioun hirem Rapport steet, d'Ambitioun huet, fir déi Jonk dovunner ofzehalen.

Ech wollt och de Minister froen, Här President, wéi vill Leit vun deene Programmer, déi d'CNS bezilt, fir opzehalen ze fëmmen, mat de Patchen an de Substituter, wéi vill Leit dovunner Benefiss geholl hunn, wéi vill der am Fong opgehalen hunn, wéi vill Suen d'CNS hätt misse bezuele fir déi Programmer, an ob déi net ze vill bürokratesch sinn oder waren.

An dann, de Präis vun den Tubaksproduiten ass ugesprach ginn. Mir leien do am europäesche Mëttelfeld. An do ass bestëmmt nach Sputt no uewen, well d'Madame Mergen huet och do gesot, dass, wéi den Tubak fir 8 Euro de Pak an England verkaf hunn (veuillez lire: verkaaft ginn ass), dunn ass de Konsum bei deene Jonke ganz séier erofgaangen. A mir leie wäit ewech vun 8 Euro de Pak.

Ech géif mengen, dass an deenen... De Minister misst sech emol am Ministeschrot breetmaachen, fir dass d'Präisser gehuewe géife ginn. Dat wär op alle Fall... Ech kenne keng Initiativ, dass dat bis elo geschitt ass.

Dann hu mer den ekonomeschen Impakt op d'Akzise-Recetten, déi ëmmerhin 2012 bei 684 Millioune waren, eleng fir den Tubak, wat 6,4% vun de Statsrecettë sinn. Déi Millioune ginn héchstwahrscheinlech net all beienee verluer; ech hoffen net. An et ass ze hoffen, well mir brauchen 250 bis 300 Milliounen Euro d'Joer, fir d'Schied vum Tubakkonsum hei zu Lëtzebuerg ze bezuelen. Dat ass eng konservativ Aschätzung. Ongeféier 15% vum Budget vun der CNS ginn an d'Konsequenze vum Tubak hei investéiert.

Ronn... Dat ass och scho gesot ginn: Mir hu ronn 130 déidlech Bronchial- a Longekriibser duerch d'Fëmmen hei zu Lëtzebuerg. Mer hunn der nach 35, 40 anerer pro Joer duerch aner Ursaachen. 600 aner déidlech Krankheeten: Häerz, Kreeslaf, Kriibskrankheete vu Speiseröhre, Blos an ORL.

Dee gréissere Problem, dee mer elo gesi kommen ass BPCO, chronesch Bronchiten: e puer Dausend hei am Land, ëmmer méi Fraen, ëmmer méi jonk Patienten, ëmmer méi Patienten ënner Sauerstoff. Dat muss ee sech och virstellen. Dausenden Nuitéen an de Spideeler duerch Surinfectiounen. An d'BPCO - chronesch Bronchite - ass opgestiegen zur véierter Mortalitéitsursaach, véiert Stierflechkeetsursaach. Den Allgemengzoustand vun deene Patienten ass net ze beneiden. Do kann ee se net bedaueren. On ne tire pas sur l'ambulance, wéi d'Madame Giroud gesot huet fréier.

E Wuert zu där europäescher Tubaksdirektiv. Do wollt ech e puer Wuert soen. Firwat sollen déi Verpakunge standardiséiert ginn? Firwat d'Mentholszigarette verbidden? Firwat de geschniddenen Tubak net am Verkaf loossen? Do freet ee sech, wien d'EU schütze wëllt, ob dat den Netfëmmert ass oder verschidde grouss Tubaksmultinationaler, well se d'Nischeprodukter ewechhuelen.

An de Minister soll ons och e bëssen erklären, wat d'Positioun vun onser Regierung ass. Well dobaussen am Vollek gëtt behaapt, den Ekonomiesminister an d'Madame Mëttelstandsminister wäre mat Iech net d'accord.

Här President, entschëllegt, dass ech elo direkt mam Minister hei schwätzen.

M. le Président.- Dat ass net schlëmm.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Jo. Och soll en erklären, wat d'EU-Kommissioun sech erwaart vun de Schockbiller. Well Dir wësst jo, déi Warntexter, déi op de Päck momentan stinn, dat liest kee Fëmmert säit éiweg net méi. An esou geet et och mat deene Biller, déi se elo wëllen do publizéieren.

Kréie mer, Här Minister, an der nächster Etapp e puer Fotoe vu Liewerzirrhosen oder Speiseröhre-Varicen op dem Grand Premier Cru vum Riesling oder op Crémantsfläschen? Dat ass héchstwahrscheinlech déi nächst Etapp. Gitt natierlech net op der Musel an d'Wahle mat deem Programm.

Déi europäesch Direktiv verfeelt total hiert Zil am Fong an där Hisiicht fir d'Netfëmmerten, well d'Italiener, d'Spuenier, d'Polen an och Däitschland gesinn dat genausou.

Ech wëll awer soen, fir dat e bëssen ofzefiederen, net dass Der elo awer mengt, ech géif d'Fëmmen hei verdeedegen...

Une voix.- Hie mécht elo e klenge Spagat.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Neen, neen. Ech maache keng Spagater. Ech sinn ze al dofir.

(Hilarité)

Mä déi berühmteste Medezinzäitschréft huet net méi spéit wéi de leschte Mëttwoch, 26. Juni zwee grouss Artikele publizéiert och iwwert dat Fëmmverbuet an iwwert dee Packaging. Well d'amerikanesch FDA huet dat scho jorelaang virgesinn, an elo huet d'„Supreme Court" an Amerika dat ëmgestouss, d'Regulatioune vun der FDA, wat de verlängerten Aarm vun der Regierung ass. Déi brauchen nämlech net méi elo déi Schockbiller do virzeweisen, well dat geet géint de Commerce vun der Industrie. Also, da gesi mer, wéi dat virugeet.

Ech soen awer der Éierlechkeet halber, dass am Januar vun dësem Joer an där nämlechter Zäitschréft dräi ganz destruktiv Artikele géint d'Fëmme waren an dass et ni ze spéit wär, fir opzehale mat Fëmmen. Ee Pak den Dag kascht een zéng Joer vum Liewen. Dat musst Der Iech virun Aen halen. Mir wären och als Demokratesch Partei frou, wa mer an zwee, dräi Joer hei am Parlament e Bilan kéinte gezu kréien, wat dat do elo bruecht huet, wat dat hei Gesetz bruecht huet.

An ier ech dann ophalen, Här President, wëll ech vu ganzem Häerzen am Numm vun onser Fraktioun der Madame Mutsch fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport Merci soen a fir hir gutt Presidenz an der Kommissioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. An als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Fëmmverbuet an de Bistroe suergt oft fir Emotiounen a souguer fir Laachen an der Chamber. Esou grouss wéi d'Freed bei deenen engen ass, esou grouss ass d'Roserei bei deenen aneren. U sech ass dat erstaunlech, well et ëm e Verbuet geet, wat eigentlech schonn an 20 aneren EU-Länner a Kraaft ass, scho laang applizéiert an akzeptéiert gëtt. An Irland scho säit mëttlerweil néng Joer.

Lëtzebuerg huet och e Fëmmgesetz, mä leider nëmmen en halleft Fëmmgesetz. D'Gesetz vun 2006 war kee Volltreffer, Här Minister, well et d'Fëmmverbuet op Restauranten an op öffentlech Gebaier limitéiert huet. Do, wou virun allem Jonker sech ophalen, wéi an den Discoen, de Caféen, de Bistroen, an de Fräizäitzentren, gëtt d'Fëmmen nach ëmmer als Normalitéit ugesinn, obschonn et vill Leit stéiert a krank mécht. Dat wësse mer alleguer.

D'Argumenter, déi fir dëst Gesetz schwätzen, si plausibel a vum wëssenschaftleche Standpunkt net ze widderleeën. Et ass eng Tatsaach, dass eleng an Europa 700.000 Mënschen un de Folge vum Fëmme stierwen an engem Joer. An et ass och wëssenschaftlech bewisen, datt net nëmmen dat aktiivt Fëmmen, mä och d'passiivt Fëmmen zu Häerzkreeslafkrankheeten, Bronchiten, Hals- a Longeproblemer an zu Kriibserkrankunge ka féieren. Meng Virriedner sinn drop agaangen.

Ech wéilt just e klengt Beispill ginn, wat rezent ass. An engem Lokal, an deem vill gefëmmt gëtt, läit de Gehalt vun dem toxesche Feinstëbs bis zu 30-mol iwwert deem vun enger Strooss mat Schwéierverkéier. Am Verglach zum Lokal, wou gefëmmt gëtt, ass d'Strooss scho bal en Erhuelungsgebitt. Dës Konklusioun ass kierzlech vun engem Fuerscherteam zu Wien gezu ginn, an enger vun den eenzege Stied, wou d'Fëmmen an de Bistroen nach erlaabt ass a wou ëmmer méi Leit sech dergéint wieren.

Den Haaptenjeu vun dësem Gesetz besteet am Schutz virum Gëft, wat vun den Zigaretten ausgeet an d'Raumloft belaascht. D'Gëft besteet aus bis zu 12.000 verschiddene Substanzen, jee no Zigarett, vu Kuelemonoxid, Stéckstoffoxid, Benzol, Formaldehyd, Blosaier, Methanol bis hin zu Rategëft an DDT. D'Fëmmerte gi mat dësem Gesetz forcéiert, Respekt a Verantwortung fir hir Matmënschen ze iwwerhuelen an d'Loft an de Raim propper ze halen.

Entgéint munche Behaaptunge besteet den Enjeu vun dësem Gesetz also net am Iwwergréff an d'Privatsphär vum Eenzelnen an och net an der Beschneidung vun der Fräiheet, fir ze fëmmen. Et geet och net drëms, déi Leit ze culpabiliséieren, soulaang wéi se kengem schueden. Woubäi ech bei den Interessenskonflikter sinn, déi de Fortgang vun dësem Dossier laang blockéiert hunn.

Konflikter tëscht deenen, déi fëmmen, an deenen, déi sech duerch d'Fëmme belästegt fillen, sinn net nei a meeschtens hefteg. Virun allem stécht an der ganzer Diskussioun eppes eraus: De Konsum vum Tubak léisst sech net op säi Risiko fir d'Gesondheet reduzéieren. E gräift a Beräicher eran, déi net wëssenschaftlech erfaasst ginn a virun allem mat der Liewensastellung an der Geeschteshaltung vun deem, dee fëmmt, ze dinn hunn.

«Je fume, donc je pense.», schreift e franséische Philosoph an engem Buch, wat heescht «Fumer tue», a mengt domat déi gedanklech Inspiratioun, déi hie subjektiv beim Fëmmen erlieft an näischt anescht ass wéi eng Sucht. De permanent ageniwwelte fréiere Bundeskanzler Helmut Schmidt géif dat d'selwecht gesinn.

Den Auteur vum Buch schreift och, datt de Choix ze fëmmen, entgéint alle Grënn, fir net ze fëmmen, eng Fassong ass wéi eng aner, fir vun der metaphysescher Dimensioun vun der Existenz Gebrauch ze maachen. Dat kléngt vläicht héichtrabend, an awer ass eppes drun. D'Fëmmen ass net nëmmen en Akt vun Anootmen an Ausootme vun Damp. De Konsum vum Tubak vermëttelt ville Leit eng Symbolik, déi iwwert déi steril Fro vun der Schiedlechkeet erausgeet.

Mat deene Wierder wëll ech doudsécher net dem Däiwel säin Affekot spillen an och kee Plädoyer fir d'Fëmmen halen. Ech menge just, datt den Tubak als eng vun den éischten importéierten a mondialiséierte Wueren zum Häerzsténck vun eiser Gesellschaft gehéiert a wahrscheinlech nimol ganz aus de Gewunnechte verschwënnt, och wa mir eis dat virstellen an eis dat wënschen.

Dat heescht awer net, datt de Stat sech erauszehalen huet. Ganz am Contraire.

De Stat muss dem Virsuergeprinzip Rechnung droen an e muss agräifen, wann d'Situatioun aus dem Rudder leeft. An dësem Fall heescht dat, d'Fräiheet vun deenen engen do ze begrenzen, wou d'Gefor fir déi aner ufänkt. Schliesslech gräift de Stat och an, wann e Chauffeur mat 200 km/h duerch eng Uertschaft rennt. An deem Fall gëtt dem Stat säin Agréff als normal ugesinn, während d'Fëmmverbuet nach ëmmer op Onverständnis stéisst.

Spéitstens wann ee weess, wéi vill Krankheeten duerch d'Fëmmen entstinn a wéi héich d'Gefor fir schwanger Fraen, Kanner a Jonker ass, muss ee sech d'Fro stellen, wéisou.

Als Lëtzebuerger muss ee sech och froen, wéisou grad eist Land sech esou schwéier gedoen huet, fir de Gesondheetsschutz konsequent op alle Plazen ëmzesetzen. Wéisou ass nach ëmmer net all Mënsch, net all Politiker an net emol all Dokter vun der Wichtegkeet vun engem Gesetz ouni Ausnahm an ouni Schlupflach iwwerzeegt?

Net emol Dir, Här Minister, waart vun engem absolute Verbuet iwwerzeegt. An der Kommissioun hutt Dir eng Zäit Är ganz Iwwerzeegungskonscht agesat, fir de Memberen d'Ausnahm fir Bistroen ënner 60 m² schmackhaft ze maachen, mam Argument, datt jo dräi Joer méi spéit eng Evaluatioun kéint stattfannen, ouni dass dës Evaluatioun iwwerhaapt emol un eng Regel an un eng Sanktioun gebonne wär.

Datt mir eis domat zu de Prisonnéier vun enger Evaluatioun géife maachen, déi vun der Gonscht vun der nächster Regierung ofhängeg wier, war eng treffend Remarque vun engem Member vun der Kommissioun. Mä och dat Argument huet näischt un Ärer Positioun geännert.

Als Gréng bedauere mir, datt d'Koalitiounspartner net méi zustane bruecht hu wéi en hybriden Text, deen zum Fiasko gefouert hätt, wär en a Kraaft getrueden.

Dofir soe mir haut léiwer dem Statsrot Merci. Et ass hien, deen de Projet de loi duerch seng Opposition formelle verbessert huet an d'Exceptioun fir d'Bistroen ënner 60 m² vum Dësch gekiert huet.

Donieft soe mer och der Madame Mutsch Merci fir hire Rapport, ëmsou méi well si et als Presidentin vun der Kommissioun net ëmmer einfach hat an tëschent de Fronte vun deenen engen an deenen aneren huet missen hin- an hierrudderen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou een de Widderstand géint dëst Gesetz e wéineg novollzéie kann, ass bei der liberaler Fraktioun, déi e Problem huet, oder zumindest e puer Leit vun hinnen, mat legalisteschen Tendenzen a mat der Iwwerreguléierung vun eiser Gesellschaft.

Déi Wierder huet de Xavier Bettel scho virun zwee Joer op dëser Plaz benotzt, wéi mäi Virgänger Jean Huss hei eng Motioun déposéiert huet, fir dëst Gesetz anzeféieren. Dat sinn zwee Joer hier. Den Här Krieps huet déi Wierder haut widderholl.

Dem Wiert de Choix ze loossen, ob en d'Fëmmen a sengem Bistro verbitt oder net, ass fir eis keng Léisung, esou fräiheetsdenkend mir och sinn. U sech géif dat jo heeschen, datt mir iwwerhaapt keen neit Gesetz brauchen, well déi ongeschriwwe Regel scho längst besteet.

D'Praxis beweist awer, datt dee Modell sech, bis op eenzel Ausnahmen, net konnt duerchsetzen. Zum Beispill hat Spuenien e Gesetz, wat dem Wiert d'Fräiheet gelooss huet. Dat Gesetz huet zum Chaos gefouert, ass amendéiert ginn a schlussendlech ass d'Verbuet op all Café applizéiert ginn.

Fir eis ass et kloer, datt de Gesondheetsschutz iwwerall gläichermoosse muss gëllen, sou wéi een och net iwwert d'Autobunn fiert aus der Fräiheet, mat 300 Stonnekilometer ze rennen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wou een de Widderstand géint d'Gesetz am beschten novollzéie kann, ass natierlech bei de Produzenten an de Commerçanten, déi sech um Tubak eng gëllen Nues verdingen. Datt de Verkafsdirekter vun der eenzeger Zigarettefabrik hei am Land bei dësem Gesetz panikéiert a grouss Pertë befäert, ass duerchaus verständlech an an der Logik vu sengem Geschäft.

Ech kann en awer berouegen. International Analysen hu bewisen, datt d'Recettë vun der Zigarettenindustrie trotz dem Fëmmverbuet an de Cafée stabil bliwwe sinn, och an der Belsch.

Do si souguer d'Recettë geklommen, well d'Zigarettenhändler sech nom Akraafttriede vum Gesetz besonnesch schlau ugeluecht hunn, fir hir Produiten ze vermaarten, an eng regelrecht Zigarettenoffensiv gestart hunn. Och dat stoung an der belscher Zeitung „Le Soir", déi d'Madame Mutsch erwähnt huet, a widderleet dem Här Krieps seng Argumentatioun.

Och d'Behaaptung, d'Zuel vun de Fëmmerte géif duerch dëst Gesetz an d'Luucht goen, ass net novollzéierbar. Déi Behaaptung kënnt vum selwechten Direkter. De Reiz vum Fëmme geet doudsécher net doduerch an d'Luucht, datt d'Leit de Bistro musse verloossen oder an engem Dampzëmmer mussen isoléiert ginn.

Ech sinn domat bei de Fumoiren, wou d'Clientë weiderhin däerfe fëmmen. Mir gesinn an dëser Léisung en onglécklecke Kompromëss, deen d'Gesetz onnéidegerweis komplizéiert mécht, an dobäi wär et awer einfach gewiescht.

Mir denken, datt dës Raim marginal bleiwen, well se sech wahrscheinlech net rentéieren. Nieft der Infrastruktur muss schliesslech och e Ventilatiounssystem finanzéiert, bedriwwen an ënnerhale ginn.

Mir hoffen och, datt de Règlement grand-ducal, deen d'Fumoire konkret soll regelen, net esou verwässert wäert ausgesi wéi den éischten Text vum Projet de loi oder wéi deen ebe mat den Ausnahme fir d'Bistroen ënner 60 m². Zoutrëttsverbuet fir Mannerjähreger ass dobäi e wichtege Punkt.

Fir d'Botzpersonal vun deene Raim stellt sech allerdéngs e Problem, deen net ze léisen ass.

Déi däitsch Kriibsstëftung an déi medezinesch Universitéit vu Wien weise kloer drop hin, datt déi bescht Beliëftungsanlag kee Fëmmverbuet ersetzt. Déi schiedlech Substanze verdeele sech nämlech net nëmmen an der Loft, mä och un de Wänn, de Buedembeleeg an de Miwwelen. D'Personal, wat dës Raim botzt, kënnt mat dëse Gëfter a Kontakt, ob et wëllt oder net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mir d'Fumoire kritiséieren, gesi mer an dësem Gesetz e grousse Fortschrëtt a mir wäerten et och ënnerstëtzen. Et ass e Fortschrëtt, deen an der Kompetenz vum Gesondheetsminister läit, mä et gëtt e weidere Minister. Fir de Gesondheetsschutz nach méi weiderzedreiwen, wéi mer elo sinn, a fir der wichteger Denormaliséierung vum Fëmmen an eiser Gesellschaft bäizedroen, steet en zweete Minister an der Verantwortung. Et ass de Finanzminister, deen zoustänneg ass fir d'Präispolitik an d'Taxatioun vun den Tubaksprodukter. Leider ass den Här Frieden net hei a ka sech net dozou äusseren.

Déi ofschreckend Biller, déi an Zukunft op de Verpakunge musse gewise ginn, änneren näischt un hirem Präis. Wat d'Zigarette méi bëlleg sinn, wat méi Leit fëmmen. Déi Gefor ass jiddefalls grouss. Behuewe gëtt déi Gefor eréischt, wann d'Zigarettepräisser massiv klammen, an net nëmme minimal. Dat zielt och fir d'Zigaretten, déi vun de Grenzgänger akaaft ginn an an d'Ausland exportéiert ginn. Dat si 85 bis 90% vun der gesamter Vente.

D'Vente un d'Grenzgänger bréngt eisem Land Recettë vun iwwer 400 Milliounen Euro d'Joer an. Dem Ausland bréngt se nëmme Misär. Dowéinst sinn eis Recetten äusserst contestabel. Engersäits mécht eis Präispolitik déi preventiv a Gesondheetspolitik vun den Nopeschlänner futti. Anerersäits exportéiert Lëtzebuerg d'Krankheet an d'Ausland a schläicht sech duerno aus der Verantwortung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann et ëm Preventioun geet, däerf de Stat sech net verstoppen, weder hanner sénge Recetten, nach hanner enger EU-Direktiv. Et mag ofschreckend wierken, wann d'Verpakunge mat grujeleche Biller bestéckt ginn a wann ee liese muss, datt den Tubak liewensgeféierlech ass. D'Responsabilitéit gëtt domat op den Eenzelnen iwwerdroen, deen den Tubak keeft. Mä wou bleift d'Responsabilitéit vum Stat, wann en ongestrooft d'Recetten op Produiten erhiewe kann, déi e selwer als liewensgeféierlech unerkennt? An d'Industrie brauch näischt anescht ze maachen, wéi sech hannert der Kommunikatioun vum Stat ze verstoppen. Wie gëtt hei méi geschützt? De Konsument oder de Produzent mam Stat am Réck?

Als Gréng si mir jiddefalls frou festzestellen, datt d'Zigaretten och ouni Schreckensbiller op de Päck längst u Beléiftheet agebéisst hunn. Am Laf vun zéng Joer ass den Undeel vun de Leit, déi fëmmen, vun iwwer 30 op 23 bis 17% zréckgaang, an ëmmer méi Leit wëllen ophale mat Fëmmen. De fräiwëllegen Nikotinentzuch duerch Gesondheetserzéiung, duerch Informations- a Preventiounskampagnen an duerch Gesetzer huet ugefaangen ze wierken.

Als Gréng kënne mir nëmmen hoffen, datt dëst Gesetz nach méi Leit d'Loscht um Fëmme verdierft. Virun allem deene Jonken, déi nach ëmmer méi vulnerabel si wéi déi eeler Generatioun. Och wa laut „Süddeutsche Zeitung" munch agefleescht Fëmmerte sech iwwert de Kulturverloscht an de Bistroe bekloen, kënnen d'Gesellschaften änneren. Sief et an der Fro vun der Ekologie oder ebe beim Fëmmen. Dat geschitt net ëmmer schnell an net ruckaarteg. Et dauert Generatiounen. Déi Hoffnung gi mir jiddefalls net op. Dës Kéier mat der Ënnerstëtzung vum Jugendparlament, also der jonker Generatioun, an dank dem groussen Engagement vun der Fondation Cancer, déi hei muss erwähnt ginn, well se vill Aarbecht geleescht huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus der Kolleegin Lydia Mutsch Merci soe fir hire Rapport. D'ADR wäert eng aner Positioun zu dësem Projet de loi bezéien, mä fir eis ass et awer kloer, an dat wëll ech och viraus soen, datt d'Fëmmen doudsécher net gesond ass.

Op déi negativ Konsequenze vum Fëmme brauch ech net weider anzegoen, dat hunn eng Rei vu menge Virriedner gemaach. D'Kriibskrankheeten an esou virun, dat ass, mengen ech, bewisen, datt dat gréisstendeels op d'Konsequenze vum Fëmmen zréckzeféieren ass.

Et ass duerfir awer kloer, datt mir och soen, datt ee soll weiderfueren, mat Campagnen ze maachen, fir preventiv ze wierken. An ech mengen, wann een d'Statistike kuckt iwwer eng Rei vu Joren, da gesäit een, datt dat awer seng Friichte gedroen huet. An d'Madame Rapportrice huet et virdru gesot, datt mer haut op 17% erofgaange sinn. Dat ass en Zeechen, datt all déi Campagnen dach awer hir Wierkung gemaach hunn an datt een och domadder soll virufueren.

Mä ech mengen, datt och déi Schinn, déi mir als ADR wëlle fueren, datt een d'Leit wierklech informéiert iwwert d'Konsequenzen, déi d'Fëmme mat sech bréngt, mä mir sollen awer op där anerer Säit d'Fro vun deem Eenzelne senger Fräiheet, déi muss een awer och als Stat respektéieren. An duerfir hu mir vun Ufank un an dëser Debatt ëmmer gesot, datt mer d'Fräiheet vun den Eenzelnen an d'Fräiheet och vun dem Cafetier musse respektéieren. An et ass un hinne selwer, ze décidéieren, ob an hirem Café ka gefëmmt ginn oder net.

Mir hunn allerdéngs ëmmer gesot, datt et muss e ganz kloren Affichage ginn an de Caféen oder virun de Caféen, ob et e Café ass, wou gefëmmt däerf ginn oder net däerf gefëmmt ginn, soudatt jiddweree weess, deen erageet, wat dat bedeit. Ech mengen, wa mer... D'Leit hei am Land hunn ëmmer d'Tendenz, wann ee mat ville Leit schwätzt, an dat ass net falsch, datt lues a lues hei ëmmer méi d'Leit verbuede kréien. Datt deen Eenzelne ka selwer bestëmmen, wat e wëllt maachen, dat gëtt ëmmer méi agëenkt.

Wa mer déi doten Theorie weider verfollegen, da misste mer eis och muer Gedanke maachen, ob den Alkohol net misst verbuede ginn, well och den Alkohol huet vill negativ gesondheetlech Konsequenzen. Mir missten eis och iwwerleeën, ob d'Fett net misst erofgesat ginn, well och dat huet vill negativ Konsequenzen. A mir missten eis iwwerleeën, ob net och den Zockerverbrauch misst verbuede ginn, well och dat huet vill gesondheetlech negativ Konsequenzen.

Et kann een also net alles higoen a wat ee wëllt hei an dësem Land verbidden. Duerfir si mir...

(Interruption)

Här Gira, wann ech gelift, ech hunn déi aner och schwätze gelooss. Ech hunn...

M. le Président.- Hei ech bieden Iech elo alleguer, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn nëmme fënnef Minutten, fir hei ze schwätzen, Här President. Mir kënnen och elo net déi gréng hei déi ganzen Zäit ënnerbriechen.

(Interruption)

Et musse jo och nach Leit sinn, déi e Recht hei an deem Land hunn, eng aner Meenung ze hu wéi déi gréng, Här Gira. Da loosst dat och wann ech gelift esou zou!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech hu kee Problem.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An duerfir wëll ech ganz kloer soen, fir eis ass et net akzeptabel, datt mer als Stat ëmmer méi de Leit an och de Betriber virschreiwen, wat se däerfen a wat se net däerfen hunn.

Mir gesinn och duerfir, datt dat heite wäert eng Rei vun ekonomeschen negative Konsequenzen hunn. Et ass virdru gesot ginn, am Ausland wier dat jo gemaach ginn. Dat ass richteg. Mä et muss een dat awer och objektiv kucken.

An der Belsch zum Beispill ass kloer, dat konnt een nach virun zwee Méint an der Press noliesen: „L'interdiction de fumer dans l'horeca a l'effet d'une bombe dans le milieu.", datt do am Fong d'Faillitë vun de Caféen ëm 38% opgrond vun dem Verbuet vun dem Fëmmen an d'Luucht gaange sinn. An ech mengen, och dat muss een da gesinn, datt mer hei am Land schonn e Rekord all Joers vu Faillitë kréien.

Mir hunn an den éischte sechs Méint dëst Joer scho 522 Failliten hei am Land gehat. 2010, also virun dräi Joer, hate mer an deenen éischte sechs Méint nëmmen 363 Failliten. Dat heescht, d'Regierung ass net à même, fir iwwerhaapt Moossnamen ze ergräifen, fir d'Failliten an de Grëff ze kréien, mä au contraire, hei maache mer Gesetzer, déi wäerten zur Konsequenz hunn, datt mer nach weider Faillitë wäerte kréien.

An datselwecht kann ech och soen, hei wäerten och Aarbechtsplazen um Spill stoen. D'Regierung bréngt et net fäerdeg, de Chômage an de Grëff ze kréien, mä se mécht awer nach Gesetzer, déi wäerten zum Resultat hunn, datt mer weider wäerte Chômageproblemer kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och eng europäesch Direktiv amgaangen, wou mer wëssen, datt déi virun allem déi kleng Produzente wäert strofen, déi och zum Deel eng Nischepolitik gemaach hunn. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nun emol eben och e Produzent vun Zigaretten, dee jo awer och Honnerte vu Leit beschäftegt an deen och mat Recht seet, wann déi Direktiv an där Form duerchgeet, dann ass dat fir e klenge Betrib, wéi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, deen op eng Nischeproduktioun geziilt hischafft, wäert dat fir deen doudsécher och negativ Konsequenze kréien. Duerfir soll een och oppassen, wat op europäeschem Niveau erëm do gemaach gëtt, wat op eis zoukënnt.

Also résuméiert: Mir wäerten dëse Projet de loi net stëmmen. Mir si fir d'Fräiheet vum eenzelne Bierger a mir sinn och fir d'Fräiheet vum Exploitant.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Här Colombera, très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här Colombera, an elo keen...

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Neen, Här Di Bartolomeo, ech maache mäi Bescht.

(Hilarité)

Fir d'Éischt emol e Merci un d'Madame Mutsch fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Hei hu mer e Gesetz, wat relativ quokeleg ass, well et geet dorëms, dass de Stat d'Kollektivitéit beschützt - dat ass ganz wichteg - an op där anerer Säit, dass de Stat d'Fräiheet vun deem eenzelne Bierger garantéiert. An duerfir, all Gesetz, wat an déi Richtung geet, ass mat Kontradiktioune begleet. An duerfir muss een hei e bësse méi objektiv diskutéieren.

Une voix.- Nach méi?!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- E ganz objektiivt Diskutéieren. Ech mengen, et muss een d'Ursaache behandelen, an net eleng d'Symptomer. Mat dësem Gesetz gëtt d'Fëmmen an de Caféë verbueden, an den Diskothéiken och, wat jo verständlech ass, well de bloen Damp mat engem ganz héije Risiko verbonnen ass, dat kann ee verstoen.

Op där anerer Säit verdéngt de Stat sech eng ganz gëllen Nues, a wéi vill Milliarden hu se scho verdéngt mat den Akzisen eleng op dem Fëmmen? An et wär wichteg gewiescht, wann een déi Sue geholl hätt, wann een e spezielle Fong gegrënnt hätt, ee Preventivfong gegrënnt hätt, wou een dann hätt kënne Krankheeten domat praktesch finanzéieren, all déi Krankheeten, déi do erauskommen, an awer och preventiv fir d'Jugend sech staarkgemaach hätt. Dat wär fir mech ganz wichteg gewiescht, wann een dat vun Ufank u gemaach hätt.

Mä dat kann een nach ëmmer maachen, wéi gesot. Dat ass fir mech dee wichtegste Message, dass een do awer, wann een op dee Wee geet, dann awer och muss konsequenterweis aneschters Politik maachen.

D'Questioun ass, fir ze wëssen: Ass den Tubak, sinn d'Zigarette geféierlech? De Christoph Kolumbus huet 1492, wéi en Amerika entdeckt huet, den Tubak mat an Europa bruecht. Den Tubak ass deemools vun Indios gebraucht gi fir medezinesch Zwecker - dat däerf een net vergiessen -, awer och fir magesch Zwecker. Dat heescht, si hunn den Tubak giess - net gefëmmt, giess - an och inhaléiert fir medezinesch Zwecker, awer och fir eng Bewosstsäinserweiterung ze hunn.

An anere Wierder, Tubak mam Nikotin, deen dran ass, ass als eng Form vun Drog ugesi ginn. An eng Drog, eng psychoaktiv Drog, déi huet als Sënn, fir d'Bewosstsäin ze erweiteren. Dat war hir Meenung. Dat ass och urspréinglech esou, wéi et ass.

Dunn, wéi mer hei Tubak ugebaut hunn, ass dann den Haaptproblem komm, nämlech du sinn aus dem Tubak Zigaretten entstanen, an Zigaretten u sech, d'Niewewierkung vun den Zigaretten ass, dass dat chemesch Bomme sinn.

Une voix.- Ah, très bien!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Dat heescht, wann Tubak ugebaut gëtt, bei der Produktioun, bei der Veraarbechtung, awer och bei der Combustioun entsti 4.000, 5.000 chemesch Elementer, an et ass grad dat, wat geféierlech ass.

Beim Ubau gëtt zum Beispill DDT gebraucht, wat mer hei an Europa zënter 1970 net méi gebraucht hunn, dee fanne mer dann an den Zigaretten erëm. Wa mer dann déi aner Elementer kucken, d'Madame Mutsch huet gesot: Arsen, dat ass e Gëft; Ammoniak, e Rengegungsmëttel; Aceton, en Nagellackentferner; Benzol, dat fanne mer am Bensin; Butan, dat fanne mer bei de Briqueten; Kuelemonoxid, dat ass bei den Autosofgasen; DTT wéi gesot; Polonium, radioaktiv Substanz; Toluol, Sprengstoff bei TNT. Ech mengen, dat huet awer wierklech guer näischt an Zigarette verluer.

An duerfir, wa mer eppes wëlle konkret maachen, da musse mer dohinner bei d'Hiersteller goen an deenen da gewësse Regelen octroyéieren an deem Sënn, dass déi Leit dann einfach ethesch handele mussen. Nämlech si mussen emol alleguerten déi Zousätz, déi an d'Zigarett kommen, dat misst da verbuede ginn. Ech mengen, dat wär déi eenzeg Approche, déi hei valabel ass.

Firwat? Well den Tubak u sech, wéi gesot, per se, nach net esou geféierlech ass. D'Madame Mutsch huet gesot, Nikotin, dat wär extrem gëfteg. Jo, mä Nikotin däerf net als isoléierte Faktor ugekuckt ginn. Am Tubak ass net eleng Nikotin, mä do sinn aner Substanzen dran. An do kënnt den Nikotin net esou zum Virschäin, wéi dat esou hei behaapt gëtt.

Wat schlëmm ass, wéi gesot, ass den Zousaz, dee mer an den Zigarette fannen. An duerfir musse mer d'Industrie dozou bréngen, fir eben déi Zousätz do ewechzekréien. Wa mer dat fäerdegkréien, da géif ech soen, da wäre mer schonn e bëssen der Wourecht méi no.

An ech fannen dat, wéi gesot, déi Logik, déi mer hei uwende mam Tubak, dee soll dann eng Drog sinn, eng legaliséiert Drog, eng psychoaktiv Drog. Firwat behandele mer den Tubak dann aneschters wéi de Cannabis? Nëmme fir ze soen, Cannabis u sech ass par rapport zum Tubak ee Massendénger! Dat däerf een net vergiessen. Tubak ass vill méi schlëmm an der Kompositioun, wéi et elo an der Zigarett ass.

An dobäi wëll ech nach derbäisoen, dass d'Zigarett u sech, dat Blietchen, dat wäisst Blietchen, et ass „chlorgebleichtes Papier", wéi ee seet. Dat ass extrem geféierlech. Wann een elo Tubak an Tubak hëlt, zum Beispill et fëmmt een eng Cigarillo oder Tubak an der Päif, dat ass eppes ganz aneschters. Dat si manner Niewewierkunge wéi d'Zigarett, well eben och schonn dat wäisst Blietchen och ganz vill Niewewierkunge mat sech bréngt.

Et ass geschwat gi fir d'Verdeierung an de Verbuet vun den Zigaretten. D'Verdeierung, ech mengen, dat wär falsch. De Verbuet och. Firwat? Well de Verbuet u sech, dat féiert zu engem Schwaarzmaart. D'Zigarette kommen duerch eng aner Schinn eran, an et weess een net, ob dat dann dee Moment nach..., et kann een net méi garantéieren, wat do passéiert. Also kee Verbuet, op kee Fall. Wann een dat wëllt verbidden, dann, mengen ech, si mer op der falscher Schinn, an dann ass dat net de Sënn vun dësem Projet hei.

Wat mer musse maachen, ass onbedéngt, wéi gesot, d'Preventioun förderen. An dat wär mat engem Preventiounsfong da garantéiert.

Här President, dat gesot, ech mengen och als Dokter wäert ech da fir dëse Projet stëmmen. Ech hu meng Bedenken, wat d'Zigaretten ugeet, mä wa mer kéinten op eng aner Schinn fueren, wéi gesot, dass mer den Hiersteller géife forcéieren, op déi Zousätz ze verzichten, da wäre mer ee Schratt méi wäit.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als nächst Riednerin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddweree vun eis heibannen huet esou Sujeten, déi engem besonnesch um Häerz leien a wou ee sech besonnesch derfir asetzt. Meeschtendeels, well ee wierklech déif bannendra vun eppes iwwerzeegt ass an ee mengt, déi beschten Argumenter op senger Säit ze hunn, a well een eppes verbessere wëllt.

Haut, léif Kolleegen a Kolleeginnen heibannen, setze mer en Zeechen, well haut weise mir als Parlament eise Wëllen, d'Gesondheet a virun allem d'Gesondheet vun eise Kanner als dat wichtegst Kapital vum Mënsch unzegesinn.

Et war keng einfach Etapp, mä mir hu se gepackt. An ech soen all deene Merci, déi hei matgekämpft hunn an op deene verschiddensten Niveaue matgehollef hunn. Seele gëtt esou e Sujet, wéi dat heiten, esou kontrovers diskutéiert. An dat ass och normal, well jiddweree vun eis ass betraff: déi, wou fëmmen, an déi, wou et net maachen. A jiddweree verteidegt seng Fräiheet.

Et kann een och net einfach jiddwerengem recht ginn, well bei dëser Thematik, do gëtt et leider kee Mateneen. Do gëtt et héchstens en ofgetrenntent Niewenteneen. Well deem enge seng Fräiheet schränkt deem anere seng Fräiheet an. An da muss ee sech fir déi eng oder fir déi aner entscheeden. A spéitstens da gehéiert och politesche Courage dozou, well nëmmen duerch d'Aschränkung vun deem enge senger Fräiheet een deem anere seng verbessere kann.

Här President, et ass mer wichteg ze soen, datt et hei guer net drëms geet, datt een net méi fëmmen däerf. Déi Meescht si grouss an al genuch, selwer ze entscheeden, wéini an och wéi vill se dëser Glosch wëllen nogoen. Et geet hei ëm all déi Jonk, déi net sollen ufänke mat Fëmmen, an ëm de Wou gefëmmt ka ginn. Et ass wichteg, e klore Message un déi Jonk ze ginn an déi Plazen, wou däerf gefëmmt ginn, anzeschränken. Strategesch Plazen, wou Jonker exposéiert sinn an d'Gefor lafen, unzefänke mat fëmmen. Well mir wësse jo all, wann ee bis ugefaangen huet mat Fëmmen, wéi schwéier et ass, nees opzehalen.

Firwat ass et dann esou schwéier, nees opzehalen? Dat regelméissegt Fëmmen ass ganz kloer - an dat kann een einfach net méi verharmlosen, an d'Doktere confirméieren eis dat jo och - eng Krankheet, et ass eng Sucht an et ass gewollt, datt een ofhängeg gëtt. Et gëtt nämlech speziell - et ass virdru schonn ugeklonge vun der Madame Rapportrice - Ammoniak an d'Zigarette bäigemëscht, eng Substanz, déi ausmécht, datt den Nikotin vill méi staark a méi schnell vun de Gehirzellen opgeholl gëtt an d'Glosch op déi nächst Zigarett steigert.

Ech war scho viru siwe Joer beim Antitubakgesetz ganz am Detail op dës Thematik agaangen, wéi d'Zigarettenindustrie geziilt sech uleet, d'Sucht ze förderen a fir virun allem bei deene Jonken ze rekrutéieren.

Wat d'Altersgruppen ubelaangt, sinn et jo virun allem déi Jonk tëschent 25 a 34, déi am meeschte fëmmen - mat 30%. D'Madame Mutsch huet nach virdrun eng Kéier genau erwähnt, wat d'Kanner ëmmer méi jonk ginn, fir unzefänke mat Fëmmen. An dofir ass et gradesou wichteg, déi Plaze fëmmfräi ze maachen, wou dës Gewunnechten entstinn.

Et ass de Message an d'Richtlinn, déi villen Elteren esou wichteg ass. Et däerf keen aneren ze sinn, wéi datt mer alles musse maachen, de Jonken ze vermëttelen, datt et eben net okay ass, ze fëmmen, an opzeklären, ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat alles an enger Zigarett dran ass an datt et mat Sécherheet Konsequenzen op d'Gesondheet vun hinnen an och hire Kolleege wäert hunn.

Fréier war de Message deen, datt et cool war, ze fëmmen. Et huet ee sech och näischt Schlechtes derbäi geduecht. D'Reklammen hu gewisen, wann ee fëmmt, dann ass ee fräi, dann ass een erwuessen, dann ass een onofhängeg, dann huet kee méi engem eppes ze soen. D'Tubakindustrie wosst ze vermëttelen, datt een nëmmen Spaass oder en Erliefnes huet, wann een eng Zigarett an der Täsch hätt. Mir erënneren eis un d'Bild vum Cowboy, deen op sengem Päerd locker mat der Zigarett dem Sonnenënnergang entgéintgeridden ass; d'Zigarettemarque, ech soe se elo net, „der Geschmack von Freiheit und Abenteuer".

Fréier wosste mer net, wat alles dra wär, an et ass och schwéier novollzéibar, well wann ee fëmmt, da mierkt ee jo och net, wat direkt dran ass an et spiert een et och net direkt. Haut wësse mer, datt den Tubak responsabel ass fir 90% vun de Longekriibsen an 89% vun de chronesche Bronchiten.

Här President, elo komme mer bei den eigentleche Problem vun der Diskussioun. D'Fëmmen ass nämlech keng Sucht wéi déi aner. Den Här Gibéryen ass elo leider net do. Den Ënnerscheed, deen et mam Fëmme gëtt, zu all deenen anere schlechte Gewunnechten, ass nämlech deen, datt een et net selwer maache muss, fir awer all déi negativ Konsequenze matzedroen.

Mir kënnen et also net an dat nämlecht Dëppe geheien, wéi den Alkohol an dat fettegt lessen oder den Zocker, vun deenen den Här Gibéryen elo grad geschwat huet, well wann ee fëmmt, da fëmmt deen niewendru mat. Et huet eng direkt Konsequenz op mäin Noper. Dat wär also esou, wéi wann ech de Patt drénken an den Här Gibéryen gëtt voll.

Une voix.- Aaahhh!

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- En plus ass dee Raum, wou gefëmmt gëtt, permanent mat deem bloen Damp belaascht. Et ass also net nëmme während der Zäit, wou ee fëmmt, mä et fëmmt ee passiv stonnelaang mat.

Et ass eng Recherche gemaach ginn, „Lifting the smokescreen", vun der European Respiratory Society, Cancer Research UK an dem Institut National du Cancer en France, déi sech op déi aner europäesch Länner reflektéiert. An déi kommen zur Konklusioun, datt mir hei an eisem klenge Land all Joers eng 500 bis 600 Stierffäll hunn, déi op d'Konsequenze vum Fëmmen zréckzeféiere sinn.

Ongeféier 80 dovunner stierwen net, well se selwer fëmmen, mä well se dem passive Fëmme regelméisseg ausgesat sinn. A mir sinn den Onkologen, de Pneumologen, den Neurologen, de Pädiateren an de Kardiologen dankbar fir hir däitlech Aussoen an dëser Matière, déi wëssenschaftlech bewise Chifferen op den Dësch geluecht hunn, wat geschitt, wann een dëse kriibserreegenden Damp regelméisseg anotemt. Den Netfëmmert huet bis zu 25% méi Risiko, Longekriibs ze kréien, an de Risiko vun den Häerzkrankheete klëmmt ëm souguer 35%, dicht gefollegt vun de Schlagufäll.

Et geet hei also net just ëm dat sténkegt Gezei, wann een aus der Wiertschaft kënnt, neen, et geet hei ëm Kriibs, et geet ëm Asthma, et geet ëm Bronchiten, et geet ëm Longenentzündungen, ëm Häerzattacken, ëm Hireschléi, ëm Fréigebuerten - et ass virdrun ugeklongen -, déi voll an den Täsche vun dësem sténkege Gezei mat drasëtzen.

Här President, „The Lancet", eng weltunerkannten Zeitung fir medezinesch Recherche, huet den 8. Januar 2011 eng Etüd publizéiert: „Worldwide burden of disease from exposure to second-hand smoke".

Et ass eng retrospektiv Analys mat Dateien, déi eng international Aarbechtsgrupp aus 192 Länner ënnersicht huet, fir d'Ausmooss vun duerch d'passiivt Fëmme bedéngte Krankheets- oder Doudesfäll duerzeleeën. D'Resultater sinn erschreckend!

Dës Recherche ass zur Konklusioun komm, datt all Joer 600.000 Mënsche weltwäit stierwen duerch d'Konsequenze vum passive Fëmmen. Dovunner 379.000 duerch Erkrankunge vun Häerzkranzgefässer, 165.000 duerch Infektioune vun Otemweeër, 36.900 duerch Asthma an 214.000 vum Longekriibs.

Dat entsprécht ongeféier 1% vun der weltwäiter Bevölkerung, wuel bemierkt net doduerch, datt ee selwer fëmmt, mä just regelméisseg matfëmmt.

47% dëser Doudesfäll treffen op Fraen, 28% op Kanner zou. Et si si, déi am meeschte betraff sinn, vum Fëmmen ouni ze fëmmen. D'Zuele sinn also méi wéi alarmant an et gëtt einfach Grond genuch fir eng weider Aschränkung vun de Plazen, wou nach däerf gefëmmt ginn.

Här President, zum Gesetz selwer wëll ech just dat heite soen: Et kann net sinn, datt mer d'Caféë verschidde behandelen. Et geet net, deemno wéi grouss oder kleng e Café ass, ze décidéieren, ob nach gefëmmt däerf ginn oder net. Et géif eng Concurrence déloyale tëschent de Caféë mat sech bréngen. An et géif, mat Recht, wéi et schonn an der Belsch an an anere Länner geschitt ass, zu Prozesser kommen, a wou esou Ausnahmen, fir ze fëmmen, erëm annuléiert géife ginn. Et wier en plus schwéier ze kontrolléieren an et wär e falsche Message un déi Jonk.

D'Iddi vun de Fumoire bleift, an do schwätzen ech a mengem perséinlechen Numm, awer och en Investissement ouni Garantie. D'Fro ass berechtegt, wéi grouss d'Iwwerliewenschancë vun esou zouene Raim wäerte sinn, och wa se ventiléiert sinn a wou Schëlder drop hiweise wäerten, esou wéi de Statsrot dëst a sengem Avis proposéiert huet, datt ee sech elo an esou en ongesonde Beräich begëtt. Virun allem, wann ee gesäit, a wat fir eng Richtung scho vill aner Länner sech beweegt hunn, fir souguer dobaussen Espacen ze limitéieren, deemno wou se sinn, mat fëmmfräi iwwerdeckten oder net iwwerdeckte Sportstribünen, Terrassen, Parken, Golfterrainen a Strënn.

Här President, ech wéilt der Rapportrice, der Madame Mutsch, gären e grousse Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport - esou wéi mir dat souwisou vun hir gewinnt sinn.

Mir sinn hir dankbar, datt se kloergemaach huet, datt all déi artificiell Zeltannexe vun de Caféen och ënner eist Gesetz falen, gradesou wéi d'Zeltfester am Allgemengen. An dat och elo besser geregelt gëtt, datt een net méi am Agank vun de Spideeler, mä an engem ugewisene Beräich, wäit ewech vum Agank fëmmen däerf. Well dat och net ëmmer e flott Bild ofgëtt, wann een an eng Institutioun erageet, wou een hoffentlech soll gesond gemaach ginn, an dann an der Entrée, oder an der Sortie, schonn engem de bloen Damp entgéintkënnt.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, et ass onofstreitbar: Fëmmverbueder rette Liewen!

Et gëtt ëmmer méi Etüden, déi beweisen, datt, wann eng Antitubaklégislatioun a sengem Land a Kraaft getrueden ass, eng substanziell Verbesserung vun de Krankheetsbiller agetrueden ass, déi dicht vernetzt si mam aktiven oder passive Fëmmen. Wat se méi strikt war, wat d'Verbesserunge besser waren.

Zu där Konklusioun kënnt déi weltgréisste Studie, déi iwwert d'Tubaksverbueder gemaach ginn ass. An déi 3,7 Milliounen däitsch Spidolsakten - d'Madame Mutsch huet et och schonn erwähnt an hirer Ried - tëschent dem Ufank 2004 an dem Enn 2008, nodeem hiert Fëmmverbuet..., a si hunn nach bei wäitem net dat strikst an all Bundesland, a wou se och festgehalen hunn, datt d'Häerzattacken ëm 8% gefall sinn, scho sechs Méint nom Akraafttrieden.

Studien aus anere Länner beweisen, datt, wou méi e strikt Fëmmgesetz existéiert, de Prozentsaz nach däitlech méi héich ass an d'Resultater bis zu 20% manner Häerzattacken ze verzeechnen hunn. Et gëtt och beluecht, wéi vill Käschte vum Gesondheetssecteur kéinte gespuert ginn, eleng schonn nëmmen duerch d'Senkung vun der Zuel vun de Spidolsakten. Wann een elo nach d'Erspuernisser derbäirechent, duerch manner Krankeschäiner a Rehabilitatioun, da komme mir op enorm Chifferen. Wann ee bedenkt, datt an Däitschland eleng nëmmen de Produktiounsausfall vun engem eenzegen Häerzinfarkt op 20.000 Euro geschat gëtt.

Haut wësse mer och, datt an deene Länner, wou Fëmmverbueder op der Aarbechtsplaz an an öffentleche Gebaier sinn, vill manner bei de Kanner, an den Autoen an och doheem privat gefëmmt gëtt, obschonn ëmmer de Contraire behaapt gouf. Well mat dësem Verbuet e klore Message un d'Gesellschaft dobausse goung an esou automatesch mat sensibiliséiert ginn ass. D'Enn vun der Toleranz ass also den Ufank vun der Rücksicht.

Eng ganz grouss Majoritéit vun de Mënschen, déi hei am Land wunnen, sprieche sech fir Raim ouni Damp aus. E Sondage, deen am Joer 2011 vun der TNS ILReS zu Lëtzebuerg duerchgefouert ginn ass, mat 6.061 Leit, weist, datt hei bei eis nach just 23% fëmmen. Vun deene wëllen der 13% gären ophalen, mä si packen et awer net. An nach weider 4%, déi eigentlech gären et fäerdegbréngen, manner ze fëmmen.

Et bleiwen also just 6% vun eisen Awunner, déi zefridde si mat hire Fëmmgewunnechten. An ech froe mech wierklech, wéi vill vun hinne sech schonn eng Kéier geduecht hunn oder zumindest gewënscht hunn, datt se ni ugefaangen hätte mat Fëmmen.

D'Zukunft gehéiert der Gesondheet. Mir sollten hir positiv entgéintkucken an de Cafetiere vermëttelen, si sollte sech och emol op déi iwwer 87% potenziell Clientë freeën, déi hei am Land wunnen an déi sech gestéiert spiere vun dësem bloen Damp.

Zu New York hunn, säit dem strikten Aféiere vun hirem Antitubakgesetz, zweemol méi Caféen opgemaach wéi zougemaach. Irland hat dee gréisste Boom am Tourismus déi Joren, nodeem se d'Caféë fräigemaach hunn.

Dat hei am Land vill zitéierte belscht Beispill baséiert op falsche Chifferen - d'Madame Mutsch huet et och scho gesot -, déi vun der Tubaksindustrie an d'Welt gesat gi sinn. Well wann een nämlech déi richteg Zuele kuckt vum belsche Statec an déi vun hirer TVA, da stellt ee fest, datt d'Cafésunzuel an der Belsch scho säit deene leschte 17 Joer am Sturzflug ass, an dat scho laang virum Akraafttriede vun hirem Antitubakgesetz, well einfach vill manner Béier gedronk gëtt zënter Joren. A witzegerweis ass an hirem éischte fëmmfräie Joer erëm déi éischte Kéier nees méi Béier verkaaft ginn.

Et kann och net sinn, datt een a senger Analys just déi Caféen opzielt, déi zoumaachen, an et vergësst een, an der nämlechter Etüd déi ze erwähnen, déi zougemaach hunn, well se renovéiert hunn, a kuerz drop erëm opgemaach hunn.

Panikmaacherei hëlleft also absolut näischt, well mir hunn einfach ze vill positiv Beispiller an der ganzer Welt a virun allem och ëmmer méi, iwwer 20 Länner an Europa. Mir si bal déi Allerlescht, op der 29. Plaz vun 33 an Europa, Schlussliicht souzesoe wat d'Antitubakmoossnamen ubelaangt. Och dat ass kee positiven Image fir e Land, wat ëmmer méi op Tourismus setzt.

Loosse mer et dach emol méi positiv kucken an de Wiertsleit Mutt maachen, elo flott nei modern Caféë vun der Zukunft ze maachen, esou wéi se iwwerall op der Welt mat der gréisster Zefriddenheet fonctionnéieren.

Zum Schluss wollt ech just eng Fro un de Minister stellen, wann et erlaabt ass, wat d'Ëmsetzung vun der Modifikatioun vum Projet de loi ubelaangt. Et ass virgesinn, datt se den 1. Januar a Kraaft trëtt - souzesoen als neie Virsaz hoffentlech, fir deen een oder aneren ze motivéieren, e gesonden Ufank direkt ze starten.

Mä wéi gesäit dat am Prakteschen aus mat der Ëmsetzung vun de Caféen? Do gëtt jo da bis zwielef Auer, huelen ech un, gefëmmt, wahrscheinlech gefëmmt. Ginn do vläicht Richtlinnen un d'Caféen eraus? Oder wéi gesäit dat aus? Musse se um zwielef ophale mat Fëmmen? Wéi hat Der dat geduecht, Här Minister? Kéint Der eis do vläicht Prezisioune ginn?

An ech soen Iech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Arendt. An als leschte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll direkt hei soen, dass ech, bei deene meeschte Riedner, déi déi ganzen Zäit vun Toleranz, vu Rücksicht, vun Intoleranz, vun Netrespektéiere vun hei oder vun do, ech muss soen, dass ech et just traureg fannen, dass een d'Gefill kritt, dass hei en Text ass, deen d'Gesellschaft an zwee soll splécken: d'Fëmmerten an d'Netfëmmerten. Dat ass bestëmmt net, firwat deen Text gemaach ginn ass, fir deen ee géint deen aneren opzestëppelen oder fir deen een oder deen aneren ze stigmatiséieren.

Ech muss Iech och soen, fir eis Partei wor et net einfach, mir hu laang driwwer diskutéiert. Well, wat den Här Gibéryen virdru gesot huet iwwert déi Texter, wou een ëmmer méi de Leit verbitt, Texter sinn, déi net grouss Sympathien an eise Reien hunn, an dass ee sech d'Fro gestallt huet: Wier dann eng Fakultéit fir deen een oder anere Café, fir déi eng Mesure ze huelen, net vläicht eng aner Méiglechkeet gewiescht?

Mä mir gesinn d'Resultat. Mir gesinn d'Resultat am Moment, dass et ganz wéineg Caféë gëtt, déi et gemaach hunn. A si hate jo d'Fakultéit. An ech mengen, wann een de Restaurateuren och deemools vläicht d'Fakultéit gelooss hätt, wiere vläicht haut nach ëmmer ganz wéineg Restauranten, déi et gemaach hätten. Mä et ass meng perséinlech Meenung, dass een heiansdo net derlaanschtkënnt, fir vläicht déi eng oder déi aner méi strikt Mesure ze huelen, wéi de Leit einfach eng Méiglechkeet ze loossen.

Obwuel een awer muss insistéieren - an et ass eng Realitéit: Ganz vill Restaurateuren oder Cafetieren, déi elo scho wëllen e Fumoir installéieren, am Ministère net déi néideg Informatiounen, Piste kritt hunn, hu se mir matgedeelt oder deem engen oder anere bei eis an der Fraktioun. Dowéinst ass et immens wichteg elo, dass no dem heite Vote vun deem heiten Text...

Ma voilà, ech fannen dat super, wann Der dat och hutt,...

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

...eng Note, déi preparéiert ass, wou een de Cafetiere ka soen, hei esou ass et, esou geet et an esou muss et gemaach ginn.

Ech sinn och frou, ech mengen, den Här Minister hat et net ëmmer einfach. An ech mengen, d'Madame Arendt och an hirer Partei huet en haarde Kampf am Süde gehat um leschte Kongress. Souguer deen een op Lifestream konnt kucken. Do huet ee gemierkt, wéi d'Madame Arendt eleng an hirer Partei stoung.

An ech si frou,...

Une voix.- Neen, net eleng!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- ...dass de Gesondheetsminister...

Oh, ech hunn op jidde Fall... De Parteipresident huet deemools hir Meenung net gedeelt, hat ech d'Gefill. Ech weess et net, ech ka mech iren.

(Brouhaha général)

Ech ka mech iren. Ech hat verstanen, wéi wann den Här Wolter net där Meenung war, awer d'Madame Arendt sech duerchgesat kritt huet. Ech gesinn op jidde Fall, dass de Minister et och net ëmmer einfach hat. An ech mengen, et ass wichteg, dass deen Text, deen en déposéiert huet, och deen ass, dee mer haut ze stëmmen hunn.

Här President, et sinn nach just e puer Froen, déi ech mer stellen. Hei ass och scho vun Zuelen... Ech wëll kee Krich hei vun Zuelen, wéi vill Leit, wéi vill Caféën elo zougemaach hunn, wéi vill hei a wéi vill do. Kommt, mir sinn eis eens, dass dee klenge Bistro typique, deen um Eck vläicht war, wou d'Leit de ganzen Owend Kaarte gespillt hunn, eppes gedronk hunn an do eng gefëmmt hunn, déi Clientèle verschwënnt vläicht. Déi Clientèle verschwënnt.

Et brauch een net ze mengen, dass déi dann nach ëmmer do ass, wa se de ganzen Dag am Bistro verbruecht huet. Oder si ginn eraus eng fëmmen, oder Dir zitt vläicht eng aner Clientèle an de Bistro eran, déi bis elo net an de Bistro gaange sinn, well se justement vläicht net wollten am Damp sinn. Il faut voir. Mä et soll een net soen, dass et guer keen Impakt huet. Dat ass och falsch.

Mä et huet och aner Impakter, déi een net sollt vergiessen. An ech gesinn och ganz vill Responsabeler hei vu Gemengen. Dat gëtt e Problem, dee mer kréie mat den Nuisances sonores. Well ganz vill Etablissementer wäerte vläicht déi eng oder déi aner Entlüftung net maachen an de Fumoir net maachen. An ech deelen och net d'Meenung vun der Vertriederin vun deene Gréngen, déi gesot huet, d'Fumoire wieren net nécessaire.

Dat geet am Ausland ganz gutt. Et muss jo keen an e Fumoir goen! Deen, dee wëllt eng fëmme goen, ka jo an de Fumoir goen. D'Personal geet net do eran. Si brauchen net do ze zerwéieren. Mä firwat wëllen engem ze refuséieren, wann en dat aménagéiert huet, e Fumoir, fir deem ze soen: „Neen, du hues iwwerhaapt hei näischt verluer. Du hues heibanne keng ze fëmmen an du muss eraus fëmme goen!", wann e Fumoir bewisen huet, dass e wierkt? Ech mengen, et soll ee wierklech net déi Hetz an déi Stigmatisatioun ee géint deen aneren och maachen.

Mä wat ech wollt soen: Den Tapage nocturne gëtt e Problem. Den Tapage nocturne gëtt e Problem, well ganz vill Etablissementer vläicht kee Fumoir maachen, well se net déi Plaz hunn, an déi Leit dann ab enger gewëssener Zäit hir Zigarett virun d'Dier fëmme ginn. An do kréie mer dann ab 10, 11 Auer, menger Meenung no, vill Reklamatiounen.

An erlaabt mer, dass ech déi aner Kap undinn, déi ech och nach hunn hei als Stater Buergermeeschter, an iwwerzeegt sinn, dass d'Reklamatioune vun den Nopere wéinst dem Kaméidi an der Strooss op deene Plazen, wou vill Bistroe sinn, wäerten héich an d'Luucht goen! Wäerten héich an d'Luucht goen, well deen een oder deen aneren eraus fëmme geet.

Déi aner Saach... Mä do muss eben d'Gemeng dann décidéieren, wat ze maachen ass. An dat bréngt vläicht mat sech, andeems de Buergermeeschter ka soen, dass et e Problem gëtt mat Troubles de voisinage, dass da vläicht e Fumoir néideg ass.

Ech muss och soen, dass et am Ausland fonctionnéiert huet. Jiddwereen huet jo, an Italien an England, jiddwereen huet geduecht, dat ka jo net an deene Länner goen! A Frankräich..., dat kann net an deene Länner goen. Et huet geklappt. Et huet geklappt! Jiddwereen huet gemengt, et géif kee méi an eng Disco goen. Et geet.

Et soll een och net vergiessen, dass d'Klima an Italien vläicht och net datselwecht ass wéi hei!

(Brouhaha)

An Italien op enger Terrass... Mä Irland kann een awer e bësse mat hei vergläichen, dass mer do en anert Land hunn, wou et och klappt.

(Interruptions diverses)

Mä, wéi gesot, wat fir mech einfach wichteg ass, an dat ass hei virdru scho gesot ginn, firwat ech d'Wuert ergraff hunn, Här President, ass, well ech selwer Fëmmert sinn. An ech hu fonnt, dass et ganz gutt ass (veuillez lire: dass et net ganz gutt ass), dass een hei no deem aneren op d'Tribün kënnt, deen net fëmmt an deen op de Fëmmert mam Fanger weist a seet: „Dat ass dee Béisen!"

(Interruptions diverses)

Ech wollt just soen, dass et och Fëmmerte gëtt, déi sech bewosst sinn, dass meng Fräiheet do ophält, wou deem anere seng ugeet. An dass, wann ech an engem Bistro sinn a mat Leit an e Bistro ginn, an enger Disco sinn an ech fëmmen, déi net Fumeur sinn, dass ech se stéieren.

Dass d'Personal, dat vläicht net de Choix huet... Well wann ech da gesot kréien: „Da soll en op eng aner Plaz schaffe goen!" Et ass jo net, wéi wann d'Zeitunge voller Annoncë wären, dass egal wien egal wéi eng Plaz kéint kréien! An ech akzeptéieren och net, dass ee seet: „Da soll ee sech eng aner Plaz siche goen!" Dass een och sech muss fir d'Personal asetzen! Also d'Personal, dat an deene Plaze schafft, wéi d'Caféen an och wéi d'Discoen.

An dowéinst muss ech Iech soen, dass ech als Fumeur och mat de Restauranten... Stellt Iech emol vir, wann haut ee géif eng Zigarett an engem Restaurant fëmmen, mä dee géif direkt erausgehäit ginn, vun de Clientë selwer, emol net vun der Direktioun! D'Leit géifen net méi akzeptéieren, well dat de Fall ass.

Ech ginn elo och net op d'Zuelen an, ob et cool ass oder net cool, ze fëmmen, ob et flott ass oder net flott ass. Ech kann Iech just als Fumeur soen: Chapeau fir all déi, déi opgehalen hunn! Chapeau fir all déi, déi opgehalen hunn! Well et ass net einfach. Duerfir ass et besser, et fänkt een net un. An ech soen och der Fondation Cancer Merci, fir déi ganz Aarbecht, déi se maache justement am Preventiounssecteur.

(Interruption)

Well et ass, wann een net ufänkt, da brauch een och net opzehalen. Mä ech wollt Iech just soen, dass deen heiten Text fir mech en Text ass, deen net perfekt ass, well déi eng oder déi aner Saach hätt ee vläicht kënnen diskutéieren, iwwer wéi dat eent oder dat anert sollt drastoen. Mä ech mengen, e geet an déi richteg Richtung. An ech wollt dem Minister soen, dass en et vläicht net ëmmer einfach hat, well ech weess, dass e politesch eng Majoritéit huet misse fanne fir hei. An ech sinn och frou, wann elo d'Spriecher op déi richteg Bunn komm sinn, fir dat heiten ze stëmmen.

Ech stëmmen net de gaieté de coeur, well ech mer soen, et ass traureg, dass mer an enger Gesellschaft sinn, wou net spontan ee ka soen: „Ech gi meng eraus fëmmen.", an dass mer musse Regele maachen, well einfach deen een deen aneren net onbedéngt respektéiert. Mä, wéi gesot, ech wëll elo net hei, dass op deen een oder deen aneren an der Gesellschaft mam Fanger gewise gëtt. Dass e Fëmmert och en Netfëmmert respektéiert, mä en Netfëmmert och e Fëmmert. Jiddwereen huet seng Laaschten.

Mä gleeft mer et: Wann e Fëmmert kéint ophalen, da géifen der ganz vill et maachen. Déi eng oder déi aner, wa se domadder hir Freed hunn, loosst hinne se och nach a kontrolléiert net alles, wat se vläicht nach doheem oder am Auto oder virun enger Dier wëlle maachen! Loosst de Leit och nach e bësse Fräiheeten!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e gudden Dag fir d'Gesondheet. An ech wollt fir d'Éischt emol, fir unzefänken, jiddwerengem, dee matgeschafft huet, fir e kloert Gesetz ze kréien, mat klore Messagen, en häerzleche Merci soen.

Et ass e Gesetz, dat d'Gesondheet an de Mëttelpunkt stellt, an net e Gesetz, dat géint ee virgeet. Et ass e Gesetz, dat aus dem Netfëmmen d'Norm mécht, an net méi, wéi dat fréier emol de Fall war, aus dem Fëmmen. Et schützt déi, déi bis elo hu missen am Damp schaffen, well déi sinn och net ze beneide gewiescht. An et soll prioritär déi Jonk schützen.

Sécher - an dat wësst Der, mir hunn dat an deene leschte Jore méi wéi eng Kéier erlieft - mécht dëse Projet an där enger oder an där anerer Versioun net d'Unanimitéit. Mä d'Fakte sinn nun emol op der Säit vun deenen, déi d'Leit, déi net fëmmen oder net matfëmme wëllen, besser wëlle schützen, well den Tubak ass responsabel fir schwéier Krankheeten oder souguer den Doud vun all zweete Mënsch, dee fëmmt. Am Duerchschnëtt ginn duerch d'Fëmmen, während enger laanger Phas, bis zu 13 Liewensjore verluer.

Den Tubak ass net e Symbol vu Fräiheet, mä e mécht schnell, virun allem méi Jonker, vun him ofhängeg. Den Tubak ass schold, dat soll ee kloer soen, un néng vun zéng Longekriibsen. Oder an anere Wierder: Wa muer kee méi géif fëmmen, da géif et néng vun zéng Longekriibsen net méi ginn. Dat si keng donkel Statistiken, dat ass geliefte Realitéit. Schwätzt mat Cancérologuen, schwätzt mat Longendokteren, déi kënnen Iech dat aus der deeglecher Praxis bestätegen!

All Joers gi mer mat 200 neie Fäll vu Longekriibse konfrontéiert. All Joers stierwen ëm déi 180 Leit u Longekriibs, well Longekriibs ass eng Kriibszort, déi och haut nach schlecht Prognosen huet. 180 Leit, dat sinn der méi wéi déi Leit, wou een och muss bedaueren, déi am Verkéier, duerch Drogen an duerch Suicide zesumme stierwen. Passiven Tabagismus ass ebenfalls responsabel fir eng ganz Rei vu Longen- respektiv Häerzkreeslafkrankheeten.

Den Tubak ass den Haaptresponsabele fir évitabel Krankheete respektiv fir évitabel Doudesfäll. Et soll een also dat Ganzt e bëssen entmystifizéieren. A wann een, zu Recht, Suergen an de Vierdergrond stellt, déi et an der Tubaksindustrie gëtt, am Horeca-Secteur, wann ee Fräiheete géint Fräiheete stellt, da soll een awer och déi dote Fakte mat eranhuelen.

Hei geet et ëm verluere Mënscheliewen. Hei geet et ëm verluere gesond Joren. An dat däerf een awer, wann ech gelift, wann een diskutéiert, och an d'Woschuel geheien, ouni dass een als Hexejeeër duergestallt gëtt! Hei geet et wierklech net drëms, fir Leit, déi fëmmen an net, meeschtens net ophale kënnen, un de Pranger ze stellen, mä et geet drëms, bei allen aneren Enjeuen d'Gesondheet awer op déi Plaz ze setzen, wou se higehéiert.

An ech mengen, dat ass och eppes, wou déi Chamber hei kann houfreg driwwer sinn, dass déi Gesondheet, déi jo fir eis alleguer dat Allerwichtegst ass - ech mengen, do gëtt et keen Zweifel driwwer -, dass se dee Stellewäert kritt, dee se, och vis-à-vis vun anere Prioritéiten, verdéngt!

Ech verstinn d'Suerge vun de Cafetieren, déi fäerten ëm hir Zukunft. Ech verstinn déi Suerge vun de Leit, déi gär a Caféë ginn a bei engem Patt fëmmen. Mä déiselwecht Argumenter, déi elo bruecht ginn, déi ass et och ginn - an dat ass an deem exzellente Rapport vun der Madame Mutsch erauskomm -, déi sinn och vis-à-vis vum Gesetz vun 2006 ervirbruecht ginn.

An déiselwecht Leit, vill vun deeneselwechte Leit, déi op de Barrikade stounge géint dat Gesetz, déi hunn e puer Joer duerno gesot: „Dat do Gesetz ass wierklech gutt a mir ënnerstëtzen dat Gesetz." Ech wëll elo net behaapten, dass dat wäert d'selwecht goen, mä et wäert net vill aneschters ginn, wann ee sech bis dru gewinnt huet.

Gesetzer bréngen eppes. Dat gesi mer. Mä Gesetzer bréngen net alles. Niewent deene Gesetzer muss et nach aner Initiative ginn. Mir hu viru Joren dee Réseau „Écoles sans tabac" opgebaut. Ech war Zeie vun enger formidabeler Initiativ op der Plëss, wou Honnerte vu Schüler sech zum Netfëmme bekannt hunn an en Netfëmm-Rallye matgemaach hunn, wat eng formidabel Symbolik hat.

Mat Campagnen eleng geet et och net duer. Mä Campagnë kënnen awer e Mentalitéitswiessel lues awer sécher erbäiféieren. A kombinéiert kloer Messagen, Campagnen, kloer Messagë vis-à-vis vun deene Jonke féieren, hunn dozou gefouert, dass mer hei zu Lëtzebuerg, wou mer konnte soen, dass mer gefëmmt hu wéi d'Tierken - iwwregens, d'Tierke fëmmen net méi wéi d'Tierken, well si hu virun e puer Méint och eng Gesetzesännerung gemaach -, vun enger Situatioun vun 2003, dat ass net Jorzéngten ewech, mat 33% vun de Leit, déi gefëmmt hunn, erofkomm sinn duerch all déi Moossnamen, och duerch den Encouragement vum Sevrage, erofkomm sinn, jee nodeems, ob een d'deeglecht Fëmme mat eranhëlt, op 23%, oder d'geleeëntlecht Fëmmen op ënner 20%, wou mer an engem ganz gudden, op enger ganz gudder Plaz am europäesche Peloton stinn. Mir hunn domat d'Nues relativ vir bäi. Net dës Kéier bei deenen, déi am meeschte fëmmen, mä bei deenen, wou et am meeschten erofgaangen ass.

An ech mengen, mir sollen eis elo net begnügen, fir ze verbidden oder ze reglementéieren, mä mir sollen encouragéieren. An duerfir, déi Initiativ, déi zwësche Gesondheetskeess a Gesondheetsministère geholl ginn ass, fir de Leit d'Ophalen ze erliichteren, huet elo keng Dausende vu Kandidate bruecht, fir opzehalen, mä Honnerten. An den Taux de réussite läit bei 25%.

Wou ech net weess, ob een erëm ufänkt, a wou ee sécher kann driwwer diskutéieren, ob et net ze vill bürokratesch ass an ob een net kann an enger zweeter Phas do en zousätzlechen Effort maachen. Well déi dote Suen, déi si gutt investéiert. Wou awer den Tabacstop an d'Encouragéieren, fir opzehalen, net déi beschtméiglech Solutioun ersetzen, dat heescht déi, dass een iwwerhaapt net soll ufänken, da brauch een och net opzehalen.

Ech sinn och därselwechter Meenung wéi d'Madame Mergen, wéi och iwwregens den Alexandre Krieps, dass mer dru wannen, wa mer eis Dokteren encouragéiert kréien, fir bei deene regelméissege Kontakter mat de Patienten deen noutwendege Message eriwwerzekréien. Well en Dokter huet e ganz groussen Impakt op d'Verhale vu senge Patienten. Ech droen do ganz vill Hoffnung an dee Preventiounsprogramm, dee mer zesumme mat den Allgemengdokteren am nächste Joer sollen ulafe loossen a wou ee systematesch soll encouragéieren, fir an déi dote Richtung ze goen, also fir opzehalen.

Bon, dat heite Gesetz ass eng logesch Suite vun dem Gesetz vun 2006. Jo, mir hunn haart diskutéiert! Mä bon, an dësem wéi an anere Problemer gëtt et net déi eng Wourecht, gëtt et e puer Iwwerzeegungen. D'Haaptsaach ass, dass een um Enn vum Dag zu enger gudder Solutioun komm ass, déi och Versteesdemech huet fir eng Rei vu Realitéiten. An ech kommen herno drop zréck, wann ech, ganz kuerz, op de Volet Fumoiren aginn.

Dir wësst, d'Gesetz vun 2006 war en éischte Schratt. Et war deen, deen deemools méiglech war. Et konnt ee soen, dat war e Fiasko. Neen, dat war kee Fiasko! - menger grénger Kolleegin hei gesot. Well déi ganz Diskussioun ronderëm dat Gesetz, déi ganz Sensibiliséierung ronderëm dat Gesetz hunn dozou gefouert, dass 30% vun deene Leit, déi gefëmmt hunn, opgehalen hunn. 30%, vun 33% op ëm déi 20! Wann dat e Flop ass, da géif ech gär gesinn, wat e Succès ass! Dat war dat...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hunn dat guer net gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dach, Dir hutt...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Neen, ech hu gesot,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir hutt...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...et géif e Fiasko ginn, wann ee géif ënnerscheeden...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir hutt gesot, dat wär kee Volltreffer.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...tëschent klengen a grousse Bistroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen, Dir hutt gesot, dat wär kee Volltreffer. Ech mengen, wann een d'Resultater...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Wann een d'Resultater gesäit, dann ass dat mat Sécherheet, mat Sécherheet e Succès.

(Interruption)

Oh, wësst Der, Här Braz, och Dir wäert nach eng Kéier d'Realitéite vu Kompromëssfäegkeet léieren. Ech hoffen awer, nach net esou bal.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Di Bartolomeo, mir hu ganz vill Erfahrungen am Fall...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hoffen, dass Der dat nach net esou bal...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mir kennen dat, mir kennen dat.

M. le Président.- Neen, hei, ech mengen, mir maachen awer elo keng Diskussioun. Här Braz, wann Der eng Fro wëllt stellen, da kënnt Der eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President,...

M. le Président.- Soss lauschtere mer elo dem Minister no.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, ech loosse mech net méi bëiren.

Ech wollt just soen, dass d'Evaluatioun vum Gesetz vun 2006 global positiv ass. Ech wollt just drun erënneren, dass mer e puermol an der Chamber hei iwwert de Bilan diskutéiert hunn, iwwer eng Motioun vun deene grénge Kolleegen diskutéiert hunn, wou d'Regierung sech engagéiert huet, fir gemeinsam op deen dote Wee ze goen. Dass mer Konventiounen ënnerschriwwen hunn. An dass mer duerchaus an der Linn vun deem sinn, wat mer an deene leschte Joren zesumme gemaach hunn.

De Conseil d'État iwwregens, deen hei eng Hand mat ugepaakt huet, eng gutt Hand mat ugepaakt huet, ass och a senger Linn bliwwen, an där Linn, déi en 2006 gezeechent hat, wou e gesot huet: „Oh, en hätt sech kënnen erwaarden, dass ee méi wäit gaange wär." Mä och am Conseil d'État gëtt et jo Gläichgewiichter oder Ongläichgewiichter, grad wéi op anere Plazen. An hei huet de Conseil d'État kloer mat ugepaakt.

Mir hunn e kloert Gesetz mat klore Messagë fäerdegbruecht, wou de Schwéierpunkt op de Schutz vun deene Leit, déi an den Etablissementer schaffen, geluecht gëtt. E Schwéierpunkt op de Schutz vun de Jugendlechen, wat sech doran ausdréckt, dass mer och an den Diskothéiken eng ganz kloer Approche hunn, wou och ni eng Diskussioun driwwer war. Wou ech och wëll soen, dass ni an der Visée a Richtung Jonker iergendeng Diskussioun op iergendenger Bänk war. Mä et ass ëmmer d'Konscht gewiescht, wéi een am beschten deen, deen ee

viséiert, och erreecht, ouni anerer ze vill domat ze schiedegen.

Och dat heite Gesetz ass e Kompromëss. Ech hunn op där enger Säit Echoe kritt, déi mer gesot hunn: „Dat geet awer nach net wäit genuch, well Der awer nach d'Méiglechkeet vun de Fumoire schaaft." Op där anerer Säit: „Dir gitt vill ze vill wäit."

Ech muss soen, dat hei ass en anstännegen Equiliber, wou mer - déi Fumoiren, do gëtt drop gewaart, wou an der Zwëschenzäit de Projet de règlement virläit. Deen ass duerchdiskutéiert gi mat der Chambre des Métiers, gëtt och nach eng Kéier duerchgekuckt mat dem Secteur - anstänneg Schutzmoossnamen hunn, déi awer net ze vergläiche si mat deenen Equipementer, déi virgesi waren a Restauranten, wou ee gläichzäiteg sollt iesse kënnen a gläichzäiteg fëmmen.

Well hei geet et ëm Fumoiren, wou mer soen, déi mussen hermetesch ofgeschloss sinn. Et däerf keen Transit sinn. Et däerf net dran zerwéiert ginn. An et däerfe keng Jugendlech ënner 18 Joer Zougang kréien. Déi och kloer als dat gezeechent ginn.

Deen Text, deen d'Basis ass vun deene Fumoiren, wäert an deenen nächste Wochen disponibel sinn. Ech huelen en e Freideg mat an de Conseil du Gouvernement, fir de Go ze kréien, fir en op de Wee ze schécken. An dann, mengen ech, ka jiddweree sech an deenen nächste sechs Méint, well déi hu mer jo och. An och dat ass jo e Kompromëss. Mir hu jo net gesot: „Muer trëtt et a Kraaft.", mä mir loossen dem Secteur déi sechs Méint, fir sech kënnen ze adaptéieren. Wou also an deene sechs Méint déi wëllen e Fumoir installéieren, wou keng Mannerjähreg ënner 18 eragehéieren, well eist Haaptzil ass jo, fir déi Jonk ze schützen, fir sech doru kënnen ze adaptéieren.

Jo, déi Iddi fir déi sougenannten „Bopebistroen" oder kleng Bistroe vun enger Iwwergangsphas profitéieren ze loossen, ass kontrovers diskutéiert ginn, war och en Usaz zu engem Kompromëss, wuel wëssend, dass d'Applikatioun do dovu ganz schwéier gewiescht wär a wou de Conseil d'État am Endeffekt mat tranchéiert huet an de Wee fir d'Chamberskommissioun fräi gemaach huet.

Urspréngleche Projet, bon, do kann een driwwer diskutéieren. Wat ass den urspréngleche Projet? Ass dat dee Projet, deen ech am Ufank presentéiert hunn? Ass dat dee Projet, wou mer no engem kuerze Stopp an engem klenge Bistro festgehalen hunn? Oder ass dat deen heiten? Bon, ech loosse jiddwerengem de Verdéngscht vun deene Moossnamen, mat deenen e sech kann identifizéieren, kommen awer zur Konklusioun, dass mer hei eppes Anstänneges fäerdegbruecht hunn.

Just nach ganz kuerz, wat elo kënnt. Mir wäerten also schnell dee Règlement grand-ducal, dee fäerdeg ass, probéieren a Kraaft ze setzen. D'elektronesch Zigarett, déi keen Thema war, gëtt thematiséiert am Beräich vun der Direktiv iwwert den Tabagismus, ass glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach e marginale Phenomeen. Ech hoffen, dass et do derbäi bleift.

Dann, d'Entrée en vigueur ass gefrot ginn. Den 1. Januar 2014. Dir wäert mir erlaben, dovun iwwerzeegt ze sinn, dass et kee Sënn ergëtt, fir de Leit um 12 Auer Mëtternuecht d'Äschebecheren ewechzehuelen. Ech mengen, dass dat largement duergeet, wann een dat um 12 Auer mëttes vum 1. oder um 2 Auer mëttes den 1. mécht. Dat steet net esou am Gesetz, mä dat seet awer de gesonde Mënscheverstand. Et trëtt den 1. Januar a Kraaft. Loosst eis déi Latitude, dass mer iwwert d'Auerzäit selwer kënnen décidéieren an dass net d'Douanieren an d'Polizisten um 12 Auer erausschwärmen an d'Äschebechere konfiszéieren!

Här President, ech mengen, dass ech op de Gros vun den...

M. le Président.- Jo, well Dir sidd scho laang iwwer Är Zäit eraus, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- ...vun de Froen agaange wär. Ech wollt just nach mat engem bon Mot ofschléissen:...

(Interruptions)

...Beim Jean Colombera hu sech den Dokter Jean an den Här Colombera eng ganz schlëmm Schluecht geliwwert.

(Hilarité)

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, dass den Dokter Jean gewonnen huet an den Här Colombera net muer brauch den Tubak senge Patienten ze verschreiwen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Gesondheetsminister.

Mir sinn dann och domadder um Enn vun der Diskussioun a kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6494 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6494 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert (par M. Jean-Paul Schaaf), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roland Schreiner), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Anne Brasseur et M. Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert deen neie Plan hospitalier. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Mutsch, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen, an den Här Colombera kënnt nach derbäi. Als Éischte kritt elo de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert.

12. Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, wéi vill Minutten hunn ech?

M. le Président.- Dir hutt elo 20 Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ah, da probéieren ech, esou kuerz wéi méiglech ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwe bei der Gesondheet. An ech wollt, fir unzefänken, feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg d'Chance hunn, e Gesondheetssystem ze hunn, deen de Wäerter vun dem universellen Zougang fir jiddwereen, ouni Ënnerscheed vu senger finanzieller Situatioun, vu Qualitéit a Solidaritéit, wäitgehend gerecht gëtt.

De Spidolssecteur huet an dësem System eng wichteg Roll ze spillen an ass fir iwwer 50% vun den Ausgaben an der Santé responsabel. De Spidolssecteur ass e wichtege Pilier, mä net deen eenzegen. De Gesondheetssystem brauch gradesou wéi de Spidolssecteur e performanten Deel vu medezinescher Grondversuergung, Médecine de première ligne, wou net deen ee méi wichteg an deen anere manner wichteg ass, mä déi zwee sech formidabel kënnen ergänzen.

An de Gesondheetssystem brauch och e performante Secteur vun de Soins de longue durée, mat deene Bindeglieder zwëschen deene verschiddene Secteuren, wou ech elo d'Psychiatrie net speziell erwähnen, well ech mengen, dass déi zu deem gesamte Secteur als gläichberechtegte Volet gehéiert.

Dëse Spidolssecteur huet an deene leschte 15 Joer eng bemierkenswäert Entwécklung erlieft: Fusiounen an alle Regiounen, Neibauten, Moderniséierung, nei spezialiséiert Strukturen, gutt Équipementer an eng ganz gutt personell Ausstattung, souwuel wat Medeziner wéi medezinescht Personal oder paramedezinescht Personal ugeet.

Zënter den 80er Joren, verstäerkt an den 90er Joren, hu mer hei zu Lëtzebuerg all d'Spideeler d'selwecht behandelt, ob et elo privat Spideeler sinn oder öffentlech Spideeler, ob et laizistesch orientéiert Spideeler oder Spideeler mat engem méi reliéisen Hannergrond ugeet, mir hu se alleguer d'selwecht behandelt. An ech mengen, dat ass och gutt!

An am Virfeld vun der Opstellung vun engem Plan hospitalier soll een och déi al Zöpf net erëm eng Kéier ausgruewen an et zu engem Antagonismus zwësche sougenannten öffentleche Spideeler a sougenannte private Spideeler oder Kongregatiounsspideeler komme loossen, well vergiesse mer net, si hunn eppes gemeinsam: Si ginn alleguer quasi zu honnert Prozent öffentlech finanzéiert. Also, wann ech gelift, net d'Krichsbeil erëm ausgruewen. Mir brauchen eis Energie fir aner Chantieren.

Eleng an d'Infrastrukture sinn an deene leschten zéng, zwielef Joer iwwert de Statsbudget an iwwert d'CNS iwwer 700 Milliounen Euro an de Spidolssecteur gefloss. A mir wäerten nach eng gutt hallef Milliard an deenen nächsten zéng Joer brauchen, fir dee Moderniséierungsprozess ofzeschléissen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

D'Reform vun der Psychiatrie, den Opbau vun der allgemenger Rehabilitatioun an der Réhabilitation gériatrique insbesondere, d'Gesondheetsreform mat beträchtlechem Impakt op de Spidolssecteur hunn déi lescht Jore gekennzeechent. De Spidolssecteur steet haut zolidd do. Dat muss een esou soen. A wann een de Bléck vu baussen op eise Spidolssecteur wërft, da kënnt een net zur Konklusioun, dass d'Moyenen, souwuel wat dat Finanziellt wéi och dat Personellt ugeet, net anstänneg oder net grouss genuch wären.

Fir dëst Joer steet e weidere Projet um Ordre du jour. Dat ass deen neie Spidolsplang, deen déi Weiderentwécklung am Spidolswiese fir déi nächst fënnef Joer wäert mat beaflossen. De Spidolsplang ka munches, mä net alles. Et ass e Règlement grand-ducal, deen dofir eng limitéiert Portée huet. E kann de Klassement vun de Spideeler nei regelen, e kann déi regional Uerdnung reglementéieren oder reforméieren, e kann d'Zuel vun de Better definéieren, d'Aart vun de Better: Akutbetter, Laangzäitbetter, Psychiatriebetter an esou weider an esou fort. E kann d'Servicer festhalen, déi am Lëtzebuerger Spidolswiesen ugebuede ginn. An e kann Orientéierunge gi fir noutwendeg Spezialiséierungen do, wou se e Sënn erginn.

D'Spidolsplanung - an do si mer eis alleguer eens - soll den Intérêt vum Patient an de Mëttelpunkt stellen, him dee beschtméiglechen Zougang zu där beschtméiglecher Prise en charge sécheren. De Spidolsplang ass net prioritär do, fir den Ambitioune vun deem engen oder anere Gestionnaire ze gefalen. Ech mengen, et geet drëm, prioritär soll de Patient am Mëttelpunkt stoen.

Fir dat ze garantéieren, ass et noutwendeg, de Secteur sporadesch ënnert d'Lupp ze huelen an eng stäerkend Schwächtenanalys ze maachen. Dat hu mer elo gemaach, mam Bléck vu baussen. Déi Etüd Lenz, déi vill kommentéiert ass an déi vun engem spezialiséierte Büro aus der Schwäiz gemaach ginn ass, huet de Verdéngscht, dass et en ongedréiften oder e wäitgehend ongedréifte Bléck vu bausse war, deen eis konnt soen, ob d'Grondrichtung stëmmt - an déi stëmmt - a wou ee Korrekture kann ubréngen.

De Lenz-Rapport huet d'Schwächten an d'Stäerkte vun all auswäertegem Rapport: Net all Detailer gi kannt vun de Realitéiten. An dee Rapport, dee ka sech nëmmen op déi Donnéeë baséieren, déi do sinn, déi awer zum gudden Deel vun de Spideeler selwer geliwwert gi respektiv vun der CNS geliwwert ginn. An ech kommen do nach drop zréck.

Doniewent hu mer eng Foto gemaach, eng Bestandsopnahm gemaach vun deem, wat an eisem Spidolssecteur leeft un Aktivitéiten duerch déi nei Opstellung vun der Carte Sanitaire, déi elo am Drock ass an an deenen nächsten Deeg wäert disponibel sinn.

Weder de Lenz-Rapport nach d'Carte Sanitaire sinn awer de Plan hospitalier! Et sinn Elementer, déi an de Plan hospitalier era kënne fléissen. Et sinn och an deenen zwee Dokumenter kontrovers Theesen enthalen, déi net onbedéngt eis Theese musse sinn, mä déi awer de Verdéngscht hunn, dass se opgeworf ginn an dass se kënnen Orientéierunge si fir Zukunftschantieren. An do wäert Der gesinn, souwuel - an deen hutt Der - am Rapport Lenz wéi och an der Carte Sanitaire sinn Iwwerleeungen dran, déi zum Deel iwwert déi normal Foto erausginn, mä wou Akzenter gesat gi fir muer an iwwermuer.

Déi Rapporten, déi Viraarbechte si vun engem Aarbechtsgrupp opgeschafft ginn, an deem de Gesondheetsministère, d'Direktioun vun der Santé, d'CNS, d'IGSS - an, an, an, an - bedeelegt waren. An den Entworf vum Plan hospitalier, de Virentworf vum Plan hospitalier wëll ech virun der Vakanz nach ofschléissen, fir en dann an d'Consultatioun eranzeginn. Dat brauch sécher eng Rei vu Méint, mä mir wëssen, dass et am beschte wär, wa mer dee Plan hospitalier - dat ass keng gesetzlech Noutwendegkeet -, mä dass et am beschte wär, wann dee Plan hospitalier kéint ufanks 2013, mam Ufank 2013 a Kraaft...

(Interruption)

Jo, 2014! Jo, bon, ech sinn hänkebliwwen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass meng al Ried gewiescht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Haha! Ier dësen Entworf op de legislative Wee geschéckt gëtt, wollt ech an deem Débat vun haut d'Chamber lauschteren. Ech wollt héieren, wat fir Prioritéiten d'Chamber an deen dote Plan hospitalier erasetzt, fir da meng eege Propositiounen ze finaliséieren an an d'Begutachtung eranzeginn. Ech wëll dofir net ze laang schwätzen, mä virun allem lauschteren, just e puer Elementer awer op den Dësch leeën.

Souwuel de Rapport Lenz wéi d'Carte Sanitaire beleeën d'Noutwendegkeet, fir d'Donnéeën iwwert d'Aktivitéite vun de Spideeler, iwwert d'Activités médicales ze verbesseren, dat fuerdere se an. Déi Donnéeën, déi mer am Moment hunn, si Matière à discussion, sinn net esou zouverlässeg, wéi mer dat brauchen. An dofir louche mer richteg mat der Gesondheetsreform, dass mer d'Weiche gestallt hu fir eng verlässlech Dokumentatioun an de Spideeler. Déi Aarbechte si gutt fortgeschratt an am Laf vun dësem Joer wäert d'Testphas an deenen engen oder anere Servicer ugoen.

Ech wëll awer direkt soen, dass, och wa Lücken an eiser Dokumentatioun sinn, dass déi Chifferen, déi mer um Dësch leien hunn, eng gutt Orientatioun duerstellen an net esou ze interpretéiere sinn, dass mer elo emol alles sollte leie loossen an da véier Joer waarden, bis dass mer dann an alle Beräicher verlässlech Chifferen hätten! Dat wäre verluere Joren. Déi Gronddaten, déi mer hunn, weisen eng Richtung, op déi mer eis awer kënne baséieren.

Zweet Feststellung: D'Capacitéit vun eise Spideeler ass duerchaus okay am Horizont 2020. Esou dass mer bei dësem Plan hospitalier net eng animéiert Bettendiskussioun wäerte kréien doduerch, dass mer e massive Bettenopbau géife maachen oder e massive Bettenofbau géife maachen. Hei geet et drëm, eng besser Notzung vun de bestoende Capacitéite kënnen ze sécheren an do stationär ze behandelen, wou et noutwendeg ass, an do ambulant ze behandelen, wou et fir jiddwereen en Avantage ass!

Et ass net ze vertrieden, dass haut nach systematesch Leit stationär opgeholl ginn, obwuel se ouni Weideres, ouni dee geréngste Risiko kënnen ambulant behandelt ginn. Ech illustréieren dat mat der Ophtalmologie, wou an anere Länner de groe Star zu 80% ambulant gemaach gëtt. Bei eis waren et an der rezenter Vergaangenheet ëm déi 20%. Et ass amgaang, awer an d'Luucht ze goen, well déi richteg Messagen erauskomm sinn. A fir an e Bett geluecht ze ginn, wann een et net brauch, dat ass net e Service um Patient! Dat ass..., gutt, mir diskutéieren an engem anere Rahmen nach.

Jo, an dofir wäerte mer den Daum op der aktueller Bettenzuel halen, déi eng oder déi aner liicht Aménagementer maachen, mä - mä! - de Spideeler méi Fräiheet ginn an deenen ambulante Plazen. Dat heescht, dass mer duerchaus dermat d'accord sinn, wa stationär Better, déi schlecht genotzt sinn, a Stellplazen oder an Dagesbetter ëmgewandelt ginn. Do loosse mer et bei der Flexibilitéit a wäerten am Plan hospitalier do och net bis op dee leschten Dibbelchen Zuele festhalen.

Nodeem de Plan hospitalier, an dat ass e weideren Akzent...

Just eppes, wat ech nach vergiess hunn, wat ech awer nach wollt soen: Bei de Capacitéiten a bei der Wiel zwëschen ambulant a stationär musse mer och engem Fakt Rechnung droen: dass mer méi al ginn an dass mer ëmmer méi eeler Patiente wäerten hunn. An déi Bettecapacitéiten am Stationären, déi brauche mer an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer, fir déi méi polymorbid Patienten, eeler Patienten ze behandelen. A Jonker, déi just e klenge Bobbo hunn, déi brauche mer dofir net a Spidolsbetter ze leeën. Also musse mer do oppassen, wéi mer d'Beleeung maachen.

Kuerz zu weideren Akzenter, déi mer wëllen am Plan hospitalier 2014 setzen. Dee leschte stoung am Zeeche vun der Sich no Qualitéit.

De Comité qualité ass agesat ginn. D'Iddi vun de Kompetenzzentren ass op den Dësch komm, ass erëm opgeholl ginn an der Gesondheetsreform, wou mer d'Prozedure festgeluecht hunn. An hei an dësem Plan hospitalier wäerte mer déi Konzentratiounsfelder definéieren, wou mir der Meenung sinn, dass opgrond vun der Komplexitéit vun den Agrëffer an och opgrond vun de Stéckzuelen et wichteg ass, dass net méi jiddwereen alles mécht, mä dass e Choix geholl gëtt, wie wat mécht a wou wat konzentréiert gëtt.

Et wäert Iech interesséieren - awer just fir e puer Beispiller ze ginn, dat ass net elo a Bëton ze géissen -, wou esou Konzentratiounen noutwendeg sinn. Ech nennen d'Wirbelsailchirurgie, ech nennen déi komplex Viszeralchirurgie, ech nennen den Hireschlag, ech nennen d'Kappchirurgie, komplex Kriibschirurgie, Eenzelberäicher vun der Kriibschirurgie, och - firwat net - spezialiséiert Zentre fir d'Behandlung vun der Obesitéit, vum Diabetes.

An et kann een der sécher nach fannen, mä et muss ee sech dat gutt iwwerleeën, well de Secteur ass ganz afallsräich, fir nei Secteuren ze erfannen, wou da vu sech selwer behaapt gëtt, dass een e Kompetenzzentrum ass. E Kompetenzzentrum autodeklaréiert een net! Dat gëtt een doduerch, dass ee streng Oplagen erfëllt, an doduerch, dass een déi bescht Guidelines applizéiert a sech dem Benchmark stellt.

Just dräi Iwwerleeungen nach - an da kommen ech zum Schluss - iwwer wichteg Beräicher, déi och vum Plan hospitalier ofgedeckt ginn.

D'Rehabilitatioun. Do stelle mer fest, dass villes geschitt ass an deene leschten zéng Joer: mam Opbau vum Rehazenter, mam Opbau vun der Réhabilitation gériatrique, mat der Convalescence zu Kolpech, an dass och den Taux d'occupation vun deene Better ganz héich ass, 97% am Duerchschnëtt, während an deenen normalen akute Spideeler den Taux d'occupation verbesserungsfäeg ass, jee nodeem, wat fir een Zentrum dass et ass. Och mat Nuancen, mä do ass awer nach Potenzial dran.

Ech stellen awer fest, dass mer en héije Prozentsaz vun de Rehabilitatiounsfäll exportéieren a spezialiséiert Zentren am Ausland. Dofir muss ee sech elo d'Fro stellen: Wat kënne mer gradesou gutt oder besser hei maachen? A wou brauche mer d'Hëllef vum Ausland, fir eis unzepaken?

Och bei der Rehabilitatioun stellt sech d'Fro vun der Spezialiséierung. Wann een -insbesondere an d'Réhabilitation gériatrique - erageet, da stellt ee fest, dass kunterbunt déi verschidde Beräicher, souguer op engem Stack, vermëscht sinn. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat net no Filièren organiséiert an och do vläicht eng Aufgabendeelung mécht, net elo, fir engem eppes ewechzehuelen, mä fir gemeinsam Konzepter ze maachen.

Och do, grad wéi bei der Psychiatrie, si mer um richtege Wee, well mer eis e Pilotage vun der Entwécklung ginn. Mir hunn eng Plattform Rehabilitatioun, mir hunn eng Plattform Psychiatrie. Do kommen ech elo direkt drop, well an der Psychiatrie ass enorm vill an deene leschten zéng Joer passéiert: d'Psychiatriereform, mat der Dezentraliséierung a Richtung Akutspideeler, mam Ausbau vun de Réseauen.

Mam Ëmbau an der Reorientéierung vum CHNP muss elo déi nächst Etapp ageleet ginn. An do leie gutt Konzepter um Dësch, déi de Plan hospitalier ka begleeden. Den CHNP kritt nei Missiounen am Séjour prolongé, muss sech der ambulanter Erausfuerderung stellen, well och do, an der Psychiatrie, ka ganz vill am Ambulante gemaach ginn. Ech gesinn do zum Beispill vill Handlungsbedarf bei der akuter Behandlung vum Alkoholismus.

Da kommen ech zu engem vun deene leschte Kapitelen: d'Servicer. D'Servicer ginn am Plan hospitalier festgehalen: Wat fir eng Servicer, wéi oft gëtt et hei am gesamte Spidolssecteur? De Plan hospitalier attribuéiert se net. Dat gëtt op Demande vun deenen eenzelnen Haiser herno vum Minister gemaach.

Ech wëll awer haut scho soen, dass mer an dësem Plan hospitalier méi wéi a viregte Plans hospitaliers derfir wäerte suergen, dass net jiddwereen onbedéngt alles mécht, sou dass een eng Multiplikatioun vu sämtleche Servicer huet, mä dass een do och eng Rei vu Choixe wëllt maachen an dass mer och festhalen, dass a fusionéierten Haiser net zwee- oder dräimol deeselwechte Service an deene verschiddensten Antenne geschitt.

Dat gëtt ee Service mat enger Antenn, wou awer net jiddwereen erëm eng Kéier datselwecht mécht, mä vläicht eng Aufgabendeelung stationär, ambulant ka gemaach ginn. Dofir, ech mengen, dat huet och an der Zwëschenzäit jiddweree verstanen: Fusioune sinn net Mëttel, fir dann onbedéngt méi ze kréien. Fusioune sollen d'Mëttel sinn, fir méi effizient, besser kënnen zesummenzeschaffen. Ech mengen, dat hu mer an deene Fusioune gesinn, déi bis elo zustane komm sinn.

D'Garde, d'Services d'urgence an de Spideeler, och dat ass eng Fro, déi am Plan hospitalier beäntwert muss ginn. Mir hunn eng schwéier Garde am Süden, mir hunn eng Garde am Norden a mir hunn dräi Spideeler, déi de garde sinn ofwiesselnd am Zentrum. Ech kann dat haut esou soen, wéi ech dat denken: Wann et zu där Fusioun kënnt, déi am Raum steet, da wäert et am Zentrum nach zwou Gardë ginn, well et géif jo kee Sënn erginn, fir an där doter Hypothees nach op dräi Plazen déi Garde ze maachen.

Ech wëll awer direkt soen, vu dass dat fir e bëssen Opreegung gesuergt hat, dass et ni ugeduecht war vum Gesondheetsminister, wéi dat ugeklongen ass am Lenz-Rapport, dass een an der Zentrumsregioun nach just eng Garde géif maachen. Schonn eleng pragmatesch: Een Haus eleng géif dat net packen.

E lescht Wuert iwwer eng Entscheedung, déi an dësem Plan hospitalier usteet, dat ass d'Zukunft vun deem eenzegen nach existéierende Proximitéitsspidol. Dat ass d'Sainte-Marie. Ech kann hei op dëser Plaz soen, dass ech déi Roll vun deem Spidol net méi am akut akute Beräich gesinn, mä éischter am subakute Beräich, an der Prise en charge vun eelere Leit, net als Akutspidol fir Gériatrie, well dat gëtt et net, e klengt Akutspidol a Gériatrie. Akut Gériatrie gëtt an deene groussen Zentre gemaach - Réhabilitation gériatrique, Convalescence - oder gëtt an aneren...

Mme le Président.- Här Minister...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech sinn direkt fäerdeg.

Mme le Président.- Dir sot, Dir wäert um leschte Punkt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech sinn direkt fäerdeg. Ech…

Mme le Président.- Dir kënnt och den Deputéierten nolauschteren. Ech wollt Iech just soen, dass d'Zäit, déi Der accordéiert krut an dësem Débat, ofgelaf ass. An ech géif Iech wierklech bieden, dann zur Konklusioun ze kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech wëll Iech just soen, meng Zäit ass ofgelaf an dësem Haus, mä awer nach net definitiv.

Zur Konklusioun dann: Den zukünftege Plan hospitalier wäert net eng Revolutioun ginn am Spidolssecteur, mä wäert eng weider Evolutioun ginn a Richtung méi Qualitéit a méi Effizienz. An domat, Madame Presidentin, maachen ech d'Bühn fräi, fir elo kënnen nozelauschteren.

Merci.

Mme le Président.- Merci dem Här Minister. Als éischte Riedner ass d'Madame Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Mme le Président.- Jo?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ...well mir haten den Débat ugefrot deemools, dat war esou ofgemaach.

Mme le Président.- Ech hunn hei op mengem Ziedel vun der Présidence stoen, dass d'Madame Mergen déi Éischt ass.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- An der Conférence des Présidents war et esou ofgemaach. Ech wëll dat just soen. Dat ass... Madame Presidentin,...

Mme le Président.- Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ...et war eng Debatt, déi ugefrot gi war vun deene Gréngen, an du war op Demande vun der LSAP-Fraktioun gesot ginn, datt de Minister wëllt dorauser en Débat de consultation maachen. A mir waren dunn d'accord. An du hate mer ofgemaach an der Conférence des Présidents, datt d'Madame Lorsché als Éischt awer d'Wuert kritt. Et ass och leider kee vun de Kolleegen hei vun der Conférence des Présidents. Mä den Här Meisch, dee kann dat awer confirméieren.

Mme le Président.- Här Meisch?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech kann dat effektiv esou confirméieren, datt de leschten Donneschden an der Conférence des Présidents dat esou virgesi war.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Also, ech kann... Ech weess et net, ech maachen nëmmen, wat...

Mme le Président.- Also ech géif Iech da Folgendes proposéieren: Vu dass dat esou ofgemaach wor, quitte dass et hei anescht steet,...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- …kann een am Procès-verbal nokucken.

Mme le Président.- ...mä ech géif dann der Madame Mergen Merci soe fir dat Verständnis, dat se huet, a mir géifen dann der Madame Lorsché d'Wuert ginn. Dir hutt also elo d'Wuert…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin.

Mme le Président.- …als éischte Riedner.

Débat

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, als wichtegt Element vun der Gesondheetsreform soll de Plan hospitalier ufanks 2014 a Kraaft trieden, wann ech mech net iren. Sechs Méint virdru bleift awer nach munches ze klären. Als Gréng hu mir haut d'Geleeënheet, eng Rei Froen ze beäntwerten an eis Positioun duerzeleeën. Dofir villmools Merci, Här Minister, och wann d'Froen eréischt viru véier Deeg bei eis ukomm sinn.

(Interruption)

Laut der Sondernummer vun „InSight", déi de Gesondheetsministère de leschten Dezember publizéiert huet, soll deen neie Plang e Paradigmewiessel alauden. E soll also net beim Status quo bleiwen, mä e soll nom Motto „Net alles iwwerall" déi medezinesch Kompetenze bündelen, d'Fachgebidder vun eenzelne Spideeler definéieren an de Käschtepunkt allgemeng erofsetzen. Den Drock vun der CNS ass grouss, well d'Käschten aus dem Rudder lafen, wann näischt geschitt.

Och fir déi gréng ass et kloer, datt de Gesondheetssystem, an dësem Fall de stationäre Secteur virun allem, an engem wirtschaftlech méi schwieregen Émfeld finanzéierbar muss bleiwen. D'Qualitéit muss weiderhi garantéiert ginn an och verbessert ginn, an d'Organisatioun muss stëmmen. An deem Sënn wier et kontraproduktiv, onnéideg Duebelstrukturen oprechtzëerhalen, wann d'Geld op anere Plaze besser agesat ka ginn.

Geld méi effizient asetzen däerf awer net heeschen, um Personal ze spueren. All Personalofbau riskéiert net nëmmen, déi scho souwisou schwiereg Aarbechtsbedéngungen an de Spideeler ze verschlechteren. Dee schonn ugekënnegten Ofbau vu 46 Posten an den nächste Joren huet eis erféiert. Mir mengen, datt en noutgedrongen zu der Verschlechterung vun der Qualitéit an der Versuergung wäert féieren.

Esou richteg wéi et ass, d'Kompetenzen ze bündelen, esou falsch ass et, d'Personal ofzebauen, jiddefalls fir eis. Et ass op deem Punkt, wou mir net op enger Linn leien, jiddefalls net mat deem, wat mir an der Press gelies hunn a wat op eis zoukënnt. Mir froen eis, ob deen intransparente Berechnungsmodus, dee sougenannte PRN, op deen Dir Iech beim Personalbedarf berufft, nach der Zäit entsprécht, a mir wäre frou, wann eng Analys géif gemaach ginn, fir dee Berechnungsschlëssel nach eng Kéier iwwert de Leescht ze zéien. Op alle Fall muss et drëms goen, d'Aarbechtsbedéngungen net a Fro ze stellen a wa méiglech ze verbesseren, gläichzäiteg d'Versuergung.

Dat virausgeschéckt wéilt ech e puer méi generell Remarquen iwwert d'Spidolsstrukturen an eisem Land maachen, well och déi am Kontext vum Plan hospitalier net onwesentlech sinn.

Zu Lëtzebuerg fonctionnéiere verschidden Trägerorganisatiounen niewenteneen a munchmol och géinteneen. Dat mécht d'Opstellung vun engem koordinéierte Spidolsplang an eisen Aen net méi einfach. Op där enger Säit stinn déi öffentlech an halleföffentlech Spideeler, déi zum Deel scho fusionéiert hunn, op där anerer Säit stinn eng Rei Spideeler, déi an der Hand vu reliéisen Träger leien a vum Bistum ofhängeg sinn, mat Ausnahm vun der Zithaklinik, déi dem Uerde vun de Karmeliter an domat indirekt dem Vatikan ënnersteet.

An anere Wierder: Eis Spideeler stinn op zwee verschiddenen oder dräi verschiddene Féiss, déi koordinéiert musse ginn. Dir hutt dat net weider nuancéiert, mä ech denken, et spillt eng Roll. Et geet net drëms, deenen engen oder aneren hir Daseinsberechtegung a Fro ze stellen oder driwwer ze jugéieren. Déi komplex Situatioun ass historesch gewuess an net mat engem Spidolsplang ze änneren.

Wat mir awer musse feststellen, Här Minister, ass, datt d'lescht Joer Bewegung an de Secteur komm ass, net nëmmen duerch de Projet vum Südspidol. Am Dezember 2012 hunn d'Zithaklinik an d'Fondatioun François-Elisabeth, där dräi Spideeler ënnerstinn, deklaréiert, e gemeinsame Spidolsverband mat engem eenzege Bedreiwer ze grënnen. Aus der Zithaklinik, déi mëttlerweil hiren eegenen, éischter liberal ugehauchte Modell opgebaut hat, gëtt domat nees e reliéist Spidol, zur Freed vun deenen engen, zum Leed vläicht vu munchen aneren.

Deen Zesummeschloss féiert awer och derzou, datt d'Kongregatiounsspideeler mat insgesamt 750 Better zu der stäerkster Kraaft am Spidolssecteur ginn. Firwat soen ech dat? Well mir d'Rivalitéit tëschent de Spideeler fäerten, a mir wäre frou, wa se net géif antrieden, ganz am Sënn vum Patient a vum Spidolswiesen. Mir sinn net frou, wann e Glawenskrich gefouert gëtt a Konkurrenzkämpf bestinn. Dowéinst hunn ech déi Suerg elo ausgedréckt.

D'Fro ass och déi, ob Dir Iech mat der ominöser Lenz-Etüd e gudden Déngscht geleescht hutt. Eng vun den Ursaache vun dëser Fusioun gesi mir nämlech an där Etüd, déi am Spidolssecteur fir Opreegung an zum Deel fir Panik gesuergt huet. D'Prestatioune vun eenzelne Spideeler waren net méi ganz kloer. Si sinn a Fro gestallt ginn, well d'Zuele keng kloer Ziffere konnte liwweren (veuillez lire: well d'Etüd keng kloer Fakte konnt liwweren). Sécherlech huet d'Etüd eng Rei Handlungspisten opgewisen, mä bei engem Präis vu schätzungsweis 720.000 Euro - déi stounge jiddefalls am Budget - hutt Dir Iech wahrscheinlech méi erwaart.

Den Haaptproblem ass deen, datt d'Resultater vun der Etüd net op fiabelen Daten an Zuele baséieren. Dat stoung an der Press, an dat erfannen ech net. Ech denken, dat ass net einfach aus dem Himmel gegraff. Et war net méiglech, fiabel Daten ze liwweren, well déi an eisem Land net bestinn. Mir lafen an deem Beräich anere Länner jorelaang hannendrun.

Domat sinn ech bei Ärer leschter Fro, déi ech heimat scho beäntwerten: D'Fro, ob Dir um richtege Wee sidd - dat hutt Dir eis gefrot -, fir d'Daten ze erfaassen, kënne mir mat Jo beäntwerten. D'Erfaassung kënnt awer net vum Fleck an eisen Aen, et sief, Dir géift elo gläich de Salto schloen, fir weiderzekommen.

Scho bei der Santés-Reform ware mir der Meenung, datt e fiabele Carnet électronique fir all Patient misst geschafe ginn. Mir waarden nach haut drop, mä en ass jo elo ënnerwee. Dir sot, mar wär en do. Da waarde mer drop, a mir si frou, en ze gesinn.

Donieft hunn déi gréng an der Persoun vum Félix Braz och derfir plädéiert, eng eenheetlech Nomenclature anzeféieren, eng Nomenclature, déi mat där am Ausland vergläichbar ass a preziist Zuelematerial ka liwweren. Do geet et ënner anerem ëm Daten, wat d'Zäit vun der Behandlung ubelaangt, d'Form vun der Behandlung, d'Zuel vun de Behandlungen, d'Resultat vun de Behandlungen, d'Präisser vun de Behandlungen, d'Openthaltsdauer am Spidol an esou weider an esou fort.

Nëmme wa mer eng eenheetlech Nomenclature hunn, ass eng Evaluatioun méiglech, souwuel wat d'Qualitéit wéi och wat de Käschtepunkt betrëfft. Déi Date leien nach net vir. Dofir froe mir Iech, Här Minister, op wéi eng Daten Dir Iech elo baséiert beim Opstelle vum Spidolsplang oder ob Dir driwwer nodenkt, de Spidolsplang opgrond vun deenen Daten, déi nach feelen, zäitlech ze verschieben. Domat géift Dir iwwerstierzten Aktioune verhënneren a kéint Iech prett maachen, fir de Plang an aller Kenntnis vun der Situatioun unzegoen, esou wéi d'Lenz-Etüd Iech et och recommandéiert.

Dat gesot, kommen ech zu Ärer Fro iwwert d'Régions hospitalières. An eisen Ae gehéiert de Prinzip vun de Regioune ganz kloer an e Gesetz, net an e Règlement grand-ducal. Mir ginn dem Statsrot recht, well mir der Meenung sinn, datt e Gesetz de Kader muss virginn, op deem geschafft gëtt. Um Règlement grand-ducal ass et dann, fir déi konkret Exécutioun vum Prinzip festzeleeën. Dem Gesetzgeber erlaabt dat eng gewësse Flexibilitéit, ouni datt de Prinzip iwwer Bord gehäit ka ginn.

Zu de Régions hospitalières wéilte mir nach e bësselche méi soen. Wa mir vu Spidolsregioune schwätzen, denke mir net nëmmen un eng optimal Verdeelung vun den Infrastrukturen, mä och un déi regional Grondversuergung ausserhalb vun de Spideeler. An eisen Ae feelt et hei un engem Konzept, wat souwuel op Preventioun baut wéi och op déi integréiert a ganzheetlech Medezin.

Op där enger Säit géife regional Strukture mat verschiddene Spezialisten et erlaben, Patiente schonn an engem fréie Stadium opzefänken an hinnen de Wee an d'Spidol ze erspueren. Dir hutt dat virdrun erwähnt, an dat kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. D'Spideeler wieren doduerch entlaascht, de Patient méi fréi versuergt.

Op där anerer Säit däerfen d'Spideeler net am Abseits stoen, wann et ëm Preventioun geet. Schonn eleng den Term CNS, also National Gesondheetskeess, ass e Programm fir sech, e Pro-

gramm, deen de Spideeler net just den Optrag gëtt, Krankheeten ze behiewen, mä deen d'Leit duerch Preventioun gesond hält a regional Antennen huet. Och déi gehéieren an e Plan hospitalier.

A schlussendlech si mir der Meenung, datt den Term Regioun sech net op Lëtzebuerg däerf beschränken, mä d'Groussregioun muss abezéien, fir sënnvoll Synergien tëschent de Lëtzebuerger an den auslännesche Spideeler weiderzedreiwen.

Ech kéim zu Ärer zweeter Fro, déi d'Schafung vu konzentréierte Servicer ugeet. Datt en double Emploi kee Sënn mécht a mat der Zäit onbezuelbar gëtt, hunn ech schonn am Ufank gesot. Fir eis ass de Prinzip vun der Konzentratioun okay, allerdéngs ënner enger Bedéngung: D'Mobilitéit muss garantéiert sinn. Den Transport vun de Leit an e Spidol muss schnell an effikass funktionéieren an en däerf d'Patiente finanziell net ze vill belaaschten.

Leider ass den Innenminister net do, well et geet elo ëm hien. Et geet ëm seng Services de secours, déi op ville Plazen am Land komplett iwwerfuerdert sinn a vum Innenminister säit Jorzéngten net genuch Mëttel zur Verfügung gestallt kréien.

Et kann net sinn, datt eenzel Rettungséquipë gläichzäiteg hire Secteur an den Nopeschsecteur mussen ofdecken, well am Nopeschsecteur keng Hëllef méi ze fannen ass. Leider ass dat regelméisseg de Fall, mam Resultat, datt d'Waardezäiten op d'Rettungsdéngschter opgrond vun de wäiten Distanzen ze laang ginn an de Risiko fir de Patient klëmmt.

Och mussen d'Urgencen an de Spideeler méi effikass organiséiert ginn, nom Modell vun auslännesche Spideeler, wou speziell ausgebilt Urgentiste fir Fortgang a Qualitéit an den Noutopnahme suergen. Wat hëlleft et, schnell an engem Spidol unzekommen, wann een duerno dräi bis véier Stonnen op den Dokter waarde muss?

(Interruption)

An deem Kontext wier och nach vill iwwer feelend Services de garde ze soen, wéi zum Beispill dee vun de Pädiateren, deen net ëmmer glécklech ass.

Eng weider Fro vun Iech ass déi, wéi eng Donnéeën an de Plan hospitalier ageschriwwe solle ginn. Dir hutt gefrot: Déi allgemeng Servicer vun de Spideeler oder och déi konkret Missioun vun all Service?

Mir sinn der Meenung, datt et am medezinesche Beräich geféierlech ass, wann d'Missioune konkret an in extenso definéiert ginn. Medezin ass eng Wëssenschaft, déi schnell evoluéiert, an d'Medezin ass och eng Form vu Konscht. Dowéinst muss eng gewësse Fräiheet bestoe bleiwen, déi et de Medeziner erlaabt, flexibel op d'Entwécklung ze reagéieren, an Noutsituatioune kreativ ze ginn a kuerzfristeg Ännerunge virzehuelen.

Mir wëllen och net, datt d'Medezin enger Aart Planwirtschaft ënnerläit, well d'Vertrauen an d'Deontologie vum Dokter domat zur Niewesaach gëtt an déi wichteg Eegeninitiativ vum Dokter net méi gefrot ass.

An deem Kontext wéilt ech och op d'Fro vun de Better fir Komapatienten agoen. Mir sinn der Meenung, datt all Spidol Better fir déi Fäll reservéiere muss, och wa se de Moment nach net genügend do sinn. D'Iddi, eng Zort Komazentrum op enger Plaz ze schafen, fanne mir net glécklech, si ass net besonnesch attraktiv, virun allem net fir dat betraffend Spidol, wat déi Statioun bedreift.

Déi Better geziilt an de Plan hospitalier anzeschreiwen, gesi mir och net als sënnvoll un, well d'Situatioun an de Spideeler net ëmmer déiselwecht ass, och net an de Regiounen, a jee no Bedarf ugepasst muss ginn.

Dann nach e Wuert zu der Rehabilitatioun. D'Lenz-Etüd weist drop hin, datt vill Lëtzebuerger Résidenten am Ausland rehabilitéiert ginn an net zu Lëtzebuerg. Solle méi Reha-Plazen zu Lëtzebuerg entstoen oder si mir mat der aktueller Situatioun d'accord?

Fir déi gréng ass déi beschte Reha déi, déi esou séier wéi méiglech an esou oft wéi méiglech kann agesat ginn. All verpasste Reha riskéiert eng weider Operatioun a méi en héije Käschtepunkt. Dowéinst si mir kloer der Meenung, datt d'Proximitéit déi wichtegst Roll muss spillen a gefördert muss ginn.

D'Wirtschaftlechkeet däerf natierlech dobäi net vergiess ginn. Well spezialiséiert Reha-Servicer deier ginn, mussen déi konkret Besoine fir eist Land an enger éischter Phas quantifizéiert ginn. Och do mussen Date virleien. Duerno stellt sech dann eraus, wéi eng nei Strukture sech rentéiere géifen a wéi eng net oft genuch kéinte gebraucht ginn, fir datt den Investissement Sënn mécht.

Eng interessant Fro ass déi vun de Missioune vum Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique vun Ettelbréck. Mir fannen et absolut begréissenswäert, datt de Service „Soins psychiatriques à domicile" net méi spéit wéi déi viregt Woch eng duebel Zertifikatioun kritt huet. En huet souwuel déi international ISO-Qualitéitsnormen erreecht wéi och d'Norme vun der Bundesgemeinschaft fir Rehabilitatioun.

Déi Richtung begléckwënsche mir! Mir si frou, datt et se gëtt. Och dat ass en neie Wee an der Psychiatrie. Et ass eent vu méi Zeechen, datt sech am Beräich vum Ettelbrécker Spidol eppes deet, dank dem staarken Engagement, géif ech mengen, vun der Direktioun.

Déi aktuell Missioune vum Spidol stelle mir am Prinzip net a Fro, wuel awer dee beklemmenden an düsteren Tuerm aus däischteren Zäiten, dee längst hätt missen ofgerappt ginn an duerch frëndlech Raimlechkeeten ersat ginn.

Wou mir eng kloer Ännerung erwaarden, ass an der forensescher Psychiatrie. Hei geet et ëm Leit, déi e kriminellen Akt hannert sech hunn, opgrond vun hirer psychescher Erkrankung awer net scholdfäeg sinn.

An eisen Aen ass et onvertrietbar, dës Persoune wéinst hirer potenzieller Gefor oder wéinst hirer Gefor fir sech selwer a fir anerer an eng geschlosse Psychiatrieanstalt anzespären. Esou eng Zort vun Ënnerbréngung ass nach schlëmmer wéi eng Prisongsstrof. Dee Kranke weess nämlech net, ob en déi geschlossen Anstalt nees verloossen däerf.

Als Gréng triede mir awer och net derfir an, datt dës Persounen an der Enceinte vum Prisong zu Schraasseg ënnerbruecht ginn. Den Artikel 21 vum Projet de loi iwwert d'Administration pénitentiaire gesäit dat vir a stéisst domat net nëmmen op eise Widderstand. Den Artikel 21 stéisst och op den zolitte Widderstand vun der Berodender Mënscherechtskommissioun, déi betount, datt esou eng Verfügung fundamental contestabel ass.

D'Kommissioun insistéiert an hirem Avis drop, datt eng nei an onofhängeg Struktur geschafe muss ginn. Mir kënnen deem Avis nëmmen zoustëmmen. Leit, déi bewisenermoosse krank sinn an net veruerteelt sinn, net scholdfäeg sinn, däerfen net mat Strofgefaangenen zesummekommen. Dat mécht d'Saach méi schlecht wéi gutt an ass weder vum mënschlechen nach vum therapeutesche Standpunkt aus ze vertrieden.

Mir géifen eis wënschen, Här Minister, datt Dir Iech bei der Reform vum Prisongsgesetz mat der Madame Modert a mat der Direktioun vum Ettelbrécker CHNP zesummesetzt an den Artikel 21 nach eemol iwwerdenkt. Dir sidd Gesondheetsminister a kënnt net einfach nokucken, wéi d'Justiz mat kranke Leit verfiert.

Vum Ettelbrécker CHNP zu der Escher Clinique Sainte-Marie, där hire Statut vun Hôpital de proximité am Januar 2014 jo zu Enn geet. Mir sinn der Meenung, datt dat Gebai fir medezinesch Zwecker oprechterhale ka ginn, ënner wéi enger Form och ëmmer, allerdéngs ouni an ee Konkurrenzkampf mam CHEM ze trieden. D'Infrastruktur ass net déi schlechtst a ka genotzt ginn.

Mat der ugeduechter Iddi vun enger Gériatrie si mir d'accord, well et sech dee Moment ëm eng Struktur handelt, déi sech rentéiert am Hibléck op eis demografesch Entwécklung. Firwat net a Kombinatioun mat engem Schmäerzzentrum, deen och dréngend gebraucht gëtt a vun deem och déi eeler Generatioun kéint Gebrauch maachen?

Allerdéngs ënnert der Konditioun, datt spezialiséiert Gériateren a qualifizéiert Fleegepersonal do agestallt ginn. Dat wäert net einfach ginn. Ech denken un d'Etüd, déi d'Medezinstudenten d'lescht Joer virgestallt hunn. Si hu gewisen, datt et e klore Mangel u Gériateren an eisem Land gëtt an datt och net vill Studenten dee Wee aschloen. Nëmmen déi wéinegst Medezinstudente wëlle sech an deem Gebitt spezialiséieren.

Wann aus der Clinique Sainte-Marie méi soll gi wéi eng einfach Versuergungsstruktur fir eeler Leit, da mussen och Weeër fonnt ginn, fir de Mangel u Gériateren ze behiewen a qualifizéiert Personal anzestellen.

Domat wier ech um Schluss. D'Zäit leeft fort. Dem Plan hospitalier wënschen ech eng glécklech Gebuert an Iech, Här Minister, eng glécklech Hand bei der Ëmsetzung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci der Madame Lorsché. An da kéim elo d'Madame Mergen un d'Rei, an där wéilt ech nach eng Kéier Merci soen, dass se Verständnis hat fir déi Décisioun, déi d'Conférence des Présidents geholl hat, fir d'Madame Lorsché als Éischt schwätzen ze loossen. Madame Mergen, Dir hutt awer elo d'Wuert.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci villmools, Madame President. Ech war net a Kenntnis vun där Décisioun. Mir hu jo haut iwwerhaapt eng komesch Form: Wat huet de Minister ons schonn Äntwerte ginn op déi Froen, déi mer em duerno stellen!

(Hilarité)

Madame President, Dir Dammen an Dir Häre, an der Zesummefaassung vum Rapport Lenz steet als éischten dee Saz, deen ons haut wuel duerch dës Diskussioune wäert begleeden oder hoffentlech wäert begleeden, nämlech dass d'Finanzéierung vun der Gesondheetsversuergung och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi ënner Drock kënnt. Den Dokter Max Lenz stellt fest, dass, wa mer hei zu Lëtzebuerg keng qualitéits- a leeschtungsorientéiert Finanzéierung hunn, de Plan hospitalier dat eenzegt Instrument ass, fir d'Qualitéit, d'Spezialiséierung an d'Differenzéierung vun der Offer ze förderen an domadder d'Investitiounen ze steieren.

Hie seet och, dass en Dreiweloosse vun engem System, dat beispilllos aarm ass an der Erfaassung vun Daten a Leeschtungen - mir hunn 20 Joer Retard op ons Nopeschlänner Däitschland a Frankräich an dëser Hisiicht - a wou et ganz kloer un Transparenz feelt, extrem geféierlech wier, virun allem am Hibléck op eng medezinesch Entwécklung, déi dauernd hir Leeschtungen ausbaut, bei gläichzäiteger relativer Verréngerung vun de Ressourcen.

De Peter Feist huet et a sengem „Land"-Artikel op de Punkt bruecht: Lëtzebuerg leescht sech an enger staatlech geplangter Spidolslandschaft „eine weitgehend schrankenlose Konkurrenz" tëschent de Spideeler. Dat kann net gutt ausgoen, an esou huet een de Gesondheetsminister a leschter Zäit ëmmer erëm héiere säi Saz soen: „Net alles iwwerall." A mir mengen, dass deen Usaz duerchaus valabel ass an eigentlech och inévitabel.

Ech wäert awer nach a menge Reflexiounen e puer aner Pisten ufëieren, déi op d'mannst parallell misste verfollegt ginn, fir déi national Ressourcë besser ze verdeelen, fir dass ons Spidolsversuergung weiderhin op héijem Niveau ka finanzéiert ginn, fir dass déi exzellent Infrastrukturen, iwwert déi ons Haiser verfügen, och optimal solle genotzt ginn a fir dass mer et och fäerdegbréngen, dass auslännesch Patiente sech an onsem Land behandele loosse kommen - momentan maachen haaptsächlech ons Patiente sech op de Wee an d'Ausland, dëst misst eigentlech eng Zirkulatioun an déi béid Richtunge sinn -, fir dass schlussendlech all Patienten, déi grad kee Spidolsbett oder eng Spidolsbehandlung brauchen, och all déi aner Méiglechkeeten zur Verfügung hunn, fir optimal preventiv an therapeutesch encadréiert ze ginn.

Ech konnt mech nëmme wonneren, wat d'Madame Lorsché alles an d'Spideeler wollt setzen: Preventioun, a wat war et nach, d'Schmäerzbehandlung. D'Schmäerzbehandlung, op déi ech och herno ganz kuerz wollt zréckkommen. Ech mengen, ech kann awer drop verzichten, well mer haut déi Diskussioun driwwer haten. Dat ass e ganz wichtege Secteur, mä dat ass evident en ambulante Secteur a kee Spidolssecteur.

Wann een an engem Spidol täteg ass a Responsabilitéiten do ze droen huet - dat si rise Betriber -, riskéiert een ëmmer erëm, den Iwwerbléck doriwwer ze verléieren, dass et eben och Patiente gëtt, an zwar vill méi där, Gott sei Dank, déi op engem aneren Niveau mussen zu hire Soine kommen.

Ons Gesondheetsausgabe leie bei deenen héchsten op der Welt. De Minister hat et virdru scho gesot. Mir sinn déi Véiert hannert den USA, Norwegen, der Schwäiz an Holland. Vun deenen Ausgabe mécht den Undeel vun de Spideeler ongeféier 50% aus, an dat ouni Dokteschfraisen. Zum Verglach: An der auslännescher Moyenne beleeft sech de Spidolsundeel vun de Gesondheetskäschten op 30% bis 40% dovun, inklusiv den Dokteschkäschten!

Dofir wier et ons fir d'Éischt emol wichteg, onst Spidolswiesen an de Gesamtkontext vun der Gesondheetsversuergung an onsem Land ze setzen. Mir mussen ons d'Fro stellen, wat an Zukunft d'Erausfuerderungen un dat Gesondheetswiese wäerte sinn an enger Entwécklung, déi bestëmmt gëtt duerch: d'Wuesse vun onser Populatioun op estiméiert 650.000 Awunner am Joer 2030; d'Altersstruktur vun dëser Bevölkerung mat enger méi héijer Liewenserwaardung an domat engem ze erwaardende Wuesstum vun der Frequenz an der Behandlungsdauer vu chronesche Krankheeten, wéi den Diabète, d'Demenz oder déi kardiovaskulär Krankheeten, an anerersäits eng ëmmer méi grouss Erwaardung un d'Vermeidung vu Pathologien, also un en Ausbau vu preventiven a soziale Mesuren, eng besser Informatioun, fir ons Populatioun duerch hiert ganzt Liewe kënnen ze encadréieren.

Dës Erausfuerderunge wäerten an der Zukunft ëmmer méi e groussen Deel vun den disponibele Mëttele fir sech beusprochen. An op dësen Erausfuerderunge leien och d'Äntwerten. Si leien net nëmmen oder nëmmen zu engem Deel am Spidolswiesen! Si verlaange villméi no engem vernetzten, qualitativen a quantitativen Ausbau vun der patientennoer Versuergung an no enger multiprofessioneller, vernetzter Offer vun der Prise en charge, an där natierlech och d'Spidol eng Roll ze spillen huet.

Et muss ee sech hei d'Fro stellen, ob d'Spideeler effektiv de Pivot an esou engem zukünftegen Zeenario sollen duerstellen. Dat ass d'Meenung vun der Fédération des hôpitaux. Et kann een dat och méi nuancéiert gesinn.

D'Spidol huet sécherlech eng grouss Roll ze spillen, mä ob si elo Dréi- an Aangelpunkt sinn am System, dat sief dohigestallt. Dem Patient säi Liewe spillt sech doheem of, oder am héijen Alter vläicht an enger Laangzäitstruktur, an net an engem Spidol. D'Spideeler wäerten och missen ëmdenken an hir Plaz fannen an engem vernetzte System, deen op eng global Prise en charge vum Patient tendéiert.

Madame President, Kolleeginnen a Kolleegen, wat an der Vergaangenheet passéiert ass, wësse mer: Virun 1952 waren d'Spideeler lauter Eenzelkämpfer, an deenen d'Kongregatiounen oder d'Gemengen op eegen Initiativen hire sozialen an zum groussen Deel och karitativen Aufgaben nokomm sinn. Si hunn déi grouss Investitiounen déizäit selwer gedroen. Si hunn d'Medezin hei zu Lëtzebuerg gemaach.

An hirem Rapport vun 1952 huet d'Direktioun vun der Santé festgestallt, dass duerch eng feelend Planung a Kollaboratioun all Spidol fir sech huet missen deier Investitiounen tätegen, notamment mat den Apparaten an den Instrumenter, déi dann awer net voll ausgenotzt waren. An och deemools waren et scho laang Diskussiounen a multipel Etüden, déi 1976 an engem éischte Spidolsgesetz aboutéiert sinn, déi festgesat hunn, dass en éischte Plan hospitalier sollt entstoen, also 1976, deen awer dann och eréischt 1982 erauskomm ass, sechs Joer drop!

Dës Pläng sinn ëmmer op Basis vun enger regionaler Andeelung, déi och der Bevölkerungsdicht Rechnung gedroen huet, opgestallt ginn. Dat ass och den Ursprong iergendwéi vun onse Spidolsregiounen.

1994 ass du mat der Aféierung vun der Assurance dépendance eng Andeelung gemaach ginn an d'Établissements de long séjour an déi eigentlech Spideeler, fir déi d'Krankekeesen zoustänneg sinn.

1999 sinn du fir d'Éischt Kritäre vun Effizienz a Qualitéit amplaz vu reng lokale Kritären an der Regierungserklärung opgetaucht. An dee leschte Spidolsplang vun 2009 schliesslech fuerdert dann och en Ëmdenken a Richtung ambulant Versuerung a féiert verschidde Mechanismen an, fir d'Qualitéitssécherung an de Spideeler ze sécheren an national ze koordinéieren.

Mir stelle fest, dass sech déi richteg Gedanken zur richteger Zäit gemaach goufen. Just an der Praxis war dat net esou einfach ëmzesetzen, well all Spidol gefaart huet, an esou engem Prozess Patienten ze verléieren oder manner Akten ze maachen. Et wor e bëssen: eng Regioun, ee Spidol géint déi aner.

D'CSV-Fraktioun deelt op dësem Punkt den Avis vum Rapport Lenz, dass dat net esou ka weidergoen! Dat ass absolut kontraproduktiv an iwwerhaapt net am Intérêt vum Patient.

Madame President, de Rapport Lenz ass vill kritiséiert ginn, well eng Rei vu Parameteren d'Realitéit net géifen erëmginn. Fairerweis muss een dofir soen, an de Rapporteur seet et selwer - also de Rapporteur, den Här Lenz -, dass et mat den Donnéeën, déi him zur Verfügung stoungen an déi et hei am Land gëtt, dass et eben domat einfach net méiglech war, d'Aktivitéit vun de Spideeler ganz exakt ze rezensëieren, geschweige dann e Präis op d'Leeschtungen ze setzen, déi erbruecht ginn.

De Minister huet gesot, et wier awer mat dëse Chiffere kloer eng no Approche un d'Situatioun ze ginn. Et ass natierlech fir e Wëssenschaftler, deen esou en Optrag huet, ëmmer batter, wann e muss feststellen, dass e muss e bëssen improviséieren.

Dat ass u sech dee wierkleche Problem, dee mer hei hunn an deem séier muss opgehollef ginn. Dat verlaangt iwwregens och d'Direktiv vun de Soins de santé transfrontaliers, déi eigentlech nach misst dëst Joer a Gesetz bei ons ëmgewandelt ginn.

Amplaz dass no der Spidolsreform 2011 déi Automatismen direkt a Kraaft getruede wieren, déi zu enger méi enker Zesummenaarbecht vun de Spideeler gefouert hätten, an esou d'Fraisen hätte kënne reduzéiert ginn duerch d'Zesummeleeën oder d'Matenanerschaffen, zum Beispill um Niveau vun der Informatik, um Niveau vun de Laboen oder den administrative Strukturen, sinn d'Budgete vun de Spideeler säithier nach Joer fir Joer an d'Luucht gaangen, an ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, ouni d'Akte vun den Dokteren. Et ass evident, dass een deem net ka weider nokucken, ouni ze reagéieren, soss leeft déi ganz Finanzéierung vum Spidolswiese komplett aus dem Rudder.

Wat huet de Rapport Lenz am Wesentleche bruecht, ausser dem Constat, dass et mat deenen Zifferen, déi zur Verfügung stoungen, net einfach war, d'Aarbecht ze maachen? En huet fir d'Alleréischt emol festgestallt, dass mer an Zukunft eng liicht Iwwercapacitéit vu Better hätten, wann een de Bevölkerungszouwuess op där enger Säit derbäirechent, op där anerer Säit awer d'Openthaltsdauer an d'Effekter vun enger konsequenter Aféierung vun der ambulanter Medezin erëm ofrechent.

Verkierzten Openthaltsdauere sinn en allgemengen Trend weltwäit. De Minister huet schonn dovu geschwat. Just mir stinn erëm eemol hannert dëser Entwécklung. Mir leien do mat enger mëttlerer Openthaltsdauer vu 7,7 Deeg wäit iwwert der Moyenne.

Et muss een eben haut net méi fir all Agréff am Spidol bleiwen. Den ambulante Secteur, wann en ausgebaut gëtt, kann eng ganz Rei vu chirurgeschen Agréffer - Aen oder vaskulär Operatiounen - op dës Aart a Weis duerchzéien. An de Vereenegte State ginn och Blinddarmoperatiounen net méi am Spidol leie gelooss. Also, dat ass alles eng Entwécklung, déi net opzehalen ass, mä bei ons emol unzefänken huet.

Dat ass méiglech duerch de Fortschrëtt vun den Operatiounstechniken - Anästhesie -, mä et brauch awer och eng voluntaristesch Politik, fir d'Méiglechkeeten an e finanziellen Incentive ze schafen, dass och bei ons dëse Wee beschratt gëtt.

Méi kuerz Openthalter sinn och duerch eng besser Vernetzung vum Spidol mam Extrahospitalier ze erreechen. E Patient, deen ausdiagnostizéiert ass, eng méi schwéier Behandlung ofgeschloss huet a säin Traitement a Pëlleform kann huelen, gehéiert net méi an e Spidol a soll vu Famill a gegebenenfalls Soins à domicile an Hausdokter kënnen iwwerholl ginn.

Fir déi Fäll, wou de Patient ze gutt ass, fir am Spidol ze bleiwen, awer net gutt genuch, fir heemzegoen, dofir gëtt et elo schonn Iwwergangsstrukturen. Mä dës Iwwergangsstrukture si leider haut oft iwwerfëllt. Kolpech a Stengefort si schonn zitéiert ginn, do kann de Patient sech an aller Rou a wäit ewech vun deem hektesche Liewe vum Spidol erhuelen an op säin Heemkomme preparéieren.

Wa säin Zoustand sech weider ka verbesseren... Dat ass eigentlech méi d'Rehabilitatioun, vun där ech elo haut geschwat hunn. Ech kommen elo op... Et ass d'No..., pardon, elo sinn ech schonn erëm e bëssen duercherneen.

Dat sinn d'Iwwergangsstrukturen. Mä e Patient, deem säin Zoustand sech nach ka verbesseren duerch eng geziilte Rehabilitatioun, dee sollt no sengem Spidolsopenthalt dës Méiglechkeet ugebuede kréien, an dëst méiglechst no bei senger Famill. Dat betrëfft net nëmmen eeler Matbierger, mä och jonk Leit sollten zum Beispill no enger kardiovaskulärer oder orthopädescher Pathologie méiglechst schnell eng méiglechst geziilte Rééducatioun kréien.

Dësem Kapitel vun der Gesondheetsversuergung ass dann och e ganzt Kapitel am Rapport dédiéiert. Et ass de Moment nämlech esou, dass ongeféier d'Halschent vun de Fäll fir eng Reha mussen an d'Ausland goen. Déi Plazen, déi mer um Kierchbierg geschafen hunn, jee, fir e Rehazenter, wat immens flott ass a gutt fonctionnéiert, déi ginn haut net duer. Dat ass net nëmmen, well haut eng Reha méi fréi a méi heefeg agesat gëtt, well esou déi bescht Chancë fir de Patient bestinn, säin Zoustand nach ze verbesseren, mä och well en Deel vun de Better net fräi ginn, wann den Zoustand vum Patient sech stabiliséiert huet, also net méi duerch Rééducatioun ka verbessert ginn.

Dësen Zoustand um Kierchbierg also ass zréckzeféieren op de Fait, dass et fir dëse Patient keng aner richteg Plaz gëtt, wou hie kann hibruecht ginn. Dat ass eng Situatioun, déi een an Zukunft muss vermeiden, wann ee wëllt d'Finanze vum Spidolswiesen an de Gréff kréien. Well si sinn net nëmmen um Kierchbierg, dës Patienten, si sinn och an de Spideeler.

Dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wier, esou Strukturen ze schafen, ebe fir d'Komapatienten - vun deenen déi aner Riedner och scho Rieds haten -, deenen hiren Zoustand sech also net wäert verbesseren, awer déi intensiv Soine brauchen. An och do sinn ech mat der Madame Lorsché net d'accord: Dës Leit gehéieren net an e Spidol! Extra Strukture wieren also eng adequat Äntwert. Mir blockéiere keng Better an der Reha oder de Spideeler, an de Komapatient, fir bei deem ze bleiwen, kéint op eng würdeg Aart a Weis ënnerbruecht ginn.

Dat si Gott sei Dank net immens vill Fäll. Si ginn awer duer, fir 10% vun de Better um Kierchbierg ze blockéieren. Ech denken also, dass et sënnvoll wier, esou Strukturen ze schafen, a géif et perséinlech zum Beispill gutt fannen, wann dës Lokalitéiten oder wa Lokalitéite vun der Clinique Stainte-Marie op d'mannst deelweis fir dës Zort vu Strukture kéinte genotzt ginn. Dëst Spidol ass jo bekanntlech dat lescht Proximitéitsspidol, deem säi Mandat Enn des Joers ofleeft. An ech wollt awer soen, dass seng Lokalitéite rezent moderniséiert goufen. Dat heescht, et ass dran investéiert ginn an et ass den aktuelle Sécherheetsstandarden ugepasst.

Et wier schued, wann all déi Suen, déi do investéiert goufen, fir d'Kaz gewiescht wieren. Wéi gesot, et ass eng Meenung an eng Iddi. D'Regierung huet och vläicht eng Meenung dozou oder eng Iddi, déi se ons kéint matdeelen, wa se net scho virun ons geschwat hätt. Mä ech mengen, mir hunn nach aner Geleeënheeten, fir doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll ervirhiewen, dass de Rapport Lenz an der Rehabilitatioun ee vun deene wéinegen Domäne gesäit, an deem mer misste Capacitéiten derbäischafen.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, keen anert Gebitt vun der Medezin huet an deene leschte Joren esou vill Reformen erlieft wéi d'Psychiatrie. An dat war och néideg. D'Psychiatrie huet esou vill spezifesch Problemer ze bewältegen, wéi kaum eng aner Spezialitéit. A kenger anerer Spezialitéit gëtt et déi intim Verschachtelung tëschent sozialer a medezinescher Problematik. Keng aner Spezialitéit ass am Laf vum leschte Jorhonnert esou oft ëmgeduecht gi wéi d'Psychiatrie, net zulescht duerch d'Entdeckung vu bessere Behandlungsformen, deenen hir Limitë mer zum Deel haut och kennen.

Zënter dem Rapport Rössler an dem Spidolsplang vun 2005 ass probéiert ginn, de Switch ze maachen an aus dem CHNP am Wesentlechen e modernt psychiatrescht Rehabilitatiounsspidol ze maache mat enger Rei vun ambulanten a periphere Foyersstrukturen. An dat huet de CHNP och mat ganz vill Energie an der Ënnerstëtzung vun de staatleche Stellen ugegraff. Op där anerer Säit sinn eng Rei Akutbetter geséchert ginn an deene véier allgemenge Spideeler. Dëst sollt zu enger Aufgabendeelung féieren, déi iwwer grouss Strecken och duerchgezu gouf.

De Rapport Lenz recommandéiert ganz kloer, an dës Richtung virunzefueren, kënnt awer zum Schluss, dass de Moment de System net iwwerall esou fonctionnéiert, wéi et geplangt war. Esou leien zum Beispill am CHNP Patienten, déi laang hir eigentlech Therapie ofgeschloss hunn, fir déi et awer keng Plaz anzwousch anescht gëtt fir d'Nobehandlung.

Hie stellt also och hei ze laang Openthaltsdauere fest. E seet - an dat ass bedenklech -, dass mir nach ëmmer Spëtzereider bei der Hospitalisatioun an der Psychiatrie sinn. Mir mussen deemno gewëllt sinn, déi néideg ambulant an deelstationär Strukturen ze schafen, fir Feelbeleeungen an Zukunft ze vermeiden. Ëmmerhi mengt de Rapporteur, dass en Drëttel vun de Fäll an der Akutpsychiatrie Feelbeleeunge wieren. Dat heescht, dat wier en Drëttel vun deene Leit, déi géifen an deene Better leien, déi net dohinner gehéieren. Domadder kéint een da bis 2010 (veuillez lire: 2020) ëmmerhin 107 Better ofschafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären..., pardon, Madame President.

Mme le Président.- Ech sinn nach ëmmer hei, Madame Mergen.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Ech schéisse mech elo op „Madame" an.

D'Ursaach, firwat de Rapport Lenz fir esou eng grouss Opreegung an den einschlägesche Kreesser gesuergt hat, war awer haaptsächlech dee klengen Tableau op Säit 58 vum Rapport, dee sech op d'„fact sheets" an der Annex vun deem eigentleche Rapport bezitt, an deem et iwwert déi sougenannten „Konzentratiounsfelder" geet.

Den Expert proposéiert, esou Konzentratiounsfelder ze schafen, an zwar zousätzlech zu de bestehende Service-nationalen, dat, fir dass de Patient mat schwéierer Pathologie, bei deem musse komplizéiert Agréffer gemaach ginn, déi eng héich Fachkompetenz erfuerderen, ënnert deene beschte Bedéngunge ka behandelt ginn. Et handelt sech also ëm eng éischter kleng Zuel vu Fäll, déi awer duerch esou eng Konzentratioun déi beschte Chancen hätten, optimal gehollef ze kréien.

Ech géif Iech en Artikel recommandéieren, deen de 6. Mee an der „Frankfurter Allgemeine" war. An do huet de Journalist getitelt: „Wohl dem, der den richtigen Operationssaal findet". Et ass eben haut esou, dass déi Fachkräften, déi esou Kompetenzen hunn, net op all Stroosseneck ze fanne sinn. D'Medezinstudien daueren haut mindestens: Et si sechs Joer Studium, da kommen dräi oder sechs Joer Spezialiséierung derzou, an déi Leit, déi sech an esou Deelberäicher vun enger Spezialiséierung beginn, déi sinn ënner 15 bis 20 Joer net prett fir op den Aarbechtsmaart.

Et ass och haut erwisen, dass esou Kompetenzen nëmmen dann erhale bleiwen - wann ee se da bis huet -, wann deejéinege se och méiglechst heefeg ka praktizéieren an trainéieren.

Mir wäerte wuel an Zukunft net kënne vermeiden, dass eenzel Fäll an d'Ausland kënnen iwwerwise ginn - a firwat och net? Mir si schliesslech och an engem europäeschen Ëmfeld dran -, fir a speziellen Zentren hir Behandlung ze kréien. Mir sollten ons awer doriwwer ewech endlech drop besënnen, ons eegen existéierend Kompetenzen an deene Gebidder ze bündelen, an dat no echte Kompetenzen, net no Regiounen oder Spidolsträger.

D'CSV-Fraktioun steet prinzipiell zu dëser Bündelung. Et wäert awer nach mussen diskutéiert ginn, ob dee Wee, deen de Rapport Lenz opweist, och deen eenzeg richtegen ass a wéi mer d'Acteure kënnen un den Dësch kréien, fir dat ënner sech zefriddestellend ze léisen.

Schlussendlech ass et dem Patient egal, a wéi engem Spidol en operéiert gëtt. Wichteg ass fir hie vill méi, dass en d'Sécherheet huet, dass dëst Spidol him och kann a sengem Fall déi beschtméiglech Behandlung offréieren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapport Lenz ass immens interessant. An et wieren nach eng ganz Rei vu Sujeten, op déi ech hei hätt wëllen a kënnen agoen, mä dat hätt souguer de Kader vun onser Riedezäit gesprengt. Ech hätt notamment wëlles iwwert d'Urgencen ze schwätzen, wou ech perséinlech drun interesséiert sinn a wou ech och net ganz d'accord si mat deenen Duerstellungen, wéi se haut geholl gi sinn. D'Schmäerztherapie ass schonn ugeschwat ginn.

An d'Debatt ass jo haut geduecht méi, fir de Bols ze fille vun de Stréimungen, éier de Minister a seng Leit zum Endspurt usetzen, fir den neie Plan hospitalier auszeschaffen. Mir ginn dovun aus, dass och d'Carte sanitaire deemnächst zur Verfügung steet, nach e wichtegt Basisdokument fir déi Aarbecht, déi hinne bevirsteet.

Mir bedaueren eigentlech och, esou wéi de Statsrot dat och zum Ausdrock bruecht huet, dass d'Ëmsetze vun allen an och dësem Plan hospitalier als Règlement grand-ducal geschitt. Mir wëllen zwar, mir kënnen an der Santés-Kommissioun driwwer diskutéieren - an dat ass och eng Fro, déi mer un de Minister hunn, dass mer doriwwer wäerten diskutéieren -, mä et bleift, dass de Minister eleng d'Verantwortung dréit. Et wier wënschenswäert gewiescht, wann dann esou e Gesetz och an der Chamber am Detail hätt kënnen debattéiert ginn, well jo den Däiwel, wéi mer wëssen, am Detail läit.

E Plan hospitalier auszeschaffen, ass eng schwéier Verantwortung, virun allem an dësen Zäiten, virun allem wann et fënnef vir zwielef ass an et muss zu engem Ëmdenken an zu engem Paradigmewiessel an der Spidolsfinanzéierung kommen. Soss ass onst Spidolswiesen net nëmme laangfristeg, mä och schonn net méi mëttelfristeg ze finanzéieren.

Et ass jo eigentlech net normal bei esou engem deiere Gesondheetssystem, wéi mer en hunn an deen all Bierger direkt oder indirekt mat finanzéiert, dass mer kee Präis kënnen op déi Aarbecht setzen, déi an de Spideeler geleescht gëtt. Mir deelen dofir d'Virschléi vum Rapport Lenz, dass et esou schnell wéi méiglech gëllt, dee Retard opzehuelen, dee mer op ons Nopeschlänner iwwert déi lescht Jorzéngten ugeheeft hunn: nämlech dee vun enger transparenter Gestioun, enger besserer Erfaassung vun de Pathologië vun onser Populatioun an den Iwwerbléck iwwert déi Akten, déi an de Spideeler geleescht ginn.

Mir wollten dofir och d'Fro opwerfen, ob déi Basisinstrumenter, déi säit der leschter Gesondheetsreform zur Verfügung stinn, fir dës Donnéeën ze sammelen, an déi esou wichteg sinn, fir d'Leeschtungen, déi erbruecht ginn, och kënnen ze chiffréieren, ob dës Instrumenter och duerginn.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, Spideeler si kee Selbstzweck. Spideeler hunn eng net onbeträchtlech Roll an der Gesondheetsversuergung vun der Populatioun ze spillen. Mä dës Roll wäert an Zukunft méi onwichteg gi par rapport zur Primärpreventioun, der Prise en charge vu chronesche Krankheeten, der individueller Approche un de ganze Patient. An déi fënnt net am Spidol statt.

D'Spidolsfinanzéierung muss integréierten Deel vun engem Gesamtkonzept zur Finanzéierung vum Gesondheetswiese sinn, keen isoléierte sektoriellen Domän, an deem wéi bis elo Regioun géint Regioun, Spidol géint Spidol, privat géint öffentlech, ambulant géint stationär, Belegsspidol géint Salariatssystemer a Konkurrenz stinn. Nëmmen esou kënnen déi zukünfteg Reformen och wierklech gräifen. Nëmmen esou kënnt et zu enger optimaler Kollaboratioun vun de verschiddenen Acteuren aus dem Gesondheetswiesen. An dës Zesummenaarbecht ass d'Conditio sine qua non vun enger gesonder an adequater Finanzéierung.

Esou ass et an der Vergaangenheet oft bei diverse gutt gemengten, awer wéineg effikasse Versich bliwwen, Käschten am Spidolswiesen ze spueren. Et sinn an der Vergaangenheet ëmmer erëm Pisten an och gutt Pisten opgewise ginn, mä den Drock, de Pisten och nozegoen, dee schéngt anscheinend net staark genuch gewiescht ze sinn.

Mir mussen aus där exzellenter Infrastruktur, déi zum groussen Deel mat öffentleche Gelder geschafe ginn ass, an aus de Kompetenzen, Talenter an Engagementer, déi mir an onse Spideeler verfügbar hunn, dat Bescht maachen, fir ons och am europäeschen Ëmfeld behaapten ze kënnen.

D'CSV-Fraktioun stellt dofir prinzipiell d'Maxime vum Gesondheetsminister „net alles iwwerall", dat am Sënn vun enger besserer Prise en charge vum Patient duerch méi eng héich Spezialiséierung a méi Kompetenzen duerch méi héich Fallzuelen, net a Fro.

All d'Parteien, an och mir an der CSV, wäerte sech also an deene Méint weider hir Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vun onsem ganze Gesondheetssystem. Mir sti jiddefalls zur Verfügung fir eng Verdéiwung vun dëser Debatt a weider Diskussiounen iwwert de Spidolsplang.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci der Madame Mergen. Deen nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Hären, ech muss och soen, wéi verschidde Virriedner, dass ech erstaunt war, dass mer esou kuerzfristeg hei ageluede sinn, iwwert dee Sujet ze diskutéieren. An och eben déi Froen, déi de Freideg de Mëtten nokomm sinn um 14.36 Auer, dat ass relativ kuerz, fir sech awer seriö op déi Saach virzebereeden. Ech ginn natierlech dovunner aus, dass et net esou gewollt war.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Richteg erkannt.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, an der Rei.

D'Madame Lorsché huet gesot: 730.000 Euro fir dee Rapport. Dee Rapport huet vill Annexen. En huet 200 Säiten. Dat ass zwee Euro d'Säit, géif ech dervunner ausgoen. Dat ass vill manner wéi de Rapport iwwert d'Cargolux, dee véier Euro de Buschtaf kascht huet!

(Hilarité)

Also, ech mengen, dat muss een hei och virausseen.

Ech hunn natierlech...

Une voix.- ...dat ass jo manner wichteg, wéi...

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo.

Ech hunn net alles gelies an deem Rapport Lenz. Mä wat sécher ass, ech hu mech gefrot, wéi ech den Ufank gelies hunn dovunner, ob déi probéiert hunn, jee hei an engem Spidol heiheem unzeruffen. Well wa se dat probéiert hätten, dann hätten déi Leit no ganz kuerzer Zäit all dem Beethoven an anere Komponisten hir Symphonien auswenneg kannt. Well do geet et schonn un, wann Der e Kontakt mat engem Spidol hutt, fir iwwerhaapt do een op den Tëlefon ze kréien. Si hunn och bestëmmt net versicht, a verschiddene Spezialitéiten e Rendez-vous ze kréien, soss misste se 2014 erëmkommen.

Dat gesot, ass an deem Rapport net vill Rieds gewiescht vun interne Reorganisatioune vun onse Spideeler, well haaptsächlech deen Ofbau vun deem administrative Waasserkapp, deen an de leschte Jore wierklech vill Waasser zougeluecht huet... Momentan sinn d'administrativ

Chargen och fir d'Soignanten, d'Dokteren oder Paramedeziner haut tëschent 20% a 35% vun hirer Aarbecht! Dat schéngt mer enorm ze sinn. An och déi gréisste Méikäschte vun de Gesondheetsausgaben an dem leschte Joer sinn an administrativ Volete gefloss, also an d'Bürokratie. Do misst ee schonn ufänken ze spueren.

Huet schonn ee vun ons jee ausgerechent, wat en eenzelt Spidol als Zuelen u Konventiounen huet, no bannen an no baussen? Do musst Der jo nach an e puer Joer 36 Juristen astellen an de Spideeler. Mä also, ech mengen, den Ofbau vun de Verwaltungskäschten, dee gehéiert och zu den ugestrieftenen Erspuernisser.

D'Kompetenzzentren, déi sinn ugeschwat ginn. 2010 an deem Gesetz ware jo en neien Opbau vun deene Kompetenzzentren niewent deenen, déi elo scho bestinn, an d'Bündelung vun deenen Aktivitéiten an d'A gefaasst ginn. An do ass et keen Zweifel! Mä et soll ee sech och net bei de Kompetenzzentren iren, well ech ka mech u Studien erënnere vu virun zéng Joer, wéi eng Studie gemaach ginn ass vum Ministère, wou absolut misst erauskommen, dass e bestëmmtent Spidol déi besser Resultater hat, an am Endeffekt war et just de Contraire.

An du sollt och nach eng Studie iwwer..., déi eischt war iwwer Galeblosen. Dono sollt eng Studie iwwert d'Hëfte kommen, déi ass awer ni komm, well do war d'Resultat dat nämlecht. Also, do géif ech mech schwéier méfiéieren, esou pauschal Urteeler ze maachen.

Eng drëtt Saach also, d'Kompetenzzentren, de Minister seet ons herno, dräi Joer dono, wou mer do stinn. Ech gleewen zwar och do, dass net déi Top-down-Approche zielt. Ech mengen, et wär gutt, fir all déi Leit an deene Spideeler mat an d'Boot klammen ze loossen.

Wat een och ka soen: D'Autonomie vun deenen eenzelnen Haiser, och an enger neier Struktur, déi misst favoriséiert ginn. An d'Logik vun de Mëttel, déi misst ersat ginn duerch d'Logik effektiv vun de Resultater. Well dat ass dat, wat mer op alle Fall brauchen. An dofir muss een och d'Acteuren an de Spideeler responsabiliséieren. An d'Chef-de-servicen - an ech hoffen, dass déi herno an all de Spideeler kommen - mussen niewent hirer medezinescher Verantwortung och eng ekonomesch Responsabilitéit fir hir Departementer kréien. Ech hunn dat hei scho viru 14 Joer hei gesot, mä ech mengen, et ass ni ze spéit, fir dat unzefänken. Dat gëtt et a ville Länner, wou d'Spidolsaktivitéite ganz effikass sinn.

Och d'Spidolsrecetten, déi aus hiren Aktivitéite kommen - well et gëtt jo ëmmer méi geschwat, dass d'Aktivitéit soll bezuelt ginn -, d'Recettë sollen d'Ausgabe bestëmmen, an net d'Ausgaben d'Aktivitéit. Dat muss een och iergendwéi ëmgedréit kréien. Domadder ginn zwar d'Gesondheetsausgaben net méi kleng, mä déi ginn héchstens méi grouss doduerch. Mir hu gutt Beispiller vun där Politik, Norwegen ass hei virdrun ugeklongen. D'Norweger sinn duerch eng Dezentralisatiounsphas gaangen a sinn zréck an eng Zentralisatiounsphas vun hire Spideeler komm.

Zu Recht gëtt sech heiansdo hei am Land d'Fro gestallt, firwat mir op 60 Kilometer Distanz dräi Spideeler Dag an Nuecht hunn all Dag, déi d'Urgencen assuréieren, den Noutdéngscht. Dat ass eng Fro, déi sech effektiv stellt. A mir hu jo verschidde Plazen, wéi am Centre Hospitalier du Nord, wou mer elo scho Problemer hunn, fir d'Zänndokteschdéngschter ze assuréieren; d'Pädiateren hu Schwieregkeeten, Leit ze hunn.

An do denkt een natierlech direkt un d'Organisatioun vun de Service-d'urgencen an d'Garden. Dat muss iergendwéi dréngend geléist ginn, well vergiesst net: 5% vun deene Leit, déi an d'Salle-d'urgencë kommen, déi si wierklech ganz krank an déi mussen effikass gehollef kréien, well do ass hire Pronostic vital am Spill! An also, mir schwätzen hei net vu chronesche Kranken, déi kënnen deen aneren Dag erëmkommen.

Also, an ech sinn der Meenung, wat och gesot ginn ass vum Statsrot, dass d'Offre des soins net onbedéngt geografesch gebonne muss bleiwen an de Région-sanitairen.

Dat géif ech och mengen, ech hunn net vill fonnt, an dat ass och hei ugeklongen, iwwert d'Coopération transfrontalière an deem Bericht. An dat ass och bedauerlech, well eng Zesummenaarbecht mat verschiddene Spideeler vun der Groussregioun kéint vläicht e Potenzial entwéckelen.

Och de Problem vun de Salle-d'urgencen - dat hunn ech gesot - ass net gutt ugeschwat ginn an deem Rapport. Ech géif mengen, de Minister, deen hätt Intérêt, fir sech do selwer e Bild maachen ze goen. D'Maisons médicales, déi virun e puer Joer geschafe si ginn, hu finalement - déi waren och net flächendeckend - keng wierklech Entlaaschtung vun de Salle-d'urgencë bruecht. Dat kann een net soen.

D'Salle-d'urgencen: Wann Der an eng Salle d'urgence gitt, dann hutt Der an der Moyenne tëscht véier a sechs Stonne Waardezäit. Dat huet natierlech schonn eng Regulatiounsfonctioun, well eng ganz Rei Leit no véier Stonne fortlafen. An déi nach no sechs Stonnen do sinn, déi si wierklech krank. Déi schéckt een net heem, well do ass e Problem.

Déi sougenannten „ambulant Kéier", déi hu mer och nach net kritt, d'Ëmstellung vun de Soinen op méi ambulant Versuergung. An dee Lien och tëscht Salles d'urgence, Spidol an dem ambulante Secteur, dee Lien ass nach net richteg gemaach. Mir si just amgaang, an d'Kéier eranzefueren. Et ass ze kucken, dass mer och gutt erauskommen aus der Kéier. Mä ech mengen, vill onnoutwendeg Hospitalisatioune sinn do d'Konsequenz!

Wou ech net d'accord sinn, dat ass, wat virdru gesot ginn ass iwwert d'Openthaltsdaueren an de Spideeler. Dat ass kee gudde Moossstaf, well wann Der den Alter vun de Patiente kuckt a wann Der och d'Natur vun hire Krankheete gesitt, d'Insuffisance cardiaque bei der Bomi vun 93 Joer, déi bleift vill méi laang am Spidol wéi een, deen e Pontage cornaire gemaach kritt.

Et muss een also dem Alter vum Patient Rechnung droen. An et muss een och d'Hospitalisatioune vum nämlechte Patient iwwer e ganzt Joer kucken. Well et geet net duer, dass deen zéngmol am Spidol dräi Deeg bliwwen ass an all Spidol bretzt sech mat enger kuerzer Durée moyenne de séjour, mä am Endeffekt war en 30 Deeg am Spidol an deem Joer.

Madame Presidentin, do ass alt nach vill Verfeinerung vun de Methoden néideg. Wat och gesot ginn ass hei virdrun, dat ass: Wann d'Patiente manner laang am Spidol géife bleiwen, da wär dat eng Käschtereduktioun. Dat ass och grondfalsch! Well wat eng Rotatioun an engem Spidolsbett méi heefeg ass, wat dee Sockel vun Tester, déi un deem Patient gemaach ginn, dee bleift zimlech ëmmer stabel, an dann, well ebe méi oft dee Sockel gefrot gëtt, da gëtt dat Spidolsbett a sech vill méi deier, wann een dat iwwer laang Zäit kuckt.

Eng Iddi, déi net opgegraff ginn ass, och net am Rapport Lenz: Kommt, mir bauen, wéi an angelsächsesche Länner, en Hotel niewent dem Spidol, wou ee Servicer vun Infirmièrë gebuede kritt a wou de Präis vill manner ass wéi d'Hospitalisatiounspräisser. Dat wär vläicht eng Iddi, fir ze drécken.

An dann, wat ech gesot hunn, d'Zesummenaarbecht vun de Spideeler tëschent sech, déi hänkt natierlech net vu Konventiounen of. Dat garantéiert keen effektiivt Zesummeschaffen. An et hätt een och kënnen eng Kéier eng Evaluatioun maache vun deene sougenannte Synergien, déi viru Joren ugestrieft gi sinn. Ech weess net, wat dobäi erauskomm ass an deenen eenzelnen Déngen, mä vill Zesummenaarbechte briechen auserneen, well hir juristesch Basis net ganz prezis ass, well de Finanzement prekär ass an d'Lienen tëscht de Partner an zwee Spideeler zum Beispill net stabil sinn. Also, et huet een nach vill Aarbecht hei.

D'Zesummeleeë vu privaten an öffentleche Spideeler oder eng Fusioun vun hire Kompetenzen, dat bréngt natierlech och bei der Opdeelung vun de Käschten an ongläichem Deele vun den ekonomesche Resultater - wuel hei net zu Lëtzebuerg, well se jo forfaitaire bezuelt sinn -, mä dat géif e Problem maachen.

Den elektronesche Patientendossier, d'Collecte des données, dat ass och schonn hei ugeklonge virun zéng Joer. Mir sinn nach ëmmer net vill Metere virun. Ech wär ganz frou, dass elo de Minister ons eng Kéier wäert ënnerhalen, wéi wäit mer an deene Saachen do sinn a wou déi Schwieregkeete leien, fir dat ze maachen.

Dat gesot, den Här Minister hat mer kierzlech op eng parlamentaresch Fro geäntwert iwwert d'Waardezäite fir e Rendez-vous vun enger IRM. Ech hat em déi Fro scho viru sechs Joer gestallt. Dofir ass dat eng gutt a berechtegt Fro. D'Äntwert war dës Kéier manner gutt, well d'Waardezäite si säit 2007 net erofgaangen. An dat bréngt awer Problemer mat sech. An haaptsächlech, wann Der vu baussen an e Spidol urufft, fir fir eng IRM e Rendez-vous ze kréien, dann dauert et nach vill méi laang, wéi wann d'IRM vu banne vum Spidol gefrot gëtt.

Ech fäerten, Här President - Madame Presidentin, villméi -, dass à moyen terme dat mat sech wäert bréngen, dass mer privat finanzéiert IRMen a dësem Land kréien ausserhalb vum Spidol. Well ech mengen, mir verwiesselen hei Rationalisatioun mat Rationnement. Da wäert dat ons geschéien, dass do Tentativë kommen, fir dat ze maachen. An dat wäert wuel net ze ënnerbanne sinn, well mir gesi jo eng ganz Rei Leit vun ons, déi ginn op Tréier IRMe maachen. Se kréien zwar un d'Häerz geluecht, direkt 500 Euro mat an d'Täsch ze huelen an a boerer Mënz, mä, ech mengen, déi huelen dat och mat, wa se éischter drukommen.

Wat mech gewonnert huet, dat war dee Volet vum Rapport Lenz iwwert d'Psychiatrie. Déi Experten, déi soen elo, dass déi psychiatresch Krank méi schnell aus den Hôpitaux généraux eraus solle gefouert ginn, héchstwahrscheinlech zréck an de CHNP op Ettelbréck. A virun net laanger Zäit ass ebe just de Contraire begrënnt ginn, fir ze soen, se misste méi an d'Akutspideeler getässelt ginn. Ech fannen, dass do e klengen Duercherneen ass tëscht deene Schwäizer Experten, an dat bréngt vill Duercherneen um Terrain.

Dat, wat mer guer net gefall huet, dat ass dee Passage iwwert d'Psychiatrie juvénile. Déi gëtt eréischt mat 14 Joer Alter ugesat. An ech mengen, d'Verhalensstéierunge vun de Kanner hautzudaags triede vill méi frëi op. An do misst een och d'Eltere vill méi fréi abannen, fir esou Situatiounen ze ënnerbannen.

D'forensesch Psychiatrie, dat ass wéi de Monster vu Loch Ness: Et gëtt vill dovunner geschwat, mä mir gesinn näischt kommen. Ech mengen, de Minister misst deene Kolleege Moyenen elo geschwë ginn. Well, wéi gesot virdrun, dat si ganz schwiereg Situatiounen.

Da waarde mer gespaant op dat Ëmsetze vun dësem Plang, Madame Presidentin, well et gëtt méi gefrot dës Kéier wéi Sloganen: Parcours de soins, Effizienz, Reduktioun vun de Käschten, den Utile et nécessaire, deen ni definéiert ginn ass. Dat ass relativ minimalistesch. An ech gleewen och, Madame Presidentin, dass deen neie Plan hospitalier, dass deen net wäert vill Sue spuere kënnen.

Ech wollt nach zwou Äntwerte ginn op dem Minister seng Fro bei deene laangzäit-hiergeschiedegte jonke Patienten. Dat ass e Problem, dee kenne mer an dësem Land säit 35 Joer. Deemools hat de Kolleeg Henri Metz, Neurolog, suggéréiert, dass de Stat soll deelhuelen zu Hochfelden bei Stroossbuerg bei laangzäit-hospitaliséierte jonke Patienten, déi am Koma louchen. Dat hätt natierlech e groussen Désavantage, well déi wäit vun doheem wären an esou, a vun de Familljen. Ech géif do mengen, an angelsächsesche Länner leien déi Patienten a Fleegeheimer. Et kéint ee gutt gesinn, dass neurologesch eng Sektioun fir déi eeler Patiente wär a fir déi Jonk. Souguer, an de Fleegeheimer leien och déi Leit, déi intubéiert a ventiléiert ginn.

Also ech wënschen, Madame Presidentin, onsem Minister op alle Fall eng glécklech, ech géif bal soen „Gebuertshëlleferhand", dat ass eng ganz speziell, well hei geet et dës Kéier net duer mat enger Césarienne.

(Interruptions)

An ech hoffen, dass hei net nëmmen am Intérêt vun de Spideeler a vun deenen Acteuren aus dem Spidolswiese gehandelt gëtt, an et geet hei och net ëm d'Gesondheet vum Gesondheetssystem, mä eenzeg an eleng geet et hei ëm d'Gesondheet vun den Assuréen. An ech géif mat enger grénger Konklusioun ophalen: Mir brauchen en nohaltege Spidolsplang.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Krieps. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwee an engem hallwe Joer, dat war Dezember 2010, do hu mer op dëser Plaz iwwert d'Santés-Reform diskutéiert. An dat Gesetz huet jo zu engem groussen Deel och d'Spidolsgesetz ëmgeännert, dat déi legal Basis fir dëse Spidolsplang duerstellt. Haaptzil war et deemools, an dat ass et eigentlech och nach haut, fir d'Ressourcen, déi dem Spidolssystem zur Verfügung stinn, esou effizient wéi méiglech ze notzen a fir déi gesondheetlech Versuergung vun der ganzer Populatioun haut an an Zukunft ofzesécheren.

Bon, fir direkt zu deenen eenzelnen Themen iwwerzegoen, déi och als Virlag an als Denkustouss un eis weidergereecht gi waren, kéim ech direkt zu der Fro ronderëm d'geografesch Accessibilitéit, wou jo och d'Fro drunhänkt vun de Régions hospitalières an d'Iwwerleeung, ob dat an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg an där Form iwwerhaapt nach Sënn mécht.

De Statsrot - dat ass och hei scho gesot ginn - huet jo kritiséiert, dass d'Régions hospitalières iwwert de Plan hospitalier, also iwwer e Règlement grand-ducal, géife festgeluecht ginn. Déi Kritik, déi versti mir. Mir verstinn och wuel, dass een an engem Land wéi Lëtzebuerg d'Notioun vun de Regioune kann a Fro stellen. Dat gëllt eigentlech net nëmme fir de gesondheetspolitesche Kontext.

Allerdéngs gesi mir bei der Logik vun enger nationaler Betteverdeelung d'Gefor, dass dobäi déi Regioun, déi laut Regierungsprogramm an dëser Legislatur prioritär entwéckelt sollt ginn a wou den Nohuelbedarf am gréissten ass, dobäi de Kierzere kéint zéien. Dobäi sinn no deene vun der Regierung gewënschten a begleete Fusiounen - de Minister ass schonn dorobber agaangen -, grad am Süde vum Land d'Erwaardunge fir performant Gesondheetsservicer an engem räsonabelen Zäitraum verständlecherweis ganz grouss.

Et wier dofir gutt, Här Minister, wann dem Projet vum zukünftege Südspidol am neie Plan hospitalier e besonnesche Stellewäert kéint zougemooss ginn. Derbäi kënnt, dass de regionale Kontext aus landesplanerescher Siicht och am neie Gesetz iwwert den Aménagement du territoire, iwwert dat mer jo d'nächst Woch hei sollen ofstëmmen, ausdrécklech d'Regioune bäibehält. An dëser Fro schéngt et dofir an eisen Aen nach Klärungsbedarf ze ginn. An et gëtt wahrscheinlech net eng definitiv Äntwert op déi dote Fro.

Zréck dann awer bei déi beschtméiglech Organisatioun vum Gesondheetssystem a vun der Lëtzebuerger Spidolslandschaft. Hei gëllt et, double Emploien ze évitéieren an Zesummenaarbecht, Kooperatioun a Komplementaritéit ze förderen. Natierlech musse mer awer och dobäi sécherstellen, dass eng gewësse Masse critique erreecht gëtt, fir dass d'Qualitéit vun der Betreiung a vun der medezinescher Versuergung ka garantéiert ginn an dass och de finanziellen Opwand, dee jo esou oder esou riseg ass, ze justifiéieren ass.

An där Optik gesi mir och d'Kreatioun vu Kompetenzzentren, laanscht déi kee Wee méi féiert, wou Fachwëssen a Fachkënne gebündelt an optimal kënnen agesat ginn. Et soll deemno an Zukunft - an déi Entwécklung ass jo schonn amgaangen, an de Minister ass och schonn dorobber agaangen - net iwwerall alles ugebuede ginn, mä et sollen an deene Beräicher, wou et méiglech ass an néideg ass, Kompetenzzentren opgebaut ginn. Dat ass jo d'Iddi dovunner.

Op alle Fall begréisse mir als LSAP dat ausdrécklech, wieren awer trotzdeem frou - en Deel hu mer elo scho kritt, mä een Deel kënne mer awer och nach kréien -, fir e puer konkret Informatioune vum Minister ze kréien, wéi an a wéi engem Zäitraum déi Kompetenzzentren a sengen Aen dann elo konkret sollen ëmgesat ginn.

De Rapport Lenz, iwwert dee scho ganz vill geschwat ginn ass, a wat jo och à l'origine ass vun der Interventioun vun deene Grénger, dee weist ganz interessant Pisten, visionär Piste fir d'Zukunft vum Lëtzebuerger Gesondheets- a Spidolswiesen op, déi sech net alleguer just limitéieren op dat, wat hei an dësem Spidolsplang ëmgesat gëtt. An do gëtt ënner anerem recommandéiert, fir a bestëmmte medezinesche Felder, a verschiddene Beräicher vun der Chirurgie ze regruppéieren: zum Beispill Wirbelsailchirurgie oder Longen-, Broscht- an Tumorchirurgie, oder och e besonneschen Entwécklungsberäich fir alles ronderëm de Schlag oder den „stroke", wéi dat an deem Rapport genannt gëtt.

Dat sinn natierlech Beräicher, alleguerten ouni Ausnahm, déi héich spezialiséiert sinn an déi e ganz grousse personellen an och finanziellen Opwand bedeiten. Dofir grad an deene Beräicher Kompetenzzentren anzeriichten, dat liicht eis an, an dat schéngt och logesch a Sënn ze maachen.

Mä d'Fro, déi mir eis stellen, ass, wéi um Enn d'Opdeelung soll a wäert ausgesinn an op wéi eng Aart a Weis a mat wéi engen Instrumenter sech d'Spideeler dann ënnereneen iwwerhaapt kënnen eens ginn. Well mir wëlle jo net, dass se sech do an engem permanente Macht- a Konkurrenzkampf géigesäiteg schwächen, well mir brauche jo och nach Energie fir aner Saachen, déi ze schaffe sinn. Dat ass also eng vun de groussen Erausfuerderungen.

Bon, d'Gesondheetsreform, déi huet och eng global Budgetsenveloppe fir d'Spideeler iwwer zwee Joer virgesinn. Grad si sollt jo eng Kooperatioun tëscht de Spideeler encouragéieren an zur Zesummenaarbecht incitéieren. Och hei ass d'Fro déi, ob a wéi gutt dat fonctionnéiert, ob déi Enveloppe globale, wéi se virgesi war, iwwerhaapt kann agehale ginn a wéi een Tëschebilan de Minister schonn haut an enger zukünfteger Optik kann zéien.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dem Lenz-Rapport no ass de Lëtzebuerger System haut zu engem groussen Deel duerch d'Offer pilotéiert. Seng Meenung ass, dass ee sech mat Hëllef vum Spidolsplang verstäerkt Instrumenter soll ginn, fir sech bei der Gestioun méi un de Resultater ze orientéieren. Dat ass an eisen Aen e ganz wichtegt Element fir d'Zukunft vum Spidolswiesen. An do, mengen ech,

muss et och déi eng oder déi aner Diskussiounen nach an der Zukunft ginn.

Här President, d'Gesondheetsreform gesäit vir, dass de Spidolsplang d'Modalitéiten am Detail festhale soll, no deenen d'Spideeler klasséiert ginn. E soll dann déi verschidde Spidolsservicer definéieren an och déi maximal Zuel vun de jeeweilege Servicer, an dann eben och déi verschidde Kompetenzzentren an och déi maximal Zuel vun deene jeeweilege Kompetenzzentren.

Bon, do ass et fir eis och wichteg, dass déi Definitioun do ass. Dat ass jo en Novum. Virdru goufen déi Servicer just opgezielt. Et gouf keng Definitioun. Ech denken, dass dëst effektiv zu méi Transparenz an enger besserer Qualitéit ka bäidroen.

Effektiv sinn domadder kloer Kritäre festgeluecht, wat d'Viraussetzunge sinn, déi e Spidol iwwerhaapt an Zukunft muss erfëllen, fir e bestëmmte Service oder e bestëmmte Kompetenzzentrum bei sech kënnen ze schafen, an net nëmmen ze schafen, mä och professionell fonctionnéieren ze doen. D'Fro ass jo elo déi, wéi mer dat Zil am heitege System - well mir geheie jo net de ganze System op d'Kopp - ëmsetze kënnen, wéi mer domadder den zukünftege Fonctionnement vun deene Kompetenzzentren assuréieren a wéi mer genee virginn.

An hei si mer natierlech och frou fir all zousätzlech Informatiounen, déi mer kënne vu Säite vum Minister kréien. Ech hoffen, dass mer déi elo och kréien, obwuel ech en net kann an d'Ae kucken, well e sëtzt net do, mä en héiert mech awer vläicht.

(Interruption)

Oh, oh, oh!

(Interruptions)

Transparenz ass an deem Sënn e Schlësselbegréff, Här Minister, deen och am Zesummenhang mat der Santés-Reform seng Wichtegkeet huet. An d'Zil ass a bleift: eng besser a méi transparent Dokumentatioun vun den Akten an Interventiounen, an domat och eng méi transparent Käschtesteierung an e bessere Qualitéitsmanagement! Dat ass eng grouss Diskussioun jo ronderëm dee Qualitéitsmanagement. An dofir brauche mer an Zukunft och eng propper Klassifikatioun an eng brauchbar, adaptéiert Nomenclature, ronderëm déi ganz vill dréit.

Dat erlaabt dann an der Zukunft och den Direktioune vun de Spideeler, fir méi prezis a komplett Donnéeën ze hunn, wat mer jo alleguer gär hätten, opgrond vun deene besser organiséiert a geplangt ka ginn an natierlech och déi intern Prozesser an de Spideeler besser gesteiert kënne ginn. Et wier interessant, an deem Zesummenhang gewuer ze ginn, wou mer mat der Ëmsetzung vun där Zilsetzung dru sinn a wéi eng Problemer sech an deem Zesummenhang kënne stellen.

De Rapport Lenz - an do hu vill vu menge Virriedner dovunner geschwat, dofir maachen ech et ganz kuerz - weist generell op déi schlecht Datelag am Lëtzebuerger Spidolswiesen hin. Also eis schéngt et net esou einfach deemno ze sinn, fir Transparenz am Zesummenhang mat den Akten an Interventiounen an eis Spideeler eranzekréien. Dat ass jo an direkter Relatioun zu där schlechter Datelag.

Ech brauch Iech jo net ze soen, dass sech grad bei där Fro Direktiounen an Dokteren nach laang net ëmmer eens sinn. Mä grad déi Eenegkeet an en transparent Virgoe brauche mer awer, net nëmmen, fir ze analyséieren, ze vergläichen an ze plangen, mä si sinn och immens wichteg am Kader vun der Direktiv iwwert d'Soins transfrontaliers, an ech géif souguer soen, do wiere se en absoluten Must, ouni dat geet et iwwerhaapt net. An hei kann an eisen Aen och eng CNS eng wichteg Roll spillen, fir zesumme mat allen Acteuren de Problem vun de feelenden Donnéeën an dem Zuelematerial gemeinsam unzegoen.

Ech war virdrun am Zesummenhang mam regionale Kontext scho kuerz op d'Fro vun der Bettenzuel agaangen. Bon, bei där Diskussioun si mer schnell beim deelweis ugestriefte Revirement vum Stationären op dat Ambulant. Den Donnéeën no ass jo Lëtzebuerg liicht hannendra par rapport zu den Nopeschlänner. De Minister ass och schonn drop agaangen. D'Durée moyenne de séjour zu Lëtzebuerg louch 2007 bei 7,5 Deeg, a Frankräich knapps bei 5,6 Deeg.

Bon, de Minister huet selwer dat Beispill genannt vum Katarakt respektiv vum groe Star. An un deem Beispill huet e gesot, dass do e gewëssent Entwécklungspotenzial do wier, fir méi ambulant Traitementer ze maachen.

Allerdéngs muss een, fir emol ee Moment bei deem Beispill ze bleiwen an och déi praktesch Ëmsetzung dovunner duerchzedenken, bedenken, dass grad beim groe Star jo meeschtens eeler Leit betraff sinn an dass dat fir si, virun allem, wa se eleng liewen, net ëmmer ganz einfach ass, zemools, wa se ambulant behandelt ginn an da schnell erëm sollen an hiert Ëmfeld doheem zréckkommen, fir sech zurechtzefannen. Derbäi kënnt, dass nach laang net ëmmer an esou engem Fall Persounen aus dem familiären Entourage disponibel sinn oder Congé kënnen huelen, fir dee Moment ze hëllefen.

Do géif et eis interesséieren, wéi dat am Ausland gehandhabt gëtt an ob bei eis an Zukunft do Zousazstrukturen oder bestoend Ariichtungen do sinn, fir gegebenenfalls eng Nosuerg do ze organiséieren an en Encadrement unzebidden, wann an Zukunft ebe grad esou Operatiounen an Interventiounen ambulant sollen duerchgefouert ginn. Dat schéngt eis awer och eng wichteg Fro.

A virun deem Hannergrond an och opgrond vun der demografescher Entwécklung, sprécht eben der steigender Alterung vun der Populatioun, stellt sech d'Fro, wéi an ënner wéi enge Bedéngungen et an Zukunft wäert méiglech sinn, fir dann dee Revirement vum Stationären op dat Ambulant ze encouragéieren an an d'Wee ze leeden. Wéi gi mer do genee vir?

Här President, och d'Zuel vun den Akutbetter ass an deem dote Kontext ze gesinn. D'Etüd Lenz schwätzt an deem Zesummenhang vun enger Iwwercapacitéit a geet dovunner aus, dass d'Zuel vun den Akutbetter net soll eropgesat ginn. Bon, mir kënnen dovunner ausgoen am Zesummenhang mat där Diskussioun vum ambulanten Traitement, dee soll an der Zukunft méi ausgeprägt ginn, dass en Deel vun de Spidolsbetter an ambulant Plazen oder Better wäert ëmgewandelt ginn.

Am Beräich vun der Rehabilitatioun gouf festgestallt, dass e groussen Deel vun de Patienten am Ausland traitéiert gëtt. Ech denken, dass do, wou et räsonabel a méiglech ass, déi Offer soll zu Lëtzebuerg entwéckelt ginn. Dat gëllt natierlech elo net onbedéngt fir ganz spezialiséiert Traitementer, fir déi mer zu Lëtzebuerg keng Masse critique kënnen erreechen, wou also weder eng optimal Qualitéit ka garantéiert ginn nach den Opwand räsonabel ka bleiwen. Dat ass evident. Mä do, wou dat awer kann assuréiert ginn, wier et natierlech gutt, dat bei eis ze développéieren.

An deem Sënn sief och vläicht déi Fro ugesprach vun de Komapatienten a vun den neurovegetative Kranken, e Phenomeen, deem mer am Spidolsalldag ëmmer méi heefeg begéinen. Dat ass derwäert, analyséiert ze ginn. Mir deelen do d'Approche, déi vun de Virriedner - ech menge vun alle Parteien - hei gemaach ginn ass. Mir proposéieren effektiv, déi dote Fro seriö am Spidolsplang ze abordéieren an zesumme Léisungen ze fannen.

Nei Léisunge brauch een och mat Sécherheet an der Psychiatrie, ënner anerem fir Patienten, déi méi laang Openthalter, awer net forcément ganz opwändeg Soine brauchen. D'Richtung, déi an der Psychiatrie mat deem lafende Reformprozess ageschloe gouf, ass an eisen Aen déi richteg Richtung a mir fannen dat gutt, wat an deem Beräich amgaang ass ze geschéien. Dat wäert et eis och erlaben, fir méi alternativ Nosuergstrukturen an ambulant Soinen unzebidden an deem Domän.

A genee deem Zesummenhang kéint een och Reflexiounen effektiv ronderëm d'Clinique Sainte-Marie, am Moment dat eenzegt Proximitéitsspidol, entaméieren. Opgrond vun der demografescher Entwécklung an de spezifesche Besoinen, déi eng alternd Populatioun verstäerkt wäert hunn, kéint et effektiv sënnvoll sinn, dass sech dëst Haus, wann et entgéint dem viregte Spidolsplang sollt bäibehale ginn, grad op den Traitement vun eelere Leit kéint konzentréieren a sech géif op d'Gériatrie spezialiséieren. An deem Beräich gëtt et effektiv zu Lëtzebuerg och an Zukunft nach ganz grouss Besoinen an och ganz grouss Erausfuerderungen. Do si mir och där Meenung.

Et si ganz vill Stéchwierder hei gefall: Kollaboratiounen, Restrukturatiounen, Spezialisatiounen, dann och d'Kontinuitéit vun de Soinen, de Rôle vun der Fédération des hôpitaux, fréier Entente des hôpitaux, dann nei Organisatiouns- a Gestiounsmodeller - ouni déi geet et jo och net -, dann den europäesche Kontext an d'Direktiven, d'Budgeten an d'Objektiver, d'budgetstechnesch Objektiver an anerer, d'Demografie, déi strukturell Froen, d'Entwécklung vun der méi personaliséierter Medezin an d'Recherche, de juristesche Kontext an d'Fro vun de Responsabilitéiten.

Dir gesitt et schonn, Här President, d'Erausfuerderungen am Gesondheets- a Spidolswiese sinn enorm grouss a wäerten och an Zukunft eis ganz Attentioun brauchen, ganz vill kaschten an eis wahrscheinlech och ganz vill Kappzerbrieches bereeden. Wahrscheinlech wäert et ouni Paradigmewiessel net goen. A wann dobäi awer d'Qualitéit, d'Kompetenzen an d'Transparenz am Vierdergrond stinn, dann hu mir dobäi, an eisen Aen, nëmmen ze gewannen.

Als Sozialiste begréisse mir, dass, wéi bei der Gesondheetsreform oder am Rentewiesen, och am Spidolswiesen d'Solidaritéit an déi Modeller, déi sech awer schliesslech an der Vergaangenheet bewäert hunn, net a Fro gestallt ginn. A mir begréissen, dass de Gesondheetsminister bei senger Démarche, fir de Spidolssecteur ze reforméieren an ze dynamiséieren, weider ze dynamiséieren, och dës Kéier op déi bewäerten Approche vum Dialog a vum Matenee setze wäert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mutsch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis vun Zäit zu Zäit hei am Kader vun engem Débat d'orientation oder Débat de consultation mat esou wichtege Sujete wéi dem Gesondheetssecteur an dem Spidolsplang auserneesetzen. Virun allem dann, wann en neie Plang en vue ass, dee sécherlech da fir déi nächst Regierung wäert sinn. Mä och dëst Parlament soll seng Aarbecht bis déi lescht Minutt maachen.

(Interruptions et hilarité)

Et ass natierlech an där Phas vu fënnef Minutten net méiglech, datt ech elo kann hei dee ganze Spidolsplang développéieren. Ech wëll mech duerfir méi op zwee, dräi Punkte limitéieren. Ech mengen awer, wou mer eis eens sinn, dat ass, datt mer prinzipiell ëmmer sollen alles maachen, wou mer d'Interesse vum Patient an de Vierdergrond stellen.

Eng éischt Fro, déi ech wëll uschneiden, dat ass déi vun der Schmäerztherapie, déi de Mëtten elo nach net hei, mengen ech, thematiséiert ginn ass.

Une voix.- Dach!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mäi Kolleeg Fernand Kartheiser hat de 25. Abrëll eng deementspriechend parlamentaresch Ufro gestallt, d'Madame Frank och, wéi et schéngt, an ech mengen, den Här Colombera och. Also, et sinn also méi Deputéiert, déi dodrun interesséiert sinn, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass, vun deene Behandlungen, wat d'Tariffer vun der CNS sinn, wat d'Schléissung, eng eventuell Schléissung vun der Clinique de la douleur an der Zitha ass, an iwwerhaapt d'Unerkennung vun der Schmäerztherapie generell.

Den Här Minister huet och dorobber den 10. Juni geäntwert. Et ass also relativ rezent, wou e geäntwert huet, an en huet och do gesot, datt e sech an deem Kontext wëllt an näherer Zukunft mat der FHL, der Fédération des Hôpitaux Luxembourgois zesummesetzen, fir ze kucken, wat fir eng Moyene vun de Ressourcen d'Lëtzebuerger Spideeler zur Verfügung hätten, an dann och an Zukunft, wat do géif gebraucht gi fir d'Prise en charge vun dëse chronesche Wéien. Vläicht kann den Här Minister eis haut scho soen, wat an där Richtung - mä et ass, wéi gesot, nach relativ rezent -, mä wat seng Virstellunge sinn, wat an déi Richtung soll geschéien.

Awer och virun allem, mengen ech, interesséiert et d'Leit, wat soll geschéie mat der Schmäerztherapie am Kader vun der Zitha, wou och, mengen ech, elo am Ableck eng Petitioun duerch d'Land leeft.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här Gibéryen, ech hat de Mëtten an der Froestonn schonn dorop geäntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, dat ass scho gutt, mä ech mengen, et wär och gutt, wann Der an dësem Kader géift drop äntwerten. Da géif et…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Da spillen ech dat nach eng Kéier vir.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...da géif et och an dësem Kader mat festgehale ginn, well wann een dat noliese geet, da geet een ëmmer an dës Debatte kucken, et geet een net onbedéngt an d'Heure de questions…

(Interruption)

Mä Dir bréngt dat jo fäerdeg, Här Minister, fir dat ganz kuerz résuméiert dann hei ze soen, esou wéi mer lech kennen.

(Hilarité)

En zweete Punkt ass den Ofbau vum Personal an de Spideeler, wou mer aus der Press gewuer gi sinn, datt do an deenen nächste Jore sollen awer 46 Leit ofgebaut ginn. Ech mengen, wann ee mat deene Leit aus deem Secteur schwätzt, dann héiert een do aner Échoen. Do héiert een am Fong Échoen, datt déi Leit iwwerfuerdert ginn, datt se net genuch Personal hunn. An ech mengen, wann ee gären eng qualitativ héich Betreiung vun de Patiente mécht, dann ass et virun allem wichteg, datt een och qualitativ héicht Personal an och genuch Personal do huet.

Duerfir géife mir als ADR dervir warnen, datt mer do géifen ze vill séier um Personal spueren, well et fir eis awer wichteg schéngt, datt Personal muss qualitativ a quantitativ genuch zur Verfügung stoen.

En drëtte Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, Här President, dat ass d'Lëtzebuerger Sprooch. Et ass d'Lëtzebuerger Sprooch, wou mer feststellen... An ech hat elo rezent e Kolleeg vu mir, deen huet d'Galeblos erausgeholl kritt an engem Spidol. An en huet mëttes dunn eng Infirmière, eng lëtzebuergesch Infirmière gehat, an en huet déi gefrot, wat d'Galeblos géif op Franséisch heeschen. An d'Infirmière sot: „Ma ech weess dat net." An dunn ass se fortgaangen, an zéng Minutten drop koum se erëm, du sot se, ma si wéisst et elo, dat géif „vésicule biliaire" heeschen. An dat war dunn och an der Rei.

Nuets hat en eng franséisch Infirmière. Dunn huet e geduecht, elo frees de dat emol, ob dat weess, wat et op Lëtzebuergesch heescht. Dat konnt natierlech net soen, wat et op Lëtzebuergesch géif heeschen. A moies hat en dunn en däitschen Infirmier. Dunn huet e geduecht, elo frees de deen, ob dee weess, wat et op Lëtzebuergesch oder op Franséisch heescht. Op Lëtzebuergesch wousst en et, mä op Franséisch wousst deen et erëm net, wat et géif heeschen. An dunn huet de Mann sech natierlech Gedanke gemaach: Wann elo bei dräi Infirmièrë kee weess, wat et heescht, wéi sollen déi zesumme communiquéieren?

An et muss een awer soen, datt d'Operatioun gelongen ass.

(Hilarité)

Une voix.- Wat eng Chance!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Si hunn dat Richtegt erausgeholl an d'Dokteren hunn eng gutt Aarbecht do gemaach. Mä ech wollt dat dokumentéieren, wat fir eng Problemer datt mer an eise Spideeler hunn, an d'Fro stellen: Wéi sollen déi Leit dann ënnerenee communiquéieren? Deen ee weess keen Däitsch, deen anere weess kee Lëtzebuergesch, en anere weess kee Franséisch, an zum Schluss ass et trotzdeem gutt ausgaangen. Et ass scho bal e Wonner, datt dat awer alles esou leeft. Mä ech mengen, do gesäit een awer, wéi wichteg d'Kommunikatioun an de Spideeler ass.

(Brouhaha)

A wa mer vun engem Spidolsplang schwätzen - mir hunn elo grad vu Personal geschwat -, ech mengen, dann ass et och virun allem wichteg, datt mer drop halen, datt déi Leit am Spidolssecteur d'Lëtzebuerger Sprooch musse léieren, zumindest déi wesentlech Saachen, net nëmmen, fir datt si ënner sech kënne communiquéieren, mä virun allem och, datt d'Patienten... Well déi wéinegst vun eis, mengen ech, wa mer éierlech sinn, déi wëssen och déi Fachausdréck, déi an der Medezin gebraucht ginn. Et ass net jiddwereen Dokter oder Gott weess wat, mä déi wéinegst Leit wëssen och déi Ausdréck! A wéi sollen d'Leit sech do ënnereneen, matenee verstännegen, wa kee weess, wat deen anere seet?

Ech mengen awer, grad am Secteur vun der Medezin wär dat eng éischt Viraussetzung, déi misst geschafe ginn. An duerfir insistéiere mir drop, datt virun allem am Gesondheetssecteur d'Lëtzebuerger Sprooch muss gefuerdert ginn.

Dat kann ee jo am Kader vun den Aarbechtszäite maachen. Et kann een do och Coursen organiséieren, déi vum Stat finanzéiert ginn, datt déi Leit kee Lounausfall kréien. Mä datt d'Kommunikatioun ënnert de Professionellen an tëschent de Professionellen an de Patienten awer muss och garantéiert ginn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Et ass vill gesot ginn an dëser Debatt. Fir mech huet de Rapport Lenz net dat bruecht, wat en hätt misse bréngen. Ech mengen, den Här Lenz oder den Évaluateur, deen huet déi Lëtzebuerger Spezifissitéi-

ten net kannt, an dofir sinn do verschidde Feeler ënnerlaf - den Här Krieps huet méi wéi eng Kéier dorop higewisen. An dat kann een net einfach esou unhuelen. Ech mengen, 27.000 Euro, dat sinn der vill ze vill.

Bon, wat mer wëllen, dat ass e Paradigmewiessel am Plan hospitalier, an do ass dat Éischt ganz wichteg, dass d'Aarbechtsbedéngungen net däerfe changéieren, an d'administrativ Chargen, déi mussen erofgoen. Et kann net sinn, dass eng Infirmière 40% vun hirer Zäit nëmme mat administrativen Aarbechten...

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- ...amgaangen ass. Dat kann net sinn. Do muss eppes ännere.

Dat Zweet ass d'Rivalitéit u sech tëschent de Spideeler, déi däerf guer net méi optrieden, well hei hu mer d'Impressioun, dass d'Medezin einfach e Geschäft ass: Wie kritt de Patient? An et ass emol kee Patient, et ass de Client! Ech mengen, mir sinn hei an engem Gesondheetssystem, Gesondheetsministère, an do musse mer awer derfir suergen, dass de Patient awer aneschters behandelt gëtt, an net einfach esou als eng Wuer!

Mir schwätze vill vu Krankheet, mir schwätze vill vu Spidolspläng, mir schwätze vu Spesen, mä ech mengen, et misst een am Virfeld emol kucken, fir dat alles opzefänken. An dofir, éier een hospitaliséiert gëtt, muss alles gemaach ginn, dass de Patient, dass dee gesond bleift. An do insistéiere mer da ganz vill op d'Formation continue vun den Dokteren. Déi muss garantéiert ginn, egal wat dat kascht! Den Dokter muss um leschte Stand sinn, fir de Patient richteg ze behandelen. Net, dass e fir all Bobbo de Patient an d'Spidol schéckt.

An da muss dat och vläicht duerch eng aner Tarificatioun geregelt ginn. Den Dokter muss och eng Performance bréngen, dat heescht, dee muss eng Leeschtung bréngen. Et kann net sinn, dass en einfach do e Patient iwwerweist, mä et wär méiglech, fir nom Modell „pay for performance" ze handelen. Dat heescht, den Dokter géif dann aneschters behandelt ginn, wann en de Patient iergendwéi schnell gesond mécht an net an d'Spidol schéckt.

Eng aner Saach ass d'Installatioun vun enger Assurance prévention nom selwechte Modell wéi d'Assurance dépendance. Dat wär enorm wichteg dann, fir och do ganz vill Akzenter ze setzen am Beräich, fir d'Krankheet ze verhënneren.

Bon, an dann, wann d'Patienten hospitaliséiert sinn, wa se dann erauskommen, musse se och wëssen, firwat dass se krank gi sinn. Ech mengen, dat Wichtegst ass an deem Plan hospitalier, Här Minister, dass Der awer d'Prioritéit setzt fir d'Preventioun. All Service misst ee Service de prévention kréien, dass d'Leit gesot kréien: Ma firwat sinn ech iwwerhaapt krank ginn, wat hunn ech da falsch gemaach? Wann een dat kéint an engem Spidol mat installéieren, dann hätte mer sécherlech keng Récidivë méi oder manner Récidiven. Ech mengen, op där Schinn do musse mer weiderfueren.

Dann ass vill geschwat ginn an de leschte Jore vun enger Ëmweltklinik. De Kolleeg Huss hat dat méi wéi eng Kéier hei op der Tribün gesot. Eng Ëmweltklinik géif u sech och ganz vill Ursaache fannen a sichen a vläicht och eng aner Behandlung duerstellen. Wou si mer mat deem Projet vun der Ëmweltklinik? Firwat gëtt dat hei net ernimmt?

An dann, fir mech ass vläicht eppes verschlof ginn, dat ass, dass hei am Land, mir sinn eng Finanzplaz, mir wëlle gär Nischen, bon, et misst ee vläicht an der Medezin awer och aner Weeër goen. Mir hunn elo eng Universitéit, mir kéinte vläicht eng Faculté de médecine opmaachen. An da wär fir mech dat Allerwichtegst, wann een e Centre hospitalier universitaire géif opbauen, mat der néideger Kompetenz, mat der Fuerschung, wou d'Krankheeten erfuerscht ginn, wou Modeller erschafft ginn, wou dann déi responsabel Leit Professeren aus dem Ausland sinn, mat engem ganz aneren Know-how.

Da géifen nach verschidde Krankheeten aneschters behandelt ginn. Mir bräichte se net méi an d'Ausland ze schécken, an dee ganze Rescht géif dann do décolléieren, dass mer eng besser Medezin hätten, wa mer, wéi gesot, op déi Schinn géife goen. Mä dat ass einfach eng politesch Entscheedung. Schued, dass mer net an déi Richtung ginn, wéi gesot, vun engem Centre hospitalier universitaire!

Bon, Dir hat eis e puer Froe gestallt, wat de Principe vun der Région hospitalière ugeet. Jo, dat muss am Gesetz ageschriwwe ginn.

Wat d'Servicer ugeet: an all Service ee Service de prévention, enorm wichteg.

Dann déi Kompetenzen: Service d'oncologie, Clinique de la douleur, Clinique vun den AVC, vun den Accidents vasculaires cérébraux a vun anere spezialiséierten Domänen, dat muss alles zesummegebündelt ginn an een zentrale System eran.

Da wat de Service ambulatoire ugeet, do muss een oppassen, dass een dann de Patient, wéi gesot, net éischter heemschéckt, well d'Tendenz besteet jo dorëms, fir ëmmer méi schnell Better fräi ze maachen. Dat gëtt u sech erëm eng Verbesserung vun der Finanzlag vum Spidol. Dat däerf een net vergiessen. Mä de Patient geet dann éischter heem an do doheem muss den Dokter da kucken, dass en eens gëtt! Well do si Patienten, déi heemkommen, déi hätten awer menger Meenung no nach besser gehat, si wären nach eng Woch dobliwwen.

Wichteg ass de Service d'urgence, dass an all Spidol de Service d'urgence - wéinstens an den Hôpitaux régionaux - fonctionnéiert, mat den néidege Spezialisten. D'Questioun ass jo opgeworf gi mat de Pädiateren zu Ettelbréck.

Wat d'Rehabilitatioun ugeet, déi misst natierlech hei a Lëtzebuerg en charge geholl ginn, well et gi vill Leit, haaptsächlech an der Psychiatrie, an d'Ausland geschéckt, fir do rehabilitéiert ze ginn. A wann déi Leit heemkommen, da muss ee leider feststellen, dass de Rapport, deen do vum Spidol ausgestallt gëtt, zéng Säiten huet, mä wat do geliwwert ginn ass, wat do presentéiert ginn ass, dat ass wierklech ënner aller Klarinett!

Et si verschidde Spideeler am Ausland, déi sinn net esou seriö, wéi mir dat unhuelen. Dat misst vill, vill méi kontrolléiert ginn, well do gëtt wierklech bei munche Spideeler glat näischt gemaach!

Dofir wär et besser, mir géifen d'Rehabilitatioun hei am Land halen. Wat d'Psychiatrie ugeet, natierlech, wann ech den Dokter Graas, den Direkter vum CHNP, dann zitéieren...

M. le Président.- Här Colombera, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Okay, ech versichen.

Mir hunn hei eng Wald- und Wiesenpsychiatrie an dat seet villes aus. Mir missten dat Gebai ofrappen, an dann, et däerf keen zweete Prisong ginn.

Wat d'Clinique Sainte-Marie ugeet, do wär et och gutt, wann d'Komapatienten dodra géifen installéiert a behandelt ginn.

Fir de Rescht dann e lescht Wuert iwwert de Registre, déi Donnéeën: Mir sinn do an engem chronesche Mangel an dat misst ganz schnell behuewe ginn, och mat dem elektronesche Patientendossier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sënn vun dësem Exercice war, fir d'Chamber ze lauschteren. Ech mengen, mir haten de Mëtten d'Geleeënheet fir e gudden a konstruktiven Échange. Ech wäert dat mat op de Wee huelen, fir dat am Plan hospitalier esou wäit wéi dat geet ze integréieren.

Ech wëll just op een Element agoen, dat net direkt eppes mam Plan hospitalier ze dinn huet, mä wat fir e bëssen Diskussioune gesuergt huet. Dat ass dee Communiqué vun der CNS, wou d'CNS gesot huet, dass 46 Mann Personal oder Frae Personal géifen ofgebaut ginn. Ech wëll insistéieren, dass dat näischt mat engem Plan hospitalier ze dinn huet, dass dat och näischt mat enger Gesondheetsreform ze dinn huet, mä dass dat just eppes ze dinn huet mam Moossen, mam regelméissege Moosse vun den Aktivitéiten an deenen eenzelne Spideeler.

Dat kënnt regelméisseg vir, dass et zu Adaptatiounen no ënnen an no uewe kënnt. Déi 46 Plazen, déi fir déi nächst fënnef Joer am Raum stinn, fir reduzéiert ze ginn, déi kënnen an engem Joer schonn erëm ganz aneschters ausgesinn. Ech wéilt net, dass dee Message eriwwerkënnt, dass iwwer Plan hospitalier oder iwwer Gesondheetsreform um Bockel vum Personal gespuert gëtt, well hei zu Lëtzebuerg ass de Personalschlëssel mat deen héchsten a ganz Europa an doriwwer ewech.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi konstruktiv Empfehlungen. Ech mengen, mir sinn definitiv um richtege Wee, wa mer am Spidolssecteur fir méi Transparenz vun den Aktivitéite wëlle suergen, fir opgrond vu verlässlechen Donnéeën déi beschtméiglech Planificatioun ze maachen.

Zwee Elementer, déi elo net an de Plan hospitalier eragehéieren, mä déi essenziell wäerte sinn an deenen nächste Joren, dat ass, d'Comptabilité analytique, d'Full-cost-Berechnung vun den Aktivitéite vum Spidol an d'Nomenclature op de Métier ze huelen. Dat ass zwar en Travail de longue haleine, mä do derlaanscht komme mer net, wa mer dat wëlle realiséieren, wat all eist Zil ass: de Spidolssecteur op deem beschtméiglechen Niveau ze pérenniséieren an dee System esou generéis ze halen, méiglechst esou generéis ze hale wéi elo, mat als Optimum der beschtméiglecher Qualitéit.

Ech soen Iech en häerzleche Merci an…

M. le Président.- Här Minister, den Här Weber - ier Der Merci sot -, den Här Weber wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Selbstverständlech! Wéi kéint ech Nee soen!

M. Robert Weber *(CSV).*- Här Minister, et ass e puermol elo an der Debatt hei ugeschwat ginn: de Problem vun der elektronescher Patientenakt. Wou sti mer do? Do wär ech nawell interesséiert drun, awer vun Iech nach e puer Wuert driwwer ze héieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Merci villmools fir déi Fro! Effektiv hu mer zënter engem gudde Joer eis Agence eSanté, déi schafft zesumme mat alle Partner, an déi éischt Applikatioune vum „Dossier partagé patient" si versprach vun der Agence eSanté fir den Ufank vun 2014. Dat sinn déi éischt Applikatiounen.

Dir wësst, dass dat modulär opgebaut gëtt mat Prioritéit op de Labosanalysen an op dem Échange vun de Biller. An ech stelle mer och vir, dass iwwert deen Dossier partagé eng Fro wäert schnell geléist kënne ginn, dat ass déi vun der Deklaratioun vun deenen eenzelne Leit als Organspender oder als Netorganspender, fir Iech e Beispill ze ginn, wat déi Applikatioune vun deem Dossier partagé wäerte sinn.

En zweet Wuert, well dat och opgeworf ginn ass, iwwert d'Dokumentatioun vun de medezineschen Aktivitéiten. Deen Aarbechtsgrupp, dee fonctionnéiert mat Experten zesummen zënter engem gudde Joer, an am Laf vun dësem Joer, uganks nächst Joer wäert d'Pilotphas vun der Dokumentatioun vun der Activité médicale an eenzelne Servicer an eenzelnen Haiser ugoen. Mir sinn och do gudder Hoffnung, nodeem mer den Dokumentatiounsmodus fixéiert hunn, dass mer schnell virukommen, well nëmmen, wa mer verlässlech Donnéeën hunn, kënne mer dat och optimal plangen.

Merci villmools, Här Weber, fir d'Fro.

M. le Président.- Merci. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir sinn dann och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 6390 - Projet de loi
concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger (Mme Mady Delvaux-Stehres intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

- *M. Michel Wolter*

3. 6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Fernand Boden*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

- *Rapports de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6511 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6512 et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Emile Eicher*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Ben Scheuer, M. Camille Gira*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser (M. Ben Fayot intervient), M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense (M. Félix Braz intervient)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Si ass nach net do, Här President.

M. le Président.- Si ass ënnerwee.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir fänken haut de Mëtteg mam Projet de loi 6390 un iwwert d'Agenten am Enseignement fondamental. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Berger, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

1. 6390 - Projet de loi

concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la Sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President,…

M. le Président.- Ech bieden Iech, Plaz ze huelen an dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Et ass och nach e bëssen Duerchzuch, Här President.

M. le Président.- Den Här Bodry mécht elo d'Dier zou an da fuert Der lass, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President,…

(Brouhaha)

…de Projet de loi 6390 ännert déi zwee wichteg Gesetzer vun 2009 iwwert d'Organisatioun an d'Personal vun der Grondschoul of. E passt och eng ganz Rei aner Gesetzer an deem Zesummenhang un, an déi stinn alleguer am Titel, an et sinn der insgesamt néng.

Ursprénglech hat de Projet 6390 zwee verschidden Deeler. Een Deel sollt éischter technesch Personalprobleemer léisen, déi am Zesummenhang mat der Reform vun der Grondschoul vun 2009 duerch d'Iwwerhuele vum Personal vum Stat entstane sinn. Deen aneren Deel sollt d'Surveillance an der Grondschoul nei organiséieren, an zwar an der Haaptsaach duerch d'Schafe vu regionale Büroe mat Direkteren an enger grousser Reform vum Inspektorat.

De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 27. November 2012 dësen Deel äusserst kritesch gekuckt, mat enger Opposition formelle beluecht a gemengt, et misst een domat waarden, bis d'Fro vum Directeur d'école an der Grondschoul politesch gekläert wär. En huet virgeschloen, dësen Deel aus dem Gesetz erauszehuelen a sech einstweilen op dee méi techneschen Deel ze beschränken.

D'Kommissioun, am Accord mat der Regierung, huet dat ugeholl, entre autres och, well et ons dru geleeën huet, de Fonctionnement vum Inspektorat esou effikass wéi méiglech ze maachen. Soudass elo de Projet nëmme méi aus engem Deel besteet, deen éischter technescher Natur ass.

Ausser der Fro, ob d'Schwammmeeschteren an de Gemengeschwämme weider däerfe Grondschoulkanner schwamme léieren, huet de Projet keng politesch Welle gemaach.

Här President, déi wichtegst Neierung vum Projet betrëfft d'Inspekteren. Fir d'Inspektorat enthält de Projet eng ganz Rei wichteg Ännerungen. Sou gëtt d'Inspektorat zu engem Collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental par analogie mam Collège des directeurs am Secondaire. Den Inspecteur général verschwënnt a gëtt ersat duerch de President vum Collège des inspecteurs, deen awer net méi de Supérieur hiérarchique vun den Inspekteren ass, mä e Primus inter Pares an als Fonctioun eng Partie Aufgaben am Schoulwiese kritt.

Maximal solle 25 Inspekteren an der Grondschoul kënne genannt ginn.

D'Fro kann ee stellen: Firwat all dës Ännerungen?

D'Ursaach ass, dass d'Inspekteren duerch d'Gesetz vun 2009 eng ganz Partie zum Deel och nei Aufgabe kruten. Dozou gehéiert zum Beispill, dass duerch d'Reprise vum ganze Personal vun der Grondschoul duerch de Stat den Inspekter zum Supérieur hiérarchique pédagogique et administratif vun deem Personal gouf,…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- …während virun 2009 d'Gemengen de Volet administratif vum Personal behandelt hunn.

D'Inspektere stinn entweder un der Spëtzt vun engem Arrondissement oder si mat spezifesche Missioune betraut. An engem Bezierk hu se ëm déi 280 Leit ënner sech. Derniewent kënnt d'pädagogesch Betreiung vun deem villen neie Léierpersonal, d'Zesummenaarbecht mat de Schoulpartner an d'Roll vun der pädagogescher Iwwersiicht.

D'Aufgabe vum Inspekter sinn extrem breet gefächert: Appréciatioun vun der Aarbecht vun den Enseignanten an dem Personnel éducatif, d'Bedeelegung un de kommunale Schoulkommissiounen, d'Gestioun vun de Conseils d'orientation fir de Passage vun der Grondschoul an de Secondaire, d'Présidence vun der Commission d'inclusion scolaire, trimestriell Réunioune mat de Schoulpresidenten, Inspektioun an den Europa- an internationale Schoulen, Surveillance vun dem Grondschoulunterrecht, an der Éducation différenciée an an dem Centre de logopédie.

De regionale Büro muss sech ëm den Ersatz an der Schoul an ëm den interne Fonctionnement an der Schoul bekëmmeren. Fir de gudde Betrib vun der Schoul ze sécheren, gëtt d'Inspektorat elo étoffiért a revaloriséiert. D'regional Büroe gi mat Lokaler a Budgetsmëttelen dotéiert. Et kënnen do Redakteren an Expéditionnairen agestallt ginn. D'Gesetz gëtt d'Méiglechkeet, eng Léierpersoun bei en Inspekter fir eng Partie Aarbechten ze détachéieren. Ähnlech wéi am Secondaire, wou den Direkter vun engem Lycée sech mat Attachés à la direction kann encadréieren, fir seng Schoul ze féieren, soll elo den Inspekter a sengem regionale Büro duerch Personal encadréiert ginn, fir seng Aarbecht optimal ze organiséieren.

Derbäi kënnt, dass déi sougenannten Instituteurs-ressources, déi et säit dem Gesetz vun 2009 gëtt, un en Arrondissement d'inspection fir déi dräi Joer affectéiert kënne ginn. Déi Instituteurs-ressources sinn direkt an de Ministère de l'Éducation nationale détachéiert. Si ginn duerch d'Gesetz erméiglecht (veuillez lire:

hinne gëtt duerch d'Gesetz erméiglecht), dem Inspekter ze hëllefen, Léierpersonal ze beroden an ze informéieren, awer net ze surveilléieren an ze kontrolléieren.

Fir Inspekter ze ginn, muss een an Zukunft e Master um Gebitt vun der Schoul hunn oder en offiziell unerkannte gläichwäertegen aneren Diplom a fënnef Joer eng Fonctioun an der Carrière supérieure vum Enseignement, oder an enger Fonction dirigeante an der Statsverwaltung geschafft hunn. D'Inspektere gi vum Grand-Duc genannt an de Minister décidéiert hir Affectatioun an d'Arrondissementer.

Schliesslech wëllt d'Regierung iwwert de Projet 6459 vun der Fonction publique den Inspekter an de Grad E8 reklasséieren, well seng Aarbecht als Fonction dirigeante ze betruechten ass. Dat gëllt fir d'Inspekteren, déi en Arrondissement féieren, wéi och fir den Inspecteur attaché, dee Chef vum Service de l'enseignement fondamental am Ministère ass. Dat bedeit och, dass den Inspekter zukünfteg fir siwe Joer genannt gëtt, gradesou wéi aner Fonctionnairen an enger Fonction dirigeante beim Stat.

De Statsrot huet a sengem Avis complémentaire gefaart, déi Dispositiounen iwwert d'Inspektere géifen en Deel vun der Diskussioun iwwert d'Schouldirektioun - wéi e gesot huet - égratignéieren, dat heescht ukrazen. Mir mengen dat als Kommissioun net. Et gëtt effektiv en echte Besoin um Terrain, fir d'Fonctioun vum Inspekter ze reforméieren, egal wéi d'Diskussioun ëm d'Schouldirektioun ausgeet.

Derniewent enthält de Projet eng Partie weider Adaptatiounen a Personalfroen. Et gëtt sech an deem engen oder aneren Avis verwonnert, firwat et esou séier nom Gesetz vun 2009 néideg wär, dës Adaptatiounen ze maachen. Bekanntlech gouf d'Grondschoulpersonal bis zum Gesetz vun 2009 vun de Gemenge verwalt.

An der Diskussioun zum Personalgesetz vun 2009 war et e breede Wonsch an der Politik, dem Stat dat Personal ze ënnerstellen - dat hat och, erënnert Iech, mat de Schwieregkeete vu ville Gemengen ze dinn, genuch a gutt Schoulpersonal ze fannen -, wat, wéi et sech bei der Emsetzung sollt erausstellen, méi séier gesot wéi gemaach war.

Well et vill Zorte Personal a verschiddene Situatiounen an der Grondschoul gëtt, mussen elo eng Partie Upassunge virgeholl ginn. Dat soll de Schoulbetrib méi reibungslos maachen, dem Personal entgéintkommen an all Zorte Personal ënnert een Hutt bréngen an doduerch d'Zesummeschaffe vum Personal verbesseren.

Fir d'Éischt kënnen d'Gemengebeamten, déi an der Grondschoul täteg sinn, vum Stat iwwerholl ginn. Dat sinn an der Haaptsaach Éducateuren an Éducateurs gradués, insgesamt handelt et sech ëm eng honnert Leit. D'administrativ Vereinfachung besteet doran, dass d'Zuel vun de Konventiounen zwësche Stat a Gemengen doduerch erofgeet.

Employés communaux a Salariéë vun de Gemengen, déi an der Schoul schaffen, kënne fir eng Reprise duerch de Stat optéieren, an zwar bis den Ufank vum Schouljoer 2016/2017.

Sou wéi et eng Ersatzreserv fir de Schoulberäich gëtt, soll och eng Ersatzreserv vun Éducateuren an Éducateurs gradués geschafe ginn. Doduerch ginn d'Prozedure fir den Ersatz vun deem Personal méi einfach.

Fir eng gewësse Stabilitéit vun den Équipes pédagogiques ofzesécheren, sollen an Zukunft jährlech Réaffectatioune vun de Chargés de cours, déi an der Réserve de suppléants sinn, nëmmen um regionalen an net um nationalen Niveau méiglech sinn, an dat opgrond vun engem Engagement vun e puer Joer an enger Regioun. Well et am Gesetz heescht, dass deen Engagement op mindestens ee Joer festgeluecht gëtt, kann duerch Règlement grand-ducal och eng länger Period vu véier oder fënnef Joer festgeluecht ginn.

Eng weider Moossnam betrëfft d'Léierpersonal. Et soll deenen Enseignanten, déi duerch hir Studien habilitéiert ginn, entweder am éischten Zyklus oder am zweete bis de véierten Zyklus ze schaffen, erméiglecht ginn, also iwwer hir Beruffserfahrung an en zousätzlechen Examen an allen Zyklen ze schaffen. Datselwecht soll fir dat Personal gëllen, wat an der Ersatzreserv ass an den Diplom fir den éischten Zyklus huet.

Déi Leit, déi also en Diplom fir d'Spillschoul hunn, wéi een dat esou einfach seet, kënnen iwwert dee Wee och am zweete bis de véierten Zyklus, also an der eigentlecher Primärschoul Schoul halen.

Den Artikel 30 léisst d'Dier op fir Léierpersonal, dat virum 15. September 2009 seng Demission ginn hat a bis dohi keng Demande gemaach hat, fir ouni neien Exame reintegréiert ze ginn. Et gëtt zwee Fäll, déi vun dëser Dispositioun profitéiere kënnen, wa se dann erëm als Léierkraaft agestallt wëlle ginn. Een dovunner hat 2008 demissionéiert, deen aneren allerdéngs och, an net - wéi irrtümlecherweis am Commentaire des articles vum Bericht steet - 2000. Et handelt sech dobäi ëm Leit mat alen Diplomen, déi an enger Zäit an de Beruff agetratt sinn, wou se onbegrenzt admissibel waren, a well mer all Léierkraaft brauchen, war et natierlech, dës Bréck ze bauen.

Schliesslech léist dëst Gesetz d'Fro vun de Schwammmeeschteren an de Grondschoulen. Fir d'Éischt emol ginn d'Instructeurs de natation, och Schwammmeeschter genannt, an d'Lëscht vun all deem Personal ageschriwwen, dat an der Grondschoul schafft. Dat sinn insgesamt 23 Positiounen, also 23 verschidden Zorte Personal. Dat war bis elo net de Fall fir d'Schwammmeeschteren, obscho se duerch de Règlement grand-ducal vun 1990 den Optrag dofir kritt haten.

Bekanntlech sollten nëmmen déi, déi bis de 15. September 2012 Schwammcoursë fir d'Schüler vun der Grondschoul ofgehalen hunn, dat weider kënne maachen. Déi Dispositioun, erënnert Iech, huet fir vill Opreegung bei de Schwammmeeschtere gesuergt. Si hu gefaart, doduerch géif hire Beruff fir d'Zukunft staark un Attraktivitéit verléieren an den Nowuess wär a Gefor.

Iwwert dat, wat d'Schwammmeeschteren an Zukunft am Kader vum Schwammunterrecht maache kënnen, huet d'Regierung, fannen ech, e gudde Kompromiss fonnt, dee seet, de Schwammcours gëtt vum Titulaire vun der Klass ofgehalen oder vun engem Chargé de cours, wann den Titulaire déchargéiert ass. Dat ass de Prinzip an der Grondschoul an op alle Gebidder.

Am Kader vun der Organisatioun vum Schwammcours kann d'Gemeng oder e Syndikat, déi eng Piscine bedreiwen, d'Schwammmeeschteren domat betreien, dem Titulaire de classe dobäi ze hëllefen, d'Kanner schwammen ze léieren. E Règlement grand-ducal bestëmmt d'Bedeelegung vum Stat un de Fraisë fir déi Déngschtleeschtunge vun de Schwammmeeschteren.

Här President, eng weider interessant Neierung betrëfft d'Couverture duerch d'Unfallversécherung vun der Federatioun vun den Elterevereenegungen, och FAPEL genannt, an de Vereenegunge grad ewéi de Vetrieder vun de Parents d'élèves aus der Grondschoul an de Membere vun den Elterecomitéen, wa se u Versammlungen am Kader vun hiren Aktivitéiten deelhuelen. Den Artikel 43 vun deem Gesetz beschreift genee, ëm wat fir Leit et sech handelt. D'Eltere si wichteg a wäertvoll Partner an der Schoul a ginn heimat bei hiren Aktivitéiten ofgeséchert. Dëst war iwwregens eng laangjähreg Fuerderung vun der FAPEL.

Interessant ass nach, dass de Plan de réussite scolaire künfteg dräi Joer an net véier Joer, wéi bis elo, dauert. Dat am Zesummenhang mat der sougenannter Gestion par objectif, déi an der Statsbeamtereform och fir dräi Joer virgesinn ass.

Dat waren, Här President, eng Partie vun deene wesentlechen Dispositiounen aus deem Gesetz. Et sinn nach eng Partie Detaildispositiounen, op déi ech hei an dësem mëndleche Bericht net agaange sinn. Ech mengen, et ass awer insgesamt e Gesetz, wat vill Kloerheeten a Verbesserungen an der Grondschoul brëngt. An dofir bréngen ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP fir dëst Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, dem President vun der Kommissioun an och Rapporteur Ben Fayot drécken ech hei emol, fir unzefänken, meng Komplimenter aus fir dësen explizite Rapport. Gläichzäiteg meng Unerkennung awer och fir déi gutt Aarbecht, déi op Sekretariatsniveau hei gemaach ginn ass.

Wéi de Gesetzesprojet 6390 - den Här Fayot ass jo drop agaangen - déposéiert ginn ass, do hunn ech mir a vill aner Leit och eng Rëtsch vu Froe gestallt. Den urspréngleche Projet sollt jo déi zwee Voleten ofdecken. Béid Volete si wichteg, an ech si frou, dass mer haut ee vun dëse Voleten op eng ganz gutt Bunn bréngen.

Ech verroden och kengem e Geheimnis, dass d'CSV eng liicht aner Virstellung zum zweete Volet, der Reform also vun der Leedung vun de Grondschoulen an der Reform vum Inspektorat huet, wéi de Gesetzesprojet et initialement virgesinn hätt. An dësem Projet ware jo regional Direktioune virgesinn, an domadder war dëse Projet an eng aner Richtung ënnerwee.

Doduerch dass mer elo de Projet an zwee gespléckt hunn, hu mer jo gläichzäiteg och déi Diskussioun iwwert d'Féierung, sprëch d'Direktioun vun de Primärschoulen op e spéideren Datum verluecht.

D'Grondschoul muss bestoe virum Hannergrond vun enger sech verännerender Gesellschaft, vu ganz dacks ganz héijen Erwaardunge vun den Älteren, vun enger heterogener Zesummesetzung vun eiser Schoulgemeinschaft, vun den Erfahrungen och aus den éischte Versich a Richtung Ganzdagsschoul, vun der Vernetzung mat der Maison relais, vun de Plans d'encadrement périscolaire, vun de Plans de réussite scolaire, vu Projeten, déi an der Schoul hir Plaz hunn an am Kader vum PRS vum Kollektiv vun den Enseignantë geplangt, organiséiert an evaluéiert kënne ginn.

Den Hannergrond ass gradesou wichteg vun den noutwendege fundamentalen Iwwerleeunge vun all eenzel Schoul doriwwer, wou se steet, wou hir Prioritéite sinn, wéi eng konkret Äntwerten dës Schoul a Schoulgemeinschaft fanne kann a muss op déi konkret Problemer, déi si um kommunalen Terrain virfënnt.

Dat ass en Denke vun engem „Ech-reagéieren-op-konkret-Problemer-um-Terrain" hin zu engem Denken: „Wéi kann ech zilorientéiert Projete formuléieren an als Schoulgemeinschaft no vir bréngen?" Dat ass also och eng noutwendeg Moderatiouns- a Motivatiounskompetenz vun der Schoulleedung, déi hei verlaangt gëtt.

Dat ass och den Hannergrond vun der feelender Gestioun vu Weiderbildungsprogrammen, vun engem héijen administrativen Drock, vu wichteger Elterenaarbecht an esou weider an esou fort. Deen Hannergrond ass esou villfälteg, dass mer eben aus dësen an aus villen anere Grënn der Meenung sinn, dass eng Direktioun an alle grousse Schoule respektiv bei klenge Schoulen an Deelzäit eng Verbesserung an a muncher Hisiicht och eng Vereinfachung duerstelle géif. Wa mer haut déi héich Décharge-Stonne kucken, déi awer noutwendeg sinn, an déi gutt si fir President a Membere vum Comité d'école, dann ass et och net méi direkt eng Käschten- oder Postefro.

De Regierungsprogramm schwätzt sech jo och esou aus, dass e seet, an ech zitéieren: «Les écoles d'une certaine taille pourraient opter pour une direction à plein temps.» Elementer aus dem Bilan vun der Grondschoul, notamment d'Expertise vun der Uni Lëtzebuerg weise jo och an déi dote Richtung. Dat sinn Elementer, déi allerdéngs beim Dépôt vum Projet net virlouchen an op déi een och zu deem Zäitpunkt net konnt reagéieren an agoen.

Opgrond vum Bilan vun den éischte Joren ënnert dem neie Modell mat den ënnerschiddleche Vuë vun de Parteien, de Gewerkschaften, de Gemengen, den Eltere sollt een a Rou driwwer diskutéieren, wéi dësen zweeten Deel vun der Reform vun der Féierungsstruktur vun eise Grondschoule geplangt ka ginn, fir dass mer och do e breede Konsens kënne fannen. D'CSV ass gäre bereet, sech konstruktiv un dësen Iwwerleeungen ze bedeelegen.

An der Kommissioun ware mer eis all eens, no Analys vum Statsrot an op Virschlag vun der Madame Ministesch, de Projet elo a sengem éischten Deel ëmzesetzen, wéi gesot, fir dass bei der Rentrée am Hierscht eng Rei vun Aspekter kloergestallt sinn. Ech wëll se net méi all inhaltlech beliichten, just e puer Punkte Revue passéiere loossen. Den Här Fayot ass am Detail drop agaangen an den explizite Rapport beliicht dat wierklech, soudass jiddwereen all Äntwerten op seng Froen do fanne kann.

Duerch dëst Gesetz ginn eben eng Rei vu Fonctionnaires communaux, Salariéen, déi also ënnert dësem Statut bei de Gemengen agestallt ginn, och an d'Méiglechkeet versat, bei de Stat kënnen ze wiesselen. Dat si jo ronn honnert Persounen. De Pool vun de Remplaçantë gëtt geschafe fir d'Personal vun den Éducateuren; d'Leit aus der Réserve de suppléants ginn an den Arrondissement affectéiert an net méi landeswäit, wouduerch si selwer och eng aner Sécherheet a Stabilitéit kréien.

Déi Leit, déi virun der Reform vun 2009 eng Nominatioun haten, dunn awer och virun der Reform vun 2009 aus dem Beruff ausgescheed waren, kréien elo erëm d'Méiglechkeet, de Beruff ze reintegréieren, ouni sech nach eng Kéier mussen engem Examen ze stellen. Eng Situatioun, déi een net konnt virausgesinn. De Wiessel tëschent Cycle 1 an anere Cyclë gëtt geregelt. Den Inspektorat gëtt reforméiert. Dem Inspekter seng Tâche als Fonction dirigeante gëtt unerkannt. Den Inspekter huet effektiv en enormen Aarbechts- a Responsabilitéitspensum.

Wat virun der Reform 116 Gemengen administrativ gutt erleedegt hunn, mussen elo déi 20 Inspekteren an hire jeeweilegen Arrondissementer alles maachen. Si hu jiddweree bis zu 300 Schoulmeeschteren, Sekretariat a Chargéen ze managen, sinn hierarchesch wéi pädagogesch hir Virgesetzten. D'Reform vun der Fonction publique muss dann duerno regelen, wat fir eng Konsequenz esou eng Tâche als Fonction dirigeante eventuell am Klassement wäert mat sech bréngen.

Fir dëser usprochsvoller Aufgab gerecht ze ginn, gi mat dësem Gesetz vun hirer Tâche déchargéiert Schoulmeeschteren, d'Instituteursressources, net méi national, mä dem Inspekter ënnerstallt an zougestallt. De Plan de réussite scolaire geet vu véier op dräi Joer erof, wat ech positiv fannen, well et eng Opwäertung gëtt och vun dem Plan de réussite scolaire, deen eng méi periodesch Neiausriichtung vun der Schoul erlaabt.

Schliesslech ass d'Ophuele vun de Schwammmeeschteren, an dat ass richteg, eng länger Diskussioun gewiescht, déi mer haten; d'Ophuele vun de Schwammmeeschteren an d'Lëscht vun deene Beruffsgruppen, déi an der Schoul dierfen intervenéieren.

Hei gëtt elo eng legal Basis geschaf fir eng Aarbecht um Terrain, déi haut esou ënnerschiddlech ass wéi d'Waassertemperaturen an den eenzelne Basengen. A well dat esou ënnerschiddlech ass, wiere mer frou gewiescht, de Projet vum Règlement grand-ducal iwwert d'Schwammmeeschteren ze gesinn, deen dëst komplizéiert Matenee regele muss an d'Responsabilitéiten an déi finanziell Modeller tëschent Stat a Gemenge respektiv Syndikater festleet. Aus Zäitgrënn bedéngt, awer och duerch eis, bedéngt doduerjer, dass mir e bësse gedoktert hunn un enger gemeinsamer Linn am Gesetz, war dat net méiglech.

De Schwammmeeschter ass jo engersäits onersetzlech fir d'Sécherheet an der Piscine, anerersäits huet e Kompetenzen, fir de Kanner d'Schwamme bäizebréngen. Mir hu jo ënner anerem d'Feststellung misse maachen, dass d'Enseignanten haut op der Uni Lëtzebuerg just 20 Stonne schwammen an hire véier Joer léieren. De Schwammmeeschter huet do awer, mengen ech, an der Technik vum Schwammeléieren eng aner Kompetenz an op déi muss een ënner Emstänn och kënnen zréckgräifen.

Dat ass e Kompromëss, dee mer an der Kommissioun esou geklärt hunn, dass de Schwammmeeschter eben net als Enseignant gëllen dierf an enger Klass, mä just punktuell als Intervenant, fir d'Schwamme bäizebréngen, dem Enseignant kann zur Hand kommen, ënnert deem senger Leedung en dann och do schafft, an eiser Meenung no ass dat ee gudde Kompromëss. Mir vertrauen och drop, dass et geléngt, hei e waasserdichten Text fir d'Schwammmeeschteren ze verfaassen.

Här President, d'Konditioune fir d'Qualitéit vun eiser Schoul, déi ginn och, awer net nëmmen, an de Büroe vum Ministère gemaach. Déi wierklech Qualitéit, vun där mer all erëm gäre schwätzen, déi gëtt eigentlech am Klassesall vum Enseignant gemaach a bestëmmt. A mir kënnen als Gesellschaft an als Politik och emol eppes fir déi Qualitéit maachen, andeems mer och eemol ausdrécken, dass mer houfreg sinn op dat, wat eis Enseignanten all Dag an de Klassesäll leeschten, zum Wuel vun eise Kanner a vun der Gesellschaft am Ganzen. Den Erfolleg vun eiser Schoul, dat ass hire Mérite.

Dëse Projet vun haut ass e Puzzlesteck, dat nach gefeelt huet, fir enger Rei vun Intervenanten an der Schoul déi Sécherheet a Perspektiv ze ginn, déi se brauchen, fir sech voll a ganz ze engagéieren. Hei ginn déi Problemer geléist, déi net duerch d'Gesetz vun 2009 nei geschafe goufen; et sinn haut déi Texter gestëmmt ginn, déi vu vireran nach gefeelt hunn. Dat war gewosst. Fir se gutt ze léisen, huet eben e Stéck Emsetzung vun der Reform gefeelt. An dat ass gebraucht ginn, e bëssen Zäit, fir den Inventär vun de Personalproblemer ze maachen. Dat war ee sech vu virera bewosst. An haut si mer op deem Punkt ukomm, wou een déi Schwieregkeete ka léisen.

Ech soen dofir der Éducatiounsministesch, de Leit vum Ministère Merci fir dëse Projet, fir déi séier Aarbecht, a ginn och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och direkt e Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen an och virun allem schréftleche Bericht.

Här President, ech hat mech elo agestallt op e Modèle de base, dat heescht, wou ech fënnef

Minutte Riedezäit hätt. Bon, ech mengen domadder, also mat fënnef Minutten, kommen ech och doduerch, fir déi wichteg Saachen ze soen.

Bon, et ass jo hei e Gesetz, dat hätt à l'origine sollten eent si vun der Reorganisatioun vum Inspektorat. A mir wëssen awer mëttlerweil, datt déi Virlag vun der Regierung ganz problematesch war an datt schlussendlech d'Gesetz awer vu senger Substanz vidéiert ginn ass. Haaptsächlech och doduerjer, datt de Statsrot do eng ganz Rei Schwieregkeete mam Text hat an och Oppositions formelles hat, wou mir och konnten zum gréissten Deel deelen.

Et bleift also elo nach eng Aart, ech géif soen, fourre-tout, wou eng Rei Dispositioune betreffend d'Personal an d'Intervenanten an der Grondschoul, géif ech soen, verbessert ginn, well se och vläicht am Gesetz vun 2009 net gutt regléiert goufen oder guer net regléiert goufen.

Ech ginn elo net méi op all déi Dispositiounen an. De Rapporteur huet dat jo ausféierlech gemaach. Ech mengen, et sinn do och Dispositiounen, wou mir absolut kee Problem domadder hunn, déi mer éischter begréissen. Dat sinn dann déi Dispositiounen, wat d'Personal Éducateuren ubelaangt, déi als Fonctionnaire communal dann an de Schoule schaffen an déi kënne vum Stat elo…, oder de Choix kënne maachen, datt se vum Stat iwwerholl ginn. Domadder hu mer kee Problem.

Ech mengen, och datselwecht gëllt fir déi Dispositioune betreffend d'Schwammmeeschteren, mat deene mer och kënnen d'accord sinn. Si gehéieren elo zum Schoulpersonal, net zum Personnel enseignant, mä zum Schoulpersonal, zum Staff, kann ee soen, vun deem ganze Personal, dat an der Schoul schafft. An da soll jo och elo eng Solutioun fonnt ginn, wéi d'Bezuelen ass tëschent dem Stat an de Gemengen. Idem och fir déi Dispositiounen, wat d'Léierpersonal ubelaangt, dat elo am Cycle 1 schafft oder fir déi, déi en Diplom hunn an déi wëlle sech qualifizéieren, fir an déi aner Cyclë kënnen eriwwerzegoen.

Bon, wéi gesot, ech ginn elo net op all déi Dispositiounen an. Et muss een och soen, datt awer a verschiddenen Dispositiounen am Projet de loi ee vläicht net ëmmer déi Logik ka ganz novollzéien. Zum enge gëtt zum Beispill en Ersatzpool geschafe vun Éducateuren, déi dann am ganze Land asetzbar sinn. Da gëtt do och gelueft vun der Mobilitéit, déi een heimadder schaaft.

An op där anerer Säit huet een awer dann de Pool des remplaçants vum Léierpersonal. Do gëtt dann awer aneschters strukturéiert. Déi ginn da regional opgedeelt, fir et emol esou ze soen, an déi kënnen net méi an d'ganzt Land goen. Dat heescht, do besteet dann déi Mobilitéit net. Do kann ech eigentlech déi Logik net esou richteg novollzéien. Eng Kéier ass et dat eent Argument, eng Kéier dat anert Argument.

Bon, déi Dispositiounen iwwert d'Assurancen, och kee Problem. Bon, eng Dispositioun, déi nach, mengen ech, d'Virriedner net esou erwähnt hunn, dat ass déi vum Instituteur-ressource, deen elo direkt eigentlech un de Ministère, géif ech soen, drugehaange gëtt. Ech weess net, ob dat eng glécklech Léisung ass, well jo awer weiderhin den Inspekter eng wichteg, net nëmmen hierarchesch, mä och pädagogesch Roll spillt an der Grondschoul.

Hei huet een e bësselchen d'Impressioun, datt awer hei dann op zwou Schinne kéint gefuer ginn. Dat heescht, datt eigentlech jo am Endeffekt dann och den Inspekter net direkt dem Instituteur-ressource eppes ze soen huet, mä datt deen eigentlech en Agent, fir et emol esou ze soen, vum Ministère ass. Vläicht ass et gutt, wann een herno nach déi eng oder déi aner Explikatioune kritt, well ech hätt dat awer vläicht besser fonnt, wann deen och an déi ganz Glidderung oder Struktur erakomm wier ebe vum Ministère, dann Inspekter an dann ënnendrënner d'Grondschoul.

Bon, ech mengen, dat, wat mer am meeschte bedaueren hei bei dësem Gesetz: Et ass awer am Endeffekt d'Geleeënheet verpasst ginn, fir eng éischtens sënnvoll an zweetens och eng noutwendeg Reform vum Inspektorat virzehuelen. Ech hat et scho gesot, et war do en Usaz, mä déi Texter ware wierklech schlecht, soudatt se jo och dann zum gréissten Deel erausgeholl gi sinn. Effektiv, wann een déi Texter stoe gelooss hätt, hätte mer nei Waasserkäpp geschaf.

Dat wier eigentlech keng Solutioun gewiescht, fir eigentlech den Akzent méi op déi pädagogesch Aarbecht, déi inhaltlech Aarbecht vun den Inspekteren ze setzen, déi fir eis, dat hu mer ëmmer gesot, och schonn 2009, wéi d'Grondschoulgesetz gestëmmt ginn ass, do hate mer dat jo och deemools bedauert, datt net an engems an deem Jet schonn d'Inspektorat mat reforméiert ginn ass, virun allem, datt déi sech ëm déi wichteg a wesentlech Aufgaben an eisen Aen kéinte këmmeren.

Wéi gesot, dat ass eben eng Haapt-Guideline bei eis, egal, wann och dann eben an Zukunft eng Reform vum Inspektorat ugaange gëtt, datt se vun den administrative Chargéen entlaascht ginn an datt se sech wierklech ëm déi aner Saache këmmeren.

An da muss ech awer och soen, datt et hei an deem Gesetz och verpasst ginn ass, datt mer endlech de Schouldirekter aféieren. Ech wëll nach eng Kéier kloer an däitlech ënnersträichen, datt d'DP fir d'Schouldirekteren an der Grondschoul ass, déi natierlech eng Rei administrativ Aufgabe kënnen dann iwwerhuelen, dann eben och den Inspektorat an deenen Tâchë kënne wierklech entlaaschten, datt se doriwwer eraus och kënne kucken, datt se hëllefen, pädagogesch Akzenter ze setzen an hire Schoulen, datt een doduerjer och kéint méi Autonomie an d'Schoule kréien. Fir och nëmmen ze erënneren, datt mir jo och ganz staark fir d'Autonomie vun de Schoule sinn, net nëmmen am Secondaire, mä och am Primaire. An hei ass dat also net gemaach ginn.

Ech mengen, et war jo och, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, 2009 gesot ginn, wéi mer dat Gesetz haten iwwert d'Personal, wou mer deemools scho plädéiert hu fir de Schouldirekter. Mir waren net déi Eenzeg hei am Sall. An och, wann ech dat richteg verstanen hunn, de Riedner vun der CSV ass eigentlech hei mat ugefuerener Brems gefuer, wéi en och do vum Schouldirekter geschwat huet. An ech mengen, och d'CSV, wa se kéint, géif se am léifsten och direkt do virpresche fir e Schouldirekter.

Wéi gesot, dee Schouldirekter, dee kéint also administrativ Saachen iwwerhuelen, e kéint pädagogesch Akzenter setzen. A mir hu gesot 2009, datt mer géifen e Bilan maachen, och kucke mat de Comités d'école, fir dann, no deem Bilan, eng Kéier ze kucken, ob een da géif e Projet maache fir de Schouldirekter. Bis haut ass dat awer nach net esou richteg gemaach ginn.

D'Madame Ministesch, déi wénkt a seet, dat wier net esou gemaach ginn. Ech ka mech erënneren, datt dat op alle Fall an enger Motioun oder datt dat an Diskussiounen esou war. Dat kann een op alle Fall noliesen.

Ech froe mech, ob et net souguer, dat misst ech och noliesen, ob net och souguer am Koalitiounsaccord Rieds dovunner war, datt een déi Fro op alle Fall nach eng Kéier sollt nei analyséieren, kucken do, wat dann d'Konklusioune wieren, an dann eventuell vläicht fir d'Éischt iwwer e Pilotprojet, mä datt een awer da géif a Richtung Schouldirekter goen. Ech stellen einfach nëmme fest, datt dauernd ronderëm déi Froe vum Schouldirekter lavéiert gëtt, och innerhalb vun de Koalitionären, amplaz datt een do Neel mat Käpp géif maachen.

Bon, et bleiwen dann hei elo an deem Gesetz e puer isoléiert Mesuren ebe betreffend d'Inspekteren. Bon, déi eenzel, wou mer u sech kee Problem hunn, mä et ass keng global, keng kohärent Léisung. Et muss een och soen, do sinn déi eng oder déi aner Mesuren, déi och nach wäerten an Zukunft Froen opweisen. Zum Beispill kréien d'Inspekteren elo eng Fonction dirigeante a ginn do agestuuft. Domadder hu mir guer kee Problem, ech wëll dat betounen. Mä dat heescht, datt d'Inspekteren all siwe Joer mussen och dann nei genannt ginn, esou wéi dat jo och bei deenen anere Fonctions dirigeantes ass.

Huele mer emol un, si géifen net méi nei genannt ginn, aus iergendenger Ursaach, wat geschitt da mat hinnen? Gi se zréck an d'Schoul? Jo elo hei mat dësem Gesetz féiere mer jo och an, datt en Inspekter ee ka sinn, deen e Master huet an dee vläicht aus enger administrativer Carrière kënnt, deen ni Schoul gehalen huet: Wat mécht een da mat deenen herno? Bon, ech mengen, do sinn nach Froen, déi sech herno an der Praxis da wäerte stellen.

Här President, ech hat gesot, datt ech mech eigentlech also op eng kuerz Ried agestallt hat. Ech hunn hei déi wichtegst Elementer gesot. Am Résumé: Verschidden Dispositiounen technescher Natur, géif ech scho bal soen, do kënne mer dermat d'accord sinn. Wat eis awer hei feelt an deem Text hei, ass, datt et keng kohärent Solutioun fir eng Reform vum Inspektorat ass. Wat mer och bedaueren, datt d'Geleeënheet verpasst ginn ass, fir de Schouldirekter anzeféieren. An dofir, aus deem Grond, géife mer eis dann och bei dësem Gesetz enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, mir haten effektiv an der Kommissioun festgehalen, et géif nom Modell 1 goen. Elo hu mer e Modèle de base hei stoe gehat. Ech hat, d'selwecht wéi den Eugène mech op méi eng kuerz Ried agestallt. Dat huet den Avantage, datt ech elo net muss esou schnell schwätzen, mä meng Ausféierunge kann an der néideger Rou hei ausféieren.

Den Défi, fir d'Léierpersonal, dat bis 2009 vun de Gemengen administrativ géréiert gouf, bei de Stat ze huelen, war grouss. A mir mengen, datt déi Erausfuerderung souguer och liicht ënnerschat ginn ass. Et wier vläicht och un der Zäit, e Bilan vun där Décisioun ze maachen. Dat soll net als Virworf un d'Adress vun der Ministesch gëllen. Mir hunn als Gréng ëmmer déi Décisioun prinzipiell matgedroen an ënnerstëtzt. Mir hu gemengt, dat wier e richtege Wee.

Datt eben deen Défi esou grouss war, bon, dat weist dann ënner anerem och de Projet, dee mer haut zum Vote hunn. Mir maachen haut Korrekture vun zwee vun de Gesetzer iwwert d'Schoulpersonal. Am Rapport geet Rieds vun deenen dräi grousse Schoulgesetzer. Bon, ech géif och nach dat véiert Gesetz iwwert de SCRIPT derbäizielen, well ech mengen, datt dat och eent vun de fundamental wichtege Gesetzer wier, wat d'Schoulreform ugeet.

Mir maachen also Korrekturen un deenen zwee Gesetzer iwwert d'Schoulpersonal. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Fayot, Merci fir seng Aarbecht a seng Explikatiounen, déi en hei ginn huet. Déi nei Regelunge fannen zum groussen Deel och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech gi just kuerz nach eng Kéier drop an. Datt et soll méiglech ginn, datt d'Fonctionnaires communaux, virun allem där aus der Carrière vum Éducateur, och elo däerfen de Choix treffen, datt se vum Stat iwwerholl ginn, fanne mer richteg. Ech mengen, dat war einfach en Oubli.

Mir fannen et selbstverständlech och gutt a richteg, datt mer eng Réserve de suppléants fir d'Éducateure schafen. Et schéngt eis evident. Wéi solle mer d'Missioun, d'Aarbecht vun enger Beruffsspart an de Schoule seriö huelen, wa mer soen: „Bon, wann ee feelt, da feelt en eben. E muss net ersat ginn. Oder et ass näischt virgesinn, fir en ze ersetzen."? Dat fanne mer eng Opwäertung och vum Beruff a vun der Missioun vun den Éducateuren an den Éducateurs gradués an eise Schoulen.

Och déi Regelung iwwert d'Schwammmeeschtere fanne mer eng gutt Regelung. Et wier och flott gewiescht, wa mer de Règlement grand-ducal, wou eng Indemnitéit virgesinn ass, wa mer dee scho virleien hätten. Dat ass net de Fall. Dat ass e bësse schued. Mir mengen allerdéngs, datt déi Regelung, déi mer hunn, och déi eenzeg méiglech ass. Et ass net dran, fir eng aner Regelung ze fannen, wou Leit kënne Coursen halen an der eegener Verantwortung ouni Titulaire. Domat géife mer en neie Wee beschreiden, dee mer a kengem anere Fach ginn.

Wann den Här Schaaf seet, datt de Schwammmeeschter wahrscheinlech besser weess, wéi een d'Schwammen un e Kand kritt, wéi e Schoulmeeschter, dann ass dat mat Sécherheet net falsch, mä dat géif och fir ganz vill aner Saache gëllen. Dat géif och gëlle fir d'Fach vum Turnen, dat géif och gëlle fir vill Beräicher. An ech mengen, ee Fransëischprof wier och besser, fir Fransëisch ze enseignéieren, wéi eventuell e Schoulmeeschter.

Dee Moment kréie mer eng aner Diskussioun. Da misste mer de Generalist als Schoulmeeschter a Fro stellen. Dat wëlle mer zu dësem Zäitpunkt net. Mir haten hei am Débat d'orientation iwwert de Beruff vum Enseignant dat ugetickt. Mir sinn als gréng Fraktioun bestëmmt op, fir do Diskussioune weiderzeféieren. Net eng Opglidderung wéi an de Lycéeë bei de Proffen, mä eventuell awer eng Bündelung vu verschiddene Richtungen.

Dat ass eng Diskussioun, mä déi muss een dann och ënnert deem Numm féieren an déi kann een net hei iwwert d'Schwammmeeschtere féieren. Dofir fanne mer déi Regelung, wéi se fir d'Schwammmeeschtere virgesinn ass, eng gutt an déi eenzeg méiglech Léisung. Mir begréissen, datt dat esou am Gesetz steet.

Dann, dat hat schonn ee vu menge Kolleegen - ech mengen, den Här Berger - och ugedeit, datt mer d'Membere vun der Réserve des suppléants elo zu engem Arrondissement bäischloen. Dat ass, fir eng gewësse Stabilitéit an den Équipes régionales ze kréien. Mir fannen, grad wéi de Conseil d'État, dat zwar schonn an der Rei, mir gesinn awer och e gewëssene Widdersproch, wa mer soen, datt mer engersäits beim Léierpersonal probéieren, méiglechst vill Mobilitéit dranzekréien, an dofir hu mer och déi Nominatioun duerch de Stat kritt, an dann anerersäits net ze vill Mobilitéit an der Réserve régionale. Wéi gesot, mir kënnen et awer aus praktesche Grënn novollzéien. Mir stoussen eis net dorun.

Dann, an dat ass dann eng Fro, wou ech frou wier, wa vläicht d'Madame Ministesch eis nach géif Opklärung ginn; mir hunn nämlech am Rapport: «…il est envisagé…» - an do hunn ech mer e puer Fragezeichen dobäi gemaach - «…de modifier la procédure d'affectation des instituteurs dans le sens d'une attribution prioritaire des instituteurs nouvellement recrutés aux communes…»

Ech verstinn, datt een dat envisagéiert. Mä mat der Kummer vun de Statsbeamte stelle mer dat awer e bësselchen a Fro, zwar op eng aner Richtung wéi d'Statsbeamten. Mir si schonn der Meenung, datt net nëmmen den Inspekter an de Ministère sollte matschwätzen, mä an eisen Ae wier et wichteg, wann och d'Schoule kéinte matschwätzen.

Dofir bräichte mer awer méi Schoulautonomie a mir bräichten e Schouldirekter. Mir si wierklech der Meenung, datt déi aktuell Prozedur, wéi mer d'Léierpersonal an de Schoulen nominéieren, nach net déi allerleschte glécklech Léisung ass. Mir haten elo…, ech mengen, et sinn der ganz vill vun lech, déi elo am Gemengerot nach iwwert d'Léierpersonal en Avis ofginn hunn. Dat ass déi Prozedur vun der éischter Lëscht. Dat ass eigentlech awer en zimlech schlechte Witz. Mir stëmme Leit, déi guer net wëlle bei eis kommen, an déi kommen dann och net.

(Interruption)

Et wier schonn eng Hëllef, wa wéinstens de Choix vun den Enseignanten e bësse limitéiert wier.

Also, mir hu Leit gestëmmt, déi hu sech als zéngt, eeleft, zwieleft Positioun op Miersch gemellt, a mer wosste vun Ufank un, datt se net géife kommen. An da kënnt déi zweet Lëscht. Bon, do huet de Gemengerot guer näischt méi domat ze dinn. Do gëtt een nach, wann ee Chance huet, gewuer, wien dann elo an d'Gemeng Schoul hale kënnt. A wann ee Pech huet, da gesäit een et de 15. September, wann d'Schoul ugeet.

Wéi gesot, wa mer wëllen d'Gemengen eraushalen, da solle mer se eraushalen. Da misst allerdéngs d'Schoul mat engem Schouldirekter matschwätzen. A wann d'Gemenge solle matschwätzen, bon, da musse mer och e Wee fannen, wou dann effektiv d'Méiglechkeet besteet, fir kënne matzeschwätzen.

Da kommen ech awer zu deem, wat de Projet fir eis am schwieregste mécht. Am urspréngleche Projet war virgesinn, datt och d'Surveillance am Enseignement fondamental iwwert d'Inspektorat géif mat reforméiert ginn. De Conseil d'État huet gemengt, dat wier eng ganz grouss Reform. A mir ginn dem Statsrot do recht. Mir gesinn och, wa mer un d'Inspektorat reforméiere ginn, dat ass ee ganz déif gräifenden Aschnëtt.

Dat ass eng Diskussioun, wou mer bedaueren, datt se net scho virun 2009 gefouert ginn ass. Et hätt ee jo eigentlech, wann een d'Schoul wéilt reforméieren, och kënne soen: „Ma da kommt, mir fänke beim Kapp un! Mir fänken u bei der ieweschter Struktur." An dat ass nun emol d'Inspektorat. An dat ass awer déi ganzen Zäit net gemaach ginn. Mir wären och d'accord, fir ze soen: „Kommt, mir huelen dat alles eraus, wat eppes mam Inspektorat ze dinn huet!" Mä mir hunn awer net alles erausgeholl.

Engersäits ass dat drop zréckzeféieren, datt wierklech de Beruff vum Inspekter sech wesentlech geännert huet. Ech ka mech nach erënneren, déi Zäit, wou ech Inspektesch-Chargé war, hat ech weder ee Sekretär nach een Instituteur-ressource an esou weider an esou virun. Mä et hat een och ganz aner Missiounen! An duerch d'Gesetz vun 2009 hu mer dem Inspektorat ganz aner Missioune ginn. An dofir ass et och logesch, datt mer do Saachen drun ännere ginn.

Mir maachen och keen Uerteel, ob dat gutt oder schlecht ass. Mir bedauere just, datt et net an de Gesamtkontext vun enger Reform vum Inspektorat gesat gëtt. An do sinn dann eben esou Décisiounen, déi dann elo mat dësem Gesetz geholl ginn, zum Beispill schloe mer den Inspekter bäi…, mer änneren d'Nominatiounen an d'Konditioune vum Inspekter. Den Inspekter gëtt dann ee Fonctionnaire, deen eng Fonction dirigeante ausübt. Dat ass eng aner Ausgangsbasis, wéi dat dann elo an deene leschten honnert Joer de Fall war.

Do huet een eng ganz Rei Argumenter derfir, mä mir gesinn dat awer trotzdeem an engem zesummenhängende Kontext vun Hierarchisatioun an eise Schoulen. Déi Diskussioun hu mer net gefouert. A mir hunn einfach d'Gefill, wéi wa mer schrëttweis géifen där Diskussioun ëm

d'Schouldirektioun virgräifen. An dat wëlle mer net matdroen.

Den Inspekter - dat ass interessant - huet nach ëmmer d'Surveillance och an de Strukture vun der Édiff gemaach an och am Centre de logopédie. Dës Kéier steet et textuellement am Text. Dat fanne mer positiv.

E bëssen erstaunlech ass et, datt mer mussen an e Gesetzestext draschreiwen, datt den Inspekter och däerf an d'Schoule goen, mä anscheinend ass dat awer duerch den aktuellen Zäitgeescht, datt ee souguer esou Saachen, déi eigentlech haut eis evident schéngen, awer och muss am Gesetz festhalen.

Et ass och gutt, datt drasteet, datt den Inspekter regelméisseg d'Présidents d'école zesummerifft, fir mat hinnen ze diskutéieren, mindestens eemol pro Trimester. Da soe mer, den Inspekter, dee géif assistéiert gi vun engem Schoulmeeschter. Engersäits jo, well d'Aufgabe vum Inspekter sech eben ëm esou villes verännert an erweidert hunn.

Anerersäits froe mer eis awer och, ob mer do net erëm eng Kéier virgräifen un der Diskussioun vum Schouldirekter. Hätt een net och kënnen higoen a soen: „Ma da kommt, mir setzen dem Président d'école, wa mer en net wëllen Direkter nennen, ee Sekretär bäi."? An dee Moment kéint de Schoulpresident, de Schouldirekter eng ganz Rei Aarbechte maachen, déi elo um Inspekter hänke bleiwen. Déi Diskussioun hu mer nach net gefouert.

Mir hunn also elo niewent dem Inspekter en Instituteur attaché. Mir hunn en Instituteur-ressource. Mir hunn an eise Schoule Comitéen, mir hu Présidents d'école, dat heescht, mir hu schonn eng schläichend Hierarchiséierung. De Sproch vun „All animals are equal,...", deen ass méi richteg wéi jee. Mir hunn also ganz ënnerschiddlech Leit an eise Schoule schaffen, mä mer schwätzen net driwwer. Mir schwätzen ëmmer vun enger Carrière plate. An dat ass net de Fall.

Dat bedauere mer. Et bleiwen eng Rei praktesch Froen. Mir schafe jo de Bureau national of, well mer e Collège des inspecteurs kréien. Wéi ass et dann elo, wien ass zum Beispill de Sekretär vum neie Président inspecteur? Ass dat säin aktuelle Sekretär oder wéi funktionéiert dann elo déi Présidence vun deem Collège des inspecteurs? Bartreng, gëtt dat elo fräi oder bleiwen do Réuniounssäll? Ech mengen, net all regionale Büro huet déi néideg Raimlechkeeten, fir sech do ze versammelen.

Et ass och opgezielt ginn, den Här Fayot huet och dervu geschwat, 23 Intervenantë sinn opgefouert am Schoulgesetz am Artikel 68. 23 verschidden Intervenanten, déi an eise Schoule schaffen. Mir sinn der Meenung bei esou villen Intervenanten, do brauch een een Direkter. An dat ass fir eis eng Noutwendegkeet, déi mer ëmmer erëm virun eis hin drécken.

A schlussendlech menge mer, datt och duerch dat heite Gesetz erëm eng Kéier eng Rei Tatsaache geschéien, déi d'Aféiere vun engem Schouldirekter méi schwéier maachen, wéi dat nach elo de Fall wier.

Dofir, bei all deene positive Punkten, déi mer ënnerstëtzen, wäert déi gréng Fraktioun sech beim Vote vun dësem Gesetz awer enthalen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och direkt u mat engem Merci un eise Rapporteur, den Här Fayot, deen eis e ganz komplext Gesetz gutt, gutt presentéiert huet.

An ech soen och direkt, et ass vläicht net dann esou spannend, mä ech soen Iech awer direkt, datt och mir eis wäerten enthalen, aus ähnleche Grënn, wéi hei gesot ginn ass. Mir erkenne gär un, datt vill Positives an dësem Gesetz ass, mä et si leider eben och eng Rei vun Defiziter, déi mer awer hei zu ganz ville sinn, fir déi festzestellen.

Ech hunn och gemierkt, datt d'Leit sech bei de Schwammmeeschtere vill Méi ginn, fir Analogien zum Waasser ze fannen. Ech mengen, déi eng hu gesot, si bräichten eng „waasserdicht" Léisung. Déi aner hu gesot, dat hätt vill „Welle geschloen". Mä ee Constat musse mer awer maachen, dat ass, datt, wou dat Schoulgesetz do iwwert déi nei Grondschoul virbereet gouf vun der Regierung 2008/2009, einfach d'Schwammmeeschteren „ënnergaange sinn" an där Debatt. An dat ass eben dat, wat eis stéiert, well et ka jo net sinn, datt mer dräi Joer, nodeems e Gesetz a Kraaft getrueden ass, hei scho Reparaturaarbechte vun enger schlechter Aarbecht vun deemools musse leeschten. Mä dat ass de Fall.

An an där Reparaturaarbecht, déi mer haut leeschten, gëtt et wéi gesot positiv Punkten, mä et gëtt Defiziter. Deen éischten, deen ech wëll opféieren, dat ass eben och dee vun de Schouldirekteren. An ech hunn awer eng gutt Nouvelle fir den Här Berger: Ech ginn awer fest dovun aus, datt mir op jidde Fall an der ADR denken, datt mer an e puer Méint eng Majoritéit heibannen hu fir Schouldirekteren, an da kënne mer nach gär eng Kéier dorobber zréckkommen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ebe just dat Argument, wat eis hei presentéiert gouf, datt dat hei net géif préjugéieren der Debatt vun de Schouldirekteren, dat ass falsch! Well och, wann ech dem Här Fayot, wéi ech dat ëmmer maachen, ganz gutt nolauschteren, da stellen ech fest, datt jo hei awer Analogien zum Direktersystem am Secondaire ganz bewosst geschafe ginn.

Den Étoffement vun der administrativer Struktur zum Beispill oder och d'Méiglechkeet vum Détachement, wou d'Analogie mat den Direkteren am Secondaire direkt gezu gouf. Also, et ass schonn och an der Terminologie, déi hei gewielt gëtt, an der Logik, déi gewielt gëtt, en direkte Rapprochement mat dem System am Secondaire festzestellen. An an eisen Ae préjugéiert dat der Diskussioun ëm d'Schouldirekteren. An dat ass eppes, wat mir net appréciéieren, well och eis Partei ass fir e System mat Direktiounen an Autonomie vun de Schoulen.

Dann, wat d'Instituteurs-ressources ugeet. Och do hunn de Statsrot an anerer ganz fondéiert Kritike virbruecht. Deen Électron-libre-System, dee mer elo do hunn, dat ass e Problem. De Statsrot stellt souguer ausdrécklech d'Fro, ob dee System vun den Instituteurs-ressources de System net méi komplizéiert mécht amplaz en ze facilitéieren. Dat sinn d'Wierder vum Statsrot. An et kann ee sech wierklech déi Fro stellen. Et ass schonn eng ganz komplizéiert Saach.

D'Zuel vun den Intervenanten an de Primärschoulen ass eng Saach. Dann nach deen net ganz klore Statut vun den Instituteurs-ressources an och hir Aufgaben. Ech mengen, datt si do dauernd sollte kucken, ob do Pratiques innovantes, wéi et heescht, an de Schoule gemaach ginn, dat ass eng Saach. Ob dat elo an enger Zäit, wou an de Schoulen net méi ganz vill geléiert gëtt, ob dat elo déi Haaptprioritéit muss sinn, fir och nach iwwerall Pratiques innovantes anzeféieren, ass eng aner Diskussioun.

Ob jidde Fall sollte mer kucken, datt déi Instituteurs-ressources och esou qualifizéiert sinn an och esou agesat sinn, datt se kënnen als wierklech eng Reserv och geholl ginn, wa Classes d'accueil gebraucht gi fir Demandeurs de protection internationale oder wann aner speziell Besoinen op eemol entstinn. Et ass elo schonn e bëssen de Fall, datt se do och asprangen. Mä d'Qualifikatioun vun den Instituteurs-ressources an d'Modalitéite vun hirem Emploi solle wierklech och dorop ausgeriicht sinn, datt se kënne sënnvoll am Fall vun engem grousse Besoin agesat ginn, amplaz ëmmer op innovativ pädagogesch Praktiken do sollen ze uechten.

E Wuert nach zu de Schwammmeeschteren: Och mir hu festgestallt, ech mengen, dat ass och scho gesot ginn, datt de Projet de règlement grand-ducal eis haut net virgeluecht gouf. Mä den Defizit, dat ass einfach an där Logik vun dem Enseignant unique an der Primärschoul, déi an der Rei ass u sech, mä da muss och d'Formatioun vun den Enseignanten dorobber ausgeriicht sinn. An dat ass einfach net de Fall. Wann ee kuckt, wat u Schwammunterrecht am Kader vun der Formatioun vum Schoulmeeschter haut gefrot gëtt op den Universitéiten, dat geet einfach net duer, fir déi do Aufgab kënne réellement a crédiblement ze erfëllen.

Et muss ee sech froen, ob eben esou Fächer wéi Sport, wéi Turnen, wéi Musek, Éducation artistique, ob do d'Formatioun vum Schoulmeeschter wierklech genuch op dat ausgeriicht gëtt, wat herno an de Primärschoulen am berufflechen Ëmfeld, an der berufflecher Praxis och vun deene Leit gefrot gëtt. Dat eent muss mat deem aneren iwwereneestëmmen, wa mer wëllen dee System vum Enseignant unique an de Primärschoule bäibehalen.

Da wéilt ech och nach e Wuert soen, an ech maache mech do e bëssen awer den Interpret vun de Suerge vu ganz villen Elteren, dat ass einfach och, datt nach ëmmer an eise Schoulen, an et ass vläicht eng gutt Geleeënheet, dat ze rappeléieren, wa mer iwwert d'Personalstäerkt an d'Personaldispositioune schwätzen, datt nach ganz vill Coursen net ersat ginn.

A mir hu jo, an dat sinn déi zwou lescht Zuelen, déi ech nennen, Här President, awer just, fir der Madame Minister dat nach eng Kéier ze soen, no hiren eegenen Zuelen hate mer 2011/2012 3.937 Stonnen an der Primärschoul, déi net konnten ersat ginn, an an deenen zwee éischten Trimestere vun dësem Joer scho 4.479 Stonnen, déi net konnten ersat ginn. Ech mengen, dat sinn déi reell Problemer vun der Schoul. Amplaz Pratiques innovantes do ze propagéieren, wär et ganz gutt, wa mer eis kéinten emol dorëms këmmeren, datt eis Kanner gutt encadréiert sinn an eppes an de Schoule géife léieren!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Den nächsten a leschte Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech mengen, och dem Rapporteur, dem Här Fayot, e grousse Merci ze soen, well et ass e ganz voluminéisen Text, dee mer hei diskutéieren, och, wat d'Textes coordonnés ugeet.

An et ass net einfach, fir sech hei, wann een net Member ass vun der zoustänneger Kommissioun, duerch déi Texter ze wullen. D'autant plus, datt een da gesäit, datt oft d'Numérotatioun vun den Artikelen net déiselwecht ass. Et ass keng Kontinuitéit. Anscheinend ass dat, well mer an de Gesetzer och verschidde Renvoien hunn an doduerjer verschidden Artikelen dann elo als blanc dohinnergesat ginn.

Mä nach stelle sech awer och an deem Kontext e puer Froen. Notamment, wat den Artikel 25 respektiv deen neien Artikel 27 ugeet, do gesäit een, datt den Alinéa 1 horgenau datselwecht bleift, wéi dat, wat e war. Mä an engem Text, deen ech hei virleien hunn, do gëtt deen zweeten Alinéa gestrach. Dat heescht, deen, dee seet, datt eng Gemeng ka Remplacementer virhuelen, elo schéngt dat anscheinend gestrach ze sinn, wann een den Text coordonné gesäit.

Duerfir wier ech frou, Madame Ministerin, wann Der ons do kéint Opschloss ginn, ob dann elo d'Gemengen nach ëmmer kënnen d'Remplacementer virhuelen.

Wann dat net de Fall ass, da wier ech frou, Madame Minister, wann Der ons kéint soen, wéi dat dann elo an der Praxis soll an Zukunft goen, well et ass jo evident, datt, wann een dat wëllt regional organiséieren, dann ass et ëmmer gutt, wann eng Gemeng ka Propositioune maachen, an datt deen Ablack den zoustännege Ministère nure brauch säi Seegen dozou ofzeginn.

Ech stelle just d'Fro, wéi et an der Praxis elo soll goen, well bis elo hunn d'Gemengen awer verschidden Initiativen op deem Gebitt do geholl.

Da muss ee sech och an deem Kontext awer elo froen, wéi vill Chargés de cours mer an Zukunft iwwerhaapt nach wäerte brauchen. Hutt Der eng…, no Ären Estimatiounen, ass do eng Tendenz, fir dat ze steigeren, stabil oder geet et erof? Well ganz vill Leit hänke vun deem Enseignement of. Do sti ganz vill Inconnuë fir déi Leit op. An duerfir wier ech frou, wa mer do kéinten e puer Informatioune kréien.

Da muss ech och nach drop hiweisen, datt et och wichteg wier, datt mer Direktere vun de Schoulen hätten an net Inspekteren, déi elo datselwecht solle maachen. Elo kann et vläicht just nuren um Numm hänken, mä dat Bescht wier awer, datt een op de Wee sollt goen, fir Schouldirekteren ze maachen. Da wier et wéinstens richteg genannt an da wieren et och déi richteg Pouvoiren, fir datt d'Leit dat sollten esou maachen.

Da mengen ech, datt et wichteg ass, datt ee soll och op de Wee goen, ech bedaueren, datt dat e bëssen net am Gesetz elo virgesinn ass, fir speziell Classes d'accueil ze maache fir Enfants migrants, déi an d'Land erakommen. Déi fanne sech elo ganz oft an den normale Schoulklassen erëm a sinn do total verluer, well se ganz oft weder Franséisch nach Däitsch kënnen oder just eng vun deenen zwou Sproochen, an dat nach embryonnaire. An ech mengen, do stelle sech a verschidde Fäll Problemer. Dat hänkt vläicht och elo vun den eenzelne Gemengen of, mä et ass awer eng Problematik, déi ganz oft erëmkënnt.

Da wëll ech och drop hiweisen, an Dir wësst, datt ech ëmmer fir d'Chargés de cours antrieden, ech verstinn net richteg, firwat mer fir d'Schoulmeeschteren „Gaga-Stonnen" aféieren, dat heescht Heures de décharge, an datt mer dat net virgesi fir Chargés de cours, déi deeselwechten Alter hunn an déi nuren een Drëttel vun der Pai kréien.

Elo gëtt et also zwou Méiglechkeeten: Entweder et schaaft een dat fir jiddwereen oder et schaaft een et fir déi zwee of. Ech kéint mat deenen zwou Propositiounen do liewen. Mä dat, wat net gutt ass, dat ass, datt mer fir déi eng et bäibehalen, déi, déi héich Gehälter hunn - 8.800 Euro de Mount -, a fir déi, déi just en Drëttel dovunner hunn, do géife mer dat net anhalen. Dat fannen ech net richteg. Mä soss mengen ech awer, datt hei an deem Gesetz ganz vill positiv Saache sinn, mä e puer Saache feelen.

Duerfir ass och hei eng Enthalung bei dësem Gesetz absolut richteg.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur, dem Ben Fayot, Merci soe fir säi Rapport an all de Virriedner, haaptsächlech deenen, déi déi positiv, déi gutt Saachen ervirgehuewen hunn, déi am Gesetz sinn. Et schéngt jo awer eng allgemeng Iwwereneestëmmung ze sinn, dass haaptsächlech positiv Saachen an dësem Gesetz verankert sinn. Déi Regreten, déi hei kommen, dat ass fir alles, wat net am Gesetz ass.

Vläicht géif ech awer gären e puer Saache richtegstellen. Wéi d'Gesetzer gestëmmt gi sinn, d'Reform vun der Grondschoul 2009, do hate mer direkt annoncéiert, dass, wat d'Reprise vun de Fonctionnaires communaux ugeet, mer do missten e véiert Gesetz noschéissen.

Dir wësst, e grousse Volet vun der Reform war, dass alleguerten d'Leit, déi an der Schoul intervenéieren, sollten eriwwer bei de Stat kommen. Dat war wierklech eng Kraaftustrengung haaptsächlech fir d'Verwaltung, fir dat hinzekréien. Du sinn direkt d'Employéen, also d'Salariéen, d'Salariés communaux, d'Chargéë sinn direkt eriwwergeholl ginn. A mir hu gesot, fir d'Fonctionnairen eriwwerzehuelen, brauche mer nach Zäit. An dat war also den Haaptobjet vun deem véierte Gesetz, wat mer haut da stëmmen.

Domadder gëtt d'Reprise vun all de Leit, déi bei de Gemenge waren an eriwwerkomme bei de Stat, da fäerdeg. An et wär gutt, och all deenen Interesséierten ze soen - well et si jo eng ganz Rei Leit an de Gemengen, déi froen: Wéini kënne mer dann elo eriwwerwiesselen? - , dass dee leschten Délai dann 2016 wär. Da wären alleguerten d'Leit eriwwergeholl bei de Stat. Dat huet dann och eng Simplification administrative zur Folleg, well da gi ganz vill Konventiounen, déi mer de Moment mat de Gemengen hunn, da kënne mer déi opléisen, well déi net méi néideg sinn.

Dat erlaabt dann, dass een, dee vun der Gemeng agestallt ginn ass, zum Beispill en Éducateur gradué, fir an der Schoul ze intervenéieren, deen an enger Gemeng agestallt ass, dass deen eng Kéier ka froen, fir an eng aner Gemeng eriwwerzekommen, ouni dass e muss demissionéieren an erëm frësch ufänken.

Dofir wollt ech ee Wuert zur Mobilitéit soen. Ech hunn e puermol hei héieren, hei wier eng Kontradiktioun tëschent eise Virstellungen. Also: Bei de Chargéen, déi affectéiert ginn an Zukunft net méi an eng eenzel Gemeng, mä an Arrondissementer oder an e Bureau régional, dat gëtt deem Arrondissement eng gewësse Flexibilitéit, fir ze kucken: Wou ass elo dee gréisste Besoin? Si hunn eng Zuel vu Leit, déi bei hinnen affectéiert sinn, a si kënne se op déi Plaze schécken, wou se am beschten hipassen.

Dat ass awer net contraire zu där Mobilitéit, op déi all Fonctionnaire Recht huet, fir, wann e wëllt, vun engem Arrondissement an en aneren ze wiesselen oder vun enger Gemeng an déi aner, dass en dat ka froen. Dat heescht just, dass hei am Fall vun de Chargés de cours, wa se an en Arrondissement affectéiert sinn, se net all Joers mussen nei affectéiert ginn.

Mä wa se wëlle vun engem Arrondissement an en aneren, dann hu se datselwecht Recht op Mobilitéit wéi all Fonctionnaire. Dofir wollt ech soen, dass déi soi-disant Kontradiktioun do, wat d'Mobilitéit ugeet, dass dat keng ass. Et war mer awer wichteg, dat ze soen.

Da maache mer eng Réserve de suppléants fir d'Éducateuren, haaptsächlech d'Éducateuren an och d'Éducateurs gradués, well sech erausgestallt huet an der Praxis, dass mir eng ganz grouss Flexibilitéit brauchen. Wann ee Schoulmeeschter een Dag net an der Schoul ass, musse mer jo e Remplaçant dohinnerschécken. Dofir hu mer an der Schoul eng Réserve de suppléants vun de Schoulmeeschteren.

Wann elo en Éducateur een Dag an der Schoul feelt - dee muss jo als zweeten Intervenant zum Beispill am Précoce sinn -, da gëtt et eng administrativ Prozedur: Da musse mir eng Demande maache bei der CER, fir dee Poste kënnen ze ersetzen. Dat ass awer, am Fall wou een een Dag oder zwee Deeg krank ass, ass d'Prozedur scho laang ofgelaf, éier mir e Remplaçant hunn. Dofir d'Propositioun, fir elo eng Reserv ze maachen, fir dass mer schnell kënne reagéieren, wa kuerzfristeg Krankmeldunge sinn.

Da sinn, bon, ech mengen, déi méi kleng Punkten, dat ass - den Här Bauler hat d'leschte Kéier eng Question parlementaire iwwert déi Fro -, ob et méiglech wär, dass kéint en Enseignant vum Cycle 1 erëm an de Cycle 2 bis 4 kommen an ëmgedréit. Déi Méiglechkeet schafe mer dann elo erëm iwwert d'Gesetz, déi ass et elo iwwer zéng Joer net méi ginn a mir wëllen dat erëm aféieren.

Et ass och eng Dispositioun dran, déi bei enger Reform vun der Sécurité sociale verluer gaangen ass, dat ass, dass d'Elterevertrieder, d'Membere vun der FAPEL, wa se an hirer Qualitéit als Elterevertrieder ënnerwee sinn, dass se dann iwwert d'Assurance accident ofgeséchert sinn. Déi Dispositioun war bei enger Reform verschwonnen, déi hu mer dann elo erëm hei dragesat.

Da wéilt ech ee Wuert soen zu de Schwammmeeschteren natierlech. Dat war jo e grousse Politikum, wéi mer d'Schwammmeeschtere géifen erasetzen. An ech wëll och soen, dass déi Fro sech nach ëmmer... Also mir wär et wichteg, e puer Saache kloerzestellen: U sech erlabe mer elo, dass de Schwammmeeschter Intervenant ass an der Schoul. Dat heescht, wann - domat maache mer eis Gesetzer kohärent -, dat heescht, dass et kloer ass, dass och e Schwammmeeschter däerf intervenéieren an engem Baseng.

Do muss een awer soen, dass, wat d'Grondschoul ugeet, de Stat keng Piscine huet. Alleguerten d'Piscinne gehéieren de Gemengen. Dat heescht, d'Schwammmeeschtere ginn ëmmer agestallt vun der Gemeng, well eng Piscine ka jo net funktionéieren, wa kee Schwammmeeschter do ass. An all Piscine muss d'Sécherheet vum Schwammmeeschter garantéiert sinn.

An da gëtt et verschidde Gemengen - dat huet sech dann erausgestallt -, wou effektiv net nëmmen e Schwammmeeschter do ass fir d'Sécherheet vun der Piscine, mä déi sinn och beoptragt fir d'Kanner schwammen ze léieren. An déi maachen dat am Kader vum Unterrecht. Dat ass net an all Gemeng esou. Dat ass ganz ënnerschiddlech, jee, am Land: Déi eng maachen dat mat de Schwammmeeschteren an déi aner net.

Elo wëll ech awer hei kloerstellen, dass: Ee schwamme léieren, dat kann e Schwammmeeschter. Deen huet dat geléiert, dat gehéiert zu senger Formatioun. Et léiert een awer elo net sechs Joer laang schwammen an enger Piscine! Ech ginn dovunner aus, dass, wann den Unterrecht gutt gemaach ass, no enger gewësser Zäit all Kand ka schwammen, wann et gutt betreit ginn ass. An dann duerno sinn natierlech pädagogesch Aktivitéiten an engem Baseng, an dat ass selbstverständlech d'Aufgab vun engem Enseignant.

Dofir hu mer déi Léisung proposéiert, dass ee kann definéieren, dass eng Gemeng, fir Kanner schwammen ze léieren, kann d'Servicer akafe vun engem Schwammmeeschter, mä ëmmer ass d'Responsabilitéit beim Schoulmeeschter, bei deem Responsabele fir den Unterrecht.

Da géif ech gären ee Wuert soen iwwert déi grouss Diskussioun, déi hei gefouert gëtt iwwert de Schouldirekter, iwwert den Inspektorat. Ech mengen, dass hei vill Saache matenee vermëscht ginn.

Mir haten effektiv eng Léisung proposéiert, eng Pist proposéiert am éischte Gesetz, well den Inspekter eigentlech ëmmer méi „Mädchen für alles" gëtt. Duerch d'Reform vun 2009 ass e jo Supérieur hiérarchique vun alle Schoulmeeschteren. En ass och responsabel fir d'Gestioun, da fir d'Congéen, d'Congés de maladie, d'Remplacementer. An dofir hate mir proposéiert, fir eigentlech zwee Beruffer ze maachen: eng Kéier den Direkter, regional, dee wierklech dat Administratiivt mécht an den Encadrement vu sengen Équipen, an op där anerer Säit eng richteg Inspektioun, déi dann d'Schoule géif inspizéiere goen.

Nodeem de Conseil d'État net zu Onrecht gesot huet, dass mer domadder géifen anticipéieren Diskussiounen iwwer eng Schouldirektioun, hunn ech da proposéiert, dass mer deen Deel géifen eraushuelen. Also, ech wëll net den Diskussiounen iwwer e Schouldirekter hei virgräifen. An dofir wollt ech och drun erënneren, dass mir am Januar e Bilan virgeluecht hunn iwwert d'Reform Grondschoul. Deen ass gemaach gi vun der Uni Lëtzebuerg, een Deel vun der Uni Lëtzebuerg - de Siggy Koenig hat en Deel gemaach -, an do waren dräi grouss Recommandatiounen dran:

Dat Éischt war, d'Bilans intermédiaires ze iwwerschaffen. Do si mer mam Prozess amgaangen. Dat Zweet war manner administrativen Opwand. Do si mer och amgaangen. An dat Drëtt war: „Schulleitungen professionalisieren".

An do misst een dann, éier ee seet: „Elo maache mer e Schouldirekter", emol soen: Wat heescht dat: „Schulleitungen professionalisieren"? Wat sinn dann där hir Aufgaben? Wat sinn d'Viraussetzungen? A wéi fügt dat sech an an déi ganz Relatioun tëschent de Gemengen, dem Stat an engersäits de Schoulen? Well den Här Adam huet virdru gesot, d'Schoule misste kënne matschwätzen. Ech wëll soen, dass de Moment d'Schoulen net matschwätzen, mä d'Gemengeréit schwätze mat, wann et ëm d'Schoulorganisatioun geet! A fir dat ganz auserneenzehuelen, mengen ech, bräicht een..., misst een a Rou iwwert déi Saachen diskutéieren.

Also, zu der schwéierer Roll vun den Inspekteren hunn ech näischt derbäizefügen. Selbstverständlech sinn ech och der Meenung, dass se schwéier droen an dass se alles verdéngen, wat hinnen zousteet.

Den Här Henckes hat eng Fro gestallt iwwer een Artikel, den Artikel 25 respektiv 27. Ech bewonneren dem Här Henckes säin Aarbechtsäifer, fir als Netmember vun der Kommissioun sech dohinnerzesetzen an all déi Artikelen duerchzeliesen. An dofir verstinn ech och, dass en net novollzunn huet dee komplizéierte Wee, dee mer gaange sinn.

Well mir hu jo fir d'Éischt Amendemente gemaach zu engem bestehenden Text an dunn hu mer déi Amendementen erëm missen eraushuelen. Dat heescht, dunn hu mer Amendementen zu den Amendemente gemaach. An dofir si mer elo an deem Punkt erëm op den originalen Text zréckkomm. Mä dat liest sech aus de Kommentaren net esou einfach eraus. Dofir, Här Henckes, all Respekt fir déi Aarbecht, déi Der Iech gemaach hutt! Also den Text ass richteg, Dir kënnt e voller Vertraue stëmmen.

Et ass weider: Déi Gemengen, déi dat ugemellt hunn an déi déi Autorisatioun kruten nom Artikel 61, mengen ech, vum Gesetz vun 2009, déi dierfen nach weider d'Remplacementer maachen. Dat heescht net, dass si eege Leit astellen, mä si kréie vun eis verschidde Leit zur Verfügung gestallt a mat deene kënne si d'Remplacementer an hirer Gemeng maachen. An déi, déi dat net selwer maachen, do gëtt et iwwert de Bureau régional vum Inspektorat gemaach.

Dir frot och, ob mer méi oder manner Chargéë kréien. Also, eist Bestriewe geet dohinner, fir manner Chargéen anzestellen, dofir méi Schoulmeeschteren ze rekrutéieren. Ech mengen, d'Resultater vum Concours vun dësem Joer, déi komme muer, oder haut, déi kommen haut eraus. A gutt, et wäerte sécher iwwer 200 nei Schoulmeeschteren dëst Joer kommen.

Voilà, ech mengen, ech hätt elo op déi Haaptfroen hei geäntwert. An ech soen all deene Merci, déi fir d'Gesetz stëmmen - an och deenen, déi net derfir stëmmen.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6390 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6390 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 20 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6390 est adopté par 38 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Se sont abstenus: Mme Nancy Arendt;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann huet den Här Michel Wolter gefrot, fir d'Wuert ze kréie fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Proposition de loi hei déposéiere fir den Artikel 17 (3) vum Gesetz vum 21. Mäerz 2012 iwwert den Offall, fir dat ofzeänneren. Dat Gesetz ass diskutéiert ginn den 1. Februar 2012 hei am Parlament.

Ech hunn a menger Fonctioun als Buergermeeschter vun enger Gemeng e Bréif dëser Deeg kritt vun engem Direkter vun enger Administratioun, deen a mengen Aen dat Gesetz op de Kapp stellt an eigentlech de Gemengen alleguer dreet, den 1. Abrëll vum nächste Joer wäre mer an der Illegalitéit, wa mer net dat géife maachen, wat d'Verwaltung gären hätt.

Ech hu mat ville Kolleege geschwat, déi dee Moment derbäi waren, wéi dat Gesetz gestëmmt ginn ass.

Ech bleiwen derbäi, dass, wann een an enger Situatioun ass, wou een e System huet, wou een iwwert d'Taille vun de Poubellë fiert, kombinéiert mat dräi anere Poubellë plus engem Recyclingzenter, een den Objektiver vum Gesetz Rechnung dréit an dass een net nécessairement alles muss weie respektiv iwwert d'Frequenz fueren. A vu dass ech der Meenung sinn, dass opgrond vun deem Bréif hei riskéieren eng 70 bis 80 Gemenge vum 1. Abrëll vum nächste Joer un an e majeure Konflikt ze komme mat der Administration vum Environnement, mengen ech, datt et urgent wier, de Problem ze klären.

Dofir hunn ech eng Propositioun gemaach, wou ech frou wär, Här President, wann Der hir géift eng gewëssen Urgence ginn, vu dass et nëmmen nach sechs bis siwe Méint sinn, bis mer an deem Problem sinn, fir kloerzestellen, ob oder ob net d'Gemenge vum 1. Abrëll vum nächste Joer un däerfen e kombinéierte System maachen, an deem och d'Taille vun de Poubellen en Deel ass vun enger integréierter Offallwirtschaft oder net.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

6587 *- Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.*

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wolter.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Meisch. Dat, mengen ech, wär net onbedéngt noutwendeg, well mer héieren elo de Rapport vum Projet de loi.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech lauschteren dee fir d'Éischt emol.

M. le Président.- Den Här Fernand Boden mécht de Rapport, an dee wäert wéi ëmmer ganz detailléiert sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, eent nom aneren.

3. 6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll da versichen, Ärer Opfuerderung nozekommen an esou detailléiert wéi méiglech a ganz kuerzer Zäit ze sinn.

Dëse Gesetzesprojet, deen huet als Objet, fir verschidden Dispositiounen unzehuelen, déi et erlaben, en europäescht Reglement, an zwar d'Reglement N°236 vun 2012, unzewenden hei zu Lëtzebuerg. Dëst Reglement geet iwwer…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech awer bieden, dem Här Boden elo nozelauschteren!

Une voix.- Dat ass immens stéierend.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Dëst Reglement geet iwwert d'Vente à découvert - ech kenne kee lëtzebuergeschen Numm, mä ech nennen et also emol Eidelverkeef - an de Wiessel fir Kreditrisiken. Dëst europäescht Reglement gesäit Moossnamen an och Interventiounsrechter vir, déi spezifesch si fir den Eidelverkaf an de Wiessel vu Kreditrisiken. Dofir ass et och ubruecht, wéi d'Regierung dat och proposéiert huet, fir d'Uwendung vun dësen Dispositiounen an engem spezielle Gesetz virzegesinn, an dat net an d'Gesetz iwwert d'Mäert vun de Finanzinstrumenter vun 2007 anzeschreiwen.

En Eidelverkaf, also eng Vente à découvert, ass e Verkaf vun engem Actif, wéi zum Beispill Aktien, Währungen, Réistoffer, déi dem Verkeefer net gehéieren um Dag vum Verkaf, mä déi him solle gehéieren deen Dag, wou de Verkaf effektiv gëtt. Wann déi verkaafte Wuer um Dag vun der Livraisoun dem Verkeefer awer net gehéiert, da féiert dat zu Problemer, zu engem Échec vun der Transaktioun, wat mat gewëssene Risike verbonnen ass.

Am normalen Zoustand vum Maart, esou gëtt emol vu Spezialiste gesot, géif den Eidelverkaf benotzt ginn, fir d'Liquiditéit vum Maart ze erhéijen a fir zu enger gudder Präisgestaltung bäizedroen. Wann de Maart awer perturbéiert ass, kënnen d'Eidelverkeef de Maart nach weider no ënnen zéien a souguer zu ganz graven an zu systemesche Risquë féieren.

Dat ass zum Deel an der Finanzkris vun 2008 geschitt, wou d'Bourseautoritéite vu gewëssene Länner Drénglechkeetsmoossnamen hu missen ergräifen, fir verschidden Type vun Eidelverkeef ze limitéieren an och souguer ze verbidden. An dëst europäescht Reglement, dat ass an engem gewëssene Sënn eng Äntwert op dës Problematik. Et soll derzou déngen, den Eidelverkaf vu Finanzinstrumenter ze encadréieren, fir eng nei finanziell Instabilitéit ze vermeiden a fir méi Transparenz an dëse Marché eranzebréngen.

Et huet also als Zil, en harmoniséierte legale Kader ze schafen, fir d'Transparenz vis-à-vis vum Marché an de kompetenten Autoritéiten ze favoriséieren a fir dësen Autoritéiten et och ze erméiglechen, mat den Titrë vun der Statsschold verbonne Risquen ze erkennen, an zwar rechtzäiteg ze erkennen.

D'Reglement gëtt der europäescher Finanzmaartautoritéit an och de kompetenten nationalen Autoritéiten d'Vollmuecht, dës Eidelverkeef ze limitéieren a se och souguer ze verbidden, wann d'Situatioun um Terrain dat verlaangt. Déi europäesch Autoritéit, déi soll déi Moossname koordinéieren, déi vun den nationalen Autoritéiten an dësem Beräich geholl ginn.

Dës nei Regelen a Saachen Transparenz, déi applizéiere sech, egal wou déi physesch oder déi moralesch Persoun sech befënnt, ob dat an der Europäescher Unioun ass oder an engem Drëttstat, soubal dës Persoun eng importent sougenannte Position courte nette an enger Société huet, där hir Aktien op enger europäescher Plattform gehandelt ginn, oder eng importent Position courte nette huet op Statsschold vun engem Memberstat oder der Europäescher Unioun.

An doranner abegraff sinn och d'Statsscholden, déi ausgeschriwwe gi vun der Europäescher Investitiounsbank, engem administrative Service, enger Agence, engem Titrisatiounsinstrument oder vun enger internationaler Finanzinstitutioun, déi vun zwee oder méi Memberstaten etabléiert gouf, wéi zum Beispill den Europäesche Finanzstabilitéitsfong oder den Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

D'Dispositioune vun dësem europäesche Reglement, déi si vum 1. November 2012 un applicabel. Dofir besteet also eng gewëssen Urgence fir dëse Gesetzesprojet.

De Gesetzesprojet designéiert d'CSSF als national kompetent Autoritéit fir d'Applikatioun vum europäesche Reglement. Dofir kritt se also all Pouvoiren, déi néideg si fir d'Iwwerwaachung, d'Interventioun an d'Ermëttlung. Si ass och zoustänneg fir d'Kollaboratioun an den Informatiounsaustausch mat de kompetenten auslänneschen Autoritéiten an och mat der europäescher Finanzmaartautoritéit.

De Gesetzesprojet, deen definéiert och nach Sanktiounen an administrativ Moossnamen, déi am Fall vun Netrespekt vun de virgeschriwwenen Dispositiounen applicabel sinn. A fir gewëssene Bedenke vum Statsrot entgéintzekommen, huet d'Finanzkommissioun festgehalen, datt d'CSSF, wa si Sanktiounen ergräift, gewëssenen Elementer muss Rechnung droen, wéi zum Beispill der Natur, der Dauer an der Gravitéit vun der Infraktioun, dem Schued, deen déi schëlleg Persoun Drëtten ugeriicht huet, oder den Avantagen a Gewënner, déi si aus der Infraktioun gezunn huet oder hätt kënnen zéien.

Här President, léif Kolleegen, ech soen dem Finanzminister Luc Frieden an och de Leit aus sengem Ministère gradesou wéi dem Statsrot e grousse Merci fir hir gutt an effikass Zesummenaarbecht, déi eis et erlaabt huet, dëse Gesetzesprojet esou schnell hei der Chamber virleeën ze kënnen. Als Rapporteur géif ech da bieden am Numm vun der Finanzkommissioun, dëse Projet esou ze stëmmen, wéi mir lech en als Text virgeschloen hunn.

An dann als CSV-Vertrieder deelen ech lech mat, datt eis Fraktioun dëse Projet ënnerstëtzt. An ech ginn och domadder schonn den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. Ech mengen, dat war ganz komplett, esou datt sech all zousätzlech Wuertmeldung eriwwregt. A mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6513 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et weist näischt un hei. Ech weess net...

Une voix.- Et ass oui.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech stëmme mat Jo, mä…

M. le Président.- De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resultat ass folgend: De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6513 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6511 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Kläranlag Esch/Schëffleng, an zum Projet de loi 6512 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atertdall, déi zesummen an enger gemeinsamer Diskussioun nom Basismodell behandelt ginn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen a Gibéryen. An d'Wuert huet elo den Här Ali Kaes, deen de R apporteur vum Projet de loi 6511 ersetzt. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert. An den Här Kaes schwätzt och direkt dann iwwert de Projet de loi 6512, wou e selwer Rapporteur ass.

4. 6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

Rapports de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Projet de loi 6511

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur, remplaçant M. Raymond Weydert*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sech, wéi den Här President dat gesot huet, sollt den Här Weydert dëse Rapport virdroen. Hien ass awer haut fir d'Chamber am Ausland ënnerwee, soudatt ech hien hei ersetzen. Ier ech op d'Substanz vum uleiende Projet aginn, wëll ech net laang Zäit verléiere mat der Virgeschicht, an duerfir invitéieren ech lech, dës an dem Här Weydert sengem schréftleche Rapport nozeliesen, wann d'Detailer lech géifen interesséieren.

Den Objet vun dësem Projet ass d'Erhéije vun der staatlecher Bedeelegung un de Baukäschte vun der Kläranlag zu Esch/Schëffleng ëm de Montant vun 2.473.714 Euro. Am Gesetz vum 20. Dezember 1999 iwwert d'Ausbau- an d'Moderniséierungsaarbechte vun der Kläranlag Esch/Schëffleng war ursprénglech eng staatlech Bedeelegung an der Héicht vun 19.608.000 Euro virgesinn.

Ier ech op d'Grënn vun dësem Dépassement ze schwätze kommen, loosst mech kuerz op den Hannergrond vun dësem Projet de loi agoen.

D'Kläranlag Esch/Schëffleng gouf ursprénglech an de 60er Jore gebaut, fir d'Ofwaasser vun der Stad Esch an der Gemeng Schëffleng ze traitéieren. Duerno, Enn 70er, Ufank 80er Joren, gouf dës Anlag eng éischte Kéier moderniséiert, fir och kënnen d'Ofwaasser vum Anzugsgebitt Kiemelbach aus den Uertschaften Éilereng, Monnerech, Féitz, engem Deel vun Zolwer a vum ënneschten Anzugsgebitt vun der Mess opzehuelen an duerch e biologesche Prozess déi organesch Elementer aus dem Ofwaasser erauszehuelen, also ze eliminéieren.

Sou wäit, sou gutt, bis déi europäesch Direktiv 91/271 vum 21. Mee `91 komm ass iwwert den Traitement vun de lokalen Ofwaasser, déi duerch de Règlement grand-ducal vum 13. Mee `94 an nationaalt Recht ëmgesat gouf. Dës Direktiv huet méi exigent Kritäre gestallt, wat d'Eliminéiere vu stéckstoff- a phosphathaltege Fragmenter aus dem Ofwaasser betrëfft, an dat fir Kläranlage mat enger Capacitéit vun iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter.

Dës Mesuren hätte misse bis den 31. Dezember `98 ëmgesat ginn. Mat der Situatioun konfrontéiert, hunn déi Responsabel vum Syndicat intercommunal à vocation écologique, oder kuerz SIVEC genannt, zesumme mat den zoustännege staatleche Servicer beschloss, fir déi betraffe Kläranlag souwéi déi domat verbonnen Installatiounen auszebauen an ze moderniséieren an an engems d'Capacitéit op 90.000 Awunnergläichwäerter ze erhéijen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Bauprojet ass a senger definitiver Versioun am Joer `98 approuvéiert ginn, nodeems verschidden Devisen dat Joer virdru scho realiséiert gi sinn. Op Basis vun dësen Devisen, déi vum SIVEC a vun dem Innenministère approuvéiert goufen, an no der Propositioun vun der Administration de l'Environnement gouf sech op eng finanziell Bedeelegung vun deemools stolzen 878 Millioune Frang gëeenegt. Dat sinn eng ëmgerechent 21,7 Milliounen Euro.

Dëse Montant gouf dann och am Gesetz vum 20. Dezember `99 festgehal. D'Moderniséierungs- an d'Ausbauarbechte konnten och mat Zäit am Joer `99 ugefaange ginn. D'Mise en service vun der éischter Rengegungsstrooss war 2003 an déi definitiv Réceptioun vun den Aarbechten den 30. August 2003.

Nodeems ech op de Kontext vun dësem Gesetz agaange sinn, kommen ech elo zu dem manner positiven Deel vun dësem Gesetz, deen déi Fro vum Firwat wäert beäntwerten.

Wéi et esou oft de Fall bei Devisen ass, gouf et eng grouss Diskrepanz tëschent deem, wat um Pabeier steet, an deem, wéi et a Wierklechkeet ausgesäit. An zwar gouf während de Bauaarbechte festgestallt, datt déi Montanten, wéi se an den Devisë virgesi waren, iwwerhaapt net géifen duergoen, fir déi Anlag no den Objektiver vum Gesetz vun 1999 ze bauen. Hätt nämlech misse mat deene Sue gebaut ginn, déi a sech zur Verfügung stoungen, dann hätte verschidden Deeler net esou kënne gebaut ginn, wéi se virgesi waren, an hätten domadder d'Gesetz oder de Sënn vum Gesetz verfeelt.

Ech géif lech dann hei e puer vun de Grënn vun den Dépassementer opzielen. Bon, do waren:

fir d'Éischt d'Renovéierungsaarbechten u Stolbëtonbauten, déi néideg woren opgrond vun enger mangelhafter Expertise;

da Renovéierungsaarbechten um Reeniwwerlafbecke wéinst enger staarker Degradatioun vum Bëton. Dësen Ëmstand gouf eréischt während de Bauaarbechten festgestallt.

Et huet missen zousätzlechen Terrain kaaft gi fir eng spéider Erweiderung;

an och Stroossen hunn ënner anerem misse verlängert a verbreedert ginn.

Dat si just e puer vun deenen Elementer, déi zu där Verdeierung gefouert hunn. Fir eng detailléiert Iwwersiicht vun all deene Poste géif ech lech bieden, dem Här Weydert säi Rapport ze liesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de finanzielle Volet ugeet, beleeft sech den Décompte - dee finalen Décompte - vun den Aarbechten op 25.785.045 Euro. Wann een dann den Taux de participation étatique vun 90% hélt, kënnt een op de Montant vun 23.206.540 Euro. Bis elo sinn net manner wéi 20,73 Milliounen Euro scho rembourséiert ginn. Et bleiwen also nach ronn 2,47 Milliounen iwwreg.

Här President, erlaabt mer, fir ofzeschléissen, nach e puer Wierder zu den Avisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn, ze soen. Souwuel d'Chambre des Salariés wéi och d'Chambre de Commerce an och de Statsrot hu keng Remarquen zu dësem Projet de loi gemaach, ausser datt déi héich Kierperschaft drop bestanen huet, datt de Plan de financement soll an de Rapport integréiert ginn. Där Fuerderung si mer natierlech oder selbstverständlech och nokomm.

D'Chambre des Métiers freet sech, ob d'Prozeduren, wéi se fir den Domän vun de Marchés publics existéieren, respektéiert goufen, an ob d'Entreprisen, déi um Bau bedeelegt waren, mat Zäit bezuelt goufen. Ech kann lech awer op dëser Plaz berouegen, well alles säi gereegelte Wee gaangen ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, ech konnt lech duerch dem Här Weydert säi Rapport respektiv mäi mëndleche Rapport d'Noutwendegkeet vun der zousätzlecher finanzieller Bedeelegung un der Kläranlag Esch/Schëffleng... konnt ech lech a sech iwwerzeegen. Dëst ass e wichtegt Puzzlesteck fir d'Verbesserung vun der Qualitéit vun eise Baachen a vun eise Flëss. An et ass sécher eng ganz nohalteg Mesure.

Aus dësem an aus all deenen anere Grënn, déi ech elo am Laf vu mengem Exposé opgezielt hunn, bieden ech lech, dëse wichtege Projet ze stëmmen, a ginn och d'Zouso vun der CSV-Fraktioun, a soen lech, wat dee Rapport ugeet, Merci fir d'Nolauschteren.

Projet de loi 6512

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Kontext vum Projet de loi 6512 aginn, wëll ech, esou wéi beim Projet virdrun, net laang Zäit verléiere mat der Virgeschicht. An dofir invitéieren ech lech och hei, dëst a mengem schréftleche Rapport nozeliesen, fir méi Detailer iwwert dee Projet ze kréien.

D'Sammele vum Ofwaasser aus de Gemenge vum ieweschten Anzugsgebitt vun der Atert an den Traitement dovunner an der Kläranlag vu Béiwen/Atert gouf duerch d'Gesetz vum 21. Mee `99 beschloss. Am Exposé des motifs vun deemools gouf déi staatlech Bedeelegung op 853 Millioune Frang, also ëmgerechent 21,3 Milliounen Euro, plafonnéiert.

Bon, wéi ech virdru scho gesot hunn, den 21. Mee `91 gouf déi europäesch Direktiv 91/271 ugeholl an eben duerch d'Reglement vum 19. Mee `94 an nationaalt Recht ëmgesat. Dës Direktiv gesäit vir, datt d'Ofwaasser vun Agglomeratiounen - ënner anerem och fir dat Ofwaasser vun Agglomeratiounen - vun iwwer 2.000 Awunnergläichwäerter misst bis an d'Joer 2005 biologesch traitéiert ginn, an, wéi ech et virdru scho gesot hunn, bei Agglomeratioune vun iwwer 10.000 Awunner d'Ofwaasser zousätzlech vu weideren Nährstoffer misst gerengegt ginn.

Doraus schléisst sech, datt verschidden Dispositioune vum Gesetz vun `99 net méi konform zur Direktiv waren, virun allem och, wat déi verpassten Délaien ugeet. Ausserdeem hat dëst Gesetz nëmmen de Finanzement vun der Kläranlag Béiwen/Atert a vun der éischter Phas vun den Aarbechten un de Kollektere virgesinn. Dëse Projet de loi huet also den Zweck, d'Gesetz vun `99 einfach un d'Realitéit unzepassen.

Wat zu dësem Punkt nach derbäikënnt, ass, datt d'Bauaarbechten op enger Etüd vu `97 baséieren, déi eng zweet Phas virgesinn hat, déi awer deemools net am Gesetz vun `99 zréckbehale gouf. Ausserdeem hu missen zousätzlech Mesuren ergraff ginn, fir quasi all Uertschaften un den neie Réseau unzeschléissen, esou wéi d'Direktiv et nun ebe virgesäit.

Duerch all dës Ëmstänn sinn héich zousätzlech Käschten entstanen, ënner anerem 15,9 Milliounen Euro fir d'Phas 1, dann eng 2,5 Milliounen a Relatioun mat den urspréngleche Aarbechten, an nach eng Kéier 18,6 Milliounen, déi néideg goufe fir nei zousätzlech Aarbechten.

De geplangten Ofwaassersammelréseau betrëfft insgesamt aacht Gemengen. Dat sinn: Biekerech, Béiwen, Ell, Préizerdall, Réiden, Sëll, Useldeng a Viichten. De finale Projet gesäit d'Sammele vum Ofwaasser aus deene betraffene Gemenge vir, dat dann an der Kläranlag zu Béiwen mat enger Capacitéit vu 15.000 Awunnergläichwäerter soll traitéiert ginn.

Dee gréissten Deel vum aktuellen Ofwaassernetz ass am Mëschsystem gebaut. Dat heescht, datt et keng Trennung tëschent Ofwaasser a Reewaasser gëtt, also alles an deeselwechte Kollekter, an deeselwechte Kanal leeft. Déi bestehend Kanäl mussen also mat Reeniwwerlafbecken ausgestatt ginn, déi et a sech erméiglechen, fir den éischte Stouss vum Ofwaasser a Reenzäiten, dee Stouss, deen am meeschte belaascht ass a wou a sech fir d'Éischt d'Kollektere gespullt ginn, ze sammelen, fir domadder de gudden Zoustand vun deene Waassermassen ze erreechen, déi duerno kommen an direkt kënnen an eis Baachen, an eis Flëss ofgeleet ginn, esou wéi et am Plan de gestion de district hydrographique vum Conseil de Gouvernement den 23. Juli 2010 ugeholl gouf.

Insgesamt ass de Bau vun 32 - Dir hutt richteg héieren; vun 32 - Reeniwwerlafbecken - an een esou ee Becken, wëll ech ganz kloer hei soen, dee kascht richteg Suen, mä dat geet net aneschters - geplangt ginn. Wichteg ass och, fir dat emol eng Kéier ze soen, datt esou e Reeniwwerlafbecke Sënn mécht, well dann net all Waasser, wat duerch e Kanal leeft, brauch duerch d'Kläranlag ze lafen, mä e groussen Deel vum Waasser eben direkt kann an d'Baachen ofgeleet ginn, an domadder a sech d'Käschten op der Kläranlag enorm reduzéiert ginn, zum Beispill wat den Energiebedarf ugeet.

Wéi gesot, et sinn 32 Reeniwwerlafbecke geplangt, déi sech folgendermoossen op déi verschidde Gemenge verdeelen: véier fir d'Gemeng Biekerech, véier fir Béiwen, zwee fir Ell, dräi fir Préizerdall, aacht fir Réiden, véier fir Sëll, fënnef fir Useldeng an zwee fir Viichten. Des Weidere sinn, well d'Topografie et eben ausweist, dräi Pompelstatioune ronderëm d'Uertschafte Routbaach, lewerleng an Useldeng geplangt.

En gros loosse sech d'Aarbechten an dräi Phasen andeelen:

Eng éischt Phas, déi deelweis ofgeschloss ass mat der Kläranlag Béiwen, mat de Kollekteren tëschent Sëll a Béiwen, Biekerech a Routbaach, Platen a Routbaach, souwéi d'Leitung tëschent Routbaach an Useldeng. An dann, wéi ech virdru gesot hunn: Déi dräi Pompelstatioune gehéieren och zu där éischter Phas.

Eng zweet Phas mat dem Uschloss vu Réiden a vun Ell a vu Viichten un dat ugrenzend Kanalnetz.

An eng drëtt Phas mat dem Uschloss vun den Uertschafte Kaalmes, Schweebech, Rippweiler, Räichel, Osper, Schandel a Méchelbuch un dat bestehend Netz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech elo a sech op déi zousätzlech Käschte kommen. Fir d'Éischt awer nach eng kleng Remarque. Ech wëll soen, datt eng obligatoresch Etüd, wéi se haut fir all Projet, dee méi wéi 2,5 Milliounen Euro virgesäit, datt do a sech eng Etüd virgesinn ass. Dat war deemools net de Fall. Doduerch huet een noutge-

drongen och eng ganz Rei vun enormen Iwwerraschungen erlieft, wann een dann esou e grousse Projet ëmgesat huet.

Ech zielen Iech hei awer nëmmen e puer vun de Grënn vum Dépassement op. Fir d'Detailer géif ech och op de schréftleche Rapport verweisen.

Wat och normal ass, dat leeft iwwer eng ganz laang Zäit, an da kommen nei Technologien. An dann ass et och nëmmen normal, datt een dann déi neisten Technologien am Ofwaasser asetzt, well dat ass extrem wichteg. Do ass an deene leschte Joren eng enorm Evolutioun geschitt, an duerfir ass et och hei esou, datt a sech déi neisten Technologië sollen agesat gi respektiv schonn agesat gi sinn;

dann d'Asetze vu méi feine Filtere bei de Reeniwwerlafbecken. Domadder kann een nach vill méi Schmotzfracht zréckhalen, ier da Waasser an d'Baachen ofgefouert gëtt;

dann d'Ännerung um Verlaf vun de Kollekteren. Well och dat ass e Problem, deen een ëmmer erëm fënnt, datt d'Propriétairen net bereet sinn, den Droit de passage ze ginn, an een domadder also vill méi komplizéiert Strecke vun de Kanäl muss realiséieren;

dann d'Ännerung vu verschiddenen Normen, dat heescht d'Asetze vun duebelwännesche Kollekteren an de Schutzzonen;

d'Resultater vu Buedemprouwen;

d'Vergréisserung vum Volume vun den Opfangbecken opgrond vun Ännerungen un den techneschen Normen.

Dir gesitt also, et si keng Klengegkeeten, iwwert déi mer hei schwätzen, mä Saachen, déi onbedéngt néideg sinn, fir de Projet en bon père de famille zu Enn ze bréngen.

Wat de finanzielle Volet vun den Zousazkäschten ugeet, beleeft sech dëse fir déi éischt Phas op 15.921.000 Euro; zousätzlech Aarbechten a Relatioun mat der éischter Phas: 2,5 Milliounen Euro; den zweeten Deel: 18,6 Milliounen Euro; an déi drëtt Phas, dat ass déi deierst mat 41,62 Milliounen Euro. Insgesamt also mat deene predefinéierten Tauxe vun der staatlecher Bedeelegung beleeft sech d'Prise en charge duerch de Fonds pour la gestion de l'eau bal op 58,4 Milliounen Euro.

Déi geplangte Bauaarbechten, well se esou ëmfangräich sinn, wäerte sech a sech viraussiichtlech bis an d'Joer 2022 hinzéien. Et muss awer gekuckt ginn, fir datt d'Kläranlag esou séier wéi méiglech hire Betrib ophëlt. An duerfir ass e verschäerften Investitiounsrhythmus während der Ufanksphas virgesinn, och mat dem Zil, fir déi wichtegst Agglomeratiounen esou séier wéi méiglech unzeschléissen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, fir ofzeschléissen, nach e puer Wuert zu den Avisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn.

De Conseil d'État stellt d'Fro, firwat dëse Projet de loi net och d'Phasë véier a fënnef enthält. Ben, déi zoustänneg Kommissioun mengt awer, datt déi Phasen net virauszegesi wären opgrond vun den aktuelle kommunalen Entwécklungen. Fir de Rescht gëtt déi héich Kierperschaft e positiven Avis of.

D'Chambre de Commerce an hirem Avis fuerdert, datt déi öffentlech Administratioune besser mat qualifizéierte Juristen an Ekonomiste misste besat ginn. Des Weideren ass d'Chambre de Commerce erstaunt iwwert de Volume vum Dépassement vun der Phas 1, dee sech ëmmerhin op 87% beleeft. Doduerch léisst sech och hiren negativen Avis erklären.

An dësem Kontext stellt meng Kommissioun fest, datt déi Etüd, wéi se deemools, also virun 1999, gemaach ginn ass, wéi ech et virdru scho gesot hunn, vill manner exigent war, wéi dat haut de Fall ass. Aus dësem Grond schloe mir fir de Suivi vun dësem Projet d'Asetze vun engem Gestionnaire vir, deen d'Aarbechte soll iwwerwaachen, notamment och, wat den Timing betrëfft.

D'Chambre des Métiers fir hiren Deel gëtt en negativen Avis of, och opgrond vun där extremer Hausse vun de Käschten, a freet sech, ob et net méi käschtegënschteg gewiescht wier, fir op alternativ Techniken zréckzegräifen. Ech wëll awer hei ënnersträichen: Och wann d'Käschte bei dësem Projet explodéiert sinn, esou ass dat op déi europäesch Direktiv zréckzeféieren an och op vill béis Iwwerraschungen a sech, déi bei de Bauaarbechten opgetruede sinn.

Trotzdeem, mengen ech, si mer alleguerten d'accord, brauche mer dëse Projet mat all senge Modifikatiounen, fir dem EU-Recht ze entspriechen. Mä dat ass net dat Wichtegst. Am wichtegsten ass et, datt mer domadder e weidert Stéck maache fir d'Erhalen an d'zukünfteg Qualitéit vun eise Baachen an eise Flëss. Aus dësem an all deenen anere Grënn, déi ech am Laf vu mengem Exposé opgezielt hunn, bieden ech Iech, och dëse Projet ze stëmmen a ginn och hei den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir dat laangt Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, virewech wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Ali Kaes, félicitéiere fir säin exzellenten an explizite schréftleche wéi och mëndleche Rapport, wéi och deem anere Rapporteur fir säi schréftleche Rapport.

Wann d'Politik an deene leschte Joren eppes zu hirer Prioritéit gemaach huet, dann huet sech och eppes beweegt. Eng konsequent a modern Waasserpolitik huet net zu de politesche Prioritéite vun dëser Regierung gezielt. Déi zwee Projeten, déi mer haut stëmmen, weisen eis dat kloer an däitlech.

Si weisen eis awer och, wéi schwéierfälleg eist Land ginn ass, wa Projeten op de Wee bruecht ginn, wou ënnerschiddlech Verwaltungen, de Stat an d'Gemenge mussen un engem Dësch sëtzen. De Schued dréit an dësem Fall an éischter Linn d'Natur an awer och de Steierzueler. Dës Regierung huet et net fäerdegbruecht, ee Ruck an dëse Politikberäich ze bréngen. De Waasserschutz bleift e Stéifkand an der Lëtzebuerger Politik, an och dësen Innenminister huet der Waasserverschmotzung net de Kampf ugesot.

Eenzeg Hoffnung ass leider, datt eng iwwergeuerdnet Instanz eist Land kontrolléiert a mir riskéieren, vun der EU-Kommissioun sanktionéiert ze ginn. Eleng dëse Gedanke weist eis, datt déi politesch Responsabel hei kläglech versot hunn. Wéi mer 2008 d'Waassergesetz gestëmmt haten, hat ech scho gewarnt: Mir stinn als Lëtzebuerger Land virun enger Mauer, der Waassermauer!

Déi laang Planungs- an awer och Realisatiounszäite werfen eng Rei vu Froen op.

Éischtens: Wéi wëlle mer déi virgeschriwwen Ziler vun der europäescher Waasserdirektiv an der virgeschriwwener Zäit erreechen? Wa mer den Drock vu Bréissel net hätten, fir an deem Beräich eppes ze maachen, fäerten ech, géife mer eis nach vill, vill méi schwéierdinn, fir eis Hausaufgaben ze maachen.

Zweetens: Wéi bréngen mer et fäerdeg, de Käschtepunkt net nëmmen ze iwwerblécken, awer och eis déi effikasste Kontrollmechanismen ze ginn, fir en uerdentleche Suivi financier ze assuréieren an exzessiv Käschten ze vermeiden?

Här President, mir mussen an Zukunft eng Leeschtungskultur bei der Planifikatioun an Exekutioun vu grousse Klärwierker afléisse loossen. Et gëllt, d'Objektiver kloer ze definéieren an de Rôle vun all Intervenant strikt ze straffen.

Absolut begréisse wëll ech hei, datt ee Gestionnaire de projet als onofhängeg Persoun déi grouss Projete begleet, datt et net zu finanziellen Dérapagë kënnt. Wa mer zéng bis zwanzeg Joer un engem Projet plangen, wéi wëlle mer et dann do fäerdegbréngen, um leschte Stand vun der Technik ze bleiwen? Wa mer eng Realisatiounszäit vun zéng Joer a méi hunn, wéi wëlle mer do déi finanziell Enveloppe am Gréff behalen?

Wéi bei all groussen Infrastrukturprojet ass och bei Kläranlagen den Triangel But-Durée-Budget interessant. Geet d'Durée an d'Luucht, bei gläichem Objektiv, klëmmt de Budget. Souguer wann d'Durée an d'Luucht geet, d'Objektiver erofgeschrauft ginn, klëmmt de Budget awer. An dësem Sënn ass et duerfir méi wéi sënnvoll, datt den zoustännege Minister eemol am Joer an d'Budgetskontrollkommissioun muss kommen, fir de finanzielle Suivi vun de grousse Klärprojeten oppenzeleeën an d'Chamber iwwer eventuell Dépassementer ze informéieren.

Här President, et mécht also kee Sënn, während Jorzéngten u Projeten erëmzeplangen an erëmzedokteren, wann ee weess, datt et nach bis Mokuchsdag kann daueren, bis se realiséiert ginn. Et läit net un de Gemengen, datt et net virugeet. De Stat bezilt de gréissten Deel, an d'Gemenge waarden oder, besser gesot, musse waarden, bis se gréng Luucht vun der Regierung kréien, fir unzefänken, fir och sécher ze sinn, datt se Sue kréien.

Här President, Fakt ass, datt et op esou ville Plazen un adequate Kläranlage feelt, datt vill a besonnesch grouss Kläranlagen a schlechtem Zoustand sinn. Fakt ass awer och, datt déi Suen, déi am Waasserfong virgesi waren, emol net all opgebraucht goufen. Fir den Exercice 2010 sinn zum Beispill nëmme 56,5 Milliounen ausgi ginn, woubäi der awer 75,3 am Budget virgesi waren - ee Minus vu 25%. Fir den Exercice 2011 ware 86,6 Millioune virgesinn, et goufen der awer nëmme 50,4 opgebraucht; 41,77% vum urspréngleche Montant goufen net investéiert.

Fir mech ass dat net nëmmen onerklärlech, et ass sträflech, wann ee weess, datt Lëtzebuerg virun den Europäesche Geriichtshaff zitéiert gouf, well et sengen Aufgaben opgrond vun den europäeschen Direktiven net nokënnt. D'Kommissioun huet hei eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Milliounen an eng deeglech Astreinte vun 11.340 Euro gefrot, wat enger gesamter jährlecher Strof vu 6.339.100 Euro entsprécht. Eng modern Waassergestioun kann nëmmen an enker Kooperatioun an an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertrauen tëschent allen Acteure gemaach ginn.

Här President, als Demokratesch Partei wëlle mir Bierger a Betriber dorop hiweisen, datt eng ekologesch Waasserpolitik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass. Eis geet et drëm, eng gutt Waasserpolitik ze maachen a keng Politik mam Waasser. Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci, wa mir dat vun eise Grouss- an Urgrousselteren erierfte proppert Waasser an intakter Form weiderreechen.

An dësem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësen zwee Projeten a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Här Etgen Merci. D'Wuert kritt den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech kann dat vun der Plaz aus maachen.

Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Ali Kaes Merci soe fir säi Rapport an op d'Wichtegkeet vun dësen zwee Projeten hiweisen. Dat ëmsou méi, an ech mengen, et waren d'Kolleege vun der sozialistescher Fraktioun, op där hir Demande hi mer d'lescht Woch an der Kommissioun geschwat hunn iwwert dat Geriichtsuerteel, wat elo bevirsteet, wat geholl gëtt, well Lëtzebuerg sech net konform bis elo gemaach huet mat der europäescher Direktiv iwwert d'Waasserverschmotzung, a wou mer elo de Risiko lafen - an ech mengen, de Fernand Etgen huet och schonn driwwer geschwat -, datt Lëtzebuerg elo am Mount Juni do um Europäesche Geriicht comdamnéiert gëtt, an datt mer da vläicht missten eng Strof vu fënnef Millioune bezuelen.

An ech mengen, eleng dat beweist, wéi grouss datt de Retard hei zu Lëtzebuerg ass a wéi laang datt mer Zäit gebraucht hunn hei zu Lëtzebuerg, fir eis Instandsetzung vun de Kläranlage virunzedreiwen, an datt mer am Fong an deene leschte Joren, Jorzéngte kann ee bal soen, wou mer ganz vill Geld haten, vill Geld fir onnëtz Projeten zur Fënster erausgeworf hunn, awer net d'Geld richteg investéiert hunn a Projete wéi déi heiten, déi sënnvoll sinn, an duerfir mer elo de Risiko lafen, fir um Europäesche Geriicht verklot ze ginn, wat fir e Land wéi Lëtzebuerg eng enorm Blamage ass.

An duerfir ass et wichteg, datt mer dës Projeten elo hei kréien an datt se gestëmmt ginn a mer kënnen hoffen, datt se esou séier wéi méiglech kënne realiséiert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si frou, dass mer dës zwee Finanzéierungsgesetzer haut kënnen ofstëmmen. Finanzéierungsgesetzer, déi noutwendeg ginn, well bei zwee Projeten, een zu Esch-Schëffleng an deen aneren am Atertdall, ebe méi Sue gebraucht si ginn, wéi dat virgesi war.

Tatsaach ass effektiv, dass do onprezis Devisen à la base waren, dass zum Beispill zu Schëffleng den Embau vun enger bestehender Anlag noutwendeg war an dass festgestallt ginn ass während der Bauphas, dass verschidden Aarbechte misste gemaach ginn. Zwëschenduerch, well dee Projet sech iwwer Jore gezunn huet, si méi streng Norme komm an et huet missen eng Redimensionéierung vun engem Deel vun de Gebaier fir de Stockage gemaach ginn. Dat sinn Erklärungen, firwat dass dee Projet méi deier ginn ass.

Och de Projet vum Atertdall ass méi deier ginn, well och en onprezisen Devis à la base war. En huet vun enger zweeter Phas geschwat, déi awer net preziséiert war an deem Projet. Zousätzlech Baumoossname waren och do noutwendeg. Verschidden Aarbechten, déi eigentlech sollten an der Phas 2 gemaach ginn, sinn an der Phas 1 gemaach ginn. Et waren technesch Problemer bei der Exekutioun, notamment wat d'Buedembeschafenheet ugeet. An et sinn nei Oplage komm am Kader vum Kommodo a vum Naturschutz.

Ech hunn dat elo gär emol eng Kéier hei gesot, fir ze weisen, wéi komplex dat ass. An ech wëll dem Rapporteur, dem Ali Kaes, deen haut och am Raymond Weydert senger Plaz dee gudden an ausféierleche mëndleche Rapport gemaach huet an och scho verschidden Aspekter vun der Problematik vum Méikäschtepunkt duergestallt huet, hinne Merci soe fir hire schréftlechen an hire mëndleche Rapport.

Mä ech mengen, d'Politik huet do reagéiert, Här Etgen. A mir hu grad justement 2004, am Mee, do hu mer eng nei Verwaltung kritt, d'Waasserwirtschaftsverwaltung, fir eben eng besser Koordinatioun an eng besser Planung vu Projeten ze maachen. An et muss ee wëssen, wann een am Waasserberäich schwätzt, Här Gibéryen, do ass eng Coresponsabilitéit vun de Gemengen, déi d'Kompetenzen hunn, an dem Stat, dee se begleet. Dat heescht also, wann…

(Interruption)

…wann d'Hausaufgaben also net gemaach ginn,...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann Dir de Gemengen d'Suen zur Verfügung stellt, baue se dat.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Wann am Fong geholl hei jiddweree seng Hausaufgabe mécht, da missten déi Dossiere weidergoen. Wann et esou einfach wär, wéi Dir, Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn dat 25 Joer matgemaach. Ech weess, vu wat datt ech schwätzen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Ech mengen, dass, wa justement eng Kompetenz vum Waasser bei de Gemenge läit, da wär et am Fong un de Gemengen, ze bezuelen.

Wat ass geschitt hei am Land? Am Joer 1999 huet déi deemoleg Regierung décidéiert, fir de Gemengen - an et ass iwwert d'Budgetsgesetz gemaach ginn - 90% ze bezuele bei de Kläranlagen, wat am Fong geholl eng Aufgab ass vun de Gemengen. De Stat bezilt 90% fir eng Aufgab, déi eng Aufgab ass vun de Gemengen, an huet dat nëmme gemaach, well e gemierkt huet, dass d'Gemenge sech schwéiergedoen hunn, am Beräich vun de Kläranlagen ze investéieren. An duerfir kréie mer déi Strof.

Ech wär frou, wann Der mech…

(Interruption)

...an ech wär frou, wann Der mech géift ausschwätze loossen, ech wär frou, wann Der mech géift…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da bleift dach bei der Wourecht!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- …ech wär frou, wann Der... Ech bleiwen elo bei der Wourecht, well wa mer elo eng Strof ze bezuele kréien, déi ugeschwat ginn ass hei an zu där ech och stinn: 2,2 Millioune fix an 11.000 Euro den Dag... Dat gëtt awer nach erofgesat, well am Fong geholl an deem Projet, dee si am Fong geholl ugesicht huet, d'Kommissioun, do waren nach zwielef Kläranlagen net an der Rei, haut sinn et der nach just zwou. Duerfir, do gesitt Der, an deene puer Joer hu mer, an do kommen ech och nach drop ze schwätzen, do hu mer zéng Kläranlagen an d'Rei bruecht, dann ass dat geschitt!

Ech soen Iech dat emol eng Kéier, an dat soll all Mënsch sech emol op der Zong zergoe loossen: Mir hunn eng Direktiv kritt 1991, dass misst an de Gemengen d'Waasser gekläert gi mat enger drëtter Stuf, wann ee méi wéi 10.000 Einwohnergleichwäerter huet, an 1998 hätt déi missen ëmgesat sinn. Haut si mer 2013 a mir sinn nach net do! An dann ass et ze einfach ze soen, de Problem wier bei der Regierung, Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bei wiem soll en da soss sinn?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- En ass net bei der Regierung! En ass net bei der Regierung, en ass bei all deene Leit, déi do concernéiert sinn. Dat sinn d'Gemengen an dat ass de Stat. An duerfir hu mer do eis Responsabilitéit.

Mir hunn also eng Waasserwirtschaftsverwaltung kritt. Zënter 2009 gi gefuerdert bei de Gemengen, wa se hir Projete maachen, detailléiert Virgaben - wat den Här Kaes och scho gesot huet -, fir e Projet auszeschaffen, an esou eng Étude préalable muss gemaach ginn. An da gëtt gekuckt, ob dee Projet am Aklang ass mam Bewirtschaftungsplang, an da gëtt eng Étude technique gemaach an da rullt dat. A wann et e Projet ass iwwer 40 Milliounen, kënnt en an d'Chamber, wann net, da geet dat esou.

E gutt Beispill hu mer, wou mer esou geschafft hunn, dat sinn d'Kläranlage vun eiser Musel, déi zwou zu Pärel an och zu Mäertert-Waasserbëlleg. Ech mengen, mir sinn op där richteger Schinn do. An ech mengen och, dass duerch d'Tatsaach, dass duerch dee Comité d'accompagnement, deen derbäi ass, dass doduerch dee finanzielle Kader och iwwerwaacht gëtt an dass esou Saache wéi déi heiten net méi virkommen.

Ofschléissend nach zwee Wierder: Ofschléissend wëll ech soen, dass, wa gemengt gëtt, et géif näischt hei investéiert ginn an dee Kampf fir de Waasserschutz, wëll ech deene Leit, déi dat soen, soen, dass mer vill Efforte gemaach hunn an de leschte Joren, fir e gudden Zoustand vun eise Gewässer ze kréien.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mir sinn awer wäit hannendran.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Mir si wäit hannendran, do sinn ech d'accord mat Iech. Ech hunn et jo elo grad erkläert, Här Gira, a mir sinn amgaangen, do vill ze maachen, a mir hu scho vill gemaach!

Ech wollt Iech soen - dat sinn och Zuelen an déi soen esou munches: Am Kläranlageberäich goufen 1993, wou d'Akraafttriede war vum Règlement grand-ducal iwwert d'Ofwaasserdirektiv, also vun 1993 bis 2003 sinn am Ofwaasserberäich 223 Milliounen investéiert ginn, 223 Milliounen. A vun 2004 un, wou d'Grënnung war vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, an dat ass och den Ufank, wou ech als Minister ugefaangen hunn, säit där Zäit, dat sinn elo néng Joer, si 429 Milliounen investéiert ginn.

Dat heescht also, an deenen néng Joer, wou ech elo Minister sinn, si 429 Milliounen investéiert ginn, an an deene Jore virdrun, déi zéng Joer virdrun 223. Dat ass also mol zwee, wat also kloer weist, dass am Fong geholl hei am Land am Waasserberäich wierklech eng Bewusstseinserweiterung komm ass an dass do richteg investéiert gëtt an dass mer do zesummen, d'Gemengen an de Stat, well déi zwee sinn hei an der Verantwortung, dass se do hir Hausaufgaben elo maachen.

Dir sollt wëssen nach ofschléissend, dass bis 2027 1,2 Milliarden - 1,2 Milliarden Euro - an d'Waasserwirtschaft mussen investéiert ginn, an dovun eleng 750 Milliounen a Kläranlagen, a Collecteuren, a RÜBen (= Regenüberlaufbecken) an esou weider. Dir gesitt also, d'Waasser kritt een net zum Nulltarif, an duerfir sinn ech och frou, dass mer alleguerten agesinn, dass, fir gutt Waasser an e gudde Rohstoff ze kréien, Drénkwaasser an och eng propper Natur ze kréien, dat net zum Nulltarif ass.

Dat ass mäi Schlusswuert, a Merci fir Är Opmierksamkeet!

Une voix.- Weess den Här Kaes dat dann och?

M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6511.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6511 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6511 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6511 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6512.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6512 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. An och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi 6512 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6512 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 6479A iwwert d'Gemengekontabilitéit. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Scheuer, Gira a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

5. 6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 12. September 2012 huet den Här Innenminister de Projet de loi 6479 déposéiert. Am Laf vun deene Méint a Wochen duerno sinn du véier Avisen erakomm, déi vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés, dem Syvicol an och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. De Statsrot hat dëse Projet de 4. Dezember d'lescht Joer aviséiert.

Dëst Joer, de 25. Februar, huet d'Chamberskommissioun mech dunn zum Rapporteur ernannt an de 14. Mäerz hu mer dunn am Detail de Projet analyséiert. Mir koumen dunn zum Schluss an engem Amendement de 14. Mee, datt et besser wier, dëse Projet an zwee ze deelen, an zwar de Projet 6479A, dee mer elo virleien hunn a bei deem et sech exklusiv ëm verschidden Dispositiounen aus der Gemengekontabilitéit handelt.

Dës Opdeelung wor an den Ae vun der Kommissioun wichteg gewiescht, well mer déi nei Instrumenter, déi nei Kontabelsinstrumenter am Gemengesecteur onbedéngt schnell musse kréien, ech wäert et herno nach soen, well mer se scho säit Januar applizéieren. Mir erfëllen domadder iwwregens och d'Exigenze vun dem europäesche Kontabelssystem, dem SEC 95.

Ech wëll just bemierken, datt de Projet de loi 6479B nach wäert amendéiert ginn oder eventuell an en anert Gesetz integréiert ginn.

Dëse Projet de loi ass de 4. Juni vum Statsrot aviséiert ginn, a mir konnten de Rapport de 27. Juni unhuelen. Ech mengen, dëst wor wichteg, fir d'Virgeschicht ze erklären zu dësem Dossier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem virleiende Projet féiere mir am Gemengesecteur elo zwee nei Kontabelsinstrumenter an, an zwar en neie Plan budgétaire normalisé, de PBN, an de Plan pluriannuel de financement, de PPF. De Regierungsaccord vun 2009 hat scho virgesinn, datt d'Gemengen, d'Gemengesyndikater souwéi d'Établissements publics, déi ënnert der Opsiicht vun de Gemenge stinn, ech zitéieren, een «outil comptable intégré, capable de fournir des informations et données indispensables en vue d'une gestion efficiente des services communaux» sollte kréien.

De PBN, also de Plan budgétaire normalisé, ass eng Nomenclature fir ze budgétiséieren an ze kontabiliséieren, déi sech un dem Plan comptable, deen och am Privatsecteur existéiert, inspiréiert huet. Domadder erfëlle mir och déi europäesch Obligatiounen, mä mir ginn dem Gemengesecteur virun allem e kloer definéiert Instrument, fir seng Kontabilitéit no enger uniformer an onzweedeiteger Aart a Weis ze maachen. Selbstverständlech sinn all Regele vun der Transparenz respektéiert an déi aktuell Budgetspresentatioun ass och deementspriechend ugepasst ginn.

Iwwregens gëtt de Plan budgétaire normalisé scho fir dat aktuellt Budgetsjoer op dem Gemengenniveau applizéiert, wéi ech dat virauser schonn ugedeit hat.

Wéi gesot, de PBN ass net nëmme gülteg fir d'Gemengen, mä och fir d'Gemengesyndikater an och fir d'Établissements publics.

Elo zum PPF, dem Plan pluriannuel financier: Et ass en Outil de gestion, deen et de Gemengen erméiglecht, eng besser global Iwwersiicht vun der Evolutioun vun hire Finanzen ze kréien. Et ass also e Planungsinstrument, dat am ganze Land no deeneselwechte mikro- a makroekonomesche Prämissen, déi de Ministère de l'Intérieur de Gemenge matdeelt, opgebaut ass, an dat souwuel fir d'Recettë wéi och fir d'Dépensen, fir den ordinären an och den extraordinäre Budget.

Dëse standardiséierten Outil gëtt all Joer vum Schäfferot fir eng Period vu véier Joer opgestallt, nämlech dat lafend Joer an déi dräi zukünfteg Joren, déi hannendrukommen. An e muss och lafend à jour gehale ginn. E soll och als Basis fir d'Opstellung fir d'Gemengebudgete vun deene Joren duerno gebraucht ginn.

De PPF wäert den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trieden. A wann dat de Fall ass, dann deelt de Schäfferot dem Gemengerot dee Plan pluriannuel financier mat, genausou wéi dem Innenministère.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, nach e puer Wuert zu den Avisen ze soen. De Statsrot hat e puer Remarquen zum PPF formuléiert, notamment ass déi héich Kierperschaft der Meenung, datt de PPF fir déi dräijähreg Period nom Exercice, fir deen de Budget opgestallt gëtt, gëllt. Doduerch hätt een dann eng Finanzprevisioun vu véier Joer kënne garantéieren, wat mer jo och elo maachen.

Derniewent wor de Statsrot der Meenung, datt och de Schäfferot misst d'Responsabilitéit dofir iwwerhuelen, datt de PPF opgestallt an à jour gehale gëtt. Dat hu mer och gemaach.

Déi héich Kierperschaft hat sech och derfir ausgeschwat, datt de Gemengerot net sollt just eng konsultativ Roll spillen, mä aktiv bei der Opstellung vum PPF derbäi sinn. Dat hätt allerdéngs dann och zur Konsequenz gehat, datt, wéi bei all Budget, dann hätt missen ofgestëmmt ginn. An ech kommen herno nach dorop zréck: Bei de Beruffschambere wore se do och net all därselwechter Meenung.

D'Chambre de Commerce approuvéiert dëse Gesetzesprojet, mä proposéiert awer, e Kalenner dobäi ze integréieren, virun allem, fir d'Gemengebudgete kënnen och mat anzebannen an déi Procédure vum Regierungsbudget an dee Moment och fir d'EU méi genau Zuele kënne virzeleeën.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass averstane mam Projet, stellt allerdéngs den obligatoresche Charakter vum PPF a Fro, well dat e Risiko mat sech bréngt an deem Sënn, datt de PPF e politescht Instrument fir d'Gemenge kéint ginn, dat Divergenzen téschent der Verwaltung an dem Gemengerot kéint schafen. D'Chambre des Fonctionnaires hat derniewent bedauert, datt dëse Gesetzesprojet esou laang gebraucht hat, fir déposéiert ze ginn.

D'Chambre des Salariés ass mat deem Gesetzesprojet averstanen an hat keng weider Observatiounen.

Ofschléissend kommen ech dann zum Avis vum Syvicol. De Syvicol belueft sech iwwert d'Aart a Weis, wéi dëse Projet ausgeschafft ginn ass: Mat engem Comité de pilotage an engem Groupe d'accompagnement konnt dës Reform vun der Gemengekontabilitéit op eng kooperativ a konstruktiv Aart a Weis iwwert d'Bühn goen.

De Syvicol kritiséiert awer am Gesetzesprojet d'Existenz vun zwee Konten, nämlech deem vum Schäfferot an deem vum Gemengereceveur, a mengt, déi duebel Kontroll wier net méi néideg gewiescht. De Syvicol huet sech och entschidden derfir agesat, datt de Plan pluriannuel financier net manner effizient wier, wann e manner Detailer och géif zréckhalen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, ech konnt Iech mat mengem mëndleche Rapport vun der Noutwendegkeet vun dësem wichtege Kontabelsoutil fir d'Gemengen iwwerzeegen.

Erlaabt mer, virun allem de Mataarbechter vum Ministère de l'Intérieur a besonnesch der Madame Clara Müller, dem Här Nilles an all deene Mataarbechter, déi heibäi matgeschafft hunn, ee ganz grousse Merci auszedrécken, well si hunn an enger remarquabeler Zesummenaarbecht mat de Gemengen et fäerdegbruecht, am Virfeld déi Ëmsetzung vun deem Gesetz ze preparéieren a schlussendlech och elo scho bei de Gemengen duerch Formation continue ze implementéieren.

Et wier ganz bestëmmt nach villes hei derzou ze soen, ech géif awer heimadder dem Projet de loi den Accord gi vu menger Fraktioun an hoffen, datt déi vill Buergermeeschteren a Memberen aus de Conseilen a Schäfferéit deen Outil hei och begréisse géifen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Kolleeg Emile Eicher, ze félicitéiere fir säi prezisen, kompletten a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport an him ausdrécklech Merci ze soen.

Et ass, wéi de Rapporteur et gesot huet, eng gesetzlech Modifikatioun, déi an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen, dem Syvicol, interkommunale Syndikater an anere staatlechen Déngschtstellen ausgeschafft gouf. Och ech wëll de Bedeelegten e grousse Merci ausspriechen, well duerch d'Matwierke vun den Acteuren um Terrain konnten déi nei Dispositiounen ouni gréisser Schwieregkeeten ëmgesat ginn. Eng Schaffensaart a -weis, déi mer ausdrécklech wëlle begréissen!

Inhaltlech gekuckt sinn d'Neierungen eng reell Plus-value fir eng méi modern Gestioun vun de Gemengefinanzen. Déi nei Instrumenter - neie Plan budgétaire, nei Budgetsstruktur, Méijoresfinanzplang, neien État vun der Finanzsituatioun, e prezisen Échéancier - sollen de Gemengeresponsabelen et erlaben, e bessere Bléck op d'Finanzsituatioun vun hirer Gemeng ze kréien.

Iwwer zéng Joer schwätze mer vun enger Gemengefinanzreform. An ëmmer erëm ass drop higewise ginn, datt d'Qualitéit an d'Disponibilitéit vu fiabelen Donnéeën ze wënschen iwwreg géif loossen. Och war et schwéier, eng Gemeng mat där anerer richteg ze vergläichen, well de Finanzkader vu Gemeng zu Gemeng verschidde gestréckt war. Besonnesch d'Transferte vu finanzielle Moyenen an déi interkommunal Syndikater hunn niewent den ongläiche Missiounen zu Verwirrunge gefouert.

Mat dësem Gesetz wäerte mer do der Wourecht ee Stéckelche méi no kommen. D'Gemengen hätte gäre Planungssécherheet. Mat dëser Reform kréie mer awer nëmme just en Instrument, fir dës Planungssécherheet ze iwwerwaachen. Eng grondleeënd Reform steet awer nach aus. An dëser Hisiicht huet den Innenminister seng Hausaufgaben nach net gemaach.

Här President, ob d'Neierunge vun dësem Gesetz eng Plus-value duerstellen, hänkt am Wesentleche vun der Qualitéit vun den Informatiounen of, déi nëmmen déi staatlech Stellen der Gemeng kënne liwweren. Anert wichtegt Element ass d'Transparenz, Transparenz beim Verdeelungsschlëssel vun der Gewerbesteier a beim Fonds communal de dotation financière, transparent, kloer, objektiv an novollzéibar Kritäre bei den Investitiounssubsiden, Transparenz bei anere Gemengefinanzinstrumenter wéi dem Pacte Logement.

Och wäert et schwéier sinn an dëse wirtschaftlech méi schwéieren Zäiten, d'Recetten op fënnef Joer virauszesoen. Jiddefalls gëtt mat dësen Neierungen eng besser global Vue op d'Entwécklung vun de Gemengefinanze méiglech. A mir als DP-Fraktioun hoffen, datt mer domadder och méi finanziell Gerechtegkeet an deenen nächste Jore kënne kréien.

Dëst Gesetz ass ee Schrëtt an déi richteg Richtung, och wann een zousätzlech Elementer vun enger kommerzieller Kontabilitéit hätt kënnen afléisse loossen. Am Numm vun der DP-Fraktioun wëll ech den Accord zu dësem Gesetz ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wollt ech dem Rapporteur Emile Eicher Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dofir wëll ech mech ganz kuerz halen a just e puer Remarquë maachen.

Déi meescht Gemengen hunn de Budget vum Joer 2013 schonns no den neie Regele vun der Comptabilité générale opgestallt. E puer Remarquen zum Plan pluriannuel: De Ministère léisst de Gemengen eng Lettre circulaire zoukommen, fir de Budget opzestellen. Dofir meng Fro un de Minister, ob bei der Circulaire elo och déi Previsiounen op dräi Joer vum Impôt commercial an der Dotation de l'État matgedeelt ginn.

De Plan pluriannuel de financement soll dem Gemengerot respektiv dem Bierger d'Iwwersiicht ginn iwwert dat, wat d'Gemeng wëlles huet ze maachen an deenen nächste Joren. Dobäi soll een och iwwerleeën, wéi een de Bierger méi mat abezitt an der Formulatioun vun de Projeten an Investissementer, déi wichteg fir d'Gemenge sinn.

De Statsrot huet och recommandéiert, datt de ganze Gemengerot an der Ausschaffung vun dësem Plan pluriannuel soll matgestalten. Dat ass natierlech wënschenswäert, fir eng maximal Ënnerstëtzung ze kréien. Verschidde Gemenge sinn och elo fir de Budget 2013 op dee Wee gaangen an d'Diskussioune sinn an de Gemengeréit gefouert ginn iwwert déi nei Plans pluriannuels, an ech denken, datt dat e gudden Exercice wor.

Dëse Plan comptable ass awer och eng Äntwert fir d'Obligatioun, déi de Stat huet, fir en A op d'Evolutioun vun de Gemengekeesen ze halen an och d'Informatiounen am Kader vun eisen europäeschen Obligatioune weiderzeschécken, besonnesch elo an der Kris, wou d'EU sech nei Instrumenter ginn huet, fir géint d'Defiziter ze steieren an e bessere finanzielle Suivi vun den eenzelne Länner ze maachen.

Mä de Plang soll just eng Previsioun sinn, déi eng Iddi vun den Investissementer an de Recettë soll ginn, ouni ze vill an den Detail ze goen oder zumindest net esou an den Detail wéi déi normal jährlech Kontabilitéit vun der Gemeng.

Et gëtt allerdéngs och Bedenken iwwert d'Utilitéit vun dem Plan pluriannuel, deen am Normalfall no de Wahle vun enger neier Majoritéit op der Basis vun engem neie Programm iwwerduecht a reforméiert misst ginn. Dee beschte Plan pluriannuel ass näischt wäert, wann hien net à jour gehale gëtt. Dofir brauch een eng ganz gutt Software, verbonne mat engem groussen Aarbechtsopwand a forméiertem Personal.

De Schäfferot kann och an Zukunft mat dësem Text am Beräich vum Extraordinären eenzel Kreditter vun engem Artikel op een aneren iwwerdroen, soulaang dat ënnert deem nämlechte Code geschitt. Dat ass och eng Mesure vu Simplification administrative, déi mer begréissen, well dat d'Aarbecht innerhalb vum Schäfferot vereinfacht a well et och méi der Realitéit Rechnung dréit.

Verschidde Projete kréie Retard oder verlafen net esou, wéi se sollten. An do ass et gutt, wann een ouni groussen Opwand dës Kreditter op en anere Projet kann iwwerdroen. Et ass wierklech positiv, datt elo den Exercice, fir am Kader vu gewësse Regele budgetär Transferten ze maachen, erlaabt ass.

Luewenswäert war och déi gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Syvicol an dem Ministère bei dësem Projet de loi. Dat sollt och e Modell si fir aner Gesetzesprojeten.

Da wär ech och schonn um Schluss ukomm a géif dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. Als leschte Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).-* Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng Fraktioun wäert sech bei dësem Projet enthalen, an zwar, well mer der Meenung sinn, dass erëm eng Geleeënheet verpasst ginn ass, fir de Gemengesecteur e Stéck Wees aus der Postkutschenzäit erauszehuelen.

Une voix.- Aha!

M. Camille Gira *(déi gréng).-* Jo, Här President, ech sinn der Meenung, dass esou, wéi de Moment an de Gemengen d'Kontabilitéit ofleeft, dat ass wierklech Postkutschenzäit. Glécklecherweis wëssen d'Leit dobaussen net, wéi vill Zäit eis Beamten a Beamtinnen a mir als Buergermeeschter a Schäffe mat där Kontabilitéit do verbréngen, soss géife se eis mat den Hënn zum Duerf erausjoen.

(Interruption)

Eng Rechnung kënnt eran, e Beamte kuckt, ob se berechtegt ass. Een anere mécht e Mandat, gëtt e weider un de Gemengesekretär. De Buergermeeschter an de Schäffen ënnerschreiwen. An da geet se esou lues bei deen, deen dann eigentlech d'Rechnung sollt iwwerweisen.

Do brauch ee sech éischtens net ze wonneren, wann et heiansdo dauert, bis déi Leit hir Sue kréien. Mä ech géif gären e Student drop setzen, fir auszerechnen, wéi vill Stonnen an deene Gemenge verluer gi mat enger Kontabilitéitsaart a -weis, déi wierklech aus dem 19. Jorhonnert ass!

Anscheinend gëtt et Internet haut, anscheinend gëtt et Computeren, anscheinend gëtt et Computeren, déi ee kann tëschent eenzelne Beamten a Beamtinne vernetzen. An anscheinend kann een dann och dee Computer nach mat deem vum Schäfferot vernetzen.

Stellt Iech vir, an engem Kleng- a Mëttelbetrib mat 40, 50 Leit misst de Patron all Rechnung op déi do Aart a Weis ënnerschreiwen an an d'Wee leeden! Mä déi wiere jo alleguerte faillite!

Ech hu wierklech kee Verständnis, firwat mer zwar ganz schnell et fäerdegbréngen, e komplizéierte Projet op de Wee ze ginn an d'Gemenge forcéieren, praktesch ier d'Gesetz gestëmmt ass, eppes ze applizéieren, wat nach keng legal Basis huet, opgrond vun enger EU-Direktiv, mä dass mer awer net vun deemselwechte Gesetz profitéieren, fir all deenen Doléancen, déi vu Gemengesäit kommen, beim selwechte Rechnung ze droen!

Do kënnt jo nach derbäi, dass all déi Rechnungen dann och nach iergendwéi eng Kéier oder wéinstens stéchprouwenaarteg vum Service de contrôle vum Ministère de l'Intérieur kontrolléiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen - wéinstens déi aus de Gemengen -, sidd Der net mat mir d'accord, dass dat do wierklech net méi zäitgeméiss ass…

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(déi gréng).-* …an dass mer do schrecklech vill Personal kéinte spueren, dass mer schrecklech vill Geld kéinte spueren, vu Réforme administrative oder Simplification administrative net ze schwätzen?

Hei gëtt bei all Fusioun probéiert - probéiert! - kloerzemaachen, dass mer schrecklech vill Geld géife spueren, andeems mer Personal géifen aspueren. Ech sinn do ganz skeptesch. A wann ech mech e bëssen ëmhéieren, dann ass dat, mengen ech, bis elo nach bei kenger Fusioun de Fall gewiescht.

Ech hätt Iech eng Propos gemaach: Hätte mer hei déi duebel Kontabilitéit ofgeschaaft, dann hätte mer honnertmol méi Personal an Zäit gespuert, wéi dat bei alle Fusiounen, déi an deenen nächste Joren nach solle stattfannen, de Fall wäert sinn.

Zweete Punkt, wou ech dann awer och der Meenung sinn, dass mer hätte kënne méi wäit goen. Hei gëtt elo behaapt, mir géifen eis der Kontabilitéit aus dem Privatsecteur unnäheren. Dat ass jo awer net esou. Mir kréie vläicht eenzel Rubriken, mir kréie vläicht eenzel Dénominatiounen, mä mir sinn awer wäit ewech a mir hunn och hei net ee Schratt méi no gemaach bei e bësse méi eng realitéitsno an e bësse méi eng Comptabilité commerciale.

Mir sinn eis alleguerten eens, dass een net kann e Modell aus enger Privatfirma eriwwerleeën op eng Gemeng. Mä et ass awer net gutt, wéi mer eis Gemengen de Moment géréieren. Grad a schwieregen Zäiten, wou een net weess, wat an deenen nächste fënnef Joer op eis duerkënnt, wier et awer gutt, dass mer e Stéck Wees ewechkéime vun där kameralistescher Kontabilitéit, déi just all Joer am November an am Dezember eng Foto mécht vun där aktueller Situatioun an déi iwwerhaapt näischt ausseet, wéi eng Gemeng dosteet.

Do kann een net erausfannen, ob d'Infrastrukture vun enger Gemeng nei sinn oder ob se al sinn, ob se grouss Besoinen huet vun Infrastrukturen an deenen nächste Joren. Et kann een och net dobäi erausfannen, ob se zum Beispill Réserves foncières huet an esou weider an esou fort.

Ech soen Iech e Beispill, fir Iech ze illustréieren, wéi pervers dass dat och ass an där kameralistescher Approche.

Mir haten an der Gemeng Biekerech virun enger Rei Joren d'Chance - well e Bauer gemengt huet, éischter säi Gléck a Kanada sichen ze goen, wéi hei zu Lëtzebuerg nach weider ze schaffen -, 30 ha Land als Gemeng selwer ze kafen. Mir hunn eng Millioun oder 40 Millioune Lëtzebuerger Frang op den Dësch geluecht a sinn natierlech e Prêt maache gaangen, fir dat kënnen ze bezuelen. Laut där aktueller kameralistescher Approche ass d'Gemeng Biekerech domadder zéng Millioune Lëtzebuerger Frang méi aarm ginn, well mir hunn déi jo net méi, mir hunn déi jo misse siche goen. Dat ass d'Aart a Weis, wéi mir de Moment an de Gemengen eis Kontabilitéit géréieren.

Wann ee jo awer weess, dass alles ofhëlt zu Lëtzebuerg vläicht u Wäert, mä sécherlech net Terrainen, a wann ech Iech soen, dass elo vläicht d'Chance besteet, dass mer deemnächst fir een Hektar vun deem Terrain, dee mer vläicht engem Hôtelier zur Verfügung stellen, fir en Hotel drop ze bauen, esou vill Suen erëmkréien, wéi mer fir déi 30 ha ginn hunn, da sidd Der jo mat mir d'accord, dass déi Fotosopnahm, déi viru 15 Joer gemaach ginn ass a seet: „Elo ass d'Gemeng Biekerech eng Millioun Euro méi aarm ginn.", dass dat allem entsprécht, mä net der Realitéit.

An ech mengen, och do mat alle Schwieregkeeten, déi dat bedeit, wou ech och gären d'accord sinn, et ass schwiereg ze soen, wat de Kontabilitéitswäert ass vun enger Kierch, doriwwer kann een diskutéieren, mä ech mengen, et wier awer méiglech gewiescht, usazweis emol eng Diskussioun ze féieren an ze soen: „Kënne mer dat do net awer e bësse maachen?"

Ech mengen, mir hunn et jo fäerdegbruecht beim Waasser. Mir hunn haut vill vum Waasser geschwat. Do hu mer awer a relativ kuerzer Zäit et fäerdegbruecht, eng Comptabilité commerciale hinzekréien, wat villes an de Käpp vun de Gemengeverantwortleche mécht. An ech mengen, hei hätt een och méi wäit kënne goen.

A well déi zwou Saachen net erfëllt sinn, musst Der verstoen, dass mir zwar kee Problem hunn, wann dee Projet kënnt, mä mir hätten eis erwënscht, dass mer profitéiert hätten, fir vill méi wäit ze goen. A well dat net de Fall ass, wäerte mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. D'Wuert kritt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt dem Rapporteur Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wollt him och dorop äntwerten, dass e gesot huet, dass de Projet 6479B, dee verschidden Dispositiounen aus dem Gemengegesetz enthält, soll effektiv an engem anere Gesetz iwwerholl ginn.

Et ass richteg, ech hu wëlles, an dat hunn ech de Moien décidéiert, esou wéi ech Iech d'Gesetz virgestallt hunn am Syvicol, Här President, d'Gesetz iwwert d'Tutelle vun de Gemengen, fir dat do eranzeschreiwen an dat Gesetz. An ech wënsche mer dann, dass mer dat Gesetz nach an engem zukünftege Regierungsrot kënnen déposéieren, fir et dann hei an d'Chamber ze bréngen.

Dat gesot, mengen ech, kréie mer mat dësen zwee neie Finanzinstrumenter effektiv eng besser Situatioun an d'Gemengefinanzen eran. Mir kréien iwwerall am Land déiselwecht Nomenclature, fir ze budgétiséieren, ze kontabiliséieren, an déi aktuell Technik, déi bleift bestoen. Déi ännert also net. Et ass eng gutt Saach.

D'Transferte vun de Kreditter si méiglech, mir kréie méi Flexibilitéit, méi Effizienz. Effektiv kann een, wann een am Waasserberäich zum Beispill op enger Plaz manner Suen ausgëtt, mengetwegen am Drénkwaasser, da kann een déi an den Ofwaasser-Réseau mat eriwwerhuelen. Dat gëtt also eng besser Approche. Mir kréien integer a fiabel Donnéeën. Dat ass onbestreitbar.

Ech mengen och, doduerch kréie mer, dat ass fir mech e wichtege Punkt, am Fong geholl e Gesamtbild vum Gemengesecteur, dat et erméiglecht, analytesch virzegoen an eise Gemengefinanzen. Da kënne mer vläicht emol e Benchmarking vun eisem Gemengesecteur maachen, da kréie mer emol eng Objektivéierung vum Débat, wat d'Finanzéieren am Gemengesecteur ugeet. Well do seet deen een, e géif ze vill kréien, deen anere kritt net genuch.

Bon, mat deenen aktuellen Donnéeën, an der Ëmverdeelung, hu mer keng fiabel Donnéeën. Also ass et wichteg, dass mer do kucken, dass, egal wéi am Land verbucht gëtt, et d'selwecht verbucht gëtt, dass do harmoniséiert gëtt. Domat kréie mer och eng gewësse Planungssécherheet, wat dee Volet ugeet, an da kënne mer déi Gelder besser ëmverdeelen.

Ech ginn och dovun aus, dass, wa mer dat hunn, an dat dauert nach e puer Joer, well mer brauchen e puer Joer Donnéeën, fir kënne statistesch seriö dozestoen, fir dass déi statistesch verwäertbar sinn, mengen ech, da kënne mer soen: Wat sinn déi obligatoresch Aufgabe vun de Gemengen? Wat kaschten déi? An da kënne mer déi Revenus non affectés, den Impôt commercial an de Fonds communal de dotation financière méi gerecht ëmverdeelen. Dat ass also fir mech wichteg.

An och an de Gemenge selwer, mengen ech, kënne si Arbitragë maachen. Wa se emol wierklech eng besser Budgétisëierung hunn oder eng analytesch Approche hunn, kënne si soen: „Wann ech e Fussballsterrain bauen oder wann ech eng Schwämm bauen, soll ech eng intercommunal Schwämm bauen, eng lokal Schwämm, wat gëtt besser?" Do kritt een och also méi Spillraum. An dat, mengen ech, ass och eng Plus-value fir d'Gemengefinanzpolitik, an et erlaabt eis, eng modern Finanzpolitik am Gemengesecteur ze maachen.

Zu esou enger gehéiert, a mengen Aen, och de PPF, de Plan pluriannuel de financement, wat ee Standardinstrument ass, fir Previsiounen ze maachen. Also et gi Previsioune gemaach all Joers fir dräi Joer, an da soll op Basis vun deenen de Budget opgestallt ginn. Déi Donnéeë gi jo un de Gemengerot communiquéiert, déi ginn un de Stat communiquéiert, un de Ministère des Finances, un de Statec an un den Intérieur. Dat ass eng gutt Saach. Esou kann dann de Stat sengen Obligatiounen an der EU nokommen, an och d'Gemengen, mengen ech, kënnen deem grousse Prinzip «gouverner, c'est prévoir» och méi nokommen.

An ech wëll dat widderhuelen, mengen ech, wat den Här Scheuer gesot huet: Mat dëser Aart a Weis zesummenzeschaffen hu mer, mengen ech, eng Aart Modell opgebaut mat engem Comité de pilotage, mat engem Comité d'accompagnement. Dat ass eng gutt Saach. An ech wollt all deene Leit Merci soen, déi gehollef hunn, dëse Projet esou am Fong geholl ze ficeléieren.

Mir hunn Tester gemaach a Gemengen, mir hu Pilotgemenge gehat, et gouf villes geklärt, ier et lassgaangen ass. An och elo an Zukunft kucke mer, wéi et weider soll goen. Dir wësst, dass mer deene Gewielten an de Beamten am leschte Joer am Fong geholl an Zesummenaarbecht mam Syvicol a mam INAP eng Formatioun ginn hunn iwwert de Plan budgétaire normalisé. Datselwecht soll dësen Hierscht geschéien, wat de Plan pluriannuel de financement ugeet.

Zweetens, mir hunn e Vademekum gemaach iwwert de Plan budgétaire normalisé. Dat heescht, do kann een op Internet kucke goen: Wéi soll ee Budget strukturéiert sinn? Wéi eng Coden hëlt ee wéi? Wat soll gebucht ginn? An esou weider. Datselwecht maache mer och elo mam PPF, also mam Plan pluriannuel de financement. Dat heescht, do kënnen d'Gemenge sech och orientéieren un deem, wéi mer eis dat virstellen am Intérieur, dass ee fiabel Donnéeë kritt an dass een dat dann op Zäitspanne bréngt.

An do kommen ech op dee Punkt ze schwätzen, deen elo schonn zweemol ugeschwat ginn ass. Mir schécken eng Circulaire un d'Gemengen, fir dass se ebe kënne seriö esou ee PPF opstellen. Do ass manifestement, ech géif soen, bal Handlungsbedarf oder op d'mannst ass do Klärungsbedarf. An do hu mer wëlles, am Hierscht oder éischter gesot Enn des Joers de Gemengen eng Circulaire ze schécken, wou déi makroekonomesch Donnéeën dra sinn.

Den ICC, Här Scheuer, an den FCDF sinn dodran, fir dass ee kann och e seriöe Plan pluriannuel opstelle fir dräi Joer. Dat garantéieren ech Iech hei. Dat ass eis Aufgab. A mir maachen dat dann. Wa mer déi Donnéeë kréie vum Statec, wa mer déi Donnéeë kréie vum Ministère des Finances, da gi mir déi un d'Gemenge weider. An dann, mengen ech, kënnen anstänneg Previsioune gemaach gi fir déi dräi nächst Joer. Dee Plan pluriannuel gëtt jo all Joers nees uge-

passt, soudass ech mengen, dass dat Instrument da ka wierklech eppes bréngen.

Et ass geschwat ginn, dass kee prezise Kalenner do wär, a verschiddenen Avisen. Ech mengen, wann een hei ze prezis wär, dat kéint am Fong geholl kontraproduktiv sinn, well am Kader vun der EU brauch een eng gewësse Flexibilitéit. An déi kréie mer mat där Aart a Weis, wéi mir dat heite wëllen ugoen.

An dann ee leschte Punkt, deen den Här Gira opgeworf huet, op dee wollt ech awer och nach agoen. Dat ass dee vun der Comptabilité camérale an de Gemengen. Do wollt ech dem Här Gira soen, dass ech am Fong geholl just dat maachen, wat déi viregt Chamber, déi tëschent 2004 an 2009 ënnert der Présidence vum Michel Wolter an der sougenanntener RTL-Kommissioun - Réorganisation territoriale -, déi Spezialkommissioun, geschafft huet. Déi Kommissioun huet ee Rapport gemaach, an an deem Rapport steet, dass d'Gemenge weider solle mat där caméraler Kontabilitéit weiderfueren, dass dat am Fong geholl deen Instrument de choix wier fir d'Gemengen.

Näischt hënnert se drun, dernieft eng aner Kontabilitéit ze hunn. Mä ech maache just dat hei, wat d'Chamber mech opgefuerdert huet iwwer e Rapport. Ech maachen also net, wat Dir haut fuerdert, mä ech maachen dat, wat am Fong geholl déi Kommissioun mir gesot huet. Déi huet gesot: „Ministre de l'Intérieur, maacht dat esou!" Dofir hu mer dorop opgebaut. An déi Comptabilité camérale ass ee Ganzt.

Ech sinn d'accord, dass se schwéierfälleg ass. Mä eng Gemeng ass emol fir d'Éischt eng öffentlech Instanz an an zweeter Instanz ass et ee Serviceprovider. An dofir mengen ech, dee Choix, dee mer hei geholl hunn, dass dat ee richtege Choix ass.

Et ass opgeworf ginn, dass een, wann een déi camérale Kontabilitéit huet, do gi jo d'Fluxe vu Gelder gekuckt, dat huet den Här Gira jo gutt beschriwwen, do mécht et awer Sënn, dass eng zäitversate Kontroll ass vum Receveur. Dat heescht, wa mer de Moment ee Compte administratif an ee Compte de gestion hunn, da mécht dat Sënn. Ech engagéiere mech awer hei, an och deen nächste Minister, deen da kënnt, dass dee soll kucken, ob dee Modell sech bewährt, dee mer elo hunn, an dann op Basis vun den Erfahrungswäerter soll deen dat dann eventuell änneren.

Datselwecht gëllt och fir de PPF, wou gesot ginn ass, dee bräicht net esou detailléiert ze sinn. Et soll een also net esou vill Detailer an de Plan pluriannuel schreiwen. Och do mengen ech, sollte mer e Monitoring maachen a kucken, wéi mer dee proposéierte Modell…, ob dee sech bewährt, an da kéint een do Ännerunge maachen.

Ech mengen, dass mer hei wierklech ee richtege Schrëtt an déi richteg Richtung maachen an dass dëse Projet dat Néidegt bréngt, wat mer brauchen am Gemengesecteur, dat heescht ee gutt Instrument, fir eis Gemenge finanziell oder um finanzielle Plang gutt ze féieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6479A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6479A ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 9 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6479A est adopté par 50 voix pour et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Arméi. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Eischen, Etgen, Fayot, Kartheiser an Henckes. Als Éischt héiere mer elo den Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. D'Gesetz vum 21. Dezember 2007, déi sougenannten Arméireform, hat an der Haaptsaach als Zil, déi operationell Capacitéiten, en vue vu Lëtzebuerger Engagementer am Kader vun der NATO a vun der UNO, ze verbesseren. An domadder ass och d'Arméi selbstverständlech och en Element vun der lëtzebuergescher Aussepolitik.

Lëtzebuerg ass kee Land mat engem opfälleg grousse militäreschen Engagement. An eis Arméi ass international selbstverständlech och nëmmen am Kader vu Kooperatioune mat aneren Arméien, am eigentleche Sënn vum Wuert, voll asazfäeg. Eleng kéinte mer dat sécher net maachen a wären eng Arméi, där hiert Wierkungsfeld…, oder hätten eng Arméi, där hiert Wierkungsfeld op den nationalen Territoire beschränkt wier.

Vun de ronn 1,7 Milliounen Zaldoten, déi et an den elo 28 Memberlänner vun der Europäescher Unioun gëtt, stellt Lëtzebuerg der knapps iwwer 1.000. Dat sinn der net terribel vill, dat sinn der souguer bedeitend manner wéi zum Beispill Malta, wat e Land ass mat manner Awunner wéi Lëtzebuerg, wat iwwer 2.300 Zaldoten huet.

Nach méi kloer gëtt awer dat finanziellt militäresch Engagement vu Lëtzebuerg, wann een de relative Wäert considéréiert vun den Dépensë par rapport zum PIB. An der Europäescher Unioun, mat iwwer 500 Milliounen Awunner, ass de gesamtmilitäresche Budget bei ronn 195 Milliarden Euro. Dat si ronn 1,6% vum PIB vun der Europäescher Unioun an ongeféier 400 Euro pro Awunner pro Joer, déi an Europa an der Moyenne fir Militärausgaben investéiert ginn.

Zum Verglach mat den USA, do ginn all Joers 520 Milliarden ausgi fir Militärdépensen, bei ronn 310 Milliounen Awunner. Dat sinn also ronn 1.700 Euro pro Awunner, méi wéi véiermol esou vill wéi an der Europäescher Unioun.

Am Verglach: Lëtzebuerg gëtt also ronn, pro Joer, 200 Milliounen aus, bei 500.000 Awunner. Ofgeronnt sinn dat 400 Euro pro Awunner pro Joer. Dat entsprécht der Europäescher Moyenne, wann een dat an Euro ausdréckt. Wann een dat awer ausdréckt a Prozenter vum PIB, dann ass Lëtzebuerg Schlussliicht an der Europäescher Unioun, mat 0,48% vum PIB, déi mer pro Joer ausgi fir militäresch Dépensen.

Nach eng Kéier zum Verglach: An der Europäescher Unioun ass d'Moyenne 1,61%, oder och nach eng Kéier d'Beispill vu Malta, wat manner Awunner huet wéi Lëtzebuerg, déi ginn 0,71% vun hirem PIB pro Joer fir Militärdépensen aus. Déi puer Zuelen, just fir ze weisen, dass hei zu Lëtzebuerg wuel mat 400 Euro pro Joer pro Awunner d'Militärdépensen an der Europäescher Moyenne leien, mä dass mer hei, wa mer de relative Wäert vun den Dépensë par rapport zum PIB kucken, da gesi mer awer, dass Lëtzebuerg traditionell seng Friddens- a Sécherheetspolitik net nëmmen iwwert de militäresche Wee gedenkt ze organiséieren an ze plangen.

Vill Suen, vill, vill méi Sue souguer, dat Duebelt en fait, investéiert Lëtzebuerg an d'Kooperatiounspolitik. Ronn 1% vum PIB an d'Kooperatiounspolitik ass an eisen Aen och Friddenspolitik, preventiv Friddenspolitik. Dat ass och zu Lëtzebuerg Konsens, ausser zënter 2009 fir d'ADR, déi op där doter Fro probéiert, eng aner Schinn ze fueren.

Mä ob grouss oder kleng Arméi, ob vill oder wéineg Dépensen, d'Arméi muss klappen - déi, déi een huet - a si muss funktionéieren. An de Constat ass, Här Minister, dass et net wierklech gutt klappt. An Erënnerung: den Episod vun de Boxemännercher, eng eigentlech komplett harmlos Aktioun, déi awer am Kader vun enger Militärkasär praktesch enger sozialer Revolt gläichkoum.

An Erënnerung awer och d'Ofsetze vum Colonel Ries duerch Äre Virgänger. Eng Décisioun, déi virun d'Verfassungsgeriicht koum a wou de Colonel Nico Ries recht krut. D'Regierung, ganz besonnesch, awer och d'Chamber brauche sech iwwert dat Uerteel vum Verfassungsgeriicht net ze freeën. Au contraire, och d'Chamber a besonnesch d'Regierung kéinte sech am Fong e bësse schummen iwwert dat Uerteel, wat do agaangen ass a wat dem Här Ries recht ginn huet.

An Erënnerung awer och déi ganz gespaante Relatioune vun der ieweschter Arméihierarchie mam SPAL, dem Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise, dee wuel haart an der Saach diskutéiert, mä et muss ee fairerweis och soen, dass se och Ursaachen hunn, fir ze reklaméieren.

An Erënnerung awer och déi Kritiken um Gesetz vun 2007, déi bis haut net verklénge wëllen an déi d'Arméi gespléckt hunn. Notamment um Punkt vun der Priorité absolue fir d'UNO-Zaldote beim Rekrutement an de Carrièrë bei Stat, Gemengen a Syndikater, wou d'Zaldoten eng Exklusivitéit oder zumindest eng Prioritéit hunn.

D'Arméi huet geännert, net nëmmen 1967, wou se eng fräiwëlleg Arméi ginn ass, mä och a ganz vill an de leschte Joren, mat der Ouverture am Joer 2004 op d'Netlëtzebuerger - haut hu vun den Zaldote ronn 60% Immigratiounshannergrond, 15% hu kee Lëtzebuerger Pass - an awer och 2008 mam Schafe vun den Unités de disponibilité opérationnelle, déi ganz vill Auslandsasätz hunn. An dat huet schonn eng profund Mutatioun vun der Lëtzebuerger Arméi provozéiert, an net manner oder net méi, besser gesot, wéi véier oder fënnef Joer. Dat ass schonn eng grouss Ännerung, och soziologesch Ännerung, operationell Ännerung an der Lëtzebuerger Arméi.

An d'Ännerunge gi weider mat der Perspektiv, Här Minister, déi Dir mat der Ënnerschrëft vun der Déclaration Benelux den 18. Abrëll 2012 opgemaach hutt.

Wat heescht déi Benelux-Kooperatioun fir d'Lëtzebuerger Arméi? Gëtt et eng Lëtzebuerger Arméi respektiv wou si mer do méi genee drun? Op all déi Froe wäert ech elo e bësse méi am Detail agoen.

Ganz rezent - drëtte Punkt vun eiser Interventioun - ass awer nach e weidert Element um Lëtzebuerger Militärhimmel, wann ech esou dierf soen, derbäikomm, nämlech d'Engagement vun der SES vu Betzder, fir mat hire Satellitenanlage militäresch Drohnen ze guidéieren.

Här Minister, déi gréng halen et fir wichteg, zu all dëse Froen haut an der Chamber kloer Ausso vun der Regierung ze kréien.

Éischte Punkt, zum internen Zoustand vun der Arméi: Am Februar 2012 krut de fréieren Arméiminister a Médiateur Marc Fischbach den Optrag, e Rapport ze maachen iwwert de Fortgang vun der Ëmsetzung en fait vum Gesetz vum 21. Dezember 2007. Dat war déi offiziell Terminologie fir säin Optrag. Natierlech huet säin Optrag sech awer och situéiert am Kontext vun, ënner anerem, där sougenannter „Boxemännercher-Affär" an anere Kritiken, déi aus der Kasär eraus an d'Öffentlechkeet komm sinn.

D'Fro, déi den Här Fischbach sollt beäntwerten, war: Sinn d'Ziler vun der Reform erreecht? A wann net, woufir? An der aussepolitescher Kommissioun hu mer och schonn iwwert de Rapport Fischbach diskutéiert, awer nach net an der Plénière. Dat ass an eisen Aen awer richteg a wichteg. An dofir hu mer och d'Initiativ geholl, fir an der Plénière eng Diskussioun, eng oppen Diskussioun iwwert de Rapport Fischbach ze féieren. D'Öffentlechkeet an d'Arméi hunn e Recht op öffentlech Äntwerten an Engagementer vun der Regierung um Hannergrond vum Rapport vum Marc Fischbach.

De Constat ass: „D'Stëmmung an der Arméi ass net berouegend." Esou huet sech de Marc Fischbach mat engem Euphemismus ausgedréckt. An en huet och nach gesot, den Esprit de corps wier net deen, deen ee sech kéint erwaarden an der Arméi.

Dat ass eng Substanzausso - eng, déi déif blécke léisst! D'Kommunikatioun ass wäit dovun ewech, zefriddestellend ze sinn. Eng Arméi, haut, ass net méi eleng d'Caisse enregistreuse vun Uerderen, déi vun uewen no ënne ginn, seet och do de Marc Fischbach.

D'Recht op gutt Informatioun a gutt Kommunikatioun - ech soe bewosst: d'Recht op Informatioun -, dat ass net der Hierarchie hirem Gutdünken iwwerlooss. D'Recht op Informatioun fir all Member vun der Arméi a gutt Kommunikatioun ass en direkte Corollaire vum Follegen a vun der Loyalitéit, déi an der Arméi erwaart ginn! Wann ee soll Uerderen ausféieren, ouni ze contestéieren, diligent an effikass, da muss een och déi néideg Informatiounen hunn, fir se kënnen nozevollzéien. Déi Leit, déi an der Arméi Uerderen entgéinthuelen, sinn net just do, fir ze follegen, mä si sinn do, fir en Deel vun engem Ganzen ze sinn, dat se och kënnen novollzéien.

Eng gutt funktionéierend Kommandostruktur verlaangt och, dass déi iewescht Hierarchie exemplaresch ass. De Marc Fischbach bemängelt a sengem Rapport, dass dat net ëmmer de Fall gewiescht wier. An eisen Aen e Passage aus dem Rapport, dee besonnesch fir deen neie Generol, Mario Daubenfeld, eng éischt Prioritéit misst sinn. D'Aarbechtsopdeelung tëschent dem État-major an dem Centre militaire ass och alles aneschters wéi optimal. Den double Emploi ass oft d'Regel. E Constat, dee vu ville gedeelt gëtt.

Ass déi noutwendeg Reform do engagéiert, Här Minister? Ënnerstëtzt Dir d'Iddi, dass sämtlech administrativ Servicer am Centre militaire solle regruppéiert ginn? Mir jo. A wa jo, wéini kann déi Reform als ofgeschloss ugesi ginn?

Problemer gëtt et och, Här Minister, beim Rekrutement. De Marc Fischbach proposéiert, de Militärdéngscht ëm ee Joer ze verlängeren. Reng rechneresch géif dat de Problem wuel léisen.

Ass et net awer deen einfache Wee, deen en fait d'Ursaache vun de Schwieregkeete beim Rekrutement, wéi mer en haut kennen, ausblent? A wann eng vun den Ursaachen de Manktum u Perspektive wier fir no der Militärzäit? D'Reconversioun ass an eisen Aen nach ëmmer dee schwaache Punkt vun der Organisatioun vun eiser Arméi.

Dem Marc Fischbach säi Verdikt am Rapport, an ech deelen deen, ass sans appel: «…au vu des ressources limitées en personnel enseignant et d'une offre de cours des plus restreintes, l'école de l'armée n'est pas en mesure d'assurer un tel encadrement.» Dat ass d'Konklusioun.

De Marc Fischbach proposéiert d'Integratioun vun der Arméischoul an d'Éducation nationale. E Wee, dee mir och prinzipiell bereet si matzegoen. E Wee, iwwert deen awer nach muss nogeduecht ginn. Wou vill praktesch Froe musse geléist ginn a wou wierklech d'Perspektiv, d'Mise en perspective ganz konkret muss realiséiert ginn. De Fait eleng, dass een an d'Éducation nationale eriwwergeet, beäntwert d'Froen net all. Mä et ass ee Wee, wou mir mengen, deen ee soll seriö envisagéieren.

Enk mat der Reconversioun verbonnen ass och déi zentral Fro vun der Prioritéit fir d'UNO-Zaldoten, déi Fro, déi zënter dem Gesetz vun 2007 d'Arméi spléckt, och doduerch spléckt, well se d'Arméi an zwou Zorten Zaldoten opdeelt. déi gréng sinn haut der Meenung, mir sollen domadder ophalen. D'Arméi ass eng Eenheet, ee Corps, a während dem Militärdéngscht ass een op deen aneren ugewisen. Kee ka seng Missioun ouni deen aneren erfëllen!

Ënnerscheeder kann ee maache bei der Besoldung en fonction vun der Responsabilitéit, vum Risque, vun der Qualifikatioun, an och iwwert de Wee vu bestëmmte Primen. En Ënnerscheed awer ze maache bei der Sortie aus der Arméi, wou een deen anere brauch a keen ouni deen anere kann existéieren, am Ausland wéi hei um Härebierg, do en Ënnerscheed ze maachen tëschent UNO-Leit an Net-UNO-Leit beim Accès zu de prioritäre Plazen, dat hale mer mëttlerweil fir falsch. Gutt wier et, wann och d'Regierung dat géif agesinn. déi gréng mengen, dat géif vill zur Verbesserung vun der Situatioun um Härebierg bäidroen.

Eng Iddi wëll ech och nach an de Raum setzen: Mir hunn an de leschte Joren, an Dir wësst dat, Här Minister, bei der Protection civile Schwieregkeeten, déi Zuel vu Fräiwëllegen ze fannen, déi mer brauchen. Wier et net eng Iddi, eng Pist, fir driwwer nozedenken, ob een net och do eng Carrière bei der Arméi misst kënne schafen - eng „carrière de sécurité civile" kéint ee se nennen -, mat Spezialiséierung am Brand- a Rettungswiesen, an dat net nëmmen en vue vun Débouchéen, fir déi Schwieregkeeten, déi mer an der Protection civile kennen, eventuell mat Leit aus der Arméi kënnen ze fëllen?

Dat kéint och gläichzäiteg eng nei Nisch gi fir d'Lëtzebuerger Asätz bei der Arméi. Mir hunn

eng kleng Arméi, mir kënnen net alles maachen, mir mussen eis spezialiséieren, an dat hu mer och an der Vergaangenheet gemaach beim Déminage, der Waasseropbereedung. Wier et net eng nei Nisch och fir Auslandsasätz vun der Arméi, mat potenziellen Débouchéen do, wou an der Proctection civile Leit feelen, fir do kënnen eng Carrière an eng Spezialiséierung opzebauen, net alles an der Infanterie, mä vläicht och en Deel am Beräich vun de Sanitärasätz? Dat hale mir fir eng Pist, national wéi international, iwwert déi ee kann nodenken.

Zum zweete Volet: d'Militärkooperatioun am Benelux. Lëtzebuerg schafft traditionell vill mat der Belsch a mat Frankräich am Kader vun den OMP-Missiounen zesummen. An déi Décisioune ginn au cas par cas geholl en fonction vun der Missioun an en fonction, wie vun eisen Noperen an engem Land sech speziell wëllt asetzen. Dat hu mer gesinn an Afghanistan, éischter mat der belscher Arméi, oder elo am Mali, éischter zesumme mat der franséischer Arméi.

Den 18. Abrëll 2012 hutt Dir eng gemeinsam Deklaratioun ënnerschriwwe mat Ären zwee Kolleegen Arméiministeren aus der Belsch an aus Holland, fir eng Kooperatioun anzegoen, gedroe vun der Grondiddi „pooling and sharing", eng Grondiddi also, déi ganz sécher och ënnert dem Androck steet vun de Statsfinanzen, déi an deenen dräi Benelux-Länner net méi staark gi sinn an de leschte Joren. An dat encouragéiert natierlech och dee Gedanken, fir méi zesummenzeleeën, méi zesummenzeschaffen a méi zesummen ze deelen.

An der Öffentlechkeet ass du vill iwwer eng sougenannten „Benelux-Arméi" geschwat ginn a spekuléiert ginn. Ech mengen: vläicht verfréit, vläicht och eng iwwerdriwwe Perspektiv.

An där Deklaratioun ginn awer véier Kooperatiounsfelder genannt: Logistik/Maintenance dat eent, Formatioun/Training dat Zweet, Exekutioun vu Militärtâchen dat Drëtt, a véiertens d'Acquisitioun vum Militärmaterial.

Fir dat ëmzesetzen, déi Kooperatioun, solle véier Etüde gemaach ginn: eng éischt iwwert d'Maintenance vum Helikopter NH90, wat e Militärhelikopter ass, ouni Lien also zu enger Capacitéit vun der Lëtzebuerger Arméi. Déi zweet Etüd soll gemaach ginn iwwer Synergien am Air Policing, eng Loftiwwerwaachungsmissioun am Kader vun der NATO, eng Missioun och, wou de Lëtzebuerger Bäitrag engem net spontan afält. Eng drëtt Etüd soll gemaach ginn iwwert den Training vu Parachutisten op engem gemeinsame Site. Och dat ass fir eis Arméi a priori net onbedéngt eng Missioun, wou mer all Input kënne liwweren.

Anescht verhält et sech mat der véierter Etüd. Déi betrëfft d'Deele vun Trainings- a Formatiounsméiglechkeeten an och Infrastrukturen. An do ass och eng Lëscht annexéiert mat eelef Optiounen. Zwou dovu betreffen d'Équipages d'avions, d'Plongée sous-marine, dat sinn erëm Beräicher, wou mer net onbedéngt gefuerdert sinn. Um Rescht vun der Lëscht stinn awer duerchaus eng Rei Elementer, déi eng Plusvalue kënnen duerstellen a wou och d'Lëtzebuerger Arméi en Input ka liwweren.

Mä et ass kloer, och wa Lëtzebuerg schonn en Intérêt drun huet, ass eist Gefill, dass de Gros vun der Benelux-Kooperatioun éischter eng Kooperatioun ass tëschent de Belsch an den Hollänner, wéi dass Lëtzebuerg selwer do en operationelle Bäitrag kéint leeschten.

Da ginn nach zwou Études exploratoires um Enn vun der Deklaratioun viséiert: eng éischt iwwert d'Kooperatioun bei Forces terrestres. Och do huet een d'Gefill, dass et méi staark ëm d'Belsch an ëm d'Hollänner geet, mat der Brigade aéromobile vun den Hollänner, mat der Brigade légère belge a mam Corps des fusiliers marins néerlandais. Déi zweet, do geet et ëm d'Standardisatioun an d'Interopérabilité notamment am „wideband global satcom", dat ass e Beräich, wou Lëtzebuerg vläicht erëm méi sech kéint abréngen.

Eis Fro ass, Här Minister: Déi Deklaratioun ass elo iwwer e Joer hier, eng ganz Rei Etüde sinn an d'Fënster gestallt ginn. Wou sinn all déi Etüden drun? Wéini gëtt eppes konkret? Ass déi gemeinsam Deklaratioun net awer eng, déi vill laanscht Lëtzebuerg geet a wou d'Belsch an d'Hollänner definitiv de Lead hunn a mir net onbedéngt manner sinn - oder méi wieren - wéi d'fënneft Rad um Auto? Oder ass d'Perspektiv do an Ären Aen, fir iwwert déi Deklaratioun vum 18. Abrëll d'lescht Joer erauszegoen an an Zukunft awer dat, wat als Deklaratioun ugefaangen huet, op nach méi breet Féiss opzestellen?

Drëtten a leschte Punkt: Lëtzebuerg gesäit seng Roll traditionell als Fournisseur vu Capacitéite bei OMP-Missiounen. Mir iwwerhuelen am Moment och Responsabilitéit zu New York als net stännege Member vum UNO-Sécherheetsrot. A mir si bei Militärasätz traditionell net an der éischter Rei. Mir halen eis do zréck, och wa mer se politesch, déi Asätz, ënnerstëtzen. Eis Stonn kënnt meeschtens nom Enn vun der waarmer Phas vum Konflikt, oder éischter aus der zweeter Rei eraus.

Dat ass awer amgaang ze änneren, op eng schläichend Aart a Weis. Et geet dobäi ëm d'Drohnen, den „NATO Global Hawk"-Programm, a Lëtzebuerg ass eent vun de Länner, déi bei der Acquisitioun vun deene Buedemopklärungsdrohne fir d'NATO solle mat finanzéieren am Kader vun deem AGS-Programm „Alliance Ground Surveillance". An déi Opklärungsdrohnen, déi sollen an den Asaz komme fir d'Protektioun vu Buedemtruppen, Grenzsécherheet a Sécherheet um Mier, Contre-terrorisme, Peacekeeping-Missiounen, Assistance humanitaire a bei natierleche Katastrophen. Do sinn eng ganz Rei Missiounen derbäi, wou ee kee Problem gesäit, fir sech un deenen ze bedeelegen. An dass do déi Opklärungsdrohnen Informatioune kënne liwweren, déi déi Missioune méi liicht maachen, liicht engem och an.

Bei der Protektioun vun de Buedemtruppen ass dat scho méi grenzwäerteg. Do kënnt d'Front e bësse méi no. Wou d'Grenz fir eis als Gréng awer iwwerschratt ginn ass, dat ass mat där neier „business line", esou gëtt dat genannt, vun der SES vu Betzder.

Eng Duechterfirma vun der SES klëmmt an d'Geschäft vun der satellitegestützter Drohnesteierung an. Och wann dës Firma nëmmen d'Satellitentechnik zur Verfügung stellt an net selwer operativ ass an de Missiounen, esou ass et awer net fir ze leegnen, dass do mat Ënnerstëtzung vun hei Waffen an den Asaz bruecht ginn. An net iergendwellech Waffen!

Den Asaz vun Drohnen ass international ganz staark an der Kritik. Den Asaz vun Drohne stellt besonnesch völkerrechtlech Froen, besonnesch an deem, wat gemengerhand den „Kampf géint den Terrorismus" genannt gëtt. D'Völkerrecht garantéiert all Mënsch, och den Terroristen, de Schutz géint staatlech Willkür an d'Recht op e rechtsstaatleche Prozess! Ausserhalb vu bewaffnete Konflikter si geziilten Tötunge géint d'Völkerrecht a géint d'UNO-Charta!

Do sinn also ganz fundamental Froen, déi gestallt si bei där Zort Asaz vun den Drohnen.

International...

M. le Président.- Här Braz, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech erlaben dem Här Kartheiser bal alles, mä ech hu just nach zéng Zeilen an da sinn ech fäerdeg. An ech kann herno, wann den Här Kartheiser d'Wuert hëlt, gäre mat him an den Dialog trieden.

International si bestëmmte Forme vum Asaz vun Drohne juristesch och dofir ganz staark contestéiert. Mir sinn der Meenung, dass d'SES sech net soll un dësen Aktivitéite kommerziell bedeelegen. Déi Steiersue wëlle mer net!

Eis Fro, Här Minister: Ass d'Lëtzebuerger Regierung zu hirer Meenung zu dëse Geschäftspraxisse gefrot ginn? Wat ass d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung? Ass d'Regierung sech hirer Saach och juristesch do sécher, dass Lëtzebuerg net kann zur Rechenschaft gezu gi fir Illegalitéiten, déi duerch den Asaz vu Militärdrohne géife begaange ginn an déi nëmmen duerch Lëtzebuerger Satellitentechnik méiglech gi wieren? Ass doriwwer eng seriö Aarbecht vun der Lëtzebuerger Regierung gemaach ginn? Oder akzeptéiert Dir déi doten Entwécklung ouni Reaktioun?

Här Minister, d'Regierung ass hei ganz prezis Äntwerte schëlleg. Merci dofir am Viraus a Merci och fir d'Opmierksamkeet!

M. le Président.- Sou, den Här Kartheiser, oder wëllt Dir elo...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kéint vläicht direkt, wann den Här Braz wëllt äntwerten, da géif ech em direkt...

M. le Président.- Da stellt Är Fro!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dann ass seng Riedezäit awer manner herno, gell?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, et ass eng Fro. Dat ass d'Reglement vun der Chamber, Här Braz, dat kennt Dir jo och!

Ech wollt lech awer eng Fro stellen: Dir hutt hei vun Terroriste geschwat, mir si bal d'Tréine komm! Dir hutt deelweis recht an deelweis net recht. Sécher, jiddwereen huet d'Recht op e faire Prozess, an dat gëllt och fir Leit, déi terroristeschen Attentater ugeschëllegt sinn. Trotzdeem muss ech lech soen, datt den Droit international public en Droit ass, deen d'Relatioun tëschent de State regléiert. An terroristesch Organisatioune wéi Al-Qaida si villes, mä si si garantéiert kee Subjekt vum internationalen Droit public.

Si sinn also kee Stat. An an deem Sënn kënne se natierlech net dat fir sech an Usproch huelen, wat engem Stat zousteet oder de legale Kombattante vun engem Stat. Do gëtt et e substanziellen Ënnerscheed: Et ass eng Organisatioun, déi op déi feigst, hannerlëschtegst Manéier massenhaft och Zivilisten ëmbréngt, an ech géif do schonn e ganz kloren Ënnerscheed maachen - wéi et och den Droit international public mécht! - tëschent legale Kombattanten, déi sech un déi Regelen halen, déi am Krichsrecht stinn, dat ass de Jus in bello, an deem, wat d'Terroriste maachen, an dat ass: Feigheet, Hannerlëscht, einfache Mord! An dat sinn aner Saachen. An ech mengen, ech kann och déi Staten novollzéien, déi Affer, Affer vun esou Attentater gi sinn, datt se vläicht...

M. le Président.- Jo, Här Kartheiser, Dir musst awer eng Fro elo stellen!

(Interruption)

Dir sidd schonn amgaangen, Är Ried elo hei ze halen. Esou geet et net. Stellt elo wann ech gelift Är Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen direkt zur Fro!

...déi Methoden dann deene Menacen upassen.

Ech wollt also den Här Braz froen, ob hie mengt, datt Terroriste mat State vergläichbar sinn - zum Beispill eng Organisatioun wéi Al-Qaida - an e Subjekt vum internationalen Droit sinn. Wann net, da si jo aner Konsequenzen néideg!

Merci.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir hutt scho méi schwéier rhetoresch Froe gestallt wéi déi do.

(Interruption)

Iwwert d'Aschätzung vun dem Terrorismus, mengen ech, brauche mer och net ze diskutéieren. D'Fro ass just, ob d'Staten an der Bekämpfung vum Terrorismus sech de Mëttel vum Terrorismus musse bedéngen an op hiren Niveau erofgoen oder ob se mussen de Rechtsstat verteidegen. Dat ass d'Fro!

(Interruption)

M. le Président.- Gutt! Merci dem Här Braz, an elo...

(Interruption)

...als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre! Brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Arméi? Brauche mir hautzudaags Zaldoten, déi eisen Territoire verteidegen? Brauche mir eng Militärstruktur mat Mann an Équipement, déi eis d'Joer knapp 200 Milliounе kascht, wëllt heeschen Arméi, Défense, Fonds d'équipement militaire a Pensiounen?

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Ech kéint lech d'Äntwert, eng, vun där meng Partei an ech iwwerzeegt sinn, direkt ginn, mä well mer haut jo en Débat hei féieren iwwer Sënn, Zweck, Ausriichtung an och méiglech Alternativen, huelen ech e wéineg méi wäit aus, ouni awer herno ze vergiessen, d'Äntwert ze ginn.

De Begréff Arméi verbënnt ee mat engem Ensembel vu Leit, deen équipéiert ass fir ze schéissen, sech ze wieren, ze verteidegen, awer och ganz kloer fir Liewe kapottzemaachen. An dat ass an deenen allermeeschte Käpp haut éischter eng abstrakt Virstellung, well déi Realitéit jo wäit vun eis ewech ass. Dat ass jo och gutt esou.

Dir Dammen an Dir Häre heibannen an och all déi dobaussen, déi eis nokucken, déi meescht vun eis alleguerten hunn ni de Krich um eegene Leif erfuer. Et sinn nach knapp 10% Leit hei am Land, déi zur Zäit vum Zweete Weltkrich gelieft hunn. Also ass de Krich fir eis am Gespier wäit ewech.

Fir Generatioune virun eis war dat net esou. Mat brutaler Regelméissegkeet goufe sech an de Jorhonnerte virdrun an Europa d'Käpp ageschloen. Jorhonnerten huet Europa geblutt, huet sech mäerderesch Schluechte geliwwert, bis endlech nom Zweete Weltkrich net zulescht duerch déi groussaarteg europäesch Iddi de Krichszoustand an eise Breedegraden eriwwer war, fir d'Éischt a West- an dunn och an Osteuropa. Allerdéngs wësse mer och, dass dat do awer bis an eis Zäit era gedauert huet. De Krich um Balkan läit nach net wäit zréck.

Wann een haut vu Krich schwätzt, da léisst eis dat hei dach awer méi kal. Mir gesinn de Krich um Fernseh, a meeschtens sinn déi Handlungen da Gott sei Dank och wäit ewech. Dohier ass et dann och net verwonnerlech, wa sech an eiser Gesellschaft de reelle Bezuch och zu eiser nationaler Arméi geännert huet.

Zanter dem Enn vum obligatoresche Militärdéngscht 1967 an zanter dass et och net méi onbedéngt néideg ass, den Déngscht ze maachen, fir a verschidde Carrièrë vum Stat eranzekommen, ass d'Arméi, den „Bierg", aus ville Käpp vun de Leit verschwonnen, mam Resultat, dass sech dacks d'Fro gestallt gëtt, firwat mir iwwerhaapt nach eng Arméi hunn, mat der logescher Suite, dass den Interessi hei zu Lëtzebuerg, de Militärdéngscht iwwerhaapt ze maachen, an de leschte Joren net zougeholl huet, mä éischter of, fir et emol virsiichteg auszedrécken.

A wann ee sech dann hautzudaags net méi onbedéngt muss midd a knaschteg maachen a sech op Kommando an de Bulli geheien, fir et emol flappeg auszedrécken, da mécht een dat net. Resultat: D'Akzeptanz vun der Arméi, hir Kredibilitéit oder hir Daseinsberechtegung an eisem Emfannen huet of- an déi ganz Afrostellung zougeholl, virun allem bei der jonker Generatioun.

Sou, elo ass d'Arméi, Dir Dammen an Dir Hären, elo ass eis Arméi awer en Deel vun eiser Gesellschaft, folglech sollt ee mat hirer Existenz net liichtfankeg ëmgoen. Am Dezember 2007 gouf d'Arméisreform gestëmmt, an d'Ëmsetzung ass eng, déi sech net vun haut op muer mécht, dat ass kloer, dat wësse mer, mä et ass awer eng, déi amgaangen ass.

A fir den objektiven Istzoustand vun eisem Militär ënnert d'Lupp ze huelen, de Virriedner ass dorobber agaangen, hat de Minister Jean-Marie Halsdorf de fréieren Ombudsmann Marc Fischbach, senges Zeechens och selwer emol eng Kéier Arméiminister, chargéiert ze analyséieren an ze reportéieren.

Dee Rapport, deen ass kloer, Dir Dammen an Dir Hären. E gëtt dat erëm, wat ass, a weist ouni Ëmweeër mam Fanger op dat, wat net oder nach net an der Rei ass. Do gëtt et e Pak, an d'Resultat vun dësem Rapport dréit net derzou bäi, dass d'Kredibilitéit dobaussen an d'Luucht gaangen ass, mä kann, wann da richteg reagéiert gëtt, dës awer erëm hiewen.

A sengem Rapport, deen de Marc Fischbach de 24. Oktober 2012 un d'Chamber ginn huet, huet de féieren Arméiminister confirméiert, dass et an der Lëtzebuerger Arméi seriö Problemer gëtt, déi et ze behiewe gëllt. Mir als Gesetzgeber hunn dann d'Aufgab, déi Reform ze verfollegen an ze reagéieren, falls se net an engem normalen a gesonden Zoustand ëmgesat gëtt.

Här President, erlaabt mer, just ganz kuerz op d'Konklusioune vum Rapport Fischbach och anzegoen. A Saache Serenitéit, géigesäitegt Vertrauen a gefleegten Dialog tëschent de Ranguerdnungen, steet hei, ass nach Loft no uewen. Heirunner schaffen heescht, den Akzent op eng gutt Kommunikatioun an op e konstruktiven a gefleegten Dialog tëschent de Ranguerdnunge leeën.

Den Organigramm, dat heescht, wien huet wéi eng Aufgab a Responsabilitéit, muss nei definéiert ginn, fir eng méi kloer an transparent Struktur eranzekréien, déi intern Konflikter dann och soll verhënneren. Jiddwerengem seng Kompetenzen a jeeweileg Zoustännegkeet sollen also däitlech schematesch opgestallt ginn, fir all Malentendu aus dem Wee ze raumen. Firwat ass den État-major zoustänneg? A wat ass dem Centre militaire seng Aufgab? Dës Prezisioune musse vu virera jiddwerengem erëm méi bewosst gemaach ginn, well nëmmen esou kann e gesond a wierksamt Fonctionnement bestoen.

Här President, weider geet et dann…

Mme le Président.- Ech wollt lech just drop opmierksam maachen, Här Eischen, Dir kënnt dat net gesinn, dass d'Présidence geännert huet.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Entschëllegt, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Mä Dir kënnt dat net gesinn...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Gesitt mer et no, Madame Presidentin!

Mme le Président.- ...vun där Plaz, wou Der stitt, dofir wollt ech lech dat just gentiment soen.

(Interruption)

M. Félix Eischen *(CSV).*- Dat ass léif, et ass notéiert, Merci, Madame Presidentin!

D'Arméi brauch dréngend Leit, méi Leit, fir deenen Engagementer oder Aufgaben nozekommen, déi si sech selwer operluecht huet oder déi d'Engagementer an der Allianz ebe

verlaangen. Soulaang mer déi Leit net kréien, misst een eventuell d'Dauer vum Militärdéngscht eropsetzen, fir dës Lacunen ze kompenséieren.

Mä dat ass eng grondsätzlech Bedéngung: Da muss een och onsen Zaldoten attraktiv Perspektiven ubidden, fir dass si och bereet sinn, méi laang am Service vun der Arméi ze stoen. Et geet net duer, de Rekrute vun haut op muer ze erklären: „Vun elo u muss jiddwereen een, zwee oder dräi Joer méi laang heibleiwen", et muss een hinnen och mat kloere Perspektive virun, während an nom Déngscht entgéintkommen, wéi zum Beispill mat enger besserer schoulescher Formatioun.

An da si mer scho beim nächste Punkt: D'Militärschoul misst ee méi ofwiesslungsräiche Schoulprogramm kréien, deen un déi national Struktur ugepasst gëtt. Dat ass och absolut ze begréissen. D'Arméischoul soll un de Lycée technique zu Ettelbréck integréiert ginn, fir dass ons jonk Zaldoten en adequate Schoulprogramm proposéiert kréien. Soumat steigert een hir Motivatioun, fir éischtens eventuell méi laang an der Arméi ze bleiwen, an zweetens, fir hinnen déi gerecht Chance ze ginn, spéider eng Carrière moyenne oder souguer supérieure ze erreechen.

Dann ënnerstëtzt de Marc Fischbach nach e Quotesystem fir jiddwereen, an net nëmme fir d'UDO-Zaldoten, déi an d'Ausland op Missioune geschéckt ginn, déi iwwer eng Prioritéit verfügen, wat hir Carrièreschancen ugeet. Dat kéint och vill intern Konflikter vermeiden, wou e gewëssent Jalousiesgefill opkomm ass tëschent deene verschiddene Rekruten an der Arméi selwer.

Madame Presidentin, dat sinn elo alles Diskussiounspunkten, déi een a Rou sollt duerchgoen, mä si résuméieren dat, wat ass a wou den Hiewel sollt ugepaakt ginn.

Fir d'Éischt emol ganz sécher an der Kommunikatioun no baussen a fir och emol ze soen, vu wou dass mer hierkommen. Ech wëll Iech elo hei kee Geschichtscours halen, mä just drun erënneren, dass déi Lëtzebuerger militäresch Neutralitéit am Laf vum 20. Jorhonnert zweemol verletzt ginn ass. Zanterhier ass Lëtzebuerg dowéinst an enger Militärallianz agebonnen. Mir Lëtzebuerger, mir Awunner aus dem Grand-Duché, mir kréie Schutz garantéiert, falls ee sollt probéieren, eis national Souveränitéit a Fro ze stellen. Als Géigeleeschtung hëlleft déi Lëtzebuerger Arméi deenen, déi eng militäresch Hëllef dobausse brauchen.

Am Kader vun der NATO an der EU hu mir ons als Lëtzebuerger engagéiert, op Dauer eng déployabel, betribsbereet Arméi op d'Been ze stellen, fir an den internationale Missiounen esou gutt wéi méiglech dann ze hëllefen. D'Reform huet als Haaptzil, esou eng Arméi weiderzëentwéckelen.

D'Allianz ass eng entscheedend Grondlag, fir de Fridden an d'Sécherheet an der Welt ze garantéieren. Ouni déi wieren d'Länner aus Ex-Jugoslawien haut net op deem demokratesche Wee, wou se ukomm sinn, a si hätten och net kënnen esou op d'EU zousteieren, wéi si dat an de leschte Jore gemaach hunn. D'NATO baut hir Missiounen op hirem Grondsaz op: „development, diplomacy and defense". Fir dës dräi „D"en ënnerstëtzen ze kënnen, muss déi Lëtzebuerger Arméi genuch kompetent, motivéiert Leit zur Verfügung kréien.

An dofir muss een de jonke Volontairen och kloer Zilsetzunge ginn, spréch, et muss ee sech also weiderhi beméien, d'Arméi attraktiv ze maachen a konstruktiv un engem positiven Image ze schaffen. Et sollt och aus de Käpp vun eis alleguer eraus, dass d'Arméi just eng Opfänkstruktur mat Jobgarantie fir déi ass, déi keng Loscht méi hunn, fir an d'Schoul ze goen.

Ech soen net nëmmen, well et keng Onéier ass, fir sech fir säi Land anzesetzen, wann ee spiert, dass aus dësen oder deene Grënn déi klassesch schoulesch Ausbildung de Moment den Hick huet, mä d'Arméi ass nach vill méi. D'Arméi soll eng Chance si fir en Deel vun enger engagéierter jonker Generatioun, sech an engem zukunftsorientéierte Betrib, deen am Déngscht vun onsem Land steet, weiderzebilden an ze realiséieren. An der Arméi sollen déi Lëtzebuerger Ambassadeuren opwuessen, well et si si, déi an d'Ausland op Missioune geschéckt ginn, déi onst Land no bausse vertrieden.

Wann aus Ursaache vun engem enken Effectif d'Ausbildung op véier Joer sollt gehuewe ginn an zesumme mat der Rekonversioun aus véier eventuell sechs Joer ginn, da sollt ee sech och bewosst ginn, Dir Dammen an Dir Hären, dass et absolut méiglech ass, dass d'Leit zweemol mussen a Missioune goen. Dat sollt een an dëser Diskussioun vun der Ausriichtung net vergiessen.

Dat bréngt mech op de Punkt vun der Ausriichtung. Lëtzebuerg huet seng Plaz an der internationaler Gesellschaft fonnt. Esou och eis Arméi. Mir sinn do sécher net um Enn vun eise Bestriewungen ukomm. Mä mat deem, wat mer bis ewell opweises hunn, brauche mer eis och beileiwen net ze schummen.

Den 1. Februar huet de Mario Daubenfeld de Gaston Reinig a senger Fonctioun als Chef d'état-major ersat. Dem Här Daubenfeld säi Virgänger huet deemools schonns ugedeit, mat Recht, dass de Mentalitéitsëmschwong bei de Leit, wat d'Arméiswiesen ugeet, säi wuel schwieregsten Challenge wäert ginn.

Et war de Gaston Reinig, deen deemools am Joer 2007 d'Arméi dirigéiert hat, wou se an d'Reform eragaangen ass. Elo huet säi Successeur also d'Aufgab, dës Reform op en Enn ze féieren. Hien huet dëst och mat grousser Begeeschterung a Motivatioun annoncéiert. Hien ass sech wuel bewosst, wat d'Fonctioun vun enger Arméi am 21. Jorhonnert bedeit a wéi enge Responsabilitéiten ons Lëtzebuerger Arméi ënnerläit.

Ons Arméi huet sech an der Vergaangenheet ëmmer virbildlech an de Friddensmissiounen agesat, sief dat an den 90er Joren um Balkan, zanter 2003 an Afghanistan, wou nach bis haut, also zéng Joer duerno, e Contingent vun onsen Zaldote steet, déi sech fir de Fridden an deem Land asetzen.

D'Lëtzebuerger Arméi gëtt och agesat an deene sougenannten EU-Missiounen, wéi zum Beispill rezent am Mali. An den Aufgabe vun der UNO ass d'Arméi zanter 2006 zesumme mat onse belsche Kolleegen am Déminage am Libanon täteg. Wéi de Mario Daubenfeld a senger d'ailleurs exzellenter Ried bei der Assemblée parlementaire vun der NATO, déi viru Kuerzem hei zu Lëtzebuerg war, preziséiert huet, hu sech zanter den 90er Jore méi wéi 1.200 Zaldoten an deene sougenannte Friddensmissiounen op der ganzer Welt engagéiert, sief dat am Kader vun der Europäescher Unioun, der UNO oder der NATO. D'Reform vun der Arméi huet deemno als Haaptzil, eng modern an effizient Struktur opzebauen, fir deene Missiounen dann nogoen ze kënnen.

Mä dat seet sech esou liicht, Dir Dammen an Dir Hären. Frot emol eng Kéier déi, déi derbäi waren! Si ginn net aus Freed hiert Liewen op d'Spill setzen. Si gleewen un hir Missioun, fir sech do fir de Fridden, d'Erhale vun de Mënscherechter, den demokratesche Strukturen an dem Rechtsstat anzesetzen, do eben, wou et néideg ass.

Si sëtzen net do a kucke villem Misär op der Welt aus der Fotell doheem no, mä se sinn nieft deene villen ONGen, nieft den Engagementer aus der Kooperatioun déi, déi sech aktiv engagéieren.

Wier et net och emol eng Kéier ubruecht, queesch duerch d'Gesellschaft ee grousse Respekt fir déi auszeschwätzen, déi dat maachen? Wann een dësen Toun méi géif fleegen a parallell och nach eng méi geziilt Promotioun fir eng modern Arméi géif maachen, da sinn ech iwwerzeegt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass och méi jonk Leit sech géifen dofir interesséieren a bereet wieren, dëse Schrëtt ze goen.

Eng éierlech, zäitgeméiss Duerstellung no baussen ass also enorm wichteg, ech géif souguer soen, vital fir eis Arméi. Et muss ee mat deene richtege Messagen un déi Jonk erugoen. Messagë vun Éier, Anstand, Disziplin, Asazbereetschaft. Net einfach an Zäiten, wou déi potenziell Clienten dofir zum groussen Deel an enger Contestatiouns- a Spaassgesellschaft groussgi sinn, wou all Form vun Autoritéit och gäre verworf gëtt.

An de Krichszäiten hate mer e Krichsminister. Duerno war et de Ministre de la Force armée. Da koum den Arméisminister, wat och schonn zimlech almoudesch kléngt. An haut kritt dëse Regierungsmember dann den Titel Ministre de la Défense, attachéiert un den Ausseministère, och als Zeeche vun der oppener Ausriichtung an der internationaler Etikett no baussen. An hei sti ganz kloer den Asaz fir d'Mënscherechter, d'Demokratie an de Fridden am Mëttelpunkt. Et gesäit een also, dass et och eng Evolutioun an der Bezeechnung ginn ass an dass en där gesellschaftlecher a geopolitescher Entwécklung ugepasst ginn ass.

Fir elo esou eng modern Arméi op d'Been ze stellen, brauche mir - mir hunn et gesinn - eng zollidd Struktur, eng kloer Ausriichtung, motivéiert Leit a Suen. Mäi Virriedner ass kuerz virdrun drop agaangen. Eis Arméi kascht eis d'Joer knapps 200 Milliounen. De Moment si mer bei knapp 0,5% vum PIB. D'Moyenne an der EU ass 1,6%. Vum Budget gi 50% an d'Personalkäschten, 25% an de Fonctionnement a 25% an den Équipement.

Elo gëtt gesot: „Brauche mir déi sëllechen Dingoen zum Beispill, déi kaaft goufen? Musse mir beim Projet vum Transportfliger A400M matmaachen?"

Dir Dammen an Dir Hären, dacks vergiesse mir, dass mir Deel vun deem Ganze sinn, dass déi Gefierer net einfach esou kaaft gi sinn aus Blödsinn, dass do Sënn, Zweck an iwwerluechte Strategie mat eise Partner hannendru stécht, fir eisen Deel am internationalen Engagement ze leeschten. An de Fliger, dee kafe mer jo net, fir eis Zaldote sonndes op den Ausfluch ze fléien.

Wa mir Material kafen, fir Opklärung ze maachen, an d'Lëtzebuerger maache Reconnaissance, an dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng geféierlech Tâche, dann ass dat net vu Muttwëll. Hei geet et ëm eisen Apport en nature, deen eis bei de Partner an der NATO e ganz grousse Respekt bis ewell abruecht huet.

Ech weess net, ob Dir d'Konklusioune vun de Vertrieder aus der Atlantescher Allianz op der Fréijorssessioun hei um Kierchberg matkritt hutt. Do ass sech ganz beluewegend iwwert déi Lëtzebuerger Apporten ausgeschwat ginn. A senger Ried während den Tagungsdeeg huet den neie Chef d'état-major Mario Daubenfeld op déi Efforten higewisen, déi déi Lëtzebuerger Arméi amgaangen ass ze maache respektiv déi nach ausbaubar sinn.

Extra ervirzehiewen ass hei zum Beispill d'Iwwerwaachung och vun uewe vun der CAE Aviation, enger Lëtzebuerger Fligerflott, déi op de Seychellen stationéiert ass an déi iwwert dem Golf vun Aden laanscht déi somalesch Küst mat ganz vill Erfolleg an der Opklärung géint d'Piraterie virgeet. An der sougenannter Atalanta-Missioun, déi vu London aus koordinéiert gëtt, huet de Grand-Duché seng fest a wichteg Plaz. Dëst ass eng vun de Kontributiounen en nature op de Lëtzebuerger Budget.

Wat hu mir nach hei zu Lëtzebuerg, wat ka gebraucht ginn? Mir hunn eng Spëtzentechnologie am Satellitewiesen. Dat ass ugeschwat ginn. Hei kënne mir Kommunikatiounsmoyene fir eis Partner zur Verfügung stellen. Ech sinn iwwerzeegt, herno geet de Minister dorop an.

Mir bréngen also eisen Apport mat de knapp 0,5% vum PIB. Allerdéngs soen eis Partner: „Jo, Lëtzebuerg, Dir sidd gutt an der Déployabilitéit mat 50% vum Effectif. 10% vun dëse sinn en permanence ënnerwee; dat ass och iwwert der Moyenne. Mä Dir sidd Lanterne rouge am Budget." An elo ass et jo net esou, dass mordicus solle Suen dépenséiert ginn, fir op en x-beliebege Budget ze kommen. An der NATO ass dat mat dem Term vun der „smart defense" jo och erkannt ginn. Dëst bréngt et zum Beispill esou, dass d'Hollänner an deem ganze Grupp elo keng eege Panzere méi brauchen ze hunn.

Queesch duerch de Gaart gëtt un der Effizienz geschafft. Mä eis amerikanesch Frënn, déi soen natierlech: „Wann Dir Europäer net e wéineg Äre Budget héich haalt, dann ass et bei eis doheem an Amerika schwéier ze vermëttelen, dass mir esou vill an Europa solle stiechen." D'USA hunn och elo méi de Pazifik an Asien fir hir Betätegungsfelder entdeckt, och fir do e Kontergewiicht zu China anzegoen.

Ech weess, et ass net schrecklech populär, nach méi Geld an d'Arméi ze stiechen, mä mir kréie keng Allianz, kee Respekt, keng Hëllef a mir kënne keng Hëllef leeschten zum Nulltarif. Zum Nulltarif kënnen och keng Zaldote spontan a Katastrophegebidder geschéckt ginn. Zum Nulltarif hëlleft kee bei Héichwaasser. Zum Nulltarif spillt och keng Militärmusek.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Arméi - an ech schwätzen hei vun der Lëtzebuerger Arméi - huet hir Plaz an eiser Gesellschaft. Si huet als Haaptchallenge och hir Plaz, hir Akzeptanz an hire Respekt an der globaliséierter Welt ze fannen an auszebauen, als Verteideger vum elementare Recht, dem Mënscherecht. An dofir ass et meng vollsten Iwwerzeegung, dass mir eng funktionell modern Arméi brauchen.

Déi aktuell Situatioun, déi mir an der Arméi hunn, ass sécherlech net op e pueren Zoufall zréckzeféieren. Et gëtt sécher Problemer, déi behuewe musse ginn, virun allem emol déi intern. An dat hëlt den neien Arméichef gutt a konstruktiv an d'Hand. Mir brauchen eng effizient Arméi, déi weiderhin zu hire Verantwortungen an den internationale Missioune steet, an deene si esou gutt wéi méiglech Rechnung dréit.

D'Reform, déi den 12. Dezember 2007 per Gesetz décidéiert gouf, muss op verschiddene Punkten adaptéiert ginn. Dat wësse mer. Mir als CSV-Fraktioun gesinn et awer fir de Moment net als sënnvoll, de legislative Kader vun där Reform ze änneren. Eng Reform brauch eng gewëssen Iwwergangszäit, fir dass se ganz ëmgesat ass. Virun allem bei enger komplexer Institutioun, wéi d'Arméi eben eng ass, geet dat net vun haut op muer, mä et geet schrëttweis.

D'Reform ass nach net um Enn, mä se ass awer um gudde Wee. D'Reform huet als Haaptzil, eng op laang Dauer betribsfäeg, zäitgeméiss Arméi opzebauen, déi hir Aufgaben an der liewenswichteger Allianz ka wouerhuelen. A souwäit een dat ka gesinn, huelen déi Responsabel dësen Challenge eescht.

Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, mir gi gréng Luucht fir eng méi gesond, eng méi attraktiv an eng nach méi zukunftsorientéiert Lëtzebuerger Arméi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Eischen. Deen nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll där grénger Fraktioun a besonnesch dem Kolleeg Félix Braz Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl hunn, fir en Débat d'orientation iwwert d'Lëtzebuerger Arméi unzefroen. Méi wéi fënnef Joer nom Gesetz vum 21. November 2007 gëllt et, och ze kucken, ob déi Objektiver, déi sech zu deem Moment gesat gi sinn, erreecht gi sinn.

Ass eis Arméi haut gutt genuch opgestallt, fir op engem internationalen Ëmfeld, dat séier changéiert, déi Roll, déi se vum Législateur zougewise krut, ze erfëllen? De Rapport vum Här Marc Fischbach weist eis an dëser Hisiicht op eng Rei Schwächten an der Organisatioun an am Fonctionnement vun eiser Arméi hin.

Wéinst der Natur vun de Missiounen, der Vielfalt vun de Missiounen, dem zäitlechen Drock, deen enorm ass, kënnt et zu Stressperioden. Dat huet zu enger onméiglecher Atmosphär an der Arméi selwer gefouert, déi hiren Héichpunkt mam Boxemännchen Enn 2011 krut.

Den Här Fischbach huet dat esou ausgedréckt: «Les contraintes et le stress inhérents au rythme dicté par la réforme, les tensions et les frictions qui existent au sein de la hiérarchie non seulement entre officiers et sous-officiers mais également entre sous-officiers ont fini par déteindre sur l'esprit de corps.» An e bësse méi wäit a sengem Rapport: «J'estime que la responsabilité du malaise actuel au sein de l'armée est largement partagée entre la hiérarchie et le syndicat professionnel de l'armée.» Den Här Fischbach huet awer vergiess, op d'Responsabilitéit vum zoustännege Minister hinzeweisen.

Madame Presidentin, de Boxemännche war nämlech e Signal, dat vum Minister hätt missen éischter erkannt ginn: Budgetsproblemer; Rekrutéierungsschwieregkeeten; keng Regele fir d'Verlängerung no deene 36 Méint; den Droit de super-priorité, deen zu Zwouklassenzaldote gefouert huet; d'Rekonversioun vun den Zaldoten; d'Organisatioun vun der Militärschoul; Gesetzer a Prozeduren, déi net korrekt applizéiert goufen. De Ruff nom Boxemännche war de Ruff, datt d'Problemer net nëmme sollen erkannt, duerchdiskutéiert ginn, mä virun allem geléist solle ginn. An dofir dréit de Minister d'Responsabilitéit a soss keen.

De Minister huet dës Problemer einfach ignoréiert a schleefe gelooss. De Minister huet et ënnerlooss, fir, esou wéi hien ëmmer selwer seet, Neel mat Käpp ze maachen. Problemer mussen ugepaakt a geléist ginn. Anstatt Décisiounen ze huelen, huet de Minister awer op der Chrëschtfeier 2011 der Arméi emol gehéierlech d'Levite gelies.

Madame Presidentin, an der Öffentlechkeet kritt d'Arméi dee Respekt an déi Unerkennung, déi si verdéngt: opgrond vun hirer exzellenter Aarbecht bei de verschiddene Friddensmissiounen; opgrond vun den exklusiv positiven Echoe vun den auslännesche Partner - ech konnt mech eng Kéier selwer dovun am Kosovo iwwerzeegen -; opgrond vun de Kompetenzen an der gudder Ausbildung vun all deenen, déi Responsabilitéit als Ënneroffizéier, Offizéier bis an den État-major eran droen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- A grad dowéinst gëllt et, d'Defiziter esou schnell wéi méiglech ze behiewen. Jonk Leit musse motivéiert ginn, fir sech fir d'Arméi ze entscheeden. Motivatioun fir jonk Leit kréie mer primär, wann d'Virbildfonctioun vun der Hierarchie op allen Niveaue funktionéiert. Mir kënnen eis futtireglementéieren, dat déngt alles näischt, wann d'Chemie tëschent de Leit net stëmmt, wann d'Ambiance ugekraazt ass.

Wann déi jonk Leit matkréien, wéi mat hinnen ëmgespronge gëtt, wann d'Atmosphär schlecht ass, dann entscheede se sech net fir d'Arméi. Mir liewen an enger anerer Gesellschaft, wéi dat viru Joren de Fall war. An hei wëll ech drop hiweisen, datt mer och en Disziplinsgesetz musse kréien, wat an déi heiteg Zäit passt. An och dat ass en Dossier, deen de Minister ëmmer erëm no hannen dréckt.

Och wëll ech de Minister froen, wéi et mat der Protection juridique vun eisen Zaldoten ass, an dat souwuel wa se hei am Land hiren Déngscht fir d'Land leeschten oder op auslännesche Missiounen. Sinn do alleguerten déi néideg Dispositioune geholl ginn, fir eis Jongen ofzesécheren?

Madame Presidentin, an dësem Sënn gëllt et, de Problem vum Rekrutement unzepaken. Mir wëssen, datt et en theoretesche Kader gëtt, fir datt op alle Pläng duerch den Encadrement fir d'Zaldote selwer déi Missioune méiglech ginn, déi mer iwwer ons international Obligatioune kréien. Deen theoretesche Kader ass an der Optik 2014 bis 2020 ze gesinn. Dee soll der Arméi Planungssécherheet ginn, fir déi Aarbechten an déi Missiounen ze preparéieren, op déi mir eis kënne gefaasst halen.

Ab 2013 hu mir eis engagéiert, regelméisseg am Kader vun der NATO an der EU un de sougenannte Cycles de disponibilité des forces de réaction rapide, GTUE, groupement tractique deelzehuelen. Mir wëssen awer och, datt den effektive Kader wäit hannert dësen Usprech läit. Fir dës Usprech ze erreechen, hu mer 2008 gesot, mir missten dräimol 60 Jonker brutto rekrutéieren, fir der dräimol 45 erauszekréien. Fir déi gesetzlech fixéiert Objektiver haut ze erreechen, misste mer 80 Leit brutto pro Sessioun rekrutéieren, fir der 56 pro Sessioun erauszekréien.

Madame Presidentin, ech wëll duerfir de Minister kloer a prezis froen: Kann d'Arméi déi Engagementer, déi mer fir 2014 geholl hunn, och wierklech an d'Praxis ëmsetzen? Hei wëll ech eng Parenthèse opmaachen, fir extra ze betounen, datt och bei der Offizéieschcarrière déi natierlech Ofgäng vu Personal net séier genuch opgestockt ginn.

Madame Presidentin, wann een d'Zuel vun de Jugendaarbechtslosen hei zu Lëtzebuerg kuckt, misst et dach eng Selbstverständlechkeet sinn, fir eis jonk Chômeure prioritär doriwwer ze informéieren, wéi eng Perspektiven een an der Arméi huet. Et geet net duer, datt eemol am Joer op der Journée d'information um Centre militaire d'ADEM präsent ass.

Hei muss konsequent un enger Bréck mat der ADEM gebaut ginn. Dat geet domadder un, datt um Niveau vun der ADEM konsequent gekuckt gëtt, wéi vill vun de Jugendchômeuren de Profil hunn, fir op de Bierg ze goen. An da misst eemol de Mount op d'mannst ee vun der Arméi op engem Regionalbüro vun der ADEM Permanence maachen, fir méiglech Kandidaten iwwer Carrière, Musterung, Sportstest, Examen an esou weider ze informéieren. D'Placeure vun der ADEM hunn nämlech net genuch Informatiounen, souwuel iwwert d'Perspektiven an der Arméi wéi iwwert den Oflaf vum Fräiwëllegendéngscht an iwwert d'Méiglechkeeten an der Rekonversioun.

Déi klassesch Campagnen op der Foire oder soss ginn net méi duer. Et muss een à la carte op d'Leit agoen. Dat kann nëmme geschéien an engem intensiven Zesummewierke mat der ADEM a mat der Formation professionnelle. Mir mussen eis bewosst sinn, datt an Zukunft manner Leit beim Stat a bei de Gemenge wäerte kënnen ënnerbruecht ginn. Duerfir brauche mir nei Konzepter, nei Instrumenter beim Rekrutement, bei der Formatioun, bei der Rekonversioun.

Wat dem Här Fischbach seng Propositioun ubelaangt, fir d'Dauer vum Militärdéngscht ëm ee Joer eropzeschrauwen, si mir méi skeptesch. Mir fäerten, datt d'Leit dann ze spéit an e Beruff eraklammen an ze vill e grousse Retard an der Carrière kréien. Mir schloe vir, emol ee Projet pilote ze starten, fir fakultativ ee véiert Joer drunzehänken. Dës Leit sollen dann an engem definéierte Rhythmus zweemol an eng Missioun geschéckt ginn. Duerno sollen dës Leit an de Groupement technique gesat ginn.

Madame Presidentin, absolut d'accord si mir als Demokratesch Partei mat der Propositioun vum Här Fischbach, fir de Gros vun de Servicer aus dem État-major an de Centre militaire op Dikrech ze integréieren. An dat net nëmmen aus evidente Grënn vu Produktivitéit, Zäitgewënn a Käschtenerspuernis. Esou eng Restrukturatioun bréngt virun allem ee Gewënn un Effizienz op allen Niveauen duerch eng besser Informatioun a Kommunikatioun. Déi vill Redondance an Dédoublementer vu Funktiounen hunn onnéideg Reiwereie mat sech bruecht, déi en direkten an indirekten Afloss op d'Atmosphär haten.

Erlaabt mer hei, Madame Presidentin, de Minister ze froen, wéi vill Loyer ee fir dat Gebai an der Goethe-Strooss huet misse bezuelen a wéi héich hei d'Fonctionnementskäschte louchen. Wier et net ubruecht, d'Servicer vum État-major, déi bleiwen, dann um Fëschmaart bei d'Affaires étrangères an d'Défense unzesiedelen, fir den zoustännege Minister beschtméiglech an der Proximitéit ze beroden a vun do aus Planifikatiouns- a Konzeptiounsaarbecht ze maachen?

Madame Presidentin, dat neit Arméigesetz vun 2007 huet et erlaabt, dat Material unzeschafen, dat den heitegen Ufuerderunge bei auslänneschen Asätz gerecht gëtt. Uschafungen, bei deenen d'Sécherheet vun eise Leit am Mëttelpunkt steet, sophistiquéiert Material, wou vill Know-how an technescht Wësse gefrot ass. Duerfir ass eng adequat Formatioun a Weiderbildung vun den Zaldoten an de Kaderleit immens wichteg.

An deene leschte Jore sinn 48 Dingoen ugeschaaft ginn. Sécherlech Gefierer, déi eng optimal Sécherheet vun de Leit garantéieren. De Moment sinn awer nëmmen, souwäit ech weess, véier Dingoen am Ausland stationéiert. Duerfir wollt ech de Minister froen, wéi vill Dingoe permanent am Schapp stinn an net gebraucht ginn. War d'Uschafe vun 48 Gefierer beienee gerechtfertegt? An da wollt ech de Minister froen, ob et Bestriewunge gëtt, fir d'Kichen ze outsourcen? Wa jo, gëllt dat och fir déi verschidde Messen? Gëtt et do keng Schwieregkeete bei Manöveren oder Missiounen?

Wat d'Gebailechkeeten um Härebierg ubelaangt, ass wuel vill geschitt, et bleiwen awer Defiziter. An hei ass et den dréngenden Appell, schnellstméiglech déi Installatiounen ze verbesseren. Dat gëllt och, wat d'Energieeffizienz vun de Gebaier ubelaangt. Aus dem Nohaltegkeetsministère héiert ee gäre vu Virbildfunktioun vu Stat a Gemenge schwätzen. Um Härebierg, wäit ewech vun de Wieler, ass awer näischt vu Virbildfunktioun a puncto Albausanéierung ze gesinn. Déi grouss Daachflächen, déi no Süde geriicht sinn, bidde sécherlech vill Potenzial.

Madame Presidentin, fir vill Opreegung hat dem Här Fischbach seng Positioun, wat d'École de l'armée ubelaangt, gesuergt. Dës Opreegung hätt ee sech kënne spueren, wann ee besser communiquéiert hätt, wann een am Virfeld mat alle Concernéierte geschwat hätt. Vill Detailfroe bleiwen ze klären. Et sinn zwar nëmmen Detailfroen, an dach Froe vu grousser Wichtegkeet, well vill Sensibilitéit a Fangerspëtzegefill gefrot ass. Dës Froe sollen an aller Transparenz mat alle Bedeelegten duerchdiskutéiert ginn. Ech denken, de Minister wäert eis herno informéieren, wéi wäit datt mer an dësem Dossier sinn.

Madame Presidentin, Diskussiounsbedarf besteet och nach ëmmer ronderëm d'Fro vun der Superprioritéit. Ass d'Prioritéit à l'embauche beim Stat a bei de Gemengen nach zäitgeméiss, oder solle mer net kucken, fir aner Léisungen ze fannen, fir de Service militaire méi attraktiv ze maachen? Fir eis als Demokratesch Partei gëllt et, un där zweeter Optioun ze schaffen. En attendant kënne mer bei der aktueller Regelung bleiwen, déi an der Zäitschinn awer iergendwa muss auslafen. Däers musse mer eis bewosst bleiwen.

Madame Presidentin, als Demokratesch Partei kënne mir net mam Här Fischbach senger Approche d'accord sinn, fir de Fonctionnement vun der Gewerkschaft ze ënnergruewen. «Aussi et afin de protéger tout fonctionnaire contre de possibles tentations d'abus d'influence, le législateur serait-il bien inspiré de réfléchir à l'idée d'une incompatibilité légale entre la fonction de président d'un syndicat et toute autre fonction de responsabilité au sein d'une administration ou d'un établissement public.» Och dat dréit net zu enger gudder Atmosphär am Arméicorps bäi.

Madame Presidentin, d'Benelux-Défenseministeren hunn den 21. Februar vun dësem Joer ee reviséiert Mandat am Kader vun der militäreschер Kooperatioun vun deenen dräi Länner ënnerschriwwen, nodeem ee sech schonn am Abrëll vum leschte Joer op eng verstäerkte Kooperatioun gëeenegt hat. Wéi dës Kooperatioun soll ausgesinn, doriwwer hu mer am Detail nach net vill vum Lëtzebuerger Défenseminister héieren. Éischt Schrëtt an dëser Kooperatioun gi sech awer scho fir 2013 erwaart, an do haaptsächlech am Kader vun der Formatioun a gemeinsamem Training.

Als Demokratesch Partei gesi mir eng däitlech Plus-value an dëser Kooperatioun, an dat op verschiddenen Niveauen. Mir liewen an enger Zäit vu Restriktiounen. Déi öffentlech Budgete si staark ënner Drock. Et gëtt vill Onsécherheeten. D'Sécherheet vun eise Bierger musse mer awer assuréieren. Am Beräich Logistik hu mer opgrond vun esou enger Kooperatioun grouss Aspuerpotenzialer.

Dëse Kader bitt eng Panoplie vu méigleche Pisten, wou een zesummeschaffe kann. Mir solle vun dëser struktureller Kooperatioun tëschent deenen dräi Arméie profitéieren. Dës Kooperatioun ass complémentaire zu allen aneren internationale Partenariater an Engagementer, souwuel vun der Lëtzebuerger Arméi wéi vun der belscher respektiv hollännescher. Ech denken, de Minister wäert eis haut d'Detailer ginn iwwert d'Objektiver an d'Struktur vun dëser Kooperatioun. De belsche Verdeedegungsminister huet jiddefalls och seng Gewerkschaften informéiert a mat hinnen iwwer all d'Piste vu Kooperatioun diskutéiert.

Madame Presidentin, Lëtzebuerg ass sengen internationale Verflichtungen nach ëmmer, och wa mat limitéierte Moyenen, nokomm. Mir mussen eis Arméi esou opstellen, datt dat och an Zukunft de Fall ka sinn. Et gehéiert och dat zu enger Visitëkaart vun eisem Land. Et geet net nëmmen duer, matzeschwätzen, mä wann de Moment komm ass, da musse mer och liwwere kënnen.

Ech wéilt och dann ausdrécklech eise Jonge fir hiren Asaz Merci soen an nach eng Kéier ënnersträichen, datt si eis ee gudden Numm an der Welt maachen. Och dat ass net selbstverständlech. An duerfir solle mir hinnen och d'Moyene ginn, fir eis weiderhi gebührend ze vertrieden.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Merci dem Här Etgen. An dann, deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Här President... Madame Presidentin...

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Déi kleng Ënnerscheeder.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Et ass vläicht, wann Der erlaabt, Här Fayot, eng Remarque ze maachen, an engem Débat iwwert d'Arméi, déi jo nach ëmmer awer wierklech majoritär vu Männer dominéiert ass an och, wat d'Präsenz vun den Truppen ubelaangt, dass Der dee Lapsus gemaach hutt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dir gesitt, wéi... Dir gesitt, Madame Presidentin, wéi - wéi soll ech dat soen? - reflexméisseg déi Saache sinn. Well ech, wann ech et elo hei stoen hätt, „Här President", da kéint ech dat nach verstoen. Mä ech hunn et net hei stoen. Also, Madame Presidentin,...

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Et ass de Stay behind.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...d'friddlech Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun an och international Bündnisser, déi mer säit dem Zweete Weltkrich ofgeschloss hunn, hunn onst Land an eng Sécherheetsstruktur installéiert, déi mécht, dass de Sécherheetsbegréff an den eenzelne Staten eng grouss Influenz huet. An déi Influenz, déi exercéiert sech och op ons Arméien.

Ons Sécherheet gëtt kollektiv assuréiert, an net méi individuell duerch Arméien, déi am nationale Kader sinn. An - wéi soll ech dat emol soen? - deen Ëmschwong do par rapport zu deem, wat eng Arméi soss war, deen huet natierlech Konsequenze fir all Arméi, a besonnesch och eng Arméi vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg. Mir sinn also an engem Kollektiv dran. An all Partner, all Land, wat an deem Kollektiv matmécht, huet senge Méiglechkeeten entspriechend no do un der kollektiver Sécherheet deelzehuelen.

Säitdeem mer zu Lëtzebuerg den obligatoresche Militärdéngscht 1967 ofgeschaaft hunn, hu mer eng Arméi vu Volontairen. An 2007 hu mer eng Reform gemaach, well mer de Rekrutement vun den Zaldote verbessere wollten an d'Participatioun un de Friddensmissiounen ofséchere wollten. Dat war d'Ursaach, firwat dass mer déi Reform gemaach hunn.

Déi sougenannten OMP-Missiounen, also Opérations de maintien de la paix, ginn haut zu Lëtzebuerg vu kengem a Fro gestallt. Dat hunn ech am Laf vun de Joren, wou mer an der Kommissioun vun den Affaires étrangères sinn, déi sech och ëm d'Défense bekëmmert, ëmmer erëm erfuer. Et ass ni... heiansdo ass emol eng kleng Reserv komm, mä et ass ni fundamental esou eng Friddensmissioun a Fro gestallt ginn. Dat ass och e Punkt, deen ee muss am Kapp behalen.

Et si Friddensmissiounen, fir Länner ausserhalb der Europäescher Unioun ze hëllefen, bei sech fir Uerdnung, Fridden a Fräiheet ze suergen. Dat ass, mengen ech, eng fundamental nei Approche vum Wiese vun der Lëtzebuerger Arméi.

Et gëtt elo iwwert déi Reform vun 2007 nogeduecht. Dës Reform ass kritesch vun der Arméigewerkschaft gekuckt ginn. De Minister huet och opgrond vun Diskussiounen a verschiddene Virfäll de Marc Fischbach gefrot, e Rapport iwwert den Zoustand vun der Lëtzebuerger Arméi ze schreiwen.

Här President, Madame Presidentin,...

Mme le Président.- Décidément.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, décidément. Mä heiansdo wiesselt Der an der Présidence an dann ass et och schwéier, sech erëmzefannen!

D'Meenung vun der LSAP-Fraktioun zur Lëtzebuerger Arméi vun haut ass gedroe vum Wëllen, ons Arméi esou effikass wéi méiglech ze maachen, de Käschtepräis vun der Arméi a Grenzen ze halen an den Notze vun der Arméi fir déi Länner, wou mer mat intervenéieren, effektiv a visibel ze maachen.

Et gëtt haut zu Lëtzebuerg keng Arméi, well et eng Arméi misst ginn. Et gëtt eng Arméi zu Lëtzebuerg, well se nëtzlech ass an am Kader vun onserer Aussepolitik als souveräne Stat en Instrument fir d'Kooperatiounspolitik ass.

Dofir musse mer natierlech d'Fro stellen: Wéi nëtzlech ass ons Arméi haut? Dat heescht: Wat kann ons Arméi haut respektiv a wéi eng Richtung soll se sech weiderentwéckelen?

Ons Zaldote kënnen eng ganz Partie Aufgaben an Zesummenaarbecht mat aneren Truppen iwwerhuelen, wéi zum Beispill d'Garde op Flughäfen, Patrull fueren, observéieren a virun allem konkret Hëllefstellunge fir friem Populatiounen ubidden, déi an Nout sinn. Ons Zaldote sinn am Fong net fir Kampfasätz un der viischter Front ausgebilt, wéi dat fir professionell Arméifousstruppen de Fall ass.

Mir hunn ons dofir säit enger Partie Joren op gewësse Spezialisatiounen orientéiert wéi den Déminage, d'Waasseropbereedung, sanitär oder medezinesch Hëllef oder och de Renseignement. Dat heescht, dass mer ons Capacitéiten diversifiéiert hunn, fir kohärent mat onse Partner schaffen ze kënnen.

Fir Lëtzebuerg ass et dobäi liewensnoutwendeg, Partner ze hunn, mat deene mer op laang Siicht kënne plangen. Dat missten eigentlech virrangeg d'Belsch an Holland am Kader vum Benelux sinn. An do gëtt et jo Iwwerleeungen, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, fir an der Logistik, an der Maintenance, an der Ausbildung, an den Investissementer an an der militäreschер Zesummenaarbecht um Terrain zesummenzeschaffen.

Mir begréissen dës Perspektiv ausdrécklech, déi sech elo an der Bedeelegung vun engem Lëtzebuerger Ënneroffizéier un der „Force Protection" am Mali, déi zum Deel vum Benelux assuréiert gëtt, ausdréckt. An déi Zesummenaarbecht am Benelux ass ëmsou méi interessant, well et jo eng Zesummenaarbecht ass, déi vu Länner gemaach gëtt, déi sech laang kennen, déi wëssen, dass se sech een op deen anere kënne verloossen, wou e gewëssent Vertrauen ass. Dat si Länner, mat deene mer eng gemeinsam Geschicht hunn. Dat si Länner, mat deene mer säit 1945 probéieren, Saache gemeinsam ze maachen. An dofir ass eben och déi militäresch Zesummenaarbecht am Benelux, fir mech op jidde Fall, fir meng Fraktioun, esou wichteg.

Här President, eng nei Erausfuerderung fir d'Lëtzebuerger Arméi ass hir Bedeelegung um zukünftege Groupement tactique vun der Europäescher Unioun wéi déi un der Force de réaction vun der NATO, déi säit 2003 an engem System vu Rotatioun fonctionnéiert. Do sollen d'Lëtzebuerger Zaldote Missioune fir de Renseignement mat iwwerhuelen. Fir déi Aufgabe muss d'Arméi eng gutt allgemeng militäresch Ausbildung, souwuel an der Instruction de base wéi och an der eigentlecher Preparatioun vun de Missiounen, duerchféieren.

Eng wichteg Fro ass dofir déi vun der Dauer vum Militärdéngscht vun den Zaldoten. D'Gesetz vun 2007 huet se op dräi Joer Déngscht festgeluecht gefollegt duerno vun engem Joer Schoul fir d'Rekonversioun an d'Beruffsliewen. Dës Rekonversioun besteet entweder an der Preparatioun vun Examen oder a Beruffsausbildungen, also e bëssen École de la deuxième chance.

Déi eigentlech Déngschtzäit erlaabt an deene meeschte Fäll d'Participatioun un enger Missioun, wat wéineg ass compte tenu vum Opwand fir d'Ausbildung. De Marc Fischbach seet a sengem Bericht, dass déi zwee Joer, déi fir d'Ausbildung respektiv d'Rekonversioun gebraucht ginn, par rapport zu den zwee Joer, wou d'Zaldoten employabel sinn - ech zitéieren hien -, „largement disproportionné" sinn.

De Marc Fischbach proposéiert dofir, de Militärdéngscht ëm ee Joer ze verlängeren an ze kucken, ob et opportun ass, d'Rekonversiounszäit op 18 Méint ze erhéijen. Domat kéinten d'Zaldoten zwou Missioune maachen, wat vun der Arméispëtzt begréisst géif ginn, vun der Gewerkschaft awer kritesch betruecht gëtt. Si schwätzt vum Risiko, dass ze vill Zaldoten den Déngscht ofbrieche kéinten, wann en

Déngscht ze laang dauert. Op jidde Fall kéint d'Rekonversioun an 18 Méint besser preparéiert ginn, wat fir ons e wichtegt Argument ass.

D'Verlängerung vum Déngscht géif och den Drock op de Rekrutement verklengeren, deen an den heitege Konditioune schwiereg ass. A virun allem sollt se derfir suergen, dass mer genuch operationell Zaldoten hunn. De Marc Fischbach schreift a sengem Bericht, dass ons Armél 350 Zaldote brauch, wou mer der haut 260 hunn. Duerch d'Verlängerung kéint dat Zil méi einfach erreecht ginn an et missten an Zukunft manner Zaldote pro Sessioun rekrutéiert ginn.

D'LSAP ass net géint esou eng Verlängerung, besonnesch net géint d'Verlängerung vun der Rekonversioun. Et muss awer séchergestallt ginn, dass d'Zaldoten dat effektiv matmaachen. Dofir proposéiert jo de Marc Fischbach d'Verhältnis zwësche Pai a Prime, Prime de démobilisation vun den Zaldoten ze veränneren, dat heescht, d'Pai méi kleng ze maachen an d'Prime méi grouss. Déi Pai, déi zwëschen 1.500 an 2.000 läit, ass fir vill Jonker en Argument, bei d'Arméi ze goen. D'Pai reduzéieren, fir um Enn vum Kontrakt méi eng grouss Prime ze kréien, kann en Argument sinn, fir bis zum Schluss ze bleiwen. Mä awer net dat eenzegt.

Ons schéngt et, dass et wichteg ass, dass d'Ausbildung interessant muss sinn, dass se de Jonken eppes brénge muss, fir dass se deen Déngscht bis zum Enn duerchstinn. Och muss d'Atmosphär an der Arméi gutt sinn: eng gutt Kommunikatioun, eng anstänneg Relatioun zwëschen Zaldoten a Gradéierten, d'Iwwerzeegung, dass d'Aarbecht, déi d'Arméi ass, vun der Gesellschaft gedroe gëtt an unerkannt gëtt.

Mir sinn och der Meenung, dass dës Verlängerung vum Zaldotendéngscht akzeptabel ass, wann d'Arméischoul net nëmme verlängert gëtt, mä méi no bei déi normal Schoul gefouert gëtt. Doduerch gëtt déi schoulesch Offer méi breet a bitt den Zaldote méi Méiglechkeete fir hir Rekonversioun. Dofir sollt d'Arméischoul jo externaliséiert ginn an un de Lycée technique vun Ettelbréck rattachéiert ginn. An nach sollen d'Zaldoten dann en Deel vun der Arméi bleiwen, hir Uniform behalen an och eng Partie Déngscht an de Kasäre leeschten.

Dat héiert sech gutt un. Et misst op jidde Fall kloergestallt ginn, wéi d'Schoulcarrière an déi eigentlech Aarbecht an der Arméi openeen ofgestëmmt ginn, an absolut Kloerheet bei de Verantwortunge vum Léierpersonal engersäits a bei den Offizéier anerersäits bestoen.

Mir hunn iwwregens, wëll ech soen, vun den heitegen Enseignantë vun der Arméischoul de 15. Dezember 2012 en interessante Bréif kritt, an deem se sech bekloen, dass de Marc Fischbach net mat hinne geschwat huet. D'Enseignantë wiere sech dergéint, verantwortlech gemaach ze gi fir d'Échece vun den Zaldoten an den Exame vun de Verwaltungen, wéi zum Beispill Douane a Police. Si argumentéieren, dass et Exame gëtt, déi net dat offroen, wat geléiert gouf. An dat ass en Thema, wat och scho vun der Arméigewerkschaft ugeschnidde ginn ass a wat en echte Problem a mengen Aen ass.

Duerch d'Reform vun der Beruffsausbildung ass et och onméiglech ginn, dës Ausbildung an der École de l'armée ze maachen. D'Enseignantë vun der École de l'armée froe sech des Weideren, wat mat hinne geschitt, wann d'Arméischoul an de Lycée integréiert gëtt.

Dëst sinn e puer vun enger ganzer Partie Froen, déi an dësem Bréif gestallt ginn. An et wär gutt, wann déi Leit mat an de Reformprozess vun der Schoul agebonne géife ginn. Et wär och gutt, wann de Minister ons kloer Äntwerten haut kéint dorobber ginn.

Madame Presidentin,…

Mme le Président.- Jo.

(Brouhaha)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …de System steet a fält mat der Prioritéit fir d'Zaldoten am öffentlechen Déngscht. Hei muss ee wëssen, dass et fir den Zougang zum öffentlechen Déngscht beim Stat an de Gemengen dräi Kategorië Leit gëtt, nämlech déi gewéinlech stierflech Zivilisten, déi fräiwëlleg Zaldoten an déi fräiwëlleg UDO-Zaldoten.

D'UDO-Zaldoten hunn eng Prioritéit virun den Net-UDO-Zaldoten, well 2007 e Mëttel gesicht ginn ass, d'Besetzung vun den OMP-Missiounen op jidde Fall sécherzestellen. Dofir déi absolut Prioritéit.

Mir wëssen awer, dass déi Superprioritéit oft béist Blutt ënnert deenen zwou Zorten Zaldoten an zwëschen den Zivilisten an den Zaldote mécht! An d'Gemengen hunn, bei der Besetzung vun hire Posten, oft Schwieregkeeten, déi Prioritéit duerchgesat ze kréien.

Et muss een awer wëssen, dass mat der Disponibilitéit vun den UDO-Zaldoten d'Arméi steet a fält. Ech hunn dat gehéiert, wat de Félix Braz hei gemengt huet, dass een deen Ënnerscheed zwëschen deenen zwou Zorten Zaldote soll ewechkréien an dat probéieren ze ersetzen duerch aner Mëttelen.

Ech weess awer net, ob dat réusséiert. Well nach eng Kéier: Ouni d'Disponibilitéit vu jonke Leit, als UDO-Zaldoten a Missiounen ze goen, steet a fält d'Arméi! Well fir eng Arméi zu Lëtzebuerg einfach fonctionnéieren ze doen ouni Missiounen, brauche mer keng Arméi. An dofir ass dat do e fundamentalen zentrale Punkt. Ouni d'Bereetschaft vun deene jonke Leit, Asätz a frieme Länner ze akzeptéieren, gëtt et wéi gesot keng Arméi.

Et soll ee sech och bewosst ginn, wat den Asaz an engem Krisegebitt uechtert d'Welt perséinlech fir déi jonk Leit duerstellt. Dat ass net näischt! Souguer wa mir als Kommissioun emol eng Kéier mam Minister dohinnerginn, een Dag, an dann erëm fortginn, kënne mer dat genee novollzéien. Déi jonk Leit, déi sinn oft laang an engem frieme Gebitt, wou se wierklech sech mussen ëmstellen a wou se wierklech och mat villen anere Leit zesummeschaffen. An dat ofgesi vun der Sécherheet, wou mer jo ëmmer ganz gutt bei onsen Avisen, déi mer an der Kommissioun ginn, oppassen, mä déi awer a Krichsgebitter ëmmer nach manner grouss ass wéi elo um Härebierg! Dat musse mer och wëssen. An dofir soll een dat och net klengrieden, wat déi UDO-Zaldote fir d'Land do leeschten.

Dofir gesi mer fir den Ableck net, wéi ee laanscht déi Prioritéit kënnt. Souguer wann een, wéi de Marc Fischbach dat virschléit, e System vu Quoten aféiert an och agesäit, dass net all Zaldot beim Stat oder bei de Gemengen ënnerkomme kann. Mä d'Wichtegkeet ass natierlech hei erëm eng Kéier vun enger gudder Rekonversioun och a Richtung vum Privatsecteur. An ech mengen, do mécht och d'Arméi eng ganz Partie Efforten, och zesumme mat der ADEM, fir eben déi Rekonversioun ze preparéieren.

Madame Presidentin, de Marc Fischbach huet keen Audit iwwert d'Effikassitéit vun der heiteger Arméi gemaach. Wat een dozou ka soen, ass natierlech subjektiv vun deem Wéinegen, wat ee gesinn huet, mä do, wou ons Offizéier, Ënneroffizéier, Kapréil an Zaldoten am Asaz sinn, gëtt hir Aarbecht geschat an appréciéiert. Si si gutt ausgebilt a ginn do agesat, wou hir Ausbildung et erlaabt. D'Arméi ass sécher och en „melting pot" als Spigelbild vun onsem Land, well do Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger zesummeschaffen. A fir munch Jonker kann d'Arméi och eng wichteg sozial Fonctioun hunn, an duerch d'Missioun, déi se matmaachen, en Ausbléck op d'Welt an hir Problemer ze kréien (veuillez lire: an duerch d'Missioun, déi se matmaachen, kënne se en Ausbléck op d'Welt an hir Problemer kréien).

Mir hunn als Verdeedegungskommissioun verschidden Théatres d'opérations vun onser Arméi besichtegt, wéi zum Beispill ons Démineuren am Südlibanon, ons Zaldoten um Flughafen zu Kabul oder am Kosovo. Iwwerall krute mer Luef fir d'Behuelen an d'Aarbecht vun onsen Zaldoten.

Zesumme mat Participatiounen un zivile Missiounen, wéi zum Beispill am Kosovo, a Georgien oder anere Friddensmissiounen a Bosnien, am Kongo, elo am Mali, gëtt dat e gutt Bild vun engem nëtzleche Lëtzebuerger Bäitrag zum Fridden an der Welt.

Dofir ass besonnesch d'Atmosphär an der Arméi wichteg. An ech ginn dovunner aus, dass all Kritiken an engem positive Geescht virbruecht ginn. De Rapport vum Marc Fischbach enthält zu deem Sujet däitlech Wierder à l'adresse vun der Gewerkschaft engersäits grad wéi vis-à-vis vun den Offizéier anerersäits.

Dann huet de Marc Fischbach och Spuermoossname proposéiert, wéi zum Beispill den Organigramm vum État-major an der Stad an dee vum Centre militaire zu Dikrech zesummenzeleeën an d'Servicer ze regruppéieren. Mir begréissen dat ausdrécklech. Et war mir eigentlech ni kloer, wat d'Plus-value fir d'Arméi ass, wann den État-major am Stadkär implantéiert ass an d'Zaldoten an d'Offizéier an Ënneroffizéier 30 Kilometer wäit ewech sinn.

An och bei den Investissementer. Egal, wat elo d'Prozentsätz vun der NATO soen, mä bei den Investissementer soll een dorun denken, dass ons Budgetssituatioun net méi déi ass wéi viru fënnef Joer oder virun zéng Joer.

Den Transportavion A400M hu mer nach ëmmer net. Mir mussen awer scho Piloten ausbilden a beschäftegen, ons um Flughafe bedeelegen, wou den Avion ënnerbruecht gëtt an d'Wartung preparéieren.

Datselwecht gëllt fir déi 48 Dingoen, wou ee sech freet - ech mengen, et ass hei gesot ginn -, ob et der net manner hätte kënne sinn. A mir hunn och ënnerschriwwen, bei dem AGS-Projet fir fënnef Drohne fir Reconnaissance a Surveillance. Ob et bei deene véier Millioune bleift, déi mer do engagéieren, sief emol dohinnergestallt.

Sécher kann et dobäi industriell Retombéeë fir Satellite ginn. Ech hunn dat gehéiert, wat de Félix Braz iwwert d'Drohne gesot huet. Sécher ass dat e Problem fir déi Länner, déi militäresch Drohne fir Attacke géint eenzel Leit, Ziler, déi wäit ewech sinn, asetzen, gesteiert no enger reng militärescher Logik, ouni Respekt fir d'Émwelt, ouni Respekt fir Kollateralschied. An ech weess, dass dat wierklech eng ganz grouss ethesch Fro ass niewent där militärescher, ob een déi militäresch Waffen esou soll asetzen.

Mä ech mengen, mir schwätzen hei vun Drohne fir Reconnaissance an net iwwer iergendeppes aneschters. An ech géif och scho soen, mir wësse jo, dass militäresch Instrumenter industriell Retombéeë kënnen hunn. An ech géif dann net vu vireran ausschléissen, dass Lëtzebuerg kéint do matmaachen. Natierlech ënnert der Konditioun, wéi gesot ginn ass, dass dat an deem Kader bleift an dass et net op aner Zorte Waffen iwwergeet.

Mir mussen natierlech ons militäresch Ustrengungen onse mënschlechen a finanzielle Méiglechkeeten no maachen an dofir genee kucken, wat fir Créneaue mer do kënne besetzen.

Madame Presidentin, d'LSAP huet d'Gesetz vun 2007 matgedroen. Si begréisst all Ustrengung an deem Zesummenhang, d'Arméi als nëtzlecht Instrument vun onserer Aussepolitik an als Lëtzebuerger Aushängeschëld am Déngscht fir de Fridden anzesetzen. Mir verlaange gréisst Virsiicht viru laangfristegen Investissementer a militäreschen Équipementer a gesinn onsen Haaptapport a gutt ausgebilten an héich spezialiséierten Offizéier, Ënneroffizéier an Zaldoten, woubäi mer all de fräiwëllegen Zaldoten déi beschtméiglech Chancë fir dat zukünftegt Zivilliewe bidde wëllen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Fayot. Dann, deen nächste Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, no deene Wierder vum Här Fayot mengen ech, ass et en agréabele Kontrast, fir unzefänke bei dëser Ried, fir e kloert Bekenntnis zur Lëtzebuerger Arméi ofzeleeën, well wann ech dem Här Fayot nolauschteren, da klénge dat wéi e gutt verpaaktene Plädoyer, fir d'Dépenses militaires nach weider erofzesetzen. Fir e Land, wat scho Schlussliicht an der NATO ass, ass dat vläicht net deen éischte Reflex, deen ee sollt hunn.

(Brouhaha)

Mä ech fänken elo emol u bei engem…, well ech hunn nëmme fënnef Minutten, dofir wëll ech emol ufänke bei e puer wichtege Bemierkungen. An déi wichtegst Bemierkunge betreffe selbstverständlech d'Personal vun der Arméi, well ouni Militär gëtt et keng Arméi.

Et ass awer net esou, Här Fayot, datt, wa mer keng UDO-Missiounen hätten, da keng Raison d'être fir eng Arméi do wär, well déi Notioun vun der Sécurité territoriale an déi Missiounen, déi d'Arméi och hei am Land ka maachen am Katastropheschutz an an aneren Domänen, déi schéngt Der vergiess ze hunn an déi sinn awer och ganz wichteg.

Also e puer Wuert iwwert d'Personal. Et ass fir eis eng Selbstverständlechkeet, datt Dir net kënnt Zaldote rekrutéieren, wann Dir keng Motivatioun fir déi Leit hutt a keng kloer Perspektiv fir eng Carrière. Nëmme ganz wéineg Leit melle sech an d'Arméi, well se Loscht hunn op dat Liewen, op en Abenteuer, fir sech ze confirméieren, oder wat och ëmmer.

Déi meescht ginn dohinner, well se eben eng Perspektiv op e Beruff gären hätten. An dat geet net, an do sinn ech fest iwwerzeegt dovun, wa mir ufänken, d'Exklusivitéit oder d'Prioritéitsrechter vun eisem Militär a Fro ze stellen, vun den Zaldoten. Mir bekennen eis dozou, well ouni dat kënne mer déi Leit net genuch motivéieren, fir sech an d'Arméi ze mellen.

Mir schëllegen dat souguer den Zaldoten, well déi, déi sech fir laang Jore fräiwëlleg an den Déngscht vum Stat stellen an och perséinlech Risiken iwwerhuelen, fir dësem Land ze déngen, déi hu Recht op eng Belounung, déi iwwer eng Pai erausgeet. Déi hu Recht op eng Unerkennung vun der Gesellschaft fir dee Risiko. An déi sollen och déi Privilegië behalen, déi se elo do hunn.

Ech verstinn och net eng sozialistesch Partei, déi deen Numm huet, an dann hei higeet a seet, mir sollen d'Pai vun den Zaldoten nach erofsetze vun 1.500 op manner, quitte datt mer d'Prime herno héijen. Ech erënnere mech, datt an aneren Debatten d'Sozialisten eng sozial Oder hunn, a wann et ëm d'Zaldote vun der Arméi geet, da schéngt déi Oder awer däitlech ze verkëmmeren. Dat geet och net.

Mme le Président.- Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Fayot Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann et eng Fro ass.

Mme le Président.- Selbstverständlech, Här Kartheiser, gëtt dat awer vun Äre fënnef Minutten ofgehalen, soudass Der méi laang kënnt schwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Merci villmools.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Madame Presidentin, ech wollt eigentlech keng Fro stellen, ech wollt dem Här…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah bon!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …Kartheiser soen, dass e mech falsch verstanen huet. Ech hu gesot, d'Prime an d'Pai sollen d'selwecht bleiwen, sauf, dass d'Pai méi kleng ka ginn an d'Prime da méi grouss. Mä de Montant global soll deeselwechte bleiwen. Punkt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn lech ganz gutt verstanen, Här Fayot, an ech sinn trotzdeem entsat iwwert dat, wat Der sot, well wann Der 1.500 Euro de Mount hutt, dat läit ënnert dem gesetzleche Mindestloun, dat ass elo nach net e Verméigen. Also, denkt och wann ech gelift dorunner!

An dann, also d'Exklusivitéit an d'Prioritéit, déi mussen erhale bleiwen. An da muss een och kucke fir d'Kadere vun der Arméi, datt d'Zuel vun de Missiounen dauernd klëmmt.

Well dat ass eng Fro, Här Minister, déi ech un lech wëll stellen, dat ass, wéi vill Prozent effektiv vun de Kaderen, déi dat Militärgesetz eis gëtt, och präsent sinn am aktiven Déngscht, am aktiven Déngscht.

Well mir hunn net nëmme Rekrutéierungsproblemer bei den Zaldoten a bei de Kapréil, dee Kader ass jo och net voll, mä och bei den Offizéier an den Ënneroffizéier, soudatt ëmmer méi Leit ëmmer méi dacks an de Kadere vun der Arméi mussen a Missioune goen, wat selbstverständlech eng Rei schwéier psychologesch Konsequenzen huet a virun allem och op d'Familljen an op d'Frënn vun deene Leit. Et schéngt mir esou ze sinn, datt et och zu méi Scheedungen an deene Milieue kënnt, wat bal eng normal Konsequenz ass, wann d'Zuel vun den Openthalter am Ausland ëmmer méi klëmmt.

Also, déi sozial an déi Personaldimensioun si ganz wichteg. Ech schléisse mech och deene Kommentaren un, well d'Zäit leeft, déi gesot hunn, datt d'ADEM misst vill méi aktiv rekrutéieren. Mir hunn dat och schonn am Kontext vun der Jugendaarbechtslosegkeet als ADR hei gesot, datt mer do mussen op eng ganz proaktiv Approche goen.

An ech wëll och däitlech ënnersträichen, datt mer d'gewerkschaftlech Fräiheete vun alle Memberen an alle Kadere vun der Arméi ënnerstëtzen. Et kënnt fir eis net a Fro, datt d'gewerkschaftlech Fräiheeten hei am Land a Fro gestallt ginn, vun egal wiem an ënner egal wéi engen Emstänn.

Och d'Militärjustiz muss reforméiert ginn. An zwar muss do eng ganz kloer Trennung sinn tëschent der Strofverfolgung, dem Parquet an anere Funktiounen, déi am Ablack beim Auditorat militaire zesummegeluecht ginn. Eng méi grouss Rechtsstaatlechkeet an deem Zesummenhang muss bestoen.

Allerdéngs däerfe mer net an dee Feeler verfalen, fir de Charakter vun der Arméi ze verkennen an d'Arméi ze verwiessele mat enger ziviler Firma. Dat ass et net. Si muss operationell kënnen agéieren. An dat huet selbstverständlech och Konsequenzen op d'Organisatioun vun der Militärjustiz a vun der Militärpolizei.

Gutt, dat sinn e puer wichteg Kommentaren iwwert d'Personal. Ech wollt dann op d'Strukturreform nach vläicht agoen.

Här Minister, mir kënnen net Mëllechmeederchersrechnungen - ech hunn näischt géint Mëllechmeedercher -, mä awer esou Rechnunge kënne mer net maachen, wann et drëms geet, fir d'État-majoren nei ze organiséieren. Et ass net eng einfach Ekonomie, well et muss ee kucken, wéi eng Kategorie vun Offizéier virun allem a wéi engem État-major schaffen a wéi eng Aufgaben datt se hunn.

Also, déi 30 km Trennung, Här Fayot, dat ass net de Problem. De Problem ass, datt mer héich spezialiséiert Aufgaben a Waffesystemer

haut an der Arméi hunn. A wann Dir am Programme d'acquisition oder Gestioun un engem Dingo sidd, ob Der elo zu Dikrech oder an der Stad sëtzt, Dir hutt Aufgaben, déi net direkt mat der Gestioun vum Härebierg a mat den Zaldoten douewen ze dinn hunn.

An et muss een einfach kucken, datt eng logesch Struktur dran ass, eng Militärdirektioun, eng Direction des affaires de la défense, déi muss eng militärpolitesch Vue an eng Koordinatioun mam Ausland garantéieren. E Chef d'état-major, dee kann eventuell eng Fonction d'inspecteur général de l'armée a vu Conseil militaire vum Minister iwwerhuelen, wann dann och eng Cellule de planification do mat abezunn ass. Da muss awer eng Logik dodra sinn. Dat awer da géif bedéngen, datt natierlech de Kommandant vum Härebierg och nei Funktioune kritt. Mä et muss eng Logik sinn.

An aus där Logik, déi doraus entsteet, dann och d'Personalstruktur vun deene verschiddenen État-majoren. Dat heescht, dat ass keng Arithmetik, mä et ass eng Fro vun der Politik, déi sech ëmsetzt an eng Logik, an eng Strukturéierung vun deene verschiddenen État-majoren.

Ech huelen nach eng Minutt, Madame Presidentin, wéinst dem Här Fayot sengem Kommentar. Awer ech wëll nach e Wuert iwwert d'Finanzen soen.

Mme le Président.- Dir hutt déi Minutt elo scho gebraucht, wollt ech Iech awer just drop opmierksam maachen, mä ech mengen, mir kënnen all d'accord sinn, dass Der elo zur Konklusioun kommt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech kommen zur Konklusioun, déi ech da kuerzfaassen. Also nach e Wuert iwwert d'Finanzen. Dir kennt d'Positioun vun der ADR iwwert de Militärfliger.

Ech bedaueren awer, Här Minister, datt mer eis Spuermoossnamen ewell esou wäit mussen dreiwen, datt mer eisen Zaldote keng Summeruniform méi kënne ginn an datt se an der Wanterbox ronderëmlafen, och wann et waarm ass. Dat hätt net misse sinn.

An ech wollt Iech och soen, datt d'OMPs-Missiounen, iwwert déi mer jo all d'accord sinn, kënnen op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn. Dat ass nach ëmmer am Kader vun deenen dräi D-en. Dat ass awer eng Opération comptable, déi äusserst sënnvoll ass, well reell. Wa mer eis Finanze mat deene vum Ausland géifen objektiv vergläichen, wéi am Ausland d'Entwécklungshëllef gerechent gëtt a wéi se hei gerechent gëtt, da missten d'OMPs-Missiounen, déi mir maachen, an d'Entwécklungshëllef bäigerechent ginn an net an en anere Budget.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An dann ass dee leschten agedroene Riedner den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wollt dem Félix Braz Merci soen, datt en d'Initiativ geholl huet vun dëser Debatt, well wann ee Rapport Fischbach presentéiert gëtt, dann ass et gutt, datt och d'Chamber hir Meenung dozou seet.

Et muss een och zuéischt festhalen, datt déi Reform vun 2007 eng noutwendeg Reform war an eng gutt Reform vum Prinzip hier. Well wann een op där enger Säit professionell Zaldoten huet, déi och an Auslandsmissioune ginn, an - wat ech géif nennen - eng École de la deuxième chance huet fir aner Zaldoten, dat schéngt mer vum Prinzip hier eng ganz gutt Saach gewiescht ze sinn, an dat ass och haut nach richteg.

Et ass och evident, datt een, no fënnef Joer, am Prinzip muss, wéi bei all Reform, verschidde Saachen a Fro stellen, kucken, ob een net verschidden Adaptatioune muss maachen. An dat ass och dat, wat soll haut diskutéiert ginn.

Ech wëll direkt soen, datt et richteg ass, fir d'Prioritéit beim Rekrutement bei Police, Douane a Prisong bäizebehalen. Mä ech mengen awer och, datt et wichteg ass, datt, wann een esou eng Prioritéit festleet, dann awer och d'Formatioun doropshi sollt verbessert ginn. Dat schéngt mer ganz evident ze sinn, datt déi sech och permanent muss adaptéieren, fir esou eppes ronnzebréngen, well soss ass et eng Prioritéit, déi net allze vill bréngt.

Da schéngt ons och wichteg ze sinn, datt mer an der Kooperatioun, notamment um Niveau vum Benelux, verschidde Saache sollen duerchzéien. Mä ech gesinn dat haaptsächlech um Niveau vun de Marchés publics. Dat heescht vum Kafe vu verschiddenem Material, wat ons Arméi brauch.

An ech wollt do de Minister froen, well jo esou een Accord anscheinend an der Diskussioun ass, ob sech déi Kooperatioun uniquement op d'Material soll konzentréieren oder och sollen Zaldote selwer an enger Kollaboratioun virgesi sinn.

Ech gesi just do e bësselche Schwieregkeeten, well tëschent dem Lëtzebuergeschen an dem Nidderlännesche sinn héchstwahrscheinlech déi eenzeg zwee Wierder, wou ech weess, datt se beieneepassen, dat sinn d'Wierder „Pass op!", well dat op Nidderlännesch an op Lëtzebuergesch datselwecht ass. Mä soss hunn ech awer éischter d'Impressioun, datt, wa se a Krisegebidder géifen agesat ginn, da wier et liicht schwéier, fir mateneen ze communiquéieren.

Une voix.- Hei, pass op!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Duerfir ass… Ech soen duerfir grad, dat sinn déi wichteg Wierder, mais quand même, ech géif soen, datt dat net onbedéngt den Haaptproblem ass.

Dann hunn ech gesinn, datt de Projet de loi 6379 gespléckt ginn ass an datt zënter Januar do net méi vill bougéiert huet. Duerfir wollt ech also och emol froen, wat do soll weider geschéien.

Mir gesinn och, datt mer…, wat d'Verlängerungsreform vum Déngscht ugeet, do mengen ech, datt dat vum Prinzip hier eng gutt Saach kéint sinn. Mä et misst een awer d'Modalitéiten dovunner diskutéieren. A wat ech e bësse bedauert hunn, dat ass, datt de SPAL, de Syndicat vun den Zaldoten, bedauert huet, datt den Här Fischbach als Rapporteur, als Expert net mat hinne geschwat huet. Ech mengen, dat wor keng gutt Saach. An duerfir hoffen ech, datt den Här Minister dann eben dat wäert nohuelen, wat den Här Fischbach net gemaach huet, wéi e säi Rapport ausgeschafft huet.

Da gëtt och vill geschwat vu Spueren, mä op där anerer Säit gëtt och gesot, datt mer net genuch Suen ausgi fir d'Arméi. An ech mengen, ech géif soen, datt mer hei déi Saach awer esou solle kucken, datt mer déi zwou Saache beienanerkréien. Dat heescht, datt mer d'Saachen, d'Sue gesond ausginn an datt mer net einfach egal wéi d'Suen zur Fënster erausgeheien.

Do ass et zum Beispill richteg, datt mer de Siège vum État-major, wou en elo ass, datt mer do fortginn, well de Loyer schéngt mer zimlech héich ze sinn, an datt mer dat sollen also do spueren.

Op där anerer Säit ass awer och gesot ginn, datt den Här Fischbach proposéiert huet, fir villes zesummenzeleeën. Do hunn ech e bësse méi Zweifel drun, ob dat eppes bréngt, well wann een zum Beispill de Rekrutement zu Dikrech huet, da schéngt mer dat ganz richteg ze sinn, mä ob d'Gestioun vum Personal, wat just nuren duerch eng Persoun gemaach gëtt, ob dat net soll zentral sinn, dat schéngt mer och richteg ze sinn. Well deen Ablack géife verschidden Informatiounen a Kommunikatiounen um Niveau vum État-major kënne gemaach ginn.

Esou soll een an där ganzer Reorganisatioun och kucken, datt se effikass ass an datt mer net einfach Spuermoossnamen oder Regruppementer maachen, wou et herno méi Schwieregkeete gëtt wéi dat, wat mer ons erwaart hunn.

Dat gesot, mengen ech, sollte mer an där Schinn bleiwen, déi mer elo duerch de Rapport Fischbach virgeluecht kritt hunn. An ech géif awer och nach mat engem Zitat ophalen hei vun engem Responsabele vun dem Syndicat vun der Arméi, dee gesot huet: „D'Arméi misst e bësselche méi sexy ginn!"

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme le Président.- Merci dem Här Henckes. Da wier et elo un dem Här Minister Halsdorf, fir op all déi Froen ze äntwerten. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, ech hunn nogekuckt, et sinn 8,51% vun den Effektiver vun der Arméi, dat sinn Dammen. Da wësst Der emol ongefeier, wéi do de Prozentsaz ass vun den Hären an den Damme bei eiser Lëtzebuerger Arméi.

(Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wierklech frou, dass mer dësen Débat haut hei de Mëtteg hunn. Ech wollt d'Geleeënheet emol notzen, fir fir d'Éischt am Fong geholl d'Roll vun eiser Arméi nach eng Kéier duerzestellen, dass ee besser versteet am Kontext EU, wat eis Arméi ass.

Ech mengen, de Ben Fayot huet do e flott Bild gezeechent, wéi hien eis Arméi versteet. Well wa mer Optioune geholl hunn an der Vergaangenheet, da versteet vläicht net jiddwereen, firwat mer se geholl hunn - ech mengen, dorop wollt ech kuerz agoen -, a wa mer an der Zukunft Optiounen huelen, firwat dass mer déi Optiounen huelen a keng aner huelen, an dass mer am Fong geholl och Limiten hunn an eiser Démarche.

Mä eise Choix, de Choix politique, dee muss ëmmer bleiwen, op dat eent oder dat anert. Dat Eenzegt, wat eis muss helleg sinn, an dat hu mer schonn oft gesot, dat ass: Egal wat mer mat eise Leit maachen, si mussen déi bescht Konditioune kréien, d'Sécherheet muss groussgeschriwwe ginn. A wat d'Material ugeet a wat d'Ausrüstung ugeet, dat muss dat Bescht sinn, an och wat d'Formatioun ugeet.

An duerfir, mengen ech, hu mer do déi richteg Optioune geholl säit 2007, wou mer déi Reform haten a wou ee weess, bis dohinner war et esou: Wa mer Missioune gemaach hunn, Friddensmissiounen - an dat ass de Core Business vun enger moderner Arméi, d'Friddensmissiounen, an dat steet och, gesinn ech och a Verbindung mat, am Kader vun enger „Dräi-D-Politik" vun Développement, Défense an Diplomatie, also Kooperatioun, Verteidegungspolitik an Aussepolitik -, ass dat kloer, dass déi sech d'Hand musse ginn an et muss een deen aneren ënnerstëtzen.

An esou engem Kontext, wann do dann d'Friddensmissioun de Core Business ass, ass et evident, dass mer hu missen ëmschwenken. Well bis dohinner, wann emol Missioune waren a mir wollte Leit dohinnerschécken, da sinn do ad hoc e puer Leit geholl ginn an da sinn déi dohinnergaangen. Déi hate keng anstänneg Formatiounen. An et ass näischt! An am Fong geholl huet 2007 e Paradigmewiessel stattfonnt, dat ass fir mech ganz kloer.

Do si constituéiert Eenheete gemaach ginn. D'Nimm si virdru gefall: zum Beispill eng Waasseropbereedungsanlag, den Déminage, wou mer vill Kompetenz hunn a wou mer eis e gudden Numm dobausse maachen. Am Beräich vum ISR, dat heescht Surveillance, Recognitions an am Fong geholl Iwwerwaachungen, do si mer, mengen ech, och op engem héijen Niveau, dass mer do schaffen. Dat ass also eng wichteg Aufgab, déi mer eis säit 2007 ginn, e wichtege Beräich, dee mer, oder wichteg Beräicher, déi mer ofdecken. An dat wäert och an Zukunft weider esou do goen.

Wat mer awer nach gemaach hunn, an dat ass fir mech gradesou wichteg, an do wäerte mer och Diskussiounen nach eng Kéier driwwer kréien, dat ass eben, fir d'Capacitéiten ze diversifiéieren. Mir hunn nei Capacitéiten agefouert, justement Satellitekommunikatioun, an dann och, wou mer och versiche mat der nationaler Industrie - an dat ass de Grondgedanken, Här Braz -, fir ebe justement der SES och do eng Hand matunzepaken, dass si sech och kënnen an deem Maart behaapten. Ech kommen herno nach op dat - et si Froe mat den Drohnen, déi ganz Geschicht - ze schwätzen. Mä et ass fir eis wichteg, dass mer d'Satellitekommunikatiounen, dass mer dat Standbee kréien, dass mer dat ausbauen.

Gradesou wichteg war a bleift fir eis den A400M. Ech mengen, do hu mer och eng international Kooperatioun, déi wichteg ass, dat ass en drëtt Standbeen. An déi wëlle mer och weiderféieren! Well nieft dem A400M hu mer och nach - an ech weess, dat féiert zu Diskussiounen, mä mir sinn awer dodran - dee sougenannten AGS mat der NATO, d'„Allied Ground Surveillance", dat sinn effektiv Opklärungsdrohnen. Ech soen dat nach eng Kéier: Dat sinn Opklärungsdrohnen, déi, déi net bewaffnet sinn. A mir sinn och am WGS, dat ass am Fong geholl den amerikanesche Satellitesystem, „Wideband Global Satcom" heescht dat. An do schaffe mer och zesumme mat den Norweger, mat de Kanadier.

Dat heescht also: D'Lëtzebuerger Arméi oder d'Lëtzebuerger Défense huet e ganz anert Gesiicht nach wéi viru fënnef, sechs, siwe Joer. An dat ass wichteg. An et si keng symbolesch Kontributioune méi, déi mer maachen, mä et si wichteg, signifikant a wichteg Deeler vu Lëtzebuerger Indentitéit, déi mer do erabréngen an deen internationale Kontext, an eist Erscheinungsbild vun der Arméi ass net méi d'selwecht.

Mir schwätzen an deem Kontext effektiv vun „efforts de défense", an hanner Efforts de défense, do steet och e Budget hannendrun. An et ass jo haut ugesot ginn: 0,48% vum PIB. Den Här Braz huet gesot, 500 Euro, oder 400 Euro pro Awunner pro Joer, okay, mä et sinn awer nëmmen 0,48% vun eisem PIB, an an eisem Regierungsprogramm steet souguer 0,7%, déi mer géifen ustriewen, an dat hu mer awer net gemaach. Mä et ass awer wichteg, mir brauchen dat, well mir hunn e Fonds d'équipement militaire, dee muss eis Prévisibilitéit a Konstanz bréngen an den Investissementer iwwer länger Perioden. An duerfir hu mer déi PAVe kaaft, déi Dingoen. Duerfir hu mer e Camion kaaft.

An och an Zukunft wäerte mer am Fong geholl eis ëmmer nees missen nei opstellen, well mir sinn an där sougenannter - an doriwwer ass de Mëtten nach net vill geschwat ginn, mä et ass awer ganz wichteg -, an där sougenannter „permanenter Transformatioun". An déi Transformatioun vun der Arméi, dat ass am Fong geholl oder dat heescht anescht ausgedréckt: Eis Arméi muss sech permanent upassen un hiert Ëmfeld, un d'Menacen, déi permanent evoluéieren. Momentan gesi mer dat jo ganz gutt: D'Technologien änneren, dat wirtschaftlecht, dat politescht Ëmfeld, dat gesellschaftlecht Ëmfeld, alles dat ännert. An duerfir ass deen Effort de transformation ganz wichteg an duerfir musse mer eis dann opstellen.

Eis Politik ass eben déi, dann d'Partenariater anzegoen. An eisen éischte Partner, an dat wësst Der, besonnesch a Missiounen, ma dat sinn eben eis belsch Frënn, bilateral. Dat kann awer och trilateral sinn da mat den Hollänner derbäi, dann ass et de Benelux. Dat kann d'NATO sinn an dat kann d'Union européenne sinn.

Mä dat sinn déi Kaderen an do leeë mer Richtlinië fest. An ech mengen, esou kréie mer da Modeller, wou mer déi „best practices", déi mer an deenen eenzelne Länner hunn, wou mer déi da kënnen ëmsetzen. An esou kréie mer e sougenannten „strukturéierten Effort de défense", dat heescht, mir hunn e kloere Profil, wéi mer hei zu Lëtzebuerg Verteidegungspolitik maachen.

An dat ass ganz wichteg a mengen Aen, an dat war nëmme méiglech, well mer 2007 dat Gesetz mat Ärer Ënnerstëtzung an deem Haus hei konnte maachen. An ech mengen, wann ee kuckt, géif ech soen, trotz nëmmen 0,5% sti mer gutt dobaussen do, besonnesch och an der Verteidegungspolitik. An et ass, géif ech soen, keen Zoufall, wa mer am Conseil de Sécurité si vun der UNO. Do huet och d'Arméi hiert derzou bäigedroen, oder d'Défense hei zu Lëtzebuerg hiert derzou bäigedroen. D'Erscheinungsbild vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Défense ass staark.

A mir hunn Ambitiounen. An eng Ambitioun ass virdrun ugeschwat gi vum Ben Fayot, notamment déi vun deem sougenannten „battlegroup", dee mer d'nächst Joer wëllen am Kader vum Benelux mat de Belsch, mat den Hollänner zesummen opriichten. Et sinn och nach d'Spuenier derbäi. Dat sinn 2.500 Leit, déi dann do an esou engem sougenannten „battlegroup" sinn. D'Belsch hunn de Lead, 1.000 Leit - 1.000 Leit! - bréngen d'Belsch. Mir bréngen 100 Leit. 100 Leit brénge mir an esou een „battlegroup", dat ass enorm vill fir eng Lëtzebuerger Arméi! An déi 100 Leit sollen am ISR, an der Recognition, an der Surveillance, sollen déi da schaffen. An do ginn - fir de Leit dat ze soen, firwat hu mer déi Dingoen? - , ma justement, do ginn 18 bis 20 Dingoe gebraucht, fir eben an dësem Beräich prett ze sinn. Duerfir brauche mer déi Dingoen.

Mir hu wëlles, an de Kosovo eventuell Dingoen hinzeschécken. Dat ass also eng aner Plaz, wou mer der wëllen asetzen. An och nach am Libanon wäert eis Missioun och wahrscheinlech mat de Belsch zesummen änneren, dass et och ganz gutt ka sinn, dass mer do Dingoen asetzen. Et ass also eng gutt Iddi gewiescht an eng laangfristeg gutt Iddi gewiescht, esou Dingoen ze kréien, esou séchert Material ze kréien, fir eis Zaldoten ofzesécheren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, déi Spezialisatioun, déi eben ISR heescht, fir déi do ze maachen, wou mer se asetzen.

Ech mengen, duerfir ass et wichteg, dass een am Fong geholl laangfristeg denkt. Et ass wichteg, dass een eng Strategie huet. An et ass wichteg, dass een dann ebe Partner huet. An d'Benelux-Zesummenaarbecht ass a mengen Aen en natierleche Partenariat, well mir hunn do eppes, wat mer net allen Enn hunn, an dat ass Vertrauen! Vertrauen ass ganz wichteg, wann een en Deel vu senger Souveränitéit a vu senger Sécherheet, wann een déi engem anderen uvertraut. A mat de Belsch hu mer Vertrauen, mat den Hollänner och. Dat ass schonn ee Grond méi, fir am Fong geholl am Benelux zesummenzeschaffen. A mir hunn d'Unerkennung, net d'Unerkennung nëmmen an der EU, mä och d'Unerkennung an der NATO. An duerfir war et normal, dass mer déi Deklaratioun gemaach hunn!

Mme le Président.- Entschëllegt, Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Yes!

Mme le Président.- Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Här Minister, elo wou Der vun den Dingoe geschwat hutt, ass mer nach en aneren Aspekt agefall, wou ech Iech wéilt

eng Fro stellen, déi wichteg ass: Sidd Der Iech iwwert déi Problematik bewosst vum Führerschäin an der Arméi? Well fir d'Dingoen, dat ass jo elo eng ganz besonnesch schwiereg Saach, an Dir sidd Iech vläicht bewosst oder wahrscheinlech bewosst, datt am Ableck e Projet de loi ënnerwee ass, wou eng Diskussioun ass, ob d'Instruktioun vum Führerschäi soll ënner zivil Regele gestallt ginn, wat fir d'Arméi ganz grave Konsequenze kéint hunn.

Ass dat eppes, wat Dir mam Här Minister Wiseler koordinéiert? Suergt Dir derfir, datt d'Arméi hir eege Führerschäiner ka maachen, notamment en vue och vun der Opérationabilitéit vun den Dingoen?

Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Et ass kloer, dass, wat d'Führerschäiproblematik ugeet vun der Arméi, een déi muss am Kader vun den europäeschen Direktive gesinn. An do ass et kloer, dass mir zu Lëtzebuerg kënnen derogéieren. Et ass kloer, dass an all deene Beräicher, déi d'Sécherheet uginn, do kënne mer derogéieren. Notamment duerfir derogéiere mer zum Beispill am Beräich vun den Ambulanzen, wou mer elo am leschte Regierungsrot och derogéieren zum Prinzip, dass ee ka mat enger Ambulanz fuere bis 4,2 t mat engem normale Führerschäin.

Datselwecht mécht ee mat der Arméi an duerfir ass dat a sech kee Problem. D'Directive européenne an deem Beräich, déi gëtt eis d'Méiglechkeet, dat ze maachen, an dat geschitt dann och hei zu Lëtzebuerg. Dat gesot, kommen ech nees zréck op..., „revenons à nos moutons", wéi d'Fransousen esou schéi soen.

Et ass also esou, dass mer am Fong geholl dann am Kader vum Benelux mat den Hollänner a mat de Belsch zesummen elo schaffen. Et gëtt scho bilateral Zesummenaarbecht vu Lëtzebuerg a verschiddene Missiounen, vun den Hollänner mat de Belsch…

Mme le Président.- Här Minister, ech wollt Iech net ënnerbriechen, mä Iech awer elo matdeelen, dass d'Présidence ännert an dass den Här Mosar erëm d'Présidence iwwerhélt, fir dass et net nach eng Kéier zu enger Verwiesslung kënnt. Ech wollt Iech doriwwer informéieren.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Merci, Madame, fir…

(Interruption)

Mir si gutt organiséiert an eisem wichtegsten Haus vum Land, an eiser Chamber. Dat ass eng gutt Saach!

Une voix.- Très bien!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Voilà, ech kommen also nach eng Kéier zréck bei de Benelux a wollt soen, dass d'Belsch mat den Hollänner notamment zesummeschaffen am Beräich vun der Marine oder am Beräich vun deenen F-16en. An och an anere Beräicher schaffe mer zu dräi zesummen, zum Beispill dee sougenanntenen „soldat du futur", wou mer eis Zaldote wëllen ausrüste fir an Zukunft. Do hu mer e Projet mat de Belsch a mat den Hollänner.

Am Beräich vun den Opklärungsdrohnen hu mer och e Projet zesumme mat eise belschen an hollänneschen Noperen, dat ass dee sougenannten RPAS. A souguer am Beräich mat der LAR, der Air Rescue, hu mer Stonnen, déi mer den Hollänner an de Belsch zur Verfügung stelle fir medezinesch Asätz mat Helikopteren a mat Fligeren.

Dat ass also och e Bäitrag vun de Lëtzebuerger am Kader vum Benelux. Dir gesitt also, déi Zesummenaarbecht féiert net nëmmen derzou, dass mer eng besser Aarbechtsmethod kréien, dass mer am Fong geholl e systemateschen Austausch kréien. Semestriell, wollt ech Iech soen, gëtt sech getraff, da gëtt de Point gemaach, an do kréie mer lues a lues e Mentalitéitswandel an eis Arméien: Deen ee Partner kuckt, wat deen anere mécht, fir dann eben, wann en nei Projeten ugeet.

An ech wëll Iech soen, net méi spéit wéi d'lescht Woch ware 40 Participantë justement vum Benelux hei zu Lëtzebuerg. Et waren eelef Generäl do derbäi, an do ass ganz kloer nach eng Kéier gesot ginn, dass e reellen Intérêt besteet, fir zesummenzeschaffen, an dass och do weider déi Projeten, déi virdrun ugeschwat gi sinn, Här Braz, déi sinn och do da weider peaufinéiert ginn. Dat ass e Prozess, en „ongoing process", dee geet elo permanent weider.

Ech géif och soen, dass dat e Prozess ass, deen net méi ophéiert, well ech sinn der Meenung, dass déi Benelux-Kooperatioun net eng Fin en soi ass. Et ass och net eleng, dass mir déi Capacitéiten elo ënner eis kréien, mä mir mussen eis gesinn als Benelux an der EU an eventuell och par rapport zu der NATO. Mä fir mech ass et wichteg, dass mir als dräi Länner e Pooling a Sharing maachen - oder d'NATO nennt et jo „smart defence", fir eben ze vermeiden, dass mer Duplikatioune kréie vu Moyenen - wat eben eppes kascht -, fir dass mer Effizienz kréien.

An déi Projeten, déi mer elo wëllen ausschaffen, déi wëlle mer och am Kader vum Conseil européen vum Dezember, wou am Fong geholl soll iwwert d'Arméi an Europa an der EU geschwat ginn, oder d'Défense-Politik an der EU, do wëlle mer virbildlech optrieden a weisen, dass mer gutt zesumme schaffen.

Ech wëll Iech d'ailleurs soen, dass déi baltesch State ganz interesséiert sinn un deem Modell, dee mir am Benelux hunn, a si wëllen eppes Ähnleches maachen zwësche sech.

Eis Kooperatioun am Benelux, e leschte Saz: Ech mengen, de Mali, déi Geschicht, déi leeft ganz gutt, an de Battlegroup, dat wäerte mer d'nächst Joer gesinn, ass och eng gutt Saach. Dir gesitt also, et ass en Ufank an et ass eng gutt Saach! An domat géif ech och soen, wéi de Spriecher vun der LSAP, dass, wat de Benelux ass, dat nëmme kann eng gutt Saach sinn, dass dat eng Success Story wäert ginn an dass dat jiddwerengem eppes bréngt. An dat ass eng gutt Saach!

Da wollt ech nach kuerz och iwwert d'Reform schwätzen, déi haut ugeschwat ginn ass, am Sënn vum Rapport Fischbach. Et ass richteg, dass den Här Fischbach, dass ech deem e gewëssene Moment gesot hunn, e soll emol eng Kéier de Point maachen, well Onroue waren, dat ginn ech och zou. Den Zoustand vun der Arméi, dee war net gutt, dat ginn ech zou. Mä et ass wierklech vill besser ginn. Ech fannen et richteg, dass een e Recht huet, fir informéiert ze ginn, wéi dat gesot ginn ass, dass eng gutt Kommunikatioun ass. Mir hunn och aus där Saach geléiert, an déi ass och wierklech vill besser ginn.

Awer, wa mer vun Exemplaritéit schwätzen - un déi gleewen ech an déi ass ganz richteg -, mä déi gëllt fir jiddwereen! Net nëmme fir déi eng, mä fir déi eng a fir déi aner! Dat ass fir mech e wichtege Punkt an duerfir mengen ech, wann een an där Richtung wëllt zesumme fonctionnéieren, da muss jiddweree säi Maximum ginn. Dat ass ganz wichteg, an et si grouss Progrèsen dobaussen.

Ech fannen, d'Bild no bausse vun der Arméi ass e vill bessert ginn. Et ass e Prozess, deen och doduerch komm ass, well déi Reform net ëmmer richteg verstane ginn ass. Si ass komm iwwert d'Form an iwwert de Fong, ech sinn d'accord domat. Awer ech mengen, do wäre mer um richtege Wee, fir eben déi Lektiounen, déi de Rapport Fischbach eis bruecht huet, fir déi dann ebe richteg ëmzesetzen.

Duerfir wëlle mer - dat ass jo haut de Mëtteg schonn ugeschwat ginn - den État-major op Dikrech deelweis setzen. Eng Halbéierung vum État-major hei an der Stad stellen ech mer vir, an déi aner Halschent bleift zesumme mat dem Ministère de la Défense.

Wat de Rekrutement ugeet, och e puer Wierder: Dat ass och eng Prioritéit, de Rekrutement, dat ass ganz evident. A wa mer dee wëlle rassuréieren, hu mer zwou Schinnen: op där enger Säit entweder Verlängerung oder net Verlängerung vun der Zäit, wou ech frou sinn iwwert dee Support, deen ech de Mëtteg hei kritt hunn. Et sinn och Modeller amgaang gekuckt ze ginn, wat dat géif heeschen, wann ee géif eventuell d'Zäit, wou een an dem Asaz ass, am militäreschen Asaz ass, ëm e Joer verlängeren an eventuell dann och d'Rekonversioun géif e Joer verlängeren. Dat ass amgaang studéiert ze ginn. Mir hunn nach keng Konklusioune gezunn.

Mä et muss ee kucken, wat wichteg ass, dat ass, dass mer där Ambitioun, déi mer eis ginn hunn, fir notamment kënne mat honnert Leit an engem Battlegroup opzetrieden, kënne gerecht ginn. Also op där Pist, mengen ech, wësse mer, wat mer wëllen. Ech sinn der Meenung, et muss een och Enn des Joers nach eng Kéier de Point maachen, wou mer op d'mannst an der Kommissioun kucken, Här Fayot - bei Iech an der Kommissioun -, wéi mer do weiderkomm sinn.

Wat de Volet ugeet vun der Reorganisatioun vun der Schoul vun der Arméi, dat ass fir mech eng richteg Décisioun, déi mer do geholl hunn. Dat ass fir mech ganz kloer. Den Dialog tëschent deene Leit, deenen Enseignanten an deenen aneren, déi dann do concernéiert sinn, dee fënnt statt.

D'Externalisatioun ass fir mech déi eenzeg Sortie, déi mer hunn, fir do wierklech déi néideg pädagogesch Méiglechkeeten ze kréien, fir déi Schoul gutt ze géréieren, fir aner Méiglechkeeten ze kréien. Well wa fréier jo d'Regel déi war, dass, wann ee bei d'Militär gaangen ass, dann ass ee sécher beim Stat ënnerkomm, wäert et an Zukunft esou sinn, dass, wann ee bei d'Militär geet, een och vläicht am Privatsecteur muss ënnerkommen.

D'ailleurs, wann ech déi zwee éischt Contingente kucken, déi mer elo haten am neie System, do si vun 160 Leit eng 20 Leit an de Privatsecteur gaangen, an déi Leit musse gutt opgestallt ginn. Well wann eis dat net, wann d'Rekonversioun net réusséiert, da geet et schif! Eise ganze Modell, dee fält dann ëm, an duerfir ass et ganz kloer, dass mer mussen déi Externalisatioun vun der Schoul maachen.

An et ass ganz kloer, dass, wann Exame stattfannen an Zukunft, an och déi lescht, déi gemaach si ginn, déi sinn och schonn esou gemaach ginn, dass se ofgeschwat ware mat der Madame Delvaux hirem Ministère, mat der Éducation nationale. Also do ass gekuckt ginn, fir effektiv schoulesch a pädagogesch Elementer mat eranzekréien. Ech mengen, do si mer um richtege Wee. No där Décisioun, déi mer am Regierungsrot geholl hu quant au principe fir dat ze maachen, musse mer elo kucken, dass mer an deenen nächsten zwee Joer dat dann do finaliséiert kréien.

Dann en anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass nach am Kader vun dem Rapport Fischbach, dat ass: Et ass gesot ginn, et misst eng Bréck gemaach gi mat der ADEM, och am Kader vum Rekrutement. Do wëll ech dem..., ech weess net méi, wien dat ugeschwat huet, mä do wëll ech kloer soen, dass mer eng éischte Kéier elo schonn déi Kontakter wierklech intensivéiert hunn. Et waren iwwer 200 Leit, déi Interessi gewisen hunn, an et sinn der 19 effektiv komm, 19 Stéck vun der ADEM. An dat gëtt och systematesch weidergemaach.

Dann ass d'Fro opgeworf ginn, déi een och mam Rapport Fischbach ka gesinn, iwwert d'Kichen, Outsourcing vun der Kichen. Do ass et fir eis, mengen ech, wann ee wëllt eng Effizienz kréien an enger Arméi, da muss ee kucken, wéi eng Méiglechkeeten een huet. An et ass eng Etüd amgaang, wat dat logistesch an organisatoresch mat sech bréngt, wann een effektiv géif en Outsourcing vun der Kiche maachen. Mä et gëtt keng A-priorien do. Et ass net, dass mir dat wëlle maachen. Et ass net, dass mir dat wëlle maache coûte que coûte. Mir kucke just gären, wat dat am Fong geholl bréngt.

Dann e Wuert iwwert d'Superprioritéit an d'Prioritéit an esou weider, dee ganze Volet, do kann ech nëmmen dat heite soen, wat de Ben Fayot och gesot huet: Eise System fält a steet och mat der Prioritéit a mat der Exklusivitéit. Wa mer dat eng Kéier ofschafen, mengen ech, dann ass et eriwwer.

Ob mer eng Superprioritéit brauchen oder net, ech mengen, si ass agefouert ginn, Här Braz, justement fir d'Leit eben ze motivéieren, an déi Mission-étrangères ze goen. A wa mer dat ofschafen, kann et sinn, dass mer net méi genuch Leit hunn, an da gëtt am Fong geholl de Core Business vun eiser Arméi, deen deen ass, fir a Friddensmissiounen ze sinn, a Fro gestallt. Duerfir dinn ech mech ganz schwéier, fir esou eppes ofzeschafen.

Duerfir mengen ech, déi verschidden Aspekter, déi ugeschwat gi sinn, déi sinn um gudde Wee - wat am Rapport ass -, an ech géif soen, dass, wa mer an engem Joer, wann een dann nach eng Kéier de Point mécht an engem hallwe Joer, dass ee muss kucken, wéi déi eenzel Punkten, déi am Rapport sinn,… Mir schaffen un all deene Punkten, an ech gleewen och, dass mer do Solutioune wäerte fannen.

En anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass, dat ass dee vun der Energie oder den erneierbaren Energien um Härebierg. Do wollt ech soen, dass e Projet amgaangen ass mat der Agence européenne de la défense iwwer „Go Green". Dat ass also och e Projet, wou dann do Sonnekollekteren opgeriicht ginn. Dat ass e risege Projet an dee gëtt zesumme gemaach mat europäescher Industrie. Dat ass also e flotte Projet, an do ass Lëtzebuerg mat dran, an dee Projet, dee wäert dann och an deenen nächste Joren am Fong geholl da realiséiert ginn.

(Interruption)

E leschte Punkt. Wa mer déi Programmer hunn, déi Partenariater, déi Aktiounen, déi Contrainte, alles, wa mer dat hunn, musse mer dat ënner een Hutt kréien. An duerfir hu mer jo eng Strategie eis ginn - dat hunn ech jo elo gesot -, an déi hu mer elo finaliséiert an deem sougenannten „Wäissbuch". E Wäissbuch, dat an enger éischter Phas… Déi éischt Persoun, déi sech domat beschäftegt huet, war de Generol, duerno Colonel Ries, vun deem ech och wollt soen hei, den Här Ries huet net viru Geriicht gewonnen, en huet verluer. Just an der Form huet en eng Kéier gewonnen, mä am Fong huet e verluer.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Dat wollt ech just soen. Dach! Et sinn zwee Uerteeler do, wou en am Fong verluer huet.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Entschëllegt, Här Minister, esou kënnt Der dat net soen!

M. le Président.- Här Braz, stellt Der eng Fro? Soss musst Der nach eng Kéier d'Wuert froen.

(Interruption)

Da stellt wann ech gelift eng Fro!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech wëll herno net d'Wuert froen…

Et kann awer net sinn, dass de Minister dat doten einfach esou an de Raum stellt. De Colonel Ries huet virum Verfassungsgeriicht - net virun iergendengem Geriicht! - op enger prinzipieller Fro gewonnen. E krut vläicht herno net alles, wat e wollt, dat ass eng aner Diskussioun. En huet awer op enger prinzipieller wichteger Fro gewonnen, nämlech där, dass seng Verfassungsrechter violéiert gi sinn doduerch, dass mer säi Changement an e Gesetz ageschriwwen hunn.

Duerfir hunn ech och d'Chamber extra agebonnen an déi Kritik, déi ech formuléiert hunn. Besonnesch d'Regierung, mä och d'Chamber brauchen all net houfreg ze sinn op dat Gesetz, wat mer gestëmmt hunn.

De Colonel Ries huet Verfassungsrechter violéiert kritt an e krut dat unerkannt. Dir kënnt net soen, en hätt op deem dote Punkt net gewonnen. Ech wëll dat esou net am Raum stoe loossen.

(Interruption)

…wierklech derfir schummen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Ech wëll just nach eng Kéier soen, säi Wonsch, deen dee war, fir nees eng Kéier agestallt ze ginn a fir dat a Fro ze stellen, dass e Planificateur ginn ass, an deem huet en net recht kritt. An ech mengen, dat ass och e wichtege Punkt, dass de Minister kann décidéieren, dass de Minister décidéiere kann, wie wat mécht.

Dee Planificateur, dee mer duerno kritt hunn, den Här Fautsch, huet elo dat Faustbuch, de Colonel Fautsch huet dat Wäissbuch fäerdeg gemaach. Et heescht „Lignes directrices du Ministre de la Défense 2020+", an esou ginn d'Planungsrichtlinne fir den Zäithorizont iwwer 2020 eraus opgestallt. An ech mengen, esou laangfristeg Richtlinnen oder esou Objektiver, déi si richteg, sinn noutwendeg, fir justement dass mer deen Transformatiounsprozess, deen ech virdrun ugeschwat hunn, kënne maachen.

Et muss ee kloer Vuen hu fir d'Zukunft, fir dass mer déi Ressourcë kënne garantéieren. Déi dräi Froen, déi do beäntwert ginn, dat ass: Wat sinn ons Ziler? Wat sinn ons Mëttelen? Wat sinn ons Handlungsméiglechkeeten? An déi maache sech an deem Kader, dee mer opgestallt hunn. Do ass d'Acquisitioun vum A400M een Element. D'Reform vun 2007 ass en anert Element. Dat si strategesch Fakten. An da musse mer kucken, wéi eng aner Capacitéite mer do dernieft musse setzen, wéi eng Investissementer mer kënne maachen, fir dass mer dee beschte Retour fir eist Land kréien.

Dëst Dokument, dat wollt ech Enn des Joers der Chamberskommissioun virstellen, an ech mengen, et sollt een och duerno, anschliessend een Débat de consultation maachen, wéi een da wierklech weiderfiert op deem, wat mer haut diskutéiert hunn, wat mer an deenen nächste Méint nach schaffen a wat dat heescht par rapport zu dësem wichtegen Dokument, dësem Wäissbuch „Lignes directrices du Ministre de la Défense 2020+", fir dann ze kucken, wéi mer eis Arméi kënnen opstellen, dass mer wierklech effizient kënne schaffen zu engem korrekte Präis-Leeschtungs-Verhältnis, wann ech dat dierf esou soen. Wëssend awer, dass een d'Sécherheet net zum Nulltarif kritt, dass déi eppes kascht. Eng Arméi kascht eppes, mä et muss ee seng Moyene gutt asetzen.

Ech mengen, wa mer dat richteg hikréien, an dat an Zesummenaarbecht mat eiser Chamber, wou ech och muss soen, wa mer a Missiounen zesumme Leit geschéckt hunn, hat ech ëmmer eng ganz gutt Relatioun mat mengem Virgänger, och mat eiser Chamberskommissioun...

Et ass ganz kloer, wann d'Interesse vu Lëtzebuerg duerch Lëtzebuerger Leit am Ausland a Friddensmissioune vertratt ginn, muss d'Chamber mat agebonne ginn. Also, hei ass d'Partenariat tëschent dem Ministère an der Chamber ganz normal. Wa mer Léisungen a Krisesituatioune sichen a wa mer Contrainten hunn, da musse mer déi zesumme léisen. Dat ass wich-

teg fir d'Sécherheet vun eisem Land, dass mer do eis Leit…, dass mer eis do gutt opstellen an dass déi parlamentaresch Kontroll do mat agebonne gëtt an esou Prozesser.

Ech mengen, mir hunn eng Arméi, déi no bausse wierklech e gudde Profil huet. Mir hunn am Fong geholl eng Défensepolitik an deene leschte Jore gemaach, net nëmme Joren, et kann ee scho bal soe Jorzéngten, déi sech bewährt huet.

Ech wier frou, wann Dir mer weider géift eng Hand mat upaken, dass mer kéinten an den nächste Joren op deem Wee weiderfueren, dass mer esou eng konstruktiv Diskussioun wéi haut de Mëtteg, déi och kritesch war, déi awer ganz konstruktiv war, dass mer déi weider kënne féieren.

Da kéinte mer garantéieren, fir mech zielt een Element an der Politik vun der Défense, dat ass d'Transparenz, d'Chamber an d'Bild setzen, wat mer maachen, soudass jiddweree seng Responsabilitéite kann huelen. D'Regierung hëlt hir Responsabilitéit. D'Chamber huet jo ëmmer eng gutt Hand mat ugepaakt. An ech mengen, esou kënne mer dann eng anstänneg Verteidegungspolitik hei zu Lëtzebuerg maachen am Sënn vun deenen dräi D-en: Défense, Diplomatie an Développement.

Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir wäre gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir d'nächst Woch, den 9., 10. an 11. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

SÉANCE 43 MARDI, 9 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

3. 6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Camille Gira (M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler interviennent)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Eugène Berger intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (M. Claude Wiseler intervient), Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) (suite)
- *Motion 1: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

9. Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures
- *Exposé: M. François Bausch*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel (Mme Martine Mergen et M. Claude Wiseler interviennent), M. Fernand Kartheiser (propose une modification de la motion) (M. Xavier Bettel intervient)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (propose une version modifiée de la motion)*
- *Motion modifiée: M. François Bausch (donne son accord à la version modifiée de sa motion), Mme Martine Mergen, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger (M. Serge Wilmes pose une question), M. Ben Fayot (M. Eugène Berger intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Octavie Modert, MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 14. Juni (veuillez lire: de 5. Juli) vun der Héichschoulministesch de Projet de loi 6585 iwwert d'Studiëbäihëllefen an den 8. Juli vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6588 iwwert de Secteur vun den Taxien.

Communications du Président - séance publique du 9 juillet 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6585 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures*

Dépôt: Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.07.2013

6588 *- Projet de loi portant*
a) organisation du secteur des services de taxis et
b) modification du Code de la consommation

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 08.07.2013

2. Proposition de loi n°6586 portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 4. Juli huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6586, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Égalité de traitement am Beräich zum Zougang vu Gidder a Servicer, déi vum Här Fernand Kartheiser an der Sitzung vum 2. Juli 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Proposition de loi n°6587 portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 4. Juli huet d'Presidentekonferenz sech och fir d'Recevabilitéit vun enger anerer Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi N°6587, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Offall, déi vum Här Michel Wolter an der Sitzung vum 3. Juli 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 4. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6124 iwwert den Aménagement du Territoire nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6569 iwwert d'multimodal Plattform zu Beetebuerg/Diddeleng nom Modell 1; de Projet de loi 6426, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den öffentlechen Transport nom Basismodell; d'Motioun vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsflich; de Projet de loi 6376 iwwert d'Reform vun der Commission des normes comptables nom Basismodell; an de Projet de loi 6585 iwwert d'Studiëbäihëllefen nom Modell 1.

Muer de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6471 iwwert d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6398 iwwert den Assurancësecteur nom Basismodell; d'Question élargie N°34 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Austausch vu fiskalen Informatiounen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegte Staaten; de Projet de loi 6487 iwwert d'Schafung vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, och nom Basismodell; de Projet de loi 6181 iwwert d'Violence domestique nom Modell 1; de Projet de loi 6547, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Austausch vu Quote bei Gasen, déi zum Dreifhauseffekt bäidroen nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Rapport 6565 vun der Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. Hei ass d'Riedezäit: eng Stonn fir de Rapporteur, zwou Stonne fir de Statsminister Jean-Claude Juncker, eng Stonn fir déi jeeweileg Fraktiounen, 20 Minutte fir d'Sensibilités politiques, a schlussendlech nach eng Kéier 30 Minutte fir d'Regierung.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als éischte Punkt vun dem Ordre du jour vun de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6124 iwwert den Aménagement du Territoire. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwer en neit Landesplanungsgesetz of. Dat ass ee wichtege Projet, well eist Land brauch modern Infrastrukturen, a grad elo. Duerfir brauche mir: e kohärente Programm, eng geregelt Prozedur, en Dialog mam Bierger, eng Politik vun de kuerze Weeër an e gutt Zesummespill tëscht Stat a Gemengen.

Dat alles ënner een Hutt ze kréien, ass net einfach. Mat dem Gesetzesprojet 6124 hu mir dat versicht. Ob et eis gelongen ass, muss d'Zukunft weisen.

De Wee, fir haut en neit Landesplanungsgesetz zur Ofstëmmung ze bréngen, war laang. De Text gouf virun iwwer dräi Joer, am Mäerz 2010, vun der Regierung virgeluecht. Et war urspréinglech eng Upassung vun dem Landesplanungsgesetz aus dem Joer 1999 virgesinn. De Statsrot huet net manner wéi véier Avisen am Laf vun der Diskussioun erstallt. D'Nohaltegkeetskommissioun an der Chamber hat am Ganze 24 Sitzungen iwwert dëse Gesetzesprojet. Erauskomm ass schliesslech en neien Text, wou ech elo op déi Haaptpunkten aginn.

Éischte Punkt: Wat ass dat gesetzlecht Zil vun der Landesplanung? Mä d'Landesplanung huet als generellt Zil, d'Land ze organiséieren, d'Eegeschafte vun deenen eenzelne Regiounen ze respektéieren a se nohalteg ze gestalten. D'Liewensqualitéit vun de Bierger soll dobäi beschtméiglech garantéiert ginn. Déi allgemeng Aufgab vun der Landesplanung ass duerfir d'Entwécklung vun eiser Ekonomie, mä gläichzäiteg en nohaltegen Ëmgang mat der Natur. Städtesch a ländlech Strukture mussen hir Eegeschafte behalen.

De Gesetzesprojet gesäit ausdrécklech de Schutz géint Naturkatastrophen an Ëmweltschied vir. Dat heescht konkret, dass, wann zum Beispill national Infrastrukture geplangt ginn, och verstäerkt den eventuellen Afloss op Kaméidisbelaaschtung muss gepréift ginn. Landesplanung a Kommunalplanung mussen anenanergräifen.

D'Gemengenautonomie spillt, mä si huet och hir Limiten. Si schreift sech an d'Zilsetzunge vun der Landesplanung an. Dat zielt iwwregens och fir déi sektoriell Politiken an eenzelne Beräicher: dem Wunnengsbau, dem Transport, den Industrie- an Aktivitéitszonen. Hei kann net jiddweree seng eegen Zopp kachen. Duerfir gesäit de Gesetzesprojet eng verstäerkte Roll fir de Landesplanungsminister bei all gréisserem Projet vir.

De Landesplanungsminister huet d'Aufgab, fir ze koordinéieren. Hie kann an Zukunft froen, bei gréissere Projete vun Ufank u mat bedeelegt ze ginn. Dat zielt fir gréisser Bauprojeten, mä och fir d'Entwécklung vun enger Regioun, jo och vun engem Naturpark.

Zweete Punkt: Wat sinn dann elo d'Mëttele vun der Landesplanung? De Projet de loi gesäit véier grouss Moossname vir, fir d'Landesplanung um Terrain ëmzesetzen. Et sinn dat: de Programme directeur, d'Plans sectoriels, de Plan d'occupation au sol - de sougenannte POS -, an d'Konventiounen tëscht Stat a Gemengen. Net méi virgesinn ass de Plan directeur régional. Dat Planungsinstrument war wuel am Gesetz vun 1999 virgesinn, mä et ass bis haut ni benotzt ginn.

Zum Plan directeur. Dat ass dat iewescht Planungsinstrument. D'Regierung leet doran déi grouss Orientatioune vun enger nohalteger Landesplanung fest mat engem gesonden Équiliber tëscht Mënsch, Natur an Ekonomie. D'Regierung schafft ee Projet vu Programme directeur aus. D'Gemenge kënne bannent dräi Méint hiren Avis dozou ginn, grad wéi de Conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire.

An da gëtt de Programme directeur der Chamber virgestallt. Duerno hält d'Regierung un enger definitiver Fassung fest. Dës gëtt dann am Mémorial publizéiert. Ab deem Moment mussen d'Gemenge mat hire PAGen den Orientéierunge vun dem Programme directeur an Aklang bréngen (veuillez lire: hir PAGe mat den Orientéierunge vun dem Programme directeur an Aklang bréngen). De leschte Plan directeur staamt aus dem Joer 2003. Den nächste Plan directeur ass virgesi fir 2017.

Zweet Moossnam: d'Plans sectoriels. Fir op d'Orientéierunge vun de Plans directeurs an deenen eenzelne Politikberäicher ëmzesetzen, gëtt et déi sougenannte Plans sectoriels. Dat gëllt besonnesch fir de Wunnengsbau, den Transport, d'Aktivitéitszonen an déi grouss Gréngflächen. Well d'Avant-projete vun deene sektorielle Leitpläng an den Tiräng vun de Ministèrë leien, leet de Gesetzesprojet d'Prozedur fest, wéi dës sollen ab dem Hierscht, wann dann alles riichtleeft, ëmgesat ginn.

Wéi gesäit dës Prozedur dann elo vir (veuillez lire: aus)? De Regierungsrot hëlt eng formell Décisioun, fir de Projet vum Plan sectoriel an d'Prozedur ze schécken. Dës Décisioun gëtt an der Zeitung publizéiert. D'Projets de plans sectoriels ginn dann op déi betraffe Gemengen. D'Leit ginn iwwert den Dépôt informéiert. Si kënnen da während 30 Deeg Asiicht huelen.

Bannent deenen 30 Deeg muss de Schäfferot eng Informatiounsversammlung ofhalen. Dës Informatiounsversammlung fënnt statt a Presenz vun dem Minister oder engem vu sengen Delegéierten. Mä e puer Gemengen, déi kënne sech och zesummesetzen, fir dann eng Informatiounsversammlung gemeinsam an hirer Regioun ofzehalen. Während 45 Deeg no dem Dépôt vun dem Plan sectoriel op der Gemeng kënnen d'Leit da schréftlech Awänn bei dem Schäfferot maachen.

D'Gemeng schéckt all déi Awänn un den Innenminister. An doropshin hält d'Regierung op Virschlag vum Landesplanungsminister un enger definitiver Fassung fest. Dës gëtt der Chamber presentéiert an dann ënnert der Form vun engem Règlement grand-ducal arrêtéiert.

Mat der Publikatioun vun dem Plan sectoriel gëtt dësen obligatoresch an zur Utilité publique erklärt.

Drëtt Moossnam: de Plan d'occupation du sol. Ee Plan d'occupation du sol gesäit eng spezifesch Notzung vun enger geographesch limitéierter Zon fir e bestëmmten Zweck vir. Zum Beispill gëtt et e POS fir de Flughafen - de Findel - a fir d'Europaschoul tëscht Mamer a Bartreng. E POS ass ee Planungsinstrument, wat dem Programme directeur an de Plans sectoriels ënnergeuerdent ass. D'Prozedur fir d'Unhuele vun engem Plan d'occupation du sol ass ähnlech wéi déi, déi ech virdrun am Kontext vun de Plan sectoriel beschriwwen hunn: Informatiounsversammlung, Dossiersasiicht, a Méiglechkeet fir d'Bierger, hir schréftlech Awänn geltend ze maachen.

Mä Ausnahm: Well de POS - e Plan d'occupation du sol - ee konkrete Projet op enger geographescher limitéierter Zon viséiert, gëtt d'Consultatiounsprozedur mat de Bierger natierlech nëmmen an där oder deene betraffene Gemengen duerchgefouert.

D'Plans sectoriels an de POS kënnen och ofgeännert ginn. D'Prozedur ass déiselwecht wéi bei der éischter Adoptioun. Ausnahm ass et, wann et sech just ëm eng punktuell Upassung handelt. An hei gëllt och do eng vereinfacht Prozedur.

Véierten a leschte Moossnam: Mir schafe mat dësem Projet de loi eng gesetzlech Basis, dass de Stat ka mat eenzelne Gemengen oder engem Gemengeverbund Konventiounen ofschléissen, fir am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun där betraffener Géigend zesummenzeschaffen.

Nächst Fro: Wat sinn dann elo d'Auswierkunge vun de Plans sectoriels an engem POS op d'Eegentumsrechter? Wann e POS op der Gemeng déposéiert ass, da läit op deene betraffenen Terrainen direkt eng Servitude. Ausser Ënnerhaltsaarbechten, kënne keng Aarbechte gemaach ginn, déi géint de Plan d'occupation du sol géife verstoussen. Dës Servitude fält, wann de POS net bannent véier Joer no sengem Dépôt op der Gemeng obligatoresch erklärt gouf.

Fir déi Servitude kritt ee keng Entschiedegung. All Verkafsakt op esou engem Terrain muss de Vermierk hunn, dass en enger POS-Pozedur ënnerläit.

A schliesslech ännert de POS, wann en definitiv ass, de PAG an eventuell d'PAPen vun enger Gemeng automatesch ëm.

A wéi verhält et sech dann elo bei de Plans sectoriels? Mä hei huet d'Nohaltegkeetskommissioun laang driwwer debattéiert. Zum Schluss ass et zu folgender Léisung komm: Ee Plan sectoriel beinhalt engersäits méi allgemeng Recommandatiounen, an anerersäits méi prezis Virschréften. Dat sinn déi sougenannte Prescriptiounen.

Wann et sech ëm eng Prescriptioun handelt, da mussen déi betraffe Gemengen dëse Bestëmmungen an hirem PAG oder eventuelle PAPe Rechnung droen.

All Aarbechten op Terrainen, déi géint d'Prescriptioune vun engem Plan sectoriel verstoussen, si verbueden, an zwar ab deem Moment, wou de Plan sectoriel op där betraffener Gemeng déposéiert ass. Respektéiert een dëse Verbuet net, da spille Strofbestëmmungen. Och ee Buergermeeschter, dee wëssentlech Aarbechte géif autoriséieren, déi net am Aklang mat de Plans sectoriels wieren, ënnerläit hei dem Strofrecht.

Ech verheemlechen Iech net, dass dës Bestëmmunge fir d'Députés-maires aus der Kommissioun nawell fir munche Gespréichsstoff gesuergt haten.

Bei deene méi allgemenge Recommandatiounen, do sollt d'Gemeng dëse bei den Ausaarbechten oder der Revisioun vun hirem PAG, déi se all sechs Joer muss maachen, Rechnung droen. Well déi betraffe Gemeng dat... oder wëllt se dat net maachen, da muss si eng motivéiert Deliberatioun an hirem Gemengerot huelen, firwat se sech net vun där Recommandatioun wëllt leede loossen.

Wann eng Gemeng amgaangen ass mat der Revisioun vun hirem PAG, an eng Bestëmmung vun engem Plan sectoriel betrëfft en cours de route dëse PAG , da brauch si net vu vir un erëm mussen unzefänken, mä si muss bannent engem Délai vun zwee Joer dësem Plan sectoriel Rechnung droen.

Wat sinn dann d'Mëttelen, d'Instrumenter, fir d'Landesplanung elo besser op dem Terrain ëmzesetzen? Dorops gëtt de Gesetzesprojet och eng Äntwert. An déi huet et nawell a sech. De Stat an d'Gemenge kréien heimat d'Méiglechkeet, fir e Virkafsrecht, jo souguer eng Enteegnung ze maache vun deenen Terrainen, déi entweder an ee Plan sectoriel falen oder vun engem POS, engem Plan d'occupation du sol, betraff sinn.

D'Virkafsrecht fonctionnéiert ähnlech wéi beim Pacte Logement. Dat heescht, den Notaire, deen een Akt mécht, muss der Gemeng oder dem Stat den Terrain zum Virkaf ubidden. D'Gemeng respektiv de Stat huet dann en Délai vu maximal zwee Méint, fir dat Virkafsrecht geltend ze maachen. Mä opgepasst: D'Virkafsrecht spillt nëmmen am Fall vun engem Plan sectoriel oder engem POS, deen d'ganz Prozedur duerchlaf huet.

D'Gemengen an de Stat kréien dann och d'Méiglechkeet, am Noutfall d'Terrainen, déi duerch e POS oder ee Plan sectoriel betraff sinn, ze enteegnen. D'Enteegnungsprozedur ass déiselwecht wéi am Expropriatiounsgesetz vun 1979 respektiv déi aus deem Fonds-des-routes-Gesetz vun 1967.

Nei ass awer d'Wäertaschätzung vun deenen Terrainen, déi sollen enteegent ginn. Bei engem POS gëtt de Wäert geholl, wéi e geschat gëtt ee Joer virun der Décisioun, fir de Plan d'occupation du sol an d'Prozedur ze schécken. Dës Décisioun gëtt vu gesetzeswegen an dem Mémorial publizéiert.

Bei engem Plan sectoriel ass et de Wäert vum Terrain ee Joer virun der Publikatioun am Mémorial vun der Décisioun, de Plan sectoriel un déi betraffend Gemeng ze schécken. Sënn an Zweck vun dëser Approche ass et, fir der Plus-value, also dem Mehrwert, deen duerch de POS respektiv de Plan sectoriel entsteet, virzegräifen. Den Terrain gëtt jo eigentlech duerch de POS respektiv de Plan sectoriel zum Spekulatiounsobjekt, an duerfir muss dëse Spekulatiounswäert och neutraliséiert ginn. Dëst ass keng Lëtzebuerger Erfindung, mä et ass praktesch eent zu eent d'franséisch Législatioun iwwerholl.

A wéi gëtt dann elo de Wäert genau festgeluecht? Mä et gëtt ee Verglach gemaach tëscht dem Wäert vun Terrainen, déi vun dem POS respektiv dem Plan sectoriel betraff sinn, mat Terrainen, déi just ausserhalb vun der Zon leien. Duerno gëtt dëse Wäert da verglach mat dem Präis vun Terrainen, déi op anere Plaze leien, déi awer déiselwecht Charakteristiken hunn. An dorops gëtt dann e Referenzwäert geholl, dee souwuel der Wäertsteigerung vum Terrain Rechnung dréit, déi no un dem Projet dru leien, mä och der genereller Präisentwécklung am Interessi vun dem Propriétaire. Déi gëtt mat abezunn.

De Wäert, deen hannen erauskënnt, ass de Präis, dee fir den Terrain bezuelt gëtt. Et ass och dee Präis, deen herno gegebenenfalls bei Geriicht als Basis zielt, wann et zu enger richteger Enteegnungsprozedur da sollt kommen.

Leschte Fro: Wéi droen dann d'Gemengen elo den neie Virgabe vun der Landesplanung Rechnung? Mä et gëtt do eng formell Hierarchie. Un der Spëtzt steet de Programme directeur vun der Landesplanung, duerno d'Plans sectoriels an eventuell POS, a schliesslech op Gemengenniveau de PAG an eventuell PAPen.

Wann den Innenminister an Zukunft ee PAG approuvéiert, da muss hie kucken, ob d'Virgabe vun der Landesplanung erfëllt sinn. D'Gemenge mussen de Virschréften, de sougenannte Prescriptioune vun engem Plan sectoriel, an hirem PAG Rechnung droen. Dofir brauche si awer net iwwert déi komplizéiert a laangwiereg PAGs-Prozedur ze fueren. Si kënnen dat mat enger einfacher Deliberatioun an dem Gemengerot maachen. Dës Décisioun gëtt da vum Innenminister iwwerpréift, an hie muss se schlussendlech approuvéieren.

Här President, dat waren, vereinfacht gesot, déi Haaptpunkte vun deem neie Landesplanungsgesetz. Et gouf versicht, ee Mëttelwee ze fannen tëscht enger geuerdneter Gestaltung vun dem Land, mä am Respekt vun dem Matsproocherecht vun de Bierger. Ob dat gelongen ass, muss d'Zukunft weisen.

Fir mäin Deel soen ech alle Leit, déi bei der Ausaarbechtung vun dësem Projet matgeschafft hunn, en décke Merci. De Minister Claude Wiseler an alle Kommissiounsmemberen ënnert der Présidence vun dem Fernand Boden soen ech och Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, och wa mir emol op eenzelne Punkten ënnerschiddlech Meenungen haten. Mä dat ass nun emol esou an enger Demokratie.

Egal wou déi politesch Aktualitéit eis an den nächsten Deeg wäert hiféieren, d'Plans sectoriels kënnen elo, wéi laang versprach, an d'Prozedur goen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Rapporteur Merci. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op engem klengen iwwerschaubaren Territoire wéi Lëtzebuerg mat eise ronn 2.800 km², emol net Gréisst vun deene meeschte franséischen Departementer, misst et jo u sech einfach sinn, fir eng effizient Landesplanung ze organiséieren. Dat ass awer net de Fall. Well wann een de Bilan mécht, säit eisem éischte Gesetz vun 1974, muss een dach feststellen, datt an deene leschte 40 Joer ganz villes schifgaangen ass hei zu Lëtzebuerg a vill landesplaneresch Feeler geschitt sinn, déi zu dauerhafte Fait-accomplië gi sinn an och haut net méi auszebigele sinn. Dat kann eng Verschandelung vun der Landschaft duerch Stroosse sinn, déi op der falscher Plaz sinn an déi vill nei Verkéiersproblemer mat sech bréngen. Ech denken do zum Beispill un en Deel vun der Nordstrooss, dat kënnen Aktivitéitszone sinn, déi komplett ouni Transportuschloss iergendwou am Grénge leien. Och do kéint ee Beispiller nennen. Dat kann ee vu Wunnquartiere soen, déi d'Landschaft zersiedelen, an ech kéint eng Rei Beispiller weider opzielen.

Mam Text vun 1999 huet dunn den deemolege Minister Alex Bodry versicht, déi Ziler vun der Landesplanung nach eng Kéier nei ofzeklären, fir datt net nach weider Feeler sollte gemaach ginn. Elo, bal 14 Joer duerno, muss een awer feststellen, datt et erëm net gelonge war, datt och dat Gesetz am Endeffekt eng Rei landesplaneresch Feelentwécklunge mat sech bruecht huet.

Ech muss awer soen, dobäi hat een et an der Hand, fir et besser ze maachen, well 2001/2002 dorëmmer huet déi deemoleg Regierung an der Suite vum Programme directeur décidéiert, fir den IVL, den integrative Verkéiers- a Landesplanungskonzept, an Optrag ze ginn. Eng ganz Rei Ministèren an Experte waren an deenen Aarbechten implizéiert. An den IVL huet Froe beäntwert respektiv Froen opgeworf, Pisten opgezeechent, wéi een d'Land kéint méi sënnvoll a fir d'Zukunft plangen. Sou ware Froen: Wou soll geschafft ginn hei zu Lëtzebuerg? Wou soll verstäerkt gewunnt ginn? Wou sollen Transportcouloiren hikomme fir d'Schinn, fir d'Stroossen? Wou soll d'Natur geschützt ginn? An esou weider.

Och ass deemools gekuckt ginn, wéi eng Entwécklungen een an der Populatioun kéint erwaarden. Verschidden Zeenarioe sinn duerchgespillt ginn. Dir kënnt Iech vläicht erënneren, den Einwohnerzeenario, Pendlerzeenario, déi sinn duerchgespillt ginn an och deementspriechend Variante fir d'Landesplanung sinn ugeduecht ginn.

2004 also hate mer en Dokument fäerdeg um Dësch leien. Mam IVL hate mer e strategescht Instrument geschafen, fir endlech eng kohärent Planung vu Lëtzebuerg ze erméiglechen oder wéinstens ze guidéieren. Et hat keng juristesch bindend Valeur, mä duerch déi Plan-sectoriele sollten dann déi eenzel Ëmsetzunge vum IVL méiglech gemaach ginn.

Wéi gesot, dat war 2004, dat war am Fréijoer, Summer 2004. Mëttlerweil si bal zéng Joer vergaangen, mä säit 2004, säit déi aktuell Koalitioun ernannt ass, ass näischt méi geschitt! D'CSV- an LSAP-Ministeren hunn den IVL zwar gären a Sonndesrieden zitéiert. Bei all passender an och onpassender Geleeënheet hu se den IVL als Argument dann an d'Spill bruecht, an dat huet och heiansdo, muss ee soen, grotesk Formen ugeholl: Beim Pacte Logement war op eemol herno all Gemeng eng sougenannten „IVL-Entwécklungsgemeng". All Gemeng huet dann ugeklappt, mam Argument: „Mir sinn IVL-Gemeng.", fir Suen ze kréien.

Oder bei deem absurden Dossier vu Léiweng mat deem geplangte Stadion an Akafszenter, do war dat op eemol anscheinend honnertprozenteg IVL-kompatibel, obwuel Léiweng am IVL, an där Variant op alle Fall 2004, als eng - ech soen emol -, eng Aart gréng Pufferzon zwëschen der Stad an dem Süde virgesi war.

Ech mengen, d'CSV/LSAP hunn den IVL während zéng Joer faule gelooss. Bezeechnenderweis kënnt dee jo och an dësem Projet de loi praktesch néierens - vläicht iergendwou am Exposé des motifs oder op iergendenger Plaz -, kënnt deen do nach vir. An dat mam Resultat eigentlech, datt mer haut nulle part sinn an der Landesplanung, datt awer um Terrain mëttlerweil erëm eng ganz Rei Faits accomplis geschafe gi sinn, déi net méi kompatibel si mam IVL.

Et misst een eigentlech elo nees eng Kéier en neie Bilan maachen, eng Bestandsopnahm maachen, wat dann alles säit 2004 sech weiderentwéckelt huet. Ech mengen och, déi Zeenarioen, Pendler- oder Awunnerzeenarioe misste komplett nei iwwerschafft ginn.

Mä d'Fro ass einfach: Wat huet eigentlech 2004 deemools d'Regierung dru gehënnert, fir déi Plan-sectoriele schnellstens ëmzesetzen? Firwat hunn déi Zoustänneg - et waren eben CSV-Ministeren - net weidergemaach? Et ware Viraarbechte gemaach, dat muss ee soen!

Här President, an ech muss eigentlech hei reklaméieren, hei op dëser Plaz, wann am Rapport steet - ech mengen, den Här Rapporteur, deem ech och wéilt Merci soe fir säi Rapport, huet dat faktuell gemaach, mä am Rapport steet: «Les travaux préparatoires des quatre plans directeurs sectoriels sont à présent plus ou moins achevés.» Dat steet elo haut 2013 am Rapport vun der Kommissioun.

Här President, 2004 am Juni hat ech deemools a menger deemoleger Fonctioun als Statssekretär d'Aarbechte fir de Plan sectoriel «Paysages» esou gutt wéi ofgeschloss!

(Brouhaha)

Jo! Dee war esou gutt wéi ofgeschloss. Déi louche fäerdeg an den Tiräng do, déi bloufen do zéng Joer an den Tiräng leien. Déi nofolgend Regierung huet déi Pläng net erausgeholl, och wéi déi aner Pläng net. Op alle Fall huet se déi ganz Saach verschleeft.

Wéivillmol sinn déi Plan-sectorielen annoncéiert ginn: Transport, Paysages, a besonnesch déi zwee Haaptpläng oder déi, déi d'Leit am meeschten interesséiert, vum Logement an de Zone-d'activitéen? Zegmol! An ni ass eppes komm, net 2005, net 2006, net 2007, net 2008, net 2009, net 2010, net 2011, net 2012, an och haut leien déi Pläng nach ëmmer net do!

Firwat ass, wann d'Argument ass, datt een dann e Gesetz brauch, fir se juristesch ëmzesetzen, firwat ass net direkt légiféréiert ginn, wann ee gemengt hat, et bräicht een en neit Landesplanungsgesetz, fir déi Pläng ëmzesetzen? Eréischt aacht Joer duerno, 2010, also eng Legislaturperiod nach méi spéit, ass dunn ugefaange ginn, sech ze begannen, oder ass ugefaange ginn, fir e Gesetz auszeschaffen. E Gesetz, dat ganz vill Krämpes kascht huet, dat mer dann haut am Plenum virleien hunn, mä dat awer an eisen Ae schlecht ass a vill nei Problemer wäert mat sech bréngen.

Ech wäert elo net, Här President, am Detail op déi eenzel Artikelen agoen, well ech duerfir net genuch Zäit hunn, mä ech wëll awer soen, datt vill Artikele Schwieregkeete maachen, an de Statsrot huet jo och eng Rei Schwieregkeete gehat, Oppositiounen hat en och, an den Text ass ganz oft hin- an hiergaangen. Ech wäert also net op d'Detailer vun den Artikelen agoen, ech wëll mech haut a menger Zäit op e puer méi prinzipiell Remarquen zum Text beschränken.

Een Zil, gëtt gesot, vun dësem Gesetz ass jo, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen. Mä doduerjer, datt elo zéng Joer déi Pläng an den Tiräng louchen oder ausgeschafft sollte ginn, besonnesch déi vum Logement a vun de Zones d'activité, grad doduerjer ass awer och d'Dier opgemaach gi fir eng ganz Rei Spekulatiounen.

An et huet een dat ongutt Gefill dobäi, datt déi Pläng, déi esou laang do an den Tiräng leien, un deenen esou laang geschafft gëtt, och net esou waasserdicht sinn, wéi dat da gären duergestallt gëtt.

Gëtt et déi eng oder aner Promoteuren hei am Land, déi awer vläicht e bësse Kenntnis vun deene Pläng hunn - haten oder hunn - an doduerjer vläicht Virdeeler op déi eng oder aner Aart a Weis sech konnte schafen? Déi Fro bleift nach wie vor am Raum stoen.

Une voix.- Jo!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech ka mech gutt erënneren nach un de Lapsus vum Wirtschaftsminister, dem fréiere Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, wéi mer hei d'Ëmstänn vum Projet Léiweng diskutéiert hunn, wéi hien op meng Fro, ob net auszeschléisse wier, datt verschidde Leit schonns Pläng vu Zone-d'activitéen oder Logement gesinn hätten, mat Jo geäntwert huet an dunn duerno awer ganz schnell huet missen zréckrudderen.

Et muss een och hei soen, Här President, d'Proximitéit vun engem Beamten aus dem Aménagement du Territoire mat bekannte Promoteuren an ehemolege Propriétairë vu Vëloséquipë léisst och e fade Bäigeschmaach. Och wann een elo an Zukunft d'Spekulatioun soll ënnerbannen, kann en Terrain, deen ee sech am Virfeld zum Beispill an enger geplangtener Zone de logement ugeschaaft huet, zu enger ganz lukrativer Affär ginn.

Här President, en Haaptuleies vum Gesetz ass et, fir déi verschidde Plan-sectorielen a POSe juristesch bindend ëmzesetzen. Wann dat hei Gesetz gestëmmt gëtt, da ginn déi Pläng awer de Gemengen an de Bierger praktesch oktroyéiert. An der Prozedur si ganz wéineg reell Matsproochméiglechkeete vun de Gemengen an de Bierger virgesinn. Ech zitéieren do aus dem Text, deen eigentlech fir mech symbolesch ass oder dat Ganzt résuméiert, am Artikel 9, wou lapidar - wann déi Pläng ausgehaange ginn - do steet: «...le public peut en prendre connaissance...».

Et ass zwar eng Informatiounsprozedur ageschriwwe ginn an d'Bierger an d'Gemenge kënnen hir Bemierkungen eraginn. De Minister mécht e Rapport doriwwer an hie mécht mat deenen Awänn, wat e grad Loscht huet. De facto huet hei d'Gemeng oder de Bierger kee reellt Asprochs- a Recoursrecht. Dobäi kënne jo awer déi Plan-sectoriele ganz aschneidend Moossname fir deen een oder anere bedeiten, wann een zum Beispill säin Terrain kann ewechgeholl kréien oder net méi fräi doriwwer ka verfügen.

D'DP huet och Problemer, vill Problemer domadder, datt duerch dëst Gesetz d'Enteegnung praktesch als systematescht Instrument fir d'Ëmsetzung vun de Plan-sectoriele festgeschriwwe gëtt.

Fir d'DP, Här President, do soll d'Expropriatioun eng Ausnahm bleiwen. Sécherlech muss een och esou en Instrument fir Ausnahmesituatiounen hunn, ech denken zum Beispill un déi Geschicht mat der Brëtell zu Helleng, mä et muss awer eng Ausnahm bleiwen. Mir hunn hei eis Bedenken, datt d'Expropriatioun elo soll a groussem Ëmfang systematesch bei der Ëmsetzung vu Plan-sectoriele spillen an datt de Bierger praktesch kee Recoursrecht méi huet oder sech da muss mat villen Affekotsfraisë ronderëmploen oder sech wieren.

An och d'Politik an d'Chamber kréien duerch dëst Gesetz kee Matsproocherecht an der Landesplanung. An deem Artikel 9 am Abschnitt 5 steet, datt de Minister eng „déclaration" iwwert de Plan sectoriel virun der Chamber mécht. Do kann d'Chamber emol net dodriwwer ofstëmmen oder matbestëmmen.

Et kann ee jo novollzéien, datt ee muss eng faktuell Basis schafen, datt Experte musse bäigezu ginn, fir d'Basë vun der Landesplanung ze setzen, fir déi eenzel Plan-sectorielen auszeschaffen. Dat gouf jo och esou beim IVL gemaach. Domadder huet ee kee Problem.

Mä letztendlech muss awer och d'Politik, mussen d'Gemengen, mussen d'Bierger och bei der Landesplanung kënnen e Wuert matschwätzen, an déi Matbestëmmung an esou engem wichtegen Dossier vun dem Aménagement du territoire, dee jo jiddwereen am ganze Land betréfft, ass fir d'DP och essentiel an enger Demokratie.

Ech mengen, mir sinn elo an enger Situatioun, datt déi Plans sectoriels hei... An dat muss ee sech soen: Haut de Mëtteg stëmme mer net nëmmen hei e Gesetz of iwwert den Aménagement du territoire. Haut de Mëtteg stëmme mer hei de facto automatesch, ouni datt mer se kennen, alleguerten déi Plan-sectoriele mat, déi elo am Tirang leien. Déi stëmme mer haut de Mëtteg eigentlech de facto mat of.

Do ginn an deene Plan-sectoriele kruzial Décisioune geholl fir d'Landesplanung. Iwwert déi stëmme mer eigentlech haut de Mëtteg mat of, respektiv iwwert dat Instrument, dat déi also da soll ëmsetzen. An déi Pläng ginn dann haut de Mëtteg och mat deem Vote, däers musse mer och eis bewosst sinn, automatesch d'utilité publique, well déi Plans sectoriels jo dann och dat wäerte ginn.

Et wier wierklech noutwendeg gewiescht, datt mer haut de Mëtteg beim Vote déi Pläng hei, déi Plan-sectorielen och virleie gehat hätten, datt jiddwereen hätt kënnen en connaissance de cause iwwert d'Landesplanung hei haut de Mëtteg ofstëmmen. Déi Pläng leien net vir.

An dat eleng schonns, Här President, geet duer, fir datt een dëst Gesetz net ka stëmmen. Wann een dëst Gesetz esou stëmmt, da gëtt een elo, däers musse mer eis bewosst sinn, der Regierung e Blankoscheck fir wesentlech Ausriichtunge vun der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg.

An hei geet et jo net ëm dräi Kouwisen! Hei geet et ëm 500 ha neit Bauland, hei geet et ëm nei Couloire vu Stroossen, hei geet et ëm grouss Arealer fir Betriber, hei geet et ëm kruzial Weichestellunge fir d'Zukunft vum Land. Ech weess net, ech mengen, kee vun den Deputéierten heibanne weess, wéi déi Weiche mat deene Plan-sectorielen elo gestallt ginn.

Här President, do maache mir net mat! Wann een dat Gesetz stëmmt, dann iwwerléisst een d'Landesplanung der Technokratie an der Willkür vun der Exekutiv oder vun engem Minister!

Et ass jo och ganz erstaunlech, datt de Minister vum Logement an der Chamberskommissioun viru Kuerzem gesot huet, datt hien eigentlech herno, wann déi Plan-sectoriele bis do wieren, da géif hien déi Deeler net iwwer Plans sectoriels mä iwwer POSen ëmsetzen. Do freet ee sech dann iwwerhaapt: Jo, firwat hu mer dann dëst Gesetz gebraucht? Mir haten e Gesetz vu POSen, dann hätt een dat jo scho kënne laang maachen. Mä dat ass nëmmen e Beispill, fir ze weisen, wéi dann herno och nach mat deem Gesetz hei jongléiert gëtt, fir sech esou ze arrangéieren, wéi een et grad gär hätt.

Wann ech elo och schonn do beim Logementsminister sinn, wëll ech och nach kuerz eng Klamer opmaachen, wat awer och eppes mat Landesplanung ze dinn huet, awer och méi spezifesch mat der Logementspolitik. Ech mengen, et ass esou, datt mer dat och - de Fernand Etgen an ech selwer - schonn op enger Pressekonferenz virun e puer Woche kloergestallt hunn, datt de Stat net dierf exklusive Bauhär hei zu Lëtzebuerg ginn oder mat verschiddene Promoteuren do exklusive Bauhär ginn hei zu Lëtzebuerg. Et muss een e Kader setzen, wou Privat a Stat kënnen zesummen agéieren, an d'Privatinitiativ dierf net ofgemuerkst ginn. Mir hunn och Problemer domadder, datt de Stat mat dësem Gesetz systematesch hei Virkafsrecht accordéiert kritt. Klamer zou.

Also wéi gesot, bei all Gesetz, wou Règlements grand-ducaux sinn, verlaangt ëmmer d'Chamber, datt mer déi Règlements grand-ducaux hei virleien hunn, ier mer e Gesetz en connaissance de cause ofstëmmen. Hei, bei esou wichtege Pläng, déi wierklech wesentlech si fir d'Ausriichtung vun der zukünfteger Landesgestaltung, déi leien haut net vir. Mä mir stëmmen hei en Instrument of, dat déi da praktesch mat ofseent.

Dat Gesetz kraazt och un der Gemengenautonomie. D'Plans sectoriels oder d'POS, déi sti jo dann iwwert de lokale Bebauungspläng, déi déi lokal Gemengeréit da mussen akzeptéieren, wou se souguer musse contre leur gré praktesch an der Prozedur e Vote doriwwer maachen. Et ass kloer: Hei kréien d'Gemengen en Deel vun hire Kompetenzen, wat d'Raumplanung an hirer Gemeng ubelaangt, ewechgeholl, well se forcéiert ginn eventuell - vläicht si se domat d'accord, mä et kann awer och sinn, datt se forcéiert ginn -, fir Restriktiounen op Terrainen ze maachen, fir Terrainen aneschters ze affectéieren, wéi si sech dat vläicht virgestallt haten.

Bon, et muss een och drun erënneren, datt eigentlech och dat ganzt Verschleefen elo vun dem Gesetz, vun de Plan-sectorielen, datt dat och vill Gemengen de Moment gehënnert huet oder nach dauernd hënnert, fir d'PAGen ofzeschléissen. Et ass jo och scho verlängert ginn, den Délai, fir dat ze maachen, dat ass och keng gesond Situatioun. Et ass vill Zäit verluer gaangen an et bleiwen eng ganz Rei Onsécherheeten an de Gemengen. Et gëtt also awer och Zäit, datt dat gemaach gëtt.

Här President, ech mengen, d'Zäit leeft mer esou lues fort, duerfir zum Schluss nach eng Remarque, eng allerlescht Remarque. Dat ass zu de Plans directeurs régionaux, déi mat dë-

sem Gesetz och ofgeschaaft ginn. Bon, zum enge kann ee bedaueren, datt an deene leschten zéng Joer do net ganz vill gelaf ass. Ech mengen, dat ass awer och e bësse symptomatesch fir d'Landesplanungspolitik an deene leschten zéng Joer, wou ech net onbedéngt d'Feeler wëll bei de regionale Politiker gesinn.

Mir deelen éischter déi Kritik vu verschiddene kommunal a regional engagéierte Politiker, där mer der jo och heibannen hunn, déi bedaueren, datt dëst regionaalt Planungsinstrument mat engem Fiederstréch ofgeschaaft ginn ass. Et ass jo grad um Terrain, an de Regiounen, an dat huet een an der Vergaangenheet gesinn, wou do awer vill positiv Aarbecht gemaach ginn ass am Sënn vun der Landesplanung.

Ech mengen, Här President, et dierft Iech kloer sinn, datt d'DP dëst Gesetz net wäert stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President! Léif Kolleeginnen a Kolleegen, reng formal betruecht geet et bei dësem Gesetzesprojet drëm, fir den Text vum bestoende Landesplanungsgesetz vun 1999 un d'Realitéit unzepassen a gläichzäiteg verschidden Adaptatioune virzehuelen an domat eis Planungsinstrumenter méi rechtssécher, méi einfach a méi iwwersiichtlech ze maachen.

Global betruecht geet et awer ëm net méi an net manner, wéi den Exigenzen un eng nohalteg Landesentwécklung Rechung ze droen an domat eise Liewensraum besser ze notzen.

D'Landesplanung ass eng vun de Kärprärogative vum Stat. Duerch eng iwwergeuerdnet Koordinatioun, en transversaalt Virgoen an e professionelle Suivi sollen déi raimlech Zilsetzunge vum Land mat enger nohalteger, ëmweltfrëndlecher Entwécklung a mam Wirtschaftsëmfeld a mat engem gesonde Sozialwiesen ofgestëmmt ginn. Derbäi kommen och nach déi demografesch Entwécklung an d'Erausfuerderunge vum Klimawandel, deene mer gläichermoosse musse Rechnung droen.

Dir gesitt et schonn: Eleng déi doten Opzielung, déi weist, wéi komplex d'Landesplanung eigentlech ass, an et spiert a weess een direkt, dass domat e ganz groussen Ofstëmmungsbesoin verbonnen ass an och en enspriechend groussen Zäitopwand.

Fir all déi genannte Beräicher op e gemeinsamen Nenner ze bréngen an um Terrain ëmzesetzen, geet et net duer, fir déi richteg Strukturen a Mëttelen ze hunn, mä et brauch een och déi richteg Instrumenter. Déi legal Instrumenter dofir sinn eise Programme directeur vun 2003, d'Plan-sectorielen an d'Plans d'occupation du sol, d'POSen, wéi mir se nennen. Regional Pläng, déi ursprénglech am Gesetz virgesi respektiv weider ugestrieft gi waren, sinn net zulescht opgrond vum kriteschen Avis vum Statsrot zu deem Thema net méi am aktuelle Gesetzestext virgesinn. Mä dorobber kommen ech spéider nach eemol zréck.

Et brauch een awer net nëmme gutt Instrumenter, mä och a virun allem gutt Partner, fir déi verschidde Visiounen an déi deklaréiert Ziler matgedroen ze kréien an zesummen ëmgesat ze kréien. An dat sinn un alleréischter Plaz d'Gemengen! Déi bescht Landesplanung ass net vill wäert, wa keen Dialog mat de Gemengen do ass, an dofir wëll ech hei och ënnerstréichen, wéi wichteg et ass, dass d'Gemenge respektiv d'Bierger zur Gestaltung vun eisem Land bäidroe kënnen.

Eigentlech misste jo déi sektoriell Pläng an enger landesplanerescher Logik éischter aus regionaler an interkommunaler Siicht wéi aus lokaler Siicht gekuckt an analyséiert ginn. Dozou feelen awer kompetent Entscheedungsgremien. Kommt, mir maachen eis näischt vir: Weder de Gemengeverbond ronderëm déi sougenannten Nordstad nach de Gemengesyndikat PRO-SUD, déi sech alle béid fir déi nohalteg Entwécklung vun hire respektive Regiounen asetzen, kënnen dës Fonctioun am Moment iwwerhuelen.

Och dëst Gesetz geet weder op de Wee vun der Schafung vun engem institutionaliséierte Gremium nach vun engem Regionalparlament mat prezis definéierte Kompetenzen an Entscheedungsbefugnisser, wéi et an enger Rei vu Länner de Fall ass. D'Definitioun vun de Regioune bleift onprezis, an ob en Interesseverbond wéi de PRO-SUD als Promotiounsinstrument fir d'Südregioun - mat oder ouni Regionalplang am Gesetz - eng Zukunft huet, wann en an där aktueller Struktur bäibehale gëtt, woen ech hei ze bezweifelen.

D'Grondiddi, eng Zort Thinktank fir d'Regiounen ze maachen, bleift richteg, awer wéi eng Struktur fonctionnéiere kann an am beschten Entscheedunge fir d'Regioun kann huelen, bleift weiderhin op. Éierlecherweis muss een zouginn, dass trotz der Absicht iwwert d'Noutwendegkeet vun enger regionaler an interkommunaler Zesummenaarbecht d'Entwécklung vun der eegener Gemeng weiderhi priméiert, wat mangels transparenten an novollzéibare Kritäre bei der Attributioun vun enger ganzer Rëtsch vu staatleche Subsiden a mangels iwwerfälleger Gemengefinanzreform an eisen Ae méi wéi verständlech ass.

Den urspréngleche But vun de regionale Pläng war deen: eng Kooperatioun tëscht de Gemengen um regionale Plang ze förderen an ze promouvéieren.

Tatsaach ass, dass säit den 90er Joren d'Gemengen eng ganz Partie vun hire Kompetenzen un déi ënnerschiddlechst Gemengesyndikater an aner Organisatiounen ofginn hunn. De regionale Partenariat gëtt et deemno schonn eng ganz Rei vu Joren. Awer eleng schonn, well et net iwwerall deeselwechten ass, mécht dat d'Saach natierlech net méi einfach. Dofir soll och iwwert dëst Gesetz d'Méiglechkeet bestoen, fir existent an zukünfteg Partnerschaften aneschters ze regelen an e klore Kader fir dës regional Partenariater ze schafen. Dobäi ass et ausdrécklech gewënscht, dass eng gewësse Flexibilitéit behale ka gi bei der Gemengenautonomie, déi och der Gemengenautonomie entgéintkënnt.

Et gouf och schonn 2008, wou mer deen Débat d'orientation iwwert d'Reorganisatioun vun eisem Territoire haten, festgestallt, dass d'Zesummenaarbecht um regionale Plang no ënnerschiddleche Logiken a Prémissë fonctionnéiert, jee nodeem, wéi ausgeprägt dat regionaalt Bewosstsinn ass a wéi et sech och am konkrete Fall definéiert.

Fir eis als LSAP war an ass et nach ëmmer richteg, dass mer dat differenzéiert upaken an de Gemengen deen néidege Fräiraum ginn, dass se selwer kënnen entscheeden, ënner wéi enger Form si wëllen zesummeschaffen. Op laang Siicht sinn ech iwwerzeegt, dass eng Multiplikatioun vu Syndikater, wéi mer se an de leschte Jore kannt hunn, net nëmmen net méi iwwersiichtlech ass, mä doriwwer eraus och net méi ze géréieren ass, souwuel vum Organisatoresche wéi och vum Finanziellen hier.

Och wann een iwwert d'Zil, de Fonctionnement an d'Struktur vun de Gemengesyndikater diskutéiere kann, ass et wichteg, dass mer d'Kooperatioun à vocation multiple tëscht de Gemenge weider fördere kënnen, andeem mer de regionale Kader trotzdeem privilegéieren an duerch vereinfacht Prozeduren och erliichteren. Aneschters geet et jo och net!

An der Kommissioun war eng grouss Majoritéit derfir, fir d'Kooperatiounen tëscht Stat a Gemengen an der Zukunft méi flexibel ze halen a se virrangeg a Form vu Konventioune mam Stat ze maachen. Dëse Wee, fir iwwer Konventiounen d'Konditioune vun enger interkommunaler respektiv regionaler Zesummenaarbecht mam Stat festzeleeën, wäert an der Zukunft e wichtegt Instrument si fir déi Gemengen, déi op de Wee vu gemeinsame Projete mat enger regionaler Envergure wëlle goen.

Déi Bottom-up-Approche, déi ursprünglech mat Hëllef vun de Regionalpläng sollt ëmgesat ginn, ass a bleift also nach ëmmer aktuell, och no dësem Gesetz!

E villverspriechend Beispill vun enger Kollaboratioun tëscht Gemengen, an dësem Fall souguer iwwert d'Landesgrenzen eraus, ass zum Beispill de GECT, de Groupement européen de coopération territoriale Alzette-Belval, dee véier Südgemengen, Esch, Suessem, Schëffleng a Monnerech, an aacht franséisch Gemenge ronderëm de Site Belval regruppéiert, oder och de SIKOR, de Syndicat intercommunal vum Kordall, deen zesumme mat dräi belschen an 20 franséische Gemengen an enger gemeinsamer Association Transfrontalière de l'Agglomération du Pôle Européen de Développement" ass.

Wat mer op alle Fall elo scho wëssen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Egal wien deen nächste Landesplanungsminister gëtt, e wäert mat Sécherheet entscheedend méi Pouvoiren hunn a vill méi vernetzte Kompetenzen, esou wéi et sech och fir eng iwwergeuerdnet Zoustännegkeet fir déi global Entwécklung vum Land gehéiert! Den Aarbechtsberäich vum Landesplanungsminister gëtt méi kloer definéiert, genee wéi och déi jeeweileg Kompetenze vun de verschiddenen Acteuren.

Entscheedend dobäi ass de Rôle de coordinateur, deen der Landesplanung an Zukunft operluecht gëtt. De Minister fir Landesplanung ass deen, deen derfir suergt, fir de Programme directeur genee wéi déi aner Instrumenter vun der Landesplanung, d'Plan-sectorielen an d'Plans d'occupation du sol - ech hätt awer POSe solle soen -, fir si ëmzesetzen op de Grondlage vum Gesetz, an deementspriechend musse se dann och applizéiert ginn.

De Minister behält doriwwer eraus d'Zoustännegkeet, fir am Kader vun den Zilsetzungen, déi an dem Programme directeur drastinn, déi Initiativen ze huelen, fir dës Ziler no landesplanneresche Kritären ëmzesetzen an derfir ze suergen, dass déi gesetzlech festgeluechte Pläng och tatsächlech esou ëmgesat ginn. Hie gëtt domadder de Maître d'ouvrage vun enger proaktiver an eigentlech och enger interaktiver Landesplanung.

Ech si mer net esou ganz sécher, ob all seng Ministerkolleegen haut scho wëssen, awéiwäit dës Extensioun vun de Befugnisser vum Landesplanungsminister an der Zukunft och Répercussiounen op hir jeeweileg Ressorte wäert hunn.

Egal wéi, de Wee, dee mer haut ginn, war schonn iwwert d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Plans directeurs - deemools war den Här Bodry Landesplanungsminister - virgezeechent ginn an en ass zesumme mat den IVL-Richtlinnen, déi eis jo elo jorelaang scho begleeden a guidéieren, nach ëmmer richteg. Schonn 1999 war de Wonsch geäussert ginn - an och dat ass haut nach ëmmer wouer -, dass mer eng gutt koordinéiert an iwwergeuerdnet Gesamtplanung fir eist Land ganz batter brauchen.

Här President, d'Commission de suivi, déi fir d'Mise en œuvre vun de Plans sectoriels agesat gëtt, dat wäert e ganz bedeitenden a virun allem e ganz grousse Gremium ginn, wouwéinst et dierft erlaabt sinn, d'Fro vum Fonctionnement a vun der Effikassitéit vun dësem Gremium ze stellen.

Doriwwer eraus kann ee sech d'Fro stellen, firwat d'Regierungsvertrieder, also déi, déi duerch hir Fonctioun scho maassgeblech un der Quell souze beim Ausschaffe vun de Plans sectoriels, op en Neits an där Form an an där Envergure agebonne musse si bei deem, wat do elo virgesinn ass.

Wat d'Plans sectoriels ugeet, esou sinn eng ganz Rei vu konkrete Verbesserungen an dëse Projet de loi agefloss. De Suivi vun de Plan-sectoriele soll vun elo u méi einfach gehandhaabt ginn a vun der Form hier institutionaliséiert ginn. Mir fannen dat ganz wichteg a mir ënnerstëtzen dës Démarche, och am Zesummenhang mat de kommunale Planungsinstrumenter, de PAGen oder PAPen, wou een an Zukunft déi ganz Prozedur net muss vu vir ufänken, wann eng kleng Modifikatioun virgesinn ass, déi awer näischt um Gesamtkonzept ännert.

Wat d'Entwécklungspolitik an d'Planungsinstrumenter an de Gemengen ugeet, esou bréngt dëst Gesetz eng wesentlech Verbesserung - oder eng weider wesentlech Verbesserung -, andeem elo ganz kloer definéiert ass, wéi eng Dispositioune vun engem Plan sectoriel obligatoresch sinn a wéi eng just eng Recommandatioun duerstellen. Während der Ausschaffung - an dat schéngt mer och normal ze sinn - vun de Plan-sectorielen dierfen d'Gemenge keng Ännerungen un hire PAGe virhuelen, eleng schonn, fir en administrativen Hin an Hier ze verhënneren, well et huet jo keen drun ze gewannen, wann de Stat an d'Gemengen net zesummeschaffen an hir Energie an onnéidege Muechtspillercher vergeuden!

Wat doriwwer eraus eis Obligatiounen ugeet, déi mer um europäesche Plang hunn, am Beräich vun der Ëmwelt notamment, esou ass och déi sougenannten „Directive EES" an dëst Gesetz agefloss. Si gesäit vir, dass d'Inzidenze vu Landespläng op d'Schutzbestëmmunge fir d'Natur musse berücksichtegt ginn. Dat sinn déi sougenannten Etüden iwwert d'„incidences environnementales", déi en Deel vun eis schonn um kommunale Plang ganz gutt kennen, besonnesch déi Gemengen, déi scho méi wäit bei der Opstellung vun hirem neie PAG sinn. Och am Beräich vun der Landesplanung ass et wichteg, déi Donnéeën ze hunn, fir am Noutfall déi néideg Alternativen unzebidden a beispillsweis Kompensatiounsfläche kënne virzegesinn.

De Rapporteur, deem ech fir seng souverän Virbereedung an der Kommissioun a säi gudden an iwwersiichtleche Rapport Merci soen, ass scho bei senger mëndlecher Presentatioun am Detail op déi verschidden Instrumenter agaangen, déi an dësem Gesetz fir d'Ëmsetzung vun de verschiddene Pläng am Sënn vun enger moderner Landesplanung virgesi sinn. Ech wäert dat dofir net widderhuelen.

Här President, wat vill Gemengen an och Privatpersounen interesséiert, ass net nëmmen d'Élaboratioun vun dëse Pläng, mä virun allem och d'Fro, wat fir Méiglechkeeten de Gemengen an dem Public zoustinn, fir e Plan sectoriel ze gestalte respektiv ze contestéieren. Et ass schonn hei an deem Zesummenhang betount ginn, dass d'Gemengen nëmmen e Recht op en Avis hunn, sief et bei de Plans sectoriels oder bei de Plans d'occupation du sol.

De Statsrot an och de Syvicol haten drop higewisen, an zimlech ferm, dass et wichteg wier, fir d'Gemenge schonn am Virfeld, also bei der Ausschaffung vun de Sektorialpläng mat an d'Boot ze huelen. Bon, dat hu mer e bësse verpasst. Dat géif sécherlech fir méi Akzeptanz suergen, mä och fir e besseren Know-how vun deene Leit, déi den Terrain jo awer am beschte kennen!

Och wa mer duerchaus novollzéie kënnen, dass et bei 106 Gemengen net evident ass, fir elo jiddweree perséinlech ze froen a matanzebannen, esou hoffe mer dach awer, dass an der Praxis verschäerft op de Syvicol als privilegéierte Partner wäert zréckgegraff ginn.

An nach ass Zäit, Här Minister, fir dat konsequent ze maachen a weiderzemaachen. Well et ass am Usaz jo schonn do!

En anere reelle Problem entsteet bei der Erstellung vun den Avise vun de Gemengen zu de Plans sectoriels: Dräi Méint si kuerz an et wäert ganz schwiereg ginn, déi noutwendeg Kompetenzen an deem Délai ze bündelen. Dobäi ass et vun zentraler Bedeitung, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet a genuch Zäit hunn, fir eng seriö Kontributioun kënnen ze maachen zu der zukünfteger Entwécklung vun hirer Gemeng, zu der zukünfteger Entwécklung vun hirer Regioun an och vun hirem Land an deene verschiddene Beräicher.

Och wa mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass an eise Gemengeservicer vill a gutt Aarbecht geleescht gëtt, esou musse mer dach awer realistesch soen, dass souwuel déi quantitativ wéi och déi qualitativ Personalausstattung vun de Gemenge kaum gëeegent wäert sinn, fir nieft de lafenden Aufgaben - an et gëtt der ëmmer méi, mat deene mer konfrontéiert sinn - och nach fundéiert Aussoen zum Inhalt vun de Plan-sectorielen ze maachen. Genee dat ass awer absolut noutwendeg. Dat ëmsou méi, well sech d'Prescriptiounen aus de Plans sectoriels an Zukunft d'office op d'PAGen imposéieren an déi berühmten Autonomie communale domadder bestëmmt net gestäerkt gëtt.

Am Virfeld doriwwer diskutéiere wäert eleng schonn aus zäitleche Grënn oft net méi méiglech sinn. Ëmsou méi wichteg gëtt et, fir bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz net mam Bulldozer iwwert d'Gesetz ze fueren, wat jo mengen Informatiounen no och kee wëlles huet. Dat schonn eleng, well et no de Grondprinzipie vun der Subsidiaritéit d'Gemenge sinn - a bleiwen! -, déi am nooste beim Bierger sinn an dofir agebonne musse ginn, egal op wéi eng Aart a Weis!

An der Kommissioun ware mer eis och eens, dass eng Consultation publique néideg wier bei de Plans sectoriels, well se fir d'Gemenge bindend ginn. Datselwecht gëllt fir déi Mesuren, déi mat der Absicht vun enger Simplification administrative am Zesummenhang mat den Enquête-publiquen agefouert ginn. Et ass also net vu Muttwëll, wann een de Public matzäit abënnt. An d'Bedeelegung vun der Öffentlechkeet ass haut eng ganz aner wéi virun zéng Joer, wou Internet an elektronesch Onlinebedeelegung nach keen Thema waren.

Eent vun den Haaptziler vun dësem Projet - och dat wëll ech net ausféierlech behandelen, well dat vu mengen zwee Virriedner gemaach ginn ass - war et, fir d'Expropriatiounsprozeduren ze reforméieren an ze vereinfache bei de Projeten, déi d'intérêt public sinn. Mir kenne jo e puer Situatiounen, wou Propriétairen net bereet waren ze verkafen a wou et zu jorelaange Prozesser koum, bis zum Beispill eng Strooss oder eng aner öffentlech Infrastruktur konnt fäerdeggemaach ginn.

Och d'Extensioun vum Droit de préemption kënnt der Allgemengheet zegutt. De Stat wéi och d'Gemenge sollen e Virrecht hunn, fir Parzellen oder Gebaier ze verkafen (veuillez lire: kafen), déi fir öffentlech Projeten noutwendeg sinn. Dat ass u sech näischt Neits, mä et ass awer wichteg genuch, fir et hei ze widderhuelen! E Virverkafsrecht ass och méi wënschenswäert wéi eng Expropriatioun, well et gewéinlech och ouni gréisser Contestatioune vusäite vun de Betraffene vill méi harmonesch iwwert d'Bühn geet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz si ganz wichteg Verbesserunge verbonnen, déi mir als Sozialiste begréissen an och ënnerstëtzen. An awer stellt sech weiderhin d'Fro, wéi mer an Zukunft d'Missioune vum Stat a vun de Gemengen definéieren a wéi eng Konklusioune mer dorauser zéien.

D'Gemenge sinn a bleiwen den éischten Uspriechpartner vum Bierger. D'Usprécher un d'Gemengen an hir Servicer gi kontinuéierlech an d'Luucht. A mat den zousätzlechen Aufgabe wiisst de Besoin un héich qualifizéierte Leit, sie-

fen et Architekten, Juristen, Ingenieuren, Energieberoder, Urbanisten, Ekonomisten an esou weider. Eleng schonn den administrativen Opwand verlaangt no engem ëmmer méi héije Mooss u Professionalismus.

Och wa mer vu Pakt schwätzen oder vun europäeschen Hëllefsgelder, ass et wichteg, dass d'Gemengen hir Kompetenzen a Ressourcen zesummeleeën, do wou et Sënn mécht, eleng scho fir double Emploi ze verhënneren. Obwuel d'Zukunft vun enger regionaler Interessegemeinschaft wéi PRO-SUD a mengen Aen - an ech widderhuelen et - net ofgeséchert ass, esou féiert dach kee Wee dolaanscht, dass d'Gemengen, an net nëmmen am Süden, verstäerkt Kompetenzen um regionale Plang zesummeleeën a méi un engem Strang zéien.

D'Erausfuerderungen an den Know-how, mat deenen eng Gemeng haut konfrontéiert ass, kënnen net méi mat deem, wat virun zéng, 15 oder 20 Joer gefrot war a wichteg war, verglach ginn. A genee där Realitéit musse mer Rechnung droen, andeems mer d'Kräfte bündelen, Synergië fannen an dobäi selbstverständlech och Sue spueren!

Am Rumm vun dësem Gesetz gi wichteg an objektiv Kritäre fir déi zukünfteg Entwécklung an eisem Land definéiert. An eisen Ae mussen dës Kritären dofir och eng matentscheedend Roll bei der Neiverdeelung an der Reorganisatioun vun de Gemengefinanze spillen. Wuel hunn all Gemengen am Land déi nämlecht Grondbesoine fir hir Bierger, jo, dat stëmmt. An awer huet, bedéngt duerch hir historesch an demografesch Entwécklung oder hire geografeschen a sozioekonomeschen Hannergrond och bei eis am Land net all Gemeng déiselwecht Prärogativen aus landesplaneresche Siicht!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir eng Entwécklung fir eist Land ustriewen, wou mer de Raum optimal notze wëllen an am Respekt vum Klimaschutz fräi Flächen erhalen an neier schafe wëllen an d'Verkéiersbelaaschtung reduzéiere wëllen, da komme mer net dolaanscht, fir och eis Stied ze stäerken! Eng nohalteg Entwécklungspolitik setzt viraus, dass grad do d'Entwécklungsschwéierpunkter leie mussen, wou schaffen, wunnen, akafen, Fräizäitariichtungen, öffentlech a privat Déngschtleeschtungen zesummetreffen. An dat ass nun eben den urbane Raum, och bei eis am Land!

Doriwwer eraus ass d'Zil vun der Landesplanung jo net, fir déi wirtschaftlech Entwécklung do, wou se virrangeg stattfënnt, ze bremsen, mä fir se weider ze erméiglechen an ze encouragéieren. D'Gemengen, déi bei der Gestaltung vun eisem Land op interkommunalem, regionalem, nationalem Plang oder um Niveau vun der Groussregioun respektiv op internationalem Plang Aufgaben iwwerhuelen, mussen dofir och déi noutwendeg finanziell Mëttelen kënnen an Usproch huelen. Landesplaneresch Iwwerleeunge mussen dofir ee vun de Verdeelungsschlëssele si bei der Approvisionnéierung vun de Gemengen aus dem Fonds communal de dotation financière.

Fir ofzeschléissen, Här President: Mat Hëllef vun dësem Gesetz, wäerte mer verschidde Schwieregkeeten, mat deene mer an deene leschte Joren um Terrain konfrontéiert gi sinn, ophiewe kënnen an eng besser Ëmsetzung vun de Landesplanungsziler erreechen. An awer hänkt de Succès bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz - a vläicht nach vill méi wéi bei engem anere Gesetz - vun der Motivatioun vun deenen Acteuren of, déi et akzeptéieren an ëmsetze mussen. An et si si, déi mir an Zukunft konsequent abannen a stäerke mussen.

Dat gesot, iwwerbréngen ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen och Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mutsch. An als leschte Riedner ass agedroen den Här Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn am Virfeld vun haut d'Debatte vun 1999 iwwert dat fréiert an heitegt Landesplanungsgesetz nogelies. An ech kéint eigentlech eng Copy-paste-Ried vu menger Ried vun deemools hei halen.

Ech hunn - leider, muss ech soen - festgestallt, dass bal alles, wat ech deemools gesot hunn, haut nach richteg ass. Zum Beispill, dass Landesplanung an deem Land hei net mat engem groussen L geschriwwe gëtt, dass Infrastrukturen net no klore Kritären implantéiert ginn, mä éischter nom Präis vum Terrain. Deemools hat ech, an dat war déizäit am Gespréich, d'Luxlait erwähnt. Haut kéint ech vum Agrarzenter schwätzen. Also: Politique à la tête du client.

Ech hunn och gesot, dass d'sektoriellt Denke vun deenen eenzelne Ministeren a Ministèren eng kohärent Landesplanung géif verhënneren. Och dat, mengen ech, ass haut méi wéi jee nach ëmmer richteg. An dee regionale Gedanke wier net do aus Mangel un Ureizer, virun allem aus Mangel u finanziellen Ureizer. An ech hat och viru 14 Joer scho festgestallt, dass ganz vill Gemengen, an net nëmmen déi ganz kleng - wann een duerch d'Ländche fiert, gesäit een dat -, iwwerfuerdert wieren an de Promoteuren ausgeliwwert wären, well se net kohärent Instrumenter hätten, fir sech do ze wieren.

All dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass haut leider nach ëmmer wouer. An d'Situatioun huet sech op jidde Fall net verbessert, mä éischter verschlechtert, well den Drock op den Terrainen, déi mer jo bekannterweis net kënnen erweideren, nach ëmmer méi grouss ginn ass.

Mir hunn deemools awer net nëmme kritiséiert, mir hunn och deemools scho ganz konkret Propose gemaach. An heiansdo ass et jo schéin, wann ee Saachen noliest. Jo, ech hunn deemools viru 14 Joer scho vum Ofschafe vun den Distriktskommissariater geschwat. Mir hu se elo fir d'X-t erëm vum Innenminister ugekënnegt kritt. Ech fäerten, dass ech dat a menger politescher Carrière net méi wäert erliewen.

Mir hunn deemools och proposéiert, dass een um regionale Plang sollt multidisziplinär Teamer asetzen, fir flächendeckend eng kohärent Approche zu de Problemer ze hunn, erunzegoen. Ech hunn deemools proposéiert, eng ganz Rei Plan-sectorielen auszeschaffen, zum Beispill fir GSM-Antennen. Heiansdo huet ee jo dann d'Erfollegserliefnes als Oppositiounspolitiker, dass dann eng Iddi opgegraff gëtt. Déi ass bekanntlech... Wéi d'Operateuren einfach net méi anescht weiderkomm sinn, huet dann och d'Regierung endlech erkannt, dass ee vläicht méi dacks sollt dat Instrument vum Plan sectoriel asetzen. An, siehe da, wéi de Plan sectoriel bis gemaach war, dunn ass et gaangen.

Iwwregens e selwecht Beispill, dat war dat vun de Bauschuttdeponien. Do ass all Kéiers, wann am Ländche sollt eng Bauschuttdeponie gemaach ginn, bal e Biergerkrich entstanen. Wéi d'Regierung e Plan sectoirel opgestallt huet, wou transparent Kritären dra waren, no deenen da sollten déi Infrastrukturen iwwer Land verdeelt ginn, siehe da, op eemol ass d'Oppositioun vill méi kleng ginn an et konnt relativ kuerz e flächendeckende System vu Bauschuttdeponië gemaach ginn.

Ech hat och deemools proposéiert, e Plan sectoriel „Wand" auszeschaffen. Ech muss mat Bedauere feststellen, dass den Här Schank an enger rezenter Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Berger nach ëmmer de Sënn vun deem Plan sectoriel net agesäit. Ech fannen, elo si mer awer wierklech... Do geet et an zwou Säiten, eng Kéier an der Protektioun vun der Landschaft, mä och an der Produktioun vun nohalteger Energie, geet et, mengen ech, ëm en Intérêt public. An ech sinn iwwerrascht, dass dann den delegéierten Émweltminister mengt, dat do wier eleng Saach vun Investisseuren. Ech fannen dat méi wéi bedauerlech an och gefäierlech.

Deemools hunn déi gréng dat Gesetz net gestëmmt aus zwou Ursaachen: éischtens well kee Fonds régional virgesi war; an zweetens well d'Conseils régionaux, déi an der Kommissioun eigentlech deemools eng Unanimitéit fonnt haten, dee leschte Moment op Drock vum deemolegen Innenminister Wolter erausgeholl si ginn.

Mir hunn als Konklusioun deemools gezunn, dass déi schéin Instrumenter, wéi d'Programmes directeurs an anerer, déi an deem Gesetz virgesi si vun 1999, just Absichtserklärunge géife bleiwen. Wann dee fundamentale Widdersproch, nämlech dass Gemengen, déi zesummeschaffen, manner an hirer eegener Keess hunn, wéi déi, déi nëmmen no hirem Kierchentuerm kucken, wann dee Widdersproch net géif ofgeschaaft ginn, da kéime mer net weider.

A leider, Här President, hu mer Recht behalen, well, an dat hu meng Virriedner deelweis hei schonn erwähnt, och de guttgemengte Versuch, iwwert den IVL endlech zu Lëtzebuerg eng integréiert Planung hinzekréien, ass kläglech gescheitert. Dat wësse mer alleguerten. An eleng déi Zuelen, déi mer dann heiansdo vum Statec oder vum CEPS presentéiert kréien, déi weise jo am Verglach vum IVL, dass iwwerhaapt net dat, och nëmmen usazweis dat konnt an der Rei gehale ginn, wat do ee Moment probéiert gi war hinzekréien.

Nach ëmmer ginn zu Lëtzebuerg Landesplanung a gréisser Strukturen net no kloren Ziler an objektive Kritären an transparenten Diskussiounen organiséiert, mä meeschtens no den Interesse vun de Promoteuren. Do ass nach näischt besser ginn.

An ech wëll nëmmen hei un dat villzitéiert Beispill Wickreng/Léiweng erënneren. Do huet ee scho misse ganz vill Phantasie entwéckelen, fir dee Projet och nëmmen usazweis an dat eranzedrécken, wat an engem Plan directeur... an engem Programme directeur - pardon - stoung, oder an eenzelne Virgaben. Och wann een de Plan sectoriel iwwert déi schützenswäert Landschafte kuckt, gesäit ee ganz kloer, dass do soll tëscht der Stad an dem Süden e fräie grénge Raum bleiwen. All dat ass mat engem Fiederstréch op d'Säit gemaach ginn. An et ass just no dem Kritär gekuckt ginn, dass do e gréissere Promoteur e gréisseren Territoire leien hätt, fir an deem Dossier virzegoen.

An den zweete Kritär, no deem och nach ëmmer, mengen ech, ganz villes hei an deem Land décidéiert gëtt, dat sinn déi gutt Bezéiungen tëscht eenzelne Buergermeeschteren an eenzelne Ministere respektiv eenzelne Beamten oder Beamtinnen. Ech wëll do d'Beispill Mamer huelen, net well et do schlëmmer sollt si wéi anzwousch aneschters - et ass zwar och net besser do -, mä well ech déi Gemeng ganz gutt kennen, well ech awer des Öfteren derduerchfueren an iwwer Joren a Jorzéngte konnt gesinn, wat dann do alles dernieft geplangt ginn ass.

Zu engem gewëssene Moment ass gesot ginn: „Mir brauchen e Lycée am Westen." Hätt een de Programme directeur geholl a konsequent ëmgesat, dann hätt dee Lycée deemools missen op Stengefort kommen. Well de CDA...

(Interruption)

Jo, Här Roth, Dir kënnt kucken. Dir waart och net responsabel fir deen do Feeler. Dat war nach Äre Virgänger.

...nach well... trëfft et jo awer zu Mamer. Et brauch een d'Kaart nëmmen ze kucken, an da gesäit een: Am Westen ass den CDA Stengefort. An dat Normaalst vun der Welt wär jo gewiescht, wann et heescht: „Sou, elo entlaaschte mer d'Stad Lëtzebuerg e bëssen. Mir setzen net nach dräi Lycéeën op de Campus Geesseknäppchen oder op de Lampertsbierg mat alle verkéierstechnesche Problemer, déi mer kennen. A mer setzen deen do, wou en higehéiert. A mer stäerken deen CDA, deen am Weste virgesinn ass, nämlech Stengefort."

Wat ass geschitt? De Lycée ass op Mamer gesat ginn. Frot mech net, no wéi enge landesplaneresche Kritären dass dat virgaangen ass. Ech soen Iech emol, wat eis Versioun ass, firwat dee Lycée deemools op Mamer komm ass. Ech mengen, dat war virun allem, fir den Här Hosch ze berouegen. An dat hat och ganz vill dermat ze dinn, dass deemools de Coordinateur général am Travaux-publics-Ministère zoufälleg och zu Mamer gewunnt huet. Nämlech den Här Pesch.

Knapps war de Lycée fäerdeg, war dee virgesinnene Verkéierschaos all Moien do. Et ass jo logesch, wann Honnerte Schüler an der File indienne iwwert d'Foussgängersträife virun engem Rond-point ginn, dass dann hannendrun minutteweis, zéngminutteweis keen Auto méi virukënnt. Dat konnt ee bis viru Kuerzem all Moien op där Plaz do bewonneren.

A wa mer zu Lëtzebuerg schonn e Feeler maachen, da léiere mer jo meeschtens net draus, mä da kënnt et jo net op e bëssen un an da maache mer nach en zweete Feeler derbäi. An da setze mer nach déi zweet Europaschoul och matzen an d'Pampa, wann een esou däerf soen, wou awer nu guer keng landesplaneresch Kritäre méi gëllen.

(Interruption)

Dann ass natierlech de Verkéierschaos total perfekt.

(Interruption)

Blocage während Stonnen. A wat musse mer da maachen? Wat musse mer da maachen, Här President?

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Gira, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Also...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Sidd Dir der Meenung, dass den Tossebierg Pampa ass? Also, ech soen Iech op jidde Fall: D'Bierger vu Mamer a Bartreng soen Iech dofir villmools Merci.

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Also, ech mengen, dass, wann ee kuckt, wou déi Europaschoul läit, wäit ewech vun aller Zivilisatioun, wann ech dat emol esou däerf soen,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...dat ass fir mech... Dat ass fir mech d'Pampa. Also, wann dat do landesplaneresch Sënn mécht, dass een eng Europaschoul op d'gréng Wiss setzt, da verstinn ech wierklech guer näischt vu Landesplanung. Dat ass richteg.

Une voix.- Dat ka sinn.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mä well awer deemools scho ganz e bësse geléiert gi war aus deem Verkéierschaos, deen de Lycée Josy Barthel produzéiert hat, ass dann dunn direkt mat der Europaschoul eng Fly-over-Bréck an en Tunnel geplangt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob Der schonn alleguerten do passéiert sidd, zënter dass dat méi oder wéineger fäerdeg ass. Kuckt Iech dat un.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Also, et geet...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Kuckt Iech dat un, wat do vun öffentleche Gelder verschwennt gi sinn. Ech wëll de Chiffer net kennen, mä dat do kascht e Verméigen. A kënnt Der Iech virstellen... Sidd Der schonn eng Kéier am Ausland duerch e gréissert Duerf, vu 4.000, 5.000 Awunner gefuer mat enger Fly-over-Bréck?

Mä esou fonctionnéiere mer hei zu Lëtzebuerg. Esou hu mer 30 Joer laang fonctionnéiert. D'Sue si vum Himmel gefall a mir hu kengem wëllen op d'Féiss trëppelen. A wann deen ee Buergermeeschter deen ee Minister oder deen aneren héije Beamte gutt kannt huet, dann hu mer ebe gesot: „Elo kënnt de Lycée net dohinner, wou en higehéiert landesplaneresch, mä elo maache mer deem eng Zockerboun,..." - besonnesch dem Här Hosch deemools - „...elo kënnt dat op Mamer." An da stelle mer fest, dass mer net kohärent virgaange sinn. An da musse mer Milliounen Euro öffentlech Gelder huelen, fir déi Verkéierssituatioun dann eenegermoossen - eenegermoossen, wëll ech betounen - an de Gréff ze kréien.

Gitt Iech dat ukucken. A well mer jo dann awer nach vill Suen hunn, da maache mer nach eng schéin Harstengsmauer, wou ech och net wéilt wëssen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Richteg.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä, Här Gira, Dir musst eis just nach soen, wann Der et wëllt an den Zentrum an an d'Stad setzen, wou Der et da gesat hätt? Wann Der en net wëllt an d'Pampa setzen, wann d'Pampa zu Mamer ufänkt, da sot eis emol, wou Der et net wëllt... wou Der et da wéilt setzen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Also, ech mengen, et hätt een an a ronderëm d'Stad awer nach Dosende Plaze fonnt, wou déi zweet Europaschoul...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Genau net. Genau dat ass de Fall...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...déi zweet Europaschoul besser higepasst hätt,...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sécher net.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...wéi op deen do, a mat...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir sot,...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...manner Suen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...mir hätten Dosende Plaze fonnt, mä genau dat ass de Problem. Mir fannen an der Stad net Dosende Plazen, fir Schoulen hinzesetzen. A wann Der eng Schoul vun 2.000 bis 3.000 Schüler wëllt hisetzen, da fannt Der am Zentrum vun der Stad keng Plaz. Dofir ass dat elo alles schéin einfach theoretesch gutt gesot, mä esou ass d'Realitéit just net.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ass net Zentrum vun der Stad.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech maachen eng Wett mat Iech, Här Wiseler, dass, wa mer eis gutt Zäit géifen huelen an e kompetente Büro géifen dropsetzen an den Zentrum vu Lëtzebuerg analyséieren,...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da si mir zwee awer ne méi am Amt, bis mer dat fonnt hunn.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...dass et nach x Plaze gëtt, déi urbanistesch, verkéierstechnesch besser sinn, wéi déi Plaz, wou déi Europaschoul 2 higesat ginn ass. Däers kritt Der mech wierklech net iwwerzeegt. An nach eng Kéier: Wann ech gesinn, wat do vun öffentleche Gelder...

Vläicht, vläicht, Här President, wäerte manner Suen am Budget deemnächst méi Positives fir d'Landesplanung zu Lëtzebuerg mat sech

brénge wéi all schéi Gesetzer, déi mer maachen. Well déi do Spillercher an déi do Verschwendung vun den öffentleche Gelder, wéi dat, wat do um Fouss vum Tossebierg geschitt ass, ech fäerten, dat kënne mer eis an Zukunft net méi leeschten. An da kommen och vläicht anerer zum Schluss, dass dat do wierklech net ganz sënnvoll war, wat do geschitt ass.

Elo kann een an et muss ee jo d'Fro stellen: Huet d'Regierung dann aus deem do Beispill...? Mä nach eng Kéier, ech kéint där do Beispiller nach eng hallef Dosen iwwert d'Land zielen, mä ech hunn dat do just geholl, well ech dat ganz gutt kennen, well ech déi Entwécklung do Joer fir Joer matgemaach hunn.

Mä huet dann déi Regierung hei aus deene Feeler geléiert an elo e Gesetz geschafen, wat endlech deenen Erausfuerderunge gerecht gëtt? Well déi sinn - ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - an deene leschte 15 Joer net méi kleng ginn. De Wuesstum ass riicht weidergaangen. D'Emwelt ass nach ëmmer méi ënner Drock, an de Verkéierschaos ass permanent. An déi öffentlech Finanze sinn, wéi scho gesot, esou schlecht, dass mer eis eigentlech net méi en ineffizienten Ëmgang mat staatleche Subside kënnen erlaben, wéi dat elo deelweis de Fall war.

Mir sinn der Meenung, Här President, dass déi puer punktuell Ännerungen, déi hei virgeholl gi sinn an deem Gesetz, bäi Wäitem net duerginn, fir deene gewaltegen Erausfuerderungen och nëmmen usazweis gerecht ze ginn. Mir gesinn eigentlech bei deenen Ännerungen nëmmen ee positive Punkt. Dat ass déi erwähnten Antispekulatiounsklausel, well et héich Zäit ginn ass, fir déi anzeféieren, fir dass mer iwwerhaapt nach iergendwou an deem Land zu engem Hektar Terrain kréien (veuillez lire: kommen), fir eng öffentlech Infrastruktur drop ze setzen an deen Terrain dann och nach vläicht zu engem eenegermoosse verstännege Präis ze hunn.

Mir sinn awer net frou, dass bei där Klausel, wa mer se da schonn aféieren - mir haten eis agesat an der Kommissioun, fir, wa mer dat scho maachen, wat mer sënnvoll fannen -, dass mer dat dann awer och géife parallell fir déi kommunal PAGe maachen. Wa mer muer wëllen iwwert dat, wat elo vläicht eng Kéier an engem Plan sectoriel «Logement» virgesinn ass, flächendeckend zu abordabelem Wunnengsraum wëlle kommen, da misst een och, mengen ech, de Gemengen déi hei Antispekulatiounsklausel zur Verfügung stellen, fir da lues a lues eng Réserve foncière vu Bauland unzesetzen.

Souwäit ass dunn awer de Courage vun dëser schwaarz-rouder Regierung net méi gaangen. Do kéint ee jo emol puer Leit, déi Terrainen hunn, op d'Féiss trëppelen. Dat wëlle mer jo awer beileiwen net maachen.

Par contre huet awer op där anerer Säit d'Regierung d'Regionalpläng ofgeschaaft, an ech fanne wierklech mat engem fadenscheinegen Argument, nämlech et wier a 15 Joer net een eenzegen ëmgesat sinn. Dat fanne mir awer wierklech de Clou. D'Regierung ënnerhëlt näischt oder op jidde Fall net vill, fir dann dat Instrument ze aktivéieren, an dann hëlt se dat, déi Tatsaach, dass net vill geschitt ass an deem Beräich, als Argument, fir et erëm ofzeschafen. Dat muss ee wierklech fäerdegbréngen.

Ech kann Iech um Beispill vum Nordwesten, wou zweemol en Usaz geholl gi war, fir an där Regioun e Plan regional ze maachen... Do war déi eng oder déi aner Réunioun mat de Gemengeverantwortlechen. D'Gemengebeamten a -beamtinnen hunn a mühseeleger Aarbecht Zuelen erbäigeschaaft: Entwécklung, Dokumenter. Et ass och en éischten Entworf vun engem Bureau d'étude publizéiert ginn. An duerno hu mer näischt méi héiere vun der Regierung.

An ech kann Iech zumindest fir deen Eck soen: Et louch net un de Gemengen, dass do kee Regionalplang zustane komm wier. A wann dann och nach vläicht e Minister komm wier an hätt net nëmme juristesch a planeresch Instrumenter an der Täsch gehat, mä och nach vläicht ganz e bësse Suen, fir ze soen: „Hei wann Der hei eng kohärent Regionalplanung maacht, dann ënnerstëtze mer Iech nach e bëssen derbäi.“, da sinn ech iwwerzeegt, dass een do ouni Problem esou ee Regionalplang hätt kënne maachen.

Well mir sinn als Gréng der Meenung, dass genau um regionale Plang de Problem ass, wou zu Lëtzebuerg de Schung dréckt. A wéi solle mer dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Konzept vun de CDAen, also de regionalen Entwécklungszentren, ëmgesat kréien ouni Regionalpläng? Wéi solle mer da spuersam mat staatleche Subside fir d'Gemengen ëmgoen ouni Regionalpläng? A wéi wëlle mer vergläichbar öffentlech Servicer fir all Bierger a Biergerinnen ubidden zu Lëtzebuerg ouni Regionalpläng?

D'Fusiounen, mengen ech, sinn net déi richteg Léisung. Well och mat 3.000 Awunner an Awunnerinne kann eng Gemeng sech keng Piscine, keng Musekschoul, keen Altersheem leeschten. Dofir brauche mer nawell op enger Etapp uewendriwwer eng kohärent regional Planung zesummen.

Ech kréien da geäntwert, d'Base légale fir d'Konventioun elo, dat wier den Ersatz. Mir sinn der Meenung, dass dat keen Ersatz ass. Déi wäerten ni flächendeckend sinn. Si si wierklech net transparent. An ech mengen, si sinn dem Arbitraire vum Minister iwwerlooss, wat mir awer nu wierklech net demokratesch fannen.

Mir bleiwen, Här President - an domat kommen ech lues a lues zum Ofschloss -, der Meenung, dass Regionalpläng bottom-up ausgeschafft, kombinéiert mat engem Regional-Fong, dat effikassesten Instrument wieren, fir den Entwécklungschaos zu Lëtzebuerg endlech an de Gréff ze kréien. Well also net nëmme kee Regional-Fong kënnt, mä och nach d'Regionalpläng ofgeschaaft sinn, stëmme mir géint dëse Projet. Dat wäert Der sécherlech verstoen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Wann een heiansdo freet, wat d'Aménagement-du-territoires-Politik ass, wat d'Leit sech drënner virstellen, da kritt een heiansdo ganz komesch oder déi diversesten Äntwerten. An dofir ass et wichteg, sech awer emol eng Kéier dohinner ze setzen an ze denken: Wat wëlle mer iwwerhaapt mat Aménagement-du-territoires-Politik, a wat sinn eis Zilsetzungen domadder?

Dat Éischt, wat ech ze äntwerten hunn, dat ass, datt d'Aménagement-du-territoire-s-Politik ëmmer eng Politik muss sinn, déi laangfristeg kuckt, wéi d'Evolutiounen hei am Land ginn, déi déi Evolutiounen och wëllt begleeden an déi se esou wëllt begleeden, datt se kuckt, datt den Développement vun eise Stied, vun eise Gemengen, vun eise Landschaften harmoniéis zesummegeet mat der Entwécklung, ekonomescher an demographescher Entwécklung vun eisem Land. Dat ass d'Zilsetzung vun dem Aménagement du territoire.

An och eng Zilsetzung, wou ee kann déi Evolutioun, andeems een déi national Interessen definéiert, och heiansdo esou definéiert, datt d'Nationalinteresse virun de Lokalinteressen heiansdo ginn, datt mer eng global Planifikatioun kënne maachen, fir eist Land a Fassong ze kréien, datt mer méi wäit kënne kucken, wéi just d'Grenz vun enger Gemeng, fir déi Planifikatioun esou ze maachen, datt se och logesch a kohärent ass iwwert de ganzen Territoire vun eisem Land, an ech géif souguer soen iwwert d'Grenzen heiansdo ewech. Well eist Land, wann een et aménagéiert, wann ee kuckt, wat ee wëllt maachen, da muss een natierlech och d'Konsequenzen zéien aus deem, wat an eisen Nopeschlänner geschitt, an deenen Nopeschregioune geschitt, a vice versa.

Wann een elo kuckt, wéi den Aménagement du territoire an eiser Geschicht sech entwéckelt huet, dat éischt Gesetz vu `74, wou mer nach iwwert d'PAGen a PAPe geschwat hunn, an och iwwer Aéroport et environnement, an deen iwwert den Haff Réimech gemaach hunn, a wann een och kuckt, wat duerno aus dem Gesetz vun `99 entstanen ass, wou de Besoin effektiv, wéi den Här Gira et scho beschriwwen huet, gesot ginn ass, fir méi Instrumenter ze kréien, déi e bësse méi wäit kënne goen, déi méi contraignant och wären, wou een en Aménagement du territoire hätt, dee sech besser an anescht kéint duerchsetzen, da gesäit een, datt scho vill gekuckt ginn ass, datt scho vill Instrumenter fonnt gi sinn, fir dem Aménagement du territoire eng Realitéit an eisem Land ze ginn.

E puer Instrumenter si virdrun ugeschwat ginn. Dat Éischt, wat gemaach ginn ass, ass e Programme directeur, well et huet ee jo misse kucken, wat de globale Kader war. Mir sinn och amgaang, dee momentan eng Kéier ze iwwerkucken.

Dat Zweet, wat ugeschwat ginn ass, dat ass den IVL. Deen natierlech immens wichteg war, well en am Fong eng laang Perspektiv oder eng mëttellaang Perspektiv gestallt huet, wéi eist Land sech kéint entwéckelen a wéi een da soll och déi ganz Verkéiersstréim an déi Logementsstréim esou organiséieren, datt dat Wuesstum, dat mer ufanks vun de Joren 2000 haten, haut hu mer dat jo wesentlech manner, datt mer dat och kéinten esou géréieren.

Den Här Berger huet dunn déi Remarque gemaach: „Jo, aus deem IVL ass awer net vill komm an dat ass einfach esou dohigesiicht a leie bliwwen.“ Deem wëll ech zwar widderspriechen. Well en fin de compte: Mir hunn zwar elo eng Revisioun vum IVL gemaach, fir ze kucken: Sinn déi Donnéeën nach ëmmer korrekt? Musse mer se net e wéineg an d'Realitéit vun haut erasetzen? Dat hu mer och presentéiert no baussen. Mä haaptsächlech hu mer aus deem ganzen IVL e Mobilitéitskonzept entwéckelt, wat Sënn a wat Logik huet aus deene Prinzipien, déi am IVL dra waren a mat deene logeschen Virgaben, déi am IVL dra waren.

Wann Der d'MoDu-Konzept kuckt, da gesitt Der, datt mer genau do d'Mobilitéit entwéckelen, wou d'Landesplanung, wou den IVL gesot huet, datt eist Land sech soll entwéckelen, datt mer genau do Stroosseschinnen hisetzen, wou am Fong d'Leit solle schaffe goe respektiv solle wunnen, fir dat matenee korrespondéieren ze loossen.

Et ass also eng praktesch Konsequenz dorauser gezu ginn. A mir hunn déi och an der Realitéit ëmgesat. Wat par contre net de Fall war, dat ass, datt den IVL u sech e contraignant Instrument war. Dat konnt och net contraignant sinn, well en nëmmen eng Iddi dohinnergesat huet. An déi Iddi probéiere mer elo am MoDu als Konzept ëmezsetzen.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

De MoDu läit awer ganz kloer vir. An all eis Programmations pluriannuelles an all eis Investissementer an deene fënnef, sechs leschte Joer, an dat sinn Honnerte Milliounen Euro, sinn an déi Richtung gefloss. An d'Plan-sectorielen, deen éischten - Dir huet jo en Avant-projet gesinn, virun enger Rei Joren - gëtt och genau dat do eraus. Ech kommen awer duerno nach eng Kéier drop zréck, firwat se nach net virleien, well déi Äntwerte sinn och relativ evident.

Da sinn eng Rei Plan-sectorielen och gemaach ginn: d'Lycéeën, d'Décharges pour déchets inertes, d'Station de base pour réseaux publics de communication mobile sengerzäit.

Den Här Berger huet gesot, hien hätt schonn alles 2004 vun de Plan-sectorielen an Tirange leie gehat. Ech muss soen, ech hunn dat zwar net fonnt. Et waren zwar fënnef Joer virdrun, mä ech hunn et net fonnt.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Da musst Der den Här Lux froen. Dee war an d'Tiräng kucken.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Da waren et schonn... Ech hu keen dra fonnt. An den Här Lux hat en Avant-projet effektiv 2008 ausgeschafft sengerzäit, deen hie jo och heibanne presentéiert hat.

Dann hutt Dir d'Fro gestallt: Firwat net? Firwat ass dat net ëmgesat? Mä ech soen Iech, datt d'Äntwert do ganz kloer a mengen Aen ass. Mir hätten dat och scho virun engem Joer oder virun engem an engem hallwe Joer kënnen erabréngen, mä et gëtt zwee Grënn, firwat mer zum Beispill dee Plan sectoriel «Paysage» net ëmgesat hunn.

Deen éischte Grond, dat war deen, datt et fir eis sënnvoll a logesch wär, wann déi véier Plansectoriele géifen zesummekommen. Well et kann net sinn, datt een ee Plan sectoriel fir dat eent mécht an dann do hannendrun eppes aneschters an engem anere Plan sectoriel mécht. Dat huet missen openeen ofgestëmmt sinn: Wou wunnen d'Leit? Wou schaffen d'Leit? Wéi maachen ech d'Mobilitéit zwëschen deenen zwou Zonen? A wou maachen ech dann d'Paysagë respektiv wou ginn ech net un d'Natur?

Deen zweete Grond, firwat mer et an deene leschte Joren net ëmgesat hunn, dat war, well ech wierklech wollt dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, ofwaarden aus engem ganz, ganz prezise Grond. Aus deem Grond, datt dat Gesetz eis, wa mer et an d'Prozedur ginn, op Basis..., also, wa mer déi Plan-sectorielen an d'Prozedur ginn, op Basis vun dësem Text, eis natierlech ganz aner Méiglechkeete gëtt, fir déi Terrainen ze blockéieren.

Dat wär net de Fall gewiescht, wann ech et virdrun dragesat hätt. Well dann hätte mer all déi Saachen, wou u sech déi Plan-sectoriele scho blockéiert sinn... dat wär net méiglech gewiescht. An et gëtt dem Stat d'Méiglechkeet, och un Terrainen iwwer eng Expropriatiounsaart a -weis ze kommen, déi vill méi sënnvoll ass an déi eis iwwerhaapt emol an der Realitéit d'Méiglechkeet gëtt an d'Capacitéit, fir aus deene Plan-sectorielen, déi awer nach ëmmer nëmme Pläng sinn, mä fir duerno Realitéit ze maachen.

Ech hätt also gär Plan-sectoriele mat enger Base légale, wou ech se kann ëmsetzen. Well virdrun ass et just och gedëllege Pabeier. Dat ass de Grond, firwat mer se bis elo nach net eraginn hunn.

Wat d'Plan-d'occupation-du-solen ugeet, do sinn der och eng Rei an deene leschte Jore gemaach ginn: Aéroport et Environnement; de Campus scolaire Tossebierg, fir zum Beispill de Mamer Lycée ze bauen, well de Stat dee wierklech gär do gehat hätt aus enger ganzer Rei Grënn, notamment well um Kierchbierg, wou ech en nach léiwer gehat hätt, mä um Kierchbierg manifestement net de Raum war, fir nach eng Kéier esou vill Dausend Schüler dohinner ze kréien. An ausserdeem hu mer scho Mobilitéitsfroe genuch um Kierchbierg, notamment wann d'Nordstrooss an engem Joer wäert do erauskommen.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Une voix.- ...Verkéiersproblemer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ma ech... Mir hu jo um Kierchbierg gesot, an ech kann och nach eng Kéier dat soen, mä dat... Dir maacht esou erstaunt, wéi wann ech dat nach net gesot hätt. Evidenterweis gëtt et, wann d'Nordstrooss do erauskënnt, eng Rei Mobilitéitsfroen. An dofir sinn ech der Meenung, datt mer esou schnell wéi méiglech mat deem Tram musse maachen, fir datt mer dat endlech an de Gréff kréien. Dat Ganzt huet Sënn, dat Ganzt huet Logik an dat Ganzt hält sech.

Sou! Elo si mer awer hei an enger Situatioun, wou mer nach eng Modifikatioun un deem Gesetz maachen. Firwat? Mä well mer an der leschter Zäit festgestallt hunn, datt mer en Aménagement du territoire brauchen, deen nach aner Moyenen huet - méi prezis, méi effikass, méi contraignant - an eis och hëllefen an der Realitéit dat Ganzt ëmzesetzen. An dat ass genau, wat mer wëllen an dësem Text maachen.

Déi puer wichteg Punkten, an ech wëll dem Gilles Roth als Rapporteur villmools Merci soen, well dat hei war wierklech keen einfachen Text - dem Fernand Boden als Kommissiounspresident och -, deen eis alleguer vill juristesch erausgefuerdert huet. An ech muss och soen, ganz seriö, datt deen Text besser elo ass wéi, wéi mer en eraginn hunn, an datt déi Aarbecht, déi mer gemeinsam an der Kommissioun gemaach hunn, wierklech eng gutt an zefriddestellend Aarbecht fir d'Regierung ass.

Wat sinn déi grouss Punkten?

Dat Éischt, dat ass, datt de Koordinatiounsrôle vum Minister effektiv vill méi staark gëtt. Virdrun huet een am Witz gefrot, ob meng Kolleegen an der Regierung géife wëssen, datt eng ganz Rei vun de Pouvoiren elo zousätzlech un den Aménagement-du-Territoire-s-Minister kommen? Ech wëll d'Äntwert... Ech ginn dovunner aus, datt se et wëssen.

Ech si souguer sécher, datt se et wëssen, well et ass Regierungspolitik, datt den Aménagement du Territoire soll méi Kompetenze kréien a soll och d'Capacitéit kréien, fir déi Saache besser ëmzesetzen, anescht ëmzesetzen, a fir och kënnen, wa Feelentwécklungen am Land bei där enger oder där anerer Gemeng kommen, fir do anzegräifen an ze soen: „Esou geet et net.“ An aner Moyenen dofir ze hunn. Déi hate mer bis elo net. Déi kréie mer an Zukunft, fir dat ze maachen: eng Koordinatiounskompetenz, eng Initiativkompetenz an eng Décisiounskompetenz an Zukunft fir de Minister.

Dann d'Plan-directeur-sectorielen. Do hu mer Prescriptiounen, Recommandatiounen drageschriwwen. Ech mengen, do hu mer an der Kommissioun eng gutt Léisung fonnt, an haaptsächlech och eng Léisung, déi schlussendlech d'Gemenge mat deene Plan-sectorielen do schaffen deet. Mir hunn haaptsächlech och en „stand still“ agefouert. Soubal se déposéiert ginn, kann näischt méi gemaach ginn, wat contraire ass.

Dat ass natierlech fir d'Gemenge contraignant. Dat ass fir d'Gemenge contraignant. Mä schlussendlech, wann Der wëllt Aménagement-du-territoires-Politik maachen, jo, da musst Der heiansdo och Contrainten hunn, fir déi Politik kënnen ëmzesetzen. Wann Der op där enger Säit sot, mir wëllen onbedéngt eng Aménagement-du-territoires-Politik éischtens, an zweetens, elo huele mer awer de Gemengen déi eng oder déi aner Kompetenz ewech, jo lauschtert, et ass dat eent oder et ass dat anert.

Mir maachen hei eng Aménagement-du-territoire-s-Politik. A wa mer déi maachen, jo da muss de Minister eng Rei Kompetenze kréien, fir se och ëmzesetzen. Dat heescht nécessairement, datt e bei nationale Projeten och muss kënnen déi national Projeten ëmsetzen. Fir ze soen: „Dat eent an dat anert och.“, jo, dat ass an der Realitéit..., et geet net. Et fonctionnéiert net.

Also, et ass kloer. An dofir wëllt d'Regierung eis och déi Méiglechkeete ginn. Net iwwerall, mä do, wou mer national Projeten hunn, an do, wou et wichteg ass, datt mer déi och kënnen ëmsetzen.

A schlussendlech hu mer och eng ganz Rei Prozeduren iwwert déi Plan-sectorielen a POSe gemaach, déi eis et erlaben, méi schnell a méi einfach kleng Modifikatiounen ze maachen, datt een net ganz Prozedure muss frëschmaachen, wann een eng kleng Ännerung mécht.

D'Madame Mutsch huet virdru gesot: „Et wär gutt, wann d'Gemenge kéinte méi matschwätzen." Dir hutt awer selwer schonn dat anert Argument gesot. Et ass natierlech schwéier, wann Dir mat 106 Gemenge musst eenzel schwätzen iwwer awer eppes, wat sech ëm dat ganzt Land national beweegt. Dat ass net einfach als Prozedur.

Mir hunn och missen eng Prozedur en place setzen, déi an der Realitéit och machbar wier. An dofir déi Prozedur, wou d'Gemengen duerno consultéiert ginn. A mir hunn och wëlles, den Innenminister an ech selwer, ze kucken, datt esou schnell wéi méiglech d'Gemengen och informéiert ginn iwwert d'Konsequenze vun deem hei Gesetz an dann och iwwer, wat d'Plan-sectoriele fir si heeschen, a wéi se dat sollen ëmsetzen a wéi dat am beschte geet, datt mer dat korrekt, uerdentlech fir jiddwereen och kënnen hibréngen. Ech mengen, dat wär wichteg.

An ech wëll dem Här Berger soen, datt mer haut net iwwert déi Plan-sectorielen ofstëmmen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Faktesch.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Faktesch net. Faktesch mussen déi nach duerch eng ganz Consultatiounsprozedur goen. Eng Consultatiounsprozedur, esou wéi bei all anerer, inklusiv déi Prozeduren, déi mer an de Gemengen hunn, wou d'Leit consultéiert ginn, wou d'Gemenge consultéiert ginn, wou d'Chamber consultéiert gëtt. Ech trauen der Chamber zou, datt mer do kënnen eng uerdentlech Diskussioun féieren, an, wa Problemer dra sinn, datt dat geännert gëtt. Ech trauen Iech dat zou. Dir schéngt Iech et net zouzetrauen. Ech trauen Iech dat zou, datt mer dat kënne maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wat verhënnert, datt se net haut virleien?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Majo, well mer d'Gesetz nach net gestëmmt hunn.

Ech hunn Iech virdru gesot, wa mer d'Gesetz…

(Interruption)

…bis gestëmmt hunn a mer déposéiere se dann, dann hu mer en „stand still" do. Hätt ech se elo schonn déposéiert, dat géif ech se elo scho publik maachen. Dann hätte mer deen „stand still" net drop an da kéinte mer och net déi ganz Prozedur maachen, wou mer Expropriatioune méiglech hunn. Dofir hu mer se haut net, dofir kënne se och haut net an all där Logik, déi ech elo gesot hunn, virleien.

M. Eugène Berger *(DP).*- Firwat seet dann den Här Schank, hie géif verschidde Saachen iwwer…

M. le Président.- Här Berger, ech mengen, da stellt wann ech gelift eng offiziell Fro un den Här Wiseler.

(Interruption)

Stellt Är Fro wann ech gelift, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech wor der Meenung, datt een haut hätt missen déi Plans sectoriels virleien hunn, datt een en connaissance de cause hätt kënnen hei dat am Package mam Gesetz maachen. Doriwwer eraus hu mer och schonn an der Vergaangenheet Plans sectoriels ëmgesat ouni dëst Gesetz.

An da muss ech och soen, datt ech verwonnert sinn, datt de Logementsminister zum Beispill seet, datt en awer géif Elementer vun deene Plans sectoriels iwwer POSen ëmsetzen. Also, datt een dat hätt och scho kënnen zu engem anere Moment maachen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech sinn net där Meenung, datt mer se haut hätte kënne virleeën, aus deene virdru genannte Grënn, well mer dann all déi Avantagen, déi dat Gesetz huet, net méi hätten. Dofir huet ee misse waarden, bis mer déi Base légale hunn, fir se ze déposéieren. Wann de Logementsminister wëllt deen een oder deen anere Projet iwwer POS virzéien, dann ass et ganz genau, Här Berger, well déi Plans sectoriels nach eng ganz Prozedur ze maachen hunn, eng ganz Consultatiounsprozedur duerchzestoen hunn, déi och muss gemaach ginn, déi och sënnvoll a logesch ass, mä déi hëlt awer nach ganz vill Zäit ewech. Wann de Logementsminister elo wëllt eng Rei oncontestéiert Projete virzéien, da kann en dat schonn iwwer POS maachen. Et ass dat, wat den Här Schank gesot huet, an et ass dat, wat en och wëllt, fir einfach an deem Projet hei weiderzekommen.

A wann een hei dann… Bon, dann deen nächste Punkt, dat sinn d'Abrogatioune vun de Plans directeurs régionaux. Do huet de Conseil d'État…, mir haten déi a priori am Gesetz drastoen, de Conseil d'État huet proposéiert, se ofzeschafen aus enger Rei Grënn. Dat eent, dat ass deen, datt e gesot huet, datt eist Land awer, fir en Aménagement du territoire ze maachen, eng Gréisst hätt, déi net grouss ass, déi éischter kleng ass, an datt een dofir kéint mat deenen Instrumenter vun de Plans sectoriels weiderkommen.

An en huet haaptsächlech e juristescht Argument och bruecht, fir ze soen, datt natierlech et esou ass, wann de Plan sectoriel an de Plan régional net ëmmer korrekt sech géife matenee koordonéieren, et dann heiansdo juristesch schwiereg wär an datt mer do Imbroglios juridiques kéinte kréien. Mir hu gemengt, de Conseil d'État hätt recht. A mir hunn hannendru gesat, mir hätten awer gär e regionaalt Instrument, an hunn dofir déi Konventiounen agesat, déi eis erlaben ze schaffen.

Ech hunn eng ganz gutt Experienz mat de Konventiounen, déi mer hunn. Ech fannen, datt déi DICI-Konventioun, ech fannen, datt déi Air-Regiouns-Konventioun, ech fannen, datt déi Konventioun an dem Uelzechtdall gutt fonctionnéiert. Ech ginn och dovunner aus, datt déi Leit an der Nordstad-Konventioun sech och ganz vill dovunner ze erhoffen hunn, soudatt, menger Meenung no, dat en Instrument ass, wat flexibel genuch ass, fir datt mer kënne weidergoen.

An ech gesinn iwwerhaapt net, wéi hei ee gesot huet, datt dat en Arbitraire vum Minister wär, deen dann elo décidéiert, wou eng Konventioun géif gemaach ginn oder net. Au contraire! Et sinn d'Gemengen, déi normalerweis kommen a soen: „Mir hätten dat elo gär, mir géifen dat gär zesumme maachen." An de Minister geet da mat op dee Wee, deen d'Gemenge wëllen. De Minister kann och d'Initiativ huelen. Mä et ass sécher net en Arbitraire, wou mir da géint d'Gemengen eppes géife maachen, fir u sech déi Konventiounen un d'Fontionnéieren ze kréien.

D'Instrument vum POS gëtt renforcéiert. Dat schéngt mer eng ganz wichteg Saach ze sinn. Ech hu jo scho geschwat iwwert déi Froe vun der Spéculation foncière, déi hei duerch déi Instrumenter, déi mer en place setzen, notamment déi Expropriatiounsméiglechkeeten, déi hei wesentlech gedämmt gëtt.

Ech muss mech zwar just wonneren, well an der Kommissioun, Här Berger, hate mer d'Unanimitéit doriwwer an do hutt Der Iech positiv doriwwer ausgedréckt. Haut sot Der elo eppes anescht.

(Interruption)

An et steet an de Procès-verbaux, dat… bon, et sief dann.

Ech wëll nach soen, datt all déi Avise vun deene Leit, zum Beispill dem Conseil d'État, mä awer och der Chambre des…, d'Cour…, pardon, all deene Consultatiounsgremien, wéi der Chambre de Commerce, déi mer consultéiert hunn, wéi der Chambre des Métiers, déi mer consultéiert hunn, och mat där doter Prozedur absolut d'accord waren, well se soen, dat do ass en Instrument, wat eis virunhëlleft a wat eis iwwerhaapt emol d'Méiglechkeet gëtt, eng Logementspolitik esou konsequent ëmzesetzen, wéi mer se wëllen ëmsetzen.

Dofir kann ech déi Bedenken net richteg verstoen, well wann een en Aménagement du territoire an d'Plans sectoriels, déi Der jo esou gär hätt an no deenen Der frot, wann Der se och an d'Realitéit wëllt ëmsetzen, jo, da musst Der Iech d'Instrumenter ginn. Et geet net duer, fir just se gär ze hunn. Wa se do näischt heeschen an der Realitéit, da bréngt et eis net vill.

Well meng Zäit ofgelaf ass, soen ech just nach, datt mer och eng Prozedur vun der Modifikatioun…

(Interruption)

…vun de Plans directeurs sectoriels vereinfacht hunn,…

(Hilarité)

…de Renforcement vum Conseil supérieur gemaach hunn, deen hei och wesentlech méi ze soe kritt, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

M. le Président.- An ech soen dem zoustännege Minister Merci. D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6124 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6124 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6569 iwwert d'multimodal Plattform zu Beetebuerg/Diddeleng. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Bodry, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

6. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plateforme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires)

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op de Kär vun dem virleiende Gesetzesprojet aginn, wëll ech ganz kuerz iwwert d'Virgeschicht e puer Wuert verléieren.

Dëse Projet de loi gouf den 3. Mee 2013 vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur an der Chamber déposéiert.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

An der Réunioun vum 22. Mee 2013 gouf ech dunn als Rapporteur designéiert. An der Versammlung oder an der Kommissiounssitzung vum 26. Juni 2013 hu mer de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert, an de Rapport gouf schlussendlech den 3. Juli 2013 ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den europäeschen Eisebunnsréseau huet u sech ganz vill Virdeeler, net nëmmen duerch seng Sécherheet, mä och well en u sech d'Emwelt schount. Mir wëssen zum Beispill, datt hautdesdaags ronn 40% vun den CO_2-Emissiounen aus dem Transportsecteur grad vum Wuerentransport kommen. An dat sinn ëmmerhin och nach ronn 10% vun de gesamten CO_2-Emissiounen.

Virun der Liberaliséierung vum europäesche Marché waren d'Eisebunnsréseauen op nationalen Iwwerleeungen opgebaut, mä och wann dëst scho säit e puer Joer net méi de Fall ass, esou si mer awer nach ëmmer amgaang, eis Réseauen un d'Realitéit vum Marché unique unzepassen.

An dësem Sënn wëll eis Regierung geziilt d'Interoperabilitéit zwëschen deene verschiddenen europäeschen Eisebunnsréseaue förderen, andeems geziilt Investissementer an dësem Secteur gemaach ginn. An dësem Sënn ass et vu Virdeel, datt de Beetebuerger Site am Häerz vun Europa läit als Deel vum Zuchkorridor, dee vu Rotterdam iwwer Antwerpen zu Beetebuerg passéiert, fir da weider op Basel, Lyon ze fueren.

Duerch dës Konstellatioun presentéiere sech u sech eng Rei interessant Méiglechkeete fir de Standuert Beetebuerg. Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir zu Beetebuerg Wagone vun de Schinnen erofzehuelen oder derbäizesetzen, an dat fir d'Zich, déi entweder um ganze Korridor fueren oder just op engem Deel vun dësem Korridor. Doduerch entsti vill, ganz vill Optiounen, net nëmme fir eis Ekonomie hei zu Lëtzebuerg, mä awer och virun allem fir d'Ekonomie an der Groussregioun.

Déi optimal geografesch Positioun vu Lëtzebuerg huet d'Regierung dozou verleet, fir zu Beetebuerg e Logistikzentrum opzebauen a wéinst eise Kyoto-Engagementer eng Méiglechkeet ze schafen, fir aner Transportméiglechkeeten, déi op eise Stroosse fueren, op d'Schinnen ze transferéieren. Ech denken hei zum Beispill u Container, déi vun engem Camion op d'Wagonen ëmgeluede ginn.

Dëse Projet de loi ass nëmmen en Deel vun enger Rei vun Efforten, déi eis Regierung mécht, fir den Eisebunnsréseau ze förderen a fir déi enorm Nofro aus der Ekonomie no esou Méiglechkeeten ze stimuléieren.

Bon, duerch dëse Projet profitéieren net nëmme verschidden Entreprisen, mä ganz sécher eis gesamt national Wirtschaft. An dësem Kontext ass geplangt, fir zu Beetebuerg eng multimodal Plattform ze bauen, déi eis den Ausbau vun de Capacitéiten erlaabt, wat d'Belueden, d'Oflueden an och d'Zwëschelagere vu Semi-remorquen a Containeren ugeet. D'Zil ass et, fir ganz Semi-remorquen a Containeren zwëschen der Strooss an de Schinne kënnen ëmzelueden. Dat erkläert och, firwat de Beetebuerger Site zréckbehale gouf. Dësen ass nämlech ganz gutt un dat nationaalt Stroossennetz an awer och un dat nationaalt Eisebunnsnetz ugebonnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier preziséieren, datt dëse Projet de loi nëmmen u sech déi éischt Phas vun de Bauaarbechte betrëfft, also souguer souzesoen d'Virbereedungsaarbechten.

Ech wäert kuerz oder ech wëll och kuerz op e puer Mesuren agoen, déi musse geholl ginn, well mer hei awer vun engem Projet vun enger ganz grousser Envergure schwätzen. Fir dëse Site, ëm deen et sech handelt, als ee Ganzt ze erméiglechen, si verschidden Ëmschichtungsaarbechten noutwendeg, well momentan d'Diddelenger Baach an eng net einfach Topografie de ganze Site an zwee deelen. Esou muss zum Beispill de Buedem vum ganze Site - mir schwätzen hei vun engem Areal vun 32 ha - ofgedroen an oftransportéiert ginn. Mat dësem Buedem gëtt dann d'Deponie vu Beetebuerg zougedeckt.

D'Baach, ech schwätze vun der Diddelenger Baach, gëtt ëmgeleet a kritt en natierlecht Bett. Des Weidere mussen och Ofwaasserinfrastrukture verluecht ginn. Ausser dësen Infrastrukture musse verschidden Héichspannungs-, Waasser-a Gasleitungen déplacéiert ginn.

Fir den Accès op de Site optimal ze gestalten, gëtt de gesamte Camionstrafic iwwert d'Autobunne geleet. Fir dëst ze erméiglechen, gëtt op der westlecher Säit eng nei Verbindungsstrooss vum Échangeur Diddeleng-Biereng aus gebaut, an deen Échangeur wäert komplett nei réaménagéiert ginn.

Schlussendlech mussen nach d'PAGe vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng modifizéiert ginn, fir dëse Projet iwwerhaapt kënnen ze erméiglechen. Et ass geplangt, fir déi betraffe Fongen ëmzeklasséieren, an zwar an eng Zone industrielle à caractère national.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann u sech elo kuerz op déi geplangten Infrastrukture vum Site ze schwätzen. D'Plattform wäert haaptsächlech aus zwee Terminale bestoen, déi d'Autobunn mam Zuchréseau verbannen a vice versa. Dëse kombinéierte Konzept erméiglecht et, fir traditionell Semi-remorquen oder gläich ganz Camionen autonom op d'Wagonen ze verlueden. Dee Site huet deemno en Terminal fir de kombinéierten Transport, verschidden Entrées- a Sorties-Beräicher, en zentrale Kommandoposten an zu gudder Lescht och nach en administratiivt Gebai.

Dir Dammen an Dir Hären, elo stelle sech natierlech ganz sécher eng Rei Leit d'Fro, wéi et mam Kaméidi op enger Baustell vun dach enger Envergure wéi där heiter ausgesäit. Bon, eng Étude des incidences sur l'environnement proposéiert an dësem Kontext verschidde Mesuren, déi kënnen a wäerten ergraff ginn, fir de Kaméidi gréisstméiglech ze limitéieren. Als Alleréischt fannen déi geplangten Aarbechten op engem Site statt, dee sech u sech dach awer vun der Stad Beetebuerg ewechzitt an deen

och nach e bësse méi déif läit, a woufir de Kaméidi och nach vun deem Damm opgefaange gëtt, deen och u sech schonn och de Kaméidi vun der A13 dach awer reduzéiert.

Zweetens, soubal de Kaméidi vun de Camionen eng gewësse Grenz iwwerschreit, gi Panneaue géint de Kaméidi opgeriicht.

Wichteg ass et och, an ech mengen, et ass e ganz wichtege Punkt ze soen, datt um Site déi néideg Infrastrukture realiséiert ginn, fir datt d'Camionneuren eng gutt a ganz sozial Verfleegung virfanne respektiv adequat Hygiènesraimlechkeeten. Dëst soll verhënneren, datt d'Chauffeuren de Site mat de Camione verloossen, fir u sech dës Servicer an den Uertschafte ronderëm ze sichen.

Elo wou mer u sech alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Virstellung hunn, wéi dat Ganzt soll ausgesinn, kommen ech zum Käschtepunkt vun dësem Projet, deen u sech fir vill vun lech ganz sécher interessant dierft sinn. Insgesamt sinn u sech, fir dat hei ze realiséieren, dräi Finanzéierungsgesetzer virgesinn. Dat éischt also ass dëse Projet, deen, wéi ech et scho gesot hunn, u sech eng ganz Rei Viraarbechten ofdeckt, déi awer dee gréissten Deel vum finanzielle Volet duerstellen, nämlech 182 Milliounen Euro.

En zweet Gesetz, dat wahrscheinlech Enn 2013 déposéiert gëtt, ass u sech fir de Finanzement vun den techneschen Équipementer an och vun dem administrative Gebai, an dat ass eng Gréisstenuerdnung vun 28 Milliounen Euro.

En drëtt a lescht Gesetz gesäit de Bau vu Konstruktioune vir, déi et erméiglechen, Containeren u sech op sechs Etagen ze stockéieren. Ech wëll awer hei ganz kloer soen, datt dat an dësem Moment just eng Optioun ass an u sech a Funktioun vun der Entwécklung vum Site dann an der Zukunft wäert gegebenenfalls ëmgesat ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer fir ofzeschléissen nach e puer Wuert zu den Avisen zu dësem Projet. D'Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire hält an hirem Avis vum 12. Mäerz 2013 fest, datt déi zwou éischt Phase vun dësem Projet mussen u sech virun Enn 2015 ofgeschloss sinn, fir datt mer, jo, fir datt mer déi Eischt an der Groussregioun sinn, déi u sech esou eng Infrastruktur kënne virweisen. D'Kommissioun gëtt e positiven Avis, mä ënnert der Konditioun, datt u sech aner Eisebunnsprojeten e wéineg zréckgesat ginn, fir datt déi Enveloppe, déi de Conseil de Gouvernement zréckbehalen huet, fir datt déi u sech am Kontext vum Ausbau vun den Eisebunnsinfrastrukturen net soll gesprengt ginn.

De Statsrot fir säin Deel proposéiert, fir den Tableau vun den Infrastrukturaarbechten, esou wéi en am Gesetz vum 10. Mee '95 steet, ze komplettéieren, andeems eng Kolonn derbäigesat soll ginn, déi déi réévaluéiert Käschte vun all Projet ugëtt an och d'Montanten ugëtt, déi u sech scho bezuelt goufen.

Déi héich Kierperschaft mécht ausserdeem nach eng Proposition de texte fir de leschte Saz vum Alinéa 3 vun dem Projet de loi. Vu datt et keng Opposition formelle war, huet d'Kommissioun awer aus enger Rei vun Ursaachen dësen Iwwerleeunge vum Statsrot net Rechnung gedroen.

An eiser Kommissiounssitzung vum 26. Juni 2013 gouf eis de Projet wierklech vun de Fachleit am Detail presentéiert an et ass en ugereegten Austausch iwwer eng ganz Rei Problemer, déi kéinten entstoen, gefouert ginn.

Bon, ech wëll hei net doriwwer méi an den Detail goen. Fir déi Detailer géif ech lech froen, fir da mäi schréftleche Rapport ze liesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

Une voix.- Madame!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- …de virleienden… Entschëllegt: Madame Presidentin!

Mme la Présidente.- Et ass net schlëmm.

(Interruptions et hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Merci fir déi kleng Informatioun.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet bitt eng Rei interessant Entwécklungsméiglechkeete fir eis Ekonomie, net nëmmen, well et den éischten, bon, déi éischt Struktur vun dëser Aart an der Groussregioun ass, mä och well en u sech weiderhëlleft, eis Wirtschaft ze diversifiéieren, andeems hei geziilt an e Secteur investéiert gëtt, deen, jo, deen ëmmer méi gefrot gëtt an ëmmer méi gefrot ass. A ganz niewebäi hëllefe mer awer och eiser Ëmwelt, oder eis Ëmwelt ze schounen an eis Kyoto-Virgaben anzehalen.

An dësem Sënn an andeems ech Iech elo all déi Saachen am Detail dach awer presentéiert hunn, déi dëse Projet de loi uginn, géif ech Iech bieden, dëst Gesetz ze stëmmen a ginn och d'Zouso vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Rapporteur. Den éischten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wéilt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht. Et gesäit een, e kennt net nëmmen eppes vun der N7 am Norden, mä en ass och praktesch schonn Expert elo vun dem Schinnentrafic am Süde ronderëm Beetebuerg.

Den Haaptobjektiv vun dësem Gesetz, kéint ee jo eigentlech soen, dat ass, fir den öffentlechen Transport ze stäerken, fir méi de Fret op d'Schinnen ze kréien an och am Endeffekt, fir de Klimaschutz ze verbesseren. Ech muss soen, datt d'DP dëst Zil voll wäert ënnerstëtzen an och voll kann ënnerstëtzen.

Ech wäert och net elo en long et en large nach weider vill op d'Gesetz agoen. Dat Meescht ass scho gesot, vläicht e puer kleng Bemierkungen. Ech mengen, mir sinn also och favorabel där Iddi, fir d'Schinn ze stäerken. Domadder ginn d'Stroossen entlaascht. Do kéint ee ganz vill positiv Aspekter gesinn, ob dat d'Verkéierssécherheet ass oder aner Aspekter. Virun allem ass et eben och wichteg fir de Klimaschutz, well hei doduerjer, well een d'Camione vun der Strooss erofhëlt, ka ganz vill CO_2 gespuert ginn, well déi jo och op de Stroossen den Haaptverursaacher sinn. Och do sinn d'Chifferen, wat een eventuell hei ka spueren, scho gesot ginn.

Ech mengen, et ass och esou, datt hei en Ausbau vun deem Hub elo virgeholl gëtt, wat drop hindeit, datt mer an der Vergaangenheet do ëmmer méi Succès konnte feststellen, wat also eng gutt Saach ass. An ech wéilt och all deene Verantwortleche respektiv alleguerten deenen, déi dodrunner geschafft hunn, bei der CFL an doriwwer eraus, félicitéieren a Merci soe fir déi Efforten.

Mä ech mengen, bei aller Begeeschterung huet een och ëmmer e puer Bémollen, déi ee muss lassginn. Ech mengen, hei ass kloer, Lëtzebuerg mécht hei jo…, oder dee Projet do ass e Bäitrag an Europa, besonnesch, fir - géif ech soen - éischter a Frankräich oder a Spuenien oder op anere Plazen den Trafic ze entlaaschten. Mä zu Lëtzebuerg wäerte mer wahrscheinlech, och mat deene gutt gemengten europäesche globalen Ziler, wou mer eis global Verantwortung iwwerhuelen, och eng Rei Nuisancë kréien.

Bei eis hei zu Lëtzebuerg riskéiere mer, net manner Trafic a Camionen op de Stroossen ze hunn, mä eventuell méi, well jo dann d'Camionen, ech soen emol, aus der Groussregioun oder vu méi wäit speziell heihinner op Beetebuerg kommen, fir eben dann dovunner kënnen ze profitéieren. An ech mengen, do wäert et natierlech dann esou sinn, datt mer also hei zu Lëtzebuerg eis Bilanz net onbedéngt verbesseren, mä datt mer och zousätzlech déi eng oder aner Nuisancë mussen do, ech soen emol, mat a Kaf huele ronderëm Beetebuerg/Diddeleng. An dat wäert natierlech heesche fir d'Bierger ronderëm, datt do méi Verkéier kënnt, ob dat elo da Problemer si mat der Loftqualitéit oder Problemer op der Strooss mam Trafic.

Et wäert och virun allem méi Kaméidi bedeiten, mat all deenen Efforten, déi gemaach gi sinn, an net nëmmen eleng um Site selwer. Ech mengen, mat de Camionen oder mat dem Ëmlueden, wou jo eng Rei Efforte gemaach ginn, mä och doriwwer eraus muss ee wëssen, datt d'Schinne bei aller Sympathie, déi een huet, awer och besonnesch am Kaméidisberäich déi eng oder aner Nuisancë verursaachen.

Zum Beispill elo - et ass jo relativ wäit distanzeméisseg ewech, Diddeleng oder Beetebuerg aus dem Réiserbann -, mä owes ass et do och, datt een awer da besonnesch gutt, jee nodeem wéi de Wand dréit, d'Quiitsche vun de Bremse vun den Zich do no eelef Auer, wann do och am Triage geschafft gëtt, ganz staark mathéiert.

Ech mengen, do muss een also kucken, all Efforten ze maachen, fir déi Nuisancen esou kleng wéi méiglech ze halen. Ech ginn do net op all Detailer an. Ech weess awer, d'Madame Lorsché hat och an der Kommissioun do - si ass do méi de Lokalmatador, sief datt ech och zu Beetebuerg gebuer sinn…

(Interruption)

…an net wäit ewech wunnen, mä si ass do de Lokalmatador aus där Géigend -, si hat dat an der Kommissioun scho gesot, si wäert och hei nach wahrscheinlech op déi eng oder aner Problemer do agoen, déi nach net definitiv geléist sinn. Si huet eng Motioun, déi se preparéiert huet, ech hunn déi och mat ënnerschriwwen. Si wäert dann do méi op den Detail agoen, mä einfach nëmmen, datt ee wierklech muss alles maachen, fir datt ee beschtméiglech och d'Protektioun vun de Bierger ronderëm garantéiert.

Ech hat och virdru gesot, dat hei ass eng Success Story e bësse vun deem System. Et weess een awer net, wéi et weidergeet. Et ass esou, datt mer an der Kommissioun, ech hat selwer an der Kommissioun gefrot nom Businessplang respektiv no de Perspektiven, ob een do net awer eventuell vläicht ze grouss gesäit, an do si keng kloer Äntwerte komm. Do muss een also kucken, wat d'Zukunft brëngt. Et sinn och verschidde Pronosticen oder Projektioune vun der EU-Kommissioun, déi net onbedéngt déiselwecht si wéi déi vun der Regierung oder hei vun de lëtzebuergeschen Instanzen.

Et wier och gutt, datt een do vläicht nach méi Kloerheet, och vläicht haut déi eng oder aner Informatioune vum Minister kéint kréien, datt een do net awer herno eppes an de Sand setzt.

Déi Bemierkunge gemaach, géif ech awer dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Berger. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Merci fir d'Wuert. Ech mengen, et ass e wichtegen, e grousse Projet, dee mer haut hei diskutéieren, a wou d'Chamber sech uschéckt, fir gréng Luucht ze ginn, dass deen a seng entscheedend Phas kann erakommen. Et ass keen neie Projet. Et gëtt eng Rei vu Méint, jo Joren iwwert deen Ausbau do diskutéiert. E kënnt also net iwwerraschend hei an d'Parlament, mä d'Envergure, mengen ech, vun deem heite Projet mécht, dass opgrond vum Artikel 99 vun der Verfassung den Accord vum Parlament hei noutwendeg ass, fir déi Suen do kënnen zur Verfügung ze stellen, fir also dee Multimodalzentrum do, deen Ausbau vun där Plattform iwwerhaapt méiglech ze maachen.

Dofir wëll ech ganz kloer hei soen, dass d'LSAP-Fraktioun hannert deem heite Projet steet. Et ass e Projet, deen, mengen ech, wichteg ass, wann ee schwätzt vun enger Neiorientéierung vum Wuerentransport international. Wann ee vun nohalteger Entwécklung schwätzt, ass dat hei, mengen ech, e Projet, dee wichteg ass, deen och kann opbauen - deen ass jo net einfach aus dem Näischt entstanen - op Erfolger, déi elo beim bestehende Projet eigentlech zu Beetebuerg ze verzeechne sinn a wou d'Nofro eigentlech och drop hiweist, dass e Besoin international fir esou Plattforme besteet, dass dat och e Business ass, dee sech wirtschaftlech dréit. Dat däerf een och emol eng Kéier, mengen ech, hei ervirhiewen.

Dat do ass also eppes, wat och wirtschaftlech eigentlech Sënn mécht, net nëmmen also reng verkéierspolitesch an transportpolitesch eppes Wierksames ass, mä wat och selbstverständlech och soss wirtschaftlech Sënn mécht. Dat däerf jo eigentlech kee Feeler sinn.

D'Suerg, mengen ech, déi eis Fraktioun huet an déi och, dat kann ech hei soen, den Diddelenger Buergermeeschter huet - dat weess de Minister, well mer och a Kontakt schonn zënter längerer Zäit stinn zesumme mat der Beetebuerger Gemeng, wou mer déi doten Dossieren, aner Dossiere bei eis an der Géigend diskutéieren -, ass, dass deen u sech gudde Projet am Beräich Klimaschutz, am Beräich nohalteg Entwécklung, dass dat och e gudde Projet bleift, op jidde Fall keen negative Projet bleift fir déi lokal Bevölkerung. Ech mengen, dat muss e gemeinsaamt Uleies sinn an deem heiten Dossier wéi och an aneren Dossieren, déi amgaang si geplangt respektiv realiséiert ze ginn.

An ech mengen, et ass dofir och mat enger gewësser Satisfaktioun, dass ech festgestallt hunn, dass och an der Kommissioun hei an der Chamber déi dote Suergen awer zum Droe komm sinn. An och wann een d'Dokument vun der Regierung kuckt, gesäit ee jo eng ganz Rëtsch vu Kapitelen dran, déi och op d'Problematik vum Ëmweltschutz, op d'Problematik vun de Kompensatiounsmoossnamen hiweisen, déi noutgedrongenerweis musse geholl ginn.

Well do soll ee sech näischt virmaachen: Dat hei huet e relativ staarken Impakt op d'Landschaft. Hei gi bestehend Gréngflächen, déi zwar, dat ass wouer, virgesi sinn eigentlech, fir och kënne genotzt ze ginn als Industriezon oder als Wirtschaftsterrain, déi ginn zu engem gudden Deel versigelt, déi gi bebaut, an dat gëtt en Impakt, dee reng visuell wäert entstoen. Also muss do probéiert ginn - ass schonn zum Deel geschitt -, dat esou ze gestalten, dass deen Impakt do net ze grouss gëtt, respektiv huet, mengen ech, och den Nohaltegkeetsminister, mat senger Kap zoustänneg fir den Ëmweltschutz, och do eng Rei vun Décisioune scho geholl respektiv schéckt e sech un, nach Décisiounen ze huelen.

Notamment gëllt dat fir d'Diddelenger Baach. Ech mengen, dat ass och eigentlech e positiven Nieweneffet vun deem heite Projet, wou mer erëm an e Renaturéierungsprojet vun der Diddelenger Baach eraginn. Dat ass eng vun de Kompensatiounsmoossnamen, wou och déi technesch Etüde souwäit ofgeschloss sinn, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass dee Projet och wierklech fonctionnéiert, well och do war et eng Suerg sécherzestellen, dass net herno duerch deen dote Projet op eemol mam Zréckhale vum Waasser kéinte Problemer an de lokale Kanalisatiounen entstoen. Dat schéngt net de Fall ze sinn, esou dass een also, mengen ech, deen dote Volet kann als positiv zréckbehalen.

Ech mengen, mir hunn och festgestallt an enger Autorisatioun, déi eis zougestallt ginn ass, respektiv a Gespréicher, déi mer och mat de Leit vun der CFL Multimodal haten, dass geplangt ass och, dass, ech mengen, iwwer zwee Hektar neie Bësch, Eechen- a Bichebësch soll an der Géigend eigentlech vun deem heiten Areal als Kompensatioun fir den Agréff an d'Natur ugeluecht ginn. Wat, mengen ech, och eppes Wichteges ass, fir u sech och kloerzemaachen, dass et d'Suerg ass vun deene Leit, déi deen heite Projet droen, den Impakt op de Mënsch an op d'Ëmwelt vun deem heiten esou kleng wéi méiglech ze hale respektiv, wou en net ka verhënnert ginn, dann eben duerch ebenbürteg Moossnamen ze kompenséieren.

Et muss een der Chamber awer matdeelen, fir vollstänneg ze sinn, dass eigentlech am Kader vun där Autorisatiounsprozedur, déi hei duerchgezu ginn ass, déi opbaut op enger europäescher Direktiv an engem nationale Gesetz bei esou gréisseren Infrastrukturprojeten, dass do eigentlech zwee negativ Avise virlouche vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng. Wou een awer och gläichzäiteg muss soen, dass et net vum Prinzip hier war, mä wou gesot ginn ass: „Et muss awer…"

Den Dossier war an den Ae vun deenen zwee Gemengeréit oder Schäfferéit onkomplett op enger ganzer Rei vu Punkten, wat den Impakt vun deem heite Projet ugeet. A virun allem eng Suerg, déi mer andauernd hunn, dat ass, dass den Impakt vun deem heite Projet net eleng gekuckt gëtt, mä dass een deen awer muss am Zesummenhang gesinn - ech gleewen nach ëmmer als fréiere Landesplanungsminister, dass dat vernetztent Denke sech eng Kéier wäert an dësem Land duerchsetzen! -, och am Zesummenhang gesi mat anere Projeten, déi elo schonn an der Planung sinn a wou mer wëssen, dass se och wäerten an deenen nächste Jore realiséiert ginn an därselwechter Regioun.

An da geet et net duer, einfach nëmmen all eenzelne Projet ze kucken - wat bréngt dee mat sech? -, mä et mussen awer op enger Plaz all déi Projeten zesummelafen an et muss gekuckt ginn: Wat gëtt dann de Gesamtimpakt vun all deene Projeten, vum Logistikzenter, vum Statslabo, vun der Plate-forme multimodale? Wat gëtt de Gesamtimpakt vun deem Ganzen, vun all deene Projeten, déi elo schonn zum Deel am Bau sinn a wou mer wëssen, dass déi aner wäerte gebaut ginn, wat gëtt deen op de Verkéier, wat gëtt deen op d'Liewensqualitéit? A wat mussen dann déi Moossname sinn, déi mer mussen huelen, fir eventuell bei deem doten dergéintzesteiere respektiv ze probéieren, den Impakt ze minimiséieren?

Dat ass dat, mengen ech, wat logesch ass: dass mer also wierklech secteuriwwergräifend, projetiwwergräifend plangen, dat och net beschränken op eng, zwou Uertschaften, mä och dat an de Gesamtkonzept setze vun der gesamter Mobilitéitsfro a deenen nächste Joren an dem Ausbau vun den Infrastrukturen an der Entwécklung vum Land an dem Verkéier.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer och zënter engem gudde Joer féieren eigentlech elo an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp: de Ministère, déi zoustänneg Verwaltunge mat de Schäfferéit vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng, wou mer genau déi dote Froen amgaange sinn ze kucken a wou sech natierlech och erausstellt, dass dat hei net onproblematesch wäert sinn! Ech mengen, do soll ee sech näischt virmaachen.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Hei geet et net ëm en NIMBY-Effekt. Ech wëll dat hei kloer soen. Hei geet et och ëm wirtschaftlech Intérêten! Wann nämlech net garantéiert ass, dass all déi Clienten och kënnen ënner uerdentleche Bedéngungen do bedéngt ginn an där neier

Plattform, da wäert dat e Feelschlag ginn. Also, hei geet et net drëm, eleng dono ze kucken: Wat wëll ech a mengem Virgäertchen hunn a wat net? Mä hei geet et och drëm, fir ze garantéieren, dass déi dote Projete kënnen uerdentlech fonctionnéieren, dass se hirer ursprünglecher Zilsetzung gerecht ginn an dass och wierklech all déi Transporteuren, déi sollen dohinnerkommen, dass déi och net an engem Stau sti schonn e puer Kilometer virdrun an eigentlech net kënnen zäitgerecht dohinnerkommen, well da fonctionnéiert de gesamte Projet net méi.

Et ass also, mengen ech, am wirtschaftlechen Intérêt, am Interesse vum Ëmweltschutz, am Interesse vum Gesondheetsschutz, dass alles aneneegräift an dass mer hei zerguttst plangen. A wann et sech erausstellt an Etüden a Projektiounen, déi nach amgaange si gemaach ze ginn, dass dat eent oder dat anert muss adaptéiert ginn um Projet, da muss dat selbstverständlech geschéien. Well soss kann eigentlech dat doten net riicht ausgoen, wa mer all déi dote Considératiounen am Endeffekt net hei berücksichtegen.

Et ass also wichteg, mengen ech, dass een dat am A behält, dass ee virun allem d'Fro vum Kaméidi weider kritesch kuckt. An do schéngt et - et brauch een et bal net ze soen, mä ech soen et awer léiwer trotzdeem hei -, et ass selbstverständlech: Wann déi gesetzlech Limiten iwwerschratt sinn, dann ass eng Obligatioun do, fir ze handelen! Dann huet de Stat d'Obligatioun, Lärmschutzwänn ze installéieren! A mir wäerte selbstverständlech och do weider en An drop halen, dass déi dote gesetzlech Bestëmmungen och an deem heite Fall konkret respektéiert ginn.

Wat sécherlech nëtzlech wär - dat ass, esou wäit ech weess, weider nach net gemaach ginn -, dat ass och, dass an der Fro vun der Loftqualitéit géifen Etüde gemaach ginn, ob dat elo de Feinstëbs ass oder ob dat aner Impakter sinn, déi sech kënnen natierlech erginn doduerjer, dass een hei awer relativ staarken Zouwuess wäert kréien. Och wann dat net iwwert d'Landstroosse geschitt, och wann dat iwwert d'Autobunn geschitt, wäert awer trotzdeem vill méi Camionsverkéier sech konzentréieren op där dote Plaz. An do muss natierlech awer och gekuckt ginn, wat dat do fir e méiglechen Impakt op d'Loftqualitéit an där dote Géigend wäert hunn.

Ech mengen, déi Leit, déi do wunnen, kënne sech wéineg kafen, wann insgesamt a ganz Europa sech deen heite Projet wäert positiv auswierken, wann net awer am Lokalen natierlech och gekuckt gëtt, dass dat dote kee gréisseren negativen Impakt wäert hunn.

Zu deem heite Projet gehéiert nach en anere grousse Projet eigentlech vun der Regierung a vun der Bauverwaltung. Dat ass natierlech deen neien Échangeur, deen neie Rond-point Diddeleng-Biereng op der Collectrice du Sud. Et ass evident, dass den Ausbau vun där Plattform hei nëmme ka voll zum Droe kommen, wann och garantéiert ass, dass déi nei Opfahrten, dass deen neie Rond-point och ëmgesat ass a konkret och fonctionnéiert.

Mir hunn och do eigentlech d'Zousoe kritt vusäite vun de Bedreiwer vun där multimodaler Plattform, dass si och net wäerte vun haut op muer vun eent op honnert dréinen, mä selbstverständlech progressiv nëmme wäerten deen neien Ausbau och a Betrib huelen an deementspriechend also och kënnen eréischt mat engem gewëssene Rhythmus fueren, wa gläichzäiteg och déi Stroosseninfrastrukturen do sinn, déi einfach zu där neier Plattform gehéieren. Dat schéngt mer eng Selbstverständlechkeet ze sinn. Dat muss och esou am Endeffekt bleiwen.

Eng Suerg, déi ech wollt nach hei zum Ausdrock bréngen, dat ass, dass mat all deene Planungen an deem dote Beräich - Logistikzenter, CFL Multimodal, wéi gesot, de Statslabo, aner Industrien, déi och nach ausbauen an där Regioun Diddeleng/Beetebuerg -, d'Garantie och, mengen ech, muss do sinn, dass bei den Infrastrukturen och weider Verbindunge musse bestoe bleiwen iwwer Vëlo a fir d'Foussgänger tëschent Diddeleng a Beetebuerg. Et däerf net derzou féieren, dass op eemol do Diddeleng ofgekappt gëtt vum Rescht vun der Welt duerch déi schéin, flott Projeten, déi do gemaach ginn.

Wéi gesot, déi eng Gemenge kréien d'Europaschoul an déi aner Gemenge kréien CFL Multimodal a Logistikzentren. Dat ass dann d'Opdeelung esou, wéi dat sech esou mécht. Ech géif mer just wënschen, d'Gemengen Diddeleng a Beetebuerg géifen déiselwecht Kompensatioune kréien, déi sengerzäit emol eng Gemeng versprach kritt huet, déi eng Europaschoul akzeptéiert huet.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Diddeleng huet awer och schéin...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä bon, dat ass...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...Här Buergermeeschter!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass dann esou eppes, wat dann och zur Landesplanung zu Lëtzebuerg gehéiert!

(Interruptions)

Dat gesot, mengen ech, bleift dat hei awer e richtegen, e wichtege Projet. E Projet, deen een och net kann iergendwou op anere Plaze maachen. Ech mengen, wann een zu deem Projet steet, gëtt et keng honnert Méiglechkeeten, fir dee Projet ze maachen. Dat ka bal nëmmen do sinn. Mä dat soll awer esou geschéien, an engem Mooss, an engem Rhythmus, dass et effektiv och nohalteg fir d'Land a fir déi Leit, déi do wunnen, machbar ass.

Mat deene Bemierkunge géif ech dann nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun hei erabréngen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Déi nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madame Lorsché. Dir hutt d'Wuert, Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet multimodal tëschent Diddeleng a Beetebuerg soll et, wéi gesot, erlaben, de Giddertransport méiglechst frëi an a grousse Quantitéite vun der Strooss op d'Schinn ze verlageren.

Innovativ Konzepter wéi dëst si méi wéi jee gefrot a mussen och queesch duerch Europa entwéckelt ginn, well d'Verhältnis tëschent Strooss a Schinn net stëmmt, weder an Europa nach an der Groussregioun nach zu Lëtzebuerg. 80% bis 90% vun de Gidder gi jee no Land a Regioun iwwert d'Strooss befördert. Net emol 15% lafen iwwert d'Schinn!

Ee vun den Haaptobjektiver vun der Verlagerung vum Schwéiertransport op d'Schinn ass natierlech de Klimaschutz an d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen am Beräich vum Verkéier. Et geet awer och ëm de Käschtefacteur an d'Effikassitéit vum Schinnentransport. Schonn eleng opgrond vu senge grousse Luedflächen ass en Zuch méi rentabel wéi e Camion.

Momentan läit d'Längt vun de Gidderzich an Europa tëschent 650 an 950 Meter. Verschidde multisektoriell Acteure plädéiere souguer derfir, d'Längt vun den Zich nach ze erhéijen a wëllen op de wichtegsten europäesche Korridoren eng Zuchlängt vu 1.500 Meter erreechen. Schonn haut ersetzt een eenzegen Zuch 20 bis 30 Camionen, wann net nach méi, an domat och 20 bis 30 ëmweltschiedlech Motoren. Sollt d'Iddi vun der Verlängerung vun den Zich realistesch sinn, wäert déi Zuel nach klammen.

Och sinn déi steigend Energiekäschten an d'Péage-Gebühren op den Autobunne wichteg Argumenter, déi fir den Ausbau vum Gidderverkéier op der Schinn schwätzen. Während d'Spediteure Käschte spueren, bleiwen d'Camionneure vu Verkéiersstauen, Verkéiersrisiken, Fuerverbueter an iwwerlaangen a belaaschtenden Trajete verschount.

Den Neibau vum Containerterminal tëschent Diddeleng a Beetebuerg entsprécht dëser Logik a läit ganz an der Linn, déi mir säit éiweg vertrieden.

Mat enger Entrepreneurskultur, déi op d'Besoine vun de Clienten ausgeriicht ass, enger sécuriséierter Plaz um Site an enger ausgefeilter Technik op enger zentral geleeëner Plaz soll de Schinnentransport mat dësem Projet nei belieft ginn, nodeems e säit de 70er Jore méi wéi vernoléissegt ginn ass. De bestehende Site ass längst saturéiert, dat konnte mer elo och bei Visitë feststellen. En entsprécht och net méi der technescher Infrastruktur, déi haut erwaart gëtt vun engem attraktiven a maartfäege Site.

Aus all deene Grënn schwätzt am Prinzip näischt dergéint, ganz am Contraire, villes schwätzt derfir, an dofir wäerte mir dem Projet och zoustëmmen. Allerdéngs verfale mir net grad an déiselwecht Euphorie wéi den Här Kaes als Rapporteur vum Gesetz, deem mir fir säi Rapport awer villmools Merci wëlle soen. Den Här Bodry, als Buergermeeschter vun der Nopeschgemeng, gesäit dat méi nuancéiert, well en d'Suerge vun de Leit kennt. En ass dagdeeglech um Terrain mat de Suerge konfrontéiert a gesäit och, wat um Site ofleeft.

Eis Suerge gi vläicht awer nach e wéineg méi wäit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad wéi d'Fraktioun vun der DP ass och déi gréng Fraktioun der Meenung, datt dëse Projet net ausgeräift ass. E bësselche kënnt ee sech vir, wéi wann een Hals iwwer Kapp hei zu engem Vote misst kommen. Et geet ëm d'Finanzéierung vun enger éischter Phas, obscho wichteg Elementer fir d'Realisatioun vun den nächsten Etappe feelen an eng ganz Rei Froen net beäntwert konnte ginn. Froen, déi net nëmme mir eis stellen, mä déi och virun allem d'Bierger an d'Biergerinne sech stellen, déi am Alldag mat dësem Megaprojet konfrontéiert ginn.

Eng vun deene Froen ass déi, wéi eng Eisebunnsprojeten zugonschte vun dësem Projet zäitlech retardéiert musse ginn. D'Commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire huet an hirem Avis drop bestanen, datt déi global Finanzéierungsenveloppe, déi vum Regierungsrot festgehale gi war, net däerf iwwerschratt ginn. Well dëse Projet net am Budget vum Fonds du rail enthale war, mussen déi 182 Milliounen, déi haut gestëmmt ginn, also noutgedrongen op enger anerer Plaz gestrach ginn. Ech weess schonn, wat Dir mir äntwert, Här Minister: Dir sot, datt keen anere Projet duerch dëse Projet ze kuerz kënnt. Dat kléngt ganz berouegend, mir hu just e klenge Problem, fir eis dat virzestellen.

Eleng d'Duerchforstung vum Budget, vum virleiende Budget, kann an eisen Aen net duergoen, fir op eemol 182 Millioune fräizesetzen - dat ass en Heedegeld! Mir kënnen eis och net virstellen, datt aner Projeten därmoossen a Verzuch gerode sinn, datt d'Geld, dat dofir prettstoung, bis op Weideres net méi gebraucht gëtt an op dëse Projet transferéiert ka ginn. Sollt dat de Fall sinn, muss ee sech dann natierlech froen, wéi realitéitsno d'Planung vun deenen anere Projeten iwwerhaapt war.

De Statsrot huet och recht an eisen Aen, wann e verlaangt, datt den Tableau vun den Investitiounen am Beräich vum Schinneréseau d'Prioritéite vun der Regierung soll zréckspigelen. Momentan ass deen Tableau éischter eppes wéi e Fourre-tout, deen d'Prioritéiten net direkt erkenne léisst.

Aner Froen, déi mir haut nach wéilten opwerfen, bezéie sech op de Gesamtkontext, deen den Här Bodry och schonn ugeschnidden huet an dee mat dësem Projet ufänkt. Haut geet et just ëm d'Finanzéierung vun der Schinneninfrastruktur, mä dës Infrastruktur ass nëmmen e Puzzlesteck vun engem ganze Projet. Als Gréng geet et eis och ëm dat, wat an Zukunft um gesamte Site passéiere wäert, Logistik a Stroossebau abegraff, mat allen Aktivitéiten, déi an där Regioun nach geplangt sinn.

Wann ee vill Geld investéiert, muss ee wëssen, wat et bréngt. Et muss een awer och wëssen, wou d'Risike vun héijen Investissementer leien a wéi et noutfalls mat engem Plang B ausgesäit. Haut ginn 182 Millioune fir d'Schinneninfrastruktur vun der Plattform zur Verfügung gestallt. Duerno kommen 28 Millioune fir d'Fäerdegstellung vum Site derbäi, an deemno, wéi d'Evolutioun wäert sinn, nach 30 Millioune fir den Ausbau. A schliesslech muss och massiv an de Stroossebau investéiert ginn, fir en Accès vun der Autobunn op de Site ze schafen a fir d'Aktivitéite vun der Plattform mat deene vun der Logistik ze verbannen. Hei gëtt kee Montant genannt.

Soulaang wéi de Modell funktionéiert, féiert e ganz bestëmmt zu enger grousser Plus-value, haaptsächlech fir eis Ekonomie a fir Aarbechtsplazen ze schafen. Zemools a wirtschaftlech schwieregen Zäiten ass et awer geféierlech, vill Milliounen ze investéieren, ouni sech op konkret Daten ze baséieren, wat d'Gestioun an aner Käschten ugeet, déi um Projet hänke wäerten, haaptsächlech och déi vum Stroossebau.

Mir vermëssen en Entwécklungsplang, deen eng Projektioun an d'Zukunft mécht an dat reellt Potenzial vum Site definéiert, dëst alles ënner Berücksichtegung vu verschiddenen Zeenarien. Ech zitéieren den Alain Krecké, e Logistikmanager a Chef vum Cluster for Logistics Lëtzebuerg, deen an engem ganz interessanten Artikel Folgendes behaapt huet: „Den Enjeu vu logisteschen Aktivitéite bleift d'Reaktivitéit an d'Flexibilitéit géigeniwwer engem onstabilen internationale Maart". Dat wat hie seet, zielt net nëmme fir de Logistiksecteur, mä och fir de Projet multimodal, ëmsou méi, well de Projet multimodal an de Projet vum Logistikzenter fréier oder spéider e Ganzt wäerte bilden an e globaalt Entwécklungskonzept brauchen am Kontext vun allen anere Projete ronderëm de Site.

Wéi steet et zum Beispill weltwäit mat der Entwécklung vum internationale Frachtverkéier a vun der Lagerung vu Frachten a wéi reagéiere mir op d'Konkurrenz vun anere Länner? Wéi eng reell Capacitéite gi vum Wuerentransport op der Linn Perpignan-Antwerpen erwaart, wëssend, datt d'Roll vun Europa um Weltmaart ëmmer méi bescheide gëtt an d'Roll vun opstriewende Länner wéi China an Indien ëmmer méi dominant gëtt? A wéi grouss ass d'Wahrscheinlechkeet, datt d'Aféierung vum Péage an der Belsch dozou féiert, datt d'Transportfirmen hir Camione schonn zu Rotterdam oder zu Antwerpen op d'Schinn setzen an net eréischt zu Lëtzebuerg?

Dat heescht net, an Defätismus verfalen - ganz wäit dovun ewech! Et heescht awer, datt d'Realitéit op vill verschidde Manéiere muss analysiéiert ginn. D'Realitéit vun haut ass déi, datt d'CFL an d'Regierung sech beim Frachtverkéier op e Wuesstum vun 300% beruffen. Ouni datt ech domat den Däiwel wëll un d'Mauer molen, wëll ech awer feststellen, datt d'Previsioune vun der Europäescher Kommissioun wäit ënnert deem Wuesstum leien. D'Europäesch Kommissioun schwätzt just vu 55% Zouwuess beim Frachtverkéier, wat déi optimistesch Prognose vu Regierung an CFL méi wéi relativéiert.

Ech erënneren drun, datt déi positiv Prognosen, déi den ehemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké viru siwe Joer fir d'Entwécklung vum Logistiksecteur opgestallt huet, net agetruede sinn. Viru siwe Joer huet de Minister an öffentlechen Informatiounsversammlungen, haaptsächlech och an der Regioun ronderëm d'WSA, vun 1.200 neien Aarbechtsplaze geschwat, déi am Laf vun dräi Joer um ale Site vun der WSA sollten entstoen. Net emol en Zéngtel dovun ass geschafe ginn! Wou läit d'Garantie, datt et dës Kéier besser klappt?

(Interruption)

Suergen, Här Minister, mécht eis och déi konkret Planung. Esou sënnvoll wéi d'Iddi och ass, de Projet wäert méi Camionen op Lëtzebuerg zéien, ëmsou méi, well eis Pëtrolspräisser déi attraktiivst an Europa sinn. D'Recettë vum Tanktourismus ginn oft a gären an d'Fënster gehaangen, iwwert d'Nodeeler gëtt awer kaum geschwat.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wann am Dag bis zu 1.600 Camionen op de Site solle fueren, huet dat e groussen Impakt op d'Regioun a virun allem op d'Collectrice du Sud tëschent dem Diddelenger Kräiz an der Sortie Biereng. Dorun ännert och de Bau vun engem grousse Rond-point à la Iergäertchen näischt. Onofhängeg dovun, datt dee geplangten Tracé d'Camionneuren zu Ëmweeër forcéiert - also se musse vun der Autobunn erof nach op d'Collectrice du Sud…

(Interruption)

…an an de Site erafueren -, gëtt de Rond-point op enger Plaz gebaut, wou d'Verkéiersstaue schonn haut net méi ze géréiere sinn.

Eiser Meenung no misst den Accès op de Site direkt un der Autobunn leien, déi vu Frankräich an d'Stad, an net niewendrun e puer Kilometer ewech, och wann d'Logistik doduerch e bësse Plaz géif verléieren. Dës Léisung ass awer leider bei der Planung fale gelooss ginn.

Den neie Rond-point léist och net dee scho bestoende Problem vum iwwerméissegen Autostrafic tëschent Diddeleng a Beetebuerg, deen ech schonn ugeschnidden hunn.

Natierlech gëtt eng Verkéiersetüd gemaach. D'Verkéiersetüd, déi gëtt vu Ponts & Chaussées gemaach a soll all Verkéiersproblemer an der Regioun erfaassen an och Léisungen ausschaffen. Mir froen eis just, firwat déi Etüd net virun der Planung vun dësem Projet stattfonnt huet an eréischt virgestallt gëtt, wann d'Baggere scho rullen.

Mäin zweetleschte Punkt betrëfft den Ëmweltschutz an d'Kompensatiounsflächen. D'Deelrenaturéierung vun der zimlech bescheidener Diddelenger Baach ka keng Zoubetonéierung vun 32 Hektar ersetzen! Datt d'Bauschuttdeponie no hirer Saturatioun begréngt soll ginn, ass och eng Méiglechkeet, déi hu mer och gesot kritt. Fir eis ass dat awer eng Normalitéit, vu datt dee Site och virdru begréngt war an nees a säin ursprünglechen Zoustand soll zréckbruecht ginn.

Eng Kompensatioun ass dat fir eis net. Domat stelle mir net d'Renaturéierung a Fro an och net d'Begréngung vun der Bauschuttdeponie, sinn awer der Meenung, datt d'Versigelung vun 32 Hektar keen onschéllegen Agréff an d'Natur ass an datt weider Moossname mussen definéiert ginn.

Dowéinst wiere mir frou, méi konkret Zuelen iwwert dee Bësch ze kréien, den Eechebësch oder de Bichebësch, vun deem den Här Bodry geschwat huet. Mir wëssen nach net, wou e soll leien a wéi grouss en ass. Dofir waarde mer op déi néideg Antwert.

Mir hoffe jiddefalls, datt et net geet wéi bei der Nordstrooss, wou d'Regierung esou laang no Kompensatiounsfläche gesicht huet, bis kee méi derno gefrot huet. A bis haut huet se keng fonnt.

(M. Laurent Mosar reprend la Présidence.)

Eis lescht Remarque bezitt sech dann och op de Kaméidi. Den Här Bodry ass och dorop agaangen. E mécht den Urainer Kappzerbrieches, am duebele Sënn vum Wuert.

Mir ënnerstëtzen d'Absicht vun de Bedreiwer, de Kaméidi schonn à la source - wéi et genannt gëtt - ze verhënneren. Esou Moossname brénge méi wéi dee beschte Lärmschutz.

Wat mir awer fuerderen ass, datt potenziell Lärmschutzmoossnamen an déi zweet Phas vum Projet integréiert ginn, dat fir ze verhënneren, datt am Nachhinein keng Léisung méi fonnt ka ginn, sollt de Kaméidi e gewëssene Pegel iwwerschreiden. Esou ass et och am Gesetz virgesinn. Mir denken, déi Lärmschutzmoossname sollte geziilt geplangt ginn, éier et lassgeet.

Bei der Loftverschmotzung gesi mer och verschidde Problemer op eis zoukommen. Wéi Der déi wëllt an de Grëff kréien, ass nach net kloer.

Här President, fir ofzeschléisse wéilt ech nach eng Motioun déposéieren, déi dat résuméiert, wat ech gesot a gefuerdert hunn. Ënnerstëtzt gi mir vun der DP an der Persoun vum Här Berger, deen a senger Interventioun eng Rei Punkten ugeschwat huet.

Ech denken, wann dës Regierung de Projet esou iwwerluecht an nohalteg wëllt gestalten, wéi se et versprach huet, dierft se och kee Problem hunn, dës Motioun unzehuelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant le projet d'une plate-forme multimodale entre Bettembourg et Dudelange destiné à mettre en place un mode de transport alternatif à la route sur les axes de trafics massifiés en Europe et qui pourra mener à une réduction non négligeable des émissions de CO_2 résultant du secteur des transports;

- considérant qu'en absence d'un plan d'affaires relatif à la gestion et au développement de la plate-forme, le projet de loi repose sur des estimations vagues en ce qui concerne le potentiel du fret ferroviaire à partir du Grand-Duché de Luxembourg;

- considérant notamment que la commission européenne s'attend à une augmentation située autour de 55% jusqu'en l'an 2020 pour l'axe de fret ferroviaire du corridor Anvers-Bettembourg-Bâle/Lyon tandis que le Gouvernement luxembourgeois se base sur une augmentation de 300% jusqu'en 2020 pour le transport de fret passant par le site multimodal;

- considérant que le montant de 182.000.000 € (hors TVA) inscrit au «fonds du rail» ne concerne que les investissements de la première phase de l'aménagement d'une plate-forme multimodale sous rubrique;

- considérant qu'une deuxième phase (coûts 28.000.000 €) et, le cas échéant, une troisième phase (coûts 30.000.000 €) seront nécessaires pour finaliser le projet en question;

- estimant que la réalisation de la plate-forme multimodale aura pour conséquence que d'autres projets ferroviaires doivent être reportés dans le temps sans que ceux-ci aient été identifiés dans l'exposé des motifs;

- constatant que l'étude de trafic globale ayant comme but d'analyser toutes les activités de la région susceptibles de générer du trafic fait défaut à l'heure actuelle;

- estimant que des dépenses supplémentaires seront inévitables, notamment pour la construction de l'infrastructure routière inhérente au projet;

- déplorant qu'à l'exception de la renaturation du cours d'eau «Diddelenger Baach», le projet de loi ne mentionne aucune autre mesure de compensation;

- considérant que les dépenses pour la mise en place de mesures de protection des riverains, notamment des écrans antibruit qui devront être érigés dès que des seuils prédéfinis seront dépassés, font défaut dans le budget;

invite le Gouvernement

- à établir un plan de développement pour les nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange en se basant sur différents scénarios d'évolution économique susceptibles d'avoir un impact sur celle du fret ferroviaire;

- à finaliser l'étude de trafic globale en tenant compte de toutes les activités économiques, commerciales et artisanales risquant d'entraîner une augmentation de trafic dans la région;

- à évaluer l'impact financier de tous les travaux supplémentaires destinés à garantir la desserte des sites EUROHUB Sud et terminaux multimodaux CFL;

- à intégrer les mesures de protection des riverains (par exemple les écrans antibruit) dans le projet de loi pour le financement de la deuxième phase;

- à définir des mesures de compensation supplémentaires;

- à présenter les résultats des études susmentionnées avant le vote du projet de loi réglant la deuxième phase du projet à la Chambre des Députés.

(s.) Josée Lorsché, François Bausch, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.

Dofir soen ech Iech elo scho villmools Merci an och Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur Ali Kaes fir säi Rapport.

Ech mengen, hei ass e wichtege Projet, wou mir schonn zënter Laangem heibannen driwwer debattéieren, fir ebe méi de Camionsverkéier op d'Schinn ze verleeën. Dat ass eng positiv Entwécklung, déi mer hei ënnerstëtzen alleguer, schonn zënter Laangem, an eisen Diskussiounen. An ech mengen och, dee Site, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, deen och wahrscheinlech deen eenzeg méigleche Site hei zu Lëtzebuerg wier, ass optimal, well mer engersäits d'Eisebunnsnetz an engem grousse Mooss zu Beetebuerg hunn, mat dem ganzen Triage, mir hunn d'Autobunn do a mir hunn d'Plaz, fir kënnen eben esou ee Logistikzenter ze maachen.

Et ass kloer, datt mer hei eng positiv Entwécklung hunn, sief et fir d'Emwelt, sief et fir eis Ekonomie oder sief et och fir d'CFL selwer, déi heivu ka profitéieren. Kloer ass, datt, wat awer och op där enger Säit positiv ass op där anerer Säit negativ Konsequenzen huet, well mer wëssen, datt, wa mer méi Camionsverkéier wëllen op d'Schinne kréien, da muss dee Camionsverkéier sech konzentréieren op enger Plaz eben, fir op déi Schinn ze kommen. Dat ass net aneschters méiglech.

An duerfir verstinn ech och net d'Iwwerleeunge vu menger Virriednerin hei vun deene Grénge, déi am Fong ëmmer soen, mir musse méi Camionen op den Zuch kréien, mä wann dann de Projet kënnt, am Fong dee vu vir bis hanne kritiséieren: datt ze vill Camione kommen, datt se hei och nach tanken, datt mer d'Plaz ewechhuelen, fir dat ze bauen.

Ech mengen, et kann een net dat eent an dat anert hunn! Et muss ee sech fir eppes entscheeden. A wa mer eis eens sinn, datt mer wëllen esou e Logistikzenter maachen,…

(Interruption)

…datt mer esou e Logistikzenter maachen, da musse mer och wëssen, datt dat Camione mat sech brëngt, datt mer duerfir Plaz brauchen. A mir solle frou sinn, wa se da schonn heihinnerkommen, datt se och nach hei tanken an net iergendwou am Ausland tanken.

Ech mengen, mir kënnen och net op déi Steiere verzichten.

Mä ech wëll awer soen, wa mer dat maachen a mer wëssen, datt esou vill Camione sech hei konzentréieren - et gëtt geschwat, am Ufank sollten dat 600 Stéck sinn -, datt dat ka bis op 1.600 eropgoen, da musse mer natierlech och kucken, wéi mer dee Camionsverkéier gemeeschtert kréien.

Mir wëssen alleguer, datt d'Saarautobunn elo nach net déi Autobunn ass, déi am iwwerfëlltsten ass. A wann eng Kéier de Bypass elo zu Helleng gebaut ass an zu Fréiseng d'Opfahrt, déi awer näischt mat dëser Aart vu Camionsverkéier ze dinn huet, wann déi bis gebaut sinn, da leeft de Verkéier.

Mä mir hunn ee schwaarze Punkt an deem Eck, dat ass d'Offahrt vun der Saarautobunn op Diddeleng/Beetebuerger Strooss. Jiddwereen, deen do erop- an eroffiert, weess haut, wéi schwéier et do ass, erop- an erofzefueren.

Duerfir ass jo och heizou e Parallellprojet geplangt, wou dann eben do e grousse Rondpoint gebaut gëtt, wou dann eben déi Camione sollen erop- an eroffueren. An domadder hu mir am Fong e Problem: Well mir soen, dee Rond-point muss gebaut ginn, dat ass ganz kloer, well mer elo schonn eng Verkéierssituatioun do hunn, déi net ze akzeptéieren ass an déi grouss Staue provozéiert. Mä op där anerer Säit musse mer awer wëssen, wa mer och elo nach all déi Camionen an Zukunft iwwert dee Rond-point erofleeden an dann iwwer eng Stéchprouf op dee Logistikzenter féieren, dann ass dee Rond-point scho vu viraus u ganz staark hypothéquéiert a mir féieren och de Kaméidi, dee jo domadder zesummenhänkt, och méi no bei d'Haiser an d'Leit erun.

Duerfir géife mir - an da si mer erëm mat deene Grénge averstanen - proposéieren,…

(Interruptions)

Jo, wann Der eng gutt Iddi hutt, firwat soll een dann net dermat averstane sinn?

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

Et kënnt zwar net esou dacks vir, mä heiansdo ass dat awer de Fall.

(Brouhaha)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mä nach méi dacks wéi bei aneren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …datt ee sollt eng separat Op- an Offahrt méi wäit op der Saarautobunn maachen, méi op d'Diddelenger Kräiz zou, wou een am Fong dee ganze Verkéier, deen op de Logistikzenter geet, direkt vun der Autobunn géif erofhuelen an erëm erophuelen, also e separaten Échangeur maache fir nëmmen déi Camionen. Da kréiche mer déi aus deem neie groussen Échangeur eraus, well soss ass do de Chaos scho virprogramméiert!

Also mir plädéieren derfir, datt de Minister nach eng Kéier mat senge Verwaltunge schwätzt. Well ech sinn iwwerzeegt, wa mer net elo ufänke mat plangen, wann dat bis eng Kéier do steet, da gesi mer, wat fir e Chaos datt do produzéiert gëtt, an da komme mer souwisou am Nachhinein drop zréck a soen, mir mussen dohinner fueren, fir eben dee Camionsverkéier do ewechzekréien.

Domadder geet gläichzäiteg dann och de Kaméidi, dee vun de Camione gemaach gëtt; och dat ass eng normal Konsequenz. Mä och do muss een dergéint agéieren. An duerfir plädéiere mir, datt do wierklech alles gemaach gëtt, fir souwuel zu der Bierenger Säit wéi zur Beetebuerger Säit déi Autobunn, déi Op- an Offahrten esou mat Schallschutzwänn ze bestécken, datt esou mann wéi méiglech Kaméidi un déi Leit erugedroe gëtt, déi do op där enger an op där anerer Säit wunnen.

Ech mengen, et ass also e wichtege Projet. Mä mir mussen awer wëssen, déi Konsequenzen, déi sinn normal, mä mir musse versichen, déi Konsequenze fir déi Leit, déi do an där Géigend wunnen, fir déi esou niddreg ze hale wéi méiglech. A wéi gesot, duerfir plädéiere mir fir eng separat Op- an Offahrt, déi direkt bei dee Logistikzenter geet.

De Käschtepunkt ass zwar héich, muss ee soen: honnert an déi achtzeg Millioune fir dëse Projet an, et ass gesot ginn, fir d'Gebailechkeeten nach eng Kéier iwwer 20 Milliounen. Da kënnt nach wahrscheinlech eng Kéier dee Chiffer derbäi, wat de Stockage ubelaangt. De Rond-point ass net iwwer 40 Milliounen, duerfir gëtt et jo och kee separat Gesetz.

Mä insgesamt wäert dee Projet hei awer, wann e bis ganz realiséiert ass, esou ëm 250 Millioune Gelder kaschten, wat kee klenge Projet ass, mä wat menger Meenung no awer e wichtege Projet ass. An trotz deenen Iwwerleeungen, déi mer hunn, mengen ech, muss deen do gebaut ginn, muss och de Rond-point gebaut ginn. A mir hätte souguer nach gär, datt do derniewent och nach soll zousätzlech eng separat Op- an Offahrt gebaut ginn. Da wier de Projet richteg gutt. An ech…

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann Der mer elo dräi Sekonne ginn hätt, da wier ech fäerdeg.

M. le Président.- Déi kritt Der natierlech. Mengetwegen och fënnef.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech brauch déi net.

Dofir bréngen ech d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech selbstverständlech dem Rapporteur, dee jo ganz enthousiastesch dat bruecht huet, Merci soe fir d'Engagement, och der Kommissioun fir déi gutt Aarbecht, déi se och an enger schneller Zäit hei gemaach huet. An et war elo gutt, datt mer an där schneller Zäit dat do gemaach kruten a mer et elo nach virun der Vakanz gestëmmt kréien, well déi Aarbechte sinn effektiv prett, fir lasszefueren.

An ech muss och soen, datt, wann ech haut gesinn, wat um Site selwer ass - an déi, déi e wéineg an der Eisebunn méi an- an ausginn, déi wëssen, datt de Site ausgelaascht ass an datt u sech déi Aarbechten do dréien -, datt also och dee Besoin, dee mer heimat erfëllen, wa mer dat hei bauen, datt deen och een ass, dee reell do ass a wou et gëllt, esou schnell wéi méiglech an der Extensioun weiderzekommen.

Dat ass wichteg, dat einfach ze gesinn! Mä déi 180 Milliounen, dat si jo enorm vill Suen. Et si jo wierklech vill Suen! An et ass eréischt déi éischt Phas, déi aner sinn zwar méi kleng, mä duerno si mer bei 230 Milliounen, wann et da bis zum Schluss wär. Et muss een also och wëssen, wat mer hei amgaange sinn ze maachen.

Mir hunn iergendwou eng Kéier gesot, datt mer eng Diversifikatioun vun eiser Ekonomie wéilte maachen. Mir hu gesot, datt d'Logistik ee vun deene Punkten ass, déi eis sënnvoll erschéngen.

Firwat hu mer dat gesot? Mä well mer hei e groussen Avantage als Land hunn: dat ass, an engem zentralen Deel vun Europa ze leien, wou mer a relativ kuerzer Distanz extrem vill Leit touchéiert kréien, datt mer op engem Réseau ferroviaire, op engem Schinnennetz leien, wou mer wierklech am Zentrum vun deene grousse Linne leien, déi vun Amsterdam bis erof an de Süden, Italien an och Spuenien, ginn, datt mer also och vun den Autobunnen aus un engem europäesche Réseau leien, wou mer zentral sinn a wou d'Accessibilitéit zu deene groussen Zentre relativ einfach ze maachen ass, an datt mer einfach vun der geografescher Situatioun wëlle profitéieren, fir eng nei, eng aner Ekonomiesbranche auszebauen.

Vun do ausgehend muss een natierlech kucken: Wéi baut een dat aus? An do gëtt et u sech dräi grouss Plazen hei am Land, déi Sënn maachen, wann een dat wëllt ausbauen. Dat Éischt, dat ass de Flughafen - kloer! Do schwätze mer nach duerno iwwert d'Vols de nuit e puer Wuert, mä et ass u sech genau deeselwechte Kontext. Dat ass de Flughafen, wou iwwert d'Fligeren, iwwert d'Cargolux, iwwer aner Gesellschaften e groussen Deel vun där Logistik do ukënnt, erakënnt, déi dann hei weiderverdeelt gëtt an d'Groussregioun an och wäit iwwert d'Groussregioun eraus.

Dat ass, zweetens, an do laacht een heiansdo driwwer, mä trotzdeem, et ass de Port de Mertert am Fluvial. A wann een d'Zuele kuckt vum Port de Mertert, well dat ass deene meeschte Lëtzebuerger net esou bekannt, da gesäit een, datt och do eng ganz Logistiksaktivitéit um Fluvial sech ronderëm de Port de Mertert beweegt. An do mécht d'Regierung och an deenen nächste Jore ganz grouss Investissementer, fir u sech déi do Logistik besser an de Grëff ze kréien a fir och haaptsächlech kënne vum Fluvial op d'Schinnen direkt eng Verbindung ze maachen, déi eis dann och sënnvoll erschéngt, fir déi Logistik ze maachen.

A schlussendlech ass et den Eurohub Sud, wou déi ganz Organisatioun ronderëm de Ferroviaire geschitt a wou mer wëllen déi Transferte vun de Camionen - ob dann elo d'Paletten eriwwergeholl ginn oder ob de ganze Camion eriwwergeholl gëtt -, wou mer dat wëllen organiséieren a wou mer eis en Instrument wëlle schafen, wat effikass ass a wat d'Konkurrenz och duerhält.

A wann een och kuckt, wéi déi Logistik sech an deene leschte Joren notamment um Schinnennetz an op der Autoroute ferroviaire entwéckelt huet, da gesäit een, dat huet jo an den 90er Joren fir dat eent, am Joer 2007 fir dat anert, also den Terminal Enn 90er Joren an d'Autoroute ferroviaire am Joer 2007, richteg ugefaangen, da gesäit een, wéi déi Zuelen an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaange sinn. An et gesäit een och, wéi mer elo saturéiert sinn op deenen Terminalen, fir am Fong ze gesinn, datt déi Extensioun an der Realitéit eppes ass, wat sech och chiffréiere léisst, souwuel finanziell. An de Businessplang, deen déi eng an déi aner hunn, déi weisen eis, datt déi Capacitéite méiglech sinn.

A wann Der - ech wëll der Madame Lorsché just soen -, wann Der effektiv schwätzt vun enger Logistiksaugmentatioun vun an déi 50% oder 55% an deenen nächste Joren, déi d'Kommissioun gesot hätt, an Dir sot, déi Pläng, déi entwéckelt gi si vun de Gesellschaften, déi sinn awer wäit driwwer, dann heescht dat jo net, datt mir an eisem Développement, wou et just ëm d'Quantitéit en général vun der Logistik geet, dat heescht vun dem transportéierte Material, dann heescht dat net, datt mer net kënnen e Shift vun der Logistik kréien, wou mer wesentlech méi vun deem, wat souwisou transportéiert gëtt a wat nëmmen esou vill eropgeet, datt mer méi kënnen dovun eriwwer op aner Transportmëttel huelen; wou och d'Kommissioun en fin de compte seet, datt et natierlech sënnvoll wär, wann et um Fluvial wär oder wann et op der Schinn wär, dat, wat elo op de Camionen ass.

An dat ass am Prinzip awer eppes, wou mir mengen, datt kann eng aner Croissance do sinn. D'autant plus, datt mer soen, dat Ugebuet - a wou och d'CFL seet -, dat Ugebuet, wat do soll gemaach ginn, bréngt jo natierlech eng grouss Attraktioun a bréngt eis d'Méiglechkeet, méi ze augmentéieren, wéi dat en valeur absolue am Klasseschen augmentéiert gëtt.

D'autant plus, wann ee kuckt déi Konnexiounen, déi eis méiglech gemaach ginn, da gesäit een, wat fir eng Potenzialitéiten dat huet.

An dat wëll ech dann och soen: Et geet och net nëmmen drëm, wéi Verschiddener et hei gesot hunn, fir just CO_2 anzespueren. Dat ass natierlech eng wichteg Fonctioun dovunner. Mä et geet eis schlussendlech en finalité och drëm, Aarbechtsplazen ofzesécheren an nei Aarbechtsplazen ze schafen. Mir wëllen hei e ganzen industrielle Secteur entwéckelen, dee potenziell eng Rei Aarbechtsplazen, och där manner qualifizéierter Aarbechtsplazen, mä och där anerer, ka produzéieren. An dat ass am Fong eng vun den allerhaaptsächlechsten Zilsetzungen, déi mer verfollegen.

An dann ass et natierlech kloer, wa mer dat wëllen op deem Site do maachen - an et ass dat, wat den Här Bodry gesot huet -, da muss dat a Konditioune gemaach ginn, déi en uerdentlecht Fonctionnement och erlaben. Et ass total inimaginabel, wa mer e Site do hätten, wou duerno eng oder zwou Stonnen déi Camionen an de Staue stinn. Et muss eng aner, eng uerdentlech Entrée do gemaach ginn. Et muss och gekuckt ginn, déi Verbindung mat der A13, datt mer déi uerdentlech hikréien an datt och dee Flux vu Camionen, deen am Dag erakënnt, datt een deen uerdentlech ka maachen.

Wat sinn d'Previsiounen? Wann een elo positiv kuckt, dann ass u sech geduecht: Haut hu mer dräi Trains combinés par jour, dat soll 2025 bis zu aacht eropgoen. Trainen op der Autoroute ferroviaire: dräi, dat soll kënne bis op 16 eropgoen. D'Capacitéit vum Stockage-Terminal: 1.250, dat soll bis op 2.100 eropgoen. An d'Camionen den Dag, dat ass scho genannt ginn, vu 600 op 1.600 erop. Dat sinn d'Perspektiven, déi wëllen duerch déi Capacitéit, déi mer eis hei ginn, an deenen nächste Joren erreecht ginn.

D'Madame Lorsché huet d'Fro gestallt: „Wéi ass et da mam Fonds du rail? Wat fir eng Projete ginn ewechgelooss?" Do gëtt et eng duebel Äntwert: Mir hunn an deenen zwee, dräi Joer elo kee Projet ewechgelooss. Mä mir hunn natierlech duerch d'Tässele vun de Projeten, duerch d'Gesinn, datt déi eng sech méi schnell, manner schnell realiséieren, kënnen anescht aménagéieren, agencéieren, fir eis eng Rei Finanze fräizestellen.

Mä ech wëll awer och soen, datt eng Rei Projeten an deene leschte Joren op der Streck bliwwe sinn, wou mer einfach gesot hunn: „Déi do stoungen am Fonds du rail, déi stinn elo net méi am Fonds du rail." Dat ass awer déi Escher Streck vun 1,6 Milliarden. Dat ass awer de Kierchbierg, deen eis 1,2 Milliarde kascht hätt. Déi si vum Programm virun dräi Joer erofgeholl ginn. Déi stinn net méi dran. An do hu mer 2,8 Milliarden en fin de compte gespuert, déi mer elo net investéieren an déi eis awer och eng Préconditioun waren, fir datt mer iwwerhaapt konnten drun denken, dat hei an e Fonds pluriannuel eranzehuelen.

Quitte datt mer an deene leschten zwee Joer elo keng Projete méi zousätzlech fale gelooss hunn, mä datt mer se just agencéiert hunn, wéi déi vun der Klengbettener Streck respektiv dem Eurocap-Rail, wou mer schonn eng Diskussioun hei driwwer haten, mä wou einfach d'Realitéit eis gewisen huet, datt mer net esou schnell drukomm sinn, wéi ech am Fong geholl oder wéi d'CFL et gär gehat hätt. Mä dat ass einfach eng Realitéitsfro gewiescht. Mä déi aner zwee, déi si momentan net am Fonds pluriannuel méi dran.

An dann ass et kloer, datt, wa mer wëllen - fir dat nach eng Kéier ze soen -, wa mer wëllen effektiv dee Logistiksecteur entwéckelen, jo, dann heescht dat evidenterweis, datt méi Camionen dohinnerkommen. Dann heescht dat, datt et méi Trafic op der Strooss gëtt, dann heescht dat, datt méi Leit op deem Site schaffen. Dann heescht dat, datt mer déi Entwécklung wëllen. Elo gesinn ech dat emol a priori als eppes extrem Positives un, well genau dat hätt ech jo gär. Ech wëll jo do Aarbechtsplazen an där Géigend entwéckelen. An net nëmmen an där Géigend, mä och an anere Géigende ronderëm de Flughafen oder ronderëm de Port de Mertert. Ech wëll déi Aarbechtsplazen!

Mä recht hutt Der, wann Der sot, wa mer se schafen, jo, da musse mer och d'Konditiounen esou maachen, datt och déi Leit, déi do wunnen, an déi zukünfteg Leit, déi derbäi wunne kommen… Well dat si jo dann - Beetebuerg an Diddeleng - Gemengen, déi och do ënner Drock kommen, wa méi Leit dohinner schaffe kommen, well dann och méi Leit wëllen dohinner wunne kommen. Wat mer jo am Fong och gär hätten, datt d'Leit esou no wéi méiglech schaffe vun do, wou se wunnen. Also hätte mer gär, datt déi Gemenge sech sollen entwéckelen. Mir mussen also déi Konditioune schafen.

Wat elo dat Ganzt ëmweltméisseg ugeet, do sinn dräi Saachen, déi mer effektiv gekuckt hunn. Dat Éischt, dat ass all dee Kaméidi, deen do ronderëm entsteet. Do sinn eng dräi Études détaillées gemaach ginn, wou duerno festgehale ginn ass, datt ee vun deenen effikasste Moyenen ass - niewent deene Wallen, déi dann do bestinn an déi de Kaméidi ofhalen -, datt et natierlech och haaptsächlech drëm geet, fir d'Gestioun vum Site notamment nuets - well do ass de Kaméidi, deen emol kéint stéieren -, nuets esou ze maachen, datt, wann do Manipulatioune geschéien, wann do geschafft gëtt, datt dat op deene Plaze geschafft gëtt, wou mer dann eng Ofsécherung hunn, déi fir eis och esou mann wéi méiglech…, oder esou gutt wéi méiglech dee Kaméidi an de Grëff kritt.

An natierlech ass et och kloer, datt musse Parkplaze fir d'Camionneuren do sinn an datt mussen och déi Konditiounen do sinn, datt all déi Leit, déi op de Site kommen, kënnen och um Site bleiwen, kënnen do och déi Konditioune fanne vun Accueil, déi sënnvoll sinn, fir datt déi net an déi Gemenge ronderëm mat de Camione parke ginn, fir do ze stéieren. Alles dat ass jo genau dat, wat mer gemaach hunn.

Dat Zweet, dat ass, wat d'Vegetatioun ugeet. Do musse mer ronn zwee Hektar kompenséieren. Dat war ufanks geduecht, am Neie Wal ze maachen. Elo si mer amgaangen, awer eng Rei aner Terrainen ze kucken, wou de Comité d'acquisition a mir och et als méi sënnvoll emfannen, fir et ze maachen. Notamment, wann ee kéint dovunner profitéieren, fir zwëschen der Autobunn A13 an Diddeleng-Biereng e wéineg ofzeschützen duerch nei geplanzte Bëscher oder wéi och ëmmer, da wär dat nach méi sënnvoll wéi deen initiale Projet. Dat si mer elo amgaangen ze kucken. Ech hoffen, datt mer virun der Vakanz oder kuerzfristeg duerno och kënnen do eng definitiv Äntwert ginn.

A schlussendlech, dee ganzen Hydrologiesproblem mat der Ëmleeung vun der Baach, der Renaturéierung vun der Baach, der Kreatioun vun den Opfaangbasengen, deen ass scho genuch hei erkläert ginn, do brauch ech net drop anzegoen.

Dann ass et och evident, datt dat ganzt Stroossennetz muss iwwerkuckt ginn. An dat schéngt mir och logesch ze sinn, datt dat parallell gemaach gëtt. Dofir sinn och Ponts & Chaussées prett, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, fir och unzefänken, dee Rond-point Diddeleng-Biereng ëmzebauen, well mer einfach mussen deen Trafic do besser an de Grëff kréien. Dee muss also méi Capacitéite kréien an haaptsächlech muss en och kënnen direkt an de Site eragoen, ier d'Leit, ier d'Camionen an de Rond-point kommen, datt se direkt am Site kënnen ofbauen. Dat schénge mer wesentlech Konditiounen ze sinn, fir dat Ganzt kënnen an enger Gestioun ze maachen, déi fir jiddwereen effikass ass.

Ech soen Iech op jidde Fall villmools Merci fir déi Zoustëmmung, déi ech hei vun alle Bänke krut.

Ech ka leider elo kee Wuert iwwert d'Motioun soen, well ech se nach net gesinn hunn an net kritt hunn. An dat elo live ze maachen…, wann Der mer géift eng Chance ginn, fir se a fënnef Minutten ze liesen, an zéng Minutten, vläicht nom nächste Gesetzestext, drop zréckzekommen, dann hätt ech eng Chance, fir se ze liesen a fir se ze kommentéieren. Mä et geet elo schlecht hei op der…

Une voix.- Mir maachen dat.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …op der Chamberstribün.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännegen Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen elo emol zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6569 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6569 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Alexandre Krieps) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An ech géif Iech da proposéieren, datt mer de Vote vun der Motioun géifen nom nächste Projet de loi huelen.

Mir kommen dann elo zu dem Projet de loi 6426, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den öffentlechen Transport. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

7. 6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, deen ech Iech elo hei virstellen, ass u sech e ganz wichtege Projet, well e Répercussiounen huet op d'Benotzer vum öffentlechen Transport respektiv besonnesch op d'Benotzer vum öffentlechen Transport, déi kee gültegen Ticket an der Täsch hunn.

Ben, leider kënnt dat ëmmer erëm an ëmmer méi heefeg vir. Hei gouf et e Geriichtsuerteel, dat dozou gefouert huet, datt mer eis Législatioun an deem Sënn mussen upassen. A well den Text e puermol tëschent der Chamberskommissioun an dem Statsrot hin- an hiergaangen ass, wëll ech ganz kuerz dach awer op d'Virgeschicht vum Projet agoen.

De Projet ass den 18. Abrëll 2012 vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn. Den éischten Avis vum Statsrot ass vum 13. Juli 2012, d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés sinn alle béid vum 27. Mäerz 2012. Bon, den honorabele Marc Spautz, haut Minister, war den 21. Mee 2012 zum Rapporteur ernannt ginn. De 26. September 2012 ass de Projet dunn analyséiert ginn an de 27. November sinn eng ganz Rei vun Amendementer zu dësem Projet ugeholl ginn. Du koum den éischten Avis complémentaire vum Statsrot den 22. Mäerz 2013. Dunn, den 22. Mee 2013, sinn ech u sech als neie Rapporteur genannt ginn. An an därselwechter Kommissiounssitzung ass u sech dunn den Avis vum Conseil d'État analyséiert ginn. De 17. Juni koumen zousätzlech Amendementer. Den 2. Juli dëst Joer koum dunn den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot, a schlussendlech de 4. Juli ass an der Kommissioun vum Développement durable d'Analys vun dësem Avis gemaach gi respektiv och de Rapport ugeholl ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et scho gesot, dëse Projet ännert d'Législatioun am Beräich vun de Kontrollen an de Sanktioune fir d'Benotzer vum öffentlechen Transport of. Doniewent ginn awer och e puer Erreurs matérielles riichtgebéit. Dëst ass néideg ginn, dat heescht déi Ofännerung vun der Législatioun, bedéngt duerch en Uerteel vum Escher Friddensgeriicht.

D'Riichteren haten nämlech festgehalen, datt d'Strof, déi en Zuchbenotzer kritt huet, deen en ofgelafenen Ticket presentéiert huet, u sech keng Base légale hätt. Des Weidere wier d'Majoratioun vu 50% zousätzlech zum Ticketspräis als Strof disproportionéiert. D'Affekote vun der Défense hu sech drop beruff, datt de Minister guer keng esou Sanktiounen iwwert de Règlement ministériel vun 2007 kéint festleeën, well eben dëst Reglement keng Base légale hätt a well esou eng Délégation de pouvoir net aus dem Gesetz vun 2004 géif ervirgoen.

Fir dëse Vide juridique opzefëllen, gëtt also elo hei d'Gesetz vun 2004 iwwert den öffentlechen Transport ofgeännert, gradesou wéi de Règlement grand-ducal vun 2005 iwwert d'Strofen, déi d'Kontrollere kënnen operleeën am Fall, wou eben e Voyageur kee valabelen Ticket huet. Doniewent ginn nach e puer Feeler verbessert, déi sech an dat genanntent Gesetz vun 2004 ageschlach haten.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés sinn d'accord mam Projet. Bon, a sengem éischten Avis huet de Statsrot sech formell opposéiert, datt administrativ Sanktiounen an engem Règlement grand-ducal fixéiert ginn, vu datt dëst net kompatibel mat den Artikelen 12 a 14 vun eiser Verfassung ass. Doniewent huet de Statsrot proposéiert, dës administrativ Sanktiounen an d'Gesetz vum 19. Juni 2009 ebe sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics anzeschreiwen, well hei e Strofsystem dra virgesinn ass, deen och de Kritäre vun der Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme entsprécht.

D'Kommissioun huet doropshin den Text vun 2009 geännert unhand vun enger Rei vun Amendementer. De Statsrot war mat dem éischten Amendement averstanen, well senge Propose Rechnung gedroe ginn ass. Déi héich Kierperschaft konnt awer net novollzéien, firwat eng Referenz op den Artikel 11ter am Artikel 9 gemaach ginn ass, an huet ugekënnegt, d'Dispens vum zweete Vote ze verweigeren.

Den Artikel 9 befaasst sech mat de penale Sanktiounen, an de Statsrot versteet och net, dass dëse Verweis net och am Artikel 8 gemaach gëtt, dee sech mat den Infractioune beschäftegt.

Dir gesitt, hei geet et ëm juristesch Spëtzfindegkeeten, déi awer wichteg a richteg sinn. Leider ass et net esou ganz einfach, dat alles mëndlech ze erklären, duerfir halen ech et kuerz.

De Statsrot hat op alle Fall berechtegt Grënn fir seng Observatiounen, sou datt dës Referenzen op den Artikel 11ter ganz fale gelooss gi sinn. Bon, den Text ass also nach eng zweete Kéier vun der Chamberskommissioun amendéiert ginn. A sengem zweeten Avis complémentaire war de Statsrot averstane mam Text, sou datt de Rapport, wéi ech scho gesot hunn, de 4. Juli an der Kommissioun konnt ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Detailer verweisen ech och hei op mäi schréftleche Rapport. Ech bieden Iech, dësen Text ze stëmmen, fir datt mer de bestehende Vide juridique am Beräich vun de Strofe fir d'Schwaarzfuerer am öffentlechen Transport opfëllen a fir datt hei all Acteuren déi néideg Base légale hunn.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Gär geschitt!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wäert ganz kuerz sinn. Ech maachen dat hei vu menger Plaz. Ech ka mech emol erënneren, datt eng Partei war, déi emol eng Kéier gefuerdert hat de gratis öffentlechen Transport. Leider hunn déi sech net an de Koalitiounsverhandlungen 2004 duerchgesat.

Ech ka mech erënneren, datt och eng Kéier eise Premier an enger Tripartite wollt de gratis öffentlechen Transport. Och hie konnt sech net domadder duerchsetzen.

Duerfir hu mer also haut dann déi Diskussiounen hei iwwer en Text, wou et ëm Präisser a Strofe geet, wann een déi Präisser net bezilt. Mä dat gesot, kënne mer awer an där Logik dann hei an opgrond vun deenen detailléierten Aussoe vum Rapporteur deem Projet zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An den Här Urbany kritt nach d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, Här President, wéi ech de Moie wollt séier an d'Chamber kommen, et muss ee jo nach dovu profitéieren, soulaang et se nach gëtt,…

(Hilarité)

…sinn ech…

(Interruptions)

…sinn ech op enger Plaz ugehale gi mat 67, wou eigentlech nëmme 50 erlaabt war, an ech hunn e Protokoll vun 49 Euro bezuelt.

(Brouhaha)

Wann ech hei gesinn, Här President, dass Leit, déi an engem Zuch virfonnt ginn a se kënne kee Billjee virweisen, dass déi mussen 150 Euro bezuelen, ëmsou méi wou och nach tatsächlech den öffentlechen Transport jo emol eng Kéier sollt gratis sinn, wéi den Här Berger elo just gesot huet, da fannen ech dat eng absolut disproportionéiert Strof. Well entweder handelt et sech ëm Leit, déi de Billjee vergiess hunn, verluer hunn,…

(Interruption)

…déi eventuell och souguer keng Suen hunn, fir en ze bezuelen, oder keng Suen derbäi hunn, fir en ze bezuelen.

(Brouhaha général)

A wann ech bedenken, dass een da muss mat engem Billjee, deen - loosse mer soen - 2 Euro kascht, dass een da muss 150 Euro Strof bezuelen, well een dee klengen Ziedelchen net derbäi huet, da fannen ech dat eng absolut…

(Interruption)

…da fannen ech dat eng absolut disproportionéiert, anormal Strof, déi do agefouert gëtt, an ech wäert selbstverständlech géint dee Projet hei stëmmen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Äre Protokoll de Moie war ze bëlleg.

(Interruption)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat mag sinn! Dat mag sinn!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä deen hei ass ze deier!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Äre war ze bëlleg!

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Nohaltegkeetsminister kritt d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Just fir dem Rapporteur an der Kommissioun Merci ze soe fir déi Aarbecht, an ech ginn elo net mat Kommentaren nach op déi Remarquen do an. Ech mengen, dat hei ass e Projet, esou wéi mer e brauchen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6426 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6426 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Ech ginn net dovun aus, datt ee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da kéime mer elo nach eng Kéier zréck op déi Motioun, déi vun der Madame Lorsché erabruecht ginn ass. Den Här Minister kritt d'Wuert.

8. 6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plateforme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) (suite)

Motion 1

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, ech hätt elo gär positiv driwwer geschwat an och se gär ugeholl, well mer 60 Stëmme fir dat Gesetz do kruten, mä leider, wéi ech den Text gelies hunn, sinn awer eng ganz Rei Saachen niewent de Considéranten, déi ech net kann akzeptéieren, och an den Inviten, wou zum Beispill gesot gëtt, datt mer de ganzen Impact financier sollen eng Kéier evaluéieren.

Ech mengen, mir hunn déi eenzel Projeten iwwerall opgefouert, déi stinn an dem Fonds pluriannuel dran, sou datt ech net gesinn, firwat dat noutwendeg ass. «…à intégrer…», steet dann do, «…les mesures de protection des riverains (…) dans le projet de loi pour le financement de la deuxième phase;». Écrans antibruit, ech mengen, déi Saache maache mer, wa se noutwendeg sinn a wa se och an deene Moossungen, déi mer do gemaach hunn, sech als noutwendeg erweisen. Dat heescht, wann een dat an eng Motioun schreift als eng Nécessitéit, gesinn ech net den Zweck dovunner an.

Dann: «…définir des mesures de compensation supplémentaires;», firwat supplementarer maachen? Mir maache souwisou déi, déi d'Gesetz virgesäit, déi hu mer evaluéiert. Mir hunn d'Autorisatioune kritt an déi setze mer tel quel ëm, sou wéi d'Gesetz et virgesäit. Ech gesinn elo net, firwat mer nach supplementarer sollen hei virgesinn.

An dann: «…les résultats des études susmentionnées avant le vote du projet de loi…», vu dass ech net der Meenung sinn, datt mer déi Etüde sollen esou maachen, gesinn ech och net, firwat ech se soll presentéieren.

M. le Président.- Merci. Ech mengen, dat ware kloer Wierder. Ech géif virschloen, mir géifen iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun d'accord?

De Vote électronique gëtt gefrot.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen an 2 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 40 voix contre, 18 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Ech ginn net dovun aus, datt ee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Eisen nächste Punkt ass d'Motioun vum Här François Bausch iwwert d'Nuetsflich. Dozou hu sech bis elo ageschriwwen: just déi Häre Lux a Kartheiser. Den Här Bettel kënnt nach derbäi an d'Madame Mergen kënnt och nach derbäi. Da kritt elo emol fir d'Alleréischt den Här Bausch als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

9. Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures

Exposé

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Meng Fraktioun hat de 15. Dezember d'lescht Joer déi Motioun schonn déposéiert, an dat war - pardon, de 15. November -, an dat war am Kader vun den Diskussiounen, déi déizäit opkomm waren, fir den Nuetsfluchverbot opzeweechen. An dat huet eis awer dunn direkt alarméiert, well mir der Iwwerzeegung sinn, datt deen Nuetsfluchverbot tëschent 23 Auer owes a 6 Auer moies soll bestoe bleiwen.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Mir mengen, wann een Europa e bësse kuckt, d'Flughäfen, virun allem och déi grouss a bedeitend Flughäfen, sougutt wat d'Passagéier wéi wat de Fret ubelaangt, ech nennen als Beispill Zürich zum Beispill oder Frankfurt, datt dat alles Flughäfe sinn, déi och en Nuetsfluchverbot hunn, an datt duerfir awer de Flughafen extrem gutt fonctionnéiert an héich Capacitéiten, sougutt wat de Persounentransport ugeet wéi och wat de Fret-Transport ugeet, doriwwer transitéieren.

Et ass och vill gesot ginn, datt mir dat misste maachen, wa mer de Flughafen haaptsächlech am Fret wéilten ausbauen, mä souguer och zum Deel am Passagéierberäich, well mer a Konkurrenz stéingen zum Flughafen Hahn.

Ech wëll drop hiweisen, datt elo nach ganz rezent erëm eng nei Etüd op den Dësch komm ass fir de Flughafen Hahn, déi erginn huet, datt deen extrem a schlechten Dicher stécht an ëmmer méi Leit sech d'Fro stellen, wéi laang dee Flughafen nach finanziell iwwerlieft. Also, de Flughafen Hahn huet déi Schwieregkeeten do trotz dem Nuetsfluchverbot (veuillez lire: trotz der Nuetsflucherlaabnis), an dat ass och, firwat datt mir iwwerzeegt sinn, datt d'Entwécklung vun eisem Flughafen, deen natierlech wichteg ass fir eis Ekonomie, och fir e ganze Koup vun Aarbechtsplazen, datt deen och trotz Nuetsfluchverbot ka sech weiderentwéckelen.

Am Fong hunn och déi lescht Méint dat gewisen, well mir hunn net nëmmen eng ganz Rei nei Fluchgesellschaften um Findel kënnen empfänken am Passagéierberäich, mä och, wann een d'Zuele kuckt vun de Passagéier, déi sinn an der leschter Zäit konstant eropgaangen, an duerfir, wéi gesot, si mir der Iwwerzeegung, datt dee Flughafe wichteg ass an och eng Zukunft huet an deem Land hei, mä datt dat och ka geschéien, ouni datt nuets tëschent 23 Auer a moies 6 Auer ka geflu ginn.

Fir d'Cargolux gëtt et souwisou eng Rei Derogatiounen, haut schonn. Bon, ech weess, datt et an der Diskussioun och drëms geet, fir déi auszebauen. Mir fannen dat alles immens problematesch, well d'Nuisancë vum Kaméidi sinn enorm fir déi Leit, déi um Flughafen a ronderëm de Flughafe wunnen. Dat sinn net nëmmen Awunner aus der Stad Lëtzebuerg, mä och aus enger Rei Randgemengen.

Et ass jo entre-temps e Cadastre du bruit erstallt ginn, dee baséiert op där europäescher Direktiv, déi an Zukunft virschreift, datt d'Bevölkerung muss viru Kaméidi geschützt ginn an datt zum Beispill och an Zukunft wäerte musse kënnen oder musse Mesurë getraff ginn, bis zu finanziellen Hëllefe fir d'Leit, zum Beispill datt se Dräifachverglasung kënne maachen an esou weider, fir sech géint de Kaméidi ze schützen.

Dat kënnt dohier, well de Kaméidi als Nuisance enorm bedeitend ass. En ass gesondheetsschiedegend, dat ass och entre-temps vun der Weltgesondheetsorganisatioun unerkannt ginn.

Mir sinn duerfir, wéi gesot, der Iwwerzeegung, datt een dat Nuetsfluchverbot tëschent 23:00 Auer a 6:00 Auer moies soll bestoe loossen. An duerfir hu mer och déi Motioun hei déposéiert, fir datt d'Chamber dat par rapport zu der Regierung soll zum Ausdrock bréngen, well mer jo wëssen, datt op där anerer Säit eng Rei Verhandlunge lafen, wou et kéint sinn, datt versicht gëtt, dat Nuetsfluchverbot do opzeweechen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch, an als éischt Riednerin ass d'Madame Mergen agedroen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Wuert froen iwwert d'Nuetsfluchverbot um Findel, dann ass dat, well ech wéi wuel keen aneren heibanne verwuess si mam Flughafen, mam Quartier Cents direkt niewendrun. 1956 si meng Elteren op den Cents geplënnert, quasi an d'Felder, an zur selwechter Zäit huet och de Findel seng Entwécklung opgeholl.

Ech ka mech erënneren, dass mer als Kanner houfreg waren, fir mat der Famill owes oder sonndes op der Terrass vun deem schéinen ale Gebai aus de 50er Joren eng Cola drénken ze goen an de Fligeren nozekucken.

Mat deem Flughafen huet deemools Lëtzebuerg seng Plaz fonnt och an Europa. Ouni Flughafen hätte mer wuel deemools net déi néideg Argumenter gehat, fir all déi Gremië vum „Schuman-Plan", wéi dat deemools geheescht huet, bei ons an d'Stad ze kréien.

Säithier ass vill Zäit vergaangen. D'Fligeren hu fir d'Éischt méi Kaméidi gemaach, well se méi déck gi sinn. Elo maache se erëm manner Kaméidi, mä et si virun allem vill méi Flich ginn.

Parallell dozou hu sech och déi betraffe Quartiere vun der Stad entwéckelt, also Hamm, Bouneweg an Cents haaptsächlech, grad ewéi déi aner betraffe Gemenge ronderëm. Conter, Nidderaanwen, Schëtter, Sandweiler, Hesper, Betzder hunn hir Awunnerzuele vervillfacht. An ech woen ze behaapten, dass déi allermeescht vun hinne woussten, wou de Findel léich, wéi se dohi geplënnert sinn.

Mat der Entwécklung vum Flughafe sinn och d'Nuetsflich méi heefeg ginn, wat zu enger Mobiliséierung vun de betraffenen Awunner an de Lokalinteresseveräiner gefouert huet. Et muss een allerdéngs soen, dass se an de leschten zwee Joer stagnéieren. Mat wat fir Regelungen d'Ausnahmen erlaabt ginn, géif ech mengen, dat wësse mer alleguerten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten déi Debatt iwwert de Fluchlärm och schonn e puermol am Stater Gemengerot gefouert - sécher kee Wonner, dass lauter Stater Riedner haut agedroe sinn -, fir d'lescht am November d'lescht Joer, an ech wollt Iech e puer Punkten, déi mer deemools an der Persoun vum Laurent Mosar bruecht haten, nach eemol presentéieren.

Och fir d'CSV priméiert den Intérêt vun deene Leit, déi ronderëm de Flughafe wunnen. De prinzipiellen Erhalt vum Nuetsfluchverbot tëscht eelef a sechs ass fir ons eng Prémisse fir all weider Diskussiounen.

Op där anerer Säit steet den Intérêt vum Land a vun där ekonomescher Schinn, déi mer amgaang sinn auszebauen, nämlech d'Logistik als Wirtschaftssecteur. De Wirtschaftsminister an den Nohaltegkeetsminister hu schonn eng Rei Jalonen an dës Richtung gesat.

Mir mussen ons bewosst sinn, dass de Flughafen d'Häerzstéck ass vun onsem Bestriewen, op dësem Gebitt Fouss ze faassen. Wat awer dat Wesentlecht ass, an dat bréngen ech aus der Diskussioun um Knuedler mat, dat sinn all déi Aarbechtsplazen, déi de près ou de loin mam Secteur Logistik a mat sengem Häerzstéck, dem Flughafen, zesummenhänken. Déi wëlle mer hei och an d'Diskussioun werfen.

E puer Intervenanten haten deemools erkläert, hei géif et net drëm goen, d'Aarbechtsplaze géint d'Nuetsrou opzeweien. Ma dodrëm geet et och net! Et geet villméi drëm, dass 1.000 bis 1.500 Aarbechtsplazen direkt, 6.500 mam Logistikzenter a méi wäitgräifenden Transportfirmen, Eisebunn an esou virun, 16.000 Aarbechtsplaze mam gudde Fonctionnement vum Flughafen an Zesummenhang stinn. Mir mussen et also an direkter Konkurrenz mat Hahn, Léck a Bréissel fäerdegbréngen, dass mer weiderhin de Cargo iwwert de Findel kënnen ofwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen och wëssen, vu wat mer hei schwätzen. Et geet ëm déi 1.200 Volen - dat si Chiffere vum virleschten a vum leschte Joer, déi, wéi gesot, d'lescht Joer stagnéiert hunn, 2012 -, déi am „curfew" gelant oder gestart sinn. Dat sinn natierlech dräi a véier pro Dag. Dovunner si largement d'Halschecht tëscht eelef a Mëtternuecht geflunn a bal 80% dovu komme vun den „home carriers", dat heescht vun deene Fluchgesellschaften, deenen hir Basis um Findel ass. Am Ganze si mer bei 2% vum gesamte Fluchopkommen.

Mir refuséieren als CSV kategoresch, dass nuets regelméisseg Starten a Landungen um Findel stattfannen. Mir wëllen, dass déi Reglementatioun, déi baséiert op dem Règlement granducal vum Mee 1998, och duerchgezu gëtt an dass d'Ursaache fir d'Ausnahmegenehmegung och public gemaach ginn, zesumme mat der Zuel vun dësen Ausnahmevolen.

Mir wëllen, dass d'Cartographie du bruit, esou wéi dat an der europäescher Direktiv 2002/49 verlaangt gëtt an esou wéi mer dat am August 2006 per Gesetz festgeluecht hunn, dass déi Cartographie du bruit öffentlech gemaach gëtt.

Mir wëllen och, dass d'Commission consultative aéroportuaire regelméisseg zesummekënnt an dass hir Rapporten zougänglech sinn, öffentlech zougänglech sinn.

Mir sinn dofir der Meenung, do wéi hei, dass an engem Moment, wou de Secteur schwéier Zäiten duerchmécht, onbedéngt déi Diskussioun iwwert de Fluchlärm misst an de generelle Kontext gesat gi vun der Zukunft vun onsem Flughafen.

A fënnef Minutte kann ech net all Punkten undiskutéieren. Ech ka weder schwätze vun de Moossnamen, déi d'Bewunner kënne matfinanzéiert kréien, fir hir Haiser besser ofzesécheren, nach vun deenen neie Fligeren, déi manner Kaméidi maachen.

Mir wäerten do wéi hei aus den nämlechten Ursaachen d'Motioun, esou wéi se elo vum Här Bausch virgeluecht ginn ass, net matstëmmen. Mir wëlle virun allem, Kolleeginnen a Kolleegen, dass de Findel weiderhin, an domat onst Land, op der europäescher Landkaart bleift.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei nach eng Kéier muss ech Iech soen, dass ech Schwieregkeeten hunn, fir d'Positioun vun der CSV ze verstoen, déi eis seet, dass et net gutt ass, wann d'Fligere fléien, well et nuets d'Awunner stéiert. Mä et ass net gutt, wann d'Fligeren net fléien, well dat ass och net gutt fir d'Cargolux. An dat heescht, si wiere géint den Text, mä fir den Nuechtverbot, mä awer fir d'Cargolux a géint de Kaméidi. Et muss ee mer eng Kéier erklären, wat de Fazit vun där Positioun ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech erklären Iech et duerno.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Den Här Minister ass nach hannendrun, Här Bettel,...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech muss just soen, ech hunn... Also, Här President, ech sinn e bëssen iwwerrascht, dass den Här Wiseler elo am Numm vun der CSV hei schwätzt.

Ech mengen, den Här Wiseler schwätzt am Numm vun der Regierung an d'Madame Mergen schwätzt am Numm vun hirer Partei.

(Interruption)

Ech sinn e bëssen iwwerrascht, wéi dat hei fonctionnéiert!

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Ech hat awer just fënnef Minutten, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wëll Iech just soen, Här President, dass ech hei…

M. le Président.- Ech bieden Iech elo, dem Här Bettel nozelauschteren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir sinn hei enger Meenung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aah!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir sinn hei enger Meenung, dass de Flughafe sécher eng ekonomesch wichteg Roll an dësem Land spillt - déi soll een net ënnerschätzen -, mä dass op där anerer Säit et wéinst der Lokalitéit och vum Flughafen en ekonomesche Schued gëtt, dee gesondheetleche Schued, deen d'Awunner kënnen hunn, deen och net ze ënnerschätzen ass, an dowéinst...

A wann een hautdesdaags, Här President, eng Firma huet, wou ee sech seet, dass déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir déi Firma ze retten, dass se nuets kënne fléien, dann ass menger Meenung no en anere Problem wéi just d'Nuetsflich, fir kënnen ze soen, ob déi Firma nach gutt steet oder net gutt steet! Da muss ee sech eng Kéier d'Fro stellen, wéi d'Firma géréiert gëtt.

(Interruptions)

Ech muss Iech och soen, dass den... Ech si frou, dass de President, den heitege President vun der Cargolux jo och ëmmer fir e City-Airport plädéiert huet, dee jo mat sech bréngt, dass een eng gewëssen Équitabilitéit muss hunn tëschent dem Impact économique vun deem engen an dem Fluchnowuess (veuillez lire: an de Konsequenze fir d'Noperen).

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir soen hei - a gleeft mer et, Här President! -, eng Firma ka sech organiséieren, och fir fënnef vir eelef fortzefléien amplaz um zwielef oder um hallwer eng. Also, wa just hei mir erklärt kréie vun der Madame Mergen, dass et de Flughafen an d'Cargolux grad gëtt, wa se tëschent eelef Auer a sechs Auer dierfe fortfléien oder landen, da mengen ech, dass mer aner Problemer hei hunn.

Mir mussen hei..., a mir sinn eis eens mat där Motioun, déi den Här Bausch déposéiert huet, dass d'Ausnahm muss bleiwen, well ech kann Iech pertinemment soen, wéi et da geet: Wann de Contraire d'Regel, de Package am Fong ass, andeem ee seet, et gëtt esou vill Landungen an Décollagen owes vun eelef bis sechs, da ginn déi verkaf! Da gëtt gesot, hei, de Standuert Lëtzebuerg, do dierft Der esou oft fortfléien an esou, an da gëtt dat och gemaach! An dann ass et net méi eng Exceptioun, mä dann ass et d'Regel, dass een dann op eng Kéier seet, do dierfen der 400 dëst Joer, d'nächst Joer sinn et der 600, d'Joer drop sinn et der 800. A gleeft mer et, dass dat duerno en Argument ass, wou een da probéiert, hei de Flughafen och ze verkafen.

Mir sinn der Meenung, dass selbstverständlech de Flughafen - an ech soen et nach eng Kéier -, de Flughafe wichteg ass, dass d'Cargolux muss... An déi aner Firmaen, déi och hei zu Lëtzebuerg landen, well hei gëtt déi ganzen Zäit vun der Cargolux geschwat, et sinn och nach aner Firmaen! D'Cargolux mécht ganz vill Efforten, fir Maschinnen ze kafen, déi vill manner Kaméidi maachen. Dat muss een och soen! An ech wier och frou, wann déi Initiativen, déi d'Cargolux och hëlt, vun deenen anere Firmaen, déi hei op Lëtzebuerg kommen, wa vun deenen och déi Efforte géife maachen.

Erënnert Iech, MK Airlines - ech soe just ee Beispill: MK Airlines wor eng Firma, déi a ganz ville Länner net méi huet dierfe fléien. Déi huet hei zu Lëtzebuerg nach dierfe monter landen a monter fortfléien. Dat heescht, dass d'Sécherheet selbstverständlech muss préservéiert ginn.

Ech schwätzen elo net... Selbstverständlech, Här Minister, ech stellen Iech elo keng Fro iwwert deen Tesis-Fliger, deen elo schonn dräi Joer Stéck fir Stéck um Tarmac erofgeholl gëtt, däers si mer eis jo eens.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat mécht jo kee Kaméidi, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, dee mécht kee Kaméidi, do si mer eis eens, mä, wéi gesot...

(Interruptions diverses)

Also wann e fortflitt, dee kënnt net iwwert den Tarmac ewech!

Neen, einfach de Fait, dass déi Initiativen, déi d'Cargolux geholl huet, och solle vum Findel préconiséiert gi fir déi aner Firmaen, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, Här President, dass fir d'Demokratesch Partei d'Derogatioune sollen de Prinzip bleiwen. Et soll net e Quota gemaach ginn, dass ee seet, et dierfen esou vill Volen d'Joer sinn, well ech sinn iwwerzeegt, dass et duerno eng Surenchère gëtt, dass gesot gëtt: „Jo, mir hunn der 600, mä wësst Der, et geet der Cargolux net gutt, mir mussen déi elo op 800 schrauwen", an duerno gëtt et op 1.000 geschrauft, duerno gëtt et op 1.200 geschrauft.

Esou soll et net gemaach ginn. Mir si bereet - an dat ass dat, wat wichteg ass -, zesumme mat der Regierung a mat den Awunner..., well dee Comité d'accompagnement aéroportuaire, et ass wichteg, dass deen zesummekënnt. De Minister huet mer och gesot, dass en elo virun der Vakanz nach zesummekënnt.

Ech muss Iech Merci soen, well et ass immens wichteg. Déi Leit an de Syndikater, déi jo normalerweis do sinn, fir informéiert ze ginn, soe selwer, dass net oft genuch d'Informatiounen duerchginn, an dowéinster och dat, wat d'Madame Mergen gesot huet - an do muss ech wierklech der Madame Mergen och félicitéieren -, dass de Kaméidi public gemaach gëtt, wéi vill Kaméidi wou op wéi enger Plaz mesuréiert ginn ass, dass dat och public gemaach gëtt! An an deem Punkt, muss ech Iech soen, Här President, dass ech der Madame Mergen hir Propositioun voll ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit kann ech hei och nach just am Numm vu menger Fraktioun, Här President, soen, dass mer déi Motioun vum Här Bausch wäerten ënnerstëtzen, well d'Intérêten, d'ekonomesch Interête si wichteg, mä d'gesondheetlech Intérête vun den Awunner an déi ekonomesch Répercussiounen, déi et och kann hunn, sinn och wichteg. An et soll ee kënnen op enger Wo dat eent an dat anert zesummesetzen, an net soen, well d'Ekonomie elo méi wichteg am Moment ass, dass et eis egal ass, wéi d'Gesondheet vun eisen Awunner hei an dësem Land weidergeet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten hei genee dee Fall, deen den Här Gibéryen virdru festgestallt huet, wéi mer iwwert d'Eisebunn geschwat hunn. Dat war bei de grénge Kolleegen, engersäits wëlle se keng Camionen, déi se awer anerersäits da wëllen op d'Schinn setzen. Elo beim Flughafe soe se, d'Cargolux ass wichteg, awer wann ech gelift musse mer do aschränken. An ech hunn och, Här Bëttel, ech hunn eigentlech ganz gutt nogelauschtert, Här

Bettel, mä ech hunn Är Pirouetten net all kënne matdréinen, déi Der do an deene puer Minutten dohigeluecht hutt.

(Interruptions)

Neen, neen, neen! Dir hutt do eppes gemaach, do ass et mer souguer dronke ginn!

(Interruption)

Also engersäits sidd Der mat deene Gréngen d'accord, an dann hätt Der gär d'Derogatiounen.

(Interruption)

Ma da lauschtert emol gutt, hutt Der dat hei gelies, wat Är gréng Kolleegen am Stater Schäfferot da gär hätten? Si si fir den „refus catégorique" vun den Nuetsvolen. A si sinn derfir, Är gréng Kolleegen an Är Partner, datt eng „fermeture systématique" vum Aéroport soll gemaach ginn zwëschen 23:00 a 6:00 Auer; dat u sech excluéiert Ausnahmen. An da kënnt eng Contradictioun bei deene Gréngen; dat hu se vläicht gemaach, fir datt Dir kënnt do matdanzen,...

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- Et ass eis Meenung,…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …wou se da soen, d'Vols de nuit sollen op den „strict minimum" limitéiert ginn, wat eng Contradiction dans le terme ass.

(Interruption)

(Hilarité)

A wann Dir, Här Bettel, wann Dir dat géift eescht huelen, wat Der hei erzielt, da kéint Der dat hei net matstëmmen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Firwat dann?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Well et ass just de Contraire vun deem wat Dir sot, nämlech keng Derogatiounen, an Dir hätt gär Derogatiounen!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech, wann ech gelift dem Här Kartheiser nozelauschteren. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat lount sech ëmmer. Merci, Här President!

(Brouhaha)

Also mäi Fazit, wann ech Iech zwee hei nolauschteren, deene Gréngen an deene Bloen, dat ass, datt Der grondsätzlech verschiddener Meenung sidd an esou maacht, als wäert Der enger Meenung.

Une voix.- Här Kartheiser, zréck an den Hangar!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Se probéieren, sech als Mëttelalterpartei hei ze profiléieren an hirer Technikfeindlechkeet,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...an déi Blo, déi probéieren d'Gesiicht ze halen,...

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...fir dem Här Helminger nach e Gefalen ze maachen an als wirtschaftsfrëndlech an de Wahlkampf ze goen, obschonn Der et net sidd.

Mä Här Bettel, fuert duer!

M. le Président.- Här Bettel, da stellt dem Här Kartheiser eng Fro.

(Hilarité et interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ob den Exgemengeconseiller aus der Stad Lëtzebuerg Kartheiser mer just ka soen, wat dat heescht: «les vols de nuit soient limités au strict minimum».

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, ech hunn, Här Bettel, wann Der mengen Erklärungen nogelauschtert hätt, dann hat ech gesot: Et ass eng Contradictioun! Well wann een engersäits kategoresch a systematesch eng Fermeture wëllt, da kann een net gläichzäiteg en „strict minimum"..., an dofir meng Propositioun.

(Interruption)

Här Bettel, lauschtert meng Propositioun, Dir sidd bestëmmt dermat d'accord. D'ADR mécht déi Propositioun un eis gréng Kolleegen, an dann och un Iech, fir…

(Interruption et hilarité)

Ech mengen, muer sidd Der ganz frëndlech mat eis, hunn ech den Androck!

(Brouhaha)

Mä mir proposéieren, „kategoresch" an „systematesch" an dëser Motioun ze sträichen, an da kënne mer se matstëmmen. Also meng Fro un eis gréng Kolleegen am Parlament: fir déi Wierder „kategoresch" an „systematesch" ze sträichen, an da stëmme mer dat hei mat.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser, an elo kritt d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech…

M. le Président.- Hei, wann ech gelift! Elo huet den Här Minister d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech probéieren, déi Debatt e wéineg ze calméieren an ze kucken, datt mer dat elo och hikréien, well ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Virun de Wahlen ass dat schwéier.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass ganz schwéier, effektiv. Mä ech probéieren awer, wann Der erlaabt, an zwar aus engem ganz einfache Grond: well déi Diskussioun ronderëm de Flughafen ëmmer emotional gefouert gëtt, awer fir mech eng wesentlech Diskussioun ass, well extrem villes drunhänkt, a well ech och am Fong frou wär, wa mer kéinten an der Chamber awer dat Instrument, wat mer do hunn, gemeinsam an esou breet wéi méiglech matdroen an e Wee mat em maachen.

Dofir, ech soen Iech awer och ganz kloer meng Meenung, datt éischtens: Ech hätt léiwer déi Diskussioun éischter hei gehat! Well ech hat mat enger Rei vun de Kolleege geschwat, mir sollte waarde bis d'Hierstellung vun der Cartographie du bruit, bis déi fäerdeg wär, dann hätt ee kënnen iwwert déi ganz Saach eng Discussion d'ensemble maachen. Déi Cartographie du bruit, déi huet natierlech Verspéidung kritt, an dofir…

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- Dir hutt gesot, Här Minister, Dir hätt léiwer éischter...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hätt léiwer méi spéit driwwer… Ech hätt léiwer éischter driwwer geschwat, wa mer schonn alles fäerdeg gehat hätten, mä vu datt ech et net fäerdeg hat, léiwer méi spéit driwwer geschwat.

(Interruptions)

Ech hat elo ofgekierzt, mä Dir hutt awer recht, dat esou ze soen, an dofir hätt ech léiwer eng Discussion d'ensemble gehat, mä dat ass elo net gaangen. An ech verstinn och, datt een dat elo haut wëllt vidéieren.

Wéi ass déi Diskussioun ugaangen? Déi Diskussioun ass am Fong ugaangen, wéi de Wirtschaftsminister, den Här Schneider, thematiséiert huet déi Geschicht vun de Vols de nuit an déi ganz Fro, ob een net kéint déi 300 Volen, déi mer 2010 souwisou méi haten - elo si mer op 1.200 erofgaangen -, esou huelen, datt mer se géife systematesch als Autorisatioun deenen eenzelne Gesellschafte kënne ginn.

Dat war eng Iddi, mat där ech kann averstane sinn. Ech ka mer déi do virstellen, ech ka mer och eng Rei anerer virstellen, déi sënnvoll wären, ouni datt awer d'Nuisancë wesentlech par rapport zu deem, wat haut oder a leschte Joren ass, an d'Luucht gaange wären.

Ech soen och: Mir hu mam Flughafen e grousse Konkurrenzkampf. Mir hunn e manner mat der Cargolux. Och der Cargolux wär et utile. Mä ech soen, et ass souguer éischter a mengen Aen eng Fro vum Flughafen, dee sech awer an der Konkurrenz mat Hahn, Léck, Köln/Bonn, Leipzig/Halle, Amsterdam an ähnleche Flughäfe befënnt a wou zum Beispill bei Léck den Tonnage vu 480.000 op 674.000 Tonnen an engem Joer an d'Luucht gaangen ass. Dat gesinn ech all Kéiers, wa mer mat Firmen diskutéieren, fir se heihinner ze kréien, datt ëmmer de Choix zwëschen deem Flughafen oder Lëtzebuerg ass an dat net onproblematesch fir eis ass. Dofir ass dat eng Konkurrenz!

Dat kann een elo niéieren, mä ech war mat chineesesche Firmaen, russeschen, japaneschen, amerikaneschen, déi dann ëmmer als eng vun den éischte Froe stellen: „Mä hu mer d'Méiglechkeet 24 Stonnen op 24?", well déi Sloten, déi se kréien an Amerika oder China fir fortzefueren, déi si méi bëlleg, wa se kënne während der Nuecht hei an Europa landen, well déi aner méi congestionnéiert sinn.

Et ass also ganz kloer eng Konkurrenzfro an et hänken a mengen Aen och 16.000 Aarbechtsplazen, nach eng ganz Rei Aarbechtsplazen drun, sou datt ech do effektiv der Meenung sinn, et soll ee méi an d'Flexibilitéit eragoen.

Ech weess awer och déi Schwieregkeeten, déi dat de Leit stellt an déi dat och heibannen enger Rei stellt. Dofir géif ech emol proposéieren, wann ech eng Kéier kéint déi Motioun duerchgoen, wat ee kéint maachen, fir weiderzekommen.

Dat Éischt, dat ass deen éischte Considérant, mat deem kann ech liewen, et ass evidenterweis eng „nuisance considérable".

Deen duerno, ech mengen, do hutt Der a mengen Aen awer e wéineg iwwerdriwwen, fir ze soen elo, et wäre grav Préjudices de santé fir 55.000 Leit. Also ech hunn déi Etüden och eng Kéier gekuckt, wou gesot gëtt, datt Préjudices de santé wären. Dat sinn awer Etüden, wou 30 bis 60 Fligeren d'Nuecht iwwer Zones habitées, a voll do driwwer, fléien. Mir schwätzen awer hei vun an der Moyenne, wann ech déi ewechhuelen, déi zwëschen eelef an zwielef fléien, vun engem Fliger oder 1,2 Fliger d'Nuecht. Also, do sinn et awer trotzdeem massiv Ënnerscheeder an deenen eenzelnen Etüde par rapport zu deem, wat Lëtzebuerg concernéiert.

An deen zweeten (veuillez lire: deen drëtten) Tiret, do mengen ech och, mir hunn a sech d'Zuele vun der Augmentatioun. Mir haten 2001 1.033 a mir haten 2011 1.224 Vols de nuit. Dat ass eng Differenz, déi zwar net esou grouss ass, datt een elo kéint soe vu massivem An-d'Luucht-Goen.

Wann Der natierlech d'Joer 2010 kuckt, dann hutt Der recht. Mä 2010 - well do waren et 1.500 Volen -, dat war natierlech en exceptionnelt Joer, wou mer e ganz haarde Wanter haten a wou mer och Vulkanausbréch haten, wou ech effektiv während dräi oder véier Wochen d'Autorisations de vols de nuit voll duerchginn hunn, well mer einfach d'Leit wollte récupéréieren op Lëtzebuerg an ech och net gesinn hunn, wéi ech et anescht kéint maachen. Dofir, dee Verglach ass och méi schwiereg.

Déi zwee aner Tireten, mengen ech, domat kann ech och...

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- Wat proposéiert Der fir…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech géif déi ewechhuelen. An ech géif déi zwee aner hannendrun, déi géif ech stoe loossen.

Ech hu kee Problem mat dem Tiret «réaffirme (…) son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg;». Fir mech ass net den Term „catégorique" wichteg, mä, Här Kartheiser, den Term „nocturne régulier". Ech wëll effektiv net, datt mer dat elo opmaachen. An ech wëll net, datt regelméisseg dauernd, konstant do Fligere kommen. Do si mer all d'accord; sou datt en aneren Term, dat wat Dir gesot hutt, eng aner Perspektiv ginn huet.

Dann deen nächsten Tiret, do kann ech och dermat liewen, ausser mam Schluss. Ech soen Iech och firwat.

Do sot Der, Dir wäert am Fong der Meenung, datt, an ech géif et esou formuléieren: «demande aux autorités compétentes que la réglementation actuelle en matière de vols de nuit soit maintenue et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum». Dat kann ech akzeptéieren, sinn ech och der Meenung.

Mä hannendru géif ech dann awer ewechhuelen, datt Der der Meenung sidd, datt net sollen Dérogations permanentes do sinn. Well do gitt Der natierlech un d'Situatioun, wou mer haut scho sinn, wierklech substanziell drun. Mir hunn haut Dérogations permanentes fir d'Vols gouvernementaux, fir d'Vols de recherche, de sauvetage, fir den Humanitaire, fir Vols en détresse, fir d'Obligations internationales a fir d'Vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé, fir d'Vols de fret réguliers programmés entre 23.00 et 24.00 heures ou retardés par rapport à cet horaire a fir d'Vols non réguliers des compagnies aériennes, déi am Fong „home carrier" sinn.

Dat heescht do, wa mer dat do esou schreiwen, da maacht Der e groussen Aschnëtt an dat, wat schonn haut existant ass an Dir maacht deene wierklech... Ech mengen, Dir waart Iech däers net bewosst, wéi Der et esou formuléiert hutt, well ech verstinn, wat Der wollt soen, mä Dir sot eppes anescht. An dofir géif ech dee Passage op der Säit loossen.

Da géif ech e Passage hannendrusetzen, fir awer eng Iddi matzebréngen, dat ass: «conscient de l'importance économique et sociale de l'Aéroport» - wat Der och virdru geschriwwen hutt -, an do géif ech proposéieren hannendrunzesetzen: «demande qu'une analyse soit faite sur les conséquences économiques des vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg, dans le cadre du respect strict de l'objectif environnemental de l'aéroport et que cette analyse soit soumise à la Chambre des Députés;», wann Der dat gär hätt.

Dat heescht, datt mer awer kucken, wat ekonomesch...

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- An déi aner bleiwe stoen...?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, awer ech soen nach e puer kleng Ännerungen.

(Interruption)

Mä et wär sënnvoll, dat wierklech eng Kéier ekonomesch ze kucken an datt mer dat och…, mä am Objectif environnemental, dee virgesinn ass, wéi vill Bruit ka gemaach ginn, ouni datt mer deen iwwerschreiden.

Deen nächsten, mengen ech, kann een ouni Problem stoe loossen, dat vun der Publikatioun.

Dann «demande que soient rendues publiques», do sot Der «des mesures systématiques et certifiées», do kann ech dermat liewen.

Ech hätt geschriwwen, mä dat ass à votre appréciation: «demande que soient rendues publiques les cartes de bruit établies conformément à la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion de l'environnement;». Gutt, dat ass méi prezis, mä et seet a priori méi oder wéineger datselwecht.

An zum Schluss géif ech just ausdrécken, datt mer «exige des réunions régulières», net: «du comité d'accompagnement des activités aéroportuaires», well deen heescht net esou, mä: «de la commission consultative aéroportuaire ainsi que la publication des rapports de ladite commission.». Dat ass am Fong, wat Der sot. Dat si just textuell Ännerungen, fir prezis ze sinn.

Wann Der domat kéint liewen, dat géif mech immens freeën, well mer dann och kéinten awer eng Unanimitéit ronderëm - enfin, ech weess net ob Unanimitéit -, mä e Konsensus ronderëm de Flughafe wa méiglech kréien. An dat wär gutt an deenen Zäiten, an deene mer haut sinn.

M. le Président.- Gutt! Den Här Bausch als Auteur vun der Motioun kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*- Jo, Här President, bon, mir kënne mat deenen doten Ännerungen d'accord sinn. D'autant plus, wou jo dee Passus drakënnt, wou et drëms geet, fir ze soen: Mir maachen emol eng Etüd iwwer wat den Impakt ass vun dem Fait, datt mer net tëschent 23:00 a 6:00 Auer fléien, op de Flughafen insgesamt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques nos 41, 42 et 43 (1re partie)

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 492

Communications p. 492-493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (…)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 493-494

Ordre du jour p. 494

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 494

Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam p. 494

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°242 du 1er juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 494-495

- Question n°243 du 1er juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 495

- Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 495

- Question n°245 du 1er juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement p. 495

- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 496

- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 496

- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 496

Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis p. 496-497

Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être p. 497

6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac p. 498-504

Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier p. 504-510

6390 - Projet de loi

concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

8. le Code de la sécurité sociale;

9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) p. 511-515

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter p. 515

6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit p. 515-516

6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3 p. 516-518

6479A - Projet de loi portant modification

a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale p. 518-520

Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise p. 520-527

Communications p. 527

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 527-528

6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 528

Ordre du jour p. 528

6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;

4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 528-533

6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) p. 533-537

p. 538

6426 - Projet de loi modifiant:

a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics p. 537-538

Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures p. 538-541

Dat ass eppes, wat eis wierklech och géif interesséieren. Mir sinn do der Meenung, datt den Impakt bei Wäitem manner grouss ass. Dat heescht jo net, datt eppes duerno geschitt. Et ass einfach: Et gëtt studéiert. Domadder hu mer kee Problem, dat unzehuelen.

Déi aner Ännerungen, déi de Minister proposéiert huet, sinn eigentlech..., et mécht eisen Text souguer besser. Duerfir géife mer déi unhuelen.

Ech hoffe jo, datt den Här Minister déi dote Propositiounen net an deem nämlechte Geescht gemaach huet wéi d'Spriecherin vu senger Fraktioun, well dann hätte mer e bësse méi Problemer domadder. Well dat war éischter Demagogie a falsch Behaaptungen. Mä an deem heite Kontext an esou wéi se hei gemaach sinn, kënne mir d'accord sinn. Da géife mer och déi Motioun esou matstëmmen, sou wéi se proposéiert ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Madame Mergen.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Jo, ech wëll just soen, dass dat do déi Ännerunge sinn, op déi mir och schonn an der Gemeng gehofft haten, dass mir mat deem doten Text, deen den Här Minister proposéiert huet, d'accord sinn.

Une voix.- Dat ass awer net wouer!

(Interruptions)

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci.

M. le Président.- An den Här Kartheiser kritt nach d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng), auteur.*.- ...vun Iech, dat war eng ganz aner, Madame Mergen! An dat soen ech Iech awer.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech wollt just soen, datt déi Propositiounen, déi den Här Minister proposéiert elo huet, déi ginn eis och Satisfaktioun. Dat ass e vernünftegen Usaz, dee kënne mir matdroen.

Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Här President, ech mengen, elo hu mer e grousse Konsens, an et ass dat, wat wichteg ass.

Ech géif awer och nach d'Regierung bieden, wann et méiglech wier, datt mer d'Aart a Weis wéi d'Fligere landen, datt mer dat nach eng Kéier géife kucken: anstatt datt se ganz lues iwwert den Terrain fueren, datt se méi sollte senkrecht goen.

(Hilarité et brouhaha)

An dat ass och eng Etüd, déi virläit, an dat géif de Kaméidi och ganz gutt erofsetzen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg constituent une nuisance considérable pour les riverains de l'aéroport, citoyens de tous âges;

- vu la tenue par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures de tables rondes réunissant différents acteurs afin de discuter de l'avenir de l'aéroport et des entreprises aéroportuaires;

- considérant diverses revendications exigeant dans ce cadre la levée de l'interdiction des vols de nuit;

- réaffirme son refus catégorique et ferme d'un trafic aérien nocturne régulier à l'Aéroport de Luxembourg;

- demande aux autorités compétentes que la réglementation actuelle en matière de vols de nuit soit maintenue et qu'en conséquence, les vols de nuit soient limités au strict minimum;

- conscient de l'importance économique et sociale de l'aéroport, demande qu'une analyse soit faite sur l'importance économique et sociale des vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg, dans le cadre du respect strict de l'objectif environnemental de l'aéroport et que cette analyse soit soumise à la Chambre des Députés;

- demande que la publication mensuelle du nombre des vols de nuit soit complétée par une information sur les motifs des autorisations;

- demande que soient rendues publiques les cartes de bruit établies conformément à la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion de l'environnement;

- exige des réunions régulières de la commission consultative aéroportuaire ainsi que la publication des rapports de ladite commission.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Also, ech spieren eng Unanimitéit. Duerfir kënne mer à main levée iwwert déi Motioun, esou wéi se hei ëmgeännert gëtt, ofstëmmen.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där ëmgeännerter Motioun d'accord?

Ech gesinn, datt mäi Pronostic sech erfëllt huet. Déi Motioun ass à l'unanimité ugeholl. An domadder ass och dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6376 iwwert d'Reform vun der Commission des normes comptables. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An et huet kee Riedner sech agedroen, esou datt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Léon Gloden, kritt. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

(à suivre)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2741	Sylvie Andrich-Duval et Marie-Josée Frank	Formation en médecine palliative
2763	Alexandre Krieps	Interruptions volontaires de grossesse
2782	Gast Gibéryen	Port de plaisance à Schwebsingen
2783	Marie-Josée Frank	Interruption volontaire de grossesse
2796	Marcel Oberweis	Sécurité des «Pedelecs»
2797	Jean Colombera	Suppressions de postes d'infirmiers
2798	André Bauler	Maison médicale à Wiltz
2803	Jean Colombera	Corruption dans le secteur de la santé
2804	Jean Colombera	Rond-point Robert Schaffner dit «Iergaart»
2807 cf.2842	Jean-Paul Schaaf	Nouvelle imposition des tracteurs par l'Administration des Douanes et Accises
2810	Claude Adam	Organisation et accès des modules préparatoires aux études techniques supérieures pour les élèves en classe de 12e et 13e de la formation de technicien
2811	Christine Doerner	Harcèlement à l'école
2812	Fernand Etgen	Couverture de risque des volontaires de l'armée
2817	Marcel Oberweis	Réserves financières du Centre national sportif et culturel (CNSC)
2818	André Bauler	Maison de l'orientation
2819	Serge Wilmes	Les critères applicables dans le cadre des compositions des classes à l'école fondamentale et l'incidence de l'organisation scolaire sur le libre choix des parents à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse
2820	Jean-Pierre Klein	Complexe concentrationnaire d'Auschwitz
2821	Marc Angel	Action communautaire «Sweep 2013»
2822	Jean Colombera	Mise à disposition d'accès Internet dans les transports en commun
2824	Roger Negri	Nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs
2826	Jean Colombera	Dossier médical intégré
2827	Jean Colombera	Plan canicule
2828	Marcel Oberweis	Architecture de sécurité quadrinationale commune pour la Grande Région
2830	Anne Brasseur	Recrutement d'un directeur général pour le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster
2831	Lucien Lux	Procédure disciplinaire envers un policier suite à la publication d'une lettre ouverte
2833	Xavier Bettel	Procédures disciplinaires à l'égard de membres de la Police grand-ducale
2842 cf.2807	Sylvie Andrich-Duval	Autorisation «LUTRA»

Question 2741 (24.5.2013) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **formation en médecine palliative:**

L'article 1er de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie prévoit que «L'État assure la formation adéquate du personnel médical et soignant. Un règlement grand-ducal détermine l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs pour les médecins et les autres professions de santé.»

Or, un tel règlement grand-ducal n'a toujours pas été pris. Au-delà, bien que les soins palliatifs soient prodigués et que les soins et les actes de médecine palliative soient repris dans la nomenclature des soins et actes remboursés, la formation en médecine palliative pour les médecins n'est nullement reconnue au Luxembourg.

Plusieurs médecins généralistes, qui ont reçu une formation à l'étranger, pratiquent au Luxembourg et y dispensent des actes et des soins palliatifs sans que cette spécialisation ne soit formellement reconnue et sans partant qu'il y ait un contrôle véritable. La situation est au mieux ubuesque au pire dangereuse, car à terme c'est la qualité des soins qui en pâtit.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. s'il est conscient du problème susmentionné;

2. s'il a l'intention de reconnaître au Luxembourg les formations en médecine palliative telles que dispensées en France, en Allemagne ou en Suisse;

3. comment il entend organiser les contrôles des actes et soins palliatifs faute de reconnaissance formelle de la médecine palliative;

4. en tout état de cause, comment il va remédier à cet état de choses.

Réponse (16.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il m'importe de rassurer les honorables Députées que la majorité des médecins et des professionnels de la santé qui prodiguent actuellement des soins palliatifs ont suivi une formation en soins palliatifs, dont le contenu et la durée de formation peuvent néanmoins varier suivant le pays dans lequel cette formation a été dispensée.

Le premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010, renseigne sur la formation continue en soins palliatifs suivie par les médecins et le personnel soignant, prodiguant des soins palliatifs. Ce rapport est disponible sur le portail santé[1].

Par ailleurs, l'article 1er de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, prévoit qu'un règlement grand-ducal détermine l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs pour les médecins et les autres professions de santé. Un avant-projet de règlement grand-ducal est en cours d'élaboration par mes services.

En ce qui concerne les médecins, la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire prévoit qu'un médecin «est obligé de tenir à jour ses connaissances professionnelles». Le Code de déontologie médicale précise d'ailleurs que «tout médecin doit entretenir et perfectionner sa compétence professionnelle en assurant son développement professionnel continu. Dans l'exercice de sa profession, il se tient au courant des recommandations de bonne pratique».

En ce qui concerne les professions de santé, la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé prévoit que «le ministre peut déclarer obligatoire la fréquentation de certains cours de formation continue pour les membres d'une profession déterminée ou pour certaines catégories de professionnels». Cette loi précise encore que les personnes exerçant une profession de santé doivent tenir à jour leurs connaissances professionnelles.

Dès lors, et même lorsque l'organisation de formations médicales spécifiques en soins palliatifs reste encore à déterminer, le dispositif actuellement en place permet déjà tant au personnel médical qu'au personnel de soins de se familiariser, voire de se perfectionner dans le domaine des soins palliatifs.

Suite à la publication du premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 sur les soins palliatifs, une évaluation complémentaire de l'organisation des soins palliatifs au Luxembourg est d'ailleurs prévue au courant de l'année 2015.

[1] http://www.sante.public.lu

Question 2763 (5.6.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **interruptions volontaires de grossesse:**

Malgré le remboursement à 80% de la pilule pour les jeunes femmes de moins de 25 ans, les demandes d'interruption volontaire de grossesse (IVG) ont, selon les responsables d'une organisation active dans le domaine de l'éducation sexuelle, augmenté considérablement (plus de 15% en 2012 par rapport à 2011) ces derniers temps.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques au sujet du nombre d'IVG effectuées au cours des dernières années?

- Quel était le pourcentage de jeunes femmes (moins de 25 ans)? Quel était le pourcentage de femmes mineures?

- Combien des IVG effectuées en étaient des IVG par médicament et combien en étaient des IVG par aspiration ou curetage?

- Combien de grossesses dépassaient le cadre légal de douze semaines?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à mettre en place une clinique de la santé sexuelle et affective, comme le réclament notamment les responsables du Planning Familial?

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à cofinancer et à favoriser la mise en place d'une vraie éducation sexuelle dans l'enseignement secondaire public et privé?

Réponse commune (6.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale,* de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Depuis qu'il a été autorisé à pratiquer des IVG en 2008, le Planning Familial constate une augmentation significative des activités d'IVG. Le tableau suivant reprend les IVG qui ont été pratiquées, soit par voie médicamenteuse au centre du Planning Familial, soit par voie chirurgicale au CHL - Centre Hospitalier de Luxembourg par les médecins généralistes (avant l'introduction des nouvelles dispositions légales relatives à l'IVG le 12 décembre 2012) et le gynécologue du Planning Familial.

Année	Nombre d'IVG pratiquées dans le cadre du Planning Familial
2009	245
2010	366
2011	441
2012	558

Les IVG réalisées par le Planning Familial (consultations chez le médecin et acte de l'IVG) sont gratuites pour la patiente. Les services des médecins, le matériel médical et les médicaments sont pris en charge par le biais d'une convention entre le Planning Familial et le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Le Planning Familial est un centre de la santé affective et sexuelle et de l'éducation sexuelle dans la mesure où différentes prestations autour de la sexualité y sont proposées: IVG, consultation médicale, consultation psychologique, éducation sexuelle, formation des professionnels, notamment de l'accueil de l'enfance et de la jeunesse, information et sensibilisation. De nouvelles localités plus spacieuses seront mises à disposition au centre de Luxembourg-ville en automne 2013 pour étendre les activités du centre et augmenter la capacité d'accueil des demandes d'IVG, toujours en croissance.

Le groupe de travail, mis en place par le Ministre de la Santé dans le but de permettre tant aux établissements hospitaliers qu'aux médecins ainsi qu'au Planning Familial de se familiariser avec les nouvelles missions, et notamment de pouvoir informer les femmes sur leurs droits et obligations en matière d'avortement, a été chargé d'élaborer une liste d'indicateurs de suivi permettant de réaliser, dans un proche avenir, une évaluation épidémiologique de la situation. Ce groupe de travail est également en train d'analyser les moyens pour rendre possible, sous forme anonyme, le recensement des IVG. En effet, une motion adoptée le 22 novembre 2012 par la Chambre des Députés a invité le Gouvernement

«à veiller à ce que les médecins et les services d'assistance psychosociale déclarent à des fins de statistiques les IVG (…)». L'honorable Député n'a toutefois pas appuyé cette motion.

Dans un souci d'améliorer la protection et la promotion de la santé affective et sexuelle au Grand-Duché de Luxembourg, notamment celle des enfants et des adolescents, les Ministres de la Santé, de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'Égalité des chances et de la Famille et de l'Intégration ont adopté, en date du 17 juillet 2013, un programme national[1] pour la promotion de la santé affective et sexuelle. Les quatre ministères se sont encore engagés à mettre en œuvre d'une manière cohérente et complémentaire un plan d'action couvrant la période de 2013 à 2016, qui se réfère audit programme.

Ce plan prévoit ainsi toute une série d'actions, notamment au niveau de l'éducation sexuelle et affective, qui seront réalisées dans une approche interministérielle tant au niveau de l'école fondamentale que secondaire dans l'enseignement public et privé, ainsi que dans les maisons et services d'éducation pour enfants et adolescents, les services pour jeunes et d'assistance parentale, les maisons de jeunes, les centres d'accueil et les internats.

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a encore chargé un groupe de travail de spécialistes en éthique pour élaborer, en collaboration avec des représentants de la conférence nationale des élèves, des contenus et du matériel didactique sur l'éducation sexuelle et affective d'un cours

[1] http://www.luxembourg.public.lu/fr/actualites/2013/07/17-sante-sexuelle/index.html

d'éducation à la sexualité qui permet de répondre aux besoins des adolescents.

Suivant la nomenclature des actes et services des médecins et médecins-dentistes, les interruptions volontaires de grossesse se distinguent suivant le code 6A71 «évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse» et le code 6A72 «évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse».

En tenant compte de l'âge des femmes concernées et de la méthode employée, les chiffres relatifs aux interruptions volontaires de grossesse se décomposent comme suit:

	2010	2011	2012
Nombre total d'IVG	1.132	1.128	1.137
Pourcentage de femmes de moins de 25 ans	9,98%	11,44%	8,71%
Pourcentage de femmes mineures	0,80%	0,89%	0,97%
Nombre d'IVG par médicament	93	103	97
Nombre d'IVG par curetage ou aspiration	1.039	1.025	1.040

La Caisse Nationale de Santé ne dispose pas de données concernant les éventuelles grossesses qui dépasseraient le cadre de douze semaines.

Question 2782 (21.6.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **port de plaisance à Schwebsingen:**

Fin 2010, la commune de Wellenstein a décidé de faire exploiter le port de plaisance à Schwebsingen par une société privée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le choix d'accorder une concession sur 20 ans à une société privée sans démarche publique (Ausschreibungsverfahren) semble-t-il, aux yeux du Gouvernement, de mise pour un tel projet?

2. Le loyer annuel de seulement 12.500 euros peut paraître dérisoire pour les droits d'exploitation du plus grand port de plaisance de la Moselle luxembourgeoise. Est-ce que l'autorité de tutelle vérifie, d'un point de vue financier, l'opportunité d'une telle opération hors du commun?

3. Un incident se serait produit en septembre 2012 dans ledit port; un incident lors duquel un bateau avec place d'amarrage aurait failli couler. Est-il exact que l'exploitant du port ne dispose d'aucun matériel pour a) absorber l'huile perdue, b) sortir un bateau accidenté de l'eau, et c) vider les toilettes des bateaux?

4. Le Gouvernement cautionne-t-il une démarche par laquelle une commune dispose d'un service public en faveur d'une entreprise commerciale sans s'assurer que les standards élémentaires de sécurité environnementale soient respectés?

Réponse commune (20.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1. Rappelons d'abord que l'autorité supérieure n'opère pas de contrôle d'opportunité; elle examine la légalité d'un acte communal ainsi que sa conformité à l'intérêt général et ce uniquement là où la loi le prévoit. Or, le contrat de concession n'est pas un acte soumis à approbation. Le choix d'y recourir relève des seules autorités communales, conformément au principe de l'autonomie communale.

En l'occurrence, le contrat entre l'administration communale et la société privée comportait deux aspects distincts: d'une part, un droit de superficie, soumis à approbation, d'autre part, un contrat de concession, non soumis à approbation. En application de ce qui précède, l'acte a été approuvé pour autant que le volet «droit de superficie» était concerné.

2. Comme précisé au point 1 l'autorité supérieure n'opère pas de contrôle d'opportunité mais uniquement un contrôle de légalité et de conformité à l'intérêt général. L'opportunité d'une décision et sa conformité à l'intérêt communal relève de la compétence et de la seule responsabilité de l'autorité communale.

3. Le port de plaisance de Schwebsingen, existant depuis le début des années 1970, tombe depuis l'année 1990 sous le champ d'application de la législation en matière d'établissements classés.

Dans le cadre d'une extension du port de plaisance en question, le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions a délivré en date du 8 janvier 1996 un arrêté ministériel n°1/94/0399 autorisant l'administration communale de Wellenstein à exploiter au lieu-dit «Ieweschte Wues» notamment un portique pour la mise à l'eau des bateaux et 70 emplacements supplémentaires pour bateaux.

L'arrêté précité fixe notamment la condition suivante:

«L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc.»

En outre l'arrêté ministériel oblige l'exploitant à avertir en cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement les services de secours ainsi que l'Administration de l'Environnement.

Force est de constater que l'Administration de l'Environnement n'a pas été informée d'un incident quelconque en l'année 2012.

4. Comme soulevé ci-avant, l'arrêté ministériel n°1/94/0399 fixe le cadre dans lequel les activités du port sont à organiser. En particulier, l'arrêté ministériel fixe des règles précises quant aux mesures de prévention et de gestion des sinistres et ce en vue de minimiser l'impact de tels incidents sur l'environnement. La responsabilité pour le respect de ces dispositions est assumée par l'exploitant du port.

Question 2783 (21.6.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**interruption volontaire de grossesse:**

Monsieur le Ministre a annoncé récemment qu'un groupe de travail accompagne l'ensemble des acteurs concernés afin d'assurer une application correcte de la législation en matière d'IVG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Peut-on conclure par conséquent que les services d'assistance psychosociale offrent entretemps la deuxième consultation de la femme enceinte telle que prévue dans la loi du 12 décembre 2012?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons et dans quels délais le groupe de travail susmentionné entend-il mettre en œuvre l'application correcte de la législation en matière d'IVG?

Réponse (16.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Tout en me référant à ma réponse à la question parlementaire n°2661 *(cf. compte rendu n°10/2012-2013)*, je tiens à rappeler à l'honorable Parlementaire que la loi du 12 décembre 2012 portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal prévoit que préalablement à la réalisation d'une IVG, la femme enceinte doit avoir consulté un service d'assistance psychosociale établi auprès d'un établissement hospitalier ou d'un autre établissement agréé pour réaliser une IVG, en l'occurrence le Planning Familial.

Les établissements hospitaliers agréés par le soussigné, tout comme d'ailleurs le Planning Familial, sont dès lors légalement tenus d'organiser cette consultation pour chaque femme souhaitant faire procéder à une IVG.

Dans le cadre du groupe de travail que j'ai mis en place afin de pouvoir garantir une application harmonieuse de la nouvelle législation en matière d'IVG, une formation a été offerte début juin pour les membres des services d'assistance psychosociaux des différents hôpitaux; ceci avec l'appui du Planning familial et de la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois.

Je ne puis que me féliciter du succès qu'a connu ladite formation auprès des collaboratrices et collaborateurs de ces services.

Question 2796 (28.6.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sécurité des «Pedelecs»:**

Die Elektrofahrräder bieten sich als sinnvolle Ergänzung zu anderen umweltfreundlichen Verkehrsmitteln im Straßenverkehr an, insbesondere im Bereich der sanften Mobilität. Dies trägt zur Reduktion der Treibhauseffekte bei.

Laut einem Presseartikel haben die Stiftung Warentest und der ADAC Elektrofahrräder, die sogenannten „Pedelec" mit Elektroantrieb (pedal electric cycle), einem Stresstest bei insgesamt 16 Herstellern unterzogen. Neun der untersuchten Modelle haben durch gravierende technische Mängel diesen Test nicht bestanden.

Die häufigsten Schwächen waren Bremsversagen, Rahmenbrüche und Funkstörungen. Nur zwei Elektrofahrräder erhielten die Note „Gut", drei erreichten die Note „Befriedigend". Bei einigen Modellen führte das Fahren mit Gepäck zu einer gefährlichen Instabilität und bei anderen musste der Akkumulator ständig geladen werden.

Es wurde ebenfalls die elektromagnetische Verträglichkeit geprüft. Unter den untersuchten Modellen lagen vier Elektrofahrräder oberhalb der europäischen Grenzwerte für elektromagnetische Strahlung. Diese senden Störwellen aus, die u. a. die Funkdienste von Polizei und Feuerwehr im Umkreis von bis zu 100 m massiv beeinträchtigen. Der elektrische Antrieb samt Fahrradrahmen funktioniert als Antenne und sendet Strahlen aus, welche zu einem totalen Ausfall führen können.

In diesem Zusammenhang möchte ich die Herren Minister für Wirtschaft und Aussenhandel und Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur folgende Fragen stellen:

- Ist die Untersuchung der Elektrofahrräder der Regierung bekannt und, falls ja, welche Konsequenzen wurden umgehend in Betracht gezogen?

- Wissend, dass die Elektrofahrräder eine Spitzengeschwindigkeit bis zu 45 km/h erreichen können und in Anbetracht ihres Gewichts, wäre es nicht angebracht, spezielle Pedelec-Kurse, wie es der Fall in Deutschland ist, anzubieten?

Réponse commune (3.9.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les cycles à pédalage assisté.

La loi modifiée du 20 mai 2008 portant création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services désigne l'ILNAS comme autorité responsable de la surveillance du marché de plusieurs catégories de produits non alimentaires tout comme du contrôle des produits au sens de la loi modifiée du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique.

Lors d'un forum européen des experts de la surveillance du marché, qui a eu lieu en mai 2013, l'ILNAS a été informé par ses interlocuteurs allemands de problèmes de perturbation de certaines fréquences occasionnés par certains vélos électriques «Pedelec».

En conséquence, il a été décidé de lancer une campagne européenne au cours de l'année 2014 afin de vérifier la situation au niveau européen. Les résultats seront publiés à la fin de l'étude.

Au cas où des produits non conformes seraient découverts au Grand-Duché, des mesures adéquates seront décidées.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques définit en son article 2 le cycle à pédalage assisté comme «véhicule routier à deux roues au moins qui est propulsé conjointement par l'énergie musculaire de la ou des personnes qui se trouvent sur ce véhicule et par l'énergie fournie par un moteur auxiliaire électrique, dont

- la puissance nominale continue maximale ne dépasse pas 0,25 kW;

- l'alimentation est réduite progressivement si la vitesse du véhicule augmente et interrompue dès que le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt, si la ou les personnes qui se trouvent sur le véhicule arrêtent de pédaler.

À défaut pour le présent arrêté de disposer autrement de façon explicite, le cycle à pédalage assisté est assimilé au cycle.»

Il en découle que la vitesse maximale d'un cycle à pédalage assisté est de 25 km/h et qu'un tel véhicule est assimilé à un cycle, pour la conduite duquel aucune formation n'est exigée.

Question 2797 (1.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **suppressions de postes d'infirmiers:**

Nach dem Statement der Gesundheitskasse kommt es in der Tat zu einer Entlassungswelle von 46 Gesundheitsberuflern in den verschiedenen Kliniken des Landes. Eine neuere Version des kanadischen Evaluierungssystems PRN wird hier angewendet. Dabei ist es jedem Arzt bewusst, dass das Pflegepersonal in den Kliniken seit geraumer Zeit unter extremen und zum Teil unmöglichen Arbeitsbedingungen durchzuhalten hat.

Fragen:

1) Welche Kliniken sind konkret betroffen und mit wie viel Personalabbau?

2) Wie kann dies wissenschaftlich erklärt werden?

3) Wie hat sich die stationäre medizinische Aktivität in den Kliniken entwickelt? Gibt es eine Korrelation mit dem durch den PRN ermittelten Pflegeaufwand?

4) Haben der Minister und die CNS einen Einblick in die Berechnungsalgorithmen dieses vom von einer kommerziellen kanadischen Firma vermarkteten PRN ermittelten Pflegeaufwands?

5) Ist dieses System des PRN nicht ein okkultes und intransparentes Instrument?

6) Wie steht es mit einer neutralen wissenschaftlichen Studie, die diesen Stellenabbau ergründen soll?

7) Wie steht der Minister zu Argumenten der Pflegekräfte der Kliniken, dass dies zu Stresssituationen führen wird und dass die PRN-Bewertung die falsche Schlussfolgerung zieht?

8) Falls eine unabhängige Studie herausfinden sollte, dass die lückenhafte Dokumentation der Hauptgrund für das PRN-Resultat sein sollte, das jetzt zum Stellenabbau führt, was würde der Minister dann für konkrete Maßnahmen für die Organisation des Klinikbereiches vorschlagen?

Réponse (19.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Zur Beantwortung dieser parlamentarischen Anfrage möchte ich auf meine Antwort vom 31. Dezember 2012 auf die parlamentarische Anfrage Nr. 2418 des ehrenwerten Herrn Abgeordneten Jean Colombera zum gleichen Thema hinweisen *(cf. compte rendu n°4/2012-2013)*. Da in der Zwischenzeit keine neuen Elemente aufgetreten sind, ist meine Antwort auf diese parlamentarische Anfrage noch immer in vollem Umfang gültig.

Question 2798 (2.7.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **maison médicale à Wiltz:**

Il y a quelques mois, le Gouvernement avait annoncé d'ouvrir une maison médicale à Wiltz. En effet, vu les distances importantes à parcourir dans la région septentrionale du pays, une telle maison permettrait de prendre en charge nombre de patients, notamment durant les mois hivernaux.

Dans ce contexte, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du dossier en question?

- Pour quand au plus tard une maison médicale pourrait-elle fonctionner à Wiltz?

Réponse (20.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le système des maisons médicales constitue un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière. Chaque maison médicale est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. Le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, ceci tout en facilitant au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

La multiplication de maisons médicales, certes concevable en théorie, risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales, alors que la dotation de ces maisons

médicales supplémentaires en médecins généralistes disponibles s'avérerait très difficile, sinon impossible.

Dans cette optique et contrairement à ce que prétend l'honorable Député, le Gouvernement n'avait pas annoncé l'ouverture d'une nouvelle maison médicale supplémentaire à Wiltz, mais s'était dit ouvert à un projet-pilote visant à faciliter et soutenir la mise en place d'une structure complémentaire, à savoir notamment une consultation de groupe ou un modèle permettant aux médecins généralistes de Wiltz et de ses alentours de se relayer à offrir ainsi des consultations en dehors des heures normales d'ouverture des cabinets de consultation dans un lieu unique déterminé.

Ensemble avec l'administration communale de Wiltz, mes services ont cherché à trouver d'un côté ce lieu unique supplémentaire et d'un autre côté un concept ralliant tous les médecins intéressés. Même si le projet n'a pas encore pu entrer dans sa phase de réalisation, les intervenants et de la commune et de mon Ministère restent disponibles pour continuer à soutenir toute initiative médicale dans ce domaine.

Question 2803 (8.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **corruption dans le secteur de la santé:**

In einem kürzlich erschienenen Beitrag im „Stern" wird das Thema Korruption im deutschen Gesundheitswesen aufgegriffen. Es wird festgestellt, dass Korruption im Gesundheitswesen verbreitet ist, jedoch nicht strafbar. Es geht die Rede von gewissen Praktiken in denen Pharmareferenten Gegenleistungen anbieten (Prämien, Reisen, Gegenfinanzierung von Arbeitsgeräten…) für regelmäßige Gespräche und Vorstellungen von neuen Medikamenten und Präparaten, oder Teilnahme an Studien oder Nachweise der Verschreibung von gewissen Quantitäten eines konkreten Mittels. Im Beitrag wird darauf hingewiesen, dass Korruption im Gesundheitswesen ein enormes Problem sei. Schätzungen seitens Transparency International handelt es sich hierbei um die Summe von 9,4 Milliarden Euro im Jahr, die „verschenkt" werden.

Fragen:

1) Wie sieht es mit der gesetzlichen Grundlage hier in Luxemburg aus? Gibt es konkrete Paragraphen, die dieses „korrupte Verhalten" bestrafen?

2) Gab es in Luxemburg in den letzten zehn Jahren Strafverfahren, die sich mit dem Thema Korruption im Gesundheitswesen beschäftigten? Wenn ja, was war jeweils das Strafmaß, das von nationalen Gerichten ausgesprochen wurde?

3) Gedenkt die Regierung dem Parlament noch einen Gesetzesvorschlag zu unterbreiten, der „Korruption im Gesundheitswesen" strenger ahndet, auch angesichts der Tatsache, dass Korruption dem Gesundheitswesen hohe Kosten verursacht?

4) Auf wie viel schätzt das Ministerium die Korruption in unserem Gesundheitswesen, in Anlage (veuillez lire: Anlehnung) an den Betrag von quasi zehn Milliarden in Deutschland?

Réponse (4.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1) Die Praktiken, die in der parlamentarischen Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten aufgelistet werden, fallen nicht unter die Bestimmungen des Luxemburger Strafgesetzbuches in Bezug auf Korruption.

2) Es gab in den letzten zehn Jahren in Luxemburg kein Strafverfahren in Sachen Korruption im Gesundheitswesen.

3) Im Moment ist kein Gesetzesentwurf in Ausarbeitung, der die in der parlamentarischen Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten aufgelisteten Praktiken unter Strafe stellen würde, die auch in keinem unserer drei Nachbarländer strafrechtlich geahndet werden.

Question 2804 (8.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **rond-point Robert Schaffner dit «lergaart»:**

Am Wochenende vom 28.-30. Juni war der „Rond-point Robert Schaffner", im Volksmund „Irrgarten" genannt, gesperrt mitsamt allen Ausfahrten und Zufahrten. Neben Straßenbelag und Markierungsarbeiten hätte sich hier die Möglichkeit geboten, diesen „Irrgarten" befahrbarer und sicherer zu machen, z. B. durch das Anbringen von Markierungslinien für das sogenannte Einreihen der Fahrzeuge in bestimmte Spuren bei vorgegebenen Destinationen. Der „Irrgarten" weist bekanntlich drei Spuren auf und der Verkehr wird regellos abgewickelt und so stehen hier Kollisionen auf der Tagesordnung.

Fragen:

1) Wieso wurde die Chance dieser Tage nicht wahrgenommen, um diesen Rond-point verkehrstechnisch besser aufzustellen durch Anbringung von Leitmarkierungen?

2) Wieso gibt es in diesem Kreisverkehr auch nach den Arbeiten kein Schild, das eine Geschwindigkeitsbegrenzung anzeigt?

3) Denkt der Minister daran, den Rond-point umbauen zu lassen und dort beispielweise Verkehrsampeln anbringen zu lassen, die den Verkehr regeln und mithin sicherer gestalten?

4) Wird bei den Planungen und den nunmehr in Angriff genommenen Arbeiten am Rondpoint Serra (Kirchberg) aus diesen Planungs- und Designfehlern im Irrgarten gelernt und werden Leitsysteme angebracht?

5) Falls nicht, wie gedenkt der Minister dann den Verkehrsteilnehmern in nationalen Kreisverkehrsanlagen ein regeltreues Fahrverhalten anzueignen? Etwa durch obligatorische Fahrstunden auf dem Goodyear-Rennparcours in Colmar-Berg?

Réponse (20.8.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

1) Im Moment wird eine Verkehrsstudie erstellt, die als Basis für eine Verbesserung des Verkehrsflusses innerhalb und außerhalb des Verteilerkreises „Irrgarten" genutzt wird.

Aus diesem Grund wurden keine Änderungen der bestehenden Markierungen innerhalb des Verteilerkreises ausgeführt.

2) Innerhalb eines Verteilerkreises ist eine Geschwindigkeitsbegrenzung nicht sinnvoll, da aufgrund der engen Radien die Geschwindigkeit der Fahrzeuge aus physikalischen Gründen sehr begrenzt ist und deswegen nicht als Hauptursache für Unfälle infrage kommt.

3) Die Schlussfolgerungen aus der oben erwähnten Verkehrsstudie werden als Grundlage für eventuelle Umbaumaßnahmen am Verteilerkreis genutzt.

4) Es handelt sich weder um Planungs- noch um Designerfehler, sondern um Kapazitätsprobleme, die sich im Laufe der letzten zwanzig Jahre seit Inbetriebnahme der Autobahn ergeben haben, dies aufgrund des enormen zusätzlichen Verkehrssaufkommens.

5) Die Straßenverkehrsordnung ist für jeden Verkehrsteilnehmer bindend und gilt als Basis für das Fahrverhalten eines jeden Einzelnen.

Laut Artikel 140 der Straßenverkehrsordnung muss jeder Fahrzeugführer sein Fahrzeug so führen, dass er es stets in voller Gewalt hat. Das heißt auch, dass jeder Verkehrsteilnehmer seine Fahrweise und Geschwindigkeit den Straßenverhältnissen anpassen muss.

Obligatorische Fahrstunden auf dem Goodyear-Rennparcours in Colmar-Berg wären kontraproduktiv, da die Fahrweise innerhalb eines Kreisverkehrs nicht in Bezug zur Fahrweise auf einem „Rennparcours" steht.

Question 2807 (9.7.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **nouvelle imposition des tracteurs par l'Administration des Douanes et Accises:**

La loi du 22 décembre 2006 a modifié certaines taxes, dont celle de l'imposition des machines agricoles, et en particulier des tracteurs. Suivant une récente communication de l'Administration des Douanes et Accises portant «vérification a posteriori de votre déclaration de profession 108 (LUTRA)», de nombreux détenteurs de tracteurs ne seraient pas à considérer comme agriculteurs vu qu'ils restent en dessous des conditions minimales de revenu agraire enregistré par le Service d'Économie rurale (SER) pour pouvoir bénéficier de la gratuité de l'imposition. Cette gratuité leur a été accordée jusqu'à maintenant.

Étant donné que ces tracteurs, souvent des anciennes machines détenues par des usagers ponctuels, servent de par la nature même de l'engin à faire des travaux d'entretien et d'exploitation des terrains agricoles, forestiers et vinicoles, et que le récent changement d'imposition remet en question l'exercice d'entretien du paysage de ces détenteurs, je désire poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Combien de tracteurs et combien de détenteurs sont concernés par ce changement d'imposition?

- Quel est le montant de l'imposition demandée par engin?

- Le Gouvernement partage-t-il le souci des syndicats et des concernés qu'un certain nombre de détenteurs risquent d'abandonner l'exercice de l'entretien du paysage, étant donné qu'ils le pratiquent en termes de loisir et non pas en vue de produire un gain financier?

- Les personnes qui détiennent des tracteurs à la seule fin muséologique et qui sortent ces anciennes machines à des moments isolés et à des fins de démonstration lors de fêtes populaires et autres, sont-elles également concernées par l'imposition? Ce cas particulier, lié à l'exploitation muséologique, ne peut-il pas bénéficier d'une exception?

- Le Gouvernement ne pourrait-il pas envisager une révision de la nouvelle réglementation, afin de trouver un compromis avec les intérêts en cause?

Question 2842 (16.8.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**autorisation «LUTRA»:**

Selon la législation en vigueur, l'autorisation «LUTRA» permet l'exonération des accises sur le gasoil utilisé comme carburant dans les tracteurs et machines agricoles, viticoles, horticoles et de sylviculture.

Or, depuis un certain temps, l'Administration des Douanes et des Accises ne permet plus l'application des dispositions «LUTRA» aux exploitants agricoles amateurs et aux éleveurs amateurs d'animaux de race, grands et petits.

Dans ce contexte, j'aimerais interroger Messieurs les Ministres au sujet des points ci-après:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de l'interprétation restrictive récente des dispositions «LUTRA» de la part de l'Administration des Douanes et Accises?

- Messieurs les Ministres ne partagent-ils pas l'opinion que les exploitants agricoles amateurs et les éleveurs amateurs d'animaux de race apportent une contribution importante au niveau de l'entretien du paysage et de la nature et au niveau du maintien de la biodiversité dans notre pays?

- Monsieur le Ministre des Finances compte-t-il intervenir auprès de la direction de l'Administration des Douanes et Accises dans le sens d'un maintien des dispositions «LUTRA» au profit des exploitations prémentionnées?

Réponse commune (6.9.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les Ministres des Finances et de l'Agriculture ont pris connaissance d'un courrier adressé par l'Administration des Douanes et Accises à des propriétaires de tracteurs et des doléances soulevées dans ce contexte.

Dans le cadre de la lettre circulaire adressée par l'Administration des Douanes et Accises à un certain nombre de propriétaires de tracteurs agricoles, il y a lieu de distinguer entre deux législations à savoir

1) la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant …, réforme de la taxe sur les véhicules routiers … (et concernant notamment à l'article 41 les tracteurs), et

2) le règlement ministériel du 29 mars 2005 portant publication de la loi-programme belge du 27 décembre 2004 concernant les accises des huiles minérales et leurs exonérations des accises (- art. 429 -).

D'après ces deux lois, les tracteurs sont exonérés aussi bien de la taxe sur les véhicules routiers et des accises sur les carburants consommés, s'ils sont utilisés exclusivement pour les travaux agricoles, horticoles, viticoles, dans la pisciculture et la sylviculture.

Pour bénéficier de ces deux exonérations, l'exploitant envoie une déclaration de profession à l'administration, par laquelle il certifie qu'il exploite une entreprise agricole, viticole, horticole et de sylviculture. Cette simple formalité administrative a été observée par presque tous les propriétaires de tracteurs qui, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de la taxe sur les véhicules routiers en 2007, profitaient déjà d'une exonération en vertu de la loi de 1935. La déclaration de profession signée par le propriétaire a été acceptée par l'administration et la plupart des propriétaires de tracteurs ont ainsi continué à bénéficier des exonérations.

Or, vu que la vignette fiscale établie est valable pour cinq ans dans le cas d'une exonération, ce n'est qu'en 2012 qu'il a été constaté que certaines données étaient inexactes.

Afin de faciliter le traitement administratif de ces dossiers et de soutenir l'agriculture et l'entretien du paysage, les Ministres des Finances et de l'Agriculture, après concertation avec les organisations professionnelles agricoles et l'Administration des Douanes et Accises, ont décidé de ce qui suit.

Sont éligibles à une exonération de la taxe sur les véhicules routiers et de l'exonération des accises sur le gasoil utilisé comme carburant dans les tracteurs et machines agricoles, viticoles, horticoles, piscicoles et de sylviculture (déclaration de profession 108 ou autorisation «LUTRA»):

1. les entreprises qui figurent comme exploitations dans le fichier du Service d'Économie rurale (SER) et qui peuvent fournir une justification de viabilité économique de l'activité agricole correspondant à une marge brute d'au moins 9.600 euros par an (article 3 du règlement grand-ducal modifié du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitres 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural),

2. les exploitations agricoles, viticoles, horticoles, piscicoles et de sylviculture qui ne remplissent pas les conditions visées au point 1, mais qui peuvent fournir toute preuve jugée suffisante par l'Administration des Douanes et Accises que l'exploitation exerce une activité économique agricole (déclaration d'impôt, déclaration TVA …), sans qu'un montant minimal ne soit requis,

3. les personnes retraitées bénéficiaires d'une pension de vieillesse agricole. Pour ces personnes, la présentation de preuves démontrant une activité économique agricole ne sera pas nécessaire.

Sur demande, le SER continuera à fournir les documents certifiant les conditions reprises au point 1) ci-dessus.

À noter que le certificat délivré par le SER fait état de toute personne faisant partie de l'exploitation, y compris donc les personnes justifiant d'une pension de vieillesse agricole et qui ne sont plus membre cotisant ou chef de l'exploitation en question.

Les personnes visées par les points 2) et 3) s'adresseront donc à l'Administration des Douanes et Accises, le cas échéant avec les preuves demandées à l'appui.

Finalement, il est rappelé que la taxe annuelle sur les tracteurs a été réduite de 425 EUR à un maximum de 125 EUR (- loi budgétaire du 21 décembre 2007 -) et que l'âge pour être considéré comme «oldtimer», afin de profiter de la taxe forfaitaire de 25 euros, a été réduit de 35 à 25 ans pour les tracteurs agricoles (- loi budgétaire du 18 décembre 2009 -).

Question 2810 (9.7.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**organisation et accès des modules préparatoires aux études techniques supérieures pour les élèves en classe de 12e et 13e de la formation de technicien:**

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule que les détenteurs des diplômes de technicien (DT) peuvent avoir accès à des études techniques supérieures simultanément avec l'obtention de leur diplôme de technicien s'ils ont réussi des modules préparatoires spécifiques. La rentrée 2013/2014 sera la première à partir de laquelle tous les modules préparatoires pour les classes de 12e technicien seront en principe disponibles.

Or, c'est avec étonnement que je viens de prendre connaissance d'une lettre ministérielle, datée du 4 juillet 2013 et signée par la directrice adjointe de la Division de la Formation professionnelle du MENFP, qui fixe pour la rentrée 2013 des dispositions d'accès et de réussite des modules très restrictives et notamment plus restrictives en matière de langues que de mathématiques.

Un élève qui ne réussit pas un module préparatoire en langues arrête de suivre les modules préparatoires au semestre suivant. Dans ce cas, le module de renseignement général de la langue correspondante du semestre concerné est considéré comme non réussi est doit être rattrapé par l'élève.

Si l'élève a un échec dans un module préparatoire en mathématiques, le conseil de classe

peut décider de soumettre l'élève à un rattrapage du module non réussi. Si l'élève ne réussit pas ce rattrapage ou un autre module préparatoire en mathématiques, il arrête de suivre les modules préparatoires au semestre suivant.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que cela signifie qu'un élève n'ayant pas réussi son module semestriel en langue n'aura d'office pas de seconde chance pour ce module, vu qu'il doit - selon la lettre ministérielle - rattraper non pas le module préparatoire mais le cours normal?

2) Pourquoi est-ce que les critères en matière de mathématiques sont moins strictes vu la possibilité du conseil de classe de pouvoir autoriser un rattrapage? Pourquoi est-ce que Madame la Ministre ne donne pas le même pouvoir d'appréciation au conseil de classe en ce qui concerne les modules de langue?

3) Pourquoi ne pas permettre de façon générale aux conseils de classe de juger si certains élèves sont assez forts pour continuer à suivre les quelques modules donnant accès aux études supérieures, parallèlement à leur formation de technicien, même s'ils n'ont pas réussi directement un ou deux modules préparatoires?

4) Quels modules préparatoires seront opérationnels pour la rentrée 2013/2014?

Réponse (2.9.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La réforme de la formation professionnelle prévoit que les élèves qui poursuivent une formation professionnelle de technicien peuvent avoir accès aux études techniques supérieures sous condition d'avoir réussi les modules préparatoires dans la spécialité correspondante. En date du 4 juillet 2013, le Service de la formation professionnelle a adressé aux directions des lycées techniques offrant la formation professionnelle, une lettre concernant des explications en matière d'offre, d'organisation et d'accès aux modules préparatoires aux études techniques supérieures.

Ad 1) Les modules préparatoires aux études techniques supérieures dans la spécialité correspondante sont organisés pendant la plage horaire prévue pour les cours optionnels et ne font ainsi pas partie des modules obligatoires que l'élève est tenu de réussir et pour lesquels un rattrapage éventuel serait à organiser. En classe de 12e et de 13e de la formation de technicien, cette plage comprend six leçons hebdomadaires au total dont quatre leçons sont réservées aux modules préparatoires et deux leçons restent disponibles pour l'organisation des rattrapages. Étant donné que le module préparatoire en langues a une durée de quatre leçons, il n'est guère possible de rattraper ce module pendant les deux leçons prévues pour le rattrapage. S'y ajoute que le module préparatoire en langues se compose de deux leçons en provenance de l'enseignement général et de deux leçons prévues dans le cadre des modules préparatoires.

Donc, si un élève qui doit poursuivre pendant sa formation initiale huit modules préparatoires ne réussit pas un de ces modules, il s'avère impossible de le faire dans le cadre de sa formation initiale. La loi sur la réforme de la formation professionnelle prévoit dans ces cas la possibilité de faire les modules préparatoires dans le cadre de la formation tout au long de la vie.

Ad 2) Par rapport au module préparatoire en langues, le module préparatoire en mathématiques a une durée de deux leçons hebdomadaires et ainsi un rattrapage de ce module est possible pendant la plage horaire réservée à cet effet. La décision si l'élève peut rattraper un module préparatoire en mathématiques «non réussi» revient au conseil de classe. Cette décision est prise en fonction des résultats obtenus par l'élève dans les autres modules de la formation.

Ad 3) De façon générale, la lettre du Service de la formation professionnelle en matière du pouvoir de décision des conseils de classe ne reprend qu'une ligne directrice générale et il va de soi que les conseils de classe sont autonomes pour prendre leurs décisions de promotion et de remédiation des élèves.

Ad 4) Les modules préparatoires opérationnels pour la rentrée scolaire 2013/2014 comprennent les modules de langues (anglais, français et allemand) ainsi que les modules de mathématiques (niveau T - haute technicité et niveau B - basse technicité) du 5e et du 6e semestre de la classe de 12e de la formation de technicien.

Q186

Question 2811 (9.7.2013) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant l'**harcèlement à l'école:**

Le phénomène du harcèlement, qu'il soit moral ou physique, exercé ou subi, ne concerne plus une minorité de personnes dans notre société. La connotation juridique du terme «harcèlement» n'existe, dans la plupart des pays, que dans la sphère professionnelle. Compte tenu notamment de l'âge des écoliers, il est en effet difficile d'étendre sa définition dans le cadre scolaire. Or, le harcèlement à l'école devient une réalité quotidienne de plus en plus inquiétante. Une récente étude a montré que globalement entre 10 et 15% d'adolescents seraient victimes d'une forme de harcèlement à l'école.

Les technologies de l'information et de la communication sont souvent utilisées comme moyen d'intimidation d'un ou de plusieurs camarades de classe, que ce soit sous forme de menace physique, de harcèlement verbal ou d'exclusion sociale. Ce type de violence, appelé également «cyberintimidation» ou «violence numérique», est souvent exercé par les jeunes via la diffusion de photographies et de messages malveillants, notamment à travers les réseaux sociaux.

Ce harcèlement peut avoir de lourdes conséquences pour les victimes, souvent en âge d'adolescence, période de vie déjà sensible aux niveaux psychologique et social et peut mener jusqu'au suicide dans les cas extrêmes, qui pourtant deviennent de moins en moins rares dans notre société.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Communications et des Média et à Monsieur le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Existe-t-il des statistiques sur le phénomène du harcèlement (toutes formes comprises), de la «cyberintimidation» ou du «cybermobbing» dans les établissements scolaires au Luxembourg?

2) Sachant qu'il est difficile d'envisager un cadre législatif en la matière, comment le Gouvernement entend-il réagir face à ce phénomène inquiétant touchant les jeunes générations?

Réponse commune (31.7.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Justice*, de **M. Marc Spautz,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Ad 1) Le phénomène du cyberharcèlement a été documenté au Luxembourg dans le cadre d'un projet de recherche couvrant les trois pays du BENELUX en 2010. Les résultats de l'étude montrent qu'au Luxembourg:

- 8 à 10,4% des élèves et étudiants âgés entre douze et 24 ans ont déjà été victimes de cyberharcèlement,

- 3,8 à 4,4% des personnes interrogées sont même régulièrement harcelées (au moins une fois par mois ou même tous les jours).

Cette étude a aussi confirmé que le cyberharcèlement se fait plus souvent à l'extérieur de l'école qu'à l'intérieur de celle-ci, la spécificité de l'harcèlement en ligne faisant que le harcèlement lié au cadre scolaire se prolonge en dehors de l'école.

En 2011, la demande en formations ciblant particulièrement le sujet du cyberharcèlement a connu une forte croissance au niveau des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire.

Ad 2) La future loi sur la cybercriminalité (projet de loi n°6514), en cours de procédure parlementaire, va permettre une meilleure poursuite de toutes les infractions commises par le biais d'Internet donc également de la «cyberintimidation» et du «cybermobbing», notamment par l'introduction du délit d'usurpation d'identité particulièrement répandu sur les réseaux sociaux.

Le Code pénal réprime en outre à l'heure actuelle déjà le harcèlement en dehors de la sphère professionnelle s'il est obsessionnel (art. 442-2 du Code pénal introduit par la loi du 5 juin 2009).

Cet article ensemble avec les nouvelles dispositions en matière de cybercriminalité devraient permettre aux autorités judiciaires de combattre efficacement les phénomènes décrits par l'honorable Députée Madame Doerner.

Depuis plus de dix ans, le Gouvernement poursuit une politique préventive en matière des risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication.

Ainsi, en 2007, le Lycée technique des Arts et Métiers a été le premier lycée à développer ensemble avec CASES et LuSI une approche cohérente à l'égard des défis liés à l'utilisation des nouveaux médias.

Depuis 2007, sous l'impulsion des Ministères de l'Éducation nationale et de l'Économie, des sessions de sensibilisation sont réalisées dans les classes de l'enseignement secondaire. Ces sessions, qui traitent aussi le sujet du cyberharcèlement, sont obligatoires pour toutes les classes de 7e depuis l'année 2008. Depuis plusieurs années, ces sessions sont aussi offertes aux classes de l'enseignement fondamental.

Des sessions de formation ont été offertes régulièrement aux enseignants et éducateurs et actuellement plus de 700 sessions sont organisées par an, cadre scolaire et extrascolaire confondus, y inclus maison relais et maisons de jeunes.

En 2008, les deux ministères précités ont élargi le champ d'action en signant un «memorandum of understanding» avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui comprend les deux éléments suivants:

- la définition d'une approche commune en matière de sensibilisation, suivie régulièrement par un comité interministériel et coordonnée sur le terrain par le Service National de la Jeunesse

- la pérennisation des services d'aide et d'intervention du Kanner-Jugendtëlefon, gestionnaire de la BEE SECURE Helpline et de la BEE SECURE Stopline.

Depuis 2010, les actions communes et les services offerts s'affichent sous la dénomination BEE SECURE.

Suite à une demande croissante de formations ciblant le cyberharcèlement, BEE SECURE a lancé une campagne spécifique sur ce sujet pour l'année scolaire 2012/2013. Sous le titre «Not funny, BEE FAIR», la campagne vise à appeler harceleurs et témoins à prendre leurs responsabilités (www.bee-fair.lu). Mais elle a aussi permis de promouvoir les mesures d'aide existantes dont peuvent profiter les personnes harcelées:

- la BEE SECURE Helpline, qui offre un premier soutien psychologique et des astuces pratiques. Ce service est accessible au numéro de téléphone 26 64 05 44.

- Les services de consultation psychologique et de médiation conventionnés avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration qui offrent une assistance en matière de médiation entre les parties ou, le cas échéant, un soutien thérapeutique pour les victimes:

- AFP Erzéiungs- a Familljeberodung à Luxembourg,

- Haus 89 à Luxembourg,

- Centre de médiation à Luxembourg,

- Centre de médiation sociofamiliale Pro Familia à Dudelange.

BEE SECURE est aussi présent dans le cadre extrascolaire, ainsi des actions de sensibilisation interactives sont proposées lors d'événements socioculturels.

Comme la prévention en matière des risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication doit se situer dans un cadre plus large, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a élaboré un concept-cadre pour l'éducation aux médias qui sert de base aux travaux curriculaires dans les différents ordres d'enseignement. Dans cette optique, le nouveau plan d'études de l'école fondamentale comprend la dimension «éducation aux médias» où sont décrites les compétences relatives à l'éducation aux médias à développer au cours de l'enseignement fondamental dans les différents domaines de développement et d'apprentissage.

Dans le cadre des travaux relatifs à la réforme de l'enseignement secondaire, l'éducation aux médias sera intégrée parmi les compétences transversales à développer.

Question 2812 (9.7.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **couverture de risque des volontaires de l'armée:**

Il me revient que la couverture de risque des volontaires de l'armée en cas d'incident lors de missions sur notre territoire ou lors de déplacements à l'étranger ne semble pas être réglée de façon précise et satisfaisante. Les agents de la Police grand-ducale seraient dans une situation similaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Défense ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Ministre peut-il m'expliquer dans quelle mesure la protection juridique et civile s'applique aux soldats de l'armée luxembourgeoise ainsi qu'aux agents de la Police grand-ducale?

Réponse commune (11.9.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député concerne la protection juridique et civile applicable aux soldats de l'armée luxembourgeoise respectivement aux agents de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, il importe de rappeler que l'article 32 paragraphe 1 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «le respect et la défense des intérêts légitimes du fonctionnaire et de sa famille doivent être la préoccupation de l'autorité supérieure».

De même, l'article 32 paragraphe 4 du statut général dispose que «l'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes».

Une note du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative approuvée par le Gouvernement en conseil le 15 janvier 1998 vient préciser que la protection prévue à l'article 32 paragraphe 4 précité trouve application aussi bien lorsque le fonctionnaire intente une action contre un tiers que lorsqu'il est attaqué en justice, mais que l'existence d'une faute personnelle délie l'administration de son devoir de protection.

Il importe de remarquer que le paquet de réformes dans la fonction publique comprend également diverses mesures visant à préciser les conditions d'application de la protection de l'État.

Concernant la responsabilité civile, les fonctionnaires de l'armée et de la police sont soumis au même régime de responsabilité que les autres fonctionnaires de l'État.

Aux termes de l'article 30 de la Constitution «nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement».

La jurisprudence a fait rentrer dans le champ d'application de cette disposition également le principe que les fonctionnaires sont personnellement responsables des dommages qu'ils causent fautivement dans l'exercice de leurs fonctions. Or, la jurisprudence est fluctuante en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des fonctionnaires. Ainsi, certaines décisions retiennent ainsi que le fonctionnaire est responsable de sa faute lourde commise dans l'exercice de ses fonctions, tandis que d'autres le déclarent responsable de sa faute simple.

Pour ce qui est des soldats de l'armée luxembourgeoise respectivement des volontaires de police, la situation se présente comme suit:

- Les volontaires de l'armée constituant une catégorie de personnel «sui generis» de sorte que les dispositions de l'article 32 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ne leur sont pas applicables. Soucieux de conférer aux volontaires de l'armée une protection juridique équivalente à celle revenant aux militaires de carrière, une disposition légale spécifique figurera dans le projet de loi relatif à la discipline dans l'armée luxembourgeoise.

- Les volontaires de police se trouvent au regard de l'assistance juridique dans la même situation que les policiers assermentés.

Question 2817 (18.7.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **réserves financières du Centre national sportif et culturel (CNSC):**

Selon le rapport spécial de la Cour des Comptes sur les établissements publics 2013, le CNSC aurait accumulé au fil des années d'importantes réserves.

La constitution de ces réserves par le CNSC résulterait inter alia du fait que ses prévisions budgétaires qui servent de base à la détermination des dotations étatiques étaient toujours surévaluées au niveau des dépenses. Cette «pratique» qui avait déjà été mise en cause en ce qui concerne les exercices 2006 à 2008 s'est poursuivie en 2009 et 2010. Dans son rapport de 2013, la Cour des Comptes insiste donc qu'il soit enfin tenu compte de ses recommandations et que les dotations étatiques prennent en considération les réserves du CNSC et se fondent sur des prévisions budgétaires réalistes. Notons au passage que le conseil d'administration du CNSC ne peut décider du budget d'investissement et d'exploitation ainsi que des comptes de fin d'exercice que sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle, i. e. le Ministre des Sports.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les prévisions budgétaires (recettes et charges d'exploitation) du CNSC pour les années 2011, 2012 et 2013 ainsi que les recettes et charges d'exploitation telles qu'elles résultent du compte de profits et pertes du CNSC pour les années 2011 et 2012?

- Quels montants ont été/seront alloués au CNSC au titre de dotations budgétaires de l'État pour les années 2011, 2012 et 2013?

- Au vu des réserves accumulées par le CNSC, le Ministre ne considère-t-il pas qu'il faudrait davantage décharger financièrement les usagers primaires du CNSC, i. e. les fédérations sportives? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures préconisées par le Ministre en la matière?

Réponse (22.8.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

- D'entrée, je tiens à relever que conformément aux dispositions de l'article 1, alinéas 1 et 2 de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, ce dernier est un établissement public qui dispose de la personnalité juridique et qui jouit de l'autonomie financière et administrative sous la tutelle du Ministre ayant dans ses attributions le sport.

Il en résulte que l'établissement public peut constituer des réserves pour autant que les comptes de fin d'exercice qui renseignent notamment le résultat de l'exercice aient été approuvés par le Ministre de tutelle et par le Conseil de Gouvernement conformément à l'article 5 point (1), premier tiret et à l'article 10 de la loi du 29 juin 2000 susvisée.

À cet égard, il importe de souligner que, depuis sa création, les principes et les méthodes comptables utilisés par le Centre national sportif et culturel n'ont jamais fait l'objet de la moindre objection de la part des réviseurs d'entreprise désignés par les gouvernements en conseil successifs conformément à l'article 9 de cette même loi. Il en ressort que le principe d'une charge relative à l'affectation aux fonds pour projets arrêtés et aux fonds de renouvellement de l'équipement a ainsi toujours été entériné, en vertu de la condition pour le Centre de disposer préalablement de moyens financiers avant de pouvoir les engager dans des investissements.

- Des réserves pour projets arrêtés ont de la sorte été constituées. Ces projets sont réalisés ou en cours d'achèvement et les moyens afférents sont quasiment épuisés.

- Conformément aux dispositions de l'article 5, point (1), quatrième tiret de la loi du 29 juin 2000, le conseil d'administration décide des «travaux de construction, de grosses réparations ou de démolition» sous réserve de l'approbation du Ministre de tutelle.

À noter que la loi précitée a notamment attribué à l'établissements public - locataire d'un immeuble appartenant à l'État - le droit de prendre des décisions au sujet de travaux portant sur l'aspect extérieur de l'immeuble et sur les grosses réparations qui incomberaient en principe au propriétaire.

Les modalités afférentes sont d'ailleurs confirmées et détaillées dans le cadre de la convention conclue entre l'État et le Centre en application de l'article 2, dernier alinéa de la loi mentionnée du 29 juin 2000.

Le fonds de renouvellement/amortissement dont l'alimentation a été initiée puis approuvée dans leurs rapports respectifs au Gouvernement, dès 2004 par les successifs Ministres de tutelle ayant eu les sports dans leurs attributions et dont le principe n'a jamais été contesté par la Cour des Comptes, permet le maintien des équipements et installations à un niveau de qualité nécessaire à l'accueil du grand public et du sport luxembourgeois en général (sport scolaire, sport fédéral).

Ce n'est que grâce à l'existence du fonds de renouvellement/amortissement que toutes ces dépenses de l'ordre de 1,0 à 1,5 mio € par an peuvent être financées. Il en résulte que ce fonds de renouvellement/amortissement est indispensable à la pérennité de la Coque en tant que centre sportif et culturel.

- De nombreux travaux et réparations d'envergure ont été financés à charge dudit fonds, ce mécanisme en permettant l'exécution sans inscription au budget de fonctionnement et d'exploitation. Ainsi ont pu être concrétisés, entre autres, la mise en conformité des bassins de natation, l'acquisition du cube dans l'Aréna, de la paroi de séparation entre le gymnase et l'Aréna, les réfections et mises à norme des sols des différents espaces sportifs, l'aménagement des alentours. Une liste des principales réalisations est jointe à la présente, qui a d'ailleurs été soumise, lors de sa visite de la Coque, à la commission parlementaire de l'exécution budgétaire laquelle a approuvé vivement ces investissements.

- En ce qui concerne les estimations budgétaires des années 2011 et 2012, il résulte du tableau ci-après que, d'une part, les recettes estimées sont en adéquation avec les recettes commerciales et ne sont donc pas sous-évaluées et que, d'autre part, les prévisions des dépenses sont tout à fait réalistes et ne sont donc pas surévaluées.

Les résultats des exercices qui se chiffrent respectivement à 6.689,59 € et 9.331,65 € corroborent ce qui précède.

Exercice	2011	2012	2013
Recettes estimées	3.868.700,00	4.129.200,00	4.455.450,00
Recettes réalisées	3.919.478,76	4.209.463,10	en cours
Écart	50.778,76	80.263,10	/
%	1%	2%	/
Dépenses estimées	10.085.380,00	10.639.680,00	11.290.205,00
Charges constatées	10.293.532,62	10.780.449,52	en cours
Écart	208.152,62	140.769,52	/
%	2%	1%	/
Résultat de l'exercice	6.689,59	9.331,65	en cours
Dotations de l'État	6.200.000,00	6.425.000,00	6.495.000,00

- Par ailleurs, il convient de faire remarquer que la contribution de l'État aux frais de fonctionnement courants du Centre sportif national et culturel n'est pas à considérer comme subvention pure sans contrepartie pour l'État. Ainsi la Coque est mise à disposition des classes de l'enseignement secondaire et secondaire technique, de même que de l'École européenne sans que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'ait à payer des frais de location de ces espaces. De même, le département ministériel des Sports ne participe pas directement aux frais engendrés dans le chef des fédérations sportives par la mise à disposition gratuite d'espaces et de services fournis par la Coque, mais le fait indirectement en intégrant le coût y relatif dans la dotation budgétaire annuelle allouée à l'établissement public.

Il est important de souligner que la valeur de ces prestations en faveur de l'État est supérieure à sa dotation annuelle, de sorte que celles-ci sont encore financées en partie par les moyens propres du Centre, diminuant de ce fait la charge du contribuable.

Conclusions

Les investissements faits - qui ont pu se faire - ont généré des offres supplémentaires d'activités et d'accueils aux usagers, aux clients.

Sans les enveloppes financières constituées pour projets arrêtés et pour le renouvellement/amortissement, et ce exclusivement par des moyens propres, la Coque n'aurait pas été à même de remplir sa mission de service public ni d'accueillir des manifestations d'envergure en intérieur comme en extérieur, faute d'équipements et installations appropriés, mais également faute de conformité et de qualité des infrastructures.

Ainsi, les Jeux des petits États d'Europe de 2013 n'auraient pas pu avoir le succès sportif et populaire que nous venons de connaître.

Tous les investissements réalisés ont permis de véhiculer une image flatteuse du sport luxembourgeois et du Luxembourg en général. Ainsi la Coque en est devenue une vitrine dont peut se targuer le Luxembourg avec le souci constant du CNSC de garantir l'excellence de ses installations.

La gestion rigoureuse du Centre a non seulement permis d'assurer la pérennité de la Coque quant à ses infrastructures, équipements et installations mais aussi d'accomplir sa mission de service public au bénéfice de tous les utilisateurs primaires de la Coque qui sont certes les fédérations sportives, mais aussi les établissements scolaires et baigneurs au centre aquatique de la Coque profitant d'un prix social.

La suggestion faite par Monsieur le Député de dégrever davantage les fédérations étonne puisqu'il n'y a pas cette accumulation de réserves. Celles-ci ont été et seront investies pour fournir précisément la possibilité aux utilisateurs et organisateurs des fédérations sportives la gratuité des équipements dont ils ont besoin.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2818 (18.7.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **Maison de l'orientation:**

La Maison de l'orientation, qui a ouvert ses portes à Luxembourg fin février 2012, forme un service destiné à conseiller des adolescents et des adultes, notamment pour ce qui est de leur formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir des données statistiques concernant les demandes les plus diverses formulées par le public visé depuis l'ouverture de la Maison de l'orientation? Quels sont les services les plus sollicités?

- Combien de contrats d'apprentissage ont pu être conclus par le biais de cette nouvelle structure?

- Quelles catégories de personnel et combien de personnes travaillent au service de la Maison de l'orientation?

- N'est-il pas envisagé d'intégrer le CEDIES dans les locaux de la nouvelle Maison de l'orientation afin d'offrir tous les services sous un même toit? Dans la négative, quelle en serait la raison?

- Dans une perspective de décentralisation administrative et à moyen terme, est-il prévu d'ouvrir une antenne de la Maison de l'orientation dans la région «Nordstad», par exemple à Diekirch?

Réponse commune (2.9.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La Maison de l'orientation regroupe sous un même toit cinq services de trois ministères, spécialisés entre autres dans l'information, la consultation et l'accompagnement des personnes qui cherchent une formation ou un métier.

Les services regroupés dans la Maison de l'orientation sont pour le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires, le bureau régional «Luxembourg» de l'Action locale pour jeunes et la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants. Le Ministère du Travail et de l'Emploi est présent par son Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi et le Ministère de la Famille et de l'Intégration participe aux activités de la Maison de l'orientation à travers l'antenne régionale «Centre» du Service National de la Jeunesse.

Deux a.s.b.l. ont également leurs bureaux dans la Maison de l'orientation: l'Agence nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie (Anefore a.s.b.l.) et la Fédération des associations de parents d'élèves du Luxembourg (FAPEL a.s.b.l.).

Le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'est pas présent dans la Maison de l'orientation en ce moment.

Il a une double mission qui consiste dans l'attribution d'aides financières pour études supérieures et dans l'information sur les études de l'enseignement supérieur ainsi que sur les débouchés professionnels et les métiers demandant une qualification de l'enseignement supérieur. Ces activités sont liées d'une part et dépassent d'autre part les missions de la Maison de l'orientation d'un point de vue contenu tout en visant un public cible défini qui souhaite entamer ou poursuivre des études supérieures.

Le CEDIES collabore étroitement avec les services de la Maison de l'orientation en ce qui concerne les interventions en classes terminales pour informer sur les études supérieures.



1. Le personnel de la Maison de l'orientation: (en équivalent temps plein, ETP)

	CPOS	ADEM-OP	ALJ bureau Luxembourg	SNJ (antenne Centre)	CASNA	TOTAL
Éducateur gradué	0,75	8	3,5	2	0	14,25
Psychologue	8,75	1	0	0	0	9,75
Pédagogue	0	0	0	0,5	0	0,5
Assistant social	0,5	0	0	0	0	0,5
Chargé d'éducation	0	0	0	0	28h	28h
Personnel administratif	4,75	7,25	0	Conseiller externe en informatique	0,2	12,2
Concierge	0	0	0	0	0	1

Un comité de pilotage, composé des responsables des services partenaires, se réunit une fois par mois pour déterminer les actions communes. Une collaboratrice du MENFP coordonne ces activités communes.

Entre septembre 2012 et fin mai 2013, le numéro vert 8002-8181 a été appelé 1.807 fois. La permanence téléphonique étant assurée en alternance par les différents services.

En cette même période, 57 demandes par courriel sont parvenues à l'adresse électronique de la Maison de l'orientation.

Les demandes concernent tous les volets de l'orientation scolaire et professionnelle, du choix des études secondaires, de la formation professionnelle initiale et adulte, des études supérieures, des formations continues ainsi que des questions de réorientation scolaire et professionnelle de personnes de tout niveau de qualification.

Les statistiques de consultation des sites Internet sont les suivantes:

- www.anelo.lu:	37.508 visiteurs
- www.beruffer.anelo.lu:	101.753 visiteurs
- www.cie-ep.anelo.lu:	18.525 visiteurs
- www.entretien.anelo.lu:	871 visiteurs (en ligne depuis octobre 2012)
- www.jobs.youth.lu:	76.543 visiteurs
- www.stages.youth.lu:	13.510 visiteurs

2. Sollicitations du service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM-OP)

Les conseillers en orientation du service d'orientation professionnelle (OP) de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) ont effectué 487 interventions (durée moyenne: deux heures) en classes scolaires du cycle inférieur ou cycle supérieur de l'enseignement secondaire ou secondaire technique. 10.373 élèves, jeunes sans emploi, adultes ou demandeurs d'emploi envoyés par les bureaux de placement de l'ADEM, se sont présentés au service d'orientation professionnelle de l'ADEM. 1.555 jeunes ont pu conclure un contrat d'apprentissage initial et 397 personnes ont été placées sous la formule d'un contrat d'apprentissage pour adultes.

3. Sollicitations du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Le CPOS compte 4.065 rendez-vous et 803 consultations pour l'exercice 2012. À ces chiffres s'ajoutent 108 demandes d'information concernant surtout le système scolaire et les différentes formations offertes.

Le nombre de situations suivies par rapport à l'année précédente est en augmentation alors que la durée moyenne du suivi connaît une légère baisse. En effet, les consultations en relation avec l'orientation scolaire et professionnelle, en augmentation depuis le déménagement du CPOS dans la Maison de l'orientation, ne nécessitent que rarement un suivi à long terme, contrairement aux prises en charge psychothérapiques.

Le public qui s'adresse au CPOS est majoritairement composé d'adolescents et de jeunes adultes. Cependant, il arrive que des adultes à la recherche d'un emploi ou en phase de réorientation sollicitent également les services du CPOS.

4. Sollicitations de l'Action locale pour jeunes (ALJ)

L'ALJ se caractérise par sa démarche proactive puisqu'elle prend systématiquement contact avec les jeunes les plus défavorisés en vue de leur proposer un accompagnement individuel pour développer et réaliser un nouveau projet. En effet, tous les jeunes orientés vers la formation professionnelle de base et tous les jeunes ayant arrêté leurs études sans diplôme dans le système scolaire luxembourgeois sont contactés par l'ALJ.

Dans le contexte de cette approche proactive, les collaborateurs du bureau régional Luxembourg de l'ALJ ont contacté et suivi 1.025 jeunes entre février 2012 et fin juin 2013.

Des chiffres exacts concernant le nombre de jeunes qui ont contacté l'ALJ par leur propre initiative ne sont pas disponibles, vu que l'ALJ ne dispose pas encore de base de données à ce sujet.

5. Sollicitations de la Cellule d'accueil scolaire pour nouveaux arrivants (CASNA).

Entre février 2012 et juillet 2013, 1.092 dossiers ont été ouverts lors d'entretiens avec des élèves nouveaux arrivants. À côté de ces dossiers, le personnel du CASNA a encore eu environ 300 entretiens avec des personnes qui ont demandé des informations, sans que le CASNA ait dû constituer un dossier.

6. Activité de l'antenne «Centre» du Service National de la Jeunesse (SNJ).

Le SNJ propose une première expérience professionnelle à des jeunes par un service volontaire d'orientation. Pendant la période du service volontaire, les jeunes sont encadrés par un tuteur sur le lieu de travail et par un éducateur gradué du SNJ.

7. La perspective de décentralisation de la Maison de l'orientation

Décentraliser les offres de la Maison de l'orientation faciliterait aux demandeurs l'accès aux informations, mais en même temps une décentralisation exigerait des services partenaires de la Maison de l'orientation une mise à disposition de ressources humaines supplémentaires pour garantir une présence régulière sur plusieurs sites. Voilà pourquoi, en cette période de pénurie de ressources, une multiplication des sites de la Maison de l'orientation est difficilement envisageable. Toutefois, il est prévu de garder les sites locaux existants.

Ainsi, la Maison sociale à Differdange accueille dans un même bâtiment l'ADEM y inclus le Service d'orientation professionnelle, l'ALJ, le service emploi de la commune et les services sociaux. Une collaboration étroite y existe avec l'antenne régionale du SNJ.

À Esch-sur-Alzette, le bureau régional de l'ALJ a déménagé dans le bâtiment de l'ADEM à Belval, où un «Berufsinformatiounszentrum» (BIZ) ouvrira ses portes sous peu. Il est également prévu à court terme que le CPOS y assurera une permanence hebdomadaire. Une collaboration étroite existe avec l'antenne régionale du SNJ.

À Ettelbruck, le CPOS assure depuis avril 2013 une permanence hebdomadaire dans les locaux de l'ALJ; une collaboration étroite y existe avec l'antenne nord du SNJ et l'ADEM à Diekirch.

Les bureaux régionaux de l'ADEM, de l'ALJ et du SNJ ont développé une étroite collaboration au courant des dernières années; ce travail en réseau assurant des résultats plus efficaces.

Q188

Question 2819 (29.7.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **critères applicables dans le cadre des compositions des classes à l'école fondamentale et l'incidence de l'organisation scolaire sur le libre choix des parents à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse:**

Selon l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le ministre.

Dans ce cadre, est-ce que Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle peut me renseigner sur les points suivants:

- Quelle est la procédure exacte selon laquelle la composition des classes (la répartition des différents élèves sur les différentes classes) et l'attribution des titulaires doivent être opérées? Est-ce qu'il existe une procédure unique pour toutes les écoles ou est-ce que ces procédures relèvent de l'autonomie communale? Qui a la compétence de décision finale pour la détermination de la composition des classes d'élèves à l'école fondamentale?

- Quels sont les réflexions, les principes pédagogiques et les critères applicables et appliqués dans le cadre de cette procédure? Est-ce que les critères retenus pour cette procédure doivent être homogènes et identiques à l'intérieur d'un même cycle, pour tous les cycles d'enseignement et concernant la détermination de toutes les classes d'une même école fondamentale?

- Existe-t-il des lignes directrices, recommandations ministérielles ou un recueil de «bonnes pratiques» à ce propos? Dans la négative, est-ce que le MEN envisage à en développer et les intégrer à la prochaine circulaire du printemps? Le cas échéant, quelle serait l'importance accordée aux principes (a.) de la participation des parents, voire des enfants, (b.) de la transparence de la procédure choisie, (c.) et de l'évitement de conflits d'intérêts (par exemple des membres de l'équipe pédagogique/du comité d'école étant directement concerné par l'organisation scolaire en ayant des enfants scolarisés à la même école dans laquelle ils sont affectés)?

- De quelle manière est-ce que les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social compris dans le contingent de leçons d'enseignement (selon l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental) peuvent intervenir dans la répartition des élèves aux différentes classes? En effet, lors de la création des classes dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire, il est attribué d'office à chaque classe (à partir du cycle 2) deux heures hebdomadaires incluses dans le contingent pour le cours de formation morale et sociale. Dans certaines écoles, les élèves sont par après regroupés à l'intérieur d'un cycle dans différentes classes selon leurs inscriptions à ce cours, de manière à recevoir des classes homogènes où aucun élève n'est inscrit à ce cours.

Ainsi, deux heures du contingent sont libérées pour être affectées à d'autres fins que prévu par le contingent attribué respectivement par la loi, comme par exemple des leçons de cours d'appui au niveau de l'ensemble des classes d'une même école ou d'autres fins encore.

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette pratique courante susceptible d'une utilisation détournée des heures prévues et attribuées pour la formation morale et sociale conduisant entre autres à une pratique ségrégative répartissant les élèves dans des classes selon leurs inscriptions aux cours respectifs? Est-ce que Madame la Ministre a connaissance du fait que dans certaines écoles, les élèves sont répartis dans les différentes classes sur base de leur inscription au cours de formation morale et sociale respectivement au cours d'instruction religieuse et morale?

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que cette pratique est conforme à l'article 2 du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2e, 3e et 4e cycles de l'enseignement fondamental: «Art. 2. Ne peuvent en principe être créées des classes regroupant uniquement des élèves soit d'éducation morale et sociale soit d'instruction religieuse et morale, sauf s'il n'y a aucune demande pour l'un des deux cours.»?

- Est-ce que Madame la Ministre considère qu'une répartition d'élèves selon leur inscription à ces cours ne constitue pas un traitement privilégié de l'un ou de l'autre groupe d'élèves, ce qui est à l'encontre de la liberté de conscience invoquée à l'article 4 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire («Art. 4. Dans le respect de la liberté de conscience des élèves et à l'exception des cours d'instruction religieuse et morale, la formation scolaire ne privilégie aucune doctrine religieuse ou politique.»)?

- Comment juge-t-elle le fait que cette pratique peut influencer le libre choix des parents concernant l'inscription aux cours respectifs? Cette manière de procéder dans le cadre de l'organisation scolaire ne peut-elle pas éventuellement compromettre le libre choix des parents quant à l'inscription au cours de formation morale et sociale ou à l'instruction religieuse et morale: les parents d'élèves font des choix stratégiques en fonction des regroupements d'élèves respectivement des titulaires en formation morale et sociale afin d'orienter leur enfant vers telle classe et/ou tel titulaire privilégié ou non.

- Est-ce que Madame la Ministre estime qu'une pratique de répartition des élèves dans le cadre de l'organisation scolaire sur base de leur inscription respective au cours de formation morale et sociale ou au cours d'instruction religieuse et morale est respectueuse des droits de l'enfant, notamment du principe de traitement égal et de non-discrimination prévu à l'article 2 de la CIDE: «1. Les États parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.»?

- Le cas échéant, comment entendez-vous intervenir auprès des autorités communales afin d'éviter des pratiques discriminatoires sur base de l'inscription à ces cours respectivement du motif de l'appartenance ou de l'exercice d'une croyance religieuse ou d'appartenance à une confession religieuse?

- Est-ce que vous entendez demander en avis l'ORK, la CCDH respectivement le CET concernant les pratiques respectives qui semblent s'installer au niveau national?

- Est-ce que les inspecteurs d'école fondamentale contrôlent l'utilisation finale des heures accordées dans le cadre du contingent après finalisation de l'organisation scolaire et la détermination des classes dans le programme «Scolaria»?

- Est-ce que Madame la Ministre a connaissance d'un manque d'heures de cours d'appui au niveau national et des critères appliqués au niveau local pour attribuer les heures respectives? Comment les écoles peuvent se voir accorder des heures de cours d'appui supplémentaires sans recourir à la pratique «créative» décrite ci-avant? Ne faudrait-il pas flexibiliser et faciliter l'attribution d'heures d'appui sur base de l'article 8 du règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental afin de répondre aux besoins locaux variés pendant une année scolaire? (Mém. A-39 du 15 mars 2010, p. 630) («Art. 7. Les leçons nécessaires pour assurer l'enseignement moral et social sont attribuées aux communes ou syndicats scolaires sur la base du nombre de leçons d'enseignement moral et social prévu par l'organisation scolaire. Art. 8. Pour répondre à des besoins exceptionnels et sur demande motivée de la commune ou du syndicat scolaire un supplément de leçons peut être accordé par le Ministre.»)

Réponse (2.9.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'établissement des organisations scolaires communales concernant l'enseignement fondamental est régi:

1) par les articles 12, 38 et 39 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) par les dispositions du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, ainsi que les modalités de leur transmission;

3) par les dispositions du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale, ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2e, 3e et 4e cycles de l'enseignement fondamental;

4) par la circulaire ministérielle annuelle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée scolaire subséquente.

Des dispositions énumérées ci-dessus, il résulte que la composition des classes et l'occupation des postes d'enseignants relève de l'autonomie communale.

En ce qui concerne les principes pédagogiques applicables pour la composition des classes, la circulaire ministérielle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2013/2014 demeure éloquente, comme en témoignent les points 4.5 et 4.6 de ladite circulaire:

«4.5 La constitution des équipes pédagogiques

Il y a pour chaque classe un titulaire qui en est l'instituteur responsable et qui doit être désigné comme tel dans l'organisation scolaire.

Tous les enseignants et agents socio-éducatifs qui sont en charge des classes d'un même cycle constituent une équipe pédagogique. La concertation des enseignants et des éducateurs au sein de l'équipe pédagogique constitue la clé de voûte de la nouvelle école fondamentale; c'est pour cette raison aussi que la concertation fait obligatoirement partie de la tâche de l'instituteur et ceci à raison de 60 heures par année.

La loi exige que la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle soient assurées. Dans le respect de ces principes et pour faciliter la constitution des équipes, les enseignants se tiennent aux lignes directrices suivantes:

- les postes de titulaires de classe doivent être pourvus, en principe, d'instituteurs;

- les titulaires de classe auront la priorité pour choisir de suivre leur classe en deuxième année du cycle;

- l'organisation de regroupements pour l'enseignement des branches secondaires devra se limiter à deux classes pour un intervenant. Un regroupement ne dépassera 24 élèves que dans des cas tout à fait exceptionnels. Dans ce contexte, il y a lieu de prendre en compte notamment la nature de la branche enseignée, le nombre de personnel surnuméraire encadrant la classe ainsi que l'espace disponible.

4.6 L'organisation de l'enseignement par cycles

Plusieurs modèles sont possibles:

1. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Il se concerte avec ses collègues du cycle, par exemple sur des règles communes qui seront appliquées dans toutes les classes du cycle. L'équipe fixe ces règles communes et les communique aux parents et aux élèves.

2. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Les titulaires de toutes les classes du cycle développent ensemble un projet commun de gestion des apprentissages, accompagné de mesures de décloisonnement régulières, telles que définies à l'article 22 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

3. L'équipe du cycle répartit l'ensemble des élèves du cycle en groupes mono-âge ou multi-âges. La décision de la façon de répartir les enfants appartient à l'équipe et peut être adaptée au cours de l'année scolaire. Elle relève toujours du souci commun des membres de l'équipe pédagogique d'améliorer les apprentissages des élèves et de créer un climat de travail calme, équilibré et empreint de confiance. Selon la taille de l'école, différentes combinaisons sont possibles. Cependant, d'un point de vue administratif et pour faciliter la communication avec les parents, chaque groupe d'enfants doit être placé sous la responsabilité d'un titulaire même si les enfants sont encadrés temporairement dans un autre groupe par un autre enseignant.

4. Une équipe pratique le teamteaching, c'est-à-dire que tous les enfants d'un cycle sont pris en charge par plusieurs enseignants. Chaque membre de l'équipe ainsi constituée assume la responsabilité d'un groupe d'élèves en tant que titulaire.

À l'intérieur d'un cycle, différents modèles peuvent coexister.»

En ce qui concerne la participation des parents dans le cadre de l'élaboration de l'organisation scolaire communale, elle se trouve assurée par l'intermédiaire des représentants de parents d'élèves au niveau de l'élaboration de la proposition d'organisation scolaire ensemble avec le comité d'école (cf. article 49, point 1 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental) et au niveau de la discussion de cette proposition dans le cadre de la commission scolaire communale (cf. article 51, point 4 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental).

L'organisation de l'enseignement moral et social ainsi que de l'instruction religieuse et morale est réglementée comme suit:

1) par l'article 12 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental: «Le cours d'éducation morale et sociale est donné par un instituteur dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, sauf dérogation accordée par le Ministre.

Le cours d'instruction religieuse et morale est donné dans les locaux de l'école que fréquentent les élèves à raison de deux leçons hebdomadaires fixées à différents jours de la semaine, conformément aux dispositions de la convention conclue entre le Gouvernement et l'Archevêché de Luxembourg en application de l'article 22 de la Constitution, sauf dérogation accordée par le Ministre.

Dans chaque classe, le cours d'éducation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale sont donnés aux mêmes heures.

Les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale sont fixées par règlement grand-ducal.

L'organisation des cours d'éducation morale et sociale ainsi que celle des cours d'instruction religieuse et morale font partie intégrante de la délibération annuelle du conseil communal sur l'organisation scolaire. La commune expédie l'extrait du registre aux délibérations relatif à l'organisation des cours d'instruction religieuse et morale au Ministre des Cultes qui en transmet une copie à l'Archevêché.»

2) Certaines dispositions du règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les modalités d'inscription au cours d'éducation morale et sociale et au cours d'instruction religieuse et morale ainsi que les modalités d'organisation du cours d'éducation morale et sociale aux 2e, 3e et 4e cycles de l'enseignement fondamental, notamment les articles 2 et 4 du règlement susmentionné stipulent que:

«Ne peuvent en principe être créées des classes regroupant uniquement des élèves soit d'éducation morale et sociale, soit d'instruction religieuse et morale, sauf s'il n'y a aucune demande pour l'un des deux cours.

Sous réserve d'une autorisation préalable du Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, les élèves de plusieurs classes au sein d'un cycle d'apprentissage peuvent être regroupés, afin de permettre de constituer un groupe d'élèves plus important soit pour le cours d'éducation morale et sociale, soit pour le cours d'instruction religieuse et morale.»

Les développements qui précèdent montrent que la législation en vigueur garantit la répartition des élèves sur les différentes classes soit indépendante du choix concernant leur inscription soit au cours d'éducation morale et sociale, soit au cours d'éducation morale et religieuse.

À ce stade, je n'ai pas connaissance de pratiques allant à l'encontre de la réglementation en vigueur en matière d'organisation des cours d'éducation morale et sociale respectivement d'instruction religieuse et morale. Par ailleurs, il appartient à l'autorité ministérielle et à son département de faire tout leur possible pour garantir l'application des lois et règlements en vigueur. Dans ce contexte, une récente situation litigieuse ad hoc concernant l'organisation scolaire 2013/2014 dans une commune vient d'être résolue dans le respect des dispositions légales en vigueur.

À la lumière des informations fournies ci-dessus, les questions subsidiaires de l'honorable Député concernant la sollicitation de l'avis de diverses organisations face à des pratiques intolérables concernant l'organisation des cours d'éducation morale et sociale ainsi que des cours d'instruction religieuse et morale sont sans objet. Toutefois, je rappellerai aux inspecteurs de l'enseignement fondamental de veiller particulièrement au respect des dispositions légales en la matière.

En ce qui concerne «le manque d'heures de cours d'appui au niveau national» invoqué par l'honorable Député dans la dernière partie de sa question parlementaire, je précise que:

1) par la mise en œuvre des lois modifiées portant organisation de l'enseignement fondamental et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, chaque instituteur remplissant une tâche d'enseignement complète est tenu de prester 54 heures d'appui pédagogique annuelles, ce qui s'est soldé par un total de 5.728 heures d'appui pédagogique hebdomadaires pendant l'année scolaire 2012/2013 qui s'ajoutent au contingent de base;

2) pour l'année scolaire 2012/2013, 522 leçons hebdomadaires d'enseignement ont été accordées aux enseignants hors contingent de base, afin de leur permettre de tenir compte de situations particulières dans certaines communes;

3) pour la même année scolaire, 553 leçons d'enseignement hebdomadaires ont été accordées aux enseignants pour la mise en œuvre de plans de réussite scolaire et 2.018 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil pour des élèves intégrant le système scolaire en cours de scolarité.

Question 2820 (19.7.2013) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant le **complexe concentrationnaire d'Auschwitz:**

Au Grand-Duché de Luxembourg, depuis des années, associations et institutions publiques organisent des voyages d'études à destination du complexe concentrationnaire d'Auschwitz.

Or, d'après mes informations, il n'y a à l'heure actuelle sur les sites d'Auschwitz aucun lieu de recueillement honorant les victimes de l'Holocauste en provenance du Luxembourg.

- Est-ce qu'il ne s'imposerait pas de remédier à cette situation et de créer une stèle ou une plaque commémorative pour les ressortissants de notre pays?

Par ailleurs, le Luxembourg participe au Fonds international destiné à financer l'entretien du site d'Auschwitz II-Birkenau, camp d'extermination.

- Est-ce qu'une institution a été officiellement chargée pour assurer le suivi de ces travaux, notamment la destination des fonds mis à disposition?

Réponse (27.8.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se réfère à l'inexistence, sur le site du camp d'extermination d'Auschwitz, d'une plaque commémorative pour les victimes en provenance du Luxembourg pour demander s'il ne faudrait pas remédier à cette situation.

De plus, il s'interroge sur la gestion des fonds mis à disposition par le Luxembourg à travers sa participation au Fonds international pour l'entretien du site d'Auschwitz II-Birkenau.

Force est de constater que le complexe de camps d'Auschwitz compte parmi les très rares sites concentrationnaires où des Luxembourgeois étaient déportés et assassinés et où aucune plaque ne rappelle le souvenir des victimes luxembourgeoises. Cela est d'autant plus grave qu'Auschwitz a été le centre d'extermination où le plus grand nombre de Luxembourgeois a trouvé la mort. Au moins 263 Juifs habitant le Luxembourg en mai 1940 ont été déportés à Auschwitz. 237 y ont trouvé la mort. 31 citoyens luxembourgeois (non juifs) ont été déportés à Auschwitz. Dix y ont été assassinés.

Au vu du nombre particulièrement élevé de victimes, il me semble opportun que le Gouvernement intervienne auprès des autorités à Auschwitz dans le sens préconisé par Monsieur le Député.

Lors de sa réunion du 8 juin 2012, le Gouvernement a pris la décision de contribuer au Fonds perpétuel international destiné à l'entretien de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau pour un montant de 100.000 euros.

La Fondation Auschwitz-Birkenau a été créée en janvier 2009 par le Ministre Wladyslaw Bartoszewski, ancien prisonnier du camp de concentration d'Auschwitz. La mission de la Fondation consiste à assurer la conservation et la préservation du Mémorial d'Auschwitz-Birkenau pour les générations futures en mettant en place un plan de préservation à long terme.

Quatre entités séparées de la Fondation Auschwitz-Birkenau (le Conseil, le Comité international, le Conseil de gestion et la Commission des finances) sont les garantes de la transparence, de l'efficacité et de la responsabilité du travail accompli.

Le Gouvernement a été invité à nommer un représentant du Luxembourg pour siéger au Comité international. Cette nomination interviendra prochainement.

Question 2821 (19.7.2013) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**action communautaire «Sweep 2013»:**

«Sweep» est une action communautaire qui vise à réaliser un contrôle dans tous les États membres de l'Union européenne pour un secteur économique dont les services et les produits sont commercialisés en ligne. Selon mes informations le «Sweep 2013» s'est porté sur la vente en ligne de séjours hôteliers et de billets d'avion.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le résultat de cette analyse? Combien de sites luxembourgeois ont été contrôlés et quels étaient les résultats de ces contrôles?

- Quelles seront les mesures que Monsieur le Ministre entamera afin de faire redresser les sites Internet des entreprises qui ne respectent pas les réglementations européennes et qui nuisent par conséquent aux intérêts des consommateurs?

Réponse (30.8.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Suite à la concertation entre la Commission européenne et les États membres, le choix du sujet du «Sweep 2013» s'est porté sur les travel services. Les autorités compétentes des autres 26 pays de l'Union européenne (l'action s'est déroulée avant le 1er juillet) ont, tout comme mes services, procédé pendant la même période et sur base du même questionnaire au contrôle de sites qui offraient la vente en ligne de billets d'avion et de séjours en hôtel. Les contrôles s'appliquaient autant aux prestataires de service qu'aux intermédiaires.

Les sites ont été analysés quant à leur conformité avec les directives européennes suivantes:

- Directive 2005/29/CE - Pratiques commerciales déloyales (UCPD);

- Directive 2000/31/CE - Commerce électronique;

- Directive 1993/13/CEE - Clauses abusives.

Mes services ont réalisé un contrôle de neuf sites et ont procédé à la vérification des informations précontractuelles et des conditions générales de vente présentées sur les sites.

Le choix des sites à contrôler ne se limite pas à des sociétés luxembourgeoises, mais comprend aussi quatre sociétés d'autres pays membres de l'Union européenne (Irlande, Belgique, Portugal et Espagne).

Pour six sites, des manquements ont été constatés (dont trois luxembourgeois), alors qu'un ou plusieurs éléments requis par la réglementation européenne ne figuraient pas sur le site ou bien n'étaient pas clairs.

Les défauts que nous avons constatés ne laissent pas présumer qu'il s'agit ici de tentatives d'arnaque. Il n'empêche que les normes législatives européennes ne sont pas toujours respectées par les sites en question.

Il a par exemple été constaté que le prix final n'était pas toujours complètement indiqué avant le début du paiement, que les voies de réclamation n'étaient pas toujours indiquées de manière compréhensible ou que les conditions générales de vente n'étaient pas toujours rédigées dans la langue du site consulté.

Les mesures à prendre:

Dans une première phase et afin que les sociétés en question redressent leurs sites de vente en ligne pour les adapter aux normes requises, mon département les contactera et leur fera ainsi part des observations pour prise de position. Si les réponses s'avéraient non satisfaisantes, je compte, si l'infraction me paraît suffisamment grave, intenter une action en cessation pour faire respecter la législation.

Même si je suis obligé à transmettre à la Commission européenne les résultats de l'analyse effectuée au Luxembourg, les noms des entreprises ne sont pas pour autant divulgués puisque seul un jugement coulé en force de chose jugée peut déterminer avec certitude le non-respect d'une disposition légale.

Les instances européennes assureront une grande publicité aux contrôles opérés qui sont largement repris dans les médias. Une première publication est annoncée pour septembre 2013 tandis qu'une deuxième communication, qui livrera le bilan des actions entamées par les États membres pour faire assurer le respect des dispositions légales par les sociétés contrôlées, se fera probablement vers septembre 2014.

Question 2822 (22.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **mise à disposition d'accès Internet dans les transports en commun:**

In vielen Städten der Welt hat das drahtlose Internet im öffentlichen Transport seinen Einzug gehalten. Vor Kurzem wurde mitgeteilt, dass die Deutsche Bahn bis Ende 2014 alle ICE-Züge mit drahtlosem Internet ausrüsten will, um so auch das Angebot in Sachen Internet und Unterhaltung im Zug zu gewährleisten.

In meiner parlamentarischen Anfrage vom 31. Mai 2010 antwortete der Minister, dass die Erstellung eines Leitplanes für die nachhaltige Entwicklung der Telematik im ÖPNV in Ausar-

beitung sei und bis Ende 2010 andauern würde. Des Weiteren wurde mitgeteilt, dass ein Zeitplan sowie die Positionierung der Regierung zu einer Bereitstellung von zusätzlichen Hausmitteln (veuillez lire: Haushaltsmitteln) 2011 verfügbar sein würden.

Vor einigen Wochen wurde noch einmal bestätigt, dass Luxemburg ein weltweit führender Wirtschaftspool für Informations- und Kommunikationstechnologien werden möchte.

Fragen:

1) In welchem qualitativen und quantitativen Maße haben sich seit 2010 der Zugang respektive die Zurverfügungstellung von Internet im öffentlichen Transport verbessert?

2) Was sagt der in der Antwort aus dem Jahre 2010 in Aussicht gestellte Leitplan für die Entwicklung von Telematik im ÖPNV aus?

3) Wie viele Geldmittel werden für die Umsetzung dieses Plans zur Verfügung gestellt?

4) Ab wann genau kann der Nutzer des ÖPNV in Luxemburg während seines Transfers/seiner Reisen in öffentlichen Transportmitteln Internet benutzen?

Réponse (11.9.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Durch seine parlamentarische Anfrage Nr°2822 vom 22. Juli 2013 möchte der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera sich unter anderem über die Zurverfügungstellung des Internetzugangs im öffentlichen Transport informieren.

Die CFL hat aus folgenden Gründen bis jetzt noch nicht vorgesehen, ihre Züge mit Internetzugang auszurüsten:

- Die Erwartungen der regionalen Zugkunden des öffentlichen Transports des Luxemburger Schienennetzes unterscheiden sich klar von den Erwartungen der Nutzer der Fernverkehrszüge, in denen ein Internetzugang eher erwünscht ist.

- Ein Großteil der Kunden des öffentlichen Transports besitzt Internetzugang durch die 3G-Funktionalität, welche oft im Abonnement „Flatrate" inbegriffen ist. Deshalb ist anzunehmen, dass das Interesse zur Investition in das Wi-Fi-System in den Zügen sehr gering ist.

Das zweite Argument lässt sich auch einfach auf die regionalen und lokalen Busverbindungen anwenden. Die Kosten-Nutzen-Rechnung für eine Ausstattung in den Bussen wäre wirtschaftlich einfach nicht zu vertreten.

Was den Leitplan für die nachhaltige Entwicklung der Telematik im Rahmen des ÖPNV für das Großherzogtum Luxemburg betrifft, wurde dieser vom Regierungsrat in seiner Sitzung vom 22. April 2011 angenommen.

Bezüglich der Entwicklung des Öffentlichen Verkehrs und im Speziellen des Öffentlichen Personennahverkehrs (ÖPNV) sehen die geltenden Leitbilder des Großherzogtums Luxemburg die verstärkte Verlagerung des Verkehrs vom motorisierten Individualverkehr hin zum ÖPNV vor. Insgesamt wird bis zum Jahr 2020 ein „modal split" des ÖPNV in Höhe von 25% gegenüber dem Individualverkehr angestrebt.

Insbesondere im ÖPNV ist dieses ambitionierte Leitbild mit der Umsetzung folgender Ziele verbunden:

- Steigerung der Attraktivität des ÖPNV für den Fahrgast.

- Schaffung von intermodalen Verknüpfungen (z. B. funktionierende Umsteigeknoten Zug-Bus, Park&Ride, Bike&Ride), um den motorisierten Individualverkehr auf umweltverträgliche Verkehrsträger zu verlagern.

- Vereinfachung der Nutzung des ÖPNV in der Großregion durch grenzüberschreitende Tarifprodukte und Tarifinformationen, betriebsübergreifende Fahrgastinformationen sowie durchgängig nutzbare Medien (z. B. Sicherstellung der Interoperabilität eines elektronischen Tickets).

- Steigerung der Effizienz der Verkehrsangebote und ihres Betriebs hinsichtlich der Wirtschaftlichkeit.

- Verbesserung der Nachhaltigkeit der eingesetzten Mittel durch ein wirkungsvolles und betriebsübergreifendes Qualitätsmanagement.

Aus den Handlungsempfehlungen können folgende sechs telematische Leitprojekte benannt werden:

- INFORMATIONSDREHSCHEIBE LUXEMBURG
- GLOBALES TELEMATIKPROJEKT
- REGIO-RBL
- e-GO PLUS
- FIA REGION
- STADT-RBL
- ELA/FIA IN BAHNHOF UND ZUG
- LUXTRAM-RBL
- QUALITÄTSMANAGEMENT.

Die INFORMATIONSDREHSCHEIBE LUXEMBURG wird allen Partnern des ÖPNV im Großherzogtum Luxemburg eine zuverlässige und stabile zentrale Plattform für Informations- und Kommunikationsprozesse im ÖPNV bieten.

Was die Geldmittel betrifft, die für die Umsetzung dieses Plans zur Verfügung gestellt werden, muss man zuerst bemerken, dass eine internationale Ausschreibung am 7. Februar 2012 veröffentlicht wurde. Im Teilnahmewettbewerb hatten elf Kandidaten einen Teilnahmeantrag eingereicht. Am 20. April 2012 wurden insgesamt fünf Kandidaten vom Teilnahmewettbewerb für die Verhandlungsphase zurückbehalten. Daraufhin haben bis zur Frist am 30. Juli 2012 drei Kandidaten ein erstes Angebot eingereicht. In drei Verhandlungsrunden wurde das wirtschaftlichste Angebot am 9. November 2012 zurückbehalten. Am 19. Dezember 2012 wurde der Vertrag unterschrieben.

Das globale Telematikprojekt befindet sich jetzt gemäß dem Leitplan in der Umsetzungsphase, welche sich bis 2018 hinziehen wird. Laut Investmentplan ist ein Investitionsvolumen von insgesamt 23,3 Millionen € (ohne Mehrwertsteuer) im Zeitraum 2013 bis 2018 für dieses Projekt vorgesehen. Die Betriebskosten, inklusive zusätzliche Personalkosten, belaufen sich in diesem Zeitrahmen auf insgesamt 12,2 Millionen € (ohne Mehrwertsteuer).

Q190

Question 2824 (26.7.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs:**

Le réseau autoroutier luxembourgeois comprend, d'après les informations fournies sur le site de l'Administration des Ponts et Chaussées, pas moins de 16 ponts et viaducs. Ces constructions sont équipées de joints dits de «de dilatation» permettant notamment à la structure de se dilater en fonction de la température et des effets propres à chaque matériau sans subir de gêne lors de ces déplacements.

Selon le type de joints utilisés ces derniers génèrent, lorsqu'ils sont traversés par un véhicule, plus ou moins de bruits de nature impulsionnelle. Selon la situation géographique du pont ou du viaduc, ces bruits représentent des nuisances sonores non négligeables pour les riverains et ceci surtout de nuit. Il en est davantage si la sous-construction est composée de poutres métalliques précintrées, comme il est par exemple le cas pour le viaduc de Mamer sur l'autoroute A6.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Existe-t-il des études réalisées quant aux nuisances sonores dues au passage des véhicules sur les joints de dilatation?

- Étant donné le fait que le bruit généré est, comme le démontrent différentes études étrangères, fonction notamment du nombre de véhicules passant par le pont, la charge des véhicules mais aussi de leur vitesse, Monsieur le Ministre envisage-t-il le cas échéant de limiter la vitesse sur les ponts se situant à proximité d'habitations?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas dans cet ordre d'idées qu'il serait envisageable de mener un essai pilote au viaduc de Mamer sur l'autoroute A6 en introduisant au passage du viaduc un ralentissement permanent de 100 km/h, éventuellement seulement de nuit de 20.00 à 06.00 heures à l'instar des autoroutes allemandes?

Réponse (11.9.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le trafic autoroutier passe par 190 ponts et viaducs, dont une grande partie est équipée de joints de dilatation. Les joints de chaussée sont des équipements de la route qui doivent simultanément accomplir plusieurs fonctions consistant à:

1. Garantir la sécurité de passage pour tous les usagers de la route (voitures, camions, piétons, vélos, etc.).

. Permettre la dilatation de la structure aussi bien en été qu'en hiver.

3. Assurer une étanchéité maximale afin d'éviter toute infiltration d'eau polluée de chlorures dans la structure portante sous-jacente.

4. Permettre un entretien facile sans perturbation importante du trafic.

5. Ne pas générer de bruits de nature impulsionnelle.

Le choix du type de joints est basé sur la meilleure adéquation entre des critères techniques et environnementaux. À titre d'exemple, le joint à peigne, qui est un des joints les plus silencieux, n'est guère utilisable pour des ouvrages en milieu urbain, vu le risque pour les cyclistes de voir leur roue se coincer entre les lamelles du joint.

Les joints de chaussées du viaduc de Mamer sont des joints du type bitumineux coulés à chaud ainsi que des joints à peignes (vu l'absence de cyclistes sur l'autoroute). Ces types de joints ne génèrent en principe que très peu de bruits de nature impulsionnelle.

En réponse aux différentes questions posées à propos des nuisances sonores générées par le passage des véhicules sur les joints de dilatation des ponts et viaducs, il y a lieu de noter que:

1. De nombreuses études ont déjà été réalisées et le sont d'ailleurs toujours notamment par des fournisseurs européens spécialisés, afin d'améliorer les performances acoustiques des joints de dilatation. Ainsi, lors de l'élaboration d'un projet de réhabilitation ou de construction d'un nouveau pont ou viaduc, sont sélectionnés les joints qui répondent au mieux non seulement aux critères techniques, mais aussi aux critères acoustiques.

2. Le bruit généré par un joint de chaussée peut être décrit comme un «clac» et s'entend lors du passage d'un véhicule sur le joint de chaussée. Ce bruit se distingue nettement des bruits de roulements continus et, pour cette raison, il est généralement ressenti comme gênant. Réduire la vitesse de 130 à 100 km/h, voire 90 km/h pour les voitures ne supprimerait pas ce bruit. Au contraire, les bruits de roulement continus diminueraient de sorte que le bruit occasionné par les joints serait d'autant plus audible. À cela il faut encore ajouter que la vitesse maximale de 90 km/h des camions, qui occasionnent le plus de bruit au passage des joints de dilatation, ne saurait être réduite et ceci pour des raisons de sécurité.

3. Au vu de ce qui précède, réduire la vitesse des voitures à 100 km/h sans réduire la vitesse des poids lourds serait peu efficace. Il reste cependant à ajouter que les joints de chaussées font l'objet d'un entretien périodique et si techniquement possibles, des mesures d'optimisation acoustiques sont réalisées en même temps.

Question 2826 (29.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **dossier médical intégré:**

In einer Pressekonferenz eines Heimpflegedienstleisters in Anwesenheit des zuständigen Ministers wurde die Einführung einer sogenannten „integrierten Patientenakte" vorgestellt. Dazu folgende Fragen:

1) Handelt es sich hier um ein Pilotprojekt eines Dienstleister, oder ist es ein Vorbildprojekt mit nationalem Charakter, das andere Dienstleister übernehmen müssen?

2) Inwiefern wurden die nationalen Dienstleister (CIPAs, Tagesstätten, Familienministerium, andere Netzwerke…) mit einbezogen?

3) Wer wird Zugang zu dieser integrierten Patientenakte bekommen?

4) Was sagt die Commission nationale de la protection des données zu diesem Vorhaben, und welche konkreten Anweisungen hat sie gegeben?

5) Sind diese konkreten Vorgaben auf irgendeiner Internetseite zu sehen?

6) Welche Rolle spielt hier die nationale Agence eSanté?

7) Wurde die Interoperabilität der aktuell heterogenen Systeme hinlänglich studiert, erörtert, diskutiert und analysiert?

8) Wird es ständige Audits durch neutrale, unabhängige und ausländische Spezialisten geben, um die Umsetzung des nationalen eSanté-Projekts zu begutachten und zu validieren?

Réponse commune (11.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Hilfs- und Pflegedienste sind aktuell dabei, ihre informatischen Dokumentations- und Tarifierungssysteme grundlegend umzugestalten.

Diese Systeme sind hauptsächlich darauf ausgelegt, die eigenen Bedürfnisse der Hilfs- und Pflegedienste bezüglich des Arbeitsablaufs und der Organisation der Betreuung der Patienten durch die Angestellten der Hilfsdienste sowie Drittpersonen, welche in der Pflege mithelfen (Foyers de jour, Ärzte usw.) zu gewährleisten.

Die beiden größten Hilfs- und Pflegenetzwerke arbeiten auf diesem Gebiet zusammen und suchen auch die Mitarbeit und Interaktion mit dem Spitalbereich und der Agence eSanté (eHealth-Agentur).

Der Bereich Pflegeversicherung gehört zurzeit laut Sozialgesetzbuch nicht direkt zum ersten Tätigkeitsbereich der Agence eSanté. Besonders beim Übergang eines Patienten von einem Sektor in einen anderen Sektor, zum Beispiel vom Spital in die Betreuung, durch Hilfs- und Pflegedienste liegt jedoch hohes Potenzial in der Verbesserung des Austauschs von Patientendaten.

Deshalb sind verschiedene Dienstleister bereits jetzt in die Bemühungen der Agence eSanté mit eingebunden, wie zum Beispiel die Ausarbeitung des „Dossier de soins partagé" (DSP), der Ausarbeitung von Leitlinien und der technischen Standards zur Verbesserung der Interoperabilität. Die „Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins" (COPAS) ist als Vertreter der Dienstleister des Pflegebereichs bereits jetzt der Agence eSanté als Mitglied beigetreten.

Alle angesprochenen Maßnahmen, unabhängig davon, ob es sich um den spezifischen Bereich der Dienstleister des Hilfs- und Pflegebereichs oder genereller um die Arbeiten der Agence eSanté handelt, werden in enger Absprache mit der nationalen Datenschutzkommission ausgearbeitet.

Question 2827 (29.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **plan canicule:**

Seit mehr als zwei Wochen herrschen hohe Temperaturen im Land bis zu 35 Grad. Es ist gerade zehn Jahre her, dass in Europa eine anhaltende Hitzewelle viele Todesopfer, besonders bei älteren Personen und chronisch Kranken, forderte, außer in Luxemburg, wo die wissenschaftlichen Auswertungen auf falschen Daten basierten. In der Nachfolgezeit wurden allerdings Anstrengungen unternommen, um die Überwachung von potenziell gefährdeten Personen zu organisieren.

Fragen:

1) Hat das Ministerium den „Plan canicule" für dieses Jahr aktiviert?

2) Welche Hilfsdienste (Caritas, Croix-Rouge…) sind in die einzelnen Aktionen involviert?

3) Welche konkreten Maßnahmen werden bei besonders anfälligen Personen umgesetzt?

4) Wo nimmt das Land das qualifizierte Personal her?

5) Gibt es eine Stabsstelle im Ministerium, die alles koordiniert?

6) Wird es eine unabhängige, wissenschaftliche Untersuchung der epidemiologischen Daten sowie der Prozedurendaten geben? Gibt es Evidenz-basierte Maßnahmen, die in einem nationalen Protokoll zum Einsatz kommen?

Réponse (11.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ein Teil des „Plan canicule" wurde 2013 aktiviert. Infolge hoher Temperaturen im Juli wurde durch den Direktor des Gesundheitsamtes am 24. Juli 2013 ein Voralarm ausgelöst, so wie dies im Plan vorgesehen ist. Dieser dauerte an bis zum 26. Juli 2013. Ein eigentlicher Alarm wurde jedoch nicht nötig, da die Temperaturen wieder in den normalen jahreszeitlichen Rahmen rutschten.

Die Croix-Rouge übernimmt Koordinationsaufgaben und die „Réseaux de soins à domicile", also die Pflegedienste, übernehmen die lokalen Aufgaben, wie zum Beispiel Besuche und Betreuung bei den Betroffenen.

Die meisten anfälligen Personen werden regelmäßig im Rahmen der Pflegeversicherung von den Pflegediensten betreut. Die wenigen Ausnahmen, also anfällige Personen, die nicht von den Pflegediensten oder durch ihre Familie regelmäßig betreut werden, werden bei großer Hitze zusätzlich überwacht. Betreuer sind die vorher erwähnten Pflegedienste und das Hauptmerkmal wird auf eine genügende Flüssigkeitszufuhr gerichtet.

Das qualifizierte Personal der Pflegedienste übernimmt die zusätzliche Arbeit durch Umstrukturierung der Aktivitäten.

Der Direktor des Gesundheitsamtes, unterstützt durch die Abteilung Inspection sanitaire, ist Leitstelle des „Plan canicule" auf nationaler Ebene.

Da ein eigentlicher Alarm im „Plan canicule" dieses Jahr nicht ausgelöst wurde und es zurzeit nicht scheint, als wäre ein solcher nötig, entfällt eine detaillierte epidemiologische Untersuchung.

Question 2828 (29.7.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**architecture de sécurité quadrinationale commune pour la Grande Région:**

Le Conseil Parlementaire Interrégional observe que la politique de sécurité intérieure constitue un des piliers de la Grande Région et se félicite des grands progrès qui ont été réalisés.

En effet, la Grande Région met en œuvre des projets communs entre la République fédérale d'Allemagne, la République française, le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg notamment en ce qui concerne la coopération policière et douanière, l'échange d'informations simplifié, les patrouilles communes aux frontières, l'observation ou la poursuite transfrontalière de délinquants, etc.

Dans le cadre sécuritaire, un Centre de Coopération Policière et Douanière (CCPD) a été signé en 2008 entre les gouvernements respectifs de la France, de la Belgique, de l'Allemagne et du Luxembourg. Cet accord quadrilatéral, qui fêtera ses dix ans d'existence l'année en cours, est un modèle unique en Europe et n'a été ratifié pour l'instant que par la République fédérale d'Allemagne. Le Conseil Parlementaire Interrégional, considérant le développement de l'architecture de sécurité comme une mesure indispensable, préconise que les trois autres pays, la Belgique, la France et le Luxembourg, devraient également procéder à la ratification du CCPD d'ici prochainement.

Dans le cadre des objectifs fixés par l'Agenda franco-allemand 2020, le Conseil Parlementaire Interrégional souhaite poursuivre ses ambitions quant à la coopération policière en zone frontalière. Pour ce faire, le Conseil a proposé des mesures concrètes, telles qu'un nouvel accord policier quadrilatéral pour la Grande Région, des horaires permanents pour le CCPD et la mise en place d'un parquet constitutif pour les questions du CCPD de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Gouvernement envisage-t-il de suivre son voisin allemand et de procéder à la ratification du CCPD?

- Comment le Gouvernement se positionne-t-il par rapport aux mesures proposées par le Conseil Parlementaire Interrégional dans le cadre des objectifs fixés par l'Agenda franco-allemand 2020?

Réponse (22.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En ce qui concerne la ratification du CCPD

Un projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un Centre commun de Coopération Policière et Douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008 ainsi que de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 a été déposé à la Chambre des Députés en date du 14 février 2012.

En ce qui concerne les mesures proposées par le Conseil Parlementaire Interrégional

Aux termes de l'article 10 du règlement d'ordre intérieur du Conseil Parlementaire Interrégional, le Président du Conseil informe les exécutifs des régions membres des avis et recommandations et, dans les cas appropriés, en donne également connaissance aux gouvernements des États dont ces régions membres font partie.

Dans la mesure où le Gouvernement n'a pas encore reçu communication des mesures concrètes auxquelles fait référence Monsieur le Député, il n'était pas en mesure d'arrêter une position à cet égard.

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne peut dès lors, sans préjuger l'avis d'autres ministres concernés par ces mesures, répondre à la question de Monsieur le Député.

Question 2830 (31.7.2013) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **recrutement d'un directeur général pour le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster:**

Le poste du directeur général du «Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster» (CCRN) sera vacant à partir du 21 décembre cette année. Le 24 juillet le conseil d'administration de cet établissement public a décidé de lancer une deuxième campagne de recrutement, alors même que 16 candidats avaient répondu au premier appel du 15 mars et que trois d'entre eux avaient été sélectionnés. Encore semble-t-il que le candidat proposé par le directeur général actuel se soit retiré après sa sélection au sein des trois derniers candidats.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre connaît-elle les raisons du désistement d'un des candidats sélectionnés?

- Pourquoi est-ce qu'une deuxième procédure de recrutement a été jugée nécessaire?

- Quand est-ce que Madame la Ministre entend procéder à la nomination d'un nouveau directeur général?

- Est-ce que Madame la Ministre ne juge pas que la nomination en temps utile d'un nouveau directeur général aurait permis de préparer la transition?

Réponse (13.8.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Députée Madame Anne Brasseur s'enquiert sur la nomination du futur directeur général (m/f) du Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster (CCRN).

Voici les informations qui m'ont été communiquées par le conseil d'administration de l'établissement public prénommé et qu'il avait communiquées à la presse il y a à peu près une semaine. J'ai l'honneur de vous continuer les informations obtenues dans son intégralité:

«1) Le directeur général du CCRN avait informé le conseil d'administration qu'il se proposait de partir à la retraite à la fin de l'année 2013. C'est pourquoi, le conseil d'administration, en concertation avec le Ministère de la Culture, avait lancé une annonce de recrutement dans trois quotidiens du pays ainsi qu'auprès de l'ADEM et différents sites web le 16 mars dernier. Le délai de remise des candidatures avait été fixé au 30 avril.

Le 3 mai, un comité composé du directeur général, du directeur administratif, du président et du vice-président du conseil d'administration ont analysé les 16 candidatures reçues dans les délais. Le comité a proposé aux membres du conseil d'administration dans sa réunion du 15 mai de recevoir six candidats pour un entretien. Ces candidats ont été reçus pour un entretien les 5 et 6 juin derniers par une délégation du conseil d'administration. Suite à ces entretiens, il a été décidé de faire rencontrer trois candidats à tous les membres du conseil d'administration. Cette réunion a eu lieu en présence de tous les administrateurs, à l'exception d'un membre excusé, le 2 juillet dernier.

Suite à cette réunion, et après avoir entendu l'avis du directeur général et du directeur administratif et financier sur les trois candidatures encore en lice, suite aussi au fait qu'un certain nombre de questions n'avaient pas trouvé de réponse satisfaisante, les membres du conseil d'administration, les administrateurs se sont encore réunis le 8 juillet et ont décidé de soumettre les trois candidats à une évaluation externe par un assessment center pour évaluer les compétences des candidats. L'évaluation externe est une pratique usuelle dans les procédures de recrutement pour des postes à haute responsabilité. L'établissement public, Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte - la Philharmonie - a d'ailleurs, récemment, utilisé la même pratique pour nommer le successeur de Monsieur Matthias Naske.

Les trois candidats ont été invités à se présenter à cette évaluation. Deux des candidats s'y sont soumis alors que le troisième a informé le conseil d'administration qu'il retirait sa candidature. Il avait préalablement informé le conseil d'administration qu'il était irrité que les noms des trois candidats encore en lice et une photo de lui avaient été publiés dans un hebdomadaire.

2) Au vu des résultats de la procédure de recrutement, les administrateurs ont décidé, à l'unanimité, de lancer une deuxième campagne de recrutement pour le poste de directeur général.

3) Une annonce de recrutement a paru une première fois dans les quotidiens luxembourgeois, mais aussi à l'ADEM et sur des sites web spécialisés, nationaux et internationaux, le 3 août dernier et paraîtra une seconde fois le 14 septembre prochain, étant donné que le délai pour la remise d'une candidature a été fixé au 30 septembre prochain.

4) Il est certain que le conseil d'administration avait pris toutes les précautions pour disposer du temps nécessaire pour assurer une bonne transition entre l'ancien et le nouveau directeur général. Malheureusement, des éléments étrangers au conseil d'administration et complètement indépendants de sa volonté sont venus déranger ce processus.

Néanmoins, l'équipe du CCRN, très soudée et très expérimentée, avec qui le président du conseil d'administration a eu, au nom de tous ses membres, un échange d'idées, est disposée à continuer, en attendant la mise en place du nouveau directeur général (m/f), l'excellent travail réalisé pendant presque dix ans par l'actuel directeur général et son équipe. Les membres du conseil d'administration continuent d'accorder tout leur soutien à l'ensemble du personnel du CCRN.»

Question 2831 (1.8.2013) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant la **procédure disciplinaire envers un policier suite à la publication d'une lettre ouverte:**

Suite à la publication récente d'une lettre de lecteurs dans un de nos quotidiens luxembourgeois rédigée par un membre de la Police grand-ducale et critiquant l'attitude d'une partie de la direction de la police, il m'est parvenu qu'une procédure disciplinaire a été introduite contre ce fonctionnaire.

J'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette procédure disciplinaire a été lancée?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un dialogue structuré n'aurait pas été à privilégier par rapport à une procédure disciplinaire?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette affaire risque de créer un précédent et que la liberté d'expression des fonctionnaires et des délégués syndicaux soit mise à mal?

Réponse (2.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le directeur général de la police, en sa qualité d'autorité disciplinaire, a ouvert une enquête disciplinaire à l'encontre du fonctionnaire de police le lundi 29 juillet 2013. Cette enquête disciplinaire va se faire à charge et à décharge du fonctionnaire qui dispose des droits de défense lui attribués par le législateur.

En effet, tant le statut général des fonctionnaires que la loi sur la discipline dans la force publique disposent d'une obligation de réserve du fonctionnaire. Par ailleurs, les prescriptions de service de la Police grand-ducale retiennent clairement ce principe pour tout fonctionnaire de police, sans distinction de grade et de fonction.

Il m'importe de souligner que l'intéressé ne s'est pas prononcé en sa qualité de délégué syndical.

Tenant compte de la complexité et de la sensibilité de la situation au sein de la police, une analyse approfondie sera de mise dès lors que les conclusions qui s'imposent seront tirées de l'enquête.

Il importe que la Police grand-ducale, corps constitué des carrières du cadre supérieur, de l'inspecteur et du brigadier ainsi que des personnels de la carrière administrative et technique ayant chacune ses missions et responsabilités propres, puisse participer, en toute cohésion, à l'exercice de cette mission régalienne de l'État.

Question 2833 (2.8.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* les **procédures disciplinaires à l'égard de membres de la Police grand-ducale:**

Selon des informations diffusées par la presse, la chambre du conseil de la Cour d'appel vient de prononcer le renvoi devant le tribunal correctionnel d'un dossier impliquant l'ancien directeur de l'École de Police et deux commissaires en chef à la retraite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Étant donné qu'il s'agit dans le cas susmentionné d'un dossier d'usage de faux et qu'une des personnes concernées occupe actuellement le poste du directeur du budget et équipement, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une suspension de cette personne s'impose jusqu'à la prononciation d'un arrêt?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand est-ce la procédure de l'affaire disciplinaire a été engagée contre l'ancien directeur de l'École de Police?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si d'autres affaires disciplinaires, engagées à l'époque à l'égard de cette personne, n'ont pas pu être poursuivies à cause de fautes procédurales?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant au nombre d'affaires disciplinaires engagées au cours des dernières cinq années à l'égard de membres de la Police grand-ducale? Monsieur le Ministre peut-il ventiler ces informations selon les différentes carrières au sein de la Police grand-ducale (brigadier, inspecteur, cadres supérieurs)? Quelles suites ont été réservées à ces affaires disciplinaires?

Réponse (16.8.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le 18 juin 2013, la chambre du conseil de la Cour d'appel a confirmé, dans une affaire de faux et d'usage de faux à l'École de Police, le renvoi de son ancien directeur devant une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement à Luxembourg. L'intéressé avait informé le 22 novembre 2012 le directeur général de la police être convoqué par mandat de comparution devant le juge d'instruction à Luxembourg. Après son audition, et considérant les charges retenues, le directeur général de la police a ouvert le 20 décembre 2012 une instruction disciplinaire à charge et à décharge de l'intéressé. L'article 20 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique dispose que la suspension peut être ordonnée à l'égard du militaire poursuivi judiciairement. Le législateur laisse donc un pouvoir d'appréciation à l'autorité disciplinaire, en l'occurrence le directeur général de la police. Considérant cette affaire dans sa totalité, le directeur général a considéré une suspension comme disproportionnée. Dans ce contexte, je tiens à souligner que le pouvoir d'appréciation du directeur général de la police dépasse de loin le seul recours à la sanction disciplinaire, sa responsabilité devant être engagée par tous moyens de gestion de personnel adaptés au statut particulier de la Police grand-ducale.

Une autre affaire disciplinaire a été diligentée entre 2008 et 2011 à charge et à décharge du même cadre supérieur. La sanction prononcée par le directeur général et confirmée par le Ministre a été annulée, pour des raisons procédurales, par le tribunal administratif. L'enquête a dès lors été rouverte et après conclusion une nouvelle sanction disciplinaire a été prononcée par le directeur général et confirmée par le Ministre. Cette sanction a également été annulée par le tribunal administratif pour des motifs de prescription des faits. Pour cette raison, il était inutile d'interjeter appel contre la deuxième décision d'annulation de sanction prononcée.

Depuis 2008, 251 sanctions disciplinaires ont été prononcées par le directeur général de la police. Ces sanctions se ventilent comme suit: neuf sanctions prononcées à l'égard de cadres supérieurs de la police, 194 sanctions à l'égard de personnels de la carrière de l'inspecteur et 48 sanctions à l'égard de membres de la carrière du brigadier. Entre 2008 et 2013, onze inspecteurs et un brigadier ont été suspendus de leurs fonctions. Ces personnels ont été suspendus au cours d'instructions judiciaires pour viol, violation du secret professionnel et entrave à la justice, accidents de voiture sous influence d'alcool et avec tierces personnes blessées, atteinte à la vie privée, infractions au Code pénal dans le cadre de l'affaire dite «Bommeleeër» ainsi que des affaires de stupéfiants. Après condamnation, ces fonctionnaires ont été soit révoqués, soit punis en application de la loi sur la discipline du 16 avril 1979.

Dans le cadre d'une citation directe le 10 juin 2008 pour infraction aux articles 254 et 255 du Code pénal et d'une condamnation le 9 juillet 2008, deux cadres supérieurs ont fait l'objet d'instructions disciplinaires à charge et à décharge conformément à l'article 31 de la loi du 16 avril 1979 dans la force publique. Ils ont, en dehors de la peine prononcée par la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement, été puni sd'une amende tel que le dispose la loi sur la discipline dans la force publique.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

43e séance	Mardi	9 juillet 2013
44e séance	Mercredi	10 juillet 2013
45e séance	Mercredi	10 juillet 2013

La pétition électronique, nouvel instrument de démocratie directe



M. Camille Gira et M. Laurent Mosar présentent la pétition électronique.

La pétition publique, c'est pour bientôt! L'outil informatique permettant aux citoyens d'introduire et de signer une pétition en ligne est en place. Son activation deviendra effective dès que la nouvelle Chambre des Députés, issue des élections du 20 octobre prochain, sera constituée.

C'est lors d'une conférence de presse réunissant conjointement M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, et M. Camille Gira, Président de la Commission des Pétitions, que ce nouveau type de pétition fut présenté.

Dès qu'une demande de pétition publique introduite via le site de la Chambre aura été reconnue d'intérêt général et national, elle sera publiée sur www.chd.lu et ouverte à la signature pendant six semaines. A la même occasion, un forum de discussion sur l'objet de la pétition sera ouvert sur le même site.

Si la pétition recueille 4.500 signatures ou plus, un débat public sera organisé à la Chambre en présence des membres de la Commission des Pétitions et, le cas échéant, de la commission sectorielle concernée, d'une délégation des pétitionnaires et du ministre compétent. Ce débat sera retransmis en direct sur Chamber TV.

Si le seuil des 4.500 signatures n'est pas atteint, la pétition sera traitée comme une pétition ordinaire au sein de la Commission des Pétitions.

L'électronique de la salle plénière remise à jour



Nouveau système électronique pour la salle des séances publiques

Les systèmes électroniques de la salle des séances publiques font peau neuve. Profitant de la période entre juillet et octobre pendant laquelle les députés ne siègent pas, les systèmes de vote électronique et de sonorisation sont entièrement modernisés.

Les techniciens sont actuellement en train d'installer et de brancher de nouveaux micros. Les députés pourront dorénavant les mettre en marche et les éteindre en appuyant sur un bouton. Dans l'ancien système il fallait toucher un champ de l'écran tactile.

La nouvelle installation alimentera la sonorisation de la salle plénière, la régie de la télévision parlementaire, la diffusion des séances publiques via Internet et les enregistrements pour le compte rendu écrit des discussions.

Les travaux d'installation et de réglage prendront plusieurs semaines et seront terminées pour le 20 octobre.

Le Président à la cité jardinière de Merl-Belair



Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Romain Schneider et M. Laurent Mosar (1er et 2e de droite) à la cité jardinière de Merl-Belair

Promesse faite, promesse tenue! En 2010, lors de la remise d'une pétition, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avait promis de visiter des jardins de la Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer. En début de cette saison automnale, il s'est rendu à la cité jardinière située à Luxembourg-Merl.

En présence du Ministre de tutelle, M. Romain Schneider, de Mme Sylvie Andrich-Duval et des représentants de la Ligue, M. Mosar a remercié les jardiniers pour leur bénévolat en faveur de la sauvegarde de la nature.

Il a regretté que leur engagement ne soit pas toujours reconnu à sa juste valeur.

La cité jardinière de Merl-Belair se compose de 57 jardins sur un hectare de surface. L'intérêt pour le co-jardinage est croissant. Le président de la cité jardinière, M. Jacques Jourdan, n'arrive actuellement pas à satisfaire toutes les demandes faute de pouvoir disposer de suffisamment de terrain.

Le président du CTF, M. Jean Kieffer, a rappelé les revendications de «Gaart an Heem» en faveur de plus de jardins, d'aires de jeux et de surfaces vertes et donc de qualité de vie dans les cités modernes.

Le Président du Cap-Vert rencontre Laurent Mosar

Indépendant depuis 1975, le Cap-Vert fait partie des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Au cours de son entrevue avec M. Laurent Mosar, le Président de la République du Cap-Vert, M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca, a vivement remercié le Grand-Duché pour son engagement.

Le Président a rappelé que le Luxembourg a soutenu le Cap-Vert afin qu'il obtienne un statut spécial à l'Union européenne. Un tel statut est important pour le rapprochement entre les deux unités, a souligné M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca.

Les deux présidents se sont exprimés en faveur d'un échange d'étudiants capverdiens et luxembourgeois et soutiennent les accords de coopération entre les universités des deux pays.

Plusieurs milliers de citoyens d'origine capverdienne vivent actuellement au Luxembourg. Ils sont généralement bien intégrés, ayant souvent opté pour la nationalité du Grand-Duché.



M. Laurent Mosar et M. Jorge Carlos de Almeida Fonseca

La Maison Wiltheim comme vitrine artistique



Artistes luxembourgeois accueillis à la maison Wiltheim

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a invité les artistes luxembourgeois dont les œuvres ont été choisies pour donner un supplément d'âme à la maison Wiltheim, ancien siège de la Dresdner Bank acquis par la Chambre des Députés. Grâce à la perspicacité et au soutien des partenaires de l'agence de promotion culturelle mediArt et du Musée national d'histoire et d'art, la Chambre peut s'honorer d'avoir transformé en vitrine de l'art ce bâtiment destiné entre autres à l'accueil de délégations internationales.

La Chambre va continuer ce soutien à l'art contemporain en étoffant sa collection dans les années à venir.

DANS CE NUMÉRO

Aide financière de l'État pour études supérieures	p. 542
Violence domestique	p. 555
Rapport de la Commission d'enquête SREL	p. 562
Sommaire des séances publiques nos 43-45	p. 586
Table analytique 2012-2013	p. 587
Sommaire des questions parlementaires	p. Q162

Rencontre avec le bourgmestre d'Arlon

La mobilité et l'habitat figuraient parmi les principales problématiques abordées par des membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI (Conseil Parlementaire Interrégional) et le bourgmestre d'Arlon, M. Vincent Magnus, lors d'une rencontre à la Mairie d'Arlon, le 2 octobre 2013. La ville belge bénéficie de l'attractivité économique de son voisin luxembourgeois. Ainsi, 10.000 Arlonais se rendent tous les jours à Luxembourg pour y travailler. Un certain nombre de défis découlent également de cette proximité qui a en effet un impact non seulement sur les transports et la mobilité, mais également sur le prix de l'immobilier et des terrains dans l'agglomération d'Arlon.

«La mobilité transfrontalière est peut-être aujourd'hui notre plus grand défi.» C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a qualifié une situation qui affecte considérablement la qualité de vie des frontaliers. Pour mieux construire l'Europe, il faut avant tout s'atteler à cette tâche et avancer des solutions concrètes en misant sur la coopération transfrontalière et la Grande Région.

Dans ce contexte, les élus luxembourgeois et belges présents se sont échangés sur les possibilités d'agrandir l'offre de «park and ride» et «park and rail» près de la frontière. Dans le domaine ferroviaire, l'harmonisation des systèmes de sécurité est une priorité pour éviter que les passagers en direction ou en provenance du Luxembourg ne doivent changer de train à Arlon. De même, le prix du passage de la frontière en train reste trop élevé.

Avec l'essor d'Esch-Belval, l'intérêt croissant pour une liaison ferroviaire efficace entre Arlon et ce nouveau pôle économique et universitaire du Grand-Duché a en outre été souligné. La coopération universitaire croissante entre le campus arlonais de l'Université de Liège et l'Université du Luxembourg en bénéficierait. Pour les étudiants, une meilleure connexion ferroviaire entre Arlon et les principales gares luxembourgeoises serait d'autant plus bénéfique.

Force est de constater que la relation entre Arlon et le Luxembourg est loin d'être une voie à sens unique, mais correspond à un véritable rapport d'interdépendance. De plus en plus de ressortissants luxembourgeois viennent habiter dans l'agglomération d'Arlon, alors que les élèves originaires du Grand-Duché s'y



Les députés luxembourgeois en compagnie de représentants arlonais

comptent par centaines tous les ans dans les établissements d'éducation secondaire de la ville. De même, un renforcement de la coopération en matière d'épuration des eaux serait bénéfique pour les villages de part et d'autre de la frontière.

En présence de représentants de l'«Association des néo-Luxembourgeois originaires de la province de Luxembourg», le Président et les députés présents ont en outre discuté avec le bourgmestre et d'autres élus locaux des principaux défis qui se présentent aux Belges ayant acquis le droit de vote au Grand-Duché.

Pourrait-on à l'avenir s'inspirer des autorités françaises qui, à l'occasion des élections législatives françaises, demandent aux communes belges l'autorisation d'ouvrir des bureaux de vote pour les ressortissants français qui y résident? Il pourrait s'agir d'une alternative intéressante au vote par correspondance qui reste pour l'instant l'unique moyen de participer aux législatives luxembourgeoises pour les Belges ayant acquis un passeport luxembourgeois depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la nationalité de 2008.

Le Parlement Benelux en visite au SIDOR



Visite du SIDOR par des délégués du Parlement Benelux

La nouvelle usine d'incinération du SIDOR située à Leudelange a fait l'objet d'une visite de travail d'une délégation du Parlement Benelux.

En fonction depuis 2010, la nouvelle usine d'incinération est également un centre de valorisation énergétique des déchets traitant 125.000 tonnes de déchets par an et produisant de l'électricité pour 28.000 ménages à partir de la chaleur de combustion.

Face à la problématique des déchets, le SIDOR s'engage aussi dans l'information et la sensibilisation de la population pour consacrer davantage d'efforts à la réduction des déchets. Grâce aussi à l'effort des communes, notamment à la mise en place de centres de recyclage, une diminution de 3% de la quantité des déchets a pu être constatée au fil des dernières années.

Le SIDOR est composé de 35 communes du sud et du centre du Luxembourg couvrant un territoire peuplé de 345.000 habitants. Il traite près de 70% des déchets du Grand-Duché.

Visite de la Maison du Luxembourg à Thionville

«Alors même que nous sommes les témoins privilégiés de l'effacement progressif des frontières, nous faisons face, aujourd'hui, à un nouvel obstacle: celui de la mobilité entre nos deux pays». C'est en ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a résumé l'un des principaux défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les frontaliers travaillant au Luxembourg, lors de sa visite de la Maison du Luxembourg à Thionville, le 19 septembre 2013.

Accompagné de deux membres de la délégation luxembourgeoise auprès du CPI (Conseil Parlementaire Interrégional), MM. Roger Negri et Marcel Oberweis, M. Mosar a en effet répondu à l'invitation du Président de la Communauté d'Agglomération Portes de France Thionville, M. Patrick Weiten, et du Maire de Thionville, M. Bertrand Mertz, pour découvrir cette institution créée, jour pour jour il y a sept ans, le 19 septembre 2006.

Preuve de son attrait, en même temps que de celui du Grand-Duché, la Maison du Luxembourg a vu doubler en quelques années le nombre de visiteurs à plus de 12.000 personnes en 2012. Sa mission consiste à porter conseil aux frontaliers et demandeurs d'emploi et à les orienter vers les administrations luxembourgeoises compétentes. Relais de l'offre culturelle au Luxembourg, les quatre conseillers de la Maison du Luxembourg font avant tout face à des demandes de renseignement toujours plus nombreuses et très diverses, allant des allocations familiales aux questions de sécurité sociale en passant par les retraites et les recherches d'emploi.

Lors de la visite, M. Mosar s'est félicité du service rendu non seulement aux citoyens français, mais également au Grand-Duché de Luxembourg dont le développement économique dépend fondamentalement de la Grande Région.

C'est en présence de la députée française Anne Grommerch et d'autres élus locaux de la région que les députés luxembourgeois ont débattu, avec M. Weiten, non seulement des possibilités d'amélioration de la mobilité transfrontalière, de la coopération et harmonisation administratives, mais aussi de la coopération logistique et commerciale dans le cadre de la création du pôle d'affaires et d'activités technologiques sino-européen d'Illange.

Sur le plan de la mobilité, tous étaient d'accord pour dire que la qualité de vie des frontaliers souffre de manière croissante de la congestion des autoroutes et les élus se sont engagés à renforcer encore davantage leur action commune pour trouver des solutions efficaces et rapides à ce défi majeur.

Les délégués du Parlement Benelux au Centre de rétention

Une délégation du Parlement Benelux s'est rendue en visite de travail au Centre de rétention à Findel. Cette visite a eu lieu suite au débat sur l'immigration qui s'était tenu lors de la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux au mois de juin dernier à la Chambre des Députés.

Le directeur du centre, M. Vincent Sybertz, ainsi que son adjointe, Mme Sophie Rodesch, ont expliqué le concept de la structure qui se veut humaniste, notamment à travers un encadrement psychosocial qui accompagne les personnes tout au long de leur séjour. Le centre, qui a ouvert ses portes il y a deux ans, héberge des demandeurs d'asile pour lesquels un retour forcé a été décidé par le ministère compétent et qui attendent d'être rapatriés.

Les parlementaires du Benelux ont pu se rendre compte que, malgré le fait qu'il s'agit d'un centre fermé, tout a été mis en œuvre pour que les personnes en situation irrégulière qui y sont placées puissent se sentir considérées, se préparer à leur retour et avoir une perspective de vie nouvelle dans leur pays d'origine.



Une délégation du Parlement Benelux a visité le Centre de rétention.

Lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Les maladies épidémiques sortent de l'ombre. De plus en plus de pays en développement reconnaissent la relation entre une main-d'œuvre en bonne santé et l'évolution de leur économie. Le Dr Mark Dybul, Directeur du Fonds mondial de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, vient d'informer les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sur les évolutions en matière de lutte contre ces trois maladies. Au cours des dix dernières années, le Luxembourg, par l'intermédiaire du Ministère de la Coopération, a contribué au Fonds à raison de 34 millions de dollars (26 millions d'euros).

Le Fonds mondial est une institution financière internationale soutenant les pays dans leurs initiatives de prévention, de traitement et de soin des personnes atteintes du VIH, de la tuberculose ou du paludisme (malaria). Créé en 2002 pour accroître les ressources réservées à la lutte contre les trois pandémies, le Fonds encourage le partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés vivant avec les maladies.

La reconstitution des ressources a constitué un autre sujet abordé au cours de l'entrevue. Le Fonds mise sur plus de transparence et souhaite encore davantage lutter en faveur d'une bonne utilisation de l'argent en fonction des résultats obtenus dans les différents programmes. La générosité des gouvernements donateurs constitue la principale source de financement du Fonds mondial.



Le Dr Mark Dybul reçu par les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale



Représentants de Handicap International à la Chambre

Le Président reçoit une délégation de Handicap International

À l'occasion du lancement de la campagne annuelle de Handicap International, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a reçu une délégation de cette organisation qui s'attaque aux mines antipersonnel, bombes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre. Les représentants ont informé le Président de la Chambre sur l'évolution de ces problématiques.

Handicap International s'engage en faveur de l'interdiction totale de ces armes et rend aussi attentif au fait que l'utilisation de celles-ci se fait de plus en plus souvent sans aucune distinction entre zones civiles et zones militaires, bafouant ainsi des conventions internationales et des principes du droit humanitaire.

Visite de Noreen Evans, sénatrice démocrate en Californie



Mme Noreen Evans entourée des députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission juridique de la Chambre des Députés

Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission juridique de la Chambre des Députés ont reçu, le 25 septembre, la sénatrice de Californie, Mme Noreen Evans. La représentante démocrate est entre autres la présidente de la Commission juridique du Sénat californien.

Avec les députés luxembourgeois, elle s'est entretenue sur le rôle des parlements nationaux dans la procédure législative européenne.

L'échange de vues avec les députés a également porté sur une coopération économique transatlantique. Les États-Unis et l'Union européenne négocient actuellement un partenariat pour le commerce et les investissements (TTIP).

Les députés ont également abordé des questions d'ordre juridique comme la législation californienne sur les armes, l'abolition de la peine de mort en Californie ou la légalisation du mariage homosexuel.

Au cours de l'entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les interlocuteurs ont noté qu'une trentaine de sociétés américaines sont établies au Luxembourg. La majorité de leurs maisons mères se situent en Californie.

M. Mosar et Mme Noreen Evans ont aussi évoqué la situation financière en Californie et une éventuelle législation permettant d'éviter une nouvelle crise sur le marché immobilier.

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, Mme Evans a également eu des entrevues à la Cour de Justice de l'Union européenne et au Ministère des Finances. Il s'agit de la première visite d'un membre du Sénat californien au Grand-Duché de Luxembourg.

Semestre européen 2013 - Débat avec les parlements nationaux

Le 17 septembre 2013, la Commission des Affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement européen (PE) a invité les parlements nationaux à Bruxelles pour débattre ensemble de l'évaluation du Semestre européen 2013, instrument instauré depuis 2010 pour assurer une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'Union européenne (UE). La Chambre des Députés fut représentée par M. Roger Negri, vice-président de la Commission des Finances et du Budget.

Les parlements ont un rôle complémentaire à jouer pour garantir la dimension démocratique du Semestre européen, comme l'a souligné la présidente de la Commission ECON, Mme Sharon Bowles, dans une lettre adressée aux parlements nationaux: le Parlement européen, au niveau des institutions européennes, et les parlements nationaux vis-à-vis de leurs gouvernements.

Mme Elisa Ferreira, rapportrice du PE pour l'évaluation du Semestre européen 2013, a salué les recommandations par pays préparées par la Commission européenne, qui soulignent que des efforts doivent être fournis tant au niveau de la correction des déséquilibres macroéconomiques que de la mise en œuvre de réformes structurelles au sein de l'UE. Les réformes devraient néanmoins être ajustées aux situations de chaque pays avec la flexibilité nécessaire pour éviter des impacts négatifs en termes social et économique, a déclaré la députée. Le Parlement européen désire également renforcer la lutte contre les fraude et évasion fiscales et le blanchiment d'argent. Il fera toute une série de propositions dans le cadre de la réforme du secteur financier. La députée européenne a également appelé à renforcer le contrôle démocratique du processus et des actions de la Troïka.

Plusieurs députés nationaux, dont le député français Christophe Caresche et la députée hongroise Anna Magyar, se sont interrogés jusqu'à quel point la Commission européenne était en droit de prononcer des recommandations aussi détaillées aux États membres. Le rythme des ajustements structurels pourrait d'ailleurs, dans plusieurs cas, s'avérer trop rapide et avoir un impact négatif sur la croissance.

Les députés européens ne semblent néanmoins pas tous partager cet avis. Pour M. Jean-Paul Gauzès, les recommandations doivent être suffisamment détaillées pour pouvoir évaluer la réalisation des objectifs qui ont été fixés. Les recommandations ne peuvent d'ailleurs plus être qualifiées de recommandations de la Commission, imposées par «Bruxelles», une fois que celles-ci auront été adoptées par le Conseil européen, donc par les États membres. De nombreux députés européens semblent d'ailleurs partager l'avis que le Parlement européen devrait être davantage impliqué dans le processus et avoir une certaine influence sur la formulation des recommandations par pays.

Ces questions et d'autres encore auront certainement l'occasion d'être débattues lors de la première Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne, qui aura lieu les 16 et 17 octobre à Vilnius.

La situation en Syrie au centre des débats

Les députés des parlements nationaux et du Parlement européen, réunis du 4 au 6 septembre à Vilnius dans le cadre de la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ont débattu de la situation en Syrie et de la réaction à apporter à l'attaque aux armes chimiques perpétrée le 21 août contre la population civile syrienne.

La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, a d'abord rappelé la tragédie qui est en train de se dérouler en Syrie; 70% des bâtiments en Syrie sont touchés, deux millions d'enfants sont déplacés à l'intérieur du pays et les hôpitaux connaissent de sérieux problèmes de réapprovisionnement. Concernant les attaques aux armes chimiques contre la population civile, la Haute Représentante a déclaré qu'il était indubitable que ces attaques ont eu lieu. Mme Ashton s'est exprimée de façon très prudente sur une éventuelle intervention militaire et a souligné qu'il n'existe pas de solution miracle. Il faut que l'Union européenne (UE) œuvre pour une solution politique et ceci à plusieurs niveaux, comme par exemple pour lever le blocus qui existe au Conseil de sécurité de l'ONU ou dans le cadre de la conférence de paix «Genève 2».

Il n'y a pas d'alternative à une solution politique en Égypte. L'Égypte fait partie d'un «arc d'insécurité» qui s'étend à une partie des États voisins de l'UE et où la situation risque de s'enflammer davantage. L'UE doit faire preuve d'un engagement plus actif et proposer des solutions politiques; voilà pourquoi Mme Ashton multiplie les déplacements en Égypte. L'UE reste un partenaire important pour l'Égypte. En dernier lieu, la Haute Représentante a salué les propositions visant à mettre en place un plan Marshall (avec l'appui du FMI et de l'UE) pour l'Égypte qui profiterait surtout à la population.

Dans son intervention devant la Conférence interparlementaire, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen a souligné que le recours aux armes chimiques contre la population civile syrienne ne pourra pas rester sans réponse. Il a indiqué qu'il n'existe plus de doutes sur le fait que les attaques ont été lancées à partir du territoire occupé par les troupes fidèles au régime. Le Secrétaire général souligne que l'OTAN a condamné les événements en Syrie en utilisant un langage fort et sans équivoque.

En même temps, il reconnaît qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit en Syrie à long terme. Pour sortir de la crise, il faut trouver une solution politique. Rappelant la Convention contre l'utilisation des armes chimiques, M. Rasmussen a déclaré que l'UE doit faire respecter cette Convention. L'utilisation des armes chimiques doit entraîner une réplique internationale ferme pour éviter de lancer un mauvais signal aux dictateurs.

M. Rasmussen se montre préoccupé pour le futur de la politique de sécurité et de défense. Selon lui, il faut augmenter les investissements dans la défense, sinon l'UE risque de ne plus jouer qu'un rôle secondaire en tant qu'acteur au niveau mondial. Les dépenses pour la défense en Asie dépassent déjà largement celles de l'Europe. M. Rasmussen espère un signal fort du Conseil européen de décembre qui doit se pencher sur la question. Pour renforcer la PESD, il faut que l'UE comble ses lacunes au niveau de l'équipement, comme par exemple les drones et le ravitaillement en vol, qu'elle crée un marché intégré de la défense et conforte la coopération au niveau européen et international. Une attention particulière doit être portée aux cyberattaques, qui deviennent de plus en plus fréquentes. Dans ce contexte, le Secrétaire général salue le Manuel de Tallinn, qui vise à protéger les infrastructures informatiques civiles contre les cyberattaques, et il déplore qu'il ne s'agisse que de mesures volontaires.



La Chambre des Députés était représentée par MM. Félix Braz, Fernand Boden, Gast Gibéryen et Eugène Berger (de gauche à droite).

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Aperçu des travaux pendant la période législative 2009-2013



M. Roger Negri et M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux

Pendant la législature s'étendant de 2009 à 2013, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (couramment appelé Parlement Benelux), a été dirigé successivement pendant deux ans et à tour de rôle par un pays du Benelux.

À l'heure qu'il est, c'est le Grand-Duché qui préside aux destinées de cette institution parlementaire créée en 1955, et ce en la personne de M. Marcel Oberweis.

Une série de thèmes prédominants, parfois récurrents et bien souvent d'actualité ont été traités dans le cadre de nombreuses réunions de commissions, visites de travail, conférences et séances plénières.

Transports

Le sujet des transports a fait l'objet de nombreuses discussions. Ainsi, bien que l'idée d'une vignette autoroutière n'ait pas abouti, les trois pays ont décidé que chacun, de son côté, mettrait en œuvre sa propre politique en veillant à garder une architecture ouverte dans un souci de cohérence transfrontalière au sein de l'Union européenne.

Dans une recommandation sur le transport aérien, le Parlement Benelux a prié les gouvernements, n'ayant pas encore ratifié le traité FABEC (Functional Airspace Block Europe Central), d'y procéder à brève échéance, d'optimiser le transport aérien en favorisant le processus d'intégration de l'espace aérien du Benelux et d'en accroître l'efficacité en vue d'une réduction des coûts.

Les parlementaires du Benelux se sont aussi penchés sur les réseaux de transport transeuropéens et en particulier sur les lignes ferroviaires du réseau Benelux. Les lignes Bruxelles-Luxembourg (Eurocap-Rail) et Bruxelles-Amsterdam (Fyra) ont notamment fait l'objet de recommandations. Le dossier Fyra a même donné lieu à une audition publique organisée par le Parlement Benelux, en collaboration avec les commissions compétentes des Parlements belge et néerlandais, avec des représentants de la SNCB, Infrabel, NS, ProRail et des organisations de voyageurs.

Justice, défense et immigration

La coopération judiciaire reste un des sujets phares du Parlement Benelux. De par le territoire géographique restreint que couvrent les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, le Parlement Benelux entend jouer un rôle majeur dans la mise en œuvre d'une coopération européenne plus poussée en la matière. Ainsi, les parlementaires ont évoqué la possibilité d'un échange d'informations concernant les délits de mœurs et ont analysé de quelle façon les pays du Benelux pourraient agir comme précurseurs en la matière en anticipant la mise en place d'un système européen d'échange de données des casiers judiciaires.

À l'ère des technologies de l'information, le sujet de la cybercriminalité a pris beaucoup d'importance. Le Parlement Benelux a organisé une conférence sur la sensibilisation du public aux risques de la cybercriminalité. Les conclusions des débats ont mis en évidence divers aspects, dont le constat que la police à elle seule n'est pas en mesure de résoudre les problèmes liés à la cybercriminalité, qu'il est nécessaire de sensibiliser les utilisateurs aux dangers et de disposer de hardware et software adéquates au moment de l'acquisition de matériels informatiques. Une optimisation du réseau d'échange d'information précoce et rapide entre les CERT (Computer Emergency Response Team) et des unités similaires au sein du Benelux, et au-delà au niveau de l'UE, serait d'un grand avantage.

Le Parlement Benelux s'est aussi régulièrement concerté afin de suivre les travaux en vue d'un approfondissement de la coopération en matière de défense.

L'immigration a fait l'objet d'un débat en séance plénière à l'occasion duquel la préservation des acquis de Schengen ainsi qu'une politique d'intégration efficace ont été mises en évidence. Une visite de travail au Centre de rétention à Luxembourg, hébergeant des demandeurs d'asile en attente d'expulsion, a fait suite à ce débat.

Finances

La TVA ainsi que la fraude fiscale sont des sujets d'importance pour les pays du Benelux et leur rôle pourrait être déterminant en la matière s'ils se plaçaient en tant que précurseurs de la lutte contre la fraude à un niveau transnational et européen.

C'est ainsi que le Parlement Benelux a demandé aux Cours des Comptes des trois pays de rédiger un rapport de suivi sur leur coopération. Lors d'une séance plénière, M. Frans Weekers, Secrétaire d'État aux Finances des Pays-Bas avait insisté sur la nécessité de trouver un équilibre entre une économie de marché ouverte et la mise en place de restrictions envers les fraudeurs.

Dans cette optique, une conférence a eu lieu sur la fraude fiscale et sociale où une coopération dans la lutte contre la fraude fut de nouveau mise en exergue. Bien que EUROFISC, mécanisme servant à faciliter la coopération administrative dans la lutte contre la fraude, soit utile, il serait nécessaire de le développer encore davantage afin d'augmenter son efficacité. Dans une recommandation, le Parlement Benelux défend la nécessité de renforcer la coopération entre les trois pays par le biais d'une concertation ministérielle plus régulière et un échange plus intense entre les administrations fiscales.

Développement durable et sécurité nucléaire

Ces dernières années, le développement durable et l'environnement ont figuré à de nombreuses reprises sur l'agenda du Parlement Benelux. Dans ce cadre, une série de conférences ont été dédiées aux forêts, plus particulièrement à leur impact sur le climat et leur rôle dans la création d'emplois. Dans une recommandation aux gouvernements, le Parlement Benelux demande de mettre en place une gouvernance forestière transnationale et de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes liés à la gestion des forêts.

L'urbanisation durable a également fait l'objet d'une conférence qui a mis en évidence l'importance de la protection de la biodiversité par l'instauration d'une société «low carbone», ainsi que de la gestion efficace des déchets et leur réutilisation.

Les sources d'énergies alternatives, en particulier l'énergie éolienne, ont fait partie des discussions du Parlement Benelux qui a recommandé de lever les obstacles légaux au développement des interconnexions entre les marchés de l'électricité respectifs et d'augmenter l'approvisionnement en énergie verte. Il a également été question de lever les obstacles juridiques et techniques afin de développer un raccordement rentable des parcs éoliens offshore en mer du Nord.

Suite au désastre nucléaire de Fukushima au Japon, le Parlement Benelux s'est enquis de la sécurité nucléaire. Il a appelé les gouvernements des trois pays à harmoniser le zonage des mesures et des zones d'intervention. Les conséquences psychologiques et économiques d'un incident nucléaire furent également évoquées.

Santé et sécurité

Le domaine de la santé n'a pas manqué d'alimenter le débat au sein du Parlement Benelux. Ainsi, une recommandation concernant la politique relative au SIDA demande aux gouvernements d'améliorer la politique d'information envers les personnes ayant une maladie sexuellement transmissible et de résorber le retard en matière de test HIV, spécialement pour les groupes plus difficiles à atteindre tels que les immigrés ou les toxicomanes.

La sécurité alimentaire a figuré à l'ordre du jour de deux débats d'actualité. Le premier, sur la contamination d'aliments à la bactérie EHEC, a conclu qu'il était nécessaire de mettre en place un système d'information efficace envers les médias et le public. Le deuxième, qui faisait suite à l'affaire de la viande de cheval, a abouti à des recommandations quant à l'identification des bêtes et à un meilleur traçage de la viande.

Dans un registre différent, il a été décidé de définir des règles communes permettant aux personnes en fin de vie de se faire euthanasier dans l'un des trois pays conformément au souhait exprimé dans son pays d'origine.

Finalement, le Parlement Benelux a recommandé de garantir le droit d'accès aux chiens d'assistance en tous lieux ainsi que l'apposition d'une marque distinctive pour ces animaux.

Traité Benelux

En janvier 2012, le nouveau traité Benelux est entré en vigueur fixant la coopération autour de trois thèmes: le marché intérieur, l'union économique et le développement durable.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Anne Brasseur, M. Jean-Claude Mignon, Président de l'APCE, MM. Fernand Boden, Norbert Haupert et Mme Toiny Thommes-Gerbec, secrétaire de la délégation

Du 30 septembre au 4 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2013 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert et M. Félix Braz, membres effectifs respectivement suppléants.

MM. Boden et Haupert, ne se présentant plus aux élections législatives anticipées du 20 octobre, ont participé pour la dernière fois à une session de l'APCE. Tour à tour, ils ont encore une fois saisi l'occasion pour intervenir aux côtés de leurs collègues parlementaires, ceci pour présenter un important rapport sur la sécurité alimentaire respectivement intervenir sur les activités menées par l'OCDE en 2012-2013.

Quant à Mme Brasseur, elle est intervenue à plusieurs reprises au cours des débats. Elle a notamment interrogé M. Sergueï Narychkine, Président de la Douma d'État de Russie au sujet d'une modification éventuelle de la loi concernant les ONG et les agents étrangers. Par ailleurs, elle a voulu en savoir davantage sur les «agendas de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'Homme: des synergies, pas de doubles emplois», point qui figurait à l'ordre du jour.

Visite du nouveau siège fédéral de la FNEL

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres du groupe interparlementaire du scoutisme sous la présidence de Mme Anne Brasseur, a visité le nouveau siège fédéral de la FNEL au Fetschenhaff.

Le transport public pour groupes et l'a.s.b.l. «scouting in Luxembourg» furent des sujets discutés lors de cette rencontre entre députés et scouts.



© Christoph Dederichs (FNEL)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Aide financière pour études supérieures

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, suite à l'arrêt du 20 juin 2013 de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-20/12. La Cour conclut en effet que la législation luxembourgeoise en matière d'aide financière de l'État pour études supérieures est contraire au principe de la libre circulation des travailleurs.

Conformément à l'arrêt précité, le champ des bénéficiaires de l'aide financière de l'État pour études supérieures est élargi aux enfants des travailleurs frontaliers. En effet, selon la Cour, la condition de résidence figurant dans la législation actuelle constitue un critère trop exclusif, dans la mesure où «elle fait obstacle à la prise en compte d'autres éléments potentiellement représentatifs du degré réel de rattachement du demandeur de ladite aide financière à la société ou au marché du travail de l'État membre concerné, tels que le fait que l'un des parents, qui continue de pourvoir à l'entretien de l'étudiant, est un travailleur frontalier, qui occupe un emploi durable dans cet État membre et a déjà travaillé dans ce dernier depuis une durée significative».

Le projet de loi précise qu'est visé par l'élargissement du champ des bénéficiaires l'étudiant ne résidant pas au Grand-Duché de Luxembourg, à condition qu'il soit enfant d'un travailleur, salarié ou non salarié, ressortissant luxembourgeois ou ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Accord sur l'espace économique européen ou de la Confédération suisse, travaillant au Luxembourg.

Le dispositif proposé explicite en outre les critères d'«emploi durable» et de «durée significative», évoqués par la Cour. Ainsi, la durée significative est définie comme une durée ininterrompue d'au moins cinq ans au moment où l'étudiant postule pour l'aide financière. Selon la Cour, un délai de cinq ans semble en effet approprié (point 80). Certes, la Cour ne dispose pas du pouvoir réglementaire et ne peut dès lors pas fixer directement la période minimale de travail au Luxembourg, mais l'indication d'une période de cinq ans comme étant conforme au principe de proportionnalité semble clairement contenue dans l'arrêt.

Pour ce qui est du critère de l'emploi durable, seule une relation de travail réelle et effective peut conférer des droits. Dans l'arrêt du 26 février 1992, *Raulin*, C-357/89, point 14, la Cour considère que le juge national peut «tenir compte du caractère irrégulier et de la durée limitée des prestations effectivement accomplies dans le cadre d'un contrat de travail occasionnel. Le fait que l'intéressé n'ait effectué qu'un nombre très réduit d'heures dans le cadre d'une relation de travail peut être un élément indiquant que les activités exercées ne sont que marginales et accessoires. Le juge national peut également tenir compte, le cas échéant, du fait que la personne doit rester disponible pour travailler si l'employeur le demande».

Dans cette optique, il est retenu que pendant la période visée, l'emploi au Luxembourg doit être au moins égal à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'entreprise en vertu de la loi ou de la convention collective de travail, le cas échéant, en vigueur.

Le projet de loi comporte par ailleurs une disposition «anti-cumul». En effet, dans son arrêt du 20 juin 2013, la Cour de justice de l'Union européenne fait expressément référence au «risque d'un cumul avec l'allocation d'une aide financière *équivalente* qui serait versée dans l'État membre dans lequel l'étudiant réside» (point 79). Par conséquent, il est prévu que les demandeurs d'allocations sont tenus de fournir, lors de leur demande, une preuve émise par les instances officielles compétentes respectives indiquant le montant des aides financières auxquelles ils peuvent avoir droit de la part des autorités de leur État de résidence.

Dépôt par Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.07.2013

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

27.06.2013	Présentation d'un avant-projet de loi par Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
04.07.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2013	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2013

Loi du 19 juillet 2013

Mémorial A: 2013, n°132, p. 2724

Sommaire (suite)

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger (M. Serge Wilmes pose une question), M. Ben Fayot (M. Eugène Berger intervient), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *Mme Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (M. Serge Urbany intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Octavie Modert, MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Suite du compte rendu n°13)

10. 6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6376, deen ënner anerem d'Commission des normes comptables reforméiert an eng méi pousséiert Standardisatioun vun der Kontabilitéit vu verschiddene Gesellschaftsformen aféiert, ass doudsécher net de Projet, iwwert dee muer am meeschten an der Press geschriwwe gëtt.

Dësen technesche Projet ass awer e weidere wichtege Mosaikstee fir de Secteur vun den Déngschtleeschtungen, notamment am Finanzberäich an deenen domat verbonnenen Déngschtleeschtungen.

Den éischte wichtege Punkt vun dësem Projet de loi ass d'Reform vun der Commission des normes comptables - CNC.

Dës Kommissioun gouf duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2002 iwwert de Registre de commerce agefouert. D'CNC ass beim Ministère de la Justice souzesoen domiciliéiert. D'Missioune vun dëser Kommissioun sinn d'Berodung vun der Regierung am Domän vun de Regele vun der Kontabilitéit vun de Gesellschaften, sief et um nationalen oder internationale Plang. Et gi verschidde Groupes de travail innerhalb vun där Kommissioun, déi sech mat bestëmmte Sujete beschäftegen.

D'CNC ass e ganz aktiivt Organ. Et huet sech awer erausgestallt, datt d'Struktur an hir begrenzt finanziell Mëttelen et hir net méi erlaben, hiren Aufgabe vollends gerecht ze ginn. Dofir stoung am Projet de loi, datt d'CNC soll d'Personnalité civile kréien. De Statsrot, a sengem Avis vum 13. Juli 2012, huet awer eng Opposition formelle gemaach, well de Statsrot der Meenung ass, datt d'Personnalité morale de droit public sui generis net an der Verfassung virgesinn ass. Den Artikel 108bis gesäit just Etablissements publics vir.

Doropshin huet d'Regierung d'Form vun enger Fondatioun virgeschloen. A sengem zweeten Avis vum 16. Abrëll 2013 huet de Statsrot erëm eng Opposition formelle gemaach, mat der Begrënnung, datt eng Fondatioun eng privat Entitéit ass mat enger Finalité philanthropique. D'CNC wier awer en Zesummeschloss vu Vertrieder aus dem privaten an öffentleche Secteur, déi als Missioun huet, d'Regierung ze beroden.

Finalement hu mer dunn d'Form vun engem Groupement d'intérêt économique virgeschloen. Hei hat de Statsrot keng Bedenke méi. Déi zukünfteg Statute vun der CNC mussen d'Kompositioun an d'Fonctionnementsregele festleeën. Et schéngt mer awer kloer ze sinn, datt hei de Stat, d'CSSF, de Commissariat aux Assurances, d'Chambre de Commerce, den Institut vun de Réviseurs d'entreprises an och den Ordre des Experts-Comptables musse vertruede sinn.

D'Missioune vun der zukünfteger CNC sinn ënner anerem: d'Berodung vun der Regierung a Saache Kontabilitéit vun de Gesellschaften an eng Doctrine comptable ze élaboréieren.

Finanzéiert gëtt déi nei CNC ënner anerem duerch eng Tax, déi op dem Dépôt vun de Konte beim Registre de commerce opgehuewe gëtt. Dës Tax läit tëschent fënnef an zéng Euro. E Règlement grand-ducal setzt de geneeë Montant fest.

Den zweete wichtege Punkt ass eng pousséiert Standardisatioun vun de Bilanen an de Profits-et-Pertes-Konten. Bis elo hat een nach e puer limitéiert Optiounen, fir verschidden Operatiounen an engem Bilan ze presentéieren. Dat ass elo net méi de Fall.

Dëse Schrëtt gëtt vun dem Ordre des Experts-Comptables an dem Institut des Réviseurs d'entreprises e bësse kritiséiert. Wa se mam Prinzip d'accord sinn, fanne se d'Standardisatioun ze rigid. Den Institut des Réviseurs d'entreprises huet och gemengt, datt dës net am Aklang mat den europäeschen Direktive wier. Hei ass awer ervirzesträichen, datt viru Kuerzem d'Direktiv 2013/34 vum Europäesche Parlament an dem Conseil relative aux états financiers annuels et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises gestëmmt ginn ass.

Dës Direktiv gesäit am Considérant 39 vir, datt: «Les États membres sont fortement encouragés à mettre au point des systèmes de publication électronique permettant aux entreprises de déposer leurs données comptables, et notamment les états financiers réglementaires, une seule fois et sous une forme permettant à des utilisateurs multiples d'y avoir accès et de les utiliser facilement.»

Den Avantage vun enger Uniformisatioun ass, datt jiddwereen, also och Netspezialisten, d'Konte kënne besser liesen a verstoen. Dës Standardisatioun huet awer net als Konsequenz, datt d'Entreprisen an hire Rapports annuels net méi kënnen Explikatiounen an Detailer iwwer bestëmmten Operatioune ginn, fir dann d'Spezifissitéite vun där enger oder anerer Operatioun ze erklären. Dëst wor a bleift nach ëmmer méiglech.

Mat dësem Projet de loi gëtt dann och officialiséiert, datt d'Libelléen an de Konten op Däitsch oder Englesch formuléiert kënne ginn. Dëst war schonns bis elo Praxis.

Da féiere mer d'Method vun der «évaluation optionnelle à la juste valeur» an. Dëst ass eng Nouveautéit am lëtzebuergeschen Droit comptable. Am Résumé heescht dëse Prinzip, datt nëmme Reserven distribuéiert kënne ginn, déi realiséiert oder quasi realiséiert ginn - och wann de Statsrot gemengt huet, entweder et ass eppes realiséiert oder et ass net realiséiert.

Vun dëser Method sinn déi klassesch Gesellschafte betraff, net awer zum Beispill d'SICARen, d'SICAVen oder d'SICAFen. Aktionären, déi Distributioune kréien, déi net op realiséierte Reserve berouen, an déi dat wëssen, mussen dës Distributiounen un d'Gesellschaft zréckbezuelen.

De Projet de loi féiert dann och de Caractère optionnel vun dem Prinzip „substance over form" an. Ech ënnersträichen, datt awer all Gesellschaft dee Prinzip vun der Image fidèle, e Prinzip, deen elo schonns am Gesetz verankert ass, weider respektéiere muss.

Betreffend déi aner, méi kleng Ännerunge verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Erlaabt mer zum Schluss, besonnesch dem Här Ruppert an och der Madame Massard vum Ministère de la Justice Merci ze soe fir hir intensiv Hëllef bei dësem technesche Projet de loi. Ech ginn dann och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Den Här Klein géif awer nach eppes gär derbäifügen.

Plusieurs voix.- Aah!

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, de Rapport zu dësem Projet de loi ass eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn. Ech géif dem Rapporteur félicitéieren a Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an dat, wat hie gesot huet. En huet sech vill Méi ginn, fir dësen Text opzestellen, fir d'Modifikatioun vun den Normes comptables ze maachen. An an deem Sënn och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Ech mengen, dat war ganz komplett. D'Madame Justizministerin wëllt nach eppes derbäifügen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Justice.*- Neen, bestëmmt net! Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Et ass effektiv keng einfach Matière, ganz technesch. Si ass awer ëmsou méi wichteg fir eis Finanzplaz. Déi Standardiséierung bedeit eng grouss administrativ Vereinfachung, bedeit awer och, datt et positiv fir d'Finanzplaz ass. Si kënnt dem Finanzsecteur entgéint an et ass e ganz wichtegen Aspekt, fir d'Finanzplaz nach méi attraktiv ze maachen. Dofir soen ech der Chamber en häerzleche Merci fir déi wichteg, expeditiv a gutt Mataarbecht.

Merci.

M. le Président.- Merci der zoustänneger Ministesch.

Da kënne mer och schonn zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6376 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, nämlech dem Projet de loi 6585 iwwert d'Studiëbäihëllefen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Berger, Fayot, Adam, Kartheiser an Urbany, an den Här Colombera kënnt nach derbäi.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

11. 6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, mir stëmmen haut iwwert de Projet de loi N°6585 of, deen in extremis an de leschten zwou Wochen äusserst intensiv behandelt gouf.

Mir hate véier Kommissiounssitzunge bannent dëse 14 Deeg. Et ass sécherlech net déi allerbeschten Aart a Weis, fir e Projet de loi ze presentéieren, ze analyséieren, méiglechst vill Avisen anzehuelen an e Rapport ze presentéieren. De Ministère huet sech jo méi wéi eng Kéier entschëllegt, an dat mat dem Hiweis, dass d'Studentinnen an d'Studente fir d'Rentrée académique vum Wantersemester 2013 iwwer eng seriö Planungssécherheet sollten disposéieren. Mä opgrond vun der aussergewéinlecher Situatioun ass eng Léisung fir de Problem fonnt ginn. An ech wëll op dëser Plaz all deene Persounen, déi hei matgeschafft hunn, mäi Merci ausschwätzen.

Fir d'Éischt wëll ech e kuerze Réckbléck maachen a résuméieren, wéi et zu dëser Situatioun an dem virleiende Projet de loi komm ass. Den 20. Juni 2013, dat heescht viru ronn dräi Wochen, ass d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff iwwert déi finanziell Studienhëllefsaffär fir d'Kanner vu Frontaliere gefall. Dat Uerteel ass géint de Lëtzebuerger Stat gesprach ginn.

Doropshin huet d'Héichschoulministesch, d'Madame Martine Hansen, ganz schnell misse reagéieren, fir eng Ännerung vun deem am Joer 2010 modifizéierte Gesetz vum 22. Juni 2000 iwwert déi staatlech finanziell Héichschoulbäihëllefen nach virun der Summervakanz virzeschloen. Mat vill Fangerspëtzegefill huet si als nei Ministesch an nach ouni vill Erfahrung...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- ...op dësem Gebitt eng éischt Versioun virgeschloen.

An der Chamberskommissioun ass matgedeelt ginn, dass, wa mir näischt un dem Gesetz géifen änneren, da géife ronn 60 bis 100 Milliounen Euro am Beräich vun de Prêten a ronn nach eemol esou vill am Beräich vu Boursse fir d'Frontaliersstudenten a Rechnung falen.

No enger éischter Consultatioun an der Kommissioun ass awer bemierkt ginn, dass mir keng Majoritéit fir de virleienden Text géife fannen. Et wor virgesinn, nëmmen d'Wantersemester mat a Rechnung ze zéien. Op déi Manéier wollt de Ministère sech d'Méiglechkeet aushalen, de Surplus vun de Käschten an de Gréff ze kréien.

Et huet sech awer erausgeschielt, dass mir de jonke Leit, déi sech op de Wee maachen, fir ze studéieren, déi néideg Planungssécherheet fir e ganzt Joer misste ginn. Et wier hinnen net zouzemudden, zum Beispill eng Wunneng fir nëmme sechs Méint ze lounen, notamment deene jonke Leit, déi an d'Ausland studéiere wëlle goen.

Den Avis vum Statsrot louch schonn den 2. Juli vir. An do ass och eng gutt Aarbecht geleescht ginn.

De Projet de loi ass de 4. Juli - an den Avis vum Statsrot, ech kommen nach drop zréck - an der Chamberskommissioun an engem faire Geescht diskutéiert ginn. De Statsrot huet awer no där Kommissiounssitzung nach eng eege wichteg Verbesserung erabruecht, andeem den Travailleur non salarié och mat muss berücksichtegt ginn. De Rapport konnt dunn de Freiden de 5. Juli mat de Stëmme vun de Majoritéitsparteien ugeholl ginn.

Ech muss Iech soen, dass ech erliichtert sinn, dass mir dat alles an enger esou kuerzer Zäit iwwert d'Bühn kruten, an hoffen, dass de Projet de loi hei an der Plénière wäert ugeholl ginn. Duerch déi extrem knapp Échéance krute mir och keen aneren Avis vun enger Chambre professionnelle bis elo iwwerreecht, wat natierlech bedauerlech ass. Mä hei geet et ëm e sougenannten Noutfall. Ech muss awer da soen, dass gëschter Owend spéit den Avis vun der Chambre des Salariés komm ass.

Här President, ech stellen Iech de Projet de loi an den Avis vum Statsrot kuerz vir, well et ass jo ëmmerhin e wichtegt Gesetz. Am Projet de loi war en Exposé des motifs, e Commentaire des articles an och eng Fiche financière bäigeluecht.

De Gesetzesprojet huet zum Objet, dat am Joer 2010 ofgeännert Gesetz vun dem Joer 2000, wat d'finanziell Hëllef vum Stat fir Studien ugeet, nach eng Kéier ofzeänneren. D'Origine läit, wéi gesot, beim Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 20. Juni 2013 an där Affär, déi eng ganz Rei Studenten, ronn 760, an de Stat Lëtzebuerg opposéiert huet.

D'Kanner vu Frontalieren, also wou d'Eltere bei ons hei am Land hir Sue verdéngen, hate sech opgereegt, dass si keng finanziell Hëllef fir hir Studië vum Lëtzebuerger Stat accordéiert géife kréie mat dem Argument, well si net hei fest zu Lëtzebuerg wunnen. D'Residenzklausel ass also hei a Fro gestallt ginn, déi am Lëtzebuerger Gesetz festgeluecht war. Den Europäesche Geriichtshaff huet effektiv festgestallt, dass dës Bedingung net dem europäesche Recht entsprécht, well se géint d'Prinzipië vun der Libre circulation des travailleurs géif verstoussen.

Duerch dat aktuellt Gesetz ginn also déi Kanner benodeelegt, deenen hir Elteren - oder op d'mannst een Deel vun hinnen - net zu Lëtzebuerg wunnen, do awer en Aarbechtskontrakt hunn, déi also hir Revenuen zu Lëtzebuerg verdéngen. Dem Europäesche Geriichtshaff no steet och dëse Studenten a Studentinnen eng Aide financière vum Stat zou, deenen hir Elteren zwar net hei am Land wunnen, mä bei ons schaffen, also Steiere bezuelen an zur Sozialhëllef bäidroen, esou wéi dat och de Fall bei de Lëtzebuerger Résidenten ass.

An dat betrëfft net nëmmen d'Frontalieren, mä och d'Auslänner oder d'Lëtzebuerger, wéi de Statsrot zu Recht remarquéiert, déi net direkt nieft onser Grenz wunnen an awer hei hiert Akommes kréien. De Kritär vum Wunnsëtz, deen also hei am Fokus steet, ass eng indirekt Diskriminatioun vis-à-vis vun deene Studenten, deenen hir Elteren net zu Lëtzebuerg wunnen, déi awer och e Lien mat Lëtzebuerg duerch hir Aarbecht hunn.

Dee Kritär muss, laut dem Europäesche Geriichtshaff, suppriméiert ginn. An de Geriichtshaff schléit vir, en duerch aner Bedingungen ze ersetzen, dass ee fir eng Période minimale déterminée hei am Land muss geschafft hunn an doduerch säi Lien mat Lëtzebuerg beweise kann. Fir den Europäesche Geriichtshaff ass et nämlech och relevant, dass d'Eltere vum Kand, dat e finanzielle Bäitrag vum Lëtzebuerger Stat ufreet, e gewëssene Lien mat Lëtzebuerg mussen opweisen, well et soss awer trotzdeem ze einfach wier, fir beim Lëtzebuerger Stat finanziell Montanten ze froen, virun allem an enger Zäit, wéi mir alleguerte wëssen, wou déi finanziell Mëttelen net méi esou fléissen.

Et däerf een also och net einfach behaapten, dass déi Lëtzebuerger Gesetzgebung hei komplett am Onrecht läit, och wann op deem enge Punkt e Problem besteet. De Lien soll an dësem ofgeännerte Gesetz kloer nei definéiert ginn. Déi Konditioune si jo och net vu Muttwëll esou op den Dësch geluecht ginn, well duerch dës Gesetzesännerung wäert de Lëtzebuerger Stat eng gutt Partie méi Demandë fir Subsiden erakréien. An dat wäert, wéi ech virdru gesot hunn, e sëlleche Millioune kaschten.

Éischt Konditioun: All Frontalier, deen eng finanziell Hëllef fir seng Studië vum Lëtzebuerger Stat ufroe wëllt, muss noweise kënnen, dass seng Elteren op d'mannst fënnef Joer zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Dësen Aarbechtskontrakt muss fortlafend, also ouni Paus, sinn a mindestens hallefzäitlech sinn, also 50% bedroen. Dës Grondbedingung ass fir ons eng Preuve suffisante, fir e Lien mat onsem Land kënnen nozeweisen. An et entsprécht och dem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff.

Zweet Konditioun: E Frontaliersstudent, deen net hei am Land wunnt an dee schonn eng Aide financière vu sengem eegene Land kritt, dee muss dat bei senger Demande hei zu Lëtzebuerg deklaréieren. Dat ass déi sougenannten Anticumulbestëmmung aus dem Gesetzesprojet.

Wier dat net de Fall, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, Här President, da géifen eis Lëtzebuerger Studentinnen a Studente jo benodeelegt ginn. Ma et dierf een och net vergiessen, dass an eisen dräi Nopeschlänner - direkt gesot: Däitschland, Frankräich an d'Belsch - déi jonk Leit iwwer 18 Joer nach Kannergeld kréien, wa se studéieren. Eis jonk Leit hei am Land kréien awer kee Kannergeld méi.

Nodeems d'Héichschoulministesch hiren Text an de Statsrot eragereecht hat, huet deen e puer Remarquen zum Projet de loi gemaach, déi an der Kommissioun ugeholl konnte ginn. Déi héich Kierperschaft bedauert awer an hirem Avis, dass dëse Gesetzesprojet esou séier huet missen examinéiert ginn, also net genuch Zäit do war, wéi dat an normalen Zoustänn de Fall ass. Si bedauert och, dass de Projet nëmmen dem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung dréit an dat neit ofgeännert Gesetz vum 22. Juni 2000 net insgesamt en cause setzt.

Duerch deen extremen Zäitdrock, deen hei virläit, war dës Aufgab net méiglech. Mä d'Ministesch wäert dat selbstverständlech an hirer Interventioun kloerstellen. Hei läit also Urgence vir, wéi mer gesinn hunn. Dofir musse mir op d'mannst dee Volet esou schnell wéi méiglech traitéieren an och verbesseren.

De Statsrot mécht d'Remarque, dass beim virgeschloenen Text vun der Ministesch net all Cas de figure berücksichtegt gouf. Dat konnt et jo och net sinn. Esou steet zum Beispill näischt dra vun deene Lëtzebuerger Studentinnen a Studenten, Membere vun enger Lëtzebuerger Famill, déi net zu Lëtzebuerg wunnen a wou awer op d'mannst ee vun den Elteren hei am Land schafft.

De Statsrot recommandéiert also, dës Nuance fir déi Lëtzebuerger Studentinnen a Studenten am Ausland nach dranzesetzen an net nëmmen déi auslännesch Studenten ze considéréieren, wou op d'mannst een Elterendeel zu Lëtzebuerg een Aarbechtskontrakt huet. Nun, dat alles konnt net gemaach ginn, vu dass d'Zäit esou enk war.

Am Gesetzesprojet gëtt nach eng aner Kategorie vu Leit vergiess. Et handelt sech ëm d'Kanner aus enger EU-Statsbiergerfamill, déi zwar hei zu Lëtzebuerg hiert Akommes kritt, awer net Salarié ass an déi och net zu Lëtzebuerg wunnt. Bei där Kategorie besteet och e Vide juridique an dem Gesetzesprojet. An de Statsrot besteet drop, dass béid - Salariéen an Netsalariéen - am Text däitlech drastinn.

Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg als Non-salarié schafft, huet trotzdeem e Lien mam Land, andeems se jo an d'Sozialversécherunge cotiséiert. Wann de virleiende Gesetzesprojet déi Leit also vergësst, besteet nees eng nei Diskriminatioun fir déi Kategorie vu Leit. Dat wësse mer. Dofir muss iwwert déi nächst Wanterméint een neie Gesetzestext geschafe ginn. De Statsrot kann dat net akzeptéieren, wéi e schreift, a géif och d'Dispens vum second Vote constitutionnel net accordéieren. Dozou wäert d'Madame Ministesch och nach dann eng Äntwert ginn.

Ech kommen dann zum Schluss, Här President. Am Examen des articles huet de Statsrot dann nach e puer Remarquë gemaach. Hie proposéiert e puer Ännerungen an der Formulatioun. An der Kommissioun ware mir ons also eens, dem Statsrot säin Avis komplett unzehuelen an de Projet de loi deementspriechend dann ze adaptéieren.

Et ass wichteg, hei ze soen, dass mir déi Ännerungen unhuelen, fir dass d'Lëtzebuerger Gesetzgebung am Accord mam europäesche Recht ass an dass mir net méi opgrond vun engem weidere Feeler op d'Geriicht mussen zitéiert ginn. Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, dass d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff net esou ze interpretéieren ass, wéi wa Lëtzebuerg géint d'europäescht Recht an d'Chancëgläichheet verstouss hätt. Neen, well dat ass eent vun den Uleiessen, fir déi Lëtzebuerg sech ëmmer an der Vergaangenheet staark agesat huet.

Mat dësem Projet de loi, dee mir haut stëmmen, wëlle mir eis Législatioun op de richtege Wee bréngen. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gëllt nëmme fir dat kommend akademescht Joer 2013/2014. Wéi schonn ugedeit, wéilt d'Madame Ministesch eng gréisser Reform vun de finanzielle Studienhëllefen an de kommende Méint ausschaffen - si huet et schonn e puermol gesot gehat - an en neie Projet de loi an d'Parlament erabréngen.

D'CSV wéilt der Madame Ministesch déi Chance ginn. An ech bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun era fir de virleiende Projet de loi a soe Merci fir déi geschätzten Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet. Mir hu missen a séiere Konditiounen hei e Rapport fäerdeg maachen, dat war net esou evident. Och all de Kommissiounsmembere Merci fir déi Aarbecht, déi se hei geleescht hunn, well mer hu misse kucken, nach virun der Summervakanz e Projet de loi op de Wee ze bréngen, fir datt mer kënnen de Studenten eng gewësse Planungssécherheet ginn, a virun allem och, fir datt mer elo scho kënnen an enger éischter Phas engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung droen.

Well dowéinst sti mer jo haut hei, well den Europäesche Geriichtshaff den 20. Juni 2013 en Uerteel gemaach huet par rapport zu enger Législatioun iwwert d'Studentebourssen an d'Studenteprêten, déi mer hei zu Lëtzebuerg zënter 2000 respektiv 2010 hunn.

An iwwert dat Uerteel ass jo an deene leschten Deeg ganz vill geschwat an diskutéiert ginn, mä et muss ee soen, datt dat Uerteel allerdéngs net ganz einfach ass, fir ze verstoen, och fir et ze liesen. Et ass nämlech relativ komplex. An dofir kann een och ganz séier villes vun deem, wat do drasteet, falsch verstoen. Dofir ass et wichteg, datt een dat Uerteel genau eng Kéier kuckt, fir datt och jiddweree kloer weess, wat u sech hei den Europäesche Geriichtshaff gesot huet a wat net.

An een, deen dat och scho gemaach huet, an dat op seng gewinnten differenzéiert a fondéiert Aart a Weis, ass den Här Fayot, deen de leschte Freiden an enger Zeitung en Artikel also veröffentlecht huet. An ech muss soen, wierklech en exzellenten Artikel, wou ech em fir seng Aarbecht nëmme ka félicitéieren, well en do wierklech differenzéiert dat Uerteel eng Kéier auserneegeholl huet. An dat ass wichteg, datt jiddweree kloer gesäit, ëm wat et hei geet.

Ech wéilt da fir mäin Deel och déi Analys eng Kéier e bësse méi am Detail hei maachen an do als Alleréischt emol soen, datt et ganz wichteg ass ze wëssen, datt den Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff net en Arrêt en manquement ass, mä en Arrêt sur renvoi préjudiciel. Wat heescht dat an anere Wierder? Dat heescht, datt Lëtzebuerg net vum Europäesche Geriichtshaff condamnéiert ginn ass, well net hei iwwer e Verstouss tranchéiert ginn ass.

Neen, den Europäesche Geriichtshaff huet eng Interpretatioun vum europäesche Recht gemaach, fir datt eng national Juridictioun kann eng Äntwert op eng Fro fannen, wéi eng Dispositioun aus enger nationaler Législatioun par rapport zum Droit vun der Europäescher Unioun ze interpretéieren ass. Dat klëngt elo komplizéiert, mä wann een dat e bëssen auserneenhëlt, da versteet dat och jiddwereen.

An dësem Fall ass déi national Juridictioun den Tribunal administratif vu Lëtzebuerg, deen, wéi mer alleguerte wëssen, jo vu véier Studentinnen a Studenten aus Däitschland an der Belsch, vun deenen alleguerten ee vun den Elteren hei zu Lëtzebuerg schafft, mat engem Recours géint eng Décisioun vum lëtzebuergeschen Héichschoulministère konfrontéiert ginn ass.

Dee Recours ass gemaach ginn, well déi jonk Leit beim CEDIES eng Demande gemaach hunn, fir kënnen eng finanziell Hëllef vum Lëtzebuerger Stat ze kréien. Mä déi Demande ass awer vum Héichschoulministère refuséiert ginn. Firwat? Ma well déi véier Studenten net hei zu Lëtzebuerg wunnen. D'Gesetz ass nämlech relativ kloer op deem Punkt. De Punkt b) vum Artikel 2 vun deem Gesetz seet nämlech, datt een och als Netlëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg wunne muss, fir kënnen eng finanziell Hëllef ze kréien. Dat ass awer guer näischt Neies, well dat ass et virdrun och scho ginn, also zënter dem Gesetz vun 2000. An dat ass och an deenen anere Länner esou de Fall.

An hirem Recours virum Tribunal administratif argumentéieren d'Studenten awer, datt, éischtens, an hiren Aen e Studenteprêt respektiv eng Bourse e soziale Virdeel ass, an zwar am Sënn vum Artikel 7 Paragraph 2 vum Reglement N°1612/68 vum Europäesche Conseil. An dat geet u sech iwwert d'Libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté européenne.

Dëst Reglement, dat enthält eent vun de fundamentale Rechter vu jiddwer Bierger aus der Europäescher Unioun, dat seet, datt een Aarbechter, deen aus engem anere Land kënnt, net wéinst senger Nationalitéit aneschters däerf behandelt gi wéi déi Bierger an deem Land, wou e schafft. A genee wéi déi national Aarbechter hätt hien also och all sozial a steierlech Virdeeler vun deem Land zegutt.

Zweetens soen d'Studentinnen, virun dem Tribunal administratif hu se geklot, datt d'Konditioun, fir hei zu Lëtzebuerg wunnen ze mussen, fir eng finanziell Hëllef kënnen ze kréien, eng direkt Diskriminatioun wär, well d'Lëtzebuerger just hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg brauchen ze hunn an d'Netlëtzebuerger awer zu Lëtzebuerg wunne mussen. An et wär awer och eng indirekt Diskriminatioun, wann a béide Fäll géif gëllen, datt se hei zu Lëtzebuerg musse wunnen, well dat fir d'Lëtzebuerger nämlech méi einfach ze erfëlle wär wéi fir d'Netlëtzebuerger.

Dem Gesetz iwwert d'Studenteprêten an d'Bourssen aus dem Joer 2000, respektiv modifiéiert 2010, ginn also ënnert dem Strëch gekuckt dräi Reprochë gemaach: deen een, datt déi finanziell Hëllef fir Studien e soziale Virdeel wär, deen enger Kategorie vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg géif schaffen, net accordéiert gi wär an domat net kompatibel mat engem fundamentale Recht vun der Europäescher Unioun wär.

Zweete Punkt: nämlech de Virworf, datt eng Residenzkonditioun d'Netlëtzebuerger par rapport zu de Lëtzebuerger direkt géif diskriminéieren. An drëtten a leschte Punkt: datt déiselwecht Residenzkonditioun d'Netlëtzebuerger par rapport zu de Lëtzebuerger indirekt diskriminéiere géif. Dat sinn déi dräi Reprochen.

Wat sot den Tribunal administratif zu deene Reprochen?

Zum Punkt eent, datt déi lëtzebuergesch Studentebourssen a -prêten effektiv am Sënn vum Artikel 7 Paragraph 2 vum Reglement N°1612/68 vum Europäesche Conseil e soziale Virdeel sinn.

Zum Punkt zwee, datt et wéinst der Residenzkonditioun keng direkt Diskriminatioun vun Netlëtzebuerger par rapport zu Lëtzebuerger gëtt, well d'Wierder „domicilier" an „séjourner" déiselwecht Bedeitung hätten.

Zum Punkt dräi, datt et effektiv eng direkt Diskriminatioun (veuillez lire: eng indirekt Diskriminatioun) vun den Netlëtzebuerger par rapport zu de Lëtzebuerger gëtt, well d'Residenzkonditioun effektiv méi liicht vun de Lëtzebuerger ze erfëllen ass wéi vun den Netlëtzebuerger.

Den Tribunal administratif weist dann awer och op d'europäescht Recht hin, datt et esou eng indirekt Diskriminatioun akzeptéiert, wann et dofir eng Justificatioun gëtt, déi op objektiven a vun der Nationalitéit onofhängege Grënn baséiert, a wann dës indirekt Diskriminatioun am Verhältnis steet zu engem legitimen Zil, dat duerch d'nationaalt Recht erreecht soll ginn.

An hei war sech den Tribunal administratif awer net sécher, ob dat de Fall wär, ob also eng indirekt Diskriminatioun, déi an engem nationale Recht steet, par rapport zu engem europäesche

Recht ka justifiéiert ginn. A fir dee Punkt ze klären, huet den Tribunal administratif dunn dës Fro un den Europäesche Geriichtshaff weiderginn, fir datt dëse seng Interpretatioun vum europäesche Recht mécht.

An dat huet dunn den Europäesche Geriichtshaff dann och gemaach, an zwar den 20. Juni 2013, wéi e säin Arrêt veröffentlecht huet. A wat seet en do? Majo, genee wéi de lëtzebuergeschen Tribunal administratif seet d'Cour, datt d'Lëtzebuerger Studenteprêten a Bourssen effektiv e sozialen Avantage am Sënn vum Reglement 1612/68 sinn. Genee wéi de lëtzebuergeschen Tribunal administratif seet d'Cour, datt d'Wunnkonditioun keng direkt Diskriminatioun ass - dat ass de Punkt 42 vun deem Arrêt -, mä datt se eng indirekt Diskriminatioun wär, déi u sech verbueden ass, et sief dann, si wär justifiéiert - Punkt 46 vun deem Arrêt.

Fir justifiéiert ze sinn, seet d'Cour, datt déi indirekt Diskriminatioun, an dësem Fall also d'Wunnkonditioun, dozou bäidroe muss, e legitimt Zil ze erfëllen, deem Zil gerecht muss ginn an datt se net däerf iwwert dat erausgoen, wat onbedéngt néideg ass, fir dat Zil ze erreechen - Punkt 46 vum Arrêt.

Stellt sech also d'Fro, wat dat legitimt Zil ass, dat mat der Wunnkonditioun soll erfëllt ginn. An hei huet d'Lëtzebuerger Regierung een Haaptzil uginn, an zwar, datt et drëms geet, fir d'Zuel vun de Résidentë mat engem Diplom an d'Luucht ze setzen, well eist Land ze mann Leit huet, déi en Héichschouldiplom hunn, an dat obwuel mer eng Wirtschaft hunn, wou 50% vun den Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, esou en Diplom verlaangen. Derbäi kënnt, datt grad Europa géif vun all Land verlaangen, fir kënnen d'Mutatioun zu enger Wëssensgesellschaft ze packen an déi ze preparéieren, andeems op d'mannst 60% vun deene Jonken tëscht 30 a 34 Joer en Héichschouldiplom hunn. A fir Lëtzebuerg gëtt en nationaalt Zil ausgi vu 40%.

Fir dat ze erreechen, mussen also d'Résidentë motivéiert ginn, fir studéieren ze goen. An dofir gëtt et ebe bei eis eng Wunnkonditioun an déi finanziell Hëllefen, déi doru gekoppelt sinn. Domat wäre mer an Zukunft dann och eventuell manner ofhängeg vun Netrésidenten. An déi géife jo dann och an hire Länner eng finanziell Ënnerstëtzung kënne kréien, fir studéieren ze goen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet dëst Haaptzil vun der Regierung genee ënnert d'Lupp geholl an en huet et och akzeptéiert; am Punkt 53 vum Arrêt, do seet en: «La poursuite d'études supérieures est un objectif général, reconnu au niveau de l'Union européenne.» Dëst Zil gëtt also kloer vun der Cour unerkannt, genee wéi datt eng Wunnkonditioun en appropriéiert Mëttel ass, fir dëst Zil ze erreechen.

Well wéi schreift d'Cour an hirem Arrêt ënnert de Punkte 65 a 67: «Le travailleur frontalier n'est pas toujours intégré dans l'État d'emploi de même manière que l'est un travailleur résidant dans cet État», Punkt 65.

«La probabilité d'une installation au Luxembourg et d'une intégration au marché du travail luxembourgeois au terme des études supérieures, même lorsque ces études ont été effectuées à l'étranger, est plus importante s'agissant des étudiants résidant au Luxembourg au moment où ils vont entreprendre leurs études supérieures qu'en ce qui concerne les étudiants non-résidents», Punkt 67.

An doweinst wär d'Clause de résidence «propre à réaliser l'objectif visé». Allerdéngs géif déi Wunnkonditioun iwwert dat erausgoen, wat néideg ass, fir d'Zil vu méi Diplomëierte fir Lëtzebuerg ze erreechen, well se ze vill absolut ass. Zu Lëtzebuerg ze wunnen ass der Cour no nämlech «un élément qui n'est pas nécessairement le seul élément représentatif du degré réel de rattachement de l'intéressé à cet État membre», Punkt 76. Et kann also nach aner Elementer ginn, fir sech mat engem Land verbonnen ze spieren an no senge Studien dohinner schaffen ze goen, wéi eleng de Fait, datt een do wunnt.

An dofir hält d'Cour zu gudder Lescht fest, datt:

éischtens, d'Zil, fir d'Zuel vun de Résidentë mat engem Héichschouldiplom an d'Luucht ze setzen, e legitimt Zil ass;

an zweetens, datt doduerjer d'Résidenten an Netrésidenten aneschters behandelt däerfe ginn, justifiéiert kéint ginn duerch eng Clause de résidence, déi en eegent Mëttel ass - e gëeegent Mëttel ass, pardon -, fir dat Zil ze erreechen, mä déi iwwert dat erausgeet, wat néideg ass, fir datselwecht Zil ze erreechen, well et fir een, deen eng Demande fir e Prêt oder eng Bourse mécht, nach aner Elementer gëtt, fir mat Lëtzebuerg verbonnen ze sinn, wéi just de Fait, fir hei ze wunnen. Wéi zum Beispill, wann een net hei wunnt, mä ee vun den Eltere schonn eng Zäitchen hei geregelt schafft.

D'Wunnkonditioun, déi et am Gesetz iwwert d'Studentebourssen a -prête gëtt, ass also net illegal, mä si muss ergänzt ginn, an zwar net duerch jiddwereen, well soss een Tourisme de bourse géif entstoen, mä duerch Frontalieren an deenen hir Kanner. D'Cour seet dat ganz däitlech ënnert dem Punkt 78: «Le fait que cet étudiant réside seul ou avec ses parents dans un État membre frontalier du Grand-Duché de Luxembourg et que, depuis une durée significative, ses parents travaillent au Luxembourg et vivent à proximité de ce dernier État membre», an dat gëtt deem Student dann d'Recht, fir eng finanziell Hëllef, fir studéieren ze goen, ze kréien.

Et ass also net esou, wéi déi ursprünglech Klo war, datt all Kand vun engem, deen zu Lëtzebuerg schafft, awer net hei wunnt, déiselwecht Studiëbäihëllef soll kréie wéi déi, déi hei wunnen. Mä si mussen e Lien hunn, deen esou ass, datt et probabel ass, datt se no hire Studien de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart integréieren.

Der Cour hiren Arrêt ass also net schwaarz a wäiss. En ass voller Nuancen, differenzéiert, ganz kloer, an e gëtt dem Législateur och e puer Pisten, fir d'Lëtzebuerger Gesetz un d'europäescht Recht unzepassen.

D'Zil vun der Héichschoulpolitik ass mam Arrêt bestätegt ginn, mä de Wee fir dohinner war vläicht ze vill exklusiv a muss komplettéiert ginn, an zwar duerch aner Elementer, déi ee mat engem Land verbanne wéi eleng de Wunnsëtz. An dat betrëfft d'Grenzgänger, mä net all d'Grenzgänger. Et ass also en Uerteel am Sënn vun de Grenzgänger, net en Uerteel fir all europäesche Bierger, deen hei schafft, mä net hei wunnt. Et ass also, wéi de Ben Fayot och richteg sot, fir d'éischte Kéier, wou d'Groussregioun als Entitéit iwwert dem Lëtzebuerger Stat hei existéiert.

Dësen Arrêt ass awer och als en Deel vun enger Jurisprudenz ze gesinn, déi a Bewegung ass an déi versicht, fir dee richtegen Équiliber ze fannen tëscht op där enger Säit nationaler Héichschoulpolitik, där hiert Zil kloer als Intérêt général fir eist Land unerkannt gëtt, mä déi awer déi fundamental Rechter vun der Europäescher Unioun net a Fro stellen däerf.

An datt et sech an dësem Fall net just nëmmen ëm eng reng Lëtzebuerger Fro handelt, mä ëm eng fundamental Fro fir déi ganz Europäesch Unioun, weisen och déi véier Länner, nämlech Dänemark, Griichenland, Éisträich a Schweden, déi niewent Lëtzebuerg matgemaach hunn, well et och an deene Länner eng Residenzklausel gëtt, déi fir si wichteg ass, fir kënnen eng kohärent Héichschoulpolitik ze assuréieren. An dofir ware si bei dëser Affär op eiser Säit.

D'Konsequenzen, déi dëst Uerteel fir déi aktuell Législatioun huet, kenne mer alleguerten. Si wäert esou net méi kënne weider existéieren. Eng Reform ass also néideg. A mir maachen déi elo an zwou Etappen: eng haut, an dono eng bei der Rentrée. Déi vun haut ass wichteg, fir datt en allze vill grousse finanziellen Abroch fir d'Studenten an eng ze vill héich Belaaschtung fir de Statsbudget soll verhënnert ginn.

A fir hir Aarbecht, déi se hei geleescht huet, wéilt ech och gären der Héichschoulministesch, der Madame Martine Hansen, Merci soen. Dat war nämlech net evident.

Déi grouss Erausfuerderung läit awer elo nach an där zweeter Etapp, déi op eis waart, wou et dann drëms geet, fir kënne wierklech eng Reform vun där Gesetzgebung ze maachen an dobäi eben d'Uerteel vun der Cour mat all hiren Iwwerleeungen och ëmzesetzen.

An hei wäerte sech nach e ganz sëlleche Froe stellen, wéi zum Beispill: Wat ass dann elo genee e Grenzgänger? Wat heescht «vivre à la proximité»? Wat maache mer mat dem Kannergeld, dat an deene verschiddenen Nopeschlänner nach bezuelt gëtt? Mat bestëmmte Studien am Ausland, wéi zum Beispill Kinésstudien an der Belsch, déi e Student aus Lëtzebuerg net maache kann, well hien Netrésident ass? Ass dat net eng Discrimination à rebours vis-à-vis vun de Lëtzebuerger Studenten?

A wëllen a kënne mer d'Philosophie vum autonome Student, dee mat Hëllef vun enger Bourse oder engem Prêt onofhängeg vu sengem Elterenhaus kann an dat Land dat studéiere goen, wat e wëllt, nach verteidegen oder net? Eng Philosophie, déi op der Mobilitéit baséiert an déi och haut nach vun de Studentenorganisatiounen, zemools vun der ACEL, verteidegt gëtt. Oder musse mer elo hei zu Lëtzebuerg eng Uni schafen, déi generalistesch gëtt, amplaz eng, déi méi spezialiséiert ass?

Dat sinn alles Froen, op déi mer mussen eng Äntwert fannen. Op jidde Fall, fir dëst Uerteel ëmzesetzen, brauche mer also nach Zäit. Zäit, déi soll genotzt ginn, fir iwwert déi vill Méiglechkeete vun der Cour nozedenken, an och Zäit, fir mat de Studentenorganisatiounen hei ze diskutéieren.

Meng Fraktioun, wéi de Marcel Oberweis et scho gesot huet, wäert dëse Projet hei stëmmen. Mä mir wëssen awer och, datt dat hei eréischt eng flaach Etapp war, déi awer huet musse gefuer gi ginn, éier mer da wäerten an d'Bierger goen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. An als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur. Här President, ech beneiden net d'Madame Hansen. Esou kuerz ernannt, a schonns muss si eng verdammt versalzten Zopp vun hirem Virgänger, dem Här Biltgen, do ausläffelen. An et wënscht ee jo eigentlech kengem eppes Schlechtes, mä dat, wat d'CSV mat Iech gemaach huet, Madame Hansen, ass awer wierklech: en uerdentleche Cadeau empoisonné iwwerreechen. Ech mengen, wann Der dat do vläicht gewosst hätt, ier se Iech gefrot hu fir an d'Regierung, hätt Der Iech et vläicht och zweemol iwwerluecht.

Dir sidd duer komm, Dir hutt do kee Plang B an engem Tirang virfonnt, obwuel gewosst war, datt mer hei géife wahrscheinlech op déi dote Situatioun duersteieren. Wann ech elo wäert ganz kritesch sinn, ganz kritesch muss sinn, dann ass dat net direkt fir Iech gemengt, Madame Ministesch, mä dann ass dat virun allem och nach eng Kritik un Ärem Virgänger, mä awer och op déi desastréis Politik vun der CSV gemënzt. Bon, Dir hutt Iech elo bei der CSV engagéiert, da musst Der awer och elo dann dat mat assuméieren.

(Interruptions diverses)

Här President, vill Leit hu vergiess, datt d'Aféiere vun deene Studentesubsiden als Spuermesure geholl gi war an och esou presentéiert ginn ass. Bon, wann d'CSV wëllt spueren, da gesi mer elo, wat do dann derbäi erauskënnt. Dat, wat als Spuermesure geplangt war, huet sech als de séchere Wee an e finanziellen Debakel erwisen.

Et wor Rieds deemools 2008/2009 (veuillez lire: 2010), datt ee kéint all Joers 20-30 Milliounen spueren, andeems een dann dat Kannergeld net méi géif exportéieren. Mä schnell huet dat Gesetz, dat jo eigentlech mat der Strenz d'Suen nëmmen esou ënnert de Studente verdeelt huet, all Joers de Budget net entlaascht, mä belaascht. Dat ass da gaangen am Rhythmus 30, 40, 50 Milliounen an esou weider, méi all Joers belaascht.

An ech muss soen, et ass eigentlech och nach net esou laang hier, wéi den Här Biltgen nach am Amt war, hate mer eng Kéier eng Diskussioun an der Chamber, dat war elo am Februar/Mäerz, wou ech em dat dann och nach eng Kéier virgehalen hunn, well en nach ëmmer kee Plang B dunn hat a well et sech awer schonns ugedeit huet, datt do géife Problemer kommen. Do huet hie sech wierklech gewiert an en huet deemools behaapt an der Kommissioun, dat wier ni, ni als Spuermesure geduecht.

Ech hunn dat relativ grotesk fonnt, well wann een d'Deklaratioune vun der Regierung deemools 2008/2009 (veuillez lire: 2010) noliest, d'Deklaratioun hei an der Chamber, da war dat ganz kloer als Spuermesure ugeduecht oder emol esou presentéiert.

Mä dat ware keng Spuermesuren, déi presentéiert gi sinn. Dat war en CSV-Wahlcadeau virun de Wahlen 2009 (veuillez lire: de Gemengewahlen 2010), dee se mat öffentleche Gelder finanzéiert hunn. Dat reit sech an aner Wahlcadeauen an, wéi zum Beispill d'Mammerent 2004, de Kannerboni oder d'Chèques-services 2009. Cadeauen, déi d'Allgemengheet elo deier wäerten ze stoe kommen. An och bei de Chèques-services riskéiert d'Rechnung nach eng Kéier ganz gesalzt ze ginn, well mer do och wäerten ähnlech Diskussioune kréien an och do nach riskéieren, eng Kéier Décisioune vun den EU-Geriichter ze kréien.

A mir wësse jo elo, ech hunn et virdru gesot, datt eigentlech amplaz ze spueren all Joers d'Rechnung méi deier ginn ass. An och elo nom Uerteel wësse mer, datt d'Rechnung nach eng Kéier méi deier gëtt. An et wier jo gutt, wa mer do herno och nach e puer Detailer kéinte kréien, well jo och elo eng 700-800 Studente musse fir déi lescht dräi Joer nobezuelt kréien. An och déi Iwwergangsregelung, déi mer elo hunn, déi elo um Dësch läit, fir ee Joer, wäert och nach eng Kéier e Batz Geld kaschten.

Dat do hätt ee sech kënne spueren, wann den deemolegen Héichschoulminister op d'Awänn agaange wier vun enger Rei Bedenke vun där enger an där anerer Säit. An et war och d'DP deemools, déi eng ganz kritesch Stëmm zu deem Projet hat. A mir hate jo och deemools géint dee Projet gestëmmt.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- ...enthalen...gestëmmt.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir hunn dee Projet net gestëmmt. Mir hunn dergéint gestëmmt, Här Wilmes!

Den Här Biltgen huet fir säi Cadeau ëmmer esou argumentéiert, datt de Student eng Pai sollt kréien.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- En huet sech enthalen!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- E ka sech dat net méi erënneren.

Une voix.- Den Här Berger weess et net méi. Et ass schonn esou laang hier.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Den Här Wilmes war dee Moment nach net hei an der Chamber, dann...

Deux voix.- En huet et awer nogelies!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Dat kann een noliesen...

Une voix.- Dir hutt et net nogelies.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, mir hunn deemools dee Projet...

M. le Président.- Här Berger, fuert wann ech gelift virun.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir hunn deemools dee Projet net gestëmmt, Här President. An den Här Biltgen, deen huet jo fir säi Cadeau ëmmer esou argumentéiert, datt de Student eng Pai géif kréien, dat wier eigentlech eng nei Approche. Ech ka mech och erënneren: Den Här Fayot huet dat gelueft, datt een do eng komplett aner philosophesch Approche géif kréien.

Mä dat war eng Argumentatioun, Här Fayot, déi konnt d'Strooss net halen, well iwwerall an Europa, iwwerall bal, mengen ech, op der Welt..., an den Här Wilmes huet jo a sengem Exkurs virdrun dat och e bëssen esou erklärt, datt d'Studentenhëllefen net als eng Pai normalerweis considéréiert ginn. Do hu se jo och net, datt dann d'Studenten nach Urecht op Congé kréien, datt se - wat weess ech? - nach an eng Krankekeess abezuelen, datt se an d'Pensiounskeess abezuelen.

Dat ass keng Pai. Neen, Studentesubside ginn - ech soen emol einfach - als eng Zort Prestation sociale ugesinn, besonnesch och wann een dann am Géigenzuch d'Kannergeld kappt. An duerfir kann et jo dann och oder duerfir konnt et och net d'Kanner vun de Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, ausschléissen, well déi eben och Urecht op eng Rei esou Prestations sociales hunn, wéi all déi aner, déi hei am Land schaffen a wunnen. An dat huet jo och d'Cour de justice kloergestallt. Duerfir dat Uerteel.

Den Här Biltgen, dee wollt dat eigentlech ni agesinn an huet ëmmer stur gemengt, datt seng Argumentatioun bommesécher wier, bis zum Schluss. En huet ni e Plang B virgesinn. An et ass gutt, datt en déi do Fro net a sengem Examen, fir Riichter ze ginn, grad bei därselwechter Cour de justice iwwregens, datt en do déi Fro net kritt huet, well soss wier dat schifgaangen an da kéint en dann haut hei sëtzen an dann och op der Regierungsbänk deen Dossier selwer verteidegen, amplaz datt do dann d'Madame Hansen dat muss maachen.

Här President, e puer Wierder zu der Propos, déi mer haut virleien hunn. Et ass eng Iwwergangsléisung, ech géif soen, beschtefalls en Ersatzpneu, fir bis bei déi nächst Garage ze kommen. Mä dat sinn - Dir wësst dat, mat deenen Ersatzpneuen - där klenger wackeleger, wou een och nach schnell dermadder kann awer an de Gruef goen, ier ee bei där nächster Garage ass, oder wou een dann nach e Platte kritt.

Och mat dëser Virlag, mat dësem Ersatzpneu, riskéiert een, erëm Problemer ze kréien, well mer hei nämlech verschidde potenziell nei Diskriminatiounen aschreiwen. Ënner anerem d'Ligue des droits de l'Homme, mä och anerer, hu rezent, ganz rezent an engem Schreiwes drop higewisen, datt hei riskéieren nei Diskriminatiounen ze komme fir déi Kanner vu Grenzgänger, zum Beispill, wou d'Eltere pensionéiert sinn oder verstuerwe sinn. An da monéiere se jo och, datt zum Beispill eng kuerz Zäit vun ongewollter Inaktivitéit, Chômage oder Krankheet, och misst kënne considéréiert ginn.

Här President, dëst Gesetz gëtt elo schnell iwwert de Knéi gebrach. Do besteet de Risiko, datt erëm méi Problemer geschafe ginn, déi herno och erëm deier wäerten ze stoe kommen. A bon, ech verstinn net hei, wann elo Krokodilstréinen do gekrasch ginn: Et misst ee

schnell, an hei an do, an et wier ee forcéiert. Et hätt een dès le départ sollen en uerdentleche Projet maachen, da wiere mer net haut an där Situatioun!

Dësen Text, Här President, ass eng schlecht Noutléisung zu engem Gesetz, mat deem mer deemools net d'accord waren. Mir ginn duerfir och net eisen Accord zu dësem bâcléierten Amendement vun deem Gesetz. An d'Majoritéit muss kucken, datt si dann dee Schlamassel selwer dréit. Mir maachen do op alle Fall net mat!

Et ass eng Noutléisung, déi och wäert am Hierscht zu ville praktesche Problemer féieren. Ech mengen, schonn elo wësse mer, datt et an der Vergaangenheet, déi lescht dräi Joer, oft Retarde ginn ass beim Ausbezuele vun de Subside fir Studenten. Do war dat alt, datt déi éischt Suen nach oft am Januar oder méi wéi eng Kéier am Januar/Februar komm sinn. An elo wäerten dann nach eng Hällewull méi Dossieren erakommen. Et wäerten och eng ganz Rei Paperassë méi gefrot gi sinn. Et gëtt méi komplex, d'Prozedur.

An ech hat an der Kommissioun gefrot, ob dann elo virgesi wier am CEDIES, fir eventuell do temporär déi eng oder aner zousätzlech Hëllef anzestellen. D'Ministesch hat an der Kommissioun gesot, datt dat net de Fall wier. Bon, da muss ee sech op alle Fall drop astellen, datt d'Studenten dëst Joer hir éischt Sue wäerten nach méi spéit kréien.

Ben, Här President, ech hunn et gesot, dëst Gesetz ass eng forcéiert, eng schlecht Iwwergangsléisung. A mir kommen och net derlaanscht, dat ass kloer, fir en neit Gesetz a Rou auszeschaffe fir d'Studiëbäihëllefen. A fir dat ze maachen, ass ee gutt beroden, fir datt een all déi concernéiert Acteuren, ob dat Studente sinn oder anerer, datt ee sech mat deenen un den Dësch setzt an och deenen uerdentlech nolauschtert, fir do eng Solutioun ze fannen.

Mir hate schonn - 2009 (veuillez lire: 2010) hat ech hei am Numm vu menger Fraktioun - eng Rei Pisten opgezeechent, wéi een dat ka maachen, datt een do muss aner Weeër goen. Ech mengen, déi nei Virlag, déi muss virun allem d'Geleeënheet ginn, fir och endlech déi sozial Selektivitéit - dat kéint jo heiansdo hei bei de Budgetsdebatten d'Wuert vum Joer ginn - ze verwierklechen, vun där dann esou gäre bei de Sonndesriede geschwat gëtt.

Bei engem Neiufank, net nëmme bei deem Gesetz, mä och vläicht insgesamt, muss et Schluss si mat eidele Wierder. An da muss och endlech déi sozial Selektivitéit ëmgesat ginn, och an engem zukünftege Gesetz fir d'Studentebäihëllefen.

Aner Pisten, déi musse gekuckt ginn, sinn déi zum Beispill, wat déi reell Käschte si vun de Studenten. Bei deem Gesetz, dat mer elo haten, dat jo och esou vill kascht huet, do krut all Student mat der Strenz eben datselwecht. De Student - an dat ass keen imaginäert Beispill -, et gëtt der, déi um Lampertsbierg wunnen, déi och op d'Uni.lu ginn. Dobäi wëll ech elo hei net soen, datt dat keng gutt Uni ass, au contraire. An ech mengen, déi verbessert sech ëmmer. Mä et huet een esou Situatiounen: Et wunnt een um Lampertsbierg, et geet een do op d'Uni. Ma dee kritt genau déiselwecht Suen - dee kritt genau déiselwecht Suen - wéi een, deen op London zum Beispill studéiere geet, dee mat deene Suen awer net eens gëtt. Et muss een also zum Beispill iwwerleeën, datt een do Kritären afèiert en Fonctioun vun de reelle Fraisen, datt een dat muss berücksichtegen.

Et misst een och iwwerleeën, ob een net de Facteur Leeschtung mat erabréngt: ob een zum Beispill bei senge Studië Mentiounen huet, ob ee se direkt packt, ob een e puermol muss vläicht e Joer maachen an esou weider.

Firwat och net déi Iddi opgräife fir cibléiert Hëllef fir Studenten, déi Studien eraussichen, déi zu Beruffer féieren, wou mer hei zu Lëtzebuerg e Manktum hunn, datt een do méi eng voluntaristesch Politik maachen? Anscheinend, oder net nëmmen anscheinend, wa mer Entrevuen hu mat dem Privatsecteur, gëtt eis gesot, datt Ingenieure feelen, datt am ganzen ICT-Beräich 500.000 (veuillez lire: 5.000) qualifizéiert Plaze feelen. Et gëtt gesot, datt an de Schoule Mathésproffe feelen an esou weider. Sou datt ee sech eigentlech och kéint virstellen, ob een net dann d'Studenten, déi cibléiert do wou hei e Besoin zu Lëtzebuerg ass iwwert déi nächst Joren, dee Studiëgang maachen, datt déi eventuell eng zousätzlech Hëllef kréien.

Dat si Modeller, déi et och zum Beispill am Ausland gëtt. Ech weess, ënner anerem an Australien, do gëtt et eng Rei Beruffer, wou och net genuch Leit do sinn, wann ee sech do engagéiert, wann een d'Studien ufänkt, fir herno zum Beispill fënnef Joer Schoul halen ze goen a verschiddene Fächer, kritt ee Stipendië vum Stat, deen eigentlech praktesch de Groussdeel da vun de Studien iwwerhëlt.

Dat si Pisten, déi ee kéint undenken. An ech mengen, et ass op alle Fall wichteg, datt an deenen nächste Méint a Rou un esou engem Projet geschafft gëtt an datt een da wierklech eng uerdentlech an zolidd Solutioun wäert fannen.

Op alle Fall, ech mengen, Här President, Dir wäert scho verstanen hunn aus mengen Aussoen, datt d'Demokratesch Partei net wäert dëse Projet hei stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Ah, entschëllegt, Här Berger. Den Här Wilmes wollt Iech nach eng Fro stellen. Déi kënnt Der awer vun Ärer Plaz beäntwerten en attendant...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, ech wëll eng ganz einfach Fro stellen, well Der dat elo virdrun hei esou einfach dohinnergetässelt do hutt, wéi wann ech net hei gewiescht wär an dat net géif wëssen. Wéi hutt Dir deemools gestëmmt bei deem Gesetz 2010?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir hunn deemools dat Gesetz net gestëmmt.

Une voix.- Hahah!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Falsch! Well am Compte rendu steet nämlech, Dir hutt: Abstention.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, dann hu mer... Dat heescht, mir hunn d'Gesetz net gestëmmt! Här Wilmes, Dir misst jo awer och wëssen, wann een e Gesetz...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ech mengen, et ass jo net, fir mech hei duerzestellen, wéi wann ech net géif wëssen...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President...

M. le Président.- Okay. Déi Diskussioun ass elo ofgeschloss!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hunn dat Gesetz net gestëmmt!

M. le Président.- Elo kritt den Här Fayot d'Wuert. Här Fayot, wann ech gelift.

Une voix.- Wie sech enthält, dee stëmmt net.

M. Eugène Berger *(DP).*- Majo natierlech. Mir hunn et net gestëmmt. Mir hunn et net gestëmmt, dat ass jo kloer an däitlech.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et gouf scho bei deem Gesetz, wéi mer et gestëmmt hunn, an et gëtt och elo nach vill Polemik iwwert déi Studentenhëllefen zu Lëtzebuerg. An ech wëll dofir esou onpolemesch wéi méiglech fënnef Bemierkungen dozou maachen, déi d'Positioun vun der LSAP an der Lëtzebuerger Héichschoulpolitik bestëmmen.

Éischt Remarque: Et ass richteg, d'Gesetz vun 2010 huet e generéise System vu Boursen a Prête fir Résidenten, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, agefouert. D'Zil dovunner war et, d'Zuel vun onsen Héichschoulabsolventen an onser Bevölkerung ze erhéijen.

Fir d'LSAP muss dat Zil bestoe bleiwen. Mir hunn ons eng Héichschoulpolitik säit e puer Joer ginn. An am Kader dovunner gi mer vill Suen aus, engersäits fir ons eegen Uni, anererséits fir d'Promotioun vun der Héichschoulqualifikatioun vun onse jonke Leit. An ech erënneren drun, wéi mer hei d'Gesetz iwwert d'Carte bleue an Europa gestëmmt hunn, krute mer zum Beispill vun der Chambre des Salariés gesot, mir sollen emol ons an der Haaptsaach drëm këmmeren ze kucken, esou héich qualifizéiert wéi méiglech jonk Leit zu Lëtzebuerg auszebilden. Also, dat geet an déi Richtung, déi mer ageschloen hunn.

Déi Zilsetzung gëtt vun deem faméisen Uerteel vun der Cour de justice européenne net contestéiert - et ass schonn hei gesot ginn -, kéint et och net ginn, well engersäits d'Europäesch Unioun ons dozou am Programm „Europa 2020" opfuerdert an anererséits d'Europäesch Unioun keng Kompetenzen an der Héichschoulpolitik huet. Et ass net iwwert de Wee vun der Héichschoulpolitik, wou onse System contestéiert gëtt, mä iwwert de Wee vun der fräier Zirkulatioun vun den Arbeitnehmer.

Zweet Remarque: Et ass richteg, dat soll ee ganz kloer soen, dass de System vu Bourssen a Prêten de System vu Kannerzoulage bis 27 Joer ersat huet. D'Kannerzulage gi säithier bis 18 Joer bezuelt a ginn dono duerch Bourssen a Prêten ersat fir déi Kanner, déi studéiere ginn.

Een Objektiv dobäi war an ass et - an dozou stinn ech, Här President -, de Student als onofhängegen intellektuelle Schaffenden ze betruechten, hien also als Erwuessenen ze betruechten, dee selwer décidéiert, wat e studéiert, a mat der Studentenhëllef onofhängeg liewe kann. Och dat fannen ech nach ëmmer sozial a politesch richteg fir eng modern Jugend, déi op hir Eegestännegkeet pocht.

Natierlech, do sinn ech och d'accord, all System huet eng Partie Dériven. An ech mengen, et ass op déi, wou mer mussen hiweisen. Ech hunn ëmmer drop higewisen, och an der Kommissioun, dass mer dee System vu Bourssen a Prête misste seriö evaluéieren.

Ech sinn also dermat d'accord zum Beispill, dass de Facteur Mobilitéit an Zukunft matbetruecht muss ginn, mat anere Wierder, dass fir een, deen zu Shanghai studéiert, oder en aneren, deen um Lampertsbierg, zu Walfer oder um Belval studéiert, dass et do en Ënnerscheed gëtt an de Fraisen, déi en huet, an dass déi Mobilitéit muss a Betracht gezu ginn, wann een déi Prêten a Bourse gëtt.

Eng echt Fro bleift fir mech - an do huet den Här Berger mer nach net weidergehollef: Soll ee verstäerkt sozial Kritäre fir d'Studentenhëllefen aféieren?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo! Jo. Kloer Äntwert: Jo!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, dat ass an der Rei.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat hu mer schonn 2010 gesot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et geet awer net duer, dass ee Jo seet.

Dat bedeit nämlech e Paradigme...

M. Eugène Berger *(DP).*- A Proportioun zu der Pai vun den Elteren zum Beispill.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat bedeit nämlech...

Ech hunn elo net verstanen, wat gesot ginn ass. Mä bon, et ass och vläicht net esou wichteg.

Dat bedeit natierlech e Paradigmewiessel an deem Sënn, dass dann de Student erëm u seng Famillje réckgekoppelt gëtt. Sécher solle mer alles maachen - an do sinn ech wierklech ganz sozial agestallt -, fir Kanner aus sozioprofessionell manner guttgestallte Milieuen beim Héichschoulstudium am vollen Ëmfang ze hëllefen, éischter wéi eventuell Kanner aus guttgestallte Milieuen.

Mä déi Konzepter - dat weess jiddwereen heibannen, och den Här Berger weess dat - si schwéier ze definéieren, grad wéi et schwéier ze tranchéieren ass, wou d'Akommesgrenze gezu ginn, wann een déi Hëllefe gëtt oder net. An ech muss och soen, dass et vill Mëttelschichtefamillje gëtt, fir déi den Héichschoulstudium vun hire Kanner och eng Belaaschtung ass. Dofir sinn ech vu soziale Kritären, op jidde Fall esou, wéi se allgemeng gefrot ginn, net begeeschtert.

An ech muss nach eng Kéier soen: Den Här Berger huet zwar vu sozialer Selektivitéit geschwat, mä en huet se net ausgedäitscht. An domat kann ech näischt ufänken, mat deenen allgemengen Affirmatiounen.

Här President, am augenblickleche Gesetz steet zwar, dass bei den...

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Lux schwätzt och ëmmer vu sozialer Selektivitéit.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...dass bei de Frais d'inscription e Student méi ka kréien, wann en an enger, esou steet et am Gesetz, «situation grave et exceptionnelle» ass. Wéi dat genee gehandhabt gëtt, weess ech net. An dofir wär et gutt, dat gewuer ze ginn, well et trotzdeem schéngt exzeptionell ze sinn.

Drëtt Remarque: Eng Sträitfro bei dësem Projet war, ob een d'Bourssen a Prête soll „semestrialiséieren". Dat ass esou en Unwort, wat op eemol opflaamt an dann natierlech relativ schnell erëm verschwënnt. Mir hunn dat mam Semestriellen net gemaach, well mer der Meenung waren an och sinn, et soll een de Studente Planungssécherheet op ee Joer ginn, an net op ee Semester.

Elo gi jo d'Bourssen a Prêten an zwou Tranchë liquidéiert. Et ass mer an der Kommissioun op meng Fro erkläert ginn, dass e Student, fir déi zweet Tranche ze kréien, muss beweisen, dass en am éischte Semester ageschriwwe war, an der Schoul war a seng Exame gemaach respektiv gepackt huet. Mir hu jo allgemeng de System, dass een déi Hëllefe kritt vun der Zuel vun de Studiëjore plus eent. Et kann een also och emol en Échec derzwëschen hunn. Mä dat ass also de Prinzip, dass een nom éischte Semester muss eng Partie Beweiser kréien.

Ech hunn allerdéngs dobausse bei de Leit, bei Studente verschidden Échoe kritt. Ech weess net, ob dat esou strikt gehandhabt gëtt, wéi dat mer gesot gëtt. An dofir wollt ech d'Madame Minister froen, dass se ons hei seet, wat genee d'Konditioune sinn, fir no der éischter Tranche och déi zweet ze kréien. Dat an der Optik, fir de System natierlech - do si mer alleguerten d'accord - finanziell net aus dem Rudder lafen ze loossen.

Véiert Remarque: Mir ginn elo de Studenten aus Grenzgängerfamilljen d'Bourssen a Prêten ënner zwou Konditiounen. Niewebäi gesot, sinn déi zwou Konditiounen och erëm eng Diskriminatioun, déi d'Cour de justice européenne awer selwer proposéiert huet, wuel well se verstanen huet an deem ganz delikaten Arrêt, dee se geholl huet, dass eng komplett Ouverture finanziell einfach net ze realiséiere wär.

Déi éischt Konditioun ass, dass de Frontalier fënnef Joer andauernd zu Lëtzebuerg geschafft huet. Déi zweet ass, dass d'Kand vun engem Frontalier bei senger Demande fir Bourssen a Prêten zu Lëtzebuerg en offizielle Beweis muss bréngen, wat et a sengem Land als Finanzhëllef kéint kréien, „peut obtenir", wuelverstanen also: kéint kréien an net, wat e kritt.

An ob dann herno antrëfft, wat d'Cour de justice européenne hofft/seet, nämlech dass all déi Frontalierskanner bei ons schaffe kommen, do loosse mer ons dann iwwerraschen a kucken dat an e puer Joer.

Fënneft a lescht Remarque, Här President: Et ass kloer, dass dëst en Iwwergangsgesetz ass an dass an den nächste Méint de ganze System muss iwwerschafft ginn. Et ass fir d'Éischt noutwendeg, d'Auswierkung vum Dispositif vun 2010 unzefänken auszewäerten.

Zweetens musse mer oppassen op déi Härtefäll, déi ons signaléiert ginn. An et ass gesot ginn, et ass schonn e Bréif vun enger Associatioun komm, déi op esou Härtefäll higewisen huet. Mir mussen also déi ënnersichen a kucken am Hibléck op dat definitiivt Gesetz, wat et domat op sech huet.

An drëttens muss och d'Lëtzebuerger Héichschoulpolitik sech kloer Ziler ginn. An eent dovunner kann nëmme sinn, esou gutt wéi méiglech ze hëllefen, nach ëmmer vill Kanner, déi zu Lëtzebuerg liewen, esou héich ze qualifizéiere wéi méiglech.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ah, entschëllegt, Här President. Ech hat vergiess, dem Här Rapporteur natierlech Merci ze soen an och natierlech ze soen, dass d'LSAP dëse Projet matdréit.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll fir d'Éischt och dem honorabelen Här Oberweis Merci soe fir säi Rapport. Ech sinn allerdéngs der Meenung, datt ech eng aner Interpretatioun hunn, wat de Cumul ugeet. Ech kommen herno nach dorobber zréck. Ech wier och frou, wann d'Ministesch dat vläicht kéint klären. Ech hunn dat anescht verstane wéi Dir, Här Oberweis. Ech war schonn erstaunt, wéi ech lech e Freideg den Owend um Radio héieren hunn, an Dir hutt et elo nach eng Kéier gesot, déi Saach vum Kannergeld. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck. Ech wier frou, wa mer dat kéinte klären.

Ech sinn och frou iwwert dee klenge Cours, dee mer vum Vertrieder vun der CSV kritt hunn. Dat war och ganz interessant. Et hätt mer allerdéngs nach méi Satisfaktioun bruecht, wann e sech gradesou driwwer ausgelooss hätt, wéi eng méiglech Verstréckungen datt mer mat deem klenge Gesetz, wat mer haut votéieren, kréien. Déi sinn nämlech och opgefouert ginn, opgefouert am Rapport vun der Chambre des Salariés. Do huet en elo leider näischt derzou gesot. Dat wier fir mech mindestens esou interessant gewiescht wéi d'Ausleeung vum Uerteel vum Geriicht.

Ech wëll op dräi Punkten agoen. Et si jo aner Riedner, déi och wäit ausgeholl hunn. Ech huelen net ganz wäit aus, mä ech mengen, et muss een awer do ufänken, wou déi ganz Saach hei hire Laf geholl huet. An dat sinn:

Den éischte Punkt, dat ware Spuermoossnamen, déi 2010 sollte geholl ginn. D'Gesetz iwwert d'Reform vun de Studentebourse vun 2010 ass „...als Spuermoossnam geduecht - dat gëtt offensichtlech ëmmer erëm vergiess -, an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platte vun der leschter Tripartite - d'Regierung am Sologank ficeléiert an (...) op de Wee geschéckt huet." Esou hat den deemolege Rapporteur Lucien Thiel iwwert de Projet de loi 6148 iwwert d'Bourse vun de Studenten den 13. Juli

2010 seng Ried hei an der Chamber ugefaangen.

D'Rechnung vun der Regierung war, fir duerch d'Ofschafe vum Kannergeld a vum Kannerboni bei Héichschoulstudente 74 Milliounen Euro anzespueren. Fir ze verhënneren, datt mer eventuell manner Studente géife kréien, well déi jonk Leit sech d'Studéieren net méi kéinte leeschten, ass e System vu Bourssen a Prêten agefouert ginn. All Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt, ka 6.500 Euro Bourse a 6.500 Euro Prêt kréien. Un deem Finanzement hänke keng weider Konditiounen drun. All Student ka bis maximal 3.700 Euro Aschreiwungsgebühre rembourséiert kréien. An enger aussergewéinlech schwiereger Situatioun kann de Student nach eng Kéier 1.000 Euro vum Stat kréien.

Et war dermat gerechent ginn, datt d'Fraise vun de Bourse géife vu 17 Milliounen op 55 Milliounen eropgoen. Dat heescht, op de Bourssen ass mat enger Méiausgab vun 38 Millioune gerechent ginn. De Stat wollt also ënnert dem Strëch 36 Milliounen Euro spueren. Déi Aspuernis, déi sech mat där neier Regelung sollt erginn, war um Bockel vun de Frontaliere geplangt, fir déi d'Kannergeld elo bei 18 amplaz bei 27 Joer opgehalen hat.

Déi Rechnung ass awer net opgaangen. Wa mer d'Zuele vun 2009 a vun 2011 vergläichen, da stelle mer fest, datt mer op den Allocations familiales ronn 65 Milliounen Euro gespuert hunn. Am selwechten Zäitraum, 2009 mat 2011 verglach, hu sech d'Bourssen awer vu 14 Milliounen op 90, op praktesch 91 Milliounen eropgesat. Dat heescht, do hu mer Méiausgabe vu 76 Milliounen Euro. Déi nei Regelung huet also net 36 Milliounen Euro gespuert, mä si ass 11 Millioune méi deier ginn. D'Regierung hat sech also ëm 47 Milliounen Euro verplangt. Esou wäit zu der Spuermoossnam an zum „séchere Wee" an eng sécher finanziell Zukunft!

An ech stellen do einfach d'Fro, déi den Här Fayot opgeworf huet. Mir kënnen eis dat och ganz gutt virstellen, datt mer op e Grondakommes vun de Studente ginn. Déi Iddi ass eis sympathesch. Ech hunn dat och 2010 op dëser Plaz gesot. Mä d'Fro ass ganz einfach déi: Kënne mer eis esou ee bedéngungslost Grondakommes leeschten als Land?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).-* Jo, jo!

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).-* A wann den Här Colombera esou séier Jo seet, da ginn ech ze bedenken: All Suen, déi mer ouni Konditiounen ausginn, déi feelen op enger Plaz, wou mer wëlle Sozialpolitik maachen, Här Colombera.

(Interruption)

Ech kommen dann zu mengem zweete Punkt haut, an dat ass dann deen och vum Här Fayot zu Recht ugeschwatene Paradigmewiessel. De Bourssesystem huet missen 2010 reforméiert ginn. E war net transparent genuch. E war ongerecht, well en en däitlechen Ënnerscheed gemaach huet, ob e Student op enger Uni studéiert huet, déi schonn d'Bologna-Kritären applizéiert huet oder nach net applizéiert huet.

Déi gréng Fraktioun, mir hate géint d'Gesetz 2010 gestëmmt... Dergéint, Här Wilmes!

M. Serge Wilmes *(CSV).-* Jo, dat stëmmt.

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Dat stëmmt. Mir hate géint dat Gesetz gestëmmt, mä mir waren awer och mat deenen Iwwerleeungen d'accord: Et huet misse reforméiert ginn. De Paradigmewiessel vum Grondakommes fir Studenten hu mer sympathesch fonnt. Jiddweree gëtt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi, déi aus räichen oder manner räichen Elterenhaiser kommen, mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéiere goen. Mir hunn also e Grondrecht op Studium, an da geet et och net méi drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.

Wann een esou e Paradigmewiessel wëllt, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wie verléiert eventuell, oder wie verléiert sécher? Mir woussten et 2010, fir d'Éischt haten emol d'Frontaliere verluer. Mir hunn awer och, mengen ech, nach ëmmer zu Recht festgestallt, datt déi Leit, déi wéineg Sue verdéngen a vill Kanner hunn, och éischter manner erauskréien. An et wier och nach kloer ginn, datt Leit mat enger Behënnerung och géife Suen hänke loossen.

Et stellt ee sech dann och d'Fro: Gëtt et dann och Gewënner bei deem System? Jo, do ass d'Äntwert och ganz kloer: Leit mat engem gudden Akommes, dat heescht Familljen, deenen hir finanziell Situatioun bis elo et ni zougelooss huet, datt hir Kanner eng substanziell Bourse konnte kréien, déi sinn dann an de Genoss vun enger Bourse komm. Ech hat deemools hei gesot, datt dat an eisen Aen heescht, staark Schëllere packen a Krisenzäite manner wéi schwaach Schëlleren. An eigentlech wollte mer jo awer et genau ëmgedréit maachen: Staark Schëllere missten a Krisenzäite méi packen.

Et ass absurd ze mengen, datt déi Jonk mat engem Grondakommes, dat fir jiddwereen d'selwecht ass, och genau déiselwecht Chancë kréien. All Eltere sinn och verflicht, fir hir Kanner ze suergen, och iwwer 18 Joer eraus. An déi meescht maachen dat och gären. Ech wonnere mech och e bësselchen iwwert dat Elterebild, wat mer hei vermëttelen. Mä et huet eben net all Elterendeel an et hunn net all Elteren déiselwecht Méiglechkeeten!

Wa mir also d'Iddi vun engem Grondakommes wëllen ëmsetzen an dat zu Aspuerungen an den Ausgabe bei de Famillje féiert, da muss ee genau wëssen, wéi eng Dimensiounen déi Aspuerungen hunn. An dat wësse mer net. Da kéint een nämlech kompenséieren, mä ouni genau Donnéeën ass et ganz schwéier, esou eng Planung ze maachen.

Gutt. De Minister huet ëmmer betount, de Minister Biltgen zu där Zäit huet ëmmer betount, entweder mer kréien do dat Grondakommes hei, esou wéi hien et geplangt hat, oder mir kréien et eben net. Wann een net wëllt diskutéieren, ass dat eng korrekt Astellung. Dat war eis Astellung net. D'Iddi vun engem Grondakommes léisst och Raum fir eng gewëss sozial Gerechtegkeet. Déi deemoleg Regierung, an dat ass nach déiselwecht Regierung wéi haut, wollt dee Raum net notzen.

Mir waren deemools der Meenung, datt et keng Urgence géif ginn, an dat däerf een net vergiessen: Och d'Gesetz vun 2010 ass an enger absoluter Urgence hei duerchgedréckt ginn. Ee Saz, dee mer ganz gutt gefall huet, scho vun der Chambre des Salariés: «Rien ne sert de courir, il faut partir à point.»

Et huet kee Wäert - an da kommen ech zu mengem drëtte Punkt a mengem leschte Punkt vu menger Usprooch hei, an zwar zu deem Gesetz, wat mer dann elo haut décidéieren -, wann een an déi falsch Richtung fiert, dann huet et kee Wäert, fir Gas ze ginn. Dann huet ee besser, et mécht een eng Paus, et kuckt ee sech eng Kéier d'Landkaart un oder et stellt een de GPS nei an. Genau dat huet d'Regierung awer net gemaach. Dach, eng Paus vun dräi Joer huet d'Regierung gemaach, awer weder de Stil nach d'Richtung si geännert ginn.

Genee wéi 2010 gëtt erëm eng Kéier d'Urgence an d'Spill bruecht. De Projet ass esou séier duerchgedréckt ginn, mir hate keng Avisen, den Dépôt légal war moies, wou mer mëttes de Rapport gestëmmt hunn. De Statsrot hat 2010 gesot, hien hätt net Zäit genuch gehat; 2013 seet de Statsrot genau datselwecht. E seet, dat wier keng Aart a Weis fir ze schaffen. Mir hate keen Avis vun der Chambre des Salariés gefrot, zweemol net! An zweemol huet d'Chambre des Salariés sech selwer mam Projet befaasst. Mir hate keng Diskussioun mat Studentevertriedungen, ëmmer well gesot ginn ass, et ass eng Urgence do.

Grad wéi 2010 wëlle mer erëm eng Kéier ganz schnell e Gesetz stëmmen, fir Suen ze spueren. Dobäi hu mer erëm eng Kéier keng genee Donnéeën. Déi Fiche financière, déi un dem Projet drunhänkt, déi ass ondifferenzéiert, déi ass vag. An dat soen net nëmmen déi gréng, dat seet och d'Chambre des Salariés: Mir wëssen net genee, wéi vill Studente vu Frontaliere mer hunn. A mir wëssen nach vill manner, ob déi Eltere vun deene Studenten déi Konditiounen, déi mer jo mat deem Gesetz hei stëmmen, erfëllen oder net.

D'Gesetz huet jo nach just zwee Punkten. Den drëtte Punkt ass Gott sei Dank gestrach ginn. Am drëtte Punkt, do stoung dran, datt mer net méi géife Bourssen a Prêten op e Studiëjoer ausbezuelen, mä just op e Studiësemester. Dank dem Asaz virun allem vum Lucien Lux ass dee Punkt fale gelooss ginn, well mer gesot hunn, d'Planungssécherheet, d'finanziell Planungssécherheet vum Stat ass schonn déi eng Saach, an déi aner Saach ass awer och d'Planungssécherheet vun engem Student, dee muss seng Wunneng lounen, an duerfir ass deen drëtte Punkt Gott sei Dank fale gelooss ginn.

Den éischte Punkt am Gesetz, do steet dann dran, datt ee vun den Eltere muss fënnef Joer ouni Ënnerbriechung zu Lëtzebuerg geschafft hunn. Do kéint ee sech natierlech domat befaassen, ob dat dat ass, wat d'Geriicht verlaangt huet. Mir mengen net. D'Geriichtsuerteel war, wéi den Här Wilmes zu Recht gesot huet, mat Nuancen. Et war net schwaarz an net wäiss, mä et hat Grotéin derbäi.

Dat Gesetz, wat haut votéiert gëtt, dat huet keng Grotéin, dat ass ganz haart. Fënnef Joer ouni Ënnerbriechung, dat heescht, wann do ee vun den Elteren, deen Elterendeel, wou mer eis drop baséieren, wann deen an de Chômage gesat gëtt, wann deen an d'Pensioun geet, wann deen e Lach huet tëschent engem éischten Aarbechtskontrakt an engem zweeten Aarbechtskontrakt, dann ass eist Gesetz, da schléisst dat dee Student aus. Dat fanne mer relativ haart!

Et kéint ee sech och, menge mer, zu Recht froen - d'Geriicht huet dat net verlaangt, mä d'Fro soll awer gestallt sinn: Firwat maache mer dat dann net och op fir aner Auslänner, déi Frontaliere sinn, déi zu Lëtzebuerg schaffen? Mussen dat onbedéngt EU-Bierger sinn? Et ass fir eis als Gréng och kloer, datt ee muss eng Zäit an deem Aarbechtskontrakt hunn. Eis hätt et besser gefall, wann een zum Beispill gesot hätt - an ech mengen, där Beispiller gëtt et op anere Plazen eng Rei -, wann ee gesot hätt, während sechs oder siwe Joer misst en Aarbechtsverhältnis vu fënnef Joer gewiescht sinn, dann hätt ee schonn eng Rei Härtefäll ausgeschloss, déi mer awer elo net ausgeschloss hunn.

An den zweete Punkt, dat ass deen iwwert den Anticumul. Do stellt sech eng éischt Fro: Wéi soll dat goen? Mir mengen och, datt d'Regierung, wa se e Plang B gehat hätt, do vill méi Viraarbecht hätt kënne leeschten. Mir schwätze jo hei just vun dräi Nopeschlänner. Et hätt een effektiv kënnen eng Analys maachen, wéi d'Studienhëllefen dann an deenen dräi Nopeschlänner sinn. An et hätt een och kënnen... Elo bleift et dann eben e bëssen eng Lotterie, wat muss de Student, dat ass am Moment ganz onkloer. De Règlement grand-ducal, deen dat soll preziséieren, kenne mer nach net.

Da steet dann do, de Student misst noweisen, wat e kéint kréien, net onbedéngt, wat e kritt huet. An do ginn Démarchë verlaangt, wou nach haut kee ka soen, wéi déi Konditiounen ze erfëlle sinn.

Da kommen ech zu deem Punkt, wou ech eng aner Interpretatioun hu wéi de Rapporteur an de President vun eiser Kommissioun, an dat ass d'Kannergeld. Wann ech den Avis vum Statsrot richteg gelies hunn, da seet de Statsrot, datt mer hei riskéieren, eng positiv Diskriminatioun vun de Frontalierskanner ze kréien. Et steet nämlech do, datt mer géife vergläichbar Hëllefe géinteneen oprechnen an der Anticumul-Bestëmmung an datt do d'Kannergeld net géif dozougehéieren.

D'Chambre des Salariés mécht déiselwecht Interpretatioun. Déi mécht déiselwecht Interpretatioun! Déi seet och, et wier net dermat ze rechnen, datt een d'Kannergeld kéint do mat oprechnen. Duerfir ass da meng Fro: Ass dat effektiv kloer oder ass dann effektiv an Zukunft dermat ze rechnen, datt d'Kanner vun deene Leit, déi bei eis wunnen, eigentlech ënnert dem Strëch manner erauskréie wéi d'Kanner, déi...? A Frankräich, wësse mer, gëtt et Kannergeld bis 20 Joer, an der Belsch an an Däitschland bis 25 Joer. Schafe mer do net och eng Ongerechtegkeet? Fir mech steet déi Fro am Raum.

Wéi gesot, ech hunn all déi Avisen anescht verstane wéi mäi President. Madame Minister, vläicht kënnt Dir eis dann nach och dorobber äntwerten.

Duerfir bedauere mer, datt mer am Fong geholl elo déi dräi Joer laang eis net méi intensiv mat där Fro beschäftegt hunn. Selbstverständlech, e Paradigmewiessel, e Grondakommes fir Studenten ass eng flott Saach. Et kann een awer och nach froen: Wéi sti mer dann zu engem allgemenge Grondakommes? Firwat solle just Studenten, dat heescht jonk Leit, déi bis 18, 19 Joer ee Studium erfollegräich ofgeluecht hunn, an de Genoss vun esou enger Hëllef kommen? Dat kann een och vill méi wäit faassen.

Nach eng Kéier: Suen, déi mer ouni Kritär verdeelen, si fort. Déi hu mer ni méi fir sozial Mesuren do, wou mer se wierklech brauchen.

Et steet och nach en nächsten Dossier am Raum, an dat ass dee vun de Chèques-services. Do kréie mer eng ähnlech Diskussioun, do kënne mer eis och schonn drop preparéieren. A mir mengen, datt hei ganz vill Diskussiounsbedarf ass.

Mat deem heite Gesetz brénge mer keng Besserung. Mir bréngen e gewëssene Grad vu Sécherheet, mä an eisen Aen ass dat awer och nach nëmmen eng kleng Sécherheet. An duerfir ginn ech och net den Accord vun der gréngер Fraktioun. Mir wäerte géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och ech fänke ganz gäre mat engem Merci un den Här Oberweis un. An ech schléissen och den Här Wilmes gär mat an, deen eis nach eng Kéier d'Geschicht vun där préjudicieller Décisioun do rappeléiert huet.

Mä ech mengen, eng éischt Fro, déi ee sech hei muss stellen, dat ass: Wéi wäit kënne mer hei nach an Europa vun enger Souveraineté partagée schwätzen? A wéi wäit si mer schonn an enger Souveraineté abandonnée? Well dat heite geet natierlech ganz wäit.

Den Här Fayot hat opportunément rappeléiert, datt eigentlech d'Europäesch Unioun keng Kompetenz an der Héichschoulpolitik huet. Trotzdeem ass hei iwwert den Ëmwee vun der Libre circulation des travailleurs en Uerteel geholl ginn. A mir constatéieren hei, wéi mer et och an den Dispositiounen hunn, wou den Europäesche Geriichtshaff iwwert de Marché intérieur, oder d'Kommissioun d'Propositioun mécht iwwert de Marché intérieur, datt eng extrem extensiv Interpretatioun vun den europäesche Rechtsgrondlage geschitt, an eigentlech ëmmer zu Laaschte vun de Memberstaten.

Ech mengen, hei ass eng éischt Saach, wou mir constatéieren, datt eventuell d'Applikatioun vum europäesche Recht hei ze wäit gaangen ass an datt dat heiten eng Saach vun der nationaler Souveränitéit hätt solle sinn an hätt solle bleiwen.

Zweete Kommentar, an do schléissen ech mech deenen un, déi scho viru mer geschwat hunn: Deen Text ass ganz kloer net ausgeräift, a villerlee Hisiicht. Déi Cumulbestëmmungen zum Beispill, déi mer hei genannt hunn, déi sinn extrem komplex, net ze kontrolléieren, och wa mer eis nëmmen drop beschränken, fir ze soen: Wat hätt Der da kënne kréien an Ärem Land? Och dat ass schonn extrem komplizéiert nozeverfollegen.

A mir konfrontéieren eis Administratiounen hei mat enger Herkulesaarbecht, fir dat do kënnen ze verfollegen an ze kontrolléieren, fir déi Législatiounen an den Nopeschlänner esou genau am A ze behalen. Dat ass och eppes, wat mer eis hätte kënne spueren. An ech kommen herno op eng Propositioun, wéi een dat da vläicht ka maachen.

Selbstverständlech musse mer och lauschteren, ier mer dat Gesetz do nach eng Kéier op de Leescht huelen, wat de Statsrot an d'Chambres professionnelles ze soen hunn. Een Aspekt, dee jo hei ugeschnidde ginn ass, deen och ganz wichteg ass, dat ass, datt mer d'Lëtzebuerger net kënnen diskriminéieren, déi am Ausland wunnen, wa mer dann op där Schinn bleiwen, wéi se da vum Europäesche Geriichtshaff proposéiert gouf.

Ech muss awer och soen, wa mer schonn nach eng Kéier - an erlaabt mer, déi Klammer ze maachen - vun der Libre circulation des travailleurs schwätzen, do ass jo eigentlech de Kritär dee vun der Nationalitéit. An dat huet, mengen ech, den Här Berger oder den Här Fayot rappeléiert. Mä et ass jo net opgrond vun der Nationalitéit, wou mer hei eng Differenzéierung gemaach hunn. Och dat stellt nach eng Kéier d'Opportunitéit vun deem Uerteel a Fro.

An ech fannen et och zynesch, wann ech mer eigentlech iwwerleeën, wat do gesot ginn ass: Datt gesot gëtt, de Critère de résidence wär haut fir Lëtzebuerger méi einfach ze erfëlle wéi fir en aneren, wou mer gesinn, datt ganz vill Lëtzebuerger mussen an d'Ausland wunne goen, well se eigentlech Problemer hunn, fir hei nach kënne sech iwwerhaapt eng Wunneng ze leeschten. Alles dat si Saachen, déi a mengen Aen nach zousätzlech Fragezeichen hannert dat Uerteel vun deem Europäesche Geriichtshaff hei molen an déi ganz, ganz vill stéieren.

Dann natierlech si mer mat deenen d'accord, déi soen, mir brauchen eng laangfristeg Léisung, e Semester wär sécher ze kuerz - och Merci un den Här Lux fir säin Asaz an deem dote Beräich -, mir brauchen eng laangfristeg Léisung. Dat hei ass just e Gesetz, wat eis soll iwwert d'Wahle bréngen, dat muss ee wëssen. A mir hoffe wierklech, datt elo no de Wahlen net eng einfach Léisung geholl gëtt, fir ze soen: Bon, mir setzen dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff an deem Sënn ëm, datt mer awer eis Spuerziler erreechen an einfach déi Prestatioune global erofsetzen. Dat kann et net sinn.

Et muss natierlech derfir gesuergt ginn, datt d'Studië fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, fir d'Lëtzebuerger oder anerer eben, déi a Fro kommen, méiglech bleiwen an net einfach eng Reduktioun vun de Leeschtungen elo kënnt, fir datt dat hei nach finanziell ze droen ass.

Mir kënnen och net op dee Wee goen, wéi et ugedeit ginn ass, fir dann ze soen: Ma déi, déi herno hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi brauchen de Prêt net ze rembourséieren. Dat géif en

enormen Drock op eisen Aarbechtsmaart hei ginn. Mir kënnen net all déi Leit oder Akademiker hei beschäftegen, och wa mer der vill brauchen! A mir mussen och gesinn, datt eng Rei vu Lëtzebuerger Branchë studéieren, mat deene se hei am Land net vill kënnen ustellen, bis guer näischt. Wie Mieresbiologie studéiert, dee verdéngt jo och ënnerstëtzt ze ginn, mä et ass net wahrscheinlech, datt en hei eng Plaz kritt herno. Also och do musse mer ganz gutt oppassen op dat, wat mer maachen.

Wat kënne mer proposéieren? Majo ganz einfach, den allgemenge Kontext nach eng Kéier ze kucken. Ech schléisse mech do och gär dem Här Berger un, dee seet, mir mussen all Diskriminatioun an deem dote Beräich kucken, och d'Zougangsbeschränkunge fir Lëtzebuerger, déi am Ausland wëlle studéieren.

Dat ass eng Saach, Dir hutt d'Beispill vun der Kinésithéraphie genannt, et gëtt x anerer an der Medezin an esou weider, wou eng lokal Preferenz am Ausland existéiert. A wann dann hei de Lëtzebuerger Stat reprochéiert kritt, e géif diskriminéieren, fannen ech, da kann dat nëmme sinn, wa mer dann awer d'Réciprocitéit an allen Domäne ganz kloer examinéieren an och spille loossen.

Zweetens - och do sinn ech mam Här Berger d'accord: Mir mussen d'Bourssen un déi reell Besoinen upassen. Beispill: Wann een an England studéiert, sinn dat natierlech ganz aner Zommen, déi do gefrot ginn, wéi hei. Mir mussen deen Aspekt vun der Differenzéierung vun dem materiellen Opwand wierklech kucken, genausou wéi aner Kritären, sozialer an anerer, oder Studienorientéierung, an deem Mooss, wéi dat ka gebuede sinn.

An drëttens: Fir eng Léisung ze fannen, däerfe mer eng Méiglechkeet net aus den Ae verléieren, an dat ass, datt déi Studienhëllef um kommunalen Niveau ugesiedelt gëtt, datt mer aus enger nationaler Hëllef eng kommunal maachen, wou awer landeswäit déiselwecht Regele géife gëllen, an dann déi Gemengen och iwwert de Stat déi néideg Ënnerstëtzung kéinte kréien, fir dat duerchzesetzen.

Ech mengen, deen Ableck, wou dat e kommunaalt Instrument ass an net méi en nationaalt Instrument, gëllen aner Rechtsregelen, wat eis dann erlaabt, och a Konformitéit mat europäeschem Recht ze sinn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e Merci un de Marcel Oberweis fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Dat war exzellent.

Mir sinn hei erëm eng Kéier an der Logik vum Geld. Ech mengen, et gëtt alles no der Siicht vum Geld gekuckt, Finanzéierung. Wat maache mir ouni Finanzéierung? Ech mengen, mir mussen eng Kéier domadder ophalen. Mir mussen an d'Qualitéit investéieren an net an d'Quantitéit.

Wa mir héich qualifizéiert Leit wëllen hei am Land, da musse mer och investéieren, egal wat et kascht, an ech betounen: egal wat et kascht! Well herno, wann déi Héichqualifizéiert erauskommen, da gëtt dat erëm eng Plus-value fir eis Ekonomie. Dat muss een einfach esou gesinn an et kann een net einfach soen: „Mir ginn hei d'Suen, mir geheien déi op d'Strooss." Dat ass net wouer.

Mir hunn hei am Land, wéi gesot, generéis Bourssen, mam Zil, fir héich qualifizéiert Leit ze kréien. An dat ass gutt. Dat ass e Grondakommes fir de Student. An, Här Adam, dat ass sozial, well wann do Aarbechter sinn, déi Kanner hunn, déi extrem intelligent sinn, déi mussen och gefördert ginn. Ech mengen, do däerf een net kucken...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Do sinn ech awer ganz mat lech averstanen.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg).*- Jo, Merci!

Si musse gefördert ginn an dofir mussen déi Geld kréien, well déi Familljen, déi kënne sech et net erlaben. Déi kënnen net einfach do e Prêt maache bei der Bank, wou se emol kee kréien. An esou hunn hir Kanner guer keng Chance méi. Also, déi mussen ënnerstëtzt gi vum Stat, egal wat et kascht.

Déi Bourssen, wéi gesot, déi si generéis. Mä wann een zum Beispill an d'Schwäiz geet, dann hëllefen déi Bourssen do net. Do kascht den Zuch scho 1.600 Schwäizer Frang pro Joer, musst Der lech virstellen. D'Aschreiwungsgebühre si 1.500 Schwäizer Frang fir d'Auslänner, vum Loyer guer net ze schwätzen, da si mer bei 15.000 Schwäizer Frang am Joer. Also, ech mengen, déi Boursse si schnell opgeschafft.

Dësen Text ass an der Urgence ausgeschafft ginn, okay, well de Minister Biltgen kee Plang B zur Verfügung hat. Firwat hien esou sécher wor, dat weess ech net. Dat ass schwéier nozevollzéien. Mä et ass evident, datt d'Regierung, menger Usiicht no, d'Frontalieren net wollt abannen an och elo net wëllt - an dat betounen ech -, oder besser gesot ouni Iwwerzeegung handelt.

Well wéi wär soss ze erklären, datt déi Klausel vu fënnef Joer agebaut ginn ass? A firwat muss deen Elterendeel fënnef Joer ouni Interruptioun hei am Land schaffen? Et ka jo awer net sinn, wann iergendeen Aarbechter duerch iergendeng Circonstance am Chômage wor, datt keng Bourse ausbezuelt gëtt. Hei hätt d'Regierung missen eng aner Klausel aféieren, wéi zum Beispill an de leschte fënnef Joer dräi Joer geschafft hunn. Dat wär vläicht méi ideal gewiescht.

Wéi ass et da mat deene Studenten, wou de Papp eng Rent kritt? Kréien déi déi Bourse, jo oder neen? Ech mengen net.

Wéi ass et mat de Kanner vun de Pays tiers, wann de Papp oder d'Mamm hei schafft? Déi kréie jo och keng Bourse.

Wann e Schüler eng Bourse kritt a säi Papp, deen hei schafft, dee stierft, dann ass d'Konditioun vun enger Bourse hifälleg. An do muss och nach eppes änneren. Ech mengen, wann d'Konditiounen eng Kéier erfëllt ginn, da musse se och ëmmer erfëllt sinn.

Wéi ass et da mat deenen administrative Chargen? Schonn haut ginn d'Bourssen eréischt am Januar ausbezuelt. Wéi ass et dann elo? Kréie mer se dann elo am Mäerz? Dat ass eng ganz gutt Fro.

Wéi gesot, et gëtt verschidden Irrégularitéiten, an déi musse bei engem nächste Projet verbessert ginn.

Mir si frou, datt d'Studenten hiert Grondakommes kréien. An och wann d'Frontalieren nach Kannergeld derbäikréien, dat ass jo guer net schlëmm. Ech mengen, dat si besser Konditioune fir si, an dogéint hu mer jo awer näischt. Mir wäerte jo awer net neidesch sinn, datt si nach Kannergeld kréien. Wa mir hei der Regierung gesot hunn: „Eis kréie keent!", dann ass et eis Schold, net hir. Et ass jo evident!

Op jidde Fall wäerte beim nächste Gesetz d'Bourse manner héich sinn. An dat ass sécherlech kontraproduktiv. Ech ginn d'Zoustëmmung mam Här Henckes fir dëse Projet an hoffen, datt bei deem nächste Projet awer och vläicht weider gekuckt gëtt, méi an d'Qualitéit ze investéieren a bei deenen héije Bourssen ze bleiwen, ouni d'Finanzéierung ze kucken. Dat wär ganz wichteg.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An dann als leschte Riedner den Här Urbany wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir stinn hei virun de Schierbele vun enger vun deene gréisste legislative Faillitë vun deene leschte Joren.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat Gesetz vun 2010, dat huet déi wirtschaftlech, déi sozial an déi juristesch Realitéiten ignoréiert. A virun allem huet et d'Realitéit ignoréiert, dass all Wäerter an enger Gesellschaft vun de Salariéen oder vun aneren Aktive geschafe ginn. An dat sinn nun eben zu Lëtzebuerg zu 44% Frontalieren. An dorun, un déi Aarbecht, si sozial Rechter gebonnen. An déi Rechter ginn an Europa geséchert.

Oh, net aus groussem sozialen Denken eraus, mä aus Grënn vun der fräier Zirkulatioun ouni Diskriminéierung. Eng fräi Zirkulatioun, vun där Lëtzebuerg jo awer ëmmer nach voll profitéiert huet.

Et muss ee wëssen, dass d'Lëtzebuerger Regierung jorelaang ouni Erfolleg versicht huet, d'Kannergeld am neien europäesche Reglement 883 iwwert d'Sécurité sociale net méi un d'Aarbecht, mä un de Wunnsëtz ze bannen. A wéi dat net gelongen ass, ass d'Kannergeld schlussendlech am Kader och nach vun der Austeritéitspolitik fir all Studenten ofgeschaaft ginn an duerch déi nei Studiëregel ersat ginn, déi dann ausschliesslech fir Résidentë gegollt huet.

Dat heescht, déi nei Regelung baséiert emol fir d'Éischt op der Ofschafung vun enger sozialer Prestatioun, déi europäesch geregelt ass an déi virdru bestanen huet. An de Kader ware ganz kloer Budetsaspuerungen. Et war net eng nei Héichschoulpolitik, déi un der Wéi vun deem Gesetz do, wat haut a Schierbele virun eis läit, stoung.

Och Résidenten, och Lëtzebuerger hunn dofir d'Kannergeld gestrach kritt. Dat war eng Prestation sociale, déi hinne bekanntlech vun 18 Joer u perséinlech gehéiert, wa se dat froen, net méi den Elteren. An déi Regelung gesäit och Anticumulbestëmmunge vir, vun deenen hei vill Rieds ass. Déi, déi d'Kannergeld deemools kritt hunn a gläichzäiteg d'Kannergeld a Frankräich oder an der Belsch kritt hunn, do ass just d'Differenz ausbezuelt ginn, dee sougenannten „Différentiel". Dat war also schonn eng gerecht Regelung, déi versicht huet, där Situatioun an Europa vun de Kanner vun de Frontalieren och Rechnung ze droen an net duebel auszebezuelen.

Déi Bourse war virdrun u sozial Kritäre gebonnen. Elo sinn d'Studiëbäihëllefe komm. An doduerch hu Klengverdéngerfamilljen a gewësse Fäll souguer manner kritt wéi virdru mat Kannergeld a Bourse zesummen. Dat ass schonn hei gesot ginn. Bei Besserverdénger war et ganz dacks deen ëmgekéierten Effet. Dat heescht, zur Diskriminéierung nom Wunnuert ass och nach eng sozial Diskriminéierung derbäikomm.

An ech fannen déi Erklärungsversich vum Här Biltgen, fir d'Studienhëllef an eppes ze verwandelen, wat näischt méi mat Sozialpolitik soll ze di gehat hunn, mä just nach mat Héichschoulpolitik, grotesk, an den Échec dovunner war previsibel. Den Här Biltgen huet d'Studenten irgeleet. En huet se géint d'Frontalieren heiansdo souguer opbruecht. Woubäi een awer muss wëssen, dass grad an deenen hire Staten d'Lëtzebuerger Studente säit Mënschegedenken...

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...d'Lëtzebuerger Studente säit Mënschegedenken ausgebilt gi sinn - op deene Staten hir Käschten iwwregens. Dofir ass esou eng Antifrontalierspolitik hei ganz schlecht ubruecht.

Den Här Biltgen hat kee Plang B - ausser vläicht fir sech selwer. Haut gëtt en catastrophe eng nei Regelung gestëmmt, déi nëmme scheinbar konform ass zum europäeschen Uerteel. A Wierklechkeet féiert se, wéi d'Salariatskummer bewisen huet, zu neien Onkloerheeten, zu neien Diskriminéierungen, déi zu neie Contestatioune wäerte féieren!

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech maache mech elo fäerdeg, jo!

(Brouhaha)

Ech wäert jo eng vun deene leschte Kéieren, wou ech hei nach schwätzen, och nach zu engem Thema, wat mech interesséiert, wäert ech och nach hei d'Wuert geholl kréien. Elo geet et awer duer, Här President!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Neen, Här Urbany, ech si ganz fei mat lech gewiescht. Dir hutt schonn annerhallef Minutt iwwerzunn. Ech bieden lech awer elo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat gëtt hei net no… D'Argumenter an d'Räsonnementer ginn net hei a Minutte gerechent.

(Interruption)

Déi ginn nom Wahrheitsgehalt gerechent, no deem, wat hei gesot gëtt!

M. le Président.- Da maacht lech elo fäerdeg, wéi Der gesot hutt, Här Urbany!

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech stelle fest, Här President, dass esou wéi 2010 - an ech muss dat hei soen, e bësse politesch-polemesch - d'LSAP erëm eng Kéier en Deel vum Problem ass.

(Brouhaha général)

Amplaz en Neiufank, amplaz en Neiufank ze maachen haut, haut, een Dag, ier soll alles opgeléist ginn, en Neiufank ze maachen op esou engem wichtege Punkt wéi deem heiten, erméiglecht se der CSV alt erëm eng Kéier, d'Studentevereenegungen an d'Gewerkschaften, déi wëllen heizou matschwätzen an déi net heizou matschwätze gelooss ginn, erëm eng Kéier am Ree stoen ze loossen. An dat ass eng inakzeptabel Situatioun.

D'Chambre des Salariés huet selwer musse sech befaasse mat engem Avis!

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst elo wierklech zum Schluss kommen. Ech bieden lech.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Voilà.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, et war elo peinlech genuch!

M. le Président.- Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President,...

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Gitt lech elo sëtzen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi eenzeg Situatioun, déi hei peinlech ass, Här Lux, dat ass Är Situatioun!

Ech wäert op jidde Fall géint dat Gesetz hei stëmmen.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Urbany. An d'Wuert kritt elo d'Héichschoulministesch, d'Madame Martine Hansen.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Här Berger…

Ass en nach hei?

Plusieurs voix.- Jo!

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ah do!

…soen, datt ech elo net direkt fäerten, fir een neit Gesetz ze maachen. Also, ech kucke meeschtens no vir. Ech kucke just an de Réckspigel, esou wéi beim Autofueren, wann et muss sinn, wann ech kann dovunner léieren. Mä ech denken, datt ee soll no vir kucken, fir net direkt anzeknuppen a fir virunzekommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Sou, den 20. Juni hu mer den Arrêt vun der Cour de justice européenne kritt an der Affär C-20/12 iwwer eise Bourssesystem. Dat sinn elo zirka dräi Wochen, an Dir kënnt mer gleewen: Mir hätten och léiwer méi laang Zäit gehat.

Den Arrêt - nach eng Kéier just ganz kuerz, also, ech maachen et kuerz - gesäit zwou Saache vir: dat Éischt, datt eist Zil, wat mer mat de Boursse verfollegen, nämlech den Undeel vun Héichschoulabsolvente bei de Résidenten ze erhéijen, datt dat e legitimt Zil ass, mä zweetens, datt eben dee Critère de résidence, fir dëst Zil ze erreechen, ze vill restriktiv ass an dat doduerch eng Discrimination indirecte ass fir eis Frontalierskanner.

Den Arrêt seet awer och, datt de Lien zur Lëtzebuerger Ekonomie muss gi sinn, vun de Bénéficiairë fir dës Aide. An da seet en, datt dëse Lien ginn ass, wann d'Eltere vun de Frontalierskanner während enger Durée significative hei am Land schaffen - déi fënnef Joer, déi gi genannt -, an datt dës Aarbecht een Emploi durable muss sinn.

Sou, doropshin hate mir u sech elo e puer Méiglechkeeten, fir ze reagéieren: Entweder mer reagéiere guer net, dann hu mer e Problem, well mir kréien nach zousätzlech Kloen, mir kënnen emol keen Anticumul maachen a mir hunn eng Procédure d'infraction bei der Kommissioun lafen. Dat ass also keng Léisung gewiescht.

Mir haten dann d'Léisung, fir eppes ze maachen. Do wieren erëm eng Kéier zwou Méiglechkeete gewiescht: Mir kéinte probéieren, ganz kuerzfristeg e komplett neit Gesetz auszeschaffen. Leider ass d'Zäit do net duergaangen. An ech mengen, mir hätten an där Zäit dann och net kënne mat de Partner schwätzen, wou mer hätte solle schwätzen. Also hu mer eben déi zweet Léisung heivunner geholl. Mir maachen eis elo emol EU-konform a mir kucken, fir den Anticumul, esou wéi mer en am Moment virgesinn, kënnen am Gesetz anzebauen.

Sou, mir verfollegen also mat dësem Gesetz elo kuerzfristeg folgend Ziler: Éischtens, mir setzen den Arrêt ëm. Mir maachen eis EU-konform, andeems mer d'Kanner vun de Frontaliere mat als Bénéficiaire definéieren, esou wéi dat am Arrêt gesot gëtt. An et ass absolut dréngend, datt mer dëst maachen, well wéi gesot eng Procédure d'infraction bei der Europäescher Kommissioun leeft. Et ass awer och kloer, datt mer musse Restriktioune setzen an datt mer d'Aiden net fir jiddweree kënnen opmaachen. Mir setzen dofir am Moment genau dat ëm, wat den Arrêt eis seet.

Zweetens, mir gesinn den Anticumul vun de Boursse fir d'Études supérieures vir, dat gesäit den Arrêt am Punkt 79 och genausou vir. Sou, fir d'Rentrée ännert sech mat dësem Gesetz näischt fir eis Résidentsstudenten. A mir hunn elo Zäit, fir am Dialog eng komplett Reform, esou wéi se och am Statsrot sengem Avis gefuerdert gëtt, auszeschaffen.

Ech wëll dem Här Adam dann awer och soen, datt mer schonn Diskussiounen haten. Mir hate

schonn d'Studentevereenegungen do a mir hunn och schonn déi nächst Woch erëm eng Kéier een Termin mat de Studentevereenegungen.

Mir haten och schonn e Rendez-vous mat dem LCGB. Ech mengen, dat war den Här Urbany, deen dat gefrot hat mat de Gewerkschaften. A mir hunn och déi nächst Woch…

(Interruptions)

…oder déi iwwernächst Woch mam OGB-L e Rendez-vous.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hunn ech dee gefrot, dee mam LCGB?

(Interruption et hilarité)

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ah, ech hu gemengt, allgemeng Gewerkschaften hätt hie gefrot.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mä anscheinend hutt Der den OGB-L awer net empfaangen.

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dach, mam OGB-L hu mer scho mëttlerweil zwee Rendez-vousen. Mir konnten net direkt äntwerten, well d'Demande vum OGB-L krut ech just iwwer RTL an ech hat keng vun hinne kritt gehat.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Soubal wéi se schréftlech bei eis ukomm ass, hu mer och reagéiert a mir hunn hinnen e Rendez-vous ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat gleeft jo kee Mënsch, dat do! Ech weess et zwar net.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Minister nozelauschteren.

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hoffen also, datt mer elo wierklech Zäit hunn, fir am Dialog dës nei Reform auszeschaffen. An och heimadder fänke mer net, esou wéi et schonn heiansdo gesot ginn ass, eréischt no der Rentrée un, mä mir fänken direkt un a mir si schonn amgaange mat Schaffen drun.

Mir wäerten hei verschidde Kritären, wéi zum Beispill d'Mobilitéit, d'Aschreiwungsgebühren an awer och d'sozial Kritären analyséieren.

Ech ginn dem Här Fayot awer och recht, datt dat relativ komplizéiert ass. Mä mir wëllen eis awer elo net scho komplett verschléissen. Also, mir wëllen dat analyséieren a mir wäerten awer och am A behalen, wat iwwerhaapt administrativ alles ze maachen ass. Et muss herno och nach ze géréiere sinn.

Et waren nach e puer Remarquë komm zu der Allocation familiale. Also, bei der Allocation familiale ass et jo esou, datt eis Frontalierskanner dës kënne kréien, datt se awer mam Gesetz vun 2010 fir eis Résidentskanner ofgeschaaft ginn ass.

Mir kënne mat dësem kuerzfristege Gesetz, soen ech elo emol, keen Anticumul maachen tëschent enger Aide financière pour études supérieures an enger Allocation familiale. Mir wäerten awer do fir déi nächste Kéier eng Léisung hunn. Mir hunn och schonn eng am A. Mä mir hoffen, datt mer vläicht nach eng aner fannen, déi vläicht méi einfach ze praktizéiere wier.

Also, mir sinn eis deem Problem komplett bewosst.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech hat Iech also - leider! - richteg verstanen, Madame Minister.

Mme Martine Hansen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dir hat mech leider richteg verstanen.

(Hilarité)

Mir haten och schonn eng Propos ausgeschafft fir en neit Gesetz. Mä just, dann hätte mer missen zwee Gesetzer änneren. An Dir wësst: Vum 20. Juni bis elo ass net grad vill Zäit!

Sou, da war d'Fro komm vun de Ressources humaines. Ech mengen, do hat den Här Berger mech awer falsch verstanen an der Chamberskommissioun. Ech hat gesot, datt, ob mer dat hei Gesetz elo géife stëmmen oder ob mer näischt géife maachen - well da kréiche mer jo awer esou vill Demanden - mer egal wéi e Problem mat den Aarbechtskräften hätten, déi mer hunn, an datt mer géifen dee Problem probéieren ze léisen. An ech kann Iech soen, mir sinn dobäi, eist Personal opzestocken, datt d'Demanden och an den normale Friste kënnen duerchgeschafft ginn.

Den Här Fayot hat nach gefrot, wat déi dausend Euro „situation exceptionnelle" am aktuelle Gesetz géifen heeschen. Déi ginn u sech vun enger Kommissioun accordéiert am Kader, wann ee krank ass, wann een en Handicap huet oder soss e Besoin spécifique.

Et war och gefrot ginn, am éischte Semester, ob een do deen zweeten Deel ausbezuelt kritt, no wéi enge Kritären. Et gëtt just ëmmer nëmme gekuckt nom zweete Semester, wann definitiv eng Aschreiwung pro Semester ass. Et kéint jo emol Aschreiwunge pro Joer ginn, da loosse mer natierlech dat éischt Joer duerchgoen. Wann et eng semestriell Aschreiwung ass, da gëtt gekuckt, da muss een nom éischte Semester mindestens sechs ECTS-Punkten hunn an eng Preuve d'inscription fir dat zweet Semester. Dat muss een dann ofliwweren.

Et war och gesot ginn: „Wat kascht dat doten?" An am selwechte Rumm war gesot ginn: „Gott sei Dank hu mer deen drëtte Punkt gestrach!" Ech wëll just soen, datt mer deen drëtte Punkt - dat ass ëmmer esou allgemeng gesot ginn, Semestrialiséierung -, dat war net gesot ginn, datt mer de Studente just wollten eng Sécherheet gi fir sechs Méint, mä mir wollten eis domadder oder ech wollt mer domadder d'Méiglechkeet ginn, fir kënnen no sechs Méint ze reagéieren, fir doduerch ebe kënne Suen ze spueren.

Ech hat gemengt, et wier kee grousse Risiko do, well wann ech elo e Gesetz proposéiert hätt, wat kengem gefall hätt, dann hätt et jo net misse gestëmmt ginn.

(Hilarité)

Dann d'Formulairen oder respektiv dat, wat mer rechne beim Anticumul. Beim Anticumul hunn eis Leit schonn d'Leit kontaktéiert aus eisen Nopeschlänner, dat heescht déi offiziell staatlech Stellen, an dat sinn de BAföG, de CROUS an d'Aides pour études supérieures an der Belsch, déi do considéréiert ginn. D'Studente ginn och deementspriechend informéiert, sou datt et kloer ass, wéi eng Aiden datt mer berücksichtegen, fir den Anticumul ze maachen.

Résuméierend wëll ech awer nach eng Kéier déi dräi wichtegst Punkte fir mech hei ervirsträichen: Fir eis Résidenten änner sech fir dës Rentrée näischt. Mir maachen eis EU-konform. Eis Frontalierskanner, sous condition, datt de Lien mat der Lëtzebuerger Wirtschaft nogewise gëtt, gi mat Bénéficiaires. An - wichteg - mir hunn elo Zäit, fir an der Rou an am Dialog eng komplett Reform auszeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6585 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6585 ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen, géint 18 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Fernand Diederich), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.37 heures)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 44

MERCREDI,
10 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

- *M. Serge Urbany*

2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*

- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. François Bausch*

- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*

- *Discussion générale: M. Fernand Etgen*

- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: M. Serge Wilmes*

- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*

- *M. Luc Frieden, Ministre des Communications et des Médias*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis

- *M. Jacques-Yves Henckes - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

6. 6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Sylvie Andrich-Duval (M. Fernand Kartheiser pose une question)*

- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel (dépose une documentation), Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*

- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*

- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Camille Gira*

- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Etienne Schneider et Marc Spautz, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir fänken haut de Moien u mam Projet de loi 6471 iwwert d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: just déi Häre Meisch a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech hu se nach net déposéiert. Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren.

M. le Président.- Jo, entschëllegt. Da waart, da ginn ech nach dem Här Urbany d'Wuert, fir eng Motioun ze déposéieren, an da fuere mer lass mam Här Gilles Roth.

1. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, ech wollt nach eng Motioun déposéieren hei, déi eigentlech och mat der Debatt vun de Mëtten zesummenhänkt, an där ech froen, dass d'Regierung soll e Projet de loi proposéieren, fir de Service de Renseignement ofzeschafen. Well mer fannen, dass eis Aarbechten eng Rei vu Konklusiounen erginn hunn an dass dat do eigentlech déi wichtegst ass, déi een doraus muss zéien.

Déi Motioun huet meng Ënnerschréft. Si huet och véier Ënnerschréfte pour appui vun deene grénge Kolleegen, woufir ech hinne Merci soen. Pour appui heescht natierlech net, dass se se herno stëmme wäerten.

(Interruptions)

Motion

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État;

- revu les débats et propositions antérieures sur l'utilité d'un service de renseignement;

- constatant l'espionnage politique exercé systématiquement par le Service de Renseignement au moins jusqu'en 1996;

- considérant les graves dysfonctionnements réels et d'ordre structurel du Service de Renseignement constatés par la Commission d'enquête parlementaire;

- considérant toutes les difficultés éprouvées en pratique d'un véritable contrôle parlementaire;

- considérant que le monde du renseignement est par définition celui du secret et de la dérogation au droit commun;

- considérant que les activités de renseignement se déroulent non pas dans le domaine de la prévention pénale mais dans celui des opinions et des tendances («Gesinnungsschnüffelei»);

- considérant que les infractions pénales appartiennent au domaine de la police et des tribunaux;

- considérant que la police dispose également déjà de toutes les bases légales pour accomplir ses tâches de protection de la population contre des menaces éventuelles;

- considérant que l'étude et la recherche des évolutions de la société sont à faire par des organismes publics de niveau universitaire travaillant avec transparence;

- concluant qu'un service de renseignement est par essence un corps étatique étranger au concept de la démocratie dont les caractéristiques essentielles et principales sont la transparence, les mécanismes de contrôle et la protection des droits individuels;

invite le Gouvernement

- à légiférer dans le sens de l'abolition du Service de Renseignement de l'État.

(s.) Serge Urbany, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Josée Lorsché.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Roth.

2. 6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;

- portant modification:

- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);

- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);

- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- du Code de Commerce;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet setze mir déi europäesch Direktiv iwwer alternativ Investmentfongen ëm. Dat ass net een techneschen Exercice. Dëse Projet de loi ass nämlech weeweisend fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz.

Déi alternativ Investmentfonge gi méi strikt geregelt a méi streng iwwerwaacht. Dat ass eng vu ville Léieren, déi aus der internationaler Finanzkris gezu goufen. 2008 huet de G20-Sommet vu Washington festgehalen: All Finanzmäert, Produkter an Acteuren an deem Beräich sollen iwwerwaacht ginn, an dat entspriechend hiren Aktivitéiten.

Här President, wat heescht dann elo „alternativ Investmentfongen"?

Alternativ, an dësem Beräich, ass alles, wat net deene klasseschen Investmentfongen entsprécht. Déi grouss Kategorië vun Investmentfonge sinn: de Private Equity, d'Immobilien- an d'Hedgefongen. Mat dëser Direktiv gëtt dat europäescht Fongegeschäft getrennt: op där enger Säit déi klassesch Publikumsfongen, déi sougenannt OPCVMen, fir eng institutionell Clientèle, mä och fir Privatleit, an op där anerer Säit déi alternativ Fongen, déi méierendeels sech un institutionell an avertéiert Privatinvestisseure riichten.

Mat dem Gesetzesprojet ginn d'Gestionnairë vun alternativen Investmentfonge bei eis enger strikter Regelung an Iwwerwaachung ënnerstallt. Konkret gëtt et fir d'Gestionnairen, éischtens, méi héich administrativ Ufuerderungen; zweetens, eng gréisser Transparenz an Informatiounsflicht, souwuel géigeniwwer der Bankenopsiicht, der CSSF, wéi och géigeniwwer dem Investisseur; an drëttens muss et och eng agréémiert Dépôtbank ginn, déi d'Verméige vun dem alternative Fong versuergt. D'Vertrauen an déi Produkter gëtt gefestegt an den Investisseur kritt méi Schutz.

Am Géigenzuch zu méi Reglementatioun kréien dës alternativ Fongegestionnairen ee Pass, fir hir Servicer grad wéi hir Produkter an der Europäescher Unioun méi einfach unzebidden. Ab 2015 kënnen dann och alternativ Fongemanager aus Drëttstaten, déi net europäesch Fonge wëllen an Europa verdreiwen, dat maachen. D'Viraussetzung ass awer déi, dass si déi gesetzlech Konditiounen, déi da vun der Europäescher Kommissioun festgeluecht ginn, erfëllen.

Fir dës Direktiv am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz ëmzesetzen, musse mir eng ganz Rei Ännerungen u bestehende Gesetzer iwwer eist Finanz- an Handelsrecht maachen. Duerfir huet de Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut stëmmen, iwwer 200 Artikelen. Dat ass net nëmmen eng Fläissaarbecht gewiescht, mä et bedeit virun allem ee gewaltegen intellektuellen Effort vu Ministère, Verwaltungen, Servicer aus dem Secteur.

Et gëtt besonnesch proposéiert, eng nei Gesellschaftsstruktur ze schafen, an zwar déi sougenannten „Société en commandite spéciale". Dës nei Gesellschaftsform inspiréiert sech vun deem englesche Modell vum „limited partnership". Dëse Vehikel gëtt nawell vill am angelsächsesche Beräich benotzt vun alternative Fongegestionnairen. Fir kompetitiv ze bleiwen an de Gestionnairen déiselwecht Palett vun Instrumenter zur Verfügung ze stelle wéi eise Konkurrenten, féiere mir dës Gesellschaftsform bei eis och an.

Dës Initiativ stéisst och op groussen Interessi bei de Fongenacteuren. Mir hunn och en attraktive Steierregime an d'Gesetz agefouert, dee sech während enger Iwwergangszäit un de System vun de sougenannten „carried interests" ulehnt. Dësen Iwwergangsregime spillt nëmme fir nei Gestionnairen, déi bannent deenen nächste fënnef Joer op Lëtzebuerg kommen.

Normal besteiert ginn d'Salairë vun de Gestionnairë vun den alternativen Investmentfongen. Mat engem reduzéierten Taux vu ronn 11% ginn déi Plus-valuë besteiert, déi de Gestionnaire erwirtschaft opgrond vu sengem perséinlechen Investissement an d'Produkt, wat hie bedreift.

Här President, mir hunn d'Chance, dass d'Regelwierk fir Gestionnairë vun alternativen Investmentfonge sech staark ulehnt u gesetzlech Bestëmmunge vun de klassesche Fongen, den OPCVMen. An do huet eis Finanzplaz elo schonns eng grouss Experienz. Mir kënnen op déi Kompetenz sécher opbauen. Doriwwer eraus waren déi alternativ Fongen och schonns elo reglementéiert a vun der CSSF iwwerwaacht. Esou ass deen neie Gesetzesprojet sécher eng Evolutioun, mä et ass keng Revolutioun.

Dëse Gesetzesprojet ass sécher eng nei Erausfuerderung fir eis Finanzplaz. Et ass virun allem eng nei Opportunitéit. Am Beräich vun de klasseschen Investmentfongen huet eis Finanzplaz ee Maartundeel vun 32% an Europa an dominéiert dëse Marché mat Irland. Am alternative Beräich hu mir e Maartundeel vu 15% an Europa. Dëse Marché ass de Moment nach vill méi national ausgeluecht, well d'Direktiv AIFMD an deene meeschte Länner net ëmgesat ass.

Et gëtt och eng staark zousätzlech Konkurrenz vun Offshore-Finanzplazen, wéi de Cayman Islands, Bermuda, de British Virgin Islands an och dem US-Stat Delaware. Dës Zentren hunn dee gréisste Maartundeel, wat d'Domiciliatioun vun alternative Produkter ugeet. D'Verméigen an alternative Fongen, déi hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, beleeft sech op ronn 250 Milliarden Euro oder zéng Prozent vum gesamte Fongeverméigen.

Mir hunn haut och schonns ee gudde Positionnement an de Beräicher vun Immobilien- an de Private-Equity-Fongen. D'Ambitioun ass et, dat Verméigen an den nächste Joren ze verduebelen. Mir setzen dës Direktiv als Eischt an Europa ëm. Mat den eenzelne Begleetmoossname versprieche mir eis, weider Aktivitéiten an och Acteuren op Lëtzebuerg ze zéien, well déi Gestionnairë vum europäesche Pass wëlle Gebrauch maachen an och d'Clienten no engem reglementéierte Produkt froen.

Déi Lëtzebuerger Fongeplaz ass europawäit Nummer eent a weltwäit Nummer zwee, hannert den USA. Si ass e feste Bestanddeel vun eiser Ekonomie. Dëse Secteur beschäftegt haut ronn 13.000 Leit a generéiert all Joer iwwer eng Milliard Euro u Steierrecetten. Mir hunn d'Kompetenz, den Know-how a virun allem en exzellente Ruff weltwäit.

Mir mussen dës Chance notzen. Dëse Gesetzesprojet, dat ass e Schlëssel derfir. Ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Mä et wier alles esou schéin, wann net zum Schluss nach eng Erreur matérielle misst redresséiert ginn. Dat ass e penibelen Exercice, mä et ass an der Hetz ënnergaangen. An duerfir ginn ech dann der Chamber Lecture vum Artikel 217. Deen heescht: «La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au mémorial.» Dat hu mer an der leschter Finanzkommissioun esou décidéiert. «Les modifications de l'article 202-1...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 208-1 - «...et de l'article 203...» - an dat ass ze remplacéieren duerch den Artikel 209 - «...ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi.»

Här President, mat dësem klengen Zousaz ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech alleguerte Merci fir dat interesséiert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir seng detailléiert Explikatiounen. Dat erspuert mir, nach eemol op esou munchen Detail hei kënnen anzegoen.

Ech deelen och seng Aschätzung, datt dëst e wichtege weidere Schrëtt ass an der Entwécklung vun der Finanzplaz, ganz besonnesch wat de Secteur vun der Fongenindustrie ubelaangt, ee vun deene Secteuren op eiser Finanzplaz, dee jo weider am Wuessen ass an deen och heiduerjer nach eng Kéier en neien Impuls ka kréien. A mir ginn dovunner aus, datt en deen och wäert kréien.

Déi Transpositioun vun der europäescher Direktiv iwwert d'Gestionnaires alternatifs, déi mer hei virhuelen, ass vun net klenger Importenz fir eis Finanzplaz. Et geet dobäi, an den Här Roth huet et gesot, ëm dat, wat mer allgemeng als Hedgefonge bezeechnen, als Private-Equity-Fongen oder Immobiliefongen, déi Fongen, déi ebe ganz oft den UCITS-Label net hunn.

Et kënnen awer do och aner, méi aussergewéinlech Produiten drënnerfalen, wéi zum Beispill Fongen, déi aus - jo - Gidder zesummegesat ginn, wéi Wäin, wéi Coursepäerd, wéi Aueren, wéi Autoen, wéi Konschtwierker an esou weider.

D'Finanzplaz huet sech an deem doten Domän och vun de Fonds alternatifs scho gutt entwéckelt déi lescht Joren, woubäi allerdéngs de Montant vun deem Geld, wat hei an deenen dote Fongen investéiert ass, sech dach relativ bescheiden nach unhéiert par rapport zu de Gesamtmontanten, déi an der Fongenindustrie hei déposéiert sinn. Well awer och déi dote Fonge ganz oft op - jo - méi exotesche Finanzzentren nach doheem sinn, wéi zum Beispill de Cayman Islands.

An doranner besteet eigentlech och d'Opportunitéit vun dësem Text, well ee sech jo awer ka virstellen, mat all deem, wat geschitt ass an deem Trend, deem internationalen Trend an der Finanzekonomie, fir awer méi a Richtung vu Sécherheet ze goen, fir méi a Richtung vu Reglementatioun, fir méi a Richtung vun enger performanter Opsiicht ze goen, en Trend kann a Bewegung setzen, datt eben och deen heiten Deel vun der Fongenindustrie éischter eng Plaz wéi Lëtzebuerg an Zukunft wëllt als hiren Doheem betruechten. An doduerjer musse mer ebe kucken, datt mer eis attraktiv halen.

Den Avantage, deen dorauser kann entstoen, ass awer vläicht da gläichzäiteg och en Désavantage oder, ech géif vläicht éischter soen, eng Rei vun Inconvénienten oder Contrainten. Natierlech geet och heimadder de Reporting..., ginn d'Oplage fir de Reporting nach eng Kéier an d'Luucht, oder aner Oplagen, wat d'Rémunératioun ubelaangt, wat d'Transparenz ass, wat d'Strukturatioun ubelaangt. Mä dat ass eppes, wat jo net nei ass a wat finalement gutt ass, well et ebe grad dozou bäidréit, datt een och deenen dote Fongen déi Konfienz ka ginn, déi d'Clientë weltwäit nun eben emol hautdesdaags froen.

Mir waren, wann et ëm d'Transpositioun vun Direktive gaangen ass, ëmmer déi, déi probéiert hunn, am éischte Wagon ze sëtzen, wann net souguer an der Lokomotiv ze sëtzen. An de Finanzminister hat eigentlech och déi doten Ambitioun, wou dës Direktiv dann ustoung fir ze transposéieren, fir et schnell ze maachen, fir et och pragmatesch ze maachen.

Wann een et allerdéngs un deem Usproch moosst, dann hu mer et net ganz gepackt. Mir sinn nämlech net an der Lokomotiv. Mir sëtzen hei och net am éischte Wagon, mä mir mussen elo ganz schnell haut nach stëmmen, fir datt mer dat doten transposéiert kréien. An duerfir musse mer kucken an Zukunft awer, wéi mer et fäerdegbréngen, souwuel erëm schnell wéi awer och pragmatesch kënnen Direktiven ze transposéieren, fir e kloren Avantage och op eis Konkurrenzplazen ze behalen.

An dësem Fall mengen ech, datt et wuel méiglech gewiescht wier, well den Text jo awer, och wa mer 200 Artikelen zielen, jo awer zum ganz, ganz groussen Deel e Copy-paste ass vun der Direktiv, och wann en cours de route, am Laf vun der legislativer Aarbecht awer nach eng ganz Rei vun techneschen Detailer hu misse gekläert ginn.

Déi Diskussioun, déi mer dann och nach zum Schluss an der Kommissioun gefouert hunn, déi dann awer och de Secteur selwer nach féiert, ass déi iwwert déi sougenannten „carried interests". Dat heescht: Wéi gi Gestionnairen, déi esou Fonge géréieren, rémunéréiert? A wat ass d'Besteierung dovunner? Et ass een net onwichtege Punkt, wann ee sech attraktiv wëllt maachen, net nëmme fir déi Fongen heihinnerzekréien, mä och den Know-how heihinnerzekréien, déi Käpp, déi déi Fongen do géréieren. Et ass sécherlech net deen eenzege Kritär, mä awer een - an dat versteet een -, op deen hei gekuckt gëtt.

Déi Variant, déi elo zréckbehale gouf, fir eigentlech do während deenen éischte Joren eng Ausnahmeregelung an der Besteierung ze maachen, ass net déi Variant, déi d'Majoritéit mécht am Secteur selwer. Déi éischter kritesch gesi gëtt, wou éischter gemengt gëtt, mir hu vläicht eppes um Pabeier, wat an der Realitéit awer deementspriechend herno net wäert ukommen. Trotzdeem ass et wichteg, datt mer dat Gesetz haut stëmmen an eis mat där doter Fro net nach laang ophalen.

Duerfir wäert och meng Fraktioun deem heite Gesetzestext zoustëmmen. Och där Variant, wéi elo hei proposéiert ass. Allerdéngs mengen ech, datt een iwwer wierklech dat, wat d'Attraktivitéit ausmécht a wéi d'Décideuren, déi international Décideuren, d'Finanzplaz Lëtzebuerg herno par rapport zu anere Finanzzentre weltwäit gesinn, fir hir Aktivitéit och heihinnerzeverleeën, doriwwer musse mer an deenen nächste Jore sécherlech och nach déi eng oder déi aner Kéier dann nokucken. An eventuell dann och eng Kéier nobesseren, falls et sollt noutwendeg sinn, falls mer sollte gesinn, datt déi Hoffnungen, déi mer an dëse Projet de loi setzen, net komplett erfëllt wäerte ginn.

Wa mer wëllen d'Fongenindustrie hei zu Lëtzebuerg weider développéieren, an ech mengen, ganz besonnesch mat deem, wat nach virun eis läit am Private Banking, hu mer dee Choix net, ob mer dat dote wëllen oder ob mer et net wëllen. Et ass e ganz zolidd Standbeen vun eiser Finanzplaz, wat mer weider mussen ausbauen, well mer ganz vill Steierrecetten doriwwer eranhuelen, well mer ganz vill Beschäftegung doriwwer eranhuelen, well et ee vun deene Piliere vun eiser Finanzplaz ass, déi international absolut guer net contestéiert sinn a wou éischter eisen Know-how bewonnert gëtt op ganz villen anere Plazen.

Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer et fäerdegbréngen, um europäesche Plang, awer och doriwwer eraus eng Referenz ze bleiwen, wat d'Schnellegkeet an och de Pragmatismus vun der Transpositioun vun esou internationale Regelen, Regelwierker ubelaangt. Dat soll och an Zukunft eist Zil sinn.

Dir hutt et eraushéieren: D'demokratesch Fraktioun wäert dësem Projet de loi zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech dem Gilles Roth Merci soe fir säi gudde Rapport, deen en hei gemaach huet, deen net einfach war. Mir wëssen et aus der Kommissioun, zemools och, well et e ganz technesche Projet ass.

Mir hunn och eigentlech mat deem gesamte Projet kee Problem. Et ass jo souwisou d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, déi natierlech fir Lëtzebuerg an d'Finanzplaz eng besonnesch Bedeitung huet.

Mir sinn och frou driwwer, datt mer, wat de steierleche Volet ugaangen ass, hei e Wee gewielt hunn, dee mer méi propper fannen, wéi vläicht bei anere Saachen, déi mer gemaach hunn, an zwar, andeems mer e spezielle steierleche Regime an d'Gesetz geschriwwen hunn, an net herno iwwer eng Circulaire am Finanzministère vun der Steierverwaltung versicht hunn, steierlech Spezialregimer ze schafen.

Ech muss awer allerdéngs soen, datt mer natierlech e bësse Bauchwéi hu bei deem spezielle Regime, deen hei geschafe gëtt. Mir stellen eng Tendenz fest, datt mer ëmmer méi och professionelle Revenue speziell Steierregimer ginn. Bon, dat ass bei den „stock options" gewiescht, dat ass bei den Expats gewiescht. A fir eis stellt sech awer d'Fro natierlech do hannendrun ëmmer och vun der Steiergerechtegkeet.

Bon, déi Leit, ëm déi et sech hei dréit, dat si jo Leit, déi zwar gewësse Risiken aginn, an duerfir kann een och driwwer diskutéieren, ob se net e spezielle Steierregime verdéngt hunn oder kënne kréien. Allerdéngs muss een awer och wëssen, et si Leit, déi vläicht e grousse Risiko droen, mä déi awer och relativ vill Geld kënne verdéngen. An dat ass deementspriechend awer, wann een iwwer Steiergerechtegkeet diskutéiert, ëmmer eng pertinent Fro.

Mir si bei deem heite Gesetz d'accord, well een Deel an deem Ganzen eis besonnesch sënnvoll erschéngt oder eis och gefält, dat ass deen Deel, wou et drëms geet, fir Fongen ze förderen, wou et ëm Risikokapital geet, wou hannendrun och reell Retombéeë sech kënnen dranner verstoppe fir d'Lëtzebuerger Realekonomie. Dat heescht, fir nei Standuerter opzebauen, fir nei Secteuren ze développéieren, fir deementspriechend och eis Ekonomie méi ze diversifiéieren an och do nei Aarbechtsplazen ze schafen. Dat ass am Fong dee Grond, deen eis hei iwwerzeegt huet, fir trotz deem spezielle Steierregime, wou mer eng Rei, wéi gesot, Gerechtegkeetsbedenken hunn, deem zouzestëmmen.

Ech mengen awer, datt et wichteg ass, an dat wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun soen, datt mer, wa mer jo iwwer - et schéngt jo esou ze sinn, datt mer eis all eens sinn, datt mer eng generell grouss Steierreform zu Lëtzebuerg musse maachen -, datt mer iwwer all déi speziell Regimer eng Kéier mussen diskutéieren, se all op de Leescht huelen, se kucken an ze vergläichen, wat mécht Sënn, wat mécht kee Sënn, respektiv wéi ass dat am globale Bild vun

dem Steiersystem am Kontext Steiergerechtegkeet ze gesinn.

Ech mengen, datt dat extrem wichteg ass. Et ass och duerfir, wou mir ëmmer gesot hunn: „Mir brauchen dréngend eng Etüd iwwer eise Steiersystem, wou déi do Saachen all gekuckt ginn."

Mä mir sinn och op där anerer Säit awer der Meenung, datt mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi e komplexe Steiersystem schafen duerch esou Saache wéi dat doten. An datt mer e bësse fäerten, datt souguer an der Steierverwaltung selwer den Iwwerbléck verluer geet iwwert déi Komplexitéit, déi mer do selwer aféieren. An datt dat eis riskéiere kann, an deenen nächste Joren eng Kéier op de Kapp ze falen, jee nodeem, zu wat dat féiert.

Mir sinn duerfir och der Iwwerzeegung, datt, niewent dem Fait, datt mer eng Studie brauchen iwwer eise Steiersystem, an der Steierverwaltung selwer misst um ieweschten Niveau eng Aart..., e Staff entstoen, loosse mer emol soen, deen e ganz grousse wëssenschaftlechen Know-how kritt am Beräich vu Steierfroen, deen den Iwwerbléck kéint behalen iwwert dat Ganzt.

Ech wëll domadder net déi Leit selbstverständlech a Mësskredit bréngen, déi elo do sinn, déi maachen hir Aarbecht esou gutt wéi se kënnen a si maache se och eigentlech gutt. Mä ech mengen awer, datt et wierklech noutwendeg ass, datt mer och eng Kéier doriwwer diskutéieren, iwwert d'Steierverwaltung, wéi se opgestallt ass a wéi se à même ass, mat där Komplexitéit vun de Steiersystemer vun haut eens ze ginn.

Dat, wéi gesot. Nach eng Kéier Merci fir dee gudden an detailléierte Rapport. A mir géifen duerfir och dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Vu datt keen anere Riedner agedroen ass, kritt elo d'Wuert de Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, mir schreiwen am Fong mat dësem Projet de loi e Stéck Zukunft vun der Finanzplaz. An dofir sinn ech frou, datt mer heiansdo op d'Zukunftsfroen och an dësem Parlament och a méi tumultuösen Zäite schéngen eng Unanimitéit fäerdegzebréngen. An dat ass wichteg fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land.

An dat ass wichteg fir déi Finanzplaz, well d'Finanzplaze generell an der Welt, an Europa an dofir och heiheem, sinn an enger grousser struktureller Ëmwandlung. Dat huet ze doe mat ganz villen neie Reglementatiounen, déi eng Konsequenz si vun der Kris vun 2008. Dat ass eng Konsequenz vun der Kris an der Eurozon, déi mat sech zitt, datt mer wäerten eng Bankenunioun schafen, fir d'Risquen nei ze organiséieren, fir d'Surveillance nei ze organiséieren, fir d'Ofwécklung vun de Banken, déi a Schwieregkeete kommen, anescht ze organiséieren. All dat huet een Impakt op Lëtzebuerg. An duerfir, mengen ech, ass et extrem wichteg, datt mer eng Strategie hu fir eng zolidd Finanzplaz. Dat ass dat, wat mer déi lescht fënnef Joer gemaach hunn. Dat ass dat, wat mer och an der Zukunft musse maachen.

Ech hätt gär, datt mer fir déi Finanzplaz, déi Strategie weider ausbauen, déi ech 2009 ugefaangen hunn, fir eng diversifizéiert international Finanzplaz ze hunn, déi e gudde Ruff an der Welt huet. Well nëmmen esou kann ee Clienten unzéien. An déi Finanzplaz, déi brauch véier, fënnef Pilieren. Dat eent, dat ass d'Verméigensverwaltung, eng international Verméigensverwaltung. Déi meescht Länner hunn eng national Verméigensverwaltung. Mir si Spezialist an der internationaler Verméigensverwaltung.

Mir mussen eng zolidd Roll bei internationale Kreditgeschäfter hunn, wéi mer se zënter 30, 40 Joer zu Lëtzebuerg hunn. Mir mussen eng wichteg Plaz sinn am Assurancësecteur. Mir mussen ëmmer erëm nei Produkter entwéckele fir d'Strukturatioun vun internationalen Investissementer an - an dat ass dee Punkt, dee mer jo hei diskutéieren - am Fongeberäich hätt ech gär, datt eist Land weider seng Leaderroll kann ausfëllen. Mir sinn d'Nummer 1 an Europa. Mir sinn d'Nummer 2 an der Welt hanner Amerika, wann ee kuckt d'Avoiren, déi géréiert ginn. A wann ee seet Fongenindustrie, da muss een an alle Beräicher vun der Fongenindustrie eng Leaderroll hunn! An duerfir ass et ebe gutt, datt mer niewent deene klassesche Fongen, déi sech un déi normal Investisseuren, un all Bierger adresséieren, déi sougenannten UCITS, datt mer och hei elo e Rahmen hunn, fir méi alternativ Fongen a Gestionnairë vun alternative Fongen. Dat heescht fir spezialiséiert, sophistiquéiert Investisseuren, institutionell Investisseuren, déi en anert, e manner detailléiert Regelwierk brauche wéi den individuellen Investisseur.

An duerfir sinn ech och frou, datt de Rapporteur, den Här Gilles Roth, de Moien hei am Detail nach eng Kéier erkläert huet, wat et mat der AIFM-Direktiv op sech huet. Fir mech awer ass dat hei net einfach eng Transpositioun vun enger Direktiv. Et ass vill méi, well mer an där Direktiv och dat gemaach hunn, wat mer och déi lescht fënnef Joer ëmmer gemaach hunn a wat ech gären hätt, datt, wa mer wëllen, datt déi Finanzplaz weiderkënnt, mer och an Zukunft maachen, well mer ëmmer kënne kucken, wéi kënne mer besser wéi déi aner sinn. An duerfir hu mer effektiv e Steierregime dobäi gesat, deen attraktiv ass, a mir hunn d'Gesellschaftsrecht geännert, fir och do nei Strukturen ze erméiglechen.

Ech sinn och frou, an dat muss ech och dem Här Meisch hei soen, contrairement zu deem, wat ech gemengt hu bei him ze héieren, si mir bei deenen Éischten, déi dat ëmgesat hunn. Well, wann ech dat richteg suivéiert hunn, ass just Däitschland, wat virun eis war. Ech wär léiwer deen Éischte gewiescht, mä deen Zweeten ass awer net schlecht! Well déi Länner, déi Fongeplaze sinn, Irland, Holland, England, hunn en nach net ëmgesat. Also ech deelen d'Meenung, datt mer ëmmer musse kucke bei deenen Éischten ze sinn. Hei si mer den Zweete vu 27. Dat ass gutt, an duerfir ass et och gutt, datt d'Chamber dem Wonsch vun der Regierung och nokomm ass, fir datt dat Gesetz kann direkt a Kraaft trieden, wann et publizéiert gëtt am Mémorial. A mir hoffen, datt dat Enn der Woch ka geschéien, wann de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote ginn huet.

Wat de steierleche Volet ubelaangt, mengen ech, datt een ëmmer muss, an enger oppener Ekonomie wéi Lëtzebuerg, attraktiv sinn. Natierlech, an och do sinn ech mam Här Bausch d'accord, dat muss een ëmmer an engem Gesamtrahme kucken. Mä, ech mengen, datt een net einfach kann de Gläichheetsprinzip iwwerall uwenden. E Land wéi Lëtzebuerg muss Rahmebedingungen hunn, déi attraktiv sinn, an dozou gehéiert d'Fiskalitéit. A wann esou Manager vun esou Fongen - mä dat gëllt a ville Beräicher - sech eng Plaz eraussichen, da kucken déi no allen Elementer, an d'Fiskalitéit ass e wesentlecht Element, ob se op London ginn, ob se op Dublin ginn oder ob se op Zürich ginn. An ech hätt gären, datt se op Lëtzebuerg kéimen. An duerfir musse mir an all de Rahmebedingungen ëmmer e bëssche besser sinn an e bëssche méi attraktiv si wéi déi aner.

An duerfir och déi Dispositiounen iwwer „carried interests", woubäi ech mer bewosst sinn, datt een och do Ofweiunge muss maachen, wéi wäit ee geet, an datt een och regelméisseg dat nach eng Kéier muss iwwerpréiwen. An ech hu jo och an der Finanzkommissioun gesot, datt ech bereet sinn, och déi Dispositiounen à la lumière vun der Experienz an der Zukunft ze kucken, wann déi missten nach eng Kéier adaptéiert ginn. Mä ech mengen, dat hei ass schonn emol e ganz attraktive Kader.

Mir sinn eng international Plaz a mir mussen eng international Plaz bleiwen. An duerfir musse mer ëmmer erëm bedenken, grad och am Fongeberäich, mä net nëmmen do, och am Private Banking, datt mer an enger globaler Ekonomie sinn. An duerfir hätt ech gär, datt déi Finanzplaz sech net nëmme konzentréiert, wéi dat historesch de Fall war, op Europa, mä mir musse wierklech an d'ganz Welt kucken. Duerfir musse mer nei Clienten an nei Marchéë fir Lëtzebuerg eroberen, opmaachen.

An et ass an deem Kontext, wou mer an all Richtunge musse schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, datt Lëtzebuerg soll alles maachen, fir an Europa den internationalen Zentrum fir den Handel vun der chineesescher Währung, dem Renminbi ze ginn, a mir sinn amgaang ganz intensiv dorunner ze schaffen. Duerfir hunn ech an d'Wee geleet, datt mer och an dem Kontext vun islamesche Finanzprodukter Rahmebedingunge schafen, déi och déi Produkter zu Lëtzebuerg verkaafbar maachen. Dat ass wichteg fir de Mëttleren Orient, mä et ass och wichteg fir ganz grouss Deeler vun Asien, wou mer wëllen eng Roll an der Zukunft spillen.

Mä wien international Finanzplaz seet, dee muss sech selbstverständlech och un international Standarden halen. A mir wäerten och weider derfir suergen, datt Lëtzebuerg international Regelen am Kampf géint d'Finanzéierung vun Terrorismus, am Kampf géint Steierbedruch wäert international Regele respektéieren, awer zugläich se och mat ausschaffen. An duerfir wëll ech, datt Lëtzebuerg eng aktiv Roll an der OECD, am FMI an op anere Plaze spillt.

An duerfir wäert ech och am Oktober als President vum Conseil vun de Gouverneure vun dem FMI an der Weltbank och déi do Thematik ganz offensiv ugoen. Well dat bréngt mat sech, datt mer herno mat gläiche Regelen op internationale Finanzplaze schaffen. Wa just mir Regelen änneren an déi aner net, da riskéiert dat eng Delokalisatioun vum Kapital mat sech ze bréngen. Wa mer iwwerall gläich Regelen hunn, nëmmen da sinn déi Moossnamen do effikass.

Ech hätt gären, datt déi Finanzplaz sech vun e puer Prinzipie leede léisst an deenen eenzelne Beräicher. An déi Prinzipie sinn Exzellenz, Innovatioun a Wettbewerbsfäegkeet. Zur Exzellenz gehéiert, datt mer musse besser si wéi déi aner, an dozou gehéiert och d'Formatioun vun de Leit. Et war anescht sécherlech a verschiddene Beräicher virun 30 Joer am Bankesecteur, och vläicht nach virun zéng Joer, wéi et an deenen nächsten zéng Joer gëtt. An duerfir sinn och Efforten, wéi déi vun der Luxembourg School of Finance a vun aneren Instituter, enorm wichteg, datt mer déi Leit, déi haut an de Banke schaffen, déi duerch eng schwéier Zäit ginn, well Ëmännerunge sinn ëmmer schwiereg. De Wandel am Private Banking ass e schwieregen; déi nei Fongeprodukter, déi mer haut hei diskutéieren, verlaangen héich qualifizéiert Leit. Mir hu vill Know-how zu Lëtzebuerg, mir hunn exzellent Leit, mä si mussen nei forméiert ginn zum Deel, fir deenen Erausfuerderunge kënnen nozekommen.

Zur Innovatioun. En zweete Prinzip, deen ech gären hätt, dee mer an der Finanzplaz ëmmer erëm eis an de Vierdergrond setzen. Mer mussen nei Produkter entwéckelen a Rahmebedingunge maachen. Dat hu mer gemaach viru Kuerzem hei am Parlament mam „Family Office". Dat maache mer duerch de ganze Beräich vun dem etheschen Investéieren, dem responsabelen Investéieren. Dat maache mer duerch eng nei Kategorie vu Professionelle vum Secteur des assurances, wou mer amgaang sinn, dat hei am Parlament och ze diskutéieren. Duerfir hunn ech d'lescht Woch am Regierungsrot och e Projet déposéiert iwwert d'Fondation patrimoniale, fir d'Verméigensstëftung zu Lëtzebuerg als en zousätzlecht Instrument vun der internationaler Verméigensverwaltung ze erlaben.

All déi Strukturen also hëllefen eis, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen. Eng Finanzplaz muss sech ëmmer erëm adaptéieren, an duerfir brauche mer Innovatioun. An d'AIFM-Direktiv vun haut de Moien ass en Element vun Innovatioun. An duerfir, nach eng Kéier, sinn ech frou, datt mer hei esou eng breet Zoustëmmung zu deem Projet hunn.

Mä dat geet nëmmen, wa mer och eng staark Promotioun maachen. Net jiddweree kennt Lëtzebuerg. Net jiddweree weess d'Realitéit vun eise Produkter. An duerfir musse mer aktiv, esou wéi ech dat déi lescht fënnef Joer gemaach hunn, ronderëm d'Welt reesen, fir ze erklären, wat mer kënnen ubidden, an datt mir eng Plaz sinn niewent New York, niewent Singapur, niewent Hongkong, niewent London an Dublin, wou international Geschäfter gemaach ginn.

A Lëtzebuerg ass en fait déi eenzeg grouss international Finanzplaz an der Eurozon, an duerfir och ganz oft d'Entrée vun den internationalen Investisseuren an Europa eran. Dat hätt ech gär fir déi Direktiv vun den alternative Fongen. Ech hätt dat gär fir all d'Fongen, an ech hätt et gären an deenen anere Beräicher, wéi d'Verméigensverwaltung an d'Assurancen an d'Kreditter.

Jo, ech mengen, datt déi Finanzplaz eng enorm wichteg Roll spillt an der wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land. Mir brauchen Diversifikatioun, mä mir kënnen net op 30% vum PIB verzichten, a mir kréien déi net duerch aner Saachen an deenen nächsten zéng Joer ersat. An duerfir wëll ech, datt mer weider am enken Dialog mat dem Finanzsecteur nolauschteren, wat de Finanzsecteur brauch, héieren, wat op der Welt geschitt, an dann eis adaptéieren a mat Konsequenz, mat Kompetenz a mat Engagement déi Finanzplaz weider an hirem Wandel dirigéieren, leeden a begleeden.

Wa mer dat fäerdegbréngen, déi Zukunftsstrategie, déi mer ugefaangen hunn, weiderzefëieren, ech mengen, da kréie mer och an Zukunft zu Lëtzebuerg weider vill Recetten aus dem Finanzsecteur, mat deene mer kënnen Infrastrukturen, Wirtschafts- a Sozialpolitik a villen anere Beräicher zu Lëtzebuerg maachen. An duerfir sinn ech, wéi gesot, frou, datt um Enn vun dëser Chambersessioun mer dëse Projet schénge mat grousser Zoustëmmung kënnen hei ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Ech wollt Iech drop opmierksam maachen, wéi de Rapporteur dat och scho gesot huet, datt am Artikel 217 zwou Erreurs matérielles sinn. Et ass also ze liesen: „Les modifications de l'article 208 alinéa 1er" an net „de l'article 202 alinéa 1er", „et de l'article 209" amplaz vun „et de l'article 203 ne s'appliquent pas aux sociétés en commandite simple constituées avant la mise en vigueur de la présente loi".

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Änneru ng schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6471 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6471 est adopté par 58 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6398 iwwert den Assurancësecteur. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo ageschriwwen: just den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

3. 6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet, deen hei virläit, gesäit eng Rei vun Änneru ngen un zwee bestehende Gesetzer vir, an zwar um ëmgeännerte Gesetz vum 6. Dezember 1991 iwwert den Assurancësecteur engersäits an um ëmgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwert de Blanchiment an d'Finanzéierung vum Terrorismus anerersäits.

En huet als Zil, besonnesch d'Gesetz iwwert de Versécherungssecteur besser ze strukturéieren an him esou eng besser Lisibilitéit ze verschafen a seng juristesch Kohärenz ze verstäerken. De Projet anticipéiert och op d'Akraafttriede vun der Direktiv „Solvency II", andeems hien eng Rei vun neie Beruffer am Assurancësecteur, déi an där Direktiv virgesi sinn an déi eng Beräicherung fir de Secteur duerstellen, elo schonns reglementéiert, fir datt mer bei der Mise en vi-

gueur vun der Direktiv prett sinn, fir datt déi nei Beruffer bei eis am Land sech etabléiere kënnen.

Esou gesäit de Projet vir, éischtens, fir an enger eenzeger Partie vum Gesetz all bestehend Dispositiounen, déi déi verschidde Professioune vum Assurancësecteur regelen, ze regroupéieren. Zweetens: Nei Professiounen ze schafen, déi der Surveillance prudentielle vum Commissariat aux Assurances an der Vertrauensflicht ënnerworf sinn. Drëttens: Eng Vereinfachung, fir datt d'Assurance- an d'Réassurancegesellschafte verschidde vun hiren Aktivitéite kënne sous-traitéieren, fir dat ze erméiglechen. A véiertens: D'Dispositiounen iwwert d'Intermédiaires am Beräich vun den Assurancen a vun de Réassurancen ze adaptéieren an ze complétéieren.

D'Gesetz wëllt des Weideren eng kloer Differenz zéien tëschent engersäits de Persounen, déi d'Direktioun vun enger Versécherungsgesellschaft assuréieren, also de physesche Persounen, déi perséinlech responsabel vis-à-vis vun der Gesellschaft sinn, an anerersäits de Professionnels du secteur des assurances, PSA genannt, déi eng Prestation de gestion ubidden, an der Haaptsaach Gesellschafte mat der néideger finanzieller Assise, fir d'Weiderbestoe vun dem Service och ze assuréieren.

De Projet lehnt sech ganz staark un d'Gesetz iwwert d'Professionnels du secteur financier un. A well an deem Secteur ganz wéineg physesch Persoune bis elo en Agrément ugefrot hunn, war am ursprüngleche Projet virgesinn, fir de Beruff vum PSA, vum Professionnel du secteur des assurances, de Gesellschaften ze reservéieren, déi eng Assise financière vun 125.000 Euro noweise kënnen. Opgrond vun enger formeller Oppositioun vum Statsrot, deen d'Violatioun vum Prinzip vun der Gläichstellung virum Gesetz invoquéiert huet, huet d'Kommissioun décidéiert, fir eng Rei vu Beruffer vun de Professionnels du secteur des assurances och fir physesch Persounen opzemaachen.

De Projet gesäit och vir, datt esou wéi d'Gestionnairë vu Pensiounsfongen an de Professionnels du secteur financier och déi Professionnels vum Assurancësecteur an d'Courtieren an Zukunft eng zolidd Assise financière mussen hunn, déi bei Gesellschaften op minimum 125.000 Euro a bei physesche Persounen op minimum 50.000 Euro fixéiert gouf. Och ass virgesinn, datt se sech engem seriöen externe Contrôle vun engem Réviseur d'entreprises agréé a gegebenenfalls vun engem Expert comptable agréé ënnerwerfe mussen.

Fir den neie Start-upe keng grouss finanziell Belaaschtung bei hirer Grënnung opzëerleeën, gesäit d'Gesetz vir, datt d'Kapital um Ufank mat respektiv 50.000 Euro fir d'Gesellschaften a 25.000 Euro fir physesch Persoune libéréiert muss sinn, fir no fënnef Joer dann op den Niveau vun der verlaangter Assise, dat heescht 125.000 Euro a 50.000 Euro ze kommen. Och fir bestehend Gesellschafte sinn an deem Sënn Iwwergangsbestëmmunge virgesinn.

D'Kopplung vum Agrément u streng finanziell a reporting Konditiounen, besonnesch fir d'Courtieren, goufe staark kritiséiert, an dat virun allem vun der Associatioun vun de Courtieren. D'Kommissioun war awer der Meenung, datt dës Moossnamen dozou dénge sollen, ze évitéieren, datt fragil Strukturen ouni genügend Eegekapital sech bei eis géifen etabléieren, déi bei enger Défaillance en negativen Impakt op d'Réputatioun vun der gesamter Finanzplaz kéinten hunn.

Wéi schonns gesot, gesäit de Projet d'Schafe vun neie Beruffer am Beräich vun de Prestations de service, wat besonnesch d'Gouvernance vun Assurancen- a Réassurancegesellschaften ugeet. Et bestinn am Moment eng Rei vu klengen a mëttleren Assurancebetriber, déi aus eegene Mëttelen den neie Fuerderungen, wat déi aktuariell a statistesch Berechnungen oder d'Gouvernance betreffen, net méi nokomme kënnen. D'Kreatioun vu spezialiséierte Professionnels du secteur des assurances, déi der Surveillance prudentielle vun dem Commissariat aux Assurances an dem Secret professionnel ënnerleien, erlaabt deene klengen a mëttlere Versécherungsbetriber, an Zukunft dës Funktiounen un déi nei geschafe Professionnels du secteur des assurances ze externaliséieren.

Dat wat déi wichteg Ännerungen ubelaangt, déi de Projet virgesäit. Fir méi Detailer verweisen ech och op mäi schréftleche Rapport.

D'Chambre de Commerce, de Konsumenteschutz an den Institut des réviseurs d'entreprises hunn en Avis zum Projet ofginn. De Statsrot huet eng Rei vu formellen Oppositiounen zum Projet gemaach, besonnesch wat d'Réglementatioun vu verschiddenen Dispositiounen iwwer e Reglement vum Commissariat aux Assurances ubelaangt.

D'Kommissioun huet dem Statsrot senge Remarquë wäitestgehend Rechnung gedroen an eng Rei vun zousätzlechen Amendementer virgeschloen, déi vun der héijer Korporatioun an hirem Avis complémentaire guttgeheescht goufen. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime ugeholl a schléit dem Plenum vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. An ech bréngen domadder den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert kritt den Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Kolleeg Norbert Haupert ausdrécklech fir säi prezisen a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport zu dësem dach ganz technesche Gesetz ze félicitéieren an him häerzlech Merci ze soen.

Den Assurancësecteur ass en äusserst dynamesche Secteur zu Lëtzebuerg, mat enger grousser Panoplie vu Produkter, mat enger kompletter Offer vun deene verschiddenste Versécherungen, déi an dëse Beräich falen. Et ass duerfir och e wichtege Pilier vun eiser Ekonomie an och e wichtege Pilier um Aarbechtsmaart.

Den Assurancësecteur ass relativ gutt duerch d'Kris komm, ënner anerem, well mer ee virsiichtegt Regelwierk hunn. Elo gëllt et, de Regime Solvabilité II zu Lëtzebuerg ëmzesetzen, wat gréisser Défië mat sech bréngt. Dat heitegt Gesetz ass e wichtege Schrëtt, fir den Assurancësecteur an engem kohärenten, besser liesbare Gesetz ze regelen.

De Métier vum Assureur ass e spezialiséierte Métier, dee vum Spezialist soll gemaach ginn. Et soll keng Konkurrenz mat de Professionnels vum Secteur financier ginn. Kee Métier, deen a finanziell Déngschtleeschtungen eragräift, däerf laanscht d'Regele vu Regulatioun kommen. Hei gëtt d'Tendenz vu Sécherheet suivéiert, ee Grondgedanken aus dem Versécherungswiesen. Et ass besser, eng Versécherung ze hunn a se net ze gebrauchen, wéi eng Versécherung ze brauchen a se net ze hunn. D'Versécherung vun der Onsécherheet ass Sécherheet.

De Rapporteur ass méi genee op d'Objektiver agaangen.

Här President, vill Kritik gouf et awer vun de Courtiere fir dëst Gesetz, déi sech extra fir d'Défense vun hiren Doléancen an der Association professionnelle des courtiers en assurances du Luxembourg, der APCAL, zesummegedoen hunn. Haaptkritikpunkt: engersäits ze vill héich Fraisë fir d'Courtieren duerch d'Verlaange vun engem héije Montant vun Eegekapital, an anerersäits Chargen duerch eng Rei administrativ Obligatiounen, wéi e jährlechen Audit. Awer och, déi lëtzebuergesch Courtiere wieren enger méi strenger Regelung ënnerworf ginn, wéi déi auslännesch.

Als Demokratesch Partei hu mir dës Kritike gedeelt, well onnëtz Fraisen a Chargen den Unternehmergeescht futti maachen. Ze vill héich Fraisen hunn eng Répercussioun op de Präis vum Produit, ouni datt d'Qualitéit vum Service an d'Luucht geet, ouni zousätzlech Garantië fir de Konsument. D'Courtiere riskéieren, net méi konkurrenzfäeg par rapport zu hiren auslännesche Kolleegen ze sinn. Et gëtt gefaart, eng Rei Courtiere missten de Schlëssel ënnert den Teppech leeën.

D'Chamberskommissioun huet dëse Kritiken zum Deel Rechnung gedroen. Esou gouf de Montant vum gefuerderten Eegekapital substanziell erofgesat. De Rapporteur huet déi respektiv Montanten am Detail erkläert. Och gouf am Rapport preziséiert, datt den Audit annuel sech nëmmen op d'Finanzkonte bezitt an net op d'Strukturen. Weider gouf preziséiert, datt den Amortissement vun den Investitiounsgidder keng nei finanziell Sprëtz erfuerdert.

Trotz dëse Verbesserunge bleiwen eng Rei Inconnuë bestoen. Et ass ee Projet, dee schlecht preparéiert war, wat och aus deene verschiddenen Avisen, den Avise vun der Chambre de Commerce, der ULC an dem Statsrot ervirgaangen ass. Negativ Konsequenze wäerten net ausbleiwen.

Als Demokratesch Partei si mir eis awer bewosst, datt mer responsabel reguléiere mussen, an duerfir wëlle mer net géint dëst Gesetz stëmmen, mä mir wäerten eis beim Vote enthalen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Et ass soss keen anere Riedner méi agedroen. Da kritt d'Wuert elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech géif gär och dem Rapporteur, dem Här Haupert, Merci soe fir seng Erklärungen, och fir déi zousätzlech Remarquen, déi hei gemaach gi sinn.

Dee Projet hei ass eng gutt Illustratioun vun deem, wat ech virdrun a menger Ried gesot hunn. Et geet also drëm, déi eenzel Piliere vun der Finanzplaz ze stäerken, auszebauen, an ech mengen, datt dëse Projet engem vun deene fënnef Pilieren, nämlech dem Assurancëpilier, ganz genee gerecht gëtt.

Ech begréissen, datt de Secteur vun de Courtiere sech zesummegedoen huet, datt d'APCAL gegrënnt ginn ass. Ech hunn déi och empfaangen. Déi si mat deem Projet wäitaus manner kritesch, wéi dat vläicht elo den Här Etgen hei reflétéiert huet, well se genau gesinn déi Ofweiung a well se och an hirem Secteur ganz ënnerschiddlech Intérêten hunn, mä datt generell de Souci besteet, fir datt mer Secteuren hu generell op der Finanzplaz, also och am Assurancësecteur, déi enger Rei vu Konditioune gerecht ginn, fir datt och deen, dee mat hinnen ze doen huet, ka vertrauensvoll mat hinnen zesummeschaffen.

Do gëllt et dann ëmmer, eng Ofweiung ze maachen, wéi wäit ee geet, mä generell geet dee Projet hei an déi richteg Richtung. Deen ass d'Resultat vu ville Konsultatiounen an ass also ganz seriö wéi och aner Projete preparéiert ginn, well en Deel ass vun enger Zukunftsstrategie fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

An da gëllt dat, wat ech an all deene Jore gemaach hunn, och virdrun a menger Ried gesot hunn: Eng vun de Stäerkte vu Lëtzebuerg ass, datt mer, wa mer légiféréieren, mat dem Privatsecteur schwätzen, mat deenen, déi d'Gesetzer mussen uwenden. Duerfir hunn ech den Haut Comité pour la place financière op d'Bee gesat, an deem och den Assurancësecteur vertrueden ass. Duerfir bleiwe mer am Kontakt mat deenen Organisatiounen.

Ech mengen, et ass also e Projet, deen an déi richteg Richtung geet, an duerfir sinn ech frou, datt hei schéngt kee géint dee Projet ze stëmmen, an ech soen dofir Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Merci!

M. le Président.- An ech soen dem Finanzminister Merci.

D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6398 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6398 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 10 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. Jean Colombera.

Ech ginn net dovun aus, datt nach ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6487 iwwert d'Schafung vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Gira a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

4. 6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

M. Serge Wilmes *(CSV), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun engem gudde Joer, de 15. Mee 2012, do hate mer heibannen eng Aktualitéitsstonn iwwert de Conseil national des Programmes a gläichzäiteg och iwwert d'Zukunft vun der Iwwerwaachung vun de Medien hei zu Lëtzebuerg. An um Enn vun där Debatt, do huet de Minister vun de Medien, deemools nach de François Biltgen, annoncéiert, datt hien esou séier wéi méiglech e Gesetzesprojet géif op den Instanzewee bréngen, fir eng eenzeg grouss a politesch onofhängeg Iwwerwaachungsautoritéit ze schafen, déi an engems och déi néideg mënschlech, finanziell a strukturell Mëttele géif kréien.

Gesot, gemaach, well de Minister Biltgen huet de 15. Oktober 2012 dee Projet effektiv hei an der Chamber eraginn. Vum Dezember d'lescht Joer u bis dann de Juli dëst Joer huet d'Mediekommissioun dunn an enge sëlleche Réuniounen un dësem Gesetzesprojet geschafft. An ech wëll op dëser Plaz och jiddwerengem vu menge Kolleegen aus der Kommissioun, der Sekretärin vun der Kommissioun, de Beamte vum Medieministère an och dem fréiere Medieminister villmools Merci soe fir déi interessant Diskussioun an déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Merci!

Wat ass dann elo bei deenen Aarbechten hei erauskomm? Majo e Gesetzesprojet, dee virun allem zwee Haaptziler huet.

Éischtens, d'Iwwerwaachung vum Mediesecteur nei organiséieren, andeems déi dräi Instanzen, déi bis elo dofir responsabel waren, an enger neier grousser an onofhängeger Autoritéit zentraliséiert ginn: der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, kuerz ALIA.

An zweetens, dëser neier Autoritéit och d'Mëttele ginn, fir kënnen hir Missiounen effikass ze erfëllen, andeems virun allem e System vu graduelle Strofen agefouert gëtt, oder, wéi de Conseil national des Programmes gesot huet, datt deen Tiger endlech Zänn kritt.

Dat geschitt also elo. An domat gëtt och dëse Gesetzesprojet zu engem weidere Kapitel an enger schonn zolitter Geschicht vun dem Mediesite Lëtzebuerg a speziell vun der Iwwerwaachung vun dem Mediesecteur heiheem.

Déi éischt Iwwerwaachungsautoritéiten, déi ginn et schonn zënter 1991, wéi d'Chamber déi europäesch Direktiv «Télévision sans frontières» ëmgesat huet. An doduerch ass de Mediesecteur och liberaliséiert ginn. A fir ze kontrolléieren, datt dat, wat d'Medie soen a weisen, net géint d'Gesetzer verstéisst, sinn deemools dräi Iwwerwaachungsinstanze geschafe ginn. An zwar:

- d'Commission indépendante de la Radiodiffusion, kuerz CIR, déi d'Aufgab huet, fir de Contenu vun de Radioen à émetteur de faible puissance ze iwwerwaachen, also virun allem d'lokal Radiostatiounen;

- dann déi zweeten Instanz: de Conseil national des Programmes, deen d'Aufgab hat, fir de Contenu vun deene Medien ze iwwerwaachen, déi e linéairë Service oder ee Service à la demande ubidden, a fir déi Lëtzebuerg kompetent ass. Also d'Televisiounschaînen, Video on demand um Internet, oder esou wéi d'Radioen à émetteur de haute puissance, also déi national Radiostatiounen;

- an dann deen drëtte Service, dee geschafe gi war deemools, ass de Service des médias, vum Medieministère, dee bei de Medien, déi e Service à la demande oder e Service linéaire ubidden, also nees den Televisiounschaînen a Video on demand um Internet, kuckt, datt d'Reklammen, déi do gewise ginn, och d'Gesetz respektéieren.

Dës Iwwerwaachungsstruktur vum Mediesecteur ass an der Vergaangenheet scho méi wéi eng Kéier vun der Regierung versicht ginn ze reforméieren, virun allem well Lëtzebuerg als Land, vu wou aus eng Hällewull vu Program-

mer aus Europa an d'Welt ausgestrahlt ginn, d'Obligatioun huet, fir eng effikass Iwwerwaachung vun all deene Programmer ze garantéieren, andeems ënner anerem bei Verstéiss géint d'Gesetzer och Strofe kënne geholl ginn.

De Conseil national des Programmes huet dëst ëmmer nees op Basis vu sengen Erfahrunge gefuerdert. An 2008 huet d'Regierung dunn e Gesetzesprojet déposéiert, fir eng Reform vun der Iwwerwaachung ze maachen. De Statsrot huet deemools awer eng ganz Rei Oppositionformellë gemaach. An d'Regierung huet dee Projet dunn zréckgezunn, fir nach eemol mat alle concernéierten Acteuren ze diskutéieren. Dat ass an de Joren dono och geschitt. An dofir läit elo en neie Gesetzesprojet um Dësch.

Wat sinn déi wichtegst Reforme vun dësem Projet, deen dëse Projet hei wäert maachen? Fir d'Éischt emol - an ech hunn et jo scho gesot - gëtt et an Zukunft just nach eng eenzeg Autoritéit, déi d'Iwwerwaachung mécht, an net méi der dräi, an zwar ass dat dann d'ALIA. Dës nei Autoritéit kann dann och elo Strofe ginn, wa géint d'Gesetz verstouss gëtt. An déi Strofen, déi gi vum Blâme iwwer eng Amende bis bei de Retrait vun enger Permissioun/Concessioun.

D'ALIA kritt dann de Statut vun engem Établissement public administratif a wäert aus dräi Organer bestoen: de Conseil d'administration, deen d'Décisiounen hëlt an och d'Strofe wäert ginn; den Direkter, deen d'Dossiere fir de Conseil virbereet, deen d'Administratioun an d'Personal géréiert; an d'Assemblée consultative, déi hir Meenung wäert soe bei eventuelle Verstéiss géint d'Gesetz.

Eng weider Missioun vun der ALIA gëtt de Retrait vun enger Concessioun respektiv d'Permissioun fir eng Televisiounschaîne. An dat gëtt och an Zukunft... neen, dat gëtt an Zukunft - entschëllegt - vun der Regierung weider gemaach. D'ALIA wäert awer kënnen doriwwer eraus d'Permissiounen an d'Lizenze vun all deenen anere Servicer zréckzéien, falls déi géife géint d'Gesetz verstoussen.

Da kritt d'ALIA nach weider dräi nei Missiounen derbäi, déi aus der europäescher Direktiv vum 10. Mäerz 2010 kommen: éischtens, d'Missioun, fir d'Medien ze ënnerstëtzen, datt Personen, déi net gutt héieren oder gesinn, och kënnen Tëlee a Radio benotzen; zweetens, d'Missioun, fir d'Medien ze ënnerstëtzen, datt wa se an hire Kannerprogrammer Reklamme maachen, datt se do derfir suergen, datt och de Message vun enger gesonder an équilibréierter Ernährung vermëttelt gëtt; an d'Missioun, derfir ze suergen, datt europäesch Filmer a Musek ënnerstëtzt ginn.

D'ALIA kritt dann och d'Missioun, fir de Klassement vun de Filmer ze kontrolléieren, an derfir ze suergen, datt deen dann och veröffentlecht gëtt, dee Klassement.

An zu gudder Lescht wäert d'ALIA da vun enger Dotation annuelle aus dem Statsbudget aus finanzéiert ginn. Mä d'Autoritéit kritt awer och d'Méiglechkeet, fir deen Deel vu senge Käschten, deen net mat der staatlecher Dotatioun gedeckt gëtt, duerch Taxen ze decken, déi da vun de Medie musse bezuelt ginn, déi ënnert déi gesetzlech Iwwerwaachung falen.

Dëst sinn also déi wichtegst Punkte vun dësem Gesetzesprojet. An eng Rei Instanzen hunn och en Avis zu der Schafung vun der neier Iwwerwaachungsautoritéit geschriwwen. Ganz detailléiert a kritesch Avise krute mer vun dem Conseil national des Programmes a vun der Commission indépendante de la Radiodiffusion, déi jo direkt och vum Projet concernéiert sinn. An dës Avise sinn och praktesch komplett an deem schréftleche Rapport iwwerholl gi respektiv och zum Deel an de Gesetzesprojet mat agebaut ginn.

Dann huet natierlech och de Statsrot nach säin Avis dozou geschriwwen. An hien hat och hei bei verschiddenen Dispositioune seriö Bedenken an huet souguer och déi eng an déi aner Opposition-formellë gemaach. An der Kommissioun hu mer och laang doriwwer diskutéiert, a vläicht wäert och nach herno deen een oder deen anere Kolleeg dorobber agoen.

Ech wollt just ganz kuerz e puer Beispiller ginn. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Indépendance vun der ALIA. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Incompatibilitéit vum Poste vum Direkter mat engem Gemengemandat. Mir hu laang diskutéiert iwwert d'Strofen, déi d'ALIA soll kënne ginn. An de Statsrot huet sech och formell am Ufank opposéiert, well am initiale Projet war nämlech net kloer, op wéi enge Faiten déi Strofe baséieren, fir datt kënne Strofen da geholl ginn. Déi hu misse méi preziséiert ginn.

A fir alles nach genee nozekucken, wat de Statsrot soss nach gesot a geschriwwen huet a wat an der Kommissioun nach diskutéiert ginn ass, géif ech Iech bieden, dann och mäi schréftleche Rapport ze liesen.

Ech wëll dann zum Schluss nach eemol Merci soe fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. A besonnesch Merci alle Membere vun dem CNP, vun der CIR an dem Service des médias, déi iwwer 20 Joer laang eng gutt Aarbecht gemaach hunn. An och wann dës dräi Instanzen elo hei wäerte fusionéieren, esou bleift awer dat, wat se gemaach hunn, net vergiess.

A wann dëse Projet elo géif hei gestëmmt ginn, da kéint d'ALIA spéitstens a sechs Méint mat dëser Aarbecht dann och weiderfueren. Mä egal wéi ass dëse Projet hei fir mech awer e gudde Beweis derfir, datt no engem gemeinsame Constat d'Regierung an d'Chamber kënnen effikass zesummeschaffen an eng strukturell Reform och ëmsetzen. Et huet zwar e wéineg elo hei gedauert, mä et ass awer ëmmer ee gutt Gefill, fir kënnen e konkret Resultat vun enger politescher Aarbecht ze hunn, well dat ass jo och genau dat, wat d'Leit dobausse vun eis erwaarden.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Éischte Riedner, deen agedroen ass, ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt virewech dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Bericht. Här President, mir schwätze gäre vum Mediestanduert Lëtzebuerg. Oft gëtt an deem Kontext jo och d'Wichtegkeet vun dëser Branche fir d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie ervirgestrach. An ech mengen, och grad an turbulenten Zäite fir d'Haaptpiliere vun eiser Ekonomie, dat heescht d'Banken an d'Finanzplaz, ass et wichteg, datt mer derfir suergen, datt och aner wichteg Standbeen, ebe wéi de Mediestanduert, datt déi en attraktive Kader kréien an datt och déi infrastrukturell a legislativ Konditioune ronderëm garantéiert sinn.

Wa mer dovunner schwätzen, wéi wichteg de Mediestanduert fir Lëtzebuerg ass, da musse mer eis och e Kontrollorgan ginn, dat senger Aufgab esou nokomme kann, wéi ee sech dat erwaart, wéi dat och an anere Secteure jo eng Selbstverständlechkeet ass. Och grad doduerjer garantéiert een d'Intérête vun eisem Land. Déi wirtschaftlech Profitter, deen d'audiovisuell Mediendéngschter bidden, sinn an eisen Ae jiddefalls keng Ursaach, fir do e rechtsfräie Raum oder eng ongenügend Kontroll ze loossen.

D'lescht Joer am Mee hate mer hei am Haus eng Debatt, eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vum Conseil national des Programmes. A queesch duerch d'Bänke ware mer eis eens, datt esou eng Reform dréngend noutwendeg war.

An d'Demokratesch Partei huet sech jo deemools och wéi vill anerer hei am Haus fir eng Reform ausgeschwat. Mir hu betount, wéi wichteg et wier, datt gutt fonctionnéierend Sanktiounen agefouert géife ginn, gradesou wéi mer awer och besonnesch op déi politesch Neutralitéit an Onofhängegkeet vun enger neier Struktur higewisen hunn oder dorobber gehalen hunn. An anere Wierder: Si mussen an hirer administrativer a rechtlecher Struktur onofhängeg éischtens, vum Stat, mä awer och zweetens, vu wirtschaftleche Lobbye sinn.

Déi Leit, déi fir déi nei Regulatiounsstruktur rekrutéiert ginn, musse Spezialiste si vum Fach, well dee ganze Mediesecteur - wësse mer jo - ass och an enger konstanter permanenter Entwécklung, besonnesch wat déi technesch Entwécklung ugeet. An d'Régulateure musse jo net nëmmen d'Inhalter einfach ofkucken, ofschätzen, mä si mussen och kënnen de Respekt vu ganz elementäre Wäerter, wéi zum Beispill d'Würd vum Mënsch kontrolléieren, d'Rechter vum Kand schützen, oder och nach d'Anhale vu Publizitéitsregelen iwwerwaachen.

Dat sinn eng Hällewull deelweis ganz verschidden a komplex Aufgaben. Duerfir ass et gutt, datt een dann och déi néideg personell Moyene kritt, an datt och déi Struktur muss onbedéngt opgestockt ginn. Ech mengen, déi aktuell Situatioun ass esou, fir lech dat emol virun Aen ze halen, de Moment kann d'CNP op zwou Sekretärinnen zréckgräifen. Ganz laang war dat an der Vergaangenheet och nëmmen eng. Ech mengen, d'Zuelen, déi weisen dach awer, dass mer just a puncto Mediereglementatioun an deene leschte Joren net wierklech op der Héicht vun der Zäit waren.

Dat wëllt net heeschen, datt do eng schlecht Aarbecht gemaach ginn ass, ganz am Géigendeel. Mä ech mengen, ouni eng personell an eng professionell Verbesserung an der Struktur, oder wann een net dat am Réck huet, ass et och net méiglech, déi Sanktiounsméiglechkeeten oder déi ganz Aufgaben do duerchzeféieren.

Dat Eenzegt, wat vläicht ze bedaueren ass, dat ass, datt d'Regierung awer eng gewëssen Zäit gebraucht huet, fir dann aus dem CNP e richtegt effikasst Kontrollorgan mat reelle Sanktiounsméiglechkeeten ze maachen. Ëmmerhin hate mer schonns 2010 d'Direktiv «Services de médias audiovisuels» hei zu Lëtzebuerg transposéiert.

Och gi mat deem aktuellen Text vläicht net all Problemer aus der Welt geschaaft. Ech mengen, de CNP huet jo a sengem Avis och nach op eng Rei ongekläert Froen oder Punkten higewisen, bon, déi net zur absoluter Zefriddenheet vläicht fir jiddweree konnte geléist ginn. D'Praxis einfach an deenen nächste Méint a Jore muss weisen, ob eventuell muss nogebessert ginn.

Mä ech mengen, trotz dësen Onkloerheete begréisst d'DP awer ausdrécklech dëse Projet de loi. Et ass e wichtege Schrëtt a Richtung vun enger seriöer Regulatioun vun eisem Mediestanduert. An et mécht de Lëtzebuerger Mediestanduert méi kompetent an och méi performant. Dat gesot, verstitt Der, datt ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. A mir géife virufuere mat de Riedner. Den Här Fayot ass den nächsten agedroene Riedner. Den Här Fayot kritt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President... Ech muss emol kucken, ob et een Här oder eng Madame ass. Här President,...

M. le Président.- Et ass nach ëmmer en Här bis elo, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur Serge Wilmes Merci soen. Hien huet ganz vill Aarbecht an der Kommissioun gemaach an en huet och e guttgeschriwwene schréftleche Rapport virgeluecht, an och natierlech mëndlech. Dat ass ganz kloer. Déi Leit, déi dat wëlle kucken, verstinn dat direkt.

Ech wollt awer vläicht am Ufank op d'Origine vun der Commission nationale des Programmes (veuillez lire: Conseil national des Programmes) hiweisen. Dee Conseil ass duerch d'Gesetz vun 1991 geschaaft ginn. An dat Gesetz huet jo deemools de Monopol am Radio vun RTL ofgeschaaft an et ass eng nei Radioslandschaft entstanen.

An der Gesellschaft deemools, Enn 80er, ufanks den 90er Joren, ass vun ënnen erop de Wonsch entstanen, den Drang, fir en anere Radio ze maache wéi dee reng kommerziellen. An dofir hu mer dann am Gesetz vun 1991 déi Radioslandschaft esou gezeechent, wéi mer se gréisstendeels haut och nach kennen, mat RTL engersäits, an 100,7 anerersäits. Zwee national Radioen, dräi Réseausradioen, also mat nationaler Portée, awer zesummegeknäppte Frequenzen. An och lokal Radioen. Bei der Televisioun ass dat natierlech vill méi schwéier, well och d'technesch Viraussetzungen do anescht sinn. Do hu mer am Fong geholl nach eng Aart Monopol, während mer deen 1991 fir de Radio jo ofgeschaaft hunn.

Mir hunn dorobberhin och an deem Kader Institutioune geschaaft. Dräi Institutiounen: d'Commission indépendante de la Radiodiffusion, de Conseil national des Programmes an och de Service des médias am Ministère vun der Kommunikatioun, déi dann dee Secteur vum Radio sollten iwwerwaachen an och kucken, dass dat, wat mer do wollte maachen, nämlech Medienvielfalt, Pluralismus, Respekt vun deene wesentleche Wäerter, och agehale gëtt.

Iwwregens dozou e Wuert: Am Artikel 6 vum Gesetz vun 1991, do waren eng ganz Partie Wäerter dran, déi een eigentlech an de Medie soll verfollegen, der Politik zu Lëtzebuerg no. Deen ass am Gesetz vun 2010 verschwonnen. Dat ass e Gesetz, wat eng europäesch Direktiv iwwert d'Services des médias audiovisuels ëmgesat huet.

Et ass vun der CNP, vun hirem President bedauert ginn een Ablack, dass mer deen Artikel 6 net méi erëmgeholl hunn. Ech mengen, et ass awer ze verstoen, well an deenen europäeschen Texter, déi mer ëmgesat hunn, do stinn eng ganz Partie vun deene Wäerter dran, déi mer wëlle verdeedegen an de Medien. An ech weess och, dass d'Europaparlament, wann et iwwert déi Direktive schwätzt, ganz staark op déi Prinzipien a Wäerter hält, déi mer ebe wëllen: Fräiheet, Pluralismus, Respekt vun deem aneren, géint d'Incitation à la haine an esou weider. All déi Saachen, déi mer wëllen an de Medie respektéieren.

Natierlech kann een an de Medien net bei 1991 stoebleiwen. Säit 1991 gouf et eng rasant technesch Entwécklung. Et gëtt natierlech nach ëmmer déi klassesch Radiostatiounen an Televisiounsstatiounen, mä et gëtt haut de Begréff vun Techniques de l'information et de la communication, wou eben d'Medien an elektronesch Medien zesummelafen. Haut gëtt et zwar nach ëmmer d'Printmedien, mä déi Printmedie ginn ëmmer méi elektronesch. An et gëtt och iwwer Internet vill Televisioun a Radio gekuckt respektiv gelauschtert. Esou dass dat also ëmmer méi zesummekënnt.

Dann ass nach natierlech en Aspekt, dee wichteg ass, d'Technique de l'information et de la communication. D'Medie ginn ëmmer méi vu grousse Gruppe besat. An déi Gruppen, déi halen op gréisstméiglech Fräiheet. Ech erënnere mech ganz gutt aus där Zäit, wéi ech am Europaparlament war, wéi déi grouss Mediegruppe beim Europaparlament Lobbyismus gemaach hunn, fir ebe gréisstméiglech Fräiheet ze kréien.

Mir hunn dofir jo och dann e Réseau vu Régulateuren opgestallt. A bei deene Régulateure war Lëtzebuerg ëmmer dee klengen Aarmséilegen, deen net effikass genuch war. An dofir hu mer dat Gesetz hei gemaach, fir eben dee Lëtzebuerger Régulateur esou staark ze maache wéi déi auslännesch Régulateuren an och den europäeschen, fir dass dat Netz och europawäit seriö fonctionnéiert.

Just nach ee Punkt, Här President. Den Här Tom Krieps, de President vum Conseil national des Programmes, huet och a senge Bemierkungen zu dem Projet säi Bedaueren ausgedréckt, dass mer keng richteg Medienerzéiung hunn, dass d'Medienerzéiung méi staark soll ervirkommen, dass mer net keng Medienanstalt zu Lëtzebuerg hunn, déi dat kéint maachen.

Ech wollt soen, dass mer ons an der Commission de l'Éducation nationale mat der Commission de l'Enseignement supérieur intensiv besonnesch mat der Erzéiung op dem Gebitt vun dem Internet a vun den elektronesche Méiglechkeete bekëmmert hunn. An ech mengen, mir missten et fäerdegbréngen, eng Kéier déi zwou Saachen, d'Medienerzéiung an och déi Erzéiung vun allem, wat mat Cyber zesummenhänkt, zesummenzekréien, fir dat also och transversal, besonnesch bei der Protektioun vun de Mineuren, d'Erzéiung vun de Kanner an der Primärschoul wéi och an dem Secondaire besser ze maachen.

Dat gesot, Här President, begréissen ech dëst Gesetz. Et ass interessant a wichteg, fir dass mer ons Kontroll iwwert d'Medien an d'Förderung vun de Medien hei zu Lëtzebuerg entwéckelen. An dat ass och gutt fir de Mediesecteur zu Lëtzebuerg. Dofir si mir natierlech mat dësem Gesetz d'accord.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen.

(Interruption)

Ah, ech hunn den Här Gira hei stoen. Ass et den Här Adam, dee schwätzt?

(Interruption)

Dann ass et den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll vir ufänken an och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Wilmes, Merci soen, éischtens fir seng vill a gutt Aarbecht an der Kommissioun a fir säi Rapport, an och fir säi mëndleche Rapport hei an der Chamber. Et ass och vun him erwähnt ginn, datt mer effektiv virun engem gudde Joer hei eng Diskussioun haten, eng Heure d'actualité. En hat net gesot, datt se vun deene Gréngen ugefrot war, mä duerfir sinn ech jo dann elo nach do, fir dorun ze erënneren.

Mir haten effektiv heiriwwer diskutéiert. Et ass dervun ausgaangen, datt de Conseil national des Programmes, deen et zënter 1991 zu Lëtzebuerg gëtt, misst reforméiert ginn. Mer waren eis am Fong geholl alleguerten eens. Zënter 1991 huet sech ganz vill an der Medielandschaft geännert. Beim CNP a bei de Moyene vum CNP hat sech ganz wéineg geännert. An du ware mer eis och praktesch alleguerten eens, an de Minister war mat d'accord, datt mer e misste reforméieren.

Ech hat zum Schluss do vu menger Interventioun gefrot: Wat maache mer dann elo? Wéi séier wëlle mer virugoen? A wëlle mer dann och dem CNP déi Moyene ginn, déi e brauch, fir kënnen op der internationaler Bühn seriö geholl ze ginn, datt en zum Beispill d'Méiglechkeet och kritt fir Sanktiounen ze huelen an datt e professionell a genuch Mataarbechter kritt?

Ben, mir hunn haut dann de Projet virleien. Et ass alles an allem e positivt Gesetz. Mir kréien eng Zentralisatioun vun den Aufgaben, déi fréier den CIR, d'Commission indépendante de la Radiodiffusion hat, de CNP, de Conseil national des Programmes, an och verschidden Aufgabe vum Minister, deen d'Medien a senger Kompetenz huet. En Deel vun deenen Aufgaben, déi de Minister hat, bleiwen an der Kompetenz vum Minister. Dat huet de Conseil national des Programmes kritiséiert. Zum Beispill déi linéaire audiovisuel Medien, déi bleiwen an der Kompetenz... D'Konzessioune bleiwen an der Kompetenz vum Ministère.

Ech hat selwer nach d'Chance elo zënter Kuerzem d'Aarbecht vum Conseil national des Programmes vu banne kennenzeléieren. Ech hunn déi Gréng Partei zënter e puer Méint an deem Gremium vertrueden. Eng interessant Zäit. Déi geet dann eben elo zu Enn. Ech hu jo nach e bësse Sputt, bis datt déi nei Autoritéit dann a Fonctioun ass.

Déi nei Autoritéit ass anescht opgestallt. Méi professionell, wéi gesot. Si kritt d'Méiglechkeet vu Sanktiounen. Dat hu mer alleguerte gefrot, begréisst. Dat ass dann och elo de Fall. Déi nei Struktur, déi dann en Établissement public ass, huet e Conseil d'administration, en Direkter an eng Assemblée consultative. D'Zesummespill vun deenen dräi Organer wäert matentscheeden, wéi gutt déi nei Autoritéit an Zukunft wäert schaffen.

D'politesch Vertrieder wäerten net méi an der Assemblée consultative derbäi sinn. Dat ass eng Décisioun, déi, mengen ech, vun alle Parteie gedroe gëtt. Ech perséinlech bedaueren et e bëssen, datt mer ëmmer erëm maachen, wéi wann d'Vertrieder vun de politesche Parteien e bësselchen à part misste gehale ginn, wéi wa se därmoosse geféierlech wieren.

Ech mengen, datt den Afloss hannert de Kulisse vill méi en delikaten ass, wéi wa mer effektiv Leit mat hirer Parteikaart oder mat hirer politescher Verantwortung, déi se nun emol hunn, an e Gremium setzen. An da si se kloer identifizéierbar. Och d'Politik ass en Deel vum öffentleche Liewen. Mä gutt, dat ass eng Décisioun, déi getraff ginn ass, och mam Accord vun deene Grénge.

De Conseil national des Programmes war der Meenung, datt mindestens fënnef Leit Personal misste bei där neier Instanz, bei der ALIA schaffen. Ben, et huet een ni genuch Personal. Ech mengen, haaptsächlech ass awer, datt déi Leit mediekompetent sinn.

An ech wëll da just zum Schluss nach eng Kéier e bësselche bedaueren, och eng Klo oder eng Suerg, déi den Här Fayot ugeschwat huet, an déi och de Conseil national des Programmes zum Ausdrock bruecht huet: Mir stelle fest, datt et ganz vill Beméiunge gi sinn am Beräich vun der Éducation aux médias, souwuel am Éducatiounsministère wéi och am Familljeministère. Et sinn der och eng Rei opgezielt ginn am Rapport.

Hei hätt ee kënnen higoen an déi ALIA och zu enger Instanz vun der nationaler Koordinatioun am Beräich vun der Éducation aux médias ze maachen. Dat ass bis elo nach net geschitt. Dat ass net e kloren Optrag un d'ALIA. Mä wahrscheinlech wier dat trotzdeem sënnvoll an nëtzlech, wa mer an Zukunft esou eng national Koordinatioun vun deene ville positive Beméiunge géife kréien. Dat géif der Saach bestëmmt déngen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech brénge den Accord vun der Grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och e grousse Merci un den Här Wilmes fir säi ganz interessante Rapport, dee mer mat Freed gekuckt hunn.

Ech wollt awer gläich soen, de Modèle de base fir esou e wichtegen Thema, wéi deen heiten, geet eigentlech net duer. Well et geet hei ëm e ganz sensibelen Thema. Et geet ëm de Contenu des médias. An Dir erënnert Iech vläicht, datt mer eréischt viru Kuerzem hei eng ganz schlecht Experienz hate mat der Madame Hetto hirem Gesetz iwwert den Accès aux biens et services fir Fraen a Männer, wou d'Mediefräiheet ageschränkt gouf. Wat och zu Protester - berechtegte Protester - vum Conseil de Presse gefouert huet.

Dowéinst ass och dat hei eng Matière, wou mir bedaueren, datt de Conseil de Presse an d'Journalistenassociatioune bis elo keen Avis ofginn hunn. Ob se gefrot goufen, weess ech net. Mä et wier op jidde Fall nëtzlech, dat hei Gesetz nach eng Kéier ze kucken ënnert deem dote besonneschen Aspekt. Och hu mer kee Projet de règlement grand-ducal gesi bis elo iwwert d'Kompositioun vun der Assemblée consultative.

De Prinzip vun de Sanktiounen ass wahrscheinlech dee sensibelsten. Ech erënnere just un déi Diskussiounen, déi mer an Ungarn haten elo viru Kuerzem, wéinst eben deem Prinzip vun de Sanktiounsméiglechkeete géint d'Medien. Wat och nach eng Kéier beweist, wéi sensibel déi Matière ass. Mir mussen awer soen, mir brauche Sanktiounen. Dofir hu mer näischt géint de Prinzip dovunner. Awer mir contestéiere souwuel d'Héicht vun de Sanktioune wéi och déi prozedural Manéier, wéi dat soll gemaach ginn.

D'Héicht vun de Sanktiounen, 25.000 Euro, ka fir eng kleng Radiostatioun, kleng Medien, absolut déidlech sinn, wann esou eppes dekretéiert gëtt, zemools well déi Recoursméiglechkeet, déi virgesinn ass, géint eng Décisioun vun der ALIA kee suspensive Charakter huet. Wann een allerdéngs néng Méint, wéi esou eng Prozedur gewéinlech dauert, muss Personal bezuelen, da kann een dat do net iwwerliewen. Praktesch ass eng finanziell Sanktioun vu 25.000 Euro eng Veruerteelung vun enger klenger Radiostatioun.

Dann d'Prozedur: Mir hätte léiwer e Geriicht wéi eng Regierungsdécisioun. Eben och aus der Erfahrung aus dem Ausland eraus denke mir, datt esou e Verbuet oder en Entzuch vun enger Lizenz nëmme ka vun engem Geriicht décidéiert ginn, an net vun der Regierung. Et hätt iwwregens och dësem Gesetz guttgedoen, wann déi Recoursméiglechkeete géint eng Regierungsdécisioun nach eemol preziséiert gi wären. Och wa se am Droit commun virgesi sinn. Mä dat hätt och nach kënnen eng Kéier gesot ginn.

Kuerz gesot: Mir denken, datt dëst Gesetz net onschëlleg ass, datt et Gefore fir d'Meenungsfräiheet hei am Land mat sech bréngt, datt et rechtsstaatlech bedenklech ass an datt eben - theoretesch op d'mannst; a wat theoretesch méiglech ass, ka sech heiansdo och konkretiséieren - d'Méiglechkeete vun enger staatlecher Zensur heiduerch bestinn. An dofir wäert d'ADR dëst Gesetz net matdroen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Soss hunn ech kee Riedner méi, deen agedroen ass. Da kritt elo den zoustännege Kommunikatiounsminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Communications et des Médias*.- Jo, Här President. Ech géif och gären am Numm vun der Regierung dem Här Wilmes als Rapporteur Merci soen, an och deenen anere Kolleegen.

Dat hei ass jo e Projet de loi, deen ech, wann ech dat esou dierf soen, en cours de route matkritt hunn, well mäi Virgänger als Medieminister, den Här Minister Biltgen, dee Projet hei déposéiert huet. Ech mengen, et ass e Projet, deen hei in extenso exposéiert ginn ass, an deen dee ganze System vun der Surveillance vun dem Mediesecteur moderniséiert, an deen och versicht déi Kredibilitéit dem Régulateur ze stäerken.

An an deem Sënn, mengen ech, ginn hei déi Observatiounen, déi gemaach gi sinn, vu mir gedeelt. An duerfir ass dat e Projet, mengen ech, deen an déi richteg Richtung geet an dee säi Wee muss elo weisen, dat mat Liewen erfëllen, wat an deem Projet de loi do steet. Déi Fusioun vun deenen Organer muss elo mat uerdentleche Leit besat ginn, déi dat dote kënne gutt regelen.

An an deem Sënn kann ech nëmmen zefridde sinn, datt hei, vun där leschter Interventioun ofgesinn, och eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet kënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6487 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo- géint 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Question élargie N°34 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Austausch vu fiskalen Informatiounen tëscht Lëtzebuerg an de Vereenegte Staten. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech mengen, de FATCA, wéi en an techneschen Termen oft genannt gëtt, den „Foreign Account Tax Compliance Act" mat Amerika, deen huet ganz vill Konsequenzen uechter d'Welt an och fir Lëtzebuerg. Do, no deem Accord, wäerten d'Banken an och aner Finanzinstituter missen d'Identitéit vun de Leit, déi e Kont hunn an déi eng amerikanesch Nationalitéit hunn, direkt mat ophuelen, an da mussen d'lëtzebuergesch Banke beispillsweis dem amerikanesche Fiskus déi Nimm matdeelen.

Desgläiche mussen op sämtlechen Dépôten an Transferte vu Sue vun deene Konten, wou en Amerikaner betraff ass, 30% zréckbehale ginn, deen Ablack wou et iwwer 50.000 Euro sinn.

Bref, et ass also eng ganz wichteg Décisioun, déi hei gemaach gëtt. An duerfir wollt ech froen, datt och an deem ganze Kontext e puer Saachen awer mussen diskutéiert ginn. D'autant plus, datt et jo net nure Répercussioune kann hunn um Niveau vun den Amerikaner, mat de Relatioune mam amerikanesche Stat, mä datt et och Répercussioune kann hunn um Niveau vun Europa, well mer op Basis vun der Clause de la nation la plus favorisée och missten deen Ablack ähnlech Dispositioune virhuelen an Europa vis-à-vis vun den aneren europäesche Länner.

Här Minister, Dir hutt viru Kuerzem Bescheed gesot gehat, datt anscheinend an dësem drëtten Trimester vun dësem Joer sollt en Accord mat Amerika ënnerschriwwe ginn op Basis vum Modell 2, dat heescht vun deem Modell, wou Lëtzebuerg an Amerika zesumme kéinte schaffen, well se en Duebelbesteierungsofkommes hunn.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Dat ass wouer.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Duerfir wollt ech e puer Froe stellen an deem ganze Kontext.

Éischtens: Wou si mer mat de Prozeduren drun, wat de FATCA selwer ugeet?

Zweetens: Sidd Dir der Meenung, datt deen Accord mat Amerika misst den Objet gi vun engem Gesetzesprojet?

Drëttens: D'Europäesch Kommissioun huet eng Plattform bekannt gemaach, déi heescht „La bonne gouvernance dans le domaine fiscal" a wou et drëms geet, fir dann ähnlech Dispositiounen an Europa duerchzesetzen, wéi dat mat dem amerikanesche FATCA soll goen - anscheinend, nodeems, wat ee kuerz an der Press konnt héieren. An duerfir wollt ech froen, ob Dir der Meenung sidd, ob déi Plattform, déi d'Europäesch Kommissioun do virhuet, konform ass zum Artikel 19 vun der Clause de la nation la plus favorisée an der Direktiv iwwert d'Kooperatioun a Steierfroen.

Wann deen Artikel 19 sollt applizéiert ginn, wéini mengt Der, datt esou eppes kéint erfollegen? Ass dat fir 2014? Ass dat fir 2015? Do schéngt mer also och nach eng kleng Onkloerheet ze sinn.

Desgläichen huet een awer och gemierkt, wat de FATCA ugeet, datt e puer Diskussiounen nach sinn, wat net nuren d'Banken - do schéngt et kloer ze sinn -, mä wat d'Investmentfongen, wat d'Finanzinstituter, wéi dat am Amerikanesche genannt gëtt „foreign financial institutions", wat déi betrëfft. Mussen déi nämlech... D'Fro, déi sech stellt, ass, ob déi och mussen hir Aktionäre bekannt maachen, e ganzen administrativen Opwand hunn, oder ob dat net iwwert d'Banke selwer ka gemaach ginn. Do wollt ech also och froen, ob mer do an den Négociatioune méi wäit komm sinn.

A wat fir eng Répercussioune kann dat soss insgesamt fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg hunn? Well ganz vill administrativ a steierlech Saachen hei net nuren op d'Banken zoukommen, mä och op d'Investmentfongen. An et muss ee kucken, wann ee wëllt international gutt schaffen, datt net alleguerten ons lëtzebuergesch SICAVen, ons Investmentfongen, datt déi mussen zeg Personal engagéieren an domadder ganz vill Fraisen hunn a manner kompetitiv sinn, einfach well mer hei e puer technesch Kontrolle mussen duerchféieren, déi en fait och ganz gutt kéinten duerch d'Lëtzebuerger Banke gemaach ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo de Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, déi Froe vum honorabelen Här Henckes si wichteg an deem Sënn, datt effektiv déi Négociatioune mat Amerika iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent Steierverwaltungen eng grouss Répercussioun hunn, net nëmmen op Lëtzebuerg, mä op Europa en général. An ech géif soen, souguer iwwerhaapt op d'Kooperatioun tëschent Steierverwaltungen a ganz ville Beräicher, déi iwwert dat Amerikanescht erausginn.

Ech erënneren un d'Erklärung vum Statsminister zur Lag vun der Natioun am Abrëll hei an der Chamber, wou mer gesot hunn, datt notamment wéinst den Diskussioune mat Amerika a wéinst deem Gesetz, wat d'FATCA ass - dat ass een amerikanescht Gesetz -, datt doduerch och Ännerungen an Europa an och zu Lëtzebuerg an dem Uwendungsberäich vum Beruffsgeheimnis vun de Banke kommen.

Ech kann d'Chamber haut hei informéieren, datt mir gewollt a bewosst mat Amerika négociéiert hunn. Mir hätte kënnen zu den Amerikaner soen: Mir maache keen Accord mat iech. Dann hätt déi amerikanesch Gesetzgebung sech eesäiteg op Lëtzebuerg awer ugewannt. Dat wär schlecht gewiescht fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz.

Duerfir si mer, wéi déi aner Länner och, a Verhandlunge mat Amerika getrueden. Déi Verhandlungen, déi si gutt virukomm. Mir haten eng dräi, véier Réunioune mat den Amerikaner. An ech kann hei d'Chamber informéieren, datt mer quasi um Schluss vun deene Verhandlungen ukomm sinn an datt den Text wäert um Niveau vun der Verhandlungséquipe, dat heescht, um Niveau vun den héije Fonctionnairë kënne paraphéiert ginn nach am Laf vum Mount Juli, soudatt dann, wann d'Prozeduren, notamment och d'Iwwersetzung, fäerdeg sinn, wäert kënnen am September, Oktober ënnerschriwwe ginn.

Dësen Text verlaangt, datt mer och hei an der Chamber e Gesetzesprojet déposéieren. Ech mengen net, datt dat ee Gesetzesprojet wär an der klassescher Form vun der Approbatioun vun engem Traité, well fir d'Amerikaner ass et keen Traité. D'Amerikaner soen: „Mir hunn e Gesetz. An dat do sinn Ausféierungsbestëmmunge vun eisem Gesetz."

Fir mech ass et awer kloer, datt mir op Lëtzebuerger Säit e Gesetz musse maachen. A meng Iddi fir de Moment ass dat anzebauen an dat Gesetz, wat mer souwisou wollte maachen iwwert d'Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen am Kontext vun der Reform vun dem Bankgeheimnis oder dem Beruffsgeheimnis vum Banquier. Mä op jidde Fall, déi Dispositioun, déi mir mat den Amerikaner verhandelen, hätt ech gären, och aus demokratesche Grënn, datt déi vum Lëtzebuerger Parlament vum Prinzip hier, vläicht net mat allen technesche Annexen, mä vum Prinzip hier vun der Chamber ofgeseent gëtt.

Dann huet den Här Henckes gefrot: „Wéi ass dat mat der Klausel iwwert d'Clause de la nation la plus favorisée, déi an enger europäescher Direktiv steet?" Déi also seet, datt, wann een engem Drëtten eppes gëtt, da kann och en Europäer froen, datt déi och an Europa spillt.

Ech mengen, datt déi Klausel hei net direkt an automatesch kann Uwendung fannen, well deen Artikel - Dir hutt e genannt, den Artikel 19 vun där Direktiv - am Fong seet, datt e Memberstat vun der EU dat muss ufroen. An dee kann dat nëmmen ufroen, wann en déi nämlecht Dispositioune quasi huet, wéi d'Amerikaner déi och hunn.

Ech gesi fir de Moment net direkt, datt ee Memberstat dat kéint esou froen. Ech mengen och, datt dat net géif antrieden. Et ass theoretesch héchstwahrscheinlech méiglech.

Wat méi méiglech ass, dat ass, datt d'Europäesch Kommissioun eng nei Direktiv virun e puer Woche proposéiert huet, déi eng total Extensioun mécht vun där Direktiv iwwert d'Coopération administrative en matière fiscale.

An ech hu gëschter zu Bréissel am Conseil vun de Finanzministeren eng Interventioun gemaach, nodeems déi nei litauesch Présidence hiren Aktiounsprogramm virgestallt huet a Steierfroen, an do hunn ech gesot, datt ech mengen, datt mer e bëssen op eng onkohärent Aart a Weis an Europa fir de Moment virginn.

Mir hu fir de Moment op d'mannst dräi Projeten am Steierberäich an dëser Matière. Dat eent, dat ass d'Extensioun vun der Direktiv fiscalité de l'épargne, déi jo hei zu Lëtzebuerg vill diskutéiert ginn ass. Dat Zweet, dat ass déi nei Propositioun iwwer eng méi breet Direktiv coopération en matière fiscale. An dat Drëtt, dat ass dee Projet, deen déi fënnef, sechs Grouss wëlle maachen iwwer eng Zort wat si nennen „europäesche FATCA", wou zwielef aner Länner du gesot hunn, si wären och d'accord, déi fënnef Grouss ze ënnerstëtzen.

Ech bedaueren dat extrem, well esou kann een an Europa net virufueren. Ech weess net, wat d'Base légale vun esou enger Kooperatioun ass. Ech fannen et net gutt, datt mer dräi verschidden Texter hunn. An duerfir hunn ech gëschter d'Kommissioun an d'Présidence invitéiert, emol nach eng Kéier ze kucken, ob een net ee gemeinsamen Text ka maachen.

Et ass, mengen ech, kloer, a wéi eng Richtung et geet. Et wäert an Zukunft méi Transparenz ginn a méi Kooperatioun tëschent de Steierverwaltungen. An ech mengen net, datt sech Lëtzebuerg deem sollt a wëllt opposéieren, wa mer wëllen eng international Finanzplaz sinn.

Par contre hätt ech gär, datt et kohärent wär. Duerfir een Text. An et muss effikass sinn. An zur Effikassitéit gehéiert, datt mer global Standarden hunn an net nëmme Standarden, déi an der Europäescher Unioun spillen, mä och zu Singapur, och zu Hongkong, och zu New York. Dat heescht, nëmmen dann ass et effikass, och am Kampf géint de Steierbedruch, un deem mir eis wëlle bedeelegen. Mä net op eng Aart a Weis, wou mer hei eppes an Europa bastelen, wat an deenen anere Länner net gemaach gëtt.

Dat gëllt iwwregens net nëmme fir d'Steiermatière, dat gëllt och generell fir d'Bankeregulatioun. Och Basel III an aner Saache sinn nëmmen effikass, wann och aner grouss Finanzzentren op der Welt dat maachen.

Duerfir mengen ech, datt dat hei eng wichteg Matière ass. Wéi gesot, nach eng Kéier op d'Fro vum Här Henckes, mir wäerten dat geschwënn ofschléissen. An da wëlle mer dat och an engem Projet de loi festschreiwen, deen dann d'Approbatioun vun dëser Chamber brauch.

Vläicht eng lescht Remarque, Här President, déi ech elo bal vergiess hat, dat ass d'Matière vun de Fongen, vun den Investmentfongen, wat jo awer - ech hunn dat virdrun a menger Ried gesot - ee vun den Haaptpiliere vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ass. Mir sinn do no laange Verhandlunge mat den Amerikaner eis eens ginn, datt d'Fongenindustrie net brauch sech ënnert der Législatioun FATCA enregistréieren ze loossen an net brauch Rapport ze maachen. Wat en fait eng ganz gutt Nouvelle ass, well dat keng zousätzlech administrativ Belaaschtunge fir d'Fongenindustrie ginn.

A schliesslech wéilt ech och nach preziséieren, datt mer eis entscheet hu fir de Modell 1 an den Négociatioune mat Amerika. A Modell 1, dat heescht direkten Accord tëschent deenen zwou Steierverwaltungen. Mir hunn dat gemaach, well mer dat och an Europa hunn a well dat eng Simplificatioun fir d'Banken hei zu Lëtzebuerg duerstellt, datt se net an Europa en anere Modell hu wéi mat den Amerikaner.

Dat ass iwwregens och dee Modell, deen an der Zwëschenzäit och Singapur décidéiert huet an déi meeschten aner Länner vun der Welt och. Mä ech mentionnéiere Singapur, well déi vläicht als asiateschen Hub, als international Finanzplaz an Asien eis an Europa am nächste kommen an och an enger gewëssener positiver Konkurrenz mat eis stinn.

Voilà, Här President, dat sinn eng Rei Prezisiounen. Et ass eng technesch Matière, mä si huet eng gréisser Influenz op d'Zukunft vun eise Relatioune mat Amerika engersäits an op de Fonctionnement vun der Finanzplaz anerersäits.

Ech mengen, dat Resultat, wat mer kréien, ass e gutt Resultat fir Lëtzebuerg, och wann ech generell kee grousse Fan si vun der FATCA-Législatioun, well et eng eesäiteg Législatioun ass. Ech hunn ëmmer léiwer, et kann een eppes négociéieren. Hei war eppes do, wat den amerikanesche Kongress décidéiert huet, wou mir hu missen dat Bescht dorauser maachen. An zweetens ass et awer eppes, wat generell administrativ relativ komplex ass. Mä aus deem Fakt, dee mir net konnten änneren, mengen ech, hu mer aus Lëtzebuerger Siicht dat Bescht gemaach.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister.

Den Här Henckes kann nach eng Zousazfro stellen, wann en dat wënscht.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech wollt just dem Här Minister villmools Merci soe fir déi Explikatiounen, well et ass awer eng wichteg Matière.

Wat ech just wollt an deem Kontext awer froen, dat ass: Et si fënnef Länner plus nach zwielef, déi wëllen awer eng extra Législatioun en matière fiscale do hunn. Riskéiert do Lëtzebuerg net op eng Kéier awer relativ isoléiert ze sinn? Dat heescht, musse mer do net... Kann dat net eventuell och fir ons Finanzplaz a fir ons Betriber verschidde Répercussiounen hunn?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Ech sinn net sécher, ob dee Projet wäert realiséiert ginn, well ech e puermol scho gefrot hunn, wéi dee Projet da sollt ausgesinn a wat d'Base légale vun deem Projet wär. Et kann een net einfach zu fënnef décidéieren, esou eppes ze maachen. Vläicht zu 17, wann dat da stëmmt, datt zwielef anerer wëlle matmaachen. An et ka kee mir soen, wéi ass dat kompatibel mam Droit européen. Et ka kee mir soen, ob dat en internationalen Traité gëtt. An et ka kee mir en Detail soe vun deem, wat gemaach gëtt.

Duerfir mengen ech, datt dat zum Deel mat der Innenpolitik vun enger Rei Nopeschlänner ze doen huet a manner, datt do e konkrete Projet fir de Moment besteet. An dat ass eng vun den Ursaachen, firwat ech gëschter nach eng Kéier gesot hunn an d'Kommissioun opgeruff hunn, ze kucken: Hei ass eng europäesch Matière an eng global Matière. Dat kann net aus engem Memberstat esou do aus der Hëft geschoss ginn, ouni datt dat an e kohärent Konzept passt.

A bis haut hunn ech op déi Froe keng Äntwert kritt. Duerfir meng provisoresch Konklusioun, datt ech net onbedéngt iwwerzeegt sinn, datt dee Projet eng Kéier wäert gebuer ginn.

Merci.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Très bien. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6181 iwwert d'Violence domestique. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Angel, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

6. 6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;

2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

3. du Code pénal;

4. du Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- D'Gewalt, Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e Phenomeen vun eiser Gesellschaft. Eng Gewalt, déi mer all Dag begéinen a vis-à-vis vun där mer erschreckenderweis gesinn, dass d'Sensibilitéit noléisst. Eng Gewalt, déi awer och virun allem zerstéiert, wa se doheem tëschent de véier Mauere stattfënnt, an der eegener Famill, do, wou Léift a Gebuergenheet un éischter Stell sollte stoen. Nach ëmmer sinn et zum gréissten Deel Fraen, déi Affer si vun der häuslecher Gewalt, a mat hinnen direkt oder indirekt och d'Kanner.

Déi rezent weltwäit Etüd vun der Weltgesondheetsorganisatioun beleet, esou hir Generaldirektesch Margaret Chan, dass d'Gewalt géint d'Fraen insgesamt e globale Gesondheetsproblem vun epidemeschem Ausmooss duerstellt. D'Gewalt innerhalb vun enger Bezéiung ass déi meescht verbreete Gewalt géint d'Fraen. Betraff sinn 30% vun alle Frae weltwäit, an doriwwer eraus sinn et 38% vun alle Fraen, déi Affer gi vun engem Mord, dee vun deem aktuellen oder fréiere Partner ausgeübt gëtt. - Rezent wëssenschaftlech Etüde weisen awer och, dass 6% Männer vun hire Partnerinnen ermuert ginn.

Wéi grouss dee Misär, d'Verzweiflung an déi hannerloosse Wonnen op Kierper a Séil si bei deene Betraffenen, hunn ech op mengem beruffleche Wee gesinn. Dofir läit dee virleiende Gesetzesprojet zu deem sensibelen Thema, zu deem ech den 20. Mäerz 2012 als Rapportrice bestëmmt gouf vun der Familljen-, Jugend- a Chancëgläichheetskommissioun, mer och besonnesch um Häerz.

Déi häuslech Gewalt zerstéiert elementar Mënscherechter an hëlt deene Betraffenen hiert Recht, fir an Dignitéit a Sécherheet ze liewen. Si gräift hir kierperlech a psychesch Integritéit un. Si ass e sozialen Iwwel, dee mer an alle Gesellschaftsschichten erëmfannen, onofhängeg vum Alter, der Hierkonft oder der Ausbildung vun de Leit. An hir Folgekäschte sinn immens héich, sief dat d'Finanzéierung vu Sécherheets- a Justizapparat, Gesondheetswiesen oder och an der Wirtschaft.

Déi häuslech Gewalt ass zënter 2003, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Privatsaach méi an och kee Kavaléiersdelikt méi hei zu Lëtzebuerg. D'Chamber huet deemools dat bunnbriechend Gesetz géint d'häuslech Gewalt, dat d'Regierung ënnert der Fiederféierung vun der deemoleger Chancëgläichheetsministesch Marie-Josée Jacobs 2001 op den Instanzewee bruecht huet, mat 59 Jo-Stëmmen an enger Enthalung verabschit.

Domat huet d'Chamber en Tabu gebrach an e staarkt Signal gesat, nom Motto „Wie schléit, dee geet". D'Gewalt kann net den normale Wee sinn, fir Konflikter ze léisen. Deen, deen d'Gewalt ausübt, dréit d'Verantwortung zu 100% fir säi Verhalen. Et ass net den Alkohol schold, net déi onglécklech Kandheet oder d'Provokatioun vum Partner oder vum Kand. Neen, et ass en Zeeche vu senger eegener Schwächt.

Dëst Gesetz, dat sech um fortschrëttlechen éisträichesche Gesetz inspiréiert huet, ass elo néng Joer a Kraaft an huet seng Wierkung net verfeelt. Déi jährlech Rapporten un d'Regierung vun deem Kooperatiounscomité, dee vum Gesetz jo agesat gouf an deen aus Professionelle besteet aus deene jeeweilege responsabelen Organer vum betraffene Secteur, déi hunn erwisen, dass d'Gesetz méi wéi néideg war an och insgesamt gutt fonctionnéiert.

Mä schonn zënter 2007 hu si driwwer nogeduecht, ob d'Gesetz net misst op verschiddene Punkte verbessert ginn, an hunn och Recommandatiounen an deem Sënn gemaach.

Zousätzlech huet déi onofhängeg Expertin Beate Stoff d'Gesetz 2006 an 2009 wëssenschaftlech evaluéiert am Optrag vun der Regierung. Och déi Konklusioune bestätegen, dass et eng positiv Auswierkung op d'Hëllef fir d'Affer gëtt an d'Wegweisung vun der Persoun, déi d'Gewalt ausübt, eng zousätzlech Méiglechkeet ass, fir d'Gewalt an der Famill ze stoppen.

Allerdéngs ass et net esou, dass dofir d'Fraenhaiser elo eidel stinn. Laut dem Tätegkeetsrapport vum Ministère vun der Chancëgläichheet hunn am Joer 2012 196 Fraen, mat 257 Kanner, déi 150 konventionéiert Plazen an Usproch geholl, an dovunner 87% wéint Gewaltproblemer. Duerch d'Gesetz sinn all déi Hëllefsmoossnamen och bei engem anere Public méi bekannt ginn, mä et léisst awer och trotzdeem op nach e grousst Onsécherheetsgefill bei den Affer schléissen.

D'Madame Stoff huet zousätzlech nach eng Rei Recommandatioune mat op de Wee ginn, wéi een d'Gesetz ka verbesseren. Fir weider Donnéeën zu de genannte Rapporten an Evaluatioune verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Et ass op dësen Elementer, wou déi virleiend Reform vum Gesetz vun der häuslecher Gewalt baséiert.

An och d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg schwätze fir sech a si mussen eis méi wéi alarméieren. Wa mer 2004 mat 253 Interventioune vun der Police ugefaangen hunn, esou leie mer 2012 bei 801, eng Steigerung vu méi wéi 300%. 522 Kanner, dovunner 443 mannerjähreg, waren duerch déi Gewaltsituatioun betraff.

Gradesou bei den Ewechweisungen - Fäll also, wou déi Persoun, déi gewalttäteg ass, aus dem Haus gewise gouf: 2004 waren dat der 145; 2012 357, eng Steigerung vun 246%. Weider Detailer dozou fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport an och an deenen zitéierte Rapport-annuellen. Eng Ursaach also méi, fir d'Gesetz ze verschäerfen, wann och een Deel vun deenen Zuele sech natierlech doduerjer erkläert, dass d'Gesetz elo dobausse méi bekannt ass.

D'Chamber huet sech zënter deem Gesetz vun 2003 och regelméisseg mat dem Sujet vun der häuslecher Gewalt befaasst an och aktiv un den europäeschen Initiativen an deem Beräich do bedeelegt; esou un der europäescher Campagne vum Conseil de l'Europe géint d'Gewalt géint Fraen an d'häuslech Gewalt am November 2006. An deem Kontext gouf och eng Resolutioun hei an der Chamber gestëmmt. Donieft ass Lëtzebuerg och zënter 2006 un deem parlamentaresche Réseau vun „Le Droit des femmes de vivre sans violence" bedeelegt.

Grad Europa huet an dësem Sujet eng Virreiderroll iwwerholl, op déi ech a mengem schrëftleche Rapport agaange sinn. Et sief just erwähnt, dass aus der Campagne eraus, déi ech elo grad zitéiert hunn, et sech néideg erwisen huet, dass déi juristesch Normen an Europa op deem Gebitt missten harmoniséiert ginn, fir d'Frae generell a besonnesch als Affer vu Gewalt, gradesou wéi d'Kanner, déi implizéiert sinn, besser ze schützen.

Duerfir huet de Conseil de l'Europe d'Konventioun zur Preventioun an dem Kampf géint d'Gewalt géint d'Fraen an der häuslecher Gewalt ausgeschafft, déi zur Ënnerschréft fräi gouf den 11. Mee 2011 an déi deeselwechten Dag vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe gouf. Bis elo hunn nach net genuch Länner dës Konventioun ratifizéiert, fir dass se kéint a Kraaft trieden. Och Lëtzebuerg nach net. Fir dat kënnen ze maachen, ass fir d'Éischt eng detailléiert Analys vun eisem juristesche Kader néideg.

Well och an der Europäescher Unioun ass den Opferschutz zur éischter Prioritéit erkläert ginn. Et si legislativ Initiative geholl ginn, fir d'Rechter vun den Opfer ze stäerken, déi an eis Législatioune mussen iwwerholl ginn. Ech kommen nach zu engem spéideren Zäitpunkt vu mengen Ausféierungen dorop zréck. Parallell hunn eng ganz Rei europäesch Länner zënterhier och op deem Gebitt vun der häuslecher Gewalt légiféréiert. Och do fannt Der Detailer a mengem schrëftleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo d'Schwéierpunkte vun der Reform vun eisem Gesetz vun 2003?

De Gesetzesprojet bréngt eng ganz Rei effikass Verbesserungen, déi sech op véier festgestallte Schwaachpunkte vum heitege Gesetz axéieren: éischtens, d'Ausweidung vum Afferkrees vun häuslecher Gewalt; zweetens, eng besser Sécherheet an e verstäerkte Schutz fir d'Affer; drëttens, d'Ervirhiewe vun der besonnescher Verletzbarkeet vun de Kanner, a véiertens d'Responsabilisatioun vun de Persounen, déi d'Gewalt ausüben.

Zum éischte Punkt: Zum Afferkrees gehéiere vun elo un all Persounen, déi normalerweis an engem familiäre Kader mat der gewalttäteger Persoun liewen. Domat gëtt deene verschiddene Forme vun Zesummeliewen a Liewensmodeller an eiser Gesellschaft Rechnung gedroen. D'Familles recomposées an och gepacste Koppelen an hir Familljememberen, déi zesumme mat hinne liewen, sinn elo mat abegraff.

Kloer net applizéiert sech dat neit Gesetz op Wunngemeinschaften, Sous-locatioun oder op den Accueil vu jonken Au-pair. All déi Fäll ënnerleien den allgemenge Rechtsregelen.

Zum zweete Punkt, deen dem Affer also eng besser Sécherheet a verstäerkte Schutz garantéiert. D'Ewechweisung, also de Verweis aus dem Haus vun der gewalttäteger Persoun, gëtt vun zéng op 14 Deeg eropgesat. Zweetens begräift d'Ewechweisung dann och elo nieft dem jëtzegen Hausverbot engersäits de Verbot fir den Auteur vun der Gewalt, fir Kontakt mam Affer opzehuelen, sief dat mëndlech, schréftlech oder iwwer eng drëtt Persoun, an anerersäits eng net quantifizéiert Bannmeil, dat heescht d'Verbuet, fir der geschützter Persoun ze no ze kommen, ouni dass awer eng prezis Distanz definéiert ass. An d'Police kritt d'Recht, fir d'Anhale vun dëse Verbueter ze kontrolléieren. Drëttens, d'Verlängerung vum Verbuet fir den Täter, fir zréckzekommen no der Ewechweisung, ka vum Affer no enger vereinfachter Prozedur ugefrot ginn. A véiertens gi sämtlech Sanktiounen, déi d'häuslech Gewalt betreffen,

net nëmmen am Code pénal regruppéiert, mä se ginn ergänzt a verschäerft.

En neit Verbuet kënnt derbäi, bei d'Verbueter an Injonctiounen, déi d'Geriicht ka spriechen, beim Artikel 1017-8 vum neie Code de procédure civile. Dat heescht, wann een also eng Persoun, mat där een am enke Familljekader lieft oder gelieft huet, agresséiert oder bedrot respektiv hiert Liewen onerdréiglech mécht, an zwar gëtt dann d'Verbuet, fir bei d'Kannerbetreiungsstruktur a bei d'Kannerheem oder bei d'Schoul vun de betraffene Kanner ze kommen, domat agefouert. Net agefouert gëtt d'Méiglechkeet vun enger Médiation pénale aus Grënn vum Afferschutz. Dozou awer méi spéider.

Am drëtte Volet vun de Kanner, déi jo besonnesch déi Leidtragend sinn a Fäll vun häuslecher Gewalt, gëtt éischtens am Gesetz verankert, dass dee Berodungsservice, dee sech ëm déi geschützte Persoun këmmert, sech och elo ëm d'Kanner muss këmmeren.

An der Praxis ass de Konzept vun deem Berodungsservice fir d'Affer vu Gewalt awer schonn zënter 2006 op eng innovativ Aart a Weis ugepasst ginn, woufir ech d'Madame Minister félicitéieren. E psychologesche Service, dee speziell mat de Kanner, déi Zeien oder Affer si vu Gewalt, schafft, gouf mat deenen néidege Fongen dotéiert. Zweetens ënnersträicht de Législateur, dass de Kanner hir Interesse viru Geriicht kënne vertratt ginn. A weider Schutzmoossname sinn a Preparatioun, mä dorop kommen ech och spéider ze spriechen.

De véierten a leschte Schwéierpunkt dréit dozou bäi, dass déi Persoun, déi d'Gewalt ausübt, verstäerkt d'Verantwortung muss iwwerhuele fir hir Handlungen. Éischtens gëtt de psychologesche Berodungsservice, dee sech ëm d'Auteure vu Gewalt këmmert - dat ass de Moment de Service Riicht Eraus -, och elo am Gesetz verankert. D'Police muss dee Service iwwert d'Ewechweisung a Kenntnis setzen an de Parquet gëtt d'Kopie vun den Ewechweisungspabeieren un de Berodungsdéngscht virun.

D'Police informéiert dann och déi gewalttäteg Persoun, dass si innerhalb vun den éischte siwen Deeg vun der Ewechweisung beim Service muss virstelleg ginn. Mécht déi Persoun dat net, hëlt de Berodungsdéngscht Kontakt mat hir op a convoquéiert se fir e Gespréich. De Service mécht dann dovu Rapport un de Parquet, wat och kann als eng Aart Sanktioun wierken.

Zweetens, wann den Auteur vu Gewalt seng Schlësselen oder aner Apparaten, fir d'Dieren opzemaachen, net fräiwëlleg ofgëtt, kann d'Police wann néideg, wéi dat elo scho beim Refus vun der Ewechweisung ass, mat Gewalt aschreiden.

Wéi scho virdru gesot, kommen och dräi nei Infractiounen derbäi. Déi éischt: en Hausfriddensbruch ouni Gewalt. An och d'Strofe ginn dann deemno gestaffelt, fir dem Prinzip vun der Proportionalitéit Rechnung ze droen. Fir Hausfriddensbruch ouni Gewalt kann een elo vu sechs Méint bis zwee Joer Prisong kréien oder/an eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro. Am Fall, wou dat mat Gewalt oder ënner Drohunge geschitt, kann d'Prisongsstrof bis op fënnef Joer eropgesat ginn an d'Geldstrof bis op 5.000 Euro.

Déi zweet Infractioun: Wann een d'Bannmeil net anhält, riskéiert ee 15 Deeg bis zwee Joer Prisong an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro. A schlussendlech gëtt den Netrespekt vun de Verbueter, déi d'Geriicht ka spriechen, laut Artikel 1017-8 vum neie Code civil, deen ech virdrun zitéiert hunn, och elo strofbar opgrond vun enger Plainte. Eng méiglech Prisongsstrof vu 15 Deeg bis zwee Joer an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 3.000 Euro stinn do drop.

Fir par rapport zu dësen Oploen an Neierungen e gewëssen Équiliber zu de Rechter vun den Auteure vu Gewalt hierzestellen, ass e ganz wichtege Punkt, dass deejéinegen, deen déi Gewalt ausübt, op där anerer Säit elo d'Recht kritt, fir e Recours ze formuléiere géint déi Ewechweisung innerhalb vun deene 14 Deeg. E Recours non suspensif, dat heescht, dass duerch déi Demande d'Ewechweisung mat all hire Mesuren net opgehuewen ass. Dann och d'Recht, fir sech viru Geriicht vum Berodungsservice, deen d'Täteraarbecht mécht, assistéieren ze loossen, awer net vertrieden ze loossen, fir den Auteur net vu senger Verantwortung ze entbannen.

Dat ass, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat elo finalement am virleiende Gesetzesprojet vun der Familljen-, Jugend- a Chancëgläichheetskommissioun an engem breede politesche Konsensus zréckgehale gouf.

D'Kommissioun huet dann och deemno intensiv iwwert de Projet diskutéiert, an dat an net manner wéi zéng Sitzungen. D'Madame Minister vun der Chancëgläichheet Françoise Hetto-Gaasch huet de Gesetzesprojet de 27. August 2010 déposéiert, nodeem si den Avant-projet vum Gesetz an der Sitzung vum 22. Juni 2010 virgestallt hat. Déi eigentlech parlamentaresch Aarbechte sinn awer eréischt den 20. Mäerz 2012 ugelaf mat der Presentatioun vum Projet zesumme mat der Analys vun den zwee Avise vum Statsrot vum 8. Mee 2011 a vum 31. Januar 2012 souwéi de Regierungsamendementer vun November 2011.

An déi Aarbechten agefloss sinn d'Avise vun der Salariatskummer, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Fonctionnaires- a Beamtekummer, dem Parquet Lëtzebuerg, dem Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dem Conseil National des Femmes, der Lëtzebuerger Associatioun vun der Médiatioun an den agréémierte Médiateuren a vun der A.s.b.l. Femmes en Détresse. Dozou d'Detailer a mengem schréftleche Rapport.

An der Sitzung vum 22. Mee 2012 huet d'Kommissioun dunn och d'Vertrieder vun der Justiz, dat heescht de Parquet an d'Jugendriichter Lëtzebuerg, souwéi d'Police ugehéiert. Dann hat d'Kommissioun nach den Avis vun der Justizkommissioun vun der Chamber gefrot an der sensibler Fro vun der Aféierung vun der Médiation pénale, an och wat d'Recht op e Recours fir déi Persoun, déi d'Gewalt ausübt, ubelaangt.

Déi Kommissioun, wou ech dem President Gilles Roth stellvertriedend fir hir Membere wëll Merci soen, dass se mech op hir Réunioun vum 20. Juni invitéiert haten, huet décidéiert, d'Positioun vun den eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten op deenen zwee Punkten unzefroen, déi se eis och dunn zougestallt hunn.

Erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo op e puer Aspekter vun deene méi ëmstriddene Punkte vun deem Gesetzesprojet anzegoen. D'Kommissioun huet sech et wierklech net einfach gemaach a sech am Detail mat deene Sujeten ausenanergesat, och au vu vun de Remarquë vun de Fraenorganisatiounen. Et war eng permanent Gratwanderung, fir e gewëssen Équiliber tëscht de Mënscherechter vun Affer an Auteur vu Gewalt ze fannen.

Den éischte Volet betrëfft d'Interventioune vun der Police. Géint déi initial Propos vun der Regierung, fir eng Fouille corporelle vun der gewalttäteger Persoun ze erméiglechen, wa se d'Schlësselen oder soss Apparaten, fir d'Dieren opzemaachen, net fräiwëlleg wëllt ofginn, gradesou wéi fir déi gewalttäteg Persoun mat Force kënnen op de Policebüro matzehuelen, huet de Statsrot eng Opposition formelle ausgesprach.

D'Regierungsamendementer goufen dunn zréckbehalen, déi et der Police wann néideg erméiglechen, mat Gewalt virzegoen, wéi dat elo schonn de Fall ass beim Refus vun der Ewechweisung, wann een där net Folleg wëllt leeschten. Dat dréit de Praktike vun der Police Rechnung, déi domat d'Sécherheet vun alle concernéierte Persoune ka garantéieren. Weider kënnt déi net quantifizéiert Bannmeil, déi jo initial op honnert Meter festgesat war, deelweis do de Remarquen och vum Statsrot entgéint.

E leschten Aspekt, deen d'Police betrëfft, ass deen initial virgeschloene Rappel à la loi. De Statsrot huet fonnt, dat wier net effikass an net néideg. Souwuel d'Police wéi de Parquet hunn och fonnt, datt dat keng Plus-value wier. De Rappel à la loi fënnt de facto statt, wann d'Police der expulséierter Persoun d'Schlësselen ofhëlt an op den Artikel 439 vum Code pénal hiweist. Nieft der Kopie vun der Ewechweisungsdécisioun kritt se zugläich en Informatiounsblat, wou och elo en plus dropstoe kënnt, dass si innerhalb vu siwen Deeg bei engem Berodungsservice muss virstelleg ginn. An dat Informatiounsblat, dat gesäit esou aus: Dat kritt also all Persoun, déi Gewalt ausübt, bei der Expulsioun iwwerreecht vun der Police. Doriwwer eraus muss ee soen, dass mer generell bei kenger Infractioun e Rappel à la loi hei zu Lëtzebuerg hunn.

Zweete sensibele Punkt, dee laang kontrovers an der Kommissioun diskutéiert gouf: de Recours fir déi expulséiert Persoun. Opgrond vun de Remarquë vum Statsrot huet d'Regierung an hiren Amendementer proposéiert, eng Recoursméiglechkeet fir déi expulséiert Persoun anzeféieren. Beim Gesetz vun 2003 war dat och schonn en ëmstriddene Punkt, an déi deemoleg Kommissioun hat finalement kee Recours zréckbehalen.

Elo gëtt d'Ewechweisung vun zéng Deeg op 14 Deeg eropgesat a gëtt erweidert duerch zousätzlech Verbueter. Duerfir war de Justizminister och net domat d'accord, an deem Fall nach ëmmer kee Recours anzeféieren, soss misst d'Gesetz op deem Punkt bleiwen, wéi et haut ass. D'Kommissioun huet dunn dee Moment décidéiert, fir déi bestehend Regelung bäizebehalen, ier d'Commission juridique domat befaasst gouf.

Entre-temps ass awer en neit Element komm, op dat ech agangs higewisen hunn, an zwar, dass en europäescht Reglement, dat direkt hei zu Lëtzebuerg applicabel gëtt, um Punkt ass, fir vum europäesche Parlament ugeholl ze ginn. Et geet ëm déi grenziwwerschreidend Unerkennung vun ziville Schutzmoossnamen, déi an engem europäesche Land geholl goufen, mëttels engem Zertifikat, dat d'Affer bei sech dréit. Am Beräich vun de penale Moossname gëtt et iwwregens och schonn eng europäesch Direktiv, déi ass schonn duerch.

An anere Wierder: Wann eng expulséiert Persoun der beschützter Persoun bis iwwert d'Grenz nostellt, wa se zum Beispill d'Kanner an de Schengen-Lycée géif siche goen, ka se sech och déisäit elo vun der Grenz da schütze loosse vun der Police. Dat kann awer nëmmen esou applizéiert ginn, wann déi expulséiert Persoun d'Méiglechkeet kritt vun engem Recours.

Derbäi kënnt, dass déi nei Verfassung wäert virgesinn, dass, wann en Uerteel vum Europäesche Mënschegeriichtshaff an enger Matière geholl géif gi géint Lëtzebuerg, dat concernéiert Gesetz doduerch ausser Kraaft wier.

All dës Elementer zesumme mat den Avise vun den eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten hunn erginn, dass d'Kommissioun festgehalen huet, fir d'Ewechweisung op 14 Deeg eropzesetzen an d'Recoursméiglechkeet anzeféieren.

Drëtten ëmstriddene Punkt: d'Aféierung vun der Médiation pénale am Fall vun häuslecher Gewalt. Déi hat d'Regierung an hiren Amendementer proposéiert. D'Kommissioun hätt begréisst, wann eng Médiation pénale méiglech gewiescht wär bei häuslecher Gewalt, mä ausser bei enger Ewechweisung - dëst, fir dem Parquet sengen Doléancë Rechnung ze droen.

D'Commission juridique huet dach awer an hiren Diskussiounen ervirgehuewen, dass d'Gesetz vun der Médiation pénale e generellt Gesetz ass, wou eng prezis Ausnahm am Fall vun enger Ewechweisung kaum méiglech wier. D'Avisen, déi vun hir gefrot goufen, hu sech doduerjer also drop limitéiert, fir iwwert d'Bäibehalung oder d'Sträichung vum Artikel 24 vum Code d'instruction criminelle ze befannen, déi also keng Médiatioun virgesäit bei Infractioune géigeniwwer Persounen, mat deenen ee lieft.

Eis Kommissioun huet dunn décidéiert, fir d'Médiation pénale net anzeféieren, engersäits opgrond vun dësen Avisen an anerersäits mam Argument, dass eng Médiatioun jo nëmme mat der Awëllegung vun deenen zwou Parteie ka stattfannen. Wann de Parquet dës Mesure décidéiert, riskéiert d'Affer dem Drock vum Auteur vun der Gewalt ausgesat ze sinn, well besonnesch am Fall vun häuslecher Gewalt handelt et sech ëm eng strukturell Gewalt, déi op engem ongläiche Kräfteverhältnis zwëschent zwou Parteie baséiert.

D'Kommissioun verweist drop, dass déi Betraffe jo zu engem spéideren Zäitpunkt op eng Familljemédiatioun kéinten zréckgräifen, wann d'Urgence bis eriwwer ass, an entre-temps hu mer jo och e Gesetz vun der Médiation commerciale a civile, wou déi Médiation familiale verankert ass. De Statsrot hätt d'Médiation pénale begréisst, mä en iwwerléisst awer dem Législateur, d'Politique criminelle ze definéieren.

Véierten a leschte sensibele Punkt: de Schutz vun de Kanner. E Punkt, dee leider huet missen de Moment deelweis ausgeklammert ginn, ass nämlech d'Regelung vum Kontakt vun der gewalttäteger Persoun mat de Kanner, déi Affer respektiv Zeie si vun deene Gewaltzeenen an oft scho länger Zäit déi Gewalt materliewen.

De Statsrot huet säin Avis iwwert dee virleiede Gesetzesprojet extra zesumme mat deem iwwert d'Reform vum Jugendschutzgesetz verfaasst. An an där Reform ass en neien Artikel 25bis virgesinn, deen dem Jugendriichter eng generell Méiglechkeet gëtt, fir e Kontaktverbuet en urgence ze sprieche par rapport zu Persounen, déi eng Gefor fir d'Kanner duerstellen an hir Erzéiung an Entwécklung gefährden, also net nëmmen op déi häuslech Gewalt limitéiert. An eiser Gesetzesvirlag wier dann och den Netrespekt vun dëser Décisioun strofbar gewiescht.

D'Initiativ vun der Regierung, fir e provisorescht Beruffsrecht an en Droit d'hébergement iwwert de President vum Bezierksgeriicht fixéieren ze loossen an och den Oflaf vun deem Besuchsrecht ze bestëmmen, ass mat enger Opposition formelle vum Statsrot beluecht ginn, dee fir eng Kohärenz vun de riichterleche Kompetenze plädéiert a festhält, dass an alle Fäll de Jugendriichter zoustänneg ass fir d'Kannerrechter.

Vu dass d'Commission juridique an hiren Aarbechten zu der Reform vum Jugendgesetz awer nach net weiderkomm ass a se och nach net ofgeschloss huet, kënnen awer déi zwou Gesetzesvirlagen elo net matenee gestëmmt ginn. Duerfir hu mer missen och all Referenzen op dat Gesetz aus eisem Gesetz hei erausloossen.

Zu den Amendementer vun der Kommissioun, fir awer - en attendant - dem Bezierksgeriicht déi Décisiounen nees unzevertrauen, ass déi-selwecht Opposition formelle vun der héijer Kierperschaft komm. Ervirzesträichen ass, dass de Jugendriichter awer generell och ëmmer ka saiséiert sinn, wann eng akut Gefor fir d'Kand besteet.

Fir dem Besoin vun de Kanner no Schutz nach méi Rechnung ze droen, hat d'Kommissioun och nach e Virstouss gemaach, andeems se en Amendement verfaasst huet, fir déi Kanner, déi am familiäre Kader mam Auteur liewen, och als Affer unzegesinn, an de Kontaktverbuet an de Verbuet, fir sech ze rapprochéiere fir déi expulséiert Persoun, direkt op si auszeweiden.

Hei huet de Statsrot och eng Opposition formelle gemaach, déi am Detail a mengem schréftleche Rapport beschriwwen ass. D'Kommissioun huet dunn och déi doten Textännerung zréckgezunn.

Dofir musse mir dann och, soubal wéi dat reforméiert Jugendschutzgesetz prett ass, - also en Appell hei un d'Commission juridique vun der Chamber, fir do e bësselche Gas ze ginn -, musse mer dann déi néideg Adaptatioun un deem Gesetz géint d'häuslech Gewalt virhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de schréftleche Rapport vum virleiende Gesetzesprojet ass an engem breede politesche Konsensus vun de Membere vun der Familljen-, Jugend- a Chancëgläichheetskommissioun ugeholl ginn. Ech soen dofir och deene Membere vun der Kommissioun, déi parteiiwwergräifend konstruktiv matgeschafft hunn an dozou bäigedroen hunn, dass mer hei, mengen ech, e gutt Gesetz hunn, en ausdréckleche Merci. E grousse Merci och un d'Mataarbechter vum Sekretariat vun der Chamber a vun der Fraktioun.

Heimat bieden ech Iech also och, dësem Gesetzestext zouzestëmmen an domat e weidert staarkt Zeechen ze setze géint d'Gewalt an eiser Gesellschaft.

Erlaabt mer awer nach kuerz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert ze soen och am Numm vun der CSV-Fraktioun. D'CSV ënnerstëtzt selbstverständlech dee Gesetzesprojet, deen hei virläit, a veruerteelt all gewalttätegt Verhalen an eiser Gesellschaft.

Wichteg ass et awer och, e klengen Ausbléck ze maachen op zukünfteg eventuell Adaptatioune vun deem Gesetz, well ech mengen, dat hei ass e Gesetz mat deem mer eis net fir d'Éischt befaasst hunn an der Chamber an och net fir d'Lescht, an ech mengen, mir mussen dat ëmmer nees op de Métier huelen.

Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass déi aner europäesch Länner, déi légiféréiert hunn, zum Beispill nieft Éisträich, un deem mer eis inspiréiert hunn, och elo nach besonnesch Frankräich a Spuenien ganz fortschrëttlech Gesetzer hei gestëmmt hunn. Do ass zum Beispill a Frankräich och déi psychologesch a moralesch Gewalt an der Koppel als Delikt ugesinn, oder a Spuenien ass déi strukturell Natur vun der Gewalt, déi also op der Ongläichheet vun de Geschlechter baséiert, och um penale Volet differenzéiert.

Weider Suerge muss ee sech maachen, dass et jo och hei zu Lëtzebuerg ëmmer nees zu grave Kierperverletzunge souguer mat Doudesfolleg och kënnt, an och festgestallt gëtt, dass d'Brutalitéit vun deene gewalttätege Persounen zouhëlt.

Mir haten d'lescht Joer eleng dräi där heiter Fäll. Si waren och an der Press dokumentéiert: „Dramatischer Ehestreit: Frau trägt lebensgefährliche Verletzungen davon", „Frau in X schwer mit Messer verletzt", an dann en drëtten „Mann bedroht Ehefrau mit Hackbeil".

Also, dat sinn alles Situatiounen, déi sinn net an engem Krimi, mä déi si leider batter Realitéit. An duerfir ass et besonnesch schwiereg, och déi Täter, dat hu mer aus dem Rapport erausgesinn, deen de Comité de coopération geschriwwen huet, déi ëmmer nees Widderhuelungstäter, déi also récidivéieren, déi musse besser kënne kontrolléiert ginn, an duerfir muss een och de Problem opwerfen, dee muss geléist ginn, vum Port vun engem elektronesche Bracelet zum Beispill. Oder och zum Beispill d'Aféierung vun engem Urgencetélefon fir d'Affer, déi direkt bei engem spezialiséierte Service un enger Urgencelinn kéinten do drunhänken.

Och de Problem vum Certificat médical, dass deen zum Beispill net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt, dat ass och ee Punkt, op deem muss weider geschafft ginn. An do weess vläicht d'Regierung scho méi Saachen, ob do eppes virugaangen ass.

Mä och wëll ech ervirhiewen, dass och bei Hospitalisatioune vu Persounen, bei deenen eppes als eng normal Verletzung kéint ausgesinn, zum Beispill bei Knachebréch, do och rezent Etüde weisen, dass et och wichteg wär, dass d'Spidolspersonal oder d'Dokteren och do sensibiliséiert sinn an och all Kéiers da Leit mat Knachebréch zum Beispill drop uschwätzen, wat do wierklech geschitt ass, an dat och hannerfroen.

Och wär et néideg, de Käschtepunkt nach méi prezis ze formuléieren. Lëtzebuerg hat ugefaangen, mengen ech, dee Käschtepunkt ze berechnen, awer nach net komplett mat all sengen Auswierkungen. Dat wär, mengen ech, och ganz wichteg, fir ze wëssen, fir och weider Mesuren da kënnen do drunzehänken.

Begréissenswäert jiddefalls ass déi Etüd, déi d'Madame Minister gëschter an der Press ugekënnegt huet, déi zesumme soll mam CRP-Santé gemaach ginn, fir d'Ursaacheforschung vun der Gewalt nach méi ze verdéiwen, an ech wëll och drop hiweisen, dass och schonn eng Rei Initiative geholl ginn, och fir zum Beispill deene Persounen, déi gewalttäteg sinn, wat elo meeschtendeels Männer sinn, zum Beispill e Service zur Verfügung ze stellen…

M. le Président.- Madame Andrich, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Jo, selbstverständlech.

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech hat…

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Elo hat Der Iech awer laang gepackt, hein?!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hat der Madame Andrich keng Fro gestallt, wéi se de Rapport an der Kommissioun gemaach hat, mä well se elo am Numm vun der CSV schwätzt, ass dat eng aner Saach. Duerfir wollt ech d'Madame Andrich froen, ob se duerch déi Wiel vun den Zeitungsartikelen an och déi Wierder, déi se elo benotzt huet, wëllt esou maachen, wéi wann déi Gewalt och hei am Land nëmme vu Männer... Well ech wëll hei…

Une voix.- Neen…

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll hei en Artikel der Madame Andrich zur Informatioun zitéieren aus dem „Spiegel" vum 28. Mee 2013: „Frauen werden ihrem Partner gegenüber häufiger gewalttätig als Männer. Zu diesem Ergebnis kommt die neue grosse Studie zur Gesundheit Erwachsener in Deutschland."

Justement, kennt Dir déi Studie, Madame Andrich? A wat sinn Är Konklusiounen doraus?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här Kartheiser, fir Är Interventioun, déi sécherlech interessant ass. Ech hat a mengem Rapport drop verwisen, dass och 6% Männer vun hire Partnerinnen ëmbruecht ginn.

(Brouhaha général)

Dach, et sinn der awer nach ëmmer manner wéi…

(Brouhaha général)

Une voix.- Loosst Iech net provozéieren.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Sou, duerfir… Neen, mir loossen eis hei net provozéieren.

Eng Suerg muss eis och sinn, dat, wat de Parquet eis gesot huet, dass an deene Fäll, wou et net zu enger Expulsioun kënnt, jo déi Leit nees zesummen an hir Famill zréckkommen an och zesumme musse liewen, wou awer virdrun e Gewaltklima war, a wann dat Gewaltklima net genuch opgefaange gëtt, dat muss eis eng Suerg sinn. Duerfir musse mer dee Volet vun der Médiation familiale oder respektiv dee Volet vun der Médiation pénale, wann d'Gesetz vun der Médiation pénale géif eng Kéier iwwerschafft ginn, eng Kéier, géif ech mengen, nei op de Leescht huelen.

An, ech mengen, virun allem sollt et eis eng Suerg sinn, fir d'Preventioun wierklech breet ze förderen, dass dat ugeet scho bei der Erzéiung vun de Kanner op eng gewaltfräi Kommunikatioun. Op allen Niveaue muss och do ministèresiwwergräifend zesummegeschafft ginn. An ech mengen da kënne mer, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gewaltproblem zesummen an eiser Gesellschaft ugoen.

Ech soen Iech Merci, an ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de virleiende Gesetzesprojet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice vum Projet de loi, an elo kritt d'Wuert Madame Lydie Polfer.

Une voix.- Très bien!

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Alleréischt, der Madame Andrich fir souwuel hire schréftlechen, wéi hire mëndleche Rapport hei Merci ze soen, a besonnesch och fir déi vill gutt, flott a wichteg Diskussiounen, déi mer haten.

Erlaabt mer, Iech nëmmen eng Zuel ze nennen, eng erschreckend Zuel, fir op d'Wichtegkeet vun där Problematik, déi mer hei an dësem Gesetz beschwätzen, hinzeweisen: Häuslech Gewalt ass op der Welt déi éischt Doudesursaach vun de Fraen zwëschent 19 a 44 Joer virum Kriibs, virum Krich a virun Accidenter am Stroosseverkéier. Gewalt géint Fraen, well an der grousser Majoritéit, net nëmmen, mä an der grousser Majoritéit vu Fäll vun häuslecher Gewalt si Fraen Opfer, gëtt et, an dat musse mer eis och bewosst sinn, an all Gesellschaft an och an alle Gesellschaftsschichten. Räichtum, Kultur oder ethnesch Ofstamung maachen hei keen Ënnerscheed. An Amnesty International no stierft zum Beispill all dräi Deeg a Frankräich eng Fra un de Folge vun häuslecher Gewalt.

Zu Lëtzebuerg hat d'Police 2012 801 Asätz am Kader vun häuslecher Gewalt. Dat ass eng Hausse, an d'Madame Andrich huet et scho gesot, vun 18,6% am Vergläich mam Joer virdrun. Wat dann d'Ewechweisunge betrëfft, si bal 8% méi wéi 2011. 357-mol nämlech gouf eng Ewechweisung veruerdnet. Vun deene waren, an dat muss ee soen, och zum Här Kartheiser senger Informatioun, effektiv 29-mol Fraen Auteur vun der Gewalt. Dat ass also manner wéi 8%.

Häuslech Gewalt ass nach ëmmer, och an onser Gesellschaft, en Tabuthema, wat vu ville Viruerteeler ëmginn ass. Mir associéieren häuslech Gewalt mat geschloene Fraen, oft mat Scholdgefiller, mat Scham, op béide Säiten. Mä d'Realitéit vum Problem ass nun emol awer vill méi komplex a werft a villen Hisiichte Froen op.

A fir dëser Situatioun gerecht ze ginn an déi beschtméiglech Viraussetzunge fir eng effektiv Approche am Kampf géint häuslech Gewalt ze fannen, huet e Reglement vun 2003, mir wëssen et, de Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la luttre contre la violence an d'Liewe geruff. D'Vertrieder vum Stat, déi fir d'Ëmsetze vum Gesetz zoustänneg sinn, hunn zesumme mat Vertrieder vun de Services d'assistance aux victimes de violence domestique d'Missioun kritt, fir engersäits d'Ëmsetzung vum Gesetz ze iwwerpréiwen an op méiglech Problemer opmierksam ze maachen, an anerersäits awer och Statistiken ze féieren an ze studéieren. An eemol am Joer publizéiert also de Comité de coopération e schréftleche Rapport.

Säit 2007 diskutéiert och de Comité iwwer eng méiglech Upassung vum Gesetz, wou den Experienze vun der Police, vum Parquet an de Geriichter wéi natierlech och deene vun den Hëllefsorganisatioune muss Rechnung gedroe ginn. Well nëmmen, wann een d'Ursaache kennt, kann ee geziilt, effektiv a preventiv dergéint ugoen. An dofir sinn ech och frou, datt de Chancëgläichheetsministère an d'Madame Minister de CRP-Santé mat enger wëssenschaftlecher Analys fir 2013 an 2014 beoptragt hunn.

Här President, bei enger Thematik wéi där vun der häuslecher Gewalt, wou et och fir de Législateur schwéier bleift, net vu vireran ageholl ze sinn, ass eng onofhängeg Evaluatioun ëmmer immens wichteg. Dem Beate Stoff, enger däitscher Expertin, déi hei scho genannt ginn ass, hir zwee Rapporten iwwert d'Situatioun vun häuslecher Gewalt zu Lëtzebuerg an d'Ëmsetze vum Gesetz hunn Asiichten erlaabt, déi op kee Fall bei dëser Revisioun däerfen iwwersi ginn an déi och net iwwersi wäerte ginn.

Deen éischte Rapport, loosse mer drun erënneren, vun 2006 hat keng direkt Noutwendegkeet opgeworf, d'Gesetz ze änneren. An deene meeschte Fäll, ass festgestallt ginn, fonctionnéiert d'Prozedur gutt, d'Affer vu Gewalt emfannen d'Ënnerstëtzung an d'Hëllef vun den Assistenzdéngschter als positiv. Mä d'Punkten, déi awer missten diskutéiert ginn, waren - an déi waren opgeworf ginn -: éischtens d'Dauer vun der Ewechweisung, zweetens de Schutz vun de Kanner an eben d'Preventioun.

An där zweeter Evaluatioun vun 2009, dat heescht also sechs Joer nom Akraafttriede vum Gesetz, huet d'Beate Stoff eng Hausse vun der häuslecher Gewalt zu Lëtzebuerg kënne feststellen, an d'Zuele si scho genannt ginn. Och ass d'Zuel vun den Affer, déi op d'Assistenzdéngschter zréckgräifen, geklommen. Mä d'Madame Stoff gesäit an dësen Zuelen net onbedéngt e Wuesstum vun der Gewalt, mä éischter de Fait, datt méi Leit op d'Mesuren zréckgräifen. An dat ass och gutt esou.

Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen hunn den Accès op d'Hëllef erkennbar gemaach an hunn och d'Kanner an déi Jugendlech erreecht. Formatiounen am Domän entwéckele sech weider, an d'Prise de conscience beim Personal aus dem Gesondheetswiesen ass och festgestallt ginn. Den Aussoe vun den Affer gëtt méi Glafwierdegkeet zougeschriwwen a se gi besser eens an der Sich no Hëllef.

Den Tabu schéngt also gebrach. Mä am Allgemengen awer, an dat ass och festgestallt ginn, an d'Madame Andrich huet et och scho gesot, ass d'Brutalitéit awer, wéi virgaange gëtt, geklommen, an d'Gefill vun Onsécherheet vum Affer, trotz dem Gesetz, nach ëmmer präsent. Wéinst wirtschaftlecher Prekaritéit mussen ëmmer méi Affer bei Accueilstrukturen ënnerkommen. An de Rapport hieft och den Zesummenhang tëschent der Wunnengsnout an der häuslecher Gewalt ervir.

En identifizéiert also zwee grouss Schwaachpunkten: Dat ass op där enger Säit d'Problematik vun de Kanner a Situatioune vun häuslecher Gewalt an op där anerer Säit d'Responsabilitéit vum Auteur vun häuslecher Gewalt.

D'Gesetz ass also elo dräi Joer no sengem Dépôt hei an der Chamber, an d'Familljekommissioun war net ëmmer mat den Amendemente vun der Regierung averstanen, an de Statsrot huet op verschidden Amendemente säi Veto ageluecht. Dat huet ebe mat sech bruecht, datt et esou laang elo gedauert huet.

D'Realitéit um Terrain krut d'Kommissioun mat den Avise vun deene concernéierten Instanzen an Organisatioune matgedeelt. An et war extrem wichteg, hir Experienzen a Recommandatiounen, esou wäit wéi méiglech, ze berücksichtegen. Jiddwereen ass averstanen ze soen, datt dat éischt Zil de Schutz vum Affer muss sinn, datt et en néidegen a legitimen Agréff ass. Dat bedeit awer net, datt där ewechgewisener Persoun hir Rechter dierfe vergiess ginn. Et geet drëms, eng Ponderatioun tëschent den Interessen an de Rechter vu béide Säiten ze fannen. Wat, weess Gott, keng einfach Aufgab ass!

Dëst Gesetz soll elo eng juristesch Léisung fannen, wat op där enger Säit dem Affer an enger akuter Noutsituatioun Schutz ubitt, ouni awer op där anerer Säit, wéi gesot, d'Rechter vum Auteur ze vergiessen, deen net nëmmen Hëllef vläicht brauch, mä ganz sécher och muss kréien.

Här President, aus deem Grond huet d'Kommissioun sech du laang mat der Fro vum Droit de recours fir den Auteur ausenanergesat, mä awer och mat der Regelung vun der Opsiicht vun de Kanner. Well d'Dauer vun der Ewechweisung elo 14 Deeg amplaz vu virdrun nëmmen zéng Deeg war, a fir d'Droits fondamentaux a procéduraux ze respektéieren, huet de Statsrot drop bestanen, en Droit de recours, awer non suspensif, fir déi ewechgewise Persoune virzegesinn. D'Meenungen, dat wësse mer all, an der Kommissioun sinn do, waren, loosse mer et emol diplomatesch soen, gedeelt.

Fir Verschiddener ass en Droit de recours inakzeptabel. De Schutz vum Affer steet am Mëttelpunkt bei dësem Gesetz. Éisträich ass do mat senger virbildhafter Législatioun a puncto häuslech Gewalt zitéiert ginn an dat gesäit keen Droit de recours vir. D'Fraktioune goufen dunn ëm hiren Avis zu dësem Punkt gefrot.

D'Demokratesch Partei huet sech, no laangen Diskussiounen, muss ech och soen - an ech war am Ufank och net wierklech iwwerzeegt -, mä mir sinn no laangen an eingehenden Diskussiounen dann awer zu där Konklusioun komm, datt d'Aféierung vun engem Droit de recours, awer nach eng Kéier ënnerstrach: non suspensif, hu mer eis derfir ausgeschwat.

En Argument war...

M. le Président.- Madame Polfer, den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen, wann Der dat dann erlaabt.

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Herno, herno! Ech mengen, et kommen nach e puer Saachen. Dir kënnt herno nach, jiddweree ka schwätzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- En Argument war, datt eng Persoun jo net nëmmen ewechgewise gëtt oder ka ginn, wann en effektiv schonn eng Infraktioun begaangen huet, mä och op Basis vun Indizien, datt eng Infraktioun kéint stattfannen. An dat ass och richteg esou. Mä datt déi Décisioun jo geholl gëtt vun der Police, natierlech no Aschalte vum Procureur d'État, mä awer ouni direkt Interventioun vun engem Riichter. A well de Recours jo eben net suspensif ass, verréngert dat a kenger Hisiicht de Schutz, deen dem Affer ugebuede gëtt.

Et ass keng unilateral Prozedur och, déi hei virgesinn ass herno beim Riichter, mä eng kontradiktoresch, wou de Riichter dann tranchéiert. Dofir si mir och frou, datt dës Dispositioun och esou am Gesetz zréckbehale ginn ass. An et ass och mëttlerweil esou, datt en europäescht Reglement, wat ganz geschwë wäert geholl ginn iwwert d'Reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile, dee Recours souwisou wäert virgesinn. Soudatt mer, mengen ech, hei dann awer eng richteg Décisioun geholl hunn oder wäerten huelen an deene kommende Minutten.

Bei deenen 357 Ewechweisunge ware 522 Kanner, dovu 433 mannerjähreger betraff. Ech mengen, d'Madame Andrich hat déi Zuele jo och gesot. Si waren direkt Affer oder Zeie vun häuslecher Gewalt an domat, egal wéi, Affer. Well dat si schrecklech Situatiounen, déi e Kand oder e Jugendlechen, deen déi materlieft, ni wäert vergiessen.

D'Situatioun steet säit enger Rei Joren, an dës Situatioun an dës Problematik steet am Mëttelpunkt vun eise Beméiungen. Bei der Prise en charge vum Assistenzdéngscht si Persoune spezifesch fir d'Kanner zoustänneg. An dat ass och gutt a richteg esou a muss nach ausgebaut ginn. De psychologesche Suivi huet sech och op den Trauma vu Kanner spezialiséiert an eng ganz Rei Mesurë sinn ëmgesat ginn, fir de Kanner bei hirem Erliefnis ze hëllefen a se mat Wäerter vun enger „Kultur ouni Gewalt" ze erzéien.

An deem Kontext ebe just, well fir Kanner, déi dat do materliewen, ass et en Trauma, well et jo meeschtens Eltere sinn, déi hei am Spill sinn. Elteren, eng Mamm, e Papp oder e Partner vun deem engen oder deem aneren. An an deem Kontext stellt sech d'Fro eben, ob d'Ewechweisung soll automatesch mat sech bréngen, datt den Auteur seng Kanner net méi däerf gesinn. De Risiko, datt d'Kanner instrumentaliséiert ginn, ass a Familljeverhältnisser vun häuslecher Gewalt natierlech ëmmer méiglech.

Am Comité de coopération war dëse Punkt och ganz ëmstridden. Géif en Auteur an deem Fall, wann et also automatesch wier, seng Rechter a puncto Famill, kréich en déi entzunn? Ass en Elterendeel, dee Gewalt uwennt, noutwendegerweis an ëmmer och e schlechten Elterendeel? Dat sinn alles ganz sensibel Froen, aus deenen ee keng allgemeng Wourecht fir ëmmer a fir jiddweree kann zéien. An och, wann d'Victime eng Interdiction de retour no der Ewechweisung ufreet, déi vun Dauer vun dräi Méint, huet de Projet virgesinn, datt déi provisoresch Mesuren, wat den Droit de visite et d'hébergement vun de mannerjährege Kanner ubelaangt, vum President vum Tribunal d'arrondissement geholl ginn.

Mä de Statsrot ass strikt dergéint, mam Argument, datt dës Kompetenz déi vum Jugendriichter ass an och soll bleiwen. D'Madame Andrich huet op déi Problematik an déi Diskussioune schonn higewisen. Schlussendlech ass dofir all Referenz op den Droit de visite aus dësem Gesetz geholl ginn, well jo eben de Projet de loi 5351 iwwert d'Protection de jeunesse dat sollt regelen.

Här President, souwuel de Rapport vum Comité de coopération wéi de Rapport vun der Madame Stoff hunn drop higewisen, datt de Krees vun de Persounen, déi bei häuslecher Gewalt sollen a Schutz geholl ginn, misst ausgedehnt ginn. Am Moment ass et esou, datt d'Membere vun enger Famille recomposée net ënnert d'Gesetz falen. Nu wësse mer awer, datt dat awer oft de Fall ass.

Den urspréngleche Projet huet virgesinn, all Affer vun häuslecher Gewalt, dat mam Täter ënner engem Daach wunnt, dat heescht an enger Cohabitatioun mam Auteur ass, ze schützen. De Statsrot huet sech fir eng méi restriktiv Definitioun vun de Personnes à protéger ausgeschwat. D'Cohabitatioun wier eng ze breet Definitioun, déi iwwert d'Famill erausgeet an eng ganz Rei Problemer géif mat sech bréngen, wann d'Police dat misst interpretéieren.

D'Regierung huet dofir nom Avis vum Statsrot proposéiert, de Kritär vun der Cohabitatioun mat deem vum Cadre familial ze ergänzen. Dat ass och esou, wéi mer et elo festgehalen hunn, an esou steet et dran. An ech hoffen, datt dat eis, datt dat deene Leit, déi domat konfrontéiert sinn, genuch Kloerheet gëtt.

D'Effikassitéit vum Schutz vun den Affer gëtt och an deem Sënn gestäerkt, datt den Auteur elo 14 Deeg amplaz vun zéng Deeg ewechgewise gëtt an et him verbueden ass, Kontakt mam Affer opzehuelen, sief dat mëndlech, schréftlech oder via eng drëtt Persoun. Och ginn d'administrativ Démarchen, fir no der Ewechweisung eng Interdiction de retour unzefroen, vereinfacht. Sanktiounen, déi virgesi ginn, falls den Auteur sech net un d'Konditioune vun enger Ewechweisung hält, ginn am Code pénal regruppéiert, komplettéiert a réaffirméiert.

Här President, een Aspekt, op deen an dësem Projet besonnesch Wäert geluecht gëtt, ass dee vun der Responsabiliséierung vum Auteur vun häuslecher Gewalt. D'lescht Joer hu sech ronn d'Halschent vun den Auteure bei engem Service gemellt, dee fir d'Auteure vun häuslecher Gewalt zoustänneg ass. Esou ee Service gëtt et am Moment hei zu Lëtzebuerg nëmmen op enger Plaz. Ech mengen, mir kenne se, se ass och genannt ginn: „Riicht eraus" vun der Croix-Rouge, deen d'Auteuren ophëlt, hinnen Hëllef ubitt, se informéiert an hinnen hëlleft, hiert gewalttätegt Verhalen an de Grëff ze kréien.

Déi Hausse erkläert sech doduerch, datt d'Auteuren no engem Jugement gemellt ginn oder et eng Konditioun vum Sursis ass. E Schwaachpunkt vun där aktueller Législatioun ass de Mangel u Responsabiliséierung vum Auteur, ganz sécher. An hirem Rapport réit d'Madame Stoff, d'Kooperatioun vum Auteur mam responsabele Service obligatoresch festzeleeën an dëse Service och am Gesetz ze verankeren. Dës Mesure géif den Auteur kloer responsabiliséieren an d'Zäit vun der Ewechweisung kéint fir eng echt Prise de conscience genotzt ginn.

De Projet de loi gesäit elo vir, datt den Auteur siwen Deeg huet, fir sech beim Serivce ze mellen. Duerno gëtt en da kontaktéiert an op e Gespréich bestallt. Hëlt den Auteur seng Obligatiounen awer net wouer, gëtt dat am Rapport un de Parquet festgehalen. D'Gesetz gesäit awer och vir, datt de Service den Auteur bei Geriicht kann ënnerstëtzen, mä, wéi scho gesot, net vertrieden. Hie selwer muss schonn do untrieden.

Fir ofzeschléisse wëll ech nach ganz kuerz op een Amendement agoen, deen zu menger grousser Erliichterung net am Gesetz wäert sinn, an zwar dee vun der Médiatioun am Kader vun häuslecher Gewalt. Wann och de Gedanken, deen dohinner gefouert huet, vläicht louabel war, dann, mengen ech awer, huet d'Médiatioun am Kader vun häuslecher Gewalt net hir Plaz. D'Affer befënnt sech nämlech an enger prekärer Situatioun, ass oft ofhängeg vun dem Auteur an et kann ee sech nëmmen ze gutt an ze liicht virstelle wéi ee Chantage, wéi eng Manipulatioun hei vis-à-vis vun dem Affer kéint gemaach ginn.

Wou d'Médiatioun allerdéngs kéint vun Hëllef sinn, an dat kann een och nëmmen hoffen, dat ass zu engem spéideren Zäitpunkt, wa sech d'Rapports de force nees méi ausgeglach hunn a wann et drëms geet, d'Familljeverhältnisser nei ze organiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Ewechweisung ass nëmmen eng éischt Etapp vun engem laange Prozess. D'Ewechweisung u sech léist op laang Dauer d'Problemer net. D'häuslech Gewalt ass eng Spiral, déi nëmme schwéier ze stoppen ass, dat wësse mer, an et dierf een net op deen Dag hoffen, wou sech alles vum selwe wäert reglléieren, well wann een dat hofft, dann ass et oft scho vill ze spéit. Ganz oft ass Hëllef vu baussen néideg. Dat musse mer wëssen an dat musse mer och soen.

Dëst Gesetz soll den Affer deen néidege Schutz an dee richtegen Encadrement erméiglechen. An oft sinn et d'Noperen, déi op de Kaméidi opmierksam gemaach ginn an d'Police ruffen. An och do muss Ënnerstëtzung kommen. An d'Leit musse weider vu Sensibiliséierungscampagnen op dee Problem opmierksam gemaach ginn, well prinzipiell, nach eng Kéier, ass kee virun häuslecher Gewalt sécher. Et geet eis all eppes un, well et kann een duerch dat richtegt Agräifen am richtege Moment Liewe retten. Däers muss ee sech bewosst sinn.

D'Spiral ka gestoppt ginn an d'Rezidivgefor verréngert sech, andeems den Täter elo méi strikt Regele kritt an och selwer muss weisen, datt hie Verbesserung a sengem Verhale sicht a gewëllt ass, Hëllef unzehuelen. Mä och an hire Beméiunge solle se net eleng gelooss ginn. Well ech fäerten, soss kënne mer hei an der Preventioun net vill ännere.n

Dëst Gesetz markéiert op alle Fall ganz kloer de Wëlle vum Législateur, dem Tabu vun häuslecher Gewalt definitiv en Enn ze setzen. Et ass awer eréischt mat enger inklusiver Approche am Kader vun der Erzéiung vun eise Kanner, andeems mer hinnen eng gewaltfräi Gesellschaft a gewaltfräi Familljeverhältnisser versichen ze garantéieren, datt mer Zeeche setzen. Dat wëlle mer maachen. An an deem Sënn wäert d'Demokratesch Partei natierlech hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer.

Jo, Här Kartheiser, ech géif proposéieren, Dir hutt herno Är Ried, do kënnt Der alleguerten Är Froe stellen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif elo emol proposéieren, datt mer hei an der Riednerlëscht virufueren. An zwar ass als nächste Riedner den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- En Élément perturbateur!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Sidd Der géint d'Reglement vun der Chamber, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir sidd en Élément perturbateur…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech rappeléieren Iech dat déi nächste Kéier, wann Der eng Fro stellt.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- A wéi enger Qualitéit schwätzt Der? Fir wien?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Fir d'Lëtzebuerger Vollek!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, ech mengen, ech fänken…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif elo proposéieren, datt den Här Angel ganz eleng d'Wuert kritt…

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Très bien!

M. le Président.-…an datt Der him opmierksam nolauschtert. Merci.

Une voix.- Très bien!

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, an Dir hutt et matkritt, et geet ëm e ganz sensibelt Thema, nämlech ëm dat vun der Violence domestique.

D'Gewalt am Stot, dat wësse mer alleguer, huet vill Facetten an et ass en Drama, dat keng Grenze kennt, en Drama, dat jiddwereen touchéiere kann ouni Ënnerscheeder vum soziale Status, vum Alter, vun der Relioun, vun der sexueller Orientéierung, vun der Hautfaarf oder vun der Kultur.

D'Violence domestique gëtt et iwwerall op der Welt a se trëfft haut nach ëmmer bäi Wäitem am meeschten d'Fraen. Si ass déi éischt Doudesursaach bei Fraen tëschent 16 a 44 Joer - a mir ginn net midd, dat ze erënneren -, déi éischt Doudesursaach viru Kriibskrankheeten an Autosaccidenter.

An, Här Kartheiser, Dir wäert jo net mengen, dass mir op Iech hu misse waarden, fir ze wëssen, dass et och Männer sinn, déi Opfer kënne sinn. Mä d'Zuele beweisen et, et sinn haaptsächlech hei Fraen, déi Victime sinn. Mir hunn dat anert och ëmmer thematiséiert, mä et geet hei haaptsächlech ëm de Schutz vu Fraen.

D'häuslech Gewalt, dat wësse mer, huet e ganz héije Käschtepunkt, an net nëmmen e Käschtepunkt a Suen, mä och e Käschtepunkt, deen immateriell ass. Si zerstéiert Liewen, si zerstéiert Familljen, si beaflosst d'Liewensqualitéit op der Aarbecht an am Sozialliewen, si huet ganz schwéier Konsequenzen op déi psychesch a physesch Gesondheet vun de Betraffenen. Et ass also e Phenomeen, deen een net op déi liicht Schëller huele kann an deen och bestëmmt keng Privatsaach ass.

Neen, déi häuslech Gewalt geet eis alleguer eppes un. An dofir solle mer an dofir musse mer och, dee Phenomeen muss vun der Gesellschaft dénoncéiert an och condamnéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Rapportrice, der Madame Sylvie Andrich villmools Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun a fir besonnesch deen exzellenten a ganz detailléierte schrëftleche Rapport an och mëndleche Rapport. Ech mengen, et war eng ganz flott an objektiv Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten.

D'Madame Andrich huet eis an deene sëlleche Sitzungen, déi mer haten, ëmmer erëm richteg an de Projet erabruecht, d'Artikele gutt erkläert, soudass si eis déi Aarbecht, an ech mengen, mir hunn hei eng gutt parlamentaresch Aarbecht geleescht, dass si de Motor vun där parlamentarescher Aarbecht war an eis ëmmer gutt un d'Schaffe kritt huet.

Ech wollt e puer Remarquë maachen. Wat ech wichteg fannen, dass ze soen ass, dass säit dem Gesetz vun 2003 sech munches ganz positiv verbessert huet. Wat sinn déi Verbesserunge vum Gesetz vun 2003? Dat ass, dass mer elo endlech Zuelematerial hunn, dat de Comité de coordination sammelt an dat ons e realistescht Bild gëtt, wéi d'Situatioun hei am Land ausgesäit. Dat war virdrun net de Fall.

An et ass och an deem Sënn ze begréissen, dass et eng Evaluatioun ginn ass. Et si souguer zwou Evaluatioune gemaach ginn - si sinn erwähnt gi vun de Virriedner - vun der Expertin, der Madame Beate Stoff. An ech mengen, et ass wichteg a wënschenswäert, dass mer op där Schinn bleiwen, ëmmer erëm weider evaluéieren a kucken, wat d'Entwécklungen um Terrain sinn. An et wär och vläicht interessant, wa mer déi do Method emol bei anere Gesetzer och kéinten uwenden.

En zweete Punkt, dee wichteg ass ze erënneren, ass, dass déi institutionell Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère, dem Service d'aide aux victimes, dem Parquet an der Police wierklech gutt fonctionnéiert huet. An dat beweist, dass, wa verschidden Acteure sech ronderëm den Dësch sëtzen an hir Point-de-vuen an Erfahrungen deelen, dobäi e Konsens ka fonnt ginn. An och interessant ass et, dass déi Recommandatioune vun deem Comité de coordination an deen initiale Gesetzesprojet agefloss sinn.

Eng drëtt gutt Konsequenz vum Gesetz vun 2003 ass, dass och munches sech gedoen huet am Beräich vun der Täterbehandlung. Dat war e Wonsch, deen hei an dësem Haus unanime ausgeschwat ginn ass an deem och entretemps Rechnung gedroe ginn ass. An dofir begréisse mer och elo, dass an dësem neie Gesetz d'Täterbehandlung hir berechtegt Plaz fënnt, zesumme mat den Hëllefsstellen, déi sech mat de Victimen auserneesetzen an deenen hëllefen.

Ech wëll hei elo net ze vill an d'Detailer goen. Vun deem neie Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, wëll ech awer e puer Eckpunkten ervirsträichen: éischtens d'Responsabiliséierung vum Auteur. Am Beräich vun der Responsabilitéit vun den Auteure gëtt mat dësem Text d'Konditioun geschafen, fir dass den Täter obligéiert ass, e Service fir Täterbehandlung proaktiv ze kontaktéieren.

Et ass wichteg, dass mer gewalttätege Leit ënnert d'Äerm gräifen, hinnen och eng Ulafstell bidden, fir mat hirem Gewaltproblem eens ze ginn. Et geet net nëmmen drëms, hinnen de Fanger ze weisen a ganz paternalistesch ze bestrofen, mä et geet drëms, hinnen ze hëllefen ze verstoen, wéi si mat hirem Problem kënnen ëmgoen, an esou och preventiv Aarbecht ze leeschten.

En zweete Punkt ass d'Médiatioun. Beim Stéchwuert Médiatioun ass et fir d'LSAP-Fraktioun kloer, dass weder eng Médiation pénale nach eng Médiation familiale bei enger Ewechweisung a Fro komme kann. Dat war schonn 2003 als grousse Progrès ugesi ginn, an et soll och esou bleiwen.

Bei enger Médiatioun mussen zwou Viraussetzunge respektéiert ginn: nämlech d'Egalitéit tëschent de Parteien an de fräiwëllege Charakter vun der Médiatioun. An enger Situatioun, wou een deen aneren dominéiert, ass et ganz schwéier anzeschätzen, ob keen Drock vum Auteur gemaach gëtt, fir d'Victime ze forcéieren, eng Médiatioun ze maachen, fir sech esou enger normaler Prozedur ze entzéien.

Dat widdersprécht natierlech net der Tatsaach, dass zu all Moment an zu all Zäitpunkt, wa Koppelen a Familljen a Schwieregkeete geroden a mengen, se bräichten eng extern Hëllef, dass do eng Médiation familiale nach ëmmer méiglech ass. Mä an dësem Gesetz fënnt se net déi richteg Plaz. An dofir si mer och frou als LSAP, dass mer d'Médiatioun net hei an dësem Gesetz erëmfannen.

En drëtte Punkt, dat ass de Recours. Et ass och scho vun de Virriednerinne vill driwwer geschwat ginn. Et war e groussen Diskussiounspunkt. Ech wëll och hei net ze vill an d'Detailer goen. Mä ech wëll awer just betounen, dass mir als LSAP ons mat der Démarche vum europäesche Stockholm-Programm identifizéiere kënne an dass et wichteg ass, dass juristesch Décisiounen um penalen oder och um zivile Plang innerhalb vum europäesche Raum gëllen an awer och géigesäiteg unerkannt ginn.

An dofir ware mir schlussendlech dunn och favorabel, fir de Recours nees an d'Gesetz eranzehuelen, fir esou mat der EU-Gesetzgebung konform ze ginn. Lëtzebuerg ass keng Insel, an et wär natierlech net ze akzeptéiere gewiescht, wann zum Beispill eng Mamm misst fir hiert Liewe fäerten, wa se iwwert d'Grenzen eraus vun onsem Land muss oder wëllt goen.

E véierte Punkt, deen och wichteg ass, dat ass de Schutz vun de Kanner, an och do hu meng Virriednerinne vill dozou gesot. De Rapport vun der Expertin Beate Stoff vun 2006 seet kloer, dass d'Kanner betraff sinn, wa Gewalt am Stot ass. Bei engem Drëttel vun de Fäll sinn d'Kanner och geschloe ginn. Le cas échéant war Rieds vu psycheschem Drock, also och eng Zort vu Gewalt, déi op d'Entwécklung an op d'Selbstbewosstsinn vu Kanner a vu Jugendlechen e ganz negativen Afloss huet.

D'Madame Stoff schreift dat och ganz konkret. An ech zitéiere just ee Saz: „Das Gesetz hat die Rolle der Kinder nicht erkannt." An déiselwecht Remarque huet se och an hirem Rapport vun 2009 gemaach.

Ech mengen, d'Madame Andrich huet scho verschidde Verbesserunge virdrun hei genau erkläert. Dofir brauch ech dat net am Detail ze maachen.

Et geet an deem Rapport vun der Madame Stoff och nach Rieds vun der Instrumentalisatioun vun den Elteren, déi d'Kanner als Spillball vun hirem Konflikt ausnotzen. D'Kanner sinn hei ganz kloer déi Schwaach. En et ass d'Roll vun engem Législateur, fir déi Schwaach ze schützen. Natierlech ass d'Recht, fir bei den Elteren ze sinn, och e wichtegt Recht fir Kanner, mä wéi den ORK dat exposéiert huet, ass an deem Fall d'Recht op Survie an Développement an der Hierarchie vun de Kannerrechter méi wichteg.

Als LSAP-Fraktioun kënne mer novollzéien, dass duerch d'Organisatioun vun eiser Justiz eng Erweiderung vum Schutz vun de Kanner net esou einfach ëmzesetzen ass, well mer eben e Jugendriichter hunn, dee sech exklusiv ëm de Schutz vun de Kanner këmmert. Trotzdeem wëll ech hei drop opmierksam maachen, dass mer endlech dréngend am Kader vun der Reform vum Justizwiesen e Juge aux affaires familiales brauchen.

Doriwwer eraus bedauere mer awer, dass de Projet de loi vum Jugendschutz net konnt zesumme mat dësem Projet gestëmmt ginn. Dat hätt ons kënnen op dësem Punkt wierklech weiderhëllefen an e méi effiziente Schutz fir Kanner bidden. Dofir maachen ech, genau wéi d'Madame Andrich, en Appell un d'Commission juridique, fir dass dëse Gesetzesprojet iwwert de Jugendschutz esou schnell wéi méiglech finaliséiert ka ginn.

D'Preventioun kënnt vläicht e bësse kuerz an dësem Projet de loi, mä déi ass awer wichteg a kann och ausserhalb vun deem Projet de loi gemaach ginn. An ech mengen, et ass wichteg, dass geschwat gëtt iwwer Éducation à l'égalité an der Schoul an och dass mer kucke fir Gewaltmanagementcoursen. An och d'Formation continue vun de Polizisten an de Magistraten an och den Dokteren, fir d'Gewalt an d'Manipulatioune besser erkennen ze kënnen, muss weidergefouert ginn.

Da wollt ech e Wuert zu der Konventioun vum Europarot soen, déi och d'Madame Andrich schonn ugeschwat huet. Dat ass d'Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, déi zu Istanbul den 11. Mee 2011 och vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass. Si gëtt Convention d'Istanbul genannt. Ech mengen, et ass eng wichteg Konventioun.

Am Rapport vun der Madame Andrich steet dran, dass, wa mer déi Konventioun wëlle ratifizéieren, mer dann eng grëndlech Analys musse maache vun eise bestehende Gesetzestexter an och anerer nei geschriwwe misste ginn, fir dass mer där Konventioun Rechnung kënnen droen. Et ass wichteg, et ass déi éischt bindend Konventioun, déi sech mam Thema Gewalt géigeniwwer Frae befaasst. Als LSAP géife mer et begréissen, wa mer also déi grëndlech Analys géife maachen, fir dass mer kënnen esou séier wéi méiglech déi Konventioun hei ratifizéieren.

An, Här President, den Europarot, de Conseil de l'Europe huet e formidabelt Handbuch erausgi fir Parlamentarier. Et ass e Manuel à l'usage des parlementaires iwwert déi Konventioun, fir géint d'Gewalt géint Fraen an och d'häuslech Gewalt ze kämpfen, wat d'Parlamentarier kéinte maachen. Ech wollt Iech deen ofginn.

(M. Marc Angel dépose une documentation.)

Ah, Madame Presidentin, entschëllegt, ech wollt Iech dat ofginn, fir dass mer dat kënnen an eiser Bibliothéik ofginn an dass mer och vläicht de Membere vun der Commission à l'égalité eng Kopie kéinte schécken. Et ass e wichtegt Instrument, un deem mer eis an Zukunft kënnen inspiréieren.

Mme le Président.- Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Ech wollt als Konklusioun soen, dass mer vläicht mat dësem Text net all eis Ziler erreecht hunn, mä mir kommen

hinnen awer ëmmer méi no. Eng wesentlech Aufgab ass hei gemaach ginn. Elo heescht et, déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Professionellen a beim Comité de coordination weiderzefeieren. A wann eng Fenêtre d'opportunité do ass, eis Justizmëttelen ze reforméieren, besonnesch am Fall elo vum Kannerschutz, ech mengen, musse mer déi ergräifen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg vill an och ganz gutt Ulafstellen, déi hir Aarbecht Dag fir Dag exzellent maachen an déi leider ëmmer méi sollicitéiert ginn, besonnesch wat d'Foyeren ugeet. Ech mengen, wann ee Kontakt huet mat Femmes en détresse, weess een, wat do fir eng Aarbecht geleescht gëtt. Ech mengen, där hir Wichtegkeet musse mer hei och all ënnersträichen.

Mir als LSAP begréissen och, dass am Kader vun der Täterbehandlung au même titre wéi d'Affierbehandlung weidergefuer gëtt. Déi zwou Saachen hänken uneneen. En Täter, dee sech senger Schold bewosst ass an deen och prett ass, fir seng Gewaltmechanismen an de Grëff ze kréien, ass schonn um gudde Wee, fir keng Gefor méi duerzestellen. Gutt Aarbecht gëtt also och am Service „Riicht eraus" gemaach.

Am Allgemengen ass déi ganz Réseausaarbecht, déi um Terrain gemaach gëtt, mengen ech, immens wichteg. Ech wollt dofir all deenen Associatioune Merci soen.

Och am Laf vun der Ausschaffung vun dësem Gesetz hate mer als Fraktioun an och als Kommissioun vill Kontakt mat deenen Associatiounen. Ech wollt hinne Merci soen, an ech sinn och frou, dass esou vill Vertriederinnen haut do sinn.

Ech wollt awer och de Femmes socialistes Merci soen, déi bei eis an der Fraktioun an ëmmer gekuckt hunn, wéi ech als Spriecher an dësem Dossier hei géif virgoen. Si hu mech och begleet, an hir Texter hu mech och ëmmer inspiréiert, fir an der Kommissioun an dee richtege Wee ze schaffen.

Et ass wichteg, dass mer häuslech Gewalt net toleréieren, mä et gehéiert, wéi gesot, och zu eisen Aufgaben, preventiv ze schaffen. Mir mussen ons d'Moyene ginn, fir dësem Phenomeen entgéintzesteieren. Mir mussen ons weiderhin asetzen, fir eise Jonke bäizebréngen, dass d'Meedercher a Jongen, dass Mann a Fra gläich sinn, dass d'Gewalt keen Zeeche vu Stäerkt ass an dass et e Wee gëtt, fir aus där Gewaltspiral erauszekommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Angel Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner der honorabeler Madame Loschetter d'Wuert ginn.

Une voix.- Riednerin! Riednerin!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo schonn immens…

Une voix.- Madame Presidentin…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn immens vill gesot ginn, an ech wëll mech a menger Ried am Fong geholl stäipen op de Rapport vun der Madame Andrich a virun allem op déi Explikatiounen, déi si hei ginn huet. Hire Kommentären, déi si dozou gemaach huet, kann ech eigentlech mech uschléissen. Domadder wär dann och schonn e ganzen Deel vun deem, wat ech ze soen hätt, gesot.

E puer Remarquen dann nach just am Numm vun der grénger Fraktioun. 2003 ware mer wierklech avantgardistesch an der Produktioun vun deem Gesetz iwwert d'Violence domestique. Dat stoung eis ganz gutt zu Gesiicht. Entretemps, zéng Joer duerno, si mer am Fong geholl an enger Standardmooss ukomm, well effektiv, dat kann ee soen, d'Violence domestique, dat heescht, déi Violence, déi un de Frae gemaach gëtt, einfach esou generell u sech keen Tabu méi ass. Et ass en Tabu gebrach ginn. Et ass éischter den Ëmgang - Wéi ginn ech domadder ëm? A wat geschitt mat där Violence, déi gemaach ginn ass? -, deen nach tabu ass a wou nach vill muss sensibiliséiert ginn a wou nach vill muss och legislativ an um praktesche Terrain drop geschafft ginn.

Mä d'Thema, datt d'Violence domestique eigentlech eng Privatsaach ass an datt een am beschten huet, an der Öffentlechkeet net méi driwwer ze schwätzen, dee Broch, deen ass gemaach. Domadder, denken ech, hu mer eppes Grousses bewierkt an der Gerechtegkeet eigentlech vun enger Gesellschaft.

Beispiller am Ausland si genannt ginn. Dofir soen ech och, mir sinn am Fong geholl am Standard hei ukomm. Mir si weder avantgardistesch nach vläicht retardataire. Mä trotzdeem - an d'Evaluatioun vun der Madame Stoff huet och gewisen, datt dat Gesetz vun 2003 batter noutwendeg war an datt et och effikass konnt um Terrain ëmgesat ginn -, wann ee weess, datt praktesch all Dag eng Expulsioun geschitt, wann zum Beispill 2012 357 Expulsiounen, dat heescht Ewechweisungen, geschitt sinn! Et gi jo vill méi Saache gemellt, déi vläicht nach latent sinn, wou net direkt eng Expulsioun erfollegt. Mä wa mer wëssen, datt dann u sech 357 Leit, vläicht sinn och Récidivisten derbäi, expulséiert ginn, dat ass enorm vill. An dat weist och, wéi aarmséileg ons Gesellschaft eigentlech ass an deem Punkt.

Wann een dann och nach weess, datt eng ganz Rëtsch vu Mannerjähregen och Affer sinn, och Affer si vu physescher Gewalt, dann ass dat nach vill méi schlëmm.

Et gëtt awer zwou Saachen, an dat wëll ech hei och ënnersträichen, déi nach en Tabu sinn: Dat Éischt, dat ass d'Aarbecht mat den Täter, virun allem mat de männlechen Täter. Ech denken, do muss nach vill méi thematiséiert ginn, datt een dat net einfach esou am Raum ka stoe loossen, datt et wichteg an noutwendeg ass, datt déi Leit och zur Verantwortung gezu ginn an och musse riichtstoe fir dat, wat se gemaach hunn. Mä do hannendrun ass och eng Täteraarbecht noutwendeg. An dat ass nach, obwuel elo villes gemaach ginn ass, notamment mat där Associatioun „Riicht eraus", mä dat ass nach en Tabu hei am Land, an och do musse mer dru schaffen.

An dat Zweet, wat en Tabu ass, dat ass, datt 8% vun den Taten och vu Frae gemaach ginn. Dat gëtt net oft genuch thematiséiert. Et pour cause, well wann 8% Affer Männer sinn, da bleiwen 92% vun den Affer Fraen, Fraen a Kanner. An dat ass am Ausland net anescht. An dofir ass et och extrem wichteg, datt dat wierklech un de Pranger gestallt gëtt. Mä, mir mussen och iwwert dat anert schwätzen, well och dat muss thematiséiert ginn an och dat muss e Broch, en Tabubroch ginn. An och do mussen d'Männer dann och sachlech a fachlech kënnen driwwer schwätzen.

Elo zu deem Projet de loi: Et ass richteg, datt dee Projet de loi e Kompromiss ass. E Kompromiss, wou och mir als Gréng am Virfeld ëmmer loyal a fair gesot haten, wat mer kënne matdroen a wat mer net kënne matdroen. A mir haten eng ganz Rëtsch vun No-Goen, déi mir oder déi ech och konnt am Numm vun der grénger Fraktioun an der Kommissioun erklären. Ech hunn awer gradesou däitlech erkläert, datt et ons Gréng och wichteg wier, dee Projet kënne matzestëmmen. Ech denken, do war och e Konsens, well och fir d'Madame Ministesch war et wichteg, eng breet Majoritéit fir dee Projet ze kréien. An ech denken, dat huet dozou bruecht (veuillez lire: gefouert), datt mer konnten ëmmer erëm kucken, e Kompromiss ze fannen.

Wat fir ons en No-Go war, dat war, datt mer op eemol kee Recours méi hätten (veuillez lire: keng Protektioun méi hätten), an dësem Fall, e Recours hätten, dee suspensif wär. Dat wär fir ons en No-Go gewiescht. Dat heescht, wann dee Moment effektiv herno dee Recours op eemol hätt kënnen annuléiert ginn, also déi Protektioun hätt kënnen annuléiert ginn, do wäre mir dann net méi matgaangen, fir dës Reform ze maachen.

Gradesou een No-Go fir ons war déi ganz Problematik ronderëm d'Médiatioun, wou mer vun Ufank u kloer gesot hunn, et kann net sinn, datt een eng Médiatioun suggéréiert, wann e Rapport de force besteet.

Mir hunn e Kompromiss gemaach, deen ons awer sënnvoll an och eigentlech vläicht souguer gutt schéngt. Dat ass dee vun där quantitativer Bannmeil vun 100 Meter eriwwer op eng qualitativ Bannmeil. Natierlech muss een elo kucken, wéi dat sech an der Praxis weist, mä dat kënne mer matdroen. Dat hu mer och gesot.

An dann, wourobber mir och ëmmer als Gréng gepocht hunn, dat ass, datt et wichteg ass, den Täter op seng Verantwortung hinzeweisen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An dee Wee, datt e sech muss presentéiere goen an déi Institutioun, déi dann och dofir do ass, fir déi Gewalt, déi se net beherrschen, ze thematiséieren, ouni eng Entschëllegung dofir ze sichen, ass fir ons ee Wee, dee mir eigentlech ënnerstëtzen, well mir mengen, datt do villes méiglech ass.

Wat mer och begréissen a wou mir och drop gedrängt hunn, dat ass d'Definitioun: Wat ass e Stot? Wat mer och zréckbehalen hunn am grousse Konsens, an ech denken, wou jiddereen dat konnt praktesch matdroen, dat ass, datt de Stot net nëmme besteet aus engem Mann an enger Frau, déi bestuet sinn, mä ebe wien alles do dra wunnt, Personnes au pair ausgeschloss.

Wat mer awer extrem bedaueren, an ech denken, do geet et net duer ze soen, datt d'Commission juridique net fäerdeg ginn ass oder nach net fäerdeg ginn ass, dat ass dee Volet vum Jugendschutz, wou mer leider - do si mer eis och all eens -, hu missen do eng ganz Partie vu Saachen erëm eraushuelen, wat d'Membere vun der Familljekommissioun ganz gären an deem Projet de loi dra gesinn hätten, wat de Schutz vun de Kanner ubelaangt, wat aktiv, proaktiv Moossname fir Kanner, déi an engem Stot Gewalt erlieft hunn oder Affer si vu Gewalt, datt mer dee Volet hu missen eraushuelen.

Well ech muss ganz éierlech awer hei zouginn, datt eng Reform vum Jugendschutz awer elo näischt ass, wat dräi, véier, fënnef Joer al ass. D'Reform vum Jugendschutz, ech ka mech erënneren an enger Commission spéciale, wou souguer eng fréier gréng Députéiert - Renée Wagener - nach do aktiv war an där Kommissioun, do ass esou een décke Rapport gemaach ginn, deen haut nach aktuell ass op ganz ville Punkten, a wou och déi do Punkten, wat de Jugendschutz ubelaangt, schonn dran thematiséiert waren, notamment an deem Hearing, dee gemaach gi war a wou déi extern Partner dat och schonn thematiséiert hunn. An eigentlech ass et extrem ze bedaueren, datt d'Reform vum Jugendschutz nach ëmmer net stattfonnt huet.

An dofir komme mer eigentlech net derlaanscht, där heiter Regierung, an iwwregens och där leschter Regierung, awer do eng Datz auszeschreiwen, well manifestement, och wann hei Sonndesriede gehale ginn, de Jugendschutz keng Prioritéit war.

An dann hoffe mer, datt vläicht an Zukunft Verhandlungen oder Austauschen, déi da wäerte stattfannen, notamment och an där enger oder an där anerer Kommissioun, notamment tëschent deem engen an deem anere Regierungsmember, voire an der Regierung selwer, de Jugendschutz zur Prioritéit wäert genannt ginn, well mir hu wierklech en immens groussen Nachholbedarf doranner. An dat, wat mer haut thematiséiert hunn, ass eigentlech just e klengt Stéck dovunner, mä awer e wichtegt Stéck dovunner.

Voilà, dat d'Bemierkunge vun der grénger Fraktioun. Elo zum Schluss wollt ech just nach soen, datt dee Projet de loi an dat, wat mer hei haut presentéieren, eigentlech e Musterbeispill ass, wéi eng Chamber eigentlech vill méi oft misst fonctionnéieren. Dat war eng Kommissioun mat Deputéierten, déi selbstsécher waren, déi autonom waren, déi hir eegen Diskussioun haten, déi hir eege Konklusioune festgehalen hunn, déi sech heiansdo iwwert d'Regierungsamendementer ewechgesat hunn, déi sech heiansdo iwwer Recommandatioune vun engem Statsrot ewechgesat hunn, déi sech och heiansdo iwwert d'Konklusioune vun enger anerer Kommissioun ewechgesat hunn, an dat am gréisstméigleche Konsens. Ech ka soen, déi véier Parteien, déi véier Fraktioune ware sech do eens. An dofir denken ech, datt dat en immens flott Beispill war, wou ech och a mengem perséinlechen Numm soen, datt ech immens gären un deem Projet de loi geschafft hunn, och wa mer Divergenzen haten.

Mä schlussendlech kommen ech och zu der Schlussfolgerung, datt deen heite Projet eng Verbesserung gëtt vun deem Projet, deen elo do ass, obwuel en net perfekt ass. Mä virun allem, wat mir gefall huet, dat war eben déi Aart a Weis, wéi an där Kommissioun geschafft ginn ass, a wou ee sech wierklech als Deputéiert, och als Oppositiounsdeputéiert mündeg gefillt huet.

Dofir och e grousse Merci un all meng Kolleegen a Kolleeginnen, un de President vun där Kommissioun an och un d'Rapportrice.

Nach zwou, dräi vläicht dann och Recommandatioune vun der grénger Fraktioun un déi jëtzeg Minister vun dësem Projet de loi. Mir denken och, datt et vläicht wichteg wär, déi Konventioun vum Conseil de l'Europe ze ratifizéieren an déi Konditiounen derfir ze erfëllen.

Mir denken awer och, datt et wichteg wär, bei der Opstellung vun Ärem nächste Budget derfir ze suergen, datt all déi schéi Saachen, déi elo hei op dëser Tribün gesot gi sinn, wat nach misst gemaach ginn, datt et dat net zum Nulltarif gëtt, a wann een dat da wierklech zur Prioritéit dann och setzt, wou ech jo menge gehéiert ze hunn, datt dat och esou war, datt do och dee Budget dofir stëmmt, fir dat och a Musek ëmzesetzen an deene Leit, déi um Terrain schaffen, datt déi och déi Méiglechkeete kréien, fir genau dat ze maachen, wat mir hei gesot hunn.

An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. An elo kritt d'Wuert den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e Merci un d'Madame Andrich fir hire ganz komplette Rapport. An ech wëll vun Ufank un hei ganz kloerstellen, datt mer een Zil heibannen deelen, an dat ass de Kampf géint déi häuslech Gewalt. Mir hunn zwar en aneren Usaz, wéi een dat soll maachen. An eisen Usaz ass een, dee ganz kloer déi rechtsstaatlech Kritären a voll a ganzem Ëmfang wëllt respektéieren.

D'ADR hat ëmmer Zweifel iwwer en exklusiv polizeilechen a penalen Usaz am Kampf géint déi häuslech Gewalt. Mir haten ëmmer déi Tendenz, en aneren Usaz ze favoriséieren, dat ass dee vum Samu social. Dat ass dat, wann an esou Krisesituatiounen an enger Famill oder an engem Cadre familial et zu Gewalt oder zu der Méiglechkeet vu Gewalt ka kommen, datt eben dann aner Leit geruff ginn an eréischt an zweeter Instanz d'Polizei oder juridictionnel Instanzen zur Hëllef geruff ginn. An déi aner Leit, dat wären ebe Soziologen, Familljentherapeuten, Psychologen, déi kucken, fir déi Situatioun ze evaluéieren an dann hir Recommandatiounen ze huelen, probéieren déi Situatioun ze berouegen an eng Evaluatioun ze maachen.

Et gouf en Experiment an der Vergaangenheet hei am Land, et ass leider agestallt ginn. An eisen Usaz ass ganz kloer eng Preferenz vum Samu social, fir sozial Problemer unzepaken, eng Preferenz vun deem Wee géigeniwwer deem polizeilechen, deen een eréischt da muss asetzen, wann déi aner Méiglechkeeten net Bestand hunn. Awer, datt muss gehollef ginn, ass kloer, soss wäre mer an enger Situatioun vun Non-assistance à personne en danger.

Dat Gesetz iwwert d'Gewalt doheem huet awer keng positiv Evolutioun an deem Sënn fonnt, well den Usaz, deen och an Éisträich am Ufank gewielt gouf, dat wor e Berouegungsinstrument vun enger Krisesituatioun. A vun deem Berouegungsinstrument… Déi Ewechweisung an Éisträich huet am Ufank dräi Deeg gedauert, ewell si mer bei 14 Deeg plus dräi Méint elo hei am Land - et gëtt jo dacks nach verlängert -, an aus engem Situatiounsberouegungsgesetz si mer eigentlech op en Trennungsgesetz ënner staatlecher Regie komm. An dat ass eng Evolutioun, déi wor net beabsichtegt. An et widdersprécht och engem Grondsazprinzip, nämlech datt de Stat d'Privatliewen ze respektéieren huet an d'Familljen ze schützen huet. Et ass also net esou einfach, an eng Trennungslogik eranzegoen, och aus der Perspektiv vum Stat eraus.

Et misst een dofir emol analyséieren, wéi eng laangfristeg Konsequenzen dat Gesetz dann op d'Koppelen huet, ob iwwerhaapt Koppelen erëm zesummefannen, déi ënnert dat Gesetz hei gefall sinn, also, wou een erausgeholl ginn ass aus der Wunneng, an ebe laangfristeg d'Konsequenzen emol analyséieren. An et muss och gekuckt ginn, wéi d'Méssbrauchsméiglechkeete vun deem Gesetz sinn. Dat heescht, ob a Situatiounen, déi op eng Scheedung erauslafen, net awer d'Argument vun der Gewalt doheem gebraucht gëtt, fir sech objektiv Virdeeler an enger Prozesssituatioun ze verschafen.

Déi Nodeeler, déi schonn 2003 kritiséiert goufen, déi gëllen och elo nach. Mir bedaueren, datt eng Entmündegung stattfënnt vun där Persoun, déi jo u sech soll geschützt ginn, well jo automatesch Donnéeë vun hir oder vun der Familljesituatioun un ONGe weidergi ginn. Dat gëtt an dësem Gesetz nach verstäerkt. Zum Deel gëtt och den Täter entmündegt, mä beim Affer ass dat nach méi staark, wou eigentlech en Deel vun der Gestioun vun hirer privater Situatioun hir aus der Hand geholl gëtt. An zumools an enger Zäit, wou mer ëmmer iwwer Dateschutz a Schutz vun der Privatsphär ganz vill nodenken, sollte mer och iwwerleeën, ob mer net sollten déi Autonomie och vum Affer erëm méi hierstellen, wéi dat am Ableck de Fall ass.

D'Gewalt doheem ass keng Geschlechterfro, wéi dat hei vu ganz ville Leit do gesot ginn ass. Et verkennt einfach d'Statistiken. Ech hat virdrun e Beispill aus Däitschland genannt. A Kanada an den USA gëtt et scho ganz laang Studien, déi soen, datt Gewalt doheem keng Geschlechterfro ass. Et ass ongefeier zu fifty-fifty bei den Täter verdeelt. An och hei am Land gesi mer jo iwwert déi lescht Joren, datt an de Polizeistatistiken den Undeel vun de weiblechen Täter klëmmt. Mir si bei engem Véirel. A mir kennen déi psychologesch Barrièren och, déi vill Männer hunn, fir iwwerhaapt zouzeginn, datt se an esou enger Situatioun sinn.

Wou awer en objektiven Ënnerscheed besteet, an dat kritiséiere mir och, dat ass, datt et Infrastrukture gëtt, fir de Fraen ze hëllefen, déi an der Noutsituatioun sinn, an et gëtt awer kee

Männerheem hei am Land. An dat ass einfach e strukturellen Defizit, fir d'Männer, déi an enger Gewaltsituatioun sinn an do leiden, och kënnen am selwechte Mooss ze ënnerstëtzen, wéi et bei de Fraen - richtegerweis - de Fall ass.

Mir kënnen och net einfach elo, wéi vill Leit et ugekënnegt hunn, och d'Regele géigeniwwer de Kanner nach verschäerfen, well mir mussen d'Autorité parentale respektéieren. Mir mussen d'Recht vun de Kanner op Ëmgang mat deenen zwee Elterendeeler respektéieren. A mir kënnen och als Stat net higoen a Moossnamen huelen, wou mer de Phenomeen vun der Aliénation parentale nach géife verschäerfen. Och dat wär schlecht fir d'Kanner an natierlech och fir d'Elteren.

Dat heescht, mir bedaueren, datt hei déi rechtsstaatlech Prozeduren net genuch respektéiert gi sinn. Mir hunn eis ausgeschwat fir e Recours.

Ech muss der Madame Vertriederin vun der DP soen, datt an Éisträich an an der Schwäiz, am État de Genève hate mer dat Beispill genannt, duerchaus e Recours besteet, nämlech eng Verifikatioun vun der Ewechweisungsmoossnam no zwee Deeg respektiv no véier Deeg. Dat ass also anescht, wéi dat hei behaapt ginn ass.

An och hei zu Lëtzebuerg hu mer elo e Recours agefouert, mä deen ineffizient ass. En ass ineffizient. Well et ass sech nach extra verséchert ginn, datt, och wann e Recours herno engem Recht gëtt, da kann ee jo awer net zréck an d'Wunneng an där Period vu 14 Deeg, wou déi éischt Ewechweisungsmesure besteet, well einfach kee festen Délai fir déi Iwwerpréiwung virgesinn ass.

Dat heescht, dat ass e rengt Lëpsebekenntnis, wat mer hei maachen. E Recours totalement ineffectif. Mir wëllen och kee suspensif! Mir wëllen och kee suspensif, well ech mengen, wann eng Gewaltsituatioun do ass, da muss natierlech eng éischt Moossnam geholl ginn. Awer effektiv e Recoursrecht, dat wär eng rechtsstaatlech Moossnam, an dat bedauere mer, datt dat net hei de Fall ass.

Mir hunn eis och unisoni mat der Regierung, wéi déi et am Ufank wollt, mam Statsrot, mat dem Parquet an anere Juridictiounsinstanze fir eng Médiation pénale ausgeschwat. Mir bedaueren, datt dat hei net de Fall ginn ass. Déi Argumenter dergéint kënne mir net deelen.

Mir wëllen also… Och d'ONGen, esou nëtzlech hir Aufgabe sinn - ech muss mech kuerzfaassen, Här President, ech weess, wat Der mer wëllt gläich soen, dofir faassen ech mech schonn direkt kuerz.

M. le Président.- Dir hutt dat gutt anticipéiert, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gesitt Der? Mir kennen eis schonn esou laang, do gëtt et kee Mëssverständnis méi!

(Brouhaha)

Mä och d'ONGen, esou nëtzlech hire Rôle ka sinn, och do muss ee soen, et gëtt ewell ëmmer méi Entreprisen, ONGen, déi sech an där do Situatioun beruff fillen ze hëllefen. Si gi staatlech finanzéiert. An ech wëll hei, ouni weidere Kommentar, op eng Diskussioun verweisen, déi am Ableck am Vereenegte Kinnekräich leeft, ënnert dem Sujet „domestic violence business". Ganz einfach, well eben do kritiséiert gëtt, datt déi Saach ëmmer méi dramatiséiert gëtt, well kommerziell Interesse vu verschiddenen Auteuren doru bedeelegt sinn.

Ee lescht Wuert, well ech zweemol perséinlech ugeschwat gouf, Här President, iwwert déi Fro vun der heefegster Doudesursaach bei de Fraen a Meedercher tëschent 16 a 44 Joer. Dat ass eng Behaaptung, dat ass keng Tatsaach. Dat ass e Considérant am Conditionnel vun enger Recommandatioun vum Conseil de l'Europe N°1582 vum September 2002, wann ech mech richteg erënneren.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Et ass eng Etüd vun der Weltgesondheetsorganisatioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Neen, neen, hei ass den Text, Här Angel. Ech ginn lech e gär herno.

An ech hu mer déi Méi gemaach, déi Sourcen nozepréiwen. Ech hu se och fir Lëtzebuerg nogepréift. Dat ass net haltbar. Mä well ech esou generéis mat eise sozialistesche Kolleegen am Parlament hei sinn,…

Une voix.- Dat ass schéin!

Plusieurs voix.- Oh!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.-…wollt ech dem Här Angel…

Et ass léif, ech weess, Merci.

(Interruption)

Ech wollt dem Här Angel awer soen, ech wollt dem…

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir kënnt gär elo Äre sozialistesche Frënn dat iwwermëttelen, mä Är Zäit ass ofgelaf. Ech géif lech also bieden, elo zum Schluss ze kommen.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech kommen zum Schluss, Här President, an ech maache mäi Saz fäerdeg. Ech wollt de sozialisteschen an anere Kolleegen hei soen, wat déi heefegst Doudesursaach bei der weiblecher Bevölkerungshalschent hei am Land ass. Et ass déiselwecht wéi bei der männlecher Bevölkerungshalschent: Mir hunn 2.000 Ofdreiwungen am Joer am Land, dovunner dausend Meedercher, dat sinn déi meescht.

(Brouhaha général)

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Nächsten Intervenant ass den Här Colombera. Den Här Colombera huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat ass eng fesch Sortie!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un d'Madame Andrich fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. E war ganz gutt an exzellent.

Ech hunn hei e puer praktesch Iwwerleeungen: D'Gesetz géint d'häuslech Gewalt ass wichteg a wäert och an Zukunft ganz wichteg sinn, well d'Gewalt queesch duerch d'Gesellschaft een Thema ass mat steigender Tendenz, bedéngt duerch ee Mangel u Kommunikatioun. D'Gewalt am Stot geet, an deene meeschte Fäll, vum Mann aus. Dat wësse mer jo alleguerten. An dat ass net ze rechtfertegen an enger Gesellschaft, déi sech mam Fändel vun der Toleranz an d'Vitrine stellt.

D'Informatioun schéngt awer net iwwerall duerchgedrongen, duerchgesickert ze sinn. Et sinn nach Fraen, déi einfach fortlafen, wa se Affer vu Gewalt ginn, mat hire Kanner. An déi versichen dann een Ënnerdaach an engem Fraenhaus ze kréien. Bekanntlech hu mir awer net vill Fraenhaiser. Déi sinn owes an nuets och net accessibel. An dat ass dann ee ganz grousse Reproche, deen ee muss maachen. Déi missten accessibel sinn. A wa keng Plaz an engem Fraenhaus ass, kann et och do virkommen, datt d'Fra vun hire Kanner getrennt gëtt. Dat heescht, dass d'Fra op enger Plaz ass an d'Kanner an enger anerer Struktur. Ech mengen, dat ass och net wënschenswäert.

Dann ass et och schued, datt a verschidde Kulturkreesser de Mann nach ëmmer déi éischt Gei spillt an de Mann nach walten a schalte kann, wéi hie wëllt, am Numm vun enger arkaescher Sichtweis oder vun enger Relioun. Bekanntlech, anscheinend, wësse mer jo alleguerten, dass d'Fra jo vun der zwielefter Rëpp vum Mann hierstaamt.

(Hilarité et brouhaha)

Gott sei Dank ass d'Wëssenschaft e bësse méi wäit.

(Interruptions)

Gott sei Dank, dass d'Wëssenschaft e bësse méi wäit ass.

Une voix.- Dat ass e Witz!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Neen, a wéi et schéngt, staamt de Mann vun der Fra! Aus dem einfache Grond, well déi zwee X-Chromosome vun der Fra, do ass een X-Chromosom, deen ass ganz schwaach an dee verléiert ee Been, an da gëtt dat en Y. Also, an anere Wierder staamt de Mann vun der Fra!

(Hilarité et brouhaha)

Dat soll emol duergestallt ginn, fir ze wëssen, dass de Mann net deen Éischten ass, mä d'Fra ass déi Éischt. - Gutt.

Ech ginn dovunner aus, et gëtt vill Fraen a Kanner, déi Affer vun der Gewalt sinn, an déi net bekannt sinn. Dat heescht, d'Donkelziffer ass extrem grouss. An dat, wat mer u Statistiken hei hunn, dat ass net richteg, Madame Minister. D'Donkelziffer ass vill, vill méi grouss. An als Dokter, dee jo bekanntlech de Paschtouer an eiser Gesellschaft ersetzt, weess ech vill méi wéi een aneren, wat doheem am Foyer passéiert. Et ass net esou roseg, wéi d'Fassad et duerstelle wëllt. An do si ganz notabel Persounen, déi op all Wisefest sinn, op all Foto laachen, mä déi hätte gutt sech ze schummen, dat wär dat Bescht.

Ech muss hei drop hiweisen, datt, egal welch Schutzmoossname mir huelen oder an d'Gesetz schreiwen, d'Affer vun der Gewalt ass fir säi ganzt Liewe markéiert. Dat ass ee Fait. Antidepressiva, Berouegungsmëttel a Schlofpëlle ginn en masse consomméiert. A wann een d'Niewewierkunge vun dëse Medikamenter kennt, da versteet een, firwat dass d'Affer vun der Gewalt permanent krank ass. Déi Persoun, déi Affer vun der Gewalt ass, ass fir ëmmer geschiedegt. Déi Persoun huet eng psychesch Narb.

Dofir mäin Appell, fir preventiv ze handelen. An dat geet an der Schoul un, wou d'Zesummeliewen effikass muss organiséiert ginn. Dat ass dat Eenzegt, wat zielt. Spéiderhi kënnen nëmme méi d'Symptomer behandelt ginn. An dat ass manner effikass, wéi d'Ursaachen ze traitéieren.

Mir wëlle mat Gesetzer eist Gewësse berouegen. Dat muss och sinn, als Noutsituatioun (veuillez lire: als Noutléisung). Mä all déi administrativ Hürden, déi déi implizéiert Persounen duerchlafe mussen, sinn u sech schonn eng Zoumuddung.

Ech mengen, wann ee muss d'Kanner kréien, d'Kanner siche goen, wat de Riichter décidéiert, wat d'Psychologin seet, wat d'Assistante sociale seet; déi Leit do maachen alleguerten eng gutt Aarbecht, mä se si machtlos. Dat muss een hei behaapten. Déi si machtlos!

Wann déi Persounen am Virfeld wéissten, wat eleng administrativ op si zoukënnt, da géife si zéngmol iwwerleeën, ier si gewalttäteg géife ginn.

An als Fazit - ech wëll elo gläich schléissen an den Accord vu mir a vum Här Henckes ginn: Entweder mir evoluéieren ons Gesellschaft oder mir gi kollektiv ënner an dann hätte mer och näischt aneschters verdéngt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Leschte Riedner ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, wann ech esou den Här Kartheiser hei héiere schwätzen, ech muss soen, en ass spezialiséiert op d'Provokatioun vun de Fraen, hein.

Une voix.- Jo!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat schéngt seng Fonctioun hei ze sinn an dëser Chamber.

(Interruption)

Mir hunn dat erlieft dobausse bei där fuerchtbarer Demonstratioun, déi eng Frechheet war, wéi mer d'Abtreibungsdebatt hei haten. An elo héiere mer erëm eng Kéier datselwecht.

A wann ech héieren, wann den Här Kartheiser seet, mer mussen d'Autonomie vun den Affer vis-à-vis vun den Täter garantéieren, da soen ech awer, mir sinn net méi an engem Rechtsstat. Do si Leit, déi Affer si vu Gewalttaten, déi ginn dann net méi geschützt anscheinend, wa se hir Autonomie musse behale vis-à-vis vum Täter. Et ass jo kloer, dass se sech selwer net kënne wieren an esou enger Situatioun a se duerfir zréckgräifen op de Schutz vun der öffentlecher Hand a vun den Autoritéiten, déi duerfir zoustänneg sinn.

Also, ech muss soen, Här President, ech wollt souwisou fir dat Gesetz hei stëmmen, mä wann ech den Här Kartheiser hei héieren, da stëmmen ech awer wierklech mat zwou Hänn fir dat Gesetz.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert déi zoustänneg Ministerin, d'Madame Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol, fir unzefänken, alleguerten de Riedner ganz häerzlech Merci soe fir hiren Apport elo haut de Moien, mä awer och fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten an der Chamberskommissioun.

An ech wéilt ganz speziell der Rapportrice e ganz grousse Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi se sech gemaach huet fir de Rapport, awer och an der Aarbecht an der Kommissioun.

De Projet de loi, deen haut hei gestëmmt gëtt, ass net nëmmen e ganz wichtege Projet. Et ass virun allem e Projet, dee mech perséinlech immens markéiert huet. An dat aus e puer Ursaachen. Éischtens emol, d'häuslech Gewalt, a virun allem d'Gewalt géint d'Fraen, gëtt haut als déi gréisste Barrière vun enger moderner Gläichstellungspolitik tëschent Männer a Fraen ugesinn. Et ass net ze vertrieden, dass, wa Fraen a Männer an eiser Gesellschaft déiselwecht Rechter hunn, dass mer hinne wëllen déiselwecht Chancë ginn um Aarbechtsmaart, an der Politik, an der Gesellschaft, dass dann awer grad doheem an der Famill, do, wou d'Leit sech solle sécher a gebuerge fillen, dass do d'Leit, a virun allem d'Fraen - dat weisen d'Zuelen - ënner Ënnerdréckung an Angscht leiden an de Risiko vun Uwendung vu physescher Gewalt hiren Alldag bestëmmt. Dat kënne mer net akzeptéieren.

Zweet Ursaach: Dee Projet, dee mech jo bal während menger Amtszäit begleet huet, war vun Ufank un eng Gratwanderung tëschent engersäits dem Schutz vun den Affer an op där anerer Säit dem Respekt vun de Rechter vun den Täter.

Dir wësst, dass ech eng ganz Partie Joren am soziale Secteur geschafft hunn an dass ech och eng ganz grouss Affinitéit a Verständnis hu fir d'Revendicatioune vun de Leit vum Terrain, also vun deenen, déi all Dag mat de physeschen a virun allem psychesche Konsequenze vun häuslecher Gewalt ze dinn hunn. Dat ass keng einfach Aarbecht, a si verdéngen dofir eise Respekt.

Ech wëll betounen, dass ech vun Ufank un en oppent Ouer hat fir hir Positiounen. Allerdéngs gehéiert et och zu den Aufgabe vun der Regierung, derfir ze suergen, dass elementar staatsrechtlech Prinzipie respektéiert ginn, an dat hu mer versicht, hei ze maachen.

Drëtt Ursaach: Dee Projet, esou wéi en elo hei virläit, ass e gudde Projet. Et ass e Projet, deen den Afferschutz ganz wesentlech verbessert, dat Ganzt awer am Respekt vun de Rechter vum Täter.

Madame Andrich, wéi gesot, nach eng Kéier e ganz grousse Merci fir Är Aarbecht.

Ech wéilt net méi op alles agoen, just nach eng Kéier op déi allerwichtegst Punkten: D'Dauer vun der Ewechweisung, déi elo vun zéng op 14 Deeg eropgesat gëtt. Dann d'Gesetz, wat an Zukunft fir alleguerten déi Leit spillt, déi an engem familiäre Kader zesummeliewen, dat heescht och Bridder a Schwëstere. De Statsrot war wéi gesot net frou, well e gesot huet, et ass vill ze vill eng large Definitioun, mä ech mengen, an eisen heitegen Zäiten muss se large sinn, fir och alle méigleche Familljekonstellatioune Rechnung ze droen.

Da gëtt eng automatesch Bannmeil agefouert. Dat heescht, den Täter muss sech während der Dauer vun der Ewechweisung, also während deene 14 Deeg, muss e sech ewechhale vum Affer, dass dat zur Rou ka kommen.

Et ass vill iwwert déi 100 Meter diskutéiert ginn, wou d'Police eis gesot huet: „Dat ass fir eis extrem schwéier ze kontrolléieren, quantifizéiert Bannmeilen." Et schwätzt een allgemeng vun enger Bannmeil. Doduerch, dass se elo net méi quantifizéiert ass, sinn d'Affer net manner, mä eigentlech besser geschützt. Well si kënnen zu all Moment d'Police ruffen, wa se sech bedroht fillen, och wann den Täter 200 oder 300 Meter vun hinnen ewech ass.

Dann, wat mir och vun Ufank un extrem wichteg war, dat ass, dass den Auteur vun der Gewalt muss responsabiliséiert gi fir säi Verhalen. Dofir muss e sech an Zukunft beim Service Riicht eraus mellen, wou e gehollef kritt, fir säi gewaltsamt Verhalen an de Gréff ze kréien.

D'Aarbecht mat den Affer ass ganz wichteg op där enger Säit, mä et muss een awer de Phenomeen Gewalt bei der Wuerzel upaken, an dat bedeit, dass een einfach den Auteur och muss behandelen. D'Strofen eleng ginn do net duer. Si musse begleet gi vun enger psychologescher Betreiung.

Da gëtt e Recours fir den Täter agefouert, iwwert deen, wéi scho gesot ginn ass, vill diskutéiert ginn ass, mä domadder eliminéiere mer awer de Risiko, dass d'Gesetz vun 2003 virun d'Cour constitutionnelle oder den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter bruecht gëtt, well dem Auteur säi Recht op Recours respektiv op Verteidegung bis elo net respektéiert ginn ass. Mir festegen also doduerch och eis Gesetzgebung.

A mir stelle sécher - ech mengen, dat ass och gesot ginn -, dass dat europäescht Reglement iwwert d'Reconnaissance mutuelle de mesures de protection en matière civile, wat den 1. Januar 2015 a Kraaft trëtt, och zu Lëtzebuerg applicabel ass am Beräich vun der Violence domestique. Dësen Text gesäit nämlech als Konditioun fir, dass den Täter muss d'Méiglechkeet vun engem Recours hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op dëser Plaz och soen, dass ech mat Momenter traureg war an och deelweis schockéiert iwwert de Verlaf vun der öffentlecher Debatt a virun allem iwwert d'Berichterstattung vun de Medien an deem Dossier.

Hei ass sech och zum Deel op Problemer fokusséiert ginn, déi net esou waren, wéi se duergestallt gi sinn. Et ass villes falsch diskutéiert ginn, an duerfir wëll ech soen, dass ech bedaueren,

dass mer esou vill Zäit verluer hunn an deem Dossier hei.

Dir wësst, dass ech keng Konfrontatioun scheien. Ech hunn et och ni gemaach, an duerfir wéilt ech och op e puer Kritiken um Projet zréckkommen. Zum Beispill de Rappel à la loi, deen ëmmer erëm gefrot ginn ass. En ass aus dem Text erausgeholl ginn, well d'Police souwisou bei all Infractioun, déi se feststellt, esou e Rappel à la loi mécht, a well an deem spezielle Fall hei dem Auteur souguer nach am Procès-verbal en Text virgeluecht gëtt, wou e muss ënnerschreiwen, dass en och doriwwer informéiert ginn ass.

Dann d'Fouille corporelle, wou laang driwwer diskutéiert ginn ass, wou gesot ginn ass, dat kënne mer net maachen, dat ass démesuréiert. Eng Fouille corporelle, déi gëtt normalerweis vun der Police just ugewannt, wann et drëms geet, fir Drogen ze sichen, oder wann et drëms geet, Waffen ze fannen. Dir kënnt net d'Fouille corporelle uwennen, wann et drëms geet, engem e Schlëssel oder eng Fernsteierung vun enger Paart ofzehuelen.

Leschte Problem, op deen ech wëll agoen a wou ech och wierklech en Deel vun de Kritiken akzeptéieren, ass de Problem vun dem Schutz vun de Kanner, déi am Stot liewen, an engem Stot, wou Gewalt ausgeübt gëtt. Et ass wahrscheinlech de wichtegste Punkt an deem Ganzen. Et muss een awer ënnerscheeden op där enger Säit tëscht den Intérête vun de Kanner an op där anerer Säit der Sécherheet vun de Kanner.

Am Intérêt vun de Kanner hat d'Chamber an hirem Amendement vum 27. Mäerz vun dësem Joer virgesinn, dass den Auteur während der Dauer vun der Ewechweisung kee Kontakt méi dierft mat de Kanner hunn. De Statsrot huet sech deem formell opposéiert. Ënner anerem, well en Zweifel driwwer hat, dass esou eng Mesure an alle Fäll am Intérêt vun de Kanner war. D'Sécherheet vun de Kanner ass a bleift awer garantéiert doduerch, dass d'Jugendschutzgesetz vun ´92 sech an alle Fäll applizéiert an dass de Jugendriichter jo och wierklech kann d'Mesure de garde provisoire huelen.

Et ass kloer, dass d'Kanner no der Revisioun vum Jugendschutzgesetz, déi am Projet de loi 5351 virgesinn ass, nach besser geschützt wäerte ginn. An duerfir wéilt ech mech och de Virriedner uschléissen a soen, dass ech frou wier, wann d'Chamber, also wann d'Commission juridique dee Projet géif prioritär behandelen.

De Statsrot huet déi zwee Projeten, also deen heite vun der Ewechweisung an dee vun der Reform vum Jugendschutz, och ëmmer als komplementär ugesinn an duerfir plädéiert, fir se zesummen ze evakuéieren. Vu dass déi Diskussiounen iwwert de Jugendschutz awer elo schonn zënter enger Zäit broochleien, bleiwen ech der Meenung, dass deen heite Projet, also eist Gesetz hei, awer esou séier wéi méiglech soll gestëmmt ginn, well mer awer net nach do wëllen zousätzlech Zäit verléieren, wou mer awer trotzdeem e verbessert Gesetz kënne virleeën an doduerch d'Rechter vun den Affer vun häuslecher Gewalt wierklech kënne stäerken.

De Volet vun de Kanner, dee soll da méi intensiv gekuckt ginn am Kontext vun der Reform vum Jugendschutz. An dann, nach eng Kéier, wa Kanner direkt Affer sinn, spillt jo souwisou d'Ewechweisung, a wa Kanner Zeien, also indirekt Affer sinn, da kann de Jugendriichter intervenéieren opgrond vun der aktueller Gesetzgebung. Mir sinn also net, wéi heiansdo gesot ginn ass, an engem Vide juridique.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Gesetzgebung iwwert d'häuslech Gewalt ass - Madame Loschetter, erlaabt mer ze soen -, net Standard. Se gehéiert zu deene beschte Gesetzgebungen, déi mer hei an Europa hunn. An Dir hutt alleguer haut d'Geleeënheet duerch Äre Vote, fir se nach besser ze maachen, mä et bleiwen awer eng Partie Froen opstoen.

Éischtens: Wie këmmert sech ëm d'Famill no der Ewechweisung? Wie këmmert sech ëm d'Familljen, wann d'Police am Asaz war an et ass awer net zu enger Ewechweisung komm? A wa mer da gesinn, dass en Täter dräi-, véier-, souguer fënnefmol ewechgewise ginn ass, muss een dann net awer effektiv iwwer aner Mëttelen nodenken, notamment zum Beispill eng obligatoresch Therapie?

Da gëtt et och Männer, déi Affer si vun häuslecher Gewalt, déi awer oft zécken, fir sech ze manifestéieren, well se sech schummen. Ech hoffen, dass si notamment duerch de Service infoMann déi néideg Ënnerstëtzung kréien an och Akzeptanz an der Gesellschaft fannen.

An den nächste Méint a Jore musse mer op déi dote Froe ganz sécher Äntwerte fannen an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren. Eng absolut Noutwendegkeet kann een awer haut schonn uschwätzen: Dat ass d'Preventioun. Wa mer häuslech Gewalt oder Gewalt am Allgemenge wëlle bekämpfen, da musse mer méi aktiv ginn an der Preventioun. Da musse mer d'Leit, also d'Kanner an déi Erwuessen, erëm zréckféiere bei eng Kultur vun engem respektvollen Ëmgang mateneen, ënnerteneen, am Zesummeliewen doheem, an der Gesellschaft, do, wou Problemer iwwer aner Weeër wéi Gewalt sollen a musse geléist ginn.

Ech wéilt an deem Kontext just kuerz, wann Der erlaabt, e puer Initiative vun eisem Ministère uschwätzen, déi an déi Richtung ginn. Mir hu gëschter eng Etüd virgestallt - d'Madame Polfer war dorobber agaangen -, eng wëssenschaftlech Etüd beim CRP-Santé, déi mer do an Optrag ginn hunn, fir de Phenomeen vun der häuslecher Gewalt ze analyséieren, virun allem fir ze kucken: Wat sinn d'Ursaachen? Duerch wat gëtt déi häuslech Gewalt ausgeléist? Wou kënnt se vir? - Fir dass mer och besser kënnen an Zukunft eis Politik dorobber ausriichten.

Da probéiere mer awer, och nei Weeër ze goen. Der musst wëssen, wa mer elo kucken, vun all den Ewechweisungen, déi passéieren, sinn een Drëttel Lëtzebuerger, een Drëttel si verschidde Communautéiten an een Drëttel sinn an der lusophoner Populatioun. An do hu mer eis gesot, dass mer musse vill méi eng geziilt Opklärung maachen, grad do. An dat maache mer elo ab dem September, wou mer op verschiddene Plazen am Land wäerten en interaktiivt Theaterstéck, dat extra fir deen Zweck geschriwwe ginn ass, opféieren, wou dat Gesetz iwwert dee Wee der lusophoner Populatioun méi no bruecht gëtt, a fir op déi Aart a Weis den Débat och bei hinnen am Fong geholl unzekuerbelen. An et wäerte sécher duerno och nach aner Projete komme mat anere Communautéiten.

Dann eng ganz wesentlech Roll an der Preventioun kann och deen neie Plan d'action d'éducation sexuelle et affective spillen, deen de 17. Juli virgestallt gëtt, a wou gläich véier Ministèrë mat implizéiert sinn: d'Santé, d'Famille, de Ministère de l'Éducation an och mir. Ech wëll och elo net méi am Detail op all eis Opklärungsaarbechten, Broschüren, Konferenzen, Informatiounen agoen. Dat kënnt Der alles bei eis um Internetsite „violence.lu" fannen.

Ech wéilt just zum Schluss nach kuerz op Är Froen agoen. Et war vun der Madame Andrich déi Saach ugeschwat gi vum Certificat médical. Ech hat mam Gesondheetsminister dodriwwer geschwat, et ass anscheinend e Problem vun Nomenklatur. Dofir kann dat de Moment net iwwerholl ginn, mä hie schafft awer dodrun an e sicht och do no enger Léisung.

Da war vun engem Numéro d'appel d'urgence geschwat ginn. Ech mengen, dat sollt wierklech den 113 bleiwen, dat ass déi Nummer, déi d'Leit am Kapp hunn, do sollt een net elo d'Leit duerjernee maachen nach mat villen aneren Nummeren.

Da war vun der Madame Loschetter iwwert de Budget Rieds gaangen. Ech mengen, Dir wësst, Madame Loschetter, dass mer vun eisem Ministère aus vill Suen och an déi Servicer do stiechen, fir dass déi kënne gutt fonctionnéieren. Ech géif emol woen ze behaapten, méi wéi an anere Länner.

De Samu social, also souwäit wéi ech weess, war e Pilotprojet vun engem Samu social. Dee Pilotprojet ass evaluéiert ginn. Do ass erauskomm derbäi, dass dee relativ vill kascht huet, dass et relativ schwéier war ze organiséieren, och virun allem iwwer Land, virun allem och, fir eng Permanence ze assuréieren, och nuets. Mä ech mengen, et kann een awer gären doriwwer nodenken, ob een e Samu social speziell fir eng Ewechweisung kann afëieren. Dat muss een da kucken.

An da wëll ech soen, dass mer zwar elo kee spezifescht Männerheem hunn, Här Kartheiser, mä mir hunn de Service infoMann elo an enger éischter Phas emol geschafen als Ulafstell fir Männer, déi an enger Situation de détresse sinn, a mir wäerte ganz sécher, wann de Besoin besteet, och kucken, fir Foyeren ze schafen, wou esou Männer kënnen ënnerdaach kommen. Verschidde Strukture bidden dat schonn un, also elo net de Foyer Ulysse, wou och Männer, déi Affer sinn, kënne gehollef kréien.

(Interruption)

Sou, léif Deputéierten, eigentlech misste mer eis alleguer schummen, hein, well mer en Deel si vun enger Gesellschaft, déi sech jo wëllt esou modern an esou fortschrëttlech ginn, an där awer häuslech Gewalt quasi zum Alldag vu ville Leit, virun allem vun ëmmer méi Leit gehéiert. Dat ass eng Schan an dat dierfe mer och op kee Fall akzeptéieren.

Et ass awer och ganz kloer, dass dat Gesetz, wat mer elo hoffentlech hei an engem ganz breede Konsens gestëmmt kréien, just een Element ass an der Bekämpfung vun der Violence domestique. Et ass een Instrument ënner villen, déi mussen zesummespillen. Mä et ass awer dat Instrument, dat Dir elo direkt an Ären Hänn hutt an dat Dir haut kënnt duerch Äre Vote optimiséieren. An duerfir wär ech frou, wann dat Gesetz hei mat enger ganz grousser Majoritéit géif ugeholl ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Et ass gär geschitt.

M. le Président.- Merci der zoustänneger Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6181 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6181 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par Mme Josée Lorsché), Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt fir de Moien, dem Projet de loi 6547, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Austausch vu Quote bei Gasen, déi zum Dreifhauseffekt bäidroen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech weess, dass d'Zäit elo fortleeft. Ech maachen et och ganz kuerz. An deem virleiende Projet de loi soll eng zäitlech begrenzten Derogatioun vun der europäescher Direktiv N°87 aus dem Joer 2003 ëmgesat ginn. Si berout op dem europäesche Beschloss N°377 aus dem Joer 2013 a si traitéiert den Handelssystem vun den Dreifhausgasemissiounen am Beräich vun der Aviatioun.

Den internationale Loftverkéier huet an de leschte Jore staark zougeholl. A well duerch dëse Verkéier ëmmer méi CO_2-Emissiounen emettéiert ginn, soll e weltwäit gëltege System fir d'Reduktioun vun dem CO_2 opgebaut ginn, an dat aus der Iwwerleeung eraus, dass all Wirtschaftssecteur, och de Loftverkéier, sech un dësem Reduktiounsprozess bedeelege muss.

Am Joer 2012, also d'lescht Joer, huet de Loftverkéier wuel zu 2% vun de weltwäiten Emissiounen zougedroen. Dat waren awer scho 650 Milliounen Tonnen, an et gëtt geschätzt, dass dëse Wäert klëmmt op 1,5 Milliarden am Joer 2025. Mëttlerweil musse sech all Fluchgesellschaften, déi e Vol bannent der Europäescher Unioun duerchféieren, un dem Handelssystem finanziell bedeelegen.

D'Europäesch Kommissioun ass och gewëllt, d'Fluchgesellschaften, déi aus Drëttstaten an der Europäescher Unioun landen oder erëm fort starte wëllen, och an de System mat anzebauen. Mä déi wiere sech. Op der 38. Versammlung dëst Joer zum internationale Fluchverkéier, déi vu September bis Oktober ofgehale gëtt, steet dofir d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen am Mëttelpunkt.

Mat dem virleiende Projet de loi, dee vun dem delegéierte Minister fir déi nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen de 4. Mäerz 2013 hei an der Chamber déposéiert ginn ass, soll d'Uwendung vun den Artikelen 20 an 21 aus dem Gesetz vum 23. Dezember 2004, dat een Handelssystem mat den Dreifhausgasemissiounen aféiert, ausgesat ginn - zäitlech ausgesat ginn.

Kuerz nach de Gesetzestext selwer. Den éischten Artikel weist drop hin, dass keng Sanktioune géint bestëmmte Fluchgesellschafte geholl ginn, déi Fluchbewegungen an de Joren 2010, ´11 an ´12 aus der Europäescher Unioun eraus oder a si eran duerchgeféiert hunn. Dës zäitlech begrenzten Décisioun gëllt fir déi Gesellschaften, déi keng gratis CO_2-Quote fir hir Fluchbewegungen am Joer 2012 kritt hunn. Wa se der kritt hunn, musse se awer déi erëm zréckgi bis zum 27. Mee 2013.

Den Artikel 2 preziséiert do e bësselche méi genau. All EU-Memberstate läschen déi CO_2-Quote fir all Fluchbewegungen am Joer 2012, wéi se am Artikel 1 viséiert sinn, wa se entweder net délivréiert goufen a wa se livréiert goufen, awer och duerno erëm zréckgeliwwert ginn. Eng relativ technesch rechneresch Operatioun.

Duerch dës Annulatioun versteeën d'EU-Staten eng reduzéiert Zuel vun CO_2-Quote fir 2012 an droen dobäi och zur CO_2-Emissioun (veuillez lire: an droen dobäi och zur CO_2-Emissiounsreduzéierung bäi). Dës Reduktioun ass proportional der Zuel vun den CO_2-Quoten aus dem Fluchverkéier an eiser Europäescher Unioun. Dat bréngt natierlech mat sech, dass d'Unzuel vun den CO_2-Quoten, déi fir d'Stee an dësem Joer virgesi sinn, un dës Entwécklung ugepasst ginn. Deemno eng rechneresch Operatioun, fir ze reduzéieren.

Den Artikel 3 seet da ganz genau nach, déi annuléiert CO_2-Quoten aus dem Loftverkéier ginn dann net an der Rechnung vun den CO_2-Zertifikater an dem Rumm vun dem genannte Gesetz aus dem Joer 2004 berücksichtegt.

Den Artikel 4 weist nach drop hin, dass dësen Text, dee mer haut stëmme wäerten, seng Wierkungen ab dem 24. Abrëll dëst Joer entfale kann.

Kuerz nach de Statsrot. A sengem éischten Avis vum 30. Abrëll hat hien e puer berechtegt Froen opgeworf. Mat den Textformuléierungen, déi mir an der Kommissioun ugeholl hunn, an duerch den Avis complémentaire vum Statsrot vum 18. Juni konnt dunn de Rapport geschriwwe ginn, Dir konnt dee virliesen. Op all Punkt ginn ech net an, et géif ze wäit goen.

Just d'Chambre des Salariés huet hiren Avis eraginn den 8. Mäerz, an d'Chambre de Commerce de 6. Mee. Si ware mat dem Projet de loi averstanen.

Lescht Wuert: Déi Europäesch Kommissioun betount, an ëmmer erëm betount se dat, dass de gewënschten Handelssystem mat den CO_2-Zertifikater am Loftverkéier derfir suergt, dass all Tonn CO_2 elo e Präis muss kréien, well domadder och dann déi néideg finanziell Moyene bereetgestallt ginn, fir à la longue de Klimawandel ze bekämpfen. A mat dësen dach méi techneschen Detailer um Schluss vun haut de Moie bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen, pertinente Bericht. Ech wäert och relativ kuerz bleiwen. Am Dezember d'lescht Joer hate mer jo hei eigentlech dat Gesetz vun 2004 modifizéiert. Bei deem Gesetz hu mir als demokratesch Fraktioun dergéint gestëmmt. Ech hunn dat och deemools en long et en large motivéiert, well ech ënner anerem och monéiert hunn, datt dat modifizéiert Gesetz vun 2004 kee Plus wier fir de Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg an och déi Chancen, déi eventuell de Klimaschutz géif fir d'Ekonomie bréngen, net géife genotzt ginn.

Bon, ech mengen, eleng schonn eng Ursaach, e Gesetz, dat mer net gestëmmt hunn, en Zousaz zu esou engem Gesetz, do gesi mer och elo

net direkt eng Ursaach, fir do dann den Accord ze ginn, mä et geet awer doriwwer eraus. Ech mengen, hei ass elo e bësse méi den internationale Kontext vum - géif ech soen - Kyoto-Accord. A mir wësse jo, datt awer d'Emissiounen am Loftfahrtberäich enorm och zu den CO_2-Emissioune bäidroen. An dat war eigentlech sënnvoll, fir dat an deen Accord anzeschreiwen, mä elo kréien do ebe verschidde Länner… Et ass jo e globale Problem, dat heescht, et ass eigentlech och d'Absicht, fir dann eng global Solutioun ze fannen.

Mir hunn hei eng europäesch Solutioun fonnt, mä se hunn awer a Länner ausserhalb vun Europa, déi net domadder d'accord sinn, déi eng Extrawurscht wëllen, déi also eben elo, och wann zäitlech, mä awer elo eben erausgeholl ginn aus deem Accord. An ech mengen, dat ass also net am Sënn vum Klimaschutz, net am Sënn vun de Reduktioune vum CO_2. Duerfir wäerte mir och hei also net deem Projet haut eis Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt den Här Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei kéint een effektiv eng radikal Positioun anhuelen a soen, d'EU huet den ETS-System erweidert op d'Aviatioun, op där enger Säit d'Aviatioun innerhalb vun Europa, op där anerer Säit fir all Volen, déi an Europa erakommen an erausginn, an elo solle se dat wann ech gelift duerchzéie géint all Oppositioun vun amerikaneschen a chineeseschen Airlinen, mat alle Konsequenzen, déi dat huet; dass d'Chineese vläicht keng Airbusse méi kafen an esou weider an esou fort.

Wann een awer op där anerer Säit gesäit, dass d'EU zumindest eppes bewierkt huet, doduerch, wéi de Rapporteur dat schonn a sengem Rapport gesot huet, deemnächst awer soll op där nächster IATA-Konferenz dat do zu engem wichtege Sujet ginn, wollte mir an deem hei Fall awer éischter méi eng pragmatesch Approche unhuelen a soen, dann, kommt, mir ginn deene Verhandlungen do an der IATA emol eng Chance. Well sécherlech, wann een elo zu engem internationale globalen Ofkommes géif kommen, wier dat op jidde Fall besser, wéi wann d'EU weiderhi géif eleng mat hirem ETS-System fir d'Aviatioun bleiwen. Da kann ee jo duerno nach ëmmer kucken, wéi een an Europa weiderfiert. An duerfir géife mir als gréng Fraktioun dësem Projet de loi eisen Accord bréngen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, dass een awer als Regierung soll oppassen, dass een deen anere Volet vun deem Gesetz, dee jo weiderhi bestoe bleift, konsequent ëmsetzt an déi Vole besteiert, wann ech dat emol esou däerf soen, respektiv no de Quote kuckt, déi dann innerhalb vun Europa ginn. An ech muss soen, ech war net ganz zefridde mat der Äntwert vum delegéierten Ëmweltminister (veuillez lire: mat der Äntwert vum delegéierten Ëmweltminister op d'Fro), déi ech viru Kuerzem gestallt hat, well mer gewuer gi waren, dass vu Lëtzebuerg aus och eng chineesesch Fluchgesellschaft start a lant, an déi chineesesch Fluchgesellschafte sech net nëmme wieren, fir déi Quoten ze bezuelen, wa se aus China an Europa kommen, mä och innerhalb vun Europa.

Ech mengen, dat ka wierklech net sinn, well dann hu mer eng ëmgedréite Concurrence déloyale. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir dann den delegéierten Ëmweltminister nach eng Kéier kloer an däitlech ze froen. Do ass Lëtzebuerg concernéiert, do ass eng chineesesch Firma concernéiert. An der Äntwert konnt ee verstoen, dass d'Regierung déi néideg Schrëtt géif maachen. Et war awer relativ vag gehalen an et war och e puer mol op d'Europäesch Kommissioun verwisen.

Duerfir nach eng Kéier hei mëndlech gefrot: Setze mer do konsequent dat Gesetz ëm a froe mer déi Quote respektiv bestrofe mer déi chineesesch Fluchlinn mat deene Strofen, déi am Gesetz an op internationalem Plang virgesi sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. An d'Wuert kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, dee wéi gewinnt detailléiert an ausféierlech säi Rapport gemaach huet.

Ech géif mer da just erlaben, op déi Fro ze äntwerten. Vläicht koum déi Question parlementaire vum Camille Gira eng Iddi ze fréi. Op jidde Fall kann een awer däitlech draus erausliesen, datt Lëtzebuerg do seng Verantwortung iwwerhëlt.

Als Rappel: Et ass jo esou, datt international eng Partie Staten am Numm vun hire Fluchgesellschafte sech massiv gewiert hu géint déi EU-Ofgaben do, an zwar virun allem Russland, USA, China an Indien, an dës Operateure refuséiere jo prinzipiell, um System deelzehuelen, an et ass effektiv esou, datt Lëtzebuerg Administrateur am Regëster vun enger chineesescher Fluchgesellschaft ass. An där hu mir elo rezent an, fir et prezis ze soen, de 27. Juni eng Mise en demeure zoukomme gelooss, fir se opzefuerderen, hir Zärgasen ze deklaréieren. Et sinn der net enorm vill, mä et geet ëm de Prinzip. Well wann déi eng..., wann d'Luxair muss kafe goen, da kann et net sinn, datt mir bei aneren duerch d'Fanger kucken.

Et si 4.455 Tonne fir 2012. Bei der Zuel vun de Flich: Wann ech mech richteg erënneren, ware se ënnert dem Seuil vum Tonnage, mä si waren iwwert der Zuel vun de Flich. Duerfir hu mer dann och reagéiert a mir hunn déi Tonnagë gefrot, fir déi Tonnagen ze deklaréieren. Et sinn nach zwou aner Fluchgesellschaften, déi bei eis enregistréiert sinn. Elo ass et allerdéngs esou, eng ass an der Faillite an der Tëschenzäit, a vun där anerer weess ech just, déi maachen d'Vente vu Fligeren, déi bewege just Fligeren hin an hier, soudatt déi net ënnert déi Kritäre falen.

Mä, wéi gesot, als Äntwert: Mir hunn do dat gemaach, wat néideg war, an ech wollt awer zum Schluss och Merci soe fir eng breet Zoustëmmung zu deem Projet de loi, well dat eis d'Méiglechkeet gëtt, e globalen Accord ze kréien. A wa mer dee géife kréien, hätte mer méi geschafft, wéi dat, wat mer virdrun haten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Schluss vun dëser Debatt a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6547 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6547 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 9 Nee-Stëmmen an eng Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Pierre Mellina, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Fernand Boden), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Jean Colombera.

Wëllt deejéinege seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.43 heures)

SÉANCE 45

MERCREDI, 10 JUILLET 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État
- *Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État: M. François Bausch*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. François Bausch, M. Alex Bodry et M. Lucien Lux)*
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Claude Meisch (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Alex Bodry*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Alex Bodry*

3. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)
- *Débat (suite): M. Alex Bodry (dépôt d'une motion), M. Félix Braz (interventions de M. Lucien Weiler, M. François Bausch, M. Jean-Claude Juncker, M. Fernand Boden, M. Gilles Roth, M. Lucien Clement et M. Xavier Bettel) (dépôt d'une motion), M. François Bausch (fait personnel), M. Lucien Weiler, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (M. Jean-Claude Juncker intervient), M. Jacques-Yves Henckes (M. François Bausch intervient), M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (fait une déclaration)*

4. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider, Etienne Schneider, Marc Spautz et Mme Martine Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Rapport 6565 vun der Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. D'Riedezäit ass vun der Presidentekonferenz festgehale ginn a gesäit Folgendes vir: eng Stonn fir de Rapporteur, zwou Stonne fir de Statsminister Jean-Claude Juncker, eng Stonn fir déi jeeweileg Fraktiounen, 20 Minutte fir d'Sensibilités politiques an dann nach 30 Minutte fir d'Regierung. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Roth, Meisch, Bodry, Braz, Gibéryen, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Enquêtëkommissioun, den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

1. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo schonn zënter Laangem an dësem Parlament an ech hunn och scho méi wéi eng Ried oder ee Rapport misse virdroen. Ech géif awer soen, dass dëst meng schwieregst Ried ass, déi ech bis elo hu misse maachen. Si dréint ëm de Fonctionnement oder besser gesot den Netfonctionnement vu wichtegen Deeler vun eisen Institutiounen. Et geet deemno ëm de Kär vun der Politik. Et geet ëm d'rechtsstaatlech Empfindlechkeeten an eisem Stat. Et geet ëm d'Vertrauen.

No ronn 47 intensiven, kontroversen an ustrengende Sëtzungen huet d'Enquêtëkommissioun en 140 Säite staarke Rapport majoritär ugeholl; méi prezis mat de Stëmme vun LSAP, DP, déi gréng an ADR, bei de Géigestëmme vun der CSV an der Enthalung vun déi Lénk.

Och wann et schwiereg a kontrovers war, wëll ech vun hei aus allen Deputéierte Merci soe fir hir Mataarbecht an der Kommissioun an deene leschte sechs Méint. Ee spezielle Merci geet vu mir aus awer och un den Här Besch an d'Madame Kohn, déi d'Sekretariat vun der Kommissioun assuréiert hunn. Ouni hiren enormen Asaz hätte mer dëse Rapport nimools hikritt, virun allem och net ouni hir Gedold, well et war net ëmmer einfach, eens ze ginn am Kräizfeier vun der Ausenanersetzung ronderëm dee Rapport, wou virun allem um Schluss bal ëm all Wuert gefeilscht ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. November 2012 ass an d'Öffentlechkeet komm, dass de fréieren Direkter, den Här Marco Mille, am Joer 2008 e Gespréich tëscht him an dem Premierminister mat enger Auer heemlech opgeholl huet. Dëst war den Ausléiser, deen zur parlamentarescher Enquêtëkommissioun gefouert huet. Mä deemools hätt kee

Mënsch sech kënne virstellen, dass dësen Akt nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg vun enger ganzer Serie vun Dysfonctionnementer am Geheimdéngscht war. Iwwert d'Press sinn dunn an engem impressionnante Rhythmus iwwer Wochen, jo iwwer Méint ëmmer nei Dysfonctionnementer an d'Öffentlechkeet komm.

Ech wëll och duerfir soen, dass ouni d'Press déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun nëmme ganz wéineg hätt kënne vun deem opschaffen, wat mer haut hei virleien hunn. Ech wäert och zum Schluss nach eng Kéier drop zréckkommen, well dësen Émstand ass och e Bestanddeel vun der Kommissioun hire Konklusiounen.

De 4. Dezember 2012 huet d'Chamber eng Resolutioun ugeholl fir d'Asetze vun enger parlamentarescher Kontrollkommissioun (veuillez lire: parlamentarescher Enquêtëkommissioun). Dräi Saachen huet d'Chamber där Enquêtëkommissioun als Optrag ginn: éischtens, si soll d'Méthodes opératoires vum Geheimdéngscht zënter senger Grënnung analyséieren; zweetens, si soll nokucken, ob all dës Methoden ëmmer der Legalitéit entsprach hunn; an drëttens, si soll der Chamber doriwwer e Rapport maachen, an deem déi néideg Konklusiounen dran enthale sinn.

Den 31. Januar 2013 krut d'Kommissioun eng Erweiderung vun hire Missiounen. An där Chamberssëtzung ass dunn décidéiert ginn, fir der Enquêtëkommissioun hir Aarbecht ëm folgend Elementer ze erweideren: éischtens, d'Analys vun de Missiounen, der Organisatioun an dem Fonctionnement vum Service; zweetens, d'Fro vun der Kontroll vum Service mat anzebauen; an drëttens, dës Aspekter och am finale Rapport ze berücksichtegen.

A 17 Auditiounen hunn 13 Zeien ënner Eed ausgesot. Derniewent huet d'Kommissioun och nach dräi Experten a Saache Geheimdéngscht héieren. Déi Enquêtëkommissioun hat och eng ganz Serie vu Sëtzungen am Sëtz vum Geheimdéngscht, wou mat de Responsabelen iwwer hir Missiounen, hir Modes opératoires an den interne Fonctionnement vum Déngscht geschwat ginn ass. An deem Kontext ass och iwwert de Cadre juridique vum Geheimdéngscht, déi national an international terroristesch Menace, d'Proliferatioun an de Contre-espionnage geschwat ginn.

D'Kommissioun huet sech och laang mat der fréierer Gesetzgebung vum SREL, der heiteger Gesetzgebung an hire Lacunë beschäftegt. Den Detail dovunner fannt Der am schréftleche Rapport erëm. Ech wëll mech an deem mëndlechen Deel och aus Zäitgrënn nëmme mat de Reformvirschléi beschäftege respektiv mat deenen Deeler vun der Gesetzgebung, déi onvollstänneg ëmgesat gi sinn.

D'Kommissioun huet och vun hire gesetzlechen Instruktiounsméiglechkeete Gebrauch gemaach. Si huet eng Visite sur les lieux gemaach am Geheimdéngscht, fir den ominéisen Archiv ze ënnersichen, wou zënter 1960 individuell Fichen archivéiert sinn. An den 23. Januar 2013 huet d'Kommissioun eng Mise sous scellés ordonnéiert. Während hiren Aarbechten huet d'Enquêtëkommissioun och eng ganz Rei vun Dokumenter kritt. Déi Dokumenter, wou d'Kommissioun eng strofrechtlech Relevanz vermutt huet, déi huet se dem Parquet weidergeleet.

Dës ganz Aarbecht huet d'Enquêtëkommissioun derzou bruecht, fir eng ganz Rei reell oder strukturell Dysfonctionnementer festzestellen:

- éischtens, ëmstridden operationell Methoden am Geescht vum Kale Krich an der Period 1960 bis 1990, an awer och an der Period 1991 bis 2001;

- zweetens, d'Opnahm vun engem Gespréich tëscht dem Statsminister an dem fréieren Direkter vum SREL an d'Opnahm vun engem zweete Gespréich tëscht dem Stats- an dem Justizminister vun engem fréiere SREL-Agent;

- drëttens, e Fall vu Pantouflage;

- véiertens, illegal Télefonsécouten;

- fënneftens, d'Ausféierung vun enger Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet;

- sechstens, d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premierminister, deen an de SREL integréiert ginn ass;

- siwentens, eng verdächteg Propositioun vu logistescher Hëllef fir SREL-Membere vun enger Privatfirma;

- aachtens, d'Affär vun der Wunneng vum Gérard Reuter;

- néngtens, d'Theorie vum Parallelréseau zum Stay behind;

- zéngtens, d'Affär ronderëm eng Cargo-Loftfahrtgesellschaft;

- eeleftens, Agissementer, déi de Charakter hate vun enger Police secrète;

- an zwieleftens, d'Affär ronderëm den Autosverkaf an -akaf.

Ech kommen dann zum éischte Punkt: déi Period tëscht 1960 an 1991 an d'Iwwergangsperiod vun 1991 bis 2001.

Déi Zäit vum sougenannte Kale Krich war eng ganz besonnesch Zäit. Si war gekennzeechent duerch eng staark politesch Mësstrauenskultur tëscht deenen zwee politesche Bléck. An dëst huet sech och deementspriechend op d'Gesellschaft an de politesche Fonctionnement vum Stat ausgewierkt.

Mä dës Tatsaach däerf awer net driwwer ewechtäuschen, dass während där Period net nëmmen alles suspekt war, wat an den Ae vun dëser Säit vun der Mauer als Alliéierte vun där anerer Säit vun der Mauer ugesi ginn ass, mä alles, wat iergendwéi kritesch zum Stat stoung. „Do war alles, wat net stramm konservativ war, war statsgefährdend", esou den Här Mille zum Premierminister an deem opgehollene Gespréich.

Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht hat 2008 Kenntnis dervunner kritt, dass et en Archiv gëtt. Si hat deemools allerdéngs nëmme mat Hëllef vun den Agente vum Geheimdéngscht am Archiv no Fichen am Zesummenhang mam Stay behind gekuckt.

De Statsminister war bei senger Auditioun der Meenung, dass d'Kontrollkommissioun deemools jo och schonn hätt kënnen erausfannen, wat an deem Archiv war. Dës hat allerdéngs deemools am Contraire zu him keng Indizien, wat alles an deem Archiv dra war.

Alarméiert duerch d'Ausso vum Här Mille a vum Statsminister an hirem Gespréich, huet d'Enquêtëkommissioun eng Descente sur les lieux gemaach an eng Rei geziilte Stéchprouwe gemaach, fir ze kucken, wat alles an deenen alen Archiven dran ass. Et war net esou einfach, sech an deem enormen Archiv zurechtzefannen. Ouni d'Mathëllef vun deenen heitege Responsabele vum SREL hätt ee sech kaum dran zréckfonnt.

Si huet dunn och vum Geheimdéngscht en Inventaire gemaach kritt, wat alles an deem Archiv nach haut dran ass: 4.168 Fichë vun Eenzelpersounen, op deene wierklech noriichtendéngschtlech geschafft ginn ass, 2.270 Fichë vu Personnes morales, also dat heescht vun Associatiounen oder ONGen, 6.645 Fichen, wou et nëmmen ëm eng Habilitation de sécurité gaangen ass, dat heescht ëm d'Clearence gaangen ass, dat heescht ugeluecht duerch d'Autorité nationale de sécurité.

D'Commission d'enquête huet misse feststellen, dass déi gesetzlech Basis vun 1960 extrem large interpretéiert ginn ass, jo dass souguer iwwert d'Zil erausgeschoss ginn ass. D'Kommissioun huet dunn och direkt derfir gesuergt, dass all Privatpersoun an Associatioun, déi gemengt huet, si wär an deem Archiv, dat konnt nofroen an och Accès zu hirem Dossier kritt huet.

Iwwert den Artikel 17 Paragraph 2 vum modifizéierte Gesetz vum 2. August 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel huet déi dora virgesinnen Autorité de contrôle derfir gesuergt, dass déi Leit hir Dossiere kréien. Nach net all konnte se ausgehändegt ginn, dat well den Archiv scelléiert ginn ass. Mä dat wäert awer geschéien.

30 betraffe Leit, déi hir Dossiere scho kritt hunn, hunn der Kommissioun e Bréif geschriwwe mat enger Beschreiwung vun hiren Dossieren an hire Fuerderungen. Déi meescht Saachen, déi do gefuerdert ginn, sinn och an de Recommandatioune vun der Kommissioun zréckbehale ginn.

D'Kommissioun huet och eng Lëscht mat Nimm vun enger ganzer Rei vun Associatiounen eraginn an huet de SREL beoptraagt ze kucken, ob iwwert dës Associatioune Fichen ugeluecht gi sinn. D'Resultat ass, dass iwwer enorm vill Associatiounen an ONGe Fichen ugeluecht waren. De Spektrum geet vun der Kommunistescher Partei, LCR, iwwert de Friddenscomité, Ligue des droits de l'Homme, Jeunesse socialiste, Jeunesse ouvrière catholique bis zu Greenpeace a Mouvement écologique.

Et ass ze soen, dass sécherlech net iwwer all Associatioun oder ONG detailléiert Fichen do dra sinn. Bei enger ganzer Rei, fir net ze soe bei ville reduzéiert de Fichier sech kloer op Zeitungsartikelen, mä bei anere geet et awer vill méi wäit. D'Kommissioun huet keng Detailanalys vun deene Fichë gemaach. Hir Aarbecht huet sech op e ganz limitéierten Échantillon vu Fichë reduzéiert.

D'Commission d'enquête ass dann och der Meenung, dass dësen Archiv op kee Fall däerf zerstéiert ginn, mä dass e soll un de staatlechen Archiv weidergeleet ginn. D'Commission d'enquête ass och der Meenung, dass en onofhängegen Expert oder onofhängeg Experten dat Ganzt sollen historesch opschaffen an dass d'Resultater dovu solle veröffentlecht ginn.

Guer net konnt d'Enquêtëkommissioun déi Phas tëscht '91 an 2001 analyséieren. Et war eng Phas, wou de Geheimdéngscht ganz sécher an enger Identitéitskris war, well de fréiere Feind net méi existéiert huet. D'Kommissioun konnt och duerfir net méi kucken, ob no 1991 eng Ännerung an der Virgehensweis komm ass oder ob net nach weidergefuer ginn ass an där nämlechter Logik. Duerch d'Pressekonferenz vun deenen 30 betraffene Leit ass bekannt ginn, dass zumindest op enger Persoun nach bis 1996 geschafft ginn ass.

D'Commission d'enquête bedauert och, dass de fréieren Direkter, den Här Mille, 2004 eng Säuberung vum Archiv ugeuerdnet huet, wou vill Dossieren einfach zerstéiert gi sinn, dorënner och Fichiere vu gewieltenen Deputéierten. Déi deemools grad agefouert parlamentaresch Kontrollkommissioun ass och net vum Direkter iwwert déi Aktioun informéiert ginn. D'Enquêtëkommissioun konnt och net identifizéieren, wéi vill stéierend Dossieren op dës Aart a Weis verschwonne sinn.

Zweetens: den Auerenenregistrement vun engem Gespréich tëscht dem Här Mille an dem Statsminister.

Den 31. Januar 2007 huet den Här Mille de Statsminister mat der Auer opgeholl. Laut Aussoe vum Här Mille, dem Här Schneider an awer och dem Agent André Kemmer an den Auditioune war awer nach eng wichteg Sëtzung virdru beim Statsminister, déi och zur Décisioun - laut hinnen - vun der Aueropnahm gefouert huet a wou et och ëm déi cryptéiert CD gaangen ass, wou laut enger Source e Gespréich tëscht dem Statsminister an dem Grand-Duc drop sollt sinn.

An der éischter Sëtzung hätt de Premier ganz negativ a violent op d'Informatioune vun de SREL-Leit reagéiert, an dëst hätt d'Vertrauensbasis mam fréieren Direkter staark erschüttert. Dës Sëtzung wär, wéi se eis erklärt hunn, ausgesot hunn, total schifgaangen. Aus zwee Grënn hätt den Här Mille dunn décidéiert, nach eng Sëtzung ze beantragen, an dunn och décidéiert, de Premier mat der Auer opzehuelen: éischtens, fir senge Mataarbechter ze beweisen, dass hien dem Premier déi nämlecht Faiten effektiv nach eng Kéier géif rapportéieren; an zweetens, fir de Beweis ze erbréngen, dass de Premier d'Écoute op den Techniker M., wou jo d'Riichtere keng Erlabnis ginn haten, fir déi ze maachen, dass hien déi ginn hätt. Och den Här Kemmer ass dervun ausgaangen, dass de Premier déi Écoute op den M. erlaabt hätt.

Den Här Mille huet och erklärt, dass déi Source M. scho laang eng Source fiable vum Service gewiescht wär. Den Här Mandé huet ausgesot, de Premier hätt d'Impressioun gehat, déi dräi Beamte wéilten hien erpressen.

Et gëtt och aner Elementer, déi drop hiweisen, dass dat kéint sinn. De 4. Dezember 2012 sot de fréieren Operatiounschef Frank Schneider an enger Sëtzung mat engem héije Fonctionnaire vum Statsministère, hien hätt eng Kopie vun där CD - wat iwwregens e seltsame Virgang ass, dass e fréiere Mataarbechter vum Geheimdéngscht klassifizéiert Material konnt erausschleefen -, an en huet duerchblécke gelooss, hie wéilt dës CD mat sengen eegene Moyenen entschlëssele loossen. An engem Bréif, deen e virdrun un de Statsministère geschriwwen huet, huet hien och gedroht an déi national an international Press ze goen.

An enger Note vum 8. Juli 2008 hat schonn e Fonctionnaire vum Wirtschaftsministère virun de Geforen, déi vun dësem Beamten ausginn, gewarnt. An ech zitéieren: «Il faut tenir compte du fait que M. Schneider était directeur des opérations du SREL pendant huit ans et va très probablement, en tant que défense désespérée, essayer d'utiliser des informations dont il a eu connaissance durant cette période contre des décideurs.»

D'Enquêtëkommissioun muss leider feststellen, dass net versicht ginn ass, Luucht an déi Affär do ze bréngen. Et ass sech sukzessiv de verschiddene Mataarbechter, den Acteuren entleedegt ginn, ouni dass versicht ginn ass, hiren dubiose Rôle an där Affär opzeklären. Am Moment leeft eng Enquête judiciaire ronderëm déi Affär, an duerfir konnt d'Enquêtëkommissioun net weider recherchéieren.

Déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun huet sech awer och am Detail mam Flux vun den Informatiounen tëscht dem Premierminister an der parlamentarescher Kontrollkommissioun a puncto Auerenopnahm interesséiert, a si huet dozou Folgendes festgestallt:

Am Dezember 2008 ass de Premier gewuer ginn, dass hie vum Här Mille mat der Auer opgeholl ginn ass.

Während dem Mount Mäerz 2009 huet de Premier den deemolege President vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, de Charles Goerens, a säi Büro geruff, fir hien iwwert de Virgang ze informéieren, an en huet em och Extraitë vum Band am Hannergrond virgespillt.

Während dem Mount Mee 2009 huet de Charles Goerens déi aner Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun mëndlech informéiert, dass de Premier mat enger Auer opgeholl gi wär.

Ufank Juni 2009, e puer Deeg virun de Chamberswahlen, huet de Premier selwer d'Memberen iwwert de Virgang informéiert, ouni hinnen awer ze soen, ëm wat et am opgehollene Gespréich gaangen ass. D'Kommissiounsmembere waren entsat an hu vun enger graver Violatioun am Vertrauensverhältnis mam Premier geschwat.

Am Oktober 2009, no de Chamberswahlen, bei der Constitutioun vun der neier Kommissioun huet den neie President vun der Kontrollkommissioun déi nei Kommissiounsmemberen iwwert de Virgang informéiert.

Den 3. Dezember 2009 huet de Premier der neier Kommissioun erkläert, wien de Successeur vum Här Mille géif ginn. An där Sëtzung ass vun de Kommissiounsmemberen d'Fro vun den Disziplinarmoossname géint den Här Mille opgeworf ginn. An där Sëtzung huet de Premier de Kommissiounsmemberen erkläert, dass den Här Mille him vun enger anonymer Source geschwat hätt, déi eng CD bruecht hätt, wou e Gespréich tëscht him an dem Grand-Duc drop wär a wou et ëm de Bommeleeër géif goen. Hie sot dunn, dass dëst net seriö wär, well esou e Gespréich hätt an deem Sënn ni stattfonnt.

An enger weiderer Sëtzung, déi lescht mam Här Mille, ass hie selwer vun engem Kommissiounsmember op d'Auerenaffär ugeschwat ginn. Als Reaktioun dorop kruten d'Memberen nëmme ganz iwwerflächlech Äntwerten. D'Kontrollkommissioun ass och zu kengem Moment vum Premier informéiert ginn, dass hien dem Här Mille och nach e Congé sans solde pour des raisons professionnelles accordéiert huet.

An der Sëtzung vum 30. November 2012 vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, nodeems en éischten Deel vum Gespréich tëscht dem Premierminister an dem Här Mille an der Press ofgedréckt gi war, huet dës Kommissioun de Statsminister gefrot, fir déi CD ze kréien. D'Kommissioun krut du geäntwert, de Premier hätt dës CD net méi, e géif se net méi erëmfannen. Et war dunn de Chefredakter vum „Lëtzebuerger Land", deen der Kommissioun eng Kopie vun der CD iwwerreecht huet mat deem Gespréich drop.

D'Enquêtëkommissioun kann nëmme bedaueren, dass de Statsminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net exhaustiv informéiert huet, dass de Statsminister d'Affär net bei de Justizautoritéiten dénoncéiert huet an dass de Statsminister keng disziplinaresch Suitë géint den Här Mille ageleet huet. De Premierminister huet erklärt, dass hie keng disziplinaresch Suitë géint den Här Mille ënnerholl huet, well e gefaart huet, dëst kéint dem Service schueden, virun allem och am Zesummenhang mat auslännesche Servicer.

De Procureur général Robert Biever huet an der Auditioun vum 5. Februar gemengt, d'Obligatioun, fir déi illegal Opnahm mat der Auer bei de Justizinstanzen ze mellen, hätt och fir d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun bestane vun deem Moment un, wou se dervu woussten.

Drëttens: e konkrete Fall vu Pantouflage, d'Schafung vun enger privater Sécherheetsfirma vum fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht, den Här Schneider, huet am Joer 2008 aus dem Geheimdéngscht eraus eng privat Sécherheetsfirma opgebaut. Hien huet duerfir geziilt intern Informatioune benotzt. An deem Joer ass och am Ministère de l'Économie eng Diskussioun gefouert ginn, inwieweit de Geheimdéngscht eng speziell Branche sollt aféieren, fir dem Ministère de l'Économie zur Säit ze stoen, wann et ëm d'Protektioun vum Patrimoine économique géif goen.

Den Här Schneider huet dem Minister offen ugebueden, dass dëst kéint spéider iwwer seng Privatfirma lafen. Besonnesch krass ass, dass den Här Schneider och eng vu senge Sourcen am Geheimdéngscht benotzt huet, fir spéider de gréissten Aktionär oder en décken Aktionär vu senger Firma Sandstone ze ginn.

Ganz besonnesch krass ass och, dass de fréiere Chef d'opérations net nëmmen op säi Geheimdéngschtwëssen zréckgegraff huet, fir seng Pri-

vatfirma opzebauen, mä carrément als geheim klassifizéiert Dokumenter benotzt huet fir seng privat Interessen. Dëst ass an enger Note circonstanciée vum 4. Juli 2008 un de Wirtschaftsminister kloer festgehale ginn. De wichtegsten Extrait aus där Note ass am schréftleche Rapport nozeliesen.

De fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht behaapt och nach haut, dass seng Firma Sandstone net nëmme kloer eng quasi parastaatlech Legitimatioun hätt, mä dass de Stat seng Firma souguer finanziell ënnerstëtzt hätt. Aus enger eidesstattlecher Erklärung, déi den Här Schneider am Kader vun engem Prozess an Israel am Oktober 2012 ofginn huet, geet ervir, dass en do seng Firma als verlängerten Aarm vun der staatlecher Politik am Beräich Sauvegarde du patrimoine économique uginn huet.

An engem Interview op enger Lëtzebuerger Radiosstatioun den 28. Juni dëst Joer, huet hie weider behaapt, seng Privatfirma hätt Ënnerstëtzung kritt vun dem Stats-, dem Finanz- an dem Wirtschaftsministère.

Sougutt de Premierminister wéi och all aner Stellen am Finanzministère soen, dass dat alles net géif stëmmen, dat heescht, dass Sandstone zu kengem Moment eng staatlech Ënnerstëtzung kritt hätt an dass de Stat och näischt mat där Firma ze dinn hätt.

Besonnesch problematesch ass, dass d'Grënner vu Sandstone geheimdéngschtlech klassifizéiert Dokumenter benotzt hunn, fir de Businessplang vun hirer Firma opzestellen. Dëse Fait ass och schonn de 4. Juli 2008 vun engem héije Beamte vum Wirtschaftsministère an enger Note u säi Minister festgehale ginn.

Et war also schonn der Administration gouvernementale am Joer 2008 kloer, wat de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht amgaange war ze dréinen. Et gëtt awer och Aussoen, dass d'Grënnung vum Här Schneider senger Firma eng elegant Léisung gewiescht wär, fir e lasszeginn.

Iwwregens schéngt eng ähnlech Strategie och gefouert ginn ze sinn, fir den Här Kemmer zu där Zäit lasszeginn. Den Här Mandé op alle Fall huet dat a senger Auditioun esou duergestallt. En huet gemengt, dem Här Kemmer säin Transfert an de Wirtschaftsministère wär och do eng elegant Manéier gewiescht, fir en am Geheimdéngscht lasszeginn.

D'Enquêtëkommissioun bedauert ganz staark, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun fir de Geheimdéngscht zu kengem Moment iwwert déi dote Virgäng an Dérapagen informéiert ginn ass.

Véierte Punkt: déi illegal Interceptioune vun Télefonsgespréicher.

Do ass fir d'Éischt déi op den Techniker M. Déi war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun Geheimdéngscht am November 2012 entdeckt ginn an och mat den néidege Schréftstécker un d'Justizinstanze gemellt ginn. Hei huet den Här Mille jo de Premier an deem opgezeechente Gespréich doriwwer informéiert. An e behaapt, de Statsminister hätt hinnen do d'Erlaabnis ginn. Et gëtt awer kee Schréftstéck, wat beleet, esou wéi et an der virgeschriwwener Drénglechkeetsprozedur virgesinn ass, dass de Statsminister ënnerschriwwen huet. De Statsminister seet och, hie géif dervun ausgoen, dass den Här Mille hie bewosst an deem Gespréich irgefouert hätt.

D'Enquêtëkommissioun konnt dës Affär net weiderverfollegen, well d'Justizinstanzen an der Tëschenzäit eng Enquête opgemaach hunn. Déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun (veuillez lire: parlamentaresch Kontrollkommissioun) vum Geheimdéngscht ass net iwwert dee Virgang informéiert ginn.

Am November 2012 huet de Premierminister dunn de Geheimdéngscht och nach beoptragt, all Écoutë vun 2000 u bis haut, also bis d'lescht Joer, pardon, Dezember 2012 ze iwwerpréiwen. Dobäi hunn déi Responsabel vum Geheimdéngscht weider fënnef Télefonsécoutë fonnt, wou net déi noutwendeg riichterlech Autorisatioun virlouch. Den Här Heck huet och déi mat den néidegen Ënnerlagen un d'Justizinstanze viruginn.

Fënneftens: eng Aktioun, déi de legale Kader dépasséiert huet.

Am Joer 2007 huet de fréiere Chef d'opérations vum Geheimdéngscht eng Aktioun lancéiert, déi, esou schéngt et, am Ufank zumindest, der Definitioun vun de Missioune vum Geheimdéngscht entsprach huet, mä en cours de route ganz kloer an de strofrechtleche Kader gepasst huet, also näischt méi mat de Missioune vum Geheimdéngscht ze dinn hat. Et ass herno ëm Escroquerie gaangen, ëm d'Verschwanne vun zéng Milliounen Euro a fir ze versichen dës Suen nees bei de Propriétaire dovunner ze rapatriéieren.

Doriwwer eraus gëtt et och hei de Verdacht, dass versicht ginn ass, un eng Prime ze kommen, déi ausgesat gi war am Fall, wou déi Suen erfollegräich kéinte rapatriéiert ginn. Dës Missioun hat kloer de legale Kader vum Geheimdéngscht iwwerschratt a war och souguer ganz kloer geféierlech. Iwwert den Här Mandé ass de Statsminister vun der Missioun gewuer ginn an en huet se och dunn direkt stoppe gelooss.

D'Enquêtëkommissioun stellt hei d'Fro, firwat dass de Statsminister deem Ganze keng juristesch Suitë ginn huet a firwat keng disziplinaresch Moossname getraff gi sinn. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun Geheimdéngscht ass och net iwwert deen Dysfonctionnement informéiert ginn.

Sechstens: d'Roll vum fréiere Chauffeur vum Premier am Geheimdéngscht.

Am Joer 2006 ass dem Premier säi laangjährege Chauffeur, den Här Roger Mandé, an de Geheimdéngscht gewiesselt. De Statsminister sot an enger Auditioun, hien hätt den Här Mandé net wëllen an de Geheimdéngscht eraschleisen, mä deen hätt bei him de Wonsch geäussert, dass en dohinner wéilt schaffe goen, an dunn hätt hien en dohinner recommandéiert.

De fréieren Direkter, den Här Mille, huet an enger Auditioun awer kloer gesot, de Statsminister hätt him den Här Mandé imposéiert. An den Här Mandé selwer sot a senger Auditioun, hien hätt säi Rôle am SREL kloer als Vertraute vum Premierminister gesinn an en hätt em och Saache rapportéiert.

Am Geheimdéngscht war dat och gewosst. A verschidde Leit - déi hunn dat och hei an der Auditioun zouginn - hunn de fréiere Chauffeur vum Statsminister och du geziilt fir hir Zwecker benotzt.

Duerno krut den Här Mandé e Changement d'affectation op Bréissel. Wéi eng vun deenen Auditioune mam heitegen Direkter Patrick Heck beleet, weess haut nach keen esou richteg, wat hien do mécht. Hien huet net emol e Büro zu Bréissel.

D'Enquêtëkommissioun stellt sech hei natierlech eng Rei Froen: Wat fir eng Roll sollt den Här Mandé am Geheimdéngscht spillen? Wéi en op Bréissel mutéiert ginn ass, anscheinend als Agent de liaison zur NATO, wat war do seng spezifesch Missioun? Ass en iwwert dee Wee einfach écartéiert ginn? Bis haut krut d'Enquêtëkommissioun hei nach keng seriö an zefriddestellend Äntwert.

D'Commission d'enquête stellt fest, dass keen de Contrôle iwwert den Här Mandé huet. D'Enquêtëkommissioun fënnt déi ganz Situatioun och duerfir net tolerabel.

Siwentens: eng logistesch Ënnerstëtzungspropositioun.

Während hiren Aarbechten huet den Här Heck der Enquêtëkommissioun eng Note iwwerginn, déi se bei hire Recherchen am Service fonnt hunn. Aus dëser geet ervir, dass eng Privatfirma dem Geheimdéngscht gratis seng Fliger, seng Hoteller an och nach aner logistesch Ënnerstëtzung ugebueden huet. Als Contrepartie hätt se gären en diskreten an direkten Zougang zu de ministeriellen Autoritéite gehat. Dat Dokument beinhalt och, dass en Agent mat sengem privaten Interlocuteur inquiétant Gespréicher iwwert de Fonctionnement vun der politescher an administrativer Welt zu Lëtzebuerg gefouert huet.

D'Enquêtëkommissioun huet hei seriö Doutten, mengt dass dës Agissementer kéinte penal Faiten duerstellen an huet dës beim Parquet dénoncéiert an och dat betreffend Dokument weidergereecht.

Aachtens: d'Wunneng, déi de Geheimdéngscht dem fréiere President vun der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt huet.

Am Joer 2008 ass den Här Reuter vum Chef d'opérations, dem Här Schneider, an dem Agent André Kemmer an enger Wunneng vum Geheimdéngscht ënnerbruecht ginn. Dës Wunneng ass vum Geheimdéngscht gelount gewiescht, fir Gespréicher mat Sourcë vum SREL kënnen ze féieren. Den Här Reuter war am Joer 2000 vun der Chamber vu sengem Posten als President vun der Chambre des Comptes suspendéiert ginn. Hien huet an der Zäit, wou e President vun der Chambre des Comptes war, och d'Konte vum Geheimdéngscht iwwerpréift. An hie war och mat zoustänneg déizäit, fir d'Écouten am Geheimdéngscht ze autoriséieren.

Den Här Reuter huet déi Zäit, wou den Här Schneider an den Här Kemmer e rekrutéiert haten, ni am offizielle Registre des sources vum Geheimdéngscht figuréiert. De fréieren Direkter, den Här Mille, huet a senger Auditioun hei vun engem Alleingang vun den Agente Schneider a Kemmer geschwat. Hien huet gemengt, dass déi zwee den Här Reuter als zukünftege Mataarbechter fir hir privat Gesellschaft Sandstone wollte rekrutéieren. Et muss ee wëssen, dass den Här Kemmer zu deem Zäitpunkt nach hätt solle mat an déi Gesellschaft goen.

Wéi de Statsminister vun där Affär gewuer ginn ass, huet e se och direkt stoppe gelooss. D'Kautioun vum Loyer ass vum Här Schneider, vun deem senger Firma Sandstone déi Wunneng iwwerholl ginn ass, ni un de Stat zréckbezuelt ginn, dat obschonn den Här Heck se méifach reklaméiert huet.

D'Enquêtëkommissioun konnt déi Affär net ganz opklären, dat ënner anerem och, well an Tëschenzäit eng Instruction judiciaire zu deem Ganzen opgemaach ginn ass. Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun ass ni iwwert déi ganz Affär informéiert ginn. Et stellt sech awer och hei nees d'Fro, firwat de Statsminister weder disziplinaresch Mesurë geholl huet nach selwer de Justizinstanzen déi Affär gemellt huet.

Néngtens: d'Theorie vun dem Parallelréseau zum Stay behind.

A verschiddenen Auditiounen ass d'Enquêtëkommissioun gewuer ginn, dass den Här Kemmer, den Här Schneider an den Här Mille am Joer 2006 de Premier- an de Justizminister an enger Sëtzung iwwer hir Theorien zu enger Parallelstruktur zum Stay behind informéiert hunn, an dass dës Struktur kéint mam Bommeleeër ze dinn hunn. Ausgangspunkt fir dës Sëtzung war awer déi sougenannten Affär Lissouba, an där et ënner anerem ëm d'Wäisswäsche vu Gelder gaangen ass. Hei handelt et sech also nees ëm en Dossier, deen iwwerhaapt net an d'Missioune vum Geheimdéngscht fält, mä bei d'Justiz gehéiert. An et ass och duerfir net verständlech, firwat de Premier net ugeuerdnet huet, dësen Dossier direkt dohinner weiderzeginn.

No villem Nofroen huet d'Enquêtëkommissioun erausfonnt, dass och dëst Gespréich mam Statsminister a mam Justizminister vun deenen dräi SREL-Leit geheim opgeholl ginn ass. Den Här Mille huet eis an der leschter Auditioun zouginn, en hätt seng CD zerstéiert an en hätt och ugeuerdnet, dass all déi aner Kopien, déi gemaach gi sinn, missten zerstéiert ginn. Den Här Kemmer huet an enger Auditioun gesot, hien hätt och de Statsminister vun dëser zweeter geheimer Opnahm informéiert. Dat widderspréicht sech allerdéngs, muss ee soen, mat enger ganzer Rei Aussoen, déi den Här Kemmer gemaach huet an aneren Auditiounen, wou en eis net wollt soen, dass déi Sëtzung opgeholl ginn ass.

D'Fro stellt sech, firwat dass dës Sëtzung och geheim opgeholl ginn ass. D'Enquêtëkommissioun geet dervun aus, dass d'Agenten och hei wollten e Beleg hunn, dass si de Statsminister iwwer hir Theorie ronderëm de Bommeleeër informéiert hunn. Si waren deemools iwwerzeegt, dass et eng Parallelstruktur, wéi och ëmmer, zum offizielle Stay behind géif ginn. A si hunn déi verdächtegt, responsabel fir d'Bommenattentater an den 80er Joren ze sinn.

Hei muss een natierlech erëm bedenken, dass de Geheimdéngscht alt nees parallell zur Justiz am Kader vun der Enquête an der Affär Bommeleeër recherchéiert huet. Firwat hunn d'Ministeren net direkt dat Ganzt un d'Justiz weidergi respektiv do intervenéiert?

Am Joer 2008 huet de Premierminister déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht beoptragt, e Spezialrapport ze maachen, fir ze ënnersichen, ob et en Zesummenhang gëtt tëscht dem Stay behind an de Bommeleeër. Zu kengem Moment kruten d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun gesot, dass déi Leit, déi mat hinne sollten zesummeschaffen, fir déi Analys ze maachen, fir alles opzeschaffen, selwer vun enger Parallelstruktur zum Stay behind iwwerzeegt waren an dass se de Ministere Juncker a Frieden dës Theorie 2006 och virgedroen haten.

D'Enquêtëkommissioun freet sech hei op en Neits, mat wéi engem État d'esprit déi politesch Responsabel d'Gesetz vun 2004 iwwert de Geheimdéngscht a säi Contrôle parlementaire interpretéiert hunn.

Néngte Punkt: de Fall vun enger Lëtzebuerger Fluchgesellschaft am Frachtberäich.

Am Abrëll 2008 huet de Chef des opérations en Dossier am Beräich Menaces contre le patrimoine économique am Kontext mat der Cargolux opgemaach. Hei ass d'Theorie opgestallt ginn, e friemt Land hätt d'Cargolux ënnerwandert, fir d'Gesellschaft futtizemaachen, fir dass se duerno kéint liicht vun engem auslännesche Konkurrent iwwerholl ginn. Dës Theorie huet den Här Mille deemools och der parlamentarescher Kontrollkommissioun ënnerbreet.

De Statsminister huet dës Aktioun gestoppt, well e fonnt huet, et wär näischt hannendrun. A bis haut konnt awer nach net kloer ermëttelt ginn, wat genau d'Hannergrënn vun deem Ganze waren.

Wat awer kloer ass oder war, dat waren d'Intentioune vum fréiere Chef des opérations, dem Här Schneider. An engem interne Bericht, Rapport, deen d'Enquêtëkommissioun haut virleien huet, do ginn déi Operatiounen am Detail beschriwwen. An en huet och eng Suggestioun gemaach, wéi een d'Cargolux kéint besser opstellen. Hie preziséiert an deem Rapport, wéi den Aktionariat vun der Cargolux kéint evoluéieren, an e schléit do als Éischt och e Lëtzebuerger Investisseur vir: d'General Mediterranean Holding. Et ass déi Firma, déi knapps ee Joer méi spéit den Haaptgeldgeber ginn ass vu senger Privatfirma Sandstone.

D'Commission d'enquête stellt hei ganz kloer d'Fro, ob den Här Schneider net am Optrag vu sengem zukünftege Geldgeber gehandelt huet. Hei leeft och nach eng Enquête judiciaire duerch eng Auto-dénonciation vun der Cargolux-Gesellschaft. D'Enquêtëkommissioun veruerteelt schäerfstens dës Aart a Weis fir virzegoen. Si huet och dësen Dossier un d'Justizinstanze viruginn. Si stellt sech och hei nees d'Fro, firwat déi politesch Responsabel dësen Dossier net un d'Justizinstanze viruginn hunn a firwat keng disziplinaresch Mesurë getraff gi sinn.

Dozou krut d'Kommissioun gesot, dass zu deem Zäitpunkt, wéi dat Ganzt do festgestallt ginn ass, just als Falschmeldung dee ganzen Dossier ageschätzt ginn ass, vum Geheimdéngscht betruecht gi wär an dass duerfir nach kee Grond bestanen hätt, fir déi dote Mesuren ze ergräifen.

Zéngtens: de Geheimdéngscht als parallell Police.

2006 huet de Geheimdéngscht eng Operatioun lancéiert, déi ganz däitlech Zich vun enger paralleller Polizei huet. D'Operatioun huet prominent Lëtzebuerger viséiert wéinst hirer sexueller Orientéierung. Et sinn Enquêtë géint déi Leit lancéiert ginn, ouni dass iergendeng Infraction pénale virlouch an ouni dass iergenden öffentleche Sécherheetsrisiko bestanen huet. An enger Owessëtzung am Geheimdéngscht hu sechs Leit sech getraff, dorënner de fréieren Direkter Marco Mille, den Operatiounschef Frank Schneider an den Agent André Kemmer, fir iwwert déi Affär ze schwätzen.

Et war den Ufank vun enger Enquête, bei där souguer versicht ginn ass, den deemolege Procureur d'État, den Här Roby Biever, materanzezéien an ze destabiliséieren. D'Methoden, déi ugewannt gi sinn, waren déi vun enger paralleller Police, déi wéi an engem État de non-droit agéiert huet.

D'Enquêtëkommissioun veruerteelt dës Aktioun ganz schaarf. Den heitegen Direkter vum Geheimdéngscht, den Här Patrick Heck, huet de ganzen Dossier un de Parquet weiderginn. Verschidden Zeie sinn och elo bereet, auszesoen. D'Enquête judiciaire muss ënner anerem och erginn, dass dat heiten nëmmen en Eenzelfall war vun esou engem Virgoe wéi dat doten.

Här President, d'Enquêtëkommissioun huet dann awer och nach eng ganz Rei strukturell Dysfonctionnementer festgestallt. Ech wëll verschiddener hei nëmmen am Résumé oplëschten an aus Zäitgrënn fir den Detail op de schréftleche Rapport verweisen.

Déi strukturell Problemer, déi mer fonnt hunn, waren: éischtens en onperfekte Contrôle financier. Beispill: wann ee gesäit, wéi vill Reesen dass gemaach gi sinn a wéi vill dass Agenten hir Réuniounen nëmmen a Restauranten ofgehalen hunn. Impressionnant Lëschten, déi mer kritt hunn!

Zweetens, d'Akafsprozedur vun den Autoe fir de Service, wou mer jo haut wëssen, dass fënnef Autoen am Numm vum Service kaaft gi sinn, dovunner véier fir perséinlech Privatgrënn an ee fir eng Firma, wou nach net gewosst ass, wat fir eng dass et ass. Hei ass och en Disziplinarverfahren ageleet an an der Zwëschenzäit huet de staatleche Commissaire de discipline den Dossier och un d'Justiz weiderginn.

Drëttens, d'Rekrutementsmethoden; véiertens, eng diffus hierarchesch Struktur; fënneftens, d'Feele vun engem reglementaresche Kader am Zesummenhang mat den informateschen Donnéeën; sechstens, d'Feele vun enger Coordination interministérielle; siwentens, d'Interpretatioun vum Espionnage économique.

Aachtens, en oneffikasse Contrôle parlementaire: Op dee Punkt wëll a muss ech natierlech am Detail agoen.

An der Praxis huet dës 2004 nei geschafe Kommissioun fir d'Éischt emol eng Zäit gebraucht, fir hire Rôle, hir Objektiver, hir Prozeduren an hiren Aarbechtsrhythmus ze fannen. Am Gesetz vun 2004 steet doriwwer ganz wéineg. Dëst war iwwregens och schonn 2004 beim Vote

vum Gesetz vu Vertrieder vun der deemoleger Oppositioun bemängelt ginn.

Duerno ass et drëms gaangen, fir sech mat der spezieller Welt vun de Geheimdéngschter ze familiariséieren. Dëst huet alles eng gewëssen Zäit gebraucht an et ass eréischt am Joresrapport 2008, wou d'Kontrollkommissioun eng éischte Kéier Reserven ugemellt huet a fonnt huet, den Direkter, den Här Marco Mille, misst méi eng proaktiv Haltung a senger Informatioun géigeniwwer vun der Kommissioun hunn.

Och wa mer haut eréischt wëssen, dass de Service nëmme ganz lückenhaft Informatiounen un d'Kommissioun ginn huet an iwwer manifest Dysfonctionnementer carrément guer näischt weiderginn huet, sou huet d'Kommissioun awer schonn am Joer 2011 e Spezialbericht un de Premierminister agereecht, wou eng ganz Rei Kritiken an och Ureegunge fir ze handele respektiv legislativ nozebesseren drastoungen.

D'Enquêtëkommissioun kuckt mat engem ganz kritesche Geescht d'Effikassitéit vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Et stellt sech kloer eraus, dass déi eng Alibifonctioun hat. D'Enquêtëkommissioun ass och der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun de Geheimdéngscht net proaktiv genuch analyséiert huet.

Wann een awer all déi Fäll kuckt an opzielt a feststellt, wéi wéineg dass sougutt den Här Mille wéi och de Premierminister d'Kommissioun informéiert hunn, da versteet een d'Interpretatioun vum Här Mille, dee sot an enger Auditioun, d'Gesetz vun 2004 géif just virschreiwen, dass d'Kommissioun iwwert d'«politique générale du service» misst informéiert ginn, net awer iwwert den Detail vun den Operatiounen.

Iwwert de Fichage politique, d'Opération «Sam», d'Affär Elf, de Logement vum Här Reuter, d'Theorie vum SREL an der Affär Bommeleeër, d'Affär Cargolux, d'Mission de promotion économique am Kurdistan, d'Affär vun der kryptéierter CD ass d'Kommissioun ganz oft guer näischt gewuer oder nëmme ganz lückenhaft informéiert ginn. Mat deenen Informatiounen, déi mer haut hunn, erschéngt de Contrôle parlementaire vum Geheimdéngscht als largement ineffikass. Haut, mat deem, wat mer elo wëssen, gesäit de gudde Wëllen, mat deem d'Parlamentarier un hir Aarbecht erugaange sinn, esou aus, dass dës äusserst naiv waren.

Et ass duerfir wichteg festzehalen, dass d'Kommissioun bis Mëtt 2009 kee Fall vun Dysfonctionnementer gemellt krut, an dat obscho sougutt de Premier wéi och den Direkter scho vun 2009 u vun Dysfonctionnementer a Schwieregkeeten am Service woussten. Virun allem wéi de Premier 2008 de Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum Service bestallt huet, hätt hien d'Membere vun der Kommissioun missen drop opmierksam maachen, dass et eng ganz Rei Dysfonctionnementer scho virdru ginn ass.

D'Enquêtëkommissioun ass der Meenung, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht an hirer Kontrollaarbecht gebremst ginn ass, well se keng Informatioun iwwert déi evident Dysfonctionnementer tëschent 2006 an 2009 matgedeelt kritt huet.

Et gëtt awer niewent de villen Dysfonctionnementer och Verbesserungen am Geheimdéngscht an deene leschte Joren. Och ënnert dem Här Mille sinn eng Rei Reformen ageleet ginn. Et muss een natierlech awer soen, dass déi meescht Reformen tëschent 2009 an 2013 komm sinn, an dat besonnesch ënnert dem Impuls vum neien Direkter, vum Här Patrick Heck, mat deem d'Enquêtëkommissioun och eng exzellent Zesummenaarbecht hat.

Ech zitéieren:

- méi regelméisseg Entrevuen tëschent dem Direkter a sengem Ministre de tutelle;

- Aféierung a Mise à jour vun enger Rei Instructions de service;

- zënter 2006 Erstellung vun enger Évaluation de la menace an engem Compte rendu opérationnel, déi jo elo och zënter Dezember 2011 der parlamentarescher Kontrollkommissioun endlech matgedeelt ginn;

- e verbesserten Dialog mat deenen aneren Administratiounen;

- Verbesserung vun de Relatioune mat anere Servicer, virun allem och an der EU am Beräich vum Contre-terrorisme;

- de verstäerkte Rekrutement vu Personal aus dem zivile Beräich a mat spezifesche Profiller a Fäegkeeten;

- Aféierung vu méi spezifescher an adaptéierter Formatioun;

- e verbesserte Contrôle financier interne;

- eng besser Prise de conscience um Niveau vun de verschiddene Branches d'opérations vun der Noutwendegkeet, fir sech kloer Objektiver a Visiounen ze ginn;

- Noutwendegkeet, fir Rapporte mat méi kloere methodologesche Regelen ze redigéieren;

- eng Kodifikatioun vun den Instructions de service;

- Aféierung vun enger Procédure d'autorisation, déi eng besser Traçabilitéit garantéiert;

- Mise en place vun enger Cellule juridique;

- Aféierung vun enger neier Prozedur um Niveau vum Rekrutement - haaptsächlech ass emol e Jury agesat ginn, an och mat psychologeschen Tester -;

- Ophiewe vum sougenannten „cloisonnement" duerch Aféierung vu regelméissege Réuniounen tëschent de verschiddene Branchen - ee vun de grousse Problemer tëschent 2004 an 2009 -;

- Aféierung vun enger méi systematescher Analys vun allen Donnéeën an Informatiounen, déi gesammelt ginn;

- Redefinitioun um Niveau vun den internationale Relatioune mat aneren Déngschter, mat méi groussem Schwéierpunkt op de sougenannten „internen Déngschter";

- e bessere System a méi eng grouss a besser Informatiséierung bei den Enquêten, déi vun der ANS gemaach ginn.

Wichteg ass awer och, dass d'Enquêtëkommissioun bei deene villen Entrevuë mat de Vertrieder vum Service eng ganz Rei wichteg Reforme fir d'Zukunft ënnerbreet kritt huet:

- eng Erstellung vun engem Plan de priorité fir d'Orientéierung vum Renseignement;

- eng Informatisatioun vun der Procédure fir d'Écouten unzefroen;

- Aféierung vun engem Syllabus fir Leit, déi nei agestallt ginn;

- Verbesserung vun de Kritären am Kader vun der Saisie fir d'Banque de données;

- Aféierung vun enger Procédure informatisée fir all Dokumenter am Kontext Entrée et sortie vun dësen - dat ass extrem wichteg, zemools fir dat ze verhënneren, wat an der Vergaangenheet geschitt ass, dass fréier Mataarbechter vill kënne mat eraushuelen -;

- Aféierung vun enger integréierter Prozedur bei dem „Clearing" vun de Produiten an den Analyse vum SREL;

- eng Mise au point vun den automatiséierte Prozeduren am Kontext vun der Zerstéierung vun de privaten, perséinlechen Daten duerch - endlech! - d'Schafung vun dem zukünftege Règlement grand-ducal;

- d'Schafung vu Sécherheetsprozedure fir de Fall, wou e Member vum Geheimdéngscht de Service verléisst.

De Service huet och dann nach weider Pisten detektéiert, wou Reforme misste kommen. Verschiddener dovunner sinn och vum Statsministère an dem neie Gesetzesprojet fir d'Reform vum Geheimdéngscht zréckbehale ginn a ginn och vun der Enquêtëkommissioun gréisstendeels ënnerstëtzt:

Noutwendegkeet vun engem juristesche Kader, dee méi Sécherheet bréngt am Beräich vun der Méthodologie opérationnelle - fir mech ee vun deene ganz wichtege Reformprojeten am neien Text -; Noutwendegkeet fir d'Missioune vum Service besser ze definéieren an deementspriechend och nei Aufgabefelder mat eranzebréngen, zum Beispill am Cyberberäich, wou et enorm Lacunen de Moment am Gesetz gëtt; Noutwendegkeet fir riguréis Prozeduren a Mechanismen am Beräich vum Contrôle interne anzeféieren, dëst fir eventuell Dysfonctionnementer schonn am ganz fréie Stadium ze detektéieren; eng Verbesserung vun der Gestioun vun de Ressources humaines an d'Verbesserung vun de Fonctiounsmodalitéite vum Contrôle parlementaire.

Vill vun deene geplangte Reforme sinn och schonn als konkrete Gesetzesprojet a Planung. An der leschter Auditioun mam Statsminister sinn dës vun him virgedroe ginn. Déi meescht hunn, wéi gesot, och den Accord kritt vun de Membere vun der Enquêtëkommissioun.

Weider wichteg Reforme betreffen déi operationell Methode vum Geheimdéngscht, wou vill méi e verbindlechen a strikte Kader wäert kommen. Den innenpolitesche Spionage soll ganz verbuede ginn. Eng Rei Definitioune solle méi kloer verfaasst ginn. Et kënnt eng méi kloer Definitioun iwwert den Terrorismus an d'Gesetz. D'Beamte sollen e Code de déontologie kréien an et soll eng Regel agefouert ginn, dass, wann ee fortgeet, en eng Zäit laang net a Sécherheetsfirmen an de Privatsecteur dierf schaffe goen.

Et gëtt och nach méi kloer geregelt, dass beim Fortgang aus dem Service kee Wëssen ausserhalb dierf verwäert ginn a guer keng Dokumenter dierfen erausgoen. An dann, ganz wichteg: D'parlamentaresch Enquêtëkommissioun huet och fonnt, dass ee misst am Gesetz verankeren, dass de Service an Zukunft en onofhängege Contrôle interne am Service kritt, e bësselche wéi et bei der Police e Contrôle interne gëtt.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun hat am November dat lescht Joer och eng ganz Rei Décisioune geholl, déi sollen hëllefen, de Contrôle parlementaire ze verbesseren: An der Zukunft soll an der Chamber en ofgesécherte Büro fir d'Kontrollkommissioun geschafe ginn, wou d'Kommissiounsmemberen zu all Moment Zougang zu hiren Dokumenter wäerte kréien. D'Kommissioun kritt och en haaptamtleche Mataarbechter. An d'Kontrollkommissioun hat och en Avis juridique zu verschiddene Punkten am Zesummenhang mat der gesetzlecher Basis vum Contrôle parlementaire an Optrag ginn.

Folgend Reforme gi virgeschloen am Gesetz 2004: eng Obligatioun op Basis vun enger regelméisseger Lëscht, déi soll erstallt ginn, déi der Commission de contrôle muss virgeluecht ginn all sechs Méint, wou d'office all Operatioune mat all hiren Detailer mussen drastoen; eng Obligatioun fir den Direkter an awer och fir de Statsminister als Supérieur hiérarchique politique, fir der Kontrollkommissioun d'office all Dysfonctionnement ze mellen, vun deem si Kenntnis hunn; e Recht fir d'Membere vun der Kontrollkommissioun, fir no baussen ze communiquéieren am Fall vun engem Dysfonctionnement - hei geet et haaptsächlech drëms, fir dann der Chamber déi och kënnen ze mellen -, an d'Méiglechkeeten, fir op permanent Experte kënnen zréckzegräifen, fir der Kommissioun zur Säit ze stoen.

De President vun der Enquêtëkommissioun, den Alex Bodry, wäert herno eng Proposition de loi déposéieren, wou déi dote Punkten, déi véier Punkten do dra sinn, déi d'parlamentaresch Kontroll betreffen, d'Kontrollkommissioun betreffen. A mir hoffen, dass déi soll séier ëmgesat ginn.

D'Enquêtëkommissioun war och der Meenung, dass am Gesetz herno soll eng Ännerung virgeholl ginn, wat d'Compositioun vun der Kontrollkommissioun ubelaangt. Si ass der Meenung, dass net méi mordicus sollen d'Fraktiounspresidenten onbedéngt dra sinn, a si ass der Meenung, dass ee misst aus deene Membere vun der Kommissioun op d'Groupes techniques zum Beispill, wann et dann am Parlament esou ee gëtt (veuillez lire: a si ass der Meenung, dass ee misst d'Membere vun der Kommissioun ausweiden op d'Groupes techniques zum Beispill, wann et dann am Parlament esou ee gëtt).

D'Enquêtëkommissioun huet sech awer och mat de Missioune vum Service beschäftegt, an dat virun allem opgrond vun engem Questionnaire, dee vun engem Member erabruecht gi war. Mir haten eng Sëtzung, an där mam Service iwwert d'Definitioune geschwat ginn ass. Et ass hei besonnesch ëm den Term „Extremismus" gaangen an ab wéi engem Stadium zum Beispill eng Associatioun dorënnerfält a wéini de Service dorop ufänkt ze schaffen.

Och wann d'Kommissioun eng ganz Rei wichteg Erklärunge vum Här Heck kritt huet, déi eis och zefriddegestallt hunn, sou konnt dësen Aspekt sécherlech net an alle Punkten ausdiskutéiert a gekläert ginn. D'Enquêtëkommissioun ass duerfir der Meenung, dass dëse Punkt an de kommende Méint weider vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun soll beaarbecht ginn.

Dann hu mer awer och nach widderspréchlech Aussoe vun Zeie misse feststellen. D'Enquêtëkommissioun huet eng Rei widderspréchlech Zeienaussoen aus verschiddenen Auditiounen erausgefiltert an dës mat den entspriechenden Extraiten aus de Verbatimen un de Parquet weidergemellt.

Ech kommen dann zu der Responsabilité pénale, administrative a politique.

Zu der penaler Responsabilitéit: D'Enquêtëkommissioun huet eng Rei Faite relevéiert, déi eng Infraktioun, laut Code pénal, kënnen duerstellen, a si huet déi och mat den entspriechenden Dokumenter un d'Justizbehörde weidergeleet.

Laut Informatioun vum Parquet sinn à l'état actuel, also zu deem Zäitpunkt, wou d'Kommissioun hire Rapport ofgeschloss huet, scho folgend Instruktiounen opgemaach ginn: d'Affär ronderëm de Loyer vum Här Reuter, de Volet vum Enregistrement tëschent dem Här Mille an dem Premierminister - hei geet et awer virun allem drëms, wéi vill Kopië gemaach gi sinn a wien déi Persoune sinn, déi déi Kopië kritt hunn -; den heemlechen Enregistrement vun engem Fonctionnaire vun dem Briefing tëschent dem Stats- an dem Justizminister am Joer 2006; de Volet vum Akaf vu fënnef Autoen am Numm vum Service fir Privatzwecker; zu den illegalen Télefonsécouten.

Zu zwee weideren Dossieren ass de Parquet no drun, weider Instruktiounen opzemaachen: d'Affär „Katana", also déi Pädophiliegeschicht, déi vun der Police parallèle; eng Operatioun och nach am Kader vum Antiterrorisme, déi festgestallt ginn ass.

Eng Rei vun deenen Aktiounen, déi ech elo opgezielt hunn, riskéieren ënnert d'Prescriptioun ze falen. D'Enquêtëkommissioun ass der Meenung, dass, wann déi matzäiten dénoncéiert gi wären, dëst hätt kënne verhënnert ginn. Si bedauert dëst a fënnt, dass dëst fir e Rechtsstat ganz onzefriddestellend ass.

Zweetens, déi administrativ Responsabilitéit: D'Gesetz vum 16. August 1979 fixant le statut général des fonctionnaires gesäit Folgendes vir: «Tout manquement à ses devoirs statutaires expose le fonctionnaire à une sanction disciplinaire sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction pénale.» Mä och hei gëtt et Prescriptiounsdélaien. Hei sinn et dräi Joer no dem Manquement, dee geschitt ass, ausser wann eng Infraction pénale virläit. D'Enquêtëkommissioun bedauert dëst, well et ass d'Resultat, well net matzäite reagéiert ginn ass.

D'Enquêtëkommissioun huet vill Faite festgestallt, déi Disziplinarmoossnamen hätte missen déclenchéieren. Aktuell sinn awer der schonn zwou déclenchéiert ginn. Anerer missten, laut der Kommissioun, schnell déclenchéiert ginn, zum Beispill, der Kommissioun hirer Meenung no, géint de fréieren Direkter, den Här Mille, an och géint de fréieren Agent, den Här Mandé.

Drëttens: déi politesch Responsabilitéit. „De Geheimdéngscht war net meng éischt Prioritéit." Dëst war d'Ausso vum Statsminister, sougutt a senger Auditioun wéi an der Kommissioun wéi och an enger Pressekonferenz. Dës Wierder drécken e gewëssene Manque d'intérêt aus. Op där anerer Säit hunn eng Rei Zeien dëser Ausso awer och widdersprach, muss ee soen. Ee Geheimdéngscht, deem seng Aktivitéit an der Essenz ebe geheim ass, ebe geheim si muss, muss awer vun de politesche Responsabel onbedéngt eescht geholl ginn a suivéiert ginn.

Wat déi politesch Responsabilitéit ubelaangt, esou ass et schwiereg, eng Gesamtbewäertung ze gi fir déi Period virun dem Vote vum Reformgesetz vun 2004. D'Enquêtëkommissioun konnt awer duerch den alen Archiv feststellen, dass et och déizäit schonn Elementer gi sinn, déi de legale Kader dépasséiert hunn. Och wann déi Zäit kloer am Kader vum Kale Krich a vun den Obligatioune par rapport zur NATO stoung, esou hunn déi noriichtendéngschtlech Recherchë sech net all an der Rumm vun dem Gesetz ronderëm d'Sécherheet vum Stat respektiv vum Dateschutz beweegt, mä si carrément och an de Beräich gaange vun der innenpolitescher Spionage. Et sinn hei eng Rei Verletzunge vu konstitutionelle Rechter respektiv vun internationale Konventioune festzestellen. D'Fro vun der Verantwortung vun de fréiere Statsministere Werner, Thorn a Santer ass donc och do gestallt.

D'Enquêtëkommissioun huet sech dunn awer méi mat der politescher Responsabilitéit vum aktuelle Statsminister beschäftegt. Dat och, well de Gros vun de festgestallten Dysfonctionnementer eben an der Period tëschent 2004 an 2009 stattfonnt huet, mä awer och, well den aktuelle Statsminister schonn zënter Enn 1995 déi iewescht Autoritéit vum Geheimdéngscht ass.

Hei ass et awer och wichteg, de Wonsch vum Législateur vun 2004 ze berücksichtegen, deen d'Verantwortlechkeet vum Statsminister kloer festgehalen huet. An ech zitéieren: «Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le service. Il est le supérieur hiérarchique de ses agents. Le service lui-même est une administration comme les autres et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout ministre pour les administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.»

Den deemolege Rapporteur vum Gesetz huet a sengem Rapport zur nei agefouerter parlamentarescher Kontrollkommissioun och nach Folgendes preziséiert: «qu'il s'agissait de concevoir un contrôle démocratique du SRE au-delà de la surveillance quotidienne exercée sur lui…», also op de Geheimdéngscht, «…par le Premier Ministre et que le contrôle parlementaire s'exerce notamment à travers des réunions avec le directeur du SRE.»

De Législateur hat deemno 2004 ganz kloer ni d'Absicht, fir gedeelte Responsabilitéite fir de

Geheimdéngscht tëschent der Regierung an dem Parlament anzeféieren. Et muss een och soen, dëst wär am Sënn vun der Gewaltentrennung völleg absurd.

Den Artikel 78 vun eiser Constitutioun seet, dass d'Ministere responsabel sinn. Et gëtt an der Politik donc eng objektiv ministerlech Responsabilitéit, souguer dann, wann et keen noweisbare Feeler vum Minister am Fall vun engem Dysfonctionnement an enger staatlecher Verwaltung gëtt. Dës Responsabilitéit ass engagéiert, wann eng Administratioun schlecht fonctionnéiert respektiv wann d'Organisatioun feelerhaft ass oder de Contrôle net fonctionnéiert. Wann eppes schifleeft, dann huet de Minister d'Verflichtung, déi néideg Korrektive virzehuelen.

Et ass richteg, dass de Statsminister am Allgemenge punktuell déi néideg Instruktioune ginn huet un den Direkter vum Geheimdéngscht, fir Saachen ze änneren oder ze stoppen. Generell huet hien no dem Gesetz an am Interessi vum Stat gehandelt. Hie wollt de SREL moderniséieren a säi Fonctionnement verbesseren.

Op där anerer Säit ass et awer festgestallt, dass hien net konnt déi néideg Zäit opbréngen, fir de Service ze dirigéieren an ze iwwerwaachen, deen awer duerch seng speziell Aufgaben a seng speziell Pouvoire muss regelméisseg am Alldag iwwerwaacht ginn. D'Ëmsetzung vun de Reforme war och lues an eng ganz Rei Exekutiounsmesuren, déi souguer am Gesetz virgesi waren an déi wichteg ware fir de gudde Fonctionnement vum Service, sinn net ëmgesat ginn.

Och de Fait, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun an den éischte Joren, wou se existéiert huet, ze vill passiv war an dass hir Aarbecht net iwwert de formale Contrôle erausgaangen ass, ännert näischt un där direkter Responsabilitéit vum Minister, déi sech op engem ganz aneren Niveau befënnt.

Dëst ass ëmsou méi wouer, well et haut etabléiert ass, dass de Marco Mille d'Kontrollaarbecht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun nëmmen op déi generell Aktivitéiten ageschränkt huet an den Deputéierten doduerjer och keng Informatiounen iwwer Detailer vun den Operatioune ginn huet.

Niewent der objektiver Responsabilitéit vum Minister gëtt et awer och nach eng subjektiv Verantwortung vum Statsminister. Et geet hei drëms, dass de Statsminister vun enger Rei penale Faite Bescheed wousst oder Kenntnis hat vun Akten, déi eng disziplinaresch Konsequenz verlaangt hätten, an dass hien déi penal Faiten net de Justizautoritéite gemellt huet respektiv virun allem keng disziplinaresch Moossname getraff huet. An d'Informatiounspolitik vum Statsminister par rapport zur parlamentarescher Kontrollkommissioun war ganz lückenhaft.

Et ass sécher luewenswäert, dass de Statsminister esou virgaangen ass, fir der Reputatioun vum Service no baussen net wëllen ze schueden. Mä dës Virgehensweis ass awer total kontraproduktiv gewiescht. Haut huet d'Image de marque net nëmme vun dem Service, mä vum ganze Stat vill méi e grousse Schued doduerjer erlidden. Doriwwer eraus riskéieren déi Schëlleg duerch d'Prescriptiounsdélaien och nach a ville Fäll weder penal nach disziplinaresch Sanktiounen, wat e staarke rechtsstaatleche Problem opwërft.

Sechs Beräicher huet d'Enquêtëkommissioun festgehalen, wou fonnt gëtt, dass de Statsminister eng subjektiv Responsabilitéit huet: éischtens, déi innenpolitesch Spionage; zweetens, de schlechten interne Fonctionnement vum Service; drëttens, déi mangelhaft Informatiounspolitik par rapport zur Kontrollkommissioun; véiertens, déi ganz Operatiounen, déi sech ausserhalb vun dem legale Kader beweegt hunn; fënneftens, d'Netweidergi vu Faiten, déi eventuell kéinten Déliten duerstellen; sechstens, déi grav operationell Dysfonctionnementer, déi ouni disziplinaresch Suitë bliwwe sinn.

D'Commission d'enquête hält duerfir fest, dass de Statsminister net nëmmen eng ganz limitéiert Emprise op säi Service hat an dass en eng ganz Rei Irregularitéiten, vun deenen hie wousst, net esou behandelt huet, wéi se hätte misse behandelt ginn. D'Enquêtëkommissioun bedauert, dass en zu deem Moment, wou hien déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 beoptragt huet, e Spezialrapport iwwert de Fonctionnement vum SREL ze maachen, d'Deputéiert net iwwert déi Dysfonctionnementer informéiert huet, vun deenen hien awer scho laang virdru wousst.

D'Enquêtëkommissioun muss haut och mat Bedauere feststellen, dass souguer während hiren Aarbechten fir de Gros vun den Affären, déi se opgeschafft huet, d'Press den Élément déclencheur dovunner war. Ouni d'Press hätt och d'Enquêtëkommissioun net vill an deem Dossier hei erausfonnt. All déi Spuren, déi mer kritt hunn, hu mer fir d'Éischt iwwert d'Press kritt, an dat huet eis erlaabt, du méi verdéifte Recherchen ze maachen.

D'Enquêtëkommissioun bedauert, dass de Statsminister net spéitstens beim Asetze vun der Enquêtëkommissioun säi Mangel u proaktiver Informatiounspolitik opginn huet. Et geet donc aus deem ganze Rapport kloer ervir, dass déi politesch Responsabilitéit vum Statsminister engagéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Enquêtëkommissioun ass an hirer grousser Majoritéit der Meenung gewiescht, dass mer och an Zukunft e Geheimdéngscht brauchen. Dëse muss awer staark reforméiert ginn. D'Enquêtëkommissioun huet awer och nach festgehalen, dass den Dossier Geheimdéngscht net zou ass. Niewent de wichtege Reformen, déi elo schnell musse kommen, soll am Fall, wou dat noutwendeg ass, entweder déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht, eng Spezialkommissioun oder eng normal Chamberskommissioun sech deem unhuelen.

D'Enquêtëkommissioun huet déi Analyse gemaach an hir Konklusioune gezunn. Si huet hir Recommandatioune gemaach a si huet déi penal, déi disziplinaresch an déi politesch Responsabilitéite festgestallt. Et ass haut un der Chamber, ze beuerteelen, wat fir politesch Konsequenzen déi politesch Responsabilitéit mat sech zéie soll.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Bausch. An elo kritt d'Wuert den Här Statsminister Jean-Claude Juncker. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech ufänken ze schweessen, dann ass dat net, well ech Angscht hätt, mä well et periodesch schrecklech waarm heibanne gëtt.

Ech géif gäre Stellung huelen, Här President, zu dem Rapport vun der parlamentarescher Enquêtëkommissioun iwwert de Geheimdéngscht. Ech hu mir dofir keng véier Stonne gefrot, wéi ech dat heiansdo konnt liesen. Dofir ass et richteg dass Der richtegstellt, dass d'Chamber mech och net op zwou Stonnen huet brauchen zréckzestutzen - méi wéi zwou Stonnen hat ech net vir.

D'Geheimdéngschter si weltwäit am Gespréich, wann ech d'Zeitungen den Ament richteg liesen. Dat ass de Fall an den USA, dat ass de Fall an England, dat ass de Fall a Frankräich, dat ass de Fall an Däitschland; Däitschland, wou de Geheimdéngschter éischter virgeworf gëtt, net alles verhënnert ze hunn, wat mat doudege Mënsche gëendegt huet - d'Inaktioun vun de Geheimdéngschter do.

Ech sinn 1995 Statsminister ginn, net wéi den Här Bausch sot, um Enn vum Joer, mä am Ufank vum Joer. Ech sinn et also scho méi laang wéi Der gemengt hutt, Här Bausch! A wéi ech Statsminister gi sinn, hunn ech d'Geheimdéngschtwelt entdeckt. Ech hu se virdrun net kannt. Dat ass eng geheimnisvoll Welt, dat ass eng Welt, déi sech duerch hir Opacitéit auszeechent. Ech hu mech mat neie Begréffer misse familiariséieren: Sourcen, Informanten, Agenten, Operatiounen. Ech si Realitéite begéint, vun deenen ech mer a mengem Liewe virdrun net virstelle konnt, dass een e géif begéinen.

Ech hunn dichteg Agente kennegeléiert, ech hu Paranoiker kennegeléiert, ech hu Mythomane kennegeléiert. An et ass net ëmmer ganz liicht, dat alles auserneenzehalen, well een, deen dichteg ass, ass net ëmmer dichteg, an een, dee Mythoman ass, ass net ëmmer Mythoman, an een dee Paranoiker ass, deen ass net permanent vu Paranoia besiess. Do brauch een eng gewëssen Zäit, ier ee sech doranner erëmfënnt.

Deen Ableck, deen ech hat, deen huet mech virsiichteg gi gelooss am Ëmgank mat Informatiounen, déi engem vun deem beschriwwene Persounekrees do zoubruecht ginn. Och sinn ech virsiichteg ginn, wat Informatiounen ubelaangt, déi engem aus dem Ausland via Geheimdéngscht zougänglech gemaach ginn.

Ech hat natierlech, ier ech Statsminister gi sinn, scho vum Spëtzeldéngscht - esou hu mir dee jo fréier genannt - héieren. Déi eng wollten en ofschafen, déi aner wollten e bäibehalen, ech wollt e reforméieren. Dat hunn ech 1995 direkt hei am Parlament ugekënnegt, an dunn hu mer en éischte Projet de loi gemaach, dee mer 1998, 1999 an där deemoleger CSV/LSAP-Koalitioun op den Orde du jour vum Conseil geholl hunn. Deen ass um Widderstand vu sozialistesche Ministere gescheitert. Wéi ech soe muss, zu Recht gescheitert, well déi Argumenter, déi notamment vum Här Bodry - dee war deemools Minister vun der Arméi - virbruecht gi waren, Hand a Fouss haten, sou dass ech dat net als Kritik soen, mä als e prozeduralen, zäitlechen Oflaf.

Du si mer an där Regierung duerno - CSV/DP -, déi eng Reform vum Geheimdéngscht an hire Koalitiounsprogramm opgeholl huet, virugefuer, un där Reform ze schaffen, bis zum 11. September 2001 - Dag, deen ech net vergiessen! Do hate mer Sitzungen den Dag selwer mat der Madame Polfer, mat dem Här Frieden, mat aneren, an och an deene Wochen duerno. An deemools huet d'Welt vun de Geheimdéngschter sech radikal geännert, radikal geännert!

An dunn hu mer décidéiert - dat ass vun der deemoleger Oppositioun och kritiséiert ginn -, déi Aarbechten op Äis ze leeën, well et net gutt war, hu mer fonnt, fir am Äifer vum Gefecht ënnert dem Androck vun där Ëmartikuléierung vun de geheimdéngschtlechen Aktivitéiten europa- a weltwäit ze séier ze schéissen.

Wéi d'Situatioun sech erëm e bësse berouegt hat - net d'Situatioun um Terrain, mä déi politesch Diskussioune weltwäit -, hu mer dann déi Reform am Joer 2004 gemaach, där hire wiesentlechen Aspekt an der Aféierung vun engem parlamentaresche Kontrollgremium fir de Geheimdéngscht besteet.

Ech hu gesot, an dat ass richteg - firwat soll ech dat haut net nach eng Kéier widderhuelen? -, dass de Geheimdéngscht net meng éischt politesch Prioritéit war. Ech wënschen dem Land iwwregens net ee Statsminister, deem seng éischt Prioritéit de Geheimdéngscht ass! Ech wënschen dat wierklech net. Well ech hat an där Zäit, an och elo nach, och vill aner Saachen ze dinn, wéi mech mat der Surveillance quotidienne vum Geheimdéngscht selwer ze beschäftegen. Mir hunn aner Problemer hei am Land, déi mussen och traitéiert ginn, déi hunn déizäit missen traitéiert ginn, déi mussen och elo traitéiert ginn.

Déi Tatsaach, dass ech gesot hunn, wat och aner Statsministeren an hiren Auditioune gesot hunn an all meng Virgänger, déi ech periodesch an deenen Affäre consultéiert hunn, mir och ëmmer erëm bestätegt hunn, déi Tatsaach, dass dat net déi éischt politesch Prioritéit war, huet mech awer net dovun ofgehalen, vun 2004 u Stéck fir Stéck a lues a lues Reformen am Geheimdéngscht erbäizeféieren, mat deenen zoustännegen Direkteren, och mam Här Mille, a virun allem mam Här Heck.

De Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun lëscht - ech maachen dat graff - 25 Ëmännerungen op, déi an deene Jore virgeholl gi sinn. Den Här Bausch war esou gentil, och korrekterweis der e ganze Koup - ouni an den Detail ze goen, well soss schwätze mer iwwer soss näischt wéi doriwwer hei - opzezielen. An 13 där Ëmstellunge sinn nach amgaangen.

Obschonn dat net meng éischt politesch Prioritéit war, hunn ech mech awer ëm de Geheimdéngscht bekëmmert.

Den Här Fayot, deen huet bei där leschter Auditioun vum aktuellen Direkter vum Geheimdéngscht emol nogefrot, ob dann déi Ëmännerungen eenzeg an eleng am Gaart vum Geheimdéngscht gewuess wieren oder ob et do och e politeschen Input vum zoustännege Minister gi wier. A korrekterweis huet den Här Heck gesot, natierlech wier et do e politeschen Input ginn. An déi Inputen do, déi koumen an deene ville Sitzungen, déi de politesche Chef - de Statsminister - vum Geheimdéngscht mat den Direktere vum Geheimdéngscht hat. Et war net meng éischt politesch Prioritéit, mä an der Moyenne hat ech zéng bis zwielef Sitzungen mam Direkter vum Geheimdéngscht pro Joer.

Ech war scho Chef vu ville Verwaltungen, mä Dir fannt keen aneren Direkter vun iergendenger anerer Verwaltung, mat där ech eppes ze dinn hat, sauf wa mer eng Steierreform preparéiert hunn, wou ech mech esou oft mat den Direktere vun deene Verwaltunge getraff hätt, fir dann iwwer alleguer déi Punkten, déi de Kolleeg Bausch hei virgedroen huet, ze diskutéieren an déi lues a lues an engem pluriannuelle Programm ëmzesetzen.

Den deemolegen Direkter vum Geheimdéngscht, de Marco Mille, huet 2004, soubal wéi d'Gesetz gestëmmt war, mech mat engem pluriannuelle Programm beschäftegt, deen an dräi Etappen iwwer e puer Joer sollt ëmgesat ginn, notamment wat den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ubelaangt. An déi Aarbechte sinn och gemaach ginn, an déi Aarbechten, déi gi virun.

D'Kommissioun stellt jo och fest, ech hätt mer Méi ginn, de Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren. Dat ass eng kleng Beschreiwung fir vill Sitzungen, déi stattfonnt hunn, mä ëmmerhin d'Unerkennung dovun, dass sech beméit ginn ass, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren.

Ech hunn déi Commission de contrôle parlementaire, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, ëmmer eescht geholl - ech muss nach eng Kéier dorop zréckkommen -, ënner anerem och doduerch, dass ech se am Joer 2008 opgrond vun den einschlägege Gesetzesbestëmmunge gefrot hunn, fir dräi prezis Rapporten ze maachen, dovun een iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht. An dat setzt sech an an e Procédé, dee sech iwwer eng laang Zäit erstreckt huet.

2004 ass en Audit duerch eng schwedesch Firma vum Geheimdéngscht gemaach ginn. Doropshin hu mer mam Direkter vum Geheimdéngscht e pluriannuelle Programm, deen an dräi Etappe sech sollt ofwéckelen, opgestallt. An dee Rapport iwwert de Fonctionnement, den internen, vum Geheimdéngscht, deen ech gefrot hu bei deenen, déi och eppes vu Geheimdéngschtaffäre kennen, nämlech bei der parlamentarescher Kontrollkommissioun, war u sech duerch d'Absicht begrënnt, sech iwwert deen interne Reformprozess eraus weider iwwert den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht Gedanken ze maachen. Also, eng Associatioun vum Parlament un dem interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht, wat soss net geschitt! Mä de Statsminister ass och deen Eenzegen, deen eng permanent Kontrollkommissioun op enger vu senge Kompetenze schaffen deet. An dofir war et och normal, fir dat esou ze maachen.

Elo huet den Här Bausch, wéi d'Kommissioun och, sech mat engem ganze Problempak vu punktuelle Virgäng an Netvirgäng auserneegesat, zu deenen ech, an dat dauert leider e bësse laang, muss Stellung bezéien.

Dat Éischt, wat d'Enquêtëkommissioun bemängelt, ass, dass deen interministerielle Comité, deen am Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 virgesinn ass, fir d'Aarbechte vum Geheimdéngscht a vun de Polizeiservicer ze koordinéieren, dass deen ni zesummegeruff gi wier.

Ech hunn eng Rei Saache geännert, wéi ech an de Ministère d'État komm sinn, geännert op wiesentleche Punkten. Nämlech hunn ech, anescht wéi dat virdru geschitt ass, all zoustänneg Ministeren, all Ministeren zoustänneg fir sécherheetsrelevant Froen hei am Land, enkstens un den Aarbechte vum Geheimdéngscht associéiert: den Ausseminister, de Justizminister, de Finanzminister, den Innenminister, de Wirtschaftsminister an den Transportminister ënner aneren. Vun deem Dag un, wou ech an deem Geheimdéngscht sinn, kréien déi Ministeren all relevant Noten, déi hir Departementer direkt oder indirekt betreffen, zougestallt.

An deem leschte Joer si 500 Rapporte vum Geheimdéngscht gemaach ginn, déi eng large Diffusioun ënnert de Membere vun der Regierung fonnt hunn. An deene Jore virdru sinn der vläicht dräi, véier d'Joer gemaach ginn.

Ech hunn, wann eng nei Regierung komm ass, zum Beispill '99, wéi d'Kolleege vun der DP an d'Regierung komm sinn, dem Direkter vum Geheimdéngscht geschriwwen, e soll sech direkt Rendez-vouse froe bei alle Ministeren, fir se ze informéieren iwwer dat, wat de Geheimdéngscht wier a wat de Geheimdéngscht géif maachen, mat besonneschem Insistéieren op Ausseminister, Arméiminister a Wirtschaftsminister.

Et war also ni meng Absicht, de Geheimdéngscht ze gebrauchen zu eegenen Zwecker, wéi dat a villen Zeitunge geschriwwe gëtt, mä de Geheimdéngscht als eppes erschéngen ze loossen, wat der ganzer Regierung, soufern vun deene Froe betraff, zur Verfügung géif stoen.

Ech hu festgestallt mat der Zäit, dass d'Zesummenaarbecht tëscht dem Geheimdéngscht an de Justiz- an de Polizeiautoritéiten net gutt wier. Dat hu mer och zesummen an där Regierung, déi 1995 bis 1999 amtéiert huet, festgestallt. Notamment den Här Bodry - nach eng Kéier hien - huet sech doriwwer dauernd beklot, a méi spéit den Här Wolter och. Vum Joer 2000 un hunn ech de Generalsekretär vun der Regierung domat chargéiert gehat, derfir ze suergen, dass déi Koordinatioun besser géif funktionéieren. Et gëtt haut och iwwregens keng Kloe méi vun der Police oder vun der Justiz, dat heescht, an hirem Deel Parquet, dass déi Zesummenaarbecht net gutt wier.

An Ären Auditiounen huet de Procureur général haut, Procureur d'État à l'époque, ausgesot, d'Kooperatioun tëscht dem Parquet an dem Service de Renseignement hätt sech fundamental doropshi geännert an hien hätt an der Moyenne eng Réunioun pro Mount mam Direkter vum Geheimdéngscht gehat. Réuniounen, op déi ech gehalen hunn, well den Direkter vum Geheimdéngscht notamment zoustänneg war, fir allen aneren Autoritéiten, judiciaires ou de police, relevant Informatiounen zoukom-

men ze loossen, déi de Geheimdéngscht am Kader vu sengen Aarbechte kritt huet an déi awer interessant wiere fir déi aner, Police a Justiz, fir deenen dat zoukommen ze loossen. D'Regel war an d'Regel ass, dass den Direkter vum Geheimdéngscht d'Justiz an d'Polizei iwwer Erkenntnisser an iwwer Informatiounen an d'Bild setzt, déi de Geheimdéngscht beim Ofschaffe vu sengen Dossiere sech konnt zoueegnen.

Mir hu regelméisseg, dofir hunn ech jo genuch Zeien hei am Land - hei am Sall, pardon! -, iwwer Geheimdéngschtaspekter am Conseil de Gouvernement geschwat, soudass et mir geschéngt huet, dass dat, wat dee Comité interministériel hätt kënne maachen, de toute façon an nach wiesentlech besser gemaach géif ginn duerch déi Method, déi ech do gewielt hat, wéi duerch dat einfacht Verweise vun deenen Aspekter vun der Zesummenaarbecht an ee Comité interministériel. De Comité interministériel huet net getagt, well dee Comité interministériel huet et de facto permanent ginn.

D'Enquêtëkommissioun beschäftegt sech zu Recht laang mat der Wirtschaftsspionage. Ech wëll soen, och wann ech gesot hunn, de Geheimdéngscht wier net meng éischt politesch Prioritéit gewiescht, dass ech awer a Saache Geheimdéngscht e puer Prioritéiten hat. Ech hu mech bekëmmert ëm de Kampf géint den Terrorismus a géint d'Menacen, déi et am terroristeschen Emfeld zu Lëtzebuerg gëtt. Dorëms hunn ech mech intensiivst bekëmmert. Ech hu mech bekëmmert ëm d'Proliferatioun, dat heescht d'Weiderverbreedung vu Massevernichtungswaffen, soufern wéi déi Weiderverbreedung iwwer Lëtzebuerg géif lafen. An ech hu mech ganz staark interesséiert fir d'Ofwier vun der Wirtschaftsspionage, déi zu Lëtzebuerg grasséiert.

D'Kommissioun - d'Commission d'enquête - seet, de Service de Renseignement, deen hätt e bëssen eng extensiv Konzeptioun gehat vun der Definitioun vum Espionnage économique, ënner anerem, well e sech och quasi agemëscht hätt an d'Prospection économique.

Dann zitéiert d'Kommissioun wirtschaftlech Prospektioun, déi am Irak gemaach ginn ass, a Libyen an a Kuba gemaach ginn ass. An och an deem Zesummenhank referéiert Är Commission d'enquête sech op ee Rapport vun engem héije Beamten aus dem Wirtschaftsministère, Herr Knebeler mat Numm, un d'Regierung am Zesummenhank mat dem Espionnage économique.

Dee Rapport hunn ech ni gesinn, ech hunn deen ni kritt. Ech hunn erkläert an dem Här Bodry senger Enquêtëkommissioun, dass de Geheimdéngscht periodesch associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen - vun dem Wirtschaftsministère associéiert ginn ass un der Preparatioun vu Wirtschaftsmissiounen.

An ech hunn och de Wirtschaftsminister gebieden, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer ze informéieren, wat och geschitt ass. Esou sinn zum Beispill circonstanciéiert - ech denke circonstanciéiert - Rapporte gemaach ginn iwwer Wirtschaftsmissiounen am Irak, a Libyen an a Kuba, wourunner Der gesitt, dass de Geheimdéngscht haaptsächlech do u Wirtschaftsmissiounen associéiert ass, wou d'demokratesch Qualitéit vun de Länner engem net direkt an d'A spréngt a wou et wichteg war, dass de Wirtschaftsminister, wann en Interlocuteure begéint huet - aner Ministeren, Betriber, wirtschaftlech Acteuren -, ganz genee wousst, mat wiem en do géif schwätzen.

Et ass ganz vill geschriwwe ginn a geschwat ginn iwwer eng Wirtschaftsmissioun, déi am Nordirak stattfonnt huet. Ganz vill ass doriwwer geschwat ginn, an et si jo och Fotoen op där Rees gemaach ginn - déi ech extrem bedaueren, niewebäi bemierkt!

Wéi ass et zu där Operatioun komm, zu där Visite? Ganz einfach: well de Geheimdéngscht op enger Antiterrormissioun am Irak war. Dat muss sinn. Well et komme jo och Iraker periodesch op Lëtzebuerg. An dunn huet den Direkter vum Geheimdéngscht dem Wirtschaftsminister matgedeelt, op der Plaz wier festgestallt ginn, och an de Gespréicher mat deenen Nordiraker, dass do awer vill wirtschaftlecht Potenzial kéint leie fir Lëtzebuerg. An den Direkter vum Geheimdéngscht war u sech och gehalen, dem Wirtschaftsminister déi Informatiounen opgrond vum Artikel 3 vum Gesetz vun 2004 iwwert d'Coordination interministérielle matzedeelen.

Doropshin huet den Här Krecké décidéiert - ech war domat d'accord, well mir hunn doriwwer geschwat -, eng Prospektioun an dem Nordirak ze maachen, an en huet de Concours bei der Virbereedung vun där Visite vun dem Service de Renseignement gefrot. Dat ass alles aktekundeg. Et steet awer net am Rapport vun der Commission d'enquête - aus Grënn, déi ech net kennen. Et ass och vläicht net noutwendeg gewiescht, mä et ass ee Beispill, wat weist, wéi déi Saache gaange sinn. Et hätt ee jo de fréiere Wirtschaftsminister, den Här Krecké, kënnen an d'Commission d'enquête ruffen, fir sech méi am Detail iwwer esou Operatiounen informéieren ze loossen.

Dann hu mer e ganzt Gespréich iwwert d'Zesummenaarbecht tëscht der parlamentarescher Kontrollkommissioun an de Regierungsinstanzen, an haaptsächlech dem Statsminister. Et gëtt gesot - den Här Bausch huet dat och hei virgedroen -, de Statsminister, deen hätt d'Kommissioun net iwwer Dysfonctionnementer, déi am Geheimdéngscht waren, informéiert, an zwar net zu deem Moment, wou se sech ofgespillt hätten.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass ech eppes agefouert hunn - mä dat hunn ech an den Auditioune beim Här Bodry gesot -, wat et virdrun net ginn ass, nämlech e semestrielle Bericht iwwert d'Gesamtmenace, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, dee kréien d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zougeleet, an och e semestrielle Bericht iwwert déi Operatiounen, déi um Terrain lafen.

Ech hunn och viru Méint décidéiert, dass ech misst - ech hunn am Joer 2009 décidéiert, dass ech gären e monatleche Bericht hätt, fir mech, iwwert d'Aarbechte vum Geheimdéngscht um Terrain -, an ech hu viru Méint décidéiert, dass dat och der parlamentarescher Kontrollkommissioun misst zougänglech gemaach ginn. Den Direkter vum Geheimdéngscht huet lech hei gesot, bei senger leschter Auditioun, dat géif och elo geschéien. Et ass net, dass et net scho längst hätt solle geschéien!

Ech wëll hei feststellen, ouni dass ech doraus iergendee Virworf konstruéieren - well ech hu keng Loscht, mech hei hanner aneren ze verstoppen, obschonn vill anerer sech hanner mir verstoppen an dëser Affär -, ech wëll hei drop opmierksam maachen, dass d'parlamentaresch Kontrollkommissioun d'Fakultéit, d'Méiglechkeet vum Artikel 15 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht net genotzt huet, fir spezifesch Kontrollen zu spezifeschen Dossieren ze maachen, obschonn d'Gesetz virgesäit, dass all Agent vum Geheimdéngscht vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun ka geruff ginn an dass mat deem kann iwwert d'Operatiounen diskutéiert ginn.

D'Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, wat eigentlech e breede Konsens hei am Haus ëmmer fonnt huet an och nach fënnt - an d'parlamentaresch Kontrollkommissioun soll jo méi Moyene kréien, woumat ech ausdrécklech averstane sinn -, déi Aféierung, dat war keen neutralen Akt. Dat war net eng Kommissioun, wéi et och aner Kommissioune gëtt. Dat war schonn ee qualitative Quantesprong, wéi och aus dem Exposé des motifs vum Gesetz vun 2004 ervirgeet, wou gesot ginn ass am Regierungsexposé des motifs, dass d'Regierung der Chamber géif e System proposéieren, deen hir et géif erlaben, ouni Intermédiairen deen neie Service kënnen ze kontrolléieren, dee mer duerch d'Gesetz vun 2004 jo e bësse liicht anescht ausgeriicht hunn.

An dass déi Kontroll, déi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun maache kann - och mécht -, net en ordinäre Contrôle wier, geet och aus de Rieden ervir, déi gehale gi si bei der Aféierung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Notamment huet Äre Rapporteur deemools gesot: „Déi Kontrollkommissioun", ech zitéieren en, „huet ganz vill, wann ech mech däerf esou ausdrécken, Pouvoiren. Esou datt mer gesinn, datt et hei net esou eng Kontroll fir de Schäin ass, mä datt et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se hei virgesinn ass, och definitiv wëllt exercéieren". Dat steet am Rapport, an den Ausféierunge vum Rapporteur zum Gesetz vun 2004.

Et gëtt mer virgeworf, dass ech den Direkter vum Geheimdéngscht mat der Obligatioun chargéiert hätt, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun ze informéieren. Dat gëtt mer bal esou ausgeluecht, wéi wann ech selwer keng Loscht gehat hätt, fir dat ze maachen, well ech dat jo net ënner menge politesche Prioritéite gesinn hunn. Ech hunn deem Direkter vum Geheimdéngscht, dem Här Mille, gesot, e misst alles - alles! -, wat e mir géif soen, och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun virdroen. Alles! Ech hunn Zeien dofir. Den Här Mille streit dat iwwregens net of an Ären Auditiounen. Dat kann ee widderhuelen, dass en dat net ofgestridden huet.

Den Henri Grethen, fréiere liberale Wirtschaftsminister a liberale Fraktiounschef - ee gudde Mann fir de Rescht, ansonsten d'Regierung en net nach verlängert hätt, an typescher CSV-Stat-Manéier, fir Member vun der Cour des Comptes ze ginn, wat eng Aarbecht ass, déi en exzellent, exzellent mécht -, deen huet mech autoriséiert, a sengem Numm Iech haut ze soen, dass ech hien, wéi en deen éischte President ginn ass vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, an den Direkter Mille a mäi Büro bestallt hunn an en présence vum Här Mille a vum Här Grethen gesot hunn: „Alles, wat mir gesot gëtt, dat muss och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun ausgesot ginn!". Den Här Grethen hätt dat och ganz gären an der Commission d'enquête parlementaire gesot. Alles!

Et gëtt gesot, ech hätt jo deemools schonn un der Integritéit vum Direkter vum Service de Renseignement Zweifele kënnen hunn. Ech hat awer keng Zweifelen un deem senger Integritéit. Am Géigendeel, ech hunn him vertraut, wéi d'ailleurs mir jo alleguer mussen zouginn, och d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, deenen doraus nu wierklech kee Stréck ze dréinen ass, dass se dat gemaach hunn.

De Procureur d'État Biever huet gesot hei an der Commission d'enquête, en hätt ëmmer integraalt Vertrauen an den Här Mille gehat. Et ass eréischt, wéi ech gewuer gi sinn - mä dat sinn ech awer eréischt méi spéit gewuer ginn -, dass en e Gespréich mat mir enregistréiert huet, wou ech net nëmmen ugefaangen hunn ze zweifelen, ob eist Vertrauensverhältnis nach géif bestoen, mä wou et wierklech ganz staarke Schued geholl huet. Mä virum Dezember 2008 hat ech kee Grond un der Loyautéit, déi iwwregens a villen aneren Affäre ganz grouss war, vum Här Marco Mille ze zweifelen.

Bei mir ass et souwisou esou, dass ech am Emgang mat héije Statsbeamten net vu Mësstrauen ëmgedriwwe ginn. Ech kann iwwerhaapt net schaffen an engem Klima vu Mësstrauen. Ech muss deene Leit opgrond vum Prinzip „bona fidei" - mat deenen ech ze dinn hunn - traue kënnen. A wann ech mech all Kéier muss froen, wann en héije Statsbeamte bei mech kënnt: „Kanns de deem trauen?", a kucke loossen, ob een deem traue kann, jo, dann hale mer op, de Stat nach normal ze féieren! An ech ännere mech och diesbezüglech net, egal wat ech och a mengem spéidere Liewe maachen. Ech trieden anere Mënschen net mat Mësstrauen entgéint! Dat maachen ech net. Ech wëll mech net ëmbaue mussen, just well ech eng Kéier bäigelaf sinn. Dat wäert ech net maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Bausch beklot sech - do muss ech och soen, dass ech e schlecht Gewëssen hunn - driwwer, dass ech op seng Offerte net agaange sinn, fir iwwert dee Rapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwert den interne Fonctionnement vum Déngscht ze schwätzen. Ech hunn zwar ni schréftlech Aluedunge kritt zu de Sitzungen, mä dat war och net néideg, den Här Bausch hat mer dat gesot.

Mä mir hunn awer opgrond vun de Propositioune vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun zur Verbesserung vum interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht geschafft, am Ministère an am Déngscht, esou dass ech awer fannen - well dat eng exzellent gutt Aarbecht war, déi do gemaach ginn ass, dräi Joer huet se gedauert -, fonnt hunn, dass mer awer do net dat négligéiert hätten, wat d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an hirem Rapport opgeschriwwen huet - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an där ech keen Dauergaascht war!

Zënter 2005 hunn ech exakt fënnefmol un enger Sitzung vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun deelgeholl, fënnefmol! An déi Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, déi ginn terminlech festgesat a Gespréicher tëscht dem President vun der Kontrollkommissioun an dem Direkter vum Geheimdéngscht an da gi se mir matgedeelt. Esou war d'Regel. Déi Regel kann een ännere. Ech wëll just soen, et ass net esou, dass ech permanent an där parlamentarescher Kontrollkommissioun assistéiert hätt.

Da gëtt gesot am Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun, ech wier driwwer informéiert ginn, dass den Direkter vum Geheimdéngscht d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op eng onkomplett Aart a Weis informéiert hätt. Ech widderhuelen hei nach eng Kéier, opgrond vun der Doktrin Grethen/Juncker, dass ofgemaach war, dass alles géif gesot ginn. Ech konnt dat awer net iwwerpréiwen, ob alles géif gesot ginn, well ech war jo nëmme fënnefmol do!

Da gëtt op zwou Plaze vum Rapport vun der Enquêtëkommissioun geschriwwen, esou wier dat jo net, ech géif jo awer d'Procès-verbaux vun de Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun kréien. Zweemol steet dat dran! Et ass zweemol falsch! Well ech kréie se nämlech net. Ech kréien nëmmen déi Procès-verbaux vun deene Sitzungen, un deenen ech selwer deelhuelen. An an de Ministère d'État kommen nëmme d'Procès-verbaux vu Sitzungen, un deenen héich Beamte vum Ministère d'État deelhuelen. Mä ech kréien net all Procès-verbal vun där Kommissioun! Et steet awer zweemol am Rapport, dass ech se alleguer géif kréien.

E fréiere Member vum Geheimdéngscht, den Här Kemmer - hei gi jo dauernd Zeien zitéiert -, den Här Kemmer, dee seet an engem Rapport, den Här Mille Marco, Direkter, hätt d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net komplett informéiert. Et ass e Rapport, deen datéiert vum Oktober 2009, wou den Här Kemmer den Déngscht verlooss hat a wou den Här Mille um Punkt war, den Déngscht ze verloossen. De Problem ass, ech hunn dee Rapport ni kritt. Mä ganz Stécker vun der Beweisführung fundéiere sech op dee Rapport aus dem Joer 2009, Enn 2009, Oktober 2009! E Rapport, dee sech bezitt op Evenementer aus de Joren 2006 an 2007, vun deenen ech näischt wousst. An dee Rapport selwer, deen zitéiert gëtt, deen hunn ech ni kritt!

Da verstinn ech net, firwat dass een deem Rapport eng Bedeitung zoumiesst, deen e fréieren Agent, deen de Geheimdéngscht verlooss huet, geschriwwen huet zwee Joer nodeems en - oder ee Joer, ech weess et net genau -, jiddefalls eng laang Zäit nodeems e fort war. An deem Rapport steet effektiv dran - ech hunn en awer ni kritt, mä d'Commission d'enquête parlementaire schreift driwwer -, dass den Här Mille net richteg informéiert hätt. Ech hunn lech gesot, dass dat spéit war, dee Rapport, dass ech en net kritt hunn an dass ech och kee Moyen hat, well ech d'Procès-verbaux net kréien, fir dat ze iwwerpréiwen.

Da gëtt sech zu Recht am Här Bausch sengem Exposé an och am Rapport vun Ärer Enquêtëkommissioun driwwer beklot, esou däerft dat jo net sinn, dass den Direkter vum Geheimdéngscht géif - den Här Mille - erklären, laut Gesetz bräicht en nëmmen iwwert d'Activités générales, iwwert déi generell Tätegkeet vum Geheimdéngscht ze berichten. Ech hunn lech virdrun erklärt, mat wiem a wéini ech verfügt hunn, dass, iwwert dat Mandat vum Gesetz eraus, den Direkter vum Geheimdéngscht alles an der Kommissioun ze rapportéieren hätt.

Dat schéngt ongenügend geschitt ze sinn. Mä fir esou ze maachen, wéi wann dat iwwerhaapt net geschitt wier, wéi wann do net iwwer ganz konkret Operatioune geschwat gi wier, dat ass awer, bei allem Respekt, eng Duerstellung, déi net stëmmt!

Wéi d'Commission d'enquête sech konstituéiert huet, dunn huet dann och de Statsminister all d'Procès-verbaux kritt vun der Commission d'enquête, vun der Commission parlementaire, pardon. An do stellen ech fest, dass regelméisseg iwwer ganz prezis Operatiounen, déi de Geheimdéngscht um Terrain gefouert huet, an der parlamentarescher Kontrollkommissioun rapportéiert, diskutéiert a geschwat ginn ass.

Iwwerschléieg - ech hat keng Zäit, dat minutiös ze maachen -, kommen ech op iwwer 50, 60 ganz prezis geheimdéngschtlech Operatiounen, déi um Terrain gemaach gi sinn a wouriwwer dann an der parlamentarescher Kontrollkommissioun bericht ginn ass, haaptsächlech - an do fannt Der meng Prioritéiten erëm -, wann et ëm Terrorismus geet, wann et ëm d'Proliferatioun geet a wann et ëm extrem Mouvementer, déi kënne Memberen hunn, déi gewalttäteg kënne ginn, geet, wann et ëm de Finanzement vum Terrorismus geet, wann et ëm d'Manipulatioun vum Service de Renseignement duerch auslännesch Geheimdéngschter geet.

Well dat hunn ech bei menge Prioritéite vergiess, Iech ze soen: Wourop ech ëmmer en Augenmerk hat, war: Wat maachen déi auslännesch Geheimdéngschter zu Lëtzebuerg, souwuel déi befrënt wéi déi net befrënt? A well déi befrënt eis jo besser kenne wéi déi net befrënt, begéint ee se oft. Doriwwer hunn ech mech intensiv informéiere gelooss, well do geet et ëm relevant Sécherheetsfroen, notamment am Beräich vun der Wirtschaftsspionage hei zu Lëtzebuerg.

Ech stellen och fest, dass de Geheimdéngscht och driwwer bericht huet, den Direkter, wat fir Schwieregkeete se mat eenzelne Sourcen haten. Där hu se haut net méi vill, där Schwieregkeeten, well et gëtt net méi vill Sourcen, well déi hu sech nämlech lues a lues ofgeklemmt. Well nämlech d'Sourcen - dat ass eng gefëierlech Aarbecht a bestëmmte Beräicher - fäerten, dass hiren Numm deen aneren Dag an der Zeitung steet. Dofir sëtze mer zimlech um Dréchenen de Moment. Sollt ech net soen, mä déi wëssen et, déi concernéiert Leit, déi iwwerwaacht ginn, déi wësse jo entre-temps alleguer, wéi se iwwerwaacht ginn. An dofir ass dat och keng Informatioun méi.

Iwwert d'Cargolux ass bericht ginn, iwwer taiwaneesesch Fregatten ass bericht ginn. Ech kann net wëssen, wéi am Detail dass doriwwer virgedroe ginn ass. Mä et ass awer iwwert déi Operatiounen an der Geheimdéngschtkommissioun gefrot ginn. An do kann een och nofroen, wa bestëmmten Operatioune behandelt ginn. Ech géif Iech eigentlech gären d'Nimm vun deenen Operatioune virliesen, fir dass Der emol gesitt, déi, déi dat net wëssen, wat fir eng Welt dass dat ass: „Pina Coloda", „Lillipop" an esou virun an esou fort heeschen déi Operatiounen. Ech hunn eng komplett Lëscht hei vun deenen Operatiounen, iwwert déi an der Geheimdéngschtkommissioun geschwat ginn ass.

Et gëtt mer reprochéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun net iwwert d'Dysfonctionnementer an d'Bild gesat ze hunn. Iwwert déi Operatioun SAM, vun där den Här Bausch bei der Presentatioun vum Rapport geschwat huet, ass den 18. Mee 2007 an der Kommissioun geschwat ginn. Iwwert d'Affär Cargolux, déi och hei erwähnt ginn ass, ëmschreiwend vum Här Bausch, ass geschwat ginn den 19. Mäerz, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Iwwert déi Tatsaach, dass den Här Marco Mille e Gespréich mat mir opgeholl huet, ass dräimol an der parlamentarescher Kontrollkommissioun am Laf vum Joer 2009 geschwat ginn.

All Dokumenter, déi et am Geheimdéngscht gëtt am Zesummenhank mat Stay behind, sinn der parlamentarescher Kontrollkommissioun (veuillez lire: sinn der parlamentarescher Kontrollkommissioun iwwermëttelt ginn), well ech mer erlaabt hat, och d'Kommissioun ze froen, sech iwwer méiglech Interconnexiounen tëscht Stay behind an dem Geheimdéngscht an aneren Dossieren ze bécken. Doriwwer ass a 14 Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun geschwat ginn, mat all deenen Dossieren, déi de Geheimdéngscht hat an déi de Stay behind betreffen.

Virun e puer Méint oder virun e puer Wochen - wie ka sech nach erëmfannen an all deem - ass dann op eemol gesot ginn: „Hei sinn nei Dokumenter an der Affär Stay behind". Zum Beispill eng Aart Manöver, dat an England stattfonnt huet a wou zwee Beamte vum SREL, déi zoustänneg ware fir de Stay behind, deelgeholl hunn. Dat ass en Dokument, dat huet d'parlamentaresch Kontrollkommissioun schonn am Joer 2008 kritt, wéi dee Rapport iwwer Stay behind gemaach ginn ass.

Et ass op eemol de Verdacht opkomm - ech mengen och, dass dee sech als richteg erausstellt, mä dat ass eng Instruction judiciaire, déi amgaang ass -, dass illegal Écoutë gemaach gi sinn am Zesummenhank mat eenzelnen Affären. Ech hunn, wéi dee Verdacht opkomm ass, den Direkter vum Geheimdéngscht ugewisen, alles ze duerchkämmen, wat et un Écoutë ginn ass an deene leschte Joren, fir erauszefannen, ob do illegal Écouten derbäi wieren. Et sinn der fënnef fonnt ginn a fënnef dénoncéiert ginn, déi zënter dem Joer 2000 stattfonnt hunn.

D'Déplacementer vum Direkter vum Geheimdéngscht an den Irak a Libyen an a Kuba, déi sinn an de Réunioune vum 14. Dezember 2009 a vum 23. Februar 2010 an der Geheimdéngschtkommissioun diskutéiert ginn. Alleguer déi Problemer, an déi si seriö, déi mer haten, wat d'Règlements grand-ducaux ubelaangt, fir dem Dateschutz op d'Spréng ze hëllefen am Zesummenhank mat de Banques de données vum Geheimdéngscht, iwwert déi Schwieregkeeten, déi mer elo amgaang sinn, péniblement ze léisen, ass den 18. Abrëll 2005 fir d'Éischt an der parlamentarescher Kontrollkommissioun geschwat ginn. An duerno nach eng Kéier de 14. Februar 2011 an de 24. Juni 2011, wou mer ganz am Detail, wéi ech och an den Auditioune vun dem Här Bodry senger Enquêtëkommissioun ausgesot hunn, iwwert d'Schwieregkeeten eis ënnerhalen hunn, déi mer op deem Wee fonnt hunn.

Et gëtt vun enger Operatioun geschwat, „Katana" heescht se, wou gesot gëtt, de Procureur d'État Robert Biever wier observéiert gi wéinst Verdacht op Pädophilie. Dat seet den Här Kemmer. Deen hätt déi Operatioun..., et gëtt gesot, den Här Kemmer hätt déi Operatioun geleet. Ech wëll hei nach eng Kéier soen - ech hunn et awer scho gesot -, vun där Operatioun „Katana" wousst ech absolut näischt. Näischt!

Wéi ech an engem Gespréich mam Direkter vum Geheimdéngscht gesot kritt hunn, eng Source vum Geheimdéngscht hätt gesot, et géif de Verdacht bestoen, dass de Procureur d'État an engem pädophile Milieu géif verkéieren, hunn ech de Procureur d'État doriwwer informéiert, an där Aart a Weis...

(Hilarité)

...déi Der wësst, well de Procureur d'État, dee ka sech ganz genau un de Wording erënneren, déi ee viru siwen, aacht, néng oder zéng Joer gebraucht huet. Mä ech schléissen net aus, well dat passt, esou domm ze schwätze passt eigentlech zou mir. Mä ech hu keng Observatioun um Procureur d'État ordonnéiert, ech wousst näischt vun enger Operatioun um Procureur d'État, an dofir loossen ech mech net virféiere wéi een, deen do Hosenschlitzschnüffelei bei anere maache geet! Ce n'est pas mon genre!

An ech fannen et schlëmm, wann et dann esou war - obschonn den Här Kemmer jo ofstreit, dass et esou eng Observatioun um Här Biever ginn ass, an obschonn d'Équipe vun de Filaturen am Geheimdéngscht näischt vun esou enger Observatioun wousst -, wann dat awer stëmmt, ass dat natierlech grav, well d'sexuell Orientatioun vu Mënsche kann net gebraucht ginn, fir e generelle Verdacht a Richtung vu strofrechtlechem Vergehen ze entretenéieren.

Da musse mer iwwert deen Enregistrement schwätze Juncker/Mille - oder soll ech soe Mille/Juncker? Ech wëll Iech fir d'Éischt drop opmierksam maachen, dass, wann een an engem Gespréich ass, een net noutwendegerweis all Nuancen, falls et der gëtt, direkt captéiert. Dat, wat een an 13, 14 Sekonne gesot kritt, dorop muss een net esou reagéieren, wéi wann een et zéngmol gelauschtert a 50-mol gelies huet.

An et muss ee wëssen, mä dat weess jo d'ganzt Land, den Här Mille wousst, dass e mech géif ophuelen. Ech wousst net, dass ech géif opgeholl ginn. Do géif ech Iech also emol bieden, den Duktus an d'Gespréichsführung am Liicht vun där Erkenntnis ze iwwerkucken, dass do een e Gespréich ophëlt, vun deem e weess, dass et opgeholl gëtt, wahrscheinlech net, fir deem, deen opgeholl gëtt, domat eng Freed spéiderhin ze maachen.

An deem Gespréich gëtt och gesot - an d'Kommissioun beschäftegt sech domat, ech verstinn dat -, do wier eng illegal Écoute op dem Här M. gemaach ginn. Woubäi ech mech wonneren, dass mir et alleguer ëmmer nach fäerdegbréngen, deen Numm net auszeschwätzen.

Den Här Mille huet mir net gesot, obschonn en, wéi ech nogelies hunn, dat Wuert Écoute gebraucht huet, dass dat eng klassesch Écoute war. En huet mech am Glaf gelooss - an dofir huet en dat jo och gesot, an esou war et och wahrscheinlech -, dass de Geheimdéngscht op sengem eegenen Handy e Gespréich mat dem Här M. opgeholl huet, wat ech net spontan - Dir kënnt soen, ech wier nëmmen hallef gebak - begraff hunn als eng Écoute am Sënn vun den Artikelen 88 an esou weider vum Code pénal.

E kënnt zweemol op déi Affär zréck, ouni se am Gesamtzesummenhang duerzestellen, a seet dann: „Ech hunn och de Riichteren näischt dovu gesot, well ech wëll net, dass déi wëssen, wat hei esou lass ass."

„Wat hei esou lass ass", dorënner hunn ech verstanen, dass en domat géif ofstellen op déi Tatsaach, dass behaapt ginn ass, dass et eng cryptéiert CD vun engem Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir géif ginn. Ech hunn dat net anescht verstanen, wéi dass en net wollt hunn, dass d'Riichteren dat sollte wëssen. Et ass se jo en fait och näischt ugaangen, well déi sinn zoustänneg fir d'Écoutes téléphoniques.

Déi Écoute ass ënnert der Procédure d'urgence gelaf - falls et dann eng war. Och ënnert der Procédure d'urgence - Dir verstitt, dass et heiansdo eng Procédure d'urgence muss ginn, well een net ëmmer déi dräi Riichtere kann zesummeruffen -, an der Procédure d'urgence kann de Statsminister en Tëlefon oflauschtere loossen, ouni den Avis vun deenen dräi Magistraten ze hunn, ënnert der Bedéngung, dass dann déi dräi Magistraten esou séier wéi méiglech doriwwer informéiert ginn.

Mä och an der Procédure d'urgence brauch een eng schréftlech Autorisatioun vum Statsminister. Déi schréftlech Autorisatioun gëtt et net, well ech hunn déi schréftlech Autorisatioun ni ginn, ergo loossen ech mer hei och net eng Écoute - falls et dann eng war - an d'Schung schëdden, mat där ech virdrun an duerno näischt ze dinn hat.

An deem Zesummenhank vun deem Gespréich, wat tëscht dem Grand-Duc a mir soll opgeholl gi sinn, wollt ech Iech nach eng Kéier soen, wat ech Iech scho gesot hunn: dass ech dat net gegleeft hunn, dass et esou e Gespréich tëscht dem Grand-Duc a mir gëtt, wat opgeholl gi wier, well deen, dee behaapt huet, en hätt esou eng Kassett, gesot huet, dat wier e Gespréich, wat de Stat a senge Grondfeste géif erschüttere, wann dat géif erauskommen, e Gespréich iwwert de Bommeleeër, wat de Stat géif vacilléieren dinn.

Ech sinn an der parlamentarescher Kontrollkommissioun gefrot ginn, ob et esou e Gespréich ginn ass, dunn hunn ech gesot: „Neen, et ass ni e Gespréich ginn tëscht dem Grand-Duc a mir, wat de Stat a senge Grondfesten hätt kënnen erschüttere, well esou e Gespréich hunn ech mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër net gefouert."

Bei enger anerer Geleeënheet soen ech dann, ech hu mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër geschwat, well ech bei de Grand-Duc gaange sinn, nodeem een Zeie mer gesot hat, en hätt de Prënz Jean entdeckt op enger Plaz, wou Attentater stattfonnt hunn. Dunn hunn ech iwwert deen Aspekt de Bommeleeër betreffend, déi Zeienausso betreffend mam Grand-Duc geschwat, well ech et awer nach relativ normal fannen - muss ech éierlech soen -, dass, wann ech gesot kréie vun engem Zeien: „Et war de Brudder vum Grand-Duc, dee war do, wou et kuerz drop geknuppt huet.", dass ech dem Grand-Duc dat awer soe ginn, ier ech dat um Parquet dénoncéieren, wat ech och an deenen nächste Stonne gemaach hunn, de Procureur d'État ugeruff hunn a gesot: „Hei ass een Zeien, dee behaapt dat an dat, an ech hätt gär, dass Dir dat géift kucken.", wat jo och dann intensiivst gekuckt ginn ass.

Mä fir elo am Rapport e Widdersproch ze konstruéieren tëscht där Ausso an der parlamentarescher Kontrollkommissioun: „Ech hu mam Grand-Duc kee Gespréich iwwert de Bommeleeër gefouert.", sous-entendu, well dat steet virdrun, „wat de Stat géif a senge Grondfesten erschütteren", an der Tatsaach, dass ech méi spéit mam Grand-Duc iwwert dee Virgang Zeienausso de Prënz Jean betreffend geschwat hunn, fir do e Widdersproch hierzestellen, fir ze soen, de Statsminister huet fir d'Éischt gesot, en hätt net mam Grand-Duc geschwat, an da gëtt en awer zou, en hätt mam Grand-Duc geschwat, fannen ech, muss ech éierlech soen, e relativ staarken Tubak!

Onofhängeg dovun hunn ech direkt gefrot, dass - obschonn ech et net gegleeft hunn, dass et déi CD géif ginn an dofir meng Iwwerleeung ass: „Verstoppt sech do net iergende Chantage hannendrun?", deen ech net duerchkuckt hunn, mä deen ech mer esou explizéiert hunn -, hunn ech direkt gefrot, dass déi CD géif décryptéiert ginn.

Elo gëtt d'Fro gestallt - an déi ass iwwregens nach ëmmer net décryptéiert, obschonn zwee aner Geheimdéngschter drop schaffen -, elo gëtt gesot: „Sou, Juncker, dat ass jo alles schéin a gutt, mä Dir hätt missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Marco Mille maachen, well deen dat Gespréich mat Iech opgeholl huet."

Ech hunn dat am Detail erklärt an der parlamentarescher Kontrollkommissioun an och hei an der Enquêtëkommissioun, am Detail erklärt, firwat ech dat net gemaach hunn.

Fir d'Éischt emol hunn ech keng Plainte gemaach opgrond vum Gesetz iwwert d'Atteinte à la vie privée. Also, dass ech do keng penal Konsequenzen zéie gelooss hunn, ass liicht ze erklären, well ech hunn, ech muss dat éierlech soen - ech sinn zwar keen esou e gudde Jurist wéi vill anerer heibannen -, iwwerhaapt net d'Gefill gehat, mäi Privatliewe wier belästegt duerch déi Tatsaach, dass den Direkter e Gespréich mat mir opgeholl huet.

Ech war rosen dodriwwer, ech hunn dat onerhéiert fonnt, mä ech hu mech awer net a mengem perséinleche Liewe getraff gespuert. Déi Opnahm, déi war jo net fir Drëtter geduecht. Dass herno d'ganzt Land se konnt lauschteren um Radio, wousst ech jo net an deem Moment, wou ech gewuer gi sinn, dass et déi Opnahm ginn ass. A wann ech a mengem Büro mat dem Chef vum Geheimdéngscht sëtzen an e Gespréich féieren an dat gëtt opgeholl, da geschitt dat am Exercice vu mengem öffentleche Mandat. Ech sëtzen net an der kuerzer Box do an hien net an der Schwammbox. Mir souze wéi normal Leit, déi iwwer Affäre matenee schwätzen, iwwert déi se mateneen ze schwätzen hunn.

Souwisou - mä heibanne gëtt et Juristen, déi dat besser wëssen -, ass et nach ëmmer esou, dass deen, dee sech a sengem Privatliewe betraff spiert, nach selwer driwwer Meeschter ass, ob en doriwwer Plainte mécht oder net. Ansonsten et jo net kéint sinn, dass déi Saachen do mir öfters virkommen: Mech hält eng Fra owes um hallwer eelef, wéi ech vum Büro komm sinn, op der Kap un, eng Asylantin, eng Fra, déi schlecht dru war, déi drop an dru war, ausgewisen ze ginn. An déi schwätzt mat mir. An ech schwätze mat hir. An ech schreiwe mir hir Télefonsnummer op an ech soen: „Ech kucken déi Affär, Madame."

Hei, wéi iwwerrascht sinn ech, wéi ech eng Woch duerno an enger Zeitung Wuert fir Wuert den Transcriptum fanne vun deem Gespréich mat där Fra! Firwat? Jo, well déi Zeitung dem Handy nogelauschtert huet vun där Madame, mat där ech geschwat hunn. Wann dat strofbar ass - ech fanne jiddefalls, dass et wäit geet -, dann hätt jo iergendee missen eng Aktioun lasstrëppelen, deen zoustänneg ass fir d'Action publique - huet awer kee gemaach!

Mir gëtt zum Virworf gemaach, ech hätt keng Plainte géint ee gefouert, vun deem ech iwwerhaapt net den Androck hat, dass en amgaang wier, mäi Privatliewen ze belästegen, a gläichzäiteg e puer Méint duerno geschitt datselwecht au vu et au su de tout le monde, déi déi Zeitung liesen - scheinbar gëtt se net vill gelies, mä jiddweree liest se -, an do geschitt näischt. Dofir musst Der verstoen, dass een heiansdo ufänkt, un der Richtegkeet vun eenzelnen Aussoen ze zweifelen.

Et gëtt gesot, ech hätt missen eng Affaire disciplinaire maachen - dat war mäi Punkt - géint den Här Mille. Den Här Bettel, an der parlamentarescher Kontrollkommissioun - net «des membres», un membre! -, den Här Bettel...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Wat sot Der?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass kee Verbatim an der parlamentarescher Kontrollkommissioun; et ass just, fir...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, okay, ah jo.

Irgendwéi musst Der un deene Procès-verbaux emol schaffen!

(Interruption)

Mä jiddefalls kann ech mech drun erënneren, esou steet et am Procès-verbal, dass den Här Bettel gesot huet: „Dee Mann verdéngt ee Blâme." An dunn hunn ech dem Här Bettel erkläert, wat ech heibannen och schonn erkläert hunn, dass ech keng Affaire disciplinaire géint den Här Mille wollt maachen, well wann ech eng gemaach hätt, dann hätt ech e misse suspendéieren. Wann ech eng Affaire disciplinaire gemaach hätt, dann hätt ech e suspendéiert an dann hätt ech en net kënnen ersetzen. Da wier den Déngscht laang Zäit ouni Direkter gewiescht.

Ech hunn am Zesummenhank mat där Autosgeschicht, déi och den Här Bausch hei opgeworf huet, wou scheinbar net ganz koosscher Saache geschitt sinn, jo eng Affaire disciplinaire veranlasst, sou dass ech et och ka maachen, wann et muss sinn. An aus där Affaire disciplinaire ass entre-temps eng Affaire pénale ginn, well den Disziplinskommissär dat esou - zu Recht! - ëmgedeit huet.

Ech hu gefaart, wann ech dat maachen, dann dréis de dee ganzen Service op d'Kopp. Et gëtt gesot, ech hätt och missen eng Affaire disciplinaire géint den Här Schneider maachen. Dann hätt ech also keen Direkter gehat an ech hätt kee Chef vun den Operatioune gehat, während laanger Zäit. De Chef vun den Operatiounen, mengen ech, hätt ech kënnen ersetzen duerch een aneren, ech si mer do net ganz sécher.

A meng Angscht war, an dat war eng richteg Angscht, dass, wann dat sech géif erëmschwätzen - a wann een dem Direkter vum Geheimdéngscht eng Affaire disciplinaire mécht, obschonn dann den Conseil de discipline muss a geheimer Sitzung tagen, gleeft mer es, dat dauert dräi Deeg, dann ass dat bekannt -, meng Angscht war, dass déi auslännesch Déngschter dann net méi géife mat eis zesummeschaffen.

An esou ass et och de Moment: dass mir wesentlech manner Informatiounen, a wann Informatiounen, dann där vun enger mannerwäerteger Qualitéit vun deenen auslänneschen Déngschter kréien, wat ganz grav Konsequenze kann hunn, well doduerch ass d'Sécherheetslag vu Lëtzebuerg net esou gutt ze iwwerblécken - well do kréie mer vill Informatiounen ebe vun auslänneschen Déngschter -, wéi dat normalerweis de Fall war.

Ech hunn dem Kolleeg Bettel erkläert, ech kéint dem Här Mille kee Blâme ginn, well fir him e Blâme ze ginn, muss ech fir d'Éischt eng Enquête disciplinaire maachen, an ech hunn erkläert, firwat dass ech keng Enquête disciplinaire kéint maachen a wollt maachen.

Elo kann ee soen: „Bravo, et ass jo awer alles dat agetrueden!" Jo. Alles dat ass agetrueden, mä et ass awer och agetrueden an et wier och agetrueden, wann ech déi Affaire disciplinaire do gemaach hätt, an déi wollt ech eben aus deene Grënn, déi mat der Sécherheetslag ze dinn haten, net maachen.

Et gëtt och gesot, ech hätt d'parlamentaresch Enquêtëkommissioun net richteg informéiert am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker. Ech hunn den Här Goerens Charel, dee President war vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun, komme gelooss an him dat matgedeelt. A mir hunn ofgemaach...

Hien huet dat och gelauschtert. Ech muss awer derbäisoen, en huet dat net ganz gelauschtert. Ech hat et och ni ganz gelauschtert, bis ech et an der Zeitung gelies hunn, niewebäi bemierkt - well ech jo och déi CD do vertässelt hunn, oder vertässelt kritt hunn.

Den Här Goerens an ech, mir hunn ofgemaach, hie géif elo all individuellem Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun déi Informatioun viruginn. Dat huet den Här Goerens och gemaach. A tel point, dass de Procureur d'État jo souguer gesot hat, net nëmmen de Statsminister hätt sollen eng Plainte maache wéinst Atteinte à la vie privée, mä jiddwereen, deen informéiert gi war. Dat heescht, all Member vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun hätt dat misse maachen!

Ech gesinn dat net esou en droit wéi de Procureur d'État. Mä jiddefalls behandelt en d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun d'selwecht wéi d'parlamentaresch Kontrollkommissioun mengt, dass de Statsminister sech hätt misse behandele loossen a verhalen.

Dunn hunn ech d'Kommissioun doriwwer informéiert de 5. Juni an dunn nach den 3. an de 14. Dezember 2009, ouni op den Inhalt vun deem Gespréich anzegoen, wat ech éierlech gesot net gelauschtert hunn. Ech war esou entsat, dass et dat géif ginn, dass ech dat Gespréich net gelauschtert hunn. Den Här Goerens jo och net. Du gëss esou rosen, wann s de dat mierks, dass deng éischt Suerg net ass, fir emol ze lauschteren, wat dann do geschwat ginn ass. Dat war fir mech total irrelevant. Irrelevant!

Dat Gespréich ass eréischt interessant ginn, wéi et publizéiert ginn ass. An do kann een op eenzel Aspekter vun deem Gespréich jo nach gären zréckkommen. Mä och den Här Goerens war entsat doriwwer. An d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun waren entsat doriwwer, iwwert d'Tatsaach u sech, net iwwert den Inhalt vun deem Gespréich, wéi elo heiansdo gäre gemaach gëtt. D'Tatsaach u sech. 'Gravitéit war esou, dass souguer de Kolleeg Bettel direkt gesot huet, dee Mann hätt missen e Blâme kréien, wat also weist, dass mir alleguerten der Meenung sinn, dass dat e grave Virgang war - d'Tatsaach, net den Inhalt.

Et gëtt gesot - firwat gëtt dat eigentlech gesot? -, ech hätt den Här Mille…, wéi en dann de Geheimdéngscht verlooss huet, nodeem ech him gesot hat, et wier gutt, wann e sech professionell géif ëmorientéieren, wat e jo dann och gemaach huet a wat e virdru schonn eng Kéier wollt maachen, wou e wollt Terrorbeoptragte vun der Europäescher Unioun ginn - wou eng Zeitung geschriwwen huet, ech hätt dat verhënnert, well ech gär President vum Conseil européen gi wier, wou ech awer mam Här Solana geschwat hunn, dass den Här Mille soll déi Plaz kréien -, en huet se awer net kritt. Dunn hunn ech him gesot, no där Affär Enregistrement, e soll sech professionell ëmorientéieren, wat en och gemaach huet.

An dunn hunn ech d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer informéiert. A laut Procès-verbal vun därselwechter parlamentarescher Kontrollkommissioun steet do: «selon les procédés usuels» géif hien de Statsdéngscht verloossen.

Wat sinn dann d'Procédés usuels? Dat ass, dass een e Congé sans solde ka beantragen. A wann een engem e Congé sans solde net gëtt, da muss een dat motivéieren. A fir dat kënnen ze motivéieren, an deem Fall do, hätt ee missen eng Action disciplinaire maachen, déi ech aus deene Grënn, déi ech erkläert hunn, net gemaach hunn.

Da gëtt geschriwwen, den Här Mille wier zum Premier conseiller de Gouvernement befördert ginn. Quod non! Deen hat de Grad 17 an en huet de Grad 17 behalen. Dee Congé sans solde huet hie kritt opgrond vun engem Arrêté grand-ducal, louch also de Membere vun der Regierung vir, a seng Ernennung zum Premier conseiller ass am Mémorial vum Lëtzebuerger Stat publizéiert ginn.

Mir haten eng Diskussioun viru Méint oder virun zwee Joer, ech weess dat net méi genau - obschonn ech mech jo soss un alles muss genau erënneren, Dir kënnt mer do op d'Spréng hëllefen -, doriwwer, dass d'Regierung sech „erdreistet" hat virzegesinn, dass d'Chefe vun der Police, vun der Gendarmerie a vum Geheimdéngscht sans autre forme de procédure kéinte vun hiren Aarbechten entbonne ginn. Dogéint ass protestéiert ginn, dat géif net goen.

D'Iddi, fir dat kënnen ze maachen, ass mer komm no all deem, wat ech hei erlieft hat. An ech soen Iech: Suergt derfir, dass dat an dat Gesetz stoe kënnt, well dat kënnt Der à tout moment brauchen, an all geuerdnet Demokratie ronderëm eis huet genau déi Dispositioune fir d'Chefe vun der Police, vun der Arméi a vum Geheimdénscht drastoen.

Leider Gottes ass et am Zesummenhank vun deem Enregistrement Mille/Juncker och zu enger wochelaang unhalender öffentlecher Ausenanersetzung iwwert d'Fro komm, ob de Grand-Duc dann net en Agent vum englesche Geheimdéngscht wier. Wochelaang!! D'Commission d'enquête huet festgestallt, nodeem se den Här Mille dozou befrot huet, dass deem net esou ass, well den Här Mille dat zréckgezunn huet.

Den Här Bodry hat den Anstand - hien huet e souwisou -, fir och der Press dat matzedeelen. Hu vill Lëtzebuerger déi Matdeelung gelies? Dofir wëll ech hei nach eng Kéier soen: D'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun hu ganz kloer an däitlech zu Tage gefördert, dass un deem Gerücht, un där Ennerstellung, un deem quasi Virworf vun haute trahison géint de Statschef näischt drun ass. Et hätt een et kënnen an de Rapport schreiwen!

Et ass iwwert d'Operatioun SAM geschwat gi vum Kolleeg Bausch an, am Zesummenhank mat där Operatioun SAM, vun engem Dépassement vun dem legale Kader, deen d'Aktivitéite vum Geheimdéngscht encadréiert. Et gëtt am Zesummenhank mat där Affär gesot, hei wier et zu enger Vermëschung tëscht öffentlechem Interesse a privaten Interesse komm. Wéi ech vun där Operatioun gewuer gi sinn a wéi ech bis gesinn hunn, dass déi Operatioun sech lues a lues a Richtung Strofrecht a polizeilech Ermëttlunge géif bewegen, hunn ech derfir gesuergt, dass déi Operatioun gestoppt ginn ass, wéi ech ëmmer all Operatioun stoppe gelooss hunn - wann ech eppes dervu gewuer gi sinn -, wann ech gesinn hunn, dass déi sech géif ausserhalb vum eigentleche Mandat vum Geheimdéngscht bewegen.

Déi Operatioun SAM hat mat Terrorismus ze dinn. Ech ginn hei net an den Detail vun där Saach an. Mä do waren auslännesch Geheimdéngschter dra verwéckelt. Do si Leit zu Lëtzebuerg opgetrueden, déi am héije Mooss terrorverdächteg waren. Dofir war et richteg, dass de Geheimdéngscht déi Operatioun ugefaangen huet. Well, wéi Äre Rapporteur vum Gesetz vun 1960, den Tony Biever, heibanne gesot huet: De Geheimdéngscht schafft am Beräich vun der Probabilitéit an e muss sech mat alle Rumeuren a mat allen Informatiounen, déi em zougedroe ginn, beschäftegen. D'Virtualitéit an d'Probabilitéit sinn déi eigentlech Geschäftsfelder vum Geheimdéngscht. Deene Saachen huet en nozegoen. Et huet sech erausgestallt herno, dass et keng geheimdéngschtlech Affär wier, obschonn et am Ufank esou ausgesinn hat.

Ech kann net eng Action disciplinaire géint Beamte vum Geheimdéngscht lasstrieden - d'une façon générale soen ech dat, d'une façon particulière herno -, well de Geheimdéngscht eppes ufänkt, wat e recht hat unzefänken, wou sech herno erausstellt, dass et keng Geheimdéngschtaffär war. Da kann ech net déi Beamten, déi dat gemaach hunn, sanktionéieren, dass se - wéi hutt Der dat an engem aneren Zesummenhank genannt? - eng „erreur d'appréciation" gemaach hunn iwwer eng bestëmmten Affär.

Am Zesummenhank mat där Affär gëtt gesot, do géif de Verdacht bestoen, dass do Kommissioune gefloss wieren oder hätte solle fléissen; den Här Bausch huet och de Montant, mengen ech, heibanne genannt. Ech war, wéi och heibannen ausgesot ginn ass, net an den Detail vun där Operatioun ageweit. Ech hu se gestoppt, wéi se an eng falsch Richtung gaangen ass. Vu Kommissiounen, déi hätte solle bezuelt ginn oder déi Agente vum Geheimdéngscht probéiert hätten, am Zesummenhank mat där Affär an hir Täsche fléissen ze loossen, sinn ech eréischt gewuer ginn, wéi mer dat alleguer gewuer gi sinn.

An ech stelle fest, dass dat och contestéiert gëtt. Den Här Kemmer seet heibannen, den Här Schneider hätt wëlle Kommissioune kréien. Den Här Schneider seet heibannen, den Här Kemmer géif d'Wourecht net soen, dat wier net esou. An déi si gefrot ginn, wann ech mech richteg erënneren, vum Här Mille, wéi dat da wier. An dem Här Mille ass gesot ginn, un där Saach wier näischt drun.

Et gëtt keng Preuve derfir. Et gëtt kee Schrëftstéck doriwwer. Et gëtt widderspréchlech Aussoen. Wat fir eng Affaire pénale, wann ech gelift, soll ech als een, deen dat emol net wousst, an esou enger Affär lasstrieden, wann ech iwwerhaapt keng Fakten hunn an iwwerhaapt emol net den Ufank vun engem hallwe Beweis hu fir esou Behaaptungen?

An engem Rapport vum Här Kemmer geet och doriwwer Rieds. Dee Rapport hunn ech schonn zitéiert, aus dem Oktober 2009, an ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, dass dee verspéite Rapport mir ni zoukomme gelooss ginn ass. Dofir kann ech och an deem Zesummenhank keng Procédure disciplinaire maachen. Ech hu keng Unhaltspunkten derfir, dass do Kommissioune gefloss sinn.

Ech kann dach net einfach auf Zuruf vun iergendengem, deen een anere belaascht, esou eng Affaire disciplinaire oder eng Affaire pénale lasstrieden, à moins dass ech mech wierklech ëmmer wëll op deem total sécherste Buedem, deen et gëtt, bewegen an all Kéier, wann och nëmmen de klengen Anschein kéint bestoen - obschonn ech et net beweise kann, obschonn ech et net beleeë kann -, de Parquet ëmmer saiséiere mat deenen Affären, fir dass nëmme kee mech herno domat rose maache kënnt, ëmmer op Nummer sécher goen, ëmmer gleewen, dat Schlecht fir d'Éischt emol gleewen an dann de Parquet saiséieren. Esou funktionéieren ech net! Esou wëll ech och net funktionéieren! An dofir wollt ech Iech dat hei soen.

Ob dann déi Affär SAM komplett genuch behandelt ginn ass an der parlamentarescher Kontrollkommissioun, kann ech Iech net soen, well dee Procès-verbal iwwert déi Sitzung, wou déi Affär behandelt ginn ass, deen ass mer net zougestallt ginn.

Iwwert déi net autoriséiert Télefonsécouten - ech mengen, am Zesummenhank mat der Affär Cargolux presentéiert dat sech haaptsächlech - hunn ech Iech scho geschwat. An dofir géif ech, aus Zäitgrënn, dat net méi am Detail wëllen ausféieren.

Logement vum Här Reuter. D'Kommissioun - d'Enquêtëkommissioun - stellt fest, dass déi Häre Schneider a Kemmer d'Initiativ geholl haten, fir den Här Reuter an engem Appartement vum SREL ze logéieren. An den Här Schneider schéngt ze deklaréieren, ech hätt dat gewosst. Ech wousst et awer net! Ech mengen, dass den Här Schneider mengt, den Här Mille hätt mer dat gesot. Dat stëmmt. A wéi den Här Mille mer dat gesot huet, dass se den Här Reuter géifen hébergéieren, hunn ech gesot, dat misst direkt agestallt ginn.

Är Aarbechten hunn d'Motivatioun vun deenen zwee Geheimdéngschtagenten erausgeschafft: Nämlech hunn déi geduecht, well den Här Reuter an der Kommissioun vun den Écoutes téléphoniques war als deemolege President vun der Chambre des Comptes - dee war an deem Gremium deemools dran - a well e vum franséische Geheimdéngscht kontaktéiert ginn ass, wier et eigentlech gutt, wann de Geheimdéngscht sech géif ëm den Här Reuter bekëmmeren, fir deen - ech mengen, deen Ausdrock ass gefall - ze „stabiliséieren".

Wéi mir déi Affär Reuter - „Affär Reuter", dee Virgang den Här Gérard Reuter betreffend - virgedroe ginn ass, hunn ech gesot: „Schluss domat!", well déi Motivatiounen, déi mer virgedroe gi sinn, mer net ageliicht hunn; an déi heite war emol net derbäi! A wéi ech déi méi spéit gewuer gi sinn, huet dat mech confirméiert a menger Opfaassung, dass déi „Operatioun Reuter", wann ech se däerf esou nennen, ouni dem Här Reuter do ze no ze trieden, dass déi misst agestallt ginn.

Den Här Reuter huet d'ailleurs selwer an engem Interview bei RTL de 17. Mee 2013 gesot, dee Logement wier him vum SREL zur Verfügung gestallt ginn an dat wier keng Initiativ vum Statsminister gewiescht. An elo gëtt gesot: Affaire pénale. Do geet et ëm d'Veruntreuung vun öffentleche Gelder. Dat gëtt jo gekuckt, mengen ech, wann ech dem Här Bausch seng Opzielung vun den Instructions judiciaires en cours richteg am Kapp hunn.

Ech wëll Iech awer soen: De Geheimdéngscht huet, dat weess jo elo jiddwereen, dat hu mer jo hei befördert, ans Tageslicht befördert, dass de Geheimdéngscht e puer Wunnengen am Land ënnerhält, wou en heiansdo Leit muss ënnerbréngen, well déi a Gefor sinn oder well e se wëllt, ouni dass dat opfält, befroen. An esou enger Wunneng war den Här Reuter. Dat ass eng Wunneng, fir déi de SREL souwisou Loyer bezuelt huet; déi ass net gelount ginn, fir dass den Här Reuter géif do ënnerdaach kommen.

Veruntreuung vun öffentleche Gelder ass e bëssen eppes aneschters, mengen ech, mä dat ass eng Affär, déi jo d'Geriichter kucken; do halen ech mech also wäit dovun ewech. Mä déi Wunneng huet bestanen an den Här Reuter ass do hébergéiert ginn.

Affaire pénale? Affaire disciplinaire? Well zwee Beamte vum Geheimdéngscht, a mengen Aen zu Onrecht - an ech wousst jo och näischt dervun, wéi ech iwwerhaapt net weess, wien an deene Wunnengen do wunnt an iwwerhaapt net eng Source vum Geheimdéngscht mam Numm kennen, well och de Geheimdéngscht seet mir net, wat fir Sourcen dass en huet -, Affaire disciplinaire, well zwee Beamte vum Geheimdéngscht gesinn hunn, dass den Här Reuter géif vun engem franséische Geheimdéngscht kontaktéiert ginn an e grousst Wëssen iwwert de Geheimdéngscht selwer huet, well en an där Commission d'écoutes war, déi de Statsminister deemools beroden huet fir d'Écouten? Affaire disciplinaire, well se eppes gemaach hunn, wat vun hirem Standpunkt aus - ech deelen en net - net onplausibel war, wann e frieme Geheimdéngscht sech op eemol fir e Mann interesséiert, deen eppes iwwert de Lëtzebuerger Geheimdéngscht weess? Affaire disciplinaire? Firwat? Ech gesinn net, wéi ech dat hätt kënne motivéieren.

De Fait, dass Geheimdéngschtagenten eng Situatioun falsch aschätzen, sech iren an dann nach eppes ënnerhuelen an dann herno mussen domat ophalen, well se gesot kréien, haalt domat op, oder well se selwer zur Konklusioun kommen, dat do ass keng Affär - fir all Kéier dann eng Affaire disciplinaire ze maachen, wa se enger falscher Spur nogaange sinn, mat Methoden, déi wahrscheinlech geheimdéngschtlech Methode sinn, vun deenen ech net weess, ob mer se alleguer kennen, déi Methoden, déi et gëtt: Neen, neen!

Chauffeur vum Statsminister. Dat ass eng Saach, déi mer schwéier um Häerz läit. Ech fannen, dass se och wäit geet a wäit gedriwwe gëtt. Ech hat e Chauffeur, Roger Mandé, vun elo u landbekannt - et ass ëmmer gutt, dass nëmmen d'Nimm vun deenen Agente bekannt ginn, déi net méi Agente sinn! Well Dir hutt festgestallt, dat hutt Der jo festgestallt, dass weder den Här Mille nach den Här Schneider nach den Här Kemmer am Geheimdéngscht viru beschäftegt gi sinn. Déi sinn net méi am Geheimdéngscht. Zoufall!

Den Här Mandé war mäi Chauffeur vun Dezember '82 u bis no der Présidence 2005. Ech si Pätter vu sengem Jong. Ech si gutt mat em gefuer, c'est le cas de le dire, well mir si jo vill matenee gefuer. Deen huet mech gefrot, während der Présidence 2005, en hätt es elo genuch, fir mat mir ze fueren. Verstinn ech jo awer och, no iwwer 20 Joer mat engem fueren, an nach grad mat mir! An e géif gären an de Geheimdéngscht goen; en ass jo Polizist. E wollt awer net an e Kommissariat goen, aus deene Grënn, déi seng ebe sinn, e sot: „Ech géif awer gären an de Geheimdéngscht goen."

Ech hunn dem Här Mille gesot: „Do ass e Kandidat fir an de Geheimdéngscht, huel deen." Den Här Mille seet elo, en hätt sech dergéint gewiert an ech hätt do insistéiert. Wann e sech dergéint gewiert huet, dann hunn ech wahrscheinlech och insistéiert. Well ech hunn net vill Leit recommandéiert, fir an de Geheimdéngscht schaffen ze goen. An dee wier gären dohinnergaangen, an do hunn ech em gehollef, dass en dohinnerkomm ass. Maacht Dir ni eppes fir een, wou Dir Pätter iwwert d'Kand sidd, mat deem der 20 Joer zesummen ze dinn hat? Maacht Dir do ni eppes, dréint Der do kee Fanger, fir dass esou een op eng aner Plaz kënnt, wann e gären op eng aner Plaz kënnt?

Den Henri Grethen huet mech autoriséiert, Iech ze soen, dass hien dat ganz gutt versteet - dat ass net dat, wat e mech autoriséiert huet, Iech ze soen -, mä en huet gesot, et wier awer esou, dass hien, wéi en aus der Regierung ausgescheet ass 2004, sech och derfir agesat huet, dass säi Chauffeur, deen e bis dohinner hat, an den Office des prix géif kommen, wuer en och komm ass.

Deeselwechten Henri Grethen huet mech autoriséiert, wat ech Iech ugedeit hunn an den Auditiounen - et huet awer ni een nogefrot, wat ech dann do géif mengen -, hien huet mech autoriséiert, heibannen ze confirméieren, dass hien als Chef vun der liberaler Fraktioun mer e Bréif geschriwwen huet, wou e mer recommandéiert huet, de Fils vum fréiere Statssekretär Schaack beim Geheimdéngscht ze beschäftegen.

En eklatant Beispill, niewebäi bemierkt - huelt mer dat net iwwel, dass ech dat hei aflechten - vun CSV-Stat: Den Henri Grethen, Member vun der Cour des Comptes, freet mech, fir engem fréiere liberale Statssekretär, deen ech héich estiméieren, säi Jong - deen ass jo Douanesdirekter ginn no de Wahlen 2004 - beim Geheimdéngscht ënnerzebréngen. Dat hunn ech gäre gemaach, well - ech hunn dee Jong net kannt, den Här Philippe Schaack net kannt, deen huet an der Ekonomie geschafft, wéi ech entre-temps weess -, well ech hunn deem säi Papp kannt, ech kennen den Här Grethen, ergo hunn ech dat recommandéiert.

Elo gëtt gesot, ech hätt den Här Mandé, mäi fréiere Chauffeur, als Unterseeboot an de Geheimdéngscht ageschleist. Franchement, dass et Leit am Geheimdéngscht ginn ass - erënnert Iech emol un d'Beschreiwung, déi ech Iech ginn hunn, déi ech am Ufank vu menger Ried ginn hunn, Paranoia an dëst an dat -, dass et do Leit ginn ass, déi sech dat esou geduecht hunn, dass hie selwer op eemol geduecht huet:

„Ma wa se souwisou scho soen, du wiers hei de Spioun, da wiers de dech net dergéint!“, - dat hätt en net solle maachen, falls en et gemaach huet -, mä falsch ass et, fir ze behaapten, deen hätt mir iwwer innombrabel Dysfonctionnementer am Geheimdéngscht bericht! E seet selwer aus hei an der Auditioun, en hätt mech iwwer zwou Affären ënnerriicht, dont notamment déi Affär SAM, déi ech jo och gestoppt hunn.

Dass dee mir innombrabel Zubringerdienste geleescht hätt, dass déi aner probéiert hätten, deen unzestellen, hir Affären am Geheimdéngscht an d'Rei ze maachen, kann och sinn, ass awer seltenst geschitt. Zum Beispill ee Rapport, vun deem gesot gëtt, ech hätt dee misse grëndlech studéieren, ass vum Här Kemmer dem Här Mandé gi ginn, mä den Här Mandé huet mir deen net ginn. Also huet dee Rapport mech ni erreecht.

Ech soen dach och elo net, dass anerer, déi op Recommandatioun vun aneren am Geheimdéngscht ugestallt sinn, dass déi U-Boot vun anere wieren. An dofir hätt ech och net gären, dass ee mir dann een U-Boot ënnerjubelt, während aner U-Booter net als solch beschriwwe ginn, well se zu Recht net als solch kënne beschriwwe ginn, well se keng sinn.

De Fichage politique: grouss Affär! Den Här Mille seet zu mir an deem Télefonsgespréich..., an deem Enregistrement, wat en opgeholl huet: 300.000 Kaarten. Dat gëtt direkt gegleeft. Wochelaang! Den Här Bausch huet eis elo gesot, wéi vill dass et der sinn, vun 1960 u bis elo. Selbstverständlech, déi Archiven, déi mat deene Fichen do leien, déi däerfen net zerstéiert ginn. Déi musse vun enger Historiker-Kommissioun opgeschafft ginn. Déi mussen, nodeem dann d'parlamentaresch Kontrollkommissioun oder wien och ëmmer se gekuckt huet, sauvegardéiert ginn an zu Fuerschungszwecker reservéiert ginn.

Ech ka mech hei net ausschwätzen iwwert d'Responsabilité politique vum Här Werner, vum Här Thorn a vum Här Santer. Écoutez! Ech ka mer dach net zum Virworf maache loossen - dee Virworf gëtt awer gemaach! -, dass ech gewosst hätt, dass et innenpolitesch Spionage gi wier, laang viru menger Zäit, an ech hätt näischt dergéint ënnerholl, ech wier där Saach net nogaangen. Ech hat wierklech aner Suergen, wéi ze kucken, wat fir Kaarten dass an de 60er an an de 70er Joren ugeluecht gi sinn!

Anerer waren an den Archive vum Geheimdéngscht. Ech war ni dran. D'parlamentaresch Kontrollkommissioun war jo am Joer 2008 do. Also wëssen déi méi wéi ech. Jiddefalls déi, déi kucke gaange sinn. An et hat kee verbuede kritt, kucken ze goen.

Mir waren an dem Kale Krich. Vill jonk Leit hei am Land wësse guer net méi, wat dat war, de Kale Krich. Ech weess dat nach. Ech weess och nach, wéi de Kale Krich lues a lues op en Enn gaangen ass. Dass mer eis engagéiert hunn, zu puer heibannen, an der Lëtzebuerger Friddensbewegung. Ech war an der Friddensbewegung 1982, als Statssekretär. Den Här Lux - wéi üblech och derbäi, wann eppes gebuede gëtt.

Déi Friddensbewegung ass scheinbar iwwerwaacht gi vum Geheimdéngscht, obschonn e Regierungsmember am Comité dervu war. Et ass keng Ursaach, fir dass déi iwwerwaacht ginn ass, sou wéi ech och gesot hunn a mengem Gespréich mam Här Mille - mä dat wësst Dir -, et dierft keng innenpolitesch Spionage gemaach ginn. An et ass och keng gemaach ginn, weder op meng Demande hin nach während menger Zäit, à moins dass ech do ugeschass gi sinn! Mä ech hunn innenpolitesch Spionage strikt verbueden!

An ech hunn an deem Gespréich gesot, ech hätt och en Dossier fonnt vum Här Werner, wou däers Rieds geet. Ech sinn heiansdo gefrot ginn: Wéi ass dat dann do? Ech hu mech do gëiert. Ech hu mech elo wochelaang mat där Saach nach ofginn, net intensiv, mä ech hat de Statsminister Werner mam Statsminister Thorn verwiesselt. Esou eppes kënnt jo vir!

An de Statsminister Thorn, fir deen ech déi gréissten Estime hunn, wéi Der wësst, dee war d'accord, dass, op engem Punkt zumindest, innenpolitesch Spionage géif gemaach ginn. An zwar huet den Här Thorn - wat weist, dass deen héich respektabel ass - den Direkter vum Geheimdéngscht, en huet och Hoffmann geheescht, mä et ass awer net deen Hoffmann, dee mer elo haten, mä deen Hoffmann virun deem Hoffmann, gefrot - well en dergéint war, dass Écoutë géife gemaach ginn, ouni dass en et wéisst -, ob där Écoutë géife gemaach ginn.

An dunn huet den Här Hoffmann - deen Hoffmann also virum Charel Hoffmann - him gesot, effektiv, do géifen nach zwou Écoutë gemaach ginn. An déi eng Écoute huet d'Kommunistesch Partei betraff, nämlech d'Privatwunneng vum Dominique Urbany, Deputéierten, an déi aner d'Association Luxembourg-Chine.

Well Der mech ëmmer nom Rapport Werner gefrot hutt a well ech dee verwiesselt hat a well mer net méi dorop ze schwätze komm sinn an deene leschten Auditiounen, wollt ech dat hei noreechen, mat der Remarque, dass den Här Thorn alles gemaach huet, fir esou Écouten ze ënnerbannen, an eréischt beim Versuch, fir gewuer ze ginn, wat lass wier, informéiert ginn ass, dass et déi ginn ass. An dunn huet e geschriwwen: „Féiert dat viru bis un d'Enn vum Joer an da ginn ech herno gären driwwer informéiert.“ An ech denken och, dass dat geschitt ass. De Gaston Thorn war keen, deen aneren nospionéiert huet.

Stay behind. Ech hunn d'parlamentaresch Kontrollkommissioun gefrot, fir e Rapport ze maachen iwwer Stay behind an alles dat, wat domat ze dinn hat. 14 Sitzungen hat Der doriwwer, meeschtens a Präsenz vum Direkter vum Geheimdéngscht. Ech hat Iech geschriwwen: „Dir kënnt all Dokumenter vum Geheimdéngscht selbstverständlech gesinn, Dir kënnt mat all Agente vum Geheimdéngscht selbstverständlech doriwwer schwätzen.“ Dir hutt all d'Dokumenter, all d'Piècë kritt.

Et si bei mir am Büro, iwwregens an deem Zesummenhank, zwou Perquisitioune gemaach ginn, wou all Dokumenter, déi am Ministère d'État iwwert de Stay behind louchen, matgeholl gi si bei Geleeënheet vun deene Perquisitiounen. An do gëtt mer virgeworf, ech hätt Iech do net informéiert iwwer eng Theorie vum Geheimdéngscht, déi doranner bestanen huet, dass eng Parallelstruktur zum Stay behind, déi beim SREL ënnerbruecht war, eventuell kéint eppes domat ze dinn hunn.

Dat schéngt eis dann och, dem Här Frieden a mir, an engem Gespréich am Januar 2006 virgestallt ginn ze sinn. Ech soen Iech nach eng Kéier: An där Affär si keng Nimm genannt ginn, ass drop higewise ginn, dat wier eng Theorie, eng Hypothees. Ech kann net Affaires disciplinaires an Affaires pénales oder wat och ëmmer lasstrieden, wann ee mir eng Theorie virdréit. D'Theorie, net vum Geheimdéngscht, mä d'Theorie vum Agent Kemmer! Ech muss där Saach net nogoen, wann ech déi Theorie net gleewen. Ech hu se net gegleeft.

Den Här Kemmer seet selwer, hien hätt déi Theorie och bei der Justiz virbruecht, do wier en net op vill Gehéier gestouss. De Procureur d'État Biever seet Iech während Ären Aarbechten un Ärem Rapport Bommeleeër, d'Geriicht wier där Pist Stay behind nogaangen a si hätten déi Pist net weider verfollegt, well do wier näischt drun.

De Geheimdéngscht huet laut den Aussoe vum Direkter Mille och keng eegen Enquête, eng parallell Enquête um Dossier Bommeleeër gemaach, mä huet iwwerpréift, ob déi Theorie vun engem kéint ee Schlëssel sinn zum Zougank zu engem Ensembel vu Planifikatiounen. Et ass d'Theorie vun engem, net d'Theorie vum Geheimdéngscht. D'Justiz hat dovun héieren an den Här Kemmer huet och elo am sougenanntene Bommeleeërprozess op beharrlecht Nofroe vun der Presidentin vum Tribunal missen zouginn, dass seng Theorie op kengerlee Preuves tangibles, also op haarde Fakten, berout.

Sandstone. Reproche: Den Här Schneider huet während där Zäit, wou hien nach am Geheimdéngscht geschafft huet, am Laf vum Joer 2008, ugefaangen, eng privat Sécherheetsfirma opzebauen, déi elo den Numm Sandstone dréit, deen ech bis an den Dezember oder an den November vum leschte Joer iwwerhaapt net kannt hunn, deen Numm Sandstone. Do gëtt gesot, d'Regierung wier jo virgewarnt gewiescht duerch eng Note, nach eng Kéier vun deem Här Knebeler aus der Économie, vum 4. Juli, wou deen drop opmierksam gemaach hätt, dass den Här Schneider, Agent vum SREL, amgaang wier, esou eng Firma opzeriichten.

Do steet an Ärem Rapport, d'Administration gouvernementale hätt also Bescheed gewosst. Ech weess net, wien dat ass, d'„Administration gouvernementale“. Ech ginn emol dovunner aus, dass ech eppes domat ze dinn hunn. Just, dee Bréif vum 4. Juli vum Här Knebeler, dee war net u mech adresséiert, dee war un de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké adresséiert. An de Jeannot Krecké huet mir dee Bréif, déi Note, net viruginn. Ech hat also keng Kenntnis vun där Note.

Elo gëtt et en extraordinären Zoufall, deen ee bal net ka gleewen. Wéi ech gewuer gi sinn, dass een Agent vum SREL amgaang wier, andeems hien nach am SREL geschafft huet, esou eng Sécherheetsfirma opzeriichten, wou sech also bei mir de Verdacht ageschlach huet, ma dee benotzt, soulaang wéi hien nach am SREL ass, alles dat, wat en do ka gewuer ginn, fir seng spéider Aktivitéite fertiliséieren ze kënnen, hunn ech deeselwechte 4. Juli - mä ech hat déi Note awer net kritt - den Direkter vum Geheimdéngscht ugewisen, dem Här Schneider den Zougank zu de Gebailechkeete vum SREL ab sofort, mat soforteger Wierkung ze verbidden. Säi Badge ass agezu ginn an hien huet net méi däerfe sech am SREL ëmkucken.

Ob dat Verbot an alle Perioden, déi komm sinn, millimetergenau agehale ginn ass, weess ech net, mä ech hunn derfir gesuergt, dass den Agent Schneider keen Zougank méi géif kréien zu den Archiven, zu den Dokumenter an zum Wësse vum Geheimdéngscht.

Ech hunn also erëm eng Kéier derfir gesuergt, dass eppes net géif geschéien, wat ech gefaart hunn, dass kéint geschéien a wat schiedlech kéint sinn oder wat privat Interesse kéint op eng extraordinär Aart a Weis pousséieren a favoriséieren.

Et gëtt gesot, eigentlech hätt d'Regierung gehollef, déi Firma Sandstone ze grënnen. Eischtens wëll ech emol soen, ech kann e Beamte vum Geheimdéngscht net dovun ofhalen, de Geheimdéngscht ze verloossen an eng privat Sécherheetsfirma ze grënnen. Et gëtt gesot: „De Statsminister huet net verhënnert, dass déi Firma gegrënnt ginn ass.“ Wéi soll ech dat maachen? Mä ech ka verhënneren, dass een, deen amgaang ass, als Geheimdéngschtagent eng Firma ze grënnen, nach probéiert, méiglechst vill Informatioune sech unzëeegenen, déi e kéint fir seng spéider Aktivitéit gebrauchen.

Et gëtt gesot, de Stat hätt gehollef. Déi Firma Sandstone huet vun der SNCI Kreditter kritt. Ech hunn dat gesot an den Auditioune vun Ärer Kommissioun. Mä déi Firma huet genau déi Behandlung kritt wéi all aner Firma, déi sech nei grënnt zu Lëtzebuerg. Ech hat Iech proposéiert am Här Bodry senger Enquêtëkommissioun, den Här Gaston Reinesch ze convoquéieren, deen deemools President vun der SNCI war an deen elo Gouverneur vun der Zentralbank ass, fir Iech Dossiers à l'appui ze weisen, dass deen Dossier genausou instruéiert ginn ass wéi alleguer déi aner.

Dir wësst jo, déi Décisiounen, fir e Kredit ze ginn - ech drécke mech e bësse vereinfacht aus -, déi gi jo vum Verwaltungsrot geholl vun der SNCI. Do sëtzen d'Lëtzebuerger Gewerkschaften an d'Lëtzebuerger Patronatsorganisatiounen dran. Den Här Reinesch kann Iech et erklären, déi kënnen et erklären, si si jo responsabel, souguer virum Gesetz, wa se do ee favoriséiert hätten. Et ass kee favoriséiert ginn! Dofir brauch een och keng laang Mutmaassungen doriwwer unzestellen.

Dass dann den Här Schneider virun engem israelesche Geriicht - ech weess net, wat hie virun engem israelesche Geriicht gemaach huet -, och nach erkläert, hie wier eigentlech am Optrag vun der Regierung ënnerwee an där Dépositioun an engem Prozess, wou en Zeie war, et eigentlech esou ausdréckt, wéi wann déi israelesch Riichteren hätte misse mengen, hien hätt en direkt Aarbechtsverhältnis mat mir gehat, hie wier u sech mäin Agent gewiescht, fir déi Aussoe virun engem israelesche Geriicht, Aussoen, déi der Kommission zougeleet gi sinn an Aussoen, déi dem Parquet zougeleet gi sinn - vu mir!, well ech déi Pièce kritt hunn -, fir déi Ausso loossen ech mech awer net responsabel maachen.

Da gëtt mer virgeworf, net verhënnert ze hunn, dass den Här Kemmer vum Geheimdéngscht an de Ministère de l'Économie gewiesselt wier. Jo, wéi stellt Der Iech dat eigentlech vir? Do wëllt een eng aner Aarbecht maachen. Wat ass den Oflaf? Den Här Kemmer war Polizist. Den Här Kemmer geet zréck an d'Polizei. Dann interesséiert den Här Kemmer sech, well den Här Knebeler hien ugeschwat huet, fir - loosse mer dat emol esou nennen - déi Surveillance am ekonomesche Beräich am Ministère de l'Économie ze maachen.

Den Här Krecké, Wirtschaftsminister, hätt dee Mann gären, well säi Beamten, den Här Knebeler, him gesot huet, ech kennen do een, dee wier ganz gutt, fir déi Aarbecht ze maachen. Da gëtt den Här Halsdorf an d'Spill bruecht. Hie kënnt ëmmer an d'Spill esou an de Méint Mee, Juni.

(Interruption)

An da seet den Här Halsdorf an ech och, mir géifen awer mengen, dat wier keng gutt Iddi. Mä den Här Krecké hätt de Mann awer gär. An da rifft den Här Krecké de Polizeidirekter un an da seet en: Ech hätt gär den Här Kemmer! Deen ass gutt, dee kann déi Aarbecht maachen. Deen huet am Geheimdéngscht geschafft.“

Wat hätt ech do solle verhënneren? Ech war am Ufank iwwerhaapt net d'accord, dass dat géif geschéien. An dunn ass et awer geschitt an ech hunn näischt domat ze dinn. Wéi kommt Der op d'Iddi, dass ech ka verhënneren, dass deen een eng Firma grënnt an dass deen anere seng Aarbechtsplaz wiesselt? Déi zwou Saachen hätt ech solle verhënneren.

Fir wien haalt Der mech eigentlech? Fir wien haalt Der mech eigentlech, dass ech mech an esou Saachen do amësche ginn, surtout wann ech emol mat deenen zwou Saache strictement näischt ze dinn hat!

Affär Cargolux. De Geheimdéngscht fänkt un, op enger Affär Cargolux ze schaffen. Firwat mécht de Geheimdéngscht dat? De Geheimdéngscht mécht dat, well de Verdacht besteet, dass, wéi de Geheimdéngscht schreift: „une puissance étrangère“, dat heescht eng ausländnesch Regierung amgaang wier, d'Cargolux quasi ze ënnerhillegen, fir se kënnen ze kippen.

Dass de Geheimdéngscht am Kader vun der Ofwier vun der Wirtschaftsspionage esou Informatiounen nogeet, ass total an der Rei. Total an der Rei! Doriwwer ass d'Kommissioun iwwregens och am Detail informéiert ginn, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, an den deemolegen Transportminister, den Här Lux, selbstverständlech och.

Wa sech dann awer erausstellt, dass un där Saach näischt drun ass, och nodeem ech a Präsenz vum Wirtschaftsminister eng Kéier d'Responsabel vun der Cargolux ferm an d'Gebiet geholl hunn - nodeem d'Operatioun eriwwer war -, wa sech dann erausstellt, dass dat am Ufank zwar no enger ekonomesch geféierlecher Aktivitéit ausgesinn huet, mä dass herno dat awer net esou war, nodeem ech och Beamte vum Geheimdéngscht, déi op där Affär geschafft hunn, bei de President vun der SNCI geschéckt hunn, fir sech do emol informéieren ze loossen iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Aktionariat vun där Gesellschaft géif funktionéieren, dann, muss ech Iech soen, da fält dat fir mech an deen normale Beräich vun deem, wat de Geheimdéngscht däerf maachen.

Dass dann dee Beamte vum Geheimdéngscht - de Chef vun den Operatiounen, den Här Schneider - eng Note schreift, wou e suggéréiert, deen an deen, dee misst kënnen neien Aktionär vun der Cargolux ginn, an deen, deen en do bezeechent, deen ass dann herno als Aktionär a senger Gesellschaft Sandstone gelant, ass wahrscheinlech richteg - dat huet en och geschriwwen -, mä d'Regierung ass jo där Spur net nogaangen.

En hat dat eigentlech och net ze suggéréieren, well dat ass de Geheimdéngscht guer näischt ugaangen, mä ech gesinn awer net richteg, firwat dass de Statsminister sech do eppes muss reprochéiere loossen oder Unterlassungssünden do virwerfe loossen, well ech dann erëm keng Affaire pénale a keng Affaire disciplinaire gemaach hunn. Dat, wat de Geheimdéngscht gemaach huet - net dat, wat den Agent Schneider an der Suite dovu gemaach huet -, fält ënner kengerlee Strofbestëmmungen a kann och dofir engem net reprochéiert ginn.

D'Kommissioun - d'parlamentaresch Kontrollkommissioun - huet dräimol iwwert d'Affär Cargolux geschwat: den 19. Mäerz, den 8. Abrëll an de 7. Oktober 2008. Ech hat zu deem Zäitpunkt iwwerhaapt keng Ahnung vun engem sougenannten „Agenda caché“, deen den Agent Schneider an deem Zesummenhank gehat hätt. Déi dräi Réuniounen an der parlamentarescher Kontrollkommissioun hunn a Präsenz vum Här Mille a vum Här Rollinger, Sous-direkter vum Geheimdéngscht, stattfonnt. Et huet kee Minister un deene Sitzungen deelgeholl.

An d'Kommissioun huet festgestallt: Jo, do war en Anfangsverdacht, wann ech mech däerf esou ausdrécken, mä d'Interpretatioun, déi de Faiten, déi stëmmen, zoubruecht gëtt, déi war falsch. «Les faits rapportés ont été exacts. L'interprétation n'en fut pas tout à fait adéquate.», schreift d'Kontrollkommissioun. Dès lors géif ech drëm bieden, ni méi ze soen, mir hätte probéiert, d'parlamentaresch Kontrollkommissioun op dësem Punkt hannert d'Liicht ze féieren. Well d'parlamentaresch Kontrollkommissioun jo och feststellt op anerer Plaz, wann net souguer op dëser, dass, wann ee Beamte vum Geheimdéngscht sech gëiert hätt an enger Affär, dat net zu Mesures disciplinaires kéint féieren, wann den Anfangsverdacht begrënnt genuch gewiescht wier, fir eppes an d'Weeër ze leeden.

Operatioun „Katana“, d'Parallelpolizei, Pädophilieverdacht, Rumeur verbreet, dass och de Procureur d'État domat eppes ze dinn hätt - ech soen hei nach eng Kéier: Vun där Operatioun „Katana“, wann et se da ginn ass, wousst ech näischt! Ob eng Observatioun um Procureur d'État stattfonnt huet, weess ech net. Deen, dee beschëllegt gëtt vun engem Privatdetektiv, dem Här Durand, déi Observatioun um Här Biever ze maachen, nämlech den Här Knebeler, streit of, dass dat vun him lassgetruede gi wier. Ech weess net, wou d'Wourecht do läit. Mä jiddefalls wousst ech näischt vun enger Observatioun an ech hunn och keng Observatioun ordonnéiert.

An dofir kann ee mir net hei quasi e Skandal an d'Schung schëdden, dass do eng Parallelpolizei sech gegrënnt hätt, wann ech vu vir bis hannen näischt dovu weess a wann d'Saach och nach en instruction judiciaire ass an een net weess, wat richteg do dru war. Dee Privatdetektiv Durand, dee vum Här Knebeler, wéi e bis beim Här Krecké geschafft huet, och erëm ugestallt ginn ass, fir op anere potenziellen Investisseuren, déi op Lëtzebuerg wollte kommen, ze schaffen.

Da wollt ech, Här President, eng Fro stellen iwwer eppes, wat am Rapport steet, wat ech net verstinn, well ech dat och net kennen. Do geet vun engem „Lapin rose", enger Operatioun „Lapin rose" Rieds.

(Interruption)

Rosa Kanéngchen.

(Hilarité)

Ech weess net, wat dat ass. An deem Zesummenhank ginn ech och en cause gesat an ech weess guer net, wat dat ass, déi Operatioun „Lapin rose".

Ech hu beim Geheimdéngscht nofroe gelooss, beim Direkter, menge Leit: Mir fannen an den Archiven, an den Ennerlage vum Geheimdéngscht näischt iwwer eng Operatioun „Lapin rose", mä ech gi mat dëser Operatioun an Zesummenhank bruecht an ech si mat där Operatioun, wa se da bekannt war, ni konfrontéiert ginn an deenen Auditiounen, déi ech hei hat. Dofir wier ech dankbar, wann ee mer eng Kéier géif soen, wat et da mat där rosaer Kanéngchen, mat där ech eppes soll ze di gehat hunn, op sech huet.

Bref, Här President, léif Kolleegen, ech hunn elo laang geschwat, obschonn ech net konnt esou an den Detail agoen an iwwer all déi Affäre schwätzen, déi hei opgeworf ginn, wéi ech dat eigentlech gär gemaach hätt. Dofir verweisen ech gären do, wou de Rapport vun der Enquêtëkommissioun beschreift, wat mer alles ënnerholl hunn, fir den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht ze verbesseren, op dee Rapport.

Ech verweisen op deen integralen Text vu mengen Auditiounen an der Commission d'enquête, déi waren alleguer öffentlech. Anerer waren et net. Anerer, déi och eppes hätte kënnen aussoen, wéi zum Beispill déi Membere vun der Commission de Contrôle parlementaire, déi awer och Member vun der Commission d'enquête parlementaire sinn, déi hunn net brauchen auszesoen, wat ee kann esou gesinn oder och anescht. Mä meng Aussoe sinn öffentlech gemaach ginn an ech hätt och gären, dass déi géife mat publizéiert ginn. Ech weess net, wéi dat elo hei virgesinn ass. Well ech net alles kann...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Firwat…?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Fir dass d'Leit dat kënne liesen, wat ech hei...

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...ausgesot hunn. An da stelle se fest, dass villes behaapt gëtt, wat net esou ass. A wat méi reng ass! A wat e bësse méi Informatioune verdéngt wéi déi, déi heiansdo erëmgereecht ginn.

Ech soen net, dass ech keng Feeler gemaach hunn. Ech kann den Här Bodry do berouegen. En huet jo haut an der Zeitung vum Bëschof, well et d'Zeitung vum Bëschof war, vu menger Unfeelbarkeet quasi geschwat; déi Redaktiounsatmosphär muss Iech ugestach gehat hunn, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et kënnt seele vir, dass ech do en Interview hunn. Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, mä wann Der een hutt, dann hutt Der awer och een!

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dat ass richteg. Et war exzellent...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mä onofhängeg dovun, Här Lux, Dir hutt vill Interviewen.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Zwar net am Wort.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo. Enfin, mä ech huele mech elo net mat Iech zwee hei, well dat... Mir hu jo kee Sträit mateneen.

Ech hu Feeler gemaach. Ech soen, wat ech mengen, wat meng Feeler waren. Ech hunn ee Feeler gemaach, wéi ech keng Action disciplinaire géint den Här Mille gemaach hunn. Aus der Siicht vun deemools hat ech absolut recht, wéinst deene Befiirchtungen an deenen Ängschten, déi ech hat. Wann ech mer dat haut ukucken, da soen ech mer, ech wier besser drun, wann ech meng Bedenken op d'Säit gedréckt hätt, no mir selwer gekuckt hätt, déi Action disciplinaire gemaach hätt. Ech hätt se eigentlech, aus der Siicht vun haut, net aus der Siicht vun deemools, misse maachen. Da wier ech roueg. Mä vill aneres wier geschitt, wat net gutt gewiescht wier. An Deeler dovu sinn amgaang ze geschéien, an dofir kann ee kee responsabel maachen.

Ech hunn e Feeler gemaach bei der Redaktioun vum Gesetz vun 2004. De Kolleeg Bodry huet deemools scho virgeschloe gehat, et misst ee sech dee ganzen Dispositif - deen et en fait net gëtt - iwwert de Contrôle interne virhuelen. Dat kënnt jo och elo an d'Proposition de loi, wann ech dat richteg verstinn. D'Chamber ass deem Wonsch net nokomm. Ech och net, well ech geduecht hunn: „Wat soll dat? Et kann ee jo net eng polizeiinspektiounsähnlech Trupp an de Geheimdéngscht implantéieren oder niewendrun implantéieren." Et si 60 Leit am Geheimdéngscht, dat ass keen esou e grousse Corps wéi d'Polizei, dofir huet dat Instrument mer deemools iwwerdriwwe geschéngt. Mä et war awer e Feeler, fir kee Contrôle interne ze maachen.

Well den Här Bodry hat recht, wéi en erklärt huet an den Debatten zum Gesetz vun 2004: „Natierlech huet den zoustännege Minister d'Recht, fir dat ze iwwerwaachen", also d'Aarbechte vum Geheimdéngscht, „mä och hie kann net alles wëssen, wat sech bei enger Verwaltung deet!"

Rarement vous n'avez vu esou richteg!

Ech emfannen et als mäi Feeler - elo -, dass ech net gefrot hunn, ech misst all Procès-verbal vun der Commission d'enquête kréien, net nëmmen déi fënnef Sitzungen, un deenen ech deelgeholl hunn. Ech hätt mech eigentlech misse wonneren: Firwat kriss de déi Procès-verbaux net? Ech hu mech awer net doriwwer gewonnert. Well déi si jo an de SREL gaangen, mä ech hu se net kritt. Ech hätt missen insistéieren! Fir ze iwwerpréiwen, ob wierklech och an der parlamentarescher Kontrollkommissioun alles géif gesot ginn, vun deem ech gär gehat hätt, dass et géif gesot ginn, hätt ech misse verlaangen, dass ech déi Procès-verbaux kréien.

An dee gréisste Virworf, deen ech mer maachen, an et ass gläichzäiteg e Feeler, an deen ass mer schonn dacks am Liewe virkomm, dofir hätt e mer eigentlech déi lescht Joren net méi dierfe virkommen: Ech hunn Instruktioune ginn, ech hunn Operatioune gestoppt, ech hunn Direktive ginn, an ech hunn de Suivi dovun net gemaach! Ech sinn net all Dag nofroe gaangen: Hutt Der dat dann och elo gemaach, wat ech Iech ugestallt hunn?

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Et ass genau dat, wat ech him wollt virwerfen, genau dat!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An ech muss soen, am Zesummenhank mat deem Déngscht, no all deem, wat mer elo wëssen, ass dat ee Feeler! Ech hätt missen nofroen an nofroen an nofroen: Maacht Der dat och wierklech, wat ech Iech ustellen? Dat ass awer net mäi Genre, fir esou ze schaffen! Et si jo Beamten, gutt bezuelten, héichgestallte Beamten do, déi eigentlech zoustänneg sinn, fir dass d'Instruktioune vum Minister ëmgesat ginn, ouni dass een dauernd muss nofroe goen: Wou sidd Der dru mat där Affär, a geet dat virun a maacht Der dat och esou? Dat sinn déi Feeler, déi ech gemaach hunn.

Mä wat ech net gemaach hunn, dat loossen ech mer och net an d'Schung schëdden! Ech hu keng Observatiounen ugestallt. Op keen! Ech hu keng Illegalitéite gedeckt. Keng eng! Ech hunn eng Affaire disciplinaire do gemaach, wou ech eng konnt maachen. An do, wou et richteg war, fir keng ze maachen, oder wou net Grond genuch do war, fir eng ze maachen oder fir eng Affaire pénale ze maachen an eng Dénonciatioun ze maachen, hunn ech keng gemaach.

Ech hu mer Méi ginn, eigentlech, mat deem Geheimdéngscht, deen e geheimen Déngscht ass an deen och zu Lëtzebuerg net méi schlecht funktionéiert wéi am Ausland. Dat muss ech soen. Dat seet den Här Bodry och a sengem Interview haut, wou e seet, de Lëtzebuerger Noriichtendéngscht, dee wier net besser an net méi schlecht wéi déi am Ausland, an et géif praktesch keng europäesch Demokratie ginn, déi net mat ähnleche Skandaler belästegt a beschäftegt wier, mat parlamentareschen Enquêtëkommissioune lénks a rechts vun eisem Land.

„Das Dilemma, wie sich ein Dienst kontrollieren lässt, dessen eigentliche Aufgabe es ist, im Geheimen zu arbeiten, ohne dass diese Arbeit durch die Aufsicht von außen behindert wird, hat noch kein Land gelöst."

Ech konnt et och net léisen hei zu Lëtzebuerg.

„Die politische Kontrolle durch das Parlament und den Staatsminister stößt an ihre Grenzen, weil sie auf Informationen aus dem SREL", also Geheimdéngscht, „selbst angewiesen ist."

Dat ass richteg! Et gëtt een näischt gewuer, wat een net gesot kritt.

An dofir wëll ech Iech soen, wat d'Responsabilitéit ubelaangt: Okay, iwwert déi objektiv Responsabilitéit, do kënne mer laang diskutéieren. An ech hu mech mat där Fro beschäftegt. Dat léisst mech jo net kal, wann hei geschriwwe gëtt, dass ee responsabel wier.

Déi objektiv Responsabilitéit, wouranner besteet déi? Besteet déi doran, dass, obschonn ee sech beméit huet, obschonn ee Changementer virgeholl huet, obschonn een den interne Fonctionnement vum Geheimdéngscht wiesentlech verbessert huet, obschonn een all d'Viraussetzunge geholl hat, fir dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun géif korrekt informéiert ginn, dass een da politesch responsabel ass wéinst dem vermeintlechen oder richtegen - et gëtt déi zwee - Feelverhale vun zwee oder dräi Agente vum Geheimdéngscht, wann do 60 Agente schaffen?

Kann ee wierklech vum Statsminister verlaangen, dass e ronderëm d'Auer weess, wat déi 60 Mataarbechter vum SREL maachen? Wierklech? Ass den Hiwäis vum Gesetz, dass de Geheimdéngscht ënnert der Autoritéit vum Statsminister funktionéiert, Hiwäis genuch, fir automatesch ze concluéieren, wann eppes schifleeft, vun deem een näischt wousst, dass een da muss d'politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an zrécktrieden?

Ech sinn där Meenung net! Well ech soen Iech - d'Chamber kann awer eng aner Meenung hunn -, wa mer dat zum Prinzip maachen, da kënnen alleguer déi sech freeën, déi am Liewen eng Kéier wollte Minister ginn, well da komme vill Ministeren! An da mussen der och vill zrécktrieden. Wann all Minister zoustänneg ass fir all Feelverhale vun engem Beamten, deen him direkt oder indirekt ënnerstallt ass, da soen ech Iech, da gi mer lëschtegen Zäiten entgéint! Et ass eng gutt Noriicht fir déi Beamten, déi eng wëlle stiichten. Et ass eng ganz gutt Noriicht fir déi, well hinne geschitt net vill, well hire Minister ass jo responsabel!

An dofir muss een eng grëndlech Diskussioun doriwwer féieren, wat dat dann heescht, déi objektiv politesch Responsabilitéit. Et muss ee se am Liicht vun de Konsequenzen, vun de Weiterungen a vun den Erweiterunge vun dem Festschreiwe vun enger deraarteger Doctrine analyséieren.

A wat déi subjektiv Responsabilitéit ugeet, hunn ech Iech gesot, wat meng Feeler waren. Mä ech hunn Iech unhand vun all deenen Affären, déi ech hei behandelen hu missen a wou ech net konnt an den Detail goen - éischtens, well ech ganz oft iwwert déi Operatiounen den Detail net kennen, an zweetens, well ech och mech wëll hei un den Artikel 16 vum Gesetz iwwert de Geheimdéngscht halen, deen et stroofbar mécht, Geheimnisser ze verroden, dorunner halen ech mech -, do hunn ech Iech gewisen, dass ech, wann Operatioune schifgaange sinn, se gestoppt hunn, dass ech alles gemaach hunn, wann eppes schifgaangen ass, fir dat ofzestellen an Dispositiounen huelen ze loossen, déi d'Widderhuelung vun deraartege Virgäng géifen évitéieren.

An dofir kann ech mam beschte Wëllen - mä ech sinn an der Hand vun der Chamber - och keng perséinlech Responsabilitéit subjektiver Natur, no deenen Explikatiounen, déi ech hei ginn hunn, erkennen.

Jiddefalls ass et net esou, wéi de President vun der grénger Partei viru Kuerzem geschriwwen huet: „In welchen moralisch und politisch verwerflichen Morast uns die letzten 34 Jahre, 18 davon Juncker, geführt haben, lässt sich anhand der SREL-Affäre nur erahnen. Die bis jetzt ans Licht gekommenen Fakten sprechen dafür, dass Juncker den Geheimdienst missbräuchlich in den Dienst seiner eigenen Macht und der seiner Partei stellte."

Esou ee sinn ech net! Wann Der dat mengt, da votéiert!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker! An als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber, mir, déi 60 Vertrieder vun dem Lëtzebuerger Vollek, zéien haut déi politesch Konklusiounen aus där sougenannter Geheimdéngschtaffär. Mir sinn domat opgeruff, d'Fro vun der politescher Responsabilitéit vun eisem Statsminister ze bewäerten. Mir maachen dat opgrond vun engem Bericht vun enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun.

D'Appréciatioun vun der politescher Verantwortung vun dem Statsminister kucke mir awer net eleng op Basis vun engem schréftleche Rapport. Déi perséinlech Erklärungen, déi de Statsminister eis an deene ville Leit, déi eis nolauschteren, ginn huet, zielen och derzou.

Wat heescht politesch responsabel? Dee Begréff steet wuel an eiser Verfassung. Den Artikel 78 seet: «Les membres du Gouvernement sont responsables.» De Minister ass responsabel virum Parlament fir säin Handelen. Fir d'Bewäertung vun deem Handele gëtt et keng Gebrauchsanweisung. D'Verantwortung vun dem Minister muss ee vu Fall zu Fall kucken.

D'Fro, déi mir eis am Endeffekt haut ze stellen hunn, ass vill méi déi vum Vertrauen. Huet d'Chamber Vertrauen an de Statsminister? Oder: Huet de Statsminister an dëser Affär perséinlech Feeler begaangen, fir dass opgrond vu sengem Handelen hie kee Vertraue méi hätt? Mir mussen eng Äntwert dorops ginn: Wat huet de Statsminister gemaach? Wéi huet hie reagéiert? Wat sinn d'Emstänn, déi hien zu sengem Handele gefouert hunn? Huet de Statsminister opgrond vun deenen Elementer richteg gehandelt? Konnt hien iwwerhaapt handelen? Hätt hie missen aneschters handelen?

Här President, d'Äntwert op dës Froen ass onweigerlech komplex. Si ass villschichteg. Mir kënne se net abstrakt bewäerten, eet lassgeléist vun der Positioun vum Statsminister, net lassgeléist vun der spezieller Aufgab, jo der Missioun vun engem Geheimdéngscht. Dësen Déngscht ass nun eemol, wéi säin Numm et seet, geheim. A wat geheim ass, ass net ëmmer transparent.

E Service de Renseignement, dat ass keng Verwaltung wéi eng aner, net a Frankräich, net an Däitschland, net an der Belsch an och net bei eis. D'Aufgab, d'Missioune vun dem Geheimdéngscht sinn noutgedrongen évolutiv. Si verännere sech am Laf vun der Zäit. D'Missioune vun engem Service de Renseignement an Zäite vun dem Kale Krich, jo, déi waren aneschters wéi no dem Fall vun der Berliner Mauer. De Sënn an Zweck vun engem Geheimdéngscht no den Attentater vum 11. September 2001 ass een anere gi wéi an der Period virdrun.

D'Usprëch un e Geheimdéngscht vun haut sinn anerer wéi am Joer 2004, d'Joer, wou eise Geheimdéngscht reforméiert gouf. D'Zesummespill tëscht Rechtsstat a Geheimdéngscht, d'Gewiichtung an d'Ausriichtung vu rechtsstaatleche Prinzipien an deem Kader kann een dofir och net lassgeléist kucke vun engem geopolitesche Kontext. Dat zielt fir eng Weltmuecht, mä dat zielt och fir e klengt Land.

D'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Statsminister, d'Fro vun engem eventuelle perséinleche Feelverhale vun him muss deemno och am Liicht vun der spezieller Missioun vun dem Geheimdéngscht gekuckt ginn. Et spillt hei gradesou den historesche wéi och de geopolitesche Kontext, an deem sech e Geheimdéngscht beweegt.

Här President, fir d'CSV-Fraktioun dréit de Bericht vun der Enquêtëkommissioun deenen Elementer net zur Genüge Rechnung.

Jo, de Statsminister ass politesch responsabel, wéi iwwregens all Minister, fir déi Verwaltungen a Servicer, déi him ënnerstinn.

Jo, et sinn eng Rei vu Saache schifgelaf an der Zäit. A wat fir enger Verwaltung geschitt dat net? Mä läit dofir e perséinlecht Feelverhale vir, wat misst zu personelle Konsequenze féieren? Och e Minister kann net alles wëssen, wat sech a senge Verwaltungen deet.

«En pratique, aucun ministre ne saurait suivre et surveiller l'ensemble des procédures administratives dont il porte, en dernier ressort, la responsabilité. Il a besoin de pouvoir faire confiance à ses plus hauts fonctionnaires s'il veut assumer correctement la direction politique de son département.» Jo, dat waren d'Schlussfolgerungen an der Enquêtëkommissioun «Transports routiers internationaux»; déi sougenannten Affär Morby-Kralowetz (veuillez lire: déi sougenannten Affär Kralowetz).

Här President, d'CSV-Fraktioun ass mat de Kritären aus dem Bericht d'accord, no deenen d'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit vun dem Statsminister an dësem Fall sollt gekuckt ginn. Et sinn dat: éischtens, d'Opsiichtsflicht iwwert de Fonctionnement vun dem Service; zweetens, d'Flicht, fir strofrechtlech Handlungen dem Parquet ze dénoncéieren; drëttens, de Fakt, ob Disziplinarmoossnamen ageleet goufen; a véiertens, d'Informatiounsflicht vun dem Service géintiwwer der parlamentarescher Kontrollkommissioun.

Mä fir d'CSV-Fraktioun ass de Bericht op dem Punkt vum Rôle vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun grad wéi op der Fro vun der politescher Responsabilitéit vum Statsminister net équilibréiert genuch. De Statsminister huet de Mëtten eng ganz Rëtsch entlaaschtend Elementer virbruecht, deenen de Rapport net genuch oder iwwerhaapt net Rechnung dréit.

Dat setzt d'Bewäertung vun der politescher Responsabilitéit, der Grondfro vun engem perséinleche Feelverhalen an der Persoun vun dem Statsminister an ee ganz anert Liicht. Hei ass keng Enquête à charge et à décharge gefouert ginn! Hei ass fir d'Éischt eng eesäiteg Ukloschréft gemaach ginn! Eng ganz Rei Faiten, wourops de Rapporteur, den Här Bausch, schonns virun dräi Woche seng virzäiteg eege Konklusioune gezunn hat an déi direkt an de Medien zirkuléiert sinn, hu sech am Nachhinein als faktuell iwwerhaapt net richteg erwisen.

Hätte mir net missen dem Statsminister fairnesshallwer d'Méiglechkeet ginn, zu der Endfassung vun dem Rapport, esou wéi se de Freiden de Mëtte virlouch, Stellung ze bezéien, an zwar ier mer ofgestëmmt hunn? Dat am Geescht vun dem Principe du contradictoire, dat ass en elementaart Recht vun all Prozess!

Zu verschiddenen Elementer, déi am Rapport drastinn, ass de Statsminister während sengen Auditiounen an der Enquêtëkommissioun ni gehéiert ginn. De Statsminister huet haut de Mëtten eng ganz Rei vu Fakte geliwwert, deenen de Rapport iwwerhaapt net Rechnung dréit. D'Konklusioune stinn nach ëmmer an dem Endbericht, obscho sech d'Faktelag zum Deel ganz geännert huet.

Éischtens, dat gëllt fir dat ganzt Kapitel iwwert déi sougenannte Parallelpolizei. Dem Statsminister gëtt zum Beispill e Feelverhale virgehäit, hien hätt net richteg gehandelt am Kontext vun enger geheimdéngschtlecher Operatioun iwwer e présuméierte Pädophiliesréseau zu Esch.

Fakt ass, dass de Statsminister vun enger Rumeur Bescheed wousst. Hien huet doropshin de Procureur Biever iwwert déi Rumeur informéiert. Et ass, salopp gesot, déi Geschicht vum Puff zu Esch.

De Procureur Biever huet an enger Pressekonferenz den 13. Juni 2013 moies, ier mer mëttes an der Chamber hei geschwat hunn, selwer confirméiert, iwwert déi Affär gewosst ze hunn, well et zu engem Austausch vun Informatioune koum tëscht der Justiz, dem Geheimdéngscht an de Servicer vun der Police judiciaire.

Fakt ass, de Statsminister huet a sengen Aussoen de 25. Juni 2013 virun der Enquêtëkommissioun confirméiert, dass hien dem Geheimdéngscht ni Instruktioun ginn hat, op där Affär ze schaffen. De Statsminister huet zu kengem Moment de Service ugestallt, Observatiounen op der Persoun vun dem Procureur d'État ze maachen.

Zweetens, d'Affär vun der Déngschtwunneng vun dem Service de Renseignement, déi zäitweileg dem fréiere President vun der Chambre des Comptes zur Verfügung gestallt gouf. Hei gëtt dem Statsminister virgehäit, hien hätt dëse Fait net nëmmen dem Parquet net dénoncéiert, well et sech hei ëm eng présuméiert Veruntreiung vun öffentleche Gelder kéint handelen, de Statsminister kritt och reprochéiert, hei keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn.

Fakt ass, d'Wunneng gouf zur Verfügung gestallt am Kader vun enger geheimdéngschtlecher Operatioun.

Fakt ass, de Statsminister wousst net, dass déi Wunneng vum Här Reuter während e puer Méint zur Verfügung gestallt gouf. A wéi de Statsminister et gewuer ginn ass, huet hie formell Instruktioun ginn, déi Praxis anzestellen.

De Statsminister huet der Enquêtëkommissioun de 7. Mee erkläert, keng Enquête disciplinaire gemaach ze hunn. Firwat? Mä well soss öffentlech bekannt gi wier, dass de Geheimdéngscht eenzel Wunnengen ënnerhält aus Grënn vum Schutz vu senge Sourcen.

Drëttens, de présuméierten Dysfonctionnement vun der sougenannter politescher Spionage.

Fakt ass, d'Zeien Hoffmann a Mille confirméieren alle béid, dass si ni Instruktioun kruten, fir innenpolitesch Spionage hei am Land ze maachen. De Statsminister confirméiert a senger Unhéierung de 25. Januar 2013, dass hien, wéi e Statsminister ginn ass, den deemolegen Direkter komme gelooss huet an him formell Instruktioun ginn huet, dass et keng innenpolitesch Spionage, oder wat een als solch kéint verstoen, hei am Land däerft ginn.

Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun am Joer 2008 de ganzen Archiv vum SREL kucke gaangen ass. Och si huet keng weider Schrëtt ënnerholl.

Véiertens, de présuméierten Dysfonctionnement vum Réseau Stay behind. Et gëtt dem Statsminister reprochéiert, d'Justiz net doriwwer informéiert ze hunn, de Geheimdéngscht hätt eegen Enquêtë gefouert an dem Kontext vun der Bommeleeëraffär, de Geheimdéngscht hätt méi prezis op der Pist vun der Lëtzebuerger Cellule vun dem sougenannte Réseau Stay behind aus dem Kale Krich als méiglechem Täter enquêtéiert.

Fakt ass, dat war eng Theorie, déi vun eenzelnen Agenten, fir net ze soen engem, dem Här Kemmer, an dem Geheimdéngscht entwéckelt gouf. Et gouf zu kengem Moment belaaschtbart Material. Am Joer 2008 huet de Procureur Biever offiziell confirméiert, dass et keng Elementer géif ginn, déi op e Lien tëscht dem Réseau Stay behind an der Bommeleeëraffär géife schléisse loossen.

E fréiere Mataarbechter vun dem Geheimdéngscht huet viru Kuerzem am Prozess Bommeleeër - et war dat den Här Kemmer - zouginn, et wier einfach seng eegen Theorie gewiescht. A fir déi Theorie gëtt et kee Beweis. Net ze vergiessen, dass déi parlamentaresch Kontrollkommissioun 14 Sitzungen zu deem Sujet hat. De Gros vun deene Sitzunge war a Präsenz vun dem Direkter, deen d'Theorie iwwert de Stay behind kannt huet. Och d'Kontrollkommissioun huet deen Dossier net un de Parquet weidergeleet. De Statsminister soll awer dofir elo e Stréck draus gedréint kréien.

Här President, déi politesch Verantwortung vun dem Statsminister gëtt nach a Fro gestallt, well déi parlamentaresch Kontrollkommissioun net richteg informéiert gi wier. D'CSV-Fraktioun ass mat där Konklusioun aus dem Rapport net d'accord.

D'parlamentaresch Kontrollkommissioun vun dem Geheimdéngscht ass 2004 agefouert ginn - et gouf deemools als e wichtegt Element vun der Reform ugesinn. De Rapporteur vun der Reform vun dem Geheimdéngscht, eise Kolleeg, de Lucien Weiler, huet 2004 gesot, dass d'Aféiere vun dëser Kontroll den demokratesche Iddien an Exigenze vun eiser Zäit Rechnung dréit. Hien hat deemools schonn Zweifel drun, ob esou e Service a voller Transparenz kéint fonctionnéieren. Weider preziséiert den Här Weiler, dass de Geheimdéngscht als en Deel vun der Exekutiv enger ugepasster Kontroll duerch d'Parlament muss ënnerworf sinn an där zoustänneger Kommissioun Ried an Äntwert muss stoen.

De Rapporteur huet deemools festgehalen, dass et hei net esou eng Kontroll zum Schäin ass, mä dass et eng effektiv an eng reell Kontroll ass, wann dann d'Kommissioun déi Kontroll, esou wéi se virgesinn ass, och definitiv wëllt exercéieren.

Här President, jo, de Statsminister dréit d'Verantwortung fir de Geheimdéngscht, deen him vu Gesetzes wegen ënnersteet. Jo, déi politesch Verantwortung vun der Kontrollkommissioun läit net op deemselwechten Niveau. Mä dat heescht net, dass et keng Verantwortung vun der Kontrollkommissioun gëtt. Dat heescht virun allem net, dass déi politesch Verantwortung vun dem Statsminister doduerch um Spill géif stoen, dass d'Kontrollkommissioun net zur Genüge informéiert gi wier.

D'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun ass duerch d'Gesetz 2004 extra verankert ginn. D'Kontrollkommissioun huet ganz vill Pouvoiren. Si huet direkt Ableck an d'Aktivitéite vun dem Geheimdéngscht. Si brauch net iwwert de Statsminister ze fueren, fir mat dem Geheimdéngscht a Verbindung ze kommen. Dat gëtt et bei kenger anerer parlamentarescher Kommissioun. Den Direkter informéiert iwwert déi generell Aktivitéite vun dem Geheimdéngscht. Hie mécht periodesch Rapport. De Statsminister mécht Rapport iwwert d'Écouten, déi geschalt ginn. D'Kontrollkommissioun kann eenzel Agenten héieren zu eenzelne Missiounen. Si ka sech vun Experten entouréieren. Si kann Asiicht a spezifesch Dossieren hunn.

D'Kontrollkommissioun huet deemno eege Pouvoiren. Hir Pouvoire ginn iwwer eng normal politesch Kontroll vun der Exekutin eraus. D'Kommissioun kann direkt de staatleche Service kontrolléieren. Mä huet si dat gemaach? Zumindest net an hiren Ufangsjoren, der Period 2004 bis 2008, do, wou déi meeschte Mësselen och geschitt sinn. Dat hunn iwwregens déi allermeeschte Membere vun der Kontrollkommissioun och esou confirméiert. D'Kontrollkommissioun huet e bësse fonctionnéiert no dem Motto: „Was ich nicht weiß, macht mich nicht heiß."

Dat war ee Choix. D'Kontrollkommissioun war net proaktiv. Si huet hir gesetzlech Méiglechkeeten net ausgenotzt. Si huet sech net d'Moyene ginn, fir hir Kontroll méi déif gräifend auszenotzen, weder personell, budgetär nach administrativ. Als legislatiivt Organ hätt si do absolut kee Problem gehat. D'Kontrollkommissioun wollt et vläicht och net. Si hat och vläicht net d'Zäit dofir, wéinst hirer Besetzung duerch d'Fraktiounspresidenten. Si hat nëmmen zu Ufank dräi oder véier Sitzunge pro Joer.

Mä fir dem Statsminister elo wëllen e Stréck draus ze dréinen, d'Kontrollkommissioun wier nëmme lacunaire informéiert, ass einfach net korrekt. D'CSV-Fraktioun bedauert, dass hei de Rapport vun der Enquêtëkommissioun op deem Punkt total eesäiteg ass.

Mir fannen, dass de Rapporteur net déi néideg Distanz zur Neutralitéit vun dëser Fro hat. Als President vun der Kontrollkommissioun a Rapporteur vun der Enquêtëkommissioun war hie Juge et partie. Dat ass net fair. Dat ass net gerecht. Dat verstéisst géint elementar Regele vun engem Rechtsstat. Grad an enger Affär wéi déi heiten, wou vill iwwer Demokratie an Transparenz Rieds war, wier et wichteg gewiescht, d'Prinzipien, fir déi ee steet, och virzeliewen. Dat geet net, wann ee wëllt…

(Interruption)

M. le Président.- Här Roth, den Här Bausch wëllt Iech… Fuert virun, an zum Schluss kann den Här Bausch seng Fro stellen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dat geet net, wann ee wëllt déi politesch Responsabilitéit vun dem Statsminister op deem Punkt a Fro stellen.

D'Relatioun tëscht Geheimdéngscht a Kontrollkommissioun leeft iwwert den Direkter. De Statsminister huet x-mol a sengen Aussoe widderholl, dass hien dem Direkter vun dem Geheimdéngscht formell den Optrag ginn hat, fir der Kommissioun alles ze zielen, wouriwwer den Direkter de Statsminister an d'Bild gesat hat. Dass dat net a vollem Ëmfang geschitt ass, ass bedauerlech. Mä et war de Choix vun dem Direkter, sech op d'Gesetz ze beruffen, fir nëmmen iwwert déi generell Aktivitéite vun dem Service ze zielen. Et kann een dem Statsminister awer dofir net e Stréck draus dréinen.

Fir d'Relatioun tëscht Statsminister a Kontrollkommissioun ze illustréieren, d'Beispill vun der faméiser Auer: Dem Statsminister gëtt reprochéiert, hien hätt d'Kontrollkommissioun net richteg informéiert iwwert de Fait, dass den Här Mille e Gespréich mat him opgeholl huet, wou den Direkter vun dem Geheimdéngscht de Statsminister informéiert, dass et eng cryptéiert CD vun engem Gespréich tëscht dem Statsminister an dem Grand-Duc iwwert d'Affär Bommeleeër géif ginn. Des Weidere gëtt dem Statsminister seng politesch Verantwortung doraus zur Rechenschaft gezunn, well hie keng Plainte déposéiert hätt a keng disziplinaresch Moossname géint den Här Mille ageleet hätt.

Fakt ass, et ass de Statsminister hei, dee selwer illegal ofgelauschtert gouf. De Statsminister gouf am Dezember 2008 gewuer, dass hie mat der Auer opgeholl ginn ass. De Statsminister huet am Mäerz 2009 den deemolege President vun der Kontrollkommissioun, de Charles Goerens, dovunner an d'Bild gesat. An dee krut och am Büro vun dem Statsminister d'Kassett virgespillt. De Charles Goerens huet d'Membere vun der Kontrollkommissioun am Mee 2009 vun dem Virfall eenzel an d'Bild gesat.

De Statsminister huet selwer am Juni 2009 d'Membere vun der Kontrollkommissioun vun dem Ophuelen informéiert. Déi Affär gouf nach an zwou Sitzunge vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun am Dezember 2009 ugeschwat. De Statsminister huet de Membere vun der Kommissioun erkläert, firwat hie keng disziplinaresch Moossname géint den Direkter vum Geheimdéngscht agefouert huet: Et hätt zu enger Suspendéierung gefouert an d'Relatioun mat deenen aneren auslännesche Geheimdéngschter wier zerstéiert gewiescht. De Statsminister huet deemools awer och preziséiert, dass hien den Här Mille wësse gedoen huet, sech eng aner Plaz ze sichen.

Här President, de deux choses l'une: Entweder hunn de Kommissiounsmembere vun deemools d'Explikatioune vun dem Statsminister ageliicht - an dat schéngt de Fall gewiescht ze sinn -, jo, da kann een dem Statsminister awer elo, ronn véier Joer dono, net doraus e Stréck dréinen.

Oder d'Membere waren net d'accord, mä da muss ee feststellen, dass ni ee gefrot huet, dat Enregistrement nozelauschteren. Mat Ausnahm vun dem Här Bettel, dee gefrot hat, ob net misst e Blâme fir den Här Mille kommen, huet ni e Member vun der Kontrollkommissioun gefrot, dass den Här Mille misst suspendéiert ginn.

Et huet och deemools kee Member vun der Kontrollkommissioun gefrot, dass de Statsminister sollt Plainte déposéiere beim Parquet. Iwwregens huet och d'Kontrollkommissioun d'Faiten deemools net selwer un de Parquet weidergeleet, wat hiert Recht, jo souguer hir Flicht gewiescht wier. A senger Auditioun huet de Procureur général Biever d'ailleurs ausdrécklech confirméiert, dass d'Dénonciatiounsflicht vun dem Artikel 23 vun dem Code d'instruction criminelle sech och op d'Membere vun der Kontrollkommissioun bezitt.

Här President, Fakt ass, et gouf an dem Geheimdéngscht eenzel Verfeelungen, déi op d'Eegegebare vun enger handvoll Mataarbechter - Mille, Schneider, Kemmer, Kohnen - aus dem Service de Renseignement zréckzeféiere sinn. Vill Virwërf, déi an hirer eegener Regelméissegkeet - scheibchenweise freides moies, den Dag vun eise Sitzungen - kolportéiert goufen, hu sech um Enn als net stéchhalteg erwisen.

Fakt ass, de Statsminister huet, soubal hien iwwer e Feelverhalen informéiert war, dat direkt stoppe gelooss.

Fakt ass, de Statsminister huet net bei all Affär direkt d'Disziplinarverfahren oder eng Justizaffär ugestrengt, aus Grënn, déi direkt am Zesummenhang sti mat der spezieller Natur vun engem Geheimdéngscht.

De Geheimdéngscht schafft preventiv op Informatiounen, déi hie vun enger inlännescher oder auslännescher Source kritt. Dës magen a priori an de Kader vun de Missioune vun dem Geheimdéngscht falen. Wann déi Appréciatioun vun de Geheimdéngschtmataarbechter sech herno awer als falsch erweist, kann een net direkt vum Statsminister eng Enquête disciplinaire verlaangen, well et eng Operatioun wier, déi net an de legale Kader vun dem Service de Renseignement géif falen.

Fakt ass, de Statsminister huet d'Direktere vun dem Geheimdéngscht formell instruéiert, fir d'Geheimdéngscht-Kontrollkommissioun iwwer alles, wat si dem Statsminister gesot hunn, och ze informéieren. Dat gouf vun dem Här Mille ënner Eed esou bestätegt. Dass dat awer net a vollem Ëmfang geschitt ass, ass bedauerlech, mä et berout op den Direkteren hirer Liesaart vun dem Geheimdéngschtgesetz.

Fakt ass, déi parlamentaresch Kontrollkommissioun huet déi Mëttelen, déi hir vum Gesetz aus zur Verfügung stoungen, net a vollem Ëmfang genotzt.

A Fakt ass, an der Enquêtëkommissioun huet sech e largë Konsens ofgezeechent iwwert déi Punkten, wou dat Gesetz iwwert de Geheimdéngscht aus dem Joer 2004 misst ugepasst ginn. An dat droe mir als CSV-Fraktioun unisono mat.

Här President, et gëtt dës Zäit nawell vill vu Rechtsstat geschwat. An engem Rechtsstat mussen d'Saachen opgeklärt ginn. Land a Leit hunn e Recht drop, fir dass Kloerheet geschafe gëtt. D'Vertrauen an de Stat a seng Institutioune verlaangt dat.

D'Enquêtëkommissioun hat den Avantage, dass a puncto Geheimdéngscht elo munches geklärt ass. Jiddwereen, deen dozou bäigedroen huet, verdéngt e Merci: de President, de Rapporteur an all hir Memberen.

Jo, Virwërf stoungen am Raum. Si stinn haut an engem anere Liicht. De Statsminister huet dat, wat schifgelaf ass, haut erkläert. Hien huet sech derzou erkläert, virun der Enquêtëkommissioun an haut virun dem Land. Hien huet et net verstoppt, hien huet et net zougedeckt an hien huet et och net vertuscht!

Dir Dammen an Dir Häre, léif Leit, an engem Rechtsstat musse Virwërf awer och bewise ginn. Et zielt och hei de Prinzip: à charge et à décharge. Jo, dat zielt och vis-à-vis vun engem Statsminister.

Et geet hei net ëm d'Liewenswierk Jean-Claude Juncker! D'Lat läit do héich, ganz héich. Et geet awer och ëm d'Persoun Jean-Claude Juncker. Et geet hei drëms, ob d'Parlament soll dem Statsminister Jean-Claude Juncker d'Vertrauen entzéien. Mir jugéieren haut de Mëtteg am Interessi vum Land iwwert déi politesch Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker. D'Bewäertung dovunner kann een net lassgeléist kucke vun der Persoun vun dem Statsminister.

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass verschëllt? Neen!

Huet de Statsminister dat, wat schifgelaf ass, gestoppt? Jo!

Hätt de Statsminister kënnen oder sollen aneschters handelen? Mir soen op Base vun dem Dossier: Neen! À vous d'en juger!

Huet d'Handele vun dem Statsminister dem Land geschuet? Neen!

Här Statsminister, Dir sidd politesch responsabel. Et besteet kee Feelverhalen, fir Iech d'Vertrauen ze entzéien. Déi 26 Deputéiert vun der CSV sti geschlossen hanner Iech.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, wéi een dat ëmmer mécht, wann een e Rapport hei diskutéiert, dem Rapporteur Merci ze soen. Ech mengen, dës Kéier, bei engem Rapport vun 140 Säiten, wou ee siwe Méint laang dru geschafft huet, wou ee bal 50 Réuniounen hat, ass dee Merci do besonnesch verdéngt.

Ech wëll duerfir, well ganz villes sech am Rapport befënnt, och net méi op den Detail vun eenzelnen Evenementer, vun eenzelnen Aktioune vum Service de Renseignement, vun eenzelnen Dysfonctionnementer, vun eenzelne widderspréchlechen Aussoen an all Fall agoen. Ech mengen, déi Aarbecht do hu mer an der Kommissioun gemaach. Mir hunn et am Rapport festgehalen. An dat war keng einfach Aufgab fir de Rapporteur, gradesou wéineg wéi et eng einfach Aufgab war fir all anere Member vun der Kommissioun.

Wat normalerweis net gemaach gëtt, ech mengen, wat awer hei justifizéiert ass, dat ass, datt de President vun der Kommissioun Merci gesot kritt, well hien hat och keng einfach Aufgab, an där schwiereger Matière do déi Kommissioun ze dirigéieren, ze guidéieren, heiansdo och emol ze kucken, datt d'Objektivitéit weiderhi géif groussgeschriwwe ginn, datt et en Ausgläich tëscht deenen eenzelne Vuë géif ginn.

En huet dat heiansdo och op seng speziell Aart a Weis, och emol mat enger Portioun Humor gemaach. An ech mengen, seng Aart a Weis, fir déi Sëtzungen do ze presidéieren, huet och derzou bäigedroen, datt een eigentlech bis zulescht, obschonn ee jo eenzel Faiten awer ëmmer aneschters gesinn an och ëmmer aneschters bewäert huet, ganz roueg a sachlech doriwwer diskutéiert huet. A jiddwereen an där Kommissioun konnt seng Remarquë maachen, seng Amendementer och an den Text mat erafléisse loossen. Duerfir also och e grousse Merci un de President Alex Bodry.

Dee Rapport, deen hei virläit, déi Aarbecht vun där Enquêtëkommissioun ass eigentlech en exemplarescht Beispill vun enger parlamentarescher Aarbecht. Et kann een et quasi - an eenzel Kolleegen, mengen ech, hunn et och gemaach am Laf vun de leschten Deeg - als Emanzipatioun vum Parlament verstoen.

D'Parlament, wat jo d'Aufgab huet, d'Regierung ze kontrolléieren, wat an dësem Fall, wann et ëm Geheimaktivitéite geet, jo besonnesch schwiereg a besonnesch delikat och nach ass, jo, d'Parlament huet hei déi Aufgab wouergeholl an ass eigentlech iwwert déi üblech Rolleverdeelung hei innerhalb vum Parlament och do erausgaangen, well et wierklech d'Parlament war, wat d'Regierung kontrolléiert huet, an net onbedéngt déi eng Meenung vun der Oppositioun, déi där anerer vun der Majoritéit géigeniwwergestallt war, wéi et jo awer ganz, ganz oft an eisen Débaten an och an deene Konklusiounen, déi dagan dagaus hei am Parlament gezu ginn, war. Duerfir ass dat doten eigentlech eng Erfahrung, déi eis Demokratie stäerkt an net schwächt.

Ech wëll entgéint de Kolleege vun der CSV, déi dat virun där Sëtzung hei gesot huet, déi dat haut nach eng Kéier gesot huet an et wahrscheinlech och nach déi nächst Méint wäert soen, nach eng Kéier ënnersträichen, datt dee Rapport hei équilibréiert ass, datt ganz villes an dee Rapport hei - och vun der CSV - bäigesat ginn ass, datt villes vun deem, wat de Premierminister hei gesot huet, och schonn an den Aussoen an der Enquêtëkommissioun gemaach ginn ass, wou e gehéiert ginn ass, an datt déi Zitater op Wonsch vun der CSV - an do war ni eng weider Debatt doriwwer an der Kommissioun! -, datt dat bäigesat ginn ass.

Esou datt, wann et gutt Argumenter gouf, fir eppes aneschters ze schreiwen, fir eppes net ze schreiwen, fir eppes bäizesetzen oder ewechzeloossen, dann ass dat och esou geschitt. An dat ass opgrond vun Awërf vun där enger Säit an opgrond vun Awërf och vun där anerer Säit absolut méiglech gewiescht.

À charge et à décharge, dat war dat, wat och ëmmer ageklot ginn ass. A wann een de Rapport haut liest, jo, da fënnt een, datt ee punktuell op ganz kloer Konklusioune komm ass, jo, well iwwereneestëmmend Aussoen eppes ganz kloer confirméiert hunn, an datt et op villen anere Plaze widderspréchlech Aussoe gëtt. An déi sinn dann och awer esou an dem Rapport mat iwwerholl ginn, esou datt de Lieser vun deem Rapport, an där wäerten et jo net wéineg ginn, sech och e komplett Bild dovunner ka maachen.

Wann een awer seet, „à charge et à décharge muss enquêtéiert ginn", an och „dat muss an de Rapport fléissen", an „dat muss eigentlech och herno an eis Konklusiounen, déi mer um Enn vun dëser Debatt sollen huelen, afléissen", dann ass et dach e bësse skurril, datt eng Fraktioun eigentlech, wa se iwwerhaapt Froe gestallt huet während deenen Auditiounen, haaptsächlech Froen zum Verhale vun der Kontrollkommissioun gestallt huet a vill aner Dossieren - nach vläicht den Dossier „Katana" -, mä vill aner Dossieren hir eigentlech do zimlech egal waren. Do huet een eigentlech dès le départ och gespuert, datt et net ëmmer à charge et à décharge vun alle Säite sollt sinn.

Et kann op jidde Fall haut keng Partei soen, keng Fraktioun hei soen, datt hir Amendementer, déi se proposéiert hunn, fir an dee Rapport afléissen ze loossen, aus parteipoliteschen Erwägungen net opgeholl gi wären. Et ass diskutéiert ginn, et ass argumentéiert ginn. An et ass een eenzege Vote an där Kommissioun geholl ginn, dat war deen allerleschten Dag, wou mer dee Rapport zesummen ugeholl hunn. A virdrun ass ni do gesot ginn, datt eng Majoritéit do d'Wourecht definéiert hätt. Et waren d'Argumenter, déi dat definéiert hunn, wat an de Rapport komm ass. Duerfir, déi Konklusiounen, déi de Rapport zitt, jo, déi baséieren och op dem Sachverhalt, dee virdru beschriwwe ginn ass.

Déi Aarbecht, déi d'Kommissioun gemaach huet, och déi Aarbecht, déi de Rapporteur hat, mat all deenen, déi sech d'Méi gemaach hunn, un deem Rapport do ze feilen an en an eng gewësse Richtung ze kréien, ass an engem extrem schwieregen Ëmfeld geschitt iwwert déi leschte Méint.

Mir hu relativ schnell festgestallt, datt net jiddweree begeeschtert war, fir do ëmmer déi ganz Wourecht ze soen. Mir hu festgestallt, datt mer widderspréchlech Aussoe kritt hunn. Duerfir si mer jo och zur Konklusioun komm, datt och op deem Punkt, datt Leit ënner Eed widderspréchlech ausgesot hunn, nach eemol vläicht misst méi no driwwer gekuckt ginn, wat eng Fro fir d'Justice schéngt ze sinn.

Mir hunn awer och festgestallt, datt muncher mat der Salamitaktik operéiert hunn, datt oft dat zougi ginn ass, wat dann huet missen zougi ginn a wat eigentlech net ze leegne war, an de Premierminister eigentlech och déi doten Taktik ugewannt huet.

An dat bedaueren ech. Och wann ee vläicht dat eent oder dat anert kann deelen, och vu sengen Explikatiounen hei, mengen ech, wär et méi kredibel gewiescht, wann en am Dezember d'lescht Joer, wann en am Januar dëst Joer an déi Kommissioun komm wär a gesot hätt: „Hei ass dat, wat ech ze soen hunn; hei ass dat, wat mir déi leschte Jore festgestallt hunn, wat wierklech schifgaangen ass am Service de Renseignement."

Et ass esou, datt och hien eigentlech ëmmer nëmmen dat zouginn huet, wat dee Moment scho bekannt war a wat eigentlech net méi ze leegne war. Do, mengen ech, hätt e sech selwer e Gefale gemaach.

Et sinn dann, en cours de route, ëmmer nei Skandaler bekannt ginn. An eigentlech muss een do der Press e grousse Merci soen, well mir wäre wahrscheinlech net op bal 50 Sëtzunge komm an herno och net op 140 Säiten am Rapport, wann net d'Press eng ganz Rei vu Faiten awer dévoiléiert hätt, déi mir herno an der Enquêtëkommissioun opgegraff hunn an eigentlech do an deenen Auditiounen, déi mer haten, confirméiert kruten, a woufir se och haut am Rapport optauchen.

En anert erschwéierend Element, wat derbäikomm ass, wat d'Aarbecht vun der Kommissioun net méi einfach gemaach huet, dat war, datt parallell zu eiser Aarbecht, zu eiser Enquête parlementaire, eng Rei vun Enquêtes judiciaires lancéiert goufen, wat dann heescht, datt eenzel Aspekter eigentlech vun eiser Enquête parlementaire net richteg konnte gekuckt ginn. Déi hu mer missen ausklameren. Mir hu se missen ausklameren an den Auditiounen, an den Débaten, an eigentlech konnte mer eis dozou och herno net richteg am Rapport expriméieren, well déi Enquêtes judiciaires jo och nach ëmmer lafen.

Dann, an ech wëll dorop vläicht nach eng Kéier zréckkommen, wësse mer och haut, datt nach eng ganz Rei vun oppene Froen do am Raum stinn, déi mer och an deem Zäitdrock, dee mer eis selwer gesat haten a vläicht och einfach an der Onméiglechkeet, fir nach alles mat Jore Retard erëm eng Kéier kënnen ze rekonstruéieren a komplett Biller do kënnen ze zeechnen, net konnte beäntwerten; dat ass sécherlech der Kommissioun och net gelongen. Eng ganz Rei vu Froen, déi stinn och nach ëmmer am Raum.

Och d'Interventiounen hei vum Statsminister werfen nach eng Kéier eng Rei vu Froen op. An et misst ee sech eigentlech ganz vill Stonnen nach eng Kéier Zäit huelen, fir am Detail deene Saachen do nozegoen. Mä et ass eigentlech eng Aarbecht, déi jo schwéier ass, an esou enger Debatt ze maachen. Déi hu mer jo eigentlech duerfir och virdrun an deene ganz ville Sëtzungen an der Enquêtëkommissioun gemaach. Mä op jidde Fall, déi Konklusiounen, déi am Rapport gezu gi sinn, hunn an eisen Aen nach ëmmer Bestand.

Ier een eigentlech un déi Aufgab do kann erugoen, misst ee sech d'Fro stellen: Wat ass e Geheimdéngscht haut? Wat soll e Geheimdéngscht haut sinn? An der Vergaangenheet ass déi Fro nach méi oft gestallt ginn: Brauche mer iwwerhaapt e Geheimdéngscht?

Wann ech dat richteg verstinn, hu mer nach ee Kolleeg hei am Haus, dee sech déi Fro stellt an eigentlech mat Nee beäntwert. Nun, meng Fraktioun, déi seet ganz kloer: Jo, mir brauchen e Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg! An et ass och déi Konklusioun, déi d'Enquêtëkommissioun nach eng Kéier confirméiert huet.

Et gëtt eng ganz Rei vu Geforen, déi vu baussen op eis erawierken, déi mer mussen ofwieren. Den Terrorismus ass eng dovunner. Dat ass eng Realitéit. Wie mengt, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg do kenger Gefor ausgesat wär, dee ka sech emol eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net bei deene ville Kongresser, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, kéinten d'Cibel vun terroristeschen Attacke sinn. Dee ka sech d'Fro stellen, ob mer net als europäesch Haaptstad och emol eng Kéier d'Cibel wäre vun esou terroristeschen Attacken. Dee ka sech d'Fro stellen, ob net déi eng oder déi aner Ambassad emol eng Kéier d'Cibel wär vun terroristeschen Attacken, oder aner international Institutiounen, déi hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hunn an deene mer jo och wëllen e séchere Kader hei bidden.

Industriespionage ass eng Realitéit. Et ass ganz besonnesch och eng Realitéit op a ronderëm d'Finanzplaz. An ech mengen och, datt mer duerfir en Instrument brauchen, fir deem entgéintzewierken, wuelverstanen och defensiv virun allem entgéintzewierken.

Dann ass eise Service de Renseignement permanent am Kontakt mat anere Servicer, wou ee muss oppassen - an ech si frou, datt de Statsminister dat ähnlech gesäit -, mat wat fir engen Intentiounen déi och eise Service démarchéieren an ob déi ëmmer och am Interessi vun eisem Land sinn, ob mir Interessi do hunn, matzemaachen oder net matzemaachen.

Mä kommt, mir stellen eis emol nëmmen ee Momentche vir, mir hätte kee Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg: Wie géifen déi aner Servicer dann aus deenen anere Länner hei - jo - froen? Si wäre wahrscheinlech selwer hei aktiv, vill méi wéi se et haut souwisou nach wahrscheinlech sinn. An, jo, mir hätte se net ënner Kontroll. Et wär net de Statsminister, dee kéint soen, wat géif goen a wat net géif goen. Et wär net d'Parlament hei, wat e Gesetz géif maachen, dat géif definéieren, wéi wäit datt se däerfen aktiv ginn, an et wär och keng parlamentaresch Kontrollkommissioun, déi hir Aktioun kéint kontrolléieren.

Duerfir, ze soen, mir sollen eise Service ofschafen, wa mer dat géife maachen, mir musse wëssen, datt déi aner et wahrscheinlech net géife maachen. An doduerjer hätte mer wahrscheinlech fir eist Land net vill Gescheites geschafft.

Et muss ee sech och d'Fro stellen: A wiem sengem Déngscht schafft esou e Geheimdéngscht? Et ass am Déngscht vum Land, mengen ech emol. Et ass am Déngscht vu senge Bierger. Et ass awer och am Déngscht vun demokratesche Wäerter. Et ass am Déngscht - an ech fannen dat eigentlech normal - och vun eiser Ekonomie. An et ass virun allem awer och am Déngscht vum Rechtsstat.

De Schutz vum Rechtsstat ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. De Schutz vun der Demokratie ass eng zentral Aufgab vun engem Geheimdéngscht. Et däerf duerfir net esou sinn, datt e Service de Renseignement d'Demokratie an de Rechtsstat aushielegt, fir aner Zwecker ze verfollegen. A rezenter Vergaangenheet hunn awer Deeler vum Service de Renseignement hir Aufgab, hir eigentlech fundamental Aufgab, déi och am Gesetz beschriwwen ass, aus den Ae verluer. A si hunn, jo, éischter eng eegen Agenda gehat, an déi eegen Täsch probéiert ze schaffen. Si hunn déi demokratesch Institutiounen ëmgaangen. Si hunn d'Gesetzer mat Féiss getrëppelt an domadder och eiser Ekonomie nohalteg geschuet.

E Geheimdéngscht, deen aus dem Rudder leeft, deen ass eigentlech duebel schlëmm, well e Geheimdéngscht, deen ass jo do, fir d'Land an d'Leit ze protegéieren. A wann de Geheimdéngscht net fonctionnéiert, dann ass et net esou (veuillez lire: dann ass et net nëmmen esou), datt d'Leit an d'Land net méi protegéiert wären - dat stëmmt, dat ass et net -, mä de Geheimdéngscht, dee ka sech gradesou schnell dann och nach géint d'Leit a géint d'Land wieren an asetzen. An duerfir ass dat eigentlech eng duebel Katastroph!

E Geheimdéngscht ass wéi e Wuechthond, deen ee permanent awer och ferm an der Léngt muss halen, well wann een déi Léngt eng Kéier ze labber léisst, dann ass et net nëmme méi, datt ee selwer net protegéiert ass vum Wuechthond, mä de Wuechthond, deen dréint sech och géint deen, deen déi Léngt eigentlech an der Hand sollt halen. Dat ass de Geheimdéngscht an dat muss de Geheimdéngscht sinn!

An duerfir muss deen - Här Statsminister! -, deen de Geheimdéngscht kontrolléiert, deen, dee fir de Geheimdéngscht politesch responsabel ass, duerfir muss deen déi Léngt och do ferm an der Hand halen. A wann en déi net fest genuch an der Hand hält, da mécht deen Hond sech do selbstständeg an e wennt sech géint säin eegenen Här.

D'Kontroll vun de Geheimdéngschter ass net déi am mannste wichteg Aufgab duerfir am Stat. An et ass wahrscheinlech och dee Gedanke gewiescht, deen dozou gefouert huet, datt am Gesetz ganz kloer steet, datt eben net all Kéiers bei der Regierungsopdeelung déi Kompetenz do nei verdeelt gëtt, datt net iergendee Minister zoustänneg ass fir de Geheimdéngscht, mä et ass de Statsminister, well dovunner ausgaange gëtt, datt deen déi Léngt do ganz besonnesch fest an der Hand kéint halen.

An do muss keen an do däerf effektiv och keen déi Léngt an der Hand halen, deen e Geheimdéngschtfreak ass. Här Juncker, Dir hat et eng Kéier esou ausgedréckt: e „Geheimdéngschtfetischist". Et ass effektiv esou, datt et besser ass, et ass een, deen eng gewësse Skepsis par rapport zu där Welt do huet, déi eis alleguerten zum groussen Deel friem ass, deenen, déi e bësse méi no elo dodrunner waren, zum Deel sech opgemaach huet, awer zu engem ganz, ganz klengen Deel.

Villes ass net flott, wat een do gesäit, wann een an d'Welt vun de Geheimdéngschter erakuckt. Et geet och ëm déi däischter Säit vun der internationaler Politik, déi een do emol eng Kéier erblécke kann, wou een eigentlech hofft, datt et se net géif ginn, datt et se hei bei eis net géif ginn, mä déi awer eng Realitéit ass an déi dann awer an e Land wéi Lëtzebuerg, an eng international Finanzplaz, e Land, wat eng Rei vun internationalen Institutioune bei sech doheem huet, dann awer emol eng Kéier erakuckt.

An eis Aufgab ass et awer och als Politiker, déi Saachen, déi mer net mat vollem Engagement an net mat voller Iwwerzeegung an net mat där beschter Laun am Bauch direkt uginn, fir déi Saachen awer och seriö ze maachen. Mir sinn eben och duerfir gewielt, fir eben de Geheimdéngscht dann emol ze kontrolléieren an en ze observéieren an en ze guidéieren, wann et dann noutwendeg ass, och wa mer keng „Geheimdéngschtfetischisten" sinn.

Et geet hei net ëm Geheimdéngschtfreaken, et geet hei ganz einfach drëms, datt den demokratesche Rechtsstat an der Riicht gehale gëtt. An duerfir brauche mer Politiker, déi déi Aufgab do mat vollem Asaz och iwwerhuelen.

Mir hunn an de leschte siwe Méint an deene bal 50 Réuniounen, an deene ganz villen Auditiounen iwwer eng ganz Rei vun Dysfonctionnementer geschwat. Mir hate méi Schwieregkeete festzestellen, wat da wierklech geschitt ass, wa mer méi wäit zréckgaange sinn. Mir hunn dat awer net ausgeklamert, well et jo och en Optrag un d'Kommissioun war. Mir hunn awer virun allem festgestallt, datt an de Joren 2005 bis 2008 et zu enger Hällewull vun Dysfonctionnementer komm ass, wou Deeler op d'mannst vun deem Service do awer komplett aus dem Rudder gelaf sinn.

Ech brauch net nach eng Kéier alles opzezielen, mä et ass zu illegalen Écoutë komm. Déi goufen duerchgefouert am Kontext vun där cryptéierter CD, am Kontext vun engem Dossier Cargolux, am Kontext vun enger Operatioun SAM. Et ass zu onkauschere Praxisse komm, egal wéi mer dat elo juristesch wëlle betitelen: ob et Détournement de biens publics ass oder net, wann en Här Reuter an engem Appartement, wat vum Stat bezuelt gëtt, ouni iergendeng plausibel Motivatioun dann drasëtzt.

Et ass dozou komm, datt bei eenzelnen Operatiounen eenzel Leit eng eegen Agenda haten, jo, probéiert hunn, an déi eegen Täsch ze schaffen, wann et drëms gaangen ass, datt Leit iwwert de Service Autoen akaaft hunn, weiderverkaaft hunn, fir sech kaaft hunn a sech do Margë wollte maachen. Et ass dozou komm, datt probéiert ginn ass, bei der Operatioun SAM oder SAM - wéi se dann ëmmer geheescht huet - och eng Marge, eng, eng… Wéi nenne mer dat?

M. Robert Weber *(CSV).*- Kommissioun!

M. Claude Meisch *(DP).*- Eng Kommissioun, esou ass et. Merci, Här Weber!

…datt eng Kommissioun am Spill sollt sinn, déi wien och ëmmer - an do si mer jo eigentlech

net richteg virukomm - sech hätt kënnen an d'Täsch stiechen.

Et ass esou, datt Geheimdéngschtinformatioune fir privat a wirtschaftlech Zwecker genotzt goufe bei der Grënnung vun der Société Sandstone, am Dossier Cargolux. An deem Gaydamak-Prozess schéngt dat mer awer evident gewiescht ze sinn.

Missiounen an Dossiere sinn ënner falschem Virwand eigentlech lancéiert ginn. Déi Rees an de Kurdistan fält a mengen Aen ënnert déi Kategorie, och nach eng Kéier den Dossier Cargolux an och den Dossier SAM, wou ee jo herno eréischt festgestallt huet, wat da wierklech derhannert war a wat wierklech d'Objektiv war vun deene Leit, déi dorunner geschafft hunn, an datt et eigentlech net dat war, wat am Ufank duergestallt ginn ass. Et ass dozou komm, datt héichgestallte Persoune sollten diffaméiert ginn an deem dach ganz penibelen Dossier „Katana".

Dann hate mer en Électron libre, oder e puer Électrons libres, mä ee vun den Zeien huet sech eigentlech selwer als solche bezeechent. Et war dat de fréiere Chauffeur vum Statsminister, den Här Mandé.

An ech wëll do eng Klammer opmaachen. Mir hu jo net nëmmen eis domadder befaasst: Wéi ass den Här Mandé an de Service de Renseignement komm? Datt ee Minister, och e Premierminister, oder soss iergendeen ee recommandéiert fir eng aner Plaz, do huet de Statsminister recht, dat ass eigentlech en zimlech normale Virgang. A jiddweree vun eis mécht dat, wann en een hallefweegs kennt a weess, dat doten, dat ass e Gudden, an deen aneren, dee brauch och nach e Gudden, da geet e bei deen a seet em: „Kuck der deen emol un." A wann ee sech en dann ugekuckt huet an en erfëllt d'Kritären an e stellt sech och als valabele Kandidat eraus, dann huet en eigentlech dann och all Chancen.

Mä et geet ëm dat, wat eis jo awer am meeschte verwonnert huet, dorëms geet et: Wat huet den Här Mandé am Service gemaach? Wou keen eis richteg konnt erklären: Wat war seng Aufgab am Service de Renseignement? Wou keen eis konnt richteg erklären: Als wat ass en dohinnerkomm?

An den Direkter huet awer ganz kloer gesot, hien hat d'Gefill, datt e vum Statsminister ageschleist ginn ass, fir d'Aarbechte vum Service de Renseignement ze kontrolléieren a fir direkt dem Statsminister Rapport ze maachen, an datt e sech eigentlech och esou gutt et gaangen ass gewiert huet géint déi Nominatioun do. An dat ass dat, wat eis préoccupéiert huet an der Enquêtëkommissioun, an dat hu mer och deementspriechend an de Rapport ageschriwwen.

A wat eis haut nach préoccupéiert, dat ass d'Fro: Wat mécht den Här Mandé haut? Do hu mer, trotz allem Nofroen op ganz ville Plazen, keng plausibel Äntwert kritt. An ech mengen, wa mer den Här Mandé och froen, dee weess et och net esou richteg, firwat en dann haut wierklech eng Pai vum Lëtzebuerger Stat kritt.

Dann erlaabt mer, vläicht kuerz e Wuert zur parlamentarescher Kontrollkommissioun ze soen an zu hirer Responsabilitéit. Et ass jo net esou, wéi dat vu munnechen duergestallt gëtt, datt dat der Enquêtëkommissioun egal gewiescht wär. Et ass jo net esou, wéi dat hei duergestallt gëtt, datt am Rapport näischt doriwwer steet. Mir hunn do, wou d'parlamentaresch Kontrollkommissioun sief et hirer Aufgab net gerecht ginn ass, sief et vläicht am Réckbléck vun haut net esou agéiert huet, wéi ee sech dat haut kéint wënschen, jo, dat hu mer an de Rapport geschriwwen.

Mir hu ganz kloer drageschriwwen, datt dat lues ugaangen ass an den Ufanksjoren, datt déi Kommissioun hir Aufgab an hir Roll emol huet misse fannen an entdecken. A wann ech virdrun d'Beschreiwung vum Statsminister héieren hunn, wéi en déi Welt vum Geheimdéngscht 1995 entdeckt huet, wou en duerfir zoustänneg ginn ass, da mengen ech, ass et deene Memberen, virun allem deene véier éischten oder deene fënnef éischten, déi an där Kommissioun do waren, ähnlech gaangen. An et huet eng Ulafzäit gebraucht, bis se richteg hir Aufgab do konnte wouerhuelen.

Et steet am Rapport, datt réckbléckend déi Guttgleewegkeet, déi d'Membere vun der Kommissioun un den Dag geluecht hunn, jo och vläicht kéint souguer als eng Portioun Naivitéit duergestallt ginn. Dat ass awer och eng kloer Ausso. An dat ass awer e Stéck Autocritique, datt d'Parlament dëst par rapport zu senger eegener Kontrollkommissioun mécht. An ech fannen dat richteg. Dat ass eigentlech guer net diskutéiert ginn an der Kommissioun. Do war eigentlech och keng kontrovers Diskussioun. Mir waren eigentlech alleguerten domadder d'accord. Et huet hei kee probéiert, déi Responsabilitéit an dee Fonctionnement an d'Wichtegkeet vun der Kontrollkommissioun an deenen heiten Affären iergendwéi erofzespillen.

Mir hunn och, an do ware mer eis alleguerten och driwwer eens, am Detail den Oflaf vun der Aueregeschicht, wann ech dat emol esou däerf résuméieren, deen hu mer beschriwwen am Rapport: Wéini ass den éischte Vertrieder - et war de President - vun der Kontrollkommissioun et gewuer ginn; datt et - leider Gottes, muss een haut soen - dräi Méint gedauert huet, bis datt en déi éischt Réunioun beieneekritt huet mat deenen anere Memberen, datt entretemps déi eenzel Membere mëndlech informéiert goufen, datt et leider net derzou komm ass... - kann ech och nëmme bedaueren, ech war net an der Kommissioun déizäit, ech weess net, firwat et esou war, mä et ass esou, et muss een et och esou feststellen, et steet och esou am Rapport -, datt dat Band, déi Opnahm do net gelauschtert ginn ass.

Bon, datt awer duerno sech net oft domadder befaasst ginn ass, mä awer dann, wa sech domadder befaasst ginn ass, d'Kommissioun awer éischter gesot huet: „Mir sinn net ganz zefridde mat där Method, wéi dat doten elo ofgeweckelt ginn ass, datt den Här Mille erauskomplimentéiert gëtt ouni disziplinaresch Moossnamen, ouni datt sech d'Fro gestallt ginn ass, ob een net och misst juristesch där Saach eng Suite ginn." Dat ass awer gradesou gutt och dokumentéiert an de Procès-verbalë vun der Kommissioun. Duerfir ass et och an de Rapport komm.

Ze bedaueren ass dann awer och - well wann een dat eent komplett opschreift, da mengen ech, muss een och dat anert komplett opschreiwen -, datt de Statsminister zu deem Zäitpunkt do informéiert war iwwer en eventuell zweet Enregistrement, dat gemaach gi wär an enger Réunioun, wou hien derbäi soll gewiescht sinn, an datt dat Enregistrement net erwähnt ginn ass. Dat ass awer op d'mannst skurril. Wann ee seet: „D'Kommissioun, déi wousst alles, d'Kommissioun huet hir Aufgab do net richteg gemaach!", dann, mengen ech, muss een och kucken: Wousst se wierklech alles? An haut huet sech erausgestallt opgrond vun Zeienaussoen, datt et héchst wahrscheinlech ass, datt en anert Gespréich nach enregistréiert gouf, datt et eng Opnahm dovunner ginn ass an datt de Statsminister och zu deem Zäitpunkt do driwwer informéiert war.

(Interruption)

Une voix.- ...et ass net d'Ausso, datt de Statsminister informéiert gewiescht wär vun där Opnahm vun deem…

...dat kënnt Dir net esou behaapten, well dat ass net Fakt!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo, do kommen dann eenzel Punkten, wou dann deen ee vläicht eng aner Lecture huet wéi déi aner. Mä wann ech dat hei soen, dann ass dat…

(Interruptions)

…dann ass dat jo och esou, well mer dozou eng Rei vun Aussoen awer hunn.

(Interruption)

D'Kommissioun ass dann oft, an dat ass och Fakt, net informéiert ginn. A wann de Statsminister hei esou insistéiert, datt en den Direkter drop higewisen huet, e misst alles der Kommissioun soen, wat en him géif soen - woubäi et mech e bësse wonnert, datt elo op eemol an der Lescht dann nach méi Briefinge sollte gemaach ginn, déi awer virdrun och schonn dem Statsminister sollte gemaach gi sinn, an et ass kengem opgefall, datt d'Kommissioun déi net kritt huet, an déi kritt se awer dann elo op eemol, dann ass dat awer och eng relativ spéit Reaktioun -, mä wann ee sech esou hei festleet, datt ee jiddwerengem gesot huet: „Informéiert d'Kommissioun iwwer alles dat, wat ech och selwer weess.", dann ass dat jo awer schonn eigentlech eng Verteidegung fir am Fall, wou d'Kommissioun net alles sollt gewosst hunn. A mir hu festgestallt, datt d'Kommissioun eben net alles wousst.

Wat hätt d'Kommissioun da kënne maachen, wann et an der Operatioun SAM drëms gaangen ass, eng Kommissioun ze erwirtschaften? Wat hätt d'Kommissioun da kënne maachen am Dossier Gérard Reuter, deen an engem staatlechen Appartement do sëtzt? Wat hätt d'Kommissioun kënne maache bei deenen illegalen Écouten, déi geschalt goufen?

Wat hätt d'Kommissioun kënne maachen am Dossier vun deem Briefing ugangs 2006 iwwer Bommeleeër/Stay-behind-Theorie, an Implikatiounen eventuell vun der Lëtzebuerger Finanzplaz an Elf-Aquitaine am Dossier Lissouba? Wat hätt d'Kommissioun kënne maachen an deem Fall, wou dee Briefing do och opgeholl ginn ass?

Si hätt näischt kënne maachen, soen ech Iech, well se näischt dovunner wousst! Da kënne mer eis awer net herno heihinnerstelle kommen a soen: „Déi Kommissioun do, déi dréit eng Responsabilitéit do mat, déi huet net richteg fonctionnéiert." Si hätt kënne richteg fonctionnéieren, wa se alles och am Detail gewosst hätt.

An do geet et och net duer, Här Statsminister, just hei opzezielen, wéini dann an der Kommissioun wat fir e Sujet eng Kéier ugeschnidde ginn ass. Well wann een am Detail nokuckt, da mierkt een awer, niewent deenen, déi guer net ugeschnidde gi sinn, an där gëtt et jo awer och - ech hunn der elo e puer opgezielt -, gëtt et déi, déi, jo, emol eng Kéier esou gestäift goufen a wou dat ganzt Bild eigentlech net gezeechent gouf. An et gëtt déi, wou een awer och wierklech d'Gefill huet, datt d'Kommissioun vläicht an eng falsch Richtung sollt guidéiert ginn.

Dir hutt hei erkläert, et wär kee Widdersproch doranner, tëschent Ärer Ausso, déi Der am Ufank gemaach hutt, datt et ni e Gespréich mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër ginn hätt, an enger, déi Der spéider gemaach hutt, wou Der sot: „Ben dach, ech hunn am Kontext vun deem RTLs-Zeien…", elo nenne mer den Här emol esou, „...do hunn ech mam Grand-Duc iwwert de Bommeleeër geschwat.", datt et do eigentlech kee Widdersproch géif ginn, datt dat eent normal wär an dat anert normal wär. Dir hutt do déi Gespréicher erkläert.

Et gëtt awer en anere Widdersproch. Dat ass, datt deen éischte Moment gesot ginn ass, datt déi cryptéiert CD - vun Iech och gesot ginn ass an der Kommissioun -, datt déi cryptéiert CD vun enger anonymer Source kënnt. Et huet sech awer duerno erausgestallt, datt zu deem Zäitpunkt Dir ganz gutt wousst, datt et de Mataarbechter oder Agent oder d'Source M. war, déi déi CD an de Service erabruecht huet, well dat geet nämlech aus deem Gespréich Mille/Juncker, wou mer de Contenu jo mëttlerweil kennen a wat virdru stattfonnt huet, jo, virun där Kommissiounssëtzung, doraus geet dat erviir!

Jo, wann d'Kommissioun net alles gesot kritt, wann een net gesot kritt, datt déi Informatioun, déi een do huet, vun deem ass an datt ee vläicht e Profil vun där Persoun och kéint maachen, esou wéi mir et haut kënne maachen, da kann een nun der Kommissioun awer wierklech och net virwerfen, datt se do net richteg agéiert hätt.

An ech ginn dat Gefill net lass, duerch meng Erfahrung elo an der Enquêtëkommissioun, duerch meng Erfahrung awer och als Member, dee jo elo annerhalleft Joer ongeféier an der Kontrollkommissioun probéiert, seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, datt d'Kontrollkommissioun awer méi wéi eng Kéier als Alibi gebraucht gëtt.

An et ass eigentlech eppes, wat mer dat ganz kloer seet: Wéi oft ass an deene leschte Méint direkt gesot ginn, wann iwwer iergendeppes hei geschwat ginn ass: „D'Kontrollkommissioun, déi wousst Bescheed."? Et ass direkt gesot ginn: „Déi woussten et. Si hunn näischt gemaach.", an „Si waren domadder d'accord!" Et ass iergendeppes, wat dann do an de Raum gestallt ginn ass: „Déi woussten et, also ass alles an der Rei."

Et hat ee wierklech d'Impressioun, datt eenzel Leit d'Kommissioun mëssbraucht hunn heiansdo, fir ze soen: „Mir hunn hinnen et gesot, da steet et am Rapport. An da ka keen eis duerno e Reproche maachen." Et ass op jidde Fall déi Impressioun, déi ech aus deene leschte Méint hei mathuelen.

Duerfir, mir waren d'accord, fir d'Responsabilitéit vun där Kommissioun absolut objektiv ze beliichten. Mir hunn dat gemaach. An ech mengen och, datt dee Rapport dat zur Genüge erëmgëtt.

D'Kontrollkommissioun selwer huet jo och schonn 2011 an hirem Rapport, awer och nach eng Kéier am November 2012 kloer gesot, datt et Reformbedarf gëtt, wat d'Aarbecht vun der Kommissioun ubelaangt, datt mer d'Missioune vun der Kommissioun, d'Kompetenze vun der Kommissioun, d'Moyene vun der Kommissioun missten iwwerdenken, well mer e Malaise gespuert hunn.

An dann nach eng Kéier: Wann Objektivitéit hei gefrot gëtt, da kann ee jo awer elo net esou maachen, wéi wann de Statsminister, deen de politesche Chef ass vun engem Service de Renseignement, wou mer eis jo awer alleguerten eens sinn, datt ganz villes schifgaangen ass... Onofhängeg dovunner, wéi et am Detail war, mä ganz villes ass schifgaangen, an da seet de Statsminister hei, hie géif weder déi objektiv an nach déi subjektiv politesch Responsabilitéit duerfir unerkennen.

An da kënnt vun därselwechter CSV de Sprecher, de Gilles Roth, heihinner, an dee schwätzt eigentlech quasi nëmme vun der grousser Responsabilitéit, déi d'Kontrollkommissioun do soll hunn. Ech mengen, datt do d'Saachen awer net méi openeeklappen. Dat ass esou, wéi wann de Polizist responsabel wär fir eng Strofdot, an de Brigang, deen hätt eigentlech näischt domadder ze dinn.

(Interruptions diverses)

Duerfir... Jo, jo. Majo.

(Interruption)

Jo, jo..., dat steet…, neen, neen, dat steet am Rapport, wien de Brigang ass.

(Interruption)

Duerfir mengen ech, datt een déi dote Liesaart net kann deelen. An duerfir verstinn ech eigentlech och net, datt d'CSV en fin de compte, no deene ville Sëtzungen, wou kontrovers an och sachlech diskutéiert gouf, de Rapport net ugeholl huet. An ech bedaueren dat eigentlech, well et der Aarbecht an der Kommissioun virdru keng Rechnung gedroen huet.

D'Justice ass, mengen ech, awer och méi wéi eng Kéier hei, eigentlech zu Onrecht, net informéiert ginn, nieft dem Fait, datt d'Kontrollkommissioun oft am Däischteren tappe gelooss ginn ass. Eleng de Fait, datt haut sechs, siwen Enquêten oder Enquêtes préliminaires lafen iwwer Faiten, déi jo awer och elo net nei op d'Tapéit komm sinn, wou op d'mannst de Statsminister, op d'mannst d'Leit am Renseignement Bescheed woussten iwwert déi leschte Joren, meeschtens an de Joren 2006 bis 2010 dovunner Informatioune kritt hunn, an datt eigentlech d'Justice elo eréischt konnt aktiv ginn, hir Aarbecht maachen, wou d'Enquêtëkommissioun déi Dossieren do weiderginn huet, dat weist, datt et awer do zu enger Verfeelung komm ass an datt doduerjer d'Justice behënnert ginn ass.

Wann haut d'Opnahm, déi mat Iech gemaach ginn ass vum Här Mille mat där ominéiser Auer, wann dee Fait haut verjährt ass, dann huet dat eben och domadder ze dinn, datt dat net matzäiten der Justice bekannt gemaach ginn ass. A bei anere Faiten,…

(Interruption)

...wou elo nach Enquêtë lafen, wäerte mer riskéieren, datt et do d'selwecht wäert goen, datt och do déi Faite riskéieren, herno verjährt ze sinn, an d'Justice eigentlech net méi op de Fong vun der Saach kann agoen.

Da komme mer awer och da bei déi politesch Responsabilitéit, déi hei ze droen ass. De Fait, datt mer haut sechs Enquêten hunn, déi sech dréinen ëm déi cryptéiert CD, ëm déi illegal Écouten, ëm dat Appartement, wou de Gérard Reuter dra logéiert war, ëm deen Autostrafic, ëm de Briefing 2006 an déi Presentatioun do, déi gemaach gouf, wou een nach net richteg weess, ob net nach aner Enquêtë wäerten doduerjer musse lancéiert ginn, ëm déi Missioun mat den Handgranaten, ech mengen, déi meescht heibanne wëssen, wat gemengt ass, an d'Operatioun „Katana", dat weist, datt - jo! - eng strofrechtlech Responsabilitéit fir déi, déi dat dote verursaacht hunn, am Raum steet, datt d'Prescriptioun drot do herno mussen ausgeschwat ze ginn.

Mir hunn och héieren, datt d'Justice sech nach Froe stellt, ob net nach weider Enquêtë wäerte mussen opgemaach ginn. D'Madame Woltz huet an der Kommissioun gesot, datt dat doten eréischt kéint den Ufank sinn an datt finalement eng Rei vu Leit am Service de Renseignement wierklech dee Service esou gefouert hunn an hir Aktivitéiten esou gefouert hunn, datt et awer zum Schued vum Land war. An do waren et net déi Mannsten am Service de Renseignement: Et waren déi, déi eigentlech uewen dee Service géréiert an dirigéiert hunn. A géint déi ass momentan dann och d'Justice amgaangen ze enquêtéieren. De Fait, datt dat net éischter konnt geschéien, ass en Deel och vun där politescher Responsabilitéit, déi muss diskutéiert ginn.

Wat soss déi politesch Responsabilitéit ubelaangt, deele mer déi Konklusiounen, déi de Rapport mécht, déi op Faite baséieren. De Premierminister hat säi Geheimdéngscht iwwer Joren eigentlech net richteg am Gréff. Hie sot: „Ech wousst net vill." Op där anerer Säit huet een awer héieren, datt awer da bal all Mount e Briefing war. Da muss do net vill Sënnvolles geschwat gi sinn. D'Kontroll ass delegéiert ginn, um Niveau och vum Statsministère zum Deel.

D'Dysfonctionnementer aus de Joren 2005 bis 2008 sinn awer och d'Resultat vun enger mangelnder Kontroll, vun enger mangelnder Emprise vum Statsministère, vum Ministère de tutelle op de Service de Renseignement. An hei hat ee wierklech d'Impressioun, datt, wann d'Kaz net doheem ass, d'Mais dann um Dësch

danzen. Dat ass dat, wat och an de Joren 2005 bis 2008 geschitt ass.

An de Premierminister ass awer am Laf vun deene Joren do iwwert déi Dysfonctionnementer, déi haut am Rapport opgelëscht sinn, déi mer haut hei nach eng Kéier kuerz kënnen usträifen, informéiert ginn: iwwert déi illegal Écouten, déi gemaach goufen; iwwert d'Appartement, wou den Här Reuter drasouz; datt an déi eegen Täsch an eenzelnen Dossiere geschafft ginn ass.

An eigentlech hätt en och misse wëssen, datt d'Kontrollkommissioun net ëmmer vollstänneg informéiert ginn ass. Op jidde Fall, wann dat esou wichteg ass, datt een all Direkter dat ganz kloer gesot huet, dann hätt ee sech och eng Kéier doriwwer kënne vergewësseren, ob dat war. Virun allem awer bei deene penibele Geschichten, déi hei op d'Tapéit komm sinn, mengen ech schonn, datt de Premierminister sech méi Gedanken hätt kënnen doriwwer maachen, ob d'Kontrollkommissioun dat dote richteg traitéiert huet oder net.

Ech sinn eigentlech och anerer Meenung, wat d'disziplinaresch Moossnamen ubelaangt. Och do riskéiert et jo elo, deelweis ze spéit ze ginn, well och do lafe Prescriptiounsdélaien. An och do, wann een elo seet - wéi d'Kommissioun dat festgehalen huet -, et muss géint eenzel Agente vläicht nach virgaange ginn, weess een net, ob haut nach Zäit duerfir ass.

Ech verstinn d'Argumentatioun vum Statsminister, datt ee seet: „Ech wollt de Service protegéieren, andeems ech net alles wollt opbauschen, andeems ech dat op eng aner, vläicht méi elegant Aart a Weis wollt léisen." Allerdéngs wësse mer, datt de Statut vum Fonctionnaire dozou awer och munneches seet. Mir wëssen och, datt de Code d'instruction civile (veuillez lire: de Code pénal) dozou munneches seet. An et huet een d'Impressioun, hei sollt awer munneches vun deem, wat opgetaucht ass an de Joren 2005 bis 2010, ënnert dee berühmtenen Teppech gekiert ginn. Et sollt weder dem Parlament eppes gesot ginn nach der Justice eppes gesot ginn. Et sollt nëmme keen Tamtam gemaach ginn.

Duerfir ass dann och gehollef ginn, datt déi eenzel Leit, déi dat doten am Service ze verantwerten hunn, op aner Plaze konnte placéiert ginn. Den Här Mille ass bei Siemens gaangen. En huet e Congé sans solde kritt. En huet awer nach en Avancement kritt als Premier conseiller de Gouvernement dee Moment, wou e scho fort war. Datt dat awer elo net grad ass, datt een am Schlechte sech getrennt huet, dat kann ee jo net grad behaapten.

Sandstone huet eng Ënnerstëtzung kritt. An et huet mech eigentlech gewonnert, datt hei de Statsminister, mengen ech, gesot huet, datt en eréischt vun där Firma gewosst hätt a vun där Intentioun vum Här Schneider, fir esou eppes ze maachen, Enn 2012, woubäi eis awer...

(Interruption)

Dat hutt Der awer...

(Interruption)

Neen, neen, Här Statsminister, dat hutt Der awer virdrun hei...

(Interruptions)

Ma dat hutt Der awer virdrun hei gesot! Majo dach!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu gesot, ech hätt den Numm vun där Firma...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ah.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...2012 fir d'Éischt...

M. Claude Meisch *(DP).*- Ah!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...héieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat heescht, d'Intentioun wousst Der awer scho vill méi fréi?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hunn ech jo erklärt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Majo dann ass et...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn den Androck souwisou, dass Der mengen Erklärungen net nogelauschtert hutt!

M. Claude Meisch *(DP).*- Oh dach! Dach. Mä ech hätt nach ganz villes dozou ze soen, mä ech fäerten, meng Riedezäit, déi erlaabt dat haut net, op all déi Detailer do anzegoen. Well an Ären Erklärungen, wou sécherlech net alles falsch ass, mä do misst een awer dann all Kéiers erëm eng Kéier dat komplett Bild zeechnen, fir et da wierklech och ganz richteg duerzestellen. Mä dat hu mer jo an der Kommissioun gemaach an ass esou am Rapport festgehalen.

Zu Sandstone awer waart Der absolut am Bild, datt déi Firma sollt gegrënnt ginn. Dir hutt dat jo elo nach eng Kéier gesot. An Dir sidd och eng Zäit laang, dat geet op jidde Fall emol aus engem E-Mail-Verkéier ervir, dovunner ausgaangen, datt déi de Volet Intelligence économique fir de Lëtzebuerger Stat soll maachen. Datt also do schonn et esou war, datt och herno eng Geschäftsbezéiung eigentlech tëschent dem Service, dem Stat oder anere Ministèren an där Entreprise do hätt solle sinn.

A wann een hei, Här Juncker, vill Leit ernimmt, wou ech net weess, ob et gutt ass, wa se hei esou op déi Aart a Weis ernimmt ginn, fir ze weisen, datt d'Responsabilitéit ëmmer ganz, ganz breet offensichtlech hei am Stat gespreet ass - an Dir hutt e puermol den CSV-Stat hei erwähnt, wou Der jo weist, gewise wollt hunn, datt deen net ëmmer an all eenzelne Fall da géif zur Geltung kommen -, kéint ee jo och an et hätt een och am Rapport kënnen déi Verflechtungen däitlech maachen tëschent Sandstone, hirem Haaptaktionär, där G.m.H. an Ärer Partei a Persounen, erausragende Persoune vun Ärer Partei.

Mä ech wollt dat eigentlech weder am Rapport gesinn, nach haut hei weider verdéiwen. Well, jo, et ass näischt Onanstänneges, an engem Conseil d'administration ze sinn. Gradesou wéi et onanstänneg ass (veuillez lire: wéi et net onanstänneg ass), engem aneren ze soen, datt een e gudde Mataarbechter do vläicht kéint recommandéieren.

En aneren ass an de Wirtschaftsministère komm, entgéint de Recommandatioune vum Policedirekter an och dem Policeminister. Mä do muss jo also och e bëssen nogehollef gi sinn. A si hunn do eigentlech op deene Plaze weider, jo, hiert Onwiese kënnen dreiwen.

De Premierminister huet gesot, datt en dem Land kee Schued wollt zoufügen an duerfir op déi doten Aart a Weis probéiert huet, déi Elementer aus dem Service erauszekréien. Wann tëschent de Joren 2005 an 2008 vläicht eng Kéier duerchgegraff gi wär, mengen ech, wäre mer net an där heiteger Situatioun! Do mengen ech wierklech, datt mer net an der Situatioun wären, datt mer haut x Dysfonctionnementer iwwer Joren a bal Jorzéngten hei missten oplëschten, déi an deem Mooss dem Service an och der Reputatioun vun eisem Land schueden, wéi Der et grad richteg beschriwwen hutt.

Duerfir, d'Strategie, fir ze probéieren, alles ënnert den Teppech ze kieren, alles e bëssen „à la luxembourgeoise" ze léisen an dem Land doduerjer kee Schued zouzefügen, déi ass nun awer emol voll an d'Box gaangen. An duerfir drot Der finalement och d'Responsabilitéit. An ech loossen et net gëllen, datt hei esou gemaach gëtt, datt déi, déi elo probéiert hunn opzeklären an der Enquêtëkommissioun, an déi, déi all hir Aarbecht an der Press gemaach hunn, datt déi elo d'Responsabilitéit dofir ze droen hunn - dat geet net!

Firwat ass d'Fro vun der politescher Responsabilitéit esou wichteg?

Et geet hei net ëm d'Persoun vum Jean-Claude Juncker. Et geet hei ëm d'Fonctioun, déi de Jean-Claude Juncker momentan occupéiert, nämlech déi vum Statsminister. An et geet ëm d'Vertrauen an déi Fonctioun, d'Vertrauen an dat Amt, wat d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei am Land liewen, agéieren, mussen hunn. Et geet drëms, datt déi Institutioun an aner Institutioune kee Schued huelen. An et geet drëms, datt mer dat Vertrauen nees kënnen hierstellen, wat verluer gaangen ass. An ech mengen, datt mer all Dag am Land héieren, datt et e Stéck wäit verluer gaangen ass!

Duerfir ass et och normal, datt, wann ee Statsminister ass an a sengem Ressort awer ganz villes dernieftgeet, wéi et am Rapport dokumentéiert ass, datt een duerfir déi politesch Responsabilitéit muss iwwerhuelen. An Dir waart eigentlech, wéi Der virun e puer Wochen hei stoungt, méi kloer an där doter Fro. Dir hutt déi Dier do e Stéck méi wäit zougemaach, wat ech wierklech bedaueren. Politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an enger Demokratie, mengen ech, dat kann net ëmmer nëmmen esou sinn, datt een heihinnerkënnt a seet: „Ech maachen dat!", an da geet ee sech erëm sëtzen an et geet weider wéi bis ewell.

Mir hunn eng ganz Rei vun oppe Froen nach, déi sech haut stellen. Et weess keen, mat wat fir enger Geschicht d'Press oder anerer deemnächst nach eng Kéier kënne kommen. Et ass eis esou all gudden Dag an der Enquêtëkommissioun gaangen. Ech weess net, ob do net nach iergendeppes kéint kommen. A kee weess et wahrscheinlech heibannen.

Mir wëssen net, ob déi Opnahm vun deem Briefing am Januar 2006 net awer iergendwann eng Kéier optaucht. Wat ass, wann déi cryptéiert CD dann awer eng Kéier entschlësselt ass? Wéi gi mer domadder ëm? Wat si wierklech d'Hannergrënn, firwat de Gérard Reuter an deem Appartement logéiert ginn ass? Wat sinn déi lëtzebuergesch Implikatiounen an der Affär Elf? A vill aner Froen, déi stinn nach op an déi kënnen eis eigentlech all Moment och erëm eng Kéier anhuelen.

Mä wa mer esou einfach virufuere wéi bis ewell, da wäerten déi dote Geschichten eis anhuelen a mir wäerte keng Rou fannen. A mir wäerten all Kéiers erëm gedriwwe ginn, well wann déi Leit, déi awer déi politesch Responsabilitéit heifir ze droen hunn, wann déi weider an hirer Fonctioun bleiwen, da wäerte se weiderhin och belaascht ginn duerch dat, wat dann nach riskéiert ze kommen.

Duerfir brauche mer eigentlech eng Regierung, eng Regierungséquipe, déi net betraff ass vun all dësen Affären, déi sech den aneren Erausfuerderungen, an där gëtt et ganz vill hei zu Lëtzebuerg, mat voller Energie ka stellen, déi dem Stëllstand zu Lëtzebuerg kann en Enn maachen. Eng Regierung, déi eben net nëmme mat sech selwer a mat hiren Affäre beschäftegt ass. Eng Regierung, déi sech kann ëm de Chômage këmmeren. Eng Regierung, déi sech kann ëm d'Statsfinanze këmmeren. Eng Regierung, déi den Embau vun der Finanzplaz an Ugréff hélt. Eng Regierung, déi de Logementsproblem attackéiert. Eng Regierung, jo, déi Lëtzebuerg aus der Kris féiert.

A vill Leit hu recht am Land, wa se engem soen: „Hu mer keng aner Problemer? Hu mer näischt aneschters ze dinn, wéi de Service..."

(Interruptions diverses)

Jo, majo! Jo, ech weess dat. Ech ka mer och virstellen, firwat Der dat sot. Ech ka mer och ganz gutt virstellen, firwat Der dat sot! Mä d'Leit am Land hunn d'Gefill, datt et effektiv nach aner Problemer gëtt. An d'Äntwert op déi Suerg vun de Leit: „Hu mer keng aner Problemer?" däerf awer net sinn: „Jo, da kommt, da këmmere mer eis elo net méi ëm Bommeleeër an ëm Service de Renseignement an alles dat, wou d'Leit e bësse mengen: «Kommt, mer loossen et elo op der Säit!»".

D'Äntwert eigentlech, déi mer mussen drop ginn, dat ass: „Mir këmmeren eis drëm. Mir klären et op, mir zéien e Schlussstréch an dann hu mer eng propper Situatioun fir e propperen Neistart, fir datt mer eis da wierklech och onbelaascht kënnen ëm d'Problemer vun de Leit hei am Land këmmeren." Dorëms geet et an dorëms geet et och eiser Fraktioun, datt mer neit Vertrauen an d'Politik kréien, datt mer neit Vertrauen an d'Institutioune kréien. An duerfir muss an eisen Aen och de Wieler deemnächst eng Kéier d'Wuert kréien, well hien et muss sinn, deen dat Vertrauen do nei verdeelt.

An deem Sënn hate mir den 13. Juni hei eng Motioun abruecht am Parlament, wou et eis eigentlech drëms gaangen ass, fir ze soen: „Kommt, mir zéien elo dee Schlussstréch do ënnert déi Affären a kommt, mir zéien och e Schlussstréch ënnert de politesche Stëllstand a mir trauen eis, en Neiufank ze maachen!" Mir wollten deemools, mir hunn dat gefrot, d'Demissioun vun der Regierung. Déi Motioun ass hei leider net duerchgaangen.

Mir mengen zwar, dat eis Argumenter, déi mer deemools haten, eigentlech duerch dee Rapport nach confirméiert goufen a bekräftegt goufen. An dobäi ass jo awer nach en neie Fait derbäikomm, nämlech, datt ee muss feststellen, datt dës Regierung keng Majoritéit méi huet, datt d'Regierungsmajoritéit zu deem Rapport eng aner Vue huet. An et ass net, datt ee sech enthalen huet an deen aneren huet derfir gestëmmt. Deen een huet derfir gestëmmt an deelt alles dat, wat am Rapport steet, deen aneren huet dergéint gestëmmt a mengt, wéi mer dat haut och leider nach eng Kéier hu missen héieren, datt d'Responsabilitéiten an deem Rapport komplett falsch verdeelt wären an datt et quasi d'Kontrollkommissioun wär, déi méi do zum Onwee gemaach hätt wéi de Premierminister.

A mir hunn eng Ausso vun der LSAP mëttlerweil, déi awer och kloer gesot huet, datt et zu engem Neiufank muss kommen, déi Neiwahlen net méi wëllt ausschléissen. An et huet ee jo wierklech d'Impressioun, datt op d'mannst déi Partei schonn amgaangen ass, sech dorobber ze preparéieren.

Also hu mer haut eng Regierung, déi net méi opgrond vun enger Majoritéit kann handelen, déi also handlungsonfäeg ass. Dat, nach eng Kéier derbäi, léisst ee wierklech zu därselwechter Schlussfolgerung kommen, datt et héich Zäit wär, fir de Wee fräi ze maachen an de Lëtzebuerger d'Wuert ze iwwerginn.

Mir hate gehofft, datt de Statsminister haut a senger Deklaratioun e Wuert géif soen iwwer seng Responsabilitéit. En huet eigentlech sämtlech Responsabilitéit ofgelehnt. Weder iwwerhélt en déi objektiv nach déi subjektiv. En huet erkläert, firwat en dat aneschters géif mengen. En hat gemengt, net musse selwer d'Konklusiounen dorauser ze zéien an dat dem Parlament ze iwwerloossen.

Meng Fraktioun hat den 13. Juni schonn eng deementspriechend Motioun hei abruecht. Mir wëllen net nach eng Kéier déiselwecht hei abréngen, well soss op eemol géif dat jo och ridicule ginn. Ech weess awer, datt d'Kolleege vun deene Gréngen an aner Fraktiounen eng Motioun hunn, déi mir wäerte mat ënnerstëtzen, wann et dann dozou wäert kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun, mat hire Vertrieder, ass an déi Kommissiounsaarbechte vun der Enquêtëkommissioun ouni virgefaasste Meenung eragaangen. Si ass an déi Sitzung eragaangen, ech selwer hunn déi Presidentschaft och an deemselwechte Geescht iwwerholl, ouni an eng Oppositiounslogik ze verfalen - d'LSAP ass net an der Oppositioun -, ouni awer och ze mengen, et wär ee coûte que coûte un eng sougenannten „Koalitiounsraison" gebonnen. Et ass eis drëms gaangen, dass mer eng objektiv, eng propper Aarbecht an där Enquêtëkommissioun gemaach kréien an dass mer herno och sachlech Konklusiounen zéien.

Ech soen als President Merci fir dat Vertrauen, wat mer all d'Memberen, mengen ech, vun der Kommissioun bis zum Schluss entgéintbruecht hunn. Ech hat déi net ëmmer agréabel Aufgab, no de Huis-clos-Sitzungen ze probéieren eppes ze soen, ouni awer ze vill ze soen am Numm vun der Kommissioun. An ech hu probéiert, dat esou richteg an esou objektiv wéi méiglech ze maachen. Merci also fir dat dote Vertrauen, wat Der mer entgéintbruecht hutt.

Konklusiounen zéie wëlle mer, dat schreift d'Gesetz eis vir. D'Fro vun der legislativer Aarbecht, deene Reformen, déi musse gemaach ginn, an d'Fro natierlech och vun de Responsabilitéiten, déi sech dann am konkrete Fall stellen.

Mir waren eis alleguerten eens bis hin zur Persoun vum Premierminister, dass mer missten eng Enquêtëkommissioun maachen, dass mer missten op dat ganz staarkt a seelent Instrument vun enger parlamentarescher Enquête zréckgräifen, well mer der Meenung waren, dass mer et hei mat engem politeschen Dossier ze dinn hunn, deen net en einfachen Dossier ass, dee vu senger Envergure hier, wéi se deemools ze erkenne war - an déi Envergure ass och méi grouss ginn am Laf vun eiser Enquête -, et verlaangt, dass d'Chamber sech intensiivst domadder befaasst, well hei grav Dysfonctionnementer an engem sensibelen, an engem wichtege Service vum Stat festgestallt si ginn. An déi Lëscht vun deenen Dysfonctionnementer ass en cours d'enquête nach weider an d'Luucht gaangen.

Wann ech de Premier virdrun a senger Explikatioun héieren hunn, hat ee bal den Androck: „Alles ass an der Rei. Reformen hate mer souwisou wëlles. Wat virkomm ass, mäi Gott, do hunn ech déi néideg Reaktioune gewisen." E freet sech, firwat mer kéinten zu där geckeger Iddi kommen, fir eng Enquêtëkommissioun dozou hei anzesetzen!

Ech mengen also schonn, dass een net kann einfach mat engem Wësch all déi fundamental Froen, déi sech awer hei stellen, déi Ablécker, déi mer kritt hunn a wierklech e schlechte Fonctionnement während laange Jore vun engem sensibele Service vun dësem Stat, dass mer dat klengriede kënnen an u sech och déi ganz Diskussioun hei op eemol verlagert kréien op d'Roll vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Dat kann et net sinn!

Mir hunn eis och kritesch domadder beschäftegt. A mir hunn eis och hei kritesch an der Debatt domadder ze beschäftegen. Mä eng Konfusioun ze maache vun der politescher Responsabilitéit vun der Exekutiv, hei an der Persoun vum zoustännege Minister, dem Statsminister, fir eng Verwaltung, déi net esou fonctionnéiert huet, wéi dat hätt misse sinn, an enger Kontrollfonctioun vun engem Parlament, déi vläicht net zu honnert Prozent esou duerchgefouert ginn ass, wéi et hätt kënne sinn, dat ass eng Vermëschung vu Responsabilitéiten, déi ee menger Usiicht no net däerf maachen a wou mer eis eigentlech och an der Kommissioun eens waren, dass déi Responsabilitéiten do sech awer op verschidden Niveauen ofspillen, ouni déi eng ganz wëllen ewechzeleeën.

Reforme si wichteg. Ech wëll duerfir awer op dee Punkt och agoen, dass mer eis net nëmmen op déi Fro vun de politesche Responsabilitéiten hei beschränken. D'Aarbechte ware vill

méi vast, an déi Debatt hei verdéngt et eigentlech och, méi breet ausgeluecht ze ginn, wat déi Ausriichtung ugeet. Eis ass et drëms gaangen, dass mer och relativ schnell do Neel mat Käpp maachen.

Iwwer eng Reform vum Service de Renseignement ass net nëmme virun 2004 ellelaang während laange Joren diskutéiert ginn, mat ganz grousse Pausen dertëschent, mä och zënter 2004 ass schonn zënter e puer Joer gewosst, dass do munches net esou leeft wéi et soll lafen. Duerfir huet de Premierminister, denken ech och, d'Kontrollkommissioun domadder befaasst, fir emol e Rapport ze maachen iwwert déi Aktivitéite vun deem Service, iwwert de Fonctionnement vun deem Service.

D'Commission de contrôle huet profitéiert, fir eng Rei vu Reformvirschléi der Regierung ze ënnerbreeden. An duerfir wëlle mir och elo, dass mer net méi laang Zäit verléieren, dass mer zumindest dee Volet vum Contrôle parlementaire, wou d'Schwaachstellen an den Texter an an der Praxis kloer gi sinn, dass mer dee Volet esou schnell wéi méiglech kënnen ëmänneren an dass dat net erakënnt an déi ganz méi breet Diskussioun iwwert d'Neiausriichtung vun de Missioune vum Service, vun den Operatiounen, vun den Operatiounsmëttel vum Service.

An duerfir hu mer an enger vun de leschte Kommissiounssitzungen décidéiert, dass ech den Optrag géif kréien, fir eng Proposition de loi auszeschaffen, déi d'Gesetz vun 2004 iwwert de Service de Renseignement ëmännert op deene Punkten an deenen Artikelen, déi sech eleng mat dem Contrôle parlementaire befaassen.

Do si mer eis eens ginn, dass mer éischtens géifen d'Kompositioun ännere wëlle vun där Kommissioun, dass u sech d'Fraktiounen an d'Groupes techniques an Zukunft sollen dra vertruede sinn - dat heescht, also méi eng breet Zesummesetzung maachen - an dass d'Fraktioune sollen déi Deputéierten eraussichen, déi an hiren Aen am meeschte gerüst sinn, am meeschten apte sinn, am meeschten Zäit och a Wësse kënnen investéieren, fir déi Kontrollaarbecht do ze maachen. Dat ass ee wichtege Punkt, dee mer zréckbehalen hunn.

Mir hunn och zréckbehalen, dass mer wéilten déi Experten, op déi d'Kommissioun kann zréckgräifen, d'Kontrollkommissioun, dass d'Kommissioun och an Zukunft kann deene speziell Missioune ginn, fir och speziell Kontrolle kënnen am Service selwer auszeféieren. Dat kënne Politiker ganz schlecht maachen. Dat kënnen nëmmen Experte maachen, déi en Know-how och hunn, wéi e Service vu banne fonctionnéiert. Dat schéngt mer e ganz wichtege Punkt ze sinn.

Da leeë mer nei fest d'Organisatiounsflicht, déi besonnesch den Direkter vum Service, mä och den zoustännege Minister par rapport zu der Kontrollkommissioun hunn, a mir féieren och en neien Delikt an, eigentlech fir de Fall, wou wëssentlech géife wichteg Informatioune vum Direkter der Kontrollkommissioun net zougestallt ginn.

2. Dépôt d'une proposition de loi

Dat sinn also déi Ännerungen, déi mer hei proposéieren. Déi foussen op engem Avis juridique, deen d'Kontrollkommissioun selwer virun enger Rei vu Méint an Optrag ginn huet. Ech hu probéiert, dat an en Text ze faassen. Dat huet och Ënnerschréfte fonnt vun alle Parteien a Sensibilitéiten, déi an der Enquêtëkommissioun vertruede sinn. Ech géif dann och hei profitéieren, fir am Numm vun all deenen, déi mat hei ënnerzeechent hunn, déi Proposition de loi, wat d'Deelreform vum Gesetz vun 2004 ugeet, och hei beim Chamberspresident ze deponéieren.

6589 - *Proposition de loi modifiant 1. la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État; 2. l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle.*

3. 6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (suite)

Ech wëll och net op den Detail agoen - de Premier huet dat gemaach. Ech weess, wann d'Leit de Rapport net gelies hunn, ass et immens schwéier eigentlech och dobaussen, dat ass kloer, sech e Bild iwwert déi ganz Situatioun ze maachen. Duerfir wëll ech och net op déi eenzel Punkten am Detail agoen.

Ech wëll e puer Saachen awer kloerstellen, well ech och gemierkt hunn, dass an der Opinion publique, wat d'Aarbechte vun eiser Enquêtëkommissioun ugeet, gewëssermoossen eng Confusioun oft bestanen huet, oft geschürt och nach ginn ass vu baussen. Dat hei ass eng Enquêtëkommissioun gewiescht iwwert de Fonctionnement vum Service de Renseignement, vun 1960 u bis haut, mat natierlech engem Fokus op dat besonnesch, wat déi lescht Joren an deem Service do fonctionnéiert oder och net fonctionnéiert huet.

Et war keng Enquêtëkommissioun iwwert de Bommeleeër, fir dat kloerzemaachen. An dat wollte mer och ni sinn. Mir si souwisou duerch d'Gesetz gehalen, ganz strikt ze fueren. A mir waren oft do no un de Grenzen. Vläicht souguer heiansdo driwwer, iwwert deem, wat mer eigentlech hätten däerften nofroen. Mir waren eis awer bewosst, dass dobausse kee verstanen hätt, wa mer op eemol all kriddeleg Fro praktesch net méi zougelooss hätten.

Wichteg war et, dass ee muss wëssen, dass mer eigentlech, soubal iwwer iergendee Fait d'Justiz enquêtéiert, no eisem eegene Gesetz vun den Enquêtëkommissiounen, déi Kommissioun net däerf weider parlamentaresch enquêtéieren op deeneselwechte Faiten. Mir konnten also an all deenen dote Froen, an dat sinn der méi ginn an der Zäit... Well, bal war e Fait bekannt, hu mir probéiert drop ze schaffen, huet natierlech och d'Justiz, de Parquet en Dossier drop ugefaangen. A scho war eigentlech eis Méiglechkeet, fir weiderzegoen, erëm an engem gewëssene Mooss beschränkt.

Esou dass ech mengen, dass mer esou wäit komm sinn, wéi mer konnte komme mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, mat deene gesetzleche Virgaben, déi mer och hunn. An duerfir ass et och richteg, dass mer elo de Moment eigentlech gesicht hunn, fir elo zu engem Ofschloss ze kommen. Och wa mer sécherlech net an all Fro bis an de leschten Detail konnte goen, esou gëtt dat Ganzt awer, wat elo virläit, e Gesamtiwwerbléck, deen et méiglech mécht, eng politesch an eng legal Appréciatioun vun der Situatioun ze maachen, wat, wéi gesot, den Objet vun eiser Kommissioun ugeet.

Als LSAP wëlle mer ganz kloer, dass d'Justiz elo och dee Relais iwwerhëlt vun där Enquêtëkommissioun, dass d'Justiz, och wann elo d'Scheinwerfer vun der Aktualitéit net méi vläicht esou an deenen nächste Wochen op déi doten Affäre geluecht sinn, dass d'Justiz normal hir Enquêtë weiderféiert a se och bis zum Enn féiert.

Ech mengen, et géif kee verstoen, wa mer an engem Joer hei géifen zesummesëtzen an et géif erauskommen: „Majo déi Enquêten, déi lafen nach alleguer." Et ass also wichteg, dass also eng propper Aarbecht och gemaach gëtt op all deenen Dossieren, wou elo Enquêten opgemaach gi si respektiv wou Enquêtes préliminaires vum Parquet ordonnéiert gi sinn.

A wou ebe Prescriptioun ass, muss klasséiert ginn. Dat kann een net zefriddestellen. Dat kann ee sécherlech net zefriddestellen, mä et ass e Fait, dass eng Rei vu Faiten esou wäit zréckleien, dass et schwiereg wäert ginn eigentlech fir d'Justiz, do voll kënnen op deene Punkten ze enquêtéieren, obwuel - obwuel! - wahrscheinlech duerch eng Rei vu falschen Zeienaussoen, déi manifestement gemaach gi sinn, während eise sëllechen Enquêten, déi mer gemaach hunn, e puer vun deene Faiten, déi eigentlech prescrivéiert sinn, kënnen erëm opliewen duerch eventuell Plainten an Enquêten, déi gemaach gi wéinst faux Témoignage.

Et ass also méiglech, dass awer eng Rei vu Saachen trotzdeem nach ganz un d'Wourecht (veuillez lire: Liicht) wäerte kommen, opgrond vun elo widdersprëchlechen Aussoe vu Zeien, déi ënner Eed alleguerten ausgesot hunn, a wou manifestement also Indizien do sinn, dass Meeneeder an enger ganzer Partie Fäll hei am Laf vun deenen Enquêtë vun eiser Kommissioun gemaach gi sinn. A selbstverständlech ginn all déi doten Dossiere weidergereecht un de Parquet. Et sinn der zu engem groussen Deel schonn en cours vun eisen Aarbechte gemaach ginn.

De Rapport vun dëser Enquêtëkommissioun ass an eisen Aen dat virleefegt Enn vun der Missioun vun dëser Enquêtëkommissioun, mä am Endeffekt muss d'Chamber dat nach en plénière constatéieren oder décidéieren, mä awer net en Enn vum Suivi vun den eenzelnen Dossieren, déi um Geheimdéngscht hänken. Ech mengen, d'Kontrollkommissioun soll weiderschaffen. Déi huet entre-temps och, mengen ech, e ganz flotten Aarbechtsrhythmus kritt an huet sech eng Aarbechtsmethod ginn, déi wierklech weist, dass do och kann eng incisif Aarbecht gemaach ginn.

Mir wëlle jo, dass hir Befugnisser nach méi breet ginn, dass se aner Mëttele kritt, dass och déi Leit, déi hinne mussen zouschaffen, och déi Obligatioun gesetzlech verankert kréien, dass se all déi Informatiounen, déi se hunn, och iwwer Dysfonctionnementer, mussen direkt un déi Kontrollkommissioun weiderreechen. Also e wichtegt Instrument bleift d'parlamentaresch Kontrollkommissioun an där aler wéi dann an där neier Form.

Déi normal parlamentaresch Kontroll spillt natierlech och; all Mëttelen, déi en Deputéierten huet, fir ze probéieren, Drock op eng Regierung ze maachen, Saachen erauszefannen. Selbstverständlech huet all Deputéierten, all Fraktioun huet déi dote Méiglechkeet och an Zukunft zur Verfügung.

A virun allem awer, mengen ech, muss ee sech seriö - an do ass och vill Zäit vergaangen, an dat hätt och eng Regierung kënne schonn am Virfeld maachen - sech seriö mat deenen alen Archiven ofginn. Et ass jo awer gewosst, dass déi Archiven do bestinn. Sécherlech weess net jiddwereen am Detail, wat do dran ass. Ech war ganz erstaunt, dass e fréieren Direkter, den Här Hoffmann, hei ënner Eed ausgesot huet, hie wär ni an deem Archiv gewiescht, a bal gemengt, e kéint net genau soen, wat an deem Archiv do eigentlech läit. Dat fannen ech awer fir een, dee ganz laang Joren Direkter war vun enger dach klenger Verwaltung, zumindest eng ganz erstaunlech Ausso, déi een do huet missen héieren.

Et bleift, dass mer un déi Archive mussen erugoen. Déi al Archiven, déi, dat muss ee wëssen, och nach haut sporadesch vum Service consultéiert ginn. An do stellt sech d'Fro, ob déi Archiven net och misste legaliséiert ginn iwwer Règlement grand-ducal. Esou wéi een déi informatesch nei Datebank muss legaliséieren.

An deem Règlement grand-ducal kéint een och da spezifesch Regele fir deen doten alen Archiv virgesinn, dee mer jo wëllen transferéiert hunn an eis Nationalarchiven, mat engem Expertegrupp, dee sech da soll mam Inhalt vun deenen Archiven do ofginn. Selbstverständlech awer ëmmer erëm garantéiert, dass all déi Leit, déi eng Nofro hunn, ob se an deem Archiv dra sinn, ob se an deem Fichier dra sinn a wat iwwer se drasteet, selbstverständlech musse permanent kënnen den Accès zu hiren eegenen Donnéeën hunn, wéi mer dat och probéiert hunn iwwert déi lescht Méint esou duerchzezéien, bis hin zu dëser Woch, wou mer och nach eng Kéier eng Descente an déi al Archiven haten, fir eben, wéi gesot, esou Demandë kënnen nozekommen.

An d'Vigilance vum Parlament däerf an deem doten Dossier och no där heiter Debatt an eisen Aen net noloossen, och wann een dem Service de Renseignement muss eng Chance fir en neie Start ginn. De Service de Renseignement brauch eng Chance fir en neie Start. Mir sinn der Meenung, déi Direktioun, déi momentan en place ass, déi schéngt eis - bon, wie leet haut nach d'Hänn an d'Feier - uerdentlech ze sinn, kompetent Leit ze hunn, déi dat do wëllen och no rechtsstaatleche Prinzipie géréieren. An et muss een, mengen ech, deenen och eng Chance ginn, dass deen dote Service kann och an Zukunft normal seng Aarbechten erëm maachen. Wat sécherlech a leschter Zäit ganz schwéier war. Wat awer net elo d'Schold vun der Enquêtëkommissioun ass, denken ech.

Eis Enquête huet eis en Ableck ginn an déi eenzel verschidde Perioden eigentlech och vun der Aarbecht vun deem Service de Renseignement. D'Ufanksperiod 1960, e ganz rudimentäre Gesetzestext, wou eigentlech de Statsminister grousse Meeschter war iwwert dat Ganzt, alles organiséiert huet, guer keng Regel praktesch dra war, guer keng Kontrollmechanismen eigentlech virgesi waren. Eng Missioun, déi allerdéngs deemools eigentlech méi enk gestréckt war, wéi déi vum Gesetz vun 2004, well se ausschliesslech op d'Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg ausgeriicht war.

An do kënnt eben, mengen ech, och den Haaptproblem hier. Wann een déi Aarbecht kuckt, déi vun 1960 gemaach ginn ass bis 2004, besonnesch an de 60er, 70er bis an d'80er Joren déck eran, dat war - dat schéngt deen ale Fichier ze beleeën - u sech awer eng Aarbecht, déi sech nëmmen deelweis am legale Kader beweegt huet. Well awer kloer ginn ass duerch déi Nofroen, déi komm sinn, duerch déi Stéchprouwen, déi gemaach gi sinn, dass eng ganz Rëtsch vu Fichieren drop hiweisen, dass mer de Kader vun der Sécurité extérieure vu Lëtzebuerg, wat d'Observatioun an de Fichage vun eenzelne Leit ugeet, iwwerschratt hunn. Esou dass mer do scho wierklech am Beräich vum klassesche Verfassungsschutz dra sinn, wat eigentlech 1960 keng vun de Missioune vun dem Service de Renseignement war.

Doniewent ass et sengerzäit nach keen Artikel am Code d'instruction criminelle ginn, deen eng Prozedur regelt, fir Kommunikatiounen ofzelauschteren. Mir wëssen awer, dass dat monter gemaach ginn ass, och während där doter Zäit. D'Bréifgeheimnis ass net respektéiert ginn. D'Télefonsgeheimnis ass och net respektéiert ginn. An et ass keng legal Basis ginn, fir dat ze maachen, well mer u sech just den Artikel vun eiser Verfassung hunn, dee seet: «Le secret des lettres est inviolable.» Est inviolable!

Dat heescht, et ass fir mech relativ kloer, mä dat schéngt och bis dato vill Leit net opgereegt ze hunn, dass, wann een elo kuckt einfach, obwuel mer déi dote Period net am Detail studéiert hunn, dass awer esou munches, wat während deene Jorzéngten do gelaf ass, ausserhalb vum legale Kader gelaf ass, ouni gesetzlech Ofsécherung gelaf ass a sécherlech zu engem gudden Deel och contraire war zur Verflichtung, déi Lëtzebuerg agaangen ass an internationale Konventiounen - an notamment an der Europäescher Mënscherechtskonventioun, déi net eréischt zënter e puer Joer besteet, mä eigentlech déi scho laang Jorzéngten a Kraaft ass -, déi hätt eigentlech och misse vun deem fréiere Service de Renseignement respektéiert ginn.

Esou dass een also muss soen, dass déi ganz Period net zefriddestellend ass, quitte dass déi, historesch gesinn, an enger Atmosphär vum Kale Krich ofgelaf ass, esou dass mer sécherlech eis Beuerteelung haut misste maache vläicht mat engem anere Brëll, wéi deem vun haut. Mä et bleift awer, dass do Saache geschitt sinn, déi eigentlech och deemools hätte misse méi schockéieren, wéi se effektiv schockéiert hunn. Déi deemools net richteg waren, a se si sécherlech mat der Zäit net méi richteg ginn, wann ee se duerch de Brëll vun haut kuckt.

Et ass och an der Vergaangenheet iwwer radikal Léisungen diskutéiert ginn. Effektiv, an der Period `74-`79 - de Premier hat et bei enger anerer Debatt hei ervirgehuewen - war am Regierungsprogramm dran - dat war déi Koalitioun ouni d'CSV -, do war am Regierungsprogramm dran, dass de Service de Renseignement sollt ofgeschaaft ginn. Dat war eng Fuerderung vu menger Partei. Mä Dir hutt och virgelies, wéi eis europäesch Verbündeten a besonnesch wéi d'NATO op dee Virstouss, dee probéiert gi war - dee probéiert gi war; et ass net, dass gesot ginn ass: „Dat do maache mer net.", et ass probéiert ginn. -, mä et hätt praktesch kënnen zum Ausschloss vu Lëtzebuerg aus der NATO féieren, wa sengerzäit déi Regierung Thorn/Vouel respektiv Thorn/Berg dat do duerchgefouert hätt. An esou huet déi Regierung dovunner ofgesinn, fir dat doten ze maachen. An de Courage, fir op en anere Wee ze goen, e schwierege Wee, fir u sech déi Fonctioune vum Service de Renseignement deelweis an d'Police ze integréieren, dee wollt eigentlech sengerzäit kee richteg goen. Esou dass dee Versuch deemools gescheitert ass.

Vu Reforme gëtt laang geschwat, an nach méi laang, wéi de Premier dat elo a senger Äntwert ugedeit huet. Ech hunn do an engem Koalitiounsaccord vu `94 eng Referenz fonnt op en Avant-projet de loi vun 1992. Dat war nach de Jacques Santer. En Avant-projet vun 1992, dee sollt d'Basis sinn da fir Diskussiounen a sollt zu enger Reform féieren. Mir wëssen, dass déi Reform, wéi gesot, net `94 komm ass, och net an där Period komm ass, mä zum Schluss vun der Period drop, 2004.

Also, Fakt ass, dass u sech zwielef Joer laang - zwielef Joer laang! - gewosst war, dass eng Reform misst kommen, an zwielef Joer gebraucht ginn ass, fir dass e Gesetz do war. An et war sécherlech net dee schappege Minister vun der Force publique, dee mat engem Bréif vun dräi Säiten, deen en deemools selwer verfaasst hat - duerfir huet en eng relativ gutt Erënnerung nach un deen dote Bréif -, dat ganz opgehalen huet. Et war net en anere sozialistesche Minister. Et war nämlech den Här Fischbach, deen och als Justizminister ähnlech Bedenken hat, wéi deemools de Force-publiques-Minister.

Mir hunn eigentlech awer, Här Statsminister, ni driwwer diskutéiert. Dee Projet ass esou sang- und klanglos, wéi en op den Ordre du jour komm war, vum Regierungsrot erëm eng Kéier, opgrond vun deem Courrier vun zwee Ministeren, erëm erofgeholl ginn. An et huet, wéi gesot, da bis déi Period drop gedauert, bis en dann an enger anerer Form, ëmgeännerter Form, dann, ech mengen, 2003 op den Instanzewee geschéckt ginn ass. A kuerz virun de Wahlen, déi lescht Woch virun de Wahlen 2004, wou natierlech och d'Kompromissbereetschaft fir Amendemente ganz kleng war - dat kenne mer -, ass en dann och vun der Chamber gestëmmt ginn, mat de Stëmme vun CSV, DP an der ADR.

Et kann een also soen, dass do déi Reform net ganz ausgeprägt war, soss hätt et sécherlech net esou laang gedauert. A wat mech wierklech méi stéiert - an de Premier weess, dass dat e bësse mäin Dada ass -, et ass effektiv eng Fro, déi mer 2004 wierklech vill diskutéiert haten, wou jo anscheinend dann och awer d'Kontrollkommissioun dat Joer drop higewisen huet.

Dat heescht, d'Ausféierungsbestëmmungen, wat d'Rechter vum Bierger par rapport zu där Datebank vum Service de Renseignement ugeet, dass déi ni geholl gi sinn, dass se bis

dato och kenger Kommissioun hei an der Chamber, wat den Engagement vun lech war bei den Debatten, presentéiert gi sinn, an dass mer elo 2004-2013, néng Joer drop, zwar anscheinend no dru sinn, fir e Règlement grand-ducal ze huelen, mä nach ëmmer keen hunn!

A wat dann, mengen ech, awer erschwerend derbäikënnt, dat ass, dass u sech déi Kommissioun den Artikel 17 vum Dateschutzgesetz, eng Spezialkommissioun mat engem Magistrat un der Spëtzt, déi soll garantéieren, dass eng Kontroll vun där Datebank awer ka geschéien, dass déi wéinst Streidegkeeten iwwer eng Clearance während därselwechter Zäit néng Joer net fonctionnéiert huet - net fonctionnéiert huet! - a wou och keen eigentlech déi dote Fro tranchéiere wollt, tranchéiere konnt. Ech weess et net.

Si ass net tranchéiert ginn, bis elo ënnert dem Drock - dat wësse mer - vun deenen Evenementer an och deene villen Demanden, déi komm si vun eenzelne Leit, dann elo e Modus vivendi schlussendlech fonnt ginn ass, fir awer deen Zougang zu där Datebank méiglech ze maachen, an och déi Demanden, déi vun de Bierger kommen, dass déi och kéinte behandelt ginn.

Dat bleift awer, menger Aschätzung no, keng gutt Gestioun vun deem doten Dossier. Esou spréngt een eigentlech mat Froe vun Dateschutz net ëm. Dat muss ee méi seriö, méi intensiv maache wéi dat, wat eigentlech an deene leschte Joren op deem dote Plang geschitt ass.

Den Androck, deen een och kritt, wann ech och d'Aussoe vun de fréieren Direktere kucken, och déi den Här Santer gemaach huet als fréiere responsabele Minister, dass et awer e Service ass, och wann de Premier elo eng Rei vun aneren Indicatioune ginn huet, deen awer e bësse konnt à sa guise fonctionnéieren.

Där Verwaltunge ginn et sécherlech nach zu Lëtzebuerg. Dat hänkt dovunner of. Mä et war awer de Service, deen awer... ech muss soen, wou déi politesch Guidance awer relativ sporadesch war. Wa Guidancë komm sinn, si se meeschtens an déi richteg Richtung gaang, déi ech op jidde Fall kéint mat ënnerschreiwen. Mä wat een awer feststellt, well ech och d'Aussoe vum Här Santer nach an Erënnerung hunn, wéi oft eigentlech déi Kontakter waren. Wann ech den Här Hoffmann kucken, bon, do ass et awer relativ wéineg regelméisseg systematesch Kontakter ginn.

Wann Informatioune sollte weidergereecht ginn, hu se dat selbstverständlech gemaach. Mä et waren awer keng regelméisseg Sitzungen, déi ëmmer och dann de Fonctionnement vum Service eigentlech zum Objet haten. Et ass méi ëm den Austausch vun Informatioune gaang, déi de Service hat, wéi ëm aner organisationnel Froen.

Ech verstinn dat à la rigueur, bleiwen awer der Meenung, dass bei esou engem Service, deen net eng Verwaltung ass wéi all déi aner, dach awer e gewëssene Laisser-aller festzestellen ass, wat och déi politesch Guidance vun deenen dote Servicer ugeet.

Ech mengen also och, dass een och mierkt, dass, och wann een déi eenzel Instruktioune kuckt, d'Verhale kuckt vun den Direkteren, och par rapport zu eis an der Enquêtëkommissioun, dass déi Servicer awer och virun allem geprägt sinn duerch déi jeeweileg Direkteren, déi se haten, an hir Aart a Weis, fir un d'Aarbecht erunzegoen. Och déi Formation de base, déi se hate vum Militär, op Leit, déi eng aner universitär Formatioun hunn, do huet ee schonn en Ënnerscheed gemierkt op eemol am Fonctionnement vun deem Ganzen.

An ech mengen, dass dat doten also e Punkt ass, wou an Zukunft och weider dru muss geschafft ginn. Esou e Service brauch eng regelméisseg Guidance politique. Organigrammë musse mat de politesche Responsabelen diskutéiert ginn an dann zesumme festgehale ginn. Dat däerf net um einfache Bréifverkéier hänke bleiwen. A wann e Minister selwer, dat versteet een, dass e selwer net kann all déi Aarbecht maachen, da muss e säi Ministère esou organiséieren, dass dat do méiglech ass.

De Premier huet selwer e bëssen eng nei Iddi hei lancéiert, fir esou e Beoptragte vum Service de Renseignement hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Bon, ech mengen, haut ass et och méiglech an der Organisatioun vun der Regierung, en héije Beamten einfach anzesetzen, deen exklusiv zum Beispill esou Saachen am Ministère géif verfollegen. An dat ass, mengen ech, immens wichteg, dass also do och regelméisseg en dagdeeglechen Uspriechpartner besteet, deen net niewendrun nach sechs aner Saache mécht, fir also och kënnen déi doten Aarbecht ze maachen. Am Ausland gëtt de Problem geléist mat Beamtestatssekretären an Ähnlechem méi. Dat ass am Lëtzebuerger System e bësse méi schwéier.

Wat een och muss soen, wann ee méi wäit zréckbléckt, dat ass ganz kloer awer déi Feststellung, déi mer an der Enquêtëkommissioun maachen - an déi hu mer, mengen ech, eestëmmeg gemaach, och wann net jiddwereen d'Konklusioune vum Rapport guttgeheescht huet -, dat ass manifestement, dass et och während laange Jorzéngten e Fichage politique ginn ass, dass also do dat duerchgezu ginn ass. Effektiv muss eréischt déi Aarbecht vun deem Expertëgrupp weisen, wéi dat am Eenzelfall organiséiert war, wat do eventuell d'Kritäre waren, déi erugezu si ginn, a wéi déif déi Aflossnam och vläicht op d'Privatliewe vun de Leit war iwwer Observatioun, iwwer Oflauschteren an Ähnleches méi.

Mä et ass evident, dass et während enger Zäit vu laange Joren hei zu Lëtzebuerg e politesche Fichage ginn ass, also zu Lëtzebuerg Spionage gemaach ginn ass. Dat war net de Regelfall, mä et waren awer och net nëmmen dräi, véier Niewefäll, wou et war. Et ass scho méi systematesch gemaach ginn, wéi een hätt vläicht kënnen hei unhuelen.

An duerfir ass et duebel wichteg, dass mer eis eens gi sinn, dass mer an dat neit Gesetz wëllen draschreiwen, dass et politesch Spionage zu Lëtzebuerg net däerf ginn, dass deen illegal ass. Mir mussen deen och ënner Strof stellen. Dat schéngt mer selbstverständlech ze sinn. An op där anerer Säit, mengen ech, musse mer d'Vergaangenheet an där doter Affär vollkommen och duerchkämmen an definitiv eis eng Meenung dozou maachen.

Wichteg ass et och, dass mer déi eenzel operationell Methoden -, dat war schonn e Virschlag, deen ech am Numm vun der LSAP 2004 gemaach hunn, deen net zréckbehale ginn ass -, dass eenzel operationell Methoden, de Premier huet dat elo iwwerholl a senge leschte Virschléi, och definéieren am Gesetzestext selwer an all Kéiers eng speziell, eng ugepassten Autorisatiounsprozedur virgesinn. An dann natierlech och derfir suergen, dass se respektéiert gëtt.

Ech mengen, wat een hei gemierkt huet oft, dat ass, dass et emol scho Regele gi sinn, oft net ugepasst, oft ass och gesot ginn, dass heiansdo nei Beamte se guer net matgedeelt kritt hunn, wat fir eng Regelen dass se eigentlech ze respektéieren hätten. Do wier et also al Classeure ginn, wou esou Instructions de service dra waren. Mä et ass eréischt am Juli 2012 ënnert dem Här Heck, wou e Code gemaach ginn ass, wou sämtlech Instruktiounen iwwerschafft gi sinn, vill neier derbäikomm sinn a Felder, wou et keng Instructions de service gi sinn, an déi elo voll a ganz stinn an déi och eng gutt Basis duerstellen, fir herno eis legislativ Aarbecht op deenen dote Punkten ze maachen. Mä virdrun ass et dat alles net ginn.

An dofir ass et, mengen ech, wichteg, dass, wa mer och nei Texter maachen, eis net zefridde ginn - „Ah, elo hu mer en neien Text, elo ass alles an der Rei." -, mir mussen och Kontrollmechanisme virgesinn, fir sécherzestellen, dass déi Regelen, déi mer festsetzen, och respektéiert ginn am dagdeegleche Fonctionnement vun deem Service, dass net erëm eng Kéier fräischaffend Kënschtler do kënne maachen, wat se wëllen an deem Ganzen. Dat ass, mengen ech, en Haaptpunkt, dee mer am A ze behalen hunn.

Ab 2004 sollt alles besser ginn. Dat war d'Absicht, déi hei gesot ginn ass bei deenen Debatten, déi gesot ginn ass. Elo ass awer festgestallt ginn, dass grad nom Gesetz vun 2004 mer an déi Period erakomme vun 2004 bis 2009, wou mer eigentlech elo vläicht den Detail wëssen hei, dee mer net hu fir déi Period virdrun, mä wou mer elo musse feststellen, dass et awer do net zu klengen Dérapagen, mä ech géif echt soen, et zu graven Dysfonctionnementer komm ass.

Dat sinn och d'Aussoen, déi den aktuellen Direkter, den Här Heck, virun der Kommissioun gebraucht huet. Hien huet vu graven Dysfonctionnementer geschwat a sengen Aen, déi während där Period vu véier, fënnef Joer, no der Mise en vigueur vun deem Gesetz geschitt sinn. Obwuel mer also e besseren Text hate wéi virdrun, ass et manifestement duerch d'Wierke vun enger Handvoll Leit... Net duerch d'Wierke vum ganze Service; ech mengen, dat behaapt hei keen. Dat muss een och dobaussen, mengen ech, kloerstellen. An deem Service huet jo och munches fonctionnéiert.

Mä an deem kriddelechsten Deel natierlech, an deem operationellen Deel, et ass jo do, wou Dérapagen am gefëierlechste sinn, et ass do, wou eigentlech effektiv d'Biergerrechter am liichteste kënnen ugegraff ginn, wou een am liichtesten eigentlech och op enger Pente vun Delikter ass. Et ass an deem Beräich, grad an deem Beräich, deem kriddelechsten, do huet et net ronn gedréit während där ganzer Zäit, duerch déi Leit, déi mer kennen, déi Nimm, déi doruechter zirkuléieren. Alleguerte si se vun eis als Zeie gehéiert ginn. An et ass erauskomm, dass kee vun deenen eigentlech propper dosteet an u sech alleguerte méi oder manner déif a Strofvergehen eigentlech mat implizéiert sinn, wou mer wéinst der Prescriptioun allerdéngs net sécher sinn, ob déi kënne ganz bis zu Enn och vun der Justiz verfollegt ginn.

Wat festgestallt ginn ass, et ass einfach, et sinn eigentlech an deem Service do e Grappvoll Agenten, déi sech vläicht fir Superspioune geholl hunn, an, ech mengen, och zum Deel toleréiert vum deemolegen Direkter. Dat huet sech eréischt e bësse méi spéit erausgestallt, muss ech soen. Mä ëmmer méi ginn ech dat Gefill net lass, dass u sech och déi Dérapagë vun deene Leit, déi do op Operatioune geschafft hunn, op eege Fauscht zum Deel geschafft hunn, awer och zum Deel mam Seege vum Direkter dat duerchgefouert hunn, bis op e gewësse Punkt zumindest. Dass dat natierlech net ka sinn, dass an engem Geheimdéngscht e klenge Geheimdéngscht no sengen eegene Regelen, dat sinn net d'Regele vun engem Rechtsstat, fonctionnéiert. A genau dat ass awer während enger relativ laanger Zäitperiod geschitt.

Elo kann een driwwer spekuléieren an der Aschätzung: Wéi grav ass dat? Wéi grav ass dat net?

Ech menge schonn, dass et grav ass. Och dee Cumul vun Affären eigentlech, déi awer do eropgeschwämmt ginn ass duerch Informatiounen, déi an der Press publizéiert gi sinn, déi awer zu engem gudden Deel vun anere geliwwert gi si fir d'Press an op deene mer eigentlech och als Kommissioun hei probéiert hunn ze schaffen; alles dat, mengen ech, weist, dass do Leit geschafft hunn, dass Tracen eigentlech, haut zumindest nach, vun all hiren Aarbechten an deem Service erëmzefanne waren, dass déi intern Regelen, déi awer deelweis bestanen hunn, regelméisseg ignoréiert gi si vun deenen dote Leit, ouni dass dat u sech zu iergendwelche Moossregele gefouert hätt vun hirer Direktioun.

An och Warnungen, déi intern vum Service - ech hat nach viru Kuerzem e Gespréich mat engem fréiere Mataarbechter -, Warnungen, déi eenzel Leit gemaach hunn, déi higewisen hunn den Direkter vum Service: „Pass emol op, déi dote sinn amgaang, Saachen ze maachen. Esou kënne mer net schaffen. Dat entsprécht net eise Regelen.", si vum deemolegen Direkter superbement ignoréiert ginn. Déi hunn net dozou gefouert, dass iergendwelch intern Moossnamen direkt an deem Service gemaach gi wäre géint dee Grapp vu Leit, vun deenen ech virdru gesot hunn, déi als Électrons libres an deem Service, méi oder manner, fonctionnéiert hunn.

Den zoustännege Minister wousst dat meeschtens net direkt! Ech hu keng Indizien, dass de Statsminister... Och wa sech heiansdo op de Statsminister beruff gëtt, weess ee jo ni, ob dat da wierklech esou war oder ob dat eng gutt Ausried war, eng gutt Formule war par rapport zu Drëttpersounen. E wousst meeschtens net direkt, wat geschitt.

Ech sinn och der Meenung, dass e sporadesch gutt reagéiert huet, gestoppt huet, mä, an en huet dat selwer ganz zum Schluss vu senger Interventioun virdrun och gesot, dass en awer net fir den néidege Suivi vu sengen eegenen Instruktioune gesuergt huet. En huet net nogefrot: „Ma, ass et dann och wierklech esou geschitt? Wat ass dann elo schlussendlech erauskomm, wat ech deemools gesot hunn am Service? Ass drop reagéiert ginn? Ass dat gemaach ginn, wat ech deemools als Instruktioun ginn hunn?"

En ass am Fong net onbedéngt op de Fong vun de Saache gaangen. Virun allem och si keng generell Konklusiounen aus eenzelne Feelverhale gezu ginn. Et ass bei der Reaktioun op de spezifesche Fall an der Regel bliwwen. An dat kann een, soen ech ganz éierlech, net zefriddestellen, wann een d'Envergure vun deem ganzen Dysfonctionnement an deem Service während där Zäitperiod do kuckt.

Bon, de Premierminister, soen ech, war vläicht mat sengem Vertrauen net ganz eleng do. Och d'Kontrollkommissioun, dat schielt sech eraus, och wann ee mat de Membere schwätzt vun der éischter Kontrollkommissioun, vun der zweeter Kontrollkommissioun, dass do och e gewëssent Vertrauen, bon, blannt Vertrauen, ech wëll et net vläicht gradesou ausdrécken, mä e Vertrauensverhältnis war tëschent deene Memberen an der Direktioun vun deem Service, och par rapport selbstverständlech vum Statsminister, deen, wann hie seet: „Bon, ech hunn dat gemengt, et soll een dat esou regelen, esou arrangéieren.", da spréngt vläicht net jiddwereen op a seet: „Här Statsminister, esou geet dat do net, ech gesinn dat ganz aneschters."

Bon, mir sinn, och wat d'Kompositioun vun där Kontrollkommissioun ugeet, wou d'Fraktiounscheffen dra sinn, Leit, déi also e gewëssene Status an eng Responsabilitéit hunn, si mer vläicht an engem aneren Ëmgang wéi een dat soss op politeschen Tribüne gesäit. An do ass een och e bëssen de connivence, do ass een e bëssen an engem anere Verhältnis, wat och erklärt, firwat een, wa gewësse Léisunge proposéiert ginn, vläicht net mat där leschter Heftegkeet an där Sitzung do reagéiert, wéi een dat vläicht géif maachen, wann Informatiounen an engem aneren Zesummenhang, an enger anerer Enceinte komm wären.

Mä Fait ass et, a mir soen et och an deem Rapport vun der Enquêtëkommissioun, dass an där nei geschafener Kontrollkommissioun, déi virun Neiland stoung, déi mat enger Ausnahm aus Leit zesummegesat war, déi och virdrun eigentlech sech ni mat der Problematik vum Service de Renseignement befaasst hunn - et ware jo net si, déi d'Haaptriedner waren an der Debatt vun 2004 -, dass et natierlech net evident war, déi Aarbecht do a vollem Émfang ze maachen, well dat heiten u sech jo eigentlech och keng gängeg parlamentaresch Aarbecht ass. Zemools Enquêten ze féiere mat eenzelne Beamten zu prezisen Dossieren, ass eigentlech net déi gängeg Aarbecht an der Politik, wéi se sech mécht.

Ech froe mech och, ob dat och sengerzäit vun den Auteure vum Gesetzestext wierklech gewollt war, dass déi doten Aarbecht sollt an déi absolut Déift, an déi eenzel Missiounen eragoe vun deem Service, och wann een Artikel - et ass e bëssen e Widdersproch -, een Artikel an deem Gesetz dat dote méiglech mécht. Mä virdru steet deen Artikel, dee jo awer den Här Mille net midd ginn ass, eis ëmmer ze rappeléieren, fir ze soen: „Majo, ech als Direkter, ech däerf just, well soss sinn ech direkt an der Illegalitéit, ech maache mech strofbar, ech däerf am Fong d'Kommissioun nëmmen iwwert déi allgemeng Aktivitéite vun deem Service informéieren. An dat hunn ech selbstverständlech gemaach. Jo, de Premierminister huet mer gesot: «So hinnen alles, wat s du och mir sees.», mä ech hu mech am Kader vum Gesetz beweegt."

Dat war déi lescht Ausso, déi den Här Mille zu där doter Fro gemaach huet. A wann natierlech d'Kommissioun selwer vun dem Direkter, wat hiren Haaptinterlocuteur war, nëmmen déi doten Informatioune kritt, ass et net evident, wann net déi Informatioune vum Service da selwer kommen, op eenzel Missiounen anzegoen! Well et ass schwéier ze roden eigentlech, wat fir eng Missiounen am Detail eigentlech esou e Service mécht, wann net virdrun een och selwer dann zumindest Indizie kritt, a wat fir eng Richtung dass déi Aarbechten an deenen eenzelne Felder vum Service lafen.

Ech mengen, do ass sécherlech e feelende Bëss gewiescht an där Enquêtëkommissioun (veuillez lire: Kontrollkommissioun), zumindest an deenen éischte Joren. Och do huet sech munches awer am Laf vun de Jore verännert. An déi Rapporten, mengen ech, déi gemaach gi sinn, weisen awer, dass d'Kommissioun versicht huet, ganz seriö Aarbecht och ze leeschten.

De Problem ass - an dee stellt sech ganz kloer, och wat d'Aschätzung vum Verhale vum Statsminister ugeet als zoustännege Minister -, dee sech hei gestallt huet, ass, wann ee grav Dysfonctionnementer feststellt, wann ee mierkt, dass Saache schifgelaf sinn, dass, wann ee selwer mierkt, den Direkter zeechent e Gespréich, e confidentielt Gespréich, wat e mat mir huet, op: Wéi reagéiert een dann? Schwéier ze soen!

De Statsminister huet et gemaach. Hien huet sech Zäit gelooss, fir ze reagéieren. En ass et Chrëschtdag gewuer ginn, en huet gutt dräi Méint gewaart, ier en de President vun deemools vun der Kontrollkommissioun informéiert huet. An do sinn nach eng Kéier dräi Méint vergaangen, déi Woch vun de Wahle praktesch, wou dann eng Sitzung war vun der Kontrollkommissioun.

An déi Fro, déi sech ëmmer erëm stellt bei deene Saachen, ass: Ginn ech de Wee vun de legale Prozeduren oder probéieren ech déi dote Fro op eng aner Aart a Weis ze léisen?

Wa mer haut kucken, wat sech aus deem Ganzen erginn huet, mengen ech, si mer eis eens, de Premier huet dat och ugedeit, dass, wann een elo kuckt, wat elo awer vu Schued am Endeffekt entstanen ass fir vill Institutiounen, net nëmme fir de Service de Renseignement, wär et sécherlech méi richteg gewiescht, en anere Wee ze goen.

Et ass net einfach, sech mat héije Beamten ze streiden! Ech hunn et a mengem politesche Liewe matgemaach.

Une voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech war zimlech eleng…

La même voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.-…och déi Zäit. Ech hunn et gemaach.

(Interruption)

Dat war evident, dass ech wéisst, dass entweder dat geet esou oder esou. Ech hunn awer deemools d'Décisioun geholl: „Du kanns der dat net bidde loossen. Du kanns nëmmen de Wee vun der Öffentlechkeet goen. Du muss dee Risiko do agoen. Da geet et eben aus, wéi et ausgeet." Ech hat, mengen ech, och keen anere Choix. Ech hunn och keen anere Choix gesi fir mech.

De Statsminister huet, an engem anere Kontext, eng aner Décisioun geholl. Haut sti mer, mengen ech, dach zum Deel awer virun de Schierbele vun enger Krisegestioun, vun där sech erausgestallt huet, dass et eigentlech net déi richteg war.

Et muss een och heiansdo dee Wee goen, net vun - wéi géif ech soen? -, vun dem Licenciement déguisé oder eng Peine disciplinaire déguisée, déi eigentlech verbueden ass an eisem Rechtssystem, mä da musse mer de Wee vun den normale Prozedure goen. Dat ass natierlech beim Service de Renseignement nach méi kriddelech wéi an anere Servicer. Do ass och liicht Chantage ze maachen. Ech ka mer dat ausmolen. Et gëtt jo e puer Indicatiounen dran an deem Dossier, dass eenzel Ex-Agenten och emol, wa se dann e bëssen ënner Drock komm sinn, da gäre gesot hunn: „Majo, soss paken ech aus. Oder ech soen hei oder ech ginn an d'Öffentlechkeet.", an esou virun an esou weider. Dat ass net einfach, déi doten Décisioun ze huelen.

Mä nach wie vor ënnerstinn déi Beamten och eisem Disziplinarrecht, si ënnerstinn dem Statut vun der Fonction publique. An déi Regele sinn och ze respektéieren, ausser et si wierklech ganz, ganz grav aner Interessen, méi héich Interessen, déi dat doten onméiglech maachen. An, wéi gesot, all Préposé huet och nom Statut d'Obligatioun, wann en e Manquement zum Statut du fonctionnaire, also net onbedéngt en Delikt, mä nëmmen e Manquement zum Statut du fonctionnaire feststellt, ass e gehalen eigentlech, en Disziplinarverfahren ze maachen. Dat gëllt natierlech an éischter Hisiicht fir den Direkter, gëllt à la rigeur - ech hunn déi Affär awer net nogekuckt - och fir den zoustännege Minister, deen dann driwwer steet.

Bon, wéi kéinte mer et besser maachen? Mir hunn eng Rei vu Virschléi zréckbehalen an eisem Rapport. Et musse fest Regele ginn. Et musse kohärent Regele ginn. Do ass munches vu Viraarbecht geleescht ginn an deene leschten zwee Joer.

Mir mengen och, dass mer eng Rei vun deene Regelen, déi elo nëmmen an enger Instruction de service sinn, déi also keen Effet juridique direct hunn, dass mer och déi sollten an e Gesetzestext kleeden, fir deem Ganzen also och wierklech en direkten Effet ze ginn. Wéi zum Beispill d'Fro, dass Missiounsrapporte musse gemaach ginn a répertoriéiert ginn. E Répertoire och vun de Quellen. E Répertoire, zu deem natierlech net jiddwereen Zougang huet. Dat ass eng Diskussioun, déi och momentan an Däitschland ganz intensiv gefouert gëtt, well do och bei de Quellen zwar muss e Schutz sinn, mä awer och relativ vill Unfug geschitt, wat déi Fro vun de Quellen ugeet.

A fir mech, an deem schlëmmste vun alle Fäll, dat ass deen, dat schéngt mer awer ee montéierte Coup géint ee vun deenen héchste Magistraten an eisem Land ze sinn, do ass jo grad déi Fro vun der Quell jo ganz speziell an deem Ganzen, wann een dee Rapport Kemmer do kuckt, wou op eemol vun anscheinend zwou ganz vertrauenswierdege Quellen, déi eng vun där anerer ganz kloer Nimm genannt hunn. An dann, no enger kuerzer Enquête, stellt sech eraus, dat wär alles falsch.

Ech verstinn do näischt méi eigentlech an deem Ganzen. An ech wär eigentlech och frou, wann do nach méi géif nogekuckt ginn, wéi eigentlech déi ganz Affär do, wéi an deem ganzen Dossier, wou dann op eemol den Numm vum Generalstaatsanwalt vun haut eragerutscht ass, wéi deen iwwerhaapt konnt esou zustane kommen, a wéi systematesch och Dossiere vun der Police oder Gendarmerie op eemol eriwwerkomm sinn an de Service de Renseignement, wat de Service de Renseignement domadder gemaach huet.

Dat bleift, mengen ech - och net nëmmen zu Lëtzebuerg -, dee Fait do, deen Dossier do, bleift en eenzege Skandal! An ech soen lech, och an anere Länner géif esou een Dossier net ouni iergendwellech Konsequenzen op nationalem Plang bleiwen.

Dat kann een elo hei gesi wéi ee wëllt. Dat ass fir mech eppes, wat net ze akzeptéieren ass. Dass mer dat einfach esou hinhuelen, dat war dann eben esou an - hëpp! -, da gi mer op deen nächsten Detaildossier weider. Dat bleift eppes, wat net ze akzeptéieren ass a wou mer musse Konsequenzen zéien!

Ee Wuert wëll ech awer och soen zur fundamentaler Fro, et hätt een dat alles misse virzéien: Brauche mer e Service de Renseignement?

Bon, meng Partei ass historesch gesinn, dat wësst Der, ëmmer ganz skeptesch gewiescht zu esou engem „Spëtzeldéngscht", wéi en och am Parteijargon genannt ginn ass. Mir sinn awer zur Meenung komm, éischtens, well keen autonome Stat hei a ganz Europa kee Service de Renseignement huet - ech kenne kee Land an Europa, vun enger minimaler Gréisst, wat net en Usaz vun engem Service de Renseignement hätt -, also mengen ech schonn, dass mer esou eppes brauchen.

Mir kënnen eis net ofkapsele vu Renseignementer, vun Informatiounen, déi op internationalem Plang tëschent de Services de Renseignement ausgetosch ginn. An déi och nëmmen tëschent de Services de Renseignement ausgetosch ginn an déi net ausgetosch gi mat anere Stellen. Déi net direkt un d'Justiz ginn an net direkt un d'Police ginn.

Et ass also wichteg, dass mer, mengen ech, esou eng Ulafstell behalen, dass mer eis do net erausbriechen aus deem internationalen Netz, wat op deem dote Plang besteet. Wat awer och eng Fro vun öffentlecher Sécherheet ass, déi een net däerf einfach op déi liicht Schëller huelen. Zemools well mer eng grouss Finanzplaz sinn, well mer e grousse Wirtschaftszentrum sinn, ass de Risiko vu Wirtschaftsspionage och reell.

Dofir mengen ech, kënne mer net einfach soen: „Dat doten ass eppes, oh, et ass e Luxus, op dee mer am Fong schnell kënne verzichten." Ech menge schonn, dass mer esou eppes brauchen. Dee muss zum Deel aneschters fonctionnéieren. E muss besser kontrolléiert ginn. E muss aner Regele kréien. Mä am Prinzip, mengen ech, sti mer eigentlech dozou, dass mer, wéi all aner souverän Staten an Europa, esou ee Service brauchen.

Net d'accord si mer à ce stade, fir iwwer eng Augmentatioun vun den Effektiver ze diskutéieren. Ech mengen, elo wär emol wichteg, dee Service ze stabiliséieren, d'Vertrauen erëm hierzestellen. An da kann een no e puer Joer vläicht eng aner Diskussioun féieren. A mir sinn och net d'accord, dass mer eigentlech déi Missioune vum Service nach sollen ausbreede par rapport zu deene Missiounen, déi en haut huet. Mir missten déi Missiounen éischter preziséieren, e bësse méi aschränke par rapport zu deem, wat mer am Gesetz vun 2004 hunn, mä net onbedéngt déi Servicer do nach ausdehnen.

Ech mengen, ech brauch net méi op eis Virschléi anzegoen, déi mer gemaach hunn. Nach eng Kéier de Prinzip nees nach eng Kéier festhalen, dass eng extern Kontroll wichteg ass, mä dass eng intern Kontroll an engem Beräich vum Service de Renseignement déi eenzeg ass, déi eiser Meenung no - an dat hu mer 2004 gesot, et ass net op eis gelauschtert ginn -, déi kann effikass sinn. Wéi mer och mussen d'Artikelen 88-3, 88-4 vum Code d'instruction criminelle nei formuléieren, wéi mer mussen eise Code pénal reforméieren, wat dat ganzt Kapitel iwwert d'Delikter géint d'Statssécherheet ugeet an textuell Gesetzer och mussen änneren.

An, last but not least, ech mengen, och eist Gesetz vun 2011 iwwert d'Enquête parlementaire, musse mer, opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer elo gemaach hunn, bei der praktescher Ëmsetzung vun deem Text och an eenzelne Punkten adaptéieren.

D'Kapitel Responsabilitéiten. Ech hu gesot, dass mer iwwerzeegt sinn, d'Justiz wäert déi Enquêtë bis un en Enn féieren, do wou se dat kënne maachen. Bei all déi Enquêten, déi elo lafen, bei déi eng oder anerer Pré-enquête, déi ugekënnegt gi si vum Parquet, wou notamment, wéi gesot, och déi dobäi ass ronderëm d'Pädophilie, „Katana", „Sphinx", wou sech awer elo, no den Aussoen och vum Parquet, erausgestallt huet, dass effektiv dat net nëmmen eng Affär vun deenen dräi war, mä et do manifestement zumindest awer eng méi oder manner offiziell Sitzung ginn ass, wou fënnef bis sechs Leit an och den Direkter mat bedeelegt war, wou décidéiert ginn ass, deen Dossier net integral un de Parquet weiderzeginn, mä en u sech nach „in house" ze halen.

Wéi wäit herno dorobber enquêtéiert ginn ass, dat ass ganz richteg, ass net kloer. Manifestement ass do vun héichgestallte Membere vun der deemoleger Direktioun, mam Chef vun den Operatiounen, décidéiert ginn, dass den Dossier emol, wat deen dote Volet ugeet, soll am Service weider traitéiert ginn, wat manifestement e Verstouss ass géint d'Gesetz vun 2004, wat de Service de Renseignement ugeet.

Ech hu gesot, Meeneeden zuhauf, mengen ech, an deem ganzen Dossier, d'Netweiderreeche vun Indicatiounen, déi kënnen zu engem Delikt oder zu engem Crime féieren, wou ech wëll betounen, dass dat zwar eng Obligation morale ass, déi besteet, awer och eng Kéier hei wëll soen, dass dat selwer keen Délit pénal ass, wann een dat net weidergëtt. Bon, haut hu mer Entrave à la justice, deen Delikt, deen zum Deel dat dote ka mat ofdecken. Mä u sech ass dat eng Obligation morale, wou s de eventuell deng Responsabilité civile engagéiers, mä wou u sech awer keng direkt Sanktioun drop ass. Dat mécht awer der Kaz kee Bockel.

Ech wëll drun erënneren, dass an eiser parlamentarescher Geschicht emol eng Kéier ee Minister wéinst Netdénonciatioun vun engem méiglechen Delikt hei vun der Chamber, sengerzäit mat de Stëmme vun der CSV a vun der DP, eigentlech gedirängelt ginn ass, fir seng Demissioun ze ginn, wat dann och herno zur Demissioun vun der Regierung an zu Neiwahle gefouert huet.

Disziplinaresch Verantwortung. Déi ass menger Usiicht no ginn an enger ganzer Partie Fäll. An et ass do, wéi gesot, ee vun de Kritikpunkten, déi ee muss ufëieren, firwat net méi systematesch hei och den disziplinaresche Wee gaange ginn ass ouni Contournementer.

Dat ass zum Deel nozevollzéien, ass awer menger Usiicht no net richteg an där Envergure a mat där Systematik eigentlech, praktesch mat enger Ausnahm - dat ass déi Affär mat den Autoen -, wou soss a kengem anere Fall eigentlech, sief et den Direkter, sief et den zoustännege Minister eigentlech dee Wee ageschloen huet, fir disziplinaresch eigentlech géint eenzel Leit virzegoen.

Wat mer awer ganz kloer soen, dass mer der Meenung sinn, dass, nieft deem, wat elo beim Här Kemmer an d'Wee geleet ginn ass vum Wirtschaftsminister, och mir der Meenung sinn, dass och géint aner Leit, notamment den Här Mandé an, wann dat juristesch méiglech ass, och géint den Här Mille, dee jo nach an engem Congé sans solde ass, missten och disziplinaresch Verfahren an d'Wee geleet ginn. Dat ass och eng vun de Konklusiounen, déi mer gezunn hunn.

Woubäi - wëll ech nach eng Kéier soen - beim Fall vum Här Mandé mech manner opreegt, déi Aart a Weis, wéi en an de Service komm ass. Obwuel ech mengen, dass de Broch vun deem Vertrauensverhältnis tëschent dem fréieren Direkter, dem Här Mille, an dem Statsminister, vill mat där Entrée vum Här Mandé an de Service ze dinn huet. Et ass och den Här Mille, deen a senger éischter Ausso hei fir d'Éischt den Numm..., hien huet den Numm Mandé lancéiert am Zesummenhang mat den Nimm vun zwee aneren Agenten, déi mer entre-temps ëmmer erëm an dem Dossier begéint hunn. A manifestement läit - dat ass eng perséinlech Aschätzung, déi ech hunn -, läit villes vun deem Vertrauensbroch, deen herno den Här Mille dozou bruecht huet, nach eigentlech inakzeptabel Saachen ze maachen, hänkt e bësse mat där Nominatioun do zesummen.

An ech weess net, ob de Premierminister selwer weess, dass am Organigramm schlussendlech, dee vum Service de Renseignement festgehale ginn ass - ech weess net, ob de Premier deen och guttgeheescht huet -, den Här Mandé herno stoung als „Relations avec le Ministère d'État", also offiziell agesat ginn ass, e bëssen aus Trotz, dat hu mer erausfonnt bei den Dépositioune vun den Zeien, agesat ginn ass als offizielle Verbindungsmann mam Statsministère. Obwuel et esou ee Posten natierlech selbstverständlech eigentlech net direkt ginn huet an deem Service. An u sech, mengen ech, mussen do awer och Neel mat Käpp gemaach ginn, wat u sech deen Ex-Mataarbechter vun deem Service do ugeet.

Politesch Verantwortung. D'politesch Verantwortung ass an eisen Ae ginn. Ginn, well et dach awer eng ganz Rëtsch vun Elementer an deem Dossier gëtt, déi drop hiweisen, dass et zu enger Vernoléissegung vun der Opsiichtsflicht vum zoustännege Minister par rapport zum Service komm ass, opgrond vun där spezieller Missioun, déi do de Service huet an déi Aart a Weis, wou en eigentlech muss méi kontrolléiert vläicht gi wéi aner Servicer dat beim Stat musse ginn.

Do huet sech zwar d'Haltung vum aktuelle Premierminister net, mengen ech, fundamental ënnerscheet vu senge Virgänger, mä et bleift awer, dass do dee regelméissege Suivi, déi regelméisseg Kontroll net esou war, wéi et, a mengen Aen, muss sinn, an eisen Ae muss sinn, fir esou ee Service. Et ass verpasst ginn an deem Zesummenhang, eventuell, fir dat ze kompenséieren, fir eng ministeriell Uspriechstruktur, Iwerwaachungsstruktur am Statsministère selwer opzebauen, fir dat dote kënnen opzefänken. Et ass an eisen Ae verpasst ginn, wichteg Ausféierungsbestëmmungen - et ass eigentlech nëmmen eng am Gesetz virgesinn, dat ass den Dateschutz - an Zäit vun elo dann néng Joer ze huelen.

Et ass och verpasst ginn an eenzelne Fäll - wou ee ka streiden, a wat fir enge Fäll dat ass, mä de Statsminister selwer huet dat och hei gesot -, de Parquet, d'Kontrollkommissioun an der Chamber ëmmer integral a schnell ze informéieren.

De Premierminister ass sécher och Affer, an engem konkrete Fall, vun engem méi wéi ondelikaten an inakzeptabele Behuele vun engem Direkter vun engem Service, mä de Premierminister ass awer och an anere Fäll responsabel.

Et sinn, an eisen Aen, Feeler geschitt. Éischter Feeler par omission, wéi dass et aktiv, subjektiv falsch Akte gewiescht wären, déi gesat gi wären. An ech mengen, dofir muss ee geruedstoen. An de Premierminister huet et net haut, mä en huet et an enger viregter Deklaratioun gesot: „Wie kéint et aneschters sinn, wéi hien als responsabele Minister?"

Dofir menge mer, dass d'Gravitéit eigentlech vun deene Faiten, déi festgestallt gi sinn, muss dozou féieren, dass de Premierminister seng politesch Responsabilitéit hei iwwerhëlt als zoustännege Minister. Net well en, an eisen Aen, onéierlech ass, net well en, an eisen Aen, inkompetent ass - dat ass en net -, mä well en, an eisen Aen, hei zum Deel eng falsch Aschätzung gemaach huet an deem heiten Dossier a virun allem kann et, an eisen Aen, net sinn, dass an deem ganzen Dossier vum Service de Renseignement schlussendlech, en fait, näischt geschitt.

Mir hunn eis sechs Méint an der Chamber intensiv domadder befaasst. Mir hunn dat gemaach a ganz ville Sitzungen. An der öffentlecher Meenung, an der Press, an de Medien, an de Gespréicher dobaussen ass dat doten, nieft aneren Themen, ee vun de groussen Theme gewiescht vun de leschte Méint. An d'Konklusioun wär no all deenen Aarbechten: „Et ass jo munches schifgaangen. Mä, mäi Gott, et si jo awer och eenzel Saache gemaach ginn. An Zukunft wëlle mer souwisou dann alles anescht an alles besser maachen an da fuere mer eigentlech esou weider wéi virdrun."

Ech mengen éierlech, dass dobausse wéineg Leit dat dote verstinn. Egal wat fir eng Décisioun d'Chamber hëlt, si mer eis sécher, vill Leit wäerten dat och contestéieren. Egal wéi mer am Endeffekt hei ofstëmmen.

Mä ech mengen, dass et, wann ech elo kucken, wat de Statsminister gesot huet a wat mer elo vu Fakten hunn, wa mer eis eens sinn, dass mer grav Dysfonctionnementer haten a wann ech dann déi lescht Aussoe vum Statsminister huelen, dee seet: „Passt op, deemno wéi streng dass mer hei si mat der politescher Verantwortung, wat gëtt dat fir d'Ministeren an Zukunft?"

Mä wat fir e Bild gëtt dat dobaussen, wa mer elo géifen hei décidéieren: Politesch Verantwortung, mir gesinn et als Politiker aneschters. Déi spillt net. Et gëtt eigentlech keng objektiv politesch Verantwortung hei zu Lëtzebuerg.

Dann ass dat sécherlech vläicht e Fräifahrtsschäi fir Beamten. Mä et däerf awer och kee Fräifahrtsschäi fir Ministere ginn an Zukunft. Wann ech kucken, wat mat all deenen Haaptacteuren, déi Nimm, déi andauernd an den Dossieren erëmkommen a wou Enquêtë lafen, wou déi momentan dru sinn a wat mat deene Schlëmmes passéiert ass, wa mer vu Responsabilitéit vun de Beamte schwätzen!

Den Här Kemmer ass weider beim Stat, eréischt zënter véier Woche leeft en Disziplinarverfahre géint hien. Den Här Schneider huet aus fräiwëllege Stécker de Service verlooss a seng Firma gegrënnt, wéi en dat während laangen, laange Méint virdru geplangt huet. En ass nach ëmmer Gérant vun där doter Firma. Den Här Mandé schafft weider beim Stat. Momentan weess keen esou richteg, fir wien e schafft a wat e schafft. An den Här Mille ass Chef vun der Sécherheet bei Siemens - och net sécherlech d'Trapen erofgefall mat deem Wiessel, deen e gemaach huet.

Wann een déi dote Fakte kuckt, an da soe mer gläichzäiteg: Politesch, esou schlëmm war dat net, do maachen ech d'Housse drënner an da gi mer an d'Vakanz, dann ass et fäerdeg - ech mengen, dass dat net dee Message ass, dee mer als Chamber haut ze ginn hunn.

An ech mengen och ze wëssen, wa mer och emol iwwert déi Punkten do geschwat hunn, dass och de Statsminister eigentlech och eng

héich Usiicht huet, wat déi politesch Responsabilitéit ugeet. Dass déi politesch Responsabilitéit och souguer muss spillen, wann ee perséinlech vläicht keen direkte Feeler gemaach huet, mä awer Schued entstanen ass: Schued entstanen ass an engem Service, Schued entstanen ass dem Land, d'Reputatioun eigentlech vun deem ganze Land dorënner gelidden huet. A genau dat ass awer hei geschitt an deene leschte Méint.

Duerfir si mer als LSAP-Fraktioun der Meenung - an Dir kënnt Iech virstellen, dass deen Entschloss eis net einfach gefall ass -, dass mer eis och hei fir politesch Responsabilitéiten ausschwätzen. Mir hunn eng Motioun preparéiert, ënnerschriwwe vu Kolleege vu menger Fraktioun, wou mer Referenz huelen op de Rapport vun der Enquêtëkommissioun, Referenz huelen op d'Explikatioune vum Premierminister, d'Regierung opfuerderen, fir déi Recommandatiounen, déi mer an deem dote Bericht festgehalen hunn, ëmzesetzen, de Premier opfuerderen, déi voll Responsabilitéit, déi politesch Responsabilitéit an deem heite Kontext ze iwwerhuelen an d'Regierung opfuerderen, beim Statschef ze intervenéieren, fir dass de Wee fräi gemaach gëtt fir Neiwahlen.

Mir mengen, dass, an där Atmosphär vu Rumeuren, Ennerstellungen, wou een ëmmer méi héiert: „Et ass jo alles faul, et ass jo alles korrupt.", e staarken Akt vum Statsminister, deen ech héich respektéieren, e staarken Akt vun der ganzer Regierung an e staarken Akt vun der Chamber wierklech wichteg ass, e Signal ass, fir och erëm Vertrauen hierzestellen, dem Vertrauen an eis Institutiounen, déi staark gelidden hunn, eng Chance ze gi fir déi nächst Méint. A mir mengen, dass Neiwahlen, d'Opléisung vum Parlament de Wee dozou ass.

Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions et recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État du 5 juillet 2013;

- considérant que la responsabilité objective du Premier Ministre, Ministre d'État est engagée du fait de divers dysfonctionnements graves apparus au sein du Service de Renseignement de l'État, notamment durant la période 2004-2008;

- considérant que le rapport fait également état de certaines omissions du Ministre d'État qui engagent sa responsabilité politique subjective;

- considérant que ces constatations ne sauront rester sans conséquences directes au niveau des responsabilités;

- considérant les explications fournies par le Premier Ministre lors des débats parlementaires;

invite le Gouvernement:

- à mettre en pratique les recommandations formulées dans le rapport de la Commission d'enquête;

- en ce qui concerne le Premier Ministre, à assumer pleinement la responsabilité politique des dysfonctionnements graves constatés;

- à demander au Chef de l'État de procéder à la dissolution de la Chambre des Députés et à l'organisation d'élections législatives anticipées dans le délai légal de trois mois.

(s.) Alex Bodry, Marc Angel, Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun do e bësse weiderfueren, wou den Här Bodry opgehalen huet. Mir hunn haut scho vill geschwat iwwer Institutiounen, iwwert d'Zesummespill vun Institutiounen, iwwer Responsabilitéiten. Doriwwer, wie wat wosst, wie wat net wosst, wien och nach eppes wosst, wien eleng eppes wosst.

An de Statsminister huet a sengen Ausféierunge gesot, hie wär der Meenung, wann een an Zukunft alles géif ze vill op d'gëlle Wo leeën, wann de Minister géif responsabel gemaach kënne gi fir all eenzelne Feeler vun all eenzelne Beamten, da géife mer an Zukunft keng Leit méi fannen, déi bereet sinn, Minister ze ginn, oder si géife reieweis aus dem Amt gejot ginn.

Dat ass natierlech scho bal en Doutschlagargument. Mä de Contraire wier jo dann awer och wouer. De Contraire, dat géif jo heeschen: Wann ee kann de Minister vun allem entlaaschten a vun allem déchargéieren, just well een a senger Verwaltung och nach ee fonnt huet, deen dorunner schëlleg ass, dat ass jo dat anert Extrem, wann dat géif goen. Jo, da fanne mer reieweis Kandidaten a Kandidatinnen, fir an d'Regierung ze goen, well da ka jo kengem Minister méi eppes geschéien!

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Natierlech huet de Statsminister do op e Virworf reagéiert, dee kee gemaach huet. Et huet kee gesot, dass en, dass e Minister, dass de Statsminister säin Hutt misst huelen, well a senger Verwaltung een e Feeler gemaach huet. Dorëms geet et net. De Punkt ass, wann ee Kenntnis huet vu Saachen, déi schifgelaf sinn, wéi een da reagéiert an ob ee sech aktiv implizéiert huet, fir ze verhënneren, dass esou Saache kënne geschéien. Dorëms geet et. Doriwwer diskutéiere mer. An dat wëlle mer bewäerten. Et geet natierlech net drëms, ze soen, dass de Statsminister muss demissionéieren, well iergendeen a senger Verwaltung e Feeler gemaach hätt.

Ech sinn ee vun deene 46 heibannen, déi net Member ware vun der Enquêtëkommissioun. A wéi all déi Leit, déi eis haut nolauschteren an nokucken, all déi interesséiert Biergerinnen a Bierger, baséieren a verloossen ech mech och op d'Aarbecht an op d'Konklusioune vun de Kolleegen a Kolleeginnen, déi an der Enquêtëkommissioun geschafft hunn.

Ech wëll och duerfir e spezielle Merci un de President vun der Enquêtëkommissioun, den Här Bodry, riichten, dee wesentlech dozou bäigedroen huet, dass déi Aarbecht bis zum Schluss konnt propper an anstänneg a fair duerchgezu ginn. E ganz spezielle Merci natierlech och u mäi grénge Kolleeg François Bausch, de Rapporteur, deen och säint dozou bäigedroen huet, fir an aller Fairness an Transparenz zu engem Bericht ze kommen, deen eigentlech net wierklech attaquabel ass.

An ech wonnere mech och duerfir, dass haut de Mëtteg d'Kolleege vun der CSV, de Gilles Roth, op eemol d'Legitimitéit vun eenzelne Membere vun der Kommissioun a Fro stellen! Ech wëll awer hei just rappeléieren, dass de François Bausch eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn ass. Wat sinn dat do da fir spéit Erkenntnisser vun de Kolleege vun der CSV?

De François Bausch war Kandidat, fir Rapporteur ze sinn. Et sinn aner Leit och an der Kommissioun, an der Enquêtëkommissioun Member, déi virdrun an der Kontrollkommissioun souzen, dat huet kee Mënsch gestéiert bei der CSV. Wéi kommt Der elo drop, fir elo op eemol hei, wann de Rapport fäerdeg ass, op eemol d'Legitimitéit vun engem, dee sech déi Méi gemaach huet, wéi de François Bausch sech se gemaach huet, fir déi Legitimitéit a Fro stellen ze kënnen? Dat ass dach net ganz seriö!

Dir sot och, d'Begrënnung wier, well do eng Rei Leit juge et partie à la fois wieren. Mä si si weder juge nach partie. Si si Parlamentarier. Si maachen hir Aarbecht an enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun. Si si keng Riichter. Si sinn net juge a si sinn net partie, well de SREL ass ënnersicht ginn. A mir hunn natierlech déi Leit an d'Kommissioun, an d'Enquêtëkommissioun geschéckt, déi och duerch hir Connaissancen déi héchste Kompetenz haten, fir an där Kommissioun ze siègéieren. An dat huet kee gestéiert, och net op Säite vun der CSV, bis haut de Mëtteg net. Duerfir kommt, mir vergiessen déi doten Argumenter! Déi Aarbecht vun der Kommissioun ass legitim a si ass och, an eisen Aen, seriö gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Wann dat alles jo kee Problem war, wéisou huet dann de Rapporteur eng Kéier musse vun der Sitzung erausgoen, net méi un der Sitzung deelhuelen, an Dir hutt de Rapporteur ersat?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Majo, dat war net...

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Dat huet awer guer näischt domadder ze dinn an dat wësst Der och ganz genau!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Entschëllegt, Här Bausch.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Dat huet mat eppes ganz aneschters ze dinn. Dat do, dat doten ass wierklech typesch! Typesch, wéi Dir fonctionnéiert!

Mme la Présidente.- Här Braz, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift. Loosst Iech et net esou einfach ewechhuelen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Wierklech, Här Weiler, dat war net op Är Initiativ hin. Éischtens, d'CSV huet dat net gefrot. Dat huet se guer net gestéiert. Et ass also net Äre Problem. Duerfir wonnert et mech och elo, dass Der déi Fro stellt. Och do entdeckt Der spéit e Problem.

Zweetens...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- An der Kommissioun hunn ech d'Fro gestallt an Dir sidd jo...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An dat Zweet, zweetens, koum d'Initiativ vum Här Bausch selwer...

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Dat huet guer näischt heimadder ze dinn!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- D'Initiativ koum vum Här Bausch selwer, well en net wollt, dass e Wénkelaffekotstrick vum Zeie Schneider och net e Millimeter Chance op Erfolleg sollt hunn. Dorëms ass et gaangen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz genau!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Eng reng prophylaktesch Mesure.

(Brouhaha)

An dass Der dat do Argument hei opwerft...

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Et ass awer net richteg!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dach, et ass richteg. Neen, entschëllegt.

(Brouhaha général)

Mme la Présidente.- Här Weiler, Dir kënnt dem Riedner gären eng Fro stellen.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech stellen d'Fro nach eng Kéier.

Mme la Présidente.- Wann Der d'Wuert wëllt hunn, dann drot Iech an op d'Riednerlëscht, wann ech gelift!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Behaapt de Riedner, datt den Här Bausch deemools aus der Sitzung erausgaangen ass op seng eegen Initiativ, also op seng eegen Initiativ?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Selbstverständlech. An ech ginn, Här Weiler...

Une voix.- Jo.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Mir huelen den Text.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Weiler, an ech ginn Iech och...

Une voix.- Et war esou.

(Interruption)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech ginn Iech och e ganz einfache Beleeg dofir, Här Weiler. Här Weiler, da lauschtert och no.

Une voix.- Et ass jo total...

Une autre voix.- Neen, waart.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Den Här Roth soll och heibanne bleiwen, da verpasst en näischt.

Une voix.- Ooohhh.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech ginn Iech e Beleeg dofir. Eleng de Fait, dass den Här Bausch mech gefrot huet, fir en ze begleeden an déi Kommissioun, eleng dee Fait misst Iech d'Äntwert op Är Fro ginn. Ma well en dès le départ d'Intentioun hat, fir an der Kommissioun matzedeelen, dass opgrond vun där Plainte vum Här Schneider, dee jo eng ganz besonnesch Roll spillt an där ganzer Aarbecht hei, dass en dofir léiwer hätt, hie kéint d'Kommissioun verloossen. An en huet mech gebieden, en do ze ersetzen. Dat eleng beäntwert Är Fro iwwer seng Intentiounen deen Dag, wou en an déi Kommissiounssëtzung gaangen ass.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Ech ginn Iech den Text...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech wëll awer elo, wann Der erlaabt, Här Weiler, weiderfueren. Dir kritt herno nach eng Kéier d'Geleeënheet, d'Wuert ze huelen. Well ech zitéieren Iech och nach. Da sidd Der vläicht erëm motivéiert.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Très bien.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Nieft deene villen interesséierte Biergerinnen a Bierger gëtt et der awer eng Partie, déi ganz speziell eis haut nolauschteren. An dat sinn déi, déi och vum SREL observéiert gi sinn. Ech wëll do just een, stellvertriedend fir se alleguerten, nennen: de Fraktiounssekretär vun deene Gréngen, den Abbes Jacoby, deen en onbescholtene Bierger ass an deen huet mussen entdecke mat vill Roserei, wéi de SREL, wéi staatlech Instanze mat him an de scho méi laang zréckleiende Joren ëmgespronge sinn.

Hie war awer net deen Eenzegen. Aner Privatleit och. An net nëmme Privatleit. Och vill Associatioune sinn observéiert ginn. Fir der nëmmen e puer vun deenen ze nennen, ginn ech Iech awer e puer Nimm: den OGB-L, d'Zäitschrëft „Forum", d'Jeunesse ouvrière catholique, d'Ligue des droits de l'Homme, de Mouvement écologique, d'UNEL, d'ASTI, de CLAE, d'Friddensbewegung, Greenpeace, de Radio „Grénge Fluesfénkelchen", d'Anti-Apartheit-Bewegung, awer och Parteien, wéi zum Beispill eng Lëscht, déi et emol mam Numm gouf „Alternativ Wier dech", wat eng vun de Virleeferorganisatioune vun der grénger Partei ass. Dat sinn natierlech alles staatszersetzend Elementer. Natierlech net.

Hannert dësen Associatioune stinn a stoungen engagéiert Bierger, déi eis Gesellschaft wollten a wëllen no vir brénge. Hiren Tort war et, net stramm konservativ ze sinn, wéi de Statsminister sech ausgedréckt huet, an doduerch eng Gefor, wuel net fir de Rechtsstat, mä duerfir awer vläicht fir de Rietsstat waren.

Et sinn, fir elo méi no bei d'Period vun 2004 ze kommen an dat neit Gesetz vum SREL, awer och nach Froen, eng Fro zumindest, ze stellen. Dir hutt, Här Statsminister, ronderëm 2004, wa meng Informatioune stëmmen, d'Décisioun geholl, fir en Deel vun de Käertercher am Fichage politique zerstéieren ze loossen, notamment déi, wou Mandatsträger sollten dran erwähnt sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war net meng Décisioun. Déi war vum Direkter vum Geheimdéngscht. Ouni mech ze informéieren, huet en déi Karteikaarten zerstéiert. Dat ass eng Nuance.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Okay. Et ass bedauerlech, dass se zerstéiert gi sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, fannen ech och.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Well dat wier interessant gewiescht. Wa mer eis haut kënnen eens drop ginn, dass eng national Kommissioun soll agesat ginn, mat Historiker, och fir d'Opschaffe vun deem ganzen Archiv do, da wär et natierlech wichteg gewiescht, dass grad déi net zerstéiert gi wieren, dass déi immobiliséiert gi wieren, neutraliséiert gi wieren, aus dem Zougréff vum SREL geholl gi wieren. Bien entendu, dat wier richteg gewiescht. Mä dass se zerstéiert gi sinn, ass wierklech méi wéi bedauerlech!

Komme mer awer bei de Rapport. 47 Sëtzungen, ganz konstruktiv. Am Konsens ass do geschafft ginn. Et ass sech beméit ginn, op jiddwereen anzegoen. Notamment sinn zum Schluss eng ganz Rëtsch, ech mengen, aacht oder néng Sëtzunge praktesch, domadder verbruecht ginn, op Amendementsvirschléi ze reagéieren. Also eng Konsensaarbecht, déi och deem entsprach hätt, dass dës Kommissioun am Konsens agesat ginn ass.

Et war e gemeinsame Wonsch, fir opzeklären, wat am SREL an de leschte Jore geschitt ass. Mä leider ass dee Konsens kuerz virum Schluss duerch d'Parteipolitik vun der CSV verlooss ginn. De Konsens ass zerstéiert ginn, obwuel an der Kommissioun probéiert ginn ass, à charge an à décharge ze enquêtéieren. An et ass och probéiert ginn, gemeinsam Konklusiounen ze zéien.

An domadder, Här Statsminister, duerch dee Vote de leschte Freideg vun de Vertrieder vun der CSV, ass och scho leschte Freideg d'Koalitioun zerplatzt. Net haut eréischt, de leschte Freideg schonn. Zënter dem 5. Juli huet d'Regierung keng Koalitioun méi hanner sech. Vun der Regierung am Allgemengen, awer vum Premier am Besonneschen, hätte mer och dofir schonn de leschte Freiden eng Reaktioun erwaart. Dat wier net méi wéi normal gewiescht.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Se hunn haut nach getaagt. Haut nach.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, sécher.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Haut nach!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo.

M. Fernand Boden *(CSV).*- D'Regierung ass nach ëmmer do!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mä si huet keng Koalitioun méi hanner... Här Boden, kënnt Dir Iech dann am Eescht virstellen, dass a méi groussen, entwéckelten Demokratien eng Koalitioun zerbrécht op engem Vote op enger eminent politescher Fro, an dass do de Regierungschef seet: „Ech zéie mech emol fënnef Deeg zréck, fir e Buch ze liesen. An dann héiert Der vu mer." Dat ass dach net wierklech seriö, wat hei geschitt ass. Zënter fënnef Deeg ass d'Koalitioun geplatzt.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mir hu keng Reaktioun kritt, weder...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Mä et ass op 140 Säiten...

(Interruptions diverses)

Mme la Présidente.- Erlaabt Der, dass den Här Boden Iech eng Fro stellt?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Boden, a mengem Demokratieverständnis ass dat net normal. D'Koalitioun ass viru fënnef Deeg zerbrach. A mir hu fënnef Deeg laang misse waarden, fir eng Reaktioun, net nëmme vum Premier, vun der ganzer Regierung, zu dëser Fro ze kréien.

Une voix.- En hätt och wéinstens de Rapport kënne liesen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An en urgentë Regierungsrot - en ass jo haut an der Mëttesstonn zesummekomm - hätt och éischter kënnen zesummekomme wéi fënnef Deeg duerno. An dat hätt iwwregens och net verhënnert, dass da fënnef Deeg méi spéit nawell de Statsminister, en hätt sech garantéiert där Debatt hei net wëllen entzéien, dass de Statsminister sech och där Diskussioun iwwer seng méi perséinlech Responsabilitéit am Kader vum SRELs-Dossier stellt.

De Rapport ass fir eis als gréng Fraktioun ganz kloer: Ouni verbal Kraftmeierei ginn d'Fakten an d'Responsabilitéite kloer opgedeckt. Déi eng, déi si bei de Parquet weidergeleet ginn a musse méi spéit, vläicht, virum Riichter assuméiert ginn. Déi aner sinn hei an der Chamber.

Ech wëll virausschécken, dass ech als Parlamentarier am Fong houfreg sinn op d'Kolleegen aus der Enquêtëkommissioun an och op d'Parlament. Op déi Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. Oft gëtt nëmme vun der Kris geschwat; alles ass an der Kris, och d'Institutiounen. Ech hat dat scho bei där Diskussioun ronderëm d'Responsabilitéit vum Luc Frieden gesot. Mä a Wierklechkeet hu mer och, do wou Kris dropsteet, oft funktionéierend Institutioun dran. Dat ass och haut de Fall. D'Chamber mécht hir Aarbecht, esou wéi d'Enquêtëkommissioun am Optrag vun der Chamber hir Aarbecht gemaach huet.

D'Commission d'enquête huet vum 3. Januar bis de 5. Juli, bannent sechs Méint, eng noutwendeg Aarbecht geleescht, an, wéi gesot, am Konsens bis bal zum Schluss.

Ech fannen och, dass d'Press hir Aarbecht mécht. Net nëmmen, well RTL 92,5 den 19. November d'Informatioun public gemaach huet, dass e Gespréich tëscht dem Jean-Claude Juncker an dem Marco Mille opgeholl gi wier. Dat war jo den Ausléiser hei vun dëser Diskussioun.

Ech soen dat och wéinst all deem, wat duerno geschitt ass. Well d'Wourecht ass och, dass d'Investigatioune vun der Press, déi ouni Quelleschutz net méiglech sinn, déi Informatiounen un d'Dagesliicht bruecht hunn, déi och d'Aarbecht vun der Kommissioun virubruecht huet.

Et ware vill manner déi Leit, déi an d'Kommissioun geruff gi sinn zum Deel, fir auszesoen, déi d'Kommissioun virubruecht hunn. Do sinn der derbäi - domat mengen ech Iech net -, Meeschtere vun der Manipulatioun. Et ass hire Beruff, ze desinforméieren, falsch Spuren ze leeën. An dat hu se och an der Kommissioun, fir meng Begréffer, gemaach.

Ouni d'Investigatiounsaarbecht vun der Press wier déi Kommissioun net esou wäit komm. Et ware manner d'Zeien, wéi d'Press, déi se virubruecht hunn. D'Zeien, déi geruff gi sinn, hunn nach éischter probéiert, d'Kommissioun hannert d'Liicht ze féieren. Do also, wou kee Liicht oder manner Liicht ass.

Mir hu mat vill Intérêt, natierlech mat vill Intérêt, dem Jean-Claude Juncker an awer och dem Gilles Roth virdrun nogelauschtert. De Kolleeg Gilles Roth fiert hei weider, wou d'CSV e Freideg an der Enquêtëkommissioun opgehalen huet. Si ass, hunn ech d'Gefill, eis e bësse viraus. Si huet de Rapport no 47 Sëtzungen, un deene se awer bedeelegt war, jo hei praktesch fir null an nichteg erklärt. Näischt méi ass an deem Rapport gutt. Näischt méi! Et ass e Verrass vun deem Rapport, deen hei gemaach ginn ass.

(Interruption)

Dir hutt virdrun och gesot, Dir hätt Iech gewënscht, dass um Enn vum Rapport, an der Logik vun engem Contradictoire, och de Statsminister nach eng Kéier de Rapport hätt dierfe kucken. Ech sinn duerchaus där Meenung, dass een an der Logik vum Contradictoire soll schaffen. Jo, et ass just schued, dann hätt Der dat an der Kommissioun solle soen. Do huet d'CSV dee Virschlag leider net gemaach, dee mir ganz sécher ënnerstëtzt hätten.

Mat enger Remarque: net nëmme fir de Statsminister! Firwat soll nëmmen de Statsminister dann an de Genoss komme vun enger méi kontradiktorescher Prozedur beim Ofschloss vum Rapport? Wat eppes ass, wat wierklech üblech ass, notamment am internationale Beräich. Ech erwähne just de Greco, deen eis jo net nëmme Freed gemaach huet a sengem leschte Rapport. Mä firwat hutt Der dee Virschlag an der Kommissioun net gemaach? Do hätt een duerchaus kënnen driwwer diskutéieren. Awer net nëmme fir Äre Statsminister, mä fir aner Leit och, déi an deem Rapport Erwähnung fannen.

D'Zil vun der Interventioun vum Gilles Roth, deen ech par ailleurs och schätzen - ech sot dat schonn, ech soen dat och nach eng Kéier hei -, ass awer en duebelt: D'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker erofzespille respektiv ze verwässeren, an déi vun der Kontrollkommissioun eropzespillen. D'Resultat soll sinn: Déi zwee hu Feeler gemaach, an déi Feeler gläiche sech aus. Et huet kee vu béiden Ursaach mam Fanger op deen aneren ze weisen.

An déi ënnerschiddlech Verfeelungen op een Niveau ze hiewen, dat ass an eisen Aen awer eng Damp- an Niwwelmaschinn. Et ass keng Ausenanersetzung méi an der Saach, déi do ugefouert gëtt. Dat do ass Stëmmung gemaach. Stëmmung op vläicht déi virgezunne Wahlen, wou ech mengen, dass d'CSV se scho méi laang verënnerlecht huet, wéi dat am Allgemenge geduecht gëtt.

Et ass an eisen Aen intellektuell net éierlech. An et ass virun allem net richteg, wat do gesot ginn ass. Woufir? D'Feeler vun der Kontrollkommissioun maachen d'Feeler vum Jean-Claude Juncker weder ongeschitt nach dofir richteg. Ëmgedréint och net. Ass de Jean-Claude Juncker manner responsabel, well d'Kontrollkommissioun Feeler gemaach hat? Neen, natierlech net.

De Jean-Claude Juncker muss sech fir seng Aart a Weis, de SREL ze féieren, hei veräntwerten. Fir seng Décisiounen, a fir déi Décisiounen, déi hien net geholl huet, egal ob d'Kontrollkommissioun do niewendru gutt oder net gutt geschafft huet. Dat solle mer och diskutéieren. Mä et kann awer déi Responsabilitéiten net opweien an där Argumentatioun do. Dat maache mir net mat!

D'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker ass iwwregens och net um selwechten Niveau wéi déi vun der Kontrollkommissioun. Den Här Juncker huet virdru gesot a senger...

Mme la Présidente.- Här Braz,...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo.

Mme la Présidente.- ...sidd Der d'accord, dass den Här Roth Iech eng Fro stellt?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech si ganz domat d'accord. Ech géif Iech just bieden, Madame Presidentin, esou lues am A ze behalen, wéi vill Riedezäit dat mech kascht, well...

Mme la Présidente.- Dir sidd elo bei 16 Minutten.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass gutt, Merci.

Mme la Présidente.- An Dir hutt eng Stonn. Här Roth, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Fuert duer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Zwou Saachen. Fir d'CSV war et ni esou, dass déi Responsabilitéiten op engem gläichen Niveau géife stoen. Mä ee vun de Reprochen, dat ass deen, dass déi zoustänneg Kontrollkommissioun net vun dem Statsminister informéiert gi wier. Or, si hat d'Mëttelen, fir selwer déi Informatiounen anzehuelen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech kommen herno nach dozou. Mä da si mer eis eens, dass dat dem Jean-Claude Juncker seng Responsabilitéit net méi kleng mécht, ob d'Kontrollkommissioun sech selwer nach Feeler virzewerfen huet oder net. Dont acte.

De Statsminister sot a sengen Ausféierungen e bëssen an därselwechter Logik, wou et ëm d'Archive gaang ass, et hätt jo kee verbuede kritt vun der Kontrollkommissioun, an d'Archiven ze goen. Dat ass richteg. Mä Dir krut et och net verbueden, Här Statsminister! Dir sidd de Ministre de tutelle. Dir waart och net an den Archiven. Voilà. Duerfir, et ass schonn e bësse speziell, wann een deem engen e Virworf mécht, dee selwer op een zoutrëfft.

Den Ënnerscheed ass: Dir sidd responsabel och fir d'Archiven. Wat do schifleeft, ass och iergendwou dann um Enn Är Responsabilitéit. Dir hätt méi Grënn gehat, well Dir sidd wierklech de Responsable politique an de Ministre de tutelle. Dass d'Kontrollkommissioun méi oder manner diligent war, dat ass eng aner Diskussioun, eng aner Appréciatioun an eng aner Responsabilitéit.

Dofir fannen ech et éischter méi gelungen, dass Dir ouni Invitatioun ni an d'Archive kucke waart, wéi dass d'Leit vun der Kontrollkommissioun ni an d'Archive kucke waren, wéi eng Käertercher do leie respektiv net do leien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass dat Iech wierklech eescht gemengt, Här Braz?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo, absolut. Absolut!

(Interruption)

Ech äntwere just op de Virworf, deen Dir formuléiert hutt, Här Statsminister.

(Interruption)

An dat soen och déi gréng net eleng. Dat soen déi gréng net eleng. Dat soen och Leit vun der CSV, zum Beispill de Lucien Weiler als Rapporteur vum Projet de loi 5133, deen d'Gesetz vum 15. Juni 2004 fir de SREL sollt ginn. E Gesetzesprojet, deen déi gréng iwwregens net gestëmmt hunn, well mir hunn deemools scho fonnt, dass dat net eng zäitgeméiss parlamentaresch Kontroll duerch d'Chamber vum Geheimdéngscht géif duerstellen.

An an deem Rapport schreift den Här Weiler: «Le Premier Ministre exerce l'autorité politique sur le Service; il est le supérieur hiérarchique de ses agents. Le Service en lui-même est une administration comme les autres: (...) et le Premier Ministre est politiquement responsable de son action devant la Chambre et le pays, comme l'est tout ministre pour les administrations sur lesquelles s'exerce son autorité.» Den Text ass vum Här Weiler; d'Betounung, déi war vu mir.

D'Responsabilitéit iwwert dat, wat de SREL mécht, an iwwert dat, wat am SREL geschitt, ass also net gedeelt. Si ass net verdeelt op de Ministre de tutelle an zu engem bestëmmten Deel op d'Kontrollkommissioun. D'Responsabilitéit, an esou gesäit d'Gesetz vun 2004 dat vir, läit eenzeg an eleng beim Ministre de tutelle.

Den Här Weiler huet awer och preziséiert, wat de Rôle vun der Kontrollkommissioun wier. Se sollt eng demokratesch Kontroll ausüben «au-delà de la ‚surveillance quotidienne' exercée sur lui par le Premier Ministre». D'Kontrollkommissioun huet also keng Responsabilitéit iwwert dat, wat am Alldag am Geheimdéngscht géif schifgoen. Dat war net gewollt. Et war ganz prezis drop opgepasst ginn, dass d'Responsabilitéit eenzeg an eleng beim Ministre de tutelle läit an dass d'Kontrollkommissioun ganz kloer keng Responsabilitéit hätt iwwert d'Aktioun.

Esou war et geduecht. Esou ass et och an deene leschten néng Joer dofir gewiescht. An dofir kann een haut net probéieren, Responsabilitéiten, déi jiddwereen ze assuméieren huet, op een Niveau ze setzen. Et ass net déiselwecht Responsabilitéit, a se muss och net d'selwecht assuméiert ginn.

Dat gesot, zwee Reprochë muss d'Kontrollkommissioun, besser gesot déi successive Kontrollkommissiounen, déi ab 2004 gewierkt hunn - an net nëmmen hir Presidenten aus deene Kontrollkommissiounen, mä all hir Memberen, och déi vun der CSV, well och d'CSV hat Memberen zënter 2004 an de successivë Kontrollkommissiounen - an zwee Reprochë mussen déi sech scho gefale loossen an och akzeptéieren: Si hunn hiren Interlocuteuren ze vill vertraut, hunn en fait ausgeschloss, dass déi eppes anescht wéi d'Wourecht an zwar déi ganz Wourecht géifen zielen, wat eng gewëssen Naivitéit ass. Zweetens, si waren - an dat ass d'Konsequenz och e bësse vun deem éischten - net genuch proaktiv, obwuel se zum Deel d'legal Moyene gehat hätten.

Déi Reprochë mussen akzeptéiert ginn. D'Kontrollkommissioun louch falsch, well se integral vertraut huet; wat fir eng Kontrollkommissioun net d'ideal Viraussetzung ass. Si ass do, fir ze kontrolléieren. Si huet drop vertraut, richteg a komplett informéiert ze ginn. Hiert Vertrauen hat se an d'Hänn vu vereedegte Beamten an och vum Statsminister geluecht. Si ass awer weder richteg nach komplett informéiert gi vu kengem vun hiren Interlocuteuren, och net vum Här Juncker.

Der Kontrollkommissioun virzewerfen, si hätt hir Missioun guer net wouergeholl, ass awer sécher falsch. E Bléck an de Joresbericht vun 2008 vun der Kontrollkommissioun geet duer, fir ze gesinn, dass d'Kontrollkommissioun do schonn eng ganz Rei Virschléi formuléiert huet, wéi d'Aarbecht vum SREL, besonnesch mat Bléck op déi demokratesch Kontroll duerch d'Kontrollkommissioun, kéint verbessert ginn.

D'Parlament soll awer lernfäeg sinn an déi noutwendeg Konklusiounen dorauser zéien. A si wäerte sech hoffentlech an der Form vum SREL-Gesetz vun 2004 erëmfannen. Déi demokratesch Kontroll duerch d'Parlament wäert an Zukunft net méi esou si wéi an de leschten néng Joer.

Och Reprochen, awer ganz anerer, vun enger ganz anerer Qualitéit musse sech d'Leit vun a ronderëm de SREL awer gefale loossen. Ech wëll net méi op déi Elementer aus dem Dossier agoen, déi besonnesch déi fréier Mataarbechter vum SREL betreffen. Eng Rei vun Illegalitéiten - supposéierten Illegalitéiten - beschreift dann d'Enquêtëkommissioun an deem Volet. An ech verweise fir den Detail dovunner op de mëndlechen an och op de schréftleche Rapport vum François Bausch. D'Enquêtëkommissioun huet all relevant Informatiounen un de Parquet weiderginn. An déi gréng hu vollt Vertrauen an d'Justiz, dass dat gemaach gëtt, wat soll gemaach ginn.

Wat awer war an ass, dat ass natierlech d'Fro vun der Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker bei deene Faiten, a wéi e sech haut par rapport zum Rapport vum Parlament positionéiert huet. Och zu deenen Elementer, déi d'Responsabilitéit vum Jean-Claude Juncker betreffen, steet d'Äntwert am Rapport. De Premier wousst net alles, mä vill. Mä en huet net ëmmer gehandelt; wat awer richteg gewiescht wier.

Op de Säiten 110 an 111 gëtt d'Lëscht gemaach vun den Elementer. Ech liesen elo net déi zwou Säite vir. Mä fir déi Leit, déi am Detail d'Reprochë vun der Kontrollkommissioun un de Statsminister wëlle kennen, déi fannen op der Säit 110 an op der Säit 111 vum Rapport all déi noutwendeg Informatiounen.

Et ass eng relativ laang Rei vu seriöe Reprochen un d'Adress vum Statsminister. Mat deene Faiten ass natierlech eng Zesummenaarbecht, déi op Vertrauen, op géigesäitegem Vertrauen och tëscht Institutiounen, an eisen Aen net méi méiglech. Vill wichteg Informatioune si vum zoustännege Minister net un d'Kontrollkommissioun weidergaangen. Zum Beispill och wichteg Informatiounen an der Affär „Lissouba/Elf", déi och hätte kënne bei de Parquet weidergoen. De Parquet huet déi Informatiounen net kritt.

De Marco Mille huet trotz dem totale Vertrauensbroch, deen d'Ophuele vun engem Gespréich tëscht him an dem Premier hätt mussen duerstellen, keng perséinlech Konsequenzen erlieft, weder disziplinaresch nach penaler. D'Affär ass duerch d'Inaktioun vum Premier och verjährt mëttlerweil. Au contraire, de Marco Mille krut en Topjob an der Privatwirtschaft an ass am Congé sans solde.

Hätt de Premier - an en huet virdru gesot, dat war ee vu senge Feeler, an dat ass och eis Appréciatioun, dat ass effektiv ee vun de Feeler vum Premier - hätt de Premier eng disziplinaresch Aktioun geholl, da wär en haut vläicht net am Congé sans solde. Da wär e vläicht an der Privatwirtschaft, mä net am Congé sans solde. An da wären och déi Elementer vläicht bei de Parquet weidergaangen.

A wat wichteg ass: Wier do eng disziplinaresch Aktioun intentéiert gi mat der Transmissioun vun den Informatioune bei de Parquet, dann hätt dat och eng Signalwierkung gehat am Service. Dat hätt net nëmmen de Marco Mille betraff, wann do duerchgegraff gi wier, mä do wär eng Signalwierkung och an dee ganze Service gaangen, och un d'Adress vun aneren, déi sech dann och vläicht éischter a Fro gestallt hätten an der Aart a Weis, wéi si hir Aarbecht am Service verriicht hunn.

De Jean-Claude Juncker wollt Schued vum Service ofhalen - ech huelen em dat och of, ech zweifelen net dorunner - besonnesch och an engem internationale Kontext. Déi Operatioun ass awer schifgaangen, a wéi! Dat, wat sollt verhënnert ginn, ass exactement dat, wat agetratt ass mat enger Zweetchen nach uewen, am Carré oder souguer am Cube. Et ass e verheerend Resultat!

Eng Operatioun, déi also falsch war dès le départ, well se mat de falsche Moyene probéiert huet, Schued vum Service ofzehalen, well sech dobäi net un d'Regele vum Stat gehale ginn ass. Et wier besser gewiescht - an den Alex Bodry huet e Beispill genannt, wou e virun därselwechter Décisioun stoung -, et wier besser gewiescht, well et richteg gewiescht wier, och par rapport zu de Regele vum Stat, och fir sech net erpressen ze loosse vu kengem an duerch keen, dee Wee ze sichen. Mir hätte kee méi e schlecht Resultat erreecht. Mä fir d'Rechtsstaatlechkeet zu Lëtzebuerg wär et dee bessere Wee gewiescht.

De Virworf un de Jean-Claude Juncker, dee jo méi wéi eng Kéier am Rapport gemaach gëtt, deen den Här Juncker selwer duerch seng Ausso alimentéiert huet, en hätt ze wéineg Zäit gehat fir de Service, well et net seng éischt Prioritéit gewiescht wier, dat mag bei verschiddene Saache stëmmen, awer net bei allem. Am Rapport ginn eng ganz Rei Faiten opgelëscht, wou et

keng Fro war vun Zäit. Do sinn d'Fakte kloer, déi sinn och haut net falsch gemaach ginn.

Den Här Juncker huet jo haut näischt Neies gesot par rapport zu deem, wat an der Kommissioun gesot gi war. En huet sech sécher anescht erkläert. Mä d'Faiten, déi haut erwähnt gi sinn, sinn net nei. Ech hoffen emol - ech si jo net Member vun der Kommissioun -, dass Der der Kommissioun keng Faitë virenthalen hutt.

An do si Faiten dran, déi eng Décisioun verlaangt hätten. Déi waren lech bekannt. Et war keng Saach vun Zäit oder vun net genuch Intérêt, mä et war eng Fro vun der richteger Reaktioun viru Faiten, notamment an där Affär vum Marco Mille. Mä et ass net déi Eenzeg. Ech kommen herno nach zu anere Beispiller.

Wou et och vläicht zum Deel e Problem war vun Intérêt a vun Zäit, dat ass bei der lueser Ëmsetzung vun der Reform vun 2004. De Comité interministériel huet ni getaagt. Här Juncker, Äre Verweis, dass vill Ministere lafend informéiert gi sinn, ersetzt a mengen Aen net de Comité interministériel. Deen ass eng Obligation légale. Dee steet am Gesetz. Do steet net a Klammeren „ausser de Premier gesäit sech vill mat senge Ministeren". Dat ass eng Obligation légale. Déi ass net erfëllt ginn.

Et feelen eng Rei... Et feele Règlements grand-ducaux, déi d'Regele solle festleeë beim Opstellen a beim Bedreiwe vun den Datebanke vum SREL. Eng ganz sensibel Fro. Eng ganz sensibel Fro! De Règlement grand-ducal ass am Gesetz; néng Joer drop gëtt et en net. Dat ass eng méi wéi lues Ëmsetzung vum Gesetz a weist definitiv net genuch Intérêt fir eng sensibel Fro. Datselwecht betrëfft och d'Autorité de contrôle nom Artikel 17.

Dobäi kënnt, an dat ass an eisen Aen de Fait, deen de Vertrauensbroch eigentlech consommëiert, wann dann nach e Fait noutwendeg gewiescht wier: Uganks 2008 huet de Premier, esou wéi et am Artikel 15 Paragraph 6 vum SREL-Gesetz vun 2004 virgesinn ass, d'Kontrollkommissioun gebieden, e generellen Avis ze schreiwen iwwert de Fonctionnement vum SREL. Eng ähnlech Beschreiwung wéi d'Missioun vun der Enquêtëkommissioun.

Där Aufgab ass d'Kontrollkommissioun och nokomm an huet de 24. Juni 2011 hire Rapport spécial mam Numm «Les activités et le fonctionnement du Service de Renseignement de l'État» beim Premier ofginn. An deem Rapport ginn eng Rei Modifikatioune vum Gesetz ugereegt. Fakt ass, de Premier huet deem Rapport, deen hie selwer ugefrot huet, keng Suite ginn. Déi Aarbecht vun der Kontrollkommissioun war wuel gutt gemaach, mä, nodréiglech betruecht, Beschäftegungstherapie.

D'Gravitéit läit awer net doranner. D'Gravitéit läit am Fait, dass de Premier zu deem Moment, wou en de Rapport ugefrot huet, iwwer eng ganz Rei Méssstänn am SREL informéiert war, an dass en dat der Kontrollkommissioun net gesot huet. En huet se also op eng Rees geschéckt, ouni se mat deene wesentlechen Informatiounen, déi him zur Verfügung stoungen, ze équipéieren.

Do kann ee sech, Här Statsminister, beim beschte Wëllen net dovunner befreien, deen Terme „Perfidie" ze gebrauchen. Et gehéiert awer eng Portioun Perfidie derzou, e Rapport unzefroe bei der Kontrollkommissioun, an all déi Informatiounen, déi Dir hutt, der Kontrollkommissioun net zur Verfügung ze stellen en vue vun hirer Aarbecht. Fir mech, als Member vun där Kontrollkommissioun, wier et e Vertrauensbroch gewiescht, dee consommëiert gewiescht wier. Dee Fait do ass an eisen Aen e speziell grave Fait.

En zweete besonnesch graven Episod, ass d'Affär „Katana". Dat ass déi Affär, wou de SREL sech d'Recht erausgeholl huet, als Geheimpolizei ze agéieren an domadder a perfekter Illegalitéit, a wou probéiert ginn ass ënner anerem dem deemolege Procureur d'État, de Virworf vun der Pädophilie unzehänken.

Dir sidd doriwwer op iergendeng Aart a Weis an d'Bild gesat ginn. Dir hutt, mengen ech, an der Kommissioun gesot, an engem Gespréich mam deemoolegen Direkter vum SREL wär dat erwähnt ginn, déi Rumeur. An Dir hutt den heitege Procureur général d'État drop ugeschwat mat där flatzeger Bemierkung, déi mëttlerweil jiddweree kennt.

Dat war entweder ze vill oder net genuch, besonnesch wou de Robert Biever och net wierklech drop reagéiert huet. En erkläert sech och a seet: „Ech hu gemengt, dat wär eng Remarque, eppes wéi e Witz gewiescht." Dir hutt jo u senger Reaktioun gemierkt, dass en dat net wierklech eescht geholl huet. An Dir hutt et dobäi si gelooss.

Et geet jo awer dobäi eendeiteg ëm Faiten, déi an de Kompetenzberäich vun der Police géife falen. An et geet dobäi ëm den ieweschte Magistrat am Land. A mir verstinn net, wéi Dir et konnt dobäi beloossen, dem Robert Biever eng Bemierkung ze maachen. Dir hat also d'Basisinformatioun. Déi ass awer esou grav, dass et net kann domadder duergoen, dass Der sot: „Majo, ech hunn déi Rumeur héieren, an ech hu se emol eng Kéier lassgelooss."

Dass Der do de politeschen Instinkt net hat, fir ze soen: „Ee Moment, dat do ass awer esou e Konglomerat vu Faiten, dee muss ech awer verdéift wëssen. Wou kënnt déi Rumeur hier? Wie seet dat? Wou kënnt dat hier?" Dat hutt Der net gemaach. Dir hutt d'Informatioun gehat, Dir hutt dem Robert Biever se kommunizéiert, en huet net drop gelaut, an Dir hutt et dobäi si gelooss. Awer an enger Affär, déi wierklech eng seriö Gravitéit huet.

Fir eis ass et zumindest Instinktlosegkeet, politesch Instinktlosegkeet. Et war awer och vläicht méi e profunden Ausdrock vun Ärem Désintérêt fir d'Aarbecht a fir d'Verfeelunge vum SREL. Op jidde Fall...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- ...war et eng rechtsstaatlech Défaillance un der Spëtzt vun der Regierung.

Mme la Présidente.- Här Braz, sidd Der d'accord, wann den Här Statsminister lech eng Fro stellt?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ma selbstverständlech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Madame Presidentin, Här Braz, ech hu mech entre-temps dru gewinnt, dass et relativ wéineg Wäert huet, op alleguer déi Virwërf, déi gemaach ginn, anzegoen, well et gëtt jo systematesch laanscht dat geschwat, wat ech als Äntwert ginn.

Mä an där Affär do huet den Direkter vum Geheimdéngscht mer gesot, eng Source vum Geheimdéngscht hätt dat gesot. Dat hunn ech dem Här Biever gesot. Den Direkter vum Geheimdéngscht huet mer net gesot, dass de Geheimdéngscht den Här Biever géif observéieren. Ech hunn en och net ugestallt, den Här Biever ze observéieren. Ech hunn de Geheimdéngscht och net ugestallt, an där Affär Pädophilie ze enquêtéieren. Dat geet de Geheimdéngscht guer näischt un.

Ech hat och Grënn, dervun auszegoen, dass och d'Justiz géif iwwert déi Virgäng do informéiert ginn, opgrond vun deene reguläre Réuniounen, déi stattfonnt hunn tëscht dem Direkter vum Geheimdéngscht a Vertrieder vum Parquet. Ob dat geschitt ass, weess ech net. Jiddefalls ass sech och op der Justiz am Krees vum Parquet mat deenen Affäre beschäftegt ginn.

Mä sot net, ech hätt bewosst zougelooss, dass den Här Biever géif observéiert ginn, wann en dann observéiert ginn ass. Dat gëtt jo ofgestridden. Ech weess dat net.

(Interruption)

An ech hunn och net gesot kritt, dass den Här Biever géif observéiert ginn. Duerfir géif ech lech bieden, net den Amalgam vun alle Saachen ze maachen an enger Affär, déi belaaschtend ass fir déi Concernéiert, och fir mech, well ech den Här Biever zënter 40 Joer kennen. Zënter 40 Joer kennen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Juncker, dee Virworf, Dir hutt e virdrun och schonn an Ärer Ried zréckgewisen, dass Dir do een ugestallt hätt, géint den Här Biever ze enquêtéieren, deen absurde Virworf huet keen lech gemaach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, Dir weist e Virworf elo fir d'Zweet zréck, dee kee gemaach huet, well e vun enger Absurditéit ass, dass emol kengem heibannen dat géif an de Kapp kommen. Dee Virworf huet kee gemaach!

De Virworf, deen ech probéiert hunn ze formuléieren, Här Juncker, ass net deen, dass Dir do een ugestallt hätt ze enquêtéieren oder dass et lech egal wier. Mir fannen et net normal, dass, wann Dir déi Informatioun kritt, dass Der se net verdéift hutt, dass Der net probéiert hutt, erauszefannen: Ee Moment, wann de SREL, den Direkter vum SREL mir déi do Informatioun gëtt, da soen ech net just, okay, ech ginn dem Robert Biever dat emol weider an da kucken ech, wéi e reagéiert. A wann deen och net reagéiert, da loosse mer et sinn.

Ech hätt gefrot: Ee Moment, kanns Du mer méi doriwwer soen? Wat leeft do genee? Wou kënnt dat do hier? Wien ass déi Source? Wat ass do geschitt?

(Interruption)

Ma selbstverständlech! Et geet ëm de Procureur, entschëllegt, et geet awer ëm e ganz héije Magistrat am Land!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech weess.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et ass jo awer net eng Rumeur iwwer iergendee Beamten oder iergendee Bierger. Et ass dat, wat eis stutzeg mécht, Här Statsminister. A weist keng Reprochen zréck, déi mer net formuléiert hunn!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Braz - entschëllegt, Madame Presidentin -, de Geheimdéngscht dévoiléiert mir géintiwwer ni d'Identitéit vun enger Source. Ni!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech hunn net gesot, Dir sollt no der Identitéit vun der Source froen. Ech hu gesot…

Une voix.- Dir hätt dat jo vläicht kënnen eng Kéier nofroen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

La même voix.- Dir hätt dat jo kënnen eng Kéier nofroen: Ass eppes drun oder...

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Geheimdéngscht, laut Gesetz, däerf kengem géintiwwer d'Sourcen dévoiléieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Net d'Sourcen, Här Juncker! Wann esou e grave Fait ass, dann hätt ech awer gemengt, dass Dir als Statsminister dann nogefrot hätt: Ass eppes drun, oder maacht Der nach ëmmer, oder huet déi Source sech confirméiert? Et schéngt, wéi wann et eng Kéier an de Raum komm ass, Dir hutt dem Här Biever et gesot, an dann, et ass riwwer.

Mme la Présidente.- Här Braz, Dir hutt d'Wuert an adresséiert lech am beschten un d'Chamber!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéisou soll ech dat seriö huelen, dee Virworf an déi Rumeur iwwert de Procureur d'État? Ech hunn et grav fonnt, ech hunn dem Procureur d'État dat gesot, ech hunn dat net eng Sekund gegleeft.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Statsminister,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech gleewen net egal wat de Geheimdéngscht mir…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- ...firwat soll den Direkter vum SREL déi Rumeur esou seriö huelen, dass en lech se weiderzielt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma well den Direkter vum SREL gehal ass, mer esou eppes ze soen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mä wann et net seriö ze huelen ass?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma hien huet se seriö geholl, mä ech awer net.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Mä dat ass eben de Virworf an dat ass de Problem. Dat ass eben de Problem.

(Interruption)

All déi Faiten, Här President, Här Statsminister, déi begrënnen eenzel, awer och zesummegeholl de Vertrauensverloscht vun der grénger Fraktioun. Duerfir si mer och der Meenung, dass Är Responsabilitéit an der Zomm vun all den Elementer engagéiert ass an och an de leschte Joren net ëmmer assuméiert ginn ass vun lech.

A leschter Analys kann et fir eis och dofir nëmmen zum Récktrëtt vum Statsminister kommen. Well zënter dem 5. Juli an dem separate Vote vun der CSV beim Ofschlossrapport vun der Enquêtëkommissioun d'Regierung och keng Majoritéit méi hannert sech huet, muss och d'Regierung sech zréckzéien an domadder de Wee fräi maache fir virgezunne Wahlen am Hierscht. Eng Agonie vun dëser Regierung bis zum Mee 2014 wier e morbiden Zeenario fir d'Land. D'Land brauch eng handlungsfäeg Regierung.

Mir hunn och dofir, Madame Presidentin, eng Motioun preparéiert,...

(Interruptions)

...déi och déposéiert gëtt vun de Kolleege vun der DP, vun de Kolleege vun der ADR…

(Interruptions)

Une voix.- ...scho bei RTL!

Une autre voix.- Jo, an dann?!

(Interruptions diverses)

Une troisième voix.- Wien huet se dann dohi geschéckt?

(Interruptions)

Une quatrième voix.- Dir net, neen, Dir net. Dir sidd et ni!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Fir d'Éischt schécke mer et un d'Press an dann deele mer et aus.

M. Lucien Clement *(CSV).*- D'Parlament huet Prioritéit, Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Selbstverständlech!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Respekt vum Parlament.

M. Lucien Weiler *(CSV).*- Respekt vum Parlament!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Weiler! Här Weiler!

M. Lucien Weiler *(CSV).*- D'Press kritt d'Motioun, mä mir kréie se net!

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...huet d'CSV ëmmer d'Prioritéit!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, jo. Kuckt de Site vun RTL. Do kann ee se liesen...

Mme la Présidente.- Här Braz, Dir hutt nach ëmmer d'Wuert an Dir kënnt den Dépôt vun enger Motioun maachen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Ech déposéieren duerfir d'Motioun am Numm vun der grénger Fraktioun, och am Numm vun der DP-Fraktioun, vun de Kolleege vun der ADR an och vum Kolleeg vun déi Lénk.

Déi Motioun geet op de Rapport vun der Enquêtëkommissioun an. Si verweist op allgemeng Prinzipien, déi an eisen Aen net respektéiert gi sinn, an duerfir entzéie mer dem Premier d'Vertrauen, awer och mat der Opfuerderung domadder verbonnen, déi Konsequenze perséinlech ze zéien, déi sech imposéieren.

Wann ech gelift, Madame Presidentin.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État adopté le 5 juillet 2013;

- considérant que la Commission d'enquête conclut dans son rapport «[...] que M. le Premier Ministre, en tant que supérieur hiérarchique du Service de Renseignement, avait une emprise limitée sur son service. Il a omis de continuer les irrégularités présumées des opérations entreprises par le Service à la Commission de contrôle parlementaire, voire aux autorités judiciaires.»;

- considérant que la Commission d'enquête en vient à conclure «[...] que la responsabilité du Ministre d'État est engagée.»;

- considérant que le respect de l'État de Droit, la séparation des pouvoirs ainsi que le bon fonctionnement et l'indépendance des institutions constituent les valeurs sur lesquelles est fondé le Grand-Duché de Luxembourg;

- considérant qu'il ressort du rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État que ces valeurs n'ont pas toujours été respectées dans l'action, la direction et la gouvernance politique du SREL;

- consciente que la confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions de notre pays a été mise à mal au cours des derniers mois;

- soulignant que la responsabilité politique doit être assumée dans l'intérêt de nos institutions et dans le respect des principes démocratiques;

- considérant que les institutions démocratiques du pays doivent être fortes et déterminées pour faire face aux défis de taille auxquels le pays se trouve confronté sur le plan économique et social;

retire sa confiance au Premier Ministre, Ministre d'État, chef du Gouvernement, et l'invite à assumer les conséquences personnelles qui s'imposent.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Serge Urbany.

Wann de Wee da sollt fräi gemaach ginn haut fir Neiwahlen, fir virgezunne Wahlen, wat méi richteg ass als Terminologie, dann huet déi Chamber, déi aus deene Wahlen erausgeet, vill Aarbecht. Net nëmme wéinst der sozioekonomescher Situatioun vum Land an an der Europäescher Unioun, mä awer och, well se sech iwwert d'Zukunft vum SREL an iwwer eng besser parlamentaresch, demokratesch Kontroll vum SREL muss Gedanke maachen an och handelen.

déi gréng sinn net der Meenung, dass een de SREL ersatzlos sträiche kann. Géif een de SREL opléisen - duerfir géif et genuch Grënn -, misst een eng aner Instanz schafen, déi sech als Interlocuteur ënner anerem fir auslännesch Renseignementsdéngschter kéint presentéieren. Dat kéint nëmmen en Déngscht sinn, deen no bei der Police steet oder souguer der Police di-

rekt ënnersteet. Fir déi gréng ass dat eng schlecht Optioun.

Bleift also nëmmen de Wee vun der fundamentaler Reform vum SREL. Dëse SREL, wéi mer en haut kennen, muss ofgeschaaft ginn, an en neie SREL, un der Wuerzel anere SREL muss geschafe ginn. Déi Proposition de loi, déi haut déposéiert ginn ass, ass fir eis e ganz gudden Ufank an déi dote Richtung.

Mir brauchen och eng intern Kontroll beim SREL, wat 2004 nach net gewollt war. An déi parlamentaresch Kontrollkommissioun muss och d'Léieren aus hirem Bilan zéien. Se muss wesentlech méi proaktiv ginn. Se muss och duerfir nach aner legal Moyene kréien. Et mussen net nëmme Presidente vun de Fraktiounen dra siégéieren. D'Chamber soll fräi sinn, an déi Kommissioun ze entsenden, wie se fir richteg derfir hält. Et musse kënnen Experten am Numm vun der Kontrollkommissioun schaffen am Service, fir Kontrolle kënnen ze maachen.

An duerfir ass och fir eis den Dossier SREL als gréng Fraktioun net zou. Et gëtt méi Méiglechkeeten, wéi d'Aarbecht ka weidergefouert gi ronderëm d'Reform vum SREL. Et sinn dräi Pisten opgewisen. Mir hunn eng Preferenz fir d'Pist vun der Commission spéciale, mä mat deenen aneren zwou Piste kann een och liewen.

Och d'Justiz wäert hir Aarbecht weidermaachen. Duerfir menge mer, dass ënnert dem Strëch de Rapport vun der Enquêtëkommissioun och op déi dote Froen déi méiglech Äntwerte schonn opweist. Mir als gréng Fraktioun si bereet, op deen dote Wee matzegoen, a mir sinn och bereet, an deem doten Dossier weider Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Braz.

Den Här Bausch hat signaléiert, dass en d'Wuert freet fir e Fait personnel.

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Wéinst Fait personnel, Madame Presidentin. Ech wollt just op dat zréckkommen, wat den Här Weiler virdru gesot huet, fir dat awer an de Kader ze setzen. Ech hu mech herno ageschriwwen, fir zu aner Saachen ze äntwerten.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Den Här Weiler huet hei behaapt, datt an där Sëtzung, wou ech d'Sëtzung verlooss hunn, datt dat wéinst dem Aspekt wär „juge et partie", deen den Här Roth ugeschwat huet am Kontext vu menger Aktivitéit virdrun an der Kontrollkommissioun. Dat ass faktesch falsch.

An där Kommissioun do sinn ech erausgaangen net wéinst deem dote Problem, mä well den Agent Schneider eng Plainte um Civil géint mech gemaach huet, ganz geziilt natierlech gemaach huet virun där do Sëtzung, wou hie selwer auditionnéiert sollt ginn. Dat war natierlech, fir d'Kommissioun ze beaflossen. An de Réckschloss war dovunner en Artikel, deen ech op mengem Blog geschriwwen hat. Dat hat guer näischt ze di mat menger Aktivitéit virdrun an der parlamentarescher Kontrollkommissioun. Ech wëll dat hei kloer soen, datt d'Faite richteg sinn.

Herno kommen ech drop zréck op déi aner Fro vum Här Roth, datt mer eis hei richteg verstinn.

Une voix.- Très bien, très bien!

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President.

M. le Président.- Här Weiler.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, just dozou. Den Här Braz huet virdrun hei ausgeféiert, datt an där Sitzung, iwwert déi mer elo schwätzen, a wou den Här Schneider gesot huet, nodeems datt den Här Bodry e begréisst hat, e géif wëllen Akt froen, datt en eng Assignatioun géint de Rapporteur gemaach hätt, wou en héije Schuedenersaz géif froen. En huet dat kloergestallt, datt d'Kommissioun dat wéisst. Mir hunn Akt dovunner geholl.

Den Här Braz huet virdru gesot, datt de Rapporteur deemools fräiwëlleg et de son initiative aus där Sitzung erausgaangen ass. Ech wëll Iech soen, wéi dat gaang ass.

Mir hunn den Här Schneider héieren an der Kommissioun, an ech hu während där Sitzung mer déi Assignatioun do ugelies an ech hunn zur selwechter Zäit awer och déi Froen héieren, déi den Här Bausch gestallt huet. An den Här Bausch huet aacht Froen hannerteneen un den Här Schneider gestallt! Dat war ee regelrechte Kreuzverhör, wéi déi Däitsch dat soen, wat den Här Bausch mam Här Schneider gemaach huet.

An du sinn ech intervenéiert an ech hu gesot: Här President, elo musse mer awer oppassen, wat mer hei maachen! Hei ass eng Affär vum Här Schneider géint den Här Bausch, an elo ginn hei ënner anerem och déi Faite mat an de Froe verschafft, hunn ech mech deemools geiergert a gesot, dat do kann net sinn. Mir mussen oppassen, a wéi engem legale Kader datt mer eis hei beweegen.

Dunn huet den Här Gibéryen sech d'Wuert gefrot an dunn huet den Här Gibéryen gesot: Ech hunn déiselwecht Bedenken, fir esou hei weiderzefueren, wéi dat ass. An doropshin huet de President eng Interruption de séance gemaach. An an der Interruption de séance hu mer décidéiert, datt den Här Bausch während där Sitzung net méi sollt derbäi sinn, an e gouf dunn ersat duerch den Här Braz. Et war net…

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Well mer et selwer décidéiert haten.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Et war net à l'initiative…

M. le Président.- Här Bausch, da loosst den Här Weiler elo ausschwätzen!

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Et war net esou, wéi den Här Braz et hei wollt…

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wat ännert dat do?!

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Mä datt den Här Braz d'Wourecht net gesot huet!

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Den Här Braz huet virdrun hei behaapt, et wär de son propre initiative gewiescht, wou den Här Bausch d'Sitzung verlooss hätt. Ech wëll just soen, no aacht Froe sinn ech intervenéiert an hu gesot, esou kann et net goen. Den Här Gibéryen huet datselwecht gesot. Doropshin huet de President d'Sitzung ënnerbrach, a während der Interruption de séance hu mer décidéiert, datt den Här Bausch net méi géif participéieren. Dat sinn d'Faiten!

M. le Président.- Gutt. Elo freet den Här Bausch nach eng Kéier d'Wuert. Ech ginn… Den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech ka se vläicht départagéieren. Si hunn allen zwee Recht an Onrecht.

Dat heescht, u sech war et esou, dat kann den Här Weiler net wëssen, dass virdrun den Här Bausch zu mir gesot huet, dass hie sech preparéiert hätt, dass do kéinte Problemer kommen, well dem Här Schneider säin Affekot do aktiv ginn ass. An du huet hie gesot: „Wann do iergendee Problem ass, da sinn ech net méi an der Kommissioun, huelen ech net drun deel." Dofir huet hien u sech den Här Braz matbruecht. Et ass wouer, dass en du awer am Ufank an der Sitzung souz. Do ass effektiv op eng Interventioun vun Iech, nodeems et zu engem relativ peinlechen Intermezzo komm ass, hutt Dir d'Wuert gefrot: „Mer mussen doriwwer schwätzen."

Also, Dir hutt eigentlech allen zwee recht, wann ech dat däerf hei soen.

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, gutt. Den Här Bausch, an da fuere mer awer wann ech gelift virun. Jo.

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, den Här Bodry huet dat gutt geschildert. Ech wëll just nach eng Kéier awer och drop hiweisen, datt dat guer näischt ze dinn huet mat menger Aktivitéit an der Kontrollkommissioun an datt den Här Schneider dat Zil erreecht huet, wat e wollt erreechen, wéi en déi Plainte virum Civil gemaach huet. Dat war dat eenzegt Zil, wat dobäi erauskomm ass. Mä, bon, dee Fall ass ofgeschloss. Et ass gekläert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Da fuere mer elo an der Reiefolg vun den ageschriwwene Riedner virun. An deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Téi. Téi vum Séi. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no 50 Kommissiounssitzungen huet d'Enquêtëkommissioun e Rapport ugeholl, dee mer haut hei zur Diskussioun hunn. Ech wëll uganks vun eiser Säit aus dem Kolleeg Alex Bodry Merci soe fir déi gutt Presidentschaft, déi hien an där Kommissioun hat. Ech mengen, jiddweree konnt an där Kommissioun dat soen oder froen, wat e wollt. Et ass keen ageschränkt ginn a jiddweree konnt, mengen ech, dofir säi Bäitrag esou bréngen, wéi e wollt. An dat war gutt esou.

De Merci geet och un de Kolleeg François Bausch, dee sécherlech als Rapporteur keng einfach Aarbecht hat, fir ee Rapport ze kréien, wou an deene leschten Deeg jo wierklech Wuert fir Wuert gestridde ginn ass, wéi et soll am Rapport festgehale ginn, an de Mataarbechter aus der Verwaltung, déi et guer net einfach haten, fir dat Ganzt dann och nach zesummenzekréien.

Dofir mengen ech, war et wichteg, datt d'Kommissioun zesummekomm ass an datt mer do e Resultat kritt hunn. E Resultat iwwer e Sujet, wat keng einfach Missioun war. Ech mengen, mir hunn hei an der Enquêtëkommissioun, déi an der Zäit eng gewëssen Dynamik entwéckelt huet, keen einfache Sujet gehat. Ech schwätzen do net eleng vum Geheimdéngscht, mä ech schwätzen och vun der Persoun vum Statsminister Jean-Claude Juncker.

Et ass also och eng Diskussioun, déi um mënschleche Plang net esou einfach ze féieren ass an déi trotzdeem awer d'Chamber, egal wou een hei an der Chamber sëtzt, an der Majoritéit oder an der Oppositioun, d'Chamber muss sech hirer Aufgab stellen, an d'Chamber huet sech och hirer Aufgab hei gestallt.

Virop eng generell Bemierkung iwwert de Geheimdéngscht. Och wann de SREL an deene leschte Méint vill an der Kritik stoung, esou muss een awer soen, datt de Gros vun dem Service korrekt verlaf ass, an der Vergaangenheet an och haut, an datt virun allem déi aktuell Direktioun, dat war eis Impressioun an der Kommissioun, eng gutt Aarbecht mécht.

D'Aarbechte vun der Kontrollkommissioun hunn awer och kloer gewisen, datt och Lëtzebuerg e Geheimdéngscht brauch. Eleng am Kader vun der Terrorismusbekämpfung gëtt et international géigesäiteg Verflichtungen, a Lëtzebuerg dierf do kee wäisse Fléck op der Weltkaart sinn, wou net alles gemaach gëtt, fir den Terrorismus ze bekämpfen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dofir soe mir als ADR ganz kloer, datt mer an Zukunft e Geheimdéngscht mussen hunn.

An, zweete Punkt, deen ass och schonn de Mëtteg hei ugeschnidde ginn, datt mer ëmmer méi feststellen, datt mer Wirtschaftsspionage hei zu Lëtzebuerg kréien. Wa mir keen eegene Geheimdéngscht hunn, dann hu mer e Fleck op der Kaart, wou verschidde Leit, Acteuren, eng Fräizon hunn. An dat géif zur Konsequenz féieren, datt aner Servicer vun anere Länner géife sech hei zu Lëtzebuerg implantéieren an dann eis Aarbecht maachen, ouni datt mer eng Kontroll, ouni datt mer en Afloss drop hätten.

D'ADR trëtt dofir kloer fir d'Bäibehale vum Geheimdéngscht an, och wann eng Rei vu Reforme sech opdrängen, déi zum Beispill an der Proposition de loi, déi de Kolleeg Alex Bodry de Mëtteg hei am Numm vun der Kommissioun deponéiert huet, alleguerten zréckbehale si ginn. D'parlamentaresch Kontroll muss onbedéngt méi staark a konkret ginn. Doriwwer eraus mussen och d'Finanze méi transparent an d'Astellungspolitik vum Personal méi kloer definéiert ginn. Wat déi parlamentaresch Kontroll ubelaangt, mengen ech, fënnt een déi meeschte vun de Propositiounen an der Proposition de loi vum Kolleeg Alex Bodry.

D'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun, där hir Missioune vun der Chamber kloer definéiert waren, hunn am Laf vun deene bal 50 Sitzungen eng Eegendynamik entwéckelt. Séier huet sech erausgestallt, datt bäi Wäitem net alles esou am Geheimdéngscht gelaf ass, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen. Lues a lues koumen ëmmer méi Dysfonctionnementer un d'Dagesliicht. A jiddwereen an der Kommissioun huet sech gewonnert, wéi dat iwwerhaapt méiglech war, well de Geheimdéngscht jo ënnert der Responsabilitéit vum Statsminister an der parlamentarescher Kontroll steet.

De Rapporteur a meng Virriedner hu sech schonn intensiv mat deenen eenzelnen Dysfonctionnementer befaasst, soudatt ech mech an deenen 20 Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, méi op e puer eenzel Aspekter wëll konzentréieren.

D'Responsabilitéit vum Statsminister: D'Kommissioun kënnt an hirem Rapport zur Konklusioun, datt dem Premierminister seng Responsabilité politique engagéiert ass.

Wat bedeit dat? Am Kader vun der Debatt, déi mer virun e puer Wochen hei an der Chamber haten iwwert de Finanzminister, den Här Frieden, am Zesummenhang mat den Aussoe vum Här Biever, huet den Här Statsminister schonn deklaréiert, hie géif déi politesch Responsabilitéit an der Geheimdéngschtaffär iwwerhuelen. „Dat ass kloer an et kann och net aneschters sinn. Et kënnt soss keen a Fro.", sot den Här Juncker deemools hei am Parlament.

D'Fro stellt sech awer: Wat ass mat politescher Responsabilitéit gemengt? De Kommissionspresident huet zu engem gewëssenen Zäitpunkt vun der objektiver an der subjektiver Responsabilitéit geschwat.

Geet et duer, wann ee seet: „Ech huelen déi politesch Responsabilitéit an da fuere mer weider, wéi wann näischt geschitt wier?" Oder verlaangt eng politesch Responsabilitéit och perséinlech politesch Konsequenzen? Muss ee Minister perséinlech Konsequenzen zéien, wann a senger Verwaltung Dysfonctionnementer stattfonnt hunn? Oder muss hien och selwer direkt mat Schold un den Dysfonctionnementer hunn, fir datt perséinlech politesch Konsequenze musse gezu ginn?

Mat där Fro wëll ech mech méi beschäftegen. De fréiere Gesondheetsminister Johny Lahure huet zum Beispill perséinlech politesch Konsequenze gezu fir Dysfonctionnementer, déi net hie begaangen hat, mä déi a sengem Ministère geschitt sinn. Am Ausland, zum Beispill an Däitschland, ass dat Normalitéit, datt e Minister perséinlech politesch Responsabilitéit iwwerhëlt fir dat, wat a sengem Ministère geschitt, an demissionéiert an der Regel da relativ kuerzfristeg.

Mä wat bedeit dat, wann de Statsminister hei an der Chamber, wéi dat virun dräi Wochen de Fall war, seet, hie wier politesch responsabel, an d'CSV awer an deene leschten Deeg ëmmer erëm deklaréiert huet, de Statsminister hätt keng Schold sech zoukomme gelooss a bräicht och dofir net ze demissionéieren?

Mä loosse mer emol kucken, ob déi Dysfonctionnementer, déi am a ronderëm de Geheimdéngscht geschitt sinn, ob dat Dysfonctionnementer sinn, déi exklusiv vum Geheimdéngscht geschitt sinn, ouni d'Wësse vum Statsminister oder mam Wëssen oder souguer mam Matwierke vum Statsminister geschitt sinn. De Statsminister huet erkläert, hien hätt net déi néideg Zäit gehat, fir sech mam Geheimdéngscht ze beschäftegen. „Dat ass net meng Haaptaktivitéit.", sot en. Dat mag sinn, datt hien duerch aner Aktivitéiten net genuch Zäit hat, fir sech mam Geheimdéngscht esou ze beschäftegen, wéi dat hätt misse sinn. War dat awer esou? Oder war dat net esou?

Ech soe ganz kloer: Dat war net esou. De Statsminister huet sech wuel intensiv mam Geheimdéngscht beschäftegt a wousst och genau, wat do gelaf ass. Mä eleng d'Zouginn, hien hätt sech net genuch ëm de Geheimdéngscht bekëmmert, wier eleng Ursaach genuch fir politesch Konsequenzen. Ee Minister, deen zougëtt, datt e sech net genuch ëm seng Verwaltung bekëmmert hätt, an dësem Fall souguer eng Verwaltung, eng ganz wichteg Verwaltung, net genuch beschäftegt a kontrolléiert hätt, deen huet versot. An dee misst eleng scho wéinst esou enger eegener Deklaratioun demissionéieren. Eleng dat geet duer.

Mä war et dann esou, datt de Statsminister sech net genuch ëm de SREL bekëmmert huet? War dat net déi beschte vun de schlechtesten Entschëllegungen? Vill Leit reagéiere mënschlech a soen: „Jo, hien hat awer och vill Aarbecht, an et versteet een, datt e sech net och nach konnt ëm de Geheimdéngscht bekëmmeren."

No 50 Sitzunge vun der Enquêtëkommissioun ass awer ganz kloer, datt d'Realitéit eng aner ass; datt de Statsminister sech ganz intensiv mam SREL beschäftegt huet, datt hien iwwer bal alles Bescheed wousst an zum Deel och bedeelegt war. Hie wousst praktesch alles, wat do gelaf ass, souwuel wat korrekt wéi onkorrekt gelaf ass. An de Statsminister huet virun der Kommissioun och kloer den 13. Januar gesot: „An dofir hunn ech ëmmer insistéiert drop, mat wiesselndem Erfolleg, relativ genau iwwert d'Operatiounen informéiert ze ginn, déi lafen. Dofir hunn ech agefouert, datt ech all Mount e Bericht kréien iwwert déi Operatiounen, déi lafen." A weider: „Ech hunn elo déi lescht Joren de Generalsekretär vun der Regierung gebieden, dat méi intensiv ze maachen. Deen huet elo e puermol an der Woch Kontakt mam Déngscht." De Generalsekretär vun der Regierung ass dem Statsminister seng Vertrauenspersoun, déi hien iwwer alles informéiert.

Opgrond vun Zeienaussoen si mer, doriwwer eraus, gewuer ginn, datt hie sécherlech iwwert déi meeschten Dysfonctionnementer an d'Bild gesat ginn ass. De Statsminister wousst also, wat do gelaf ass. An dofir kann d'Entschëllegung, hien hätt sech net genuch kënne mam Service beschäftegen, net ugeholl ginn.

E weidere Feeler vum Statsminister ass, wéi d'Aarbechte vun der Enquêtëkommissioun gewisen hunn, datt, wéi ech elo grad gesot hunn, de Statsminister praktesch iwwer alles Bescheed wosst, hien huet awer weder d'parlamentaresch Kontrollkommissioun doriwwer informéiert nach d'Enquêtëkommissioun. Dat, wat d'Enquêtëkommissioun erausfonnt huet, ass se aus der Press an duerch aner Zeie gewuer ginn. Net awer vum Statsminister, obschonn dee bal alles wousst. Och hei muss een dem Statsminister e Feeler virwerfen, well hien hätt misse souwuel d'Kontrollkommissioun wéi d'Enquêtëkommissioun iwwer all déi Dysfonc-

tionnementer, déi him bekannt waren, informéieren.

Mä net nëmmen dës zwou Kommissioune sinn net informéiert ginn, mä och de Parquet ass net iwwer strofrechtlech Dysfonctionnementer informéiert ginn, wéi dat déi gesetzlech Flicht gewiescht wär. Et ass alles op déi bekannten „CSV-Manéier" gemaach ginn: Et ass versicht ginn, et ënnert den Teppech ze kieren.

Esou zum Beispill de Fall vum fréieren Direkter Marco Mille. Deen huet jo bekanntlech e Gespréich tëschent dem Statsminister an him op enger Auer enregistréiert. Dësem Gespréich ass iwwregens en anert Gespréich virausgaangen. A wann dat Gespréich net esou verlaf a geendegt hätt, wéi et verlaf a geendegt huet, wier dat nächst Gespréich och net op enger Auer zustane komm (veuillez lire: op enger Auer opgeholl ginn).

Dëst Gespréich ass iwwregens den Ausgangspunkt vun där ganzer Affär. Mä wéi de Statsminister vun der Opnahm gewuer ginn ass, huet en net dat gemaach, wat am Fong normal gewiescht wär a wouzou hien och verflicht gewiescht wier, nämlech: Éischtens, de Parquet doriwwer ze informéieren, fir datt deen hätt kënne strofrechtlech enquêtéiere loossen. Zweetens, déi parlamentaresch Kontrollkommissioun hätt e missen direkt informéieren. An drëttens wier et normal gewiescht, datt en Disziplinarverfahre géint den Här Mille an d'Weeër geleet wier ginn.

Vun all deem ass awer näischt geschitt. Au contraire! Den Här Juncker huet den Här Mille Premier Conseiller de Gouvernement genannt an him e Congé sans solde accordéiert, fir kënnen am Ausland bei enger grousser Gesellschaft eng nei Beschäftegung ze kréien. Doduerch, datt den Här Juncker dës Informatioun esou laang fir sech gehalen huet an de Parquet eréischt elo mam Fall befaasst ginn ass, huet de Parquet misse feststellen, datt d'Frist, fir kënnen ze poursuivéieren, vun dräi Joer ofgelaf ass an elo iwwerhaapt net méi ka vum Parquet poursuivéiert ginn an d'Affär klasséiert huet misse ginn.

Och en Disziplinarverfahren als Fonctionnaire ass net méi méiglech. Den Här Mille huet also, Dank dem Här Juncker, d'Méiglechkeet elo, zu all Moment erëm an de Statsdéngscht als Premier Conseiller de Gouvernement zréckzekommen.

De Fall Schneider. Den Här Schneider spillt, niewent den Häre Mille a Kemmer, eng Haaptroll an all deene festgestallten Dysfonctionnementer. 2008 ass praktesch, kann ee soen, am SREL dem Här Schneider seng nei Gesellschaft Sandstone gegrënnt ginn. Si krut e Kredit vun der SNCI vun enger Millioun. An d'GMH, eng sougenannten „dubiéis Gesellschaft", wéi Zeien ausgesot hunn, ass mat dran als Aktionär geklommen. D'GMH, wou bekanntlech jo och bekannten CSV-Notabilitéiten an där enger oder an där anerer Fonctioun sinn. Dës Gesellschaft sollt fir de SREL an de Stat schaffen, wat awer duerch d'Entwécklung vun 2000 un net méi konnt geschéien.

De Fall Reuter. Iwwert de fréiere President vun der Cour des Comptes, vun der Chamber vu sengem Amt suspendéiert, gi mir vum Här Schneider gewuer, datt hie vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt kritt huet. Offzielle Grond: Den Här Reuter hätt enorm finanziell Problemer, fir e sozial ze stabiliséieren, hätt en déi Wunneng zur Verfügung gestallt kritt.

Mä waren et wierklech déi finanziell Problemer vum Här Reuter, déi de SREL dozou beweegt hunn, dem Här Reuter eng Wunneng zur Verfügung ze stellen?

Et gëtt sécherlech vill Leit am Land, déi esou eng Hëllef bräichten, déi och finanziell schlecht dru sinn an eng Wunneng bräichten. Déi kréie jo wahrscheinlech net och vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt! Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Grënn op engem aneren Niveau louchen. Esou zum Beispill huet een Zeien, den Här Schneider, den 12. Abrëll ausgesot iwwert den Här Reuter am Zesummenhang mat der Wunneng: „Dee Mann hat «Argumenter», fir gehollef ze kréien. An dat geet wäit an de Bommeleeër-Dossier. An ech mengen, dat ass eng…" An dann hält en op mat schwätzen. „Net esou gutt Saach, fir hei…", an dann hält en erëm op mat schwätzen.

Aner Zeie soen, den Här Reuter hätt hinnen Informatioune ginn, eng Këscht voller Dokumenter, wou ech net wëll op den Inhalt heibannen drop agoen, an esou weider.

Dat a villes méi an déi Richtung schéngt mir d'Haaptursaach ze sinn, firwat en hei zu Lëtzebuerg vum SREL eng Wunneng zur Verfügung gestallt kritt huet. Well de SREL awer gefaart huet, wann dat alles erauskéim, géif dat ee grousse Problem ginn, ass dofir no enger anerer Léisung gesicht ginn.

Zu deem Zäitpunkt seet de Statsminister, wier hien et gewuer ginn an hätt gesot, datt dat misst gestoppt ginn. Den Direkter Mille kontaktéiert dann den Här Schneider, deen zu deem Zäitpunkt schonn net méi beim Geheimdéngscht war a seet zu deem: „Hei, kanns de mer e Gefale maachen? Kanns du, fir Distanz ze kréie vum Service de Renseignement, kanns du dat Appartement vum Här Reuter iwwerhuelen? Ech maachen dat mat dir an d'Rei, mä ech mengen, datt dat doten net gutt ass, fir dat nach méi laang weiderzemaachen." De Loyer ass du vum Här Schneider senger Firma Sandstone bezuelt ginn. D'Garantie bancaire leeft iwwregens haut nach ëmmer op de Stat.

Mer kréien awer och vun Zeie gesot, datt dat net nëmme gemaach gi wier, fir, wann et eng Kéier eraus géif kommen, datt dann net de SREL an d'Schosslinn géif geroden. Dem Här Schneider seng Gesellschaft Sandstone sollt am Géigenzuch Opträg vum SREL kréien, fir iwwert dee Wee d'Loyeren ze kompenséieren. Dat war den Accord Mille/Schneider.

Du koum d'Auerenaffär an den Här Mille ass gaangen, an deen neien Direkter wollt, zu Recht, näischt méi mat deem Handel ze dinn hunn. Vun Ufank 2009 u bis haut wunnt den Här Reuter nach ëmmer an där Wunneng. An den Här Schneider sot eis, hien hätt schonn dru geduecht, dem Statsminister eng Rechnung ze schécken, well de Statsminister hätt Bescheed gewosst.

Deen anere Fall vum Här…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ass dat esou, wann deen dat seet?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Juncker, Dir hutt de Mëtteg hei eng Ausso gemaach, dat war Äert gutt Recht. An ech zitéieren hei eng Ausso vum Här Mandé (veuillez lire: Här Schneider). Ech hu se net bewäert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn Är net bewäert an déi hei net bewäert. Mä ech mengen, wann deen een eng Ausso ka maachen, kann och deen aneren eng Ausso maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech och.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Fall vum Här Mandé. Den Här Mandé ass dee Polizist, deen iwwer laang Joren dem Statsminister säi Chauffeur war an deen de Statsminister, géint de Wëlle vum Geheimdéngscht, awer an dësen - wéi soll ech soen? - transferéiert huet.

Et war ni esou richteg kloer, wat den Här Mandé sollt am Geheimdéngscht maachen. Den Här Mandé sot den 8. Mäerz virun der Enquêtëkommissioun, den Här Juncker hätt drop insistéiert, fir datt de SREL hie sollt huelen. Déi wollten awer net esou richteg. De Premier sot dunn zum Här Mille: „Dann huel en awer dach nëmmen."

An dat seet den Här Mandé weider: „Voilà, dat do kënnt Der Iech elo leeën, wéi Der wëllt. Ech mengen, déi eng soen, e krut en octroyéiert, an déi aner soen, e krut en ënnergejubelt." Souwäit d'Zitat vum Här Mandé selwer.

Hie war den Informant vum Här Juncker am Spëtzeldéngscht, huet hie gesot, esou wier hien och am Spëtzeldéngscht genannt ginn. Wann dat gestëmmt huet, da war dat nach eng zousätzlech Informatiounsquell, déi de Statsminister iwwert d'Lafen an d'Geschehnisser am Geheimdéngscht hat.

Zu engem gewëssen Zäitpunkt war den Här Mandé am Geheimdéngscht, wéi hie selwer sot: „Jo, mä ech war du verbrannt. An et huet du missen eng nei Beschäftegung fir mech gesicht ginn." A weider seet den Här Mandé: „An dunn hunn ech gefrot fir en Détachement op Bréissel, ob do näischt méiglech wier. Well meng Liewensabschnittspartnerin, déi lieft zu Bréissel mat engem Kand, wat mer zesummen hunn, an du sot ech: «Et wier besser. Hues de näischt zu Bréissel?»"

An dunn ass den Här Mandé op Bréissel détachéiert ginn. Einfach esou. Ouni Aarbecht an ouni Büro. Den Här Mandé sot dozou: „Ma, ech sinn net rosen. Ech hu kee Büro, an dat stéiert mech net, da gëss de och net vermësst: Wou bass de? Wou ass en? Ass e schonn erëm fort? Kënnt en nach net?, an esou virun."

Mir hunn den 12. Abrëll den Här Schneider gefrot, ob hie géif wëssen, wat den Här Mandé zu Bréissel géif maachen. An deen huet gesot: „Ech mengen, hie mécht näischt. Souwäit ech weess, mécht e guer näischt. Ech mengen, hien huet emol kee Büro. Hien ass véier Deeg an der Woch hei. An da geet hien zwee Deeg op Bréissel an da passt en do op säi Kand op. Hie mécht, souwäit ech weess, huet hien zwar e Posten, mä hien huet keng Aktivitéit."

Den Här Juncker, do setzt Dir Ären eegene Spioun an de Geheimdéngscht, a wann en dann do verbrannt ass, da gëtt en op Bréissel, ouni Aarbecht an ouni Büro, mat vollem Gehalt exiléiert.

Just dës puer Beispiller, fir ze beweisen, wéi den Här Juncker d'Problemer léist: Fir all Dysfonctionnementer keng strofrechtlech Poursuiten, keng Disziplinarverfahren, keng Informatiounen un d'parlamentaresch Kontrollkommissioun, keng Informatioun un d'Enquêtëkommissioun.

Neen, dem Här Juncker seng Äntwert op all Dysfonctionnementer ass eng aner. Deen ee gëtt Premier Conseiller de Gouvernement…

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …a kritt Congé sans solde. Jo. Deen anere kritt praktesch am SREL eng nei Gesellschaft gebaut, deen anere gëtt an den Ekonomiesministère geholl, deen anere kritt vum Stat eng Wunneng zur Verfügung gestallt an deen anere gëtt op Bréissel bei d'Frëndin geschéckt. Esou ginn d'Dysfonctionnementer vum Statsminister hei zu Lëtzebuerg geregelt!

Den Här Statsminister huet de Mëtteg gesot, mir missten oppassen, wa mer ee Minister géife responsabel maache fir all Dysfonctionnementer, déi an engem Ministère geschéien, da géifen d'Ministere schéinen Zäiten entgéintgoen.

Ech mengen, net all Dysfonctionnementer, mä déi Dysfonctionnementer, déi hei am SREL geschitt sinn, dat si keng Bagatellen. Dat si schwéier Dysfonctionnementer. A wat elo geschitt ass, datt de Minister keng Moossname géint e Fonctionnaire geholl huet, dat ass méi schlëmm wéi dat anert, wat den Här Statsminister virdrun ugekënnegt huet. An dofir stëmmt d'ADR där Motioun selbstverständlech zou.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Merci, Här President. Déi onofhängeg Deputéierte waren net Member vun der Commission d'enquête. Mir haten dat gefrot, mä dat ass ons net accordéiert ginn.

Par contre hu mer awer och misse feststellen, datt vun deenen 13 Membere vun der Commission d'enquête, aacht Memberen iergendwann an der Commission de contrôle vum Service de Renseignement waren. Dat heescht, do ass ee Juge et partie. Et ass jo verständlech, notamment, wann ee Rapporteur ass a vun 2004 un an där Commission de contrôle sëtzt, datt ee sech e Blankoscheck ausschreift, ier et lassgeet. Dat schéngt mer ganz evident ze sinn, well ee soss net anescht ka weiderfueren. An et ass verständlech, datt deen Ablack och iwwer verschidde Missiounen, déi d'Commission de contrôle huet, datt doriwwer net däerf geschwat ginn.

Ech erënneren drun, datt an allen Dokumenter, déi mer virleien hunn, d'Commission de contrôle parlementaire bien entendu Informatioune ka kréien iwwer „Opérations et situations spécifiques et d'entendre les agents du SREL". Da kënne Constaten operéiert ginn, Kontrolle gemaach gi vun den Écouten, all sechs Méint muss do e Rapport gemaach ginn, a si kann och verschidden Dossiere kontrolléiere loossen duerch Experten. Bref, si kann och, wann et muss sinn, op hir eegen Initiativ dem Minister, dem Statsminister verschidde Froe stellen an Aktivitéite renseignéiert kréien iwwert de Service de Renseignement.

Eng aner Dispositioun, déi drasteet, dat ass, datt, wat d'Kontabilitéit ugeet, do ass et esou, datt de Contrôle interne natierlech besteet an och de Contrôle vun der Cour des comptes. An d'Commission de contrôle parlementaire kuckt och iwwert d'Konten no. A wat mer gesinn hunn, dat ass, datt d'Commission de contrôle all Kéiers hiren Accord zu de Konte ginn huet an datt se och informéiert gouf iwwert den Dossier Cargolux. An dem Rapport vun der Commission d'enquête steet - Zitat: «La commission de contrôle n'a pas agi de façon proactive comme elle en avait la possibilité.»

Dat ass ëmmer richteg gesot. Dat heescht, datt d'Commission d'enquête selwer feststellt, datt d'Commission de contrôle eng ganz passiv Attitüd an deene ganze Saachen hat, an dat haaptsächlech an där Zäit, wou d'Aktivitéiten an der Diskussioun waren, dat heescht zwëschen 2004 an 2009. Do waren am Ganze 37 Sitzungen, wou nimools ee vun de Problemer vun den Dysfonctionnementer beschwat ginn ass, well soss hätt jo bal eppes missen an engem vun de Rapporten, déi deen Ablack hei der Chamber zougedeelt gi sinn, gesot ginn.

Wat déi Dysfonctionnementer ugeet, do muss ee festhalen, datt déi sech konzentréieren op déi Period zwëschen 2004 an 2009 ënnert der viregter Regierung, an och ënnert der Direktioun, wéi den Här Mille Direkter war. Vun do u gëtt et keng Affär méi, déi hei an der Diskussioun stoung. Dat muss een och esou festhalen.

Hei gëtt oft an dem Rapport geschwat: „sera transmis au parquet". Mä all Kéiers, wann ech dann nogefrot hunn an nogekuckt hunn: Wou ass dann de Fait pénal? Well wann een eng Dénonciation pénale mécht, da seet d'Jurisprudenz ganz kloer, et muss prezis gesot ginn, wat fir e Fait pénal a wat fir een Artikel vum Code pénal do violéiert ginn ass, well soss mécht een eng Dénonciation calomnieuse. An dat kann et dach net sinn, datt een esou eppes mécht a sech einfach baséiert: „Ech hu jo kee Problem, ech hunn d'Immunité parlementaire, ech kann esou eppes maachen." An dat ass dat, wat relativ batter ass, wann dat higesat gëtt, ouni datt iergendwéi eng Undeitung kënnt oder eng Pièce bäigeluecht gëtt, wou dann dee Fait pénal wier. An ech kommen duerno och nach op e puer Saachen zréck.

An der Affär Mille, do muss een éierlech soen, datt een d'Impressioun huet, datt déi ganz Zäit, wou den Här Mille Direkter war am SREL, datt do jiddwereen ongeféier gemaach huet, wat e gewollt huet, keng Kontroll war. Bref, datt ganz vill do gewurschtelt ginn ass. An et ass och dorobberhin, wou sech munches hei an der Diskussioun erginn huet. An dat, wat e gemaach huet mat där Auer, mat där Écoute illégale, wann dat natierlech an d'Öffentlechkeet komm wier op engem Tribunal correctionnel oder um Tribunal administratif, dann hätte mer déiselwecht Debatt gehat deen Ablack wéi elo. Dofir muss ee sech ëmmer bedenken, datt, wann ee Prozesser ufänkt, datt dat natierlech och zu ganz villen Debatte ka féieren.

Do, wou ech méi kritesch sinn, dat ass an der Affär Schneider/Sandstone. An dem Rapport vun der Kommissioun gëtt eppes gesot, mat deem ech net kann, mat deem mer net kënnen d'accord sinn, dat ass, datt an Zukunft Leit, déi am öffentleche Secteur sinn, net méi däerfen an de private Secteur goe während dräi Joer, et sief dann, datt d'Regierung se dozou autoriséiert.

(Interruption)

Also, ech hunn hei gelies,…

Une voix.- Neen!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- …esou wéi et hei..

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Am Sécherheetsberäich. Am Sécherheetsberäich!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Neen, neen, Dir hutt hei… Also, elo kann et vläicht sinn, datt et am Sécherheetsberäich ass,…

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Et steet esou do.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- …mä ech wëll just nuren… Neen, neen, ech kann, ech hunn den Text gutt gelies. Dir hutt proposéiert,…

(Interruptions)

Neen, neen, Dir hutt… Ech soen Iech direkt, wou d'Differenz läit, well Dir hutt gesot, dräi Joer am Secteur…

(Interruption)

…fir den normalen... a fir de Secteur vun dem SREL fënnef Joer.

(Interruption)

Do ass also eng Differenz gemaach ginn. An dofir ass dann du gesot ginn, dat wier…Ech liesen dat, wat am Rapport steet.

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Et steet net do.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Elo ass dee vläicht séier, rubbel-zuck geschriwwe ginn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Dat ka sinn. Mä et ass awer eng Saach, déi ee muss festhalen, datt mir op jidde Fall mat där net kënnen d'accord sinn an datt mer och héchstwahrscheinlech…

Une voix.-Oh mei!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- …dat eenzegt Land, mat Ausnahm vu Frankräich, wieren, wou et esou eppes géif ginn. Mä a Frankräich gëtt et deen Délai vun dräi Joer,…

(Interruption)

…deen awer an der Praxis net respektéiert gëtt.

Da muss een och festhalen, wat déi Gesellschaft Sandstone ugeet, déi huet e Kapital vun 250.000 Euro. A si krut also e Prêt zougestanen, deen dat Véierfacht ausmécht vun hirem Kapital. An dat ass net en einfache Prêt, dat ass e Prêt participatif. Dat heescht, wou de Stat sech d'accord erkläert, fir gegebenenfalls bis eng Millioun Aktien an der Gesellschaft ze kafen. An doduerjer hat déi Gesellschaft och e Capital autorisé.

Dat, wat een och muss festhalen, dat ass, datt am Juni 2008 an enger Réunioun zesumme mam Här Krecké, dem deemolege Minister vun der Ekonomie, datt do hien, de Minister vun der Ekonomie, den Accord ginn huet a säi Soutien erkläert huet fir déi Grënnung vun der Gesellschaft. Dat muss een och festhalen. An dat geet jo och aus den Témoignagen ervir, déi hei gemaach gi sinn.

Da muss een och soen, datt tëschent dem Här Schneider an dem éischte Conseiller de Gouvernement, dem Här Knebeler, ganz vill Diskussiounen a Rivalitéite waren. An et ass verständlech, wann op eng Kéier am Ministère de l'Économie verschidden Interventioune gemaach ginn a Prospektiounsreese preparéiert ginn, an op där anerer Säit och nach um Niveau vum SREL, datt deen Ablack zwëschen deenen zwee Leit, dat heescht dem Här Knebeler an dem Här Schneider, munch Diskussioune wäerten zustane kommen.

Da gëtt an der Affär vun der Cargolux geschwat och, datt den Dossier misst un de Parquet transmettéiert ginn. Ech froen hei de Rapporteur: Wat ass d'Faute pénale?

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- D'Kommissioun!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Neen, ech soe just nuren, hei steet…

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Frot net mech…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- «Le rapport doit être transmis au parquet.»

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Wann also esou eppes transmettéiert gëtt, da muss ee soen, wat fir eng Faute pénale ass gemaach ginn.

Ech hu keng fonnt am Rapport. Dofir wéilt ech gäre vum Här Rapporteur, datt en ons dat vläicht seet, well da wier dat e bësselche méi kloer. Ech hunn op jidde Fall an all deem, wat do drasteet, keng eenzeg Faute pénale gesinn!

Dat heescht, wann esou eppes gemaach gëtt, ass dat dote manifestement eng Plainte pénale wäert. An ech géif mech net wonneren, wann an deenen nächsten Deeg esou eng géif beim Parquet alafen.

Déi aner Saach, desgläiche gëtt och vun enger Faute disciplinaire geschwat. Och do freet ee sech: Wou läit d'Faute disciplinaire? Well hei Avisen erauskomm sinn, déi absolut just nuren eng Problematik opgeworf hunn, ouni Suggestiounen ze maachen.

Eng aner Saach, déi mer och opgefall ass, dat ass, hei gëtt geschwat am Rapport vun Allocation de primes et indemnités, do wier et eng Schwéngerei, datt do speziell Indemnitéite géife ausbezuelt ginn. Dat géif net am Gesetz stoen.

Ech hunn dann do mir erlaabt, fir den Artikel 13 Alinéa 2 vum Gesetz iwwert de Service de Renseignement ze liesen, an do steet dran: Indemnité spéciale. Si ka bezuelt ginn. Si muss deen Ablack just duerch Décision ministérielle soumis pour avis à la commission anti-cumul et ensuite au Conseil de Gouvernement. An de Conseil de Gouvernement huet déi guttgeheescht, wann een dem Rapport vun der Cour des comptes kann nogoen.

Dann an der Affär Reuter, do ass e ganz interessante Bréif vum Här Schneider un de President vun der Chamber. An do geet ganz kloer draus ervir, datt de Justizminister 2006 den Här Mille opgefuerdert huet, d'Resultat vun der Enquête un d'Police judiciaire an un de Parquet weiderzeginn, well et hei gaangen ass ëm eng Affär vu Crime organisé an am Ganzen 148 Milliounen US-Dollar. Do ass also och eng Condamnatioun viru Geriicht komm. An et ass evident, datt den Här Reuter, deen hei mat implizéiert war, deen do huet missen hëllefen, datt deen deen Ablack huet missen iwwert de Wee vun engem Logement, souguer mat Miwwelen, gehollef kréien.

Dat sinn déi Donnéeën, déi sti schwaarz op wäiss, déi sinn och um Geriicht debattéiert ginn. Do sinn och Condamnatioune komm. Ech wëll just nure soen, datt, wann een esou Saachen an de Rapport setzt, da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wou leien d'Explikatiounen? Wou muss een higoen? An hei leien Explikatioune ganz kloer vir an déi sinn och um Geriicht behandelt ginn.

Da gëtt och gesot, datt mer ganz oft sollten Dénonciatioune maachen un de Parquet. Ech wëll drop hiweisen, datt mer d'Gesetz geännert hunn, well mer op eng Kéier erausfonnt hunn an der Chamber, datt, wa bis 2011 een eng Dénonciatioun gemaach huet wéinst enger Activité illégale vun engem Fonctionnaire, datt en dann huet missen direkt soen, wat fir eng Infractioun et war an d'Beweiser dozou bréngen. Dat huet dann dozou gefouert, datt d'Gesetz huet misse geännert ginn. An dat hu mer eestëmmeg ugeholl, datt (veuillez lire: well) et soss net effikass war.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'OECD an hirem Rapport gesot huet, datt dat doten onbedéngt misst geännert ginn, well et an der Praxis - Zitat: «Dans la pratique, la communication d'informations au parquet est quasi inexistante selon le parquet (…)Non sanctionné pénalement par les textes, le non-respect de cette obligation n'a en outre, jusqu'à présent, jamais été sanctionné disciplinairement.» Dat heescht, dat ass alles eng Situatioun gewiescht bis 2011, bis mer d'Gesetz ëmgeännert hunn.

Dann d'Affär vun de fënnef Autoen. Ech hu mer erlaabt, do e bësselchen ze kucken, wat d'Cour des comptes gesot huet an och wat herno approuvéiert ginn ass vun der Commission de contrôle. Do si fënnef Autoe kaaft ginn, mat engem Rabatt vu 15%. An déi si verkaf ginn un déi Leit, mä do ass e Boni vun 10% erausgesprongen. An dee Boni ass an d'Konte vun dem SREL erakomm an als Recette supplémentaire gebucht ginn an iwwerall approuvéiert ginn, souwuel vun der Cour des comptes wéi herno och vun der Commission de contrôle.

Elo kann ee soen, datt dat vläicht net ganz elegant ass oder datt dat sech net geheiert. Mä ech froe mech just: Wou ass de Fait pénal? Do gesinn ech kee Fait pénal dran. A vu datt d'Commission de contrôle dat och guttgeheescht huet, huelen ech jo awer bal un, datt et misst an der Rei sinn.

Dann, wat d'Écoutes illégales ugeet, do ass effektiv, dat ass jo och gutt esou, datt do eng Enquête judiciaire um lafen ass. Mä wann ech awer richteg informéiert sinn, ass déi Enquête judiciaire eriwwer. An déi Enquête judiciaire huet erbruecht, datt kee Fait pénal gemaach ass. Wat ech just bedaueren, dat ass, datt dee Rapport vun der Police judiciaire nach bis elo net an der Chamber konnt hannerluecht ginn. Dat ass eppes, wou ee muss hei bedaueren, datt dat heiansdo net ëmmer esou ganz séier geet.

Eng Saach, déi ganz vill Inconnuë fir mech bréngt, dat ass, wéi et erauskomm ass, déi Affär mat der Pädophilie vun dem Procureur d'État. Do muss ech éierlech soen, wann ech Procureur d'État wier, hätt ech eng Plainte gemaach beim Parquet wéinst Violatioun vum Artikel 16 vum Code, vun dem Gesetz iwwert de Secret, iwwert de Service de Renseignement. An do sti bis fënnef Joer Prisong drop! Well esou eppes ass eng Schwéngerei, wann dat esou dénoncéiert gëtt an esou Saache spontan erauskommen.

Ech bedauere just, datt do an där Geschicht den Här Procureur d'État an deem Sënn, bis elo anscheinend, nach keng Plainte gemaach huet. Mä anscheinend sinn aner Leit, déi esou eng gemaach hunn.

Dann, wat d'Konklusiounen ugeet, ech mengen, do muss ee soen, datt d'Commission d'enquête vun dem SREL, datt déi ganz gutt Aarbecht gemaach huet. Do sinn exzellent Propositiounen dran. E gudden Deel iwwerhuelen d'ailleurs déi Propositiounen, déi a Frankräich gemaach gi sinn, wat d'Reform vun hirem Geheimdéngscht ugeet an déi de 15. Mee dëst Joer bekannt gemaach gi sinn. An dat schéngt ons och dee richtege Wee ze sinn, mat dem Organe interne d'audit, datt een d'Ministeren, datt de Statsminister kann eng Persoun delegéieren, datt d'Nominatioun vun engem Direkter vum SREL muss och vun der Commission de contrôle parlementaire gekuckt ginn.

Do, wou mer mat de Konklusiounen net kënnen d'accord sinn, dat ass mat deem, wat do steet ënner «Mise en place d'un code de déontologie». De Prinzip vum Code de déontologie ass absolut richteg, wann esou eppes geholl gëtt, well dat fanne mer an zeg internationalen Organismen, wou ähnlech Debatte sinn, datt do e Code de déontologie besteet an datt deen Ablack och Sanctions disciplinaires geholl ginn. Dat, wat ech skandaléis fannen an inakzeptabel, dat ass, datt een dat soll elo mat Sanctions pénales verbannen. Mir wieren dat eenzegt Land an Europa, wat esou Sanctions pénales géint esou eppes géif virgesinn.

An da geet et souguer nach méi wäit! Am Rapport steet dran, da misst souguer den Abus de pouvoir vum Fonctionnaire sanctionnéiert ginn. Ech hunn nogekuckt a wat fir engem Land et esou eppes gëtt, den Abus de pouvoir vum Fonctionnaire. An ech hunn ee Land fonnt. An ech huelen un, datt den Här Rapporteur sech do inspiréiert huet: Et ass d'Volleksrepublik…

(Interruption)

Dat ass d'Volleksrepublik China.

Une voix.- Oh mei!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Déi huet effektiv 7.000 bis 8.000 Leit, wou de Pouvoir politique se sanctionnéiert, wa se en Excès de pouvoir gemaach hunn. Dat ass just e Wuert.

Ech sinn d'accord, Här Rapporteur, Dir hat…

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- Et ass net nëmme vu mir an deem Rapport, Här Henckes…

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Ech weess, mä ech huelen awer un, vu datt Dir lech ganz staark derfir gemaach hutt op e puer Plazen an der Öffentlechkeet, datt Der lech do vläicht inspiréiert hutt.

M. François Bausch *(déi gréng), rapporteur.*- U China. Jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).*- Voilà, mä dofir wollt ech dat just nëmmen ervirsträichen, ze kucken, wou Der wëllt Lëtzebuerg hiféieren, wat déi strofrechtlech Bestëmmungen ugeet.

(Interruption)

Wat déi aner Konklusiounen ugeet, wéi gesot, do si mer ganz d'accord. An ech mengen, den Här Bodry huet hei als President vun der Kommissioun jo och e puer gutt Saachen, e puer Saachen explizéiert, wou ech him wollt félicitéieren, datt en do esou eng gutt Aarbecht gemaach huet. Mä deen ee Punkt, mat deem mer net kënnen d'accord sinn, dat ass dee vum Code de déontologie.

Ech mengen och, datt iwwert d'„Intelligence économique", wéi dat genannt gëtt, do misste mer hei an der Chamber eng Debatt hunn. A Frankräich ass et esou, datt déi elo en Département ministériel gemaach hunn, deen nuren dat mécht. Do gëtt et also e ganze Ministère, deen indépendamment weider näischt mécht wéi Intelligence économique an och kuckt, datt d'Gefore géint verschidden Entreprisë kënnen ofgewiert ginn.

Wat d'Responsabilitéit ugeet, iwwert déi elo hei vill diskutéiert ginn ass, esou muss ech soen, datt een effektiv e puer Saache ka festhalen, net au niveau pénal, do gëtt et guer näischt festzehalen. Do ass et Blankoscheck, do ass guer näischt do. Wat verschidden administrativ Faiten ugeet, déi leien zwëschen 2004 an 2009. An do muss ech soen, datt déi Commission de contrôle, déi war net proaktiv. Den Här Statsminister war och net proaktiv. Bref, et ass Speck a Schwéngefleesch. An ech mengen, wat fir deen een da gëllt, misst dann och fir deen anere gëllen.

Dat gesot, wëll ech och soen, datt de Jean Colombera an ech, mir wäerten net déi Motioun hei stëmmen, weder dofir nach dogéint stëmmen. Mir wäerten aus Protest de Sall verloossen, well mer et inakzeptabel fannen…

(Interruptions)

…datt mer haut an enger Debatt wéi där heiten, déi Saach diskutéieren…

(Interruptions)

…datt hei an dem Rapport, och nach an där Motioun drasteet, datt ee muss mat alle Recommandatioune vun der Commission de contrôle d'accord sinn. Mir kënnen awer mat verschiddene Saachen net d'accord sinn. Mir konnten ons Iddien, ons Suggestiounen an ons Remarquen net an der zoustänneger Kommissioun matbréngen (veuillez lire: abréngen). An hei ass… Och, wann et elo hei zu Neiwahle kënnt, da wësse mer alleguerten, datt déi ganz Lëtzebuerger Bevölkerung sech wierklech drop freet, fir elo eng schéin Debatt ze kréien, matzen an der Wahlcampagne, iwwert d'Bommeleeër an de SREL, wat déi wierklech Problemer vum Land sinn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An dann ass nach den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir kritt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, zum Schluss vun där Debatt hei wëll ech nach eng Kéier de Standpunkt erkläre vu menger Organisatioun, déi Lénk, an dat ass een, deen e bëssen anescht ass wéi déi, déi virdrun hei erkläert gi sinn.

Dir wësst, dass déi Lénk traditionell a prinzipiell ass fir d'Ofschafung vun deem Geheimdéngscht, deen zu deenen Excèsen, eiser Meenung no, logescherweis féiert, duerch säin interne Funktionement hier féiert, déi mer hei diskutéieren.

Dat ass eng Haltung, déi kënnt aus geschichtlechen Erfahrungen hier. Ech muss soen, och aner Parteien, an der Zäit, hunn déiselwecht geschichtlech Erfahrunge gehat. Mir hate grouss Diskussiounen, den Här Bodry huet et gesot, an der LSAP. De Robert Krieps war e Verfechter dovunner, fir de Geheimdéngscht opzeléisen, an d'Police mat wierkleche kriminellen Aktivitéite just ze befaassen. Mir haten eng Proposition de loi vun deene Gréngen, am Ufank vun hirer Geschicht, wou se och datselwecht fuerdere wéi ech haut an enger Motioun, déi ech eragereecht hunn, iwwert déi mer dann nach diskutéieren, wou ech froen, dass e Projet de loi soll ausgeschafft ginn iwwert d'Abolitioun vum Service de Renseignement.

Déi historesch Fichieren, déi mer konnte gesinn a wou hei Extraiten draus zitéiert gi sinn, déi beweisen, dass déi Befierchtungen, déi ëmmer op der Gauche an iwwert d'Gauche eraus a breede gesellschaftleche Kreesser bestanen hu géint d'Funktionement vum Geheimdéngscht, dass déi Befierchtunge berechtegt waren.

Haut wësse mer et. Haut gesi mer et. Haut liese mer d'Nimm vun den Organisatiounen. An dat waren net nëmmen Organisatiounen, déi op där enger oder anerer Säit am Kale Krich stoungen, mä dat waren och ganz vill aner Organisatiounen, bis a kathoulesch Organisatiounen eran. A wann hei gesot gëtt: „Oh, am Ufank waren et der 300.000, elo sinn et der nach 10.000.", da kann ee sech och emol d'Fro stellen, wéi vill dass der vläicht verschwonne sinn an der Zwëschenzäit. Well mer hu se jo och net all fonnt am Archiv!

Dann ass dat wierklech net d'Fro, déi sech hei stellt. D'Fro, déi sech hei stellt, dat ass, dass Dausende vu Leit zu Lëtzebuerg, iwwer Jorzéngten ewech, belästegt gi sinn an hirem politeschen a gesellschaftlechen Engagement, dat se haten.

An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen: Ass déi Situatioun net och nach haut ginn?

Dat, wat mer gesinn hunn als Enquêtëkommissioun, während deene sechs Méint, wou mer geschafft hunn, huet am Fong geholl e Schlaglliicht an en donkelt Dëppe gehäit. Mir konnten eng Kéier mat enger Täscheluucht erakucken. An ech muss soen, dat, wat ech do gesinn hunn, dat berouegt mech net.

D'Basis vum Geheimdéngscht, vum SREL, ass net de Code pénal. Dat muss ee ganz kloer soen. Ech liesen d'Instructions de service vum Geheimdéngscht. Do steet dran, dass et dem Geheimdéngscht drëm geet, déi politesch an ekonomesch Prioritéiten, déi vun der Regierung festgeluecht ginn, ze verfollegen. Et sinn also politesch an ekonomesch Prioritéiten, déi am Geheimdéngscht eng Roll spillen. Net iergendwelch Geforen, déi eventuell, accessoirement, kënnen och derbäi entdeckt ginn. Neen, de Problem ass deen, dass dat en Déngscht ass, deen en Instrument, e politescht Instrument ass vun der Regierung.

Et gëtt vill vun Islamismus geschwat, vun der Gefor vum Islamismus. Ech géif soen, de Geheimdéngscht ënnersicht net den Islamismus, wat seng konkret Gefor zu Lëtzebuerg ugeet. Wéinstens net prioritär. Et geet ëm e generelle Verdacht. Et geet ëm international Informatiounen, déi ee kritt, et geet ëm Lëschten, déi een huet. Ech kommen nach op Beispiller herno.

Fir et kloerzemaachen, vun Ufank un, a keng falsch Debatt zouzeloossen: Mir vun déi Lénk si selbstverständlech der Meenung, dass een déi wierklech Gefore fir d'Liewe vun de Leit soll ofwieren, och an engem fréie Stadium soll ofwieren, wann et noutwendeg ass mat polizeileche Mëttel. An déi Mëttel bestinn. An et ass méiglech, dat ze maachen, och haut schonn, och haut schonn opgrond vun där Législatioun, déi mer hunn.

Wat mer awer net wëllen, dat ass eng „Gesinnungsschnüffelei", wéi dat ee vun eisen Experte virun der Enquêtëkommissioun, den däitsche Rolf Gössner, genannt huet, dee selwer perséinlech och Affer war vun dauernden, permanente Verfollegunge vum Geheimdéngscht, vum Verfassungsschutz an Däitschland.

An ech mengen, do kënnt et ganz vill drop un, wann ee vu Gesinnungsschnüffelei schwätzt, fir déi auszeschléissen, da mengen ech, da geet et mer net duer, wann e Minister sech dohinner

stellt a seet: „Ënner mir kënnt dat net vir, ënner mir gëtt et keng politesch Spionage.“ Mä ech mengen, da wëll ech wëssen: No wat fir gesetzleche Virgaben an no wat fir operative Konzepter schafft esou ee Geheimdéngscht?

A wann ech dann esou Formuléierunge liesen - mir hunn en décken Dossier kritt vum Här Heck, wou dat alles dran eis erkläert gëtt -, a wann ech dora liesen, dass do esou Konzepter dra sinn, wéi dass ee sech beweegt op engem politeschen, ideologeschen, konfessionellen oder philosopheschen Terrain, an dat ass erausgeholl aus dem belsche Gesetz iwwert den Extremismus, a wann ech gesot kréien, dat ass de Cadre légal vun eiser Definitioun vum Extremismus - Extremismus, deen iwwregens net virgesinn ass am Gesetz, et geet do vun Terrorismus Rieds, net vun Extremismus oder Radikalismus -, wann ech dat da gesot kréien, stellen ech mer awer eng ganz Partie vu Froen. Wat ass do? Wat gëtt do wierklech ënnersicht? Gëtt do net einfach ënnersicht, wien ass veranlaagt, emol iergendwann eng Kéier sech an engem gewëssene Kontext an eng gewësse Richtung ze entwéckelen, wou en emol kéint an d'Gefor geroden, an terroristesch Aktivitéiten eranzegeroden?

Dat ass awer ongeféier déi Aart a Weis, wéi de Geheimdéngscht virgeet, muss ee soen. De Premierminister huet geschwat vu Virtualitéit a Probabilitéit als Geschäftsweis vum Geheimdéngscht. Virtualitéit a Probabilitéit, dat ass do, wou gesicht gëtt. Do gëtt net gesicht wéi eng Police sicht, déi sicht net no méigleche potenziellen Täter, neen, déi sicht no Virtualitéit a Probabilitéit. Do spillen och esou Begréffer wéi „Radikalismus“ eng Roll.

Mir hu gesot kritt, dat wier eng operativ Kategorie vum Geheimdéngscht. An de Radikalismus, laut där Definitioun, déi intern am Geheimdéngscht gëllt, besteet doranner, wann ee seng moderat an allgemeng gedeelten Usiichten duerch extrem Usiichten ersetzt. Dat wier déi Formuléierung, hu mer gesot kritt, déi och soll an de Commentaire des articles vum Gesetz drakommen an déi elo schonn am Geheimdéngscht als intern Definitioun vun deem betruecht gëtt, wat Radikalismus ass.

Also Extremismus, Radikalismus, dat sinn also Begréffer, no deene gëtt geschafft. Dat si Begréffer, menger Meenung no, déi äusserst bedenklech sinn. A si sinn ëmsou méi bedenklech, well mer gewëssen Unhaltspunkte kritt hunn, wéi an der Praxis geschafft gëtt.

An ech wëll e schrecklecht Beispill nennen, dat ass dat Beispill vum Här Taoufik. Den Här Taoufik ass 2003/2004 ausgewise ginn an Tunesien. En hat och déi bosnesch Nationalitéit an en ass ausgewise ginn opgrond vun Informatioune vun auslänneschen Déngschter. Dat si mer och gewuer ginn an der Enquêtëkommissioun, dass do bal ausschliesslech opgrond vun esou Informatiounen, déi auslännesch Déngschter geliwwert hunn, den Här Taoufik ausgeliwwert ginn ass an Tunesien, wou dee Moment den Diktator, dee mer kennen, deen elo net méi do ass, do um Wierk war.

Den Här Juncker huet deemools gesot: „Sidd frou, dass en net méi am Land ass! Fra a Kanner si mat ausgewise ginn. Et soll kee soen, mir géife Familljen auserneerappen.“ Dat ass en Zitat, wat ech aus enger kierzlecher Publikatioun vum „Forum” erausgeholl hunn. Den Här Taoufik ass an Tunesien schrecklech gefoltert ginn. Den Här Heck seet haut, Direkter vum Geheimdéngscht, no zéng Joer Erfahrung op dem Gebitt vum Antiterrorismus géif e gewëssen Aschätzungen, wat d'Persoun vum Här Taoufik ugeet, haut méi nuancéiert formuléieren.

Et muss ee sech virstellen, do handelt et sech ëm e Mann, deen do gefoltert ginn ass, deen iwwregens net en islameschen Terrorist war, mä e Mitglied deemools war, ënnert dem Ben Ali, an enger Organisatioun, an enger islamescher Organisatioun, déi haut an der Regierung ass an Tunesien. Opgrond vu Verdächtegungen, déi mat den Hoer erbäigezu waren, gréisstendeels, ass dee Mann ausgewise ginn. An ech fannen, wann ee vun Dysfonctionnementer vun engem Service schwätzt, da géif ech soen, dat hei gehéiert un déi éischt Plaz vun den Dysfonctionnementer.

Mir hunn, zum Schluss vun eisen Aarbechten, eng Lëscht mat Organisatioune kritt, déi gefouert ginn am elektroneschen Archiv vum SREL, wat zënter 2004 besteet. Dat gëtt iwwregens och am Bericht vun der Enquêtëkommissioun dran erwähnt. Et geet doraus ervir, wann een déi Lëscht kuckt, da sëtzt do en zimlech breet gefächerten islamesche Milieu, deen ënner Observatioun steet. Dat ass eng Lëscht, deelweis besteet se aus ganz villen Organisatiounen, déi ginn aus dem Ausland gemellt.

An zu Lëtzebuerg och gëtt et eng ganz Partie vun Organisatiounen aus dem islamesche Milieu, déi ënnersicht ginn. Inklusiv, an dat war Géigestand vun enger Diskussioun, wéi mer déi Auditioun hate vum Här Heck, wou ech en dorop ugeschwat hunn - den Här Juncker a senger Auditioun ass och dorop ugeschwat ginn -, inklusiv esou Organisatioune wéi d'ASTI an de CLAE, wou gesot gëtt, dat ass en Ëmfeld, wat mer ënnersichen, well do sech Leit alt ophalen, déi mat islamistesche Milieuen ze dinn hunn. Net, well mer d'ASTI oder de CLAE géife verdächtegen, selwer islamistesch Iddien ze vertrieden. Mä ech fannen dat awer äusserst bemierkenswäert.

Wann ee seet, de Geheimdéngscht brauche mer, ma mer brauchen e Geheimdéngscht, da wëll ech d'Fro stellen: Wa geféierlech Leit do sinn, ass do d'Police, geet déi net duer, fir déi erauszefilteren a fir ze verhënneren, dass se schiedlech ginn? Firwat musse mer dee ganzen Donschtkrees do nach hu vu geheimdéngschtlechen Aktivitéiten, déi och nach ganz dacks mat internationalen Zesummenhäng eppes ze dinn hunn?

Mir hunn och e puer Indicatioune kritt iwwer Rietsextremismus, Lénksextremismus. Fantastesch ass jo, dass de klenge Lëtzebuerger Comité vu Solidaritéit mam Venezuela, dass deen op der Lëscht do steet! Et steet iwwregens och hannendrun, dee wier vun enger internationaler Säit aus gemellt ginn. Esou funktionéiert de SREL! Dat ass de SREL! An da wësse mer jo nach wahrscheinlech net alles.

Ech hunn Dossiere gefrot iwwert déi verschidden Organisatiounen do. Dat ass net méi méiglech, well d'Enquête jo elo ofgeschloss soll ginn, wat ech kritiséieren. Ob déi Lëscht do komplett ass, weess ech net. Op jidde Fall, wann ee seet: Mir maache keng politesch Spionage méi! - ech kann dat net bestätegen, no sechs Méint Enquête. Ech hunn zwar keng Unhaltspunkte fonnt, mä ech hunn awer och nëmmen dat gesinn, wat mer geliwwert ginn ass.

A wa gesot gëtt, et soll kee politesche Spionage méi virgesi sinn an deem neie Gesetz, dat soll ausgeschloss sinn, da froen ech mech awer: Wat heescht dat konkret? Ech wëll da wësse konkret, wat dat heescht, wa gläichzäiteg Begréffer wéi „Extremismus” an dat Gesetz do erëm agefouert solle ginn. Wat ass da politesch? A wat ass extrem a radikal? Wou ass do den Ënnerscheed?

E wichtegen Aspekt, mengen ech, an där ganzer Geheimdéngschtaffär, dat ass, dass d'Geheimdéngschter ganz staark international zesummeschaffen. Do ass e Floss vun Informatiounen a vun Datebanken, dee geschitt, deen ass grenzenlos. De Fall Taoufik huet et gewisen. En Terrorist, deen als Terrorist vum türkeschen Déngscht hei gemellt gëtt, deen ass och hei en Terrorist. Do gëtt och hei normalerweis en Dossier opgemaach an et ginn Nofuerschunge gemaach.

Firwat ass de Venezuela-Comité drop, zum Beispill? Den Här Bausch huet gesot, bis haut hu mer nach keng Äntwert kritt op déi Fro do. Dat ass awer eng normal Lëtzebuerger Organisatioun, déi sech asetzt fir d'Solidaritéit mat engem gewësse Land, deem seng Führung natierlech gewëssen internationale Servicer net passt. D'CIA ass natierlech net frou doriwwer, dass et hei e Venezuela-Comité gëtt. A vläicht ass et vun deem Service gemellt ginn. Ech weess dat jo net. Déi Saachen, déi mir agesinn hunn, déi si jo éischtens klassifizéiert, an zweetens gi se och net all Detailer, déi se misste ginn.

Da kënnt derbäi, dass déi Informatioune vun deenen auslänneschen Déngschter, déi sinn och nach extra geschützt. Déi si méi geschützt wéi d'Renseignementer vum Service de Renseignement zu Lëtzebuerg. A si sinn esou wäit immun, dass souguer virun de Geriichter se net däerfe gebraucht ginn. A kee Geriicht kann décidéieren, fir se ze gebrauchen. Sou steet dat am Gesetz dran.

Mir wëssen, dass beim Bommeleeër-Prozess d'Penalgeriicht déi dote Fro un d'Cour constitutionnelle gestallt huet, wéi et méiglech wier, dass esou e Prinzip iwwert de Lëtzebuerger Gesetzer steet a virun allem iwwert dem grousse Prinzip vun den Droits de la défense an engem strofrechtleche Prozess.

Derbäi kënnt dee ganzen Aspekt vun der Zesummenaarbecht bei Datebanken. Dat, wat de Snowden révéléiert huet, dat muss eis dach am héchste Mooss interpelléieren! Dat si ganz einfach... Mir schwätze vun Artikel 88-3, do muss eng Kommissioun vu Riichter dat fir d'Éischt ënnerbreet kréien, an da schalte mer den Tëlefon ëm an da kréie mer dann déi Écouten do erméiglecht. An a Wierklechkeet sinn dat elektronesch Datepäck, déi duerch den Internet dorëmmer zirkuléieren, déi kënnen egal wou an der Welt opgefaange ginn an déi och a Wierklechkeet opgefaange ginn!

A mer wëssen, et stoung en Artikel am „Monde“ virun e puer Deeg, dass a Frankräich et eng ganz grouss Administratioun gëtt, wou alles dat gesammelt gëtt. An do gëtt et eng Zesummenaarbecht mat den auslänneschen Déngschter. D'Fransousen an d'Preise schaffe mat den Amerikaner zesummen op deenen dote Gebidder.

An dat si jo dann awer Froen, déi sech do stellen. Wann et esou e Service gëtt, deen esou Informatioune kritt, wat mécht en domat? Wie kontrolléiert dee Service? Wou gëtt e kontrolléiert? Wou ginn déi Saachen do kontrolléiert, déi Zougréff do? An esou weider.

An an deem Sënn si mir der Meenung, dass Geheimdéngschter, net nëmmen deen zu Lëtzebuerg, eng Gefor fir d'Demokratie sinn, dass se an enger Grozon handelen, dass se Instrumenter an der Hand vu Regierunge sinn, och heiansdo vun anere Regierungen, ouni wierklech parlamentaresch Kontroll.

Mir hunn duerfir déi Motioun erabruecht fir d'Abolitioun vum Geheimdéngscht zu Lëtzebuerg.

En aneren Aspekt, dat ass dee vun der Protektioun vum wëssenschaftlechen a wirtschaftleche Potenzial, déi sougenannt „ekonomesch Intelligence”. Och do si vill Froen, déi sech stellen, a keng Äntwerten. Ech hu gefrot, mer sollten nach e Briefing kréien iwwert dat, wat een haut versteet ënner Intelligence économique.

Mir hu Briefinge kritt iwwer all méiglech Saachen, iwwer Terrorismus, mir hu Leit mat Bäert gewise kritt, ganz vill esou Saachen hu mer gewise kritt. Mä mir hunn net gewise kritt, zum Beispill, déi wichteg Notioun vum Renseignement économique, déi jo awer hei an eisen Dysfonctionnementer eng ganz kloer Roll spillt, wéi et dann domadder ass. Wéi ass et dann domadder? Wéi ass et haut? Mir wëssen, mir kennen alleguer d'Affär vum Nordirak a vu Cargolux aus den Zäite vu Mille a Schneider. Mä wësse mer dann, wéi haut geschafft gëtt? Ech weess et net, no sechs Méint Enquêtëkommissioun! Do bleift den Deckel drop.

An dobäi wiere sécherlech ganz vill Froen, déi sech do stellen. An enger privatiséierter Ekonomie wéi eiser, wiem seng Interesse ginn do vertrueden an esou engem Geheimdéngscht? A Frankräich ass et nach relativ kloer. Do sinn et déi staatlech Betriber, déi geschützt ginn. Wie gëtt hei geschützt? Géint wien? Dat si jo awer wierklech Froen, déi ee sech emol muss stellen, wann ee fënnt, dass mer e Renseignement économique hei brauchen. Fest steet op jidde Fall elo schonn, dass et eng enk Kollaboratioun gëtt vum Ekonomiesminister mam Geheimdéngscht.

Sandstone gëtt vill virgeworf, do wier Pantouflage gemaach ginn, do wier aus dem SREL eraus eng privat Entitéit gegrënnt ginn. Mä ech muss soen, déi hat och politesch Protektioun. Op jidde Fall am Ufank hat se dat. Den Här Krecké ass mam Fliger vu GMH, d'Muttergesellschaft vu Sandstone, geflunn. Dat ass bei der Enquête erauskomm. Dat huet den Zeie Knebeler gesot. Den Här Santer ass am Verwaltungsrot vu GMH. An an enger Duechtergesellschaft, engem sougenannten „ethesche Finanzcomité“, fanne mer och den Här Juncker als Éierepresident zum Beispill erëm.

Fir ofzeschléissen zu deem dote Punkt: Eisen däitschen Expert, deen hei war, den Här Gössner, huet als leschte Saz gesot an der Enquêtëkommissioun, hien hätt Angscht, dass déi Untersuchungen hei iwwert d'Dysfonctioune géifen endegen domat, dass mer de Geheimdéngscht géife legitiméieren an nach weider verstäerken.

A wann ech esou eng Formuléierung am Rapport hei liesen, wou genau dat drasteet, ech zitéiere se elo net aus Zäitmangel, da weess ech, firwat ech mech nëmme beim Rapport enthalen hunn, firwat ech net derfir gestëmmt hunn. Well ech wëll net, dass hei aus där Enquête erausgeet, dass de Geheimdéngscht herno méi staark dosteet, wéi e virdrun dostoung. Ech hu grouss Zweifel un der Kontrolléierbarkeet vu Geheimdéngschter. All eis Gespréicher mat Leit aus Däitschland soen eis dat, dass dat net méiglech ass. An ech hunn et och selwer zum Deel hei konnten erfueren.

Ech mengen, au contraire ass et wichteg, dass Whistleblowere geschützt ginn, amplaz dass se méi streng bestrooft solle ginn, wéi dat awer am Projet vum Här Juncker ugekënnegt ginn ass. An et ass jo kloer, et gëtt gesot, d'Press huet hei eng grouss Roll gespillt. Mä vu wiem huet d'Press dann déi Informatiounen? Et muss een also déi, déi d'Informatioune bréngen, an éischter Linn schützen. Dofir war ech och aus all deene Grënn dergéint, déi Enquête elo schonn zouzemaachen. Ech mengen, eleng eng Enquêtëkommissioun kann eppes erreechen!

Zur politescher Responsabilitéit. Den zoustännege Minister, fannen ech, huet gehandelt, wéi wann de SREL an engem rechtsfräie Raum wier. En huet zwar do am Fong geholl der Logik vun de Geheimdéngschter no gehandelt, mä wann dat bis optrëtt an opflitt, besonnesch wann een 18 Joer laang Chef vun deem Betrib war, dann huet dat eng politesch Konsequenz forcément, also, dann huet dat forcément politesch Konsequenzen!

Ech mengen awer, contrairement vläicht zu anere Leit, dass d'ganz Regierung d'Verantwortung hei ze droen huet. En Deel vum Budget vum SREL geet iwwert den Ausseminister. Den Ekonomiesminister ass en zentralen Deel vun eisem Dossier. Och aner Ministere si regelméisseg informéiert ginn. An am Bericht vun der Kontrollkommissioun steet, dass de SREL eigentlech dofir do ass, fir Déngschtleeschtungen ze maachen u Ministeren, déi am Fong geholl seng Clientë wieren.

Ech menge wierklech, dass den CSV-Stat net d'CSV eleng ass, niewebäi bemierkt. An ech fannen, fir e wierklechen Neiufank ze maachen, muss een e Paradigmewiessel maachen, wat d'Demokratie ugeet. D'Demokratie muss amplaz vun der Geheimhaltung kommen. Mir mussen eis d'Fro stelle vun der Geheimhaltung als Regierungsprinzip op allen Niveauen. Mir haten d'Affär Cargolux hei, mir haten d'Affär Wickreng-Léiweng, mir haten d'Affär Bommeleeër, déi jorelaang sollt ënnerschloe ginn. De Geheimhaltungsprinzip als Regierungsprinzip muss a Fro gestallt ginn! A Fro gestallt gi mussen och déi Privatinteressen, déi de Stat dominéieren. Domat muss och gebrach ginn. Mir brauchen eng aner Wirtschaftspolitik.

A ganz zum Schluss, Här President: Déi Lénk sinn der Meenung, dass mer net nëmmen Neiwahle brauchen, mä dass mer och eng ganz nei Politik brauchen!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Den Här Statsminister freet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir debattéieren elo iwwert de Rapport vum Geheimdéngscht zënter zwou Auer haut de Mëtteg. Ech hu während bal zwou Stonnen zu deene Virwërf vun dem Rapport vun der Geheimdéngschtkommissioun geschwat. Ech sinn do op all déi Virwërf agaangen. Ech hunn erkläert, wou ech mengen, dass ech Feeler gemaach hätt. An ech hunn erkläert, firwat dass ech dëst an dat net gemaach hunn oder net konnt maachen.

Ech muss leider feststellen, dass déi Explikatiounen, déi ech ginn hunn, net op eng unanime, spontan Compréhensioun gestouss sinn. Ech stelle fest, dass d'Fraktioun vun de Gréngen ze-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

summe mat deene vun de Liberalen, plus den Här Urbany an den Här Gibéryen eng Motioun abruecht hunn, fir mer d'Vertrauen ze entzéien. Ech stelle fest, dass d'sozialistesch Fraktioun eng Motioun abruecht huet, déi erkenne léisst, dass se mat deenen Explikatiounen, déi ech hei ginn hunn, net averstane sinn, jiddefalls net dervun iwwerzeegt sinn. Ech stelle fest, dass déi meeschte Riedner, déi no mir geschwat hunn, net op dat agaange sinn, wat ech gesot hunn. Ech stellen och fest, dass eng iwweraus grouss Majoritéit vun dësem Haus duerch hir Fraktiounssprecher erkenne léisst, dass se mengt, et missten Neiwahlen oder virgezunne Wahlen hei am Land stattfannen.

Ech mengen, mir kënnen elo nach stonnelaang diskutéieren. Ech hätt mer ni virstelle kënnen, dass ausgerechent d'Sozialistesch Partei mer géif e Fouss stellen, hätt ech mer a 25 Joer Zesummenaarbecht net kënne virstellen. Ech stellen awer fest, dass an der Motioun vun der Sozialistescher Partei net op dat agaange gëtt, wat ech gesot hunn, mä dat ënner Form vu Motioun kënnt, wat souwisou geplangt war.

Well dat esou ass, sinn ech der Meenung, mä ech hunn näischt doriwwer ze soen, dass mer eis Debatt eigentlech kënnen ophalen. Ech convoquéieren d'Regierung fir muer de Moien zéng Auer a ginn duerno an de Palais, fir dem Grand-Duc Neiwahle virzeschloen.

4. Discours de M. le Président

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun enger laanger Sitzung ukomm. Normalerweis ass et Traditioun, datt de Chamberspresident e Bilan zitt iwwert dat ofgelafent parlamentarescht Joer. Well mer haut awer e ganz laangen Dag hanner eis hunn, erspueren ech lech déi Ried. Ech erspueren lech och déi Zuelen, déi Der an deenen nächsten Deeg wäert zougestallt kréien.

Erlaabt mer trotzdeem, well et déi lescht Sitzung ass, hei e grousse Merci auszeschwätzen, fir d'Éischt un d'Mataarbechter aus dësem Haus, virop dem Generalsekretär Claude Frieseisen a sengen zwee Adjointen, Isabelle Barra a Benoît Reiter, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten, der parlamentarescher Press, dem Sécherheetspersonal. Mäi Merci geet och un d'Memberen aus der Regierung an deenen aneren Institutiounen aus dem legislative Prozess.

Ech mengen, no den Evenementer vun de leschte Wochen, Deeg a Stonne géif ech mer just erlaben, lech a jiddwerengem e puer erhuelsam Deeg an deenen nächste Wochen ze wënschen.

Ech soen lech Merci an d'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.58 heures)

Sommaire des séances publiques nos 43 (suite), 44 et 45

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:

(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales p. 542

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 542-548

Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany p. 549

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et

- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;
- portant modification:
- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);
- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);
- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- du Code de Commerce;
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 549-551

6398 - Projet de loi portant modification de:

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 551-552

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et

2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques p. 552-554

Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis p. 554-555

6181 - Projet de loi portant modification

1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;
2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
3. du Code pénal;
4. du Nouveau Code de procédure civile p. 555-561

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 561-562

6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État p. 562-586

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 576

Discours de M. le Président p. 586

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2012-2013

Compte rendu n°1

Clôture de la session ordinaire 2011-2012 et ouverture de la session ordinaire 2012-2013 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Alexandre Krieps p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Composition des commissions parlementaires p. 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2

Discours de M. le Président p. 2

Ordre du jour p. 2-4

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État p. 4

6474 - Projet de loi accordant la nationalité luxembourgeoise à Madame la Comtesse Stéphanie de Lannoy p. 4-9 p. 14

6445 - Projet de loi
- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010
- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010 p. 9-10

6423 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011 p. 10-14

Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 15

Communications p. 15-16

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 16

6450 - Proposition de loi
- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;
- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 p. 16

6371 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur p. 16-17

6416 - Projet de loi portant approbation de l'Accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA), signé à Vienne, le 2 septembre 2010 p. 17-18

6401 - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail p. 18-19

Débat d'orientation sur l'amélioration du bien-être au travail p. 19-25

Questions urgentes n°2345 de M. Camille Gira et n°2346 de M. Xavier Bettel sur les cartes d'identité p. 25-27

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 27-28

Déclaration sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (suivie d'un débat) p. 28-33 p. 33-37

Dépôt d'une proposition de loi par M. François Bausch p. 33

Compte rendu n°2

Communications p. 38-39

6486 - Proposition de loi modifiant la loi électorale du 18 février 2003 et visant à établir des directives de mise en place pour les enseignes publicitaires électorales p. 39

Ordre du jour p. 39

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°183 du 13 novembre 2012 de Mme Tessy Scholtes relative au problème des septicémies et la meilleure façon de les prévenir voire de les guérir, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39

- Question n°184 du 12 novembre 2012 de M. André Bauler relative à un audit sur la médecine du travail, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 39-40

- Question n°185 du 13 novembre 2012 de M. Henri Kox relative à l'exercice nucléaire du 5 et 6 décembre 2013 organisé dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 40

- Question n°186 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuelles écoutes qui auraient eu lieu à partir du centre d'instruction militaire dans le contexte de l'affaire «Bommeleeër» et aux suites qu'il entend donner à ces révélations, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 40

- Question n°187 du 13 novembre 2012 de M. Eugène Berger relative à la volonté de la Commission européenne de suspendre l'application de la taxe européenne sur les émissions CO_2 aux compagnies aériennes jusqu'à la prochaine assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'automne 2013, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 40

- Question n°188 du 13 novembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la disparité des primes de disponibilité entre les différents services de la Police grand-ducale (USP, Service de Police Judiciaire, commissariats d'intervention), adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 41

- Question n°189 du 13 novembre 2012 de M. Fernand Etgen relative à d'éventuels abus dans le cadre de l'attribution des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et
- Question écrite n°2399 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures p. 41-42

6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit p. 42-43

6419 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne p. 43-44

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur une éventuelle exploitation de gisements de gaz de schiste supposés au Sud du Luxembourg p. 44-46

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 46-51

Débat d'orientation sur la stratégie concernant l'aviation au Luxembourg p. 52-61 p. 62-64

Question élargie n°29 de M. François Bausch relative aux vols de nuit à l'aéroport du Findel p. 61-62

Compte rendu n°3

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 65-74

6320 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 6 octobre 2010
et
6321 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Bruxelles, le 10 mai 2010 p. 74

Motion de M. Félix Braz relative à une intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 75

Hommage à Mme Vera Spautz p. 75

Communications p. 75

Ordre du jour p. 75

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Roland Schreiner p. 76

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 76

Heure d'actualité du groupe LSAP sur l'avenir de la société Cargolux et la stratégie gouvernementale en la matière p. 76-80

6393 - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables p. 80-81

6452 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 81-87

6103 - Projet de loi portant modification des articles 351, 353 et 353-1 du Code pénal p. 87-98

Hommage à la mémoire de M. René Hengel, Député honoraire p. 99

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 99

Communications p. 99-100

Ordre du jour p. 100

Dépôt d'une résolution par M. François Bausch p. 100

Résolution de M. François Bausch relative à l'instauration d'une commission d'enquête afin d'examiner les méthodes opératoires du Service de Renseignement depuis sa création p. 100

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°190 du 3 décembre 2012 de M. André Bauler relative à d'éventuelles pratiques de dumping social dans le secteur de la construction, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 100-101

- Question n°191 du 4 décembre 2012 de M. Claude Adam relative au fonctionnement de la Conférence nationale des élèves luxembourgeois (CNEL), adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 101

- Question n°192 du 3 décembre 2012 de M. Alexandre Krieps relative à la rééducation orthopédique postopératoire, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 101

- Question n°193 du 3 décembre 2012 de Mme Anne Brasseur relative à la réaffectation de l'actuel bâtiment de la Bibliothèque nationale, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 101

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de la Police p. 101-105

Dépôt d'une proposition de loi par Mme Anne Brasseur p. 105

6421 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire p. 105-107

6444B - Projet de loi portant modification de l'article 24, paragraphe (2) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 107

6448 - Projet de loi modifiant
1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive p. 107-109

6386 - Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés
et
6429 - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés p. 110

Compte rendu n°4

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:
1. le Code de la Sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;
5. le Code du Travail p. 111-122

Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat) p. 123-128

6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011 p. 128-129

6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011 p. 129

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes p. 129

Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 130

Communications p. 130

Ordre du jour p. 130 p. 134

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 130-133

6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation p. 134-136

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

- Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances p. 136-138

6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification
1. de l'article 2016 du Code civil;
2. de l'article 536 du Code de commerce
et portant abrogation
1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;
2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile p. 138-144

6466 - Projet de loi portant approbation
- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005
- de l'Acte final
ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1er juillet au 31 octobre 2010 p. 144-149

Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné p. 149

Compte rendu n°5

6497 - Projet de loi portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation (suite)
et
6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013 (suite) p. 150-174

Communications p. 175

Composition de la Chambre des Députés p. 175

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 175

6509 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes p. 175

Ordre du jour p. 175

Dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot p. 175-176

6499 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail p. 176-178

6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail p. 178-179

6404 - Projet de loi portant modification:
1) du Code du Travail;
2) du Code pénal;
3) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
4) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;
5) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;
6) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;
7) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
8) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
9) de la loi du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 179-181

6498 - Projet de loi portant modification de l'article L.211-11 du Code du Travail p. 181-182

6392 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011 p. 182

6424 - Projet de loi portant modification de:
1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;
2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 183

6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 183-185

6397 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:
1. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
2. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
3. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
4. la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
5. la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
6. la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;
7. la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;
8. la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;
9. la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
10. la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;
11. la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;
12. la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif p. 185-186

Interpellation de M. Serge Urbany sur la nature des relations d'affaires entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Émirat du Qatar p. 186-192

6439 - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE p. 193-194

Compte rendu n°6

Communication p. 195

Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique p. 195-196

6160 - Projet de loi sur les services postaux p. 196-201

Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg p. 201

6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant
- le Code pénal;
- le Code d'instruction criminelle;
- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et
- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine p. 201-203

6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010 p. 203-204

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg p. 204-207

6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 207

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 207-211

Discours de fin d'année de M. le Président p. 211-212

Communications p. 213

Composition de la Chambre des Députés p. 213

Composition des commissions parlementaires p. 213

Ordre du jour p. 213
p. 214

Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot p. 213-214

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 214

- Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 214

- Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214-215

- Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 215

- Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 215-216

- Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombera relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

- Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

- Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 217

6496 - Projet de loi
1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et
2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» p. 217-218

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique p. 218-223

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011 p. 223-225

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée à Clervaux p. 225-228

6453 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 229-230

6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés
et
6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure
p. 230-231

Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali p. 231-232

Compte rendu n°7

Dépôt d'une proposition de loi par M. Camille Gira p. 233

6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse p. 233-235

Dépôt d'une résolution par M. Alex Bodry p. 235

Ordre du jour p. 235
p. 254

6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal p. 235-237

Résolution de M. Alex Bodry relative à l'élargissement de la mission initiale de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État aux missions, à l'organisation, au mode de fonctionnement et au contrôle du Service de Renseignement p. 237

Débat de consultation sur la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise p. 237-250

6328 - Projet de loi sur l'accueil de jeunes au pair, modifiant
1. la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
2. la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
3. le Code de la sécurité sociale
p. 250-253

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger» p. 253-254

Hommage à la mémoire de M. Georges Wohlfart, Député honoraire p. 255

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 255

Communications p. 255

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 255

6538 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 256

Changements de composition des commissions parlementaires p. 256

Ordre du jour p. 256

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°206 du 26 février 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative au projet pilote du cimetière forestier dit «Bëschkierfecht», adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 256

- Question n°207 du 25 février 2013 de M. André Bauler relative à la reconnaissance de diplômes à caractère universitaire, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 256-257

- Question n°208 du 26 février 2013 de M. Marc Angel relative à l'imminent début des travaux de revêtement de la Place de la Constitution par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'avancement des pourparlers du groupe de travail regroupant les responsables communaux et ministériels et planifiant le réaménagement de ce lieu de mémoire cher aux Luxembourgeois, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257

- Question n°209 du 26 février 2013 de M. François Bausch relative à la révision de la loi du 4 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 257

- Question n°210 du 26 février 2013 de M. Marcel Oberweis relative aux mesures de compensation environnementales dans la vallée de l'Alzette, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 257

- Question n°211 du 26 février 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration de Henri VII, adressée à M. le Ministre d'État p. 257-258

- Question écrite n°2462 de Madame Anne Brasseur relative au Conseil d'administration de l'établissement public «Radio socioculturelle», adressée à Madame la Ministre de la Culture p. 258

- Question n°212 du 25 février 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'introduction d'une photographie sur la carte d'identification de la sécurité sociale, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 258

- Question n°213 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative à l'expulsion d'un élève du Lycée Technique Agricole, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 258-259

- Question n°214 du 25 février 2013 de M. Fernand Etgen relative aux retards de l'enquête sur les causes d'un incident qui s'est produit en date du 6 février 2013 sur le tarmac du Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259

- Question n°215 du 25 février 2013 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la vente de produits de tabac dans les commerces se trouvant dans les hôpitaux, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 259

- Question n°216 du 23 février 2013 de M. Jean Colombera relative au test capillaire de drogues, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 259-260

Question élargie n°30 de M. Robert Weber sur le suivi de la faillite d'une grande entreprise de construction luxembourgeoise p. 260

Question élargie n°31 de M. Robert Weber sur la préretraite-solidarité p. 260-261

Question élargie n°32 de Mme Anne Brasseur sur une nouvelle affectation de plusieurs bâtiments publics p. 261-262

6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail p. 262-267

6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 268

5863 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la déclaration gouvernementale selon l'article 80 de la Constitution
et
6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés p. 268

Dépôt d'une proposition de loi par M. Xavier Bettel p. 269

6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012 p. 269-277

6455 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE et portant
1. modification de la loi générale des impôts;
2. abrogation de la loi modifiée du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs p. 277-279

6470 - Projet de loi
- portant transposition
- de l'article 4 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- de la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les règles de facturation;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 279

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet du récent scandale alimentaire autour de plats surgelés issus d'une production locale p. 279-284

Compte rendu n°8

Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 285-287

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 p. 287

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010 p. 287-288

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et
6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012 p. 288-290

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 290-295

Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 297

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 297

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 297-298

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 298

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 298

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 298-299

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 299

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 299-300

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer p. 300-303

Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois p. 303-308

Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne p. 308-310

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation p. 310

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales
- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard p. 310-311

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:
1) le Code d'instruction criminelle;
2) le Code pénal;
3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;
4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 311-315

6534 - Projet de loi portant approbation
1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et
2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011 p. 315-316

Compte rendu n°9

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg p. 317-323

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire (document COM(2013)29 final) et à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer (document COM(2013)28 final)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 323-325

Débat d'orientation sur l'état actuel de la viticulture p. 325-331

Dépôt d'une proposition de loi par M. Gast Gibéryen p. 331

Communications p. 332

Changement de composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) p. 332

Ordre du jour p. 332

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 9 avril 2013 de Mme Diane Adehm relative au droit à l'oubli numérique, adressée à M. le Ministre de la Justice et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 332-333

- Question n°226 du 8 avril 2013 de M. André Bauler relative au développement des friches industrielles à Wiltz, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 333

- Question n°227 du 9 avril 2013 de M. Ben Fayot relative au traité sur le commerce des armes, adopté le 2 avril par l'Assemblée générale de l'ONU, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 333

- Question n°228 du 9 avril 2013 de M. Camille Gira relative à la gestion des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°229 du 9 avril 2013 de M. Félix Eischen relative à un système d'avertissement qui détecte la circulation à contresens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334

- Question n°230 du 9 avril 2013 de M. Gast Gibéryen relative à un récent jugement concernant le dossier «Saarautobunn», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 334-335

- Question n°231 du 9 avril 2013 de M. Roger Negri relative à la protection des masses d'eau souterraine, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°232 du 9 avril 2013 de M. Fernand Etgen relative à la criminalité lourdement armée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 335

- Question n°233 du 8 avril 2013 de M. Jean Colombera relative à deux audits sur les «Transports intercommunaux du canton d'Esch» (TICE), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 335-336

- Question n°234 du 9 avril 2013 de M. Alexandre Krieps relative aux examens médicaux pour arbitres, adressée à M. le Ministre des Sports p. 336

- Question n°235 du 9 avril 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'évolution de la violence envers des personnes, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 336

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet du risque d'une libéralisation et d'une privatisation du secteur de l'approvisionnement en eau p. 336-339

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées p. 339-340

Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet des sanctions à disposition de l'Union européenne p. 340-343

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 344-348

Débat sur l'état de la nation p. 348-358

Compte rendu n°10

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 359-371

Déclaration de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371

Hommage à M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Communications et des Médias, Ministre des Cultes p. 371-372

Hommage à Mme Marie-Josée Jacobs, ancienne Députée, ancienne Ministre p. 372-373

Hommage à M. Marc Spautz, ancien Député, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Ministre aux Relations avec le Parlement p. 373

Communications p. 373

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 373

6558 - Proposition de loi portant fixation du nombre de députés à élire par circonscription électorale p. 373-374

Ordre du jour p. 374

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Pierre Mellina p. 374-375

Changement de composition des organes de la Chambre des Députés p. 375

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 375

6467 - Projet de loi portant modification
- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux p. 375-377

6503 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet
a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques;
b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;
c) l'institution d'un Conseil scientifique;
2) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 377-378 p. 398

6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux p. 378-380

6550 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 380-382

6434 - Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi p. 383-398

6507 - Projet de loi portant modification:
1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection;
2. de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 398-401

6330 - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de
1) l'article 104 du Code civil;
2) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;
3) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
4) la loi électorale modifiée du 18 février 2003
et abrogeant
1) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et
2) l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire p. 401-407

Compte rendu n°11

Question urgente n°2721 de M. André Bauler sur les épreuves en langue anglaise à l'examen de fin d'études secondaires p. 408

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité du Luxembourg p. 408-426

6501 - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 427

6506 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux immunités de la Banque des règlements internationaux, fait à Bruxelles le 30 juillet 1936 p. 427

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective p. 427-428

Communications p. 428-429

Ordre du jour p. 429 p. 430-431

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel p. 429

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 429-430

6485 - Projet de loi portant modification de l'article 567 du Code de commerce p. 431-433

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 433

6549 - Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne p. 433

Heure d'actualité du groupe parlementaire DP et du groupe parlementaire déi gréng au sujet du rapport présenté à la presse luxembourgeoise quant à la prise de participation par des investisseurs qataris dans Cargolux p. 433-438

6380 - Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet p. 438-445

Débat d'orientation sur la mobilité transfrontalière p. 445-453

Compte rendu n°12

Ordre du jour p. 454

Débat demandé par le groupe politique DP et le groupe politique déi gréng sur l'exercice par M. le Ministre Luc Frieden, Ministre de la Justice de 1998 à 2009, de ses responsabilités dans le contexte de l'instruction du dossier de l'affaire dite «Bommeleeër»
Motion de M. Xavier Bettel relative à la présentation par le Gouvernement de sa démission au Grand-Duc
et
Résolution de M. Félix Braz relative au retrait de confiance à M. le Ministre Luc Frieden p. 454-467

Communications p. 467

Ordre du jour p. 467

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°236 du 18 juin 2013 de Mme Martine Mergen relative au futur de la médecine personnalisée au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 468

- Question n°237 du 17 juin 2013 de M. Eugène Berger relative à la participation du Luxembourg au développement du programme «INDECT», adressée à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 468

- Question n°238 du 18 juin 2013 de M. Roger Negri relative à un accident mortel qui s'est produit le 10 juin 2013 sur la Collectrice du sud au lieu-dit «Biff», la sécurisation particulière de l'ouvrage d'art en question, ainsi que la sécurisation en général des bennes de camion, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 468-469

- Question n°239 du 18 juin 2013 de M. Henri Kox relative à une enquête indépendante concernant l'incendie du 7 juin 2013 à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 469

- Question n°240 du 17 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la vaccination obligatoire pour les élèves du Lycée technique pour professions de santé, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

- Question n°241 du 18 juin 2013 de M. André Bauler relative à l'offre complémentaire pour les enseignants du cycle 1 de l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 469

Heure d'actualité demandée par les groupes politiques CSV, LSAP, DP et déi gréng sur les recommandations de la Commission européenne au Gouvernement en rapport avec le pacte de stabilité et de croissance p. 469-473

6532 - Projet de loi
1. portant approbation de l'accord dénommé «Abkommen zwischen der Regierung des Großherzogtums Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland über die Gewährung eines Finanzierungsanteiles für den Ausbau der Eisenbahnverbindung Trier-Luxemburg im Abschnitt zwischen dem Bahnhof Igel und der Betriebsstelle Igel-West», signé à Luxembourg le 29 octobre 2012;
2. sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infra-

structure réalisés sur le territoire allemand entre Igel et Igel-West p. 474-478

6548 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012 p. 478

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le quatrième rapport de la Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI) p. 478-481

6489 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérative du Brésil, signée à Luxembourg, le 22 juin 2012 p. 482 p. 484

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012 p. 482-483

6473 - Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets p. 483-484

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 484

Interpellation de M. André Bauler au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg p. 484-491

Motion de M. Félix Braz relative à l'invitation du Gouvernement à signifier au gouvernement turc l'attachement du Luxembourg au respect des droits de l'Homme et des libertés, de demander la libération de tous les manifestants pacifiques incarcérés et de s'engager sur la voie de la désescalade, du dialogue et de la réconciliation avec les manifestants p. 491

Compte rendu n°13

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 492

Communications p. 492-493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d'une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d'autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE du Conseil, les règlements (CE) n°178/2002, (CE) n°882/2004 et (CE) n°396/2005, la directive 2009/128/CE ainsi que le règlement (CE) n°1107/2009 et abrogeant les décisions 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE du Conseil, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 327 final)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 493

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques, et modifiant les règlements (CE) n°999/2001, (CE) n°1829/2003, (CE) n°1831/2003, (CE) n°1/2005, (CE) n°396/2005, (CE) n°834/2007, (CE) n°1099/2009, (CE) n°1069/2009, (CE) n°1107/2009, (EU) n°1151/2012, (UE) (…)/2013 ainsi que les directives 98/58/CE, 1999/74/CE, 2007/43/CE, 2008/120/CE et 2009/128/CE (règlement sur les contrôles officiels), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2013) 265)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 493-494

Ordre du jour p. 494

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser p. 494

Dépôt d'une résolution par M. Claude Adam p. 494

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°242 du 1er juillet 2013 de M. Eugène Berger relative à la mise sur écoute d'institutions européennes par des services secrets américains, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 494-495

- Question n°243 du 1er juillet 2013 de M. Henri Kox relative au pacte logement avec les communes, adressée à M. le Ministre du Logement et à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 495

- Question n°244 du 30 juin 2013 de M. Jean Colombera relative à la construction d'éoliennes le long de la Moselle, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 495

- Question n°245 du 1er juillet 2013 de Mme Anne Brasseur relative aux règlements d'exécution de lois en souffrance, adressée à M. le Ministre aux Relations avec le Parlement p. 495

- Question n°246 du 2 juillet 2013 de M. Fernand Kartheiser relative au respect des droits de l'Homme en France, adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères p. 496

- Question n°247 du 2 juillet 2013 de M. Gast Gibéryen relative aux allocations familiales, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 496

- Question n°248 du 2 juillet 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à la prise en charge des patients souffrant de douleurs chroniques, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 496

Résolution de M. Claude Adam relative à la surveillance et à l'espionnage de la part des États-Unis p. 496-497

Question élargie n°33 de M. Marcel Oberweis sur l'indicateur du bien-être p. 497

6494 - Projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac p. 498-504

Débat de consultation sur l'élaboration d'un nouveau plan hospitalier p. 504-510

6390 - Projet de loi
concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant:
1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;
3. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
4. la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;
5. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;
6. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
7. la loi du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
8. le Code de la sécurité sociale;
9. la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) p. 511-515

Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter p. 515

6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit p. 515-516

6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1ère phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3 p. 516-518

6479A - Projet de loi portant modification
a) de certaines dispositions du Titre 4 - De la comptabilité communale de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et
b) de l'article 33 de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale p. 518-520

Débat d'orientation sur l'armée luxembourgeoise p. 520-527

Communications p. 527

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 527-528

6587 - Proposition de loi portant modification de l'article 17 (3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets p. 528

Ordre du jour p. 528

6124 - Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:
1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;
2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;
3. la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels;
4. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain p. 528-533

6569 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (aménagement d'une plate-forme multimodale à Bettembourg/Dudelange - phase I: travaux préparatoires) p. 533-537 p. 538

6426 - Projet de loi modifiant:
a) la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
b) la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics p. 537-538

Motion de M. François Bausch sur la fermeture systématique de l'aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 6.00 heures p. 538-541

Compte rendu n°14

6376 - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:
(1) le titre II du livre Ier du Code de commerce
(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales p. 542

6585 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieure p. 542-548

Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany p. 549

6471 - Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et
- portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010;
- portant modification:
- de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);
- de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);
- de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- du Code de Commerce;
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 549-551

6398 - Projet de loi portant modification de:
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme p. 551-552

6487 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques en vue de la création de l'établissement public «Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel» et modifiant
1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et
2) la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques p. 552-554

Question élargie n°34 de M. Jacques-Yves Henckes sur l'échange d'informations fiscales entre le Luxembourg et les États-Unis p. 554-555

6181 - Projet de loi portant modification
1. de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique;
2. de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
3. du Code pénal;
4. du Nouveau Code de procédure civile p. 555-561

6547 - Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 561-562

6565 - Rapport de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État p. 562-585

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 576

Discours de M. le Président p. 586

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2751	Claude Adam	Transparence des frais liés à la consommation d'Internet mobile
2761	Claude Adam	Séminaire sur le rapport sur l'analyse des relations actuelles entre l'État et les Cultes
2814	Jean Colombera	Protection des données dans le secteur des services de soins
2816	Fernand Kartheiser	Diplôme de fin de stage des enseignants d'éducation physique
2834	Serge Wilmes	Site de Cinqfontaines et suites que le Gouvernement entend donner au rapport sur les spoliations des juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale
2839	Marcel Oberweis	Programme Énergie intelligente pour l'Europe
2841	Fernand Etgen	Remboursement de subsides agricoles à l'Union européenne
2844	Claude Haagen	Traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante
2846	Jacques-Yves Henckes	Cartes de priorité et d'invalidité
2847	Jean Colombera	Collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère
2850	Jean Colombera	Fermeture de la maternité du Centre Hospitalier du Nord
2851	Jean Colombera	Utilisation des clignotants dans un carrefour giratoire
2854	Eugène Berger	Participation du Luxembourg à la protection de la réserve naturelle Yasuni en Équateur
2855	Jean Colombera	Promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables
2856	Gast Gibéryen	Zone d'activité économique «Hinter der Berck» à Steinfort
2858	Viviane Loschetter	Avenir du projet «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP
2861	Fernand Etgen	Indemnisation du dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles

Question 2751 (28.5.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **transparence des frais liés à la consommation d'Internet mobile:**

Des clients d'un opérateur de téléphonie mobile viennent de m'informer que des factures exorbitantes leur ont été adressées suite à la souscription d'un premier abonnement pour smartphones à l'intention de leurs enfants. Dans l'un des cas, il s'agissait d'une formule avec SMS illimités, mais trafic data (Internet) payant et dans l'autre cas d'un petit forfait data. Les montants exorbitants provenaient donc d'un côté d'une utilisation intensive, mais souvent non intentionnée de la connexion Internet du téléphone et de l'autre côté d'un dépassement significatif du forfait data inclus. Cette erreur ne fut découverte qu'avec l'arrivée de factures allant jusqu'à 1.000 euros, voire plus. Le nombre de plaintes similaires auprès de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs démontre qu'il s'agit d'un problème assez fréquent.

La difficulté des nouveaux utilisateurs - jeunes ou âgés - de smartphones à maîtriser leur consommation d'Internet mobile est largement favorisée par le fait qu'ils ne découvrent l'impact financier de leur consommation que lors de l'envoi de la première facture. En général, les clients sont alors directement frappés par des notes élevées sur deux mois, car la première facture arrive en général vers le milieu ou la fin du deuxième mois. Pour les jeunes primo-utilisateurs, ce décalage rend évidemment très difficile la supervision par les parents.

Il existe pourtant une solution idéale qui a déjà fait ses preuves pour les frais de roaming. Les clients luxembourgeois bénéficient en effet d'un mécanisme de protection financière en matière de roaming au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'un plafond de consommation de 50 euros par mois dans les pays de l'UE, combiné à une obligation pour l'opérateur d'informer les clients dès qu'ils arrivent à 80% du seuil prédéfini. Avec ce système, le client peut donc décider en toute connaissance de cause soit de garder la limite par défaut, soit de la désactiver pour le mois en cours, soit de la relever pour tous les mois à venir. Or, il n'existe à l'heure actuelle pas d'obligation légale pour les opérateurs luxembourgeois d'appliquer un système similaire à leurs clients en matière de consommation nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient du problème invoqué? Est-ce qu'il a déjà eu connaissance de tels cas de «mauvaise surprise» pour les primo-utilisateurs de smartphones?

2) Monsieur le Ministre est-il d'accord pour soit élargir le mécanisme de protection en matière de roaming à la consommation d'Internet mobile nationale, soit introduire une autre limite de consommation nationale combinée à un avertissement préalable des clients? Si oui, à quelle échéance? Si non, pourquoi?

3) Ne faudrait-il pas instaurer un plafond similaire pour le roaming hors Union européenne afin de rendre également transparent les frais de roaming en Turquie, aux États-Unis, etc.?

Réponse (17.9.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Communications et des Médias:*

En tant que ministre et en tant que père d'enfants utilisateurs de smartphones, je suis tout à fait conscient des problèmes évoqués. J'attache d'ailleurs une grande importance à une bonne protection et information des consommateurs.

J'invite donc les opérateurs à rendre leur tarification aussi transparente que possible et les utilisateurs à s'informer au préalable et en détail sur les abonnements offerts.

Une partie des utilisateurs de smartphones ont un abonnement sur base d'un forfait mensuel sans limite d'utilisation. Pour eux la situation décrite ne peut pas arriver. Ensuite beaucoup de jeunes ont recours à une formule «prepaid». Dans ce cas la dépense ne peut jamais dépasser le montant payé d'avance. Finalement les opérateurs proposent des formules, pouvant différer de l'un à l'autre, permettant d'éviter les mauvaises surprises, comme par exemple le forfait avec limite mais bloqué à l'atteinte de la limite, et les utilisateurs peuvent toujours opter pour une formule sans trafic data. En général les opérateurs cherchent aussi à informer les clients et certains offrent une application permettant de connaître à tout moment le montant dépensé.

La situation décrite peut cependant arriver si un utilisateur ou les parents d'un enfant souscrivent à un abonnement sans forfait ou avec un petit forfait non bloqué pour l'utilisation d'un smartphone. Cette formule peut par exemple être intéressante si on a l'intention d'utiliser l'appareil essentiellement pour téléphoner et pour naviguer en Wi-Fi. Certains appareils sont cependant configurés de façon à télécharger automatiquement des mises à jour de logiciels en connexion mobile. Il est aussi possible qu'un utilisateur se connecte à Internet par inadvertance ou qu'il se connecte sciemment à Internet sans être conscient du coût des opérations effectuées.

Si cela arrive, il est toujours utile de contacter l'opérateur. Certains opérateurs sont en effet disposés à ramener la facture à un niveau raisonnable ou à faire bénéficier l'abonné d'une note de crédit dans le souci de soigner la relation avec le client.

La deuxième question concerne l'opportunité de prévoir une obligation pour les opérateurs d'envoyer un message d'avertissement en cas de dépassement d'un certain seuil de dépenses pour les utilisations nationales, similaire à celle prévue par le règlement européen sur les tarifs d'itinérance (roaming). Il faut à ce sujet rappeler que le règlement européen s'applique directement aux opérateurs. S'il s'agissait d'une directive devant être transposée en droit national, la question aurait probablement été soulevée lors des débats sur la loi nationale. En effet, pour prévoir une obligation de ce type il faut légiférer. J'estime utile que le Luxembourg se dote d'une telle législation.

Sur le plan technique, il s'avère que la solution mise en place par les opérateurs dans le cadre du roaming n'est pas nécessairement transposable au trafic national. J'entends cependant inviter les opérateurs à mettre en place un tel système d'avertissements.

Finalement, en ce qui concerne la troisième question, les trois opérateurs consultés ont chacun intégré les dépenses encourues en roaming hors UE dans le système d'avertissement mis en place en application du règlement européen sur les tarifs d'itinérance à l'intérieur de l'UE. Ils offrent donc dès à présent le service revendiqué.

Question 2761 (4.6.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **séminaire sur le rapport sur l'analyse des relations actuelles entre l'État et les Cultes:**

Suite au débat d'orientation sur les futures relations entre l'État et les Cultes que j'avais initié en 2011, l'ancien Ministre des Cultes, Monsieur François Biltgen, avait chargé un groupe d'experts de rédiger un rapport sur l'analyse des relations actuelles. Par la suite, ce rapport était l'objet d'un séminaire, sous la tutelle du Ministre des Cultes, entre le groupe d'experts et les représentants des Cultes et des organisations laïques du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelles conclusions le Gouvernement tire-t-il du séminaire susmentionné?

2) Quand est-ce qu'un rapport de ce séminaire sera publié?

3) Quelles seront les étapes suivantes en vue d'une réforme des relations financières entre l'État et les Cultes?

Réponse (17.9.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Ministre des Cultes:*

Monsieur le Député s'enquiert en substance des conséquences que le Gouvernement a l'intention de dégager du rapport des experts sur l'avenir des relations entre État et Cultes, ainsi que des différents séminaires subséquents à la publication du rapport.

Les questions mises en avant touchent bien plus que la gestion courante des affaires et visent des décisions politiques nouvelles que l'actuel Gouvernement ne peut aborder.

Les décisions à prendre relèvent du choix du prochain Gouvernement sur base de l'accord de coalition et du programme gouvernemental qui va en ressortir.

Question 2814 (15.7.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **protection des données dans le secteur des services de soins:**

Anlässlich einer Pressekonferenz eines Heimpflege-Netzwerkes wurde mehrmals unterstrichen, dass die Handhabung von Patientendaten im elektronischen Patientendossier sicherer vor Missbrauch ist als die Akte auf Papier, allerdings hänge dies von den Rahmenbedingungen und der kontinuierlichen Kontrolle ab mit externer Auditierung.

Fragen:

1) Wird es einen Datenschutzbeauftragten im Gesundheits-und Sozialwesen geben und falls ja, wird dieser Beauftragte von unabhängiger Seite überprüft?

2) Gibt es jetzt schon einen Datenschutzbeauftragten bei allen Dienstleistern im Gesundheits- und Sozialwesen?

3) Welchen Spezialisierungsgrad muss ein solcher Beauftragter vorweisen?

4) Wie sehen die Audits aus und nach welcher internationaler Vorlage wird überprüft?

5) Gibt es bereits national eine Identitätskarte für das Pflegepersonal und medizinische Dienstleister, die einer „Health Professinal Card (HPC)" entspricht, um über Chipkarte die elektronische Patientenakte einzulesen?

6) Auf welcher offiziellen Webseite sind die genauen Vorgaben für die Handhabung des Datenschutzes im Gesundheits-und Sozialwesen und eventuelle Strafen bei Verstoß veröffentlicht?

7) Denkt der Minister nicht, dass es zunächst Strukturen für einen lückenlosen Datenschutz im Gesundheits- und Sozialwesen hätte geben müssen, ehe die Dienstleister sich in gewagte eSanté Projekte hineinmanövrierten?

Réponse (3.10.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1) und 2) Das Gesundheits- und das Sozialwesen unterliegen den generellen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 betreffend die Absicherung der Personen in Bezug auf die Behandlung von personenbezogenen Daten. Artikel 40 des besagten Gesetzes sieht die Schaffung von Datenschutzbeauftragten in allen Unternehmen und staatlichen Verwaltungen und Institutionen auf fakultativer Basis vor. Aus diesem Grund gibt es in verschiedenen Verwaltungen oder größeren Betrieben wie Spitäler heute schon Datenschutzbeauftragte, ohne dass man jedoch generell von der Existenz eines solchen ausgehen könnte. Die Novellierung des Datenschutzgesetzes von 2007 hat jene Bestimmung abgeschafft, laut welcher die Arbeit des Datenschutzbeauftragten von unabhängiger, also externer Seite überprüft werden sollte.

Zusätzlich hat die durch Artikel 60ter der Sozialgesetzgebung geschaffene e-Gesundheitsagentur Kompetenzen in diesem Bereich bekommen:

« (1) Il est mis en place une «Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé», désignée ci-après par l'«Agence» qui a pour missions:

(…) 2) la promotion de l'interopérabilité et de la sécurité dans la mise en place de systèmes d'information de santé, moyennant:

- la production et la promotion de référentiels contribuant à l'interopérabilité et à la sécurité des systèmes d'information de santé;

- la mise en oeuvre d'une convergence des systèmes d'information de santé grâce à l'implémentation des référentiels d'interopérabilité;

- la veille des normes et standards pour les systèmes d'information en santé;

- la collaboration avec les organisations internationales en charge de la standardisation dans le domaine des systèmes d'information de santé.

Zu diesem Themenbereich hat die Antwort auf die parlamentarische Anfrage n°2826 bereits Informationen enthalten *(cf. compte rendu n°13/2012-2013)*.

3) Die Voraussetzungen für die Zulassung zur Funktion des Datenschutzbeauftragten sind in Artikel 40, Absatz 6 bis 9 des obengenannten Gesetzes festgelegt:

„(…) (6) Peuvent être désignés à la fonction de chargé de la protection des données les per-

sonnes physiques et morales qui sont agréées par la Commission nationale.

(Loi du 27 juillet 2007)

(7) L'agrément pour l'activité du chargé de la protection des données est subordonné à la justification d'une formation universitaire accomplie en droit, économie, gestion d'entreprise, sciences de la nature, ou informatique (…).

(8) Par dérogation au paragraphe précédent, les membres inscrits dans une des professions réglementées suivantes peuvent être agréés comme chargé de la protection des données sans autre condition: avocat à la Cour, réviseur d'entreprises, expert-comptable, médecin.

Un règlement grand-ducal peut ajouter à cette liste d'autres professions réglementées et assujetties à un organisme de surveillance ou de discipline, soit officiel soit propre à la profession et reconnu par la loi.

(9) La Commission nationale vérifie les qualités de tout chargé de la protection des données. Elle peut s'opposer à tout moment à la désignation ou au maintien du chargé de la protection des données lorsqu'il:

(a) ne présente pas les qualités requises pour la fonction de chargé de la protection des données; ou

(b) est d'ores et déjà en relation avec le responsable du traitement dans le cadre d'autres activités que celle du traitement des données et que cette relation fait naître un conflit d'intérêts limitant son indépendance.

En cas d'opposition de la Commission nationale, le responsable du traitement dispose de trois jours pour désigner un nouveau chargé de la protection des données.(…) »

4) Die in diesem Bereich erstellten Audits werden von den gängigen Auditoren nach ihren jeweiligen Gewohnheiten erstellt, die Commission nationale de la protection des données (CNPD) hat eine eigene Auditmethode entwickelt, da zurzeit noch keine internationale Norm in diesem Bereich besteht. Die CNPD hat in den vergangenen Jahren regelmäßig die staatlichen Verwaltungen, welche große Datenmassen verwalten, wie das CTIE, das Centre commun de la sécurité sociale, das die Gesundheits- und Sozialversicherungsdaten der staatlichen Institutionen verwaltet, sowie die Inspection générale de la sécurité sociale, welche Statistiken auf Basis besagter Daten erstellt, in Sachen Datenschutz kontrolliert.

5) Es gibt derzeit keine nationale Identitätskarte für Pflege- und Dienstleistungspersonal. Die e-Gesundheitsagentur („Agence eSanté") hat im Zusammenhang mit dem Zugang zur nationalen Austauschakte des Patienten („Dossier de Soins Partagé") gangbare Lösungen erarbeitet, welche im Interesse des Patienten den Zugang des medizinischen Personals zu den gesammelten Daten ermöglichen und zu gleicher Zeit diesen Zugang konsequent gegenüber Nichtbefugten abriegeln.

Eine speziell für den Gesundheitssektor hergestellte Karte erscheint vom Kosten-/Nutzen-Verhältnis aus nicht sinnvoll. Die klare Erkennung der Person, welche auf Daten zugreifen möchte, kann mit gleicher Sicherheit durch andere elektronische Lösungen, wie etwa den Einsatz von LuxTrust-Karten oder den geplanten, nationalen elektronischen Ausweis („carte d'identité électronique") erfolgen. Die nationale Plattform für Gesundheitsdaten wird diese Lösungen unterstützen.

6) Weitere Informationen zu allen gesetzlichen Grundlagen im Bereich Datenschutz finden sich auf der Internetseite der CNPD: www.cnpd.lu. Artikel 38 und 39 des abgeänderten Gesetzes vom 2. August 2002 betreffend die Absicherung der Personen in Bezug auf die Behandlung von personenbezogenen Daten regelt die Ahndung der Zuwiderhandlungen.

Des Weiteren unterliegen sowohl die Gesundheitsberufe, als auch deren Hilfspersonen, einer strafrechtlich geschützten Schweigepflicht. Bei Missachtung der beruflichen Schweigepflicht ist Artikel 458 des Strafgesetzbuches anwendbar und sieht schwere Haftstrafen vor. Auch andere Straftatbestände, wie etwa das unberechtigte Eindringen in Informatiksysteme, sind gegebenenfalls anwendbar.

Zudem unterliegen sämtliche Gesundheitsberufe dem jeweiligen Standesrecht. Dieses verbietet jede Form des Bruchs der ärztlichen Schweigepflicht. Die disziplinarischen Strafen können hier bis zu einem lebenslangen Berufsverbot führen.

7) Dem Datenschutz muss im Gesundheitswesen ein besonderer Stellenwert zukommen, da es sich bei Gesundheitsdaten um sehr sensible persönliche Daten handelt.

Deshalb wird auch die nationale Austauschplattform für Gesundheitsdaten ein hohes Maß an Datenschutz gewährleisten, vergleichbar mit den in anderen sensiblen Bereichen angewandten Schutzmaßnahmen.

Kein elektronisches System wird eine totale Datensicherheit gewährleisten können. Der mit der Verbesserung des Datenaustauschs verbundene Nutzen für den Patienten darf hier jedoch, trotz der Sensibilität für Datenschutz, nicht aus den Augen verloren werden.

Es ist in der Tat wissenschaftlich anerkannt, dass die Verbesserung der Verfügbarkeit von Patientendaten, insbesondere durch die Vernetzung von Daten aus den verschiedenen Sektoren des Gesundheitswesens, einen wesentlichen Beitrag zur Patientensicherheit und zur Qualität der Gesundheitsdienstleistungen leisten kann.

Es kommt so zum Beispiel alljährlich zu vermeidbaren medikamentösen Interaktionen, welche im schlimmsten Fall zum Tod des Patienten führen können, weil dem verschreibenden Arzt nicht bekannt ist, dass ein anderer Arzt parallel dazu ein nicht mit diesem verträgliches Medikament verschrieben hat. Ein elektronisches Register der aktiven Medikation, wie von der nationalen e-Gesundheitsagentur angestrebt, könnte dies verhindern helfen.

Question 2816 (17.7.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **diplôme de fin de stage des enseignants d'éducation physique:**

An enger Affär ëm en „Diplôme de fin de stage" vun engem Kandidat fir Sportprofesser, koum et dëslescht zu enger Rei vu Froe rondrëm déi applizéiert Prozeduren. Besonnesch eng Professeren-Gewerkschaft huet Zweifel souwuel iwwert déi prozedural Froen ugemellt wéi och iwwert d'Berechtegung vun deene schlussendlech getraffenen Décisiounen.

D'Regierung hat an dëser Affär en „Commissaire spécial" genannt, dee seng Décisioun den 11. Mee 2012 dem Recteur vun der Universitéit Lëtzebuerg matgedeelt huet.

Dowéinst wollt ech der Madame Minister fir d'Héichschoulwiesen dës Froe stellen:

1. Am Zoch vun der Argumentatioun ass behaapt ginn, datt d'Litige-Kommissioun vun der Universitéit Lëtzebuerg hirer Aarbecht net respektiv net an deene richtegen Délaien nokomm wier. Wéi stellt sech d'Madame Minister zu deem Virworf? Huet si an der Tëschenzäit an am Dialog mat der Universitéit eng Verbesserung vun de Prozedure gefuerdert oder schonn erreecht?

2. Och am Zesummenhank mat dësem Dossier ass de Verdacht vun enger politescher Bevirdeelegung opkomm. Kann d'Madame Minister mir soen, wéi dacks an der Vergaangenheet schonn esou e Spezialkommissär vun der Regierung agesat gouf? Wat wore seng Aufgaben, a wéi engem geneeë Kontext gouf en agesat a wat wore seng Konklusiounen?

3. Fënnt d'Madame Minister et normal, datt den Avis vum Spezialkommissär anescht ausfält wéi déi fréier Décisioune vun der Universitéit am selwechten Dossier? Den Här Spezialkommissär huet hei mat dem Argument „in dubio pro reo" operéiert. Kann d'Madame Minister erklären, wou genee an dësem Fall den Dubium ze erkenne wor?

4. Déi Décisioun vum Här Spezialkommissär, déi den 11. Mee 2012 dem Här Recteur vun der Universitéit matgedeelt gouf, wor net begrënnt. Hätt dës Décisioun net misse begrënnt ginn?

5. Kann d'Madame Minister déi genee legal Grondlagen nennen, déi deene verschiddene Schrëtt an dëser Prozedur entspriechen, inklusiv der Nominatioun vun engem Spezialkommissär, der Auswiel vun der Persoun vum Spezialkommissär an der Begrënnung respektiv Netbegrënnung vu senger Décisioun?

Réponse (30.9.2013) de **Mme Martine Hansen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire n°2816 de l'honorable Député Fernand Kartheiser, j'ai l'honneur de vous apporter les précisions suivantes:

Dans l'affaire citée, la commission des litiges de l'Université du Luxembourg a été saisie d'un litige concernant la décision prononcée par l'université dans le cadre de la partie théorique du stage pédagogique. La commission des litiges s'est prononcée sur la forme dont la décision a été émise. Or, l'appelant a introduit le recours en demandant une nouvelle appréciation de son dossier pour ce qui est de son contenu. L'affaire a été portée devant le Tribunal administratif et l'université a été déboutée. Par la suite, la commission des litiges de l'Université du Luxembourg n'a pas exécuté le jugement et n'a pas repris le dossier pour se prononcer sur son fond. Saisi par le plaignant suite à la non-exécution du jugement, le Tribunal a procédé à la mise en place d'un commissaire spécial. Cette procédure relève donc du pouvoir judiciaire et non pas de l'exécutif ou de l'université. Le commissaire spécial a ordonné à l'université de se mettre en conformité avec le jugement dans le délai d'un mois. Vu l'absence de mise en conformité endéans le délai, vu l'absence de pièces confirmant ou infirmant la décision de promotion et vu les délais encourus depuis le début de l'affaire, le commissaire doit juger en lieu et en place de l'université. L'instauration d'un commissaire spécial relève uniquement du pouvoir judiciaire, le commissaire spécial agissant en toute indépendance. Aucune influence n'a été exercée.

L'université s'est mise en conformité avec le principe du jugement en modifiant son règlement d'ordre intérieur. La commission des litiges est tenue de se prononcer également sur le fond des recours.

Question 2834 (7.8.2013) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **site de Cinqfontaines et** les **suites que le Gouvernement entend donner au rapport sur les spoliations des juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale:**

Cela fait 68 ans que la Seconde Guerre Mondiale est terminée et nombre de pays prennent les mesures nécessaires afin de sauvegarder les camps d'internement ou autres lieux de déportation des juifs, afin d'éviter leur dépérissement. Ainsi, la caserne Dossin à Malines en Belgique a vu l'érection d'un musée et l'inauguration s'est faite en novembre 2012 en présence du Roi Albert II.

Le site de Cinqfontaines (Fünfbrunnen) est l'endroit au Luxembourg où plusieurs centaines de juifs, malades et âgés pour la plupart, ont été regroupés par l'occupant nazi. De là ils ont été envoyés en déportation vers les camps d'extermination.

Récemment une initiative privée a présenté un projet de mémorial sur ce site, afin de le préserver.

Au-delà de cette initiative actuelle, le projet d'ériger à Luxembourg-ville un monument national à la mémoire des juifs du Luxembourg assassinés pendant la guerre ne semble pas avoir progressé, ni d'ailleurs les autres recommandations du rapport sur les spoliations des juifs entre 1940 et 1945, datant d'il y a plus de quatre ans maintenant.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement entend prendre une initiative rapidement pour sauvegarder le site de Cinqfontaines et le transformer en lieu de mémoire pérenne?

- Est-ce que le Gouvernement a donné son accord pour financer, aux côtés du bourgmestre de la capitale un monument à la mémoire des juifs du Luxembourg assassinés pendant la Seconde Guerre Mondiale à Luxembourg-ville?

- Dans quel laps de temps le Gouvernement entend-il enfin donner une suite concrète à toutes les recommandations du rapport sur les spoliations des juifs entre 1940 et 1945?

Réponse (9.8.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En réponse à sa question parlementaire concernant la sauvegarde de la mémoire des juifs victimes, au Luxembourg, du régime nazi, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que le Gouvernement est en train d'étudier ces questions ensemble avec les représentants de la communauté juive.

Question 2839 (13.8.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme Énergie intelligente pour l'Europe:**

Im Rahmen der Strategie 2020 und deren ehrgeizigen Zielen wie die erhöhte Energieeffizienz und die Nutzung erneuerbarer Energien unterstützt die Europäische Union die Entwicklung von hoch leistungsfähigen, kostengünstigen und nachhaltigen Energietechnologien. Dazu benötigt die Union eine wirksame und dynamische Technologie- und Innovationsstrategie, um ihre Wettbewerbsfähigkeit zu verschärfen und die Investitionen besser zu koordinieren.

Bei der Konzeptgründung der „Innovationsunion" wurde in enger Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten eine integrierte Forschungs- und Innovationsstrategie ausgelotet. Diesbezüglich wurde im Jahr 2007 das Innovationsprogramm „Intelligente Energie - Europa" (IEE) in Angriff genommen, dessen Schwerpunkt im Bereich der Energieeffizienz und der Nutzung der erneuerbaren Energien liegt. Während der Zeitspanne 2007 bis 2013 stehen insgesamt 730 Millionen Euro zur Verfügung.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Außenhandel folgende Fragen stellen:

- An welchen Projekten hat sich Luxemburg im Rahmen des IEE-Programms beteiligt?

- Wie hoch waren die Zuwendungen aus europäischen Fördermitteln?

- Wurden Projekte aus der Programmstruktur (SAVE, ALTENER, STEER, Integrierte Initiativen) mit anderen förderfähigen Ländern gemeinsam durchgeführt? Falls ja, mit welchen Ländern?

- Wird beziehungsweise wurde ähnlich wie in anderen Mitgliedstaaten ein nationaler Informationstag „Intelligente Energie - Europa" im Jahr 2013 durchgeführt?

Réponse (17.9.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend das europäische Förderprogramm „Intelligente Energie - Europa" kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Während der Zeitspanne 2007-2013 hat Luxemburg sich im Rahmen des IEE-Programms an verschiedenen Programmen beteiligt, welche im entsprechenden Internetauftritt der Europäischen Kommission (http://www.eaci-projects.eu/iee/page/Page.jsp) aufgeführt sind. Die einzelnen Programme sowie die Projekterklärungen und, soweit öffentlich verfügbar, die entsprechenden Zuwendungen aus europäischen Fördermitteln an luxemburgische Akteure gestalten sich wie folgt:

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Projektname	Gegenstand	Zeitraum	Geschätzte EU-Fördermittel	Beteiligte Länder
Odyssee-Mure	Monitoring von Energieeffizienz in Europa	April 2013 - Sept. 2015	12.218 €	EU-26 (2 Länder nicht beteiligt) + Norwegen
Build-Up Skills	Verbesserung der Kompetenzen im Bauhandwerk im Hinblick auf die bis 2020 vorgesehenen energetischen Herausforderungen	Juni 2012 - Dezember 2013	319.104 €	EU-28 + Norwegen + Mazedonien
Concerted Action ESD	Implementationshilfe für die Richtlinie 2006/32/EG über Endenergieeffizienz und Energiedienstleistungen und zur Aufhebung der Richtlinie 93/76/EWG des Rates und für die Richtlinie 2012/27/EU zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG	2008 -	62.548 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
Concerted Action RES	Implementationshilfe für die Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG	2010 -	116.024 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
Concerted Action EPBD	Implementationshilfe für die Richtlinie 2002/91/EG über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden und für die Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden (Neufassung)	2007 -	134.981 €	EU-27 + Kroatien + Norwegen
EINSTEIN II - Expert-system for an INtelligent Supply of Thermal Energy in INdustry and other large scale applications (EINSTEIN II)	Entwicklung integrierter energieeffizienter Lösungen für die thermische Energieversorgung in Industrieunternehmen und für große nichtindustrielle Anwender	Juli 2010 - Dezember 2012	1.923.107 € (Gesamt-budget)	Belgien, Bulgarien, Deutschland, Frankreich, Italien, Irland, Luxemburg Österreich, Slowakei, Spanien
Euro-Topten-Plus	Schaffung einer dynamischen Benchmark für die energieeffizientesten Produkte (Fernseher, Kühlschränke, Autos, uvm.)	Dezember 2008 - Dezember 2011	1.711.516 € (Gesamt-budget)	Deutschland, Finnland, Frankreich, Italien, Litauen, Luxemburg, Polen, Portugal, Rumänien Spanien, Tschechien
Maximising Topten Communication on Top Runner Products (EURO-TOPTEN-MAX)	Weiterentwicklung von Euro-Topten-Plus	Januar 2012 - Dezember 2014	2.148.819 € (Gesamt-budget)	Belgien, Deutschland, Finnland, Frankreich, Großbrit., Italien, Litauen, Luxemburg, Norwegen, Österreich, Polen, Portugal, Rumänien, Schweden, Tschechien, Zypern
Covenant of Mayors	Regionale/lokale Bewegung zur Verbesserung der Energieeffizienz und Nutzung erneuerbarer Energien	2008 -	Keine Angaben	4.799 Kommunen aus 50 Ländern (in Luxemburg: Beckerich und Luxemburg)

Ein nationaler Informationstag für die Präsentation des Programms „Intelligente Energie - Europa“ wurde in der Vergangenheit nicht durchgeführt. Derzeit wird davon ausgegangen, dass die potenziellen Akteure, die sich an diesen Projekten beteiligen, weitestgehend durch die von der Europäischen Kommission verteilten Informationen über das Programm informiert sind. Momentan wird allerdings geprüft, ob für kommende Programme eine gezielte Verbreitung von Informationen zum Programm sinnvoll und zielführend ist.

Question 2841 (14.8.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **remboursement de subsides agricoles à l'Union européenne:**

Hier la Commission européenne a publié un communiqué de presse (IP/13/773) dans lequel elle annonce récupérer auprès du Luxembourg la somme de 279.000 euros, «correspondant à des dépenses irrégulières effectuées» au titre de la politique agricole commune. La Commission accuse le Luxembourg du «non-respect des règles de l'Union ou de l'inadéquation des procédures de contrôle des dépenses agricoles».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la nature plus précise des incidents amenant la Commission européenne d'agir de la façon?

- Quelles sont les parties prenantes au niveau national?

- Quel est le genre de la fraude commise, est-elle de nature intentionnelle?

- Est-ce que le montant à rembourser est en hausse ou en baisse en comparaison avec les années précédentes?

Réponse (11.9.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

D'abord il y a lieu de préciser que dans le cadre du règlement (CE) n°1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 concernant le financement de la politique agricole commune la Commission européenne dispose de la possibilité d'organiser des contrôles sur place dans les États membres pour vérifier la conformité des dépenses effectuées dans le cadre des deux fonds agricoles FEAGA et FEADER.

Art 37(1) du règlement (CE) n°1290/2005:

«Contrôles sur place

1. Sans préjudice des contrôles effectués par les États membres conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales, de l'article 248 du traité, ainsi que de tout contrôle organisé sur la base de l'article 279 du traité, la Commission peut organiser des contrôles sur place dans le but de vérifier notamment:

a) la conformité des pratiques administratives avec les règles communautaires;

b) l'existence des pièces justificatives nécessaires et leur concordance avec les opérations financées par le FEAGA ou le FEADER;

c) les conditions dans lesquelles sont réalisées et vérifiées les opérations financées par le FEAGA ou le FEADER.

…….»

Dans ce contexte, les services de la Commission européenne ont mené une enquête en février 2010 concernant l'axe 2, et plus précisément les mesures 212 (indemnités compensatoires) et 214 (mesures agro-environnementales) de notre plan de développement rural 2007-2013.

Dans son rapport final, la Commission européenne conclut que «l'octroi de l'aide au titre de cette mesure du développement rural financée par le FEADER au Grand-Duché de Luxembourg n'a pas été effectué en pleine conformité avec les règles communautaires pour les campagnes 2008 et 2009 pour les mesures agro-environnementales et pour la campagne 2008 pour la mesure Handicaps Naturels».

Ainsi, dans la décision d'exécution de la Commission du 13 août 2013 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du FEADER la Commission a décidé d'une réduction (forfaitaire de 2%) pour les exercices 2009 et 2010 (campagnes 2008 et 2009) pour la raison suivante: «Contrôle insuffisant des animaux et de la traçabilité des contrôles, absence de vérification des contrôles sur places délégués et absence de comparaison des résultats des contrôles».

Il est important de préciser que le problème principal provient du fait que les États membres et la Commission européenne ont des divergences d'interprétation quant à certains aspects de la réglementation communautaire en vigueur dans la matière.

En effet, étant donné la nature très complexe de la matière, les autorités luxembourgeoises plaident souvent dans leurs prises de position face à des propositions de règlements communautaires de simplifier les textes et surtout d'y apporter suffisamment de simplicité administrative pour que les petits États membres tels que le Luxembourg puissent également parvenir à mettre en place un système de contrôle de la légalité et de la régularité des paiements sans devoir faire usage de moyens disproportionnels par rapport aux montants cofinancés par l'Union européenne. Il s'avère donc très difficile d'implémenter les procédures de gestion et de contrôle requises sans courir le risque d'avoir des divergences d'interprétation. Dans certains cas de divergences d'interprétation l'État membre peut même saisir la Cour de justice de l'Union européenne afin de trancher l'affaire.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en tant qu'organisme agréé, est la partie concernée au niveau national. La décision de la Commission n'entraînera pas de conséquences financières pour les agriculteurs.

Il est également important de souligner qu'il n'y a pas eu de fraude, mais comme déjà évoqué ci-devant, nous nous trouvons face à des divergences d'interprétation.

Concernant le montant de la réduction de 279.192,49 euros, il n'est pas possible de faire des comparaisons avec des années antérieures pour plusieurs raisons. D'abord il y a lieu de préciser que la Commission européenne établit un plan d'audit en fonction d'un certain nombre de critères et lequel prévoit de faire des missions de contrôle dans tous les États membres pour toutes les mesures que la Commission européenne juge indispensable à contrôler. Ensuite, ces missions de contrôle sont conduites de façon très irrégulière (il y a des années où on ne subit pas de missions et d'autres années où on peut subir plusieurs missions) et les procédures réglementaires (définies au règlement (CE) 1290/2005) déclenchées par une telle mission peuvent avoir des durées procédurales différentes (entre deux et quatre ans en général). Il en résulte que les décisions de la Commission infligeant un remboursement à un État membre ne peuvent être publiées une fois que la procédure résultant de la mission de contrôle est clôturée.

Finalement, il est à noter qu'il est extrêmement rare qu'à la clôture d'une mission de contrôle la Commission européenne n'inflige pas de correction financière. Ceci compte pour tous les États membres et souligne ce qui a été précisé ci-dessus quant à la complexité de la matière et aux divergences d'interprétation qui s'en déduisent!

Question 2844 (16.8.2013) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante:**

Il me revient que dans le contexte du traitement des demandes pour une aide financière en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante, l'Administration de l'Environnement affiche des retards importants. Ces retards atteindraient plus de huit mois et dépasseraient, dans certains cas, même les 15 mois. De nombreux demandeurs, auxquels on ne communiquerait aucune date exacte quant au traitement de leur demande, risquent ainsi de se retrouver, sans en être responsable, dans des situations financières critiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces retards dans le traitement des demandes en relation avec un assainissement énergétique d'une maison d'habitation existante?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards de traitement respectivement de paiement?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre ce problème à court terme?

Réponse (26.9.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Il est vrai que l'Administration de l'Environnement accuse un certain retard pour ce qui est du traitement des demandes d'aides financières en relation avec l'assainissement énergétique d'une maison existante.

Ce retard est dû en bonne partie au fait que l'Administration de l'Environnement était confrontée, courant 2012, à un nombre très élevé de demandes de subvention, en particulier pour ce qui est du régime d'aides pour les voitures à faibles émissions de CO_2. En effet, l'an dernier quelque 11.000 primes CAR-e pour un montant total de 12,8 millions d'euros ont été accordées.

Grâce à un renforcement temporaire du service des économies d'énergie de l'Administration de l'Environnement par des agents externes, le retard mentionné ci-dessus, qui avoisinait 15 mois au début de l'été, a déjà pu être réduit à environ neuf mois. D'ici la fin de l'année en cours il aura été entièrement résorbé. Depuis janvier 2013, quelque 2.800 subsides pour un montant de 15 millions d'euros ont été accordés dans le cadre du régime d'aides «prime House». À cela s'ajoutent plus de 7,5 millions d'euros pour la prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables, et 4.200 primes CAR-e pour un montant de 4,5 millions d'euros.

Question 2846 (16.8.2013) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **cartes de priorité et d'invalidité:**

La loi du 23 décembre 1973 a créé des cartes de priorité et une carte d'invalidité. Les détenteurs d'une carte d'invalidité B et C bénéficient de la gratuité des transports publics et de l'exonération de la taxe sur les véhicules automobiles.

Suite à la loi qui a augmenté les taxes sur les véhicules automobiles, les demandes pour obtenir une carte de priorité ont explosé ainsi que le relève la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur suite à ma question parlementaire n°1862 *(cf. comptes rendus n°10/2011-2012 et n°2/2012-2013)*. En 2011, elles ont atteint le nombre de 82.937!

Le Gouvernement s'est mis d'accord pour «établir de nouveaux critères d'admission plus clairs et plus précis». Or, ceux-ci sont restés secrets.

Dans ce contexte, j'entends poser les questions suivantes:

1. Quel est le nombre actuel des cartes de priorité A, B et C?

2. Quels sont les nouveaux critères d'admission? Quand seront-ils mis en pratique?

Réponse commune (30.9.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Santé,* et **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le sujet faisant objet de la question parlementaire du 16 août 2013 reprise sous rubrique fut déjà traité dans le cadre de la question parlementaire n°1862 du 16 janvier 2012 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes à laquelle une réponse commune fut donnée par les départements de l'Intérieur et à la Grande Région et de la Sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier jusqu'au 31 août 2013, 3.188 dossiers ont été transmis au Contrôle médical de la sécurité sociale dans le cadre de l'octroi des cartes d'invalidité. Jusqu'à ce jour, 2.557 dossiers, établis sur base d'un certificat médical, ont été traités. 631 dossiers sont restés sans suite. Au courant de cette période, ont été attribuées 1.048 cartes A, 1.179 cartes B et 132 cartes C. Le nombre de refus se chiffre à 198 unités.

Un groupe de travail, regroupant des représentants des départements des Transports, de l'Intérieur et à la Grande Région, de la Santé et de la Sécurité sociale, du Contrôle médical de la sécurité sociale et de la Cellule d'évaluation et d'orientation, fut instauré en 2012 sur décision du Conseil de Gouvernement en vue de l'élaboration de nouveaux critères donnant droit aux services du Novabus.

Comme les travaux de ce groupe n'ont pas encore été clôturés, il m'est, à ce stade, impossible de me prononcer davantage au sujet du deuxième point de la question parlementaire sous objet.

Question 2847 (19.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère:**

Die Bürgerbeteiligung bei der Wertstoffsammlung durch Valorlux ist nach Meinung des Ministers zu einem ansehnlichen Erfolg geworden. Auffallend ist es allerdings, dass die Liste der Wertstoffe, die eingesammelt werden, beispielweise in der blauen Plastiktüte, restriktiver erscheint als das in der deutschen Grenzregion der Fall ist. So werden durch die A.R.T. in der Grenzregion Trier eine ganze Reihe mehr Plastikstoffe entsorgt und möglicherweise weiterverwertet als dies von der nationalen Valorlux-Gesellschaft angeboten wird. Als Beispiel seien nur die allerorts in auffallend großen Mengen anfallenden Joghurt-Becher erwähnt.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass die Wertstoffsammlung in Luxemburg im Vergleich zum deutschen Grenzgebiet noch ausbaufähig wäre?

2) Wenn ja, wird es dann zukünftig zu einer Erweiterung der Art von Wertstoffen kommen, die im Rahmen der blauen Plastiksäcke eingesammelt werden, um die Recyclingfähigkeit auszubauen?

3) Falls es sich herausstellen sollte, dass es weitere Plastikstoffe gibt, die recyclingfähig sind, und dass dies in der Grenzregion umgesetzt wird, denkt der Minister nicht auch, dass Valorlux der Umwelt zuliebe dieses Service-Upgrade umsetzen sollte?

4) In den Instruktionen der A.R.T. Trier wird empfohlen, die Plastikverpackungen nicht zu spülen, um nicht noch weitere Ressourcen (Wasser) zu verschwenden, derweil Valorlux dies in ihren Anweisungen als Leitlinie vorgibt. Aus welchen umwelttechnischen Gründen soll in Luxemburg das Material ausgespült werden?

Réponse (1.10.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1. Da für das deutsche Grenzgebiet keine statistischen Daten zur Vergleichbarkeit vorhanden sind, können Luxemburg und Deutschland nur aufgrund der bei Eurostat vorliegenden Daten miteinander verglichen werden. Diese Daten zeigen, dass Deutschland und Luxemburg in etwa identische Recyclingquoten bei den Wertstoffen haben. Neben Deutschland, Österreich, Belgien, Dänemark, Schweden und den Niederlanden gehört Luxemburg zu den führenden Nationen in der Europäischen Union betreffend die Wertstoffsammlung und das Recycling.

Einen Ausbau der Wertstoffsammlungen in Luxemburg wird es aufgrund legaler Bestimmungen, wie sie im Abfallwirtschaftsgesetz vom 21. März 2012 festgelegt wurden, geben:

- Spätestens im Jahre 2020 ist die minimale Recyclingquote von 50% bei Haushaltsabfällen und haushaltsähnlichen Abfällen zu erreichen.

- Ab dem 1. April 2014 ist die separate Sammlung von Bioabfällen verpflichtend.

- Ab dem 1. Januar 2015 muss mindestens die separate Sammlung der Abfallkategorien: Glas, Papier/Kartonagen, Plastik und Metalle gewährleistet sein.

2. Eine Erweiterung der Art von Wertstoffen der im Rahmen der von der A.s.b.l. Valorlux organisierten PMG-Sammlungen (blaue Plastiksäcke) eingesammelten Verpackungsabfälle wird es nach dem heutigen Kenntnisstand nicht geben.

3. Zwischen dem „blauen Sack" in Luxemburg und dem „gelben Sack" in Deutschland gibt es allerdings einen wesentlichen Unterschied. Dadurch, dass in Deutschland viele verschiedene Materialien gemischt eingesammelt werden, kommt es zu hohen Verschmutzungsgraden. So werden von den im „gelben Sack" eingesammelten Verpackungen bis zu 75% einer thermischen Behandlung zugeführt und nicht recycelt. Demgegenüber lag Ende 2012 in Luxemburg der Verschmutzungsgrad der im „blauen Sack" eingesammelten Verpackungen bei nur 14,94%.

Im Allgemeinen ist aber zu sagen, dass in Luxemburg komplementär zu den PMG-Sammlungen weitere Wertstoffe (Papier/Kartonagen, Glas, Metalle, Elektroschrott, organische Abfälle) über Holsammelsysteme, Depotcontainer respektive über die Recyclingzentren eingesammelt werden.

Gemäß Artikel 19 des Abfallwirtschaftsgesetzes vom 21. März 2012 sind Produzenten im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um die legal festgelegten Sammelquoten zu maximieren.

Im Rahmen seiner Akkreditierung vom 16. Mai 2011 ist Valorlux verpflichtet, die über die öffentlichen Sammelsysteme eingesammelten Verpackungen einer zentralen Vermarktungsstelle zuzuführen. Dies bedeutet außerdem eine Harmonisierung der Annahmepalette der einzelnen Verpackungsabfälle in den Recyclingzentren der Gemeinden und der Gemeindeverbände die sich der Zentralvermarktung anschließen. Harmonisierte Annahmekriterien der Verpackungsabfälle in den Recyclingzentren werden es in Zukunft erlauben, eine bessere und kohärente landesweite Öffentlichkeitsarbeit zu gewährleisten.

omplementär zu den bestehenden Systemen plant die Valorlux A.s.b.l. in Zusammenarbeit mit dem Handel, ab Herbst 2013 ein Pilotprojekt durchzuführen, bei dem sogenannte „REbox"-Wertstoffinseln bei den Supermärkten aufgestellt werden und wo Verpackungen aus Kunststoff (Becher, Blister und Folien) getrennt abgegeben werden können.

4. Was die Reinigung der Verpackungen betrifft, so ist es prinzipiell nicht notwendig, zum Zwecke der Verwertung restentleerte Verpackungen zu spülen. Restanhaftungen von Milchprodukten, Fisch oder Fleisch können eher zu Geruchsproblemen oder hygienischen Problemen führen, insbesondere während der warmen Sommermonate.

Deshalb sollten, wenn aus hygienischen Gründen eine Spülung sinnvoll ist, folgende Empfehlungen beim Spülen respektiert werden:

- minimale Wassermengen reichen meistens aus;

- wenn vorhanden, kann die Reinigung auch mit einem Rest Spülwasser erfolgen;

- in der Geschirrspülmaschine findet sich meist noch ein Restplatz, wo die leeren Verpackungen mitgespült werden können.

Question 2850 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **fermeture de la maternité du Centre Hospitalier du Nord:**

Es kursieren Gerüchte, dass demnächst im „Centre Hospitalier du Nord" die Abteilung der „Maternité" geschlossen wird. Das wäre nach Wiltz ein herber Schlag für den Norden.

Frage:

- Kann der Minister bestätigen, dass die „Maternité" in Ettelbrück geschlossen wird und wenn ja, warum?

Réponse (29.8.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Angebliche Gerüchte über eine bevorstehende Schließung der im „Centre Hospitalier du Nord" (CHdN) angesiedelten Maternité, zu deren Sprachrohr sich der Herr Abgeordnete macht, entbehren jeder Grundlage und sind völlig unbegründet.

Demnach beabsichtigt weder das Gesundheitsministerium noch die Leitung des CHdN die Abteilung der „Maternité" des CHdN in Ettelbrück zu schließen.

Question 2851 (26.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**utilisation des clignotants dans un carrefour giratoire:**

Bezugnehmend auf die Antwort betreffend den Irrgarten und den Kreisverkehr *(question parlementaire n°2804 - cf. compte rendu n°13/2012-2013)* gibt es in Frankreich eine Regelung, nämlich, dass der Fahrer im Kreisverkehr den rechten Blinker betätigen muss, um den Kreisverkehr zu verlassen und den linken Blinker betätigen muss, um von der ersten in die zweite oder dritte Spur zu wechseln. Bei Nichtbeachtung dieser Vorschrift wird der Autofahrer zur Kasse gebeten. Diese Maßnahme hat die Unfälle stark reduziert.

Frage:

- Wie sieht die Regelung in Luxemburg aus und gibt es Bußgelder zu bezahlen bei einer eventuellen Missachtung der Regelung?

Réponse (27.9.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les règles de circulation applicables aux intersections à sens giratoires, notamment en cas de changement de direction ou de voie de circulation.

D'emblée, il y a lieu de relever que les règles de circulation applicables dans les giratoires ne diffèrent pas de celles qui règlent la circulation sur les autres parties de la voie publique.

En ce qui concerne la situation où un conducteur a l'intention de quitter le giratoire pour s'engager sur une chaussée adjacente, il s'agit en l'espèce d'un changement de direction et, selon l'article 134 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), le conducteur «…doit indiquer clairement son intention et suffisamment à temps au moyen soit de la main, soit de l'indicateur de direction, lorsque le véhicule en est muni. L'indication doit montrer la direction de la manœuvre; elle doit être donnée pendant toute la durée de celle-ci et cesser dès que la manœuvre est terminée».

Cette même disposition est applicable au conducteur qui a l'intention de changer de voie de circulation que ce soit à l'intérieur d'un giratoire ou ailleurs sur la voie publique.

Le non-respect de cette règle est sanctionné par un avertissement taxé de 74 euros.

Question 2854 (27.8.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **participation du Luxembourg à la protection de la réserve naturelle Yasuni en Équateur:**

Il ressort d'un article de presse que le projet qui visait à protéger la réserve naturelle Yasuni (Équateur) vient d'être arrêté par le Gouvernement équatorien. Le Gouvernement luxembourgeois avait soutenu ce projet par le biais du fonds «climat et énergie».

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel montant a été investi par le Gouvernement dans le projet susmentionné?

- En quoi consistent les résultats de cet investissement?

- Au vu du fait que l'initiative vient d'être arrêtée, est-il prévu de recouvrir les sommes investies?

- Est-ce que des quotas d'émissions ont été crédités au Luxembourg pour cet investissement? Dans l'affirmative, ce crédit pourra-t-il être maintenu après l'arrêt du projet en question?

Réponse (1.10.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le Gouvernement du Luxembourg a contribué à hauteur de 1.000.000 euros en date du 15 janvier 2013 au fonds «Ecuador Yasuni ITT Trust Fund» géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette contribution a fait l'objet d'un accord administratif «standard administrative arrangement» entre le Gouvernement du Luxembourg et le PNUD en novembre/décembre 2012.

La contribution luxembourgeoise a été déposée dans le fonds Yasuni ITT dont le capital, censé provenir de la contribution internationale comme contrepartie au compromis de l'Équateur de ne pas exploiter les réserves de pétrole du gisement ITT, est destiné à être investi dans des projets en faveur du développement des sources d'énergies renouvelables et de la reforestation.

L'accord administratif prévoit dans son article 5 une procédure de remboursement au cas où le Gouvernement de l'Équateur déciderait de reprendre la prospection pétrolière dans le parc national Yasuni.

Si la décision du président Correa du 15 août 2013 de renoncer à l'initiative Yasuni ITT est confirmée par le parlement national de l'Équateur, le Gouvernement du Luxembourg a l'intention de demander le remboursement de sa contribution conformément à l'accord administratif.

L'investissement en question est destiné à soutenir la volonté du Gouvernement de l'Équateur de renoncer à la prospection pétrolière dans un des endroits les plus riches en diversité biologique au monde et n'est pas crédité de quotas d'émissions.

Question 2855 (28.8.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant la **promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables:**

Kürzlich wurde vom Minister ein Plan vorgelegt für die Energieversorgung in Luxemburg. Neben traditionellen Beschaffungsmethoden, soll auch die heimische Produktion mit alternativen, nachhaltigen Energieformen ausgebaut werden. Allerdings fällt auf, dass die Solarenergie, die von Privatleuten, kleineren und mittleren Betrieben bevorzugt wird, weniger von staatlichen Unterstützungsmaßnahmen profitieren soll. Die Investition in Windkraft und Biomasse ist eher größeren Erzeugern vorbehalten, sodass die private Eigenproduktion abnehmen wird.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass durch den vorgestellten Plan die Solarstromerzeugung weniger attraktiv werden wird?

2) Wieso kommt es zu einer Verlagerung der Subsidien von kleineren Haushalten zugunsten größerer Investoren und Aktiengesellschaften?

3) Denkt der Minister nicht, dass der Effekt des Konsums oder der Reinvestition ersparter Energiebudgets durch Haushalte einen größeren Kick für die nationale Wirtschaft haben würde als die Unterstützung größerer Aktiengesellschaften?

4) Ist das nicht das falsche Signal und wäre eine dezentralisierte und populäre Energieproduktion nicht die intelligentere Variante gewesen?

Réponse (26.9.2013) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera betreffend die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen, kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Der Regierungsrat hat in seiner Sitzung vom 10. Mai 2013 beschlossen, die Einspeisetarife für erneuerbare Energien einer Reform zu unterziehen, um deren Entwicklung in Luxemburg auf eine neue Grundlage zu stellen. In dieser Reform ist vorgesehen, die Einspeisevergütung für Windkraftanlagen, für Biogas- und Biomasseanlagen sowie für Wasserkraftanlagen zu erhöhen. Die Einspeisevergütung der Fotovoltaik wurde an die stark gesunkenen Installationskosten angepasst, um jedwede Überförderung zu vermeiden und um die Auswirkungen auf den Strompreis für gewerbliche und private Kunden abmildern zu können. Die Einspeisevergütung wird durch eine Umlage über den Stromtarif finanziert und es erscheint mir als fundamental wichtig, die Wettbewerbsfähigkeit der Energiepreise für die Industrie und das Gewerbe in Luxemburg zu garantieren, um lokale Arbeitsplätze nicht zu gefährden sowie die Attraktivität für Ansiedlung neuer Unternehmen zu erhalten. Des Weiteren scheint es mir wichtig, die Entwicklung der Strompreise im Hinblick auf die tendenziell steigende Problematik der Energiearmut im Auge zu behalten.

Was die Solarstromerzeugung angeht, so habe ich besonders darauf geachtet, dass die Bürger weiterhin die Möglichkeit haben, Fotovoltaikanlagen auf Ihrem Eigenheim zu installieren und damit einen eigenen Beitrag zur dezentralen Energieversorgung zu leisten.

Question 2856 (30.8.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **zone d'activité économique «Hinter der Berck» à Steinfort:**

- Pourquoi Monsieur le Ministre accepte-t-il la création, l'aménagement et l'exploitation d'une ZAE «Hinter der Berck» à Steinfort aux frais du contribuable, et ceci seulement pour l'utilisation d'une seule parcelle pour le compte d'une société immobilière, alors qu'il vient justement de créer la ZARO Grass d'une superficie de 28,1 hectares?

- Pourquoi le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a-t-il reclassé une zone verte en zone artisanale, sachant qu'ainsi il a permis à une société immobilière un accès à son terrain à travers l'ancienne forêt communale? Une telle décision ne correspondrait-elle pas à satisfaire un intérêt particulier au détriment de l'intérêt général?

- Au cas où des immeubles classés monument national se trouvent à proximité d'un PAP contenant des halls de production d'une certaine hauteur, ceux-ci ne devraient-ils pas bénéficier d'un périmètre de protection permis et prévu par la loi, respectivement les halls ne devraient-ils pas être dissimulés par une plantation d'arbres?

Réponse (2.10.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. En ce qui concerne la «création» de la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort.

La zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort figurait déjà en tant que «zone artisanale» dans le plan d'aménagement général (dénommé ci-après «le PAG») de la commune de Steinfort, approuvé en date du 5 mai 1983 par le Ministre de l'Intérieur.

La zone d'activité économique à caractère régional sise aux lieux-dits «Miisereech, um Knäppchen et Burwiss» à Grass, quant à elle, n'a été créée qu'en 2008 suite à l'adoption du projet de modification ponctuelle du PAG de la commune de Steinfort en date du 16 décembre 2008.

Lors de l'adoption du nouveau PAG de la commune de Steinfort («Mouture 2004»), approuvé en date du 25 mars 2010 par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, une extension de faible envergure (10,5 ares) de la zone d'activité économique sur une parcelle classée en zone verte a été approuvée en vue de garantir un accès vers une parcelle partiellement enclavée.

Ce reclassement a été effectué en vue d'assurer la jonction de la parcelle enclavée avec le CR106 (rue de Hobscheid), ce qui évite de faire passer le trafic par le chemin vicinal qui se situe à l'est de la parcelle précitée.

Dans ce contexte, il convient également de relever que, lors de l'adoption du nouveau PAG de la commune de Steinfort, une surface d'approximativement 19,4 ha, classée sous l'ancien PAG en tant que zone d'activité économique et adjacente à la zone d'activité «Hinter der Berck», a été retirée du périmètre d'agglomération.

Il est partant inexact d'affirmer, comme le laisse sous-entendre l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen sans nuance, que le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aurait «accepté la création» d'une zone d'activité économique (qui fonctionne en tant que telle depuis 1983) en sachant qu'une zone d'activité économique régionale d'une envergure considérable (28,1 ha) se situe à quelques kilomètres.

En effet, la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» n'a connu aucune expansion significative (en l'occurrence moins de 2% par rapport à la surface totale de la zone) et le reclassement opéré n'a fait que contribuer au développement et à la viabilisation de celle-ci.

2. En ce qui concerne «l'aménagement» de la zone d'activité économique sise au lieu-dit «Hinter der Berck» à Steinfort.

Une fois que la modification ponctuelle du PAG a été approuvée, la parcelle, désormais classée en zone d'activité économique, peut être exécutée par un plan d'aménagement particulier. Cette exécution est prévue par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (dénommée ci-après «la Loi»).

En effet, l'article 25, alinéa 1 de la Loi dispose que «le plan d'aménagement particulier précise et exécute les dispositions réglementaires du plan d'aménagement général concernant une zone ou une partie de zone».

Le Ministre ne peut dès lors plus juger de l'opportunité de l'établissement d'un plan d'aménagement particulier sur les fonds concernés mais il lui appartient dorénavant uniquement, en sa qualité d'autorité de tutelle, de vérifier la légalité du projet lui soumis et ceci notamment par rapport aux objectifs consacrés par l'article 2 de la Loi.

Il y a finalement lieu de relever que le plan d'aménagement particulier en question a été initié par une personne privée et que les frais de publication du plan d'aménagement seront récupérés par la commune auprès de cette personne.

Partant, les frais relatifs à l'élaboration du plan d'aménagement particulier n'incombent pas à la collectivité, contrairement à ce qu'affirme l'honorable Député Monsieur Gast Gibéryen.

Réponse (2.10.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En ce qui concerne l'immeuble classé monument national

En l'espèce, l'immeuble classé monument national bénéficie de la protection qu'apporte le classement de toute la parcelle sur laquelle l'objet est implanté, ainsi que de la route qui sépare cette parcelle des nouveaux aménagements en cours. De la sorte, un périmètre de protection est donné. Il faut encore remarquer que la villa protégée tourne le dos à ces aménagements et que le front principal de l'édifice donne sur un jardin généreux, bénéficiant donc de la même protection, ainsi que sur des champs qui ont vocation à rester inconstructible.

Réponse (2.10.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En ce qui concerne l'accès à travers l'ancienne forêt communale

Il est exact qu'en date du 3 juillet 2007 le Ministre ayant l'environnement naturel dans ses attributions a accordé une autorisation de défrichement portant sur quelque 25 ares boisés dans l'intérêt de la viabilisation de fonds dûment classés en tant que zone d'activité par le PAG communal en vigueur, dont quelque dix ares en vue de la création d'un accès.

L'autorisation fut accordée à l'époque à l'administration communale en tant que représentant de l'intérêt général et non pas à un particulier privé et fut liée à l'exécution de mesures compensatoires, telles que prévues par l'article 13 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ces mesures compensatoires ont été mises en œuvre selon les règles de l'art. Le reclassement de cette infime bande de terrain dans le cadre de la procédure d'approbation du PAG de la commune de Steinfort, tout comme les approbations ad hoc des Ministres de tutelle n'en furent que la conséquence logique.

Question 2858 (30.8.2013) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant l'**avenir du projet «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP:**

Le service «Job Coaching» de l'a.s.b.l. ATP (association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques) a débuté ses services en 2009 en tant que projet FSE et prendra fin le 31 décembre 2013.

L'importance d'un service de «Job Coaching» pour personnes souffrant de troubles psychiques est reflétée par les chiffres de fréquentation du service, en constante augmentation depuis sa création.

La cessation des activités suite à l'absence durable de soutien financier engendrera inévitablement l'arrêt des suivis en cours ainsi que l'absence d'un service compétent pour tout demandeur d'emploi présentant des troubles psychiques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'un service de soutien et de suivi en vue de l'Intégration professionnelle des personnes souffrant de troubles psychiques s'impose afin de promouvoir les chances de ces personnes déjà suffisamment en difficultés?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est de la responsabilité nationale de garantir le bon fonctionnement d'un service de soutien et de suivi, aussi bien pour les personnes concernées que pour leurs potentiels employeurs?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils la possibilité de pérenniser le service «Job Coaching» d'ATP en prenant le relais du soutien financier du FSE à partir de janvier 2014?

Réponse commune (3.10.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

L'Association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques (ATP) a.s.b.l. est soutenue financièrement à la fois par le Ministère de la Santé et le Ministère du Travail et de l'Emploi, respectivement l'Agence pour le Développement de l'Emploi.

En 2008, ATP a introduit une demande de cofinancement par le Fonds social européen (FSE) pour le projet «Job Coaching» pour les années 2009 et 2010, candidature qui a été retenue par le comité de sélection.

En 2010, ATP a introduit un deuxième projet pour les années 2011-2013 pour un budget initial de 675.000 euros - intitulé «Job Coaching 2» - qui est une évolution du premier projet sur base des connaissances acquises. Celui-ci a également été retenu par le comité de sélection pour un cofinancement par le FSE.

En août dernier l'Autorité de gestion du FSE a lancé un appel à candidatures pour un cofinancement de la part du FSE pour les années 2014 et 2015. Cet appel a été publié dans les quotidiens luxembourgeois et tous les bénéficiaires, y compris ATP, ont été informés par l'Autorité de gestion sur la possibilité de prolongation des projets en cours au-delà du 31 décembre 2013. Rappelons dans ce cadre que le programme opérationnel actuel du Fonds social européen couvre la période 2007-2013 avec l'option de prolongation jusqu'au 31 décembre 2015, option qui a été prise par l'Autorité de gestion en accord avec la Commission européenne.

À ce jour, nous devons constater qu'aucune demande n'a été soumise pour une éventuelle prolongation du projet «Job Coaching 2» de la part d'ATP. Ceci est d'autant plus regrettable que des fonds communautaires sont encore disponibles.

Toutefois, l'Autorité de gestion du FSE a pris contact avec la direction d'ATP en vue d'un éventuel cofinancement par le FSE. Ceci permettrait avant tout la continuation du soutien aux personnes qui en ont le plus besoin et serait dans l'intérêt du personnel encadrant engagé dans ce projet. Cette solution, étant certes une prolongation temporaire, permettrait à tous les acteurs d'avoir le temps nécessaire pour viabiliser le projet tant au sein d'ATP qu'au niveau du financement public.

Le soutien aux personnes qui en ont le plus besoin, notamment en vue d'une intégration professionnelle durable de toute personne qui est à la recherche d'un emploi, a toujours occupé une place prépondérante dans nos politiques. Il en sera autant dans le futur.

Question 2861 (2.9.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**indemnisation du dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles:**

Dans la dernière édition du «De Lëtzeburger Bauer» du 30 août 2013, l'on relate que le dommage causé par des espèces comme le blaireau ou les corneilles n'est plus indemnisé faute de base légale précise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits évoqués ci-dessus? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été mises en suspens avec l'argumentaire susmentionné?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces dégâts devraient être supportés entièrement par l'État?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le refus de prendre en charge ces dégâts constitue une violation des dispositions de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse?

- Monsieur le Ministre veut-il mettre en cause ces principes?

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour débloquer la situation?

- Dans quels délais les demandes afférentes seront-elles traitées pour satisfaire aux obligations légales de l'État?

Réponse (3.10.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1) L'Administration de la Nature et des Forêts a informé le Ministre en été 2013 de sa décision de maintenir les demandes en relation avec les dégâts blaireaux/corvidés en suspens estimant qu'il y a absence de base légale. Au 26 septembre 2013, 51 demandes sont en suspens.

2) Les animaux vivant à l'état sauvage n'étant pas la propriété de l'État, ce dernier n'a aucune obligation légale de supporter ces dégâts. Néanmoins, dans un souci de protection de ces espèces, le Ministre estime opportun de supporter les frais relatifs à ces dégâts.

3) Le blaireau et les corvidés n'étant pas des espèces chassables, la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse n'est pas d'application.

4) Vu la réponse sous 3), ces principes ne sont pas d'application.

5) Les payements en suspens seront traités selon les disponibilités budgétaires en se basant sur la loi budgétaire.

6) Faute de moyens budgétaires suffisants seulement une dizaine de demandes ont pu être traitées en date de ce jour. Les demandes subsistantes seront traitées dès aboutissement des procédures budgétaires nécessaires. Une demande de dépassement a été introduite à cet effet.

d'Chamber online op
www.chd.lu